Karl MARX et Friedrich ENGELS

1979 [2015]

LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

Introduction, traduction et notes
de Roger DANGEVILLE

Un document produit en version numérique par un bénévole français,
aux initiales J.M., qui souhaite conserver l'anonymat.

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: http://classiques.uqac.ca/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: http://bibliotheque.uqac.ca/

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par un bénévole français, aux initiales J.M., qui souhaite conserver l'anonymat à partir de :

Karl MARX et Friedrich ENGELS

LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE
Introduction, traduction et notes de Roger DANGEVILLE.

Cet ouvrage, qui aurait dû être paraître aux Éditions Maspero en 1979, n'a malheureusement pu être publié. Il est mis ici, pour la première fois, à la disposition des lecteurs francophones.

Les ayants droit de Roger Dangeville, traducteur, nous accordaient le 17 mai 2013 leur permission de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.
Pour les citations : Times New Roman, 12 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

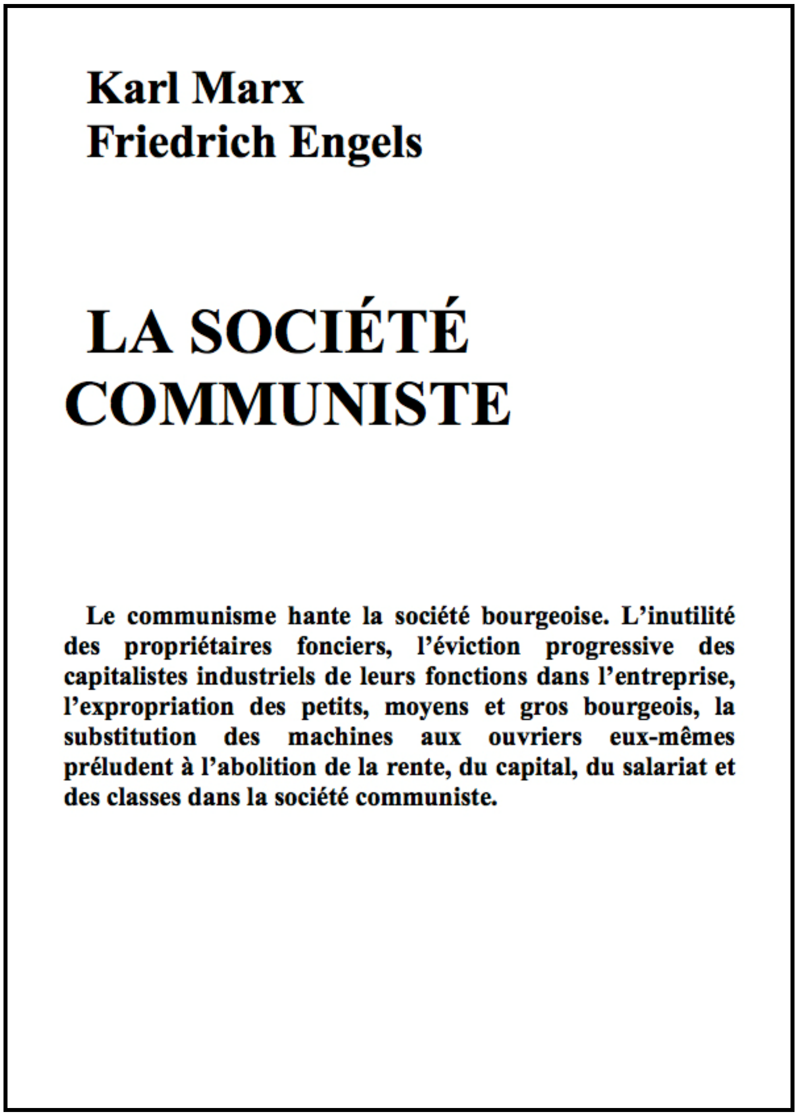
Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 7 février 2015 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Fait avec Macintosh

Karl Marx et Friedrich Engels



Karl Marx
Friedrich Engels

LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

Le communisme hante la société bourgeoise. L'inutilité des propriétaires fonciers, l'éviction progressive des capitalistes industriels de leurs fonctions dans l'entreprise, l'expropriation des petits, moyens et gros bourgeois, la substitution des machines aux ouvriers eux-mêmes préludent à l'abolition de la rente, du capital, du salariat et des classes dans la société communiste.

Paris, Préface, traduction, notes et choix de textes, Roger Dangeville, 1979. Texte non publié destiné originalement pour publication aux Éditions Maspero. Chicoutimi : Les Classiques des sciences sociales, 2015, 278 pp.

Karl Marx
Friedrich Engels

LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

Le communisme hante la société bourgeoise. L'inutilité des propriétaires fonciers, l'éviction progressive des capitalistes industriels de leurs fonctions dans l'entreprise, l'expropriation des petits, moyens et gros bourgeois, la substitution des machines aux ouvriers eux-mêmes préludent à l'abolition de la rente, du capital, du salariat et des classes dans la société communiste.

La société communiste fait partie d'une série de recueils de MARX-ENGELS :

- dans la Petite Collection Maspero :

Le syndicalisme (en 2 volumes)
Le parti de classe (en 4 volumes) Volume I, volume II, volume III et volume IV.
Le mouvement ouvrier français (en 2 volumes)
Les utopistes
Utopisme et communauté de l'avenir
Critique de Malthus

- dans la collection 10/18 :

La Commune de 1871
La guerre civile aux États-Unis
La Chine
La Russie
La social-démocratie allemande
La crise

- aux Éditions de L'Herne :

Écrits militaires

- dans la revue « Fil du temps » (n°14) :

La Belgique

Table des matières

AVERTISSEMENT
PRÉSENTATION

Le « Capital » rouge
Trois moments de la dissolution du capital
En passant par la politique
Marx : dictature du prolétariat et transition au communisme
Alliance avec Ricardo
Renversement de la loi de l'appropriation
Théorie de la plus-value, base vitale du communisme
Surtravail : valorisation et dévalorisation
Dévalorisation et société communiste
Dénouement par le surtravail
Héroïque prolétariat
Parti, anticipation réelle de la société communiste

TEXTES DE MARX ET ENGELS

I. BASE ÉCONOMIQUE ALIÉNÉE DU COMMUNISME

1 Le communisme dans la base productive

1. Nécrologie du capitalisme
2. Prolétariat, producteur du communisme
3. Processus d'aliénation et de désaliénation
4. Ferments communistes dans la grande industrie
5. La coopération
6. Division du travail
7. Démystification du capital

2 ORGANISATION ACTIVE ET CONSCIENTE DU COMMUNISME

1. Luttes économiques et revendications communistes
2. De la revendication économique à la revendication politique et sociale
3. Dépassement des limites des syndicats
4. La synthèse : le parti et l'Internationale
5. Le développement du communisme conscient et organisé

II. ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE VERS LE COMMUNISME AU SEIN DU CAPITALISME

Préliminaire

Élimination des diverses fractions bourgeoises
Mystification de la propriété
La propriété foncière enseigne

1 ÉLIMINATION DE LA CLASSE DES PROPRIÉTAIRES FONCIERS

1. Victoire du travail sur la rente
2. Propriété foncière et capital
3. Incapacité du profit à triompher de la rente
4. Agriculture et capitalisme

2 RAPPORTS DE CIRCULATION ET DE DISTRIBUTION ALIÉNÉS DU COMMUNISME

Préliminaire

Présupposés mercantiles et monétaires du communisme
Marché mondial et limites du capital
Du communisme primitif au communisme universel

A. Tendance universelle du capital dans la circulation

1. Les hommes produisent leurs rapports sociaux sous forme aliénée avant de se les soumettre
2. La plus-value, moteur du révolutionnement dans la circulation
3. Marché mondial : présupposé opposé du communisme

B. Élimination des capitalistes industriels et monétaires

1. Antagonismes dévastateurs au sein même du capital
2. Dévalorisation dans le procès de circulation
3. Le crédit, moyen capitaliste d'abolir la circulation
4. Crédit et future société communiste
5. Antagonisme entre argent et production capitaliste
6. Le capitalisme n'existe plus

C. Formes du communisme bourgeois

1. Nivellement et capitalisme communiste
2. Régulation des capitaux et dissolution mercantile du profit
3. Socialisation à la manière bourgeoise
4. La Bourse
5. Le procès de centralisation du capital
6. Capitalisme d'État et socialisme

III. ÉVICTION PROGRESSIVE DE LA FORCE DE TRAVAIL

Préliminaire

Machinisme et capitalisme d'État
Capitalisme d'Etat et entreprise sans propriété ni finance
Dégénérescence de la production capitaliste
Définition du communisme et formes anticipatrices du futur
Vers l'abolition des classes

1. SUBSTITUTION DES MACHINES AUX OUVRIERS

1. Machinerie et application de forces gratuites à la production
2. Corruption du mode de production capitaliste
3. Dévalorisation du capital avec l'essor des forces productives
4. Mode de production, usage des machines et consommation

2. DÉVALORISATION DE LA FORCE DE TRAVAIL

1. Division du travail dans la société et dans l'entreprise
2. Communisme mystifié dans le procès de travail ET de valorisation
3. Abolition de la division du travail par sa propre dialectique
4. Abolition du capital-argent
5. Machinisme et gonflement des productions antisociales
7. Contradiction entre la loi de la valeur et le capital automatisé
8. L'épargne véritable

LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

AVERTISSEMENT

Retour à la table des matières

Cet ouvrage qui aurait dû paraître aux Éditions Maspero en 1979, conjointement avec celui sur la Dictature du prolétariat, *n'a finalement pas pu être publié. Il est mis ici pour la première fois à la disposition du lecteur, revu et augmenté à partir de sa version en italien parue en 1983 dans la monographie* Economia e strategia della rivoluzione proletaria *(Edizioni 19/75).*

Les idées exposées dans ce recueil – malgré l'apposition de nom d'auteurs, d'ailleurs parfaitement interchangeables – sont une œuvre collective impersonnelle.

LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

PRÉSENTATION [1]

par Roger DANGEVILLE, 1979.

Les innombrables formes contradictoires de l'unité sociale ne sauraient être éliminées par de paisibles métamorphoses. Au reste, toutes nos tentatives de les faire éclater seraient du donquichottisme si nous ne trouvions pas, enfouies dans les entrailles de la société telle qu'elle est, les conditions de productionmatérielles ET les rapports de distribution de la société sans classes.

MARX, *Grundrisse* (Ed. 10/18, tome 1, p.159).

Retour à la table des matières

1 Dans ce recueil des écrits de Marx-Engels sur *la Société communiste*, nous avons rassemblé les extraits significatifs, dispersés à l'intérieur de toute leur œuvre, sur la *base économique* de la société communiste telle qu'elle existe d'ores et déjà à l'intérieur du capitalisme. Nous avons ainsi tenté de traiter de façon plus accessible le matériel théorique qui permet de systématiser les tâches historiques et la stratégie de la révolution communiste. Le thème de la dictature du prolétariat est directement lié à celui de la société communiste. Aussi avons-nous publié ensemble les recueils de Marx-Engels sur ces deux points (cf. recueil sur *la Dictature du prolétariat*).

L'une des difficultés pour mettre sur pied le présent recueil a été de faire un choix, parce que – le lecteur s'en rendra compte – Marx oppose à chaque ligne de son œuvre l'essor de la société communiste à la *dissolution du capitalisme* d'aujourd'hui, se fichant bien de cet odieux mode de production et de ses structures si ce n'est pour théoriser sa destruction radicale, détaillée et complète. Afin de faire de ce recueil un texte centré sur cet objectif fondamental, nous avons été obligés d'abstraire les conclusions communistes et les axes qui mènent au communisme de la démonstration fouillée que Marx en donne dans son œuvre multiforme. D'où la nécessité de renvoyer le lecteur au reste des écrits de Marx-Engels dans des notes qui alourdissent peut-être ce recueil, mais qui permettent de le centrer le mieux possible autour du thème traité : la *genèse de la société communiste*.

Le « Capital » rouge

Retour à la table des matières

On peut imaginer que Marx – en communiste qu'il était – avait un sourire en coin quand il écrivait « le Capital ». *Selon l'expression d'Engels, il opérait avec un froid esprit d'analyse – « en anatomiste » qui dissèque le corps qu'il étudie, comme si le capitalisme était déjà mort. De nombreux socialistes, qui sont en réalité de grands amis et défenseurs des bourgeois, ont interprété cette façon scientifique de procéder comme la marque d'un grand penseur objectif et impartial. En fait, le* red terror doctor *– comme l'appelaient ses ennemis anglais qui le connaissaient souvent mieux que ses prétendus amis – s'intéressait avant tout à l'embryogenèse du communisme, c'est à dire l'étude du développement des stades de formation de la société communiste au sein de la marâtre bourgeoise, et aux meilleures façons d'en mener à bien l'accouchement* [2]*. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Marx est considéré généralement comme le théoricien du prolétariat d'hier, d'aujourd'hui et de demain, et qu'il dirigea l'Internationale pour mettre en pratique les conclusions auxquelles il était arrivé dans ses recherches, notamment* le Capital *qu'Engels appelait la Bible de la classe ouvrière.*

Effectivement, depuis plus d'un siècle, la controverse porte sur deux façons de « lire le Capital *» – celle des ânes candidats à la gestion de la société bourgeoise qui n'y voient que la seule description des lois régissant l'économie capitaliste, et celle des révolutionnaires qui voient, dans la dynamique du développement capitaliste, naître et croître au fur et à mesure, à tous les plans, ses contradictions et le prolétariat communiste qui portera finalement son géniteur à la tombe. Le marxisme n'a plus rien d'utopique, parce qu'il se fonde sur la* dynamique même *du cours de l'économie capitaliste, alors que les*

---

2 D'emblée, « *la production capitaliste détruit la base économique de la production mercantile – la production individuelle autonome et l'échange entre possesseurs de marchandises, c'est-à-dire l'échange entre équivalents* » (MARX, *un Chapitre inédit du « Capital »*, Ed.10/18, p.77). Le capital développe les forces productives sociales qui deviennent rapidement des « forces destructrices » (selon l'expression de Marx-Engels dans *l'Idéologie allemande*, Ed. Sociales, p. 68) et le dissolvent.

premiers utopistes tiraient leur vision de leurs aspirations *(qui n'étaient pas arbitraires, mais découlaient de toutes les conditions matérielles faites aux classes opprimées), en suppléant par leurs intuitions aux conclusions scientifiques que permet une maturité sociale plus grande.*

Les utopistes sont de véritables ennemis du capitalisme, parce qu'ils critiquent le système bourgeois avec force et cohérence, et vont au-delà de la société de classe dans leurs aspirations, alors qu'un Proudhon, par exemple, illusionne les masses en leur faisant croire que l'on peut sortir des limites du capitalisme sans briser son enveloppe mercantile – en y restant.

Si les utopistes ne peuvent prévoir l'action des classes et se limitent à l'élaboration de plans *sociaux, la société qu'ils décrivent est néanmoins la véritable* négation *du capitalisme. Leurs affirmations sur la société future* « ont une signification exclusivement utopique », *parce qu'ils n'ont* « qu'une conscience rudimentaire des oppositions de classe qui ne font que commencer à se développer à leur époque ». *Marx se fonde uniquement sur l'économie et les oppositions de classe, mais lui qui voit la réalité adhère aux affirmations des utopistes parce qu'ils définissent la* seule *société socialiste qui soit et qui puisse être : abolition de l'opposition entre ville et campagne, de la famille, du gain privé (salaire), de la disharmonie sociale (en termes marxistes : l'anarchie sociale), de l'Etat, transformé en simple administration de la production.*

Les utopistes désiraient et proposaient que toutes ces formes soient abolies. *Marx, quant à lui, démontre qu'elles le seront par les forces sociales* que le capitalisme a déjà mises en mouvement. *Dans toutes ses analyses, il scrute avec des yeux d'aigle toutes les failles, les antagonismes qui poussent le système capitaliste à sa crise finale. L'étude scientifique – et, précisément parce qu'elle est scientifique, propre à glacer le sang dans les veines des roquets d'université – suit les phénomènes de l'économie bourgeoise et ses processus historiques successifs qui se nient et s'abolissent, en suscitant une dynamique nouvelle, différente et opposée, des forces économiques : le* communisme. *Les lois scientifiques de cette société nouvelle s'opposent formule à formule, mot à mot, irréductiblement, aux lois de la société actuelle. Marx défend la notion de lois vraies, et non falsifiées, de la dynamique de l'économie capitaliste, parce que la claire vision de ce*

mode de production fournit l'arme suprême pour faire sauter l'infâme machine sociale bourgeoise comme il convient et au moment de l'histoire où il le faut. Ce n'est pas la biologie du capital, c'est sa nécrologie que décrit le socialisme scientifique.

Trois moments de la dissolution du capital

Retour à la table des matières

La structure du Capital *– et donc sa signification réelle – ne peut être comprise que si l'on saisit qu'à chaque livre, à chaque chapitre et, pour ainsi dire, à chaque page, on trouve devant soi les* trois moments *dialectiques de la naissance, de la croissance et de la mort du capitalisme et, avec la dissolution de celui-ci, l'essor du communisme dans la succession historique des modes de production et de société que traverse l'humanité dans sa longue marche en avant.*

Le premier moment *donne la théorie du* capital individuel *ou, mieux, du capital d'entreprise. Le Premier Livre porte sur la genèse du capital dans l'entreprise, avec la définition des rapports de la valeur, du caractère mercantile du procès de production, ainsi que du symbolique personnage du capitaliste qui devient rapidement superflu, tandis que croît sans cesse la masse de ses ouvriers et que leur production se socialise de plus en plus,* créant la base économique de la société future.

Comparant la productivité spécifique à chaque mode de la production sociale avec celle du précédent, dans une série où le travail acquiert une efficacité toujours plus grande, le Premier Livre souligne le fait qu'un premier gaspillage a lieu et se calcule par le taux de plus-value *qui – dans la période manufacturière – oscille mettons autour de 100%* (*et augmente sans cesse). Quoiqu'il corresponde à l'extorsion la moins susceptible de nous préoccuper, puisque la plus-value va* en partie *à des fins sociales supérieures à celles des vieilles économies pré-bourgeoises, dès lors qu'elle échappe à une minorité avide de jouir, nous devons la considérer tout de même comme du* gaspillage*, parce qu'elle repose sur l'appauvrissement croissant de l'ouvrier à tous les points de vue (physique, intellectuel…) : sous le capitalisme,* la richesse repose sur la misère*, et c'est cette contradic-*

tion qui engendre la surproduction, les crises et guerres toujours pires, fatales à la fin aux bourgeois.

Dans le second moment – *dans une langue radicalement opposée à celle des comptables bourgeois – Marx cesse d'écrire le « bilan de l'entreprise industrielle » pour passer à l'étude des lois de* toute la société capitaliste *considérée dans son ensemble. Il souligne maintenant que* la production socialisée entre en contradiction toujours plus criante avec le mode d'appropriation et de circulation privé du capital. *Le mode mercantile et monétaire du capital devient un frein intolérable à son développement ultérieur, et la circulation* mercantile *constitue un faux frais que la* société non mercantile *du communisme abolirait d'un coup, en détruisant le procès borné de la reproduction du capital qui doit passer par le marché pour métamorphoser le produit (valeur d'usage) en argent (valeur d'échange), et cet argent en marchandises (forces de travail, matières premières, machines, etc.). Et Marx de noter que ces procès n'ajoutent rien, mais enlèvent au contraire des bras et des moyens matériels pour s'effectuer, ces opérations étant tout à fait stériles. Il en déduit, d'une part, que la société future sera amenée immanquablement à briser le mercantilisme et son corollaire, l'appropriation privée, et à rompre l'autonomie des entreprises qui ne peuvent communiquer que par le moyen vain et dispendieux de l'échange* monétaire, *et, d'autre part, que la société communiste unifiera (socialisera) le procès de production à l'échelle de toute l'humanité, en mettant fin à la contradiction entre circulation et production ainsi que, du même coup, à celle entre la consommation et le procès de travail. La taupe de la société communiste a bien travaillé à l'échelle sociale tout entière.*

En cumulant les économies que le prolétariat pourrait faire aussitôt s'il s'érigeait, dans les pays développés, en classe dominante, Marx évalue qu'il serait possible d'obtenir le même résultat qu'avec le capital si, au lieu de 8 heures, on n'en travaillait plus que 2, voire moins encore dès lors que tous les parasites et oisifs sont contraints eux aussi à faire du travail productif. En ce sens, Marx conclura que le système mercantile et monétaire du capital est synonyme de dilapidation et de gâchis du temps de travail humain *et de surproduction avec la course frénétique à l'augmentation de la masse de la production.*

Pour distraire le monde de ce qui distingue essentiellement capitalisme et socialisme, au point qu'un hippopotame lui-même ne pourrait plus les confondre – à savoir que le capitalisme implique marché, valeur d'échange, monnaie, salaire, bilan d'entreprise et de famille, impôt, droit héréditaire, propriété de la maison habitée et autres choses semblables, et le socialisme leur abolition –, on truque une autre notion du marxisme qui, exactement citée, est la suivante : une forme sociale de production ne se substitue à une autre, à travers des luttes et des révolutions, que si elle garantit un EFFORT HUMAIN MOINDRE pour une production, une productivité ou un rendement égal, sinon supérieur. *Si le socialisme n'est pas le simple prolongement du capitalisme ou, pire, le capitalisme développé ou exacerbé, il ne diminuera pas l'effort en améliorant sa productivité, d'un côté, pour l'augmenter, de l'autre, par l'accroissement insensé de la masse de la production. Il est faux, en effet, de prétendre que le socialisme accroît encore, dans les pays développés, la masse et l'indice de croissance de la production qui tendent à baisser historiquement avec la chute du taux de profit. Le socialisme épargnera et le travail humain et ses produits pour un bien-être supérieur de tous, sinon, il ne représenterait pas les intérêts de la classe des travailleurs, mais la « production pour la production ».*

Le troisième moment *est vital pour qui a assez de lumière dans les yeux pour voir et comprendre. Ce n'est plus la théorie de l'entreprise industrielle, ni celle de la société bourgeoise, mais c'est – décrite d'une main sûre –* la théorie et la description de la société communiste. *Marx la décèle dans le sein même de la production capitaliste, dans la dissolution et les crises croissantes du capital dues à ses contradictions de plus en plus frappantes. Il en tire le* programme politique et social du prolétariat communiste, *qui n'est que le développement* révolutionnaire *de ces contradictions mêmes qui se déroulent sous nos yeux, parce qu'il les saisit sous l'angle de classe, avec des moyens scientifiques. Il se traduit en un ensemble de mesures conscientes et systématiques, donc capables d'*accélérer *le processus de l'accouchement de formes sociales qui existent déjà dans le sein du capitalisme. En ce sens, classiste et de prévision, Marx lui-même définissait le* Capital *comme «* le plus terrible missile qui ait encore jamais été lancé à la face des bourgeois ainsi que des propriétaires fon-

ciers » [3], *et – pour qu'il n'y ait pas de doute sur son efficacité – il ajoutait qu'au plan théorique, c'était* « un coup dont les bourgeois ne se relèveront jamais » [4]. *De la sorte, la société communiste, but du mouvement ouvrier, ne se trouve plus dans le domaine de l'idéal, de projets d'activistes ou de réformateurs, mais dans la dynamique réelle*

---

3 Cf. Marx à J. Ph. Becker, 17-04-1867.

4 Cf. Marx à K. Klings, 4-10-1864.

Voir aussi : *Science économique du marxisme en tant que programme révolutionnaire*, in *Il Programma Comunista*, n°12 et 13, 1960, travail de parti que nous utilisons dans cette présentation.

Au cours des phases de reflux de l'onde révolutionnaire, le répit accordé par la lutte de classe aux éléments révolutionnaires « leur permet d'utiliser dûment à des travaux théoriques le calme qui s'est instauré pour bûcher ferme » (cf. MARX-ENGELS, *le Parti de classe*, chapitre sur *le Parti à contre-courant*, PCM, p. 54).

Le petit parti, qui a pu résister sur les positions communistes après la défaite de 1926 qui vit triompher le « socialisme dans un seul pays », était très conscient de cette partie essentielle de son travail : « *Notre effort d'analyse et d'exposition au niveau de la science économique ne date pas d'aujourd'hui. Pour être conduite jusqu'à sa systématisation, la démonstration totale exigera un long travail du noyau de marxistes orthodoxes : nous ne prétendons donc pas aujourd'hui (1956) en être arrivés au bout, ni ne pouvons encore donner à ce travail un caractère de pleine évidence. Toutefois, ce n'est que lorsque cette lutte théorique sera conduite à terme que nous aurons l'assurance QU'ELLE SE REPRODUIRA DANS LA PRATIQUE DANS LES DECENNIES SUIVANTES COMME GUERRE DE CLASSE* » (cf. *Stato del lavoro sul presente tema*, in *Il Programma Comunista*, n° 19, 1956).

Les revendications formulées par la classe ouvrière, la prévision de la crise et du cours de la révolution, de même que le programme de transition ou interventions despotiques du prolétariat en vue de passer au socialisme, ont un caractère économique et politique qui découle des déterminations de la production et de la société : ils ne peuvent donc jamais cesser de faire l'objet d'une analyse scientifique et objective. Ainsi Engels faisait-il *« un devoir aux chefs des organisations ouvrières de se libérer de plus en plus de l'influence des phrases traditionnelles, en n'oubliant jamais que le socialisme – depuis qu'il est devenu une science – veut être pratiqué, c'est-à-dire étudié, comme une science. Il importe donc de répandre, avec un zèle accru, parmi les masses ouvrières, les conceptions toujours plus claires ainsi acquises, et de consolider de plus en plus puissamment l'organisation du parti et celle des syndicats »* (cf. *la Guerre des paysans en Allemagne*, Ed. Sociales, p. 24).

de l'actuelle société bourgeoise secouée par des crises et guerres de plus en plus dévastatrices.

En passant par la politique

Retour à la table des matières

Ce troisième moment communiste est omniprésent et fuse de partout. C'est l'œuvre de la taupe du prolétariat qui opère au sein du procès de production et crée, dans le travail effectué en COOPÉRATION, la plus-value qui sert à reproduire le capital à une échelle toujours plus large, au point où il n'est plus compatible avec l'économie de l'entreprise autonome, de la mutilante division du travail et de l'appropriation privée. La coopération, *base sûre de la socialisation pour le prolétariat de demain, est cependant accaparée et sans cesse incorporée au corps du capital qui suce le travail vivant et en absorbe tous les produits, non seulement matériels, mais encore intellectuels (science qui devient la technique glaciale), ainsi que les combinaisons et procédés de travail qui se muent en moyens d'organiser l'exploitation et l'oppression de la force de travail vivante. La coopération décrite dans le Premier Livre du* Capital *devient socialisation à l'échelle de toute l'économie. Elle s'oppose, dans l'analyse du Second Livre, aux multiples formes et figures de la circulation mercantile et de l'appropriation privée – à l'argent, à la valeur d'échange, au marché, au capitaliste marchand, au financier, etc.*

Ce communisme *tout matériel, créé par les ouvriers au sein du procès social de production, étant constamment monopolisé par le capital pour son propre développement (qui le fera éclater à la fin, de par sa démesure et les contradictions qu'il suscite)* demeure aliéné. *Lénine l'a fort bien compris dans son* Que faire ? *où il explique que les ouvriers ne peuvent s'en sortir en cantonnant leurs efforts dans la sphère économique, que le communisme lui est* extérieur *et ne peut être réalisé que par des luttes politiques et révolutionnaires qui vont au-delà de la forme capitaliste.*

Le communisme intégral, *c'est-à-dire non seulement économique, mais encore consciemment actif, prend ses racines matérielles dans les escarmouches contre le capital et se hausse au niveau de la société*

dans la convergence des revendications économiques (syndicales) et des actions subversives au niveau politique – dans la guerre civile que Marx a décrite de façon classique dans les heurts révolutionnaires en France de 1848 et de 1871, par exemple. Le communisme embrase ainsi l'ensemble des sphères de l'activité – de la base économique à la vie politique et sociale – de toute la classe.

Toute cette expérience historique est théorisée dans le programme communiste du parti de classe, et les ouvriers doivent s'organiser en ce parti politique pour se hausser au communisme émancipateur qui passe par la conquête du pouvoir dans la société, où le prolétariat s'érige en classe dominante afin de prolonger la production socialisée en une distribution elle aussi sociale. Dans la société bourgeoise, ce communisme ne peut être conscient, systématique, cohérent et actif qu'en étant politique *dans la lutte anticapitaliste de l'avant-garde qui, comme force matérielle réelle et présente, intègre tout le communisme diffus mais* déjà existant *dans la société de classe* [5].

Ce communisme révolutionne le prolétariat lui-même du début à la fin : d'agent matériel aveugle de la socialisation des forces produc-

---

5 En dépit de la logique formelle et de la raison bourgeoise, la réalité est dialectique et la science paradoxe par rapport à l'apparence immédiate : si la société communiste n'existait pas au sein de la capitaliste, nos revendications ne relèveraient pour leur réalisation que du hasard, et non du développement déterminé de l'humanité. Ce communisme, impossible avant le développement capitaliste (et c'est là que réside la grande justification de la bourgeoisie), est élaboré par le prolétariat travailleur qui le représente dans l'histoire comme classe, tant que les classes existent. Marx a montré (dans un des extraits que nous reproduisons dans ce recueil) qu'au plan théorique (celui des lois abstraites, certes, mais irréfragables et déterminantes) « le capitalisme est mort et n'existe pas », cf. le chapitre ainsi intitulé, dans *Science économique du marxisme…, op.cit.*

Cette certitude ne conduit pas au quiétisme ou à l'indifférence vis-à-vis de l'action révolutionnaire : elle la fonde et la dirige au contraire, en lui donnant cette foi absolue qui « ébranle les montagnes » et qu'avaient aussi les révolutionnaires de l'Antiquité luttant contre l'esclavagisme de Rome. Elle renforce l'énergie et la conviction qu'il est indispensable de balayer le fatras sans vie des superstructures de l'Etat qui encombrent la voie de l'humanité vers le lumineux communisme, et que le prolétariat, créateur de toute vie dans la base économique, est bridé depuis trop longtemps sous la contrainte d'organisations ouvrières qui sont, en fait, passées à l'ennemi depuis qu'elles ont abandonné la voie révolutionnaire.

tives sous l'aiguillon de la bourgeoisie, il devient une force organisée, active, avec le parti communiste qui fait converger ses revendications économiques dans les luttes politiques pour le but final communiste ; puis, par l'acte révolutionnaire, après la conquête du pouvoir, il se dépouille progressivement de ses caractéristiques de classe pour devenir libre producteur associé et, finalement, homme social, épanoui dans tous les sens. Mais, dès ses débuts, ce prolétariat est subversif quand il fournit son travail gratuit à la société qu'il révolutionne de ce fait en ruinant ses lois mercantiles d'équivalence sur lesquelles reposent tout le mode d'appropriation privée et les superstructures de contrainte politiques et idéologiques ; et il l'est toujours plus activement quand il lutte syndicalement pour la diminution de la journée de travail et l'abolition du salariat, et enfin quand il mène le combat révolutionnaire frontalement contre le capitalisme, sous la direction des principes et du parti de classe. Si l'action de ce dernier est la condition indispensable de la victoire, ce n'est pas tant pour des raisons d'organisation que parce qu'il concentre en lui le communisme anticipé bien avant la révolution sociale.

Ce qui a dicté le plan de ce recueil, où se mêlent intimement les trois moments que nous avons présentés, c'est l'ordre logique et chronologique de la dissolution ou dégénérescence du mode de production capitaliste, avec l'élimination progressive du propriétaire foncier dans l'agriculture, puis celle du capitaliste industriel et monétaire, et enfin celle du prolétariat lui-même qui se dépouille finalement de ses stigmates de classe dans le procès de production et de vie de la société postrévolutionnaire - théorisée par Marx, notamment dans sa Critique du programme de Gotha *– parce qu'il représente alors, lui-même, une forme étriquée et surannée des forces productives.*

Ce processus économique est constamment traversé, dans le drame historique, d'éclats fulgurants de conscience et de gestes révolutionnaires qui éclairent l'œuvre de sape de la taupe révolutionnaire au sein de la base économique, qui est fondamentale et dont il faut toujours partir dans la méthode classique du socialisme scientifique [6].

---

6 Ce n'est pas un paradoxe quand Marx affirme : *« Ce que l'on appelle les révolutions de 1848 n'ont été que des épisodes dérisoires – de petites failles et percées dans la dure croûte de la société européenne. Elles révélaient*

Marx : dictature du prolétariat et transition au communisme

Retour à la table des matières

La contribution de Marx a été de donner une base scientifique au communisme du stade supérieur, entrevu par les utopistes à l'aube du capitalisme.

Loin de s'opposer aux intuitions utopistes et aux manifestations locales et sporadiques de la lutte de classe contre le capital, le socialisme scientifique les réunit et les hausse à son niveau : il leur donne une base solide et réelle, et il absorbe « par ailleurs le contenu réel de la littérature utopiste comme élément ENRICHISSANT dans le socialisme moderne » *(cf. Engels,* Socialisme utopique et socialisme scientifique*). L'intuition, les aspirations et l'instinct de classe ne sont pas « faux » : ils se fondent, en effet, sur une réalité communiste qui existe dans le passé, le présent et le futur pour ceux qui ont des yeux pour voir et des sens pour pressentir. L'utopie ne se révèle inconsistante qu'au niveau de ses projets de réalisation, en raison du manque de maturité économique du début du capitalisme. En somme, le marxisme donne une base scientifique aux aspirations des premiers plébéiens et utopistes, dont la vision, non embarrassée par la montagne de camelotes et de préjugés bourgeois, s'étendait d'emblée jusqu'à la phase supérieure de la société sans classe, ni Etat, ni argent, ni valeur*

---

pourtant un abîme. Elles dévoilaient, sous une surface en apparence solide, des océans de masse liquide, qui ne demandait qu'à grossir pour faire voler en éclat des continents de roche dure. Elles annonçaient bruyamment et de façon confuse l'émancipation du prolétaire, c'est-à-dire le secret du 19^ème^ siècle et de la révolution de ce siècle.

Cette révolution sociale de 1848 n'était pas cependant une nouveauté qui aurait été découverte en 1848. La vapeur, l'électricité et la machine à filer ont été des révolutionnaires de nature bien plus périlleuse pour la bourgeoisie que les citoyens Barbès, Raspail et Blanqui. Mais, alors que l'atmosphère dans laquelle nous vivons pèse sur nous d'un poids de 20 000 livres, ressentons-nous cela le moins du monde ? Pas plus que la société européenne avant 1848 ne ressentait l'atmosphère révolutionnaire qui l'entourait et la pressait de tous côtés » (The People's Paper, 19-04-1856, in Werke t. 12, p. 3).

d'échange, ni marché ; une vision où l'antagonisme entre ville et campagne était aboli dans les petits îlots de leurs palais collectivistes réunissant production et consommation, travail et jouissance en un tout indissoluble.

Ce qui a été fatal aux écoles utopistes, après la phase où elles étaient l'expression historique adéquate des conditions sociales, c'est qu'elles se sont sclérosées et n'ont pas évolué sur la base du capitalisme moderne, qui a précisément donné naissance au socialisme scientifique, systématisé par Marx. Son œuvre a consisté essentiellement à mettre en lumière le fait que le communisme correspond à la dynamique nécessaire de l'évolution du capitalisme vers sa dissolution croissante, au milieu de contradictions et de crises toujours plus graves. Il a donc décrit avant tout la dialectique économique du passage du capitalisme au communisme, *en mettant l'accent sur la rupture politique de classe entre bourgeoisie et prolétariat, dont l'expression la plus haute est l'érection de l'Etat ouvrier qui permet la transition sociale au communisme. Sa contribution spécifique, comme il le dit lui-même, est d'avoir exposé le déterminisme dans l'économie et la société, avec la succession nécessaire des divers modes de production, et notamment la phase de la* dictature du prolétariat *et du* stade inférieur du socialisme, *alors que les utopistes avaient, pour leur part, théorisé la phase de plein communisme. C'est ce qui fait dire à Engels :* « Pour faire une science du socialisme utopique, il a fallu le placer sur le terrain réel pour qu'il obtienne une base solide et irréfutable – et c'est là l'œuvre de Marx » [7].

Pour ce qui concerne le présent recueil, nous avons donc tenu compte de ce que le socialisme scientifique s'attachait en particulier à établir les lois du développement communiste dans *et* contre *la société capitaliste. En fondant ainsi objectivement les mesures de transition de la phase inférieure du communisme, il a consolidé les intuitions utopistes sur la phase du communisme intégral, dont la lumière brille d'un éclat plus vif* [8].

---

7 Cf. ENGELS, Travaux préparatoires à l'« Antidühring », in MEGA p. 197-198.

8 Engels n'a jamais manqué de souligner que les pays qui ont vu naître l'utopisme connaissent un prolétariat dont le communisme est plus vigoureux et généreux, au souffle plus puissant, que celui des pays qui sont nés

Alliance avec Ricardo

Retour à la table des matières

Pour démontrer la naissance du communisme et son essor inévitable, Marx se base uniquement sur l'analyse de la réalité du développement capitaliste. *Il s'agit pour lui d'accepter les faits tels qu'ils sont, d'en déterminer les lois et, sur cette base, d'en suivre l'évolution. C'est la raison pour laquelle Marx avait une grande estime pour l'économie politique classique, pour Ricardo par exemple* [9].

---

directement sous le capitalisme, dans une ambiance mesquine et ratatinée, étroitement bourgeoise.

Le marxisme trouve d'emblée la solution finale que les utopistes et le « parti communiste véritablement agissant » des Münzer et autres Babeuf avait dégagée à l'aube de la lutte de classe du prolétariat, de sorte que celui-ci était uni, programmatiquement, par le même but communiste. C'est muni de cette clé que Marx procéda ensuite aux investigations concrètes afin de théoriser le mouvement réel. Cette méthode collective et impersonnelle est le propre d'une classe révolutionnaire ; et si l'intuition précède le savoir raisonné, il n'y a pas là une contradiction – bien au contraire. Celle-ci est – aux yeux du matérialiste Marx – aussi fondée, sinon plus solidement, dans et à partir de la réalité, que les déductions intellectuelles que le cerveau humain est susceptible d'en tirer. En effet, les intuitions prolétariennes ne passent pas par le filtre déformant du système de pensée ou de préjugés officiels – ce qui est le cas en premier des classes dominantes et parasitaires « instruites ».

En ce qui concerne la partie relative au stade supérieur de la société communiste, nous renvoyons le lecteur aux recueils suivants de MARX-ENGELS : *le Mouvement ouvrier français* (pour la partie qui traite des utopistes et de Babeuf), les *Utopistes et Utopisme et Communauté de l'avenir*, tous volumes parus dans la Petite Collection Maspero (PCM). Pour ce qui est des mesures de transition post-capitalistes et de la phase inférieure du communisme, voir notre précédent recueil sur *la Dictature du prolétariat*.

9 Comme l'alliance du prolétariat avec la bourgeoisie révolutionnaire contre le féodalisme et ses survivances,, celle de Marx et de Ricardo est toute provisoire et conflictuelle : le Capital cherche à entraîner le prolétariat sur son terrain et à l'y ficeler, sinon à l'acheter et le corrompre ; le socialisme cherche à utiliser le capitalisme comme tremplin pour en sortir, Marx affirmant que « les conditions matérielles *nécessaires à l'émancipation du prolétariat* sont spontanément engendrées par la marche de la production bourgeoise » (Lettre à Cafiero, 29-07-1879).

Ils partent tous deux du même terrain réel du mode de production *bourgeois – ce que l'économie politique bourgeoise a renié depuis, en devenant de plus en plus vulgaire et professorale. L'un comme l'autre admet que la production capitaliste obéit à des lois que l'on peut déduire scientifiquement de la base économique : la loi de la valeur et celle de la plus-value. Marx noua cette alliance parce que le prolétariat est né en même temps que la bourgeoisie et en liaison avec elle contre les puissances féodales.*

La foi inébranlable de Marx – et des siens – en l'inévitabilité de la révolution prolétarienne repose sur une hypothèse commune à l'adversaire (Ricardo) : que l'essor des forces productives dans les formes et sous l'enveloppe capitalistes se poursuive irrésistiblement. *Or, c'est cette progression même qui fera éclater la forme trop étroite du capitalisme, alors que Ricardo estimait que le capitalisme était une forme éternelle, capable en se réformant d'évoluer au-delà de toute limite – ce que contredit l'expérience répétée des crises et guerres cycliques, ainsi que la paupérisation croissante dans le monde.*

À tous les économistes et bourgeois qui ont « découvert » par la suite que les domaines de l'homme et de la production seraient indéterminés, nous disons qu'après les démonstrations rigoureuses de Marx, c'est bien là le seul argument qu'il leur reste, mais que cette piètre argutie ne mérite que mépris parce qu'elle nie la science et les

---

Ce qui est absolument le côté positif de Ricardo, c'est qu'il donne une priorité totale à l'essor des forces productives. Mais Marx a déjà constaté que le capitalisme est incapable de tenir son pari, et *qu'il dégénère*. Par exemple, il ne peut éliminer les parasitaires propriétaires fonciers qui grèvent les produits agricoles d'une rente excédant leur valeur (payée par l'industrie en un gigantesque transfert de plus-value). Marx a toujours eu une grande sympathie pour les socialistes « ricardiens » anglais, plus cohérents que leur maître et qui voulaient, de plus, faire profiter les ouvriers eux-aussi de l'accroissement des forces productives (cf. les Ravenstone, Hodgskin, Bray, W. Thomson, etc.). Ainsi différaient-ils de Ricardo en poussant à fond sa lutte contre les parasites et en proposant de diminuer les heures de travail des ouvriers *dans la mesure* où les oisifs et inutiles seraient incorporés au travail productif. Cette dernière mesure les distingue de certaines fausses écoles, comme celle de Proudhon, incapable de lier l'ouvrier *moderne* aux mesures de « réforme » sociale en le faisant intervenir lui-même activement dans la base *productive*, sa vision ne dépassant pas le cadre de la distribution qu'il voulait juste et égale.

lois déterminées tirées des phénomènes, en leur opposant le hasard, l'impossibilité de savoir et donc de prévoir : « J'ai horreur, *écrivait Marx,* des explications qui résolvent les problèmes en faisant appel à une autre sphère » [10].

Quant à l'argument selon lequel il n'est plus de place pour l' « *action* » *et l'initiative des hommes si tout est déterminé, il suffit de répondre que ce cours déterminé est leur histoire, leur tragédie ou leur comédie, et que les uns mettent toutes leurs forces physiques et intellectuelles à ralentir le processus, et les autres à l'accélérer – tous deux étant déterminés par des conditions de classe opposées.*

L'une des lois fondamentales du capitalisme, défendue par Ricardo et les siens, est celle de la valeur-travail : toute marchandise est déterminée par le temps de travail nécessaire à la produire. Si son propriétaire a mis cinq heures dans la production de sa chaise et qu'il l'échange contre six kilos de farine qu'il a fallu cinq heures pour produire, il y a eu échange entre équivalents. Cette valeur se détermine non pas sur le marché, selon l'apparence, mais dans la production, d'après les heures passées au travail pour la produire [11].

---

10 Cf. Marx à Lavrov, 18-06-1875.

Il n'est pas de socialisme scientifique sans prévision. Toute prévision est cependant conditionnelle – non dans le sens de « peut-être bien… », mais au sens où il faut passer par certaines conditions toutes matérielles pour que se réalise la révolution communiste : « *Les réponses du marxisme aux demandes concernant le futur sont toujours alternatives. Elles contiennent un SI. Si vous, chiens de bourgeois, allez à l'enfer, ce sera par la voie de la dictature et de la terreur, non par la légalité et la paix* » (cf. *Russie et révolution dans la théorie marxiste*, in *Il Programma comunista* n°1, 1955).

Ce n'est pas que le marxisme se remette ainsi lui-même en question, ni qu'il rejette le déterminisme du cours historique, mais le communisme n'est pas pour lui une chose abstraite, qui tombe du ciel sans que l'on sache pourquoi ni comment ; au contraire, il est strictement *lié à des conditions sans lesquelles il n'arrivera jamais*. Le communisme se perd dans les nuages, n'est plus qu'une parole creuse – bonne pour les renégats sociaux-démocrates, etc. – lorsqu'il est hypocritement revendiqué comme un simple but final, abstraction faite de ses conditions indispensables, de ses principes et lois actuels. C'est pourquoi ce volume sur *la Société communiste* est directement lié à celui qui paraît conjointement sur *la Dictature du prolétariat*.

11 La guerre doctrinale entre l'économie bourgeoise classique et l'économie marxiste naît dialectiquement comme alliance. Ainsi Marx défendit-il la loi

Historiquement, la loi de la valeur qui imprime le caractère mercantile et monétaire au mode de production bourgeois, n'a fonctionné DANS LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION que dans des économies précapitalistes, et notamment au Moyen âge dans les sphères où il n'y avait pas d'extorsion de plus-value (sous forme de corvée, dîme, etc.) – par exemple, dans les corporations d'artisans qui jouissaient de la protection ou du privilège de la franchise féodale. Elle reposait sur la propriété des instruments et matières de celui qui produisait ses denrées qu'on lui payait dans l'échange selon les heures travaillées. L'exploitation n'existait donc pas et toute l'idéologie bourgeoise actuelle est née de ces rapports économiques : égalité, liberté, fraternité, justice, etc [12]. *L'avènement du capitalisme a ruiné*

---

de Ricardo selon laquelle la valeur est engendrée seulement par le travail, mais en établissant aussitôt contre son allié que la validité de celle-ci se limitait à une phase historique donnée, à un mode de production qui avait eu un commencement et connaîtrait une fin, et que les lois de la société future seraient tout autres. Notre texte de parti consacré à cette question en concluait : « *Il est vain de se dire marxiste si l'on ne comprend pas cette double position : faire accorder correctement la loi de l'échange, de la valeur et de la plus-value avec les phénomènes du monde et du temps bourgeois signifie faire correctement coïncider la victoire du programme prolétarien et communiste avec la chute de ces lois propres à un mode transitoire de la production et de l'économie* » (cf. *la Guerre doctrinale entre le marxisme et l'économie bourgeoise*, in *Il Programma comunista*, n° 19 et 20 de 1957).

Solidement assise sur cette opposition frontale, l'économie marxiste démontre que la loi de la valeur est remise en question par le développement capitaliste lui-même.

12 Dans les *Grundrisse*, Ed. 10/18, t. 2, p. 7-20, Marx montre qu'à titre d'idées pures ces valeurs ne sont que des expressions idéalisées des rapports économiques où les échangistes-producteurs sont libres d'échanger ou non, et s'ils échangent, ils le font entre équivalents, comme égaux.

Avec la révolution bourgeoise, « *ces idées sont développées en rapports juridiques, politiques et sociaux* », et les superstructures de l'Etat se détachent de plus en plus de la base économique réelle, où naissent – à partir de la même base de la loi de la valeur – les rapports capitalistes, et elles deviennent un frein et une entrave insupportable, à la fin, pour les forces de production. Les phrases de liberté, d'égalité et de fraternité entrent en opposition de plus en plus sinistre avec le despotisme et l'oppression des rapports réels. Ce que Marx résume de manière synthétique : « *La valeur d'échange, et mieux encore le système monétaire, constituent en fait le fondement de l'égalité et de la liberté ; les perturbations survenues dans l'évolution moderne ne sont que des troubles immanents à ce système ; autrement dit, la*

toutes ces conditions de production idylliques – l'âge d'or du travail, selon Marx – en substituant au travail parcellaire du petit paysan libre, de l'artisan ou boutiquier, le travail associé, exploité, des salariés prolétaires dans les manufactures et fabriques : l'opposition des classes découle des fonctions productives de l'une (prolétariat) dans l'économie, et des fonctions improductives et de plus en plus parasitaires et antisociales des monopoleurs dans la distribution (propriétaires fonciers, bourgeoisie et leurs innombrables laquais).

Renversement de la loi de l'appropriation

Retour à la table des matières

Sous le capitalisme, la loi de la valeur mystifie les ouvriers exploités dans le procès de production, mais possesseurs « libres et égaux » de leur force de travail sur le marché : une partie de leur temps de travail seulement leur est payée, mais la valeur de leur force de travail – dans la distribution – équivaut bel et bien au temps de travail qu'il a fallu pour sa production, à l'instar de n'importe quelle autre marchandise. Le salaire qui est dépensé sur le marché ou dans la circulation, où règne l'appropriation privée, correspond par définition aux moyens de subsistance nécessaires à reproduire la force de travail : l'ouvrier la vend donc… à sa valeur au capitaliste, qui l'exploite tant qu'il peut.

L'ouvrier reçoit, par conséquent, son « juste salaire », et peut l'échanger en toute liberté et égalité contre des équivalents sur le marché…

Pour maintenir cette mystification, en faisant feinte d'ignorer le développement nouveau des rapports de production (qui les dérange en théorie, mais les arrange au plan économique), les bourgeois font donc abstraction de ce que, par définition, l'ouvrier n'est employé (exploité) par le capital que s'il produit un surplus excédant le travail nécessaire à le reproduire ; s'il ajoute à son salaire de la plus-value,

---

réalisation de l'égalité et de la liberté provoque l'inégalité et le despotisme » (ibid. p. 18).

du profit ou surtravail [13]*. C'est-à-dire que la classe ouvrière est bafouée par la loi de la valeur, que le capitaliste lui applique dans l'échange, sur le marché du travail, et au plan politique, avec l'ineffable bulletin de vote du brave citoyen qui choisit chaque quatre ans parmi ses exploiteurs celui qui le gouvernera. En effet, la loi de la valeur est complètement dépassée au point essentiel pour l'ouvrier, là où il travaille, où – selon l'expression moderne toute démocratique – il crée son « revenu ».*

Il s'ensuit qu'à un certain point de son évolution, l'économie bourgeoise cesse d'être scientifique et de retracer fidèlement les lois des phénomènes réels : elle devient vulgaire, autrement dit, elle truque et manipule la réalité pour faire l'apologie du capital contre toute « vérité ». Les économistes, pour autant qu'ils la reconnaissent encore, falsifiant la loi de la valeur, en font une loi du marché et non de la production.

---

[13] Toujours dans les *Grundrisse*, où Marx décrit pour son autoclarification, avec le maximum de détails, la dynamique, ou mieux la dialectique du développement capitaliste, de sa naissance à sa mort, nous trouvons trois chapitres consacrés à ce *Renversement de la loi de l'appropriation* :

1/ tome 2, p. 277-278, où il définit ce renversement comme suit : « *L'échange entre équivalents qui représente l'opération primitive et exprime le droit de propriété juridique s'est à présent modifié au point qu'il ne subsiste plus qu'un simulacre d'échange pour l'une des parties (l'ouvrier), puisque la fraction de capital échangée contre la force de travail vivante est a/ du travail d'autrui échangé sans équivalent [N. d. Tr. : elle provient du travail non-payé dans le cycle précédent], et b/ doit être remplacée par un [nouveau] surplus de travail* » ;

2/ tome 2, p. 72 : le résultat en est *« la dissociation entre la propriété et le travail », c'est-à-dire « la pauvreté pour le producteur et la possibilité de richesse générale pour la société bourgeoise »,* donc une contradiction absolue entre la production et les appropriateurs oisifs, qui fonde la lutte des classes sous le capitalisme ;

3/ tome 2 bis, p. 55 : *« Cette forme extrême de l'aliénation contient déjà en elle – bien que sous forme renversée, la tête en bas – la dissolution de toutes les conditions limitées de la production [c'est-à-dire production dans les rapports de classe] en même temps qu'elle produit les conditions illimitées de la production [puisque la plus-value ne fait qu'élargir sans cesse l'échelle de la production] ainsi que les PLEINES CONDITIONS MATERIELLES du développement entier et universel des forces productives de l'individu* [définition ramassée de la société communiste] ».

Or, sur le marché, nous avons l'effet et non la cause, et la valeur ne peut qu'y être indéterminée et indéterminable : les prix fluctuent selon la concurrence, les monopoles, la rareté, l'abondance, etc. – tous facteurs bien réels mais contingents, qui ont pour théâtre le bordel du marché où tout se vend et tout s'achète. Toute science y est impossible [14] *car celle-ci ne peut se faire qu'à partir de la production. La bourgeoisie ne peut plus supporter de voir les choses en face. Elle lâche Ricardo et les déterminations scientifiques rigoureuses, et se réfugie dans l'indéterminisme, la contingence et les préjugés qui en naissent avec le conservatisme et la bigoterie* : « Dès lors que l'on se rend compte de la nature exacte des rapports, l'effondrement que l'on constate dans les faits provoque le naufrage de toute foi théorique en la nécessité durable des conditions capitalistes actuelles. Il est donc de

---

14 La marge (surtravail ou plus-value) que le capitaliste réalise sur ce que lui coûte la main-d'œuvre (salaire ou capital variable ou travail nécessaire) est tout à fait différente des marges occasionnelles sur le marché ou nées de l'escroquerie d'un capitaliste aux dépens d'un autre. Ces dernières se compensent : ce que l'un gagne, l'autre le perd. En revanche, le surtravail naît d'un *rapport* économique : le profit du capitaliste dépend du taux de plus-value qui exprime en même temps le degré d'exploitation du travail salarié. Si le capitaliste ne fait plus de plus-value, il arrête sa production, devenue vaine et inutile pour lui : faire de la plus-value, et dans des rapports et quantités déterminées, est la *loi du capital*, donc objet de science.

La loi du surtravail domine tout le développement bourgeois. Le capital implique que le taux d'exploitation augmente sans cesse et que baisse donc relativement le capital variable, parce que tout le progrès de la société bourgeoise est déterminé par le surtravail : les investissements, la croissance, la masse de la production et l'essor des forces productives. Or, surtravail croissant donne l'équation suivante : masse croissante de richesses et masse croissante de misère. Il fait que le capital est « production pour la production » (aux dépens de l'homme qui produit).

Dans *le Capital* I (Ed. Sociales, tome 2, p. 211), Marx explique qu' *« il a fallu beaucoup de temps avant que l'histoire parvienne à déchiffrer le SECRET du salaire »*. Quel est ce secret ? C'est que l'ouvrier ne touche pas en marchandises ce qu'il a dépensé de temps de travail dans le procès de production, c'est-à-dire qu'il y a surtravail. Lorsque les ouvriers seront convaincus que l'échafaudage entier du capitalisme repose sur ce surtravail qu'eux et eux seuls effectuent, et que les classes qui en profitent – représentant cette superstructure – sont parasitaires, c'est-à-dire ne vivent que de leur travail à eux, alors ils détruiront tout ce fatras et prendront eux-mêmes en mains la direction de la société sur tous les plans (politique, idéologique, artistique, etc.).

l'intérêt absolu des classes dominantes de semer partout la confusion et l'ignorance. Et pourquoi donc paierait-on les apologètes infatigables, dont le seul argument « scientifique » est d'affirmer qu'en économie politique il ne faut jamais réfléchir ? » [15].

En conséquence, le prolétariat – dans le procès de production qui est la source de toute vie d'une société, et donc aussi de son intelligence et de ses lois – est d'emblée mis HORS LA LOI du mécanisme général de la distribution bourgeoise, de l'échange entre équivalents qui forme la substance des valeurs bourgeoises (justice, ordre, liberté, égalité et autre mensonges pour les ouvriers) sur lesquelles reposent les superstructures du droit, de la politique et de l'idéologie (Etat), qui entrent en contradiction croissante avec le devenir de l'économie. Ce prolétariat évincé est – selon l'expression de Marx – « dissolution active de la société bourgeoise ».

Théorie de la plus-value, base vitale du communisme

Retour à la table des matières

En renversant la loi de l'appropriation privée pour les ouvriers qui forment la base de la production, l'économie bourgeoise s'engage dans la voie qui mène à l'abolition du mode de production capitaliste. Dans la base économique de celui-ci règne désormais la loi de la plus-value *qui a évincé de la production la loi de la valeur et l'a rejetée sur le marché où elle dégénère. Les amateurs de « solutions positives » peuvent se réjouir, la* loi du surtravail *représente non seulement le moteur qui PRODUIT les fondements communistes au sein du capitalisme, mais encore la cause effective de l'évincement progressif, d'abord des classes dominantes, propriétaires fonciers et bourgeois, puis – et c'est là que l'on constate la force irrésistible de cette cause motrice – du prolétariat. On a dès lors les pleines conditions matérielles de la société communiste sans classes. C'est la loi du surtravail toujours croissant, de la société esclavagiste au capitalisme, qui exprime le déterminisme économique de cette évolution.*

15 Cf. Marx à Kugelmann, 11-07-1868.

Ce surtravail grossit sans cesse ce que l'on appelle aujourd'hui les investissements, donc les taux de croissance et la masse de la production, en rendant à la fin les classes incompatibles avec un développement aussi gigantesque des forces productives. *L'appropriation privée devient intolérable, parce que trop bornée par rapport aux sources fécondes de la production socialisée. C'est le surtravail qui, d'ores et déjà,* dévalorise *les produits, la force de travail et les moyens de production. Or, cette dévalorisation annonce la société communiste, non mercantile et non monétaire, c'est-à-dire sans loi de valeur. Elle provoque les crises aigües de destruction de masses gigantesques de travailleurs surnuméraires (chômeurs), d'installations productives et de denrées, avec les guerres périodiques de surproduction qui finiront par emporter le capitalisme. L'inflation qui fait augmenter les prix de tous les articles, au lieu qu'ils baissent (dévalorisation) à mesure que la productivité augmente, n'est qu'un truc pour transformer une partie des salaires en plus-value, en faisant diminuer la capacité d'achat des salaires. Mais le capital est incapable de changer les lois qu'il falsifie tant qu'il peut : c'est toujours le pays qui a la plus grande productivité qui domine le marché, et évince les autres. Les faillites en chaîne de l'actuelle crise le rappellent durement aux capitalistes enivrés d'économie politique vulgaire du bien-être de la phase de prospérité.*

En outre, depuis le début des sociétés de classe, le surtravail est synonyme ou mieux père de l'ignoble civilisation de la « foule des travailleurs prétendument supérieurs – les fonctionnaires, artistes, médecins, curés, juges, avocats, etc. qui non seulement ne sont pas productifs, mais essentiellement destructifs » [16], *en ce qu'ils accaparent*

16 Cf. MARX, Théories de la plus-value, in Werke 26/1, p. 145.

Une contradiction fatale se développe ainsi entre la société et l'économie, d'une part, et l'Etat ainsi que les autres superstructures, d'autre part ; entre les classes productives œuvrant dans la production, et les classes oisives dominantes et leurs sous-produits s'affairant dans les activités superstructurelles (magistrature, police, armée, culture, enseignement de classe, industrie du spectacle) qui diffusent l'idéologie dominante. Le marxisme en déduit un programme de réorientation de l'économie sous la dictature du prolétariat qui abolira finalement toutes ces activités improductives, malsaines, voire nocives et destructrices, pour permettre au producteur de se réapproprier les conquêtes intellectuelles, artistiques et spirituelles du travail.

les richesses matérielles et intellectuelles créées par les travailleurs productifs, en les conformant à leur image infecte et en empêchant les travailleurs de se hausser à un niveau supérieur, avec un développement qui serait humain et accroîtrait encore leurs forces productives.

Depuis les sociétés esclavagistes qui développèrent une brillante mais méprisable civilisation, parce que fondée sur l'exploitation de la masse écrasante des producteurs, tout ce qui est progrès provient du surtravail. Aussi n'avons-nous pas le culte du progrès, puisqu'il signifie, dans les sociétés de classe, misère et abrutissement croissants pour une masse toujours plus nombreuse d'humains, c'est-à-dire paupérisation absolue [17] *ou aliénation. Mais nous savons que c'est cette aliénation qui fournit les moyens de la désaliénation – non pas progressive, mais par une rupture brutale, révolutionnaire.*

Ce n'est pas un paradoxe que la part la plus médiocre de la production sociale entre dans les revenus individuels – du luxe stupide et creux des riches aux divertissements minables des pauvres, voire aux moyens de subsistance faméliques qui correspondent au travail nécessaire et à la satisfaction des besoins les plus bornés – tandis que le surtravail sert au développement des besoins et activités sociales à caractère collectif : un train est toujours au dessus d'un moyen de communication privé, par exemple les automobiles dont la technique est dégénérée, l'entretien dispendieux et l'utilisation plus pénible, sans parler des pistes, ruineuses pour la collectivité et la nature, qu'il faut mettre à leur disposition.

Le marxisme a établi la loi qui n'a rien de paradoxal non plus, à savoir que si le capitalisme avait été capable – comme le théorisait Ricardo – de produire des masses toujours plus grandes de denrées à des prix toujours moindres à mesure que la productivité du travail augmente, il aurait gagné la partie. Mais Marx a prouvé que cette règle ne s'appliquait pas aux moyens de subsistance nécessaires (tels

---

Le lecteur trouvera un tableau synoptique des branches de la production et de la distribution à éliminer dans le recueil qui traite de l'économie capitaliste devenue sénile, parasitaire et rentière : MARX-ENGELS, la Critique de Malthus, PCM ; voir notamment les chapitres : Petite liste non exhaustive, Et puis les classes hybrides, les Productions sublimes, Pillage des ouvriers productifs, Au cœur de la question, la Production de luxe, p. 161-177.

17 Cf. MARX-ENGELS, la Crise, Ed. 10/18, chapitre intitulé Absolues ou relatives ? p. 24-30.

qu'aliments et logements, liés à la terre) sur lesquels pèse la rente parasitaire des propriétaires fonciers. Et le capitalisme sénile nous a montré, en outre, que les produits industriels augmentaient eux-mêmes de prix, à la fin, ne serait-ce que parce que les matières premières extraites de la terre sont, elles-aussi, grevées d'une rente foncière [18]*. Le capitalisme, loin de satisfaire toujours mieux les besoins collectifs de l'humanité, dégénère donc ainsi de plus en plus, et c'est son arrêt de mort.*

Quoi qu'il en soit, ce qui mine le capitalisme, c'est qu'il gaspille non pas tant l'or et les breloques pour les riches et les rentiers, mais le travail humain, le degré de sacrifices et de tourments causés à l'espèce humaine, et surtout à la fraction des ouvriers productifs, pour la création d'une certaine masse de produits de consommation. Au début, il fut progressif parce qu'il haussa l'humanité à un niveau de productivité supérieur, en condamnant sans appel la peu productive économie parcellaire du travail *(artisans, petits paysans, etc.) ; parce qu'il utilisa une part importante de la plus-value de ses esclaves salariés pour valoriser le capital en élargissant sans cesse le procès de production, en éliminant la loi de la valeur du procès de travail et en lui substituant celle du surtravail, du* don gratuit, *forcé sous le régime de classe qui socialise progressivement la production, ce qui exigera*

---

18 Cf. MARX-ENGELS, Critique de Malthus, PCM, chapitres : la Défaite de Ricardo, p. 13-19, et Fonctions de destruction, p. 40-41.

Non seulement la société communiste ne produira pas pour produire, mais elle ne produira pas de producteurs, notion qui avilit l'homme et naît de la poussée à l'accumulation, fatale dans toute économie mercantile, avec sa conséquence inévitable : la course à la superindustrialisation.

Le communisme ne pourra pas non plus avoir comme but la multiplication des humains, car en général c'est le propre de toute économie dont la structure sociale incite à l'intérêt individuel au détriment du collectif d'avoir pour effet l'accroissement de la population. L'instinct de possession conduit à celui de la possession sexuelle – au sens non pas tant physiologique qu'économique –, aux institutions d'héritage et de famille qui favorisent la prolifération. La révolution socialiste pourra renverser le mouvement démographique en mettant en pièces les codes d'Etat et d'Eglise. Cela se fera par une limitation rationnelle des accouplements féconds, en fonction de l'âge, de la santé, et non d'une parodie de planification des activités sexuelles comme cela se passe en Chine. Le secret pour y parvenir est qu'il sera mis fin aux comptes en unité monétaire, parce qu'on lui aura substitué des unités vraies, et en premier lieu l'unité animal-homme.

finalement l'abolition du mode de distribution privé, c'est-à-dire du système des classes. C'est en quoi réside la grandiose mais aliénée mission historique de la bourgeoisie, et il en résulte la base économique *du communisme.*

Rien ne sert de poser la question stupide – au fond, démocratique – de l'approbation ou de la réprobation du système capitaliste : il existe, et le déterminisme a imposé cette voie historique à l'humanité. Il s'agit de découvrir la loi de son développement et de sa dissolution, en combattant d'abord les systèmes d'oppression les plus rétrogrades et dépensiers du travail humain que lui, puis en retournant les armes contre le capitalisme qui, dès qu'il est arrivé à maturité, gaspille encore plus ignoblement le travail humain.

Surtravail : valorisation et dévalorisation

Retour à la table des matières

La loi du surtravail domine la production capitaliste, comme elle domine le travail nécessaire de la force vivante de travail. Tout s'arrête quand il n'y a plus de surtravail : pourquoi faire travailler l'ouvrier ou pourquoi produire, s'il n'en résulte pas une plus-value, du surtravail, du profit ? Le capital tend donc inexorablement, qu'il le veuille ou non (c'est Marx qui a élaboré cette loi), à produire toujours plus de surtravail et, pour ce faire, il en reconvertit une partie en capital, afin d'élargir encore l'échelle de la production. C'est ici que le capitalisme démontre sa supériorité sur tous les modes antérieurs d'extorsion de surtravail (aux esclaves et aux serfs) où la plus-value tout entière était consommée par la classe dominante et sa suite de laquais (cour médiévale, prolongée par les pauvres et la cour des miracles du clergé) : les bourgeois réinvestissent une large part de cette plus-value pour élargir le cercle utile (toujours au début) de la production.

Mais ce réinvestissement qui est valorisation *(c'est-à-dire production plus grande) du capital est EN MEME TEMPS* dévalorisation *du*

capital, l'accroissement de la productivité abaissant le coût de production pour une même unité de denrée produite [19].

En effet, en mobilisant du surtravail pour pouvoir élargir sans cesse le procès de production, le capital, est obligé de révolutionner constamment ses procédés et méthodes de production et d'accroître sa masse de produits – ce qui provoque une dévalorisation encore plus grave du capital [20]*: la marchandise est produite à un coût toujours moindre et perd donc relativement de la valeur à chaque augmentation de la productivité du travail. En somme*, la valeur d'échange diminue à mesure que les forces productives créent davantage de valeurs d'usage.

Nous abordons ici le problème des pertes et faux frais spécifiques du mode de production capitaliste, et c'est alors qu'éclate le paradoxe qui posera un terme au capital : il ne peut que se dévaloriser de plus en plus, *en se rapprochant du communisme*, sous peine d'éclater de par la pression de la surproduction. *Marx énonce d'abord la loi suivante : « La valeur s'établit à l'origine par les coûts de production initiaux – en fonction du temps de travail primitivement nécessaire pour fabriquer le produit. Or, une fois le produit fabriqué, son prix est déterminé par les coûts nécessaires pour le REPRODUIRE. Les frais de production diminuant constamment – et d'autant plus vite que l'époque est industrialisée – il y a, en conséquence, dépréciation permanente de la valeur-capital elle-même »* [21].

C'est ce que Marx appelle le conflit entre l'élargissement de la production et la valorisation qui se manifeste dans ce cercle vicieux qu'avec l'accroissement de la proportion du capital constant eu égard au capital variable, augmente aussi la productivité du travail qui dévalorise ce même capital : « Pour lui donner une expression tout à fait générale, voici en quoi consiste la contradiction : le système de production capitaliste implique une tendance à un développement ab-

---

19 À la base de l'ardu concept de dévalorisation se trouve le surtravail, qui, en générant un plus dans la production, est à l'origine de la valorisation et de la dévalorisation dans la circulation, où règne l'échange entre *équivalents*. Elle résulte, en un mot, de la contradiction entre la production de plus-value et sa réalisation au moyen de la loi de la valeur, ce qui débouche sur la destruction ou diminution de valeur.

20 Cf. MARX, *le Capital* III, Ed. Sociales, t. 1, p. 257-258.

21 Cf. Marx à Engels, 14-08-1851.

solu des forces productives, sans tenir compte de la valeur et de la plus-value que cette dernière recèle, ni non plus des rapports sociaux dans le cadre desquels a lieu la production capitaliste, tandis que, par ailleurs, le système a pour but la conservation de la valeur-capital existante et sa mise en valeur au degré maximum (c'est-à-dire un accroissement sans cesse accéléré de cette valeur). Son caractère spécifique est fondé sur la valeur-capital existante considérée comme moyen de mettre en valeur au maximum cette valeur. Les méthodes par lesquelles la production capitaliste atteint ce but impliquent : diminution du taux de profit, dépréciation du capital existant et développement des forces productives du travail aux dépens de celles qui ont déjà été produites» [22].

L'augmentation de la force productive du travail, qui met en route le mécanisme fatal de la chute du taux de profit, *entraîne aussi la dévalorisation de tous les éléments constitutifs du capital, et il s'ensuit la dépréciation des marchandises entrant soit dans la reproduction de la force de travail, soit dans les éléments du capital constant :* « Ces deux conséquences qui impliquent une dévalorisation du capital existant et vont de pair avec une diminution du capital variable par rapport au capital constant, entraînent la baisse du taux de profit, bien qu'elles la ralentissent ». *En effet, si le temps de travail nécessaire diminue, la plus-value relative augmente, donc aussi le taux de profit ; d'autre part, si le capital constant est dévalorisé, le* rapport *(ou taux) du profit s'améliore, puisque le profit se réfère à un terme moindre (diminué de toute la partie qui est dévalorisée). De deux choses l'une donc, ou bien le taux de profit baisse, ou bien du capital est détruit (dévalorisé). Le remède est pire que le mal, comme nous allons le voir.*

Pour contrer ces implications fatales de sa course à l'accumulation, le capital tente sans cesse de dépasser les barrières suivantes : 1/ le travail nécessaire, qu'il veut ignorer bien qu'il soit la source de la valeur ; 2/ les limites du surtravail, qu'il veut sans cesse reculer (aux dépens du premier) ; 3/ l'argent, qui est un frein à la production ; 4/les limitations (marché, circulation monétaire) que pose la valeur d'échange à la production des valeurs d'usage [23].

---

22 Cf. MARX, *le Capital* III, in *Werke*, 25, p. 259.

23 Cf. MARX, Grundrisse, Ed. 10/18, t. 2, p. 222-223. Et Marx de conclure qu'à un certain point (au moment du krach) « la surproduction rappelle

Or, ce seul moyen pour surmonter ces entraves inhérentes à son mode de production, c'est-à-dire le fait de surproduire, *le mène à la crise et aux guerres où la dévalorisation est générale, avec le risque de révolution. A mesure que baisse le taux de profit, c'est-à-dire que vieillit le capital, il devient donc plus destructif, dilapidateur, en un mot antisocial : l'heure de le renverser est arrivée. Mais même ces destructions ne sont pas un remède à la baisse du taux de profit, car* « dans des cas déterminés, la dévalorisation est susceptible de réduire la masse du profit en réduisant la masse du capital qui produit le profit » [24].

Il ne faut donc pas voir le communisme se réaliser en un mouvement graduel, toujours plus large et profond, de dévalorisation de toutes les formes du capital (constant, fixe, variable, produits, etc.), car on arriverait à la fin à une conception progressive de la « construction » du socialisme au sein du… capitalisme. La société communiste, aussi longtemps qu'elle est économique dans le capitalisme, est aliénée, comme l'est le mouvement de la dévalorisation croissante du capital, et c'est ce qui en fait d'ailleurs une force et un agent révolutionnaires *: la contradiction entre valorisation et dévalorisation est explosive, car le jour où la surproduction aura accumulé une montagne de marchandises qui ne trouvent plus de débouchés solvables, ces valeurs se dévaloriseront brutalement, et cela risque même de faire sauter le reste du monde de la valeur, le capital lui-même.*

Pour suivre à la trace la société communiste, Marx démonte le mécanisme par lequel le capital dévalorise toutes ses marchandises (ou produits et valeurs d'usage), procès qui mène au point où toute valeur (donc aussi l'argent et le mode de propriété privé) disparaît dans le communisme supérieur.

---

brusquement au capital que tous ces éléments sont nécessaires à sa production, car cet oubli a provoqué une dévalorisation générale du capital » (dans les crises et guerres de destruction de la surproduction). Cf. également le Capital III, Ed. Sociales, t.1, p. 261-262.

24 *Ibid*., p. 246. Pour ce passage, le lecteur français peut se reporter au *Capital* III, Ed. Sociales, t. 1, p. 262, 271, 265-267, 246, 248-249 ; cf. aussi *Grundrisse*, t. 2, p. 222-223, 99, et t. 1, p. 116-117 ; ainsi que *Théories sur la plus-value,* Ed. Sociales, t. 2, p. 94.

En utilisant le schéma des TROIS MOMENTS du Capital, *auquel nous avons fait allusion plus haut, nous structurerons comme suit les trois points centraux et convergents de la dévalorisation :*

1. *Dévalorisation* au niveau du procès de production – *le « capital individuel » de l'entreprise*.

Dans le premier moment, *tant que le produit du procès de travail n'est pas encore sur le marché où il sera transformé en argent, ce n'est qu'une valeur d'usage : il est donc dévalorisé. On pensera peut-être que Marx pinaille ici, mais le capitaliste n'est-il pas plus préoccupé de vendre sa marchandise que de la produire ? Les travailleurs sont là pour cela, et lui-même est d'ailleurs assez peu ferré de connaissances et de savoir-faire techniques. Ce moment se révèle désastreux pour le capital dans la crise, quand le bourgeois, n'arrivant plus à réaliser en argent sa surproduction sur le marché, ne peut donc plus reproduire son capital. En outre, au plan théorique qui établit la prévision, ce moment montre que le procès de travail ou de production est parfaitement viable comme pur procès de valeur d'usage, métabolisme entre le travail humain et la nature. Mieux, il ne subira plus ni accrocs, ni crises quand les forces productives auront augmenté au point de pouvoir se dépouiller de leur valeur d'échange.*

Voici quelques citations caractéristiques à ce sujet [25] *:* « La dévalorisation reste un élément du procès de valorisation, ne serait-ce que parce que, dans sa forme immédiate, le produit du procès n'est pas valeur, puisqu'il doit entrer dans la circulation pour se réaliser en tant que telle. Si le procès de production crée donc le capital sous forme de valeur et de valeur nouvelle, il le crée aussi et d'abord sous forme de non-valeur, puisque l'échange doit par la suite le valoriser ». « Dans le procès de production, la valorisation s'identifie purement et simplement à la production de surtravail (objectivation du travail en surplus) ». *Or, dans le procès de travail qui crée cette valeur en plus, le produit, support de cette valeur est dévalorisé. Et Marx d'en conclure*

---

25 Cf. MARX, *Grundrisse*, Ed. 10/18, t. 2, les extraits suivants sont tirés des p. 206-210. Voir en outre : t. 2, p. 268 ; t. 1, p. 225 ; t. 3, p. 26 ; et t. 4, p. 14-16.

que « la barrière à surmonter se trouve en dehors du procès de production » – *ce qui démontre, sur la base du fonctionnement du capital lui-même, qu'il faut abolir le mode de circulation en vigueur qui constitue une entrave à l'essor des forces productives.*

2. Dévalorisation dans le procès de circulation d'ensemble *avec les faux frais du moyen de circulation – l'argent, etc. – qui sont liés au mode de distribution ou d'appropriation privé*.

C'est là qu'est réalisée la valeur issue du surtravail, échangée contre équivalent (contradiction immanente), mais avec cela, c'est aussi le moment du « saut mortel » du capital, où il enregistre de grosses pertes de valeur [26].

Ce deuxième moment *traite donc du problème des pertes et faux frais spécifiques du mode de production capitaliste. Les frais de circulation s'avèrent en fin de compte un gaspillage du temps libre créé par les ouvriers, et n'ajoutent aucune valeur au produit (contrairement au transport). Marx explique que* «lorsque je transforme la marchandise en argent ou l'argent en marchandise, la valeur reste la même, bien que la forme se trouve modifiée. Il est donc clair que la circulation ne peut augmenter la valeur des marchandises qu'elle met en mouvement, puisqu'elle se résout en une série d'opérations d'échange entre équivalents.

S'il faut du temps de travail pour effectuer ces opérations – c'est-à-dire s'il faut y consommer des valeurs, puisque toute consommation se ramène, en fin de compte, à une consommation de temps de travail vivant ou matérialisé –, la circulation occasionnera des frais. Or, si le temps de circulation coûte du temps de travail, il y aura une réduction,

---

26 Sur la dévalorisation dans le procès de circulation, cf. *Grundrisse*, t. 3, p. 219-220, 58-59, 70-71, 190-192, 430-432. Le lecteur peut se reporter également au recueil de Marx-Engels sur *la Crise*, Ed. 10/18, qui indique les divers endroits où peuvent éclater les crises (dues le plus souvent à la dévalorisation) dans le système de production et de distribution bourgeois (cf. notamment p. 339-382 sur la chute du taux de profit et les points mercantiles et monétaires de la crise).

une suppression proportionnelle des valeurs en circulation, celles-ci étant dévalorisées en raison du montant des frais de circulation » [27].

Pour compenser cette perte spécifique au « deuxième moment », le capital est encore poussé à surproduire sans pour autant échapper à l'inexorable dévalorisation. D'autre part, la dévalorisation dissout l'appropriation privée : sous la pression du procès de production – donc du travail socialisé de l'ouvrier – la socialisation déborde sur tous les rapports sociaux, y compris dans la circulation (afin d'en limiter les frais), et ce faisant, il y a un effet corrosif qui s'exerce sur la propriété privée de façon croissante.

3. Dévalorisation – sous-tendue dans les deux premiers moments – qui est systématiquement organisée et parachevée lors du passage au communisme au cours de la phase inférieure du socialisme.

Dans l'explosion des antagonismes qui pousse à son comble la lutte de classe, le prolétariat sera contraint à prendre le pouvoir pour mener à terme, au niveau politique et social, *ce processus de dévalorisation par ces grandioses mesures de transition : abolition des classes non-ouvrières en étendant à tous les membres de la société l'obligation de travailler productivement, dans un premier temps, puis dépouillement du prolétaire de ses stigmates de classe pour le transformer en libre producteur associé. Les moyens décisifs pour abolir la valeur et faire retrouver aux produits et à la force de travail leur pure valeur d'usage, abstraite de la valeur d'échange artificieuse des sociétés de classe mercantiles, sont : 1/ la réduction des heures de travail jusqu'à l'abolition complète de la partie nécessaire, quand est atteint un niveau productif tel que le travail perd son caractère pénible et devient don gratuit à la société ; 2/ la prédominance croissante de la vie collective sur la vie privée, de sorte que les « dépenses » pour l'ouvrier individuel (équivalence pour son travail) diminuent progressivement au profit des « dépenses » collectives, comme Marx le théorise dans la critique du Programme de Gotha.*

---

27 Cf. MARX, *Grundrisse*, Ed. 10/18, t. 3 p. 219.

La production devient alors ouvertement production de non-valeur, *en même temps que disparaît l'opposition entre production et circulation.*

Dévalorisation et société communiste

Retour à la table des matières

Une contradiction stupéfiante est que le capital se dévalorise aussi bien quand il circule sur le marché que quand il se fixe dans le corps du capital, la machinerie.

Pour ce qui est de la dévalorisation résultant des faux frais de la circulation, *nous renvoyons le lecteur aux passages de Marx dans ce recueil* [28] *: on y trouve une condamnation claire et sans appel du mercantilisme et de l'argent. Nous ne ferons ici que les remarques suivantes et qui sont d'une brûlante actualité dans le capitalisme sénile, archi-mûr pour le communisme. Étant un faux frais,* « le temps de circulation (qui emploie du travail) représente donc une limitation de la productivité du travail : il augmente le temps de travail nécessaire et diminue la plus-value ; c'est un frein, une barrière à l'autovalorisation du capital » [29]. *Or,* « comme le capital doit tendre à abattre toute bar-

---

28 Cf. infra. Deuxième Partie du recueil: B. Elimination des capitalistes industriels et monétaires - Dévalorisation dans le procès de circulation.

29 Cf. Grundrisse, Ed. 10/18, t. 3, p.59. En conséquence, tous les rythmes de la nature sont violés par la frénésie du capital de s'amortir ou se rentabiliser au plus vite. Cf. également : p.219-220, 58-59, 70-71, 197, 190-192, 219-220 et 431.

Le crédit est la tentative par excellence de tourner les difficultés engendrées par la loi fondamentale du capital – celle de la valeur. Il en est une négation, mais par un moyen qui reste englué dans le monde de la valeur. C'est une solution mercantile aux problèmes que pose la production socialisée – ou société communiste au sein de la base économique bourgeoise.

Le crédit réalise « une circulation sans temps de circulation », en introduisant un mécanisme fictif qu'il valorise : on fait crédit avec intérêt, tout en niant le besoin d'argent pour faire circuler les marchandises. Le capitaliste qui n'a pas encore en mains l'argent provenant de la vente des marchandises qu'il a produites, reçoit l'argent de crédit et peut aussitôt commencer son cycle de reproduction avec une continuité parfaite, au point qu'il perd de

rière locale au trafic, c'est-à-dire à l'échange, pour conquérir le monde entier et en faire un marché, il doit tendre à DÉTRUIRE L'ESPACE GRACE AU TEMPS » *(*ibid.*). C'est ce qu'il fait quand* « il réduit au minimum le temps que coûte le mouvement d'un lieu à l'autre ». *Si cette tendance rapproche une nation de l'autre et resserre les liens de toutes sur le marché mondial, elle devient criminelle à la fin. En effet, après avoir ruiné dans la production la force de travail et la terre,* le capital viole l'espace *avec sa course démente contre le temps.*

Afin de réduire ses frais de circulation et accroître frénétiquement ses rotations, et satisfaire sa soif de surproduire, il détruit le sol, les forêts, les champs et leur vie, pour construire des routes, canaux, terrains d'aviation : il pollue la nature et l'air, l'espace (avec la couche d'ozone transpercée) ; il détruit la flore et la faune, salit et tue les mers avec le pétrole, pour gagner du temps et épargner sur les coûts de production d'autres énergies. A contrario, on peut définir le communisme comme la reconstitution de l'espace*, l'occupation rationnelle de la terre par l'humanité, harmonieusement distribuée sur la croûte terrestre, en fonction de la valeur d'usage, des besoins et de l'utilité, ainsi que des possibilités réelles – et non plus de la criminelle valeur d'échange.*

La dévalorisation représente une véritable force motrice de ce que nous avons appelé le troisième moment *chez Marx – le communisme en mouvement dans la production capitaliste.*

---

vue la surproduction qu'il crée sur le marché, et donc la crise si ses marchandises ne se vendent pas au fur et à mesure.

De plus, ce crédit n'est pas gratuit, il prélève des intérêts sur le capital productif. Il a fait accepter au capitaliste productif les complexes faux frais liés à la commercialisation en plus des frais du transport physique jusqu'au lieu de consommation : c'est des opérations mercantiles que le prêteur tire ses prétentions à un revenu.

« Le temps étant de l'argent », tout le temps (de production et de circulation) devient de l'argent aux yeux du prêteur d'argent. Le financier fait montre d'une telle indifférence pour la production qu'il voit la source du profit dans le temps qui rapporte de l'intérêt. Nous sommes retombés au niveau de l'usure parasitaire. Le gaspillage atteint son paroxysme, et la stricte économie de temps de travail, de matières premières, d'instruments, etc. dans la production devient dérision, puisque le *temps qui coûte* s'étend jusqu'à la table du consommateur après les mille détours de la circulation et du marketing.

Mais la forme en est aliénée *sous le capital, parce qu'il détruit et dilapide les forces dévalorisées. Toujours par opposition : le communisme se définit comme réanimation et vivification de toutes les richesses créées par la nature et le travail humain au cours du passé, et enfouies aujourd'hui dans le capital mort.*

La dissolution de la valeur d'échange se constate surtout dans la masse croissante des valeurs d'usage créées par les forces productives en augmentation incessante.

Pour utiliser un terme de Lénine, la dévalorisation « ouvre les fenêtres » suivantes sur le socialisme : a/ le développement du machinisme qui évince la force de travail, avec l'effet b/ d'augmenter le temps libre et de diminuer le temps nécessaire ; c/ la mise en sommeil d'une masse croissante de capital fixe qui se dévalorise à un rythme accéléré (cf. l'infrastructure, les édifices, installations, le réseau des routes et communications , etc., qui sont gratuits) ; et enfin d/ la dévalorisation constante de la force de travail qui anticipe matériellement sur la déprolétarisation ou abolition du prolétariat de la phase inférieure du communisme.

Dans le présent recueil, nous avons reproduit les textes de Marx sur un aspect essentiel de la dévalorisation qui dissout le capital lui-même à mesure de la croissance des forces productives : le communisme frappe au cœur le capital. La dévalorisation devient un phénomène dominant dans la phase du machinisme, *mais elle ne fait qu'exprimer la nature profonde du capital :* « À mesure que la grande industrie se développe, la production de richesses dépend de moins en moins du temps de travail et de la quantité de travail utilisée [qui crée la valeur], et de plus en plus de la puissance des agents mécaniques qui sont mis en action pendant la durée du travail. Or, l'énorme efficience de ces agents est, à son tour, sans rapport aucun avec le temps de travail immédiat que coûte leur production » [30].

Les machines sont ce moyen concentré pour dévaloriser le capital, parce qu'elles concentrent en elles toutes les forces gratuites de la nature et de la société : « Une autre force qui ne coûte rien au capital, c'est la science. Or, elle ne peut être appropriée par le capital qu'au moyen de l'utilisation de machines » [31]. *En conséquence*, « le capital

30 Cf. MARX, *Grundrisse*, Ed. 10/18, t. 2, p.340-341.

31 *Ibid*. t. 4, p. 38.

commence par faire prisonnier le progrès historique et le met au service de la richesse » [32].

Le mode de production transitoire *du capital entre ici en conflit avec le cours* historique *de l'humanité, et le caractère non scientifique de la loi de la valeur éclate aux yeux. Les machines ne peuvent être que gratuites, abstraction faite des heures de travail immédiates qui y sont incorporées. Or, le capital ne peut payer toutes les heures que l'humanité a passées pour arriver à la science et à la technologie actuelles : payer ces heures du passé serait grossir les dépenses du capital au point de faire tomber aussitôt le taux de profit au dessous de zéro, et les produits seraient hors de prix !* « Il faut donc supposer que la valeur d'usage de la machine est infiniment plus grande que sa valeur d'échange » [33]. *Une machine nouvelle plus efficace dévalorise les anciennes de la même espèce et pousse toute l'industrie à la dévalorisation* : « Si, par exemple, à la suite d'une invention nouvelle, une machine peut être reproduite avec une dépense moindre de travail, la machine ancienne de même espèce perd plus ou moins de sa valeur et en donne par conséquent moins au produit » [34].

Lorsque le capital introduit une innovation technique, des machines plus perfectionnées, c'est toujours pour accroître la part de la plus-value eu égard aux salaires, et il fait à cette occasion un surprofit par rapport à ses concurrents capitalistes, puisqu'il vend son produit au même prix qu'eux, alors qu'il a diminué ses frais de production. Mais c'est la recherche de ce premier avantage tout provisoire qui conduit à une dévalorisation générale, durable. En effet, lorsque tous les concurrents capitalistes de la même branche ont repris les mêmes méthodes, les prix se mettent à chuter – et sous l'action combinée de la surproduction et de la concurrence, les frais de production moindres dus à l'innovation représentent la nouvelle valeur sociale. La recherche de surprofits provoque elle-même une dévalorisation générale du capital de la branche d'industrie. Les surprofits sont

32 *Ibid*. t. 3, p. 143.

33 *Ibid*., t. 2, p. 181.

34 Cf. Marx, *le Capital* II, Ed. Sociales, p. 55. Voir également *Théories sur la plus-value*, Ed. Sociales, t. 2, p. 666 ; *Grundrisse*, t. 3, p. 45-46 et 131; t. 4, p. 16-18 et 144 ; t. 2, p. 160, 356, et 262-263 ; *le Capital* III, Ed. Sociales, t. 1, p. 128-240, sur l'accroissement de valeur et la dévalorisation : la libération et la fixation du capital, et p. 138.

temporaires, contingents ; la dévalorisation est progressive, systématique et universelle.

Pour ce qui est de la dévalorisation de la force de travail, *le salariat est dévalorisé par rapport au système de l'esclave, dont toute la* personne *(y compris la famille nécessaire à la reproduire) était achetée, et par rapport aussi au système de l'artisan, qui touche le* plein équivalent de son travail. *Le prolétaire, n'ayant plus que sa* force de travail, *doit produire du surtravail et ne touche rien quand il ne travaille pas. Le capitalisme marque ainsi une étape importante dans la dévalorisation croissante du travailleur, dont le travail devient de plus en plus simple, perdant tout caractère complexe de métier, etc. Cette loi économique du capital ébranle les institutions les plus fondamentales de la société. Par exemple, la sacro-sainte famille : en jetant femme, enfants sur le marché du travail, les machines dévalorisent la force de travail de l'ouvrier mâle adulte, dont le seul salaire ne suffit plus à le reproduire par l'intermédiaire biologique représenté aujourd'hui par la cellule familiale de la société bourgeoise. De même, le capital ruine l'individualisme en mutilant et en divisant le travail de l'ouvrier dès le stade de la manufacture, dans le but d'accroître les forces productives à l'infini.*

Cette dévalorisation de la force de travail converge dans ses effets avec le surtravail qui évince au fur et à mesure le travail nécessaire dans la société moderne pour aboutir dans le communisme à ce que la force de travail soit entièrement sans valeur, gratuite – comme les forces de la nature et de la science [35]*. Ce ne sera plus qu'une valeur d'usage collective.*

En somme : « Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme contradictoire de la production sociale » [36]. *Mais, ajoute Marx,* « les forces productives qui se développent au sein de la société créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre cette contradiction » *(*ibid.*). La dévalorisation générale et brutale dans les crises cycliques de plus en plus graves suscite elle-même la révolution politique et sociale qui accouche de la société communiste.*

---

35 Cf. MARX, *Grundrisse*, Ed. 10/18, t. 2, p. 263.

36 Cf. MARX, *Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique*, Ed. Sociales, p. 5.

Dénouement par le surtravail

Retour à la table des matières

Avant de voir comment s'effectue pour Marx l'abolition de la contradiction entre travail nécessaire (salaire) et surtravail (plus-value), considérons les solutions erronées que proposent diverses écoles socialistes qui ne s'en prennent qu'au mode de distribution et laissent intact le mode de production capitaliste. Cela permettra de définir, par opposition et de manière non ambigüe, la vision de la société communiste de Marx.

Le point de vue ouvriériste, proprement réactionnaire, est : travaillons seulement les heures nécessaires et reconstituons simplement l'échange entre équivalents. Alors, nous ne serons plus dupés, car nous ne ferons pas de surtravail. Prenons donc la juste part, et retournons à la maison : si cela n'est pas réalisable avec le système de fabrique, mettons-nous en coopératives ! C'est aussi la position immédiatiste de Proudhon, de Lassalle, de Dühring, des anarchistes et de quantité d'autres. Leur bête noire à abattre, c'est le surtravail qui est sans façon identifié au capital. En revendiquant de l'éliminer purement et simplement, ils se placent même au-dessous du capitalisme, qui utilise quant à lui la plus-value, en partie du moins, pour élargir la production, améliorer la productivité (grâce à laquelle le communisme réduira les heures et la peine du travailleur) [37]*. En effet, par*

---

37 En critiquant Proudhon, Marx réfute d'avance toutes les solutions ouvriéristes qui ne tendent qu'à privilégier l'aristocratie ouvrière avec leur socialisme « gestionnaire », bouée de sauvetage pour faire durer le capitalisme. *« L'astuce proudhonienne… se ramène, à mon avis, au raisonnement suivant : le véritable ennemi à combattre, c'est le capital. L'expression la plus pure en est au plan économique l'intérêt, car ce que l'on appelle profit n'est qu'une forme particulière du salaire. Nous éliminons donc l'intérêt que nous changeons en annuités, c'est-à-dire en remboursement du capital par acomptes annuels – et voilà assurée la prééminence pour toute l'éternité à la classe travailleuse (lis : la classe industrielle) – la classe capitaliste étant dès lors condamnée à disparaître progressivement. Les différentes formes de l'intérêt sont : l'intérêt de l'argent, le loyer, le fermage. En somme, la société bourgeoise se trouve conservée, justifiée : on la dépouille seulement de sa mauvaise tendance »* (Marx à Engels, 14-08-1851).

rapport à la loi du surtravail *ou de la plus-value, ces socialistes retombent au niveau de la* loi de la valeur *(où le travailleur, ou mieux l'artisan touchait le plein produit de son travail, l'équivalent de toutes les heures faites). Cela n'a aucun sens puisque les travailleurs n'ont plus de capital constant à avancer depuis la fin de la période artisanale. Ce ne sont rien d'autre que des nostalgies petite-bourgeoises qui revêtent l'habit ouvrier.*

Au demeurant les textes de Marx sur le machinisme et l'entreprise automatisée illustrent à quel point ces revendications sont dépassées par l'industrie moderne elle-même qui rend impossible le calcul de la contribution de l'ouvrier individuel au produit du procès de la production même par le comptage de l'heure de travail et signe ainsi la faillite définitive de la théorie de Lassalle de pouvoir disposer du «fruit intégral de son travail ». Si cette « liberté fondamentale de pouvoir disposer du produit de son travail » existait, l'espèce humaine, du fait du nombre de membres qu'elle a atteint maintenant, du fait du niveau actuel de ses exigences, même strictement physiques, ne pourrait plus survivre.

Il y a deux nuances possibles dans cette « utopie réactionnaire » : 1/ tout le revenu va à la société comme plus-value, et nous allons la diviser entre ceux seulement qui ont travaillé… et que deviendront alors les enfants, les vieux, les malades, sans parler de l'élargissement nécessaire de la production pour la population qui croît ? – demandera Marx dans la critique du programme de Gotha ; 2/ le socialisme arrive lorsqu'on paie la force de travail à sa véritable valeur, et qu'on « abolit » l'extorsion de plus-value, en distribuant le « profit » aux ouvriers, système qui se ramène au précédent, avec les mêmes objections marxistes. De toute façon, la base économique du capitalisme subsiste et ses superstructures. Et puisque reste la nécessite de nourrir les enfants, les malades, les vieux, etc. nous aurons également la famille privée avec ses « esclaves domestiques », ou bien l'assistance sociale tout aussi répugnante ; sans tenir compte des investissements pour un « avenir meilleur », ou pour combattre des ca-

---

Ce n'est pas que le communisme ne supprimera pas ces phénomènes apparents – cela fait au contraire partie des mesures de transition – mais ce coup de griffe dans la distribution doit être accompagné de mesures qui révolutionnent la base économique : c'est là que réside l'apport révolutionnaire de Marx, porte-parole de la classe ouvrière moderne.

tastrophes inattendues, et éviter une régression sociale. *En d'autres termes, ces propositions ne sont pas révolutionnaires, mais conservatrices. C'est dire qu'elles ne changent rien de fondamental au capital et ignorent même le développement actuel des forces productives sur la base de l'énorme surtravail qui exige qu'on dépasse effectivement – et pas illusoirement – le système de distribution capitaliste, parce que la production est désormais sociale et étouffe dans les limites de l'appropriation individuelle, des entreprises et des classes.*

Il faut, en somme, briser la formule capitaliste qui est : capital constant anticipé + salaire anticipé + plus-value (profit) = capital plus grand.

Le marxisme démontre que ce système n'est pas éternel, donc susceptible seulement d'être réformé : avant le capitalisme, cette formule n'existait pas et elle sera progressivement abolie après la conquête du pouvoir par le prolétariat. Nous ne pouvons donner dans cette Introduction *que les grandes lignes de cette abolition progressive avec la formule centrale de la société communiste. Pour en saisir le détail et la profondeur, il faut se plonger dans les textes de Marx-Engels, notamment la Critique du programme de Gotha que nous reproduisons à la fin du recueil sur* la Dictature du prolétariat.

Il ne s'agira de donner ni « tout le produit au travailleur », ni tout le produit au capitaliste, à l'entreprise, voire à l'Etat capitaliste, de façon à assigner en argent au travailleur non seulement son salaire, mais encore une part aliquote du profit, pour qu'il touche ainsi travail nécessaire + surtravail (salaire + plus-value). Il y a plus de cent ans, Marx a écrit : « C'est précisément en se fondant là-dessus que les économistes démontrent, depuis 50 ans et plus, que le socialisme ne peut abolir la misère, enracinée dans la nature ; il ne pourrait que la généraliser, la répartir également sur toute la surface de la société ! ».

La formule marxiste est toute différente. Le socialisme attribue à la société, qui en dispose, tous les produits du travail social, en excluant de l'appropriation individus, entreprises et unités privées semblables (même s'il s'agit de coopératives) [38]*. Nul n'aura, en tant qu'individu*

---

38 Mais, dira-t-on, les coopératives avec le travail associé se substitueront aux fabriques à l'échelle nationale pour transformer les prolétaires en producteurs associés avant de les hausser au stade de l'homme social. Certes, mais nous parlons ici de l'*appropriation*, et de fait *elles ne seront pas proprié-*

ou groupe, la possibilité de disposer des produits du travail de qui que ce soit – *ni même du sien propre. Une forte proportion de « marxistes » convaincus resteraient ahuris d'apprendre que* le socialisme maintiendra le surtravail et ne paiera pas le travail nécessaire.

Le communisme, à la fin, *ne parlera plus en termes de* valeurs, *mais dira tout simplement : la société prend de tous le travail, libre si possible (dans le dernier stade), forcé si nécessaire (surtout au début du premier stade), et elle donne à tous leur consommation, illimitée si possible, et contingentée si nécessaire (au début surtout). Nous sommes toujours, au nom des masses misérables avant tout, pour le contingentement par la valeur d'usage et contre celui qui s'effectue au moyen de l'argent (valeur d'échange).*

Dans la transition du communisme inférieur ou dictatorial (avec l'Etat de contrainte), on évince D'ABORD les classes parasitaires et dominantes, etc., de l'appropriation dans la distribution, ET ENSUITE – ce qu'oubliait le libéral Proudhon – on les oblige à travail-

---

taires de leur produit qui ira à la société ; c'est elle qui mettra à leur disposition les moyens pour produire, abolissant de la sorte la notion de capital constant et les stigmates du mercantilisme. C'est la seule manière d'éviter la plaie, dont parlait Staline dans ses *Problèmes économiques* de 1953, à savoir qu'il se développe des kolkhozes millionnaires à côté de kolkhozes pauvres, les premiers touchant une RENTE en raison de leur bonne topographie etc., ce qui amorce de nouveau un processus de concentration et de ruine des plus faibles qui sont absorbés par les gros.

Disons tout de suite que la Russie n'a jamais atteint le stade du socialisme inférieur qui implique une économie développée : elle a dégénéré bien avant qu'elle se soit haussée à ce niveau. Elle a, en fait, développé un système de « socialisme romantique » qui, dans l'agriculture, donne au travailleur une part du profit, ce qui diminue la part du capital constant à investir pour augmenter la production et faire donc baisser les prix, ce qui profite à tous dans le « capitalisme classique » progressif de Ricardo, et faisait dire à Marx : « Je vote pour le libre essor du capital ». Pour des raisons de conservation sociale (cf. aussi la Pologne de Gierek), le capitalisme « populaire » est au-dessous du capitalisme « dur et pur » que Lénine proposait de contrôler par la dictature du prolétariat dans l'intérêt collectif des masses, et non pour l'avantage contingent des producteurs directs (les ouvriers des bonnes grosses fabriques touchant de confortables revenus, et ceux des fabriques petites et arriérées touchant des salaires de misère, sans parler des masses qui ne disposent pas du tout de moyens de production notables). Cf. *Dialogato con Stalin*, Ed. Filo del Tempo, article intitulé *Capitalismo classico, socialismo romantico*, p. 127-144.

ler productivement dans la base économique pour réorienter les branches de la production vers la valeur d'usage dans l'intérêt collectif, et on en arrive ENFIN à l'abolition de tous les prolétaires – au communisme supérieur ou spontané. Si l'on veut, nous pouvons donner la formule en termes de valeur, c'est-à-dire avec le langage de la société économique actuelle (Marx procède souvent ainsi, quand il parle du communisme par opposition au capitalisme) : la société socialiste, représentée par la classe prolétarienne au pouvoir et par son parti, continuera à prendre de l'ouvrier le surtravail et le passera de l'entreprise (dont l'autonomie sera rapidement brisée) à la société, et EN OUTRE prendra de l'ouvrier le travail nécessaire [39].

En somme, la société s'approprie tout – comme le capital tend à le faire, mais sans y parvenir. En effet, c'est le capital en général, social, abstrait qui s'approprie tout le produit, mais il est représenté par tous les capitalistes individuels ; certes, il les exproprie au fur à mesure, mais il n'y parvient jamais complètement, car il n'est pas – de par ses contradictions internes et la loi de l'appropriation privée qui règne dans la distribution des capitaux – en mesure de centraliser tous les capitaux en une seule main.

Comme c'est sur la lancée de la dynamique économique actuelle que le prolétariat au pouvoir centralisera tous les moyens productifs entre les mains de la société, il abolira d'abord le premier et le dernier terme de la formule capitaliste ci-dessus énoncée, à savoir

---

39 Toutes ces propositions réfutent directement le « socialisme romantique », théorisé par Proudhon, etc., qui voulait simplement éliminer la personne économique des capitalistes, propriétaires fonciers et autres monopoleurs, afin de donner leur part aux travailleurs, croyant ainsi avoir réalisé le socialisme. En fait, le capitalisme classique fonctionne plus efficacement que ce « socialisme » qui conserve tout le mécanisme bourgeois dans la base de la production. Il ne faut donc pas confondre les mesures de contenu capitaliste que Marx reprend dans les pays attardés sous la dictature du prolétariat (dans *le Manifeste*, par exemple) avec des mesures affadies de « capitalisme populaire » : le mécanisme le plus efficace doit fonctionner, et il le fait de manière d'autant plus pure que les classes accapareuses ne prélèvent pas pour leurs « jouissances » une part de la plus-value qui doit être réinvestie pour la société. Transférer celle-ci aux travailleurs ne fait qu'accentuer les mêmes vices en corrompant la classe ouvrière devenue petite-bourgeoise : *le surtravail doit aller à tous les membres de la société* – sinon, plus de communisme, ni de solidarité humaine véritable.

l'élément du capital constant *et, du même coup,* le caractère capitaliste (monétaire et mercantile) du produit final, *puisque les produits ne seront plus* vendus *sur le* marché. *Toute la société tendra à former une « entreprise » unique, et les machines, matières premières et auxiliaires produites ici ne seront plus du capital constant là, du fait de l'échange (vente) d'une entreprise à l'autre : il n'y aura plus* que du travail ajouté *aux matières premières et ressources naturelles* gratuites.

Marx le démontre lorsqu'il met en évidence – au plan théorique de la SCIENCE économique (ce qui confirme la puissance du savoir de classe) – que le capital constant disparaît quand la société forme une seule et même unité, *au niveau du* capital abstrait [40]. *Il ne reste plus alors que le* taux de plus-value *; le* taux de profit *qui se rapporte au capital anticipé, où figure le capital constant, se trouve éliminé du même coup. La société peut désormais distribuer les forces productives en fonction non plus de la* valeur d'échange, *de la rentabilité mercantile et de la recherche du profit, mais des besoins, de la* valeur d'usage – *en mettant en veilleuse les activités et industries malsaines, antisociales et parasitaires, pour développer les productions utiles. Si le but n'est pas encore atteint, l'orientation est claire et décidée.*

Comme Marx l'explique à propos du programme de Gotha, la société qui dispose de tout le produit en rend une partie seulement (qui est donc contingentée) au travailleur en échange d'un bon de travail *(qui se substitue au salaire dont il a perdu les caractéristiques monétaires et de valeur d'échange thésaurisable, transférable et accumulable, etc.)* [41]. *Le changement révolutionnaire suivant est que la socié-*

---

40 Le lecteur trouvera la théorie du capitalisme pur, abstrait, mais scientifique et REEL, puisque conçu comme un mécanisme fonctionnant selon des lois déterminées, et non selon le hasard, dans les chapitres intitulés *Théorie du capitalisme drogué* et *Homicide des morts* (qui traitent en même temps de la perversion de ces lois ricardiennes dans le capitalisme sénile et dégénéré d'aujourd'hui), dans le recueil de MARX-ENGELS sur *la Crise*, Ed. 10/18, p. 249-260. D'ores et déjà, le capital constant est égal à zéro et il n'y a que du TRAVAIL AJOUTE si l'on considère la société capitaliste *dans son ensemble* (objet des livres 2 et 3 du Capital).

41 Comme ce processus relève de l'organisation de la production, les syndicats, etc. joueront un rôle essentiel, sous direction du parti, dans cette transformation économique. C'est pourquoi le mécanisme de cette transition a été abordé dans le recueil de Marx-Engels sur *le Syndicalisme*, PCM, t. 2, p. 92-

té tend à réduire progressivement cette part grâce à la productivité croissante du travail – *ce qui est impossible au capital, parce qu'il absorbe lui-même le surtravail avec tous les progrès qui en résultent. Ainsi le travailleur est-il toujours plus mutilé et réduit au travail simple avec la diffusion du machinisme, tandis que ses heures de travail augmentent dans la production (à moins que les syndicats ne contrecarrent quelque peu cette tendance par la force) parallèlement au développement de cette autre plaie capitaliste qu'est le chômage.*

Dès la conquête du pouvoir, la part du travail nécessaire sera augmentée par des mesures de désinvestissement dans les branches improductives, nuisibles, etc. et par l'obligation pour tous de participer à la production productive : en deux heures de travail, l'ouvrier touchera au moins la « valeur » de huit aujourd'hui. L'effort et la peine pourront être deux, quatre, dix fois moindres, ce que ne peut réaliser le machinisme capitaliste. Et à mesure que se développent les forces productives, le travail nécessaire tendra vers zéro : toute propriété s'en trouvera abolie [42]*, et même la dernière d'entre elles : celle*

---

107 sur *la réduction des heures de travail* qui décrit le processus de déprolétarisation ou transformation du producteur en homme social, soit le passage du socialisme inférieur au plein communisme.

42 Si Marx parle dans *le Manifeste* de « propriété personnelle des effets individuels », il n'y inclut pas la maison qui est, dans le communisme, lieu d'habitation collective (les palais chers à Owen, etc.), car elle est propriété foncière, se rattachant à la terre qui, dans la société communiste, n'appartient même pas à la société toute entière et n'a *« que des USUFRUITIERS QUI DOIVENT L'ADMINISTRER en bons pères de famille AFIN DE TRANSMETTRE UN BIEN AMELIORE AUX GÉNÉRATIONS FUTURES »* (cf. *le Capital* III, in *Werke* t. 25, p. 784). Il n'oublie pas que toute la « civilisation » atroce des sociétés de classe dérive (l'étymologie est la même) de la *propriété sur la maison qu'on habite*, alors que société vient de gens, fraternité consanguine et solidaire du communisme primitif.

Il faut être bien sot pour voir dans la « propriété personnelle » des effets individuels une garantie de l'intégrité individuelle contre le communisme collectiviste – comme si ces « sauvages de communistes » voulaient dépouiller, dans la société d'abondance, le pauvre individu de sa chemise et lui contester sa brosse à dents. Il faut distinguer usage et propriété, c'est-à-dire droit d'abuser en en privant les autres – par exemple, de laisser une maison vide ou d'en expulser les habitants, simplement parce qu'elle appartient au propriétaire – souvent la banque – qui peut en faire ce qu'il veut. Même la société n'a pas le droit, comme le dit Marx, de faire ce qu'elle veut des biens : elle doit en user rationnellement comme de précieuses valeurs

de sa propre force de travail qu'on échange contre une rémunération. La partie collective du produit se substitue progressivement à cette part individuelle du travailleur, parce que la première n'est plus appropriée contre l'ouvrier, mais au profit de son développement en tous sens. On passera de la sorte du stade du socialisme inférieur au stade supérieur.

Ce seront les modestes mais solides heures de travail *–et non la fallacieuse et creuse liberté – qui auront été conquises pour l'ouvrier. Tant que la société ne réalisera pas l'abondance – et le capitalisme ne peut réaliser que la surproduction, donc la destruction de l'excédent par le gaspillage et les guerres – il y aura contingentement (par l'argent du salaire ou les bons de travail). Mais c'est par la conquête du pouvoir que la différence qualitative sera faite entre capitalisme et socialisme, quand les ouvriers administreront l'économie à leur avantage,* en mettant leur généreux surtravail au profit de l'émancipation de tous – *ce qui abolit à la fois le travail nécessaire forcé et transforme du même coup le contenu même du travail qui, étant don gratuit, perd son caractère pénible et devient* activité épanouie *de l'homme épanoui lui-aussi.*

Héroïque prolétariat

Retour à la table des matières

Tout le communisme repose sur la classe ouvrière, c'est le mouvement du travail exploité qui s'émancipe, sur la base de la réalité et non de programmes élucubrés. C'est pourquoi le spectre du communisme hante les jours et les nuits de la bourgeoisie.

Engels définit la bourgeoisie comme classe non héroïque *; par antithèse, comme toujours, nous dirons que le prolétariat est, par nature, héroïque – par nature, parce que comme tout le monde il peut lui-aussi être corrompu, par exemple quand il est* aristocratisé *dans les métropoles impérialistes privilégiées. Mais le prolétariat authentique existe toujours – et il devient même toujours plus nombreux dans le monde. Même dans les métropoles, il existe – et quand il n'y a plus*

---

d'usage, socialement, c'est-à-dire pour tous – y compris les générations futures.

assez de prolétaires indigènes, aux moments de grande prospérité, le bourgeois va les chercher dans les pays dépendants où ils foisonnent, et nous avons les Algériens, Maliens, Portugais, etc. qui représentent les prolétaires de toujours, les sans-réserves, en attendant que les aristocrates soient déchus avec le chômage, la crise et la guerre.

Le prolétaire est celui qui ne peut constituer de réserves – et ils sont plusieurs milliards sur notre planète [43]*. Quand il a fini son travail, sa paie ne suffit même pas à faire manger, vêtir, chauffer et loger convenablement les siens : il n'a aucun espoir de sortir de cette situation qui se reproduit pire encore pour ses enfants. Et c'est pourtant lui qui, avec son surtravail, produit la plus-value, toutes les richesses énormes, trop grandes, de la société. De plus, c'est lui qui est écrasé par l'oppression policière et l'arbitraire judiciaire – hors-la-loi comme nos frères immigrés – et, cycliquement, il est passé sous le napalm, les bombes des guerres coloniales et impérialistes. C'est ce prolétariat qui est le plus capable de s'émanciper, et le parti communiste doit s'appuyer sur cette partie la plus radicale, la plus communiste, la plus GENEREUSE et solidaire (l'individualisme n'a pas corrompu ce prolétaire qui envoie sa paie aux siens, avant de se divertir et de manger à sa faim) pour réaliser l'émancipation humaine, c'est-à-dire abolir le travail nécessaire pour que ne subsiste plus que le surtravail, don gratuit à la société, au profit de tous.*

Seule une humanité de cette trempe peut partir à l'assaut du ciel dans la révolution la plus impitoyable, la plus longue et terrible qui soit. Tout cela dépasse l'entendement, le bon sens de l'homme de la rue, du citoyen moyen qui ne croit qu'à son intérêt IMMEDIAT et INDIVIDUEL. Par nature – parce qu'il est une CLASSE – le prolétariat ne se meut pas sous l'impulsion de l'appétit personnel, mais de déterminations sociales irréfragables. C'est non pas l'utilitarisme qui

---

43 Contrairement à ce que pensent les ouvriéristes, la classe ouvrière ou le prolétariat n'est pas seulement formé des travailleurs qui ont un emploi. Marx range cinq catégories sous cette rubrique quand il dissèque la classe ouvrière tout entière : cf. MARX-ENGELS, *Critique de Malthus*, PCM, chapitre sur *le Schéma d'évolution de la classe ouvrière*, p. 146-150. Le capitalisme sénile et dégénéré, où le propriétaire foncier, l'industriel et le financier ont depuis longtemps perdu toute raison économique d'exister, corrompt toutes les classes de la société, y compris les ouvriers dans la mesure où ils sont aristocratisés. Le capital pourrit sur pied.

pousse la classe ouvrière vers son émancipation, mais son action et sa volonté sont mues par les conditions matérielles de l'actuelle société bourgeoise antagonique dans la juste voie qui anticipe, ou mieux, prépare d'ores et déjà l'humanité de demain.

Ce prolétariat là est capable non seulement d'offrir son surtravail à la société, mais encore d'augmenter la part de sa peine jusqu'à l'extrême limite du sacrifice de sa vie, en prenant le fusil pour déchoir la bourgeoisie et organiser la dictature du travail : en s'occupant gratuitement d'activités politiques, militaires, idéologiques, judiciaires, administratives – grâce à quoi il devient classe dominante et développe l'HOMME SOCIAL, universellement épanoui [44]*, qui s'approprie les fruits intellectuels et artistiques du travail productif.*

Marx l'a théorisé dès ses premiers travaux : « Lorsque les ouvriers communistes se réunissent, leur intention vise d'abord la théorie, la propagande, etc. Mais en même temps ils s'approprient par là un besoin nouveau, le besoin de leur réunion, et ce qui semble n'avoir été

44 Lorsque Marx parle de l'*épanouissement de l'homme*, il faut repousser, pour bien le comprendre, deux interprétations au fond bourgeoises toutes deux. De toute évidence, le communisme n'est pas pour lui une colonie d'êtres identiques, celui du madrépore primitif du banc de corail ou de l'individu nivelé, robotisé, de la société bourgeoise où l'énergumène d'exception fait contrepoids à la foule. Marx a tout autant horreur de l'individu-citoyen libre, égal-inégal, de la société mercantile de concurrence où chacun cherche à rouler l'autre, auquel l'anarchisme oppose l'égalitarisme individuel en restant enfermé dans la même alternative bourgeoise. En un mot, l'épanouissement humain ne signifie pas, pour Marx, le gonflement de l'individu « unique », avec l'exaspération de prétendues particularités ou traits spécifiques des individualités spéciales et d'exception. En tant que communiste, il voit l'homme épanoui dans celui qui sait faire tout ce que les autres font, qui sait ressentir la gamme infinie des sentiments humains, c'est-à-dire qui vit en communion avec eux, s'est haussé au niveau du savoir, du faire et du sentir de toute l'espèce humaine, dans toute la richesse des relations entre les hommes vivant en symbiose avec la nature. Sa conception n'est donc pas du tout humaniste, comme l'est par définition celle de la Renaissance qui fut l'âge d'or du travail artisanal. Le communisme est l'expression non pas de l'homme parcellaire, mais social. Dans son développement, l'homme de demain a le soutien de tous les autres hommes ; l'épanouissement de l'un est la condition de celui de tous les autres, selon la formule du *Manifeste*. L'humanité développée n'est donc pas le fait du hasard, mais du déterminisme.

qu'un moyen est devenu un but. Ce mouvement pratique, on peut en observer les plus brillants résultats lorsqu'on voit s'assembler des ouvriers socialistes français. Ce n'est plus le manger, le boire, le fumer, etc. qui représentent le moyen de les unir. La société, l'association et les discussions qui ont encore la société comme but, leur suffisent : chez eux, la fraternité humaine n'est pas une phrase, mais la vérité, et la noblesse de l'humanité rayonne vers nous de leurs figures endurcies par le travail » [45].

L'expérience de la révolution de 1917 comme celle de la Commune de 1871 ont montré que ces ouvriers étaient capables de soutenir les conditions économiques de leur émancipation par les sacrifices gigantesques de la révolution qui en est la condition indispensable. *Les ouvriers des quartiers prolétariens de Petrograd et de Moscou ne se sont pas soulevés pour obtenir des jouissances palpables, immédiates. Ils sont allés bien au-delà des capacités révolutionnaires limitées des classes petites bourgeoises pauvres. Le capitalisme et l'impérialisme avaient déjà jeté des racines profondes depuis quelques décennies et leur avaient donné – comme à leurs frères d'Europe occidentale – ce petit peu de pain, de kopeks et d'instruction élémentaire qui leur ont permis d'accéder à la presse et à la vie de parti* [46]*. Ils avaient déjà*

---

45 Cf. MARX, Manuscrits économico-philosophiques de 1844, in Werke : Ergänzungsband t. 1, p. 553-554.

46 Si le réformisme propose aux ouvriers de partager, dans les pays privilégiés impérialistes, les bribes du festin des cyniques exploiteurs, le marxisme révolutionnaire leur propose de conquérir toute une société qui sera celle des producteurs. La revendication essentielle n'est pas le pain ou la brioche, ceux-ci seront donnés de surcroît si le prolétariat lutte. Il s'agit d'arracher le pouvoir aux classes dominantes et à leurs innombrables laquais qui s'affairent dans les fonctions dirigeantes de la politique, de l'administration, de l'idéologie, bref des superstructures qui oppriment les masses et les tiennent dans l'abrutissement et la servilité, pour leur opposer leur propre Etat au service de l'émancipation des travailleurs. Pour cela, les ouvriers doivent lutter et passer par de grandes souffrances, et ils le feront non pour des raisons éthiques, mais parce qu'ils y seront poussés par la crise économique et sociale, par la répression toujours pire qui s'abat sur le prolétariat mondial – du fait de l'Etat oppresseur qui « travaille pour nous comme dix chameaux » (cf. MARX-ENGELS, la Crise, Ed. 10/18, p. 44-47).

De toute façon, le prolétariat qui redevient lui-même a un grand cœur : « *Ce qui prouve aux économistes combien les ouvriers ont le cœur généreux, c'est que ce sont souvent les ouvriers d'usine les mieux payés qui forment la*

l'expérience de luttes et d'échecs terribles, des années lointaines de 1905 ainsi que du mois de juillet 1917, qui les avaient imprégnés des traditions bolchéviques de parti. Ils savaient bien que les « mesures » - même les plus résolues – dans le domaine de l'économie manufacturière des villes ne leur donneraient pas beaucoup plus de pain à se mettre sous la dent, mais serviraient seulement à soutenir l'armée rouge *qui se battait sur six fronts à la fois, en faisant marcher les trains et l'Etat de la dictature révolutionnaire. Leur parti, et Lénine qui parlait en leur nom, pouvaient compter sur eux et répondre d'eux : dans la révolution, eux comme les Communards ne réclamèrent* ni jouissances égales, ni inégales, *mais ils savaient qu'ils devaient continuer à se battre pour émanciper leur classe de l'esclavage capitaliste dans le monde entier.*

*Ce n'est pas – fait incompréhensible à nos contemporains dégénérés et corrompus par la contre-révolution triomphante – l'*envie économique*, ce moteur méprisable, qui les poussait, pas plus que ce n'était l'espoir de gagner quelques sales roubles de plus. La Russie socialiste et la Chine bourgeoise révolutionnaire n'ont commencé à parler d'intérêts matériels individuels des travailleurs qu'à partir du moment où la contre-révolution (ou thermidor) y triomphait, en bafouant les intérêts sociaux profonds des travailleurs : leur pouvoir politique, idéologique, etc. dans la société. Ce n'est que l'action de classe – et non l'action individuelle – qui est sociale et émancipatrice, et qui a ce souffle révolutionnaire capable de transformer les misérables conditions actuelles. Et ces actions prométhéennes ont leur source et leur but non pas dans la conscience, mais dans la dynamique de classe des conditions économiques. Elles sont donc détermi-*

---

plupart des syndicats ; que les ouvriers emploient tout ce qu'ils peuvent mettre de côté de leur salaire, en se privant, pour former des associations politiques et économiques, et pour couvrir les frais de ces organisations. Et si messieurs les capitalistes et leurs flagorneurs d'économistes sont assez bons pour condescendre à ajouter au minimum du salaire, c'est-à-dire au strict nécessaire, un peu d'argent pour le thé ou le rhum, le sucre et la viande, il doit par contre leur paraître aussi insolent qu'incompréhensible de voir les ouvriers prendre sur ce minimum une partie de leurs frais de guerre contre la bourgeoisie, en faisant de leur activité révolutionnaire la plus grande joie de leur vie » (cf. MARX, le Salaire ouvrier, in MEGA I/6, p. 471).

nées, irréfragables, et s'imposent envers et contre tout aussi longtemps que subsistent les conditions d'exploitation et d'oppression.

Parti, anticipation réelle de la société communiste

Retour à la table des matières

Le parti est l'organe – et non un instrument utilitaire, une simple forme d'organisation pratique – pour faire passer la vie collective, donc aussi le programme et l'action unitaires, dans les prolétaires, indépendamment de leurs activités professionnelles et de leurs conditions locales particulières [47]. *C'est lui qui a élaboré, de façon anonyme et impersonnelle, le programme de classe théorisant le but de la*

---

47 Le communisme latent dans la base sociale de la production ne devient vivant que lorsque le prolétariat révolutionnaire opère la jonction entre ses activités politiques de parti et ses revendications économiques de classe, afin de lutter pour la conquête du pouvoir qui ouvre la voie à la société nouvelle.

Le parti, l'avant-garde communiste, effectue cette jonction en soudant les organisations économiques (syndicats, conseils ouvriers, etc.) au but du communisme. Marx, lors de son activité à la tête de la première Internationale, a ainsi diffusé le programme communiste à toutes les organisations ouvrières particulières, les couches profondes du prolétariat exploité, les éléments révolutionnaires en lutte contre l'impérialisme, etc., regroupant d'ores et déjà toute l'humanité militante contre la société de classe. Nous renvoyons le lecteur aux deux volumes sur *le Syndicalisme*, PCM, pour les passages extraits des rubriques suivantes : *liaison entre prolétariat et paysannerie; liaison avec les ouvriers agricoles à l'occasion des grèves ; syndicats avec les ouvriers non-qualifiés ; liaison avec les travailleurs étrangers ; action concertée des syndicats avec les mouvements de grève d'autres pays ; classe ouvrière et problème des races et des nationalités ; Internationale et chômeurs ; travail des femmes et syndicats ; travail des enfants et adolescents*.

Le très adroit et intelligent adversaire des ouvriers qu'était Bismarck a très bien compris l'importance primordiale de la liaison entre parti et syndicats, et pour éviter cette jonction, il a soudoyé des agitateurs ouvriers pour créer des organisations syndicales sur une base et avec des buts erronés, mais toujours indépendants de l'Internationale révolutionnaire : les Américains l'ont littéralement plagié à l'échelle du monde entier au cours de cet après-guerre. Cf. la polémique entre Marx et Schweitzer, in *le Syndicalisme*, t. 1, p. 87-111 *sur l'Agitation de J.-B. von Schweitzer en vue de la création de syndicats*, ainsi que *Critique des limites syndicales*, p. 171-216.

société communiste, à partir des conditions matérielles du prolétariat qui est dissolution du capitalisme par son travail productif et ses actes politiques. Il constitue la force motrice, consciente et volontaire, de la révolution pour émanciper toute l'humanité.

C'est dans le parti que les militants dépassent d'ores et déjà leurs déterminations économiques et individuelles particulières, avec les activités désintéressées de caractère politique, théorique, militaire, qui anticipent et préparent l'homme socialement développé qui a surmonté l'actuelle division mutilante du travail. D'emblée, le militant du parti fait corps avec un organe collectif qui a une volonté et une conscience allant au-delà des conditions immédiates ; il a dépassé le sordide intérêt matériel personnel, les motifs d'argent, de carrière et de succès individuels. En un mot : il fait du surtravail GRATUIT pour la collectivité et s'affirme en tant qu'être humain dans cette activité d'abnégation de soi pour se hausser à l'homme social de demain. Il fait passer les intérêts collectifs avant les siens propres et y trouve ses peines et ses joies, dépassant l'antagonisme entre activité et passivité, jouissance et travail. Il n'est plus enfermé dans le présent, mais relié aux luttes du passé et au but de demain par les principes que le parti a théorisés, en faisant trésor et loi de l'expérience des luttes d'hier et en réalisant d'ores et déjà, dans le combat, les rapports sociaux de la société non mercantile, non monétaire, de demain, grâce auxquels l'homme dépasse son individu limité et borné.

Dire que le parti représente la société communiste de demain ou l'anticipe est certes juste, mais insuffisant, dès lors que l'on sait que la société communiste économique existe déjà au sein de la base du mode de production bourgeois. Le parti est (mieux que représente) le communisme, qui ne peut exister que dans la combinaison active et consciente de l'économie et de l'humanité qui œuvre et réfléchit. Le mot allemand utilisé par Marx de verfechten *convient mieux que celui de* représenter *avec son caractère démocratique de délégation de volonté et de pouvoir, car il signifie* lutter à l'avant-garde pour ouvrir la voie (à tous).

Les syndicats et organisations économiques ne peuvent se hausser à cette synthèse supérieure, parce qu'ils ne posent pas – s'ils ne sont liés au parti politique - la question du pouvoir que le prolétariat doit manier pour s'émanciper et transformer l'économie de classe. Ces

organisations, utiles et indispensables, tendent trop à s'enfermer dans l'immédiat, comme le note Marx.

Pour réaliser actuellement le futur, le parti rompt avec la praxis millénaire qui fait peser les traditions d'hier sur le présent, tout comme le capital presse, suce et domine le travail vivant actuel. Il ajoute à la capacité du Prométhée ouvrier de créer du surtravail matériel, celle de créer des forces théoriques, intellectuelles, artistiques et spirituelles nouvelles, en dépassant l'antithèse millénaire qui oppose matérialisme à spiritualisme. L'accouchement du communisme est, en d'autres termes, synonyme de naissance de l'homme social.

LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

TEXTES DE MARX ET ENGELS

Retour à la table des matières

CRITIQUE DE MALTHUS

Deuxième partie

CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE DE MALTHUS

Si la production capitaliste, au lieu d'être un mode de production absolu, a au contraire des limites, c'est précisément parce que le capital n'admet comme productif que ce qui permet de créer du profit. Pour produire de « façon productive », il faut un mode de production qui exclue la masse des producteurs d'une partie de la demande pour le produit ; il faut produire en opposition à une classe, dont la consommation n'est en aucun rapport avec la production — puisque c'est précisément cet excédent de production sur sa consommation qui donne le profit.

Il faut, par ailleurs, produire pour des classes qui consomment sans produire, en donnant à ce surproduit une forme qui puisse correspondre à une telle demande. Le capitaliste lui-même, s'il veut accumuler, ne doit pas, pour les produits qui entrent dans son revenu, demander à proportion de ce qu'il a produit — sans quoi il ne peut accumuler. Aussi Malthus lui oppose-t-il une classe, dont le rôle n'est pas d'accumuler, mais de consommer.

Marx, Théories sur la plus-value, in Werke, 26/3, p. 117.

Retour à la table des matières

LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

I. BASE ÉCONOMIQUE ALIENÉE DU COMMUNISME

De même que la solution d'une équation algébrique est possible dès lors que le problème est posé dans ses termes les plus purs et les plus tranchés, de même toute question est résolue dès qu'elle est posée dans et par la réalité. L'histoire universelle n'a pas d'autre méthode que de répondre aux vieilles questions par de nouvelles et de s'en défaire ainsi. Les énigmes de chaque époque sont donc faciles à découvrir : ce sont les grandes tâches spécifiques que lui pose l'histoire.

MARX, la Question de la centralisation
(MEGA I/1, p.230).

Retour à la table des matières

I. BASE ÉCONOMIQUE ALIÉNÉE DU COMMUNISME

1. LE COMMUNISME DANS LA BASE PRODUCTIVE

Nécrologie du capitalisme

Retour à la table des matières

« Une seule chose préoccupe Marx : trouver la loi des phénomènes qu'il étudie [48]. Ce qui lui importe, ce n'est pas seulement la loi qui les régit sous leur forme arrêtée et dans leur connexion observable pendant une période de temps donnée ; c'est surtout la loi de leur changement, de leur développement, c'est-à-dire leur transition d'une forme à l'autre, d'un ordre de liaison à un autre. Dès qu'il a découvert cette loi, il examine en détail les effets avec lesquels elle se manifeste dans la vie de la société. Ainsi donc, Marx ne s'inquiète que d'une chose : démontrer par une recherche rigoureusement scientifique la nécessité d'une succession déterminée de rapports sociaux et, autant que possible, vérifier sans faute les faits qui ont servi de point de départ et de point d'appui à son analyse. Pour cela, il suffit qu'il démontre la nécessité de l'organisation actuelle de la société en même temps que celle de la suivante dans laquelle la première doit inévitablement passer, que l'humanité y croie ou non, qu'elle en ait conscience ou non. Il considère la dynamique sociale comme un enchaînement naturel de phénomènes historiques, régis par des lois qui, non seulement sont indépendantes de la volonté, de la conscience et des desseins de l'homme, mais au contraire déterminent sa volonté, sa conscience et ses desseins… Marx estime que toute période historique (par exemple, le capitalisme) a ses propres lois. Dès que la vie s'est

---

[48] Cf. MARX, Postface à la seconde édition du *Capital* (1873), in *Werke* 23, p. 25-26. Marx cite un auteur russe, I. I. Kaufman, qui avait rendu compte de la méthode scientifique employée dans *le Capital*.

retirée d'une période donnée de l'évolution humaine, dès qu'elle passe d'une phase à une autre, elle commence à être régie par d'autres lois. En un mot, la vie économique présente au cours de son développement les mêmes phénomènes que l'on rencontre dans les autres branches de la biologie… Aux différents niveaux de développement des forces productives, on constate que les rapports sociaux changent en même temps que les lois qui les régissent. En ce plaçant à ce point de vue pour examiner et expliquer l'ordre économique capitaliste, Marx ne fait que formuler d'une façon rigoureusement scientifique le résultat auquel doit parvenir une étude exacte de la vie économique. La valeur scientifique de son analyse, c'est de *mettre en lumière les lois spécifiques qui commandent la naissance, la vie, la croissance et la mort d'une forme de société donnée, et son remplacement par une autre supérieure*. C'est cette valeur là que possède l'ouvrage de Marx ».

En définissant ce qu'il appelle ma méthode de recherche avec tant de justesse et, en ce qui concerne l'application que j'en ai faite, tant de bienveillance, qu'est-ce que l'auteur a défini, si ce n'est la *méthode dialectique* ?

Cet ouvrage [*le Capital*] décevra plus d'un lecteur [49]. Sa parution était annoncée depuis des années, de divers côtés. C'est ici que devait être enfin dévoilé la véritable doctrine et panacée du socialisme, et certains ont pu se figurer, en le voyant finalement publié, qu'ils allaient apprendre à quoi ressemblerait donc en vérité le royaume millénaire du communisme. Mais ceux qui se réjouissaient à l'avance de ce plaisir se sont complètement trompés. Ce que le lecteur y apprend cependant, c'est comment les choses ne doivent pas être, et c'est bien cela qui lui est exposé tout au long des 784 pages avec une rigueur implacable. Quiconque a des yeux pour voir constate que les revendications de la révolution sociale y sont exposées avec une grande clarté. L'ouvrage ne traite pas d'associations d'ouvriers au moyen de capitaux de l'Etat, comme feu Lassalle le proposait ; il explique comment LE CAPITAL S'ABOLIT DE PAR SON PROPRE MOUVEMENT.

---

[49] Cf. ENGELS, *Recension du Capital* pour *la Gazette de Düsseldorf*, in *Werke* t. 16, p. 216-217.

Marx s'y manifeste comme le révolutionnaire qu'il a toujours été, et il n'est vraiment pas homme à cacher ses idées dans un ouvrage scientifique [50]. Pour ce qui est de ce qui se passera après la révolution sociale, il ne nous fournit que quelques allusions rapides. Il démontre que la grande industrie « *fait mûrir les contradictions et les antagonismes de sa forme capitaliste, et par là, en même temps, les éléments de formation d'une société nouvelle ainsi que les facteurs de subversion et de destruction de l'ancienne société* ».

Le but final de cet ouvrage est de dévoiler la loi économique du mouvement de la société moderne [51]. Cependant, lors même qu'on est parvenu à découvrir la trajectoire que parcourt la société de par *la loi naturelle qui préside à son mouvement*, on ne peut comme par décret ni dépasser d'un saut ni abolir les phases déterminées de son développement, bien qu'on puisse abréger la période de gestation et adoucir les maux de leur enfantement.

---

50 La première vérité que l'homme issu de la préhistoire des sociétés de classe peut conquérir, c'est la notion de la société communiste future. Cette notion n'emprunte aucun élément à l'infâme société présente, capitaliste, démocratique et chrétienne, et elle ne considère nullement comme un patrimoine humain, sur lequel elle pourrait se fonder, la prétendue *science positive* élaborée par la révolution bourgeoise, qui est une science de classe qu'il faut détruire et remplacer intégralement au même titre que les religions et scolastiques des formes de production précédentes.

En ce qui concerne la *théorie des transformations économiques permettant de passer du capitalisme au communisme* – et le marxisme connaît fort bien la structure et le mécanisme de développement du capitalisme que les économistes officiels ignorent allègrement – il faut *se passer aussi des apports de la « science » bourgeoise*. C'est la condition « subjective » de l'autonomie de l'activité révolutionnaire du prolétariat contre les conditions de son oppression et de son avilissement.

51 Cf. MARX, *Préface* à la première édition de 1867 du *Capital*, in *Werke* 23 p. 15-16.

Pour nous, le communisme n'est pas un *état* qui doit être réalisé, ni un *idéal* d'après lequel la réalité aurait à se conformer [52]. Nous appelons *communisme* le mouvement *réel* qui abolit l'état des choses actuel. Les conditions de ce mouvement résultent de données qui existent déjà aujourd'hui. Il présuppose une force de travail en masse, dissociée du capital et de toute espèce de satisfaction même bornée, et donc, comme résultat de la concurrence, la perte, non plus à titre temporaire, de ce travail qui assure les moyens de vivre essentiels. Or, cette masse d'ouvriers qui sont de purs ouvriers implique à son tour le *marché mondial*. Le prolétariat ne peut donc exister qu'*à l'échelle historique du monde*, tout comme le communisme qui est SON ACTIVITE. En d'autres termes, ce communisme ne peut avoir lui-même qu'une existence historique à l'échelle du monde, de sorte que les individus auront eux-mêmes une existence historique à l'échelle universelle, leur existence étant directement liée à l'histoire universelle.

---

52 Cf. MARX-ENGELS, *l'Idéologie allemande*, in *Werke* t. 3, p. 35-36.

Parce que les analyses de Marx sont rigoureusement scientifiques, ses conclusions constituent, pour le vulgaire, un paradoxe. Comme il se doit, la science jure avec la réalité immédiate, les apparences, ce qui saute aux yeux de prime abord, car la vérité scientifique est toujours en contradiction avec la donnée sensible : la terre tourne autour du soleil, et l'eau se compose des deux gaz les plus inflammables.

Les résultats auxquels Marx aboutit sont les plus originaux et les plus inattendus possibles : la société communiste existe déjà dans le sein de l'actuelle société capitaliste. En fait, ce phénomène est de règle dans la succession des formes de société : le capitalisme se trouvait déjà dans le féodalisme, avec l'ordre des bourgeois – marchands, banquiers, manufacturiers – et les ouvriers salariés.

Prolétariat et richesse sont antagoniques, mais comme tels ils constituent une totalité [53]. Tous deux sont des produits du monde de la propriété privée. Il s'agit donc de déterminer quelle est la place exacte que chacun d'eux occupe dans cette contradiction. Il ne suffit pas d'affirmer que ce sont les deux faces d'un ensemble.

La propriété privée en tant que telle et en tant que richesse est poussée à perpétuer son existence et, par là même, celle de son contraire, le prolétariat qui la produit. La propriété privée, satisfaite d'elle-même, est le côté *positif* de la contradiction. En revanche, le prolétariat est poussé en tant que tel à se dissoudre et du même coup à abolir son contraire dont il dépend, à savoir la propriété privée qui fait de lui le prolétariat. C'est le côté *négatif* de la contradiction, sa subversion, la propriété privée décomposée et se décomposant.

La classe possédante et la classe prolétaire participent de la même aliénation humaine. Mais la première s'y sent à son aise et confirmée, car elle sait que cette aliénation représente *sa propre puissance* et lui donne l'*apparence* d'une existence humaine. La seconde se sent anéantie dans cette aliénation, y constate son impuissance et la réalité d'une existence inhumaine. Pour employer une expression de Hegel, elle est dans sa dégradation la révolte contre cette dégradation, et elle y est poussée nécessairement par la contradiction qui oppose sa *nature* humaine à ses conditions de vie, celles-ci niant directement, catégoriquement et totalement cette nature.

Au sein de cette contradiction, le propriétaire privé est donc le parti *conservateur*, et le prolétaire le parti *subversif et destructeur*. Du premier dérive l'action tendant au maintien de la contradiction, du second celle tendant à sa suppression.

---

53 Cf. MARX-ENGELS, *la Sainte Famille*, in *Werke* t. 2, p. 37-38.

L'analyse scientifique de l'économie et des rapports sociaux entre les hommes ne sort pas d'une froide et sereine indifférence descriptive, mais traite aussi des « facteurs subjectifs » de la vie, tels que les mœurs, l'exploitation, la révolte et les sentiments et pensées qui s'y rapportent. Sans passion et volonté de changement, la science ôterait son cœur et sa dynamique à la réalité sociale. On ne repousse pas en dehors de l'histoire et de l'économie les intérêts divers et contradictoires de l'humanité divisée en classes et sujet de la jouissance ou de la souffrance, de l'amour ou de la haine.

En fait, de par son propre mouvement économique, la propriété tend par elle-même vers sa propre dissolution [54]. Elle le fait cependant au travers d'une évolution déterminée par la nature des choses, donc indépendante d'elle, inconsciente, en dépit de sa volonté, en engendrant le prolétariat en tant que tel, la misère consciente de sa misère morale et physique, l'humanité consciente de l'inhumanité et donc susceptible de l'abolir elle-même directement. Le prolétariat exécute la sentence que la propriété privée prononce contre elle-même, en engendrant le prolétariat, tout comme il exécute la sentence que le travail salarié prononce contre lui-même lorsqu'il produit la richesse pour autrui et la misère pour lui-même. Si le prolétariat remporte la victoire, ce n'est pas en devenant le côté absolu de la société, puisqu'il ne l'emporte qu'en abolissant son contraire et lui-même. Sa victoire représente sa propre disparition en même temps que celle du contraire qui l'implique – la propriété privée…

C'est parce que, dans le prolétariat développé, l'abstraction de toute humanité, et même de l'apparence de l'humanité, est pratiquement accomplie ; parce que les conditions de vie du prolétariat résument toutes les conditions de vie de la société moderne dans leur âpre-

---

54 Dans le chapitre final du 1er Livre du *Capital*, Marx explique que le capital naît en expropriant les petits producteurs parcellaires (paysans, artisans, boutiquiers, etc.), et il en résulte une première métamorphose de la propriété : *« La propriété privée fondée sur le travail personnel est supplantée par la propriété privée capitaliste fondée sur l'exploitation du travail d'autrui, sur le salariat, l'absence de propriété »*. Ce que le capital exproprie à présent, « *ce n'est plus le travailleur autonome, mais le capitaliste, le chef d'une armée ou d'une escouade de salariés* » : *« La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent alors à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Celle-ci vole en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les derniers expropriateurs sont à leur tour expropriés… C'est ainsi que la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature »* (chapitre XXXII).

La propriété traverse donc les phases dialectiques suivantes : 1/ petite propriété du producteur parcellaire ; 2/ propriété capitaliste, fondée sur l'absence de propriété de l'ouvrier et le travail salarié d'autrui ; 3/ dépassement et abolition de la propriété. Dans les *Grundrisse*, Marx définit ces métamorphoses comme *renversement de la loi de l'appropriation*, terme plus adéquat que le mot courant, mais juridique, de *propriété*, car il indique un rapport dans le procès économique.

té la plus inhumaine ; parce que, dans le prolétariat, l'homme s'est perdu lui-même, tout en acquérant non seulement la conscience théorique de cette perte, mais aussi en étant contraint immédiatement par le *besoin* absolument impératif, qu'il n'est plus possible de supprimer ni d'éluder– par la manifestation pratique de la *nécessité* – à la révolte contre cette inhumanité ; c'est pour tout cela que le prolétariat peut et doit nécessairement se libérer lui-même.

Mais il ne peut s'émanciper lui-même sans abolir ses propres conditions de vie, et il ne peut abolir celles-ci sans abolir *toutes* les conditions de vie inhumaines de la société actuelle, que résume sa propre situation. Ce n'est pas en vain qu'il passe par la rude, mais fortifiante école du *travail*. Ce qui importe donc n'est pas de savoir quel but tel ou tel prolétaire, voire le prolétariat tout entier *se propose* momentanément. Ce qui importe de savoir, c'est ce que le prolétariat est, et ce qu'il sera obligé historiquement de faire conformément à son *être*. Son but et son action historiques lui sont tracés d'emblée, de manière tangible et irrévocable, dans sa propre situation comme dans toute l'organisation de la société bourgeoise actuelle. Point n'est besoin ici de démontrer qu'une grande partie du prolétariat anglais et français a déjà *conscience* de sa tâche historique et œuvre sans répit à porter cette conscience au plus haut degré de lucidité.

Prolétariat, producteur du communisme

Retour à la table des matières

Dans le développement des forces productives, il arrive un stade où naissent des forces productives et des moyens de circulation qui ne peuvent être que néfastes dans le cadre des rapports existants et ne sont plus des forces productives, mais des *forces destructives* (le machinisme et l'argent), - et, fait lié au précédent, il naît une classe qui supporte toutes les charges de la société sans jouir de ses avantages, qui est expulsée de la société et se trouve, de force, dans l'opposition la plus ouverte à toutes les autres classes, une classe que forme la majorité des membres de la société et d'où surgit la conscience de la nécessité d'une *révolution radicale*, conscience qui est la conscience

communiste et peut se former aussi, bien entendu, parmi les autres classes grâce à la considération de la situation de cette classe [55].

La possibilité positive de l'émancipation allemande [56] réside dans la constitution d'une classe radicalement opprimée, d'*une classe de la société bourgeoise qui n'est pas une classe de cette société parce qu'elle est dissolution de toutes les classes* et possède l'universalité en raison des maux universels qui l'affectent, parce qu'elle ne revendique pas de droit particulier, puisqu'elle ne subit aucune injustice particulière, mais l'injustice générale ; bref, une classe qui n'en appelle plus à un titre historique mais simplement humain. Cette classe n'est pas

---

55 Cf. MARX-ENGELS, *l'Idéologie allemande*, in *Werke* t. 3, p. 69.

Les vérités de l'avenir ne sortent en aucune façon des élucubrations d'un génie ou d'un surhomme. Le communisme est un produit matériel et spirituel de la société moderne. Les vérités du communisme découlent des rapports réels de la vie des masses. C'est le prolétariat – exploité et analphabète – qui pense et qui fait la nouvelle histoire. C'est la critique socialiste qui représente la méthode d'application la plus heureuse et la plus sûre de la pensée humaine. Ce n'est qu'en s'identifiant à la cause de ceux qui n'ont rien et sont dominés, en dehors et contre les règnes du dogme et de l'autorité, qu'elle est libre de toutes les influences et de tous les préjugés.

Chaque classe qui représente un mode de production a donc sa vérité. Pour le prolétariat, la seule pratique humaine est immédiatement théorie : la révolution contre les conditions abrutissantes, infâmes et déshumanisantes de la société capitaliste. Dans l'histoire, la connaissance humaine procède par bonds, par révolutions. Le reste est silence.

56 Cf. MARX, *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, Introduction, in *Werke* t. 1, p. 390-391. Dans cet écrit de 1844, Marx considère l'Allemagne comme le pays où, du fait de la mesquinerie des conditions et des classes de la société bourgeoise, seule une révolution *radicale* (et non uniquement politique, partielle, bourgeoise) est capable de balayer le vieux fatras. La solution vient de l'irruption du prolétariat, « pauvreté artificiellement produite », naissant de la « décomposition à l'état aigu » de la société allemande, classes moyennes en tête. Celui-ci est d'emblée lié aux conditions de développement du capitalisme à l'échelle internationale (industrie anglaise, dont la concurrence provoque en Allemagne la formation d'un prolétariat latent, selon les termes de Marx). Pour ce qui est des revendications de ce prolétariat et des mesures qu'il met en avant dans sa révolution double, voir notamment MARX-ENGELS, *la Dictature du prolétariat*, PCM, chapitres sur les *Mesures de préparation à la lutte de classe contre la bourgeoisie* et les *Phases de développement de la révolution en Allemagne*.

en opposition unilatérale vis-à-vis des effets de la société, mais se trouve en opposition universelle avec toutes les conditions du régime politique existant. Elle ne peut donc s'émanciper sans se libérer de toutes les autres classes de la société, et donc sans les émanciper toutes du même coup. Pour tout dire, l'homme étant totalement perdu dans cette classe, celle-ci ne peut se conquérir elle-même sans une reconquête totale de l'homme. Or, cette dissolution de la société se trouve déjà réalisée dans une classe particulière – le prolétariat…

En annonçant la dissolution de l'organisation sociale telle qu'elle existe jusqu'à ce jour, le prolétariat ne fait qu'exprimer le *secret de sa propre existence*, car il est la *dissolution en acte* de cet ordre du monde. En exigeant la *négation de la propriété privée*, le prolétariat élève simplement au rang de *principe de la société* ce dont la société a fait son principe *à lui*, ce qui est déjà incarné *en lui* sans qu'il y soit pour rien, comme résultat négatif de la société.

Le développement des forces productives dissout les communautés successives, et *cette dissolution est elle-même un développement des forces productives humaines* [57].

---

57 Cf. MARX, *Grundrisse der Kritik der Politischen Ökonomie*, p. 396.

Les forces productives croissent irrésistiblement dans la dialectique de la vie et de la production. Comme elles sont sociales, elles prennent dans les sociétés de classe un caractère politique quand, à un certain point de leur développement, elles entrent en contradiction trop aigüe avec les rapports d'appropriation et se trouvent confrontées à la tâche de déblayer les obstacles sociaux de leur chemin : « *De tous les instruments de production, la plus grande force productive est la classe révolutionnaire elle-même. L'organisation des éléments révolutionnaires comme classe implique l'existence de toutes les forces productives qui pouvaient naître au sein de la vieille société* » (cf. Marx, *Misère de la philosophie*, VI).

C'est donc une thèse non seulement a-marxiste, mais encore a-historique (en contradiction avec tous les sauts d'une forme de production sociale à l'autre) de prétendre que la phase de dissolution d'une forme sociale correspond à une stagnation, et même à une régression des forces productives (aujourd'hui prolétariennes).

Toute révolution change l'ancienne société, et dans cette mesure elle est *sociale* ; mais toute révolution renverse aussi l'ancien *pouvoir*, et en ce sens elle est politique [58]. La révolution tout court – c'est-à-dire le renversement du pouvoir politique existant et la désagrégation des anciens rapports sociaux – est un *acte politique*. Le socialisme ne peut se réaliser sans cette révolution. Il lui faut cet acte politique dans la mesure où il lui faut détruire et dissoudre ; mais le socialisme repousse l'enveloppe *politique* là où commence son activité organisatrice, là où il poursuit son but à lui, là où il est lui-même.

Processus d'aliénation et de désaliénation

Retour à la table des matières

Le communisme est l'abolition *positive* de la propriété privée comme auto-aliénation humaine, et par conséquent il est *appropriation* effective de l'essence *humaine* par l'homme et pour l'homme ; c'est donc le retour total et conscient de l'homme pour soi, en tant qu'homme *social*, c'est-à-dire humain, retour conscient, accompli dans toute la richesse du développement effectué jusqu'à lui [59]...

---

58 Cf. MARX, *Notes critiques relatives à l'article : « Le roi de Prusse et la Réforme sociale »*, 7-08-1844. Trad. fr. in MARX-ENGELS, *Ecrits militaires*, Ed. L'Herne, p. 156-176.

59 Cf. MARX, *Manuscrits économico-philosophiques de 1844*, in *Werke* : *Ergänzungsband* 1, p. 536-537, 540-544.

La progression est toute dialectique : dans un premier moment, la propriété privée aliène l'homme ; la négation de la négation vient avec le communisme qui supprime à la racine la propriété privée ; et le résultat est que l'homme retourne à et en lui-même, non pas tel qu'il était parti à l'origine de sa longue histoire, mais disposant finalement des conquêtes successives d'un développement immense – même sous la forme aliénée de toutes les techniques, coutumes, religions, philosophies, etc. des sociétés de classe. Mais l'homme à même de s'abreuver à cette abondance de bienfaits n'est plus l'homme personnel et égoïste, c'est au contraire l'HOMME SOCIAL, c'est-à-dire collectif, le véritable et premier homme humain.

Avec l'appropriation collective, l'homme est émancipé non parce qu'il se serait élevé de la matière à l'esprit, mais parce que d'individu il s'est haussé au niveau de l'humanité, de l'espèce, du genre tout entier, l'homme

Tout le mouvement de l'histoire est donc l'acte *réel* de l'enfantement du communisme. C'est l'acte de naissance de son existence empirique, ainsi que pour son cerveau social le mouvement *compris et su* de son *devenir*…

Il est facile de comprendre que tout le mouvement révolutionnaire trouve nécessairement sa base pratique et théorique dans le mouvement de la propriété privée, ou mieux de l'économie. Cette propriété privée tout à fait *matérielle* et directement *sensible* manifeste, de manière objective et sensible, la vie *humaine aliénée*. Son mouvement – la production et la consommation - révèle concrètement le mouvement de toutes les productions antérieures, c'est-à-dire la réalisation ou la réalité de l'homme. Religion, famille, Etat, droit, morale, science, art, etc. ne sont que des structures *particulières* de la production et sont commandées par sa loi générale [60]. Le dénouement positif de la *propriété privée*, qui correspond à l'appropriation de la vie *humaine*, est donc la résolution positive de toutes les aliénations, autrement dit, le retour de l'homme, hors de la religion, de la famille, de l'Etat, etc., à son existence *humaine*, c'est-à-dire *sociale*. L'aliénation religieuse comme telle n'a lieu que dans la sphère de la conscience, dans le for intérieur de l'homme, alors que l'aliénation économique est celle de la *vie réelle* : l'abolition de celle-ci entraîne donc aussi celle de la première…

---

ayant accès – avec l'appropriation collective – au monde entier, au sens géographique aussi bien qu'économique et intellectuel.

60 Dès la révolution bourgeoise, la classe révolutionnaire, exprimant les conditions réelles en vigueur, met en œuvre une première mais nette *rupture* en niant les valeurs millénaires de propriété, individualisme, mercantilisme, et donc le capital, le salariat, le profit, la division du travail, la coupure de la société en classes et en entreprises, et à la fin l'Etat et la démocratie. C'est de ce schisme bien physique, qui est seulement une première tentative pratique d'abolition, que surgit une nouvelle doctrine qui deviendra le communisme intégral et scientifique. Il faut se souvenir de la déclaration de Marx selon laquelle l'on n'est athée qu'en niant Dieu, qui reste donc encore le point de référence ; si nous sommes iconoclastes, n'hésitant à renverser aucune divinité de son autel, c'est au nom d'une autre conception du monde qui dépasse le schisme. Ainsi, dès lors que l'homme est replongé dans la nature comme sa partie intégrante et sa synthèse la plus haute (au sein du communisme), la religion qui affirme Dieu est aussi inutile que l'athéisme qui le nie.

Dès lors que la propriété privée est abolie positivement, l'homme produit l'homme, c'est-à-dire soi-même en même temps que l'autre ; l'objet, comme activité immédiate de mon individualité, est en même temps ma propre existence dans son rapport avec autrui, l'existence d'autrui et l'existence de celui-ci pour moi…

L'industrie est le rapport historique *réel* avec la nature – donc des sciences de la nature avec l'homme. Si on la saisit comme la manifestation profane des énergies humaines, on comprendra aussi l'essence *humaine* de la nature, ou l'essence *naturelle* de l'homme ; dès lors, perdant leur orientation abstraitement matérielle, ou plutôt idéaliste, les sciences de la nature deviendront la base de la science humaine, tout comme elles sont déjà devenues – quoique sous une forme aliénée – la base de la vie réellement humaine. Dire qu'il y a *une* base pour la vie et une autre pour la science est un mensonge pur et simple…

L'histoire entière a servi à préparer (à développer) l'homme qui devient objet de la conscience sensible et a besoin de l'homme humain. L'histoire elle-même est une partie *réelle* de *l'histoire de la nature*, du devenir humain de la nature. Les sciences de la nature engloberont dans l'avenir la science de l'homme, tout comme la science de l'homme englobera les sciences de la nature: il y aura une seule science [61] …

---

61 Marx a une expression remarquable en ce qui concerne la science, qu'il conçoit activement et organiquement : le *cerveau social*. Pour assumer sa forme désaliénée, le cerveau social implique la destruction de ses formes aliénées : celles du Prophète comme du Prêtre, du Génie comme de l'Inventeur, dont le capital réalise la pire synthèse. Le communisme dénonce l'imposture de l'exaltation de l'Individu d'exception, qui n'est qu'une projection du capital : *« L'accumulation du savoir, de l'habileté ainsi que de toutes les forces productives du cerveau social sont alors absorbées dans le Capital qui s'oppose au travail »* (cf. *Grundrisse*, Ed. 10/18, tome 3, p. 330).

Tant que l'homme est aliéné, c'est-à-dire étranger à son humanité, la musique comme la poésie, l'art et le savoir en général semblent des forces d'un monde transcendant et on ne voit pas que cela naît de la praxis, du cerveau et de la mémoire collective. Or, la technologie d'abord, la science ensuite se transmettent de génération en génération comme patrimoine, activité et aptitude de l'espèce humaine qui comprend tous les individus qui travaillent et collaborent entre eux. Marx ne parle pas de l'homme social comme au sens de la personnalité humaine qui serait un individu particulier, une cel-

L'histoire de l'industrie, c'est-à-dire son existence devenue et *objectivée*, constitue le livre ouvert des forces de l'être humain et la *psychologie* de l'homme concrètement existante. Or, on n'a jamais jusqu'ici considéré l'industrie dans sa connexion avec la *nature* humaine, mais uniquement dans son rapport extérieur d'*utilité*, parce qu'on se meut en pleine aliénation. C'est pourquoi on ne pouvait saisir que l'existence générale et abstraite de l'homme qui s'exprime dans la religion ou l'histoire, la politique, l'art, la littérature, etc., qu'on a prise pour la réalité des facultés humaines et pour l'activité sociale de l'homme. Dans la *simple industrie matérielle*, sous forme *d'objets sensibles*, *étrangers*, *utiles* se dissimulent, sous la forme d'aliénation, les énergies réifiées de l'être humain…

Une psychologie qui refuse de puiser dans ce livre, partie la plus concrète, la plus immédiate, la plus accessible de l'histoire, ne peut devenir une science réelle et vraiment profonde. D'ailleurs, que penser d'une science qui fait dédaigneusement abstraction d'une grande partie du travail humain, et qui, dans l'ignorance de ses propres imperfections, reste indifférente à toute l'étendue des richesses de l'activité humaine, qui lui inspire un seul mot : « besoin », « besoin primitif » ? …

La formation des cinq sens de l'homme est le *travail* de toute l'histoire passée [62]… C'est la musique, par exemple, qui éveille le sens musical de l'homme. Pour l'oreille qui n'est pas musicienne, la musique la plus belle n'a aucune signification, n'a pas d'objet, car mon objet ne peut être que la *confirmation d'une maîtrise* que j'ai acquise en propre. L'objet sera pour moi tel que ma maîtrise est pour soi en tant que faculté subjective, car le sens d'un objet s'étend pour moi

---

lule séparée de la société. Au contraire, il traite toute la société humaine comme un organisme unique, vivant d'une seule vie.

Ainsi, Marx explique que seul le marché mondial (forme aliénée de l'universalité des rapports humains) apporte la garantie que les progrès d'un segment de l'humanité ne soient pas perdus comme cela est arrivé à d'innombrables reprises au cours de l'histoire. On peut dire, d'une manière générale, que *« la véritable richesse intellectuelle de l'homme dépend entièrement de la richesse de ses rapports réels »* (cf. *l'Idéologie allemande*, Ed. Sociales, p. 67).

62 Engels développe ce principe dans *le Rôle du travail dans la transformation du singe en homme*, in *Dialectique de la Nature*, Ed. Sociales, 1955, p. 171-183.

aussi loin exactement que s'étend mon sens : voilà pourquoi les sens de l'homme social sont autres que ceux de l'homme non-social. Ce n'est qu'en épanouissant la richesse objective de l'être humain que se forme et se développe la richesse de la sensibilité subjective de l'*homme*…

L'homme se perd dans son objet, sauf si celui-ci devient pour lui un objet *humain* [63] ou l'objectivation de l'homme. Cela n'est possible que si cet objet devient pour lui social et si lui-même devient un être social de la même façon que la société devient pour lui un être dans cet objet…

L'abolition de la propriété privée est donc l'émancipation de tous les sens et des attributs humains. Mais elle est précisément cette émancipation pour autant que ces sens et ces attributs sont devenus humains, tant subjectivement qu'objectivement. L'œil est devenu œil *humain* quand son *objet* est devenu un objet social, humain, un objet créé par l'homme et pour l'homme. Les sens sont alors devenus directement dans leur activité pratique des *théoriciens*…

Le communisme est la *vraie* solution de l'antagonisme entre l'homme et la nature, entre l'homme et l'homme, la vraie solution de la lutte entre existence et essence, entre objectivation et affirmation de soi, entre liberté et nécessité, entre individu et genre. *Il est l'énigme résolue de l'histoire et il se connaît comme cette solution* [64].

---

63 L'homme ne peut saisir que les objets sur lesquels il a agi avec son industrie, les produits objectivés de son travail, transformés grâce à un rapport social. Or, si le produit est aliéné par l'argent, la vente ou l'achat, ce rapport social lui-même est aliéné. Les objets, le monde ne deviendront donc humains que lorsque la production sera devenue *directement sociale*, et que les intermédiaires de la valeur d'échange, de l'argent auront été éliminés.

Ce langage de Marx parlant de l'homme humain dans une production humaine, sociale, est incompréhensible aux classes des non-travailleurs, et c'est ce qui explique les interprétations « humanistes » et philosophisantes des œuvres de jeunesse – notamment des *Manuscrits parisiens* de 1844 – opposées à celles du Marx mûr du *Capital*.

64 On peut lire en toutes lettres dans ce puissant passage, qui réunit de façon synthétique tous les grands problèmes de la philosophie humaine et en annonce fièrement la solution définitive, la revendication de l'*invariance* de la théorie marxiste.

Ferments communistes dans la grande industrie

Retour à la table des matières

Seule la grande industrie génère les conflits qui font du *révolutionnement* du mode de production une nécessité inéluctable. Celle-ci développe, d'une part, les conflits qui opposent non seulement les classes qu'elle crée, mais aussi les forces productives et les formes d'échange mêmes qu'elle produit ; et d'autre part, elle développe aussi, précisément dans ces gigantesques forces productives, les *moyens de résoudre ces conflits* [65].

Le capital produit une révolution économique complète : d'une part, il crée de nouvelles forces productives matérielles et, d'autre part, il se développe sur cette base pour créer des conditions réelles nouvelles [66]. D'abord, il produit les conditions réelles de la domina-

---

65 Cf. ENGELS, *l'Antidühring*, III, 1, in *Werke* 20, p. 240.

Que la société communiste existe déjà au sein de l'actuelle société bourgeoise, c'est ce que ne peuvent voir que des révolutionnaires prolétariens avec des yeux de classe. Cette vision est dialectique au sens où Engels définit le mouvement en général comme suit: « *La nature n'EST pas, mais DEVIENT et PASSE* » (*la Dialectique de la Nature*, MEGA, p. 487). En effet, la société communiste devient d'abord, et la société capitaliste passe ensuite, la création nouvelle faisant périr l'ancien suranné.

Dans sa correspondance, Marx parle de la grande industrie comme « productrice des conditions *matérielles et spirituelles* de la solution » aux antagonismes capitalistes. Le communisme est donc doublement anticipé par la classe prolétarienne, dans sa *production sociale* d'une part – sous forme aliénée ; dans son *parti de classe* d'autre part – sous forme consciente, organisée et active.

66 Cf. MARX, *un Chapitre inédit du Capital*, Ed. 10/18, p. 264.

Il serait platement antidialectique de penser que la grande industrie produit le communisme directement, ou pire encore que le communisme prolonge le capitalisme. La grande industrie et le capital produisent leur contraire, leur négation, avant leur abolition dans le communisme, au sens où ils développent les forces productives – le prolétariat qui crée, d'abord dans l'aliénation, les rapports sociaux communistes au sein de la base productive capitaliste par son travail économique, ensuite consciemment, par son œuvre révolutionnaire politique de subversion, en balayant les obstacles superstructurels au libre essor des forces productives socialisées par la production en

tion du capital sur le travail, puis il les parfait et leur donne une forme qui lui est adéquate ; enfin, il crée 1/ dans les forces productives du travail, 2/ *dans les conditions de production* et 3/ *dans les rapports de circulation* développés par lui en opposition aux ouvriers, *les conditions réelles d'un mode de production* nouveau qui, en abolissant la forme antagonique du capitalisme, jette les bases matérielles d'une vie sociale nouvelle, d'une forme nouvelle de société.

Notre conception diffère *fondamentalement* de celle des économistes qui, enferrés dans le système capitaliste, voient certes comment l'on produit dans le rapport capitaliste, mais non comment ce rapport lui-même est produit [67] et crée en même temps les conditions matérielles de sa dissolution, supprimant du même coup sa *justification historique* en tant que *forme nécessaire* du développement économique et de la production de la richesse sociale.

La généralisation [de la législation de fabrique imposée par les ouvriers ; N. d. Tr] était devenue indispensable comme moyen de protéger la classe ouvrière physiquement et moralement ; par ailleurs, elle hâte la mutation du travail isolé, disséminé et exécuté à une échelle naine, en procès de travail combiné en grand et organisé à une grande échelle sociale et, par conséquent, aussi la concentration des capitaux

---

masse. La *technique* – objet de l'admiration dithyrambique des valets du Capital, aristocrates ouvriers, spécialistes, experts, techniciens et autres profiteurs et fétichistes de la « magie » réifiée du savoir-faire humain, qui louent ce mode destructeur et pollueur de notre terre - ne conduit pas l'ouvrier vers de grandes conquêtes. Tant qu'il s'agit d'accoucher de la forme communiste de société, la seule action efficace et adéquate est de nature *politico-critique*.

67 Le prolétariat a sa propre doctrine totalement opposée à l'arsenal de l'idéologie bourgeoise, l'une et l'autre n'ayant *aucun fondement commun*. Le communisme critique est la doctrine de l'émancipation du prolétariat que celui-ci élabore lui-même et impose par son travail et ses luttes dans l'histoire.

Le socialisme scientifique est seul susceptible de comprendre la genèse (et donc aussi la mort) du capitalisme, parce que c'est le produit théorique de la classe qui est à la fois *dans et hors* du capitalisme. Mieux, il est seul capable de comprendre à fond le capital, qui est révolution économique complète, selon l'expression de Marx, le communisme étant la résolution de ses antagonismes.

et la domination incontesté du système de fabrique [68]. Elle détruit tous les modes traditionnels et de transition, derrière lesquels se dissimule encore en partie le pouvoir du capital, pour les remplacer par son autocratie directe et sans fard. Elle généralise du même coup la lutte directe engagée contre cette domination. Tout en imposant à chaque établissement industriel, pris à part, l'uniformité, la régularité, l'ordre et l'économie, elle multiplie par l'énorme impulsion que la limitation de la réglementation de la journée de travail donnent au développement technique, l'anarchie et les crises de la production capitaliste dans son ensemble, accroît l'intensité du travail et augmente la concurrence entre l'ouvrier et la machine. En écrasant la petite industrie et le travail à domicile, elle supprime le dernier refuge d'une masse de travailleurs, rendus chaque jour « *surnuméraires* », et par cela même la soupape de sûreté de tout le mécanisme social. Avec les conditions matérielles et les combinaisons sociales de la production, elle fait mûrir en même temps les contradictions et les antagonismes de sa forme capitaliste et développe les éléments de formation d'une société nouvelle, les forces destructrices de l'ancienne.

---

68 Cf. MARX, *le Capital* I, in *Werke* t. 23, p. 525-526.

Dans la description scientifique du développement capitaliste, Marx introduit un nouvel élément, dissimulé par l'économie politique bourgeoise : le rôle moteur des luttes et revendications économiques dans l'essor de l'industrie bourgeoise.

À la fin de l'important chapitre sur *la Législation de fabrique*, il théorise à l'échelle de la société entière le fait que *« de nombreuses grèves furent la cause de l'introduction de nouvelles machines »*, afin de remplacer la main-d'œuvre devenue trop chère. La mécanisation elle-même doit être rentable. Outre le surtravail accompli dans la fabrique, la *lutte revendicative* est un *acte productif* du prolétariat. Il est ainsi démontré que du début à la fin de son mouvement d'émancipation, le prolétariat lutte en même temps sur différents fronts pour pousser en avant les conditions sociales.

La coopération

Retour à la table des matières

La forme la plus simple, la plus indépendante de la division du travail, c'est l'emploi par le capital des tisserands et des fileurs à main autonomes, éparpillés dans la campagne [69]. (Cette forme continue de subsister à côté de l'industrie.) *Il ne détermine donc pas encore lui-même ici le mode de production, mais le trouve tout fait*. Le seul point commun de ces travailleurs éparpillés, c'est leur rapport mutuel avec le capital, c'est le fait que les articles qu'ils produisent s'accumulent entre ses mains ainsi que les surproduits qu'ils créent en plus de leur propre revenu.

L'association de leur travail n'existe d'abord qu'*en soi*, dans la mesure où chacun d'eux travaille pour le capital. Ils trouvent en lui leur centre, mais sans pour autant collaborer. Leur association par le capital est donc purement *formelle*, et n'affecte que le produit du travail, non le travail lui-même.

Au lieu d'échanger avec un grand nombre de personnes, ils n'échangent qu'avec ce seul capitaliste. Nous avons à faire ici à une *concentration des échanges* entre les mains du capital. Celui-ci n'*échange* pas individuellement : il représente la consommation et les besoin d'un grand nombre. Il n*'échange plus* en tant que particulier, mais représente dans l'acte de l'échange la société.

De la part du capital, il s'agit donc d'un *échange collectif et concentré* avec les tisserands, etc. travaillant quant à eux en ordre dispersé. Il collecte et rassemble, grâce à cet échange, les produits du travail – et donc aussi leurs travaux, bien qu'ils s'effectuent indépendamment les uns des autres. L'association de leurs travaux représente un acte particulier, à côté duquel continuent l'éparpillement et l'autonomie de

---

69 Cf. MARX, *Grundrisse der Kritik der Politischen Ökonomie*, p. 480-481.
C'est en suivant l'ordre historique que Marx décrit dans ce passage la naissance de la coopération, forme qu'on retrouvera ensuite « à tous les niveaux du développement capitaliste » et au-delà, dans la société communiste.

leurs activités. Telle est la première condition pour que l'argent s'échange à titre de capital contre le travail libre.

La seconde est l'élimination de l'autonomie et de l'éparpillement de cette multitude de travailleurs : *la force sociale et collective du capital* ne leur fait plus seulement face *dans l'acte de l'échange*, en regroupant un grand nombre d'échanges. Il les réunit à présent sous son commandement en un seul lieu – la manufacture – et ne laisse pas subsister plus longtemps le mode de production antérieur sur lequel il avait établi sa domination : il se met à créer les fondements d'un mode de production qui lui est adéquat. Il entreprend l'*association des ouvriers dans la production*, association qu'il ne réalisera pour le moment que dans un lieu collectif, au moyen de surveillants, d'enrégimentement, de discipline accrue, dans la continuité et la consolidation de leur dépendance du capital au sein de la production elle-même.

D'emblée, le capital s'épargnera ainsi certains *faux frais de production*. Dès lors, le capital apparaît à la fois comme force collective des ouvriers, force sociale du travail, et comme l'unité qui les soude ensemble : il est la force qui crée l'unité. Mais, avant comme après, et *à tous les niveaux du développement capitaliste*, tout cela se réalise au travers de l'échange : un grand nombre d'individus procède à des échanges avec un seul capitaliste, de sorte que l'échange se concentre en lui, et qu'il représente le caractère social de l'échange. Il échange socialement avec les ouvriers qui échangent un à un avec lui.

Les formes principales de la production capitaliste sont la *coopération*, la *division du travail* et le *machinisme* ou application des puissances scientifiques, etc. [70]

---

[70] Cf. MARX, *Manuscrits inédits du Capital* (1861-1863), p. 229-237.

La coopération des ouvriers dans l'industrie (ou l'agriculture) est l'une des formes de la « société communiste qui existe déjà dans le sein de la production capitaliste », car c'est d'elle que découlent tous les progrès productifs qui sont incorporés au fur et à mesure au procès technique de travail du capital. C'est elle qui, dans les rapports bourgeois dominants, sécrète la *base aliénée de la société communiste*.

En effet, comme l'observe Marx, la coopération qui reste du côté du travail vivant tout au long de l'évolution productive capitaliste, est la plus

La coopération est la forme-mère. La division du travail suppose la coopération dont elle n'est qu'un mode spécifique. Il en va de même du machinisme basé sur l'atelier, etc. La coopération est la *forme générale* qui est à la base de tous les agencements sociaux en vue d'accroître la productivité du travail social, et les formes ultérieures n'en sont que des créations nouvelles, devenues autonomes par la suite. Mais la coopération elle-même est en même temps une *forme particulière* qui continue de subsister à côté des formes développées à partir d'elle et qui ont pris une spécificité supérieure, de la même façon qu'elle est une forme qui va au-delà de ses développements antérieurs. La coopération dissociée de ses propres développements ultérieurs, ou spécifications, subsiste à part, séparée de ses formes plus développées : c'est la coopération primitive, liée à la nature dans son mode le plus cru et le plus abstrait. C'est dans cette simplicité élémentaire, ordinaire, qu'elle continue de former la base et la prémisse de toutes ses formes plus développées.

La coopération est donc d'abord la *collaboration* immédiate - sans l'intermédiaire de la valeur d'échange - de nombreux ouvriers en vue de la production d'un même résultat, d'un même produit, d'une même valeur d'usage ou utilité. Elle est d'abord *collaboration de nombreux travailleurs*. En conséquence, l'existence *de l'agglomération, de l'accumulation de nombreux ouvriers* qui travaillent *en même temps* dans *le même espace* (en un lieu) est sa première présupposition, voire est elle-même déjà l'existence matérielle de la coopération. Cette pré-

---

primitive qui soit, les formes *développées* – science, technologie, combinaison matérielle et sociale, etc. en étant au fur et à mesure incorporées et absorbées dans le corps matériel, mécanisé et automatisé, du capital qui débilite, opprime, mutile et abrutit l'ouvrier pour autant qu'il le dépouille de ses conquêtes les plus élevées.

Il s'ensuit que 1/ les ouvriers, bloqués dans l'entreprise par la force despotique et toujours plus écrasante du capital, doivent développer et animer le communisme aliéné et mort du procès de production par des actions collectives, syndicales et politiques de classe pour conquérir, dans la société et à partir du combat contre les superstructures étatiques et idéologiques, le communisme vivant ; 2/ la concentration des forces collectives, sociales et intellectuelles du travail vivant, englobées dans le corps monstrueux du capital, le dévalorise peu à peu et le fait éclater sous la pression de la surproduction en crises qui provoquent guerres et *révolutions*.

supposition se trouve à la base de toutes ses formes plus développées…

En étudiant la plus-value absolue [71], nous avons déjà vu qu'au même taux sa masse dépend du nombre d'ouvriers occupés simultanément, et donc, dans la même mesure, de leur coopération. Et c'est précisément ici que surgit de manière frappante la différence avec la plus-value relative, qui implique une force productive accrue du travail et donc le développement de la force productive du travail. Si, au lieu de 10 ouvriers qui effectuent chacun 2 heures de surtravail, on en emploie 20, nous obtenons le résultat suivant : 40 heures de surtravail au lieu de 20 dans le premier cas. 1:2 équivaut à 20:40. Le rapport pour les 20 est le même que pour 1 seul. Nous n'avons ici que l'addition ou la multiplication des heures de travail de chacun. La *coopération en tant que telle* ne change absolument rien au rapport.

Par contre, nous allons examiner maintenant la coopération comme force naturelle du travail social dans la mesure où – grâce à elle – le travail de chaque individu obtient une productivité qu'elle ne pourrait obtenir sous forme de travail de chaque individu isolé. Par exemple, si 100 journaliers fauchent en même temps, chacun ne fait que travailler comme individu en effectuant la même chose, mais on obtient déjà le résultat supplémentaire que, dans ce temps déterminé, on a fauché avant que le foin ne pourrisse, etc. La production de cette valeur

---

[71] Cf. *le Capital* I, Ve section consacrée aux *Recherches ultérieures sur la production de plus-value*. Marx y expose la différence entre plus-value absolue et relative. La première provient d'une extension de la journée de travail et du nombre de travailleurs (davantage d'heures de travail) ; la seconde découle de l'intensification de l'exploitation du travail par l'application au procès de production des combinaisons sociales et de la technique, etc. Chaque type de plus-value correspond, en gros, à un stade déterminé de la production capitaliste : phase de la soumission *formelle*, puis *réelle* du travail au capital (cf. MARX, *un Chapitre inédit du Capital*, Ed. 10/18, p. 191-223). La *plus-value* a, en somme, une évolution historique et économique déterminée. Elle évolue de la manufacture, où elle est absolue, vers la fabrique avec les machines, l'atelier automatisé, où elle est relative, tandis que les conquêtes sociales de la coopération (technologie, science, etc.) socialisent de plus en plus le procès de production, abolissant la base même du capital ET du travail salarié. Si la première phase ne fait qu'accroître le nombre et la masse des salariés, la seconde renforce sans cesse la part sociale aux dépens de la force individuelle : c'est alors vraiment que se développe, sous sa forme aliénée, la base économique du communisme.

d'usage n'est que le résultat du fait que ces 100 individus ont mis *simultanément* la main à la pâte. Dans d'autres cas, on obtient un accroissement réel de la force, par exemple lorsqu'on soulève, charge des poids, etc. Naît alors une force que l'individu seul ne possède pas, mais qui est obtenue parce qu'il agit simultanément en combinaison avec d'autres.

De même que la force offensive d'un escadron de cavalerie ou la force de résistance d'un régiment d'infanterie diffèrent essentiellement de la somme des forces individuelles déployées isolément par chacun des cavaliers ou fantassins, de même la somme des forces mécaniques d'ouvriers isolés diffère de la puissance sociale qui se développe dès qu'ils agissent conjointement et simultanément dans une même opération indivise, qu'il s'agisse par exemple de soulever un fardeau, de tourner une manivelle ou d'écarter un obstacle [72]. Dans de tels cas, le résultat du travail commun ne pourrait être obtenu par le travail individuel, ou ne le serait qu'après un long laps de temps ou sur une échelle tout à fait réduite. Il s'agit non seulement d'augmenter la force productive individuelle par le moyen de la coopération, mais de créer une force productive nouvelle, la puissance collective de masse.

À part la nouvelle puissance issue de la fusion de nombreuses forces en une force commune, le seul contact social produit une émulation, un éveil et une excitation des esprits de vie (*animal spirits*) qui

---

72 Nous insérons maintenant dans le texte des passages du *Capital* I (*Werke* 23, p. 345-355, section de la *Production de la plus-value relative*, chapitre sur la *Coopération*) où Marx condense certaines conclusions de l'inédit sous une forme particulièrement suggestive.

Dans son discours d'Elberfeld, Engels illustre la manière dont la coopération s'étend aux activités de la vie quotidienne des masses, les travaux ménagers communautaires par exemple – ce que l'on appelle aujourd'hui le secteur de la distribution et de la consommation : « Les avantages offerts par l'organisation communiste du fait de *l'utilisation des forces de travail gaspillées*, ces avantages ne sont *pas encore les plus considérables*. La plus grande économie de forces de travail réside dans l'association des forces individuelles, transformées ainsi en force sociale collective, et dans l'organisation reposant sur cette concentration de forces qui s'opposaient auparavant les unes aux autres » (cf. MARX-ENGELS, *Utopisme et communauté de l'avenir*, PCM, p. 40-44).

élèvent la capacité individuelle de rendement de chaque ouvrier, de sorte qu'une douzaine de personnes produisent, dans leur journée combinée de 144 heures, beaucoup plus que douze ouvriers isolés, dont chacun travaillerait douze heures, ou qu'un seul ouvrier qui travaillerait douze jours de suite. Cela vient de ce que l'homme est par nature sinon un animal politique, comme le veut Aristote, mais en tout cas un animal social…

Comparée à une somme égale de journées de travail individuelles et isolées, la journée de travail combinée produit une masse supérieure de valeurs d'usage et diminue donc le temps de travail nécessaire pour produire un effet utile déterminé. La journée de travail combinée acquiert cette productivité supérieure parce que : 1/ elle accroît la force mécanique du travail ; 2/ elle dilate dans l'espace la sphère d'action du travail ; 3/ elle contracte dans l'espace le champ de production par rapport à l'échelle antérieure de la production ; 4/ elle mobilise aux moments critiques de grandes quantités de travail pour un bref moment [73] ; 5/ elle stimule les esprits de vie en excitant l'ardeur de chacun ; 6/ elle imprime aux opérations uniformes accomplies par un grand nombre le cachet de la continuité et de la multiformité ; 7/ elle permet d'accomplir simultanément diverses opérations ; 8/ elle économise les moyens de production grâce à leur utilisation commune ; et 9/ *elle confère au travail individuel le caractère de travail social moyen*. Dans tous ces cas, la force productive spécifique de la journée combinée de travail est une *force sociale du travail* ou une *force pro-*

73 La revendication constante des programmes de transition de Marx-Engels qui en dérive est la *constitution d'une armée de travail industrielle* pour intervenir, après la conquête du pouvoir, aux points critiques de la production, notamment dans l'agriculture au moment des semailles, des récoltes, etc. Les dirigeants eux-mêmes de la Russie dégénérée n'ont pas pu cacher la faillite de cette branche fondamentale de l'activité sociale, à présent que le pays est immergé dans le marais des lois mercantiles. Dans tous les pays, des superficies immenses sont aujourd'hui à l'abandon –par exemple les terres de montagne – alors que la population et les besoins de l'humanité augmentent. Seule une « force collective de masse » pourra les remettre en culture et résoudre les difficultés naturelles par une intervention systématique aux points actuellement critiques. L'alimentation, base ferme et primordiale de tout développement humain, en sera améliorée avant tout en qualité, ce qui demande de grands apports de travail vivant. Les privilégiés qui exercent la dictature du capital en souffriront certes, ainsi que l'individualisme, la liberté personnelle et même les droits de l'homme.

ductive du travail social. Elle naît de la coopération elle-même. Quand le travailleur coopère selon un plan concerté, avec d'autres dans un but commun, il dépasse les limites de son individualité et développe les facultés de l'espèce humaine.

En retour, la force productive de l'individu augmente grâce à la forme sociale du travail [74]. Comme il devient possible de produire davantage en moins de temps, les moyens de subsistance ou les moyens nécessaires à leur production peuvent être produits en moins de temps. Le temps de travail nécessaire diminue, ce qui rend possible le temps de surtravail relatif. L'un peut être rallongé et l'autre raccourci...

La coopération simple, comme ses formes plus développées – et en général tous les moyens qui multiplient la force productive du travail – entrent dans le procès de travail et *non dans le procès de valorisation* [75]. Elles accroissent l'efficience du travail…

La force productive sociale qui résulte de la coopération est *gratuite* [elle n'a aucune valeur monétaire ; N. d. Tr.]. Les ouvriers pris individuellement, ou mieux les capacités de travail, sont payés, et ce précisément comme individus isolés, de sorte que leur coopération, et partant la force productive qui en est issue, ne leur est pas payée [76]...

---

74 Le texte des *Manuscrits inédits du Capital*, interrompu par des extraits du *Capital* I, reprend ici.

75 Du point de vue de la *valeur d'échange*, 10 heures effectuées avec ou sans coopération valent la même somme ; en revanche, les 10 heures effectuées en coopération créent des valeurs d'usage (utilités) plus nombreuses. Chacune de ces valeurs d'usage baisse donc de prix, contenant une valeur moindre ; en d'autres termes, elles se dévalorisent en raison de la force productive supérieure engendrée par la coopération : l'économie communiste, où la valeur, l'argent, les prix, le marché sont abolis, est en marche. La taupe de l'ouvrier au sein de la production sapera à la fin tous les rapports capitalistes.

76 L'individualisme et toutes les formes privées de l'actuelle société de classe sont donc faits pour rouler l'ouvrier et le frustrer dans l'échange d'équivalents entre personnes antérieur au procès de travail.

À la fin du chapitre sur *la Coopération* du *Capital* I, Marx observe : « D'une part, le mode de production capitaliste se présente comme *nécessité historique* pour transformer le procès de travail en un procès social, mais d'autre part, cette socialisation du travail n'est entre les mains du capital qu'une méthode pour l'exploiter avec plus de profit en en augmentant la force productive ».

La coopération, cette force productive du travail social, se présente comme une force productive du capital et non pas du travail. Et cette transposition se déroule à l'intérieur de la production capitaliste et concerne toutes les forces productives du travail social. Cela s'applique au travail réel. De même que le caractère général et abstraitement social du travail – c'est-à-dire la valeur de la marchandise sous forme d'*argent* – et toutes les propriétés que possède le produit en tant que matérialisation de ce travail général se présentent comme des propriétés de l'argent, de même le caractère concrètement social du travail se présente comme caractère et propriété du capital.

En effet, à peine l'ouvrier a-t-il mis pieds dans le procès de travail réel, qu'il se trouve incorporé au capital comme capacité de travail et n'appartient plus à lui-même mais au capital, de sorte que les conditions dans lesquelles il travaille sont bien plutôt des conditions dans lesquelles le capital travaille. Mais avant d'entrer dans le procès de travail, il est entré en contact avec le capitaliste comme possesseur ou vendeur individuel de marchandise, et sa marchandise n'est autre que sa propre capacité de travail. *Il la vend en tant que capacité de travail singulière*, et *elle devient sociale* dès qu'elle est entrée dans le procès de travail [77]. Cette métamorphose qui s'opère en elle, est quelque chose d'extérieur à elle, à quoi elle ne participe pas, mais qu'elle subit plutôt. Le capitaliste n'achète pas une, mais de nombreuses capacités

---

77 L'ouvrier fait partie intégrante de la *société privée d'échange* du capital, tandis qu'il lui est extérieur comme producteur de plus-value, quand il sécrète la socialisation (communisme) au sein de la production capitaliste. Si, en tant qu'échangiste, il est immergé dans le monde des personnes privées, en tant que producteur il fait partie de la classe ouvrière, qu'il le veuille ou non : la classe est indestructible dans le procès de travail, même si les ouvriers renoncent à être révolutionnaires dans la société civile. Au reste, pour être révolutionnaires dans cette société, les ouvriers doivent avoir une activité politique qui complète – en un sens de classe opposé au capital – leur activité économique dans le procès de travail : nouveaux efforts et luttes.

C'est une bêtise de croire que, parce qu'il est abâtardi politiquement et idéologiquement dans les métropoles, le prolétariat ne serait plus la classe apte à renverser l'actuelle société bourgeoise en pleine ruine. Il suffit de se demander d'où provient la crise catastrophique pour savoir que, *nolens volens*, comme classe non pas pour soi, autonome et consciente, mais en soi, c'est-à-dire pour la bourgeoisie qui l'exploite, le prolétariat reste potentiellement révolutionnaire, puisqu'il surproduit sans cesse dans la base économique et sape ainsi l'ordre établi.

de travail individuelles en même temps, mais il les achète toutes comme des marchandises isolées appartenant à des détenteurs de marchandise autonomes. Mais dès qu'ils sont entrés dans le procès de travail, ceux-ci sont d'emblée incorporés au capital, et leur propre coopération n'est donc pas un rapport dans lequel ils se posent eux-mêmes, mais dans lequel ils ont été placés par le capitaliste. Ce n'est donc pas un rapport qui leur appartient, mais auquel ils appartiennent à présent et qui leur apparaît à eux-mêmes comme un rapport du capital [78]. Ce n'est pas leur association mutuelle, mais une unité qui les domine, le capital en étant le support et le dirigeant.

La coopération des ouvriers salariés est simple effet du capital qui les occupe simultanément [79]. Le lien entre leurs fonctions individuelles ainsi que leur unité comme corps productif se trouvent en dehors d'eux, dans le capital qui les réunit et les retient. *Leur union en un seul corps productif* et l'enchaînement de leurs fonctions leur apparaît *idéalement* comme le plan du capitaliste, et *pratiquement* comme son autorité, la puissance d'une volonté étrangère qui soumet leurs actes à son but. Si donc la direction capitaliste, pour ce qui est de son *contenu*, a une double face, parce que le procès de production est lui-même double – d'une part, procès social de production de valeurs d'usage, d'un produit, d'une utilité, et d'autre part, procès de valorisation du capital, d'extraction de plus-value –, quant à sa *forme*, cette direction est nécessairement *despotique*.

---

78 La base économique de la société communiste au sein de la production bourgeoise est bel et bien – quoiqu'indirectement, puisque produite par les ouvriers – l'œuvre de la bourgeoisie qui leur impose la coopération comme moyen d'accroître la plus-value. C'est pourquoi il faut parler de communisme *aliéné*. Celui-ci n'est pas le produit conscient et volontaire des prolétaires productifs, mais le fait du capital dont la mission historique est ici progressive. En ce sens, le communisme moderne est le produit dialectique du mode de production capitaliste. Il ne pouvait exister avant lui.

79 Nous insérons de nouveau ici un passage du *Capital* I sur la *Coopération* (*Werke* 23, p. 351-352).

Division du travail

Retour à la table des matières

La division du travail est une forme particulière, spécifiée, plus développée, issue de la coopération [80]. C'est un moyen puissant pour accroître la force productive du travail, pour accomplir le même ouvrage en un temps de travail moindre, autrement dit pour réduire le temps de travail nécessaire à la reproduction de la capacité de travail et pour allonger le temps de surtravail.

Dans la coopération simple, nous avons la collaboration de nombreux ouvriers qui accomplissent le *même* travail. Dans la division du travail, il s'agit de la coopération de nombreux ouvriers sous les ordres du capital ; ils produisent les *différentes* parties d'une *même marchandise*, dont chaque partie requiert un travail particulier, une opération spécifique, et chaque ouvrier ou un multiple déterminé d'ouvriers, n'exécute qu'une seule opération particulière, tel autre en fait une autre, etc. ; la totalité de ces opérations produit en revanche *une marchandise*, une marchandise particulière et déterminée ; bref, la totalité de ces travaux particuliers se présente comme une marchandise…

La combinaison – la coopération telle qu'elle apparaît dans la division du travail comme particularisation d'une totalité de fonctions en

---

80 Cf. MARX, *Manuscrits inédits du Capital* (1861-1863), *ibid.*, p. 237-238, 253-254, 265.

Marx analyse le passage d'une forme économique à l'autre comme une transition sans à-coups, la forme-mère contenant déjà la possibilité du développement de la forme suivante, dérivée.

Le résultat –approprié par le capital – de la coopération, est la division du travail qui permet encore d'augmenter le taux de la plus-value et mutile davantage l'ouvrier réduit de plus en plus à des tâches simples, parcellaires. Ce résultat, qui foule aux pieds les intérêts des producteurs, se retourne néanmoins à la fin contre le système capitaliste, dont il sape les bases, préparant à sa manière aussi les conditions de la société communiste sans professions particulières, corps de métier et spécialisation débilitante. Voir plus loin dans ce recueil, la partie consacrée à la *Dévalorisation de la force de travail*, en particulier le chapitre *Abolition de la division du travail par sa propre dialectique*.

leurs parties composantes et comme réunion de celles-ci, et non plus comme juxtaposition des mêmes fonctions ou comme répartition temporaire de celles-ci – existe désormais de deux façons: 1/ pour autant que l'on considère le procès de production lui-même, elle se manifeste dans l'ensemble de l'atelier qui fait face aux ouvriers comme tel mécanisme d'ensemble – bien qu'en fait ce ne soit rien d'autre que l'existence de la coopération des ouvriers, leur comportement social dans le procès de production – comme une puissance et une forme d'existence du capital lui-même, sous laquelle ils sont assujettis chacun pour soi, et à laquelle appartient *leur* rapport social de production ; 2/ d'autre part, elle se manifeste dans le produit final qui est à son tour marchandise appartenant au capitaliste.

Pour l'ouvrier proprement dit, il n'y a pas de combinaison d'activités [81]. Celle-ci est au contraire une combinaison de fonctions

---

81 Pour Marx et pour l'économie classique (cf. Ure à ce sujet), la manufacture est une seule *machine vivante* constituée par les ouvriers qui coopèrent, mais dont les opérations sont décomposées en actes simples, de détail, mettant en œuvre la division du travail. Par la suite, le capital remplace ces opérations particulières du travailleur par les machines qui les reproduisent mécaniquement – et l'on parvient, d'une part, à une *socialisation* du procès de production et du produit fabriqué en série et masse pour la société et non pour l'individu, et d'autre part, à une *mutilation* et *division du travail* etc. croissantes. En outre, la machine-capital apparaît comme force sociale en face des forces de travail vivantes *particulières*, qui sont seulement les représentants d'une opération productive partielle et qui coopèrent passivement dans le procès social qu'elles ont pourtant engendré.

Pour faire un pas en avant, et non en arrière, il faut transférer le procès productif social à la collectivité entière, et développer la production pour l'homme : « Il faut qu'à l'accroissement des forces productives corresponde aussi un développement effectif des hommes sur un mode universel, et non plus local, c'est-à-dire véritablement réalisé dans la pratique. Au reste, s'il n'en était pas ainsi, on ne pourrait que généraliser la *pénurie* [en effet, le démantèlement du capital d'après le nombre d'ouvriers vise à la répartition entre eux du profit, c'est-à-dire de la part pour élargir le cycle productif et de celle pour la jouissance du bourgeois] et, avec elle, la *misère* ainsi que la lutte pour les biens de première nécessité [entre ceux qui profitent de l'opération et ceux qui en sont tenus à l'écart, dans le pays même ou dans les autres continents, ce qui généraliserait la misère si l'entreprise n'était pas détruite et la production socialisée]. Bref, toute la vieille merde recommencerait inévitablement. Or, ce n'est qu'avec un essor universel des forces productives que se développent des relations universelles entre les hommes

unilatérales auxquelles chaque ouvrier ou groupe d'ouvriers est soumis. Sa fonction [à lui] est une partie unilatérale et abstraite. La totalité qui se constitue est fondé précisément sur cette simple existence partielle qui est la sienne et sur l'isolement dans la fonction singulière. C'est donc une combinaison dont l'ouvrier constitue une partie, qui repose sur le fait que *son* travail n'est pas combiné. *Les ouvriers forment les éléments constitutifs de cette combinaison*. Mais cette combinaison n'est pas un rapport qui leur appartiendrait, se rapporterait à leur association. Cela vise en même temps les belles phrases du sieur Potter sur la combinaison et la concertation qui seraient contraires à la division…

Désormais, il n'est donc plus simplement assujetti à la production capitaliste, échu au capital, parce qu'il ne possède plus ses moyens de travail, mais il l'est du fait qu'il ne dispose plus lui-même de sa force de travail, ni des modalités de son travail, car le capital tient à présent entre ses mains non seulement les conditions objectives comme autrefois, mais encore les conditions sociales du travail subjectif qui font que son travail est encore tout simplement du travail.

L'augmentation de la force productive qui provient de la division du travail, de ce mode d'existence sociale du travail, n'est donc pas seulement force productive du capital, au lieu d'être force productive du travailleur. La *forme sociale* de ces travaux combinés est

---

et pour les hommes ». Il ne s'agit pas des usines, mais de l'homme : « C'est l'appropriation de l'*ensemble* des instruments de travail qui permet l'épanouissement de *toutes* les facultés chez les individus eux-mêmes ». En effet, « la véritable communauté, les individus l'acquièrent en même temps qu'ils s'associent – grâce à l'association et en elle » (cf. *l'Idéologie allemande*, in *Werke* t. 3, p. 34-35).

L'ouvriérisme suggère que le capitaliste soit exproprié, et que l'ouvrier se réapproprie le travail, l'outil, le produit, sans s'apercevoir que le capital d'entreprise resterait inchangé, et que l'ouvrier ne toucherait que sa *parcelle* du tout.

C'est dire que l'ouvrier ne doit pas devenir individuellement propriétaire de ses moyens de production et de son produit : ils sont devenus désormais *sociaux*, et c'est au travailleur de devenir à son tour social, c'est-à-dire un homme complet. Il faut donc que ce soit – non pas les individus ou les ouvriers de la fabrique – qui s'approprient les richesses, mais la collectivité. La condition en est de détruire l'autonomie de l'entreprise, et de s'approprier de la totalité de la production, d'abord comme classe ouvrière, puis société des producteurs.

l'existence du capital en opposition à l'ouvrier. La combinaison lui fait face comme une fatalité écrasante à laquelle il échoit, parce que sa force de travail est réduite à une tâche tout à fait unilatérale qui n'est rien dès lors qu'elle est dissociée du mécanisme d'ensemble, et dépend donc complètement de celui-ci [82]. Il n'est plus lui-même qu'un simple détail…

---

82 « L'aliénation, disent Marx-Engels, ne peut être abolie qu'à deux conditions *pratiques*. Il faut qu'elle soit devenue intolérable, c'est-à-dire une puissance contre laquelle on effectue une révolution ; mais il faut pour cela qu'elle ait entièrement *privé de propriété* la masse de l'humanité *en l'opposant en même temps au monde existant de la richesse et de la culture*, ce qui implique une augmentation considérable des forces productives et un niveau élevé de développement » (cf. *l'Idéologie allemande*, p. 35).

Sous le capitalisme, la production incessante de richesses à un pôle a pour corollaire nécessaire la production croissante de pauvreté à l'autre – et ce, comme résultat de la *production* : « C'est seulement dans le mode de production capitaliste que le paupérisme tire son origine du *travail*, ainsi que du développement de la force productive du travail » (cf. MARX, *Grundrisse*, Ed. 10/18, t. 3, p. 169).

C'est d'abord en perdant toute réserve et biens que l'ouvrier se détache du particularisme, du localisme, de l'individualisme (la propriété ne prolonge-t-elle pas concrètement la personne humaine ?) pour devenir un être qui dépend jusque dans le dernier détail de sa vie quotidienne, et à tout instant, des conditions et rapports *sociaux*. Le premier pas de l'absence totale de propriété privée est ainsi non seulement dissolution des rapports et de la société bourgeois, mais pousse encore à l'instauration d'un système social d'entraide, de pensions, de retraites, de secours en cas de maladie ou de chômage, à défaut de droit au travail continu. Sous peine de mort, le sans-réserve est contraint de se tourner vers les moyens sociaux pour continuer de subsister, une fois qu'il a perdu tout appui sur une parcelle privée qui lui soit propre : prolétarisation croissante signifie donc socialisation croissante, jusque dans les détails les plus modestes de la vie quotidienne. C'est pourquoi les sociétés d'entraide, mutuelles, etc. sont parmi les toutes premières formes d'associationnisme ouvrier ; par la suite, ces fonctions sont élargies à l'échelle de la société tout entière, mais tombent alors entre les mains de l'Etat bourgeois qui leur donne un contenu misérable et une odieuse forme mercantile. A la fin, la révolution politique brise cette gestion calamiteuse de l'immense force sociale. Sur ce sujet essentiel, puisqu'il ouvre une fenêtre sur le stade supérieur du communisme et devient d'une brûlante actualité dans la crise catastrophique du capitalisme, voir : *le Programme révolutionnaire immédiat dans les pays développés* et *la Critique du programme de Gotha*, in MARX-ENGELS, *la Dictature du prolétariat*, PCM.

Avec le développement de la division du travail disparaît – alors que la chose est encore très possible avec la seule soumission formelle du travail au capital – tout produit individuel du travail. La marchandise finie est le produit de l'atelier qui est lui-même le mode d'existence du capital. C'est la valeur d'échange du travail proprement dit– le travail, et non son produit – qui devient de par le mode de la production, et pas seulement de par le contrat entre capital et travail, la seule chose que l'ouvrier ait à vendre. Le travail devient, en fait, sa seule marchandise, tandis que la marchandise en général devient une catégorie universelle à laquelle la production est soumise. Nous sommes partis, dans notre analyse, de la marchandise en tant que catégorie la plus générale de la production bourgeoise. Or, elle ne devient catégorie universelle que par le révolutionnement auquel le mode de production lui-même se trouve soumis par le capital : *« Il n'y a plus rien que l'on puisse nommer en récompense naturelle du travail individuel : chaque ouvrier ne produit plus qu'une partie d'un tout, et chaque partie n'ayant ni valeur ni utilité par elle-même, il n'y a rien que l'ouvrier puisse s'attribuer, rien dont il puisse dire : ceci est mon produit, et je veux le garder pour moi-même »* (*Labour Defended Against the Claims of Capital*, London, 1825, p. 25).

Démystification du capital

Retour à la table des matières

Tout ce développement de la force productive du travail *socialisé*, de même que *l'application au procès de production immédiat de la science* (ce produit général du développement social), s'opposent au travail plus ou moins isolé et dispersé de l'individu particulier – et ce, d'autant que tout se présente directement comme *force productive du capital* et non du travail, que ce soit celle du travailleur isolé, des travailleurs associés dans le procès de production ou même d'une force productive du travail qui s'identifierait au capital [83].

Cette mystification, propre au rapport capitaliste en général, va se développer désormais beaucoup plus que ce ne pouvait être le cas

83 Cf. MARX, *Sixième chapitre inédit du Capital*, chapitre *Soumission réelle du travail au capital…* Ed. 10/18, p. 200.

dans la simple soumission formelle du travail au capital. Au reste, c'est à ce niveau seulement que la signification historique de la production capitaliste apparaît d'une manière frappante (spécifique), précisément au travers des transformations subies par le procès de production immédiat et du développement des forces productives sociales du travail.

Mais le rapport devient plus complexe et apparemment plus mystérieux lorsque, avec le développement du mode de production spécifiquement capitaliste, ce ne sont plus seulement les objets – ces produits du travail en tant que valeurs d'usage et valeurs d'échange – qui, face à l'ouvrier, se dressent sur leurs pieds comme « capital », mais encore les formes sociales du travail qui se présentent comme *formes de développement du capital*, si bien que les forces productives, ainsi développées, du travail social apparaissent comme *forces productives du capital* : en tant que telles, elles sont capitalisées en face du travail [84].

---

84 *Manuscrits inédits du Capital* (1861-1863), chapitre *Mystification du capital, etc.*, p. 250, 251-252, 256.

Marx explique ici que la *mystification* n'est pas seulement un mensonge, mais dérive des rapports capitalistes eux-mêmes, en particulier du fait que les conditions tant objectives que subjectives sont appropriées par le capital fixe, alors qu'elles sont créées par le travail des masses exploitées. Cette mystification est un anneau de la chaîne qui maintient l'ouvrier sous le joug bourgeois, et Marx affirme en conséquence qu' « *au niveau de la conscience*, la dissolution de telle idée déterminée suffit à tuer une époque entière » (*Grundrisse*).

D'autre part, la puissance mystificatrice du capital tend à augmenter avec le développement, c'est-à-dire avec le passage de la coopération simple à la combinaison du travail, et surtout l'incorporation de la science dans le corps de la machine - toutes les conquêtes du savoir-faire millénaire de l'humanité se voyant aliénées au Moloch capitaliste. Sans parler du poids des idées traditionnelles dont la société est infestée. Cela explique le « paradoxe » suivant : les conditions matérielles sont de plus en plus mûres pour le passage au communisme, mais leur reflet dans les consciences ne mûrit pas parallèlement à sa base économique, ni uniformément au sein de la classe ouvrière. Alors que les contradictions du mode de production deviennent explosives et pousseront irrésistiblement le prolétariat à la lutte révolutionnaire le moment venu, la conscience du processus se concentre dans le parti qui prépare et dirigera le mouvement. S'il n'en était pas ainsi, nous ne serions pas dans les conditions de la société de classes, où l'humanité reste

En fait, l'unité *collective* se trouve dans la coopération, l'association, dans la division du travail, l'utilisation des forces naturelles, des sciences, et des produits du travail sous forme de machines. Or, tout cela s'oppose à l'ouvrier individuel comme quelque chose qui lui est *étranger* et existe *au préalable* sous forme *matérielle* ; qui plus est, il lui semble n'y avoir contribué en rien, ou même que tout cela existe en dépit de ce qu'il fait.

Bref, toutes les choses deviennent indépendantes de lui, simples modes d'existence des *moyens de travail*, qui le dominent en tant qu'objets. L'intelligence et la volonté de l'atelier collectif semblent incarnés dans ses représentants – le capitaliste ou ses sous-fifres – dans la mesure où les ouvriers sont associés dans l'atelier et où les fonctions du capital incarnées dans le capitaliste s'opposent à eux.

Les formes sociales du travail des ouvriers individuels – aussi bien subjectivement qu'objectivement – ou en d'autres termes, la forme de *leur propre* travail social, sont des rapports établis d'après un mode tout à fait indépendant d'eux : en étant soumis au capital, les ouvriers deviennent des éléments de ces formations sociales, qui se dressent en face d'eux comme *formes* du capital lui-même, comme si elles lui appartenaient – à la différence de la capacité de travail de l'ouvrier [85] – et comme si elles découlaient du capital et s'y incorporaient aussitôt…

---

aliénée et mystifiée et progresse nécessairement par révolutions et non par évolutions raisonnées.

85 Marx mentionne ici l'autre pôle de la mystification capitaliste : comme individu, l'ouvrier serait dans la libre possession de sa force de travail qu'il pourrait – ou non – vendre au capital dans un rapport égal d'échangistes. En fait, cette propriété est toute illusoire, comme l'est l'identification du capital avec la puissance sociale du travail.

Marx explique dans le passage suivant du *Sixième chapitre inédit*, en soulignant que la valeur d'échange du capital révolutionne aussi les valeurs d'usage, son procès de valorisation étant aussi procès de travail réel : « La nature et la force sociale du travail ne se développent pas dans le *procès de valorisation* en tant que tel, mais dans le *procès de travail réel*. C'est pourquoi elle apparaît comme une propriété inhérente au capital, en tant que sa chose, sa valeur d'usage. Le travail productif (de valeur) continue, lui, de faire face au capital comme travail des *ouvriers individuels*, quelles que soient les combinaisons sociales dans lesquelles ces ouvriers entrent dans le procès de production. Tandis que le capital s'oppose aux ouvriers comme force sociale de travail, le travail productif, lui, se manifeste toujours au ca-

Dans la machinerie, par exemple, les produits visibles du travail se manifestent en dominant le travail. Il en va naturellement de même pour les forces de la nature et la science (ce produit du développement historique général dans sa quintessence abstraite) qui font face à l'ouvrier comme *puissances* du capital, en se détachant effectivement de l'art et du savoir de l'ouvrier individuel. Bien qu'à leur source elles soient le produit du travail, elles apparaissent comme étant incorporées au capital, partout où elles entrent dans le procès de travail. Le capitaliste qui emploie une machine n'a pas besoin de la comprendre (cf. Ure) [86] ; pourtant la science réalisée dans la *machine* apparaît comme *capital* face aux ouvriers. De fait, toutes ces applications – fondées sur le travail *associé* – de la science, des forces de la nature et des produits du travail en grande série apparaissent uniquement comme moyens d'exploitation du travail et d'appropriation du surtravail, et donc comme *forces* appartenant en soi au capital. Naturellement, le capital utilise tous ces moyens dans le seul but d'exploiter le travail, mais pour ce faire il doit les appliquer à la production [87]. C'est

---

pital comme travail des ouvriers individuels » (p. 253-254). C'est ainsi que la puissance, la richesse apparaissent comme créations du capital qui, avec les éléments sociaux du travail, s'approprie les produits les plus élevés du travail, tandis que la faiblesse, la pauvreté apparaissent comme le fait de l'ouvrier réduit à sa qualité de détenteur individuel de force de travail.

86 Cf. *le Capital* I, Ed. Sociales, t. 2, p. 71 : *« La science ne coûte en général absolument rien au capitaliste, ce qui ne l'empêche pas de l'exploiter. La science d'autrui est incorporée au capital tout comme le travail d'autrui. Or, appropriation « capitaliste » et appropriation personnelle, soit de la science, soit de la richesse, sont choses complètement étrangères l'une à l'autre. Le Dr Ure lui-même déplore l'ignorance grossière de la mécanique qui caractérise ses chers fabricants exploiteurs de machines savantes. Quant à l'ignorance en chimie des fabricants de produits chimiques, Liebig en cite des exemples à faire dresser les cheveux »*.

87 Le mode de production capitaliste est féroce, mais grandiose : sans cesse, il révolutionne les instruments, procédés et même les installations de travail. De valeur d'échange qu'il est, le capital s'empare au début des procès de travail tels qu'il les trouve devant lui, et il les change ensuite à son image, selon sa nature – et la valeur d'usage des moyens et produits du travail s'en trouve complètement modifiée. Le capital n'exploite donc pas seulement les forces productives, mais il les hausse encore à un niveau supérieur – et il fait passer, aux yeux des ouvriers, ce gigantesque progrès comme son œuvre à lui et non comme le produit du travail. Il *exploite l'aliénation* de l'ouvrier

ainsi que le développement des forces productives *sociales* du travail et les conditions de ce développement apparaissent comme *l'œuvre du capital*, et l'ouvrier se trouve, face à tout cela, en un rapport non seulement passif, mais antagonique…

Les esprits se sont faits à ce point à cette constante transposition des forces de la production sociale du travail en propriété matérielle du capital qu'ils s'imaginent que les avantages du machinisme, de l'application de la science, des inventions, etc. ont nécessairement une forme aliénée ; bref, tout est conçu comme devenant *propriété du capital*.

S'il découvre que les produits du travail sont les siens, condamne la dissociation de ses conditions de réalisation et juge qu'on lui impose une situation intolérable, l'ouvrier aura acquis une immense conscience, qui découle d'ailleurs du mode de production reposant sur le capital [88]. *Le glas du capital sonnera* ; ainsi, lorsque les esclaves se

---

qui produit encore de manière aveugle sous la domination de son produit (le capital), en le mystifiant.

8888 Cf. MARX, *Grundrisse*, Ed. 10/18, tome 2, p. 283.

Le capitalisme se distingue de tous les modes de production précédents par le fait qu'il repose sur des rapports *sociaux engendrés dans la production*, c'est-à-dire sur un révolutionnement constant du travail qui reproduit de façon sans cesse élargie la richesse capitalisée à un pôle et la misère et le dénuement prolétariens à l'autre. Ainsi, dans la production, l'homme produit-il désormais – certes encore sous forme aliénée et réifiée – *ses propres rapports sociaux*, le travail salarié, la domination capitaliste, mais aussi les conditions de la société communiste où il sera émancipé : l'association, la coopération, la combinaison, la concentration, la centralisation sociale des activités, la collectivisation et la socialisation de l'homme et de sa vie, à mesure que les rapports privés bourgeois se dissolvent par la prolétarisation croissante. Marx note par exemple que dans le procès de production, il n'existe qu'une « association en soi » des travailleurs, et que *« seul le travail des ouvriers est associé, car les ouvriers eux-mêmes n'ont pas d'activité associatrice »* (*Ibid*. p. 292).

Au plan pratique, la mystification tombe avec la constitution des ouvriers en classe, négation du statut de l'ouvrier comme libre échangiste individuel dans lequel prétend l'enfermer la société bourgeoise. La démystification commence ainsi dès les premiers efforts d'association des prolétaires pour résister à l'exploitation capitaliste et ne devient effective que dans le parti de classe.

rendirent compte qu'ils *ne pouvaient être la propriété de tiers* et qu'ils prirent conscience de leur personne, l'esclavage se mit à végéter artificiellement et cessa de représenter plus longtemps la base de la production.

On passe alors du communisme aliéné dans la base économique, au communisme actif et conscient dans le mouvement social et politique de la classe ouvrière.

I. BASE ÉCONOMIQUE ALIÉNÉE DU COMMUNISME

2. ORGANISATION ACTIVE ET CONSCIENTE DU COMMUNISME

Luttes économiques et revendications communistes

Retour à la table des matières

L'histoire de la réglementation de la journée de travail dans quelques branches de la production et, dans les autres branches, la lutte qui dure encore au sujet de cette réglementation, démontrent à l'évidence que le travailleur isolé, le travailleur en tant que vendeur « libre » de sa force de travail, succombe sans résistance possible, dès que la production capitaliste a atteint un certain degré [89]. La création d'une journée de travail normale est, par conséquent, le résultat d'une guerre civile longue, opiniâtre et plus ou moins dissimulée entre la classe capitaliste et la classe ouvrière…

---

89 Cf. MARX, *le Capital* I, in *Werke* 23, chapitre : *la Journée de travail*, p.316, 319-20.

Nous passons à présent de la genèse de la société communiste dans la base productive aux luttes et organisations économiques (syndicats) et politiques (parti) qui aboutissent à la tentative de conquérir le pouvoir. Le parti, qui a théorisé les premières luttes révolutionnaires de l'avant-garde communiste, menées dès l'aube du capitalisme, et en a fait une synthèse de lois et principes qu'il projette dans le futur pour éclairer la voie du prochain assaut, combine ultérieurement son expérience politique avec les revendications économiques du syndicat ouvrier. Dans ces luttes, engagées à partir de la base économique, pour des revendications de classe, s'organisent de manière active, solidaire, consciente, les rapports communistes nés dans la production, en un prolongement politique grâce auquel la lutte contre le capital s'étend jusque dans la société civile.

Le contrat par lequel l'ouvrier vend sa force de travail au capitaliste démontre pour ainsi dire noir sur blanc qu'il est libre de disposer de lui-même, mais une fois l'affaire conclue il s'aperçoit qu'il n'était pas « un agent libre », que le temps pour lequel il est *libre* de vendre sa force de travail est le temps pour lequel il est *forcé* de la vendre, et qu'en réalité le vampire qui le suce ne le lâche pas « tant qu'il lui reste un muscle, un nerf, une goutte de sang à exploiter ». Pour se défendre contre le serpent de leurs tourments, *il faut que les ouvriers ne fassent plus qu'une tête et qu'un seul cœur ; que par un grand effort collectif, par une pression de classe, ils dressent une barrière infranchissable, un obstacle social qui leur interdise de se vendre au capital par « contrat libre », eux et leur progéniture, jusqu'à l'esclavage et la mort* [90].

Le pompeux catalogue des « droits de l'homme » est ainsi remplacé par une modeste « grande charte » qui limite légalement la journée de travail et indique enfin clairement quand finit le temps que vend le travailleur, et quand commence le temps qui lui appartient : *« Un avantage encore plus grand est que l'on distingue enfin clairement*

90 L'union du prolétariat en un *corps unique*, dont parle Marx en termes vibrants, n'est pas une simple addition d'individus. À partir de revendications pour des intérêts vitaux, les masses sont fondues en un organisme vivant par le truchement des syndicats, sous la direction du parti communiste. Dans ses luttes contre le capital, le prolétariat anticipe l'humanité communiste de demain, en se plaçant sur la voie de la conquête du pouvoir : son mouvement devient alors politique ; il est social dans sa perspective de réaliser activement la société des producteurs associés

L'unité se fait par une *action réciproque* vivante : les revendications de classe naissent du besoin pressant de tous les travailleurs ; elles les poussent à s'organiser en syndicats qui, à leur tour, poussent à la généralisation et radicalisation des revendications, ainsi qu'à une organisation plus haute, le parti politique qui, lui-même, devient un facteur d'impulsion des syndicats, des masses et des revendications. Chaque partie du corps réagit sur l'autre et s'en trouve elle-même mue et renforcée. Il appartient à la tête – le parti – de diriger aux tournants cruciaux le corps unique avec conscience, d'après un plan systématique prenant appui sur tous les efforts communistes d'hier et d'aujourd'hui pour les fondre dans le communisme de demain. Ce centralisme, nous l'appelons *organique*, plutôt que *démocratique*: alors que le premier qualificatif correspond au déterminisme de la vie, le second fleure le volontarisme et le « libre contrat » que Marx persifle justement dans le passage ci-dessus.

entre le temps qui appartient à l'ouvrier lui-même et celui qui appartient à son patron. L'ouvrier sait maintenant quand le temps qu'il a vendu finit et quand commence celui qui lui appartient, et le sachant exactement au préalable, peut disposer d'avance de ses propres minutes, selon ses vues et ses projets » (*Rapports des inspecteurs de fabriques*, 31-10-1864, p.52). « En permettant aux ouvriers d'être maîtres de leur propre temps, la législation de fabrique leur a donné l'énergie morale QUI POURRAIT BIEN LES CONDUIRE UN JOUR À S'EMPARER DU POUVOIR POLITIQUE » (op.cit., p.47) [91].

---

91 Dans l'édition populaire (9e édition de 1931) du *Capital* en Allemagne, qui finit par supplanter l'œuvre originale de Marx, Kautsky trouve cette conclusion exagérée et sans doute trop révolutionnaire, si bien qu'il la présente comme suit : « Les lois de fabrique ont conféré une énergie morale aux ouvriers *qui les prépare à un éventuel exercice de leurs droits politiques* » ; ceux-ci pourront, par exemple, aller voter pour un renégat social-démocrate ! Cf. MARX-ENGELS, *la Social-démocratie allemande*, Ed. 10/18, p. 32, note 23.

Les mesures pour limiter la journée de travail ou fixer l'âge légal pour commencer à travailler ont clairement montré que l'émancipation du prolétariat n'est pas une question de contrat purement économique, d'économie immédiate, mais bel et bien de pouvoir et de son maniement. La question de la durée du travail est essentielle : *plus la journée est courte et plus nous sommes proches de la forme socialiste de production*. Cela peut être, en outre, un baromètre de la proximité d'une révolution : ainsi la Russie de 1917 avait-elle une journée de travail moindre que celle des pays développés d'Europe occidentale. Et le fait qu'il y a eu stagnation de cette durée pendant les décennies d'après-guerre indique bien le recul général du mouvement ouvrier, la dégénérescence de ses organisations économiques *et* politiques.

Fidèles à Marx, nous augurons que la crise commencée en 1975, qui met fin à la délétère prospérité qui a multiplié et intensifié les heures de travail, posera précisément le problème de la réduction des horaires de travail avec la question du pouvoir comme dénouement rapide. En effet, les bourgeois font de la crise une question de chômage massif, de licenciements croissants de la surpopulation ouvrière, de bras devenus excédentaires, inutiles et nocifs pour leur économie, alors que les ouvriers en viendront à trouver leur solution dans la modeste question de la baisse des horaires de travail. La misère, le désespoir et la guerre comme issue à la surproduction est la solution bourgeoise, et un temps toujours croissant pour l'épanouissement de l'homme est celle du prolétariat. En somme, sur la lancée de revendications concrètes posées impérieusement par le développement des forces produc-

Quant à la législation de fabrique, en tant que première condition pour que la classe ouvrière ait les coudées franches afin de se développer et d'agir, je demande qu'elle soit faite par l'Etat sous la forme de lois coercitives, dirigées non seulement contre les fabricants, mais aussi contre les ouvriers [92].

---

tives actuelles insupportablement brimées dans les limitations bourgeoises, la prise du pouvoir politique n'est elle-même qu'un échelon et un moyen d'imposer définitivement le principe de la réduction systématique de la journée de travail, en opposition totale au principe bourgeois d'une augmentation toujours plus intolérable, soit par allongement physique de ces heures, soit par intensification du travail à horaire égal.

Cette mesure est si révolutionnaire qu'elle va bien au-delà de la conquête du pouvoir, puisque la journée de travail toujours moindre est synonyme de développement progressif du communisme : pour ce qui en est la dialectique, voir la section consacrée à *la Réduction de la journée de travail* comme moteur des mesures de transition au communisme, in MARX-ENGELS, *le Syndicalisme*, PCM, tome 2, p. 92-190.

92 Cf. Marx à Kugelmann, 17-03-1868.

La loi applicable à l'ensemble des travailleurs et travailleuses pour réduire leurs horaires de travail dans toutes les fabriques est une de ces mesures par lesquelles le prolétariat unifié, actif et conscient, intervient par la force dans l'anarchie de la production capitaliste pour lui imposer un contrôle et une réglementation au profit de tous les producteurs, sans considération d'intérêts mercantiles et monétaires des entreprises et de l'économie nationale.

Le fait que la législation du travail soit imposée à l'Etat bourgeois avant d'être systématisée par la dictature du prolétariat ne fait pas pour autant de cet Etat une institution providentielle, mais il reste une puissance ennemie, battue sur un point mais qu'il faut surveiller et tenir sous une pression constante, grandissante, car c'est la puissance et l'union de la classe ouvrière qui s'imposent à travers cette législation. Dans la conception marxiste, l'Etat ne donne rien et ne fait qu'exécuter la loi du plus fort. Si, d'aventure, le prolétariat s'avérait plus fort que la bourgeoisie, celle-ci serait bientôt évincée – par exemple, à la première tentative de remettre en cause cette conquête – et son appareil d'Etat brisé. En somme, cette législation est un moyen de faire prendre conscience aux ouvriers de la nature de classe de l'Etat existant et de les pousser à lui substituer leur propre Etat.

Ces interventions pour réduire par la force la journée de travail sont aussi des mesures *communistes*, car elles contrecarrent les conditions d'exploitation bourgeoises dans une perspective anti-monétaire et anti-mercantile, et sont – comme Marx-Engels le soulignent – organisatrices du

La lutte pour la limitation légale du temps de travail fut d'autant plus acharnée qu'à part la menace qu'elle faisait peser sur la bourgeoisie, elle portait sur la grande querelle entre, d'une part, l'aveugle loi de l'offre et de la demande qui forme l'essentiel de *l'économie politique de la classe bourgeoise*, et, d'autre part, le contrôle de la production sociale par l'action et la prévision collectives qui forme l'essentiel de *l'économie politique de la classe ouvrière* [93]. C'est ce qui explique que la loi de dix heures n'a pas été seulement un succès pratique, mais encore la victoire d'un principe. Pour la première fois, l'économie politique de la classe bourgeoise succombait au grand jour devant l'économie politique de la classe ouvrière.

---

prolétariat en classe distincte de toutes les autres couches et classes de la société capitaliste. Elles se distinguent en cela des mesures de transition appliquées par le prolétariat au pouvoir dans les pays précapitalistes ou arriérés, qui peuvent avoir un contenu révolutionnaire bourgeois pour autant qu'elles font faire un pas en avant – par exemple, la nationalisation des banques et du crédit. En ce qui concerne ces distinctions, voir le chapitre *Succession chronologique des mesures de transition*, in MARX-ENGELS, *la Dictature du prolétariat*, III. *Transition économique à la société communiste*.

93 *Manifeste de l'Association Internationale des Travailleurs*, in « Der Sozialdemokrat » n°2 et 3 du 21 et 30-12-1864.

La diminution des heures de travail participe directement du programme de transition au communisme théorisé par Marx-Engels. Elle sera appliquée demain dans tous les pays par la dictature internationale du prolétariat. Lorsqu'elle est détachée et isolée du prolétariat, qui l'a imposée, pour être appliquée et exploitée par la bourgeoisie (pour introduire, par exemple, le machinisme qui remplace le temps de travail devenu trop coûteux), elle n'est plus qu'une mesure bourgeoise progressive qui appelle une nouvelle action prolétarienne pour une nouvelle réduction des horaires de travail. Le mouvement révolutionnaire est accaparé de la sorte par toutes les classes dominantes de l'histoire, qui ne peuvent se passer de classes laborieuses (esclaves, serfs, travailleurs salariés) assénant des coups de boutoir à leurs patrons. Même bourgeoise et appliquée par l'Etat capitaliste, la réduction des horaires de travail reste donc révolutionnaire par ses effets: l'histoire avance aussi dans les sociétés de classe, même si les classes dominantes cherchent à en freiner le mouvement.

La théorie communiste, comme le programme de transition, abstrait chaque mesure historique de son contexte limité pour en souder la dynamique à toutes les autres mesures prolétariennes, et s'en servir de levier révolutionnaire d'un tout cohérent et systématique, subversif des conditions de classe.

En 1819, après cinq ans d'efforts, Owen fit passer la première loi qui fixait une limite au travail des femmes et des enfants dans les fabriques [94]. C'est ainsi qu'il présida le premier congrès au cours duquel les syndicats de toute l'Angleterre s'unifièrent en une seule grande association syndicale. De même, il introduisit, comme mesure de transition menant à une organisation entièrement communiste de la société, d'une part, les *sociétés coopératives* (de consommation et de production) qui eurent pour le moins le mérite de prouver dans la pratique que *le marchand aussi bien que le fabricant* sont des personnages dont on peut très bien se passer ; d'autre part, les *bazars du travail* où l'on échange les produits du travail au moyen d'une monnaie-papier ayant pour unité de valeur l'heure de travail – ces établissements, nécessairement voués à l'échec, étaient une anticipation pure et simple de la *banque d'échange* de Proudhon, dont ils se distinguaient cependant par le fait qu'ils ne représentaient pas la panacée des maux sociaux, mais seulement un premier pas vers une transformation bien plus radicale de la société.

Les fabriques coopératives des travailleurs sont, à l'intérieur de l'ancienne forme, le premier signe de rupture de celle-ci, même si elles reproduisent partout nécessairement dans leur organisation effective tous les défauts du système existant [95]. Mais, à l'intérieur de

---

94 Cf. ENGELS, *le Développement du socialisme, de l'utopie à la science*, 1882, in *Werke* 19, p.200.

95 Cf. MARX, *le Capital* III, in *Werke* 25, p. 456.

Les coopératives ouvrières de production témoignent elles-aussi d'une « intervention despotique » de la classe laborieuse dans les rapports de production capitalistes et sont une autre « victoire de l'économie politique » du travail sur celle du capital. Mais, en tant que mesures de transition, les coopératives doivent encore évoluer en profondeur. Nous renvoyons le lecteur aux nombreux textes sur cette question rassemblés dans Marx-Engels, *le Syndicalisme*, PCM, 2 tomes.

Dans les mesures de transition au socialisme, Marx combine les conquêtes les plus élevées du capitalisme, l'une étant un levier pour les autres, pour diffuser à la fois l'association dans la distribution, l'agriculture et l'industrie, jusqu'à dépasser leur antagonisme dans la phase supérieure du socialisme. Le prolétariat au pouvoir utilisera la forme coopérative dans la production comme moyen efficace pour liquider la petite propriété parcellaire, sans procéder à une pure et simple expropriation des producteurs

celles-ci, l'antagonisme entre capital et travail est aboli, même si c'est d'abord seulement dans le sens que les ouvriers, comme association, sont les capitalistes d'eux-mêmes, c'est-à-dire qu'ils emploient les forces productives pour la *valorisation* [N. d. Tr. : ce qui implique la plus-value au-delà du travail nécessaire] de leur propre travail. Ces coopératives montrent comment, à un certain degré de développement des forces productives matérielles et des formes de production sociales qui leur correspondent, *il se forme et se développe naturellement un nouveau mode de production à partir d'un mode de production donné*. Sans le système de fabriques issu du mode de production capitaliste, il n'aurait pas été possible de développer la fabrique coopérative, pas plus que cela ne l'aurait été sans le système de crédit issu de ce même mode de production. Ce système de crédit, tout comme il forme la base pour la transformation graduelle des entreprises capitalistes privées en sociétés capitalistes par actions, offre également le moyen de l'extension graduelle des entreprises coopératives à une échelle plus ou moins nationale. Il faut considérer les entreprises capitalistes par actions, au même titre que les fabriques coopératives, comme des *formes de transition* du mode de production capitaliste au mode associé, à la seule différence que dans les premières l'antagonisme a été éliminé négativement et dans les secondes positivement [96].

---

comme c'est le cas dans la pratique du capital. Il regroupera ainsi les travailleurs au sein d'une forme d'association dynamique qui s'élèvera progressivement à une échelle plus grande : du village au district, puis à la province, à la nation et enfin à la société, en abolissant l'opposition entre industrie et agriculture, production et distribution, ainsi que – du point de vue de l'habitat – de la ville et de la campagne. Durant la phase initiale du pouvoir prolétarien, celui-ci transférera vers les zones attardées les apports des secteurs productifs les plus avancés, afin d'accélérer le passage des coopératives aux formes supérieures.

96 Les coopératives permettent, à travers l'intervention immédiate des producteurs, de conquérir un premier résultat dans l'émancipation du travail, de faire un premier pas vers l'abolition du salariat *si le prolétariat est au pouvoir*. Au sein même du capitalisme, le mouvement coopératif a déjà le grand mérite, selon Marx, de démontrer que *« la production à grande échelle et concordant avec les exigences de la science moderne est possible sans qu'une classe de patrons emploie une classe de manuels ; que les moyens de travail – pour donner leurs fruits – n'ont pas besoin d'être monopolisés comme instruments d'asservissement et d'exploitation du travailleur ; et que*

De la revendication économique à la revendication politique et sociale

Retour à la table des matières

L'Angleterre, où l'industrie a atteint le plus haut degré de développement, a les coalitions les plus vastes et les mieux organisées [97].

On ne s'y est pas limité à des coalitions partielles, sans autre but qu'une grève momentanée et qui disparaissent ensuite. On a formé des coalitions permanentes, des syndicats, qui servent de rempart aux ouvriers dans leurs luttes avec les entrepreneurs. Et à l'heure qu'il est, tous ces syndicats locaux trouvent leur point d'union dans la *grande Association nationale des syndicats* dont le comité central est à Londres, et qui compte déjà 80.000 membres. La formation de ces grèves, coalitions, syndicats marcha simultanément avec les luttes politiques des ouvriers qui constituent maintenant un grand parti politique sous le nom de *Chartistes*.

C'est sous la forme des coalitions qu'ont toujours lieu les premiers essais des travailleurs pour s'associer entre eux…

Le premier but de la résistance n'étant que le maintien des salaires, les ouvriers formèrent des coalitions d'abord isolées, mais à mesure que les capitalistes se regroupaient de leur côté pour les besoins de la répression, c'est le maintien de l'association, face au capital toujours unifié, qui devînt plus important pour eux que celui du salaire. C'est si vrai que les économistes anglais sont tout étonnés de voir les ouvriers sacrifier une partie de leur salaire pour ces associations qui, aux yeux des économistes, n'étaient faites que pour le salaire. Dans cette lutte – véritable guerre civile – se réunissent et se développent tous les éléments nécessaires à une bataille à venir. Une fois arrivée à ce point-là, l'association prend un caractère politique.

---

le travail salarié, comme celui de l'esclave et du serf de la glèbe, n'est qu'une forme transitoire et inférieure destinée à disparaître devant le travail associé, qui saisit ses instruments d'un geste volontaire, l'esprit joyeux et le cœur léger » (MARX, *Directive de l'AIT*, 28-09-1864, in *Werke*, t. 16, p. 11-12).

97 Cf. MARX, *la Misère de la philosophie*, in *Werke* 4, p.180.

Les syndicats sont désormais des organisations reconnues, et leur activité, qui est l'un des facteurs décisifs dans les conflits salariaux, est reconnue au moins autant que la fonction de la législation de fabrique dans la détermination des horaires de travail [98]…

C'est donc l'une des conséquences de l'action syndicale si, en dépit de la résistance des employeurs, la loi des salaires s'impose ; si les ouvriers de toute branche d'industrie bien organisée sont en état, au moins approximativement, d'obtenir la pleine valeur de leur force de travail qu'ils louent à l'entrepreneur ; et si, avec le concours de lois d'Etat, les horaires de travail n'excèdent pas trop la durée maximum au-delà de laquelle les forces de travail s'épuisent prématurément. Mais c'est aussi le maximum de ce que les syndicats, tels qu'ils sont organisés actuellement, peuvent espérer attendre, et ce par des luttes incessantes, avec une dépense énorme de forces et d'argent ; et alors le renversement de la conjoncture – au moins tous les dix ans – anéan-

---

98 Cf. ENGELS, *Trade's Unions*, in *The Labour Standard*, 28-05 et 04-06-1881.

Ce texte fait partie d'une série d'articles de 1881 consacrés au syndicalisme. C'est en s'appuyant sur toute l'expérience vivante des luttes économiques de la classe ouvrière anglaise au siècle dernier qu'Engels démontre comment l'action revendicative débouche sur le mot d'ordre fièrement anti-bourgeois, anti-monétaire et anti-mercantile – de l'*abolition du salariat*.

Cette revendication n'a rien d'utopique : elle exprime certes un mot d'ordre qui ne sera réalisé que *demain*, mais dont la défense implique une position *actuelle* de classe, seule garante des intérêts collectifs du monde du Travail. Celui-ci se fait bafouer et frustrer lorsqu'il se laisse choir au niveau petit-bourgeois de l'intérêt privé, comme l'ont préconisé les syndicats au cours de la période de prospérité, au point que la CGT, dont les traditions étaient les plus révolutionnaires, a renié l'article premier de ses statuts de l'époque où le marxisme authentique influençait les organisations ouvrières – celui qui prônait l'abolition du salariat. La preuve est ainsi faite que ceux qui tournent le dos à la révolution sont finalement obligés de rejeter même les mots d'ordre les plus fondamentaux de la lutte de classe (c'est aussi le cas du « petit mot » de dictature du prolétariat, décisif pour Marx et Lénine, etc.). En effet, ces revendications ne sont pas des formules verbales, mais de véritables forces qui donnent leur sens aux luttes et aux efforts des masses et sont décisives aux tournants historiques pour l'avenir de l'humanité entière. Cf. MARX-ENGELS, *le Syndicalisme*, PCM, tome 1, *Critique des limites syndicales*, p. 172-216.

tit en un tour de main ce qui vient d'être conquis, et la lutte doit être engagée derechef. C'est un cercle vicieux, et il n'en est point d'issue. La classe ouvrière reste ce qu'elle était et ce que les vieux chartistes appelaient sans ambages : une classe d'esclaves salariés. Cela doit-il être le résultat ultime de tant de travail, de tant de sacrifices et de peines ? Cela doit-il rester à tout jamais le but suprême des ouvriers anglais ? Ou bien la classe ouvrière de ce pays ne voudra-t-elle pas tenter à la fin de rompre ce cercle vicieux, et de trouver une issue dans un mouvement qui se propose l'ABOLITION DU SALARIAT EN GÉNÉRAL ?

Dans l'article suivant, nous examinerons le rôle que les syndicats jouent dans l'organisation de la classe ouvrière.

Ce n'est pas le caractère plus ou moins haut ou bas du salaire qui détermine l'avilissement économique de la classe ouvrière [99] : cet avilissement repose dans le fait que la classe ouvrière, au lieu de recevoir pour son travail le plein produit de celui-ci, doit se contenter d'une partie de son propre produit, que l'on nomme salaire. Le capitaliste s'approprie la totalité du produit (et paie le travailleur à partir de cela) parce qu'il est le propriétaire des moyens de travail. Et c'est pourquoi il n'y a pas de véritable libération de la classe ouvrière tant que celle-ci n'est pas appropriée tous les moyens de travail – la terre et le sol, les matières premières, les machines, etc. – et par là aussi le plein produit de son propre travail.

Le produit du travail de la classe ouvrière doit se diviser en deux classes, et cette répartition déchaîne un combat sans fin, chaque classe tentant d'arracher à l'autre la portion la plus large possible. Or, ce qui est le plus étonnant dans ce combat, c'est que la classe ouvrière, bien qu'elle lutte simplement pour obtenir *une part de son propre produit*, est accusée le plus souvent de vol à l'égard des capitalistes !

---

99 Nous intercalons dans la série d'articles d'Engels un court extrait, écrit à la même période, dans lequel il explique que les syndicats, en luttant pour les salaires, ne s'attaquent pas au système même qui exploite la classe ouvrière (cf. *le Système du salariat*, in *The Labour Standard*, 21-05-1881, in *Werke* 19, p. 253).

Cependant, la bataille entre les deux grandes classes de la société tourne inévitablement à la *lutte politique*. Il en fut ainsi de la longue bataille entre la classe capitaliste bourgeoise et l'aristocratie foncière, et il en est ainsi également de la lutte entre la clase ouvrière et ces mêmes capitalistes. Dans toute lutte de classe à classe, le but immédiat pour lequel on lutte est le pouvoir politique : la classe dominante défend sa suprématie politique, c'est-à-dire sa prédominance dans les corps législatifs, et la classe inférieure combat d'abord pour une portion de ce pouvoir, et plus tard pour tout le pouvoir, afin d'être en mesure de modifier les lois existantes conformément à ses propres intérêts et besoins. C'est ainsi que la classe ouvrière de Grande-Bretagne combattit passionnément durant des années, et même en utilisant la violence, pour la charte du peuple qui devait lui donner ce pouvoir politique ; elle subit une défaite, mais la lutte eut sur la classe bourgeoise victorieuse un effet tel qu'elle est désormais contente si elle peut acheter une longue trêve d'armes, même si c'est au prix de concessions toujours nouvelles aux masses laborieuses.

Or, dans la lutte politique de classe à classe, l'organisation est l'arme essentielle… Conformément aux traditions depuis leur origine et leur essor dans ce pays, les puissantes organisations syndicales se sont cantonnées jusqu'ici presqu'exclusivement dans la fonction qui est d'intervenir pour régler les questions de salaires et d'horaires de travail, et pour abolir de force les lois anti-ouvrières [100]. Comme nous

---

100 Les intérêts économiques sont reliés aux conditions des *classes* respectives, et il en découle qu'il n'existe pas d'économie en soi, mais une économie *politique*, car les travailleurs exploités ne peuvent identifier leurs intérêts à ceux de leurs exploiteurs. Le syndicalisme se montre impuissant s'il ne défend pas *les intérêts des travailleurs formant une classe antibourgeoise*. La critique d'Engels aux limitations des syndicats qui prétendent ne défendre *que* les intérêts économiques des travailleurs est aujourd'hui plus brûlante que jamais : chaque grave crise, qui débouche sur les massacres de la moderne guerre de surproduction, fait rechuter les masses et l'aristocratie ouvrière privilégiée elle-même dans l'horreur et la misère.

L'abolition du salariat est une revendication synthétique, à la fois économique, sociale et politique, qui pose le but de l'action de classe dans une autre forme de société. C'est seulement en généralisant la lutte et en la haussant à un niveau qui dépasse la détermination économique aveugle du cycle de prospérité, crise, stagnation, recul, reprise, etc. auquel se soumettent les syndicats qui se disent non politiques, que l'on peut donner toute son ampleur internationale et socialiste à la classe ouvrière, et souder dès lors les

l'avons déjà dit, elles l'ont fait avec les résultats auxquels on pouvait s'attendre. Mais elles obtinrent davantage à un autre niveau : la classe dominante, qui connaît encore mieux la puissance des syndicats que ceux-ci mêmes, a fait délibérément des concessions politiques qui vont au-delà encore… Le gouvernement l'eût-il fait si les masses laborieuses n'avaient pas démontré, dans la direction de leurs gigantesques fédérations syndicales, qu'elles étaient capables d'organiser les tâches administratives et politiques ?...

Au reste, il ya de multiples symptômes qui indiquent que la classe ouvrière anglaise s'éveille à la conscience qu'elle a fait fausse route depuis un certain temps déjà ; que les actuels mouvements en vue uniquement de salaires plus élevés et d'horaires moindres s'effectuent dans un cercle vicieux, auquel il n'y a pas d'issue ; que le mal fondamental n'est pas dans les bas salaires, mais dans le salariat lui-même. Si la classe ouvrière dans son ensemble s'en rendait compte, la position des syndicats en serait fondamentalement bouleversée. Les syndicats n'auraient plus pour longtemps le privilège d'être les seules organisations de la classe ouvrière : à côté des fédérations syndicales des diverses branches d'industrie, ou mieux au dessus d'elles, il faut que surgisse un organe de centralisation commun, une organisation politique de la classe ouvrière comme tout…

Il n'est aucune puissance au monde qui puisse résister même un seul jour à la classe ouvrière anglaise, dès lors qu'elle sera organisée dans sa totalité en un corps unique.

Les grèves qu'entreprennent les syndicats ont une importance fondamentale parce qu'ils sont *la première tentative* faite par les ouvriers pour *supprimer la concurrence* [101]. Elles impliquent en effet la cons-

---

luttes économiques aux politiques, les organisations syndicales au parti et à l'Internationale. Le prolétariat retrouve son caractère de classe spécifique, et les organisations économiques forment la base matérielle solide de l'action des *masses* qui seule peut provoquer le renversement du système capitaliste.

101 Cf. ENGELS, *la Situation des classes laborieuses en Angleterre*, 1844.

La toute première forme d'organisation des futurs rapports sociaux communistes se trouve spontanément engendrée dans les mouvements revendicatifs du prolétariat en lutte: c'est l'union des travailleurs sur ce plan qui se mue à la fin du bouleversement révolutionnaire en communauté du

cience que la domination de la bourgeoisie repose essentiellement sur la concurrence des ouvriers entre eux, c'est-à-dire sur la division du prolétariat et l'opposition entre catégories et groupes individualisés d'ouvriers. Or, si les syndicats sont si dangereux *pour l'ordre social établi* c'est précisément parce qu'ils s'en prennent – hélas par un biais seulement et de façon limitée encore – à la concurrence. Mais l'ouvrier ne saurait attaquer la bourgeoisie, et avec elle toute l'organisation sociale actuelle, à un point plus vulnérable.

Leur passé : les syndicats originairement sont nés des essais spontanés des ouvriers luttant contre les ordres despotiques du capital, pour empêcher ou au moins atténuer les effets de cette concurrence faite par les ouvriers entre eux[102]. Ils voulaient changer les termes du contrat, de telle sorte qu'ils puissent au moins s'élever au dessus de la condition de simples esclaves. L'objet immédiat des syndicats est toutefois limité aux nécessités des luttes journalières du travail et du capital, aux questions de salaire et d'heures de travail. Une telle activité est non seulement légitime, elle est encore nécessaire. On ne peut y renoncer tant que le système actuel dure ; au contraire, les syndicats doivent généraliser leur action en se combinant.

D'un autre côté, les syndicats ont formé à leur insu des centres organisateurs de la classe ouvrière, de même que les communes et les municipalités du Moyen âge en avaient constitués pour la classe bourgeoise. Si les syndicats sont indispensables dans la guerre

travail libre et associé, sans but mercantile ni monétaire, par la simple solidarité humaine.

Le fait que la solidarité est à nouveau brisée quand la lutte s'arrête, aussi longtemps que subsiste l'ambiance bourgeoise générale, et que c'est seulement avec la grève générale mettant en branle toute la classe ouvrière que le mouvement revendicatif devient politique, ne change rien à la conclusion : les *tout premiers pas de la conscience et l'organisation de la classe ouvrière en direction de la société communiste* s'effectuent dans les luttes des ouvriers contre leurs patrons.

La lutte est l'unique voie qui prépare l'émancipation future du travail dans le communisme : « le vrai résultat de cette lutte [N. d. Tr. : dont le capital remet sans cesse les conquêtes matérielles en question], ce n'est pas le succès immédiat, mais l'union grandissante des ouvriers » (*le Manifeste*).

102 Cf. *Rapport du Conseil Central* rédigé par Marx en vue du 1e Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs, à Genève, 09-1866.

d'escarmouches du travail et du capital, ils sont encore plus importants comme force organisée pour supprimer et remplacer le système du travail salarié et de la dictature capitaliste.

Leur présent : les syndicats s'occupent trop exclusivement des luttes locales et immédiates contre le capital. Ils ne sont pas encore assez conscients de tout ce qu'ils peuvent faire contre le système lui-même de l'esclavage salarié. Ils se sont tenus trop à l'écart des mouvements plus généraux et des luttes politiques…

Leur avenir : à part leur œuvre immédiate de réaction contre les manœuvres tracassières du capital, ils doivent maintenant agir comme foyers d'organisation de la classe ouvrière dans le grand but de son émancipation radicale. Ils doivent aider tout mouvement social et politique tendant dans cette direction.

En se considérant et en agissant comme les champions et les représentants de *toute* la classe ouvrière, ils réussiront à regrouper dans leur sein tous ceux qui ne sont pas encore organisés ; en s'occupant des industries les plus misérablement rétribuées, comme l'industrie agricole, où les circonstances exceptionnellement défavorables ont empêché toute résistance organisée, ils feront naître la conviction dans les grandes masses ouvrières qu'au lieu d'être circonscrits dans des limites étroites et égoïstes, leur but tend à l'émancipation des millions de prolétaires foulés aux pieds.

Dépassement des limites des syndicats

1. Solidarité avec les ouvriers des pays dépendants

Retour à la table des matières

L'Irlande est le seul prétexte du gouvernement anglais pour entretenir une *grande armée permanente* qui, en cas de besoin, est lancée comme cela s'est vu sur les ouvriers anglais, après avoir formé sa soldatesque en Irlande [103]. Ce que nous a montré l'ancienne Rome sur

103 Cf. MARX, *Circulaire du Conseil général de l'A.I.T. au Conseil fédéral de la Suisse romande*, in *Werke* 16, p. 388-389.

une échelle monstrueuse se répète en Angleterre de nos jours. Le peuple qui opprime un autre peuple ne fait que forger ses propres chaînes.

C'est la première fois que les éléments anglais et irlandais de la population se réunissent cordialement [dans une manifestation en commun ; N. d. Tr.] [104]. Ces deux fractions de la classe ouvrière, dont l'inimitié réciproque servait essentiellement les intérêts du gouvernement et des classes riches, se tendent désormais la main. Ce splendide résultat, nous le devons avant tout à l'ancien Conseil général de l'Internationale qui a toujours fait porter tous ses efforts sur la préparation de l'alliance entre les ouvriers de ces deux nations sur la base de l'égalité complète. La manifestation du 3 novembre [1872] inaugure une ère nouvelle pour le mouvement ouvrier d'ici.

À l'initiative de Marx, la question irlandaise est considérée par l'Internationale comme *« condition préliminaire de l'émancipation de la classe ouvrière anglaise »*. C'est en particulier sur ce terrain que se révèle indispensable la direction politique du parti sur les syndicats et les ouvriers, abandonnés sinon à l'influence bourgeoise qui s'appuie toujours sur le chauvinisme et le penchant au soi-disant intérêt particulier : *« L'ouvrier anglais ordinaire hait l'ouvrier irlandais comme un concurrent qui déprime les salaires et le niveau de vie. Il éprouve face à lui des antipathies nationales et religieuses. Il le regarde à peu près comme les Blancs pauvres des Etats méridionaux d'Amérique du Nord regardaient les esclaves noirs. Cet antagonisme parmi les prolétaires de l'Angleterre est artificiellement aiguisé et maintenu par la bourgeoisie. Elle sait que cette scission est le véritable secret du maintien de son pouvoir »* (*Ibid.* p. 388).

104 Cf. ENGELS, *Lettres de Londres. La manifestation à Hyde Park*, in *La Plèbe*, 17-11-1872, in *Werke* 18, p. 189-190.

Pour Marx-Engels, confirmés par la réalité d'aujourd'hui, l'Irlande représente pour l'Angleterre plus qu'un pays étranger : une *colonie*, et cela ne changera pas tant que le capitalisme est en vigueur. C'est ainsi que s'explique la rudesse du heurt dans ce pays où le prolétariat s'affronte dans la vie quotidienne avec tout l'arsenal dont dispose l'ennemi – des moyens économiques, chômage et très bas salaires, à la guerre ouverte à travers le piège de l'indépendance politique démocratique pour fourvoyer sa lutte. Quand l'existence même de la bourgeoisie est en jeu, aux moments décisifs, la bataille assume aussi ce caractère dans les autres pays.

2. De l'action combinée des travailleurs occupés et des chômeurs

Quand les ouvriers commencent à s'apercevoir – comme cela se produit maintenant – que plus ils travaillent, plus ils enrichissent leurs patrons ; et que plus leur force productive augmente, plus leur fonction de simples instruments de valorisation du capital devient précaire ; et quand ils découvrent que l'intensité de la concurrence qu'ils se font les uns aux autres dépend entièrement de la pression exercée par les travailleurs surnuméraires en chômage, ils se mettent à organiser grâce à leurs syndicats un plan *d'action commune* entre les ouvriers qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, afin d'atténuer les effets funestes de la loi « naturelle » de la production capitaliste sur l'ensemble de la classe ouvrière – la loi de l'offre et de la demande [105]. En effet, toute concertation entre ouvriers occupés et ouvriers au chômage trouble le jeu pur de cette loi.

---

105 Cf. MARX, *le Capital* I, in *Werke* 23, p. 669.

Ici encore, c'est le mot d'ordre de la réduction des heures de travail qui répond le mieux aux intérêts collectifs de la classe ouvrière. Rosa Luxemburg montre à quel point la solidarité est une chose naturelle dès lors que les travailleurs, libérés de l'ambiance délétère de la prospérité, sont portés par le souffle de la révolution, comme en 1905 en Russie : « Il se développe dans les masses un *héroïsme tranquille* et un *sentiment de classe* que j'aimerais montrer à ces chers Allemands. D'eux-mêmes, partout, les ouvriers mettent sur pied des arrangements : par exemple, ceux qui travaillent versent régulièrement une journée de travail par semaine pour les chômeurs. Ou encore, dans les usines où le travail est réduit à quatre jours par semaine, ils s'organisent de façon à ce que personne ne soit licencié : *tous acceptent de travailler quelques heures de moins par jour* » (lettre à K. et L. Kautsky, 5-02-1906). En somme, l'action du parti communiste sur le mouvement syndical représente l'intervention de cette humanité future dans le mouvement présent.

3. Direction et impulsion des syndicats par l'Internationale

Le Congrès de l'A.I.T. déclare que tous les ouvriers doivent s'efforcer avec énergie de créer des syndicats dans les différents métiers [106].

Lorsque de tels syndicats auront été formés, les sections, les groupes affiliés et les centrales devront en être informés, afin qu'ils puissent s'attacher à la création de fédérations nationales de syndicats. Ces fédérations seront chargées de rassembler tout ce qui concerne leur branche d'industrie, de débattre en commun des mesures à prendre afin d'œuvrer à leur application et à leur succès, jusqu'à ce que l'actuel système du salariat soit remplacé par l'association du travail émancipé.

Le Congrès charge *le Conseil général d'assurer la liaison internationale entre les syndicats*.

Le Conseil général de l'Internationale (A.I.T.) appuiera comme par le passé la tendance croissante des syndicats d'un pays à se mettre en rapport avec les syndicats du même métier dans tous les autres pays [107]. L'efficacité de sa fonction d'intermédiaire international entre les syndicats ouvriers nationaux dépendra essentiellement du concours que ceux-ci prêteront à l'Internationale… La Conférence de l'A.I.T.

---

106 Cf. MARX, *Résolution adoptée au IVe Congrès de l'A.I.T. à Bâle*, 1869.

Seule une force unificatrice plus haute que les organisations économiques, syndicats, associations paysannes, coopératives de production, etc. peut élever ceux-ci à une ample vision et action politique, en établissant des liens suivis, voire organiques, entre eux, en leur donnant des structures internationales, etc. Cette force centralisatrice est l'Internationale ou parti mondial de la classe ouvrière.

Dans les textes qui suivent, nous voyons la 1e Internationale venir en aide aux syndicats en vue de les systématiser et d'étendre leur action à des sphères nouvelles, et Marx en arrive à décrire leurs limitations, non pas pour les dominer, ni les diminuer, mais pour les intégrer dans l'immense mouvement d'émancipation du prolétariat de tous les pays.

107 Cf. *Résolution de la Conférence de l'A.I.T.*, réunie à Londres du 17 au 23-09-1871, in *Werke* 17, p.420.

invite le Conseil général et les Conseils fédéraux à préparer, pour le prochain Congrès, des rapports sur les moyens d'assurer l'adhésion des producteurs agricoles au mouvement du prolétariat industriel.

L'*Union des ouvriers agricoles* (créée par le Conseil général de l'Internationale) est devenue pour les propriétaires terriens et les fermiers épouvantés ce qu'est l'Internationale pour les gouvernements réactionnaires d'Europe : le spectre dont le seul nom les glace de terreur [108]. Les patrons organisèrent une opposition – mais en vain. L'Union, soutenue par les conseils et l'expérience des syndicats ouvriers de l'industrie, se consolida et s'étendit de jour en jour.

La synthèse : le parti et l'Internationale

Retour à la table des matières

Quoique l'initiative révolutionnaire partira probablement de la France, l'Angleterre seule peut servir de levier pour une révolution sérieusement économique [109]. C'est le seul pays où il n'y a plus de paysans et où la propriété foncière est concentrée en peu de mains. C'est le seul pays où la forme capitaliste, c'est-à-dire le travail combi-

---

108 Cf. ENGELS, *la Grève des ouvriers agricoles anglais*, in *Werke* 18, p.75.

Ce spectre du communisme dont parlait pour la première fois *le Manifeste du Parti communiste* de 1848 est donc incarné en 1872 dans la Première Internationale, organe d'unification du prolétariat dans son ensemble.

109 Cf. MARX, *Circulaire du Conseil général de l'A.I.T. au Conseil fédéral de la Suisse romande du 1-1-1870*, in *Werke* 16 p.386.

Dans ce texte, Marx énonce les règles essentielles du fonctionnement de l'Internationale : ses rapports avec les syndicats, ses propres sections dans les divers pays, la détermination du siège de la *centrale mondiale* à l'épicentre géographique du mouvement révolutionnaire international, en l'occurrence l'Angleterre, bien que le signal de la révolution vînt d'un autre pays du continent dans le parallélogramme des forces d'alors.

Le principe essentiel est que le sommet, où la vision est la plus aigüe, la plus ample et radicale, centralise tout le mouvement, impulse l'organisation et diffuse sa haute conscience et sa volonté révolutionnaire à toutes les forces jusqu'à la périphérie la plus lointaine, en y faisant passer un courant de même tension. Cela signifie centralisme *organique* d'un corps vivant tendu vers le futur.

né à grande échelle sous des maîtres capitalistes, s'est emparé de presque toute la production. C'est le seul pays où *la grande majorité de la population consiste en ouvriers salariés*. C'est le seul pays où la lutte des classes et l'organisation de la classe ouvrière en syndicats ont acquis un certain degré de maturité et d'universalité. A cause de sa domination sur le marché du monde, c'est le seul pays où chaque changement dans les faits économiques doit immédiatement réagir sur le monde entier. Si le landlordisme et le capitalisme ont leur siège classique dans ce pays, par contrecoup, *les conditions matérielles de leur destruction* y sont les plus mûres. Le Conseil général étant placé dans la *position heureuse d'avoir la main directement sur ce grand levier de la révolution prolétarienne* - les syndicats - quelle folie, pour ne pas dire quel crime, que de le laisser tomber dans des mains purement anglaises !

Les Anglais ont toutes les conditions matérielles nécessaires à la révolution. Ce qui leur manque, c'est *l'esprit généralisateur et la passion révolutionnaire*. C'est seulement le Conseil général qui peut y suppléer et accélérer ainsi le mouvement vraiment révolutionnaire dans ce pays, et en conséquence *partout*…

On nous accuse publiquement d'avoir empoisonné et presque éteint l'esprit anglais de la classe ouvrière, et de l'avoir poussée dans la voie du socialisme révolutionnaire. La seule manière de produire cette évolution a été d'agir comme l'a fait le Conseil général de l'A.I.T. Ainsi, en tant que Conseil général, avons-nous pris l'initiative de mesures – par exemple la fondation de l'association paysanne et ouvrière de *la Ligue de la Terre et du Travail* – qui plus tard, aux yeux du public, se manifestent dans l'exécution comme des mouvements spontanés de la classe ouvrière anglaise…

L'Angleterre ne doit pas être traitée comme un pays parmi d'autres pays. Elle doit être considérée comme *la métropole du capital*.

Si l'on examine les luttes de la classe ouvrière anglaise, on constate que les patrons de fabrique, pour résister à leurs ouvriers, font venir des travailleurs de l'étranger tout comme ils font produire les

marchandises là où les salaires sont moins élevés [110]. Face à cette situation, la classe ouvrière, si elle veut poursuivre sa lutte avec quelque chance de succès, doit transformer ses associations nationales en associations internationales.

Tous les travailleurs doivent considérer attentivement ce nouvel aspect de la question et comprendre qu'en se rassemblant sous le drapeau de l'Internationale, ils défendent leur pain et celui de leurs enfants.

En Angleterre, les syndicats forment une minorité aristocratique [111]. Les ouvriers les plus pauvres ne peuvent en faire partie, et la grande masse des ouvriers que le développement économique chasse jour après jour vers les villes reste en dehors des syndicats. La partie la plus déshéritée n'en fait jamais partie, ce qui vaut par exemple pour les travailleurs nés dans les quartiers Est de Londres, où seulement un d'entre eux sur dix appartient aux syndicats…

À eux tout seuls, les syndicats sont impuissants et resteront une minorité. Ils n'ont pas la masse des prolétaires derrière eux, tandis que l'Internationale agit directement sur ces hommes. L'Internationale n'a pas forcément besoin de l'organisation des syndicats pour gagner à elle les ouvriers [112] : les idées de l'Internationale enthousiasment di-

---

110 Cf. MARX, *Adresse du Conseil général de l'A.I.T. aux sections et sociétés coopératives et à tous les travailleurs*, in *Werke* 16, p.526.

La centralisation internationale des luttes prolétariennes découle rapidement des nécessités mêmes de la lutte syndicale, mais elle dépasse aussi largement l'horizon des syndicats. C'est pourquoi l'Internationale proclame : *« C'est un des grands buts de l'Association de susciter chez les travailleurs des différents pays non seulement le sentiment, mais encore les actes de la fraternité et de la camaraderie dans l'armée de l'émancipation »* (Résolution adoptée au Congrès de Genève, septembre 1866).

111 Cf. MARX, *Protocole des débats de la Conférence de l'A.I.T.* réunie à Londres le 20-09-1871, in *Werke* 17, p.649**.**

112 Le parti qui regroupe la minorité d'avant-garde de la classe a une base infiniment plus large que toute organisation ouvrière de masse. Alors que les syndicats sont organisés selon la base productive, le parti l'est selon sa fonction politique et son action pour des objectifs sociaux, situés hors de la sphère de la production immédiate : destruction de l'Etat et des superstructures de contrainte de la bourgeoisie et, après la conquête du pouvoir, interventions despotiques à l'échelle de la société entière pour la transition au

rectement les masses. C'est la seule organisation qui inspire pleine confiance…

Les syndicats n'ont jamais pu faire quoi que ce soit [au plan international ; N. d. Tr.] sans s'adresser à nous, même les mieux organisés – ceux qui ont des branches aux Etats-Unis. Ils sont restés en dehors du plus grand mouvement révolutionnaire d'Angleterre [le Chartisme]. Depuis que l'Internationale existe, cela a changé : s'ils veulent faire usage de leur force, ils peuvent tout faire avec notre aide. Leurs statuts renfermaient un paragraphe qui leur interdisait de se mêler de politique ; ce n'est que sous l'influence de l'Internationale qu'ils ont entrepris des actions politiques.

Les luttes de classes en Angleterre étaient plus violentes pendant la *période de développement de la grande industrie* et se sont taries précisément durant le temps où l'Angleterre a eu la domination industrielle incontestée sur le monde [113] ; en Allemagne de même, le déve-

---

communisme. Organisativement, le parti se distingue donc fondamentalement des organisations économiques, syndicats, etc. par sa base *territoriale* et il doit éviter d'assumer des formes et règles organisatives de type ouvriériste – voire conseilliste ou ordinoviste à la Gramsci, basées sur l'entreprise - qui mélangent politique et économie en ruinant tant le parti que les organisations économiques. Historiquement, le parti ne surgit d'ailleurs pas – comme le suggère une vision gradualiste – des formes économiques élémentaires d'organisation ; il naît en général dès la révolution bourgeoise comme le montrent les figures de Münzer et de Babeuf.

Avec son sens aigu des rapports dialectiques, Marx a noté que le parti doit, dans des conditions déterminées, donner un premier élan aux organisations économiques, mais il doit toujours se différencier de celles-ci tout en gardant fermement en main la connexion avec elles. De plus, le parti peut et doit avoir des points de liaison plus ou moins nombreux avec les syndicats et autres organisations économiques. Défendre le principe de l'organisation territoriale du parti ne signifie donc pas renoncer à avoir des organes de parti dans les entreprises ; c'est la fonction des *groupes communistes*, liés au parti, dirigés par lui et constituant son encadrement syndical.

113 Cf. Engels à F. A. Sorge, 31-12-1892.

On voit à cette importante remarque d'Engels qu'une fois accomplie son œuvre révolutionnaire, qui consiste à balayer les vieilles formes de production, l'industrie développée tend à faire obstacle à la lutte des classes dans les pays où elle a pris pied, en faisant peser son hégémonie sur les pays dépendants. L'aristocratie ouvrière, avec son admiration pathologique pour le

loppement de la grande industrie à partir de 1850 coïncide avec l'essor pris par le mouvement socialiste, et il est vraisemblable qu'il n'en ira pas autrement en Amérique. C'est la révolution opérée dans toutes les conditions traditionnelles par l'industrie *en cours de développement* qui, dans les têtes aussi, opère la révolution.

[De 1850 à 1870] on ne constate d'amélioration durable du niveau de vie que dans deux secteurs protégés de la classe ouvrière [anglaise] [114]. En premier lieu, celui des ouvriers d'usine. La fixation légale, à leur avantage, d'une journée de travail normale au moins relativement rationnelle, a permis un certain rétablissement de leur constitution physique et leur a donné, grâce à leur plus forte concentration locale, une supériorité morale. Leur situation est indubitablement meilleure qu'avant 1848. La meilleure preuve en est que, sur dix grèves qu'ils mènent, neuf sont provoquées par les industriels eux-mêmes et dans leur propre intérêt, comme seul moyen de limiter la production…

En second lieu, les grands syndicats. Ce sont les organisations des secteurs industriels où le travail d'*hommes adultes* est seul utilisable ou prédominant [115]. Ni la concurrence des femmes et des enfants, ni

---

monstre mécanique du capital fixe, est l'expression sociale de cet impérialisme fondé sur la grande industrie. La solution, énoncée par Engels, est sans équivoque : seule la perte du monopole industriel (anglais, en l'occurrence) peut régénérer le socialisme. Les moyens par lesquels une partie des ouvriers se protégeaient de la concurrence des autres sont alors balayés et le prolétariat reprend la voie de sa lutte pour l'abolition du salariat. C'est seulement à partir de cette base sociale renouvelée que le parti peut, lié à l'énergie révolutionnaire des masses les plus exploitées, diriger l'assaut final contre le capital. À la fin de sa vie, Engels n'a eu de cesse de guetter les signes de ce renversement salutaire, comme en témoignent les extraits qui suivent.

114 Cf. ENGELS, *l'Angleterre en 1845 et en 1885*, in *Werke* 21, p. 194.

115 L'absence des femmes prolétaires dans les syndicats est l'une des raisons du manque d'*instinct* révolutionnaire de ces organisations. Sur ce terrain également, l'organisation politique de classe se révèle la plus apte à synthétiser toutes les poussées du prolétariat : « *La Conférence des délégués de l'Internationale recommande la formation de sections de femmes au sein de la classe ouvrière. Il est bien entendu que cette résolution ne porte nullement atteinte à l'existence ou à la formation de sections composées de tra-*

celle des machines n'ont été jusqu'à présent en mesure de briser leur puissance organisée… La meilleure preuve de cette amélioration est que depuis plus de 15 ans, ce ne sont pas seulement leurs employeurs qui sont satisfaits d'eux, mais eux-mêmes qui sont également très contents de leurs employeurs. Ils constituent une *aristocratie à l'intérieur de la classe ouvrière* ; ils sont parvenus à conquérir une situation relativement confortable et cette situation, ils l'acceptent comme définitive… Ce sont les travailleurs modèles [pour les bons bourgeois], et en fait, ils sont très gentils et faciles à manier pour un capitaliste raisonnable en particulier et pour la classe capitaliste en général.

Mais en ce qui concerne la grande masse des travailleurs, leur degré de misère et d'insécurité est tout aussi bas aujourd'hui, sinon pire que jamais.

Les vieux syndicats conservent les traditions de l'époque où ils ont été fondés ; ils considèrent le système du salariat comme un fait donné une fois pour toutes, qu'ils peuvent au mieux adoucir un peu dans l'intérêt de leurs membres [116]. Par contre, les nouveaux syndicats [de travailleurs non qualifiés] ont été créés à une époque où la croyance en l'éternité du salariat était déjà profondément ébranlée. Leurs fondateurs et promoteurs étaient des socialistes conscients ou bien sentimentaux ; les masses qui affluaient vers ces syndicats et qui font leur force étaient incultes, négligées, regardées de haut par l'aristocratie ouvrière [117]. Mais elles ont cet avantage inestimable : *leurs cœurs sont*

---

vailleurs des deux sexes… Les femmes jouent un très grand rôle dans la vie ; elles travaillent dans les usines, elles prennent part aux grèves, à la Commune, etc. Elles ont plus d'ardeur que les hommes » (Cf. *La Première Internationale*. Recueil de documents, tome 2, p.167-68). Le rôle et l'organisation de ces sections féminines, destinées à la propagande communiste parmi les femmes, ont été exposés en détail lors du 3e Congrès de l'Internationale Communiste (1921), in *Manifestes, Thèses et Résolutions des 4 premiers Congrès de l'IC*, p. 143-151, Réimpression F. Maspero, 1971.

116 Cf. ENGELS, Préface à l'édition anglaise de 1892 de *la Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, in *Werke* 22, p. 277-278.

117 Ce sont ces masses incultes qui sont le plus à même de faire leur le programme révolutionnaire, dès lors que les éléments plus instruits et privilégiés, s'étant embourgeoisés, sont devenus imperméables à toute influence

encore un terrain vierge, tout à fait exempt des préjugés bourgeois traditionnels et « respectables » qui troublent les esprits des « vieux » syndicalistes mieux lotis.

L'instinct des masses de plus en plus fort leur dit que les ouvriers anglais doivent former un *parti à eux* contre les deux partis officiels [118]… Mais les vieux souvenirs traditionnels de diverses sortes et le manque d'hommes capables de *traduire cet instinct en action consciente*, embrassant tout le pays, favorisent la stagnation dans ce stade préliminaire où règnent la confusion de pensée et l'isolement local de l'action.

Le développement du communisme conscient et organisé

Retour à la table des matières

Le prolétariat passe par différentes phases de développement. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même [119]…

---

communiste. Le parti traduit l'instinct de ces masses en action consciente, selon la formule d'Engels, et généralise la lutte.

Cette vision allait être confirmé par la révolution russe où il s'est produit la conjonction de l'instinct révolutionnaire du prolétariat et de la lumineuse vision de l'histoire acquise par son parti marxiste, qui possédait, lui, la science de l'avenir. Ce prolétariat dépourvu de tout certificat d'études, même élémentaire, possédait cependant le savoir suprême, parce qu'il vivait la vérité révolutionnaire, sur laquelle la science bourgeoise retarde de plusieurs siècles. Cf. *« La maladie infantile », condamnation des futurs renégats*, Ed. Programme communiste.

118 Cf. Engels à F. A. Sorge, 31-12-1892.

119 Cf. MARX-ENGELS, *le Manifeste du Parti communiste*, in *Werke* 4, p.470, 471, 472, 474-75, 492.

Les textes du *Manifeste* sont trop fondamentaux pour que nous ne les reproduisions pas ici, en vue de systématiser les multiples rapports révolutionnaires qui relient les masses à leur programme et à leurs organisations communistes. Marx et Engels y exposent de façon *classique* leurs conclusions sur le gonflement progressif du communisme dans les masses prolétariennes, les organisations économiques et le parti politique de la classe ouvrière qui abattront les superstructures étatiques bourgeoises entravant

Les conditions économiques ont d'abord transformé la masse de la population en travailleurs [120]. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi, cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte qui se déroule dans les phases suivantes, cette masse se réunit et se constitue en *classe pour elle-même*. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe.

Bientôt les ouvriers s'efforcent de monter des coalitions contre les bourgeois ; ils se groupent pour défendre leur salaire. Ils vont jusqu'à fonder des associations durables pour constituer des réserves en vue de révoltes éventuelles. Sporadiquement la lutte éclate sous forme d'émeutes.

Parfois, les ouvriers sont victorieux; mais ce n'est qu'une victoire éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes n'est pas le succès immédiat mais l'union grandissante des travailleurs. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication créés par la grande industrie qui mettent en contact les ouvriers des différentes localités. Or, il suffit de cela pour centraliser les nombreuses luttes locales, qui revêtent partout le même caractère, en une lutte nationale, une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une *lutte politique***,** et l'union que les bourgeois du Moyen âge mettaient des siècles à établir avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes la réalisent en quelques années grâce aux chemins de fer.

Cette organisation des prolétaires en une classe, ET DONC EN UN PARTI POLITIQUE, est à tout moment détruite par la concurrence des ouvriers entre eux. Mais elle renaît sans cesse, toujours plus forte, plus solide, plus puissante…

Le prolétariat, classe la plus basse de l'actuelle société, ne peut se soulever, se redresser, sans faire sauter tout l'édifice des couches su-

---

l'essor du communisme dans la base économique et son prolongement dans la société civile.

120 Nous avons glissé dans cet historique classique du mouvement ouvrier un petit passage, qui fait à ce niveau le point de la manière la plus concise, de la *Misère de la philosophie*, in *Werke* 4, p.180-81.

périeures qui constitue la société officielle [121]. Dans la forme, mais nullement dans le contenu, la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie revêt au début un caractère national, car le prolétariat doit, bien sûr, en finir tout d'abord avec sa propre bourgeoisie.

En esquissant à grands traits le développement du prolétariat, on peut suivre à la trace la guerre civile qui déchire la société actuelle : guerre plus ou moins occulte jusqu'à l'heure où elle éclate en une révolution ouverte et où le prolétariat jette les fondements de son règne en renversant par la violence la bourgeoisie…

Les communistes combattent pour réaliser les buts et intérêts immédiats que se propose à chaque pas la classe ouvrière, mais dans ce mouvement du présent ils représentent en même temps l'avenir du mouvement…

Ce qui distingue les communistes des autres partis prolétariens, c'est que, d'une part, dans les diverses luttes nationales des prolé-

---

121 Ceci implique que la classe ouvrière est le porteur de la société communiste qui supplante la bourgeoise.

Il faut noter que l'organisation de classe ne se greffe pas directement sur la base économique du communisme dont elle est pourtant le reflet politique et social, mais qui reste encore aliénée. En effet, cette base ne génère pas de reflets immédiats adéquats dans les têtes, mais elle ne devient active et consciente que lorsque se produit une *rupture totale et tranchante* avec la société bourgeoise. Ce schisme, intuitif chez les masses en lutte pour leurs revendications de classe, s'opère au niveau politique de l'avant-garde du parti.

Au sein du prolétariat poussé par les conditions et l'intérêt économiques communs, l'action collective non consciente est le premier pas vers une volonté, puis une conscience plus claires qui s'élaborent dans l'organe parti. C'est seulement ce dernier qui, matériellement lié à la classe, parvient à renverser le sens de la praxis : « *Le rapport dialectique entre parti et classe consiste dans le fait que le parti est un facteur conscient et volontaire des événements dans la mesure même où il est également un résultat des événements et du conflit entre les anciennes formes de production et les nouvelles forces productives* » (cf. *Schéma marxiste du renversement de la praxis*, in *Bolletino interno* n°1, 1951, du Parti communiste internationaliste ; trad. fr. in *Programme communiste* n° 56).

Les extraits reproduits ici mettent en évidence les pivots articulant poussées économiques élémentaires et maturation successive de la forme communiste dans les boîtes crâniennes, la volonté, et donc au niveau de l'organisation.

taires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts communs du prolétariat, sans considération de nationalité, et que, d'autre part, dans les diverses phases de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils représentent toujours l'intérêt du mouvement dans son ensemble.

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui va toujours de l'avant ; du point de vue théorique, ils ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement ouvrier.

Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les autres partis prolétariens [122] : constitution du prolétariat en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Les principes théoriques des communistes ne découlent nullement d'idées, de formules inventées ou découvertes par tel ou tel réformateur du monde. Ils ne font qu'exprimer, en termes généraux, les conditions réelles d'une lutte de classes qui existe et d'un mouvement historique qui se déroule sous nos yeux…

De toutes les classes qui font face aujourd'hui à la bourgeoisie, le prolétariat seul forme une classe véritablement révolutionnaire. Les autres déclinent et s'éteignent devant *la grande industrie dont le prolétariat est le produit le plus spécifique* [123]… Ainsi, le développement

---

122 Si Marx parle (en 1848) d'autres partis prolétariens, ce n'est pas qu'il pense que le parti communiste est un parti parmi d'autres : par définition, un parti est exclusif des autres et, s'il en est d'autres, ce n'est pas qu'on approuve leur existence et leurs positions, mais que l'on est obligé de constater un état de fait à un moment donné de l'essor du communisme dans les masses prolétariennes. Voici quelle est l'attitude concrète de Marx sur ce point : *« Lorsque Marx fonda l'Internationale, il rédigea les Statuts généraux de manière que tous les socialistes de la classe ouvrière de cette époque puissent y participer : proudhoniens, pierre-lerouxistes, et même la partie la plus avancée des syndicats anglais. Ce n'est que par cette large base que l'Internationale est devenue ce qu'elle est : le MOYEN DE DISSOUDRE ET D'ABSORBER PROGRESSIVEMENT ces petites sectes, à l'exception des anarchistes »* [qu'il a fallu exclure du mouvement] (cf. Engels à F. Kelley-Wischnewetsky, 27-01-1887).

123 La thèse de Marx est toujours dialectique : le communisme moderne n'est possible qu'à partir de la grande industrie qui a socialisé les rapports de production et constitue la base économique du communisme développée par la

de la grande industrie [dont la bourgeoisie est l'agent sans volonté propre et sans résistance] sape sous ses pieds le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs…

Le mode d'existence de la vieille société est déjà anéanti dans les conditions de vie du prolétariat : le prolétaire n'a pas de propriété ; ses rapports avec sa femme et ses enfants ne ressemblent en rien à ceux de la famille bourgeoise ; le travail industriel moderne, l'asservissement au capital – le même en Angleterre et en France, en Amérique et en Allemagne – ont dépouillé le prolétaire de tout caractère national. La loi, la morale, la religion sont pour lui autant de préjugés bourgeois qui dissimulent autant d'intérêts bourgeois.

Toutes les classes qui, dans le passé, se sont emparées du pouvoir cherchaient à consolider leur situation acquise en soumettant la société aux conditions qui leur assuraient leurs revenus propres. Les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces productives sociales qu'en abolissant le mode d'appropriation tel qu'il existait jusqu'à nos jours et donc le leur actuel propre. Les prolétaires n'ont rien en propre, ni rien à sauvegarder : ils ont à détruire toutes les garanties privées et tous les liens de sécurité privée qui se sont maintenus jusqu'ici.

---

bourgeoisie, mais cette même industrie est aussi le produit du travail des ouvriers qui la révolutionneront finalement sur une base collectiviste. L'objet devient sujet, et l'élément passif devient facteur actif dans l'évolution historique.

Engels, théorisant divers événements survenus à Londres, explique que la supériorité des ouvriers entraîne le renoncement de la bourgeoisie qui, en proie à des difficultés aigües, se retourne vers eux pour les résoudre : « non seulement elle démissionne, mais elle reconnaît que la classe ouvrière *organisée* est appelée à exercer le pouvoir et à lui succéder avec toute la compétence voulue. Elle proclame enfin que, même si chaque fabricant individuel peut encore diriger sa propre usine, seuls les ouvriers organisés sont capables désormais d'assurer la direction de l'industrie cotonnière *dans son ensemble* » (cf. Engels, *La démission de la bourgeoisie*, in *Der Sozialdemokrat*, 5-10-1889 ; trad. fr. in *le Syndicalisme*, vol. 2, p.30-36).

L'analyse d'Engels s'oppose toujours à la vision gradualiste des réformistes, car il relève que c'est collectivement, à l'échelle sociale – et non localement et isolément dans les fabriques particulières – que les ouvriers sont d'abord les plus forts.

L'émancipation de la classe productive est l'émancipation de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race [124] ; les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terre, usines, navires, banques, crédits, etc.) ; il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir :

1. La forme individuelle qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel ;

2. La forme collective dont les éléments matériels et intellectuels sont créés par le développement même de la société capitaliste.

Cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive – ou prolétariat – organisée en parti politique distinct.

L'affranchissement d'une classe opprimée implique nécessairement la création d'une société nouvelle [125]. Pour que la classe opprimée puisse s'affranchir, il faut que tous les pouvoirs productifs déjà obtenus ne puissent plus coexister avec les rapports sociaux existants. De tous les instruments de production, le plus grand pouvoir productif est la classe révolutionnaire elle-même. L'organisation des éléments révolutionnaires comme classe suppose l'existence de toutes les forces productives qui pouvaient être engendrées dans le sein de la société ancienne…

La condition de l'émancipation de la classe laborieuse, c'est l'abolition de toute classe, de même que la condition de l'affranchissement du tiers-état, de l'ordre bourgeois, a été l'abolition de tous les états et tous les ordres.

La classe substituera, au cours de son développement, à l'ancienne société bourgeoise, une association qui exclura les classes et leur antagonisme – et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société bourgeoise…

---

124 Cf. MARX, *Programme du Parti ouvrier français*, in *l'Égalité*, 30-06-1880.

125 Cf. MARX, *la Misère de la philosophie*, in *Werke* 4, p.181-82.

Ce n’est que dans un ordre de choses où il n’y aura plus de classes et d’antagonismes de classes que les *évolutions sociales* cesseront d’être des révolutions politiques.

LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

II. ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE VERS LE COMMUNISME AU SEIN DU CAPITALISME

Retour à la table des matières

II. ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE VERS LE COMMUNISME AU SEIN DU CAPITALISME

1. ÉLIMINATION DE LA CLASSE DES PROPRIÉTAIRES FONCIERS

Dans ses formes les plus extrêmes de contradictions et de conflits, la production est transformée en production sociale, même si sa forme en est aliénée : le travail y est socialisé, et dans le procès de travail réel, les instruments de production sont utilisés en commun. Or, cette socialisation du procès de production se trouve au fur et à mesure accélérée avec l'essor des forces productives ; les capitalistes – en tant que fonctionnaires de ce procès – deviennent superflus dans la mesure exacte où, à la charge de la société, ils tirent des jouissances et se gonflent comme propriétaires de cette richesse sociale et comme directeurs du travail social. Il en va d'eux comme des féodaux dont les exigences croissaient à mesure que leurs services devenaient superflus et que surgissait la société bourgeoise qui les transformait en privilégiés surannés et inappropriés – ce qui les vouait à l'anéantissement.

MARX, *Théories sur la plus-value*,
in *Werke*, t. 26/3, p. 312.

Préliminaire

Élimination des diverses fractions bourgeoises

Retour à la table des matières

Nous verrons dans cette partie comment l'expropriation et la socialisation qui en découle, piliers majeurs de la base économique du communisme, avancent inexorablement en éliminant successivement les diverses fractions et classes dominantes de la société bourgeoise : propriétaires fonciers, entrepreneurs industriels et agricoles, ou encore capitalistes de la circulation mercantile et monétaire.

Le procès de dépersonnalisation ou de déclassement des représentants humains de la propriété privée et du capital lui-même est décrit en même temps par Marx comme prémisse à l'abolition de tous les facteurs bourgeois de la production : rente, intérêt, profit, argent, marchandise, etc. Il mène à une croissance frénétique de la production capitaliste, et donc à un renforcement extrême des forces productives sociales du travail qui sape les rapports capitalistes et modèle une nouvelle forme sociale – la société communiste. Mais il serait en fait banal de s'arrêter à l'aspect, certes spectaculaire, de l'éviction des propriétaires fonciers, etc., en oubliant la révolution sous-jacente *de la base productive et distributive des rapports sociaux eux-mêmes.*

L'économie marxiste se distingue en ce qu'elle considère comme décisif et fondamental le procès de production, et comme secondaire et déterminé par lui la propriété juridique et donc aussi ses sujets humains, les propriétaires. L'immédiatiste, au contraire, ne voit de capitalisme que là où apparaît le bourgeois, le propriétaire foncier, le banquier, et le fait qu'aujourd'hui quasiment tous les prestateurs de travail soient salariés ne l'amène pourtant pas à penser que c'est le capital, le profit, la rente, etc. qui décident. En effet, il n'a d'yeux que pour les personnages et non pour les rapports, fonctions ou procès de production et de distribution mercantiles et monétaires.

Or, la théorie comme l'actuelle réalité démontrent que le capital peut bien se passer de ces figures bourgeoises, mais qu'il exige absolument l'ouvrier salarié, agent vivant de la production. Comme les textes de Marx reproduits dans cette Partie le soulignent, toute la croissance – mise en œuvre sociale – du capital signifie justement la progressive expropriation de ces personnages.

Avec la maturation du capitalisme qui élimine de la production les figures secondaires de la propriété juridique, s'impose l'usage de concepts strictement économiques, donc de méthode et moyens d'analyse plus scientifiques. La terminologie appropriée est celle que le marxisme utilise depuis toujours – spécialement en ce qui concerne les facteurs et moyens de production que sont le capital fixe ou constant, le capital variable, la plus-value, le profit, ainsi que les taux, masse, etc. C'est avec de tels rapports que le procès de production fonctionne, qu'il détermine et se soumet tout le reste, de la terre à la personne, du travailleur au bourgeois dépossédé, démontrant que le Capital prévaut et non le propriétaire juridique [126].

La propriété est en réalité un rapport social : elle semble se fonder sur l'objet, alors qu'elle représente le pouvoir social de la classe dominante. Dans sa pleine acception, le sujet de la propriété n'est pas tant la personne singulière qu'un groupe de personnes, une entité morale ou juridique. Le droit lui-même ne rapporte pas la propriété à la simple personne, puisque le sujet peut en être une société anonyme, un groupe social, voire une nation ou classe, ce qui exprime la systématisation de la force capitaliste.

Avec l'élimination progressive des bourgeois, supplantés par le Capital anonyme, on pourrait croire que le système se renforce du fait de l'augmentation de la masse *de la surproduction. En fait, ce qui*

---

126 Le capital monopolise les produits du travail comme la marchandise force de travail, et il ne connaît que des biens qui circulent (ou des valeurs immobilisées qui sont dès lors dévalorisées). Il est significatif que la masse des marchandises produites dans le procès de travail social ne soit pas objet de propriété patrimoniale, mais simple moyen économique pour reproduire à une échelle élargie le profit et le capital, et c'est à ce titre que le capitaliste entrepreneur en a la *possession* et le pouvoir d'en *disposer*. A contrario, dans la crise, une entreprise qui ne produit plus est dévalorisée et elle ne vaut plus un sou, alors qu'une maison ou un bien *immobilier* fait figure de valeur refuge.

compte toujours, c'est le taux *de croissance et celui-ci est très bas dans les formes vieillissantes. Ce sont les contradictions inhérentes à la forme en vigueur qui se trouvent alors portées à leur paroxysme. L'élimination des personnes du propriétaire, de l'entrepreneur, du financier, correspond – observe Marx – à un changement au niveau de la loi fondamentale qui régit le fonctionnement du capitalisme : à la place de la loi de la valeur-travail et de l'échange entre équivalents, le Capital prétend poser celle du surtravail, et sa Partie fixe prétend représenter l'étalon et la source des richesses produites. Or, le capital ne peut se réformer et Marx raille une telle prétention. Et il décrit par anticipation cette ultime étape qui signe la ruine du mode de production bourgeois de par sa propre dialectique, avec la domination de l'anonyme Finance dévastatrice de la production* [127].

Mystification de la propriété

Retour à la table des matières

Le capital est expropriateur du fait déjà du simple phénomène de sa croissance irrésistible, et son extension au monde entier cause dans les rapports bourgeois eux-mêmes une contradiction de classe renforcée entre le caractère SOCIAL de la production, qui exclue la propriété privée dans son foyer créateur des richesses de par l'action du travailleur sans-propriété, *et la forme INDIVIDUELLE de la distribution. Historiquement, le procès se déroule ainsi : la circulation des* biens capitaux *(par exemple dans la sphère de la production des biens de production, qui est le cœur du capital) croît inexorablement, alors que se réduit la répartition individuelle qui embrasse les seuls* biens de consommation immédiate *que tous concourent à acquérir, certes dans des quantités inégales.*

[127] L'impérialisme hégémonique reflète bien cette prétention du capital quand, sur le plan politique, il pense dicter des lois au monde entier en vertu de la masse supérieure de moyens de production accumulés (Capital Fixe). En réalité, sa Finance parasitaire menace aujourd'hui la base productive du pays qui, voici trente ans, s'était emparé de la moitié des forces productives matérielles du monde.

Le capitalisme tente désespérément de mystifier, à fins de conservation sociale, un tel rapport nettement classiste qui oppose le pôle de la richesse pour le Capital à celui de la misère pour les masses, quand à la fin de sa trajectoire il gonfle artificiellement la sphère de la consommation avec son bien-être drogué dans les métropoles, dans le but de cacher l'opposition de classe *entre moyens de subsistance et de luxe. Il développe ainsi ce que nous appelons le « kolkhosianisme industriel » qui étend la possession individuelle pour tous les membres de la société blanche privilégiée. Cette forme de répartition ou d'échange du capitalisme sénile renoue seulement en apparence avec la propriété privée parcellaire traditionnelle de la production mercantile simple, puisqu'elle est en fait limitée à la seule sphère de la consommation, alors même que les moyens de production sont socialisés au plus haut point.*

Si le capital distribue ainsi quelques miettes de son festin aux ouvriers blancs, c'est bien par impulsion antiprolétarienne tout à fait contre-révolutionnaire : il s'agit de désamorcer autant que possible la pression subversive dans les décisives métropoles, archi-mûres économiquement pour le passage à la forme communiste. Avant ce dernier après-guerre, les ouvriers ne travaillaient pas pour gagner de l'argent mais pour survivre, et ils ne pouvaient concevoir pour eux-mêmes une propriété qui serait positive. Le résultat fondamental qui en découlait était leur hostilité viscérale envers les flics, juges et autres fonctionnaires du Capital, garants prétendus de la propriété : personne n'a besoin du pouvoir d'ensemble de l'organisation sociale pour défendre sa simple chemise. Ils savaient au contraire que cette propriété permet justement aux riches d'exclure tous les autres de la richesse produite par les pauvres et qu'elle assure un monopole aux privilégiés. L'escroquerie de la propriété prend la forme juridique, démocratique, de l'égalité et de l'échange entre équivalents (en réalité, toujours pour tromper l'autre) et s'avère être un avantage ou bien une infamie selon la position de chacun dans la société et dans la production. Une fois qu'une telle coupure s'est effectuée, les valeurs bourgeoises qui se rattachent à la propriété privée sont démystifiées, et Argent, Civilisation, Individu, Démocratie et Egalité ne sont plus que dérision pour les prolétaires.

L'actuelle économie politique exalte donc la consommation, cependant – comme le démontre le marxisme – c'est le procès de pro-

duction qui est décisif, qui bouleverse et abolira finalement toute forme de propriété du sol, des installations de production et des produits du travail, avec la socialisation opérée par le travail productif.

La propriété foncière enseigne

Retour à la table des matières

La très longue série des féroces expropriations de la part du Capital anonyme est partie de l'agriculture, à travers une révolution substantiellement désignée comme agraire *en réalisant la condition préalable au puissant essor de l'industrie.*

Pour développer l'industrie, il faut en effet que les travailleurs soient libres, et donc que les petits paysans soient dépossédés du sol, comme les artisans détachés de la boutique, etc. Or, les propriétaires fonciers, *tout à fait parasitaires au regard de la production, trouvent leur justification historique dans cette action désagrégatrice et spoliatrice – une fonction qu'ils partagent d'ailleurs avec les capitalistes de la banque et de la finance. Par la suite, c'est l'industrie elle-même qui, de par sa nature mercantile et monétaire, s'avère être un puissant instrument pour exproprier par la concurrence sur le marché les petits, moyens et grands possesseurs, qu'il s'agisse de capitalistes ou de nations. Loin d'être caractérisé par la propriété, le système capitaliste est bien plutôt un procès d'expropriation continuel.*

Si Marx, dans les Théories de la plus-value, *a nommé Ricardo « le père du communisme », c'est parce que celui-ci représente la tendance à l'hégémonie du capital* productif *au détriment de la* propriété, *c'est-à-dire le mouvement même qui conduit à l'abolition de celle-ci. En théorisant le travail comme la source unique de la valeur et de la richesse, Ricardo a sanctionné la formidable conquête de la révolution bourgeoise :*

1. compter la terre et la nature en général parmi les forces productives gratuites, *contre les prétentions du propriétaire foncier oisif à percevoir une rente ;*

2. ruiner les conceptions mercantilistes qui voyaient surgir la valeur de la marchandise dans le commerce, ou celle de l'argent dans les opérations de la finance.

La conclusion révolutionnaire qui en surgit immédiatement fut : expropriation ou élimination de la seconde classe dominante bourgeoise, désormais inutile à la production, et nationalisation de sa rente au profit de toute la nation, ce qui serait une forme aliénée, bourgeoise de communisme [128].

Dans les premiers extraits de cette Partie, Marx explore l'évolution économique du capital dont le décisif procès productif implique déjà l'élimination de tout titre de propriété sur la terre, donc de toute rente pour la classe des propriétaires fonciers. Or, dans l'expérience historique de la classique *Angleterre, ces derniers continuaient à posséder le sol sur lequel s'élevait l'installation industrielle, montrant par là que les bourgeois avaient renoncé au principe fondamental du capital, après quelques escarmouches contre la propriété terrienne en vue de sa nationalisation. Les entrepreneurs eux-mêmes avaient ainsi reconnu la propriété de la terre et confié les plus hautes responsabilités politiques aux propriétaires fonciers qui occupent le territoire national et excellent dans le maniement du pouvoir d'Etat au profit de la domination sociale du capital sur les masses. Mais, malgré cela, le capitalisme ne démentira pas la juste thèse marxiste. A la fin du cycle bourgeois, lorsque ce même entrepreneur industriel s'est avéré à son tour superflu, c'est le système capitaliste tout entier qui se meut dans le parasitisme, et ce personnage devient, tout comme le banquier ou le propriétaire foncier, une sorte de tailleur de coupons, vivant de rente. Il se vérifie alors de façon pratique ce que Marx enregistrait déjà en son temps : les classes bourgeoises ne se maintiennent plus qu'au moyen des superstructures politiques de contrainte ; et il en déduisait la tâche de la classe ouvrière mondiale :*

---

128 Cette suppression du revenu de la propriété foncière s'effectue à l'aube du capitalisme, alors que la propriété bourgeoise justifie son revenu en entrant dans le procès de production, où l'argent se mue en capital exploiteur de la force de travail. En fait, le capital est incapable d'éliminer la rente foncière, car il ne pourrait plus du même coup justifier ses propres revenus à partir du titre de propriété sur les installations productives, machines et… capital variable.

« Comme les magnats de la terre et du capital utilisent toujours leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et asservir le travail, ainsi, la conquête du pouvoir politique est devenue le grand devoir du prolétariat » [129].

La classe ouvrière tire ses normes d'action du cours historique réel ainsi que de la contre-révolution elle-même, qui enseigne comment la bourgeoisie maintient une seconde classe dominante, complètement stérile au plan économique, dans un but politique de conservation sociale. Cependant, la bourgeoisie d'entreprise paie le prix fort pour un tel service : une rente foncière superflue grèvera le coût des matières premières pour l'industrie ainsi que celui des produits alimentaires pour la consommation de tous, freinant ainsi la chute des coûts de production parallèle aux progrès de la productivité – sans compter que les diverses rentes pèsent le plus lourdement sur la petite entreprise agraire locataire du sol, vue la faiblesse de ses moyens productifs. En somme, ce qui est de la sorte entravé, c'est la généralisation à toute la production des avantages sociaux de l'industrie bourgeoise. C'est donc par pur conservatisme que la question agraire reste un problème insoluble sous le capitalisme.

La parole à Marx : « Lorsque le temps en sera mûr et que la classe ouvrière descendra ouvertement dans l'arène de l'action politique, trois classes puissantes se feront face – la première représente la propriété foncière, la seconde l'argent, la troisième le travail. Et comme la seconde triomphe de la première [avec la vague industrielle], elle doit à son tour céder devant celle qui lui succède, au niveau de la lutte politique et sociale » [130].

---

129 Cf. MARX, *Statuts généraux de la 1° Internationale*, art. 7a.

130 Cf. MARX, *la Bourgeoisie anglaise*, in *New York Tribune*, 01-08-1854, *Werke* 10, p. 649.

La décision étant déjà tombée au niveau économique, la révolution politique du prolétariat s'impose pour débarrasser du fatras des vieilles classes les forces productives qui se trouvent bloquées par la sclérose des rapports sociaux.

TEXTES DE MARX-ENGELS

1. ÉLIMINATION DE LA CLASSE DES PROPRIÉTAIRES FONCIERS

Victoire du travail sur la rente

Retour à la table des matières

Avec la formule d'Anderson (et en partie aussi d'A. Smith) : *« Ce n'est pas la rente du sol qui détermine le prix de son produit, mais le prix de ce produit qui détermine la rente foncière »,* toute la doctrine des physiocrates était anéantie [131]…

Buchanan résume cette mise au rebut de la conception physiocratique par ces quelques mots : *« L'idée que l'agriculture donne un produit d'où surgit une rente parce que la nature et l'activité humaine se conjuguent dans le procès agricole est pure et simple invention. La rente ne découle pas du produit, mais du prix auquel est vendu le produit ; et ce prix n'est pas obtenu parce que la nature stimule la production, mais parce qu'il est le prix qui adapte la consommation à l'offre »* [132]…

---

131 Cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, in *Werke* 26/2, p. 158-160.

132 En faisant découler la rente uniquement du travail humain, l'économie politique classique reconnaît nettement la base mercantile du capitalisme, dont la mesure est l'heure de travail et, du même coup, s'écroule la conception plus exacte (Marx dira lui-même au début de la critique du programme de Gotha que la terre aussi bien que le travail produisent des valeurs d'usage), mais désormais dépassée des physiocrates pour lesquels la nature crée également des richesses à l'instar de la force naturelle de l'homme. Cependant, il ne s'agit pas ici de « vérité », mais d'économie politique : la rente découle des rapports sociaux dans lesquels se fait l'agriculture. Elle provient de la société, et non du sol. Selon la formule de Marx, qui sanctionne l'évolution capitaliste, *« l'excédent du prix des produits agricoles sur leurs frais de production, qui comprennent le profit ordinaire d'entreprise et l'intérêt du capital, donne la mesure de la rente ».*

Pour la *théorie ricardienne*, il n'existe *pas de rente absolue*, mais seulement une *rente différentielle* [133]. Les prix des produits agricoles qui donnent une rente sont *au-dessus* de leur valeur individuelle, car dès lors qu'il existe une rente en général, elle existe du fait de *l'excédent de prix des produits agricoles au-dessus de leur valeur*. Mais il se trouve que cet excédent de prix *au-dessus* de la valeur ne contredit pas la loi générale de la valeur, bien que le fait n'en demeure pas moins, parce qu'au sein de chaque sphère de production la *valeur* des marchandises qui en font partie n'est pas déterminée par la valeur individuelle des marchandises, mais par la valeur qu'elles ont dans les conditions *générales* de production de la sphère. Le prix des produits portant une rente est *prix de monopole*, mais il s'agit d'un monopole tel qu'il se manifeste dans toutes les sphères de l'industrie et qui ne se fixe que dans celle-ci, en prenant donc la forme de la rente distincte de celle du surprofit.

À propos de la rente différentielle, il faut observer en général que la valeur sur le marché est toujours supérieure au prix total de production de la masse du produit [134].

Considérons le tableau I à titre de comparaison :

---

133 La rente ne surgit que lorsqu'existe un *surprofit* relativement au taux de profit moyen. Ainsi, une exploitation agricole donne un surprofit par rapport à une autre quand la fertilité de la terre est telle qu'avec le même capital on y récolte plus de produit – vendu sur le marché au même prix que celui des autres terrains. Cette différence est versée au propriétaire et forme la *rente différentielle*. Celle-ci découle du fait que le prix de marché est basé sur les conditions du terrain le moins fertile. Mais, en plus de cela, il existe à la base une *rente absolue*, même sur le terrain le plus défavorable. Celle-ci n'existe cependant qu'à partir du moment où toute la terre est occupée et gérée comme entreprise capitaliste, c'est-à-dire où la propriété foncière a épuisé sa fonction expropriatrice des cultivateurs consommant directement leur produit.

134 Cf. MARX, *le Capital* III, chapitre 39, in *Werke* 25, p. 673, 666.

TYPE DE SOL	ACRES	PRIX DE PRODUCTION	PRODUIT	RENTE EN GRAIN	RENTE EN ARGENT
A	1	3 livres sterling	1 quarter	0	0
B	1	3 l.st.	2 qrs	1 qr	3 l.st.
C	1	3 l.st.	3 qrs	2 qrs	6 l.st.
D	1	3 l.st.	4 qrs	3 qrs	9 l.st.
Total	4		10 qrs	6 qrs	18 l.st.

Les 10 quarters du produit total sont vendus pour 30 livres sterling [600 shillings], puisque le prix de marché est fixé par le prix de production de A qui est de 3 l. st.[60 shillings] par quarter. Or, le prix de production réel est de :

A	1 qr = 3 l.st.	1 qr = 3 l.st.
B	2 qrs = 3 l.st.	1 qr = 1 l.st. ½
C	3 qrs = 3 l.st	1 qr = 1 l.st.
D	4 qrs = 3 l.st.	1 qr = ¾ l.st.
	10 qrs = 12 l.st.	Moyenne : 1 qr = 1 l.st. 4 sh.
	[240 sh.]	[24 sh.]

Bien que le prix de production réel de ces 10 qrs soit de 12 l.st., ils sont vendus pour 30 l.st., soit 250% de leur prix de production. Le prix moyen réel est de 24 sh. par qr pour un prix de marché de 60 sh., soit également 250% du prix de production.

La détermination par la valeur de marché, telle qu'elle s'impose sur la base du mode de production capitaliste au travers de la concur-

rence, crée donc une *fausse* valeur sociale. La cause en est la loi de la valeur mercantile à laquelle sont assujettis les produits de la terre [135]. Or, la détermination de la valeur mercantile des produits, donc aussi des produits de la terre, est un acte social, même s'il est effectué inconsciemment et involontairement par la société, puisqu'il dérive nécessairement de la valeur d'échange du produit, et non pas du sol et des différences de sa fertilité. Si l'on suppose que la forme de production capitaliste est abolie et que la société est organisée en une association consciente et produisant selon un plan d'ensemble, alors les 10 qrs ne représentent plus que la quantité déterminée du *seul* temps de travail [136] contenu dans les 12 l.st. La société n'achèterait donc plus ce produit de la terre deux fois et demie le temps de travail qui y est renfermé effectivement : la base sur laquelle repose la classe des propriétaires fonciers s'écroulerait du même coup. L'effet en serait le même qu'une diminution de prix du produit de même montant grâce à l'importation étrangère. En conséquence, alors qu'il est vrai que si l'on conserve l'actuel mode de production et que l'on attribue à l'Etat la rente différentielle, le prix des produits de la terre resterait le même,

---

135 On ne peut démontrer plus simplement qu'en régime capitaliste la rente du propriétaire est non seulement parasitaire, mais nuisible à la terre et à l'homme, et qu'il faut donc la supprimer pour le bien de tous. En effet, un tout petit calcul montre que la rente dérive simplement du fait qu'un même produit a le même prix unitaire sur le marché, indifféremment de son prix de production, si bien qu'il suffit d'éliminer la loi de la valeur mercantile, soit une loi sociale artificielle (faite par les hommes), pour supprimer du même coup les rentes. Le résultat immédiat en sera que le producteur n'aura plus une tendance irrésistible à accroître follement la masse de son produit pour une marge plus ou moins grande dans les frais de production : profit, intérêt et rente seront ainsi éliminés en même temps, et avec eux la pression économique à épuiser la terre, à falsifier le produit par des ingrédients qui accroissent la quantité aux dépens de la qualité, et à diminuer au maximum le travail humain pour atteindre une masse folle de produit par unité de travail employée – tous procédés qui ruinent la terre, la qualité du produit et le travailleur.

136 La société communiste se déduit scientifiquement de l'économie classique elle-même, celle de Ricardo, qui a établi cette formidable simplification des rapports sociaux du capital : tout est ramené à la seule mesure du temps de travail. Avec la reconnaissance que le travail est l'unique source de la production tombe toute justification de la survie des classes dominantes, et même la société de *classe* elle-même. Cette formule annonce le futur règne du producteur associé.

toutes choses égales par ailleurs, il est faux en revanche de dire que la valeur des produits resterait la même si l'association était substituée à la production capitaliste. L'identité du prix de marché pour des marchandises de la même espèce est le mode par lequel le caractère social de la valeur s'affirme sur la base de la production capitaliste, et en général de toute production fondée sur l'échange de marchandises entre *individus*. Ce que la société – en tant que consommateur – paie *en trop* pour les produits de la terre et ce qui constitue *un déficit* pour la réalisation de son temps de travail dans la production agricole, constitue précisément *un plus* pour une fraction de la société – pour les propriétaires fonciers.

Propriété foncière et capital

Retour à la table des matières

Si le mode de production capitaliste implique en général que les travailleurs soient expropriés de leurs moyens de travail, il présuppose lui-même, dans l'agriculture, que les travailleurs ruraux soient expropriés de leur sol et soient subordonnés à un capitaliste qui exploite l'agriculture en vue du profit [137]…

---

137 Cf. MARX, *le Capital* III, chapitre 37, in *Werke* 25, p. 627-652.

Marx relève ici le résultat essentiel du mode de production capitaliste : la transformation économique de la propriété foncière déterminée par celui-ci (extorsion de plus-value au moyen du travail salarié, qui est progressivement supplanté par les machines avec la diffusion croissante des procédés technologiques et chimiques, etc.). C'est sur cette base qu'il est possible d'éliminer tout particularisme rural, de faire fusionner industrie et agriculture, et enfin d'abolir la différence entre ville et campagne. Pour l'essentiel, le capital est révolutionnement de l'agriculture au sens que, *pour la première fois de l'histoire humaine*, les rapports de l'homme avec la terre sont révolutionnés par le mode de production et de travail au point qu'éclate toute spécificité du travail agricole. Les superstructures juridiques privées de la propriété foncière ne peuvent résister aux transformations de l'économie agraire ; le capital a déjà aboli toute appropriation privée de la terre par son mode social de produire ; l'agriculture est devenue, pour sa partie décisive, procès industriel. Malgré tous les inconvénients ruineux que cela entraîne pour la terre et les hommes, un résultat grandiose est désormais acquis : l'abolition de toute différence entre travail agricole et industriel. La base

La propriété foncière implique le monopole de certaines personnes, à l'exclusion de toutes les autres, sur des parties déterminées du globe dont elles disposent comme sphères exclusives de leur volonté privée. Cela étant, il s'agit de suivre comment elle est valorisée au plan économique, c'est-à-dire comment se réalise ce monopole sur la base de la production capitaliste. Rien ne sert d'invoquer le pouvoir juridique qu'ont ces personnes d'user et d'abuser de certaines portions de la planète. L'usage qu'ils en font dépend entièrement de conditions économiques indépendantes de leur volonté. La conception juridique signifie seulement que le propriétaire peut disposer de la terre comme tout possesseur de marchandise peut disposer de sa marchandise ; et cette conception juridique de la libre propriété privée n'a surgi dans l'antiquité qu'au moment de la dissolution de l'ordre organique de cette société, de même qu'elle ne s'est développée dans les temps modernes qu'avec l'essor de la production capitaliste…

Dans le chapitre sur l'accumulation primitive, nous avons vu que le mode de production capitaliste implique, d'une part, la dissolution du rapport qui faisait du producteur immédiat un simple accessoire de la terre, en tant que serf de la glèbe, de paysan taillable et corvéable à merci, d'esclave, etc. et, d'autre part, le dépouillement de la masse du peuple de toute propriété de la terre. En ce sens, le monopole de la propriété de la terre est une présupposition historique et reste la base constante du mode de production capitaliste aussi bien que de tous les modes de production antérieurs qui se fondent sur l'exploitation des masses sous une forme ou une autre. Mais la forme sous laquelle le mode de production capitaliste à ses débuts trouve la propriété foncière ne lui correspond pas. Il lui faut donc produire la forme qui lui est adéquate, et pour ce faire le capital se subordonne d'abord de manière formelle l'agriculture en vue de transformer – quelque divers que soient leurs caractères juridiques – la propriété foncière féodale, la propriété de clan ou la petite propriété paysanne associée en communauté de marche, en la forme économique correspondant au capital. L'un des plus grands résultats du mode de production capitaliste est de transformer l'agriculture, qui ne faisait jusqu'alors que perpétuer des procédés légués empiriquement et techniquement à la couche la moins évoluée de la société, en l'application consciente et scientifique

---

pour les rapports communistes dans toutes les sphères de la production, à la ville comme à la campagne, est d'ores et déjà prête.

de l'agronomie, dans la mesure bien sûr où les conditions de la propriété privée le permettent[138]. Des chimistes agronomes tout à fait conservateurs, tels que Johnston, reconnaissent qu'une agriculture véritablement rationnelle se heurte partout aux barrières insurmontables de la propriété privée. C'est ce que font aussi des auteurs qui défendent ex professo le monopole de la propriété privée sur la croûte terrestre ; ainsi, par exemple, M. Charles Comte, dans un ouvrage en deux volumes consacré à la défense de la propriété privée (*Traité de la propriété*, 1834). « *Un peuple*, dit-il, *ne peut rejoindre le degré de bien-être et de puissance correspondant à sa nature, à moins que chaque partie du sol qui le nourrit ne reçoive la destination qui correspond le mieux à l'intérêt général. Pour donner un grand essor à ses richesses, il faudrait, dans les limites du possible, qu'une volonté unique et surtout illuminée puisse disposer librement, en concentrant le tout entre ses mains, de chaque parcelle singulière de son territoire en vue de contribuer à la prospérité de tous. Mais l'existence d'une telle volonté… serait incompatible avec le morcellement du sol en lopins privés et avec la faculté garantie à chaque propriétaire de disposer de son patrimoine de manière absolue* » (p. 228). Face à l'incompatibilité entre propriété et agronomie rationnelle, Johnston, Comte, etc. n'ont en vue qu'une seule chose : la nécessité de cultiver le sol d'un pays comme un tout. Mais le fait que la culture des divers produits de la terre dépend des fluctuations du prix sur le marché, qui entraînent de perpétuelles modifications dans les cultures – tout l'esprit de la production capitaliste étant orienté vers le gain immédiat –, est en contradiction avec une agriculture qui doit satisfaire les besoins vitaux permanents de générations liées les unes aux autres. Un exemple frappant nous est fourni par les forêts dont l'exploitation est parfois – vaille que vaille – menée dans l'intérêt général quand elles

138 Dans ses œuvres politiques, Marx soulignera que la propriété privée – à l'instar du capital, du militarisme, de l'Etat, etc. – meurt de sa propre dialectique. La propriété privée devient un fait toujours plus strictement juridique en opposition au procès de travail et d'exploitation *social* qui bouleverse les rapports à la campagne, et finalement, face à la socialisation de l'économie agraire, l'obstacle juridique, superstructurel, de la distribution ou appropriation privée est mis en pièces : l'économie dicte ses nécessités au droit, au besoin par une révolution. Mais d'ores et déjà la victoire appartient à l'économie sur le droit suranné.

ne sont pas propriété privée, mais soumises à l'administration de l'Etat.

En somme, le mode de production capitaliste, d'une part, libère la propriété foncière de tous les rapports de servitude et d'esclavage et, d'autre part, dissocie complètement la terre comme moyen de travail, d'avec la propriété foncière et le propriétaire, pour lequel elle ne représente rien d'autre qu'un impôt en argent qu'il prélève, en vertu de son monopole, sur le capital industriel qui loue la terre. Cette dissolution est si radicale que le propriétaire foncier peut passer toute sa vie à Constantinople alors que ses terres se trouvent en Ecosse. Etant ainsi dépouillée de toutes ses parures et implications politiques et sociales d'antan, bref de tous ces ingrédients traditionnels que les capitalistes industriels eux-mêmes et leurs porte-parole théoriques dénoncent, dans l'ardeur initiale de leur lutte contre la propriété foncière, comme superfétation absurde et surannée, la propriété foncière acquiert une forme purement économique. La rationalisation de l'agriculture, qui permet son exploitation sur une échelle sociale, d'une part, et la réduction de la propriété foncière à l'absurdité, d'autre part, constituent les grands mérites du mode de production capitaliste. Or, il réalise ce progrès historique au même prix que tous les autres : la paupérisation complète du producteur immédiat…

Comme toutes les autres formes de propriété d'un mode de production donné, la propriété foncière trouve sa justification dans le fait que le mode de production lui-même a une nécessité transitoire dans l'histoire, tout comme les rapports de production et d'échange qui en découlent. Cependant, comme nous le verrons, la propriété foncière se distingue de toutes les autres formes de propriété en ce qu'à un certain niveau de son développement elle devient superflue et dangereuse, même du point de vue du mode de production capitaliste…

En effet, comme le taux de profit, au cours du développement social, a tendance à baisser, tout comme le taux d'intérêt pour autant qu'il est réglé par le taux de profit, et qu'en outre, même si l'on fait abstraction du taux de profit, le taux d'intérêt a tendance à baisser, le prix de la terre tend à s'élever, indépendamment même du mouvement de la rente foncière et des prix des produits du sol, dont la rente représente une partie…

En conséquence, le fermage que le petit exploitant paie au propriétaire foncier absorbe le plus souvent non seulement une partie de son profit, c'est-à-dire de son propre surtravail, auquel il a droit en tant que propriétaire du capital que constituent ses instruments de travail, mais encore une partie du salaire normal qu'en d'autres conditions il recevrait pour la même quantité de travail [139]. De surcroit, le propriétaire foncier ne fait rien pour améliorer le sol ; au contraire, il exproprie le fermier de son petit capital, qu'il incorporait en majeure partie au sol grâce à son travail. Il procède en somme comme un usurier, à cette différence près cependant que celui-ci risque au moins son capital dans l'opération…

Les fermiers sont forcés de se contenter d'un profit inférieur à la moyenne et d'en céder une partie au propriétaire foncier sous forme de rente : c'est à cette seule condition qu'ils peuvent investir leur capital dans le sol, dans l'agriculture.

Comme les propriétaires fonciers exercent en outre une influence considérable dans tous les pays – en Angleterre, elle est même prépondérante – sur l'établissement des lois, ils peuvent en user pour pressurer toute la classe des fermiers… C'est ainsi que les fermiers furent filoutés de 1815 à 1830, ce qui suscita le problème permanent de la « détresse agricole », tandis que toute une génération de fermiers étaient ruinés et expropriés et remplacés par une nouvelle classe de capitalistes…

Les taux élevés de la rente et la hausse consécutive de la terre durant la guerre antijacobine furent obtenus en partie par des prélèvements sur les salaires qui furent abaissés au-dessous du minimum

139 Marx décrit ici, pour l'essentiel, comment les propriétaires fonciers trouvent une justification historique dans la fonction même qui finit par leur enlever toute raison d'être : en vivant et en prospérant aux dépens du profit et des salaires grâce à un transfert croissant de plus-value créée dans la société, ils sont un puissant agent de l'expropriation des petits paysans, puis des moyens et gros, accélérant ainsi la concentration et la centralisation du capital jusqu'à ce que leurs prétentions à absorber parasitairement la plus-value deviennent si exorbitantes que le capital, avec toute la frénésie de sa production, ne parvient plus à reproduire l'énorme masse de son corps, le taux de profit baissant et la rente en absorbant une part croissante sur le prix des matières premières, produits alimentaires, logement, etc., ce qui grève le capital constant et le capital variable et augmente le coût des facteurs de production.

physiologique ; en d'autres termes, par le détournement d'une partie du salaire normal au profit des propriétaires fonciers…

Une partie du profit ou du salaire se manifeste ici sous la forme de rente foncière, parce que – au lieu d'aller, comme il serait normal, au capitaliste industriel ou au travailleur salarié – elle est payée au propriétaire foncier sous forme de fermage. En termes économiques, ni l'une ni l'autre ne constituent la rente foncière, mais en pratique elles n'en constituent pas moins le revenu du propriétaire foncier, une valorisation économique de son monopole, tout comme la rente foncière proprement dite, et elles contribuent de même à déterminer le prix de la terre…

La rente ne peut se développer sous forme monétaire que sur la base de la production marchande, et plus particulièrement de la production capitaliste. Elle se développe à mesure que la production agricole devient production de marchandises et qu'en face d'elle la production non agricole prend un essor autonome, puisque c'est dans cette mesure que le produit agricole devient marchandise, valeur d'échange, valeur. Or, la production de plus-value et de surproduit se développe en même temps que la production de marchandises, c'est-à-dire la production de valeur. Cependant, dans la même proportion se développe la capacité de la propriété foncière d'accaparer, grâce à son monopole de la terre, une partie croissante de cette plus-value en faisant monter la valeur de sa rente et le prix même de la terre. Si le capitaliste remplit encore une fonction active dans le développement de cette plus-value et de ce surproduit, le propriétaire foncier, lui, ne fait qu'en empocher la part qui, sans son concours, s'accroît.

Lorsque le capital a posé la propriété foncière et atteint ce faisant son double but : 1/ l'agriculture industrielle, c'est-à-dire le développement des forces productives de la terre ; 2/ le travail salarié, c'est-à-dire la domination générale du capital sur la campagne, il considère l'existence de la propriété foncière moderne comme un développement indispensable, quoique purement transitoire, de l'action du capital sur les anciens rapports de propriété foncière en dissolution [140]. Car, sitôt ce but atteint, elle n'est plus qu'une entrave au profit, alors

140 Cf. MARX, *Grundrisse*, Ed. 10/18, p.56-57.

qu'elle n'est pas une nécessité pour la production. Il cherche donc à dissoudre la propriété foncière sous sa forme privée en demandant son transfert à l'Etat.

Incapacité du profit à triompher de la rente

Retour à la table des matières

Ricardo, le fondateur de l'économie politique moderne en Grande-Bretagne, ne mettait pas en question le « droit » des propriétaires fonciers, puisqu'il était conscient de ce que leurs prétentions reposaient sur les rapports de fait et non sur le droit, et que l'économie politique n'a en général rien à voir avec le droit [141]. Il s'en prenait donc au monopole de la terre de manière non préconçue mais scientifique, c'est-à-dire bien plus dangereuse. Il démontra que la propriété privée de la terre, à la différence des exigences du travailleur agricole et du fermier, est un rapport tout à fait superflu et contraire à toute la structure du mode de production moderne ; que la rente foncière, expression économique de ce rapport, pourrait très avantageusement être transférée à l'Etat ; et enfin que les intérêts des propriétaires fonciers s'opposent à ceux de toutes les autres classes de la société moderne. On ne saurait énumérer toutes les conclusions contre le monopole de la terre auxquelles est parvenue, à partir de ces prémisses, l'école de Ricardo…

Pour conclure, citons quelques passages de l'ouvrage de Herbert Spencer, *Social Statics* (Londres, 1851) : « *Le droit de toute l'humanité à la surface de la terre est toujours valide, en dépit de tous les actes, coutumes et lois. Il est impossible de trouver une règle sui-*

---

141 Cf. MARX, *les Droits du métayer irlandais*, in *New York Tribune*, 11-07-1853, in *Werke* 9, p. 161.

Nous voyons maintenant comment l'antagonisme – mis en relief au début du capitalisme par les ricardiens – entre propriétaires fonciers et capitalistes s'estompe en pratique au fur et à mesure pour faire place à une véritable collusion entre les deux classes dominantes dans la phase du capitalisme mûr et sénile. La bourgeoisie s'avère incapable d'éliminer le parasitisme rentier, pire encore, elle devient elle-même parasitaire et prédatrice. Seule l'économie du Travail pourra triompher du cancer de la rente foncière en même temps que du profit.

vant laquelle la terre puisse devenir propriété privée… Chaque jour, notre législation met en question cette propriété. Faut-il faire un canal, un chemin de fer, une route ? On ne se fait pas scrupule de prendre tous les acres dont on a besoin. On n'attend nul assentiment. Il ne s'agirait que d'exiger simplement une substitution de possesseur de la terre [142]*… Au lieu d'être possédée par des individus particuliers, la terre serait possédée par un grand organisme : la société. Au lieu*

---

142 C'est là le talon d'Achille du capitalisme de Ricardo : il est certes possible d'éliminer la personne des propriétaires fonciers – l'évolution capitaliste n'élimine-t-elle pas aussi la personne des bourgeois en général ? –, mais la rente étant engendrée dans le capitalisme par les mécanismes mercantiles sur le marché, il n'est pas possible, sans éliminer l'économie mercantile et monétaire, d'extirper les rapports et causes qui l'engendrent. C'est ce qu'admet implicitement le ricardien Spencer quand il prévoit d'attribuer la rente à l'Etat.

Ainsi, la Russie d'aujourd'hui – même si elle ne connaît pas la rente absolue liée à la vente et à l'achat de la terre – est affligée des rentes différentielles qui découlent, par exemple, des variations de la fertilité, naturelle ou due à l'emploi de masses différentes de capitaux, ou de la localisation (proximité du marché), etc.

Le fait que la rente dérive du marché ne fait que souligner son inutilité, puisque le marché non seulement est stérile, mais encore grève, pour ses opérations, les frais de production. La démonstration de Ricardo demeure donc plus vraie que jamais, même s'il s'est avéré incapable d'attaquer la rente à la source, voire d'en éviter l'attribution aux propriétaires privés.

Dans les *Théories de la plus-value*, Marx précise que « les propriétaires fonciers, en tant que tels, ne sont ni une classe productive, ni même une classe nécessaire à la bonne marche de la société ». Et de citer un auteur anglais : « Les propriétaires, en tant que simples percepteurs de rentes foncières, *ne sont pas une classe nécessaire de la société…* Dès lors que les rentes sont dissociées de leur *but originel qui est de défendre l'Etat*, les rentiers se transforment en l'une des classes les plus superflues et encombrantes de la société » (cf. *Werke* 26/1, p. 348).

Ce qui est dit ici avec des paroles obtuses, c'est que dans le féodalisme les propriétaires fonciers vivant de la rente (dîme, taille, corvée) formaient la hiérarchie militaire de l'Etat, dont la mission progressive était de fixer et de sédentariser le paysan (attaché à la glèbe) afin qu'il puisse cultiver la terre en toute quiétude et développer la production agricole, pendant que la hiérarchie le défendait contre les envahisseurs (Huns, Normands, Arabes, etc.). Cette mission accomplie, la terre donnait un excédent suffisant pour que se développent villes et industrie – et les propriétaires fonciers ou caste militaire perdirent leur fonction révolutionnaire : cf. *Fil du Temps* n°10 sur *la Question militaire* au stade féodal.

d'affermer la terre des mains d'un propriétaire isolé, le paysan l'affermerait des mains de la nation. Au lieu de payer son fermage à un agent de Mr John ou de Sa Seigneurie, il le paierait à un agent ou à un représentant de la communauté. Les administrateurs seraient des employés publics et non privés, et la location serait l'unique moyen d'entrer en possession de la terre… Poussée à ses ultimes conséquences, la prétention à la possession exclusive du sol conduit au despotisme des propriétaires fonciers ».

Le fait que le prix de la terre assume une telle importance et que l'achat et la vente du sol, la circulation de la terre en tant que marchandise, atteignent de telles proportions est un résultat pratique du développement du mode de production capitaliste, qui donne à tous les produits et à tous les instruments de production la forme de la marchandise [143]. Mais il se trouve que ce fait se vérifie uniquement là où le capitalisme est encore peu développé et n'a pas encore déployé toutes ses virtualités, puisqu'il dépend de ce que l'agriculture n'est plus ou n'est pas encore soumise au mode de production capitaliste, mais à un système hérité des formes sociales disparues. En conséquence, les désavantages du mode de production capitaliste, qui fait dépendre le producteur de l'argent que lui rapporte son produit, coïncident ici avec ceux qui dérivent du développement imparfait de ce mode de production. Le paysan devient dès lors marchand et industriel sans qu'il dispose encore des conditions grâce auxquelles il peut produire des denrées comme marchandises.

---

143 Cf. MARX, *le Capital* III, chapitre 47, in *Werke* 25, p. 819-821.

Le fait que le sol soit une *marchandise*, c'est à dire ait un prix, ou rente capitalisée, explique la rente foncière absolue, niée par Ricardo. Cette valeur est un coût pour le paysan, en plus des coûts de production, qui pèse sur la production agraire et qui entrave et gêne l'agriculture en économie mercantile.

C'est ce fait qui explique le développement hautement inégal de l'agriculture sous le régime capitaliste, la petite propriété étant stoppée dans son essor et végétant aux côtés de la moyenne et grande propriété ; la grande agriculture mécanisée elle-même reste propriété privée familiale et ne prend pas la forme de sociétés anonymes comme dans l'industrie. Marx est donc amené à faire la critique tant de la petite que de la grande propriété capitaliste.

Le fait que le prix du sol est un élément du coût pour le producteur sans être un élément du prix de production pour le produit s'exprime en ce que la rente capitalisée qu'il faut avancer pour vingt ans et plus (dans le prix de la terre) n'est en aucun cas déterminante, même si la rente entre de manière décisive dans le prix du produit de la terre. Or, ce conflit représente une des formes où se manifeste l'incompatibilité de la propriété privée avec une agriculture rationnelle, avec une utilisation normale du sol à l'avantage de la société. Il se trouve néanmoins que la propriété privée de la terre, et donc l'expropriation du producteur immédiat du sol, c'est-à-dire la propriété privée de l'un et la non-propriété des autres, forment la base du mode de production capitaliste.

Dans la petite culture, le prix de la terre, soit la forme et le résultat de la propriété privée de la terre, constitue une entrave à la production elle-même. Mais dans la grande agriculture gérée de manière capitaliste, la propriété agit pareillement comme une entrave, puisqu'elle limite les investissements de capital productif du fermier, car en fin de compte ceux-ci ne profitent pas au fermier qui les fait, mais au propriétaire foncier. La grande et la petite propriétés donnent lieu à une exploitation et à un gaspillage des ressources et forces de la terre et s'opposent à une culture consciente et rationnelle du sol, propriété communautaire de toute éternité et condition inaliénable d'existence et de reproduction de la chaîne des générations qui prennent le relai les unes des autres. Nous faisons abstraction ici du fait que l'exploitation dépend non seulement du niveau atteint par le développement social, mais encore de circonstances fortuites fort inégales dans lesquelles les producteurs sont individuellement plongés. Pour la petite propriété, la culture est incohérente en raison du manque de moyens et de connaissances scientifiques dans l'utilisation de la productivité sociale du travail ; pour la grande, elle l'est du fait que ces moyens sont exploités par le fermier et le propriétaire foncier dans le seul dessein de s'enrichir rapidement. Pour l'une comme pour l'autre, cela s'explique par leur dépendance vis-à-vis du *prix du marché*.

Toute critique de la petite propriété foncière se ramène, en dernière analyse, à la critique de la propriété privée qui est limite et obstacle pour l'agriculture. Et de même pour toute anticritique de la grande propriété foncière. Dans les deux cas, nous faisons bien sûr abstraction de considérations politiques accessoires. Cette limite et cet obs-

tacle que toute propriété privée du sol oppose à la production agricole et au traitement rationnel, à la conservation et à l'amélioration du sol, ne se manifestent que de manière différente chez l'une et chez l'autre – et dans les polémiques sur les formes spécifiques du mal, on en vient à en oublier la cause ultime.

La petite propriété foncière implique que l'écrasante majorité de la population soit campagnarde, et que le travail isolé l'emporte sur le travail socialisé [144]; c'est-à-dire qu'en sont exclus la richesse et l'essor croissant de la reproduction de ses moyens matériels aussi bien que scientifiques. Quant à la grande propriété foncière, elle réduit la population agricole à un minimum sans cesse décroissant, en lui opposant une population industrielle sans cesse croissante agglomérée dans les grandes villes [145]. Elle engendre ainsi les conditions qui provoquent une fracture irrémédiable des liens dans le métabolisme social déterminé par les lois naturelles de la vie, en raison de la dilapidation des

---

144 Au chapitre 40 du *Capital* III, Marx éclaire ce point de façon lumineuse. La propriété privée sur la base mercantile empêche l'essor de la richesse et des forces productives dans l'agriculture et ne le permet que dans l'industrie ; d'où 1/ le développement hautement inégal entre ces deux secteurs fondamentaux de la production, et 2/ l'industrialisation de l'agriculture qui ruine la terre et le producteur : *« Le mode de production capitaliste ne s'empare que très lentement et inégalement de l'agriculture, comme on l'observe même en Angleterre qui est pourtant le pays le plus classique du mode de production capitaliste dans l'agriculture… Il est exact que le paysan utilise beaucoup de travail sur sa petite parcelle, mais c'est du travail isolé, privé des conditions objectives, tant matérielles que sociales, de la productivité »* (cf. *Werke* 25, p. 689).

145 La lutte de classe doit partir des conditions réellement existantes et, en l'occurrence, de la situation créée par le développement capitaliste de l'économie qui est hautement inégal dans les villes et à la campagne. Le prolétariat lui-même en partage à la fois les avantages et les inconvénients, et c'est en faisant levier sur ses côtés forts qu'il peut pallier ses propres faiblesses : *« Dans l'agriculture comme dans la manufacture, la transformation capitaliste de la production semble n'être que le martyrologe du producteur ; le moyen de travail, que le moyen de dompter, d'exploiter et d'appauvrir le travailleur ; la combinaison sociale du travail, que l'oppression organisée de sa vitalité, de sa liberté et de son indépendance individuelle. La dissémination des travailleurs agricoles sur de plus grandes surfaces brise leur force de résistance, tandis que la concentration augmente celle des ouvriers urbains »* (cf. *le Capital* I, Ed. Sociales, t. 2, p. 181).

forces de la terre. Or, cette dilapidation est poussée à son comble, par delà les frontières de son propre pays, par le commerce (Liebig).

Alors que la petite propriété foncière crée une classe de barbares vivant à moitié en dehors de la société, une classe qui allie toute la grossièreté des sociétés primitives à tous les tourments et à toutes les misères des pays civilisés, la grande propriété mine la force de travail jusque dans le dernier recoin où s'est réfugiée son énergie naturelle et où se niche le fonds de réserve pour la régénération de la force vitale des nations : la campagne elle-même. A la fin, la grande industrie et la grande agriculture gérée industriellement agissent de concert. Si, à l'origine, elles se distinguaient du fait que la première saccageait et ruinait plutôt la force de travail, c'est-à-dire la force naturelle humaine, la seconde ruinant et saccageant directement la force naturelle de la terre, elles finissent par se conjuguer dans leur marche en avant : le système industriel débilite également les travailleurs à la campagne, tandis que l'industrie et le commerce procurent à l'agriculture les moyens d'épuiser la terre [146].

Abstraction faite de la matière naturelle gratuite, les forces naturelles qui ne coûtent rien peuvent être incorporées au procès de pro-

---

146 Si l'un des secrets du *Capital* – accessible seulement aux révolutionnaires – est que Marx y a étudié essentiellement le devenir et la structure de la société capitaliste en même temps que la mort inéluctable de la dernière société de classe, un autre en est que la question fondamentale est non pas l'industrie, mais l'agriculture.

Nous n'avons traité dans ce petit chapitre que la partie de la question foncière qui était indispensable à une vision d'ensemble de la transition économique au communisme – la nécessité d'abolir la propriété foncière et les rentes qui en découlent. Le lecteur trouvera l'énoncé du programme de transition dans le domaine agricole dans le recueil de Marx-Engels sur *la Dictature du prolétariat* (3e partie, chapitre : *Abolition de l'antagonisme entre agriculture et industrie, entre campagne et ville*), ainsi que dans une série d'articles de 1921 parus dans la presse du Parti Communiste d'Italie – alors sur les positions marxistes radicales – intitulée *la Question agraire* qui traite en particulier des mesures de transition du pouvoir prolétarien dans l'agriculture, et qui est reproduit dans *le Fils du Temps* n° 2 (la série sur *le Marxisme et la Question agraire* continuant dans les n° 6 et 7 de cette revue).

duction comme agents plus ou moins efficaces [147]. Le degré de leur efficacité dépend de méthodes et de progrès scientifiques qui ne coûtent rien non plus au capitaliste.

Il en est également ainsi pour la combinaison de la force de travail dans le procès de production et du savoir-faire accumulé des ouvriers individuels. Carey a calculé que le propriétaire foncier ne reçoit jamais assez parce qu'on ne peut jamais lui payer tout le capital, ou mieux le travail, qui de temps immémorial a été incorporé dans le sol pour lui donner son actuelle productivité. Soit dit entre parenthèses, il ne parle pas de la capacité de production qu'il lui enlève. En vertu de ce raisonnement, chaque ouvrier devrait être payé en fonction du travail qu'il en a coûté au genre humain tout entier pour faire du sauvage un moderne mécanicien.

On devrait dire au contraire : si l'on calcule tout le travail investi dans le sol qui, sans être payé, a été monnayé par les propriétaires fonciers et les capitalistes, tout le capital investi dans la terre a été remboursé maintes et maintes fois – et avec usure – si bien que la société a depuis longtemps et maintes et maintes fois racheté la propriété foncière.

---

147 Cf. MARX, *le Capital* II, in *Werke* 24, p. 356.

Comme dans tant de passages fulgurants des écrits économiques de Marx, c'est de la société communiste qu'il est directement question ici, bien qu'elle ne soit pas nommée.

Il montre ici, au nom de cette société supérieure débarrassée du grossier et mystifiant instrument de mesure qu'est l'argent, que les forces gratuites, soit directement fournies par la nature qui les a élaborées au cours de millions d'années, par exemple les matières premières, soit les forces naturelles que le capital capte gratuitement dans la nature (vent, énergie thermique, etc.), soit les produits gratuits de la coopération des multiples forces de travail, soit enfin le travail incorporé dans les forces productives depuis des millénaires, que toutes ces forces donc ne coûtent rien au capital et contredisent en cela son mode d'appropriation et de valorisation privés. En effet, le communisme démontre que ces biens gratuits appartiennent non pas à une personne, ni à une classe, ni même à une société ou génération actuelles, mais sont le patrimoine commun à toute l'humanité.

Agriculture, capitalisme et société communiste

Retour à la table des matières

La morale de l'histoire que l'on pourrait d'ailleurs tirer aussi d'autres observations concernant l'agriculture, c'est que le système capitaliste s'oppose à une agriculture rationnelle, ou que l'agriculture rationnelle est incompatible avec le système capitaliste, bien que celui-ci favorise le développement de la technique [148]. En somme, elle a besoin soit du travail du petit paysan qui produit directement, soit du contrôle des producteurs associés.

Le mode de production capitaliste rompt définitivement le lien qui unissait l'agriculture et la manufacture dans leur enfance [149]. Mais il

---

148 Cf. MARX, *le Capital* III, chapitre 6, in *Werke* 25, p. 131.

Les raisons pour lesquelles Marx est opposé à la grande propriété mécanisée capitaliste sont les suivantes: la terre est épuisée en raison de l'efficacité ravageuse des procédés mécaniques et chimiques de culture; l'ouvrier est isolé et rendu impuissant par son éparpillement ; et la terre manque de soins pour produire des substances de qualité. Si Marx préfère néanmoins la grande à la petite culture, ce n'est donc pas pour des raisons de valeur d'usage de la force de travail et de la nature, et donc de leur produit, mais c'est parce que la grande propriété, comme mesure de transition, exproprie les petits producteurs en élargissant leur horizon et en permettant le « contrôle des producteurs associés » sur la terre.

149 Cf. MARX, *le Capital* I, in *Werke* 23, p. 528.

À leur paroxysme, la science et la technique monstrueuses du Capital détruisent tout échange naturel entre l'homme et la terre, en ruinant l'un comme l'autre, après avoir pollué et empoisonné la nature. Une fois que tous les rapports naturels ont ainsi été détruits, il n'est plus possible de les reconstituer dans leur originalité primitive, et il ne reste plus qu'à organiser un plan général de vie et de production, basé sur la communauté qui seule permet d'agir unitairement et de manière rationnelle. En un mot, le communisme est « la connaissance d'un plan de vie pour l'espèce, c'est-à-dire pour toute l'espèce humaine ».

Il serait banal de dire que désormais la nature peut être régulée par la science en général, car ce sont précisément la physique, la mécanique et la chimie *bourgeoises* qui ont corrompu le métabolisme naturel. Cette science est fausse science parce qu'appropriée et distillée par les non-travailleurs

crée en même temps les conditions matérielles d'une synthèse nouvelle et supérieure entre l'agriculture et l'industrie sur la base du développement que chacune d'elles acquiert pendant la période de leur séparation complète. Avec la prépondérance toujours croissante de la population des villes qu'elle agglomère dans les grands centres, la production capitaliste, d'une part, accumule la *force motrice historique* de la société, et elle trouble, d'autre part, le métabolisme entre l'homme et la terre, c'est-à-dire la restitution à la terre des éléments du sol usés par l'homme sous forme de moyens alimentaires, vestimentaires, etc., éléments qui sont l'éternelle condition naturelle d'une fertilité durable de la terre. Le résultat en est la destruction de la santé physique des ouvriers des villes et la ruine de la vie intellectuelle des travailleurs de la campagne. Mais en bouleversant ainsi les conditions dans lesquelles la société accomplit tout à fait naturellement son métabolisme, elle force aussi à le rétablir d'une manière systématique sous une forme adaptée au développement humain intégral et comme lois régulatrices de la production sociale.

Les éléments révolutionnaires qui élimineront l'ancienne division du travail ainsi que la séparation entre la ville et la campagne sont déjà contenus en germe dans les conditions de la grande industrie moderne, et c'est le mode de production capitaliste lui-même qui en entrave le développement [150]. Pour l'observer, il faut étudier la véritable grande industrie, dans son histoire passée comme dans sa réalité présente, spécialement dans le pays qui l'a vue naître et où elle a atteint son développement le plus classique.

---

afin d'exploiter au maximum la force de travail et la terre et faire de l'argent. La science future de l'homme social partira non pas des choses mais de la vie sociale, et son premier acte sera la révolution pour « renverser la praxis » actuelle qui suit aveuglément les forces productives soumises aux nécessités du capital. La nouvelle science ne sera plus divisée et exprimera l'humanité unitaire ayant dépassé ses antagonismes internes pour dominer consciemment la nature, afin d'humaniser la terre tout entière par son travail rationnellement organisé. L'impasse et le désastre auxquels aboutit la science de classe démontrent clairement que celle-ci est une mystification et qu'avec la fin de la préhistoire naîtra une connaissance nouvelle, en rupture complète avec la précédente.

150 Cf. ENGELS, *Antidühring*, in Werke 20, p.278.

2. RAPPORTS DE CIRCULATION ET DE DISTRIBUTION ALIÉNÉS DU COMMUNISME

Préliminaire

Présupposés mercantiles et monétaires du communisme

Retour à la table des matières

À mesure que l'homme développe ses forces productives dans l'aliénation, il ne peut que préparer les premières conditions matérielles de son émancipation. Marx part donc de l'analyse de l'évolution générale des formes de production sociales successives *: il suit la trajectoire générale du développement humain, depuis le communisme primitif, puis il décèle dans la forme capitaliste de multiples points de transition au communisme supérieur.*

La méthode de Marx est rigoureusement scientifique, car il déduit les conditions sociales et humaines de leur base matérielle et productive. Elle s'oppose à la science bourgeoise qui se développe à partir de la recherche sur la matière dans laquelle seule elle admet – et encore – qu'il y ait déterminisme. L'étude de la genèse et du devenir du travail humain permet de fonder une science de l'homme, ou mieux de la société humaine, qui voit la naissance de l'humain dans la production, à la sortie du paradis terrestre de l'animalité. Dans cette très longue histoire infiniment heurtée, le travail assume des formes sociales spécifiques, par exemple : le travail esclavagiste, servile, corporatif, salarié. Mais c'est seulement sur la base de ce dernier, avec l'expropriation du prolétaire ouvrier, que la propriété privée peut être abolie. Or, la démonstration de cette nécessité – ce qui peut sembler

paradoxal – est faite justement de la façon la plus criante par le pôle privé du rapport bourgeois, dans les convulsions de la circulation.

En effet, ce n'est pas seulement de l'industrie moderne, au sein de laquelle le travail humain s'associe, coopère et se combine en un procès social de production, que jaillissent les rapports sociaux du communisme [151]*, mais c'est encore de tous ses présupposés mercantiles, l'argent, la valeur d'échange, le marché mondial dont le réseau de distribution universel servira de base aux échanges entre les hommes une fois le côté mercantile éliminé.*

La sphère de la circulation est cette partie de l'économie sociale qui distingue par excellence le capital et ses limites, étant à la base de ses contradictions : « La distribution est la puissance en action de la propriété privée » (Marx, Théories sur la plus-value, *in* Werke *26/2, p. 110).*

Avec la croissance des forces sociales de la production, la sphère du privatisme n'est pas éliminée mais socialisée à la façon bourgeoise, avec le moyen mercantile de nature sociale *qu'est l'argent – lequel ne connaît pas de patrie limitative* [152]*. Si l'on remonte à la ge-*

---

151 Bien qu'il s'agisse dans le communisme d'abolir l'opposition entre le caractère *social* de la production et le caractère privé de la distribution en socialisant aussi cette sphère de l'appropriation, et que la première tâche de la révolution soit de détruire l'Etat et les superstructures qui reposent sur ce caractère privé des échanges, il serait erroné de croire qu'il faille créer *ex nihilo* les rapports de distribution collectifs de la société future. Même ici, le prolétariat n'a pas de construction à entreprendre, car les rapports socialisés de la production en régime capitaliste tendent déjà à imposer des formes sociales de contrôle et de distribution qui jurent avec le système d'appropriation privé : le crédit tend à évincer les espèces sonnantes et trébuchantes, la Bourse vise à la péréquation entre les capitaux individuels, les sociétés par action, trusts, cartels et autres multinationales écartent la personne des bourgeois et même la gestion des entreprises particulières en instaurant une « distribution communiste du profit entre eux » (Marx à Engels, 30-04-1868). De par sa propre dialectique, le capitalisme ouvre quantité de « fenêtres sur le socialisme » (Lénine) y compris dans la distribution, comme nous le détaillerons dans la suite de ce recueil.

152 Marx élucide de façon cristalline la nature sociale contradictoire de l'argent (dont les fonctions enflent et gagnent en puissance d'une forme de production à l'autre) : *« Chaque individu privé possède dans l'argent la capacité générale d'échange, grâce à laquelle il détermine – à son gré et pour son compte – sa participation aux produits de la société. Ainsi chaque particu-*

nèse du procès de production bourgeois, la circulation mercantile et monétaire s'est étendue dans la production en lui imprimant ses caractéristiques, qui, dans la production, expriment avant tout des limitations – puisqu'elles transfèrent en tant que mesure la loi de la valeur travail à un procès de surtravail. Cependant, de la circulation à la production, le même phénomène change de forme. Alors que dans la production le caractère mercantile exprime son pôle limité dans la division en unités-entreprises, c'est au contraire son pôle social qui se révèle dans la circulation, à travers le rapport avec le marché mondial, tant pour le débouché des marchandises que pour l'approvisionnement en matières premières, etc. – un rapport universel, du moins potentiellement puisqu'il s'exerce dans les limites de la loi mercantile de l'échange entre équivalents.

Marché mondial et limites du capital

Retour à la table des matières

« Grâce à l'application des machines et de la vapeur, la division du travail a pu prendre de telles dimensions que la grande industrie, détachée du sol national, dépend uniquement du marché de l'univers, des échanges internationaux, d'une division du travail internationale » [153].

La production capitaliste est liée à cette création universelle du marché mondial qui lui a donné un réseau mercantile de distribution qui enserre toute l'humanité dans un système unique d'échanges. Ce premier acte constitue évidemment une base *sûre pour les relations universelles du communisme supérieur et pour un développement humain sans limites, car* « la véritable richesse intellectuelle de l'individu dépend entièrement de la richesse de ses rapports réels ». *Et*

lier possède-t-il dans sa poche la puissance sociale sous la forme d'un objet. Nul développement de l'industrie n'eût été possible sans cet argent. Mais si l'on arrachait à cet objet sa puissance sociale, celle-ci passerait directement aux individus. En revanche, tant que la puissance de l'argent n'est pas encore le lien des choses et des hommes, les rapports sociaux prennent la forme d'organisations politiques, religieuses, etc. » Cf. MARX, le Système monétaire achevé, manuscrit inédit, 1851.

153 Cf. MARX, *la Misère de la philosophie*, Ed. Sociales, 1972, p.146.

ce n'est qu'après le renversement antimercantile opéré par la révolution communiste que « la libération de chaque individu en particulier se réalisera exactement dans la mesure où l'histoire se transformera complètement en histoire mondiale » [154].

Mais le capital – ne produisant par nature que pour la demande solvable – ne réussit pas à faire levier sur les ressources infinies de la planète pour une expansion illimitée. L'immensité même du marché mondial mystifie le capital, surproducteur par nature, au sujet de ses possibilités de développement : le caractère géographique illimité cache les limites mercantiles et monétaires à la production et le pousse à surproduire.

Historiquement, les insuffisances du « prétendu marché mondial » apparaissent bientôt : le volcan de la production se heurte au marais stagnant du marché. Déjà l'Angleterre, quand elle est encore la seule nation industrielle, subit un cycle de crises décennales toujours plus graves en raison des limitations de la demande mondiale. Puis, l'accession de la plupart des pays blancs à l'économie bourgeoise provoque des guerres continuelles de destruction de la surproduction et de la surpopulation, et le marché mondial développe ses propres contradictions en se fracturant en marchés nationaux et sphères d'influence locales, avec barrières douanières et coloniales. Si le mercantilisme permet bien aux métropoles de s'approvisionner en produits exotiques divers, c'est sans y envoyer en compensation leur propre surplus de fruits et produits alimentaires. Au contraire, elles le laissent pourrir au mépris des besoins vitaux de la population croissante et diminuent les surfaces emblavées ou les transforment en pâturages pour les vaches, etc. Les limitations du capital apparaissent justement sur le marché, fût-il mondial, c'est-à-dire dans la distribution qui domine le mode de production.

Il saute aux yeux que ce marché a historiquement épuisé ses fonctions progressives et les graves dommages résultant de sa survie démontrent qu'il faut détruire le caractère mercantile du réseau mondial que le capitalisme a constitué. La base de celui de l'avenir se dessine aujourd'hui à partir de l'industrie socialisée qui a dû s'imposer au moyen d'une révolution politique bourgeoise débordant

---

154 Cf. MARX-ENGELS, *l'Idéologie allemande,* Ed. Sociales, 1968, p.67. Cf. extrait reproduit ci-dessous.

d'un pays à l'autre contre la résistance acharnée des puissances hégémoniques du marché mondial. Les flux qui s'effectueront à l'échelle mondiale n'obéiront plus au principe de l'équivalence, de l'offre et de la demande, mais aux seuls besoins et possibilités productives de l'humanité. Mais pour cela, l'industrie elle-même connaîtra une mutation profonde dont un premier élément sera le transfert gratuit *de forces productives à l'échelle internationale, que le prolétariat réalisera après avoir pris le pouvoir dans les pays développés.*

Du communisme primitif au communisme universel

Retour à la table des matières

L'humanité trouve d'emblée dans le communisme primitif la solution de la socialité aux problèmes qui se posent pour vivre et produire, aussi limité qu'il soit encore dans le cadre étroit du clan, tribu ou communauté primitive. A l'aube de la société humaine, la loi sociale – celle de la solidarité du communisme naturel – s'exerce seulement à l'intérieur de la famille élargie. Avec la nouvelle forme sociale marchande, le cercle où s'applique une même loi sociale s'élargit considérablement, mais le prix payé pour cela est l'aliénation du moyen social, *l'argent et la marchandise.*

À ce point, la société s'est divisée en producteurs confinés dans le procès de travail et en classes dominantes qui, dans la sphère publique, sociale, déterminent le mode spécifique de distribution – limité, privatiste – qu'elles imposent à la production et à la société. Alors, le procès échappe au contrôle des hommes, puisque la direction n'est pas entre les mains de ceux qui produisent et reproduisent les rapports sociaux, et même les révolutionnent en dernière analyse. Il s'agit seulement de rapports aliénés, entre les choses qui dominent l'humanité. D'une forme de production à l'autre, ce cercle s'agrandit sous la poussée des forces sociales du travail, dépassant bien vite les personnes singulières, tel l'antique patriarche, au pôle privatiste du rapport social. Mais, dans les conditions de classe, le rapport social reste uniquement un moyen au service du côté privatiste et sous sa domination. Sous la poussée des forces productives toujours plus so-

cialisées, le cercle non seulement s'élargit mais tend à être anonyme, social, classiste. C'est en développant cette double base pour une socialisation universelle de l'espèce humaine que le Capital conclue l'effort millénaire des générations successives : le procès de production est social et, sur un tel présupposé, le côté privé lui-même étend son réseau au niveau mondial.

La supériorité ou spécificité du capital réside justement dans la tendance universelle à la socialisation des deux pôles de son rapport, la circulation assurant l'extension quantitative *du résultat* qualitatif *conquis dans la production qui élabore les surproduits qui révolutionnent finalement les conditions et rapports en vigueur. Avec une telle dualité, toute diffusion quantitative d'un mode de production sous la direction de la classe qui domine la circulation, donc le mode de distribution à l'intérieur de la société déterminée, mène à une révolution qui impose de nouvelles conquêtes qualitatives.*

Le dénouement n'est plus bien loin et il s'impose sur la trajectoire même de la socialisation désormais acquise. La solution de Marx n'est autre que celle de la classe qui souffre le plus des antagonismes existants. L'ouvrier qui travaille manuellement, répétant toujours les mêmes gestes automatiques, rouage dans l'engrenage de la division mécanique du travail qui vomit les marchandises sur le marché mondial, accomplit un acte social de production. Cet homme déjà social est en même temps privé de toute humanité, conscience et même savoir faire, *et il subit tous les dommages de la privatisation, plus forts encore dans la socialisation à but privé. Dans leur spécialisation mutilante, les bourgeois quant à eux se sentent à l'aise, car l'argent leur donne accès à toutes les jouissances que peut offrir cette société, plus particulariste pour l'homme que toute autre auparavant.*

Après avoir brisé les frontières des modes sociaux différents, la socialisation renversera aussi les limites inhérentes au capital lui-même, qui fixe unilatéralement toute activité et produit humain, et nous en arriverons à la société communiste organique sur les ruines de la division du travail, de l'actuelle spécialisation à outrance, de l'opposition entre la science et le travail physique, et même entre les diverses sciences et travaux.

TEXTES DE MARX-ENGELS

A. Tendance universelle du capital dans la circulation

Retour à la table des matières

Au sein de la société communiste, la seule où le développement original et libre des individus n'est pas une phrase creuse, ce développement est conditionné précisément par l'interdépendance des individus, interdépendance constituée pour une part par les prémisses économiques, pour une part par la solidarité indispensable du libre développement de tous, et enfin par la forme universelle de l'activité des individus sur la base des forces productives existantes [et des échanges à l'échelle mondiale] [155].

Les hommes produisent leurs rapports sociaux sous forme aliénée avant de se les soumettre

Les hommes édifient un monde nouveau par des conquêtes historiques qui ébranlent le monde dans lequel ils vivent. Il leur faut, au cours de leur évolution, commencer par *produire* eux-mêmes les *conditions matérielles* préalables à la société nouvelle – et nul effort de l'esprit ni de la volonté ne peut les soustraire à ce destin [156].

Ce qui distingue une forme de production de l'autre, ce n'est pas ce que l'on produit, mais COMMENT et avec quels moyens de travail on le produit [157]. Les instruments ou moyens de travail ne sont pas seulement le baromètre pour mesurer le niveau de développement de

---

155 Cf. MARX-ENGELS, *l'Idéologie allemande*, Ed. Sociales, p.482.

156 Cf. MARX, *la Critique moralisante et la morale criticisante*, in *Werke* 4, p. 339.

157 Cf. MARX, *le Capital* I, in *Werke* 23, p. 194-95.

la force de travail humaine, mais encore le critère pour déterminer les rapports sociaux dans lesquels s'effectue le travail. Par ailleurs, c'est en agissant sur la nature ambiante et en la modelant que l'homme modifie sa propre nature. Il crée ainsi des potentialités qui sommeillent en lui et assujettit le jeu de ces forces nouvelles à sa volonté et sa puissance à lui.

La valeur d'échange (l'argent) transforme les relations sociales des personnes en rapport social des objets, et la richesse personnelle devient matérielle [158].Tant que la valeur d'échange n'a que peu de force sociale, étant encore liée à la substance du produit immédiat du travail ainsi qu'aux besoins directs des échangistes, la communauté qui relie entre eux les individus demeure puissante : rapport patriarcal, communauté antique, féodalisme, corporations et jurandes. Cependant, à présent, chaque individu détient la puissance sociale sous forme d'objet : il dérobe à la chose sa puissance sociale, car ne doit-elle pas s'exercer tout de même par des personnes sur les personnes ?

Les *premières* formes de société développent des rapports de dépendance personnels (d'abord tout à fait naturels) ; la productivité humaine s'y développe lentement et d'abord en des points isolés. La *deuxième* étape se caractérise par l'indépendance des personnes, fon-

---

158 Cf. MARX, Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie (1857-59), p.75-80.

La valeur d'échange, l'argent et la propriété privée ont certes existé bien avant le mode de production bourgeois moderne, et ils ont été de puissants agents corrosifs des communautés antiques. Mais alors, ils n'ont pu jouer le rôle qu'ils ont eu sous le capital où ils se sont transformés conformément à ses exigences, l'échange entre équivalents devenant, par exemple, échange contre équivalent + plus-value du capitaliste. Il faut donc séparer nettement les présuppositions du capital de celles du communisme. Néanmoins, les catégories mercantiles telles qu'elles existent dans les sociétés précapitalistes représentent déjà les premières formes de l'aliénation du travail et de l'homme, et pour autant, elles entrent dans l'étude de la genèse de l'homme social de demain ou communisme. En effet, aux yeux de Marx, le dénouement de l'aliénation suit la même voie que le procès de l'aliénation. Ne serait-ce que pour comprendre le mouvement qui va du capitalisme au communisme, il faut établir sur quelle trajectoire se situe le capital lui-même. Ce qui permet de suivre toute la course, c'est l'histoire du travail et des forces productives de l'homme.

dée sur leur dépendance à l'égard des *choses*. Il s'y développe, pour la première fois, un système général de métabolisme social, de rapports universels, de besoins diversifiés et de capacités universelles. Dans la *troisième* étape, la libre individualité se fonde sur le développement universel des hommes et sur la maîtrise de leur productivité sociale et collective ainsi que de leurs capacités sociales.

Il se trouve que la *seconde* étape ne fait que créer les conditions de la *troisième*, dès lors que les structures patriarcales et antiques (ainsi que féodales) tombent en décadence avec le développement du commerce, du luxe, de l'argent et de la valeur d'échange, tout comme la société moderne progresse au même rythme que ceux-ci. L'échange et la division du travail se conditionnent alors réciproquement. Comme chacun travaille dans son propre intérêt et que son produit n'est pas créé pour lui-même, le producteur doit avoir recours à l'*échange* [159], non seulement pour participer à la capacité générale de production, mais encore pour transformer son propre produit en moyens de subsistance pour lui. Or, l'échange, médiatisé par la valeur et l'argent, implique une dépendance universelle entre les producteurs, en même temps que le complet isolement de leurs intérêts privés et une division poussée du travail social, dont l'unité et la complémentarité existent dès lors comme un fait objectif et extérieur, indépendant des individus. Le lien entre les individus indifférents les uns aux autres est la tension entre l'offre et la demande.

Par ailleurs, s'il faut commencer par transformer le produit ou l'activité des individus en *valeur d'échange*, *argent*, afin qu'ils acquièrent et affirment leur *puissance* sociale sous cette forme *matérielle*, c'est pour que les individus ne produisent plus que pour et dans la société. Cependant, à ce stade, leur production n'est pas encore directement sociale, n'étant pas le fruit de l'association, et le travail n'étant pas réparti de façon communautaire. Les individus restent en-

159 À ce stade, la médiation – l'échange, l'argent et la marchandise – domine les hommes en les reliant – à travers leurs produits – entre eux et avec la nature dans le procès social. S'ils travaillaient directement de façon sociale – pour la société – comme ce sera le cas dans le communisme – la forme mercantile de l'échange, qui sert aujourd'hui de médiation universelle, tomberait. La forme aliénée, réifiée, des rapports sociaux qui se dressent en face des hommes comme une puissance les dominant, ferait place alors à un métabolisme universel entre eux et la nature.

core subordonnés au travail social qui pèse sur eux comme une fatalité, au lieu que la production sociale soit subordonnée aux individus qui la manieraient comme une puissance et une capacité communes.

Il n'est donc rien de plus inepte ni de plus faux que de fonder sur la *valeur d'échange* et sur l'*argent* le contrôle de l'ensemble de la production par les individus associés – comme le font les partisans des bons horaires … [160]

Tout comme la division du travail engendre l'agglomération, la combinaison, la coopération, l'antagonisme des intérêts privés, les intérêts de classe, la concurrence, la centralisation du capital, les monopoles et les sociétés par actions, autant de formes contradictoires de l'unité qui fait naître la contradiction elle-même –, l'échange privé, lui, produit le commerce mondial, l'indépendance privée crée une dépendance complète à l'égard du prétendu marché mondial ; les actes morcelés de l'échange nécessitent un système de banques et de crédit dont la comptabilité dresse le bilan des échanges privés et établit des compensations entre eux. Le marché national acquiert un *semblant* d'existence dans le cours des changes, car l'intérêt privé des nations est aussi divisé qu'il y a de citoyens majeurs ; les intérêts des exportateurs et des importateurs d'une même nation s'opposent sur ce terrain, etc. Si personne ne croira pour autant que l'on puisse abolir les *bases* du commerce intérieur et extérieur par une *réforme boursière*, il n'en

160 Marx distingue entre la conception communiste d'Owen qui *abolit* la forme de l'argent dans les bons horaires, et celle de Proudhon qui la *généralise* au contraire. Aux yeux de Marx, les bons de travail ne servent en aucune façon de forme d'organisation de la production ou des rapports entre les hommes et les choses. Ainsi, dans *la Critique du programme de Gotha*, propose-t-il dans les conditions d'un pays développé de limiter d'emblée l'emploi de tels bons à la sphère de la consommation de *ceux qui travaillent*, en excluant le calcul d'équivalence pour les autres personnes (partout où c'est possible on élargit tout de suite la sphère des non-équivalences). En effet, une part notable de la population ne travaille pas pour des raisons physiques, d'âge, de santé, etc. et doit être nourrie, habillée, etc. en dehors d'un tel calcul qui, au reste, disparaît tout à fait avec le développement des forces productives et l'abondance.

Le lecteur trouvera les textes de Marx sur les bons horaires, les bazars et les banques d'échange dans le recueil sur *les Utopistes*, PCM, p. 49, 60, 64, 67-72, ainsi que dans les *Grundrisse*, Ed. 10/18, t. 1, p. 148-153, t. 3, p. 355-358, et dans MARX-ENGELS, *Correspondance*, Ed. Sociales (1971), t. 2, p. 276-277, 281-284, 187-188, 361.

reste pas moins vrai qu'au sein de la société bourgeoise fondée sur la valeur d'échange, il se développe des rapports de distribution et de production qui sont autant de mines devant la faire éclater. Toutefois, les innombrables formes contradictoires de l'unité sociale ne sauraient être éliminées par de paisibles métamorphoses. Au reste, toutes nos tentatives de les faire éclater seraient du donquichottisme si nous ne trouvions pas, *enfouies dans les entrailles de la société telle qu'elle est*, les conditions de production matérielles et les rapports de distribution de la société sans classes…

Dans la société capitaliste, la connexion ainsi que la dépendance universelles dans la production et la consommation vont de pair avec l'indifférence croissante des consommateurs et des producteurs les uns à l'égard des autres, et ces contradictions mènent à la crise, etc. Au cours du développement de cette aliénation, certains s'efforcent de la dénouer en restant sur le terrain même qui la produit.

Les mercuriales, les cours du change, les relations entre les agents de commerce au moyen de lettres, télégrammes, etc. (il va de soi que les moyens de communication croissent en même temps qu'eux) - tels sont les moyens dont dispose l'individu pour se tenir informé de l'activité générale, afin d'y conformer la sienne propre. En d'autres termes, bien que l'offre et la demande, devenues forces autonomes, relient les individus entre eux, chacun cherche néanmoins à savoir où en sont l'offre et la demande sur le plan universel et, ses connaissances étant acquises, il modifie à son tour son comportement. Bien que sur ce terrain l'aliénation ne s'en trouve pas abolie pour autant, il s'y développe des rapports et des liaisons susceptibles de causer la destruction des anciennes conditions. Il devient possible d'établir des statistiques générales, etc.

Il faudrait développer tout cela sous les rubriques *Prix, offre et demande*. Il suffit de remarquer ici que le panorama de tout le commerce et de la production, tel qu'on l'observe en consultant les mercuriales, est un exemple parfait de l'opposition qui dresse les individus face à leurs propres échanges et produits, figés en un rapport *matérialisé et autonome*. Sur le marché mondial, *les liens entre individus se resserrent*, MAIS ils se figent *en dehors d'eux* et prennent un caractère *autonome*. Toutefois, c'est ainsi que mûrissent les conditions de leur dépassement, bien que ce soit encore la *comparaison* et la *confrontation*, au lieu de la *communauté* et de *l'universalité véritables.*

On a fait ressortir, non sans raison, la grandeur et la beauté de l'effort tenté par les individus pour appliquer leur science et leur volonté – en un processus d'échange matériel et spirituel – à ce lien social qui repose sur lui-même et sur l'indifférence à l'égard des individus. Il est vrai en effet que ce lien objectivé est préférable à l'absence de liens ou à des liens purement locaux, fondés sur la consanguinité ou sur les rapports de suzeraineté et de servitude [161].

Il est évident que les individus doivent commencer à produire leurs rapports sociaux avant de pouvoir se les soumettre. Il est inepte de considérer comme *naturel* le lien entre ces simples objets ou de croire que ce lien est inhérent à la nature des individus, donc indissociable de celle-ci – contrairement au savoir et au vouloir réfléchis. Tout cela est un produit du devenir historique de l'humanité et constitue une *phase déterminée* de son développement. Si ce lien est encore extérieur et autonome vis-à-vis des individus, cela montre simplement qu'ils en sont encore à créer les conditions de leur vie sociale – et qu'ils ne peuvent encore en aborder la transformation. Ces liens naturels unissant les individus correspondent à des rapports de production encore bornés [162].

---

161 En socialisant la production et en universalisant les échanges sur le marché mondial, le capitalisme a créé la base économique du communisme qui socialise l'individu sachant faire tout ce que font les autres individus. C'est pourquoi Marx explique longuement dans *le Manifeste* que « la bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire ». Les rapports précapitalistes étaient essentiellement statiques, tandis que les rapports de production bourgeois sont impétueusement dynamiques. Le capital a brisé les petits cercles de satisfaction des besoins et les îlots autarciques de production-consommation, pour universaliser les échanges de la production et de la consommation qu'il ne cesse de révolutionner.

Marx reconnaît sans réticence la nécessité du passage de la société communiste primitive, sans exploitation, marchandises ni argent, à l'ombre du Moyen âge, puis à l'égout fétide de la civilisation bourgeoise, pour avancer au-delà. Rien n'est fétiche pour lui – même pas la haine envers le capitalisme.

162 Dans *le Capital*, Marx explique que la marchandise semble être seulement un rapport entre produits – une bougie s'échange contre des allumettes, par exemple. C'est ce qu'il appelle le caractère *fétiche*, mystificateur, de la marchandise. En réalité, c'est un rapport – aliéné – entre producteurs, un rapport social, mieux encore un rapport entre classes sociales : « Tout le secret de la forme marchandise consiste en ceci que les marchandises renvoient aux

Les individus universellement développés n'ont entre eux que des liens sociaux naissant de rapports communautaires qu'ils contrôlent collectivement. Or, ces individus ne sont pas des produits de la nature, mais de leur histoire. Pour développer des capacités suffisamment intenses et universelles et rendre possible une *telle individualité*, il faut *au préalable* une production fondée sur la valeur d'échange qui crée l'universalité de l'aliénation de l'individu vis-à-vis de lui-même et des autres, en même temps que l'universalité des rapports et des aptitudes. Dans les stades antérieurs de l'évolution, l'individu jouit d'une plénitude plus grande justement parce que la plénitude de ses conditions matérielles n'est pas encore dégagée, en lui faisant face comme autant de puissances et de rapports sociaux indépendants de lui. Il est donc aussi ridicule d'aspirer à cette plénitude du passé que de vouloir en rester au total dénuement d'aujourd'hui. La conception bourgeoise n'a jamais dépassé l'opposition à l'idéal romantique tourné vers le passé : c'est donc pourquoi cette opposition subsistera jusqu'à la fin bienheureuse de la bourgeoisie.

---

hommes le caractère social de leur travail comme s'il était [mais il ne l'est pas. N. d. Tr.] le caractère objectif des produits mêmes du travail. En conséquence, elles présentent [illusoirement ! N. d. Tr.] le rapport social des producteurs avec la collectivité comme s'il était un rapport entre objets, existant en dehors des hommes. Au travers de ce quiproquo, les produits du travail deviennent des marchandises, choses effectivement *suprasensibles*, c'est-à-dire choses sociales ».

Marx dénonce ici une double mystification : d'une part, que la production mercantile du capitaliste soit un rapport social entre les hommes ; d'autre part, qu'elle soit un rapport entre les choses. C'est en fait un rapport aliéné des hommes avec les choses qui les dominent, et il s'agit donc de conquérir un rapport social entre les hommes, en brisant les rapports sociaux réifiés avant de se les soumettre.

La plus-value, moteur du révolutionnement dans la circulation

Retour à la table des matières

La création de plus-value absolue par le capital – c'est-à-dire d'un surplus de travail matérialisé – a comme condition que la sphère de la circulation s'élargisse constamment [163]. La plus-value créée à un point exige la création de plus-value à un autre, pour qu'elle trouve à s'échanger, ne serait-ce qu'au moyen d'une production additionnelle d'or et d'argent – de monnaie – de sorte que, si la plus-value ne trouve pas immédiatement à se transformer en capital, elle subsiste sous forme monétaire comme possibilité de capital nouveau.

L'une des conditions de la production fondée sur le capital est donc *la production d'une sphère sans cesse grandissante* de la circulation, soit que cette sphère s'élargisse directement, soit *qu'on y crée plus de points d'échange*.

Si la circulation apparaissait primitivement comme une grandeur donnée, elle apparaît désormais en mouvement, elle s'élargit à la suite de la production. Elle apparaît dès lors elle-aussi comme un élément de la production. Le capital s'efforce constamment de créer davantage de surtravail, si bien qu'il lui faut aussi créer les points d'échange correspondants. Du point de vue de la plus-value *absolue* ou du surtravail, il devra faire appel à plus de travail pour se compléter. C'est au fond la propagation de la production fondé sur le capital, ou du mode de production qui lui correspond. La tendance à créer le *marché mondial* existe donc immédiatement dans la notion de capital. Toute limite lui apparaît comme un obstacle à surmonter. Il commencera par soumettre chaque élément de la production à l'échange et par abolir la production de valeurs d'usage immédiates n'entrant pas dans l'échange : il substitue donc la production capitaliste aux modes de production antérieurs qui, sous son angle de vue, ont un caractère naturel. Le *commerce* cesse d'être une fonction permettant d'échanger

163 Cf. MARX, *Grundrisse*, Ed. 10/18, tome 2, p. 212-217.

l'excédent entre les producteurs autonomes : il devient une présupposition et un élément fondamental embrassant toute la production [164].

En outre, la production de plus-value relative, fondée sur l'accroissement des forces productives, exige la création d'une consommation nouvelle ; au sein de la circulation, la sphère de consommation devra donc augmenter autant que la sphère productive.

En conséquence : 1° on élargit quantitativement la consommation existante ; 2° on crée des besoins accrus en propageant les besoins à une sphère plus grande ; 3° on crée de nouveaux besoins, on découvre et on produit de nouvelles valeurs d'usage.

Mais tout cela suppose que le surtravail obtenu ne reste pas un simple excédent quantitatif, mais que les différences qualitatives du travail (et donc du surtravail) augmentent, se diversifient et se multiplient sans cesse. Ainsi, en raison du doublement de la production, il suffira d'appliquer maintenant un capital de 50 là où il fallait 100 auparavant : le travail nécessaire correspondant s'en trouvera libéré. Ce capital et ce travail libérés créeront une branche de production nouvelle et qualitativement différente, en vue de susciter et de satisfaire un besoin nouveau [165]. La valeur de l'ancienne industrie est conservée

---

164 Évidemment, toute production orientée vers la valeur d'usage immédiate diminue d'autant le nombre des échangistes et la somme des valeurs échangées dans la circulation et, qui plus est, la production de plus-value. D'où la tendance du capital 1° à élargir continuellement le cercle de la circulation, 2° à transformer toutes les unités de production conformément au mode capitaliste (Note de Marx).

165 Dans cet extrait des *Grundrisse*, Marx montre combien il est facile, dès lors que l'on fait abstraction de certaines spécificités, de confondre le capitalisme avec le socialisme, comme le font les Russes actuels qui prétendent que leur pays est socialiste malgré le développement de plus en plus considérable de la production marchande, de l'argent, du salariat, de l'accumulation, de l'Etat, etc. Cette confusion est possible du fait que le capitalisme représente la riche base universelle du socialisme et qu'il développe partout des rapports sociaux – à cela près qu'ils sont réifiés et dominent les hommes.

Marx, s'il ne nie nullement la « mission progressive du capitalisme », remarque qu'il n'apporte pas le bien-être pour tous les hommes, mais que sa production fantastique de richesses si sophistiquées implique, au contraire, l'exploitation et la misère de la plus grande partie de l'humanité. Il explique, enfin, que les facultés prodigieuses de production du capitalisme proviennent de ce qu'il est une mécanique exceptionnelle pour extorquer un taux

lorsqu'on crée un fonds pour une branche nouvelle où le rapport entre *le capital et le travail* revêt une forme *nouvelle*. Il faudra donc explorer toute la nature pour découvrir des objets de propriétés et d'usages nouveaux pour échanger, à l'échelle de l'univers, les produits de toutes latitudes et de tous les pays, et soumettre les fruits de la nature à des traitements artificiels, afin de leur donner des valeurs d'usage nouvelles. (Nous verrons plus loin quel a été le rôle du *luxe* chez les Anciens, et sa différence avec celui de l'époque moderne.) On explorera la terre dans tous les sens, tant pour découvrir de nouveaux objets utiles que pour donner des valeurs d'usage nouvelles aux anciens objets en utilisant ceux-ci en quelque sorte comme matière première. Pour cela, on développera au maximum les sciences de la nature. On s'efforcera, en outre, de découvrir, de créer et de satisfaire des besoins découlant de la société elle-même.

La production fondée sur le capital crée de la sorte les conditions de développement de toutes les propriétés de l'homme *social*, d'un individu ayant le maximum de besoins, et donc riche des qualités les plus diverses, bref d'une création sociale aussi universelle et totale que possible, car plus le niveau de culture de l'homme augmente, plus il est à même de jouir [166].

---

croissant de plus-value, grâce à laquelle il crée de nouvelles branches de production et donc de nouveaux besoins à satisfaire. En d'autres termes, avant que le communisme développe les conditions universelles de l'épanouissement de l'homme, le capitalisme suscite l'essor fabuleux des conditions matérielles à l'échelle universelle.

166 Marx fait ici une incursion dans la société future, car cet *homme social* dont les facultés de jouissance augmentent avec la formation pratique et intellectuelle n'est propre qu'au communisme. Dans le capitalisme, « *il y a, à la place de tous les sens physiques et intellectuels développés, l'aliénation pure et simple de tous ces sens par le sens de la possession* ». Et de préciser que cette aliénation des riches se manifeste clairement chez les pauvres : « *Chez ceux qui sont en haut, l'aliénation s'exprime toujours d'une manière subtile, déguisée et ambigüe, tandis que chez ceux qui sont en bas, elle s'exprime d'une manière grossière, directe et franche… Or, tout comme l'industrie spécule sur le raffinement des besoins, elle spécule sur leur grossièreté provoquée artificiellement. La véritable joie que procurent ces besoins grossiers consiste donc à s'étourdir. Elle est cette apparente satisfaction du besoin, cette civilisation à l'intérieur de la grossière barbarie du besoin. Les bistrots anglais sont par conséquent des illustrations symboliques de la propriété privée. Leur luxe montre le véritable rapport à l'homme*

Il se développe une division du travail accrue et on créera des branches de production nouvelles, et donc aussi un surtravail qualitativement nouveau. La production rejette de son sein les éléments servant à créer de nouvelles valeurs d'usage : un système sans cesse plus vaste embrasse tous les genres de travaux et de production auxquels correspond un système toujours plus riche et varié de besoins.

Ainsi donc, la production fondée sur le capital crée, d'une part, l'industrie universelle, c'est-à-dire le surtravail en même temps que le travail créateur de valeurs, mais aussi, d'autre part, un système d'exploitation générale des propriétés de la nature et de l'homme. Ce système repose sur le principe d'utilité générale : il utilise à son profit la science autant que toutes les qualités physiques et spirituelles. Rien de grand ni de noble ne peut subsister plus longtemps de par ses propres vertus, en dehors de ce cercle de production et d'échanges sociaux. Le capital se met donc à créer la société bourgeoise et l'appropriation universelle de la nature, et établit un réseau englobant tous les membres de la société : *telle est la grande mission civilisatrice du capital*.

Il s'élève à un niveau social tel que toutes les sociétés antérieures apparaissent comme des *développements* purement *locaux* de l'humanité et comme une *idolâtrie de la nature*. En effet, la nature devient un pur objet pour l'homme, une chose utile à exploiter. On ne la reconnaît plus comme une puissance. L'intelligence théorique des lois naturelles a tous les aspects de la ruse qui cherche à soumettre la nature aux besoins humains, soit comme objet de consommation, soit comme moyen de production.

De même, le capital se développe irrésistiblement au-delà des barrières nationales et des préjugés ; il ruine la divinisation de la nature en même temps que les coutumes ancestrales : il détruit la satisfaction de soi cantonnée dans des limites étroites et basée sur un mode de vie et de reproduction traditionnel. Il abat tout cela et il est lui-même en révolution constante, brisant toutes les entraves au développement des forces productives, à l'élargissement des besoins, à la diversité de la

---

qu'ont le luxe et la richesse industriels. Ils sont donc aussi, avec raison, les seules réjouissances dominicales du peuple qui soient tout au moins traitées avec douceur par la police anglaise » (*Manuscrits économico-philosophiques de 1844*, Ed. Sociales, 1962, p. 91 et 105-106).

production, à l'exploitation et à l'échange de toutes les forces naturelles et spirituelles [167].

Le capital ressent toute limite comme une entrave et la surmonte idéalement, mais il ne l'a pas pour autant surmontée en réalité : comme chacune de ces limites est en opposition avec la démesure inhérente au capital, sa production se meut dans des contradictions constamment surmontées, mais tout aussi constamment recréées. Qui plus est, l'universalité à laquelle il tend inlassablement trouve des limites dans sa propre nature qui, à un certain niveau de son évolution, révèlent qu'il est lui-même l'entrave la plus grande à cette tendance, et le poussent à sa propre abolition…

Toute la controverse sur la possibilité et nécessité de la *surproduction* au niveau du capital porte sur ce point : le procès de valorisation du capital dans la production crée-t-il directement une valorisation égale dans la circulation, sa valorisation dans le *procès de production* étant au fond la seule *véritable* ? Ricardo se doute, bien sûr, que la *valeur d'échange* n'est valeur que dans l'échange où elle s'affirme comme telle, mais il considère comme fortuites les limites auxquelles la production se heurte de ce fait : elles sont donc toujours surmontées. Il estime même que le dénouement de ces entraves fait partie de la nature même du capital : c'est pourquoi ses explications sont souvent absurdes.

Pour sa part, *Sismondi* ne souligne pas seulement l'existence de ces entraves, mais il montre que le capital les produit lui-même, suscitant ainsi des contradictions dont il flaire qu'elles doivent provoquer sa ruine. Il voudrait donc qu'on impose à la production des barrières extérieures telles que la morale, la loi, etc., barrières purement extérieures et artificielles que le capital précisément ne peut, du fait même, que renverser. Mais, de leur côté, Ricardo et toute son école n'ont jamais compris les *crises modernes* réelles au cours desquelles cette contradiction du capital se déchaîne en une tempête qui, à chaque fois, menace plus dangereusement les fondements de la société et de la production capitalistes.

---

167 Cf. HEGEL, IV : *Wissenschaft der Logik*. 1. Teil, p. 417.

Marché mondial :
présupposé opposé du communisme

Retour à la table des matières

Ce qui distingue le capital de tous les modes de production antérieurs, c'est sa tendance universelle [168]. Bien qu'il soit borné de par sa nature, le capital *tend* à un développement universel des forces productives. Il devient ainsi la prémisse d'un mode de production nouveau, qui ne sera pas fondé sur un développement des forces productives se bornant à reproduire ou à élargir la base existante, mais où le *développement* libre, sans entrave, progressif et universel des forces productives sera lui-même condition de la société, et donc de sa reproduction ; où la seule prémisse sera le dépassement du point de départ[169].

La tendance universelle du capital est toutefois en contradiction directe avec sa forme bornée de production, et c'est ce qui le pousse à se dissoudre. En même temps qu'elle le distingue de tous les modes de production antérieurs, elle le pose donc comme une forme purement transitoire.

Jusqu'ici toutes les formes de société ont succombé au développement de la richesse ou –ce qui revient au même – au développement

---

168 Cf. MARX, Grundrisse der Kritik …, p. 438.

169 Marx donne ici une définition tout à fait fondamentale du mode de production communiste en opposition au capitalisme. Ce dernier est essentiellement domination du travail VIVANT par le travail MORT, l'énergie de l'ouvrier étant transformée en matières, produits, machines, installations morts, et le capital cherchant à s'amortir le plus rapidement possible en se dévalorisant à un rythme accéléré : cf. le chapitre Homicide des Morts, in MARX-ENGELS, la Crise, Ed. 10/18, p. 257-260. Dans sa Préface de 1867 au 1e Livre du Capital, Marx explique que le passé domine et écrase le présent dans la société capitaliste : le mort saisit le vif.

La société communiste, elle, comme la révolution prolétarienne qui l'introduit, sera déterminée par le futur qu'elle se propose d'atteindre, puisque sa base est l'épanouissement créatif de l'homme selon un plan conscient commun ; sa « prémisse étant le dépassement des conditions existant aujourd'hui », le fil sera renoué entre le passé, le présent et le futur, le progrès impulsant le tout.

des forces productives. Chez les Anciens, qui en avaient conscience, la richesse était donc formellement dénoncée parce qu'elle provoquait la ruine de la communauté. Les structures féodales ont sombré avec l'industrie urbaine, le commerce et l'agriculture modernes (et déjà avec certaines inventions telles que la poudre ou l'imprimerie).

Pour que les conditions économiques soutenant la communauté se dissolvent, il suffisait d'un développement des forces productives – et, par suite, de forces nouvelles jointes à un commerce des individus. Il va de soi que le même sort frappait les rapports politiques unissant les divers éléments de cette communauté, aussi bien que la religion où elle se projette sous une forme idéalisée (montrant ainsi que les deux reposent sur un rapport donné avec la nature, où aboutit toute force productive), le caractère, la conception, etc. des individus. *A lui tout seul*, le *développement de la science* – autrement dit, de la forme la plus solide de la richesse, parce qu'elle la crée en même temps qu'elle en est le produit – aurait suffi à désagréger cette communauté. Or, le *développement de la science*, cette richesse à la fois idéale et pratique, n'est qu'un des aspects et une forme du *développement des forces productives humaine*, c'est-à-dire de la richesse.

Sur le *plan des idées*, la dissolution d'une certaine forme de conscience suffit à tuer une époque entière. *En réalité*, toute limitation de la conscience correspond à un *degré déterminé du développement des forces productives matérielles*, et donc de la richesse. L'évolution ne s'effectue pas seulement à partir de l'ancienne base, *mais cette base elle-même s'élargit*. Cette phase du développement évoque la floraison : la plante fleurit sur *cette* base, elle se flétrit pour avoir fleuri et après avoir fleuri. Le plus haut développement de cette base est donc le point où elle est la plus élaborée, où elle se concilie avec la plus haute *évolution des forces productives*, et donc aussi avec le plus ample développement des individus. Sitôt que ce point est atteint, toute évolution ultérieure est déclin, et tout développement nouveau se fera sur une base nouvelle.

Nous avons vu plus haut que la propriété des moyens de production correspond à une forme déterminée et limitée de la communauté, et donc d'individus ayant des facultés et un développement aussi étroits que la communauté qu'ils forment. Mais cette présupposition est, à son tour, le résultat d'une phase historique bornée de l'évolution des forces productives, de la richesse aussi bien que de son mode de

production. Le but de cette communauté et de ces individus ainsi que la condition de la production, c'est la *reproduction de ces moyens déterminés de production* et de ces individus avec leur particularité aussi bien qu'avec les structures et les rapports sociaux qui les déterminent et dont ils sont les supports vivants.

Le capital suppose la *production de la richesse* en tant que telle, c'est-à-dire le développement universel des forces productives et le bouleversement incessant de sa propre base, comme condition de sa reproduction. De même que la valeur d'échange n'exclut aucune valeur d'usage et n'a pas non plus comme condition absolue tel ou tel type de consommation ou de circulation, chaque niveau de développement des forces productives sociales, de la circulation, de la science, etc. n'est qu'une barrière à franchir aux yeux du capital. Sa présupposition elle-même – la valeur – est posée comme produit, et non comme quelque chose de supérieur, en suspens au dessus de la production.

La limitation du capital, c'est que tout son développement s'effectue de manière antagonique, et que l'élaboration des forces productives, de la richesse universelle, de la science, etc. apparaît comme *aliénation* du travailleur, qui se comporte vis-à-vis des conditions produites par lui-même comme vis-à-vis d'une richesse étrangère et de sa pauvreté à lui.

Mais cette forme contradictoire est elle-même transitoire et produit les conditions réelles de sa propre abolition. Le résultat, c'est que le capital crée cette base qui renferme, de manière tendancielle et potentielle, le développement universel des forces productives et de la richesse ainsi que l'universalité des communications, bref la base du marché mondial. Cette base constitue la possibilité du développement universel de l'individu, et le développement réel des individus sur cette base, comme dépassement constant de la *barrière* qu'elle constitue, barrière qui est comprise en tant que telle, et n'a pas valeur de *limite* sacrée.

L'universalité de l'individu ne se réalise plus dans la pensée ni dans l'imagination ; elle est vivante dans ses rapports théoriques et pratiques. Il est donc en mesure de saisir sa propre histoire comme un *procès* et de concevoir la nature avec laquelle il fait véritablement

corps [170], d'une manière scientifique (ce qui lui permet de la dominer dans la pratique). Dès lors, le procès de développement est lui-même produit et conçu comme une prémisse. Mais il est évident que tout cela exige le plein développement des forces productives comme *condition de la production* : il faut que les *conditions de production* déterminées cessent d'apparaître comme des entraves au développement des forces productives.

À vrai dire, dans l'histoire passée, c'est un fait parfaitement empirique qu'avec l'extension de l'activité au plan de l'histoire universelle, les individus ont été de plus en plus asservis à une puissance qui leur est étrangère, qui est devenue de plus en plus massive et se révèle en dernière instance être le *marché mondial* [171]. Mais il est tout aussi fondé empiriquement que cette puissance sera abolie par le renversement de l'état social actuel, par la révolution communiste et par l'abolition de la propriété privée qui ne fait qu'un avec elle. Alors, la libération de chaque individu en particulier se réalisera exactement dans la mesure où l'histoire se transformera complètement en histoire mondiale. Il est clair que la véritable richesse intellectuelle de l'individu dépend entièrement de la richesse de ses rapports réels. C'est seulement de cette manière que chaque individu en particulier sera délivré de ses diverses limites nationales et locales, mis en rapports pratiques avec la production du monde entier (y compris intel-

170 Dans ce passage, Marx efface d'un trait de plume la différence chère aux philosophes dualistes - qui opposent matière à esprit, nature à homme, objectivisme à subjectivisme - puisque la nature réagit sur l'homme et l'homme sur la nature, en un processus de transformation réciproque. Mais ces beaux esprits ont horreur de se pencher sur le procès de travail des hommes-esclaves, et même s'ils le faisaient, ce serait pour vanter les progrès techniques comme chose en soi. Pour Marx, l'homme est produit de la nature, sa synthèse la plus haute, comme le démontrera la lumineuse société communiste de demain. On sera alors sorti de la tromperie millénaire de l'homme-individu seul en face du monde naturel stupidement appelé extérieur (extérieur au moi, ce sommet de la déficience, incapable même de se reproduire). L'homme faisant corps avec toute l'espèce humaine, parfaitement interne au solide monde physique, son travail ne sera plus qu'un métabolisme entre lui et la nature.

171 Cf. MARX-ENGELS, *l'Idéologie allemande*, Ed. Sociales, p.66-67 et 103-104.

lectuelle) et mis en état de jouir de la production du monde entier dans tous les domaines (créations des hommes). La dépendance *universelle*, cette forme naturelle de la coopération des individus *à l'échelle de l'histoire mondiale*, sera transformée par la révolution communiste en contrôle et domination consciente de ces forces qui, engendrées par l'action réciproque des hommes les uns sur les autres, leur en ont imposé jusqu'ici comme si elles étaient des puissances foncièrement étrangères, et les ont dominés...

Nous en sommes arrivés aujourd'hui au point que les individus sont obligés de s'approprier la totalité des forces productives existantes, non seulement pour arriver à manifester leur moi, mais avant tout pour assurer leur existence. Cette appropriation est conditionnée, en premier lieu, par l'objet qu'il s'agit de s'approprier, ici donc les forces productives développées jusqu'au stade de la totalité et existant uniquement dans le cadre d'échanges universels. Déjà, sous cet angle, cette appropriation doit nécessairement présenter un caractère universel correspondant aux forces productives et aux échanges. L'appropriation de ces forces n'est elle-même pas autre chose que le développement des facultés individuelles correspondant aux instruments matériels de production. Par là même, l'appropriation d'une totalité d'instruments de production est déjà le développement d'une totalité de facultés dans les individus eux-mêmes. Cette appropriation est en outre conditionnée par les individus qui s'approprient : seuls les prolétaires de l'époque actuelle, totalement exclus de toute manifestation de soi, sont en mesure de parvenir à une manifestation de soi totale, et non plus bornée, qui consiste dans l'appropriation d'une totalité de forces productives et dans le développement d'une totalité de facultés que cela implique.

Toutes les appropriations révolutionnaires antérieures étaient limitées. Des individus, dont la manifestation de soi était bornée par un instrument de production limité et des échanges limités, s'appropriaient cet instrument limité et ne parvenaient ainsi qu'à une nouvelle limitation. Leur instrument de production devenait leur propriété, mais eux-mêmes restaient subordonnés à la division du travail et à leur propre instrument de production. Dans toutes les appropriations antérieures, une masse d'individus restait subordonnée à un seul instrument de production ; dans l'appropriation par les prolétaires, c'est une masse d'instruments de production qui est nécessairement

subordonnée à chaque individu, et la propriété qui l'est à tous. Les échanges universels modernes ne peuvent être subordonnés aux individus qu'en étant subordonnés à tous.

L'appropriation est en outre conditionnée par la façon particulière dont elle doit nécessairement s'accomplir. Elle ne peut s'accomplir que par une union obligatoirement universelle à son tour, de par le caractère du prolétariat lui-même, et par une révolution qui renversera, d'une part, la puissance du mode de production et d'échange précédent, ainsi que le pouvoir de la structure sociale antérieure, et qui développera, d'autre part, le caractère universel du prolétariat et l'énergie qui lui est nécessaire pour mener à bien cette appropriation, une révolution enfin où le prolétariat se dépouillera en outre de tout ce qui lui reste encore de sa position sociale antérieure.

B. Élimination des capitalistes industriels et monétaires

Antagonismes dévastateurs au sein même du capital

Retour à la table des matières

Lorsque le capitaliste monétaire est dissocié du capitaliste industriel, une partie du profit se convertit en intérêt [pour rémunérer l'argent prêté], créant la catégorie de l'intérêt – et ce sera la concurrence entre ces deux sortes de capitalistes qui déterminera le *taux* de l'intérêt [172].

Pour tout le temps où le capital opère dans le procès de sa reproduction – en supposant même qu'il appartienne au capitaliste industriel, de sorte qu'il n'a pas à le restituer – le capitaliste ne peut dispo-

---

172 Cf. MARX, *le Capital* III, in *Werke* 25, chapitre: *Intérêt et profit d'entreprise*, p. 383-403.

Cette dissociation révèle le dualisme du capital qui découle de sa nature monétaire et mercantile : alors que l'intérêt n'est jamais qu'une partie de la plus-value que le capitaliste actif doit partager avec le financier, dans la mesure où il n'emploie pas son propre capital mais doit l'emprunter, du point de vue *qualitatif* l'intérêt est de la plus-value captée sur la base de la seule propriété du capital sous forme monétaire. Il tire son origine du capital en soi, de sa métamorphose dans la circulation, et constitue un revenu pour son propriétaire qui reste en dehors de la production. L'intérêt découle donc du capital dissocié de la production.

Ainsi, l'intérêt est complètement extérieur au rapport de l'ouvrier avec le capital. C'est un rapport de capitaliste à capitaliste dans la répartition, qui s'effectue une fois que le travail a été exploité et a produit la plus-value. Mais que son capitaliste *« empoche tout ou qu'il doive en céder une partie à une tierce personne, propriétaire juridique, voilà qui est sans importance pour l'ouvrier »*. Ce qui compte au contraire pour lui, c'est le rapport entre son travail et la plus-value *« qui est, elle, la somme, le total, l'unité des deux parties »*. La propriété du capital a pour seule signification le fait qu'il est *privé* de ses moyens de production, condition préalable à son exploitation dans le procès de production. Que ce titre juridique soit entre les mains de prêteurs, d'actionnaires ou de l'Etat ne change rien à sa condition d'esclave salarié.

ser, comme personne privée, de ce capital, mais uniquement du profit qu'il peut dépenser à titre de revenu. En effet, tant que son capital opère comme capital, il appartient au procès de sa reproduction où il est immobilisé. Il en est certes le propriétaire, mais cette propriété ne lui permet pas de l'utiliser autrement que comme capital productif, tant qu'il sert à exploiter le travail. Il en va tout à fait de même pour le capitaliste monétaire. Pour tout le temps où son capital est prêté et joue son rôle de capital monétaire, il lui rapporte un intérêt, une partie du profit, mais il ne peut pas en disposer [173]. C'est ce qui devient évident lorsqu'il prête pour un an ou davantage, et qu'il reçoit des intérêts à échéances fixes, sans que son capital lui soit remboursé ; mais le fût-il, cela ne changerait rien, car sitôt qu'il le récupère, il doit le prêter à nouveau s'il veut qu'il opère comme capital ou plus exactement comme capital monétaire. Tant qu'il le garde par devers lui, le capital ne lui rapporte aucun intérêt, n'opérant pas comme capital, et tant qu'il rapporte un intérêt et agit comme capital, le capitaliste n'en dispose pas…

Si l'intérêt était égal à zéro, le capitaliste industriel qui a emprunté du capital se trouverait à égalité avec celui qui fait travailler son propre capital. Tous deux empocheraient le même profit moyen, et le capital – emprunté ou non – n'œuvre en tant que capital que pour autant qu'il produit du profit… L'un des deux capitalistes doit restituer le capital et en emprunter de nouveau ; mais l'autre, pour tout le temps où son capital doit opérer, doit également l'anticiper constamment pour le procès de production sans pouvoir en disposer en dehors de ce procès. La seule différence qui reste encore est celle qui tombe sous le

173 Le capitaliste qui investit son capital dans le procès de production ne fait que le socialiser : d'individuel, le capital-argent devient production sociale. Celui qui prête son argent aussi bien que celui qui l'utilise dans la production, perd donc la propriété du capital qui est investi. Il ne tient plus qu'une assignation – sous forme potentielle de Propriété juridique – sur le profit ou la plus-value qui en résultera. Afin de pouvoir se reproduire comme capitaliste, il ne pourra en consommer pour lui qu'une fraction mineure, puisqu'il est obligé de réinvestir en quantités de plus en plus considérables à mesure que la production s'effectue à une échelle plus grande, que le taux de profit baisse et que la concurrence entre capitaux augmente avec la surproduction croissante – et cela sous peine d'être évincé par ses compères et exproprié purement et simplement, jusque dans son titre de propriété.

sens : c'est que l'un est propriétaire de son capital, et que l'autre ne l'est pas [174]…

La distinction qualitative entre les deux parties du profit brut – à savoir que l'intérêt est le fruit du capital en soi, de la propriété du capital, indépendamment du procès de production ; et le profit d'entreprise, le fruit du capital en fonction dans le procès de production, et donc du rôle actif joué par l'utilisateur du capital dans le procès de reproduction –, cette distinction ne part pas d'une simple conception subjective du capitaliste monétaire d'une part, et de l'industriel d'autre part. Elle repose sur un fait objectif, car l'intérêt reflue vers le capitaliste monétaire, le prêteur, qui est simplement propriétaire du capital avant le procès de production et en dehors de lui, tandis que le profit d'entreprise revient au capitaliste qui est uniquement productif, sans être propriétaire du capital…

Le capitaliste qui travaille avec son propre capital, comme celui qui travaille avec du capital emprunté, partage dorénavant son profit brut en intérêt qui lui échoit en tant que propriétaire, prêteur de capital à lui-même, et en gain d'entrepreneur qui lui revient en tant que capitaliste actif, productif. Pour cette répartition, puisque qualitative, il importe donc peu que le capitaliste partage effectivement son profit avec quelqu'un d'autre, ou non. Celui qui fait fructifier le capital – même s'il en est le propriétaire – se décompose en deux personnes : le simple propriétaire du capital et l'utilisateur du capital. Son capital

---

174 Lorsque le capitaliste industriel se désagrège en gérant et propriétaire, sa propriété ne pèse pas lourd face au procès de production – producteur de richesses d'un côté et dévalorisateur, expropriateur, de l'autre. La propriété, en se détachant du capital d'entreprise, devient de plus en plus purement juridique et remonte progressivement de la base économique à la superstructure juridique de l'Etat, où elle trouve sa défense dans le juge, le magistrat, le policier, le militaire, la loi et la constitution. Elle apparaît ainsi de plus en plus étrangère, puis hostile aux exigences du procès de production, dont les superstructures bourgeoises forment l'entrave majeure que le prolétariat devra donc commencer par balayer avant de pouvoir révolutionner la production et la société.

D'ores et déjà, le développement capitaliste, en dépit de la protection juridique de la propriété, exproprie le plus grand nombre des capitalistes, d'abord les petits, puis les moyens, enfin les gros eux-mêmes, en un mouvement qui appelle l'expropriation des derniers expropriateurs : la révolution prolétarienne.

lui-même, pour ce qui est des catégories du profit qu'il produit, se subdivise en *propriété* du capital *hors* du procès de production, produisant l'intérêt, et en capital *dans* le procès de production, rapportant le gain d'entrepreneur comme capital en procès…

La partie du profit brut qui n'est pas l'intérêt apparaît au capitaliste industriel [qu'il travaille avec son propre capital ou avec du capital emprunté] comme du profit d'entreprise et l'intérêt lui-même comme une plus-value que le capital rapporte en tant que tel, et rapporterait même sans utilisation productive.

Cela est vrai, dans la pratique, pour le capitaliste individuel qui peut choisir de prêter son capital à intérêt, ou bien de le valoriser lui-même comme capital productif, que son capital existe déjà comme capital au point de départ, ou qu'il doive d'abord être transformé en capital monétaire. Mais si l'on généralise et l'on applique cela au capital total de la société, comme le font quelques économistes vulgaires qui vont jusqu'à y voir la base du profit, c'est naturellement pure absurdité. Vouloir transformer tout le capital en capital monétaire sans qu'il y ait personne qui achète et valorise les moyens de production, forme que revêt la totalité du capital hormis la partie relativement faible existant sous forme d'argent, est proprement un non-sens. Cela renferme une absurdité encore plus grande : sur la base du mode de production capitaliste, le capital pourrait rapporter de l'intérêt sans être employé productivement, c'est-à-dire sans produire de la plus-value, dont l'intérêt n'est qu'une fraction – le mode de production capitaliste suivrait son cours sans la production capitaliste. En fait, si une fraction trop considérable de capitalistes voulait convertir leur capital en capital monétaire, il s'en suivrait une dévalorisation énorme du capital monétaire et une chute non moins énorme du taux d'intérêt ; beaucoup d'entre eux se trouveraient dans l'heure hors d'état de vivre de leurs intérêts et seraient donc contraints de redevenir des capitalistes industriels [175]…

175 En théorie, le capitaliste monétaire ou financier, qui tire son revenu de son titre de propriété sans participer le moins du monde à la production, est un parasite, et doit donc être éliminé dans une société saine. Cela saute aux yeux, dans la pratique, lors des périodes de surproduction, c'est-à-dire de la crise générale du mode de production qui introduit le processus révolutionnaire. Les capitaux, devenant alors pléthoriques, ne trouvent plus à se placer

En somme, ces deux formes – intérêt et gain d'entrepreneur – n'existent qu'en opposition l'une à l'autre. Ni l'une ni l'autre ne se rapportent à la plus-value, dont elles ne sont que deux parties, classées dans des catégories, rubriques ou sous des noms divers, mais elles se rapportent l'une à l'autre. C'est parce qu'une partie de la plus-value se convertit en intérêt que l'autre partie prend la forme de gain d'entrepreneur… Le capitaliste prêteur affronte directement le capitaliste réellement actif dans le procès de reproduction, et non le travailleur salarié qui est exproprié des moyens de production en raison précisément du mode de production capitaliste. L'opposition avec le travail salarié se trouve effacée dans la forme de l'intérêt, car le capital portant intérêt ne s'oppose pas, en tant que tel, au travail salarié mais au capital productif de plus-value.

Le capital portant intérêt est le capital comme *propriété* en opposition au capital comme *fonction productive*. Or, là où le capital n'est pas en fonction, il n'exploite pas les ouvriers et n'entre donc pas en conflit avec le travail. De même, le gain de l'entrepreneur n'est pas en opposition avec le travail salarié mais avec l'intérêt. En effet, une fois donné le taux de profit moyen, le taux du gain de l'entrepreneur ne se détermine pas d'après le salaire mais d'après le taux d'intérêt. Il varie en raison inverse de ce dernier… Cette opposition n'existe de façon directe qu'à partir du moment où le capitaliste opère avec du capital

---

dans la production, et le capital financier se dévalorise en perdant sa dernière apparence de justification.

Jusque là cependant, c'est le parasite financier qui met la main sur le capitaliste productif, dès lors que celui-ci subit un accroc dans la production et doit donc emprunter. Etant donnée la tendance historique à la baisse du taux de profit, l'industriel doit se tourner de plus en plus vers la finance qui finit par l'exproprier et le faire travailler pour elle : le capitalisme, devenu sénile et parasitaire, a fait son temps. L'intermédiaire, l'accoupleur, l'emporte sur le producteur, et le mode de production dégénère : *« L'esclavage atteint son comble quand l'intermédiaire devient le véritable Dieu, en usurpant la puissance effective sur ce qu'il médiatise. Son culte devient alors fin en soi. Les objets qui ne passent pas par cet intermédiaire ont perdu leur valeur »* (cf. MARX, *Notes sur James Mill*, in *Werke, Ergänzungsband* 2, p. 446).

emprunté, intérêt et gain d'entrepreneur revenant alors à deux individus différents [176].

Le capitaliste productif ne déduit pas son droit au gain d'entrepreneur (donc ce gain lui-même) de sa propriété du capital, mais de la fonction de capital par opposition à la forme déterminée où il existe comme propriété inerte… Si représenter le capital à intérêt est une sinécure, ce n'est pas le cas pour ceux qui représentent le capital en fonction productive. Sur la base du procès de production capitaliste, le capitaliste dirige le procès de production aussi bien que le procès de circulation. Que ce soit lui qui exploite le travail productif ou que d'autres le fassent en son nom, cette exploitation coûte un effort. À l'inverse de l'intérêt, son gain d'entrepreneur lui apparaît donc comme indépendant de la propriété du capital ; qui plus est, il le considère comme le fruit de son activité de non-propriétaire, de… *travailleur* [177].

Dans sa tête, surgit donc nécessairement l'idée que son gain d'entrepreneur – bien loin de s'opposer de façon quelconque au travail salarié et de n'être que du travail d'autrui non payé – constitue plutôt un *salaire* pour le travail de surveillance, rémunération de la surinten-

---

176 À mesure que la production capitaliste se développe, il y a désagrégation puis dissolution de la formidable unité que formait, à son origine, le capitaliste dont la puissance *sociale* était centralisée en une seule main dirigeant *sous sa férule* le procès de production et de distribution : il orientait le débouché vers le marché, en transformant ses produits en marchandise, puis son argent en marchandise pour recommencer un nouveau cycle à une échelle élargie, qui renforçait encore sa force sociale concentrée. Une première coupure – et donc concurrence et perspective d'expropriation par son compère – s'effectue entre les fonctions monétaires accaparées par la finance, qui touche l'intérêt prélevé sur la plus-value créée dans la production, et les fonctions productives de l'entrepreneur capitaliste. La division du travail ne cessera de s'élargir et de se multiplier.

177 Ce raisonnement exprime un développement inéluctable du mode de production capitaliste lui-même : « La bourgeoisie s'avère incapable de diriger plus longtemps ses propres forces productives sociales. La reconnaissance du caractère social des forces productives s'impose en partie aux capitalistes eux-mêmes. Les grands organismes de production et de communication sont appropriés d'abord par des sociétés par actions, puis par des trusts, ensuite par l'Etat. La bourgeoisie s'avère comme une classe superflue : *toutes ses fonctions sociales sont désormais remplies par des employés rémunérés* » (ENGELS, *Antidühring*, in *Werke* 20, p. 265).

dance du travail [178]. Il considère que ce salaire doit être supérieur à celui de l'ouvrier ordinaire 1/ parce que son travail est plus compliqué ; 2/ parce qu'il se rétribue… lui-même [179]. Il oublie totalement que sa fonction de capitaliste consiste à produire de la plus-value, c'est-à-dire du travail non payé, dans les conditions les plus économiques, parce qu'il s'oppose au capitaliste touchant l'intérêt, qui n'exerce aucune fonction active et se contente de posséder le capital, et que le gain d'entrepreneur échoit au capitaliste actif, quand bien même celui-ci n'est pas propriétaire du capital avec lequel il opère. La forme contradictoire de ces deux fractions résultant de la division du profit, donc de la plus-value, fait oublier que ce ne sont que des portions de la plus-value et que cette division ne change en rien la nature, l'origine et les conditions d'existence de la plus-value…

Examinons maintenant de plus près le gain d'entrepreneur. Dès lors que l'élément du caractère social spécifique du capital – la propriété du capital qui possède la qualité de commander le travail d'autrui – s'est bien délimité, l'intérêt apparaît comme la partie de la plus-value que produit ce premier élément, tandis que l'autre partie de la plus-value – le gain d'entrepreneur – se présente alors nécessaire-

---

178 Cette justification n'est qu'une mystification : le capitaliste ne peut toucher un salaire pour son « travail » qui ne soit du profit, car salaire et profit sont deux notions antithétiques, le salaire étant rémunération de la pure force de travail. La fonction de surveillance est le produit historique d'une dissociation survenue à l'aube du capitalisme : *« Sitôt que son capital a atteint le volume minimum avec lequel commence la production capitaliste proprement dite, le capitaliste est déchargé de tout travail physique. C'est alors qu'apparaît la fonction de surveillance directe et continue des divers ouvriers ou groupes d'ouvriers, qui est dévolue à une espèce particulière de travailleurs salariés »* (cf. MARX, *le Capital* I, in *Werke* 23, p. 351). Marx remet donc aussitôt les choses en place, et sa démonstration est confirmée par toute l'évolution moderne du capitalisme : le travail de surveillance est confié à des salariés dans les entreprises, etc., et la dernière « justification » pour le revenu du profit s'effondre, et avec elle celle du mode de production capitaliste tout entier.

179 En somme, le capitaliste prétend qu'il est un… artisan, le revenu de celui-ci étant du « salaire » que ce travailleur parcellaire se paie à lui-même en y incluant son profit pour les instruments qu'il détient. Mais l'artisan est une figure précapitaliste, de transition, où le capital et le travail se confondent encore, si l'on peut appeler capital et travail deux notions qui forment un tout indissocié.

ment comme ne dérivant pas du capital en tant que tel, mais du procès de production, séparé de son caractère social spécifique, lequel a déjà reçu dans l'expression « intérêt du capital » un mode d'existence particulier. Or, séparé du capital, le procès de production devient procès de travail en général. Dès lors qu'il est dissocié du propriétaire du capital, le capitaliste industriel n'apparaît donc plus comme capital en fonction, mais – abstraction faite du capital – comme fonctionnaire, simple support du procès de travail en général, travailleur, plus exactement travailleur salarié…

C'est toujours la forme de l'*intérêt* qui confère à l'autre partie du profit la forme qualitative de *gain d'entrepreneur*, ou mieux, de salaire de surveillance. Les fonctions particulières que le capitaliste comme tel doit accomplir, et qui lui incombent précisément parce qu'il est différent des travailleurs et s'oppose à eux, sont présentées comme de simples fonctions de travail. Il crée de la plus-value non parce qu'il travaille *comme capitaliste*, mais parce qu'indépendamment de sa qualité de capitaliste il travaille *lui-aussi*. Cette partie de la plus-value n'est donc plus du tout de la plus-value, mais son contraire : un équivalent pour du travail accompli. Comme le caractère aliéné du capital – son opposition au travail – est relégué hors du procès réel d'exploitation, à savoir dans le capital porteur d'intérêt, ce procès d'exploitation lui-même n'apparait plus que comme un simple procès de travail, où le capitaliste actif exécute seulement un travail différent de celui de l'ouvrier, si bien que le travail de l'exploiteur et celui de l'exploité sont tous deux, étant du travail, identiques. Le travail qui consiste à exploiter est aussi bien du travail que celui qui est exploité. La forme sociale du capital échoit à l'intérêt, mais sous une forme neutre et indifférente, et le gain d'entrepreneur assume la fonction économique du capital, mais dépouillée du caractère spécifique – capitaliste – de cette fonction…

L'idée du gain d'entrepreneur comme salaire de surveillance, qui dérive de son opposition à l'intérêt, cherche à s'appuyer en outre sur le fait qu'il est possible de détacher une partie du profit comme salaire, et qu'elle l'est effectivement, ou plus exactement qu'une partie du salaire se présente, en production capitaliste, comme partie intégrante du profit. A. Smith avait déjà compris que cette partie se présente sous forme pure, autonome et tout à fait séparée du profit (qui est la somme de l'intérêt et du gain d'entrepreneur) d'une part, et de

cette partie du profit qui reste après déduction de l'intérêt, comme gain d'entrepreneur, dans la rémunération du directeur dans les branches d'affaires dont l'extension, etc. autorise une division du travail suffisante pour permettre un salaire particulier pour un dirigeant.

Le travail de surveillance et de direction surgit nécessairement toutes les fois que le procès de production immédiat revêt la forme d'un procès socialement combiné, et non celle d'un travail dispersé de producteurs indépendants. Mais il se décompose en deux parties.

D'une part, tous les travaux où un grand nombre d'individus coopèrent exigent la cohésion de tous et l'unité du procès sous une volonté qui commande pour les fonctions qui visent l'activité d'ensemble de l'atelier, à la manière d'un chef d'orchestre par exemple, et non les opérations partielles. C'est là un travail productif qui doit être exécuté dans tout mode de production combiné [180].

D'autre part, abstraction faite du secteur commercial, ce travail de surveillance s'impose de toute nécessité dans tous les modes de production qui se fondent sur l'antagonisme entre travailleur, producteur immédiat, et propriétaire des moyens de production. Plus cet antagonisme est profond, plus cette fonction de surveillance joue un rôle important. Il atteint son maximum dans le système esclavagiste. Mais il est également indispensable dans le capitalisme, où le procès de production est aussi procès de consommation de la force de travail par le capitaliste. Il en va donc comme dans les Etats despotiques où le travail de surveillance et l'ingérence du gouvernement dans toutes les choses incluent deux aspects: aussi bien la conduite des affaires collectives liées à la nature même de toute communauté, que les fonctions spécifiques qui résultent de l'antagonisme entre le gouvernement et les masses populaires…

---

180 Pour justifier son revenu, le capitaliste dont les fonctions spécifiques sont devenues inutiles, sinon nocives pour le développement même de la production bourgeoise, cherchera donc à prendre argument du fait qu'il y a travail de direction et de surveillance dans TOUS les modes de production opérant sur la base de la coopération. Certes, mais tous ces modes ne sont pas nécessairement capitalistes, et l'on peut donc poursuivre jusqu'à son terme le raisonnement de Marx : éliminer le capital et le capitalisme – et ce d'autant mieux qu'un travailleur peut remplir sa fonction mieux que le capitaliste en titre, comme le démontre déjà l'expérience de tous les jours.

La production capitaliste en est arrivée au point où le travail de direction, complètement séparé de la propriété du capital, est devenu d'un accès facile. Il est donc désormais inutile que ce travail soit exercé par le capitaliste lui-même. Un chef d'orchestre n'a absolument pas besoin d'être propriétaire des instruments de musique, et le « salaire » des autres musiciens ne concerne en rien sa fonction de dirigeant. Les fabriques gérées sous forme de coopératives démontrent que le capitaliste – comme fonctionnaire de la production – est devenu, jusque dans son rôle le plus éminent, aussi superflu que l'est à ses yeux le grand propriétaire foncier. Dans la mesure où le travail du capitaliste ne découle pas de la nature exclusivement capitaliste du procès de production, et donc ne tombe pas en même temps que le capital lui-même ; dans la mesure où sa fonction n'est pas d'exploiter le travail d'autrui, mais résulte de la structure sociale du procès de travail, de la coopération et de la combinaison d'un grand nombre d'individus en vue d'un produit commun, ce travail s'avère tout aussi indépendant du capital que la coopération et son organisation, sitôt qu'elles ont fait éclater leur enveloppe capitaliste. Dire que ce travail est nécessaire sous forme capitaliste et comme fonction des capitalistes, c'est se déclarer incapable de concevoir – à l'instar du vulgaire et de la grande masse des économistes – que les formes engendrées au sein de la production puissent jamais être séparées et émancipées de leur caractère antagonique de capital. Par rapport au capitaliste monétaire, le capitaliste industriel travaille, mais en tant que capitaliste qui exploite le travail d'autrui. Le salaire qu'il réclame et reçoit pour ce travail correspond exactement à la quantité de travail d'autrui qu'il s'approprie ; il dépend directement de l'intensité avec laquelle il exploite le travail d'autrui, et non de l'effort que lui coûte cette exploitation, et dont il peut se décharger sur un manager contre une rémunération modique. Dans les régions industrielles d'Angleterre, on voit après chaque crise bon nombre d'anciens manufacturiers diriger, contre un faible salaire, leurs propres usines de naguère pour le compte des nouveaux propriétaires qui sont souvent leurs créanciers [181].

---

181 Note d'Engels : Je connais le cas d'un fabricant failli qui, après la crise de 1868, est devenu le salarié de ses anciens ouvriers. Après la faillite, l'usine avait été reprise comme coopérative ouvrière et l'ancien propriétaire engagé comme directeur.

Le salaire d'administrateur, aussi bien pour le directeur commercial que pour le manager industriel, apparaît entièrement dissocié du gain d'entrepreneur dans les coopératives ouvrières comme dans les entreprises capitalistes par actions. Cette séparation, ailleurs fortuite, est ici constante. Dans l'usine coopérative, le caractère antagonique du travail de direction se trouve éliminé, puisque le directeur est payé par les ouvriers au lieu de représenter le capital contre eux. Les sociétés par actions, développées avec le système du crédit, tendent en général à séparer toujours davantage la fonction du travail administratif de la propriété du capital, qu'il soit emprunté ou non. De même, le développement de la société bourgeoise avait entraîné la séparation entre les fonctions administratives et judiciaires et la propriété foncière, dont elles étaient les attributs à l'époque féodale. Etant donné que, d'une part, le simple propriétaire de capital, le capitaliste financier, s'oppose au capitaliste industriel, et qu'avec le développement du crédit le capital financier assume un caractère social concentré dans les banques qui prêtent désormais en lieu et place de ses propriétaires immédiats, et que, d'autre part, le simple directeur qui ne possède le capital à aucun titre, ni comme emprunteur ni autrement, remplit toutes les fonctions effectives que nécessite le capital productif en tant que tel, il s'ensuit que reste seulement le fonctionnaire, et le capitaliste disparaît du procès de production comme personnage superflu [182].

---

182 Comment le capital s'y prend-il pour s'approprier le travail vivant de l'ouvrier, dès lors que le capitaliste n'occupe plus de rôle utile dans la production ? Ce sera alors le fait du capital anonyme, impersonnel, qui fonctionne au stade où le travail est soumis au capital conformément à la nature effective de celui-ci. Comme le prolétariat ne s'est pas encore rendu maître du procès de travail, il n'a pas la moindre disposition sur le produit, qui va tout entier au « capitaliste » ou au « patron » - comme le répète une propagande facile. En réalité, dans le chapitre reproduit plus loin sur l'automation, Marx souligne que celui qui s'approprie le capital (plus-value) créé par le travail vivant n'a pas figure d'individu, ni de classe d'hommes ; c'est le Monstre mécanisé, le Travail Objectivé, le Capital Fixe, monopole et forteresse de la forme *capital en soi*. C'est une bête sans âme et même sans vie, mais elle dévore le travail vivant, le travail des vivants et les vivants eux-mêmes.

Ceux qui se partagent ensuite la plus-value ne sont pas les personnages principaux du drame économique. Pour eux, vaut ce que Marx disait à propos du capitaliste monétaire et de l'industriel : peu importe à l'ouvrier de

Le système du crédit qui a pour centre les Banques dites nationales, avec les prêteurs et usuriers qui gravitent autour d'elles, constitue une centralisation gigantesque et confère à cette classe de parasites un pouvoir fabuleux, celui de décimer périodiquement les capitalistes industriels en intervenant de la façon la plus dangereuse dans la production réelle – et cette bande ne connaît rien à la production et n'a rien à voir avec elle [183]. Les lois de 1844 et de 1845 sont la démonstration du pouvoir croissant de ces bandits, auxquels se joignent les financiers et les spéculateurs en Bourse.

---

savoir lequel empoche telle ou telle part de la plus-value qu'il a produite. Il s'agit pour le prolétariat de s'emparer de tout le pouvoir dans la société pour briser le Monstre Capital fixe et, avec lui, tous ceux qui se gavent du produit d'autrui, en justifiant cela d'un titre ou d'un autre – propriétaire, administrateur grand ou petit, inventeur, opérateur, expert en ceci ou cela, etc. Jusque là, le procès de production reste entre les mains de la classe adverse, constituée d'un matériel humain toujours plus mouvant et parasitaire – réseau s'étendant à l'échelle mondiale et défendu avant tout par les grands Etats impérialistes, au centre desquels trône le super-militarisme de Washington, pilier du système mercantile et monétaire d'entreprise dans le monde entier.

183 Cf. MARX, *le Capital* III, in *Werke* 25, chapitre : *Les moyens de circulation dans le système du crédit*, p. 560. Marx distingue radicalement entre le système du crédit en tant que puissante force *sociale*, et les marionnettes individuelles qui prétendent le représenter mais ne sont que les parasites de cette fonction et poussent l'antagonisme à son comble.

Dès lors que le capital perd son centre de gravité dans la production et le *retrouve* dans l'argent, la finance, la classe bourgeoise resserre ses liens mais, en même temps, son mode de production dégénère et développe de façon spectaculaire le cancer du parasitisme. A ce moment-là, la distribution, déjà surannée et inadéquate au bon fonctionnement de la production, devient un poids insupportable pour la société et il faut une révolution *politique* pour changer les rapports de propriété tenus désormais à bout de bras par les superstructures hypertrophiées de l'Etat qui défend le droit et l'appropriation privés en opposition violente aux intérêts de l'ensemble de la collectivité.

Dévalorisation dans le procès de circulation

Retour à la table des matières

Lorsque je transforme la marchandise en argent ou l'argent en marchandise, la valeur reste la même, bien que la forme se trouve modifiée [184]. Il est donc clair que la circulation ne peut augmenter la valeur des marchandises qu'elle met en mouvement, puisqu'elle se résout en une série d'échanges entre équivalents.

S'il faut du temps de travail pour effectuer ces opérations – c'est-à-dire s'il faut y consommer des valeurs, puisque toute consommation se ramène en fin de compte à une consommation de temps de travail vivant ou matérialisé – la circulation occasionnera des frais. Or, comme le temps de circulation coûte du temps de travail, il y aura une réduction, une suppression proportionnelle des valeurs produites en

---

184 Cf. MARX, *Grundrisse*, Ed. 10/18, t. 3, p. 219-222.

Dans ce passage, Marx commence à analyser la phase de circulation qui confère au capital son caractère mercantile, et a une importance fondamentale dans le procès de reproduction capitaliste. Le capital commence par diminuer considérablement les frais de circulation, réalisant une économie énorme des frais ou temps de circulation par rapport aux formes sociales précédentes, abaissant donc le prix du produit qui arrive au consommateur.

Telle est la supériorité de la circulation à l'échelle sociale sur celle parcellaire, bien que toutes deux fonctionnent avec l'appropriation privée et soient tout à fait stériles : la première occasionne *moins de faux frais* que la seconde pour réaliser ou faire circuler les marchandises. Au Moyen âge par exemple, le jour entier du marché était, chaque semaine, occupé à l'échange ; chaque artisan était son propre caissier, placier, comptable, commis, etc. Or, un boutiquier remplace dans une journée cent journées des travailleurs parcellaires sur le marché, ou encore, au lieu de perdre 99 jours pour échanger un volume donné de marchandises, il n'en sacrifie qu'une seule. Ainsi, la concentration l'emporte immanquablement sur l'émiettement des forces productives.

Aujourd'hui, face à la production socialisée, le marchand représente à l'échelle sociale un moyen concentré privé : de là une grosse perte de travail et de produits sociaux., dans un monde qui cherche fanatiquement à réduire les coûts de production. Tout phénomène doit être évalué historiquement : la circulation monétaire et mercantile actuelle représente une perte comparable à ce qu'était la circulation précapitaliste par rapport à celle du capital en train de naître.

circulation, celles-ci étant *dévalorisées* en raison du montant des frais de leur circulation…

Si les producteurs travaillaient sous le régime de la propriété collective, ils n'effectueraient aucun échange ; ils consommeraient en commun, si bien que les frais d'échange disparaîtraient ; la division du travail pourrait subsister sans reposer sur l'échange [185]. J. Stuart Mill considère donc à tort les frais de circulation comme le *prix nécessaire de la division du travail*. Ce sont les frais de la division du travail telle qu'elle se développe spontanément sur la base de la propriété privée, et non collective.

Les frais de circulation en tant que tels – c'est-à-dire la consommation de temps de travail vivant ou de valeurs matérialisées par suite d'une opération d'échange ou d'une série de telles opérations – doivent donc être déduits du temps utilisé dans la production. Ils ne peuvent jamais augmenter la valeur. Ils entrent dans les *faux frais de production* représentant les frais inhérents à la production capitaliste.

L'activité commerciale et surtout le commerce de l'argent sont de purs et simples faux frais de production du capital, dans la mesure où ils représentent les opérations de la circulation proprement dite. C'est le cas lorsqu'ils servent à déterminer les prix (mesure et calcul des valeurs) ou à réaliser les opérations d'échange, à titre de fonction devenue autonome à la suite de la division du travail, au sein du procès d'ensemble du capital. Si ces fonctions diminuent les faux frais et ajoutent quelque chose à la production, ce n'est pas en créant des valeurs mais en réduisant les déductions à opérer sur les valeurs pro-

---

185 Marx veut dire par là que si la société continuera à produire, par exemple, des pommes de terre et des chaussures, qui exigent des procès de travail spécifiques du point de vue physique, cela n'entraînera plus une division et une spécialisation, donc une mutilation de l'individu, puisque celui-ci aura une formation polytechnique universelle afin de ne plus être lié à une seule profession ou à une branche déterminée de la production sociale (agriculture ou industrie, dans notre exemple).

De même, le métabolisme général n'impliquera pas, comme aujourd'hui, échange de marchandises, puisqu'il sera celui de la production sociale unique à l'échelle de l'humanité. Bref, on cessera d'échanger des pommes de terre contre des chaussures, selon le fastidieux principe d'équivalence. La société pourra attribuer selon les besoins, puisqu'elle recevra tous les produits du travail de l'homme et de la nature.

duites. Si elles remplissaient leur rôle à fond, elles ne représenteraient jamais que le minimum possible des faux frais de production.

Si ces fonctions permettaient aux producteurs de créer plus de valeurs qu'ils ne le pourraient sans cette division et laissaient un surplus après paiement, on pourrait dire qu'elles auraient effectivement augmenté la production. Mais alors, les valeurs n'auraient pas augmenté parce que les opérations de circulation auraient produit une valeur, mais parce que celles-ci auraient absorbé moins de valeur qu'elles ne l'auraient fait dans l'autre cas. Quoi qu'il en soit, avant comme après, ce sont des conditions nécessaires à la production capitaliste.

En revanche, si le capitaliste lui-même perd du temps dans l'échange, cela n'entraîne pas de déduction sur le temps de travail. Il n'est capitaliste, c'est-à-dire représentant du capital, capital personnifié, qu'en se comportant vis-à-vis du travail comme vis-à-vis du travail d'autrui, en s'appropriant et en posant le temps de travail comme celui des autres. *Si la circulation absorbe le temps du capitaliste*, ce temps ne représentera aucun frais de circulation, car le temps du capitaliste est du temps *superflu*, temps de *non-travail,* temps *non créateur de valeur*, bien que ce soit le capital qui réalise la valeur produite.

Le surtravail de l'ouvrier implique le non-travail du capitaliste. Le temps de celui-ci est du temps de non-travail, c'est-à-dire qu'il n'effectue pas non plus un travail *nécessaire*. L'ouvrier doit faire du surtravail pour pouvoir valoriser, c'est-à-dire objectiver le temps de travail nécessaire à sa reproduction. Si l'ouvrier fait du surtravail, c'est parce que le *temps de travail nécessaire* du capitaliste est du *temps libre,* car il n'en a pas besoin pour sa subsistance immédiate. Or, comme tout ce temps libre permet un libre développement, le capitaliste usurpe le *temps libre* créé par l'ouvrier pour la société, c'est-à-dire la civilisation, et c'est en ce sens que Wade a parfaitement raison lorsqu'il affirme que capital est synonyme de civilisation.

Dans la mesure où il affecte le temps du capitaliste, le temps de circulation ne nous préoccupera donc pas plus, au point de vue économique, que le temps qu'il passe avec sa petite amie. S'il est vrai que *le temps c'est de l'argent*, cela ne s'applique pas au temps de travail du capitaliste, mais à celui d'autrui qui, au sens le plus plein du terme, est l'*argent* du capital.

[Dans la société communiste] en ce qui concerne la production et la distribution des biens nécessaires à la vie, on supprimera le mode privé d'acquisition et le but de l'individu particulier de s'enrichir pour son propre compte avec des moyens privés, si bien que les crises de la circulation disparaîtront d'elles-mêmes [186]. Dans la société communiste, il sera facile de connaître aussi bien la production que la consommation : dès lors que l'on connaît la quantité dont un individu en moyenne a besoin, il est aisé de calculer celle dont un certain nombre d'individus a besoin, et comme la production ne sera plus alors entre les mains de quelques appropriateurs privés, mais dans celles de la communauté et de son administration, il sera aisé de *régler la production d'après les besoins* [187]…

Dans la société sensément organisée, il est tout aussi facile de déterminer, pour nous en tenir à un exemple, de quelle quantité de coton ou de produits cotonniers telle colonie communautaire a besoin, qu'il est facile à l'administration centrale de savoir de quelle quantité ont besoin toutes les localités et communautés du pays. Une fois que l'on a dressé une telle statistique – chose facile à réaliser en un an ou deux – il suffira de modifier la moyenne de la consommation annuelle simplement en fonction de l'augmentation de la population. Il est donc aisé de prévoir, en temps voulu, quelle est la quantité de tous les multiples produits dont la population a besoin, et l'on commandera toute cette grande quantité directement à la source, sans les spéculations des intermédiaires ni les stockages et transbordements autres que ceux qu'exige la nature physique des communications : en somme, avec une grande économie de force de travail ; on n'aura plus besoin de verser un bénéfice aux spéculateurs, aux marchands de gros et de détail.

---

186 Cf. ENGELS, *Discours d'Elberfeld*, in *Werke* 2, p. 539-541; trad. fr. in *Utopisme et communauté de l'avenir*, PCM, p. 27-55. La majeure partie des textes de Marx-Engels sur la société future pleinement communiste, pour ce qui concerne sa systématisation pratique, sont reproduits dans ce recueil ainsi que dans celui sur *les Utopistes*, PCM (1976).

187 Lénine déclarait que dans le socialisme c'est l'actuelle mère de famille qui sera la plus préparée à être à la tête de l'économie. On n'aura pas besoin pour cela de calculatrices électroniques ultrasophistiquées, du moment que les comptes complexes de rentabilité et de gains mercantiles et monétaires ne seront plus en vigueur.

Mais ce n’est pas encore tout : de cette manière, ces spéculateurs et intermédiaires ne seront pas seulement rendus inoffensifs pour la société, mais ils lui deviendront encore utiles. Alors qu’aujourd’hui ils effectuent un travail qui est un inconvénient pour tous les autres et, dans le meilleur des cas, superflu, bien qu’il leur procure le moyen de vivre, et même très souvent de grandes richesses ; bref, alors qu’ils sont de nos jours directement préjudiciables au bien de tous, ils auront alors les mains libres pour une activité utile [par exemple, le transport nécessaire ; N. d. Tr.] et pourront prendre une occupation dans laquelle ils s’avéreront non comme des membres hypocrites feignant seulement de participer à la communauté humaine, mais comme des membres actifs de celle-ci.

*Le crédit,
moyen capitaliste d’abolir la circulation*

Retour à la table des matières

Pendant la circulation, le capital ne produit pas de valeurs, mais réalise les valeurs créées dans le procès de production [188]. Elle n’augmente donc pas leur quantité, mais les pose sous une forme déterminée, nouvelle et adéquate au capital, en convertissant le produit en marchandise et celle-ci en argent, etc…

Le temps de circulation n’apparaît pas comme temps productif de valeur ; le nombre des rotations, pour autant qu’il est conditionné par le temps de circulation, apparaît comme un principe limitatif et négatif, et n’ajoute pas au capital de valeur nouvelle, *sui generis*, distincte du travail. Le capital tend donc nécessairement à circuler *sans temps de circulation*, et cette tendance représente la base de toutes les formes capitalistes du *crédit*.

Par ailleurs, le crédit est également la forme sous laquelle le capital cherche à se poser en général, à la différence des capitaux particuliers,

188 Cf. MARX, *Grundrisse*, Ed. 10/18, t. 3, p. 266-268.

et que le capital particulier revêt pour essayer de s'imposer comme capital en général, abstraction faite de ses limites quantitatives [189].

À cet égard, le plus grand résultat auquel le crédit puisse prétendre, c'est de servir de capital fictif ou d'agir comme un agent de concentration, en détruisant les capitaux individuels et en les centralisant entre quelques mains. Le temps de circulation trouve ainsi sa matérialisation dans l'argent [190].

---

189 Le crédit connaît son essor le plus vertigineux au stade ultime de développement capitaliste. Il représente, par excellence, la tentative de résoudre par un expédient les difficultés d'une époque où, de toutes parts, le mode de production capitaliste tend à dépasser les catégories économiques bourgeoises. Mais c'est une tentative elle-même bornée de surmonter ces entraves, et tout à fait contradictoire, car le capitalisme est dans sa phase de dissolution : d'une part, toutes les forces vives de l'économie poussent à aller au-delà des limitations bourgeoises ; d'autre part, le capital réagit avec le crédit, moyen avéré de conservation du mode mercantile de production ou de distribution. Au lieu d'une solution d'avenir, c'est un *remède du passé*, mais il ne peut en être autrement puisque le capital ne peut plus avancer et compose avec les éléments qui tendent à sa propre abolition : dévalorisation, surproduction, centralisation de toute l'économie divisée en unités autonomes en concurrence, etc.

Le crédit est né dans les sociétés où les rapports mercantiles étaient encore très limités, car il participe essentiellement de la contrainte par corps en cas de non-paiement. Il est lié aux formes archaïques de domination (esclavage, servage, etc.) et de dépendance *personnelles* : ce n'est donc pas un hasard s'il est le moyen favori des Américains pour pénétrer les marchés et productions des autres pays, c'est-à-dire une arme de choix à l'ère impérialiste.

Comme moyen de centralisation et de concentration, c'est-à-dire de dissolution des capitaux individuels autonomes, le crédit, parce qu'il est remède mercantile, ne peut aller jusqu'au bout du mouvement auquel tend la production socialisée du capital : unifier toute la production du monde entier – ce qui sera une réalisation du communisme. Le crédit n'unifiera donc qu'à la manière bourgeoise, sous la férule de l'impérialisme financier, c'est-à-dire de la nation bourgeoise hégémonique.

190 Le crédit cherche à pallier les insuffisances du capital au moyen du capital *fictif*, et il retombe donc dans l'argent qui fut à l'origine du développement du capital. Certes, il dépanne le capitaliste en lui permettant, par exemple, de recommencer le cycle de production suivant sans attendre d'avoir récupéré le capital produit précédemment et non encore réalisé sur le marché, mais il ne permet pas de supprimer le saut mortel de la circulation entre deux procès de production.

Le crédit s'efforce de poser l'argent comme un simple moment formel pour qu'il serve d'intermédiaire dans les métamorphoses du capital, sans être lui-même du capital, c'est-à-dire de la valeur. C'est l'une des formes où *le capital circule sans temps de circulation* [191]. L'argent est lui-même un produit de la circulation.

Avec le crédit, le capital crée de nouveaux instruments de circulation. Ainsi, le capital s'efforce, d'une part, de créer une *circulation sans temps* de circulation, et d'autre part, de donner au *temps de circulation* en tant que tel la même *valeur* qu'au *temps de production*, en attribuant une valeur aux différents organes qui servent d'intermédiaires au procès du temps de circulation, en les posant sous forme d'argent, puis sous forme de capital. C'est un autre aspect du crédit qui découle de la même source. En effet, les opérations exigées par la circulation – argent, conversion de la marchandise en argent, reconversion de l'argent en marchandise, etc. – se ramènent toutes, en dernière analyse, à du *temps de circulation*, bien qu'elles revêtent en apparence des formes parfaitement hétérogènes – même les machines qui servent à le diminuer en font partie.

Le temps de circulation est le temps du capital, que l'on peut considérer comme le temps de son mouvement spécifique, à la différence du temps de production où il se reproduit. Le temps n'existe donc pas seulement pour le capital fini, devant parcourir des métamorphoses

---

191 Sans temps de circulation, le capital diminue au maximum les frais de circulation. Le moyen le plus efficace pour réaliser cette économie, c'est de poser que « le temps EN GENERAL est de l'argent » – ce qui détruit la loi de la *valeur déterminé par le temps de travail*. Le crédit y parvient, entre autres, en permettant de produire pour ainsi dire directement pour la demande, et non pour les boutiques qui attendent d'éventuels clients. Au Moyen âge, il n'y avait pas de temps de circulation au sens mercantile moderne (nous ne parlons pas du temps de transport qui fait partie de la production pour autant qu'il est dicté par les besoins physiques de la production et de la consommation), puisque les corps de métier travaillaient pour une demande qui précédaient leur production, sur commande.

En tentant de corriger la distorsion entre production et consommation, le crédit drogue l'une et l'autre en poussant à la surproduction maximale, puisqu'il ne fait que repousser le paiement effectif à plus tard, tout en faisant peser un intérêt sur la demande. D'autre part, le crédit esquisse, par l'intermédiaire des banques et de l'État, grand dispensateur de crédit, un *plan aliéné de production et de distribution* (anticipant ainsi sur le futur communiste qui, lui par contre, le fera sans argent).

formelles, mais encore pour le capital engagé dans le procès productif, qui tire sa vie de la force de travail.

Toute la notion de crédit – pour autant qu'elle se relie aux hauts et aux bas de la circulation monétaire, etc. – implique l'antagonisme entre temps de travail et temps de circulation. Or, le temps de circulation n'est pas seulement une déduction sur un temps de production possible, mais encore cause de véritables frais de circulation – autrement dit, il coûte des valeurs matériellement produites.

Crédit et future société communiste

Retour à la table des matières

En caractérisant l'argent comme le médiateur de l'échange, Mill a dit une chose essentielle [192]. Ce qui caractérise l'argent avant tout, ce n'est pas le fait que la propriété s'aliène en lui. Ce qui y est aliéné, c'est l'*activité médiatrice*, le mouvement médiateur, c'est l'acte humain, social, par lequel les produits de l'homme se complètent réciproquement ; cet acte médiateur devient la fonction d'une *chose matérielle* extérieure à l'homme, une fonction de l'argent. En renonçant à

---

192 Cf. MARX, *Notes critiques sur l'œuvre de James Mill, Eléments d'économie*, in *Werke*, *Ergänzungsband* 1, p. 445-450.

En dénonçant l'ignoble système actuel du crédit, Marx lui oppose ici l'humain métabolisme social de la société communiste, développé sur la base économique présente. La critique systématique et aigüe du crédit, reposant sur celle de l'argent, débouche sur le troisième moment de leur dissolution féconde. De façon toute scientifique, sur la base des lois de l'économie politique, bien que dans une rédaction pour ainsi dire philosophique, Marx passe à la description des rapports individuels et sociaux propres à la société communiste, où chacun devient un être social et reçoit une plénitude et une consistance universelles par suite de l'appropriation de toutes les conquêtes historiques, scientifiques et productives de l'humanité passée et présente.

Nous ne reproduisons ici du texte de Marx que les extraits les plus directement en rapport avec notre thème, et nous renvoyons le lecteur à la suite de ce texte difficile mais formidable, publié dans le recueil sur *les Utopistes*, PCM, p. 150-165, ainsi qu'au commentaire lumineux qui en a été fait dans : *Contenu original du programme communiste et suppression de la personne singulière comme sujet économique, titulaire de droits et acteur de l'histoire humaine*, in *Il Programma comunista*, n° 21-22 de 1958.

cette activité médiatrice même, l'homme n'est plus ici actif que pour autant qu'il a disparu comme homme, qu'il s'est déshumanisé ; la *relation* même aux choses, l'opération humaine avec celles-ci, devient l'opération d'un être en dehors des hommes et sur les hommes.

A travers ce *médiateur étranger*, l'homme, au lieu d'être lui-même le médiateur pour l'homme, aperçoit sa volonté, son activité, son rapport avec autrui comme une puissance indépendante de lui et des autres. Le voilà au comble de la servitude…

Le système du crédit, dont la forme la plus achevée est le *système bancaire* éveille l'impression que la puissance étrangère, matérielle, est brisée, que le rapport d'auto-aliénation est aboli et que l'homme renoue des rapports humains avec autrui. Mystifiés par cette apparence, les saint-simoniens considèrent le développement de l'argent, des lettres de change, des billets de banque – les représentants en papier de l'argent –, le crédit et le système bancaire comme une abolition progressive de la séparation de l'homme et des objets, du capital et du travail, de l'homme et de l'argent, de l'homme et de l'homme. Leur idéal est donc le système bancaire.

En réalité, cette suppression de l'aliénation, le retour de l'homme à lui-même et donc aux autres, n'est qu'illusion. Ce sont une aliénation et une déshumanisation d'autant plus infâmes et plus extrêmes que leur objet n'est plus la marchandise, le métal, le papier, mais l'existence morale, l'intimité du cœur même de l'homme. Sous l'apparence de la confiance en l'homme, elle est la défiance suprême et l'aliénation totale…

Le crédit est le jugement de l'économie politique sur la moralité d'un homme. Dans le crédit, à la place du métal ou du papier, l'*homme* lui-même est devenu l'*intermédiaire* de l'échange, non pas en tant qu'homme mais en tant qu'*existence d'un capital* et de ses intérêts. Le moyen de l'échange est donc certes retourné et transféré de sa forme matérielle à l'homme, mais seulement parce que l'homme, rejeté hors de soi, est devenu lui-même une forme matérielle. Ce n'est pas l'argent qui est dépassé dans l'homme, dans le rapport de crédit, mais c'est l'homme lui-même qui se change en *argent,* autrement dit, c'est l'argent qui s'est incarné en lui.

L'*individualité humaine*, la *morale* humaine se transforment à la fois en article de commerce et en matériel dans lequel l'argent existe.

A la place de la monnaie et du papier, c'est ma propre existence personnelle, ma chair et mon sang, mon caractère social et ma considération sociale qui sont la matière, le corps de *l'esprit de l'argent*. Le crédit sécrète et se taille la valeur de l'argent non pas dans l'argent, mais dans la chair humaine, dans le cœur de l'homme. C'est à ce point que tous les progrès et toutes les incohérences au sein d'un faux système sont suprême régression et suprême cohérence de l'infamie…

Dans le *crédit public*, l'Etat occupe la même position que celle que nous avons définie pour l'homme particulier. Dans le jeu sur les valeurs publiques, on voit combien l'Etat est devenu le jouet des commerçants, etc.

Le système de crédit trouve enfin son achèvement dans le système bancaire. La création du banquier, le pouvoir des banques sur l'Etat, la concentration de la fortune entre les mains des banquiers, cet aréopage économique de la nation, voilà le digne couronnement du *système monétaire*.

Dans le système de crédit, on évalue la moralité d'un homme, comme on fait confiance à l'Etat, etc. sous la forme du crédit[193]. Mais alors, le mystère qui se cache sous le mensonge de cette reconnaissance morale, l'infamie immorale de cette moralité, tout comme l'hypocrisie et l'égoïsme de cette confiance en l'Etat, éclatent au grand jour et apparaissent pour ce qu'ils sont en réalité.

L'échange de l'activité humaine dans la production elle-même, ainsi que l'échange des produits humains entre eux, s'identifient à l'activité et à la jouissance de l'espèce, dont l'existence consciente et véritable est activité et jouissance sociales. L'être humain étant la vé-

---

193 Quand le crédit s'applique à la production, il suppose une ferme évaluation de la capacité d'entreprise et de la moralité ; il devient au contraire une vraie farce quand il s'étend, comme aujourd'hui, à la sphère de la consommation. En fait, la banque ne prête jamais que l'épargne des gens qui consomment ou attendent de le faire. Mais alors, pourquoi ne pas se prêter directement les uns aux autres ? Justement parce qu'on ne peut faire crédit sans manier une force sociale, ce qui révèle sa nature usuraire. Comment en effet pouvoir faire confiance à autrui pour la restitution du prêt ? On doit avoir à sa disposition les moyens de contrainte pour garantir qu'en tout cas le remboursement et la rémunération pour le service seront effectués ; il faut en somme s'armer de tout l'arsenal juridique et policier pour fonder la confiance, et seul un moyen social peut remplir un tel rôle.

ritable *communauté* des hommes, ceux-ci doivent produire par l'activité de leur être l'*organisation collective* humaine – l'être social qui n'est pas une puissance abstraitement générale en face de l'individu isolé, mais l'être de chaque individu, sa propre activité, sa propre vie, sa propre jouissance et sa propre richesse.

Cet *être collectif réel* ne naît donc pas de la réflexion, mais apparaît comme le produit du besoin et de l'égoïsme [194] des individus. C'est dire qu'il est produit directement par l'activité de leur existence. Il ne dépend pas de l'homme que cet être collectif existe ou non : tant que l'homme ne se reconnaîtra pas comme tel et n'aura pas organisé le monde humainement, cet être collectif aura une forme aliénée, car son sujet – l'homme – est lui-même un être aliéné. Les hommes y sont cet être, non pas dans l'abstraction, mais en tant qu'individus particuliers, vivants et réels : tels individus, telle communauté.

---

194 Traduction imparfaite du terme allemand « *Eigennutz* », le terme français « égoïsme » possède un sens trop strictement moral, alors que l'allemand signifie plutôt « utilisation pour soi dans son propre intérêt ». Il englobe le concept anglais (capitaliste) d'utilitarisme, théorisé par Bentham. Il ne faut pas s'étonner de le voir employé par Marx alors qu'il parle de la *genèse* de la société communiste. Marx s'inscrit ici en faux contre tout idéalisme et affirme que la communauté de l'avenir est le produit de l'homme réel, de son évolution à travers la société capitaliste, et qu'elle existe déjà au sein de celle-ci sous forme aliénée – ce qui est précisément l'axe du présent recueil. Il est évident que dans la société communiste, il ne peut être question d'utilitarisme : la coupure entre le « moi » et l' « autre » y est abolie dans l'homme devenu enfin humain, *l'homme social*.

Antagonisme entre argent et production capitaliste

Retour à la table des matières

L'argent incarne dans un objet la nature sociale de la richesse capitaliste [195]. Cette existence sociale apparaît donc comme un au-delà, une chose, objet, marchandise, à côté et en dehors des éléments qui produisent la richesse sociale. Tant que la production se poursuit sans accroc, c'est ce que l'on oublie. Le crédit, lui aussi forme sociale de la richesse, évince l'argent et usurpe sa place. Il représente la confiance dans le caractère social de la production, qui fait apparaître la forme monétaire des produits comme un phénomène passager, évanescent et idéal – comme une pure imagination. Mais, dès que le crédit est ébranlé – et cette phase surgit nécessairement dans le cycle de l'industrie moderne – on voudrait que toute la richesse réelle se transforme soudain en monnaie, or ou argent, prétention absurde mais résultant nécessairement du système lui-même. En effet, tout l'or et l'argent qui doivent satisfaire à cette demande folle ne se monte qu'à quelques millions entreposés dans les caves de la Banque nationale. Le drainage de l'or fait apparaître d'une manière frappante que la production, en dépit de son caractère social, n'est pas vraiment soumise au contrôle de la société, car la forme sociale de la richesse s'incarne dans un *objet* extérieur à la richesse elle-même [196].

---

195 Cf. MARX, *le Capital* III, in *Werke* 25, p. 588-589, 620, 415-416, 620-621, 457.

Toute l'évolution du capitalisme sénile montre que le banquier et le financier triomphent du capital productif de l'entrepreneur industriel et agricole. Il s'ensuit la concentration et centralisation de la base économique du capital, qui cependant n'en sort pas renforcée, mais dégénérée puisque la direction de la production tombe dans les mains de la finance et de l'affairisme : au lieu de la croissance des forces productives sociales, on ne vise aujourd'hui qu'à l'augmentation des bénéfices. Cette victoire est contre-nature, car l'essentiel est et demeure toujours la production. Celle-ci, exaltée au début du capitalisme, puis saccagée et bafouée à la fin, triomphera néanmoins en fin de compte – par la victoire du prolétariat productif.

196 C'est ce qui se manifeste avec la crise de surproduction, quand le capitaliste reconnaît la faillite de son propre *mode de production* en s'écriant : périssent

En réalité, le système capitaliste a cette caractéristique en commun avec les systèmes de production antérieurs qui reposent sur le commerce des marchandises et l'échange privé. Mais ce n'est que maintenant qu'elle prend les formes les plus choquantes et grotesques d'une contradiction absurde et aberrante. En effet, 1/ le système capitaliste a aboli le plus complètement la production pour la valeur d'échange immédiate, pour la consommation personnelle des producteurs, de sorte que la richesse n'existe plus qu'en un procès social confondant production et circulation ; 2/ avec le développement du système de crédit, la production capitaliste tend à surmonter continuellement cette barrière de métal, à la fois matérielle et imaginaire, de la richesse et de son mouvement, mais elle vient chaque fois buter la tête contre ce mur. De fait, dans la crise, on a la prétention que tous les effets de commerce, tous les titres, toutes les marchandises puissent tout à coup et simultanément se convertir en billets de banque, et toute cette monnaie bancaire à son tour en or…

Il ne faut jamais oublier, d'abord, que l'argent – sous forme de métal précieux – demeure le fondement dont le crédit ne peut *jamais*, de par sa nature même, se détacher ; ensuite, que le système de crédit implique le monopole des moyens sociaux de production (sous forme de capital et de propriété foncière) entre des mains privées ; enfin, qu'il est lui-même, d'une part, un facteur immanent au mode de production capitaliste, et d'autre part, un moteur de son développement vers sa forme ultime, la plus haute possible.

Pour ce qui est de sa forme d'organisation et de centralisation, le système bancaire est le produit le plus artificieux et le plus élaboré que l'économie capitaliste puisse réaliser. Il explique le prodigieux pouvoir qu'une institution comme la Banque d'Angleterre exerce sur le commerce et l'industrie, bien que leur développement réel demeure totalement en dehors de son ressort et que son rôle, eu égard à ce développement, soit tout à fait passif. Il est vrai que cette institution fournit la forme d'une comptabilité générale et d'une distribution des

---

les marchandises et même les installations productives, pourvu que l'argent-fétiche soit sauf !

moyens de production à l'échelle de la société tout entière, mais c'en est seulement la forme [197].

L'autre aspect du système de crédit est lié à l'essor du commerce de l'argent, essor qui, dans la production capitaliste, va de pair avec le développement du commerce de marchandises. Déjà, la garde des fonds de réserve des hommes d'affaires, les opérations techniques de l'encaissement et du paiement d'argent, les paiements internationaux et, par là, le commerce des lingots, se trouvent concentrés entre les mains des banquiers. A la suite de ce trafic d'argent se développe une autre sphère du système de crédit – la gérance du capital porteur d'intérêt ou du capital monétaire, qui devient fonction particulière des banquiers. Les opérations d'emprunt et de prêt de l'argent deviennent leur affaire spécifique. Ils servent d'intermédiaires entre le prêteur effectif et l'emprunteur de capital-argent. Exprimée en termes généraux, l'activité du banquier consiste sous cet aspect à concentrer entre ses mains des quantités importantes de capital monétaire disponible pour le prêter, de sorte que ce sont les banquiers, au lieu du prêteur individuel, qui font face aux capitalistes industriels et aux commerçants comme représentants de tous les prêteurs d'argent. Ils deviennent ainsi les administrateurs généraux du capital-argent. D'autre part, face à tous ceux qui prêtent de l'argent, ils concentrent les emprunts, en empruntant pour tout le monde du commerce. Une banque représente, d'une part, la centralisation du capital monétaire des prêteurs, d'autre part, la centralisation des emprunteurs. Son profit provient généralement de ce qu'elle emprunte à un taux plus bas que celui auquel elle prête [198].

---

197 Ce texte suggère directement les mesures de transition à prendre par le prolétariat qui se sera emparé du pouvoir. Toutes les banques doivent *fusionner* en une seule, dont les opérations seront *contrôlées par l'Etat* – ce qui constitue un premier pas vers leur socialisation et abolition.

198 Dans la phase initiale du mercantilisme capitaliste, le profit découle de la transaction commerciale. Mais quand le mercantilisme s'étend à la production, la plus-value se partage entre bénéfice d'entreprise et intérêt. Tous deux sont en fait des rétributions de l'argent-capital pour des fonctions de circulation mercantile ; mais le bénéfice d'entreprise, comme il résulte de la rotation dans la production, paraît productif, ce qui masque sa nature mercantile. Quoi qu'il en soit, la division de la plus-value polarise deux revenus antagonistes et pousse à leur dissolution réciproque, la fonction la plus mercantile supplantant celle de la production, de telle façon que leur source

Nous avons vu que le profit moyen du capitaliste individuel ou de tout capital particulier n'est pas déterminé par le surtravail que ce capital s'approprie en première main, mais par la masse totale de surtravail que l'ensemble des capitaux s'approprie, chaque capital particulier y prélevant son dividende en proportion de sa part aliquote au capital total. Ce n'est que le développement complet du système de crédit et de banque qui permet au capital de mettre pleinement en œuvre cette socialisation du capital. Mais cela ne s'arrête pas là : il met à la discrétion des capitalistes industriels et commerciaux tout le capital disponible, voire potentiel, de la société, qui n'est pas encore activement engagé, et de façon à ce que ni le prêteur ni l'utilisateur n'en soit jamais propriétaire ni producteur. Il supprime ainsi le caractère privé du capital, et il renferme en puissance – mais en puissance seulement – l'abolition du capital lui-même [199]. Le système bancaire ôte des mains des capitalistes particuliers et des usuriers le soin de répartir le capital, comme une affaire privée : il en fait une fonction sociale. Du même coup, la banque et le crédit deviennent le moyen le plus puissant de pousser la production capitaliste au-delà de ses propres limites, et l'un des véhicules les plus efficaces des crises et de la spéculation.

---

commune s'en trouve ruinée. Dans ces conflits, le capital dilapide sans vergogne l'effort de travail afin de surmonter les difficultés venant de ses propres contradictions.

199 Au début du capitalisme, le crédit public (lié à l'Etat) a permis la construction de vastes entreprises qui n'auraient pu voir le jour sans cela, ou auraient exigé des siècles de lente concentration. C'est ce qui a ouvert la voie aux sociétés par actions, au commerce de titres négociables qui, bien que représentant, à l'exemple des emprunts d'Etat, des reçus d'argent prêté, circulent à leur tour comme monnaie. C'est pourquoi le crédit privé a pris la suite du crédit public. Le système bancaire est lui-même né du crédit public, les grandes banques faisant, au dessus de la monnaie garantie par l'Etat, circuler la leur propre avec des intérêts plus élevés, de sorte que le crédit privé élargit et exploite le système public. L'entrepreneur qui ne dispose que d'un patrimoine étroit ou qui est en difficulté devra payer de forts intérêts, et cela à court terme. Plus le capital financier domine le capital industriel, surtout aux périodes de crise, plus l'antagonisme entre les deux éclate, et la production s'en trouve non plus facilitée, mais rendue plus difficile par les prélèvements usuraires des banquiers et autres requins de la finance. La courbe descendante du capital se lit clairement dans le parasitisme croissant de la finance, pourtant révolutionnaire à ses débuts.

En substituant à l'argent les formes variées du crédit circulant, le système bancaire démontre en outre que l'argent n'est en réalité pas autre chose qu'une expression particulière du caractère social du travail et de ses produits, mais qui, parce qu'il est en contradiction avec la base de la production privée, doit toujours en dernière instance se présenter comme une chose, une marchandise particulière parmi les autres marchandises [200].

Enfin, il ne fait aucun doute que le système de crédit servira de puissant levier dans la période de transition du mode de production capitaliste au mode de production fondé sur le travail associé, en n'étant cependant qu'un élément en liaison organique avec les autres grands moyens de révolutionnement du mode de production lui-même. Par contre, les illusions sur le pouvoir miraculeux qu'aurait le système de crédit et des banques d'agir en sens socialiste, provient d'une méconnaissance totale tant du mode de production capitaliste que du crédit, qui n'est qu'une de ses formes. Dès que les moyens de production auront cessé de se transformer en capital – ce qui implique aussi l'abolition de la propriété foncière privée –, le crédit en tant que tel n'a plus de raison d'être. Au reste, les saint-simoniens l'avaient déjà compris [201]…

---

200 Le lecteur ne s'étonnera pas de trouver dans la sphère de la circulation, parmi les moyens sociaux de l'appropriation privée, des armes de désagrégation du capital lui-même. Il serait erroné cependant de considérer que les moyens qui ruinent le capital surgissent de partout. Le surtravail est l'agent fondamental de la dissolution et tous les autres facteurs de la production et de la distribution enregistrent ses poussées dans leur structure et activité. Le crédit en est l'illustration dans la mesure où, s'il élargit la sphère des échanges entre équivalents, c'est bien pour réaliser l'excédent produit.

201 L'argent ne peut outrepasser une limite économique donnée, et les utopistes – notamment les saint-simoniens – savaient déjà que la forme argent doit, à un certain niveau de ses métamorphoses, se dissoudre de deux façons : quand il entre dans la production en devenant capital productif de plus-value, et quand, ne parvenant pas à réaliser sa métamorphose en marchandise ou argent dans la circulation, il se montre incapable de créer de la nouvelle richesse, donc de dépasser en général ses propres limites. Après que l'argent a accompli les fonctions de moyen d'échange, de thésaurisation, de paiement, de crédit et de capital, il est parvenu à la fin de son cycle. Les plus conséquents des utopistes, avec Owen, proclamaient qu'on devait abolir l'argent et la marchandise dont il est issu, et proposaient à cette fin des plans pour le remplacer dans la production et la distribution. Marx reprend cette

Le crédit offre au capitaliste particulier, ou à celui qui passe pour tel, une disposition absolue, dans certaines limites, de capital et de propriété d'autrui, et par là du travail d'autrui. C'est la disposition du capital social, et non du sien propre, qui lui permet de disposer du travail social. Le capital lui-même, qu'on le possède réellement ou seulement dans l'opinion du public, n'est plus que la base de la superstructure du crédit. Ceci est particulièrement valable dans le commerce de gros, la plus grande partie des produits sociaux devant passer par ses mains. Toutes les normes, tous les prétextes encore plus ou moins justifiés dans le système de production capitaliste disparaissent ici. Ce que risque le commerçant en gros qui spécule, ce n'est pas *sa* propriété privée, mais de la propriété sociale. La phrase creuse sur l'origine du capital dans l'épargne est tout aussi inepte, puisqu'il exige justement que *d'autres* épargnent pour lui. [Note d'Engels dans le texte :] Par exemple la France entière a récemment économisé 1 milliard et demi de francs pour les escrocs de Panama ; toute cette escroquerie se trouve d'ailleurs très exactement décrite ici vingt ans à l'avance.] Le luxe qu'il déploie devenant lui-même moyen de crédit donne un démenti cinglant à l'autre formule : celle de l'abstinence. Des conceptions qui ont encore un sens à un moindre degré de développement de la production capitaliste deviennent ici complètement absurdes. La réussite comme l'échec [des spéculations] conduisent tout ensemble à

---

hypothèse jaillie au point le plus avancé du développement capitaliste, l'Angleterre, pour systématiser leurs conclusions sur la base de la maturation ultérieure du capital qui dans le pays le plus avancé montre la voie à tous les autres. La présente crise mondiale du capital proclame que ces solutions sont partout actuelles.

Marx répète ici que *l'argent cessera d'exister au seuil de la société communiste*, et il en va de même de ses sous-produits plus ou moins fictifs, mais néanmoins virulents. Hier, le prolétariat au pouvoir dans un pays arriéré devait encore manier ce moyen monétaire, ne pouvant pas sauter les étapes mais au mieux les accélérer grâce à l'aide du prolétariat parvenu à la tête d'un autre pays, très développé. Le système monétaire, aujourd'hui en pleines convulsions, est arrivé au niveau qui impose l'abolition du système mercantile et monétaire dès la conquête du pouvoir. Au reste, notre têtu ennemi est poussé par la crise qui le tenaille à subvertir les rapports monétaires mondiaux afin d'instaurer dans la catastrophe militaire – à l'expérience des diverses guerres dans les pays les plus avancés – une sorte de communisme de guerre, avec distribution selon les besoins et la valeur d'usage. L'histoire confirme l'urgence des solutions anti-bourgeoises.

la centralisation des capitaux et, en conséquence, à l'expropriation à l'échelle la plus large. L'expropriation s'étend ici des producteurs immédiats aux petits et moyens capitalistes eux-mêmes. Elle constitue le point de départ du mode de production capitaliste, dont le but est, en dernière instance, de mener à terme l'expropriation de tous les individus de leurs moyens de production qui, avec le développement de la production sociale, cessent d'être des instruments et des produits de la production privée pour n'être plus que des moyens de production entre les mains des producteurs associés, donc leur propriété SOCIALE, comme ils sont leur produit social.

Cette expropriation s'effectue toutefois au sein du système capitaliste lui-même sous une forme contradictoire, comme l'appropriation de la propriété sociale par quelques individus – et le crédit donne de plus en plus à ceux-ci le simple caractère de joueurs affairistes. Comme la propriété existe ici sous la forme des actions, son mouvement et son transfert deviennent simple résultat du jeu en Bourse, où les petits poissons sont dévorés par les requins, et les moutons par les loups de la Bourse...

Si le système de crédit apparaît comme le levier principal de la surproduction et de la super-spéculation commerciale, c'est uniquement parce que le procès de reproduction, élastique par nature, est ici poussé jusqu'à l'extrême limite, étant donné qu'une grande partie du capital social est mis en œuvre par ceux qui ne le possèdent pas, et sont donc tout autrement entreprenants que le propriétaire qui, s'il est lui-même actif, suppute en tremblant les limites de son capital privé. Il en ressort simplement que la valorisation du capital sur la base de la nature contradictoire de la production capitaliste ne permet le développement réel et libre que dans certaines limites; elle constitue donc, en fait, une entrave immanente et une barrière à la production, constamment battue en brèche par le système de crédit. Celui-ci accélère, par conséquent, le *développement matériel des forces productives* et la *création du marché mondial*. La tâche historique du mode de production capitaliste est justement de porter à un certain niveau le développement de ces deux facteurs, *base matérielle de la nouvelle forme de production*. En même temps, le crédit accélère les manifestations violentes de cet antagonisme, c'est-à-dire les crises, et par conséquent, les éléments de *dissolution de l'ancien mode de production*.

Voici les deux faces immanentes du système de crédit : d'une part, il développe l'élément moteur de la production capitaliste, l'enrichissement par l'exploitation du travail d'autrui, pour l'ériger en un pur et colossal système de jeux et de tripotages, et il restreint toujours plus le petit nombre de ceux qui exploitent la richesse sociale ; d'autre part, il constitue la forme de transition vers un nouveau mode de production. C'est précisément ce double aspect qui confère aux principaux porte-parole du crédit, de Law jusqu'à Isaac Pereire, ce plaisant caractère hybride d'escrocs et de prophètes.

Le capitalisme n'existe plus

Retour à la table des matières

Si la valeur versée par le capitaliste dans la circulation sous forme d'argent est moindre que celle qu'il en retire, c'est que la valeur qu'il y verse sous forme de marchandise est plus grande que celle qu'il y a puisé sous la même forme [202]. Tant qu'il fonctionne comme simple

---

202 Cf. MARX, *le Capital* II, in *Werke* 24, p. 122-123.

Marx établit au niveau théorique quelles sont les diverses *conditions* de la vie du capital ; il en déduit qu'il doit mourir, et quand il sera mort. La question de la jouissance de la classe capitaliste est reliée au problème central de la reproduction du capital qui va à la faillite et crève dès que ses conditions nécessaires sont niées. Il n'est pas véritablement du capital *lorsqu'il ne génère pas un plus*, c'est-à-dire n'ajoute plus rien à la vie de l'humanité.

Marx ne parle pas ici de la chute de la reproduction élargie au niveau de la reproduction simple par suite du taux de profit décroissant. Il examine seulement l'hypothèse de la métamorphose du capitaliste en jouisseur qui mange toute la plus-value créée par l'ouvrier. Cette question est éminemment actuelle, puisque traitée du point de vue du luxe, du « bien-être » qui est la première préoccupation de toute société blessée à mort.

Sa démonstration prend place dans la partie de notre recueil sur l'élimination de la personne même de l'entrepreneur bourgeois du fondamental procès de production. Dans le chapitre du Livre III sur *Le rôle du crédit dans la production capitaliste*, il explique qu'avec l'expropriation de la personne du capitaliste industriel, le luxe se diffuse des fractions improductives et même parasitaires de la bourgeoisie (propriétaires fonciers, financiers et autres spéculateurs) à toutes les classes dominantes. Notons que le dopage de la consommation gaspille les forces productives pléthoriques, alors même que les investissements dans la production de moyens de pro-

personnification du capital, comme capitaliste industriel, son apport de valeur-marchandise est toujours supérieur à sa demande de valeur-marchandise…

Son but n'est pas l'équilibre entre les deux, mais il poursuit leur inégalité la plus grande possible, l'excès de son apport sur sa demande. Ce qui est vrai du capitaliste individuel l'est aussi de toute la classe capitaliste. En tant que le capitaliste n'est que la personnification du capital industriel, sa demande propre se ramène à celle de moyens de production et de force de travail…

La limite maximum de la demande du capitaliste est égale à C = c + v, mais son apport est estimé par c + v + pl. Si son capital marchandise est constitué de 80 c + 20 v + 20 pl, sa demande est de 80 c + 20 v, c'est-à-dire qu'elle est en valeur inférieure du 1/5 à son apport…

Venons-en à la reproduction. Supposons que le capitaliste consomme toute la plus-value qui vient d'être ajoutée par l'ouvrier et ne reconvertisse en capital productif que le volume originel de son capital. A présent, la demande du capitaliste correspond à son offre, mais non point eu égard au mouvement de son capital, car – en tant que capital – il ne pousse sa demande qu'aux 4/5 de son offre (pour ce qui est de la valeur) ; il consomme le dernier 1/5 en tant que *non-capitaliste*, non en sa fonction de capitaliste, mais pour ses besoins et ses plaisirs privés.

Sur la base de départ de 100, ses comptes sont les suivants :

Demande comme capitaliste =	100 ;	tandis qu'il a apporté =	120
Demande comme jouisseur =	20 ;	tandis qu'il a apporté =	0
Total de la demande =	120 ;	tandis qu'il a apporté =	120

duction pousseraient à un accroissement catastrophique des forces productives déjà trop puissantes : la théorie du bien-être s'avère carrément anti-productive dans un but de conservation sociale, et la consommation de luxe – par les capitalistes et leurs appendices - n'est que l'expédient d'un capitalisme sénile.

Faire cette supposition, c'est supposer *l'inexistence de la production capitaliste* et, partant, l'inexistence du capitaliste industriel lui-même [203]. En effet, le capitalisme est supprimé jusque dans sa base si

---

203 Dans ce passage d'une haute dialectique, Marx démontre – au plan théorique – que le capitalisme à l'âge sénile, parasitaire et jouisseur N'EXISTE PLUS, et, en dépit du paradoxe que cela constitue pour le bon sens et l'évidente réalité des immédiatistes (qui ne savent même pas ce qu'est le capital), nous l'affirmons d'autant plus fermement aujourd'hui que nous trouvons réunies toutes les conditions de sa *non-existence*. Le capital étant lié à l'argent et au mercantilisme, dès lors qu'il est démontré non seulement que ceux-ci sont stériles mais encore qu'ils s'avèrent un frein voire un butoir à l'essor des forces productives *existantes*, le capitalisme a perdu la vie qui lui permet de se développer et de subsister : il est un cadavre qui encombre encore la voie de l'humanité.

Tel est le sens de la démonstration de Marx sur le caractère éminemment mercantile et monétaire du capital – ce dernier lui-même se heurte à l'argent et au marché, et il tombe avec eux. À l'aube de l'ère bourgeoise, dans la genèse du capital, l'argent et le marché ont joué un rôle positif : le travail placé dans ces activités était fécond, révolutionnaire même. Quand l'échange entre équivalents ne subsiste plus que dans la circulation, tandis que la loi du surtravail dans la production domine la société, les activités commerciales et monétaires deviennent parasitaires et doivent donc disparaître, sous la poussée des forces productives qui échappent de plus en plus à la loi mercantile de l'équivalence : la production de plus-value détruit la loi de la valeur de la distribution mercantile et monétaire *inhérente au capitalisme*.

Si les révolutions prolétariennes sont la démonstration pratique du constat théorique de la mort du capital, établi par Marx, ce constat se vérifie aussi dans le fait que la distribution et l'appropriation mercantiles et monétaires font que, cycliquement, le capital producteur de plus-value à une échelle élargie tombe en crise : la reproduction devient régressive **;** la surproduction se change en pénurie et déficit ; l'abondance devient PARTOUT misère. *Le capital est mort quand il ne peut plus accumuler à une échelle élargie*. Cf. MARX-ENGELS, *la Crise*, Ed. 10/18, notamment les chapitres sur *la Crise au niveau de la reproduction simple*, p. 71-76, et *Crise et limites du capital*, p. 76-81, ainsi que *Métamorphose de la surproduction en pénurie*, p. 59-63.

La thèse de la mort du capital dans les nations de capitalisme sénile a pour corollaire que le capitalisme peut naître et se développer dans les nations qui viennent de faire leur révolution bourgeoise (par exemple les pays de couleur qui, au cours de cet après-guerre, ont redonné force et vigueur au capitalisme archi-décrépit des métropoles blanches).

l'on suppose que le principe moteur en est la jouissance et non l'enrichissement en lui-même.

Mais cette supposition est tout à fait impossible au plan technique. Le capitaliste n'est pas seulement obligé de constituer un capital de réserve pour parer aux oscillations des prix et pour pouvoir attendre les conjonctures plus favorables pour acheter et vendre : il lui faut encore accumuler du capital pour élargir ainsi sa production et intégrer à son organisme productif les progrès techniques.

Si la création de la plus-value du capital repose sur la création de surtravail, l'accroissement du capital en tant que tel dépend de la conversion d'une partie de ce surproduit en capital additionnel [204]. L'accumulation, c'est son accroissement constant : sans elle, *le capital cesserait de constituer la base de la production*, puisqu'il stagnerait et ne serait plus un élément de progrès indispensable – ne serait-ce qu'en raison de la progression normale de la population. Si la plus-value était purement et simplement consommée, le capital *ne* se serait *pas* valorisé ni produit en tant que capital, en tant que valeur créatrice de valeur.

Avant de poursuivre l'analyse de l'accumulation ou de la reconversion de la plus-value en capital, il convient d'écarter une équivoque conçue par l'économie classique [205]… En opposition au mode de vie de l'aristocratie féodale qui, selon la juste formule de Hegel, « avait sa raison d'être dans la consommation de tout ce qu'elle rafle » et faisait parade de son luxe et de sa suite de laquais pour son service personnel, il fut d'importance décisive pour l'économie bourgeoise de proclamer que la première obligation du citoyen est d'accumuler du capital, et de prêcher inlassablement : on ne peut pas accumuler si l'on mange tout son revenu ; il faut au contraire en consacrer une bonne partie à l'embauchage d'ouvriers productifs qui rapportent plus qu'ils ne coûtent.

204 Cf. MARX, *Grundrisse*, tome 2, Ed. 10/18, p. 260-261.
205 Cf. MARX, *le Capital* I, in *Werke* 23, p. 614-615.

En tant que capital personnifié, le capitaliste industriel produit pour produire et veut l'enrichissement pour l'enrichissement [206]. Pour autant, c'est un simple fonctionnaire du capital ; c'est-à-dire qu'il représente la production capitaliste. Ce qui lui importe, c'est la valeur d'échange et son accroissement, non la valeur d'usage et son accroissement ; c'est l'accroissement de la richesse abstraite et l'appropriation croissante du travail d'autrui. Il est possédé du même désir absolu d'enrichissement que le thésauriseur, à cette différence près qu'il ne le satisfait pas sous la forme illusoire de la constitution de trésor d'or ou d'argent, mais dans la création de capital qui est production réelle. Si la production d'excédent (surproduction ou production de plus-value) de l'ouvrier est production pour autrui, la production du capitaliste normal, de l'industriel tel qu'il doit être, est production pour la production. Néanmoins, à mesure qu'augmente sa richesse, il s'éloigne de cet idéal et se met lui-aussi à gaspiller, ne serait-ce que pour faire étalage de sa richesse. Mais il ne jouit jamais de sa richesse qu'avec mauvaise conscience, avec l'arrière-pensée d'épargner et de calculer l'argent [207]. En dépit de toute prodigalité, il est – comme le thésauriseur – essentiellement avaricieux.

Lorsque Sismondi affirme que l'essor des forces productives du travail fait créer à l'ouvrier des jouissances de plus en plus grandes, mais que ces jouissances mêmes, s'il y participait, le rendraient inapte au travail (comme travailleur salarié), il n'est pas moins vrai que le capitaliste industriel devient de moins en moins adapté à sa fonction

206 Cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, in *Werke* 26/1, p. 253-254.

207 Dans ses *Manuscrits parisiens de 1844*, Marx écrit à ce sujet : « *Certes, le capitaliste industriel jouit lui aussi. Il ne revient nullement à la simplicité peu naturelle du besoin, mais sa jouissance est purement accessoire, récréation, subordonnée à la production, c'est-à-dire jouissance calculée, donc économique elle aussi, car il la range parmi les frais du capital et elle ne doit donc lui coûter que ce qu'il faut pour que ce qu'il a dilapidé pour elle puisse être remplacé avec profit par la reproduction du capital. En d'autres termes, la jouissance est subordonnée au capital, l'individu jouisseur est subordonné à celui qui capitalise, tandis qu'autrefois c'était le contraire. La diminution de l'intérêt [de l'argent, qui est une conséquence du mouvement industriel] n'est donc un symptôme de l'abolition du capital que dans la mesure où elle est un symptôme de l'accomplissement dernier du règne capitaliste, donc de l'aliénation à son comble qui tend à sa suppression. C'est somme toute l'unique manière dont ce qui existe confirme son contraire* » (in *Werke*, *Ergänzungsband* 1, p. 556).

dès qu'il devient lui-même le représentant de la richesse dépensée en jouissances, dès qu'il désire accumuler les jouissances au lieu de jouir de l'accumulation [208].

C'est donc lui aussi un créateur de *surproduction*, de *production pour autrui*. Mais cette surproduction d'un côté entraîne la surconsommation de l'autre : la consommation pour la consommation doit donc faire face à la production pour la production. En conséquence, ce que le capitaliste doit céder aux propriétaires fonciers, à l'Etat et à ses prébendiers, à l'Eglise, etc., qui consomment seulement du revenu, diminue sa richesse au sens absolu, mais maintient vivante sa soif d'enrichissement et lui conserve ainsi son âme capitaliste.

Mais d'où proviennent les moyens de paiement annuels de cette classe [de consommateurs improductifs] [209] ? Premièrement, il ya les propriétaires fonciers qui, au titre de la rente, accaparent une grande portion de la valeur du produit annuel et dépensent l'argent retiré de cette manière aux capitalistes en consommant les marchandises produites par ces derniers, en se faisant gruger quand ils les achètent. Il faut que ces propriétaires ne soient pas eux-mêmes producteurs, et en

---

208 Lorsque le capitalisme a développé les forces productives à un niveau extrêmement élevé, le capitaliste perd de plus en plus sa fonction économique et se trouve même à la fin exproprié et remplacé par les sociétés anonymes, les trusts, les cartels, voire les multinationales, formes dans lesquelles ses fonctions sont remplies par des employés salariés.

Le propriétaire foncier rentier, avec sa suite de pensionnés, de domestiques, etc., qui avait pour fonction utile – après avoir exproprié les campagnes – de consommer la surproduction, en maintenant la classe capitaliste et les ouvriers dans la pureté de leurs fonctions d'instruments de la production de plus-value, se dissout en tant que classe physique. Cependant, comme la surproduction ne fait qu'augmenter et, avec elle, le besoin de surconsommer, la fonction de la consommation pour la consommation se diffuse à ce que l'on appelle les « classes moyennes modernes » aux salaires élevés, typiques de la société de consommation – face au prolétariat misérable et surexploité, souvent main-d'œuvre étrangère, des secteurs productifs de l'économie. Ces nouvelles classes moyennes (qui gangrènent même une frange de la classe ouvrière des pays développés – la fameuse aristocratie ouvrière dont parle Marx dès les années 1860 en Angleterre) sont le produit de la dissolution des classes dominantes désormais en décomposition.

209 Cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, Ed. sociales, t. 3, p. 52-53.

règle générale, ils ne produisent rien. S'ils dépensent de l'argent en achetant du travail, *il est essentiel qu'ils n'occupent pas de travailleurs productifs*, mais de simples co-mangeurs de leur fortune, des domestiques, lesquels maintiennent le niveau du prix des moyens de subsistance, en les achetant sans contribuer eux-mêmes à l'accroissement de l'offre, soit de ces dernières, soit de n'importe quelle autre marchandise. Toutefois, ces rentiers fonciers ne suffisent pas à créer une demande adéquate. Il faut recourir à des subterfuges : lourds *impôts*, masse de bénéficiaires de sinécures de l'Etat et de l'Eglise, grandes armées, pensions, dîmes pour les curés, importante *dette publique* et, de temps en temps, *guerres coûteuses*. Voilà les « *remèdes* » [210].

Ce n'est que pour autant qu'il personnifie le seul capital que le capitaliste a une raison historique et possède un droit historique à la vie [211]. Ce n'est qu'à ce titre qu'il a sa nécessité transitoire qui est la nécessité transitoire du mode de production capitaliste. Les motifs qui le poussent ne sont pas la valeur d'usage et la jouissance, mais bien la valeur d'échange et sa multiplication. Cet émule fanatique de la valorisation et de l'accumulation force l'humanité, sans trêve ni repos, à la production pour la production, et la pousse donc à un développement des forces productives sociales et à la création des conditions matérielles de production qui seules peuvent constituer la base réelle d'une forme de société nouvelle et supérieure, dont le principe fondamental est l'épanouissement libre et entier de chaque individu.

---

210 La consommation de luxe côtoie à présent la destruction pure et simple de la surproduction dans les guerres cycliques et l'armement qui doit résorber l'excédent de forces productives. Le capitalisme, lui-aussi déterminé, est invariant : il est tel qu'en lui-même, c'est-à-dire frugal, producteur à outrance et accumulateur, ou bien il se décompose et se dissout, démontrant ainsi son caractère hautement transitoire.

Marx relève que, dans les sociétés de classe de tradition chrétienne, la consommation revêt un caractère de provocation, de « péché », et ce n'est pas par hasard quand la richesse se fonde sur une misère croissante. : ici l'empiffrement obscène et dépravé, et là le manque vertueux et amer. La solution ne consiste pas à « partager » les richesses (ouvriérisme), ni à niveler les besoins humains (communisme égalitaire, encore aliéné), mais à mettre fin au mode de production qui est cause de la richesse ET de la misère.

211 Cf. MARX, *le Capital* I, in *Werke* 23, p. 618-619.

Le capitaliste n'est respectable qu'autant qu'il est l'exacte personnification du capital. En tant que tel, il partage avec le thésauriseur la passion aveugle pour la richesse abstraite, la valeur. Mais ce qui chez l'un paraît être une manie individuelle, est chez l'autre l'effet du mécanisme social dont il n'est qu'un rouage… L'accumulation est la conquête du monde de la richesse sociale.

C. Formes du communisme bourgeois

Nivellement et capitalisme communiste

Retour à la table des matières

Ce que la concurrence entre les masses de capital investies dans les multiples branches de production, dont la composition organique diffère, tend à réaliser, c'est le *communisme capitaliste*, à savoir que *chaque masse de capital placée dans une sphère de la production* saisit une partie aliquote de la plus-value totale en proportion de sa participation au capital de la société [212].

Cela ne s'obtient que si dans toute sphère de production on suppose que le taux de profit passe, mettons, à 20, le capital total étant de 80 c + 20 v et donc le taux moyen de profit = 20 pl / 80 c + 20 v [au taux de plus-value de 100%], de sorte que le produit annuel des marchandises est vendu au prix de revient + 20% de profit sur la valeur du capital anticipé. Peu importe dès lors le montant du capital fixe anticipé qui entre ou non dans le prix de revient annuel Cependant, pour obtenir ce résultat, il faut que la *détermination du prix* des marchandises s'écarte de leurs valeurs. Or, c'est seulement dans les branches de production où, mettons, la composition du capital est de 80 c + 20 v que le prix de production, + 20% sur le capital anticipé, coïncide avec la valeur (soit le prix courant de 120). Là où la composition organique est plus élevée (par exemple, 90 c + 10 v), ce prix courant est au-dessus de la valeur obtenue [c'est-à-dire 110], alors

---

212 Cf. Marx à Engels, le 30-04-1868, in *Werke* 32, p. 73.

Dans les *Grundrisse* (tome 2, p. 220), Marx souligne que la concurrence n'a jamais été analysée pour elle-même par les économistes : « *Par définition, la concurrence est la nature interne du capital. Sa caractéristique essentielle est d'apparaître comme l'action réciproque de tous les capitaux : c'est une tendance interne apparaissant comme imposée de l'extérieur. Le capital n'existe, et ne peut exister, qu'en étant divisé en d'innombrables capitaux : c'est pourquoi il est conditionné par l'action et la réaction des uns sur les autres* ».

qu'inversement il est au dessous de la valeur obtenue si la composition organique est plus basse, par exemple 70 c + 30 v [soit 130].

Il faut que le capital ait atteint déjà un niveau élevé de concentration et de centralisation, avec l'intervention croissante des banques d'investissement dans la production, pour que le capitaliste industriel – malmené par les crises qui ont exproprié un grand nombre de ses pairs – aspire à un revenu assuré. Il se résigne alors au « communisme capitaliste » qui égalise les revenus bourgeois pour un capital d'un quantum déterminé – ce qui implique une dissociation, qui sera fatale à la fin au capital tout entier, entre valeur et prix.

Pour déterminer les conséquences de ce divorce, nous avons établi un petit tableau à partir de celui de Marx (Capital III, début du chapitre 9). On y voit que l'égalisation du taux de profit (à 22%) pour tous les capitaux jure, dans ses résultats, avec ceux qui dérivent d'un même taux de plus-value de 100% pour ces mêmes capitaux (soit 4 heures payées et 4 non-payées pour une journée de travail de 8 heures). Dans la première partie de notre tableau, on voit que, dans la distribution privée particulière à chaque capital, les résultats sont tout à fait différents de ceux que donne le taux de profit social moyen – ce que Marx appelle le « communisme (aliéné bien-sûr) entre capitalistes », avec son taux unitaire de 22% pour chaque participant. Il en découle, dans la seconde partie, un transfert pur et simple de plus-value partant du capital qui exploite le plus de travail (vivant) vers celui qui a accumulé le plus de capital constant (stérile) : là encore, le mort saisit le vif.

Les résultats de chaque capital tiennent strictement compte de sa capacité et de son produit *réel* dans la production, tandis que ceux du « communisme capitaliste » se réfèrent, pour ses résultats spécifiques, au *marché* où le prix moyen évince la valeur particulière de chaque entreprise. Les résultats fondés sur le taux de plus-value sont liés à la source de la valeur, la force de travail active dans la production, tandis que ceux du taux de profit se réfèrent au capital avancé (capital constant + capital variable), c'est-à-dire à la somme de capital-*argent* avancée par le capitaliste. Celui-ci a une tendance à considérer son argent (capital avancé) comme la source de tous les résultats, *faisant dériver le produit et le profit de sa propriété ou de son patrimoine*.

C'est le capital monétaire qui l'emporte sur l'entreprise ; le *marché* (où le capital centralisé obtient des prix unitaires, d'où *dérive un écart entre valeur et prix,* c'est-à-dire une entorse importante à la loi fondamentale de la valeur-travail qui détermine la marchandise) sur la production ; l'argent et le crédit sur les rapports productifs réels. L'intérêt, c'est-à-dire la rémunération pour le temps de production et de circulation du capital, évince le taux de plus-value économique. L'entrepreneur capitaliste est éliminé par le banquier d'une part, et le directeur salarié d'autre part : le capitaliste productif est aboli en fait. La boucle est bouclée dans la production, sinon dans la distribution.

Tableau du « communisme bourgeois" :

Sur la base d'un taux de plus value de 100%, on obtient :					Avec 22%, le taux unitaire de profit à chaque capital, on obtient :		
Capital avancé	Taux de plus-value	Taux de profit	Valeur produite	Plus-value produite	Plus-value touchée	Prix de la marchandise	Ecart entre prix et valeur
80c+20v			120				
70c+30v	100%	20%	130	20	22	122	+ 2
60c+40v	100%	30%	140	30	22	122	- 8
85c+15v	100%	40%	115	40	22	122	- 18
95c+ 5v	100%	15%	105	15	22	122	+ 5
	100%	5%		5	22	122	+ 17
Total							
390c			610	110			
+110v	100%	22%					
Moyenne :			122	22			
78c + 22v							

Si les marchandises sont vendues à leur valeur, il s'établit des taux de profit très différents dans les diverses branches de production, suivant la composition organique variable des masses de capitaux placées dans ces branches [213]. Il se trouve que le capital se retire d'une branche à taux de profit peu élevé pour se jeter sur celle qui offre un taux de profit plus élevé. Grâce à ce flux et reflux perpétuel, bref par la façon dont il se répartit entre les différentes branches de la production selon que le taux de profit baisse ici ou augmente là, le capital crée un rapport entre l'offre et la demande tel que le profit s'égalise au taux moyen dans les différentes branches de la production, de sorte que les valeurs se changent en prix de production [c'est-à-dire capital avancé + taux de profit moyen, autrement dit social et non plus individuel]. Le capital réussira plus ou moins ce nivellement suivant le degré de développement capitaliste dans une nation donnée ; en d'autres termes, suivant que les conditions du pays en question sont mieux adaptées au mode de production capitaliste. C'est à mesure que le capital progresse que ses conditions se développent aussi, et qu'il soumet à son caractère spécifique et à ses lois immanentes l'ensemble des conditions sociales dans lesquelles s'effectue le procès de production.

L'égalisation continuelle des disparités incessantes s'opère d'autant plus vite : 1/ que le capital est plus mobile, donc plus facile à transférer d'une branche ou d'un endroit à l'autre ; 2/ que la force de travail peut être jetée plus facilement d'une sphère à l'autre ou d'un endroit à l'autre de la production. La première condition implique une liberté de commerce totale à l'intérieur de la société et l'élimination de tous les monopoles autres que naturels, à savoir ceux qui résultent du mode de production capitaliste lui-même. En outre, elle suppose le développement du système du crédit qui, en face des capitalistes individuels, concentre la masse inorganique du capital social disponible. Enfin, elle implique la subordination des diverses branches de la production au capital… En effet, l'égalisation du taux de profit a des difficultés majeures quand de nombreux et très importants secteurs de la production qui ne sont pas encore soumis à l'exploitation capitaliste (comme l'agriculture parcellaire des petits paysans, par exemple)

213 Cf. MARX, *le Capital* III, in *Werke* 25, p. 205-206.

s'intercalent entre les entreprises capitalistes et s'entrelacent avec elles.

Nous avons montré que [sur la base de la loi de la valeur] les diverses branches d'industrie ont des taux de profit différents correspondant à une composition organique diverse de leurs capitaux, ainsi que, dans les limites données, à une différence dans leurs temps de rotation [214]. Il s'ensuit que le taux de plus-value et les temps de rotation étant supposés constants, la loi qui veut que les profits soient proportionnels au volume des capitaux respectifs, à savoir que les capitaux de même volume donnent un profit identique dans des temps égaux, ne s'applique (dans sa tendance générale) qu'à des capitaux de même composition organique. Cela ne vaut que sur la base qui était jusqu'ici celle de toute notre analyse, c'est-à-dire que les marchandises sont vendues à leur valeur. Mais il est par ailleurs certain que, si l'on écarte les différences fortuites insignifiantes qui se compensent les unes les autres, il n'existe pas et il ne saurait exister, dans la réalité, de différences dans les taux moyens de profit pour les différentes branches d'industrie sans que tout le système de la production capitaliste ne s'en trouve aboli [215]. Il semble donc que la théorie de la valeur

---

214 Cf. MARX, *le Capital* III, in *Werke* 25, p. 162, 158, 163.

215 La tendance qui pousse chaque capital à investir et à développer les forces productives repose sur la possibilité de faire des profits supérieurs à ceux de ses concurrents – lesquels vendent leur produit au prix de production incluant le profit moyen. Il s'agit alors pour lui d'abaisser le prix de production propre de ses marchandises, en jouant sur la différence entre prix de production *particulier* du capitaliste donné (correspondant à la valeur) et prix de production *moyen* auquel se vend la marchandise sur le marché. En somme, le capital ne peut subsister qu'en transgressant sans cesse la loi de la valeur qui est sa norme fondamentale. La progression des forces productives est à ce prix dans un système contradictoire qui repose sur l'échange entre équivalents pour réaliser le profit sur le marché, et sur la production de plus-value (sans équivalent) dans la production pour créer le profit.

C'est dire que le rétablissement lui-même du jeu de la loi de la valeur dans les entreprises et sphères de production particulières remettrait en question le mode de production capitaliste tout entier : en socialisant la composition organique des capitaux et en égalisant leur taux de profit, celui-ci s'est développé au-delà de ses propres limites. Ce n'est plus qu'à l'échelle de la société entière – c'est-à-dire de l'ensemble des branches de la production –

soit ici incompatible avec l'évolution concrète de la production et avec ses manifestations effectives, de sorte qu'il faille tout à fait renoncer à comprendre ces phénomènes…

[Ainsi,] si un capital se composant en pourcentage de 90c + 10v, pour un degré d'exploitation du travail constant, produisait autant de plus-value ou de profit qu'un capital composé de 10c + 90v, il serait clair que la plus-value, donc la valeur tout court, n'aurait pas le travail comme origine, ce qui supprimerait toute base rationnelle de l'économie politique…

[Or,] pour le capitaliste, la différence entre capital variable et capital constant disparaît dans le coût de production. Une marchandise pour laquelle il a avancé 100, lui coûte autant qu'il dépense 90c + 10v ou 10c + 90v. Elle ne lui coûte jamais que 100, ni plus ni moins. Les coûts de production sont les mêmes pour des investissements identiques de capitaux dans différentes sphères, quelle que soit la diversité des valeurs et des plus-values produites. Cette égalité des coûts de production constitue la base de la concurrence dans les investissements de capitaux, au moyen de laquelle est produit le profit moyen.

Régulation des capitaux et dissolution mercantile du profit

Retour à la table des matières

Le marchand du Moyen âge n'était pas du tout individualiste ; il était avant tout associé d'un corps organisé collectivement, comme tous ses contemporains [216]. À la campagne prédominait l'association de la marche, issue du communisme primitif… Sur cet exemple de l'association de la marche se modelèrent par la suite toutes les associations productives et surtout les corps de métier dans les villes. Leur organisation n'était que l'application de la constitution de la marche à un privilège artisanal et non plus à un territoire limité. La base de toute l'organisation était la participation égale de chaque associé aux

---

que la somme des prix de production des marchandises produites est égale à la somme de leurs valeurs.

216 Cf. ENGELS, *Compléments et appendice au Livre III du Capital*, in *Werke* 25, p. 910-911.

privilèges et jouissances accordés à l'ensemble… Tout cela est applicable au même degré aux associations marchandes qui donnèrent naissance au commerce d'outre-mer [217]…

Pour la première fois, nous rencontrons ici le concept de profit et de taux de profit. Et l'effort des marchands était tendu délibérément et consciemment vers la constitution d'un taux de profit égal pour tous les associés de leur corps. Les Vénitiens au Levant ou les Hanséates dans le Nord payaient chacun le même prix que ses voisins pour les marchandises ; elles lui coûtaient le même prix de transport, et il en obtenait les mêmes prix et achetait une cargaison de retour aux mêmes prix que tout autre marchand de sa « nation ». Par conséquent, le taux de profit était le même pour tous. Pour les grandes sociétés commerciales, la répartition des bénéfices se faisait en proportion des participations au capital global avancé, exactement comme la répartition des droits sur la terre communale s'effectuait proportionnellement aux parcelles de terrain détenues par chacun, ou comme celle des bénéfices de la mine au prorata des participations de chacun des compagnons. L'égalité du taux de profit qui, dans son plein développement, est l'un des résultats ultimes de la production capitaliste, se manifeste donc ici sous sa forme la plus simple, comme l'un des points d'où le capital est parti historiquement, plus précisément comme un descendant direct de l'association de la marche, elle-même directement issue du communisme primitif.

---

217 Engels illustre ici la thèse immanente au socialisme scientifique : toute grande réalisation humaine s'appuie sur le caractère social, l'effort collectif, la solidarité humaine – le communisme, même aliéné. La circulation monétaire et mercantile du côté privé trouve elle-même sa source dans ce communisme approprié dans un lointain passé par la classe dominante pour fonder son pouvoir sur le travail des masses. Aujourd'hui ce sont la Bourse et la banque qui expriment dans la circulation ce côté privé qui se sert de moyens sociaux afin d'usurper, exploiter et dominer le travail d'autrui. Ainsi, le capital est né comme puissance sociale de la propriété privée et – merveilleuse invariance du capital – il reste tel qu'en lui-même, de sa naissance à sa mort : il se présente chaque fois comme participation au prorata du profit social, alors que, dans l'intervalle, il est entré dans la production qu'il n'a cessé de révolutionner jusqu'à sa propre négation – où il n'en subsiste plus rien d'autre dans l'économie que la cendre argent et la participation aux bénéfices réalisés dans la circulation, comme à ses débuts.

Ce taux de profit primitif était naturellement très élevé. Les marchands couraient de gros risques, non seulement à cause de la piraterie qui sévissait alors très fortement, mais aussi parce que les nations concurrentes se permettaient toutes sortes d'empiètements violents dès que l'occasion s'en présentait… Le commerce étant effectué sous forme de monopole, il rapportait des profits de monopole.

Dans la société capitaliste développée, la plus-value ou surproduit – si nous faisons abstraction des oscillations fortuites de la distribution et considérons sa loi régulatrice et ses limites normatives – se répartit entre les capitalistes comme un dividende, au prorata de la participation de chacun d'eux au capital social [218]. Sous cette forme, la plus-value apparaît comme profit moyen qui échoit au capital, profit moyen qui à son tour se divise en gain d'entrepreneur et intérêt, et peut, sous ces deux catégories, aller aux diverses sortes de capitalistes…

Bien que les capitalistes des diverses sphères de production recouvrent, en vendant leurs marchandises, la valeur du capital consommé dans leur production, ils ne réalisent pas la plus-value, donc le profit, résultant de la production de ces marchandises dans leur propre sphère. Ils n'obtiennent que la plus-value (profit), produite dans un laps de temps donné, qui échoit, à répartition uniforme, à chaque partie aliquote du capital social total, eu égard à la masse de plus-value (ou de profit) créée durant ce temps par l'ensemble du capital de la

---

218 Cf. MARX, *le Capital* III, in *Werke* 25, p. 828, 168, 207, 205.

Même si le profit se subdivise ensuite tout de même en intérêt et gain d'entrepreneur, le profit lui-même n'est plus touché que sous forme purement commerciale, comme dividende, indépendamment du résultat propre du procès de production que l'entrepreneur a pu obtenir dans son usine particulière.

C'est sous cette forme collective, où le capitaliste particulier est pour ainsi dire exproprié de la plus-value qu'il a extorquée à ses ouvriers, que se dessine le mieux la tendance objective du capital, force sociale impersonnelle de nature classiste : accumuler au-delà de toute limite, fût-elle celle de la valeur. Le résultat en est double : l'impuissance et l'inutilité de la personne du patron bourgeois apparaît au grand jour, et la base est en place pour l'expropriation pure et simple des capitalistes lors de l'ultérieure et inévitable crise de surproduction. La taupe ayant bien creusé, reste la violence révolutionnaire afin d'achever la besogne.

société dans la totalité des sphères de production. Pour 100 par exemple, chaque capital anticipé, quelle que soit sa composition organique, retire chaque année ou dans tout autre laps de temps le profit qui, pour cette même période, revient à ces 100 à titre de tantième partie du capital total. Pour ce qui est du profit, les différents capitalistes se trouvent dans la situation de simples actionnaires d'une société par actions [219] dans laquelle les parts de profit sont réparties uniformément selon le pourcentage ; elles ne diffèrent pour le capitaliste individuel que par l'importance du capital engagé par chacun dans l'entreprise commune, c'est-à-dire la participation proportionnelle de chacun à cette entreprise commune – en fonction du nombre de ses actions…

Il s'ensuit que le capitaliste individuel – tout comme l'ensemble de tous les capitalistes de chaque sphère particulière de production – contribue directement à l'exploitation de l'ensemble de la classe ouvrière par le capital dans sa totalité et à l'intensité de cette exploitation – et ce, non seulement par solidarité générale de classe, mais de façon économique directe. En effet, le taux moyen du profit dépend du degré d'exploitation du travail total par le capital dans sa totalité, si l'on suppose données les autres conditions, y compris la valeur de l'ensemble du capital constant anticipé…

---

219 Le caractère commercial et purement mercantile saute maintenant aux yeux: le capitaliste s'est vu retirer sa fonction productive dans le procès de production ; ses parts sont négociables et, comme titres boursiers, ils ne constituent plus qu'un objet de transaction profitable sur le marché des valeurs mobilières. C'est la victoire de l'*affairisme*, ultime forme corrompue du mercantilisme initial.

Le procès de production est considéré sous le seul angle du profit qu'il rapporte : le titre de propriété sur les installations, machines et procès de production s'est reporté sur du papier, des coupons, des valeurs mobilières négociables sur le marché. C'est devenu une marchandise permutable avec de l'argent de n'importe quel autre produit du travail de la société : toute spécificité productive pour ce qui est du capital s'est évanouie. La figure juridique du propriétaire privé de la grande industrie est abolie du fait du caractère mercantile pur des titres qui s'échangent au gré de tantièmes fortuits, dus aux fluctuations de la spéculation. Les profiteurs de l'exploitation capitaliste du travail salarié assument l'aspect anonyme et impersonnel de « rentiers » qui vivent de la taille des coupons, liés uniquement aux banques où ils vont retirer les intérêts versés par l'emprunteur. La Bourse est leur temple.

Pour la production capitaliste] [à la différence de la simple production marchande] il s'agit au minimum de vendre les marchandises à des prix qui donnent le profit moyen, c'est-à-dire aux prix de production [et non à leurs valeurs]. C'est sous cette forme même que le capital se présente à la conscience en tant que *puissance sociale*, à laquelle chaque capitaliste participe en proportion de la part qu'il prend au capital social total [220].

---

220 Cette prise de conscience de la part des capitalistes est toute matérielle : « l'individu n'agit ici que comme partie d'une force sociale, comme atome de la masse – et c'est sous cette forme que la concurrence fait valoir le caractère social de la production et de la consommation » (ibid. p. 203). C'est au travers de la concurrence générale entre les capitaux (plus ou moins centralisés dans la superstructure des banques et de la Bourse) que s'opère le transfert des capitaux d'une branche à l'autre, dont le résultat est d'égaliser le taux de profit qui devient de la sorte profit moyen et social. La concurrence produit ainsi le monopole global du capital sur toutes les branches de la production, dont découle le profit individuel.

Le phénomène de la conscience ou du choix intervient ici, dicté par l'intérêt économique : le paysan sème moins de légumes pour donner la préférence à l'élevage du bétail, plus rentable ; l'Etat russe transfère du capital financier de l'économie nationale vers l'étranger, pour construire le barrage d'Assouan, par exemple ; l'extraction du pétrole passe en priorité devant celle du charbon. Ces choix, cette volonté et cette conscience donnent une certaine direction à la production sociale et préparent, d'une part, un monopole de plus en plus écrasant de la classe capitaliste sur l'économie toujours plus concentrée, et d'autre part, les organes directeurs et centraux pour les interventions despotiques du prolétariat, en vue de révolutionner non seulement les branches et les procès de production, mais encore les rapports de classe et de propriété dans la société civile.

L'économie s'est faite de plus en plus *politique*, et c'est au niveau de l'Etat que se tranche le nœud gordien. Ce n'est pas encore du socialisme, même si ces rapports socialisés tendent à ne plus être capitalistes. La révolution n'a plus qu'à décapiter le capital de son Etat, qui centralise les décisions au profit d'une petite couche d'exploiteurs et de profiteurs, pour lui substituer le sien, qui orientera l'économie dans l'intérêt non seulement d'une classe, mais de tous ceux qui travaillent et participent à la création de richesses dans la production. Le capitalisme a donc préparé aussi les éléments « subjectifs » pour l'orientation de l'économie : l'intervention despotique d'une classe au niveau politique, non plus pour des sordides intérêts privés, mais pour les intérêts collectifs de l'homme en vue de son émancipation.

Socialisation à la manière bourgeoise

Retour à la table des matières

Les différents facteurs de l'accumulation primitive se répartissent en un ordre plus ou moins chronologique entre le Portugal, l'Espagne, la Hollande, la France et l'Angleterre qui, à la fin du XVII^e siècle, les combinent tous en un ensemble systématique, embrassant le colonialisme, la dette publique, le régime d'imposition et de finance moderne, et le protectionnisme [221]. Ces méthodes reposent en grande partie sur l'emploi de la violence la plus brutale, par exemple le colonialisme, mais toutes utilisent le pouvoir de l'État, la force concentrée et organisée de la société pour accélérer, comme en serre-chaude, le processus de transformation du mode de production féodal en mode de production capitaliste et pour en abréger les phases de transition. Et effectivement, *la violence est l'accoucheuse de toute vieille société grosse d'une société nouvelle. C'est elle-même une puissance économique…*

Le colonialisme donna un grand essor au commerce et à la navigation [en suscitant le marché mondial]. Il enfanta les compagnies de commerce dotées par les gouvernements de monopoles et de privilèges, et servant de puissants leviers à la concentration des capitaux [222]. La colonie assurait aux manufactures qui se multiplièrent en-

---

221 Cf. MARX, *le Capital* I, chapitre sur *la Prétendue accumulation primitive*, section sur *la Genèse du capitaliste industriel*, in *Werke* 23, p. 779-785.

Marx considère ici la naissance du capitalisme au sein de la société féodale, et il théorise ensuite quels sont les moyens, méthodes, facteurs et phases de transition qui assurent, en général, le passage révolutionnaire d'un mode de production à l'autre, c'est-à-dire peuvent servir aussi de leviers entre les mains du prolétariat subversif : il s'agit essentiellement de la violence diffuse ou concentrée, et mieux, organisée dans l'*Etat*.

222 Marx souligne la part prise par l'Etat dans la création d'entreprises capitalistes – commerciales ou industrielles – *au début du capitalisme* : « À l'origine même de la production capitaliste, certaines sphères de production exigeaient déjà un minimum de capital qui ne se trouvait pas encore dans les mains de particuliers. C'est ce qui incita l'Etat à accorder ses subsides à de tels intérêts privés – comme en France au temps de Colbert, et jusqu'à nos jours dans plusieurs principautés d'Allemagne – et poussa à la formation de

suite un débouché et une accumulation accélérée par le monopole du marché. Les trésors directement volés hors d'Europe par le pillage, le travail forcé des indigènes réduits en esclavage, par la concussion et le meurtre, refluaient vers les métropoles pour s'y transformer en capital…

La Compagnie anglaise des Indes orientales obtint, outre le pouvoir politique en Inde, le monopole exclusif du commerce du thé et du commerce chinois en général, ainsi que celui du transport des marchandises entre l'Europe et l'Asie. Mais le cabotage et la navigation entre les îles, ainsi que le commerce à l'intérieur de l'Inde, furent concédés exclusivement aux hauts fonctionnaires de la Compagnie. Les monopoles du sel, de l'opium, du bétel et d'autres denrées étaient des mines inépuisables de richesse. Les fonctionnaires, fixant eux-mêmes les prix, écorchaient à leur guise le malheureux Hindou. Le gouverneur général prenait part à ce commerce privé. Ses protégés obtenaient des adjudications telles que, plus forts que les alchimistes, ils faisaient de l'or à partir de rien. De grandes fortunes poussaient en un jour comme des champignons ; l'accumulation primitive s'opérait sans le moindre sou à avancer…

A l'époque manufacturière, c'était l'hégémonie commerciale qui assurait la suprématie industrielle, alors que de nos jours c'est l'inverse. C'est ce qui explique le rôle prépondérant que joua le colonialisme dans l'essor du capitalisme. Il fut le « Dieu étranger » qui monta sur l'autel à côté des vieilles idoles de l'Europe et les fit bientôt basculer d'un coup d'épaule du haut de leur piédestal. Il proclama que la fin ultime et unique de l'humanité est de produire de la plus-value.

---

sociétés avec monopole légal pour l'exploitation de certaines branches d'industrie et de commerce – les précurseurs des modernes sociétés par actions » (cf. *le Capital*, Livre I, t.1, Ed. Sociales, p. 303). De gigantesques fortunes privées peuvent ainsi surgir sans que leurs auteurs aient besoin d'en avancer le premier centime.

Le capitalisme, compris comme époque historique et type de production, est un : toutes ses phases ont rigoureusement en commun l'emploi de la force d'État sans limites et sans scrupules en tant qu'«agent économique» et du gouvernement en tant que «comité d'intérêts» bourgeois, même lorsqu'il peut être élevé au plus haut degré du mensonge idéologique de la libre initiative économique et de la démocratie politique.

Le système du crédit public, c'est-à-dire des dettes de l'Etat, dont nous découvrons l'origine dès le Moyen âge à Gênes et à Venise, s'empara de toute l'Europe au cours de la période manufacturière. Le colonialisme avec son commerce maritime et ses guerres commerciales lui servirent de serre-chaude. Il prit d'abord pied en Hollande. La dette publique, c'est-à-dire l'aliénation de l'Etat, qu'il soit constitutionnel, despotique ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste [223]. La seule partie de la prétendue richesse nationale qui entre véritablement en possession commune des peuples modernes, c'est leur dette publique. D'où la toute logique doctrine moderne selon laquelle plus un peuple est riche, plus il est lourdement couvert de dettes. Le crédit public devient le credo du capital. Et avec l'essor de la dette de l'Etat, le doute contre le crédit public prend la relève du péché contre le Saint-Esprit, jadis le seul impardonnable.

La dette publique devient un des leviers les plus énergiques de l'accumulation primitive. Comme par un coup de baguette magique, il confère à l'argent improductif la faculté de procréer en le métamorphosant en capital, sans qu'il ait pour autant à encourir les risques et troubles inséparables de son placement industriel et même de l'usure privée. En réalité, les créanciers de l'Etat ne donnent rien, puisque la somme prêtée, métamorphosée en valeurs ou obligations d'Etat facilement transmissibles, continue de fonctionner entre leurs mains comme autant d'argent liquide. Mais, même si l'on fait abstraction de la classe des rentiers oisifs ainsi créée et de la fortune improvisée des

---

223 Comme chaque fonction ou institution, l'Etat**,** dès lors qu'il baigne dans les rapports monétaires et mercantiles est hautement vénal, bon à acheter, et donc l'un des centres majeurs de la corruption. La dette publique représente l'emprise capitaliste sur l'Etat. Le bon roi de France est le représentant de Dieu et dispose de la vie et de la mort de ses sujets, mais lui-même tremble devant quelques usuriers et financiers parisiens auxquels la loi n'accorde pourtant aucun privilège. De nos jours, les classes dirigeantes pénètrent de toutes parts l'Etat bourgeois et le dominent en l' « achetant » afin de le tourner contre les masses qu'elles dupent, spolient et frustrent de mille façons. Définissant l'Etat de la dictature du prolétariat a contrario de celui de la dictature bourgeoise – ô crétinisme parlementaire qui croit le pouvoir étatique issu de la volonté populaire ! –, Marx le décrit comme foncièrement anti-mercantile, comme violence tournée contre les puissances d'argent et les classes exploiteuses : c'est le rempart puissant pour donner libre cours à l'initiative collective des masses productrices et armées.

financiers qui servent d'intermédiaires entre le gouvernement et la nation, ainsi que des opérateurs économiques, marchands, manufacturiers privés auxquels une bonne partie de tout emprunt d'Etat rend le service d'un capital tombé du ciel, la dette publique a donné le branle aux sociétés par actions, au commerce des effets négociables de toute espèce, à l'agiotage – aux jeux de la Bourse et à la moderne bancocratie.

Dès leur naissance, les grandes banques, affublées de titres nationaux, ne sont que des sociétés de spéculateurs privés qui flanquent les gouvernements et, grâce aux privilèges qu'elles en tirent, sont à même de leur prêter de l'argent. Aussi, l'accumulation de la dette publique n'a-t-elle pas de mesure plus infaillible que la hausse progressive des actions de ces banques, dont le plein développement date de la fondation de la Banque d'Angleterre (1694)…

Avec les dettes publiques est né un système de crédit international qui masque souvent la source de l'accumulation primitive de tel ou tel peuple. Ainsi, par exemple, les vilenies du système de rapine de Venise forment une telle base cachée de la pléthore de capitaux de la Hollande à qui Venise en déclin prêta des sommes considérables. Ce fut la même chose entre la Hollande et l'Angleterre. Dès le début du XVIII^e siècle, les manufactures de Hollande sont largement dépassées, et ce pays a cessé d'être la nation industrielle et commerciale hégémonique. L'une de ses affaires principales, de 1701 à 1776, sera de prêter d'énormes capitaux qui vont notamment à sa concurrente – l'Angleterre. La même chose est en train de se reproduire aujourd'hui entre l'Angleterre et les Etats-Unis. Maint capital qui fait aujourd'hui son apparition aux Etats-Unis sans extrait de naissance n'est que du sang et de la sueur d'enfants qui ont été capitalisés hier en Angleterre.

Comme la dette publique est assise sur les revenus de l'État qui doit couvrir les frais annuels d'intérêts, etc., le système fiscal moderne est le corollaire obligé des emprunts nationaux. Les emprunts, qui permettent aux gouvernements de faire face aux dépenses extraordinaires sans que les contribuables s'en ressentent sur-le-champ, entraînent par la suite une augmentation des impôts. D'autre part, la surcharge fiscale due à l'accumulation des dettes contractées les unes après les autres oblige les gouvernements, en cas de nouvelles dépenses extraordinaires, à avoir recours à de nouveaux impôts. La fiscalité moderne, dont le pivot central est l'imposition des articles de

première nécessité – autrement dit, l'enchérissement de ceux-ci – porte donc en soi le germe d'une expansion automatique. La surimposition n'en est pas un incident mais le principe [224]. En Hollande, où ce système a été inauguré, le grand patriote de Witt l'a exalté dans ses Maximes comme le système idéal pour rendre l'ouvrier soumis, frugal et… écrasé de travail. L'influence délétère qu'il exerce sur la condition des ouvriers salariés doit moins nous occuper ici que l'expropriation violente du paysan, de l'artisan et des autres éléments de la petite bourgeoisie. Il n'y a pas deux opinions à ce sujet – même chez les économistes bourgeois. Or, son action expropriatrice est encore renforcée par le protectionnisme qui en est une partie intégrante.

---

224 Comme tout communiste qui prône une société sans argent et sans Etat, Marx a une vision objective pour ce qui concerne les institutions étatiques, qui sont essentiellement violence organisée. La prétention de représenter le bien-être de tous a été octroyée à l'Etat par l'économie parasitaire du temps de l'hitlérisme et du brejnévisme, combinés au rooseveltisme. C'est dire qu'elle est universelle et solidement enracinée dans la réalité moderne. La crise actuelle des pays développés en est le révélateur, même pour tous ceux qui voulaient bien se laisser tromper par le mirage du bien-être total (continents de couleur exclus). Cette mystification repose aujourd'hui surtout sur l'Etat russe, grand architecte de la construction du « socialisme ».

Cet État « patron » de Moscou est en réalité « débiteur » vis-à-vis de sources privées russes (et même étrangères, étant donné le grave déficit de la balance commerciale russe), et cette dette n'a cessé de croître, au plus grand bonheur de tous ces rentiers. Mais qui sont donc les souscripteurs de la dette russe ? Des petits et moyens bourgeois (la lie de la grande bourgeoisie classique) qui forment, de façon très moderne, une société anonyme de parasites qui taillent les coupons pour toucher leurs dividendes. D'autre part, si l'Etat russe abat sa main de fer sur les villes et notamment sur les ouvriers de la production industrielle, toute la campagne, avec ses kolkhoziens propriétaires de leur petit lopin de terre, lui échappe – et de plus en plus, puisque les sovkhozes eux-mêmes dégringolent au niveau des kolkhozes. Quant aux spéculations et aux dilapidations des ressources nationales et des forces productives vivantes par l'Etat russe, la presse est pleine des pertes et erreurs du plan de production et de distribution.

Les réformistes et partis ouvriers roses sont les défenseurs les plus acharnés de l'Etat bourgeois providence de tous, en même temps que les ennemis les plus enragés de l'Etat de la dictature du prolétariat. C'est logique : ces judas sont pires que les bourgeois (qui défendent leurs intérêts et leur idéologie), car ils reprennent la dernière merde des capitalistes pour l'exalter face aux ouvriers : leur « plus beau fleuron » est l'Etat et ses excroissances malsaines.

La grande part qui revient à la dette publique et au système fiscal corrélatif dans la capitalisation de la richesse et dans l'expropriation des masses a induit toute une série d'auteurs, tels que Cobett, Doubleday, etc. à y chercher la cause fondamentale de la misère des peuples modernes [225]. Le protectionnisme a été un moyen artificiel de fabriquer des fabricants, d'exproprier des travailleurs autonomes, de transformer en capital les moyens nationaux de production et de subsistance, d'abréger par la violence le passage du mode de production traditionnel au moderne. Les Etats européens se sont disputé la palme de cette invention et, une fois entrés au service des faiseurs de plus-value, ils ne se contentèrent plus de saigner à blanc leur propre peuple, indirectement par des droits protecteurs et directement par les primes à l'exportation, les monopoles de vente à l'intérieur, etc., mais ils extirpèrent encore dans les pays voisins qui étaient dans leur orbite toute espèce d'industrie en usant d'une violence brutale. C'est ainsi que l'Angleterre a tué la manufacture de laine en Irlande à coups de dé-

---

225 L'État et ses fastes n'ont fait que gonfler encore depuis lors, comme l'indique clairement l'indice d'étatisation (rapport entre ses dépenses et celles de toute la nation), à l'exemple des Etats-Unis, nation dite libérale par excellence : la part de l'Etat était de 1% en 1880, et de 1,7% en 1916 ; en 1918, elle avait grimpé à… 20,1%. La guerre et la crise dilatent la participation de l'Etat, mais la prospérité elle-même ne la fait pas retomber au niveau d'avant-guerre. Dans l'actuelle crise, elle était de 30% en 1976. La panacée de l'Etat providence est évidemment l'inflation, et les guerres et crises successives ne font que serrer plus étroitement la vis de l'impôt au profit de ce monstre totalitaire qui suscite misère et chômage des masses : cf. MARX-ENGELS, *la Crise*, Ed. 10/18, chapitre : *la Drogue de l'étatisation*, p. 237-240. L'Etat est et demeure, en somme, la meilleure arme pour défendre et imposer le règne de la bourgeoisie et de l'argent. En ce sens, il est invariant. Tout ce qui change, c'est que contre les puissances féodales cette arme était révolutionnaire et progressive, tandis qu'opposée au prolétariat elle est contre-révolutionnaire. L'Etat suit le cours de l'économie capitaliste dans la dégringolade vers le déclin et la dégénérescence : l'indice d'étatisation américain témoigne, par son gonflement, du passage de l'économie au stade sénile, financier et parasitaire du capitalisme. Ce stade, ou mieux cette étape, n'est rien de neuf du point de vue qualitatif, mais seulement quantitatif, car avec elle le monopole et l'exploitation, la spéculation et les spoliations deviennent si massives que l'on ne peut plus les traiter d'accessoires. Or, c'est justement alors que l'Etat se fait passer pour le gestionnaire de l'économie et le bon patron de toutes les entreprises, le planificateur du bien-être populaire.

crets parlementaires. Sur le continent européen, ce processus fut encore simplifié, comme le montre l'action de Colbert. Le capital originel de l'industrie provenait pour bonne part du Trésor public. *« Pourquoi aller chercher si loin la cause de l'éclat manufacturier de la Saxe avant la guerre ?* – s'écriait Mirabeau – *180 millions de dettes publiques contractées par les souverains »*.

Le colonialisme, la dette publique, la pression fiscale, le protectionnisme, les guerres commerciales, etc., ces rejetons de manufacturière n'ont fait que se dilater encore monstrueusement durant la prime jeunesse de la grande industrie.

La Bourse

Retour à la table des matières

Depuis 1865, date à laquelle *le Capital* fut rédigé, il y a eu des changements qui assignent dorénavant une importance accrue et toujours croissante à la Bourse [226]. Celle-ci tend progressivement à con-

226 Cf. ENGELS, *Compléments et appendice au Livre III du Capital*, in *Werke* 25, p. 917-919.

Voyons ici comment les superstructures mêmes de la circulation rongent les rapports bourgeois et serviront de levier à la révolution pour la réorganisation de l'ordonnancement économique et social.

La Bourse est l'instrument par excellence du nivellement du taux de profit. Or, ce faisant, elle remplit un rôle de centralisation, de direction et de contrôle sans pareil vis-à-vis de l'économie – et, en ce sens (cf. Lénine), c'est *une fenêtre ouverte sur le socialisme*. Elle dissout, en somme, les capitaux individuels et brise leur autonomie et leurs rendements fortuits et anarchiques, en créant un capital social unitaire – face à l'ouvrier collectif – à l'échelle de la nation. Certes, elle ne peut dépasser finalement le cadre national propre au capital pris dans la contradiction entre marché national et marché mondial, si ce n'est sous la forme bâtarde de l'impérialisme, sous l'égide de la nation hégémonique de l'univers bourgeois.

Son rôle est toujours double, ce qui montre ses limites et suggère qu'il faut un contrôle et une direction sans contradictions à l'échelle de toute l'humanité. La Bourse et les banques qui investissent mettent en pièces les frontières, le monde clos et l'autonomie des entreprises, que le socialisme, loin de rétablir, brisera au contraire jusqu'à la racine. La Bourse, d'un côté, socialise la production, et de l'autre côté, la fait dégénérer en substituant l'intérêt au gain d'entreprise, en transformant l'industriel en actionnaire qui

centrer entre les mains des boursicotiers l'ensemble de la production industrielle et agricole, toutes les communications, des moyens de transport aux fonctions d'échange. La Bourse devient de la sorte la représentante la plus éminente de la production capitaliste elle-même…

Depuis la crise de 1866, l'accumulation a progressé à une vitesse toujours croissante et de telle sorte que dans aucun pays industriel – et en Angleterre moins qu'ailleurs – l'expansion de la production n'a pu suivre celle de l'accumulation. Le capitaliste individuel n'était plus en mesure d'employer pleinement le produit accumulé pour élargir sa propre entreprise. C'était le cas dès 1845 pour l'industrie cotonnière, puis avec les spéculations sur les chemins de fer. Mais avec cette accumulation s'accrut aussi la masse des rentiers, des gens qui, lassés de la tension incessante du monde des affaires, n'aspiraient plus qu'à se divertir ou occuper des postes de tout repos, de directeur ou d'administrateur de société. Enfin, en vue de faciliter l'investissement de cette masse fluctuante de capital argent, on fonda partout où cela n'avait pas encore été fait de nouvelles formes légales de sociétés à responsabilité limitée, et les devoirs des actionnaires, dont la responsabilité avait été jusque-là illimitée, furent aussi plus ou moins réduits (à 40% des souscriptions pour les sociétés par actions fondées en Allemagne après 1890).

Après cela, l'industrie se transforma progressivement en entreprises par actions. Toutes les branches, les unes après les autres, succombent à la fatalité. D'abord la sidérurgie qui nécessite d'énormes investissements de nos jours (et en premier les mines, là où elles n'avaient pas déjà été systématisées en actions). Puis l'industrie chimique, la construction de machines… Il y eut ensuite les trusts qui créèrent des entreprises géantes sous direction commune (par exemple, l'United Alkali). La firme individuelle courante n'est, de plus en plus, qu'une première étape pour porter l'entreprise à un ni-

---

touche des dividendes que l'on calcule d'après le temps du prêt de l'argent, et non d'après le rendement de la production. Certes, le marché fixe le prix des actions, et non le procès et les rapports de la production, mais ce qui détermine la valeur, c'est le temps abstrait et non plus le travail : il ne peut en être autrement quand les exploiteurs *oisifs* contrôlent l'économie. La socialisation véritable de la production ne peut être réalisée que par les producteurs, en partant de la production elle-même.

veau assez élevé pour qu'elle puisse être « fondée » en société par actions…

On retrouve le même phénomène dans l'agriculture. Les banques qui ont connu une extension énorme, surtout en Allemagne, sous toutes sortes de noms bureaucratiques, deviennent de plus en plus créanciers hypothécaires : par le truchement de leurs actions, la propriété suprême de la terre est transférée à la Bourse, et cela encore plus quand les biens tombent aux mains des créanciers. La révolution agricole de la mise en culture des steppes a agi puissamment en ce sens [227]… En outre, tous les investissements à l'étranger se font sous forme d'actions…

Enfin la colonisation qui est de nos jours une véritable succursale de la Bourse, dans l'intérêt de laquelle les puissances européennes ont

---

227 À ce stade, le capitalisme industrialise l'agriculture, c'est-à-dire la socialise. Mais il le fait à la manière bourgeoise qui mène à la ruine du producteur paysan évincé, et à celle de la terre, sans parler des produits de qualité toujours pire qui en résultent. La production monétaire et mercantile du capital crée à ce point une nouvelle contradiction : il lui faut désormais distribuer les forces productives et produire les articles, c'est-à-dire répartir en une production proportionnée, planifiée, les diverses branches de la production, selon les besoins sociaux. La contradiction est insurmontable pour lui, et la solution de celle-ci révèle la nature profonde de la société communiste qui résout le conflit entre production socialisée et distribution ou appropriation privée. En effet, le capitalisme évalue les besoins de la société sur la base de l'individu, de la famille qui le reproduit, c'est-à-dire de l'entité minuscule pour laquelle produisait l'économie parcellaire d'antan – les superstructures et le mode d'appropriation ont toujours un mode de production de retard dans les sociétés de classe : la micro-organisation du mode d'appropriation privé s'oppose à la macro-organisation socialisée des forces productives que l'ouvrier a créée ; l'appropriation privée par l'intermédiaire du marché et des revenus monétaires calculés à l'échelle personnelle forment une demande mesquine, atomisée : les cuisines sont privées, comme le mode de transport, les maisons. Les besoins sont lilliputiens face au volcan de la production sociale.

L'alpha et l'oméga du communisme, qui est absolument hors de portée des nains opportunistes sous-bourgeois, est qu'il faut socialiser et collectiviser la sphère privée, sur la base économique déjà développée des forces productives socialisées par le capital. À partir de cet acquis collectif, la consommation et les besoins deviendront grandiosement collectifs eux aussi et changeront complètement de nature : cf. MARX-ENGELS, *Utopisme et Communauté de l'avenir*, PCM, p. 37-44.

partagé l'Afrique il y a quelques années ; les Français ont conquis la Tunisie et le Tonkin. L'Afrique est directement affermée à des Compagnies (Niger, Afrique du Sud, Sud Ouest africain allemand et Afrique orientale allemande) ; le Mozambique et le Natal ont été accaparés par Rhodes pour le compte de la Bourse.

La taxe sur les transactions en Bourse ne touche que ce qu'on appelle les « placements de capital sûrs », et elle ne peut être établi de façon telle que les boursicotiers ne puissent l'éviter [228]. J'y suis opposé : 1/ parce que nous n'exigeons en général que des impôts directs, et rejetons toutes les taxes indirectes, et ce afin que le peuple sache et sente ce qu'il paie, et afin d'avoir effectivement prise sur le capital ; 2/ parce que nous ne pouvons voter le moindre centime à ce gouvernement.

Les criailleries contre la Bourse, vous les qualifiez à juste raison de petites bourgeoises. La Bourse ne fait que modifier la répartition d'une plus-value déjà extorquée aux ouvriers – et comment elle est faite, c'est ce qui peut les laisser indifférents en tant qu'ouvriers. Mais la Bourse modifie la répartition dans le sens d'une centralisation, elle accélère énormément la concentration des capitaux et, partant, est tout aussi révolutionnaire que la machine à vapeur… Si la Bourse n'avait pas créé les immenses fortunes en Amérique, la grande industrie et le mouvement social n'eussent pas été possibles dans cette nation de paysans…

Pour en revenir à la taxe boursière, il ne s'agit pas de nier l' « immoralité » et la filouterie de la Bourse ; nous pouvons même les dépeindre crûment comme le comble de l'avidité de s'enrichir capitaliste, puisque la propriété s'y dissout directement en vol ; mais ensuite, il faut conclure qu'il n'est absolument pas dans l'intérêt du prolétariat de briser cette jolie pointe avancée de l'économie actuelle. Elle doit plutôt s'épanouir très librement afin que le plus idiot lui-même se rende compte à quoi aboutit la présente économie.

228 Cf. Engels à Bernstein, 08 et 10-02-1883, in *Werke* 35, p. 428.

Les rapides progrès de l'industrie en Allemagne que tu me décris m'ont fort réjoui [229]. A tous les points de vue, ce pays traverse un second règne bonapartiste : la Bourse met en mouvement tous les capitaux qui sommeillent à moitié ou complètement, en les attirant à elle et en les concentrant rapidement entre quelques mains. Or, ces capitaux rendus disponibles préparent l'essor industriel (qui n'a nullement besoin d'être synonyme de vive animation des affaires) – et dès que le branle est donné, les choses se précipitent.

La Bourse est une institution où les bourgeois n'exploitent pas les ouvriers, mais s'exploitent entre eux ; la plus-value qui change de mains en Bourse est une plus-value déjà existante, fruit d'une exploitation passée des ouvriers [230]. Ce n'est que lorsque celle-ci est accomplie que les escroqueries en Bourse peuvent commencer. Tout d'abord, la Bourse ne nous intéresse que de manière indirecte – de même que son effet et action en retour sur l'exploitation capitaliste des ouvriers ne sont qu'indirects, s'effectuant par un détour. Si demander que les ouvriers s'intéressent directement aux éreintements que subissent à la Bourse les hobereaux, fabricants et petit-bourgeois, et qu'ils s'en indignent, doit signifier que l'on demande aux ouvriers de se saisir des armes pour défendre leurs exploiteurs directs et leur garantir la possession de la plus-value extorquée à ces mêmes ouvriers – alors, merci beaucoup. En effet, la Bourse nous intéresse plutôt directement au sens historique : comme fruit le plus pur de la société bourgeoise, foyer de la pire corruption, serre chaude de Panama et d'autres scandales, c'est-à-dire aussi comme moyen par excellence de la concentration des capitaux, de la désagrégation et de la dissolution des derniers résidus de liens naturels dans la société bourgeoise et, en même temps, de la destruction de toutes les notions traditionnelles de morale et leur inversion en leur contraire. En somme, la Bourse agit

---

229 Cf. Engels à A. Bebel, 07-03-1883, *ibid.* p. 450.

Les marxistes ne se plaignent jamais de l'essor des forces productives, même sous la direction bourgeoise – au contraire. Car plus les indices grimpent, plus les antagonismes se gonflent et la base économique mûrit pour la crise révolutionnaire.

230 Cf. Engels à A. Bebel, 24-01-1893, in *Werke* 39, p. 14.

comme élément incomparable de destruction et comme facteur le plus puissant d'accélération de la future révolution, et dans ce sens historique elle nous intéresse aussi directement.

Le procès de centralisation du capital

Retour à la table des matières

À un certain point du progrès économique, le morcellement du capital social en une multitude de capitaux individuels, ou le mouvement de répulsion de ses parties intégrantes, vient à être contrarié par le mouvement opposé de leur attraction mutuelle [231]. Ce n'est plus la simple concentration de moyens de production et de commandement sur le travail qui se confond avec l'accumulation, mais bien un procès foncièrement distinct. C'est l'attraction qui réunit différents foyers d'accumulation et de concentration, la concentration de capitaux déjà formés, l'abolition de leur autonomie individuelle, l'expropriation du capitaliste par le capitaliste, la transformation d'un grand nombre de petits capitaux en un nombre moindre de capitaux plus grands , en un mot la *centralisation* proprement dite. Ce procès se distingue du premier du fait qu'il ne présuppose qu'un changement dans la répartition des capitaux qui existent et fonctionnent déjà, et donc que son champ d'action n'est pas limité par la croissance absolue de la richesse sociale ou les limites absolues de l'accumulation…

Le capital pourra grossir ici par grandes masses en une seule main, parce que là il s'échappera d'un grand nombre de mains. Dans une branche de production particulière, la centralisation n'aurait atteint sa dernière limite qu'au moment où tous les capitaux qui s'y trouvent engagés ne formeraient plus qu'un seul capital individuel [232]. Dans une société donnée, elle n'aurait atteint sa dernière limite qu'au moment où le capital national tout entier ne formerait plus qu'un seul ca-

---

231 Cf. MARX, *le Capital*, I, tome 3, p. 67, Ed. Sociales, et *Werke* 23, p. 654-656 (chapitre 23 : *La loi générale de l'accumulation capitaliste*).

232 Note d'Engels : Les trusts anglais et américains les plus récents poursuivent déjà ce but, en essayant d'unir toutes les grandes entreprises d'une branche commerciale en une grande société par actions, jouissant en fait d'un monopole.

pital entre les mains d'un seul capitaliste ou d'une seule société de capitalistes.

L'essor des *sociétés par actions* a les conséquences suivantes [233] :

1. Une extension énorme de l'échelle de la production et des entreprises que n'auraient pu atteindre les capitaux individuels. En même temps, des entreprises qui étaient jadis d'initiative gouvernementale se créent maintenant sous l'impulsion de la société.

2. Le capital qui, par nature, se fonde sur un mode social de production et implique une concentration sociale des moyens de production et des forces de travail, revêt directement la forme de capital social (capital d'individus directement associés) par opposition aux entreprises privées. C'est *l'abolition de la propriété privée à l'intérieur des limites du mode de production capitaliste lui-même*.

3. Le capitaliste réellement actif se mue en un simple manager ou directeur du capital d'autrui, et les propriétaires de capital en simples propriétaires, simples capitalistes monétaires. Même si les dividendes qu'ils touchent englobent l'intérêt et le gain d'entrepreneur [234], c'est-à-dire le profit total (car les appointements du manager ne sont – ou ne devraient être – que du simple salaire pour un certain type de travail qualifié, à l'instar de tout autre travail), ce profit ne sera plus empoché que sous la forme de l'intérêt, c'est-à-dire de simple rémunération pour la propriété du capital qui se trouve dès lors complètement séparée de sa fonction dans le procès réel de production, tout comme cette fonction, dans la personne du directeur, est séparée de la propriété du capital. Dans ces conditions, le profit (et non seulement une fraction de celui-ci, l'intérêt, qui tirait sa justification du profit de l'emprunteur) apparaît comme pure et simple appropriation du surtravail d'autrui qui dérive de conversion des moyens de production en

---

233 MARX, *le Capital* III, in *Werke* 25, p. 452-454.

234 Le capital monétaire, qui se fondait sur le principe de la propriété et sur l'utilité de ses fonctions pour justifier un intérêt sur la plus-value tirée de l'ouvrier par l'entrepreneur, démontre aujourd'hui bruyamment que ce qui fut déduction sur le profit est désormais pillage de la production, pour ainsi dire, autophagocytation du capital.

capital, c'est-à-dire de leur aliénation vis-à-vis des producteurs véritables, de leur opposition, en tant que propriété étrangère, à tous les individus réellement actifs dans la production – depuis le directeur jusqu'au dernier journalier.

Dans les sociétés par actions, il y a dissociation entre la fonction et la propriété du capital, c'est-à-dire que le travail lui-aussi est complètement séparé de la propriété des moyens de production et du surtravail. Ce *résultat* [235] du développement suprême de la production capitaliste est un nécessaire point de transition pour la reconversion du capital en propriété de tous les producteurs. Celle-ci n'aura plus la forme de la propriété privée des producteurs individuels, mais celle de la propriété des producteurs associés, propriété directe de la société. Les sociétés par actions sont en outre le point de transition de la transformation de toutes les fonctions du procès de reproduction, rattachées jusque là à la propriété du capital, en simples fonctions des producteurs associés, en fonctions sociales…

[Note d'Engels dans le texte :] Depuis que Marx a écrit ces lignes, on sait que de nouvelles formes industrielles se sont développées, représentant la société par actions à la seconde et à la troisième puissance. La rapidité tous les jours plus grande avec laquelle on peut aujourd'hui augmenter la production dans tous les domaines de la grande industrie s'oppose à la lenteur toujours accrue avec laquelle s'étend le marché pour ces produits plus nombreux. Ce qui est produit au cours de quelques mois peut à peine être absorbé en quelques années. Il faut y ajouter la politique de protection douanière par laquelle chaque pays industriel se ferme aux autres et en particulier à l'Angleterre, ce qui accroît encore artificiellement la capacité de production intérieure. Les conséquences en sont : surproduction chronique générale, prix en baisse, profits en baisse et même tout à fait nuls ; bref, la célèbre liberté de concurrence est au bout de son latin et doit annoncer elle-même son évidente et scandaleuse faillite. Et ceci,

---

235 En somme, le résultat le plus haut du capitalisme en tant que base économique du socialisme est 1/ un niveau des forces productives socialisées extrêmement élevé ; 2/ l'expropriation de tous, y compris des capitalistes privés, le capital fonctionnant désormais avec « du capital d'autrui » – comme il fonctionne, depuis ses origines, avec du travail d'autrui.

parce que dans chaque pays, les grands industriels d'une certaine branche se réunissent pour former des cartels en vue de régulariser la production. Un comité fixe la quantité à produire par chaque établissement et répartit en dernière instance les commandes en cours. Dans certains cas, il y a même eu par moments des cartels internationaux, ainsi le cartel anglo-allemand de la production métallurgique. Mais même cette forme de mise en société de la production ne suffisait pas encore. L'opposition d'intérêts entre les diverses firmes ne la faisait que trop souvent éclater et rétablissait la concurrence. Aussi en vint-on, dans certaines branches, où le niveau de la production le permettait, à concentrer toute la production de cette branche en une seule grande société par actions à direction unique. Ceci s'est déjà réalisé à plusieurs reprises en Amérique ; l'exemple le plus important en Europe reste jusqu'ici l'United Alkali Trust, qui a réuni toute la production britannique d'ammoniaque entre les mains d'une seule firme. Les anciens propriétaires des différentes usines (plus de trente) ont reçu en actions la valeur estimée de l'ensemble de leurs installations, au total environ 5 millions de livres sterling représentant le capital fixe du trust. La direction technique reste toujours entre les mêmes mains, mais la direction commerciale est concentrée entre celles de la direction générale. Le capital circulant [floating capital] d'un montant approximatif de 1 million de livres sterling fut offert à la souscription du public. Le capital total s'élève donc à 6 millions de livres sterling. Dans cette branche qui est à la base de toute l'industrie chimique, la concurrence a donc été remplacée en Angleterre par le monopole, ce qui prépare de la façon la plus réjouissante le chemin à l'expropriation future par toute la société, la nation [236].

---

236 Une position fondamentale du marxisme est que *les formes de l'impérialisme monopoliste avancé, du dirigisme d'Etat, sont la condition la plus favorable pour la révolution socialiste.* Ce qui n'exprime rien d'autre que la théorie de l'accumulation progressive et de la concentration du capital, centre nerveux du marxisme révolutionnaire.

Il n'y a pas d'opposition entre les deux types ou les deux moments du capitalisme : le capitalisme libéral et le capitalisme monopoliste. Il s'agit de deux faces de la même forme, comme c'est clair dès les premiers essais de Marx et Engels sur l'économie bourgeoise, même avant 1850.

La concurrence pure, sans monopole, n'existe à aucune époque et en aucun lieu (la concurrence engendre le monopole et le monopole engendre la concurrence). Si le capitalisme développe au maximum le mercantilisme

La société par actions constitue une abolition du mode de production capitaliste qui s'effectue encore dans le cadre de ce mode de production lui-même, et c'est donc une contradiction s'abolissant elle-même et représentant manifestement un simple point de *transition vers une forme de production nouvelle*. C'est d'ailleurs en tant que contradiction de cette sorte que cette transition se présente aussi à la vue de tous : elle produit le monopole dans certaines sphères et provoque, de ce fait, l'ingérence de l'Etat ; elle recrée une nouvelle aristocratie financière, une nouvelle variété de parasites, en la personne de faiseurs de projets, fondateurs et directeurs qui n'en ont que le titre ; tout un système d'escroquerie et de trucage en relation avec des fondations, émissions et trafic d'actions. C'est là de la production privée sans le contrôle de la propriété privée…

Le système des actions porte déjà en lui la négation de l'ancienne forme où les moyens de production apparaissent comme propriété individuelle ; mais la transformation en sociétés par actions reste encore prisonnière des entraves capitalistes. C'est pourquoi, au lieu de surmonter la contradiction entre le caractère social de la richesse et l'appropriation privée de la richesse, il ne fait que la reproduire sous une forme nouvelle [237].

---

et dilate les marchés grâce à la concurrence, jusqu'à des limites géographiques insoupçonnées, il ne le fait que dans la mesure où il rompt les sphères de monopole préexistantes, dues à la circulation encore limitée des marchandises. Historiquement, si le capitalisme réclame la catégorie concurrence, c'est que la propriété féodale qui le précède réclame la catégorie monopole.

Marx prouva que, même si on admettait l'hypothèse d'une société purement concurrentielle, les thèses révolutionnaires étaient pleinement démontrées : la première était celle de la *rechute dans le monopolisme* et le totalitarisme économique. De plus, dans la théorie de la rente de nature bourgeoise, il donna toutes les équations qui expliquent le mouvement du capitalisme monopoliste et parasitaire que Lénine vérifia lors des périodes d'expansion mercantile qui préparent les guerres et les dictatures impériales.

237 C'est pour une telle raison que le pôle privé dans la société bourgeoise constitue le sommet et la pleine mise en œuvre de la propriété privée : si le pôle social y est puissamment développé, c'est seulement pour renforcer et enrichir au maximum les appropriateurs privés.

De cette constatation, on peut tirer la loi suivante : plus le capital se concentre de la sorte entre quelques mains, plus la richesse est centralisée par le Capital en général, si bien que la révolution se heurte à un ennemi puissant,

Conformément à ses statuts, le Crédit Mobilier ne peut dispenser ses faveurs qu'à des entreprises industrielles exploitées en société anonyme ou en société par actions à responsabilité limitée [238]. Il devait

---

parfaitement dirigé et disposant de ressources énormes. A cette difficulté inouïe de conquérir le pouvoir correspond, en revanche, une facilité d'autant plus grande pour diffuser des rapports sociaux au plan économique. Le pouvoir politique est ainsi la clé de la destruction du pôle privé et de la conversion des rapports capitalistes en rapports socialistes.

Si la lutte est infiniment difficile pour renverser la bourgeoisie dans les pays de capitalisme développé – comme le démontre toute l'histoire du mouvement ouvrier, notamment au XXe siècle – la maîtrise de la transition socialiste y sera bien plus simple que dans un pays arriéré. Ainsi, dans la Russie de 1917, la conquête du pouvoir a été relativement aisée, mais la lutte économique a été infiniment difficile et a fini, en l'absence de l'aide du prolétariat d'Europe centrale et occidentale, par la défaite du communisme.

238 Cf. MARX, *le Crédit mobilier français*, 3e article, *New-York Tribune*, 11-07-1856, in *Werke* 12, p. 33-34.

Avec cet extrait sur l'industrialisme féodal, thème emprunté à Fourier, Marx décrit les phénomènes qui constituent non pas une involution du capitalisme (vers des formes de production révolues), mais bien sa dégénérescence sénile.

Dans son ouvrage sur l'*Impérialisme*, Lénine explique que la Bourse perd par la suite de sa force centralisatrice et directrice des investissements et de régulation des différentes branches de l'économie, parce que les gigantesques banques nationales et internationales drainent des masses énormes d'argent et épongent toutes les économies, jusque dans les ménages petit-bourgeois et ouvriers aristocratiques, et gèrent en plus les masses énormes de capitaux des trusts et autres cartels – ce qui les rend capables d'investissements énormes, avec les spéculations correspondantes. Leur liaison avec la Bourse est reconnue. Un autre facteur économique de direction et de contrôle – lié à la Bourse et aux banques géantes – est l'Etat qui intervient de plus en plus dans l'économie, avec ses plans et ses moyens de pressurer les petits revenus, avec les impôts et l'inflation qui rognent les salaires pour le compte des profits à l'heure où le taux de profit tend vers zéro. Cette évolution économique facilitera la tâche du prolétariat au pouvoir dans les pays développés – en compensation du retard accumulé politiquement –, car si la bourgeoisie intervient déjà despotiquement dans l'économie avec les institutions existantes, le prolétariat pourra à plus forte raison le faire avec ses moyens à lui. Si le pouvoir prolétarien utilisera crédit, banques et bourse dans les pays arriérés, où la centralisation et l'expropriation ne sont pas encore réalisées, tel ne sera pas le cas dans les pays développés, où l'argent, le capital et donc les banques et la Bourse seront supprimés. On ne jettera pas

s'ensuivre une tendance à fonder autant de telles sociétés que possible et à donner en outre cette forme à toutes les sociétés industrielles. On ne peut à présent nier que l'application de sociétés par actions dans l'industrie marque une nouvelle ère dans la vie économique des nations modernes. D'une part, cela a révélé la puissance productive de l'*association* à un point insoupçonné jusque-là, et éveillé à la vie des créations d'industries à une échelle telle que les efforts de capitalistes isolés n'eussent jamais pu atteindre. D'autre part, on ne doit pas oublier que les sociétés par actions réunissent non pas les individus, mais les capitaux. Par cette manipulation, les propriétaires ont été transformés en actionnaires, c'est-à-dire en spéculateurs. La concentration du capital s'est accélérée et a eu pour conséquence naturelle la ruine de la petite bourgeoisie. On a vu surgir des sortes de rois de l'industrie dont la puissance est en raison inverse de leur responsabilité – ne sont-ils pas responsables que dans les limites de leurs propres actions, alors qu'ils *disposent* pratiquement du capital entier de la société ? Ils forment un élément plus ou moins permanent, alors que la masse des actionnaires est soumise à un incessant procès de changement de sa composition. Disposant à la fois de l'influence et de la richesse de la société, ils sont en mesure de corrompre individuellement les membres rebelles de celle-ci. Au-dessous de ce comité directeur oligarchique se trouve un corps bureaucratique de managers et d'agents exécutants, et en dessous d'eux, sans transition, grandit une masse énorme, journellement plus nombreuse, de purs et simples travailleurs salariés, dont la dépendance et l'impuissance s'accroissent en même temps que les dimensions du capital qui les emploie, mais qui deviennent plus dangereux en proportion directe de la diminution du nombre des représentants de ce capital. Le mérite immortel de Fourier est

---

pour autant aux orties les moyens puissants et concentrés de contrôle et de direction de l'économie incarnés aujourd'hui dans ces institutions. Ce qui sera « aboli », ce sera la valeur d'échange comme mesure, critère de ce qu'il faut produire en qualité et quantité. Derrière l'argent, que la Bourse répartit dans les branches de production, il y a la force de travail, les matières premières, les machines, installations, etc. Ce sont ces facteurs physiques que le prolétariat au pouvoir pourra répartir en connaissance de cause, et la centralisation et socialisation obtenues par la Bourse, etc. seront des canaux par lesquels interviendra l'Etat révolutionnaire pour réguler l'économie par des moyens qu'il peut dominer – valeurs d'usage produites pour les hommes et non valeur d'échange, incontrôlable, dominant les hommes et se riant d'eux.

d'avoir prédit, sous le nom de *féodalisme industriel*, cette forme de l'industrie moderne…Il existait aussi auparavant des banques accordant leur crédit à des sociétés industrielles par actions. L'innovation, c'est une banque par actions tendant au monopole de l'activité, antérieurement éparpillée et multiforme, des prêteurs d'argent privés, et dont le principe directeur est la création d'un nombre énorme d'entreprises industrielles, non pas en vue d'investissements productifs, mais simplement de profits spéculatifs. L'idée nouvelle est de rendre le féodalisme industriel tributaire de la spéculation en Bourse.

Capitalisme d'État et socialisme

Retour à la table des matières

Les forces productives elles-mêmes poussent avec une puissance grandissante à la suppression de la contradiction [entre le mode de production et le mode d'échange], à leur affranchissement de leur qualité de capital, à *la reconnaissance effective de leur caractère de forces productives sociales* [239]. C'est cette réaction des forces productives en puissante croissance contre leur qualité de capital, c'est cette nécessité grandissante où l'on est de reconnaître leur nature sociale,

239 Cf. ENGELS, *Antidühring*, in *Werke* 20, p. 260-261.

Ces extraits d'Engels sur le repli du capital dans la forteresse de l'Etat, dès lors que les classes dominantes de la rente foncière comme du capital monétaire et industriel sont devenues superflues au fonctionnement de l'économie bourgeoise, sont, d'une part, la conclusion des recherches théoriques sur le développement contradictoire du capitalisme et, d'autre part, la constatation de faits qui se sont déroulés dans l'Angleterre développée du dernier quart du XIXe siècle, à savoir que la bourgeoisie cédait sa direction économique aux ouvriers – par exemple, quand ceux-ci devaient se substituer aux bourgeois déficients dans la gestion du port de Londres, la sidérurgie et les mines de charbon de Manchester et du Pays de Galles, etc. : cf. MARX-ENGELS, *le Syndicalisme*, tome 2, articles intitulés *la Démission de la bourgeoisie*, *la Grève des dockers londoniens*, *Classes sociales nécessaires et superflues*, p. 30-41.

Par là, Engels n'entend pas donner des solutions, mais des cas qui démontrent : 1/ que les ouvriers sont capables de se substituer efficacement aux bourgeois dépassés ; 2/ que ces exemples sont des incitations à des conquêtes plus larges ; 3/ que les conditions sont mûres pour renverser la bourgeoisie.

qui obligent la classe des capitalistes elle-même à les traiter de plus en plus, *dans la mesure où c'est possible à l'intérieur du rapport capitaliste*, comme des forces de production sociales…

Mais ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives. C'est évident pour les sociétés par actions. Or, l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre les empiétements provenant aussi bien des ouvriers que des capitalistes isolés. Quelle que soit sa forme, l'Etat moderne est une machine exclusivement capitaliste ; c'est l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient aussi de fait capitaliste collectif et exploite plus de citoyens, tandis que les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, mais poussé au contraire à son paroxysme. Cependant, élevé à ce paroxysme, il se renverse. Si la propriété d'Etat sur les forces productives n'est pas la solution du conflit, elle renferme en elle le moyen formel, la façon d'accrocher la solution [240].

---

240 Avec le passage à la propriété d'Etat, succédant en une série ascendante aux formes que sont la société par actions, le trust voire le monopole, tout est prêt – au plan économique – pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et la substitution ultérieure du socialisme au capitalisme. Mais la révolution n'éclate pas mécaniquement, et Engels eut à combattre la tendance au sein de la social-démocratie allemande à surévaluer les avantages de l'étatisation pour l'avènement du socialisme.

Dans une lettre à Oppenheim du 24-03-1891, il dévoile le mensonge opportuniste d'hier et d'aujourd'hui : « *Nous voilà ici au point délicat : tant que les classes possédantes restent à la tête de l'Etat, toute étatisation n'est pas abolition mais pur changement de forme de l'exploitation* ».

Il n'y a pas à confondre les mesures de transition sous l'égide de l'Etat de la dictature du prolétariat avec les nationalisations actuelles (qui démontrent seulement que le capital est économiquement et socialement dépassé) : ce n'est que sous la direction prolétarienne qu'un nouveau mode de production sera mis en route.

Engels souligne qu'il est faux de considérer l'étatisation, en elle-même, comme un pas en avant économique, un stade préalable à la socialisation intégrale : « Il saute aux yeux que l'étatisation des chemins de fer [par Bismarck] ne sert qu'aux actionnaires à qui elle permet de vendre leurs actions au dessus de leur valeur, et qu'elle ne nous sert à rien à nous-mêmes : nous

Cette solution peut consister seulement dans le fait que la nature sociale des forces productives modernes est effectivement reconnue, que donc le mode de production, d'appropriation et d'échange est mis en harmonie avec le caractère social des moyens de production. Et cela ne peut se produire que si la *société* prend possession ouvertement et sans détours des forces productives qui sont devenues trop grandes pour toute autre direction que la sienne [241]…

En convertissant de plus en plus la grande majorité de la population en prolétaires, le mode de production capitaliste crée en outre la force qui, sous peine de déchoir, est obligée d'effectuer cette révolution. En poussant de plus en plus à la transformation des grands moyens de production socialisés en propriété d'Etat, il montre lui-même la voie à suivre pour accomplir ce bouleversement.

---

la mènerons tout aussi rapidement avec les grandes compagnies existant en petit nombre qu'avec l'Etat *à condition d'avoir d'abord conquis celui-ci*. Les sociétés par actions ont déjà démontré à quel point le bourgeois est, comme tel, devenu superflu, à présent que toute la gestion est assurée par des fonctionnaires salariés – et l'étatisation n'ajoute aucun nouvel élément de démonstration » (cf. Engels à Bebel, 16-05-1882, in *Werke* 35, p. 323-324).

241 Ainsi, les fonctionnaires salariés ou opérateurs économiques qui remplacent l'entrepreneur exproprié à la fin du cycle capitaliste ne sont pas de meilleurs administrateurs parce qu'ils ont « appris la technique et le métier » : ils ne sont que le pus de la décomposition de la puissante fonction *centrale* qui concentrait à l'origine toutes les fonctions du capital en une seule main. S'ils sont même de pires administrateurs, c'est parce que la distance entre la gestion privée et la production socialisée s'est énormément accrue, ce que nulle compétence n'est en mesure de combler, alors que le pouvoir économique, politique et social échappe des mains des appropriateurs bourgeois : à une production sociale et internationale correspond seulement une administration universelle, et des opérateurs qui exercent la gestion sociale pour le compte privé, même s'ils le font au niveau international, ne peuvent y satisfaire. L'antagonisme entre société et entreprise singulière (dotée d'un bilan autonome) s'aggrave précisément aujourd'hui que l'on produit pour le monde entier, puisque la direction particulière fait obstacle à l'usage des moyens universels, des ressources de toute la terre, et ignore les besoins de toute l'humanité. La solution est limpide : c'est à toute l'espèce humaine de décider, produire et diriger de façon communautaire à l'échelle du monde entier. Voilà le communisme – l' « impossible communisme ».

C’est alors qu’éclate la révolution prolétarienne [242]. Les contradictions se résolvent : le prolétariat s’empare du pouvoir public et, au moyen de cette puissance, transforme les moyens de production sociaux qui échappent des mains de la bourgeoisie en propriété publique. Par cet acte, il dépouille les moyens de production de leur qualité antérieure de capital et donne à leur caractère social pleine liberté de se réaliser dans le développement ultérieur. Il est désormais possible d’organiser la production sociale selon un plan concerté et établi à l’avance. Le développement même de la production fait de l’existence ultérieure des différentes classes sociales un anachronisme.

Dès qu’il n’y a plus de classe sociale à tenir dans l’oppression, dès que, avec la domination de classe et la lutte pour l’existence fondée sur l’anarchie de la production en vigueur jusqu’ici, sont éliminés également les collisions et excès qui en résultent, il n’y a plus rien à réprimer qui rende nécessaire un pouvoir de répression, un Etat [243]. Le premier acte par lequel l’Etat apparaît comme représentant de toute la société – la prise de possession des moyens de production au nom de la société – est en même temps son dernier acte spécifique en tant qu’Etat. L’intervention d’un pouvoir d’Etat dans les rapports sociaux devient superflue, un domaine après l’autre, et il entre alors tout naturellement en sommeil. Au gouvernement des personnes se substitue l’administration des choses et la direction des processus de production : l’État n’est pas « aboli », il s’éteint…

La socialisation des hommes qui jusqu’ici se dressait en face d’eux, comme octroyée par la nature et l’histoire, devient maintenant leur acte propre et libre. Les puissances étrangères, objectives, qui dominaient l’histoire jusqu’à présent, passent sous le contrôle des hommes eux-mêmes. Ce n’est qu’à partir de ce moment que les hommes feront eux-mêmes leur histoire en pleine conscience, et les causes sociales mises en mouvement par eux auront alors, d’une façon

242 Nous intercalons ici un court extrait qui met en évidence la tâche du prolétariat au pouvoir, qui consiste à utiliser la violence concentrée de l’Etat pour détruire les obstacles faisant encore obstacle au socialisme, et non à « construire » celui-ci. Cf. ENGELS, *le Développement du socialisme de l’utopie à la science*, in *Werke* 19, p. 228.

243 Cf. ENGELS, *Antidühring*, in *Werke* 20, p. 262, 264-265.

prépondérante et dans une mesure croissante, les effets recherchés par eux. C'est le bond de l'humanité du règne de la nécessité dans le règne de la liberté…

La mission historique du prolétariat moderne est d'accomplir cette mission émancipatrice du monde entier. La tâche du socialisme scientifique, expression théorique du mouvement prolétarien, est d'en déterminer avec précision les conditions historiques et, par là même, la nature, afin de donner à la classe qui a pour vocation de réaliser cette œuvre et qui est aujourd'hui une classe opprimée, la conscience des conditions et de la nature de son action propre.

LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

III. ÉVICTION PROGRESSIVE DE LA FORCE DE TRAVAIL

L'emploi des machines élimine la nécessité de consolider la répartition des groupes d'ouvriers aux mêmes machines, en enchaînant pour toujours, comme dans les manufactures, le même ouvrier à la même besogne. Puisque le mouvement d'ensemble de la fabrique procède de la machine et non de l'ouvrier, un changement continuel du personnel n'amènerait donc aucune interruption dans le procès de travail… Enfin la rapidité avec laquelle les enfants apprennent le travail à la machine élimine même la nécessité d'en faire une vocation exclusive d'une classe particulière de travailleurs.

MARX, *le Capital*, Livre Ier, in *Werke* 23, p. 103.

Retour à la table des matières

Préliminaire

Dès lors que le capitalisme – de par son mouvement économique propre – a rendu superflues les classes dominantes de la société bourgeoise, il nous faut analyser comment s'effectue le passage au socialisme, à présent qu'existent les conditions matérielles de cette dernière révolution.

Machinisme et capitalisme d'État

Retour à la table des matières

Marx a établi la thèse que l'autonomie des superstructures n'est pas totale, mais déterminée en dernière instance par l'évolution des forces productives. Le secret de la marche du capitalisme d'Etat se trouve pour nous en partie dans le développement des machines dans la base économique qui supplantent les travailleurs, et en partie dans la course frénétique à la plus-value relative qui en dérive et concourt à la ruine de la loi de la valeur-travail, caractéristique du capitalisme [244].

---

244 Dans les pages précédentes nous avons reproduit les passages d'Engels sur le *capitalisme d'Etat* qu'il décrit comme étape atteinte à la fin du siècle dans les différentes métropoles européennes sous la poussée des forces productives sociales. Mais ce serait une grave erreur de croire que cette superstructure soit la meilleure systématisation, enfin découverte, de la production et de la société bourgeoises. Aucune institution et aucun phénomène ne garde la même valeur ni la même signification dans un monde dans lequel la base économique change continuellement. Ainsi en va-t-il du capitalisme d'Etat qui s'avère une forme de plus en plus surannée et étroite du capital, tiraillé par des tensions et des contradictions qui le secouent et finalement le démolissent.

Ce processus ultime n'est pas progressif, comme c'est le cas dans le domaine de l'économie, mais débouche sur une rupture brusque et très violente puisque ce capitalisme d'Etat est une superstructure de constriction ar-

De ce procès fondamental, qui outrepasse les limites de la forme capitaliste, résulte l'expropriation des expropriateurs, et dans l'économie se dessine donc le moyen de dépasser le système capitaliste dans son ensemble. Les travailleurs sont poussés à la révolution non pas en vertu de leur nombre croissant ou de leur conscience plus claire, mais par l'exaspération jusqu'à l'insupportable des contradictions qui déchirent le capitalisme en crise et guerres de désagrégation du fait du cours économique marqué par l'éviction du travail vivant par la machine, c'est-à-dire par le capital lui-même. Il pourrait sembler que la substitution du machinisme capitaliste aux masses ouvrières renforce le capital, qui s'organise du reste comme capitalisme d'Etat. Or, pour défaire une telle mystification, il faut d'abord spécifier les conditions économiques, politiques et sociales de l'ensemble du procès qui prépare la révolution.

Pour éviter l'erreur de croire que le capitalisme d'Etat renforcerait finalement le camp bourgeois, il faut avant tout connaître les mécanismes de l'actuelle société, puisque l'étatisation n'est rien d'autre qu'une systématisation plus totalitaire d'une base plus contradictoire, *une mesure* superstructurelle *de contrainte violente pour organiser le cours économique et politique. Il convient de ne pas confondre la cause du développement des forces productives* sociales *au-delà des limites capitalistes et l'effort pour conserver le système en voie de décomposition.*

Nous avons relevé que l'expropriation des expropriateurs impliquée par le capitalisme d'Etat à la fin du cours bourgeois ne représente pas un renforcement de l'économie en vigueur, mais entraîne la nécessité de mesures d'organisation plus systématique au niveau des superstructures pour maintenir le règne du capital. Face à la désa-

---

tificielle, organisée socialement, pour tenir ensemble la société civile de façon totalitaire par la force légale et illégale, complète. Il n'apparaît donc pas comme le *nec plus ultra* de la forme capitaliste, son mode d'existence le plus rationnel et efficace. Aujourd'hui, la structuration nationale s'avère totalement insuffisante et inadéquate pour la croissance de l'industrie, puisque de larges secteurs de la production nationale sont supplantés par des organisations multinationales, et même de nombreuses machines étatiques parmi les plus développées du monde se sont désagrégées et fracturées en plusieurs parties dans la crise majeure qu'est la guerre impérialiste, l'alternative étant la révolution qui détruit soudainement la forme étatique en vigueur.

grégation croissante de l'économie bourgeoise – ce qui est premier et décisif – il ne reste d'autre solution à la classe dominante qu'un renforcement au niveau politique de l'Etat *pour tenter de conjurer le fait que la direction économique lui glisse des mains. C'est ainsi qu'Engels, enregistrant la tendance des ouvriers à supplanter spontanément les bourgeois à la tête des entreprises, écrivait : « J'ai la ferme conviction que l'on ne pourra faire de réels pas en avant émancipateurs que lorsque la subversion économique aura rendu les ouvriers conscients de leur situation et* ouvert ainsi la voie de la domination politique » [245].

Lénine définit le capitalisme d'État comme « l'antichambre du socialisme », parce qu'apparaît alors de façon toute évidente la primauté sociale du prolétariat, dont Marx écrit le roman, *de l'élimination de son autonomie individuelle à son abolition comme classe, en partant toujours du procès de travail où, en produisant, il* intègre *et* socialise *avec des résultats* dissolvants *pour les rapports bourgeois limités. Ce qui est central dans le capitalisme d'Etat, cette ultime étape de la société bourgeoise, c'est la pression générale pour outrepasser les limites bourgeoises, qui se vérifie dans le conflit entre l'ouvrier et la machine-capital, le drame social se dénouant de façon révolutionnaire quand, massivement chassé par les machines, le prolétariat lui-même est frappé par la dissolution des conditions bourgeoises, et donc poussé à la rébellion.*

L'initiative semble appartenir au capital, mais c'est le travailleur qui en est l'auteur puisque c'est lui qui produit la plus-value et les machines qui le rendent lui-même superflu. De fait, c'est d'abord de cette manière négative *que la classe ouvrière prépare tant la base économique nouvelle du communisme que l'élimination des rapports de la société bourgeoise, y compris des siens propres.*

---

245 Cf. Engels à Max Oppenheim, 24-03-1891.

Capitalisme d'État et entreprise sans propriété ni finance

Retour à la table des matières

Au cours des chapitres précédents, Marx a décrit le mouvement par lequel l'économie bourgeoise s'est décomposée en ses trois éléments : propriété, finance *et* entreprise.

Le premier concerne en particulier la propriété de la terre, mais aussi des constructions et édifices à caractère immobilier et même des machines fixes et autres ouvrages permanents, tous éléments susceptibles de produire un loyer. La propriété donne donc lieu à un revenu, la rente, *qui n'est finalement autre chose qu'un titre aliénable et échangeable, un phénomène social séparé de l'économie agraire et industrielle. Le second élément est le capital liquide, le capital d'exercice, qui sert en particulier à acquérir les matières premières et à payer les salaires à chaque cycle. Ce service est rémunéré par un* intérêt, *qui dérive de la circulation monétaire du capital et se trouve lui-aussi séparé de la production.*

Le troisième élément caractéristique est l'entreprise, foyer vital de la production capitaliste. L'entrepreneur est non seulement le véritable facteur organisateur de la production, mais c'est lui qui encaisse la totalité du produit des ventes dont il lui reste en propre le profit *d'entreprise. Nous avons vu comment l'essor capitaliste a rendu superflu l'entrepreneur en tant qu'élément organisateur, qui établissait les programmes, choisissait les éléments constitutifs du procès de travail et orientait la production vers telle ou telle denrée pour la placer aux meilleures conditions sur le marché. A ce point du développement capitaliste, survient une formidable simplification : c'est de la plus-value, réalisée dans le produit de l'entreprise sans plus d'intervention des capitalistes, que découlent les revenus parasitaires de toutes les classes dominantes désormais surannées, à savoir la rente, l'intérêt et profit. Et c'est ici que se greffe le point de départ de l'humanité future : la source de tout le produit, et donc aussi de ces revenus, est* l'ouvrier qui fait du surtravail.

Mais considérons ici un autre résultat de l'entreprise moderne *: celle-ci, où les tâches des capitalistes sont déjà remplies par des agents salariés,* se passe aussi de toute propriété. *Le capital fonctionne parfaitement sans l'apport des classes dominantes et de l'appropriation privée. Nous en avons des exemples partout – de Volkswagen à Renault* [246].

Nous citerons amplement et résumerons dans ce Préliminaire le travail de parti sur Propriété et capital, *afin de saisir au mieux la fonction économique de l'Etat moderne.*

---

246 Prenant pour exemple un modèle d'entreprise sans propriété, l'entreprise adjudicataire de l'industrie du bâtiment et des travaux publics, le texte *Propriété et capital* en énumérait les caractéristiques : « 1) Elle n'a pas d'atelier, d'usine, d'établissement propre, mais installe au coup par coup le «chantier » et les bureaux eux-mêmes en un lieu mis à sa disposition par le mandant, lequel s'attribue même une somme comptable pour ces installations, chantiers et constructions provisoires.
2) Elle peut posséder un outillage ou même des machines en propre, mais plus souvent, en se déplaçant dans des localités différentes et éloignées les unes des autres, elle les loue ou les achète et les revend sur place, ou bien parvient à s'en faire payer l'*amortissement* intégral.
3) Elle doit en théorie disposer d'un capital liquide à avancer pour les matières premières et les salaires, mais il faut noter : a) qu'elle obtient facilement ce capital des banques si elle prouve qu'on lui a « adjugé » une bonne affaire en donnant en garantie les mandats de paiements ; b) que dans les formes modernes, souvent sous l'effet des « lois spéciales », l'État finance, avance ou bien oblige des instituts de crédit à le faire ; c) que les « prix unitaires » sur la base desquels on paie à mesure les parties de l'ouvrage à l'entreprise (c'est-à-dire les *produits* véritables de l'industrie en question, écoulés et tarifés dès le début et en dehors de tout aléa commercial, alors même qu'ensuite il est très facile d'en obtenir l'augmentation dans la *comptabilité*) se forment en ajoutant aussi à tous les frais une part pour les «intérêts» du capital avancé, et seulement après tout cela le *bénéfice* de l'entrepreneur.

Dans cette forme typique, l'entreprise, la plus-value et le profit, en général très élevé, subsistent tandis que toute propriété de biens immeubles, de biens meubles comme l'outillage et même du numéraire, disparaît ». Cf. *Propriété et capital*, 2e partie : *Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain*, chapitre XII : *L'entreprise moderne sans propriété et sans finance – L'adjudication et la concession, formes anticipées de l'évolution capitaliste*, et chapitre XIV : *Capitalisme d'Etat*, in *Prometeo* (2e série, 1952).

« Quand tous les rapports de propriété sont à la charge d'organismes publics et de l'État, le capitalisme respire le meilleur oxygène qui soit, les taux de rémunération atteignent des sommets et le surplus de frais retombe par voie indirecte sur les autres classes : pour une part minime sur celle des petits et grands propriétaires immobiliers, pour la plus grande part sur celle des sans réserves et des prolétaires…

En effet, l'entreprise ne paie pas de taxe foncière puisqu'elle ne possède pas de biens immeubles et que les taxes sur les mouvements de la richesse mobilière lui sont remboursées, y compris celles figurant sous le nom d'« analyse des prix unitaires », en les incluant dans le poste des « frais généraux ». Dans ces formes la classe des entrepreneurs ne paie rien pour l'entretien de l'État ».

Or, dans la forme étatique du capitalisme, de telles conditions sont généralisées : la propriété du sol, des installations et de l'argent est accumulée pour être mise à la disposition des entreprises capitalistes de production ou d'affaires et de leur initiative.

Pour bien comprendre ce que signifient les concepts d'Etat capitaliste, de capitalisme d'Etat, ou d'étatisation, nationalisation et socialisation capitalistes, il faut relier à chaque fois les trois éléments *essentiels de propriété, de finance et d'entreprise aux* organes de l'Etat.

Il n'y a pas grand débat, même avec les économistes traditionnels, sur le fait que toute la propriété foncière pourrait être étatisée sans que, par là, on sorte des limites du capitalisme et sans que les rapports entre bourgeois et prolétaires aient à changer. La classe des propriétaires de biens immeubles disparaîtrait, et ceux-ci, étant financièrement indemnisés par l'État expropriateur, investiraient cet argent en devenant banquiers ou entrepreneurs [247]*. Dans de nombreux pays*

---

[247] Au XXe siècle, on a la manie d'appeler socialisme toute réforme agraire, réalisée par l'Etat. Mais, à l'avance, Marx a réfuté une telle prétention : « Tous ces socialistes à la Collins ont ceci de commun : ils laissent subsister le salariat et donc aussi la production capitaliste, mais – par des jeux de passe-passe, ils illusionnent le monde, et eux-mêmes, sur la disparition nécessaire et automatique de toutes les difformités de la production capitaliste si l'on convertissait la rente foncière en impôts d'Etat. Ce n'est là qu'une tentative de socialisme larvé pour sauver la domination capitaliste et, en fait, *pour lui créer une base nouvelle, encore plus large*» (Marx à Sorge, 20-6-1881).

capitalistes, le sous-sol est nationalisé, et cédé en concessions ou en location : c'est le cas de nombreuses mines, de ports, docks, etc.

Mais l'Etat peut assumer non seulement la propriété des installations fixes et autres équipements mais encore la fonction du capital financier, *en absorbant ou en encadrant les banques privées. Avec son monopole d'émission du papier-monnaie et les cartels obligatoires des banques soumises à une réglementation et discipline centrale, l'Etat peut donc représenter, plus ou moins directement, dans une entreprise, non seulement la propriété, mais encore le capital liquide. Nous avons donc graduellement : propriété privée, finance privée, entreprise privée ; propriété d'État, finance et entreprise privées ; propriété et finance d'État, entreprise privée.*

Continuons à suivre la rigoureuse progression de Propriété et capital *: «Dans la forme ultérieure et complète, l'État est aussi propriétaire légal de l'entreprise : soit il exproprie et indemnise le propriétaire privé, soit, dans le cas de sociétés par actions, il en acquiert toutes les actions. Nous avons alors l'entreprise d'État dans laquelle toutes les opérations d'achat des matières premières et de paiement des ouvriers se font avec l'argent de l'État, tout le produit de la vente des marchandises allant à ce dernier ». Les branches d'industrie où l'Etat est patron sont innombrables, et Marx a toujours souligné que ces formes n'étaient en rien socialistes. L'étatisation de tous les secteurs de l'économie productive ne constituerait pas davantage la réalisation des revendications socialistes. Ce système où toutes les entreprises de travail collectif seraient gérées par l'Etat s'appelle capitalisme d'Etat : ce terme signifie l'hypothèse que, tout le procès économique étant concentré entre ses mains, rentes, profits et intérêts passent par les caisses de l'Etat. Il n'aurait rien à voir avec le socialisme, étant une des formes historiques du capitalisme passé, présent et futur* [248].

---

248 Dans le domaine économique, l'État capitaliste est peut-être la première forme à partir de laquelle se met en mouvement l'industrialisme moderne. En effet, toutes les formes économiques apparaissent anticipées dans l'histoire : nous avons vu que c'est l'Etat, à l'aube du capitalisme qui a été le moyen le plus efficace d'accumuler et de drainer les capitaux vers les manufactures qu'il a créées. Cf. par exemple *Armement et investissement*, in *Battaglia Comunista*, n°17, 1951. « Pour construire un bateau, il faut un chantier avec de nombreux ouvriers ayant des compétences variées, avec

Qualifier cela de socialisme d'Etat*, c'est croire qu'il suffit de substituer la propriété collective (publique) à la propriété privée grâce à des mesures législatives gouvernementales sans qu'il y ait lutte de classe, ni conquête du pouvoir par le prolétariat – ce qui est proprement la négation du marxisme. Le marxisme a d' ailleurs toujours combattu cette expression, car il ne peut y avoir de socialisme d'Etat pour deux raisons essentielles : l'Etat ne peut représenter la société, l'ensemble des hommes, mais il est toujours l'incarnation d'une classe dominante –en l'occurrence, la bourgeoisie ; et si, demain, l'Etat est celui du prolétariat, nous n'aurons une organisation productive socialiste que lorsque le prolétariat et l'Etat seront abolis, car socialisme égale société sans classes, et donc sans Etat.*

Loin d'être du socialisme, c'est du capitalisme concentré au moyen d'un organisme unique, central qui multiplie la puissance *du capital sous sa forme abstraite et générale, l'Etat réunissant en masses puissantes la propriété, la finance et domination du marché pour mettre ces énergies à la disposition de l'arbitraire d'entreprise et de l'affairisme capitaliste dominants. Il faut souligner que l'Etat ne peut gérer l'économie lui-même –quand bien même il est le* propriétaire *en titre du capital - mais qu'il en assure les meilleures conditions à l'initiative privée qui détient en fait la* gestion *de l'entreprise : «En réalité l'État moderne n'a jamais d'activité économique directe mais toujours déléguée par l'intermédiaire d'adjudications et de concessions à des groupes capitalistes. Il ne s'agit pas d'un procès par lequel le capitalisme et la classe bourgeoise seraient tenus à l'écart des po-*

---

une pleine division du travail entre charpentiers, forgerons, calfats, voiliers, cordiers, etc. Et également, pour conduire le bateau sur la mer, il faut un équipage nombreux avec des spécialistes tels que gabiers, pilotes et ainsi de suite. Une telle organisation n'était pas à la portée d'une personne privée: aucun bourgeois n'était assez riche pour cela, les lois médiévales luttaient pour interdire au marchand et au banquier tout enrôlement d'ouvriers, le seigneur terrien n'avait pas de droit sur la ville maritime jalouse de son indépendance ni n'aurait eu la technique appropriée à la construction et au pilotage de navires. Facile de déduire que le premier armateur, le premier investisseur de capital dans la navigation fut la Ville, la République: l'Etat, donc, premier capitaliste ».

Cette forme initiale peut réapparaître comme forme finale du capitalisme, et cette évolution est même gravée dans les lois marxistes de l'accumulation et de la concentration du capital, surtout en tenant compte des motifs évidents de la lutte de l'Etat bourgeois contre l'assaut du prolétariat.

sitions de privilège ; à cet abandon apparent de positions correspond une augmentation de la masse de plus-value, de profits accumulés, de l'omnipotence du capital et, par là même, des antagonismes sociaux ».

La production – et l'exploitation des ouvriers – continue donc de s'effectuer dans une multitude d'entreprises qui sont la source et la force vive du capital. Or, celles-ci continuent d'être en concurrence : les unes prospèrent, tandis que les autres déclinent, voire ferment leurs portes [249]*. L'anarchie de la production, avec le gaspillage gigantesque de forces productives qu'elle implique, est ici poussée à son maximum.*

La voie la plus rapide pour arriver à ce capitalisme d'Etat était de lier à l'Etat d'abord la propriété de la terre puis celle du capital lui-même. Du reste, celui-ci représentait déjà à l'aube de l'ère bourgeoise la serre-chaude où poussait à une vitesse accélérée un vigoureux et juvénile mercantilisme et industrialisme d'entreprise. Le marxisme a toujours souligné que la consommation des classes dominantes, c'est-à-dire le prélèvement de leurs revenus sur le capital à investir, ne pesait pas bien lourd eu égard à la source de gaspillage et de destruction de forces productives qui réside dans la concurrence et la compétition des entreprises en lutte les unes contre les autres. En effet, le capital ne peut surmonter l'opposition entre monopole et concurrence, les deux se manifestant de la manière la plus virulente

---

249 C'est ici encore que les ouvriéristes, les partisans des conseils ouvriers, des cellules de fabrique du parti à la Staline, allié à cette occasion avec Gramsci, se révèlent les ultimes défenseurs du bagne de l'usine : leur vision immédiatiste de l'organisation ouvrière confine le prolétariat, le parti politique, comme les syndicats, dans l'entreprise, au lieu de les hausser au niveau général de la classe. L'entreprise est le foyer du despotisme du capital sur les ouvriers. Y enfermer ceux-ci, c'est leur enlever toute marge de temps, de liberté et de possibilité de s'associer à volonté selon les besoins de la lutte, étant sous le contrôle direct du capital. La coopération, qui suscite l'unité et la collectivisation des ouvriers, ne peut se réaliser au niveau et à l'échelle de l'entreprise, dont les intérêts et les conditions particulières de lutte peuvent différer considérablement de l'une à l'autre et suscitent donc une volonté et un besoin de lutter qui n'est pas unitaire. Elle doit s'opérer au niveau – non pas économique – mais politique, du territoire et de toute la classe ouvrière avec un programme unitaire de caractère social qui puisse dépasser les intérêts immédiats locaux et particuliers – faute de quoi la classe ouvrière sera déchirée en tendances corporativistes qui sont même liées au despotisme politique du capital dans la société.

quand ils sont solidement liés entre eux [250]*. Ainsi, l'anarchie de la production et la gabegie vont-ils croissant en Russie, par exemple, car le phénomène parasitaire y est des plus virulents.*

Dégénérescence de la production capitaliste

Retour à la table des matières

C'est avec le capitalisme d'Etat que nous avons une forme aggravée de l'économie de marché et d'entreprise : à mesure que les entreprises, d'individuelles, deviennent des sociétés anonymes, cartels, trusts et enfin « publiques », la bourgeoisie (qui n'a jamais été une « caste », mais a surgi en défendant le droit à l'égalité totale et « virtuelle ») devient « un réseau de sphères d'intérêts qui se fixent dans le rayon de chaque entreprise ». Si c'en est fait, dans cette forme, des propriétaires, banquiers ou autres actionnaires, il y a plus d'opérateurs économiques, d'experts, d'affairistes et de businessmen que jamais. Or, ce « réseau d'intérêts » a des rapports étroits avec la bureaucratie d'Etat ainsi qu'avec « les cercles d'hommes politiques » - qui lui sont toujours plus soumis. Mais surtout ce capitalisme concentré se relie au capitalisme mondial *– au point que l'on peut dire qu'il n'y a plus de nos jours de bourgeoisies* nationales, *mais une*

250 On ne comprend la nature véritable du capital que si, au lieu d'opposer le système russe à l'occidental, on voit la même forme sociale dans tous les deux : par exemple, l'anarchie de la production avec le gaspillage provenant de l'attribution de concessions étatiques à des entités privées (c'est-à-dire locales et autonomes, dotées de bilans propres) n'est pas différente en Russie et en Occident. Malgré leur culte du libéralisme, les Etats-Unis, ce représentant suprême des nations bourgeoises, possèdent un indice d'étatisation très élevé : celui-ci est passé de 1% en 1800 à 61% en 1945. Pour calculer ce dernier nous ne retenons pas le critère juridique qui mystifie, mais nous prenons en compte la valeur de la production nationale qui passe effectivement entre les mains de l'Etat. Si cet indice diminue quelque peu en période de paix, il reprend sa course historique ascendante avec la crise – quelles que soient les rodomontades antiétatiques d'un Reagan… qui sont le pendant de celles, « socialistes », de Brejnev (mais il n'est pas facile d'introduire le bistouri dans la réalité économique russe).

Une telle vision rigoureusement scientifique est la prémisse pour discerner, dans la réalité économique et sociale, le communisme qui resterait sans cela dépourvu de base matérielle et pure affaire de volonté, donc utopique.

bourgeoisie mondiale *(sans pour autant être unitaire, au contraire : elle est plus que jamais déchirée entre intérêts divergents et contradictions internes). Ce qui n'empêche que subsistent et fleurissent les Etats nationaux – ces chiens de garde et draineurs de la plus-value extorquée aux ouvriers – de la classe capitaliste mondiale.*

Le texte Propriété et Capital *conclut : « Pour affirmer donc la distance infranchissable entre capitalisme d'État et socialisme, ces deux distinctions courantes sont insuffisantes:*

a) l'étatisation des entreprises n'est pas totale mais limitée à quelques-unes d'entre elles, parfois dans le but d'élever le prix de marché au bénéfice de l'organisme étatique, d'autres fois d'éviter les hausses excessives et les crises politico-sociales ;

b) l'État gestionnaire des entreprises nationalisées plus ou moins nombreuses est cependant l'État historique de la classe capitaliste, qui n'a pas encore été renversé par le prolétariat et dont toute la politique sert les intérêts contre-révolutionnaires de la classe dominante.

À ces deux critères importants il faut ajouter les suivants, non moins importants, pour conclure qu'on est en plein capitalisme bourgeois :

c) les produits des entreprises étatisées ont toutefois le caractère de marchandises, c'est-à-dire qu'elles sont mises sur le marché et peuvent être acquises avec de l'argent par le consommateur ;

d) les exécutants sont toutefois rémunérés en monnaie et restent donc des travailleurs salariés;

e) l'État gestionnaire considère les différentes entreprises comme des sociétés et gérances séparées, chacune avec son propre bilan d'entrées et de sorties comptabilisées en monnaie dans ses rapports avec les autres entreprises d'État et dans tout autre rapport, et il exige que ces bilans présentent un bénéfice à leur actif ».

Dans les pays développés, où la révolution socialiste disposait depuis très longtemps déjà de tous les moyens matériels pour passer au socialisme, l'étatisation croissante qui encadre l'augmentation des forces productives a désormais l'effet d'un conservatisme exacerbé et de la dégénérescence de l'appareil productif. Pour des raisons de conservation sociale, l'Etat russe a distribué la terre en petits lo-

pins [251] *aux familles kolkhoziennes, ce qui assure l'appui des millions de petits propriétaires parcellaires contre le prolétariat de l'industrie concentré dans les villes. A cet idéal d'une agriculture parcellarisée, coopérative et kolkhozienne, l'Amérique a ajouté celui de l'industrie produisant des machines toujours plus nombreuses pour les consommateurs-possesseurs molécularisés en petites familles autonomes qui les utilisent, non pas productivement, mais antisocialement dans des unités si étroites que se trouvent stérilisés les produits de la grande industrie socialisée : frigidaires, congélateur (qui contiennent le poulailler en boîtes de conserves du kolkhozien russe) automobiles, sèche-cheveux, appareil de climatisation, machines sophistiquées pour la retransmission de spectacles, etc. etc. dépassent ainsi les machines destinées à la production. Le rendement supérieur de la production et de la technique associée a pour seul but une société statique de petits propriétaires qui consomment improductivement jusqu'à en crever physiquement et mentalement.*

Ce capitalisme d'Etat d'un mode de production dégénéré et antisocial, gaspilleur et destructeur, se prête plus difficilement comme économie de transition au socialisme que le capitalisme anglais, américain, allemand ou français de la fin du siècle dernier : les besoins qu'il satisfait sont en effet aux antipodes de ceux que satisfera le socialisme. Ce n'est donc pas en ce sens-là qu'il représente une « fenêtre ouverte » sur le socialisme. D'ailleurs, dans le capitalisme drogué, ces fenêtres sont pleines de merde. Si progrès il y a eu, ce n'est donc pas au plan économique dans les métropoles blanches, mais dans le reste du monde, dans les continents de couleur où s'est déployé tout un réseau international de relations, aujourd'hui exploité par l'impérialisme, qui permet d'intervenir despotiquement dans toutes les activités productives de la planète. Ce sont ces cent et mille canaux qui enserrent désormais la terre entière qui constitueront demain, pour le prolétariat au pouvoir, les moyens pour régénérer et revitaliser – et non pour pomper et sucer – les énergies humaines et les ressources de la terre.

---

251 Les guerres, comme la dilapidation du capital employé à des productions stériles, improductives, voire antiproductives, sont un moyen de décélérer l'accumulation explosive du capital qui ferait éclater les contradictions capitalistes plus rapidement : cf. le chapitre sur *la Drogue de la consommation et du luxe* in MARX-ENGELS, *la Crise*, 10/18, p. 260-268.

Définition du communisme et formes anticipatrices du futur

Retour à la table des matières

Voyons dans ce contexte la genèse de la production communiste et ses formes déjà existantes dans l'actuelle société bourgeoise. Commençons par quelques définitions : « Il est préférable de parler de production ou mieux d'organisation que d'économie communiste, afin d'éviter l'équivoque de la science bourgeoise qui définit comme fait économique tout processus relevant non simplement de la production liée au travail et à la consommation pour les besoins humains, mais contenant seulement une direction et une « impulsion » vers l'obtention d'un avantage avec *une opération d'échange – ce qui exclut par conséquent tout ce qui est effectué par coercition ou par socialité spontanée »* [252].

Un mouvement révolutionnaire définit d'abord de façon négative ses buts économiques, car il lui faut commencer par se délimiter et s'opposer à formes surannées qu'il trouve en face de lui. Comme la formule de la bourgeoisie était abolition du servage, *celle des communistes est* abolition du salariat. *L'abolition de la propriété privée des moyens de production n'en est qu'une paraphrase, et il vaut mieux dire abolition de la propriété sur les produits, du caractère mercantile des produits, de l'argent, du marché, de la séparation entre entreprises, à quoi il faut ajouter de la division du travail qui fragmente la société en classes, et donc de l'Etat.*

L'abolition de la séparation entre les entreprises souligne la différence totale avec la vision anarchiste d'un complexe d'associations autonomes de groupes de producteurs qui – selon le procédé proudhonien – échangent et passent contrat entre elles, les groupes ou conseils de producteurs en étant les arbitres. Ces « coopératives » relèvent de l'idéologie des producteurs propriétaires. La vision marxiste se greffe toujours sur le développement réel du capitalisme pour nier

---

252 Cf. *Propriété et Capital*, chapitre XV : *La formation de l'économie communiste - Conditions du passage du capitalisme au communisme et exemples d'anticipation des nouvelles formes.*

ce dernier. C'est le « plan central unique » qui tend progressivement à devenir mondial qui est caractéristique de l'organisation communiste du travail et de la consommation.

Par opposition au plan unique de l'Etat actuel qui reste entièrement capitaliste, même s'il est centralisateur et s'étend aux fédérations et unions interétatiques qui subissent cahin-caha une seule et même discipline de production et de distribution (l'Europe des Neuf, par exemple), nous allons établir quelles sont les caractéristiques qui définissent une organisation sociale comme n'étant plus capitaliste.

Nous avons réfuté le prétendu caractère socialiste – ou pour partie socialiste, pour partie capitaliste – d'une société où sont présentes des entreprises d'Etat. Tant que les ouvriers ne sont pas au pouvoir, une telle économie n'a rien de socialiste, mais correspond actuellement à un capitalisme développé, où les secteurs de la propriété, de la finance, du capital, du marché se sont concentrés parallèlement à la centralisation de la puissance politique, militaire et policière qui exprime l'antagonisme de la bourgeoisie au prolétariat. Le processus de développement vers l'organisation communiste de la production et de la société commence, en opposition au capitalisme, avec la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Mais la thèse juste n'est pas de dire que tout est capitalisme*, plus ou moins concentré ou fragmenté, libéral ou dictatorial, libre ou planifié – jusqu'à la révolution violente qui brise l'Etat politique bourgeois. En fait, lorsqu'est érigée la dictature du prolétariat qui garantit l'orientation socialiste, nous avons substitution, secteur par secteur, des formes d'organisation communistes à celles du capitalisme, soit une économie pour partie capitaliste, pour partie communiste en transformation plus ou moins rapide vers le seul communisme.*

Dans sa véritable acception, le terme abolition *ne veut pas dire élimination d'un coup de la vieille forme et apparition de la nouvelle du même coup, mais il désigne un processus – progressif au niveau économique et brusque au niveau politique – de désaliénation de l'immense partie de l'édifice social que nous avons précédemment définie comme du communisme aliéné.*

Dans toutes les formations sociales du passé se vérifie une telle maturation de la forme future, et il doit être possible de rencontrer

aussi dans le capitalisme avancé des anticipations de la société communiste future, que nous nommerons des îlots de communisme.

Par exemple, avant même la chute de la société esclavagiste, sa base productive était entrée en crise, et dans les campagnes surgissait le système des lopins et des tributs payés au propriétaire foncier qui correspond à la forme du servage dans le féodalisme [253].

Le féodalisme chancela à son tour, parce que les manufactures démontrèrent qu'elles produisaient à des coûts moindres avec les travailleurs libres salariés que les corporations d'artisans. En somme, l'urgence de dépasser les formes surannées de production n'a pas le caractère d'une revendication idéaliste, mais se présente comme une évidence concrète qui condamne les formes de production dépassées, en montrant le rendement infiniment supérieur des formes nouvelles, même avant la révolution politique.

De fait, toute l'œuvre de Marx a consisté – comme le montre ce recueil – à opposer, sous toutes ses formes, capitalisme à communisme. Nous ne voulons mettre ici en évidence qu'un seul aspect de cette confrontation, en l'illustrant de quelques exemples d'anticipations du communisme. Le but en est d'abord de donner une idée plus claire de la nature du communisme, puis de réfuter la prétention selon laquelle tout ce qui est nationalisé sous le capitalisme, c'est-à-dire est du capital concentré et centralisé, serait du socialisme – ce qui aboutit à une vision tout à fait fausse de la future société communiste.

Ainsi trouverons-nous des îlots communistes non pas dans les entreprises étatisées en tant que telles, mais dans des secteurs particuliers de l'économie sociale où les rapports capitalistes sont d'ores et déjà supplantés par les rapports non-mercantiles du futur – même si ces derniers ne se développeront vers le communisme conscient et intégral que quand ils auront fait la jonction avec les formes communistes des organisations politiques du prolétariat.

Prenons l'exemple de la poste qui, dans la plupart des pays, est devenue service étatique avant la révolution bourgeoise. La poste fut d'abord privée : le courrier personnel des grands seigneurs ; elle alla

---

253 Cf. *Fil du Temps* n° 9 sur *la Succession des formes de production et de société dans la théorie marxiste,* p. 47 sur les *servi casati* de la Rome au déclin.

ensuite de pair avec le transport des personnes et des denrées. Elle était alors gratuite, donc non mercantile et non monétaire. Mais assez vite elle devint payante, le destinataire pouvant toutefois refuser et le pli et la taxe : dans ces conditions, elle ne pouvait être une affaire. L'invention du timbre porta « remède » à la difficulté : on paya d'abord, et le service devint étatique et mercantile – et il en va ainsi de tant de services publics, d'utilité générale, appropriés par l'Etat et aliénés.

Le télégraphe peut, lui aussi, être payant, mais la radio n'a pas de prix : on s'y abonne, en payant un impôt – non un prix, et l'écoute des radios étrangères reste gratuite. Les signalisations des radios amateurs, lors des naufrages et sinistres, restent volontaires et gratuits : aucune société ne peut se passer, dans les moments extrêmes de danger ou de catastrophe, des formes communistes de solidarité.

Dès 1844, Engels remarquait que la base du mercantilisme concurrentiel est le monopole – contradiction vivante, mais réelle. Tout ce qui peut être monopolisé acquiert une valeur marchande – et le capitalisme cherche avec frénésie à battre monnaie de tout ce qui lui tombe sous la main. L'air est plus vital que le pain, mais, ne pouvant être monopolisé, il n'a pas de valeur, *et nous pouvons respirer sans entrer en rapports mercantiles avec les autres – bien que l'air soit de plus en plus empuanti par les miasmes délétères de l'économie mercantile.*

En outre, l'usage des chemins, des routes, des rivières et des fleuves est illimité, *comme le boire aux fontaines publiques ou l'utilisation des W.C. publics. Les hôpitaux pour les blessés recueillent celui qui se casse une jambe, mais ils ne refusent pas celui qui, à peine sorti, se casse l'autre. Le service d'extinction des incendies est non seulement gratuit, mais il ne suspend pas son intervention au motif d'éventuels sauvetages précédents au même lieu ou pour la même personne. Il y a donc des services non mercantiles et illimités, même s'il faut remarquer que le pompier ou l'infirmier sont payés en monnaie, salariés, et qu'il ne s'agit donc pas de secteur communiste. On constate certes que les îlots d'économie humaine, solidaire et désintéressée deviennent une peau de chagrin de nos jours, mais disons à l'honneur du capital que c'est le fait du capitalisme dégénéré qui laisse crever dans la rue – de New York, par exemple – les infirmes qui n'ont pas d'argent pour payer l'hôpital.*

Dans la lutte contre les calamités naturelles, par exemple, comme les épidémies, inondations, tremblements de terre, éruptions, non seulement on ne demande pas de rémunérations aux sinistrés secourus, mais on cherche au moyen de dispositions centrales à mobiliser l'action de tous les habitants valides présents dans la zone, sans compensation, et les subsistances et autres secours sont distribués gratuitement à quiconque et sans prix.

On doit faire ici une nette distinction dans tous ces exemples entre la pure et simple action d'aide ou de soutien définie comme communiste en tant que geste de solidarité fraternelle désintéressée, et les soins, par exemple médicaux, délivrés contre rémunération. Nous défendons notre concept de mobile communiste « subjectif », par opposition aux constructions concrètes, solides et objectives soi-disant socialistes. En réalité, on ne pourrait plus vivre ni respirer sans cette bouffée de chaleur humaine du communisme.

On voit de façon évidente combien nos conceptions et revendications communistes se distinguent du modèle individualiste de vie élu par la pullulante aristocratie ouvrière des actuelles métropoles dans la fange de la dégénérescence bourgeoise du capital drogueur.

Les conditions du communisme sont plus mûres que jamais : « Il ne devrait y avoir aucun doute sur le fait que la « civilisation » capitaliste, qui, après sa phase d'accroissement gigantesque de la productivité du travail humain, devient productrice en série de destructions, de conflits, de guerres d'extermination, y compris des non combattants, doit être traitée aujourd'hui comme une catastrophe, *un désastre permanent qui a envahi toute la surface terrestre »* [254].

Ce qui représente pour nous la calamité suprême aujourd'hui, c'est précisément le capitalisme et l'impérialisme. La lutte politique, théorique, militaire et sociale contre ce monstre est de haute urgence publique, et implique des millions et des millions d'êtres humains qui combattent sans contrepartie monétaire et mercantile pour la destruction de la forme sociale dépassée et l'instauration d'un monde meilleur. Ils sont tous communistes, et on ne leur demande pas ce qu'ils pensent dans les diverses circonstances. Comme nous l'avons tant de fois répété face à la question stupide : « existe-t-il aujourd'hui encore

254 Cf. *Propriété et Capital*, chapitre XV.

de « vrais » communistes parmi les masses anonymes et innombrables ? », est révolutionnaire celui qui tient le fusil brûlant dans ses mains – et on ne demande pas s'il pense « juste ».

En somme, il est évident que l'« impossible communisme » est réalisable et s'impose même dans la société capitaliste pour les exigences les plus urgentes et les plus vastes de la vie collective qui ne peuvent être satisfaites qu'en sortant des critères mercantiles et monétaires, avec le bilan actif et passif qui doivent se recouvrir. On ne peut, en fait, se passer d'activités humaines organisées collectivement, ignorant toute compensation en argent et s'abstenant d'établir une proportion entre moyens de subsistance, travail fourni et produit. Or, à côté de ce « secteur », le capitalisme sénile apparaît pour ce qu'il est – un fauve prédateur, un exploiteur inhumain, une époque sinistre et ravageuse.

Il apparaît que ces exemples communistes ne fourmillent pas dans les secteurs étatisées de l'industrie, de la finance ou de la propriété foncière, mais plutôt là où l'équation mercantile entre travail dépensé et produit obtenu est dépassée, là où se réalise la forme supérieure de gestion et de discipline physique des opérations humaines et sociales que l'on ne peut même pas représenter par une comptabilité double, avec un actif et un passif donnant la différence du profit, bref, partout où des formes anticipent la société et la production sociales, dirigées rationnellement, selon le meilleur intérêt général au travers de plans et de calculs où n'entre plus l'équivalent monétaire.

Vers l'abolition des classes

Retour à la table des matières

La démonstration décisive du communisme ne se lit pas dans l'existence actuelle d'îlots communistes, mais dans l'analyse scientifique de tout le mouvement de l'économie et de la société capitalistes vers leur propre abolition. Si Ricardo et les industriels bourgeois ont pu théoriser la caducité de la propriété foncière et souhaiter l'abolition de la classe des propriétaires fonciers, les prolétaires seuls peuvent constater que la bourgeoisie de la finance et de l'industrie devient à son tour superfétatoire. Mais il n'y a que les marxistes pour

voir une ultime évolution s'amorcer, avec le machinisme, dans la phase de la soumission réelle du travail au capital : le mouvement qui aboutit à l'abolition de toutes les classes, et notamment de la dernière – du prolétariat lui-même. Marx en a tiré tout le programme politique des mesures de transition que nous avons reproduit dans le recueil sur la Dictature du prolétariat.

C'est pourquoi, dans la Troisième Partie *du présent recueil, nous suivons la dynamique économique qui sous-tend le programme de transition au communisme dans les pays de capitalisme développé quand le prolétariat a conquis le pouvoir.*

Lorsque le capital arrive au comble du développement de son propre corps monstrueux – le capital fixe ou système de machines fonctionnant automatiquement – il a ouvert une fenêtre*, selon Lénine, et, selon ses traducteurs, une* avenue*, sur le communisme. De fait, cette fois la brèche est de taille, car elle ne concerne pas le mode de distribution – par exemple, les sociétés par actions, le crédit –, mais la production, les forces productives elles-mêmes. C'est dire que toutes les superstructures et rapports de propriété sociaux qui sont déterminés par la base économique exigent impérativement d'être changés, et c'est, comme Marx le démontre, la mort de la forme capitaliste. L'automatisation de la production constitue une percée vers un avenir lointain pour l'humanité, le capitalisme étant incapable – de par ses lois de développement inégal – de la doter toute entière d'un niveau de production similaire pour tous les pays, toutes les branches de production et activités humaines. Cependant, cette anticipation matérielle confirme les perspectives de Marx relatives à la surabondance de richesses qui permettra de limiter le temps de travail à un minimum dérisoire pour en réduire l'excès et l'adapter aux besoins donnés, de sorte que l'humanité pourra accroître le temps (libre) pour son épanouissement intellectuel et spirituel, afin de satisfaire aux exigences nouvelles du développement social.*

Le procès de production étant désormais entièrement socialisé, il sécrète la société communiste : l'ouvrier lui-même est éliminé, révélant la dissolution complète de tous les rapports bourgeois. Le fait que le travailleur ne pèse plus dans le procès productif confirme la position de Marx selon laquelle ce n'est pas la position économique mais politique qui décide de la nature révolutionnaire du prolétariat : « l'ouvrier est révolutionnaire ou il n'est rien », c'est-à-dire que sans

son parti politique la classe ouvrière n'existe pas. *Cette formule ne fait pas abstraction de ce que c'est bien le travail du prolétariat productif qui a porté les forces productives à un tel sommet de leur développement qu'il rend nécessaire la forme communiste, après avoir sapé tous les rapports sociaux en vigueur. Il est idiot de raconter qu'aujourd'hui ce n'est plus à la classe ouvrière de faire la révolution. Si, pour parler crûment, l'immense majorité des ouvriers blancs est aristocratisée et même dégénérée, cela ne démontre pas l'incapacité révolutionnaire de la classe, mais découle seulement du fait que dans une partie du monde les conditions étaient trop mûres, alors que dans l'autre elles ne l'étaient pas encore assez. Avec l'irruption de la crise dans les métropoles, c'est cet obstacle qui est en train de sauter avec le processus de révolutionnement de la classe ouvrière elle-même que le Capital pousse à abolir. Ainsi est confirmée la thèse marxiste de la révolution qui dépouille tous les humains de leurs oripeaux de classe.*

Le capital étant arrivé au bout de sa course, un résultat grandiose est obtenu – les classes ont cessé d'être un facteur déterminant pour la croissance des forces productives et la satisfaction des besoins humains ; qui plus est, elles sont devenues une entrave : le propriétaire foncier, le bourgeois industriel et financier, voire l'ouvrier en tant que tel ne sont plus des figures productives nécessaires. Comme le dit Marx, la seule classe qui ait encore un avenir – en se métamorphosant – c'est le travailleur qui doit évoluer en producteur omnilatéral après avoir accompli la révolution politique et sociale de son émancipation.

Le capital n'a donc pas triomphé lorsqu'il a éliminé l'ouvrier du procès de production automatisé – au contraire, il s'est ruiné lui-même, car il ne peut vivre que de surtravail croissant. Le procès technologique, en outre, bien que dominé par l'orientation de la valeur d'échange, est devenu un procès scientifique, c'est dire qu'il fonctionne d'après la valeur d'usage impersonnelle, créée par le cerveau social de tous les travailleurs du passé et du présent, car les machines opèrent sur des matières à transformer selon des processus issus de l'expérience humaine dans son rapport avec la nature. Ce cerveau social est valeur d'usage et donc patrimoine collectif de l'humanité que les producteurs futurs réanimeront en se l'appropriant : la base économique et scientifique du communisme est prête. La taupe du tra-

*vail a bien œuvré dans les ténèbres de l'enfer souterrain de la production des sociétés de classe***.**

TEXTES DE MARX-ENGELS

1. SUBSTITUTION DES MACHINES AUX OUVRIERS

Machinerie et application de forces gratuites à la production

Retour à la table des matières

John Stuart Mill observe : *« Il reste encore à savoir si les inventions mécaniques faites jusqu'*à ce jour ont allégé le labeur quotidien d'un être humain quelconque » [255]. Il aurait dû ajouter « qui ne vit pas du travail d'autrui ». Les machines introduites sur la base de la production capitaliste n'ont pas pour but d'alléger la peine ou le travail de l'ouvrier. *« Les denrées sont bon marché, mais elles sont faites de*

---

255 Cf. MARX, *Manuscrits inédits du Capital (1861-1863)* ; chapitre : *Machinerie et application de forces naturelles et de la science au procès de production (vapeur, électricité, agents mécaniques, chimiques, etc.).*

Le mécanisme grâce auquel le capital, assoiffé de plus-value, évince les ouvriers, est simple : il « libère » de la main-d'œuvre chaque fois que le coût de la machine est moindre que celui de l'ouvrier. Mais, ce faisant il sape la loi fondamentale de la *valeur travail* et ruine la source vivante du surtravail.

À sa manière, le capital prépare ainsi la base matérielle de l'abolition du salariat, en donnant au procès de travail un caractère scientifique qui exige pour être dominé par l'homme une formation intellectuelle omnilatérale. De cette évolution technologique réelle, Marx a déduit sa *Critique du programme de Gotha* où il énonce quelles doivent être les mesures de transition au communisme supérieur, où le prolétariat, après s'être dépouillé de ses caractéristiques de force de travail mercantile, se transforme en libre producteur associé, puis en homme social. Rien ne sert donc d'opposer à Marx que l'abolition des classes et de la dernière de celles-ci, le prolétariat, est une utopie, c'est le capital qui, dans sa phase suprême, dissout systématiquement le capital variable (salariat) au profit de la plus-value avec le machinisme qu'il développe frénétiquement à mesure que baisse le taux de profit, afin de compenser par la *masse* des profits (donc de la production) la chute de leur taux.

chair humaine » (cf. *Sophisms of Free Trade*, London, 1850, 7ème édition, p. 101).

Le but de la machinerie, pour dire les choses en général, consiste à faire diminuer la valeur des marchandises, donc leur prix, c'est-à-dire à raccourcir le temps de travail nécessaire à produire une marchandise, et absolument pas à raccourcir le temps de travail au cours duquel l'ouvrier est employé à produire cette marchandises moins chère. En effet, il ne s'agit pas de diminuer la journée de travail, mais – comme pour tout ce qui est aussi par ailleurs facteur du développement de la force productive sur la base capitaliste – de diminuer le temps de travail dont l'ouvrier a besoin pour reproduire sa force de travail ou, en d'autres termes, pour produire son salaire ; en somme, il s'agit de raccourcir la partie de la journée de labeur où il travaille pour lui, la partie *payée* de son temps de travail. En diminuant celle-ci, l'autre partie s'allonge, où il travaille gratuitement pour le capital, à savoir la partie *non payée* de sa journée de travail, son *temps de surtravail*...

Certes, ce n'est que dans peu de cas que le capitaliste visait *directement un abaissement des salaires* en introduisant des machines, mais il obtient toujours ce résultat en substituant au travail complexe du travail simple, en remplaçant par exemple le travail d'hommes adultes par celui de femmes et d'enfants. En outre, comme la valeur de la marchandise est fixée par le temps de travail *social moyen* qu'elle renferme, l'introduction de machines – tant que la plus grande partie de la production continue de s'opérer sur la base des moyens de production précédents – permet au capitaliste de vendre la marchandise *en dessous de sa valeur* sociale tout en la vendant *au-dessus* de sa valeur individuelle, c'est-à-dire au dessus du *temps de travail* qu'il faut pour la fabriquer dans le procès de production nouveau [256]. Ici donc la plus-value lui semble dériver de la vente, d'un avantage exorbitant sur les autres propriétaires de marchandises, de la montée du prix de la marchandise au-dessus de sa valeur, et non pas de l'abaissement du temps de travail nécessaire et de l'allongement du

256 Comme Marx le note dans ce même chapitre, *les répercussions en sont néfastes sur les ouvriers des autres capitalistes : « Une des premières conséquences de l'introduction de nouvelle machinerie, avant qu'elle soit devenue dominante dans sa branche de production, est la prolongation du temps de travail des ouvriers qui continuent à travailler avec les anciens moyens de production imparfaits ».*

temps de surtravail. Cependant, ceci n'est qu'une apparence. De par l'exceptionnelle force productive que le travail a obtenu ici à la différence du travail moyen dans la même branche d'industrie, il devient travail supérieur par rapport au travail effectué en moyenne, de sorte que, par exemple, une heure de travail de celle-ci égale 5/4 d'heure de travail du temps de travail moyen : c'est du travail simple à une puissance plus grande. Or, il se trouve que le capitaliste la paie comme le travail moyen. Il s'ensuit qu'un nombre moindre d'heures de travail équivaut à un nombre supérieur d'heures de travail du travail social moyen. Le capitaliste le paie comme travail moyen, et le vend pour ce qu'il est, du travail supérieur, dont une quantité déterminée équivaut à une quantité plus grande de travail moyen…

Pour être employée de façon capitaliste, après la phase initiale où elle n'est généralement rien d'autre qu'un instrument plus puissant du travail artisanal, la machinerie présuppose la *coopération simple* et, de fait, celle-ci apparaît comme un moment beaucoup plus important en elle que dans la manufacture basée sur la division du travail [257]. Dans

---

[257] Les machines impliquent au préalable la coopération simple, car elles surgissent sur cette base, en s'incorporant ses conquêtes successives.

Le capital est le monstre qui suce au fur et à mesure le travail des ouvriers : il est né du surtravail non payé des ouvriers et il l'extorque en proportion croissante. Au cours de la première phase historique du capital, celui-ci, pour se nourrir, se repaît de la *plus-value absolue*, c'est-à-dire d'un allongement croissant de la journée de travail et de la multiplication du nombre d'ouvriers qui font des journées de travail. Au cours de la phase de soumission réelle du travail au capital, celui-ci extorque la *plus-value relative*, en accroissant la productivité du travail en une même heure avec une diminution par ce moyen de la portion qui y revient au travail vivant. Pour ce faire, le capital se donne la forme de la machine qui se développe en matérialisant en elle les résultats sociaux du travail des ouvriers, à savoir les forces gratuites développées par eux, par exemple, la science, les procédés chimiques et physiques nés du travail collectif de l'atelier, la coopération, obtenue par le regroupement des ouvriers et la division du travail en opérations simples que peut désormais reproduire la machine. En somme, la machine, ce corps matériel du capital, naît des plus hautes conquêtes du travail vivant. Le capitalisme détruit de la sorte, au fur et à mesure le cerveau social vivant des ouvriers comme il détruit leur coopération pour se l'incorporer et les retourner contre leurs créateurs afin de les exploiter encore plus durement. On en vient, par exemple, au fait que dans l'atelier automatisé ce ne sont plus les ouvriers, mais les machines qui coopèrent entre elles selon des lois scientifiques.

cette dernière, la coopération simple ne se fait valoir que par le principe des multiples, soit là où non seulement diverses opérations sont réparties entre divers ouvriers, mais encore où les opérations s'effectuent d'après les nombres proportionnels suivant lesquels les ouvriers sont regroupés en nombre plus ou moins grand et soumis à ces opérations. Dans l'atelier *mécanique*, la forme la plus développée de l'utilisation capitaliste de la machinerie, il est essentiel que de nombreux ouvriers fassent la même opération. C'est même son principe fondamental…

« Dans l'enfance de la mécanique, un atelier de construction offrait à l'œil la division des travaux dans leurs nombreuses gradations : la lime, le foret, le tour, avaient chacun leurs ouvriers par ordre d'habileté ; mais la dextérité des limeurs et des foreurs est maintenant remplacée par des machines à raboter, à couper les rainures des arbres pour recevoir les coins, et à forer ; et celle des tourneurs en fer et en cuivre, par le tour à support automatique » (Ure).

La division du travail développée dans la manufacture ne se répète à l'intérieur de l'atelier mécanique qu'à une très faible échelle ; l'atelier mécanique rend caducs les principes les plus essentiels de la manufacture basée sur la division du travail. Enfin, l'emploi de la machinerie augmente la division du travail à l'intérieur de la société, la multiplication des branches d'activité particulière et des sphères de production indépendante.

Son principe de base est le remplacement du travail qualifié par du travail simple ; donc, aussi, la réduction de la masse du salaire moyen, réduction du travail nécessaire des ouvriers au minimum moyen et réduction des coûts de production de la force de travail aux coûts de production de la force de travail simple…

Le communisme est ainsi battu en brèche tant que le Monstre tout entier n'est pas abattu sous la forme politique de violence concentrée qu'il a dans la superstructure homicide de l'Etat. Il en va de lui comme de toutes les conquêtes - journées de huit heures, interdiction du travail de nuit des femmes et des enfants etc. -, tant qu'elles restent partielles, elles sont remises en cause au bout d'un certain temps par le capital lui-même qui pousse ainsi à des luttes pour des conquêtes toujours plus larges et plus radicales, tandis que sa propre base se rétrécit comme une peau de chagrin.

L'accroissement de la force productive par la coopération simple et la division du travail ne coûte rien au capitaliste. Ce sont des forces naturelles gratuites du travail social sous les formes déterminées qu'elles revêtent sous la domination du capital. L'utilisation de la machinerie ne met pas seulement en jeu les forces productives du *travail social* qui ne se trouvent pas dans le travail de l'individu isolé. Elle transforme encore de simples forces de la nature, telles que l'eau le vent, la vapeur, l'électricité, etc. en puissances du travail social, sans parler de l'utilisation des lois mécaniques qui agissent dans la partie active proprement dite, c'est-à-dire la partie des machines qui transforme de façon directe, soit mécaniquement soit chimiquement la matière première…

En somme, la machinerie – à la différence de la simple coopération et de la division du travail dans la manufacture – est force productive produite ; elle coûte [258], et entre sous forme de marchandise (directement comme machine ou indirectement comme marchandise qui doit être consommée pour donner la forme exigée à la force qui met en mouvement) dans la sphère de la production, où elle agit comme portion du capital constant. Comme toute portion de celui-ci, elle transfère au produit la valeur qu'elle renferme elle-même, c'est-à-dire la renchérit du temps de travail que sa production a exigé…

Cependant, malgré la différence considérable de valeur entre la machine et l'outil de l'artisan ou l'instrument simple de travail, une portion de valeur moindre entre dans la marchandise pour la machine que pour l'instrument de travail et la force de travail que la machine remplace, et ceci en proportion où la valeur de la machine se répartit sur une somme globale plus grande de produits, de marchandises. En conséquence, la machinerie ne peut être appliquée – dans les conditions capitalistes – qu'à une production massive. Au reste, c'est elle qui rend possible la production à grande échelle…

Ce n'est qu'avec la machinerie que la production sociale sur une grande échelle obtient la force de faire entrer dans le procès de travail – et, en tant que moyens de production, ils y entrent intégralement -

[258] Cela ne contredit pas le fait que la science, les forces naturelles et les puissances sociales du travail soient gratuites : les machines ne coûtent que le temps de travail nécessaire à les produire, la force productive supplémentaire qui leur vient de la science, etc. est gratuite pour le capital.

des produits représentant une grande quantité de travail passé, de grandes masses de valeurs, alors qu'une partie aliquote relativement faible en entre dans chaque procès de travail qui est en même temps procès de valorisation [259]. Le capital qui sous cette forme entre dans chacun des procès de travail est grand, mais la proportion dans laquelle sa valeur d'usage en est usée et consommée dans ce procès est relativement petite ainsi que, par conséquent aussi, la portion de sa valeur qui doit être remplacée. La machinerie agit entièrement comme moyen de travail, mais n'ajoute de valeur au produit que dans la proportion où le procès de travail la dévalorise, dévalorisation qui dépend du degré d'usure de sa valeur d'usage durant le procès de travail…

La partie du capital qui doit être anticipée en matière première augmente encore incomparablement plus vite eu égard à la partie avancée en salaire que c'était le cas avec la simple division du travail. A cela s'ajoute encore la masse nouvelle et relativement grande du capital avancé en moyens de travail, machines, etc. Avec l'essor de l'industrie le capital constant avancé augmente donc sans cesse par rapport au travail vivant [260]…

La plus-value ou surtravail – absolue ou relative – que le capital engendre en utilisant des machines ne découle pas de la force de travail que les machines remplacent, mais de la force productive qu'elles emploient… Si 250 ouvriers sont évincés et remplacés par un seul, la plus-value du capital provient de cet ouvrier unique, dont le surtravail se réalise en plus-value. Ce n'est pas la valeur d'usage de la machine (qui consiste dans le fait de remplacer du travail humain) qui détermine sa valeur, mais le travail exigé pour sa propre production. Or, cette valeur qu'elle possède avant son utilisation dans le procès de

---

259 C'est avec l'introduction des machines que la différence entre *le procès de travail* et *le procès de valorisation* devient très importante.

260 Le taux de profit – rapport entre le capital avancé et le profit – diminue donc fatalement au fur et à mesure de l'essor de la production capitaliste. En revanche, le taux de plus-value – rapport entre salaire et plus-value – ne fait qu'augmenter. Comme le communisme est don de tout le travail à la société, c'est-à-dire transformation de l'actuel surtravail en travail gratis pour tous au profit de tous, on s'en rapproche donc toujours davantage. Tandis que la baisse du taux de profit mine de plus en plus les facultés de reproduction du mode capitaliste. De fait, ce qui importe aux bourgeois, c'est le rapport au profit avec tout leur capital avancé, parce que c'est dans ce rapport qu'ils touchent la plus-value et que se détermine l'efficacité de leur production.

production est la seule valeur qu'elle transfère au produit en tant que machine. Cette valeur, le capitaliste l'a payée en achetant la machine.

En supposant que les marchandises sont vendues à leur valeur, la *plus-value relative* que le capital crée par l'intermédiaire de la machine provient – comme dans l'utilisation de tous les autres combinaisons et procédés qui accroissent la force productive du travail et diminuent donc le prix du produit particulier – simplement de ce que les marchandises nécessaires à la reproduction de la force de travail s'en trouvent diminuées de prix, de sorte que le temps de travail nécessaire à la reproduction de la force de travail qui n'est qu'un équivalent du temps de travail contenu dans le salaire, est diminué, et qu'à durée égale de la journée de travail totale le temps de surtravail est allongé. Il s'ensuit quelques effets nouveaux. Cette diminution du temps de travail nécessaire est un résultat qui profite à toute la production capitaliste et les coûts de production de la force de travail en général en sont diminués, puisque nous avons supposé que la marchandise produite par la machine entre dans sa reproduction. Mais cela n'est pas une raison pour le capitaliste particulier d'introduire des machines – car c'est un résultat général qui ne lui profite pas en particulier…

L'expérience commune nous montre qu'aussitôt que la machinerie est employée de façon capitaliste (dès qu'elle sort de la phase infantile où elle n'apparaît que comme forme plus productive de l'ancien outil artisanal, toujours employée suivant l'ancien mode de production par des travailleurs indépendants et leur famille), aussitôt qu'elle prend donc, face à l'ouvrier, la forme autonome de capital, que le *temps de travail absolu* (la journée de travail globale) n'est pas raccourci pour autant, mais au contraire prolongé...

Ce n'est pas que la soif ardente de travail d'autrui (surtravail) soit spécifique de l'employeur de machines, c'est le mobile central de toute la production capitaliste. Mais comme le patron de fabrique s'en trouve dans une condition meilleure pour extraire du surtravail, il laisse évidemment libre cours à son penchant…

A cela il faut ajouter le fait suivant : même sans allongement de la journée de travail, il se trouve que l'utilisation de machines accroît le temps de travail absolu, et donc la plus-value absolue. C'est ce qui se produit par ce que l'on appelle une *condensation du temps de travail* en remplissant davantage de travail chaque pore de temps ; l'intensité

du travail augmente [261]. Ce n'est pas seulement la productivité (donc qualité) du travail qui augmente par suite de l'utilisation de machines, mais la *quantité de travail* en un laps de temps donné augmente encore. Les pores du temps sont pour ainsi dire resserrés par compression du travail. C'est ainsi qu'une même quantité d'une heure de travail représente par exemple 6/4 heures du travail moyen où l'on n'utilise pas de machines du tout ou des machines d'une perfection moindre.

Il y a deux raisons pour lesquelles la loi de la journée de dix-heures n'a pas réduit les gains des fabricants anglais malgré l'abaissement de la journée de travail :

---

261 L'image de Marx est remarquable : la même heure devient de plus en plus dense, féconde à mesure que les conquêtes de toute l'humanité se condensent pour multiplier l'intensité de la vie qui coule dans l'heure en concentrant toutes les énergies du passé qui ne meurt plus mais accroît le dynamisme présent. Cependant, les producteurs en sont spoliés car ces énergies sont captées et transformées par le Monstre mécanique en capital mort. Mais, dans sa soif frénétique de s'amortir, le capital subit lui-même la contradiction selon laquelle la valeur d'usage de l'heure de travail s'accroît démesurément avec les capacités productives formidables de l'heure de travail moderne : s'accumule alors la montagne des objets (valeurs d'usage) qu'éructe le volcan de la production face au marais stagnant du marché et de la valeur d'échange entre équivalents, bien que les besoins humains soient innombrables et que la faim augmente dans le monde.

On ne peut rien comprendre à l'effet révolutionnaire des machines qui dévalorisent les produits au fur et à mesure de l'accroissement de la productivité, si l'on ne distingue pas sans cesse entre *valeur d'usage* et *valeur d'échange*. Toute la société communiste, représentée par le développement inouï des forces productives qui dépassent le mode d'appropriation capitaliste et cherchent à le faire éclater, se lit dans le développement gigantesque des valeurs d'usage qui font dévaloriser la marchandise capitaliste dans sa contradiction entre valeur d'échange et valeur d'usage. Au lieu de l'abondance, de la joie de vivre, de la sécurité du lendemain, nous avons comme résultat, sous le capitalisme, la surproduction destructrice.

1. l'heure de travail anglaise est supérieure à l'heure continentale ; elle est comme du travail compliqué par rapport à elle [262]. En d'autres termes, le fabricant anglais est par rapport au fabricant étranger comme quelqu'un qui a introduit de nouvelles machines se trouve par rapport à son concurrent manufacturier…

2. Ce qui est diminué en temps de travail absolu est gagné en intensification du temps de travail, une heure de travail étant à présent pratiquement égale à 6/5 heures de travail ou plus. Tout comme l'extension absolue de la journée de travail au-delà de certaines limites (au-delà de la journée naturelle) est vouée à l'échec en raison d'obstacles naturels, la journée de travail condensé a aussi ses limites.

---

262 Le capital qui utilise le plus de machines et les plus perfectionnées de celles-ci, trouve un double avantage : 1. le travail qu'il occupe devient de plus en plus simple, donc est moins payé, et 2. il fait un surprofit par rapport à ses concurrents, puisqu'il a des coûts de production au-dessous de la moyenne sociale sur le marché national ou international. Ses échanges extérieurs sont gouvernés par cette loi dégagée par Marx dans les *Grundrisse* : « *Deux nations peuvent procéder entre elles à des échanges d'après la loi du profit, de telle sorte qu'elles gagnent toutes deux, mais que l'une est constamment frustrée par l'autre…* L'un des échangistes peut sans cesse s'approprier une fraction du surtravail de l'autre …» (cf. t. 4, p. 171). Les lois de la production bourgeoise se renversent jusque sur le marché où s'applique l'échange entre « équivalents » ; une heure de travail étant très différente d'une nation ou d'une entreprise à l'autre, en régime privé, elle ne s'échange plus contre une heure de travail.

Dans le commerce mondial, la loi classique de la valeur-travail devient phénomène impérialiste au détriment des pays dépendants qui n'ont à échanger que leurs nombreuses heures de travail contre des marchandises produites avec très peu de travail hautement productif grâce à l'accumulation de machines, science, etc. Cet échange sert alors à transférer des fleuves de surprofit au pôle riche qui exploite au maximum la marge – aujourd'hui énorme – entre les productivités, grâce à la vente d'une valeur d'usage contenant très peu de valeur-travail contre une autre qui en contient beaucoup.

Les forces gratuites accumulées par les générations passées et la nature, qui minent la loi de la valeur mercantile et forment la base de la société communiste sans échange d'équivalents, sont ainsi exploitées par le capital pour piller les autres et accroître encore la misère dans la plupart des continents du monde écrasés par la concurrence des capitalismes les plus vieux et les plus forts.

On peut se demander si la masse de travail fournie à présent sous le régime de la loi de dix heures eût pu être possible avec la même intensité pendant 12 heures par exemple…

En tout cas cet effet de la diminution du temps de travail absolu nous montre que les fabricants imaginent toutes sortes de moyens pour prolonger le temps de surtravail relatif et de diminuer la partie nécessaire du travail. Cela nous montre en même temps comment la machinerie non seulement permet à un seul de faire le travail de plusieurs, mais aussi accroît le volume de travail exigé de lui, et donne donc une plus grande valeur à l'heure de travail, diminuant ainsi le temps relativement nécessaire à l'ouvrier pour la reproduction de son salaire…

Les machines sont inventées et appliquées contre les grèves, les revendications de hausse des salaires, etc.

Les grèves cherchent le plus souvent, soit à empêcher un abaissement des salaires, soit à forcer une hausse des salaires, soit enfin à fixer les limites de la journée de travail normale. Il s'agit toujours pour elles de limiter la masse absolue ou relative du temps de surtravail ou de faire en sorte que les ouvriers s'en approprient une partie. Pour y parer, le capitaliste introduit des machines. La machine apparaît alors comme le moyen de faire baisser le temps nécessaire de travail, de même c'est une forme, un moyen et une force du capital sur le travail pour écraser toute prétention du travail à son autonomie. La machine entre également en scène ici – y compris *au niveau de l'intention – comme une forme du capital hostile au travail…* En ce qui concerne l'invention d'une nouvelle machine pour tisser, Ure note : *« Ainsi la horde des mécontents, qui se croyaient retranchés d'une manière invincible derrière les anciennes lignes de la division du travail, s'est vue prise de flanc, et ses moyens de défense ayant été annulés par la tactique moderne des fabricants, elle a été obligée de se rendre à discrétion »* (*Philosophie des manufactures,* t.2, p. 142)… Et au sujet de « l'homme de fer » (renvideur automatique) : *« lorsque le capital enrôle la science à son service, la main rebelle de l'industrie apprend toujours à être docile ».*

« La nécessité d'agrandir les métiers à filer, nécessité crée par les décrets des associations ouvrières, a donné depuis peu une impulsion extraordinaire à la science mécanique… En doublant la grandeur de

son métier mull-jenny, le propriétaire peut se défaire des ouvriers médiocres ou mutins et redevenir maître chez lui, ce qui est un grand avantage » (p. 134). Cet expédient tend à « *élever ou du moins à maintenir les gages de chaque fileur, mais en diminuant le nombre d'ouvriers nécessaires pour la même quantité d'ouvrage ; de manière que ceux qui étaient occupés prospéraient, tandis que la masse des ouvriers en pâtissait* » [263] (p. 133-134). « *L'homme de fer… création destinée à rétablir l'ordre parmi les classes industrielles* » (p. 138).

Corruption du mode de production capitaliste

Retour à la table des matières

Les machines étant considérées exclusivement comme moyens de rendre le produit meilleur marché, leur emploi se heurte à une limite : le travail dépensé à leur production doit être moindre que le travail évincé par leur usage [264].

La valeur de la marchandise est déterminée par le temps de travail total, passé et vivant, qu'elle absorbe. L'augmentation de la productivité du travail réside précisément en ceci que la part du travail vivant est réduite et que celle du travail passé augmente, mais de telle sorte que la somme totale de travail contenue dans la marchandise diminue ; autrement dit, le travail vivant diminue plus que n'augmente le travail passé…

---

263 L'aristocratie ouvrière – dont la base machiniste est ici mise en évidence – ne sera pas, elle non plus, hors de portée des coups dévastateurs du capital : la chose est claire et inscrite dans le développement même de l'économie. Il ne sert à rien de se barricader dans les forteresses du « communisme d'usine » à l'heure de la crise.

264 Cf. MARX, *le Capital* I, in *Werke* 23, p. 414. Dans ces passages, Marx montre que les machines, en multipliant les forces gratuites au service du capital, corrompent sa loi fondamentale de la valeur-travail et mettent en branle la loi fatale de la baisse du taux de profit. En outre, elles évincent de plus en plus le travail vivant qui, de complexe, devient simple, d'un rôle actif déchoit au rang subordonné d'appendice de la machine, tandis que le luxe prévaut sur les articles nécessaires, comme les classes improductives sur les classes productives puisque les machines augmentent toujours la plus-value relative aux dépens du capital variable.

Pour qu'un nouveau procédé de fabrication puisse accroître réellement la productivité, il faut qu'il soit en mesure de transférer à la marchandise particulière une portion additionnelle de valeur moindre pour l'usure du capital fixe que ce qui est économisé à la suite de la diminution du travail vivant [265]. Il faut, en un mot, que la nouvelle méthode réduise la valeur de la marchandise. Il est évident qu'il le faut aussi quand, comme cela arrive dans certains cas, il faut ajouter à cette usure additionnelle de capital fixe une portion supplémentaire de valeur pour l'accroissement ou le renchérissement des matières premières et auxiliaires qui passent dans la valeur de la marchandise produite. Tous ces suppléments de valeur doivent être plus que compensées par la réduction de valeur provenant de la diminution du travail vivant.

Que la quantité totale de travail incorporée dans la marchandise diminue, c'est ce qui constitue la caractéristique essentielle de l'accroissement de la productivité, quelles que soient les conditions sociales de production. Dans une société où les producteurs règleraient leur production sur la base d'un plan établi à l'avance, et même dans la production mercantile simple, la productivité est nécessairement calculée d'après cet étalon. Mais qu'en est-il, au contraire, dans la production capitaliste ?

Supposons qu'on invente une machine qui diminue de moitié le travail vivant nécessaire pour chaque article, mais triple en même temps la fraction de valeur liée à l'usure du capital fixe. On aura alors : usure = 1 sh. ½ ; matières premières et auxiliaires 17 sh. ½, salaire 1 sh., plus-value 1 sh., total 21 sh. par rapport au coût de production précédent ½ sh. + 17 ½ + 2 + 2 de plus-value (égale au profit moyen), soit 22 sh., la valeur de la marchandise a diminué de 1 sh. et la nouvelle machine a accru nettement la productivité du travail. Cependant, le capitaliste fait un calcul tout à fait différent : 1 sh. ½ d'usure, 17 sh. ½ de matières premières et auxiliaires, 1 sh. de salaire, soit un total de 20 sh. Or, comme la nouvelle machine ne modifie pas le taux de profit, il doit obtenir 10 % de plus que le coût de produc-

265 Cf. MARX, *le Capital* III, in *Werke* 25, p. 271-272, chap. sur *le Développement des contradictions internes de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.* La démonstration selon laquelle la baisse du taux de profit conduit à la crise et à la mort du capitalisme, est exposée sur la base des textes de Marx-Engels dans le recueil sur *la Crise*, Ed. 10/18, p. 14-17, 55-66, 68.

tion, soit 2 sh. de sorte que le prix de production se retrouve inchangé à 22 sh. – ce qui est 1 sh. au-dessus de la valeur. Pour une société produisant dans des conditions capitalistes, la marchandise ne baissera *pas* de prix, et la nouvelle machine ne représente donc *aucune* amélioration. Le capitaliste n'a même pas intérêt à introduire la nouvelle machine [266] ; qui plus est, étant donné que s'il l'adoptait, il dévaloriserait complètement l'outillage non encore usé qu'il emploie actuellement

---

266 Il serait tout à fait abusif et même erroné de déduire des conclusions de Marx que le capital ne produit pas assez de machines en général. On sait que la machinerie capitaliste a épuisé en deux générations une grande partie des ressources que la nature a élaborées au cours de millions d'années, et les pays développés étouffent sous le machinisme et la pollution qui en résulte. Certes, les machines en tant que telles sont innocentes d'un tel résultat. Mais ne sont-elles pas du *capital* matérialisé, gouverné par la folle *production pour la production* ? Et le capitalisme ne gonfle-t-il pas à outrance la section de la *production des moyens de production*, dans le seul but d'accroître la quantité de surtravail extorquée aux ouvriers ? Ce n'est donc pas qu'il ne produit pas assez de moyens mécaniques, mais les lois de ce mode de production lui commandent inéluctablement de les appliquer autrement que pour soutenir le travail là où il est pénible, et ailleurs que là où il produit les denrées les plus utiles, pour y élever la productivité du travail vivant, alors qu'il développe par priorité les secteurs du capital et du luxe. La remarque de Marx prend alors tout son sens : *« Dans une société communiste, l'emploi des machines aurait donc une tout autre latitude que dans la société bourgeoise »* (note pour la 2^e^ édition allemande du *Capital* I, in *Werke* 23, p. 414) .

En somme, les effets les plus néfastes de ce machinisme se font sentir surtout là où il n'est pas introduit – dans les colonies et les campagnes en particulier. Un exemple classique en est celui du coton. Tandis que les machines évinçaient les ouvriers de Manchester, produisant des articles de plus en plus sophistiqués pour les classes oisives et improductives, le capitalisme anglais imposait le travail forcé, voire le travail esclavagiste de l'origine des sociétés de classe, pour la *culture* du coton chez les Noirs du Sud des Etats-Unis, en Egypte et en Inde. Là, pas de machines pour le cultiver; qui plus est, impossibilité de trouver assez d'ouvriers pour nettoyer le coton, les plaines de l'Inde ayant été vidées de leurs habitants morts de faim à la suite de la concurrence que leur firent les machines de Manchester qui produisaient pour l'Inde entière, etc. C'est que les machines créent des revenus et un marché pour les classes possédantes de plus en plus riches et exigeantes et qu'elles se concentrent dans ces pays privilégiés, ce qui condamne les pays pauvres à travailler les mains nues – quand la concurrence des métropoles ne leur en a pas ôté toute possibilité, comme aux ouvriers des métropoles mis au chômage.

puisqu'il le mettrait à la ferraille, il subirait même une perte positive – et il se gardera bien de commettre ce qui serait pour lui une sottise et une utopie.

La loi de la productivité croissante du travail ne s'applique donc pas de façon absolue pour le capital. Celui-ci n'accroît cette force productive non pas quand il peut réaliser une économie sur le travail vivant en général, mais seulement quand il peut réaliser sur la fraction *payée* du travail vivant une économie plus importante qu'il n'a ajouté de travail passé, comme nous l'avons brièvement indiqué au Livre I [267]. À ce point, le mode de production capitaliste tombe dans une nouvelle contradiction. Sa mission historique est le développement impitoyable et en progression géométrique de la productivité du travail humain. Il est infidèle à cette mission dès qu'il met – comme ici – obstacle au développement de la productivité, et démontre du même coup qu'il est devenu sénile et qu'il se survit de plus en plus.

On prétend toujours que les souffrances engendrées par les machines sont tout à fait temporaires [268]. Or, comme le développement du machinisme est constant, il prive constamment, là ou ailleurs, autant de travailleurs de leur emploi, même si par moments il procure un emploi à un grand nombre de bras. Il en résulte un constant excédent d'ouvriers chassés de leur travail et non – comme l'affirment les malthusiens – une surpopulation eu égard à la production du pays, puisque les machines, plus productives, créent une masse humaine dont le travail est devenu superflu.

---

267 Voir *le Capital* I, Editions Sociales, t. II, chap. XV, p. 76-77.

Pour conforter ces déductions essentielles de Marx, nous renvoyons le lecteur à ses analyses sur les effets et lois du machinisme, et notamment à sa réfutation de la prétendue loi de la compensation selon laquelle les machines créeraient au moins autant d'emplois, sinon plus, qu'elles n'en ont supprimés, cf. chap. XV sur *le Machinisme et la grande industrie*, notamment les § V-X, Editions sociales, livre Ier, tome 2, p. 58-182.

268 Cf. MARX, Extrait du protocole de la séance du Conseil Général de l'A.I.T. du 28.VII.1868, in *le Conseil Général de la Première Internationale*. 1866-1868, Editions de Moscou, p. 197.

Un pays est d'autant plus riche qu'une *portion moindre* de sa population crée le produit total [269]. Il en va de même ici que pour le capitaliste particulier : moins il lui faut d'ouvriers pour produire un même excédent, tant mieux pour lui. Le pays est d'autant plus riche que sa population productive est faible par rapport à l'improductive, à production égale. En effet, le nombre réduit de la population productive ne serait que l'autre face qui exprime l'élévation de la productivité du travail… Le machinisme évince le travail et augmente le revenu net (chez Ricardo, la masse des produits consommés par les revenus) ; il réduit le nombre des ouvriers et augmente les produits qui sont consommés pour une part par les travailleurs et classes improductives, pour une autre part échangés hors du pays.

L'accumulation du capital provoque une révolution dans la composition organique du capital : la partie constante croît selon une progression plus rapide que la partie variable (salaires) [270]. Mais cela n'empêche pas le revenu net de croître constamment, en valeur et en quantité. Toutefois, ce n'est pas pour autant que les salaires en général augmentent en proportion dans le produit total. En effet, ce sont les classes ne tirant pas leur revenu directement du travail qui s'accroissent considérablement et vivent mieux qu'avant, tandis que s'accroît aussi le nombre des travailleurs improductifs [271]…

---

269 Cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, in *Werke* 26/1, p. 199.

270 Cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, in *Werke* 26/2, p. 560, 569-570.

271 Plus ce sont les machines qui remplissent la fonction de direction, de surveillance et de commandement des ouvriers, et plus le capitaliste perd ses fonctions de chef du procès de production, tandis que croît son revenu, son luxe qui pèse de plus en plus sur la reproduction du capital.

En somme, le capital, pour émasculer et corrompre les capitalistes, utilise la méthode révolutionnaire de la cour royale de la monarchie absolue qui dissout les puissances féodales en groupant princes, ducs, comtes, etc. dans les serres chaudes de la décomposition physique et morale des fastes royaux, après les avoir éloignés de leur champ d'activité local, en faisant remplir leurs fonctions par des agents stipendies du pouvoir central. L'argent de la bourgeoisie montante contribua largement à ce procès de désagrégation qui touche aujourd'hui, à leur tour, les bourgeois qui ont cessé d'être les « ascètes » de l'accumulation de capital. Selon la formule de Marx, les ouvriers productifs (les plus mal payés de tous les ouvriers, ceux qui sont en grande partie étrangers à la nation qui les exploite) produisent à

Tout d'abord, la machinerie, tantôt ici, tantôt là, mais constamment, transforme une partie de la population en surnuméraires et jette des ouvriers sur le pavé. Elle engendre une surpopulation – et par conséquence une baisse des salaires dans certaines branches d'activités, tantôt ici, tantôt là – non parce que la population croît plus vite que les moyens de subsistance, mais au contraire parce que l'augmentation rapide des moyens de subsistance due au machinisme permet d'introduire plus de machines et *donc de réduire la demande immédiate de travail,* non parce que le fonds social décroît, mais parce qu'à la suite de sa croissance la fraction qui en est dépensée en salaires décroît relativement.

Même l'apologétique bourgeoise ne peut nier que les ouvriers sont asservis par les machines et que les travailleurs manuels ou artisanaux évincés et rendus superflus par le machinisme tombent dans la misère.

Ce qu'elle affirme – et c'est juste en partie – c'est 1/ que par suite du machinisme (et en général du développement de la force productive du travail), le revenu net (profit et rente) augmente de sorte que le bourgeois emploie plus de domestiques qu'auparavant ; s'il devait dépenser auparavant la majeure partie de son produit dans des activités productives, il peut à présent dépenser toujours plus dans des services improductifs [272]. Cette transformation progressive d'une partie des ouvriers en domestiques est une belle perspective. En outre, ils peuvent se consoler de voir la croissance du produit net entraîner l'ouverture de branches nouvelles de travail improductif qui se nour-

---

la fois les conditions positives de la société communiste et les conditions négatives, désagrégatrices de la société surannée.

272 Marx établit, en s'appuyant sur les statistiques des professions en Angleterre, que les machines ont eu pour effet la forte croissance du nombre des domestiques et autres services, qui dépassait déjà, en 1861, celui des ouvriers productifs dans cette nation produisant des produits manufacturés pour le monde entier (voir *le Capital* I, chapitre XIII/6). Quand Marx parle de l'augmentation des *domestiques,* il faut entendre par là la forme sociale que prennent ceux-ci dans le capitalisme anonyme – de *personnel des services et tertiaires.* Ces services consomment, ou mieux détruisent, au moyen d'activités de luxe improductives, le temps libre créé par les ouvriers productifs. Et tant que l'aristocratie ouvrière des métropoles continuera à jouir de ces services pourris, on trouvera en elle le pilier de la conservation sociale.

rissent de leur produit et entrent en concurrence, pour ce qui est de leur exploitation, avec celles des classes directement exploiteuses [273].

2/ que par suite de cette stimulation donnée à l'accumulation sur cette nouvelle base qui, par rapport à l'ancienne, nécessite moins de travail vivant, les ouvriers évincés et paupérisés – ou pour le moins la partie de la population accrue qui les remplace – peuvent être absorbés par l'expansion des affaires dans l'industrie des machines ou dans les branches d'activité que celles-ci ont indirectement rendues nécessaires et qui ont été lancées, voire dans les nouveaux secteurs d'emploi ouverts par le capital additionnel pour satisfaire de nouveaux besoins [274]. Telle est la seconde belle perspective, à savoir que la classe ouvrière doit supporter tous les désagréments temporaires (pri-

---

273 Les branches improductives consomment le capital en excédent dans la société ; elles ne reproduisent pas ce même capital, mais le gâchent au contraire dans des activités stériles du point de vue de la croissance des forces productives et donc de l'humanité. Ces activités improductives de luxe plus ou moins frelaté témoignent d'une surabondance de forces productives sociales qui permet déjà de jouir – comme si l'on était dans la société communiste qui vise à l'épanouissement de l'homme... Les forces gratuites, mises à la disposition de l'humanité par suite de l'efficacité énorme du travail social, sont proprement perverties et revalorisées dans une certaine mesure en occupant des bras qui restent néanmoins improductifs.

274 Ce procès, qui au début du capitalisme pouvait signifier un élargissement de la production sociale, se renverse dans la phase sénile et droguée en son contraire et devient une pure et simple manipulation pour maintenir un taux d'exploitation très élevé. Au lieu que les articles baissent de prix avec la productivité croissante qui dévalorise au fur et à mesure les marchandises – ce qui profite à tout le monde puisque les valeurs d'usage sont d'un accès de plus en plus facile (baisse de prix des moyens de subsistance, des moyens de communication collectifs, des loyers, des services publics, santé, écoles, etc.) – on maintient les prix et on investit le capital additionnel dans des secteurs improductifs ou de luxe. Outre que le cancer de l'inflation ronge l'appareil productif, celui-ci se corrompt par la production de camelote.

L'ouvrier lui-même peut singer ici le bourgeois : au cours de ses vacances, il dépense les « hauts » salaires de l'inflation économique, rogne sur le nécessaire et abandonne le terrain des *choses gratuites qui lui serait plus avantageux*. Il « investit » son argent dans les agréments privés, résidence secondaire antiéconomique, hôtels, industrie automobile où il veut jouir en privé, individuellement, en devenant un consommateur passif et servi : son temps libre aide à la revalorisation temporaire du capital en développant les « activités » et services où se logent des classes moyennes, sous-bourgeoises, qui sont les pires ennemies du communisme et les fourriers du fascisme.

vation d'emploi, déplacement du travail à la suite des migrations du capital). Or, tout cela ne met pas fin pour autant au travail salarié ; au contraire, celui-ci est reproduit à une échelle toujours plus grande et croît absolument, même s'il diminue relativement par rapport au capital total accru qui l'emploie.

3/ que la consommation se raffine par suite du machinisme. Le meilleur marché des denrées de première nécessité permet d'élargir le cercle de la production de luxe. Et c'est ainsi que les ouvriers ont la troisième belle perspective que, pour obtenir la même quantité de moyens de subsistance, le même nombre d'ouvriers mettront les classes supérieures en état d'élargir, d'affiner et de varier la sphère de leurs plaisirs, approfondissant encore le fossé économique qui sépare les ouvriers de ceux qui se situent au-dessus d'eux. Belles perspectives, en vérité, et résultats enviables pour l'ouvrier, qui dérivent de l'essor de la force productive de son travail.

L'essentiel pour le capitaliste, c'est qu'il obtienne – à côté du travail qu'il paye – encore du surtravail qu'il ne paie pas [275] . Ce n'est pas là une supposition arbitraire, car le jour où le bourgeois ne recevrait continuellement de l'ouvrier qu'autant de travail qu'il lui en paie en salaire, ce jour-là il fermerait son atelier, puisque c'en serait fait de son profit.

Dans *le Capital*, Marx a résolu toutes ces contradictions. La formation de la plus-value (dont le profit du capitaliste forme une part importante) est maintenant expliquée de manière claire et évidente. La force de travail est payée à sa valeur, mais celle-ci est de beaucoup moindre à celle que le capital sait tirer de la force de travail. Or la différence – *le travail non payé* – constitue précisément la part du capitaliste, ou plus exactement, de la classe capitaliste…

C'est ce travail non payé qui, en somme, entretient tous les membres de la société qui ne travaillent pas. C'est avec lui qu'on paie les impôts de l'Etat et des communes, même s'ils sont versés par la classe des capitalistes, les propriétaires et les rentiers fonciers, etc.

---

275 Cf. ENGELS, Compte rendu du *Capital*, in *Werke* 16, p. 237-238.

C'est sur ce surtravail des ouvriers que repose tout l'état social existant [276].

À côté du plus grand nombre exclusivement voué à la corvée du travail, il se forme une classe libérée du travail directement productif qui se charge des affaires communes de la société : direction du procès de travail, administration de l'Etat et des affaires politiques, justice, science, beaux-arts, etc. [277] C'est la loi de la division du travail qui est à la base de la division en classes… Or, si la division en classes a eu une certaine justification historique, ce n'est que pour une période déterminée, pour des conditions sociales données : elle sera balayée par le plein épanouissement des forces productives modernes.

Dévalorisation du capital avec l'essor des forces productives

Retour à la table des matières

[Commençons par quelques citations] : « *Je considère les machines comme un moyen d'augmenter (virtuellement) les travailleurs sans avoir à en nourrir un plus grand nombre* » (James Steuart)[278].

---

276 Lorsque les ouvriers auront percé le mystère de la plus-value, c'est-à-dire qu'ils seront conscients de ce que toute la richesse de la société provient de leur travail ou, mieux, de leur surtravail, l'heure de la déchéance des classes dominantes et parasitaires sera proche. Ils sauront où placer le levier révolutionnaire lorsqu'ils se seront convaincus que toute la superstructure de l'Etat etc. n'est qu'un poids mort, et sauront quelles parties de l'organisation économique sont improductives, voire antisociales, donc à abattre. Cette conscience surgit massivement dans la société aux périodes de crise profonde.

277 Cf. ENGELS, *Antidühring*, in *Werke* 20, p. 262-263.

278 Cf. MARX, *Grundrisse*, Ed. 10/18, t. 4, p. 55, 61; t. V, p. 72, 73, 74; t. II, p. 124, 125, 126, 128-129.

Steuart illustre ici de manière suggestive quel est le but de l'introduction capitaliste des machines : augmenter la plus-value relative. Mais, en même temps, s'aiguise un double antagonisme : de plus en plus, la partie nécessaire du travail (capital variable) est grignotée par le surtravail (travail mort, capital fixe), et la valeur d'échange entre en conflit mortel avec la valeur d'usage dans le procès de production et dans la marchandise.

« Grâce à l'introduction des machines, un seul ouvrier put effectuer autant de travail en 1800 que quarante-six en 1785. En 1800, le capital investi dans les fabriques, les machines, etc. travaillant pour le commerce de la laine n'était pas inférieur à *6 millions de l.st., et le nombre total des personnes de tout âge employées en Angleterre dans cette branche était de 1 500 000 »* (Tuckett).

La force productive avait donc augmenté de 4 600 %. Mais, par rapport au seul capital fixe, l'augmentation n'était que de 1/6, et par rapport au capital total (matières premières, etc.) peut-être de 1/20 seulement…

« Si une machine perfectionnée donnait le moyen de doubler toutes les marchandises d'une nation et même l'or existant, au moyen d'un capital et d'un travail égaux, *la richesse doublerait, mais la valeur resterait la même*… S'il fallait dix hommes pour faire tourner un moulin à blé, et qu'on découvrît que, par le moyen du vent ou de l'eau, le travail de ces dix hommes pourrait être épargné, la farine qui serait le produit de l'action du moulin tomberait dès ce moment de valeur en proportion de la somme de travail épargné ; et la société se trouverait enrichie de toute la valeur des choses que le travail de ces dix hommes pourrait produire, les fonds destinés à l'entretien des travailleurs n'ayant pas éprouvé par là la moindre diminution » (Cf. RICARDO, *Principles*, p. 320)…

En distinguant simplement entre la substance de la valeur et celle de la richesse, Ricardo ne résout pas la difficulté. La richesse bourgeoise et le but de toute la production capitaliste est la valeur d'échange, et non la valeur d'usage. Pour accroître cette valeur d'échange, il n'existe pas d'autres moyens – si l'on fait abstraction de

---

Dans *le Capital* I, Marx explique que la croissance de la masse des valeurs d'usage à la suite de l'augmentation incessante de la productivité du travail humain va de pair avec une baisse de la somme de leur valeur d'échange monétaire. Cette diminution de la valeur par unité de marchandise, le capital la compense en augmentant encore la quantité de marchandises, c'est-à-dire sa production. Cette dévalorisation continuelle de *la* marchandise produite condamne donc le capital à produire de plus en plus frénétiquement une masse croissante de marchandise (camelote). Or, comme la valeur d'échange ne suit pas la même croissance que la valeur d'usage, celle-ci s'accumule en montagne de surproduction sur le marché, déterminé pour ce qui est de la demande, par la valeur d'échange : c'est la crise.

l'escroquerie mutuelle – que d'augmenter les produits et de fabriquer davantage. Pour réaliser cette production additionnelle, il faut développer les forces productives. Mais en proportion de l'accroissement de la force productive d'une somme donnée de travail – d'une somme donnée de capital et de travail -, il y a diminution de la valeur d'échange des produits : une production double a la même valeur que la moitié auparavant…

Produire davantage de marchandises n'est jamais le but de la production bourgeoise. Le but de celle-ci, c'est de produire davantage de *valeurs*. L'accroissement réel des forces productives et des marchandises a donc lieu malgré elle : toutes les crises résultent de cette chasse à *l'augmentation des valeurs* qui se transforme, de par son propre mouvement, en augmentation des produits. Or, l'industrie bourgeoise se tourne et se retourne constamment dans cette contradiction…

Pour savoir combien la force productive du travail ajoute de *valeur* au capital, il faut d'abord calculer le rapport antérieur entre la portion de travail matérialisé revenant à l'ouvrier et son travail vivant. Cette portion s'exprime toujours par une *fraction de la journée de travail* : 1/3, 2/3, etc. …

Si la force productive double – se multiplie par 2 –, il suffirait à l'ouvrier – s'il disposait du pouvoir sur sa production – de travailler la moitié du temps précédent pour avoir le même salaire. En réalité, le rapport antérieur, c'est-à-dire le temps qu'il lui fallait avant l'augmentation de la force productive, déterminera le temps désormais nécessaire : le multiplicateur de la force productive, divisera l'ancienne fraction. C'est pourquoi la valeur, ou le surtravail, n'augmente pas dans le même rapport numérique que la force productive. Si le rapport antérieur est de ½ et si la force productive double, le temps de travail *nécessaire* (à l'ouvrier) sera ramené à ¼ : la plus-value ne montera que du ¼ restant. Si la force productive quadruple, le rapport antérieur passera à 1/8, et la valeur augmentera seulement de 1/8. La valeur ne peut jamais être égale à la journée de travail tout entière, parce qu'une partie doit être échangée contre le travail matérialisé dans l'ouvrier…

Si la journée de travail nécessaire est de ½ et si la force productive double, la partie revenant à l'ouvrier – le travail nécessaire – n'est

donc plus que de ¼, et la nouvelle valeur additionnelle est, elle aussi, exactement de ¼ ; mais la valeur totale est désormais de ¾. Alors que la plus-value a augmenté de ¼, la plus-value totale est égale à ¾, soit de 3 à 4.

En admettant maintenant que la journée de travail nécessaire soit au départ de ¼, et que la force productive double encore, le travail nécessaire n'est plus à présent que de 1/8, et le surtravail ou plus-value additionnelle de 1/8. En revanche, la plus-value globale est de 7 à 8… Dans le premier cas, elle est passée de ½, ou 2/4, à ¾ ; dans le second, de ¾, ou 6/8, à 7/8. Dans le premier cas, elle a donc augmenté de ¼ ; dans le second, de 1/8, soit deux fois moins que dans le premier cas…

Si le *travail nécessaire* était déjà réduit à 1/1 000 de la journée de travail, la plus-value totale serait de 999/1 000. Si la force productive augmentait cette fois de mille fois, le travail nécessaire tomberait à 1/1 000 000, et la plus-value totale s'élèverait à 999 999/1 000 000…

Autrement dit, la plus-value totale a tout juste augmenté de 1/10 001, bien que la force productive ait augmenté de mille fois. Avec une productivité accrue de mille fois, la plus-value totale n'augmente même pas de 1/10 001…

En somme, si la partie de la journée de travail constituant l'équivalent de l'ouvrier, le travail nécessaire, est déjà faible, l'accroissement de la plus-value que le capital obtient en augmentant les forces productives sera minime [279]. Plus le capital est donc développée et a déjà créé de surtravail, et plus fertile doit être la force productive pour le valoriser, ne serait-ce que dans une faible mesure, c'est-à-dire pour ajouter une plus-value minime. En fait, sa barrière est toujours le rapport entre la fraction qui exprime le *travail nécessaire* et la journée tout entière. Il doit se mouvoir entre ces limites. Plus la

279 Le capital est lui même victime – et en meurt à la fin – du déchaînement des forces productives qu'il suscite dans sa mission historique : la valeur d'usage qui préfigure la société communiste l'emporte progressivement sur la valeur d'échange mercantile et monétaire du capitalisme. La dévalorisation gagne inexorablement le capital lui-même à mesure qu'il accroît sa production. Ce résultat provient de ce que le capital extorque une part croissante de surtravail, d'une part, et de ce que l'ouvrier accroît sans cesse sa capacité productive, d'autre part.

fraction revenant au travail nécessaire est déjà réduite, plus le surtravail est grand : l'augmentation de la force productive peut diminuer d'autant moins le travail nécessaire que le dénominateur de la fraction est déjà démesurément grand [280].

L'autovalorisation du capital est d'autant plus difficile qu'elle a déjà atteint de grandes proportions. Ainsi, l'augmentation des forces productives deviendrait indifférente au capital, comme la valorisation, parce que les proportions de cette dernière seraient devenues minimes, et il cesserait donc d'être capital. Si le travail nécessaire était de 1/1000 et si la force productive *triplait*, il ne tomberait qu'à 1/3 000 et le surtravail n'aurait augmenté que de 2/ 3 000. Mais cela ne se produit pas parce que le salaire ou la part du travail dans le produit augmente, mais parce que, considéré par rapport au produit du travail ou à la journée de travail vivant, il est déjà tombé à ce niveau dérisoire.

---

280 À présent, la dévalorisation devient grave pour le capital : elle affecte directement la plus-value elle-même, et le pire c'est que les augmentations les plus spectaculaires de la production, voire ses multiplications dans son émulation la plus frénétique ne parviennent plus à compenser cette chute, une fois que l'accumulation capitaliste a déjà atteint un niveau extrêmement élevé. Toute l'expérience historique confirme que le capitalisme se meut avec une difficulté accrue au fur et à mesure de son développement : les crises décennales du siècle dernier sont maladie d'enfant à côté des destructions et guerres mondiales successives avec leurs millions de chômeurs et les milliards de miséreux en permanence de la maladie sénile du capital. C'est précisément ce faible taux d'accroissement de la plus-value lié à une augmentation énorme des capacités de la production qui explique la rapacité croissante des capitalismes surdéveloppés des métropoles impérialistes blanches qui sont à la chasse éperdue de surprofits dans les pays capitalistes moins développés où ce rapport n'est pas encore aussi défavorable.

Ce qu'ils obtiennent, c'est d'ajouter à leur quote-part de profit moyen (proportionnelle à leur participation au capital social total), une marge de surprofits formée de la plus-value des autres, voire des faillites (destruction de capitaux fixes et même circulants) de leurs concurrents qu'ils dépècent dans leur propre pays, dans d'autres nations, voire chez d'autres couches sociales. C'est ainsi que le communisme capitaliste dont parlait Marx, se transforme en destruction par le capital le plus fort d'innombrables concurrents – pour pouvoir survivre encore un peu : « les destructions violentes de capital dues non pas à des conditions extérieures, mais à celles de sa propre conservation, telle est la forme la plus frappante de l'avertissement qui lui est donné de céder la place à un mode de production supérieur, et de disparaître » (*Grundrisse*, t. 4, p. 17).

Mode de production, usage des machines et consommation

Retour à la table des matières

La productivité sans cesse croissante du travail fait que le capital trouve un obstacle dans le non-accroissement de la masse des matières premières et des machines [281]. Aussi l'industrie s'engage-t-elle dans le développement suivant : la production devient de plus en plus production de matières premières pour l'industrie – matières premières pour l'instrument aussi bien que pour la matière à travailler – et en même temps, le matériau à travailler se rapproche de plus en plus de la simple matière première ; c'est dans ces branches que se développent le travail à une grande échelle et l'utilisation des machines. Le filage prend ainsi le pas sur le tissage, le tissage sur la teinture, etc. On voit passer au premier rang la production des métaux qui sont la matière première principale des instruments de travail.

---

281 Cf. MARX, *Grundrisse*, Ed. 10/18, t. 4, p. 50-51.

Avec le besoin frénétique de produire sans cesse davantage, le capital doit utiliser des matières premières de moins en moins chères et de qualité de plus en plus mauvaise, et il s'emploie à produire une part croissante de celles-ci avec ses propres déchets et sous-produits, particulièrement ceux du pétrole. Le coton lui-même, exemple classique de Marx, finit par être remplacé par les fibres synthétiques. L'obstacle ne réside pas seulement dans la valeur d'usage : le capital se montre en outre incapable d'exploiter les matières premières du fait de leurs coûts de production croissants, dans des zones et conditions plus difficiles – et donc, du fait de ses propres entraves mercantiles (rente foncière, etc.).

Comme cela à déjà été noté, un obstacle du même ordre se vérifie aussi en ce qui concerne l'application des machines : les machines de certains secteurs et pays ne sont pas capables de suivre dans leur augmentation le rythme d'accroissement de la productivité du travail, et l'on assiste à la contradiction suivante que dans la plus grande partie du monde, les hommes valent si peu que les machines ne soutiennent pas la concurrence – et toute l'Asie a moins de tracteurs que la France qui produit en outre des automobiles à en crever.

Si le produit brut, servant de matière première à l'industrie, à son niveau le plus bas, ne peut augmenter assez rapidement, on recourra à des produits de substitution pouvant être augmentés rapidement (le coton remplacera la soie, la laine, le lin). Les pommes de terre se substitueront aux céréales dans les moyens de subsistance. Dans ce dernier cas, la productivité plus grande est obtenue par la production d'une substance de qualité inférieure, ayant moins de vertus nourrissantes, bref d'un article comprenant des conditions organiques meilleur marché pour reproduire le travailleur.

Le prix des vivres a presque continuellement haussé, tandis que le prix des objets manufacturés et de luxe a presque continuellement baissé [282]… À notre époque le superflu est plus facile à produire que le nécessaire. Aux diverses époques de l'histoire, les rapports réciproques entre les prix sont non seulement différents, mais encore opposés. Dans tout le Moyen âge, les produits agricoles étaient relativement à meilleur marché que les produits manufacturés. A l'époque moderne, ils sont en raison inverse. L'utilité des produits agricoles n'en a pas diminué pour autant depuis le Moyen âge.

En fait, l'usage des produits est déterminé par les conditions sociales dans lesquelles se trouvent placés les consommateurs, *et ces conditions elles-mêmes reposent sur l'antagonisme des classes* [283].

---

282 Cf. MARX, *la Misère de la Philosophie* in *Werke* 4, p. 92-93.

283 La consommation dépend du mode de production, et des conditions de classe dans lesquelles vit le consommateur. Aux conditions misérables qu'impose aux larges masses du monde le capital exploiteur et dilapidateur, Marx oppose le programme de la société communiste qui prend le contre-pied des tendances antisociales du capitalisme : étant le haut développement des forces productives et afin de ne pas épuiser les matières premières non renouvelables, le communisme produira des articles exigeant des coûts de production élevés, c'est-à-dire beaucoup plus de travail qu'aujourd'hui – avec ce résultat : leur qualité sera élevée, et leur durabilité extrême. Finie la manie de gaspiller et de jeter les objets au rebut, afin de faire tourner le capital à un rythme frénétique et d'amortir le plus rapidement possible le capital pour recommencer un nouveau cycle de production, en prétendant vouloir donner du travail aux ouvriers. Et finie aussi la tendance à faire baisser de plus en plus les coûts de production pour l'homme ou, dans le jargon d'aujourd'hui, pour faire baisser toujours plus la part des moyens de subsistance (agriculture) pour le salaire (capital variable), et gonfler de plus en

Le coton, les pommes de terre et l'eau-de-vie sont des objets du plus commun usage. Les pommes de terre ont engendré les écrouelles ; le coton a chassé en grande partie le lin et la laine bien que la laine et le lin soient, en beaucoup de cas, d'une plus grande utilité, ne fût-ce que sous le rapport de l'hygiène ; l'eau-de-vie, enfin, l'a emporté sur la bière et le vin, bien que l'eau-de-vie employée comme substance alimentaire soit généralement reconnue comme un poison. Pendant tout un siècle, les gouvernements luttèrent vainement contre l'opium européen ; l'économie prévalut, elle dicta ses ordres à la consommation.

Pourquoi donc le coton, la pomme de terre et l'eau-de-vie sont-ils les pivots de la société bourgeoise ? Parce qu'il faut, pour les produire, le moins de travail, et qu'ils sont par conséquent au plus bas prix. Pourquoi le minimum du prix décide-t-il du maximum de la consommation ? Serait-ce par hasard à cause de l'utilité en tant qu'ils correspondent de la manière la plus utile aux besoins de l'ouvrier comme homme, et non de l'homme comme ouvrier ? Non, c'est parce que dans une société fondée sur la *misère*, les produits les plus *misérables* ont la prérogative fatale de servir à l'usage du plus grand nombre…

Dans une société à venir, où l'antagonisme des classes aurait cessé, où il n'y aurait plus de classes, l'usage ne serait plus déterminé par le *minimum* du temps de production ; mais le temps de production qu'on

---

plus l'éléphantiasis de l'industrie qui produit pour le capital, parce que la recherche du profit, la production pour la production, prime sur la production pour le producteur. D'où la revendication du programme révolutionnaire immédiat pour les pays de capitalisme développés : désinvestissement, c'est-à-dire diminution draconienne de la part qui va au capital ou à l'accroissement de la production, mesure qui implique l'élévation des coûts de production pour améliorer la condition des producteurs et accroître leurs capacités qui opèrent, en retour, comme une force productive plus grande.

Ces principes qui visent à la plus grande économie des ressources de la terre expriment, au fond, la supériorité du mode de production communiste qui réconciliera l'homme avec la Nature que les hommes n'exploiteront et ne pilleront plus, en épuisant et en ruinant la terre. Au contraire, au fil des générations nouvelles, le travail humain accroîtra le patrimoine collectif de l'humanité, et ne le dilapidera pas comme des consommateurs oisifs et déprédateurs. Or, tout cela va de pair avec une amélioration spectaculaire de la qualité des articles produits pour l'homme.

consacrerait aux différents objets serait déterminé par leur degré d'utilité sociale.

2. DÉVALORISATION DE LA FORCE DE TRAVAIL

Division du travail dans la société et dans l'entreprise

Retour à la table des matières

Pour M. Proudhon, les machines sont l'« antithèse logique de la division du travail » – et à l'appui de sa dialectique il commence par transformer les machines en atelier [284]… Les machines ne sont pas

---

284 Cf. MARX, *la Misère de la Philosophie*, in *Werke* 4, p. 148, 149, 154-155.

Reprenant les préjugés éculés sur « la machine auxiliaire de l'ouvrier », Proudhon affirme que la machine réunit en elle les opérations fastidieuses de détail que la mutilante division du travail imposait au travailleur, et « restaure » ainsi le travailleur qui n'a plus besoin de les accomplir. Pour Marx, il n'y a pas d'amélioration, ni de remède possible dans l'immédiate économie ou dans le capital lui-même. La solution ne peut se trouver dans la machine étant donné que le Capital est un rapport *social entre classes*. Ce rapport s'exprime dans un *objet*, la machine, sous une forme réifiée et aliénée qui se place donc au-dessus des ouvriers et les domine. Il faut, par conséquent, faire sauter ce véritable joug pour instaurer des rapports sociaux autres – *humains* – ce qui n'est possible qu'à l'échelle de toute la société. C'est pourquoi Marx affirme que l'économie est aujourd'hui *politique*, pour autant que les rapports sociaux aliénés qui échappent aux protagonistes humains remontent en tant que force de contrainte juridique, politique et idéologique dans les superstructures et dans l'Etat. La solution ne se trouve donc pas dans la production, mais au niveau de la société, et il est enfantin de prétendre attaquer ce rapport dans la machine. Le problème est politique parce que la solution réside dans un mode de production et de distribution social *entièrement* différent du capitalisme : le communisme, réalisable seulement à travers une révolution politico-sociale.

Une telle dialectique échappe complètement à Proudhon et à tant d'autres : lorsque la division du travail, la division en classes, etc. seront éliminées, les machines auront un usage et une fonction complètement différents ; l'évolution capitaliste même prépare une telle solution et démontre que la base économique est pratiquement déjà révolutionnée, mais *reste capitaliste à cause des rapports sociaux à l'extérieur de la fabrique : « Tandis que le mode capitaliste d'emploi du machinisme est obligé de perpétuer la*

plus une catégorie économique que ne l'est le bœuf qui tire la charrue ; elles ne sont qu'une force productive. L'atelier moderne, qui repose sur l'application des machines est un rapport social de production, une catégorie économique.

Voyons maintenant comment les choses se passent dans la brillante imagination de Proudhon : *« Dans la société, l'apparition incessante des machines est l'antithèse, la formule inverse du travail : c'est la protestation du génie industriel contre le travail parcellarisé et homicide. Qu'est-ce en effet qu'une machine ? Une manière de réunir diverses particules de travail que la division avait séparées. Toute machine peut être définie un résumé de plusieurs opérations. Ainsi donc par la machine, il y a restauration du travailleur…»* (*Philosophie de la Misère*, p. 135-136)…

La machine est, en réalité, l'assemblage des instruments de travail, et pas du tout la combinaison des travaux pour l'ouvrier lui-même. *« Quand, par la division du travail, chaque opération particulière a été réduite à l'emploi d'un instrument simple, la réunion de tous ces instruments mis en action par un seul moteur constitue une machine »* (BABBAGE, *Traité sur l'économie des machines*, 1833). Outil simple ; accumulation des outils ; outils composés ; mise en mouvement d'un outil par un seul moteur qui est l'homme ; mise en mouvement de ces instruments par les forces naturelles ; machine ; système de machines ayant pour moteur un automate – voilà la marche des machines…

Pour M. Proudhon, la concentration des instruments de travail est négation de la division du travail. Dans la réalité, nous trouvons le contraire. A mesure que la concentration des instruments de travail se développe, la division du travail se développe, et vice versa [285]. C'est

---

vieille division du travail avec sa spécialisation ossifiée, bien que celle-ci soit devenue techniquement superflue, le machinisme lui-même se rebelle contre cet anachronisme. La base technique de la grande industrie est révolutionnaire ». Cf. ENGELS, *Anti-Dühring*, III/3, p. 334, Editions Sociales, 1950.

285 Dans *le Capital* I (cf. *Werke* 23, p. 380-381) Marx distingue trois présupposés à l'application de la division du travail dans l'atelier : la conglomération d'ouvriers, la concentration d'instruments de travail et l'augmentation du matériau brut. L'exigence commune pour que ces différentes composantes existent comme capital est donc qu'elles soient *concentrées* au lieu d'être

ainsi que toute grande invention dans la mécanique est suivie d'une plus grande division du travail, et chaque accroissement dans la division du travail amène à son tour de nouvelles inventions mécaniques… En somme, l'introduction du machinisme a encore accru la division du travail au sein de la société, a simplifié la tâche de l'ouvrier au sein de l'atelier, a concentré le capital et dépecé davantage l'homme…

La concentration des instruments de production et la division du travail sont aussi inséparables l'une de l'autre que le sont, dans la sphère politique, la concentration des pouvoirs publics et la division des intérêts privés.

Dès que la *marchandise* devient la forme universelle du produit, ou que la production s'effectue sur la base de la valeur d'échange, c'est-à-dire de l'échange mercantile, la production de chaque individu devient unilatérale tandis que ses besoins deviennent multilatéraux [286]. Il faut donc le concours d'un nombre infiniment grand de branches de travail autonomes pour satisfaire les besoins, y compris les plus simples, de

---

dispersées. Le produit ou l'ouvrage lui-même est concentré et à la disposition du capitaliste, qu'il s'agisse d'un homme ou d'une entité. Dans la manufacture, qui est « le mode de production spécifique de la division du travail », l'agglomération des instruments ne fait encore que suivre celle des travailleurs et les outils connaissent surtout une simplification par suite de la différenciation due à la division du travail. On voit que la base est ainsi posée pour le stade ultérieur, celui de la machinerie.

286 Cf. MARX, *Manuscrits économiques inédits (1861-1863)*, chapitre sur *la Division du travail*.

La contradiction entre travail toujours plus *unilatéral* pour l'ouvrier et les besoins de plus en plus *diversifiés* pour le bourgeois tient au fait que la production est mercantile et obéit à la demande solvable et au *marché*. Il en résulte l'antagonisme entre production et distribution. La solution – rendre omnilatérales pour tous aussi bien l'activité productive que la jouissance – exige la destruction du mode d'appropriation mercantile, car ce ne sont pas – comme le pense Proudhon – la technique, l'introduction de machines qui soulageraient l'ouvrier. Ce n'est qu'en cessant de donner priorité à l'argent, à la valeur d'échange, donc en détruisant le marché qui exige que tout soit mué en marchandises (même la force de travail humaine), que l'on parviendra à obtenir que l'activité aussi bien que les besoins soient multilatéraux de sorte que la société ait pour but de développer les potentialités universelles, contenues dans l'homme social, et non plus privé.

l'individu… Ce présupposé d'un produit universellement produit en tant que marchandise, passé donc par la médiation des conditions de la production des marchandises, par la circulation dans laquelle elles entrent, sous-entend une division omnilatérale du travail social, ou un détachement des travaux se conditionnant et se complétant les uns les autres en branches de travail indépendantes, reliées seulement par la médiation de la circulation, par l'achat et la vente. Cela revient à dire encore que le face à face général des produits comme marchandises présuppose celui des activités qui les produisent…

« Le travail qui nourrit, habille et loge la totalité des habitants d'un pays, est une charge imposée à la société en masse, mais qu'elle rejette sur une partie seulement de ses membres » (G. Garnier, t. V de sa traduction d'A. Smith, p. 2-5). Plus le progrès industriel de la société est grand, plus ses prétentions matérielles s'accroissent *« et plus, par conséquent, il y aura de travail employé à produire et préparer les moyens de subsistances en général, à les rapprocher des consommateurs. Dans le même temps, cependant, et par suite de ces mêmes progrès, la classe des gens délivrés de ces travaux manuels augmente dans sa proportion avec l'autre classe. Celle-ci a donc à la fois plus de gens à approvisionner et un approvisionnement plus abondant et plus élaboré à fournir à chacun d'eux.*

A mesure que la société prospère, c'est-à-dire qu'elle augmente en industrie, en commerce, en population, etc., l'homme voué à une profession mécanique a moins de temps à épargner. Plus la richesse augmente, plus le temps de l'ouvrier prend de valeur (il est plutôt la valeur) pour le reste de la société. En conséquence, plus la société avancera vers un état de splendeur et de puissance, moins la classe ouvrière disposera de temps pour l'étude et le travail intellectuel et spéculatif » [287]. C'est dire que le temps libre de la société repose sur

287 La division du travail mutilante dans la production a pour effet que l'ouvrier éreinté et réduit à un geste unilatéral ne peut non plus se développer humainement en dehors de la production ; or, cette même division du travail qui accroît la productivité ouvrière et diversifie les produits du travail profite aux classes non productives qui achètent les articles les plus variés sur le marché, et peuvent se développer à leur façon hors des contraintes de la production. Faire participer un peu plus l'ouvrier productif aux articles sur le marché ne changerait rien à son unilatéralité, déterminée par la division du travail dans la production. Au reste, cette hypothèse est exclue au niveau

l'absorption du temps des ouvriers contraints au travail forcé, et c'est ainsi que les ouvriers perdent l'espace nécessaire au développement spirituel, à savoir le *temps*.

« D'autre part, moins la classe ouvrière a le temps pour exploiter le domaine de la science, plus il en reste à l'autre classe d'hommes, dégagés de tout souci quant à la production, l'élaboration, le transport des objets de leur subsistance journalière, d'autres étant chargés pour eux des mutilantes opérations mécaniques. Au reste, comme toutes les autres divisions du travail, celle qui existe entre le travail mécanique et le travail intellectuel s'aggrave de plus en plus à mesure que la société avance vers un état plus opulent » …

« L'intelligence de la plupart des hommes se forme nécessairement par leurs occupations de tous les jours. Un homme qui passe toute sa vie à remplir un petit nombre d'opérations simples, dont les effets sont peut-être aussi toujours les mêmes ou très proches d'être les mêmes, n'a pas lieu de développer son intelligence, ni d'exercer son imagination à chercher des expédients pour écarter des difficultés qui ne se rencontrent jamais ; il perd donc naturellement l'habitude de déployer ou d'exercer ses facultés, et devient en général aussi stupide et aussi ignorant que possible… L'uniformité de sa vie sédentaire corrompt naturellement et abat son courage ; elle dégrade même la vigueur de son corps, et le rend incapable de déployer sa force avec quelque vigueur et quelque constance dans tout autre emploi que celui auquel il a été élevé… Il n'en est pas ainsi dans les sociétés qu'on appelle communément barbares ; les occupations variées de chaque individu l'y obligent à exercer sa capacité par des efforts continuels, et les occupations de chaque individu, dans une société agreste, ne laissent pas que d'être fort variées bien qu'il n'y ait pas de grande diversité d'activité dans la société en général. Au contraire, dans une société civilisée, quoiqu'il y ait peu de variété dans les occupations ordinaires de la majeure partie des individus, il y en a une

---

de la société et de la classe entière, comme le montre bien le sort des smicards et travailleurs étrangers qui forment la masse des ouvriers productifs, sans parler des chômeurs des périodes de crise, même pour les privilégiés pays développés du capitalisme.

presqu'infinie dans celles de la société en général »[288] (A. SMITH, *An Inquiry* etc., t.V, ch. I, p. 181-184).

Un certain rabougrissement de corps et d'esprit est inséparable de la division du travail dans la société[289]. Mais comme la période manufacturière pousse beaucoup plus loin cette division sociale, en même temps que, par la division qui lui est propre, elle attaque l'individu à la racine même de sa vie, c'est elle qui la première fournit et le matériau et le déclenchement initial d'une pathologie industrielle.

« Subdiviser un homme, c'est l'exécuter s'il a mérité une sentence de mort ; c'est l'assassiner s'il ne la mérite pas. La subdivision du travail c'est l'assassinat d'un peuple » (D. URQUHART, *Familiar Words*, Londres, 1855, p. 119). Hegel avait des idées très hérétiques

---

288 Ce n'est qu'à partir du point de vue de la classe du *travail productif*, par delà les formes limitées d'aujourd'hui et d'hier, que l'on peut déchiffrer la direction de la marche de l'humanité. Marx, partant de la critique du capital, soulève le voile avant tout sur les côtés les plus sordides du mode de production actuel, afin d'y déceler les tendances qui poussent à l'évincement du capital par le communisme. Sa confrontation plonge jusque dans les sociétés précapitalistes : si, sous le capitalisme, la société est plus riche, plus dynamique, plus puissante, mais au détriment de l'individu écrasé, affaibli et robotisé, « dans les périodes antérieures de l'évolution, l'*individu* jouit d'une plénitude plus grande justement, parce que la plénitude de ses conditions matérielles n'est pas encore dégagée, en lui faisant face comme autant de puissances et de rapports sociaux, indépendants de lui. Mais *il est tout aussi ridicule d'aspirer à cette plénitude du passé que de vouloir en rester au total dénuement d'aujourd'hui* » (*Grundrisse*, 10/18, t. 1, p. 163).

C'est une seule et même cause qui a provoqué la débilité de l'individu moderne et la richesse omnilatérale de la société : la division capitaliste du travail. Déjà celle-ci amorce sa propre abolition en suscitant la concentration, la mobilité des travailleurs qui *tend* à surmonter leur unilatéralité, les opérations productives étant si simples que le « mécanicien » peut aussi bien produire des saucisses que des lames à raser. Le communisme abolira la division du travail en développant la formation scientifique et technique de tous pour permettre à l'homme de s'approprier toutes les richesses créées par le travail. Il ne s'agit donc pas de sauver l'individu morcelé et écrasé, mais de lui substituer l'homme social, ouvert sur le monde entier, s'identifiant à l'espèce humaine, et non s'en séparant pour s'en distinguer et se mettre en valeur aux dépens des autres et de l'espèce.

289 Cf. MARX, *le Capital* I, in *Werke* 23, p. 384 et 382.

sur la division du travail : *« Par hommes cultivés, dit-il dans sa Philosophie du droit, on doit d'abord entendre ceux qui peuvent faire tout ce que les autres font »*...

Tout l'ensemble de connaissances, de clairvoyance et de volonté que le paysan ou l'artisan indépendants peuvent développer, y compris à petite échelle, un peu comme le sauvage exerce tout art de la guerre à la façon d'une ruse personnelle, tout cela n'est plus maintenant requis que pour le tout de l'atelier. L'échelle des potentialités spirituelles de la production s'agrandit d'un côté parce que de beaucoup d'autres côtés elles disparaissent. Ce que les travailleurs partiels perdent se concentre face à eux, dans le capital. L'un des produits de la division manufacturière du travail est de leur opposer les potentialités spirituelles du procès matériel de production comme une propriété d'autrui et un pouvoir qui les domine. Ce processus de scission commence avec la coopération simple, là où le capitaliste représente face aux travailleurs singuliers l'unité et la volonté du corps de travail social. Il se développe dans la manufacture qui mutile l'ouvrier en en faisant un travailleur partiel. Il s'achève dans la grande industrie qui sépare la science, en tant que potentialité productive autonome du travail, et la met de force au service du capital.

La productivité croissante du capital s'exprime directement dans la masse croissante du temps de surtravail qu'il s'approprie ou, en d'autres termes, de la masse croissante de profit qui est masse de valeurs [290]. Cette masse de valeurs est non seulement croissante, mais une même quantité de valeurs se présente en une masse toujours plus grande de valeurs d'usage. Il y a donc (abstraction faite du salaire), augmentation du revenu de la société, de la partie qui n'est pas reconvertie de nouveau en capital, c'est-à-dire de la substance dont profitent la couche sociale qui ne participe pas directement à la production matérielle, ceux qui s'occupent des affaires relatives à la circulation (commerce, trafic monétaire), les oisifs qui ne font que consommer et la partie qui s'occupe des services dans la population. Cette seule dernière partie s'élève, par exemple, en Angleterre a un million de personnes de plus que tous les ouvriers employés dans les fabriques de

290 Cf. MARX, *Manuscrits économiques inédits (1861-1863)*, chapitre sur *la Division du travail*.

tissus et de filés qui représentent la première industrie du pays. Lorsque la société bourgeoise se détache de la féodale, toutes ces fractions non productives de la société diminuent fortement, mais elles se remettent à croître de nouveau démesurément à un stade ultérieur du capital, avec le luxe, la richesse et l'étalage des richesses. La classe ouvrière qui n'a rien à voir avec toute cette bande doit la nourrir et travailler pour elle qui ne participe pas directement à la production. La même chose vaut de l'armée.

Bien que la masse des ouvriers croisse en nombre absolu, elle baisse de manière relative au capital constant qui absorbe son travail et aussi à la partie de la population qui ne participe pas directement, voire pas du tout, à la production : « Au fur et à mesure qu'avance la société, étant donné que des perfectionnements toujours plus nombreux et efficaces accroissent la productivité de chaque ouvrier, le nombre de ceux qui travaillent diminue proportionnellement… La propriété s'accroît en raison des améliorations apportées aux moyens de production – *et son seul résultat devient la promotion de la paresse*. A mesure que croît la propriété, la société dispose d'une capacité supérieure de faire vivre les oisifs et d'une industrie improductive (de luxe) » (Piercy Ravenstone, *Thoughts on the Funding System, and its Effects*, London, 1824, p. 11-13).

Ce qui nous frappe dans la division du travail, comme dans toutes les formes de la production capitaliste, c'est son caractère antagonique [291].

1. Dans la division du travail *au sein* de l'atelier, les ouvriers sont répartis quantitativement selon certains nombres relatifs tels que l'ensemble de la production et le produit des travaux combinés l'exigent – avec sévérité et ordre entre les diverses opérations. En revanche, si nous considérons l'ensemble de la société, – la division sociale du travail – il se trouve tantôt trop de producteurs dans une branche d'activité, tantôt dans une autre. La concurrence grâce à laquelle le prix de la marchandise monte ici au-dessus de la valeur et

---

291 Cf. MARX, *Manuscrits économiques inédits (1861-1863)*, chapitre : *Digression sur le Travail Productif.*

descend là au-dessous d'elle nivelle constamment cette inégalité et disproportion, mais la reproduit constamment à une échelle plus grande. C'est l'oscillation des prix marchands due à la concurrence qui règle et fixe la distribution des masses de producteurs entre les branches de production déterminées, en suscitant sans cesse l'émigration et la migration dans les sphères de production particulières. La prétendue loi de l'offre et de la demande détermine les prix, d'une part, et en est déterminée elle-même d'autre part. Sans entrer dans le détail de la question, il saute aux yeux que cette distribution anarchique au sein de la société se distingue nettement de la distribution systématique et rigoureuse au sein de l'atelier.

2. Au sein de la société, un produit doit parcourir diverses branches d'affaires représentant pour lui de simples phases de sa production avant qu'il obtienne sa forme ultime, dans laquelle est finalement réalisée sa valeur d'usage. Ainsi, par exemple, la culture du lin, puis son filage et son tissage, dont l'un sert d'intermédiaire à l'autre pour réaliser à la fin un produit en coopération, au moyen *de la circulation de marchandise* [292]. Le lin entre comme marchandise chez le fileur, le fil

292 La division du travail *au sein de la société* qui se fonde au début sur le marché détermine ensuite celle qui règne *au sein de l'entreprise* où – en contradiction avec la loi mercantile fondamentale du capital – les ouvriers coopèrent pour produire selon les exigences de la valeur d'usage. En raison de sa nature foncièrement mercantile, le capital s'avère incapable de surmonter la division mercantile précapitaliste (où le tisserand échange son produit pour avoir, mettons, du pain), en dépit du fait qu'il a éliminé les métiers, réduit en moyenne le travail à un élément simple et mécanisé, voire a socialisé la production, puisqu'il tire ses matières premières et auxiliaires, ses procédés techniques, ses combinaisons du travail etc. du monde entier sur la base et en vue du marché mondial.

Le capital est incapable d'unifier la production entière à l'échelle de l'humanité en une seule et même entreprise, car il lui faudrait pour cela se dépouiller de sa forme mercantile *et perdre ainsi sa forme de capital constant*, celle-ci n'existant que parce qu'une entreprise vend à l'autre des machines, des installations productives, des matières premières et auxiliaires ; autrement il ne subsisterait plus que du travail ajouté : *le capital constant* serait égal à zéro, et le capitaliste s'avèrerait superflu : cf. MARX-ENGELS, *la Crise*, 10/18, p. 249-263. En effet, dès lors qu'au plan théorique on considère le capital général, abstrait, s'étendant à toute la société, il n'y a plus de capital constant, mais uniquement du travail et la plus-value se présente alors clairement comme du simple travail non payé. Ce qui apparaît, dans un cycle isolé, comme capital constant, détenu par le propriétaire de

comme marchandise chez le tisserand. C'est par la médiation de l'achat et de la vente de marchandises qu'est établi la connexion qui existe intérieurement – comme nécessité interne – entre ces branches de production gérées indépendamment les unes des autres.

En revanche, la division du travail au sein de la manufacture implique la combinaison *directe* des diverses opérations qui créent un produit déterminé [293] . Ce *produit* ne devient *marchandise* que comme résultat de ces opérations combinées. En revanche, la partie de produit que crée chaque opération parcellaire n'est pas une marchandise. Ici la coopération n'est pas médiatisée par le fait que le produit de l'un des procès entre à l'origine comme marchandise dans l'autre. C'est bien plutôt la combinaison *directe* des travaux qui est impliquée ici, afin que leur produit commun entre sur le marché comme marchandise.

3. … Dans l'atelier, les différentes opérations sont systématiquement séparées selon un plan, et différents ouvriers y sont affectés suivant une règle qui se présente face à eux comme une loi coercitive, étrangère, qui leur est imposée du dehors. Face au travailleur indivi-

---

l'entreprise privée, n'est que le produit accumulé de travaux précédents, payés *et non payés*. Ce n'est que l'échange mercantile de capital à capital, d'entreprise à entreprise qui justifie les notions de capital fixe et constant, mais cela n'ajoute rien, aucune valeur au produit – au contraire. C'est la raison pour laquelle le communisme abolira l'autonomie des entreprises, et assignera centralement les moyens et matières de production ainsi que les forces de travail, selon les besoins non pas du marché, mais du développement des hommes.

293 Une fois éliminée la division du travail dans la société, on pourra s'appuyer sur la coopération, aujourd'hui encore aliénée, des ouvriers dans le procès de production déjà socialisé. La révolution communiste consiste dans l'acte politique de destruction des rapports monétaires et mercantiles de l'ensemble de la circulation bourgeoise (dans laquelle la valeur d'échange représente la médiation universelle organisée par les superstructures politiques et juridiques) et dans l'extension à toute la société des rapports de valeur d'usage qui sont d'ores et déjà en vigueur dans le procès de travail social avec la combinaison des diverses opérations productives.

Dans le procès de travail, comme dans la nature, les métabolismes naturels créent des valeurs d'usage plus nombreuses – par exemple, dix kilos de pommes de terre de semence deviennent cent kilos lors de la récolte – et toutes les opérations qui collaborent à ce résultat ignorent le principe mercantile de l'échange entre équivalents, qui préside à la division sociale du travail.

duel, la connexion des travaux combinés, leur unité, se présente aussi comme *volonté*, unité personnelle, commandement et surveillance générale du capitaliste ; de même que leur propre coopération ne leur apparaît pas comme leur action propre, leur existence propre, mais comme l'existence du capital qui les tient ensemble, une forme d'existence du capital dans le procès de travail. Dans la société, en revanche, la division du travail apparaît libre, c'est-à-dire ici *contingente*, liée certes par une connexion interne, mais qui se présente autant comme le produit des circonstances que comme celui de l'arbitraire des producteurs de marchandises indépendants les uns des autres.

Si la division du travail – en tant que mode de production spécifiquement capitaliste – la division du travail au sein de l'atelier, s'oppose à la division du travail dans l'ensemble de la société, si elles sont essentiellement différentes, elles se conditionnent pourtant toutes deux réciproquement [294]. Cela signifie en fait que la grande industrie

---

294 La division technique du travail dans l'entreprise, indispensable pour développer pleinement le travail social capitaliste au-delà des étroitesses de la liberté et de l'autonomie du producteur parcellaire, conduit à ce bagne qu'est l'entreprise moderne, à la décadence intellectuelle du travailleur, à la réduction en pièces de l'homme ravalé à une brute ou à une pièce de machine. Elle conduit au « despotisme dans l'entreprise » que le communisme brisera en brisant le système d'entreprises en tant qu'unités séparées ayant chacune une économie et un bilan séparés, et en réduisant au minimum le temps social de travail.

En détruisant ce despotisme et l'anarchie correspondant de la production et de la distribution dans la société, pour les remplacer par une organisation unique sur des bases rationnelles, en ôtant aux objets d'usage comme au travail leur caractère de marchandise, le communisme abolira finalement la division sociale du travail et ne liera plus toute sa vie, ni même pour toute une journée, aucun individu à la même fonction professionnelle. Il suffit pour cela que les producteurs soient formés dans tous les arts et sachent manier les diverses machines – aujourd'hui réduites à quelques lois fondamentales à la portée de tous – pour que l'individu devienne parfaitement mobile et capable de passer d'un procès technique de travail à l'autre : il faut donc avant tout reconquérir le temps libre pour cette formation universelle.

Pour ce qui concerne le processus historique par lequel le travail mutilé et rogné par la division du travail s'émancipe en homme social sachant faire tout ce que font les autres, cf. MARX-ENGELS, *la Critique de l'Education et de l'Enseignement*, PCM, p. 13-19. La mobilité et la formation polytech-

et la libre concurrence sont toutes deux des formes, des configurations de la production capitaliste qui se conditionnent mutuellement…

Il est clair 1/ que cette division du travail [dans l'atelier] présuppose la division sociale du travail. C'est seulement à partir de la particularisation du travail social développée dans l'échange des marchandises que les branches de travail se scindent de telle sorte que chaque branche particulière est ramenée au travail spécialisé au sein duquel peut alors avoir lieu la division au sein de ce travail spécialisé, son analyse. 2/ Il est tout aussi évident que la deuxième division du travail doit à l'inverse élargir la première de façon récurrente. *Premièrement*, dans la mesure où elle a en commun avec toutes les autres forces productives de viser à raccourcir le travail requis pour une valeur d'usage déterminée, donc de libérer du travail pour une nouvelle branche de travail social. *Deuxièmement*, et cela lui est spécifique, dans la mesure où elle peut, dans son analyse, diviser une spécialité de telle sorte que les différentes *composantes de la même valeur d'usage* sont désormais produites en tant que marchandises différentes et indépendantes les unes des autres [295], ou encore dans la mesure où les *différentes sortes de la même valeur d'usage*, qui toutes autrefois revenaient à la même sphère de production, échoient désormais par l'analyse de chacune à différentes sphères de production.

---

nique qui réunit activité manuelle et intellectuelle en sont des éléments essentiels.

295 C'est parce que le capitalisme est foncièrement et irréversiblement mercantile qu'il tend de plus en plus à fragmenter les opérations de chaque procès technique en actes simples et en sphères de production indépendantes. Si le marché est assez vaste, s'il existe un large débouché, une opération simple peut s'autonomiser et se changer en une nouvelle marchandise, même s'il ne s'agit pas d'une nouvelle valeur d'usage. Par exemple, le boulanger produira pour une autre entreprise, ne faisant plus que la pâte qui entrera dans la confection de tartes ou de pizzas. Ceci démontre bien que la division du travail n'est pas dictée par les procédés techniques que rien n'empêcherait d'être unifiés du début à la fin si la société formait un seul et même travailleur social.

Au contraire, c'est la fonction commerciale qui l'emporte de plus en plus avec le gonflement de la stérile sphère de la circulation, alors que la force de travail est de plus en plus dévalorisée dans la production et qu'à la fin une machine pourra se substituer au geste humain. En somme, c'est l'échange sur le marché qui détermine la division croissante du travail dans la société et la fabrique.

Communisme mystifié dans le procès de travail ET de valorisation

Retour à la table des matières

Le capital, pas plus que l'argent, n'est un objet [296]. Dans l'un et dans l'autre, des rapports de production déterminés entre *individus* apparaissent comme des rapports se nouant entre *objets et individus*. Autrement dit, des rapports sociaux déterminés semblent être des *propriétés* sociales *naturelles* des objets…

La conversion de l'argent en capital s'articule en deux procès autonomes qui appartiennent à deux sphères absolument différentes et séparées l'une de l'autre. Le premier correspond à la sphère de la *circulation des marchandises* et se déroule donc sur le *marché* : c'est l'*achat-vente de la force de travail* ; le second, c'est l'*utilisation* ou la *consommation de la force de travail* achetée, autrement dit le *procès de production*. Dans le premier procès, le capitaliste et l'ouvrier se font face uniquement comme possesseurs de marchandises – de l'argent et de la force de travail. Leur transaction, comme celle de tous les acheteurs et vendeurs, est un échange d'équivalents. Dans le second, l'ouvrier opère, *pour un* temps comme élément vivant du capital : *la catégorie de l'échange mercantile en est tout à fait exclue.* En effet, avant même que la production commence, le capitaliste s'est approprié par l'achat tous les facteurs matériels et personnels de la

296 Cf. MARX, *un Chapitre inédit du Capital*, 10/18, p. 162-190, chapitre *Procès de circulation et procès de production*.

C'est l'opposition entre valeur d'usage et valeur d'échange qui fera sauter à la fin les rapports capitalistes de production : les produits perdant nécessairement, avec un développement considérable des forces productives, leur caractère de marchandises qui s'échangent contre équivalent, ils seront de nouveau créés pour leur seule *valeur d'usage*, leur utilité pour l'homme. Le capital mystifie les rapports en imposant à la valeur d'usage la forme mercantile pour pouvoir être reconnue en régime capitaliste.

Nous allons voir maintenant comment le capital mystifie le procès de travail, qui procède selon la valeur d'usage sur des valeurs d'usage, pour le comprimer dans les limites bornées de la valeur d'échange qui lui est inhérente, sans pouvoir brimer à la fin ces forces productives généreuses qui produisent sans équivalent ce que le capital transforme en surtravail.

production. Cependant, bien qu'existant indépendamment l'un de l'autre, ces deux procès se conditionnent réciproquement : le premier introduit le second, et celui-ci accomplit le premier.

Dans le premier procès – *l'achat et la vente de la force de travail* -, le capitaliste et l'ouvrier se manifestent uniquement comme acheteur et vendeur de marchandises. Ce qui distingue cependant l'ouvrier des autres vendeurs de marchandises, c'est la *nature particulière, la valeur d'usage spécifique*, de la marchandise qu'il vend … encore et toujours, il est obligé de vendre sa propre force de travail qui devient ainsi marchandise.

En effet, en face de lui, il trouve à titre de propriété d'autrui toutes les conditions de production, les moyens de production aussi bien que les moyens de subsistance et l'argent. Bref, toute la *richesse objective* s'oppose à l'ouvrier comme propriété des possesseurs de ces marchandises…

L'homme ne peut vivre que s'il produit des moyens de subsistance, mais il ne peut les produire que s'il détient des moyens de production, conditions matérielles du travail. Il est facile de comprendre que si l'ouvrier est dépouillé des moyens de production, il l'est aussi des moyens de subsistance, de même qu'inversement, s'il est privé des moyens de subsistance, il ne peut créer ses moyens de production.

Ce qui d'emblée, dans le premier procès – avant même la transformation *réelle* de l'argent ou de la marchandise en capital – imprime aux conditions de travail le caractère de *capital*, ce n'est pas la nature de l'argent, des marchandises ou des valeurs d'usage matérielles en tant que moyens de subsistance et moyens de production ; c'est le fait que cet argent et ces marchandises, ces moyens de production et ces moyens de subsistance se dressent comme des puissances autonomes, personnifiées par leurs propriétaires en face de la *capacité de travail*, dépouillée de toute richesse matérielle ; le fait que les conditions matérielles, indispensables à la réalisation du travail, soient *étrangères (entfremdet)* à l'ouvrier et, qui plus est, apparaissent comme des *fétiches* doués d'une volonté et d'une âme propres ; le fait enfin, que des *marchandises* figurent comme acheteuses de personnes.

En réalité, l'acheteur de la capacité de travail n'est que la personnification du travail *objectivé*, dont une fraction est cédée à l'ouvrier sous forme de moyens de subsistance pour que la force vivante du

travail s'incorpore à l'autre fraction, et qu'au moyen de cette incorporation, le capital se conserve toute entier et croisse même au-delà de sa masse initiale.

Ce n'est pas l'ouvrier qui acquiert les moyens de subsistance et de production, ce sont les moyens de subsistance qui achètent l'ouvrier, afin d'incorporer sa force de travail aux moyens de production.

Les *moyens de subsistance* sont la forme matérielle particulière d'un capital qui existe en face de l'ouvrier, avant que celui-ci ne les acquière par la vente de sa capacité de travail. Ainsi, lorsque commence le procès de production, la force de travail est déjà vendue, et les moyens de subsistance sont déjà passés – *de jure* du moins – dans le fonds de consommation de l'ouvrier. Comme on le voit, ces moyens de subsistance ne constituent pas un élément de procès de travail. Celui-ci – outre l'activité de la force de travail – n'exige rien d'autre que la matière et les moyens de travail…

Avec la *valeur d'échange* de son salaire (valeur de sa force de travail-marchandise), l'ouvrier achète les moyens de subsistance entrant dans sa consommation ; la portion du capital dépensée en salaire apparaît donc formellement comme n'appartenant plus au capitaliste, mais à l'ouvrier. Mais la *valeur d'usage* de cette marchandise (les *moyens de* subsistance) revêt, avant l'entrée dans le procès de production, une forme tout différente de celle qu'elle revêt au sein de ce procès où elle devient force de travail en activité, travail vivant créateur…

A présent, une partie de la *valeur d'usage* sous laquelle apparaît le capital au sein du procès de production, c'est la *force de travail vivante*, qui plus est, c'est la capacité de travail tout à fait spécifique qui est *adaptée à la valeur* d'usage particulière des moyens de production et de la matière première à transformer. La force de travail vivante est la faculté de travail qui opère utilement et change les moyens de production en éléments (moments) matériels de son activité, en transformant la forme primitive de leur valeur d'usage en la forme nouvelle du produit. C'est ainsi que les valeurs d'usage subissent, au sein du procès de travail, une authentique métamorphose de nature mécanique, chimique ou physique.

Dans la marchandise, la valeur d'usage n'est rien d'autre qu'un objet donné ayant telle ou telle propriété. A présent, dans le procès de

travail il y a transformation en une valeur d'usage nouvelle plus grande (produit) des objets (valeurs d'usage) qui ont servi au travail vivant, activité créatrice, de matières premières et de moyens de travail. L'une des parties du capital – la force de travail, et grâce à elle le capital tout entier – se transforme en une grandeur variable, non pas du fait de l'argent (grandeur de valeur constante) ou des moyens de subsistance qui peuvent le figurer et sont également des valeurs constantes, mais de l'échange d'un élément – la faculté de travail vivante – dont la valeur d'usage crée un produit plus grand qui est transformé en valeur sur le marché.

En toute occurrence, cet élément variable entre, comme facteur, dans le procès de production et présente une grandeur fluide, en devenir, donc une grandeur aux limites variables, et nullement une grandeur devenue fixe…

Du point de vue personnel et réel, le travail est la fonction de l'ouvrier et non du capitaliste. Du point de vue de l'échange, l'ouvrier représente pour le capitaliste *ce qu'il en obtient* dans le procès de travail, et non ce qu'il est (moyens de subsistance) dans le procès de l'échange en face du capitaliste…

Dans le procès de travail, l'ouvrier comme tel entre avec les moyens de production en un rapport normal et *actif*, déterminé simplement par la nature et le but du travail. Il les approprie et les traite en simples moyens et matières du travail, si bien qu'ils cessent d'exister à part, tournés qu'ils étaient sur eux-mêmes et doués d'une âme propre ; bref, ils ne sont plus séparés du travail. A présent, le travail est rétabli dans son union avec les conditions objectives qui sont la simple matière et les organes de son activité créatrice. La peau que l'ouvrier tanne, il la traite comme pur objet de son activité productive, et non comme capital : il ne tanne pas la peau du capitaliste [297] .

---

297 Dans le livre I du *Capital* (Ed. Sociales, t. 1, p. 303), cette formule est traduite comme suit : *« Dans une tannerie, par exemple, il tanne le cuir, non le capital ».*

En somme, dans le procès de production toutes les opérations sont effectuées conformément à la *valeur d'usage*, à l'efficacité et l'utilité les meilleures pour transformer la matière première en produit, tandis que tous les rapports et métamorphoses dans la société capitaliste sont effectuées au moyen de l'*échange* mercantile, de l'argent, forme sociale qui convient au monde bourgeois. Il saute aux yeux que cette forme mercantile, capitaliste,

Pour autant que le procès de production n'est que *procès de travail*, l'ouvrier y consomme les moyens de production comme de simples *aliments* du travail ; en revanche, pour autant qu'il est aussi procès de valorisation, le capitalisme y consomme la force de travail de l'ouvrier, en s'appropriant le travail vivant comme sang vital du capital. La matière première ne sert qu'à absorber le travail d'autrui, l'instrument de travail faisant office de conducteur, de véhicule de ce procès d'absorption. En incorporant à ses éléments matériels la force de travail vivante, le capital devient un monstre animé, et se met à agir « comme s'il était possédé par l'amour ».

Pour le socialisme, qui veut émanciper la force de travail humaine de sa condition actuelle de *marchandise*, il est de la plus haute importance de se rendre compte que le travail n'a pas, ne peut pas avoir de valeur [298]…De cette compréhension suit encore l'idée que la répartition, pour autant qu'elle sera régie par des préoccupations purement économiques, se règlera sur l'intérêt de la production, et que la production sera le plus favorisée par un mode de répartition permettant à *tous* les membres de la société de développer, de maintenir et d'exercer leurs facultés autant que possible dans tous les sens…

Seule une société qui fait engrener harmonieusement ses forces productives l'une dans l'autre selon un grand plan unique peut permettre à l'industrie de s'installer à travers tout le pays, avec cette dispersion qui est la plus convenable à son propre développement et au maintien ou au développement des autres éléments de la production…

Déjà l'industrie capitaliste s'est rendue relativement libre des barrières locales que représentaient les lieux de production de ses matières premières. L'industrie textile, par exemple, travaille des matières premières importées en grandes quantités. Les minerais de fer

---

qui marque – à l'entrée et à la sortie de la production et dans toutes les relations sociales non productives – de son sceau les conditions matérielles et intellectuelles des hommes, peut parfaitement être éliminée – en tant que produit historique artificiel, de création purement sociale – et remplacé par une autre forme qui régule de façon bien meilleure tout l'ensemble du métabolisme social, d'autant plus qu'il est démontré que le procès de production se passe d'ores et déjà des rapports mercantiles.

298 Cf. ENGELS, *Antidühring* in *Werke* 20, p. 186, 276.

espagnols sont travaillés en Angleterre et en Allemagne, les minerais de cuivre d'Espagne et d'Amérique du Sud en Angleterre. Chaque bassin charbonnier fournit en combustible bien au-delà de ses limites une périphérie industrielle qui croît d'année en année. Sur toutes les côtes d'Europe, les machines à vapeur sont actionnées par du charbon anglais et, çà et là, allemand et belge.

Lorsqu'elle sera libérée des entraves de la production capitaliste, la société pourra aller bien plus loin encore. En produisant une race de producteurs *formés dans TOUS les domaines* et s'étant assimilé les bases scientifiques de toute la production industrielle, dont chacun aura parcouru dans la pratique toute une série de branches productives *d'un bout à l'autre*, elle suscite une nouvelle force productive qui compensera très largement le travail exigé pour le transport à plus grande distance des matières premières ou des combustibles [299].

---

299 Il saute aux yeux que la division du travail *dans la société* qui s'effectue au moyen de l'échange sur le marché, avec l'argent, conditionne la division technique du travail à laquelle les ouvriers sont soumis dans la production, qui fonctionne déjà selon la valeur d'usage. Cela veut dire que le procès de travail lui-même doit être bouleversé de fond en comble, puisque la société ne peut s'émanciper sans émanciper chaque individu de la mutilante fragmentation des tâches dans le procès de travail.

Engels montre ici que l'argument des *éventuelles* pertes liées à la suppression de la division du travail ne peut plus être opposé au communisme : *« Il n'est pas vrai que la suppression de l'ancienne division du travail soit une revendication uniquement réalisable aux dépens de la productivité du travail. Elle est au contraire devenue une condition de la production elle-même, du fait de la grande industrie »* (*Antidühring*, p. 274).

La *coopération* ne pourra être réappropriée par les travailleurs, dans l'atelier comme dans la société, qu'à partir du moment où la valeur d'usage, l'utilité et le besoin des hommes, auront évincé la valeur d'échange, l'argent et le marché, et avec eux, l'antagonisme entre les entreprises concurrentes, aux comptes mercantiles *autonomes*. Telle est la condition pour que la répartition des forces productives soit réalisée de façon humaine à toutes les échelles.

La base productive pour la société communiste existe donc bien *dans le sein* de la production capitaliste. Il ne s'agit pas de construire le communisme, mais de détruire les rapports mercantiles pour permettre l'essor d'une coopération entre tous les hommes aussi bien à l'échelle de la production qu'à celle de la distribution.

Abolition de la division du travail par sa propre dialectique

Retour à la table des matières

La manufacture est – par opposition à l'atelier mécanique ou la fabrique – le mode de production ou la forme d'industrie qui correspond spécifiquement à la division du travail [300]. Elle apparaît de façon autonome comme la forme *la plus développée* du mode de production capitaliste, avant l'invention de la machinerie proprement dite (bien qu'elle connaisse déjà l'emploi de machines et notamment de capital fixe)…

Le procès de travail n'est pas encore disséqué en ses parties constitutives indépendamment de l'ouvrier qui l'effectue ; mais dans le système des machines, l'organisme décompose un procédé en le réduisant à ses principes constitutifs et en soumettant l'exécution de toutes ces parties à une machine automatique, et l'on peut ensuite confier toutes ces opérations élémentaires à une personne douée d'une capacité tout à fait ordinaire, après l'avoir soumise à un bref essai.

La manufacture ne pouvait ni s'emparer de la production sociale dans toute son ampleur, ni la révolutionner dans toute sa profondeur [301]. Comme œuvre d'art économique, elle culminait sur la large base des corps de métiers des villes et de leur corollaire, l'industrie domestique des campagnes. Cependant dès qu'elle atteignit un certain niveau de développement, sa base technique entra en conflit avec les besoins de la production qu'elle avait elle-même créés.

Une de ses créations les plus parfaites fut l'atelier de production des instruments de travail, et notamment de l'appareillage mécanique complexe déjà employé dans certaines manufactures : *« A l'aube du machinisme, dit Ure, un tel atelier offrait à l'œil la division des travaux dans leurs multiples gradations – la lime, le foret, le tour,*

---

300 Cf. MARX, *Manuscrits inédits du Capital (1861-1863)*, chapitre : *la Division du travail*.

301 Cf. MARX, *le Capital* I, in *Werke* 23, p. 390, 407.

avaient chacun leurs ouvriers hiérarchiquement organisés par ordre d'habileté » (*Philosophie des Manufactures*, p. 21).

Cet atelier, produit de la division du travail manufacturière engendra à son tour les *machines*. Celles-ci éliminèrent l'activité des métiers comme principe régulateur de la production sociale. C'est ainsi que le capital a lui-même balayé toute justification technique d'annexer à vie l'ouvrier à une fonction de détail, tandis que tombaient les entraves que ce même principe posait encore à la domination du capital…

Les moyens de travail acquièrent dans la machinerie une existence matérielle qui détermine la substitution de la force humaine par des forces naturelles, et celui de la routine par la science. Dans la manufacture, la structuration du procès de travail social est purement subjective, étant combinaison d'ouvriers parcellaires. En revanche, dans le système des machines la grande industrie tient un organisme de production tout à fait objectif ou impersonnel que l'ouvrier trouve déjà en face de lui comme condition matérielle toute prête de son travail. Dans la coopération simple, et même dans celle caractérisée par la division du travail, c'est toujours plus ou moins fortuitement que l'ouvrier isolé est évincé par le travailleur collectif. Or, à quelques exceptions près, *le système des machines n'opère que si le travail est d'ores et déjà collectif ou socialisé.* Le caractère coopératif du procès de travail devient donc désormais une nécessité technique dictée par la nature même de l'instrument du travail.

Ure, qui est le Pindare de la fabrique automatique, la décrit comme *« la coopération de différentes classes d'ouvriers, adultes et non adultes, qui surveillent avec diligence et assiduité un système de machinerie productive, mis continuellement en action par une force centrale (premier moteur) » ; et d'autre part, comme « un énorme automate* composé d'une infinité d'organes mécaniques et auto-conscients qui opèrent de concert et sans interruption en vue de produire un seul et même objet, tous ces organes étant subordonnés à une force motrice qui se meut d'elle-même » [302].

---

302 Cf. MARX, *le Capital* I, in *Werke* 23, p. 441- 445.

Or, ces deux définitions ne sont nullement identiques. Dans l'une, le *travailleur collectif combiné*, le *corps social de travail* apparaît comme le sujet dominant et l'automate mécanique comme l'objet ; dans l'autre, c'est l'automate lui-même qui est le sujet, les ouvriers, organes conscients, sont simplement adjoints à ses organes inconscients et subordonnés avec eux à la force motrice centrale. La première définition s'applique à toute utilisation en grand de la machinerie ; la seconde caractérise son utilisation capitaliste, et donc le système moderne de la fabrique…

Avec l'outil de travail, c'est aussi la virtuosité à le manier qui passe de l'ouvrier à la machine. La capacité de production de l'outil est affranchi des limites humaines de la force de travail. Ainsi se trouve supprimée la base technique sur laquelle reposait la division du travail dans la manufacture…

L'utilisation des machines supprime la nécessité propre à l'exploitation manufacturière de fixer la distribution des ouvriers par une appropriation permanente des mêmes ouvriers à la même fonction. Etant donné que le mouvement global de la fabrique ne part pas de l'ouvrier, mais de la machine il peut y avoir un changement constant de personnes sans interruption du procès de travail. Ure le reconnaît. Selon lui, les ouvriers *« peuvent être déplacés en cas de nécessité d'une machine à l'autre selon la volonté du responsable »,* et il triomphe : *« un tel changement est en contradiction manifeste avec la vieille routine qui divise le travail et assigne à tel ouvrier la tâche de façonner la tête d'une épingle, et à tel autre, celle d'en aiguiser la pointe »* (p. 22). Il aurait dû se demander plutôt pourquoi cette « vieille routine » n'est abandonnée qu'en « cas d'urgence » dans la fabrique automatique…

Bien que du point de vue technique la machinerie fiche en l'air l'ancien système de division du travail, celui-ci a d'abord continué à se traîner dans la fabrique, par habitude, comme tradition héritée de la manufacture, pour ensuite être reproduit et consolidé par le capital, sous une forme encore plus écœurante, comme moyen d'exploitation de la force de travail. De la spécialité consistant à manier toute sa vie un outil partiel, on a fait celle de servir toute sa vie une machine partielle. On abuse de la machinerie pour transformer l'ouvrier, dès l'enfance, en partie d'une machine partielle.

Si la nature même de la grande industrie nécessite le changement dans le travail, la fluidité des fonctions, la mobilité universelle du travailleur, elle reproduit d'autre part, sous sa forme capitaliste, l'ancienne division du travail avec ses particularités ossifiées [303].

Cette contradiction absolue entre les nécessités techniques de la grande industrie et les caractères sociaux qu'elle revêt sous le régime capitaliste finit par détruire toutes les garanties de vie du travailleur, toujours menacé de se voir retirer, avec le moyen de travail les moyens d'existence et d'être rendu lui-même superflu par la suppression de sa fonction parcellaire; nous savons aussi que cet antagonisme fait naître la monstruosité d'une armée industrielle de réserve, tenue dans la misère, afin d'être toujours disponible pour la demande capitaliste; qu'il aboutit aux hécatombes périodiques de la classe ouvrière, à la dilapidation la plus effrénée des forces de travail et aux ravages de l'anarchie sociale, qui fait de chaque progrès économique une calamité publique. C'est là le côté négatif.

Mais si la variation dans le travail ne s'impose encore qu'à la façon d'une loi physique, dont l'action, en se heurtant partout à des obstacles, les brise aveuglément, les catastrophes mêmes que fait naître la grande industrie imposent la nécessité de reconnaître le travail varié et, par conséquent, le plus grand développement possible des diverses aptitudes du travailleur, comme une loi universelle de la production sociale, et il faut à tout prix que les circonstances s'adaptent au fonctionnement normal de cette loi. C'est une question de vie ou de mort. Oui, la grande industrie oblige la société sous peine de mort à remplacer l'individu morcelé, porte-douleur d'une fonction productive de détail, par l'individu intégral qui sache tenir tête aux exigences les plus diversifiées du travail et ne donne, *dans des fonctions alternées*, qu'un libre essor à la diversité de ses capacités naturelles ou acquises.

---

303 Cf. MARX, *le Capital* I**,** Ed. Sociales, t. 2, p.165-166.

Dans ce passage, Marx nous donne une grande leçon de dialectique. Le capital prépare paradoxalement la société communiste par des catastrophes toujours plus amples. Ces contradictions développées au maximum sont synonyme de guerre civile et révolution.

La division du travail, née de la manufacture, se répète *au sein* de l'atelier mécanisé, mais à une échelle bien plus réduite ; par ailleurs, l'atelier mécanisé met en pièces les principes les plus essentiels de la manufacture reposant sur la division du travail [304]. Enfin, l'utilisation de la machinerie accroît la division du travail au sein de la société et multiplie les échanges entre les branches d'affaires particulières et les sphères de production indépendantes [305].

304 Cf. MARX, *Manuscrits inédits du Capital (1861-1863)*, chapitre : *Machinerie*.

305 Cette division croissante du travail dans la société aggrave l'anarchie de la production qui jure avec la réglementation et l'économie si strictes dans les entreprises. Le *gaspillage* social énorme qui résulte de ce contraste toujours plus grand trouve sa source dans le fait que le capital est forcé de maintenir la séparation entre les entreprises autonomes – au sein desquelles s'exacerbe le *pillage* de la force de travail des ouvriers. Ces entreprises qui développent leur activité dans les secteurs les plus divers de la production connaissent des mouvements économiques aussi très divers. Ce sont les mouvements de l'argent qui répondent à ces déséquilibres, d'où la nécessité de l'argent pour la production dans le capitalisme – et c'est là d'ailleurs où il fonctionne comme capital. L'argent ne garantit pas la rétribution du salaire, pas plus qu'il n'assure l'*économie* la meilleure de la production comme complexe social, mais il donne une continuité de marche à l'entreprise locale et particulière – d'où le rôle croissant de la finance dans l'industrie à mesure que le capital se développe.

Abolir la monnaie et le marché reviendrait donc à éliminer les barrières qui séparent les entreprises qui se concurrencent ou font des affaires ensemble (ce qui revient au même puisqu'elles cherchent toujours à gagner sur le dos des autres). Mais cela implique d'unifier la production, c'est-à-dire collectiviser progressivement l'économie et la distribution à l'échelle mondiale – ce serait le communisme. Il n'en faut pas moins, n'en déplaise aux ouvriéristes, pour débarrasser l'humanité des stigmates de la division du travail, et cela passe, répétons-le, par une révolution dont l'épicentre n'est pas l'entreprise, mais la société civile et politique.

Abolition du capital-argent

Retour à la table des matières

Nous étudierons le capital-argent considéré comme composant du capital social total [306].

Au cours de l'étude de la rotation du capital individuel, le capital-argent est apparu sous deux aspects.

Premièrement : c'est sous cette forme que tout capital individuel entre en scène et inaugure son procès de capital. Il apparaît donc comme le *primus moto*r [moteur premier] qui donne l'impulsion au procès tout entier.

Deuxièmement : selon la durée de la période de rotation et le rapport réciproque de ses deux composants, période de travail et période

---

306 Cf. MARX, *le Capital II*, in *Werke* 24, p. 354-358.

Dans ce passage, Marx fait une incursion dans le stade inférieur du socialisme pour montrer comment celui-ci supplée à l'argent qui, dans le capitalisme, constitue le moyen par excellence d'échange entre les entreprises de toutes tailles dont le temps de rotation ou de reproduction est très variable, les unes tournant dix fois par an et d'autres une fois en 5, voire 10 ans (selon la nature du procès de travail, il faut attendre 1 an pour récolter le blé, tandis qu'une table est fabriquée en 1 jour) – ce qui implique l'intervention de l'argent en attendant que l'entreprise puisse vendre son produit après une si longue immobilisation de son capital dans la production.

Pour calculer l'ampleur des productions ou branches d'activités qu'il faut développer ou diminuer selon les besoins à satisfaire, la société – *et elle seule en est capable* parce qu'elle a surmonté toutes les limitations de classe et d'entreprise, etc. – n'emploiera plus les critères de la valeur ou des mesures monétaires. Elle comptera et évaluera tout sur la base purement physique de la force de travail (temps) et de la valeur d'usage (utilité).

Marx analyse le rôle du capital-argent dans la régulation et distorsion des mouvements économiques plus ou moins amples liés à la reproduction du capital. En effet, dans l'économie capitaliste les entreprises (capitaux productifs) sont autonomes et en concurrence tout comme les diverses sphères de la production (agriculture, chimie, sidérurgie, etc. etc.). C'est dans cette organisation surannée en entreprises, en contraste avec cette production hautement socialisée et concentrée, que prennent leur origine les perturbations propres à la sphère financière (spéculations, krach, inflation, etc.).

de circulation, l’élément de la valeur-capital avancée, qui doit être sans cesse avancé et renouvelé sous la forme argent, varie en fonction du capital productif qu’il met en mouvement, c'est-à-dire en fonction de l’échelle de production ininterrompue. Mais, quel que soit ce rapport, en toutes circonstances la portion de la valeur-capital en mouvement, qui peut remplir constamment la fonction de capital productif, a pour limite la portion de valeur-capital avancée, qui doit toujours exister sous la forme argent à côté du capital productif. Il ne s’agit ici que de la rotation normale, d’une moyenne abstraite. Nous avons fait abstraction d’apports supplémentaires de capital-argent destinés à compenser des arrêts dans la circulation.

Sur le premier point : la production de marchandises suppose leur circulation et la circulation des marchandises suppose que la marchandise se présente sous forme d’argent, c'est-à-dire qu’elle suppose la circulation de l’argent ; le dédoublement de la marchandise en marchandise et argent est une loi de la manifestation du produit comme marchandise. De même, la production capitaliste suppose, tant au point de vue social qu’individuel, le capital sous forme monétaire ou capital-argent comme *primus motor* pour toute nouvelle affaire à ses débuts et comme moteur permanent. Le capital circulant, en particulier, suppose l’apparition toujours renouvelée, à intervalles assez brefs, de capital-argent comme moteur. Toute la valeur-capital avancée, c'est-à-dire tous les éléments du capital consistant en marchandises : force de travail, moyens de travail et matériaux de production, doivent faire l’objet d’achats sans cesse renouvelés à l’aide d’argent. Ce qui est dit ici du capital individuel vaut pour le capital social qui fonctionne simplement sous la forme de nombreux capitaux individuels.

Suivant la durée de la période de rotation, il faut une masse plus ou moins grande de capital monétaire pour mettre en mouvement le capital productif [307]. Par ailleurs, comme cette période de rotation se divise

---

307 Tout ce qui ne touche pas directement le procès de production qu’il organise avec le maximum de rigueur et d’efficacité dans le cadre de l’entreprise, le capital ne fait que le gâcher plus ou moins. Marx en trouve la raison dans la contradiction fondamentale qui sera fatale au capital : la production socialisée s’oppose de plus en plus à la distribution ou appropriation privée. Or,

en temps de travail et en temps de circulation, il faut un capital plus grand sous forme monétaire pour la période où il est latent ou en suspens.

Dans la mesure où la période de rotation est déterminée par la durée de la période de travail, elle est – toutes les autres conditions étant égales – fixée par la nature matérielle du procès de production, et non par la forme sociale qui lui est spécifique. Cependant, sur la base de la production capitaliste, des opérations plus amples et de durée relativement longue nécessitent des avances de capital sous forme monétaire en grande quantité et à long terme. Dans de tels secteurs, la production dépend donc des limites dans lesquelles tel ou tel capitaliste dispose de capital monétaire. Cette limite est rompue par le système du crédit et les associations qui s'y rattachent – par exemple, les sociétés par actions. Des perturbations sur le marché monétaire paralysent donc l'activité de telles entreprises qui, elles-mêmes, provoquent des perturbations sur le marché monétaire.

Considérons un instant la question [de la rotation du capital variable] au niveau de la société [308]. Mettons qu'un ouvrier touche 1 £ par semaine pour 10 heures de travail par jour. Dans la section du capital à rotation longue comme dans celle à rotations brèves, 100 ouvriers sont employés pendant l'année… Dans les deux secteurs, cette force de travail est fixée à une tâche, et la société ne peut en disposer ailleurs. Pour autant la chose est la même pour la société : dans les deux secteurs, les 100 ouvriers touchent un salaire annuel de 5.000 £ (ou 10.000 pour les 200 ouvriers réunis) et soustraient à la société des moyens de subsistance pour cette somme. Sous cet aspect encore, la chose est toujours la même pour la société puisque dans les deux cas les ouvriers payés chaque semaine soustraient à la société les moyens de subsistance contre lesquels ils jettent, dans les deux cas également, l'équivalent monétaire semaine après semaine dans la circulation.

---

c'est celle-ci qu'éliminera en priorité le prolétariat révolutionnaire pour développer la société communiste, car c'est le secteur de la répartition qui est la source de tous les maux, avec l'argent, le marché et la marchandise: *« La distribution est la puissance en action de la propriété privée »* (Marx, *Théories sur la plus-value*, in *Werke* 26/2, p. 110).

308 Cf. MARX, *le Capital* II, in *Werke* 24, p. 315-337.

Mais voici où commence la différence : 1. L'argent que l'ouvrier de la section à rotation courte jette dans la circulation n'est pas seulement – comme pour l'ouvrier de l'autre section – la forme argent de la valeur de sa force de travail, c'est-à-dire moyen de paiement pour le travail qu'il a déjà fourni puisque, dès la deuxième période de rotation après le démarrage de l'entreprise, c'est la forme argent de *la valeur qu'il a lui-même produite* (soit le prix de sa force de travail + la plus-value) au cours de la première période de rotation et qui sert à payer son travail au cours de la seconde. Il n'en est pas du tout de même pour l'ouvrier de la section à rotation longue du capital. Pour l'ouvrier de cette section, l'argent qu'il touche est certes moyen de paiement pour le travail qu'il a déjà fourni, mais son travail n'est pas payé par son *propre produit transformé en argent* (par la forme argent de la valeur qu'il a lui-même produite). Cela ne peut se faire qu'à partir de la seconde année lorsque l'ouvrier de la section à rotation longue est payé sur le produit de l'année précédente alors converti en valeur monétaire.

Or, il se trouve que plus est courte la période de rotation – c'est-à-dire plus sont brefs les intervalles entre les échéances de sa reproduction dans l'année –, et plus rapidement la partie variable du capital anticipé au début par le capitaliste sous forme monétaire se convertit en forme argent du produit (qui inclut la plus-value) créé par l'ouvrier pour remplacer ce capital variable. En conséquence : plus court est le temps pour lequel le capitaliste est forcé d'avancer de l'argent sur ses propres fonds, plus faible est le capital qu'il avance par rapport au volume atteint par la production, de sorte que plus grande est comparativement la masse de plus-value qu'à un taux donné il retire chaque année puisqu'il peut acheter plus fréquemment la force de travail de l'ouvrier avec l'argent tiré de la vente de la valeur produite par l'ouvrier lui-même et mettre en mouvement son travail.

Pour une échelle donnée de la production, la grandeur absolue du capital variable sous forme argent (comme du reste aussi du capital circulant en général) diminue en proportion du raccourcissement de la période de rotation tandis que le taux annuel de plus-value augmente. Or, pour un volume donné du capital anticipé, l'échelle de la production augmente. En conséquence, pour un taux de plus-value donné, la masse absolue de la plus-value produite en une période de rotation augmente aussi et, du même coup, s'élève le taux annuel de la plus-

value par suite du raccourcissement des périodes de reproduction. De toute l'étude précédente il résulte en général que selon la durée variable de la période de rotation, il faut anticiper un volume tout à fait variable de capital-argent pour mettre en œuvre dans la production une même masse de capital circulant et de travail, à degré égal d'exploitation ouvrière [309].

2. Et cela se rattache à la première différence – dans l'une comme l'autre des deux sections, l'ouvrier paie les moyens de subsistance qu'il acquiert avec le capital variable, devenu simple moyen de circulation entre ses mains. Ce n'est pas qu'il soustraie simplement du blé, par exemple, au marché, il le remplace par un équivalent en argent. Or, pour ce qui est de l'ouvrier de la section à rotation longue, l'argent qui sert à retirer les moyens de subsistance du marché et à les payer n'a pas – comme pour l'ouvrier de l'autre section – la forme monétaire d'un produit jeté par lui sur le marché au cours de l'année ; il fournit certes de l'argent au vendeur de ses moyens de subsistance, mais non pas de la marchandise – moyens de production ou de subsistance – que le vendeur puisse acheter avec l'argent reçu – ce qui était en revanche le cas pour l'ouvrier de la section à rotation brève.

En somme, on retire au marché de la force de travail des moyens de subsistance pour elle, du capital fixe sous la forme de moyens de travail, des matières de production – et, pour les remplacer, on jette

---

309 Chaque entreprise devant être rentable en privé, l'argent doit lui être avancé (crédit) pour lui permettre d'attendre jusqu'au moment – parfois fort long – où le produit fabriqué devient marchandise, étant commercialisé.

La spéculation peut alors lancer de grandes quantités d'argent dans des travaux à long terme aux dépens de la production de moyens de subsistance ; de plus, avec ses bénéfices rapides qui engraissent une poignée de parasites, la spéculation suscite une expansion de la section dédiée à la jouissance des classes privilégiées dont les revenus augmentent, encore aux dépens de la production de moyens de subsistance de ceux qui produisent. Dans ce passage, nous considérons le premier cas (gonflement de la section des moyens de production), et nous aborderons dans le passage suivant le second cas (section du luxe).

Suite à ces manipulations, la production capitaliste perd donc complètement de vue la valeur d'usage, les besoins essentiels des masses, pour développer la *sphère du capital* (production des moyens de production et des moyens de luxe). Le capital devient toujours plus affairiste et se gangrène – aux dépens de sa source vive, le travail.

sur le marché un équivalent en argent. Cependant, dans l'année, nul produit n'arrive sur le marché pour remplacer les éléments matériels du capital productif qu'on lui a soustraits [310].

Supposons qu'au lieu d'être capitaliste, la société soit communiste : tout d'abord, il n'y a plus de capital-argent, ni donc les déguisements des transactions introduits par son truchement. La chose se réduit simplement à ceci : la société doit calculer d'avance la quantité physique de travail, de moyens de production et de subsistance qu'elle peut, sans aucun dommage, employer à des branches d'activité, telles par exemple la construction de chemins de fer qui pendant un temps assez long – un an ou même davantage – ne fournissent ni moyens de production ou de subsistance, ni effet utile quelconque, mais au contraire enlèvent à la production annuelle totale du travail, des moyens de production et de subsistance.

En revanche, dans la société capitaliste où la raison sociale ne s'affirme qu'après coup, de graves perturbations peuvent et doivent se produire sans cesse. D'une part, il s'exerce une pression sur le marché

---

310 Ce n'est pas que le capital à rotations brèves soit moins antisocial que celui à rotation longue. Le premier, dont les produits sont rapidement commercialisables, poussera par son accumulation frénétique à forcer avant tout la consommation des riches ou des aristocratisés (ouvriers) qui *consommeront pour consommer*. Tandis que le capital à rotation longue surproduira toutes sortes de travaux publics (Concorde et Mirage, abattoirs géants et infrastructures sidérurgiques jamais utilisés, etc. etc.) et absorbera massivement forces de travail, machines, installations productives, matières premières, etc. détournées des productions utiles pour les masses pauvres, parce que l'*on produit pour produire*. Bref, les productions dilapidatrices se développent aussi bien dans l'une et l'autre des deux sections qui se complètent dans l'anarchie ruineuse de la production.

Dans ces conditions, le capitalisme sénile dégénère toujours plus, *après avoir sacrifié la valeur d'usage à la valeur d'échange*, les besoins essentiels de l'humanité à l'argent et à son corollaire le profit. L'économie drastique de matières premières, de machines et de forces de travail *à l'intérieur de l'entreprise* jure, de manière éclatante, avec le gaspillage effréné *dans la société*, et jusque dans les plans de production bourgeois qui prévoient de fabriquer tel produit plutôt qu'un autre dans l'enfer de l'entreprise rationalisée. Le caractère nettement antisocial de la production prouve que le capital a fait son temps et doit être évincé : c'est une question de survie pour l'humanité qui a faim, et voit en face d'elle la production dilapider les ressources et richesses existantes.

financier alors qu'à l'inverse les facilités offertes sur le marché financier suscitent en masse des entreprises spéculatives, soit précisément les conditions qui pèseront plus tard sur le marché. Le marché financier est soumis à des pressions parce qu'il faut en permanence, pour un temps assez long, des avances de capital-argent sur une grande échelle. A cela s'ajoute que les industriels et les commerçants lancent sans cesse dans la spéculation sur les chemins de fer, etc. le capital monétaire nécessaire pour mettre en œuvre leur propre industrie et le remplacent par des emprunts contractés sur le marché financier. D'autre part, le capital productif disponible de la société est lui aussi soumis à des pressions. Du fait que l'on soustrait sans cesse au marché des éléments du capital productif en lui substituant un équivalent purement monétaire, la demande solvable s'accroît sans fournir aucun élément à l'offre. Il s'ensuit une hausse des prix pour les moyens de subsistance aussi bien que pour les matières de production. Il s'y ajoute des transferts considérables de capital tant que dure la spéculation. Une bande d'escrocs, de promoteurs, d'ingénieurs, d'avocats, etc. s'enrichit.

Machinisme et gonflement des productions antisociales

Retour à la table des matières

Il existe deux moyens d'empêcher que le capital ne soit contraint à rendre aux ouvriers une partie de plus en plus grande de ce qu'il leur vole – ce qui devrait se produire, selon l'auteur du pamphlet, par suite de l'accroissement du surproduit ou du surtravail [311]. Le premier, c'est

311 Cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, in *Werke* 26/3, p. 237-242.

Marx commente ici le pamphlet : *The source and Remedy of the National Difficulties, etc.* (Londres, 1821), dont il tient l'auteur anonyme pour un défenseur du point de vue du prolétariat industriel.

Outre une excessive transformation en capital fixe en vue de diminuer la portion du capital qui revient, sous forme de moyens de subsistance, aux ouvriers, Marx étudie la croissante conversion de capital productif en articles de luxe qui a le même effet sur le revenu ouvrier. L'agriculture, qui produit systématiquement selon une lente rotation annuelle et dans la mesure où elle fournit pour l'essentiel la consommation des ouvriers, est toujours sacrifiée par le capital au profit de l'industrie : non seulement elle se développe *au rythme très lent des salaires*, mais la rente foncière y effectue

de convertir le surproduit en capital fixe, ce qui évite que le fonds réservé au travail – ou la partie du produit consommée par l'ouvrier – s'accroisse au fur et à mesure de l'accumulation du capital.

Le second est le commerce extérieur qui permet au capitaliste d'échanger le surproduit contre les articles de luxe étrangers, et de le consommer donc lui-même. De cette manière, la partie du produit consistant en moyens de subsistance peut croître absolument, sans devoir retourner aux ouvriers sous forme de salaire en une proportion quelconque à son accroissement.

Il faut noter que la première voie, qui n'agit que périodiquement, mais finit par paralyser son effet (du moins dans la mesure où le capital fixe se compose de machines, etc. qui, elles-mêmes, entrent dans la production des moyens de subsistance), conditionne la transformation du surproduit en capital, alors que la seconde conditionne la consommation par les capitalistes, leur consommation croissante et la *non reconversion* du surproduit en capital. Si ce même surproduit restait dans sa forme d'existence immédiate, il faudrait qu'une importante portion en soit échangée avec les travailleurs sous forme de capital variable. La conséquence serait la hausse du salaire du travail et la baisse de la plus-value absolue ou relative. Voilà le véritable secret, chez Malthus, de la consommation croissante des « riches », *afin que la portion du produit qui s'échange contre du travail, qui se trans-*

---

encore des prélèvements énormes pour constituer une demande solvable (clientèle) pour les articles de luxe.

Ceux qui créent toute la richesse – les ouvriers productifs – sont ainsi privés des fruits de l'efficacité de leur travail et placés dans des conditions toujours plus amères d'exploitation à mesure que les plus parasitaires en recueillent une part croissante, et que la production elle-même devient dilapidatrice et prédatrice des ressources d'autrui (peuples de couleur pour ce qui est des matières premières, etc.) alors que la consommation pour la vie quotidienne devient aussi vicieuse et gaspilleuse que les grands travaux qui entament la croûte terrestre en provoquant des catastrophes qui sont de nouveau l'occasion de grosses affaires.

En opposition à la forme capitaliste qui dégénère, Marx explique que la société communiste est *régénération* de l'humanité. L'économie dirigée par les riches qui, non seulement ne travaillent pas, mais encore commandent selon leur arbitraire le travail d'autrui, fait faillite : *« La société ne retrouvera son équilibre que le jour où elle aura trouvé son centre de gravitation : le travail »* (*Postface* de 1875 à *Révélations sur le procès des communistes à Cologne*) – avec la dictature du prolétariat productif.

forme en capital, qui a une valeur élevée, rapporte de hauts profits, absorbe beaucoup de surtravail. Avec cette différence que celui-ci ne permet pas aux capitalistes industriels de consommer mais prévoit pour ces fonctions de propriétaires fonciers, des oisifs, etc., car les instincts d'accumulation et de dépense, s'ils étaient réunis dans une seule et même personne, se joueraient mutuellement des tours.

Le salaire n'est pas déterminé par la partie de la masse du produit total qui peut être consommée comme capital variable ou peut être transformée en capital variable, mais par la portion de la masse qui est effectivement convertie en capital variable. Une partie peut aussi en être mangée, sous sa forme naturelle, par les laquais et les parasites capitalistes, et une autre peut être consommée, par l'intermédiaire du commerce extérieur, sous forme de produit de luxe.

Voici ce qui échappe à notre pamphlétaire : par l'introduction de machines, une certaine quantité de travailleurs se voit constamment chassée de l'emploi qu'elle occupe, de sorte que la population est rendue surabondante ; le surproduit trouve donc du travail nouveau contre lequel il peut s'échanger sans qu'il y ait eu accroissement de la population et sans qu'il soit nécessaire d'allonger le temps de travail absolu…

Si le surproduit est considérable et qu'une partie en doive être employée comme capital, il faut une augmentation de la demande de travail et donc aussi une croissance de la partie du surproduit qui est échangée comme salaire (supposé que la production de ce surproduit n'a pas jeté sur le pavé bon nombre d'ouvriers). Dans tous les cas, ce n'est pas la *grandeur absolue* du surproduit, quelle qu'en soit la forme, même celle des moyens de subsistance nécessaires, qui force à le dépenser comme capital variable et fait ainsi augmenter le salaire. C'est, au contraire, la soif de capitaliser qui pousse le capitaliste à dépenser une grande partie du surproduit comme capital variable et qui *donc*, avec l'accumulation du capital, ferait augmenter le salaire si les machines ne rendaient pas constamment surnuméraire une fraction de la population ouvrière, et si (et cela aussi se trouve spécialement renforcé par le commerce extérieur) une portion de plus en plus grande du capital ne s'échangeait contre du capital, et non pas contre du travail.

En somme, *la partie du surproduit qui est déjà produite directement sous une forme où elle ne peut servir que comme capital, et la partie du surproduit qui acquiert cette forme par l'échange avec l'étranger croissent plus vite que la portion qui doit être échangée contre la force de travail immédiate…*

La transformation des moyens de subsistance en articles de luxe par le biais du commerce extérieur, comme le conçoit le pamphlet, est importante par elle-même.

En effet, ce qui s'applique à la conversion des moyens de subsistance nécessaires en articles de luxe par le truchement du commerce extérieur s'applique en général à la production de luxe, dont la multiplication et l'extension sans limites ont pour condition le commerce extérieur. Les ouvriers employés dans la production de luxe produisent certes du capital pour ceux qui les emploient, mais la nature de leur produit empêche qu'il puisse être reconverti en capital [312], sous forme de capital constant ou de capital variable.

Si nous laissons de côté la partie des produits de luxe qui est envoyée à l'étranger pour y être échangée contre des moyens de subsistance qui entrent en partie ou en totalité dans le capital variable, ces produits ne représentent que du *surtravail*, qui plus est, du surtravail *sous la forme immédiate de surproduit*, où les riches le consomment en échange de leur revenu. Sans doute ces produits de luxe ne représentent-ils pas seulement le surtravail des ouvriers qui les ont produits. Ceux-ci fournissent en moyenne le même surtravail que les ouvriers dans les autres branches d'industrie. Or, comme le tiers du pro-

312 Les articles de luxe sont donc stériles. Mais cela n'apparaît pas pour le capitaliste, qui ne s'intéresse qu'à la valeur d'échange, à l'argent et au profit, ni pour le client aisé qui a des moyens financiers et dont les besoins immédiats sont couverts. Il faut se placer au niveau de l'ensemble de la *reproduction* sociale et de la valeur d'usage pour se rendre compte de l'improductivité du secteur de luxe : « Dans l'étude de la plus-value en tant que telle, la nature physique (valeur d'usage) du produit, donc du surproduit, est indifférente. Cependant si l'on considère le procès de *reproduction* réel, elle devient essentielle, soit pour comprendre les formes mêmes, soit pour se rendre compte de l'*influence que la production de luxe*, etc. exerce sur la production. Ici encore, nous avons un exemple de l'importance ECONOMIQUE de la valeur d'usage » (*Théorie sur la plus-value*, in *Werke* 26/3, p. 248). Voir à ce sujet *la Critique de Malthus*, p. 235-242.

duit représentant le tiers du travail additionnel est la matérialisation de ce surtravail et les deux tiers restants sont la reproduction du capital avancé, je peux considérer le surtravail des producteurs de moyens de subsistance nécessaires qui constituent le salaire pour les producteurs des articles de luxe comme le travail nécessaire de la classe ouvrière tout entière.

En conséquence, le surtravail de ceux-ci se représente : 1. dans la partie des moyens de subsistance nécessaires qui est consommée par les capitalistes et leur appendice ; 2. dans la totalité des articles de luxe. Mais, par rapport au capitaliste particulier ou aux différentes branches de production, les choses apparaissent autrement, car à leurs yeux une partie des articles de luxe qu'ils produisent ne représente qu'un équivalent pour le capital avancé.

Si une portion trop grande du surtravail prend la forme des articles de luxe, il est évident que l'accumulation et le taux de reproduction stagnent, parce qu'une partie trop minime du produit est reconvertie en capital. Si une partie trop faible prend la forme d'articles de luxe, l'accumulation du capital, c'est-à-dire de la partie du surproduit qui peut de nouveau, en nature, servir de capital, procéderait plus vite que l'accroissement de la population, et le taux de profit baisserait – à moins qu'il n'y ait un marché extérieur pour les moyens de subsistance nécessaires [313].

---

313 La contradiction entre les classes dominantes, fondées sur les rapports de distribution privés, et le prolétariat productif, fondé sur le travail socialisé, se manifeste par un renversement et une perversion de tous les rapports sains : la consommation des privilégiés est considérée comme plus importante que la production (idéal dégénéré de la société de consommation contre l'idéal révolutionnaire bourgeois de Ricardo : la production pour la production) ; l'impéritie domine la gestion rationnelle, le jouisseur et l'oisif déterminant grâce à l'argent, par leur consommation futile et dépravée, quels seront les produits à créer, les secteurs à développer ; et le luxe inutile passe avant la consommation essentielle – comme la course à l'armement, les moyens de guerre et de génocide préoccupent davantage les gouvernements que le pain, l'habillement et le logement des masses humaines. L'essor vertigineux du luxe et de la dilapidation à la fin du capitalisme n'est pas art de vivre, raffinement et jouissance plus grands, mais morbide dissolution. La critique froide et objective, basée sur l'analyse rigoureuse des mécanismes de la production, permet à Marx non seulement de déterminer scientifiquement la distribution et la consommation de plus en plus dégéné-

Si une grande partie du capital consiste en machines, matières premières, matières instrumentales, etc., alors une faible partie de la totalité de la classe ouvrière sera occupée à reproduire les moyens de subsistance qui entrent dans la consommation des ouvriers [314]. Mais cette diminution relative de la reproduction du capital variable n'est pas la raison de la diminution relative de la demande de travail, elle en est à l'inverse l'effet. De même : parmi les ouvriers occupés à produire des articles de consommation entrant dans le revenu en général, une grande partie produira des articles entrant dans la consommation, dans la dépense de revenu des capitalistes, propriétaires fonciers et leurs serviteurs (Etat, église, etc.), plutôt que des articles destinés au revenu des ouvriers. Mais c'est encore un effet, et non la cause. Un changement du rapport social entre ouvriers et capitalistes, un révolutionnement des rapports régissant la production capitaliste changerait aussitôt cela. Le revenu serait « réalisé dans des marchandises différentes » pour reprendre une expression de Ricardo.

Il n'y a là rien qui serait imposé par les conditions physiques, pour ainsi dire, de la production. Les ouvriers, s'ils commandent, s'il leur est permis de produire pour eux-mêmes, mettront très vite et sans grande peine le capital (pour parler comme les économistes vulgaires) au niveau de leurs besoins. Voilà la grande différence : est-ce que les moyens de production existants font face aux ouvriers comme capital, et ne peuvent donc être utilisés par eux *que* dans la mesure où cela est nécessaire pour augmenter la plus-value et le surproduit pour leurs employeurs ? Est-ce ces moyens de production qui *les* emploient, ou bien est-ce eux, comme sujets, qui emploient les moyens de production afin de créer de la richesse pour eux-mêmes ? Naturellement, dans ce raisonnement on suppose que la production capitaliste a déjà porté les forces productives du travail en général au niveau nécessaire où cette révolution peut entrer en scène.

---

rées, mais encore d'établir quel sera leur dépassement en raison de leur propre dialectique toute matérielle, dans une société supérieure – d'où l'intérêt des descriptions minutieuses des conditions capitalistes. La morale et l'éthique n'ont rien à voir dans la dénonciation de la réalité dissolue du capitalisme en décomposition.

314 Cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, in *Werke* 26.2, p. 583.

Chapitre de l'automation : procès de travail et capital fixe

Retour à la table des matières

Dès lors qu'il est accueilli dans le procès de production du capital, l'instrument de travail subit de nombreuses métamorphoses, dont l'ultime est la machine, ou mieux, le *système automatique de machines*, mû par un automate qui est la force motrice se mettant elle-même en mouvement [315]. Ce n'est qu'en devenant *automatique* que la machinerie trouve sa forme la plus achevée et la plus adéquate, et qu'elle se transforme en le système de la machinerie. Cet automate se compose de nombreux organes mécaniques et intellectuels, ce qui détermine les ouvriers à n'en être plus que des accessoires conscients.

Dans la machine – et davantage encore dans le système de la machinerie automatique –, le moyen de travail est transformé jusque dans sa valeur d'usage et sa nature physique, en un mode d'existence correspondant au capital fixe et au capital en général. Le procès de production capitaliste abolit la forme revêtue par l'instrument de travail immédiat : il est désormais conforme au capital lui-même et son produit. La machine n'a plus rien de commun avec l'instrument du travailleur individuel. Elle diffère entièrement de l'outil qui transmet l'activité du travailleur à l'objet. En effet, l'activité se manifeste bien plutôt comme le seul fait de la machine ; l'ouvrier ne fait que surveiller l'action transmis par la machine aux matières premières et la protéger contre les dérèglements.

Avec l'outil, c'était tout le contraire : le travailleur l'animait de son art et son habileté propre, car le maniement de l'instrument dépendait de sa virtuosité. Désormais la machine, qui possède habileté et force à la place de l'ouvrier, est elle-même au contraire le virtuose, les lois de la mécanique qui agissent en elle l'ayant dotée d'une âme. Pour rester constamment en mouvement, elle doit consommer, par exemple, du charbon et de l'huile (matières instrumentales), comme il faut à l'ouvrier des denrées alimentaires.

---

315 Cf. MARX, *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie*, Rohentwurf von 1857-1858, p. 584-594, 596-598, 599-600, 601-602.

L'activité de l'ouvrier, réduite à une pure abstraction, est déterminée en tous sens par le mouvement des machines : l'inverse n'est plus vrai. La science contraint, de par leur construction, les éléments inanimés de la machine à fonctionner en automates utiles. Cette science n'existe donc plus dans le cerveau des travailleurs : au travers de la machine, elle agit plutôt sur eux comme une force étrangère, comme la puissance même de la machine [316].

L'appropriation du travail vivant par le travail objectivé – de la force et de l'activité valorisantes par la valeur en soi – est inhérente à la nature du capital. Cependant, avec la production basée sur la machinerie, elle devient le fait du procès de production lui-même, tant pour ce qui est de ses éléments physiques que pour ce qui est de son mouvement mécanique.

Le procès de production cesse dès lors d'être un procès de travail au sens où le travail en constituerait l'unité dominante. Le travail n'apparaît plus aux nombreux points du système mécanique que

---

316 La science, force gratuite du cerveau collectif de l'humanité travailleuse, est valeur d'usage productive de richesses, mais elle ne produit pas de valeur d'échange.

Cette science est donc subversive du mode de production capitaliste : elle ne peut en être prisonnière qu'un temps, car elle ruine ensuite la valeur bourgeoise. Ou bien, dans les limites capitalistes, elle devient dangereusement folle et désagrégatrice : elle fabrique des bombes et de la camelote toujours pire, elle ruine la terre et l'ouvrier avec sa technique monstrueuse, et c'est le moyen d'expropriation des masses déshéritées – des continents de couleur après celles des continents blancs au siècle dernier. La science, produit de l'homme social par delà les générations, abrutit l'ouvrier que les machines évincent et réduisent au travail le plus simple, celui d'appendice de la mécanique. Il ne s'agit plus de briser les machines, dit Marx, mais de les faire tourner pendant quelques heures et de redonner l'hégémonie à l'homme en s'appropriant la science, non pas en la servant dans la production, mais en la rendant vivante dans le temps libre. Cela suppose la dictature du prolétariat qui arrache le monopole du savoir aux oisifs dans la société, non pas en faisant suivre les cours des grandes écoles ou des universités, mais en combinant travail manuel et intellectuel, en passant par toutes les branches d'activité, en lisant dans le livre ouvert de la société et de la production sans barrières, non pas passivement en tant que consommateur d'écrits, mais activement comme producteur, homme social sachant tout faire et non pas connaissant tout sans rien savoir faire, selon l'idéal bourgeois universitaire.

comme être conscient, sous forme de quelques travailleurs vivants. Eparpillés, soumis au processus d'ensemble de la machinerie, ils ne forment plus qu'un élément du système dont l'unité ne réside pas dans les travailleurs vivants, mais dans la machinerie vivante (active) qui, par rapport à l'activité insignifiante du travail vivant, apparaît comme un organisme gigantesque. A ce stade, le travail objectivé apparaît réellement dans le procès de travail comme la puissance dominante vis-à-vis du travail vivant alors que, jusque-là, le capital n'était que la puissance formelle et s'appropriait ainsi le travail.

Le procès de travail n'étant plus qu'un simple élément du procès de valorisation, il se réalise – même du point de vue physique – une transformation de l'outil de travail en machinerie et du travailleur en simple accessoire vivant de celle-ci ; il n'est plus qu'un moyen de son action.

Comme nous l'avons vu, le capital tend, de toute nécessité, à augmenter les forces productives et à diminuer au maximum le travail nécessaire. Cette tendance se réalise par la transformation de l'instrument de travail en machinerie. Au sein de celle-ci, le travail objectivé apparaît physiquement comme la force dominante en face du travail vivant : non seulement il se l'approprie, mais encore il le domine activement dans le procès de production réel. Dans le capital fixe développé en machinerie, le capital qui s'approprie l'activité productrice de valeur agit en un procès reliant la valeur d'usage du capital à celle de la force du travail [317]. Ainsi, la valeur objectivée dans la ma-

---

317 Dès lors que le capitaliste monétaire et industriel est évincé, c'est bel et bien le monstre mécanisé du capital fixe qui s'approprie le produit. Le capital lui-même est dépersonnalisé et, pour ainsi dire, déCLASSÉ. Dans sa forme la plus avancée dans la production, le capital est EN TRAIN *de s'abolir* lui-même – comme il l'a fait sporadiquement dans les coopératives ouvrières de production et, plus systématiquement, dans les superstructures du crédit et des sociétés anonymes, etc. L'écroulement de la loi de la valeur d'échange entre équivalents, dans la suite du texte, est la démonstration d'un tel mouvement qui débouche sur le communisme – « sous peine de mort », dit Marx. De fait, le capitalisme devient de plus en plus parasitaire puisque les secteurs automatisés qui sont en contradiction avec sa loi fondamentale de la valeur-travail sont précisément ceux qui submergent de masses énormes de richesses les métropoles blanches qui les monopolisent en vertu non plus de leur contribution laborieuse, mais du mode d'appropriation capitaliste suranné. Ce n'est pas encore que le capitalisme en général soit mort, mais son

chinerie s'y présente comme la condition préalable : en face d'elle, la force valorisante de l'ouvrier individuel s'efface, étant devenue infiniment petite.

La production en grande série, inhérente au système de la machinerie, élimine de la même façon tout rapport du produit avec le besoin direct du producteur, c'est-à-dire la valeur d'usage immédiate. La forme et les conditions des sa production exigent que le produit ne représente qu'un simple support pour la valeur d'échange, son utilité n'en étant qu'une condition.

Dans la machinerie, le travail objectivé n'est pas un simple produit servant d'instrument de travail, c'est la force productive elle-même. Pour le capital, le développement du moyen de travail en machinerie n'est pas du tout fortuit, c'est la transformation historique des instruments de travail traditionnels en moyens adéquats à la forme capitaliste. L'accumulation du savoir, de l'habileté ainsi que de toutes les forces productives générales du cerveau social sont alors absorbées dans le capital qui s'oppose au travail : elles apparaissent désormais comme une propriété du capital et plus précisément du *capital fixe*, dans la mesure où il entre dans le procès de travail comme un moyen de production effectif.

La machinerie apparaît comme la forme la plus adéquate du *capital fixe*, et celui-ci comme *la forme la plus adéquate du capital en général*, si l'on considère le capital dans son rapport avec lui-même. Mais d'autre part, il se trouve que, dans la mesure où le capital fixe est attaché à une valeur d'usage particulière bien déterminée, il ne correspond plus à la notion de *capital* qui, à titre de valeur, est indifférent à toute forme déterminée de valeur d'usage. Sous ce rapport, le *capital circulant* sera donc la forme la plus adéquate pour le capital, si l'on considère le capital dans son mouvement et son rapport avec l'extérieur.

Comme le machinisme se développe avec l'accumulation de la science sociale qui est force productive générale, ce n'est pas dans le travail, mais dans le capital que s'exprime le résultat du travail social universel. Et, de fait, la force productive de la société se mesure d'après le *capital fixe* qui en est la matérialisation tandis qu'à son tour

développement actuel et réel montre que s'il continue à se développer il détruira ce qui lui reste de base de valeur et de profit.

la force productive du capital se développe grâce à ce progrès général que le capital s’approprie gratuitement.

Ce n'est pas le lieu ici d’entrer dans le détail de l’évolution du machinisme ; il nous suffit d’en considérer l’aspect général en mettant en évidence que du point de vue physique, le *moyen de travail* perd sa forme immédiate dans le *capital fixe*, où le capital s’oppose matériellement à l’ouvrier. La science se manifeste dans les machines et lui apparaît comme étrangère et extérieure : le travail vivant se trouve subordonné au travail matérialisé qui opère de manière autonome. Or donc, l’ouvrier devient superflu dès lors que son action n'est pas déterminée par le besoin du capital.

Le capital ne s’est donc développé complètement dans ses formes de production spécifiques qu’à partir du moment où l’instrument de travail a perdu sa forme immédiate pour revêtir celle de *capital fixe*, sous forme de machine en face du travail au sein du procès de production. L’ensemble du procès de production n’est plus alors subordonné à l’habileté de l’ouvrier, il est devenu une application technologique de la science.

Le capital tend donc à conférer à la production un caractère scientifique et à réduire le travail immédiat à n'être qu’un simple accessoire de ce procès. On constate, comme pour la transformation de la valeur en capital, que celui-ci implique au préalable un certain développement historique des forces productives – parmi lesquelles la science – avant de les faire progresser, à leur tour, selon un rythme accéléré.

Le volume quantitatif et l’efficacité (intensité) avec lesquels le capital se développe sous sa forme fixe, indiquent très précisément le degré où le capital est capital et s'est soumis le travail vivant, en même temps que le procès de production en général. Ils expriment, en outre, le niveau de l’accumulation des forces productives objectivées du travail passé.

Grâce à la machinerie et à d’autres formes concrètes du capital fixe (chemins de fer, etc.), le capital acquiert une forme adéquate comme valeur d’usage au sein du procès de production. Mais cela ne signifie nullement que cette valeur d’usage – la machine – soit toujours du capital, ni que la machinerie soit synonyme de capital. Pas plus que l’or ne cesserait d’avoir une valeur d’usage en cessant d’être de la *monnaie*, les machines ne perdent leur valeur d’usage en cessant

d'être du capital [318]. Même si la machinerie est la forme la plus adéquate de la valeur d'usage du capital fixe, il ne s'ensuit nullement que sa subordination aux rapports sociaux capitalistes représente le mode de production le plus adéquat et le dernier pour son utilisation.

On sait que le temps de travail – simple quantité de travail – est pour le capital le seul principe déterminant. Or, le travail immédiat et sa quantité cessent à présent d'être l'élément déterminant de la production et donc de la création des valeurs d'usage. En effet, il est réduit, quantitativement, à des proportions infimes et, qualitativement, à un rôle certes indispensable, mais subalterne eu égard à l'activité scientifique générale, à l'application technologique des sciences naturelles et à la force productive qui découle de l'organisation sociale de l'ensemble de la production – autant de dons naturels du travail social, encore qu'il s'agisse de produits historiques. C'est ainsi que le capital, comme force dominante de la production, *œuvre lui-même à sa dissolution*.

Ayant fait du procès de travail un procès scientifique qui s'assujettit les forces de la nature et les fait agir au service des besoins humains, la transformation du procès de production apparaît comme

---

318 Ceux qui adorent aujourd'hui les merveilles de la technique, ceux qui ne jurent que par la Science en général et celle des universités et laboratoires bourgeois en particulier, sont évidemment ceux qui vivent aux crochets de la haute productivité technique du capital – les classes moyennes et autres mangeurs de plus-value qui ont le front d'appeler les ouvriers à défendre ce qui forme le corps même du capital : le progrès technique, la productivité et la haute capacité de fabrication. Loin d'être éblouis par ces valeurs, de craindre et de révérer la puissance de la technique et de la civilisation mécanique de l'industrialisme surproducteur du Capital, les révolutionnaires y voient la pire aliénation. Les masses ne pourront renverser le monstre capitaliste qu'en ayant le mépris de la technique aliénée d'aujourd'hui : *« L'âge capitaliste est plus riche en superstitions que tous ceux qui l'ont précédé. L'histoire révolutionnaire ne le définira pas comme l'âge du rationnel, mais comme celui de la camelote. De toutes les idoles que l'homme a connues, c'est celle du progrès moderne de la technique qui tombera des autels avec le plus de fracas »* (cf. *Politique et construction*, in *Prometeo*, n° 3-4, 1952). Il n'y aura donc pas de reprise révolutionnaire si les masses ne témoignent pas un dégoût égal, tant pour les formes actuelles de domination, que pour les traditions et idées du passé : *« le communisme est la rupture la plus complète avec les préjugés des sociétés de classe »*, dit Marx dans le *Manifeste*.

une propriété inhérente au *capital fixe*, en opposition au travail vivant. Désormais, le travail individuel cesse, en général, d'apparaître comme productif. Le travail de l'individu n'est plus productif que dans les travaux collectifs s'assujettissant les forces de la nature. La promotion du travail immédiat au rang de travail social montre que le travail isolé est réduit à l'impuissance vis-à-vis de ce que le capital représente et concentre de forces collectives et générales.

Par ailleurs, c'est grâce à une propriété inhérente au *capital circulant* qu'une branche de production peut poursuivre son activité en liaison avec le travail fourni par une autre.

Dans ce que nous avons appelé la petite circulation, le capital avance à l'ouvrier le salaire qu'il échangera contre les produits nécessaires à sa consommation. L'argent qu'il obtient n'a ce pouvoir que parce que, simultanément, il s'effectue du travail dans une branche voisine. C'est uniquement parce que le capital s'approprie son travail qu'il peut lui donner, sous forme d'argent, une assignation sur le travail d'un autre. Mais cet échange de son propre travail n'apparaît pas déterminé tout simplement par la coexistence simultanée du travail d'autres ouvriers dans d'autres branches, mais par l'avance que lui fait le capital.

Il semble donc que c'est grâce au capital circulant en général et à la portion de capital circulant qu'il touche en particulier que l'ouvrier peut procéder à l'opération vitale consistant à se nourrir pendant la production. Cette consommation n'apparaît pas comme un échange vital entre les forces de travail qui coopèrent, mais comme l'échange nutritif du capital, le mode d'existence du capital circulant [319].

---

319 Du point de vue social, politique et historique, en tant que puissance dominante, le Capital revêt la forme de la machinerie, du *capital fixe*. Du point de vue économique, comme mesure dans le procès de production du *capital pour le capital* (puisque le travail vivant lui-même doit prendre la forme du capital variable), le Capital revêt la forme spécifique (adéquate) du *capital circulant*, c'est-à-dire du produit social global d'un cycle – en opposition, donc, à la masse historique accumulée dans le capital fixe, qui mesure son efficacité dans le procès de production. Même si la machine (aujourd'hui capital fixe) est en mesure de contribuer – comme la nature et la force de travail vivante – à produire et à multiplier des valeurs d'usage, et peut sous certains aspects transmettre de la valeur d'échange qui est et reste produite par le travail vivant, elle n'est pas capable d'en produire elle-même. Avec une

Ainsi, toutes les forces du travail sont transposées en celles du capital : dans sa partie fixe, est absorbée sous forme matérialisée la force productive du travail (indépendante et extérieure à lui) ; dans sa partie circulante, on trouve, d'une part, que l'ouvrier lui-même a produit les conditions de renouvellement de son travail et d'autre part que l'échange des conditions de son travail s'effectue grâce à l'existence du travail dans d'autres branches.

Mais tout se passe comme si le capital faisait les avances à l'ouvrier et assurait la simultanéité de l'activité dans toutes les branches. (C'est, en réalité, dans le chapitre consacré à l'accumulation qu'il faudra traiter de ces deux points.) Sous la forme circulante, le capital se pose comme l'intermédiaire entre les divers travailleurs.

Le *capital fixe* en tant que moyen de production dont la forme la plus adéquate est la machinerie, ne produit de valeur, c'est-à-dire n'accroît la valeur du produit, que sous deux aspects :

1. Pour autant qu'il a lui-même une valeur, c'est-à-dire qu'il est lui-même un produit du travail et contient donc une certaine quantité de travail sous forme objectivée ; 2. Dans la mesure où il accroît le taux du surtravail par rapport au travail nécessaire, en rendant le travail capable, à la suite de l'accroissement de sa force productive, de créer en un temps plus réduit une masse plus grande de produits nécessaires à la subsistance de la force vivante du travail.

C'est donc un mot d'ordre bourgeois parfaitement absurde qui prétend que l'ouvrier partage avec le capitaliste parce qu'au moyen du capital fixe (qui n'est, au demeurant, que le produit du *travail d'autrui* approprié par le capital), ce dernier diminuerait pour lui le temps de travail ou lui rendrait le travail plus facile (avec la machine, il enlève bien plutôt au travail toute indépendance et tout caractère attrayant).

---

telle prétention, les bourgeois sont tombés au niveau des rentiers de la propriété foncière qui fondent leurs exigences sur la *propriété* de la terre : ils prétendent en effet que la propriété juridique, mais sans fonction productive, leur confère le pouvoir de s'approprier le produit du processus économique. Il est clair que cette prétention, n'ayant rien à voir avec une fonction dans la production, ne relève donc que d'un rapport de forces au niveau des superstructures de l'Etat bourgeois sanctionnant un mode de production suranné dans son ensemble, sinon dans tous ses points et secteurs particuliers.

C'est tout le contraire : le capital n'utilise les machines que dans la mesure où elles permettent à l'ouvrier de lui consacrer une plus grande partie de son temps, de travailler plus longtemps pour le capitaliste et moins longtemps pour lui-même. Grâce à elles, la durée nécessaire à produire un objet déterminé est, effectivement, réduite à un minimum, *mais c'est uniquement pour qu'un maximum de travail valorise un maximum d'objets*. Le premier cas est important parce que le capital – sans qu'il en ait d'ailleurs la moindre intention – réduit à un minimum le travail humain, la dépense de forces. Le travail émancipé saura tirer parti de ce service rendu qui est d'ailleurs la condition de son émancipation…

Lorsqu'il n'est pas utilisé, il perd sa valeur d'usage, – et sa valeur d'échange ne se transmet pas au produit.

Ainsi, plus le capital fixe se développe sur une large échelle au sens où nous l'entendons ici, plus *la continuité du procès de production*, ou le flux constant de la reproduction, devient une condition et une contrainte extérieure du mode de production capitaliste.

Même à ce niveau, le capital, avec les machines, continue réellement et directement à s'approprier le travail vivant bien que la production soit un procès d'analyse découlant directement de la science et une application des lois mécaniques et chimiques permettant à la machine d'effectuer le même travail que l'ouvrier autrefois. Néanmoins, la machinerie ne connaît un tel développement que lorsque l'industrie a déjà atteint un niveau très élevé que le capital a capté toutes les sciences à son service et que, de plus, la machinerie disponible lui procure déjà d'appréciables ressources.

L'invention devient alors une branche des affaires, et l'application de la science à la production immédiate détermine les inventions en même temps qu'elle les sollicite [320]. Mais ce n'est pas ce qui a ouvert

320 La manie des sociétés d'appropriation privée est toujours, dans un but bassement intéressé, de chercher à créer des revenus et des sinécures. Ainsi s'est développée la législation sur les brevets et la propriété intellectuelle. Or, la science et l'art sont par définition des actes sociaux et ils sont avilis et changés en leur contraire par l'appropriation privée. Quoiqu'il en soit, le capital a d'ores et déjà organisé le travail des chercheurs en tendant à en payer le temps, sans leur attribuer de droits rentiers sur l'*exploitation* de leurs inventions. Mais de toute façon, le capital ne peut ainsi résoudre la contradic-

la voie suivie en général par la machinerie, ni davantage celle où elle progresse en particulier. Car cette voie est un procès d'analyse, celui de la division du travail, par exemple, qui transforme de plus en plus les gestes de l'ouvrier en opérations mécaniques, si bien qu'à un point donné la mécanisation a pu prendre la relève : Cf. *l'économie d'énergie* (Angl.).

Le mode déterminé du travail est donc ici transféré de l'ouvrier au capital sous la forme de la machine, et la force du travail vivant se trouve dévalorisée du fait de ce transfert. Ce qui était activité du travailleur vivant devient activité de la machine.

C'est pourquoi l'ouvrier ressent brutalement l'appropriation de son travail par le capital : celui-ci absorbe du travail vivant – « comme si l'amour possédait son corps » [321].

Contradiction entre la loi de la valeur et le capital automatisé

Retour à la table des matières

-Contradiction entre le principe de base (mesure de la valeur) de la production bourgeoise et le développement de celle-ci. Machines, etc.

L'échange de travail vivant contre du travail objectivé, c'est-à-dire la manifestation du travail social sous la forme antagonique du capital et du salariat, est l'ultime développement du *rapport de la valeur* et de la production fondée sur la valeur.

---

tion entre travail intellectuel et manuel qui fait qu'une minorité s'approprie le savoir, les masses en étant frustrées.

Il est possible de rédiger – comme Marx a voulu le faire – une histoire du travail, du savoir-faire et de la production sur les bases desquels s'érigent aussi bien une histoire de la science appliquée et théorique qu'une histoire de l'art dont les produits ne sont explicables que si l'on tient compte du dur chemin que se frayent *tous* les vivants – et tous les jours – avec la contribution de tous : *Œuvres et Journées*, cf. *Fil du Temps*, n° 13 sur *la Question philosophique dans la théorie marxiste*, p. 47-49.

321 L'expression est de Goethe, « Faust », 1° partie, troisième acte.

La prémisse de ce rapport est que la masse du temps de travail immédiat, la quantité de travail utilisée, représente le facteur décisif de la production de richesses. Or, à mesure que la grande industrie se développe, la création de richesses dépend de moins en moins du temps de travail et de la quantité de travail utilisée, et de plus en plus de la puissance des agents qui sont mis en mouvement pendant la durée du travail. L'énorme efficience de ces agents est, à son tour, sans rapport aucun avec le temps de travail immédiat que coûte leur production. Elle dépend plutôt du niveau général de la science et du progrès de la technologie, ou mieux de l'application de cette science à la production. Le développement des sciences – parmi lesquelles celles de la nature ainsi que toutes les autres – est, bien sûr, fonction du développement de la production matérielle.

Et l'agriculture, par exemple, devient une simple application de la science du métabolisme matériel et le mode le plus avantageux de sa régulation pour l'ensemble du corps social.

La richesse réelle se développe maintenant, d'une part, grâce à l'énorme disproportion entre le temps de travail utilisé et son produit et, d'autre part, grâce à la disproportion qualitative entre le travail, réduit à une pure abstraction, et la puissance du procès de production qu'il surveille : c'est ce que nous révèle la grande industrie.

Le travail ne se présente plus comme une partie constitutive du procès de production. L'homme se comporte bien plutôt comme un surveillant et un régulateur vis-à-vis du procès de production. Cela vaut non seulement pour la machinerie, mais encore pour la combinaison des activités humaines et le développement de la circulation entre les individus [322].

322 Avec l'ouvrier devenu superflu, c'est aussi le temps de travail vivant qui cesse d'opérer comme étalon de la valeur et de la richesse. Comme Marx l'explique, c'est le capital fixe qui prétend désormais mesurer (sous prétexte qu'il les créerait aussi) la valeur et la richesse, puisqu'il prévaut massivement face au travail vivant devenu dérisoire. Cependant, le capital ne peut changer sa loi fondamentale de la valeur-travail : il ne peut que la dissoudre et la détruire et – avec elle – c'est le capitalisme lui-même qui meurt.

Mais il est significatif de suivre la dialectique de la dissolution de la loi de la valeur, fondement du mode de production capitaliste.

1. Dans la manufacture, le capital pose le *travail vivant* comme étalon de la valeur et de la richesse sociale ;

Le travailleur n'insère plus, comme intermédiaire entre le matériau et lui, l'objet naturel transformé en outil ; il insère à présent le procès naturel qu'il transforme en un procès industriel, comme intermédiaire, entre lui et la nature dont il s'est rendu maître. Mais lui-même trouve place à côté du procès de production, au lieu d'en être l'agent principal.

Ce bouleversement étant effectué, ce n'est plus le temps de travail utilisé ni le travail immédiat effectué par l'homme qui apparaissent comme le fondement principal de la production de richesse ; c'est l'appropriation de sa force productive générale, son intelligence de la nature et sa faculté de la dominer, à travers son existence de corps social ; en un mot, le développement de l'individu social représente le fondement essentiel de la production et de la richesse.

Le vol du temps de travail d'autrui sur lequel repose la richesse actuelle apparaît comme une base misérable par rapport à la base nouvelle, créée et développée par la grande industrie elle-même.

Dès lors que le travail, sous sa forme immédiate, a cessé d'être la source principale de la richesse, le temps de travail cesse et doit cesser

2. Dans les fabriques mécanisées, il réduit sans cesse le travail nécessaire pour libérer du surtravail, afin de l'incorporer au capital fixe qui gonfle démesurément et ne cesse d'absorber un taux croissant de travail vivant pour le transformer en *capital mort*. Le capital fixe (mort) prétend dès lors être la mesure de la valeur, et il nie que le travail vivant soit l'étalon de la richesse. Cette prétention, il la fonde sur le fait qu'il a socialisé le travail vivant et l'a réduit à une abstraction sociale, le temps de travail *moyen* nécessaire qui nie toutes ses particularités et ses individualités spécifiques. Les marchandises elles-mêmes ne se déterminent plus par le travail que chacune d'elles renferme effectivement et particulièrement : leur valeur est calculée en moyenne, à partir de la masse annuelle de marchandises d'une entreprise. C'est un premier pas vers la dissolution de la loi de la valeur-travail.

3. L'antagonisme entre travail vivant nécessaire et surtravail (travail mort) aboutit à une proportion dérisoire, puis à la disparition complète du travail nécessaire et à la victoire complète du surtravail, provoquant une révolution qualitative dans l'économie. L'antagonisme millénaire se résout de manière positive : *tout le temps de travail devient don gratuit du producteur à la société*, tandis que les limitations de l'argent, du marché, de l'échange entre équivalents ou non sont balayées, donnant une liberté illimitée de mouvement au mode de production nouveau. Sans que l'on prenne plus la peine de compter chez les individus la contribution à l'effort commun, *chacun donne selon ses capacités, et reçoit selon ses besoins.*

d'être sa mesure, et la valeur d'échange cesse donc aussi d'être la mesure de la valeur d'usage. Le *surtravail des grandes masses* a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale, tout comme le *non-travail de quelques-uns* a cessé d'être *la condition du développement des forces générales du cerveau humain* [323].

La production basée sur la valeur d'échange s'effondre de ce fait, et le procès de production matériel immédiat se voit lui-même dépouillé de sa forme mesquine, misérable et antagonique. C'est alors le libre développement des individualités. Il ne s'agira plus dès lors de réduire le temps de travail nécessaire en vue de développer le surtravail, mais de réduire en général le travail nécessaire de la société à un minimum. Or, cette réduction suppose que les individus reçoivent une formation artistique, scientifique, etc., grâce au temps libéré et aux moyens créés au bénéfice de tous.

Le capital, lui, est une contradiction en procès. D'une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum et, d'autre part, il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse. Il *diminue* donc le temps de travail sous sa forme nécessaire *pour l'accroître* sous sa forme de surtravail. Dans une proportion croissante, il pose donc le surtravail comme la condition – question de vie ou de mort (Fr.) – du travail nécessaire.

---

323 Ce texte démontre – tout comme la réalité du capitalisme des pays développés d'aujourd'hui en proie à la surproduction et au manque de débouchés – que le capitalisme ne tombera pas du fait qu'il « exploite trop » les ouvriers qu'il emploie, mais parce qu'il a enfanté dans son sein une forme de production qui le nie et le dépasse, en toutes les caractéristiques et lois spécifiques du capitalisme.

Les ouvriéristes qui voudraient donner tout le produit de son travail à l'ouvrier individuel, devraient au préalable retransformer le procès de production du capital en procès de travail et retomber au niveau du travailleur immédiat, c'est-à-dire parcellaire, artisanal ou manufacturier. Ce serait – sous prétexte de justice répartitive absurde – retourner en arrière, au niveau individuel, et non plus social, collectif, du travail.

En fait, dans la grande industrie mécanisée, il est impossible d'apprécier la contribution individuelle au produit – les matières premières, les machines, qui éructent massivement des produits ne sont pas l'œuvre des ouvriers de l'usine, mais de la société tout entière. Il n'est même plus possible de parler de rapport entre capital variable et capital constant ou produit au niveau de l'ouvrier individuel ou de l'entreprise. Le pas suivant est de socialiser la distribution après la production.

D'une part, il éveille toutes les forces de la science et de la nature ainsi que celles de la coopération et de la circulation sociales, afin de rendre la création de la richesse indépendante (relativement) du temps de travail utilisé pour elle. Avec cela, il prétend mesurer d'après l'étalon du temps de travail, les gigantesques forces sociales ainsi créées, et les enserrer dans des limites étroites nécessaires au maintien, en tant que valeur, de la valeur déjà produite. Les forces productives et les rapports sociaux – simples faces différentes du développement de l'individu social – apparaissent uniquement au capital comme des moyens pour produire à partir de sa base étriquée. Mais, en fait, il s'agit de conditions matérielles, capables de faire éclater cette base.

« Une nation est réellement riche si, au lieu de 12 heures, elle en travaille 6. La richesse consiste à commander non pas la production de surtravail (richesse réelle), mais la production de temps disponible pour chaque individu et pour toute la société, en dehors du temps employé à la production immédiate » [324].

---

324 Cf. *The Source and Remedy of the National Difficulties*, Londres, 1861, p. 6. L'auteur est l'un de ces socialistes qui, directement à la suite de Ricardo, ont théorisé le mode de production *existant* en vue de le développer dans l'intérêt des classes laborieuses.

Marx s'appuie ici sur une conclusion fondamentale de l'un des théoriciens anonymes du prolétariat pour marquer la continuité du programme impersonnel de classe dans la définition décisive du mode de production communiste.

Si le mode de production aliéné du capitalisme se fondait sur la loi selon laquelle le temps de travail (d'autrui) est la mesure et la source de toute richesse, le communisme renverse la valeur traditionnelle des sociétés de classe mercantiles et monétaires en proclamant que le temps libre sera la source de la richesse parce qu'il crée la plus grande force productive : l'épanouissement de l'homme social (universel). Et de fait, dans le communisme, le temps de travail direct pour produire les valeurs d'usage matérielles sera ramené à une toute petite fraction de la journée, le temps libre, gaspillé auparavant par les classes oisives (qui ne participent pas elles-mêmes aux procès de travail immédiat) étant approprié désormais par tous au bénéfice de tous. Le surtravail a perdu désormais son caractère antagonique et repoussant en devenant travail gratuit de tous au profit de chacun.

Le capital fixe qui opprimait auparavant l'humanité se métamorphose, grâce à la capacité du travail vivant – devenu principe premier, reconnu consciemment et systématiquement par la forme de société nouvelle – à res-

La nature ne construit ni machines, ni locomotives, ni chemins de fer, ni télégraphes électriques, ni métiers à tisser automatiques, etc. Ce sont là des produits de l'industrie humaine, de la matière naturelle, transformée en instruments de la volonté et de l'activité humaines sur la nature. Ce sont des *instruments du cerveau humain, crées par la main de l'homme*, des organes matérialisés du savoir.

Le développement du capital fixe indique le degré où la science sociale en général, le savoir, sont devenus une *force productive immédiate*, et, par conséquent, jusqu'à quel point les conditions du procès vital de la société sont soumises au contrôle de l'intelligence générale et portent sa marque ; jusqu'à quel point les forces productives sociales ne sont pas seulement produites sous la forme du savoir, mais encore comme organes immédiats de la praxis sociale, du procès vital réel…

Le développement de la grande industrie a pour conséquence que sa base, à savoir l'appropriation du temps de travail d'autrui, cesse de représenter ou de créer la richesse [325]. Le travail immédiat en tant que

---

susciter le travail mort d'hier ou des générations passées. Dès lors, le travail incorporé à la terre ou dans les instruments et moyens de travail (capital fixe ou mort d'aujourd'hui) contribuera, pour sa part très large, à la production de valeurs d'usage, en rendant vivant et effectif le travail mort de toute l'humanité depuis ses débuts.

325 À défaut d'un autre terme, Marx utilise celui de *richesse*. En fait, de manière technique, il ne faudrait employer le mot de richesse qui dérive de riche qu'en rapport avec la forme actuelle de production et d'extorsion du travail d'autrui. C'est un mot typique des sociétés de classe, et la société communiste se forgera une autre langue, nouvelle et mondiale, comme son mode de production : cf. *Fil du Temps*, n° 5 sur *les Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste*, chap. *Préhistoire et langage, Travail social et parole, Base économique et superstructure, Staline et la linguistique, Thèse idéaliste de la langue nationale*, p. 27-46.

En fait, la propriété comme la richesse n'ont de sens que par rapport à l'individu singulier (privé) pour autant qu'il peut exclure les autres de l'accès à son bien. Lorsque la propriété et la richesse seront détachées de l'individu et rendues au corps social, il n'y aura plus de mesure de temps et de valeur, ni donc de soustraction de travail d'autrui : il n'y aura plus ni riches, ni richesses (donc ni pauvres, ni pauvreté). Il faudra alors forger un mot nouveau, car le sens de la richesse est relatif aux hommes, alors que, sous le communisme, il doit être relatif à la nature. En effet, si dans les sociétés de classe, *riche* signifie puissant, efficient, savant et pléthorique de

tel cesse d'être le fondement de la production puisqu'il est transformé en une activité qui consiste essentiellement en surveillance et régulation ; tandis que le produit cesse d'être créé par le travailleur individuel immédiat, et résulte plutôt de la *combinaison* de l'activité sociale que de la simple activité du producteur.

Hodgskin en tire la conclusion suivante : lorsque se développe la division du travail, « chaque ouvrier ne produit plus qu'une partie d'un tout. *Chaque partie n'ayant ni valeur ni utilité par elle-même, il n'y a rien que l'ouvrier puisse s'attribuer personnellement, rien dont il puisse dire : ceci est mon produit, cela, je veux le prendre pour moi* » (Angl.).

Dans l'échange direct entre producteurs, le travail individuel immédiat se trouve réalisé dans un produit particulier (et non dans une partie du produit) et son caractère social commun – objectivation du travail général et satisfaction du besoin général – n'est posé qu'au travers de l'échange.

C'est le contraire qui se produit dans le procès de production de la grande industrie. Lorsque la force productive du moyen de travail a atteint le niveau du procès automatique, la prémisse est la soumission des forces naturelles à l'intelligence sociale, *tandis que le travail immédiat de l'individu cesse d'exister ou, mieux, est transformé en travail social. C'est ainsi que disparaît l'autre base de ce mode de production* [326]. Au sein du procès de production du capital, le temps de travail servant à produire du capital fixe est au temps de travail servant à produire du capital circulant ce que *le temps de surtravail est*

biens matériels, tout cela se tourne contre les pauvres qui deviennent les moyens d'enrichir le riche encore plus, alors que dans la société communiste, où l'abondance sera collective et le lot de tous, la puissance, l'efficience et le savoir ne seront tournés qu'en direction de la Nature pour les besoins de l'homme et son épanouissement.

326 Le capital est dès lors au bout de sa course, *mort* jusque dans le procès de production. Des exemples pratiques le démontrent : il existe depuis assez longtemps déjà aux USA (patrie des machines qui remplacent la main-d'œuvre manquante et les ouvriers bien payés) des usines *sans fenêtres* qui fabriquent des moteurs. Comme la poussière atmosphérique trouble les travaux mécaniques de précision, la production s'en fait dans une ambiance conditionnée pour ce qui est la température, l'humidité, etc. – du bagne on passe à la tombe.

au temps de travail nécessaire. A mesure que la production servant à satisfaire les besoins immédiats devient plus efficiente, on peut en orienter une plus grande partie vers la satisfaction des besoins de la production elle-même, à savoir vers la fabrication de moyens de production.

Du point de vue physique, la production de *capital fixe* peut être orientée soit vers la production de valeurs d'usage immédiates, soit vers la production de valeurs indispensables à la reproduction immédiate du capital, c'est-à-dire ne représentant en l'occurrence au sein même de la création de valeur que la valeur d'usage. Par contre, lorsque la production du *capital fixe* n'est pas orientée vers la valeur en tant qu'objet immédiat, mais vers la production de moyens servant à créer de la valeur, la production de valeur se trouve posée matériellement, dans l'objet de la production, comme but de la production, c'est-à-dire dans l'objectivation de force productive, de force du capital qui produit de la valeur.

C'est dans cette mesure que dans la production du *capital fixe, le capital se pose comme fin en soi et devient efficace en tant que capital, et ce, avec une puissance plus grande que dans la production de capital circulant*. Donc en ce sens aussi, le volume du capital fixe et la part que sa production occupe dans la production générale indiquent la *mesure du développement* de la richesse basée sur le mode de production du capital…

L'épargne véritable

Retour à la table des matières

L'épargne véritable. – Économie. – L'épargne du temps de travail équivaut à un développement des forces productives. – La suppression de la contradiction entre le temps libre et le temps de travail. – Conception véritable du procès de production social [327].

[327] Cette ultime synthèse de Marx est très puissante, et nous en soulignerons seulement quelques aspects. L'épargne impersonnelle, productive des richesses et du développement humain, oppose à l'alternative bourgeoise entre consommation et abstinence les brillantes solutions au difficile problème du capital fixe : son humanisation ; le rôle du temps libre comme base

La véritable économie (épargne) porte sur l'épargne du temps de travail avec le minimum et la réduction à un minimum des frais de production. Or, il se trouve que cette économie correspond au développement de la force productive. Economiser ne signifie donc pas *renoncer à la jouissance*, mais développer la puissance et les capacités de la production, et donc en même temps les capacités et les moyens de jouissance.

La capacité de jouissance est une condition de jouissance, et même son moyen premier : cette capacité correspond au développement d'une disposition individuelle ; elle est une force productive.

Economiser du temps de travail équivaut à accroître le temps libre, c'est-à-dire le temps servant au développement complet de l'individu, ce qui agit en retour sur la force productive du travail et l'accroît.

Du point de vue du procès de production immédiat, l'économie de temps peut être considérée comme production de *capital fixe*, un *capital fixe qui est l'homme lui-même* (Angl.). Il va de soi, au demeurant, que le temps de travail immédiat ne peut rester enfermé dans sa contradiction abstraite au temps libre – comme c'est le cas dans l'économie bourgeoise. Certes, le travail ne peut devenir jeu, comme le voudrait Fourier [328] qui a eu le grand mérite de démontrer que le but ultime exige le dépassement non seulement de la distribution actuelle,

matérielle pour le développement de la seule force productive encore capable d'être élevée à un niveau supérieur, les facultés de l'homme ; l'interaction entre discipline dans l'appropriation du savoir faire des générations passées, et création de formes et richesses nouvelles, tant dans la pratique que dans la théorie.

328 Cf. Charles FOURIER, *le Nouveau Monde industriel et sociétaire ou invention d'industrie attrayante et naturelle distribuée en séries passionnées*, réédition Anthropos, Paris, 1967, vol.VI.
On notera que Marx, sur la base de l'analyse réelle du développement des forces productives du *travail*, donne quelques petits coups de pouce pour préciser la vision que l'humanité a, depuis les utopistes, de la société communiste. C'est son objectivité parfaite qui atteint une efficacité maximale : pour les descriptions de la phase supérieure du communisme à laquelle nous fait parvenir la pointe avancée de l'automation, il laisse la parole aux utopistes qui ont dépeint de façon insurpassable le but et les aspirations des classes laborieuses opprimées dans les sociétés de classe : merveilleuse invariance de la théorie de l'émancipation de la classe du Travail, par delà les siècles et les pays.

mais encore du mode de production lui-même en une forme supérieure. Le temps libre – pour le loisir aussi bien que pour les activités supérieures – transformera tout naturellement celui qui en jouit en un individu différent, et c'est cet homme transformé qui se présentera ensuite dans le procès de production immédiat. Ce dernier est à la fois discipline, si on le considère dans la perspective de l'homme en devenir, et en même temps exercice pratique, science expérimentale, science matériellement créatrice et s'objectivant, dans la perspective de l'homme tel qu'il est au terme de ce devenir, dans le cerveau duquel existe le savoir accumulé de la société. Pour l'un et l'autre, dans la mesure où le travail exige qu'ils mettent pratiquement la main à la pâte et se meuvent librement, comme dans l'agriculture, il y a en même temps un exercice.

Le système de l'économie bourgeoise suit un développement progressif et développe, de la même façon, sa propre négation, comme ultime résultat [329]. Nous avons encore affaire ici au procès de produc-

---

329 En renversant la loi mercantile selon laquelle le temps de travail est la source de toute richesse, le capitalisme lui-même prépare la loi communiste selon laquelle le temps libre est la source de toutes les richesses, et l'abolition de la contradiction entre travail et jouissance, entre production et consommation, entre travail physique et intellectuel, entre disciplination et création libre, entre souffrance et joie : selon Marx, le Prométhée prolétarien a résolu les énigmes millénaires de l'histoire des sociétés de classe.

Avec l'application concentrée et systématique du machinisme, le capitalisme ne vit plus de son progrès, mais des zones de son arriération puisque c'est là seulement où subsiste encore la loi de la valeur-travail : l'impérialisme étouffe alors l'humanité pour appauvrir encore davantage les plus pauvres et les plus dépourvus en vue de transférer de la plus-value à ceux qui ne peuvent plus en produire dans leurs secteurs les plus avancés, où l'on détruit au fur et à mesure les produits dévalorisés parce qu'ils ne contiennent pratiquement plus aucun travail humain. L'excès de la richesse ici crée la surproduction et donc le chômage et la misère des masses, tandis que l'excès de pauvreté là engendre les mêmes maux : la base de la révolution anticapitaliste s'élargit, en même temps que les antagonismes insolubles pour la bourgeoisie fournissent les moyens adéquats pour résoudre la crise historique et mettre en adéquation surproduction et surpopulation, tout en améliorant encore radicalement les conditions de vie de l'humanité, non pas par un coup de bâton magique, mais après la longue phase de la dictature du prolétariat qui devra au préalable régler ses comptes avec les horribles séquelles capitalistes dont les pires ne sont pas dues aux manques de moyens productifs, mais au contraire à leur excès, ce qui entraîne aujourd'hui la des-

tion immédiat. Si nous considérons la société bourgeoise dans son ensemble, la société, c'est-à-dire l'homme dans ses rapports sociaux, apparaît toujours comme résultat dernier du procès de production. Tout ce qui, tel le produit, etc., a une forme solide, n'apparaît que comme un moment, lequel s'évanouit dans ce mouvement. Le procès de production immédiat lui-même n'apparaît ici que comme un moment. Les conditions et les objectivations de ce procès en sont elles-mêmes pareillement des moments et n'apparaissent comme sujets de ce procès que les individus, mais les individus dans des relations mutuelles qu'ils reproduisent aussi bien qu'ils en produisent de nouvelles. C'est donc leur *propre* procès en mouvement constant à travers lequel ils se renouvellent tout comme le monde de la richesse qu'ils créent…

« Certes, l'existence que mène la plupart des ouvriers sous le système actuel ne vaut pas d'être vécue. Mais on ne saurait rendre les individus responsables des changements qui donnent lieu à de tels résultats ; ils agissent au contraire *dans l'ordre normal des choses, qui est une étape nécessaire et préparatoire à la grande et décisive révolution sociale en marche.* Sans d'importants capitaux, on ne pourrait créer de grands établissements ; on ne saurait faire admettre aux hommes la *grande efficience des combinaisons nouvelles, ni en démontrer la valeur supérieure,* ni qu'on peut produire plus de richesses dans l'année qu'on ne peut en consommer, *ni démontrer que la richesse doit atteindre une qualité supérieure à celle que l'on produit actuellement*.

« C'est ce nouveau système chimique et mécanique de la manufacture qui permet d'élargir les capacités humaines, de préparer les hommes à comprendre et à adopter d'*autres principes et pratiques,* et de préparer ainsi, dans l'économie, le changement le plus bienfaisant que le monde ait connu. Et c'est ce nouveau système manufacturier qui crée la nécessité d'une classification nouvelle et supérieure de la société » (cf. OWEN, *Six Lectures Delivered at Manchester* 1837, p. 57, 58).

---

truction de la terre, de la nature, des ressources en matières premières, en énergie et en forces de travail.

Table des matières

Présentation
Le « Capital » rouge
Trois moments de la dissolution du capital
En passant par la politique
Marx : dictature du prolétariat et transition au communisme
Alliance avec Ricardo
Renversement de la loi de l'appropriation
Théorie de la plus-value, base vitale du communisme
Surtravail : valorisation et dévalorisation
Dévalorisation et société communiste
Dénouement par le surtravail
Héroïque prolétariat
Parti, anticipation réelle de la société communiste

I. BASE ECONOMIQUE ALIENÉE DU COMMUNISME

TEXTES DE MARX-ENGELS

1. Le communisme dans la base productive
Nécrologie du capitalisme
Prolétariat, producteur du communisme
Processus d'aliénation et de désaliénation
Ferments communistes dans la grande industrie
La coopération
Division du travail

Démystification du capital

2. Organisation active et consciente du communisme

Luttes économiques et revendications communistes

De la revendication économique à la revendication politique et sociale

Dépassement des limites des syndicats

La synthèse : le parti et l'Internationale

Le développement du communisme conscient et organisé

II EVOLUTION VERS LE COMMUNISME AU SEIN DU CAPITALISME

1. Elimination de la classe des propriétaires fonciers

Préliminaire :

Elimination des diverses fractions bourgeoises

Mystification de la propriété

La propriété foncière enseigne

TEXTES DE MARX-ENGELS

Victoire du travail sur la rente

Propriété foncière et capital

Incapacité du profit à triompher de la rente

Agriculture et capitalisme et communisme

2. Rapports de circulation et de distribution aliénés du communisme

Préliminaire :

Présupposés mercantiles et monétaires du communisme

Marché mondial et limites du capital

Du communisme primitif au communisme universel

TEXTES DE MARX-ENGELS

A. Tendance universelle du capital dans la circulation

Les hommes produisent leurs rapports sociaux sous forme aliénée avant de se les

soumettre

La plus-value, moteur du révolutionnement dans la circulation

Le marché mondial, présupposé opposé du communisme

B. Elimination des capitalistes industriels et monétaires

Antagonismes dévastateurs au sein même du capital

Dévalorisation dans le procès de circulation

Crédit, moyen capitaliste d'abolir la circulation

Crédit et future société communiste

Antagonisme entre argent et procès de production capitaliste

Le capitalisme n’existe plus

C. Formes du communisme bourgeois

Nivellement et capitalisme communiste

Régulation des capitaux et dissolution mercantile du profit

Socialisation à la manière bourgeoise

La Bourse

Le procès de centralisation du capital

Capitalisme d’Etat et socialisme

III. EVICTION PROGRESSIVE DE LA FORCE DE TRAVAIL

Préliminaire :

Machinisme et capitalisme d'Etat

Capitalisme d'Etat et entreprise sans propriété ni finance

Dégénérescence de la production capitaliste

Définition du communisme et formes anticipatrices du futur

Vers l'abolition des classes

TEXTES DE MARX-ENGELS

1. Substitution des machines aux ouvriers

Machinerie et application de forces gratuites à la production

Corruption du mode de production capitaliste

Dévalorisation du capital avec l'essor des forces productives

Mode de production, usage des machines et consommation

2. Dévalorisation de la force de travail

La division du travail dans la société et dans l'entreprise

Communisme mystifié dans le procès de travail ET de valorisation

Abolition de la division du travail par sa propre dialectique

Abolition du capital argent

Machinisme et gonflement des productions antisociales

Chapitre de l'automation : procès de travail et capital fixe

Contradiction entre la loi de la valeur et le capital automatisé

L'épargne véritable

FIN

Friedrich ENGELS [1820-1895]

[2018]

Guerre mondiale et révolution

Appendice aux *Écrits militaires* de Marx-Engels

Traduction et notes
de Roger et Éva DANGEVILLE

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC
http://classiques.uqac.ca/

http://classiques.uqac.ca/

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

http://bibliotheque.uqac.ca/

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean Manaud, bénévole, professeur d'histoire en France
Courriel: jean.manaud@hotmail.fr
Page web dans Les Classiques des sciences sociales

à partir de :

Friedrich ENGELS

Guerre mondiale et révolution. ***Appendice aux* Écrits militaires *de Marx-Engels.***

Traduction et notes de Roger et Éva DANGEVILLE. Texte inédit en français, octobre 2018, 101 pp.

Le 26 octobre 2018, Mme Éva Dangeville, épouse du traducteur, Roger Dangeville, accordait sa permission de diffuser ce livre, en accès libre à tous, dans Les Classiques des sciences sociales. Elle souhaite vivement que nous acceptions de rediffuser ce livre, toujours d'une grande actualité.

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.
Pour les citations : Times New Roman, 12 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

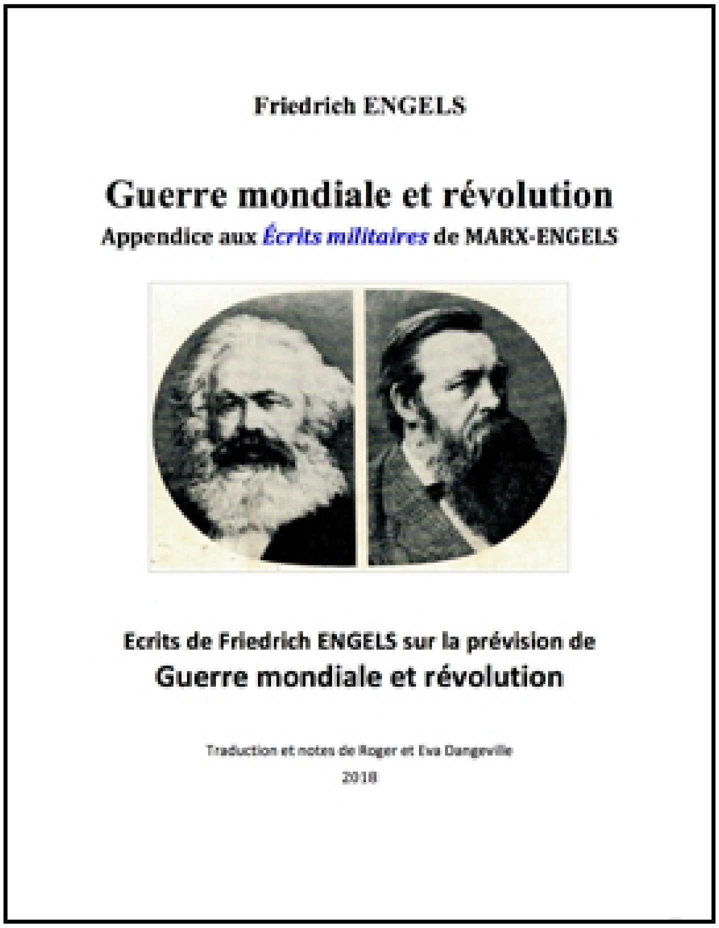
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 29 octobre 2018 à Chicoutimi, Québec.

Fait avec Macintosh

Friedrich Engels

Guerre mondiale et révolution.
Appendice aux Écrits militaires *de Marx-Engels.*



Traduction et notes de Roger et Éva DANGEVILLE.
Texte inédit en français, octobre 2018, 101 pp.

Guerre mondiale et révolution.
Appendice aux* Écrits militaires *de Marx-Engels.

Table des matières

Avertissement

1e partie.
Guerre et question des nationalités après 1870

1.1. Nationalités révolutionnaires et contre-révolutionnaires
1.2. Principe des nationalités et guerre européenne
1.3. La solution révolutionnaire

2e partie.
Guerre ou révolution dans l'Europe entière

2.1. Les conditions d'un conflit général en Europe en 1886
2.2. L'Allemagne et la France face au danger de guerre

Lettre au Comité d'organisation de la Fête internationale à Paris
L'impasse de l'Allemagne bismarckienne
La crise boulangiste en France

3e partie.
Le socialisme allemand face au nouveau risque de guerre russe

3.1. *Préliminaire sur la guerre russo-allemande et la révolution prolétarienne*

Encore la question nationale ?
La perspective de guerre Russie-Allemagne
Guerre et tactique prolétarienne

3.2. Instructions pour un possible 1793 allemand
3.3. Guerre mondiale et prévision marxiste

4e partie :
Projet militaire de la social-démocratie

5e partie :
Vers la révolution mondiale

5.1. *Remarque préliminaire sur la prévision révolutionnaire*

5.2. Hypothèses pour une révolution « fin de siècle »

Révolution à partir d'une crise agraire
La révolution requiert l'action du prolétariat des trois pays décisifs
L'Amérique suivra…

5.3. La condition économique : la crise
5.4. La contribution chinoise

Annexe : Organisation et stratégie militaire de la dictature du prolétariat dans l'expérience historique de la Commune de 1871

Transformation de la guerre des États bourgeois en guerre civile entre les classes
Le caractère de la Commune
Chauvinisme bourgeois contre internationalisme prolétarien

Guerre mondiale et révolution.
Appendice aux* Écrits militaires *de Marx-Engels.

AVERTISSEMENT

par Roger et Éva DANGEVILLE, 2018.

Retour à la table des matières

Les *Écrits militaires* de Marx et Engels, publiés en 1970 aux éditions de L'Herne, portaient essentiellement sur la phase de systématisation nationale révolutionnaire en Europe de 1848 à 1870. Ce n'est que dans le dernier chapitre qu'étaient abordées les questions militaires de la phase ultérieure, en particulier avec le dernier texte d'Engels qui peignait très précisément la perspective d'une guerre mondiale dévastatrice.

Le présent Appendice constitue le développement de cette toute dernière partie qui n'a pas pu être publié à la suite du volume principal. Il est principalement constitué de lettres d'Engels, de 1880 à sa mort en 1895, complétées par quelques articles, les unes et les autres souvent inédits en français.

La nature fragmentaire de ces écrits, en dehors de quelques grandes lettres-manifestes, a obligé sous peine de fastidieuses répétitions, à multiplier les notes complémentaires qui contiennent, pour la plupart, des extraits souvent indispensables à la bonne compréhension du sujet. De plus, si Engels se répète forcément en passant d'un correspondant à l'autre, il est rare que ce ne soit pas en introduisant un

plus, une remarque ou nuance précieuses, vue la complexité des questions abordées, la nature changeante des rapports de forces, et le fait que, représentant le parti international, il doit prendre en compte les angles de vue de ses divers interlocuteurs, en Allemagne, en France, en Angleterre, en Russie, aux États-Unis, en Roumanie, etc. C'est pourquoi nous avons dû multiplier les notes au risque certes alourdir la lecture de cet ouvrage, mais en privilégiant par-dessus tout la fidélité à la pensée d'Engels qui ne fait elle-même que prolonger celle de Marx.

De plus, il a fallu également donner des explications parfois assez longues de façon à préciser le lien qui relie ces textes et la tactique marxistes de cette période, qui est celle de la social-démocratie encore révolutionnaire, d'une part à ceux de la période précédente, celle des luttes révolutionnaires nationales avant 1870, d'autre part et surtout à ceux de la phase qui l'a suivie de près, celle du capitalisme impérialiste.

Le fil directeur de ces importants écrits est l'analyse des facteurs qui annoncent une future guerre mondiale, ou qui permettraient au contraire d'y échapper, avec l'espoir permanent et fondé sur l'évaluation la plus objective qui soit des rapports réels, que celle-ci tardera suffisamment pour que la révolution prolétarienne parvienne à éclater avant elle – ce qui constituait le seul moyen d'empêcher finalement la catastrophe.

Guerre mondiale et révolution.
Appendice aux Écrits militaires de Marx-Engels.

Première partie

Guerre et question des nationalités en Europe après 1870

Retour à la table des matières

PREMIÈRE PARTIE

1.1. Nationalités révolutionnaires et contre-révolutionnaires

Retour à la table des matières

L’une des tâches réelles de la révolution de 1848 (et les tâches réelles et non pas illusoires d’une révolution ont toujours été résolues à la suite de cette révolution) a été la restauration des nationalités opprimées et éparpillées d'Europe centrale, pour autant que celles-ci étaient viables et précisément mûres pour l'indépendance [1]. Cette tâche a été remplie par les exécuteurs testamentaires de la révolution, Napoléon III, Cavour, Bismarck, dans les conditions existantes de l'époque pour l'Italie, la Hongrie, l'Allemagne, etc. [2] Il resta l'Irlande et la Po-

1 Cf. Engels à Karl Kautsky, 7 février 1882.

2 Engels rappelle ici que l’ère des révolutions nationales bourgeoises est close pour l’Europe occidentale et centrale après 1870. Cela n’empêche cependant pas l’agitation de petites nationalités, ou les problèmes d’irrédentisme de se produire ici et là. Ceux-ci doivent être jugés en fonction de leur influence sur le cours de la révolution prolétarienne à l’échelle générale, et non en vertu d’un quelconque « principe des nationalités » parfaitement étranger au marxisme. De fait, les cas sont rares où ces mouvements vont dans le sens de la révolution, la plupart étant susceptible d’être au contraire utilisés par la réaction ou même de servir de prétexte pour une guerre générale fratricide contre le prolétariat européen, préfiguration des grandes guerres impérialistes du 20e siècle. À l’est et au sud-est de l’Europe, où la révolution bourgeoise est encore à l’ordre du jour, toute question nationale éventuelle est soumise à la perspective du renversement révolutionnaire du tsarisme, qui devait être le grand moteur de la transformation de cette vaste aire arriérée, et ouvrir la voie à la révolution socialiste dans l’Europe bourgeoise.

Nous avons ainsi rappelé, dans le volume des *Ecrits militaires* de Marx-Engels, la position marxiste favorable à la Turquie lors de la guerre russo-turque de 1877-1878 (p. 605-608).

On sait que l’histoire a pleinement confirmé cette prévision, avec Lénine en 1917, mais on peut aussi s’apercevoir que le retard de la révolution en Russie – grâce à la complicité de toutes les puissances bourgeoises du continent – a entravé la réalisation de l’hypothèse « optimiste » d’Engels d’une

logne. On peut laisser ici de côté l'Irlande, car elle ne touche pas directement aux conditions du continent. Mais la Pologne se trouve en plein milieu du continent, et le maintien de sa division est précisément le lien qui tient sans cesse ensemble la Sainte-Alliance, et c'est la raison pour laquelle la Pologne nous intéresse particulièrement [3].

Historiquement, il est impossible à un grand peuple de discuter avec tant soit peu de sérieux ses questions intérieures aussi longtemps que l'indépendance nationale fait défaut. Ce n'est que depuis 1861 que les républicains ont épuisé leur tâche [en Allemagne], et ils ont donné ensuite aux socialistes les meilleurs de leurs éléments. Ce n'est qu'en l'an 1866 – lorsque l'unité grand-prussienne de la Petite-Allemagne fut vraiment décidée – que le parti dit d'Eisenach et les lassalléens ont gagné une importance, et ce n'est que depuis 1870, lorsque les velléités d'immixtion de Bonaparte outre-Rhin furent définitivement écartées,

conquête du pouvoir par les partis socialistes des grands pays européens vers la toute fin du 19è siècle. Il est évident que ce retard, par rapport à cette perspective optimale de Marx et Engels, a pesé d'un poids négatif considérable sur le cours ultérieur de la lutte des classes internationale, la révolution n'ayant pas réussi à prendre de vitesse la guerre impérialiste en 1914.

Nous verrons dans cette série de textes des années 1880-1890, que cette dernière hypothèse avait également été soigneusement envisagée par Engels, qui avait ainsi prévu les grandes lignes d'une guerre générale en Europe. C'est d'ailleurs la principale raison pour laquelle nous publions cet Appendice aux *Ecrits militaires*, qui doit permettre de préciser jusque dans certains détails la perspective déjà tracée, à la fin de notre publication de 1970, dans l'article d'Engels de 1888 reproduit dans la partie significativement intitulée *Ce qui attend l'Europe* (p. 609-611).

3 Après 1870, la question de l'indépendance nationale polonaise (comme l'irlandaise) continue à se poser comme revendication qui se rattache au succès de la révolution socialiste européenne : « L'oppression séculaire des Polonais les a mis dans une situation où, à moins de périr, ils deviennent révolutionnaires et soutiennent tout soulèvement véritablement révolutionnaire en Occident comme premier pas vers l'affranchissement de la Pologne. Or, en ce moment précis, ils se trouvent dans une situation où c'est *uniquement dans le camp du prolétariat* qu'ils peuvent trouver leurs alliés en Europe occidentale…

Les Polonais ne peuvent trouver que chez le prolétariat révolutionnaire un appui loyal et sans réserve, parce que tous deux ont un intérêt égal à la chute de leur ennemi commun [l'Empire russe], et que l'affranchissement de la Pologne va de pair avec cette chute » (cf. Engels, *les Problèmes sociaux de la Russie*, 1875. Traduction française : Marx-Engels, *La Russie*, édit. 10/18, p. 237-238).

que notre cause a pris son véritable essor. Où serait notre parti si nous avions encore la vieille Diète ! De même en Hongrie. Ce n'est que depuis 1860 qu'elle est attirée dans le mouvement moderne, caractérisé par les filouteries en haut, et le socialisme en bas.

Un mouvement international du prolétariat en général n'est possible qu'entre nations indépendantes. Le petit peu d'internationalisme républicain de 1830-1848 se regroupa autour de la France qui devait libérer l'Europe, et *accrut donc le chauvinisme français* au point que la mission de libération universelle de la France, et donc son droit, de par sa naissance, à prendre la tête, nous est encore jetée à travers les jambes tous les jours (sous une forme caricaturale chez les blanquistes, et très marquée chez les Malon et Cie, par exemple).

Dans l'Internationale également, c'était une opinion qui allait presque de soi chez les Français. Ce n'est que les événements qui firent entrer dans leur tête – ainsi que celle de quelques autres – qu'une action internationale commune n'est possible qu'entre *égaux*, et qu'un premier parmi ses pairs l'est tout au plus pour une action immédiate. En fait, la réalité de tous les jours est encore nécessaire pour ancrer cela dans les esprits [4].

Tant que la Pologne est divisée et asservie, il n'est donc pas possible qu'un puissant parti socialiste se développe dans le pays, pas plus qu'il n'est possible de nouer des rapports véritablement internationaux entre les Polonais de l'émigration et les autres partis prolétariens d'Allemagne, etc. Tout paysan ou ouvrier polonais qui, émergeant du marais, s'ouvre à l'idée de participer aux problèmes d'intérêt général se heurte aussitôt à la réalité de l'oppression nationale. Celle-ci surgit partout comme premier obstacle sur son chemin. Son élimination est la condition fondamentale de toute évolution saine et libre. Des socialistes polonais qui ne mettraient pas en tête de leur programme la libé-

4 Si en 1848 une nation – la France – avait pu, à un faible niveau général de développement, prendre la tête de la révolution, ce n'est qu'au cours de la première phase durant laquelle l'assaut prolétarien en France lançait le mouvement des peuples du continent européen pour leur révolution bourgeoise nationale. Une fois cette phase de faible développement historique dépassée, il n'y a plus de place dans la conception marxiste de la révolution socialiste pour le rôle de guide d'une nation révolutionnaire. Il n'y a plus, à la rigueur, qu'un premier parmi des égaux dans un tout organique, au cours de la lutte pratique dans un rapport de forces éminemment changeant.

ration de leur pays me feraient la même impression que des socialistes allemands qui ne voudraient pas exiger d'abord l'abolition de la loi antisocialiste et la liberté d'association, de presse, etc.

Pour pouvoir lutter, il faut d'abord disposer d'un terrain, d'air, de lumière et de la possibilité de se mouvoir. Sinon, tout reste bavardage.

Ce qui importe ici n’est pas de savoir si la restauration de la Pologne est possible *avant* la prochaine révolution. *Notre* rôle n’est en aucun cas de détourner les Polonais des efforts pour arracher de force les conditions de vie pour leur développement ultérieur, ni de les persuader que l’indépendance nationale n’est qu’une cause secondaire du point de vue international, alors qu’elle est bien plutôt la base de toute action internationale commune.

De fait, la guerre était sur le point d'éclater en 1873 entre l'Allemagne et la Russie [5], et il y avait donc une grande possibilité de restauration d'une *quelconque* Pologne, noyau d'une [Pologne] ultérieure qui eût été véritable. Or si Messieurs les Russes ne mettent pas bientôt un frein à leurs intrigues panslavistes et à leurs provocations en Herzégovine, alors il se pourrait que leur tombe dessus une guerre qui les dépasse, eux, l'Autriche et Bismarck. Il n'y a que le parti panslaviste et le tsar qui aient intérêt à ce que les choses prennent un tour sérieux en

5 Engels évoque ainsi la première occasion de guerre russo-allemande après l’unification allemande de 1870-71 : « La Prusse, jusqu’ici le valet obéissant de la Russie, s’est révélée soudainement la première puissance militaire d’Europe ; un changement aussi énorme de la situation européenne en défaveur de la Russie équivalait à la défaite de la politique russe ; les voix appelant à la revanche retentissaient suffisamment fort en Russie. Dans ces circonstances, on trouva à Berlin qu’il serait préférable d’en finir le plus tôt et le plus vite et de ne laisser point le temps aux Russes pour les armements. […] bref, dans l’été 1872 on était pour ainsi dire prêt, notamment en ce qui concerne le plan de campagne, qui, cette fois-ci, n’envisageait pas de « coup dans le cœur ». Cependant l’empereur Alexandre de Russie s’est rendu en visite impériale à Berlin sans avoir été invité et montra « en haut lieu » certaines pièces de dossier, qui ont fini par anéantir ce petit plan. Pour le moment, on a renouvelé la Sainte Alliance contre la Turquie et la guerre contre la Russie a été momentanément refoulée bien que restant quand même inévitable » (cf. Fr. Engels, *la Loi militaire du Reich*, in *Der Volksstaat*, 8 mars 1874).

De fait, on a assisté, après 1873, au renouveau de la Sainte-Alliance réactionnaire entre la Prusse, l’Autriche et la Russie qui restera longtemps le facteur déterminant de l’ordre établi européen.

Herzégovine [6] ; la racaille des bandits bosniaques n'a pas plus d'intérêt que les stupides ministres et bureaucrates autrichiens qui y sévissent.

En d'autres termes donc, même *sans* soulèvement, à la suite de simples heurts en Europe, la restauration d'une Petite-Pologne indépendante ne serait pas impossible du tout. Ce serait un peu comme la Petite Allemagne prussienne inventée par les bourgeois qui n'a pas été réalisée par la voie révolutionnaire ou parlementaire dont ils rêvaient, mais par la guerre.

Je suis donc d'avis que *deux* nations en Europe n'ont pas seulement le droit, mais encore le devoir d'être nationales, avant que d'être internationales : les Irlandais et les Polonais. En somme, ils sont le mieux internationaux en étant nationaux. C'est ce qu'ont compris les Polonais dans toutes les crises, et c'est ce qu'ils ont démontré sur tous les champs de bataille de la révolution. Si on leur enlevait la perspective de restaurer la Pologne ou si on leur racontait que la Pologne se ferait toute seule bientôt, c'en serait fini de leur intérêt pour la révolution européenne.

Nous, en particulier, nous n'avons aucune raison de nous mettre en travers de la voie dans leurs aspirations irrépressibles à l'indépendance. Premièrement, ils ont inventé et appliqué en 1863 la stratégie de lutte que les Russes utilisent maintenant eux-mêmes avec succès (cf. *Berlin et Saint-Pétersbourg*, second supplément [7]) ; deuxièmement, ils étaient les seuls officiers et généraux capables et auxquels on pouvait se fier dans la Commune de Paris.

Au fond, quels sont les gens qui luttent contre les aspirations nationales des Polonais ? Premièrement, les bourgeois européens, qui ont retiré leur confiance aux Polonais depuis l'insurrection de 1846 et en raison de leurs tendances socialistes ; deuxièmement, les panslavistes russes et les gens influencés par eux, tel Proudhon qui considérait ce problème avec les lunettes de Herzen. Chez les Russes – et même parmi les meilleurs, il n'y a que fort peu de gens qui ne souffrent pas de

---

6 Allusion à la révolte qui éclata au début de 1882 contre l'occupation autrichienne de cette région, et que le tsarisme s'efforça de manipuler pour ses intérêts propres.

7 Ouvrage paru en 1889 dont une partie est dédiée au soulèvement polonais de 1863. Les révolutionnaires russes des années 1880 suivent l'exemple polonais.

tendances et réminiscences panslavistes : la mission panslaviste de la Russie est aussi répandue chez eux que chez les Français la croyance en l'initiative innée de la France à déclencher le processus révolutionnaire en Europe et dans le monde. En réalité, cependant, le panslavisme ne fait que tendre à l'hégémonie mondiale en prétextant une nationalité slave qui n'existe pas, et cette escroquerie est le pire ennemi pour nous et les Russes. Lorsque le moment en sera venu, cette escroquerie s'effacera d'elle-même, mais d'ici là elle peut encore nous être très désagréable. Une guerre panslaviste est la dernière bouée de sauvetage pour le tsarisme et la réaction russe, et elle se prépare en ce moment. Certes elle est très problématique, mais si elle éclate néanmoins, une chose est certaine : l'évolution qui s'effectue si formidablement bien en direction de la révolution en Allemagne, en Autriche et en Russie même, sera complètement chambardée et sera précipitée dans des voies d'abord imprévisibles. Dans la meilleure hypothèse, nous perdrions 3 à 10 ans, qui seraient un délai de grâce pour une "nouvelle ère" constitutionnelle de Bismarck en Allemagne et du tsar en Russie, une Petite-Pologne sous hégémonie allemande, l'occasion d'une guerre de revanche de la France et la zizanie entre les peuples, et à la fin on aurait probablement une nouvelle Sainte-Alliance. En conséquence, le panslavisme est plus que jamais notre ennemi mortel, bien qu'il se trouve au bord de la mort ou précisément à cause de cela. Ce que savent fort bien les Katkoff, Aksakoff, Ignatieff et Cie, c'est que leur règne est fini à jamais sitôt que le tsarisme sera renversé et que le peuple russe entrera en scène. C'est ce qui explique leur fougue belliqueuse, au moment où le Trésor russe est à sec et où aucun banquier n'avance le moindre centime au gouvernement russe.

C'est la raison pour laquelle, tous les panslavistes détestent mortellement les Polonais. Ce sont les seuls slaves *anti*panslavistes, soit des traîtres à la sainte cause du slavisme, et il faut donc les contraindre de force à s'intégrer dans l'Empire tsariste grand-slave, dont la future capitale est Tsarigrad, c'est-à-dire Constantinople.

Vous vous direz sans doute dans ces conditions, que je n'ai aucune sympathie pour les petits peuples ou vestiges de peuples slaves, qui ont été mis en pièces par les trois coins avancés dans la masse slave par les Allemands, les Magyars et les Turcs. Effectivement, j'en ai bougrement peu. Le cri de détresse tchéco-slovaque – Dieu du Ciel, n'y a-t-il donc plus personne dans ce monde qui exerce la justice à

l'endroit des Slaves ? – a reçu un écho à Pétersbourg, et tout le mouvement national tchèque aspire à ce que le tsar lui rende justice. Il en va de même des autres aussi : Serbes, Bulgares, Slovènes, Ruthènes de Galicie (en partie du moins). Mais nous ne pouvons intervenir pour ces buts. Ce n'est que lorsque le tsarisme sera renversé que les aspirations nationales de ces nains de peuples pourront être libérées de leur connexion avec les aspirations à la domination mondiale des panslavistes, et ce n'est qu'alors que nous pourrons leur laisser les mains libres. Mais je suis certain qu'il ne se passera pas six mois après cela pour que la plupart d'entre les Slaves austro-hongrois soient amenés à prier qu'on les réintègre. Mais en aucun cas on ne reconnaîtra à ces petits bouts de peuples le droit qu'on s'arroge actuellement en Serbie, en Bulgarie et en Roumélie Orientale : empêcher l'élaboration du réseau ferroviaire européen jusqu'à Constantinople…

Par ailleurs, la magnifique coopération entre les travailleurs allemands et tchèques en Bohême prouve à quel point les travailleurs, même dans les pays soi-disant « opprimés », sont loin d'être infectés par les appétits panslavistes des professeurs et des bourgeois.

Il est fort regrettable que ma lettre ne vous ait pas converti, étant donné les sympathies que vous aviez déjà envers les Slaves du sud « opprimés » [8]. À l'origine, nous avons tous repris du libéralisme ou

8 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 22-25 février 1882.

Dans cette lettre, Engels réfute l'argumentation opportuniste bernsteinienne : la notion de guerre de défense (des "petits et nobles peuples" agressés, en l'occurrence) est ici soumise à une critique définitive, d'où il ressort lumineusement que la notion d'agression et de défense est pure argutie, toute l'évaluation marxiste tenant compte avant tout du caractère révolutionnaire ou non de l'un ou de l'autre camp en guerre. Avec Engels, il n'y a jamais le moindre relent de pacifisme ou de justice abstraite, mais l'analyse de classe de chaque conflit, qui est toujours considéré comme un moment privilégié parce que la crise et les antagonismes y éclatent toujours de manière dense et concentrée.

En outre, Engels fait ici une critique impitoyable de l'utilisation de l'oppression subie par les peuples plus ou moins grands pour justifier une guerre réactionnaire. Le seul point de vue sous lequel il faut considérer les conflits quels qu'ils soient du monde moderne, c'est *sous l'angle de l'intérêt du prolétariat révolutionnaire*. Ainsi, c'est en vertu du principe que les luttes nationales ne sont qu'un tremplin dans la bataille du prolétariat et ne peuvent donc servir qu'autant qu'elles favorisent cette lutte et non pas l'entravent,

du radicalisme par lequel nous sommes passés cette sympathie à l'égard de toutes les nationalités « opprimées », et je sais combien de temps et d'études cela m'a coûté pour m'en débarrasser, mais ce fut alors de fond en comble.

Je dois cependant vous prier à présent de ne pas me prêter des opinions que je n'ai jamais exprimées, comme les arguments de chancellerie autrichienne défendus à longueur d'année dans les colonnes de l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg et qui ne me concernent en rien. Ce qui là-dedans est exact est dépassé, et ce qui n'est pas dépassé est inexact.

Je n'ai absolument aucune raison d'enrager contre les mouvements centrifuges [des diverses nationalités] en Autriche. Un « rempart [autrichien] contre la Russie » est superflu à partir du moment où la révolution éclate en Russie, c'est-à-dire où se réunit une quelconque Assemblée représentative. À partir du jour où la Russie est occupée à l'intérieur, le panslavisme s'évanouit dans son néant, et c'est le commencement de la désagrégation de l'Empire russe. Le panslavisme est un produit artificiel des "couches cultivées" des villes et des universités, de l'armée et des fonctionnaires, la campagne l'ignore complètement, et même la noblesse campagnarde est si coincée qu'elle maudit toute guerre. Certes, l'Autriche *a été* de fait, de 1815 à 1859, un rempart contre la Russie, même si sa politique est restée stupide et lâche. Or, aujourd'hui, à la veille de la révolution en Russie, lui donner de nouveau l'occasion de jouer au "rempart", ce serait donner un nouveau délai de grâce à l'Autriche, lui attribuer une nouvelle justification historique à l'existence, ce serait différer la désagrégation qui la guette sûrement. L'ironie de l'histoire veut ici aussi que l'Autriche, du fait qu'elle permet aux Slaves d'arriver au pouvoir, démontre que l'unique droit à l'existence dont elle disposait jusqu'ici a cessé d'exister. Au reste, une guerre contre la Russie mettrait fin en vingt-quatre heures au pouvoir des Slaves en Autriche.

Vous dites qu'à partir du moment où les peuples slaves (en faisant toujours abstraction de la Pologne !) n'ont plus de raison de voir en la Russie leur seule libératrice, alors le panslavisme est échec et mat. Voilà qui est vite dit, et cela a tout l'air plausible. Or, premièrement, le

qu'Engels nie aux revendications des nationalités des Balkans tout caractère progressif ou utile dans les conditions générales qui étaient celles de la révolution en Europe.

danger que représente le panslavisme, pour autant qu'il existe, ne provient pas de la périphérie mais du centre, non des Balkans mais des 80 millions de Slaves dont le tsarisme tire son armée et ses finances. C'est là donc qu'il faut poser le levier, et c'est bien là qu'il *est* placé. Une guerre doit-elle l'enlever de nouveau ?

Deuxièmement, je ne veux pas rechercher en détail comment les petits peuples slaves en vinrent à considérer le tsar comme leur libérateur. Il suffit que nous sachions ici qu'ils le font, et nous ne pouvons pas changer cela tant que le tsarisme n'est pas brisé ; s'il y a une guerre, tous ces intéressants petits peuples se mettront du côté du tsarisme, soit de l'ennemi de tout l'Occident bourgeoisement développé. Tant que ce sera le cas, je ne puis m'intéresser à leur libération *immédiate*, ils restent notre ennemi direct tout comme leur allié et protecteur, le tsar.

Nous avons à contribuer à l'émancipation du prolétariat d'Europe occidentale, et il faut tout subordonner à ce but. Si intéressants que soient les peuples slaves balkaniques etc., je me fiche complètement d'eux sitôt que leur aspiration à la libération entre en conflit avec les intérêts du prolétariat. Les Alsaciens sont eux aussi opprimés, et je veux bien me réjouir lorsque nous en serons de nouveau débarrassés. Mais si, à l'avant-veille d'une révolution imminente, ils veulent provoquer une guerre entre la France et l'Allemagne, pousser et exciter de nouveau les deux peuples l'un contre l'autre, et repousser ainsi la révolution, alors je dis : halte-là ! Vous pouvez avoir autant de patience que le prolétariat européen. Lorsque celui-ci se sera émancipé, vous serez automatiquement libres, mais jusque-là nous ne tolérerons pas que vous gâtiez l'attaque du prolétariat militant. Il en va de même des Slaves. La victoire du prolétariat les libère véritablement et de toute nécessité, et non pas illusoirement et temporairement comme le ferait le tsar. C'est pourquoi, eux qui non seulement n'ont rien fait jusqu'ici pour le développement historique et l'Europe, mais les ont encore entravés, ont à avoir au moins autant de patience que nos prolétaires. Déchaîner pour quelques Herzégovènes une guerre mondiale qui coûterait mille fois plus de vies humaines qu'il n'en est dans toute l'Herzégovine – telle n'est pas l'idée que je me fais de la politique du prolétariat.

Et de quelle manière s'effectue la "libération" par le tsar ? Demandez-le donc aux paysans petits-russiens que Catherine a commencé

par libérer de « l'oppression polonaise », sous le prétexte de la religion, pour les annexer ensuite purement et simplement. Quel est donc l'aboutissement de toute l'escroquerie russo-panslaviste ? Rien d'autre que la prise de Constantinople. Il n'y a que ce but qui puisse agir puissamment sur les traditions religieuses du paysan russe, qui l'enflamme pour la défense de la Sainte Tsarigrad, et procure un délai de vie supplémentaire au tsarisme. Or, dès lors que les Russes seront à Constantinople, adieu l'indépendance et la liberté des Bulgares et des Serbes - les petits frères s'apercevraient bien vite qu'ils vivaient bien mieux sous les Turcs eux-mêmes. Il faut une énorme dose de naïveté à ces petits frères pour croire que le tsar cherche leur intérêt et non le sien.

Vous dites qu'une Grande-Serbie constituerait un aussi bon barrage contre la Russie que l'Autriche. Je vous ai déjà dit que toute la théorie du "barrage" s'est écroulée depuis qu'il existe une puissance révolutionnaire en Russie même. C'est ainsi avec joie que j'assiste à la désagrégation de l'Autriche.

Il faut considérer maintenant la *qualité* de ces petites nations qui ne manquent pas de susciter des sympathies chez les nôtres.

On peut certes concevoir une Grande-Serbie d'ici 2 à 4 générations et après des bouleversements généraux en Europe, mais on ne le saurait absolument pas aujourd'hui, étant donné l'état de développement de ses éléments composants.

1. Les Serbes se divisent en trois religions (les chiffres en sont tirés de Safarik, *Slovansky Narodopis* pour l'année 1849) : les grecs 2.880.000 ; les catholiques, y compris les prétendus Croates qui parlent le serbe, 2.664.000, sans les Croates, 1.884.000, les mahométans 555.000. Chez tous ces gens, la religion passe encore avant la nationalité, et chaque confession *entend* régner. Aussi longtemps qu'il ne s'y sera pas développé un progrès qui admette au moins la tolérance, la Grande-Serbie signifiera simplement guerre civile. Cf. à ce propos le *Standard* ci-inclus.

3. Ce pays a trois centres politiques : Belgrade, Monténégro et Agram. Ni les Croates ni les Monténégrins ne veulent se plier à la souveraineté de Belgrade. En revanche, les Monténégrins et leurs amis – les petits peuples naturels de Krisovije et d'Herzégovine – dé-

fendront leur "indépendance" aussi bien contre Belgrade et tout autre gouvernement central qu'il soit serbe ou non, qu'ils le font contre les Turcs et les Autrichiens. Cette indépendance signifie qu'ils démontrent leur haine contre les oppresseurs en volant le bétail et autres biens meubles de leurs propres concitoyens serbes qu'ils "oppriment". C'est ce qu'ils ont fait depuis 1.000 ans, et quiconque attaque leur droit au brigandage s'en prend à leur indépendance.

Je suis suffisamment autoritaire pour tenir pour un anachronisme l'existence de tels peuples naturels au milieu de l'Europe. Si ces gens étaient au moins au niveau des Ecossais des Hauts Plateaux que chantait Walter Scott et qui étaient eux aussi les pires voleurs de bétail, nous pourrions alors critiquer, à la rigueur, la *façon* dont les traite la présente société. Si nous étions au pouvoir, nous devrions *nous aussi* mettre un terme aux traditionnelles mœurs de brigands et de pillards de ces gaillards. Et c'est ce que devrait faire aussi le gouvernement de la Grande-Serbie. Sur ce plan aussi, Grande-Serbie est synonyme de redoublement de la lutte que les Herzégovènes mènent actuellement, soit la guerre civile contre tous les habitants des hauts plateaux du Monténégro, Cattaro, Herzégovine.

À la considérer de près, la Grande-Serbie n'a donc pas du tout l'air aussi simple et évidente que veulent nous le faire accroire les panslavistes et libéraux à la Rasch.

Au reste, vous pouvez avoir autant de sympathie que vous le voulez avec les peuples naturels, car ils ont certes un certain halo poétique. Je veux bien vous envoyer à ce propos un article du *Standard* sur les chants populaires qui sont tout à fait dans le style vieux-serbe (et ceux-ci sont très beaux). Mais ils sont et n'en restent pas moins des hommes de main du tsarisme, et les sentiments poétiques n'ont rien à voir avec la politique. Et si le soulèvement de ces gaillards menace de faire éclater une guerre mondiale qui gâche toute notre position révolutionnaire, il faut qu'ils sacrifient sans rémission leurs prétentions, et leur droit à voler du bétail, aux intérêts du prolétariat européen.

Au demeurant, la Grande-Serbie, pour autant qu'elle se réaliserait aujourd'hui, ne serait rien d'autre que la principauté agrandie de la Serbie. Et qu'a fait celle-ci ? Elle a suscité une bureaucratie faite de citadins de Belgrade et d'autres villes ayant étudié à l'Ouest, et notam-

ment à Vienne, et constituée d'après le modèle autrichien. Or, cette bureaucratie ignore tout des rapports de propriété communautaire existant chez les paysans et elle fait des lois sur le modèle autrichien qui sont en opposition complète à ces conditions, de sorte que les paysans sont expropriés et paupérisés en masse, alors qu'au temps des Turcs ils disposaient d'une *pleine autonomie* de gouvernement, s'enrichissaient et payaient peu d'impôts.

Les Bulgares se dépeignent eux-mêmes dans leurs chants populaires que les Français viennent de rassembler et de publier à Paris. Le feu y joue un rôle éminent. Une maison brûle, la jeune femme est carbonisée parce que son mari préfère sauver son cheval plutôt que sa femme. Une autre fois, une jeune femme sauve ses bijoux et laisse brûler son enfant. Si par exception, on assiste à un acte noble et courageux, c'est à chaque fois de la part d'un *Turc*. Où trouve-t-on ailleurs un pareil peuple de porcs ?

Si, par ailleurs, vous jetez un coup d'œil sur une bonne carte linguistique de la région (par exemple, celle de Safarik dans l'ouvrage ci-dessus mentionné ou dans celui de Kiepert sur l'Autriche et les pays du Bas-Danube de 1867), vous constaterez que la cause de la libération de ces Slaves des Balkans n'est tout de même pas aussi simple et qu'à l'exception du territoire serbe l'ensemble est parsemé de colonies turques et bordé d'une côte grecque, sans parler de ce que Salonique est une cité de Juifs espagnols. Certes, les braves Bulgares sont en train de débarrasser prestement la Bulgarie et la Roumélie orientale des Turcs, en les massacrant, les dispersant et en incendiant leurs maisons au-dessus de leurs têtes. La question bulgare ne se poserait plus à notre monde si les Turcs avaient procédé de la même manière, au lieu de laisser les Bulgares s'administrer de plus en plus eux-mêmes et payer moins d'impôts.

PREMIÈRE PARTIE

1.2. Principe des nationalités et guerre européenne

Retour à la table des matières

En ce qui concerne la guerre, vous me semblez tout de même avoir *le cœur un peu trop léger* [9]. Si l'on en vient à la guerre, Bismarck aura beau jeu de faire en sorte que la Russie apparaisse comme l'agresseur : il peut attendre, lui, mais les panslavistes *non*. Or une fois l'Allemagne et l'Autriche engagées à l'Est, il faudrait mal connaître les Français, et notamment les Parisiens, pour ne pas savoir à l’avance qu'ils hurleront aussitôt à la revanche chauvine devant laquelle on peut être assuré que la majorité pacifique du peuple gardera le silence, et ils feront si bien que la France apparaîtra également ici comme l'agresseur, car le chauvinisme régnant exigera bientôt la rive gauche du Rhin. Tout cela étant, il me semble évident que l'Allemagne en viendra à lutter pour son existence et qu'alors le patriotisme chauvin y submergera également tout. Jusque-là, les perspectives sont contre nous. Mais sitôt la guerre démarrée, l'issue d'un semblable conflit à l'échelle européenne, le premier depuis 1815, sera tout à fait imprévisible – et je ne voudrais donc à aucun prix qu'il arrive. S'il éclate, eh bien, il n'y a rien à y changer alors.

Mais considérons à présent l'autre côté. En Allemagne, nous avons une situation qui pousse à une vitesse croissante à la révolution et qui doit projeter sous peu notre parti sur l'avant-scène. Nous-mêmes n'avons rien à faire pour cela : il suffit que nous laissions nos adversaires travailler pour nous. En plus de cela, on peut s'attendre à une nouvelle ère avec un nouveau kaiser libéralisant qui oscille dans une irrésolution totale, exactement du même genre que Louis XVI. Ce qui nous manque, c'est uniquement une impulsion de l'extérieur qui arrive au bon moment. C'est ce qu'offre la situation de la Russie où le début de la révolution n'est plus qu'une question de mois. Les nôtres ont

9 En français dans le texte.

pour ainsi dire fait prisonnier le tsar [10], désorganisé le gouvernement et ébranlé les traditions populaires. Même sans un nouveau grand coup, l'effondrement devrait se produire bientôt, et il se prolongera pendant des années comme de 1789 à 1794 ; il donne ainsi tout le temps nécessaire pour réagir sur l'Occident et surtout sur l'Allemagne, de sorte que, contrairement à ce qui s'est passé en 1848, où la réaction était déjà à nouveau en plein cours le 20 mars, le mouvement suivra une courbe progressivement ascendante [11]. Bref, nous avons devant nous une situation révolutionnaire magnifique comme jamais auparavant. Il n'y a qu'une seule chose qui puisse la gâcher : Skobeleff l'a dit lui-même à Paris, à savoir que seule une guerre extérieure pourrait tirer la Russie du marécage où elle s'enlise [12]. Cette guerre devra remédier à

---

10 Après l'attentat sur le tsar Alexandre II qui fut tué sur ordre du comité exécutif de la Volonté populaire, organisation clandestine des Populistes russes, le tsar Alexandre III demeura, sous surveillance de la police et de la troupe, dans son château de la Gatchina par crainte d'un nouvel attentat.

11 On le voit, Engels avait en vue un processus de révolution permanente devant aboutir, pour la Russie, à la conquête du pouvoir par les plébéiens – comme en 1793 en France – de sorte que la jonction pourrait se produire avec la révolution en Allemagne où les conditions seraient mûres pour une révolution prolétarienne.

Ce n'est pas parce qu'un tel développement ne s'est pas produit dans les années 1880 que la prévision d'Engels serait à écarter, en la mettant sur le compte du nécessaire optimisme révolutionnaire. En fait, les révolutionnaires peuvent-être battus, comme en 1848, ou encore défaits sans que la bataille décisive n'ait pu éclater, comme dans les dernières décennies du 19e siècle en Russie, de sorte que la solution de la crise prévue est renvoyée à plus tard. Mais les termes de l'alternative se reproduisent nécessairement avec plus d'acuité encore, dans des conditions générales de plus en plus mûres et sur une échelle croissante. Ainsi, c'est au prolétariat russe et à sa constitution en classe au cours des combats gigantesques du début du 20e siècle, que reviendra la tâche, en 1917, de confirmer la prévision marxiste de 1882 : mais à ce moment, c'est en Occident que les conditions révolutionnaires firent défaut, et la formidable perspective internationale devait encore échouer du fait de l'ignoble trahison de la social-démocratie opportuniste et chauvine.

12 Lors de son entrevue avec des étudiants serbes à Paris le 17 février 1882, le général russe M.D. Skobeleff déclara que la Russie ne pouvait en ce moment "remplir son devoir" par rapport aux peuples slaves, parce qu'elle était en proie à de graves difficultés intérieures et extérieures. Il qualifia l'Allemagne d'ennemi principal des peuples slaves et prédit que la guerre était inévitable avec l'Allemagne.

tout ce que les nôtres ont infligé au tsarisme en sacrifiant leur vie. Elle suffira en tout cas pour briser l'état de captivité dans lequel se trouve le tsar, exciter contre les sociaux-révolutionnaires la colère générale du peuple, et leur retirer l'appui des libéraux dont ils bénéficient actuellement – et tous leurs sacrifices seraient inutiles ; il faudrait tout recommencer par le début dans des conditions bien plus défavorables ; or une telle pièce se joue difficilement une seconde fois, et en Allemagne même, on peut être assuré que nos gens ou bien entonneraient le chœur des hurlements patriotiques ou bien devraient subir une explosion de colère à côté de laquelle celle des attentats [qui menèrent à la loi de Bismarck contre les socialistes] n'a été qu'un jeu d'enfant. Alors Bismarck répondrait aux dernières élections, qui ont été un grand succès pour les sociaux-démocrates, encore tout autrement qu'il ne l'avait fait autrefois avec la loi contre les socialistes [13].

Comme on le voit, c'étaient les milieux officiels qui avaient lancé la nouvelle qu'une guerre pouvait éclater entre l'Allemagne et la Russie, et c'est cette menace de fait que Marx-Engels confrontèrent avec l'évolution historique du rapport des forces pour savoir si elle se réaliserait, comment et avec quelles conséquences.

13 Engels était parfaitement conscient du vertige qui saisit les peuples à la déclaration de guerre et permet de les lancer, sous les cris d'allégresse de la propagande chauvine, dans le carnage où ce n'est pas seulement l'ennemi mais eux-mêmes qui se font décimer. Il est sûr que la guerre, si elle parvient à éclater et à prendre de vitesse la révolution, procure à la classe dominante cet avantage de pouvoir se débarrasser de ses opposants par une répression préventive. En temps de paix, la même offensive contre-révolutionnaire pourrait avoir les effets inverses – comme le prouve le renforcement du parti ouvrier en Allemagne après les lois antisocialistes de Bismarck – et mettre même le feu aux poudres en déclenchant une contre-offensive sur le terrain de la violence révolutionnaire. Les conséquences d'une répression préventive sont d'autant plus dévastatrices que le parti est engagé dans la voie de la lutte légale et électorale, et qu'il a négligé la préparation d'un appareil clandestin et d'une lutte insurrectionnelle. Les rares éléments révolutionnaires internationalistes se retrouvent alors dans un tragique isolement : comme Lénine le souligne *A propos de la brochure de Junius* (Rosa Luxemburg) en 1916 : « on sent le *solitaire* qui n'agit pas au coude à coude avec des camarades au sein d'une *organisation illégale* habituée à penser les mots d'ordre révolutionnaires jusqu'au bout et à éduquer méthodiquement les masses dans leur esprit », défaut qui résulte « de la faiblesse de *toute* la gauche allemande, enveloppée de toute parts dans l'odieux réseau du kautskisme hypocrite, pédant, plein de complaisance à l'égard des opportunistes » (in *Œuvres*, t. 22, p. 343).

Si la paix continue de durer, alors ce sont les panslavistes russes qui sont roulés, et ils devront bientôt ficher le camp. Alors le tsar pourra tout au plus faire une dernière tentative avec les vieux généraux et bureaucrates en faillite qui ont déjà fait naufrage. Cela pourra durer tout au plus quelques mois, et alors il ne restera plus d'autre issue que de faire appel aux libéraux – c'est-à-dire à une assemblée nationale d'une sorte quelconque – et cela sera, comme je connais la Russie, une révolution à la 1789. Devrais-je souhaiter la guerre dans ces conditions ? Certainement jamais, et même si, par-là, la racaille de 200 nobles petits peuples devaient crever.

Je tiendrais pour un malheur une guerre européenne, car cette fois-ci elle serait terriblement sérieuse ; partout elle déchaînerait le chauvinisme pour des années, car chaque peuple lutterait pour son existence [14]. Tout le travail des révolutionnaires en Russie, qui sont à la veille de la victoire, serait vain et détruit. Notre parti en Allemagne serait provisoirement submergé et disloqué par la vague de chauvinisme, et il en irait de même en France. La seule chose de bien qui pourrait en sortir, c'est la restauration d'une petite Pologne, ce qui se produirait de toute façon et tout naturellement avec une révolution. Une Constitution russe à la suite d'une guerre malheureuse aurait un sens tout différent d'une Constitution révolutionnaire arrachée au pouvoir, ce serait quelque chose de plutôt conservateur. Je pense qu'une telle guerre différerait la révolution de dix ans, et celle-ci se déroulerait alors, à vrai dire, d'autant plus radicalement.

La guerre européenne commence à nous menacer sérieusement [15]. Ces misérables vestiges de petites nations surannées – Serbes, Bulgares, Grecs et autre racaille pour laquelle le philistin libéral éprouve des transports, dans l'intérêt des Russes – ne peuvent souffrir que l'un quelconque d'entre eux vive tranquillement et ne peuvent s'empêcher de se prendre à la gorge pour se dépouiller. Que tout cela est merveilleux et conforme aux aspirations du philistin qui s'enthousiasme pour les nationalités [16] selon lequel chacune de ces tribus naines dispose du droit de paix et de guerre pour toute l'Europe. Le premier

14 Cf. Engels à August Bebel, 22 décembre 1882.

15 Cf. Fr. Engels à A. Bebel, 17 novembre 1885.

coup de feu est tiré à Dragoman [en Bulgarie] – mais nul ne peut dire où et quand sera tiré le dernier.

Notre mouvement avance de manière admirable : partout, vraiment partout, les conditions sociales travaillent à le servir. Nous avons encore tant besoin de quelques années de développement tranquille pour nous renforcer qu'il ne faut pas souhaiter jusque-là de grand chambardement. Celui-ci, en effet, ne ferait que nous repousser à l'arrière-plan pour des années, et il serait ensuite probable qu'il nous faudrait de nouveau tout recommencer par le début – comme après 1850.

Au reste, une guerre pourrait susciter à Paris une révolution, qui par ricochet pourrait de nouveau déclencher le mouvement dans le reste de l'Europe. Dans ce cas – dans des conditions certainement génératrices de chauvinisme aigu – les Français seraient les chefs, ce dont leur niveau théorique de développement les rend absolument incapables. C'est précisément pour les Français – qui depuis 1871 ne cessent de se développer excellemment sur le plan politique, avec la conséquence logique qui leur est propre, quoiqu'elle leur soit inconsciente – que quelques années de règne tranquille des radicaux seraient les plus précieux. En effet, ces radicaux se sont approprié tout le socialisme moyen, courant dans le pays, ce bric-à-brac d'idées de Louis Blanc, Proudhon, etc., et nous aurions un intérêt énorme à ce qu'ils aient l'occasion de tuer ces phrases dans la praxis.

Par contre, une grande guerre, si elle venait à éclater, mettrait aux prises six millions de soldats sur les champs de bataille et coûterait une quantité inouïe d'argent. Cela aboutirait à un bain de sang, à des

---

16 En ce qui concerne la critique du soi-disant principe des nationalités – source de confusions et éternel prétexte à toutes les crapuleries –, voir la seconde partie de l'article d'Engels : *En quoi la Pologne concerne-t-elle la classe ouvrière ?* (*The Commonwealth*, 31 mars 1866) ; cf. Marx-Engels, *La Russie*, édit. 10/18, p. 201-205.

Engels y énumère les « grandes *nations* historiquement bien définies de l'Europe », à savoir, outre la France, l'Angleterre, l'Espagne et la Scandinavie – dont les formations nationales sont anciennes – l'Italie, la Pologne, l'Allemagne et la Hongrie. Une fois la phase révolutionnaire bourgeoise de construction de l'État moderne achevée, c'est-à-dire au plus tard en 1870 pour tous ces pays (sauf la Pologne), le prolétariat lutte pour la conquête du pouvoir dans le cadre des États constitués, et il doit refuser tout soutien à de prétendus suppléments de revendications nationales de sa bourgeoisie (irrédentisme, etc.).

destructions et enfin à un épuisement sans précédent dans l'histoire. C'est ce qui explique aussi que ces messieurs en aient eux-mêmes une telle peur. Et voici ce que l'on peut prédire : si cette guerre arrive, ce sera l'ultime et ce sera l'effondrement total de l'État de classe, sur le plan politique militaire, économique (même financier) et moral. Cela peut aller jusqu'au moment où la machine de guerre se rebelle et refuse que les populations s'entre-déchirent à cause de ces lamentables peuples balkaniques. C'est le mot cher à l'État de classe : après nous le déluge [17] ! Or, après le déluge, c'est nous qui arriverons – et nous seuls.

Les choses restent en l'état : quoi qu'il puisse arriver, cela tourne en un moyen de porter notre parti au pouvoir et de mettre fin à toute la fripouillerie. Mais j'avoue que je souhaite que tout se passe sans cette tuerie, car elle n'est pas indispensable. Mais si elle doit avoir lieu, alors je veux espérer que ma vieille carcasse ne m'empêchera pas au moment voulu de remonter à cheval.

Les Russes ne cessent d'intriguer autant qu'ils le peuvent, d'abord au sujet des atrocités arméniennes, puis de celles qui eurent lieu à la frontière serbe [18]. Il y a aussi l'Empire grand-serbe qu'ils jouent aux Serbes avec leur lanterne magique et l'allusion à la nécessité d'une convention militaire serbe avec la Russie. Maintenant ce sont les ba-

---

17 En français dans le texte.

18 Cf. Engels à Fr. A. Sorge, 17 août 1889.

Une fois de plus, l'analyse d'Engels confirme sa thèse selon laquelle les petites nations ne sont que des pions sur l'échiquier politique pour les grandes puissances qui déterminent la politique mondiale dans le champ des forces réelles – et c'est ce qui détermine ici toute son analyse des événements internationaux.

La position marxiste ne saurait donc jamais être « pour ou contre » une nationalité quelle qu'elle soit, puisque l'appréciation dépend du rôle qu'elle joue, et de son caractère révolutionnaire ou non, dans le contexte global. Ici, par exemple, le nationalisme grec à l'intérieur de l'Empire ottoman profite à la Russie qui cherche à étendre son influence en direction du bassin méditerranéen.

Après le départ de Bismarck, l'Allemagne entamera un rapprochement spectaculaire avec la Turquie, et les futurs alignements impérialistes s'annonceront, avec la France, la Russie et l'Angleterre d'un côté, et l'Allemagne, l'Autriche et l'Empire ottoman de l'autre, les deux camps étant aussi impérialiste l'un que l'autre.

garres crétoises qui ont curieusement commencé parce que les *Chrétiens* s'entretuèrent jusqu'à ce que le consul russe ait réussi à les pousser à se mettre tous ensemble pour massacrer des Turcs. C’est alors que le stupide gouvernement turc envoya en Crète le pacha Schakir, qui avait été huit ans ambassadeur à Pétersbourg et y fut acheté par les Russes ! Toute cette histoire crétoise a pour but d’empêcher les Anglais de conclure une alliance avec la Prusse [19].

C'est la raison pour laquelle l'affaire crétoise coïncida avec la visite de Guillaume II en Angleterre, de sorte que [le russophile] Gladstone put se lancer à nouveau dans le pro-hellénisme et que les Libéraux purent s'enthousiasmer pour les voleurs de moutons crétois. Le petit Guillaume voulait doubler les Russes en procurant la Crète aux Grecs comme cadeau de noces de sa sœur [Sophie mariée avec le prince héréditaire grec], et par la magie de sa simple présence amener le Sultan à s’en départir ; mais les Russes lui ont montré une fois de plus qu'il n'était qu'un jeune nigaud à côté d’eux : si la Grèce reçoit la Crète, ce sera par la grâce de la *Russie*.

Rien ne va plus, même dans la péninsule des Balkans dans laquelle les Russes se posent par vocation en libérateurs des peuples [20]. Les Roumains ont dû rétrocéder leur part de la Bessarabie, en remerciement de ce qu’ils ont aidé les Russes à vaincre devant Plevna : ils ne se laisseront pas facilement appâter par la promesse d’obtenir un jour la Transylvanie et le Banat. Les Bulgares en ont franchement assez d’une libération à la façon tsariste, qui leur envoie des agents russes dans le pays. Seuls les Serbes et tout au plus les Grecs – parce que tous deux se trouvent en dehors de la ligne directe de Constantinople – ne sont pas encore effarouchés. Les Slaves d’Autriche, que le tsar se sent appelé à libérer de l’oppression allemande, ont pu – tout au moins

---

19 En janvier 1889, Bismarck s'était rapproché de l'Angleterre, dont il soutenait activement la politique coloniale en Afrique orientale, ce qui aboutit à la convention germano-anglaise du 1er juillet 1890, qui régla la question des frontières entre les colonies anglaises et allemandes en Afrique orientale. On voit ici que la vieille Sainte-Alliance commençait à battre de l’aile, au profit de marchandages dans le pur style bourgeois.

20 Cf. Engels, *la Politique extérieure du tsarisme russe*, article paru dans le *Sozialdemokrat*, mai 1890. La traduction française de cet article très complet se trouve dans Marx-Engels, *la Russie*, p. 153-193.

dans la partie cisleithane de l'Empire – jouir d'une certaine autonomie. La formule de la libération des peuples chrétiens opprimés, utilisée par le tsar tout-puissant, ne produit plus le moindre effet ; elle peut tout au plus être utilisée en Crète et en Arménie ; en Europe, elle ne prend plus – même chez les pieux Libéraux anglais. Depuis que l'américain Kennan a révélé à la face du monde les procédés infâmes par lesquels le tsarisme réprime dans son propre Empire toute velléité de résistance, même un admirateur du tsar tel que Gladstone ne risquera plus une guerre à cause de la Crète ou de l'Arménie.

PREMIÈRE PARTIE

1.3. La socution révolutionnaire

La révolution commencera cette fois à l'Est, là où se trouvaient jusqu'ici le rempart inviolé et l'armée de réserve de la contre-révolution.

Marx à Fr. A. Sorge, 27 septembre 1877.

Retour à la table des matières

Une révolution russe signifie bien plus qu'un simple changement de gouvernement en Russie [21]. Elle signifie la disparition d'une puissance militaire énorme et pesante, qui depuis la Révolution française a constitué sans défaillance la colonne vertébrale du despotisme européen coalisé. Elle signifie l'émancipation de l'Allemagne vis-à-vis de la Prusse, qui a été jusqu'ici la créature de la Russie et n'a existé qu'en s'appuyant sur elle. Elle signifie la libération de la Pologne. Elle signifie pour les petites nationalités slaves d'Europe orientale la sortie du rêve panslaviste, qui avait été cultivé chez elles par l'actuel gouvernement russe. Elle signifie enfin l'amorce d'une vie nationale active au sein du peuple russe lui-même, et donc, en même temps, le début d'un véritable mouvement ouvrier en Russie. En somme, elle signifie un tel changement de toute la situation de l'Europe, qu'il doit être salué avec joie par les ouvriers de chaque pays comme un pas gigantesque vers leur but commun : l'émancipation générale du travail.

21 Cf. Engels, les Ouvriers européens en 1877, in *The Labor Standard*, 31 mars 1878.

C'est avec grande joie que j'ai constaté que les socialistes de Roumanie s'étaient donné un programme en accord avec les principes généraux de la théorie qui réussit à souder en un seul bloc presque tous les socialistes d'Europe et d'Amérique, je veux dire la théorie de mon défunt ami Karl Marx [22]. La situation politique et sociale au moment de la mort de ce grand penseur et les progrès de notre parti dans tous les pays civilisés firent qu'il ferma les yeux dans la certitude que ses efforts en vue de rassembler les prolétaires des deux mondes en une seule grande armée et sous un seul et même drapeau seraient couronnés de succès. Mais s'il voyait seulement les immenses progrès que nous avons accomplis depuis lors en Amérique et en Europe !

Ces progrès sont si considérables qu'une politique internationale commune est devenue possible et nécessaire, du moins pour le parti européen. De ce point de vue aussi, je me réjouis de voir que vous concordez en principe avec nous et avec les socialistes de l'Occident…

De fait, nous nous trouvons tous devant le même grand obstacle qui entrave le libre développement de l'ensemble des peuples et de chaque peuple en particulier ; sans ce libre développement, nous ne pouvons penser à la révolution sociale dans les différents pays, pas plus que nous ne pourrions la mener à son terme en nous soutenant et

---

22 Cf. Engels à Ion Nadejde, 4 janvier 1888.

Cette lettre prévoit les conséquences qu'aurait l'élimination du tsarisme féodal sur les conditions de l'émancipation nationale des peuples de l'Europe centrale et orientale. En effet, la systématisation en nations bourgeoises modernes n'avait porté en 1871 que de façon fort incomplète sur l'Europe centrale – où, outre le cas polonais, les limitations de l'unification allemande à la prussienne avaient laissé subsister une monarchie autrichienne qui exerçait son pouvoir sur un grand nombre de nationalités mineures. En ce qui concerne l'Europe orientale (en gros, à l'est de la Pologne) et sud-orientale (Balkans, etc.), les tâches nationales restaient encore à accomplir, avant de pouvoir passer à la lutte purement classiste du prolétariat contre sa bourgeoisie. Non seulement la chute du tsarisme aurait ouvert la voie à une systématisation nationale dans cette aire, mais elle aurait permis de dépasser les tares de celle de l'Europe centrale (pour l'Allemagne et l'Autriche en particulier). Cette hypothèse, éminemment favorable au prolétariat, ne s'est pas vérifiée historiquement, excédant en fait les capacités générales de la bourgeoisie à œuvrer encore pour ses propres objectifs de classe contre les puissances féodales.

en nous entraidant les uns les autres. Cet obstacle [au libre développement des peuples du Centre et de l'Est européen] est la vieille Sainte-Alliance des trois assassins de la Pologne, à savoir de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse sous la souveraineté du tsarisme russe et à son profit particulier, et cette alliance continue de subsister, même aux temps des conflits, qui ne sont que des chamailleries de famille [23].

En 1815, l'Alliance fut fondée pour s'opposer à l'esprit révolutionnaire du peuple français ; elle fut renforcée en 1871 grâce au brigandage de l'Alsace-Lorraine, effectué aux dépens de la France, qui fit de l'Allemagne l'esclave du tsarisme, et du tsar l'arbitre de l'Europe ; en 1888, l'Alliance subsiste pour anéantir le mouvement révolutionnaire au sein des trois Empires, en ce qui concerne aussi bien les aspirations nationales que les mouvements politiques et sociaux des ouvriers. Comme la Russie détient une position stratégique pratiquement inexpugnable, le tsarisme russe représente le noyau de cette alliance, la plus grande réserve de la réaction européenne [24].

Renverser le tsarisme et en finir avec ce cauchemar qui pèse sur toute l'Europe est, à nos yeux, la condition première de l'émancipation des nations de l'Europe centrale et orientale. Dès lors que le tsarisme sera renversé, nous assisterons à l'effondrement de cette puissance funeste, représentée par Bismarck, celle-ci étant alors privée de son soutien principal, et notre parti ouvrier marchera à pas de géant vers la révolution. L'Autriche se désagrégera, étant donné qu'elle perdra la seule justification de son existence, à savoir empêcher par sa simple existence le tsarisme de s'incorporer les nations éparpillées des Carpates et des Balkans ; la Pologne sera restaurée ; la Petite-Russie [25] pourra choisir librement ses liens politiques ; les Roumains, les Magyars et les Slaves du sud, libres de toute immixtion étrangère, pour-

---

23 Dans le brouillon de la lettre, il était précisé : « Elle subsistera même au cas où une guerre surviendrait entre les alliés, car cette guerre aurait pour but de mettre de nouveau au pas la Prusse ou l'obstinée Autriche ; cette alliance étant formée, il en découle l'hégémonie de la Russie sur les deux autres puissances du simple fait de la prépondérance militaire russe » (passage biffé).

24 « Qui plus est, la Russie ne peut être attaquée qu'à partir de la Pologne, c'est dire qu'elle est pratiquement inexpugnable pour ses deux autres partenaires, à moins que ceux-ci ne se risquent dans une guerre qui leur créera des difficultés à eux-mêmes » (cf. brouillon).

25 Ukraine sous contrôle de l'Empire russe.

ront régler entre eux leurs affaires et leurs problèmes frontaliers ; enfin, la noble nation des Grands-Russiens ne fera plus une chasse insensée à des conquêtes qui ne profitent qu'au tsarisme, mais accomplira son authentique mission civilisatrice en Asie et, en liaison avec l'Ouest, ils développeront leurs capacités intellectuelles impressionnantes, au lieu de livrer au travail forcé et à l'échafaud les meilleurs d'entre eux…

[Les Roumains ne savent que trop bien que] l'indépendance nationale de la Roumanie cessera le jour où s'accomplira le rêve du tsarisme : la conquête de Constantinople. Jusque-là, le tsarisme vous tiendra en haleine en vous poussant vers la Transylvanie roumaine, qui est aux mains des Magyars, alors que c'est précisément le tsarisme qui la maintient séparée de la Roumanie. Si demain le despotisme s'effondrait à Pétersbourg, après-demain il n'y aurait plus d'Autriche-Hongrie en Europe.

À l'heure actuelle, l'Alliance entre la Russie, la Prusse et l'Autriche semble dissoute, et la guerre imminente. Cependant, même si la guerre éclatait, ce ne serait que pour remettre au pas la récalcitrante Autriche et la Prusse. Espérons que cette guerre n'aura pas lieu : dans une telle guerre, on ne pourrait sympathiser avec aucun des belligérants ; au contraire, il faudrait souhaiter que *tous* fussent battus, si cela était possible [26]. Ce serait une guerre affreuse, mais, quoi qu'il ad-

26 Il est clair que la perspective n'est pas le renforcement de l'une quelconque des puissances réactionnaires qui pèsent sur l'Europe orientale et centrale, mais l'effondrement de *toutes* celles-ci : la Russie, pilier central de la Sainte Alliance, l'Autriche, « ce conglomérat bigarré et hétéroclite de peuples », la Prusse, qui domine l'Allemagne, auxquelles on peut même désormais ajouter l'Empire turc qui domine « les régions slaves, grecques et albanaises » et qui est lui-même vassalisé par la Russie – base commune de toutes les forces réactionnaires. L'avantage qui en résulterait pour le prolétariat européen tout entier serait immense : non seulement la question nationale serait réglée à l'Est, de la Pologne aux Balkans, avec « l'autonomie et le libre regroupement des peuples et débris de peuples, des Carpates à la mer Egée », mais encore, à l'Ouest, le terrain serait déblayé pour la lutte de classe directe : « De ce fait, l'Occident se trouverait placé dans une situation dans laquelle il pourrait se préoccuper de sa mission historique actuelle, sans être troublé ni distrait par l'intrusion d'éléments étrangers : le conflit entre prolétariat et bourgeoisie, avec le passage de la société capitaliste à la société socialiste ». Le secret du défaitisme des gouvernements bourgeois européens face au tsarisme russe, c'est qu'ils perçoivent qu'au bout du compte

vienne, ce qui est sûr c'est que tout s'achèverait en fin de compte au profit du mouvement socialiste et la conquête du pouvoir par la classe ouvrière en serait accélérée.

Excusez cette longue lettre sur des considérations aussi vastes, mais il ne m'était pas possible d'écrire à un Roumain sans lui exprimer ma conception sur ces questions brûlantes. Au reste, elle peut se résumer en deux mots : une révolution éclatant en Russie à l'heure actuelle épargnerait à l'Europe le malheur d'une guerre générale, et serait le commencement de la révolution dans le monde entier.

celui-ci les protège contre la révolution ouvrière, et que le jour où il tombera, « ils en seront alors réduits à leurs seules ressources et ils ne tarderont pas à constater que cela fait une grande différence » (cf. *la Politique extérieure du tsarisme russe,* op. cit. p. 190-192).

Guerre mondiale et révolution.
Appendice aux Écrits militaires de Marx-Engels.

Deuxième partie

Guerre ou révolution dans l'Europe entière

Retour à la table des matières

DEUXIÈME PARTIE

2.1. Les conditions d'un conflit général en 1886

Retour à la table des matières

L'affaire orientale est un peu longue, il me faut entrer dans un tas de détails, vu les bêtises absurdes que la presse française, y compris *Le Cri*, a répandues sur ce sujet, sous l'influence russo-patriotique [27].

Au mois de mars 1879, Disraeli envoya quatre vaisseaux cuirassés dans le Bosphore ; leur seule présence suffit pour arrêter la marche triomphale des Russes sur Constantinople, et pour déchirer le traité de San Stefano. La paix de Berlin régla, pour quelque temps, la situation

---

27 Cf. Engels à P. Lafargue, 25 octobre 1886.

Engels se réfère ici aux résultats du Congrès de Berlin (du 13 juin au 13 juillet 1878) qui donna lieu à un nouveau partage des Balkans entre les trois puissances impériales – russe, autrichienne et turque – sous le patronage de Bismarck. Ainsi, à l'annexion d'une partie de la Bessarabie par la Russie répondait celle de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche, qui se partageaient ainsi les territoires cédés par l'Empire ottoman. La Bulgarie était partagée en deux parties : le nord sous domination russe, et le sud (Roumélie orientale) qui restait officiellement turc. Cette situation fut le point de départ de la crise bulgare de 1885 qu'Engels relate dans cette lettre, et qui lui permet surtout d'analyser l'alignement des forces impérialistes en Europe orientale, en relation avec les conditions d'une guerre générale sur le continent.

Les faits majeurs qui caractérisent la situation dans cette partie de l'Europe, où les tâches de la révolution bourgeoise sont encore en suspens, sont la révolution russe et la situation de la Turquie – menacée du même sort que la Pologne. La Sainte-Alliance de la Prusse, l'Autriche et la Russie, bien que minée par ses contradictions internes, représente l'adversaire le plus acharné du progrès bourgeois dans toute cette aire, en même temps que le premier obstacle au développement de la révolution prolétarienne en Occident.

C'est dire que ce texte d'Engels est la continuation directe du commentaire de Marx sur la guerre russo-turque de 1877-1878 (cf. sa lettre à W. Liebknecht du 4 février 1878, in *Ecrits militaires*, p.605-608). Du fait de son importance pour la détermination de la stratégie du parti de classe dans toute l'Europe, Paul Lafargue en a tiré un article publié sous le titre « la Situation politique en Europe », reproduit dans la presse socialiste internationale.

en Orient. Bismarck réussit à établir un accord entre le gouvernement russe et le gouvernement autrichien. L'Autriche dominerait en sous-main la Serbie, tandis que la Bulgarie et la Roumélie orientale seraient abandonnées à l'influence prépondérante de la Russie. Cela signifiait que si l'on permettait plus tard aux Russes de prendre Constantinople, l'Autriche pourrait alors recevoir Salonique et la Macédoine.

Mais, en outre, on donna la Bosnie à l'Autriche, comme, en 1794, la Russie avait abandonné, pour la reprendre en 1814, la plus grande partie de la Pologne proprement dite aux Prussiens et aux Autrichiens. La Bosnie était la cause d'une saignée perpétuelle pour l'Autriche, une pomme de discorde entre la Hongrie et l'Autriche occidentale, et surtout *la preuve pour la Turquie que les Autrichiens, pas moins que les Russes, lui préparaient le sort de la Pologne*. Désormais la Turquie ne pouvait avoir confiance en l'Autriche : victoire importante de la politique du gouvernement russe.

La Serbie avait des tendances slavophiles, partant russophiles, mais depuis son émancipation elle puise tous ses moyens de développement bourgeois en Autriche. Les jeunes gens vont étudier dans les universités autrichiennes ; le système bureaucratique, le code, la procédure des tribunaux, les écoles, tout a été copié des modèles autrichiens. C'était naturel. Mais la Russie devait empêcher cette imitation en Bulgarie ; elle ne voulait pas tirer les marrons du feu pour l'Autriche. Donc la Bulgarie fut dès le début organisée en satrapie russe. L'administration, les officiers et les sous-officiers, le personnel, tout le système enfin furent russes : Battenberg qui lui fut octroyé comme satrape était cousin d'Alexandre III.

La domination d'abord directe puis indirecte du gouvernement russe suffit pour étouffer en moins de quatre ans toutes les sympathies bulgares pour la Russie ; elles avaient pourtant été grandes et enthousiastes. La population regimbait de plus en plus contre l'insolence des « libérateurs » ; et même Battenberg, homme sans idées politiques, d'un caractère mou et qui ne demandait pas mieux que de servir le tsar, mais qui réclamait des égards, devint de plus en plus indocile.

Pendant ce temps, les choses suivaient leur cours en Russie. Le gouvernement avait réussi, par des mesures violentes, à disperser et à désorganiser les nihilistes pour quelque temps. Mais cela ne pouvait durer toujours, il lui fallait un appui dans l'opinion publique. Il lui fal-

lait détourner les esprits des misères sociales et politiques de l'intérieur ; bref, il lui fallait un peu de fantasmagorie chauvine. De même que, sous Napoléon III, la rive gauche du Rhin avait servi à détourner vers l'extérieur les passions révolutionnaires, le gouvernement russe fit miroiter au peuple anxieux et agité la conquête de Constantinople, la « délivrance » des Slaves opprimés par les Turcs et leur réunion en une grande fédération sous l'égide de la Russie. Mais il ne suffisait pas d'évoquer cette fantasmagorie, il fallait faire quelque chose pour la réaliser.

Les circonstances étaient favorables. L'annexion de l'Alsace-Lorraine avait semé entre la France et l'Allemagne des ferments de discorde, qui semblaient devoir neutraliser ces deux puissances. L'Autriche, à elle seule, ne pouvait lutter contre la Russie, puisque son arme offensive la plus efficace, l'appel aux Polonais, serait toujours rendue inopérante par la Prusse. Et l'occupation – le vol – de la Bosnie était une seconde Alsace entre l'Autriche et la Turquie. L'Italie était au plus offrant, c'est-à-dire à la Russie, qui lui offrait Trieste et l'Istrie, avec la Dalmatie et Tripoli. Et l'Angleterre ? Le pacifique russophile Gladstone avait écouté les paroles tentantes de la Russie : *il avait occupé l'Égypte,* en pleine paix, ce qui assurait non seulement à l'Angleterre une querelle perpétuelle avec la France, mais bien plus : *l'impossibilité d'une alliance des Turcs avec les Anglais, qui venaient de les spolier* en s'appropriant un fief turc, l'Égypte. En outre, les préparatifs russes en Asie étaient assez avancés pour donner aux Anglais bien de la besogne aux Indes en cas de guerre. Jamais autant de chances ne s'étaient présentées aux Russes : leur diplomatie triomphait sur toute la ligne.

La rébellion des Bulgares contre le despotisme russe fournit l'occasion d'entrer en campagne [28]. À l'été 1885, on fit miroiter devant les

---

28 En Septembre 1885, il y eut en Roumélie orientale (Bulgarie du sud sous domination turque) un soulèvement de patriotes bulgares. Le gouverneur turc fut renversé, les autorités investies par la Porte furent chassées et l'union avec la Bulgarie proclamée. Le prince Alexandre Battenberg se proclama le 8 septembre régent de la Bulgarie unifiée. La Russie qui déjà avait été mécontente du rapprochement entre Battenberg et l'Autriche prit dès lors une attitude hostile et rappela tous les officiers russes encadrant l'armée bulgare, alors que la Serbie entrait en guerre contre la Bulgarie. Les Bulgares mirent en échec la tentative russe de renverser Battenberg, puis, contre toute attente, ils battirent les Serbes. La crise, si elle provoqua une forte poussée

yeux des Bulgares du Nord et du Sud la possibilité de cette union promise par la paix de San Stefano et détruite par le traité de Berlin. On leur dit que s'ils se jetaient de nouveau dans les bras de la Russie libératrice, le gouvernement russe remplirait sa mission en accomplissant cette union ; mais que, pour cela, les Bulgares devaient commencer par chasser Battenberg. Celui-ci fut prévenu à temps ; contre son habitude, il agit avec promptitude et énergie : il accomplit, mais pour son propre intérêt, cette union que la Russie voulait faire contre lui. De ce moment date la lutte implacable entre lui et la Russie.

Cette lutte fut menée d'abord sournoisement et indirectement. On réédita, pour les petits États des Balkans, la belle doctrine de Louis Bonaparte, suivant laquelle, quand un peuple jusque-là épars, disons l'Italie ou l'Allemagne, se réunit et se constitue en nation, les autres États, disons la France, ont droit à des compensations territoriales. La Serbie avala l'amorce, et déclara la guerre aux Bulgares ; la Russie remporta ce triomphe que cette guerre, déclenchée dans son intérêt, se fit aux yeux du monde sous les auspices de l'Autriche, qui n'osa l'empêcher de peur de voir le parti russe arriver au pouvoir en Serbie. De son côté, la Russie désorganisa l'armée bulgare en rappelant tous les officiers russes, c'est-à-dire tout l'état-major et tous les officiers supérieurs, y compris les chefs de bataillon de l'armée bulgare.

Mais, contre toute attente, les Bulgares, sans officiers russes et à deux contre trois, battent les Serbes à plate couture et conquièrent le respect et l'admiration de l'Europe étonnée. Ces victoires ont deux causes. D'abord Alexandre Battenberg, bien que faible comme homme politique, est bon soldat ; il fit la guerre telle qu'il l'avait apprise à l'école prussienne, tandis que les Serbes suivaient la stratégie et la tactique de leurs modèles autrichiens. Ce fut donc une deuxième édition de la campagne de 1866 en Bohême. Et puis les Serbes avaient vécu depuis soixante ans sous ce régime bureaucratique autrichien qui, sans leur donner une puissante bourgeoisie et une paysannerie indépendante (les paysans ont déjà tous des hypothèques), avait ruiné et désorganisé les restes du communisme *gentilice* qui avait fait leur force dans leurs luttes contre les Turcs. Par contre, chez les Bulgares,

de chauvinisme en Russie et accrut le risque d'un conflit entre Allemands et Russes, ne conduisit pas à une guerre généralisée en Europe, la Russie ayant pu neutraliser à la fin les effets de la victoire des Bulgares.

ces institutions plus ou moins communistes n'avaient pas été entamées : ce qui explique leur bravoure extraordinaire [29].

Donc, nouvel échec pour la Russie ; c'était à recommencer. Le chauvinisme slavophile chauffé comme contrepoids de l'élément révolutionnaire grandissait de jour en jour et devenait déjà menaçant pour le gouvernement. Le tsar se rend en Crimée, et les journaux russes annoncent qu'il fera quelque chose de grand ; il cherche à attirer dans ses filets le sultan pour l'engager à une alliance en lui montrant ses anciens alliés – l'Autriche et l'Angleterre – le trahissant et le spoliant, et la France à la remorque et à la merci de la Russie. Mais le sultan fait la sourde oreille et les énormes armements de la Russie occidentale et méridionale restent, pour le moment, sans emploi.

Le tsar revient de Crimée (juin dernier). Mais en attendant, la marée chauvine monte et le gouvernement, incapable de réprimer ce mouvement envahissant, est de plus en plus entraîné par lui ; si bien qu'il faut permettre au maire de Moscou de parler hautement, dans son allocution au tsar, de la conquête de Constantinople. La presse, sous l'influence et la *protection* des généraux dit ouvertement qu'elle attend du tsar une action énergique contre l'Autriche et l'Allemagne qui l'entravent, et le gouvernement n'a pas le courage de lui imposer silence. Bref, le chauvinisme slavophile est plus puissant que le tsar, et celui-ci doit céder de peur d'une révolution de la part des slavophiles.

La détresse financière complique la situation. Personne ne veut prêter à ce gouvernement qui, de 1870 à 1875, a emprunté 1 milliard 750.000 francs à Londres et qui menace la paix européenne. Il y a deux ou trois ans, Bismarck lui facilita, en Allemagne, un emprunt de 375 millions de francs, mais il est mangé depuis longtemps, et sans la signature de Bismarck, les Allemands ne donneront pas un sou. Cependant cette signature ne s'obtient plus sans des conditions humiliantes. La fabrique des assignats de l'intérieur en a trop produit, le

29 Le développement social dans cette aire sud-est européenne est comparable à celui de la Russie précapitaliste, et à certains égards même inférieur : « Il aurait été infiniment meilleur pour les Bulgares comme pour nous que ceux-ci demeurent turcs jusqu'à la révolution européenne ; les institutions gentilices auraient constitué un merveilleux point de départ pour l'évolution ultérieure vers le communisme, tout à fait comme le *mir* russe qui meurt à présent sous notre nez » (Engels à E. Bernstein, 9 octobre 1886).

rouble argent vaut 3,80 F et le rouble papier 2,20 F. Les armements coûtent un argent fou.

Enfin, il faut agir : ou un succès dans la direction de Constantinople, ou alors la révolution. C'est pourquoi Giers [l'ambassadeur russe] va chercher Bismarck pour lui exposer la situation, que celui-ci comprend fort bien. Il voudrait bien, pour ménager l'Autriche, retenir les Russes dont l'insatiabilité l'irrite. Mais voilà, une révolution en Russie *implique la chute du régime de Bismarck en Allemagne* [30]. Sans la grande armée de réserve russe de la réaction, la domination des hobereaux en Prusse ne durerait pas un jour de plus. La révolution en Russie changerait d'un seul coup la situation en Allemagne ; elle mettrait fin à la foi aveugle dans la toute-puissance de Bismarck qui réunit autour de celui-ci toutes les classes possédantes ; elle accélérerait le mûrissement de la révolution en Allemagne.

Bismarck qui ne se trompe point sur le fait que l'existence du tsarisme en Russie est la base de tout son système, a parfaitement compris ; il est allé en hâte à Vienne dire à ses amis d'Autriche qu'en face d'un tel danger il n'est plus temps, ni pour lui-même ni pour eux, de faire grand cas de questions d'amour-propre ; qu'il faut aux Russes un semblant de triomphe, et que c'est dans leur propre intérêt même que l'Allemagne et l'Autriche doivent se mettre à genoux devant le tsar. D'ailleurs, si messieurs les Autrichiens insistent pour se mêler des affaires de Bulgarie, il s'en lavera les mains : ils verront ce qui arrivera. Kalnoky cède, Alexandre Battenberg est sacrifié, et Bismarck court porter en personne la nouvelle à Giers.

Il s'ensuit l'enlèvement de Battenberg par des conspirateurs militaires, et ceci dans des circonstances qui doivent choquer tout conservateur de conviction monarchique et en premier lieu les princes, *qui possèdent également des armées*. Cependant Bismarck passe à l'ordre du jour, heureux de s'en être tiré à si bon compte.

30 Dans cette partie de sa lettre, Engels passe de l'analyse de la situation en Europe orientale à ses prolongements, révolutionnaires ou guerriers, en Allemagne et en France où la lutte est principalement dirigée contre la classe capitaliste, quelle que soit la forme, monarchiste ou républicaine, de son pouvoir. Il se comporte ainsi en représentant du parti historique et international, vis-à-vis des différents partis ouvriers « nationaux », afin de fondre leur action dans une stratégie unitaire à l'échelle de l'Europe entière.

Par malheur, les Bulgares déployèrent une capacité politique et une énergie inattendues et intolérables chez une nation slave « délivrée par la sainte Russie ». Ils arrêtent les conspirateurs, nomment un gouvernement capable, énergique et incorruptible, (qualités parfaitement intolérables chez une nation à peine émancipée !) qui rappelle Battenberg ; celui-ci étale toute sa mollesse et prend la fuite. Mais les Bulgares sont incorrigibles. Avec ou sans Battenberg, ils résistent aux ordres souverains du tsar et obligent l'héroïque Kaulbars [l'envoyé russe] à se rendre ridicule devant toute l'Europe.

Imaginez la fureur du tsar. Après avoir courbé Bismarck, brisé la résistance autrichienne, se voir arrêté par ce petit peuple qui date d'hier, qui doit à lui ou à son père son « indépendance », et qui ne veut pas comprendre que cette indépendance ne signifie qu'obéissance aveugle aux ordres du « libérateur ». Les Grecs et les Serbes ont été pas mal ingrats, mais les Bulgares dépassent la limite ! Prendre leur indépendance au sérieux, a-t-on déjà vu cela ? [31]

Pour se sauver de la révolution, le pauvre tsar est obligé de faire un nouveau pas en avant. Mais chaque pas devient plus dangereux ; car il ne se fait qu'au risque d'une guerre européenne, ce que la diplomatie

31 En présence de cette indéniable manifestation de vigueur nationale de la part des Bulgares – qu'Engels explique d'ailleurs moins par le développement bourgeois interne que par la force de structures sociales héritées du communisme primitif, encore plus ou moins vivaces chez les peuples slaves du Sud – celui-ci définit ainsi l'attitude à adopter : « 1. Soutenir les Sud-slaves si et pour autant qu'ils vont *contre la Russie*, et vont alors *avec* le mouvement révolutionnaire européen.

2. Mais s'ils vont contre les *Turcs*, c'est-à-dire s'ils exigent à tout prix l'annexion des désormais peu nombreux Serbes et Bulgares turcs, ils font alors consciemment ou non le jeu de la Russie, et nous ne pouvons pas être avec eux. Ce but ne peut être obtenu qu'au risque d'une guerre européenne, et il ne le vaut pas, ces messieurs doivent simplement attendre aussi bien que les Alsaciens et les Lorrains, les habitants du Trentin, etc. D'ailleurs, toute nouvelle attaque contre les Turcs – étant donnés les rapports actuels – ne peut mener qu'à ceci : les toute petites nations victorieuses – et elles ne peuvent le devenir que grâce aux Russes – doivent ou bien passer directement sous le joug russe, ou bien – si l'on considère la carte linguistique de la péninsule balkanique – se déchirer immanquablement les unes les autres.

3. Cependant, dès lors que la révolution russe éclate, ces messieurs peuvent faire ce qu'ils veulent. Mais ils devront alors aussi constater qu'ils n'arriveront pas à bout des Turcs » (Engels à E. Bernstein, 9 octobre 1886).

russe a toujours cherché à éviter. Il est certain que si l'intervention du gouvernement russe en Bulgarie amène des complications extrêmes, il arrivera un moment où l'hostilité des intérêts russes et autrichiens éclatera ouvertement. Il sera alors impossible de localiser le conflit, qui deviendra une guerre générale. Étant donné les filous qui gouvernent à présent l'Europe, il est impossible de prévoir comment se regrouperont les deux camps. Bismarck est bien capable de se ranger du côté des Russes contre l'Autriche, s'il ne peut empêcher autrement la révolution en Russie. Mais le plus probable est une guerre entre la Russie et l'Autriche, dans laquelle l'Allemagne ne viendra au secours de cette dernière que pour empêcher son complet écrasement. En attendant le printemps, car avant avril les Russes ne pourront s'engager dans une grande campagne d'hiver sur le Danube, le tsar travaille à attirer les Turcs dans ses filets, et la trahison de l'Autriche et de l'Angleterre envers la Turquie lui facilite la tâche. Son but est d'occuper les Dardanelles et de transformer ainsi la mer Noire en lac russe, d'en faire un abri inabordable pour l'organisation de flottes puissantes qui en sortiraient pour dominer ce que Napoléon appelait un « lac français » - la Méditerranée. Mais il n'y est pas encore parvenu, bien que ses partisans de Sofia aient trahi sa secrète pensée.

Telle est la situation : pour éviter une révolution en Russie, il faut Constantinople au tsar. C'est ce qui fait hésiter Bismarck ; il voudrait trouver le moyen d'éviter l'une et l'autre éventualité.

Et la France ?

Pour ceux des Français qui, depuis 16 ans, ne font que penser à la revanche, il est naturel de saisir cette occasion qui peut-être s'offrira [avec la guerre]. Cependant, pour notre parti, la question n'est pas aussi simple ; et même pour ces messieurs les chauvins, elle ne l'est pas. En effet, une guerre contre l'Allemagne, en alliance avec la Russie, pourrait avoir pour conséquence une révolution ou bien une contre-révolution en France. Dans le cas d'une révolution qui porterait les socialistes au pouvoir, l'alliance russe s'effondrerait. D'abord, *les Russes feraient immédiatement la paix avec Bismarck pour se ruer ensemble sur la France révolutionnaire* [32]. Ensuite, les socialistes ne seraient pas

[32] On voit avec quel sérieux Engels jaugeait toute éventualité en cas de guerre et en discutait à fond. Il ne doutait pas seulement de la possibilité de victoire révolutionnaire en France au cours de la guerre – comme il l'explique ici –, mais il savait que même ce cas de figure improbable ne permet-

portés au pouvoir en France pour en venir à faire une guerre afin d'empêcher une révolution en Russie. Mais cette éventualité n'est pas probable. La *contre-révolution monarchique*, favorisée par l'alliance russe, l'est bien davantage. Vous savez combien le tsar désire la restauration des Orléans, le seul gouvernement qui lui offre les conditions d'une solide et durable alliance. Une fois la guerre commencée, on fera bon usage des officiers monarchistes dans l'armée pour préparer cette restauration. À la moindre défaite partielle – et il y en aura inévitablement – on criera que c'est la faute de la République, que pour avoir des victoires et obtenir la coopération sans arrière-pensée de la Russie, il faut un gouvernement stable, monarchique – en un mot, il faut Philippe VII [le duc d'Orléans]. Les généraux monarchistes agiront mollement, afin de pouvoir mettre leur manque de succès sur le compte du gouvernement républicain – et vlan, voici la monarchie rétablie. Une fois Philippe sur le trône, tous ces rois et empereurs s'entendront immédiatement et, au lieu de s'entredévorer, ils se partageront l'Europe en avalant les petits États. Sitôt la République française tuée, on tiendra un nouveau Congrès de Vienne de la Sainte-Alliance, où l'on prendra peut-être prétexte des péchés républicains et socialistes de la France pour lui refuser l'Alsace-Lorraine soit en totalité, soit en partie ; et les princes se moqueront des républicains assez naïfs pour avoir cru à la possibilité d'une alliance sincère entre le tsarisme et l'anarchie [33].

Du reste, est-il vrai que le général Boulanger [34] dit à qui veut l'entendre : « *Il faut la guerre uniquement pour empêcher la révolution sociale en France* » ? Si c'est vrai, que cela serve d'avertissement [au

trait pas la victoire du prolétariat européen, en raison notamment des faiblesses du socialisme français. De fait, la crise boulangiste prouvera à quel point le mouvement ouvrier de ce pays souffrait de tares qui l'empêchaient de prendre positivement la tête du mouvement général : au premier rang de celles-ci figure un profond chauvinisme, hérité de la révolution bourgeoise.

Marx avait prévu dès 1870 le déplacement en Allemagne du centre de gravité du mouvement prolétarien européen (voir sa lettre au Comité de Brunswick, in *Ecrits militaires*, p. 522).

33 Dans le texte imprimé, Lafargue a remplacé « anarchie » par « République ».

34 En ce qui concerne Boulanger, la poussée de fièvre chauvine en France et le regain belliqueux qu'elle a suscité, voir ci-dessous les extraits de la correspondance d'Engels avec Paul et Laura Lafargue dans la partie intitulée *La crise boulangiste*.

parti socialiste], ce brave Boulanger a des allures fanfaronnes que l'on peut pardonner à un militaire, mais qui donnent une triste idée de son esprit politique. En tout cas, ce n'est pas lui qui sauverait la République. Sommé de choisir entre les socialistes et les Orléans, il est certain qu'il s'arrangera avec ces derniers dès lors qu'ils lui assureront l'alliance russe. Dans tous les cas*, les républicains bourgeois de France sont dans la même situation que le tsar : ils voient se dresser devant eux le spectre de la révolution sociale et ils ne connaissent qu'un moyen de s'en préserver : la guerre*.

En France comme en Russie et en Allemagne, les événements tournent si bien à notre avantage que, pour le moment, nous ne pouvons désirer que la continuation du *statu quo*. Si la révolution éclatait en Russie, elle susciterait un jeu d'interactions donnant les conditions révolutionnaires les plus favorables qui puissent être. Une guerre générale, au contraire, nous rejetterait dans le domaine de l'imprévu et des événements incalculables. La révolution en Russie et en France serait repoussée, le brillant développement de notre parti en Allemagne brutalement stoppé, et en France la monarchie vraisemblablement restaurée. Sans doute, les événements finiront par tourner en notre faveur ; mais quelle perte de temps, quels sacrifices, quels nouveaux obstacles à surmonter !

La force qui, en Europe, pousse à une guerre est grande. Le système militaire prussien, adopté partout, demande douze à seize ans pour son développement complet ; après ce laps de temps, les cadres de réserve sont remplis d'hommes rompus au maniement des armes. Ces douze à seize ans sont partout écoulés ; partout on a douze à seize classes annuelles qui ont passé par l'armée. On est donc prêt partout, et les Allemands n'ont pas d'avantage spécial de ce côté. Et puis le vieux Guillaume va probablement mourir. Alors il y aura quelque changement de système. Bismarck verra sa situation plus ou moins ébranlée et *peut-être poussera-t-il à la guerre comme moyen de se maintenir*. Pour les autres, ce sera une nouvelle tentation d'attaquer l'Allemagne qu'on croira moins forte au moment d'un changement de politique intérieure. En effet, la Bourse croit partout à la guerre, dès que le vieux [l'empereur d'Allemagne] fermera les yeux.

En ce qui me concerne, je crois qu'il faut qu'un fait soit assuré pour nous : *si guerre il y a, elle ne se fera que dans le but d'empêcher la ré-*

volution [35] : en Russie, pour prévenir l'action commune de tous les mécontents, slavophiles, constitutionnels, nihilistes, paysans ; en Allemagne, pour maintenir Bismarck ; en France, pour refouler le mouvement victorieux des socialistes et pour rétablir la monarchie – ce qui est le calcul de toute la grande-bourgeoisie.

C'est pourquoi je suis pour "la paix à tout prix", car nous ne serons pas ceux qui devront payer ce prix [36].

La Diète hongroise se réunit également ces jours-ci, et les débats sur les salades bulgares n'y manqueront pas [37]. Ce qui serait le plus favorable pour nous, ce serait un refoulement pacifique ou belliqueux de la Russie, car ce serait alors la révolution dans ce pays. Les panslavistes y participeraient alors, mais seraient dupés le lendemain. C'est là un point sur lequel Marx s'exprimait toujours avec la plus grande assurance – et je ne connais personne qui connût si bien la Russie, tant pour ce qui est de ses affaires intérieures qu'extérieures. Il disait qu'à partir du moment où le vieux système était brisé en Russie par n'importe qui – n'importe quelle Assemblée représentative –, ce serait la fin de la politique russe d'empiètements et de conquête, si bien que tout y serait alors dominé par les questions intérieures. Et dès lors que cet ultime rempart de la réaction y sera brisé, la répercussion sur l'Eu-

35 Le "général" Engels ne cesse, en effet, de souligner, tout au long de ses études militaires, le caractère de classe nécessaire des guerres et de la violence. La présente lettre en est encore un exemple frappant : toute guerre moderne, qui est conduite entre États de même nature de classe, a un caractère de guerre commune contre le prolétariat. Celui-ci, force décisive de la production et de la vie modernes, est toujours au centre des questions cruciales de paix ou de guerre. Mais pour le voir, il faut se placer d'un point de vue de classe, comme Lénine l'a fait magistralement en 1914 en expliquant que le conflit impérialiste en cours était dirigé avant tout contre la classe ouvrière internationale qui tendait au socialisme.

36 Le texte imprimé par Lafargue se termine ainsi : « Entre socialistes français et socialistes allemands, il n'existe pas de question alsacienne. Les socialistes allemands ne savent que trop que les annexions de 1871, contre lesquelles ils ont toujours protesté, ont été le point d'appui de la politique réactionnaire de Bismarck, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Les socialistes des deux pays sont également intéressés au maintien de la paix ; c'est eux qui paieraient les frais de la guerre. »

37 Cf. Engels à August Bebel, 14 septembre 1886.

rope sera énorme, et nous le remarquerons en premier en Allemagne…

En France comme en Allemagne, tout se développe fort brillamment et quelques années d'évolution *intérieure* sans perturbation, avec ses événements inévitables, devraient nous aider grandement. C'est précisément pourquoi je ne puis vraiment pas souhaiter une guerre mondiale – mais, est-ce que l'histoire se soucie de cela ? Elle suit son chemin, et nous devons la prendre comme elle vient.

DEUXIÈME PARTIE

2.2. L'Allemagne et la France face au danger de guerre

Lettre au Comité d'organisation de la Fête internationale à Paris [38]

Retour à la table des matières

Nous nous trouvons face à un danger extraordinaire. On nous menace d'une guerre dans laquelle les prolétariats français et allemand, qui détestent la guerre et qui n'ont que des intérêts communs, seront contraints de se massacrer réciproquement.

38 Cf. Fr. Engels, Londres, 13 février 1887, lettre publiée dans la presse socialiste internationale. Cette Fête internationale de Paris, à laquelle participèrent des émigrés socialistes allemands, scandinaves, polonais et russes vivant en France, était destinée à protester contre la course aux armements et la préparation d'une guerre entre la France et l'Allemagne.

Désormais, étant donné que le prolétariat devient chaque jour plus fort pour conquérir le pouvoir dans ces deux pays, le risque de guerre y découle en premier lieu de la volonté d'éliminer la menace révolutionnaire intérieure. De ce point de vue, le danger le plus grave ne venait pas tant de la guerre contre la Russie, dont on pouvait escompter l'effondrement militaire rapide, que d'un conflit armé franco-allemand, suscité de façon convergente par le bonapartisme prussien et le revanchisme français afin d'exciter le chauvinisme et la haine entre les deux peuples les plus avancés dans les préparatifs d'assaut final contre la forteresse bourgeoise. Dans sa lettre à Bebel du 22 décembre 1882, reproduite dans notre 1e partie, Engels ne prévoyait-il pas que, si la guerre générale éclatait, « notre parti en Allemagne serait provisoirement submergé et disloqué par la vague de chauvinisme, et il en irait de même en France » ?

Quelle est la véritable cause de cet état des choses ?

C’est le *militarisme*, l’introduction du système militaire prussien dans tous les grands États du continent. Ce système prétend armer toute la nation en vue de la défense de son sol et de ses droits. C’est un mensonge.

Le système prussien a supplanté le système de la conscription limitée et du droit au rachat accordés aux riches, parce qu’il a mis à disposition des classes dominantes tous les ressources du pays, les personnes autant que les choses. Il n’a cependant pas réussi à former une armée du peuple. L’armée prussienne divise les citoyens soumis au service militaire obligatoire en deux catégories. La première est intégrée dans la ligne, alors que la seconde est directement incorporée dans la réserve ou dans la landwehr. Cette dernière catégorie ne reçoit pratiquement pas de formation militaire ; par contre, la première est maintenue sous le drapeau pendant 2 ou 3 ans, une durée suffisante pour en faire une armée obéissante et dressée au point de réduire à néant toute volonté propre, une armée toujours prête aux conquêtes à l’étranger ainsi qu’à l’oppression violente de tout mouvement populaire autochtone. Car, ne l’oublions pas, tous les gouvernements qui ont repris ce système craignent la population travailleuse à l’intérieur du pays bien plus que les gouvernements rivaux au-delà des frontières.

Ce système est capable d’une extrême extension, grâce à son élasticité. Tant que le dernier jeune homme en état de porter les armes n’a pas encore été incorporé dans l’armée, les ressources de réserve disponibles ne sont pas encore épuisées. D’où cette course effrénée à l’armée la plus grande et la plus forte. Toute augmentation des forces militaires de l’un des pays oblige les autres États à faire pareil, sinon plus. Et tout ceci coûte un argent fou. Les peuples sont ruinés par le fardeau des dépenses militaires et la paix en devient presque plus coûteuse encore que la guerre. Ainsi la guerre, au lieu de se présenter comme le terrible fléau qu’elle est, apparaît comme une crise salutaire qui met fin à une situation intenable.

C’est la raison pour laquelle les intrigants des différents pays, qui aimeraient bien pêcher en eau trouble, ont réussi à provoquer la guerre.

Et le remède ?

L'abolition du système prussien et son remplacement par une armée du peuple véritable qui est une simple école à laquelle tout citoyen en âge de porter des armes n'est intégré que pour la durée de temps absolument nécessaire à l'apprentissage du métier de soldat ; engagement des gens ainsi formés dans des cadres de réserve locaux bien organisés pour que chaque ville, chaque district possède son bataillon composé de gens qui se connaissent et qui, s'il le faut, pourront se rassembler en 24 heures, complètement équipés et capable d'entrer en campagne [39].

Cela signifie que tout individu apte à porter les armes garde son fusil et son équipement chez lui à la maison, comme c'est le cas en Suisse.

Le peuple qui introduira ce système le premier, doublera sa force militaire réelle et réduira en même temps son budget de guerre de moitié. En outre, par le seul fait d'armer tous ses citoyens, il prouvera encore son amour de la paix.

Car cette armée qui ne fait qu'un avec la nation est pareillement inapte aux conquêtes extérieures qu'elle est invincible dans la défense du sol natal. *Et enfin, quel gouvernement oserait toucher à la liberté politique si tout citoyen détient chez lui un fusil et 50 cartouches prêts à l'emploi ?*

Et quelle est la véritable cause de cet état de choses ? C'est le militarisme, c'est l'introduction du système militaire prussien dans tous les grands États du continent…

Les peuples sont ruinés par le poids des dépenses militaires, la paix devient presque encore plus coûteuse que la guerre, de telle façon que celle-ci apparaît finalement moins comme un affreux massacre que comme une crise bénéfique qui met fin à une situation impossible.

---

39 Engels développe ce programme militaire social-démocrate, valable seulement pour la phase pacifique et réformiste du capitalisme européen, dans son écrit de 1893, *L'Europe peut-elle désarmer ?*, que nous reproduisons dans la 4e partie de ce recueil.

L'impasse de l'Allemagne bismarckienne

Retour à la table des matières

Ce qui me frappe, en considérant toute cette histoire bulgare et orientale dans son ensemble, c'est que les Russes en sont arrivés seulement maintenant au point où – comme Marx l'annonçait déjà à l'Internationale, en 1870, du fait de l'annexion de l'Alsace, etc. – ils sont devenus les arbitres de l'Europe [40]. La seule explication possible à cela est que, depuis cette guerre, le système militaire prussien a été introduit partout – en 1874, en Russie –, et celui-ci demande 10 à 12 ans avant de mettre sur pied une armée suffisamment puissante. Elle est prête à présent en Russie comme en France, et cela peut donc démarrer. C'est justement pourquoi l'armée russe, qui est le noyau du panslavisme, fait une telle pression sur le gouvernement que le tsar est obligé de surmonter son aversion envers la République française, et d'accepter, comme les deux seules possibilités, ou bien l'alliance avec celle-ci, ou bien le consentement de Bismarck à la politique orientale russe. Du côté de Bismarck et de Guillaume, l'alternative était la suivante : ou bien résister à la Russie, avec la perspective d'alliance russo-française et la guerre mondiale, ou la certitude d'une révolution russe par l'alliance des panslavistes et des nihilistes, ou bien céder face à la Russie, ce qui signifie trahir l'Autriche [41]. Il est clair pour moi que, de *leur* point de vue, Bismarck et Guillaume ne pouvaient agir autrement que ce qu'ils ont fait.

---

40 Cf. Engels à August Bebel, 13 septembre 1886.

41 Le tsar Alexandre III, qui cherchait à agrandir la zone d'influence russe en Europe méridionale et centrale aux dépens de la Turquie et de l'Autriche, devait pour y avoir les mains libres obtenir la neutralité de la Prusse en cas de conflit avec l'Empire austro-hongrois. Au mois d'août, Giers, ministre des Affaires étrangères russes, négocia à Berlin avec Bismarck, tandis que douze corps d'armée russes faisaient des manœuvres spectaculaires près de Vilna, à proximité de la frontière prussienne. Dans ces conditions, Bismarck s'inclina devant la volonté des Russes.

Tous ces faits montrent les contradictions croissantes au sein de la Sainte-Alliance des trois puissances réactionnaires : ces tensions ont des effets positifs, puisqu'elles rendent la position de Bismarck de plus en plus inconfortable, mais elles renforcent aussi le risque de guerre entre les partenaires.

Le grand progrès consiste précisément en cela : l’incompatibilité des intérêts des Hohenzollern avec ceux de l’Allemagne apparaît à présent clairement et dans toute sa puissance. L’existence du Reich allemand est mise en danger du fait de sa base prussienne.

Pour l’instant, l’affaire sera bien encore renvoyée à après l’hiver, mais l’appétit vient aux panslavistes en mangeant et ils ne retrouveront jamais une occasion aussi favorable que la présente. Si les Russes parviennent à occuper la Bulgarie, ils fonceront alors sur Constantinople, à moins qu’un obstacle majeur – comme une alliance germano-austro-anglaise – ne leur impose de s’arrêter. C’est pourquoi Bismarck en appelle d’urgence à une politique antirusse plus active de la part de l’Angleterre, comme on l’entend à présent presque quotidiennement dans le *Standard*, afin que l’*Angleterre* empêche la guerre mondiale.

En tout cas l'antagonisme entre l'Autriche et la Russie s'est aiguisé dans les Balkans, au point que la guerre semble plus vraisemblable que le maintien de la paix. Et ici, il n'y a plus de localisation possible de la guerre. Mais ce qui résultera de tout cela – qui en sortira vainqueur –, il n'est pas possible de le dire à l'avance. Il est incontestable que l'armée allemande est la meilleure et la mieux dirigée, mais ce n'est qu'une armée parmi de nombreuses autres. Les Autrichiens ont des réactions imprévisibles, même sur le plan militaire tant pour ce qui est des effectifs que – plus encore – de la direction. De fait, ils ont toujours su faire battre les meilleurs soldats. Comme toujours, les Russes se mystifient eux-mêmes sur leurs forces, colossales sur le papier ; ils sont extrêmement faibles dans l'offensive, mais forts dans la défense de leur propre pays. En dehors de leur commandement, leur point le plus faible est la pénurie d'officiers susceptibles de commander les masses énormes, et le pays ne produit pas une telle quantité de gens instruits. Les Turcs sont les meilleurs soldats, mais le commandement est toujours misérable, s'il n'est pas purement et simplement vendu. Enfin les Français souffrent d'un manque d'officiers, étant donné qu'ils sont politiquement trop évolués pour pouvoir tolérer une institution comme le volontariat d'un an et que le bourgeois français n’a (personnellement) absolument pas une âme de guerrier Nulle part, sauf chez les Allemands, le nouveau système n'a encore subi l'épreuve du feu. Tant en ce qui concerne le nombre que la qualité, ces grandeurs sont donc difficiles à calculer. Ce qui est sûr des Italiens, c'est qu'à effectifs égaux ils sont battus par n'importe quelle armée. Il est

absolument impossible de prévoir comment ces différentes grandeurs se grouperont les unes contre les autres dans une guerre mondiale. Le poids de l'Angleterre – tant de sa flotte que de ses énormes ressources – croîtra à mesure que la guerre se prolongera, et si elle hésite, au début à faire intervenir ses soldats, un corps expéditionnaire anglais de 60.000 hommes pourra ensuite emporter la décision finale.

Tout cela implique que rien ne se passe à l'intérieur de ces différents pays. Or, il est possible que, pour ce qui est de la France, une guerre porte au pouvoir les éléments révolutionnaires ; qu'en Allemagne une défaite ou la mort du Vieux [Guillaume Ier] provoque un violent changement de système – cela peut à son tour donner lieu à d'autres regroupements des belligérants. Bref, il y aura un chaos et la *seule* certitude est : boucherie et massacre d'une ampleur sans précédent dans l'histoire, épuisement de toute l'Europe à un degré inouï jusqu'ici, enfin effondrement de tout le vieux système.

Il ne pourrait en découler un résultat direct pour nous qu'à la suite d'une révolution en France, mais celle-ci donnerait aux Français le rôle d'émancipateur du prolétariat européen. Pour ce dernier, ce ne serait pas la solution la meilleure, à mon avis, car elle accroîtrait à l'infini la mentalité chauvine dans les *esprits* français. Une crise violente en Allemagne à la suite de la défaite militaire ne serait utile que si elle aboutissait à la paix avec la France. La meilleure solution serait la révolution russe que l'on ne peut cependant escompter qu'après de très lourdes défaites de l'armée russe.

Ce qui est certain, c'est que la guerre aurait pour premier effet de rejeter notre mouvement à l'arrière-plan dans toute l'Europe, voire le disloquerait totalement dans de nombreux pays, attiserait le chauvinisme et la haine entre les peuples, et parmi les nombreuses possibilités négatives nous assurerait seulement d'avoir à recommencer après la guerre par le commencement, bien que le terrain lui-même serait alors bien plus favorable qu'il ne l'est même aujourd'hui [42].

42 Engels précise ainsi sa pensée sur ce point : « J'espère que cette misérable histoire des Balkans se déroulera de manière pacifique. Nous progresserons maintenant partout d'une manière si fameuse qu'une guerre mondiale viendrait maintenant mal à propos pour nous – trop tard ou trop tôt. Mais cette guerre elle-même travaillerait finalement pour nous, en mettant une fois pour toutes un terme au militarisme – grâce au massacre d'un million et demi d'hommes et à la dilapidation de mille milliards de francs. Après cela

Qu'il y ait ou non la guerre, une chose est acquise : le philistin allemand s'est réveillé en sursaut de sa torpeur et est de nouveau contraint d'intervenir activement dans la politique [43]. Étant donné qu'entre l'actuel bonapartisme prussien sur une base semi-féodale et la république socialiste qui sera notre premier stade, il y a encore de nombreuses phases intermédiaires à parcourir rapidement, il ne peut que nous être utile que le bourgeois allemand soit de nouveau obligé à faire son devoir politique en faisant opposition à l'actuel système, afin que les choses se remettent enfin quelque peu en mouvement de nouveau.

---

la guerre ne serait plus possible » (à J.-Ph. Becker, 5 décembre 1885).

Une explication est ici nécessaire. En effet, dans la phase impérialiste du capitalisme il ne pourrait être question que la guerre devienne impossible, la paix elle-même étant toute relative et ne faisant que préparer la conflagration suivante, et le complexe militaro-industriel exacerbé par la crise tendant plutôt à instaurer, entre deux conflits généralisés de plus en plus graves, une situation de guerres permanentes. Seule la victoire du communisme peut alors conjurer le risque de guerre. Mais en 1885, nous n'en sommes pas là puisque le capitalisme se trouve encore, en Europe, dans sa phase la plus pacifique, après la fin des guerres nationales progressives en 1871. Si une grande guerre éclate alors, ce sera donc prématurément – en ce qui concerne la capacité du prolétariat d'y répondre par sa révolution victorieuse – et la raison principale en reviendra en premier lieu, comme Engels ne cesse de le souligner, aux forces précapitalistes qui ont leur centre de gravité en Russie, puis aux diverses bourgeoisies incapables de leur opposer une résistance déterminée et hantées par « l'ennemi intérieur ». Dans cette situation historique incertaine, puisque de transition entre deux phases, les facteurs qui pourraient s'avérer déterminants sont liés à des forces qui paraissent bien futiles au regard du risque encouru – et ces facteurs ont leur foyer principal, en 1885-86, dans les Balkans. C'est pourquoi le travail de prévision quant à l'éventualité de la guerre et, plus encore, de son issue s'avère particulièrement difficile et nécessite un examen extrêmement minutieux de la part d'Engels.

43 Engels explique, dans sa lettre du même jour à Laura Lafargue, ce réveil attendu du pitoyable bourgeois allemand : « Le rêve d'un Empire allemand, gardien de la paix européenne, sans la permission duquel il ne saurait être tiré un seul coup de canon, ce rêve est brisé, et le philistin allemand constate qu'il est autant l'esclave du tsar qu'à l'époque où la Prusse était "la cinquième roue de la charrette européenne" [en 1815]. Et voilà qu'il s'en prend maintenant à Bismarck, qui, après tout, ne fait que ce qu'il est contraint de faire. La fureur est grande en Allemagne, non seulement parmi les philistins, mais encore dans l'armée. Liebknecht dit que depuis 1866 il n'y a jamais eu un tel tollé contre un acte du gouvernement ».

Je pense aussi que Bismarck s'est engagé bien davantage avec les Russes qu'il n'y était obligé eu égard à la France [44]. En dehors de ce que tu dis et qui est bien l'essentiel – la raison principale en est que les Russes lui ont dit, et il sait que cela est vrai : « Nous avons besoin de grands succès en direction de Constantinople ou bien, alors, nous aurons la *révolution.* »

Alexandre III, et même la diplomatie russe, ne peuvent conjurer l'esprit panslaviste et chauvin qu'ils ont suscité, sans consentir de lourds sacrifices, car sinon les généraux tordront le cou à Alexandre III, et alors il y aura une assemblée nationale constituante – qu'ils le veuillent ou non. Or, ce que Bismarck redoute le plus c'est une révolution russe, car la chute du tsarisme russe entraîne avec elle celle du règne prusso-bismarckien. Et c'est pour cela qu'il met tout en œuvre pour empêcher cet effondrement – malgré l'Autriche, malgré l'indignation des bourgeois allemands, malgré que Bismarck sache qu'il enterre lui aussi en fin de compte son système, puisqu'il repose sur l'hégémonie allemande en Europe, et qu'au jour de la mort du vieux Guillaume, la Russie ainsi que la France montreront bien autrement les dents.

Ce qu'il y a de pire, étant donné la canaillerie des personnes qui nous gouvernent, c'est que nul ne peut prévoir quel sera le regroupement des combattants pour la guerre : *avec* qui l'un s'alliera et *contre* qui il s'alliera. Il est clair que l'issue finale en sera la révolution, mais avec quels sacrifices ! Avec quelle déperdition de forces – et après combien de revirements !

Cependant nous avons encore le temps jusqu'au printemps, et d'ici là il peut se passer beaucoup de choses. Cela peut démarrer en Russie, le vieux Guillaume peut mourir et en Allemagne peut surgir une autre politique, les Turcs (qui maintenant que l'Autriche leur a enlevé la

---

44 Engels à A. Bebel, 23-25 octobre 1886.

Dans sa lettre du 12-10-1886 à Engels, Bebel avait écrit : « Il me semble que la Russie opère de sorte qu'elle puisse en découdre seule avec l'Autriche. Si elle force l'Autriche à ouvrir le feu, alors Bismarck ne serait pas obligé d'aider l'Autriche... Si c'était la guerre européenne, je suis certain qu'une révolution européenne s'ensuivrait... Je suis enfin d'avis que c'est précisément ce fait qui retient Bismarck, bien plus que la peur de ne pas être en état d'affronter la Russie et la France. »

Bosnie, et l'Angleterre l'Égypte, ne voient plus que des traîtres en leurs anciens alliés) peuvent de nouveau sortir du sillage russe, etc.

Tu ne peux pas avoir de plus mauvaise opinion que moi de la bourgeoisie allemande. Mais on peut se demander, si elle ne sera pas obligée, contre sa volonté, par les circonstances historiques, à intervenir de nouveau activement – exactement comme la française. Celle-ci est également misérable en ce moment, et la nôtre la surpasserait certainement, mais elle devrait tout de même œuvrer de nouveau à sa propre histoire. J'ai lu aussi avec satisfaction ce que Berger a dit au Reichstag [45], mais cela ne vaudra qu'aussi longtemps que Bismarck vivra. Je ne doute pas, un instant qu'ils *aient l'intention* de laisser tomber leurs propres phrases « libérales », mais on peut se demander s'ils le pourront, lorsque Bismarck ne sera plus là, lui qui règne à leur place, et qu'ils n'auront plus en face d'eux que des hobereaux simples d'esprit et des bureaucrates bornés, c'est-à-dire des hommes de leur propre calibre moral. Qu'il y ait la guerre ou la paix, l'hégémonie allemande est anéantie depuis quelques mois, et l'on redevient le laquais servile de la Russie. Or, ce n'était que cette satisfaction chauvine, à savoir être l'arbitre de l'Europe, qui cimentait tout ce bataclan. La crainte du prolétariat fait certainement le reste. Et si ces messieurs les bourgeois sont admis au gouvernement, ils agiront certainement au début comme tu le décris, mais ils seront bientôt obligés de parler autrement. Je vais encore plus loin : même si, après que le charme soit rompu par la mort du vieil Empereur, les mêmes qu'aujourd'hui restaient au pouvoir, ils seraient, ou bien obligés de démissionner à la suite de nouvelles collisions – pas seulement dues aux intrigues de la Cour –, ou bien ils devraient agir dans le sens bourgeois. Naturellement pas tout de suite, mais avant peu.

Une stagnation telle que celle qui règne actuellement dans le domaine politique en Allemagne, et qui évoque véritablement le second Empire, ne peut être qu'un état d'exception passager. La grande indus-

45 Le national-libéral Louis Konstanz Berger avait déclaré le 20-5-1886 à la Chambre prussienne qu'il n'attendait plus un gouvernement libéral à son goût et à celui de ses amis, et que dans les conditions existantes il fallait déjà se satisfaire, dans le meilleur des cas, d'un gouvernement conservateur modéré. Bebel avait écrit dans sa lettre à Engels du 12-10-1886 « Le bourgeois allemand est le plus grand lâche et débile qui soit au monde : dans tous ses membres, il y a la peur de nous. »

trie ne se laisse pas dicter ses lois par de lâches industriels : le développement économique suscite sans arrêt des bouleversements et les pousse jusqu'à l'extrême, bref, il ne souffre pas à la longue que les hobereaux semi-féodaux régentent le pays avec leurs velléités féodales.

Au reste, il est possible aussi que tous se préparent pour la guerre au printemps, qu'ils se dressent face à face armés de pied en cap, et que chacun ait peur d'entamer les hostilités – jusqu'à ce que l'un d'entre eux propose un projet de solution impliquant des compromis réciproques et l'engloutissement des petits États, et que tous participent à la curée. Il est tout à fait vraisemblable que Bismarck travaille déjà à un tel moyen de sauvetage.

Pendant tout l'automne et l'hiver, la diplomatie russe et prussienne a fait tous ses efforts pour mettre en œuvre une guerre localisée et éviter une guerre européenne [46]. Les Russes auraient bien aimé écraser la seule Autriche, et les Prussiens la seule France, tandis que les autres nations auraient assisté sans rien dire au spectacle. Hélas, ces gentils efforts se contrecarrent réciproquement, car celui qui aurait frappé le premier aurait provoqué la guerre mondiale. Tout enfant – mais pas les tristes sires qui gouvernent l'Europe – sait fort bien que le temps des guerres localisées est passé. Les grands hommes d'État sont bien obligés maintenant de s'en rendre compte eux aussi, et ils redoutent tout de même quelque peu un conflit incendiant le monde entier, car ses effets sont imprévisibles et son contrôle est hors de portée des armées prussienne et russe elles-mêmes. Et c'est en cela que réside, à mon avis, la seule garantie de paix que nous ayons encore.

46 Cf. Engels à Julie Bebel, 12 mars 1887. Les plans subtils de Bismarck et du tsar pour parvenir à de nouvelles guerres « localisées » et poursuivre leurs politiques expansionnistes tout en évitant ainsi la guerre mondiale, sont ici tournés en dérision. Engels y revient encore une fois en 1893 : « Plus je recueille d'informations (…), plus il m'apparaît que Bismarck n'a créé l'alliance autrichienne, voire la Triple Alliance, que dans le but d'échanger, à la veille d'une guerre devenue inévitable, l'Autriche à la Russie en échange de la France : vous m'abandonnez la France je vous laisse l'Autriche et la Turquie et, par-dessus le marché, j'excite l'Italie contre l'Autriche en l'appâtant avec Trieste et Trente. Et il se figurait encore que cela lui réussirait ! Vois un peu, toi aussi, l'histoire depuis 1878, et je crois que tu en viendras aussi à penser comme moi » (à August Bebel, 24 janvier 1893).

C’est une véritable chance que les nôtres ne forment plus de « fraction » au Reichstag, c’est bien, du moins pour quelques années [47]. Il est réjouissant de voir combien le « parlementarisme » tombe en discrédit subit chez tant de gens dont on n’attendrait pas une telle attitude. Le principal, c’est la rapidité irrésistible et sans cesse croissante de l’augmentation des suffrages.

Nous menons une guerre de siège contre notre ennemi, et tant que nos tranchées ne cessent de progresser et de resserrer l'étau, tout va bien. Nous sommes maintenant tout près du second parallèle, où nous dresserons nos batteries démontables et pourront déjà faire taire l'artillerie adverse ; et si nous sommes déjà aussi avancés, sans que les assiégés ne puissent être dégagés momentanément par une guerre mondiale, alors nous pouvons aussi calculer le moment où l'artillerie qui ouvrira des brèches dans le glacis adverse commencera son tir et où nous pourrons passer à l'attaque. Mais jusque-là, la lente et tranquille progression des travaux de siège sont la meilleure garantie contre un assaut prématuré et contre des sacrifices inutiles.

---

47 Cf. Engels à H. Schlüter, 19 mars 1887.

Après les élections du 21 février 1887, la social-démocratie n’avait plus qu’onze députés au Reichstag, malgré une forte augmentation des voix, à cause d’un remaniement des conscriptions électorales et autres mesures du même genre. Pour pouvoir déposer une motion ou interpellation, il fallait 15 députés. Or, Engels se réjouit tant de l’augmentation de l’influence de la social-démocratie, que du recul du crétinisme parlementaire que cette situation permet : « des gens qui sont intérieurement satisfaits du parlementarisme, déclarent maintenant à qui veut l'entendre que c'est une bonne chose que le parti et surtout sa fraction parlementaire aient échappé au danger de succomber aux tentations parlementaristes. C'est une excellente chose que les raisins deviennent parfois acides ! En revanche les 225.000 voix nouvelles que nous avons conquises, malgré la pression la plus vive, représentent un nouveau pas en avant qui a eu son effet dans toute l'Europe et l'Amérique, et ils gâchent même le triomphe momentané de messieurs nos gouvernants.

C'est précisément cette absence de précipitation, ce progrès mesuré, mais sûr et irrésistible qui a quelque chose de formidablement imposant et qui doit susciter chez nos gouvernants le même sentiment d'angoisse qu'éprouvait le prisonnier de l'Inquisition d'État à Venise à la vue des murs de sa cellule qui avançaient d'un pouce chaque jour, si bien qu'il pouvait calculer avec précision le jour où il devait être broyé entre les quatre murs » (cf. lettre à J. Bebel, 12 mars 1887).

Le plus drôle dans tout cela, c'est que les assiégés proclament l'état de siège contre *nous*, les assaillants !

Il est à souhaiter que les nuages de guerre disparaissent [48]. Tout se passe autrement si bien selon nos vœux que nous pouvons nous passer fort bien du trouble que nous causerait une guerre générale, d'autant que celle-ci aura une ampleur sans précédent, bien que celle-ci s'achèvera au bout du compte à notre avantage…

En revanche, une guerre nous rejetterait en arrière pour de longues années. Le chauvinisme submergerait tout, étant donné qu'il s'agirait d'une lutte pour l'existence. L'Allemagne mobiliserait quelque 5 millions d'hommes en armes, soit environ 10 % de sa population, les autres quelque 4-5 et la Russie relativement moins. Bref, il y aurait de 10 à 15 millions de combattants. J'aimerais savoir comment on les nourrira : il y aurait des dévastations semblables à celles de la Guerre de Trente ans. Or, la querelle ne serait pas réglée rapidement, malgré les colossales forces armées. En effet, la France est protégée par un système étendu de fortifications à la frontière du Nord-Ouest et du Sud-Est, et les nouvelles installations autour de Paris sont un modèle du genre. La guerre durera donc longtemps, et même la Russie ne peut être prise d'assaut. Même si tout se déroule d'après les vœux de Bismarck, les nations se verront confrontées à des difficultés comme jamais auparavant, et il est très possible que le renvoi à plus tard de la victoire décisive et des revers partiels susciteront une révolution à l'intérieur. Si les Allemands étaient battus d'emblée, voire étaient acculés à une défensive continuelle, cela barderait certainement.

Si la guerre devait être menée jusqu'à son terme sans mouvements à l'intérieur, on atteindrait un état d'épuisement tel que l'Europe n'en a pas connu depuis 200 ans. L'industrie américaine triompherait alors sur toute la ligne, et elle poserait devant nous l'alternative suivante : ou bien rechute dans l'agriculture pure pour l'autoconsommation (car les céréales américaines interdiraient toute autre consommation), ou bien révolution sociale [49]. C'est pourquoi je suppose que l'on ne pous-

---

48 Cf. Engels à Fr.-A. Sorge, 7 janvier 1888.

49 Le rôle déterminant de l'alimentation des populations, et donc de l'agriculture, dans la question militaire, les rapports de forces entre les impérialismes et finalement la révolution communiste, est explicitement prévu dans

sera pas les choses jusqu'au bout, et l'on se bornera à une guerre de parodie. Mais la première balle est-elle partie, que le contrôle en sera perdu, et le cheval peut s'emballer.

Tout pousse à la décision – qu'il y ait paix ou guerre.

La possibilité de la guerre m'a lancé de nouveau dans les études militaires [50]. S'il n'y a pas de guerre, tant mieux. Mais si elle éclate – cela dépend de toutes sortes d'événements imprévisibles – j'espère que les Russes seront battus à plate couture et qu'il ne se passera rien de bien décisif sur la frontière française, car cela laisserait des chances pour un raccommodement. Avec 5 millions d'Allemands sous les armes appelés à se battre pour des choses qui ne les regardent pas, Bismarck ne serait plus maître de la situation.

Par ailleurs, les Russes seraient de grandes bourriques s'ils faisaient la guerre [51]. On en revient à la formule : *Crésus détruira un grand Empire quand il aura franchi le Halys* [52]. Ils ne peuvent amener un million d'hommes à la frontière et ils n'ont pas d'officiers pour plus de soldats. La France dispose de 1 million ¼ de *très bonnes* troupes, mais n'a pas plus de soldats entraînés, ni d'officiers pour encadrer plus de soldats. En évaluant à 2 millions ½ [le nombre] de soldats entraînés

---

cet extrait où Engels envisage les caractères pratiques d'une guerre mondiale.

Dans son écrit de 1883 sur *la Marche*, celui-ci précise cet important argument qui annonce la future hégémonie américaine sur l'Europe, résultat effectif des deux guerres impérialistes mondiales, faute de passage au socialisme qui eût été la seule alternative au déclin historique du continent : « Déjà un rival trop puissant fait peser sa menace sur l'agriculture européenne dans son ensemble : c'est, telle qu'elle se présente en Amérique, la production de céréales en masse... Le mode européen d'exploitation agricole, sous tous ses aspects, succombe devant la concurrence américaine. L'agriculture en Europe ne reste possible que si elle est pratiquée collectivement et pour le compte de la société » (in *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, p. 322-323. Ed. sociales, 1972).

50 Cf. Engels à P. Lafargue, le 7 février 1888.

51 Cf. Engels à Wilhelm Liebknecht, 23 février 1888.

52 Crésus souhaitant attaquer l'empire perse, de l'autre côté du fleuve Halys, reçut cette réponse de l'oracle de Delphes qu'il jugea favorable, mais c'est son propre empire qui fut détruit (Hérodote).

pourvus d'assez d'officiers et de sous-officiers, Bismarck a toutefois donné une indication encore trop basse de la puissance militaire de son pays [53]. C'est aussi une bonne chose. Bismarck ne doit pas être renversé par une défaite *extérieure* avant que la révolution soit en marche en Russie, car il n'en redeviendrait que plus populaire.

Mais ce qu'il adviendra vraiment lorsque la guerre éclatera effectivement, c'est ce que l'on ne peut encore prévoir. On essaiera certainement d'en faire une guerre de parodie, mais ce ne sera pas si facile. Si cela se passe comme cela *nous* arrange le mieux et comme il y a beaucoup de chance pour que cela se passe, alors ce sera une guerre de position avec des succès changeants sur le front français, une guerre d'attaque, avec la conquête des forteresses polonaises, à la frontière russe, et la révolution à Pétersbourg qui fera apparaître soudainement sous une lumière toute différente messieurs les boutefeux. Voilà tout ce qui est sûr : il n'y aura plus de décisions rapides, ni de campagnes triomphales, pas plus en direction de Berlin qu'en direction de Paris. La France est très puissante et fort adroitement fortifiée, les positions défensives autour de Paris sont érigées de main de maître [54].

C'est une bonne chose que Frédéric III aille mieux [55]. Si son fils Guillaume lui succédait, Bismarck et lui s'arrangeraient avec la Russie

53 Dans son discours au Reichstag du 6 février 1888 pour le projet de nouvelle loi militaire prévoyant une prolongation du temps de service, Bismarck avait demandé que l'Allemagne renforçât son système de défense. Tandis qu'il louait la politique allemande d'Alexandre III en l'opposant aux campagnes de presse antiallemandes simultanées, il soutenait néanmoins qu'il fallait renforcer considérablement le potentiel de guerre allemand face à la menace que faisait peser sur l'Allemagne l'alliance franco-russe.

54 Dans l'évaluation scrupuleuse que fait Engels des forces militaires respectives de la France et de l'Allemagne, ce qui lui tient le plus à cœur, c'est qu'on en arrive à un certain équilibre qui rende la guerre impossible à gagner pour l'une comme pour l'autre : « comme les choses se présentent actuellement, l'Allemagne ne peut pas davantage venir à bout de la France, que la France de l'Allemagne. Et cela est très bien. Si l'on en vient au pire, il y aura alors sur cette frontière une guerre de position avec des succès changeants, qui inspirera le respect des deux armées vis-à-vis de l'adversaire, et rendra possible une paix acceptable. Par contre, les Russes peuvent s'attendre à une terrible raclée, ce qui serait pour le mieux » (lettre à W. Liebknecht, 29 février 1888).

55 Cf. Engels à Wilhelm Liebknecht, vers le 29 avril 1888.

– si tous les symptômes ne sont pas un leurre – pour obtenir l'autorisation de mener une guerre contre la France. Il semble que d'ores et déjà on ait conclu d'éventuelles conventions en ce sens. C'est par là, et par là seulement, que Boulanger serait un péril, pour la France aussi bien que pour l'Allemagne. Les Français pourraient être vaincus, mais la guerre traînerait en longueur en raison du puissant système français de fortifications de sorte que d'autres nations s'en mêleraient. Il est probable que l'Autriche et l'Italie prendraient parti contre l'Allemagne, car l'autorisation de la Russie ne pouvait être obtenue sans qu'elles soient toutes deux sacrifiées aux Russes. Tout cela signifierait donc que Bismarck aide les Russes à conquérir Constantinople, et cela signifierait la guerre mondiale dans des conditions telles qu'il est *absolument sûr* que l'Allemagne sera finalement vaincue : en alliance avec la Russie contre le monde ! J'espère que ce péril passera.

La crise boulangiste en France

Retour à la table des matières

Y aura-t-il la guerre [56] ? Si c'est le cas, ce serait la plus grosse bêtise que le tsar et les chauvins français puissent commettre. J'ai dernièrement étudié les chances du point de vue militaire… Or, l'Allemagne seule serait en mesure de résister, du moins pour quelque temps, à une attaque venant de deux côtés à la fois. Le grand avantage de l'Allemagne réside dans sa supériorité numérique en hommes bien entraînés, surtout en sous-officiers et officiers. En ce qui concerne la qualité des troupes *de ligne*, les Français seront tout à fait d'égale valeur aux Allemands ; en outre, la landwehr allemande est largement supérieure à l'armée territoriale française. Je tiens les Russes pour plus mauvais qu'ils ne l'ont jamais été ; ils ont adopté un système de service militaire général pour lequel ils ne sont pas suffisamment civilisés et manquent sans aucun doute de bons officiers. La corruption y règne comme toujours – et celle-ci jouera aussi un certain rôle du côté français, à un juger d'après l'affaire Wilson [57] et autres scandales.

---

56 Cf. Engels à Laura Lafargue, 25 février 1888.

57 Allusion au scandale dans lequel le Président de la République de l'époque (Jules Grévy) fut impliqué du fait de son gendre (Daniel Wilson) qui se livrait à un trafic de décorations.

La revendication chauvine qui exige que toute l'histoire mondiale se réduise à la récupération de l'Alsace par la France, et que rien ne se produise d'ici-là, telle est la revendication devant laquelle nos amis en France se plient trop volontiers, pratiquement sans exception, et voilà le résultat [58]. C'est parce que Boulanger intègre cette revendication reconnue tacitement par tous les partis qu'il est puissant. Ses adversaires – les Clémenceau et C° – n'ont rien à dire contre cette revendication, ils n'osent pas, mais ils sont trop lâches pour le proclamer ouvertement et sont donc faibles. Et c'est parce que le mouvement est au fond chauvin et rien d'autre, qu'il fait le jeu de Bismarck qui serait trop heureux d'impliquer ce pauvre diable de Fritz [Frédéric III] dans une guerre.

Vous dites que Boulanger ne veut pas la guerre [59]. Or, il ne s'agit pas de ce que peut vouloir ce pauvre type. Qu'il le veuille ou non, il doit faire ce qu'exige sa situation. Une fois au pouvoir, il sera l'esclave de son programme chauvin, le seul qu'il ait, en dehors de celui par lequel il parvient au pouvoir. Il ne faudra pas six semaines pour que Bismarck l'ait impliqué dans toute une série de difficultés, provocations, incidents de frontière, etc. en réponse desquels Boulanger devra ou bien décider la guerre ou bien démissionner. Et doutez-vous un instant de ce pour quoi il se décidera ? Boulanger, c'est la guerre – et c'est ce

58 Cf. Engels à Laura Lafargue, 3 juin 1888.

Engels critique ici l'indifférentisme qui sévit dans les rangs même du parti français à l'égard du boulangisme, considéré comme un « mouvement populaire », ce qui revient à une capitulation des socialistes face au chauvinisme ambiant et à la menace d'une guerre de revanche qui servirait finalement les intérêts de Bismarck.

Dans sa lettre à Paul Lafargue, du 19 mars, il fait l'analyse suivante : « Il est sûr que si les Français veulent perdre toute perspective de récupérer les provinces perdues, ils n'ont qu'à suivre l'ami Boulanger… Il n'est besoin que d'une guerre de revanche perdue pour réconcilier les ballots d'Alsaciens avec l'Allemagne ; les paysans sont des valets qui servent toujours de préférence dans l'armée du vainqueur, et les bourgeois trouvent leur profit assuré aussi bien par le tarif allemand que par le français ».

59 Cf. Engels à Paul Lafargue, 4 décembre 1888. Cette lettre manque dans la *Correspondance Friedrich Engels/Paul et Laura Lafargue* des Editions Sociales en trois volumes.

qui est pratiquement certain. Or, quelle sera cette guerre ? La France, alliée à la Russie, est en conséquence incapable de faire une révolution ; à la moindre agitation à Paris, le tsar s'entendrait avec Bismarck, afin d'étouffer une fois pour toutes le foyer révolutionnaire [60]. Pire encore : une fois la guerre commencée, le tsar deviendrait le maître absolu de la France et vous imposerait le gouvernement qui lui plairait. En conséquence : se lancer dans les bras de Boulanger par haine des radicaux ce sera exactement comme se lancer dans les bras de tsar par haine de Bismarck. Est-il donc si difficile de dire qu'*ils puent tous les deux*, comme le disait la princesse Blanche chez Heine ?

Dans l'élection de Boulanger je ne vois rien d'autre qu'une nette résurgence de l'élément bonapartiste dans le caractère parisien [61]. Dans les années 1799, 1848 et 1889, cette résurgence jaillit à chaque fois de l'insatisfaction que procurait la république bourgeoise, mais elle n'acquiert cette orientation spécifique qu'à la suite d'un courant chauvin. Mais il y a pire encore : en 1799, Napoléon dut faire un coup d'État pour conquérir ces Parisiens qu'il avait fait mitrailler en Vendémiaire, alors qu'en 1889 ce sont les Parisiens eux-mêmes qui élisent l'un des bouchers de la Commune. Soit dit sans brutalité, Paris – du moins pour l'heure – a démissionné comme ville révolutionnaire, démission-

60 Dans sa lettre à Paul Lafargue du 25 mars 1889, Engels insiste sur ce point : "La France ne pourra faire de révolution pendant cette guerre sans jeter sa seule alliée, la Russie, dans les bras de Bismarck et se voir écrasée par une coalition." Les perspectives révolutionnaires sont tout aussi sombres à l'échelle européenne, puisqu'un conflit généralisé provoquerait des dévastations inouïes et un épuisement général des peuples, qui réduiraient encore « la maigre chance qu'une révolution sorte de cette guerre acharnée ».

61 Cf. Engels à Laura Lafargue, 4 février 1889.

En janvier, le général Boulanger avait été élu député à Paris avec 244.000 voix, alors que le candidat socialiste n'en avait recueilli que 17.000. Engels commente : « Paris a renoncé à sa mission révolutionnaire traditionnelle » (lettre à Kautsky du 28 janvier). Cette analyse, sombre mais réaliste, confirme le déplacement du centre de gravité révolutionnaire de la France vers l'Allemagne. On peut aussi voir dans cette démission un signe avant-coureur de la débandade quasi-totale du socialisme français en 1914, de l'absence de rescousse révolutionnaire dans ce pays à la fin de la guerre « victorieuse », enfin de la persistance d'une tendance chauvine dans le PCF, tenue en respect par l'Internationale communiste tant qu'elle était révolutionnaire, mais qui submergea tout par la suite.

né non pas après un coup d'État victorieux et au milieu d'une guerre comme en 1799 ; non pas après six mois d'une lutte d'anéantissement comme en décembre 1848, mais en pleine paix, dix-huit ans après la Commune et *à la veille d'une possible révolution*…

Si Paul [Lafargue] se remettait à travailler à un journal, il se préparerait et s'armerait pour la lutte, et cesserait de dire sur un ton désespéré : *il n'y a pas à aller contre le courant*. Nul ne lui demande d'arrêter le courant ; cependant si nous ne nous opposons pas au courant général de folie momentanée, je me demande que diable peut bien être notre tâche [62] ?

Six mois après cela [si Boulanger arrive au pouvoir], *il se peut* que nous ayons la guerre [63] : c'est ce qui dépend entièrement de la Russie. Actuellement elle est engagée dans de vastes opérations financières pour rétablir son crédit et ne peut guère se lancer dans un conflit avant qu'elles ne soient terminées. Dans cette guerre, la neutralité de la Belgique et de la Suisse sera la première chose qui volera en éclats, et si la guerre prend un tour sérieux, notre seule chance sera que les *Russes* soient battus et fassent la révolution. Les Français ne pourront pas la faire tant qu'ils sont les alliés du tsar : ce serait une haute trahison !

Cependant, si aucune révolution n'interrompt la guerre, si on la laisse suivre son cours, dans ce cas, la victoire ira au camp qui se sera assuré le concours de l'Angleterre, à condition que celle-ci entre en guerre. En effet, on pourra alors, avec l'aide de l'Angleterre, réduire l'autre camp à la famine, en coupant l'approvisionnement en blés étrangers dont toute l'Europe occidentale a besoin désormais.

La défaite du fantoche de Portland Place [Boulanger] retardera pour le moins l'échéance de la guerre, tandis que les armements crois-

---

62 On trouve ici, jusque dans les termes employés, une évocation de ce qui attendait les rares mais glorieux socialistes restés fidèles à l'internationalisme prolétarien et insensibles aux charmes de la « défense de la patrie », de la démocratie etc. lors des grands conflits impérialistes du 20e siècle : voir Lénine / Zinoviev, *Contre le courant*, 1914-1917 (2 tomes en fac-simile, éditions Maspero, 1970).

63 Cf. Engels à Laura Lafargue, 7 mai 1889.

sants de toutes les puissances y poussent de l'autre côté [64]. Or s'il y a guerre, adieu mouvement socialiste pour quelque temps ! Partout nous serons écrasés, désorganisés, privés de notre liberté de mouvement. La France attachée au char de la Russie ne pourrait bouger, elle devrait renoncer à toute prétention révolutionnaire sous peine de voir son allié passer dans l'autre camp : les forces seraient à peu près égales de part et d'autre, et l'Angleterre en mesure de faire pencher la balance du côté où il lui plairait.

Cela vaut pour les deux ou trois ans devant nous, mais si la guerre éclate plus tard, je parie que les Allemands seront battus à plate couture, car dans 3-4 ans le jeune Guillaume aura remplacé tous les bons généraux par des favoris imbéciles ou de faux génies comme ceux qui dirigeaient les Autrichiens et les Russes à Austerlitz et qui ont leurs poches pleines de recettes pour des miracles militaires. Or cette gent pullule en ce moment à Berlin et elle a beaucoup de chances de prévaloir, car le jeune Guillaume lui-même en est.

S'il n'arrive pas d'incident inattendu, la paix semble assurée pour cette année – grâce au progrès gigantesque de la technique, chaque nouveau fusil, chaque nouvelle sorte de poudre étant déjà dépassés avant même qu'ils n'aient pu être introduits ne serait-ce que dans une seule armée, et grâce à la peur générale de ces masses humaines et de ces forces de destruction gigantesques dès lors déchaînées, dont personne ne peut dire quels effets elles auront dans la réalité [65]. Grâce aus-

---

64 Cf. Engels à Paul Lafargue, le 3 octobre 1889.

65 Cf. Engels à August Bebel, 23 janvier 1890.

Engels confirme dans cette lettre l'attitude qu'il eut constamment vers la fin de sa vie face à un conflit mondial : le danger d'une conflagration générale est permanent du fait de la course folle aux armements et de la politique impérialiste insensée des gouvernements, qu'ils soient bourgeois ou féodaux, mais l'analyse de la situation révèle toujours en fin de compte que les causes déterminantes qui rendent la guerre inévitable ne sont pas encore réunies.

Si le marxisme a qualifié la phase qui va de 1871 à 1914, de phase pacifique et réformiste du capitalisme, cela ne signifie pas pour autant que le parti ouvrier devait devenir… pacifiste et réformiste, en suivant en quelque sorte le courant ! De plus, même dans la phase la plus tranquille du capitalisme, la guerre ne peut jamais être exclue ; pas plus que le recours à la violence et à l'illégalité ne doit l'être, sur le plan intérieur, dans cette phase

si aux Français qui ont fait échouer aux élections le général Boulanger payé par la Russie (ils avaient mis 15 millions de francs à sa disposition), en écartant ainsi le dernier danger de restauration de la monarchie (car c'est à cela seulement que devait servir Boulanger). Or, le tsar Alexandre III et la diplomatie russe n'aiment pas commencer une entreprise tant qu'ils ne sont pas certains de son issue : une alliance avec la république leur semble peu sûre, et ils préféreraient celle des Orléans. Il faut dire aussi qu'en Angleterre la campagne amorcée par Gladstone contre les Turcs au profit de ses amis russes n'a guère eu de succès jusqu'ici [66], et comme Gladstone n'est pas encore au pouvoir et que le gouvernement des tories est résolument pro-allemand et autrichien et anti-russe, il faut que le petit père [le tsar] fasse encore preuve de patience. Mais il est bien vrai que nous vivons sur un tonneau de poudre qu'une étincelle peut faire sauter.

Alors que Liebknecht entonne, dans le *Vorwärts*, des chants triomphaux sur la non-existence du chauvinisme en France, la lecture de la presse parisienne que j'ai bien suivie pendant les élections – en particulier, la *Justice* de Clémenceau que lui-même lit quotidiennement, je crois – m'a persuadé que le pacte des « républicains » (opportunistes, radicaux, possibilistes) contre Boulanger avait pour fondement secret ceci : il faut que le gouvernement surpasse Boulanger en patriotisme, instaure l'alliance russe, présente au monde une armée prête à la riposte, brandisse le sabre et si la guerre de revanche est ainsi provoquée, qu'il la mène alors allègrement – c'est-à-dire qu'on aspire aussi

évolutionniste et démocratique… En tant que représentant du parti de classe historique et international, Engels mena une lutte continuelle dans ce sens au sein de la social-démocratie (cf. Marx-Engels, *la Social-démocratie allemande*, éd. 10/18).

La preuve définitive du cours déterminé de la société bourgeoise vers le militarisme et la réaction fut administrée par l'éclatement de la guerre impérialiste en 1914, et celui qui parle dès lors de possibilité d'évolution pacifique et réformiste comme phase préalable du socialisme a non seulement rompu avec le marxisme mais aussi perdu tout contact avec la réalité historique. Les prévisions d'Engels au sujet de la guerre ont donc valeur d'anticipation, et elles sont pour cela toujours plus actuelles.

66 Engels fait sans doute allusion au discours qu'avait fait Gladstone le 22 janvier 1890 devant une assemblée de Libéraux à Chester, où il critiqua hypocritement l'intervention turque à Crète et en Arménie (cf. sa lettre du 17 Août 1889 à Sorge, reproduite dans la première partie de ce recueil).

directement que possible à la guerre de revanche qui est le vœu profond de tout bourgeois français [67].

De la même manière que la république était en 1849 et 1871 la forme qui unissait le plus facilement les monarchistes, la guerre de revanche est le point sur lequel *tous* les républicains, c'est-à-dire tous ceux qui sont *bourgeois* – les travailleurs ne comptent que comme bétail électoral – se concilient le plus sûrement. C'est en fait le seul point, après que la République a été obtenue et consolidée, qui permet cela. La revanche était le secret du succès boulangiste – proclamons donc la revanche ! La récupération de l'Alsace-Lorraine ! Si tu compares la *Justice* de l'époque pré-boulangiste et boulangiste avec celle d'aujourd'hui, tu pourras difficilement en arriver à une autre conclusion. Mais cela va à l'encontre du principe de Liebknecht : il ne *peut* pas exister en France de fort courant chauvin, c'est contraire aux principes éternels, et c'est donc nié. Si cela continue, une telle politique du *Vorwärts* peut vous coûter cher et le fait que votre dirigeant de politique extérieure est daltonien aura des conséquences fâcheuses.

67 Cf. Engels à August Bebel, 9 novembre 1891.

Guerre mondiale et révolution.
Appendice aux Écrits militaires de Marx-Engels.

Troisième partie

Le socialisme allemand face au nouveau risque de guerre russe

Retour à la table des matières

TROISIÈME PARTIE

3.1. Préliminaire sur la guerre russo-allemande et la révolution prolétarienne

Retour à la table des matières

Avec les écrits d’Engels de 1891-1892, nous en arrivons à la question cruciale de la prévision par le marxisme d’une guerre russo-allemande, et à l’évaluation de sa portée changeante selon les rapports de forces historiques. Cette question, qui est au cœur de toutes les guerres mondiales, constitue en même temps un enjeu central pour l’issue de la révolution sur le continent européen de 1848 à nos jours.

Encore la question nationale ?

Dans les lettres à Bebel de 1891 que nous reproduisons ci-dessous, Engels envisage l'hypothèse d'une guerre de l'Allemagne pour se sauver elle-même et sauver l'Europe de la réaction russe, quelque vingt ans après que l'Allemagne a fait sa révolution de bric et de broc sous la direction de Bismarck, ce qui pose la difficile question de la résurgence de guerres nationales que le prolétariat devrait soutenir, même après que la révolution nationale bourgeoise a été réalisée. Or, si cette éventualité est en effet théoriquement possible, il est de la plus haute importance d’en préciser les conditions et de définir ses limites historiques réelles. C’est la seule façon marxiste d’aborder le problème, afin de pouvoir d’une part écarter ce cas de figure lorsqu’il est effectivement dépassé, et de l’autre, définir la tactique à retenir dans une telle situation.

Pour l'hypothèse qu'il établit dans cette période sous la pression des faits et de la menace réelle d'une guerre russo-allemande, Engels montre, en évoquant l’exemple classique des événements de 1793/94 en France, comment une guerre révolutionnaire pourrait se répéter au centre de l'Europe – avec pour point de départ une Allemagne

contrainte de se battre contre la Russie féodale alliée à la France bourgeoise. Dans la perspective audacieuse tracée par Engels, cette guerre, en mettant en cause l'existence nationale allemande et l'unité difficilement acquise, ferait bientôt tomber la classe établie au pouvoir en Allemagne, ce qui susciterait un *dépassement de la guerre en véritable révolution amenant le parti ouvrier au pouvoir.*

Il s'agissait donc d'expliquer comment, en raison des conditions historiques d'alors, le problème national pourrait être dépassé dans le feu des événements mêmes.

Cette hypothèse ne s'est finalement pas vérifiée, mais elle est éminemment intéressante, car elle démontre in fine que la phase des guerres nationales bourgeoises était bien irrémédiablement close pour l'Europe occidentale-centrale en 1870, et que toute imparfaite que fût la révolution par le haut qui unifia l'Allemagne, celle-ci était définitivement achevée : toute tentative pour en remettre en cause les résultats, si imparfaits soient-ils, se heurterait en effet non pas tant à l'Allemagne officielle, ni à un sursaut révolutionnaire bourgeois, qu'à la révolution prolétarienne.

Du reste, le fait que la guerre n'ait pas pu éclater, en raison des rapports de forces concrets de l'époque, démontre que le précapitalisme tsariste n'était déjà pratiquement plus capable de menacer le développement bourgeois dans cette partie de l'Europe, lui-même étant d'ailleurs travaillé à l'intérieur par les premiers effets de la révolution capitaliste.

C'est ainsi que le risque de crise militaire de 1891 remettra une dernière fois à l'ordre du jour la possibilité d'une guerre nationale révolutionnaire contre la Russie tsariste qui tenterait, avant de s'engager elle-même irrémédiablement dans la voie bourgeoise, de faire reculer une partie de l'Europe au stade antérieur à sa systématisation en nations modernes en 1871, et qui bloquerait ainsi le progrès historique dans l'ensemble du continent.

Etant donné la disparité des conditions historiques héritées de la phase des révolutions et guerres de 1848 à 1871, il était évident que si un conflit généralisé éclatait en Europe au début des années 1890 celui-ci revêtirait un caractère d'une grande complexité, puisque la nature de la guerre serait différente selon les pays belligérants : guerre nationale défensive en Allemagne, guerre réactionnaire féodale du cô-

té russe, et enfin guerre impérialiste bourgeoise de la part de la France. Comme Lénine le soulignera, il était alors impossible de définir une tactique unique pour le prolétariat dans l'ensemble des pays engagés : si son attitude devait être défaitiste dans le camp dominé par la Russie, elle ne pouvait l'être en Allemagne pour laquelle la guerre ne serait pas une guerre impérialiste [68].

De fait, pendant un siècle entier, la chute du bastion précapitaliste russe est restée la question centrale de la lutte révolutionnaire en Europe et l'objectif numéro un dans la politique internationale du parti prolétarien.

La perspective de guerre Russie-Allemagne

Retour à la table des matières

Après l'échec tragique de Napoléon devant Moscou, il fallut attendre la flambée révolutionnaire du milieu du 19è siècle pour que l'histoire ouvre à nouveau la perspective d'une guerre révolutionnaire contre le tsarisme. Or, c'est à la révolution allemande que Marx attribuait alors un rôle majeur dans cette tâche [69]. Puis, après la défaite gé-

---

68 Dans une lettre à Inessa Armand (25 décembre 1916), Lénine revient sur l'hypothèse d'Engels : « Une guerre de la France + Russie contre l'Allemagne en 1891… Je dis quant à moi que de la part de la France et de la Russie, c'eût été une guerre réactionnaire : une guerre pour faire rétrograder l'Allemagne et la faire revenir de l'unité nationale au morcellement… Mais de la part de l'Allemagne, en 1891, il n'y avait pas et ne pouvait pas y avoir une guerre de caractère impérialiste ». En effet, « en 1891, il n'y avait pas d'impérialisme *en général* (j'ai essayé de montrer dans ma brochure qu'il est apparu vers 1898-1900, et pas avant ». Au contraire, « ce qui est maintenant (1916) c'est une guerre *impérialiste des deux côtés* » (cf. *Œuvres complètes*, t. 35, p. 268).

69 Voir la partie des *Ecrits militaires* de Marx-Engels concernant la Révolution de 1848-1849 (La contrepartie révolutionnaire en Europe centrale et méridionale). C'est dans le feu de la grande vague national-démocratique européenne qui eut l'Allemagne pour cœur et le prolétariat français pour avant-garde que Marx a soulevé la vaste perspective d'une guerre révolutionnaire générale : « la guerre de classes au sein de la société française, écrit-il en 1850, s'élargit en une guerre mondiale où les nations se trouvent face à face. La solution [de la tâche prolétarienne] ne commence qu'au moment où, par la guerre mondiale, le prolétariat est mis à la tête du peuple qui

nérale des révolutionnaires, c'est la guerre entre États qui pouvait remettre à l'ordre du jour la lutte pour le renversement du féodalisme tsariste : les résultats en furent particulièrement décevants, en raison surtout de la faiblesse dont la bourgeoisie des pays d'Europe occidentale fit preuve lors des conflits contre la Russie, pendant la guerre de Crimée d'abord, puis en trahissant régulièrement la Turquie en butte à l'expansionnisme russe. Mais c'est certainement l'unification allemande des années 1866-1871 qui constitua le danger majeur pour la Russie, et qui permit à Marx d'établir, en 1870, sa grande prévision de l'inéluctabilité d'une guerre russo-allemande comme conséquence certaine de la guerre franco-prussienne en train de s'achever et comme accoucheuse possible de la future révolution russe [70].

Mais la conclusion malheureuse de la guerre contre la France, à cause de la politique prussienne d'annexion, rendit cette solution extrêmement difficile : de fait, l'unification révolutionnaire de l'Allemagne devait en rester là, et avec elle la systématisation nationale de l'Europe centrale. Bismarck avait frustré l'Allemagne de sa révolution par le bas, à la française, pour réaliser la « petite Allemagne », sans l'Autriche, et pactiser avec le tsar.

Cependant, même après la fin de la phase des guerres nationales en Europe en 1870, Marx conserve intégralement sa position vis-à-vis du tsarisme, tête de file de la contre-révolution européenne : si la puissance réactionnaire russe n'est pas abattue, la révolution ne pourra pas triompher dans l'ensemble du continent, puisque l'expérience historique a prouvé que non seulement les forces réactionnaires de toute l'Europe voyaient dans le tsar un rempart contre la révolution bourgeoise, mais aussi que les bourgeois eux-mêmes trouvaient dans ces

---

domine le marché mondial, à la tête de l'Angleterre » (cf. *Les Luttes de classes en France, 1848-1850*, Ed. sociales, p. 133).

70 Cf. la lettre de K. Marx à Sorge, du 1er septembre 1870 (l'annexion de l'Alsace-Lorraine n'était pas encore sûre) : la guerre franco-prussienne de 1870 mène nécessairement à la guerre entre l'Allemagne et la Russie, « c'est l e *meilleur résultat* que j'en attends pour l'Allemagne » (souligné par Marx). Cette « guerre n°2 » aurait eu deux résultats hautement révolutionnaires : 1. L'effondrement de la domination prussienne sur l'Allemagne ; 2. La révolution sociale en Russie. Vingt ans plus tard, l'histoire ayant emprunté une voie bien plus longue, ce sont les mêmes résultats qu'en espère Engels, avec comme prime au retard – excusez du peu – la conquête du pouvoir par les socialistes allemands.

forces une planche de salut contre un prolétariat de plus en plus menaçant.

Or, après 1871 et le coup de tonnerre de la Commune, c'est ce second aspect qui passe au premier plan et fait le plus souhaiter la défaite du tsarisme – quelles que soient d'ailleurs les forces pouvant y contribuer [71]. En effet, chaque fois que le prolétariat des diverses nations européennes (celui de l'Allemagne en première ligne) se dresse face à sa bourgeoisie, le tsarisme menace et pèse au profit des fractions les plus conservatrices (féodales, monarchiques…) des pays bourgeois. Il s'agit donc pour Marx et Engels non seulement de délivrer le mouvement ouvrier en pleine ascension de la force d'un potentiel répressif considérable, mais aussi de le débarrasser de tout ce qui entrave encore le caractère frontal de sa lutte contre la classe adverse dans son ensemble.

La Russie conservait donc sa puissance négative externe dans les affaires internationales, alors même que les choses avaient beaucoup évolué sur le plan interne, avec le progrès des conditions de l'accumulation capitaliste dans ce vaste pays arriéré.

Durant toute la période qui va de 1871 à 1891, phase marquée comme nous l'avons vu par la domination de la Sainte-Alliance russo-austro-prussienne sous hégémonie tsariste, Engels considère qu'un éventuel conflit aurait des conséquences essentiellement négatives

71 Engels écrit en 1875, que seule une guerre victorieuse contre la Turquie ou l'Autriche pouvait retarder la révolution russe. On peut dire, à ce propos, que les bourgeoisies européennes ont fait de leur mieux pour freiner la crise révolutionnaire en Russie – même au prix de lourdes concessions au détriment de leurs intérêts de classe – et retarder par là même les chances de victoire du socialisme à l'Ouest. Ainsi, malgré des prestations militaires peu brillantes contre les Turcs, en 1877, la diplomatie russe réussit à faire valoir ses vues à la conférence de Berlin, ce qui permit au tsarisme de durer.

A contrario, toute défaite militaire du tsarisme avait pour résultat d'accélérer le processus révolutionnaire à l'intérieur, comme le confirme toute l'expérience antérieure – avec le début de la transformation bourgeoise russe après la défaite dans la guerre de Crimée – et plus encore, l'expérience ultérieure de 1905 quand la révolution éclata comme conséquence directe de la déroute face au Japon. La tactique, théorisée plus tard par Lénine, du défaitisme révolutionnaire n'a donc pas été inventée par lui dans le contexte de la guerre impérialiste moderne, même si, dans la phase précédente, cette tactique ne pouvait pas encore être préconisée à l'intérieur de tous les camps en présence.

pour le mouvement ouvrier confronté à la guerre européenne, position invariante dans l'ensemble des textes reproduits jusqu'ici. Cette guerre venant « trop tôt ou trop tard » : *trop tard* pour compléter, par un « supplément » de révolution bourgeoise, les tâches politiques nationales, démocratiques, bref bourgeoises, en Europe, mais encore *trop tôt* pour déboucher sur la prise du pouvoir par les ouvriers allemands ou français – seuls capables désormais de liquider positivement ces tâches résiduelles, mais dans le cadre d'une révolution dont l'objectif premier serait nettement socialiste. Dans ces conditions, le temps travaille donc pour les socialistes allemands et français, ce qu'Engels ne cesse de répéter durant toute la décennie 1880, et aussi en 1891 puisqu'il considère qu'une phase de préparation de quelques années serait encore préférable à une prise du pouvoir immédiate, imposée par un état de guerre où le prolétariat allemand devrait « jouer son va-tout ».

C'est toute l'évolution des conditions réelles, à commencer par celle des rapports économiques et sociaux internes qui se répercute dans les rapports entre États, qui conduit Engels à préconiser en 1891 l'apparent retour à une stratégie de guerre révolutionnaire de l'Allemagne contre la Russie absolutiste, même si celle-ci est alliée à une France républicaine purement bourgeoise.

Le premier de ces facteurs est la ruine de la Sainte-Alliance, minée par le développement bourgeois qui porte chacun des États qui la composent à l'expansion externe au détriment des autres (cf. le rôle du panslavisme en Russie) ; vient ensuite le renforcement de l'alliance militaire franco-russe, extrêmement menaçante à partir de 1890 ; enfin, il faut considérer la pression qu'exerce désormais sur les bourgeoisies occidentales la montée en puissance des forces prolétariennes et socialistes, ce qui pourrait inciter au déclenchement d'une répression préventive sous couvert de guerre « patriotique » [72].

72 Du côté de la république française, la crise boulangiste avait prouvé la force du chauvinisme revanchard ; ce regain manifestait la tendance unanime de toute la bourgeoisie française, républicaine ou monarchiste, opportuniste ou radicale, irrésistiblement poussée à l'impérialisme. Cette tendance se manifestait, d'un côté, par l'engouement pour les conquêtes coloniales en Afrique et en Indochine, dont le but était surtout la conquête de marchés protégés de la concurrence supérieure des capitalismes rivaux, d'un autre côté, en Europe, par l'expansion territoriale en direction de l'Allemagne, avec la revendication plus ou moins dissimulée de la rive gauche du Rhin –

Dans le contexte né du développement du capitalisme européen et donc des contradictions croissantes entre ses diverses composantes nationales, tout semblait pousser à nouveau à la réalisation de la « prophétie » de 1870, à savoir l'éclatement d'une guerre générale où l'Allemagne devrait se battre « contre les races latine et slave coalisées » [73]. En même temps, ce qui est l'autre face de la même évolution historique, le mouvement socialiste s'était renforcé au point d'envisager de prendre le pouvoir, en Allemagne surtout où s'était déplacé le centre révolutionnaire prolétarien, avec par conséquent la possibilité d'influer de façon concrète et décisive sur le déroulement des événements militaires. Or, cette maturation générale des conditions se produisait à un moment charnière, puisque le pouvoir précapitaliste tsariste continuait encore pour un temps à menacer le développement bourgeois en Europe orientale et centrale : il constituait donc toujours le foyer d'une guerre réactionnaire, qui, dans les conditions que nous avons résumées, avait toutes les chances d'entraîner derrière lui la bourgeoisie française. Les guerres de la révolution française et du premier Empire n'avaient-elles pas dû être menées contre l'Europe féodale coalisée avec la toute bourgeoise Angleterre ?

Dans une telle situation historique « de transition », il est évident que l'Allemagne était elle-même une charnière, occupant la position centrale en Europe, et qu'elle se trouvait pour cela confrontée à la double perspective d'une guerre contre un adversaire féodal à l'Est et purement bourgeois à l'Ouest.

---

leitmotiv de la bourgeoisie et du militarisme français jusqu'à Clémenceau et De Gaulle – ; enfin, les tendances à l'exportation de capital financier commençaient à se faire jour de façon particulièrement précoce, du fait du relatif sous-développement de la base industrielle nationale après la Commune. Ainsi, la France républicaine, pays le plus avancé au plan politique mais largement devancé au plan économique par l'Angleterre et l'Allemagne, était à même d'anticiper certains traits de la phase impérialiste du capital en gestation.

73 Selon les termes de la *Seconde Adresse* du Conseil général de l'Internationale, écrite par Marx en septembre 1870.

Guerre et tactique prolétarienne

Retour à la table des matières

Engels se devait par conséquent de définir au préalable la stratégie à suivre et de préciser le plus possible les conditions de l'appui que les socialistes allemands devraient apporter à une guerre nationale de la part de leur pays *si* celle-ci se produisait. Le parti marxiste a en effet pour fonction, en s'appuyant sur sa théorie, sur la définition des phases historiques et l'expérience passée du prolétariat, de prévoir et de fixer à l'avance la tactique à suivre dans chacune des possibilités envisagées – ce qui doit aboutir à la définition de tout un éventail tactique contraignant, et éviter le recours à l'improvisation et aux manœuvres douteuses dans ce domaine où pourraient sans cela s'insinuer facilement les suggestions opportunistes.

En présence d'un problème stratégique aussi difficile, dans la situation « impure » de 1891, Engels n'hésite pourtant pas car il a en vue l'intérêt du mouvement prolétarien général : jugeant que la Russie tsariste reste l'élément majeur de la contre-révolution continentale et imprimerait à la guerre d'agression contre l'Allemagne son propre caractère féodal, il estime que le socialisme allemand, devenu assez puissant, ne pourra faire à moins qu'arracher au gouvernement la direction de cette guerre défensive bourgeoise, initiant par cette stratégie la révolution européenne, bourgeoise en Russie mais prolétarienne dans le reste du continent. Il se serait, en quelque sorte, agi pour l'Allemagne ouvrière de compenser le retard de la révolution russe en prenant audacieusement l'initiative de la révolution en Europe. Ce n'est donc pas seulement l'indéniable caractère « défensif » et national allemand de cette guerre qui importait ici, mais les faits eux-mêmes auraient imposé aux socialistes de prendre appui sur ces ultimes possibilités de guerre nationale allemande pour engager un processus de révolution en permanence dans le cadre international. C'était donc l'hypothèse extrême d'une vieille tactique formelle (Engels invoque le souvenir des sans-culottes français), mais dont le contenu serait entièrement nouveau, bref une possibilité historique qu'il ne faudrait pas laisser échapper – *dans le cas* où elle se présenterait. Et cela, sous peine de subir l'écrasement complet du socialisme allemand, soit des

mains de la réaction étrangère, en cas de défaite, soit de la part sa propre bourgeoisie si on s'alignait derrière elle et renonçait à la lutte de classe au nom de la défense de la patrie. C'est dire que le parti devait définir la tactique qui permettrait d'éviter ces deux écueils.

Une telle tactique, dans les conditions de développement du mouvement ouvrier après la Commune et les progrès des années qui l'ont suivie, peut apparaître comme un *recul* qui aurait été imposé par les faits – et non certes par la volonté d'Engels. Mais lui-même n'avait-t-il pas continuellement averti que *si* elle parvenait à éclater, la guerre européenne rejetterait le mouvement ouvrier une ou deux décennies en arrière ? La perspective d'un nouveau 1793, d'une guerre révolutionnaire contre l'ennemi extérieur, avait été jugée illusoire et explicitement déconseillée au prolétariat français par Marx et Engels en 1870, dans les conditions qui suivirent la défaite militaire, alors qu'ils soutenaient pourtant la guerre défensive menée du côté français, dans le but d'aboutir à une paix honorable avec l'Allemagne – ce qui eût ouvert les meilleures perspectives révolutionnaires pour l'Europe entière. Et la Commune de Paris, malgré l'idéologie patriotique qui pesait sur ses acteurs, avait dû réaliser un *saut en avant* formidable de la stratégie prolétarienne, puisqu'elle avait répondu à la guerre entre États bourgeois par la guerre civile entre les classes, en posant comme *première* tâche de la révolution le renversement de sa propre bourgeoisie. Marx avait pu enregistrer en temps réel ce bond en avant pratique et en tirer les conclusions pour le futur, au plan théorique : la guerre nationale est devenue une mystification, puisque les gouvernements bourgeois ne font plus qu'un face au prolétariat.

Une réédition allemande de la Commune de 1871, avec la certitude de devoir affronter désormais non pas deux mais trois armées ennemies, dans des conditions encore plus défavorables donc qu'à Paris en butte aux forces coalisées de Thiers et de Bismarck, n'est manifestement pas souhaitée par Engels en 1891. Rappelons ce que Marx écrivait, en 1871 : « Le « hasard » malheureux décisif n'a cette fois rien à voir avec les conditions générales de la société française, mais il doit être cherché dans la présence des Prussiens en France et dans leur position au contact de Paris. Cela, les Parisiens le savaient fort bien, mais aussi les canailles bourgeoises de Versailles. C'est précisément

pourquoi elles ont mis les Parisiens devant l'alternative d'accepter le combat ou de de succomber sans lutter » [74].

Le véritable enjeu de la guerre, sous l'aspect d'un conflit entre États constitués, était donc celui-là : l'écrasement du prolétariat allemand, avant-garde de la révolution en Europe. Et le véritable sens de la solution préconisée par Engels était le suivant : la défense du parti ouvrier menacé de destruction totale en cas de défaite, ce qui aurait provoqué un recul terrible du mouvement international prolétarien.

Il s'agissait donc, au plan tactique, de bien plus que d'un simple retour à la stratégie qui fut celle de l'aile plébéienne radicale à l'intérieur de la révolution bourgeoise – et finalement à son profit.

Comme nous l'avons souligné, la stratégie proposée par Engels s'inscrit dans une situation historique qui n'est plus celle des révolutions bourgeoises, mais où la lutte des classes moderne est devenue le facteur essentiel déterminant les luttes entre États. Et dans ces conditions, la dynamique même de la guerre « défensive » devait entraîner rapidement la chute du parti au pouvoir en Allemagne (que celui-ci soit semi-féodal, bonapartiste ou bourgeois) et l'avènement du seul parti d'opposition vraiment doté de vitalité, le parti ouvrier social-démocrate. Certes, la guerre commencerait sous la conduite du gouver-

---

74 Cf. sa lettre à Kugelmann du 17 avril 1871. Le déclenchement d'une Commune ne dépend certes pas de la volonté du parti révolutionnaire, mais celui-ci doit évaluer par avance les chances de la victoire dans les différentes circonstances, puis il doit tout mettre en œuvre pour la réaliser y compris lorsque la lutte éclate spontanément et dans un rapport de forces défavorable. A l'heure des grandes organisations militaires internationales destinées à écraser toute rébellion en un point quelconque du globe, les conditions de réussite des Communes – qui ne cessent de surgir dans le monde – résident surtout dans leur capacité à s'étendre jusqu'à frapper dans leurs propres pays les gouvernements et armées coalisés contre elles ; bref, dans leur caractère international. Voilà qui est conforme à la nature même du prolétariat, mais qui ne va pas de soi puisque celui-ci doit d'abord prendre le pouvoir nationalement, c'est-à-dire renverser sa propre bourgeoisie, son ennemi immédiat. La tactique contre-révolutionnaire bien rôdée consiste alors à l'obliger à faire face non pas seulement à celle-ci – dans ce cas, la révolution l'aurait certainement déjà emporté – mais à un front uni comprenant les forces répressives des États les plus puissants du monde bourgeois. Cette situation doit pousser à la *constitution de la classe en parti communiste international* afin de pouvoir relever victorieusement le formidable défi, et passer à l'offensive générale lorsque le front ennemi tend à se désagréger.

nement en place, mais celui-ci serait sans doute incapable de prendre les *mesures révolutionnaires* qui s'imposent (armement de la population, etc.) pour la défense nationale, ce qui mènera immanquablement à la prise du pouvoir par le prolétariat [75]. Or, dans les conditions de maturité économiques et sociales de l'Allemagne, celle-ci serait le prélude immédiat à l'application des premières mesures du programme socialiste – d'autant que la révolution ne manquerait pas de s'étendre simultanément à la France, mûre elle-aussi pour un tel programme.

Ce n'est donc pas à l'Allemagne officielle qu'Engels reconnaît la capacité de mener jusqu'au bout une telle guerre nationale – comme c'était encore le cas en 1870 – mais au jeune et vigoureux prolétariat allemand sous la direction de son parti de classe. Il est indéniable – aujourd'hui comme hier – que les révolutions bourgeoises, menées de façon si timorées et incomplètes, laissent derrière elles tout un reliquat « féodal » que la seule classe encore révolutionnaire peut réellement liquider. Il n'était donc pas question de refaire la révolution bour-

---

75 Dans ses articles sur la guerre de Crimée, Marx rédigea un véritablement plan de guerre contre la Russie dans l'hypothèse d'une confrontation entre les puissances bourgeoises (France et Angleterre) et les puissances féodales alliées (Russie, Prusse et Autriche). Il préconisa pour la France menacée de régression par cette Sainte-Alliance une stratégie avec laquelle celle d'Engels pour l'Allemagne en 1891 concorde pleinement : la France – alors sous gouvernement bonapartiste – ne pourrait être sauvée que par une guerre révolutionnaire, capable de « résister à toutes les invasions ». Il s'agirait dans un premier temps de « mettre en mouvement Louis-Bonaparte et ses lâches valets » en les poussant à prendre des mesures énergiques pour vaincre, mais comme « la direction de la guerre échapperait sans aucun doute des mains de leurs actuels commandants en chef », il faudrait ensuite renverser le gouvernement en place pour repousser l'invasion étrangère réactionnaire et le pouvoir tomberait ainsi aux mains du parti révolutionnaire. On reviendrait alors d'une guerre entre États à une situation révolutionnaire à l'intérieur des pays européens, avec un pouvoir prolétarien à Paris et une reprise de la révolution permanente en Allemagne et en Autriche. Nous renvoyons le lecteur en particulier aux articles du 23 mai 1854 (intitulé *Les faits de guerre dans la Baltique et la Mer Noire*) et du 1er janvier 1855.

On constate évidemment qu'Engels n'a aucunement innové en proposant pour l'Allemagne de 1891 la solution de la guerre révolutionnaire contre le tsarisme. Seule change, selon l'évolution historique, l'identité du pays appelé à la mettre en œuvre, avec le déplacement du centre de gravité de la révolution.

geoise en Allemagne – quoi que puisse suggérer la comparaison avec le 1793 français – mais d'enclencher sur la lutte contre ce reliquat, celle pour le socialisme par la prise du pouvoir politique et militaire [76].

Il ressort clairement de sa correspondance que la « préférence » d'Engels n'allait d'ailleurs pas à la stratégie consistant à « rejouer 1793 » et à se hisser au pouvoir de cette façon. Ce qu'il écrit à Sorge constitue une leçon en matière de non-liberté tactique : « quoique je sois persuadé que la diplomatie russe ne veut pas de guerre et que la famine fasse apparaître celle-ci comme une stupidité, il se pourrait bien que les courants militaires et panslavistes (soutenus à présent par la très forte bourgeoisie industrielle dans le but d'étendre ses marchés) prennent le dessus et que des bêtises se produisent à Vienne, Berlin ou Paris qui mènent à l'éclatement de la guerre… Si l'Allemagne est écrasée, nous le sommes aussi ; alors que, dans le meilleur des cas, le combat deviendra si puissant que l'Allemagne ne pourra se maintenir que par des moyens révolutionnaires. Bien que je considère comme une grande *malchance* le fait d'en venir à la guerre et d'être portés au pouvoir par celle-ci de façon prématurée, on doit cependant être armés pour ce cas de figure » [77].

On verra en détail, dans la correspondance avec Bebel et dans les écrits qui suivirent, pourquoi une telle guerre était peu probable, non pas qu'il ait fallu l'écarter a priori (le déterminisme marxisme est par méthode ennemi des apriorismes de tout poil) mais parce que l'examen impartial des capacités militaires et de la situation économique et sociale de la Russie allait permettre de la remiser, non seulement pour des années mais pour toujours, puisque le capitalisme passerait bientôt de sa phase pacifique à son ère impérialiste et militariste. Or, avec

---

76 Autrement dit, on est là, au niveau de la politique internationale, dans la même stratégie indirecte (social-démocrate) que le parti ouvrier mène dans la lutte de classe à l'intérieur du pays, où subsiste un fatras de rapports semi-féodaux, dans une phase où les conditions de sa pure révolution de classe ne sont pas encore tout à fait réalisées en Allemagne (c'est pourquoi Engels parle d'une dizaine d'années nécessaires pour parvenir à ce point).

77 Cf. lettre à Sorge du 24 octobre 1891. Dans le même esprit, Engels écrit à Lafargue : « nous pourrons peut-être éviter la guerre, et comme nous [Allemands] sommes lents et méthodiques cela pourrait donner aux Français l'occasion de nous devancer grâce à un grand coup. La « fin du siècle » semble bien se présenter et pourrait *rejeter 1793 dans l'ombre* » (lettre du 31 octobre 1891).

celle-ci, la nature de la guerre mondiale changera, passant de simple possibilité à nécessité dictée par les contradictions économiques insurmontables et les antagonismes de classes exacerbés du capital le plus développé, c'est-à-dire pourrissant.

Lorsque la longue époque dite pacifique et réformiste du capitalisme européen prendra fin, la guerre générale qui devait, dans la prévision marxiste au souffle long, mettre aux prises les trois Europe, germanique, latine et slave, revêtira alors (seulement) un caractère purement bourgeois en se réalisant au plan impérialiste général. La révolution prolétarienne étant partout à l'ordre du jour, y compris en Russie depuis 1905, cette guerre aura un irréfutable caractère réactionnaire de quelque côté qu'on se place, et la vieille tactique, qui aurait pu à la limite servir encore au temps d'Engels, devra être nettement écartée. Mais c'est à d'autres marxistes que reviendra, en continuité parfaite avec les écrits militaires de Marx et Engels et dans une orthodoxie totale envers leur doctrine, la tâche de mettre en œuvre la stratégie correspondante : celle de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile entre les classes, dont la Commune avait fourni le premier exemple historique.

La situation aura donc encore considérablement mûri avec l'entrée dans la phase impérialiste du capital – que Lénine situe comme on l'a vu vers 1898-1900, moment auquel Engels jugeait précisément la victoire socialiste probable [78]. À l'approche effective de la guerre mondiale, c'est la tactique du défaitisme révolutionnaire qui devra alors être préconisée pour tous les camps en présence, tactique valable pour toute la phase en question, comme Lénine le théorisa en 1914, à la suite des derniers congrès de l'Internationale socialiste de Stuttgart et de Bâle [79].

78 Cette coïncidence n'est bien sûr pas fortuite, et nous consacrerons à la prévision révolutionnaire d'Engels la dernière partie de ce recueil.

79 La menace du défaitisme révolutionnaire a été brandie pour l'ensemble de l'Europe avant même le déclenchement de la première guerre mondiale par l'Internationale socialiste (en réalité, par son aile gauche) : « Si la guerre éclate, les socialistes ont pour devoir d'intervenir pour en hâter la fin et tirer de toute façon parti de la crise économique et politique pour soulever le peuple et précipiter par là même la chute de la domination capitaliste » (congrès de Stuttgart, 1907). « Que les gouvernements n'oublient pas que la guerre franco-allemande a provoqué l'éruption révolutionnaire de la Commune, que la guerre russo-japonaise a mis en mouvement les forces révolu-

Textes d'Engels

TROISIÈME PARTIE

3.2. Instructions pour un possible 1793 allemand

Retour à la table des matières

Ton article sur la Russie dans le *Vorwärts* nous a tous plu, et il a fait un très bon effet ici [80]. Nous sommes d'accord pour penser que la menace de guerre pointe, notamment du côté de la Russie, et que, si elle se réalise, il faudra agir avec tous les moyens en notre pouvoir pour abattre la Russie – cela nous concerne nous et c'est notre propre intérêt. Le point où nous divergeons, c'est que tu crois que les Russes veulent la guerre, alors que je pense qu'ils veulent simplement en brandir la menace sans avoir effectivement l'intention de déclencher la guerre, mais je reconnais en même temps qu'on peut cependant en arriver jusque-là.

Durant des années, j'ai étudié les méthodes et les procédés de la diplomatie russe de l'époque passée aussi bien que contemporaine [81], et

tionnaires des peuples de la Russie » (congrès de Bâle, 1912).

Si la menace ne fut pas suivie d'effet, c'est parce que, comme l'écrit Lénine, « des dizaines d'années de paix avaient accumulé dans tous les pays d'Europe, dans tous les partis socialistes, une énorme quantité de fumier opportuniste petit bourgeois » (*Et quoi donc ensuite ?* 12 décembre 1914). La position d'Engels, aux antipodes tant du pacifisme petit bourgeois que du chauvinisme qui lui succède naturellement, n'en ressort qu'avec plus de relief !

80 Cf. Engels à August Bebel, 29 septembre 1891.

Engels fait allusion à l'article de Bebel sur *l'Emprunt russe*, paru dans le *Volksstaat* du 27 septembre 1891. Bebel y définissait cet emprunt comme un emprunt de guerre.

81 Cf. la très longue étude d'Engels sur *la Politique extérieure du tsarisme russe*, in Marx-Engels, *la Russie*, Ed. 10/18.

je sais qu'une guerre a chaque fois signifié pour elle une défaite et c'est pourquoi elle ne l'a jamais voulue. En effet, premièrement les succès sont moins chers et plus sûrs lorsqu'elle procède à de simples intimidations diplomatiques, et deuxièmement toute nouvelle guerre ne fait que démontrer que l'armée russe est relativement faible lorsqu'il s'agit de visées de conquête. En Russie, les généraux exagèrent à tel point leur capacité militaire, que même lorsque les diplomates l'évaluent à 30% de moins, ils mesurent encore trop haut le potentiel de l'armée. De tous les facteurs qu'ils font entrer en ligne de compte, celui de leur propre armée présente le plus d'impondérables. Ce n'est que là où les autres se battent pour elle (par exemple 1813-1814) que la diplomatie russe part volontiers en guerre.

Si Gladstone accède au pouvoir [82] en Angleterre, alors la diplomatie russe aura la situation la plus favorable qu'elle attend depuis des décennies : la France comme allié actif et l'Angleterre faisant preuve d'une neutralité bienveillante – ce qui est déjà énorme. Je suis persuadé que les Russes adopteront alors des positions rigides. Cependant si la guerre devait éclater effectivement, ce serait contre leur volonté.

Il est absolument certain que l'emprunt est fait pour l'éventualité d'une guerre [83]. Mais ce n'est que le symptôme selon lequel ces messieurs se préparent à *toute* éventualité. Tous les autres symptômes auxquels tu fais allusion – interdiction d'exporter du seigle, manœuvres au cours desquelles les Russes ont expérimenté sur la Mer Noire des opérations de débarquement, etc. – ne font que le confirmer à mes yeux. Le calcul est que l'Europe, et notamment la Triplice [84] craindra plus

---

82 Gladstone arriva au pouvoir en 1892 et y resta jusqu'en 1894. Depuis sa polémique contre le puissant premier ministre de l'Empire britannique, Marx avait dévoilé la connivence du dirigeant du Parti libéral anglais avec le tsarisme russe.

83 En septembre 1891, la Russie avait lancé en France un emprunt à 3 % pour 500 millions de francs. Le succès initial en fut si grand qu'il fut couvert 7 fois et demi, mais après une baisse inquiétante du cours des papiers russes dans les bourses européennes, à la suite de la disette russe de la même année, les signataires de l'emprunt refusèrent de prendre les obligations. Pour éviter un effondrement de l'emprunt, le gouvernement russe dut racheter une partie des obligations, afin de soutenir leur cours, si bien qu'il n'en réalisa que les deux tiers, soit environ 350 millions de francs.

84 La Triplice (ou Triple Alliance) regroupait l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Celle-ci adhéra en 1882 à l'alliance militaire germano-austro-

une guerre, au moment décisif, que l'inattaquable Russie de son côté, si bien que la Russie empochera alors un avantage en Orient, et les chauvins français seront les dindons de la farce.

Tu penses que la Russie *devra* déclencher la guerre, en raison de ses difficultés intérieures [85]. Je ne le crois pas – du moins au sens où tu l'entends certainement. Trois classes souffrent en Russie : la noblesse des propriétaires fonciers, le paysan et le prolétariat naissant. Ce dernier est encore trop faible et la première déjà trop affaiblie pour faire une révolution. Quant aux paysans, ils ne peuvent aller plus loin que des émeutes locales, tant qu'un soulèvement victorieux des centres urbains n'apporte pas à ces émeutes le ciment et la base qui leur fait défaut. En revanche, la jeune bourgeoisie s'épanouit comme nulle part ailleurs : elle atteint doucement le point où elle doit entrer en conflit avec la bureaucratie, mais cela peut encore durer des années. La bourgeoisie russe est née des distillateurs d'eau de vie et des fournisseurs de l'armée qui pillent l'État, elle est devenue ce qu'elle est grâce à l'État – protection douanière, subventions, vol de l'État, ainsi que permission et protection de l'État pour exploiter le plus férocement les ouvriers. Il faudra que la situation se durcisse terriblement pour que cette bourgeoisie – dont l'infamie dépasse encore celle de la nôtre – secoue le tsarisme.

Cette bourgeoisie ne *peut* favoriser la guerre que pour autant qu'elle ait découvert que le panslavisme traduit un fait matériel ou plutôt a une base matérielle : l'agrandissement du marché intérieur par des annexions. D'où le fanatisme slavophile, d'où la haine féroce des Allemands - il y a 20 ans encore, tout le commerce et l'industrie

---

hongroise de 1879. L'Europe fut dès lors divisée en deux camps militaires hostiles, qui entrèrent en heurt finalement lors de la guerre impérialiste de 1914. Pendant cette guerre, l'Italie quitta la Triplice et rejoignit en 1915 le camp militaire opposé.

85 Engels passe maintenant à l'analyse des conditions de classes dans la Russie des années 1890, et constate le recul des perspectives de la révolution anti-tsariste, car la classe qui était alors la plus apte à faire la révolution en Russie – la bourgeoisie – est devenue le meilleur soutien du régime. Son pronostic est sombre, et l'histoire l'a confirmé en donnant au tsarisme une très longue traite pour survivre. Il confirme à l'avance toute la tactique de Lénine, qui ne pourra s'appliquer qu'après 1905, lorsque le prolétariat sera assez développé en Russie pour prendre de bout en bout la direction de la révolution, d'abord antiféodale en Février, puis socialiste en Octobre 1917.

n'étaient-ils pas presque exclusivement entre des mains allemandes ! – d'où la chasse aux Juifs. Cette misérable et inculte bourgeoisie qui ne voit pas plus loin que le bout de son nez souhaite effectivement la guerre et développe une propagande de boutefeu dans la presse. Mais ce n'est pas par crainte d'une révolution à l'intérieur que le tsar a besoin de déclencher une guerre *aujourd'hui*, comme c'était le cas dans les années 1870, lorsque la noblesse déchue s'était rendu compte dans les zemstvos que sa situation était partout semblable et en avait tiré une grande amertume. À présent, cette noblesse est dégringolée trop bas et les bourgeois lui rachètent ses domaines, de sorte qu'elle est pratiquement tombée au pouvoir de la bourgeoisie d'argent : cette dernière forme le nouveau rempart du tsarisme, précisément dans les grandes villes d'où seul le danger pourrait menacer. Or une révolution de palais ou un attentat heureux ne pourrait amener au pouvoir que la bourgeoisie, quelle que soit la force d'où est venu le coup. Cette bourgeoisie serait certes capable de se précipiter encore plus tôt dans une guerre que le tsar lui-même [86]. Mais c'est chose secondaire.

Nous voyons tous deux pointer la menace de guerre, et malgré la famine en Russie, que tu sous-estimes nettement, la direction peut glisser d'entre les mains des gouvernants, et nous devons aussi être préparés à cette éventualité. Je verrai ce qu'il convient de faire en France, où il faut attirer l'attention des nôtres sur différentes choses, mais cela ne peut venir que *des Français eux-mêmes* [87]. Ils doivent se rendre compte qu'une guerre menée en alliance avec la Russie contre

---

86 Sur ce point aussi, le diagnostic d'Engels fut confirmé en 1917 : les représentants de la bourgeoisie prêchèrent de nouveau la participation à la guerre impérialiste après Février 1917, malgré la volonté de paix manifeste des grandes masses des villes et de la campagne, et ils s'appuyèrent au maximum sur la soldatesque pour se maintenir au pouvoir contre l'assaut des bolcheviks.

87 Engels rédigea pour cela un manifeste qui paraîtra à la fois en France et en Allemagne (cf. en version française in Marx-Engels*, le Parti de classe*, t. IV, éd. Maspero, p. 81-91), sous le titre *le Socialisme en Allemagne.*

Dans ce Manifeste, Engels souligne quel serait, sous l'habit national de la guerre du côté allemand, le véritable caractère de classe du conflit : "La République française peut représenter, vis-à-vis de l'Empire allemand, la révolution bourgeoise. Mais vis-à-vis de la République des Constans, des Rouvier, et même des Clémenceau, surtout de la République qui travaille pour le tsar russe, le socialisme allemand représente la révolution prolétarienne » (p. 89).

l'Allemagne serait avant tout aussi une guerre contre le parti socialiste le plus puissant et le plus prompt à la riposte d'Europe et qu'il ne nous resterait rien d'autre à faire que de frapper de toutes les forces sur tout assaillant qui aiderait la Russie. En effet : ou bien nous succombons, et alors tout le mouvement socialiste en Europe est foutu pour vingt ans ; ou bien nous arriverons nous-mêmes au pouvoir, et alors s'applique aux *Français* ce que dit la *Marseillaise* : « Quoi, ces cohortes étrangères feraient la loi dans nos foyers ? » En aucun cas, le système allemand actuel ne survivra à la guerre, car la défense exige des efforts gigantesques ; des moyens révolutionnaires.

Tu as raison, si la guerre arrive, il faut que nous exigions l'armement général du peuple [88]. Mais en connexion à l'organisation déjà existante, qui est déjà préparée en cas de guerre. Autrement dit : incorporation de tous ceux qui n'ont pas subi jusqu'ici d'entraînement militaire en corps de réserve et landsturm et, surtout, préparation militaire improvisée sur le tas des nouveaux incorporés outre leur armement et intégration en cadres fixes.

Il faudra que la proclamation adressée aux Français reçoive une forme quelque peu différente. Les diplomates russes ne sont pas bêtes au point de provoquer une guerre aux yeux de toute l'Europe. Au contraire, ils manœuvreront de telle sorte que le camp provocateur semblera être, ou bien la France, ou bien l'un des pays de la Triple Alliance. Les Russes ont toujours des casus belli, prétextes de guerre, tout prêts par douzaines dans leurs cartons : ce qu'il faudra répondre exactement dépendra du prétexte avancé pour déclarer la guerre. En

88 Il s'agit là de la principale mesure révolutionnaire exigée pour que les socialistes se jettent dans l'effort de guerre : si elle n'était pas réalisée, la base manquerait non seulement pour l'efficacité de la défense nationale mais encore pour la prise du pouvoir par le parti ouvrier au cours de la guerre ; il se livrerait alors pieds et poings liés au gouvernement qui ne manquerait pas d'en profiter, et le résultat ne serait guère meilleur qu'en cas de défaite. Ce seul critère – qui ne vaut d'ailleurs que pour une guerre nationale, et non impérialiste – suffit à démontrer l'immense hypocrisie des social-patriotes qui osèrent, en 1914, évoquer le cas d'une guerre nationale de défense pour justifier leur aplatissement complet devant le pouvoir en place, quel qu'il soit.

La même combinaison d'éléments militaires révolutionnaires et d'éléments de l'armée officielle se retrouve dans toutes les guerres révolutionnaires menées dans le cadre d'une révolution double, soit en 1793-94 comme en 1919-20. Seule la dictature du parti révolutionnaire extrême peut assurer la subordination des seconds à l'égard des premiers.

tout cas, il faudra que nous déclarions que, depuis 1871, nous [89] étions à tout moment disposés à nous entendre pacifiquement avec la France ; que, sitôt notre Parti arrivé au pouvoir, il ne pourrait exercer son règne, sans que l'Alsace-Lorraine ne décide librement de son avenir, mais que si l'on nous contraignait à la guerre – et ce dans une guerre des Français alliés aux *Russes* – nous y verrions une attaque contre notre existence et nous devrions nous défendre par tous les moyens en utilisant toutes les positions qui sont à notre disposition, et donc aussi Metz et Strasbourg.

En ce qui concerne les opérations de guerre elles-mêmes, il y a tout d'abord deux aspects qui sont décisifs : la Russie est faible dans l'attaque mais d'une force énorme dans la défense, il est impossible de lui porter un coup au cœur. La France est puissante dans l'attaque, mais, après quelques défaites, est incapable d'attaquer et devient inoffensive. Comme je ne compte pas sur le commandement des Autrichiens et la troupe des Italiens, notre armée aura à conduire son attaque principale et à faire front. Dans cette guerre, il faudra tout d'abord tenir les Russes en échec, mais il faudra défaire les Français. Dès lors que l'offensive française sera hors d'état de nuire, on pourra passer à la conquête de la Pologne jusqu'à la Dvina et au Dniepr : avant ce serait difficile à réaliser. C'est ce qu'il faudra effectuer avec des moyens *révolutionnaires* et, si nécessaire, en cédant une partie de la Pologne prussienne et de toute la Galicie à la Pologne qu'il s'agit de restaurer [90]. Si tout cela se passe bien, il s'ensuivra aussi une révolution en France. En même temps nous devons avoir à cœur d'offrir aux Français au moins Metz et la Lorraine comme cadeau de paix.

89 II est évident qu'Engels n'englobe pas dans ce NOUS les Allemands en général, avec leur gouvernement officiel, c'est-à-dire les classes dominantes mêmes et leurs partisans qui ont applaudi et soutenu l'entreprise impérialiste d'annexion de l'Alsace-Lorraine. Ce « nous » se borne aux sociaux-démocrates et ouvriers allemands que la guerre menace en premier, comme Engels l'a dit plus haut.

90 Marx avait déjà établi quel devrait être le plan des opérations militaires contre la Russie ; voir notamment l'article intitulé *le Déroulement de la guerre*, in *New York Tribune*, 1er janvier 1855, en traduction française dans Marx-Engels, *Ecrits militaires*, p. 307-316. L'une des mesures les plus efficaces à utiliser serait l'appel à la libération des nationalités opprimées par le joug tsariste. Voilà encore une arme révolutionnaire dont l'Allemagne officielle aurait eu bien du mal à se saisir puisqu'elle-même opprimait les Polonais !

Mais il est probable que cela ne se passera pas si bien. Les Français ne se laisseront pas abattre aussi facilement, leur armée est excellente et mieux armée que la nôtre, et pour ce qui concerne le commandement en chef chez nous, il ne me semble pas qu'on puisse en attendre grand-chose. On a vu cet été que les Français avaient appris à procéder à la mobilisation. Il est certain aussi qu'ils ont assez d'officiers pour leur première armée de campagne – qui est plus forte que la nôtre. Ce n'est que lorsque d'autres troupes monteront ensuite en ligne qu'apparaîtra notre supériorité de commandement. De plus, le chemin direct entre Berlin et Paris est barré des deux côtés par un système aussi puissant de fortifications. Bref, dans le cas le plus favorable, on en viendra probablement à une lutte pleine d'à-coups qui, nécessitant que l'on jette toujours à nouveau des renforts dans la mêlée, sera conduite jusqu'à l'épuisement d'un camp ou jusqu'à l'intervention de l'Angleterre qui décidera dans un sens ou dans l'autre, puisqu'elle pourra, dans ces circonstances, *affamer* et forcer à la paix l'Allemagne ou la France, en empêchant simplement l'importation de céréales. Ce qui se passera pendant ce temps-là à la frontière russe, c'est ce qui dépendra en premier lieu des opérations que mèneront les Autrichiens : nous sommes là devant l'impondérable.

Une chose me paraît en tout certaine : si nous sommes battus, le chauvinisme et la guerre de revanche domineront tout en Europe pour longtemps. Si nous triomphons, notre parti sera au pouvoir. En conséquence : la victoire de l'Allemagne signifie la victoire de la révolution, et, si l'on en vient là, nous devons non seulement la souhaiter mais encore la promouvoir par tous les moyens.

L'article de Bernstein devait constituer une réponse à l'opportunisme de Vollmar, et en tant que tel eût été très utile [91]. Mais au lieu de

91 Georg von Vollmar avait prononcé le 1er juin 1891 à Munich un discours sur les tâches et la tactique de la social-démocratie au moment du soi-disant Cours nouveau du gouvernement Caprivi, après la chute de Bismarck. Il se fit le porte-parole de l'opportunisme dans le parti et prôna une tactique de collaboration avec les classes dominantes jusque dans le domaine de la politique extérieure, notamment en cas de guerre contre la Russie. Il présentait ainsi hypocritement la Triplice non comme une alliance de guerre mais comme une force de paix. Sa tactique revenait en fait à une réconciliation de la classe ouvrière avec l'État militaire existant, au nom de la défense de la patrie. C'est ce qui amena Engels à se préoccuper de la menace de guerre en 1891. Au congrès d'Erfurt (octobre 1891), Bebel notamment s'en prit aux

cela le brave Bernstein tourne autour du pot jusqu'à ce qu'il en arrive subitement à répondre à la *fraternisation de Cronstadt* entre Français et Russes [92]. Il y dit naturellement des choses qui ne sont absolument pas à leur place, alors qu'il aurait dû soulever de tout autres aspects du problème : que si la France représente *formellement* la révolution vis-à-vis de l'Allemagne, celle-ci, en raison de son parti ouvrier, est *matériellement* à la pointe de la révolution, et c'est ce qui apparaîtra au grand jour au moment de la guerre – parce que nous, et avec nous la révolution, serons ou bien écrasés, ou bien au contraire hissés au pouvoir. C'est ce qu'il eût fallu dire dans tous les cas.

J'ai juste le temps aujourd'hui de te répondre à propos des Russes, et de fait c'est la seule chose importante, le reste n'étant que babiole [93].

Pour ce qui concerne la possibilité que la guerre éclate au printemps, il faut tenir compte de trois courants en Russie. Le premier, c'est la diplomatie, dont je continue d'affirmer qu'elle recherche des succès sans vouloir en payer le prix par une guerre, ni en prendre le risque ; mais c'est justement pourquoi elle fait *tout pour préparer la guerre*, de façon à pouvoir exploiter au maximum la position éminemment favorable de la Russie dans la défense. C'est ce qui se passe à chaque fois : cela permet de poser des revendications draconiennes

conceptions opportunistes de Vollmar et défendit avec succès la ligne marxiste dans le parti.

92 En juillet 1891 la flotte française avait été reçue triomphalement à Cronstadt pour marquer le rapprochement survenu entre la Russie tsariste et la France. Au même moment, les diplomates négocièrent un traité franco-russe, qui fut signé en août 1892 et prévoyait une action militaire commune en cas d'attaque de l'un des deux partenaires. Ce traité prépara l'alliance franco-russe de 1893.

C'est la raison pour laquelle la menace d'une guerre imminente exigeait d'être prise au sérieux, la Sainte-Alliance étant désormais à l'eau.

93 Cf. Engels à August Bebel, 13 octobre 1891.

Dans sa lettre à Engels du 9 octobre, en réponse à la précédente correspondance, Bebel avait défini comme suit ce qui distinguait sa position de celle d'Engels : "Il existe des divergences entre nous sur l'époque où il pourrait y avoir la guerre, et si la Russie la provoquera... A mes yeux, c'est un fait établi que la Russie déclenchera la guerre dès qu'elle pourra ; qui plus est, je suis convaincu que la Russie en prendra l'initiative et que la France suivra". Le cours des événements donnera sur ce point aussi raison à la position réaliste d'Engels.

qu'elle maintient jusqu'au dernier moment pour tirer le plus grand profit possible de la peur de la guerre chez l'adversaire, dont la position est plus risquée – mais sans qu’on en vienne aux mains. Cependant, à côté de la diplomatie, il y a l'armée qui en Russie, malgré les innombrables revers subis dans les guerres, est très sûre de sa force et prend des airs de matamore, plus que partout ailleurs. C'est elle qui voudrait passer aux actes. Et, troisièmement, il y a la jeune bourgeoisie : l'extension incessante du marché lui semble, comme dans les années quarante à la bourgeoisie américaine, une chose qui va de soi, si bien qu'il lui semble évident que la Russie ait pour mission historique de libérer les Slaves et les Grecs et de dominer tout l'Est de l'Europe. Il faut mettre tous trois en balance, mais, sous le règne d'Alexandre III, la diplomatie l'a toujours emporté jusqu'ici. Or, la disette vient s'ajouter à tout cela. Celle-ci est très grave dans l'Est et le Sud-Est. La famine sévit de manière aigüe partout à l'Est d'une ligne à l'arrière d'Odessa, Nijni-Novgorod et Viatka ; plus on va à l'Ouest à partir de cette ligne, meilleure devient progressivement la récolte ; tout à fait à l'Ouest, la récolte de blé a même été passable par endroits. La récolte de seigle a été partout mauvaise. En Russie, les pommes de terre ne sont *pas* une denrée alimentaire populaire. La forme terriblement aiguë de la famine dans la vallée de la Volga démontre à quel point les moyens de communication en Russie sont toujours lamentables. Tout cela fait apparaître clairement que tu prendrais des risques inconsidérés, si tu voulais donner foi aux affirmations des militaires qui demandent des crédits de guerre en Allemagne et pour cela affirment péremptoirement que la guerre sera pour le printemps. De même que la diplomatie russe a coutume de préparer la guerre de manière d'autant plus fiévreuse qu'elle a moins envie de la déclencher, de même est-il du devoir de l'état-major de vous persuader au parlement que la guerre est certaine pour avril 1892. Tu as parfaitement raison de bien prendre en considération ces informations, et je te serais très reconnaissant si tu pouvais me faire parvenir à ce sujet des nouvelles de source authentique, mais il faut savoir aussi que, ce faisant, ces gens poursuivent aussi des buts secondaires.

Ce point n'est pas aussi académique qu'il en a l’air. En fait, il est de première importance, à partir du moment où les demandes de crédits sont déposées au parlement par le gouvernement. Si nous sommes convaincus que cela va démarrer au printemps, alors nous pouvons

difficilement être opposés *par principe* à ces crédits. Or, ce serait pour nous une situation plutôt fatale. Car tous les partis de lèche-culs jubileraient, en se félicitant d'avoir eu raison et en nous voyant maintenant devoir fouler aux pieds la politique que nous avons constamment poursuivie pendant vingt ans. Et un tournant aussi subit provoquerait des frictions au sein du parti et aussi au plan international.

D'autre part, *il se peut* tout de même que la guerre survienne au printemps. Quelle sera donc notre attitude vis-à-vis des crédits de guerre ?

À mon avis, il ne peut y avoir qu'une seule position sur ce point :

1. Pour modifier l'armement, il n'y a plus assez de temps. Si la paix dure jusqu'à ce qu'on ait introduit de nouveaux canons et un nouveau fusil de petit calibre, alors la paix tiendra de toute façon. Il s'agit donc de faux prétextes. 2. La même chose vaut, et plus encore, pour de nouveaux corps de l'armée permanente, c'est-à-dire pour la demande de création de nouveaux *régiments*. Ces quelques créations nouvelles que l'on réclame aujourd'hui ne comptent guère en présence des armées géantes de notre temps, et si c'est pour servir comme corps *d'école* pour pouvoir mettre sur pied davantage d'hommes et les former, cela ne pourrait se faire qu'au bout de longues années de paix, et c'est donc superflu pour la guerre de ce printemps. En revanche, 3. toutes les demandes tendant à rapprocher l'actuelle armée de l'armement général du peuple, tendant à renforcer exclusivement la *défensive*, à former et armer des troupes d'hommes de *tous* les groupes d'âges de 17 à 60 ans qui n'ont jamais été appelés jusqu'ici, et à les incorporer dans des corps fixes, sans accroissement des contrôles tracassiers – pour cela nous pourrions consentir de l'argent [94]. Nous ne pouvons pas demander

94 En ce qui concerne les usages en vigueur dans la social-démocratie en matière de vote de crédits au gouvernement existant, voir Marx- Engels*, la Social-démocratie allemande*, 10/18, p.195-206 : Polémiques autour du vote de la subvention de la navigation à vapeur, etc.

Il fallait, à chaque fois, examiner et discuter longuement chaque vote de façon à justifier en détail le rejet de crédits qui renforceraient le caractère de classe de l'armée existante, et parer à la manœuvre du gouvernement qui utilisait la menace de guerre pour accélérer la course aux armements.

Pour ce qui est ici, au troisième et dernier point, des seules mesures qui justifieraient une réponse positive, on voit bien que, bien que modestes et en principe acceptables par le gouvernement et l'état-major, elles faciliteraient en fait la prise du pouvoir par les socialistes au cours de la guerre. Et même

que l'organisation militaire existante soit bouleversée lorsque la guerre menace, mais si l'on veut entraîner maintenant aussi bien que possible la grande masse des hommes aptes au service et non encore formés et les encadrer – pour une lutte véritable, et non pour la parade et les brimades – alors c'est un pas vers notre défense populaire que nous ne pouvons qu'accepter.

Si la menace de guerre grandit, alors nous pourrons dire au gouvernement que nous sommes prêts, si l'on nous en met en mesure par un traitement adéquat, à le soutenir contre l'ennemi extérieur à condition qu'il mène la guerre sans pitié, par tous les moyens, y compris révolutionnaires [95]. Si l'Allemagne est attaquée de l'est et de l'ouest, tous les

---

si on peut s'attendre à ce que, justement pour cette raison, elles soient purement et simplement écartées, il y aurait là une excellente base de propagande révolutionnaire pour démasquer le pouvoir bourgeois et le renverser.

95 Il est clair que, pour jouer un tel jeu avec le gouvernement, il faut avoir en principe pour point commun avec lui la défense de la nation, ce qui ne peut être le cas que s'il s'agit bien sûr non pas d'une guerre dynastique ou impérialiste, mais d'une *guerre nationale* – pour la défense de la relativement jeune unification bourgeoise du pays. C'est ce qu'Engels rappelle vigoureusement à Lafargue : « Pour celle-ci [l'unité nationale], qui est la condition politique de leur existence, les socialistes allemands se battraient à outrance. *Jamais* nous ne voudrions réduire l'Allemagne à l'état de division et d'impuissance d'avant 1866 » (lettre du 27 juin 1893).

Dans sa lettre à Kautsky du 14 octobre 1891, il précise les avancées concrètes réalisées, à la suite de cette unification, par les bourgeois qui ont« brisé en Allemagne la division en États minuscules, donné à la bourgeoisie les coudées franches pour sa révolution industrielle, introduit des conditions unitaires de circulation pour les marchandises et les personnes » et souligne le profit qu'en tire la classe ouvrière, puisque ces mesures « devaient nous procurer à nous-mêmes un plus grand champ d'action et plus de liberté de mouvement ».

Ce qu'Engels avait en vue, c'était donc la défense des acquis révolutionnaires bourgeois réalisés depuis 20 ans en Allemagne par suite de sa révolution par le haut, et qui pouvaient encore être remis en question – ce qui se produirait immanquablement à la suite d'une attaque de l'Allemagne par l'État féodal russe, allié à une France vassalisée. Cette menace n'a, en 1891, rien d'imaginaire puisqu'au plan interne allemand tout un « fatras féodal et bureaucratique antibourgeois subsiste encore en si grande quantité » (idem). Sa tactique est donc pleinement en règle avec la doctrine marxiste qui exige l'analyse du contenu historique et de classe de toute guerre, et Engels n'a nullement troqué, même provisoirement, l'habit révolutionnaire pour l'uniforme patriotique (comme le voulait l'opportuniste Vollmar). La défense de

moyens sont bons pour la défense. Il en va de l'existence nationale et aussi, pour nous, du maintien de la position et des chances d'avenir que nous avons arrachées par la lutte. Plus la guerre sera conduite de façon révolutionnaire, plus elle sera faite dans notre sens. Et il peut arriver – étant donné la couardise des bourgeois et des hobereaux, qui veulent sauver leur propriété – que *nous* soyons le seul parti de guerre réellement énergique. Et il peut naturellement arriver aussi que nous devions prendre les rênes du pouvoir et jouer au 1794 pour jeter dehors les Russes et leurs alliés.

Je dois m'arrêter, parce que je dois envoyer cette lettre en recommandé, et le bureau ferme après 5 heures. Je m'attendais déjà, après les expériences du passé, qu'en sous-main on renforce considérablement la première armée mobilisable de campagne : nous ne demandons pas mieux de le voir confirmé de source authentique. Pour ce qui concerne les Autrichiens, les hommes sont *absolument remarquables*, les sous-officiers braves, mais ils sont très inégalement préparés au combat, tandis que les officiers supérieurs sont absolument incertains. De plus, on peut s'attendre à ce que le commandement suprême revienne à quelqu'un qui a rendu des services de maquereau à François-Joseph.

Je prépare quelque chose pour les Français sur le cas de guerre, mais il est bigrement difficile de ne pas y faire plus de mal que de bien, car les Français sont si susceptibles.

Ci-inclus quelques extraits sur la disette russe qui s'étend encore plus vers l'ouest que je ne le croyais [96]. C'est ce que l'on trouve tous les jours dans la presse anglaise. Les choses ont pris effectivement un

---

c e *contenu* révolutionnaire bourgeois devait impliquer le recours aux *moyens* démocratiques révolutionnaires, condition indispensable pour que le prolétariat puisse intervenir et qui le conduirait sans doute à greffer sa révolution propre sur cet éventuel regain de « guerre défensive » imposé par la grave menace russe de *régression*.

96 Cf. Engels à August Bebel, 24-26 octobre 1891.

Dans cette lettre, Engels analyse la situation économique catastrophique de la Russie agraire qui souffre d'une mauvaise récolte record, et il en déduit qu'étant dans la plus mauvaise posture qu'il soit, il est probablement impossible au tsarisme, contrairement à ce que pense Bebel, de déclencher la guerre avant des années.

tour très grave, et l'on n'arrête pas d'envoyer d'autres troupes à l'ouest – ne serait-ce que pour pouvoir les nourrir, comme Mendelsohn me l'a confirmé hier. Il faudrait que les Russes soient fous pour déclencher la guerre, mais partout le parti militariste est fou, et la bourgeoisie russe est stupidement bornée, chauvine et avide à l'extrême. *Si* la guerre doit éclater, alors il vaut mieux que ce soit bientôt, les Russes seront alors les perdants.

Comme il faut dire les choses telles qu'elles sont aux Français sur notre situation en cas de guerre – une chose certes bigrement difficile –, j'ai écrit un article français que j'ai envoyé à Laura [97]. Elle m'a répondu aujourd'hui qu'elle aussi bien que Paul sont ravis de cet article qui correspond exactement à ce qui est nécessaire pour les Français, etc. Si Guesde est du même avis – il est encore à Lille où il représente Lafargue, encore emprisonné, auprès des électeurs –, alors l'article sera publié. Il a été écrit à l'origine pour l'Almanach socialiste français, mais il est possible et même, à mon avis, probable qu'il soit trop dur pour les éléments confus de cette revue, et il paraîtrait alors dans le *Socialiste*, que tu lis, je l'espère. Je leur dis ceci : nous aurions la certitude pratiquement absolue d'arriver au pouvoir avant dix ans ; or, nous ne pourrions conquérir le pouvoir et moins encore le garder sans réparer les péchés que nos prédécesseurs ont commis contre les autres nationalités. C'est dire qu'il nous faudrait : 1. préparer ouvertement la restauration de la Pologne ; 2. mettre les Schlesvigois du Nord et les Alsaciens-Lorrains en état de décider librement de leur appartenance : la question de l'Alsace-Lorraine ne se pose absolument pas entre une France et une Allemagne socialistes. En conséquence, il n'y aurait absolument aucune raison pour une guerre à cause de l'Alsace-Lorraine. Mais si la bourgeoisie française déclenche néanmoins une telle guerre et se met pour cela au service du tsar de Russie qui est aussi l'ennemi des *bourgeois* de toute l'Europe occidentale, ce sera alors le reniement de la mission révolutionnaire de la France. En revanche, comme nous, socialistes allemands, arriverons au pouvoir dans les 10 ans si la paix se maintient, nous avons le devoir de défendre la position que nous avons conquise à l'avant-garde du mouvement ouvrier, et ce non seulement contre tous les ennemis de l'intérieur, mais encore ceux de l'extérieur. Si la Russie était victorieuse, nous serions écrasés. Par

97 Il s'agit toujours du Manifeste publié en français et en allemand, dont il a été question plus haut.

conséquent, sus à la Russie, si elle commence la guerre, sus aux Russes et à leurs alliés, *quels qu'ils soient*. Ensuite, nous avons à faire en sorte pour cela que la guerre soit menée avec tous les moyens révolutionnaires et que tout gouvernement qui se refuserait à utiliser ces moyens soit rendu impossible ; c'est-à-dire que nous prendrions nous-mêmes la direction au moment voulu. Nous n'avons pas encore oublié le glorieux exemple des Français de 1793, et si l'on nous y oblige, il se pourrait que nous commémorions le centième anniversaire de 1793 en montrant que les ouvriers allemands de 1893 ne sont pas indignes des sans-culottes de l'époque, et si les soldats français passaient nos frontières, nous les accueillerions au cri de :

Quoi, ces cohortes étrangères
Feraient la loi dans nos foyers ? (Marseillaise).

Tel est le raisonnement général. Dès que le texte sera définitivement établi (j'attends naturellement quelques propositions pour certaines légères modifications) et que l'on commencera à l'imprimer, je traduirai cet article en allemand et nous verrons alors ce que nous en ferons. Je ne suis pas sûr que vos conditions existant en Allemagne pour la publication permettront que l'on imprime cet article, peut-être que cela marchera si vous faites quelques restrictions – on verra bien. Quoi qu'il en soit, *mes* articles n'engagent pas la responsabilité du *Parti* – ce qui est une grande chance aussi bien pour moi que pour lui, bien que Liebknecht se figure qu'il s'agit d'un malheur pour moi, ce qui ne me vient même pas à l'idée.

Les comptes rendus rapportent que tu as prétendu que j'avais prédit l'effondrement de la société bourgeoise pour 1898. Il y a là une petite erreur quelque part, car j'ai dit simplement qu'il était bien possible que nous arrivions au pouvoir d'ici là. La vieille société bourgeoise, au cas où cela ne se produirait *pas*, pourrait encore continuer à végéter pendant quelque temps – aussi longtemps qu'un coup venu de l'extérieur n'aura pas fait s'effondrer l'édifice vermoulu. Or, une telle vieille boîte pourrie peut encore tenir pendant quelques décennies après son essentielle mort intérieure, s'il n'y a pas de coup de vent. Je me garderai donc bien de faire une telle prophétie. En revanche, notre arrivée à la

possibilité du pouvoir relève du pur calcul de probabilités d'après des lois mathématiques.

Tout cela étant, j'espère que la paix continuera [98]. Nous sommes dans la situation de quelqu'un qui n'a pas besoin de jouer son va-tout à la banque – et c'est ce à quoi nous obligerait la guerre. Dans dix ans nous serions tout autrement préparés. Voici pourquoi.

Pour prendre en main les moyens de production et les faire fonctionner, il nous faut des gens qui aient une formation technique – et ce en masse. Or nous ne les avons pas ; nous sommes même assez contents que le peuple "cultivé" nous ait laissés, en gros, jusqu'ici tranquilles. Il en va tout autrement maintenant. Nous sommes désormais assez forts pour pouvoir supporter et digérer n'importe quelle quantité de brouet cultivé, et je prévois que, dans les prochaines 8-10 années, nous recruterons suffisamment de jeunes techniciens, médecins, juristes et maîtres d'école pour pouvoir faire gérer les fabriques et les grands domaines par des camarades de parti pour le compte de la nation. C'est alors que notre accession au pouvoir sera à l'image complète d'un processus de la nature et se déroulera relativement sans encombre. En revanche, si nous arrivions prématurément au pouvoir à cause d'une guerre, les techniciens seraient nos adversaires par principe, et ils nous tromperaient et trahiraient à chaque fois qu'ils le pourraient : nous devrions utiliser la terreur à leur encontre et ils nous arnaqueraient quand même [99]. C'est ce qui est arrivé *constamment* aux révolutionnaires français à une petite échelle : ils durent, même dans

98 L'hypothèse sur laquelle Engels comptait en fait, c'est – comme on le constate encore – que la social-démocratie allemande arriverait à la prise d'assaut du pouvoir après une phase de préparation "pacifique" – aussi pacifique que le permettait l'état de la lutte des classes dans la phase historique donnée – c'est-à-dire sans que le processus "normal" de la société soit interrompu par une guerre qui permettrait aux classes dirigeantes de perturber cette évolution régulière. En ce qui concerne la prise du pouvoir, il serait tout à fait abusif d'en déduire qu'Engels aurait estimé, à la fin de sa vie, que ce pourrait être le cas en Allemagne par la voie pacifique, "légale", alors que lui-même comme Marx ont toujours considéré l'emploi de la violence comme hautement probable, qu'elle intervienne du fait d'une guerre ou d'une attaque prévisible du gouvernement contre les socialistes. De plus, après la conquête du pouvoir, le prolétariat doit organiser sa dictature avec un appareil coercitif légal et étatique afin de prendre des mesures despotiques contre les "rebelles", bourgeois, petit bourgeois et propriétaires. Cf. Marx-Engels, *la Social-démocratie allemande*, p. 116 et aussi p. 301-329.

l'administration ordinaire, laisser occuper par les vieux réactionnaires les postes subalternes où s'effectue le véritable travail, et ceux-ci entravaient et paralysaient tout. C'est pourquoi, j'espère et je souhaite que nous en restions à notre bonne et sûre évolution progressive, qui avance sur son chemin normal avec la sérénité et l'inéluctabilité d'un processus naturel.

99 On voit ici qu'Engels concevait bien la prise du pouvoir par les socialistes allemands non seulement comme le moyen de mener à bien la guerre nationale révolutionnaire, mais aussi comme le point de départ de la transformation socialiste de l'économie et de la société. Ce n'est pas qu'il se refusait à employer des moyens dictatoriaux pour cela, mais il savait que ceux-ci ne pouvaient à eux seuls suppléer l'immaturité de certaines conditions objectives et subjectives.

TROISIÈME PARTIE

3.3. Guerre mondiale et prévision marxiste

Retour à la table des matières

Mais les voix des électeurs sont loin de constituer la force principale du socialisme allemand [100]. Chez nous, on n'est électeur qu'à l'âge de vingt-cinq ans, mais à vingt ans on est soldat. Or, comme c'est précisément la jeune génération qui fournit au parti ses conscrits les plus nombreux, il s'ensuit que l'armée allemande devient de plus en plus infectée de socialisme. Aujourd'hui, nous avons un soldat sur cinq, dans quelques années nous en aurons un sur trois ; vers 1900, l'armée, jadis l'élément prussien par excellence en Allemagne, sera socialiste dans sa majorité. Cela s'impose comme une fatalité. Le gouvernement de Berlin la voit arriver tout aussi bien que nous, mais il est impuissant. L'armée lui échappe.

Combien de fois les bourgeois ne nous ont-ils pas sommés de renoncer à tout jamais à l'emploi des moyens révolutionnaires, de rester dans la légalité, maintenant que la législation exceptionnelle est tombée et que le droit commun est rétabli pour tous, y compris les socialistes !

Malheureusement, nous ne sommes pas dans le cas de faire plaisir à messieurs les bourgeois. Ce qui n'empêche pas que, pour le moment, ce n'est pas nous que la légalité tue. Elle travaille si bien pour nous que nous serions fous d'en sortir tant que cela dure. Reste à savoir si ce ne seront pas les bourgeois et leur gouvernement qui en sortiront les premiers pour nous écraser par la violence. C'est ce que nous attendrons. Tirez les premiers, messieurs les bourgeois !

---

100 Cf. Engels, *le Socialisme en Allemagne*, article publié aussi bien en allemand (dans la *Neue Zeit*, I, 1891-1892, nº 19) qu'en français (dans l'*Almanach du Parti ouvrier pour 1892*, imprimé à Lille). Les extraits sélectionnés ici complètent les explications contenues dans les lettres à Bebel reproduites ci-dessus.

D'autre part, Engels y aborde et prévoit avec une clairvoyance remarquable les aspects pratiques d'une guerre mondiale pour l'Allemagne et pour l'Europe.

Nul doute, ils tireront les premiers. Un beau jour, les bourgeois allemands et leur gouvernement, dégoûtés d'assister, les bras croisés, aux débordements toujours croissants du socialisme, auront recours à l'illégalité et à la violence. À quoi bon ! La force peut écraser une petite secte, du moins sur un terrain limité ; mais il n'y a pas de force qui puisse extirper un parti de deux millions d'hommes répandus sur toute la surface d'un grand Empire. La violence contre-révolutionnaire, tant que durera sa force supérieure, pourra retarder de quelques années le triomphe du socialisme, mais ce sera pour le rendre d'autant plus complet.

Tout ce qui précède a été dit sous la réserve que l'Allemagne pourra suivre en paix son développement économique et politique. Une guerre changerait tout cela. Et la guerre peut éclater d'un moment à l'autre…

L'Empire allemand est une monarchie aux forces semi-féodales, mais dominée, en dernier lieu, par les intérêts économiques de la bourgeoisie. Grâce à Bismarck, cet empire a commis d'énormes fautes. Sa politique intérieure, policière, tracassière, mesquine, indigne du gouvernement d'une grande nation, lui a valu le mépris de tous les pays bourgeoisement libéraux ; sa politique extérieure a suscité la méfiance, sinon la haine, des nations voisines. Par l'annexion violente de l'Alsace-Lorraine, le gouvernement allemand a rendu impossible, pour longtemps, toute réconciliation avec la France, sans gagner aucun avantage réel pour lui-même ; il a rendu la Russie l'arbitre de l'Europe. Cela est si évident que, dès le lendemain de Sedan, le Conseil général de l'Internationale a pu prédire la situation européenne d'aujourd'hui. Dans son *Adresse* du 9 septembre 1870, il a dit :

« Les patriotes teutons s'imaginent-ils en réalité qu'ils vont assurer la liberté et la paix en jetant la France dans les bras de la Russie ? Si l'Allemagne, emportée par la fortune des armes, l'arrogance de la victoire, l'intrigue dynastique, commettait une spoliation territoriale sur la France, de deux choses l'une : ou elle devrait se faire ouvertement l'instrument de la politique conquérante de la Russie, ou bien, après un court armistice, elle aurait à braver une nouvelle guerre défensive, une guerre qui au lieu de ressembler à ces guerres "localisées" d'invention

moderne, serait une guerre contre les races slave et romane combinées » [101]…

En cas de guerre, l'Allemagne d'abord, la France ensuite en seront le théâtre principal ; ces deux pays surtout en payeront les frais sous forme de dévastation. Il y a plus. Cette guerre, dès l'abord, se distinguera par une série de trahisons entre alliés, telles que même les annales de la traîtresse diplomatie ne nous en ont pas fourni jusqu'ici ; la France ou l'Allemagne, ou toutes les deux, en seront les principales victimes. Il est donc presque sûr que ni l'un ni l'autre de ces deux pays, face à de telles perspectives, ne provoquera la lutte ouverte. Mais la Russie, protégée par sa position géographique et par sa situation économique contre les suites les plus funestes d'une série de défaites, la Russie officielle seule peut trouver son intérêt à faire éclater une si terrible guerre : c'est elle qui y poussera. Dans tous les cas, étant donné la situation politique actuelle, il y a dix contre un à parier qu'au premier coup de canon sur la Vistule, les armées françaises marcheront sur le Rhin.

Alors, l'Allemagne combat pour son existence même. Victorieuse, elle ne trouve rien à annexer. À l'Est comme à l'Ouest, elle ne trouve que des provinces de langue étrangère ; de celles-là, elle n'en a déjà que trop. Battue, écrasée entre le marteau français et l'enclume russe, elle devra céder à la Russie l'ancienne Prusse et les provinces polonaises, au Danemark le Schleswig, à la France toute la rive gauche du Rhin, Même si la France s'y refusait, son alliée lui imposerait cette conquête ; *ce qu'il faut avant tout à la Russie, c'est une cause d'inimitié permanente entre la France et l'Allemagne*. Réconciliez ces deux grands pays, et c'en est fait de la suprématie russe en Europe. Démembrée de cette sorte, l'Allemagne serait incapable de remplir le rôle qui lui incombe dans le développement historique européen ; réduite au rôle que lui avait imposé Napoléon après Tilsit, elle ne pourrait vivre

101 Cf. K. Marx, Adresse du Conseil général sur la guerre franco-prussienne, du 9 septembre 1870, in La Guerre civile en France, 1871 (p. 37, Ed. soc. 1968).

Cette prévision de « guerre raciale » a été confirmée par l'alignement général des forces durant la 1e guerre impérialiste mondiale. De plus, on a assisté depuis à la mobilisation systématique du racisme à l'appui de pratiquement toutes guerres ultérieures – pour suppléer sans doute au facteur national en dissolution, en faisant appel à une superstructure idéologique encore plus reculée.

qu'en préparant une nouvelle guerre de réhabilitation nationale ; mais en attendant, elle serait l'humble instrument du tsar qui ne manquerait pas de s'en servir – contre la France.

Que deviendrait en pareille circonstance le parti socialiste allemand ? Il va sans dire que ni le tsar ni les républicains bourgeois français, ni le gouvernement allemand lui-même ne laisseraient passer une si bonne occasion pour écraser le seul parti qui est, pour eux tous, l'ennemi. Nous avons vu comment Thiers et Bismarck se sont donné la main sur les ruines du Paris de la Commune ; nous verrions alors le tsar, Constans, Caprivi (ou leurs successeurs quelconques) s'embrasser sur le cadavre du socialisme allemand [102]…

Résumons. La paix assure la victoire du parti socialiste allemand dans une dizaine d'années ; la guerre lui offre ou la victoire dans deux ou trois ans, ou la ruine complète, au moins pour quinze à vingt ans. Dans cette position, les socialistes allemands devraient être fous pour préférer le va-tout de la guerre au triomphe assuré que leur promet la paix. Il y a plus. Aucun socialiste, de n'importe quel pays, ne peut désirer le triomphe guerrier, soit du gouvernement allemand actuel, soit de la république bourgeoise française ; encore moins celui du tsar, qui équivaudrait à la subjugation de l'Europe [103].

---

102 Engels se montre ici extrêmement pessimiste quant aux chances de victoire d'une Commune qui suivrait la guerre dans une Allemagne défaite et probablement occupée par les armées françaises et tsaristes. Ce n'est pas bien sûr qu'il abandonne la perspective de la lutte directe contre sa propre bourgeoisie, voire de la guerre civile, mais il considère que les conditions du succès seront bien plus favorables si, quelques années plus tard, la révolution parvient à éclater *avant* la guerre. Voilà encore une appréciation hélas confirmée par la conclusion des guerres impérialistes du 20e siècle, en Allemagne surtout, avec la défaite tragique de la Commune spartakiste d'abord, puis l'occupation totale du territoire allemand en 1945 par les monstres militaires des 4 impérialismes vainqueurs.

103 Cette phrase, en accord avec l'ensemble du texte, exclut expressément la solution renégate de l'Union sacrée qui consiste à faire front avec sa propre bourgeoisie et qui, triomphant à la Première comme à la Seconde Guerre mondiale, a ruiné le mouvement prolétarien révolutionnaire pour des décennies.

La fin de l'article en allemand, parue un peu plus tard, se termine par ces mots : « Les clameurs de guerre russes sont éteintes pour un certain nombre d'années. *Des millions de paysans russes meurent de faim au lieu que des millions de soldats tombent sur les champs de bataille*. Attendons encore un

Mais si néanmoins la guerre doit éclater, une chose est certaine. Cette guerre, où quinze à vingt millions d'hommes armés s'entrégorgeraient et dévasteraient l'Europe comme jamais elle n'a été dévastée, cette guerre ou bien amènerait le triomphe immédiat du socialisme, ou bien elle bouleverserait tellement l'ancien ordre des choses, elle laisserait partout après elle un tel monceau de ruines que la vieille société capitaliste deviendrait plus impossible que jamais, et que la révolution sociale, retardée de dix à quinze ans, n'en serait que plus radicale et plus rapidement parcourue [104].

Est-ce qu'on n'a pas vu se réaliser la prédiction de la première Adresse : si la guerre de défense de l'Allemagne contre Louis Bonaparte dégénère en guerre de conquête contre le peuple français, toutes les misères qui se sont abattues sur l'Allemagne après les guerres dites de libération renaîtront avec une intensité nouvelle [105] ? N'avons-nous pas eu encore vingt autres années de domination bismarckienne, et pour remplacer les persécutions contre les démagogues, la loi d'exception et la chasse aux socialistes, avec le même arbitraire policier, avec littéralement la même façon monstrueuse d'interpréter la loi ?

---

peu ce qui va en résulter pour le despotisme russe ».

104 Engels envisage donc deux hypothèses en cas de guerre mondiale : celle du renversement de l'ordre bourgeois au cours de la guerre, et celle d'une « survie » du capitalisme dans des conditions de pourrissement telles que la révolution, retardée pour un temps plus ou moins long, exigerait un radicalisme accru en ce qui concerne la prise du pouvoir mais permettrait ensuite une transformation socialiste plus assurée. Cette alternative est posée pratiquement dans les mêmes termes dans son article de janvier 1888 : « Mais, lorsque vous aurez déchaîné les puissances que vous ne pourrez plus maîtriser, les choses suivront implacablement leur cours propre : à la fin de la tragédie, vous serez ruinés, et la victoire du prolétariat sera, *ou bien acquise, ou bien elle sera finalement inévitable* » (cf. *Ecrits militaires*, p. 611).

105 Nous reproduisons ici un passage de l'Introduction d'Engels de 1891 à *la Guerre civile en France* (p. 14, Ed. soc.), où celui-ci commente un extrait de la fameuse Adresse de Marx. Celle-ci se terminait par l'appel solennel suivant : « Que les sections de *l'Association internationale des travailleurs* dans tous les pays appellent à l'action la classe ouvrière. Si les ouvriers oublient leur devoir, s'ils demeurent passifs, la terrible guerre actuelle ne sera que l'annonciatrice de conflits internationaux encore plus terribles et conduira dans chaque pays à de nouvelles défaites des ouvriers battus par les seigneurs du sabre, de la terre et du capital. »

Et ne s'est-elle pas réalisée à la lettre la prédiction que l'annexion de l'Alsace-Lorraine « jetterait la France dans les bras de la Russie » et qu'après cette annexion l'Allemagne ou bien deviendrait le valet servile de la Russie, ou bien serait obligée, après un court répit, de s'armer pour une nouvelle guerre, et, à vrai dire, « pour une guerre raciale contre les races latines et slaves coalisées » ? Est-ce que l'annexion des provinces françaises n'a pas poussé la France dans les bras de la Russie ? Bismarck n'a-t-il pas vainement, pendant vingt années entières, brigué les bonnes grâces du tsar, s'abaissant à des services plus vils encore que ceux que la petite Prusse, avant qu'elle ne fût « la première puissance d'Europe », avait coutume de déposer aux pieds de la Sainte-Russie ? Et ne voit-on pas quotidiennement, suspendue au-dessus de notre tête, telle l'épée de Damoclès, la menace d'une guerre, au premier jour de laquelle tous les traités d'alliance des princes s'en iront en fumée ? D'une guerre dont rien n'est sûr que l'absolue incertitude de son issue, d'une guerre raciale qui livrera toute l'Europe aux ravages de quinze à vingt millions d'hommes armés ; et si elle ne fait pas encore rage, c'est uniquement parce que le plus fort des grands États militaires est pris de peur devant l'imprévisibilité totale du résultat final [106].

106 Pour Marx et Engels, l'heure des guerres localisées étant passée, la paix était certes garantie « pour quelques années », mais l'inévitable conflit futur impliquerait l'ensemble du monde capitaliste, avec les conséquences dévastatrices qu'Engels a prévues et décrites par avance. Ne croyant pas à une paix durable sous le capitalisme, il analyse minutieusement l'évolution des rapports de force à l'apogée de la phase pacifique de l'ordre bourgeois européen (1870-1914) pour en déduire les termes de l'alternative suivante : ou bien la révolution l'emporte dans les meilleures conditions possibles à relativement brève échéance, ou bien le monde bourgeois ne pourra échapper à la sombre perspective d'une guerre mondiale. Les caractères réels de celle-ci se laissent déduire de l'analyse des conditions du début des années 1890 – la paix bourgeoise ne faisant jamais que préparer la guerre suivante.

Il écrit ainsi, dans sa lettre à Bebel du 9 février 1893 : « Si elle éclate, la prochaine guerre ne sera absolument plus locale ; il y aura pour le moins tous les pays du continent qui y seront impliqués dès les premiers mois ; cela commencera spontanément dans les Balkans, et à la rigueur l'Angleterre pourra demeurer neutre pendant un temps » avant de devenir l'arbitre du conflit grâce à sa maîtrise des mers. « *L'Europe serait au pouvoir de l'Angleterre*, car elle pourra affamer à son gré l'un ou l'autre des belligérants… Pendant que les belligérants s'épuiseraient à combattre, elle viendrait, au moment opportun, dicter ses conditions de paix » (interview de F. Engels au

Guerre mondiale et révolution.
Appendice aux* Écrits militaires *de Marx-Engels.

Quatrième partie

Projet militaire de la social-démocratie

Retour à la table des matières

journal *le Figaro*, 8 mai 1893).

Comme on le voit, si la France et l'Allemagne étaient appelées à devenir les principaux champs de bataille et de dévastation de la prochaine guerre mondiale, c'est l'Angleterre (capitalisme hégémonique sur le déclin) qui devait en tirer les marrons du feu. Est-il besoin de souligner que, plus de 20 ans après les propos d'Engels, c'est très précisément le rôle qui sera dévolu à l'Amérique, dont l'entrée en guerre en 1917 a servi de point de départ à la conquête de l'Europe par ce nouvel impérialisme hégémonique ? Voir à ce sujet la série d'articles de la revue théorique de la Gauche communiste internationale qui dressent, après 1945, le bilan contre-révolutionnaire des deux guerres mondiales du 20e siècle, en particulier : *Agression à l'Europe*, in *Prometeo* n°13, août 1949. ; cf. trad. fr. dans le *Fil du temps* n°12, *Perspective révolutionnaire de la crise.*

Avant-propos

Les articles ci-après réimprimés ont été publiés en mars 1893 dans le « *Vorwärts* » de Berlin, pendant que le débat au Reichstag autour du projet de loi militaire battait son plein [107].

Mon point de départ dans ce travail, qui d'ailleurs se fait de plus en plus entendre, est que le système des armées permanentes dans toute l'Europe a été poussé à l'extrême, de sorte que soit il ruinera économiquement les peuples par ce fardeau militaire, soit il dégénérera en guerre d'anéantissement, à moins qu'on ne transforme à temps les ar-

---

[107] Cf. Fr. Engels, *L'Europe peut-elle désarmer ?* in *Vorwärts,* mars 1893. La présente traduction tient compte de celle des passages cités par Lénine dans l'un de ses *Cahiers de l'impérialisme* – in *Œuvres* vol. 39, p. 519-523.

Le texte ci-dessous a été écrit par Engels en février 1893 pour guider l'intervention des socialistes dans le débat au Reichstag au sujet du projet militaire gouvernemental. Celui-ci prévoyait un renforcement considérable de l'armée et exigeait une augmentation des dépenses militaires. L'augmentation requise était telle qu'elle provoquait le mécontentement de larges couches de la population et incitait même des partis bourgeois à se prononcer contre ce projet. Au mois de mai 1893, le projet de loi a été rejeté par la majorité du Reichstag. Cependant, après la dissolution de celui-ci et de nouvelles élections, le nouveau Reichstag confirma un projet militaire analogue.

Ce qui est défini ici par Engels, c'est la stratégie à suivre en matière de revendications militaires au moment où se dessine, dans l'ère pacifique du capitalisme européen, le tournant vers sa phase impérialiste – avec le gonflement monstrueux et irréversible du militarisme. Son projet de limitation rationnel du poids du militarisme et de l'armement – qu'il présente ici sous la forme de proposition adressée au gouvernement allemand – n'est en fait rien moins que l'alternative *encore théoriquement possible* à la grande dégringolade de l'Europe vers la guerre impérialiste. Or, de deux choses l'une : ou bien les gouvernements bourgeois, en premier lieu l'allemand, l'acceptent et le prolétariat se trouve alors dans une position optimale pour affronter l'ordre bourgeois dans la « révolution fin de siècle » prévue par le marxisme (cf. la dernière partie de ce recueil), ou bien, comme il s'avère de plus en plus probable, ils lui tournent le dos, et il est alors établi que le capital fonce droit dans la voie de la catastrophe, la tâche du prolétariat étant la plus claire qui soit, à savoir se préparer à la lutte illégale et violente pour l'établissement prochain de sa propre domination de classe.

mées permanentes en un système de milices basées sur l'armement généralisé du peuple.

J'essaie de prouver que cette transformation est d'ores et déjà possible, même pour les gouvernements actuels et dans la situation politique actuelle. De la sorte, partant de cette situation, je ne propose ici que des mesures susceptibles d'être adoptées aujourd'hui par tout gouvernement sans préjudice pour la défense de son pays. Je m'efforce seulement de montrer que, d'un strict point de vue militaire, absolument rien ne s'oppose à l'abolition progressive des armées permanentes ; et que si malgré cela l'on conserve ces troupes, ce n'est pas pour des raisons militaires, mais politiques, qu'en un mot, les armées ne doivent pas tant protéger contre un ennemi extérieur que contre l'ennemi intérieur [108].

La réduction progressive du temps de service par contrat international qui constitue le point central de ma démonstration, me semble être la voie la plus simple et la plus rapide pour opérer la transition de l'armée permanente à l'armement du peuple organisé en milices. Les modalités d'un tel accord varieront selon le caractère des gouvernements y participant et selon leur situation politique respective. Il est impossible que les choses se présentent plus favorablement que maintenant ; or, on peut déjà prendre à l'heure actuelle un temps de service *maximal* de deux ans comme point de départ, et dans quelques années on sera peut-être amené à choisir une durée bien inférieure.

En posant l'instruction gymnastique et militaire de toute la jeunesse masculine comme condition essentielle pour la transition au nouveau système, j'exclus expressément toute confusion du système de milice que je propose ici avec une quelconque autre milice actuellement existante, par exemple, en Suisse.

Londres, 28 mars 1893 *F. Engels*

---

108 On voit ici tout l'intérêt des revendications militaires social-démocrates présentées par Engels, dans le cas même où elles seraient repoussées : la propagande révolutionnaire prend alors le pas et devient plus percutante à mesure que la possibilité de réformer l'État existant s'amenuise. C'est pourquoi, dans ses notes de lecture, Lénine attribuait à juste titre une grande importance à ce passage.

I

Depuis vingt-cinq ans l'armement de l'Europe entière à atteint des sommets. Les grands États cherchent à s'éclipser mutuellement en puissance et capacités militaires. L'Allemagne, la France, la Russie s'efforcent de se surpasser réciproquement jusqu'à l'épuisement. En ce moment précis, le gouvernement allemand exige de la population un effort nouveau si violent que notre Reichstag si complaisant s'en met à trembler. N'est-ce donc pas folie, en ce moment, de parler désarmement ?

Et pourtant, dans pratiquement tous les pays, les classes du peuple qui ont à fournir le gros des soldats et à porter la charge des impôts réclament le désarmement. Et pourtant, partout les efforts sont arrivés à un point où les forces – que ce soit les recrues, ou bien l'argent ou les deux s'approchent de l'épuisement. N'y a-t-il donc pas d'autre issue à cette impasse qu'une guerre d'anéantissement telle qu'on n'en a encore jamais vue dans le monde ?

Je dis : le désarmement et, avec lui, la garantie de la paix est possible et même relativement facile à réaliser ; et l'Allemagne plus que tout autre État civilisé en a le pouvoir et la vocation.

Après la guerre de 1870/71 a été définitivement démontrée la supériorité du système de service militaire général avec réserve et landwehr [109] – même sous sa forme prussienne réduite d'alors – sur le système de conscription avec remplacement. Tous les pays du continent l'ont adopté sous une forme plus ou moins modifiée. En soi, cela n'aurait pas été d'un grand préjudice. L'armée qui s'appuie principale-

---

109 La landwehr a été introduite par le règlement du 17 mars 1813 en Prusse. Au début, elle était une milice autonome qui se distingua par son courage et sa vaillance dans la lutte contre les troupes de Napoléon I[er]. A partir de 1814 elle devint une composante de l'armée territoriale prussienne. Elle comprenait les classes d'âge supérieures, jusqu'à 40 ans, qui avaient déjà accompli leur service militaire. Ses exercices en temps de paix étaient sporadiques. Voici ce qu'Engels en dit par ailleurs : « La landwehr se bat bien lorsqu'il s'agit de défendre le pays, mais elle ne peut, en aucun cas, faire une démonstration de guerre. La landwehr est conçue pour la défensive ; elle ne peut passer à l'offensive que si elle a repoussé une invasion, comme en 1814 et 1815. » (Cf. *La question militaire prussienne et le Parti ouvrier allemand*, in *Ecrits militaires*, p. 451.)

ment sur les hommes mariés d'âge moyen est de nature moins offensive que l'armée de conscription de Louis-Napoléon fortement entremêlée d'engagés – de soldats de métier enrôlés. Cependant, il faut ajouter à cela l'annexion de l'Alsace-Lorraine qui ne fait de la paix de Francfort qu'un simple armistice pour la France tout comme la paix de Tilsit l'a été pour la Prusse [110]. C'est alors que commença cette course à l'armement effrénée entre la France et l'Allemagne, dans laquelle la Russie, l'Autriche et l'Italie ont été progressivement entraînées.

On commença par prolonger le service obligatoire à la landwehr. En France, l'armée territoriale fut complétée par une réserve d'hommes plus âgés, en Allemagne on a rétabli la deuxième levée de la landwehr et même le landsturm [111]. Et ainsi de suite, pas à pas jusqu'à ce qu'on ait atteint ou même dépassé la limite d'âge qu'impose la nature.

Ensuite on a augmenté l'enrôlement de recrues et constitué les cadres que nécessite leur instruction ; toutefois, même ici, la limite est presque ou complètement atteinte, et même dépassée en France. Les dernières années du contingent de l'armée française incluent déjà un nombre relativement important de jeunes gens qui ne sont pas encore ou pas du tout à la hauteur des épreuves du service. Les officiers anglais qui assistaient aux grandes manœuvres en Champagne de 1891, et qui appréciaient pleinement et parfois avec admiration la capacité de l'actuelle armée française, rapportent unanimement, impartiaux en

---

110 Le traité de paix de Francfort (10 mai 1871) avait amputé le territoire français, tout comme le traité de Tilsit (7-9 juillet 1807) l'avait fait de celui de la Prusse, après la victoire de Napoléon Ier sur la 4ème coalition antifrançaise.

111 Depuis 1872, l'armée territoriale faisait partie intégrante de l'armée française ; elle résultait de la guerre franco-allemande ; elle assurait le service de garnison et de garde dans l'arrière-pays. L'armée territoriale comprenait les personnes des anciennes classes d'âge qui avaient effectué leur service obligatoire dans l'armée permanente et dans la réserve. La durée de l'obligation de service dans l'armée territoriale s'élevait à six ans (avant 1892, neuf ans) et six ans dans sa réserve.

Le *landsturm* était une formation militaire née en Prusse dans les années 1813/1814. D'après la loi du 11 février 1888 tous les hommes de 17 à 45 ans astreints au service militaire qui n'avaient pas servi dans l'armée ou la marine, faisaient partie du *landsturm*. Le *landsturm* ne devait être levé que lors d'invasions ennemies sur le territoire du Reich.

cela, qu'un nombre démesurément grand de jeunes soldats restaient en chemin lors des marches et dans les exercices de combat. En Allemagne, nous n'avons pas encore complètement épuisé nos effectifs de réserve en hommes aptes au service, mais le nouveau projet militaire a été conçu pour y « remédier ». Bref, même à cet égard, nous nous approchons les limites de nos capacités.

Enfin, le côté moderne *révolutionnaire* du système de défense prussien consiste dans l'exigence de l'intégration au service de la défense nationale de tout homme en état et en âge de porter les armes. Et le seul élément révolutionnaire décelable dans l'ensemble de l'évolution militaire depuis 1870 réside précisément dans le fait qu'on s'est vu obligé – souvent à contrecœur – de conduire à bien dans la réalité même cette exigence qui, jusque-là, n'existait que dans l'imagination chauvine. À l'heure actuelle on ne peut plus mettre en question, ni la durée de l'obligation de service, ni le recrutement de tous les jeunes gens en état de porter les armes, et encore moins de la part de l'Allemagne, et encore moins de la part du parti social-démocrate qui, au contraire, est seul capable de mettre en pratique cette revendication en Allemagne.

Il ne nous reste plus qu'un point où l'on peut mettre le levier pour arriver à désarmer : la durée du temps de service sous les drapeaux. Et voilà le point d'appui d'Archimède : *établissement international* entre les grandes puissances du continent, du *maximum du temps de service actif sous les drapeaux* pour toutes les armes, disons d'abord à deux ans, mais sous réserve de diminution ultérieure immédiate dès qu'on le juge possible et *avec le système de milice comme but final.* Et je soutiens que c'est la vocation de l'Allemagne de présenter cette requête avant tous les autres, que ce sera l'Allemagne qui en tirera parti avant les autres, et qu'elle doit la présenter même si elle n'était pas adoptée.

II

La fixation internationale du temps de service maximal sous les drapeaux toucherait uniformément les armées de toutes les puissances. On suppose généralement que, pour une armée dont la troupe n'a pas encore connu le feu du combat, et dans les premiers temps d'une campagne, le temps de service actif constitue – dans certaines limites toutefois – le meilleur critère de son aptitude dans toute situation de guerre, notamment en ce qui concerne l'attaque stratégique et tactique. Nos combattants de 1870 ont suffisamment connu la furia française de l'attaque à la baïonnette de l'infanterie impériale, dont le temps de service est long, et la violence des attaques de cavalerie de Wörth et de Sedan ; mais à Spicheren, tout au début de la guerre, ils ont prouvé qu'ils étaient capables – même en étant inférieurs en nombre – de chasser cette même infanterie de sa position de force. [112] Admettons donc qu'en général : dans certaines limites qui varient selon les caractères nationaux, c'est la durée de service sous les drapeaux qui détermine l'aptitude guerrière générale de troupes non habituées au combat, et notamment leur valeur dans l'offensive.

Si l'on réussit à fixer un temps de service maximal à l'échelle internationale, le rapport d'efficacité relatif des différentes armées s'établit à peu près au niveau actuel. Ce que l'une perd en disponibilité immédiate, les autres le perdent également. Autant l'attaque par surprise d'un État par un autre est exclue aujourd'hui, autant elle le sera aussi après. La différence entre le temps de service actif, par exemple en France et en Allemagne, n'a jusqu'à présent pas été de taille à peser dans la balance ; de même sous un régime de temps de service raccourci, tout dépendra, comme actuellement, de l'usage qu'on fera dans chacune des deux armées du temps de service convenu. Au demeurant, la force relative des deux armées correspondrait entièrement

112 Les bataille de Wörth du 6 août 1870 fut une des premières grandes batailles de la guerre franco-allemande et se termina par la défaite des Français qui combattaient sous les ordres de Mac-Mahon. Lors de la bataille de Spicheren, appelée également bataille de Forbach, le 2ème corps de l'armée française commandé par le général Frossard fut battu par les Prussiens. Celle de Sedan (1-2 septembre) marqua la défaite finale des armées de Napoléon III.

au rapport numérique de population des deux pays, et après l'introduction effective du service militaire général, la mesure de la force armée pour des pays de développement économique comparable (dont dépend le pourcentage d'inaptes) sera toujours donnée par le nombre de la population. À présent le champ n'est plus libre pour des tours de force comme ceux qu'avaient faits les Prussiens en 1813. *Cette* chance ne se présentera plus.

Par contre, beaucoup dépendra de la mise à profit du temps de service fixé. Et là, on trouvera dans presque toutes les armées des personnes qui pourraient raconter bien des choses, si elles en avaient le droit, car le cher manque d'argent a fait que dans toutes les armées une partie des recrues n'a qu'une instruction rudimentaire de quelques mois. Ce qui oblige à s'en tenir à l'essentiel ; le bric-à-brac traditionnel est alors jeté aux orties, et l'on constate, à son propre étonnement, combien peu de temps suffit pour faire d'un jeune homme de constitution physique moyenne un soldat. Bebel a raconté au Reichstag à quel point les officiers qui entrainaient la réserve supplémentaire allemande en étaient ébahis. Dans l'armée autrichienne les officiers ne manquent pas pour affirmer que la landwehr, qui a sensiblement le même temps de service que la réserve supplémentaire allemande, serait meilleure que la ligne. Il n'y a là rien d'étonnant. N'ayant pas le temps qu'on gâche dans la ligne pour des marottes – d'autant plus sacrées que surannées – on ne le perd pas.

Le règlement allemand d'exercice pour l'infanterie de 1888 limite l'instruction tactique pour le combat à l'essentiel. Il ne contient rien de nouveau ; la capacité de combattre dans toutes les positions d'inversion était déjà connue des Autrichiens après 1859, la formation de l'ensemble des colonnes des bataillons par simple association des quatre colonnes de compagnie avait été introduite par les forces de Hesse-Darmstadt à la même époque, mais elles devaient se faire interdire cette formation rationnelle par les Prussiens après 1866. [113] Par ailleurs, le nouveau règlement supprime un énorme ramassis de cérémonies vieilles-franconiennes, aussi inutiles que sacrées ; je n'ai moi-même absolument pas de raison d'ergoter à ce sujet. Après la guerre de 1870, je me suis permis le luxe d'ébaucher un schéma approprié à

113 Après la constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord sous l'égide de la Prusse en 1867, le système militaire prussien fut étendu également au Grand-Duché de Hesse-Darmstadt qui adhéra à la Confédération.

la conduite de guerre actuelle, un schéma de formations fermées et de mouvements des compagnies et du bataillon : quelle ne fut pas ma surprise de voir que ce morceau d' « État de l'avenir » se trouvait déjà réalisé dans presque tous ses éléments dans les passages s'y rapportant dans le nouveau règlement.

Mais le règlement est une chose, son exécution en est une autre. La chevalerie archaïque [114], qui prospère en toute période de paix dans l'armée prussienne, réintroduit par la petite porte du défilé militaire le gaspillage de temps, aboli dans les directives. Soudainement, le dressage à la parade est déclaré indispensable pour contrebalancer l'indiscipline qui serait engendrée par un ordre de combat dispersé, et ce serait là le seul moyen pour créer la véritable discipline, etc., etc. Cela ne signifie rien d'autre que l'ordre et la discipline ne peuvent être créés qu'à condition d'entraîner les hommes à des choses complètement inutiles. Déjà, la suppression du « pas de l'oie » libérerait des semaines entières pour des exercices rationnels, mis à part le fait que les officiers étrangers pourraient alors assister à une revue allemande sans devoir s'empêcher de rire.

Une institution pareillement surannée, c'est le service de garde qui, selon l'idée traditionnelle, sert à développer l'intelligence et plus encore l'indépendance d'esprit du soldat, en lui apprenant l'art – s'il ne le maîtrise pas déjà – de ne penser à rien en faction pendant deux heures. Comme il est passé dans l'usage de s'entrainer aux avant-postes sur le terrain, il n'est plus nécessaire de monter la garde en ville où existe une police qui assure la sécurité en tout genre. Qu'on l'abolisse et l'on gagnera au moins vingt pour cent de temps de service libre pour l'armée, et pour les civils la sécurité dans la rue.

Ensuite, il y a partout quantité de soldats qui, sous toute sorte de prétexte, fournissent le moins de service possible : les artisans de

114 Engels utilise le terme difficilement traduisible « Kamaschenritterei » que l'on trouve chez Heine : « Le moyen âge, le vrai moyen âge tel qu'il a été, je veux bien l'accepter ; mais délivre-nous de ce régime bâtard, de cette chevalerie en uniforme prussien [Kamaschenritterei], hideux mélange de superstition gothique et de moderne mensonge, qui n'est ni chair ni poisson. Chasse-moi cet attirail de comédiens, chasse les de ces tréteaux où l'on parodie le passé. Viens, viens, empereur Barberousse ! » (Cf. H. Heine, *Allemagne, un conte d'hiver*).

compagnie, les ordonnances, etc. Ici également, il y a des choses à changer.

Certes, mais qu'en est-il de la cavalerie ? N'a-t-elle pas besoin d'un temps de service plus long ? Ceci est sûrement souhaitable lorsqu'on a affaire à des recrues qui ne savent ni monter à cheval, ni en prendre soin. Mais même là, il y a beaucoup à faire. Si les rations des chevaux étaient moins restreintes – avant les manœuvres, on est obligé de les augmenter afin de rendre aux chevaux leur force normale ! – et si chaque escadron disposait d'un nombre de chevaux en surnombre, de sorte que tout le monde pourrait s'entraîner plus et plus longtemps en selle, bref, si l'on s'apprêtait sérieusement à compenser le temps de service plus court par l'élimination des choses superflues, on verrait rapidement qu'il en va de même. Même pour l'entraînement des remontes [115] que l'on considère comme essentiel et dont je veux bien admettre la nécessité, on en trouvera bien les moyens. Et par ailleurs rien n'empêche de maintenir ou étendre, tant qu'on le juge utile, le système des volontaires de trois ou quatre ans, ou bien, pour la troupe montée, celui des engagés à long terme – contre compensations dans le service de réserve ou de la landwehr, qui permettraient la réalisation de tels projets.

Toutefois, si l'on prête l'oreille aux autorités militaires, il en serait tout autrement. Cela ne marcherait absolument pas, et il ne faudrait rien remettre en question sous peine de faire s'écrouler le tout. Depuis cinquante ans, j'ai vu tant d'institutions militaires que l'on claironnait intangibles et sacrées être jetées brutalement aux orties du jour au lendemain, et ceci exactement par les mêmes autorités ; en outre, j'ai vu tant de fois que ce qui, dans telle armée, était vanté outre mesure, était jugé en-dessous de tout dans telle autre ; j'ai tant de fois vu que les habitudes et institutions les mieux établies et les plus louées se sont avérées bêtises devant l'ennemi ; j'ai enfin observé maintes fois que chaque armée suit par convention une tradition particulière qui, destinée aux grades inférieurs, à l'homme du commun et au public, est choyée par les sous-officiers, mais tournée en dérision par les officiers indépendants d'esprit, et se trouve réduite à néant par chaque campagne militaire – bref, j'ai fait tant d'expériences historiques que je

115 Chevaux de 3 et 4 ans nécessaires au remplacement des animaux mis au rebut.

conseille à tout un chacun, de se méfier plus que tout du jugement des « experts » militaires.

III

C'est un contraste curieux : nos militaires supérieurs sont dans leur domaine la plupart du temps horriblement conservateurs, et pourtant il n'y a pas actuellement de domaine aussi révolutionnaire que le domaine militaire. Entre le canon de six livres et à tube lisse et l'obusier de sept livres que je manipulais dans le temps au Kupfergraben [116] à Berlin et les actuelles armes à chargement par la culasse, entre le fusil d'alors à gros calibre et tube lisse et l'actuel fusil à culasse de cinq millimètres et à magasin intégré, il y a des siècles ; et ce n'est pas encore terminé car, chaque jour, la technique bouleverse radicalement toutes les nouveautés à peine introduites. Elle fait même disparaître à présent les romantiques vapeurs de poudre, et confère au combat un caractère et un cours totalement transformés et absolument imprévisibles. Il va bien falloir s'accommoder toujours plus d'une telle imprévisibilité, vu ce révolutionnement ininterrompu de la base technique de la conduite de la guerre.

Il y a à peine quarante ans, la portée de tir effective de l'infanterie était de 300 pas ; à cette distance un homme pouvait résister sans danger à une salve de tout un bataillon, à condition que tous le visent véritablement. La portée de tir de l'artillerie de campagne était déjà pratiquement inopérante entre 1.500 et 1.800 pas. Lors de la guerre franco-allemande, la bonne portée de tir se situait à 600-1.000 pas, celle du canon au maximum à 3.000-4.000 pas. Les nouveau fusils à petit calibre qui n'ont pas encore été éprouvés au combat possèdent par contre une portée qui avoisine celle des canons, leurs projectiles possèdent une force de transpercement augmentée du quadruple au sextuple ; le fusil à magasin confère à une seule section la puissance de feu qui revenait à toute une compagnie autrefois ; l'artillerie qui pourtant ne peut pas se vanter d'un rallongement de la portée de tir, a chargé ses obus avec des matières explosives nouvelles d'une efficacité in-

116 Engels fait allusion à son service militaire, en 1841-1842.

soupçonnée autrefois ; certes, l'on n'est pas encore tout à fait sûr de qui devra supporter son action, celui qui tire ou celui qui sera touché.

Et pendant que s'opère le bouleversement incessant, toujours plus rapide de l'art de la guerre tout entier, nous avons en face de nous des autorités militaires qui, il y a cinq ans encore, imposaient à leurs troupes le dressage de tout un cérémonial conventionnel et toutes les valse-hésitation artificielles d'une tactique de ligne défunte depuis longtemps, celle de feu le vieux Fritz, et qui sanctifiaient des règlements selon lesquels on risquait la défaite pour la seule raison d'être parti à droite lorsque manquait l'espace pour se déployer à gauche ! Des autorités qui jusqu'à l'heure actuelle n'osent même pas toucher aux boutons brillants et ornements métalliques de l'équipement des soldats – qui constituent autant d'aimants susceptibles d'attirer les projectiles de cinq millimètres – et qui envoient au feu les uhlans [117] avec leurs bavettes rouges et les cuirassiers bien que – enfin ! – sans cuirasse, mais en veste blanche, et qui ont eu beaucoup de mal à sacrifier sur l'autel de la patrie ces épaulettes d'un affreux mauvais goût, mais d'autant plus sacrées, plutôt que leurs porteurs eux-mêmes.

Je suis enclin à croire que ce n'est ni dans l'intérêt du peuple allemand, ni même de l'armée allemande, que cette superstition conservatrice continue à dominer dans l'armée au mépris de la révolution technique en cours. Nous avons besoin de têtes plus fraiches, plus audacieuses et je serais fort surpris qu'on n'en trouve pas suffisamment parmi nos officiers les plus capables qui aspirent à se libérer de la routine et des usages démodés qui foisonnent à nouveau durant ces vingt années de paix. Pourtant, jusqu'au moment où ceux-ci trouveront le courage et l'occasion de faire valoir leur conviction, nous autres devrons nous enfoncer de l'extérieur dans la brèche et faire tout notre possible pour prouver que nous avons également appris quelque chose dans le domaine militaire.

J'ai essayé de démontrer ci-dessus que le temps de service de deux ans est d'ores et déjà réalisable pour toute catégorie d'arme à condition d'apprendre aux hommes ce dont ils auront besoin à la guerre et de ne pas leur faire perdre de temps avec des vieilleries traditionnelles. Mais j'ai dit d'emblée qu'on ne s'arrêterait pas à ces deux ans. La requête d'un temps de service international de deux ans ne doit être

---

117 Lanciers.

que le premier pas pour une ultérieure diminution progressive du temps de service – disons d'abord à dix-huit mois, deux étés et un hiver, ensuite à un an … et puis ? C'est ici que commence l'État de l'avenir, le système de milice authentique dont nous dirons davantage lorsque le processus en sera vraiment lancé.

Bref, le principal, c'est de lancer le processus. Lorsqu'on aura reconnu que la diminution du temps de service est une nécessité existentielle pour l'économie et la paix de tous les pays d'Europe, alors on pourra également comprendre que *la formation militaire doit reposer essentiellement sur l'éducation de la jeunesse.*

Lorsqu'après dix ans d'exil je suis retourné en pays rhénan, je fus agréablement surpris de voir qu'on avait installé dans toutes les cours des écoles de village des barres et des chevalets. Jusque-là, très bien, mais malheureusement cela n'allait pas très loin. On a acquis, à la prussienne, les appareils conformément aux instructions, mais leur utilisation laissait à désirer ou faisait même complètement défaut. Est-ce donc trop demander que de prendre cette tâche à cœur ? Que l'on donne aux écoliers de toutes les classes une éducation physique solide et systématique, que l'on fasse exécuter des exercices de gymnastique avec ou sans matériel tant que les membres sont encore élastiques et souples au lieu d'esquinter inutilement – comme on le fait actuellement – des gars de vingt ans à la sueur de leurs fronts pour assouplir à nouveau leurs os, muscles, et ligaments raidis par le travail ? Tout médecin vous dira que la division du travail estropie les individus qui lui sont soumis, qu'elle développe certains groupes musculaires aux dépens d'autres et ceci différemment selon la branche de travail, chaque activité produisant sa déformation propre. N'est-ce pas folie que de laisser s'estropier les gens pour ensuite, au service militaire, les redresser et les rendre plus souples ? Faut-il un degré de discernement inaccessible à l'horizon bureaucratique pour voir qu'on obtient des soldats trois fois meilleurs lorsqu'on prévient cette déformation à temps, dès l'école primaire et secondaire ?

Ceci n'est qu'un début. À l'école, l'on peut aisément apprendre aux jeunes la formation et le mouvement de détachements militaires fermés. L'écolier, par nature, se tient droit, debout et en marchant, notamment s'il profite de cours d'éducation physique ; mais combien il est difficile d'apprendre à certains de se tenir droit et de marcher droit, chacun de nous a pu l'observer pendant son temps de service. On peut

pratiquer les mouvements de section et de compagnie dans toutes les écoles et ceci avec une facilité inconnue dans l'armée. Ce qui, pour la recrue, est une détestable difficulté, souvent même impossible à exécuter, n'est que jeu et divertissement pour l'écolier. Le maintien du contact, l'alignement, la direction et le changement de direction de la marche frontale, si difficilement acquis par une recrue adulte, sont appris sans peine par l'écolier dès lors qu'on l'y exerce systématiquement. Si l'on utilise une bonne partie de l'été pour des marches et des exercices sur le terrain, le corps et l'esprit du garçon n'en profiteront pas moins que le fisc militaire qui économisera ainsi des mois entiers de temps de service. Que de telles promenades militaires se prêtent particulièrement bien à faire résoudre par les élèves des problèmes de manœuvre militaire et qu'elles favorisent ainsi le développement de leur intelligence et les rendent capables d'acquérir une formation militaire propre en un laps de temps relativement court, cela a été démontré dans la pratique par mon vieil ami Beust, lui-même ancien officier prussien, dans son école de Zurich. Etant donné l'état actuel complexe de la guerre, il n'est nullement question de passer au système de milice sans formation militaire préalable de la jeunesse, et c'est justement dans ce domaine que les tentatives de Beust sont de la plus haute importance.

Et maintenant, permettez-moi de soulever un problème spécifique à la Prusse. La grande question pour l'État prussien, c'est de trouver quoi faire de ses sous-officiers à la retraite. Jusqu'à présent, ils ont été utilisés en tant que gendarme, garde-frontière, portier, copiste, fonctionnaire civil en tout genre ; il n'y a point de poste dans la bureaucratie prussienne, aussi misérable soit-il, où l'on n'ait placé ces sous-officiers. Eh bien voilà : vous avez sué sang et eau pour trouver à caser vos sous-officiers ; vous vous êtes évertués à les placer là où ils n'étaient bons à rien, à les utiliser pour des choses auxquelles ils n'entendaient rien ; ne serait-il pas temps de les employer dans une matière qu'ils maîtrisent et où ils pourraient apporter quelque chose ? Qu'ils deviennent donc maîtres d'école, non pour la lecture l'écriture et le calcul, mais pour enseigner la gymnastique et l'exercice militaire, cela leur fera du bien tout comme à la jeunesse. Et lorsque les sous-officiers seront sortis du secret des casernes et des tribunaux militaires pour passer au grand jour des cours d'écoles et des procès pénaux ci-

vils, je parie que notre jeunesse d'école rebelle en apprendra même au pire ancien écorcheur de soldat.

IV

Poursuivons notre étude afin d'examiner si un tel projet de diminution générale, régulière et progressive du temps de service par accord international a une chance d'être adopté. Supposons pour le moment qu'il ait été adopté. Ce projet sur le papier sera-t-il traduit dans la pratique, sera-t-il réalisé par toutes les parties de façon honnête ?

Dans l'ensemble, ce sera certainement le cas. D'abord, il sera difficile de dissimuler un contournement significatif de ce qui a été convenu. Ensuite, les populations elles-mêmes veilleront à l'exécution de l'accord. Personne ne reste de plein gré dans la caserne, si on l'y retient au-delà du temps fixé par la loi.

En ce qui concerne les différents pays, l'Autriche, l'Italie ainsi que les États de second et troisième rang qui ont introduit le service militaire universel, ces pays salueront une telle convention comme une initiative libératrice et l'appliqueront à la lettre et de bonne grâce. Nous parlerons de la Russie dans le prochain chapitre. Mais qu'en est-il de la France ? La France est ici d'une importance cruciale.

Lorsque la France aura signé et ratifié l'accord, il n'y a pas de doute qu'elle s'y tiendra dans l'ensemble. Mais nous voulons bien admettre que le courant revanchard parmi les classes possédantes et parmi la partie non encore socialiste de la classe ouvrière a pris momentanément le dessus et peut entraîner des transgressions de l'accord, directes ou justifiées par des ergotages. De telles transgressions, toutefois, ne pourront jamais être significatives, car sinon Paris préférerait résilier carrément l'accord. Face à ces petites tricheries, l'Allemagne se trouve dans la situation chanceuse de pouvoir faire montre de générosité en fermant les yeux. Malgré tous les efforts admirables de la part de la France pour rendre impossible que les défaites de 1870 se reproduisent, l'Allemagne la devance beaucoup plus qu'il n'y paraît à première vue. D'abord, nous pouvons enregistrer tous les ans un excédent croissant de population allemande qui se monte actuellement à 12 millions. Deuxièmement, il y a le fait que le système militaire actuel

existe déjà depuis plus de soixante-dix ans en Prusse, qu'il s'est acclimaté auprès de la population, qu'il a été mis à l'épreuve dans tous les détails lors d'une longue série de mobilisations, que toutes les difficultés s'y présentant et la manière de les surmonter ont été abordées dans la pratique et sont bien connus – et tout ceci bénéficie également aux autres corps d'armée allemands. En France, par contre, la première mobilisation générale doit encore être expérimentée et cet objectif exige une organisation bien plus complexe. Troisièmement, l'institution non-démocratique de volontaires pour un temps de service d'un an a rencontrée en France des obstacles insurmontables ; les soldats qui servent trois ans ont, à force de brimades, exclu de l'armée sans autre forme de procès ces privilégiés qui servent un an. C'est ce qui révèle à quel point la conscience publique et politique qui tolère de telles institutions en Allemagne se situe bien en-dessous de la française. Cependant, ce qui est un manque sur le plan politique s'avère, en l'occurrence, être un avantage sur le plan militaire. Il ne fait pas de doute qu'aucun autre pays que l'Allemagne n'envoie, proportionnellement à sa population, autant de jeunes gens dans ses écoles secondaires et supérieures, et par conséquent l'institution du volontariat d'un an, aussi anti-démocratique et condamnable sur le plan politique soit-elle, fournit un excellent moyen au haut commandement d'instruire au service d'officier la plupart de ces jeunes gens déjà suffisamment préparés d'un point de vue général et aussi militaire. La campagne de 1866 a été la première à révéler ceci, mais depuis, et particulièrement depuis 1871, ce côté de la force guerrière de l'Allemagne a été particulièrement cultivé, et cela presque jusqu'à l'excès. Et même si, parmi les officiers de réserve allemands, nombreux sont ceux qui ont récemment fait tout leur possible pour ridiculiser leur fonction, il ne fait pas de doute que sur le plan militaire ils sont supérieurs, pris dans leur masse, à leurs collègues français, homme contre homme ; ce qui est l'essentiel, c'est que l'Allemagne compte parmi ses réservistes et ses combattants de la landwehr un pourcentage bien supérieur d'hommes qualifiés pour le service d'officier que tout autre pays.

Au moment de la mobilisation, cette richesse toute particulière en officiers permet à l'Allemagne de mettre sur pied un nombre de nouvelles formations déjà entraînées par temps de paix bien supérieur à celui de n'importe quel autre pays. D'après l'affirmation de Richter, incontestée à ma connaissance au Reichstag comme dans la commis-

sion militaire (*Freisinnige Zeitung*, du 26 novembre 1891), chaque régiment d'infanterie allemand sera capable de mettre en place pour la guerre un régiment de réserve mobile, deux bataillons de la landwehr et deux bataillons de dépôt. Donc, trois bataillons en donneront dix, ou bien les 519 bataillons des 173 régiments de paix se transformeront en temps de guerre en 1730 bataillons, sans compter les tireurs et voltigeurs. Et tout ceci en un temps si bref qu'aucun autre pays ne peut, et de loin, y parvenir.

Les officiers de réserve français sont bien moins nombreux, comme l'un d'eux me l'a concédé ; mais leur nombre serait suffisant pour fournir les cadres des nouvelles formations prévues selon les publications officielles. Au demeurant cet homme a avoué que la moitié de ces officiers ne vaudrait pas grand-chose. Les formations nouvelles en question seraient loin d'atteindre ce que l'Allemagne serait capable de fournir d'après ce que nous venons de dire. Et plus encore, la France aurait épuisé toute sa réserve en officiers, alors que l'Allemagne en garderait encore en réserve.

Dans toutes les guerres passées, les officiers manquaient après quelques mois de campagne. Pour tous les pays, à part l'Allemagne, ce serait encore le cas à l'heure actuelle. Elle seule possède un vivier inépuisable d'officiers. Et l'on ne pourrait pas fermer les yeux si les Français exerçaient par-ci par-là leurs hommes de deux à trois semaines au-delà de la durée fixé par l'accord ?

V

Venons-en maintenant à la Russie. Et là, disons-le sans ambages, il est assez indifférent non seulement de savoir si la Russie respecterait un accord pour une diminution progressive et régulière du temps de service, mais même si elle le conclurait. Par rapport à la question que nous examinons, nous pouvons faire presqu'entièrement abstraction de la Russie et ceci pour les raisons suivantes.

L'Empire russe a beau abriter plus de cent millions d'habitants, et être ainsi deux fois plus peuplé que le Reich allemand, il est pourtant loin de posséder une puissance égalant à peu près la puissance mili-

taire offensive allemande [118]. Là où les cinquante millions sont en Allemagne concentrés sur 540.000 km^2, les 90 à 100 millions à prendre en compte au point de vue militaire en Russie sont dispersés sur, au bas mot, trois millions et demi de km2 ; et l'avantage que cela confère aux Allemands est encore considérablement accentué par leur réseau ferré qui est incomparablement meilleur. Il reste cependant le fait que les cent millions peuvent à la longue aligner plus de soldats que les cinquante millions. Cela demandera, dans l'état de choses présent, davantage de temps pour qu'ils arrivent, mais ils devront pourtant finalement arriver. Et après ?

Une armée ne se compose pas seulement de recrues mais aussi d'officiers. Et de ce point de vue, la Russie semble bien minable. Seuls la noblesse et les citoyens des villes sont à prendre en considération pour l'accession au rang d'officier ; or, la noblesse est proportionnellement très peu nombreuse, et les gens des villes sont rares, puisque seulement un habitant sur dix y vit, et que seule une minorité de ces villes méritent ce nom ; le nombre des écoles secondaires et des écoliers qui les fréquentent est extrêmement restreint ; d'où peuvent donc sortir les officiers nécessaires pour tous les régiments ?

Une même chose n'a pas la même valeur pour tout le monde. Le système du service militaire général suppose un certain niveau de développement économique et intellectuel ; là où cela fait défaut, ce système cause plus d'inconvénients que d'avantages. Ce qui est manifestement le cas pour la Russie.

Premièrement : pour faire d'une recrue russe moyenne un soldat bien entrainé, il faut déjà un laps de temps relativement long. Le soldat russe est incontestablement d'un grand courage. Tant que l'attaque d'infanterie en masse compacte prévalait dans la tactique, il était dans son élément. Toute son expérience de la vie l'avait fait chercher le

118 Dans ces V et VI^e parties de l'article, Engels donne une appréciation synthétique de la situation militaire, économique et sociale de la Russie au moment où décline le spectre d'une guerre déclenchée par le tsarisme aux abois. Un autre intérêt de ces chapitres consiste dans la mention d'un cas de figure extrême : celui d'une guerre dans laquelle une puissance condamnée se lancerait de façon désespérée. D'autre part, Engels fait ici une intéressante comparaison des potentiels et positions militaires respectives de la Russie et de l'Allemagne, dont les conclusions seront elles-aussi pleinement confirmées de 1914 à 1917.

contact avec ses camarades. Au village, la communauté encore semi-communiste, en ville le travail coopératif de l'artel ; partout la *krugovaja poruka*, la responsabilité réciproque des camarades ; bref, un état de société où manifestement la solidarité incarne tout salut, puisque l'individu seul et rejeté sur lui-même y est sans défense. Ce caractère du Russe lui reste aussi à la guerre ; les masses des bataillons forment un bloc que l'on ne peut presque pas faire éclater et plus le danger est grand, plus elles s'agglutinent. Mais cet instinct de regroupement, d'une valeur inestimable encore à l'époque des campagnes napoléoniennes et qui a contrebalancé certains côtés guère fameux du soldat russe – lui est fatal actuellement. Aujourd'hui, les masses serrées ont disparu du front, ce qui est en jeu, c'est la cohésion des essaims désagrégés de tirailleurs, où se retrouvent pêle-mêle les troupes des plus différentes formations et où le commandement passe souvent et rapidement à des officiers totalement étrangers à la plupart des troupes ; aujourd'hui un soldat doit être capable d'accomplir de manière autonome ce qui doit être fait à l'instant même sans pour autant perdre la liaison avec l'ensemble. Il s'agit d'une cohésion qui n'est pas permise par l'instinct grégaire primitif du Russe, mais uniquement par le développement de l'esprit de chaque individu ; nous n'en trouvons les présuppositions qu'à un niveau culturel de développement « individualiste » supérieur tel qu'il existe dans les nations capitalistes de l'Occident. Les propriétés du fusil à culasse de petit calibre et de la poudre à faible émission de fumée, qui jusqu'à présent ont constitué la plus grande force de l'armée russe, se sont transformées en une de ses plus grandes faiblesses. De nos jours, il faudra donc encore plus de temps pour que le conscrit russe soit prêt pour le combat, et il supporte de moins en moins la comparaison avec le soldat de l'Occident.

Mais deuxièmement : où trouver, en temps de guerre, les officiers pour encadrer toutes ces masses dans des unités de formations nouvelles ? Si déjà la France peine à trouver un nombre suffisant d'officiers, qu'en sera-t-il pour la Russie ? Cette Russie où la population instruite dont on peut seule tirer des officiers capables constitue un infime pourcentage de la population totale et où, en outre, les soldats, même ceux qui ont été formés, requièrent un pourcentage d'officiers plus important que ceux d'autres armées ?

Et troisièmement : étant donné le système généralisé de détournement de fonds et de vol, qui est notoire en Russie de la part des fonc-

tionnaires et souvent même de la part des officiers, comment pourra se dérouler alors une mobilisation en masse ? Jusqu'à présent, dans toutes les guerres de la Russie, il est apparu immédiatement qu'une partie même de l'armée en temps de paix et de son équipement n'existait que sur le papier. Qu'adviendra-t-il lorsque les soldats de réserve en congés et l'opoltchenie (landwehr) iront sous les drapeaux et devront être pourvus de fusils, d'uniformes, d'armements, de munitions ? Si au moment de la mobilisation tout ne marche pas comme il faut, ne se trouve pas à l'heure précise au bon endroit, la confusion sera alors totale. Mais comment cela pourrait-il marcher, quand tout passe par les mains de tchinowniks [119] russes voleurs et corrompus ? La mobilisation russe – ce sera un spectacle fort divertissant. Une chose après l'autre : on peut permettre aux Russes, pour des raisons purement militaires, d'enrôler autant de soldats et de les garder sous les drapeaux aussi longtemps que le désire le tsar. En dehors des troupes d'ores et déjà en armes, il sera difficile pour lui d'en mettre beaucoup plus sur pied et de le faire en outre au moment voulu. L'expérimentation du service militaire général peut coûter cher à la Russie.

Et puis, si l'on en vient à la guerre, l'armée russe se tiendra, sur toute la frontière allant de Kowno à Kaminieck, en pays ennemi sur son propre territoire, au milieu de Polonais et de Juifs, puisque le tsar a également fait des Juifs des ennemis mortels. Il suffira de quelques batailles perdues par la Russie pour que le théâtre des opérations militaires se déplace de la Vistule à la Dvina et au Dniepr ; à l'arrière de l'armée allemande et sous son égide se formera une armée d'alliés polonais ; et ce sera une sanction méritée pour la Prusse si elle doit, pour sa propre sécurité, rétablir une Pologne puissante.

Nous n'avons jusqu'ici fait que considérer les rapports directement militaires et trouvé que nous pouvions négliger la Russie en ce qui concerne notre question initiale. Nous en apprendrons encore davantage en jetant un coup d'œil sur la situation économique générale, et en particulier financière, de la Russie.

119 Agents de l'État tsariste.

VI

La situation intérieure de la Russie est en ce moment presque désespérée. L'émancipation paysanne de 1861 et le développement de la grande industrie capitaliste qui lui est lié, en partie en tant que cause, en partie en tant qu'effet, ont précipité le plus stable de tous les pays, *cette Chine européenne*, dans une révolution économique et sociale qui suit à présent sa voie irrépressiblement ; et cette voie s'avère pour l'instant particulièrement dévastatrice.

Lors de cette émancipation, la noblesse a été indemnisée sous forme d'obligations d'État qu'elle a gaspillées le plus rapidement possible. Ceci accompli, la construction des nouveaux chemins de fer lui a ouvert un marché pour le bois de ses forêts ; elle fit abattre les arbres, les vendit et vécut de nouveau dans l'abondance tant que ces recettes suffirent. L'exploitation de ses terres dans ces conditions nouvelles et avec des travailleurs libres, était peu satisfaisante ; il n'est pas étonnant que la noblesse terrienne russe soit complètement endettée, sinon en banqueroute, et que le rendement de ses biens décroisse plutôt que de s'accroître.

Le paysan a reçu moins de terres, et le plus souvent de moindre qualité, que celles qu'il possédait jusque-là ; les prairies communes et l'usage commun des forêts lui ont été retirés et par là le fondement de l'élevage du bétail ; les impôts ont été considérablement augmentés et il doit à présent s'en acquitter lui-même partout en argent ; s'ajoutent à cela les intérêts – eux-aussi en argent – pour la rémunération et l'amortissement de l'argent avancé par l'État pour le rachat des terres (wykup) ; en bref, ce qui mena à l'aggravation de sa situation économique générale, ce fut la conversion forcée de l'économie naturelle en économie monétaire, qui suffit à elle-seule à ruiner la paysannerie d'un pays. La conséquence en fut le développement florissant de l'exploitation du paysan par les possesseurs ruraux d'argent, les riches paysans et les patrons de bistrot, les mirojedy (littéralement les bouffeurs de communes) et les koulaks (usuriers). Et comme si cela ne suffisait pas, s'y ajouta la nouvelle grande industrie qui ruina l'économie naturelle paysanne jusque dans ses derniers retranchements. Sa

concurrence ne se contenta pas de détruire la production industrielle domestique du paysan destinée à ses propres besoins, mais elle ôta aussi le marché pour les produits de son artisanat destinés à la vente, ou bien elle les plaça, dans le meilleur des cas, entre les mains du commerçant en gros capitaliste, ou pire encore de son intermédiaire. Le paysan russe avec son agriculture originellement forestière et sa constitution communale de communisme primitif fut ainsi projeté en collision avec la forme la plus développée de la grande industrie moderne, qui devait se créer par la force un marché intérieur ; c'était une situation dans laquelle il devait périr irrémédiablement. Mais le paysan représentait presque les neuf dixièmes de la population russe, et la ruine du paysan revenait – au moins temporairement – à la ruine de la Russie.

Après une vingtaine d'années d'un tel procès de bouleversement social, d'autres résultats se produisirent encore. La déforestation sans scrupule anéantit les réserves d'humidité du sol, les eaux de pluie et de neige n'étant pas absorbées se déversaient rapidement dans les ruisseaux et les torrents, produisant de graves inondations ; mais en été le niveau des fleuves était bas et le sol se desséchait. Dans bon nombre des plus fertiles régions de Russie, le niveau d'humidité du sol doit avoir baissé d'un bon mètre, si bien que les racines des tiges des céréales ne l'atteignent plus et se dessèchent. Ainsi, ce ne sont pas seulement les hommes qui sont ruinés, mais dans beaucoup de régions ce sont aussi les sols eux-mêmes pour au moins une génération.

La famine de 1891 a rendu aigu ce procès de ruine jusque-là chronique et l'a ainsi révélé au monde entier. C'est pourquoi la Russie n'arrive pas à sortir de la famine depuis 1891. La mauvaise année a largement ruiné le dernier et plus important moyen de production du paysan – le bétail – et elle a porté son endettement à un tel point qu'il finira par briser ses dernières capacités de résistance.

Dans une telle situation, un pays pourrait tout au plus entreprendre une guerre de désespoir. Mais les moyens manquent même pour cela. En Russie, la noblesse vit de dettes, le paysan vit à présent de dettes, et l'État surtout vit de dettes. A combien se monte la dette extérieure de l'État russe, cela est connu : elle dépasse 4 milliards de marks. À combien se monte sa dette intérieure, cela personne ne le sait ; premièrement parce qu'on ne connait ni la somme des emprunts contractés ni celle du papier-monnaie en circulation, et deuxièmement parce

que ce papier-monnaie change de valeur chaque jour. Une chose est cependant certaine : le crédit de la Russie à l'étranger est épuisé. Les quatre milliards de marks d'obligations russes ont saturé entièrement le marché financier ouest-européen. L'Angleterre s'en est débarrassée depuis longtemps et l'Allemagne a récemment vendu ses « russes ». La Hollande et la France à leur tour en ont l'estomac retourné comme cela s'est avéré lors du dernier emprunt russe à Paris ; des 500 millions de francs seuls 300 ont pu être placés, et le ministre des finances russe a dû reprendre les 200 millions restants aux banquiers qui avaient souscrit et sursouscrit. Cela prouve qu'un nouvel emprunt russe n'a absolument aucune perspective avant un certain temps, même en France.

Telle est la situation du pays qui soi-disant nous menace d'un risque de guerre immédiat, et qui se montre cependant hors d'état de provoquer même une guerre de désespoir, si nous ne sommes pas assez idiots pour lui en jeter nous-mêmes l'argent dans la gueule.

On ne comprend guère l'inconscience du gouvernement français et de l'opinion publique française bourgeoise qui le domine. Ce n'est pas la France qui a besoin de la Russie, mais au contraire, c'est plutôt la Russie qui a besoin de la France. Sans elle, le tsar avec sa politique serait isolé en Europe et devrait, impuissant, laisser aller les choses comme elles vont à l'Ouest et dans les Balkans. Si la France était un peu plus intelligente, elle pourrait extorquer tout ce qu'elle voudrait à la Russie. Au lieu de cela, la France officielle rampe devant le tsar [120].

Les exportations de blé de la Russie sont déjà ruinées par la concurrence américaine meilleur marché. Il ne lui reste que le seigle comme principal produit d'exportation, et celui-ci est presqu'exclusi-

120 Voici encore comment Engels juge cette démission de la bourgeoisie française vis-à-vis de la Russie tsariste, dont les finances se trouvent « dans un état de ruine qui rappelle celui de la France de 1788 » : « si le public à l'Ouest ne veut plus continuer à lui ouvrir sa bourse, il ne lui reste que trois solutions : 1- la banqueroute, 2- la convocation de l'Assemblée nationale pour faire adopter un nouvel emprunt, qui pourrait ensuite avoir en Europe occidentale une perspective de succès, 3- la guerre de désespoir – *et pour ce dernier cas on a besoin de la France* ; à peine la guerre est-elle déclarée et l'armée française entrée en action, qu'il y a à parier 10 contre 1 que le tsar s'entendra avec Guillaume et François-Joseph, qui le rejoindront rapidement, et que la belle France devra payer les frais du banquet de réconciliation » (cf. Engels, brouillon de lettre à Charles Bonnier, mi-octobre 1892).

vement destiné à l'Allemagne. *Du jour où l'Allemagne se mettra à manger du pain blanc au lieu de pain noir, l'actuelle Russie officielle tsariste et grand bourgeoise fera faillite sur l'instant.*

VII

Nous avons suffisamment critiqué nos pacifiques ennemis du voisinage. Mais comment les choses se présentent-elles chez nous ? Là nous devons être catégoriques : une diminution graduelle de la durée de service ne profitera à l'armée qu'à condition qu'on rende impossible, une fois pour toutes, les *maltraitances envers les soldats* qui se sont répandues ces dernières années et sont devenues beaucoup plus la norme dans l'armée qu'on ne veut bien le reconnaître.

La maltraitance des soldats est le pendant des chinoiseries du service et du dressage de revue ; depuis toujours, dès que l'armée prussienne s'installe en temps de paix, toutes deux se propagent et passent des Prussiens également aux Saxons, Bavarois, etc. Elle est un héritage de l'époque vieux prussienne authentique, où le soldat était soit un vagabond enrôlé soit un fils de paysan serf et devait donc supporter toutes les maltraitances et humiliations de ses officiers hobereaux sans broncher. Et c'est notamment la noblesse crève-la-faim et parasitaire déchue, très présente à l'Est de l'Elbe, qui fournit encore aujourd'hui son contingent de pires bourreaux de soldats, et n'est égalée à cet égard que par les fistons de bourgeois insolents qui voudraient jouer aux hobereaux.

La maltraitance du soldat n'a jamais complètement disparu dans l'armée prussienne. Toutefois, dans le passé, elle était plus rare, plus modérée et parfois plus humoristique. Mais depuis qu'il fallut enseigner de plus en plus de choses au soldat alors qu'en même temps on ne pensait pas à se débarrasser des vieilleries vides de sens d'exercices tactiques surannés, le sous-officier reçut plus ou moins tacitement tout pouvoir de choisir la méthode de formation qui lui semblait adéquate, et d'autre part, il fut indirectement contraint à employer des moyens violents parce qu'on exigeait de lui d'enfoncer passablement ceci ou cela en un temps limité dans les têtes de son escouade. S'y ajoute enfin le droit de recours du soldat qui est une pure dérision –

pas étonnant que la vieille méthode prussienne ait connu un nouvel élan là où les soldats se laissaient faire. Car je suis convaincu que les régiments de l'Ouest ou bien à forte composante d'éléments des grandes villes connaissent bien moins ces exactions que ceux qui sont composés principalement de campagnards de l'Est de l'Elbe.

Par ailleurs il y avait autrefois au moins un contrepoids effectif. Avec le fusil lisse à chargement par la bouche il était facile de laisser glisser un caillou sur la cartouche à blanc et il arrivait assez souvent lors des manœuvres que des supérieurs détestés aient été fusillés par mégarde. Parfois il y avait aussi des ratées. J'ai connu un jeune homme de Cologne qui périt en 1849 d'une balle destinée à son supérieur. De nos jours, avec le fusil à magasin de petit calibre, cela ne peut plus se faire de manière aussi facile et discrète ; en contrepartie, les statistiques des suicides au sein de l'armée représentent un baromètre assez précis des maltraitances de soldats. Mais si en cas de guerre on passe à l'utilisation des cartouches à balle, on peut se demander si la vielle pratique ne trouvera pas de nouveaux adeptes, comme cela a pu être le cas ici et là lors des dernières guerres ; à vrai dire, cela ne contribuera pas beaucoup à la victoire [121].

Les rapports des officiers anglais sur les manœuvres en 1891 en Champagne font chorus dans l'éloge des excellents rapports entre supérieurs et soldats dans l'armée française. Dans cette armée, des choses comme celles que rapporte souvent la presse au sujet de nos casernes, seraient carrément impossibles. Déjà avant la Grande Révolution, la tentative d'introduire les bastonnades à la prussienne a échoué. Aux pires temps des campagnes algéroises et pendant le second Empire aucun supérieur n'aurait osé faire supporter au soldat français même pas le dixième de ce qu'à nos yeux à tous on fait subir à l'allemand. Et je voudrais voir aujourd'hui, après l'introduction du service militaire universel, le sous-officier français qui oserait donner

121 Dans le *Vorwärts*, n° 58 du 9 mars 1893, ce passage a été supprimé par crainte de « la pratique judiciaire qui bien souvent voit dans l'information objective de faits énoncés pour prévenir un événement (? !), l'intention de provoquer de tels faits ». On jugera au ton d'Engels à quel point celui-ci est soucieux de protéger des balles perdues les supérieurs haïs des soldats… Si le texte complet n'a pu paraître dans le journal, du fait de la bien intentionnée rédaction du *Vorwärts*, il a finalement été imprimé tout de même dans un tirage à part. Le pire dans l'autocensure, c'est qu'elle en rajoute le plus souvent sur celle de l'État.

l'ordre aux soldats de se gifler mutuellement ou de se cracher à la figure. Mais quel mépris les soldats français n'auront-ils pas pour leurs futurs adversaires, lorsqu' ils apprendront comment on les traite dans les casernes. Et l'on prendra soin à ce que, dans chaque caserne française, les hommes puissent le lire et l'entendre.

Parmi les Français règne dans l'armée les mêmes esprit et rapports entre officier, sous-officier et soldat qui régnaient en Prusse de 1813 à 1815 et qui ont conduit nos soldats par deux fois à Paris. Chez nous par contre tout régresse de plus en plus au niveau de 1806, quand le soldat passait à peine pour un être humain, était battu et éreinté et où le fossé entre lui et l'officier était infranchissable – et cet état a conduit l'armée à Iéna [122] et à la captivité française.

On parle beaucoup de la grande valeur des facteurs moraux dans la guerre. Mais que fait-on d'autre en temps de paix que de les détruire presque systématiquement ?

VIII

Nous avons jusqu'à présent supposé que le projet pour une diminution progressive et régulière de la durée de service pour passer finalement au système de milice serait accepté universellement. Cependant la question est surtout : est-ce qu'il sera accepté ?

Supposons que l'Allemagne fasse d'abord la proposition à l'Autriche, l'Italie et la France. L'Autriche sera heureuse d'adopter une durée de service maximale de deux ans et la diminuera probablement encore dans sa propre pratique. Dans l'armée autrichienne, on se prononce bien plus franchement que dans l'allemande, me semble-t-il, sur les succès remportés par un temps de service court d'une partie des troupes. On y trouve même de nombreux officiers qui considèrent que la landwehr qui n'a que quelques mois de service, constitue de meilleures troupes que l'armée de ligne ; ce qui joue en faveur de la landwehr, c'est qu'elle est mobilisée en 24 heures, comme on me l'a

122 La bataille d'Iéna du 14 octobre 1806 entre l'armée française de Napoléon Ier et les troupes prussiennes s'est terminée par la défaite totale de ces dernières et a mené à la capitulation de la Prusse. Engels saluait dans cette « date glorieuse » l'effondrement de la vieille Prusse féodale.

assuré, alors qu'il faut plusieurs jours à un bataillon de ligne. Bien entendu : dans l'armée de ligne, on n'ose pas toucher au vieux train-train routinier autrichien, à la landwehr par contre, où toutes les institutions ont été nouvellement créées, on a eu le courage de ne pas l'introduire. En tout cas, en Autriche le peuple comme le gouvernement désirent un allègement du fardeau militaire, ce qui est le plus facilement réalisable, si l'on se fonde précisément sur les propres expériences faites en la matière, par une réduction de la durée de service.

L'Italie à son tour ne se fera pas prier. Elle est écrasée par la pression du budget de guerre dans une mesure telle qu'elle doit y remédier sans tarder. La réduction du temps de service maximal est ici également la voie la plus courte et la plus simple. Il est donc permis de dire : soit la Triple Alliance se brisera, soit elle devra recourir à un moyen qui revient plus ou moins à notre projet.

Supposons que l'Allemagne, soutenue par l'acceptation de l'Autriche et de l'Italie, soumette ce projet au gouvernement français, celui-ci se trouvera en fâcheuse position. S'il l'accepte, il n'aggrave absolument pas sa situation militaire relative. Au contraire, il aurait là l'occasion d'améliorer cette situation relative. À certains égards, la France est désavantagée du fait de n'avoir introduit le service militaire universel qu'il y a 20 ans. Mais cet inconvénient renferme l'avantage que tout est encore neuf, qu'on ne s'est débarrassé des habitudes démodées que récemment, et qu'il est donc plus facile de réaliser des améliorations ultérieures sans se heurter à la résistance tenace de préjugés encroûtés. Toutes les armées sont extraordinairement capables d'évolution après de *grandes défaites*. Une meilleure utilisation du temps de service contractuel serait donc bien plus facile à réaliser en France qu'ailleurs, et étant donné que l'instruction publique tout comme l'armée se trouve en état de révolutionnement, l'éducation physique en général de la jeunesse et sa formation militaire anticipée en particulier pourront s'y mettre en œuvre plus rapidement qu'ailleurs. Cela signifierait, en même temps, que la puissance militaire française se renforce par rapport à celle de l'Allemagne. Malgré tout, il est possible et même assez vraisemblable que le courant chauvin – le chauvinisme français est aussi stupide que l'allemand – devienne assez fort pour renverser tout gouvernement qui accepterait un tel projet, notamment venant de l'Allemagne. Supposons donc que la France le rejette. Qu'adviendra-t-il ?

L'Allemagne se trouve alors énormément avantagée par le seul fait d'avoir fait cette proposition. Nous ne devons pas oublier que les vingt-sept années de Bismarck aux affaires ont fait détester l'Allemagne par tout l'étranger, et c'est justice. Ni l'annexion des Danois du Schlesvig septentrional, ni le non-respect et en définitive l'abolition frauduleuse du point du Pacte de Prague s'y rapportant, ni l'annexion de l'Alsace-Lorraine, ni les répugnantes mesures contre les Polonais de Prusse, rien de tout cela n'a le moins du monde à voir avec l'établissement de l'« unité nationale ». Bismarck a réussi à donner à l'Allemagne la réputation d'un pays avide de conquêtes. Il a sincèrement aidé le chauvin allemand qui a rejeté l'Allemand autrichien et veut pourtant toujours réunir fraternellement et par-dessus tout l'Allemagne « de l'*Adige* jusqu'à Memel », tout comme il prétend malgré cela unifier avec le Reich allemand la Hollande, les Flandres, la Suisse et les provinces russes de la Baltique prétendument « allemandes » - il l'a même aidé avec un succès si magnifique qu'aujourd'hui, en Europe, plus personne ne fait confiance au « brave Allemand ». Où que vous vous présentiez, vous rencontrez de la sympathie pour la France mais de la défiance à l'égard de l'Allemagne que l'on tient pour la cause de la présente menace de guerre.

Tout cela prendrait fin si l'Allemagne se décidait à présenter notre demande. Elle se poserait en pilier de la paix d'une manière qui ne laisse plus de place au doute. Elle se montrerait prête à donner l'exemple dans l'œuvre du désarmement, comme il se doit d'ailleurs pour un pays qui a donné le signal à l'armement. La méfiance devrait se changer en confiance, l'aversion en sympathie. Les belles paroles selon lesquelles la Triple Alliance serait une alliance de paix deviendraient enfin vérité, en même temps que la Triple Alliance elle-même qui n'est jusqu'à présent qu'un faux semblant. Toute l'opinion publique de l'Europe et de l'Amérique se mettrait du côté de l'Allemagne. Et ce serait une conquête morale qui contrebalancerait même plus qu'amplement tous les désavantages militaires que l'on pourrait encore échafauder contre notre projet.

Si la France par contre, déclinait cette proposition de désarmement, elle se trouverait dans une posture défavorable, étant suspectée de la même façon que l'est à présent l'Allemagne [123]. Enfin nous voyons

123 Comme on le voit, la responsabilité dans la prévention de la guerre européenne à venir repose essentiellement sur les gouvernements de ces deux

tous, dirait le philistin européen – et c'est lui la plus grande puissance –, enfin nous voyons tous qui veut la paix et qui la guerre. Et si un jour un gouvernement véritablement belliqueux arrivait au pouvoir en France, il se trouverait dans une situation qui lui proscrirait toute guerre s'il a un minimum de cervelle. De quelque façon qu'il s'y prenne, il ferait figure devant toute l'Europe de partie qui a provoqué, imposé la guerre. Ceci dit, il aurait non seulement tourné contre lui les petits pays, et pas seulement l'Angleterre, mais encore, il ne serait même pas sûr du soutien de la Russie – ce soutien traditionnel de la Russie qui consiste, dans un premier temps, à entraîner ses alliés dans le pétrin, pour ensuite les abandonner à leur sort.

---

pays. Engels note, deux ans seulement après cet écrit, que l'adoption du projet social-démocrate par les gouvernements français et allemand est déjà grandement problématique : « Si la France et l'Allemagne s'entendaient pour transformer progressivement leurs armées en troupes de milice ayant le même temps d'exercice, l'affaire serait pliée » car les autres pays suivraient. « Mais du fait de leurs relations intérieures, ni la France ni l'Allemagne ne peuvent se le permettre, et même si elles le pouvaient, cela ne marcherait pas à cause de l'Alsace-Lorraine. Et c'est pour cela qu'échoue toute cette histoire de milice » (lettre à Kautsky, 25 mars 1895). Sa démonstration minutieuse de la possibilité de mesures allant dans ce sens (dans le contexte d'alors) n'en a qu'une valeur plus grande, car elle permet la dénonciation et la lutte pied à pied contre le militarisme grandissant, et pousse le prolétariat à prendre le pouvoir afin de conjurer la catastrophe à venir.

Si, sur le plan bourgeois, l'armée de milice ne peut plus être réalisée, c'est seulement une milice prolétarienne qui pourra être substituée aux armées permanentes, comme l'expérience historique de la Commune de Paris l'a concrètement montré (cf. l'étude en Annexe au présent recueil). Dans la guerre de 1914, Lénine faisait remarquer à Rosa Luxemburg (Junius) combien il était erroné et dépassé de continuer à réclamer du pouvoir bourgeois l'organisation en milice – comme si la prétendue défense nationale n'était alors autre chose que la couverture des méfaits impérialistes. Toute l'histoire ultérieure a prouvé à quel point les États constitués se sont éloignés du principe d'une armée populaire au profit du renforcement de l'armée de métier, en fait, la plus appropriée pour la guerre civile – ce qui explique aussi, à côté d'elle, la présence de toutes sortes de bandes armées para-légales, des escadrons fascistes aux multiples polices privées : autrement dit, de milices bourgeoises et sous-bourgeoises. Comme Lénine le souligne avec force, l'alternative qui se pose est entre milice prolétarienne et milice bourgeoise, cependant que dans les rangs de l'armée officielle l'heure est au défaitisme intégral (voir par exemple *le Programme militaire de la révolution prolétarienne*, septembre 1916, in *Œuvres,* t. 23, p. 93-94).

Ne l'oublions pas : dans la prochaine guerre, l'Angleterre est décisive. La Triplice en guerre contre la Russie et la France, tout autant que la France séparée de la Russie par un territoire ennemi, tous sont alors dépendants de la voie maritime pour leurs indispensables grosses importations de céréales. Or, l'Angleterre domine absolument celle-ci. Si elle met sa flotte à la disposition de l'une des parties, l'autre partie est alors purement et simplement affamée, l'approvisionnement en blé lui étant coupé ; c'est Paris affamé [comme en 1870] mais sur une échelle bien plus énorme, et la partie affamée doit capituler ; aussi certain que deux et deux font quatre.

Restons-en là : le courant libéral a en ce moment le dessus en Angleterre, et les libéraux anglais ont de franches sympathies françaises. En plus de cela, le vieux Gladstone est un ami personnel de la Russie. Qu'une guerre européenne éclate, et l'Angleterre restera neutre aussi longtemps que possible ; mais même sa neutralité « bienveillante » peut représenter, dans les conditions que nous avons rappelées, une aide décisive pour l'un des partis belligérants. Si l'Allemagne présente notre projet et si la France le refuse, l'Allemagne n'aura pas seulement surmonté toutes les sympathies anglaises allant contre elle et gagné la neutralité bienveillante de l'Angleterre ; elle aura, en outre, pratiquement interdit au gouvernement anglais de se rallier dans la guerre aux adversaires de l'Allemagne.

Concluons : ou bien la France accepte le projet. Et dans ce cas, le danger de guerre qui émane de la course aux armements est effectivement écarté, les peuples pourront vivre en paix et l'Allemagne aura le prestige d'avoir ouvert la voie.

Ou bien la France n'accepte pas. Et alors, elle dégrade sa position en Europe et l'Allemagne s'en trouve en si bonne posture qu'elle n'a absolument plus à craindre de guerre et peut même, sans courir le moindre danger, de concert avec ses alliés, des alliés véritables à partir de ce moment, passer de son propre chef à une réduction progressive du temps de service et à la préparation d'un système de milice.

Aura-t-on le courage de faire ce pas qui peut tout sauver ? Ou veux-t-on vraiment attendre que la France, en connaissance de la situation réelle de la Russie, fasse le premier pas et récolte tout l'honneur pour elle ?

Guerre mondiale et révolution.
Appendice aux Écrits militaires de Marx-Engels.

Cinquième partie

Vers la révolution mondiale

Retour à la table des matières

CINQUIÈME PARTIE

5.1. Remarque préliminaire sur la prévision révolutionnaire

Retour à la table des matières

Selon les prévisions d'Engels, les perspectives pour la prise du pouvoir par le prolétariat européen devaient arriver à leur meilleur niveau à la toute fin du 19e siècle. Cette perspective concordait d'ailleurs avec celle, plus ancienne et naturellement moins précise, énoncée par Marx à l'issue de l'échec de la grande vague révolutionnaire de 1848-1850 [124]. Elle coïncide aussi exactement avec la date qui, selon Lénine marquait le début de la phase impérialiste du capital. Il n'y a rien de fortuit à cela, puisque cette évolution totalitaire des superstructures capitalistes, celles de contrainte violente surtout, n'est rien d'autre que l'alternative bourgeoise au passage à la forme supérieure socialiste lorsque celle-ci est enfin mûre au sein de la base économique, comme c'était effectivement le cas pour la majeure partie de l'Europe et pour l'Amérique du Nord à la charnière entre les deux siècles.

À la fin du 19e siècle, le monde bourgeois entrant à peine dans sa phase impérialiste de blindage contre-révolutionnaire, les chances de victoire étaient bel et bien au plus haut : c'est pourquoi l'optimisme révolutionnaire d'Engels n'était nullement déplacé.

124 Marx déclarait, en septembre 1850, que ses adversaires au sein de la Ligue des communistes mettaient « à la place de la conception critique… une conception dogmatique, et à la place de la conception matérialiste, une conception idéaliste : au lieu de la situation réelle, c'est la simple volonté qui devient la force motrice de la révolution ». Et il poursuivait : « Nous, nous disons aux ouvriers : vous avez à traverser 15, 20, 50 ans de guerres civiles et de luttes internationales, non seulement pour changer la situation existante, mais pour vous changer vous-mêmes et vous rendre aptes au pouvoir politique ». C f. K. Marx, *Révélations sur le procès des communistes de Cologne* (octobre 1852). Selon l'expression de Marx, il ne s'agit pas « d'une révolution au souffle court », puisque celle-ci embrasse et relie des générations entières.

On trouvera dans la partie finale de ce recueil les principaux extraits où Engels établit, à la fin de sa vie, ses pronostics au sujet du passage du pouvoir entre les mains du parti prolétarien.

Il faut rappeler, avant d'aborder cette partie qui ne s'écarte qu'en apparence de la question militaire toujours étroitement imbriquée à celle de la révolution, comme l'atteste l'ensemble des textes reproduits, ce que disait Engels à Bebel au sujet de la dite prévision : « tu as prétendu que j'avais prédit l'effondrement de la société bourgeoise pour 1898. Il y a là une petite erreur quelque part, car j'ai dit simplement qu'il était bien possible que nous arrivions au pouvoir d'ici là. La vieille société bourgeoise, au cas où cela ne se produirait *pas*, pourrait encore continuer à végéter pendant quelque temps – aussi longtemps qu'un coup venu de l'extérieur n'aura pas fait s'effondrer l'édifice vermoulu. Or, une telle vieille boîte pourrie peut encore tenir pendant quelques décennies après son essentielle *mort intérieure*, s'il n'y a pas de coup de vent. Je me garderai donc bien de faire une telle prophétie. En revanche, notre arrivée à la possibilité du pouvoir relève du pur calcul de probabilités d'après des lois mathématiques » [125].

La prévision marxiste n'est donc pas une prophétie : elle indique le sens dans lequel se dirige le procès historique en cours, en s'appuyant sur le cours rigoureusement déterminé de la base économique de la société, et établit des délais qui ne sont pas le fruit de la volonté mais reposent, pour les uns sur des certitudes irréfutables (la mort prochaine du capitalisme), et pour les autres sur un calcul de probabilités – qui concerne l'issue optimale de la première prévision (hypothèse fondée de l'intervention révolutionnaire de classe). Même en l'absence de cette solution radicale (le moment critique dans un développement dialectique où la contradiction débouche sur un « ou bien, ou bien »), le cours des choses ne se poursuit pas inchangé (comme veut le croire le bourgeois pour se soulager de ses terreurs), mais il en est au contraire profondément affecté. Qui ne reconnaît, dans la citation ci-dessus, la description anticipée du cours impérialiste ultérieur de la société capitaliste – que certains « marxistes » présentent comme une nouveauté imprévisible, ou encore comme une phase prétendument inévitable ?

---

125 Cf. la lettre à Bebel des 24-26 octobre 1891, reproduite ci-dessus dans la 3e partie.

L'explication du cours historique de la forme de production capitaliste, selon la méthode matérialiste et dialectique, ne serait rien si elle ne débouchait pas sur une prévision, forcément risquée, une « traite » sur le futur en quelque sorte. La certitude réside en ceci que cette traite doit être payée tôt ou tard, et si c'est plus tard que prévu, ce sera à la charge de cette forme de production qui se refuse encore à disparaître, telle un cadavre qui marcherait encore. Le bourgeois ne devrait donc pas se réjouir trop vite du sursis obtenu, car le pronostic mortel sera confirmé de façon bien plus éclatante et catastrophique que si les choses avaient eu lieu en temps et en heure [126].

126 Voici une dernière petite citation au sujet des *possibles* décalages chronologiques dans la prévision marxiste de guerre et révolution : « Le marxisme donne en effet les combinaisons des numéros sans… la date de leur extraction à la roue de l'histoire : ce serait très commode pour le jeu des opportunistes et des carriéristes qui aiment miser sur le vainqueur avant qu'ils ne soient crevés ou décrépits, tandis que le révolutionnaire ne demande pas comme carte un billet de loterie » Cf. *Olympiades de l'amnésie*, in *Battaglia comunista*, 16/1952. Cet article commentait par ces mots le « retard » dans la réalisation de la prévision de Marx, en 1870, de la guerre russo-allemande qui ne se produisit que 44 ans plus tard.

Extraits d'Engels

En Angleterre, tout marche bien jusqu'ici, et en Allemagne aussi ; le petit Guillaume menace d'abolir le suffrage universel – rien de mieux ne pourrait nous arriver ! De toute façon, nous marchons assez vite, ou bien vers la guerre mondiale, ou bien vers la révolution mondiale – ou les deux.

Fr. Engels à H. Schlüter, 14 juin 1890.

CINQUIÈME PARTIE

5.2. Hypothèses pour une révolution «fin de siècle»

Révolution à partir d'une crise agraire

Retour à la table des matières

Nous avons tout lieu d'être satisfaits du Congrès de Bruxelles [127]. (…)

L'incident Domela Nieuwenhuis a montré que les ouvriers européens ont définitivement dépassé la période de la domination de la phrase ronflante et qu'ils ont conscience des responsabilités qui leur incombent : c'est une classe constituée en parti de « lutte », parti qui compte avec les « faits ». Et les faits prennent une tournure de plus en plus révolutionnaire.

En Russie, il y a déjà famine ; en Allemagne, il y aura famine dans quelques mois ; les autres pays souffriront moins, voici pourquoi : le

[127] Cf. Engels à Paul Lafargue, 2 septembre 1891.

Au congrès de Bruxelles de l'Internationale socialiste d'août 1891, le socialiste hollandais Domela Nieuwenhuis avait proposé une résolution visant à répondre par une grève générale à toute déclaration de guerre. Celle-ci fut rejetée par une forte majorité qui adopta un appel à combattre tous les buts et alliances de guerre des classes dominantes. L'évaluation marxiste est à l'opposé du pacifisme – même quand elle considère le maintien de la paix préférable à certains moments – car elle n'envisage comme véritable alternative à la guerre que la révolution, que celle-ci se produise avant que la guerre n'ait pu commencer, pendant, ou à la fin, dans une situation de défaite. En tout état de cause, lorsque la guerre éclate, les révolutionnaires ne préconisent pas une impossible abstention, mais appellent le prolétariat à utiliser les armes dans le sens de leurs intérêts de classe – soit, dans une phase de moindre maturité, pour mener la guerre révolutionnaire (1793), soit pour renverser d'abord leur propre bourgeoisie dans la guerre civile, lorsque prolétariat et classe capitaliste se font face frontalement (1871).

Engels commente ainsi la mise en échec de la proposition hollandaise : « Vous parlez d'éviter la guerre, et vous vous flattez d'avoir voté pour Domela – avec le plan duquel tous les partis socialistes d'Europe seraient ruinés.

Il est très beau de dire que l'on doit empêcher la guerre de quelque côté qu'elle menace. Mais pourquoi se faire des illusions ? Les socialistes français ont-ils donc un moyen d'empêcher le jeune Guillaume de déclarer la guerre dans un moment de folie ? Les socialistes allemands pourraient-ils donc interdire à un Carnot ou à un cabinet patriotique de commettre la même bêtise ? Si encore le vrai danger venait de Guillaume ou des revanchistes de boulevard ! Mais c'est le gouvernement russe qui fait danser ces marionnettes et qui inspire aux uns des espoirs, et aux autres la peur. Empêchez-le donc de provoquer la guerre !

Si la guerre éclate, *ceux qui subiront une défaite* auront la possibilité et le devoir d'accomplir la révolution – voilà tout » (brouillon de lettre à Charles Bonnier, 24 octobre 1892).

déficit de la récolte de 1891 est estimé à un million et demi d'hectolitres de froment et à 87 ou 100 millions d'hectolitres de seigle : ce dernier déficit affecte donc principalement les deux pays consommateurs de seigle, la Russie et l'Allemagne.

Cela nous garantit la paix jusqu'au printemps 1892. La Russie ne bougera pas avant cette époque ; à moins de bêtises inconcevables à Paris ou à Berlin, il n'y aura donc pas de guerre.

En revanche, le tsarisme traversera-t-il cette crise ? J'en doute. Il y a trop d'éléments rebelles dans les grandes villes et surtout à Pétersbourg pour qu'on ne tâche pas de saisir cette occasion pour déposer l'alcoolique Alexandre III ou tout au moins pour le placer sous le contrôle d'une assemblée nationale – peut-être lui-même sera-t-il forcé de prendre l'initiative de cette convocation. La Russie a travaillé énormément – c'est-à-dire le gouvernement et la jeune bourgeoisie – à la création d'une grande industrie nationale (voir dans la *Neue Zeit* l'article de Plekhanov). Cette industrie sera arrêtée net dans sa marche parce que la famine lui fermera son seul marché – le marché intérieur. Le tsar verra ce que c'est que d'avoir fait [de] la Russie un pays se suffisant à lui-même et indépendant de l'étranger : il aura une crise agricole doublée d'une crise industrielle.

En Allemagne le gouvernement se décidera trop tard, comme toujours, à l'abolition ou à la suspension des droits sur le blé. Cela brisera la majorité protectionniste dans le Reichstag. Les grands propriétaires fonciers, les « ruraux » ne voudront plus soutenir les droits sur les produits industriels, ils voudront acheter le meilleur marché possible. De sorte que nous aurons probablement la répétition de ce qui s'est passé lors du vote sur la loi contre les socialistes : une majorité protectionniste divisée elle-même par des intérêts opposés, créés par la nouvelle situation, se trouvant dans l'impossibilité de tomber d'accord sur les détails du système protecteur. Toutes les propositions possibles n'obtiennent que des minorités ; il y aura ou un retour au système libre-échangiste, ce qui est aussi impossible, ou dissolution, avec déplacement des anciens partis et de l'ancienne majorité, et avec une nouvelle majorité libre-échangiste, opposée au gouvernement actuel. Cela signifie la fin réelle et définitive de la période bismarckienne et de la stagnation politique intérieure – je ne parle pas ici de notre parti, mais des partis gouvernementalement possibles – il y aura lutte entre la noblesse foncière et la bourgeoisie, et entre la bourgeoisie industrielle

qui est protectionniste et les commerçants, et une fraction de la bourgeoisie industrielle, qui sont libre-échangistes ; la stabilité ministérielle et de la politique intérieure sera brisée, enfin, il y aura mouvement, lutte, vie et notre parti en récoltera tous les fruits : et si les événements prennent cette allure, notre parti pourra arriver au pouvoir vers 1898 (Bebel le croit en 1895).

Voilà ! Je ne parle pas des autres pays, parce que la crise agricole ne les affecte pas aussi considérablement. Mais si cette crise agricole faisait éclater en Angleterre la crise industrielle que nous attendons depuis 25 ans [128]... Alors !

La révolution requiert l'action du prolétariat des trois pays décisifs

Retour à la table des matières

À mon avis, c'est le commencement de la fin [en France avec le scandale de Panama] [129]. La république bourgeoise et ses politiciens ne peuvent guère survivre à cette mise à nu sans précédent. Il n'y a que trois possibilités : soit une tentative de restauration monarchique, soit un autre Boulanger, soit le socialisme. La première et la seconde, si l'on s'y risquait, ne pourraient conduire qu'à la troisième, et nous pouvons donc être appelés, bien avant que notre propre activité ne nous donne le droit d'y prétendre, à entrer dans une carrière pleine de responsabilités immenses. J'en serais content, si cela n'arrive pas trop tôt et trop brusquement.

Cela fera du bien à nos Allemands de voir que les Français n'ont pas perdu leur sens historique de l'initiative. Un pays ne peut traverser deux cents années comme celles qu'a connues l'Allemagne entre 1648 et 1848 sans qu'il ne subsiste des traces de philistinisme même dans la classe ouvrière. Notre révolution de 1848-49 a été trop brève et trop inachevée pour les effacer tout à fait. Naturellement, la prochaine ré-

---

128 Il n'y avait pas eu en effet de crise véritable en Angleterre depuis 1868, mais cela signifiait en fait qu'une grande crise générale se préparait pour la fin de siècle (cf. ci-dessous).

129 Cf. Engels à Laura Lafargue, 5 décembre 1892.

volution qui se prépare en Allemagne avec une rigueur logique et une régularité qu'on ne trouve nulle part ailleurs surviendrait d'elle-même à la longue, disons entre 1898 et 1904 ; mais une période révolutionnaire préparant une crise décisive en France hâterait ce processus [130] ; d'ailleurs, si cela éclatait d'abord en France, disons en 1894, l'Allemagne suivrait immédiatement, et alors, l'alliance prolétarienne franco-allemande forcerait la main de l'Angleterre et briserait d'un coup la Triple Alliance en même temps que la conspiration franco-russe ; nous aurions alors une guerre révolutionnaire contre la Russie, à moins que nous ne trouvions en Russie même un écho révolutionnaire, et vogue la galère !

Vous avez encore parfaitement raison en vous glorifiant du passé révolutionnaire de la France, et de croire que ce passé révolutionnaire répondra de son avenir socialiste [131]. Mais il me paraît que, arrivés là, vous donnez un peu trop dans le blanquisme, c'est-à-dire dans la théorie que la France est destinée à jouer dans la révolution prolétarienne le même rôle (*initiateur* non seulement, mais aussi *directeur*) qu'elle a joué dans la révolution bourgeoise de 1789-98. Cela est contraire aux faits économiques et politiques d'aujourd'hui. Le développement industriel de la France est resté inférieur à celui de l'Angleterre ; il est inférieur en ce moment à celui de l'Allemagne qui a fait des pas de géant depuis 1860 ; le mouvement ouvrier en France aujourd'hui ne peut se comparer à celui de l'Allemagne. Mais ni Français, ni Allemands, ni Anglais n'auront, à eux seuls, la gloire d'avoir écrasé le ca-

---

130 Une collaboration de ce type de la part des deux pays a été prévue de longue date par le marxisme, comme Engels le rappelle au même Lafargue (lettre du 2 juin 1894) : « la tradition révolutionnaire de la France et de sa capitale, le caractère de votre armée, qui depuis 1870 a été réorganisée sur une base bien plus populaire, tout cela rend possible l'éventualité » que les premières victoires du socialisme soient obtenues en France. « Mais pour assurer la victoire, pour faire tomber les bases de la société capitaliste, vous aurez besoin du soutien actif d'un parti socialiste, plus fort, plus nombreux, plus éprouvé, plus conscient que celui dont vous disposez. Ce serait l'accomplissement de ce que nous avons prévu et prédit depuis de nombreuses années : les Français donnent le signal, ouvrent le feu, et les Allemands décident la bataille ». Car « en Allemagne, il existe un corps de bataille solide dont l'action décidera de la lutte » (l'indispensable Parti).

131 Cf. Engels à Paul Lafargue, 27 juin 1893.

pitalisme ; si la France – PEUT-ÊTRE – donne le signal, ce sera en Allemagne, le pays le plus profondément travaillé par le socialisme et où la théorie a le plus profondément pénétré les masses, que la lutte se décidera, et encore ni la France, ni l'Allemagne n'auront définitivement assuré la victoire tant que l'Angleterre restera aux mains de la bourgeoisie [132].

L'émancipation prolétarienne ne peut être qu'un fait international, si vous tâchez d'en faire un fait simplement français, vous la rendez impossible…

N'oubliez pas que, si la France fait la guerre à l'Allemagne dans l'intérêt et avec l'aide du tsar, c'est l'Allemagne qui sera le centre révolutionnaire.

L'essor du mouvement prolétarien pousse à une crise dans tous les pays, et les succès conquis dans *un* pays réagissent donc puissamment

---

132 C'est donc à l'Angleterre que reviendra *finalement* le rôle décisif pour la victoire du socialisme en Europe ; cette conclusion découle de la fonction économique de ce pays à la fin du 19e siècle, alors que son monopole industriel est déjà ébranlé, ce qui présage du retour de sa classe ouvrière à une position révolutionnaire et de l'effondrement du capitalisme tout entier : « Mais à mon avis, le déclin de l'industrie anglaise coïncide avec la dégringolade de la production capitaliste en général. S'il est presque hors de doute que l'Allemagne constitue le terrain où le combat sera mené à fond, la décision tombera cependant vraisemblablement en Angleterre » (cf. lettre à Conrad Schmidt, 9 décembre 1889).

En ce qui concerne la renaissance des capacités révolutionnaires du prolétariat anglais – qui ne pouvait venir que de la perte du monopole industriel et commercial britannique et de l'entrée en scène de nouvelles et importantes couches ouvrières non aristocratisées – nous renvoyons à la lecture de l'important article d'Engels : *Angleterre 1845-1885* (trad. fr. in Marx-Engels, *le Syndicalisme*, t. 1, p. 185-193). Malgré l'apparente disparition du socialisme dans ce pays, après la brillante phase initiale de l'owenisme et du chartisme, on pouvait rester confiant dans les capacités de ce grand prolétariat à répondre à l'appel, le moment venu : « Ici [en Angleterre], un socialisme instinctif s'empare des masses, un socialisme qui répugne heureusement encore à être formulé de façon définie, selon le dogme de telle ou telle organisation socialiste, et qui le sera donc d'autant plus facilement à partir d'un événement décisif. Il suffit que cela démarre quelque part, et les bourgeois seront étonnés du *socialisme caché* qui fera ensuite éruption et deviendra manifeste » (cf. Engels à F. A. Sorge, 22 février 1888).

sur *tous* les autres [133]. Le mouvement pour le droit de vote remporte sa première victoire en Belgique, suivi par l'Autriche, ce qui nous assure d'abord le *maintien* du suffrage universel, mais qui incite à poser de nouvelles exigences – chez nous comme en France et en Italie.

La révolution de février [1848] fut préparée par les luttes internes de la Suisse et les changements constitutionnels en Italie, jusqu'à ce que la guerre du Sonderbund et le bombardement de Messine par les Napolitains (février 1848) donnent le signal immédiat pour l'éclatement de la révolution à Paris. Nous sommes peut-être encore à 5-6 ans de la crise, mais il me semble que la Belgique et surtout l'Autriche devraient cette fois jouer le rôle de préparation pour la décision qui, cette fois, se produira en Allemagne [134].

En Allemagne les choses se développent de manière régulière, c'est une armée bien organisée et bien disciplinée qui devient chaque jour plus grande et avance d'un pas assuré, sans se laisser détourner de son but. En Allemagne, on peut pour ainsi dire calculer à l'avance le jour où notre parti sera le seul en mesure de prendre en main le pouvoir [135].

En Angleterre, le sentiment socialiste (car il s'agit bien plus d'un sentiment que d'une claire conscience) continue de se développer parmi les masses, mais les organisations existantes et leurs leaders pour-

---

133 Cf. Engels à August Bebel, 12 octobre 1893.

134 Dans sa lettre du 11 octobre à Victor Adler, Engels précise ce même parallèle historique : « La situation européenne – je veux dire la situation *intérieure* des différents États – se rapproche maintenant toujours plus de celle de 1845. Le prolétariat occupe de plus en plus la position qui était alors celle de la bourgeoisie… Aujourd'hui, la Belgique semble vouloir reprendre le rôle de la Suisse, l'Autriche celui de l'Italie, et l'Allemagne celui de la France. »

L'hypothèse la plus favorable, celle d'une Allemagne qui prendrait la tête de la révolution internationale, repose en outre sur une large évaluation historique qui part de la Réforme et de la grande Guerre des Paysans de 1525 : « Il y a près de quatre siècles, l'Allemagne fut le point de départ du premier soulèvement de la bourgeoisie européenne ; au point où en sont les choses, serait-il impossible que l'Allemagne soit encore le théâtre de la première grande victoire du *prolétariat européen* ? » (cf. Introduction de 1892 à *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Ed. sociales, p. 58).

135 Cf. Engels à Pablo Iglesias, 26 mars 1894.

suivent leurs querelles et leurs rivalités [136]. Cela pourrait désespérer celui qui ne connaît pas le caractère des Anglais ; en tout cas, il semble que ce soit le continent européen qui donne l'impulsion qui fait défaut aux Anglais. En France, la bande d'escrocs qui gouverne le pays et l'exploite férocement ne pourra plus tenir longtemps. Il en va de même en Italie, où la corruption est encore plus éhontée. En Allemagne, tout pousse à la crise, généraux et hauts fonctionnaires de l'État y prêchent ouvertement le coup d'État, afin de briser l'essor irrésistible de la social-démocratie. La fin de ce siècle prendra un tour nettement révolutionnaire. En France, les socialistes sont le seul parti vraiment honnête, en Allemagne ils sont le seul véritable parti d'opposition, en cas de crise, il n'y existe pas de recours possible à un autre parti. En Autriche, tout le monde est d'accord sur le fait que les socialistes feront leur entrée au parlement : il s'agit simplement de décider par quelle porte ils entreront. Et en Russie le petit Nicolas nous a rendu le service de rendre la révolution absolument inévitable.

L'Amérique suivra…

Retour à la table des matières

Je tiens l'entrée en scène des Américains pour l'un des plus grands événements de l'année [1886] [137]. *L'éclatement de la lutte des classes en Amérique signifie pour les bourgeois du monde entier la même chose que ce que signifierait l'effondrement du tsarisme russe pour les grandes monarchies militaires d'Europe – à savoir l'ébranlement de leur fondement*. Car l'Amérique a toujours été l'idéal de tout bourgeois : un pays riche, grand et tendu vers le progrès, possédant des institutions purement bourgeoises, exemptes de vestiges féodaux comme de traditions monarchistes, et sans prolétariat permanent et héréditaire. Là, chacun pouvait, à défaut d'être un capitaliste, devenir en

136 Cf. Engels à Edouard Vaillant, 5 mars 1895.
ngels achève son tour d'horizon sur la situation internationale à la fin de sa vie sur la perspective de la révolution, qui est la solution socialiste à la crise universelle du capitalisme, solution qui s'oppose – si tout se passe bien dans le camp ouvrier socialiste – à l'alternative bourgeoise de la guerre de destruction et de carnage impérialiste.

137 Cf. Engels à Florence Kelley-Wischnewetsky, 3 juin 1886.

tout cas un homme indépendant qui, par ses propres moyens, produit pour son propre compte ou pratique le commerce. Et comme il n'existait pas *jusqu'à présent* de classe ayant des intérêts opposés, notre bourgeois – comme le vôtre – pensait que l'Amérique était *au-dessus* des antagonismes et des luttes de classes. Cette illusion est maintenant brisée, le dernier paradis bourgeois sur terre se change à vue d'œil en purgatoire et ne peut être préservé de la transformation en enfer, comme en Europe, que grâce au développement fulgurant du prolétariat américain qui vient à peine de prendre son envol.

CINQUIÈME PARTIE

5.3. La condition économique : la crise

Une nouvelle révolution ne sera possible qu'à la suite d'une nouvelle crise : l'une est aussi certaine que l'autre.

K. Marx, *Les Luttes de classes en France*, 1850.

Retour à la table des matières

L'absence des crises depuis 1868 repose aussi sur l'extension du marché mondial, qui permet de distribuer le capital anglais et européen superflu dans les investissements concernant les transports etc. *sur l'ensemble du monde* ainsi que sur toute une quantité de *branches* d'investissements [138]. C'est pourquoi une crise provenant d'une surspéculation dans les chemins de fer, les banques etc. ou bien dans des investissements américains spécifiques ou encore dans les affaires *indiennes* est devenue impossible, alors que de petites crises, comme la crise argentine, sont depuis trois ans possibles. Mais tout cela prouve qu'une *énorme crise* se prépare.

Le vieux monde vivait sous l'empire du fatum, de l'heimarménè, de l'inévitable et mystérieux destin [139]. C'est ainsi que les Grecs et les Romains nommaient cette toute puissance insaisissable qui annihilait toute volonté et aspiration humaines et conduisait toute action humaine à des résultats tout autres que ceux qui étaient escomptés, une puissance irrésistible que l'on a appelé depuis Providence, prédestination, etc. Cette mystérieuse puissance a pris peu à peu une forme compréhensible, et nous le devons à la domination de la bourgeoisie et du

138 Cf. Engels, Sur certaines particularités de l'évolution économique et politique de l'Angleterre (12 septembre 1892).

139 Cf. Engels, L'élection présidentielle américaine, in Vorwärts, 16 novembre 1892.

Fatum en latin, heimarménè en grec, signifient destin.

capital, première domination de classe qui cherche à commencer à comprendre les causes et conditions de sa propre existence, et qui en cela ouvre également la porte à la reconnaissance de l'inéluctabilité de sa propre fin prochaine. Le destin, la Providence – comme nous le savons à présent – ne sont que les conditions économiques dans lesquelles on produit et échange, et celles-ci se rassemblent dans le *marché mondial*.

Car c'est bien là que réside la signification de l'élection présidentielle américaine qui s'avère être un événement de premier ordre pour le marché mondial.

Voici quatre ans, fut imprimé un article en anglais, à Boston, et en allemand, à Stuttgart, au sujet du protectionnisme et du libre-échange [140]. J'y démontrais que le monopole industriel de l'Angleterre était incompatible avec le développement économique des autres pays civilisés ; que le protectionnisme mis en place en Amérique depuis sa guerre civile attestait de la volonté des Américains pour secouer le joug de ce monopole ; que grâce aux immenses ressources naturelles et aux capacités intellectuelles et morales de la race américaine, ce but était à présent déjà atteint et que le protectionnisme était devenu en Amérique, pas moins qu'en Allemagne, une entrave à l'industrie. Puis, je disais : si l'Amérique adopte le libre-échange, elle battra alors l'Angleterre sur le marché mondial.

Venons-en au fait. L'élection présidentielle du 8 novembre 1892 a ouvert la voie au libre-échange. La protection douanière, sous la forme due à Mc Kinley, est devenue une entrave intolérable ; le renchérissement insensé de toutes les matières premières et des denrées alimentaires importées, qui se répercute également sur le prix de nombre de celles qui sont produites dans le pays, a fermé en grande partie à l'industrie américaine les portes du marché mondial, alors même que le marché intérieur souffrait déjà d'engorgement du fait des produits industriels américains. Et de fait, le protectionnisme n'a servi ces dernières années qu'à ruiner les producteurs plus petits sous la pression des gros, et à livrer le marché et la consommation nationale à l'exploitation des cartels et trusts des gros producteurs réunis. L'Amé-

140 L'article de 1888 en question est *Protectionnisme et libre-échange* (préface à l'édition américaine du « Discours sur la question du libre-échange » de Karl Marx).

rique ne peut se dégager de cette crise intérieure permanente causée par le protectionnisme qu'en s'ouvrant le marché mondial, et doit pour cela se libérer du protectionnisme, du moins sous son absurde forme actuelle. Ce qui montre bien qu'elle y est décidée, c'est le changement complet de l'opinion publique révélé par cette élection. Une fois installée sur le marché mondial, l'Amérique sera – tout *comme* l'Angleterre et *à cause* d'elle – poussée irrésistiblement en avant dans la voie du libre-échange.

Nous connaîtrons alors un combat industriel tel qu'on n'en a pas vu jusqu'ici. Les produits anglais, et spécialement les marchandises textiles et sidérurgiques, devront affronter les américains et seront finalement vaincus par eux sur tous les marchés. Les tissus américains de coton et de lin évincent d'ores et déjà ceux de l'Angleterre. Et voulez-vous savoir ce qui a causé le miracle de transformer en seulement un an les ouvriers du coton du Lancashire, de furieux adversaires qu'ils en étaient, en partisans enthousiastes de la journée légale de 8 heures ? [141] Référez-vous donc à l'article de la *Neue Zeit* n° 2 d'octobre, p. 56, [au sujet du marché chinois [142]] pour voir comment les produits de coton et de lin américains refoulent pas à pas les produits

141 Sur le front de la guerre économique, le général Engels se montre carrément défaitiste : ce n'est pas des bonnes affaires de sa propre bourgeoisie que le prolétariat doit attendre une amélioration de ses conditions de lutte, bien au contraire, puisque c'est la crise provoquée par la concurrence extérieure qui a causé le revirement des ouvriers du Lancashire. Voilà ce qu'il dit au sujet de l'évolution de la position de ces ouvriers sur la question majeure de la lutte syndicale pour la réduction de la journée de travail : « les travailleurs du textile, qui constituaient l'an dernier encore la masse des adversaires des 8 heures, se sont pourtant déclarés maintenant en masse en faveur des 8 heures *par suite de la mauvaise période de travail*. La semaine dernière, tout le Lancashire a voté dans tous les districts, le plus souvent à une écrasante majorité, pour 8 heures au lieu de 10. Bref, les choses avancent ici aussi merveilleusement, et l'an prochain non seulement l'Autriche et la France mais aussi l'Angleterre marcheront derrière l'Allemagne, et *cela agira bien aussi enfin sur vos Anglo-américains avec l'effet qu'il se doit, notamment si votre milice tire encore un peu, de façon à faire perdre aux gens du grand pays républicain un peu de leur superbe* » (lettre à F. A. Sorge, 23 août 1892).

142 Il s'agit de l'article intitulé *L'industrie textile américaine sur le marché chinois* (*Die Neue Zeit*, n°2, 11e année, 1892-93). Les données évoquées ici concernent la concurrence des produits anglais et américains sur le marché chinois.

anglais du marché domestique ; comment, depuis 1881, les importations anglaises n'ont jamais plus atteint le niveau des américaines et ne se montent plus en 1891 qu'environ au tiers de ces dernières. Or la Chine est largement, avec l'Inde, le principal marché en ce qui concerne ces tissus.

Cela prouve à nouveau combien tous les rapports se déplacent au tournant de ce siècle. Que le centre de gravité de l'industrie textile et sidérurgique passe de l'Angleterre à l'Amérique, et l'Angleterre devra, ou bien devenir une deuxième Hollande – un pays dont la bourgeoisie se nourrit de la grandeur passée et dont le prolétariat se dessèche –, ou bien se réorganiser de façon socialiste. La première option n'est pas possible car le prolétariat anglais est bien trop nombreux et développé pour le permettre. Il ne reste alors que la seconde. *La chute du protectionnisme en Amérique signifie la victoire finale du socialisme en Angleterre* [143].

Et l'Allemagne, qui avait dès 1878 gagné une place sur le marché mondial, et qui la perd à présent de plus en plus à cause de sa stupide politique protectionniste ? Continuera-t-elle, à se fermer elle-même, par son obstination, la voie au marché mondial, du fait du renchérissement des matières premières et biens alimentaires, et cela face à la

143 Engels n'a de cesse de souligner que la fin de l'hégémonie industrielle anglaise (qui sonne le glas de son aristocratie ouvrière) est la condition indispensable de la révolution socialiste en Angleterre – et donc, comme nous l'avons vu, de son succès définitif en Europe. Dans la prévision marxiste sur l'avenir de l'Europe, l'Amérique était ainsi appelée à jouer au plan économique un rôle déclencheur parallèle à celui que la Russie devait endosser au plan politique avec la chute du tsarisme.

Notons par ailleurs que, pour les mêmes raisons fondamentales et dans certaines conditions, le marxisme est disposé à reconnaître certaines vertus au protectionnisme douanier : « Ce que tu dis du rapide progrès industriel de l'Autriche et de la Hongrie m'a énormément réjoui. C'est la seule base solide pour le progrès de notre mouvement, et c'est aussi le seul *bon côté du système de protectionnisme douanier* – du moins pour la plupart des pays continentaux et pour l'Amérique. Ainsi seront artificiellement cultivés une grande industrie, de grands capitalistes et de grandes masses de prolétaires, alors que la centralisation du capital sera accélérée et les couches moyennes seront détruites… *En élevant le niveau de votre industrie, vous faites beaucoup pour l'Angleterre ; plus vite sa domination du marché mondial sera totalement anéantie, plus tôt les ouvriers y parviendront au pouvoir »* (Cf. Engels à Victor Adler, 30 août 1892).

concurrence américaine qui sera autrement plus sévère que ne l'a été jusqu'ici la concurrence anglaise ? La bourgeoisie allemande aura-t-elle l'intelligence et le courage de suivre l'exemple de l'Amérique, ou bien attendra-t-elle, timorée comme elle l'a été jusqu'ici, que l'industrie américaine devenue surpuissante fasse voler en éclats le cartel protectionniste entre les junkers et les gros fabricants ? Et le gouvernement et la bourgeoisie comprendront-ils enfin à quel point le moment est formidablement inapproprié pour faire peser sur les forces économiques de l'Allemagne de nouvelles et exorbitantes dépenses militaires, aujourd'hui justement où il s'agit d'affronter la compétition industrielle avec la nation la plus juvénilement puissante du monde, un pays qui a aisément liquidé en quelques années sa colossale dette de guerre et dont le gouvernement ne sait que faire du revenu de ses impôts ?

La bourgeoisie allemande a l'occasion – peut-être pour la dernière fois – d'accomplir enfin une grande action. Parions à cent contre un qu'elle est trop obtuse et lâche pour en faire autre chose que prouver qu'elle a définitivement fait son temps.

Si nous autres, à l'Ouest, avions été plus rapides en ce qui concerne notre propre développement économique, nous aurions pu renverser le système capitaliste il y a dix ou vingt ans – et la Russie aurait alors peut-être pu éviter à temps la tendance à son propre développement capitaliste [144]. Nous avons été malheureusement trop lents et ce n'est que maintenant que commencent à se développer dans les différents pays autour de nous ces conséquences économiques du système capitaliste qui doivent le mener jusqu'à son point critique.

Alors que l'Angleterre perd rapidement son monopole industriel, la France et l'Allemagne se rapprochent de l'état industriel de l'Angleterre, et l'Amérique est sur le point de tous les chasser du marché mondial, aussi bien pour ce qui est des produits industriels qu'agricoles. L'introduction en Amérique d'une politique de libre-échange, du moins relative, parachèvera sûrement la ruine du monopole industriel anglais, et cela ruinera dans le même temps les exportations industrielles de la France et de l'Allemagne ; doit alors venir *la crise tout ce qu'il y a de plus fin de siècle*.

144 Cf. Engels à N. F. Danielson, 24 février 1893.

CINQUIÈME PARTIE

5.4. La contribution chinoise

Retour à la table des matières

La guerre entre la Chine et le Japon me semble avoir été tramée par le gouvernement russe qui utilise le Japon pour parvenir à ses fins [145]. Mais quoi qu'il en soit, une chose est inévitable : l'effondre-

145 Cf. Engels à Laura Lafargue, septembre 1894.

Les passages mis en majuscules dans tout ce chapitre l'ont été par nous.

Les principaux écrits de Marx et Engels au sujet de la Chine, et de sa place dans la perspective de la révolution anticapitaliste mondiale, ont été recueillis dans : Marx-Engels, *la Chine*, Ed. 10/18 (1973). Dans une lettre à Engels du 8 octobre 1858, Marx s'inquiétait du terrible problème suivant : « La question difficile à résoudre pour nous est la suivante : SUR LE CONTINENT, LA RÉVOLUTION EST IMMINENTE ET PRENDRA AUSSITOT UN CARACTÈRE SOCIALISTE, MAIS NE SERA-T-ELLE PAS ÉTOUFFÉE DANS CE PETIT COIN DU MONDE, PUISQUE, SUR UN TERRAIN BEAUCOUP PLUS VASTE, LE MOUVEMENT DE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE EST ENCORE ASCENDANT ?... La cause essentielle de la faiblesse [du marché chinois] semble être le commerce de l'opium auquel continue de se limiter en fait tout l'accroissement du commerce d'exportation vers la Chine, mais aussi l'organisation économique intérieure du pays, son agriculture minuscule, etc. qu'il faudra UN TEMPS ÉNORME POUR ABATTRE. »

La raison de la grande difficulté révélée par Marx, c'est que le capitalisme est un stade certes transitoire mais absolument nécessaire dans l'histoire, et qu'il l'emporte sur toutes les autres formes de production – y compris celle que le prolétariat tente d'introduire – tant qu'il est révolutionnaire et progressif. La cause, en dernière instance, des échecs successifs de la révolution ouvrière depuis 1848 en Europe, c'est que le capitalisme avait encore un terrain d'expansion formidable, sinon en Europe et en Amérique mêmes, du moins dans les continents de couleur. Le capitalisme est indispensable au point que là où il est à peine développé, voire inexistant, c'est le prolétariat lui-même qui doit prendre sur lui le fardeau de l'édifier. Et il est bien difficile alors d'empêcher, *si ce pays est isolé*, que l'économie capitaliste n'imprime à la fin son sceau aux superstructures de l'État et de l'idéologie – comme la Russie soviétique en a fait l'amère expérience. Un capitalisme amplement développé est la base matérielle complète du socialisme, et le passage sera aisé, au plan économique, si le prolétariat parvient à conquérir le pouvoir politique. C'est précisément ce à quoi les vieux pays capita-

ment complet de tout le système social de la Chine antique. Dans ce pays subsiste encore un système combinant artificiellement l'agriculture à l'industrie domestique, puisqu'il élimine impitoyablement tout élément qui le perturberait. Cette exclusion de tout ce qui est étranger a été, en partie, contrecarrée par les guerres contre les Anglais et les Français, et elle doit être menée à terme par cette guerre entre Asiatiques, contre un rival qui est le plus proche voisin des Chinois. Les Chinois, battus sur terre et sur mer, devront s'européaniser, ouvrir leurs ports au commerce universel, construire des chemins de fer et des fabriques et, par conséquent, mettre complètement en pièces l'antique système qui permettait de nourrir tant de millions d'êtres humains.

La Chine ressentira subitement sa surpopulation sans cesse croissante ; les paysans chassés de leur terre afflueront vers les côtes, afin de chercher leurs moyens de subsistance dans les pays étrangers. Jusqu'ici, des milliers de Chinois ont émigré. Or à présent des millions seront candidats à l'émigration. Dans ces conditions, les coolies chinois iront partout, en Europe, Amérique et Australie, et ils auront pour effet d'y faire baisser les salaires et d'adapter le niveau de vie de nos ouvriers à celui des Chinois [146]. Alors LE MOMENT SERA VENU

listes opposent la plus forte résistance, en s'appuyant pour cela sur leur domination impérialiste du reste du monde.

146 C'est précisément le résultat que prévoyait Marx du fait des exportations massives de capitaux britanniques dans le monde : « L'aspect vraiment inquiétant pour l'Angleterre (…) est qu'elle a manifestement le plus grand mal à trouver chez elle un champ d'utilisation suffisant pour son énorme capital ; qu'elle doit en conséquence le prêter sur une échelle croissante, et semblable en cela à la Hollande, Venise et Gênes à l'époque de leur déclin, forger elle-même les armes de ses concurrents (…) En étant obligée d'accorder de larges crédits aux pays industriels étrangers, comme le continent européen, elle avance elle-même à ses rivaux industriels les moyens de lui faire concurrence pour les matières premières, et contribue donc elle-même au renchérissement des matériaux utilisés par ses propres fabriques. La faible marge de profit laissée au fabricant britannique, encore réduite par la nécessité constante, pour un pays dont l'existence même est liée à la situation de monopole qui en fait l'atelier du monde, de vendre constamment moins cher que le reste du monde, est alors compensée par la réduction des salaires des classes travailleuses et par la création à l'intérieur de la misère sur une échelle rapidement croissante » (cf. *Le Commerce britannique*, in *New York Daily Tribune*, 03-02-1858, traduction française dans *Programme communiste*, n°64, octobre 1974, p.57).

POUR NOS OUVRIERS EUROPÉENS. Or, les Anglais seront les premiers à souffrir de cette invasion, et ils devront de nouveau lutter. Je compte absolument sur cette guerre sino-japonaise pour accélérer d'au moins cinq ans notre victoire en Europe, sans parler de ce qu'elle la facilitera considérablement, étant donné qu'elle rejettera toutes les classes non capitalistes dans notre camp. Seuls les grands propriétaires fonciers et les fabricants seront *prochinois*.

C'est de nouveau une ironie merveilleuse de l'histoire : en somme, il ne reste plus à la production capitaliste qu'à s'emparer de la Chine ; or, en effectuant *enfin* cette conquête, elle se rend la vie impossible à elle-même dans sa patrie d'origine [147].

La concurrence chinoise, dans la mesure où elle sera massive, poussera les choses à leur paroxysme, chez vous [en Amérique] et chez nous : AINSI LA CONQUÊTE DE LA CHINE PAR LE CAPITALISME SERA EN MÊME TEMPS LE PRELUDE À LA CHUTE DU CAPITALISME EN EUROPE ET EN AMÉRIQUE [148].

---

147 Cf. Engels à K. Kautsky, 22 septembre. 1894.

148 Cf. Engels à Fr. A. Sorge, 10 novembre 1894.

Il faut rappeler enfin ce que disait Engels à propos de l'attitude du prolétariat vis-à-vis des peuples de couleur colonisés, encore précapitalistes, dans la phase postrévolutionnaire : ceux-ci devraient être « conduits le plus vite possible à l'indépendance », puis « une fois l'Europe réorganisée, ainsi que l'Amérique du Nord, cela donnera une si forte impulsion et un tel exemple que les pays à demi civilisés suivront d'eux-mêmes notre sillage ; rien que les besoins économiques y pourvoiront déjà. Les phases économiques que ces pays auront à franchir ensuite, avant d'atteindre à leur tour l'organisation socialiste, ne peuvent selon moi que faire l'objet d'hypothèses assez vaines. Une seule chose est sûre : le prolétariat victorieux ne peut imposer le bonheur à aucun peuple étranger sans compromettre sa propre victoire. Bien entendu, cela n'exclut nullement les guerres défensives de divers genres » (cf. lettre à K. Kautsky, 12 septembre 1882).

S'il y a un invariant particulièrement puissant dans la grande perspective historique marxiste, c'est bien celui de la lutte pour éviter au maximum le passage de pans entiers de l'humanité par les affres de l'accumulation capitaliste de richesse et de misère croissantes, ce qui n'est possible qu'à certaines conditions *internationales* (cf. les études de Marx sur le *mir*, la commune russe). L'Internationale communiste de 1920 lançait ainsi, dans les thèses présentées par le communiste indien M.N. Roy, cet appel vibrant :

« La révolution dans les colonies, dans son premier temps ne peut certes pas être une révolution communiste, mais si dès son début la direction est aux mains d'une avant-garde communiste, les masses ne seront pas égarées et dans les différentes périodes du mouvement leur expérience révolutionnaire ne fera que grandir… La direction de la révolution ne doit pas être abandonnée à la démocratie bourgeoise. Le parti prolétarien doit au contraire développer une propagande puissante et systématique en faveur des soviets et organiser des soviets de paysans et d'ouvriers qui devront travailler en étroite collaboration avec les républiques soviétiques des pays capitalistes avancés pour atteindre la *victoire finale sur le capitalisme dans le monde entier*.

Ainsi, les masses des pays arriérés, conduites par le prolétariat conscient des pays capitalistes développés, *arriveront au communisme sans passer par les différents stades du développement capitaliste* » (cf. Thèses supplémentaires sur les questions nationale et coloniale, au 2e Congrès de l'IC – souligné par nous).

Guerre mondiale et révolution.
Appendice aux* Écrits militaires *de Marx-Engels.

ANNEXE

Organisation et stratégie militaires de la dictature du prolétariat dans l'expérience historique de la Commune de 1871 [149]

Retour à la table des matières

---

149 Extraits de textes de Marx-Engels sur la Commune de Paris. Ces passages, tirés essentiellement des deux Ebauches de Marx pour la fameuse *Adresse du Conseil Général de l'AIT* de mai 1871 (*la Guerre civile en France*), montrent de façon lumineuse comment la tactique prolétarienne radicale de la guerre civile face à la guerre bourgeoise a été imposée par les faits eux-mêmes ; Marx, tenant la plume pour l'Internationale ouvrière, a immédiatement tiré de cette expérience vivante la théorie pour les guerres ultérieures entre États purement bourgeois, et donc pour toutes les guerres impérialistes à venir.

Comme il l'écrit avant même l'écrasement des insurgés : « Grâce au combat livré par Paris, la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste et son État est entrée dans une phase nouvelle. Mais de quelque façon que les choses tournent dans l'immédiat, un nouveau point de départ d'une importance historique mondiale est acquis » (lettre à Kugelmann du 17 avril 1871).

Devant les débris de la colonne Vendôme, « symbole du chauvinisme français » (Marx), détruite sur ordre de la Commune le 16 mai 1871

Le dernier mouvement a été le plus grand de tous ceux qui se sont produits jusqu'ici, et il ne peut y avoir deux opinions à son égard : la Commune a été la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière [150]. Il y a eu de nombreux malentendus sur la Commune. Celle-ci ne devait pas asseoir une nouvelle forme de domination de classe. Lorsque les présentes conditions d'oppression seront éliminées grâce au transfert des moyens de production aux travailleurs productifs et à l'obligation faite à tous les individus physiquement aptes de travailler pour vivre, on aura détruit l'unique raison d'être d'une quelconque domination de classe et d'oppression.

Mais avant de réaliser un changement socialiste, il faut une dictature du prolétariat, dont une condition première est l'armée prolétarienne. Les classes ouvrières devront conquérir sur le champ de bataille le droit à leur propre émancipation. La tâche de l'Internationale est d'organiser et de concerter les forces ouvrières dans le combat qui les attend [151].

---

150 Cf. K. Marx, Discours à l'occasion du 7e anniversaire de la Première Internationale, 25 septembre 1871, in MEW 17, p. 433.

151 Si la conquête du pouvoir par le prolétariat est forcément nationale par la forme, dans la mesure où celui-ci doit d'abord combattre sa propre bourgeoisie et en finir avec elle en conquérant le pouvoir d'État qui est organisé à cette échelle, la révolution communiste est par nature internationale, tout comme le prolétariat, et cela s'exprime dans son parti qui doit diriger la dictature « nationale » en la subordonnant à la stratégie internationale – y compris et surtout sur le plan militaire. Comme il ressort des écrits de Marx-Engels sur la Commune, l'art militaire prolétarien vise avant tout à l'éclatement de la lutte de classes à l'intérieur des États bourgeois adverses.

Lénine explique ainsi la célèbre phrase du *Manifeste*, « l'ouvrier n'a pas de patrie » : « a) sa situation économique (le salariat) n'est pas nationale, mais internationale ; b) son ennemi de classe est international ; c) les conditions de son émancipation le sont aussi ; d) l'unité internationale des travailleurs est *plus importante* que l'unité nationale » (lettre à Inessa Armand, 20 novembre 1916). Les bourgeoisies, par contre, sont des classes nationales : si elles sont solidaires en tant que classe (comme ici, face à la Commune), elles sont aussi ennemies en tant que nations.

Transformation de la guerre des États bourgeois en guerre civile entre les classes

Pour dire les choses tout simplement, la Commune représentait la destruction préalable du vieil appareil gouvernemental dans ses sièges centraux, à Paris et dans les autres grandes villes de France, et son remplacement par un véritable autogouvernement qui, à Paris et dans les grandes villes, places-fortes sociales de la classe ouvrière, fût le gouvernement de la classe ouvrière [152]. À la faveur du siège, Paris se trouva débarrassé de l'armée qui avait été remplacée par une Garde nationale constituée principalement par des ouvriers de Paris. Ce n'est que grâce à cet état de choses que le soulèvement du 18 mars était devenu possible. Il s'agit ensuite de transformer ce fait en institution, en substituant à l'armée qui défendait le gouvernement contre le peuple, la Garde nationale des grandes villes, c'est-à-dire le peuple en armes contre l'usurpation gouvernementale.

Le soulèvement de tout ce qu'il y avait de sain à Paris contre le gouvernement de la défense, ne date pas du 18 mars, bien qu'il ait remporté ce jour-là sa première victoire contre la conspiration ; il date du 31 janvier qui était en fait le jour de la capitulation [153]. La Garde nationale – c'est-à-dire tous les Parisiens en armes – s'est organisée et a effectivement gouverné Paris à partir de ce jour-là, indépendamment du gouvernement des usurpateurs et capitulards, installés par la grâce de Bismarck.

Elle refusa de livrer ses armes et son artillerie, qui étaient sa propriété, et qui lui avaient été officiellement reconnues comme telle lors de la capitulation. Ce n'était pas à la générosité de Jules Favre [154] que

152 Cf. K. Marx, Seconde Ébauche de “la Guerre civile en France“, in Werke, t. 17, p. 595.

153 Cf. K. Marx, Première Ébauche de “la Guerre civile en France“, in Werke, t. 17, p. 537-538.

154 Républicain bourgeois, ministre des Affaires étrangères du gouvernement de la défense nationale, à partir de septembre 1870, puis du gouvernement de Thiers, et à ce titre, négociateur des conditions de la capitulation.

l'on doit d'avoir sauvé ces armes de Bismarck, mais à la détermination de Paris en armes de lutter pour celles-ci contre Jules Favre et Bismarck.

Le complot contre-révolutionnaire eut directement comme conséquence inévitable le désarmement de Paris, mais il aurait pu être opéré avec plus de circonspection, de mollesse et à un moment plus opportun [155]. Cependant, il ne souffrait pas d'être différé, étant une stipulation de l'impérieux accord financier [156] dont les séductions étaient irrésistibles. Il fallait donc que Thiers s'essayât à un coup d'État : il déclencha la guerre civile, en chargeant Vinoy qui avait déjà trempé dans le coup d'État du 10 Décembre 1851, d'une incursion nocturne contre la butte Montmartre, à la tête d'une bande de sergents de ville et de quelques régiments de ligne. Son entreprise criminelle échoua devant la résistance des gardes nationaux et *leur fraternisation avec les soldats*. Le lendemain, dans un manifeste affiché sur les murs de Paris, Thiers informa les gardes nationaux de sa décision magnanime de leur laisser les armes, car il ne doutait pas qu'ils s'empresseraient de les utiliser contre les « rebelles » en se ralliant au gouvernement. Sur les 300.000 gardes nationaux, il n'en eut que 300 à répondre à son appel. La glorieuse révolution ouvrière du 18 mars avait incontestablement instauré son pouvoir sur Paris [157].

155 *Seconde Ebauche,* p. 582-584 (Début de la guerre civile.).

156 Le gouvernement Thiers avait préparé un emprunt pour obtenir une "provision" de plus de 300 millions. Thiers reconnut que les milieux financiers avec lesquels il avait négocié cet emprunt avaient exigé que l'on commençât à « pacifier » le peuple de Paris. Ce n'est qu'après la défaite de la Commune que la loi sur l'emprunt d'État fut adoptée. Rappelons que, de son côté, Bismarck avait imposé à Paris une rançon de 200 millions de francs payable aux Prussiens dans les 15 jours, selon la *Convention d'armistice et de la capitulation de Paris* du 28-1-1871, signée par J. Favre.

157 Voici les événements relatés de la main de Marx : « Le 18 mars, à 3 h. du matin, les agents de police et divers bataillons de ligne étaient à Montmartre, Belleville et La Villette pour prendre à l'improviste les gardiens de l'artillerie et leur arracher de force leurs canons. La Garde nationale résista, les soldats de la ligne *levèrent la crosse en l'air* (Fr.), *malgré les menaces et les ordres du général Lecomte* que ses soldats fusillèrent le même jour et en même temps que [le général] Clément Thomas. Les troupes de la ligne mirent leurs crosses en l'air et fraternisèrent avec les insurgés » (*Première Ebauche*, p. 566).

Le Comité central, qui avait dirigé la défense de Montmartre et était apparu à l'aube du 18 mars comme le guide de la révolution, n'était ni une improvisation née des circonstances, ni le produit d'une conspiration secrète. Du jour même de la capitulation, par laquelle le gouvernement de la défense nationale avait désarmé la France, mais s'était réservé une garde du corps de 40.000 soldats dans le but de mater Paris, Paris se tenait sur le qui-vive. La Garde nationale réforma son organisation et confia son commandement suprême à un Comité central, constitué par les délégués de chaque compagnie [158] : c'étaient pour la plupart des ouvriers, dont la force essentielle résidait dans les faubourgs ouvriers, mais ils furent bientôt acceptés par toute la Garde, à l'exception de ses vieilles formations bonapartistes. À la veille de l'entrée des Prussiens dans Paris, le Comité central assura le transport à Montmartre, Belleville et La Villette des canons et des mitrailleuses traîtreusement abandonnés par les capitulards dans les quartiers mêmes que les Prussiens allaient occuper. Il assura ainsi la sauvegarde de l'artillerie qui provenait des souscriptions de la Garde nationale. Cette artillerie avait été explicitement reconnue comme la propriété

La fraternisation entre les soldats et le peuple avait été activement préparée puisque, le 11 mars, une *Affiche rouge* adressée aux soldats avait été placardée partout au nom des délégués de la garde nationale : « Il y a à Paris 300.000 gardes nationaux, et cependant on y fait entrer des troupes que l'on cherche à tromper sur l'esprit de la population parisienne. Les hommes qui ont organisé la défaite, démembré la France, livré tout notre or, veulent échapper à la responsabilité qu'ils ont assumée, en suscitant la guerre civile. Ils comptent que vous serez les dociles instruments du crime qu'ils méditent. » « Que veut le peuple de Paris ? Il veut conserver ses armes, choisir lui-même ses chefs, et les révoquer quand il n'a plus confiance en eux. Il veut que l'armée soit renvoyée dans ses foyers » (cité par Marx dans ses Extraits de presse, dans *la Guerre civile en France*, Ed. soc. 1953, p. 73).

158 « Depuis ce moment-là, la Garde nationale organisa la résistance (contre le gouvernement des usurpateurs). Sur 260 bataillons, 215 – depuis les soldats aux officiers – ont constitué un Comité Central. Chaque compagnie a choisi un délégué, les délégués ont formé des sous-comités d'arrondissement ou de quartier, qui ont élu ensuite le Comité Central... Aucun des hommes du Comité Central n'est célèbre ; il n'y a pas parmi eux de Félix Pyat et individus de son espèce, mais ses hommes sont bien connus de la classe ouvrière. Quatre membres de l'Internationale font partie du Comité ». Cf. Engels, Exposé sur la révolution du 18 mars à la réunion du Conseil général de la 1ère Internationale du 21 mars 1871, in Marx-Engels, *la Commune de Paris*, Ed. 10/18, p. 118-120.

privée de la Garde nationale par la convention du 31 janvier, et à ce titre exceptée de la reddition générale des armes.

Pendant toute la période qui s'étend entre la réunion de l'Assemblée nationale à Bordeaux et le 18 mars, le Comité central avait été le gouvernement populaire de la capitale, et il était assez fort pour maintenir avec fermeté son attitude de défense, malgré les provocations de l'Assemblée, les violentes mesures de l'Exécutif et les menaçantes concentrations de troupes...

La défaite infligée à Vinoy par la Garde nationale n'était qu'un rejet de la contre-révolution ourdie par les classes dirigeantes. Cependant, le peuple de Paris fit aussitôt de ce réflexe de défense le premier acte de la révolution sociale. La révolution du 4 Septembre avait rétabli la République, après que le trône de l'usurpateur avait été renversé. L'opiniâtre résistance de Paris durant le siège, qui constitua la base de la guerre de défense en province, avait arraché à l'envahisseur étranger la reconnaissance de cette République, dont la véritable signification et le véritable but ne furent révélés que le 18 mars. Elle devait abolir les conditions politiques et sociales de la domination de classe sur lesquels repose le système du vieux monde, qui avaient engendré le Second Empire et avaient, sous sa tutelle, mûri jusqu'à la pourriture. L'Europe frémit comme sous un choc électrique. On eut l'impression qu'un moment elle se mit même à douter de la réalité de ses récents exploits sensationnels dans le domaine politique et militaire, comme s'il ne s'agissait que de simples rêves sanguinaires appartenant à un passé depuis longtemps révolu. Portant sur son visage les traces d'une longue famine, la classe ouvrière de Paris, face aux baïonnettes prussiennes, conquit d'un seul coup la position d'avant-garde dans la lutte pour le progrès, etc.

Sur la base existante de son organisation militaire, Paris constitua une fédération politique conformément à un plan très simple [159]. C'était

159 Cf. K. Marx, *Première Ébauche*, in *Werke*, t. 17, p. 538.

Ce schéma d'organisation du nouveau pouvoir prolétarien, à partir d'une base militaire propre, était tout à fait conforme aux besoins de la révolution. L'une des critiques adressées par Marx aux dirigeants du mouvement fut de se défaire trop vite, par scrupule démocratique, de l'organe précieux qu'était le Comité central de la Garde nationale, en procédant à des élections alors qu'il aurait fallu une décision rapide afin de prendre l'offensive et de foncer

la combinaison de toute la Garde nationale, unie en toutes ses parties par les délégués de chaque compagnie, désignant à leur tour les délégués de bataillons qui, à leur tour, désignaient les délégués généraux, les généraux de légions, dont le rôle était de représenter un arrondissement et de coopérer avec les délégués des 19 autres arrondissements de Paris. Ces 20 délégués, élus à la majorité par les bataillons de la Garde nationale, composaient le Comité central qui, le 18 mars, prit l'initiative de la plus grande révolution de notre siècle.

Le caractère de la Commune [160]

Retour à la table des matières

L'appareil d'État centralisé qui, avec ses organes militaires, bureaucratiques, cléricaux et judiciaires, omniprésents et compliqués, enserre le corps vivant de la société civile, comme un boa constrictor, fut d'abord forgé aux temps de la monarchie absolue comme arme de la société moderne naissante dans sa lutte pour s'émanciper du féodalisme. Les privilèges féodaux des seigneurs, des villes et du clergé à l'époque médiévale furent transformés en attributs d'un pouvoir d'État unifié. Celui-ci remplaça les dignitaires féodaux par des fonctionnaires d'État salariés ; il retira leurs armes aux vassaux médiévaux des seigneurs fonciers et aux corporations urbaines pour les remettre à une armée permanente ; il substitua à l'anarchie bigarrée des puissances médiévales en conflit, la structure ordonnée d'un pouvoir d'État, avec une division systématique et hiérarchique du travail…

---

sur Versailles (cf. lettres à W. Liebknecht du 6 avril et à Kugelmann du 12 avril 1871).

Dans toutes les révolutions du prolétariat, une force de classe s'organise nécessairement sur le plan militaire (conseils de soldats, comme en Russie en 1917, en Allemagne en 1918, etc.) et joue un rôle déterminant dans la prise du pouvoir politique, lequel est organisé *territorialement*. C'est à ce niveau, et non à celui des entreprises, dont le réseau copie strictement l'organisation du mode de production capitaliste avec ses divisions économiques, que l'État ouvrier trouve une base politique à l'échelle de tout le pays.

160 Cf. K. Marx, *Première Ébauche*, in *Werke*, t. 17, p. 538-540. Trad. Fr. In *La Guerre civile en France,* Ed. sociales (1953) p. 209-211.

Toutes les révolutions eurent pour conséquence unique de perfectionner cet appareil d'État au lieu de rejeter ce cauchemar étouffant [161]. Les fractions et les partis des classes dominantes qui, à tour de rôle se disputèrent la prépondérance ont considéré la possession (contrôle, prise) et la direction de cet immense appareil de gouvernement comme le butin principal du vainqueur. Au centre de leur activité se trouvait la création d'immenses armées permanentes, un grouillement de parasites d'État et d'énormes dettes publiques. À l'époque de la monarchie absolue, l'appareil d'État était un instrument de la lutte de la société moderne contre le féodalisme, lutte couronnée par la Révolution française ; sous le premier Bonaparte, non seulement il servit à subjuguer la révolution et à supprimer toutes les libertés populaires, mais ce fut aussi l'instrument de la Révolution française pour frapper au dehors, pour créer au profit de la France, sur le continent, à la place des monarchies féodales, des États faits plus ou moins à l'image de la France. Sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, il devint non seulement un instrument de la domination de classe de la bourgeoisie par la violence, mais aussi un moyen d'ajouter à l'exploitation économique directe une deuxième exploitation du peuple, en assurant aux familles bourgeoises toutes les bonnes places dans l'appareil d'État. À l'époque de la lutte révolutionnaire de 1848, enfin, il servit d'instrument pour anéantir cette révolution et toutes les aspirations des masses populaires à l'émancipation. Mais l'État parasitaire n'atteignit son développement final que sous le Second Empire. Le pouvoir gouvernemental, avec son armée permanente, sa bureaucratie toute-puissante, son clergé abêtissant et sa hiérarchie de tribunaux serviles, était devenu si indépendant de la société elle-même qu'un aventurier d'une gro-

---

161 « Après chaque révolution, qui marque un progrès de la lutte des classes, le caractère purement répressif du pouvoir d'État apparaît de façon de plus en plus ouverte » (*La Guerre civile en France*, p. 60-61, Ed. soc. 1968).

La Commune elle-même ne devait pas marquer la fin de la lutte des classes – qui n'est possible qu'avec la disparition totale de celles-ci – mais permettre son développement dans le cadre le plus rationnel et humain. Qui plus est, de violentes réactions n'étaient pas à exclure même sur ce chemin : « les rébellions sporadiques des anciens esclavagistes interrompraient certes momentanément l'œuvre de progrès pacifique, mais ne feraient qu'accélérer encore le mouvement, en armant le bras de la révolution sociale » (*Première Ebauche*, p. 546). La répression des classes dominantes ne fait donc que radicaliser et pousser de plus en plus en avant le prolétariat, au lieu d'entraver durablement son action.

tesque médiocrité, à la tête d'une bande de desperados, suffisait à l'exercer...

La *Commune* – c'est la réappropriation du pouvoir d'État par la société dont il devient la force vivante, au lieu d'être la force qui s'assujettit et opprime cette même société [162]. C'est sa prise en mains par les masses populaires elles-mêmes qui substituent leur propre force à la force organisée pour les opprimer. La Commune c'est la forme politique de leur émancipation sociale ; elle substitue à la violence artificielle de la société au service de leurs exploitants qui les oppriment, leur propre violence qui s'oppose à leurs ennemis et s'organise contre eux. Cette forme était simple comme toutes les grandes choses. Toutes les révolutions du passé avaient été privées du temps nécessaire aux développements historiques du mouvement, car au jour même du triomphe du peuple, celui-ci avait à chaque fois rendu ses armes victorieuses, les lassant se retourner contre lui. La première mesure de la Commune, qui prenait le contre-pied des révolutions antérieures, fut de remplacer l'armée par la garde nationale : « Pour la première fois depuis le 4 septembre, la république est affranchie du *gouvernement de ses ennemis*… elle donne à la cité une milice nationale qui défend les citoyens contre le pouvoir et le gouvernement, *au lieu d'une armée permanente qui défend le gouvernement contre les citoyens* » (cf. *Proclamation du Comité central*, 22 mars) [163].

Il suffit au peuple d'organiser cette milice à l'échelle nationale pour en finir avec les armées permanentes. C'est la première *condition* économique *sine qua non* de toutes les améliorations sociales. Elle élimine d'un seul coup cette source d'impôts et de dettes d'État ainsi que les constants abus du gouvernement usurpé par les classes dominantes – qu'il s'agisse de la forme ordinaire sous lesquelles règnent les classes dominantes, ou d'un aventurier prétendant sauver toutes les classes. C'était en même temps la garantie la plus sûre

162 Cf. K. Marx, *Première Ébauche*, in *Werke,* t. 17, p. 543-545.

163 Le 29 mars, la Commune décrète : « 1° La conscription est abolie. 2° Aucune force militaire autre que la Garde nationale ne pourra être créée ou introduite dans Paris. 3° Tous les citoyens valides font partie de la Garde nationale ».

Cette question essentielle de la milice prolétarienne est traitée par Lénine dans *la Milice prolétarienne,* 3 mai 1917, in *Œuvres,* t. 24, p. 175-178, et *le Programme militaire de la révolution prolétarienne*, septembre 1916, in *Œuvres,* t. 23, p. 93-94.

contre l'agression étrangère, et cela rendait pratiquement impossible dans tous les autres États le coûteux appareil militaire [164]. C'était, en outre, supprimer l'impôt du sang pour les paysans qui n'étaient plus dès lors la source la plus juteuse de toutes les impositions d'État et de toutes les dettes publiques. Cette mesure faisait déjà de la Commune une *chance pour les paysans*, le premier mot de leur émancipation…

Toute la comédie des mystères et des prétentions de l'État fut supprimée par une Commune composée surtout de simples ouvriers, qui organisent la défense de Paris, mènent la guerre contre les prétoriens de Bonaparte, assurent le ravitaillement de cette ville immense, remplissent toutes les fonctions réparties jusqu'alors entre le gouvernement, la police et la préfecture ; ils font leur travail publiquement, simplement, dans les circonstances les plus difficiles et les plus compliquées, et le font comme Milton fit son « Paradis perdu », pour quelques sous ; ils agissent au grand jour, sans prétendre à l'infaillibilité, sans se cacher derrière une bureaucratie paperassière, et ils n'ont pas honte de reconnaître des erreurs tout en les corrigeant. Ils mènent de pair l'accomplissement de toutes les fonctions publiques – militaires, administratives et politiques – en en faisant des fonctions véritablement ouvrières, au lieu qu'elles soient les attributs secrets d'une caste formée pour cela ; ils maintiennent l'ordre au milieu des troubles de la guerre civile et de la révolution, et prennent des mesures de régénération générale.

Quel que soit le mérite de chacune des mesures de la Commune, sa mesure la plus importante fut sa propre création et sa propre organisation qui jaillit à un moment où l'ennemi étranger se trouvait à une porte, et l'ennemi de classe à l'autre porte. Elle démontra sa vitalité par son existence, et confirma sa théorie par son action. *Son apparition fut une victoire sur les vainqueurs de la France*. Paris captif reprit à lui, d'un élan hardi, la direction de l'Europe, non en s'appuyant sur

164 Marx dévoile ici le « secret » de l'efficacité suprême de l'art militaire du prolétariat révolutionnaire qui s'exprime en premier lieu dans le défaitisme qui désagrège l'appareil militaire adverse et le rend inopérant en face de la révolution. Le principe en est qu'en sabotant le militarisme dans son pays, celui où s'effectue la révolution, on sabote en même temps le militarisme adverse. La politique militaire du prolétariat parvenu au pouvoir dans un pays, si elle vise naturellement à la défense de la révolution victorieuse, continue d'appliquer la méthode qui consiste à agir sur les arrières des pays bourgeois, en y stimulant l'activité révolutionnaire des masses.

la force brutale, mais en prenant la direction du mouvement social, en donnant corps aux aspirations de la classe ouvrière de tous les pays.

Si toutes les grandes villes s'étaient organisées en Communes selon le modèle de Paris, aucun gouvernement n'aurait pu réprimer le mouvement en le surprenant par une réaction soudaine. C'est précisément grâce à cette conquête préliminaire que le mouvement gagnerait le temps nécessaire à son développement interne, ainsi que sa meilleure garantie. La France entière se serait organisée en Communes s'administrant et se gouvernant elles-mêmes, l'armée permanente aurait été remplacée par la milice populaire, la masse des parasites d'État écartée, la hiérarchie cléricale remplacée par les maîtres d'école, les tribunaux d'État transformés en organes de la Commune ; les élections de la représentation nationale n'auraient plus été des tours de prestidigitation d'un gouvernement tout-puissant, mais l'expression consciente des Communes organisées ; les tâches de l'État auraient été réduites à quelques rares fonctions au service de buts nationaux communs.

Chauvinisme bourgeois contre internationalisme prolétarien

Retour à la table des matières

Le *Journal officiel* du Comité central du 20 mars relate [165] : « Les prolétaires de la capitale – au milieu des défaillances et des trahisons des classes dominantes – ont compris que l'heure était arrivée pour eux *de sauver la situation* en prenant en mains la direction des affaires publiques » (l'administration d'État).

Ils dénoncent « l'incapacité politique et la décrépitude des mœurs bourgeoises » comme source des « malheurs de la France » : « Les travailleurs qui produisent tout et ne jouissent de rien, souffrent de la misère au milieu de leurs produits accumulés, fruit de leur labeur et de leur sueur… *Ne leur sera-t-il jamais permis d'œuvrer à leur émancipation ?*... Le prolétariat , en face de la menace permanente qui pèse sur ses droits, de la négation absolue de toutes ses aspirations légitimes, de la ruine de la patrie et de toutes ses espérances, a compris

165 Cf. K. Marx, *Première Ébauche*, in *Werke,* t. 17, p. 558-559.

qu'il était de son devoir impérieux et de son droit absolu de prendre en main ses propres destinées et d'en assurer le triomphe » en s'emparant du pouvoir (cf. *Déclaration au peuple français*, 20-4-1871).

Il est clairement affirmé que le gouvernement de la classe ouvrière a été en premier lieu, indispensable pour sauver la France de la ruine et de la décomposition dont la menaçaient les classes dominantes, si bien que déloger du pouvoir ces classes (qui avaient perdu la capacité de diriger la France) a été une *exigence de salut national* [166].

Mais il n'est pas moins clairement affirmé que le gouvernement de la classe ouvrière ne peut sauver la France et œuvrer pour les affaires de la nation qu'en travaillant à *sa propre émancipation*, car les conditions de cette émancipation sont en même temps les conditions de la régénération de la France. Le gouvernement ouvrier est proclamé en tant que guerre ouverte du travail contre les propriétaires qui monopolisent les moyens de production, contre le capital.

Le *chauvinisme* de la bourgeoisie est tout à fait inconsistant et donne un déguisement national à toutes ses exigences à elle. C'est un moyen, par le truchement des armées permanentes, de perpétuer les luttes entre les nations, pour subjuguer dans chaque pays les producteurs en les dressant contre leurs frères de chaque autre pays ; c'est un moyen pour prévenir la collaboration internationale des classes ouvrières, première condition de leur émancipation [167]. Le caractère véri-

166 La révolution n'est pas affaire de volonté ou de conviction, c'est un phénomène physique au milieu duquel les hommes bouleversent leurs traditions et leur mode d'existence présent. La catastrophe, les contradictions brûlantes et tranchantes du capitalisme lui-même suscitent l'effondrement et l'échec de la bourgeoisie incapable de satisfaire les besoins les plus élémentaires des larges masses de la population. Les mesures que prendra le prolétariat révolutionnaire au cours de la catastrophe sociale, d'abord de la crise économique mondiale de plus en plus aiguë, puis des conflits armés qu'elle suscitera avec toutes les destructions, la misère et les larmes qui s'ensuivront, ne seront pas dictées par des idées, mais viseront à la sauvegarde collective et, en ce sens, pousseront vers la société communiste.

167 Engels répondait ainsi à Mazzini, qui accusait l'Internationale d'avoir pour principe « la négation de la patrie, qu'elle veut dissoudre en un conglomérat de communes, dont le destin fatal serait d'entrer en conflit les unes avec les autres » : « La seconde accusation [de Mazzini] est absurde : en ne reconnaissant aucune patrie, l'Internationale tend à l'unité de l'humanité, et non à sa dissolution. Elle est contre la revendication à cor et à cri de la natio-

table de ce chauvinisme (devenu purement verbal depuis longtemps) est apparu au cours de la guerre de défense qui, après Sedan, a été partout paralysée par la bourgeoisie chauvine ; il est apparu dans la capitulation de la France et dans la guerre civile déclenchée par le grand-prêtre du chauvinisme, Thiers, avec la permission de Bismarck ! Il est apparu dans les mesquines menées policières de la Ligue antiallemande, dans la chasse aux étrangers qui se fit à Paris après la capitulation. On espérait pouvoir abêtir le peuple de Paris (et avec lui tout le peuple français) avec la passion des haines nationales, et lui faire oublier, à la suite d'excès provoqués de toute pièce contre les étrangers, ses véritables aspirations et ses traîtres de l'intérieur !

Comme tous ces artifices se sont dissipés au souffle du Paris révolutionnaire ! En manifestant ouvertement ses tendances internationales, car la cause des producteurs est partout la même, tout comme son ennemi est partout le même quelle que soit sa nationalité ou son travestissement national, Paris a proclamé le principe de l'admission des étrangers à la Commune. Il a même élu un travailleur étranger (membre de l'Internationale) à son Exécutif [168], et a décrété d'abattre le symbole du chauvinisme français – la colonne Vendôme !

Tandis que les bourgeois chauvins démembraient la France et opéraient sous la dictature de l'envahisseur étranger, *les ouvriers ont battu l'adversaire étranger en portant leurs coups contre leur propre classe dominante* ; ils ont fait sauter les séparations en conquérant la position d'avant-garde parmi les ouvriers de toutes les nations !

Le franc patriotisme de la bourgeoisie – si naturel chez les véritables propriétaires des divers biens « nationaux » – n'est plus qu'une

---

nalité, parce que ce mot d'ordre tend à diviser les peuples et est exploité par les tyrans pour créer des préjugés et semer la haine ; la rivalité entre les races latine et germanique a conduit à la récente guerre catastrophique et a été invoquée aussi bien par Napoléon que par Bismarck » (cf. Exposés sur les rapports de Mazzini et de l'Internationale, à la réunion du 25 juillet 1871, in Marx-Engels, *la Commune de Paris*, éditions 10/18, 1971).

168 « Considérant que le drapeau de la Commune est celui de la République universelle ; considérant que toute cité a le droit de donner le titre de citoyen aux étrangers qui la servent ; considérant que le titre de membre de la Commune, étant une marque de confiance plus grande encore que le titre de citoyen, comporte implicitement cette dernière qualité, la Commission est d'avis que les étrangers peuvent être admis et vous propose l'admission du citoyen Frankel » (*Journal officiel de la Commune*, 31 mars).

mystification pure et simple par suite de la nature cosmopolite qui marque ses entreprises financières, commerciales et industrielles. Dès lors que ces conditions sont les mêmes dans tous les pays, cette baudruche y éclatera comme en France.

Thiers, le chauvin, menace Paris depuis le 18 mars de « l'intervention de la Prusse », il s'est déclaré partisan de « l'intervention de la Prusse », il n'agit en réalité contre Paris que grâce aux moyens que lui a accordés la Prusse [169]. Les Bourbons étaient la dignité même en comparaison de ce saltimbanque du chauvinisme…

Les Prussiens qui, dans l'ivresse bruyante de leur victoire militaire, contemplent les tourments de la société française et les exploitent en faisant de sordides calculs à la Shylock, avec la grossièreté désinvolte des [profiteurs] [170], sont déjà punis eux-mêmes par la transplantation de

169 Cf. K. Marx, *Seconde Ébauche*, in *Werke,* t. 17, p. 599-600. Dans son exposé du 23 mai 1871 devant le Conseil général de l'Internationale, Marx précise : « La Commune de Paris a été écrasée avec l'aide des Prussiens, qui ont assumé le rôle de gendarme de Thiers. (…) Bismarck a autorisé Thiers à utiliser plus de soldats que n'en prévoyait la convention ; en revanche, il n'a permis qu'un approvisionnement limité de Paris en vivres ».

La circonstance militaire la plus défavorable pour la Commune est à chercher dans le fait que les Prussiens encerclaient étroitement Paris : « C'est exactement pour cela que les canailles bourgeoises de Versailles placèrent les Parisiens devant l'alternative ou de relever le défi, ou de succomber sans lutter » (lettre à Kugelmann du 17 avril 1871). Voir Marx-Engels, *la Commune de 1871*, p. 103 et 95-96). Et Marx tire de cette expérience le verdict célèbre, qui vaut jusqu'à la fin de l'ère bourgeoise en Europe : « La domination de classe ne peut plus se cacher sous un uniforme national, les gouvernements nationaux ne font qu'un contre le prolétariat ! » (cf. conclusion de *la Guerre civile en France*).

170 Le mot étant manquant dans le manuscrit, nous proposons celui-ci en fonction du sens de la phrase.

À la fin de *la Guerre civile en France,* Marx écrit : « Il n'y avait pas de guerre entre la Prusse et la Commune de Paris. Au contraire, la Commune avait accepté les préliminaires de paix, et la Prusse avait proclamé sa neutralité. La Prusse, donc, n'était pas un belligérant. Elle se comporta comme un nervi ; comme un nervi lâche, puisqu'elle ne prit sur elle aucun risque ; comme un *nervi à gages*, puisqu'elle avait lié d'avance le paiement du prix du sang, ses 500 millions, à la chute de Paris. Et ainsi apparaissait enfin le véritable caractère de cette guerre, ordonnée par la Providence contre la France athée et débauchée, châtiée par le bras de la pieuse et morale Alle-

l'Empire en terre allemande. Eux-mêmes sont condamnés à libérer en France les courants souterrains qui les engloutiront en même temps que le vieil ordre des choses. La Commune de Paris peut fort bien tomber, mais la révolution sociale qu'elle a instiguée, ne manquera pas de triompher. Les foyers où elle naîtra sont partout.

FIN

magne ! (…) Bismarck contemple avec satisfaction les cadavres du prolétariat de Paris, où il voit le premier acompte de cette *destruction générale des grandes villes* qu'il appelait de ses vœux alors qu'il était encore un simple rural dans la Chambre introuvable de la Prusse de 1849 » (p. 86-87, Ed. soc. 1968).

Marx met ici en évidence la dégénérescence de l'art militaire bourgeois, qui s'avère de plus en plus vénal, réactionnaire et dévastateur, ce qui est parfaitement confirmé dans sa présente phase impérialiste du capital.

Karl MARX et Friedrich ENGELS

[1974]

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

TOME II

EFFORTS POUR CRÉER LE PARTI DE CLASSE

Introduction, traduction et notes
de Roger DANGEVILLE

Un document produit en version numérique par Jean Manaud, bénévole,
Diane Brunet, bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi
Courriel: jean manaud : jean.manaud@hotmail.fr
Page web dans Les Classiques des sciences sociales

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: http://classiques.uqac.ca/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: http://bibliotheque.uqac.ca/

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean Manaud, bénévole, professeur d'Histoire à Toulouse en France.

Courriel: jean.manaud@hotmail.fr

à partir de :

Karl MARX et Friedrich ENGELS

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.
TOME II. Efforts pour créer le parti de classe.

Introduction, traduction et notes de Roger DANGEVILLE, 1974. Paris : Petite collection Maspero, no 132, 1974, 182 pp.

Le 24 mai 2012, Mme Éva Dangeville, épouse du traducteur, Roger Dangeville, accordait sa permission de diffuser ce livre, en accès libre à tous, dans Les Classiques des sciences sociales. Elle souhaite vivement que nous acceptions de rediffuser ce livre, toujours d'une grande actualité.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.
Pour les citations : Times New Roman, 12 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

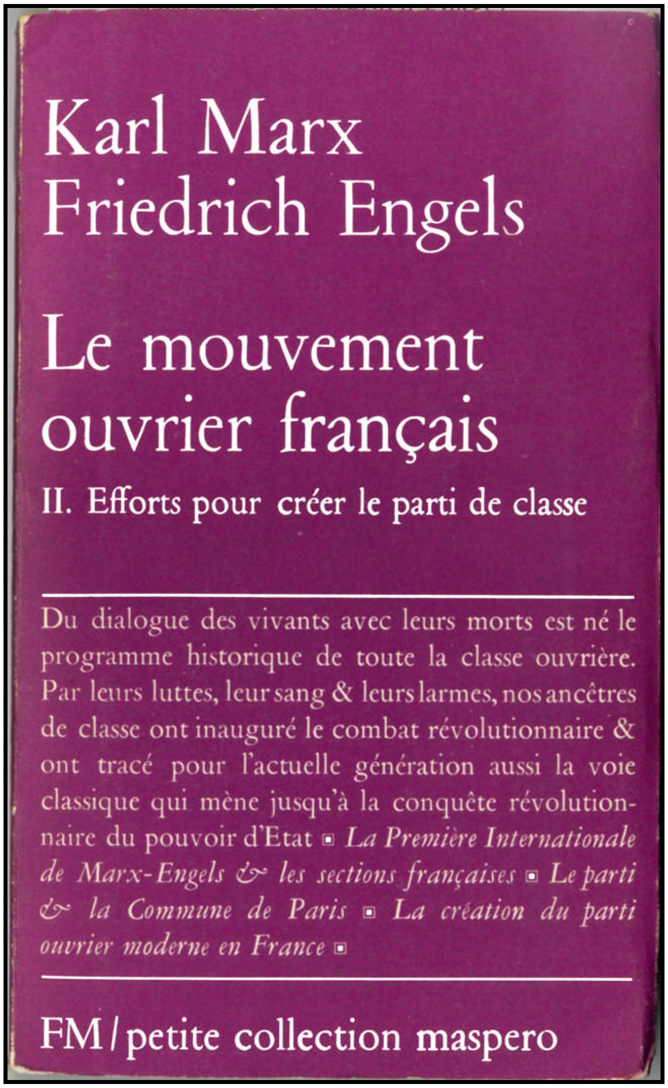
Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 5 juiin 2015 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Karl Marx et Friedrich Engels

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS. TOME I. Efforts pour créer le parti de classe.



Introduction, traduction et notes de Roger DANGEVILLE, 1974. Paris : Petite collection Maspero, no 132, 1974, 182 pp.

Karl Marx et Friedrich Engels

Le mouvement ouvrier français.
Tome II. Pour le parti de classe

Introduction, traduction et notes de Roger Dangeville.
Paris : Petite collection Maspero, 1974, 182 pp, n° 132.

Du dialogue des vivants avec leurs morts est né le programme historique de toute la classe ouvrière. Pour leurs luttes, leur sang et leurs larmes, nos ancêtres de classe ont inauguré le combat révolutionnaire et ont tracé pour l'actuelle génération aussi la voie classique qui mène jusqu'à la conquête révolutionnaire du pouvoir d'État. • *La première Internationale de Marx et Engels et les sections françaises.* • *Le parti et la Commune de Paris.* • *La création du parti ouvrier moderne en France.*

Chez le même éditeur

Karl MARX, Friedrich ENGELS,

Le syndicalisme.

I. Théorie, organisation, activité.

Il. Contenu et portée des revendications syndicales.

Traduction et notes de Roger Dangeville.

Karl MARX, Friedrich ENGELS,

Le parti de classe.

Traduction et notes de Roger Dangeville.

Tome I. Théorie, activité.

Tome II. Activité et organisation.

Tome III. Questions d'organisation.

Tome IV. Activités de classe.

Index des noms cités dans les quatre volumes.

Index analytique.

Note pour la version numérique : la pagination correspondant à l'édition d'origine est indiquée entre crochets dans le texte.

Table des matières

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.

tome II. Efforts pour créer le parti de classe

PRÉFACE [5]

Seconde phase du mouvement ouvrier français [5]

Passage du parti de classe à l'État de la dictature ouvrière [6]

Impérialisme et guerre [9]

La stratégie révolutionnaire du parti [11]

Écroulement du second Empire, insurrection et république [14]

Vers la Commune [17]

1. L'INTERNATIONALE ET LES SECTIONS FRANÇAISES [23]

Le conflit au sein de la section parisienne [24

Résolutions du Conseil central sur le conflit de la section parisienne [26]

Instruction privée à Schily [28]

Au rédacteur de *l'Écho de Verviers* [29]

Marx et l'Internationale [39]

Déclaration du Conseil général de l'A.I.T. à propos de l'arrestation de membres des sections françaises [41]

Résolution du Conseil général concernant les statuts de la *Section française de 1871* [43]

Résolutions du Conseil général sur la *Section française de 1871* adoptées dans sa séance du 7 novembre 1871 [46]

Rôle de Marx-Engels dans la Commune [51]

Note à la page 29 de *l'Histoire de la Commune* [53]

La formation de la Commune et le Comité central [57]

La Commune : les proudhoniens et les blanquistes [61]
La Commune et le raffermissement de la conscience politique [63]
Le programme des réfugiés blanquistes de la Commune [72]

2. FORMATION DU PARTI OUVRIER FRANÇAIS [81]

Considérants du programme du Parti ouvrier français [82]
Influence de Marx sur le Parti ouvrier français [83]
Création du Parti ouvrier français [84]
Cassure dans le Parti ouvrier français [91]
Parti ouvrier français et syndicats [92]
Masses et dirigeants [94]
La polémique dans le mouvement socialiste des années 1880 [96]
La scission de Saint-Etienne au sein du Parti ouvrier français [111]
Déplacement du centre de gravité du mouvement ouvrier [132]

INDEX DES NOMS CITÉS [135]
INDEX ANALYTIQUE [171]

[5]

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.
TOME II. Efforts pour créer le parti de classe

PRÉFACE

par Roger DANGEVILLE, 1974.

Seconde phase du mouvement ouvrier français

Retour à la table des matières

Le second recueil aborde une période nouvelle de l'essor du mouvement ouvrier. La distinguer de la première permet de mieux saisir l'une et l'autre.

Cette période débute par la création de l'Internationale, fruit de tous les efforts organisationnels précédents (tentatives de création de sociétés secrètes, d'associations ou de partis ouvriers, efforts de coordination entre associations économiques et politiques [1]*. Le fait remarquable est que l'Internationale, en tant que* synthèse *de toutes les luttes de classes et révolutions antérieures, précède la formation des partis ouvriers* modernes *dans chacun des différents pays. Ce n'est pas par hasard - au contraire. Il fallait une base solide, préalable à*

[1] Dans une lettre du 27 janvier 1887, à Kelley-Wischnewetzky, Engels précise les rapports que Marx entendait nouer avec les autres tendances dans l'Internationale : « Lorsque Marx fonda l'Internationale, il rédigea les statuts généraux de manière que tous les socialistes de la classe ouvrière pussent y participer : proudhoniens, Pierre Lerouxistes et même la partie la plus avancée des syndicats anglais. Ce n'est que par cette large base que l'Internationale est devenue ce qu'elle fut : le moyen de dissoudre et d'absorber progressivement ces petites sectes, à l'exception des anarchistes... »

ceux-ci, pour qu'ils puissent former des partis ouvriers ayant un but et un programme unitaires et réaliser dans la pratique l'unité du prolétariat de tous les pays en une seule et même classe.

Du point de vue chronologique, le premier cycle des révolutions commence pour le prolétariat français en 1789 et s'achève avec la Commune de Paris en 1871. La création de la Première Internationale se réalise en 1864 et précède, cette fois, dans le temps la révolution. Le cours de la crise révolutionnaire ne sera pas simplement spontané. Nous tendons enfin vers le schéma classique, prévu par Marx dans le Manifeste *: le prolétariat s'organise d'abord en classe, donc en parti, puis en classe dominante.*

[6] Au niveau théorique, la Commune pourra disposer en quelque sorte de toute l'expérience d'organisations plus ou moins spontanées, dictées par le cours matériel des événements, ainsi que de celle des révolutions radicales d'où a jailli la claire vision de son programme et de son but communistes. Ces prémisses fournissent des points de repère et des certitudes avant l'action qui permettent seules de donner au parti un rôle véritablement conscient et efficient dans la révolution - c'est ce qui le distinguera de tous les autres partis bourgeois ou petits-bourgeois qui sont enfoncés dans l'immédiatisme. En forgeant l'Internationale unitaire, Marx-Engels donnaient à tous les futurs partis prolétariens les moyens de guider l'action pratique des masses ouvrières, en jetant un pont dans le temps et dans l'espace entre toutes les luttes et les revendications. Désormais, le programme est établi, et la lutte idéologique se mène essentiellement contre les déviations et les improvisations - le révisionnisme.

Passage du parti de classe à l'État de la dictature ouvrière

Retour à la table des matières

La période de 1864 à 1871 est marquée par la tentative de jonction entre la préparation révolutionnaire de parti et la tentative, réussie cette fois, de la conquête révolutionnaire du pouvoir d'État. Selon la formule de Marx du Capital - de te fabula narratur - cette *période trace à l'avance notre propre avenir.*

En évoquant les polémiques, puis les luttes réelles de cette période, nous suivrons la voie par laquelle le prolétariat s'est haussé du parti à l'État. Cette méthode pourrait nous égarer, si nous ne mettions pas en évidence le lien entre la polémique et les principes fondamentaux. Dès la Commune et aujourd'hui encore, on a affirmé que Marx s'était approprié la Commune de manière illégitime. C'est sous cet angle que nous verrons de quelle manière la Commune se rattache au parti révolutionnaire, à l'Internationale forgée par Marx. A cet effet, nous utiliserons essentiellement les trois Adresses que Marx a rédigées aux moments cruciaux de la crise de 1870 et 1871 pour donner aux ouvriers des principaux pays les directives et consignes de l'Internationale pour leur action, et accessoirement les instructions qu'il a données à certains camarades ou émissaires du parti au cours du drame.

[7]

Selon les uns, ce serait Thiers lui-même qui aurait fait « cadeau » de la Commune à Marx, lorsqu'il déclara, dans son ultime proclamation aux gardes nationaux, qu'il entendait « en finir avec les inconnus qui se réclament de la doctrine communiste ». L'odieux boucher de la Commune voulait ainsi teinter de rouge le diable qui habitait alors Paris, afin d'opposer la capitale à la province.

Selon d'autres, à l'inverse, ce serait Marx qui, récupérant cette noire manœuvre, commit lui-même cette grande usurpation, en utilisant son Adresse, *écrite au nom du Conseil général de l'Internationale, pour gagner à sa cause la Commune et créer un mythe révolutionnaire autour de sa doctrine.*

Voyons ce que Marx dit lui-même. Il est catégorique : « L'actuelle insurrection de Paris est le plus glorieux exploit de notre parti » (à Kugelmann, 12 avril 1871). Mais en quel sens la Commune fut-elle l'œuvre de ce parti ? Dans les Enseignements de la Commune de Paris, *Trotsky ne craint pas d'affirmer que « le prolétariat parisien n'avait ni parti, ni chef » ? Les deux affirmations contradictoires en apparence, se complètent simplement.*

Trotsky considérait les choses sous un angle donné : la question militaire *au sens étroit, comme « art de la révolution », qu'un parti marxiste, comme tel, doit non seulement connaître, mais encore savoir appliquer. Engels n'affirme-t-il pas pratiquement la même chose que Trotsky dans sa lettre à Sorge du 12 septembre 1874 : « Ce succès fut*

la Commune qui, intellectuellement, est sans contredit fille de l'Internationale, bien que l'Internationale n'eût pas remué un doigt pour la faire, et de laquelle l'Internationale fut, dans cette mesure aussi, rendue responsable à juste titre. »

Par « intellectuellement la Commune était la fille de l'Internationale », Engels entend que la Commune fut la première tentative glorieuse effectuée par des travailleurs pour traduire en pratique les principes théoriques énoncés par l'Internationale de Marx.

L'essentiel dans la Commune, c'est que les prolétaires parisiens avaient compris qu'il fallait abattre l'État bourgeois et le mettre en pièces avant d'ériger le leur propre. *Ce plan politique n'était revendiqué expressément que par l'Internationale. Certes, les révolutions précédentes avaient déjà montré aux ouvriers quelle était la véritable signification de l'État. Mais c'est Marx et l'Internationale qui [8] en avaient tiré toutes les leçons et montré au prolétariat ce qu'impliquait sa revendication de la* République sociale : *« Pour cela il fallait démasquer la prétention de l'État d'être la force armée pour la protection du bien public, d'être l'incarnation des intérêts généraux de la société, de dominer les intérêts privés en concurrence en les maintenant à leur place respective ; bref, il a fallu mettre à nu le secret du pouvoir d'État, à savoir qu'il est l'instrument du despotisme de classe, pour que les ouvriers, cessant de vouloir la république comme jeu politique de l'ancien système des classes, le saisissent comme moyen révolutionnaire pour mettre en pièces la domination de classe elle-même* [2]. *»*

Comme en témoigne sa lettre à Kugelmann du 12 avril 1871, Marx avait théorisé ce point fondamental pour l'Internationale bien avant la Commune à partir des Luttes de classes en France *de 1848-1849 : « Si tu relis le dernier chapitre de mon* 18-Brumaire, *tu verras que j'y ai prévu que le prochain assaut révolutionnaire en France devait s'attacher non plus à faire passer la machine bureaucratique militaire en d'autres mains comme cela avait été le cas jusqu'ici, mais à la détruire, et que c'était là la condition de toute révolution populaire réelle sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de Paris. »*

---

[2] Cf. MARX, *Deuxième esquisse de « La Guerre civile en France », Werke,* t. XVII, p. 608.

Dans la Deuxième ébauche de « La Guerre civile en France », *Marx définit le rôle de l'Internationale dans la Commune de Paris : « Le Conseil général est fier du rôle éminent que les sections parisiennes de l'Internationale ont assumé pendant la glorieuse révolution de Paris. Non point, comme certains faibles d'esprit se le figurent, que la section de Paris, ni aucune autre branche de l'Internationale, ait reçu un mot d'ordre d'un centre. Mais, comme dans tous les pays civilisés la fleur de la classe ouvrière adhère à l'Internationale et est imprégnée de ses principes, elle prend partout, à coup sûr, la direction des actions de la classe ouvrière. »*

La Commune fut le triomphe du marxisme comme doctrine de la révolution prolétarienne, et l'Internationale eut le mérite essentiel de préparer idéologiquement le prolétariat à ses tâches historiques. Mais cela ne signifie pas encore que l'Internationale ait suscité et combiné l'insurrection [9] du 18 mars, ni qu'il y eut, durant la crise révolutionnaire, un parti fort et cohérent à Paris pour guider le mouvement de la Commune. Comme nous allons le voir, c'est la dynamique historique même qui y a poussé. Si l'on entend par parti une organisation forte, disciplinée, capable de préparer, puis de diriger la révolution d'après un plan pratique, il est évident qu'il n'y a pas eu un tel parti (formel, *selon l'expression de Marx) à la tête de la Commune. Aucun des efforts entrepris pour organiser un tel parti ne fut couronné de succès. Cependant, comme parti* historique - *par la présence en son sein de Marx-Engels - l'Internationale fut à la hauteur de sa tâche : elle donna des indications stratégiques au prolétariat sur le plan aussi bien politique que militaire, bien qu'elle n'eût pas la force de les réaliser, comme le put le parti bolchevik en octobre 1917 dans des conditions générales plus avancées.*

Tout le cours de la Commune réfute la thèse selon laquelle elle a été un produit tout à fait spontané de l'histoire. Mais il ne faut pas pour autant nier le rôle qu'y joua la spontanéité. *Celle-ci fut d'autant plus importante que les forces politiques prolétariennes dominant la scène de la révolution parisienne manquèrent d'homogénéité et de discipline pratiques et théoriques. De fait, Marx applaudit à l'initiative historique des masses parisiennes, bien que l'Internationale n'ait pas donné le signal d'une bataille où les facteurs objectifs eurent un grand poids - bien supérieur aux facteurs de conscience -étant donné*

la relative immaturité des conditions générales de cette époque historique.

La Commune eut donc des côtés positifs comme des côtés nettement négatifs, et Marx applaudit l'œuvre des obscurs prolétaires de Paris dans leur œuvre de gouvernement, sans ménager ses conseils et ses encouragements.

Dans ces limites, la Commune fut le premier grand triomphe de la théorie marxiste, confirmée par le « laboratoire de l'histoire ». Il faut donc considérer essentiellement les conditions matérielles qui ont poussé les masses à se soulever en 1871 et le prolétariat à se constituer en classe dirigeante.

Impérialisme et guerre

Retour à la table des matières

On ne peut évoquer la Commune sans souligner les caractéristiques de la guerre franco-prussienne, qui marque [10] pour toute l'Europe un véritable tournant historique dans les relations entre États et classes : la fin de l'époque des révolutions bourgeoises progressives en Europe occidentale, désormais systématisée en États capitalistes. Dans une telle période de tournant, les caractéristiques et la nature de la guerre changeront plusieurs fois durant son développement et, en conséquence, transformeront la position que les classes occupent dans les deux pays belligérants, la guerre entre États se transformant en guerre civile entre les classes.

Soulignons que, dès le début de la crise, Marx assigne aux prolétaires français une tactique qui, dans les limites de leur cadre national, n'est plus de révolution permanente. *Comme du point de vue social la France a atteint désormais le stade entièrement bourgeois, il ne faut plus soutenir une fraction de la bourgeoisie pour accéder au pouvoir au moyen d'une série d'alliances successives, différentes classes se relayant au pouvoir. C'est en une lutte frontale que prolétariat et bourgeoisie sont opposés* depuis le début jusqu'à la fin de drame. *Certes il s'agit d'un processus historique tout de même complexe, bien que la lutte soit directe entre les deux classes.*

En ce sens, la période de 1870 clôt tout le cycle qui a commencé pour la classe ouvrière française en 1794 et inaugure la phase où, d'une part, le prolétariat se constitue en classe en s'organisant bien avant la révolution en parti à la fois historique et formel, *capable de résister pendant de longues périodes aux sollicitations bourgeoises et petites bourgeoises pour préparer - idéologiquement et organisationnellement - les ouvriers à la révolution, et où, d'autre part, la tactique à adopter au cours de la révolution est directe et frontale entre la bourgeoisie et le prolétariat.*

Ce double résultat est dû aux luttes successives des prolétaires français pour créer les conditions matérielles préalables au socialisme au sens où Marx dit : « Il leur faut, au cours de l'évolution, commencer par produire *eux-mêmes les* conditions matérielles *d'une nouvelle société, et nul effort de l'esprit ni de la volonté ne peut les soustraire à cette destinée* [3]. »

Selon l'expression d'Engels, grâce à leurs luttes politiques, les ouvriers français ont désormais l'avantage de posséder [11] la forme dans laquelle la lutte peut être menée directement pour le socialisme, alors que les Allemands ont encore à la conquérir.

Il ressort à l'évidence que, dans la conception marxiste, l'action politique n'est pas le pur reflet passif de l'économie. Comme les formes de production obéissent à des lois déterminées et suivent un cours de développement progressif, les formes politiques ont des stades et un cours rigoureux - et le marxisme les a analysées depuis leur naissance parallèle à celle des classes jusqu'à leur autodissolution avec l'extinction des classes.

---

3 Cf. MARX, « La Critique moralisante et la morale critisante », *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 11 novembre 1847.

La stratégie révolutionnaire du parti

Retour à la table des matières

Pour déterminer l'attitude que devaient prendre les ouvriers dans la guerre contre la Prusse, Marx se fonda sur les critères objectifs du cadre social qui déterminait pour chaque camp le but et la nature du conflit, sans considérer les notions de (fausse) morale bourgeoise de guerre d'agression ou de défense. Aux yeux du marxisme, il faut soutenir, dans certains cas déterminés, le camp pour lequel la guerre est progressive. Pour Marx, elle l'était pour l'Allemagne, tandis que pour la France impérialiste elle était réactionnaire, si bien que le prolétariat devait refuser tout appui à sa bourgeoisie en guerre. Voici donc la directive que l'Internationale donna à la classe ouvrière française, comme Marx l'écrit dans sa première Adresse : « *Ce manifeste de notre section de Paris fut suivi de nombreuses adresses françaises analogues, dont nous ne pouvons citer ici que la déclaration de Neuilly-sur-Seine publiée dans* La Marseillaise *du 22 juillet :* La guerre est-elle juste ? Non ! La guerre est-elle nationale ? Non ! Elle est dynastique. Au nom de l'humanité, de la démocratie et des véritables intérêts de la France, nous adhérons complètement et énergiquement à la protestation de l'Internationale contre la guerre [4] ! »

On remarque que la tactique du prolétariat français est simple dans cette première phase : la guerre étant impérialiste [12], il s'oppose à la guerre de sa bourgeoisie. C'est du côté allemand que la situation est plus complexe, puisque le mouvement bourgeois n'y est pas encore parvenu à son terme et qu'il est déterminant pour les fluctuations de toute *la guerre. En effet, comme Marx le remarque, le centre de gravité du mouvement international est en train de se déplacer de France vers l'Allemagne, ce qui n'est pas sans incidence pour l'évolution et le succès ultérieur du mouvement français.*

---

4 Cf. « Première Adresse du Conseil général sur la guerre franco-allemande », *La Guerre civile en France*, Ed. sociales, 1953, p. 278-279. Dans la suite du texte, nous ferons suivre les citations simplement de la page de l'ouvrage susmentionné.

En revanche, bien que Bismarck ait voulu et préparé la guerre, Marx écrit : « L'Allemagne a été entraînée par Badinguet dans une guerre pour se constituer en nation [5] *» - ce qui est le but d'une révolution bourgeoise.*

En conséquence, dans sa première Adresse, *Marx déclare : « Du côté allemand, la guerre est une guerre de défense. » Dans la seconde, il précise encore : « La classe ouvrière allemande a résolument donné son appui à la guerre, qu'il n'était pas en son pouvoir d'empêcher, comme à une guerre pour l'indépendance nationale et la libération de l'Allemagne et de l'Europe du cauchemar oppressant du second Empire » (p. 287). Dans ce passage, Marx laisse entendre que - s'il en avait eu la « possibilité », c'est-à-dire la force organisée (qu'il ne peut avoir tant que l'unité nationale n'est pas réalisée, permettant au prolétariat de s'organiser à l'échelle nationale) - le prolétariat allemand aurait pu et aurait dû se défaire de tous les princes allemands, pour réaliser lui-même l'unité allemande. Mais alors il y aurait eu une guerre nationale contre l'impérialisme tsariste qui tenait l'Allemagne divisée en connivence avec les princes réactionnaires des trente-six États et principautés allemands et Bismarck lui-même.*

Marx considérait bien les conditions réelles, et à partir d'elles il déterminait ce qui était objectif dans la guerre - et dans quelles limites. En effet, il connaissait bien sa Prusse et son Bismarck, et il ajoutait donc qu'il ne fallait soutenir le belligérant allemand qu'aussi longtemps qu'il n'avait pas de visées impérialistes.

Il va de soi que Marx considérait uniquement les choses dans l'intérêt du prolétariat international, et il ne savait que trop bien qu'il était trop faiblement organisé partout [13] pour renverser durablement la bourgeoisie. C'est pourquoi il prévoyait une phase de préparation à la future révolution prolétarienne dans les pays les plus avancés de l'Europe et à la révolution permanente dans les pays arriérés de l'Europe centrale, et notamment en Russie, où des « forces volcaniques menacent de secouer les bases les plus profondes de l'autocratie » (seconde Adresse, *p. 287). S'il parle de paix honorable entre la France et l'Allemagne, ce n'est nullement par pacifisme, comme les odieux faux partis communistes de notre génération, qui*

---

5 Cf. MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, p. 514 : « Caractère de la guerre franco-prussienne de 1871 » (lettre d'Engels à Marx, 15 août 1870).

appuient les guerres entre États officiels, telle que la dernière guerre impérialiste : « Si les vainqueurs allemands concluent une paix honorable avec la France, la guerre russo-allemande, *qui s'ensuivra, provoquera l'absorption de la Prusse dans l'Allemagne, permettra au continent européen de se développer librement, et hâtera enfin l'avènement de la* révolution sociale en Russie - *qui n'attend qu'une impulsion du dehors - et, de la sorte, cette guerre servirait aussi au peuple russe* [6]. »

Par rapport au socialisme, le grand révolutionnaire qu'était Marx avait en vue la préparation du terrain, *grâce à la libération des forces sociales opprimées des pays avancés aussi bien qu'attardés, qui dégagerait une nouvelle énergie* organisée, *parce que, plus vite et avec moins de souffrances, l'Europe entière eût alors abordé la transition révolutionnaire au communisme.*

Malheureusement, le prolétariat ne réussit pas à s'acquitter avec succès de la tâche grandiose qui lui était ainsi assignée. Bismarck, en empêchant - avec la connivence de la bourgeoisie française - la conclusion d'une paix honorable, parvint à limiter les conséquences de la révolution bourgeoise et de l'unification de l'Allemagne, et à éviter que le mouvement progressif révolutionnaire gagne l'Est, notamment la Russie. Nous allons voir quelles en furent les conséquences pour la France.

---

6 Cf. *Manifeste du Comité exécutif du parti ouvrier allemand*, rédigé par Marx pour fixer la position des ouvriers allemands (trad. fr. : *Écrits militaires*, p. 517-523). Tout le comité du parti allemand fut arrêté et déporté sur l'ordre de Bismarck (cf. ibid., p. 523).

[14]

Écroulement du second Empire, insurrection et république

Retour à la table des matières

Dans la première Adresse, *Marx avait prophétisé : « Quel que soit le déroulement de la guerre de Louis Bonaparte contre la Prusse, le glas du second Empire a déjà sonné à Paris. L'Empire finira comme il a commencé, par une parodie » (p. 279). Engels reprendra ce point pour remarquer que c'est Bismarck qui fit en quelque sorte cadeau de la république aux Français en renversant le bonapartisme - et la vacance du pouvoir ne fut pas sans effet sur la création de la Commune, comme il ressort du texte que nous publions sur la dualité du pouvoir surgie dès le 30 octobre. Cela confirme, en tout cas, la directive de Marx, selon laquelle le prolétariat français ne devait pas lutter pour défendre la France impérialiste. La défaite militaire, en déblayant d'un coup le terrain de lutte entre les classes de la puissance centrale de l'État bonapartiste, dont la fonction était précisément d'empêcher depuis 1850 que bourgeoisie et prolétariat ne s'entredéchirent, mit irrésistiblement en mouvement le peuple de Paris. Celui-ci surgit les armes à la main, ayant à sa tête les internationalistes, les socialistes proudhoniens et les blanquistes, pour renverser les barrages des gardes nationaux, placés devant l'assemblée du Corps législatif et pénétrer dans la salle, où le blanquiste Granger intima l'ordre aux députés de décréter la chute de l'Empire et la proclamation de la république.*

C'est la répétition de la scène de février 1848 où la Seconde République fut imposée par Raspail à la tête du peuple armé. Mais comme alors, ne disposant pas d'un parti fort et conscient, le prolétariat généreux et débonnaire se laissa dépouiller du pouvoir qui pourtant lui revenait directement. En 1848, c'était le processus de la révolution permanente qui s'amorçait en Février, mais en 1871 c'était à cause du sentiment euphorique et stérilisant de fausse fraternité qui se forme lorsque sans verser de sang on parvient à briser la volonté de l'ennemi. C'est dans ces conditions que se forma le gouvernement de la dé-

fense nationale, composé d'orléanistes et de républicains bourgeois. Ce fait fondamental est souligné par Marx dans son Adresse sur la Guerre civile en France *: « Toutefois, les véritables dirigeants de la classe ouvrière étant encore enfermés dans les prisons bonapartistes et les Prussiens en marche [15] sur la ville, Paris, pris à l'improviste, toléra cette prise du pouvoir à la condition expresse qu'il ne serait exercé qu'aux seules fins de la défense nationale » (p. 23), pour rechercher une paix honorable.*

Mais Marx n'en reste pas là. Cinq jours après l'insurrection de septembre à Paris, il lança sa seconde Adresse *sur la guerre franco-prussienne pour associer les ouvriers allemands aux nouveaux événements et mettre en garde le prolétariat français contre les illusions que pourrait susciter le nouveau gouvernement : « Comme elle, nous saluons l'avènement de la république en France, mais ce n'est pas sans éprouver des appréhensions qui, nous l'espérons, se révéleront sans fondement. Celle république n'a pas renversé le trône, mais simplement pris sa place laissée vacante. Elle a été proclamée non comme une conquête sociale, mais comme une mesure de défense nationale » (p. 288). Cette seconde* Adresse *fournit les directives positives de tactique révolutionnaire qui s'insèrent dans le plan général de stratégie exposé ci-dessus pour la conclusion de la phase de la guerre franco-prussienne par une paix honorable.*

Étant donné que pour l'Allemagne la guerre était progressive du fait qu'elle devait y parachever sa révolution bourgeoise en unifiant la nation, nous devons jeter un coup d'œil sur l'attitude de la bourgeoisie, donc c'eût dû être la grande tâche historique. Marx avait une longue expérience des capacités de la bourgeoisie allemande, dont il écrit dans la seconde Adresse *: « Cette bourgeoisie qui, dans ses luttes pour la liberté civile, avait, de 1846 à 1870, donné un spectacle sans exemple d'irrésolution, d'incapacité et de couardise, se sentit, bien sûr, profondément ravie de faire son entrée sur la scène européenne sous l'aspect du lion rugissant du patriotisme allemand » (p. 284). Au lieu d'arrêter Bismarck, comme c'eût été de son intérêt, elle aida le gouvernement prussien à limiter les effets de la guerre révolutionnaire et à réaliser sa politique impérialiste de conquête ! Marx flétrit les « intrépides nationalistes teutons » et dénonce les mesquins prétextes invoqués par le gouvernement pour faire oublier le programme du roi de Prusse se limitant à la défense au début de la*

guerre et pour justifier sa nouvelle politique d'agression. Marx voit surgir les conséquences contre-révolutionnaires à la suite des foudroyants succès prussiens. Le rôle impérialiste de Bonaparte sera désormais assumé par Bismarck, qui en avait déjà expérimenté certaines méthodes avant 1870. De défenseur [16] - à la manière Prussienne certes - du « principe de nationalité », il jette maintenant les bases des futures guerres impérialistes en Europe : « Si la fortune des armes, l'arrogance du succès et les intrigues dynastiques conduisent l'Allemagne à une spoliation du territoire français, il ne lui restera alors que deux partis possibles. Ou bien elle doit, à tout risque, devenir l'instrument direct de l'expansion russe, ou bien, après un court répit, elle devra se préparer de nouveau à une guerre " défensive " (entre guillemets, cette fois. N.d.T.), non pas une de ces guerres " localisées" d'invention nouvelle, mais une guerre de races, une guerre contre les races latines et slaves coalisées » (p. 287).

La prévision de Marx est impressionnante. Elle démontre combien la tactique du parti est une chose non pas contingente, mais essentiellement historique.

Dam la seconde Adresse, *Marx ne dresse encore ce tableau que simplement pour montrer au prolétariat quelle serait la conséquence d'un échec de ses efforts pour aboutir à une « paix honorable ». En effet, il y donne, à l'issue de la première phase de la guerre, de nouvelles directives aux ouvriers allemands et français. En Allemagne, les ouvriers ne devaient plus appuyer la guerre, mais devaient, au contraire, s'y opposer avec fermeté. Hélas, la prompte réaction prussienne et la capitulation de la bourgeoisie allemande étouffèrent l'agitation déclenchée en Allemagne par le parti social-démocrate contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine* [7].

Dès lors que se pose le problème d'une intervention active du prolétariat dans les événements en cours, surgit la nécessité d'une vision claire de l'histoire, d'un plan déterminé et d'une organisation militante capable de réaliser les mots d'ordre révolutionnaires. En France, les ouvriers auxquels la bourgeoisie avait promis de lutter de toutes ses forces pour parvenir à une paix honorable et éviter le démembrement du pays, les ouvriers ne possédaient pas encore une

---

7 À propos de l'attitude courageuse des dirigeants sociaux-démocrates allemands, cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, t. II, p. 190-192.

forte organisation militante, éprouvée et active - le parti formel - pour prendre en main les destinées de la nation et imposer sa solution : ce parti ne sera que le produit du développement social ultérieur.

Marx déclare en conséquence dans la seconde Adresse *: [17] « La classe ouvrière française se trouve placée dans des conditions extrêmement difficiles. Toute tentative de renverser le nouveau gouvernement, quand l'ennemi frappe presque aux portes de Paris, serait une folie désespérée. Les ouvriers français ne doivent pas se laisser entraîner par les souvenirs de 1792, comme les paysans français se sont laissé duper par les souvenirs nationaux du premier Empire. Ils n'ont pas à recommencer le passé, mais à édifier l'avenir. Que calmement et résolument ils profitent de la liberté républicaine* pour procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe. *Cela les dotera d'une vigueur nouvelle, de forces herculéennes pour la régénération de la France et pour notre tâche commune : l'émancipation du travail » (p. 289).*

Si le but était clair, il était infiniment difficile de le réaliser - précisément en l'absence d'un parti puissant. En outre, avec le peu de confiance qu'on pouvait accorder au gouvernement de la « Défense » nationale, la tâche se compliquait encore. Mais il n'y avait pas d'autre issue : il fallait tout tenter quel qu'en fût le prix. L'objectif prévu par le plan stratégique de l'Internationale s'imposait à présent : ou bien on réussissait à le faire triompher, ou bien une nouvelle fois, comme en 1849, la marée contre-révolutionnaire submergerait l'Europe entière. Or, cela la bourgeoisie l'avait parfaitement compris, et elle agit en conséquence.

*L'Internationale, dans ses adresses, se fait elle aussi plus pressante : « Que les sections de l'*Association internationale des travailleurs *dans tous les pays appellent à l'action la classe ouvrière. Si les ouvriers oublient leur devoir, s'ils demeurent passifs, la terrible guerre actuelle ne sera que la fourrière de conflits internationaux encore plus terribles et conduira dans chaque nation à un triomphe renouvelé sur l'ouvrier des seigneurs du sabre, de la terre et du Capital » (p. 290).*

Vers la Commune

Retour à la table des matières

Déjà certains faits avaient montré au cours de la guerre franco-prussienne que la bourgeoisie française avait plus peur des ouvriers de France que de l'adversaire de Prusse. Bazaine, en capitulant à Metz, n'avait-il pas dit qu'il voulait remettre son armée aux classes dominantes prussiennes comme « gage contre l'ennemi intérieur français » ? Engels [18] avait fort bien compris le sens des événements qui se préparaient : « Si Metz capitulait, les Prussiens pourraient disposer de 200 000 soldats devenus libres. Dans l'actuelle situation des troupes françaises en ligne, cette armée suffirait amplement pour gagner le pays non fortifié, quand il lui plaira et jusqu'où elle le voudra. L'occupation du reste de la France, qui est empêchée par les deux grands camps retranchés, commencerait aussitôt, et toutes les tentatives d'une guerre de guérilla qui, actuellement, pourraient être très efficaces, seraient alors rapidement écrasées [8]*. » Or, une dizaine de jours après, Metz capitulait.*

Dans la seconde Adresse, *Marx avait prévenu les ouvriers français : « Les orléanistes se sont emparé des positions fortes de l'armée et de la police alors qu'aux républicains déclarés sont échus les ministères où l'on parle. Quelques-uns de leurs premiers actes montrent assez clairement qu'ils ont hérité de l'Empire non seulement les ruines, mais encore LA PEUR DE LA CLASSE OUVRIERE » (p. 288).*

Il est infiniment difficile - voire impossible - d'arrêter la guerre impérialiste par une paix honorable, sans effectuer une guerre civile, puisque la guerre impérialiste est essentiellement dirigée contre le prolétariat. En l'occurrence, certes, la guerre n'était impérialiste que du côté français, et il s'agissait d'empêcher qu'elle ne le devienne aussi du côté allemand. La suite des événements démontra que la bourgeoisie impérialiste française craignait effectivement plus son prolétariat que l'ennemi extérieur. Pourquoi cette peur ? L'ouvrier français n'offrait-il pas son bras armé à « sa » bourgeoisie pour combattre cette armée prussienne, considérée jusque-là comme son ennemi mor-

[8] Cf. « Le Sort de Metz », *Pall Mall Gazette*, 17 octobre 1870.

tel ? Le journal de Blanqui - La Patrie en danger - *ne devait-il pas contribuer à cette tâche de défense nationale pour laquelle les ouvriers oublièrent que le pouvoir conquis par l'insurrection du 4 septembre restait entre les mains de la « gauche » de l'ex-corps législatif ?*

Il importe au plus haut point d'élucider les raisons pour lesquelles les membres du gouvernement provisoire, instinctivement guidés par un préjugé acharné de classe, s'engagèrent dans la voie opposée à celle de leurs déclarations officielles où ils proclamaient vouloir défendre avant tout le pays. Seul le marxisme révolutionnaire peut donner la clé [19] de cette « grande peur » et des actions qu'elle dicta à Trochu, chef du gouvernement et auteur de ce plan de défense qui, jusqu'à la capitulation de Paris, fut l'objet de sarcasmes populaires.

Il était évident qu'une défense sérieuse de Paris - et de la France entière - ne pouvait pas être confiée aux seuls restes de l'ancienne armée régulière et à son état-major corrompu et incapable, honteusement battu et capitulant à Sedan [9]*. Du reste, l'aurait-on voulu que c'eût été impossible, parce qu'à Paris, comme en partie à Lyon, à Marseille et d'autres villes, le peuple, sous la menace imminente de l'invasion, s'était déjà armé et, à côté des vieilles formations militaires gouvernementales, se constituait en une armée populaire qui préférait obéir à des hommes choisis dans ses rangs et capables de faire la preuve de leur valeur et de leur volonté politico-militaires. Quelques chiffres illustrent cette évolution irrésistible. Avant le 4 septembre, il y avait à Paris, à peine soixante gardes nationaux, formés d'éléments bourgeois fidèles à l'Empire. Aussitôt après le 4 septembre, ils s'élevèrent à cent vingt, et fin septembre ils atteignirent le nombre de deux cent cinquante-quatre. Or ces nouveaux bataillons se recrutaient essentiellement dans les quartiers les plus populaires et prolétariens, donc suspects au gouvernement.*

En outre, l'expérience historique avait démontré que pour mener à l'époque moderne une guerre sérieuse et pour obtenir des succès, il n'existait qu'une possibilité : mobiliser, armer, organiser et susciter une immense force populaire, en favorisant les initiatives dans cette forme de guerre invincible qu'est la guérilla populaire. Or, la mise en

---

9 La note d'Engels sur la page 29 de l'*Histoire de la Commune*, reproduite ci-après, p. 53-57, illustre tout à fait cette position.

œuvre de cette puissante machine de guerre, avec ses inépuisables ressources en énergie, impliquait de toute nécessité que la vieille armée permanente de l'État de classe bourgeois soit entièrement remplacée par la nouvelle armée du peuple, d'où la nécessité de détruire le pouvoir réel de la bourgeoisie à plus ou moins brève échéance. C'est dire que la guerre devait prendre un caractère toujours plus révolutionnaire, et la classe la plus active et la plus résolue de la société - le prolétariat - grâce au phénomène de la décantation des forces politiques et sociales survenant dans tout [20] processus véritablement révolutionnaire, aurait fini par accaparer tout le pouvoir et l'aurait employé pour des buts sociaux, fixés par le parti, en favorisant son renforcement et sa discipline organisationnelle au fur et à mesure de l'élan donné par le cours même des événements [10].

La guerre serait donc bientôt devenue révolutionnaire, et n'eût pas été seulement un moyen de repousser l'envahisseur impérialiste. Elle aurait signifié - et elle signifiera - le développement et l'approfondissement de la révolution du 4 septembre, comme l'indique la journée du 30 octobre. L'intuition de cette désastreuse perspective, alimentée encore par le souvenir de juin 1848, était plus que suffisante pour remplir d'effroi le gouvernement bourgeois et l'engager dans la voie du pacte avec la bourgeoisie allemande. Après avoir énoncé qu'il eût été plus avantageux d'obtenir un arrêt des hostilités, Marx remarque : « Cependant, comment défendre Paris sans armer sa classe ouvrière, l'organiser en une force effective et instruire ses rangs par la guerre elle-même ? Mais Paris armé, c'était la révolution armée. Une victoire de Paris sur l'agresseur prussien aurait été une victoire de l'ouvrier français sur le capitaliste français et ses parasites d'État. *Dans ce conflit entre le devoir national et l'intérêt de classe, le gouvernement de la Défense nationale n'hésita pas un instant : il se changea en un gouvernement de la Défection nationale » (p. 23).*

Tout le secret du plan de Trochu, Favre et Cie, qui pactisent avec l'« ennemi » extérieur en vue d'obtenir la paix à l'intérieur entre les classes, vise donc en premier lieu à désarmer les ouvriers et à rendre le pouvoir effectif à la bourgeoisie. La bourgeoisie allemande aussi

---

10 La phase de la lutte armée de la Commune est longuement analysée dans le numéro 11 du *Fil du temps*, consacré à « La Question militaire dans la théorie marxiste ».

bien que française poussèrent - bien que de façon différente - dans la même direction, introduisant la révolution sur la scène historique. C'est le complot contre-révolutionnaire lui-même qui poussa à la guerre civile.

Et Marx de tirer la leçon de cet épisode héroïque du prolétariat français, leçon oubliée par les générations suivantes, trahies par les partis dits ouvriers au cours de deux guerres impérialistes qui ont provoqué une régression tranchant avec toutes les traditions révolutionnaires d'antan :

[21]

« Le plus haut effort d'héroïsme dont la vieille société soit encore capable est une guerre nationale. Or, il est MAINTENANT prouvé qu'elle est une pure mystification *des gouvernements, destinée à retarder la lutte des classes, et qui est jetée de côté aussitôt que cette lutte de classes éclate en guerre civile. La domination de classe ne peut plus se cacher sous un uniforme national,* les gouvernements nationaux ne font qu'un contre le prolétariat » (p. 62).

[23]

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.
TOME II. Efforts pour créer le parti de classe

I

L'INTERNATIONALE ET LES SECTIONS FRANÇAISES

Nos membres français [de l'Internationale] démontrent concrètement au gouvernement français la différence qu'il y a entre une société politique secrète et une association ouvrière réelle. A peine a-t-il jeté en prison tous les membres des comités de Paris, de Lyon, de Rouen, de Marseille, etc. (dont une partie a réussi à s'enfuir en Suisse et en Belgique) que des sections deux fois plus nombreuses s'affichent dans les journaux pour les remplacer, en faisant les déclarations les plus insolentes et les plus provocantes (en prenant soin même d'indiquer leurs adresses privées). Le gouvernement français a enfin fait ce que nous désirions depuis si longtemps : transformer la question politique : Empire ou république, en une question de vie ou de mort pour la classe ouvrière!

Marx à Engels, 18 mai 1870.

Retour à la table des matières

[24]

Le conflit au sein de la section parisienne

Retour à la table des matières

À Paris, il y a un différend tel entre nos propres délégués que nous avons envoyé Le Lubez à Paris pour nous éclairer sur la situation et arbitrer l'affaire [11]. Schily lui sert d'adjoint dans ses lettres de pouvoirs, et je lui ai transmis des instructions privées.

Nous aurions pu placer 20000 cartes d'adhésion à Paris, mais comme les uns accusaient les autres d'être de connivence avec Plon-Plon [12], il a fallu d'abord cesser de distribuer les cartes. Sous ce despotisme militaire, il règne naturellement la plus grande suspicion réciproque (il me semble que cette fois les deux parties se font du tort), et les gens sont incapables d'égaliser le différend et de s'entendre en se rencontrant ou en utilisant la presse. À cela s'ajoute ce fait : les ouvriers semblent se crisper sur cette demande : exclure tout homme qui soit capable d'écrire - ce qui est absurde, étant donné qu'ils en ont besoin dans la presse, mais on peut leur pardonner la chose étant donné la continuelle trahison de ces intellectuels. D'autre part, ces derniers se méfient de tout *mouvement ouvrier*, qui les suspecte eux-mêmes.

À propos de ces « intellectuels », il me revient à l'esprit que les ouvriers anglais d'ici ont proposé, lors de la transformation de l'hebdo-

---

[11] Cf. Marx à Engels, 25 février 1865.

Pour cette période, nous disposons essentiellement des textes de Marx sur l'activité de l'Internationale en France. Nous en avons publié une partie (que nous ne reproduisons pas ici) dans MARX-ENGELS. *Le Parti de classe*, Maspero, 1973, t. II et III. Le lecteur trouvera d'autres textes sur le mouvement ouvrier français de cette période dans notre recueil : MARX-ENGELS, *La Commune de 1871*, 10/18, 1971. En ce qui concerne l'influence de la Première Internationale sur le mouvement ouvrier français, cf. J. Rougerie, « Les sections françaises de l'A.I.T. », *La Première Internationale. L'institution. L'implantation. Le rayonnement, Paris, 16-18 novembre 1964*, Éditions du CNRS, 15 quai Anatole France, Paris 7e, 1968, p. 93-127.

[12] Il s'agit de Jérôme Bonaparte, dit le Prince rouge, qui menait une politique de « gauche » toute démagogique.

madaire *Bee-Hive* qui s'effectuera d'ici trois mois, que j'en devienne le *directeur* et m'en ont déjà informé...

1. Le Conseil central de Londres confirme la direction [25] actuelle de la section parisienne composée des citoyens Tolain, Fribourg et Limousin, et exprime en même temps à ceux-ci sa gratitude pour leur zèle et leur activité [13].

2. L'admission du citoyen Pierre Vinçard dans la direction de la section parisienne est considérée comme souhaitable [14].

---

13 Projet de résolution établi par Marx le 4 mars 1865.

Le conflit au sein de la section parisienne se rattache à la polémique sur la composition des délégations aux congrès surgie à Genève en septembre 1866.

Il peut sembler paradoxal que la classe ouvrière française éprouve les plus grandes difficultés à s'organiser en classe, donc en parti, alors qu'elle fait preuve de qualités révolutionnaires exceptionnelles, manifestées dans ses luttes pour la conquête du pouvoir et enregistrées par le marxisme comme des exemples classiques pour toutes les classes ouvrières du monde. En fait, dans ces années, le génie *politique* exceptionnel du prolétariat français n'est pas encore appuyé par des qualités *théoriques* correspondantes, ce qui, ajouté au développement *économique* relativement faible du milieu français, explique les difficultés auxquelles la classe ouvrière française s'est heurtée pour s'organiser en parti. Cette situation a duré au moins jusqu'au moment où l'Internationale communiste a dégénéré, le parti français étant constamment un sujet de préoccupations et de discussions pour le Komintern.

Quoi qu'il en soit, l'enseignement que l'on peut retenir de ces difficultés est que l'organisation d'un parti *politique* de classe exige non seulement des qualités politiques, mais encore des qualités théoriques. Autrement dit, les principes ont la primauté dans la conception marxiste de la lutte de classe révolutionnaire. C'est sans doute le développement économique du capitalisme qui contraindra le prolétariat français à élargir le champ de son action au champ économique (syndical) et théorique (organisationnel et internationaliste).

Le terrain sur lequel s'est porté le conflit au sein de la section parisienne de l'Internationale est le moins favorable à une solution, tant tout est embrouillé, personnalisé et inconsistant.

14 La section parisienne avait été créée fin 1864 à Paris par des ouvriers de tendance proudhonienne, Tolain et Limousin, qui avaient assisté à la séance inaugurale de St.Martin's Hall le 28 septembre. Face à cette tendance ouvriériste qui ne voulait admettre que des travailleurs manuels dans l'Internatio-

[26]

3. Le Conseil central de Londres remercie le citoyen Lefort pour sa participation à la fondation de l'Association internationale des travailleurs, et espère sincèrement qu'il continuera de collaborer comme *homme de conseil** à la direction de la section parisienne ; en même temps le Conseil ne se tient pas habilité à imposer le citoyen Lefort à un quelconque titre officiel dans la direction de la section parisienne.

4. Le citoyen Victor Schily est nommé représentant du Conseil central de Londres à Paris.

Il doit, à ce titre, collaborer avec la direction de la section parisienne. Il exercera ce *droit de surveillance** que la section parisienne a elle-même tenu pour juste dans l'actuelle situation politique et qu'elle reconnaît comme attribut nécessaire du Conseil central.

---

nale, il y avait la tendance de l'avocat Lefort, lié à Le Lubez, secrétaire correspondant pour la France, et aux cercles petits-bourgeois des émigrés français à Londres.

Le conflit avait commencé à la suite d'un article de Moses Hess dans le *Sozialdemokrat* accusant Tolain d'être lié aux milieux bonapartistes. (Marx-Engels avaient envoyé aussitôt un démenti publié par ce journal, dirigé lui-même par von Schweitzer qui « flirtait » avec Bismarck, avant de rompre définitivement avec cette tendance.) Marx chargea Victor Schily, un émigré allemand de Paris, de se renseigner sur l'origine des accusations lancées contre Tolain. Celles-ci émanaient de la revue l'Asso*ciation*, à la rédaction de laquelle participait Lefort. Schily informa Marx que Lefort et même Le Lubez se heurtaient à l'opposition des sections parisiennes.

Le 4 mars 1865, Marx écrivait à Engels : *« Les affaires françaises sont très embrouillées.* Tu recevras, dans la prochaine lettre, des renseignements à ce sujet, ainsi que le rapport de Schily (dont je dois aujourd'hui même traduire quelques passages au sous-comité). Qu'il me suffise de te dire, pour l'heure, que le conflit met aux prises nos agents ouvriers de la première heure et ces messieurs sociaux et politiques (y compris le chef de l'Association qui fait l'admiration de Moses Hess), pour savoir qui doit communiquer avec nous. En fait, les ouvriers français, surtout parisiens, considèrent le Conseil de Londres comme un gouvernement ouvrier "extérieur". »

* Signale les passages en français dans le texte original.

Résolutions du Conseil central sur le conflit de la section parisienne

Retour à la table des matières

Ire résolution : Considérant que le citoyen Tolain a offert sa démission à plusieurs reprises et que le Conseil central [27] l'a à chaque fois refusée, le Conseil central insiste maintenant auprès du citoyen Tolain et de la direction parisienne afin qu'ils établissent avec soin si, dans les conditions actuelles, cette démission a une utilité ou non. Le Conseil central confirme à l'avance la résolution, quelle qu'elle soit, que la direction parisienne prendra à ce sujet [15].

IIe résolution : À la suite du souhait exprimé par une assemblée de trente-deux membres de l'Association internationale des travailleurs tenue à Paris le 24 février [16], et conformément aux principes de la souveraineté et de l'autogouvernement du peuple, le Conseil central casse sa résolution de nommer un mandataire officiel pour la presse française. Le Conseil central profite de cette même occasion pour exprimer son estime au citoyen Lefort [17], en particulier pour avoir été l'un des fondateurs de l'Association internationale des travailleurs, et en général pour avoir fait preuve d'un caractère public éprouvé. En outre, le Conseil proteste contre le principe qu'il ne saurait admettre,

---

15 Ces résolutions, élaborées par Marx, furent adoptées par le Conseil central le 7 mars 1865.

Comme il ressort de la lettre de Schily à Marx du 25 février 1865 et des instructions privées de Marx à Schily, ce qui importait à Marx-Engels dans l'affaire parisienne, c'est que le Conseil central de l'Internationale maintienne le droit du Conseil central de diriger la vie des sections et d'empêcher que les conflits poussent les ouvriers à se retirer de l'Internationale.

16 Avant de rejoindre Londres pour exposer leur point de vue au Conseil central, Tolain et Limbourg avaient bénéficié du soutien de trente-deux membres parisiens réunis pour la circonstance.

17 Dans une lettre du 13 mars 1865 à Hermann Jung, Marx explique que les âpres discussions soulevées au Conseil central par Luigi Wolff et Le Lubez ont contribué à rendre imparfaite la forme de ces résolutions et à forcer certains aspects de l'affaire (par exemple, l'appui trop ferme du Conseil central à Henri Lefort).

selon lequel seul un ouvrier pourrait être admis à une fonction dans notre Association [18].

[28]

IIIe résolution : Le Conseil décide de confirmer dans ses fonctions l'actuelle direction à condition qu'elle s'adjoigne le citoyen Vinçard [19].

IVe résolution : Le Conseil central enjoint à la direction parisienne de rechercher avec sérieux une entente avec les citoyens Lefort et Béluze, afin qu'eux-mêmes, ainsi que le groupe d'ouvriers dont ils sont les délégués, soient représentés dans la direction, en faisant remarquer que le Conseil ne fait qu'exprimer un souhait, et n'a ni le pouvoir ni l'intention de dicter une décision.

Ve résolution : La direction parisienne ayant fait savoir qu'elle était disposée à reconnaître une représentation directe du Conseil central, il nomme le citoyen Schily pour le représenter auprès de ladite direction.

---

18 Au fond, la divergence au niveau des principes est qu'un parti politique, et en l'occurrence l'Internationale, ne peut refuser d'admettre dans ses rangs des hommes venus d'autres milieux que celui des travailleurs manuels. Sur ce plan, la conception marxiste s'opposera fermement à la conception proudhonienne, notamment au Congrès de Genève de 1866.

C'est sans doute ce qui explique que Marx ait soutenu le non-ouvrier Lefort, bien que les positions de celui-ci soient contestables, et c'est uniquement ce fait qui justifie les réserves de Marx à son sujet.

19 En soutenant ainsi Pierre Vinçard, un vétéran de la révolution de 1848, Marx espérait réaliser une liaison avec les traditions révolutionnaires et socialistes du mouvement ouvrier des années 1840, P. Vinçard ne put cependant accepter cette offre, en raison de la précarité de son état de santé.

Instruction privée à Schily

Retour à la table des matières

« Au cas où une entente ne pourrait se réaliser, le Conseil déclare que le groupe Lefort, *après* qu'il aura pris réception des cartes de membres [20], est justifié, conformément à nos statuts (cf. §7), à constituer une section locale distincte. »

Cela doit, mais confidentiellement et en guise de moyen de pression, être communiqué à Fribourg et Cie, afin de les inciter aux concessions nécessaires, à condition que Lefort et Béluze (le directeur de la *Banque du peuple* [21]) aient [29] sérieusement l'intention de faire adhérer leur groupe à notre Association.

20 Le 14 mars, plusieurs membres français du Conseil central protesteront contre l'annulation de la nomination de Lefort à la direction parisienne, et Marx s'associera encore à la proposition exhortant Lefort à revenir sur sa décision de quitter l'Internationale, et à œuvrer pour la formation de nouvelles sections en France.

21 Le socialiste petit-bourgeois Jean-Pierre Béluze avait fondé en 1863 à Paris la *Banque du peuple et de crédit au travail.*

Cette banque se fixa pour but de consentir des crédits aux coopératives de production et de consommation et drainait les économies des ouvriers pour le mouvement coopératif. Elle fonctionna jusqu'en 1868.

Au rédacteur de l'« Écho de Verviers »

Nous comptons sur votre esprit de justice et sur votre désir « de répandre la vérité, la lumière parmi les classes ouvrières » pour publier la lettre suivante, dont une copie a été envoyée au citoyen Vésinier [22].

---

22 Lettre élaborée par Marx en réponse à un article anonyme paru dans *l'Écho de Verviers.* Cet article reprenait et entretenait les dissensions qui régnaient entre les membres français de l'Internationale, et présentait une image déformée des travaux de la conférence de Londres (1865). Marx découvrit bientôt quel en était l'auteur, un républicain petit-bourgeois, émigré en Belgique, qui se faisait le porte-parole des éléments de la section française de Londres hostiles à Marx et au Conseil central. Un article de Vésinier fut discuté au Conseil central, les 25 décembre 1865, 2 et 9 janvier 1866. Marx participa activement à la discussion et demanda au Conseil de mettre Vésinier en demeure de prouver ses accusations, sous peine d'être exclu de l'Internationale. Vésinier sera exclu au Congrès de Bruxelles, en septembre 1868, pour avoir calomnié le Conseil central.

Marx lui-même explique le sens de la polémique en ces termes « Il s'est formé une intrigue contre l'Association internationale, et j'aurais besoin de ton aide. Plus tard davantage de détails, pour le moment ceci : Le Lubez et Vésinier (ce dernier sachant qu'une enquête sur son passé est en cours, a regagné Bruxelles) ont ici une section française (en réalité une section d'opposition), en collaboration avec Longuet rédacteur de la *Rive gauche,* et à laquelle se rattache toute la clique proudhonienne de Bruxelles. Vésinier a commencé à publier contre nous un long factum dans *l'Écho de Verviers,* sous le voile de l'anonymat naturellement. Ensuite, dans *le même* journal, qui reproduit les ragots contre notre Association et fait passer mensongèrement pour bonapartistes jusqu'à Tolain et Fribourg, la section française de Londres publie un programme et un projet de futurs statuts qu'ils se proposent eux - les vrais - de présenter au congrès.

Le véritable nerf de la polémique est la *question polonaise.* Tous ces gens se sont ralliés aux théories moscovites de Proudhon et de Herzen. Pour t'en convaincre je t'enverrai les articles publiés par ces oracles dans *La Tribune du peuple* contre la Pologne, et tu écriras un article de réfutation, soit pour nos feuilles de Genève, soit pour le *Workman's Advocate* [de fait, Engels écrira une série d'articles intitulés « En quoi la classe ouvrière est-elle concernée par la Pologne » ? dans *The Commonwealth,* qui n'en publia qu'une partie, étant passé sous le contrôle de radicaux bourgeois]. C'est dans la fraction proudhonisée de la *Jeune France* que messieurs les Russes ont trouvé leurs derniers alliés. » (Marx à Engels, 5 janvier 1866.) Dans sa lettre à Engels du 15 janvier 1866, Marx donne de larges extraits de l'article de

Votre dévoué serviteur,

Jung.

[30]

Monsieur Vésinier,

Dans son no 293, en date du *16* décembre *1865, l'Écho de Verviers* a publié un article ayant prétendument pour but d'éclairer les travailleurs sur l'esprit qui anime les membres du Conseil central de *l'Association internationale des travailleurs* ; le citoyen Le Lubez qui l'a présenté au Conseil (comme il en avait été chargé) a reconnu que, quoiqu'anonyme, cet article était dû à votre plume.

Après avoir discuté de cet article, le Conseil central, dans sa séance du 9 janvier 1866, a adopté la résolution suivante : « Le citoyen Vésinier est sommé de fournir la preuve des faits qu'il rapporte ; s'il s'y refuse ou s'il en est incapable, il sera rayé de *l'Association internationale des travailleurs*. »

Comme votre article s'écarte entièrement de la vérité, le Conseil central a estimé de son devoir de rétablir les faits dans toute leur intégrité. Le Conseil central, ayant conscience de sa mission et du mandat qu'on lui a confié, il ne répondra pas à des calomnies par des calomnies, pas plus qu'il ne s'abaissera à des accusations personnelles ; au contraire, il laissera à ceux qui sont accusés le soin de se justifier eux-mêmes. Cependant il ne se laissera pas arrêter pas ses faux amis, même s'il n'entend laisser derrière lui ni tache ni souillure.

Entre autres, les passages suivants méritent principalement d'être signalés.

Vésinier (cf. *Correspondance K. Marx - Fr. Engels*, publiée par A. Bebel et Ed. Bernstein, éd. Costes, 1934, t. IX, p. 8-13).

[31]

I

« Bientôt tous les membres français et italiens [23] donnèrent leur démission motivée par la présence au sein du comité et par les intrigues de MM. Tolain et Fribourg » *(Écho de Verviers,* n° 293).

Or, sur neuf membres français, deux seulement se sont retirés, à savoir MM. Denoual et Le Lubez, et même ce dernier revint peu de temps après [24]. Quant aux Italiens, un seul - le citoyen Wolff - motiva sa démission, non « par la présence au sein du comité et les intrigues de MM. Tolain et Fribourg », mais à propos d'une résolution du Conseil central présentée par le sous-comité, concernant le citoyen Lefort, en faveur de laquelle il avait lui-même voté, quelques heures auparavant, comme membre du sous-comité [25].

II

« Le comité continua à fonctionner en leur absence jusqu'à aujourd'hui » (*Écho de Verviers,* n° 293).

---

[23] La première bataille d'envergure de Marx dans l'Internationale a été menée contre le major Luigi Wolff et, à l'arrière-plan, Mazzini, du fait que le gros de l'effectif de l'Association à ses débuts était formé par les éléments italiens qui avaient adhéré massivement ; par leur intermédiaire, les éléments bourgeois, notamment Mazzini, voulaient prendre la direction de l'Internationale pour la dévoyer à leurs fins.

[24] Le sous-comité et le Conseil central discutèrent les 6 et 9 mai 1865 la réadmission de Le Lubez.

[25] Il s'agit de la résolution sur le conflit dans la section parisienne reproduite ci-dessus. A ce propos, cf. la lettre de Marx à Engels, du 11 avril 1865, *Correspondance,* éd. Costes, tome VIII, p. 196. Marx y précise que « le Club des ouvriers italiens n'a pas quitté l'Association, mais n'a plus de représentant au Conseil ».

À propos de Mazzini, cf. *La Prise de position de Mazzini contre l'Internationale,* trad. fr. : MARX-ENGELS, *La Commune de 1871*, 10/18, 1971, p. 168-172.

Sur deux membres qui se retirèrent, le citoyen Le Lubez, ex-secrétaire pour la France, revint peu de temps après comme délégué de la section de Deptford. Le comité ne fonctionna donc pas longtemps en son absence.

[32]

III

« Il (le comité) publia un *Manifeste* et un règlement provisoire, le premier dû à la plume d'un publiciste éminent de race latine, etc. » (Écho *de Verviers,* n° 293).

Le *Manifeste* et le règlement furent publiés avant la retraite des deux membres français et des membres italiens [26]. Le *Manifeste* n'est pas dû à la plume d'un publiciste éminent de race latine [27], mais d'un écrivain de race teutonne [28]. Le *Manifeste* fut adopté unanimement par tous les membres du Conseil central, y compris les Français et les Italiens, avant même que le publiciste de race latine en eût connaissance ; loin d'en être l'auteur, s'il en avait eu connaissance, il aurait tout fait, étant donné ses tendances antibourgeoises, pour s'y opposer auprès des membres italiens. Mais, arrivé trop tard, il ne réussit qu'à empêcher que ces derniers n'en fissent la traduction en italien. Il est évident que vous n'avez jamais lu ce *Manifeste,* et le publiciste éminent de race latine ne vous saurait pas gré de ce que vous lui en avez attribué la paternité.

---

26 Les délégués italiens Lama et Fontana quittèrent le Conseil central en avril 1865.

27 Marx fait allusion à Giuseppe Mazzini.

28 Marx fait allusion à lui-même. On notera qu'il ne parle pas de son ascendance juive, mais bien plutôt de son rattachement politique de classe au socialisme allemand, contribution du prolétariat d'Allemagne au socialisme moderne, scientifique.

IV

« A-t-il (le comité) poursuivi le but qu'il s'était proposé - l'émancipation complète des travailleurs ? Non ! Au lieu de cela, il a perdu un an de temps précieux pour aboutir aux conférences et au programme du congrès qui doit avoir lieu à Genève, etc. » (*Écho de Verviers,* n° 293).

Le Conseil central ne commença guère à fonctionner que vers l'année 1865. Neuf mois s'écoulèrent donc avant la conférence. Il employa ces neuf mois de « temps précieux » à établir des relations internationales et à étendre son organisation en Angleterre. Plusieurs mois durant, des délégations composées de membres du Conseil furent envoyées chaque semaine auprès des différentes sociétés ouvrières [33] pour les engager à se joindre à l'Association. En voici le résultat : lors de la conférence, *l'Association internationale des travailleurs* comptait 14 000 adhérents en Angleterre. Entre autres, des sociétés aussi importantes que celles des cordonniers et des maçons s'étaient affiliées. Les hommes les plus influents et les plus éminents de ces immenses organisations ouvrières que sont les syndicats *(trade unions)* étaient membres du Conseil central. Un journal était fondé, dont le seul titre - *Workman's Advocate* - indique le but, un journal qui partout et toujours défend les intérêts de la classe ouvrière.

L'Association pour le suffrage universel *(Reform League)* était fondée en Angleterre, association qui compte des milliers de membres et dont le secrétaire et la majorité des membres du Conseil exécutif sont choisis dans notre sein.

En France, nous avons plusieurs milliers d'adhérents.

Il y a à Paris une organisation forte, active, à l'abri de tout reproche, avec plus de deux mille adhérents. Nous avons des sections à Lyon, Rouen, Nantes, Caen, Neufchâteau, Pont-l'Evêque, Pantin, Saint-Denis, Puteaux, Belleville, etc.

En Suisse, nous avons une organisation composée des meilleurs éléments à Genève, avec 500 adhérents, ainsi que des sections à Lausanne, Vevey, Montreux et dans le canton de Neufchâtel.

En Belgique, le mouvement se formait sous les meilleurs auspices, et le Comité central avait lieu de croire que l'Espagne ne tarderait pas à suivre.

V

« Non ! Il (le comité) n'a pas même fait voir à sa conférence de septembre 1865 un délégué de l'Allemagne, qui compte tant de sociétés d'ouvriers, pas un seul non plus des sociétés si nombreuses de l'Angleterre, pas un seul de celles d'Italie, si bien organisées, pas un seul de celles qui existent en France, car Tolain, Fribourg et Cie ne sont les délégués d'aucune société d'ouvriers français, ils se sont délégués eux-mêmes, ils n'ont fourni la preuve d'aucun mandat dont ils aient été revêtus. Loin d'être les délégués d'associations ouvrières françaises, leur présence a été la seule cause qui a empêché celles-ci d'envoyer des délégués à la Conférence de Londres. Nous pourrions citer plusieurs [34] d'entre elles qui ont refusé pour ce motif d'y adhérer, etc. p *(Écho de Verviers,* no 293).

En principe, seules les sections de *l'Association internationale des travailleurs* et les sociétés qui avaient adhéré à ses principes pouvaient être représentées à la conférence. L'état de nos finances nous enjoignait de limiter le nombre des délégués au plus bas minimum.

De l'Allemagne, « qui compte tant de sociétés d'ouvriers », les seules qui auraient pu être représentées sont les sociétés de consommation, fondées par Schulze-Delitzsch, et celles de Lassalle, l'A.G.O.A. Les premières, à l'insu de leurs membres, n'étaient que l'instrument de la bourgeoisie libérale de Prusse, dont Schulze-Delitzsch est un des matadors ; celles de Lassalle étaient, et sont encore aujourd'hui, en complète dissolution, une partie s'en était coalisée avec Bismarck, tandis que l'autre partie, qui ne s'était pas encore reconstituée, reconnaissait pour chef J.-Ph. Becker, délégué suisse à la conférence. Lors d'une séance de la conférence, ce dernier reçut un mandat de la part des ouvriers des fabriques de Solingen, tandis que *l'Association allemande de formation des ouvriers* (A.A.F.O.) était

représentée par lui, et la A.A.F.O. de Londres fut représentée par ses délégués auprès du Conseil central [29].

Outre les entraves qui empêchent les ouvriers de former des associations en Allemagne, la législation leur défend purement et simplement d'appartenir à des associations étrangères. Néanmoins, quelques sections furent formées dans le Nord et dans le Sud de l'Allemagne.

En présence de toutes ces difficultés, est-il extraordinaire que l'Allemagne n'ait pas été aussi bien représentée que le Conseil central aurait pu l'espérer ?

Les sociétés anglaises furent fort bien représentées par les membres du Conseil central : Odger, le président, est secrétaire du *trades council*, conseil suprême de tous les syndicats d'Angleterre ; Cremer, secrétaire général, est membre du conseil exécutif des charpentiers ; Howell, secrétaire de la *Reform League* et membre du conseil exécutif des maçons, et Coulson, secrétaire de cette dernière société, sont tous deux délégués par elle auprès du Conseil central ; Wheeler, dirigeant d'une assurance mutuelle sur la vie, est membre du Conseil central.

[35]

Les cordonniers (forts de 5 000 hommes) sont représentés par Odger, Morgan et Cope, tandis que Shaw représente les peintres en bâtiment, etc.

Le citoyen Wolff qui assista au Congrès des ouvriers italiens à Naples en 1865, et les autres membres italiens du Conseil, quoiqu'ils prissent une part très active aux travaux du Conseil central, ne réussirent cependant jamais à faire un seul adhérent en Italie ; c'est une source de regrets pour le Conseil central de voir que les membres italiens, même avant leur retraite, ne jouirent pas assez de la confiance « de ces sociétés si bien organisées de l'Italie » pour engager une seule d'entre elles à se joindre à l'Association internationale [30].

---

29 Par exemple, Marx, Eccarius, Lessner, Schapper, qui faisaient partie des deux organisations.

30 Ces tentatives d'usurpation du Conseil central par Wolff et Mazzini contribuèrent sans doute à retarder l'implantation de l'Internationale en Italie, comme il ressort de la lettre suivante d'Engels à Gennaro Bovio, 16 avril 1872 : « Nous reconnaissons volontiers qu'au moment où pour la première

« ... pas une seule de celles qui existent en France, car Tolain, Fribourg et Cie ne sont les délégués d'aucune société d'ouvriers français, ils se sont délégués eux-mêmes ».

Les membres de la section lyonnaise regrettaient que le manque de fonds les empêchât d'envoyer des délégués, mais, de même que ceux de la section de Caen et ceux de la section de Neufchâteau, ils envoyèrent un manifeste par lequel ils participaient aux travaux du Conseil central. Tolain, Fribourg, Limousin et Varlin, furent nommés au suffrage universel par la section de Paris. Cette section est composée d'ouvriers de tous les métiers et de plusieurs centaines de membres de l'Association du crédit au travail. Tous ont pris ou ont pu prendre part à l'élection des délégués. Limousin, l'un des quatre délégués de Paris, est secrétaire [36] de gérance du journal *L'Association,* l'organe international des sociétés coopératives.

M. Clariol fut délégué par la société des typographes de Paris ; sur invitation du Conseil central, MM. Schily, Dumesnil, Marigny et autres vinrent de Paris pour assister à la conférence à laquelle ils prirent une part active.

Quelles sont les autres sociétés auxquelles vous faites allusion qui furent empêchées par la présence de Tolain, Fribourg et Cie d'envoyer des délégués à la conférence ? Serait-ce la Société du Dix-Décembre, la seule qui soit autorisée sous le présent régime en France ?

Le compte rendu de la conférence parut dans tous les journaux libéraux de Paris, sans susciter une seule plainte ou une seule réclamation de la part des membres de l'Association internationale ou des sociétés coopératives de France. Le mandat dont les délégués étaient munis a été vérifié et approuvés par le sous-comité du Conseil central.

---

fois ici à Londres une liaison internationale des travailleurs fut établie, vous avez repris la même idée dans la lointaine Apulie et l'avez défendue avec force au Congrès de Naples. Nous vous remercions pour la communication de ce fait, car il apporte une nouvelle preuve de ce que l'unification des ouvriers de tout le monde civilisé était déjà reconnue dès 1864 comme une nécessité historique, et ce jusque dans les pays où nous n'avons pas pu nouer de liaison à ce moment-là, parce que nous ne savions pas à qui nous adresser. Nous regrettons sincèrement que les sociétés ouvrières italiennes, du fait qu'elles n'ont pas repris vos idées en 1864, aient gravement ralenti le développement du mouvement prolétarien en Italie. »

Dès le début de la conférence, les délégués parisiens rendirent un compte détaillé et fidèle de leur administration et de la gestion de leurs finances, à l'appui duquel ils mirent leurs livres et toute leur correspondance à la disposition du Conseil central. Celui-ci peut se féliciter de l'efficacité des moyens employés par l'administration de Paris pour la fondation et la propagation de *l'Association internationale des travailleurs.*

VI

« La Belgique en a envoyé un très capable, le citoyen De Paepe, mais c'est le seul pour ce pays qui compte beaucoup d'associations » (*Écho de Verviers,* n°, 293).

Il est à regretter que la Belgique n'ait envoyé qu'un seul délégué, et que celui-ci soit celui qui représentât le moins de mandataires. Néanmoins, ce pays a été noblement représenté par la personne de César De Paepe.

VII

« La Suisse, ou plutôt Genève, en a envoyé deux, qui ne sont pas Suisses, savoir un réfugié français et un réfugié badois qui sont venus à la conférence avec les deux soi-disant délégués français nommés plus haut ; soit au total [37] cinq ou six de la même valeur, et un seul véritable et sérieux, celui de la Belgique » (*Écho de Verviers,* n° 293).

Les délégués de la Suisse furent élus au suffrage universel par tous les membres des différentes sections de l'Association internationale en Suisse. La société de Grütli, entièrement composée de Suisses, et *l'Association allemande pour la formation des ouvriers* prirent aussi une part aux élections, par le truchement de leurs délégués, auprès de l'Association internationale en Suisse. Par le choix de leurs délégués, les membres de l'Association suisse se sont acquis une place honorable dans l'histoire de l'Association internationale.

Les délégués suisses vinrent à la conférence, non « avec les deux soi-disant délégués français », mais avec les quatre délégués parisiens.

Le citoyen Becker, l'un des délégués à la conférence est naturalisé suisse depuis plus de vingt ans. Les droits de citoyenneté de la ville de Bienne lui furent accordés en reconnaissance des services qu'il rendit à la cause démocratique universelle ; en outre, il s'est distingué comme agitateur, soldat, administrateur et écrivain. Ses talents si multiples ont toujours été employés pour la cause des travailleurs. Il est ridicule de voir des pygmées s'attaquer à de pareils géants, et il est certain que leur valeur ne saurait être mise en question que par des hommes d'une probité et d'un désintéressement connus.

VIII

« Nous le demandons, est-ce là un résultat satisfaisant ? » (*Écho de Verviers*, n° 293).

Le Conseil central est presque exclusivement composé d'ouvriers habitués à manier le marteau et la lime, et ce n'est qu'au prix de sacrifices personnels qu'ils peuvent les remplacer par la plume. Quand ils ont recours à la plume, c'est toujours pour défendre ou propager une noble cause, non pour la vendre au bonapartisme. Si le résultat n'est pas aussi satisfaisant que les ouvriers en général auraient pu l'espérer, nous sommes convaincus qu'ils prendront en considération les veilles passées après une longue journée d'un travail fatigant, et les souffrances que leurs frères ont endurées avant de pouvoir en arriver à ce point.

[38]

IX

« Cédant à des influences fâcheuses, il a inscrit dans le programme du Congrès de Genève des questions en dehors du but de l'Association, telle que celle d'anéantir l'influence russe en Europe » (*Écho de Verviers*, n° 293).

Quelles sont les influences fâcheuses auxquelles le Conseil central a cédé en inscrivant à son programme qu'il était nécessaire d'anéantir l'influence moscovite en Europe (non l'influence russe, ce qui veut dire tout autre chose) [31]. La nécessité « d'anéantir l'influence moscovite en Europe » est reconnue en principe dans notre *Manifeste* qui n'a certainement pas été publié sous des influences fâcheuses.

Quelles sont les autres questions inscrites du programme qui soient dues à des influences fâcheuses ?

X

« Cette faute énorme a déjà eu de fatales conséquences ; les Polonais ont demandé en masse à faire partie du comité et sous peu ils seront en immense majorité » (*Écho de Verviers,* n° 294).

Les Polonais n'ont pas demandé en masse à faire partie du Conseil central. Au lieu d'y être en immense majorité, ils n'en forment pas même la vingtième partie.

Comment raisonner avec quelqu'un qui écrit : « Le comité a élaboré et fait voter un programme de douze questions comprenant presque tous les problèmes les plus généraux de l'économie politique, mais sans émettre une question scientifique » et qui, quelques lignes plus bas, sans [39] même reprendre souffle, reconnaît « l'importance scientifique » de ces mêmes questions ?

Le Conseil central, loin d'être exclusif, a toujours cherché à s'entourer des lumières de tous les amis sincères de la cause des travail-

31 Marx réfute à l'avance sa prétendue russophobie. Dans ce domaine, comme partout ailleurs, il savait fort bien distinguer entre peuple ou mieux prolétariat, et gouvernement. Certes, disait-il à Lassalle, on hait la Russie en Allemagne, « mais haïr et comprendre sont deux choses absolument différentes » (15 septembre 1860). A quoi, démagogiquement, Lassalle répondait dans sa lettre du 17 septembre 1860) : « Tu dis : notre peuple hait suffisamment la Russie, mais ne la comprend pas assez. Ce dernier point m'est parfaitement indifférent. Même en déployant les plus grands efforts, nous ne pourrions transformer notre peuple en analyste de la diplomatie. La haine suffit chez les masses, même si, dans le pays, nous ne sommes que cinq ou six à comprendre aussi. »

leurs. Il a cherché, par tous les moyens en son pouvoir, à propager ses grands principes et à unir les ouvriers de tous les pays. A cet effet, trois journaux ont été fondés en Suisse : Le *Journal de l'Association internationale des travailleurs* et *La Voix de l'Avenir*, publiés en langue française, et *Le Précurseur (Der Vorbote)* publié en langue allemande ; un en Angleterre *(The Workman's Advocate)*, le seul journal anglais qui, par l'application du droit qu'ont les peuples de disposer d'eux-mêmes, reconnaît que les Irlandais ont le droit de secouer le joug anglais.

Le Conseil central n'est pas juge de ses propres actions. Le Congrès de Genève décidera s'il est digne de la confiance dont il a été honoré ou s'il a abandonné délibérément le but sublime dont il avait été chargé.

Au nom du Conseil central de *l'Association internationale des travailleurs.*

15 février 1866.

Marx et l'Internationale

Retour à la table des matières

J'avais de vives appréhensions pour le Premier Congrès de l'Internationale à Genève [32]. Son effet en France, en Angleterre et en Amérique a été inespéré. Je ne pouvais ni ne voulais m'y rendre, mais j'ai élaboré le programme des délégués londoniens. A dessein, je l'ai limité aux points susceptibles d'un accord immédiat et d'une action commune des travailleurs, afin de donner un aliment et une impulsion directe aux exigences de la lutte des classes et de l'organisation des travailleurs en classe.

Messieurs les Parisiens avaient la tête pleine de phrases proudhoniennes les plus creuses : ils bavardaient sur la science, et ne savent rien eux-mêmes ; ils dédaignent toute action *révolutionnaire,* surgissant directement de la lutte des classes, tout mouvement social centralisé, donc réalisable aussi par des moyens *politiques* (par exemple, la

---

32 Marx à Kugelmann, 9 octobre 1866.

diminution [40] légale de la journée de travail [33]), sous prétexte de liberté, d'antigouvernementalisme ou d'individualisme antiautoritaire. Ces messieurs qui, depuis seize ans, ont supporté et supportent tranquillement le despotisme le plus vil, prônent en fait une vulgaire économie bourgeoise, mais enjolivée d'idéalisme proudhonien.

Proudhon a fait un mal énorme. Son semblant de critique et son simulacre d'opposition aux utopistes - il n'est lui-même qu'un utopiste petit-bourgeois, alors que les utopies d'un Fourier, Owen, etc., étaient l'intuition et l'expression imaginaire d'un monde nouveau - ont d'abord séduit et corrompu la *jeunesse brillante* *, les étudiants, puis les ouvriers, surtout parisiens qui, en qualité d'ouvriers de luxe, restent sans le savoir fortement attachés à toutes ces vieilleries. Ignorants, vaniteux, arrogants, bavards, emphatiques, ils étaient sur le point de tout gâcher, car ils étaient venus au congrès en un nombre qui ne correspond absolument pas à celui de leurs adhérents. Dans le rapport, je leur taperai sur les doigts, en sous-main.

Au prochain congrès de Bruxelles, je tordrai moi-même le cou à ces ânes de proudhoniens [34]. J'ai préparé toute l'affaire de manière diplomatique et je n'ai pas voulu paraître personnellement avant que mon livre [*Le Capital*] soit publié et que notre Internationale ait pris racine. Dans le rapport officiel du Conseil général (où, malgré leurs efforts, les bavards parisiens n'ont pu empêcher notre réélection), je ne manquerai pas de les fustiger comme il faut.

Dans l'intervalle, notre Association a fait de grands progrès. Le misérable *Star*, qui voulait nous ignorer totalement, a déclaré dans son éditorial d'hier que nous étions plus importants que le Congrès de la paix. A Berlin, Schulze-Delitzsch n'a pu empêcher sa « société ouvrière » d'adhérer à notre Association. Ces cochons d'Anglais des trade-unions, pour qui nous avions des positions trop avancées, courent maintenant après nous.

---

[33] En ce qui concerne les rapports de Marx-Engels avec le mouvement syndical français, cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, Maspero, 1972, vol. I, p. 113-170.

[34] Cf. Marx à Engels, 22 septembre 1867.

Outre *Le Courrier français, La Liberté* de Girardin, *Le Siècle, Le Monde, La Gazette de France*, etc., ont donné [41] des comptes rendus de notre congrès. *Les choses marchent bien* *. Et à la prochaine révolution - moins éloignée peut-être qu'on ne le croit - nous aurons (toi et moi) cette puissante organisation entre les mains. Compare nos résultats avec ceux que Mazzini a obtenus avec ses machinations depuis trente ans ! Et cela sans ressources financières ! Malgré les intrigues des Parisiens à Paris [35], de Mazzini en Italie, les velléités d'Odger, de Cremer, de Potter à Londres, les obstacles de Schulze-Delitzsch et des lassalliens en Allemagne, nous pouvons nous déclarer très satisfaits...

Déclaration du Conseil général de l'A.I.T. à propos de l'arrestation de membres des sections françaises

Retour à la table des matières

Le citoyen Marx attire l'attention du Conseil sur le fait que de nombreux membres de l'Association ont été arrêtés en France et que les journaux gouvernementaux s'efforcent de faire accroire que l'Internationale est impliquée dans un prétendu complot contre l'empereur [36]. Afin de réfuter ces insinuations, il propose la résolution suivante :

---

35 Dans sa lettre du 23 novembre 1871 à Bolte, Marx écrit : « Étant donné que les proudhoniens (mutuellistes) avaient participé à la fondation de l'Association internationale des travailleurs, ils tinrent tout naturellement la barre à Paris durant les premières années. Plus tard, des groupes collectivistes, positivistes, etc., commencèrent à se créer en opposition aux proudhoniens. »

36 Cf. Compte rendu de séance du Conseil général, 3 mai 1870.

Napoléon III organisa en mai 1870 un plébiscite afin de consolider les positions passablement ébranlées de l'Empire. Les questions en étaient formulées de façon à ce qu'un désaveu de la politique impériale signifiait en même temps un désaveu de toute espèce de réformes sociales. La fédération de l'A.I.T. et la chambre fédérale des associations ouvrières de Paris lancèrent un manifeste *le 24 avril 1870*, dans lequel elles dénonçaient cette manœuvre démagogique et appelaient les ouvriers à s'abstenir.

[42]

« À l'occasion du dernier prétendu complot, le gouvernement français n'a pas seulement arrêté de nombreux membres de nos sections parisiennes et lyonnaises, mais a encore insinué dans ses journaux que *l'Association internationale des travailleurs* était complice dans le prétendu complot.

« Selon les termes de nos statuts, il est certes du devoir particulier de toutes nos sections en Angleterre, sur le continent et aux États-Unis, d'agir, non seulement comme centre pour l'organisation de la classe ouvrière, mais encore comme point de soutien de tous les mouvements politiques qui, dans les différents pays, s'efforcent de réaliser notre but ultime, *l'émancipation économique de la classe ouvrière.* En même temps ces statuts obligent toutes les sections de notre Association à agir publiquement en pleine lumière. Même si nos statuts n'étaient pas formels sur ce point, la véritable nature d'une association qui s'identifie elle-même avec la classe ouvrière exclurait toute forme de société secrète. S'il y a conspiration de la part de la classe ouvrière, qui forme la grande masse des nations, crée toutes les richesses et au nom de laquelle tout pouvoir même usurpateur prétend régner, c'est en public que cela se passe, comme le soleil conspire contre les ténèbres, avec la pleine conscience qu'en dehors de son champ d'activité, il n'est aucun pouvoir légitime.

« Si les autres faits du complot que dénonce le gouvernement français sont aussi faux et infondés que ses insinuations contre *l'Association internationale des travailleurs*, ce dernier complot succédera dignement à ses deux prédécesseurs de grotesque mémoire. Les bruyantes mesures de force contre nos sections françaises visent exclusivement un seul but : la *manipulation du plébiscite*. »

À la veille du plébiscite, les membres de la fédération de Paris furent arrêtés, et accusés de préparer un complot visant à assassiner Napoléon III. Les sections de Lyon, Rouen, Marseille, etc., furent également poursuivies. Le troisième procès des membres parisiens de l'A.I.T. dura du 22 juin au 5 juillet 1870, et, l'accusation de complot s'étant effondrée, les accusés furent condamnés pour leur appartenance à l'Internationale.

[43]

Résolution du Conseil général concernant les statuts de la « Section française de 1871 »

Retour à la table des matières

Aux citoyens membres de la « Section française de 1871 »

Citoyens,

Considérant les articles suivants des résolutions organisationnelles votées par le Congrès de Bâle :

Article 4 : « Chaque nouvelle section ou société qui se forme et peut faire partie de l'Internationale doit annoncer immédiatement son adhésion au Conseil général [37]. »

Article 5 : « Le Conseil général a le droit d'admettre ou de refuser l'affiliation de toute nouvelle société, groupe, etc. »

le Conseil général confirme les statuts de la *Section française de 1871* avec les modifications suivantes :

I. Que dans l'article 2 soient rayés les mots suivants :

---

[37] Ce texte a été soumis par Marx, le 17 octobre 1871, au Conseil général et approuvé à l'unanimité. Le Conseil général, en tant que centre dirigeant de l'Internationale y exerce son contrôle sur les sections à admettre ou à exclure. D'un congrès à l'autre, les luttes de tendances devenant de plus en plus vives, Marx-Engels renforcèrent, comme il est normal, les conditions d'admission dans l'Internationale, de plus en plus radicale et militante.

La *Section française de 1871* fut créée à Londres par des réfugiés français. La direction établit une liaison étroite avec les bakouninistes de Suisse et s'opposa avec eux aux principes d'organisation de l'Internationale. Suivant la règle, les statuts de la *Section française de 1871* furent soumis au Conseil général pour ratification et examinés en commission. Marx s'occupa de ce rapport. Bientôt le Conseil général démasqua le mouchard Durand qui s'était introduit dans la *Section française de 1871*, Cf. MARX-ENGELS, *La Commune de 1871*, 10/18, 1971, p. 159.

« justifier de ses moyens d'existence », et qu'on mette simplement : « pour être reçu membre. Chaque branche est responsable de l'intégrité des membres qu'elle admet. »

En cas de doute, une section peut certes prendre des informations sur les moyens d'existence comme « garantie de moralité », mais sans oublier que dans bien des cas - celui des réfugiés, des ouvriers en grève, etc. - l'absence de justification des moyens d'existence est précisément une [44] garantie de moralité. Or donc, ce serait une innovation bourgeoise, contraire à la lettre et à l'esprit des statuts généraux, que de demander aux candidats de justifier de leurs moyens d'existence comme condition générale d'admission.

II. a) Considérant que l'article 4 des statuts généraux dit :

« Le congrès nommera les membres du Conseil général en laissant à ce dernier le soin de s'adjoindre de nouveaux membres » ; que, par conséquent, les statuts généraux ne reconnaissent que deux modes d'élection pour les membres du Conseil général, soit leur élection par le congrès, soit leur nomination par le Conseil général, le passage suivant de l'article 11 des statuts de la *Section française de 1871* « un ou plusieurs délégués seront envoyés au Conseil général » est donc contraire aux statuts généraux qui ne donnent à aucune branche, section, groupe ou fédération le *droit* d'envoyer des délégués au Conseil général.

Vu que l'article 12 des règlements d'organisation prescrit que chaque section a le droit de rédiger ses statuts particuliers et ses règlements conformément aux circonstances locales et aux lois du pays, *mais qu'ils ne doivent en rien être contraires aux Statuts généraux* [38].

Pour ces motifs,

le Conseil général ne peut admettre le paragraphe susdit des statuts de la *Section française de 1871*.

b) Il est bien vrai que les différentes sections existant à Londres avaient été invitées à envoyer des délégués au Conseil général qui,

---

[38] Cf. Règlements d'organisation, révisés en accord avec les décisions des congrès de 1866 à 1869, ainsi que de la conférence de Londres de 1871, *V. Sociétés locales, sections* et groupes, art. 1.

pour ne pas enfreindre les statuts généraux, a toujours procédé de la manière suivante. Il a d'abord déterminé le nombre des délégués à envoyer par chaque section au Conseil général, se réservant le droit de les accepter ou de les refuser suivant qu'il les jugeait aptes aux fonctions générales à remplir : les délégués devenaient membres du Conseil général non pas en vertu de la délégation qu'ils avaient reçue de leur section, mais en vertu du droit que les statuts généraux donnent au Conseil de s'adjoindre de nouveaux membres.

Comme le Conseil de Londres a fonctionné jusqu'à la [45] décision de la dernière conférence comme Conseil général de l'Association internationale des travailleurs aussi bien que comme Conseil central de l'Angleterre, il a trouvé utile d'admettre, outre les membres qu'il s'adjoignait directement, des membres délégués en premier lieu par leur section respective.

On se tromperait gravement si l'on voulait assimiler le mode d'élection du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs avec celui du Conseil fédéral de Paris, qui n'est même pas un conseil national nommé par un congrès national comme c'est le cas du Conseil fédéral de Bruxelles et du Conseil fédéral de Madrid, par exemple.

Comme le Conseil fédéral de Paris n'est qu'une délégation des sections parisiennes, les délégués de ces sections pouvaient certes être investis d'un mandat impératif auprès d'un conseil où ils avaient à défendre les intérêts de leur section. Le mode d'élection du Conseil général est au contraire déterminé par les statuts généraux et ses membres ne sauraient accepter d'autre mandat impératif que celui des statuts et règlements généraux.

c) Le Conseil général est prêt à admettre deux délégués de la *Section française de 1871* dans les conditions prescrites par les statuts généraux, conditions jamais contestées par une quelconque des sections existant à Londres.

III. Dans l'article 11 des statuts de la *Section française de 1871* se trouve le paragraphe suivant : « Tout membre de la section s'engage à n'accepter aucune délégation au Conseil général autre que de sa section. »

Littéralement interprété, ce paragraphe pourrait être accepté dans la mesure où il dirait simplement qu'un membre de la *Section française de 1871* ne devra pas se présenter au Conseil général comme délégué d'une autre section.

Mais si l'on considère le paragraphe qui le précède, on constate qu'il n'a pas d'autre sens que de bouleverser entièrement la composition du Conseil général et d'en faire, contrairement à l'article 3 des statuts généraux, une délégation des sections de Londres, l'influence des groupes locaux se substituant alors à celle de l'ensemble de l'*Association internationale des travailleurs* [39].

[46]

Ce sens du paragraphe cité de l'article 11 des statuts de la *Section française de 1871* se trouve pleinement confirmé par l'obligation d'opter entre le titre de membre de la section et la fonction de membre du Conseil général.

Pour ces motifs, le Conseil général ne peut admettre le susdit paragraphe, étant donné qu'il est contraire aux statuts généraux et dépouille le Conseil général de son droit de s'adjoindre de partout les forces dont il a besoin dans l'intérêt général de l’Association internationale des travailleurs.

IV. Le Conseil général est convaincu que la *Section française de 1871* comprendra qu'il lui faut procéder aux modifications proposées, et n'hésitera pas à conformer ses statuts particuliers à la lettre et à l'esprit des statuts et règlements généraux, prévenant ainsi tout désaccord qui dans les circonstances actuelles ne pourrait qu'entraver le mouvement ascendant de l'Association internationale des travailleurs.

Salut et égalité.

Au nom et par ordre du Conseil général, le secrétaire correspondant pour la France.

---

39 Autrement dit d'un parti, d'une unité, l'Internationale deviendrait une fédération de libres et autonomes sections ou groupes, dont chacun serait particulier.

Résolutions du Conseil général sur la « Section française de 1871 », adoptées dans sa séance du 7 novembre 1871

Retour à la table des matières

I. Remarques préliminaires

Le Conseil général considère comme n'ayant nullement trait à la question sur laquelle il est appelé à se prononcer les idées émises par la *Section française de 1871* sur un changement radical à apporter aux articles des statuts généraux relatifs à la constitution du Conseil général [40].

[47]

Quant aux insultes lancées par ladite section contre le Conseil général, elles seront appréciées à leur juste valeur par les sections et comités fédéraux des divers pays.

Le Conseil remarque simplement :

Que depuis le Congrès de Bâle (tenu du 6 au 11 septembre 1869), il n'y a pas *trois* ans d'écoulés, comme l'affirme à dessein ladite section.

Qu'en 1870, à la veille de la guerre franco-allemande, le Conseil, dans une circulaire générale, adressée à toutes les fédérations, y com-

40 La précédente résolution du Conseil général sur la valeur des statuts de la *Section française de 1871* fit l'objet d'une réponse de ladite section qui rejeta les modifications proposées par le Conseil général à ses statuts, et s'en prit violemment au Conseil général.

La question fut donc une nouvelle fois discutée au Conseil général dans sa séance du 7 novembre 1871, qui adopta le projet de résolution ci-dessus de Marx.

Après le refus définitif du Conseil général, la *Section française de 1871* se désagrégea bientôt. Peu de temps après, des réfugiés français de Londres constituèrent une nouvelle section qui appuya l'activité du Conseil général.

pris le conseil fédéral de Paris, proposa d'éloigner de Londres le siège du Conseil général [41].

Que les réponses reçues furent unanimes pour maintenir le siège actuel du Conseil et pour proroger ses pouvoirs.

Qu'en 1871, aussitôt après que les événements l'ont permis, le Conseil général a convoqué une conférence de délégués, seule convocation possible dans les circonstances données.

Qu'à cette conférence tenue à Londres du 17 au 23 septembre 1871 comme ne l'ignorent point les membres de la section française, les délégués du continent ont déclaré que dans leurs pays respectifs on craignait de voir compromis le caractère international du Conseil général s'il s'adjoignait de trop nombreux réfugiés français.

Que la conférence (voir ses résolutions, etc., XV) a laissé à l'appréciation du Conseil général le soin de fixer, selon les événements, la date et le siège du prochain congrès ou de la conférence qui le remplacerait.

Quant à la prétention de la susdite section de représenter exclusivement « l'élément révolutionnaire français parce que parmi ses membres elle compte des ex-présidents de sociétés ouvrières parisiennes », le Conseil fait remarquer que le fait d'avoir été président d'une société ouvrière peut bien être une considération pour le Conseil général, mais dans aucun cas cela ne saurait être un titre d'admission « de droit » à y représenter « l'élément révolutionnaire ». Car, s'il en était ainsi, le Conseil aurait dû admettre comme membre le sieur Gustave Durand, qui fut président de la société des bijoutiers de Paris et secrétaire à Londres de la section [48] française [42]. Au reste, les membres du Conseil général ont plutôt pour mission de représenter les principes de l'Association internationale des travailleurs que les opinions et les intérêts de telle ou telle corporation.

---

41 Cf. « Communication confidentielle du Conseil général », *La Première Internationale*, Genève, E. Droz, 1962, t. II, p. 139.

42 Durand qui avait touché 725 F de la police française pour moucharder le Conseil général et les anciens communards réfugiés à Londres fut exclu de l'Internationale et stigmatisé comme traître par le Conseil général le 9 octobre 1871.

II. Objections présentées par la « Section française de 1871 » contre les résolutions du Conseil général du 17 octobre prises dans sa séance du 30 octobre

1. À propos du passage suivant de l'article 2 de ses statuts –« pour être reçu membre de la section, il faut justifier ses moyens d'existence, présenter des garanties de moralité, etc. » - la section française remarque « que les statuts généraux rendent les sections responsables de la moralité de leurs membres et leur reconnaissent par conséquent le droit de prendre, *comme elles l'entendent,* leurs garanties ».

Si l'on adoptait un tel point de vue, une section internationale, fondée par des abstinents, pourrait insérer dans ses statuts particuliers un article disant : « Pour être reçu membre de la section, il faut jurer de s'abstenir de toute boisson alcoolique. » En un mot, les conditions d'admission dans l'Internationale les plus absurdes et les plus disparates pourraient être imposées par les statuts particuliers des diverses sections, toujours sous le prétexte qu'elles « entendent de cette manière » couvrir leur responsabilité en ce qui concerne l'intégrité de leurs membres.

Le Conseil général a dit dans sa résolution 1 du 17 octobre qu'il y a des « cas où l'absence de moyens d'existence peut bien être une garantie de moralité ». Il croit que la section aurait pu se dispenser de répéter cette sentence, en disant que « les réfugiés » sont « défendus contre tout soupçon par l'éloquent témoignage de leur misère ».

À la phrase que « les moyens d'existence » des grévistes consistent dans la « caisse de grève », on peut répondre d'abord que cette « caisse » est souvent fictive et que ce [49] n'est bien souvent qu'aux privations et aux souffrances des grévistes que sont dus les résultats constatés : ce que paraît ignorer la Section de 1871.

D'ailleurs, les enquêtes officielles anglaises ont prouvé que la majorité des ouvriers anglais qui, généralement parlant, sont pourtant mieux lotis que leurs frères du continent, sont forcés - soit à la suite de grèves, soit par suite des délais de paiement et bien d'autres causes - d'avoir recours aux monts-de-piété et aux *dettes, « moyens* d'exis-

tence » dont on ne saurait exiger la justification sans s'immiscer d'une manière inqualifiable dans la vie privée des citoyens.

De deux choses l'une : ou bien la section ne cherche dans « les moyens d'existence » que des « garanties de moralité » pour couvrir sa responsabilité, et alors la formule du Conseil général selon laquelle « pour être reçu membre de la section, il faut présenter des garanties de moralité » remplit ce but puisqu'elle implique (voir la résolution I du 17 octobre) que « dans des cas douteux une section pourra bien prendre des informations sur les moyens d'existence comme *garantie de moralité*. Ou bien la section, dans l'article 2 de ses statuts, a intentionnellement parlé de la justification des « moyens d'existence » comme condition d'admission en outre des « garanties de moralité » qu'elle a le droit d'exiger, et dans ce cas le Conseil général affirme que « c'est une innovation bourgeoise, contraire à la lettre et à l'esprit des statuts généraux ».

2. Au rejet par le Conseil général du paragraphe Il des statuts selon lequel « un ou plusieurs délégués seront envoyés au Conseil général », la Section de 1871 répond : « Nous n'ignorons point... que la lettre des statuts généraux lui (au Conseil général) donne le droit d'accepter ou de ne pas accepter les délégués. »

C'est prouver à l'évidence, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, que la lettre des statuts généraux n'est pas familière à la section.

En effet, les statuts généraux, ne reconnaissant que *deux* modes d'élection pour le Conseil général - soit la nomination du congrès, soit l'adjonction par le Conseil lui-même - il n'y est parlé nulle part de l'admission ou de la non-admission des délégués de sections ou de groupes. L'admission de délégués, proposés en premier lieu par les sections de Londres, n'a jamais été qu'une mesure *administrative* [50] du Conseil général qui, en cela, a fait une application particulière de son droit d'adjonction (voir résolutions 11, 2 du Conseil général du 17 octobre). Les circonstances exceptionnelles qui ont fait accepter au Conseil général ce mode d'adjonction ont été suffisamment expliquées dans ses résolutions du 17 octobre.

Dans ces mêmes résolutions (II, 3), le Conseil se déclare prêt à admettre des délégués de la *Section française de 1871* sous les mêmes conditions que les autres délégués des sections de Londres. Mais il ne saurait considérer comme sérieuse une demande constituant un privilège pour cette section au mépris des statuts généraux.

En introduisant dans l'article 11 de ses statuts le paragraphe selon lequel « un ou plusieurs délégués *seront envoyés* au Conseil général », la *Section française de 1871* revendique la délégation au Conseil général comme un droit fondé sur les statuts généraux. Elle affectait si bien d'être convaincue de ce droit imaginaire que même avant d'être reconnue par le Conseil général (voir l'art. VI des résolutions administratives du Congrès de Bâle), elle n'hésita point à envoyer « comme de droit », le 17 octobre, au milieu du Conseil général, deux délégués avec « mandats impératifs » sanctionnés par vingt votants. Enfin, dans sa dernière missive, elle insiste sur « le devoir et le pouvoir d'envoyer des délégués au Conseil général ».

La section cherche dans la position du citoyen Herman au Conseil général un précédent pour justifier ses prétentions. Elle feint d'ignorer que le citoyen Herman, sur la recommandation d'un congrès belge, a été adjoint au Conseil général et n'y représente nullement une section liégeoise quoiqu'il en soit membre.

3. Au refus par le Conseil général d'admettre le passage des statuts selon lequel « tout membre de la section s'engage à n'accepter aucune délégation du Conseil général autre que de sa section », la section répond : « Nous nous bornerons à répondre que notre règlement nous est particulier ; nos conventions ne concernant et ne regardant que nous, et cette prétention ne contredit en rien aux statuts généraux qui sont muets à cet égard. »

Il semble difficile de comprendre comment des statuts qui sont muets sur le droit de délégation du Conseil général pourraient être éloquents sur les conditions de cette admission. En revanche. il est plus facile de comprendre que les règlements particuliers d'une section lui soient particuliers.

[51]

Néanmoins on ne saurait admettre que les règlements particuliers d'une section « ne concernent et ne regardent qu'elle ». Un tel raisonnement serait, en premier lieu, la négation de l'homogénéité et du principe de solidarité et, en deuxième lieu, une entrave jetée aussi bien aux conseils fédéraux qu'au Conseil général. En effet, si par exemple le Conseil général admettait l'article 11 du règlement de la *Section française de 1871*, il serait forcé de l'admettre dans les règlements de toute autre section et, en se généralisant, cet article annulerait complètement le droit d'adjonction conféré au Conseil par les statuts généraux. Enfin les conseils fédéraux, voire même les congrès nationaux, si cet article était admis, se trouveraient en présence d'une mesure au plus haut point restrictive par suite de l'option où seraient placés les délégués proposés entre le titre de membre d'une section et la délégation. Tel eût été le cas du congrès national belge et de la section liégeoise à laquelle appartient le citoyen Herman, si cet article s'était trouvé inclus dans ses règlements comme paraît l'exiger la *Section française de 1871*.

Par ces raisons :

1. Le Conseil général maintient purement et simplement ses résolutions du 17 octobre 1871.

2. Dans le cas où ces résolutions ne seraient pas acceptées, lors de la séance du Conseil du 21 novembre, ses secrétaires correspondants seront chargés de communiquer aux conseils ou comités fédéraux des différents pays, etc., à leur défaut, aux groupes locaux, les statuts de la *Section française de 1871*, la réponse communiquée au Conseil général dans sa séance du 31 octobre, et ces résolutions finales du Conseil général du 7 novembre.

Londres, le 7 novembre 1871.

Rôle de Marx-Engels dans la Commune

Retour à la table des matières

En ce qui concerne votre précédente question sur la citation [43] de la préface du *Manifeste* extraite de *La Guerre* [52] *civile en France*, vous serez sans doute d'accord avec la réponse que j'en donne dans l'original *(Guerre civile*, p. 19 et s.) [44]. Je vous en envoie un exemplaire pour le cas où vous n'en auriez pas. Il s'agit simplement de démontrer que le prolétariat victorieux ne peut se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte. En effet, il doit d'abord donner une forme nouvelle à l'ancien pouvoir d'État bureaucratique, administratif et centralisé, avant qu'il puisse utiliser l'État pour ses propres buts. Depuis 1848, *tous* les républicains bourgeois ont attaqué cette machine, mais dès qu'ils étaient au gouvernement, ils l'ont reprise sans modification pour l'utiliser soit contre la réaction, soit davantage encore contre le prolétariat.

Si, dans *l'Adresse* de *La Guerre civile en France*, nous avons porté au compte de la Commune des plans plus ou moins conscients, ce n'est pas seulement parce que les circonstances le justifiaient, mais encore parce que c'est ainsi qu'il fallait procéder [45]. Les Russes, avec

---

[43] Cf. Engels à Eduard Bernstein, 1° janvier 1884.

Dans la préface de la réédition allemande de 1872 du *Manifeste*, Marx-Engels, tirant la leçon principale de la Commune de Paris, avaient écrit que celle-ci avait démontré que la « classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine d'État telle quelle et l'utiliser à ses propres fins ». Engels profite de sa position dans le mouvement international pour insister auprès des dirigeants de la social-démocratie allemande sur cette conquête historique de la Commune.

[44] Cf. MARX-ENGELS, *La Guerre civile en France (1871)*, Ed. sociales, 1953, p. 38.

[45] Engels explique, en d'autres termes, que le rôle du parti est d'intervenir dans l'histoire - notamment au moment de la révolution - comme un facteur historique, en anticipant les événements et les intentions des masses révolutionnaires, ce qui permet d'agir plus énergiquement plus directement et plus rapidement, cf. ENGELS-MARX, *Le Parti de classe*, t. I, p. 46-48. Il exprime en même temps quelle fut l'action dirigeante concrète de Marx-Engels pour

un instinct tout à fait juste, ont mis cette citation de la *Guerre civile* en annexe à leur traduction du *Manifeste.* Si l'expédition n'avait pas été aussi hâtive à l'époque, on aurait pu, nous aussi, faire quelque chose.

À propos, vous parlez toujours du passé de Guesde comme mal famé ou quelque chose d'approchant. J'en ignore absolument tout. Il ne s'agit certainement que de [53] perfidies de Malon, mais j'aimerais que vous m'aidiez à tirer cette affaire au clair...

Pour le cas où un monsieur von Mark ou quelqu'un d'autre devrait encore dire que nous faisons des « concessions » aux anarchistes, les citations suivantes démontrent que nous avons proclamé la disparition de l'État avant même qu'existent les anarchistes : cf. la *Misère de la philosophie* :

« La classe laborieuse substituera, dans son développement, à l'ancienne société civile une association qui exclura les classes et leur antagonisme, *et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile*. »

Et dans le *Manifeste*, fin de la seconde section :

« Lorsque, dans le cours du développement, les antagonismes de classe auront disparu..., *le pouvoir public perdra son caractère politique. Au sens strict du terme, le pouvoir politique est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre*. »

---

la Commune, tant durant la période de lutte que durant celle du repli ; cf. MARX-ENGELS, *La Commune de 1871*, 10/18, p. 85-202.

Note à la page 29 de l'« Histoire de la Commune ». (L'armistice du 30 octobre 1870 de monsieur Thiers)

Retour à la table des matières

Il faut toute la stupidité et toute l'hypocrisie des hommes du 4 septembre pour appeler la nouvelle de cet armistice « une bonne nouvelle » [46]. Bonne - elle l'est en fait pour les Prussiens.

La capitulation de Metz avait redonné leur liberté d'action à six corps d'armée prussiens, soit 120 000 hommes. Il faut vraiment s'appeler Trochu et Jules Favre pour ne pas voir que l'inévitable arrivée de cette nouvelle armée au centre [54] de la France rendra pratiquement impossible toute tentative pour dégager Paris, et que ce n'est pas du tout le moment de conclure un armistice, mais de faire les plus grands efforts militaires. Pour cela il ne restait plus qu'une quinzaine de jours, or ces quinze jours étaient précieux et représentaient le moment critique de la guerre.

La situation était la suivante.

Les Allemands avaient dû rassembler toutes leurs forces, exception faite de trois divisions d'infanterie, pour le blocus de Paris. Ils n'avaient plus *aucune réserve*, ces trois divisions ayant perdu ce caractère depuis qu'elles occupaient Orléans et Châteaudun et étaient tenues en échec par l'armée de la Loire. A l'Ouest, au Nord et à l'Est, il n'y a que de la cavalerie devant contrôler et parcourir un vaste territoire, sans être en mesure de s'affirmer face à l'infanterie. Fin octobre, la ligne allemande qui cernait Paris était déjà puissamment fortifiée du

---

46 Engels a écrit cette note à l'ouvrage de Lissagaray sur la Commune (cf. *Histoire de la Commune de 1871*, Maspero, 1969) en février 1877. Ce texte décrit un important tournant dans la crise des années 1870-71 : à partir de l'armistice du 30 octobre 1870 s'achève la phase de la guerre franco-prussienne et s'ouvre celle où Paris va glisser vers le drame de la Commune, la Prusse ayant transformé sa guerre de défense en guerre impérialiste avec l'assentiment de la bourgeoisie française.

côté donnant sur la ville, mais toute attaque venant de l'extérieur aurait immanquablement frappé les Prussiens en rase campagne. L'arrivée de 50 000 hommes, même s'il s'était agi de troupes jeunes, dont la France disposait alors, eût suffi à percer le blocus et à rétablir la liaison entre Paris et la province. Or, nous avons dit qu'il fallait agir avec célérité. Or voici ce qui s'est produit :

Le gouvernement de Paris accepta un armistice qui, bien que de courte durée, procura un allègement aux troupes allemandes épuisées par leurs efforts et les veillées de nuit lors du blocus (30 octobre).

D'Aurelle de Paladines, pour sa part, concentre son armée le 2 novembre près de Vierzon dans l'intention de marcher sur Beaugency, y franchir la Loire et poursuivre son avance entre les Prussiens de la 22° division qui occupent Châteaudun et les Bavarois qui tiennent Orléans. La marche de Vierzon à Beaugency comporte environ 45 km, et pouvait fort bien être exécutée en deux jours. Mais à en croire une source allemande *(Militärische Gedanken und Betrachtungen,* etc.), Gambetta eut la naïveté de croire qu'une armée de 40 000 hommes voyage aussi rapidement qu'une personne privée. Il ordonna donc au général de transporter son armée par chemin de fer de Vierzon à Tours et de là à Beaugency, au lieu de la faire marcher. Le général protesta, mais Gambetta demeura sur sa position. Au lieu d'une marche de *deux* jours et de 45 km, l'armée de la Loire [55] effectua un trajet en chemin de fer long de 180 km, qui coûta *cinq jours,* et, de plus, ne pouvait rester caché à l'ennemi. C'est le 7 seulement qu'elle fut de nouveau concentrée à Beaugency et prête au combat. Mais trois jours précieux avaient été perdus, et l'ennemi fut au courant de la manœuvre qui se préparait.

De quelle importance étaient ces journées ! Le 3 novembre était la plus critique : la cavalerie prussienne, toute une brigade, dut évacuer Mantes et se retirer sur Vert devant dix fortes unités de francs-tireurs ; en outre, de fortes concentrations de troupes militaires françaises étaient observées ; elles se composaient de toutes les armes et marchaient de Courville en direction de Chartres. Si l'armée de la Loire avait attaqué le 4 - ce dont elle était parfaitement capable - au lieu de se promener dans des wagons de chemin de fer ; si elle avait avancé entre les Bavarois et la 22° division prussienne - ce qui n'était pas bien difficile - et avait utilisé sa supériorité numérique pour les battre sépa-

rément, les uns après les autres, puis pour progresser sur Paris, alors Paris eût été pratiquement assuré d'être libéré.

Moltke ne méconnaissait pas du tout le danger. Aussi était-il résolu d'agir le cas échéant comme Napoléon à Mantoue : lever le blocus, sacrifier le parc de siège formé à Villacoublay, concentrer son armée pour une action en rase campagne et reprendre le siège après la victoire seulement, c'est-à-dire après l'arrivée de l'armée de Metz. Le matériel du quartier-général de Versailles était déjà chargé, tout était prêt pour le départ : il suffisait d'atteler les chevaux - à en croire un témoin oculaire, le commandant suisse von Erlach.

Si les Prussiens avaient été obligés de lever le blocus de Paris, cela eût pu favoriser une pression de la part de l'Europe en vue de la conclusion d'une paix honorable. Dans tous les cas, l'effet moral d'un tel événement d'abord sur l'Europe, ensuite -surtout - sur la France, et enfin dans un sens négatif sur les Allemands, eût été énorme. Sans parler de ses effets matériels ! Paris eût disposé d'au moins quinze à vingt jours de temps pour se ravitailler grâce aux chemins de fer allant au Sud et à l'Ouest - ce qui eût rendu possible la continuation de la défense pour un ou deux mois. En outre, un temps égal eût été gagné pour l'organisation des armées de province, de sorte que l'on n'aurait plus eu à les lancer à l'avenir contre l'ennemi [56] sans discipline, sans préparation, sans équipement et presque sans armes. Il fallait simplement un peu de temps pour redonner à la France des perspectives de succès : l'occasion s'en offrait les 3 et 4 novembre. Nous avons vu comment elle a été manquée.

Suivons cependant les événements !

Paris n'entreprit même pas une tentative de sortie. Pendant toute une semaine, les forces qui s'approchaient de l'Ouest en direction de Paris ne firent pas la moindre tentative d'attaque. Il ne faut pas s'en étonner. Ces forces devaient être assez faibles ; le décret de Gambetta chargeant monsieur de Kératry de l'organisation de l'armée de l'Ouest ne porte-t-il pas la date du 22 octobre ?

Il restait l'armée de la Loire, qui était déployée en ligne à Beaugency le 7 novembre. Mais ce n'est que le 9 que d’Aurelle attaqua les Bavarois près de Coulmiers ; dès que ceux-ci virent que la retraite de la 22° division prussienne était assurée et que cette dernière marchait à leur rencontre vers Chartres, ils se retirèrent sur Toury, au nord d'Or-

léans, où ils opérèrent leur jonction avec les Prussiens, le jour suivant, le 10. D'Aurelle *ne bougea plus.* Dans l'intervalle, les trois corps - 60 000 hommes - de l'armée de Metz se dirigèrent à marches forcées en direction de la Seine. Deux autres divisions prussiennes (les 3° et 4°), qui avaient été transportées par chemin de fer, étaient déjà arrivées près de Paris. Moltke se trouva alors en mesure de diriger la 17° division prussienne sur Toury, où elle arriva le 12. Quatre divisions allemandes, soit environ 35 000 hommes - se déployèrent donc en ligne face à l'armée de la Loire, qui cessait dès lors de les inquiéter.

Pendant ce temps, de fortes concentrations de troupes françaises se déplaçaient de Dreux vers Houdan qui est éloigné de deux jours de marche de Versailles. Moltke, qui pour l'heure ne disposait que de sa cavalerie dans cette direction, n'était même pas en mesure de rassembler assez de troupes de reconnaissance pour déterminer quelles forces se trouvaient derrière cette avant-garde. Ce jour-là tout était de nouveau prévu pour abandonner Versailles et lever le blocus (cf. Blume).

Mais cette fois, ce ne furent plus des journées, mais des heures, qui décidèrent. Le premier corps d'armée de Metz (le 91) arrivait ce jour-là à Fontainebleau ; le 31 devait être à Nemours entre le 16 et le 18, et le 10° le 19 à Joigny sur l'Yonne. Moltke dirigea la 17° division sur Rambouillet, [57] la 22° sur Chartres, les Bavarois sur Auneau, c'est-à-dire entre l'armée de la Loire (à qui il laissait le chemin ouvert sur Paris) et les troupes qui menaçaient Versailles à partir du côté ouest. Cette fois d'Aurelle fut sauvé par son inactivité : s'il avait avancé dans la voie laissée ouverte, il eût été écrasé entre les deux colonnes allemandes, toutes prêtes à l'attaquer des deux côtés. Le 19 novembre, les trois corps de la II° armée prussienne occupèrent Fontainebleau et Nemours avec leurs réserves de l'Yonne ; le 20 novembre, ce fut la jonction avec la I° armée sous Manteuffel sur la ligne de l'Oise de Compiègne à Noyon ; l'armée de Metz protégea le blocus de Paris, du Nord au Sud : la dernière chance de la briser avait été manquée grâce à Trochu, à Gambetta et à d'Aurelle, dont les fautes respectives se complétaient - pourrait-on dire - avec la précision si célèbre des bataillons prussiens.

La formation de la Commune et le Comité central

Retour à la table des matières

Après Sedan, la Commune fut proclamée à Lyon, puis à Marseille, Toulouse, etc. Gambetta fit de son mieux pour l'écraser [47].

A Paris, les différentes actions de début octobre visaient à instaurer la Commune en tant que mesure de défense contre l'invasion étrangère, concrétisant véritablement l'insurrection du 4 septembre. Si l'action du 31 octobre n'aboutit pas à l'instauration de la Commune, c'est que Blanqui, Flourens et les autres chefs du mouvement firent confiance aux *gens de parole* * qui avaient donné leur *parole d'honneur* * de démissionner et de céder la place à une Commune librement élue par tous les arrondissements de Paris. Elle échoua parce que ses chefs sauvèrent la vie de gens qui ne [58] cherchaient qu'à tuer leurs sauveurs. Ils laissèrent Trochu et Ferry s'échapper, mais ceux-ci les assaillirent avec les Bretons de Trochu. Il importe de rappeler que, le 31 octobre, le « gouvernement de la Défense », nommé par lui-même, n'existait que parce qu'on voulait bien le supporter. Encore n'avait-il pas décidé d'entreprendre la farce du plébiscite [48].

Dans ces conditions, rien n'était plus facile que de donner une image fausse de la nature du mouvement, de le dénoncer comme une conspiration nouée avec les Prussiens, d'utiliser la démission du seul

---

47 Cf. Marx, *Première ébauche de « La Guerre civile en France ».*

Ce texte montre l'importance de la *spontanéité* dans la formation de la Commune, qui, selon Marx, eut pu surgir dès octobre 1870 si le prolétariat français avait disposé d'un parti organisé et conscient. Il montre en outre que, le 18 mars, ce n'est pas par initiative du parti révolutionnaire que fut proclamée la Commune, mais par réaction à un coup de force de Thiers, qui voulait désarmer les ouvriers de Paris en faisant enlever les canons des forts.

48 Le 3 novembre, le gouvernement de la Défense nationale, fortement ébranlé par les actions révolutionnaires du 31 octobre, organisa en toute hâte, dans Paris assiégé, au milieu d'un climat de peur et de contrainte et sous l'action d'une intense propagande démagogique, un véritable plébiscite sur la question de savoir si la population acceptait - « oui ou non »- de maintenir les pouvoirs du gouvernement.

de ces hommes [Rochefort] qui ne voulût point manquer à sa parole, afin de renforcer les Bretons de Trochu (qui furent pour le gouvernement de la Défense ce que les spadassins corses avaient été pour L. Bonaparte), en nommant Clément Tomas commandant de la Garde nationale. Rien n'était plus facile à ces fauteurs de panique éprouvés que de solliciter les lâches frayeurs qu'éprouvaient les classes moyennes à l'égard des bataillons ouvriers qui venaient de prendre l'initiative, que de semer la suspicion et la dissension au sein même des bataillons ouvriers en en appelant au patriotisme, afin de préparer les conditions d'une de ces journées de réaction aveugle et d'équivoques fatales, grâce auxquelles les usurpateurs ont toujours su se maintenir au pouvoir. Tout comme ils s'étaient glissés furtivement à ce pouvoir, ils étaient maintenant en mesure de lui donner une justification fallacieuse grâce à un plébiscite de pur style bonapartiste dans un climat de terreur réactionnaire.

Si la Commune avait remporté la victoire au début de novembre 1870 à Paris (à un moment où elle était déjà instaurée dans les grandes villes du pays [49]), elle aurait [59] sûrement trouvé un écho et se serait étendue à toute la France. Non seulement elle aurait arraché la défense des mains des traîtres et lui aurait insufflé l'enthousiasme, comme le démontre l'héroïque guerre que Paris mène actuellement, mais encore *elle aurait changé complètement la nature de la guerre.*

Elle serait devenue la guerre de la France républicaine, hissant l'étendard de la révolution sociale du XIXe siècle contre la Prusse, porte-drapeau de la conquête et de la contre-révolution. Au lieu d'envoyer le vieil intrigant usé (Jules Favre) mendigoter dans toutes les cours d'Europe, on aurait électrisé la masse des producteurs de l'Ancien et du Nouveau Monde. En escamotant la Commune le 31 octobre, les Jules Favre et Cie ont assuré la capitulation de la France devant la Prusse et suscité l'actuelle guerre civile.

---

49 Des organes du pouvoir - communes - s'étaient créés à Lyon, Marseille et Toulouse notamment. Le gouvernement de la Défense nationale ne put tolérer cet État rival et entreprit de le réprimer par tous les moyens. Dans la province, les communes instaurèrent, malgré leur brève existence, une série de mesures révolutionnaires importantes , remplacement de l'appareil administratif et policier, libération des prisonniers politiques, introduction de l'instruction laïque, forte imposition des grandes fortunes, restitution des objets - au-dessous d'une certaine valeur - mis en gage aux monts-de-piété.

Mais la preuve est faite : la révolution du 4 septembre n'a pas simplement rétabli la république, du fait que la place de l'usurpateur était devenue vacante à la suite de la capitulation de Sedan, ni conquis cette république sur l'envahisseur étranger grâce à la résistance prolongée de Paris, qui luttait pourtant sous la direction de ses ennemis, cette révolution s'est frayé un chemin jusqu'au cœur des classes ouvrières. La république avait cessé d'être un nom pour une cause du passé : elle était grosse d'un monde nouveau. Sa tendance véritable fut marquée aux yeux du monde par les supercheries, les mensonges et les platitudes d'une bande d'avocats intrigants et de phraseurs impénitents, mais elle ne cessait de reparaître à la surface au cours des actions spasmodiques de la classe ouvrière de Paris et du Midi de la France, dont le mot d'ordre fut toujours le même : la *Commune* [50].

La Commune, forme positive de la révolution contre l'Empire et les conditions de son existence, fut d'abord instaurée dans les villes du Midi de la France et fut sans [60] cesse proclamée au cours des actions spasmodiques durant le siège de Paris. Mais elle fut tenue en échec et brisée par les agissements du gouvernement de la Défense et par les Bretons de Trochu, le héros du « plan de capitulation ». Elle finit par triompher le 26 mars, mais elle n'est pas née brusquement ce jour-là. C'était l'invariable but de la révolution ouvrière.

La capitulation de Paris, la conspiration ouverte à Bordeaux contre la république, le coup d'État déclenché par l'attaque nocturne sur Montmartre ont rallié autour d'elle tous les Parisiens ouverts à la vie : les hommes de la Défense n'étaient plus en mesure de la réduire à des tentatives isolées des éléments révolutionnaires les plus conscients de la classe ouvrière de Paris.

Le gouvernement de la Défense n'avait été toléré que comme un *pis-aller* *, né de la première surprise, une sorte de nécessité de la guerre. La vraie réponse du peuple de Paris au Second Empire, règne du mensonge, ce fut la Commune.

Aussi le soulèvement de tout le Paris ouvert à la vie - à l'exclusion des piliers du bonapartisme et de son opposition officielle, des grands

---

50 La *Ligue du Midi* fédéra les mouvements des départements du Sud-est qui s'efforcèrent d'épurer le personnel bonapartiste, de lutter contre l'envahisseur et d'instaurer la république sociale. Elle subsista du 18 septembre à novembre 1870.

capitalistes, des boursicoteurs, des escrocs, des oisifs, des traditionnels parasites de l'État - contre le gouvernement de la Défense ne date-t-il pas du 18 mars, bien qu'il ait remporté ce jour-là sa première victoire sur la conjuration. Il date du 31 janvier, du jour même de la capitulation.

La Garde nationale - c'est-à-dire tous les Parisiens armés - s'est organisée et a vraiment gouverné Paris à partir de ce jour-là, indépendamment du gouvernement usurpateur des *capitulards* * mis en place par la grâce de Bismarck [51]. Elle a refusé de livrer les armes et son artillerie, qui lui appartenaient et qui lui avaient été laissées à la capitulation, parce qu'elles étaient sa propriété. Ce n'est pas la magnanimité de Jules Favre qui a sauvé ces armes [61] des mains de Bismarck, c'est la promptitude des combattants parisiens à lutter pour les arracher à Jules Favre et à Bismarck [52]. Face à l'envahisseur étranger et aux négociations de paix, Paris ne voulait pas compliquer la situation. Paris craignait la guerre civile...

La Commune :
les proudhoniens et les blanquistes

Retour à la table des matières

Mais ce qu'il y a de plus merveilleux encore, c'est la somme de choses justes qui furent tout de même entreprises par la Commune composée de blanquistes et de proudhoniens [53]. Il est clair que la responsabilité des décrets *économiques* de la Commune - de leurs côtés glorieux ou peu glorieux - incombe *en première ligne* aux proudho-

51 Dès le 7 septembre 1870, Engels écrivait à Marx : « Les Prussiens ont fait cadeau à la France d'une république, mais laquelle ! » en renversant le bonapartisme. Cf. LÉNINE, « Sur la dualité du pouvoir », *La Commune de Paris*, Moscou p. 22-26, écrit entre la révolution de février et d'octobre 1917, soit à un moment où se réalisait la prévision de Marx selon laquelle la Commune et tous ses problèmes ressurgiront de nouveau jusqu'à ce que ses principes se réalisent.

52 Engels décrit cet épisode dans Le Rôle de la violence dans l'histoire, trad. fr. : MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, p. 573-574.

53 Cf. Engels, introduction de 1891 à La Guerre civile en France (1871), *Werke*, t. 22, p. 196-197.

niens, comme incombe aux blanquistes celle de ses actes et de ses carences *politiques*. Dans les deux cas, l'ironie de l'histoire a voulu - comme toujours quand les doctrinaires arrivent au pouvoir - que les uns comme les autres entreprennent le contraire de ce que leur prescrivait leur doctrine d'école.

Proudhon, le socialiste des petits paysans et maîtres artisans, haïssait littéralement *l'association*. Il disait qu'elle comportait plus d'inconvénients que d'avantages, qu'elle était stérile par nature, voire nuisible, parce que mettant entrave à la liberté du travailleur ; qu'elle était dogme pur et simple, improductif et encombrant, en contradiction aussi bien avec la liberté du travailleur qu'avec l'économie du travail, et que ses désavantages croîtraient plus vite que ses avantages ; face à elle, la concurrence, la division du travail, la propriété privée seraient des forces économiques. C'est seulement pour les cas d'exception - comme Proudhon les appelle - de la grande industrie et des vastes entreprises, par exemple les chemins de fer, que l'association des travailleurs serait adaptée (voir : *Idée générale de la révolution*, 3° étude).

En 1871, même à Paris - ce centre de l'artisanat d'art – [62] la grande industrie avait déjà cessé à ce point d'être une exception que le décret de loin le plus important de la Commune institua une organisation de la grande industrie et même de la manufacture, qui devait non seulement reposer sur l'association des travailleurs dans chaque fabrique, mais encore réunir toutes ces associations en une grande fédération ; bref, une organisation, qui - comme Marx le dit très justement dans *La Guerre civile* - devait aboutir au communisme, c'est-à-dire *à l'exact opposé de la doctrine de Proudhon. C'est aussi pourquoi la Commune fut le tombeau de l'école proudhonienne du socialisme.* Cette école a aujourd'hui disparu des milieux ouvriers français ; c'est maintenant la théorie de Marx qui y règne sans conteste - chez les possibilistes non moins que chez les « marxistes ». C'est uniquement dans la bourgeoisie radicale qu'on trouve encore des proudhoniens [54].

54 Le lecteur trouvera une illustration de l'évolution des proudhoniens et des blanquistes dans la biographie de certains militants ; cf. à la fin du second tome l'*Index des noms cités :* pour les blanquistes, par exemple, Vaillant, pour les proudhoniens, Tolain et Varlin.

Les choses n'évoluèrent pas mieux chez les blanquistes. Élevés à l'école de la conspiration, liés par la stricte discipline correspondante, ils partaient de l'idée qu'un effectif relativement faible d'hommes résolus et bien organisés était capable, le moment venu, non seulement de s'emparer du pouvoir, mais encore, en déployant une grande énergie et de l'audace, de s'y maintenir assez longtemps pour parvenir à entraîner la masse du peuple dans la révolution et à la rassembler autour de la petite troupe dirigeante. Pour cela, il fallait avant tout la plus stricte centralisation dictatoriale de tout le pouvoir entre les mains du nouveau gouvernement révolutionnaire. Or que fit la Commune qui, en majorité, se composait précisément de blanquistes ? Dans toutes ses proclamations aux Français de la province, elle les convia à une libre confédération de toutes les communes françaises avec Paris, à une organisation nationale qui, pour la première fois, devait être effectivement créée par la nation elle-même.

[63]

La Commune et le raffermissement de la conscience politique

Le Congrès de La Haye de l'Internationale et la contribution des délégués français aux problèmes théoriques et pratiques de l'organisation.

Défense du parti et de l'Internationale

Retour à la table des matières

Marx (appuyé par tous les blanquistes et tous les Allemands) dit que ce mode de votation (par fédérations) est contraire aux statuts de l'Association ; chaque section, dit-il, a le droit de se faire représenter, et son délégué a le droit de voter [55].

[55] Cf. *Le Congrès de La Haye de la Première Internationale. 2-7 septembre 1872. Procès-verbaux et documents*, Moscou, Ed. du Progrès, 1972, p. 116.

Longuet déclare que, quoique membre du Conseil général, il représente une section du midi de la France ; elle se trouve isolée, mais son représentant n'en a pas moins le droit de voter : « Je viens ici pour défendre le Conseil [64] général, pour demander augmentation de ses pouvoirs. Les adversaires du Conseil général ont mandat de voter contre ; c'est leur affaire - mais les fédérations ne peuvent pas empêcher à une section isolée de produire sa manière de voir et de voter. »

Johannard soutient Longuet.

Aussitôt après la discussion des deux propositions sur la mission du Conseil général de veiller en tous pays à l'observation des principes fondamentaux de l'Association et sur les rapports du Conseil général et des fédérations, nous demandons que l'introduction de la résolution de la Conférence sur l'action politique de la classe ouvrière dans les statuts généraux et la question des cotisations à payer au Conseil général viennent immédiatement à l'ordre du jour [56].

Les actions de masses innombrables, intervenant de manière violente et radicale dans les rapports sociaux et économiques, déterminent les grandes idées et leur donnent corps. Les principes du communisme, revendiqués par la grandiose révolution de la Commune de Paris, seront repris et défendus par l'Internationale et le parti ouvrier, non plus comme « idées abstraites », mais comme tâche pratique, qui a ses lois irréfragables que prône et défend l'avant-garde qui sait tirer les leçons de l'histoire. Après la défaite, il faut reprendre la tâche par le commencement, par la racine, en organisant les masses prolétariennes en un corps politique propre, distinct de tous les autres, pour en faire une seule force unitaire, aux moyens concentrés en vue d'un seul et même but - le parti de classe.

Les passages que nous reproduisons ci-après complètent ceux que nous avons déjà publiés soit dans MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, Maspero, 1973 (cf. notamment t. III, sur la conférence de Londres de l'A.I.T., p. 23-38, et le Congrès de La Haye, p. 62-86), soit dans MARX-ENGELS, *La Commune de 1871*, 10/18, 1971 (cf. notamment les « Prolongements historiques et théoriques de la Commune », p. 203-269).

56 Cf. *Le Congrès de La Haye.... op. cit*., p. 101.

Il s'agit d'une proposition soumise par Ed. Vaillant, Ant. Arnaud et F. Coumet à la dixième séance du Congrès de la Haye.

Devant une répression aussi sauvage qu'imbécile de la part de la bourgeoisie victorieuse contre le prolétariat vaincu [57],

Devant la nécessité d'organiser les forces du prolétariat, désorganisées par la défaite - en vue d'une action plus énergique,

En présence de la faiblesse qu'ont montrée vis-à-vis des pouvoirs bourgeois certains groupes de l'Association internationale abritant leur défection de la cause populaire sous la doctrine pernicieuse de l'abstention en matière politique ou reniant cette cause par alliance ou compromis avec des partis bourgeois de quelque nom qu'ils se nomment,

Considérant que la révolution sociale ne se laisse pas plus enfermer dans des formules que résoudre par des moyens de détails et que c'est dans son ensemble et sa totalité qu'il faut l'aborder si l'on veut obtenir sa réalisation,

Que la destruction de tout régime propriétaire capitaliste,

Que l'abolition des classes, la révolution sociale ne peuvent être réalisées qu'en faisant appel à toutes les énergies de la force révolutionnaire,

[65]

Que l'abstention de l'action politique est la négation du premier devoir de la classe ouvrière : la *conquête du pouvoir politique ayant pour but de faire table rase de l'ancienne société et de créer les éléments de la nouvelle par la dictature révolutionnaire du prolétariat* [58],

---

57 Cf. « Au congrès général de l'A.I.T. siégeant à la Haye, proposition présentée par Ant. Arnaud, F. Cournet, Le Moussu, Ranvier, Ed. Vaillant », ibid., p. 96-97.

58 La similitude entre l'enseignement théorique de Marx et les propositions des délégués français, blanquistes et communards, est flagrante. On retrouve ici le langage utilisé par Marx-Engels et les blanquistes dans les statuts de la *Société universelle des communistes révolutionnaires* d'avril 1850. Plus exactement encore, ce sont les thèses de Marx-Engels qui, sous la pression des bouleversements révolutionnaires, sont reprises par les principaux représentants du mouvement ouvrier français, ceux-là même qui joueront un rôle de premier plan dans la fondation d'un parti ouvrier moderne en France.

Que toute alliance avec un parti bourgeois, à quelque nuance qu'il appartienne, sous quelque prétexte que ce soit [59], est une défection de la cause du prolétariat pour tout individu ou groupe qui s'en rendrait coupable,

Que si la formation de sociétés de résistance (syndicats), leur fédération, en commençant l'organisation de la classe ouvrière, lui fournit des armes pour combattre l'oppression capitaliste [60],

Que si la grève est un moyen d'action révolutionnaire, la barricade en est un autre et le plus puissant de tous,

Le Congrès déclare :

1. L'organisation des forces révolutionnaires du prolétariat et la lutte politique sont mises à l'ordre du jour du prochain congrès.

[66]

Le Conseil général est chargé de présenter un projet sur cette organisation.

2. Tout individu ou groupe se disant appartenir à l'Internationale qui serait convaincu d'avoir par faiblesse, lâcheté ou imbécilité doctrinaire déserté la cause du prolétariat révolutionnaire ne pourra plus faire partie de l'Association internationale.

---

59 A propos de la position de Marx-Engels sur l'alliance avec d'autres partis politiques, cf. notamment MARX-ENGELS, *Le Parti de classe, t. IV*, p. 16-20. Engels a une position infiniment dialectique : tant que ces partis petits-bourgeois, etc., sont historiquement progressifs, le « parti peut utiliser momentanément à ses fins d'autres partis » (p. 17).

60 Ce point met particulièrement en évidence l'influence de la théorie de Marx-Engels sur les blanquistes qui ont signé cette proposition : l'organisation du prolétariat en parti politique s'effectue aussi en partant de la base économique, à savoir, d'une part, les revendications économiques du prolétariat laborieux, d'autre part, les organisations économiques qui sont issues du heurt élémentaire entre ouvriers et capitalistes. Ces idées ont été répandues dans le mouvement ouvrier français, notamment par l'action du Conseil général de la Première Internationale ; cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, Maspero, 1972.

Le Conseil général pourra éloigner de l'Internationale ces individus ou groupes jusqu'à ce qu'intervienne une décision définitive du congrès.

Lafargue expose l'ensemble des vœux exprimés dans ses mandats : Abolition des classes - Le travail est la base de la société nouvelle - Propriété commune - Tous les instruments de travail mis aux mains des sociétés ouvrières - Instruction. Moyens : constitution de la classe ouvrière en parti en se séparant de ses ennemis, du trône et de l'autel et du Capital [61].

Substitution aux luttes métaphysiques, politiques et religieuses, de la grande lutte de l'abolition des classes.

Le Conseil général doit unir tous les ouvriers, tous les sociétaires de tous les pays - ses attributions doivent être maintenues, mais le Conseil fédéral est responsable de ses sections devant le Conseil général qui est lui-même responsable devant le congrès.

Son mandat de Lisbonne est dans le même sens, ils jugent le Conseil autoritaire indispensable, c'est l'unique lien entre [67] toutes les fédérations, et, sans lui, les barrières établies par les bourgeois pour nous séparer resteraient debout. Si le Conseil général n'existait pas, nous le créerions.

---

61 Cf. *Le Congrès de La Haye.... op. cit.*, p. 47-48.

Dans cette intervention, Lafargue donne une synthèse remarquable de deux séries de faits différents : d'une part, toute l'expérience des révolutions de 1794, 1848 et de la Commune aboutissent au programme de principe tracé ici ; d'autre part, toute la théorie du socialisme moderne de Marx-Engels débouche dans ces conclusions révolutionnaires.

Cette remarquable synthèse de principes constitue le programme aussi bien de la révolution socialiste dans son action pratique que du parti politique de classe que se forgera l'avant-garde ouvrière. En somme, elle reprend l'expérience historique du prolétariat français au cours de ses tentatives de s'ériger en classe dominante, et, après la défaite, elle devient le programme politique du parti révolutionnaire de classe. Ce double mouvement dialectique de renversement de la praxis permet au parti d'avoir son programme avant la révolution. Ainsi la théorie peut précéder l'action, le programme politique devenant prévision de la praxis de la future révolution.

Nous demandons avant la fin de la séance de ce soir la clôture de la discussion et le vote sur la proposition demandant l'introduction dans les statuts généraux de la résolution de la conférence sur l'action politique de la classe ouvrière comme article de ces statuts [62].

Le congrès aborde alors la discussion des nouveaux paragraphes des statuts relatifs à l'action politique de la classe ouvrière. La motion insère entre les paragraphes 7 et 8 des statuts généraux [63] :

« Dans la lutte contre les forces conjuguées des classes possédantes, le prolétariat, en tant que classe, ne peut jouer un rôle actif qu'en constituant un parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis politiques formés par les classes possédantes. Cette organisation du prolétariat en parti politique est indispensable au triomphe de la révolution sociale et à la réalisation de son objectif suprême, l'abolition des classes.

L'union des forces ouvrières qui est déjà réalisée dans la lutte économique, doit aussi être l'instrument du prolétariat dans la lutte contre la puissance politique de ceux qui l'exploitent.

Puisque les propriétaires fonciers et les capitalistes font toujours usage de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et maintenir le travail sous leur joug, la conquête du pouvoir politique devient le devoir et la tâche suprême du prolétariat. »

Vaillant se prononce en faveur de l'introduction de ces résolutions dans les statuts. « On emploie la force contre nous, et la force ne peut être vaincue que par la force. La lutte économique et la lutte politique doivent être unies et, par la dictature du prolétariat, réaliser, dans la révolution, l'abolition des classes. Nous avons contre nous les [68] abstentionnistes, divisés en deux groupes, les abstentionnistes par ignorance et les abstentionnistes par politique, qui vivent de la politique, crient et hurlent et, aujourd'hui, siègent à Versailles. Mais il y a des Versailles partout, et pas seulement en France. Nous devons for-

---

[62] Cf. *ibid.*, p. 103. Cette proposition est signée F. Cournet, Ed. Vaillant et S. Dereure ; elle fut soumise au congrès le 6 septembre.

[63] Cf. *La Première Internationale*, recueil de documents établis sous la direction de Jacques Freymond, Genève, librairie E. Droz, 1962, t. II, p. 358.

mer un parti qui soit le nôtre, opposé à tous les partis des classes possédantes et dominatrices, sans aucun lien avec les classes bourgeoises. Déjà dans *l'Adresse inaugurale,* l'action politique de la classe ouvrière a été préconisée, et le Conseil général n'a jamais manqué à ce devoir. La Conférence de Londres comprit aussi parfaitement cette vérité, assuma la responsabilité de la Commune et les prolétaires de partout y adhérèrent... »

Longuet dit que Guillaume n'a jamais lu Proudhon ni beaucoup d'autres auteurs socialistes auxquels il s'en prend quotidiennement ; il décrit la situation du prolétariat telle que Proudhon la trouva en revenant à Paris. « Le prolétariat n'avait tout simplement aucune organisation politique, il était à la remorque des intrigants bourgeois. C'est pourquoi, le 4 septembre 1870, le pouvoir tomba entre les mains des bourreaux de Juin, les bourgeois les plus incorrigibles. C'est pour cela, qu'en 1863 Proudhon devait prêcher aux travailleurs de ne pas faire de politique, car la seule politique possible eût été celle des armes. Plus tard, l'A.I.T. nous donna les moyens de discuter la question économique. Si nous avions mieux été organisés en tant que parti politique, J. Favre et consorts ne seraient jamais arrivés au gouvernail et la Commune victorieuse aurait été proclamée, non seulement à Paris, mais aussi à Berlin et ailleurs. Hepner fait erreur quand il attribue la chute de la Commune à un manque d'autorité : la Commune est tombée faute d'organisation, d'organisation politique. Que deviendrait le collectivisme sans une certaine concentration des forces ? Pour la lutte économique, les travailleurs doivent s'organiser en parti politique, sinon il ne restera plus rien de l'Internationale, et Guillaume, dont le maître est Bakounine, ne peut appartenir à l'A.I.T. s'il a de telles conceptions [64]. »

---

[64] Dans *Le Congrès de La Haye de la Première Internationale,* cité ci-dessus, nous trouvons, p. 66-67, la variante suivante qui complète le passage ci-dessus en précisant des points importants de l'intervention de Longuet :
Longuet : « Guillaume dit qu'il y a malentendu - ce malentendu est dans son esprit. Guillaume ajoute que j'ai été quelquefois partisan de l'abstention proudhonienne, mais il n'a lu ni compris Proudhon et autres socialistes contre lesquels il s'escrime tous les jours. Voici comment nous avons été quelquefois abstentionnistes.

L'Empire avait refait une popularité aux massacres de Juin, le danger était dans ces hommes que le prolétariat ignorant en politique appuyait. Proudhon crut naïvement qu'il fallait s'abstenir de lutter sur le terrain du

[69]

Divergence entre blanquistes et Marx-Engels

Engels : Cette proposition [de transfert du Conseil général de Londres à New York, soit sa mise en veilleuse, et partant l'extinction progressive de la Ie Internationale] est basée sur ces deux raisons :

1. le caractère international du Conseil : il y entrerait des membres de dix nationalités ;

2. elle nous offrirait toutes nos garanties pour nos papiers [65].

---

vote, que la seule politique possible était de se constituer en parti politique et de lutter le fusil à la main. Nous n'avons pas eu de candidatures ouvrières, comme le disait Guillaume.

Si nous avions eu l'organisation politique ouvrière le 4 septembre 1870 [jour de la proclamation de la république], l'Internationale constituée à la Corderie le 5 septembre était le noyau de la Commune [ce jour-là 500 membres de l'Internationale et des chambres syndicales décidèrent la création dans tous les arrondissements de Paris de comités républicains de vigilance]. Avec l'organisation, la Commune triomphait, l'invasion était repoussée et la Commune s'étendait de Paris à Berlin. La Commune est tombée faute de l'organisation dont j'ai parlé. Si nous avions eu dans notre programme l'article 9 (en discussion présentement), nous aurions été armés pour la lutte. [...] Nous voulons l'organisation des forces économiques et du parti politique sans quoi la centralisation politique l'écraserait.

Il faut aussi que la classe ouvrière se débarrasse de quelques meneurs sans tête ni boussole, et dont les bonnes intentions seraient fatales à la cause des ouvriers qu'ils prétendent servir. »

Les principes de l'organisation étant énoncés, il s'ensuit tout logiquement une lutte contre les dirigeants ouvriers ayant d'autres principes, en manquant ou n'en ayant pas de ferme. Cela est particulièrement important à partir du moment où la bourgeoisie est solidement au pouvoir et qu'elle corrompt une fraction de la classe ouvrière. Des luttes intestines se produisent donc à l'intérieur de la classe ouvrière, dans ses organisations syndicales et jusque dans son parti politique de classe, à moins d'établir un solide cordon sanitaire autour du parti.

65 Cf. *le Congrès de La Haye.... op. cit.*, p. 59-60.

La proposition de transfert du Conseil général de Londres à New York pour l'écarter des querelles intestines de parti, surgies à la suite de la défaite de la Commune sous forme de la polémique entre « marxistes » et anar-

En 1870, lorsque la guerre rendit le congrès impossible, le Conseil proposa à toutes les fédérations Bruxelles, ce fut unanimement refusé et Londres maintenu. À New York nous aurons deux Français, deux Allemands, un Suédois, un Anglais, deux Italiens, etc., donc la question de représentation par nationalités est résolue ; la question de sécurité pour les papiers y existera. Quant à la limitation du nombre des membres à quinze au plus, elle résulte de l'inconvénient que présente une nombreuse assemblée, ainsi que nous l'avons éprouvé au Conseil de Londres.

Il faut douze secrétaires correspondants, un trésorier et deux pour parer à l'inconvénient des absences.

On a tant fait de reproches au Conseil général que la plupart de ses membres n'accepteraient plus de mandat, et, le siège étant maintenu à Londres, il faudrait le composer d'hommes inconnus et n'offrant pas les mêmes garanties que les citoyens proposés pour la composition du Conseil général à New York.

[71]

Il ajoute que c'est un avantage que New York soit éloigné de l'Europe, que les fédérations se développeront librement et quant à l'inconvénient qui résulte du temps pour nos correspondances, le Conseil pourra y parer en donnant des délégations en Europe.

---

chistes, est liée à toute la vision d'ensemble de Marx-Engels. Or, celle-ci s'oppose finalement aux prémisses théoriques du blanquisme. Si Vaillant et ses compagnons (même Longuet participe de cette conception, comme on l'a vu) pensent « qu'il faut d'abord agir, ensuite faire des discours », et qu'il suffit d'avoir organisé le parti pour mener à bien la révolution, Marx-Engels lient le processus de formation du parti et le cours de la révolution aux facteurs *généraux* de crise dans la société, bref ils relient le « facteur subjectif » aux facteurs objectifs.

Les faits ont amplement donné raison à Marx-Engels : 1. l'Internationale ne pouvait subsister sous sa forme première après le reflux général de la vague révolutionnaire, qui suivait lui-même la montée révolutionnaire *(de 1863 à 1871)* des mouvements d'unité nationale bourgeois révolutionnaires et la Commune) ; 2. la création du parti de classe est une tâche infiniment difficile, complexe, ingrate, le premier pas dans le processus révolutionnaire (l'organisation du prolétariat en classe) étant non seulement le plus ardu, mais le plus décisif pour le cours ultérieur de la révolution. Ce n'est donc nullement une simple question de bonne volonté.

Vaillant dit que cette proposition est impossible. Certes il y a le point de vue de la liberté, mais l'Internationale est divisée, des intrigues bourgeoises se sont manifestées dans son sein. Il y aura rivalité entre les conseils fédéraux et le Conseil général.

Il ne comprend pas qu'on transporte le Conseil si loin du corps d'armée qui est en Europe. Celle-ci serait obligée de prendre une autre tête et l'on verra un conseil fédéral prendre sa place en Europe.

On a dit que les meilleurs champs de l'Internationale étaient dans les pays où elle est persécutée [66], il faut donc que le Conseil en soit proche : il faut qu'il soit à Londres. Il est regrettable que les membres du Conseil qui ont rendu des services s'en retirent ; mais il ne faut pas moins maintenir le siège du Conseil général à Londres.

---

66 Marx-Engels ont affirmé à plusieurs reprises que le parti de classe se développe mieux lorsqu'il est en butte aux attaques *ouvertes* de l'adversaire ; cf. par exemple, le développement du parti allemand avant 1843 sous la répression prussienne (ENGELS, « Progrès de la réforme sociale sur le continent », in : *Écrits militaires*, p. 120) et la formation du parti social-démocrate allemand sous le régime de la loi antisocialiste (MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, t. III, p. 156).

Encore à la Conférence de Londres, appuyé par les blanquistes, « Marx demande si le moment n'est pas encore venu de déclarer la guerre ouverte au gouvernement et de braver la loi Dufaure et les persécutions. Sous Bonaparte, jamais l'Internationale n'a existé ouvertement en France. On a donné mandat aux blanquistes qui étaient dans nos principes d'organiser des sections, alors que Tolain n'y était plus. Ils continueront dans cette voie. » La position de Marx est cohérente : tant que l'on peut agir, il faut agir ; cependant on dissout l'organisation lorsque les conditions générales s'avèrent si mauvaises que les principes et l'action seraient inévitablement tronqués, l'action se retournant contre le mouvement révolutionnaire. La différence entre marxistes et blanquistes se trouve dans l'appréciation générale du cours des événements : le socialisme scientifique sera introduit finalement en France par la social-démocratie allemande.

[72]

Le Programme des réfugiés blanquistes de la Commune

Retour à la table des matières

Au cours de la contre-révolution qui suit toute révolution vaincue, les réfugiés qui ont pu en réchapper, développent une activité fiévreuse [67]. Les différentes tendances de parti se regroupent, s'accusent mutuellement d'avoir fait échouer le navire sur l'écueil, d'avoir trahi ou commis toutes les vilenies possibles et imaginables. Par ailleurs, on maintient avec son pays une liaison étroite, on organise, on conspire, on lance des tracts et des journaux, on jure que le mouvement va se déclencher une nouvelle fois dans les quarante-huit heures, que la victoire est assurée et, dans cette perspective, on distribue déjà les postes gouvernementaux. C'est évidemment aller de déception en déception. Or, comme on attribue tous les déboires à des erreurs contingentes, et non à des circonstances historiques inévitables que l'on ne veut pas regarder en face pour les comprendre, on n'en finit pas de s'accuser mutuellement, et tout cela débouche dans des lamentations générales. C'est le sort de toute émigration, depuis celle des royalistes de 1792 à celle des réfugiés politiques d'aujourd'hui. Ceux parmi les réfugiés qui

67 Cf. ENGELS, *Der Volksstaat*, 26 juin 1874.

Ce texte reste pratiquement toujours ignoré, même des spécialistes qui ont traité des rapports entre marxisme et blanquisme. Comme tous les autres, il ne fut pas suivi d'effets tangibles spectaculaires. Pourtant, il marque une évolution cruciale du mouvement ouvrier français, et ce doublement : premièrement, il relie la lutte engagée côte à côte par les marxistes et les blanquistes dans la Commune, à la collaboration de Marx-Engels avec les blanquistes au Conseil général de l'A.I.T. et notamment au Congrès de la Haye, en un rapprochement qui annonce la formation du parti ouvrier de classe au sens moderne du terme. Deuxièmement, il marque un tournant crucial du mouvement ouvrier français. La dernière tendance révolutionnaire historiquement justifiée du mouvement ouvrier français se rapproche du marxisme, ou mieux s'y convertit et y adhère : désormais le mouvement ouvrier ne peut plus être qu'unitaire, sur la base du socialisme scientifique, dit allemand, de Marx-Engels. Cependant, ce résultat, théoriquement si simple, ne pourra être obtenu sans de rudes et longues luttes.

ont une vision et une conscience claires de la situation se tiennent à l'écart des chamailleries stériles ou s'en retirent dès qu'ils peuvent le faire décemment, et se consacrent à des tâches meilleures.

[73]

L'émigration française de la Commune n'a pas échappé à ce sort fatal. Le Conseil général de l'Internationale a été contraint pendant les deux premières années, d'escamoter, du moins aux yeux du monde, les dissensions internes qui le déchiraient, parce que toute l'Europe officielle avait lancé une campagne de diffamation contre toutes les tendances quelles qu'elles soient, mais surtout contre le point central commun que représentait Londres en particulier. Cependant, au cours de ces deux dernières années, le Conseil général ne fut plus en mesure de dissimuler le processus de décomposition qui s'étendait de plus en plus rapidement. La polémique ouverte éclatait de tous côtés. En Suisse, une fraction, influencée essentiellement par Malon, l'un des fondateurs de l'Alliance secrète [68], se joignit aux bakouninistes. Ce furent, ensuite, les prétendus blanquistes de Londres qui se retirèrent de l'Internationale et constituèrent un groupe à part sous l'appellation : La *Commune révolutionnaire.*

À côté de cela, il se forme toute une kyrielle d'autres groupes qui sont en voie de formation et de réorganisation constantes et n'ont pas fait grand-chose, même dans leurs proclamations. Cependant, les blanquistes viennent de porter à la connaissance du monde leur programme dans un manifeste aux « communeux ».

Ces blanquistes ne portent pas ce nom parce qu'ils forment un groupe fondé par Blanqui ; seuls quelques-uns des trente-trois signataires de ce programme ont peut-être eu l'occasion de parler avec Blanqui. Ils prétendent bien plutôt vouloir agir dans son esprit et dans sa tradition.

Blanqui est essentiellement un révolutionnaire politique. Socialiste simplement de sentiment, sympathisant avec les souffrances du peuple, il ne possède pas de théorie socialiste, ni de solutions pratiques bien déterminées pour remédier aux maux sociaux. De par son activité politique, c'est essentiellement un « homme d'action », étant

---

68 Engels fait allusion *à l'Alliance internationale de la démocratie socialiste,* fondée en octobre 1868 sous les auspices de Bakounine.

persuadé qu'une petite minorité bien organisée doit, au bon moment, tenter un coup de main révolutionnaire et réussir, à la suite de ce premier succès, à entraîner les masses populaires et assurer ainsi le triomphe de la révolution.

Sous Louis-Philippe, il ne put évidemment constituer ce noyau que sous la forme d'une société secrète, et c'est alors [74] que se produisit ce qui arrive habituellement lors des conjurations : excédés d'être sans cesse sous le collier en s'entendant promettre sans résultat que le moment était tout proche de passer à l'action, ses partisans finirent par perdre patience et se rebiffèrent, si bien qu'il ne resta qu'une alternative : ou bien laisser tomber la conjuration, ou bien déclencher une action sans les prémisses nécessaires. On passa à l'action (le 12 mai 1839), et l'on fut écrasé en un clin d'œil. Au reste, ce fut la seule conspiration blanquiste dans laquelle la police ne réussit pas à prendre pied, ayant été surprise comme par la foudre éclatant dans un ciel serein.

Étant donné que Blanqui conçoit toute révolution comme un coup de main, il s'ensuit de toute nécessité l'instauration d'une dictature après son triomphe, j'entends bien, non pas une dictature de la classe révolutionnaire - la dictature du prolétariat - mais la dictature de la poignée de ceux qui ont réalisé le coup de main et qui eux-mêmes étaient déjà, auparavant, organisés sous la dictature d'un seul homme ou de plusieurs.

Comme on le voit, Blanqui est un révolutionnaire de la génération précédente. Ses idées sur le cours des événements révolutionnaires sont depuis longtemps dépassées, du moins pour le parti ouvrier allemand, et même en France elles ne peuvent plus guère avoir de résonance qu'auprès des ouvriers, peu nombreux, qui ne sont pas très formés et ne savent contenir leur impatience. Qui plus est, nous allons voir que ces conceptions ne sont pas reprises sans quelques restrictions dans le programme en question. Chez nos blanquistes de Londres circule aussi le principe selon lequel les révolutions en général ne se font pas toutes seules, mais doivent être faites : cependant, selon eux, elles doivent être faites par une minorité relativement restreinte d'après un plan conçu au préalable et ils pensent qu'elle peut « éclater » à n'importe quel moment.

Il va de soi qu'avec de tels principes on est livré, pieds et poings liés, à toutes les déceptions personnelles de la vie de réfugié, étant voué à se précipiter d'une folie dans une autre. On veut avant tout, jouer à être Blanqui, l'« homme d'action ». Mais, ici, la bonne volonté n'est pas d'un grand secours : chacun n'a pas l'instinct révolutionnaire, l'énergie et l'esprit de décision rapide de Blanqui, et Hamlet peut parler d'énergie à perdre haleine, il n'en reste pas moins Hamlet. Or, lorsque nos trente-trois hommes d'action ne [75] trouvent absolument rien à faire au niveau de ce qu'ils appellent l'action, nos trente-trois Brutus entrent avec eux-mêmes dans une contradiction plus comique que tragique, contradiction dont le tragique n'est nullement accru par les mines sombres qu'ils affichent, comme s'ils étaient tous des « Meuros cachant le poignard sous son manteau [69] », ce qu'ils n'ont pas l'intention de faire, soit dit en passant.

Que faire dès lors ? Ils préparent le « prochain grand coup », en dressant des listes de proscription pour l'avenir, afin que les rangs de ceux qui ont participé à la Commune soient épurés, ce pour quoi ils sont appelés les « purs » parmi les autres réfugiés. Je ne suis pas en mesure de dire s'ils se sont affublés eux-mêmes de ce titre qui, au reste, irait assez mal à un certain nombre d'entre eux. Leurs réunions se passent à huis clos, et leurs décisions doivent être tenues secrètes, ce qui n'empêche nullement que l'écho s'en répercute le lendemain dans toute la colonie française.

Il arrive à ces sérieux hommes d'action ce qui arrive toujours lorsqu'il n'est pas possible d'agir : ils commencent par s'engager dans une polémique d'abord personnelle, puis littéraire, avec un digne adversaire, l'un des plus malpropres personnages de la « petite presse » parisienne, un certain Vermersch, qui publia, sous la Commune, le *Père Duchêne*, une lamentable caricature du journal d'Hébert de 1793. Ce noble personnage répond à leur indignation morale, en les traitant de « voyous et de complices de voyous », et les inonde d'un flot épais d'injures ordurières :

---

[69] Meuros, personnage de la ballade *Die Bürgschatt* de Schiller.

Chaque mot
Est un pot de chambre,
Et qui n'est pas vide [70].

C'est avec un pareil adversaire que nos trente-trois Brutus jugent nécessaire de se mesurer devant le public.

Si une chose est certaine, c'est que le prolétariat parisien - après une guerre épuisante, après la famine de Paris, et surtout l'atroce saignée des journées de mai 1871 - a besoin de toute une période de repos, afin de rassembler de nouveau ses forces, toute tentative prématurée de soulèvement ne pouvant avoir pour conséquence qu'une défaite [76] nouvelle, si possible encore plus terrible. Nos blanquistes ne sont pas de cet avis. La désagrégation de la majorité monarchiste à Versailles leur annonce « la chute de Versailles et la revanche de la Commune. En effet, nous arrivons à ce grand moment historique, cette grave crise, où le peuple, qui semble noyé dans la misère et voué à la mort, va reprendre sa marche révolutionnaire avec une force nouvelle. »

Donc cela va de nouveau barder, et bientôt. Or, cet espoir d'une imminente « revanche de la Commune » n'est pas seulement une illusion de réfugié, c'est un acte de foi nécessaire de gens qui se sont mis de toute force en tête qu'ils doivent jouer aux « hommes d'action », à un moment où il n'y a absolument rien qui permette de faire quoi que ce soit dans ce sens -celui d'un coup de main révolutionnaire. Mais que leur importe ! Si le mouvement est déclenché, ils estimeront « que le moment est venu, que tout ce qui, parmi les réfugiés, a encore en soi de la vie, va se manifester Ainsi donc, les Trente-trois nous déclarent qu'ils sont 1. athées ; 2. communistes ; 3. révolutionnaires.

Nos blanquistes ont en commun avec les bakouninistes qu'ils veulent représenter la tendance la plus avancée et la plus extrémiste. C'est pour cela que, soit dit en passant, ils marchent souvent de concert pour ce qui est des moyens employés, bien que leurs buts soient opposés. Il s'agit donc, pour ce qui est de l'athéisme, d'être plus radicaux que tous les autres. Par bonheur, il est très facile aujourd'hui d'être athée. En

70 Cf. Heine, *Romancero*, vol. 3 : « Mélodies hébraïques ».

général, l'athéisme est à peu près une évidence pour les partis ouvriers européens, encore que, dans certains pays, il puisse subsister un parti comme celui des bakouninistes espagnols qui proclame : croire à Dieu est contraire à tout socialisme, mais croire en la Vierge Marie, c'est tout autre chose, et il va de soi qu'un socialiste moyen y croit ! Chez la plupart des ouvriers social-démocrates allemands, on peut même dire que le problème de l'athéisme est dépassé, ce terme purement négatif n'ayant plus d'effet sur eux, puisqu'ils n'ont plus vis-à-vis de la croyance en Dieu une opposition théorique, mais pratique : ils en ont *tout simplement fini avec Dieu*, car ils vivent et pensent dans un monde réel et sont, de ce fait, des matérialistes.

C'est certainement aussi le cas en France. Mais, s'il n'en était pas ainsi, rien ne serait plus simple que de s'attacher à diffuser massivement parmi les ouvriers la brillante littérature [77] matérialiste française du siècle dernier. L'esprit français, tant du point de vue de la forme que du contenu, y a atteint ses plus hauts sommets. Même si l'on considère le niveau scientifique actuel, cette littérature dépasse de très loin la substance des écrits d'aujourd'hui ; pour ce qui est de la forme, elle n'a jamais plus été atteinte. Mais cela ne convient pas à nos blanquistes. Afin de démontrer qu'ils sont plus radicaux que quiconque, ils abolissent Dieu par décret, comme en 1793 :

« La Commune doit avoir libéré l'humanité de ce fantôme de la misère d'autrefois [Dieu] et de cette cause [Dieu qui n'existe pas devient une cause !!!] de sa misère présente. Il n'y a pas de place pour les curés dans la Commune ; toute manifestation religieuse, toute organisation religieuse doit être interdite. »

Cette revendication, à savoir la transformation des gens en athées par ordre du grand mufti, est signée par deux membres de la Commune qui ont pourtant eu l'occasion d'apprendre par l'expérience : 1. que l'on peut ordonner tout ce que l'on veut sur le papier, sans que pour autant cela soit appliqué, et 2. que les persécutions sont le meilleur moyen pour faire naître des croyants inopportuns. Une chose est sûre : le seul service que l'on puisse rendre aujourd'hui à Dieu, c'est de déclarer que l'athéisme est un acte de foi obligatoire, et de surenchérir

sur les lois anticléricales du *Kulturkampf* [71] en interdisant la religion en général.

Le second point du programme, c'est le communisme. Nous nous sentons ici plus chez nous, car le navire sur lequel nous voguons s'appelle : le *Manifeste du parti communiste*, publié en février 1848. Dès l'automne 1872, les cinq blanquistes sortis de l'Internationale ont professé un programme socialiste qui, dans tous ses points essentiels, était celui-là même de l'actuel communisme allemand, et motivé leur départ uniquement par le fait que l'Internationale [78] refusait de jouer à la révolution, comme ils l'entendaient [72]. À présent, le comité des Trente-trois a adopté ce programme avec toute la conception matérialiste de l'histoire qu'il implique, encore que sa traduction en français blanquiste laisse à désirer sur bien des points dès lors que le *Manifeste* n'est pas reproduit pour ainsi dire littéralement. C'est ce que montre, par exemple, le passage suivant :

« Comme expression ultime de toutes les formes d'asservissement, la bourgeoisie a dépouillé l'exploitation du travail de son voile mystique, qui l'enveloppait autrefois : les gouvernements, religions, familles, lois, institutions du passé comme du présent se réduisent enfin, dans cette société, au simple antagonisme entre capitalistes et ouvriers salariés, en étant les instruments de l'oppression, grâce auxquels la bourgeoisie maintient sa domination et assujettit le prolétariat. »

Que l'on compare à ce passage le texte du *Manifeste communiste* suivant : « En un mot, à la place de l'exploitation voilée par des illu-

---

71 Au cours des années 1870, Bismarck inaugura une campagne anticléricale, appelée *Kulturkampf* par les libéraux. En attaquant l'Église catholique, Bismarck visait en réalité le parti du centre qui représentait les survivances et nostalgies des petits États antiprussiens du centre et du sud de l'Allemagne. Cette campagne anticatholique masquait aussi la répression dans les territoires polonais occupés par la Prusse et, dans une mesure moindre, en Alsace-Lorraine. Enfin, Bismarck dévoyait la lutte de classes au moyen de querelles religieuses artificielles.

72 Engels fait allusion au groupe de blanquistes, parmi lesquels figuraient Arnould, Vaillant et Cournet, qui quitta l'Internationale après le Congrès de la Haye en septembre 1872 et publia ensuite à Londres la brochure intitulée *Internationale et révolution. À propos du Congrès de la Haye, par des réfugiés de la Commune, ex-membres du Conseil général de l'Internationale ; cf.* réédition dans *Cahiers de l'Institut de science appliquée,* série M, n° 7, août 1964, p. 162-176.

sions religieuses et politiques, la bourgeoise a mis l'exploitation franche, éhontée, directe, dans toute sa sécheresse. Elle a dépouillé de leur sainte auréole toutes les activités jusqu'alors vénérables et considérées avec un pieux respect. Elle a changé en salariés à ses gages le médecin, le juriste, le curé, le poète, l'homme de science. Elle a arraché aux relations familiales leur voile de touchante sentimentalité et les a transformées en un simple rapport d'argent, etc. »

Mais à mesure qu'ils descendent de la théorie à la pratique, les Trente-trois affirment de plus en plus leur originalité : « Nous sommes communistes parce que nous voulons arriver à notre but sans nous arrêter à des stades intermédiaires, à des compromis qui ne font que différer la victoire et prolonger l'esclavage. »

Les communistes allemands sont communistes parce qu'ils [79] passent par tous les stades intermédiaires et compromis - qui ne sont pas faits par eux, mais par le développement historique - en ayant toujours clairement devant les yeux le but final qu'ils poursuivent sans cesse : l'abolition des classes et l'instauration d'une société où n'existe plus de propriété privée du sol et des moyens de production.

Les Trente-trois sont communistes, parce qu'ils s'imaginent que l'affaire est réglée, pourvu qu'ils aient la bonne volonté de sauter les stades intermédiaires et les compromis : comme il est convenu, s'ils « passent tel jour à l'attaque » et arrivent au pouvoir, le « communisme est instauré » le surlendemain. Si cela n'est pas possible tout de suite, alors nous ne sommes pas des communistes. Il est puéril et naïf d'ériger l'impatience en fondement de la conviction théorique !

Enfin, nos Trente-trois sont des « révolutionnaires ». Comme on le sait, dans ce domaine, les bakouninistes ont déjà battu tous les records possibles, pour ce qui est des formules creuses et enflées. Toutefois, les blanquistes se font un devoir de les surpasser encore. Et comment ? Ainsi qu'on le sait, tout le prolétariat socialiste - de Lisbonne et New York à Pest et Belgrade - a tout de suite assumé en bloc la responsabilité des actes de la Commune de Paris. Mais ce n'est pas assez pour nos blanquistes :

« En ce qui nous concerne, nous revendiquons notre part de responsabilité dans les exécutions qui [sous la Commune] ont frappé les ennemis du peuple » [suit la liste des fusillés] ; « nous revendiquons notre part de responsabilité dans les incendies qui ont anéanti les ins-

truments de l'oppression monarchiste ou bourgeoise, ou qui ont protégé les combattants ».

Dans toute révolution, il arrive inévitablement toutes sortes de bêtises, comme d'ailleurs dans toute autre période, et lorsqu'on a enfin de nouveau repris un peu son calme, on en vient nécessairement à la conclusion : nous avons fait beaucoup de choses que nous eussions mieux fait de ne pas faire, et nous avons omis d'en faire beaucoup d'autres que nous eussions dû faire, et c'est pourquoi nous avons essuyé un échec. Mais quel manque d'esprit critique que de sanctifier littéralement la Commune, de la déclarer infaillible, d'affirmer que chaque maison brûlée, chaque otage fusillé a subi, exactement et jusque dans le dernier détail, ce qui lui était dû. Cela ne revient-il pas à affirmer que, durant la semaine de mai, le peuple a fusillé exactement [80] les gens qui devaient être fusillés - et pas plus ni moins - et qu'il a incendié exactement les bâtiments qu'il fallait, et pas plus ni moins. Enfin, n'est-ce pas comme si l'on affirmait, à propos de la première révolution française, que tous ceux qui ont été guillotinés l'ont été à bon escient, aussi bien ceux que Robespierre a fait décapiter que ceux qui ont ensuite décapité Robespierre ? Voilà les enfantillages auxquels aboutissent des gens, au fond tout à fait débonnaires, qui veulent faire un effet terrible !

Mais il suffit. Malgré toutes les excentricités de réfugiés et toutes les tentatives - qui se changent en leur contraire - de vouloir faire apparaître Charles ou Edouard comme des terreurs, il y a incontestablement un progrès fondamental dans ce programme : c'est le premier manifeste par lequel *des ouvriers français professent l'actuel communisme allemand*. Qui plus est, des ouvriers de la tendance qui tient les Français pour la Jérusalem révolutionnaire. C'est le mérite incontesté de *Vaillant* - cosignataire du programme et excellent connaisseur de la langue allemande et de notre littérature socialiste - que de les avoir amenés à faire ce pas. Les ouvriers socialistes allemands, qui ont démontré qu'ils étaient totalement affranchis de tout chauvinisme national, peuvent considérer comme un symptôme de bon augure le fait que des ouvriers français adoptent des principes théoriques justes, bien qu'ils viennent d'Allemagne.

[81]

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.
TOME II. Efforts pour créer le parti de classe

II

FORMATION DU PARTI OUVRIER FRANÇAIS

Avec la Commune de Paris on crut le prolétariat militant définitivement enterré. C'est tout au contraire de la Commune et de la guerre franco-prussienne que date son essor le plus formidable. Le bouleversement complet de tout l'art de la guerre par l'enrôlement de toute la population susceptible de porter les armes dans les armées qu'il faut compter désormais par millions, les armes à feu, les obus et les explosifs d'une puissance inconnue jusque-là, d'une part, mirent une fin subite à la période des guerres bonapartistes et assurèrent un développement industriel pacifique, en rendant impossible toute guerre qui ne fût pas mondiale et dont l'issue était absolument imprévisible. D'autre part, les dépenses militaires croissant en proportion géométrique, les impôts atteignirent un montant vertigineux, jetant les classes populaires les plus pauvres dans les bras du socialisme.

ENGELS, Introduction de 1895 aux *Luttes de classes en France* de Marx.

Retour à la table des matières

[82]

Considérants du programme du Parti ouvrier français

Retour à la table des matières

Considérant

Que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race [73] ;

Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terre, usines, navires, banques, crédits, etc.) ;

Qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir :

---

[73] Après le Congrès socialiste de Marseille (1879), un groupe de socialistes français, à la tête duquel se trouvait Guesde, décida de s'adresser, par l'intermédiaire de Lafargue, à Marx-Engels, afin de leur demander aide et conseil dans la rédaction du programme du parti ouvrier. Ceux-ci acceptèrent de bonne grâce. En mai 1880, Guesde leur rendit visite et élabora ce programme avec Marx, Engels et Lafargue.

Le programme était composé d'une partie théorique et d'une autre pratique (ou programme minimum). Marx dicta à Guesde la partie théorique reproduite ci-dessus. En ce qui concerne la suite du programme, cf. la lettre de Jenny Marx à Ch. Longuet, p. 85, note 5, ainsi que la lettre du 25 octobre 1881 d'Engels à Bernstein.

La méthode de Marx est toujours la même (cf. celle qu'il a élaborée lors de la rédaction des statuts de la Ligue des communistes, in MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, Maspero, 1973, t. I, p. 112) : il définit pour commencer le but du mouvement, auquel se rattachent tous les points particuliers des articles des statuts. C'est ainsi que le mouvement réel devient synthèse des efforts révolutionnaires et acquiert une unité orientée dans le même sens.

En ce sens, la contribution de Marx au parti ouvrier français est essentielle. Elle n'a rien à voir avec les futurs programmes minimalistes ou maximalistes des partis réformistes, puisque dans ce programme les principes sont énoncés d'emblée et que les revendications, dictées par les conditions immédiates, se groupent et s'articulent en fonction du but suprême, la conquête du pouvoir par le parti ouvrier.

1. la forme individuelle qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel ;

2. la forme collective, dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la classe capitaliste ;

[83]

Considérant

Que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive - ou prolétariat -organisée en parti politique distinct ;

Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel, transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation ;

Les travailleurs socialistes français, en donnant pour but à leurs efforts dans l'ordre économique le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé, comme moyen d'organisation et de lutte, d'entrer dans les élections avec le programme minimum suivant...

Influence de Marx sur le Parti ouvrier français

Retour à la table des matières

... En effet, tout ce que vous exprimez dans votre lettre, je le pense aussi et je l'ai toujours pensé [74].

---

[74] Lettre de Jules Guesde - fondateur avec Lafargue, le gendre de Marx, du Parti ouvrier français - à Marx, écrite fin 1878-début 1879, cf. *Le Combat marxiste,* Paris, n° 19, mai 1935. La lettre de Marx à Guesde qui précède la réponse ci-dessus, n'a pas été retrouvée.

Dans le recueil MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, nous avons souligné le rôle primordial de Marx-Engels pour le programme et l'organisation des ouvriers d'Allemagne, de Russie, etc., notamment par le truchement de la Ier Internationale. Nous ne pouvons entrer ici dans le détail ni déterminer tous les aspects du rôle de Marx-Engels dans la création du parti de classe

Si je suis révolutionnaire, si - comme vous - je crois à la nécessité de la violence pour résoudre la question sociale dans le sens collectiviste ou communiste, je suis de plus, comme vous, résolument hostile à des mouvements à la Cafiero qui - peut-être utiles en Russie - ne correspondent à aucune espèce d'exigence de la situation, ni en France, ni en Allemagne, ni en Italie.

[84]

Comme vous, je suis convaincu qu'avant que l'on puisse penser à une action, il faut avoir créé, au moyen d'une propagande aussi active que continuelle, un parti, une armée consciente.

Comme vous, je conteste finalement que la simple destruction de ce qui existe soit suffisant pour instaurer ce que nous voulons, et je pense qu'à terme plus ou moins long l'impulsion, la direction, doit venir du haut, de ceux qui en « savent plus ».

Dans ces conditions, je me suis attaché depuis mon retour à créer ce « parti ouvrier indépendant et militant » qui - comme vous le proclamez si justement - est « de la plus haute importance » face aux événements qui se préparent...

Création du Parti ouvrier français

Retour à la table des matières

Comme tu as dû le voir dans les journaux, la bande anticommuniste, composée des fractions les plus hétérogènes, a finalement été battue au Congrès de Marseille [75].

---

du prolétariat français. En effet, notre intention n'est nullement de préparer un dossier complet afin de démontrer et de convaincre, mais plus simplement de retracer dans ses grandes lignes la position de Marx-Engels vis-à-vis du mouvement ouvrier français, afin d'en tirer toutes les leçons pour une pratique s'inscrivant dans la continuité du mouvement révolutionnaire de toujours.

75 Cf. Marx à F. A. Sorge, 14 novembre 1879.

C’est à travers les textes de Marx-Engels dont nous disposons que nous considérons dans cette partie la formation du parti ouvrier français. En octobre 1879, au Congrès de Marseille des travailleurs socialistes de France, les forces marxistes se regroupèrent finalement autour de Jules Guesde - qui

Tu as sans doute remarqué que surtout *l'Égalité* (grâce en première instance au passage de Guesde à nos côtés et aux travaux de mon gendre Lafargue) offre en France pour la première fois l'image d'une *feuille ouvrière* au sens véritable du terme [76]. Même Malon, dans la *Revue socialiste* [85] - bien qu'avec les inconséquences découlant de sa nature éclectique - a été contraint (puisque nous étions ennemis après qu'il a été à l'origine de la création de l'Alliance bakouniniste) de se reconnaître au socialisme moderne scientifique, c'est-à-dire *allemand*. J'ai préparé pour lui le *Questionnaire* qui fut publié d'abord dans la *Revue socialiste* et puis distribué en un nombre considérable d'exemplaires dans toute la France. Peu de temps après, Guesde est venu à Londres afin d'élaborer avec nous (Engels, Lafargue et moi-même) un programme électoral à l'adresse des ouvriers pour les prochaines élections. Certes, il a fallu y incorporer quelques incongruités auxquelles Guesde tenait absolument malgré nos protestations, par exemple le *minimum de salaire* fixé par la loi (je lui dis : si le prolétariat français est assez puéril pour avoir besoin de telles carottes, alors il ne vaut plus la peine d'établir de programme quelconque [77]). Cepen-

---

était absent de ce congrès - après de vives polémiques avec les possibilistes, et elles décidèrent de créer la *Fédération du parti des travailleurs socialistes de France.*

76 Cf. Marx à F. A. Sorge, 5 novembre 1880.

Le *Questionnaire* sur les conditions de vie et de travail des ouvriers en France, élaboré par Marx à la demande de la Ier Internationale, devait non seulement renseigner les organisations ouvrières et les travailleurs eux-mêmes sur leur situation dans la société et la production à l'échelle locale et nationale, mais encore permettre de connaître le terrain où se déroulait la lutte et s'effectuaient les revendications afin de coordonner et de systématiser l'action ouvrière, C'est-à-dire unifier sa nature de classe : nous avons reproduit ce long questionnaire dans MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, t. II, « Contenu et signification des revendications », Maspero, 1972, p. 181-190.

77 Dans sa lettre du 23 novembre 1880, Jenny, la fille de Marx, écrivait à Charles Longuet pour lui éclaircir ce point : « Tu verras dans *Le Capital* que la lutte de la classe ouvrière anglaise a pris plus d'une fois un caractère révolutionnaire et que les classes dominantes n'ont jamais accordé que ce qu'elles n'osaient pas refuser. Si Massard et Cie ont soif de lutte, ils seront très satisfaits à l'étude de l'histoire de la limitation de la journée de travail en Angleterre ! Pour ce qui concerne, en outre, la question de la fixation d'un salaire minimum, tu apprendras sans doute avec intérêt que papa a tout fait pour pousser Guesde à ne pas l'introduire dans leur programme ; il lui a déclaré qu'une telle revendication, si elle était réalisée, ne conduirait d'après

dant, ce très bref document - exception faite du préambule qui définit en quelques lignes le but communiste - ne renferme dans sa partie économique que des revendications qui surgissent spontanément et réellement du mouvement ouvrier. C'est un pas énorme que de ramener les ouvriers français de leur brouillard phraséologique sur le terrain de la réalité, et c'est ce qui explique qu'il suscita [86] une vive répulsion parmi tous ceux qui en France vivent de leurs escroqueries en « faisant du brouillard ». Après une violente opposition des anarchistes, le programme fut d'abord adopté dans la *région centrale*, c'est-à-dire Paris et tout ce qui dépend de près et de loin de cette ville, puis dans tous les autres centres ouvriers. La formation simultanée de groupes ouvriers mutuellistes qui cependant (sauf les anarchistes qui ne sont pas composés de véritables ouvriers, mais de déclassés, ainsi que de quelques ouvriers dupés qui forment la troupe ordinaire) ont adopté la plus grande partie des revendications « pratiques » du programme, de même que le fait qu'on y trouve les points de vue les plus différenciés, cela prouve à mes yeux qu'il s'agit là du *premier mouvement ouvrier réel* en France. Jusqu'à présent on n'y trouvait que des sectes, qui ne recevaient naturellement leurs mots d'ordre que de fondateurs de sectes, cependant que la masse du prolétariat suivait les bourgeois radicaux ou ceux qui faisaient mine d'être radicaux, et elle se battait pour eux le jour de la décision, pour être, le lendemain, massacrée, déportée, etc., par les gaillards qu'elle avait hissés au pouvoir.

L'Émancipation, publiée il y a quelques jours à Lyon, sera l'organe du parti ouvrier, surgi sur la base du socialisme allemand.

En attendant, nous avons aussi des hommes qui luttent pour nous dans le camp de nos adversaires eux-mêmes, c'est-à-dire dans le camp radical. Theisz a pris la rubrique du travail dans *L'Intransigeant*, l'organe de Rochefort ; après la défaite de la Commune, comme tous les socialistes français « pensants », il est arrivé comme proudhonien à Londres, où il s'est totalement transformé en me fréquentant et en étudiant scrupuleusement Le *Capital*. En outre, mon gendre a abandonné sa place au King's College pour retourner à Paris (par chance sa fa-

les lois économiques qu'au résultat suivant : le minimum ainsi fixé deviendrait le maximum. Mais Guesde ne voulut pas en démordre sous le prétexte qu'ils gagneraient de l'influence dans la classe ouvrière par ce moyen, même si l'on n'obtenait rien d'autre. Connue tu le vois, Guesde est un opportuniste. »

mille est demeurée ici pour le moment) où il devint l'un des journalistes les plus influents de *La Justice* de Clemenceau. Il a si bien œuvré que Clemenceau, qui en avril dernier encore s'est élevé contre le socialisme au nom d'une conception américano-démocratico-républicaine est passé de notre côté, dans son récent discours à Marseille contre Gambetta, tant pour ce qui est de la tendance générale que de ce qui est des points essentiels de notre *programme minimum*. Peu importe qu'il tienne ce qu'il promet. En tout cas, il a introduit notre élément dans le parti radical, dont l'organe, maintenant [87] qu'il est dans la bouche de Clemenceau, est écouté avec ébahissement, alors que l'on ignorait, voire raillait, la même parole tant qu'elle venait du parti ouvrier.

Ai-je besoin de te dire - car tu connais bien le chauvinisme français - quels sont les fils secrets qui mettent en mouvement les chefs de Guesde-Malon jusqu'à Clemenceau ? Cela entre nous, car il ne faut pas en parler. Quand on agit pour Messieurs les Français, il faut *le faire* anonymement, pour ne pas choquer le sentiment *national* *. Déjà les anarchistes dénoncent nos collaborateurs comme des *agents* prussiens aux ordres du dictateur et « notoire » agent prussien - Karl Marx.

En France aussi, les choses progressent bien [78]. Notre conception communiste s'y fraye un passage partout, et les meilleurs parmi ceux qui la prêchent, ce ne sont rien d'autre que les anciens anarchistes qui sont venus nous rejoindre sans que nous ayons remué le petit doigt. De la sorte, l'unité de vue est réalisée entre les socialistes européens ; ce qui est encore à la traîne ça et là ne vaut même pas d'être mentionné depuis que la dernière secte - celle des anarchistes - s'est décomposée elle-même. Là aussi tout glisse de plus en plus à gauche chez les bourgeois et les paysans, comme vous l'avez remarqué vous-même déjà. Mais il y a un hic : ce glissement à gauche agit d'abord dans le sens d'une guerre de revanche, et cela doit être évité.

Je te renvoie *Le Prolétaire* [79]. Il est difficile de démêler entre Lafargue, qui verse ses inspirations d'oracle dans le sein de Malon et

---

[78] Cf. Engels à F. A. Sorge, début mai 1880.

[79] Cf. Marx à Engels, 11 novembre 1882.

Brousse, et ces derniers héros, cette étoile double, qui non seulement mentent en toute connaissance de cause, mais encore se mentent à eux-mêmes, comme si le monde extérieur n'avait rien d'autre à faire que d' « intriguer » [88] contre eux, tout le monde ayant un crâne de la même conformation que cette noble paire.

Lafargue a le grave défaut des Noirs : aucun sentiment de pudeur, je veux dire par là de sentiment de gêne devant le ridicule.

Cependant il serait temps, si l'on ne veut pas volontairement ruiner le journal [*l'Égalité*], si l'on n'a pas l'intention - ce qui est impensable - qu'il soit enterré à la suite de tout un processus de la part du gouvernement, alors il est temps que Lafargue mette fin à ses rodomontades sur les violences épouvantables de la révolution à venir. Cette fois-ci il a été joliment dupé par lui-même : il a été naturellement effrayé de ce qu'un journal de mouchards ait reproduit les horribles extraits anarcho-policiers de *L'Étendard,* qui va encore plus loin que Paul Lafargue, l'oracle patenté du *socialisme scientifique* * ; puis choqué d'une telle rivalité révolutionnaire, si bien que Lafargue (et ces derniers temps il a pris la belle habitude, non seulement de répandre dans le monde ses oracles, mais encore de les « fixer » en se citant lui-même) se cite lui-même pour preuve que *l'Étendard,* c'est-à-dire *l'anarchisme,* ne fait que copier Lafargue et Cie, et ce, d'une part, à contretemps, d'autre part, sans être capable de réalisations. C'est ce qui arrive si souvent aux oracles : ce qu'ils croient être leur propre inspiration n'est en fait que réminiscence enfouie au fond des mémoires. Or ce que Lafargue a écrit et ce à quoi il renvoie lui-même dans ses « citations », ce n'est en fait qu'une réminiscence d'une recette bakouninienne. Et effectivement Lafargue est le dernier disciple de Bakounine qui croit sérieusement au maître. Il devrait relire le pamphlet que tu as écrit sur l'*Alliance* [80] et il s'apercevrait d'où il a tiré ses munitions les

Avec cette lettre, nous entrons dans les querelles personnelles qui déchirent le Parti ouvrier français dont ils rendent obscures toutes les finalités et les activités, au point que ceux-là même qui en parlent - Marx-Engels - semblent eux aussi sombrer dans les zizanies et les commérages, tant il est vrai que la maladie qui frappe le Parti ouvrier français est grave. En fait, sous ces aspects « subjectifs », il est facile de trouver les raisons objectives des difficultés qui assaillent le Parti ouvrier français.

80 Marx fait allusion au texte rédigé en collaboration avec Engels et Lafargue par ordre du Congrès de La Haye (1871), sous le titre *l'Alliance de la démo-*

plus récentes. Il lui a fallu beaucoup de temps pour saisir Bakounine, et voilà qu'il le comprend de travers.

[89]

Longuet comme dernier proudhonien, et Lafargue comme dernier bakouniniste ! Que le diable les emporte [81] !

La population ouvrière de Belleville a perdu environ 20 000 personnes à la suite des événements de la Commune, et des petits-bourgeois les ont remplacés en majeure partie [82]. Et pourtant la population ouvrière qui est demeurée à Belleville (les deux arrondissements) ou s'y est nouvellement installée est relativement arriérée, son idéal, s'il dépasse Gambetta, s'arrête à Rochefort : tous deux y furent élus députés en 1869.

En ce qui concerne la situation du parti ouvrier à Paris, quelqu'un de tout à fait impartial, à savoir Lissagaray, a reconnu devant moi que, bien qu'il n'existe qu'en *germe* *, c'est le seul parti qui compte en face des partis bourgeois de toutes les nuances. Son organisation, quoique encore très mince et plus ou moins fictive, est cependant assez disciplinée pour qu'il lui soit possible de nommer des candidats dans tous les arrondissements, de se faire remarquer dans les meetings et d'en-

---

cratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs (1873), en langue française ; cf. *La Première Internationale*, recueil de documents publiés sous la direction de Jacques Freymond, Genève, librairie E. Droz, 1962, t. II, p. 383-478. Ce texte parut en allemand en 1874 sous le titre *Un complot contre l'Association internationale des travailleurs.*

81 Parmi les raisons objectives de la faiblesse manifeste du Parti ouvrier français figure l'immaturité générale des conditions du prolétariat moderne en France de cette époque déterminée, celle-ci se manifestant, entre autres par la confusion extrême jusque dans les esprits des meilleurs éléments dirigeants de ce parti, les Lafargue, Guesde et Longuet, ce qui enrage Marx.

Au reste, il arrive bien souvent que ceux qui concentrent leur activité sur la polémique et la réfutation des positions des autres sont eux-mêmes en proie aux mêmes problèmes que leurs « adversaires » et ne les ont guère mieux résolus. Cette tendance polémique - considérée comme hautement politique - a souvent été encouragée en France, car on croit volontiers que polémiquer est lutte militante par excellence, la seule forme de théorisation possible pour un homme de parti.

82 Cf. Marx à Engels, 18 août 1881.

nuyer les gens de la société officielle. J'ai moi-même vérifié cela dans les journaux parisiens de toutes les tendances, et il n'en est pas un qui n'enrage contre cette plaie publique - le parti ouvrier collectiviste [83].

Il vaut mieux que je te rende compte verbalement des dernières scissions des chefs du parti ouvrier.

[90] Si le gouvernement français - représenté par l'escroc financier Duclerc - était au courant de ma présence [en France], surtout pendant les vacances parlementaires, il m'enverrait sans doute en voyage sans l'autorisation du Dr Dourlen, étant donné que tous deux, « marxistes » et « antimarxistes », aux congrès socialistes respectifs de Roanne et de Saint-Etienne, ont fait leur possible pour m'empoisonner mon séjour en France [84]. Dans tout cela, je trouve néanmoins une certaine compensation dans le fait que la bande des alliancistes - les Malon, Brousse, etc. - s'est fameusement trompée dans son espoir. En effet, c'est *comme si* (la tournure favorite de Bruno Bauer) leur « tacite » insinuation (Marx est un Allemand, alias « Prussien », donc les « marxistes » français sont des traîtres à la patrie) ne voulait plus prendre chez personne, voire ne pouvait à aucun moment être utilisée publiquement. *C'est un progrès* *.

---

83 Dans le mouvement ouvrier français des années 1870 et 1880, on appelait collectivistes les partisans du marxisme, qui revendiquaient l'abolition de la propriété privée des moyens de production et prônaient la participation active de la classe ouvrière à la lutte politique. Précisons ici un point de principe essentiel. Au fond du désaccord entre marxisme et anarchisme, il n'y a pas la question électorale, la conquête de mandats électoraux ; il y a la question de la conquête du pouvoir politique, du maniement de l'État de la dictature du prolétariat. La question parlementaire apparaît bien mince en face de la question fondamentale de la destruction de l'État bourgeois et de l'érection du prolétariat en classe dirigeante avec l'instauration de l'État de la dictature du prolétariat, condition sine qua non, aux yeux de Marx-Engels, du socialisme.

Dès la fondation du parti ouvrier (1879), une dure lutte se déroula dans ses rangs. Elle aboutit en 1882 à la scission entre marxistes (appelés aussi guesdistes) et possibilistes (partisans de Malon et Brousse).

84 Cf. Marx à Engels, 30 septembre 1882.

Je ne partage pas les idées de Bernstein sur l'extension de l'organisation des Malon et Brousse [85]. L'analyse donnée à l'époque par Guesde sur les « nombreuses » (!) délégations au Congrès de Saint-Etienne n'ont pas été démenties ; cependant ce serait une dispute pour les beaux yeux de la princesse. La première organisation d'un véritable parti ouvrier en France date du congrès de Marseille. Or, à ce moment-là, Malon se promenait en Suisse ; Brousse n'était nulle part, et *Le Prolétaire* - y compris ses syndicats - se tenait sur la défensive.

[91]

Cassure dans le Parti ouvrier français

Retour à la table des matières

Nos amis français viennent de récolter ce qu'ils ont semé [86]. Ce que nous leur avions prédit s'est littéralement réalisé. Avec leur impatience, ils ont gâché une position remarquable que l'on ne pouvait exploiter qu'en étant discrets et en sachant attendre. Ils sont tombés dans le piège que leur ont tendu, dans la bonne vieille manière allianciste [87], les Malon et Brousse, qui utilisent la calomnie purement allusive, ne citant jamais des noms et complétant en secret, verbalement. Ils y sont tombés comme des gamins (et Lafargue en tête), en répondant par des attaques *nominales et ouvertes*, si bien qu'ils sont décriés comme ayant rompu la paix. Par-dessus le marché, leur polémique est puérile : c'est ce qui apparaît dès qu'on lit la réponse de leurs adversaires. Ainsi Guesde escamote des passages notoires et essentiels de Joffrin, parce qu'ils sont incommodes pour lui, et il *passe sous silence* le fait que malgré son opposition le *Comité national* [88] a décidé que le

---

85 Cf. Marx à Engels, 22 novembre 1882.

86 Cf. Engels à Marx, 13 janvier 1882.

87 Engels fait allusion aux méthodes employées par les bakouninistes et autres anarchistes de la Ie Internationale dans leur lutte contre le Conseil général, dirigé par Marx-Engels.

88 Le *Comité national* du Parti ouvrier français fut créé à l'initiative des chefs de l'aile droite, Benoît Malon et Paul Brousse, mi-octobre 1881 à la veille du Congrès de Reims qui ratifia la décision, les 44 délégués appartenant en majeure partie à l'aile possibiliste. En même temps, *Le Prolétaire* (dirigé par les possibilistes) fut déclaré l'organe officiel du parti. Une résolution ambiguë

programme de Joffrin était plus radical que le programme minimum, de sorte que celui de Joffrin était autorisé par le [92] parti [89]. Ce que, bien sûr, Joffrin exhibe triomphalement vis-à-vis de Guesde [90]. Et Lafargue, de son côté, rédige ses articles de sorte que Malon puisse lui répondre : Mais qu'avons-nous dit d'autre sinon que les luttes des communiers du moyen âge contre la noblesse féodale étaient des *luttes de classes* - et c'est ce que vous, monsieur Lafargue, vous contestez ?

À présent, je reçois de Paris une lettre de lamentations sur l'autre : ils seraient battus sans espoir et, dans une prochaine séance du Comité national, ils recevraient même des coups ; Guesde est tout aussi désespéré qu'il était euphorique il y a un mois, et il ne voit pas d'autre salut que de faire sécession avec sa minorité. À présent qu'ils s'aperçoivent avec étonnement qu'ils doivent manger le brouet qu'ils ont

---

fut prise à propos du programme minimum, dont le congrès décida qu'il ne correspondait pas pleinement aux volontés ouvrières, si bien que les organisations locales étaient « libres » d'élaborer leurs propres programmes. En même temps, le congrès affirmait que le programme minimum était valable aussi longtemps qu'il ne serait pas remplacé.

Avec la création du Comité national, les chefs possibilistes cherchèrent à chasser les marxistes de la direction du parti. Pour cela, ils composèrent le Comité national avec cinq délégués nommés par chacune des six fédérations. Les marxistes ne disposèrent que de cinq délégués de la fédération du Nord, si bien que la direction se trouva aux mains de la droite.

89 Lors d'une élection complémentaire en 1881, le métallurgiste Jules Joffrin, partisan notoire de Brousse et Malon, se présenta à une élection complémentaire, en revendiquant non pas le programme officiel du parti, mais les thèses de la Ier Internationale qui, comme on le sait, avaient également Marx pour auteur. Mais ce faisant, il ne voulait pas suivre la ligne marxiste, mais opérait plutôt une manœuvre antimarxiste. En effet, en revendiquant - comme possibiliste d'aujourd'hui - le programme de la Ier Internationale, il prétendait se rattacher aux alliancistes ou bakouninistes de l'A.I.T. et, par ce tour de passe-passe, s'opposer à la ligne marxiste... avec le propre programme des marxistes. Ceux qui étaient trompés dans cette manœuvre, c'étaient les ouvriers qui, dans tous les cas, aspiraient au programme marxiste.

90 Dans une lettre au rédacteur de *L'Égalité* (Jules Guesde), Joffrin accusa celui-ci d'avoir rompu la discipline de parti, tandis que lui-même, contrairement à Guesde, avait défendu lors des élections à Montmartre le programme ratifié par le Comité national. Cette lettre fut publiée par *Le Prolétaire* du 7 janvier 1882.

préparé eux-mêmes, ils en arrivent à la décision louable de laisser de côté toutes les questions de personnes.

Parti ouvrier français et syndicats

Retour à la table des matières

Ci-inclus une lettre de Lafargue que tu voudras bien me renvoyer, étant donné que je ne l'ai reçue qu'aujourd'hui [91]. Il devra donc faire un tour en prison d'ici quelques jours.

[93]

Ce sont des fous incurables. Si Guesde et Lafargue sont au cachot à Montluçon, le journal (*l'Égalité*) est à peu près sûrement fichu. Le gouvernement n'ose pas les traîner devant les tribunaux de Paris, mais il peut se permettre de les rendre l'un après l'autre inoffensifs, en douce. Ils auraient dû éviter tout prétexte, et non se lancer dans ces bêtises bakouninistes, tant que le journal n'était pas consolidé.

J'ai prié Lafargue de m'informer de la force relative des deux partis, ainsi que de l'histoire Maret-Godard [92]. Tu vois sa réponse [93]. Il est

---

91 Cf. Engels à Marx, 23 novembre 1882.

92 Engels fait allusion à une querelle surgie entre le journaliste anarchiste Godard et un groupe de guesdistes lors d'une réunion aux Batignolles. Les guesdistes avaient accusé le député radical Henri Maret d'être payé par une société de gaz. Godard qui s'était fait le défenseur de Maret (bien que son confrère anarchiste Crié ait confirmé la vénalité de Maret) crut pouvoir se tirer de la polémique par un duel. Engels et Marx voyaient avec dépit leurs partisans se laisser entraîner dans des polémiques aussi peu socialistes.

93 Cf. la lettre du 13 novembre 1882 de Lafargue à Engels. On y lit notamment : « L'influence des possibilistes baisse tous les jours ; en province où ils n'ont pu intriguer avec des personnalités, elle est presque nulle. Il n'y a que quelques malcontents, rejetés de nos rangs, qui se rallient à eux ; à Paris, ils conservent encore une certaine force, grâce au caractère mixte de la classe ouvrière parisienne. Cependant ils baissent dans l'opinion publique ; on commence à comprendre qu'ils ne sont que des radicaux affublés d'un faux titre et que toutes leurs querelles avec les Clémenceau et les autres radicaux ne sont que des querelles de personnes : ils ambitionnent leur situation politique. » (Cf. Fr. ENGELS/Paul et Laura LAFARGUE, *Correspondance,* t. 1, 1868-1886, Ed. sociales, 1956, p. 92.)

manifeste que c'est précisément pour l'amour des chambres syndicales que Malon et Cie ont sacrifié le programme et tout le passé du mouvement depuis le Congrès de Marseille. Sa force apparente est donc sa véritable faiblesse : si l'on dégrade son programme au niveau des syndicats les plus ordinaires, on obtient certes très facilement « un grand public » [94].

[94]

Masses et dirigeants

Retour à la table des matières

En France, les candidats ouvriers ont obtenu 20 000 voix à Paris et 40 000 en province [95], et si les dirigeants n'avaient pas fait bêtise sur bêtise depuis la fondation du parti ouvrier collectiviste, les résultats eussent encore été meilleurs. Mais là aussi les masses sont meilleures que la plupart des dirigeants. Certains candidats parisiens ont perdu des milliers de voix parce qu'ils se sont lancés en province dans les

94 Dans sa réponse du 27 novembre 1882 à Engels, Marx précise le point suivant : « En ce qui concerne les " syndicats " parisiens, je sais aussi par mes informateurs impartiaux de Paris (que j'ai rencontrés lors de mon récent séjour à Argenteuil) qu'ils sont, si possible, encore pire que les syndicats londoniens. »

Pans cette lettre, Engels fait allusion à une manœuvre désormais classique des réformistes : chercher à transformer le parti politique du prolétariat en une organisation floue, sans principes affirmés, ouverte à tout le monde, en assimilant le parti aux syndicats (dont il est normal qu'ils ne réclament pas une idéologie, ni une position politique unique, puisqu'ils sont ouverts à tous les travailleurs sans distinction en vue de la défense de leurs intérêts économiques immédiats). C’est dans cet esprit que Lénine combattit les dirigeants du Parti communiste ouvrier d'Allemagne (K.A.P.D.) qui voulaient ramener le parti politique aux organisations économiques (conseils) de classe.

La réponse marxiste à ces manœuvres de subordination du parti aux syndicats est, tout au contraire, la direction politique des syndicats par le parti dans la lutte pour le socialisme. Elle n'est, en aucun cas, dans l'indépendance des organisations ouvrières les unes par rapport aux autres - comme une certaine direction de la social-démocratie l'a prônée après la mort de Marx-Engels entre parti et syndicats.

95 Cf. Engels à Bebel, 25 août 1881.

phrases révolutionnaires creuses (qui font partie certes des coutumes de Paris, comme la criée chez les camelots), mais là-bas ils ont été pris au sérieux, et les gens se sont dit : faire une révolution avec quoi, puisque nous n'avons ni armes ni organisation ? Au reste, le développement français suit son cours régulier, normal et tout à fait nécessaire sous forme pacifique, et cela est en ce moment très utile, parce que sans cela la province ne pourra être entraînée sérieusement dans le mouvement... [96].

[95]

Nos amis français semblent encore ne pas en avoir assez de toutes les bêtises qu'ils ont commises depuis deux ans avec leur zèle intempestif, leur copinage, leur besoin de déclamation, etc. [97]. *Le Citoyen* a été vendu, semble-t-il, aux bonapartistes qui, certes, n'ont pas mis carrément les nôtres à la porte, mais ne les paient plus et, pour le reste, les traitent en canaille, comme s'ils voulaient les forcer à faire grève pour s'en débarrasser ensuite. Par-dessus le marché, tous les nôtres se chamaillent entre eux, comme cela se passe si souvent quand les choses tourment mal. L'un des plus malheureux est Brousse, un très brave garçon, mais d'une confusion la plus extrême : pour dire les choses sans détour, il tient pour le premier devoir de tout le mouvement de convertir tous ses ex-amis anarchistes. C'est lui aussi qui à l'époque a conçu la folle résolution de refuser de faire acte de candidature [98]. Au reste, le cours régulier et pacifique de mouvement en

---

96 Dans la suite de cette lettre, Engels explique à Bebel comment le prolétariat allemand devient, au cours des années 1880, une véritable classe au sens moderne, le centre de gravité de l'industrie se déplaçant de la Saxe des artisans tisseurs vers les grandes villes minières et industrielles. Cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, t. III, p. 171-175.

La France prend manifestement à cette époque du retard par rapport à l'Allemagne.

97 Cf. Engels à Karl Kautsky, 27 août 1881.

98 Engels fait allusion à la candidature de membres du Parti ouvrier français aux élections pour l'Assemblée nationale.

L'Émancipation du 31 octobre au 24 novembre 1880, paraissant à Lyon, préconisait, notamment sous la plume de Paul Brousse, Jules Guesde et Benoît Malon, l'abstention dans les élections, étant donné que « l'organe du parti ouvrier ne peut en aucune façon servir à établir des candidatures ». Lorsque le journal cessa de paraître, l'engagement pris par la rédaction devint caduc, et Guesde fit acte de candidature à Roubaix lors des élections lé-

France n'est, en fin de compte, que favorable pour nous. C'est seulement si la province - comme c'est le cas depuis 1871 - est de plus en plus entraînée dans le mouvement et apparaît comme une puissance dans l'État, sous forme normale, légalement, que la forme de développement par à-coups que nous avons connue jusqu'ici en France, avec une action partant de Paris et une réaction de la province qui rejette le mouvement en arrière, peut prendre fin dans notre intérêt à tous. Si le moment vient alors pour Paris d'agir, la capitale n'aura pas la province contre elle, mais avec elle pour l'appuyer.

[96]

La polémique dans le mouvement socialiste des années 1880

Retour à la table des matières

Je vous suis très reconnaissant de m'avoir écrit pour cette affaire de *L'Égalité* [99]. De plus, le point spécial dont il s'agit me fournit l'occa-

---

gislatives du 21 août 1881, tandis que Malon et Brousse l'attaquèrent violemment pour avoir rompu sa promesse.

C'est en août 1881 que le Parti ouvrier français présenta pour la première fois des candidats aux élections.

99 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 25 octobre 1881.

Toute la partie qui suit forme un tout dans lequel Marx-Engels ne donnent pas tant des conseils aux dirigeants ouvriers français (pour cela le lecteur se référera notamment à la *Correspondance* avec Lafargue déjà citée). En effet, on y trouve spécialement l'appréciation générale du mouvement ouvrier français, ainsi que ses rapports avec le reste du mouvement socialiste européen.

Le lecteur, au travers de mille épisodes - parfois ridicules, souvent odieux - et des chamailleries de personnes, devra cependant y découvrir l'effort pour forger pour la première fois un parti de classe, au sens moderne du terme, du prolétariat français. C'est assurément la tâche la plus rude des révolutionnaires.

Dans ces textes, le lecteur devra en outre savoir lire, par exemple dans les passages sur les mérites et le génie de Marx, l'effort de Marx-Engels d'introduire dans le mouvement ouvrier français la théorie dite du socialisme allemand, qui, pour la première fois, donnera aux prolétaires français une vision du processus international de la révolution et les soudera aux organisa-

sion de vous expliquer quelle est la position de Marx et, en second lieu, quelle est aussi la mienne vis-à-vis du mouvement français. Et par cet exemple, vous aurez la règle de notre attitude vis-à-vis des autres mouvements non-allemands dans la mesure où ils nous sont sympathiques, et nous à eux.

[97]

Je suis bien aise que vous ne soyez pas en mesure de donner actuellement une aide financière à *L'Égalité.* La lettre de Lafargue a été encore un de ces *coups de tête* * dont les Français - notamment ceux qui sont nés au sud de la ligne Bordeaux-Lyon - ne peuvent se passer de temps à autre. Il était si sûr de faire un coup de génie en même temps qu'une gaffe, qu'il n'en a parlé qu'après coup à sa femme (qui lui en évite pas mal). À l'exception de Lafargue, qui est toujours pour que l'« on fasse quelque chose » - *n'importe quoi* * - nous étions unanimes ici contre une *Égalité* n° 3. Avec leurs 5 000 francs - s'ils les avaient vraiment ! - je leur avais promis une durée de 32 numéros. Si Guesde et Lafargue veulent à toute force se faire une réputation de *tueurs de journaux* * à Paris, nous ne pouvons pas les en empêcher, mais nous ne ferons rien de plus. Si le journal réussit contre toute at-

---

tions ouvrières de tous les autres pays. Bref, le lecteur devra lire entre les lignes comment Marx-Engels s'efforceront de combler, dans le domaine théorique et organisationnel, les lacunes dont souffrent traditionnellement les ouvriers français, afin de hausser leur parti au niveau des tâches grandioses de la révolution et du socialisme modernes.

Il est symptomatique que Bernstein ait publié - en partie, naturellement - cette correspondance, d'abord en français dans *Le Mouvement social,* n° 45, 1° novembre 1900, avec une courte présentation, puis en allemand dans *Die Briefe von Friedrich Engels an Eduard Bernstein. Mit Briefen von Karl Kautsky an ebendenselben. Herausgegeben von Eduard Bernstein,* Berlin, J. H. W. Dietz, 1925, 217 p.

Bernstein remarque pour commencer, et c'est caractéristique de son système de pensée : « On verra, d'après notre correspondance ultérieure, que dans l'appréciation de la polémique des socialistes français, dont Engels raconte ici le début, il y avait entre nous - malgré notre accord fondamental - une divergence de vues qui, par moments, prenait un caractère aigu. »

Bernstein explique le point de départ de cette correspondance : il avait écrit à Engels pour l'informer que Lafargue s'était adressé à lui pour demander à Karl Höchberg - dont il était le secrétaire - une somme importante pour publier un nouvel hebdomadaire, *L'Égalité.* Engels lui répondit en lui décrivant en gros la situation dans le mouvement ouvrier français.

tente, et devient véritablement bon, nous pourrons toujours, s'il traverse une passe difficile, voir ce que nous pourrons faire. Mais il est absolument nécessaire que ces messieurs apprennent enfin à gérer convenablement les fonds dont ils disposent.

Le fait est que nos amis français, qui veulent fonder le parti ouvrier, ont depuis 12-15 mois commis bévue sur bévue, et cela se rapporte à tous sans exception. La première, c'est Guesde qui l'a faite, lorsque - par purisme absurde - il empêcha Malon d'accepter le poste qui lui était offert comme rédacteur à la rubrique du mouvement ouvrier dans le journal *L'Intransigeant*, avec un appointement de 12 000 francs. *Ce fut le point de départ de toute la querelle.* Vint ensuite la bêtise impardonnable de *l'Émancipation*, où Malon s'est laissé duper par de fausses promesses que lui avaient faites les Lyonnais (les plus mauvais ouvriers de France), mais où Guesde brûlait au même degré d'avoir *à tout prix* * un journal. À cette affaire succéda la [98] vaine dispute à propos de l'abstention aux élections, où il est possible que Guesde ait commis la faute de forme que vous lui reprochez ; mais il est clair aussi, pour moi, que Malon cherchait l'occasion d'une querelle [100]. Enfin, l'entrée de nos amis au *Citoyen français* de M. Bourbeau - alias Secondigné, aventurier notoire - puis leur sortie, qui fut causée non par une raison politique mais par une question purement privée de non-paiement d'honoraires. Ensuite l'entrée de Guesde dans cette société très mélangée qu'est le *Citoyen* dans sa formule la plus récente, et celle de Malon et de Brousse dans ce pitoyable *Prolétaire*

[100] Dans son commentaire, Bernstein affirme « qu'Engels, induit en erreur par des lettres tendancieuses qu'on lui envoyait de France, a trop mal jugé Benoit Malon ». A l'en croire, « ce n'était ni l'envie ni le chauvinisme qui ont inspiré les critiques qu'il adressait à Marx ». Et Bernstein d'affirmer : « Marx voyait toujours en Malon l'ancien collaborateur de Bakounine à *l'Alliance de la démocratie socialiste*, fondée par ce dernier. » Au reste, lui, Bernstein, « ne juge pas aussi sévèrement que Marx les procédés de Bakounine dans cette affaire. Pourtant, je reconnais, sans réserve, que Marx, en tant que socialiste, défendait vis-à-vis de Bakounine la cause supérieure. » Bref, aux yeux de Bernstein, « dans toute son attitude, Malon est resté un modeste ouvrier, bien qu'il ait cessé de travailler manuellement pour se vouer à des tâches intellectuelles. Tout en faisant ces constatations, je suis loin d'insinuer que j'approuvais alors tous ses actes. » Bref, en étant l'ami de tout le monde, Bernstein n'est l'ami de personne, ce qui lui permet de planer au-dessus du parti en étant toujours opportuniste.

qu'ils avaient toujours - Malon du moins - combattu en sous-main comme étant une vulgaire feuille de chou.

Le Prolétaire était le journal de la clique la plus bornée de tous les ouvriers parisiens avides d'écrire. Il avait pour règle que seuls les authentiques travailleurs manuels pouvaient y participer aux discussions et y écrire. La haine la plus bornée - à la Weitling - contre les « intellectuels » y était à l'ordre du jour. Aussi ce journal était-il absolument creux. Il n'en avait pas moins la prétention d'être *la plus pure expression* * du prolétariat de Paris. D'où, en dépit de toutes les apparences d'amitié, une sournoise haine mortelle et d'incessantes intrigues contre les journaux du même genre, y compris les deux *Égalité*.

Quand Malon vient maintenant prétendre que le Parti ouvrier français tente de se donner un organe avec *Le* [99] *Prolétaire*, à quoi bon alors une *Égalité* rivale ? Malon sait mieux que quiconque : 1° que les deux premières *Égalité* existaient également à côté du *Prolétaire*, du simple fait 2° que l'on ne pouvait rien faire du *Prolétaire* (et Malon connaît aussi bien les gens du *Prolétaire* que Guesde), et 3° que la couple de benêts du *Prolétaire* ajoutés à Malon et Brousse sont loin de constituer le Parti ouvrier français. Il sait donc que ce sont là de mauvais prétextes et qu'il veut tout simplement avoir un organe *à lui* avec *Le Prolétaire,* parce qu'il est brûlé partout ailleurs.

Néanmoins ce qui attache Malon et Brousse à cette feuille de chou, c'est leur commune jalousie vis-à-vis de Marx. Pour la masse des socialistes français, c'est une abomination que la nation qui a gratifié le monde des *idées françaises,* qui a le monopole des idées, et Paris, *centre des lumières* *, doivent maintenant recevoir toutes prêtes les idées socialistes de l'Allemand Marx. Mais il s'agit bel et bien d'un fait. De plus Marx nous est si supérieur à tous par son génie, par sa conscience scientifique presque excessive, par son fabuleux savoir, que si quelqu'un s'avisait à critiquer ses découvertes, il ne ferait que se brûler les doigts : il faudra pour cela une époque plus avancée. Si donc les socialistes français (ou mieux la plupart d'entre eux) sont obligés, bon gré mal gré, de s'incliner devant l'inévitable, cela ne va pas sans quelques grincements de dents.

Ainsi donc, les gens du *Prolétaire* prétendent que Guesde et Lafargue sont les porte-parole de Marx - ce qui signifie dans la langue

des initiés : *ils veulent vendre les ouvriers français aux Prussiens et à Bismarck* [101].

[100]

Or, monsieur Malon laisse entendre très distinctement ce murmure dans tous ses écrits, et ce sous la forme la plus indigne : Malon s'efforce de trouver d'une manière ou d'une autre aux découvertes de Marx d'autres pères (Lassalle, Schaeffle, voire De Paepe !). Certes il est tout à fait normal qu'on ait un autre avis que les gens du parti, quels qu'ils soient, pour ce qui est de leur manière d'agir dans tel ou tel cas, ou bien que l'on diverge et discute sur un point de théorie. Mais contester à un homme comme Marx les conquêtes les plus personnelles avec autant d'acharnement décèle une mesquinerie dont seul est capable, est-on tenté de dire, un typographe, dont vous avez sans doute eu l'occasion vous-même d'expérimenter la fatuité. Il m'est tout à fait incompréhensible que l'on puisse envier un génie. C'est une chose d'espèce si particulière que nous, qui n'avons pas de génie, savons d'emblée que c'est quelque chose d'inaccessible ; mais pour être capable de l'envier, il faut vraiment être d'une mesquinerie maladive. Or la façon voilée dont Malon s'y prend n'arrange rien. En trahissant partout un manque de connaissance et d'esprit critique, il ne fait que se déshonorer lui-même en fin de compte, et si l'on devait un jour ou l'autre examiner le contenu réel de sa belle *Histoire du socialisme « depuis les temps les plus reculés » (sic)* et autres élucubrations de Malon, cela pourrait être très désagréable pour lui.

---

[101] Bernstein, dont la vue est toujours courte, trouve évidemment qu'Engels exagère lorsqu'il décèle du chauvinisme dans l'attitude des « gens du *Prolétaire* » : « Ce n'étaient ni l'envie et la malveillance, ni le chauvinisme qui incitèrent Malon à chercher les thèses majeures de l'enseignement de Marx chez Vidal, Pecqueur et d'autres socialistes des années 1840 ou du siècle passé. C'est tout simplement (sic) parce que de prétendues autorités du marxisme ont fait passer pour des thèses importantes de la théorie de Marx des idées que l'on trouve déjà chez Vidal, Pecqueur, etc., et chez divers socialistes anglais » !

Bernstein ne peut évidemment lier le chauvinisme sournois des « socialistes » du Parti ouvrier français avec la trahison irrémédiable de l'union sacrée avec l'impérialisme français en 1914, à laquelle succomba même un Guesde - ce qui prouve combien le mal chauvin est profond.

Brousse est à vrai dire d'une confusion la plus désespérée que j'aie jamais vue. De l'anarchisme il a laissé tomber l'anarchie, c'est-à-dire la lutte contre l'action politique et les élections, mais il conserve toutes les autres phrases, et surtout la tactique. Ainsi il raffine actuellement dans *Le Prolétaire* dans des articles dirigés contre Guesde (sans le nommer) sur la question insoluble de savoir comment constituer une organisation excluant la possibilité d'une dictature (celle de Guesde ! [102]). C'est la faute commune [101] de Lafargue, Guesde et Malon que cette absolue incapacité littéraire et théorique, qui sait cependant à merveille couper les cheveux en quatre, puisse à nouveau jouer un rôle.

---

102 Bernstein défend évidemment la thèse d'un parti de la liberté de pensée et d'action contre la discipline, la coordination et la centralisation. Ainsi, dans son commentaire, s'en prend-il à l'autoritarisme (sic) de Guesde et de Lafargue : « En revenant en France avec le projet de *programme minimum* du nouveau parti, élaboré à Londres [et non à Paris, ô scandale], Guesde et Lafargue s'apprêtaient à l'imposer en invoquant l'autorité de Marx... Au congrès constitutif du parti ouvrier, à la fin de l'été 1880, au Havre, le projet fut voté quasiment sous le fouet. Aussi suscita-t-il une hostilité dont les conséquences furent graves. Lors d'une élection complémentaire en 1881, le métallurgiste Jules Joffrin, candidat acquis à Brousse et Malon, se présenta devant les électeurs non pas avec le programme minimum, mais avec les thèses de la Ier Internationale qui, comme en le sait, avaient aussi Marx pour auteur. [Nous avons vu, plus haut, quel fut le sens réel de cette manœuvre qui n'avait rien d'un hommage à Marx.] L'hebdomadaire *L'Égalité,* dirigé par Guesde et Lafargue, refusa d'appuyer la candidature de Joffrin [Bernstein ne dit-il pas lui-même que c'est le « candidat acquis de Brousse et de Malon » ?]. La querelle qui s'ensuivit dans le parti devait être portée devant le Congrès de Saint-Etienne du printemps 1882. Lors du débat sur la validation des mandats, il y eut un vote hostile à la fraction de Guesde-Lafargue. Sans se concerter d'abord avec Guesde et les autres représentants qui en furent tout ébahis, Lafargue les exhorta à quitter le congrès. Il ne resta à la majorité de la fraction - y compris Guesde -qu'à suivre son appel. On alla à Roanne, ville industrielle proche de Saint-Etienne, et on y fonda son propre parti. [C'est ainsi que la « petite histoire » voit l'opposition entre marxistes et possibilistes.] Ainsi était consommée la scission dans le parti ouvrier qui venait à peine d'être fondé. » Et Bernstein de conclure par une véritable anticipation de l'actuelle théorie de l'autonomie des partis nationaux de Moscou, c'est-à-dire de la désagrégation de tout mouvement ouvrier : « Je déconseillais énergiquement à la social-démocratie allemande toute espèce d'immixtion dans la querelle et toute prise de position vis-à-vis des antagonistes. » (Les remarques entre crochets sont de nous.)

Venons-en enfin à Guesde. Au plan théorique, c'est, de tous les Parisiens, l'esprit le mieux formé ; c'est, en outre, l'un des rares qui ne prennent pas ombrage de l'origine allemande du socialisme actuel. *Hinc illae lacrimae* : D'où toutes les larmes ! C'est la raison pour laquelle ces messieurs du *Prolétaire* affirment que Guesde n'est que le truchement de Marx, ce que Malon et Brousse colportent avec des mines attristées. Nul n'y pense, en dehors de cette clique. Je reviendrai plus loin sur la part de vérité dans tout cela. On se plaît à dire qu'il a un appétit de domination. C'est bien possible. Chacun de nous aime dominer, en ce sens qu'il voudrait faire dominer ses idées. Que Guesde le recherche par la voie droite et Malon par l'oblique témoigne en faveur du caractère de Guesde et montre la plus grande habileté de Malon, surtout vis-à-vis d'un [102] peuple comme celui de Paris, qui ne veut pas se laisser commander en quoi que ce soit, mais ne se laisse pas moins conduire par le bout du nez avec volupté. Au demeurant, il arrive toujours un moment où l'on dit de quiconque vaut quelque chose qu'il aime dominer, et je n'en conclus jamais qu'une chose : il n'y a rien de réel à dire contre cet homme.

Guesde a de tout autres défauts. Premièrement, cette superstition parisienne selon laquelle il faut continuellement prodiguer le mot révolution, et deuxièmement son impatience sans limites. Il souffre des nerfs ; croyant qu'il n'en a plus pour longtemps à vivre, il veut à toute force être témoin d'un grand événement. C'est de là et de son excitation maladive qu'il tire ce besoin exagéré d'action, qui souvent gâte les choses [103].

---

[103] Reprenant cette formule d'Engels, Trotsky esquisse magistralement le portrait de l'opportunisme dans son fameux *1905* :

« On prendra peut-être pour un paradoxe l'affirmation qui consisterait à dire que le trait psychologique de l'opportunisme, c'est SON INCAPACITÉ D'ATTENDRE. Il en est pourtant ainsi. Dans les périodes où les forces sociales alliées et adversaires, par leur antagonisme comme par leurs réactions mutuelles, amènent, en politique, le calme plat ; quand le travail moléculaire du développement économique ne fait que renforcer les contradictions sans rompre encore l'équilibre politique, et semble plutôt l'affermir provisoirement et lui assurer une sorte de pérennité, l'opportunisme, rongé d'impatience, cherche autour de lui de « nouvelles voies », de « nouveaux moyens » pour réaliser. Il s'épuise en plaintes sur l'insuffisance et l'incertitude de ses propres forces, et il recherche des " alliés ". Il se jette avidement sur le fumier du libéralisme. Il le conjure. Il invente pour l'usage du libéra-

[103]

Ajoutez à cela l'incapacité qu'ont les Français, et particulièrement les Parisiens, à concevoir les divergences autrement que sous un aspect personnel. Ainsi il vous deviendra clair qu'au premier petit succès ces messieurs ont cru être arrivés au but, et voulurent se partager la peau de l'ours avant de l'avoir abattu, d'où leur querelle.

Au demeurant, les brochures et les articles de Guesde sont les meilleurs qui aient paru en langue française ; c'est, en outre, l'un des meilleurs orateurs, qu'il y ait à Paris. Nous l'avons toujours trouvé franc et loyal.

À nous, maintenant. Nous, c'est-à-dire Marx et moi, n'entretenons même pas de correspondance avec Guesde. Nous ne lui avons écrit qu'à l'occasion d'affaires déterminées. Ce que Lafargue écrit à Guesde, nous ne le savons que d'une manière générale, et nous sommes loin d'avoir lu tout ce que Guesde écrit à Lafargue. Dieu sait quels projets ont été échangés entre eux, sans que nous n'en sachions absolument rien. Marx, comme moi, a donné de temps en temps un conseil à Guesde par l'intermédiaire de Lafargue, mais c'est à peine s'il a jamais été suivi.

---

lisme des formules spéciales d'action. Mais le fumier n'exhale que son odeur de décomposition politique. L'opportunisme, alors, picore dans le tas de fumier quelques perles de démocratie. Il a besoin d'alliés. Il court à droite, à gauche, et tâche de les retenir par le pan de leur habit à tous les carrefours. Il s'adresse à ses « fidèles » et les exhorte à montrer la plus grande prévenance à l'égard de tout allié possible : " Du tact, encore du tact, et toujours du tact ! " Il souffre d'une certaine maladie qui est la manie de la prudence à l'égard du libéralisme, LA RAGE DU TACT - et, dans sa fureur, il administre des soufflets et porte des blessures aux gens de son propre parti. »

Un exemple moderne qui crève les yeux de cet opportunisme est fourni par les programmes électoraux successifs, depuis les années 1920 à aujourd'hui, du parti qui se dit encore communiste : à force de faire à chaque élection nouvelle une concession à une classe non prolétarienne et à enlever un point du programme ouvrier de classe, il ne reste absolument plus rien de communiste au programme de ce parti, et ce, soi-disant, pour gagner une efficacité sans cesse accrue : c'est ainsi que l'on renie le programme et l'action de classe, et que l'on devient un parti non seulement petit-bourgeois, mais encore anti ouvrier, puisque l'on emploie toutes ses forces à contenir et à éliminer les revendications de classe des prolétaires. Il faut dire que le terrain électoral (c'est-à-dire parlementaire) favorise au maximum l'opportunisme.

Certes, Guesde est venu ici quand il s'est agi d'élaborer le *projet* de programme pour le Parti ouvrier français. En présence de Lafargue et de moi-même, Marx lui a dicté les *considérants* de ce programme, Guesde tenant la plume : le travailleur n'est libre que s'il est en possession de ses moyens de travail, sous forme soit individuelle, soit collective ; la forme de propriété individuelle étant chaque jour davantage dépassée par le développement économique - il ne reste donc que la forme de possession collective, etc. Bref, c'est un chef-d'œuvre de démonstration frappante, susceptible d'être exposée aux masses en quelques mots clairs, comme je n'en connais que peu, moi-même ayant été étonné par sa concision. Le contenu suivant de ce programme [104] fut ensuite discuté : certains points nous les avons introduits ou écartés, mais combien peu Guesde était le porte-parole de Marx ressort du fait qu'il y a introduit sa théorie insensée du « minimum de salaire ». Comme nous n'en n'avions pas la responsabilité, mais les Français, nous avons fini par le laisser faire, quoique Guesde lui-même en concédât l'absurdité théorique.

Au même moment Brousse était à Londres, et il aurait volontiers assisté à la réunion. Cependant Guesde n'avait que peu de temps et s'attendait de la part de Brousse à d'interminables discussions sur des formules anarchistes mal assimilées, si bien qu'il tint à ce que Brousse n'assistât pas à cette séance. C'était son affaire. Mais Brousse ne le lui a jamais pardonné, d'où ses chamailleries avec Guesde.

Ce programme fut ensuite discuté par les Français qui l'ont adopté avec quelques modifications, dont celles de Malon qui ne l'ont pas amélioré !

Ensuite j'ai écrit deux articles sur « Le Socialisme de monsieur Bismarck » pour *l'Égalité* n° 2 - telle est, que je sache, toute notre contribution active au mouvement français.

Mais ce qui fâche le plus les petits intrigants, qui ne sont rien mais voudraient être tout, c'est que Marx, par ses œuvres théoriques et pratiques, a conquis une position telle que les meilleurs éléments des mouvements ouvriers des différents pays lui font pleinement confiance. *Aux moments décisifs,* ils s'adressent à lui pour un conseil, et ils s'aperçoivent ensuite que son conseil est généralement le meilleur. Il s'est acquis une telle position en Allemagne, en France et en Russie, sans parler des pays plus petits. Ce n'est donc pas Marx qui impose

aux gens son opinion, et encore moins sa volonté, ce sont ces gens eux-mêmes qui s'adressent à lui. Et c'est sur quoi repose l'influence particulière de Marx, influence d'une importance extrême pour le mouvement.

Malon aurait voulu venir aussi, mais en recevant une invitation particulière de Marx par l'intermédiaire de Lafargue. Naturellement, il ne l'obtint pas. Nous étions disposés à traiter avec lui comme avec tout élément *de bonne volonté**, mais l'inviter ! Pourquoi ? A-t-on jamais invité qui que ce soit de cette façon ?

Marx - et moi en seconde ligne - avons la même position vis-à-vis des Français que vis-à-vis des autres mouvements nationaux. Nous sommes en relation constante avec [105] eux, pour autant que cela en vaut la peine et quand l'occasion se présente, mais toute tentative d'influencer les gens contre leur volonté ne pourrait que nous nuire et ruiner la vieille confiance qui date du temps de l'Internationale. Sans compter que nous avons trop d'expérience « des choses révolutionnaires » pour le faire.

Encore deux faits cependant :

1. Guesde et, avec lui, Lafargue, ont fait à Malon dans *L'Égalité* une réputation toute imméritée, pour ainsi dire une légende, et ce uniquement parce que l'écrivain Guesde, en vrai Français, croyait avoir besoin d'un *ouvrier* à ses côtés.

2. Je suis autorisé à vous faire savoir ce qui suit à l'usage du destinataire de votre lettre. Lissagaray, qui présidait la réunion dans laquelle Malon a dénoncé cette canaille de Lullier, m'écrit : alors que la réunion devait commencer, Lullier a prié Malon de s'entretenir brièvement avec lui. Malon y va et ne revient pas, jusqu'à ce qu'enfin son *comité* se mette à sa recherche (Lissagaray était le président du comité ainsi que de l'assemblée) et le trouve... dans un café très agréable en train de boire cordialement, commençant à s'entendre amicalement avec celui-là même qu'il accusait (avec raison) d'être la plus infâme canaille : Lullier. Si Malon n'avait pas dû partir à 9 h pour le Congrès de Zurich, la réconciliation risquait de s'accomplir. Et cela voudrait être un homme politique...

Pour ce qui est de *L'Égalité,* je pense qu'il vaut mieux pour le moment qu'on ne fonde *aucun* journal nouveau, du moins jusqu'à ce que

la situation à l'intérieur du parti se soit quelque peu éclaircie. S'ils veulent cependant sortir un nouveau journal, ni nous ni personne ne pouvons les en empêcher. Mais je ne vois pas comment on pourrait cette fois s'en tirer sans chamailleries entre *L'Égalité* et *Le Prolétaire*. Ce ne serait pas une catastrophe, mais tout de même une maladie infantile, dont on pourrait se passer.

... En ce qui concerne les Français, le mieux serait à présent d'abandonner à eux-mêmes MM. Malon et Brousse, et d'attendre tranquillement ce qu'ils sont capables de faire [104]. Mais ce n'est certainement pas ce qui va arriver. *L'Égalité* va paraître un de ces jours ; comme à l'accoutumée [106], dans *Le Prolétaire*, Brousse va calomnier en douce, attaquer les gens sans les nommer, et les autres manqueront assez de patience pour tomber dans le panneau, attaquer en disant les noms. Ils se feront alors traiter de trouble ménage, de sectaires, de diviseurs et d'aspirants dictateurs. Il est impossible de l'empêcher. Ces gens sont absolument incapables d'attendre que leurs adversaires s'enfoncent eux-mêmes dans le bourbier : ils ne peuvent s'empêcher de prolonger leur existence en polémiquant avec eux. Livrés à eux-mêmes, au bout de six mois, Malon et surtout Brousse se ruineraient eux-mêmes (et, probablement, mutuellement). Mais de la sorte cela peut durer encore longtemps.

Comme presque tous les congrès de ce genre, le Congrès de Reims a servi à en imposer au monde extérieur ; vu de près, c'est de la frime. Des « fédérations » représentées, seules existent réellement celles du Nord, du Centre et de l'Est, les autres n'existent que sur le papier. Celle de l'Algérie avait choisi comme délégué le *bourgeois* Henri Maret (député radical !!!). On voit là quels sont les alliés de Malon. Guesde avait demandé que les fédérations *réellement organisées* soient les seules à être représentées au Comité national : sa proposition fut rejetée. Cela fut falsifié, c'est-à-dire *escamoté* dans le compte rendu officiel du *Prolétaire*. La moitié des délégués du congrès et du *Comité national* ne représente donc *rien*, tout au plus une musique de l'avenir. La hâte avec laquelle Malon et Brousse ont déclaré « moniteur » *Le Prolétaire* sur lequel ils avaient fait main basse s'explique tout simplement du fait qu'ils voulaient à l'avance jouer un tour à

---

104 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 30 novembre 1881.

L'Égalité attendue. Comme de coutume, toutes les décisions organisationnelles sont prises en fonction, non de leur utilité, mais de considérations d'opportunité des partis.

Le fait suivant caractérise la marxophobie de Malon lors du séjour de Lafargue à Paris au printemps dernier, Malon lui demanda de lui procurer une préface de Marx pour son *Histoire du socialisme*, nouvelle édition, Lafargue pouffa de rire et lui déclara que c'était mal connaître Marx que de supposer qu'il se prête à une telle comédie...

Tout compte fait, les gens de *L'Égalité* ont eu plus de chance qu'au fond ils n'en méritaient [105]. Malon et Brousse se sont profondément déconsidérés en affichant, à l'occasion [107] de la candidature de Joffrin, un programme édulcoré - en opposition aux décisions du Congrès de Reims - et en supprimant purement et simplement l'un des points mis en discussion à Reims, parce qu'il les dérangeait (cf. *Égalité*, n° 4, p. 7, Paris). Ils ont ainsi fourni à *L'Égalité* un argument juridique qui, dans les circonstances données, prouvait de manière irrécusable que les « autoritaires », les aspirants à la dictature, ce ne sont pas les Guesde et Cie, mais les Malon et Cie. A présent que la lutte est ouverte, nos sympathies vont naturellement à Guesde et ses amis. Au surplus, *L'Égalité* a depuis toujours un contenu infiniment supérieur à celui du *Prolétaire*. Une fois de plus, Malon et Brousse agissent en vrais bakouninistes ; ils reprochent à autrui des visées de dictature et, tout en portant aux nues l' « autonomie », ils veulent faire la loi, sans se préoccuper des décisions du parti.

En France, on a commis de grandes fautes de part et d'autre, mais en fin de compte, dans leur impatience de pousser à la crise et d'évincer *L'Égalité* (ce à quoi l'Union fédérative [106] n'a aucun droit), Malon

---

105 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 6 janvier 1882.

106 *L'Union fédérative du Centre* - l'une des six fédérations composant le Parti ouvrier français - s'était créée en avril 1880 pour regrouper les organisations du parti de la région parisienne, soit environ 80 syndicats et groupes. Le bureau de cette union se trouvait aux mains des chefs de l'aile droite et opportuniste du parti - les possibilistes Paul Brousse, Benoît Malon et Jules Joffrin, autrement dit de la rédaction du *Prolétaire*.

et Brousse se sont si nettement mis dans leur tort que cela finira par mal tourner pour eux. De telles bévues seraient inexplicables chez des intrigants aussi fieffés que Malon et Brousse, s'ils n'étaient pas aux abois. Il semble, en effet, que *Le Prolétaire* soit à la dernière extrémité : s'il cesse de paraître, ils n'ont plus [108] de journal, et les autres en ont deux [107]. Aussi fallait-il que l'affaire se jouât pendant qu'ils avaient encore un organe pour répandre leurs desseins. Les infamies et les inventions pures et simples qu'ils propagent maintenant contre Guesde et Lafargue, etc., notamment le factum de Joffrin - élaboré non par celui-ci, mais par Malon et Brousse - sont tout à fait dans la manière de la vieille Alliance bakouniniste et éveillent en nous de vieux souvenirs. Le *Sozialdemokrat* a tout à fait raison de ne pas s'en mêler, tant que l'affaire n'est pas devenue plus claire ; je pense qu'il ne faudra pas attendre longtemps pour cela.

À Paris, c'est la scission dans le parti ouvrier [108]. Les gens de *L'Égalité* - nos meilleurs éléments, Guesde, Deville, Lafargue, etc. - ont été, sans autre forme de procès, mis dehors au dernier congrès du Centre de la France. Le *Sozialdemokrat* critique avec raison un tel procédé [109], et *L'Égalité* a traduit le passage en question. Sur quoi *Le*

Lors des réunions des 17 et 24 janvier 1882, la rédaction de *L'Égalité* et tous les groupes du parti sympathisant avec Guesde furent exclus de *l'Union fédérative du Centre.* Mais il n'y assistait que 48 groupes, sur les 80, représentés à ces réunions, et encore sur les 48 il se trouva 28 - soit à peine un peu plus du tiers de tous les groupes appartenant à *l'Union fédérative du Centre* - qui votèrent pour l'exclusion. La décision fut approuvée en mai 1882 par le congrès régional de Paris.

Après leur exclusion de *l'Union fédérative du Centre*, les guesdistes fondèrent leur propre fédération révolutionnaire et l'appelèrent la *fédération du Centre.*

107 Il s'agit de *L'Égalité* et du *Citoyen.*

108 Cf. Engels à August Bebel, 21 juin 1882.

Cette lettre ne figure pas, évidemment, dans la correspondance publiée par Bernstein, dans *Le Mouvement social* à propos de la polémique au sein du parti français. Nous la reproduisons ici parce qu'elle éclaire mieux la position véritable de Marx-Engels.

109 Cette remarque confirme que si Engels invitait Bernstein, dans la lettre précédente, à ne pas se mêler des affaires françaises, c'est sans doute parce qu'il craignait qu'il le fît dans un mauvais sens, et non parce que les Français formaient un mouvement autonome.

Prolétaire a répondu que sa tendance avait expliqué les choses à la direction du parti allemand, et se trouvait en accord complet avec cette dernière [110]. En as-tu eu vent ? Les gens du *Prolétaire* mentent de façon éhontée. Cependant, je me souviens de tant d'exemples où les gaffes les plus énormes ont été commises dans les affaires et les questions de personnes françaises. Pourrais-tu me dire ce qui est effectivement arrivé ? Je vais m'efforcer de t'envoyer l'extrait du *Prolétaire*. Malon, Brousse et Cie trouvent que leur travail de candidats ouvriers est trop fastidieux et se sont donc associés avec quelques bourgeois et hommes de [109] lettres radicaux, invitant de la sorte tout le reste de cette bande à une alliance. Ils estiment ainsi être élus plus vite. Leurs méthodes de lutte contre *L'Égalité* sont exactement aussi infâmes que les vieilles méthodes des bakouninistes.

En ce qui concerne la traduction dans *L'Égalité* d'un passage du *Sozialdemokrat* à propos de l'exclusion de nos gens par le congrès du Centre, *Le Prolétaire* publie un article hypocrite sur un « échange de lettres courtoises entre le Comité extérieur du parti ouvrier socialiste allemand et le *Comité national français* [111] ». Pouvez-vous m'informer à ce sujet de quoi que ce soit ? Je ne savais rien de l'existence d'un *comité extérieur* : est-ce le fameux comité de liaison [112] ?

La *Bataille* est à l'agonie - *c'est une défaite et méritée* *. Lissagaray s'est révélé être un journaliste parfaitement incapable : comme ses collaborateurs Malon et Brousse, il en appelle à la haine chauvine des Parisiens pour les Allemands contre Guesde, etc., les marxistes, les nébulosités allemandes, etc. Tout cela n'a pas empêché Lissagaray d'offrir aux propriétaires du *Citoyen* d'entrer dans ce journal. La rédaction a naturellement tout de suite décliné cette offre (ceci entre nous).

---

110 On n'a rien trouvé jusqu'à ce jour qui confirmât les assertions du *Prolétaire*. Si quelque chose a cependant été entrepris, ce fut sans doute en catimini.

111 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 26 juin 1882.

Dans la correspondance qu'il publia dans *Le Mouvement social*, Bernstein ne reproduisit pas cette lettre.

112 Le congrès de Wyde du parti allemand d'août 1880 avait chargé la direction de mettre sur pied un comité de liaison internationale, afin d'établir et de développer des relations entre la social-démocratie allemande et les partis et organisations socialistes des autres pays.

Dans toutes les questions de politique internationale, il ne faut utiliser qu'avec la plus extrême défiance les journaux des partis français et italiens, qui font du sentimentalisme politique [113]. En revanche, nous autres Allemands, [110] nous avons le devoir, dans ce domaine aussi, de démontrer par la critique notre supériorité de théoriciens...

Votre plainte à propos des Français est la plainte éternelle de tout le monde : ce qui les domine, c'est l'instant, et la personne [114]. Je ne lis pas *Le Citoyen*, et je ne reçois *L'Égalité* que très irrégulièrement. Je ne sais pas si elle vit encore, et ne saurais donc juger de ce que l'on y a fait récemment. Mais une chose est certaine : il n'est pas possible de maintenir la paix avec Brousse. Il est et restera un anarchiste caractérisé, sauf qu'il a admis la participation aux élections. En rejetant les autres de la *fédération du Centre*, Malon et lui ont poussé la lutte à l'extrême, et Brousse la mène avec toute la tactique bakouniniste : calomnies, mensonges et toutes les infamies possibles. Il se peut que la tactique des autres soit parfois maladroite et puérile, qu'elle manque son but, qu'elle nous mette, nous étrangers, dans l'impossibilité d'intervenir en leur faveur (ce que nous avons ici aussi régulièrement refusé), mais la pierre d'achoppement c'est qu'il est, une fois pour toutes, impossible de marcher ensemble avec Brousse. Il n'est pas satisfait tant que sa petite clique n'aura pas tout le mouvement en main, à la manière de la vieille Alliance. Au demeurant, le « parti ouvrier » tout entier, avec ses deux fractions, ne représente qu'une partie infiniment minuscule des masses ouvrières parisiennes, celles-ci continuant toujours de suivre des gens comme Clemenceau, contre lequel, d'ailleurs, Guesde a mené sa polémique d'une manière beaucoup trop personnelle et, en général, tout autrement qu'il ne l'eut fallu. Clemenceau est fort capable d'évoluer grandement et, dans certaines circonstances, peut même aller beaucoup plus loin que maintenant, surtout s'il s'aper-

---

113 Engels à Eduard Bernstein, 9 août 1882.

Engels adresse, indirectement aussi, ce reproche aux dirigeants allemands, auxquels il explique, par ailleurs, avec ménagement, qu'il avait lui, autrefois, tendance à soutenir la lutte de tout peuple s'il était opprimé, alors qu'il faut considérer la signification historique et le sens de classe de tout combat, et ce à propos de la guerre des Balkans.

114 Engels à Eduard Bernstein, 22 septembre 1882.

cevait une bonne fois qu'il s'agit d'une *lutte de classes*. Mais, à la vérité, il ne le reconnaîtra que s'il y est *contraint*. Mais voilà : Guesde s'est mis une bonne fois en tête que la *république athénienne* * de Gambetta est beaucoup moins dangereuse que la *république spartiate* de Clemenceau, de sorte qu'il veut empêcher celle-ci, comme si nous - ou un quelconque parti au monde - pouvions empêcher qu'un pays traverse les étapes historiquement nécessaires de son évolution, sans compter qu'en France nous passerions difficilement de la *république à la Gambetta* au socialisme sans passer par une *république à la Clemenceau*. Or, sans cette vision de l'enchaînement historique nécessaire - donc du cours prévisible des événements - on ne saurait mener avec succès la politique de parti. Cependant j'ai renoncé sur ce point, et je laisse ces gens faire ce qu'ils veulent. Les Belges, avec leurs exhortations, n'obtiendront rien non plus.

La scission de Saint-Étienne au sein du Parti ouvrier français

Retour à la table des matières

En France, il y a eu la scission longtemps attendue [115]. Lors de la création du parti, il n'était sans doute pas évitable que Guesde et Lafargue marchent ensemble avec Brousse, mais Marx et moi nous ne nous sommes jamais fait d'illusions : cela ne pouvait pas durer. Le point de litige est purement de principe : faut-il conduire la bataille comme une *lutte de classe* du prolétariat contre la bourgeoisie ou est-il permis de manière tout à fait opportuniste - soit en traduction socialiste : possibiliste - de laisser tomber le caractère de classe du mouvement et du programme partout où l'on peut obtenir en échange plus de voix ou de partisans ? C'est en faveur de quoi Malon et Brousse se sont prononcés, sacrifiant le caractère de classe prolétarien et rendant la séparation inévitable. Et c'est bien ainsi. Le prolétariat se développe partout au travers de luttes internes, et il n'y a pas point d'exception pour la France, qui crée pour la première fois un parti ouvrier. En Allemagne, nous avons derrière nous cette première phase de lutte interne [avec les lassalléens], et nous en avons une autre devant nous.

115 Cf. Engels à August Bebel, 28 octobre 1882.

L'unité est excellente tant qu'elle marche, mais il y a des choses qui sont au-dessus de l'unité. Et si, toute notre vie durant, Marx et moi nous avons combattu les prétendus socialistes plus que quiconque (car nous avons pris la bourgeoisie uniquement comme une seule *classe* et ne nous sommes presque jamais laissé entraîner à des luttes partielles contre des bourgeois), il n'est donc pas question de geindre parce que l'inévitable lutte a éclaté.

[112]

Depuis très longtemps j'ai voulu vous écrire sur les affaires françaises, mais je n'en ai l'occasion qu'aujourd'hui [116].

1. Saint-Etienne

En dépit des conseils bien intentionnés des Belges, l'inévitable s'est produit : les éléments inconciliables se sont séparés [117]. Et c'est une bonne chose.

---

116 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 20 octobre 1882.

117 Dans cette lettre, Engels aborde la question de la scission intervenue en automne 1882.

Au Congrès de Saint-Etienne, qui commença le 15 septembre 1882, l'aile droite des possibilistes, après qu'elle se fut assurée la majorité par toutes sortes de manœuvres plus ou moins avouables, mena l'attaque contre les collectivistes. Ils empêchèrent pratiquement Guesde et ses amis de s'exprimer sur les problèmes fondamentaux, de sorte qu'ils furent poussés à quitter le congrès. Les 31 délégués guesdistes se réunirent le 26 septembre à Roanne.

À Saint-Etienne, les possibilistes liquidèrent le programme de parti marxiste, adopté au Havre en novembre 1880, et accordèrent aux différentes sections le droit d'établir leur propre programme électoral. Selon l'expression d'Engels, ces modifications « éliminèrent le caractère de classe du programme ». Le congrès des possibilistes exclut les éléments les meilleurs et les plus révolutionnaires - Jules Guesde, Paul Lafargue, Émile Massard, Gabriel Deville, Fréjac et Gustave Bazin - et se donna un nouveau nom : *Fédération française des travailleurs socialistes révolutionnaires.*

Les guesdistes se réunirent du 26 septembre au l° octobre 1882 à Roanne ; ils témoignèrent de leur fidélité au programme de 1880, qu'ils déclarèrent unitaire et valable pour tous les groupes et fédérations du parti. Ils enregistrèrent la trahison du Comité national à l'égard des principes du parti,

[113]

Au début, lors de la fondation du parti ouvrier, il fallut admettre tous les éléments acceptant le programme : s'ils le faisaient avec des réserves, ils devaient le montrer par la suite. Nous ne nous sommes jamais trompés ici sur Malon et Brousse : tous deux ont grandi à l'école des intrigues bakouninistes, et Malon fut même l'un des fauteurs et initiateurs de l'Alliance secrète de Bakounine (l'un des 17 fondateurs). Mais enfin, il fallait leur donner une chance de montrer s'ils avaient abandonné les pratiques bakouninistes, en même temps que la théorie de celles-ci. La suite a démontré qu'ils n'acceptaient le programme (en le falsifiant, Malon y a, en effet, introduit différentes altérations) que sous la réserve tacite de le ruiner. Ce qui a commencé à Reims et à Paris s'est achevé à Saint-Etienne. Le caractère de classe du programme a été éliminé. Les considérants communistes de 1880 furent remplacés par ceux des statuts de l'Internationale de 1866 qui durent être rédigés de la sorte parce que les proudhoniens français étaient à ce point arriérés et ne pouvaient cependant être exclus. Les revendications positives du programme furent annulées, puisque chaque localité est libre de se donner, aussi souvent qu'il lui plait, un programme spécial pour chaque cas particulier. Non seulement le soi-disant parti de Saint-Etienne n'est pas un parti ouvrier, mais encore ce n'est pas un parti du tout, parce qu'en fait il n'a pas de programme : c'est à la rigueur un parti Malon-Brousse.

Le pire reproche que ces deux gaillards ont pu faire à l'ancien programme, c'était d'avoir repoussé plus d'hommes qu'il n'en avait attiré. Ils ont maintenant remédié à cela : les proudhoniens aussi bien que les radicaux n'ont plus aucune raison de rester en dehors de leur organisation, et si les choses ne dépendaient que des Malon et Cie, la « bouillie

---

et ils lui retirèrent les pleins pouvoirs. Ils exclurent enfin ses membres. Le parti ouvrier se renforça du point de vue idéologique et organisationnel. Certes, l'opération eut tout d'abord des effets qui freinèrent le développement du mouvement révolutionnaire en France, cependant la scission d'avec les éléments réformistes s'avéra comme le point de départ de succès ultérieurs. La base sûre du parti ouvrier, ce furent les ouvriers des grands centres industriels et différents groupes du prolétariat parisien, surtout des grandes usines. Les possibilistes drainèrent les ouvriers des ateliers parisiens, influencés par des idées petites-bourgeoises traditionnelles des artisans, ainsi que les groupes du Midi (Marseille) et de l'Ouest (Bretagne).

révolutionnaire », dont se plaint Vollmar, serait l'expression officielle du prolétariat français.

Dans tous les pays latins (et peut-être ailleurs même), il a toujours régné une pratique très souple pour ce qui concerne les mandats de congrès. Nombre d'entre eux ne pouvaient supporter la lumière du jour. Tant que cette pratique n'était pas poussée trop loin et tant qu'il ne s'agissait que de choses bénignes, elle n'était pas dangereuse. Mais les bakouninistes furent les premiers à en faire une règle (d'abord dans le Jura), instituant le trafic des mandats afin de se hisser à la direction. C'est ce qui s'est passé à Saint-Etienne. Dans la préparation du congrès a régné en général [114] toute la vieille tactique bakouniniste, pour laquelle tous les moyens sont bons : mensonge, calomnie et intrigues en coulisse. C'est la seule chose dans laquelle Brousse soit passé maître. Mais ces gens oublient que ce qui peut réussir dans de petites sections et sur un petit territoire comme le Jura, doit nécessairement ruiner ceux-là mêmes qui usent de tels trucs dans un véritable parti ouvrier d'un grand pays. La victoire apparente de Saint-Etienne ne tiendra pas longtemps, et c'en sera définitivement fini bientôt avec les Malon et Brousse.

Il semble que *tout* parti ouvrier d'un grand pays ne puisse se développer qu'au travers d'une lutte interne, comme cela est fondé dans les lois dialectiques de l'évolution en général. Le parti allemand est devenu ce qu'il est dans la lutte entre eisenachiens et lassalléens, lutte dans laquelle les affrontements physiques eux-mêmes ont joué un rôle principal. L'unification ne devint possible qu'à partir du moment où la canaille, consciemment entretenue comme instrument de Lassalle, se fut usée, mais là aussi les nôtres ont agi avec une précipitation exagérée [118]. En France, il faut que les gens, qui ont certes sacrifié la théorie

---

118 À ce point c'en est trop pour Bernstein, conciliateur par excellence, qui éclate et écrit : « Je ne peux laisser passer cette remarque sans faire une réserve. Engels avait le défaut que l'on observe surtout chez les esprits éminents : accorder trop de foi aux amis. Cela vaut également pour l'information circulant en Angleterre aux débuts de l'*Association générale des ouvriers allemands,* à savoir que Lassalle aurait alors intentionnellement dressé des éléments médiocres pour en faire ses créatures. Certes Lassalle a parfois admis dans l'Association des gens qu'il eût mieux valu laisser à la porte, mais c'est pure fantaisie que d'affirmer qu'il en avait fait un système. Engels a donné dans le panneau à cette époque. »

bakouniniste, mais persistent à utiliser les moyens de lutte bakouniniste et veulent sacrifier le caractère de classe du mouvement à leurs buts particuliers, il faut que ces gens aillent jusqu'à l'usure, avant qu'une unification soit de nouveau possible. Vouloir prêcher l'unité dans de semblables conditions serait pure folie. Ce n'est pas avec des prédications morales que l'on vient à bout de maladies infantiles qu'il faut bien, dans les circonstances présentes, traverser une bonne fois.

[115]

Au reste, les Roannais ont aussi besoin que l'on exerce continuellement à leur égard une sévère critique. La phraséologie révolutionnaire et une soif d'action impuissante sont souvent leur fait.

2. Le Citoyen - La Bataille

Cet été déjà, *La Bataille* était en mauvaise posture, l'argent étant gaspillé en réclames, etc., si bien que les capitalistes se retirèrent, et Lissagaray rompit avec Malon-Brousse pour proposer à Guesde la fusion des deux journaux, dont ils devaient ensemble assurer la direction, chacun ayant le droit de mettre à la porte trois membres de la rédaction de l'autre feuille. Lissagaray pensait ainsi écarter Lafargue qu'il déteste. Les rédacteurs du *Citoyen* rejetèrent cette offre à l'unanimité. *La Bataille* continua de décliner. C'est alors que Lissagaray arrangea la fusion avec le propriétaire du *Citoyen* (un financier hollandais) à *l'insu des rédacteurs de ce journal*, espérant par ce coup d'État les mettre sous ses ordres. C'est le contraire qui s'est produit : les rédacteurs du *Citoyen* continuèrent le journal sans l'interrompre ne serait-ce qu'un jour et traînèrent le propriétaire en justice pour avoir rompu le contrat. Le coup monté par Lissagaray rata de la sorte, et le ridicule le tua pour ainsi dire. C'est ce qu'il reconnaît lui-même en ayant recours à un moyen extrême : provoquer en duel le *lâche Lafargue* *, comme il l'appelle dans *La Bataille*.

Au sujet du processus d'unification du parti allemand, cf. la correspondance de Marx-Engels avec les dirigeants social-démocrate allemands, in : MARX-ENGELS, *Le Parti de classe, t. III*, p. 121-174.

Celui-ci, je l'espère, ne l'acceptera à aucun prix [119]. On [116] peut être sûr que, par ce coup bonapartiste, Lissagaray s'est ruiné à jamais. Au moment où le parti a plus que jamais besoin de son journal contre les gens de Saint-Etienne, on ne peut absolument pas admettre que son existence soit mise en jeu pour sauver le sien qui décline, d'autant que (si le coup réussissait) le caractère du journal changerait à la suite de l'alliance avec le propriétaire du journal contre les représentants du parti et les rédacteurs.

En toute hâte [120]. Mettons fin aux histoires parisiennes, puisque je ne saurais admettre que les Parisiens vous envoient directement des affaires, nous-mêmes devant les leur arracher.

Ainsi donc, *Le Citoyen* continue de paraître sous l'ancienne rédaction, tandis que Lissagaray rédigeait *Le Citoyen - La Bataille* avec le concours de deux anarchistes, Maux et Crié. Vendredi soir, *Le Citoyen - La Bataille* entreprennent de faire saisir (par la police) *Le Citoyen*, à cause d'un feuilleton, *Wanda Krylov*, dont le propriétaire de l'ancien *Citoyen*, Blommestein - financier hollandais et actuel associé de Lissagaray - revendiquait les droits de propriété. Avertis à temps, on retira le feuilleton, et le commissaire de police venu pour saisir dut se retirer, Gros-Jean comme devant. Le dimanche, la rédaction du *Citoyen - La Bataille* déclara que si de nouvelles procédures de saisie devaient être engagées contre *Le Citoyen*, elle se démettrait en masse (trois personnes). Le soir de ce même dimanche, *Le Citoyen des deux mondes* - nom pris sur le conseil d'un juriste - fut de nouveau saisi sur

---

119 À propos du caractère irrationnel et anachronique du duel, Marx avait conclu que l'individualisme qui était lié à ce « rite » s'opposait à l'esprit de parti : « Il est dans la nature bornée de la société *bourgeoise* qu'en opposition à celle-ci certaines formes féodales de l'individualisme aient conservé leur droit d'existence... Ainsi des individus peuvent être entraînés dans des heurts à ce point insupportables que le duel leur apparaît comme la seule solution... Dans le cas présent, le duel n'aurait d'autre sens que le respect d'une forme *traditionnelle,* reconnue dans certaines classes privilégiées. Notre parti doit faire résolument front contre ces cérémonies de classe, et il doit récuser avec le mépris le plus cynique l'exigence prétentieuse d'avoir à s'y soumettre. Les circonstances de l'époque sont trop importantes pour se livrer actuellement à de semblables enfantillages. » (Marx à Lassalle, 10 juin 1858.)

120 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 27 octobre 1882.

citation de Blommestein pour « usurpation de titre ». Le lundi, c'est-à-dire mardi matin, il reparaissait sous le titre de *Citoyen international*, et invitait la rédaction du *Citoyen - La Bataille* à se démettre et à se retirer. Mais celle-ci n'y songe même pas. Mals et Crié déclarent en catimini qu'eux, en tout cas, se retireraient, mais ne le font pas. Crié est arrêté, sous prétexte de complicité dans l'affaire de Montceau-les-Mines, et le voilà en prison.

Dans l'intervalle, devant craindre chaque jour la saisie si elle ne change pas de titre, la rédaction du *Citoyen* a appelé, il y a quatre jours, son journal *L'Égalité*, tandis que paraît parallèlement *L'Égalité* hebdomadaire. Je ne sais [117] d'où ils tirent l'argent : nous n'avons plus aucune nouvelle d'eux depuis trois semaines. Aujourd'hui encore, aucune *Égalité* n'est arrivée. Mais le *génie éminemment organisateur* * des Français se révèle, de manière caractéristique chez nos amis, par l'organisation du plus colossal désordre, de sorte que l'on ne saurait en tirer de conclusion quelconque.

La tentative d'étrangler *Le Citoyen* avec l'aide des tribunaux et de la police arrache le dernier voile de pudeur à Lissagaray. Il associe en lui bêtise et bassesse dans une proportion rare...

Je ne connais pas la lettre de Lafargue dans *Le Prolétaire* [121]. Je ne manquerai pas d'écrire à Paris pour l'obtenir, mais cela sera difficile. Si vous l'avez encore, veuillez me l'envoyer. Je vous le renverrai. Au demeurant, que Malon se tienne sur ses gardes, Lafargue a une quantité de lettres compromettantes de lui.

---

121 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 2/3 novembre 1882.

À propos de la publication indélicate de la correspondance de Lafargue par Malon lors de la scission, Engels avait écrit à Marx le 6 novembre 1882 : « Lafargue m'a envoyé *Le Prolétaire* contenant l'acte d'accusation dressé contre lui par le Congrès de St-Etienne. Un factum véritablement bakouniniste, au reste tout à fait faible. Il s'appuie essentiellement sur les *lettres de Lafargue à Malon* contenant des lubies du moment, contradictoires entre elles. Il semble que Malon les ait publiées tranquillement, sans craindre la reproduction de ses lettres par Lafargue. Il n'a pas tort : ces messieurs utilisent les documents au moment opportun, si Lafargue se ramène ensuite avec les lettres de Malon c'est *moutarde après dîner*. Je t'envoie la chose demain. »

L'article absurde de Picard [122] a été positivement désavoué dans *Le Citoyen.* Marx lui-même l'a lu. Soit dit en passant : la personne qui vous l'a envoyé après avoir mis en évidence certains passages au crayon bleu ne sait pas le français : il souligne *comme formulation chauvine du Citoyen* une phrase que Picard *met dans la bouche des exploiteurs bourgeois* : ligue des patriotes... dont *Gambetta est la tête**. Je l'annote en rouge. Picard se plaît dans [118] l'opposition à Guesde, et c'est pour lui faire une niche qu'il a passé l'article en fraude. S'il avait été possible de donner une rédaction convenable à ce journal, cette idiotie n'aurait pas passé.

Venons-en maintenant à la conduite « rien moins qu'honorable des rédacteurs du *Citoyen* dans l'affaire Godard ». Il se trouve que nous sommes parfaitement au courant de l'affaire, les intéressés, comme les non-intéressés, l'ayant à tour de rôle racontée à Marx, lors de son séjour à Paris. À la suite d'une intervention lors d'une réunion, Godard s'adressa à la rédaction du *Citoyen.* Comme il garde toujours une certaine tendresse *personnelle* pour ses ex-frères anarchistes, Guesde le reçut très amicalement. Au beau milieu d'un paisible entretien, sans prétexte aucun, Godard décoche à Guesde un violent coup de poing en pleine figure. Les autres arrivent à la rescousse : Godard, avec une lâcheté bien anarchiste, se retire dans un coin : on ne va tout de même pas le maltraiter, lui *le prisonnier* * ! Et ces gens du *Citoyen,* en vrais enfants, au lieu de lui administrer une bonne trempe, tiennent conseil et décident *qu'en effet il fallait le relâcher parce qu'il était prisonnier* *. Sans avoir été corrigé, hélas, Godard prit donc la clé des champs. Or, le lendemain soir, à l'heure où l'on savait la plupart des rédacteurs absents, une douzaine d'anarchistes armés de gourdins, etc., firent irruption dans le bureau et demandèrent « satisfaction ». Cependant Massard tint bon, et ils durent s'en retourner bredouilles. Mais désormais la *fédération du Centre* en est informée, et elle a organisé plusieurs soirs une garde d'ouvriers : messieurs les anarchistes ne sont plus revenus.

Mais je vous prie de bien vouloir m'informer dorénavant à votre tour de faits qui ne seraient « rien moins qu'honorables », etc.

---

122 Engels fait allusion à l'article de Léon Picard sur les Allemands à Paris, publié dans *Le Citoyen* du 3 septembre 1882 sous le titre : « L'Affaire de la rue Saint-Marc ». Cet article, d'un ton tout à fait chauvin, était dirigé contre une association de gymnastes allemands de Paris.

Je dois conclure de tout le contenu de votre lettre que vous ne recevez pas régulièrement *Le Citoyen* et qu'en dehors de *L'Égalité* et du *Prolétaire* vous en êtes donc réduit aux rapports des camarades de Paris qui, de leur côté, tiraient leurs seuls renseignements des Malon et Cie et qui, selon toute vraisemblance, faisaient preuve à leur égard d'une crédulité assez grande. Or à mon avis, l'organe du parti ne doit en aucun cas se laisser influencer dans son jugement sur le mouvement ouvrier d'un autre pays par les camarades qui se trouvent dans une capitale étrangère et changent souvent de résidence...

[119]

Quand vous ne cessez de répéter que le « marxisme » est en grand discrédit en France, vous n'avez en somme vous-même d'autre source que celle-là - *du Malon de seconde main.* Ce que l'on appelle « marxisme » en France est certes un article tout spécial, au point que Marx a dit à Lafargue : « *Ce qu'il y a de certain, c'est que moi je ne suis pas marxiste* * ». *Mais* si *Le Citoyen* a tiré l'été dernier à 25 000 exemplaires et acquis une position telle que Lissagaray a mis en jeu sa réputation pour la conquérir, cela semble tout de même contredire quelque peu ce prétendu discrédit. Mais ce qui le contredit davantage encore, c'est que ce discrédit n'empêche pas ces gens d'avoir assez de crédit pour que, chassés du *Citoyen,* ils fondent *le jour même* un nouveau grand quotidien et, en dépit des chicanes du propriétaire de l'ancien *Citoyen,* le maintiennent en vie pendant quinze jours, grâce au seul appui de *travailleurs et de petits-bourgeois* (ouvriers et petits industriels, écrit Lafargue), et trouvent un capitaliste avec lequel ils vont traiter demain sur le sort définitif du journal : *oui ou non* *. Lorsque les faits parlent si haut, Malon ferait bien de garder pour lui son « discrédit ».

En revanche, le crédit de monsieur Malon est si grand que lorsque, à *L'Intransigeant,* il a demandé à Rochefort d'être mieux payé, celui-ci lui a répondu : « Je vous paierai plus si vous écrivez moins. » Que Malon s'attache donc à fonder un quotidien à Paris sans avoir un centime en poche, pour montrer ce que vaut son crédit !

Mais suffit ! J'ai prié Lafargue de vous envoyer *L'Égalité* en échange du *Sozialdemokrat,* et il écrit aujourd'hui qu'il s'exécute. Si *L'Égalité* n'arrivait pas régulièrement, il suffirait d'une ligne - une carte postale à P. Lafargue, 66, boulevard de Port-Royal, Paris.

Je veux bien croire que de Paris on vous a bombardé de lettres *pour* Malon *contre* Guesde [123]. Mais le correspondant que vous citez se déclare lui-même incompétent, puisqu'il affirme écrire sous l'impression de l'actuelle chasse aux Allemands, et vous reproche de faire votre devoir de directeur de l'organe du parti, en considérant les choses « de haut », d'un point de vue d'ensemble critique, sans vous laisser dominer comme lui par les circonstances locales et passagères. Si cet homme, après deux mois, monte encore [120] sur ses grands chevaux pour un malheureux article [124] et, à la suite de ce seul incident, laisse infléchir son jugement sur une fraction considérable d'ouvriers, le parti doit-il pour autant procéder avec la même étroitesse de vues ? S'il existe à Paris quantité d'ouvriers non socialistes ou demi-socialistes qui déchargent leur chauvinisme sur les Allemands détestés, *Le Citoyen* en est-il responsable ? Pas plus que les socialistes allemands de Paris ne le sont pour ce qu'une foule d'ouvriers allemands, à Paris, à Londres, à New York et dans toutes les autres grandes villes d'Amérique, acceptent un bas salaire quand il y a chômage, faisant ainsi baisser le salaire des ouvriers du pays (en Amérique, même des Irlandais) et jetant ainsi sur les ouvriers allemands en bloc un discrédit, non tout à fait immérité d'ailleurs. Et enfin, si l'article lui pesait si fort sur l'estomac, pourquoi ne pas se défendre ? Le désaveu *est* venu, il est vrai sous une forme un peu légère, mais Marx me dit qu'il était suffisant, étant les usages journalistiques de Paris pour le cas où un rédacteur a fait une gaffe, mais qu'*aucune pression* n'est exercée sur le journal. Or on pouvait exercer cette pression, très simplement. Si l'on avait confectionné une lettre de protestation qu'une députation aurait apportée au bureau, la rédaction eût été obligée de prendre la chose au sérieux. Si le rédacteur présent (ce pouvait être Picard lui-même) avait fait des difficultés, il suffisait de cette menace : si *Le Citoyen* ne publie pas cette lettre dès demain, elle partira le jour même à Zurich pour le *Sozialdemokrat*. Si votre correspondant ne parlait pas assez le français, il pouvait s'adresser à Vollmar, et, si celui-ci était absent, Hirsch aurait repris l'affaire avec joie. Si l'on avait procédé de la sorte, on se serait attiré le respect et on aurait donné une leçon utile au *Citoyen*. Je m'en serais fort réjoui. Mais laisser tout supporter avec une

[123] Engels à Eduard Bernstein, 4 novembre 1882.

[124] Engels fait allusion à l'article susmentionné de Léon Picard.

patience moutonnière et se lamenter ensuite, c'est authentiquement allemand, et c'est valoir aux Allemands un dédain mérité. Si nous nous étions laissé traiter de la sorte par les Français, les Anglais, etc., si en Allemagne les nôtres avaient été aussi mous, où en serions-nous aujourd'hui ? Pour que les socialistes allemands de Paris puissent prétendre que leur opinion sur le mouvement français prévale dans l'organe du parti, il leur faudra prouver qu'ils sont capables d'abord de procéder à une critique [121] franche et sereine, puis de *payer de leur personne* en face des Français. On n'a fait ni l'un ni l'autre.

Je ne puis partager votre avis sur les préjudices que nous causerait un quotidien à Paris. Un hebdomadaire n'agit que sur un cercle restreint de personnes à *Paris*. Il faut un quotidien si l'on veut agir sur les masses. Nous avons aussi été contre un quotidien tant qu'il n'y avait aucune perspective de le faire tenir, et lorsqu'il y eut le puéril transfert à Lyon avec *L'Émancipation* [125]. Mais à présent, il en va tout autrement. *Le Citoyen* et ses rédacteurs se sont fait un nom à Paris ; des feuilles bourgeoises de toutes les nuances ont dû s'engager dans des polémiques avec lui, et il leur a rivé leur clou. Si nous perdions à présent ce quotidien, nous subirions une grave défaite. Que ce ne puisse pas être un journal idéal, parfait ; que la rédaction apparemment démocratique tende à n'être le plus souvent qu'un comité en l'absence de toute rédaction, comme ce fut le cas pour l'affaire Picard, n'y change rien. Lafargue vient de m'envoyer les numéros relatifs à la scission - une vingtaine environ. Je ne trouve pas du tout que ce journal soit si mauvais, mis à part les points critiqués depuis longtemps et que l'on retrouverait exactement dans un hebdomadaire. Pour quiconque connaît les circonstances de la presse parisienne, un journal paraissant deux fois par semaine serait une impossibilité : il serait *mort-né*. C'est ou bien un hebdomadaire, ou bien un quotidien. Et pour ce dernier, l'ex-rédaction du *Citoyen* a certainement des chances très grandes à l'heure actuelle. C'est ce que démontre son rapide passage à *L'Égalité* quotidienne, qui d'ores et déjà se vend à 5000 exemplaires à Paris.

Venons-en au meeting de Clemenceau. On ne peut absolument pas lui appliquer à lui, comme à toutes autres choses parisiennes, des critères allemands. Lorsque Gambetta n'a pu avoir la parole dans sa

---

[125] *L'Émancipation* parut effectivement à Lyon du 31 octobre au 24 novembre 1880 sous la direction de Paul Brousse, Jules Guesde et Benoît Malon.

propre circonscription, toute la presse radicale et socialiste triompha. La même chose arrive aujourd'hui à Clemenceau [126]. Clemenceau est un homme [122] pondéré et calculateur, tout prêt à évoluer s'il en conçoit la nécessité ; si l'on parvenait à le convaincre, il deviendrait même communiste ! *Convainquez-moi donc * !* Et si les ouvriers de sa circonscription lui appliquaient un moyen de conviction très puissant, en lui prouvant que son siège est en danger. Il se peut que cela aiguillonne quelque peu ses études du socialisme, par trop mollement menées.

Mais qui étaient les gens qui ont fait le coup ? Serait-ce uniquement les Guesde et Cie ? Non pas. Le président était Joffrin, l'ami de Malon et le futur candidat contre Clemenceau à Montmartre. Il s'ensuit que, dans la lutte contre les bourgeois, nos gens ont été jusqu'à présent assez corrects pour voter pour le président de Malon et pour marcher avec les partisans de Malon. Si l'on devait blâmer la conduite des ouvriers, il faudrait s'adresser plutôt aux partisans de Malon qu'à ceux de Guesde.

La phrase du *Citoyen* prouve tout simplement que cette tactique contre Clemenceau doit être poursuivie, et pourquoi ne pas la développer encore puisqu'elle a réussi une fois ? *Le Prolétaire* sera-t-il capable de payer *L'Égalité* de la même monnaie lors des réunions publiques ? J'attendrai pour me prononcer. Rien ne m'incite à le croire jusqu'ici. Mais même si c'était momentanément le cas, cela ne démontrerait rien. Cela ne saurait durer bien longtemps.

Hormis quelques points de détail, l'article de Vollmar [127] est du pur Malon de seconde main [128]. L'histoire du mouvement ouvrier français

---

[126] Lors de la réunion électorale du 29 octobre 1882, Georges Clemenceau ne peut exposer son compte rendu de mandat qu'après que le tumulte soulevé par l'élection du président de la séance se fût quelque peu calmé.

[127] Cf. la série d'articles intitulée « A propos de la scission dans le Parti ouvrier français », parue dans le *Sozialdemokrat* et accompagnée de notes critiques de la rédaction effectuées par Eduard Bernstein. Le premier article parut le 9 novembre 1882, les suivants parurent les 16 et 30 novembre 1882. En fait, Vollmar polémiquait contre l'article « Saint-Etienne ou Roanne ? », paru dans le *Sozialdemokrat* des 5, 12 et 26 octobre 1882, dont le dernier était signé Leo, le pseudonyme de Bernstein.

[128] Engels à Eduard Bernstein, 28 novembre 1882.

depuis 1871 y est *totalement falsifiée,* et cela ne se passera pas comme cela. Par exemple, dans le second article, Vollmar reproche à Guesde de ne pas s'être affilié à de petites cliques (dont est issu *Le Prolétaire)* ou à de purs coopérateurs (contre lesquels précisément il polémiquait). Comme si les gens du futur *Prolétaire* [123] eussent d'ailleurs accepté un « non-ouvrier » ! Mais le principal faux est celui que Deville a exposé fort justement dans *L'Égalité* du 19 novembre (« Il y a cinq ans : histoire de *L'Égalité* ») : la lutte dans les congrès autour du programme « collectiviste » et la *victoire* de ce programme en 1879 au Congrès de Marseille [129]. Tout cela est totalement supprimé chez Vollmar. Je ne puis admettre que Vollmar ait commis intentionnellement un tel faux, mais il m'est tout aussi difficile d'expliquer comment il pouvait ignorer de tels faits et comment toute sa connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier en France se limite à ce que Malon crut opportun de lui raconter.

En omettant le Congrès de Marseille, on supprime le fait important que voici : le Parti ouvrier français a, depuis trois ans, accepté le programme collectiviste, de sorte que son rejet par Malon est un *net pas en arrière*. Il est nécessaire que nos camarades d'Allemagne reçoivent un compte rendu fidèle de l'histoire du mouvement ouvrier français, non comme elle aurait dû se passer d'après les besoins actuels de Malon, mais telle qu'elle s'est passée réellement. Il importe donc d'y apporter une rectification. A mon avis, le plus simple serait de pour-

---

Engels fait allusion à *l'Histoire du socialisme.*

129 Le Congrès de Marseille se tint en octobre 1879. C'était le troisième congrès du parti ouvrier - en fait le premier congrès socialiste. Il y fut décidé de créer le parti ouvrier français, dont le congrès se mit aussitôt en devoir d'entreprendre l'organisation. Le parti fut baptisé officiellement la *Fédération de parti des travailleurs socialistes en France,* qui se composa de six régions autonomes, ce qui démontre la timidité avec laquelle on s'attaqua à la création du parti politique du prolétariat, qui doit être centralisé et non fédéré. Chaque année, un comité général devait être élu par le congrès national, et ce comité était responsable de l'exécution des décisions. La résolution adoptée au congrès soulignait la nécessité de révolutionner complètement la société, de nationaliser la terre, les moyens de production et les matières premières essentielles. Jules Guesde, qui ne put assister au congrès pour cause de maladie, fut chargé de la rédaction du programme du parti. Comme on le sait, il alla voir Marx-Engels en mai 1880 pour l'élaborer.

C'est du Congrès de Marseille, huit ans après l'écrasement de la Commune, que date la reprise du mouvement ouvrier français.

suivre l'article de Deville, justement parce qu'il n'a rien du tout de polémique. Si vous [124] ne l'avez plus, envoyez-moi un mot et je vous l'enverrai tout de suite.

Au reste, Malon devrait faire attention. Si nous voulions exposer ses faits et gestes avec autant de détails - mais plus exactement - qu'il l'a fait à propos de Guesde par le truchement de Vollmar, nous le mettrions en fâcheuse posture. Nous possédons encore tous les documents attestant qu'il *reniait le soulèvement* du 18 mars 1871 et ne s'y rallia que *post festum*, lorsqu'il prit un tour plus favorable qu'il ne s'y attendait.

J'ai demandé à Lafargue de me faire un rapport sur la force des deux fractions [130]. À Paris, les « Roannais » ont quinze groupes grâce auxquels *L'Égalité* a pu tenir un mois - ce qui atteste la qualité de ces hommes. A en croire Lafargue, ils sont très forts. En fait, la fédération du Nord [131] est avec eux, bien qu'elle ne veuille pas « prendre *part aux querelles des Parisiens* * » ; mais elle maintient le vieux programme collectiviste qui est arboré en tête de son *Forçat.* Les « Roannais » tiendront leur prochain congrès à Roubaix : tous les délégués du Nord y assisteront ; ils entretiennent les rapports les plus étroits avec la fédération du Nord. L'autre journal ouvrier de province - *L'Exploité de Nantes* - a également publié en tête le vieux programme avec les *Considérants* ; il reproduit des articles de *L'Égalité*, et Deville y collabore. Les *deux seuls* journaux ouvriers de province sont donc de leur côté. Outre le Nord, « *partout en province, il y a un groupement ouvrier à Reims, Epinay, Lyon, dans tout le bassin houiller de l'Allier, à Bordeaux, Angoulême, Rochefort ; nous battons les possibilistes qui n'ont de force qu'en Bretagne et à Marseille, et encore* * ».

Il n'est pas étonnant que Malon ait un grand public pour la ratatouille diluée de ses considérants sans programme. Si l'on fonde un parti sans programme, auquel tout le monde peut collaborer, on en arrive à ce qu'il n'y ait plus de parti du tout. Les vieux sectaires pour

---

130 Cf. Paul Lafargue à Engels, 24 novembre 1882.

131 La fédération du Nord fut créée au printemps 1880 ; ce fut l'une des six fédérations en lesquelles était divisé le Parti ouvrier français du point de vue organisationnel. Elle regroupa les organisations ouvrières de Lille et de Roubaix. Après la scission du Congrès de Saint-Étienne, la fédération du Nord resta effectivement aux côtés des guesdistes.

lesquels [125] les Malon et Vollmar ont de si tendres égards ont démontré depuis des années leur impuissance, et le mieux c'est de les laisser mourir de leur belle mort. Si l'on compte comme parti ouvrier les *chambres syndicales* * - soit les organisations de grève qui luttent exclusivement, comme les syndicats anglais, pour de hauts salaires et une réduction du temps de travail, mais se désintéressent du mouvement - on forme en réalité un parti pour la *conservation* du salariat, et non pour son abolition. Or, comme me l'a écrit Marx [132], la plupart de ces chambres syndicales parisiennes sont encore plus incolores que les syndicats anglais eux-mêmes. Supprimer tout programme de parti pour complaire à de tels gens n'est certes pas le moyen de les faire progresser. A-t-on jamais vu un parti sans programme, un parti dont les considérants délavés (tout à fait dans le genre du communiste Niquel [133] qui, lui aussi, croit en la possibilité du communisme... dans cinq cents ans) aboutissent à ce que chaque groupe fabrique son programme privé ?

Quoi qu'il en soit, que retire Malon de ses chambres syndicales ? Elles ne paient aucune cotisation et n'envoient pas de délégués au conseil fédéral ; avant la scission, elles faisaient partie de l'Union fédérative [134] et elles y sont restées nominalement ; comme le dit Lafargue, elles sont « complètement platoniques ». Elles ne sont là que pour la figuration. Quels sont les autres groupes de Malon ? Voici pour ce qu'en dit Lafargue : « Dans le XVIIe arrondissement, nos amis ont organisé, après le congrès, un groupe qui, immédiatement, s'est trouvé composé de vingt-neuf membres. Pour nous faire pièce, les possibilistes ont *subdivisé* leur groupe qui, à ce que l'on me dit, ne se composait que d'une vingtaine de membres, *en cinq sous-groupes* réunis par un comité fédéral de quartier. Le tour est joli, mais ne trompe que les indifférents et ceux qui sont [126] éloignés * ». C'est exactement ce

---

[132] Cf. la lettre de Marx à Engels, 27 novembre 1882 ; cf. supra, p. 93, note 22.

[133] Un ancien membre de la Ligue des communistes, Johannes Miquel, devenu national-libéral puis ministre des Finances de Prusse, avait défendu, dans deux lettres à Marx en 1856, la thèse selon laquelle le parti ouvrier devait éviter « pour une longue période » d'avoir une politique autonome au cours de la révolution démocratique bourgeoise, en l'occurrence la lutte pour l'unité allemande.

[134] Il s'agit de l'une des six unions fédératives, celle qui regroupait les organisations de Paris et de sa région.

que faisaient les bakouninistes. D'après Lafargue, les possibilistes ne sont réellement forts qu'à Montmartre, où ils sont également bien organisés.

Il vaut toujours mieux être momentanément en minorité pour ce qui est de l'organisation en ayant le vrai programme que d'avoir apparemment beaucoup de suivants pratiquement nominaux, sans programme. Toute notre vie durant, nous avons été en minorité et nous nous en sommes fort bien trouvés. Or la moindre force (au cas où elle serait réelle, ce qui est pour moi loin d'être évident ; en effet, les possibilistes n'ont pas osé aller à la conférence contradictoire des « Roannais » sur les deux congrès), la force moindre dans l'organisation de Paris est compensée, au double et au triple, par l'influence de la presse.

En conséquence, il est pour moi tout à fait incompréhensible que vos correspondants de Paris puissent voir dans les gens de Saint-Etienne le « véritable parti ouvrier ». Premièrement, ils ne sont pas un parti du tout, et moins encore un parti *ouvrier,* et encore moins sont-ils les « ouvriers » de ce pays. En revanche, ils sont en germe ce que ceux d'Angleterre sont devenus en plein : la *queue du parti radical bourgeois !* Tout ce qui les tient ensemble, c'est le radicalisme bourgeois, mais ils n'ont aucun programme ouvrier. Or les dirigeants ouvriers qui s'appliquent à fabriquer un bétail ouvrier en vue des élections au profit des radicaux, commettent, à mes yeux, une *véritable trahison.*

Pour m'amuser, je me suis également informé à propos de vos remarques sur Godard. Ce Godard, « *qui se dit anarchiste comme son maître Maret, écrit dans un journal opportuniste de Toulouse* * ». Il est tout à fait normal, même dans les usages de la presse parisienne, de refuser une prétendue rectification à un tel personnage.

En revanche, nos amis ont, une nouvelle fois, commis une ânerie monumentale, en s'attirant, pour grandiloquence rrrévolutionnaire, des persécutions, avant que la vie du journal ne soit assurée. Comme vous le savez, Guesde est arrêté, et Lafargue va sans doute suivre. Si tous deux sont mis à l'ombre, on aura écarté les plus actifs - non seulement pour écrire, mais encore pour animer le mouvement. Deville est paresseux, Massard est excellent à son poste de secrétaire de rédaction, mais ils ne sont pas hommes à tenir un journal au milieu des difficul-

tés. Je ne [127] veux même pas parler des trois autres : Brissac et Bouis, de vieux communards, et Picard un journaliste ordinaire.

Au reste, ne vous laissez donc pas convaincre que Guesde et Lafargue veulent « absolument soumettre à leur direction » toutes les organisations. C'est l'éternel mot d'ordre de toute tactique bakouniniste : en France, comme ailleurs aussi, elle reste toujours utilisable, faute d'autres arguments.

Pour ce qui est d'aborder les questions de l'étranger dans *L'Égalité ?* Eh bien, si vous connaissiez le désordre et le niveau des connaissances de l'allemand à la rédaction ! Si Lafargue reste en liberté, le mieux serait de lui écrire directement : il transmet au moins les affaires. Autrement je ne saurais vous conseiller.

Malon se moque de Vollmar * [135]. Autrement il aurait certainement corrigé la gaffe de celui-ci : les « alliancistes » attaqués par *L'Égalité* seraient pris au sens de la vieille Alliance bakouniniste. Pas du tout. On appelle ainsi les possibilistes, car on ne peut plus les distinguer des gens de l'Alliance socialiste [136] que Jourde - ex-ministre des Finances de la Commune - avait fondée il y a environ quatre ans avec le concours d'autres proudhoniens actuels ou anciens (par exemple Longuet), alliance qui constitue la réserve socialiste de *La Justice*. Vous avez certainement entendu parler de cette Alliance à Zurich à l'occasion d'élections. En effet, lors des dernières élections législatives, elle a présenté des candidats et a obtenu à peu près autant de voix (du moins dans quelques arrondissements) que le parti ouvrier. Si Vollmar ignorait cela, bien qu'il habite à Paris depuis un an et demi, c'est que Malon le lui a caché [128] intentionnellement, comme tant d'autres

[135] Cf. Engels à Eduard Bernstein, 16 décembre 1882.

[136] Engels fait allusion à *l'Alliance socialiste républicaine* qui fut fondée à Paris en octobre 1880 par un groupe de communards amnistiés. Parmi ses fondateurs figuraient des dirigeants influents du mouvement ouvrier et démocratique, et même de l'ancienne Internationale. Les membres de l'Alliance s'intitulaient socialistes, mais attaquaient le socialisme lui-même et propageaient des idées proudhoniennes ou philanthropiques, grâce à quoi ils s'attirèrent la sympathie des radicaux bourgeois. Jules Guesde critiqua avec force ce « socialisme » petit-bourgeois, en dépit du grand prestige des communards qui y avaient adhéré.

choses [137]. C'est ce qui arrive lorsqu'on se met à la remorque d'une bande sans avoir le moindre sens critique.

Vollmar devient vraiment amusant lorsqu'il vante Malon comme « homme discipliné de parti » et accuse les autres d'avoir violé cette même discipline. Or qui donc viole la discipline ? Celui qui maintient bien haut le vieux drapeau, ou celui qui racole des recrues directement en vue de trahir et de troquer le vieux drapeau contre un nouveau ? D'où Malon aurait-il tiré sa majorité à Saint-Etienne, s'il n'avait pas recruté au préalable des gens qui d'emblée savaient l'intention pour laquelle on les avait recrutés : jeter bas l'ancien programme.

Une chose qui vaut son prix, c'est la chamaillerie entre Malon et Clovis Hugues. Et cela se veut un parti !

Vous l'avez vu, la fédération du Nord s'est nettement déclarée en faveur de Roanne. Lafargue a écrit des articles délicieux dans les derniers numéros de *L'Égalité*, par exemple sur la candidature Bontoux [138]. L'esprit leur va beaucoup mieux que les oracles doctrinaires.

Mais il faut que vous me donniez satisfaction sur un point : cessez de me jeter constamment le mot « camarade » à la tête dans le journal [139]. Premièrement, j'ai horreur [129] des procédés qui consistent à

---

137 À ce point Bernstein a éprouvé le besoin de rectifier le jugement « partial » d'Engels avec la note suivante : « J'ignore d'où Engels a pu tirer l'opinion selon laquelle Malon a été l'inspirateur de Vollmar. Ce dernier habitait alors à Paris chez le typographe Adhémar Leclerc qui a joué un rôle assez important dans le parti possibiliste. C'est donc de lui qu'il tenait ses informations sur le mouvement. Rappelons que Malon fut plutôt écrivain et rat de bibliothèque que chef de parti. Vollmar fut empêché par la maladie de communiquer beaucoup avec le monde extérieur. »

138 Cf. Paul LAFARGUE, « Notre candidat », *L'Égalité*, 4° série, 9 décembre 1882.

139 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 28 février 1883.

Dans cette lettre, Engels précise, certes pas pour des raisons d'étiquette, sa position vis-à-vis des différents partis formels existant dans les divers pays, ces partis réels qui divergeaient parfois sensiblement des Positions de principe du parti historique défendues par Marx-Engels. Cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, Maspero, 1973, t. 1, p. 58-59. Marx-Engels n'ont jamais eu peur de s'engager dans l'action de parti, au contraire. S'ils refusent que l'on galvaude le titre de « camarade », c'est pour éviter que les

distribuer des titres ; faisons donc comme dans le monde littéraire allemand où l'on appelle simplement les gens par leur nom, sans titres (à moins qu'on ne les attaque), lorsque l'appellation de « camarade » n'est pas conçue pour *apprendre effectivement* que l'intéressé appartient au parti. Ce qui est à propos et d'usage à la tribune et dans les débats oraux peut ne pas bien se prêter à l'imprimé. Mais, en outre, nous ne sommes pas des « camarades » au sens étroit du terme. Nous n'appartenons guère plus au parti allemand qu'au parti français, américain ou russe, et nous ne saurions nous tenir liés par le programme allemand pas plus que par le programme « minimum ». Or, nous tenons tout de même à notre position particulière de représentants du socialisme *international*. Elle nous interdit, au demeurant, d'appartenir à un parti national particulier, tant que nous ne retournons pas, par exemple, en Allemagne pour participer directement à la lutte qui s'y déroule. En ce moment, cela n'aurait pas de sens.

Vous vous trompez sur Malon. Il n'est pas aussi bête ou plutôt aussi benêt qu'il s'en donne l'air [140]. C'est un faux *bonhomme* * qui a appris chez les bakouninistes à manœuvrer en douce tout en apparaissant comme étant la victime de manœuvres. Vous verrez bien un jour que j'ai raison.

Bien reçu votre lettre hier soir [141]. *L'Égalité* est de nouveau fichue, et je vous prie de publier à ce propos les faits suivants dans le *Sozialdemokrat* (cf. le billet ci-inclus [142]). Espérons que les gens vont enfin devenir sages et renoncer à lancer des quotidiens avec de tels contrats. Faire un procès c'est peine perdue, cela coûte de l'argent, et tout tribunal français se fera un plaisir de débouter les socialistes et de

---

partis constitués ne couvrent leurs gaffes, voire leur « commerce des principes », avec l'autorité et le prestige de Marx-Engels.

140 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 8 janvier 1883.

141 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 27 janvier 1883.

142 Ce billet a été perdu. On trouve dans le *Sozialdemokrat* du 8 mars 1883 un compte rendu détaillé sur la façon dont *L'Égalité* avait été amenée à suspendre sa parution à la suite d'une entorse au contrat de la part du propriétaire de l'imprimerie.

[130] leur faire perdre leur procès, le journal restant tout de même mort.

Entre autres, Guesde et Lafargue sont accusés conformément à l'article 91 du code pénal : complot et provocation à la guerre civile - peine capitale. Quelle farce !

Il est bon que, cette fois au moins, ils ne puissent être déclarés solidaires avec les anarchistes qui sont *en prison* - avec ces enfants qui jouent avec le feu et veulent se présenter comme les gosses les plus innocents de la terre, lorsqu'ils reçoivent une fessée. C'est ce qui vient d'arriver à un idiot de Bruxelles qui a laissé partir sa bombe dans sa propre culotte. Avec le temps, la dynamite cela devient purement ridicule.

Si les Allemands de Paris ne sont pas vaccinés à présent contre les Malon et Cie, c'est qu'il n'y a plus rien à faire pour eux [143]. En effet, l'alliance publique avec les *traîtres* du mouvement ouvrier anglais, les représentants officiels des *trade-unions*, leur a valu les applaudissements de toute la presse bourgeoise d'Angleterre, du *Times* et du *Daily News* au *Standard*. Par chance Guesde et Lafargue étaient en tôle à ce moment-là de sorte que cette belle pièce a pu se jouer sans encombre jusqu'au bout.

En traitant de la « république », notamment en France, vous n'avez pas, me semble-t-il, mis en évidence dans le *Sozialdemokrat* le point essentiel, à savoir [144] :

---

[143] Cf. Engels à Eduard Bernstein, 8 novembre 1883.

Engels fait allusion à la convocation par les possibilistes d'une conférence internationale à Paris le 29 octobre 1883, en vue de créer une nouvelle Internationale sous leur direction. Tous les éléments révolutionnaires s'étaient abstenus d'y assister, cette conférence manqua son but et se contenta d'adopter des résolutions de caractère libéral et réformiste. Quelque dix ans plus tard, ils recommencèrent la même opération ; cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme,* Maspero, 1972, vol. I, p. 201-211.

[144] Cf. Engels à Eduard Bernstein, 27 août 1883.

À la suite de la condamnation de Louise Michel à six ans de travaux forcés, le *Sozialdemokrat* avait violemment attaqué la république dans un article du 25 juin 1883 intitulé « Louise Michel devant le tribunal ». Le 5 juil-

[131]

Dans la lutte de classes entre prolétariat et bourgeoisie, la monarchie bonapartiste (dont les caractéristiques ont été développées par Marx dans le *18-Brumaire* et par moi dans *La Question du logement*) joue un rôle analogue à celui de la vieille monarchie absolue dans la lutte entre féodalisme et la bourgeoisie. De même que cette lutte ne pouvait être menée à terme sous la monarchie absolue, mais seulement sous la constitutionnelle (Angleterre, France de 1789-92 et 1815-30), elle ne pouvait l'être entre bourgeoisie et prolétariat que sous la république. En conséquence, si des conditions favorables et l'histoire révolutionnaire antérieure des Français ont contribué à faire tomber Bonaparte et à introduire la république bourgeoise, les Français ont cet avantage sur nous, qui sommes enfoncés dans un embrouillamini de semi-féodalisme et de bonapartisme, qu'ils possèdent déjà la forme sous laquelle la lutte doit être menée jusqu'à son terme et qu'en Allemagne nous devons commencer par *conquérir*. En politique, ils sont donc en avance sur nous de toute une étape. Une restauration monarchiste en France devrait donc avoir pour conséquence de remettre à l'ordre du jour le rétablissement de la *république bourgeoise* ; le maintien de la république signifie, en revanche, une aggravation jusqu'à la crise de la lutte de classes *directe* et non déguisée entre prolétariat et bourgeoisie.

De même, chez nous, le résultat immédiat de la révolution, en ce qui concerne la *forme*, ne peut et ne *doit* être rien d'autre que la république *bourgeoise*. Mais ce n'est cependant qu'un bref moment de transition, étant donné que par chance nous n'avons pas de pur parti bourgeois républicain. La république bourgeoise, ayant peut-être à sa tête le parti du progrès, nous servira d'abord à *conquérir la grande masse des ouvriers à la cause du socialisme révolutionnaire* : c'est ce qui sera réalisé en une ou deux années et cela suffira pour que tous les partis du centre, encore possibles en dehors de nous, se soient complètement usés et ruinés eux-mêmes. C'est alors seulement que ce sera notre tour avec succès.

---

let 1883, le même journal publia un éditorial traitant cette fois-ci de la question de la république en général, « République ou monarchie. A l'occasion de l'anniversaire de la prise de la Bastille ».

La grande erreur des Allemands c'est de se figurer que la révolution est quelque chose qui se règle en une nuit. En fait, c'est un procès de développement des masses dans des conditions accélérées, mais qui s'étend sur des années. Toute révolution qui se fait de nuit n'élimine qu'une réaction qui d'emblée était sans espoir (1830) ou bien conduit [132] directement au contraire de ce qui est recherché (1848, France).

Déplacement du centre de gravité du mouvement ouvrier

Retour à la table des matières

Dans l'élection de Boulanger je ne vois rien d'autre qu'une nette résurgence de l'élément bonapartiste dans le caractère parisien. Dans les années 1799, 1848 et 1889, cette résurgence jaillit à chaque fois de l'insatisfaction que procurait la république bourgeoise, mais elle n'acquiert cette orientation spécifique qu'à la suite d'un courant chauvin [145]. Mais il y a pire encore : en 1799, Napoléon dut faire un coup

---

[145] Cf. Engels à Laura Lafargue, 4 février 1889.

Le dernier passage de ce recueil explique (d'une certaine façon seulement) les faibles résultats qu'obtint en France le parti ouvrier socialiste français, puisque l'effondrement de la Seconde Internationale au moment décisif de la guerre impérialiste ne se heurta pratiquement à aucune résistance en France, et, en outre, que le parti français ne tenta pas de renverser le pouvoir bourgeois après la tuerie impérialiste et la victoire d'Octobre. Outre les difficultés auxquelles s'était heurtée la courageuse avant-garde qui s'était fixée pour tâche historique de constituer le prolétariat français en classe, donc en parti - ce qui est une démarche terriblement ardue, comme il ressort de tous les textes de Marx-Engels sur le parti - la bourgeoisie française sut tirer les leçons des frayeurs que lui avaient procurées les assauts répétés des prolétaires : elle freina au maximum le processus d'industrialisation qui suscite non seulement un nombre de plus en plus grand d'ouvriers, mais crée encore ce qu'il est convenu d'appeler le prolétariat moderne, fondé essentiellement sur l'industrie. Elle développa encore ses propriétés traditionnelles de trafiquant et d'usurier, en devenant le banquier du monde, en même temps qu'au cours de la phase de développement idyllique (en Europe occidentale) du capitalisme elle se lançait dans les aventures coloniales, afin de tirer là encore la plus-value de peuples étrangers.

[133] d'État pour conquérir ces Parisiens qu'il avait fait mitrailler en Vendémiaire, alors qu'en 1889 ce sont les Parisiens eux-mêmes qui élisent l'un des bouchers de la Commune. Soit dit sans brutalité, Paris - du moins pour l'heure - a démissionné comme ville révolutionnaire, démissionné non pas après un coup d'État victorieux et au milieu d'une guerre comme en 1799 ; non pas après six mois d'une lutte d'anéantissement comme en décembre 1848, mais en pleine paix, dix-huit ans après la Commune et à la *veille d'une possible révolution.*

Et nul ne peut donner tort à Bebel, lorsqu'il écrit dans la *Gleichheit :* « Les ouvriers parisiens, dans leur majorité, se sont comportés d'une façon *tout simplement lamentable* et on peut être très attristé pour leur conscience de classe socialiste lorsqu'on observe que 17 000 voix seulement vont à un candidat socialiste, tandis qu'un guignol et un démagogue comme Boulanger obtient 240 000 voix. » Partout la réaction a été la même dans notre parti : si Floquet a subi une défaite

---

Récemment, le parti gouvernemental a fait grand bruit sur le pronostic que la France va être la troisième ou quatrième puissance économique du monde ou de l'Occident. À ce propos, *Le Monde* s'interroge cependant : « Pourquoi la France, qui avait connu au début du siècle dernier un essor industriel certain, n'a pu continuer sur cette lancée ? » (12 janvier 1973, p. 29). Dans sa préface à *La Guerre des paysans*, Engels répond à cette question, en constatant que la bourgeoisie au fur et à mesure de son vieillissement devient de plus en plus timorée et peu entreprenante du fait de la peur que lui inspire son adversaire de classe, le prolétariat, que toute industrialisation nouvelle renforce numériquement. Il est évident que l'assaut révolutionnaire au pouvoir bourgeois en 1848 et surtout en 1871 ont grandement contribué à freiner le zèle industriel des capitalistes français, déjà échaudés lors de la grande révolution française et en 1830.

Dans notre étude « La Crise économique et sociale de mai 1968 », *Fil du Temps*, n° 3 (Jacques Angot, B.P. 24, Paris-19°), nous avons rappelé que deux facteurs décisifs avaient contribué à l'industrialisation (ou prolétarisation) tardive de la France : l'un contre-révolutionnaire -la dégénérescence du parti communiste officiel qui a rassuré la bourgeoisie française traditionnellement apeurée - l'autre révolutionnaire -la lutte anti-impérialiste des peuples coloniaux assujettis par l'impérialisme français, qui obligeait le capitalisme français à se procurer la plus-value ailleurs, chez des prolétaires de plus en plus nombreux en France même. Si demain le mouvement ouvrier révolutionnaire reprend de nouveau ses attaques de classe contre la bourgeoisie française, il le devra aux peuples de couleur que sa bourgeoisie a si longtemps exploités férocement : il agira donc à partir d'une base solidement internationale, et c'est déjà un gage de succès.

écrasante, nous aussi nous en avons été touchés. Se couper le nez pour faire enrager sa propre figure est indubitablement aussi une certaine espèce de politique, mais laquelle ?...

[134]

Quoi qu'il en soit, je veux espérer que le nouveau journal va sortir : nous devons prendre la situation telle qu'elle est - et en tirer le meilleur parti. Si Paul [Lafargue] se remettait à travailler à un journal, il se préparerait et s'armerait pour la lutte, et cesserait de dire sur un ton désespéré : *il n'y a pas à aller contre le courant*. Nul ne lui demande d'arrêter le courant ; cependant si nous ne nous opposons pas au courant général de folie momentanée, je me demande que diable peut bien être notre tâche ? Les habitants de la *Ville lumière* * ont apporté la preuve qu'ils sont deux millions dont « la plupart sont des têtes creuses » selon l'expression de Carlyle ; cependant ce n'est pas encore une raison pour que nous-mêmes nous soyons des têtes creuses. Laissez les Parisiens devenir réactionnaires, s'ils y trouvent leur bonheur, la révolution sociale continuera sa marche en avant [146] en dépit d'eux, et, quand elle sera effectuée, ils pourront s'écrier : *Ah tiens ! c'est fait - et sans nous - qui l'aurait imaginé* * *!*

---

146 L'analyse pessimiste, mais réaliste, de la situation n'empêche pas Engels de conserver son optimisme révolutionnaire : déjà, en 1870, Marx avait prévu que le centre de gravité se déplaçait de France en Allemagne, en direction de l'Est ; bientôt il constatera que la Russie tend de plus en plus à devenir elle-même ce centre de gravité (cf. la préface russe du *Manifeste).* Ce déplacement rend naturellement la tâche de l'avant-garde révolutionnaire plus difficile en France. Cependant, ce pays avancé a cessé d'être isolé, comme il le fut trop longtemps : des pays aussi arriérés que lui à l'époque « entrent dans la danse » - non seulement ils reprennent ses héroïques traditions révolutionnaires, mais encore ils sont tout prêts à lui apporter leur soutien fraternel.

[135]

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.
TOME II. Efforts pour créer le parti de classe

INDEX DES NOMS CITÉS

Retour à la table des matières

ADAM : ouvrier français ; membre de diverses sociétés secrètes sous la monarchie de Juillet ; l'un des dirigeants de *l'Association* des émigrés blanquistes de Londres ; cosignataire des statuts de la *Société universelle des communistes révolutionnaires,* après la scission de septembre 1850, prend le parti de Marx, tandis que le blanquiste Vidil prend celui de Willich et Schapper.

ADLER Victor, 1852-1918 : médecin, participe à la fondation du parti social-démocrate autrichien, dont il est l'un des dirigeants les plus marquants ; entretient une correspondance suivie avec Engels, de 1889 à 1895 ; délégué au Congrès de 1889 de l'Internationale ouvrière socialiste ; rédacteur de la *Gleichheit* et de la *Arbeiter-Zeitung* à Vienne ; plus tard, fait partie de l'aile opportuniste du parti social-démocrate autrichien et de la IIe Internationale.

ALBERT Alexandre (Martin, dit), 1815-1895 : ouvrier français, socialiste ; membre d'organisations secrètes blanquistes, créées sous la monarchie de Juillet ; se trouve à la tête de la société des *Nouvelles Saisons* (1839) ; fait partie de l'aile nettement prolétarienne des socié-

tés de conjuration ; seul membre ouvrier du gouvernement provisoire ; vice-président de la commission du Luxembourg ; y joue un rôle d'otage ouvrier dans le gouvernement bourgeois ; condamné à dix ans de détention pour avoir participé à la journée du 15 mai 1848.

ALEMBERT Jean Le Rond d', 1717-1783 - mathématicien et philosophe. Il fut avec Diderot l'animateur de *l'Encyclopédie* à ses débuts ; membre de l'Académie des Sciences (1741) et de l'Académie française (1754) ; auteur du *Traité de dynamique* (1743), des *Recherches sur la précession des équinoxes* (1749). Son article « Genève » lui valut une critique, sévère de Rousseau *(Lettre à d'Alembert sur les spectacles,* 1758).

ANNENKOV Pavel Vassilevitch, 1812-1887 : propriétaire foncier russe ; publiciste et critique libéral ; fait la connaissance de Marx au cours de l'un de ses voyages à l'étranger et échange avec lui une correspondance (à propos de Proudhon).

ANTOINE (Marcus Antonius), 83-30 av. J.-C. : lieutenant de César, puis associé à Octavien et Lepidus au second triumvirat (43 av. J.-C.) ; triomphe à Philippe des républicains Brutus et Cassius, meurtriers de César ; Octavien reçoit l'Occident, et Antoine l'Orient ; tué au siège d'Alexandrie.

ARAGO Dominique-François, 1786-1853 : astronome, physicien, mathématicien et homme politique français ; connu pour ses travaux de physique ; député des Pyrénées, siège à l'extrême gauche, devient ministre de la Marine et de la Guerre dans [136] le gouvernement provisoire de 1848 ; contribue à l'écrasement du soulèvement de juin du prolétariat parisien.

ARAGO Étienne, 1802-1892 : frère du précédent ; homme politique de tendance républicaine, se réfugie à Bruxelles de 1849 à1859 ; maire de Paris après le 4 septembre 1870.

ARISTIDE, né v. 540, mort v. 468 av. J.-C. homme d'État grec ; stratège et archonte, surnommé *le Juste* s'illustre à Salamine et à Platées et crée la Confédération maritime de Délos.

ARNAUD Antoine, 1831-1885 . révolutionnaire français de tendance blanquiste ; membre du Comité central de la Garde nationale ; après la chute de la Commune, émigre en Angleterre ; membre du Conseil général de l'A.I.T. (1871-1872) ; délégué au Congrès de La Haye (1872), quitte l'A.I.T. pour protester contre le transfert du Conseil général à New York.

AVENEL Georges (vicomte), 1855-1939 : économiste et historien français.

BABEUF François-Noël (Gracchus), 1760-1797 : théoricien et révolutionnaire français né à Saint-Quentin, d'origine modeste ; occupe la charge de feudiste, qui consiste à rechercher les droits des propriétaires fonciers d'après les vieilles chartes ; emprisonné une première fois en mai 1790 pour avoir participé aux manifestations contre les impôts directs ; en septembre 1792, élu administrateur de district, est destitué à la suite d'une machination ourdie contre lui ; arrive à Paris en 1793. Lors de la chute de Robespierre, se sépare des Thermidoriens ; est emprisonné une nouvelle fois ; libéré, vit dans la clandestinité ; au début de 1796, crée la conjuration des Égaux qu'il dirige avec Darthé et Buonarotti ; dénoncé à Carnot, il est condamné à mort le 27 mai 1797 ; se poignarde en plein tribunal, mais se blesse seulement ; il est décapité ; fondateur du « premier parti communiste réellement agissant » (Marx).

BAIRSTOW Jonathan R. H., né v. 1819 : chartiste, membre de convention chartiste.

BAKOUNINE Michail Alexandrovitch, 1814-1876 : l'un des idéologues russes de l'anarchisme ; officier d'artillerie, démissionne et suit des cours à l'université de Moscou ; il y découvre la philosophie

allemande ; en 1840, à Dresde (Allemagne) fréquente le poète Herwegh ; à Zurich en 1843 fait connaissance avec le communiste utopique Weitling ; à Paris (1844-1848), fait la connaissance de P. Leroux, Proudhon, Marx ; participe à la lutte des barricades à Dresde (mai 1849) ; livré à la police russe, il est condamné, mais s'évade ; en 1864, il regroupe des Italiens, des Français et des Slaves dans des sociétés secrètes ; en juillet 1868, adhère à l'A.I.T. ; en septembre 1870, prend la direction d'une commune à Lyon ; défend certaines idées panslavistes, influence idéologiquement le mouvement populiste ; polémique avec Marx à propos de [137] la Fédération jurassienne ; est exclu de l'Internationale au Congrès de La Haye.

BARAGUAY D'HILLIERS, comte Achille, 1795-1878 : est nommé maréchal français et commandant de l'armée de Paris après son ralliement au prince Louis-Napoléon ; député aux assemblées constituante et législative.

BARBAROUX Charles-Jean-Marie, 1767-1794 : né à Marseille, siège à la Convention aux côtés des Girondins ; après le 2 juin 1793, doit se réfugier à Caen, puis à Bordeaux ; est guillotiné.

BARBÈS Amand, 1809-1870 : né à Pointe-à-Pitre en Guadeloupe, mort à La Haye ; un des chefs de la société secrète des Saisons sous la monarchie de Juillet ; condamné à mort à la suite de l'insurrection du 12 mai 1839, sa peine est commuée en détention perpétuelle, il est libéré par la révolution de 1848 ; est élu député à l'Assemblée constituante, où il soutient la politique de Ledru-Rollin ; il tente de constituer un gouvernement insurrectionnel à l'Hôtel de Ville, le 15 mai 1848 ; emprisonné à Belle-Ile-en-Mer, il est amnistié en 1854 par Napoléon III, mais se condamne à un exil volontaire et cesse pratiquement toute activité politique.

BARÈRE (DE VIEZAC) Bertrand, 1755-1841 : juriste français membre de la Constituante et de la Convention, qu'il préside durant le procès de Louis XVI ; jacobin, membre du Comité de salut public ;

l'un des organisateurs du 9-Thermidor, est lui-même persécuté par la réaction thermidorienne et par le Directoire.

BARROT Camille-Hyacinthe-Odilon, 1791-1873 : homme politique français ; en 1847, lance la campagne des banquets ; après avoir dirigé l'opposition libérale dynastique sous la monarchie de Juillet, il est à la tête du ministère s'appuyant sur le bloc monarchiste et contre-révolutionnaire, de décembre 1848 à octobre 1849 ; président du Conseil d'État après le 4 septembre 1870.

BASTIDE Jules, 1800-1879 : publiciste et homme politique français ; républicain bourgeois, directeur du journal *Le National* (1836-1846) ; député à l'Assemblée nationale constituante, devient ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire après février 1848 ; prend position contre Louis Napoléon ; auteur de *La République française et l'Italie en 1848*.

BAUER Heinrich : cordonnier, originaire de Franconie ; l'un des dirigeants de la *Ligue des Justes* et de *l'Association allemande de formation des ouvriers* de Londres ; membre du Conseil central de la *Ligue des communistes*, dont il devient l'émissaire en Allemagne d'avril à mai 1850 ; émigre en Australie (1851).

BAZIRE (Basire) Claude, 1764-1794 : député à l'Assemblée législative et à la Convention ; partisan de Danton, membre du Comité de sûreté générale.

[138]

BAZIN Gustave : membre du Parti Ouvrier français, délégué au Congrès de Reims (1881) ; arrêté pour une prétendue incitation à la guerre civile fin novembre 1882 ; partisan de Guesde.

BEAUMONT Christophe de, 1703-1781 : archevêque de Paris ; s'en prend violemment à *l'Emile* de Jean-Jacques Rousseau, qui lui

répond par un plaidoyer en faveur de la liberté de conscience dans sa *Lettre à M. de Beaumont.*

BEBEL August, 1840-1913 - tourneur, l'un des dirigeants les plus marquants du mouvement ouvrier allemand et international ; ami et disciple de Marx-Engels ; dès 1863, organise la fédération des unions ouvrières allemandes dont il devient le président en 1867 ; membre de l'A.I.T. en 1866 ; l'un des principaux fondateurs du parti ouvrier social-démocrate allemand en 1869 ; député du Reichstag de l'Allemagne du Nord (1867-1870) et du Reichstag allemand (1871-1881 et 18831913) ; vote contre les crédits de guerre au moment de la guerre franco-prussienne de 1870 ; s'oppose avec vigueur aux desseins annexionnistes de Bismarck, et soutient courageusement la Commune de Paris ; prône l'unification de l'Allemagne par la voie révolutionnaire et démocratique. De 1878 à 1890, dirige la social-démocratie allemande, fort des conseils d'Engels, remporte la lutte contre la loi anti-socialiste de Bismarck.

BECKER Johann Philipp, 1809-1886 : brossier, originaire du Palatinat ; de la démocratie bourgeoise, il passe au socialisme ; prend la parole à la fête démocratique de Hambach en 1830 ; commandant en chef de la milice populaire de Bade en 1849, est « le seul général de la révolution allemande » (Engels) ; à partir de 1860, devient l'ami et le compagnon de lutte de Marx-Engels ; en 1864, l'un des fondateurs de la section genevoise de l'A.I.T. ; président de la section allemande du comité central de l'A.I.T. pour la Suisse (1865) ; président de la section regroupant les membres de langue allemande de l'A.I.T. (1866-1871) ; directeur et journaliste du *Vorbote*, délégué à toutes les conférences et à tous les congrès de l'A.I.T. Jusqu'à la fin de sa vie, reste infatigablement à la tête du mouvement ouvrier suisse et se dévoue à la cause internationale.

BÉLUZE Jean-Pierre : socialiste petit-bourgeois ; fondateur en 1863 de la *Banque du peuple et de crédit au travail.*

BERNSTEIN Eduard, 1850-1932 : rédacteur et publiciste, adhère au parti social-démocrate ouvrier allemand en 1872 ; comme secrétaire de Karl Höchberg, s'installe à Zurich en 1878 ; lie connaissance avec Marx-Engels en décembre 1880 et entretient ensuite une ample correspondance avec Engels ; passe graduellement au marxisme sous cette influence ; rédacteur du *Sozialdemokrat* (1881-1890) ; prend ouvertement une position opportuniste à partir de 1896, et « donne une expression caractéristique au révisionnisme » (Lénine) ; critique le marxisme orthodoxe dans son ouvrage de 1899 *sur le socialisme théorique* [139] *et le socialisme pratique ;* devient l'un des chefs de l'aile droite de la social-démocratie allemande et de la IIe Internationale ; nommé secrétaire d'État au Trésor après l'échec de la révolution de 1918.

BIRON Armand Louis (DE GONTAUT, duc de Lauzun), 1747-1793 général français ; membre de l'Assemblée constituante.

BISMARCK Otto (prince de), 1815-1898 : homme d'État et diplomate prussien ; représente les intérêts des hobereaux prussiens ; président du Conseil prussien (1873-1890) et chancelier d'État de 1871 à 1890 ; réalise l'unité de l'Allemagne par le haut « de manière mi-révolutionnaire mi-contre-révolutionnaire » (Engels), au moyen de guerres dynastiques (en 1866 contre l'Autriche et ses alliés, les petits États de l'Allemagne méridionale ; en 1870-1871, contre la France bonapartiste) ; en politique intérieure assure l'alliance entre la grande bourgeoisie et les hobereaux, renforçant ainsi la bureaucratie et le militarisme prussiens au sein de l'Allemagne ; ennemi acharné du mouvement ouvrier, promulgue en 1878 la loi antisocialiste qui est abrogée en 1890 grâce à la lutte ouvrière - ce qui détermine en fin de compte sa chute.

BLANC Jean-Joseph-Louis, 1811-1882 : né à Madrid ; journaliste, lutte pour le suffrage universel et passe au socialisme ; publie en 1840 une brochure sur *l'Organisation du travail*, où il prône une organisation systématique de la société. De 1841 à 1848, édite, avec Pierre Leroux et George Sand, la *Revue Indépendante* et collabore à *La Ré-*

forme dès 1843. Son *Histoire de dix ans* prépare les esprits au renversement de la monarchie de Juillet ; participe à la campagne des banquets qui prélude à la révolution de 1848 ; entre dans le gouvernement provisoire en février 1848 et préside la commission du Luxembourg, où il présente un projet sur les ateliers nationaux ; socialiste petit-bourgeois, il défend une politique de conciliation entre les classes et de pactisation avec la bourgeoisie ; après juin 1848, émigre en Angleterre où il devient le chef de l'émigration petite-bourgeoise ; élu député de l'Assemblée nationale de 1871, où il siège à l'extrême-gauche et critique la Commune ; attribue un rôle essentiel à l'État dans la réforme sociale et la constitution dans chacune des principales branches d'activité économique d'une association de production, *l'atelier social.*

BLANQUI Louis-Auguste, 1805-1881 : révolutionnaire français d'une fermeté et d'un courage exceptionnels ; dès 1824 est affilié au carbonarisme ; après 1830, l'un des chefs de l'opposition républicaine et socialiste ; collabore au *Globe* de Pierre Leroux ; lutte sur les barricades pendant les Trois Glorieuses ; adhère à la *Société des amis du peuple*, auquel le gouvernement fait un procès en janvier 1832 au cours duquel Blanqui est condamné à deux ans de prison (il y fait connaissance avec Buonarroti) ; il organise durant toute cette période de multiples sociétés secrètes et plusieurs conspirations célèbres, dont [140] le soulèvement des Quatre Saisons, le 13 mai 1840 ; au cours de la révolution de 1848 est à l'extrême-gauche du mouvement démocratique et prolétarien ; condamné à dix ans pour sa participation à la journée du 15 mai 1848, il est amnistié en 1859 ; emprisonné de nouveau en 1861, il s'évade en 1865. En 1870, il fonde le journal *La Patrie en danger*, l'un des chefs du soulèvement du 31 octobre 1870 qui prélude à la Commune ; arrêté sur l'ordre de Thiers à la veille du 18 mars 1871, il est empêché de participer à la Commune ; Marx écrit à ce propos : si Thiers le fit, c'est qu'« il savait qu'avec Blanqui il donnerait une tête à la Commune » ; gracié en 1879, devient député de Bordeaux, mais son élection est invalidée ; a passé trente-six ans de sa vie en prison, d'où son surnom *l'Enfermé.*

BLOMMESTEIN : financier hollandais ; au début des années 1880, propriétaire du journal *Le Citoyen.*

BOILEAU Nicolas, 1636-1711 : auteur critique, historien du roi (1677) ; dans la querelle des Anciens et des Modernes, prend position pour les écrivains antiques ; participe à la querelle sur le jansénisme.

BOISSY D'ANGLAS François comte de, 1756-1826 : homme politique français ; élu aux États généraux de 1789 ; membre de l'Assemblée constituante ; fait partie de la Plaine, membre du Comité de salut public après Thermidor, président de la Convention ; membre du conseil des Cinq-cents ; proscrit au 18-Fructidor, revient en France au 18-Brumaire ; pair de France en 1814 et membre de l'Institut en 1816.

BOLINGBROKE vicomte Henry Saint-John, 1678-1751 : philosophe déiste et sceptique anglais ; l'un des dirigeants du parti *tory*.

BONTOUX Eugène, 1824-1904 : ingénieur français ; financier et entrepreneur ; célèbre pour ses spéculations dans la construction de chemins de fer en 1883, s'enfuit à l'étranger pour éviter la prison.

BÖRNE Karl Ludwig, 1786-1837 publiciste et critique allemand représentant marquant de l'opposition radicale petite-bourgeoise ; auteur des *Lettres de Paris*, qui firent connaître aux Allemands les événements révolutionnaires de Paris ; vers la fin de sa vie, partisan d'un socialisme chrétien.

BOUCHOTTE Jean-Baptiste-Noël, 1754-1840 : général français ; participe à la révolution française, jacobin ; ministre de la Guerre en 1793-1794.

BOUIS Casimir, v. 1843-1916 : journaliste français ; blanquiste, membre du comité central de la Garde nationale et de la Commune de Paris ; président de la commission d'enquête sur l'activité du gouver-

nement de la Défense nationale ; déporté en Nouvelle-Calédonie après la chute de la Commune.

BOVIO Giovanni, 1841-1903 : philosophe idéaliste italien ; homme politique bourgeois de tendance républicaine ; député au parlement italien en 1876 : professeur à l'université de Naples.

[141]

BOZ : pseudonyme de Dickens.

BRISSAC Henri, 1823-1906 : publiciste et socialiste français ; membre de la Commune de Paris, secrétaire général du comité exécutif, puis du comité de l'aide sociale ; déporté en Nouvelle-Calédonie après la chute de la Commune ; de retour en France après l'amnistie de 1880 ; membre du Parti ouvrier français et rédacteur de *L'Égalité* en 1882 ; partisan de Guesde.

BRISSOT Jacques-Pierre, 1754-1793 : l'un des dirigeants politiques de la révolution française ; membre du club des Jacobins, est plus tard dirigeant et théoricien de la faction girondine.

BROUSSE Paul-Louis-Marie, 1844-1912 : médecin et homme politique français ; socialiste petit-bourgeois, participe à la Commune, émigre ensuite en Espagne, puis en Suisse ; se rallie aux anarchistes, participe à la fondation du Parti ouvrier français ; au Congrès de Saint-Etienne suscite la scission du parti ; l'un des dirigeants et des idéologues des possibilistes.

BRUNSWICK Charles-Guillaume-Ferdinand de, 1735-1806 : général entré au service de la Prusse ; commandant en chef de l'armée de coalition contre la France en 1792, lance le fameux ultimatum aux Parisiens connu sous le nom de *manifeste de Brunswick*, participe à des tractations avec Danton ; battu à Valmy (20 septembre 1792).

BRUTUS Marcus Junius, v. 86-42 av. J.-C. : homme politique romain du camp républicain ; meurtrier de Jules César.

BUCHEZ Philippe-Joseph-Benjamin, 1796-1865 : employé à l'octroi, puis médecin, homme politique, théoricien mêlant le socialisme au christianisme ; adversaire de la Restauration, puis de la monarchie de Juillet ; se rallie aux idées exprimées par Saint-Simon dans le *Nouveau Christianisme* en 1829, rompt ensuite avec Enfantin et fonde son propre mouvement ; en 1840, propose la création d'associations ouvrières ; capitaine de la Garde nationale, participe à l'assaut des Tuileries en 1848 ; député à la Constituante et président de cette assemblée en 1848 ; diffuse ses idées dans *L'Européen, journal de morale et de philosophie* (1831-1832, 1835-1838), et dans *L'Atelier* (1840-1850).

BUONARROTI Filippo Michele, 1761-1837 : révolutionnaire italien, participe au mouvement révolutionnaire en France à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe ; communiste utopique et fervent adepte de la propagation de la révolution aux pays voisins de la France ; chargé de mission par la Convention ; compagnon de lutte de Babeuf, il contribue au réveil des idées babouvistes dans les années 1830 par son ouvrage intitulé *Conspiration pour l'Égalité (dite de Babeuf),* Blanqui fait connaissance de Buonarroti en prison dans les années 1830.

BUZOT François, 1760-1794 : homme politique, député siégeant aux côtés des Girondins à la Convention ; mis en accusation le 2 juin 1793, s'enfuit en Normandie ; il y lève une petite [142] armée, battue à Vernon ; réfugié en Gironde, il est découvert avec Pétion, et se suicide.

CABET Étienne, 1788-1856 : né à Dijon, mort à Saint-Louis (États-Unis) ; fils d'un maître-artisan tonnelier, devient docteur en droit ; adhère au carbonarisme et accède au comité directeur ; propose au futur Louis-Philippe un programme visant à instaurer une *monarchie populaire ;* après les Trois Glorieuses, auxquelles il participe ac-

tivement, il devient républicain ; en 1833, publie *Le Populaire ;* après plusieurs condamnations, s'exile à Londres, où il fait connaissance avec les théories d'Owen et de Thomas Morus ; de retour à Paris, il expose sa théorie de l'utopie communiste dans le *Voyage en Icarie* (1840) et publie le *Populaire de 1841* ; cependant il polémique avec les communistes violents, notamment ceux de *L'Humanitaire* ; il ne joue plus qu'un rôle effacé dans la préparation immédiate de la révolution de 1848, bien qu'il ait contribué, quelques années auparavant encore, au développement des idées communistes en milieu ouvrier ; tente, avec plus ou moins de succès, de réaliser sa théorie en fondant des communautés icariennes au Texas et en Illinois.

CAMBACÉRÈS Jean-Jacques Régis de (duc de Parme), 1753-1824 juriste et homme politique français ; député à la Convention et membre du Conseil des Cinq-Cents ; deuxième consul après le 18-Brumaire ; participe à l'élaboration du Code civil ; archichancelier de l'Empire ; exilé en 1815 comme régicide, rentre en France en 1818.

CAMBON Joseph, 1756-1820 : homme politique français, député à l'Assemblée législative et à la Convention ; membre du premier Comité de salut publie d'avril à juillet 1793 ; préside le comité des finances et organise l'exploitation financière des pays annexés ; institue le grand livre de la Dette publique.

CARLYLE Thomas, 1795-1881 : écrivain anglais, historien et philosophe idéaliste ; prône le culte du héros et critique la bourgeoisie anglaise du point de vue du romantisme réactionnaire ; finit par rejoindre les rangs des conservateurs, devenant après 1848 l'ennemi déclaré du mouvement ouvrier.

CARNOT Lazare-Nicolas, 1753-1823 : ingénieur militaire, mathématicien et physicien ; député de la Législative, devient membre du comité de l'instruction publique ; d'abord de tendance jacobine ; en 1792, organise l'armée du Midi et entre au Comité de salut public en 1793 ; il se sépare de Robespierre et prend part au coup d'État du 9-Thermidor ; joue un rôle important au Directoire, mais il est éliminé

par le coup d'État du 18-Fructidor ; ministre de la Guerre sous le Consulat, il est écarté sous l'Empire ; reprend du service en 1814 et organise la défense d'Anvers ; ministre de la Guerre au cours des Cent-Jours, doit s'exiler sous la Restauration.

CASSIUS LONGINUS, Caïus, mort en 42 av. J.-C. : homme politique [143] et tribun romain ; l'un des initiateurs de la conjuration aristocratico-républicaine contre Jules César.

CATILINA Lucius Sergius, v. 108-62 av. J.-C. : homme politique romain ; patricien, organise la conjuration qui porte son nom contre la République aristocratique.

CATON Marcus Porcius, surnommé d'Utique, 95-46 av. J.-C. homme d'État romain ; chef du parti aristocratique républicain ; stoïcien ; adversaire de César, prend parti pour le Sénat contre lui ; suit Pompée en Orient ; à la chute de la République, se suicide.

CAUSSIDIÈRE Marc, 1808-1861 : socialiste petit-bourgeois français ; en 1834 participe au soulèvement de Lyon, condamné à vingt ans de travaux forcés, puis amnistié en 1838 ; organise des sociétés secrètes sous la monarchie de Juillet, et participe à tous les complots républicains ; après avoir lutté sur les barricades en février 1848, prend possession de la préfecture de police ; devient préfet de police de février à mai ; député de l'Assemblée constituante ; émigra en Angleterre, après avoir été mis en accusation après le 15 mai.

CAVAIGNAC Louis-Eugène, 1802-1857 : homme politique, républicain bourgeois modéré ; frère de Godefroy, qui soutint l'opposition républicaine sous Charles X et Louis-Philippe ; participe à la conquête de l'Algérie et devient maréchal de camp en 1834 ; nommé gouverneur général de l'Algérie en 1848, rentre bientôt à Paris où il est élu député et devient ministre de la Guerre en mai ; pourvu des pleins pouvoirs dictatoriaux, réprime avec brutalité l'insurrection de juin 1848 ; nommé ensuite président du conseil et chef de l'exécutif ;

se présente aux élections présidentielles contre Louis Napoléon qui obtient trois fois plus de voix que lui.

CÉSAR, Caïus Julius, v. 100-44 av. J.-C. : homme d'État et général romain.

CHABOT DE L'ALLIER Georges-Antoine, 1758-1819 : homme politique et juriste français ; député de la Convention, membre du conseil des Anciens (1799), du Tribunat, du Corps législatif (1807-1809) et juge de la cour de cassation (1809) ; participe à la rédaction du Code civil.

CHANGARNIER Nicolas-Anne-Théodule, 1793-1877 : général, homme d'État de tendance monarchiste ; gouverneur général de l'Algérie en 1848 ; député aux assemblées constituante et législative, nommé commandant des troupes de Paris ; participe à l'écrasement du soulèvement de Juin et de la manifestation du 13 juin 1849 ; passé aux monarchistes, est arrêté et expulsé de France après le 2 décembre 1851 ; rentre en France en 1859, placé sous les ordres de Bazaine en 1870 ; élu en 1871, crée un petit groupe de députés royalistes ; en 1875, vote contre l'établissement de la République.

CHARLES-ALBERT, 1798-1849 : roi de Sardaigne et du Piémont.

CHENU Adolphe, né v. 1817 : membre de sociétés secrètes durant la monarchie de Juillet ; provocateur et agent de la police secrète.

[144]

CLARIOL : délégué de la société des typographes français.

CLEMENCEAU Georges-Benjamin, 1841-1929 : médecin, publiciste et homme politique français ; député à l'Assemblée nationale de 1871, démissionne ; président du conseil municipal de Paris en

1875 ; député de la Seine, puis du Var, chef de l'extrême gauche ; attaque avec violence la politique coloniale de Jules Ferry ; soutient, puis combat le boulangisme ; rédacteur de *L'Aurore*, prend une part active à la réhabilitation de Dreyfus ; président du conseil de 1906 à 1919, réprime les mouvements sociaux et finit par mener une politique impérialiste.

CLODIUS PULCHER Publius, mort 52 av. J.-C. : tribun du peuple, partisan de Jules César, fait exiler Cicéron.

CLOOTS Jean-Baptiste du Val-de-Grâce, baron de (surnommé Anacharsis Cloots), 1755-1794 : homme politique prussien, fils d'un conseiller privé du roi de Prusse ; s'installe à Paris en 1776 et prend part au mouvement de *l'Encyclopédie ;* naturalisé français ; ardent jacobin ; député à la Convention, l'un des principaux artisans de la campagne de déchristianisation ; guillotiné avec les hébertistes.

COBOURG Frédéric Josias de Saxe-Cobourg, 1737-1815 : général autrichien, commandant en chef de l'armée autrichienne des Pays-Bas en 1792 ; bat Dumouriez à Neerwinden, vaincu par Jourdan à Fleurus.

CODRUS OU CODROS : d'après la légende grecque, dernier roi d'Athènes ; se donne la mort pour sauver son pays.

COLOMB Christophe, né v. 1450-1506 : navigateur, découvreur du Nouveau Monde.

COURNET Frédéric, 1839-1885 : employé de commerce et publiciste ; blanquiste, participe à la Commune de Paris ; député à l'Assemblée en février 1871, démissionne ; membre de la Commune (XIXe) ; condamné à mort par contumace, émigre en Angleterre ; membre du Conseil général de l'A.I.T. (1871-1872) ; délégué au Congrès de La Haye ; se retire de l'A.I.T. pour protester contre le transfert

du Conseil général à New York ; dans les années 1880, l'un des chefs de l'organisation blanquiste en France.

COUTHON Georges-Auguste, 1755-1794 : député à la Législative, puis à la Convention ; membre du Comité de salut public ; forme le triumvirat avec Robespierre et Saint-Just ; réprime l'insurrection contre-révolutionnaire de Lyon en 1793 ; fait voter la loi du 22-Prairial qui organise la « Grande Terreur »; arrêté et guillotiné avec Robespierre le 10-Thermidor.

CRÉMIEUX Isaac-Moïse (dit Adolphe), 1796-1880 : avocat et homme politique ; dans les années 1840, bourgeois libéral ; membre du gouvernement provisoire en 1848 et ministre de la Justice ; soutient Cavaignac, puis Louis Bonaparte, se rapproche enfin de l'opposition républicaine, est arrêté au 2 décembre 1851 ; député au Corps législatif en 1869 ; participe [145] au gouvernement du 4 septembre ; ministre de la Justice dans le gouvernement de la Défense nationale, obtient la qualité de citoyens français pour les Juifs d'Algérie en octobre 1870.

CRIÉ : journaliste français, anarchiste ; en 1882 membre de la rédaction du *Citoyen - La Bataille.*

DANTON Georges-Jacques, 1759-1794 : avocat au conseil du roi (1785-1791) ; fonde en juillet 1790 le club des Cordeliers ; membre de la Commune (janvier 1790) ; se réfugie en Angleterre après la manifestation du Champ-de-Mars (juillet 1791) ; en décembre 1791, élu substitut du procureur de la Commune insurrectionnelle ; ministre de la Justice après le 10 août 1792, devient chef du gouvernement ; député à la Convention, attaqué par les Girondins ; cherche d'abord à faire bannir le roi, puis vote sa mort ; crée le tribunal révolutionnaire et le Comité de salut public ; proclame la levée de 300 000 hommes ; négocie avec l'Angleterre pour démembrer la coalition ; chef de l'aile droite des Jacobins, est éliminé du comité en juillet 1793 au profit de Robespierre, auquel il s'oppose et demande la fin du régime de la terreur ; le Comité de salut publie fait condamner Danton à mort lors du

scandale de la liquidation de la Compagnie des Indes ; guillotiné avec Camille Desmoulins.

DARTHÉ Augustin-Alexandre, 1769-1797 : révolutionnaire français, partisan de Babeuf.

DELANGLE Claude-Alphonse, 1797-1869 : juriste et homme politique réactionnaire ; avocat général de 1847 à la révolution de Février.

DELAUNAY Joseph, 1752-1794 : membre de l'Assemblée législative et de la Convention ; membre du comité des finances.

DELESSERT Gabriel-Abraham-Marguerite, 1786-1858 : préfet de police de Paris (1836-1848).

DÉMOSTHÈNE, 384-322 av. J.-C. : orateur et homme politique athénien ; dans ses *Philippiques*, dénonce l'ambition de Philippe de Macédoine ; obtient l'alliance de Thèbes contre son adversaire ; cette alliance ne peut empêcher la défaite athénienne ; après la mort d'Alexandre, Démosthène rentre triomphalement dans sa patrie ; il encourage la révolte d'Athènes contre Antipatros ; l'insurrection étant défaite, il s'empoisonne.

DENOUAL Jules : démocrate petit-bourgeois français ; participe à l'assemblée inaugurale du 28 septembre 1864 à St.Martin's Hall ; membre du Conseil central de l'A.I.T. (1864-1865).

DE PAEPE César, 1842-1890 : typographe, puis médecin ; élément marquant du mouvement ouvrier belge et international ; membre de l'Association fédérative générale de Belgique, participe à la fondation de la section belge de l'A.I.T. ; dès 1865, en relation épistolaire avec Marx ; rêve de concilier Marx et Bakounine ; membre du Conseil

fédéral belge ; délégué aux conférences de Londres (1865 et 1871), aux [146] congrès de Lausanne (1867), de Bruxelles (1868) et de Bâle (1869) ; après le Congrès de La Haye, soutient pendant un certain temps les bakouninistes ; en 1885, participe à la fondation du parti ouvrier belge.

DEREURE Simon, 1838-1900 : cordonnier, blanquiste ; élément actif du mouvement ouvrier français et international ; adhère à la section parisienne de l'A.I.T. et fait partie de la rédaction du journal *La Marseillaise* ; délégué au Congrès de Bâle (1869) ; membre de la Commune, émigre ensuite aux États-Unis ; assiste comme délégué américain au Congrès de La Haye, qui l'élit au Conseil général devant être transféré à New York ; adhère en 1882 au Parti ouvrier français.

DESMOULINS Camille, 1760-1794 : homme politique et publiciste français ; dès juin 1789 rédige un violent pamphlet contre l'Ancien Régime ; le 12 juillet 1789, appelle aux armes la foule réunie au Palais-Royal ; participe activement à la journée du 10 août et devient le secrétaire de Danton ; siège à la Montagne dans la Convention ; attaque d'une part les Girondins, et d'autre part les hébertistes ; condamné à mort avec les dantonistes, est exécuté le 5 avril 1794.

DEVILLE Gabriel, 1854-1940 : publiciste et socialiste français ; membre du Parti ouvrier français ; rédige un exposé populaire du premier volume du *Capital* ; auteur de différentes études philosophiques, historiques et économiques ; l'un de ceux qui contribuèrent à l'introduction du marxisme en France ; délégué aux congrès de 1889 et 1891 de l'Internationale socialiste ; se retira du mouvement ouvrier par la suite et entra dans les services diplomatiques.

DÉZAMY Théodore, 1803-1850 : publiciste français, représentant de la tendance révolutionnaire du communisme utopique ; l'un des chefs de la société des *Nouvelles Saisons* (1839) ; d'abord partisan de Cabet, se rapproche ensuite de Blanqui ; participe activement à la révolution de 1848.

DICKENS Charles (pseudonyme : Boz), 1812-1870 : romancier anglais.

DIDEROT Denis, 1713-1784 : philosophe français, directeur et animateur de *l'Encyclopédie ;* invité par Catherine de Russie, passe sept mois en Russie (1773) ; représentant du matérialisme mécaniste ; l'un des idéologues de la bourgeoisie révolutionnaire.

DOURLEN : médecin français d'Argenteuil, soigna Marx et sa famille dans les années 1881 et 1882 ; ami de Charles Longuet.

DUBOIS-CRANCÉ Edmond-Louis-Alexis, 1747-1814 : homme politique et général français ; député du tiers-état aux États généraux, où il propose d'importantes réformes militaires ; membre de la Convention, siège à la Montagne et réforme le système militaire français ; membre du conseil des Cinq-Cents, ministre de la Guerre en 1799.

DUCHATEL Charles-Marie-Tanneguy (comte de) : homme politique de la monarchie de Juillet ; orléaniste, ministre de [147] l'Intérieur, renversé par la révolution de Février, malthusien.

DUCOS Jean-François, 1765-1793 : membre de la Législative et de la Convention, siège parmi les Girondins.

DUFAURE Jules-Armand-Stanislas, 1798-1881 : avocat et homme politique français ; orléaniste, devenu républicain bourgeois en 1848 ; député de la Législative et de la Constituante de 1848 à 1851, ministre de l'Intérieur du gouvernement Cavaignac d'octobre à décembre 1848, et sous Louis Bonaparte de juin à octobre 1849 ; ministre de la Justice (1871-1873 ; 1875-1876, 1877-1879) ; président du conseil (1876, 1877-1879).

DÜHRING Eugen Karl, 1833-1921 : idéologue du socialisme petit-bourgeois réactionnaire ; matérialiste vulgaire ; nommé professeur à l'université de Berlin en 1853, sanctionné en 1877 pour opposition au gouvernement ; exerce une grande influence sur la social-démocratie allemande ; Marx-Engels décident finalement d'intervenir pour dénoncer l'action de ses idées éclectiques en matière philosophique et économique, avec l'ouvrage connu sous le nom d'Anti-Dühring.

DULAURE Jacques-Antoine, 1755-1835 : membre de la Convention, fait partie de la Plaine et soutient les Girondins.

DUMESNIL-MARIGNY Jules : publiciste et économiste bourgeois français ; membre de l'A.I.T. en 1865, participe à la Conférence de Londres de 1865.

DUMOURIEZ Charles-François (DU PÉRIER, dit), 1739-1823 officier pendant la guerre de Sept ans, agent diplomatique de Louis XV ; chef de la garde nationale de Cherbourg en 1789 ; se rallie aux Girondins ; ministre des Affaires étrangères, décide Louis XVI à déclarer la guerre à l'Autriche ; commande l'armée du Nord ; bat les Prussiens à Valmy, les Autrichiens à Jemmapes et occupe la Belgique ainsi que la Hollande ; est battu à Neerwinden ; trahit et passe à l'ennemi.

DUPONT DE L'EURE Jacques-Charles, 1767-1855 : homme politique de tendance libérale ; participe à la révolution française, membre du conseil des Cinq-Cents ; sous le Consulat, président de la cour de Rouen ; député de l'opposition sous la Restauration, participe à la révolution de 1830 ; fait partie de l'opposition dynastique au cours des années 1840, comme républicain modéré ; président du gouvernement provisoire en 1848.

DURAND Gustave-Paul-Emile, né en 1835 : ouvrier orfèvre ; espion de la police française ; se fait passer pour réfugié de la Commune

à Londres et devient secrétaire de la *Section française de 1871* ; démasqué comme mouchard, est exclu de l'Internationale.

DUVERGIER DE HAURANNE Prosper, 1798-1881 : homme politique et publiciste français ; collaborateur du *Continental* et du *Siècle* ; fait parti du centre gauche durant la révolution de Février.

[148]

ECCARIUS Johann Georg, 1818-1889 : tailleur, originaire de Thuringe, publiciste ; émigré à Londres, adhère à la Ligue des Justes, puis des communistes ; l'un des dirigeants de *l'Association pour la formation des ouvriers allemands* de Londres ; membre du Conseil général de l'A.I.T. dès 1864 ; travaille en collaboration avec Marx ; secrétaire général du Conseil (1867-1871) ; secrétaire-correspondant pour l'Amérique (1870-1872) ; délégué à toutes les conférences et à tous les congrès de l'A.I.T. ; rejoint plus tard l'aile réformiste des syndicats.

FAUCHER Léon, 1803-1854 : économiste, publiciste et homme politique français, de tendance orléaniste, puis bonapartiste ; de 1848 à 1851, député de la Législative et de la Constituante ; ministre de l'Intérieur (décembre 1848 à mai 1849 et 1851), ennemi obstiné de la classe ouvrière.

FAVRE Gabriel-Claude, 1809-1880 : homme politique et avocat ; l'un des chefs des républicains bourgeois modérés ; sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères en 1848 député de la Constituante et de la Législative de 1848 à 1851 député du Corps législatif en 1863 ; ministre des Affaires étrangères au gouvernement de la Défense nationale et de Thiers ; prépare aussitôt, avec Bismarck, la capitulation de Paris ; négocie, avec Thiers, le traité de Francfort ; ennemi forcené de la Commune, sollicite l'aide prussienne ; après l'écrasement de la Commune, met tout en œuvre pour obtenir l'extradition des communards réfugiés à l'étranger.

FERDINAND II, 1810-1859 : roi de Naples, duc de Calabre ; doit accorder une constitution en 1848 sous la pression de la révolution, mais il réagit, reprend Messine après un bombardement - d'où son surnom Bomba - puis Palerme, et rétablit un pouvoir absolu.

FERRÉ Charles-Théophile, 1845-1871 : révolutionnaire français de tendance blanquiste ; prend une part active au mouvement républicain des années 1860 ; membre de la Commune et du comité de la sûreté publique et substitut du procureur de la Commune ; fusillé par les Versaillais.

FICHTE Johann Gottlieb, 1762-1814 : philosophe professant dans de multiples universités ; auteur du manifeste patriotique, *Discours à la nation allemande* (1807).

FLOCON Ferdinand, 1800-1866 : publiciste et homme politique français, de tendance démocratique ; intervient à plusieurs reprises en faveur de Marx ; rédacteur du journal *La Réforme ;* en 1848, membre du gouvernement provisoire, ministre de l'Agriculture et du Commerce ; expulsé après le coup d'État de 1851, se réfugie en Suisse.

FONTANA Giuseppe, 1840-1876 : participe à la révolution de 1848 en Italie, puis émigre ; l'un des dirigeants de *l'Associazione di Mutuo Progresso*, organisation des ouvriers italiens de tendance mazzinienne ; membre du Conseil central de [149] l'A.I.T. (1864-1865) et secrétaire-correspondant pour l'Italie (1865).

FOURIER François-Marie-Charles, 1772-1837 : philosophe et économiste, inventeur du système des phalanstères, sociétés de consommation et de production, dont les revenus sont répartis entre le capital (4/12), le talent (3/12) et le travail (5/12) ; travaille à contrecœur comme employé de commerce, voue une haine ardente au mercantilisme et fait une remarquable critique du système capitaliste ; à l'ordre social qui aliène et mutile l'homme, il veut substituer une société fondée sur les *passions*, afin de retrouver l'harmonie naturelle,

après avoir restauré l'égalité et l'attrait pour le travail ; vit en en solitaire, mais influence, par exemple, V. Considérant et le communiste utopique allemand Weitling.

FOURNIER (dit l'Américain) Claude, 1745-1823 : révolutionnaire français, très actif de 1789 à 1792.

FRÉDÉRIC II le Grand, 1712-1786 : roi de Prusse de 1740 à 1786.

FRÉJAC Raoul, né en 1840 : socialiste de Commentry, adhère au Parti ouvrier français ; délégué au congrès de l'Internationale socialiste.

FRIBOURG E. E. : graveur puis marchand ; proudhonien de droite, participe à la fondation de l'A.I.T. ; l'un des dirigeants à ses débuts de la section parisienne de l'A.I.T. ; en 1865, délégué à la Conférence de Londres, en 1866 au Congrès de Genève ; publie en 1871 un ouvrage dénonçant l'Internationale et la Commune : L'*Association internationale des travailleurs.*

FULCHIRON Jean-Claude, 1774-1859 : industriel et homme politique français.

FOX Charles James, 1749-1806 : homme politique anglais, chef de l'opposition *whig ;* favorable à la France révolutionnaire et aux États-Unis, il s'oppose à Pitt ; à la mort de celui-ci, devient secrétaire d'État aux Affaires étrangères et tente vainement un rapprochement avec Napoléon Ier.

GAMBETTA Léon, 1838-1882 : avocat et homme d'État français ; républicain bourgeois ; en 1868, se fait remarquer en prononçant un violent réquisitoire contre l'Empire à propos de l'affaire Baudin ;

chef de la minorité républicaine au Corps législatif à partir de 1869 ; le 4 septembre, proclame la République après avoir réclamé la déchéance de l'Empire ; devient membre du gouvernement de la Défense nationale (1870-1871) et dirige la délégation de Tours ; devient ministre de la Guerre et se charge d'organiser la résistance ; entré en conflit avec ses collègues, il démissionne le 6 février 1871 à Bordeaux ; élu à l'Assemblée nationale, il dirige l'Union républicaine qui soutient Thiers contre les monarchistes ; fonde en 1871 le journal de *La République française,* cherche ensuite une entente avec les partis du centre contre Mac-Mahon et contribue au vote des lois constitutionnelles de 1875 assurant la république ; président du conseil et ministre des [150] Affaires étrangères (1881-1882) ; pratique la politique opportuniste de la petite bourgeoisie française.

GARIBALDI Giuseppe, 1807-1882 : révolutionnaire italien, né à Nice ; dirige le mouvement de libération et d'unification de l'Italie ; en 1848, lutte à la tête d'un corps franc aux côtés de l'armée du Piémont contre l'Autriche ; d'avril à juin 1849, organise la défense de la République romaine, mais est submergé par les Napolitains, les Français d'Oudinot (venus secourir le pape) et les Autrichiens ; en 1859, reprend la lutte contre les Autrichiens à la tête des chasseurs des Alpes, puis avec les « Mille », libère la Sicile et le Sud de l'Italie de la tyrannie des Bourbons, en dépit des entraves de Victor Emmanuel (octobre 1859) ; s'efforce à deux reprises de libérer Rome de la domination papale (1862 et 1867) ; en septembre 1870, offre ses services à la France et, à la tête de ses Chemises rouges de Ravelli, contribue à libérer Dijon des Allemands ; prend ensuite la défense de la Commune et salue la formation de sections de l'A.I.T. en Italie.

GARNIER-PAGÈS Etienne-Joseph-Louis, 1801-1841 : homme politique français ; démocrate bourgeois, se trouve à la tête de l'opposition républicaine après la révolution de 1830.

GARNIER-PAGÈS Louis-Antoine, 1803-1878 : courtier, homme politique français de tendance républicaine modérée ; député de

l'Eure, membre du gouvernement provisoire en 1848, ministre des Finances ; membre du gouvernement de la Défense nationale en 1870.

GENSONNE Armand, 1758-1793 : homme politique français ; député à l'Assemblée législative, puis à la Convention ; l'un des chefs de la Gironde, est exécuté le 31 octobre 1793.

GÉRARD Etienne (comte), 1773-1852 : participe aux guerres napoléoniennes et gagne la bataille de Ligny ; ministre de la Guerre (1830), devient maréchal et dirige le siège d'Anvers (1832).

GIRARDIN Emile (de), 1806-1881 : homme politique et publiciste français ; fonde *La Presse,* journal à prix modique destiné au grand public ; se distingue en politique par une absence complète de principes ; en 1866, soutient l'Empire libéral ; en 1872, fait du *Moniteur universel* et du *Petit Journal* des organes favorables à la politique de Thiers.

GODARD : journaliste français et anarchiste.

GÖTZ Christian, 1783-1849 : général autrichien ; participe à la répression de la révolution en Italie et Hongrie, en 1848-1849.

GREAVES James Pierrepont, 1777-1842 : pédagogue anglais ; auteur de projets d'organisation du travail des ouvriers agricoles.

GRÉGOIRE Henri, 1750-1831 : ecclésiastique et homme politique français ; député aux États généraux, prête serment à la Constitution civile du clergé en 1790 et devient évêque constitutionnel ; à la Convention, fit abolir l'esclavage ; député [151] sous le Directoire et le Consulat, s'oppose au régime napoléonien et refuse d'adhérer au Concordat.

GUADET Marguerite-Elie, 1794-1858 : homme politique français, siège parmi les Girondins à la Convention ; mis en accusation, est exécuté en 1794.

GUESDE Jules (Mathieu BAZILE), 1845-1922 : dirigeant marquant du mouvement ouvrier français et international ; d'abord républicain bourgeois ; emprisonné sous l'Empire pour avoir accusé l'Empire de préparer la guerre ; il défend la Commune dans son journal *Les Droits de l'homme,* pour empêcher son arrestation, s'enfuit en Suisse où il crée un journal - *Le Réveil international* - et la Section de propagande et d'action révolutionnaire ; il y fréquente les milieux anarchistes jusqu'en 1875 ; puis se rallie aux idées de Marx et fonde *L'Égalité* en 1878 ; en 1879, publie *Collectivisme et révolution*, au Congrès ouvrier de Marseille, introduit, avec Lafargue, les thèses marxistes dans le parti ouvrier français ; au Congrès du Havre, propose le programme qu'il a préparé à Londres avec Marx en mai 1880. Dans le Parti ouvrier français, il est d'abord le représentant intransigeant de la tendance collectiviste ; c'est l'un des premiers propagandistes des idées marxistes en France et il est pendant de longues années l'un des dirigeants de l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier français ; député de 1893 à 1898, et de 1906 à 1922 ; fait triompher ses idées au congrès de l'Internationale à Amsterdam (1904) et fonde ensuite le Parti socialiste unifié en 1905 ; après avoir lutté contre l'opportunisme, il accepte de participer au gouvernement Viviani en 1914 et passe, durant la Première Guerre mondiale, aux positions du social-chauvinisme dénoncé par Lénine.

GUILLAUME James, 1844-1916 : instituteur suisse, anarchiste et partisan de Bakounine ; l'un des organisateurs de l'Alliance de la démocratie socialiste ; délégué aux congrès de l'A.I.T. de Genève (1866), de Lausanne (1867), de Bâle (1869) et de La Haye (1872) ; rédacteur des journaux *Le Progrès, La Solidarité* et du *Bulletin de la Fédération jurassienne* ; est exclu de l'A.I.T. en même temps que Bakounine par le Congrès de La Haye.

GUIZOT François-Pierre-Guillaume, 1787-1874 : homme d'État et historien français ; élu à la Chambre des députés en 1830, contribue à l'avènement de la monarchie de Juillet ; ministre de l'Intérieur, puis de l'Instruction publique, devient ministre des Affaires étrangères en 1840, puis chef du gouvernement en 1847-1848 ; s'oppose à toute réforme électorale, la bourgeoisie étant seule représentée ; s'entend avec la Grande-Bretagne et Metternich, qui mènent une politique réactionnaire ; son opposition aux revendications des libéraux qui mènent la campagne des banquets déclenche la révolution de février 1848.

[152]

HARNEY George Julian, 1817-1897 : représentant éminent du mouvement ouvrier anglais des années 1840 et 1850 ; l'un des chefs de l'aile gauche du chartisme ; publiciste révolutionnaire, édite *The Northern Star*, l'hebdomadaire *The Red Republican* ainsi que d'autres périodiques chartistes plus éphémères ; membre de la *Ligue des communistes* et du *Comité de correspondance communiste* de Bruxelles, cofondateur des *Fraternal Democrats*, très lié avec Marx-Engels jusqu'au début des années 1850, signe avec eux une alliance avec les blanquistes *(Société universelle des communistes révolutionnaires) ;* noue plus tard des contacts avec les cercles petits-bourgeois et cesse d'agir dans un sens révolutionnaire ; vit aux États-Unis de 1863 à 1888 ; membre de l'Internationale.

HÉBERT Jacques-René, 1757-1794 : publiciste et homme politique français ; grande figure de la révolution française de 1789 ; rédacteur du *Père Duchesne ;* participe à la journée révolutionnaire du 10 août 1792 ; nommé substitut du procureur général de la Commune de Paris en décembre 1792 ; devient le chef de l'extrême-gauche sous la Convention montagnarde ; entre en lutte avec Robespierre en décembre 1793, est arrêté, condamné et exécuté.

HÉBERT Michel-Pierre-Alexis, 1799-1887 : juriste et homme d'État français ; orléaniste, membre de la Chambre des députés de 1834 à 1848 ; procureur général du Tribunal royal ; ministre de la Justice de 1847 à février 1848.

HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, 1770-1831 : éminent représentant de la philosophie classique allemande (idéalisme objectif) qui culmine dans le système hégélien, où « pour la première fois - et c'est son grand mérite - tout le monde naturel, historique et intellectuel est saisi comme un procès, c'est-à-dire est conçu et présenté comme étant en mouvement perpétuel, changement, transformation et développement, et où est faite la tentative de mettre en évidence et de démontrer la connexion interne de ce mouvement et de ce développement » (Engels).

HEINE Heinrich, 1797-1856 : poète allemand, émigré à Paris en 1830 ; adversaire de l'absolutisme et de la réaction féodale et cléricale, ardent patriote ; l'un des initiateurs de la littérature démocratique allemande ; ami intime de la famille Marx.

HEPNER Adolf, 1846-1923 : rédacteur et cofondateur du parti social-démocrate allemand (1869) ; collabore au *Volksstaat* (1869-1873) ; coaccusé au procès de haute-trahison de Leipzig en 1872 ; délégué au Congrès de La Haye (1872) ; émigre aux États-Unis en 1892 et revient en Allemagne en 1908 ; rejoint les positions chauvines de la droite du parti social-démocrate en 1914.

HERZEN Alexandre Ivanovitch, 1812-1870 : philosophe matérialiste et démocrate russe ; publiciste et écrivain, vit en Angleterre [153] à partir de 1852 ; il y crée une imprimerie, dirige une collection et édite la revue *Kolokol.*

HESS Moses, 1812-1875 : publiciste petit-bourgeois et philosophe ; cofondateur et rédacteur de *La Gazette rhénane,* à laquelle Marx collabore en 1842 ; l'un des représentants principaux du « vrai socialisme » ; membre de la *Ligue des Justes,* puis de la *Ligue des communistes ;* participe à la rédaction d'un chapitre de *l'Idéologie allemande ;* à partir de 1846, en opposition ouverte avec Marx-Engels sur le plan politique ; lors de la scission de 1850, rejoint la fraction sectaire de Willich-Schapper ; pendant plusieurs années, partisan de *l'Association générale des ouvriers allemands* fondée par Lassalle

(1863-1866) ; participe aux congrès de l'A.I.T. de Bruxelles (1868) et de Bâle (1869).

HÖCHBERG Karl (Dr Ludwig RICHTER), 1853-1885 : écrivain et éditeur ; réformateur social, adhère au parti social-démocrate ouvrier allemand en 1876 ; directeur de la *Zukunft* (1877-1878), du *Jahrbuch für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik* (1879-1881).

HODDE Lucien de la (Delahodde), 1808-1865 : publiciste français, membre de sociétés secrètes révolutionnaires sous la Restauration et la monarchie de Juillet ; puis devient agent de la police.

HUGUES Clovis, 1851-1907 : publiciste homme politique français de tendance radicale ; participe à la Commune de Marseille ; emprisonné après sa chute jusqu'en 1875 ; à partir de 1881, député.

ISABELLE II d'Espagne, 1830-1904 : reine d'Espagne (1833-1868).

JOFFRIN Jules-François-Alexandre, 1846-1890 : ouvrier mécanicien, socialiste français ; l'un des fondateurs du syndicat des mécaniciens à Paris ; participe à la Commune, émigre ensuite en Angleterre (1871-1881) ; à son retour en France, adhère au Parti ouvrier français ; devient l'un des chefs de l'aile opportuniste (possibiliste) ; à partir de 1882, membre du conseil municipal de Paris, puis député en 1889.

JOHANNARD Jules, 1843-1888 : lithographe, blanquiste ; membre du Conseil général de l'A.I.T. (1868-1869 et 1871-1872) ; secrétaire-correspondant pour l'Italie (1868-1869) ; en 1870, fonde une section de l'Internationale à Saint-Denis ; inculpé dans le troisième procès de l'Internationale (1870) ; membre de la Commune, émigre ensuite à Londres ; délégué au Congrès de La Haye (1872).

JOURDAN Jean-Baptiste (comte), 1762-1833 : général français ; participe à la guerre de la République française contre la première coalition des États européens ; remporte la victoire de Fleurus (26 juin 1794) ; député aux Cinq-Cents, fait voter la loi de conscription en 1798 ; nommé maréchal en 1804 ; [154] commande l'armée française en Espagne (1808-1814) ; nommé comte et pair sous la Restauration ; ministre des Affaires étrangères après la révolution de Juillet.

JOURDE Francis, 1843-1893 : communard, proudhonien de droite ; président de la commission des finances de la Commune ; après la chute de la Commune, déporté en Nouvelle-Calédonie, d'où il s'enfuit en 1874 ; à son retour en France, se retire de toute activité dans le mouvement ouvrier.

JUNG Hermann, 1830-1901 : horloger, élément marquant du mouvement ouvrier suisse et international ; participe à la révolution de 1848 en Allemagne ; émigre ensuite à Londres ; membre du Conseil général de l'A.I.T. et secrétaire-correspondant pour la Suisse, de novembre 1864 à 1872 ; trésorier du Conseil général de 1871 à 1872 ; vice-président de la Conférence de Londres (1865), président des congrès de Genève (1866), de Bruxelles (1868) et de Bâle (1869) et de la Conférence de Londres (1871) ; membre du Conseil fédéral anglais ; suit la ligne de Marx jusqu'au Congrès de La Haye, se joint ensuite aux dirigeants réformistes des syndicats anglais.

KAUTSKY Karl, 1854-1938 : socialiste originaire d'Autriche, écrivain, publiciste ; évolue vers le marxisme à la fin des années 1870 ; l'un des plus grands marxistes, considéré longtemps comme l'héritier spirituel de Marx-Engels (avec Bernstein et Bebel) ; de 1883 à 1917, directeur de la *Neue Zeit*, l'organe théorique de la social-démocratie allemande et internationale ; au cours des années 1890, devient le théoricien du parti social-démocrate allemand et même de l'Internationale, et contribue alors fortement à la diffusion et à la défense du marxisme ; il lutte d'abord contre Bernstein et le révisionnisme, mais vers 1910 devient le porte-parole du centre ; renie le mar-

xisme au cours de la Première Guerre mondiale, et attaque le bolchevisme après la révolution d'Octobre.

KERSAINT Armand-Guy-Simon de Coetnempren (comte de), 1742-1793 ; député girondin à la Législative et à la Convention, où il se spécialise dans les questions navales ; vice-amiral en 1793, est exécuté sur les ordres du Tribunal révolutionnaire.

KERSAUSIE Joachim-René-Théophile Gaillard (de), 1798-1874 : révolutionnaire français, ex-officier ; participe en 1830 à la révolution de Juillet ; membre dirigeant de diverses sociétés secrètes ; élabore en 1848 le plan du soulèvement de Juin du prolétariat parisien ; émigre après la révolution.

KETCH Jack : bourreau anglais de l'époque de Jacques IL

KOEPPEN Karl Friedrich, 1808-1863 : publiciste et historien de tendance radicale ; jeune-hégélien, fait la connaissance de Marx au *Club des docteurs* de Berlin, et reste lié d'amitié avec lui ; collabore à la *Gazette rhénane* ; participe activement [155] au mouvement démocratique durant la révolution de 1848-1849 ; auteur d'un ouvrage connu sur le bouddhisme.

LACROIX Jean-François (Delacroix), 1754-1794 : homme politique français, député à la Législative ; à la Convention, siège avec les Montagnards ; ami de Danton ; est accusé de s'être enrichi en Belgique ; exécuté avec les dantonistes.

LAFARGUE Paul, 1842-1911 : médecin, socialiste, propagandiste du marxisme en France ; disciple et compagnon de lutte de Marx-Engels ; membre du Conseil général de l'A.I.T. et secrétaire-correspondant pour l'Espagne (1866-1869) ; participe activement à la fondation des sections de l'A.I.T. en France (1869-1870), ainsi qu'en Espagne et au Portugal (1871-1872) ; délégué au Congrès de La Haye

(1872) ; fonde, avec Jules Guesde, le Parti ouvrier français ; délégué à presque tous les congrès du Parti ouvrier français et de la IIe Internationale ; compagnon de Laura Marx.

LAFAYETTE Marie-Joseph-Paul (marquis de), 1757-1834 : homme d'État et général français ; lieutenant en 1773, se lie avec Franklin et, malgré les ordres du roi, part aider les insurgés américains en 1777 ; de retour en France, est promu maréchal ; champion des idées nouvelles, fréquente à Paris la société libérale ; il est privé de son commandement pour avoir protesté contre les édits de Lamoignon ; l'un des chefs de la grande bourgeoisie au cours de la révolution française ; rêve de concilier la monarchie et la révolution ; fonde avec Barnave le *Club des Feuillants ;* commandant de l'armée du Nord, est mis en accusation et passe à l'ennemi ; est interné par les Autrichiens ; rentre en France après le 18-Brumaire ; commandant de la Garde nationale en 1830, reçoit Louis-Philippe à l'Hôtel de Ville de Paris.

LAMA Domenico ; président de *l'Associazione di Mutuo Progresso*, organisation des ouvriers italiens de tendance mazzinienne ; participe à l'Assemblée inaugurale du 28 septembre 1864 à St. Martin's Hall ; membre du Conseil central de l'A.I.T. (1864-1865).

LAMARTINE Alphonse-Marie-Louis (de), 1790-1869 : poète, historien, homme d'État français ; après l'avènement de Louis-Philippe, donne sa démission de diplomate ; député en 1833, participe aux campagnes d'opposition au régime et devient l'un des dirigeants des républicains modérés ; publie en 1847, *l'Histoire des Girondins* ; en 1848, entre dans le gouvernement provisoire et devient ministre des Affaires étrangères ; dirige pratiquement le gouvernement provisoire ; sa popularité baisse vite, et aux élections présidentielles ne recueille pas même 8000 voix.

LAMENNAIS Félicité-Robert (de), 1782-1854 ; ultramontain, défend l'idée que l'Église devrait être libérée du pouvoir temporel ; ses idées ayant été condamnées par le pape Grégoire XVI, [156] rompt

avec l'Église et verse dans un socialisme humanitaire élu député en 1848.

LANJUINAIS Jean-Denis (comte), 1753-1827 : député du tiers, participe à l'élaboration de la Constitution civile du clergé et propose le décret de laïcisation de l'état civil ; opposé à la Montagne, revient sur scène après Thermidor et décide la restitution des églises au culte ; sénateur et comte d'Empire, préside la Chambre pendant les Cent-Jours ; devient l'un des chefs libéraux à la Chambre des pairs sous la Restauration.

LARIVIÈRE Pierre-François-Joachim, 1761-1838 : député à l'Assemblée législative et à la Convention, de tendance girondine ; membre de la commission anti-montagnarde des Douze et mis hors-la-loi le 2 juin 1793.

LASOURCE Marc-David (ALBA, dit), 1763-1793 : député à l'Assemblée législative et à la Convention, siège parmi les Girondins.

LASSALLE Ferdinand, 1825-1864 : écrivain et démocrate petit-bourgeois ; participe à la révolution de 1848-1849 ; correspond activement avec Marx-Engels jusqu'en 1862 ; son mérite historique est d'avoir créé *l'Association générale des ouvriers allemands* en mai 1863, réalisant ainsi la volonté des ouvriers avancés de se séparer de la bourgeoisie libérale sur le plan de l'organisation ; cependant il ne transmet pas à la classe ouvrière de perspective révolutionnaire, mais suscite l'illusion de la possibilité d'une « transcroissance » pacifique au socialisme avec le concours de l'État des hobereaux prussiens ; cette idéologie du « socialisme royal-prussien » conduit Lassalle à participer avec Bismarck et le militarisme prussien des grands propriétaires fonciers, en prenant parti pour la réalisation de l'unité de l'Allemagne « par le haut » sous l'hégémonie de l'État prussien.

LECLERC Théophile, né en 1771 : au cours de la révolution française, l'un des dirigeants des *Enragés*, l'extrême-gauche à la Con-

vention ; représente les intérêts des couches les plus pauvres des travailleurs de la ville et de la campagne.

LECLÈRE Henri-Alfred-Albert (Adhémar), 1853-1917 : imprimeur français ; orléaniste ; dans les années 1870 et 1880, participe au mouvement socialiste comme possibiliste ; collabore à plusieurs journaux socialistes et radicaux ; cofondateur du *Prolétaire,* à partir de 1886, fonctionnaire de l'administration coloniale au Cambodge.

LEDRU-ROLLIN Alexandre-Auguste, 1807-1874 : homme politique et publiciste français, l'un des chefs de la démocratie petite-bourgeoise ; rédacteur du journal socialiste démocrate *La Réforme ;* en 1848, ministre de l'Intérieur du gouvernement provisoire et membre de la commission exécutive ; député aux assemblées constituante et législative dans lesquelles il dirige le parti de la Montagne ; après la manifestation du 13 juin 1849, émigre en Angleterre où il vit jusqu'en 1870 ; [157] député de l'Assemblée nationale, il démissionne pour protester contre la conclusion de la paix avec l'Allemagne.

LEFORT Henri, 1835-1917 : journaliste français, républicain bourgeois ; rédacteur de la revue *L'Association* ; participe à la préparation de l'Assemblée inaugurale de l'A.I.T. du 28 septembre 1864 à St. Martin's Hall ; en mars 1865, rejette toute participation à l'activité de l'Internationale.

LE LUBEZ Victor-Pierre, né vers 1834 : émigré français à Londres, lié aux éléments bourgeois-républicains et radicaux en France et en Angleterre ; participe à l'Assemblée inaugurale de l'A.T.T. du 28 septembre 1864 ; membre du Conseil central de 1864 à 1866 et secrétaire-correspondant pour la France ; participe à la Conférence de Londres de 1865 ; est exclu du Conseil central par le Congrès de Genève de 1866, en raison de ses intrigues et de ses dénigrements à l'adresse du Conseil central de l'A.I.T.

LE MOUSSU Benjamin (Constant) : graveur, membre actif du mouvement ouvrier français ; participe à la Commune, émigre ensuite à Londres ; membre du Conseil général de l'A.I.T. et secrétaire-correspondant pour les sections françaises en Amérique (1871-1872) ; délégué au Congrès de La Haye de l'A.I.T. (1872) ; soutient Marx-Engels dans la lutte contre les bakouninistes.

LÉO H. : auteur d'une *Histoire de la révolution française.*

LE PELETIER DE SAINT-FARGEAU Louis-Michel, 1760-1793 : président du parlement de Paris avant 1789 ; siège à l'Assemblée constituante et à la Convention comme Jacobin ; auteur d'un plan d'éducation publique et nationale ; assassiné par un royaliste à la veille de l'exécution de Louis XVI.

LEROUX Pierre, 1797-1871 : publiciste et socialiste utopique, partisan de Saint-Simon ; fonde une imprimerie égalitaire en 1845 ; en 1848, député de l'Assemblée constituante, et en 1849 de l'Assemblée législative (Montagne) ; proscrit au 2 décembre, rentre en France en 1869.

LESSNER Friedrich, 1825-1910 : tailleur, ami et compagnon de lutte de Marx-Engels ; membre de la *Ligue des Justes* et de la *Ligue des communistes ;* participe à la révolution de 1848-1849 ; condamné à trois ans de forteresse au procès des communistes de Cologne en 1852 ; émigre en Angleterre en 1856 ; membre de *l'Association pour la formation des ouvriers allemands* de Londres ; membre du Conseil général de 1864 à 1872 ; délégué à la Conférence de Londres de 1865 ; lutte activement pour réaliser la politique de Marx-Engels ; participe à tous les congrès de l'A.I.T. ; membre du Conseil fédéral britannique, et l'un des fondateurs du *British Independent Labour Party*.

LEVASSEUR (de la Sarthe) René, 1747-1834 : médecin, député de la Convention, siège parmi les Jacobins ; délégué de la Convention

à l'armée du Nord ; prit position contre Danton et Desmoulins ; lutte durant la période de Thermidor contre [158] la réaction ; émigre durant la Restauration et vit jusqu'à la révolution de Juillet en Belgique.

LEVY Gustav : socialiste de Rhénanie ; l'un des agitateurs les plus actifs de *l'Association générale des ouvriers allemands* ; en 1856, émissaire des ouvriers de Düsseldorf chez Marx à Londres.

LIMBOURG W. : cordonnier, membre de *l'Association pour la formation des travailleurs allemands,* fait partie du Conseil général de l'A.I.T. (1868-1869).

LIMOUSIN Charles-M. : typographe, puis journaliste ; secrétaire de rédaction de la revue *L'Association ;* rédacteur de *La Tribune ouvrière ;* délégué à la Conférence de Londres de l'A.I.T. (1865) ; en 1870, membre du Conseil fédéral de Paris ; participe au mouvement coopératif et édite toute une série de revues.

LISSAGARAY Prosper-Olivier, 1838-1901 : journaliste et historien ; s'illustre sous l'Empire par son duel avec Cassagnac ; participe à la Commune ; rejoint le groupe démocratique bourgeois des néojacobins ; émigre en Angleterre après la Commune et écrit *l'Histoire de la Commune de 1871 ;* après l'amnistie, fonde *La Bataille* auquel collaborent des possibilistes.

LONGUET Charles, 1839-1903 : journaliste ; de tendance proudhonienne, fonde *La Rive Gauche*, organe de l'opposition à l'Empire ; contraint de s'enfuir en Belgique, adhère à l'Internationale ; membre du Conseil général (1866-1867 et 1871-1872), et secrétaire-correspondant pour la Belgique (1866) ; délégué aux congrès de Lausanne (1866) et de Bruxelles (1868), à la Conférence de Londres (1871) et au Congrès de La Haye (1872) ; après le 4 septembre 1870, commande un bataillon de la Garde nationale pour défendre Paris ; membre de la Commune, émigre ensuite en Angleterre ; épouse la fille de Marx, Jenny ; après son retour en France, devient l'un des

principaux collaborateurs de *La Justice* de Clemenceau ; se joint aux possibilistes ; conseiller municipal de Paris dans les années 1880 et 1890.

LOUIS XI, 1423-1483 : roi de France de 1461 à 1483.

LOUIS XV, 1710-1774 : roi de France de 1715 à 1774.

LOUIS XVI, 1754-1794 : roi de France (1774-1791), puis des Français (1791-1792).

LOUIS-PHILIPPE (duc d'Orléans), 1773-1850 : roi des Français (1830-1848).

LOUVET DE COUVRAY Jean-Baptiste, 1760-1797 : écrivain et homme politique ; joue un rôle politique durant la Convention thermidorienne et au début du Directoire.

LULLIER Charles-Ernest, 1838-1891 : publiciste français ; ancien officier de la marine ; participe au soulèvement du 18 mars 1871, membre du comité central de la Garde nationale qu'il commande en chef du 18 au 25 mars 1871 ; bientôt accusé de trahison vis-à-vis de la Commune ; déporté en Nouvelle [159] Calédonie après la chute de la Commune ; se rallie aux boulangistes à son retour.

LYCURGUE : législateur légendaire de Sparte à une époque reculée ; on lui attribue les coutumes anciennes de la cité.

MABLY Gabriel Bonnot (de), 1709-1785 : philosophe et historien français, frère de Condillac ; dans la ligne de Rousseau, a réagi contre l'optimisme des philosophes et des économistes ; adversaire des physiocrates, foncièrement hostile à la propriété privée.

MALON Benoit, 1841-1893 : teinturier, publiciste ; socialiste petit-bourgeois ; l'un des chefs des sections parisiennes de l'A.I.T. ; délégué au Congrès de Genève (1866) ; membre du comité central de la Garde nationale et de la Commune de Paris, membre des Services publics ; député à l'Assemblée nationale de 1871, démissionne de son mandat ; après la chute de la Commune, émigre en Italie, puis en Suisse où il rejoint les bakouninistes ; plus tard l'un des dirigeants et idéologues des possibilistes, courant opportuniste du Parti ouvrier français ; adhère au parti ouvrier à son retour en France après l'amnistie ; s'allie un moment avec Brousse, puis devient « socialiste indépendant » ; crée *La Revue socialiste.*

MALS : journaliste français, anarchiste ; en 1882 membre du comité de rédaction du *Citoyen - La Bataille.*

MARAT Jean-Paul, 1743-1793 : médecin et homme politique français ; avant la révolution publie des ouvrages philosophico-politiques en Angleterre ; médecin des gardes du corps du comte d'Artois de 1777 à 1783 ; à partir de septembre 1789, publie *L'Ami du peuple*, où il dénonce avec violence les trahisons vis-à-vis du peuple ; membre des Cordeliers, s'en prend à Lafayette, puis au roi ; doit se réfugier à plusieurs reprises en Angleterre ; joue un rôle décisif dans le 10 août, puis durant les journées de Septembre ; député à la Convention, réclame la dictature révolutionnaire ; obtient le vote par appel nominal pour décider de la mort de Louis XVI ; mis en accusation par les Girondins, est acquitté par le Tribunal révolutionnaire (avril 1793) ; s'emploie avec force à l'élimination des Girondins ; assassiné le 13 juillet 1793.

MARET Henry, 1838-1917 : journaliste français de tendance radicale ; écrivain et homme politique, membre de la rédaction de *La Marseillaise ;* député en 1881.

MARIE DE SAINT-GEORGES Alexandre-Thomas, 1795-1870 avocat et homme politique, républicain bourgeois ; en 1848, ministre des Travaux publics du gouvernement provisoire ; membre de la Commission exécutive, président de l'Assemblée nationale constituante et ministre de la Justice dans le gouvernement Cavaignac.

MARK (von der) (ROSENBERG) Wilhelm Ludwig, né v. 1850 : journaliste américain, socialiste, d'origine allemande ; dans les années 1880, secrétaire du comité exécutif du parti ouvrier [160] socialiste d'Amérique du Nord ; chef de la fraction lassalléenne, exclu du parti en 1889.

MARRAST Armand, 1801-1852 : homme politique et publiciste français ; l'un des chefs des républicains bourgeois ; rédacteur en chef du journal d'opposition à la monarchie de Juillet, *Le National ;* en 1848, membre du gouvernement provisoire et maire de Paris ; président de l'Assemblée nationale constituante ; soutient la répression anti ouvrière en juin 1848.

MARX Jenny, 1844-1883 : fille aînée de Jenny et Karl Marx, journaliste ; joue un rôle important dans la lutte du peuple irlandais pour son indépendance ; collabore à *La Marseillaise* de Rochefort ; compagne de Charles Longuet à partir de 1872.

MARX Laura, 1845-1911 : seconde fille de Jenny et Karl Marx ; très active dans le mouvement ouvrier français, compagne de Paul Lafargue à partir de 1868.

MASSARD Emile : journaliste français ; socialiste, membre du Parti ouvrier français qu'il quitte dans les années 1880 ; au début des années 1880, secrétaire de rédaction de *l'Égalité.*

MAZZINI Giuseppe, 1805-1872 : révolutionnaire démocrate bourgeois ; l'un des chefs du mouvement de libération nationale ita-

lien ; en 1849, chef du gouvernement provisoire de la République romaine ; fonde en 1850 le comité central de la *Démocratie européenne* à Londres ; en 1864, s'efforce de faire passer l'A.I.T. sous son influence.

METTERNICH Clemens Wenzel Lothar (prince de), 1773-1859 : homme d'État et diplomate autrichien ; ministre des Affaires étrangères de 1809 à 1821 ; chancelier de 1821 à 1848 ; l'un des fondateurs de la Sainte-Alliance.

MICHEL Clémence-Louise, 1830-1905 : révolutionnaire française ; institutrice à Paris en 1870 ; elle combat parmi les communards aux Batignolles ; revendique crânement la responsabilité des actes de la Commune devant le Conseil de guerre et se fait l'accusatrice de ses juges ; déportée en Nouvelle-Calédonie en 1871, est amnistiée en 1880 ; à son retour, fait des tournées de propagande pour expliquer les conditions de la déportation et exalter la Commune.

MILTIADE, 540-489 av. J.-C. archonte, puis tyran de Chersonèse ; réfugié à Athènes en 492 élu stratège, contribue à la victoire de Marathon.

MILTON John, 1608-1674 poète anglais ; prend parti pour Cromwell et devient le pamphlétaire attitré du peuple ; secrétaire du Conseil d'État sous la république de Cromwell ; atteint de cécité et forcé au silence par la restauration des Stuart en 1660, il revient à la poésie ; auteur du *Paradis perdu.*

MOLÉ Louis-Mathieu (comte), 1781-1855 : homme d'État français de tendance orléaniste ; préside le gouvernement de 1836 à 1839 ; durant la Seconde République, député de la Législative et de la Constituante (1848-1851) ; l'un des chefs du parti de l'ordre, conservateur et monarchiste.

[161]

MONK George (duc d'Albermarle), 1608-1669 : général et homme d'État anglais ; d'abord royaliste, puis général dans l'armée de Cromwell, permit la restauration de la dynastie des Stuart en 1660.

MORELLY : philosophe français et représentant du communisme égalitaire au XVIIIe siècle ; ses écrits ont influencé le babouvisme ; Henri Baudrillat écrit de Babeuf : « Morelly devenu homme d'action. »

MORNY Charles-Auguste-Louis-Joseph (duc de), 1811-1865 : fils naturel de Flahaut et de la reine Hortense, demi-frère de Napoléon 111 ; participe au coup d'État de décembre 1851 devient ministre de l'Intérieur et proscrit les républicains président du Corps législatif (1854-1865) ; mêlé à de nombreux trafics financiers.

MUNDT Theodor, 1808-1861 : écrivain ; appartient au cercle des écrivains libéraux de la Jeune-Allemagne ; à partir de 1848, professeur de littérature et d'histoire à Breslau ; professe à Berlin après 1850.

MÜNZER (MÜNTZER) Thomas, vers 1490-1525 : révolutionnaire allemand, moine, chef et idéologue du camp paysan plébéien durant la Réforme et la guerre des paysans (la première révolution bourgeoise européenne, où Müntzer joue le même rôle communiste que les niveleurs en Angleterre et Babeuf en France) ; propage l'idée, présentée sous forme mystique, d'un communisme égalitaire ; « figure grandiose » de la guerre des paysans, dirige la lutte pour le renversement du pouvoir des princes et de la noblesse, il est à la tête « du mouvement de la classe qui est plus ou moins la devancière du prolétariat moderne ».

NAPOLÉON Ier (Napoléon BONAPARTE), 1769-1821 : empereur des Français (1804-1814 et 1815).

NAPOLÉON III (Charles-Louis-Napoléon BONAPARTE), 1808-1873 neveu de Napoléon Ier ; président de la Seconde République (1848-1851) ; empereur des Français (1852-1870).

ORLÉANS Louis-Philippe-Joseph (duc de, dit Égalité), 1747-1793 : député de la noblesse aux États généraux ; député à la Convention, vote la mort de son cousin, le roi ; néanmoins condamné à mort par le tribunal révolutionnaire.

OWEN Robert, 1771-1858 : socialiste utopique anglais, promoteur du syndicalisme ; limite le premier les heures de travail dans son entreprise ; membre de la *Labour Representation League*, directeur du *Potteries Examiner*.

PACHE Jean-Nicolas, 1746-1823 : homme politique français, de tendance jacobine ; ministre de la Guerre d'octobre 1792 à janvier 1793 ; maire de Paris de février 1793 à mai 1794.

PALMERSTON Henry John Temple (Lord), 1784-1865 : homme [162] d'État anglais ; d'abord *tory*, puis l'un des chefs des *whigs* à partir de 1830 ; ministre des Affaires étrangères (1830-1841, 1846-1851), ministre de l'Intérieur (1852-1855) et Premier ministre (1855-1865).

PÉRICLÈS, v. 495-429 av. J.-C. : stratège et homme d'État grec.

PÉTION DE VILLENEUVE Jérôme, 1756-1794 : homme politique français ; de tendance jacobine, maire de Paris (1791) ; réclame la déchéance du roi, préside la Convention ; membre du premier Comité de salut public ; proscrit avec les Girondins, se suicide.

PHELIPPEAUX Pierre-Nicolas, 1756-1794 : député de la Convention, partisan de Danton.

PICARD Léon : journaliste français ; membre du Parti ouvrier français ; au début des années 1880 membre de la rédaction de *L'Égalité.*

PITT William, 1759-1806 : homme d'État anglais ; Premier ministre (1783-1801) ; l'un des organisateurs des guerres d'intervention contre la France révolutionnaire ; en profite pour introduire toute une série de mesures draconiennes contre les ouvriers, qui préparent le règne du capitalisme industriel.

PROUDHON Pierre-Joseph, 1809-1865 : imprimeur d'abord, journaliste ensuite ; auteur de l'étude *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840) ; idéologue de la petite bourgeoisie, son système socialiste étant orienté vers le retour à la production individuelle, artisanale, et à la coopération ; l'un des fondateurs de l'anarchisme ; en 1848, député de l'Assemblée constituante, où il intervient courageusement ; en 1849, fonde la Banque du peuple, destinée à démontrer la possibilité du crédit gratuit : c'est un échec ; emprisonné en mars 1849 pour délit de presse ; son ouvrage *De la justice dans la révolution et dans l'Église* lui vaut une nouvelle condamnation en 1858 ; il s'exile à Bruxelles (1858-1862) ; en 1865, il publie la *Théorie de la propriété ;* tout en rendant hommage à ses mérites occasionnels, Marx fait une critique sévère des idées de Proudhon et notamment de ses doctrines économiques.

RADETZKY Joseph (comte), 1766-1858 : maréchal autrichien ; commandant en chef des troupes autrichiennes en Italie.

RAMORINO Gerolomo, 1792-1849 : général italien ; commande l'armée piémontaise pendant la révolution de 1848-1849 en Italie ; contribue par ses trahisons à la victoire des troupes autrichiennes.

RANVIER Gabriel, 1828-1879 : peintre en décors, révolutionnaire de tendance blanquiste ; participe à la Commune, membre de la

commission de la guerre et du comité de sûreté publique ; émigre en Angleterre après la chute de la Commune ; membre du Conseil général de l'A.I.T. (1871-1872) ; délégué au Congrès de La Haye ; quitte l'Internationale pour protester contre le transfert du Conseil général à New York.

[163]

RASPAIL François-Vincent, (1794-1878) : chimiste, publiciste et homme politique français ; républicain socialiste, proche du prolétariat révolutionnaire ; participe à la révolution de 1830 et 1848 dans laquelle il proclame la république à l'Hôtel de Ville ; crée *L'Ami du peuple* et anime le club « Raspail » ; député de l'Assemblée constituante ; arrêté comme organisateur du 15 mai 1848 ; condamné à cinq ans de prison, au cours desquels il est élu député, sans pouvoir siéger ; condamné au bannissement, il se retire en Belgique ; amnistié en 1859, rentre en France en 1863 ; élu député en 1869, réélu en 1870.

REBECQUI François-Trophime, 1760-1794 : membre de la Convention, siège parmi les Girondins.

RICCI Alberto (marquis) : ambassadeur du royaume de Sardaigne en France.

ROBESPIERRE Maximilien-Marie-Isidore (de), 1758-1794 : avocat, député du Tiers aux États généraux ; animateur du club des Jacobins ; en avril 1792, prend position contre la guerre pour éviter une dictature militaire ; après le 10 août, membre de la Commune, puis député et chef du groupe des Montagnards ; se prononce pour la condamnation du roi, contribue à l'instauration du gouvernement révolutionnaire, accuse les Girondins de complicité avec Dumouriez ; entre au Comité de salut public, est l'un des inspirateurs de la Terreur ; fait condamner aussi bien les hébertistes (mars 1794) que les indulgents (avril 1794), pratiquant une politique de balance dans la terreur, au lieu d'une politique suivie ; crée le culte de l'Être suprême, religion de l'« athéisme bourgeois » par la loi du 7 mai 1794 ; la coalition de ses adversaires, menacés d'être mis en accusation, demande la mise en accusation de Robespierre lui-même ; guillotiné le 28 juillet 1794.

ROCHEFORT Victor-Henri (marquis de Rochefort-Luçay), 1830-1913 : homme politique, écrivain et polémiste célèbre ; républicain de gauche, fonde sous l'Empire *La Lanterne* (1868-1869), puis *La Marseillaise* (1869-1870), à laquelle collabore la fille de Marx, Jenny ; membre du gouvernement de la Défense nationale, démissionne après les émeutes du 31 octobre qui préparèrent la Commune ; journaliste sous la Commune, condamné à la déportation, parvient à s'évader ; après l'amnistie, fonde *L'Intransigeant ;* soutient d'abord les socialistes, puis le boulangisme - ce qui lui vaut un nouvel exil.

ROLAND DE LA PLATIÈRE Jean-Marie, 1734-1793 : homme politique français ; fréquente les brissotins ; ministre de l'Intérieur (1792-1793), s'efforce de sauver le roi ; mis en accusation avec les Girondins, s'enfuit et se suicide.

ROTHSCHILD James (baron de), 1792-1868 *:* banquier à Paris exerça une grande influence politique sous la monarchie de Juillet.

[164]

ROTTECK Karl Wenzeslaus (von), 1775-1840 : homme politique libéral et historien.

ROUSSEAU Jean-Jacques, 1712-1778 : né à Genève, ami de Diderot, collabore à l'Encyclopédie ; retourne à Genève et devient calviniste en 1754 ; publie le *Discours sur l'origine de l'inégalité* en 1755, le *Contrat social* et *l'Emile* en 1762 (le Parlement condamne au feu ce dernier roman) ; Rousseau se réfugie en Suisse, puis à Strasbourg et en Angleterre, enfin à Paris en 1770 ; les idées de Rousseau ont renouvelé les idées en matière d'éducation et ont préparé les idées bourgeoises de la révolution française.

ROUX Jacques, 1752-1794 : homme politique français, vicaire à Paris ; adhère à la Commune (1791), puis fait partie des *Enragés ;* défend les intérêts des couches les plus pauvres des travailleurs de la ville et de la campagne ; poursuit la publication de *L'Ami du peuple*

après la mort de Marat ; condamné à mort par le Tribunal « révolutionnaire », il se poignarde.

RUGE Arnold, 1802-1880 : publiciste radical, jeune-hégélien, démocrate petit-bourgeois en 1844, édite, avec Marx, les *Annales franco-allemandes ;* en 1848, député à l'Assemblée nationale de Francfort (aile gauche) ; l'un des chefs de l'émigration petite-bourgeoise à Londres dans les années 1850 ; devient national-libéral après 1866.

SAINT-JUST Louis-Antoine-Léon (de), 1767-1794 : homme politique français, de tendance jacobine ; écarté des élections à la Législative en raison de son jeune âge ; député de la Convention, où il vote la mort du roi et attaque le projet fédéraliste de Condorcet ; au Comité de salut public (1792), théoricien et promoteur du gouvernement révolutionnaire ; soutient la Terreur, mais dénonce à la fois les hébertistes, les Girondins et les dantonistes ; chargé de mission aux armées, contribue à la victoire de Fleurus ; prône la confiscation des biens des ennemis de la République en faveur des patriotes indigents, cherchant à créer une démocratie de petits propriétaires paysans et artisans ; entraîné dans la chute de Robespierre le 9-Thermidor, et exécuté.

SAINT-SIMON Claude-Henri de Rouvray (comte de), 1760-1825 socialiste utopiste français ; s'enrichit en spéculant sur les biens nationaux, mais se ruine en 1800 ; il développe alors son système qu'il élabore depuis la *Lettre d'un habitant de Genève* (1802) jusqu'au *Catéchisme des industriels* (1823-1824).

SALLES Jean-Baptiste, 1759-1794 : député de l'Assemblée constituante et de la Convention, siège parmi les Girondins.

SAND Aurore (DUPIN, baronne DUDEVANT) dite George, 1804-1876 : femme de lettres française ; sous l'influence de Pierre Leroux, s'enthousiasme pour les idées socialistes de l'époque (Marx la cite à la fin de la *Misère de la philosophie) ;* participe aux journées

révolutionnaires de 1848, mais se retire de la vie politique après les journées de juin.

[165]

SANTERRE Antoine-Joseph, 1752-1809 : homme politique français ; participe à la prise de la Bastille, principal organisateur de la journée du 20 juin 1792 ; commandant de la garde nationale de Paris, se prononce contre les manifestations de septembre et en faveur d'un traitement « humain » du roi ; emprisonné, il est sauvé par Thermidor.

SCHAFFLE Albert Eberhard Friedrich, 1831-1903 : économiste et sociologue ; prône l'abstention dans la lutte des classes.

SCHAPPER Karl, 1812-1870 : l'un des dirigeants de la *Ligue des Justes* et de *l'Association pour la formation des ouvriers allemands de Londres ;* membre du Conseil central de la *Ligue des communistes ;* participe à la révolution de 1848-1849 ; lors de la scission de la Ligue de 1850, prend avec Willich la tête de la fraction hostile à Marx ; en 1856, se rapproche de Marx ; en 1865, membre du Conseil central de l'A.I.T. et délégué à la Conférence de Londres.

SCHILLER Friedrich (von), 1759-1805 : écrivain et poète allemand son premier drame, *Les Brigands,* déplaît profondément aux princes ; attaque les préjugés de la société officielle allemande ; nommé professeur d'histoire à Iéna, publie des histoires sur le passé révolutionnaire de son pays ; puis, sous l'influence de Kant, publie divers essais sur l'esthétique.

SCHILY Victor, 1810-1875 : avocat et démocrate allemand participe à l'insurrection de Bade et du Palatinat en 1849 ; émigre ensuite en France ; adhère à l'A.I.T., est envoyé comme émissaire du Conseil central de Londres à Paris pour apaiser les dissensions surgies dans la fédération de Paris ; participe à la Conférence de Londres (1865).

SCHULZE-DELITZCH Franz Hermann, 1808-1883 : économiste et homme politique petit-bourgeois ; partisan de l'unité allemande sous l'hégémonie de la Prusse ; cofondateur du Parti national ; dans les années 1860, l'un des chefs du Parti du progrès ; tente de dévier les ouvriers du combat révolutionnaire en prônant l'organisation de coopératives.

SCHWEITZER Johann Baptist (von), 1834-1875 : avocat, puis journaliste et écrivain ; copropriétaire et directeur du *Sozialdemokrat* (1864-1867), et à partir de 1868 propriétaire unique ; se rallie en 1862 au lassalléanisme ; en 1863, membre et, en 1867-1871, président de *l'Association générale des ouvriers allemands,* soutient de plus en plus ouvertement la politique de Bismarck d'unification de l'Allemagne sous l'hégémonie de la Prusse ; freine la jonction du mouvement ouvrier allemand avec l'Internationale et la réalisation de l'unité du mouvement ouvrier allemand sur la base du communisme scientifique de Marx-Engels ; après avoir été démasqué comme agent de Bismarck, est exclu en 1872 de *l'Association générale des ouvriers allemands.*

SECONDIGNÉ Achille (BOURBEAU) : journaliste français ; l'un des rédacteurs du *Citoyen* au début des années 1880.

SERVAN DE GERREY Joseph, 1741-1808 : général et homme d'État [166] français : ministre de la Guerre (1792) ; fait voter la formation sous Paris d'un camp de 20 000 fédérés, ce qui provoque son renvoi ; combat en Espagne et négocie la paix en 1795.

SHAFTESBURY Anthony Ashley Cooper (comte de), 1801-1885 : homme politique anglais ; l'un des chefs du mouvement philanthropique en faveur de la loi limitant le travail à dix heures.

SIDNEY Algernon, 1622-1683 : homme politique anglais ; membre du tribunal suprême, a condamné à mort Charles Ier.

SIEYES Emmanuel-Joseph, 1748-1836 : vicaire général et homme politique ; auteur de la brochure *Qu'est-ce que le Tiers État ?* qui eut un grand retentissement ; député à la Constituante ; avec Mirabeau s'oppose au coup de force de la Cour contre l'Assemblée ; l'un des fondateurs du Club des Jacobins ; vote la mort du roi ; entre au Comité de salut public (1795) ; organise le coup d'État du 18-Brumaire, l'un des trois consuls provisoires (1789) ; président du Sénat (1800), comte (1809) ; proscrit en 1816, rentre en France après 1830.

SILLERY (BRULART, comte de Genlis) Charles-Alexis, 1737-1793 député à l'Assemblée constituante et à la Convention.

SORGE Friedrich Adolf, 1828-1906 : communiste allemand, compagnon de lutte de Marx-Engels ; participe au soulèvement de Bade et du Palatinat en 1849 ; émigré aux États-Unis, il y joue un grand rôle dans le mouvement ouvrier, organisant notamment les sections de l'A.I.T. ; l'un des fondateurs du *Club des communistes allemands* de New York ; participe à la fondation de la section n° 1 de New York et environs ; après la dissolution de celle-ci, participe à la fondation de *l'Association générale des ouvriers allemands* de New York (1869) qui entre à la *National Labor Union* comme *Labor Union* n° 5 de New York ; participe à la fondation du comité central nord-américain de l'A.I.T. (1870) ; délégué au Congrès de La Haye ; élu secrétaire-général du Conseil général après son transfert à New York ; entretient une correspondance suivie avec Marx-Engels, dont il fut toujours l'ami fidèle.

SUE, Marie-Joseph (dit Eugène), 1804-1857 : romancier français, député en 1848.

TALLIEN Jean-Lambert, 1767-1820 : homme politique français député montagnard sous la Convention ; instigateur du 9-Thermidor ; membre des Cinq-Cents.

THEISZ Albert-Frédéric-Félix, 1839-1880 : graveur, membre de l'A.I.T. ; inculpé dans le troisième procès de l'Internationale (1870) ; de tendance proudhonienne ; membre de la Commune, condamné à mort, se réfugie à Londres ; membre du Conseil général de l'A.I.T., dont il est le trésorier en 1871 ; revenu en France après l'amnistie, adhère à *l'Alliance démocratique républicaine* avec Longuet.

THIERS Adolphe, 1797-1877 : historien et homme d'État français ; orléaniste ; ministre de l'Intérieur (1832, 1834) ; président [167] du conseil (1836, 1840) ; président de la République (18711873) ; bourreau de la Commune de Paris.

THURIOT Jacques-Alexis, 1767-1820 : député de la Convention, siège parmi les Montagnards.

TOLAIN Henri-Louis, 1828-1897 : graveur, proudhonien de droite ; membre de l'A.I.T. dès sa fondation ; il assiste à l'Assemblée inaugurale du 28 septembre 1864 à St. Martin's Hall ; l'un des chefs de la section parisienne de l'Internationale ; délégué à la Conférence de Londres (1865) et aux congrès de Genève (1866) et de Bâle (1869) ; député à l'Assemblée nationale de 1871, où il siège durant la Commune, passant directement aux Versaillais ; est exclu de l'Internationale pour cette raison.

TRIER Gerson, né en 1851 : instituteur danois ; l'un des chefs de la minorité révolutionnaire du parti social-démocrate du Danemark ; a traduit plusieurs ouvrages d'Engels, dont *l'Origine de la famille*.

TRISTAN Flora, 1803-1844 : figure éminente d'une phase progressive du mouvement ouvrier français ; défend les droits de la femme et de l'ouvrière ; quittant la grande bourgeoisie, partage la vie et le travail des ouvrières ; propose l'unification de la classe ouvrière sur la base d'un parti regroupant les travailleurs et défendant leurs droits face à toutes les autres classes de la nation ; meurt au cours d'un tour de France consacré à faire de l'agitation.

TURATI Filipo, 1857-1932 : avocat et publiciste italien ; représentant du mouvement ouvrier italien ; délégué au congrès de 1891 de l'Internationale socialiste ouvrière ; cofondateur en 1892 du parti socialiste italien, dont il est l'un des dirigeants les plus en vue ; à partir de 1896, l'un des chefs de l'aile droite ; éditeur de la *Critica Sociale.*

TUREAU (de Linières), 1760-1795 : membre de l'Assemblée législative et de la Convention ; montagnard, puis terroriste.

VAILLANT Edouard, 1840-1915 : médecin, ingénieur, docteur-ès sciences ; blanquiste, membre de l'Internationale, délégué au Congrès de Lausanne (1867), à la Conférence de Londres (1871) et au Congrès de La Haye (1872) ; membre de la Commune, condamné à mort ; réfugié à Londres, il se rapproche d'abord de Marx-Engels, puis rompt avec l'Internationale après le Congrès de La Haye pour protester contre le transfert du Conseil général à New York et la mise en veilleuse de l'Internationale ; il garde néanmoins un vif intérêt pour le marxisme ; rentré à Paris après l'amnistie, il fonde le Comité révolutionnaire central ; vice-président du congrès de l'Internationale ouvrière socialiste (1889) ; conseiller municipal de Paris en 1884, puis député à partir de 1893 ; se rapproche de Guesde au moment de l'entrée de Millerand au gouvernement Waldeck-Rousseau (1899) ; les blanquistes étant très divisés, la fraction de Vaillant s'unit au parti ouvrier [168] de Guesde dans le Parti socialiste de France, lors de la conférence d'Ivry en 1901 ; subit fortement l'influence réformiste de Jaurès, et tombe dans le social-chauvinisme en 1914.

VALAZÉ (DU FRICHE DE) Charles-Eléonor, 1751-1793 : député de la Convention de tendance girondine.

VALENCE (DE TIMBURNE-TIMBRONNE, comte de) Cyrus-Marie Alexandre, 1757-1822 : général, l'un des commandants de l'Armée du Nord.

VARLIN Louis-Eugène, 1939-1871 : relieur, fondateur de la *Société civile des relieurs ;* proudhonien de gauche ; l'un des dirigeants français les plus marquants de l'époque de la Ier Internationale , en 1865, accompagne Tolain et Fribourg à la Conférence de Londres de l'A.I.T. ; organise les sections de l'A.I.T. en France ; délégué aux congrès de Genève (1866) et de Bâle (1869) ; réalise en 1869 l'union des chambres syndicales, jetant les bases d'une solidarité ouvrière de classe ; fait partie du Bureau parisien de l'A.I.T., et participe activement aux grèves ; poursuivi au deuxième procès de l'Internationale (1868) ainsi qu'au troisième (juin 1870), où il est de nouveau condamné après avoir présenté la défense des accusés ; membre de la Garde nationale, participe à la journée du 18 mars, en faisant occuper l'Hôtel de Ville et la place Vendôme ; élu membre de la Commune par les VIe, XIIe, et XVIIe arrondissements ; membre de la commission des Finances avec Jourde ; fait preuve de grandes qualités d'organisation et d'un grand courage au combat ; anime la résistance sur les barricades ; dénoncé par un prêtre, est arrêté, lynché et fusillé par les Versaillais, le 28 mai 1871.

VERGNIAUD Pierre-Victurnien, 1753-1793 : homme politique français, siège aux côtés des Girondins ; préside l'Assemblée législative (octobre 1791) ; le 10 août, prononce la sentence de suspension du roi ; en janvier 1793, vote sa mort ; arrêté avec les Girondins, est guillotiné.

VERMERSCH Eugène, 1845-1878 : journaliste petit-bourgeois ; édite durant la Commune le journal *Le Père Duchesne* ; après la chute de la Commune, émigre en Angleterre, où il publie le journal *Qui vive !*, dans lequel il attaque, entre autres, le Conseil général de l'A.I.T.

VÉSINIER Pierre, 1826-1902 : publiciste petit-bourgeois ; l'un des organisateurs de la branche française de Londres ; délégué à la Conférence de Londres (1865), est exclu, pour diffamation, du Conseil central en 1866 et de l'A.I.T. en 1867 ; élu le 16 avril 1871, membre de la Commune par le Ier arrondissement ; membre de la

commission des services publics ; nommé à la direction du *Journal officiel ;* condamné à mort par contumace, se réfugie à Londres, où il fait paraître le journal *La Fédération ;* secrétaire de la *Section française de 1871* et membre du Conseil fédéraliste universel, poursuit des attaques contre le Conseil général de l'A.I.T. et Marx-Engels.

[169]

VIDIL Jules : officier français, socialiste ; l'un des dirigeants de l'association des émigrés blanquistes français à Londres.

VIDOCQ François-Eugène, 1775-1857 : aventurier français ; ancien bagnard, devenu chef de la brigade de sûreté ; les *Mémoires* de Vidocq ont sans doute été composés par quelqu'un d'autre ; a inspiré à Balzac le personnage de Vautrin.

VINÇARD Pierre-Denis, 1820-1882 : ouvrier français et publiciste ; participe à la révolution de 1848, membre de la Commission du Luxembourg ; actif dans le mouvement coopératif ; auteur d'études sur la situation de la classe travailleuse ; membre de l'A.I.T.

VOLLMAR Georg Heinrich (von), 1850-1922 : ancien officier bavarois, social-démocrate, rédacteur du *Dresdner Volksbote* (1877) et du *Sozialdemokrat* (1879-1880) ; député du Reichstag (18811887 et 1890-1918) et de la Diète bavaroise (1893-1918) ; a séjourné en France à diverses reprises ; à partir des années 1890, l'un des porte-parole les plus influents de l'opportunisme dans la social-démocratie allemande ; social-chauvin durant la Première Guerre mondiale.

VOLTAIRE (AROUET DE) François-Marie, 1694-1778 : philosophe déiste français, écrivain satirique, historien ; représentant de l'illuminisme (rationalisme) bourgeois au XVIIIe siècle ; adversaire de l'absolutisme et du catholicisme.

WATTS John, 1818-1887 : réformateur social anglais ; owéniste.

WEITLING Wilhelm, 1808-1871 : compagnon tailleur de Magdebourg ; en 1835, membre de la *Ligue des Proscrits* à Paris ; à partir de 1837, dirigeant et théoricien de la *Ligue des Justes,* le plus important représentant du communisme utopique ouvrier ; de 1840 à 1843, développe une activité révolutionnaire en Suisse ; après 1844, sa théorie ne correspond plus aux besoins du mouvement ouvrier ; cherche à relancer ses idées à Londres en 1845 avec les chefs de la *Ligue des Justes,* et au début de 1846 avec le *Comité de correspondance communiste* de Bruxelles ; de 1846 à 1848, se rend aux États-Unis ; durant la révolution de 1848-1849, développe des idées anarchistes à Hambourg et à Berlin ; fin 1849, reprend son activité dans le mouvement ouvrier américain, mais tombe dans le sectarisme teinté plus ou moins de religiosité ; à la fin de sa vie, se rapproche de l'Internationale.

WELCKER Karl Theodor, 1790-1869 : juriste et publiciste badois ; membre libéral de l'Assemblée nationale de Francfort en 1848.

WELDEN Franz Ludwig (Freiherr von), 1782-1853 : général autrichien, participe à la campagne contre l'Italie en 1848 ; gouverneur de Vienne (novembre 1848-avril 1849) ; commandant en chef des troupes autrichiennes chargées d'écraser la révolution en Hongrie.

WELLINGTON Arthur Wellesley (duc de), 1769-1852 : général anglais, homme d'État réactionnaire ; conservateur, Premier [170] ministre de 1828 à 1830, soutient Peel lors de l'abolition des lois céréalières ; commande la troupe contre les chartistes en avril 1848.

WILLICH August, 1810-1878 : lieutenant prussien, quitte l'armée à cause de ses convictions politiques ; membre de la *Ligue des communistes,* en 1849, chef d'un corps-franc durant le soulèvement de Bade et du Palatinat ; prend la tête, avec Schapper, de la fraction scissionniste de la *Ligue des communistes* en 1850 ; en avril 1850, cosignataire du pacte d'alliance avec les blanquistes ; en 1853, émigre aux États-Unis ; devient général des Nordistes durant la guerre de Sécession (1861-1865).

WINDISCHGRATZ Alfred (prince de), 1787-1862 : feld-maréchal autrichien ; en 1848-1849, l'un des chefs de la contre-révolution en Autriche, dirige la répression du soulèvement de juin à Prague en 1848, ainsi que du soulèvement de Vienne en octobre de la même année ; se trouve ensuite à la tête de l'armée autrichienne engagée dans la lutte contre la révolution hongroise.

WOLFF Luigi ; major italien, partisan de Mazzini ; membre de *l'Associazione di Mutuo Progresso,* une organisation d'ouvriers italiens à Londres ; participe à l'Assemblée inaugurale de l'A.I.T. en septembre 1864 ; élu au Conseil central de l'A.I.T. (1864-1865) ; délégué à la Conférence de Londres (1865) ; en 1871, démasqué comme agent de la police bonapartiste.

[171]

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.
TOME II. Efforts pour créer le parti de classe

INDEX ANALYTIQUE

Retour à la table des matières

ABOLITION DE L'ÉTAT I. 51 ; II. 53

ABOLITION DES CLASSES I. 177 ; II. 64, 66, 67, 69. cf. *Anarchistes, Communisme, Émancipation, État, Révolution, Socialisme, Utopisme*

ABSTENTION POLITIQUE II. 64, 68, 98. cf. *Anarchistes, Bakouninistes, Marx-Engels, Internationale*

ACTION RÉVOLUTIONNAIRE II. 39

AGENT OUVRIER DU POUVOIR II. 26, 29, 34, 43, 47

ALLIANCE AVEC LES PEUPLES I. 119, 120, 121-122, 131-133, 137

- des bourgeoisies contre le prolétariat II. 17-21, 59-61, 89

- avec la petite bourgeoisie I. 78, 82-111, 118, 133-135, 138-140, 153, 160, 181 ; II. 61-62, 102, 119

- avec partis petits-bourgeois I. 167, 177, 179 ; II. 65, 128. cf. *Révolution permanente*

ANARCHISTES I. 12, 34, 51, 96, 165 ; II. 53, 68, 69, 70, 86, 87, 95, 98, 130

- et abolition des classes I. 51. cf. *Bakouninistes, Internationale, Parti ouvrier français, Proudhonisme*

ARMEMENT DES OUVRIERS I. 181-182 ; II. 58-59, 60-61, 81. cf. *Commune, Révolution, Violence*

BABOUVISME I. 16, 41, 46, 70, 168. cf. *Communisme grossier, Parti communiste de Babeuf, Révolution de 1789*

BAKOUNINISTES II. 43, 68, 70, 88, 89, 92, 98, 108, 110, 113, 114, 117, 126, 129. cf. *Anarchistes, Internationale, Marx-Engels. Parti ouvrier français*

BLANQUISME I. 66, 139, 159, 165-166, 167, 168, 177, 178, 183 ; II. 14, 62, 70, 73

- et Commune II. 14, 57, 68

- et « Commune révolutionnaire » II. 73

- et formation du Parti ouvrier français II. 72

- et Marx-Engels I. 177, 178, 179-180, 182-183 ; II. 62, 69-70, 71, 72

- et programme II. 72-80

- et Société universelle des communistes I.167, 177-179, [172] cf. *Commune, Conspiration, Internationale, Mouvement ouvrier français*

BONAPARTISME I. 143, 146, 151, 156 ; II. 60, 71, 131

- et armée I. 146, 154

- et classe ouvrière I. 148 ; II. 132-133

- et gouvernement fort I. 155

- et paysannerie I. 153-155

- et suffrage universel I. 153, 154, 161 ; II. 65

- définition du I. 144-145, 147, 152, 154 ; II. 131. cf. *État, Libertés*

BOURGEOISIE I. 78, 124 ; II. 111, 132-133. cf. *Rapports des classes en France*

CHARTISME I. 35, 37, 38, 107, 150, 157, 178, 179

CLASSES I. 26, 126, 128, 185 ; II. 6

- en France I. 20, 25, 29-30, 40, 130

- et alliances I. 24, 30

- et guerre de I. 128, 138, 152. cf. *Rapports des classes en France*

CLASSE OUVRIÈRE I.6-7

- et associations économiques I. 7, 15, 68

- et développement I. 6-7, 8, 9, 12, 19, 20, 21-26, 33-34, 69, 70, 160, 165-166, 167. cf. *Mouvement ouvrier français*

COMMUNAUTÉ DES FEMMES I. 70-71

COMMUNAUTÉ DU TRAVAIL I. 71

COMMUNE I. 12, 13, 20, 36, 138, 186 ; II. 5, 6, 51-53, 57, 61, 68, 77, 124, 133

- et blanquistes II. 62, 75, 76

- et classe ouvrière française II. 8, 14, 59

- et conscience politique II. 63-67, 77-80, 127

- et État bourgeois I. 18, 186 ; II. 7-8, 52

- et guerre II. 9, 11-13, 57-61, 81

- et initiative II. 8, 9, 58-61

- et Internationale II. 7-17, 63-68, 70

- et marxisme I. 165-166 ; Il. 9, 51-53

- et organisation II. 68-69

- et parti II. 9, 57

- et proudhoniens II. 61-62, 68, 70

- et spontanéité II. 8, 9, 57

- et révolutions à l'étranger II. 68-69, 79

- et tactique directe I. 36 ; II. 10-11, 17. cf. *Anarchistes, Communisme, Dictature du prolétariat, Dualité du* [173] *pouvoir, État, Guerre, Internationale, Marx-Engels, Mouvement ouvrier français, Parti, Révolution, Socialisme scientifique, Violence*

COMMUNISME I. 18, 33-34, 41, 44, 46, 51, 69-73, 77, 99, 101, 178 ; II. 10

- et christianisme I. 50

- français I. 47-48, 51, 52, 63, 69-73, 100, 178

- communisme grossier I. 69-71

- stades du I. 70-72. cf. *Socialisme, Utopisme*

CONSPIRATIONS I. 54, 63, 139, 159, 177 ; II. 74

- et classe ouvrière I. 167, 172

- et méthodes I. 170-171, 174 ; II. 75

- et Paris I. 170

- et peuples latins I. 168 ; II. 113

- et plébéiens I. 176

- et police I. 167, 169, 172, 174-176

- de profession I. 169, 174

- et révolution I. 167, 177

- et vie I. 170, 174

CONTRE-RÉVOLUTION I. 12, 83, 135-138, 151, 185

-effets de la I. 18, 137 ; II. 133

COOPÉRATIVES DE PRODUCTION I. 47 ; II. 29

CRISES I. 150-151, 156-157 ; II. 6, 70

DÉMOCRATIE I. 40-41, 47, 51, 64, 83, 93, 97, 101, 102, 103, 110-111, 133, 135, 144, 161, 183 ; 11. 11, 33, 102, 110, 130

- et classes I. 105, 161 ; II. 131

- et presse démocratique I. 98. cf. *Alliance, Libertés, Révolution permanente*

- alliance avec la I. 88, 102, 107-111, 139-141, 160, 162

DÉVELOPPEMENT INÉGAL DU CAPITALISME I. 12, 16, 18, 21, 31

DICTATURE DU PROLÉTARIAT I. 10, 70, 166, 177 ; II. 65, 67, 90. cf. *État, Parti, Révolution*

DUALITÉ DU POUVOIR I. 55, 142 ; II. 14, 57-61. cf. *Révolution permanente*

ÉDUCATION POLITIQUE DES OUVRIERS II. 37. cf. *Intellectuels, Libertés, Parti, Socialisme scientifique*

ÉMANCIPATION I. 8-9 ; II. 82

- politique I. 8, 30 ; II. 64-65, 67-68

ÉMIGRATION POLITIQUE II. 72-73, 80. cf. *Commune*

[174]

ENRAGÉS I. 63. cf. Révolution de 1789

ÉTAT I. 10, 13, 15, 22-25, 30-31, 51, 67, 126, 147 ; II. 52

- et base historique I. 15, 20-22, 25, 154, 186

- et classes I. 24-25, 30, 78-80, 154 ; II. 6, 132

- et parti I. 12-15, 126, 185-186 ; II. 6-9

- et prolétariat I. 7, 9, 10, 26 ; II. 9, 52. *cf. Abolition, Bonapartisme*

EXCLUSIONS II. 24, 112. *cf. Agent ouvrier du pouvoir*

GIRONDE I. 56-65

- et Montagne I. 56-65

GUERRE II. 9-13, 18, 47, 53-57, 81

- impérialiste II. 9, 15, 16, 17, 53, 81, 132, 133

- et lutte de classes II. 21

- populaire I. 65-66 ; II. 55

- et processus révolutionnaire II. 19-20

- progressive II. 10, 12, 15, 16

- et transformation en guerre civile II. 10, 18-21. *Cf. Commune, Mouvement ouvrier français, Violence*

HÉBERTISTES I. 61-62. *cf. Révolution française*

IMPÉRIALISME ET GUERRE II. 9-13

INTELLECTUELS II. 24, 27-28, 84, 98. *cf. Ouvriérisme*

INTERNATIONALE I. 12, 159, 167

PREMIÈRE INTERNATIONALE I. 159 ; 11. 6, 14, 62, 71, 83, 92, 113

- et action politique I. 42,64

- et bakouninistes II. 43, 68

- et blanquistes II. 14, 62, 64, 65, 71, 78

- et conditions d'admission II. 44, 48

- et Italie II. 31, 36

- et parti II. 45, 63, 84

- et proudhoniens II. 39-41, 61, 68

- et sections françaises II. 23-28, 35-37, 41-42, 43-51

- et statuts II. 43-46

SECONDE INTERNATIONALE II. 130, 132

TROISIÈME INTERNATIONALE I. 9-14

INTERNATIONALISME I. 5, 8, 35-36, 38-39, 108-109, 177, 178 ; II. 96, 129, 134

- et cosmopolitisme bourgeois I. 88-91

JACOBINS I. 56-57. *cf. Révolution française*

[175]

LASSALLÉANISMEII. 38, 100, 111, 114

LEÇONS DES LUTTES PASSÉES I. 12, 13, 15, 17, 86, 142, 185 ; II. 50, 63, 66, 70, 132

LIBERTÉ I. 162 ; II. 15, 24

- d'association I. 86 ; II. 34, 71

- et ouvriers I. 85, 104, 108, 127, 133-135, 139, 143149, 187 ; II. 17, 40, 58, 71, 129-130

- de la presse I. 79, 127-128, 148 II. 129. *cf. Démocratie, Suffrage universel*

LITTÉRATURE OUVRIÈRE I. 86-87, 187 II. 84

- populaire I. 80-82 ; II. 75

LUTTE DE BARRICADES I. 116, 139-141, 149, 152 ; II. 65

- de classes I. 9-10, 17, 24, 128, 146 ; II. 39, 85, 92, 110, 111, 131. *cf. Rapports des classes en France*

MARX-ENGELS I. 189 ; 11. 5, 6, 39-41, 103-105, 119, 128, 129

- activité en France I. 73-74, 78-79, 81-83, 179 ; II. 621, 24, 26, 28, 51-53, 65, 70-71, 99, 101, 103-104, 106, 111, 120-121

MÉTHODE MARXISTE I. 5-6, 10, 16, 31, 33, 54, 64, 185, 186

MONTAGNE I. 56-65

MORALE OUVRIÈRE I. 43-44, 48, 66. *cf. Éducation politique, Ouvriers français*

MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS I. 10, 12, 14, 15, 28, 31-32, 166, 173 ; II. 5, 25, 94, 112, 117, 120, 122-123

- en 1789 I. 14, 28, 33, 40, 53, 61-65, 67

- et action démocratique I. 77, 82-111, 119-121

- et chauvinisme I. 89-91, 100 ; II. 80, 98, 117

- et épicentre I. 46, 67, 118, 120-121, 137-138 ; II. 12, 94, 133-134

- et Révolution française I. 163

- stade premier I. 16-20, 26-31, 159-167 ; II. 10

- stade second I. 184-189 ; II. 5-11

OPPORTUNISME II. 85, 102, 111

OUVRIÉRISME II. 25, 27, 98, 105. cf. *Bakouninistes, Intellectuels, Littérature ouvrière, Parti ouvrier français, Socialisme, Utopisme*

OUVRIERS FRANÇAIS I. 45-46, 116-117, 142, 150 ; II. 8, 23, 85, 133. *cf. Mouvement ouvrier français, Paris, Rapports des classes en France*

PARIS I. 23, 87, 98, 109, 155, 168, 189 ; II. 8, 15, 57-58, [176] 61-62, 93-94, 95, 101-102, 134. cf. *Commune, Mouvement ouvrier français*

PARLEMENT I. 25, 126, 134, 145, 148, 153 ; II. 41. cf. *Démocratie, Suffrage universel*

PARTI I. 7, 9, 10, 13-14, 34, 38-39, 73, 187 ; II. 16, 25, 41, 70, 83, 100, 113, 115, 124-125

- communiste de Babeuf I. 16, 32, 41, 45, 46, 63, 70

- et conquête du pouvoir I. 7, 13-14, 184-187 ; II. 6, 21, 82

- et facteur politique I. 6, 7, 8, 14, 15, 18, 33, 45-46, 88 ; II. 6, 14, 39, 67, 70

- marxiste I. 5 ; II. 66, 70, 72, 84, 89, 111

- et problèmes de fonctionnement I. 178 ; II. 24-26, 27, 43-46, 113, 125

- socialiste démocrate petit-bourgeois I. 77, 82, 98-101, 106, 114, 126, 128, 160

- et société communiste I. 10, 18, 45 ; II. 10, 79, 125

- et tendances I. 5, 6, 37-39, 69, 159, 163, 178 ; II. 5, 28, 29, 69, 84, 111, 114

PARTI OUVRIER FRANÇAIS II. 81-132

- et anarchistes II. 86, 87, 88, 100, 108, 110, 113, 114, 118, 126-128, 129, 130

- et Bernstein II. 96, 98, 100, 101, 108, 109, 112, 114, 117

- et cours pacifique II. 95, 133

- direction II. 82, 86, 87, 89, 94-95, 100-101, 107, 112, 128

- et élections II. 85, 89, 90, 92, 94, 98, 101, 112, 121, 133

- et faiblesses individuelles II. 85, 88, 89, 93, 95, 96, 100, 108, 111, 115, 129

- et intrigues II. 87, 91, 95, 97, 106, 107, 113, 115

- et maladie infantile II. 105, 114

- masses et dirigeants II. 94-96, 100

- et polémique des années 1880 II. 96-132

- et possibilistes II. 84, 87-88, 89, 90, 91-92, 93, 101, 106-107, 111, 112, 113, 126-132

- et parti allemand II. 101, 109, 118, 120-121

- et presse du parti II. 86, 93, 95, 97, 99, 104, 105, 108, 110, 115-130

- programme élaboré par Marx II. 82-83, 86, 91, 93, 100, 103, 112, 113, 123-126

- programme électoral II. 83, 85, 107

[177]

- et « *Le Prolétaire* » II. 87, 90, 98, 100, 105, 106, 108, 117, 118

- et scissions II. 84-87, 89, 90, 91-92, 101, 108, 111

- et sentiment national II. 87, 90, 98-99, 117, 119-120

- et syndicats II. 90, 92-93, 125

- et tendances II. 82, 86, 107, 110, 121-122, 127-128

- et unité II. 111

- création du II. 82, 84-86, 90, 91, 94, 111, 113, 123

PARTICIPATION AU GOUVERNEMENT I. 118

PETITE BOURGEOISIE FRANÇAISE I. 159, 160. cf. *Alliances, Rapports des classes en France*

PLÉBÉIENS I. 62, 64, 65, 69, 117, 123. cf. *Révolution française*

POLITIQUE ET ÉCONOMIE I. 15, 18, 20, 21, 25, 26, 33, 39, 80 ; II. 11, 25, 65. cf. *Parti*

PROLÉTAIRES I. 10, 17

- et communisme I. 17, 98-101, 178

- et conditions françaises I. 8-9, 14, 39, 78-80

- et éducation I. 16 ; II. 37, 66

- français I. 6, 8, 10, 12, 15, 45-46, 85

- et générations I. 5,8, 12

- et intellectuels I. 86 ; II. 24, 27-28

- et maturité I. 14 ; II. 89, 114

- et nation I.8

- d'un pays et mouvement général I. 6, 8, 89-91, 94, 188

PROUDHONISME I. 159-162, 163-165 ; II. 5, 14, 62, 127. cf. *Utopisme*

PROVOCATIONS POLICIÈRES I. 85

RAPPORTS DES CLASSES EN FRANCE I. 20-26, 31, 78-80, 84, 102-103, 152-153, 158 ; II. 112, 132, 133-134. cf. *Mouvement ouvrier français*

RÉFORME (LA) [journal] I. 74, 75, 77, 84, 88, 92, 94, 95, 111, 118, 125-131, 168

RÉFORME ÉLECTORALE ET RÉVOLUTION I. 80, 83-84, 93, 104-105, 117

RÉFORMISME I. 12-13, 18 ; II. 93

RÉGRESSION ET AVANCE I. 8-12, 14, 46-158 ; II. 20

RÉPRESSION I. 126, 127, 133-134, 138, 143, 167 ; II. 23, 41-42, 69, 75, 129-130

RÉVOLUTION I. 10-11, 16, 17, 19, 26, 31, 104, 114, 139; II. 6, 57-61, 64, 67, 94, 134

- et accélération de l'histoire I. 19, 27, 53, 114

[178]

- et base matérielle I. 14, 16, 18, 20, 21-26, 29, 31, 35, 78-80, 123-125, 146, 150, 185, 188 ; II. 10, 70, 78, 81, 112, 132-134

- bourgeoise I. 11, 16-19, 23, 32, 53, 61-62, 117, 121-124, 137

- de 1789 I. 10, 11, 16, 20, 24, 27, 28, 29, 32, 82, 121, 122-125, 131, 164, 183 ; II. 132

- de 1830 I. 30, 45, 46, 66-68, 79, 86, 102, 168 ; II. 131

- et diplomatie I. 131

- et guerre I. 30, 35, 55, 61-62, 65, 87, 94, 100, 136, 147 ; II. 10, 17, 19-21, 59

- et plans de bataille I. 116, 138

- et préparation I. 9, 10, 13-14, 39, 67, 82-84, 86-87, 96-97, 114 ; II. 8, 13, 52-53

- et prévision I. 12, 87, 135, 149, 151

- et programme I. 9, 18, 117, 188 ; II. 10, 53, 66, 80, 82

- prolétarienne I. 11, 137

- et république I. 114, 117, 118, 121-122 ; II. 130-132

- et résultats I. 28, 66, 120, 123-124, 125, 138, 151, 185; II. 72

- et spontanéité I. 114 ; II. 85

- et stratégie I. 32, 35, 36, 114, 116, 117, 184-189

RÉVOLUTION DE 1848 I. 10, 11, 16, 20, 27, 28, 29, 32, 82, 114-146, 152, 173 ; II. 14

- allemande I. 118, 122, 123, 136

- anglaise I. 35, 122-124, 150

- de Février et pouvoir bourgeois I. 129

- européenne I. 123, 131-133, 136-138 ; II. 68-69

- italienne I. 114, 120, 131-133, 137

- magyare I. 136

- et petite bourgeoisie I. 114-116, 125-132, 133-136

RÉVOLUTION PERMANENTE I. 8, 9, 11, 17, 26-36, 53, 61, 68, 80, 86, 96-97, 103, 111, 113, 117, 118, 120, 125, 126, 137, 152, 164-165, 184 ; II. 10

- et conditions matérielles I. 26-27, 187 ; II. 10

- en France I. 26-31, 66, 117, 119, 129, 166 ; II. 14

- à l'échelle internationale I. 31-36, 120-121, 122

- et stratégie frontale I. 184-189 ; II. 10, 11-14. *cf. Alliance*

RUSSIE I. 94, 120 ; II. 13, 17, 30, 38, 52

[179]

SECTES SOCIALISTES I. 163, 179 ; II. 124-125

SOCIAL-DÉMOCRATIE I. 16, 77, 111, 114, 138, 153, 159-163, 173, 181-182. *cf. Alliances, Démocratie*

SOCIALISME DE BABEUF I. 41, 46, 70. *cf. Communisme grossier, Parti communiste de Babeuf*

- de Cabet I. 47, 48, 49, 52, 73, 74, 86

- des conspirateurs I. 46, 165-166

- de Proudhon I. 50-51, 69, 73, 159-165 ; II. 127

SOCIALISME ET GUERRE I. 35

SOCIALISME SCIENTIFIQUE I. 38, 40 ; Il. 32, 72, 77-78, 80, 85, 88, 96, 129

- et utopisme I. 5, 7, 37, 38, 69-73, 165

SOCIALISME UTOPIQUE I. 5, 47-48, 69, 128, 182

SOCIÉTÉS POPULAIRES I. 56

SOCIÉTÉS SECRÈTES I. 54, 139, 141, 167-177 ; II. 5, 23, 73

- en France 46, 47, 48, 167-177. *cf. Conspirateurs*

SOCIÉTÉ UNIVERSELLE DES COMMUNISTES RÉVOLUTIONNAIRES I. 177-179, 180. *cf. Blanquisme*

SUFFRAGE UNIVERSEL I. 80, 83-84, 91-92, 144 ; II. 33, 58, 102-103

STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE I. 184-189 ; II. 11-12

SYNDICATS I. 7 II. 25, 34, 40, 65, 85

TACTIQUE I. 88 ; II. 10. *cf. Révolution permanente*

TERREUR DE 1793 I. 19, 49, 65, 66, 97, 123 ; II 80. *cf. Révolution de 1789*

TERRORISME I. 168 ; II. 79-80. *cf. Répressions policières, Violence*

THÉORIE II. 25, 80, 110

- base de la I. 10, 26 ; II. 63, 78. *cf. Marx-Engels, Révolution, Socialisme scientifique*

UTOPISME I. 33, 37, 69, 73, 162 ; II. 40

- de Flora Tristan I. 7

- de Fourier I. 5, 42-44, 45, 69, 73-75, 86, 176 ; II. 40

- de Leroux I. 52, 74 ; II. 5 ;

- de Owen I. 5, 37-38, 48-49 ; II. 40

- de Saint-Simon I. 5, 41-42, 43, 69, 74, 86. *cf. Abolition de l'État et des classes, Babouvisme, Commune, Communisme, Coopératives de production, Émancipation, État, Internationale, Littérature ouvrière, Mouvement ouvrier français, Paris, Sectes socialistes, Socialisme*

[180]

VIOLENCE I. 15, 19, 30, 35, 48-49, 65, 66, 87, 94, 96, 110, 111, 139, 182

- et effets I. 19 ; II. 81, 133. *cf. Armement des ouvriers, Guerre, Lutte de classes*

KARL MARX, FRIEDRICH ENGELS

Le mouvement ouvrier français

Tome I

Tactique dans la révolution permanente

Ces textes relient les batailles de préparation révolutionnaires aux tentatives héroïques pour conquérir le pouvoir en *1848* et *1871 (Les Luttes de classes, 1848-1850* et *La Guerre civile en France, 1871).* Ils constituent le maillon indispensable entre les luttes pour l'organisation du prolétariat en classe, donc en parti, et les luttes pour son érection en classe dominante par la conquête du pouvoir d'État.

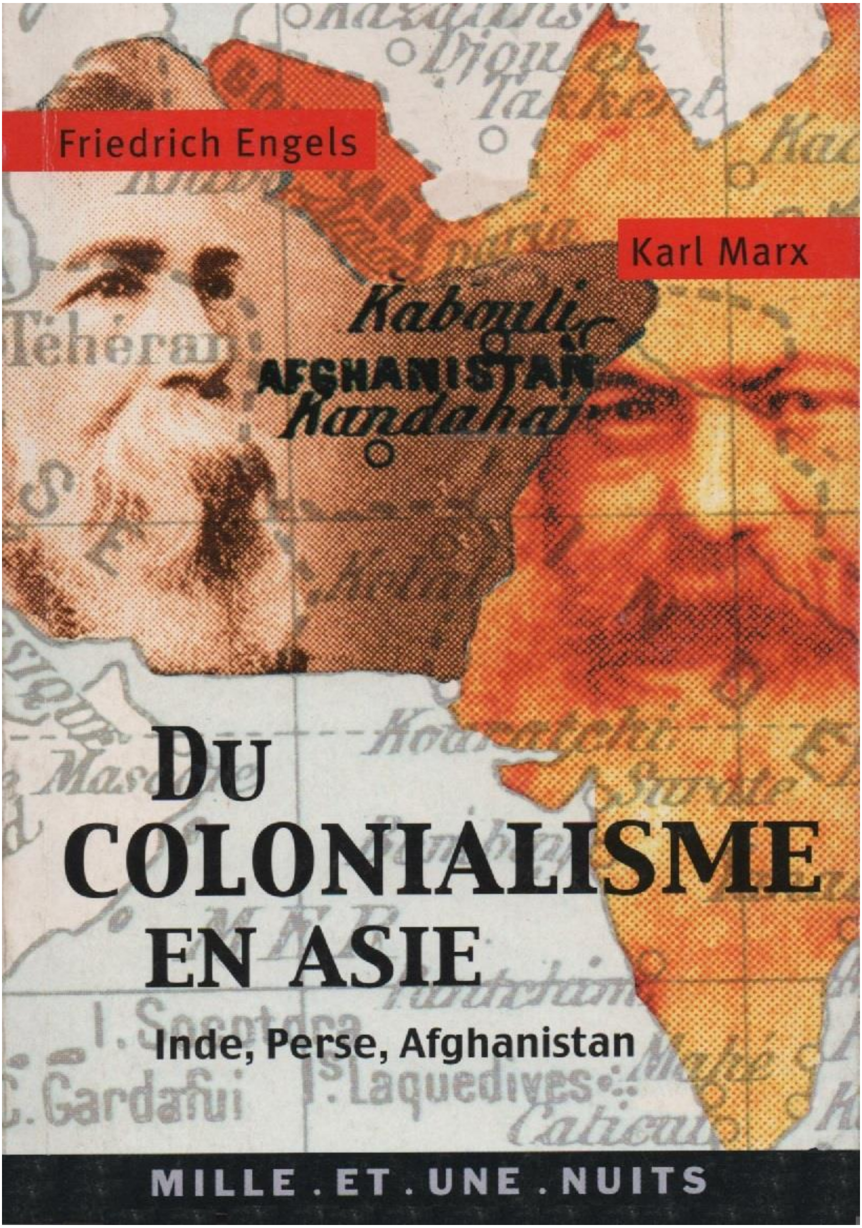
Les plébéiens de 1789 (praxis révolutionnaire) et les utopistes (idéologie socialiste). Marx-Engels et les babouvistes, les sociétés secrètes et le parti socialiste démocrate. 1848 : la révolution permanente en France et à l'échelle internationale. Rapports avec les blanquistes.

Présentation, traduction et notes de Roger Dangeville

FIN

Friedrich Engels

Karl Marx



Du colonialisme en Asie

Inde, Perse, Afghanistan

MILLE . ET . UNE . NUITS

KARL

MARX

FRIEDRICH

ENGELS

Du colonialisme en Asie
Inde, Perse, Afghanistan

Édition établie
et postface par
Gérard Filoche

Couverture de
Olivier Fontvieille

ÉDITIONS MILLE ET UNE NUITS

Sommaire

Karl Marx
La Compagnie des Indes orientales.
Son histoire et les conséquences de son activité
page 7

Karl Marx
La Domination britannique en Inde
page 23

Karl Marx
Les Complications russo-turques. – Les Subterfuges du cabinet britannique. – La Dernière Note de Nesselrode. – La Question des Indes orientales
page 35

Karl Marx
Les Résultats éventuels de la domination britannique en Inde
page 43

Karl Marx
La Guerre anglo-persane
page 55

Karl Marx
La Guerre contre la Perse
page 59

Friedrich Engels
La Perse et la Chine
page 65

Karl Marx
Le Traité persan
page 75

Friedrich Engels
Extrait de l'article : L'Afghanistan
page 83

Gérard Filoche
L'actualité de la ligne Durand
page 97

Vie de karl Marx
page 107

Repères bibliographiques
page 110

Karl Marx

La Compagnie des Indes orientales. Son histoire et les conséquences de son activité

Londres, vendredi, 24 juin 1853

Les débats sur la motion de lord Stanley tendant à ajourner l'adoption de mesures législatives sur l'Inde ont été reportés à ce soir. Pour la première fois depuis 1783, la question indienne est devenue une question ministérielle en Angleterre. Pourquoi en est-il ainsi ?

Les véritables débuts de la Compagnie des Indes orientales ne remontent pas à une époque plus reculée que l'an 1702, où différentes sociétés, briguant le monopole du commerce avec cette partie du monde, fusionnèrent en une seule compagnie. Jusque-là, l'existence même de l'originaire Compagnie des Indes orientales s'est trouvée mise en danger à maintes reprises, elle fut suspendue durant des années sous le protectorat de Cromwell et une autre fois menacée de dissolution totale par intervention du Parlement sous le règne de Guillaume III. Ce fut pourtant sous l'ascendant de ce prince hollandais, au temps où les whigs

devinrent les fermiers de l'Empire britannique, où la Banque d'Angleterre prit naissance, où le système protectionniste était fermement assis en Angleterre et l'équilibre européen définitivement établi, que l'existence de la Compagnie des Indes orientales fut reconnue par le Parlement. Cette ère d'apparente liberté était en réalité l'ère des monopoles non pas créés par patentes royales comme aux temps d'Elisabeth et de Charles I^{er}, mais autorisés et reconnus d'intérêt national par le Parlement. Cette époque de l'histoire d'Angleterre présente en fait une extrême ressemblance avec l'époque de Louis-Philippe en France, la vieille aristocratie terrienne défaite, et la bourgeoisie incapable de prendre sa place, sinon sous la bannière de la ploutocratie, autrement dit de la « *haute finance* »*. La Compagnie des Indes orientales excluait le commun peuple du trafic avec l'Inde, en même temps que la Chambre des Communes l'excluait de la représentation parlementaire. Dans ce cas, comme en bien d'autres, nous voyons la première victoire décisive de la *bourgeoisie* * sur l'aristocratie féodale s'accompagnant de la réaction la plus prononcée contre le peuple, phénomène qui a conduit plus d'un écrivain populaire, comme Cobbett, à chercher la liberté du peuple plutôt dans le passé que dans l'avenir.

* Les mots suivis d'un astérisque sont en français dans le texte. (N.d.É.)

L'union entre la monarchie constitutionnelle et les magnats de la finance monopolistes, entre la Compagnie des Indes orientales et la « glorieuse » révolution de 1688 a été favorisée par la même force grâce à laquelle les capitaux libéraux et les dynasties libérales se sont, en tout temps et en tout pays, réunis et combinés, par la force de la corruption, le moteur de la monarchie constitutionnelle, l'ange gardien de Guillaume III et le mauvais génie de Louis-Philippe. Il ressortait des enquêtes parlementaires que, dès 1693, les dépenses annuelles de la Compagnie des Indes orientales, au chapitre des « dons » à des hommes au pouvoir, qui montaient rarement au-dessus de 1 200 livres avant la révolution, atteignaient la somme de 90 000 livres sterling. Le duc de Leeds fut mis en accusation pour un pot-de-vin de 5 000 livres sterling, et le vertueux roi lui-même convaincu d'en avoir touché 10 000. Outre ces faits de corruption, on ne se faisait pas scrupule d'abattre les compagnies rivales en prêtant au Gouvernement des sommes énormes à bas intérêt et en achetant les directeurs rivaux.

Pour obtenir sa puissance, la Compagnie des Indes orientales devait corrompre le Gouvernement, tout comme le faisait la Banque d'Angleterre, et pour la maintenir, cette Compagnie devait recourir à de nouvelles corruptions, comme le faisait aussi la Banque d'Angleterre. À toute époque, quand son monopole venait à expiration, elle ne pouvait obtenir le renou-

vellement de sa Charte qu'en offrant de nouveaux prêts et de nouveaux présents au Gouvernement.

D'une puissance commerciale, les événements de la guerre de Sept Ans firent de la Compagnie des Indes orientales une puissance militaire et territoriale. C'est à cette époque que furent posés les fondements de l'Empire britannique en Orient. Les actions de la Compagnie montèrent jusqu'à 263 livres sterling et les dividendes étaient servis au taux de 12,5 %. Mais la Compagnie vit alors apparaître un nouvel ennemi, non plus sous la forme de sociétés rivales, mais sous celle de ministres rivaux et d'une nation rivale. On allégua que le territoire de la Compagnie avait été conquis à l'aide de la flotte britannique et des armées britanniques, et que nul sujet britannique ne pouvait détenir de souveraineté territoriale indépendante de la Couronne. Les ministres d'alors et la nation réclamèrent leur part des « fabuleux trésors » que la Compagnie était censée détenir grâce aux dernières conquêtes. La Compagnie ne sauva son existence que par un accord passé en 1767, en vertu duquel elle devait verser annuellement 400 000 livres sterling au Trésor.

Mais la Compagnie des Indes orientales, au lieu de remplir son engagement, au lieu de payer un tribut à la nation anglaise, se trouva aux prises avec des difficultés financières, et fit appel au Parlement pour en obtenir une aide pécuniaire. De sérieuses modifications dans la Charte furent la conséquence de cette

démarche. Les affaires de la Compagnie ne s'améliorant pas en dépit de sa nouvelle condition, et la nation anglaise ayant en même temps perdu ses colonies en Amérique du Nord, la nécessité de conquérir ailleurs un vaste Empire colonial se fit de plus en plus universellement sentir. Le célèbre Fox crut le moment venu, en 1783, pour déposer son fameux *bill* sur l'Inde, qui proposa d'abolir les Conseils des directeurs et des actionnaires, et de remettre tout le gouvernement de l'Inde entre les mains de sept commissaires, nommés par le Parlement. Grâce à l'influence personnelle d'un roi imbécile[1] sur la Chambre des Lords, le projet de Fox fut rejeté, ce qui permit d'abattre le cabinet de coalition de Fox et de lord North, alors au pouvoir, et de placer le fameux Pitt à la tête du Gouvernement. Pitt fit, en 1784, adopter par les deux Chambres un projet de loi, tendant à la création du Bureau de contrôle, composé de six membres du Conseil privé, chargés « de vérifier, observer et contrôler tous actes, opérations et affaires relatifs de façon quelconque à l'administration civile et militaire, ou aux revenus des territoires et possessions de la Compagnie des Indes orientales ».

Mill, l'historien, dit à ce sujet : « En adoptant cette loi, on poursuivait deux buts. Pour ne pas être accusé de s'inspirer du motif odieux attribué au projet de M. Fox, il était nécessaire de *faire croire* que les directeurs déte-

1. Georges III. (N.d.É.)

naient l'essentiel du pouvoir. Dans l'intérêt ministériel, il était nécessaire qu'*en réalité* le pouvoir leur fut retiré tout entier. Le projet de M. Pitt prétendait se distinguer de celui de son rival en ce que l'un anéantissait le pouvoir des directeurs, et que l'autre le laissait presque entier. Selon la loi de M. Fox, les pouvoirs des ministres eussent été reconnus de façon avouée. En vertu de la loi de M. Pitt, ils les détenaient en secret et en fraude. La loi de M. Fox transférait le pouvoir de la Compagnie aux commissaires nommés par le Parlement. La loi de M. Pitt le transférait aux commissaires nommés par le roi. »

Les années 1783 et 1784 furent ainsi les premières, et jusqu'à présent les seules, où la question de l'Inde devint une question ministérielle. Le *bill* de M. Pitt une fois voté, la charte de la Compagnie des Indes orientales fut renouvelée, et la question de l'Inde mise de côté pour vingt ans. Mais en 1813 la guerre contre les Jacobins et en 1833 le projet de réforme récemment adopté primaient toutes les autres questions politiques.

Ceci est la première raison qui empêcha la question de l'Inde de devenir une grande question politique, depuis et avant 1784 : avant cette date, la Compagnie avait tout d'abord à défendre son existence et son importance ; après cette date, l'oligarchie avait absorbé tous ceux de ses pouvoirs qu'elle pouvait assumer sans encourir de responsabilité ; et ultérieurement, le peuple anglais se trouvait, aux époques mêmes du

renouvellement de la charte, en 1813 et en 1833, absorbé par d'autres questions plus importantes.

Nous allons maintenant envisager les choses d'un autre point de vue. La Compagnie des Indes orientales avait commencé par établir tout simplement des factoreries pour ses agents et des entrepôts pour ses marchandises. Afin de les protéger, elle éleva plusieurs forts. Bien qu'elle ait dès 1689 conçu le dessein d'établir ses possessions en Inde et de faire du revenu tiré de ces provinces une de ses sources de profits, jusqu'en 1744, néanmoins elle n'avait acquis que quelques districts sans importance autour de Bombay, Madras et Calcutta. La guerre qui éclata par la suite dans le Carnatic eut pour effet de rendre la Compagnie, après diverses luttes, pratiquement souveraine dans cette partie de l'Inde. Bien plus considérables furent les résultats de la guerre du Bengale et de la victoire de Clive : l'occupation de fait du Bengale, du Bihar et d'Orissa. À la fin du XVIIIe siècle et dans les premières années du siècle présent, se situent les guerres avec Tippo-Sahib, qui eurent pour conséquence un grand accroissement du pouvoir des conquérants et une immense extension du système des subventions. Au cours de la deuxième dizaine d'années du XIXe siècle, l'Angleterre s'acquit enfin pour la première fois une frontière commode, en conquérant la bande désertique en bordure de l'Inde. Ce ne fut pas avant ce temps que l'Empire britannique en Orient atteignit les parties de l'Asie qui avaient été

de tout temps le siège de tout grand pouvoir central en Inde. Mais le point le plus vulnérable de l'Empire, par où l'Inde avait été envahie autant de fois que d'anciens conquérants furent expulsés par des nouveaux, la barrière des frontières occidentales, n'était pas encore aux mains des Britanniques. Durant la période comprise entre 1838 et 1849, au cours des guerres avec les Sikhs et les Afghans, la domination britannique s'établit définitivement dans les frontières ethnographiques, politiques et militaires du continent des Indes orientales tout entier, grâce à l'annexion par la force du Pendjab et du Sind. Possessions indispensables pour repousser toute force d'invasion venue d'Asie centrale et indispensables contre la Russie, en marche vers les frontières de la Perse. Au cours de cette dernière décennie, un territoire de 167 000 milles carrés, avec une population de 8 572 630 âmes, fut ajouté au territoire de l'Inde britannique. Quant à la situation intérieure du pays, tous les États indigènes se trouvaient désormais entourés par les possessions britanniques, soumis à la suzeraineté britannique sous des formes variées, et coupés du littoral, à l'exception du Goudjerate et du Sind. Quant à ses relations extérieures, c'en était fini à jamais. Et c'est seulement depuis 1849 que le grand Empire anglo-indien uni a existé.

Le Gouvernement britannique a combattu ainsi, sous le nom de la Compagnie, durant deux siècles, jusqu'à ce que les limites naturelles de l'Inde fussent enfin

atteintes. Nous comprenons à présent pourquoi, pendant tout ce temps, tous les partis, en Angleterre, gardèrent un silence complice, même ceux qui avaient décidé de faire entendre à qui mieux mieux leurs hypocrites jérémiades pacifiques, après que l'*arrondissement** de l'Empire anglais uni dans l'Inde aurait été achevé. Bien entendu, il fallait d'abord avoir l'Inde pour la soumettre ensuite à leur austère philanthropie. Nous comprenons maintenant le changement intervenu dans la façon de poser la question de l'Inde, en la présente année 1853, comparativement à toutes les périodes précédentes du renouvellement de la Charte.

Prenons un autre point de vue. Nous comprendrons bien mieux la nature particulière de la crise portant sur la législation indienne, en passant en revue l'histoire des relations commerciales britanniques avec l'Inde, dans ses différentes phases.

À ses débuts, sous le règne d'Elisabeth, la Compagnie des Indes orientales fut autorisée, pour exercer avantageusement son commerce avec l'Inde, à exporter 30 000 livres sterling, en argent, or et monnaies étrangères. C'était heurter tous les préjugés de l'époque, et Thomas Mun fut forcé, tout en exposant dans un *Discours sur le commerce d'Angleterre aux Indes* les fondements du « système mercantile », et en admettant que les métaux précieux étaient la seule richesse réelle qu'un pays puisse posséder, de soutenir en même temps que leur exportation pouvait être tolérée sans crainte

pourvu que la *balance des paiements* penchât en faveur de la nation exportatrice. Il assurait aussi que les biens importés des Indes orientales étaient principalement réexportés vers d'autres pays, d'où l'on tirait une quantité de numéraire bien plus grande qu'il n'en avait fallu pour payer ces marchandises en Inde. Dans le même esprit, sir Josiah Child écrivit un *Traité dans lequel il est démontré que le commerce des Indes orientales est le plus national de tous les commerces étrangers.* Peu à peu, les partisans de la Compagnie des Indes orientales devinrent plus audacieux, et on peut noter comme une curiosité dans cette étrange histoire indienne que les monopoles du commerce en Inde furent les premiers apôtres du libre échange en Angleterre.

L'intervention parlementaire, à l'égard de la Compagnie des Indes orientales, fut de nouveau réclamée non par les gens de commerce, mais par la classe industrielle, dans les toutes dernières années du XVII^e^ siècle et durant la plus grande partie du XVIII^e^ ; il fut alors proclamé que l'importation des cotonnades et des soieries des Indes orientales ruinait les pauvres manufacturiers anglais. Cette opinion fut avancée dans l'ouvrage de John Pollexfen intitulé *L'Incompatibilité de la politique manufacturière de l'Angleterre et des Indes orientales* (Londres 1697), un titre étrangement confirmé un siècle et demi plus tard, mais dans un sens tout différent. Le Parlement intervint alors. Par les actes 11 et 12 Guillaume III, chapitre 10, le port de soieries manufac-

turées et de calicots imprimés ou teints, importés d'Inde, de Perse et de Chine, fut prohibé et toute personne qui en posséderait ou en vendrait était passible d'une amende de 200 livres sterling. Des lois analogues furent promulguées sous George Ier, II et III, en conséquence des lamentations réitérées des manufacturiers britanniques, si « éclairés ». Ainsi, durant la plus grande partie du XVIIIe siècle, les produits manufacturés indiens furent généralement importés en Angleterre pour être vendus sur le continent, tout en restant exclus du marché anglais lui-même.

Outre l'intervention parlementaire dans les affaires des Indes orientales, sollicitée par les avides manufacturiers de la métropole, des efforts furent faits à l'époque de chaque renouvellement de la charte, par les marchands de Londres, Liverpool et Bristol, pour détruire le monopole commercial de la Compagnie et participer à ce commerce, considéré comme une vraie mine d'or. En conséquence de ces efforts, une disposition fut introduite dans l'acte de 1773, reconduisant la charte de la Compagnie jusqu'au 1er mars 1814, par laquelle les personnes privées britanniques étaient autorisées à exporter aux Indes et les employés de la Compagnie d'importer en Angleterre presque toute espèce de marchandises. Mais cette concession était assortie de conditions annihilant ses effets, quant aux exportations de marchandises par des marchands privés dans l'Inde. En 1813, la Compagnie fut incapable

de résister à la pression de vastes milieux commerciaux, et si le monopole du commerce avec la Chine était maintenu, le commerce avec l'Inde fut ouvert, sous certaines restrictions, à la libre concurrence. Au renouvellement de la charte en 1833, ces dernières furent enfin écartées, la Compagnie se vit interdire tout genre de commerce, son caractère commercial lui fut retiré, ainsi que son privilège de bannir les sujets britanniques du territoire indien.

Entre-temps, le commerce des Indes orientales avait subi de très sérieuses modifications, altérant du tout au tout l'attitude des diverses classes en Angleterre. Durant tout le XVIII^{e} siècle, les trésors affluant de l'Inde en Angleterre avaient été bien moins le fruit d'un commerce comparativement insignifiant que celui de l'exploitation directe de ce pays et des fortunes colossales qui y avaient été extorquées et transférées en Angleterre. Après 1813, le commerce avec l'Inde fit plus que tripler en fort peu de temps. Mais ceci n'était pas tout. Le caractère tout entier de ce commerce était changé. Jusqu'en 1813, l'Inde avait été principalement un pays exportateur, il devint maintenant importateur, et cette progression fut si rapide que, dès 1823, le taux de change qui avait généralement été de deux shillings six pence par roupie était tombé à deux. L'Inde, le grand atelier de cotonnades pour le monde entier depuis des temps immémoriaux, se trouva alors inondée de filés et de cotonnades anglais. Ses produits exclus d'Angleterre, ou admis seulement

aux conditions les plus dures, elle vit affluer chez elle les étoffes anglaises, grevées d'un droit modique, purement nominal, pour la ruine de son industrie des cotonnades jadis si célèbre. En 1780, la valeur des produits, y compris les articles manufacturés, ne se montait qu'à 386 152 livres sterling, et celle des exportations de numéraire durant la même année se chiffrait à 15 041 livres, la valeur totale des exportations étant de 12 648 616 livres sterling, de sorte que le commerce indien ne représentait que 1/32e du chiffre d'affaires de tout le commerce extérieur. En 1850, le total des exportations de Grande-Bretagne et d'Irlande en Inde était de 8 024 000 livres sterling, où la part des cotonnades s'élevait à elle seule à 5 220 000 livres, représentant ainsi plus de un huitième de la valeur des exportations totales de la Grande-Bretagne et plus de un quart de la valeur de son commerce extérieur des cotonnades. Mais la manufacture du coton employait à présent un huitième de la population britannique et contribuait pour un douzième à l'ensemble du revenu national. Après chaque crise commerciale, le commerce des Indes orientales prenait une importance toujours plus essentielle pour les manufacturiers du coton anglais, et le continent des Indes orientales était devenu en fait leur meilleur débouché. Au fur et à mesure que l'industrie du coton devenait d'intérêt vital pour l'édifice social de la Grande-Bretagne, les Indes orientales devenaient d'intérêt vital pour l'industrie cotonnière britannique.

Jusqu'alors, les intérêts de la ploutocratie qui avait converti l'Inde en son fief, ceux de l'oligarchie qui l'avait conquise par ses armées et de l'aristocratie manufacturière qui l'inondait de ses cotonnades avaient marché la main dans la main. Mais plus les industriels de la Grande-Bretagne devenaient dépendants du marché indien, et plus ils sentaient la nécessité de créer de nouvelles forces productives en Inde, après avoir ruiné son industrie nationale. On ne peut continuer à inonder un pays de ses produits manufacturés, à moins de le mettre en état de vous fournir quelques marchandises en retour. Les industriels découvrirent que leur commerce déclinait au lieu de s'accroître. Pour les quatre années précédant 1846, les importations de Grande-Bretagne en Inde s'étaient montées à 261 millions de roupies; pour les quatre années précédant 1850, elles ne représentaient plus que 253 millions, tandis que pour la première période, les exportations se chiffraient à 274 millions de roupies, et pour la dernière, à 254 millions. Ils découvrirent que la capacité de l'absorption de leurs marchandises était, en Inde, réduite au dernier point, et que la consommation de ces biens aux Indes occidentales britanniques était évaluée à 14 shillings environ par tête d'habitant et par an, au Chili à 9 shillings 3 pence, au Brésil à 6 shillings 5 pence, à Cuba à 6 shillings 2 pence, au Pérou à 5 shillings 7 pence, en Amérique centrale à 10 pence, tandis qu'en Inde elle s'élevait seulement à

9 pence environ. Vint ensuite la récolte de coton déficitaire aux États-Unis, qui causa aux cotonniers anglais une perte de 11 millions de livres sterling en 1850, et les laissa exaspérés de se trouver dépendants des États-Unis, au lieu de tirer du coton brut en suffisance des Indes orientales. Les industriels comprirent en outre que, dans toutes leurs tentatives en vue d'investir des capitaux en Inde, ils se heurtaient aux obstacles et aux chicanes des autorités indiennes. L'Inde devint ainsi le champ de bataille dans le conflit des intérêts industriels d'une part, de la ploutocratie et de l'oligarchie de l'autre. Les manufacturiers, conscients de leur ascendant en Angleterre, demandent à présent l'annihilation de ces forces hostiles en Inde, la destruction de tout l'ancien appareil du gouvernement indien, et l'éclipse finale de la Compagnie des Indes orientales.

Plaçons-nous maintenant au quatrième et dernier point de vue d'où la question indienne doit être jugée. Depuis 1784, les finances de l'Inde se trouvent de plus en plus en difficulté. La dette publique atteint à présent 50 millions de livres sterling, on constate une diminution croissante des recettes et un accroissement correspondant des dépenses, le déficit étant douteusement compensé par les rentrées aléatoires de la taxe sur l'opium, actuellement menacées d'extinction, depuis que les Chinois commencent à cultiver eux-mêmes le pavot, et aggravé par les frais à anticiper de l'absurde guerre de Birmanie.

« Dans cet état de choses, dit M. Dickinson, alors que la perte de son Empire dans l'Inde ruinerait l'Angleterre, c'est imposer un effort ruineux à nos propres finances que d'être obligés de le garder. »

J'ai ainsi montré pourquoi la question indienne est devenue, pour la première fois depuis 1783, une question anglaise et une question ministérielle.

Écrit par Karl Marx le 24 juin 1853.
Traduit de l'anglais.
Paru dans le *New York Daily Tribune*
n° 3816, le 11 juillet 1853.
Signé : Karl Marx

Karl Marx

La Domination britannique en Inde

Londres, vendredi, 10 juin 1853

Les dépêches télégraphiques de Vienne annoncent que la solution pacifique des problèmes turc, sarde et suisse ne fait plus de doute.

Hier soir, à la Chambre des Communes, le débat sur l'Inde se poursuivait avec l'apathie habituelle. M. Blackett imputa aux interventions de sir Charles Wood et de sir J. Hogg de porter le sceau d'un faux optimisme. Plusieurs défenseurs du ministère et du Conseil des directeurs firent de leur mieux pour réfuter l'accusation, et l'inévitable M. Hume fit le résumé en invitant les ministres à retirer leur projet d'acte. Le débat fut ajourné.

L'Hindoustan, c'est une Italie de dimensions asiatiques, où l'Himalaya tient la place des Alpes, les plaines du Bengale celle de la Lombardie, la chaîne du Deccan celle des Apennins, et Ceylan celle de la Sicile. La même richesse et la même variété des produits de la terre, et le même démembrement dans la structure politique. Tout comme en Italie, à diverses périodes, le glaive du conquérant ressoudait différentes masses

nationales, l'Hindoustan, quand il n'était pas sous le joug des mahométans, ou des Mogols, ou des Britanniques, fut divisé en autant d'États ennemis et indépendants qu'il possédait de villes ou même de villages. Pourtant, du point de vue social, l'Hindoustan n'est pas l'Italie, mais plutôt l'Irlande de l'Orient. Et cette combinaison étrange d'Italie et d'Irlande, du monde de la volupté et de celui du chagrin, était déjà anticipée dans les antiques traditions de la religion de l'Hindoustan. Cette religion est en même temps une religion de l'exubérance sensuelle et une religion des ascètes mortifiant leur corps ; la religion du lingam et celle de Jagannatha ; la religion des moines et celle des bayadères.

Je ne partage pas l'opinion de ceux qui croient à un âge d'or de l'Hindoustan, quoique je ne me réfère pas, à l'instar de sir Charles Wood, à l'exemple de Kouli-khan pour confirmer mon point de vue. Mais prenez le temps d'Aurangzeb ; ou l'époque où les Mogols apparurent dans le Nord et les Portugais dans le Sud ; ou la période de l'invasion des mahométans et de la heptarchie dans l'Inde méridionale ; ou, si vous voulez, remontez encore plus loin dans l'Antiquité et prenez la chronologie mythologique des brahmanes eux-mêmes, qui reportent le commencement de la misère en Inde à une époque encore plus reculée que la création du monde dans la conception chrétienne.

Aucun doute n'est possible pourtant : les maux que les Anglais ont causés à l'Hindoustan sont d'un genre

essentiellement différent et beaucoup plus profonds que tout ce que l'Hindoustan avait eu à souffrir auparavant. Je ne fais pas allusion au despotisme européen qui, ajouté par la Compagnie britannique des Indes orientales au despotisme asiatique, forme une combinaison plus monstrueuse que les monstres sacrés qui nous épouvantent au temple de Salsette. Cela ne constitue pas un trait distinctif de la domination coloniale britannique, et n'est qu'une imitation du système hollandais, à tel point que pour caractériser l'activité de la Compagnie britannique des Indes orientales il suffit de répéter littéralement ce que sir Stamford Raffles, le gouverneur *anglais* de Java, avait dit à propos de la vieille Compagnie néerlandaise des Indes orientales.

« La Compagnie néerlandaise, mue uniquement par l'amour du gain et ayant pour ses sujets moins d'égards et de considération qu'un planteur des Indes occidentales n'en avait autrefois pour les esclaves qui travaillaient dans son domaine – parce que celui-ci avait payé avec de l'argent son instrument humain, tandis que celle-là n'en avait rien fait –, cette Compagnie fit marcher tous les ressorts existants du despotisme pour tirer du peuple ses derniers sous au moyen de contributions et tout le travail dont il était capable. Elle aggravait ainsi les maux causés par un gouvernement capricieux et semi-barbare, allant à ses buts avec l'habileté de politiciens éprouvés et l'avidité sans bornes de marchands. »

Toutes les guerres civiles, invasions, révolutions, conquêtes, famines, aussi complexe, rapide et destructive que leur action successive sur l'Hindoustan puisse paraître, ne l'avaient atteint que superficiellement. L'Angleterre a détruit les fondements du régime social de l'Inde, sans manifester jusqu'à présent la moindre velléité de construire quoi que ce soit. Cette perte de leur vieux monde, qui n'a pas été suivie de l'acquisition d'un monde nouveau, confère à la misère actuelle des Hindous un caractère particulièrement désespéré, et sépare l'Hindoustan, gouverné par les Anglais, de toutes ses traditions anciennes, de son histoire passée dans son ensemble.

Depuis des temps immémoriaux, il n'existait en Asie que trois départements administratifs : celui des Finances, ou pillage de l'intérieur; celui de la Guerre, ou pillage de l'extérieur; et, enfin, le département des Travaux publics. Le climat et les conditions géographiques, surtout la présence de vastes espaces désertiques, qui s'étendent du Sahara, à travers l'Arabie, la Perse, l'Inde et la Tatarie, aux plateaux les plus élevés de l'Asie ont fait de l'irrigation artificielle à l'aide de canaux et d'autres ouvrages hydrauliques la base de l'agriculture orientale. En Égypte et en Inde, comme en Mésopotamie et en Perse, les inondations servent à fertiliser le sol; on profite du haut niveau de l'eau pour alimenter les canaux d'irrigation. Cette nécessité première d'utiliser l'eau avec économie et en commun, qui, en Occident, entraîna les entrepreneurs privés à s'unir en associations bénévoles,

comme en Flandre et en Italie, imposa en Orient, où le niveau de civilisation était trop bas et les territoires trop vastes pour que puissent apparaître des associations de ce genre, l'intervention centralisatrice du Gouvernement. De là, une fonction économique incombant à tous les gouvernements asiatiques, la fonction d'assurer les travaux publics. Cette fertilisation artificielle du sol, dépendant d'un gouvernement central et tombant en décadence dès que l'irrigation ou le drainage sont négligés, explique le fait suivant qui autrement aurait paru étrange : des territoires entiers qui, autrefois, furent admirablement cultivés comme Palmyre, Petra, les ruines du Yémen, de vastes provinces de l'Égypte, de la Perse et de l'Hindoustan sont actuellement stériles et déserts. Elle explique aussi pourquoi une seule guerre dévastatrice a pu dépeupler le pays pour des siècles et le priver de toute sa civilisation.

Or, les Anglais dans les Indes orientales ont accepté de leurs prédécesseurs les départements des Finances et de la Guerre, mais ils ont entièrement négligé celui des Travaux publics. De là, la détérioration d'une agriculture incapable de se développer selon le principe britannique de libre concurrence, de *laissez faire, laissez aller**. Mais nous sommes accoutumés de voir dans les empires asiatiques l'agriculture tomber en décadence sous un gouvernement et revivre sous un autre. Les récoltes y correspondent aux gouvernements bons ou mauvais, comme elles changent en Europe selon le beau et le

mauvais temps. Ainsi, l'oppression et l'abandon de l'agriculture, tout néfastes qu'ils fussent, ne sauraient être envisagés comme le coup de grâce porté à la société indienne par les envahisseurs anglais, s'ils n'étaient accompagnés d'une circonstance autrement importante et tout à fait nouvelle dans les annales du monde asiatique dans son ensemble. Quelque changeant que fût l'aspect politique de l'Inde dans le passé, ses conditions sociales sont restées invariables depuis l'Antiquité la plus reculée jusqu'à la première décennie du XIXe siècle. Le métier à tisser à bras et le rouet, qui produisaient des myriades de tisserands et de fileurs, étaient le pivot de la structure de cette société. Depuis des temps immémoriaux, l'Europe recevait les admirables tissus de fabrication indienne, envoyant en échange ses métaux précieux et fournissant ainsi la matière première aux orfèvres, ces membres indispensables de la société indienne dont l'amour de la bijouterie est si grand que même les représentants des classes inférieures qui vont presque nus ont habituellement une paire de boucles d'oreille en or et quelque ornement d'or autour du cou. Les anneaux qu'on portait aux doigts ou aux orteils étaient aussi très répandus. Les femmes et les enfants avaient souvent aux bras et aux jambes de massifs bracelets d'or ou d'argent, il y avait des statuettes de divinités en or et en argent dans les maisons. Les envahisseurs anglais ont brisé les métiers à tisser des Indiens, et détruit leurs rouets.

L'Angleterre commença par évincer les cotonnades indiennes du marché européen, puis elle se mit à exporter en Hindoustan le filé et enfin inonda de cotonnades la patrie des cotonnades. De 1818 à 1836, les exportations du filé de Grande-Bretagne en Inde augmentèrent dans la proportion de 1 à 5200. En 1824, les exportations des mousselines anglaises en Inde atteignaient à peine 1 million de yards, alors qu'en 1837 elles dépassaient 64 millions de yards. Mais dans la même période, la population de Dacca passa de 150000 habitants à 20000. Cette décadence des villes indiennes, célèbres par leurs produits, n'était pas, il s'en faut, la pire conséquence de la domination britannique. La science britannique et l'utilisation de la machine à vapeur par les Anglais avaient détruit, sur tout le territoire de l'Hindoustan, le lien entre l'agriculture et l'industrie artisanale.

Ces deux circonstances – d'une part, le fait que les Indiens, comme tous les peuples orientaux, aient laissé au Gouvernement central le soin des grands travaux publics, condition première de leur agriculture et de leur commerce, et de l'autre, qu'ils étaient dispersés sur tout le territoire du pays et rassemblés en de petits centres par des communautés semi-agricoles, semi-artisanales de caractère familial – ces deux circonstances-là, disions-nous, ont engendré, depuis les temps les plus reculés, un système social très particulier, le soi-disant *système de village*, qui donnait à chacune de ces petites

communautés une organisation indépendante et une vie distincte. La description suivante, tirée d'un vieux compte rendu officiel sur les affaires indiennes de la Chambre des communes anglaise, peut donner une idée du caractère particulier de ce système : « Du point de vue géographique, un village est un espace de terres arables et incultes, comprenant quelques centaines ou quelques milliers d'acres ; du point de vue politique, il ressemble à une corporation ou à une paroisse. On y trouve habituellement les fonctionnaires et les employés suivants : le *potail*, ou syndic, qui, en règle générale, veille aux affaires du village, règle les litiges entre ses habitants, assure la police et perçoit les impôts, fonctions que son influence personnelle et la connaissance minutieuse de la situation et des affaires des villageois le rendent le plus qualifié à remplir. Le *kurnum* établit le bilan des travaux agricoles et enregistre tout ce qui se rapporte à la culture du sol. Viennent ensuite le *tailler* et le *totie* ; le devoir du premier consiste à rassembler les informations concernant les crimes et les délits, à accompagner et à protéger les personnes voyageant d'un village à un autre ; la tâche du second semble être rattachée plus directement au village et consiste, entre autres, à veiller sur la récolte et à contribuer à son évaluation. Le *garde-frontières* est préposé à la garde des limites du village et fait la déposition en cas de litige. Le préposé aux réservoirs et cours d'eau distribue l'eau pour les besoins de l'agriculture.

Un brahmane célèbre le culte. Le maître d'école enseigne aux enfants du village à lire et à écrire sur le sable. On distingue encore le brahmane préposé au calendrier ou astrologue, etc. Ces fonctionnaires et ces employés constituent généralement l'administration du village ; mais dans certaines parties du pays, ils sont moins nombreux, car plusieurs devoirs et fonctions décrits plus haut sont remplis par une seule personne ; dans d'autres, leur nombre est plus grand. Depuis des temps immémoriaux, les habitants de village avaient vécu sous cette simple forme de gouvernement municipal. On ne changeait que rarement les limites des villages ; et bien que ceux-ci aient été parfois endommagés et même dévastés par la guerre, la famine et les maladies, les mêmes noms, les mêmes limites, les mêmes intérêts et jusqu'aux mêmes familles y restaient pendant des siècles. Les habitants ne se laissaient pas troubler par les chutes et les démembrements de royaumes ; tant que le village reste entier, peu leur importe sous quel pouvoir il est transféré ou de quel souverain il dépend : son économie intérieure ne subit aucun changement. Le potail est toujours syndic du village et il continue son activité de juge de paix ou magistrat ; l'État lui confie directement, ou lui afferme la perception des impôts. »

Ces petites formes stéréotypées d'organisme social ont été dissoutes pour la plupart et sont en train de disparaître non pas tant à cause de l'intervention brutale

des percepteurs et des soldats britanniques, que sous l'influence de la machine à vapeur et du libre-échange anglais. Ces communautés familiales se basaient sur l'industrie artisanale, alliant d'une façon spécifique le tissage, la filature et la culture du sol exécutés à la main, ce qui leur assurait l'indépendance. L'intervention anglaise, en plaçant le fileur au Lancashire et le tisserand au Bengale, ou même en faisant disparaître aussi bien le fileur que le tisserand indiens, détruisit ces petites communautés semi-barbares, semi-civilisées en sapant leurs fondements économiques, et produisit ainsi la plus grande et, à vrai dire, la seule révolution *sociale* qui ait jamais eu lieu en Asie.

Or, aussi triste qu'il soit de point de vue des sentiments humains de voir ces myriades d'organisations sociales patriarcales, inoffensives et laborieuses se dissoudre, se désagréger en éléments constitutifs et être réduites à la détresse, et leurs membres perdre en même temps leur ancienne forme de civilisation et leurs moyens de subsistance traditionnels, nous ne devons pas oublier que ces communautés villageoises idylliques, malgré leur aspect inoffensif, ont toujours été une fondation solide du despotisme oriental, qu'elles renfermaient la raison humaine dans un cadre extrêmement étroit, en en faisant un instrument docile de la superstition et l'esclave des règles admises, en la dépouillant de toute grandeur et de toute force historique. Nous ne devons pas oublier l'exemple des bar-

bares qui, accrochés égoïstement à leur misérable lopin de terre, observaient avec calme la ruine des empires, les cruautés sans nom, le massacre de la population des grandes villes, n'y prêtant pas plus d'attention qu'aux phénomènes naturels, eux-mêmes victimes de tout agresseur qui daignait les remarquer. Nous ne devons pas oublier que cette vie végétative, stagnante, indigne, que ce genre d'existence passif déchaînait d'autre part, par contrecoup, des forces de destruction aveugles et sauvages, et faisait du meurtre lui-même un rite religieux en Hindoustan. Nous ne devons pas oublier que ces petites communautés portaient la marque infamante des castes et de l'esclavage, qu'elles soumettaient l'homme aux circonstances extérieures au lieu d'en faire le roi des circonstances, qu'elles faisaient d'un état social en développement spontané une fatalité toute-puissante, origine d'un culte grossier de la nature, dont le caractère dégradant se traduisait dans le fait que l'homme, maître de la nature, tombait à genoux et adorait Hanumân, le singe, et Sabbala, la vache.

Il est vrai que l'Angleterre, en provoquant une révolution sociale en Hindoustan, était guidée par les intérêts les plus abjects et agissait d'une façon stupide pour atteindre ses buts. Mais la question n'est pas là. Il s'agit de savoir si l'humanité peut accomplir sa destinée sans une révolution fondamentale dans l'état social de l'Asie. Sinon, quels que fussent les crimes de l'Angleterre, elle fut un instrument inconscient de l'Histoire

en provoquant cette révolution. Dans ce cas, quelque tristesse que nous puissions ressentir au spectacle de l'effondrement d'un monde ancien, nous avons le droit de nous exclamer avec Goethe :

« Sollte diese Qual uns quälen
Da sie unsere Lust vermehrt,
Hat nicht Myriaden Seelen
Timur's Herrschaft aufgezehrt[1] ? »

Écrit par Karl Marx le 10 juin 1853.
Traduit de l'anglais.
Paru dans le *New York Daily Tribune*
n° 3804, le 25 juin 1853.
Signé : Karl Marx.

1. « Cette peine doit-elle nous tourmenter
Puisqu'elle augmente notre joie,
Le joug de Timour n'a-t-il pas écrasé
Des myriades de vies humaines? »
Goethe, *Westostlicher Diwan. An Suleika.* (N.d.É.)

Karl Marx

Extrait de l'article

Les Complications russo-turques – Les Subterfuges du cabinet britannique – La Dernière Note de Nesselrode – La Question des Indes orientales

Londres, mardi, 12 juillet 1853

Les clauses du *bill* sur l'Inde sont votées l'une après l'autre, et les débats n'offrent guère de traits remarquables, excepté l'inconsistance des prétendus réformateurs indiens. Tel est, par exemple, le lord Jocelyn, membre du Parlement, qui s'est constitué un capital politique par ses dénonciations périodiques des maux de l'Inde et de la mauvaise administration de la Compagnie des Indes orientales. En quoi, pensez-vous, consistait son amendement? À donner à la Compagnie des Indes orientales un bail de dix ans. Heureusement, ceci ne compromettait que lui-même. Il y a un autre « réformateur » professionnel, M. Joseph Hume, qui, durant sa longue vie parlementaire, a réussi à convertir l'opposition elle-même en un moyen de soutenir le

ministère. Il proposait de ne pas réduire le nombre des directeurs des Indes orientales de 24 à 18. Le seul amendement de sens commun, accepté néanmoins, fut celui de M. Bright, dispensant les directeurs nommés par le Gouvernement de l'obligation de posséder le nombre requis d'actions de la Compagnie, imposée aux directeurs élus par le Conseil des actionnaires. Parcourez les pamphlets publiés par l'Association pour les réformes aux Indes orientales, et vous éprouverez la même impression qu'en entendant un grand acte d'accusation contre Bonaparte, dressé en commun par les légitimistes, les orléanistes, les républicains bleus et rouges, et jusqu'aux bonapartistes désappointés. Le seul mérite de ces pamphlets jusqu'à présent a été d'attirer l'attention publique sur les affaires indiennes en général, et ils ne peuvent aller au-delà, dans leur forme actuelle d'opposition éclectique. Par exemple, tout en attaquant la conduite de l'aristocratie anglaise en Inde, ils protestent contre la liquidation de l'aristocratie indienne, autrement dit des princes indigènes.

Une fois que les envahisseurs britanniques avaient mis le pied en Inde et décidé de s'y maintenir, il ne restait d'autre solution que de briser le pouvoir des princes du pays par force ou par intrigue. Placés à leur égard dans des circonstances similaires à celles des anciens Romains à l'égard de leurs alliés, ils suivirent les voies de la politique romaine. « C'était, dit un écrivain anglais, un système de mise à l'engrais des alliés,

comme nous engraissons des bœufs, jusqu'à ce qu'ils soient bons à être dévorés. » Après s'être gagné ses alliés à la mode de la Rome antique, la Compagnie des Indes les exécuta à la façon moderne de Change Alley. Pour s'acquitter des engagements pris envers la Compagnie, les princes devaient emprunter des sommes énormes aux Anglais à des taux usuraires. Leurs affaires une fois embrouillées au suprême degré, le créancier se faisait inexorable, il « serrait la vis », et les princes étaient forcés soit de céder « à l'amiable » leurs territoires à la Compagnie, soit d'entrer en guerre ; dans le premier cas, ils devenaient les pensionnés des usurpateurs, dans le second, ils étaient déposés comme traîtres. Actuellement, les États indigènes occupent une superficie de 699 961 milles carrés, avec une population de 52 941 263 âmes, mais ils ont cessé d'être les alliés, pour devenir les dépendants du Gouvernement britannique, sous les conditions les plus diverses, et sous les formes variées du système des traités de subsides et de protectorat. Ces systèmes ont en commun l'abandon par les États indigènes du droit d'assurer eux-mêmes leur défense, d'entretenir des relations diplomatiques et de régler leurs différends entre eux, sans l'intervention du Gouverneur général. Ils doivent tous payer un tribut, soit en espèces, soit en entretenant un contingent de forces armées commandé par des officiers britanniques. L'absorption ou l'annexion finale des États indigènes fait actuellement le sujet d'une vive contro-

verse entre les réformateurs qui dénoncent le fait comme un crime et les hommes d'affaires qui l'excusent comme une nécessité.

À mon avis, la question elle-même est posée d'une façon tout à fait impropre. En ce qui concerne les *États* indigènes, ils ont pratiquement cessé d'exister du moment où ils sont devenus vassaux ou protégés de la Compagnie. Si vous divisez le revenu d'un pays entre deux gouvernements, vous arrivez sûrement à nuire gravement aux ressources de l'un et à l'administration des deux. Avec le présent système, les États indigènes succombent sous la double oppression de leur administration indigène et des tributs, ainsi que des charges militaires démesurées imposées par la Compagnie. Les conditions dans lesquelles il leur est permis de conserver leur apparente indépendance sont en même temps celles d'une décadence permanente et d'une incapacité totale d'amélioration. Une faiblesse organique est la loi de leur existence, comme de tout organisme qui ne subsiste que par tolérance. La question qui se pose n'est donc pas celle du maintien des *États* indigènes, mais de celui des *princes* et des cours indigènes. Mais n'est-ce pas chose étrange que de voir les mêmes hommes qui dénoncent « les splendeurs barbares de la Couronne et de l'aristocratie d'Angleterre » verser des larmes sur le crépuscule des nababs, radjahs et jagirdars indiens, dont la majorité ne possède même pas le prestige de l'Antiquité, n'étant généralement que des usur-

pateurs de date récente, élevés par les intrigues anglaises ! Il n'existe pas, dans le monde entier, de despotisme plus ridicule, absurde et puéril que celui de ces Shahzamans et Shehriyars des *Mille et une Nuits*. Le duc de Wellington, sir John Malcolm, sir Henry Russel, lord Ellenborough, le général Briggs, et autres autorités se sont prononcés pour le statu quo. Mais pour quelles raisons ? Parce que les troupes indigènes sous commandement anglais ont besoin d'être employées dans les petites guerres avec leurs compatriotes, pour les empêcher de tourner leurs armes contre leurs propres maîtres européens. Parce que l'existence d'États indépendants donne un emploi occasionnel aux troupes anglaises. Parce que les princes héréditaires sont les plus serviles instruments du despotisme anglais et font obstacle à l'avènement de ces hardis aventuriers militaires qui abondèrent et abonderont toujours en Inde. Car les territoires indépendants offrent un refuge à tous les esprits mécontents et entreprenants du pays. Laissant de côté tous ces arguments, qui reviennent à dire que les princes indigènes sont les piliers de l'abominable système anglais actuel et les plus grands obstacles aux progrès de l'Inde, j'en viens à sir Thomas Munro et à lord Elphinstone, qui sont au moins des hommes d'un esprit supérieur et animés d'une réelle sympathie pour le peuple indien. Ils pensent que, sans une aristocratie indigène, il ne peut y avoir d'énergie dans nulle autre classe de la société et que la subversion

de cette aristocratie n'élèvera pas, mais dégradera un peuple entier. Ceci peut être juste tant que les indigènes, sous la domination anglaise directe, sont évincés systématiquement de tous les emplois supérieurs civils et militaires. Là où il ne peut y avoir des grands hommes par leurs œuvres, il doit y avoir des grands hommes par naissance, pour laisser à un peuple conquis quelque grandeur qui lui soit propre. Néanmoins, cette exclusion des indigènes, sur un territoire anglais, n'a été effectuée que grâce au maintien des princes héréditaires dans les prétendus territoires indépendants. Et une de ces deux concessions devait être faite à l'armée indigène dont dépend toute la domination britannique en Inde. Je pense que nous pouvons ajouter foi à l'assertion de M. Campbell, qui dit que l'aristocratie indigène est la moins capable de remplir les postes supérieurs en Inde, que pour tous les besoins nouveaux il est nécessaire de créer une classe nouvelle ; et que, « étant donné l'esprit pénétrant et l'aptitude à apprendre des classes inférieures, ceci peut être fait en Inde mieux qu'en nul autre pays ».

Les princes indigènes eux-mêmes sont en train de disparaître rapidement par l'extinction de leurs maisons ; mais depuis le début de ce siècle, le Gouvernement britannique leur permet de se faire des *héritiers par adoption*, ou remplit leurs sièges vacants par ses marionnettes. Le grand Gouverneur général, lord Dalhousie, fut le premier à protester ouvertement contre

ce système. Si une résistance artificielle ne s'opposait pas au cours naturel des choses, il n'y aurait besoin ni de guerres ni de dépenses pour en finir avec les princes indigènes.

Quant aux *princes pensionnés*, les 2 468 969 livres sterling, qui leur sont assignés par le Gouvernement britannique sur les revenus de l'Inde, sont une charge trop lourde pour un peuple vivant de riz et privé des objets de première nécessité. Si les princes sont bons à quelque chose, c'est à exhiber la royauté à son degré le plus bas de dégradation et de ridicule. Prenez, par exemple, le Grand Mogol[1], le descendant de Timour Tamerlan. Il lui est alloué 120 000 livres par an. Son autorité ne s'étend pas au-delà des murs de son palais, à l'intérieur duquel cette idiote race royale, laissée à elle-même, se propage aussi abondamment que les lapins. Même la police de Delhi lui fut retirée par les Anglais. Ainsi, voit-on siéger sur son trône un petit homme jaune et recroquevillé, paré d'un vêtement théâtral, brodé d'or, fort ressemblant à celui des danseuses de l'Hindoustan. En certaines circonstances d'apparat, cette marionnette couverte de clinquant sort pour réjouir les cœurs des féaux. À son jour de réception, les étrangers ont à payer un droit en guinées, comme a tout *saltimbanque** s'exhibant en public, tandis qu'à son tour il leur fait présent de turbans, de dia-

1. Bahadur Chah. (N.d.É.)

mants, etc. Regardés de plus près, les diamants royaux ne sont qu'autant de morceaux de verre ordinaire, grossièrement polis, imitant aussi vaguement que possible les pierres précieuses et si misérablement assemblés qu'ils s'effritent dans la main comme du massepain.

Les prêteurs d'argent anglais, de concert avec l'aristocratie anglaise, entendent, nous devons le dire, l'art de dégrader la royauté, en la réduisant à la nullité du constitutionnalisme dans la métropole et aux vanités de l'étiquette dans les pays d'outre-mer. Et voici les radicaux qui s'exaspèrent à ce spectacle.

Écrit par Karl Marx le 12 juillet 1853.
Traduit de l'anglais.
Paru dans le *New York Daily Tribune*
n° 3828, le 25 juillet 1853.
Signé : Karl Marx.

Karl Marx

Les Résultats éventuels de la domination britannique en Inde

Londres, vendredi, 22 juillet 1853

Je me propose, en cette lettre, de conclure mes observations sur l'Inde. Comment la suprématie anglaise parvint-elle à s'établir dans l'Inde ? Le pouvoir suprême du Grand Mogol fut brisé par ses vice-rois. Le pouvoir des vice-rois fut brisé par les Mahrattes. Le pouvoir des Mahrattes fut brisé par les Afghans, et tandis que tous luttaient contre tous, le Britannique fit irruption et les subjugua tous. Un pays non seulement divisé entre Mahométans et Hindous, mais entre tribu et tribu, entre caste et caste ; une société basée sur une sorte d'équilibre résultant d'une répulsion générale et d'un exclusivisme organique de ses membres : un tel pays et une telle société n'étaient-ils pas une proie vouée à la conquête ? Si nous ne connaissions rien du passé de l'Hindoustan, ne resterait-il pas le grand fait incontestable que même au moment présent l'Inde est tenue sous le joug anglais par une armée indienne entretenue aux frais de l'Inde ? L'Inde ne pouvait donc échapper

au destin d'être conquise, et toute son histoire, si histoire il y a, est celle des conquêtes successives qu'elle a subies. La société indienne n'a pas d'histoire du tout, du moins pas d'histoire connue. Ce que nous appelons son histoire n'est que l'histoire des envahisseurs successifs qui fondèrent leurs empires sur la base passive de cette société immuable et sans résistance. La question n'est donc pas de savoir si les Anglais avaient le droit de conquérir l'Inde, mais si nous devons préférer l'Inde conquise par les Turcs, par les Persans, par les Russes à l'Inde conquise par les Britanniques.

L'Angleterre a une double mission à remplir en Inde : l'une destructrice, l'autre régénératrice – l'annihilation de la vieille société asiatique et la pose des fondements matériels de la société occidentale en Asie.

Arabes, Turcs, Tatars, Mogols, qui envahirent successivement l'Inde, furent bientôt « *hindouisés* », les conquérants barbares étant, par une loi éternelle de l'Histoire, conquis eux-mêmes par la civilisation supérieure de leurs sujets. Les Britanniques étaient les premiers conquérants supérieurs et par conséquent inaccessibles à la civilisation hindoue. Ils la détruisirent en détruisant les communautés indigènes, en extirpant l'industrie indigène, et en nivelant tout ce qui était grand et élevé dans la société indigène. L'histoire de leur domination en Inde ne rapporte guère autre chose outre cette destruction. L'œuvre de régénération perce à peine au travers d'un monceau de ruines. Elle a néanmoins commencé.

L'unité politique de l'Inde, plus consolidée et s'étendant plus loin qu'elle ne l'avait jamais fait sous les Grands Mogols, était la première condition de sa régénération. Cette unité imposée par l'épée britannique va maintenant être affermie et perpétuée par le télégraphe électrique. L'armée indigène organisée et entraînée par le sergent-instructeur britannique était le *sine qua non* de l'Inde s'émancipant et de l'Inde cessant d'être la proie du premier intrus étranger. La presse libre, introduite pour la première fois dans la société asiatique, et gérée principalement par la commune progéniture d'Hindous et d'Européens, est un nouvel et puissant agent de reconstruction. Les systèmes zémindari et ryotwari, eux-mêmes, si abominables soient-ils, constituent tels qu'ils sont deux formes de propriété privée de la terre – le grand rêve de la société asiatique. Les natifs de l'Inde, éduqués, encore qu'avec mauvaise grâce et parcimonie, à Calcutta, sous la tutelle anglaise, sont en train de former une classe nouvelle, douée des aptitudes requises au gouvernement et imbue de science européenne. La vapeur a mis l'Inde en communication régulière et rapide avec l'Europe, elle a mis ses ports principaux en relation avec ceux des mers du Sud et de l'Est et l'a tirée de l'isolement qui était la cause première de sa stagnation. Le jour n'est pas bien loin où, par une combinaison de chemins de fer et de bateaux à vapeur, la distance entre l'Angleterre et l'Inde, mesurée par le temps, sera réduite à huit jours,

et où cette contrée jadis fabuleuse sera pratiquement annexée au monde occidental.

Les classes dirigeantes de Grande-Bretagne n'ont manifesté jusqu'à présent qu'un intérêt accidentel, transitoire et exceptionnel au progrès de l'Inde. L'aristocratie voulait la conquérir, la ploutocratie – la piller, et l'oligarchie manufacturière – la subjuguer par ses marchandises à bas prix. Mais les positions sont changées à présent. L'oligarchie manufacturière a découvert que la transformation de l'Inde en un pays grand producteur est devenue d'importance vitale pour elle et, qu'à ces fins, il est par-dessus tout nécessaire de la doter de moyens d'irrigation et de communications intérieures. Elle projette à présent de couvrir l'Inde d'un réseau de voies ferrées. Et elle le fera. Les résultats doivent être inappréciables.

Il est notoire que la puissance productive de l'Inde est paralysée par le manque absolu de moyens pour transporter et échanger ses produits variés. Nulle part plus qu'en Inde, nous ne voyons la détresse sociale au sein de l'abondance naturelle, par suite du manque de moyens d'échanger. Il fut prouvé, devant une commission de la Chambre des communes britannique, qui siégea en 1848, que « quand le grain se vendait de six à huit shillings le quarter à Khandesh, il était vendu de 64 à 70 shillings à Poona, où le peuple mourait de famine dans les rues, sans possibilité de faire venir des approvisionnements de Khandesh, car les chemins de terre étaient impraticables ».

La mise en service des chemins de fer peut aisément être utilisée dans l'intérêt de l'agriculture par le creusement de réservoirs, là où il est nécessaire de prendre de la terre pour les remblais, et par l'adduction d'eau le long des lignes. Ainsi, l'irrigation, le *sine qua non* de la culture du sol en Orient, peut recevoir une grande extension et le retour fréquent des famines locales, dues au manque d'eau, serait conjuré. L'importance générale des chemins de fer, considérée sous ce rapport, doit devenir évidente, si l'on se rappelle que les propriétaires des terres irriguées, même dans les districts voisins de la chaîne des Ghâts, paient le triple d'impôts, emploient dix ou douze fois plus de main-d'œuvre, et que ces terres rapportent douze ou quinze fois plus que la même superficie non irriguée.

Les chemins de fer fourniront les moyens de réduire les proportions et le coût d'entretien des établissements militaires. Le colonel Warren, commandant de place du fort St. William, exposa devant une commission spéciale de la Chambre des communes « la possibilité de recevoir des informations de parties éloignées du pays en autant d'heures qu'il faut à présent de jours et de semaines, et d'envoyer des instructions avec des troupes et des approvisionnements, dans la période la plus brève, sont des considérations qui ne peuvent être surestimées. Les troupes pourraient être stationnées dans des cantonnements plus éloignés et plus sains qu'à présent, et bien des pertes de vies par maladie seraient ainsi

épargnées. On n'aurait pas besoin d'avoir d'approvisionnements dans les dépôts, et les pertes par décomposition et destruction, effet naturel du climat, seraient aussi évitées. Les effectifs pourraient être réduits en raison directe de leur efficacité ».

Nous savons que l'organisation municipale et la base économique de la société rurale fondée sur l'auto-administration ont été brisées, mais leurs pires traits, la dissolution de la société en atomes stéréotypés et sans connexion entre eux, ont survécu. L'isolement du village a produit l'absence de routes en Inde et l'absence de routes a perpétué l'isolement du village. Ainsi, une communauté existait à un niveau donné et inférieur de bien-être, presque sans rapports avec les autres villages, sans les désirs et les efforts indispensables au progrès social. Les Britanniques ayant brisé l'*inertie* des villages se suffisant à eux-mêmes, les chemins de fer vont satisfaire au besoin nouveau de communication et de relations. En outre, « un des effets du système des chemins de fer sera d'apporter à chaque village une connaissance des faits et inventions des autres pays et des moyens de se les procurer qui mettront d'abord l'artisanat héréditaire et salarié du village indien en état de faire la preuve entière de ses capacités, et ensuite de suppléer à ses défauts ». (Chapman, *Le Coton et le Commerce de l'Inde.*)

Je sais que l'oligarchie manufacturière anglaise ne désire doter l'Inde de chemins de fer que dans l'inten-

tion exclusive d'en tirer à moindres frais le coton et autres matières premières pour ses manufactures. Mais une fois que vous avez introduit les machines comme moyen de locomotion dans un pays qui possède le fer et le charbon, vous êtes incapable de les tenir exclues de ses fabrications. Vous ne pouvez entretenir un réseau de voies ferrées dans un immense pays, sans introduire tous les processus industriels nécessaires pour satisfaire les besoins immédiats et courants de la locomotion par rail, et de là doit se développer l'application des machines aux branches de l'industrie sans rapport direct avec les chemins de fer. Les chemins de fer deviendront donc en Inde les avant-coureurs de l'industrie moderne. Ce qui est d'autant plus certain que les Hindous sont, comme l'admettent les autorités britanniques elles-mêmes, particulièrement doués pour s'adapter à un travail entièrement nouveau et acquérir la connaissance requise des machines. Ample preuve en est donnée par les capacités et l'habileté des mécaniciens indigènes, à la Monnaie de Calcutta, employés depuis des années à faire fonctionner la machinerie à vapeur et par des indigènes desservant divers engins à vapeur dans les districts houillers de Hardwar, et autres exemples. M. Campbell lui-même, si influencé qu'il soit par les préjugés de la Compagnie des Indes, est obligé de reconnaître « que la grande masse du peuple indien possède une grande *énergie industrielle*, qu'elle est douée pour accumuler du capital et remarquable par un esprit

d'une grande clarté mathématique et des dispositions pour le calcul et les sciences exactes». «Leur intellect, dit-il, est excellent.»

Les industries modernes, qui seront le résultat du système ferroviaire, vont dissoudre les divisions héréditaires du travail, sur lesquelles reposent les castes indiennes, ces obstacles décisifs au progrès indien et à la puissance indienne.

Tout ce que la bourgeoisie anglaise sera obligée de faire en Inde n'émancipera la masse du peuple ni n'améliorera substantiellement sa condition sociale, car ceci dépend non seulement du développement des forces productives, mais aussi de leur appropriation par le peuple. Mais ce qu'elle ne manquera pas de faire, c'est de créer les conditions matérielles pour réaliser les deux. La bourgeoisie a-t-elle jamais fait plus? A-t-elle jamais effectué un progrès sans traîner les individus et les peuples à travers le sang et la boue, à travers la misère et la dégradation?

Les Indiens ne récolteront pas les fruits des éléments de la nouvelle société semés de-ci de-là parmi eux par la bourgeoisie anglaise, jusqu'à ce qu'en Angleterre elle-même les classes dominantes n'aient été supplantées par le prolétariat industriel, ou que les Hindous eux-mêmes ne soient devenus assez forts pour rejeter définitivement le joug anglais. En tous cas, nous pouvons certainement nous attendre à voir, à une époque plus ou moins éloignée, la régénération de ce grand et intéressant pays,

dont les généreux natifs sont, pour reprendre l'expression du prince Saltykov, même dans les classes les plus inférieures, « plus fins et plus adroits que les Italiens » *, dont la soumission même est contrebalancée par une calme noblesse ; qui, en dépit de leur indolence naturelle, ont étonné les officiers britanniques par leur courage, pays qui fut la source de nos langues, de nos religions, et qui présente le type de l'ancien Germain dans le djat et le type de l'ancien Grec dans le brahmane.

Je ne puis quitter le sujet de l'Inde sans quelques remarques pour conclure.

L'hypocrisie profonde et la barbarie inhérente à la civilisation bourgeoise s'étalent sans voile devant nos yeux, en passant de son foyer natal, où elle assume des formes respectables, aux colonies où elle se présente sans voile. Les bourgeois sont les défenseurs de la propriété, mais aucun parti révolutionnaire a-t-il jamais donné origine à des révolutions agraires comme celles qui eurent lieu au Bengale, à Madras et à Bombay ? N'ont-ils pas, en Inde, pour emprunter une expression de ce grand pillard lord Clive lui-même, recouru à d'atroces extorsions, là où la simple corruption ne pouvait satisfaire leur rapacité ? Tandis qu'ils péroraient en Europe sur l'inviolable sainteté de la dette publique, ne confisquaient-ils pas en Inde les dividendes des radjahs qui avaient investi leur épargne privée dans les valeurs de la Compagnie ? Tandis qu'ils combattaient la révolution française sous le prétexte de défendre « notre

sainte religion », n'interdisaient-ils pas en même temps la propagation du christianisme en Inde, et pour soutirer l'argent des pèlerins affluant aux temples d'Orissa et du Bengale, ne tiraient-ils pas profit du trafic du meurtre et de la prostitution perpétré dans le temple de Jagannatha ? Tels sont les hommes de « Propriété, Ordre, Famille et Religion ».

Les effets dévastateurs de l'industrie anglaise, considérés par rapport à l'Inde, un pays aussi vaste que l'Europe et d'une superficie de 150 millions d'acres, sont palpables et terrifiants. Mais nous ne devons pas oublier qu'ils ne sont que les résultats organiques de tout le système de production, tel qu'il est à présent constitué. Cette production repose sur la domination toute-puissante du capitalisme. La centralisation du capital est essentielle à son existence en tant que puissance indépendante. L'influence destructive de cette centralisation sur les marchés du monde ne fait que révéler, à l'échelle la plus gigantesque, les lois organiques inhérentes à l'économie politique, actuellement en vigueur dans toute ville civilisée. La période bourgeoise de l'Histoire a pour mission de créer la base matérielle du monde nouveau, d'une part, l'intercommunication universelle fondée sur la dépendance mutuelle de l'humanité et les moyens de cette intercommunication ; d'autre part, le développement des forces de production de l'homme et la transformation de la production matérielle en une domination scientifique des éléments. L'industrie et le

commerce bourgeois créent ces conditions matérielles d'un monde nouveau de la même façon que les révolutions géologiques ont créé la surface de la terre. Quand une grande révolution sociale aura maîtrisé ces réalisations de l'époque bourgeoise, le marché mondial et les forces modernes de production, et les aura soumis au contrôle commun des peuples les plus avancés, alors seulement le progrès humain cessera de ressembler à cette hideuse idole païenne qui ne voulait boire le nectar que dans le crâne des victimes.

Écrit par Karl Marx le 22 juillet 1853.
Traduit de l'anglais.
Paru dans le *New York Daily Tribune*
n° 3840, le 8 août 1853.
Signé : Karl Marx.

Karl Marx

La Guerre anglo-persane

La déclaration de guerre à la Perse par l'Angleterre, ou plutôt par la Compagnie des Indes orientales, est la réédition d'un de ces coups astucieux et téméraires de la diplomatie anglaise en Asie, grâce auxquels l'Angleterre a étendu ses possessions sur ce continent. Dès que la Compagnie jette un regard cupide sur n'importe lequel des États souverains indépendants ou n'importe quelle région dont les ressources politiques et commerciales ou dont l'or et les joyaux sont prisés, la victime est accusée de violer telle ou telle convention fictive ou réelle, de transgresser une promesse ou une restriction imaginaire, de commettre quelque nébuleuse offense, et la guerre est déclarée, et l'éternité du mal, la perpétuelle actualité de la fable du loup et de l'agneau teignent de sang une fois encore l'histoire nationale anglaise.

L'Angleterre avait convoité depuis de longues années une position dans le golfe Persique et par-dessus tout la possession de l'île de Karak, située dans la partie nord

de ces eaux. Le célèbre sir John Malcolm, plusieurs fois ambassadeur en Perse, ne cessait de prôner la valeur de cette île pour l'Angleterre et affirmait qu'on pouvait en faire un des établissements les plus florissants en Asie, placée comme elle est au voisinage de Bouchir, Bender-Rig, Bassora, Grien Barberia et El-Katif. En conséquence, l'Angleterre est déjà en possession de l'île et de Bouchir. Sir John considérait l'île comme un point central pour le commerce de Turquie, d'Arabie et de Perse. Le climat est excellent et elle offre toutes les facilités pour devenir un endroit florissant. L'ambassadeur avait, plus de trente-cinq ans auparavant, soumis ses observations à lord Minto, alors gouverneur général, et ils avaient tous deux cherché à réaliser ce plan. Sir John avait été nommé au commandement d'une expédition pour s'emparer de l'île et devait déjà partir, quand il reçut l'ordre de revenir à Calcutta ; sir Hartford Jones fut alors envoyé en mission diplomatique en Perse. Durant le premier siège de Hérat par les Persans, en 1837-1838, l'Angleterre, sous le même prétexte éphémère qu'à présent – celui de défendre les Afghans, avec qui elle a été constamment en inimitié mortelle, s'était emparée de Karak, mais avait été forcée par les circonstances, notamment par l'intervention de la Russie, à lâcher sa proie. La tentative récemment renouvelée et couronnée de succès de la Perse contre Hérat avait fourni à l'Angleterre une occasion d'accuser le Chah d'un manquement à la bonne

foi envers elle et de prendre l'île, comme un premier pas vers les hostilités.

Ainsi, durant un demi-siècle, l'Angleterre a cherché continuellement mais rarement avec succès d'établir sa prépondérance au sein du Cabinet des Chahs de Perse. Ces derniers, néanmoins, nullement inégaux à leurs ennemis aux caresses adulatrices, se dérobent à ces étreintes perfides. Instruits par la conduite des Anglais en Inde, les Persans doivent garder présent à la mémoire l'avis donné à Feth-Ali-chah en 1805 : « Se défier des conseils d'une nation de marchands cupides qui, en Inde, trafiquent des vies et des couronnes des souverains. » À malin, malin et demi. À Téhéran, capitale de la Perse, l'influence de l'Angleterre est au plus bas ; car, sans compter les intrigues russes, la France y occupe une position éminente, et, de ces trois flibustiers, le Britannique est celui que la Perse doit craindre le plus. Au moment présent, une ambassade de Perse est en route pour Paris ou y est déjà parvenue, et il est fort probable que les complications survenues en Perse y deviendront le sujet de négociations diplomatiques. En fait, la France ne considère pas d'un œil indifférent la conquête d'une île du golfe Persique. La question est rendue encore plus épineuse du fait que la France exhume certains parchemins en vertu desquels Karak lui fut déjà cédée par les chahs de Perse, à deux reprises, dont une remonte à 1708, sous Louis XIV, l'autre à 1808, conditionnellement, il est vrai, dans les

deux occasions, mais en termes suffisants pour conférer quelques droits ou justifier des prétentions de la part du présent imitateur de ces souverains qui étaient suffisamment anti-anglais.

Dans une récente réponse au *Journal des Débats*, le *London Times* renonce, au nom de l'Angleterre, en faveur de la France, à toute prétention à l'hégémonie des affaires européennes, réservant à la nation anglaise la direction incontestée des affaires d'Asie et d'Amérique, dans lesquelles nulle autre puissance européenne ne doit s'immiscer. Il est néanmoins permis de douter que Louis Bonaparte accepte cette division du monde. En tout cas, la diplomatie française, à Téhéran, au cours des derniers malentendus anglo-persans, n'a pas soutenu de grand cœur l'Angleterre ; et le fait que la presse française exhume et fasse mousser les prétentions gauloises sur Karak semble augurer que l'Angleterre ne trouvera pas qu'il soit un jeu si aisé d'attaquer et de démembrer la Perse.

Écrit par Karl Marx le 30 octobre 1856.
Traduit de l'anglais.
Éditorial paru dans le *New York Daily Tribune*
n° 4904, le 7 janvier 1857.

Karl Marx

La Guerre contre la Perse

Pour comprendre les raisons politiques et l'objet de la guerre récemment entreprise par les Britanniques contre la Perse, et qui, d'après les nouvelles récentes, a été poussée assez énergiquement pour réduire le Chah à la soumission, il est nécessaire de prendre une vue rétrospective des affaires persanes. La dynastie persane, fondée en 1502 par Ismaïl, qui se proclamait descendant des rois de Perse, après avoir soutenu pendant plus de deux siècles la puissance et la dignité d'un grand État, avait subi, vers 1720, un échec très rude, par la rébellion des Afghans habitant ses provinces orientales. La Perse occidentale fut envahie par eux, et deux princes afghans réussirent à se maintenir quelques années sur le trône persan. Ils en furent, cependant, bientôt chassés par le fameux Nadir, agissant d'abord en qualité de général du prétendant persan. Ayant pris lui-même la couronne, il réduisit les Afghans rebelles et, par sa fameuse invasion de l'Inde, contribua pour beaucoup à la désorganisation de l'Empire mogol déjà

à son déclin, ce qui ouvrit la voie aux progrès de la domination britannique en Inde.

Au milieu de l'anarchie qui suivit, en Perse, la mort de Nadir-Chah, en 1747, prit naissance, sous le gouvernement de Ahmed Dourrani, un État afghan indépendant, comprenant les principautés de Hérat, Caboul[1], Kandahar, Pechawer et l'ensemble des territoires possédés plus tard par les Sikhs. Ce royaume, qui n'était que superficiellement cimenté, s'écroula après la mort de son fondateur, et se retrouva démembré en ses parties constituantes, les tribus afghanes indépendantes, avec leurs chefs propres, divisées par d'interminables inimitiés, ralliées exceptionnellement sous la menace d'une collision avec la Perse. Cet antagonisme politique entre Afghans et Persans, fondé sur des différences tribales, auquel s'ajoutent des réminiscences historiques, maintenu vivace par des querelles de frontière et des prétentions rivales, est également consacré, pour ainsi dire, par l'antagonisme religieux, les Afghans étant sunnites, c'est-à-dire musulmans orthodoxes, tandis que la Perse constitue la citadelle des chiites hérétiques.

En dépit de cet antagonisme intense et universel, il existait un point de contact entre Persans et Afghans – leur commune hostilité envers la Russie. La Russie envahit la Perse pour la première fois sous Pierre le

1. Nous avons décidé de garder l'orthographe des noms selon l'usage en vigueur jusqu'il y a une trentaine d'années. (N.d.É.)

Grand, mais sans grand avantage. Alexandre I[er], plus heureux, par le traité de Gulistan, priva la Perse de douze provinces, la plupart au sud du Caucase. Nicolas, par la guerre de 1826-1827, qui prit fin par le traité de Tourkmantchaï, dépouilla la Perse de plusieurs autres districts, et lui interdit la navigation au large de ses propres côtes de la mer Caspienne. La mémoire des spoliations passées, les restrictions présentes qu'elle doit souffrir, et la crainte de nouveaux empiétements, autant d'incitations concourant à mettre la Perse en opposition mortelle avec la Russie. Les Afghans, de leur côté, bien que n'ayant jamais été impliqués dans de véritables conflits avec la Russie, étaient habitués à la considérer comme l'ennemi éternel de leur religion et comme un géant prêt à avaler l'Asie. Voyant en la Russie leur ennemi héréditaire, Persans et Afghans étaient amenés à considérer l'Angleterre comme leur alliée naturelle. Ainsi, pour maintenir sa suprématie, l'Angleterre n'avait qu'à jouer le rôle du médiateur bénévole entre la Perse et l'Afghanistan, et se montrer l'adversaire résolu des empiétements russes. Une démonstration d'amitié d'une part et une ferme résolution de résistance de l'autre – il n'en fallait pas plus.

On ne peut dire, néanmoins, que les avantages de cette position ont été très efficacement utilisés. En 1834, quand il s'agit du choix d'un héritier au Chah de Perse, les Anglais furent induits à coopérer en faveur du prince proposé par la Russie et l'année d'après à

aider ce prince, avec de l'argent et l'assistance active d'officiers britanniques, à soutenir ses prétentions contre son rival. Les ambassadeurs anglais envoyés en Perse furent chargés de mettre en garde le gouvernement persan de ne pas se laisser entraîner à engager contre les Afghans une guerre qui ne pouvait avoir d'autre résultat que de dissiper ses ressources; mais quand ces ambassadeurs demandèrent sérieusement les pouvoirs pour prévenir la menace d'une telle guerre, ils se virent rappeler par leur ministère, dans la métropole, un article du vieux traité de 1814, en vertu duquel, en cas de guerre entre la Perse et les Afghans, les Anglais ne devaient pas s'en mêler, à moins que leur médiation ne fût sollicitée. L'idée des envoyés et des autorités britanniques dans l'Inde était que cette guerre était machinée par la Russie, désireuse de mettre à profit l'expansion persane vers l'Est, comme le moyen d'ouvrir une route par laquelle une armée russe pourrait un jour ou l'autre entrer en Inde. Ces considérations semblent toutefois n'avoir guère fait impression sinon aucune sur lord Palmerston, alors à la tête du département des Affaires étrangères, et en septembre 1837 une armée persane envahit l'Afghanistan. Quelques petits succès l'amenèrent jusqu'à Hérat, devant lequel elle campa et en commença le siège sous la direction personnelle du comte Simonitch, ambassadeur russe à la cour persane. Au cours des opérations de guerre, McNeil, l'ambassadeur britannique, se

trouva paralysé par des instructions contradictoires. D'une part, lord Palmerston lui enjoignait « de s'abstenir de faire des relations de la Perse avec Hérat un sujet de discussion », car l'Angleterre n'avait rien à dire là-dessus. D'autre part, lord Auckland, le gouverneur général de l'Inde, voulait qu'il dissuadât le Chah de poursuivre ses opérations. Tout au début des hostilités, M. Ellis avait rappelé les officiers britanniques servant dans l'armée persane, mais Palmerston les avait réintégrés. Et le gouverneur général indien ayant réitéré ses instructions à McNeil de retirer les officiers britanniques, Palmerston avait de nouveau renversé cette décision. Le 8 mars 1838, McNeil se rendit au camp persan et offrit sa médiation non pas au nom de l'Angleterre, mais en celui de l'Inde.

Vers la fin de mai 1838, après environ neuf mois de siège, Palmerston envoya une dépêche menaçante à la cour persane, faisant pour la première fois de l'affaire de Hérat un sujet de remontrance et pour la première fois faisant violemment grief des « connexions de la Perse avec la Russie ». Simultanément, le gouvernement indien ordonna à une expédition navale de cingler vers le golfe Persique et de s'emparer de l'île de Karak – la même qui avait été récemment occupée par les Anglais. À une époque plus récente, l'envoyé britannique quitta Téhéran pour Erzeroum, et l'ambassadeur persan envoyé en Angleterre se vit refuser l'accession de ce pays. Entre-temps, en dépit d'un blocus très prolongé,

Hérat avait tenu, les assauts persans avaient été repoussés, et, le 15 août 1838, le Chah fut forcé de lever le siège et de se retirer à marches précipitées d'Afghanistan. Là-dessus, on eût supposé alors que les opérations des Anglais auraient pu prendre fin ; mais bien loin de là, les choses prirent un tour extraordinaire. Non contents de repousser les tentatives de la Perse, faites, comme on l'alléguait, à l'instigation et dans l'intérêt de la Russie, qui voulait s'emparer d'une partie de l'Afghanistan, les Anglais entreprirent d'occuper, pour eux-mêmes, la totalité de ce pays. D'où la fameuse guerre afghane, dont le résultat final fut si désastreux pour les Anglais, et dont la responsabilité réelle reste tout aussi mystérieuse.

La présente guerre contre la Perse a été motivée par des événements fort semblables à ceux qui précéderont la guerre afghane, c'est-à-dire une attaque contre Hérat par les Persans, qui eut pour résultat cette fois la prise de cette ville. Une circonstance frappante, toutefois, est que les Anglais ont agi à présent comme les alliés et défenseurs de ce même Dost Mohammed, qu'ils avaient, avec un tel insuccès, entrepris de détrôner au cours du conflit afghan… Reste à voir si cette guerre doit avoir des conséquences aussi extraordinaires et inattendues que celles de la précédente.

Écrit par Karl Marx vers le 27 janvier 1857.
Traduit de l'anglais.
Éditorial paru dans le *New York Daily Tribune*
n° 4937, le 14 février 1857.

Friedrich Engels

La Perse et la Chine

Londres, 22 mai 1857

Les Anglais viennent juste de terminer une guerre en Asie et en engagent une autre. La résistance opposée par les Persans et celle que les Chinois ont opposée jusqu'à présent à l'invasion britannique offrent un contraste digne de notre attention. En Perse, le système d'organisation militaire européen a été greffé sur la barbarie asiatique; en Chine, la demi-civilisation pourrissante du plus vieil État du monde fait face aux Européens avec ses propres ressources. La Perse a subi une défaite signalée, tandis que la Chine au désespoir, à demi décomposée, a trouvé un système de résistance, qui, s'il est appliqué, rendra impossible la répétition des marches triomphales de la première guerre anglo-chinoise.

La Perse se trouvait dans un état semblable à celui de la Turquie durant la guerre de 1828-1829 contre la Russie. Des officiers anglais, français, russes avaient tour à tour entrepris l'organisation de l'armée persane. Les

systèmes s'étaient succédé et chacun avait échoué, à cause de la jalousie, des intrigues, de l'ignorance, de la cupidité et de la corruption des Orientaux, qu'il devait transformer en officiers et en soldats européens. La nouvelle armée régulière n'a jamais eu une occasion de faire l'essai de son organisation et de sa force sur le champ de bataille. Ses exploits se sont réduits à quelques campagnes contre les Kurdes, les Turcomans et les Afghans, où elle servait d'une sorte de noyau ou de réserve à la nombreuse cavalerie irrégulière de la Perse. Cette dernière fit le plus fort du combat réel; les réguliers n'avaient en général qu'à imposer à l'ennemi par leurs formations en apparence formidables. Finalement, la guerre contre l'Angleterre éclata.

Les Anglais attaquèrent Bouchir et y rencontrèrent une résistance vaillante bien qu'inefficace. Mais les hommes qui combattirent à Bouchir n'étaient pas des réguliers : c'étaient ceux des levées irrégulières des habitants persans et arabes de la côte. Les réguliers étaient en train de se concentrer, à quelque soixante milles de là, dans les collines. Ils avancèrent enfin. L'armée anglo-indienne les rencontra à mi-chemin; et bien que la façon dont les Persans se servirent de leur artillerie leur fît honneur, et que leurs carrés fussent formés selon les principes les plus approuvés, une seule charge d'un seul régiment de cavalerie régulière indienne balaya du champ de bataille toute l'armée persane, garde et troupes de ligne. Et pour savoir ce

que cette cavalerie régulière indienne est censée valoir dans l'armée indienne, il suffit de nous référer au livre du capitaine Nolan à ce sujet. Elle est considérée, parmi les officiers anglo-indiens, comme pire que sans valeur, et de loin inférieure à la cavalerie irrégulière anglo-indienne. Le capitaine Nolan ne peut citer une seule action où elle fût engagée à son crédit. Et pourtant, six cents hommes de cette cavalerie chassèrent devant eux dix mille Persans ! Telle fut la terreur répandue parmi les réguliers persans que depuis, à la seule exception de l'artillerie, ils ne tinrent plus ferme nulle part. À Mohammera, ils se tinrent hors d'atteinte, laissant l'artillerie défendre les batteries, et se retirèrent dès qu'elles furent réduites au silence ; et quand les Britanniques débarquèrent, en une force de reconnaissance de trois cents fusiliers et d'une cinquantaine de cavaliers irréguliers, l'armée persane tout entière se replia, laissant armes et bagages aux mains – non pas des vainqueurs, car on ne peut les appeler ainsi – mais des envahisseurs.

Tout ceci néanmoins ne permet ni de flétrir les Persans comme une nation de couards, ni de renoncer à l'introduction de la tactique européenne chez les Orientaux. Les guerres russo-turques de 1806-1812 et de 1828-1829 abondent en exemples de ce genre. La principale résistance opposée aux Russes fut celle des levées irrégulières des villes fortifiées et des provinces des montagnes. Chaque fois qu'elles se montrèrent en

rase campagne, les troupes régulières furent culbutées par les Russes et fort souvent s'enfuirent au premier coup de feu; tandis qu'une seule compagnie d'irréguliers arnautes, dans un défilé, à Varna, repoussa l'assaut des Russes durant des semaines entières. Et pourtant, dans la dernière guerre, l'armée régulière turque a battu les Russes, à chaque engagement, depuis Oltenitsa et Cetatea jusqu'à Kars et à l'Ingour.

Le fait est que l'introduction de l'organisation militaire européenne chez les nations barbares est loin d'être achevée, quand l'armée nouvelle a été subdivisée, équipée et entraînée à l'européenne. Ceci n'est que le premier pas. La mise en vigueur d'un règlement militaire européen ne suffit pas non plus; il ne fera pas plus régner la discipline européenne qu'un règlement d'instruction européen ne produira de lui-même la tactique et la stratégie européennes. Le principal et en même temps le plus difficile est de créer un corps d'officiers et de sous-officiers, instruits d'après le système européen moderne, totalement affranchis des vieux préjugés et réminiscences nationaux en matière militaire, et capables d'insuffler la vie aux troupes nouvelles. Ceci demande beaucoup de temps et doit sûrement se heurter à l'opposition la plus obstinée de la part de l'ignorance, de l'impatience, des préjugés orientaux et des vicissitudes de fortune et de faveur inhérentes aux cours orientales. Un sultan ou un chah n'est que trop enclin à considérer son armée à la hau-

teur de n'importe quelle tâche dès que les hommes savent défiler à la parade, faire conversion, se déployer et se ployer en colonne, sans se mettre dans un désordre irréparable. Quant aux écoles militaires, leurs fruits sont si lents à mûrir, qu'avec l'instabilité des gouvernements orientaux, on ne peut guère s'attendre qu'elles en produisent aucun. Même en Turquie, les disponibilités en officiers instruits sont fort réduites, et l'armée turque n'aurait pu se tirer d'affaire, durant la dernière guerre, sans le grand nombre de renégats et d'officiers européens servant dans ses rangs.

La seule arme qui fait partout exception est l'artillerie. Sur ce point, les Orientaux sont si déficients et si incapables qu'ils sont obligés d'en laisser tout le maniement à leurs instructeurs européens. La conséquence est qu'en Turquie comme en Perse l'artillerie est de loin en avance sur l'infanterie et la cavalerie.

Que, dans ces conditions, l'armée anglo-indienne, la plus vieille des armées orientales organisées d'après le système européen, la seule qui ne soit pas soumise à un gouvernement oriental, mais à une administration exclusivement européenne, et commandée presque entièrement par des officiers européens, que cette armée, soutenue par une forte réserve de troupes britanniques et par une marine puissante, dût disperser aisément les réguliers persans, est chose qui va de soi. Ce revers fera d'autant plus de bien aux Persans qu'il fut plus éclatant. Ils verront désormais, comme les

Turcs l'ont déjà vu, que l'uniforme européen et le dressage pour la parade ne sont pas un talisman en eux-mêmes, et il se peut que dans vingt ans les Persans se montrent aussi redoutables que les Turcs, dans leurs récentes victoires.

Les troupes qui ont conquis Bouchir et Mohammera seront, à ce qu'on apprend, envoyées immédiatement en Chine. Elles y trouveront un ennemi tout différent. Nulle tentative de manœuvres à l'européenne ne leur sera opposée, mais l'ordonnance irrégulière des masses asiatiques. Il n'est pas douteux qu'elles en viendront à bout sans difficulté ; mais qu'arrivera-t-il si les Chinois engagent contre elles une guerre nationale, et si la barbarie pousse le manque de scrupule jusqu'à faire usage des seules armes qu'elle sait manier ?

Les Chinois d'à présent sont évidemment animés d'un esprit différent de celui qu'ils montrèrent dans la guerre de 1840 à 1842. Alors, le peuple était calme ; il laissait les soldats de l'Empereur combattre les envahisseurs et, après une défaite, se soumettaient à l'ennemi, avec le fatalisme oriental. Mais à présent, dans les provinces méridionales du moins, où le conflit a jusqu'à présent été limité, la masse du peuple prend une part active, fanatique même, à la lutte contre les étrangers. Les Chinois empoisonnent le pain de la colonne européenne à Hong-Kong, en gros et avec la plus froide préméditation. (Quelques pains ont été envoyés à Liebig pour examen. Il les a trouvés truffés

d'arsenic, ce qui montre qu'il avait été déjà incorporé à la pâte. La dose était néanmoins si forte qu'elle devait agir comme un émétique et neutraliser ainsi les effets du poison.) Ils embarquent avec des armes cachées à bord des vapeurs de commerce et, en cours de route, massacrent l'équipage et les passagers européens et s'emparent du navire. Ils enlèvent et tuent tout étranger à portée de leur main. Les coolies mêmes, émigrant à l'étranger, se mutinent, comme de concert, à bord de chaque transport d'émigrants ; ils se battent pour sa possession et, plutôt que de se rendre, coulent avec lui ou périssent dans les flammes. Hors de Chine même, les colons chinois, jusqu'ici les plus soumis et les plus doux des sujets, conspirent et se soulèvent subitement en une insurrection nocturne, comme ce fut le cas à Sarawak, ou, comme à Singapour ; ils ne sont contenus que par la force et la vigilance. La politique de piraterie du gouvernement britannique a provoqué cette explosion universelle de tous les Chinois contre tous les étrangers et lui a donné le caractère d'une guerre d'extermination.

Que peut une armée contre un peuple recourant à de tels moyens de guerre ? Où, jusqu'à quel point, peut-elle pénétrer en pays ennemi, et comment s'y maintenir ? Les mercantis en civilisation qui tirent à boulets rouges sur une ville sans défense et ajoutent le viol à l'assassinat peuvent qualifier ces méthodes de lâches, de barbares, d'atroces ; mais qu'importe aux Chinois

pourvu qu'elles réussissent ? Puisque les Britanniques les traitent de barbares, ils ne peuvent leur dénier le plein bénéfice de leur barbarie. Si leurs enlèvements, leurs attaques par surprise, leurs massacres de nuit sont ce que nous appelons lâches, les mercantis en civilisation ne devraient pas oublier, comme ils l'admettent eux-mêmes, que les Chinois ne pourraient pas résister aux moyens de destruction européens par leurs moyens de guerre ordinaires.

Bref, au lieu de moraliser sur les horribles atrocités des Chinois, comme le fait la chevaleresque presse anglaise, nous ferions mieux de reconnaître que c'est une guerre *pro aris et focis*, une guerre nationale pour le maintien de la nationalité chinoise, et, malgré ses préjugés tout-puissants, sa docte ignorance et sa barbarie pédante, si vous voulez, une guerre du peuple quand même. Et dans une guerre populaire, les moyens employés par la nation insurgée ne peuvent être mesurés selon les règles reconnues de conduite d'une guerre régulière ni d'après nul autre étalon abstrait, mais d'après le degré de civilisation de la nation insurgée.

Les Anglais sont placés, cette fois, dans une position difficile. Jusqu'à présent, le fanatisme national chinois semble ne pas s'étendre au-delà de ces provinces du Sud qui n'ont pas adhéré à la grande rébellion. La guerre y restera-t-elle confinée ? En ce cas, elle ne pourrait certainement aboutir à aucun résultat, aucun point vital de l'Empire n'étant menacé. En même temps, ce

serait une guerre très dangereuse pour les Anglais, si ce fanatisme gagnait les populations de l'intérieur. Canton peut être totalement détruit, et les côtes, occupées à tous les points possibles, mais toutes les forces que les Britanniques pourraient réunir ne suffiraient pas à conquérir et à tenir les deux provinces de Kouang-toung et de Kouang-si. Que peuvent-ils donc faire de plus ? Le pays, au nord de Canton, jusqu'à Changhai et Nankin, est aux mains des insurgés chinois, qu'il serait de mauvaise politique d'offenser, et, au nord de Nankin, le seul point où une attaque pourrait conduire à un résultat décisif est Pékin. Mais où est l'armée pour former une base d'opérations fortifiée et garnie de troupes sur la côte, pour surmonter tout obstacle en chemin, pour laisser des détachements chargés d'assurer les communications avec la côte et paraître comme une force d'apparence tant soit peu considérable sous les remparts d'une ville, de la taille de Londres, située à une centaine de milles du point de débarquement de cette armée ? D'autre part, une démonstration couronnée de succès contre la capitale ébranlerait jusque dans ses fondements l'Empire chinois, accélérerait la chute de la dynastie Ts'ing et aplanirait la voie aux progrès non pas des Anglais mais des Russes.

La nouvelle guerre anglo-chinoise présente tant de complications qu'il est absolument impossible de deviner le tour qu'elle peut prendre. Pour quelques mois encore, le manque de troupes et, pour plus longtemps

encore, le manque de décision maintiendront les Britanniques parfaitement inactifs, sauf peut-être sur quelques points sans importance, dont, dans les circonstances présentes, Canton fait aussi partie.

Une chose est certaine, c'est que la dernière heure de la vieille Chine approche rapidement. La guerre civile a déjà séparé le Sud du Nord de l'Empire et le roi rebelle semble aussi en sécurité à l'égard des troupes impériales (sinon des intrigues de ses propres partisans) à Nankin que l'Empereur céleste l'est à l'égard des rebelles à Pékin. Canton mène donc, jusqu'à présent, une sorte de guerre indépendante contre les Anglais et tous les étrangers en général ; et tandis que les flottes et les troupes britanniques et françaises affluent à Hong-Kong, les Cosaques de la frontière de Sibérie avancent lentement mais sûrement leurs stanitsas des monts Daours jusqu'aux rives de l'Amour, et l'infanterie de marine russe encercle de fortifications les splendides ports de Mandchourie. Le fanatisme même des Chinois du Sud dans leur lutte contre les étrangers semble marquer la conscience du danger suprême qui menace la vieille Chine ; avant peu d'années, nous serons témoins de l'agonie du plus vieil Empire du monde et du jour où une ère nouvelle s'ouvrira pour toute l'Asie.

Écrit par Friedrich Engels vers le 20 mai 1857.
Traduit de l'anglais.
Paru dans le *New York Daily Tribune*
n° 5032, le 5 juin 1857.

Karl Marx

Le Traité persan

Londres, 12 juin 1857

À une question relative à la guerre contre la Perse, récemment adressée à lord Palmerston, au sein de sa propre Chambre des communes, il répondit de façon blessante : « Sitôt que la *paix* sera ratifiée, la Chambre pourra exprimer ses opinions sur la *guerre*. » Le traité de paix signé à Paris, le 4 mars 1857, et ratifié à Bagdad, le 2 mai 1857, est maintenant soumis à la Chambre. Il comprend quatorze articles, dont huit encombrés des clauses de style usuel des traités de paix. L'article V stipule que les troupes persanes doivent se retirer du territoire et de la ville d'Hérat, et de toutes les autres parties de l'Afghanistan, dans les trois mois suivant l'échange des instruments de ratification. Par l'article XIV, le gouvernement britannique s'engage pour sa part, dès que la clause susdite aura été exécutée, « à retirer sans délai les troupes britanniques de tous les ports, places et îles appartenant à la Perse ».

Il convient à présent de se rappeler que l'évacuation de Hérat par les troupes persanes avait été offerte spontanément par l'ambassadeur persan Féroukh-khan au cours de ses conférences prolongées à Constantinople avec lord Stratford de Redcliffe, et avant même la prise de Bouchir. Le seul avantage nouveau, acquis par l'Angleterre, du fait de cette spéculation, se ramène au privilège d'enchaîner, durant la saison la plus malsaine, ses troupes dans la partie la plus pestilentielle de l'Empire persan. Les terribles ravages que le soleil, les marais et la mer infligent, pendant les mois d'été, même à la population indigène de Bouchir et de Mahommera, ont été enregistrés par les écrivains anciens et modernes, mais à quoi bon y renvoyer, puisqu'il y a quelques semaines, sir Henry Rawlinson, un juge très compétent, et un palmerstonien aussi, déclara publiquement que les troupes anglo-indiennes étaient assurées de succomber aux horreurs du climat? Le *London Times*, dès l'annonce de la victoire de Mohammera, proclama la nécessité d'avancer, en dépit du traité de paix, jusqu'à Chiraz, pour sauver les troupes. Les suicides d'un amiral et d'un général britanniques, placés à la tête de l'expédition, étaient également dus à leur profonde anxiété quant au sort imminent également des troupes, que, conformément aux instructions du Gouvernement, ils ne devaient pas pousser au-delà de Mohammera. On peut donc s'attendre avec certitude à une autre catastrophe de

Crimée, sur une moindre échelle, ne provenant cette fois ni des nécessités de la guerre, ni des erreurs grossières de l'Administration, mais d'un traité écrit avec l'épée du vainqueur. Il se trouve une phrase, dans les articles mentionnés, qui, s'il convient à Palmerston, peut devenir une « petite pomme de discorde ».

L'article XIV stipule le « retrait des troupes britannique de tous les ports, places et îles *appartenant à la Perse* ». Or, le point de savoir si la ville de Mohammera *appartient* ou non à la Perse est matière à controverse. Les Turcs n'ont jamais renoncé à leurs revendications sur cette place, qui, située dans le delta de l'Euphrate, était leur seul port maritime, accessible en tout temps, sur ce fleuve, celui de Bassora ayant, à certaines saisons, trop peu de fond pour les vaisseaux de gros tonnage. De sorte que, s'il plaît à Palmerston, il peut garder Mohammera, sous prétexte que ce port n'« appartient » pas à la Perse et qu'il convient d'atteindre le règlement final de la question des frontières entre la Perse et la Turquie.

L'article VI stipule que la Perse consent à « abandonner toutes prétentions à la souveraineté sur le territoire et la ville d'Hérat et les régions d'Afghanistan ; à s'abstenir de toute immixtion dans les affaires intérieures d'Afghanistan ; à reconnaître l'indépendance d'Hérat et de l'Afghanistan tout entier et à ne jamais chercher à porter atteinte à l'indépendance de ces États » ; au cas de différends avec Hérat et l'Afghanistan, « à recourir

pour leur solution aux bons offices du gouvernement britannique, et à ne pas prendre les armes à moins que ces bons offices soient restés sans effet ».

Le Gouvernement britannique, de son côté, s'engage à « exercer en tout temps son influence sur les États d'Afghanistan pour prévenir toute cause d'ombrage de leur part » et à « faire de son mieux pour concilier les différends d'une manière juste et honorable pour la Perse ».

Cet article, une fois dépouillé de ses formules de chancellerie, ne signifie rien autre que la reconnaissance par la Perse de l'indépendance d'Hérat, concession que Féroukh-khan s'était déclaré prêt à faire à la conférence de Constantinople. Il est vrai qu'en vertu de cet article, le gouvernement britannique est institué l'arbitre officiel entre la Perse et l'Afghanistan, mais c'était le rôle qu'il a toujours joué, depuis le commencement du siècle. Qu'il soit capable ou non de continuer à l'assumer, c'est une question non pas de droit mais de force. En outre, si le Chah entretient à la cour de Téhéran quelque Hugo Grotius, ce dernier soulignera que toute stipulation par laquelle un État indépendant donne à un gouvernement étranger le droit de s'immiscer dans ses relations internationales est nulle et non avenue, au regard du *jus gentium*, ce qui est d'autant plus le cas de cette stipulation avec l'Angleterre qu'elle traite l'Afghanistan, terme purement poétique pour désigner divers tribus et États, comme s'il

s'agissait d'un pays réel. L'État d'Afghanistan, au sens diplomatique, n'existe pas plus que l'État de Panslavia.

L'article VII, stipulant qu'en cas de violation quelconque de la frontière persane par les États afghans, « le gouvernement persan aura le droit d'entreprendre les opérations militaires pour la répression et le châtiment des agresseurs, mais « devra se retirer dans les limites de son propre territoire, sitôt que cet objet est accompli », n'est qu'une répétition littérale de cette même clause du traité de 1852, qui fournit l'occasion immédiate de l'expédition de Bouchir.

En vertu de l'article IX, la Perse admet l'établissement et la reconnaissance de consulats généraux, consulats, vice-consulats et postes d'agents consulaires britanniques sur le pied de la nation la plus favorisée ; mais, par l'article XII, le gouvernement britannique renonce au « droit de protéger dorénavant tout sujet persan, ne se trouvant pas actuellement au service de la mission britannique ou des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires britanniques ».

L'établissement de consulats britanniques en Perse ayant été consenti par Féroukh-khan avant le commencement de la guerre, le présent traité n'ajoute que la renonciation de l'Angleterre à son droit de protéger les sujets persans, droit qui constitua une des causes ostensibles de la guerre. L'Autriche, la France et autres États ont obtenu l'établissement de consulats en Perse sans recourir à aucune expédition de piraterie.

Enfin, le traité impose à la cour de Téhéran le retour de M. Murray et dicte les excuses à faire à ce gentleman, pour avoir été défini, dans une lettre adressée au sadrazam[1] par le Chah, comme « un homme stupide, ignorant et insane », comme un « pauvre d'esprit » et l'auteur d'un « document insolent, inepte et abject ». L'offre de présenter des excuses à M. Murray avait été également faite par Féroukh-khan, mais avait été alors déclinée par le gouvernement britannique, qui insistait pour obtenir la démission du sadrazam et l'entrée solennelle de M. Murray à Téhéran « au son des cornets, flûtes, harpes, saquebutes, psaltérions, athares et toute sorte de musique ». En acceptant, comme consul général en Égypte, des faveurs personnelles de M. Barrot, en envoyant, à son premier débarquement à Bouchir, vendre publiquement au bazar le tabac dont il lui avait été fait présent au nom du Chah, en se faisant le chevalier errant d'une dame persane de vertu douteuse, M. Murray n'a pas réussi à donner aux esprits orientaux une très haute idée de l'intégrité ou de la dignité britannique. Sa réadmission forcée à la cour persane doit donc être considérée comme un succès plutôt contestable. Dans l'ensemble, le traité ne contient, outre les offres faites par Féroukh-khan avant le commencement de la guerre, nulles stipulations valant le papier sur lequel elles sont écrites, et moins

1. Au Premier ministre (N.d.É.)

encore les trésors dépensés et le sang répandu. Les profits les plus clairs de l'expédition persane peuvent se résumer en la haine que s'est attirée la Grande-Bretagne, dans toute l'Asie centrale, la désaffection de l'Inde, accrue par le retrait des troupes indiennes, et le fardeau nouveau imposé au Trésor indien, l'éventualité presque inévitable d'une autre catastrophe de Crimée, la reconnaissance de la médiation officielle de Bonaparte entre l'Angleterre et les États asiatiques, enfin l'acquisition par la Russie de deux bandes de terrain de grande importance, l'une sur la Caspienne, l'autre sur la frontière septentrionale côtière de la Perse.

Écrit par Karl Marx le 12 juin 1857.
Traduit de l'anglais.
Paru dans le *New York Daily Tribune*
n° 5048, le 24 juin 1857.

Friedrich Engels

Extrait de l'article

L'Afghanistan

Afghanistan, vaste pays d'Asie, au nord-ouest de l'Inde, situé entre la Perse et les Indes, et, dans l'autre direction, entre l'Hindou-Kouch et l'océan Indien. Il comprenait antérieurement les provinces persanes du Khorassan et du Kohistan, avec le Hérat, ainsi que le Béloutchistan, le Cachemire, le Sind et une partie considérable du Pendjab. En ses présentes limites, il ne compte probablement pas plus de quatre millions d'habitants.

La position géographique de l'Afghanistan et le caractère particulier de son peuple confèrent à ce pays une importance politique qui peut difficilement être surestimée, dans les affaires de l'Asie centrale. Le Gouvernement est une monarchie, mais l'autorité du roi sur ses vaillants et turbulents sujets est personnelle et fort incertaine. Le royaume est divisé en provinces, chacune administrée par un représentant du souverain qui perçoit les impôts et les envoie à la capitale.

Les Afghans sont une race brave, vigoureuse et indépendante ; ils s'adonnent uniquement aux occupations pastorales et agricoles, négligeant les métiers et le commerce, qu'ils abandonnent avec mépris aux Hindous et autres habitants des villes. Pour eux, la guerre est un stimulant et une diversion aux monotones occupations artisanales. Les Afghans sont divisés en clans, sur lesquels les divers chefs exercent une sorte de suprématie féodale. Leur haine indomptable du pouvoir et leur amour de l'indépendance individuelle les empêchent seuls de devenir une puissante nation ; mais cette même spontanéité et cette inconstance en font des voisins dangereux, susceptibles de se laisser emporter au vent du caprice ou entraîner par des intrigants politiques, qui excitent astucieusement leurs passions. Les deux principales tribus sont les Durranis et les Ghildzis, toujours à couteaux tirés entre eux. Les Durranis sont les plus puissants : et en vertu de leur suprématie, leur émir, ou khan, se fit roi d'Afghanistan. Il a un revenu d'environ dix millions de dollars. Il ne jouit de l'autorité suprême que dans sa tribu. Les contingents militaires sont principalement fournis par les Durranis ; le reste de l'armée se recrute parmi les autres clans, ou se compose d'aventuriers qui s'enrôlent dans l'espoir d'une solde ou du pillage. La justice, dans les villes, est rendue par les cadis, mais les Afghans recourent rarement à la loi. Les pouvoirs de leurs khans, en matière pénale, vont jusques et y compris le droit de vie et de

mort. Tirer vengeance du sang versé est chez eux un devoir de famille. Ils sont néanmoins réputés comme un peuple libéral et généreux, quand ils ne sont pas provoqués, et les lois de l'hospitalité sont si sacrées chez eux qu'un ennemi mortel, qui mange le pain et le sel, même obtenu par stratagème, est à l'abri de toute vengeance et peut même réclamer la protection de son hôte contre tous les autres dangers. Ils sont mahométans, de la secte sunnite; mais ils ne sont pas bigots, et les alliances entre sunnites et chiites ne sont nullement exceptionnelles.

L'Afghanistan a été soumis successivement à la domination mogole et persane. Avant l'arrivée des Britanniques sur les rivages de l'Inde, les invasions étrangères qui frappèrent les plaines de l'Hindoustan venaient toujours d'Afghanistan. Mahmoud le Grand, Gengis Khan, Tamerlan et Nadir-Chah prirent tous cette route. En 1747, après la mort de Nadir, Ahmed Chah, qui avait appris l'art de la guerre chez cet aventurier militaire, résolut de secouer le joug persan. Sous son règne, l'Afghanistan atteignit son apogée de grandeur et de prospérité aux temps modernes. Il appartenait à la famille de Souddosis et son premier acte fut de se saisir du butin que son défunt chef avait amassé en Inde. En 1748, il réussit à chasser le gouverneur mogol de Caboul et de Pechawer, et, franchissant l'Indus, il envahit rapidement le Pendjab. Son royaume s'étendait du Khorassan à Delhi et il mesura même son épée avec

celle des princes Mahrattes. Ces grandes entreprises militaires ne l'empêchèrent pas, néanmoins, de cultiver certains arts de la paix, et il s'acquit un renom favorable comme poète et historien. Il mourut en 1773, laissant la couronne à son fils Timour, cependant inégal à cette lourde tâche. Il abandonna la ville de Kandahar, fondée par son père et devenue en peu d'années une cité opulente et populeuse, et remit le siège du Gouvernement à Caboul. Durant son règne, les dissensions entre tribus, réprimées d'une main ferme par Ahmed Chah, se ranimèrent. Timour mourut en 1793 et Zémaoun lui succéda. Ce prince conçut l'idée de consolider la puissance mahométane en Inde, et ce plan, qui aurait pu mettre sérieusement en danger les possessions britanniques, fut considéré comme si important que sir John Malcolm fut dépêché à la frontière, pour tenir les Afghans en respect, au cas où ils entreprendraient un mouvement, et en même temps des négociations furent ouvertes avec la Perse, grâce au concours de laquelle les Afghans pouvaient être pris entre deux feux. Ces précautions, toutefois, n'étaient pas nécessaires : Zémaoun Chah était plus que suffisamment occupé par les conspirations et les troubles en son pays, et ses grands plans avortèrent. Le frère du roi, Mahmoud, envahit le Hérat avec le dessein d'y fonder une principauté indépendante, mais après l'échec de cette tentative, il s'enfuit en Perse. Zémaoun Chah était monté sur le trône avec l'aide de la famille des Baraksis,

à la tête de laquelle se trouvait Sheil Afros Khan. La nomination par Zémaoun d'un vizir impopulaire suscita la haine de ses anciens partisans, qui ourdirent une conspiration, laquelle fut découverte et Sheil Afros fut mis à mort. Mahmoud fut alors rappelé par les conjurés, Zémaoun Chah fait prisonnier eut les yeux arrachés. À Mahmoud, soutenu par les Durranis, les Ghildzis opposèrent Choudja Chah, qui se maintint quelque temps sur le trône, mais qui, finalement défait, principalement par la perfidie de ses propres partisans, dut chercher refuge chez les Sikhs.

En 1809, Napoléon avait envoyé le général Gardanne en Perse, dans l'espoir d'inciter le chah[1] à envahir l'Inde, et le gouvernement anglais dans l'Inde avait envoyé un représentant[2] à la cour de Choudja Chah, pour créer une opposition à la Perse. À cette époque, Ranjit-Singh s'était élevé au pouvoir et à la gloire. C'était un chef sikh, qui par son génie avait rendu son pays indépendant des Afghans et avait fondé un royaume au Pendjab, se gagnant ainsi le titre de maharadjah (grand roi) et le respect du gouvernement anglo-indien. Cependant, l'usurpateur Mahmoud ne devait pas jouir longtemps de son triomphe. Futteh-khan, son vizir, qui avait flotté alternativement entre Mahmoud et Choudja Chah, au gré de son ambition ou

1. Feth Ali Chah. (N.d.É.)
2. M. Elphinstone. (N.d.É.)

de son intérêt du moment, fut saisi par le fils du roi, Kamran, qui lui fit arracher les yeux et par la suite cruellement mis à mort. La puissante famille du vizir assassiné jura de la venger. Le souverain fantoche Choudja Chah fut rappelé et Mahmoud chassé. Choudja Chah, néanmoins, ayant donné sujet de griefs, fut bientôt déposé et un de ses frères couronné à sa place. Mahmoud s'enfuit à Hérat, dont il resta en possession, et à sa mort, en 1829, son fils Kamran lui succéda au gouvernement de ce territoire. La famille des Baraksis, ayant à présent atteint le pouvoir suprême, divisa le territoire entre ses membres, mais ceux-ci, suivant l'usage national, se querellaient, unis seulement en présence d'un ennemi commun. Un des frères, Mohammed-Khan, tenait la ville de Pechawer, pour laquelle il payait tribut à Ranjit-Singh ; un autre, Ghazni, un troisième, Kandahar, tandis que Dost Mohammed, le plus puissant de la famille, régnait à Caboul.

C'est auprès de ce prince que le capitaine Alexandre Burnes fut envoyé comme ambassadeur en 1835, quand la Russie et l'Angleterre intriguaient l'une contre l'autre en Perse et en Asie centrale. Il offrit une alliance que Dost n'était que trop heureux d'accepter ; mais le gouvernement anglo-indien exigeait tout de lui et ne lui offrait absolument rien en retour. En 1838, les Persans, avec l'aide et le conseil des Russes, mirent le siège devant Hérat, la clef de l'Afghanistan et de l'Inde ; un

agent persan et un agent russe arrivèrent à Caboul, et Dost, en présence du refus constant des Britanniques de prendre un engagement positif, fut enfin obligé d'accueillir les ouvertures de l'autre partie. Burnes partit, et lord Auckland, alors gouverneur général de l'Inde, sous l'influence de son secrétaire W. McNaghten, résolut de punir Dost Mohammed, pour ce qu'il l'avait, lui-même, forcé de faire. Il résolut de le détrôner et de mettre à sa place Choudja Chah, alors pensionné du gouvernement indien. Un traité fut conclu avec Choudja Chah et avec les Sikhs : le chah commença à rassembler une armée payée par les Britanniques et encadrée par leurs officiers, et des troupes anglo-indiennes furent concentrées sur le Satledj. McNaghten, secondé par Burnes, devait accompagner l'expédition en qualité d'envoyé en Afghanistan. Entretemps, les Persans avaient levé le siège de Hérat, et, par conséquent, la seule raison valide pour motiver une immixtion en Afghanistan était écartée ; néanmoins, en décembre 1838, l'armée marcha vers le Sind : le pays fut réduit en soumission et forcé de payer une contribution au bénéfice des Sikhs et de Choudja Chah. Le 20 février 1839, l'armée britannique franchit l'Indus. Elle se composait d'environ 12000 hommes, suivis de plus de 40000 non-combattants, sans compter les nouvelles levées du chah. La passe de Bolan fut franchie en mars ; le manque de vivres et de fourrages commença à se faire sentir ; les chameaux tombaient par centaines

et une grande partie des bagages fut perdue. Le 7 avril, l'armée s'engagea dans la passe de Khodjak, qu'elle traversa sans rencontrer de résistance, et, le 25 avril, entra à Kandahar, que les princes afghans, frères de Dost Mohammed, avaient abandonné. Après un repos de deux mois, sir John Keane, le chef de l'expédition, s'avança avec le gros de l'armée vers le nord, laissant une brigade sous les ordres de Nott à Kandahar. Ghazni, l'imprenable forteresse de l'Afghanistan, tomba le 22 juillet, un déserteur ayant informé que la porte de Caboul était la seule qui n'avait pas été couverte d'un retranchement; on la fit sauter et la place fut prise d'assaut. Après ce désastre, l'armée réunie par Dost Mohammed se débanda aussitôt et Caboul ouvrit aussi ses portes, le 6 août. Choudja Chah fut intronisé dans les formes, mais le pouvoir réel restait entre les mains de McNaghten, qui payait également toutes les dépenses de ce prince aux frais du Trésor indien.

La conquête de l'Afghanistan semblait accomplie, et une portion considérable des troupes fut renvoyée. Mais les Afghans n'étaient nullement contents d'être gouvernés par les *Feringhee Kaffirs* (les infidèles francs), et, durant 1840 et tout 1841, les insurrections se succédèrent dans toutes les parties du pays. Les troupes anglo-indiennes devaient être constamment en mouvement. McNaghten déclarait néanmoins que tel était l'état normal de la société afghane et écrivait à la métropole que tout allait bien et que le pouvoir de Choudja

Chah s'affermissait. Les avertissements des militaires et autres agents politiques anglais restaient vains. Dost Mohammed s'était rendu aux Britanniques en octobre 1840 et avait été envoyé en Inde ; toutes les insurrections, au cours de l'été 1841, avaient été réprimées, et, vers octobre, McNaghten, nommé gouverneur de Bombay, se disposait à rentrer en Inde, avec un autre corps de troupes. Mais ce fut alors que la tempête éclata. L'occupation de l'Afghanistan coûtait au Trésor indien 1 250 000 livres sterling par an. Il fallait pourvoir à l'entretien, en Afghanistan, de 16 000 hommes de troupes anglo-indiennes et de celles de Choudja Chah, à celui de 3 000 autres, stationnés au Sind et à la passe de Bolan ; les dépenses royales de Choudja, les traitements de ses fonctionnaires et toutes les dépenses de sa cour et de son gouvernement étaient défrayés par le Trésor indien, et, enfin, les chefs afghans étaient subventionnés, ou plutôt achetés, de la même source, pour les empêcher de nuire. McNaghten fut informé qu'il était impossible de continuer à dépenser de l'argent à ce train. Il chercha à retrancher sur les frais, mais le seul moyen possible d'y parvenir était de réduire les subventions aux chefs. Le jour même où il tenta de le faire, les chefs ourdirent une conspiration pour l'extermination des Britanniques, de sorte que McNaghten fut lui-même le moyen par lequel devait se réaliser la concentration des forces insurrectionnelles qui jusque-là avaient lutté isolément contre l'envahisseur, sans

unité ni concert; il est également certain qu'à ce temps la haine de la domination britannique avait atteint son point culminant parmi les Afghans.

Les Anglais, à Caboul, étaient commandés par le général Elphinstone, vieil homme goutteux, irrésolu, parfaitement incapable, aux ordres toujours contradictoires. Les troupes occupaient un camp fortifié si étendu que la garnison, à peine suffisante pour tenir les remparts, l'était encore moins pour envoyer des détachements en campagne. Les ouvrages étaient si imparfaits que le fossé et le parapet pouvaient être franchis à cheval. Comme si tout ceci ne suffisait pas, le camp était dominé, presque à portée de mousqueterie, par des hauteurs, et, pour mettre le comble à l'absurdité de ces dispositions, toutes les subsistances et provisions de médicaments se trouvaient dans deux forts à quelque distance du camp, séparés de lui par des jardins clos de murs et par un autre petit fort, non occupé par les Anglais. La citadelle de Bala-Hissar, à Caboul, aurait offert de sûrs et splendides quartiers d'hiver à toute l'armée, mais pour complaire à Choudja Chah on n'y avait pas mis garnison. Le 2 novembre 1841, l'insurrection éclata. La maison d'Alexandre Burnes, en ville, fut attaquée et lui-même tué. Le général britannique ne fit rien et l'impunité donna des forces à l'insurrection. Elphinstone, tout à fait désemparé, à la merci de conseils contradictoires, ne tarda pas à plonger toutes choses dans cette confusion que Napoléon décrit par

ces trois mots : *ordre, contre-ordre, désordre**. Bala-Hissar, même alors, ne fut pas occupée. Les quelques compagnies envoyées contre les milliers d'insurgés furent naturellement battues, ce qui encouragea encore les Afghans. Le 3 novembre, les forts voisins du camp furent occupés. Le 9, le fort de l'intendance (tenu par une garnison de 80 hommes seulement) fut pris par les Afghans, et les Britanniques furent ainsi réduits à la famine. Le 5, Elphinstone parlait déjà d'acheter libre passage pour se retirer du pays. En fait, vers le milieu de novembre, son irrésolution et son incapacité avaient démoralisé les troupes au point que ni les Européens ni les cipayes n'étaient plus capables d'affronter les Afghans en rase campagne. Les négociations commencèrent alors, au cours desquelles McNaghten fut assassiné, pendant une conférence avec les chefs afghans. La neige commença à couvrir le sol, les subsistances étaient rares. Le 1er janvier, enfin, une capitulation fut conclue. Tout le Trésor, 190 000 livres sterling, devait être livré aux Afghans, et des reconnaissances de dette pour 140 000 livres encore devaient être signées. Toute l'artillerie et les munitions, à l'exception de six pièces de six pouces et trois de montagne, devaient être abandonnées. L'Afghanistan devait être entièrement évacué. Les chefs, de leur part, promettaient un sauf-conduit des vivres et des bêtes de somme. Le 5 janvier, les Britanniques commencèrent leur retraite, au nombre de 4 500 combattants et 12 000 non-combat-

tants. Une marche suffit pour faire disparaître le dernier vestige d'ordre et mêler soldats et non-combattants dans une confusion irrémédiable, rendant toute résistance impossible. Le froid, la neige et le manque de vivre agirent comme dans la retraite de Napoléon, après l'abandon de Moscou. Mais au lieu de Cosaques se tenant à distance respectueuse, les Britanniques étaient harcelés furieusement, de chaque hauteur, par les tireurs d'élite afghans, armés de mousquets à longue portée. Les chefs qui avaient signé la capitulation ne pouvaient ni ne voulaient réfréner les tribus montagnardes. La passe de Kourd-Caboul devint le tombeau de presque toute l'armée, et ses faibles restes, moins de 200 Européens, furent anéantis à l'entrée de la passe de Djagdalak. Un seul homme, le docteur Brydon, atteignit Djelalabad pour raconter l'histoire. De nombreux officiers, cependant, avaient été pris par les Afghans et gardés en captivité. Djelalabad était tenu par la brigade de Sale. Sommé de capituler, il refusa d'évacuer la ville ; ainsi fit Nott à Kandahar. Ghazni était tombé ; il n'y avait pas un homme dans la place qui entendît quelque chose à l'artillerie, et les cipayes de la garnison avaient succombé au climat.

Pendant ce temps, les autorités britanniques à la frontière, aux premières nouvelles du désastre de Caboul, avaient concentré à Pechawer les troupes destinées à renforcer les régiments en Afghanistan. Mais les transports manquaient et les cipayes tombaient malades en

grand nombre. Le général Pollock prit le commandement, en février, et, à la fin de mars 1842, reçut de nouveaux renforts. Il força alors la passe de Khyber et se porta au secours de Sale, à Djelalabad, où quelques jours auparavant ce dernier avait complètement défait l'armée d'investissement afghane. Lord Ellenborough, à présent gouverneur général de l'Inde, ordonna aux troupes de se replier, mais Nott et Pollock trouvèrent tous deux une excuse heureuse dans le manque de transports. Finalement, au début de juillet, l'opinion publique en Inde força lord Ellenborough à faire quelque chose pour restaurer l'honneur et le prestige de l'armée britannique ; en conséquence, il autorisa une marche sur Caboul, à la fois de Kandahar et de Djelalabad. Vers le milieu d'août, Pollock et Nott avaient concerté leurs mouvements, et le 20 août Pollock se mit en marche sur Caboul, atteignit Gandamak, battit un corps afghan le 23, occupa la passe de Djagdalak le 8 septembre, défit les forces réunies de l'ennemi le 13 septembre, sur les bords du Tezeen, pour camper le 15 sous les murs de Caboul. Pendant ce temps, Nott avait évacué Kandahar le 7 août et marché avec toutes ses forces sur Ghazni. Après quelques engagements de détail, il avait défait d'importantes forces afghanes, le 30 août, pris possession de Ghazni, abandonné par l'ennemi le 6 septembre, détruit les fortifications et la ville, infligé une nouvelle défaite aux Afghans, sur la forte position d'Alydan, et était arrivé, le 17 septembre,

à proximité de Caboul, où Pollock avait immédiatement établi la liaison avec lui. Choudja Chah avait été depuis longtemps assassiné par un chef, et depuis aucun gouvernement régulier n'existait en Afghanistan ; son fils Futteh Jung était nominalement roi. Pollock envoya un détachement de cavalerie à la rescousse des prisonniers de Caboul, mais ces derniers, qui avaient réussi à acheter leurs gardiens, vinrent à sa rencontre sur la route. À titre de vengeance, le bazar de Caboul fut détruit, et les soldats mirent à sac une partie de la ville, massacrant de nombreux habitants. Le 12 octobre, les Britanniques quittèrent Caboul, regagnant l'Inde par Djelalabad et Pechawer. Futteh Jung, jugeant sa position désespérée, les suivit. Dost Mohammed fut alors libéré de sa captivité et rentra dans son royaume. Ainsi finit la tentative des Britanniques en vue d'imposer un prince de leur façon en Afghanistan.

Écrit par Friedrich Engels vers le 10 août 1857.
Traduit de l'anglais.
Paru dans le *New American Cyclopædia* (t. I, 1858).

Vie de Karl Marx

5 mai 1818. Naissance de Karl Marx, issu d'une famille de rabbins, à Trèves (Prusse-Rhénane).

1835-1836. Marx étudie le droit à Bonn, puis à Berlin.

1837. Il fréquente le Doktorklub, cercle d'universitaires et de jeunes hégéliens de gauche.

1838. Mort de son père, l'avocat Heinrich Marx.

1841. Marx obtient le titre de docteur en philosophie à l'université d'Iéna.

1842. Il renonce à une carrière universitaire et s'engage dans le journalisme. Il s'installe à Bonn. Début de collaboration à la *Rheinische Zeitung*, où il est rédacteur en chef à partir d'octobre. Premiers contacts avec les idées socialistes et communistes. Première rencontre avec Engels.

1843. Marx démissionne de la rédaction du journal, qui est interdit en mars. Il épouse Jenny von Westphalen, avec qui il s'installe à Paris. Découverte des milieux révolutionnaires et du prolétariat parisien.

1844. Parutions : *La Sainte Famille, À propos de la question juive, Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel.* Il rencontre Bakounine, révolutionnaire anarchiste russe, et Proudhon.

1845. Expulsé de France par ordre de Guizot sur intervention de la Prusse, Marx s'établit à Bruxelles et entreprend des études économiques. Parution de *L'Idéologie allemande.*

1847. Premier congrès de la Ligue des communistes à Londres. Marx est nommé président de la commune bruxelloise de la Ligue des communistes. Séjour à Londres, avec Engels, pour le deuxième Congrès de la Ligue où ils sont chargés de rédiger un manifeste.

1848. Parution à Londres du *Manifeste du parti communiste*, la veille de la révolution du 24 février. Expulsé de Belgique, Marx rejoint Paris puis Cologne, où il devient rédacteur en chef de la *Nouvelle Gazette rhénane (Neue Rheinische Zeitung)*, organe démocratique révolutionnaire.

1849. Expulsé d'Allemagne, Marx se rend en France, puis émigre à Londres. Parution de *Discours sur le libre-échange* et de *Travail salarié et capital.*

1850. Parution des *Luttes de classes en France.*

1851. Marx devient correspondant pour l'Europe du *New York Daily Tribune.*

1852. Sur proposition de Marx, dissolution de la Ligue des communistes. Parution du *18 Brumaire de Louis Bonaparte.*

1854. Marx, délégué d'honneur au Parlement du travail, est convoqué à Manchester par les chartistes.

1856. Publication d'une vingtaine d'articles dans le *New York Daily Tribune.*

1857. Rédaction des *Grundrisse.*

1859. Parution de *Contribution à la critique de l'économie politique.* Marx prend la direction de *Das Volk*, hebdomadaire allemand qui paraît à Londres.

1863. Recherches sur les théories de la plus-value et l'histoire de la technique. Mort de sa mère.

1864. Fondation, à Londres, de l'Association internationale des travailleurs (AIT) ; Marx est nommé secrétaire du conseil général. Parution du *Procès de production du capital.* Après seize ans de silence, Marx renoue avec Bakounine.

1865. Marx, avec Engels, se dresse contre le « socialisme gouvernemental », à tendance nationaliste, des lassalliens.

1866. Tous deux font campagne pour la cause de la Pologne. Le Congrès élit Marx au conseil général de l'AIT.

1867. Parution du livre I du *Capital*, à Hambourg.

1868. Mariage de Laura, fille de Marx, avec Paul Lafargue.

1870. L'AIT applaudit à l'avènement de la République en France, après la défaite du pays contre la Prusse. Parution de *La Guerre civile en France*. Luttes de tendances au sein de l'AIT entre Marx et Bakounine, représentant de la fraction anti-autoritaire.

1871. Proclamation de la Commune de Paris.

1872. Congrès de La Haye, qui entraîne l'éclatement de la première Internationale, dont le siège est transféré à New York. Bakounine est exclu de l'AIT. Parution en russe du *Manifeste du parti communiste*.

1873. Malgré sa maladie, Marx continue de travailler aux livres II et III du *Capital* ; il étudie l'histoire économique et sociale de la Russie.

1875. À Gotha, Congrès d'unification du socialisme allemand, qui réunit les lassalliens et les marxistes. Traduction française du livre I du *Capital*.

1876. Dissolution officielle de le première Internationale. Mort de Bakounine.

1880. Jules Guesde écrit, sous la dictée de Marx, les *Considérants du programme du Parti ouvrier français*. Succès du *Capital* en Russie.

1881. Marx et Jenny sont gravement malades. Jenny meurt le 2 décembre.

14 mars 1883. Mort de Karl Marx.

1885 et 1894. Parution des livres II et III du *Capital*.

Repères bibliographiques

Œuvres de Karl Marx

- *Le Capital*, Flammarion, 1985.
- *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Mille et une nuits, 1997.
- *Écrits de jeunesse*, Quai Voltaire, 1994.
- *La Guerre civile en France : 1871*, Messidor, 1987.
- *Grundrisse : manuscrits de 1857-1858*, Messidor, 1980.
- *L'Idéologie allemande*, Messidor, 1982.
- *Lettres à Kugelmann*, Messidor, 1987.
- *Les Luttes de classes en France : 1848-1850*, Messidor, 1984.
- *La Nouvelle Gazette rhénane*, Messidor, 1970.
- *Œuvres* (4 vol.), Gallimard, La Pléiade, 1968-1994.
- *Thèses sur Feuerbach*, Messidor, 1984.
- *Travail salarié et capital, Salaire, prix et profit*, Messidor, 1985.

Œuvres de Friedrich Engels

- *Esquisse d'une critique de l'économie politique, 1843-1844*, Allia, 1998.
- *Esquisse d'une critique de l'économie politique ; Lettres d'Angleterre ; Lettres de Londres*, Aubier, 1974.
- *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie allemande*, Scandéditions, 1984.

Œuvre de Karl Marx et Friedrich Engels

- *Manifeste du Parti communiste*, Mille et une nuits, 1994.

Études sur Karl Marx et Friedrich Engels

- Althusser (Louis), *Pour Marx*, La Découverte, 1986.
- Aron (Raymond), *Le Marxisme de Marx*, Éditions de Fallois, 2001.

Karl Marx
Friedrich Engels

DU COLONIALISME EN ASIE
INDE, PERSE, AFGHANISTAN

Textes intégraux

Rares sont les auteurs, et plus encore les philosophes, qui ont consacré quelques pages de réflexion et d'analyse à l'Asie centrale au XIX^e^ siècle. Rédigés dans les années 1850, les articles « anticolonialistes » de Friedrich Engels et de Karl Marx exposent les manœuvres britanniques pour s'imposer en Inde, les luttes d'influence entre la Russie, la Perse (l'Iran), les Français et les Anglais, et rapportent la guerre britannique de 1838-1842 en Afghanistan. Alors, toute lecture marxiste est-elle dépassée ? Non, la force de leurs analyses géostratégiques, où se dessine déjà le marxisme sous le propos journalistique, reste, hélas, d'une exceptionnelle actualité.

Graphisme : Rampazzo.com
9 782842 056346
ISBN 2-84205-634-5
49.4732.1.
2,50 €/16,40 FRF Prix TTC France
MILLE . ET . UNE . NUITS N°372

Karl Marx et Friedrich Engels (1871)

La social-démocratie allemande

Table des matières

INTRODUCTION

- Force et organisation
- Démocratie et stades historiques
- Organisation et répression
- Idéologie petite-bourgeoise et État fort
- Force et légalité
- Politique social-démocrate et communiste
- Tactique d'Engels
- La contribution ineffaçable du prolétariat allemand
- La lutte théorique

I. FORMATION DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE

- Base économique et sociale de son action politique
- L'Association générale des ouvriers allemands et les sociaux-démocrates
- Première Internationale et Parti allemand
- Fusion du Parti social-démocrate
- Bilan politique après les élections allemandes de 1877

II. SOUS LE RÉGIME DE LA LOI ANTI-SOCIALISTE.

- Dühring, Bismarck et la droite sociale-démocrate
- La social-démocratie, Bismarck et la loi anti-socialiste
- Commentaire juridique sur la mise hors la loi des socialistes et de la révolution
- Réaction à la loi anti-socialiste
- Bismarck et le parti ouvrier allemand
- La création d'un organe révolutionnaire - le « Sozialdemokrat »
- Petits bourgeois socialistes de droite et de gauche
- Création de l'organe illégal, « Der Sozialdemokrat »
- Le « Sozialdemokrat » et la tactique sous l'illégalité

  I. Les négociations avec C. Hirsch
  II. L'orientation prévue du journal
  III. Le manifeste des trois Zurichois

- Le socialisme de Monsieur Bismarck

  I. Le tarif douanier
  II. Les chemins de fer d'État

III. PÉNÉTRATION PETITE-BOURGEOISE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Stagnation politique et essor économique
Masses et chefs
Influence petite-bourgeoise dans la fraction parlementaire
Un parti dans le parti
Réformisme social-démocrate et socialisme d'État bismarckien
Fraction parlementaire et question agraire
Polémiques autour du vote de la subvention pour la navigation à vapeur
Vers la scission ?
Problèmes de la violence
La future guerre mondiale et la révolution
Victoires électorales ?

IV. SUCCÈS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE

Fondation de la IIe Internationale
Vers l'abolition de la loi anti-socialiste
Les élections allemandes de 1890
Et maintenant ?
L'opposition des « Jeunes », extrémisme de littérateurs
Contre le culte de la personnalité
Lettre d'adieu aux lecteurs du journal « Der Sozialdemokrat »

V. CRITIQUE DU PROGRAMME SOCIAL-DÉMOCRATE D'ERFURT DE 1891

Prélude au Programme d'Erfurt : la publication de la critique de Gotha
La rédaction du Programme d'Erfurt.
Lutte contre les séquelles du lassalléanisme
Sur le congrès de Bruxelles et la situation en Europe

VI. VIOLENCE ET QUESTION PAYSANNE

Légalité et révolution violente
La social-démocratie allemande et son caractère révolutionnaire
Une nouvelle loi contre la subversion socialiste ?
Le programme agraire de 1894 de la social-démocratie
La question paysanne en France et en Allemagne (conclusion)

« Dans tous ces écrits, je ne me qualifie jamais de social-démocrate, mais de communiste. Pour Marx, comme pour moi, il est absolument impossible d'employer une expression aussi élastique pour désigner notre conception propre. » (Fr. Engels, Préface à la brochure du Volksstaat de 1871-1875.)

INTRODUCTION

Force et organisation

Retour à la table des matières

Marx *attendait beaucoup de la* révolution *allemande* qui, *depuis 1525, se heurtait à* une résistance intérieure et extérieure telle qu'elle n'était pas encore achevée au milieu du XIXe siècle. La simple comparaison avec les deux autres pays de semblable niveau de civilisation et de population l'y incitait déjà : en faisant sa révolution, l'Angleterre n'avait-elle pas *instauré* la moderne industrie productive capitaliste, et inondé tous les pays de ses articles industriels ? La France n'avait-elle pas diffusé sur le continent les formes politiques de l'État et de l'administration moderne, complémentaires de la base économique bourgeoise, avec les principes de liberté, d'égalité, etc. et secoué l'Europe entière, de la Sicile à la Norvège, de la Belgique à la Russie ?

Cependant, au niveau bourgeois, il n'y avait plus à espérer de prouesses comparables de la part de l'Allemagne : le monde entier était partagé entre les grandes métropoles. Lorsque le centre de gravité s'était déplacé d'Angleterre vers le continent, la France s'était déjà heurtée à une résistance farouche de la part des puissances féodales de l'Europe centrale, et surtout de la Russie, dans sa tentative de révolution de ses structures surannées et avait subi, de plus, l'assaut de la bourgeoisie anglaise qui voulait empêcher à tout prix l'essor d'une puissance capitaliste moderne, rivalisant avec elle dans le commerce et l'industrie. Le résultat en fut la défaite napoléonienne - et la France ne développa de la forme capitaliste que les superstructures politiques, et ne s'industrialisa vraiment qu'au XXe siècle [1].

Lorsque le centre de gravité révolutionnaire, se déplaçant encore plus vers l'Est, gagna enfin l'Allemagne, située géographiquement en plein cœur de l'Europe où le féodalisme régnait en despote, ce pays se heurta à l'alliance des capitalismes déjà nantis, anglais et français - surtout ce dernier - contre ce nouveau rival, qui ne pouvait manquer de bouleverser tout le statu quo établi.

1 Cf. le chapitre intitulé France et Angleterre au début du XIXe siècle dans la série Fil du temps, n° 3 d'octobre 1968 consacré à La Crise économique et sociale de mai-juin 1968 (directeur-gérant Jacques Angot B.P. 24, 75924 - PARIS Cedex 19).

Avec sa population considérable et les énormes richesses de son sous-sol en charbon, lignite, minerai de fer, potasse, wolfram, cobalt, zinc, étain, plomb, l'Allemagne possédait toutes les prémisses nécessaires à l'essor d'une grande nation industrielle, dès lors que les entraves féodales au développement capitaliste étaient abattues. Mais moins qu'en France encore, la révolution antiféodale pouvait y être pacifique. L'expérience démontra même qu'elle ne pouvait s'y effectuer par une action *spontanée* des masses populaires, c'est-à-dire par le bas, sous forme radicale, en soulevant même les campagnes et les paysans, car la violence contre-révolutionnaire *organisée* par la coalition entre États féodaux et États capitalistes impérialistes y formait un barrage trop puissant à toute tentative de rénovation des structures politiques, économiques et sociales.

Les mouvements de masse, dans leur action spontanée, sont certes un moyen énergique de dissolution des rapports sociaux de production surannés, mais ils, sont absolument impuissants contre les armées organisées des États de l'intérieur et de l'étranger qui exploitent la moindre défaillance pour porter des coups décisifs et meurtriers. L'action libre et tumultueuse, à l'énergie débordante mais incontrôlée, était hors d'état de réussir en Allemagne la grande tâche de la révolution anti-féodale qui, pour vaincre, eut besoin de la poigne de fer d'une dictature sous la direction d'un État militaire et policier - la Prusse.

Une leçon s'imposait à l'Allemagne : non seulement pour être efficace, mais simplement pour continuer de vivre, non sous le poids du passé, mais dans le présent et l'avenir, ce pays avait besoin de S'ORGANISER.

Marx-Engels avaient répété cent fois que l'Allemagne, divisée et impuissante, à défaut *de pouvoir s'exprimer dans la* pratique, en était, réduite à théoriser les grandes idées de son temps, voire des autres pays. À présent, qu'elle entrait de nouveau dans l'histoire, elle s'aperçut qu'elle pouvait utiliser ce, savoir, purement abstrait jusqu'ici, afin d'ORGANISER *sa pratique conformément* à ses capacités théoriques -pour *en multiplier l'efficacité.*

Au lendemain de la révolution anti-féodale, qui lui avait assuré par sa victoire sur la plus grande puissance militaire d'Europe - la France bonapartiste - la primauté de la force en Europe, sinon dans le monde, l'Allemagne prussienne trouvait le marché mondial engorgé de marchandises par l'industrie de ses pairs et ancêtres capitalistes - l'Angleterre, les États-Unis et la France -, et c'est encore en S'ORGANISANT que l'Allemagne parvint à se doter d'une industrie par les moyens les plus rapides. Elle agença et combina ses activités et ses moyens matériels, utilisa les sciences et techniques les plus modernes pour obtenir une productivité maximale, donc les prix de production les plus bas afin d'affronter la concurrence de production plus *avancées* qu'elle, et surtout *d'organiser* avec ses cartels sa production et ses débouchés sur le marché mondial, à défaut de la chasse gardée d'un Empire colonial. Dans cette entreprise colossale, c'est encore la main de fer de la dictature de Bismarck, qui permit de canaliser les énergies et d'éviter les déperditions de force : tout le mouvement se concentra sous la direction de l'État prussien. Dans ces conditions, l'alliance se renforça encore, dans les institutions, entre les barons de l'industrie et de la finance (bourgeois) et les grands propriétaires fonciers (semi-féodaux), sous l'égide d'abord de ces derniers (Bismarck) [1].

---

[1] En voici un exemple significatif: Exploitant le désarroi causé par le krach de 1873 dans la petite bourgeoisie, le prétendu parti progressiste (bourgeois) lança une violente campagne de presse contre la politique réactionnaire du gouvernement en matière, économique et fiscale (protectionnisme, etc.). Il se garda bien cependant de faire appel

La violence savamment organisée par la politique de force qui avait permis à l'Allemagne de sortir de sa stagnation séculaire, allait maintenant lui permettre de combler son retard économique vis-à-vis de l'Angleterre et de la France. Déjà la guerre victorieuse contre Napoléon III (qui convoitait tout aussi férocement que le prussien Bismarck la rive gauche du Rhin) avait ouvert à l'industrie et au commerce extérieur allemands les portes du marché mondial et le flot des milliards, extorqués comme « contribution de guerre » à la France, fournit au capitalisme allemand l'amorce d'un développement industriel. L'État prussien avait déjà construit un réseau de chemin de fer à des fins stratégiques, il pouvait maintenant être utilisé comme moyen de communication pour le marché intérieur des forces de travail et des marchandises. La position géographique centrale de l'Allemagne au cœur de l'Europe tournait enfin à son avantage, et la haussait au rang de grande puissance économique. L'Allemagne devint la grande distributrice de marchandises de l'Europe centrale et orientale, minant même le monopole anglais du transport de marchandises en Europe septentrionale : elle devenait enfin le lien entre l'Europe industrielle de l'Ouest et l'Europe agraire de l'Est - comme aujourd'hui encore. De maritime, le commerce européen se fit de plus en plus terrestre - au profit de la puissance installée au cœur du continent.

Après 1871, écrit Mehring, « les instituts bancaires et les sociétés industrielles jaillirent de terre sous les formes les plus variées. De nombreuses lignes ferroviaires furent lancées. D'innombrables mines de fer et de charbon furent mises en exploitation. On assista à une fièvre frénétique de spéculation dans laquelle la bourgeoisie perdait toute retenue ».

Démocratie et stades historiques

Retour à la table des matières

Il apparut bientôt que les rivalités politiques et militaires entre Bismarck, d'une part, et les bourgeoisies étrangères et allemande, d'autre part, n'étaient pas mortelles : il avait voulu simplement conquérir une place parmi ses pairs - et nécessité avait fait loi. Cependant tous les résultats *indus*triels s'obtenaient par un antagonisme, qui par la suite devait non pas s'atténuer, mais s'aggraver, celui qui opposait les classes dominantes allemandes aux travailleurs de ce pays. Si l'orgie de la production profitait à la bourgeoisie, les ouvriers allemands connurent, eux, une misère et une exploitation croissantes et *durables*.

à la niasse prolétarienne. Au contraire, tandis qu'il brandissait l'étendard effiloché des libertés démocratiques et du libre-échange, il agitait avec l'autre main celui de l'anti-socialisme : plus réactionnaire, si l'on peut dire que Bismarck, cette « opposition » libérale reprenait les accusations les plus infâmes des conservateurs prussiens, affirmant que l'industrie allemande était hors d'état de soutenir la concurrence mondiale, parce que la haine de classe des ouvriers les rendait paresseux et inefficaces, et freinait la productivité du travail. Face au péril constitué par la social-démocratie, la lutte contre le gouvernement était à ses yeux secondaire. Avec de telles positions, la bourgeoisie ne pouvait que capituler devant Bismarck et se soumettre à ses volontés, tandis que les masses prolétariennes ne pouvaient qu'affluer à leurs propres organisations et au parti social-démocrate, le seul parti en opposition permanente à la politique réactionnaire du gouvernement. Il était inévitable dans ces conditions que les deux partis ouvriers – eisenachien et lassalléen - finissent par fusionner, on par solidarité positive, mais parce que l'un d'eux devait nécessairement se discréditer face à une politique aussi intransigeante et classiste des forces au pouvoir, s'il était plus modéré, et acceptait des compromis

Ce n'est pas par hasard si la seule grande époque du mouvement ouvrier anglais - le chartisme - avait coïncidé avec le point culminant de l'atroce accumulation capitaliste des années 1920-1850 en Angleterre, décrite par Marx dans le Capital pour annoncer leur *avenir aux* ouvriers des autres pays, notamment d'Allemagne. (Cf. la remarquable lettre d'Engels à Bebel, 11-12-1884, sur le caractère spécifique de l'accumulation en Allemagne.) La poigne de fer de la dictature CAPITALISTE allait s'abattre maintenant à son tour sur les ouvriers allemands et ne plus relâcher son étreinte avant longtemps.

Même la démocratie parlementaire, telle qu'elle s'exprima dans les premiers pays capitalistes « occidentaux » ne fut vraiment réalisé en Allemagne. Tant que le capitalisme y fut progressif en *économie - c'est-à-dire* libéral, démocratique et parlementariste en politique - elle dut lutter par tous les moyens pour se faire une place au soleil, et lorsque celle-ci lui fut assurée, le capitalisme était sénile centralisé, autoritaire, planifié et étatique ; et le parlementarisme démocratique n'y était plus que phrase creuse. Durant la phase idyllique du capitalisme, lorsque différentes classes subsistent avec une représentation correspondante au parlement où elles s'affrontent en une lutte réelle pour des intérêts distincts véritables, le parlementarisme avait un puissant attrait aux États-Unis, en France et en Angleterre. Alors que dans ces pays les ouvriers étaient tentés de voter utile, donc pour les partis susceptibles de gouverner ou de collaborer avec le pouvoir, et non pour leur parti véritablement d'opposition, en Allemagne le gouvernement n'utilisait les parlements croupions que pour sa propagande - afficher à l'extérieur que c'est un pays « civilisé », et les ouvriers ne votaient que pour se compter et se délimiter de toutes les autres classés et partis afin de marquer leur opposition irréductible, bref pour leur propagande de classe : le piège démocratique n'y avait donc pas de base stable et matérielle, et les rapports de classe était plus limpides et évidents qu'ailleurs [1].

À partir de 1865, la bourgeoisie anglaise, du fait de son monopole mondial et de l'exploitation de ses immenses colonies, avait pu, après plusieurs décennies d'exploitation sanguinaire, concéder quelques bribes de son festin à son aristocratie ouvrière. En France, l'industrialisation infiniment moins rapide et l'utilisation habile de la force militaire pour se tailler un vaste empire colonial permirent également de relâcher après la Commune une tension, devenue insoutenable entre les classes - et ce fut la Troisième République. En Allemagne, rien de tel n'était concevable avant très longtemps - après 1955 peut-être, mais encore l'Allemagne est-elle amputée, divisée et toujours occupée par la soldatesque étrangère, d'où sa débilité *politique* actuelle ainsi que la faiblesse de son assise impérialiste pour ce qui concerne son approvisionnement en produits alimentaires et en matières premières. La crise, si elle l'atteint en 1975, la frappera plus durement que tous les autres pays d'Europe et posera très vite, de nouveau, les problèmes sous leur angle véritable-celui des rapports de force, et, il faut l'espérer, creusera les antagonismes *réels* de classe dans une société en crise profonde, sans mystifications démocratiques introduites après 1945 ou nationalistes développées dans la période précédente.

---

[1] Les problèmes s'y posaient moins hypocritement - et pour longtemps - que dans les vieux pays capitalistes. Le parlementarisme révolutionnaire de Lénine, dont le seul but est la propagande, et non l'octroi d'avantages matériels, réformes ou conquête pacifique de l'État, pouvait s'y développer. Dans les thèses de Boukharine-Lénine sur le parlementarisme de 1920, on lit, par exemple : « Les parlements bourgeois qui constituent un des principaux rouages de la machine d'État de la bourgeoisie ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'État bourgeois en général » (thèse 4).

Après l'unité allemande de 1871, face *à* l'aggravation toujours croissante de ses conditions de vie et de travail, il ne restait qu'un seul recours au prolétariat allemand pour se défendre contre la double pression, *économique* des capitalistes bourgeois, *politique et policière* de l'État prussien : la solidarité de classe et l'ORGANISATION.

Pour conquérir une place sur le marché mondial, Bismarck organisa des cartels, afin de vendre cher *à l'intérieur* et bon marché *à l'extérieur* pour s'assurer des débouchés, mais il en profita pour instaurer le, protectionnisme sur les produits non seulement industriels *mais encore agricoles,* favorisant ainsi les revenus des grands propriétaires fonciers de l'Est, ce qui leur assurait du même coup des moyens de puissance politiques. Le résultat en fut une inflation du prix des denrées alimentaires de première nécessité qui diminua d'autant le pouvoir des achats des salaires, constituant ainsi un surprofit propice à l'accumulation capitaliste. Mehring estime cette baisse à 66 % en 1873 - ce qui est proprement énorme. Les Lassalléens y trouvèrent une confirmation éclatante à leur théorie de la loi d'airain des salaires : même les fausses doctrines trouvent quelque appui dans la réalité complexe!

Organisation et répression

Retour à la table des matières

La force, qui avait présidé à la création de l'unité allemande, puis ouvert la voie au développement capitaliste, était à présent entre les mains -de Bismarck une institution permanente, afin de tenir en bride les ouvriers allemands et leur extorquer le plus de travail possible. A la situation intolérable qui leur était ainsi faite, les ouvriers allemands réagirent par de vastes et puissants mouvements de grèves, appuyés *à* chaque fois par l'Internationale de Marx [1]. Malgré la massivité de leur action et la combativité des ouvriers allemands, le résultat tangible en fut des plus restreints. En effet, les ouvriers ne se heurtaient pas seulement *à* la résistance obstinée des entrepreneurs, mais durent faire face au front compact de toutes les classes dominantes et naturellement au gouvernement des hobereaux, qui mit en mouvement son odieux appareil bureaucratique et policier pour écraser toute résistance des ouvriers *et détruire leurs syndicats* [2]. D'où les nombreuses grèves qui arrachèrent simplement le droit pour les ouvriers de continuer *à* se coaliser : « Les frais qu'elles occasionnent aux ouvriers dépassent souvent les augmentations de salaires qu'ils cherchent *à* obtenir. Mais, poursuit Marx, elles représentent le moyen d'unifier la classe ouvrière, qui se prépare ainsi *à* renverser la vieille société tout entière avec ses contradictions de classe [3]. »

---

[1] Cf. Marx-Engels, Le Syndicalisme, I, pp. 114-169 sur l'aide de l'Internationale au mouvement syndical, en Allemagne particulièrement sous la direction de Marx, pp. 119-121, 150-153 et 164-167.

[2] Bismarck, en tant qu'hobereau, brimait, certes, les entrepreneurs et, si cela le servait, voyait d'un bon œil les ouvriers s'en prendre, à ses alliés bourgeois, les industriels. Il profitait de cet apparent (secondaire) antagonisme entre hobereaux et capitalistes pour donner un simulacre d'indépendance à l'État vis-à-vis des classes, et faire accroire que la répression politique de son État ne complétait pas l'exploitation économique des ouvriers.

[3] Ibid., pp. 52-53 : Syndicats et socialisme.

De par la force des choses, « comme il convient *à* un peuple de théoriciens [1] », les ouvriers allemands s'ORGANISÈRENT, eux aussi, très vite pour se défendre. Dès 1868, alors que la pression capitaliste commençait tout *juste à* se manifester, et ce, *à* une échelle qui n'était pas encore nationale, les ouvriers allemands créèrent des *syndicats,* selon le *schéma classique d'organisation* exposé par Marx-Engels *dès* le *Manifeste* de 1848 : unir d'abord toute la masse des ouvriers en *syndicats* au niveau économique, comme premier pas *à* la constitution du prolétariat en classe, donc en *parti.*

Les représailles qui s'abattirent sur le mouvement économique et sur les syndicats convainquirent de plus en plus les ouvriers allemands de la nécessité d'une *lutte politique* contre l'État absolutiste qui, avec ses brutales interventions, cherchait *à* priver les travailleurs de leur organisation élémentaire de classe. Ici encore, par la force des choses, les ouvriers allemands étaient obligés de passer de la conscience ÉCONOMIQUE de leur *situation à* la conscience POLITIQUE et SOCIALE de leurs luttes : « Pour devenir politique, un mouvement doit opposer aux classes dominantes les ouvriers agissant *en* tant *que* classe pour les faire céder au moyen d'une pression de l'extérieur [2]. »

Toutes les conditions objectives ET subjectives étaient donc réunies pour que naisse le Parti ouvrier social-démocrate allemand. Les travailleurs allemands pouvaient maintenant mettre en pratique leurs capacités théoriques, en organisant consciemment et systématiquement les armes de leur émancipation sociale.

Idéologie petite-bourgeoise et État fort

Retour à la table des matières

Bismarck utilisa contre les ouvriers la violence armée, les brutalités policières et les parodies judiciaires dans toutes les combinaisons possibles. L'aristocrate qu'il était employait sans scrupules tous les moyens. Il avait fait la révolution bourgeoise en Allemagne, pratiquement sans apporter de législation libérale au peuple, et donc de liberté d'association, de réunion, de parole et de presse que les ouvriers durent imposer par leur force, et il ne manquait pas une occasion pour rendre illusoires tous ces droits, montrant avec cynisme que celui qui fait les lois - et c'est toujours vrai aujourd'hui, comme l'histoire de tous les pays le démontre - peut les tourner et les appliquer comme il l'entend, voire peut les nier. Et ce furent les perquisitions domiciliaires, la fermeture des sièges

---

[1] Les conditions matérielles de l'Allemagne, pays de civilisation comparable à la France et à l'Angleterre, faisaient que les entraves féodales empêchaient les Allemands de mettre en pratique ce qui correspondait à leurs besoins et à leurs aspirations, d'où une hypertrophie intellectuelle, ce qu'Engels appelle le « sens théorique ». Marx déduisait des prémisses sociales - allemandes - les capacités théoriques particulièrement développées du prolétariat de ce pays où la seule tâche progressive bourgeoise consistait encore à introduire les superstructures idéologiques capitalistes, après que l'Angleterre en ait apporté la base économique et la France la superstructure politique.

Cependant, comme Marx le répétera souvent, ces capacités théoriques particulières peuvent se développer en savoir scientifique puissant ou en système d'idées les plus confuses et les plus abstruses - ce qui en décide, c'est l'activité progressive ou réactionnaire des Allemands en question.

[2] Ibid., p. 99 : Remarques sur le caractère politique des luttes syndicales.

des deux partis ouvriers lassalléen et eisenachien, les condamnations pour incitation à la haine de classe, pour vilipendation des institutions, pour lèse-majesté; de lourdes amendes, des peines de prison, la mise sous séquestre des organes du parti pour des articles qualifiés de dangereux pour l'ordre public ou infamant pour l'oligarchie au pouvoir, etc. Tout servait de prétexte au gouvernement pour entraver l'organisation des ouvriers - comme aujourd'hui.

Cette brutalité et ce mépris pour les « libertés démocratiques » ont cela de bon qu'ils démystifient les rapports entre les classes et obligent chacune d'elles à se cantonner sur ses positions classistes - cela aussi durera longtemps en Allemagne. À peine les libertés élémentaires de parole, de presse et d'organisation étaient-elles arrachées par les ouvriers, qu'elles étaient remises en question par le pouvoir. Sans cesse le parti social-démocrate était ramené sur le terrain de la lutte de classe... en cette période de développement idyllique et pacifique du capitalisme! Parfois, les ouvriers triomphaient, mais ce n'était jamais pour longtemps -tant que l'ennemi n'était pas abattu.

Une victoire ne faisait que préparer une autre bataille: « La loi antisocialiste est abrogée et Bismarck renversé », écrivait Engels en 1890. « Le puissant Empire allemand avait mis en œuvre tous ses *moyens de puissance : le* parti s'est joué de lui, jusqu'à ce qu'enfin l'Empire allemand dût baisser pavillon devant nous. Le gouvernement impérial veut, POUR L'HEURE, instaurer de nouveau, dans ses rapports avec nous, le droit légal s'appliquant à tous et, POUR L'HEURE, nous voulons bien, nous aussi, tâter des moyens légaux que NOUS AVONS RECONQUIS GRÂCE À UN VIGOUREUX RECOURS AUX MOYENS EXTRA-LÉGAUX... Si le gouvernement tente, soit par de nouvelles lois d'exception, soit par des jugements contraires à la loi, par la praxis des juridictions impériales et par l'arbitraire policier, soit par d'autres empiètements illégaux de l'exécutif, de placer une nouvelle fois notre parti hors du droit commun - alors la social-démocratie allemande sera poussée une nouvelle fois dans l'illégalité, la seule qui lui soit ouverte. » Et de conclure, de manière optimiste : « La seconde fois, l'Empire allemand ne tiendra pas douze ans [1] ! »

De nos jours, toute la bourgeoisie mondiale s'efforce de reprendre les méthodes de gouvernement totalitaires et autocratiques de Bismarck : ces méthodes reposent sur la force de l'État, d'une part, et la *servilité petite-bourgeoise* des citoyens-sujets, d'autre part, d'où les justifications hypocrites, « chrétiennes », d'une pratique *couarde et féroce.* La « majorité silencieuse » comme les bandes « fascistes » se complètent et s'appuient complaisamment sur l'État fort, leur base matérielle. Cependant les marxistes ne se laissent pas mystifier par l'État fort, ni par sa violence si terrible soit-elle, car le méchant colosse a les pieds d'argile, parce qu'il repose, d'une part, sur la prospérité capitaliste et, d'autre part, sur la masse des sujets soumis, et ce qui caractérise cette énorme multitude moutonnière petite-bourgeoise à laquelle correspond l' « État fort », c'est : « plus on lui fait face de manière tranchée et énergique, plus elle plie et se courbe pour vous servir.

C'est de la sorte que le parti ouvrier [et l'État aussi] obtient d'elle le maximum de concessions. Tout cela, nous l'avons expérimenté et vécu (en Allemagne) » [2].

---

1 Cf. Engels, Lettre d'adieu au « Sozialdemokrat », 27-09-1890, reproduite dans le texte.

2 Cf. Engels, Marx et la « Nouvelle Gazette rhénane » (1848-1849), in : Der Sozialdemokrat, 13-03-1884, trad. fr. in: Engels-Marx, Le Parti de classe, Petite collection Maspéro, tome 1er, pp. 169-170.

Engels disait aux sociaux-démocrates impressionnés par les violences de Bismarck : « Pourquoi donc bougonnez-vous contre la violence en prétendant qu'elle est condamnable en soi, alors que, vous tous, vous savez fort bien qu'à la fin rien n'est faisable sans violence [1] ! »

Aujourd'hui les vieux textes de Marx-Engels qui conseillaient aux dirigeants ouvriers de ne pas perdre la tête et de demeurer inébranlablement sur la voie révolutionnaire, sont plus actuels que jamais. C'est faute d'avoir perdu complètement cette claire vision de classe, à laquelle tous les partis faussement « communistes » ou socialistes, ont substitué le défaitisme petit-bourgeois *social-démocrate,* critiqué sans pitié par Marx-Engels, que le prolétariat international est impuissant de nos jours, dans un monde où la force seule a voix au chapitre, cf notes no 169 et 217.

C'est la raison pour laquelle le prolétariat lui-même réagit si souvent de façon petite-bourgeoise, en l'absence d'une véritable organisation de classe, et que l'on applique partout la méthode bismarckienne : frapper fort l'adversaire que l'on a isolé et diffamé au nom de la morale et du citoyen pour l'écraser sous le poids de la violence de l'État policier, toute action parce que faite à l'ombre de l'État ou de la force armée étant bonne, c'est-à-dire légalisée. Qui plus est, ce sont toujours l'État et la société qui -se disent agressés et parlent de se défendre, et l'on déchaîne la meute sur le trouble-fête. La répression est toujours massive et ORGANISÉE, et elle ne manque jamais de prendre à témoin l'esprit conformiste et bien-pensant de la benoîte classe moyenne - c'est-à-dire de la nation - soit l'esprit servile des sujets-citoyens. Dès lors, l'État de droit, chrétien, démocratique ou « fasciste » comme l'appellent les idéologues, mais simplement bourgeois pour les marxistes, fait tuer ses adversaires politiques jusque dans les prisons - Holger Meins - et on assassine avec la conscience du devoir accompli.

La tactique des classes dominantes est la même, en Allemagne de l'Est et de l'Ouest, où-elle a été perfectionnée encore par l'action démocratique des troupes d'occupation russes et américaines, etc. : en R.D.A. toute opposition est criminelle, par définition, et en R.F.A. on ne, tolère que les sujets soumis - tout le reste est anti-démocratique, donc hors la loi - ce qui revient proprement au même, car, dans les deux cas, la seule violence admise est celle de la loi, et la moindre revendication *verbale* de la violence révolutionnaire est « illégale » et liquidée par la répression policière au milieu d'une propagande « à feu et à sang » contre les terroristes! Seule la Russie et l'Amérique, les pays phares du monde, sont plus efficaces sur le plan de la répression, la chasse aux sorcières.

En Allemagne, plus clairement que dans d'autres pays de capitalisme moins concentré, la question mystificatrice de la justice, de la liberté, du droit, de la démocratie apparaît pour ce qu'elle est sous le capitalisme, - une phrase creuse, tout en étant simplement un problème de rapports de force et d'énergie révolutionnaire ici ou contre-révolutionnaire là.

Bismarck a inauguré la tactique, inchangée depuis manier la loi de manière arbitraire et illégale sous l'égide de l'État - ce qui est certes un comble pour l'État qui légifère comme il veut, *mais* ne doit-il pas remplir de terreur le philistin et le révolutionnaire velléitaire et pousser l'opposition prolétarienne dans la voie des revendications stériles du légalitarisme, de la démocratie et du pacifisme ? La méthode a réussi - après l'abolition de la loi anti-socialiste en 1891 - avec la social-démocratie allemande, qui a fini par trahir le prolétariat dont elle prétendait défendre la cause. Mais, n'ont cessé de répéter Marx-Engels, elle ne doit pas mordre sur les marxistes

[1] Cf. Engels au député social-démocrate de droite W. Blos, 21-02-1874.

révolutionnaires. Ceux-ci ne se laissent pas mystifier et savent que la force décidera le jour où la société sera en crise, ébranlant le géant aux pieds d'argile, qui sera abattu par la violence révolutionnaire, sous les yeux effarés de l'impuissante petite bourgeoisie.

Force et légalité

Retour à la table des matières

Les dirigeants sociaux-démocrates avaient déjà lâché pied une première fois devant les foudres de Bismarck au moment de la promulgation de la loi anti-socialiste (1879) par peur. Et Engels d'expliquer qu'ils étaient contaminés par l'esprit de servilité et de soumission, « ce vieux poison du philistinisme borné et de la veulerie petite-bourgeoise » : « il se trouve qu'au premier choc après les attentats et la loi anti-socialiste, les chefs se sont laissés gagner par la panique - ce qui prouve qu'eux-mêmes ont vécu beaucoup trop au milieu des philistins et se trouvent sous la pression de l'opinion petite-bourgeoise [1]. » La loi avait atteint son but mystificateur!

D'après la conception marxiste, le législateur et le juge expriment seulement la sentence de la FORCE, le droit dérivant de la force et non l'inverse. Bismarck, au moment de la promulgation de la loi anti-socialiste, le confirmait lui-même : À la suite d'attentats perpétrés par des malades mentaux contre le Kaiser, et faussement attribués aux sociaux-démocrates, Bismarck, par ce *déni de justice* mettait les socialistes *hors la loi* pour les *écraser* non seulement *avec la rigueur des lois,* mais encore avec l'arbitraire policier, la *violence pure et simple.* La loi apparaissait clairement pour ce qu'elle est dans *ces passages* de la violence à la légalité, puis l'illégalité et enfin à la violence ouverte sous couvert de la *loi : C'était toujours la violence, dans un cas potentiel, dans l'autre cinétique.* La violence ouverte, quand elle n'était pas appliquée, devait terroriser et paralyser l'adversaire, et lorsque celui-ci sortait de sa léthargie, c'était la violence ouverte, légale et illégale. La force est toujours en mouvement : si elle s'arrête devant les sociaux-démocrates, c'est parce qu'une force aussi puissante s'oppose à elle, lui fait contrepoids - comme le couvercle sur la marmite. Mais, pour les moralistes, la peur du gendarme avec quelques coups bas bien assénés suffit à les paralyser dans leur esprit et leurs actes.

La loi est une violence potentielle, qui couve et n'éclate que si la paralysie due à la terreur cesse. Dès que l'adversaire bouge de nouveau, alors la loi (la violence potentielle) devient cinétique, entre en mouvement, et c'est la violence répressive. Un exemple dans le domaine de la physique : entre deux fils du circuit électrique, immobiles et froids, il ne se produit aucun échange tant que nous ne les mettons pas en contact; si nous approchons un conducteur, il se produit un dégagement d'étincelles, de chaleur, de lumière, avec de violents effets sur les muscles et sur les nerfs si ce conducteur est notre corps. Les deux fils inoffensifs avaient un certain potentiel énergétique qui est passé à l'état cinétique [2].

---

[1] Cf. Engels à Eduard Bernstein, 28 février - 1er mars 1883 (en trad. fr. dans le présent recueil).

[2] En ce qui concerne le passage de la violence potentielle qui caractérise la paix capitaliste pure (jamais atteinte dans la pratique) à la violence cinétique de la guerre ou de la révolution, cf. le Fil du Temps no 10, sur le Marxisme et la Question militaire, septembre 1974, pp. 27-34, chap. démocratie et violence. Le phénomène de la violence

Quelle est l'attitude du marxisme ? Au moment de la promulgation de la loi anti-socialiste, Engels dit simplement : Considérons le rapport de forces entre Bismarck et nous ? Et après avoir constaté que « nous sommes dans le rapport de 1 à 8 », il conclut : il faudrait être fou pour rechercher maintenant le contact (et le heurt); nous l'établirons lorsque nous aurons une chance de l'emporter, *« mais le parti révolutionnaire ne peut jamais se soumettre moralement, dans son for intérieur - par peur philistine - à la légalité ou à la terreur ».* Il ne considère jamais que l'emploi de la violence est une simple rétorsion à une autre violence, mais aussi un moyen indispensable d'initiative politique.

Au cours même de la phase « idyllique », paisible du capitalisme à la fin du siècle dernier en Europe, Marx et Engels n'ont jamais considéré qu'il fallait renoncer à la violence. Durant toute cette période, le capitalisme « chargeait ses batteries », transformant toute la violence cinétique en potentielle: le développement *industriel PA*CIFIQUE se faisait grâce au *réarmement* généralisé qui devait éclater avec la guerre en énergie cinétique - au moment de la crise industrielle. Autrement dit, la longue paix, où tous les antagonismes étaient étouffés, préparait la boucherie de la guerre [1].

L'erreur d'abord, la trahison de la social-démocratie ensuite, ce fut de croire que les antagonismes, au lieu de s'accumuler et d'éclater immanquablement, allaient s'atténuant, et de ne plus croire, qu'en les moyens légaux, pacifiques. Le développement idyllique les avait mystifiés. Mais que dire des socialistes et « communistes » d'aujourd'hui qui prônent le passage pacifique au socialisme, alors que la moindre levée de bouclier anti-capitaliste déchaîne des torrents de violence et que, même sans rébellion, le monde ne cesse d'être à feu et à sang : il leur faut non seulement renier la conception marxiste, mais encore fermer les yeux à la réalité *moderne* qui s'étale devant leurs yeux. Bref, si, pour le marxiste Lénine, les sociaux-démocrates furent des renégats, les partisans du passage pacifique au socialisme sont de nos jours des escrocs qui désarment le prolétariat devant le violence bourgeoise non seulement future, mais encore quotidienne.

---

ne peut être saisi que par la dialectique. Celle-ci permet d'éviter l'erreur métaphysique des antinomies, (qui imprègne aujourd'hui les esprits traumatisés par les carnages des guerres mondiales et coloniales) : la paix, c'est le bien ; la violence, le mal. La dialectique relie les contraires ; en montrant qu'ils obéissent tous deux à un même mouvement; en d'autres termes, elle explique l'un par l'autre, alors que la métaphysique antinomique oppose les contraires, séparés en deux éléments (catégories en soi) inconciliables. Enfin, la dialectique matérialiste relie le phénomène de la violence à ses causes réelles, les antagonismes sociaux liés aux privilèges économiques, suscités par un mode de production déterminé.

[1] Dans son ultime écrit que tant de générations de socialistes ont considéré comme une concession au légalitarisme, Engels prévenait les sociaux-démocrates allemands contre la menace d'une attaque préventive du gouvernement et les-incitait à attendre encore quelques années avant de lancer l'assaut. À cette occasion, il leur y indiquait que la violence ne faisait que couver au sein de la société : « Le bouleversement total de toutes les conditions de la guerre par l'enrôlement de toute la population apte à porter les armes dans les armées qui ne se comptent plus que par millions, les armes à feu, les obus, et les explosifs d'un effet inconnu jusque-là, d'une part, mirent une brusque fin à la période des guerres bonapartistes et assurèrent le développement industriel paisible en rendant impossible toute autre guerre qu'une guerre mondiale d'une cruauté inouïe et dont l'issue serait absolument incalculable », cf. Engels, Introduction de 1895 aux Luttes de classes en France 1848-1850, Éditions Sociales, 1948, p. 29.

Politique social-démocrate et communiste

Retour à la table des matières

La social-démocratie allemande est née dans un climat ardent de lutte de classe dans un pays où domine la terreur policière et bureaucratique et où la peur fait partie des réflexes nationaux petits bourgeois. Dans leurs écrits, Marx-Engels montrent que ces phénomènes n'ont rien de spécifiquement allemand, mais dépendent de l'intensité de l'exploitation capitaliste. Cet après-guerre a démontré que la terreur, atomique ou non, a triomphé de ce qu'on appelle fascisme, allemand ou nippon, et aggravé encore les phénomènes de la violence et de la terreur, destinés à tenir les masses dans la passivité et les soumettre aux colosses étatiques qui prétendent imposer leur loi sans conteste pour faire marcher leur économie et donc leurs profits.

La réponse à ce phénomène universel contemporain se trouve dans les directives données par Marx-Engels aux dirigeants du parti social-démocrate allemand, et leurs conseils sont plus actuels que jamais, aujourd'hui où tous les prétendus partis ouvriers mènent une politique crassement sociale-démocrate, qui n'était jamais celle de Marx-Engels eux-mêmes [1] et de toute façon n'a plus de justification historique de nos jours [2].

Bismarck avait encore pu mystifier la social-démocratie, à partir d'une base matérielle - bonapartiste - historiquement déterminée. En effet, comme la bourgeoisie allemande n'avait pas

---

1 Comme représentant du socialisme scientifique, Engels tint à préciser lui-même quel était le mouvement auquel il se rattachait et auquel il collaborait : « Dans tous ces écrits, je ne me qualifie jamais de social-démocrate, mais de communiste... Pour Marx comme pour moi, il est absolument impossible d'employer une expression aussi élastique pour désigner notre conception propre. Aujourd'hui [en 1894, où la bourgeoisie allemande est au pouvoir, toutes les tâches progressives, démocratiques étant réalisées], elle peut à la rigueur passer, bien qu'elle soit impropre pour un parti qui n'est pas simplement socialiste en général, mais dont le but en politique est le dépassement de tout l'État, donc aussi de la démocratie. Mais les noms des partis politiques ne concordent jamais vraiment, le parti se développe, le nom reste ». (Préface de 1894 à la brochure « Internationales aus dem Volksstaat »)

En Russie, où la bourgeoisie n'a pas non plus fait sa révolution, le parti de Lénine était également social-démocrate, tant que les tâches démocratiques bourgeoises y étaient progressives. Fidèle à la méthode de Marx-Engels, il proposa de prendre le nom de communiste en avril 1917, après la première phase de la révolution double : cf. Les Tâches du prolétariat dans notre révolution, in : « (Œuvres » 24, le chapitre : « Quel doit être le nom de notre Parti pour être scientifiquement exact et promouvoir politiquement une claire conscience de classe pour le prolétariat ? »

2 À partir de la chute du hobereau Bismarck, provoqué par l'essor des rapports capitalistes en Allemagne et la lutte des ouvriers pour l'abolition de la loi anti-socialiste (1891), l'économie aussi bien que les superstructures étaient développées de manière bourgeoise, donc mûres pour être renversées et remplacées par des rapports communistes. C'est à quoi Engels fait allusion dans la citation de la note précédente, lorsqu'il dit que le concept social-démocrate est dépassé pour le parti allemand lui-même. Désormais il ne faut plus poser de revendications démocratiques ni des réformes d'institutions politiques et étatiques existantes. En 1898, Rosa Luxemburg affirmera le point de vue de Marx-Engels face au révisionniste et réformiste Bernstein: « Les institutions démocratiques... ont terminé leur rôle dans le développement de la société bourgeoise (...). On peut faite les mêmes remarques à propos de toute la machine politique et administrative de l'État (...). Cette transformation, historiquement inséparable du développement de la démocratie, est aujourd'hui si complètement achevée que les composantes purement démocratiques de la société, le suffrage universel, le régime républicain pourrait être supprimées, sans que l'administration, les finances, l'organisation militaire dussent revenir aux formes antérieures à la Révolution de mars 1848, en Allemagne. » Cf. Réforme sociale ou révolution ? « Œuvres » I, Éd. Maspéro, Paris, p. 68. Cf. également notes 132 et 133 de ce recueil.

fait sa révolution, les rapports sociaux, économiques et politiques, n'étaient pas radicalement bourgeois en Allemagne après l'unité de 1871, de sorte qu'en face de la défaillance de la bourgeoisie, le prolétariat avait encore certaines tâches bourgeoises progressives à mettre en œuvre (droits démocratiques d'association, de presse, de réunion, etc.) avant de pouvoir instaurer son programme et son règne. Bref, il fallait encore tout un processus révolutionnaire progressif pour que la bourgeoisie qui, avec l'unité, avait connu un grand essor économique et social, règne politiquement aussi.

Après la chute de Bismarck en 1891, la bourgeoisie était en fait au pouvoir en Allemagne, et l'Empereur, se prenant pour l'homme fort, des puissances du passé, se mit à menacer la social-démocratie d'un coup d'État et d'une réédition de la loi anti-socialiste, qui ne pouvaient plus être qu'une parodie de la loi anti-socialiste, étant donné les nouveaux rapports de force où les forces semi-féodales n'étaient pratiquement plus au pouvoir et les forces capitalistes n'y étaient pas encore solidement installées. C'est alors que les sociaux-démocrates se laissèrent véritablement mystifier et changèrent leur programme révolutionnaire en programme de réforme démocratique, légalitariste et pacifiste, et devinrent des révisionnistes [1]. Certes, ils ne le crièrent pas sur les toits, tant qu'Engels vécut - au reste, il fallait qu'ils trompent aussi les masses.

Certes, au moment de cette espèce de *vacance* de pouvoir, les sociaux-démocrates ne purent passer à l'assaut révolutionnaire : la bourgeoisie sut éviter la crise aiguë, malgré le changement de ministère, car le rapport de forces dans le pays était encore de 1 à 7 en faveur des classes dominantes.

Le crime impardonnable des sociaux-démocrates fut alors qu'ils abandonnèrent définitivement les principes révolutionnaires, s'installant dans la légalité pour ne plus en bouger, même lorsque le rapport des forces fut bientôt en leur faveur dans le pays et que la crise sociale décisive était enfin arrivée. Ils couronnèrent leur trahison en acceptant la violence de leurs classes dominantes et en envoyant le prolétariat prendre une part active au carnage de la guerre impérialiste.

La révolution si longtemps attendue par Marx-Engels éclate enfin en 1918, et le formidable prolétariat allemand se battit comme jamais le prolétariat d'un pays pleinement développé ne l'avait fait jusque-là : durant près de quinze ans, il lutta pour renverser le capitalisme dans sa forteresse européenne, il renversa la bourgeoisie à Munich, en Saxe-Thuringe, relança l'assaut à Hambourg, à Berlin et dans dix autres villes; même vaincu en 1923, il continua de lutter, de s'organiser et de s'agiter, lorsque l'Internationale était dégénérée et sa direction plus qu'incertaine. Sa défaite n'est pas due au manque de combativité des masses allemandes qu'Engels tenait toujours pour supérieures à leurs chefs. Elle est due à la trahison de la social-démocratie, - maudite depuis lors - qui fit échouer l'occasion unique en Allemagne. La victoire y eût sans doute été décisive pour le reste de l'humanité : en faisant pencher la balance en faveur du prolétariat, déjà victorieux en Russie.

---

[1] Les prétendus communistes d'aujourd'hui sont retombés bien plus bas encore, prétendant - au stade du capitalisme centralisé et totalitaire en économie et en politique - réintroduire la démocratie « avancée » et parlementariste, dépassée par le cours capitaliste lui-même.

Ils ont non seulement développé en leur sein ce qu'Engels appelle l'infâme socialisme petit bourgeois réactionnaire, mais encore contribué à créer à leurs côtés un second parti réactionnaire dit socialiste, rival du leur: réédition absurde de la politique philistine de Liebknecht vis-à-vis des Lassalléens, fusion en moins.

Tactique d'Engels

Retour à la table des matières

Du fait de la prolétarisation rapide - à une époque où le prolétariat avait un sain instinct et und vive conscience politiques - les ouvriers d'Allemagne étaient devenus d'année en année plus nombreux et plus forts, alors que le régime bonapartiste (bismarckien) mi-féodal, mi-bourgeois devait s'affaiblir pour céder la place à un gouvernement bourgeois non encore solidement installé et expérimenté, ce qui permettait d'espérer une victoire relativement facile, presque pacifiquement, avec un peu d'initiative et d'énergie révolutionnaires. Engels écrivait : « C'est précisément cette absence de précipitation, ce progrès mesuré, mais sûr et irrésistible, qui a quelque chose de formidablement imposant et qui doit susciter chez nos gouvernants le même sentiment d'angoisse qu'éprouvait le prisonnier de l'Inquisition d'État à Venise à la vue des murs de sa cellule qui avançaient d'un pouce chaque jour, si bien qu'il pouvait calculer avec précision le jour où il devait être broyé entre les quatre murs [1]. »

Ce jour devait sonner, lorsque le rapport de forces changea en faveur du prolétariat. Mais alors il eût fallu que son parti soit encore révolutionnaire et constitue une menace réelle pour les classes dirigeantes. Or, le révisionnisme avait triomphé, et se fit le défenseur de la bourgeoisie capitaliste. Elle joua le rôle infâme du parti de la démocratie pure, contre les spartakistes révolutionnaires : « En ce qui concerne *la démocratie pure* et son rôle à l'avenir, je ne suis pas de ton avis [celui de Bebel]. Il est dans l'ordre des choses qu'elle jouera un rôle bien inférieur en Allemagne que dans les pays de développement industriel plus ancien. 'Mais cela n'empêche pas qu'au moment de la révolution elle prendra une importance MOMENTANÉE sous la forme d'un parti bourgeois autonome extrême, jouant le même rôle qu'à Francfort en 1848, lorsqu'elle fut *la dernière planche de salut* de l'économie bourgeoise et même féodale. Dans un tel moment, toute la masse réactionnaire se tiendra derrière elle et lui donnera une force accrue - tout ce qui est réactionnaire se donne alors des airs démocratiques [2]. » Lorsque l'édifice impérial s'effondra sous les coups de la révolution allemande de 1918, ce fut la renégate social-démocratie qui, portant la division au sein des ouvriers eux-mêmes, se transforma en ultime planche de salut de toutes les classes anti-prolétariennes et assassina Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, scellant la défaite du prolétariat le plus fort, le plus combatif et le plus conscient, au cœur de l'Europe, celui qui, en étendant la révolution de la Russie à l'Europe avancée eût réglé facilement un problème aujourd'hui infiniment difficile.

---

[1] Cf. Engels à Julie Bebel, 12-03-1887.
[2] Cf. Engels à August Bebel, 11-12-1884.

La contribution ineffaçable du prolétariat allemand

Retour à la table des matières

Si, en internationalistes prolétariens, Marx-Engels n'avaient jamais fondé de grands espoirs sur la bourgeoisie allemande [1], et ne se trompèrent pas, ils attendaient beaucoup de l'autre protagoniste de la révolution anti-féodale - le prolétariat allemand, et ce, non seulement pour l'Allemagne, mais tous les pays du monde. De par les conditions sociales, le prolétariat allemand n'avait-il pas une vocation spécifiquement « philosophique » ?

« Il saute aux yeux que le prolétariat allemand est le *théoricien* du prolétariat européen, comme le prolétariat anglais en fut *l'économiste* et le prolétariat français son *politicien* [2]. » Déjà les premiers soulèvements de l'embryon du prolétariat allemand qu'étaient les tisserands silésiens, avaient manifesté un « caractère plus théorique et conscient qu'aucun des soulèvements ouvriers précédents de France et d'Angleterre » (ibid).

En fait, le monde devait être plus profondément ébranlé sous « les coups du socialisme scientifique, cet apport du prolétariat allemand » que sous le fracas des révolutions anglaise ou française, car ils annonçaient la ruine de tout le monde bourgeois moderne et son remplacement inévitable par un monde humain, après le stade de la dictature du travail sur toutes les autres classes d'improductifs, d'oisifs et de parasites. Déjà sous la direction théorique de Marx-Engels, la Ligue des communistes allemands avait lancé dans le *Manifeste du Parti communiste* de 1848 le programme d'une société nouvelle et crié aux classes dirigeantes en place : « Malheur à toi, ô bourgeoisie! » Le spectre du communisme qui hantait l'Europe et le monde, trouvait une *base*

---

[1] En fait, Marx-Engels avaient espéré, dès 1844, que les ouvriers allemands, en l'absence d'une bourgeoisie révolutionnaire, feraient une révolution double, comme l'a faite plus tard la Russie de Lénine, le prolétariat accomplissant à un rythme accéléré, les tâches encore progressives de l'ère bourgeoise, car, en Allemagne, « toutes les classes de la société bourgeoise se ratatinent avant même qu'elles aient grandi, laissant toujours passer l'occasion de jouer un grand rôle avant même qu'elle se présente », si bien que « lorsque toutes les conditions inhérentes à la révolution seront remplies, le jour de la résurrection allemande sera annoncé par le chant de ralliement du coq gaulois ». (Marx, « Contribution à la cri tique de la philosophie du droit de Hegel, Introduction », in : « Annales Franco-Allemandes », 1844.)

Si après l'échec de la révolution de 1848, l'unité de l'Allemagne s'est tout de même réalisée, la bourgeoisie y demeura passive. La mission historique de l'Allemagne n'était pas bourgeoise : « Pour l'Allemagne, la seule émancipation possible dans la pratique, c'est l'émancipation à partir de la théorie qui proclame que l'homme est le but de l'homme... L'Allemagne radicale ne peut faire de révolution sans tout bouleverser. L'émancipation de l'Allemagne est celle de l'homme. » (Ibid.) Autrement dit, la révolution allemande de Bismarck ne pouvait qu'augmenter encore l'oppression en Allemagne, et les conquêtes techniques n'y changent rien.

[2] Cf. Marx, Notes critiques relatives à l'article « Le roi de Prusse et la réforme sociale, in : Vorwärts, 7-08-1844. Dans le même article, Marx montre que les dispositions d'un prolétariat sont déterminées par le milieu matériel, historique, géographique et économique, dans lequel il vit: « Comme l'impuissance de la bourgeoisie allemande signifie l'impuissance politique de l'Allemagne, les dispositions du prolétariat allemand - sans parler de la théorie allemande -correspondent aux dispositions sociales de ce pays. La disproportion entre le développement philosophique et politique de l'Allemagne n'a rien d'anormal. C'est une disproportion nécessaire. »

Nous avons traité de la contribution économique du prolétariat anglais dans le recueil précédent: Marx-Engels, Le Syndicalisme, 2 vol., Petite collection Maspéro, et de la contribution politique du prolétariat français : Marx-Engels, le Mouvement ouvrier français, 2 vol. Petite Collection Maspéro. Le présent recueil complète les deux précédents au plan théorique.

scientifique (développée jusque dans le détail par le Capital [1] et une *organisation* politique et militante efficiente dans la Première Internationale, conduite par Marx-Engels.

La social-démocratie allemande réalisa de manière exemplaire pour les ouvriers de tous les pays du monde la formule lancée par Marx-Engels dans le *Manifeste* en vue d'ORGANISER une force capable de renverser le système de domination bourgeois tout entier : la *constitution du prolétariat* en *classe* autonome et distincte de toutes les autres, donc en *parti* sur la base du socialisme scientifique comme condition *sine qua non* au succès de la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie et de l'érection *du prolétariat* en classe *dominante par* la *conquête du pouvoir politique.*

Certes, les ouvriers anglais et surtout français avaient déjà tenté de renverser l'ordre bourgeois et de prendre en main le pouvoir d'État, mais le socialisme « allemand » avait théorisé scientifiquement ces tentatives et en avait concrétisé en tous lieux et à tout moment, bien avant l'assaut du pouvoir, la menace dans l'ORGANISATION *durable, permanente et* systématique des *ouvriers.*

La social-démocratie montre que, pour réussir à vaincre un ennemi qui s'est approprié tous les moyens matériels, les richesses et les armes de la société, le prolétariat doit se donner une *organisation unitaire de classe* rassemblant et dirigeant la classe la plus nombreuse de la société : force des Moyens matériels contre force des masses humaines. Elle a donné au prolétariat de tous les pays l'exemple de l'organisation des masses en une armée de combattants qui, trente ou quarante ans avant l'assaut révolutionnaire, fait déjà trembler la bourgeoisie, pour laquelle *tout* ouvrier devient une menace, car elle voit se profiler derrière lui l'ouvrier *organisé.* C'est ce que Lénine avait bien compris.

Depuis que les ouvriers dans le monde entier cherchent à s'organiser sur la base du programme marxiste, que la social-démocratie allemande a fait triompher dans tous les partis de la IIe Internationale, la bourgeoisie, elle, a cessé de croire en la pérennité de son système capitaliste, et elle *sait* qu'elle mourra de mort violente. La social-démocratie fut le fruit décisif de Marx-Engels, en quelque sorte la pierre de touche de leur théorie - et leurs contemporains ne s'y sont pas trompés, eux qui les rendaient responsables des idées et de l'action du parti allemand. De fait, la social-démocratie allemande a démontré la justesse de la thèse fondamentale de Marx-Engels sur le parti : l'organisation du prolétariat est *l'arme absolue qui* seule permet de remporter la victoire finale : c'est en captant à leur profit l'organisation du prolétariat que les révisionnistes et autres renégats du marxisme eux-mêmes l'ont emporté! Si les révolutionnaires ont parfois oublié cette leçon, les réformistes et autres traîtres l'ont toujours sue.

---

[1] Pour Marx, l'une des tâches essentielles du socialisme scientifique a été de démontrer l'inéluctabilité de la mon du capital et le passage consécutif au communisme. En ce sens, le Capital fut, selon Marx, « le plus terrible missile qui ait encore été lancé à la face des bourgeois (y compris les propriétaires fonciers) », à J.-Ph. Becker, 17-09-1867. Dans la Postface de la deuxième édition allemande de 1873 du Capital (Éditions sociales, I I, pp. 22-30), Marx déclare que ce qui lui importe, « c'est d'y mettre en lumière des lois qui régissent la naissance, la vie, la croissance ET LA MORT d'un organisme social donné, ET SON REMPLACEMENT par un autre supérieur ». Après cette critique théorique du capitalisme, tout l' « art » est de passer à une critique efficace par les armes, ce passage étant tout autre que mécanique dans le déterminisme marxiste, comme le démontre l'ait politique de Marx-Engels eux-mêmes.

L'organisation n'est pas une forme neutre, mais dépend de son orientation, révolutionnaire ou opportuniste. La marge entre ces deux cours est extrêmement mince au commencement, lorsque le parti se cherche, hésite ou oscille parfois, et tout le recueil sur la social-démocratie montre la lutte acharnée de Marx-Engels pour contrecarrer les tendances opportunistes et imposer le cours révolutionnaire : Lénine ne cessa d'y puiser des leçons politiques pour la direction consciente de l'organe révolutionnaire.

La lutte théorique

Retour à la table des matières

Ce recueil réfute à chaque page l'affirmation éhontée selon laquelle Marx-Engels ont donné leur sanction au cours opportuniste qui a conduit la social-démocratie allemande à la trahison de 1914 : tant qu'ils vécurent, tous leurs efforts ont consisté, à l'inverse, à dénoncer la moindre déviation ou marchandage de principe, qui pouvait porter le parti dans cette direction.

Chaque page de ce recueil dénonce les faux disciples de Marx-Engels - ceux qui tentent non seulement de justifier leur opportunisme en se référant au marxisme, mais encore de discréditer ce même marxisme par une pratique contraire à ses principes, tout en se déclarant marxistes. Ils sont particulièrement dangereux, car ils discréditent la théorie et embrouillent toute vision de classe: ceux que Jupiter veut perdre, il les rend d'abord fous.

La social-démocratie a porté les heurts de classe jusque sur le terrain de la théorie, et le marxisme l'a emporté sur toutes les autres idéologies bourgeoises, petites bourgeoisies et ouvriéristes. Depuis lors, dit Lénine, le combat est mené au nom du marxisme jusque par ceux-là mêmes qui le combattent.

C'est dans la social-démocratie que l'adversaire insidieux a commencé à mener la lutte théorique pour démontrer d'abord que le marxisme était lacunaire, dépassé et erroné, puis, ne parvenant pas à vaincre sur ce terrain, il s'est mis à revendiquer le marxisme pour combattre les marxistes orthodoxes, révolutionnaires. Lénine a mené toute sa lutte sur le fonds de sa polémique contre le révisionnisme, et l'on a, bien tort de parler de léninisme, puisqu'il ne pensait qu'à restaurer le marxisme tout court.

Il savait d'expérience quelle arme puissante était le marxisme [1]. Combien de fois n'a-t-il pas dénoncé tel social-démocrate qui avait mis sous le boisseau un texte de Marx gênant pour lui! La

---

[1] Le philistinisme petit bourgeois, trouva un moyen d'émousser même l'arme puissante du Capital. Kautsky n'éprouva-t-il pas le besoin de réécrire phrase par phrase le premier Livre, afin d'écarter les mots « difficiles » pour les ouvriers (comme si les « intellectuels » ne s'aidaient pas du dictionnaire!). C'est cette version tronquée du Capital qui fut lue en Allemagne, puisqu'en 1931, en paraissait « la neuvième édition inchangée ».

Alors que Marx écrivait, par exemple, dans l'original : « Un avantage encore plus grand est que l'on distingue enfin clairement entre le temps qui appartient à l'ouvrier lui-même et celui qui appartient à son patron. L'ouvrier sait maintenant quand le temps qu'il a vendu finit et quand commence celui qui lui appartient, et le sachant exactement au préalable il peut disposer d'avance de ses propres minutes selon ses vues et ses projets » (l. c., p.

révolution russe de 1917 sortit de l'ombre une partie importante de l'œuvre de Marx-Engels, jusqu'à ce que Staline, avec ses thèses anti-marxistes, s'en prit d'abord à Engels, puis, ne pouvant se permettre d'aller bien loin dans cette voie, jugea qu'il valait mieux tuer par le silence ce qui le gênait le plus. Dans notre recueil, nous mentionnons dans les notes les lettres de Marx-Engels « qui n'ont pas été retrouvées », lorsqu'eux-mêmes y font allusion dans leur correspondance. On peut dire que plus leurs lettres aux dirigeants sociaux-démocrates sont louangeuses, moins elles ont de chance d'être « égarées », mais plus elles, sont dures, moins elles risquent d'avoir été conservées. C'est donc ici une critique minimale.

Les méthodes utilisées par les dirigeants sociaux-démocrates opportunistes et révisionnistes refleurirent de plus belle lorsque la IIIe Internationale se mit à dégénérer. Citons un exemple relatif à des textes sur la social-démocratie allemande : En 1932, les éditions de Moscou annonçaient la parution de la correspondance de Marx-Engels et des principaux dirigeants du mouvement allemand, ce qui était assurément une contribution importante à la connaissance de la social-démocratie allemande et de ses rapports avec le marxisme. Dès le premier volume [1], on pouvait être méfiant: Riazanov qui avait consacré sa vie à dénicher les textes de Marx-Engels, afin de les publier en Œuvres complètes venait d'être liquidé par Staline et, dans la préface, il était accusé d'avoir dissimulé les textes au lieu de les publier [2] ! Sur les deux volumes annoncés, il n'en parut qu'un seul, sur la période de 1870-1886 : la correspondance devenait gênante pour les nouvelles positions de Moscou - et le second volume de 1887 à 1895 ne parut jamais. Cet exemple d'un combat qui jette dans la balance l'homme et les principes a été amorcée par la social-démocratie, allemande et s'est généralisé de nos-jours. Il témoigne de l'intensité de la lutte autour de la théorie révolutionnaire de Marx-Engels. Leurs principes ne sont-ils pas du feu ?

---

52). « En permettant aux ouvriers d'être maîtres de leur propre temps, elle (la législation de fabrique) leur a donné l'énergie morale qui POURRAIT BIEN LES CONDUIRE UN JOUR À S'EMPARER DU POUVOIR ».

Kautsky, lui, n'est pas aussi pressé dans SON Capital, il écrit, en effet, que les « lois de fabrique » leur ont « CONFÉRÉ une énergie morale QUI LES PRÉPARE POUR UN ÉVENTUEL EXERCICE DE LEURS DROITS POLITIQUES », en d'autres termes, les ouvriers pourront ÉVENTUELLEMENT aller voter !!! Soit dit en passant, Kautsky trouve que l'ouvrier comprendra mieux que la législation de fabrique est un bienfait plutôt qu'un avantage, selon l'expression de Marx - l'État capitaliste lui-même n'est-il pas un ange tutélaire, et Kautsky un réformiste ? Cf. Le Capital, avant-dernière note du chap. X sur la Journée de travail (Éd. Soc., p. 296) et Das Kapital I. ...von Karl Marx, Volksausgabe herausgegeben von Karl Kautsky, 1931, Dietz Berlin.

Staline s'est rendu les choses les plus faciles : il n'a pas réécrit phrase par phrase en édition « populaire » les oeuvres de Marx-Engels, mais s'est contenté d'arrêter les oeuvres COMPLÈTES telles qu'elles étaient conçues par Lénine et préparées par Riazanov pour en faire une édition POPULAIRE, ce qui lui a permis d'en écarter tous les textes qui le gênaient. Ses successeurs parlent aujourd'hui de publier le tout vers l'an 2005, mais sont en retard sur la programmation dès le premier volume. (Cf. Marx-Engels, le Parti de classe, I, pp. 5-6).

[1] Karl Marx Friedrich Engels, Briefe an A. Bebel, W. Liebknecht, K. Kautsky und andere. TEILI: 1870-1886. Besorgt vom Marx-Engels-Lenin-Institut Moskau, unter Redaktion von W. Adoratski, Verlagsgenossenschaft ausländischer Arbeiter in der UdSSR, Moskau-Léningrad 1933, 598 S.

[2] « Les lettres à Bebel, W. Liebknecht et Kautsky ont vu la lumière du jour à l'Institut Marx-Engels après la révocation de son ancien directeur Riazanov. On s'est aperçu qu'il disposait de ces lettres depuis une série d'années déjà, mais les dissimulait soigneusement et n'entreprenait rien pour les publier » (ibid., p. XIV).

I.

FORMATION DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE

« Si l'on compare la médiocrité froide et plate de la littérature *politique* allemande avec les débuts littéraires immenses et éclatants des *ouvriers* allemands, si l'on compare ces bottes de géant de l'enfant prolétaire avec les chaussures de nain déjà éculées de la bourgeoisie allemande - on ne peut que prédire une figure *athlétique* au cendrillon allemand.

« Il saute aux yeux que le prolétariat allemand est le *théoricien* du prolétariat européen, tout comme le prolétariat anglais en est *l'économiste* et le prolétariat français son *politicien*. L'Allemagne a une vocation aussi classique pour la révolution sociale qu'elle est incapable d'une révolution politique. » *(Marx, Notes critiques relatives à l'article « Le roi de Prusse et la réforme sociale* g', in : Vorwärts, *7-08-1844).*

BASE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE SON ACTION POLITIQUE

Engels, Préfaces de 1870 et 1875 à la *Guerre des* paysans.

Retour à la table des matières

L'année 1866 n'a pratiquement rien changé aux conditions sociales de l'Allemagne. Les rares réformes bourgeoises - système unitaire des poids et mesures, libre circulation, liberté professionnelle, etc., demeurent dans les limites octroyées par la bureaucratie. Elles n'atteignent même pas le niveau de ce que la bourgeoisie d'autres pays d'Europe occidentale a déjà conquis depuis longtemps, et laissent intact le principal fléau, le système des concessions bureaucratiques [1].

[1] Ce recueil débute par un texte qui situe l'action et les tâches de la classe ouvrière allemande dans leur contexte historique, géographique et économique. À partir des conditions matérielles Engels définit les traits historiques essentiels du mouvement ouvrier allemand, ceux-là mêmes qui sont les plus profonds et les plus durables pour en dégager la tactique qu'il conseillera aux dirigeants sociaux-démocrates.

Le fait historique déterminant, c'est que l'Allemagne a abordé en 1870 seulement la phase de la révolution bourgeoise, alors que l'Angleterre et la France l'avaient traversée dès 1646 et 1789. C'est dire que les conditions

Au reste, pour le prolétariat, toutes ces lois sur la libre circulation, le droit de cité, la suppression des passeports à l'intérieur du pays, etc. sont rendues passablement illusoires en raison des traditionnelles pratiques policières.

Ce qui est beaucoup plus important que les « grands événements d'État » de 1866, c'est le développement depuis 1848 en Allemagne de l'industrie et du commerce, des chemins de fer, du télégraphe et, de la navigation transocéanique à vapeur. Même si ces progrès restent, loin derrière ceux que l'Angleterre et même la France ont accomplis durant la même période, ils sont cependant inouïs pour l'Allemagne et lui ont apporté en vingt ans bien plus que ne lui a jamais donné tout un siècle de son histoire. Ce n'est qu'à présent que l'Allemagne est, véritablement et irrévocablement entraînée dans le *commerce mondial.* Dans l'industrie, les capitaux se sont accumulés à un rythme, rapide, tandis que la bourgeoisie a vu son importance sociale croître en conséquence. L'indice le plus sûr de la prospérité industrielle, la *spéculation,* fleurit abondamment, et comtes et ducs sont enchaînés à son char triomphal. Le capital allemand - que la terre lui soit légère! - construit maintenant des chemins de fer russes et roumains, alors qu'il y a quinze ans encore les chemins de fer allemands quémandaient le soutien des entrepreneurs anglais. Comment est-il donc possible que cette bourgeoisie n'ait pas conquis aussi le pouvoir politique et qu'elle se conduise d'une manière aussi lâche vis-à-vis du gouvernement ?

Notre bourgeoisie a le malheur, tout à fait dans la manière chère aux Allemands d'arriver trop tard. Qui plus est, sa période de floraison coïncide avec l'époque où la bourgeoisie des autres pays d'Europe occidentale est déjà politiquement à son déclin. En Angleterre, elle n'a pu faire entrer au gouvernement son représentant, Bright, qu'au moyen d'une extension du droit électoral, qui par la suite devra mettre fin à toute domination bourgeoise. En France, la bourgeoisie comme telle -classe en général - n'a tenu le pouvoir dans ses mains que deux années sous la République, en 1849 et 1850, et ne put prolonger son existence qu'en cédant le pouvoir politique à Louis Bonaparte et à l'armée. Étant donné l'action réciproque qu'exercent entre eux les trois pays les plus avancés

---

matérielles en étaient beaucoup plus mûres en Allemagne. D'où l'importance accrue du prolétariat allemand, d'une part et la débilité irrémédiable de la bourgeoisie, d'autre part. Déjà au moment de la crise révolutionnaire de 1848, cette bourgeoisie, par peur du prolétariat, s'était précipitée dans l'alliance avec les forces semi-médiévales, dont le siège géographique se trouvait dans les régions orientales de l'Allemagne, ce qui non seulement paralysa alors le prolétariat révolutionnaire; niais eut pour effet, à longue échéance, de retarder la maturation des conditions sociales qui auraient permis au prolétariat une attaque frontale contre le pouvoir établi. Le mouvement des ouvriers allemands ne put donc prendre un caractère ouvertement communiste, mais seulement social-démocrate; autrement dit, il dut se poser des tâches sociales au niveau démocratique, encore bourgeois, étant donné les défaillances politiques de la bourgeoisie allemande. Bismarck et ses successeurs s'acharnèrent à freiner l'évolution politique et surent, en prenant des allures et des mesures despotiques, engager par réaction le mouvement allemand officiel - plus que sa base ouvrière -dans le préalable des tâches politiques encore bourgeoises. En défendant l'avenir du mouvement dans le présent, Marx et Engels prévinrent constamment les dirigeants responsables contre les illusions de la démocratie, les tendances opportunistes qui consistent à s'adapter aux conditions immédiates du moment et les pièges du pacifisme et du légalitarisme.

Marx-Engels vécurent à l'époque où le capitalisme traversait sa phase de développement idyllique et relativement paisible, si bien que les conditions matérielles immédiates expliquaient, en grande partie, les illusions des dirigeants sociaux-démocrates. Mais leur faute impardonnable est d'avoir oublié les conseils de fermeté et de rigueur à l'époque suivante de sang et de feu, dont Marx-Engels avaient prévu l'échéance inévitable. À notre époque de violences et de guerres impérialistes incessantes, les conseils de radicalisme révolutionnaire de Marx-Engels sont d'une actualité brûlante, et les dirigeants des partis ouvriers dégénérés actuels n'ont même plus la justification des vieux sociaux-démocrates pour prôner leurs, illusions légalitaristes, démocratiques et pacifistes : ils désarment purement et simplement le prolétariat, pour le livrer impuissant et sans défense à l'État totalitaire bourgeois!

d'Europe, il n'est plus possible de nos jours que la bourgeoisie puisse instaurer tranquillement son pouvoir politique en Allemagne, alors que déjà il a fait son temps en Angleterre et en France.

Ce qui distingue spécifiquement la bourgeoisie de toutes les classes dominantes du passé, c'est qu'au cours de son développement elle rencontre un tournant à partir duquel tout accroissement ultérieur de ses moyens de domination, à savoir en premier lieu ses capitaux, ne fait que contribuer à la rendre de plus en plus inapte à l'exercice du pouvoir politique : « Derrière *les grands bourgeois se dressent les prolétaires.* » En effet, la bourgeoisie engendre le prolétariat dans la mesure même où elle développe son industrie, son commerce et ses moyens de communication. Or, à un certain moment - qui n'est pas nécessairement le même partout et n'arrive pas exactement au même stade de développement - elle commence à s'apercevoir que son double - le prolétariat- la dépasse dangereusement. À partir de ce moment, elle perd la faculté d'exercer exclusivement son pouvoir politique : elle cherche des alliés avec lesquels ou bien elle partage son pouvoir, ou bien à qui elle le cède complètement - selon les circonstances [1].

La bourgeoisie a atteint ce tournant dès 1848 en Allemagne. Et ce n'est pas tant du prolétariat allemand que du prolétariat français, qu'elle prit peur à ce moment-là. En effet, les combats de juin 1848 à Paris lui montrèrent ce qui l'attendait. Le prolétariat bougeait juste assez en Allemagne pour lui prouver qu'ici aussi la semence était jetée pour la même récolte et, de ce jour, la pointe de l'action politique de la bourgeoisie fut émoussée. Elle chercha des alliés, se vendit à eux à n'importe quel prix - et aujourd'hui elle n'a pas avancé d'un seul pas.

Il se trouve que ces alliés soient tous de nature réactionnaire : la royauté avec son armée et sa bureaucratie; la grande aristocratie féodale; les petits hobereaux minables, et même la prêtraille. La bourgeoisie a pactisé et s'est entendue avec tout ce beau monde dans le seul but de sauver sa précieuse peau -jusqu'à ce qu'il ne lui reste plus rien à trafiquer. Or plus le prolétariat se développe,

---

[1] La prévision d'Engels, selon laquelle la bourgeoisie devient de moins en moins révolutionnaire à mesure que vieillit le capitalisme, n'a pas manqué de se vérifier à l'échelle mondiale, dans tous les pays où la révolution bourgeoise restait à faire. À l'époque de Lénine déjà, le prolétariat dut prendre en charge dans un premier temps - la phase de la révolution bourgeoise de février 1917 - les tâches socialistes étant réalisées en octobre. Cette même double tactique, appelée sociale-démocrate, devait également s'appliquer, aux yeux de la Troisième Internationale révolutionnaire, aux pays, coloniaux et dépendants de la Chine à l'Afrique et à l’Amérique latine. L'histoire de l'Allemagne a donc été en quelque sorte le laboratoire, où s'élaborèrent les solutions valables pour tom ces pays du monde! Ainsi l'étude des conditions de l'Allemagne à partir de 1848 et de la tactique politique élaborée par Marx-Engels permit à Lénine d'établir, dès 1905, les Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique en Russie. Définissant magistralement ce qui dans les conditions matérielles « retardataires » imposait une politique non pas communiste, mais social-démocrate, Lénine y préconisa, en l'absence d'une bourgeoisie révolutionnaire, de prendre la tête de la révolution dès le début du processus - la phase bourgeoise - pour le conduire jusqu'à son terme - le socialisme, et il notait que les mesures démocratiques bourgeoises sont indispensables au prolétariat - non pas lorsque le capitalisme est développé comme aujourd'hui en Europe où la démocratie est en pleine dissolution et doit être éliminée et non restaurée, mais dans les pays encore essentiellement précapitalistes où une politique sociale-démocrate correspond encore à une phase progressive de l'histoire.

Les textes établissant la corrélation entre l'expérience historique et politique de l'Allemagne de l'époque de Marx-Engels et celle de la Russie de Lénine ont été rassemblés dans trois volumes d'environ 2 500 pages sur l'histoire de l'Allemagne (Marx-Engels, Lenin-Stalin, Zur deutschen Geschichte, Berlin 1955). Ces recueils démontrent combien Lénine était préoccupé d'étudier les textes de Marx-Engels pour élaborer en parfaite continuité avec eux ses propres positions politiques. Il est Significatif que les rééditions de ces ouvrages aient séparé les textes de Marx Engels de ceux de Lénine, celui-ci n'est-il pas le père du léninisme et non le farouche défenseur du marxisme contre tout révisionnisme ?

en faisant sentir son caractère de classe et en agissant avec une conscience de classe, plus les bourgeois deviennent pusillanimes. Lorsque la stratégie prodigieusement mauvaise des Prussiens triompha à Sadowa de celle plus prodigieusement mauvaise encore des Autrichiens, il fut difficile de dire lequel - du bourgeois prussien qui, lui aussi, avait été battu à Sadowa ou de l'autrichien - respira avec le plus de soulagement et de joie. Notre grande bourgeoisie agit en 1870 exactement de la même manière que la moyenne bourgeoisie en 1525. Quant aux petits bourgeois, aux artisans et aux boutiquiers, ils resteront toujours égaux à eux-mêmes. Ils espèrent toujours s'élever d'un rang dans la bourgeoisie et redoutent d'être précipités dans le prolétariat. Entre la peur et l'espoir, ils tenteront, durant la lutte, de sauver leur précieuse peau et, après, ils se joindront au vainqueur. Telle est leur nature.

L'action sociale et pratique du prolétariat a suivi le rythme de l'essor industriel depuis 1848. Le rôle que les ouvriers allemands jouent aujourd'hui dans leurs syndicats, coopératives, organisations et réunions politiques, aux élections et au prétendu Reichstag démontre déjà par lui-même quel bouleversement l'Allemagne a connu insensiblement ces vingt dernières années. C'est l'honneur des ouvriers allemands d'avoir réussi à envoyer au parlement des ouvriers et des représentants des ouvriers, alors que ni les Français ni les Anglais n'y sont encore parvenus.

Mais le prolétariat ne soutient pas davantage aujourd'hui le parallèle avec l'année 1525. Cette classe, réduite exclusivement et pendant toute la vie au salariat, est encore bien loin de constituer la plus grande partie du peuple allemand. Aussi est-elle obligée de rechercher des alliés. Or, ceux-ci ne peuvent être trouvés que parmi les petits bourgeois, le lumpenprolétariat des villes et les petits paysans et journaliers agricoles.

Nous avons déjà parlé des petits *bourgeois.* Ils sont très peu sûrs - sauf après la victoire, où leurs clameurs sont assourdissantes dans les bistrots. Il y a cependant parmi eux quelques éléments excellents qui se rallient spontanément aux ouvriers.

Le *lumpenprolétariat - cette* lie d'individus déchus de toutes les classes qui a son quartier général dans les grandes villes - est, de tous les alliés possibles, le pire. Cette racaille est parfaitement vénale et tout à fait importune. Lorsque les ouvriers français portèrent sur les maisons, pendant les révolutions, l'inscription : « Mort aux voleurs! », et qu'ils en fusillèrent même certains, ce n'était certes pas par enthousiasme pour la propriété, mais bien avec la conscience qu'il fallait avant tout se débarrasser de cette engeance. Tout chef ouvrier qui emploie cette racaille comme garde ou s'appuie sur elle, démontre par là qu'il n'est qu'un traître.

Les petits paysans - car les plus gros font partie de la bourgeoisie - sont de diverses catégories:

Ou bien, ce sont des paysans féodaux qui font encore des corvées pour leur noble maître. La bourgeoisie ayant manqué de libérer cette classe du servage, alors que c'était son devoir, il ne sera pas difficile de les convaincre qu'ils ne peuvent plus attendre leur affranchissement que de la classe ouvrière.

Ou bien, ce sont des métayers. Dans ce cas, nous trouvons le plus souvent les mêmes rapports qu'en Irlande. Le fermage est abusif, au point qu'aux années de récolte moyenne le paysan et sa famille peuvent tout juste subsister, et dans les mauvaises années ils meurent presque de faim : le métayer n'étant pas en état de payer le fermage, tombe totalement dans la dépendance et à la merci

du propriétaire foncier. Pour cette catégorie, la bourgeoisie ne fait quelque chose que si elle y est contrainte. De qui peut-elle donc attendre le salut, sinon des ouvriers ?

Il reste les paysans qui cultivent leur propre *parcelle.* Ils sont le plus souvent accablés d'hypothèques et dépendent de l'usurier dans la même mesure que le métayer du propriétaire foncier. Il ne leur reste, à eux aussi, qu'un misérable salaire, d'ailleurs incertain, car il dépend de la bonne ou de la mauvaise récolte. Ils peuvent moins encore que toutes les autres catégories attendre quoi que ce soit de la bourgeoisie, car c'est précisément eux que le bourgeois, le capitaliste usurier pressurent le plus. Néanmoins ils sont le plus souvent très attachés à leur propriété, quoiqu'en réalité elle n'appartienne pas à eux, mais à l'usurier. Il doit cependant être possible de les convaincre qu'ils ne seront affranchis de l'usurier que lorsqu'un gouvernement dépendant du peuple transformera toutes les dettes hypothécaires en une dette unique due à l'État, de sorte que le taux de l'intérêt baisse. Or, il n'y a que la classe ouvrière qui puisse réaliser cela.

Partout où dominent la grande et la moyenne propriété, les *ouvriers agricoles salariés* constituent la classe la plus nombreuse à la campagne. C'est le cas dans toute l'Allemagne du Nord et de l'Est, et *c'est là* que les ouvriers industriels des villes trouvent *leur allié naturel le plus nombreux.* Entre le capitaliste et l'ouvrier de l'industrie il y a le même rapport qu'entre le grand propriétaire foncier ou 'le grand fermier et l'ouvrier agricole. Les mesures qui aident l'un doive également aider l'autre. Les ouvriers de l'industrie ne peuvent s'émanciper qu'en transformant le capital des bourgeois, c'est-à-dire les matières premières, les machines et les outils, les vivres qui sont nécessaires à la production, en propriété de la société, c'est-à-dire en leur propriété qu'ils utilisent en commun. Les ouvriers agricoles ne peuvent être sauvés de leur terrible misère que si, avant toute chose, leur principal objet de travail - la terre - est arraché à la propriété privée des gros paysans et des seigneurs féodaux plus gros encore, afin d'être transformé en propriété sociale et cultivé en compte collectif par les coopératives d'ouvriers agricoles. Il s'agit d'appliquer ici la fameuse résolution du Congrès ouvrier international de Bâle [1] (1869) proclamant que la société a intérêt à transformer la propriété foncière en propriété collective, nationale. Cette résolution intéresse principalement les pays où il y a la grande propriété foncière et l'exploitation de vastes domaines avec un seul patron et beaucoup de salariés. Or, dans l'ensemble, cette situation, prédomine toujours en Allemagne, et c'est pourquoi ladite résolution, est *particulièrement opportune pour ce pays ainsi que pour l'Angleterre.*

Le prolétariat de la campagne, les salariés agricoles constituent la classe où se recrutent dans leur grande masse les armées des souverains. C'est la classe qui, en vertu du suffrage universel, envoie maintenant au Parlement toute cette foule de féodaux et de hobereaux; mais c'est aussi la classe qui est la plus proche des ouvriers industriels urbains : elle partage avec eux les mêmes conditions d'existence et vit dans une misère plus profonde même que la leur. Si cette classe est impuissante, c'est qu'elle est isolée, et dispersée; le gouvernement et l'aristocratie en connaissent si bien la force cachée, qu'ils laissent à dessein stagner les écoles, afin qu'elle demeure dans l'ignorance. Insuffler la vie à cette classe et l'entraîner dans le mouvement, telle est la tâche la plus urgente du parti ouvrier allemand. Le jour où la masse des ouvriers agricoles aura compris ses

---

[1] À Bâle, la Première Internationale adopta la résolution suivante: « Le congrès déclare qu'il est nécessaire de faire de la terre une propriété collective ». Le lecteur trouvera, en traduction française, les Remarques relatives à la Nationalisation de la terre », préparées par Marx pour ce congrès, dans la Série Le fil du Temps, n° 7 sur le Marxisme et la Question agraire (Gérant responsable : M. Jacques Angot B.P. 24, Paris-19e).

propres intérêts, un gouvernement réactionnaire, féodal, bureaucratique ou bourgeois sera impossible en Allemagne.

*
* *

Les lignes qui précèdent ont été écrites il y a plus de quatre ans, mais elles conservent aujourd'hui encore leur pleine valeur. Ce qui était vrai après Sadowa et le partage de l'Allemagne est encore confirmé après Sedan et la fondation du Saint-Empire allemand prussien. Si infimes sont les changements que peuvent imprimer à l'orientation du mouvement historique les grandes actions d'État et la soi-disant haute politique qui prétend « ébranler le monde » !

À l'inverse, ce que peuvent ces grandes actions d'État, c'est accélérer la vitesse de ce mouvement. Et, à cet égard, les auteurs des « événements qui ébranlent le monde » ont eu involontairement des succès qu'ils n'ont certainement pas souhaités le moins du monde, mais auxquels, bon gré mal gré, ils sont obligés de se résigner.

La guerre de 1866 avait déjà ébranlé la vieille Prusse jusque dans ses fondements. C'est avec beaucoup de peine que l'on ramena sous la vieille férule, après 1848, les couches industrielles rebelles, bourgeoises aussi bien que prolétaires, des provinces occidentales, mais on y parvint -et de nouveau les intérêts des hobereaux des provinces orientales et ceux de l'armée prédominèrent dans l'État.

Presque toute l'Allemagne du Nord-Ouest fut prussianisée en 1866. Abstraction faite de l'irréparable préjudice moral que la couronne prussienne de droit divin s'était faite en avalant trois autres couronnes de droit divin, le centre de gravité de la monarchie se déplaça alors considérablement vers l'Ouest. Les 5 millions de Rhénans et de Westphaliens furent renforcés d'abord directement par les quatre, puis indirectement par les six millions d'Allemands annexés par la Confédération de l'Allemagne du Nord. En 1870, les huit millions d'Allemands du Sud-Ouest, s'y ajoutèrent encore, si bien que dans le « Nouvel Empire » 14 millions 1/2 de vieux Prussiens des six provinces à l'Est de l'Elbe (parmi lesquels il y a donc encore 2 millions de Polonais) firent face aux 25 millions qui avaient depuis longtemps échappé au féodalisme du genre prussien endurci des hobereaux. Ainsi donc ce furent précisément les victoires de l'armée prussienne qui déplacèrent le centre de gravité en dehors de l'État prussien de sorte que la domination des hobereaux devint de plus en plus difficile à supporter - même pour le gouvernement. Mais, en même temps, le développement impétueux de l'industrie commença à substituer à la lutte entre hobereau et bourgeois la lutte entre bourgeois et ouvriers, si bien qu'à l'intérieur aussi les bases sociales du vieil État subirent un bouleversement complet. La monarchie qui se trouvait prise dans un lent processus de décomposition depuis 1840, avait pour condition fondamentale d'existence l'antagonisme de l'aristocratie et de la bourgeoisie, entre lesquelles elle maintenait l'équilibre. À partir du moment où il s'agit de protéger non, plus l'aristocratie contre la pression de la bourgeoisie, mais toutes les classes possédantes contre la pression de la classe ouvrière, la vieille monarchie absolue dut passer complètement à la forme d'État spécialement élaborée à cette fin : la *monarchie bonapartiste.* J'ai

analysé ailleurs (cf. la *Question du logement* [1] ce passage de la Prusse au bonapartisme. Ce que je n'y ai pas souligné, mais qui est essentiel ici, c'est que ce passage fut *le plus grand, pas en avant* que la Prusse eût fait depuis 1848 tellement ce pays était demeuré en arrière du développement moderne. De fait, c'était encore un État semi-féodal, alors que le bonapartisme est en tout cas une forme moderne d'État qui implique l'élimination du féodalisme. La Prusse doit donc se décider à en finir avec ses innombrables vestiges féodaux et à sacrifier ses hobereaux en tant que tels. Bien sûr, cela s'accomplit sous les formes les plus modérées, d'après le refrain favori : Qui va doucement va sûrement! C'est le cas, entre autres, de la fameuse organisation de district. Elle abolit les privilèges féodaux du hobereau dans son domaine pour les rétablir comme privilèges de l'ensemble des grands propriétaires dans tout le district. La chose subsiste, seulement on la traduit du dialecte féodal dans l'idiome bourgeois. (on transforme de force le hobereau de type prussien endurci en quelque chose qui ressemble au squire anglais - et il n'a pas tant besoin de se regimber contre cette évolution, car il est aussi sot que son compère anglais.

C'est donc ainsi que la Prusse connut ce destin étrange: achever vers la fin de ce siècle, sous la forme agréable du bonapartisme, sa révolution bourgeoise, commencée en 1808-1813 et poursuivie un petit bout de chemin en 1848. Et si tout va bien, si le monde reste gentiment tranquille, et si nous devenons tous assez vieux, nous pourrons, peut-être, voir en 1900 que le gouvernement de Prusse aura vraiment supprimé toutes les institutions féodales, la Prusse en étant enfin arrivée au point où en était la France en 1792.

L'abolition du féodalisme signifie positivement l'instauration du régime bourgeois. Au fur et à mesure que les privilèges aristocratiques tombent, la législation devient bourgeoise. Et ici nous sommes au cœur même des rapports de la bourgeoisie allemande avec-le gouvernement. Nous avons vu que le gouvernement est obligé d'introduire ces lentes et mesquines réformes. Or, à la bourgeoisie il a présenté chacune de ces petites concessions comme un sacrifice consenti aux bourgeois, comme un renoncement arraché avec beaucoup de peine à la couronne, en échange de quoi les bourgeois devaient à leur tour apporter quelque chose au gouvernement. Il se trouve que les bourgeois, bien que sachant assez bien de quoi il s'agit, acceptent de jouer les dupes. D'où cette convention tacite qui, à Berlin, .est à la base de tous les débats du Reichstag et de la Diète : d'une

---

[1] Engels fait allusion au passage ci-après de sa Question du Logement, où il décrit les effets calculés du manque de radicalisme révolutionnaire de la bourgeoisie allemande sur les institutions politiques de l'Allemagne d'après 1871, autant de pièges exploités au maximum par Bismarck pour détourner le prolétariat révolutionnaire de ses buts communistes et l'engager dans les tâches immédiates de la conquête de la démocratie. Dans une telle situation - comme Engels ne cesse de le répéter - il est particulièrement dangereux de ne voir que l'immédiat et perdre de vue l'avenir du mouvement :

« En réalité, l'État tel qu'il subsiste en Allemagne est le produit nécessaire de la base sociale, dont il est issu. En Prusse - et actuellement la Prusse commande - on trouve, à côté d'une noblesse toujours puissante, une bourgeoisie relativement jeune et particulièrement veule, qui jusqu'ici n'a conquis le pouvoir politique, ni directement comme en France, ni plus ou moins indirectement comme en Angleterre. Cependant, à côté de ces deux classes, un prolétariat théoriquement très fort croît rapidement et s'organise chaque jour davantage. Nous y trouvons donc côte à côte un double équilibre : celui qui s'établit entre la noblesse terrienne et la bourgeoisie comme condition fondamentale de l'ancienne monarchie absolue, et celui qui s'établit entre la bourgeoisie et le prolétariat comme condition fondamentale du bonapartisme moderne. Or, dans la vieille monarchie absolue aussi bien que dans la moderne monarchie bonapartiste, le pouvoir gouvernemental effectif se trouve aux mains d'une caste particulière d'officiers et de fonctionnaires qui, en Prusse se recrute en partie dans ses propres rangs, en partie dans la petite noblesse de majorat et pour la part la plus faible dans la bourgeoisie. L'indépendance de cette caste qui semble être en dehors et, pour ainsi dire, au-dessus de la société, confère à cet État une apparence d'autonomie vis-à-vis de la société. »

part, le gouvernement, à une allure d'escargot, réforme la législation en faveur de la bourgeoisie, écarte les entraves apportées au développement de l'industrie par la féodalité et le particularisme des petits États, instaure l'unité de la monnaie, des poids et mesures; introduit la liberté professionnelle et de circulation afin de mettre la main-d'œuvre de toute l'Allemagne à la disposition entière et illimitée du Capital; favorise le commerce et la spéculation; d'autre part, la bourgeoisie abandonne au gouvernement tout le pouvoir politique effectif; vote les impôts et les emprunts; favorise le recrutement des soldats et l'aide à donner aux réformes nouvelles une forme légale permettant au vieux pouvoir policier de garder toute sa puissance à l'égard des personnes qui lui déplaisent. La bourgeoisie achète son émancipation sociale progressive en renonçant dans l'immédiat à exercer son propre pouvoir politique. Est-il besoin de dire que la raison principale qui rend une telle convention acceptable pour la bourgeoisie, ce n'est pas sa peur du gouvernement, mais du prolétariat ?

Si lamentable que soit l'action de notre bourgeoisie au plan politique, il est indéniable qu'elle fasse enfin son devoir dans le secteur industriel et commercial. Comme nous l'avons vu dans l'introduction à la seconde édition du présent ouvrage, elle a assuré l'essor de l'industrie et elle continue aujourd'hui dans cette voie avec plus d'énergie que jamais. Le développement de la région industrielle rhéno-westphalienne depuis 1-869 est à cet égard véritablement inouï pour l'Allemagne et rappelle l'essor des districts usiniers anglais au début de ce siècle. Et il en sera de même en Saxe et en Haute-Silésie, à Berlin, à Hanovre et dans les cités maritimes. Nous avons enfin un commerce mondial, une véritable grande industrie, une véritable bourgeoisie moderne. Par contre, nous avons également subi un véritable krach en 1873-1874... et nous avons aussi un prolétariat véritable, puissant.

Pour le futur historien, le grondement des canons de Spickeren, Mars-la-Tour et Sedan et tout ce qui s'ensuivit aura bien moins d'importance dans l'histoire de l'Allemagne de 1869 à 1874 que le développement sans prétention, mais ininterrompu du prolétariat allemand.

En 1870 déjà, les ouvriers allemands furent soumis à une dure épreuve : la provocation bonapartiste à la guerre et son réflexe naturel, l'enthousiasme national général en Allemagne. Les ouvriers socialistes allemands ne se laissèrent pas égarer un instant [1]. Ils ne donnèrent pas le moindre signe de chauvinisme national. Au milieu de la plus folle ivresse des victoires, ils restèrent froids et exigèrent « une paix équitable avec la République française » et rejetèrent « toute annexion »; Même l'état de siège ne put les réduire au silence. Ni l'éclat des victoires ni les bavardages sur la « magnificence de l'Empire » allemand ne purent les émouvoir : leur seul but restait l'émancipation de tout le prolétariat européen. Il est sans doute permis d'affirmer que les ouvriers d'aucun autre pays n'ont été jusqu'à présent soumis à une épreuve aussi rude et l'ont si bien surmontée.

L'état de siège du temps de guerre fut suivi des procès de haute trahison, de lèse-majesté et d'outrage à fonctionnaire, puis des tracasseries policières sans cesse croissantes du temps de paix [2]. L'organe social-démocrate Volksstaat avait, en règle générale, trois à quatre rédacteurs

---

[1] Engels ne fait qu'évoquer ici l'attitude admirable du prolétariat allemand de cette époque héroïque, cf. également le volume II de Marx-Engels, le Parti de classe, Édit. Maspero, pp. 190-193, ainsi que Marx-Engels, la Commune de 1871, Éditions 10-18, pp. 81-84.

[2] Cf. Marx-Engels, la Question militaire, Éditions de l'Herne, pp. 517-523.

simultanément en prison, et il en était de même, proportionnellement, pour les autres journaux. Tout orateur du parti quelque peu connu devait au moins une fois par an comparaître devant les tribunaux où il était pratiquement assuré d'être condamné. Expulsions, confiscations et dispersions de réunions tombaient comme grêle - mais en vain. Chaque militant arrêté ou expulsé était aussitôt remplacé par un autre; pour chaque réunion dissoute on en convoquait deux autres, et l'on combattit l'arbitraire policier en l'exténuant partout -au moyen d'une ferme obstination et l'application tatillonne de la lettre de la loi. Toutes les persécutions produisirent un effet contraire au but poursuivi. Loin de briser ou simplement de faire plier le parti ouvrier, elles lui amenèrent au contraire, sans cesse, de nouvelles recrues et renforcèrent son organisation. Dans leur lutte contre les autorités constituées comme contre les bourgeois particuliers, les ouvriers s'avérèrent partout, intellectuellement et moralement, supérieurs à eux et démontrèrent, notamment dans les conflits avec leurs « employeurs » qu'eux, les ouvriers, étaient à présent ceux qui étaient cultivés, tandis que les capitalistes étaient sclérosés. Et, de plus, ils menèrent leurs luttes avec un humour qui prouve combien ils étaient sûrs de leur cause et conscients de leur supériorité. Dès lors que le terrain est historiquement préparé, une lutte ainsi conduite doit donner de grands résultats. Les succès obtenus aux élections de janvier [1] restent uniques jusqu'à présent dans l'histoire du mouvement ouvrier moderne, et la stupéfaction qu'ils suscitèrent dans toute l'Europe était parfaitement justifiée.

Les ouvriers allemands ont, sur ceux du reste de l'Europe, deux avantages essentiels. Premièrement, ils font partie du peuple le plus théoricien d'Europe et ils ont conservé le sens théorique qui a si complètement disparu chez les prétendues classes cultivées d'Allemagne. S'il n'y avait pas eu précédemment la philosophie allemande, notamment celle de Hegel, il n'y eût sans doute jamais eu de socialisme scientifique allemand - le seul socialisme scientifique qui ait jamais existé. Sans le sens théorique qui est répandu chez les ouvriers, ce socialisme scientifique ne serait pas passé à ce point dans leur chair et dans leur sang. Et l'on comprend l'avantage infini que cela constitue, quand on sait que c'est, d'une part, l'indifférence à l'égard de toute théorie qui est l'une des causes fondamentales du peu de progrès qu'enregistre le mouvement ouvrier anglais malgré l'excellente organisation de ses divers syndicats, et, d'autre part, le trouble et la confusion semés dans la théorie par le proudhonisme - sous la forme qu'il avait à ses débuts, chez les Français et les Belges, et sous sa forme caricaturale que lui a donnée ensuite Bakounine, chez les Espagnols et les Italiens - qui entravent le mouvement dans les pays latins.

Le second avantage, c'est que chronologiquement les Allemands sont venus au mouvement ouvrier à peu près les derniers. De même que le socialisme allemand théorique n'oubliera jamais qu'il s'est élevé sur les épaules de Saint-Simon, de Fourier et d'Owen, trois hommes qui, malgré toute la fantaisie et l'utopisme de leurs doctrines, comptent parmi les plus grands esprits de tous les temps et ont anticipé génialement sur d'innombrables idées dont nous démontrons aujourd'hui scientifiquement la justesse [2] - de même le mouvement ouvrier allemand pratique [3] ne devra jamais

---

[1] Lors des élections au Reichstag du 10 janvier 1874, la social-démocratie obtint plus de 350 000 voix et neuf sièges.

[2] À propos du rapport entre marxisme et utopisme, cf. Marx-Engels et tes utopistes, petite Collection Maspéro, 1975.

[3] Engels fait ici une distinction, désormais classique, entre parti formel (pratique) et parti historique (programmatique, théorique). Marx et Engels représentaient au plus haut point le parti historique, c'est-à-dire le communisme comme résultat de l'expérience de toute l'évolution humaine. De ce point de vue ils critiquaient le parti formel, - en l'occurrence social-démocrate -, qui tendait seulement vers une politique communiste. Même alors il ne fallait jamais perdre de vue la continuité, le fil vers ce but, quel que fût l'éloignement de son action de départ. Il ne doit pas y avoir d'opposition entre ces deux notions de parti, même à l'époque où la distinction est

oublier qu'il s'est développé sur la lancée des ouvriers anglais et français, dont il a pu bénéficier directement des expériences que ceux-ci avaient eux-mêmes chèrement payées et éviter à présent leurs erreurs, autrefois pour la plupart inévitables. Sans le précédent des syndicats anglais et des luttes politiques des ouvriers en France, sans l'impulsion gigantesque donnée notamment par la Commune de Paris - où en serions-nous aujourd'hui ?

Il faut reconnaître que les ouvriers allemands ont su profiter des avantages de leur situation avec une rare intelligence. Pour la première fois depuis qu'il existe un mouvement ouvrier, la lutte est menée dans ses trois directions : théorique, politique et économique-pratique (résistance contre les capitalistes), et ce en une synthèse, avec cohérence et méthode. La force invincible du mouvement allemand réside précisément dans cette attaque pour ainsi dire concentrique.

Le mouvement anglais étant enserré dans ses limites insulaires et une violente répression s'abattant sur les ouvriers français, la situation historique n'est favorable qu'aux ouvriers allemands qui se trouvent, pour le moment, placés à l'avant-garde de la lutte prolétarienne. On ne saurait prédire combien de temps les événements leur laisseront ce poste d'honneur. Mais il faut espérer qu'ils rempliront leurs devoirs comme il convient tant qu'ils l'occuperont. Pour cela, il faut qu'ils redoublent d'efforts dans tous les domaines de la lutte et de l'agitation. Ce sera notamment le devoir des chefs de s'approprier de plus en plus les armes théoriques, de s'affranchir de plus en plus de l'influence des phrases traditionnelles, appartenant à des conceptions surannées du monde, et de ne jamais oublier que le socialisme - depuis qu'il est devenu une science - demande à être traité comme une science, c'est-à-dire étudié. Il importera ensuite de diffuser avec un zèle accru parmi les masses ouvrières les analyses théoriques toujours plus claires ainsi acquises, et de consolider de plus en plus puissamment l'organisation du parti et des syndicats.

Quoique les suffrages socialistes exprimés en janvier représentent déjà une assez belle armée [1], ils sont bien loin encore de constituer la majorité de la classe ouvrière allemande; et si encourageants que soient les succès de la propagande parmi les populations de la campagne, il reste encore infiniment à faire, précisément sur ce terrain. Il ne s'agit donc pas de relâcher le combat, mais au contraire d'arracher à l'ennemi une ville, une circonscription électorale après l'autre.

---

encore historiquement inévitable. Comme Marx n'a cessé de le montrer, ils doivent tendre à se rejoindre de plus en plus, jusqu'à coïncider.

En somme, le danger qui guettait toujours la social-démocratie était ce qu'on appelle l'immédiatisme, forme d'opportunisme qui ne considère que le mouvement actuel; Marx-Engels défendaient essentiellement l'avenir, le but et la continuité d'action et s'efforçaient de réaliser la formule du Manifeste, selon laquelle les communistes représentent dans le mouvement actuel l'avenir du mouvement, en défendant « toujours au cours des différentes phases de l'évolution que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie l'intérêt de l'ensemble du mouvement ».

[1] Comme à tous les tournants du mouvement, Engels fait ici le bilan des forces sur lesquelles le socialisme peut s'appuyer. Pour cela, il se réfère aux résultats des élections, qui sont un étalon du rapport des forces, fourni par le mécanisme démocratique de la classe adverse au pouvoir qui règne par ce moyen, tant qu'elle est ta plus forte. Le parlementarisme, comme tactique révolutionnaire, est éminemment un moyen d'effectuer sa propagande et de compter ses forces (dans les conditions et le moment choisis par l'adversaire) pour l'assaut révolutionnaire, et non de conquérir pacifiquement le pouvoir par l'intérieur du système capitaliste, surtout après que la Commune ait démontré qu'il fallait briser de l'extérieur la machine d'État bourgeoise avant d'instaurer la dictature du prolétariat.

Dans ses bilans successifs, Engels constatera que l'Allemagne n'est pas encore mûre pour que triomphe la révolution socialiste, les rapports de classe aussi bien que le niveau de conscience idéologique étant encore trop peu développés pour permettre de balayer les classes au pouvoir.

Après ce texte sur le contexte économique et social de l'action du parti allemand, nous passons aux différents écrits de Marx-Engels relatifs à la formation du mouvement social-démocrate en Allemagne.

Cependant, il s'agit avant tout de maintenir le véritable esprit international qui n'admet aucun chauvinisme patriotique et qui salue avec joie tout nouveau progrès du mouvement prolétarien - de quelque nation qu'il provienne.

Si les ouvriers allemands continuent ainsi d'aller de l'avant, je ne dis pas qu'ils prendront la tête du mouvement - il n'est pas dans l'intérêt de notre mouvement que les ouvriers d'une nation quelle qu'elle soit prennent la tête du mouvement - mais ils occuperont une place honorable sur le front de la bataille; et ils seront armés et prêts lorsque de lourdes épreuves inattendues ou de gigantesques événements exigeront d'eux beaucoup plus de courage, de décision et d'énergie.

L'ASSOCIATION GÉNÉRALE DES OUVRIERS ALLEMANDS ET LES SOCIAUX-DÉMOCRATES

Marx, Au président et au Comité directeur de l'Association générale des ouvriers allemands (A.G.O.A.) in: Social-Demokrat, 28 août 1868.

Retour à la table des matières

En conclusion des travaux préparatoires du Congrès de Bruxelles, la commission exécutive du Conseil général de l'association internationale des travailleurs (A.I.T.) se réunira le 22 août, et le Conseil général tiendra une session plénière le 25 août. Étant chargé du compte rendu d'activité de ces deux réunions, je ne serai pas en mesure de donner suite à l'invitation flatteuse que vous m'avez faite de participer au congrès de l'A.G.O.A. [1] de Hambourg.

---

[1] Cette Association fut fondée le 23 mai 1863 à Leipzig sous le patronage de Lassalle (cf. note no 257). Cependant l'initiative en revenait à des ouvriers imprégnés des traditions de la Ligue des communistes et de la révolution de 1848. Groupés en associations ouvrières, les travailleurs tendaient à se soustraire aux influences réformatrices des idéologues du socialisme d'État ou des libéraux bourgeois et à s'organiser sur une base de classe, bien que l'industrie moderne ne fût pas encore développée et l'unité de l'Allemagne réalisée. Ferdinand Lassalle devint le président de l'A.G.O.A. en 1863 et le demeura jusqu'à sa mort en 1864. Début septembre 1864, Liebknecht demanda à Marx de se faire élire président de l'A.G.O.A. et souligna que Bernhard Becker et von Schweitzer (qui en furent successivement les présidents) lui avaient demandé de faire cette démarche. Pour diverses raisons (notamment parce qu'il était lié à Londres par son activité d'organisation de la Ire Internationale et interdit de séjour en Allemagne), Marx déclina cette offre, et les éléments lassalléens imposèrent leur dictature à l'Association. Néanmoins Marx-Engels ne cherchèrent pas à former une organisation nouvelle, mais à influencer l'A.G.O.A. afin de la relier d'abord à l'Internationale et la transformer ensuite en un véritable parti révolutionnaire. Les règles d'organisation lassalléennes, axées sur le culte de la personnalité et le principe d'autorité qui en découle, permirent une véritable dictature sur les membres les plus actifs et les plus conscients de la nécessité d'une politique et d'un programme de classe, et retardèrent, sinon contrarièrent la formation d'un parti de classe, auquel tous les rapports d'exploitation des ouvriers poussaient en Allemagne.

Une résistance très vive finit par se développer au sein de l'A.G.O.A. même contre la politique opportuniste et sectaire des dirigeants de l'Association, qui collaboraient de plus en plus ouvertement avec Bismarck. De nombreux militants et dirigeants quittèrent en 1869 l'A.G.O.A. et fondèrent avec August Bebel et Wilhelm Liebknecht le parti ouvrier social-démocrate à Eisenach.

Je constate avec joie qu'au programme de votre congrès vous ayez placé les questions qui doivent constituer le point de départ de tout mouvement ouvrier sérieux : agitation pour une pleine liberté politique, réglementation de la journée de travail et coopération internationale systématique de la classe ouvrière en vue de la grande tâche historique qu'elle doit résoudre pour la société entière. Nous vous souhaitons bonne chance dans cette œuvre [1] !

Marx : Extrait du IVe rapport annuel du Conseil général de l'Internationale, 1er septembre 1868.

En Prusse, l'Internationale ne peut avoir d'existence légale, parce qu'une loi interdit toute liaison entre les associations ouvrières prussiennes et les sociétés étrangères [2]. En outre, le gouvernement prussien reprend à une échelle mesquine la politique bonapartiste, par exemple dans ses démêlés avec *l'Association générale des ouvriers allemands.* Bien qu'ils soient toujours prêts à se bagarrer

---

Le mouvement réel tout entier des ouvriers allemands tendaient à saper les positions sectaires des dirigeants lassalléens et à la fusion de tous les éléments ouvriers de l'A.G.O.A. et des Eisenachiens en un seul parti unitaire de classe.

Les textes de Marx-Engels sur leurs rapports avec le mouvement ouvrier allemand nous donnent, sinon tous les détails historiques de la vie de la social-démocratie allemande, du moins tous les principaux points de repère et jalons de son histoire, ce qui permet le mieux d'en tirer la synthèse historique. Les interventions de Marx-Engels auprès de l'A.G.O.A. éclairent ainsi la question de l'ultérieure fusion des Lassalléens et Eisenachiens au congrès de Gotha qui marque le début réel du parti social-démocrate, non pour ce qui est du programme qui en est issu, mais pour ce qui est de l'organisation. Cette fusion était dans le cours nécessaire des choses, et Marx-Engels n'en critiquèrent que les concessions programmatiques et organisationnelles exorbitantes à la tendance moribonde des Lassalléens.

[1] Les ouvriers allemands, engagés de plus en plus dans des luttes économiques, se préoccupaient avant tout d'organiser leur défense contre l'exploitation qui s'aggravait à mesure de l'industrialisation accélérée de l'Allemagne : ils avaient un besoin vital de syndicats face à l'organisation patronale de l'industrie. Les dirigeants lassalléens, pour ne pas perdre leur influence sur les masses, renoncèrent pratiquement à leur panacée sociale - les coopératives avec l'aide de l'État - pour se lancer dans la création de syndicats en vue de barrer les efforts de Bebel, Liebknecht, etc. en ce sens. Ainsi le congrès de Hambourg de l'A.G.O.A. aborda-t-il des problèmes qui n'avaient rien à voir avec le programme lassalléen, de sorte que les partisans les plus farouches de von Schweitzer opposèrent à leur chef la plus vive résistance lorsqu'il proposa de convoquer un Congrès syndical à Berlin. Le congrès de Hambourg prit des décisions fondamentales en sens tout à fait marxiste : reconnaissance du principe des grèves, action commune avec les ouvriers des autres pays et hommage au Capital de Marx, « bible de la classe ouvrière militante ».

Le mouvement allemand suivait pas à pas le schéma d'organisation prévu par le Manifeste de 1848: organisation en syndicat, puis en parti politique et collaboration de ces deux organisations sous la direction politique de l'Internationale constituant te prolétariat en classe mondiale consciente, militante, unitaire et organisée en vue de la conquête du pouvoir. Dans ces conditions les idées de Marx-Engels ne pouvaient pas ne pas triompher du lassalléanisme, expression bornée des travailleurs d'une Allemagne qui n'avait pas encore fait son unité et était encore largement petite bourgeoise.

À propos de la polémique entre Marx et von Schweitzer sur les coopératives de production et le mouvement syndical, cf. Marx-Engels, le Syndicalisme 1, pp. 87-95.

[2] Allusion à la toi sur les associations du 11-03-1850. Dès les premiers pas du mouvement ouvrier allemand, le gouvernement prussien sut utiliser la force de l'État pour interdire l'activité précise qui était vitale pour l'organisation existante, en l'occurrence la liaison avec la 1re Internationale conduite par Marx.

entre eux, les gouvernements militaires sont toujours unis lorsqu'il s'agit de partir en croisade contre leur ennemi commun - la classe ouvrière.

Malgré toutes les entraves légales, de petites branches, éparpillées dans toute l'Allemagne, se sont regroupées depuis quelque temps autour de notre comité de Genève.

À son dernier congrès de Hambourg, *l'Association générale des ouvriers allemands,* qui est surtout propagée en Allemagne du Nord, décida d'agir en accord avec l'A.I.T., même si légalement elle était, hors d'état de s'y affilier officiellement. Le prochain congrès de Nuremberg, représentant environ 100 associations ouvrières qui font partie surtout de l'Allemagne centrale et méridionale [1] a mis à l'ordre du jour son affiliation directe à l'A.I.T. Répondant au vœu de son comité directeur, nous avons envoyé un délégué à Nuremberg [2].

En Autriche, le mouvement ouvrier prend un caractère de plus en plus révolutionnaire. Un congrès a été convoqué à Vienne pour début septembre en vue de la fraternisation des ouvriers des diverses nationalités de l'Empire. On lança simultanément une adresse invitant les Anglais et les Français et proclamant les principes de l'A.I.T. Votre Conseil général avait déjà nommé un délégué pour Vienne, lorsque l'actuel cabinet *libéral* autrichien, sur le point de succomber à la réaction féodale, eut l'idée lumineuse de s'attirer l'hostilité des ouvriers en interdisant leur congrès.

---

1 Marx distingue l'organisation de von Schweitzer et celle de Bebel-Liebknecht non en termes d'opposition, mais d'après des critères territoriaux dans une Allemagne non encore unifiée.

Le congrès de t'Association des sociétés ouvrières allemandes se réunit du 5 au 7-IX-1869 à Nuremberg: 115 délégués y représentaient 93 sociétés. Le conseil général de l'Internationale y envoya son délégué Eccarius, le congrès devant discutez de son « adhésion aux efforts » de l'Internationale. Le programme qui y fut adopté, était celui de l'Adresse inaugurale de l'A.I.T., la politique allemande à suivre fut définie par le texte d'Engels sur la Question militaire prussienne et le parti ouvrier allemand. Le congrès se scinda en deux blocs lors du vote sur le programme, 69 oui, sait 61 sociétés contre 46 correspondant à 12 sociétés. La minorité représentant surtout des délégués de la bourgeoisie libérale quitta l'organisation. Ce congrès fut un pas décisif dans l'émancipation de l'Association vis-à-vis des influences bourgeoises et petites bourgeoises. Un comité de 16 membres fut élu pour faire exécuter les résolutions du Congrès: le Conseil général de l'A.I.T. le reconnut le 22-IX-1868 comme comité exécutif de I'A.I.T. en Allemagne.

Le congrès de Nuremberg prit la résolution suivante sur les syndicats, dont le parti politique prenait donc l'initiative de la création dans l'intérêt matériel et social des ouvriers : « Considérant que l'octroi par l'État existant d'une caisse générale d'assurance-vieillesse gérée par l'administration donne inconsciemment aux ouvriers un intérêt conservateur aux formes existantes de l'État, en lequel ils ne peuvent avoir aucune confiance; que les caisses de maladie, de vieillesse et d'aide aux travailleurs en déplacement fonctionnent le mieux lorsqu'elles sont le fruit de l'initiative des syndicats, le cinquième congrès demande aux membres de l'Association et surtout de la direction d'agir énergiquement pour organiser les ouvriers en syndicats centralisés.

2 Le congrès de Nuremberg avait repris les thèses exposées par Engels dans cet écrit (cf. traduction française dans Marx-Engels, Écrits militaires, L'Herne, pp. 449-490) : se désolidariser des milieux gouvernementaux prussiens à la veille de l'unité allemande, qu'il eût fallu réaliser par une révolution par le bas et non par le haut, comme ce fut malheureusement le cas.

Le lecteur trouvera des textes de Marx-Engels (cf Parti de classe, II, pp. 106-119) en traduction française sur leur action en faveur de la promotion du mouvement ouvrier allemand.

Frédéric Engels
À propos de la dissolution
de l'Association ouvrière lassalléenne

Demokratisches Wochenblatt, 3 et 10 octobre 1868.

« Le gouvernement *sait - et* la bourgeoisie le sait aussi que tout le mouvement ouvrier actuel en Allemagne est simplement *toléré,* et ne se développe qu'aussi longtemps qu'il *plaira* au gouvernement. Il le tolérera tant que le gouvernement jugera qu'il est utile que de nouveaux adversaires indépendants s'élèvent contre l'opposition bourgeoise. Dès l'instant où ce mouvement fera des ouvriers une puissance autonome et dangereuse pour le gouvernement, c'en sera fini. Puisse la manière dont la propagande est interdite aux progressistes dans la presse, les associations et les réunions, servir d'avertissement aux ouvriers! Les mêmes lois, ordonnances et mesures peuvent, du jour au lendemain, être retournées contre eux et mettre un terme à leur propagande, et c'est ce qui se produira dès qu'elle deviendra dangereuse, Il importe au plus haut point que les ouvriers en soient conscients, et ne tombent pas dans l'illusion de la bourgeoisie sous le régime de « l'Ère Nouvelle », où elle aussi était simplement *tolérée,* alors qu'elle se figurait être déjà bien en selle. Ceux qui s'imaginent que le gouvernement actuel affranchira, de leurs présentes entraves, la presse, les droits de réunion et d'association font partie des gens avec lesquels il n'est plus possible de parler. Sans libertés de la presse, d'association et de réunion, pas de mouvement ouvrier possible. »

Ces mots se trouvent pages 50 et 51 d'une brochure intitulée *La Question militaire et le Parti ouvrier allemand* de Frédéric Engels, publié à Hambourg en 1865. À cette époque, le cabinet Bismarck s'efforça de mettre sous son aile *l'Association générale des ouvriers allemands* [1] - la seule coalition organisée des: ouvriers sociaux-démocrates d'Allemagne - en faisant miroiter aux ouvriers la perspective que le gouvernement accorderait le suffrage universel. Le « droit de vote général, égal et direct » n'était-il pas le seul moyen infaillible prêché par Lassalle pour conquérir le pouvoir politique par la classe ouvrière ? Pourquoi dès lors se pencher sur des choses aussi basses que les libertés de la presse, de réunion et d'association pour lesquelles la bourgeoisie également intervenait ou du moins l'affirmait ? Si la bourgeoisie s'y intéressait n'était-ce pas précisément une raison pour les ouvriers de se tenir à l'écart de tout cela dans leur agitation ? L'auteur de la brochure ci-dessus mentionnée s'en prit à cette conception. Mais les dirigeants de l'Association générale des

---

[1] Lassalle lui-même fut empêché in extremis de devenir directement la créature de Bismarck. Dans son rapport à la conférence de l'A.I.T. de Londres sur la situation du mouvement ouvrier en Allemagne, Liebknecht écrit le 23-09-1865 : « Lassalle était allé trop loin; il était profondément pris dans les rêts de l'aristocratie - et ne pouvait plus reculer. Ce que ses amis [Marx-Engels) lui avaient prédit se vérifia bientôt. Afin que son mouvement ne soit pas aussitôt réprimé, il dut faire des concessions au Pouvoir, c'est dire qu'à dut briser la pointe révolutionnaire des principes qu'il propageait. Et après un an déjà il se trouva devant Le dilemme: ou bien reconnaître qu'il avait commis une faute, ou bien passer du côté gouvernemental. »

Dans une lettre publiée par le Social-demokrat du 3-03-1865, Marx-Engels avaient déjà déclaré qu'ils renonçaient à collaborer à l'organe lassalléen en raison de son attitude pro-bismarckienne.

Dans sa déclaration du 18-02-1869, W. Liebknecht annonçait : « Je suis prêt à faire face à Monsieur von Schweitzer dans une réunion publique et à fournir la preuve qu'il (Schweitzer) - soit pour de l'argent, soit par penchant - tente de circonvenir systématiquement l'organisation du Parti ouvrier depuis fin 1864 et fait le jeu du césarisme bismarckien. » Et en outre je prouverai que moi-même et mes amis n'avons négligé aucun moyen pour promouvoir l'unité du parti et que Monsieur von Schweitzer a fait échouer jusqu'ici tous nos efforts en ce sens ».

ouvriers allemands se croyaient plus malins, et l'auteur de la brochure ainsi que ses amis eurent tout juste la satisfaction d'être mis au ban de leur ville natale Barmen par les Lassalléens.

Et où en sont les choses aujourd'hui ? Le « droit de vote général, égal et direct » existe depuis deux ans. Déjà on a voté pour deux Reichstag. Les ouvriers, au heu de se prélasser à la direction du pouvoir et de décréter des « subventions d'État » d'après la recette de Lassalle, envoient à grand peine une demi-douzaine de députés au Reichstag. Bismarck est chancelier d'Empire, et il dissout *l'Association générale des ouvriers allemands* [1].

Pourquoi le suffrage universel n'a-t-il pas apporté aux ouvriers le millénium promis ? La réponse ils pouvaient également la trouver déjà dans la brochure d'Engels, p. 48:

« Or en ce qui concerne le suffrage universel direct, il suffit de jeter un coup d'œil sur la France pour voir comment on peut réaliser des élections dociles, si l'on dispose d'une nombreuse population rurale abêtie, d'une bureaucratie bien organisée, d'une presse soigneusement contrôlée, d'associations parfaitement tenues en bride par la police - et sans aucune réunion politique. Combien de représentants d'ouvriers le suffrage universel direct fait-il entrer dans la Chambre française ? Et pourtant, disposant d'une concentration bien plus grande et d'une plus longue expérience de lutte et d'organisation, le prolétariat français a de l'avance sur l'allemand.

« Cela nous mène à un autre point encore. En Allemagne, la population des campagnes est deux fois plus importante que celle des villes, c'est dire que les deux tiers de sa population vivent du sol et un tiers de l'industrie. Et comme en Allemagne la grande propriété foncière est la règle et le petit paysan parcellaire l'exception, cela signifie que, si un tiers des travailleurs est soumis aux capitalistes, *deux tiers sont aux ordres du seigneur féodal.* Ceux qui s'en prennent sans cesse aux capitalistes, mais ne soufflent mot contre les féodaux, feraient bien d'y réfléchir. Les féodaux exploitent en Allemagne deux fois plus de travailleurs que les bourgeois; ils y sont les ennemis tout aussi directs des ouvriers que les capitalistes.

« Mais ce n'est pas tout - tant s'en faut. Dans les anciens domaines féodaux, le régime patriarcal impose au journalier agricole ou au paysan sans terre une dépendance héréditaire vis-à-vis de son gracieux seigneur, et rend très difficile au prolétaire agricole son entrée dans le mouvement des travailleurs urbains. À quoi s'ajoutent les curés, l'abrutissement systématique des campagnes, la méchante éducation scolaire, le cercle clos, de la vie rurale. Le prolétariat agricole est la partie de la classe ouvrière la plus mal lotie et elle sera la dernière à prendre conscience de ses intérêts, de

---

[1] L'A.G.O.A. s'étant radicalisée sous la pression des masses, comme cela s’était manifesté clairement au congrès de Hambourg, où la direction lassalléenne avait été obligée d'adopter un point de vue marxiste en opposition flagrante avec le lassalléanisme, la police de Leipzig ordonna le 16-09-1868 la dissolution de l'A.G.O.A. et la fermeture de sa section berlinoise. Le coup était manifestement dirigé contre les éléments radicaux, car von Schweitzer reconstitua trois semaines plus tard à peine l'Association à Berlin sous le même nom avec une direction lassalléenne.

Dans les nouveaux statuts, il affirmait clairement son intention d'agir strictement dans le cadre de la législation prussienne. La direction s'était inclinée devant l'État prussien, et se mit en devoir de dissoudre les sections locales rebelles. Von Schweitzer s'engagea toujours davantage dans la collaboration avec Bismarck, dont il soutint la politique d'unification de l'Allemagne sous l'hégémonie prussienne, ce qui empoisonna tous les rapports entre la social-démocratie et l'État allemand: il s'opposa à l'affiliation des ouvriers allemands à l'Internationale, et lutta contre le parti ouvrier social-démocrate par tous les moyens, Schweitzer fut finalement exclu de l'A.G.O.A. en 1872, ses relations avec le gouvernement prussien furent alors rendues publiques.

sa position sociale, bref, elle restera le plus longtemps un instrument inconscient dans les mains de la classe privilégiée qui l'exploite. Or quelle est cette classe ? En Allemagne, *ce n'est* pas *la bourgeoisie, mais la noblesse féodale.*

« En France, où il n'existe pratiquement que des paysans libres, propriétaires de leur terre, où l'aristocratie féodale est depuis longtemps privée de tout pouvoir politique, le suffrage universel n'a pas fait entrer les ouvriers dans les Chambres, mais, tout au contraire, les en a pratiquement exclus. Quel serait le résultat en Allemagne, où la noblesse féodale est encore effectivement une puissance sociale et politique, et où il y a deux travailleurs agricoles pour un ouvrier d'indu strie ? Combattre la réaction féodale et bureaucratique - formant actuellement en Prusse un couple indissociable - c'est lutter pour l'émancipation intellectuelle et politique du prolétariat rural. Tant que ce dernier ne sera pas entraîné dans le mouvement, le prolétariat des villes ne pourra rien obtenir. Loin d'être une arme pour lui, le suffrage universel direct ne sera qu'un *piège.*

« Cette analyse très franche, mais nécessaire, incitera-t-elle les féodaux à introduire le suffrage universel ? - Tant mieux. »

L'Association *générale des ouvriers allemands* a été dissoute non seulement sous le règne du suffrage universel, mais précisément *parce que* règne le suffrage universel. Engels lui avait prédit qu'elle serait persécutée dès qu'elle deviendrait *dangereuse.* Lors de son dernier congrès, l'Association avait décidé : 1. de faire de l'agitation pour *une pleine liberté politique,* et 2. de collaborer avec l'Association internationale des travailleurs.

Ces deux résolutions signifient une rupture totale avec tout le passé de l'Association. Du même coup, elle abandonnait la position de secte qu'elle occupait jusque-là pour se placer sur la large base d'un grand mouvement ouvrier. En haut lieu on semble avoir compris que c'était là en quelque sorte une entorse à la convention. En d'autres temps, cela n'aurait pas tiré vraiment à conséquence, mais depuis l'instauration du suffrage universel, il faut préserver soigneusement son prolétariat des campagnes et des petites villes de telles tentatives de subversion! Le suffrage universel fut donc le dernier clou enfoncé dans le cercueil de l'Association générale des ouvriers allemands. C'est un honneur pour l'association d'avoir succombé à la suite-de cette rupture avec le lassalléanisme borné. Quelle que soit l'organisation qui la remplacera, elle sera édifiée sur une base et des principes beaucoup plus larges que ceux que pouvaient offrir les quelques slogans lassalléens éternellement rabâchés à propos de l'aide de l'État. À partir du moment où les membres de l'Association dissoute se sont mis à penser, au lieu de croire seulement, disparaît alors le dernier obstacle qui se trouve sur la voie de la fusion de tous les ouvriers sociaux-démocrates d'Allemagne en un grand parti [1].

---

[1] Le Parti ouvrier allemand se constituera, en revendiquant les principes internationalistes, énoncés par Marx dans l'Adresse inaugurale et les Statuts de l'A.I.T. et en luttant contre les éléments démocrates libéraux ainsi que les chefs lassalléens liés au socialisme d'État de Bismarck. Le Parti ouvrier social-démocrate fut fondé au congrès d'Eisenach, du 7-9-08-1869, auquel assistèrent 263 délégués mandatés par 200 sections d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse.

Pour Marx, le parti allemand devait se constituer par l'activité organisatrice des ouvriers eux-mêmes, en réaction non seulement contre les chefs lassalléens corrompus, mais encore de chefs, tels que Liebknecht, et Ëccarius qui voulaient régenter les ouvriers : « Je ne crois pas que Schweitzer ait eu le pressentiment du coup qui vient de le frapper. Si cela avait été le cas, il n'aurait pas glorifié avec tant d'ardeur les vertus d'une « organisation qui marche au pas ». Je crois que c'est l'Internationale qui a poussé le gouvernement prussien à prendre cette mesure [la dissolution de l'A.G.O.A.]. Ce qui explique la lettre « si chaudement fraternelle » que Schweitzer m'a adressée, c'est tout simplement qu'après la décision de Nuremberg, il craignait que je prenne publiquement parti

Demokratisches Wochenblatt, 10 octobre 1868.

Il convient d'ajouter la note suivante à l'article publié sous le même titre dans notre dernier numéro après la citation extraite de la brochure d'Engels sur le suffrage universel :

Le « Président de l'Humanité », Bernhard Becker [1], légué par Lassalle à l'Association a accablé en son temps le « parti Marx », - *c'est-à-dire Marx, Engels et Liebknecht* - d'injures les plus atroces [2]. À présent dans son écrit immonde, *Révélations sur la fin tragique de Ferdinand Lassalle,* qui met à nu sa bassesse d'âme et n'a d'intérêt que par les documents qui y sont passés sous silence, ce même Becker malmène comme suit la prose d'Engels:

« Quelle est la seule raison pour laquelle on n'agite pas pour la *liberté inconditionnelle de réunion, d'association et de presse ?* Pourquoi les ouvriers ne cherchent-ils pas à se débarrasser des chaînes qu'on leur pose en ces temps de réaction ? » (p. 133). « En continuant tout simplement de développer la base démocratique, on peut rafraîchir le lassalléanisme et glisser dans le pur socialisme. Pour cela, il est nécessaire, entre autres, que l'on cesse d'épargner les intérêts des *hobereaux* ou propriétaires fonciers fortunés, et que la théorie socialiste soit complétée et achevée (sic) par *application à la grande masse des ouvriers agricoles* qui en Prusse dépasse de loin la population des villes » (p. 134).

On voit que l'auteur de cette brochure (Fr. Engels) peut être satisfait de l'effet qu'elle a produit sur ses adversaires!

Marx à J.-B. von Schweitzer, 13 octobre 1868.

Cher monsieur,

Si vous n'avez pas reçu de réponse à votre honorée du 15 septembre, la faute en est à un malentendu de ma part, J'ai cru comprendre que vous vouliez me communiquer votre avant-projet

---

pour Liebknecht, contre lui. Après le congrès de Hambourg- le bonhomme m'avait écrit de bien vouloir y venir pour « qu'on me charge des lauriers tant mérités » - une telle polémique eût été périlleuse pour lui. Ce qui est le plus nécessaire pour la classe ouvrière allemande, c'est qu'elle cesse d'agir avec l'autorisation préalable de ses hautes autorités. Une race aussi bureaucratique ment éduquée doit suivre un cours complet de formation politique en agissant par sa seule initiative. Au reste, elle bénéficie d'un avantage absolu : elle commence le mouvement dans des conditions de maturité d'une époque bien plus avancée que les ouvriers anglais et, du fait de la situation allemande, les ouvriers ont un esprit généralisateur solidement ancré en eux. » (Marx à Engels, 26-09-1868.)

[1] Dans sa lettre du 25-09-1868, Marx avait demandé à Engels d'ajouter une note polémique contre le président de l'A.G.O.A. (1864-65), Bernhard Becker. En effet: « le moment est venu maintenant d'attaquer ce genre de lassalléanisme d'abord, et il ne faut absolument pas admettre que le pamphlet merdeux de B. Becker soit passé sous silence ».

[2] Ce joli travail est poursuivi maintenant par la comtesse Hatzfeldt, la « mère » de cette caricature de l'Association générale des ouvriers allemands qu'est l'organisation dirigée par les Försterling et Mende (Note d'Engels).

pour examen [1] et j'ai attendu. Ensuite il y eut le congrès, et c'est alors que j'estimai que la réponse - étant donné que je suis surchargé de travail - n'était plus pressante. Avant l'arrivée de votre lettre du 8 octobre, j'avais déjà à plusieurs reprises exhortées à la paix - en ma qualité de secrétaire de l'Internationale pour l'Allemagne. On m'avait répondu (et pour preuve on m'avait envoyé des passages du *Social-Demokrat) que* vous-même vous provoquiez la *guerre.* Je déclarai que mon rôle dans ce duel devait nécessairement se borner à Celui d'un arbitre « impartial ».

J'estime que je ne peux mieux répondre à la grande confiance que vous m'exprimez dans votre lettre qu'en vous communiquant ouvertement, sans ambages diplomatiques, quelle est ma position dans cette affaire.

Je reconnais absolument l'intelligence et l'énergie avec lesquelles vous agissez dans le mouvement ouvrier. Je n'ai jamais caché cette opinion à un quelconque de mes amis. Là où je dois m'exprimer publiquement - au Conseil général de l'Association internationale des travailleurs et dans l'Association des communistes allemands de Londres -je vous ai toujours traité comme un homme de notre parti, et je n'ai jamais lâché *un* mot sur *nos points de divergence.* Et pourtant ces points de divergence existent.

D'abord en ce qui concerne l'Association de Lassalle, elle a été fondée durant une période de réaction. Après un sommeil de quinze ans, le mouvement ouvrier a été tiré de sa torpeur en Allemagne par Lassalle - et c'est là son mérite impérissable. Cependant il commit de grosses fautes, car il se laissait trop dominer par les circonstances du moment. Il fit d'un point de départ insignifiant - son opposition à un nain tel que Schulze-Delitzsch - le point central de son agitation : l'aide de l'État, au lieu de l'action autonome du prolétariat. Bref, il reprit simplement la formule que Buchez, chef du socialisme *catholique* français avait lancée dès 1843 en opposition au mouvement ouvrier réel en France. Trop intelligent pour considérer cette formule comme autre chose qu'un pis-aller transitoire, Lassalle ne put la justifier que par *sa prétendue utilité* immédiate. En conséquence, il affirmait que cette formule était réalisable dans le plus proche avenir. Or donc, l'État en question ne fut rien d'autre que l'État prussien. C'est ce qui l'obligea à faire des concessions à la monarchie prussienne, à la réaction prussienne (parti féodal) et même aux cléricaux. Enfin il combina la formule de Buchez - assistance de l'État aux sociétés ouvrières - avec la revendication chartiste du suffrage universel, sans s'apercevoir que les conditions n'étaient pas les mêmes en Allemagne qu'en Angleterre : il oublia les leçons du Bas-Empire sur le suffrage universel français [2].

Comme tous ceux qui prétendent avoir dans leur poche une panacée contre les souffrances des masses, il donna d'emblée à son agitation un caractère sectaire de type religieux. En effet, toute secte est religieuse. Précisément parce qu'il était le fondateur d'une secte, il nia tout rapport naturel avec le mouvement antérieur *d'Allemagne ou* de *l'étranger.* Il tomba dans l'erreur de Proudhon, en

---

[1] Marx fait allusion - sans doute pour le rappeler à von Schweitzer - au fait que les dirigeants d'associations ouvrières désirant adhérer à l'Internationale devaient envoyer au Conseil général leurs statuts pour faire vérifier si elles étaient en harmonie avec les statuts et principes de l'Internationale.

[2] Le suffrage universel a un sens différent selon que la population ouvrière est largement minoritaire ou majoritaire dans un pays : « Le suffrage universel qui fut, en 1848, une formule de fraternisation générale, est donc en Angleterre un cri de guerre. En France, le contenu immédiat de la révolution, c'était le suffrage universel; en Angleterre, le contenu immédiat du suffrage universel, c'est la révolution. » (Marx, Neue Oder Zeitung, 8-06-1855). À propos du parlementarisme révolutionnaire et de la politique social-démocrate, cf. Marx-Engels, le Parti de classe, 1, pp. 124-138.

ne cherchant pas la base de son agitation dans les éléments réels du mouvement de classe, mais en voulant prescrire à ce dernier sa marche d'après une recette doctrinaire déterminée.

Ce que je dis ici après coup, je l'avais en grande partie pi-édit à Lassalle, lorsqu'il vint me rendre visite à Londres en 1862 et me demanda de me mettre avec lui à la tête de ce nouveau mouvement.

Vous avez expérimenté personnellement l'opposition qui existe entre un mouvement de secte et un mouvement de classe. La secte cherche sa raison d'être et son point d'honneur, non pas dans ce qu'il y a *de commun* au sein du mouvement ouvrier, mais dans sa *recette particulière* qui l'en *distingue.* Ainsi lorsque vous avez proposé à Hambourg de convoquer un congrès en vue de fonder des syndicats [1], vous n'avez pu briser la résistance des sectaires qu'en menaçant de démissionner de votre poste de président. En outre, vous avez été contraint de dédoubler votre personne, en déclarant que l'une agissait en tant que chef de secte, et l'autre en tant qu'organe du mouvement de classe.

La dissolution de *l'Association générale des ouvriers allemands* vous a fourni l'occasion de réaliser un grand progrès et de déclarer - de prouver, s'il le fallait - qu'une nouvelle phase de développement venait de s'ouvrir, que le moment était venu de dissoudre le mouvement sectaire dans le mouvement de classe, et pour mettre fin à tout *personnalisme.*

Le contenu réel de la secte eût dû être transféré comme élément enrichissant dans le mouvement général, comme l'ont fait toutes les sectes ouvrières du passé. Au lieu de cela, vous avez mis en demeure le mouvement de classe de se subordonner à un mouvement sectaire particulier. Ceux qui ne sont pas vos amis en ont conclu que vous vouliez conserver à tout prix votre « propre mouvement ouvrier ».

En ce qui concerne le congrès de Berlin, il n'y avait pas lieu de se presser, puisque la loi sur les coalitions n'était pas encore votée [2]. Vous auriez donc dû vous entendre d'abord avec les chefs *extérieurs* au cercle lassalléen, pour élaborer avec eux un plan commun, puis convoquer le congrès. Au lieu de cela, vous ne leur avez laissé qu'une alternative : se rallier publiquement à vous, ou faire front *contre* vous. Quant au congrès, il n'apparaissait que comme une réplique élargie du congrès de Hambourg.

En ce qui concerne votre projet de statuts [des syndicats], j'en tiens les principes pour fondamentalement faux, et je crois avoir autant d'expérience dans le domaine syndical que n'importe quel autre contemporain. Sans vouloir entrer ici dans les détails, j'observe simplement que *l'organisation centralisée,* qui s'applique si bien aux sociétés secrètes et aux sectes, est en

---

1 Ce congrès se tint à Berlin du 26 au 29-09-1869. L'organisation lassalléenne interdit aux membres de l'Association des sociétés ouvrières allemandes d'y participer, empêchant ainsi une action unitaire et concertée au niveau syndical. Le congrès décida la création de l'Union des ouvriers allemands et nomma von Schweitzer et d'autres Lassalléens à la direction, portant ainsi la division au sein du mouvement syndical. Les statuts élaborés par Schweitzer portaient la marque du lassalléanisme, personnaliste et dictatorial. Marx les soumet à une vive critique dans la suite de sa lettre.

2 Marx fait allusion à la loi, votée le 29 mai 1869 seulement par la Diète de l'Allemagne du Nord, accordant aux ouvriers le droit de coalition et de grève. Dans sa hâte, von Schweitzer était pour le moins « illogique » : il prônait uniquement « une action dans le cadre légal » dans sa lettre du 8-10-1868 à Marx, soit avant la loi autorisant les syndicats et les grèves.

contradiction avec la nature même des syndicats. Même si elle était possible - or *je la tiens tout bonnement pour impossible -,* elle ne serait pas souhaitable, surtout en Allemagne. En effet, les ouvriers y sont dressés dès l'enfance par la bureaucratie à croire en l'autorité et l'instance supérieure, si bien qu'il faut avant tout qu'ils *apprennent* à *se tirer d'affaire tout seuls.*

Par ailleurs, votre plan manque de sens pratique. L' « Union » comprendrait trois puissances, d'origine diverse :

1° Le *bureau* élu par les associations de métier.

2° Le *président* (personnage superflu ici) élu au suffrage universel. Les statuts de l'Association internationale des travailleurs avaient également fait mention d'un président de l'Association. En réalité, il n'a jamais eu d'autre fonction que de présider aux séances du Conseil général. J'ai refusé le poste de président en 1866 et proposé de le supprimer complètement en 1867, pour lui substituer un président de séance choisi à chaque réunion hebdomadaire du Conseil général. Le bureau londonien des syndicats n'a, lui aussi, qu'un président de séance. Son seul permanent est le *secrétaire, qui* est chargé des affaires courantes.

3° Le congrès, élu par les sections locales. Cela signifie, des heurts partout; or on prétend favoriser une « action rapide » !

Lassalle commit une lourde faute en empruntant à la Constitution française de 1852 le « président élu au suffrage universel » - et de plus - pour le mouvement syndical ! Or celui-ci s'occupe principalement de questions d'argent, et vous ne tarderez pas à constater que toute velléité de dictature s'arrête là.

Cependant quelles que soient les erreurs d'organisation, on pourrait peut-être les éliminer dans une mesure plus ou moins grande en agissant rationnellement. Comme secrétaire de l'Internationale, je suis prêt à assurer la médiation entre vous et la majorité de Nuremberg qui s'est affiliée directement à l'Internationale [1] ; j'entends, bien entendu, agir sur une base rationnelle. J'ai écrit en ce sens à Leipzig (à Wilhelm Liebknecht [2]). Je ne méconnais pas les difficultés de votre position, et je n'oublie jamais que chacun d'entre nous dépend plus des circonstances extérieures que de sa volonté.

Je vous promets en toute occurrence d'être impartial, comme c'est mon devoir. Mais je ne puis vous promettre qu'un jour je ne serai pas amené à critiquer ouvertement les superstitions lassalléennes, comme je l'ai fait autrefois pour les proudhoniennes. J'expliciterai alors mes positions *personnelles, dictées* absolument par l'intérêt du mouvement ouvrier.

---

1 Au congrès de Nuremberg, Bebel avait envoyé une lettre au Conseil général de Londres pour y inviter un délégué et informer le Conseil : « Un événement considérable pour la majeure partie des sociétés ouvrières allemandes nous incite à vous adresser cette missive. L'Association des sociétés ouvrières allemandes tiendra son congrès les 5, 6 et 7 septembre à Nuremberg. Entre autres, l'ordre du jour renferme la question très importante du programme, qui décidera si l'Association continuera à l'avenir de travailler comme elle le fait actuellement sans aucun principe ni plan, ou si elle agira d'après une ligne directrice fondamentale, selon une orientation bien déterminée. Nous avons choisi cette dernière voie, et nous sommes résolus de proposer l'adoption du programme de l'A.I.T. tel qu'il est exposé dans le premier numéro du Vorbote, ainsi que l'affiliation à l'Internationale. »

2 Cette lettre n'a pu être retrouvée.

En attendant, soyez assuré personnellement de ma meilleure volonté à votre égard.

Votre dévoué K. M.

PREMIÈRE INTERNATIONALE ET PARTI ALLEMAND

Retour à la table des matières

Marx à Wilhelm Bracke, 24 mars 1870.

Je vous ai envoyé hier 3 000 cartes d'adhésion à l'A.I.T. par l'adresse de Bornhorst.

J'ai des informations très intéressantes [1] à VOUS communiquer sur des événements internes de l'Internationale. Vous les recevrez par une voie indirecte. De par les statuts, tous les comités nationaux qui sont en relation avec le Conseil général, doivent lui envoyer un rapport trimestriel sur l'état du mouvement. Je vous le rappelle, en vous priant de tenir compte, dans la rédaction de tels rapports, qu'ils *ne* sont pas rédigés pour le public et qu'ils peuvent donc exprimer les faits sans fard, de manière tout à fait objective [2].

J'ai appris par Borkheim et par la dernière lettre de Bornhorst que les finances des « Eisenachiens » étaient mauvaises. Pour vous consoler, sachez que celles du Conseil général de l'A.I.T. sont au-dessous du point zéro - grandeur en croissance négative constante.

---

1 Marx fait allusion à la Communication confidentielle du secrétaire-correspondant pour l'Allemagne, Karl Marx, sur les activités nocives de Bakounine qu'il avait fait parvenir au Comité directeur de la social-démocratie par le truchement du Dr. Kugelmann.

2 Le comité directeur du Parti ouvrier social-démocrate adressa un rapport sur le développement et l'activité du Parti depuis le congrès d'Eisenach au Conseil général de l'A.I.T. en juin 1870. Ce document remarquable [publié pour la première fois dans Die I. Internationale in Deutschland (1864-1872), Dietz, 1964, pp. 488-502] trace en termes simples et concis un tableau de la situation réelle du mouvement ouvrier en Allemagne : il commence par l'indication des lieux et régions d'implantation du parti. la position du parti vis-à-vis des autres partis, bourgeois puis « ouvriers » dans le pays; le niveau de conscience des ouvriers dans les différentes régions, les tracasseries des autorités, les rapports des Eisenachiens avec les Lassalléens (qualifiés de parti monarchiste prétendument socialiste), les sociétés sociales chrétiennes, les syndicats de métiers dirigés par les « philanthropes » bourgeois, les partis républicains socialistes, et enfin les perspectives de développement au sein de la classe ouvrière allemande industrielle et agricole, avec quelques propositions pratiques de collaboration au niveau international.

Engels à Wilhelm Bracke, 28 avril 1870. In : Der Volksstaat, 14 mai 1870.

J'ai été heureux de recevoir le compte rendu de caisse précis et détaillé [1]. En Angleterre, tant d'amorces de mouvements ouvriers et d'organisations ont été ruinées par une mauvaise trésorerie et comptabilité ainsi que par les reproches mérités ou non de détournements qui s'ensuivaient, que dans ce cas je puis certainement me permettre un jugement compétent sur l'importance de cette question. Les ouvriers doivent s'imposer des privations pour chaque pfennig qu'ils nous donnent, et ils ont le droit le plus absolu de savoir ce que chacun d'entre eux devient, tarit qu'il ne faut pas organiser de fonds *secrets.* Et précisément en Allemagne c'est de, la plus haute importance, depuis que là aussi l'exploitation des ouvriers par des agitateurs encanaillés est à l'ordre du jour. C'est un mauvais prétexte d'affirmer qu'en publiant de tels comptes rendus de caisse on ne fait que révéler à l'adversaire la faiblesse de notre propre parti. Si nos adversaires veulent juger de la force du parti ouvrier d'après son côté spécifiquement faible - sa trésorerie -, alors ils se tromperont toutes les fois dans leurs comptes. Et les dommages que le secret en ces choses occasionne dans nos propres rangs sont infiniment plus grands que ceux qui peuvent surgir de leur publication.

Bornhorst se plaint de l'abrutissement des ouvriers - je trouve bien plutôt que les choses progressent plus rapidement qu'on pouvait l'espérer en Allemagne. Certes les succès qui sont conquis çà et là le sont durement, et les choses vont toujours trop doucement pour ceux qui doivent les faire. Mais comparez 1860 et 1870, et comparez l'état de choses actuel avec celui qui règne en France et en Angleterre - avec l'avance que ces deux pays avaient sur nous ! Les ouvriers allemands ont envoyé plus d'une demi-douzaines d'hommes au parlement, les Français et les Anglais pas un seul. Si je puis me permettre une remarque, je dirai que nous considérons ici qu'il est de la plus haute importance qu'aux prochaines élections on présente autant de candidats ouvriers que possible et que l'on en fasse élire autant que possible.

K. Marx et Fr. Engels au comité du parti ouvrier social-démocrate, le 14 juin 1870. In : Volksstaat, 26 octobre 1872.

Chers amis!

Je reçois aujourd'hui une lettre de Stumpf dé Mayence, qui écrit entre autres :

« Liebknecht m'a chargé de t'écrire qu'en raison des élections au Reichstag, qui coïncident précisément avec la date de convocation du congrès de l'A.I.T., le 5 octobre, il vaudrait mieux tenir le congrès en Allemagne [2]. La conférence sociale-démocrate de Stuttgart a demandé lundi dernier que le congrès de l'A.I.T. se tienne ici le 5 octobre. Geib a été chargé de t'écrire à ce sujet. »

---

[1] Bornhorst avait envoyé à Engels le 17-03-1874) un compte rendu de trésorerie pour 1870 afin de l'informer de la mauvaise situation financière du Parti.

[2] Le congrès de l'A.I.T. de Bâle (1869) avait décidé que le prochain congrès devait se réunir à Paris. Le gouvernement de Napoléon III préparant une répression croissante contre les ouvriers, le Conseil général décida de transférer le congrès à Mayence (17-05-1870). Celui-ci n'eut pas lieu en raison de la guerre entre la Prusse et ta France. Le congrès de Mayence devait renforcer l'influence de l'Internationale en Allemagne et du Parti social-

Liebknecht, ainsi que les autres membres de l'Internationale, devraient au moins connaître ses statuts qui déclarent expressément :

« § 3. Le Conseil général peut en cas de nécessité modifier le *lieu,* mais il n'a pas pouvoir de différer la *date* de la réunion ».

Lorsque j'ai appuyé au Conseil général votre pressante demande de transfert du congrès en Allemagne, je supposais naturellement que vous aviez pris en considération toutes les circonstances. Il ne peut être question de différer la date fixée par les statuts.

Un autre passage de la lettre de Stumpf ne manque d'être préoccupant. Je lis en effet : « Je reviens tout juste de chez le maire. Il veut avoir comme garant un citoyen solvable : pour le cas où les partisans *de Schweitzer susciteraient des* bagarres, la ville doit avoir un recours pour d'éventuels dommages subis par la grande-électorale salle de marbre qui nous est réservée pour le congrès, etc.»

Vous avez proposé les villes de Mayence, Darmstadt où Mannheim, c'est dire que vous avez pris la responsabilité face au Conseil général de ce que le congrès peut être tenu dans l'une quelconque de ces villes saris des scènes de scandale qui rendraient ridicules l'Internationale et la classe ouvrière allemande, en particulier, aux yeux du monde entier. J'espère que toutes les mesures de prudence seront prises à cet égard.

Quel est le rapport numérique des partisans de Schweitzer et des nôtres à Mayence et environs ?

Au cas où le scandale est inévitable, il faut se préoccuper à l'avance qu'il retombe sur ses incitateurs. Il faudrait dénoncer, dans le Volksstaat, le Zuku*nft et* les autres feuilles allemandes qui nous sont ouvertes, le plan *de* la *police prussienne qui,* ne pouvant interdire directement la tenue du congrès international à Mayence, cherche à l'empêcher ou à gêner la tranquillité de ses séances. Si vous le faisiez en Allemagne, le Conseil général veillerait à ce que de semblables informations soient publiées à Londres, Paris, etc. L'Internationale peut fort bien se permettre un conflit avec Monsieur Bismarck, mais non des « bagarres ouvrières nationales allemandes » prétendument spontanées sur lesquelles on aurait posé l'étiquette de « luttes pour les principes ».

Stumpf se préoccupera sans doute - en liaison avec vous - de ce que les délégués trouvent des logis bon marché.

Salut et fraternité, Karl Marx.

Je profite de l'occasion pour envoyer mes meilleurs saluts au Comité. Depuis que messieurs les Schweitzeriens ont annoncé par *avance au* maire de Forst leur intention de susciter des bagarres et que ce dernier laisse faire les choses, la complicité de ces messieurs avec la police est *constatée.* Peut-être Stumpf pourrait-il demander au maire de Mayence qu'il se renseigne aussi chez messieurs les Schweitzeriens s'ils ont pour mission de « frapper ». Au demeurant, il serait temps que ces messieurs soient démasqués partout dans la presse comme de purs et simples agents de la police

démocrate parmi les ouvriers allemands. Il eût enfin infligé une sévère défaite aux partisans de Bakounine, cf. Marx à Engels, le 17-05-1870.

et, s'ils en viennent aux coups, qu'on leur administre à leur tour une bonne volée. Cela ne convient pas naturellement à l'occasion du congrès, mais jusque-là ils peuvent déjà recevoir assez de coups pour que cela leur suffise. On peut avoir une idée de la manière dont Monsieur Bismarck présente les choses dans la presse anglaise d'après l'extrait ci-joint qui a fait le tour de tous les journaux. La *North German Correspondance* est un organe de Bismarck créé avec de l'argent prussien. Meilleures salutations.

F. Engels.

Déclaration de Karl Marx
In : Pall Mall Gazette, 15 septembre 1870.

Le comité de la section allemande de l'Association internationale des travailleurs, dont le siège est à Brunswick, a lancé le 5 c. un manifeste à la classe ouvrière allemande, dans lequel il appelait celle-ci à faire obstacle à l'annexion de l'Alsace-Lorraine et à contribuer à une paix honorable avec la République française [1]. Sur ordre du général en exercice Vogel von Falckenstein, non seulement ce manifeste a été saisi, mais encore tous les membres du Comité, et même le malheureux imprimeur de ce document, ont été arrêtés et déportés, chargés de chaînes tels de vulgaires criminels, à Lötzen en Prusse Orientale.

Karl Marx
Les libertés de presse et de parole en Allemagne
The Daily News, 19 janvier 187 1.

Lorsque Bismarck a accusé le gouvernement français « de rendre impossible en France la libre expression de l'opinion par la presse et les représentants du peuple », il avait manifestement pour seul but de faire une plaisanterie berlinoise [2]. Adressez-vous donc à Monsieur Stieber, l'éditeur du *Moniteur* versaillais et mouchard de police notoire en Prusse, si vous voulez savoir quel est l'état de la « véritable » opinion publique en France!

Sur ordre exprès de Bismarck, Messieurs Bebel et Liebknecht ont été arrêtés sous le prétexte d'une accusation de haute-trahison, simplement parce qu'ils avaient osé remplir leur devoir de

---

[1] Marx fait allusion au Manifeste en faveur de la paix et contre l'annexion qu'il avait rédigé fin août début septembre pour le comité exécutif du parti ouvrier social-démocrate de Brunswick, cf. traduction française, in : Écrits militaires, pp. 517-523.

[2] Bismarck cherchait à se faire passer pour le champion des libertés publiques face au gouvernement républicain français afin de tromper l'opinion publique anglaise au moment où l'Angleterre allait intervenir dans le conflit franco-prussien pour imposer une paix honorable en faveur de la France.

Le Moniteur était un journal prussien publié à Versailles du 15-10-1870 au 5-03-1971 au, nom du « Gouvernement général du Nord de la France et de la préfecture de Seine-et-Oise ».

représentants du peuple allemand en protestant contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, en votant contre les nouveaux crédits de guerre, en exprimant leur sympathie à la République française et en condamnant la tentative de transformer l'Allemagne en une pure et simple caserne prussienne. Pour avoir exprimé la même chose, les membres du Comité de Brunswick du Parti ouvrier social-démocrate sont -traités depuis début septembre de l'année dernière en bagnards et doivent maintenant subir de plus la comédie judiciaire d'une accusation de haute-trahison. Sous de semblables prétextes, on poursuit Monsieur Hepner, le rédacteur-adjoint du Volksstaat de Leipzig, pour haute-trahison. Les quelques journaux indépendants publiés hors de Prusse ne peuvent être diffusés dans les territoires dominés par les Hohenzollern. En Allemagne, la police disperse quotidiennement des réunions ouvrières réclamant la conclusion d'une paix honorable avec la France. D'après la doctrine officielle de la Prusse, exposée de manière naïve par le général Vogel von Falckenstein, tout Allemand qui « tente de s'opposer par son action aux buts prévisibles de l'état-major prussien en France » se rend coupable de haute-trahison.

Si Messieurs Gambetta et Cie devaient, à l'instar des Hohenzollern, réprimer de force l'opinion publique, ils n'auraient qu'à suivre la méthode prussienne : proclamer l'état de siège dans tout le pays sous prétexte que l'on est en guerre. Les seuls soldats français qui se trouvent en territoire allemand, croupissent dans des prisons prussiennes. Malgré cela le gouvernement prussien éprouve le besoin de maintenir rigoureusement l'état de siège en Allemagne, sous la forme la plus brutale et la plus révoltante du despotisme militaire et de la suspension de toutes les garanties légales. Le territoire de France est soumis à l'invasion funeste de près d'un million d'Allemands. Malgré cela le gouvernement français peut renoncer sans crainte à la fameuse méthode prussienne « de rendre possible l'expression de la fibre opinion ».

Que l'on compare les deux pays !

L'Allemagne s'est révélée trop étroite pour l'amour universel qu'éprouve Bismarck pour l'expression d'une opinion indépendante. Lorsque les Luxembourgeois ont manifesté leurs sympathies pour la France, Bismarck fit de cette expression d'un sentiment l'un de ses prétextes à la résiliation de la Convention de neutralité londonienne. Lorsque la Belgique commit le même péché, l'ambassadeur prussien à Bruxelles - Monsieur von Balan - somma le gouvernement belge d'interdire non seulement tous les articles de journaux anti-prussiens, mais encore d'imprimer simplement les nouvelles qui reconnaissaient que les Français faisaient preuve de courage dans leur guerre pour l'indépendance. En vérité, c'est une revendication très modeste que d'abolir la Constitution belge « pour le roi de Prusse » (Fr.)! À peine quelques journaux de Stockholm s'étaient-ils permis quelques anodines plaisanteries sur la « bigoterie » bien connue de Guillaume *Annexandre* [combinaison d'Alexandre et d'annexion], que Bismarck lança des messages courroucés au cabinet suédois. Il trouva même moyen de découvrir une presse par trop déchaînée au degré de latitude de Saint-Pétersbourg ! À son « humble et soumise » requête, les journalistes des feuilles les plus importantes de Pétersbourg furent convoqués devant le censeur-en-chef, qui leur ordonna de s'abstenir à l'avenir de toute remarque critique à l'égard du fidèle vassal borussien du tsar. L'un de ces rédacteurs, Monsieur Sagoulchacheff, fut assez imprudent pour dévoiler le secret de cet avertissement dans les colonnes du Golos. La police russe se précipita aussitôt sur lui et l'expédia dans quelque coin perdu de province. Il serait erroné de croire que ces méthodes de gendarme soient imputables à la fièvre de guerre qui atteint son paroxysme. Elles sont, au contraire, l'application méthodique, exacte de l'esprit des lois prussiennes. Il existe effectivement dans le Code pénal prussien une prescription curieuse, en vertu de laquelle tout étranger peut être poursuivi

en raison de ses actes ou de ses écrits dans son propre pays Ou dans n'importe quel autre pays étranger pour « insulte au roi de Prusse » ou « trahison vis-à-vis de la Prusse » !

La France - et sa cause est heureusement loin d'être désespérée - lutte en ce moment, non pas pour sa propre indépendance nationale, mais pour la liberté de l'Allemagne et de l'Europe.

Avec ma considération distinguée,

Votre Karl Marx.

Engels à Wilhelm Liebknecht, 22 juin 1871.

Je ne m'explique pas tes préoccupations relatives à ton expulsion [1]. À ta place, je ne renoncerais pas à la citoyenneté hessoise sans être assuré d'en avoir une autre en poche. Sur ce plan, vous êtes trop timides. Un seul grand scandale public qui manifesterait clairement au monde que toutes ces lois impériales ne sont qu'une farce, mettrait fin à toute cette merde. Mais si, au lieu de le provoquer, vous évitez le scandale qui, de toute façon, ne peut nuire qu'aux nationaux serviles, alors la police pourra se permettre n'importe quoi. Remarque bien que cela ne se rapporte qu'au passage en question de ta lettre, non à l'attitude du Volksstaat, qui est très courageuse et que nous Sommes unanimes à reconnaître comme telle. Ne crois pas que ces chiens de la police se risqueront contre toi, alors qu'ils entreprennent n'importe quoi contre un ouvrier isolé. Cela ne pourrait arriver qu'à partir du moment où ils auraient créé assez de précédents avec leurs expulsions d'ouvriers.

J'ignorai absolument que ton expulsion de Prusse fût encore valable. Il est possible que la police le *prétende.* Mais il m'est absolument incompréhensible que tu n'aies pas réglé cette question du temps où tu étais encore parlementaire.

Je ne puis assurer la tâche de correspondant du Volksstaat; tu vois que j'aide cependant là où je peux.

---

[1] W. Liebknecht avait informé Engels, dans sa lettre du 24-05-1871, qu'il voulait obtenir la citoyenneté saxonne pour ne pas être expulsé sous le moindre prétexte de ce pays : « Mais ce qui est embêtant, c'est que pour avoir la nationalité saxonne; je dois auparavant abandonner la citoyenneté hessoise, et si l'on me fait ensuite des difficultés, je suis le bec dans l'eau je n'aurai plus aucune nationalité allemande et je serai à la merci du premier policier venu. Tu sais sans doute que l'ordre d'expulsion de Prusse est encore valable. »

En général, Engels reprochera aux dirigeants sociaux-démocrates leur attitude de passivité qui leur fait subir les événements au lieu de les dominer en prenant l'initiative de la lutte. Ainsi écrivait-il à Liebknecht le 10-01-1871 : « Mais si vous vous laissez dépouiller de tous ces droits que vous avez sur le papier sans lutter et ne forcez pas le Reichstag à se décider ouvertement pour ou contre ses propres œuvres, alors on ne peut certes plus vous aider. »

Dans un pays où l'adversaire de classe est obstiné et ne désarme jamais, comme en Allemagne, la passivité est plus fatale que partout ailleurs. À ce propos Engels écrivait le 22-02-1882 à Bernstein : « Depuis le commencement se sont toujours messieurs les chefs qui ont été poussés par les masses, au lieu que ce soient eux qui aient poussés les masses ».

On ne peut rien entreprendre avec la *Pall Mall Gazet*te [1]. J'ai eu l'occasion d'envoyer à ce journal des articles exclusivement militaires qui m'ont procuré toute sorte d'ennuis, et ni toi ni moi ne pouvons y publier des choses politiques. Je maintiens simplement la liaison afin d'y faire paraître quelque chose à l'occasion. Même s'ils t'acceptaient comme correspondant - ce qui est pratiquement exclu -, ils n'imprimeraient jamais tes correspondances. J'en suis déjà venu à la fin de l'année dernière à dire au rédacteur en chef que je savais fort bien que je ne pouvais pas lui fournir d'articles politiques, mais simplement militaires, et que j'attendais de sa part qu'il publie simplement nos mises au point dans nos affaires de parti, lorsque nous l'estimions nécessaire. C'est ce qui se passe aussi.

Tu sembles aussi avoir une fort bonne idée de la *Rey*nolds, la plus misérable feuille de toute la presse londonienne, qui fait dans ses culottes quand elle n'est pu certaine du succès : elle a passé sous silence toute *l'Adresse* à l'exception du passage publié par le! Daily *News.*

Les ouvriers allemands se sont magnifiquement comportés durant la dernière grande crise, mieux que n'importe quels autres. Bebel les a également représentés de la manière la plus distinguée; toute la presse anglaise a publié son discours sur la Commune [2] qui a fait grosse impression ici. Vous devriez envoyer de temps en temps le Volkstaat à la Pall Mall. Elle en publierait parfois des extraits, car le directeur a peur, de Marx et de moi, et un autre journaliste sachant l'allemand est en train de publier des choses de ce genre. Or ce journal adore publier des informations curieuses que les autres n'ont pas.

Je te serais obligé si tu n'envoyais plus mon Volksstaat à Manchester, mais à Londres. Envoie-moi 34 des numéros avec l'*Adresse,* l'un pour correction, les autres pour la distribution. Meilleures salutations à toi et aux tiens.

Ton F.E.

Engels à Wilhelm Liebknecht, 22 mai 1872.

Quels rapports le Comité de Hambourg [du Parti ouvrier social-démocrate] pense-t-il entretenir avec l'Internationale [3] ? Nous devons maintenant - et rapidement - éclaircir cette question, afin que

---

[1] Après sa sortie de prison, Liebknecht connut de grands embarras d'argent et demanda à Engels de lui procurer un travail de correspondant auprès de la Pall Mall Gazette.

[2] Le 25 mai 1871, Bebel avait déclaré au Reichstag : « Tout le prolétariat européen et tous ceux qui ont quelque sentiment pour la liberté et l'indépendance ont les yeux fixés sur Paris... Si Paris est momentanément écrasé, je vous rappelle alors que la lutte de Paris n'a été qu'un petit accrochage d'avant-poste, que la grande bataille nous attend encore en Europe, et que le cri de guerre du prolétariat parisien : « Guerre aux palais, paix dans les chaumières. Mort à la misère et à l'oisiveté ! » deviendra le cri de ralliement de tout le prolétariat d'Europe. »

[3] Marx-Engels se plaignirent durant toute cette période du peu d'intérêt pour l'Internationale que témoignaient les dirigeants sociaux-démocrates, et notamment Liebknecht qui assurait surtout les relations avec l'étranger : cf. Marx-Engels, le. Parti de classe, III, pp. 97-98. Peut-être les dirigeants allemands étaient-ils moins soucieux de l'adhésion formelle des militants à l'Internationale parce que l'organisation de parti fonctionnait correctement en Allemagne, et ce d'après les principes et les statuts de l'Internationale. Quoi qu'il en soit, cette attitude affaiblissait l'Internationale privée de l'appui d'un parti ouvrier organisé. Les dirigeants allemands eussent dû, en outre, opposer plus de résistance au gouvernement bismarckien interdisant les liaisons internationales.

l'Allemagne puisse être convenablement représentée au Congrès. Je dois te prier de nous dire enfin clairement comment l'Internationale se présente chez vous.

1º Combien de cartes, à combien d'adhérents et où, avez-vous distribué à peu près ? Les 208 calculées par Fink ne sont tout de même pas tout !

2º Le Parti ouvrier social-démocrate veut-il se faire représenter au congrès ? si oui, comment pense-t-il au préalable se mettre en règle afin que ses mandats ne puissent pas être contestés au congrès ? Il faut pour cela : 1. qu'il déclare, non seulement *symboliquement,* mais encore réellement, et expressément, son adhésion à l'Internationale comme branche allemande, et 2. qu'il paie en tant que telle sa cotisation avant le congrès. La chose devient sérieuse, et nous devons savoir où nous en sommes, sinon vous nous obligeriez à agir pour notre propre compte, en considérant que, le Parti ouvrier social-démocrate est étranger à l'Internationale et se comporte vis-à-vis d'elle comme une organisation neutre. Nous ne pouvons pas admettre que, pour des motifs que nous ignorons, mais qui ne peuvent être que mesquins, l'on omette de représenter les ouvriers allemands au congrès ou l'on sabote sa représentation. Nous vous prions de répondre rapidement et clairement sur ces points.

Je renverrai prochainement la quittance à Fink.

P.S. Il vaudrait mieux, si c'est possible, de m'envoyer pour correction les épreuves de mes articles. Je te confie ce soin. La condition première de ma collaboration au Volksstaat est cependant:

1. que l'on cesse de pourvoir mes articles de notes et remarques, et
2. qu'on les imprime par *larges* tranches.

Engels à Theodor Cuno, 7-8 mai 1872.

Il me reste encore un peu de temps pour vous raconter les salades concernant Becker [1]. C'est un exemple supplémentaire de la manière dont l'histoire du monde est conçue comme un ensemble de petits agissements. Le vieux Becker a toujours encore entête les idées d'antan sur l'organisation, celles qui appartiennent à 1848 : de petites sociétés, dont les chefs gardent entre eux une liaison plus ou moins systématique pour donner une direction commune à l'ensemble, à l'occasion un peu de conspiration, etc. -, et avec cela l'idée qui date de la même époque, selon laquelle l'autorité centrale de l'organisation allemande doit avoir son siège *en dehors de* l'Allemagne. Or donc, lorsque l'Internationale fut fondée et que Becker prit l'affaire en mains chez les Allemands de Suisse, il forma une section à Genève qui se transforma progressivement, grâce à la création de

[1] Tant que l'Allemagne était divisée en 36 états, le prolétariat ne pouvait s'y organiser en classe (nationale), mais restait divisé en autant de fractions. Rien ne s'opposait donc à ce que le mouvement ouvrier y soit alors organisé - d'après le principe de la nationalité, en fonction de la langue parlée (ce moyen de communication matériel), suivant les pays de langue allemande (Allemagne, Suisse, Autriche) avec le centre à Genève, qui garantissait le plus de liberté de mouvement. Cependant cette situation se transforma radicalement au moment de la formation du Reich allemand en 1871, et c'est pourquoi il fallait que le suisse J.-P. Becker cessât de vouloir organiser le mouvement allemand (cf. Marx-Engels, le Parti de classe, II, pp. 153-154), le ring sur lequel se battait désormais le prolétariat allemand s'étant accru dans des proportions considérables.

nouvelles sections en Suisse, en Allemagne, etc., en une « section-mère du groupe des sections de langue allemande », qui revendiqua la direction suprême, sur les Allemands non seulement de Suisse, d'Amérique, de France, etc., mais encore d'Allemagne et d'Autriche. C'était tout à fait la méthode de la vieille agitation révolutionnaire d'avant 1848, et il n'y avait rien à y redire tant que les sections s'y soumettaient de bon gré. Il se trouve simplement que notre brave Becker a oublié que toute l'organisation de l'Internationale est trop vaste pour de tels petits moyens et buts. Cependant Becker et les siens agissent tout de même, et restent toujours des sections immédiates et déclarées de l'Internationale.

Dans l'intervalle, le mouvement ouvrier s'est émancipé des entraves du lassalléanisme en Allemagne et se proclame, sous la direction de Bebel et de Liebknecht, *en principe* pour l'Internationale. L'organisation est trop puissante et a trop d'importance par elle-même pour qu'elle puisse reconnaître la direction de la section-mère genevoise; les ouvriers allemands tiennent leurs congrès et élisent leurs propres directions. Mais la position du Parti ouvrier allemand vis-à-vis de l'Internationale n'a jamais été claire. On en reste à un rapport purement platonique; il n'y a jamais eu de véritable adhésion, même pas de personnes isolées (à quelques exceptions près), et la formation de sections reste légalement interdite. On en vint en Allemagne à revendiquer les *droits* de membre, sans en supporter les *devoirs,* et ce n'est que depuis la Conférence de Londres que nous avons insisté ici pour que l'on remplisse également ses devoirs.

Dans ces conditions, vous comprendrez aisément que non seulement une certaine jalousie a dû se développer entre les chefs en Allemagne, d'une part, et la section-mère genevoise, d'autre part, mais encore que des conflits isolés étaient inévitables, notamment à propos des cotisations. Vous constaterez de quelle manière *autoritaire* le Conseil général est intervenu ici, comme toujours, au simple fait qu'il ne s'est jamais préoccupé de toute cette affaire et a laissé faire les gens des deux bords. Chacune des deux parties a raison sur certains points, et tort sur d'autres. Becker a d'emblée considéré l'Internationale comme l'essentiel, mais il a voulu utiliser une forme dépassée depuis bien longtemps; Liebknecht etc. ont raison dans la mesure où les ouvriers allemands doivent gérer leurs propres affaires et ne veulent pas se laisser régenter par le conseil du trou perdu qu'est Genève; en fait, ils ont subordonné leurs buts spécifiquement allemands à l'Internationale, au service de laquelle ils les ont placés. Le Conseil général n'interviendrait que si l'une des deux parties en appellerait à lui du en cas de conflit sérieux.

Liebknecht vous a manifestement pris pour un agent de Becker, voyageant dans l'intérêt de la section-mère genevoise, et c'est ce qui expliquerait toute la méfiance avec laquelle il semble vous avoir accueilli. Il fait partie lui aussi de la génération de 1848 et attache à de telles mesquineries plus d'importance qu'elles n'en méritent. Réjouissez-vous de n'avoir pas vécu cette époque -je ne parle pas du premier soulèvement révolutionnaire de février jusqu'à la bataille de juin, mais des intrigues de politique démocratique postérieures à juin 1848 et à l'émigration de 1849-185 1. te mouvement n'a-t-il pas aujourd'hui une envergure autrement impressionnante ?

Tout cela vous expliquera, je l'espère, votre réception à Leipzig. Il ne faut pas attacher d'importance à de pareilles bagatelles. Ces choses-là se règlent toutes seules avec le temps. Vous serez sans doute déçu aussi lorsque vous entrerez en contact avec les Internationaux belges. Ne vous faites pas trop d'idées sur les gens. Ce sont d'excellents éléments, quoiqu'on puisse affirmer que tout y soit tombé dans la routine, et les slogans y ont plus d'importance que la cause. En

Belgique aussi on trouve un grand public avec les grandes phrases *d'autonomie et d'autoritarisme. Eh bien, vous verrez par vous-même* (Fr.). Bien à VOUS.

F. E.

Engels à F.-A. Sorge, 3 mai 1973.

Les Allemands, bien qu'ils aient leurs propres chamailleries avec les Lassalléens, ont été très déçus et démoralisés par le congrès de l'A.I.T. de la Haye [1], où ils s'attendaient à des flots de fraternité et d'harmonie qui les eussent changé de leurs propres chamailleries. À cela vient s'ajouter que les dirigeants du parti ouvrier social-démocrate ne sont pour l'instant que de fieffés Lassalléens (Yorck et Cie), qui réclament que le parti et le journal du parti soient rabaissés à tout prix au niveau du lassalléanisme le plus plat. Le combat se poursuit; les gens veulent mettre à profit le temps où Liebknecht et Bebel sont en prison pour arriver à leurs fins; le petit Hepner résiste avec énergie, mais il est pour ainsi dire exclu de la rédaction du *Volksstaat,* et de, toute façon il vient d'être expulsé de Leipzig. La victoire de ces gaillards équivaudrait à ce que nous perdions le parti - du moins pour le moment [2]. J'ai écrit de façon très ferme à Liebknecht à ce sujet [3], et j'attends la réponse.

Pas le moindre signe de vie du Danemark. Depuis longtemps déjà, j'ai pensé que les Lassalléens du *Neuer Social-Demokrat* opéraient par le truchement de leurs partisans du Schlesvig-Holstein septentrional, pour y semer la confusion et pousser les gens à quitter l'Internationale. C'est ce que confirme chaque jour le *Neuer Social-Demokrat qui* est infiniment mieux informé sur ce qui se passe à Copenhague que le *Volksstaat.*

FUSION DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE ALLEMAND

Retour à la table des matières

Engels à August Bebel, 20 juin 1873.

Je réponds d'abord à votre lettre, parce que celle de Liebknecht est encore chez Marx qui ne peut la retrouver pour le moment. Ce qui nous a fait craindre qu'à l'occasion de votre emprisonnement les dirigeants - par malheur entièrement lassalléens - du parti n'en profitent pour

---

1 Sur la dure bataille menée par Marx-Engels à la conférence de l'A.I.T. à La Haye, cf. le Parti de classe, III, pp. 62-87.

2 En septembre 1872, Adolpf Hepner avait été condamné à un mois de prison et fut expulsé de Leipzig au printemps 1873 pour avoir développé « une activité en faveur de l'Internationale » et participé au congrès de la Haye de l'A.I.T. Engels cite ici encore un cas flagrant de collaboration « indirecte » entre Bismarck et les Lassalléens pour évincer les marxistes de la direction du mouvement ouvrier.

3 Cette lettre n'a pas été retrouvée.

transformer le *Volksstaat* en un « honnête » N*euer Social-demokrat* [1], ce n'est pas Hepner, mais bien plutôt la lettre du comité directeur signée par Yorck. Celui-ci a manifesté clairement son intention, et comme le comité se targue de nommer et de démettre les rédacteurs, le danger était certainement assez grand. L'expulsion imminente de Hepner ne pouvait que faciliter encore cette opération. Dans ces conditions, il nous fallait absolument savoir où nous en étions, d'où cette correspondance [2].

Vous ne devez pas oublier que Hepner et, à un degré beaucoup moindre, Seiffert, Blos, etc., n'ont pas du tout la même position face à Yorck que vous et Liebknecht, les fondateurs du parti, sans parler du fait que si vous ignorez purement et simplement leurs appréhensions, vous ne faites que leur rendre les choses plus difficiles. La direction du parti a de toute façon un certain droit formel de contrôle sur l'organe du parti. Or, l'exercice de ce droit dépend toujours de vous, mais l'on a tenté indubitablement cette fois-ci de l'orienter dans un sens nuisible au parti. Il nous est donc apparu qu'il était de notre devoir de faire tout notre possible afin de contrecarrer cette évolution [3].

Hepner peut avoir fait, dans les détails, quelques fautes tactiques, dont la plupart faites *après* réception de la lettre du comité, mais en substance nous devons résolument lui donner raison. Je ne peux pas davantage lui reprocher des faiblesses, car si le comité lui fait clairement entendre qu'il doit quitter la rédaction et ajoute qu'il devra travailler sous les ordres de Blos, je ne vois pas quelle résistance il puisse encore opposer. Il ne peut se barricader dans la rédaction pour tenir tête au comité. Après une lettre aussi catégorique des « autorités » qui sont au-dessus de lui, je trouve même que sont excusables les remarques de Hepner dans le *Volksstaat,* remarques que vous m'avez citées et qui m'avaient fait, déjà avant cela, une impression désagréable [4].

---

[1] Cette lettre porte sur la série d'événements qui conduisirent à l'unification proprement dite du parti social-démocrate allemand. La fusion entre les Eisenachiens, proches de Marx-Engels, et les Lassalléens détermina dans une très forte mesure tout le cours ultérieur de la social-démocratie allemande et, partant, tout le mouvement ouvrier de l'époque. Ce n'est qu'après la guerre de 1914-1918 que nous aurons de véritables partis communistes.

La distinction établie par Marx entre parti formel et parti historique (celui-ci étant représenté par Marx-Engels) subsistera donc encore largement, et alimentera les (Efférentes polémiques entre la direction officielle de la social-démocratie allemande et Marx-Engels.

[2] À cette occasion, Engels avait également envoyé une lettre -à Liebknecht. Mais celle-ci, comme tant d'autres, a été égarée.

[3] Depuis 1871, le comité exécutif du parti d'Eisenach se trouvait à Hambourg. Geib et Yorck y disposaient d'une influence croissante, et Yorck fit de tels compromis avec les Lassalléens que Hepner s'insurgea. Il écrivit à Engels, le 11 avril 1873: « Yorck est d'un lassalléanisme si borné qu'il hait tout ce qui ne ressemble pas au Neuer Sozial-demokrat... Liebknecht, par « sa tolérance bienveillante » - qui le plus souvent est déplacée -, n'est pas le moins responsable du fait que Yorck émerge à ce point. Or, lorsque j'en parle à Liebknecht, il prétend que je vois des fantômes, que la chose n'est pas si grave. Mais en réalité, c'est comme je le dis. »

La menace lassalléenne dans le parti devait s'aggraver du fait que les meilleurs éléments eisenachéens étaient pourchassés par la police. En raison de son « activité en faveur de l'Internationale » et de sa participation au Congrès de La Haye, Hepner fut emprisonné, puis persécuté par la police, et dut s'installer à Breslau, à l'autre bout de l'Allemagne; Liebknecht fut emprisonné du 15 juin 1872 au 15 avril 1874, et Bebel du 8 juillet 1872 au 14 mai 1874.

[4] Bebel lui-même s'efforçait alors de convaincre Marx-Engels que toute l'affaire avait été gonflée par des informations erronées de Hepner : « Il saute aux yeux que Hepner a fortement noirci le tableau de la situation de nos affaires de parti, et notamment l'influence et les intentions de Yorck. Cela ne m'étonne pas de la part de Hepner, qui est, certes, un camarade parfaitement fidèle et brave, mais facilement obstiné... Il vous est impossible à distance de juger vraiment de nos conditions, et Hepner manque absolument de sens pratique... L'influence de Yorck est insignifiante, à n'est rien moins que dangereux, de même que le lassalléanisme n'est pas du tout répandu dans le parti. S'il faut prendre des égards, c'est uniquement à cause des nombreux ouvriers honnêtes, mais fourvoyés, qui,

De toute façon, il est certain que, depuis l'arrestation de Hepner et son éloignement de Leipzig, le *Volkstaat* est devenu bien plus mauvais : le comité, au lieu de se quereller avec Hepner, aurait mieux fait de lui apporter tout le soutien possible.

Le comité est allé jusqu'à demander que le *Volksstaat:* soit rédigé autrement, que les articles les plus théoriques (scientifiques) soient écartés, afin d'être remplacés par des éditoriaux à la *Neuer Sozial-demokrat : il envisagea un éventuel recours à des mesures directes de contrainte.* Je ne connais absolument pas Blos, mais si le comité l'a nommé à ce moment-là, on peut bien supposer qu'il a choisi un homme cher à son cœur.

Maintenant, en ce qui concerne la position du parti face au lassalléanisme, vous pouvez certainement juger mieux que nous de la tactique à suivre, notamment dans les cas d'espèce. Mais il faut tout de même tenir compte d'une chose que mérite réflexion. Quand on se trouve comme vous, d'une certaine manière, en posture de concurrent face à *l'Association générale des ouvriers allemands,* on est trop facilement porté à tenir compte de ce concurrent, et l'on s'habitue à penser avant tout à lui. En fait, *l'Association générale des ouvriers allemands* aussi bien que le *Parti ouvrier social-démocrate,* et même tous deux pris, ensemble, ne forment encore qu'une infime minorité de la classe ouvrière allemande. Or, d'après notre conception, confirmée par une longue pratique, la juste tactique dans la propagande n'est pas d'arracher ou de détourner çà et là à l'adversaire quelques individus, voire quelques-uns des membres de l'organisation adverse, mais d'agir sur la grande masse de ceux qui n'ont pas encore pris parti. Une seule force nouvelle que l'on tire à soi de son état brut vaut, dix fois plus que dix transfuges lassalléens qui apportent, toujours avec eux le germe de leur fausse orientation dans le parti.

Et encore, si l'on pensait attirer à soi les masses sans que viennent aussi les *chefs locaux,* le mal ne serait pas si grave! Mais il faut toujours reprendre à son compte toute la masse de ces dirigeants qui sont liés, par toutes leurs déclarations et manifestations officielles du passé, sinon par leurs conceptions actuelles, et qui doivent prouver avant tout qu'ils n'ont pas abjuré leurs principes, mais qu'au contraire le Parti ouvrier social-démocrate prêche le *véritable* lassalléanisme.

Tel a été le malheur à Eisenach. Peut-être n'était-ce pas facile d'éviter alors; mais il est incontestable que ces éléments ont nui au parti. Je ne sais pas si nous ne serions pas au moins aussi forts aujourd'hui si ces éléments n'avaient pas adhéré à notre organisation ? Mais, en tout cas, je tiendrais pour un malheur que ces éléments trouvent un renfort.

Il ne faut pas se laisser induire en erreur par les appels à l' « Unité ». Les plus grands facteurs de discorde, ce sont *justement* ceux qui ont le plus ce mot à la bouche. C'est ce que démontrent les Jurassiens bakouninistes de Suisse, fauteurs de toutes les scissions, qui crient maintenant le plus fort pour avoir l'unité.

---

si l'on agit avec adresse, seront sûrement de notre côté... J'espère qu'après ces différends vous n'hésiterez pas à poursuivre votre collaboration au Volksstaat. Rien ne serait pire que de vous retirer. »

Cette lettre permet de situer l'action de Marx-Engels face à la social-démocratie allemande. Même leurs partisans les plus fidèles - Bebel, Liebknecht, etc. -, sur lesquels ils devaient agir pour exercer une influence sur le parti, étaient loin d'avoir une conception aussi rigoureuse qu'eux, et c'est le moins qu'on puisse dire. Cependant; il était difficile de leur faire la leçon, les conseils arrivant toujours après les gaffes et les susceptibilités devant être ménagées.

Ces fanatiques de l'unité sont ou bien des petites têtes qui veulent que l'on mélange tout en une sauce indéterminée dans laquelle on retrouve les divergences sous forme d'antagonismes encore plus aigus dès qu'on cesse de la remuer, ne serait-ce que parce qu'on les trouve ensemble dans une seule marmite (*en Allemagne, vous en avez un bel exemple chez les gens qui prêchent la fraternisation entre ouvriers et petits bourgeois*), ou bien des gens qui n'ont aucune conscience, politique claire (*par exemple, Mühlberger*), ou bien des éléments qui veulent sciemment brouiller et fausser les positions. C'est pourquoi, ce sont les plus grands sectaires, les plus grands chamailleurs et filous, qui crient le plus fort à l'unité dans certaines situations. Tout au long de notre vie, c'est toujours avec ceux qui criaient le plus à l'unité que nous avons eu les plus grands ennuis et reçu les plus mauvais coups.

Toute direction d'un parti veut, bien sûr, avoir des résultats - et c'est normal. Mais il y a des circonstances où il faut avoir le courage de sacrifier le succès *momentané* à des choses plus importantes. Cela est surtout vrai pour un parti comme le nôtre, dont le triomphe final doit être complet et qui, depuis que nous vivons, et, sous nos yeux encore, se développe si colossalement que l'on n'a pas besoin, à tout prix, et toujours, de succès momentanés. Prenez, par exemple, l'Internationale après la Commune, elle connut un immense succès, Les bourgeois, comme frappés par la foudre, la croyaient toute-puissante. La grande masse de ses membres crut que cela durerait toujours. Nous savions fort bien que le ballon *devait* crever. Toute la racaille s'accrochait à nous. Les sectaires qui s'y trouvaient devenaient insolents, abusaient de l'Internationale dans l'espoir qu'on leur passerait les pires bêtises et bassesses. Mais nous ne l'avons pas supporté. Sachant fort bien que le ballon crèverait tout de même, il ne s'agissait pas pour nous de différer la catastrophe, mais de nous préoccuper de ce que l'Internationale demeure pure et attachée à ses principes sans les falsifier, et ce jusqu'à son terme.

Le ballon creva au congrès de la Haye, et vous savez que la majorité des membres du congrès rentra chez elle, en pleurnichant de déception. Et pourtant, presque tous ceux qui étaient si déçus, parce qu'ils croyaient trouver dans l'Internationale l'idéal de la fraternité universelle et de la réconciliation, n'avaient-ils pas connu chez eux des chamailleries bien pires que celles qui éclatèrent à la Haye! Les sectaires brouillons se mirent alors à prêcher la réconciliation et nous dénigrèrent en nous présentant comme des intraitables et des dictateurs. Or, si nous nous étions présentés à la Haye en conciliateurs, et si nous avions étouffé les velléités de scission, quel en eût été le résultat ? Les sectaires - notamment les bakouninistes - auraient disposé d'un an de plus pour commettre, au nom de l'Internationale, des bêtises et des infamies plus grandes encore; les ouvriers des pays les plus avancés se seraient détournés avec dégoût. Le ballon au lieu d'éclater se serait dégonflé doucement sous l'effet de quelques coups d'épingles, et au congrès suivant la crise se serait tout de même produite, mais au niveau le plus bas des querelles personnelles, puisqu'on avait *déjà quitté* le terrain des *principes* à *la Haye.* C'est alors que l'Internationale avait effectivement péri, péri à cause de l'unité! Au lieu de cela, à notre honneur, nous nous sommes débarrassés des éléments pourris. Les membres de la Commune qui ont assisté à la dernière réunion décisive ont dit qu'aucune réunion de la Commune ne leur avait laissé un effet aussi terrible que cette séance du tribunal jugeant les traîtres au prolétariat européen. Nous les avions laissés pendant dix mois se dépenser en mensonges, calomnies et intrigues - et qu'en est-il résulté ? Ces prétendus représentants de la grande majorité de l'Internationale déclarent eux-mêmes à présent qu'ils n'osent plus venir au

prochain congrès. Pour ce qui est des détails, ci-joint mon article destiné au *Volksstaat* [1]. Si c'était à refaire, nous agirions en somme de la même façon, étant entendu qu'on peut toujours commettre des erreurs tactiques.

En tout cas, je crois que les éléments sains parmi les Lassalléens viendront d'eux-mêmes à vous au fur et à mesure, et qu'il ne serait donc Pas sage de cueillir les fruits avant qu'ils soient mûrs, comme le voudraient les partisans de l'unité.

Au reste, le vieil Hegel disait déjà : un parti éprouve qu'il vaincra en se divisant-et supportant la scission. Le mouvement du prolétariat passe nécessairement par divers stades de développement. À chaque stade, une partie des gens reste accrochée et ne réussit pas à passer le cap. Ne serait-ce que pour cette raison, on voit que la prétendue solidarité du prolétariat se réalise en pratique parles groupements les plus divers de parti qui se combattent à mort, comme les sectes chrétiennes dans l'Empire romain, et ce en subissant toutes les pires persécutions...

De même, nous ne devons pas oublier que si, par exemple, le *Neuer Sozial-demokrat* a plus d'abonnés que le *Volksstaat,* toute *secte est forcément* fanatique et obtient, en raison même de ce fanatisme, des résultats momentanés bien plus considérables, surtout dans des régions où le mouvement ne fait que, commencer (par exemple, l'Asso*ciation générale des ouvriers allemands* au Schleswig-Holstein). Ces résultats dépassent ceux du parti qui, sans particularités sectaires, représente simplement le mouvement réel. En revanche, le fanatisme ne dure guère.

Je dois finir, car le courrier va partir. En hâte simplement ceci : Marx ne peut s'occuper de Lassalle [2] tant que la traduction française du Capital n'est pas achevée (vers fin juillet), sans compter qu'il a besoin de repos, car-il est très surmené.

Fort bien que vous ayez stoïquement tenu le coup en prison et même étudié. Nous nous réjouissons tous de vous revoir ici l'année prochaine.

Salutations cordiales à Liebknecht. Sincèrement à vous F. Engels.

---

[1] Engels fait allusion à son article « Nouvelles de l'Internationale » publié le 2 août 1873 dans le Volksstaat, après la lettre de Hepner (Volksstaat, 7-05-1873).

Engels tout seul, devant la défaillance de la rédaction du Volksstaat et de la direction du parti eisenachéen, poursuivit la polémique en Allemagne contre les éléments anarchistes de l'Internationale, puisque pour plaire aux Lassalléens, les Eisenachéens avaient interrompu cette lutte.

[2] Liebknecht avait écrit le 16 mai 1873 à Marx : « Lassalle t'a pillé, mal compris et falsifié -c'est à toi de le lui démontrer : nul autre ne peut le faire aussi bien que toi, et personne ne saurait en prendre ombrage parmi les éléments honnêtes du lassalléanisme (que nous devons ménager). C'est pourquoi, je t'en prie, écris vite les articles en question pour le Volksstaat, et ne te laisse pas arrêter par d'autres considérations, par exemple, le fait que Yorck en soit le rédacteur. »

De même, Bebel écrivit à Marx, le 19 mai 1873 : « Je partage entièrement le souhait de Liebknecht, à savoir que vous soumettiez les écrits de Lassalle à une analyse critique. Celle-ci est absolument nécessaire. » Le même jour, Bebel écrivait à Engels : « Le culte de Lassalle recevrait un coup mortel, si l'ami Marx réalisait le souhait de Liebknecht - que je partage entièrement - et mettait en évidence les erreurs et les lacunes des théories de Lassalle dans une série d'articles présentés objectivement. »

Engels à August Bebel, 18-28 mars 1875.

Vous nous demandez notre avis sur toute cette histoire de fusion [1]. Nous en sommes, hélas, exactement au même point que vous : ni Liebknecht ni qui que ce soit d'autre ne nous en avait soufflé le moindre mot, et nous n'en savons donc pas plus que ce qui se trouve dans les journaux. Or, jusqu'à la semaine dernière - lorsque fut publié le projet de programme -, il ne s'y trouvait rien [2]. En tout cas, ce projet ne nous a pas, peu surpris.

Notre parti avait si souvent tendu la main aux Lassalléens pour une réconciliation, ou du moins leur avait offert de coopérer, il s'était heurté si souvent à un refus dédaigneux des Hasenclever, Hasselmann et Tölcke, que n'importe quel enfant eût dû tirer la conclusion suivante : si ces messieurs font eux-mêmes le pas aujourd'hui et nous offrent la réconciliation, c'est qu'ils doivent être dans un sacré pétrin. Or, comme nous connaissons ces gens-là, il est de notre devoir d'exploiter le fait qu'ils se trouvent dans une mauvaise passe pour que ce ne soit pas aux dépens de notre parti qu'ils se tirent d'affaire et renforcent de nouveau leurs positions ébranlées aux yeux des masses ouvrières. Il fallait les accueillir avec le maximum de fraîcheur, leur témoigner la plus grande méfiance et faire dépendre la fusion de leur plus ou moins grande disposition à abandonner leurs positions sectaires et leurs idées sur l'aide de l'État et de leur acceptation, pour l'essentiel, du programme d'Eisenach [3] de 1869 ou de son édition améliorée eu égard à la situation actuelle.

Notre parti *n'a absolument rien à apprendre* des Lassalléens au point de vue théorique, c'est-à-dire pour ce qui est décisif dans le programme; en revanche, il en va autrement pour les Lassalléens. La première condition de l'unification est qu'ils cessent d'être des sectaires, des Lassalléens, et qu'ils abandonnent donc la panacée de l' « aide de l'État », ou du moins n'y voient plus qu'une mesure transitoire et secondaire, parmi tant d'autres. Le projet de programme démontre que les nôtres dominent de très haut les dirigeants lassalléens dans le domaine théorique, mais qu'ils sont loin d'être aussi malins qu'eux sur le plan politique. Ceux qui sont « honnêtes » ce sont une fois de plus fait cruellement duper par les « malhonnêtes [4] ».

On commence par accepter la phrase lassalléenne ronflante, mais historiquement fausse, selon laquelle : face à la classe ouvrière, toutes les autres classes forment une seule masse réactionnaire. Cette formule n'est vraie que dans quelques cas exceptionnels : dans une révolution du prolétariat - la Commune, par exemple - ou dans un pays où non seulement la bourgeoisie a imprimé son

---

1 Bebel avait écrit à Engels : « Que pensez-vous - vous et Marx - du problème de la fusion ? Je n'ai pas de jugement complet et valable, car on ne me tient absolument pas au courant et je ne sais que ce qu'en disent les journaux. J'attends avec un vif intérêt de voir et d'entendre comment les choses se présenteront lorsque je sortirai de prison le 1er avril. »

2 Le Volksstaat et le Neuer Sozial-Demokrat publièrent simultanément, le 7 mars 1875, un appel à tous les sociauxdémocrates d'Allemagne, ainsi qu'un projet de programme et des statuts communs élabores, lors d'une pré-conférence tenue les 14 et 15 février 1875, entre Eisenachéens et Lassalléens.

3 Le congrès général des ouvriers sociaux-démocrates allemands adopta son programme à Eisenach les 7-9 août 1869, lors de la fondation du Parti ouvrier social-démocrate. Bebel, avec l'aide de W. Liebknecht, de W. Bracke, d'A. Geib, avait élaboré le projet de programme, en se fondant sur le préambule des statuts de l'A.I.T. écrit Marx. Il y subsistait de larges vestiges du lassalléanisme et de la démocratie vulgaire. Le projet de Bebel fut approuvé par le congrès à quelques modifications mineures près. Cf. note n° 52.

4 Engels ironise ici sur un mot lancé par des Lassalléens lors d'une polémique surgie à la suite d'un manifeste de Liebknecht et Bebel en juin 1869 : « Nous verrons qui vaincra de la corruptionou de l'honnêteté. »

image à l'État et à la société, mais où, à son tour, la petite bourgeoisie démocratique a parachevé sa transformation jusque dans ses dernières conséquences [1].

Si, en Allemagne, par exemple, la petite bourgeoisie démocratique faisait partie de cette masse réactionnaire, comment le Parti ouvrier social-démocrate eût-il pu, des années durant, marcher la main dans la main avec le Parti populaire [2] ? Comment se fait-il que le *Volksstaat* puise presque toute sa rubrique politique de *la Gazette de Franc*fort dans l'organe de la petite bourgeoisie démocratique ? Et comment se fait-il que pas moins de sept revendications de ce même programme correspondent presque mot pour mot au programme du Parti populaire et de la démocratie petite-bourgeoise ? J'entends les sept revendications politiques des articles 1 à 5 et de 1 et 2 [3], dont il n'en est pas une qui ne soit pas démocrate *bourgeoise.*

---

[1] Cette, tactique frontale s'oppose à celle d'alliance à employer dans les pays où la bourgeoisie est encore progressive, c'est-à-dire l'Europe occidentale avant l'ère de la systématisation nationale bourgeoise en 1871 ou, plus tard, en Asie et dans les autres pays où la bourgeoisie n'est pas encore effectivement au pouvoir.

Une conséquence facile à déduire de cette distinction, c'est, par exemple, qu'en Europe, depuis 1871, le parti ne soutient plus aucune guerre d'État. En Europe, depuis 1919, le parti n'aurait plus dû participer aux élections en s'appuyant sur les électeurs ou partis petits-bourgeois. En revanche, en Asie et dans les autres continents de couleur, aujourd'hui encore le parti appuie, dans la lutte, les mouvements révolutionnaires démocratiques et nationaux, et l'alliance du prolétariat avec d'autres classes, y compris la bourgeoisie elle-même. La tactique n'est donc nullement dogmatique et rigide, mais se base sur les tâches à accomplir dans les grandes aires historiques et géographiques qui s'étendent sur des moitiés de continent et des moitiés de siècle, sans qu'aucune direction de parti n'ait le droit de les proclamer changées d'une année à l'autre, du moins tant qu'elles ne sont pas réalisées. Cf. Dialogue avec les morts, pp. 114-115.

[2] Le Parti populaire allemand surgit au cours des années 1863-1866, en opposition à la politique d'hégémonie prussienne et au libéralisme bourgeois à la prussienne. Il s'implanta notamment en Allemagne du Centre et du Sud-Ouest; il se proposait un État de type fédératif et démocratique s'étendant à toute l'Allemagne. Certains éléments étaient ouverts à l'idée d'une révolution populaire pour, réaliser leurs buts. Ces éléments fondèrent le Parti populaire saxon, composé essentiellement de travailleurs : sous l'influence de Liebknecht et de Bebel, il évolua vers le socialisme et finit par adhérer en grande partie, en août 1869, au Parti ouvrier social-démocrate d'Eisenach.

Des liaisons continuèrent de subsister après 1869, notamment avec le groupe de Leopold Sonnemann, le directeur de la Frankfurter Zeitung.

Engels explique l'évolution social-démocrate du parti par des conditions d'immaturité économique et sociale, notamment en Saxe, dans sa lettre du 30 novembre 1881 à Bernstein, où il annonce un type de parti nouveau, lié au développement des conditions économiques et sociales du capitalisme pur. Cf. la lettre d'Engels à Gerson Trier sur les différences de tactique entre partis des pays développés et non développés, in : Parti de classe, vol. IV, p. 16-20.

[3] Engels fait allusion aux points suivants du projet de programme :
1. Suffrage universel, égal, direct, secret et obligatoire pour tous les citoyens âgés d'au moins 21 ans et pour toutes les élections générales et communales;
2. Législation directe par le peuple, avec le droit de rejet et de proposition des lois;
3. Obligation militaire pour tous. Substitution de la milice populaire à l'armée permanente. Décision par la représentation du peuple dans toutes les questions de guerre et de paix.
4. Abolition de toutes les lois d'exception, notamment dans le domaine de la presse, de l'association et de la réunion.
5. Juridiction populaire. Assistance juridique gratuite.

Le Parti ouvrier social-démocrate réclame « comme base spirituelle et morale » de l'État :
1. Éducation universelle et égale du peuple par l'État. Obligation scolaire générale. Enseignement gratuit.
2. Liberté de conscience et liberté de la science. »

Il convient de bien délimiter, à l'instar d'Engels, les revendications prolétariennes, les seules valables dans les pays de plein capitalisme, des revendications démocratiques-bourgeoises qui sont inhérentes à l'époque sociale-démocrate.

Deuxièmement, le principe de l'internationalisme du mouvement ouvrier est pratiquement repoussé dans son entier pour le présent, et ce, par des gens qui, cinq ans durant et dans les conditions les plus difficiles, ont proclamé ce principe de la manière la plus glorieuse [1]. Si des ouvriers allemands sont à la tête du mouvement européen, ils le doivent *essentiellement* à leur attitude authentiquement internationaliste au cours de la guerre. Aucun autre prolétariat n'aurait pu aussi bien se comporter. Or, aujourd'hui que partout à l'étranger les ouvriers revendiquent ce principe avec la même énergie que celle qu'emploient les divers gouvernements à réprimer toute tentative de s'organiser, c'est à ce moment qu'ils devraient le renier en Allemagne! Que reste-t-il dans tout ce projet de l'internationalisme du mouvement ouvrier ? Pas même une pâle perspective de coopération future des ouvriers d'Europe en vue-de leur libération; tout au plus une future « fraternité internationale des peuples » - les « États-Unis d'Europe » des bourgeois de la *Ligue de la paix.*

Naturellement, il n'était pas indispensable de parler de l'Internationale proprement dite. Mais à tout le moins ne devait-on pas aller en deçà du programme de 1869, et fallait-il dire *: bien que* le parti ouvrier allemand soit contraint *pour l'heure* d'agir dans les limites des frontières que lui trace l'État - il n'a pas le droit de parler au nom du prolétariat européen et encore moins d'avancer des thèses fausses -, il est conscient de sa solidarité avec les ouvriers, de tous les pays et sera toujours prêt à remplir, comme par le passé, les devoirs que lui impose cette solidarité. Ces obligations existent même si l'on ne se proclame ni ne se considère expressément comme faisant partie de l'Internationale, par exemple, apporter sa contribution lors des grèves, empêcher le recrutement d'ouvriers destinés à prendre la place de leurs frères en grève, veiller à ce que les organes du parti tiennent les ouvriers allemands au courant du mouvement à l'étranger, faire de l'agitation contre la menace ou le déchaînement effectif de guerres ourdies par les cabinets, et se comporter comme on l'a fait de manière exemplaire en 1870 et 1871, etc.

Troisièmement, les nôtres se sont laissé octroyer la « loi d'airain » de Lassalle qui se fonde sur une conception économique parfaitement dépassée, à savoir que l'ouvrier moyen ne touche que le *minimum* de salaire pour son travail, et ce du fait que, d'après la théorie de la population de Malthus, les ouvriers sont toujours en surnombre (c'était effectivement le raisonnement de Lassalle). Or, dans le Capital, Marx a amplement démontré que les lois qui régissent les salaires sont très complexes et que, selon les circonstances, c'est tantôt tel facteur et tantôt tel autre qui prédomine; bref, que cette loi n'est pas d'airain, mais au contraire fort élastique, et qu'il est impossible par conséquent de régler l'affaire en quelques mots, comme Lassalle se le figurait. Dans son chapitre sur l'accumulation du capital [2], Marx a réfuté dans, le détail le fondement malthusien de la loi que Lassalle a empruntée à Malthus et Ricardo (en falsifiant ce dernier), et qu'il expose, par,: exemple, dans *son Arbeiterlesebuch, page* 5, où il se réfère lui-même à un autre de ses ouvrages [3]. En adoptant la « loi d'airain » lassalléenne, on a reconnu à la fois une thèse fausse et son fondement erroné.

---

1 Cf. Le Capital, 1, Éditions Sociales, tome III, p. 58 et suivantes.

2 Cf. Le Capital, 1, Éditions Sociales, tome III, p. 58 et suivantes.

3 À la page 5 de son Arbeiterlesebuch, Lassalle cite « la loi d'airain qui, en économie régit le salaire », d'après sa brochure Lettre ouverte au comité central pour la convocation du Congrès de Leipzig, 1863.

Quatrièmement, le programme présente, sous sa forme la plus crue, une *seule revendication sociale,* empruntée à Buchez par Lassalle : l'aide de l'État. Et ce, après que Bracke en ait prouvé si clairement toute l'inanité [1] et après que tous les orateurs de notre parti, ou presque, aient été obligés de prendre position contre elle dans leur lutte contre les Lassalléens! Notre parti ne pouvait s'infliger à lui-même pire humiliation! L'internationalisme *dégradé au* niveau de celui d'un Amand Goegg, et le socialisme à celui d'un républicain bourgeois Buchez qui opposait cette revendication *aux socialistes* pour les confondre!

Dans le meilleur des cas, l' « aide de l'État », au sens de Lassalle, n'était *qu'une mesure* parmi de nombreuses autres pour atteindre le but, défini ici par la formule délavée que voici : « pour préparer la voie à la solution de la question sociale », comme s'il y avait encore pour nous, au plan théorique, une *question* sociale *qui n'ait pas été résolue!*

En conséquence, si l'on dit : le parti ouvrier allemand tend -à l'abolition du salariat et, par-là, des différences de classe, en organisant la production coopérative à l'échelle nationale dans l'industrie et l'agriculture, et il appuie toute mesure qui puisse contribuer à atteindre ce but - aucun Lassalléen n'aurait à y redire quelque chose.

Cinquièmement, il n'est question nulle part de l'organisation de la classe ouvrière en tant que classe par le moyen des syndicats professionnels. Or, c'est là un point tout à fait essentiel, puisqu'il s'agit au fond *d'une organisation du prolétariat en classe* au moyen de laquelle il mène sa lutte quotidienne contre le capital et fait son apprentissage pour la lutte suprême, d'une organisation qui, de nos jours, Même en plein déferlement de la réaction (comme c'est aujourd'hui le cas à Paris après la Commune), ne peut plus être détruite. Étant donné l'importance prise par cette organisation en Allemagne aussi, nous estimons qu'il est absolument indispensable de lui consacrer une place dans le programme et, si possible, de lui donner son rang dans l'organisation du parti.

Voilà tout ce que les nôtres ont concédé aux Lassalléens pour leur être agréables. Et ceux-ci, qu'ont-ils donné en échange ? L'inscription dans le programme d'une masse confuse de *revendications purement démocratiques,* dont certaines sont uniquement dictées par la mode, comme la législation directe qui existe en Suisse et y fait plus de mal que de bien, si tant est qu'elle y fasse quelque chose : *administration* par le peuple, cela aurait quelque sens. De même, il manque la condition première de toute liberté, à savoir que, vis-à-vis de chaque citoyen, tout fonctionnaire soit responsable de tous ses actes devant les tribunaux ordinaires et selon le droit commun. Je ne veux pas perdre un mot sur des revendications telles que liberté de la science, liberté de conscience, qui figurent dans tout programme bourgeois libéral et ont quelque chose de choquant chez nous.

Le libre État populaire est mué en État libre. Du point de vue grammatical, un État libre est celui qui est libre vis-à-vis de ses citoyens, soit un État gouverné despotiquement. 1) conviendrait de laisser tomber tout ce bavardage sur l'État, surtout depuis la Commune qui n'était déjà plus un

[1] Dans son ouvrage Der Lassalle' sche Vorschlag - Ein Wort an den 4. Congress der sozial-demokratischen Arbeiterpartei (1873), Wilhelm Bracke avait exigé que l'on remplaçât ce point du programme (aide de l'État aux coopératives de production avec garanties démocratiques) par « des points ouvertement socialistes correspondant au mouvement de classe », à savoir « la nécessité d'une vaste organisation syndicale », l' « élimination de la propriété privée de ce que l'on appelle aujourd'hui capital » et la « communauté internationale du prolétariat ».

État au sens propre du terme [1]. Les anarchistes nous ont, suffisamment jeté à la tête l'État populaire, bien que déjà l'ouvrage de Marx contre Proudhon [2], puis le *Manifeste communiste* aient exprimé sans -ambages que l'État se défera au fur et à mesure de l'avènement de l'ordre socialiste pour disparaître enfin. Comme l'État n'est en fin-de compte qu'une institution provisoire, dont on se sert dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est absurde de parler d'un fibre État populaire : tant que le prolétariat *utilise* encore l'État, il ne le fait pas dans l'intérêt de la liberté, mais de la coercition de ses ennemis, et dès qu'il pourra être question de liberté, l'État, comme tel, aura cessé d'exister. Nous proposerions, en conséquence, de remplacer partout le mot « État » par *Gemeinwesen,* un bon vieux mot allemand, que le mot français « commune » traduit à merveille.

« Élimination de toute inégalité sociale et politique » est une formule douteuse pour « abolition de toutes les différences de classe ». D'un pays à l'autre, d'une province à l'autre, il y aura toujours une certaine inégalité dans les conditions d'existence : on pourra certes les réduire à un minimum, mais non les faire disparaître complètement. Les habitants des Alpes auront toujours d'autres conditions de vie que les gens des plaines. Se représenter la société socialiste comme le règne de l'égalité est une conception unilatérale de Français, conception s'appuyant sur la vieille devise Liberté, Égalité, Fraternité, et se justifiant, en ses temps et lieu, comme *phase de développement;* mais, de nos jours, elle devrait être dépassée comme toutes les visions unilatérales des vieilles écoles socialistes, car elle ne fait qu'embrouiller les esprits et doit donc être remplacée par des formules plus précises et mieux adaptées aux choses.

Je m'arrête, bien que chaque mot ou presque soit à critiquer dans ce programme sans sève ni vigueur. C'est si vrai qu'au cas où il serait adopté, Marx et moi nous ne pourrions *jamais* reconnaître comme nôtre ce nouveau parti, s'il s'érige sur une telle base; nous serions obligés de réfléchir très sérieusement M'attitude que nous prendrions - publiquement aussi - vis-à-vis de lui. Songez qu'à l'étranger on nous tient pour responsables de toutes les déclarations et actions du Parti ouvrier social-démocrate allemand. Bakounine, par exemple, nous impute dans son *État et Anarchie* chaque parole inconsidérée que Liebknecht a pu dire et écrire depuis la création *du Demokratisches Wochenblatt.* On s'imagine que nous commandons à tout le mouvement à partir de Londres, alors que vous savez, aussi bien que moi, que nous ne sommes pratiquement jamais intervenus dans les affaires intérieures du parti, et lorsque nous l'avons fait, ce n'était jamais que pour éviter que l'on fasse des bévues, *toujours d'ordre théorique,* ou pour qu'on les redresse si possible. Vous comprenez bien que ce programme marque un tournant, qui pourrait très facilement nous obliger à décliner toute responsabilité vis-à-vis du parti qui l'a fait sien.

En général, le programme officiel d'un parti importe moins que sa pratique. Cependant, un nouveau programme est toujours comme un drapeau que l'on affiche en public, et d'après lequel on juge ce parti. Il ne devrait donc en aucun cas être en retrait par rapport au précédent, celui d'Eisenach en l'occurrence. Et puis il faut réfléchir aussi à l'impression que ce programme fera sur les ouvriers des autres pays, et à ce, qu'ils penseront en voyant tout le prolétariat socialiste d'Allemagne ployer ainsi les genoux devant le lassalléanisme.

---

[1] Pour la raison essentielle que cet État-est capable de dépérir, contrairement à tous les États des classes exploiteuses qu'il faut abattre par la force. Cf. à ce propos le commentaire de Lénine sur la question de l'État en traduction française dans Marx-Engels, Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt, Éditions Sociales, 1950, pp. 109-120.

[2] Allusion à la Misère de la philosophie, publiée en 1847 (Paris -Bruxelles).

Je suis d'ailleurs persuadé qu'une fusion sur cette base ne tiendrait pas un an. Peut-on concevoir que les hommes les plus conscients de notre parti se prêtent à la comédie qui consiste à réciter des litanies de Lassalle sur la loi d'airain du salaire et l'aide de l'État ? Vous, par exemple, je voudrais vous y voir! Et si vous le faisiez tous, votre auditoire vous sifflerait. Or, je suis sûr que les Lassalléens tiennent autant à ces parties-là du programme que le juif Shylock à sa livre de chair. Il se produira, une scission, mais dans l'intervalle nous aurons de nouveau « lavé de leurs fautes » les Hasselmann, Hasenclever, Tölcke et consorts; nous sortirons de la scission plus faibles et les Lassalléens plus forts. En outre, notre parti aura perdu sa virginité politique, et ne pourra plus s'opposer franchement aux phrases de Lassalle, puisque nous les aurons inscrites pendant un certain temps sur notre propre étendard. Enfin, si les Lassalléens prétendent alors qu'ils sont le seul parti ouvrier et que les nôtres sont des bourgeois, le programme sera là pour le démontrer : toutes les mesures socialistes y sont les; leurs, et tout ce que notre parti y a ajouté, ce sont des revendications de la démocratie petite bourgeoise que ce même programme qualifie par ailleurs de fraction de la « masse réactionnaire » !

J'ai tardé à vous faire parvenir cette lettre, puisque vous ne deviez être libéré que le 1er avril [1], en l'honneur de l'anniversaire de Bismarck, et je ne voulais pas risquer de la voir saisie en cherchant à vous la faire parvenir en contrebande. Or, voici justement que je reçois une lettre de Bracke [2] qui, lui aussi, a les plus vives appréhensions à propos de ce programme et nous demande ce que nous en pensons. Je lui envoie donc cette lettre afin qu'il en prenne connaissance et vous la transmette ensuite, afin que je n'aie pas à écrire deux fois toutes ces salades. En outre, j'ai mis les choses au clair pour Ramm [3] aussi et me suis contenté d'écrire brièvement à Liebknecht [4]. Je ne peux lui

---

1 En mars 1872, A. Bebel et W. Liebknecht avaient été condamnés à deux ans de forteresse au cours du procès de Leipzig de haute trahison pour leur appartenance à l'Association internationale des travailleurs et leurs convictions politiques. En avril 1872, au cours d'un nouveau procès pour insulte à l'Empereur, Bebel fut condamné à neuf mois de prison supplémentaires et il fut déchu de son mandat parlementaire. Liebknecht fut donc libéré le 15 avril 1874, et Bebel le 1er avril 1875.

2 Le 25 mars 1875, Bracke avait écrit à Engels : « Le programme signé par Liebknecht et Geib pour le « congrès de fusion » m'oblige à vous écrire cette lettre. Il m'est impossible d'approuver ce programme, et Bebel est du même avis ». Bracke en voulait surtout au passage sur l'introduction de coopératives de production grâce à l'aide de l'État, et de conclure : « Comme Bebel semble décidé à livrer bataille, le moins que je me sente obligé de faire, c'est de le soutenir de toutes mes forces. Mais je souhaiterais cependant savoir auparavant ce que vous - vous et Marx - pensez de cette affaire. Votre expérience est bien plus mûre et votre vision des choses bien meilleure que la mienne. »

3 Cette lettre a été perdue. Hermann Ramm répondit, le 24 mai 1875 : « Votre lettre, tout comme celle de Marx à Bracke, a aussitôt fait la ronde, et vous verrez en Usant les tractations du congrès que, pour notre part, nous avons tenté de tenir compte de vos intentions ainsi que de celles de Marx; il nous est plus facile de le faire au congrès - dont Liebknecht écrit en ce moment que tout se passe remarquablement bien - qu'il y a deux mois... Il en va autrement en ce qui concerne notre attitude sur le plan tactique. Là, il ne fait absolument aucun doute que si nous n'avions pas fait de concessions décisives, les gens de Hasselmann eussent été dans l'impossibilité de faire accepter l'idée de fusion à leur société - au reste grâce à la sclérose des esprits qui est le fruit d'une demi-douzaine d'années de propagande de ces gaillards. »

4 Cette lettre a été perdue, le 21 avril 1875, Liebknecht répondit à Engels : « Les lacunes du programme auxquelles tu fais allusion existent indubitablement, et d'emblée nous les connaissions fort bien nous-mêmes. Mais elles étaient inévitables à la conférence; si l'on ne voulait pas que les négociations en vue de la fusion fussent rompues. Les lassalléens avaient juste auparavant tenu une réunion de leur comité directeur, et sont arrivés en étant fiées par mandat impératif sur les quelques points les plus criticables. Nous devions leur céder d'autant plus qu'il ne faisait pas le moindre doute pour aucun de nous (et même de chez eux) que la fusion signifierait la mort du lassalléanisme. » (Cet argument - décisif aux yeux de Liebknecht - est maintenant faux comme le montre d'ailleurs

pardonner de ne pas nous avoir écrit *un seul mot* de toute cette affaire jusqu'à ce qu'il ait été pratiquement trop tard. (*Alors que Ramm et d'autres croyaient qu'il nous avait scrupuleusement tenus au courant*). C'est d'ailleurs, ainsi qu'il agit depuis toujours, d'où la masse de correspondance désagréable que Marx et moi nous avons eue avec lui. Cependant, cela passe les bornes cette fois, et nous sommes fermement *décidés à ne plus marcher.*

Tâcher de prendre vos dispositions afin de venir ici cet été. Vous logerez naturellement chez moi, et si le temps le permet, nous pourrons aller nous baigner quelques jours à la mer : cela vous fera le plus grand bien après votre long séjour en prison.

Marx à W. Bracke, 5 mai 1875.

Ayez la bonté, après les avoir lues, de porter à la connaissance de Geib, Auer, Bebel et Liebknecht les gloses marginales au programme de fusion ci-jointes [1]. Nota *,bene : le* manuscrit doit revenir entre vos mains, afin qu'il reste à ma disposition si nécessaire [2]. Je suis surchargé de travail et obligé de dépasser largement ce que m'autorise le médecin. Aussi n'ai-je éprouvé aucun « plaisir » à écrire ce long papier. Il le fallait cependant, afin que les positions que je pourrais être amené à prendre par la suite ne soient pas mal interprétées par les amis du parti auxquels cette communication est destinée.

Après le congrès de fusion, nous publierons, Engels et moi, une brève déclaration dans laquelle nous dirons que nous n'avons absolument rien de commun avec ce programme de principes et que nous gardons nos distances vis-à-vis de lui.

C'est d'autant plus indispensable que l'on entretient à l'étranger l'idée, soigneusement exploitée par les ennemis du parti, bien qu'elle soit parfaitement erronée, qu'à partir de Londres nous dirigeons en secret le mouvement du parti dit d'Eisenach. Ainsi, dans un ouvrage en russe tout récemment paru, Bakounine, par exemple, m'attribue la responsabilité non seulement de tous les programmes, etc., de ce parti, mais encore de chaque fait et geste de Liebknecht depuis sa collaboration avec le Parti populaire.

Engels dans la présente lettre, lorsqu'il dit que la fusion referait une virginité aux dirigeants lassalléens compromis.)

1 Les gloses marginales auxquelles Marx fait allusion forment ce que l'on appelle la critique du programme de Gotha (1875). Nous ne les reproduisons pas ici, mais le lecteur les trouvera dans l'une des éditions suivantes : MARX-ENGELS, Programmes socialistes, Critique des projets de Gotha et d'Erfurt, Programme du parti ouvrier français (1880), éd. Spartacus, pli. 15-39; Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt, Éd. sociales, pp. 17-39; Karl MARX, Œuvres. Économie 1, La Pléiade, pp. 1413-1434.

2 Marx était parfaitement conscient des manœuvres des dirigeants sociaux-démocrates -notamment de Liebknecht – pour escamoter son texte. Qui plus est, il savait parfaitement que sa critique ne serait pas utilisée pour modifier le programme en question. C'est donc pour sauver les principes - et avec eux l'avenir du mouvement - qu'il a écrit son texte. Dans sa lettre du 1er mai 1891 à Bebel, Engels dit lui-même à ce sujet: « Quelle était la situation alors ? Nous savions aussi bien que la Frankfurter Zeitung du 9 mars 1875, par exemple, que j'ai retrouvée, que l'affaire était tranchée depuis le moment où ceux qui avaient été chargés par le parti d'établir le programme avaient accepté le projet (du programme de Gotha). C'est en ayant conscience que Marx écrivit son texte pour sauver son âme, sans aucun espoir de succès : comme on le sait, il a terminé son document qui n'était plus dès lors qu'un témoignage par la formule : Dixi et salvavi animam meam (J'ai parlé et j'ai sauvé mon âme).

À part cela, c'est mon devoir de ne pas reconnaître - fût-ce par un silence diplomatique - un programme qui, j'en suis convaincu, est absolument condamnable et démoralisateur pour le parti.

Tout pas en avant du mouvement réel vaut plus qu'une douzaine de programmes. Si l'on ne pouvait pas, à cause des circonstances présentes, aller plus loin que le programme d'Eisenach, il fallait se contenter tout simplement de conclure un accord pour l'action contre l'ennemi commun [1]. En revanche, si l'on élabore un programme de principes (qu'il vaut mieux remettre à un moment où une longue activité commune en aura préparé le terrain), c'est pour poser des jalons qui signalent, aux yeux du monde entier, à quel niveau en est le mouvement du parti.

Les chefs des Lassalléens sont venus a nous sous la pression des événements. Si d'emblée on leur avait fait savoir qu'on n'accepterait aucun marchandage sur les principes, ils eussent dû se contenter d'un programme d'action ou d'un plan d'organisation pour agir en commun. Au lieu de cela, on leur permet d'arriver armés de mandats, dont on reconnaît soi-même la force obligatoire, et l'on se rend ainsi à la merci de gens qui, eux, ont besoin de nous. Pour couronner le tout, ils tiennent un nouveau congrès avant *le* congrès *de* compromis, alors que notre propre parti tient le sien post festum. On a manifestement cherché ainsi à escamoter toute critique et ne pas donner à notre parti le temps de réfléchir. On sait que le seul fait de l'unité satisfait les ouvriers, mais l'on se trompe si l'on pense que ce succès du moment n'est pas trop chèrement payé.

Au surplus, ce programme ne vaut rien, même abstraction faite de la canonisation des articles de foi lassalléens.

Engels à Bracke, 11 octobre 1875.

Nous sommes tout à fait du même avis que vous : dans sa hâte à obtenir à tout prix l'unité, Liebknecht a fourvoyé toute l'entreprise [2]. On peut vouloir quelque chose à tout prix, mais il ne faut pas pour autant le dire ou le montrer à l'autre partenaire. Par la suite il faut alors justifier une faute après une autre. Après avoir mis en oeuvre le congrès de fusion sur une base erronée et proclamé qu'il ne devait échouer à aucun prix, on était obligé à chaque fois de tâcher du lest sur tous les points essentiels. Vous avez tout à fait raison : cette fusion porte en elle le germe de la scission, et si elle se produit, je souhaite qu'elle éloigne de nous *uniquement* les fanatiques incorrigibles, mais non la masse de ceux qui sont par ailleurs capables et susceptibles de se redresser à bonne école. Cela dépendra du moment et des conditions où cela se produira inévitablement.

---

[1] Ce paragraphe a été largement exploité par Bernstein et autres révisionnistes pour démontrer qu'aux yeux de Marx un progrès immédiat était préférable à un principe, bref qu'il faut sacrifier le socialisme (lointain) à une conquête immédiate. En fait, c'est abuser des mots du texte.
Un accord contre l'ennemi commun implique :
1. que le programme et les principes ne soient pas l'objet de l'accord, et ne soient donc pas sacrifiés à cause de lui, autrement dit pas de concession des principes à l'allié; 2. que l'allié lutte vraiment contre l'ennemi commun, et ne soit pas déjà passé dans les rangs de l'ennemi (comme ce fut le cas, par exemple, de la social-démocratie au cours de la guerre impérialiste en 1914 en Allemagne, et plus encore, si l'on peut dire, après l'assassinat de Rosa Luxemburg et la répression spartakiste faite sous le règne de cette même social-démocratie).

[2] Engels analyse maintenant les premiers effets de la fusion sur l'opinion en général et au plan des réalisations.

Dans sa réaction définitive, le programme se divise en trois parties :

1. Des phrases et des slogans lassalléens qu'il ne fallait accepter à aucune condition. Lorsque deux fractions fusionnent, on reprend dans le programme les points sur lesquels on est d'accord, et non les points en litige. En acceptant cependant de le faire, les nôtres sont passés sous les fourches caudines;

2. Une série de revendications propres à la démocratie vulgaire, rédigées dans le style et l'esprit du *Parti populaire;*

3. Un certain nombre de phrases prétendument communistes, empruntées la plupart au *Manifeste,* mais réécrites de sorte que, si on les examine de près, on s'aperçoit qu'elles contiennent toutes sans exception des âneries horribles. Si l'on ne comprend rien à ces choses, il ne faut pas y toucher, et se contenter de les recopier littéralement d'après ceux qui les connaissent.

Par chance, le programme a eu un sort meilleur qu'il ne le méritait. Ouvriers, bourgeois et petits bourgeois croient y lire ce qui devrait effectivement y figurer, mais n'y figure pas, et il n'est venu à l'esprit de personne dans les divers camps d'examiner au grand jour le véritable contenu de ces phrases merveilleuses. C'est ce qui a permis que nous fassions le silence sur ce programme [1]. Au surplus, on ne peut traduire ces phrases dans une autre langue sans être *obligé* ou bien d'en faire quelque chose qui devienne franchement idiot, ou bien de leur substituer un sens communiste; or, amis comme ennemis adoptent le second procédé, et c'est ce que j'ai dû faire moi-même pour une traduction destinée à nos amis espagnols.

Nous n'avons pas lieu de nous réjouir de l'activité qu'a déployée jusqu'ici le comité directeur. Ce fut d'abord les mesures contre vos écrits et ceux de B. Becker [2] : si elles ont échoué, ce n'est certes pas à cause du comité. Ensuite, Sonnemann - que Marx a rencontré lors de son passage à Londres - a raconté qu'il avait proposé à Vahlteich d'accepter cette offre! C'est plus que de la censure, et je ne comprends pas pourquoi Vahlteich s'est soumis à une telle interdiction. En plus, c'est parfaitement maladroit. Vous vous préoccupez de ce qu'au contraire la *Frankfurter* soit fournie entièrement par les nôtres en Allemagne. Enfin, il me semble que les membres lassalléens n'ont pas agi très correctement lors de la création de l'imprimerie coopérative de Leipzig [3]. Après que les nôtres eurent, en toute confiance, reconnu le comité directeur comme comité de contrôle de l'imprimerie de Leipzig, il a fallu contraindre les Lassalléens à cette acceptation à Berlin. Cependant, je ne suis pas encore au courant des détails.

---

[1] Un programme dont le sort le plus heureux est de rester ignoré, justifie le jugement de Marx : « Tout pas en avant du mouvement réel vaut mieux qu'une douzaine de programmes. »

[2] Dans sa lettre du 7 juillet 1875, Bracke avait informé Engels que la direction de Hambourg -formée en majorité de lassalléens - avait décidé de mettre à l'index de la littérature du parti les ouvrages de critique du lassalléanisme : W. BRACKE, Der Lassalle'sche Vorschlag, 1873; Bernard BECKER, Geschichte der Arbeiter-Agitation Ferdinand Lassalle, 1874, et Enthüllungen über den tragischen Tod Ferdinand Lassalles (1868). Cette décision fut finalement annulée après une protestation énergique.

[3] L'assemblée générale de la coopérative d'imprimerie de Berlin élut, le 29 août 1875, les lassalléens W. Hasselmann, F.W. Fritzsche et H. Rackow au comité directeur, qui agit en tant que comité de contrôle.

En attendant, c'est une bonne chose que ce comité ne déploie guère d'activité et se contente, comme dit C. Hirsch qui était ici il y a quelques jours, de végéter en tant que bureau de correspondance et d'information. Toute intervention active de sa part précipiterait la crise, et on semble s'en rendre compte.

Et de quelle faiblesse avez-vous fait montre en acceptant que trois Lassalléens siègent au comité directeur, avec deux des nôtres seulement [1] ? En fin de compte il semble cependant que l'on s'en soit tout de même tiré, même si c'est avec un bel œil au beurre noir. Espérons qu'on en restera là et que notre propagande agira auprès des Lassalléens dans l'intervalle. Si l'on tient jusqu'aux prochaines élections, cela pourra aller. Mais ensuite les policiers et juges Stieber et Tessendorf entreront en scène [2], et C'est alors que l'on s'apercevra de ce que les lassalléens Hasselmann et Hasenclever nous auront apporté...

Écrivez-nous à l'occasion. W. Liebknecht et A. Bebel sont trop engagés dans cette affaire pour nous dire crûment la vérité, et aujourd'hui moins que jamais les affaires *intérieures* du parti parviennent au grand jour.

Engels à August Bebel, 12 octobre 1875. (D'après August Bebel : *Aus meinem Leben,* 2. Teil, Stuttgart 1911.)

Votre lettre confirme entièrement notre opinion que la fusion a été précipitée de notre part et porte en elle le germe d'une scission future. Si nous parvenons à éviter cet éclatement jusqu'aux prochaines élections au Reichtag, alors ce serait déjà bien...

Le programme, tel qu'il est conçu actuellement, se compose de trois parties :

1. Les principes et slogans lassalléens, dont l'acceptation restera une honte pour notre parti. Lorsque deux fractions font l'unité sur un programme commun, elles s'efforcent d'y inclure les points sur lesquels elles sont d'accord et ne touchent pas ceux où elles ne le sont -pas. L'aide de l'État lassalléenne figurait certes au programme d'Eisenach, mais seulement comme *l'une* des nombreuses *mesures de transition* et, pour autant que je le sache, elle aurait été définitivement écartée par une motion de Bracke au congrès de cette année, si cette fusion *ne s'était pas produite.* Or voilà qu'elle y figure maintenant comme la panacée à tous les maux sociaux, à l'exclusion de toutes les autres mesures. En se laissant imposer la « loi d'airain des salaires » et autres slogans lassalléens, notre parti a subi une terrible défaite morale. Il s'est converti à la religion lassalléenne. C'est absolument indéniable à l'heure actuelle. Cette partie du programme représente les fourches caudines sous lesquelles notre parti est passé pour la plus grande gloire de saint Lassalle.

---

[1] Le comité se composait de trois lassalléens (Hasenclever, Hasselmann, Derossi) et de deux Eisenachéens (Geib, Auer).

[2] À l'avance, Engels indique à la social-démocratie allemande les grandes lignes du combat qu'elle aura à mener (d'abord contre l'ennemi au sein de la classe ouvrière et de l'organisation même, contré le lassalléanisme; puis contre la répression judiciaire et policière, culminant dans la loi antisocialiste de 1879) avant de pouvoir mener l'assaut révolutionnaire contre le pouvoir politique de la bourgeoisie.

2. Des revendications démocratiques rédigées entièrement dans le sens et le style du Parti Populaire [1].

3. Des revendications vis-à-vis de l' « État actuel » (si bien qu'on ne sait plus à qui les autres « revendications » peuvent bien être adressées) qui sont non seulement confuses mais encore tout à fait illogiques.

4. Des propositions générales, empruntées pour la plupart au *Manifeste communiste* et aux statuts de l'Internationale, mais qui ont été remaniées au point qu'elles sont ou bien *absolument fausses ou* bien *tout à fait ineptes,* comme Marx l'a prouvé en détail dans l'écrit que vous savez [2].

Le tout est au plus haut point désordonné, confus, incohérent, illogique et honteux. S'il existait dans la presse bourgeoise un seul esprit critique, il se serait emparé de ce programme pour l'examiner phrase à phrase et réduire chacune d'elles à son véritable contenu. Il aurait mis en évidence alors toutes ses contradictions et ses insanités dans le domaine économique (par exemple, le passage disant que les instruments de travail sont aujourd'hui le « monopole de la classe capitaliste », comme s'il n'y avait pas de propriétaires fonciers! Ensuite tout le bavardage sur l' « affranchissement dit *travail »,* alors qu'il ne peut être question que de l'affranchissement de la *classe ouvrière,* le *travail, lui,* étant aujourd'hui précisément *trop libre* déjà). Bref, il n'aurait aucun mal à faire sombrer notre parti dans le ridicule. Au lieu de cela, ces ânes de journalistes bourgeois ont pris ce programme tout à fait au sérieux, et ils y ont lu ce qui ne s'y trouvait pas, l'interprétant même comme communiste. Les ouvriers semblent faire de même. *C'est cette circonstance seule* qui nous a permis, à Marx et à moi, de ne pas nous désolidariser publiquement de ce programme : tant que nos adversaires et aussi les ouvriers prêteront nos intentions à ce programme, nous pourrons nous taire.

Si vous êtes satisfait du résultat pour la question des personnes, c'est que nos exigences ont dû baisser considérablement : deux des nôtres et trois Lassalléene ! Ainsi donc, sur ce plan aussi, les nôtres ne sont pas traités en alliés jouissant des mêmes droits, mais en vaincus qui sont mis d'emblée

---

[1] Le Parti populaire allemand surgit au cours des années 1863-1866, en opposition à la politique d'hégémonie prussienne et au libéralisme bourgeois à la prussienne. Il s'implanta notamment en Allemagne du Centre et du Sud-Ouest; il se proposait un État de type fédératif et démocratique s'étendant à toute l'Allemagne. Certains éléments étaient ouverts à l'idée d'une révolution populaire pour, réaliser leurs buts. Ces éléments fondèrent le Parti populaire saxon, composé essentiellement de travailleurs : sous l'influence de Liebknecht et de Bebel, il évolua vers le socialisme et finit par adhérer en grande partie, en août 1869, au Parti ouvrier social-démocrate d'Eisenach.

Des liaisons continuèrent de subsister après 1869, notamment avec le groupe de Leopold Sonnemann, le directeur de la Frankfurter Zeitung.

Engels explique l'évolution social-démocrate du parti par des conditions d'immaturité économique et sociale, notamment en Saxe, dans sa lettre du 30 novembre 1881 à Bernstein, où il annonce un type de parti nouveau, lié au développement des conditions économiques et sociales du capitalisme pur. Cf. la lettre d'Engels à Gerson Trier sur les différences de tactique entre partis des pays développés et non développés, in : Parti de classe, vol. IV, p. 16-20.

[2] Les gloses marginales auxquelles Marx fait allusion forment ce que l'on appelle la critique du programme de Gotha (1875). Nous ne les reproduisons pas ici, mais le lecteur les trouvera dans l'une des éditions suivantes : MARX-ENGELS, Programmes socialistes, Critique des projets de Gotha et d'Erfurt, Programme du parti ouvrier français (1880), éd. Spartacus, pli. 15-39; Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt, Éd. sociales, pp. 17-39; Karl MARX, Œuvres. Économie 1, La Pléiade, pp. 1413-1434.

en minorité. L'action du comité, pour autant que nous en sachions, n'est pas non plus édifiante : décision de *ne pas* mettre sur la liste des écrits du parti les deux ouvrages de Bracke et de B.. Becker sur Lassalle [1]; si elle est révoquée, ce n'est pas de la faute du comité [2], pas plus que celle de Liebknecht; défense faite a Vahlteich d'accepter le poste de correspondant de la *Frankfurter Zeitung.* C'est Sonnemann lui-même qui l'a raconté à Marx, lors de son passage en Allemagne. Ce qui m'étonne encore plus que l'arrogance du Comité et la complaisance avec laquelle Vahlteich s'y est soumis au lieu de passer outre, c'est la bêtise monumentale de cette décision. Le comité devrait, au contraire, s'efforcer qu'un journal comme la *Frankfurter* ne marche qu'avec nos gens [3]...

Vous avez cependant parfaitement raison de dire que toute cette affaire nous servira de leçon et qu'elle peut même donner de bons résultats dans certaines circonstances. La fusion en soi est un grand pas, à condition qu'elle tienne deux ans, mais il ne fait pas de doute qu'on aurait pu l'obtenir à meilleur compte.

Frédéric Engels

BILAN POLITIQUE
APRÈS LES ÉLECTIONS ALLEMANDES DE 1877

Retour à la table des matières

La Plebe, 26 février 1877.

Votre correspondant de Berlin vous aura donné tous les détails sur les élections en Allemagne. Notre triomphe est si grand qu'il a frappé de terreur la bourgeoisie allemande et étrangère; ici, à Londres, le contrecoup s'en est fait sentir dans toute la presse. Ce n'est pas le nombre de sièges que nous avons conquis qui est le plus remarquable. Il vaut cependant la peine de mentionner que l'Empereur Guillaume, le roi de Saxe et le plus petit prince d'Allemagne (le duc de Reuss) habitent tous trois des circonscriptions où l'ont emporté des ouvriers socialistes et qui sont par conséquent représentées par des socialistes. Ce qui est important, c'est qu'à côté des majorités nous avons eu de fortes minorités tant dans les grandes villes que dans les campagnes : à Berlin 31500, à Hambourg, Barmen-Elberfeld, Nuremberg, Dresde 11 000 voix par ville. Non seulement dans les districts ruraux du Schlesvig-Holstein, de Saxe, de Brunsvick, mais même dans la forteresse du

[1] Dans sa lettre du 7 juillet 1875, Bracke avait informé Engels que la direction de Hambourg -formée en majorité de lassalléens - avait décidé de mettre à l'index de la littérature du parti les ouvrages de critique du lassalléanisme : W. BRACKE, Der Lassalle'sche Vorschlag, 1873; Bernard BECKER, Geschichte der Arbeiter-Agitation Ferdinand Lassalle, 1874, et Enthüllungen über den tragischen Tod Ferdinand Lassalles (1868). Cette décision fut finalement annulée après une protestation énergique.

[2] L'assemblée générale de la coopérative d'imprimerie de Berlin élut, le 29 août 1875, les lassalléens W. Hasselmann, F.W. Fritzsche et H. Rackow au comité directeur, qui agit en tant que comité de contrôle.

[3] Le comité se composait de trois lassalléens (Hasenclever, Hasselmann, Derossi) et de deux Eisenachéens (Geib, Auer).

féodalisme, au Mecklembourg, nous avons de fortes minorités d'ouvriers agricoles. Le 10 janvier 1874, nous avions obtenu 350 000 suffrages; le 10 janvier 1877, au moins 600 000. Les élections nous fournissent le moyen de nous compter [1]; des bataillons qui passent en revue, le jour des élections, nous pouvons dire qu'ils constituent le corps de bataille du socialisme allemand. L'effet moral tant sur le parti socialiste qui constate avec joie ses progrès, que sur les ouvriers, qui sont encore indifférents, et voire sur nos ennemis est énorme. C'est une bonne chose de commettre tous les trois ans le péché mortel d'aller voter. Ces messieurs les abstentionnistes diront ce qu'ils voudront : un seul fait tel que les élections du 10 janvier vaut plus que toutes les phrases « révolutionnaires ». Et quand je dis *bataillons et corps de bataille,* je ne parle pas au figuré 71). Au moins la moitié sinon davantage, de ces hommes de vingt-cinq ans (c'est la limite d'âge la plus basse de ceux qui ont voté pour nous) a passé deux ou trois ans sous les armes, sait fort bien manier le fusil et le canon et appartient aux corps de réserve de l'armée. Encore quelques années de progrès de ce genre, et la réserve et le landwehr, soit les trois quarts de l'armée de guerre, seront avec nous, ce qui permettra de désorganiser totalement le système officiel de rendre impossible toute guerre offensive.

Cependant, certains diront : Mais pourquoi donc ne faites-vous pas immédiatement la révolution ? Parce que, n'ayant encore que 600 000 suffrages sur 5 millions et demi et étant donné que ces voix sont dispersées çà et là dans les nombreuses régions du pays, nous ne vaincrions certainement pas, et verrions ruiner, dans des soulèvements irréfléchis et des tentatives insensées, un mouvement qui n'a besoin que d'un peu de temps pour nous conduire à un triomphe certain. Il est clair que *l'on ne nous laissera* pas *vaincre facilement,* que les Prussiens ne pourront pas voir toute leur armée de guerre s'infecter de socialisme sans prendre des contre-mesures, mais plus il y aura de réaction et de répression, plus le flot montera haut - jusqu'à emporter les digues. Savez-vous ce que l'on a fait à Berlin ? Le soir du 10 janvier, un rassemblement que la police elle-même a évalué à quelque 22 000 personnes a encombré toutes les voies proches du siège du parti socialiste. Grâce à la parfaite organisation et à la discipline de notre parti, notre Comité avait reçu le premier les résultats définitifs des élections. Quand le résultat fut proclamé, toute la foule poussa un chaleureux vivat - à qui ? - aux élus ? - non « à notre agitateur le plus actif, le procureur du roi, Tessendorff ». Celui-ci s'est toujours distingué par ses procès judiciaires contre les socialistes - et, avec ses violences, il a fait doubler notre nombre.

Voilà comment les nôtres répondent aux mesures de violence : ils ne les craignent pas, mais les provoquent même puisqu'elles sont le meilleur moyen d'agitation.

---

[1] Comme à tous les tournants du mouvement, Engels fait ici le bilan des forces sur lesquelles le socialisme peut s'appuyer. Pour cela, il se réfère aux résultats des élections, qui sont un étalon du rapport des forces, fourni par le mécanisme démocratique de la classe adverse au pouvoir qui règne par ce moyen, tant qu'elle est ta plus forte. Le parlementarisme, comme tactique révolutionnaire, est éminemment un moyen d'effectuer sa propagande et de compter ses forces (dans les conditions et le moment choisis par l'adversaire) pour l'assaut révolutionnaire, et non de conquérir pacifiquement le pouvoir par l'intérieur du système capitaliste, surtout après que la Commune ait démontré qu'il fallait briser de l'extérieur la machine d'État bourgeoise avant d'instaurer la dictature du prolétariat.

Dans ses bilans successifs, Engels constatera que l'Allemagne n'est pas encore mûre pour que triomphe la révolution socialiste, les rapports de classe aussi bien que le niveau de conscience idéologique étant encore trop peu développés pour permettre de balayer les classes au pouvoir.

Après ce texte sur le contexte économique et social de l'action du parti allemand, nous passons aux différents écrits de Marx-Engels relatifs à la formation du mouvement social-démocrate en Allemagne.

Engels à J.-Ph. Becker, 21 décembre 1876.

Que De Paepe ait été au congrès de Berne [1], c'est ce qui concorde avec toute son attitude passée. Depuis le congrès de la Haye, il est resté officiellement avec ceux qui avaient quitté l'Internationale, mais en tant que, chef de l'opposition. Actuellement il prend un bon chemin, en incitant les Flamands à exiger le suffrage universel et une législation économique. C'est la première chose convenable qui se fasse en Belgique [2]. Les forts en gueule wallons sont obligés de marcher également à présent. Mais les nôtres en Allemagne seraient impardonnables de donner dans le panneau des Jurassiens. Partout les organes bakouninistes chantent victoire - comme si les Allemands allaient envoyer quelqu'un à leur congrès de Berne. Liebknecht savait fort bien à quoi s'en tenir [3], car j'avais répondu à la lettre où il nous demandait ce que nous pensions des offres de réconciliation et quelle serait la position que nous adopterions : pas de position du tout, lui dis-je, car les gaillards sont toujours les mêmes, et si quelqu'un voulait se brûler les doigts il n'avait qu'à le faire. Et après cela, ils ont entrepris l'action avec leurs rêves de conciliation crédules, comme si l'on avait affaire aux plus droits des braves gens!

---

[1] Les anarchistes profitèrent de l'enterrement de Bakounine pour tenter de regrouper les sections et fédérations, qui subsistaient encore formellement en juillet 1876, de l'Association Internationale des Travailleurs. Le congrès anarchiste, qui fut convoqué à Berne du 26 au 30 octobre 1876, devait servir ce dessein. Après avoir fait allusion à ce projet dans sa lettre à Engels du 26 juillet 1876, Marx déclare : « Dans un court article du Volksstaat, Liebknecht déclare que personne d'autre que nous (c'est-à-dire lui, ne souhaiterait davantage que ce projet réussisse, et d'ajouter, en tant qu'incorrigible bavard, que les actes suivent les paroles. Il est naturellement flatté de ce que monsieur Guillaume proclame le Volksstaat comme le dernier mot de l'Internationale issue de Bakounine ».

[2] Sur la création contre-révolutionnaire de l'État belge, en tant que rempart de l'impérialisme et de la réaction contre le mouvement révolutionnaire, cf. le Fil du temps no 1 et 4 (Gérant-responsable Jacques Angot B.P. 24. Paris-19e) et Marx-Engels, la Belgique, Édition Fils du Temps, 1975.

[3] Cette lettre a été égarée, est-il besoin de le dire! Toutes les tâches sont étroitement liées entre elles : à peine Liebknecht est-il tombé dans « Sa fusion » avec les Lassalléens qu'il pactise maintenant avec ses pires ennemis politiques, ceux contre lesquels Marx-Engels ont si durement polémiqué de 1868 jusqu'à la dissolution de l'Internationale, en réclamant vainement à Liebknecht de les appuyer, cf. lettre du 33-5-1872 à Liebknecht et note 35. Au plan politique, une erreur en appelle le plus souvent une autre et demeure rarement isolée.

Il peut paraître paradoxal que les socialistes de droite ou réformistes opportunistes, ces chauds partisans des méthodes parlementaires, s'accordent avec les anarchistes qui condamnent l'action politique ainsi que l'utilisation du parti et de l'État prolétariens de classe. Comme toute la tentative de rapprochement entre l'aile droite de la social -démocratie allemande et les anarchistes en témoigne, il n'y a pas opposition de principe entre réformistes opportunistes et anarchistes : tous deux abandonnent (à leur propre manière certes le champ politique aux bourgeois, les réformistes en pratiquant une politique bourgeoise qui écarte en fait la politique révolutionnaire marxiste, et les anarchistes en niant purement et simplement la nécessité d'une action politique en général. Cf. le même phénomène au niveau des, revendications économiques, Marx-Engels, Le Syndicalisme, tome 1er, Éditions Maspéro, pp. 11-16.

Une fois de plus, la lettre-clé de toute cette affaire a été « égarée ». W. Liebknecht avait, en effet, écrit à Engels vers la mi-juillet 1876: « À propos, il me vient à l'esprit de vous demander ce que vous pensez des tentatives de rapprochement avec les Bakouninistes ? On pourrait certes s'y lancer lors d'un congrès commun, après que les délégués des deux parties aient siégé à part ? Écris-moi ce que vous en pensez ? »

II.

SOUS LE RÉGIME DE LA LOI ANTI-SOCIALISTE

Retour à la table des matières

« La parole est à von Helldorf-Bedra. On ne saurait être plus candide : « Messieurs, la présente loi (anti-socialiste) se caractérise comme une loi préventive, au sens le plus éminent du terme; elle ne prévoit aucune action pénale, mais autorise seulement les interdictions de la police et déclare punissables les violations de ces interdictions EXTÉRIEUREMENT RECONNAISSABLES. » En d'autres termes : elle permet tout bonnement à la POLICE de tout interdire et ne punit aucune violation de loi quelconque, mais les « violations » d'oukases de la police. C'est une façon parfaite de rendre superflues les lois pénales » (Karl Marx, *Notes marginales sur les débats au Reichstag relatifs à la loi anti-socialiste,* septembre 1878).

DÜHRING, BISMARCK ET LA DROITE SOCIALE-DÉMOCRATE

Engels à W. Liebknecht, 31 juillet 1877.

J'ai reçu tes deux lettres des 21 et 28. Je veux espérer que le fiasco des dühringeries est définitif, et que vous ne rafistolerez pas de nouveau les choses pour les remettre en circulation. La presse du parti se ridiculise si elle se laisse aller à lui attribuer une valeur scientifique simplement.... parce que les Prussiens le persécutent [1]. Et il n'y a qu'eux qui l'aient fait, que je sache.

[1] A la tentative du rapprochement entre anarchistes et social-démocrates, vient s'ajouter bientôt un autre mauvais coup porté au marxisme - le soutien apporté au socialisme petit-bourgeois de Dühring. Engels condamne tout d'abord le démocratisme de Liebknecht qui défend un individu particulièrement dangereux pour la social-démocratie allemande étant la survivance massive en Allemagne de l'idéologie de la petite bourgeoisie pour la seule raison que Bismarck en avait fait une victime de l'arbitraire policier. Le privatdozent Düring avait commencé

Vahlteich a bel et bien affirmé que les socialistes n'étaient ni des marxistes ni des dühringiens (?! ?!) : tous les journaux ont mis en évidence cette formule après le congrès lorsqu'ils ont publié le discours qu'il a perpétré en réunion publique [1]. Je ne crois pas qu'il voudra se dédire. Qu'il soit actuellement en tôle n'est pas une raison pour moi de le considérer pour meilleur qu'il n'est.

Élisée Reclus est un simple compilateur, rien de plus. Comme son frère et lui ont participé à la fondation de l'Alliance secrète (anarchiste), il pourrait, s'il le veut, t'en dire bien davantage sur ce sujet que toi-même tu pourrais lui en dire. Qu'il soit encore avec ces braves gens ou non, importe peu : il est politiquement confus et impuissant.

Je n'ai jamais dit que la masse de nos gens ne désire pas de science véritable. J'ai parlé du parti [2], et celui-ci est ce pour quoi il se donne dans la presse et les congrès. Et là ce qui domine maintenant, c'est la demi-science et l'ancien ouvrier qui se targue d'être littérateur. Si - comme tu l'affirmes - ces gens ne forment qu'une petite minorité, c'est tout de même parce que chacun d'eux a une influence et des partisans que vous prenez tant d'égards vis-à-vis d'eux. Le déclin théorique et moral date de la fusion (avec les Lassalléens), et on aurait pu l'éviter si l'on avait fait preuve à ce moment-là d'un peu plus de réserve et d'intelligence. Un parti sain est capable d'exsuder pas mal de choses avec le temps; mais c'est un processus long et difficile - et ce n'est pas parce que les masses sont en bonne santé qu'il faut leur inoculer sans nécessité une maladie.

C'est une chance pour *la Zukunft que* ta lettre soit encore arrivée à temps. Elle a empêché que j'envoie ma décision déjà prise en ce qui concerne l'offre de collaboration. Cette offre émanant d'une rédaction parfaitement anonyme, qui n'est pas à même de présenter d'autres garanties de son sérieux scientifique que la résolution du congrès - comme si un congrès de parti pouvait conférer un caractère scientifique quelconque. C'est vraiment un grand risque que de confier nos manuscrits à des gens parfaitement inconnus, des gens qui sont peut-être les pires duhringiens !

---

en 1872 à critiquer certains professeurs réactionnaires en même temps que le statut suranné des universités allemandes - ce qui le mit au centre des attaques du corps professoral réactionnaire. Après avoir recommencé ses attaques en 1877, Dühring fut traduit devant le conseil de discipline universitaire, qui lui interdit en juillet 1877 d'enseigner.

Pour contrecarrer l'influence de Dühring dans le mouvement ouvrier allemand, Engels sera amené à écrire tout un volume pour réexposer le point de vue marxiste véritable tant ses élucubrations petites bourgeoises étaient pernicieuses.

On ne peut manquer d'être frappé par la concordance entre les erreurs des dirigeants sociaux-démocrates allemands (qui révèlent les faiblesses du mouvement) et les, points d'attaque de Bismarck. Celui-ci non seulement saura exploiter habilement Dühring et les autres confusionnistes au sein du mouvement ouvrier en leur laissant pleine liberté d'agitation, tandis qu'il interdira, d'abord, l'Anti-Dühring d'Engels, puis toute l'œuvre subversive de Marx-Engels tant que durera la loi antisocialiste. Bismarck prend même sein le cas échéant de s'appuyer sur une fraction au sein du parti ouvrier pour mieux toucher l'ennemi numéro un des classes dirigeantes allemandes, cf. note no 77.

[1] Le 25 août 1876 le Volksstaat de Liebknecht, cet éternel conciliateur, avait publié une adresse des « socialistes » de Berne prônant une réconciliation avec les anarchistes vivant en Suisse et invitant les sociaux-démocrates allemands à assister au congrès des ... anarchistes de Berne (26-30 octobre 1876). Bebel lui-même proposa d'envoyer à ce congrès une adresse « rédigée en termes fraternellement amicaux ». Julius Vahlteich, député social-démocrate allemand, qui assista à titre d'hôte, au congrès anarchiste de Berne, y déclara dans son discours du 27 octobre: « Il n'y a parmi nous ni marxistes ni düringhiens » !

[2] La lettre dans laquelle Engels expliquait sa position à ce sujet n'a pas été retrouvée.

Tu dis que Wiede fait partie de la rédaction. Mais lui-même vient de me réclamer ma collaboration dans une lettre du 20 c. à une revue qu'il a l'intention de fonder à Zurich!

Bref, j'en ai assez de cette confusion qu'entraîne le lancement continuel d'affaires irréfléchies et précipitées. Je ne peux accepter la moindre offre de collaboration, ne serait-ce que parce qu'il faut que je termine une fois pour toutes les travaux les plus importants. Je suis encore en train de mettre la dernière main *à l'Anti-Dühring, et* ensuite je n'écrirai plus que des articles que je tiendrai moi-même pour urgents, et s'il existait une revue qui ne soit pas un organe du parti, c'est à elle que je les donnerais, afin de ne pas faire l'objet des débats d'un congrès [1]. Il faut bien admettre que pour des travaux scientifiques il n'y a pas de forum démocratique, et une expérience m'a suffi.

Engels à J.-Ph. Becker, 12 décembre 1878.

Les Prussiens viennent de prendre une autre mesure heureuse : interdire mon *Anti-Dühring.* Il ne faut plus que l'on vende en Allemagne ce qui est dirigé contre les braillards qui font semblant d'être socialistes. De même on a interdit *tous* les écrits de Greulich, de moi-même, etc. dirigés, contre les bakouninistes. Bismarck escompte que les fadasseries des anarchistes et de Dühring

---

[1] Face à l'importance toujours accrue de l'idéologie socialiste petite bourgeoise en Allemagne et à l'appui que celle-ci recevait de la plus grande partie des dirigeants sociaux-démocrates allemands, Engels dut réfuter les thèses aberrantes de Dühring. Mais il se heurta sur ce point à des obstacles invraisemblables. Ainsi, au congrès de Gotha (27-29 mai 1877), certains délégués sociaux-démocrates tentèrent de faire passer une résolution interdisant la poursuite de la publication de l'Anti-Dühring d'Engels dans l'organe central du parti, le Vonwärts. Johann Most, député social-démocrate, déposa la motion suivante : « Le congrès déclare que des écrits qui, telles les critiques publiées ces mois derniers par Engels contre Dühring, n'ont aucun intérêt pour la majorité des lecteurs du Vorwärts, doivent être écartés à l'avenir de l'organe central ». Julius Vahlteich intervint dans le même sens, et critiqua le ton sur lequel Engels attaquait Dühring. Il ajouta que Marx aussi bien qu'Engels avaient beaucoup servi la cause et continueraient, il faut le souhaiter de le faire à l'avenir encore; mais la même chose était vraie aussi pour Dühring. Ces gens devaient être utilisés par le parti, mais les disputes de professeurs n'avaient pas leur place dans le Vorwärts, mais devaient être menées dans des publications à part.

August Bebel proposa une solution de compromis : « Considérant la longueur que les articles d'Engels contre Dühring avait atteinte et atteindrait encore par la suite; considérant que la polémique menée par Engels dans le Vorwärts contre Dühring ouvrait le droit à ce dernier ou à ses partisans de répondre tout aussi longuement; considérant que la place viendrait à manquer dans le Varwärts et que le sujet traité avait un caractère de pur différend scientifique -le Congrès décide que les articles d'Engels contre Dühring sont à écarter du Vorwärts lui-même, et doivent être publiés dans la Revue ou éventuellement dans le supplément scientifique du Vorwärts voire dans une brochure. En outre il convient d'éviter toute mention ultérieure de cette polémique dans le Vorwärts lui-même ».

Dans cette affaire, Liebknecht ne prit pas non plus de position nette en faveur d'Engels, mais se contenta d'appuyer Bebel, en 'annonçant la création d'un supplément scientifique ou revue, qui publierait à l'avenir de tels articles. L'Anti-Dühring fut relégué dans le supplément scientifique du Vorwärts et publié par bribes. Il se trouva qu'au moment de la parution du chapitre sur la « Philosophie » et de la section sur l' « Économie politique », Dühring fut chassé de l'université et connut son plus grand triomphe. Le Vorwärts chanta ses louanges et publia même des poésies sur le héros et à peine l'ouvrage d'Engels parut-il en brochure séparée que Bismarck l'interdit.

Dans son article sur Fünfzig Jahre Anti-Dühring (In : Unter dem Banner des Marxismus, 1919 2, pp. 466-87), Riazanov donne de nombreux détails sur l'influence des idées de Dühring chez les Eisenachiens, les débats infâmes au congrès de Gotha et enfin l'influence de Dühring en Russie même. Riazanov déclare, par exemple, que Bernstein contamina Bebel, à qui fi envoya les élucubrations de Dühring en prison : en mars 1874, Bebel écrivit un article élogieux sur « un communiste nouveau ». Dans ses mémoires, Bernstein se permit d'écrire : « A la place du cri de bataille Marx ici, Lassalle là, un nouveau cri de bataille semblait s'annoncer en 1875-1876: Dühring ici, Marx et Lassalle là. Et ma modeste personne n'a pas peu contribué à cette évolution ».

relâcheront la cohésion chez les nôtres en contribuant à susciter ce qu'il souhaite le plus au monde : une tentative de putsch, pour qu'il puisse tirailler. Malgré tout cela, nos ouvriers se comportent magnifiquement en Allemagne, et je souhaite que tout l'Empire prussien soit honteusement défait par eux. Ce que Bismarck obtiendra cependant, c'est que lorsque la Russie donnera le coup d'envoi à la danse - et cela ne devrait plus guère tarder - alors les choses seront assez mûres en Allemagne.

Karl Marx

Lettre à Fr.-A. Sorge, 19 octobre 1877.

En Allemagne, un esprit pourri gagne notre parti, non pas tant dans les masses que parmi les dirigeants (ceux qui viennent des classes supérieures et des rangs « ouvriers »). Le compromis avec les Lassalléens a également conduit à un compromis avec des médiocrités, à Berlin […] avec Dühring et ses « admirateurs », et ailleurs avec toute une bande d'étudiants et de docteurs super-intelligents qui veulent donner au socialisme un tour « supérieur, idéal », autrement dit substituer à la base matérialiste (qui réclame une étude sérieuse et objective, si l'on veut opérer à partir d'elle) leurs divinités de la Justice, de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité. Le Dr. Höchberg qui édite la *Zukunft* est un représentant de cette tendance; il a « acheté » sa place dans le parti je suppose dans les intentions les plus sublimes, mais je me fiche des « intentions ». Rarement quelque chose de plus misérable que son programme de la *Zukunft n'a* vu la lumière du jour avec plus de « modestie prétentieuse ».

Quant aux ouvriers, lorsqu'à l'instar de monsieur Most et consorts, ils abandonnent leur métier pour devenir des littérateurs *de profession,* ils créent chaque fois des ravages « théoriques » et sont toujours disposés à s'associer avec la caste des prétendus « gens cultivés ». Or précisément il nous a fallu plusieurs décennies de travail et de peine énormes pour mettre dans l'esprit des ouvriers allemands ce qui leur donnait un poids théorique (et donc pratique aussi) supérieur à celui des Français et des Anglais. À présent le socialisme *utopique et* les jeux d'imagination sur les constructions futures de la société, c'est ce qui s'étale de nouveau et dans une forme plus creuse, non seulement si on la compare à celle des grands utopistes français et anglais, mais même à Weitling. Il est évident que l'utopisme, qui avant le temps du socialisme matérialiste et critique renfermait ce dernier en germe ne peut plus être, s'il revient par la suite, que niais, insipide et de fond en comble réactionnaire.

Le Vorwärts semble avoir comme principe essentiel ces derniers temps de ne publier que ce que les Français appellent de la « copie », et ce, d'où qu'elle vienne. Par exemple, dans les derniers numéros, un gaillard qui. ne connaît pas l'ABC de l'économie politique, s'est mis à faire de grotesques révélations sur les « lois » des crises : il ne nous révèle que son propre effondrement « intérieur [1] ». Il y a ensuite ce futé polisson de Berlin à qui l'on permet de faire imprimer aux frais du « peuple souverain » ses pensées hétérodoxes sur l'Angleterre et les niaiseries panslavistes les plus plates dans une série d'articles qui n'ont ni queue ni tête.

---

[1] Le Vorwärts avait publié les 5 et 7 octobre 1877 un article intitulé Les conséquences du grand krach. F.-A. Sorge apprit à Marx, dans sa lettre du 19-07-1877 que Karl-Daniel-Adolph Douai en était l'auteur.

C'en est plus qu'assez!
Ton Karl Marx.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE BISMARCK ET LA LOI ANTI-SOCIALISTE

Retour à la table des matières

Interview de Karl Marx, in: *The Chicago Tribune*, 5-01-1879.

Dans une petite villa de Haverstock Hill dans la partie nord-ouest de Londres, habite Karl Marx, le fondateur du socialisme moderne. En 1844, il fut banni de sa patrie, l'Allemagne, pour avoir diffusé des théories révolutionnaires. Il y retourna en 1948, mais en fut expulsé quelques mois plus tard. Il s'installa ensuite à Paris, dont il fut également expulsé en raison de ses théories politiques. Depuis il a établi son quartier-général à Londres. Ses convictions lui ont causé des difficultés dès le début. À en juger par la maison qu'il habite, elles ne lui ont pas apporté beaucoup de bien-être. Dans toutes ces années, Marx a défendu ses conceptions avec une obstination qui est sans aucun doute fondée sur la ferme conviction qu'il a de leur justesse. Pour opposer qu'on puisse être à la diffusion de telles idées, il n'en reste pas moins que l'on doit un certain respect à l'abnégation de cet homme honorable.

J'ai rendu visite deux ou trois fois au Dr. Marx; je l'ai trouvé chaque fois dans sa bibliothèque, où il était assis avec un livre dans une main et une cigarette dans l'autre. Il doit avoir plus de soixante-dix ans. Il est de taille bien proportionnée, large d'épaules et se tient droit. Il a une tête d'intellectuel, et l'aspect extérieur d'un Juif cultivé. Ses cheveux et sa barbe sont longs et gris fer, les yeux d'un noir étincelant surmontés de sourcils broussailleux. Il fait preuve d'une grande prudence vis-à-vis des étrangers, mais il veut bien les recevoir en général. Cependant l'Allemande d'un aspect vénérable qui reçoit les visiteurs, a la recommandation de n'admettre ceux de la patrie que s'ils peuvent exhiber une lettre de recommandation. Dès lors que l'on est installé dans la bibliothèque et que, Marx a vissé son monocle pour prendre en quelque sorte sa mesure intellectuelle, il sort de sa réserve et étale alors pour le visiteur intéressé ses connaissances des hommes et des choses du monde entier. Dans la conversation, il n'est nullement unilatéral, mais touche autant de domaines que les nombreux volumes de sa bibliothèque. On peut juger le mieux des hommes par ce qu'ils lisent Que le lecteur tire ses propres conclusions, lorsque je lui aurai dit ce que m'apprit un coup d'œil rapide : Shakespeare, Dickens, Thackeray, Molière, Racine, Montaigne, Bacon, Gœthe, Voltaire, Paine; des livres bleus anglais, américains et français, des ouvrages politiques en langue russe, allemande, espagnole, italienne, etc.

Au cours de mes entretiens, j'ai été très surpris par sa connaissance approfondie des problèmes américains de ces dernières vingt années. La précision surprenante de sa critique de notre législation tant nationale que locale me donna l'impression qu'il tirait ses informations de source

confidentielle. Cependant ses connaissances ne se limitent pas à l'Amérique, mais embrassent toute l'Europe.

Lorsqu'il parle de son sujet favori, le socialisme, il ne se lance pas dans ces tirades mélodramatiques qu'on lui attribue en général. Il développe alors ses plans utopiques de l' « émancipation de l'humanité » avec un sérieux et une force qui indiquent combien il est fermement persuadé de la réalisation de ses théories - sinon dans ce siècle, du moins dans le prochain.

Le Dr. Karl Marx est sans doute lé plus connu en Amérique comme auteur du *Capital* et fondateur de l'Internationale, ou du moins comme l'un de ses principaux supports. L'interview suivante montrera ce qu'il a à dire sur cette Association dans sa forme actuelle. On trouvera ci-après quelques extraits des statuts imprimés en 187-1 par ordre du Conseil général et à partir desquels on peut se faire un jugement impartial des buts que poursuivait l'Internationale.

Durant ma visite, j'indiquai au Dr. Marx que J. C. Bancroft Davis, dans son rapport officiel de 1877 avait communiqué un programme qui me paraissait être l'exposé le plus concis et le plus clair des buts du socialisme qui soit jusqu'ici. Il répondit que ce programme était tiré du rapport sur le *congrès socialiste de Gotha en mai 1875,* et que la traduction en était médiocre. Le Dr. Marx s'offrit à les amender, et je les reproduis ci-après sous sa dictée [1].

1. Suffrage universel, égal, direct et scrutin secret pour tous les citoyens de plus de vingt ans dans toutes les élections et tous les votes. Jours d'élections et de votes fixés le dimanche ou aux jours de repos légaux.

2. Législation directe par le peuple. Décision de la guerre et de la paix par le peuple.

3. Obligation militaire pour tous. Milices populaires à la place de l'armée permanente.

4. Abolition de toutes les lois qui limitent ou suppriment la libre expression de l'opinion, de la pensée et de la recherche ainsi que le droit de presse, de réunion et d'association.

5. Juridiction assurée par le peuple et assistance judiciaire gratuite. Éducation populaire universelle et égale par l'État. Obligation scolaire pour tous. Enseignement gratuit dans tous les établissements d'instruction.

7. Extension la plus grande possible des droits et libertés dans le sens des revendications ci-dessus.

8. Un seul impôt progressif sur le revenu pour l'État et les communes, au heu de tous les impôts indirects existant et pesant essentiellement sur le peuple.

9. Droit illimité de coalition.

10. Journée de travail normale correspondant aux besoins de la société. Interdiction du travail le dimanche.

---

[1] On en trouvera la traduction française dans Marx-Engels, Programmes socialistes, Éd. Spartacus, pp. 92-93.

11. Interdiction du travail des enfants ainsi que du travail nuisible à la santé physique et morale des femmes.

12. Législation de protection de la vie et de la santé des travailleurs. Contrôle de l'hygiène des maisons ouvrières. Surveillance des mines, des fabriques, des ateliers et de l'industrie domestique par des fonctionnaires élus par les ouvriers.

Une efficace législation de responsabilité.

13. Réglementation du travail dans les prisons.

Dans le rapport de Bancroft Davis, il y a cependant un douzième article, qui est le plus important de tous et qui s'intitule : « Instauration de coopératives socialistes de production avec l'aide de l'État sous le contrôle démocratique du peuple travailleur.'»

Je demandai au docteur pourquoi il l'avait omis, et il répondit :

Marx : « Avant le congrès de Gotha de 1875, la social-démocratie était divisée. L'une des ailes était constituée par les partisans de Lassalle, l'autre par ceux qui, en général, avait approuvé le programme de l'Internationale et formaient ce que l'on appelle le parti d'Eisenach. Le douzième article mentionné ne fut pas repris dans le programme proprement dit, mais glissé dans l'introduction générale comme concession faite aux Lassalléens. Par la suite, il n'en fut plus jamais question. Monsieur Davis ne dit absolument pas que cet article a été repris dans le programme à titre de compromis sans espèce de valeur particulière, mais il le souligne avec le plus grand sérieux comme 'étant l'un des principes fondamentaux du programme. »

Question : « Mais les socialistes ne considèrent-ils pas en général le transfert des moyens du travail en propriété commune de la société comme le grand but de leur mouvement ? »

Marx : « Certainement, nous disons que ce sera le résultat du mouvement... Mais c'est une question de temps, d'éducation et de développement des formes sociales supérieures. »

Question : « Ce programme vaut sans doute pour l'Allemagne et un ou deux autres pays ? »

Marx : « Si vous ne vouliez tirer vos conclusions que de ce seul programme, vous méconnaîtriez l'activité du mouvement. Plusieurs points de ce programme n'ont pas de signification hors de l'Allemagne. L'Espagne, la Russie, l'Angleterre et l'Amérique ont leurs propres programmes, qui à chaque fois correspondent à leurs difficultés particulières. Leur seule analogie, c'est la communauté de leur but final. »

Question : « Et c'est le règne des travailleurs ? »

Marx : « C'est l'émancipation du travail. »

Question : « Le mouvement américain est-il pris au sérieux par les socialistes européens ? »

Marx : « Certes. Il est le résultat naturel du développement de ce pays. On a prétendu que le mouvement ouvrier a été importé par les étrangers. Lorsqu'il y a cinquante ans le mouvement ouvrier a commencé de s'agiter en Angleterre, on a prétendu la même chose. Et c'était bien avant qu'il fût question de socialisme! En Amérique, ce n'est que depuis 1857 que le mouvement ouvrier a pris une importance assez grande. À cette époque les syndicats locaux prirent leur essor, ensuite on créa des centrales syndicales pour les différents métiers, et enfin ce fut l'Union Ouvrière Nationale. Cette progression chronologique montre que le socialisme est né en Amérique sans l'aide de l'étranger, uniquement sous l'effet de la concentration du capital ainsi que sous celui des changements intervenus dans les rapports entre ouvriers et entrepreneurs.

Question : « Quels sont les résultats obtenus jusqu'ici par le socialisme ? »

Marx : Il en est deux : les socialistes ont démontré que la lutte générale entre capital et travail se déroule partout; bref, ils ont démontré leur caractère international. En conséquence, ils ont tenté de promouvoir l'entente entre les ouvriers des divers pays. Cela est d'autant plus nécessaire que les capitalistes deviennent de plus en plus cosmopolites et ce, non seulement en Amérique, mais encore en Angleterre, en France et en Allemagne, où l'on engage des forces de travail étrangères en vue de les dresser contre les travailleurs du pays. Nous avons créé aussitôt des liaisons à l'échelle internationale entre les travailleurs des différents pays. Il s'avéra que le socialisme n'était pas seulement un problème local, mais encore international qui devait être résolu par l'action internationale des ouvriers. Les classes ouvrières sont venues spontanément au mouvement, sans savoir où le mouvement les conduirait. Les socialistes eux-mêmes n'inventent pas le mouvement, mais expliquent son caractère et ses buts aux ouvriers. »

Question : « C'est-à-dire : le renversement de l'ordre social en vigueur ? »

Marx : « Dans l'actuel système, le capital et la terre sont en possession des entrepreneurs, tandis que les ouvriers disposent uniquement de leur forcie de travail, qu'ils sont obligés de vendre comme une marchandise. Nous affirmons que ce système est simplement une phase de transition historique, qu'il disparaîtra et fera place a une organisation supérieure de la société. Nous observons partout une division de la société en classes. L'antagonisme de ces deux classes va main dans la main avec le développement des ressources industrielles dans les pays civilisés. En considérant les choses sous l'angle socialiste, les moyens sont déjà prêts pour transformer révolutionnairement la phase historique actuelle. Dans de nombreux pays des organisations politiques se sont développées au-delà des syndicats. En Amérique il est devenu manifeste que l'on a besoin d'un parti ouvrier indépendant. Les ouvriers ne peuvent pas se fier aux politiciens. Des spéculateurs et des cliques se sont emparés des organismes législatifs, et la politique est devenue leur affaire. À ce point de vue, l'Amérique n'est pas un cas unique, mais le peuple y est plus énergique qu'en Europe. En Amérique, tout mûrit beaucoup plus vite, on ne parle pas longtemps, et on appelle chaque chose par son nom. »

Question : « Comment expliquez-vous la croissance rapide du parti socialiste en Allemagne ? »

Marx : « L'actuel parti socialiste est né tardivement. Les socialistes allemands ne se sont pas attardés sur les systèmes utopiques qui ont eu un certain poids en France et en Angleterre. Les Allemands inclinent plus que d'autres peuples à la théorisation, et ils ont tiré des conclusions

pratiques de l'expérience antérieure des autres. Vous ne devez pas oublier que pour l'Allemagne, contrairement à d'autres pays, le capitalisme est quelque chose de complètement nouveau. Il a mis à l'ordre du jour des questions qui étaient pratiquement déjà oubliées en France et en Angleterre. Les nouvelles forces politiques, auxquelles les peuples de ces pays avaient été assujettis, se trouvèrent en Allemagne face à une classe ouvrière, qui était déjà imprégnée de théories socialistes. C'est pourquoi les ouvriers purent déjà s'y constituer en un parti politique autonome alors que le système de l'industrie moderne naissait à peine. Ils eurent leurs propres représentants au parlement. Il n'existait pas de parti d'opposition contre la politique du gouvernement, et ce rôle échut au parti ouvrier. Vouloir décrire ici l'histoire du parti nous amènerait trop loin. Mais je dois vous dire ceci : si, contrairement à l'américaine et à l'anglaise, la bourgeoisie allemande ne se composait pas des plus grands lâches qui soient, elle aurait déjà dû mener une politique d'opposition contre le gouvernement. »

Question « Combien de Lassalléens y a-t-il dans les rangs de l'Internationale ? »

Marx : « Les Lassalléens ne sont pas organisés en parti. Il existe naturellement chez nous des croyants de cette tendance. Auparavant Lassalle avait déjà appliqué nos principes généraux. Lorsqu'il commença son agitation après la période de réaction consécutive à 1848, il crut qu'il pourrait le mieux ranimer le mouvement ouvrier en recommandant la formation de coopératives ouvrières de production. Son intention était d'aiguillonner les ouvriers pour les pousser à l'action. Il ne considérait cela que comme un simple moyen pour atteindre le véritable but du mouvement. Je possède des lettres de lui en ce sens. »

Question : « C'était donc en quelque sorte sa panacée ? »

Marx : « C'est exactement cela. Il alla voir Bismarck et lui parla de ses projets. À l'époque, Bismarck encouragea les efforts de Lassalle de toutes les façons concevables. »

Question : « Quel pouvait bien être le but de Bismarck dans cette affaire ? »

Marx : « Il voulait jouer la classe ouvrière contre la bourgeoisie, dont était issue la révolution de 1848. »

Question : « On dit que vous êtes la tête et le chef du mouvement socialiste, et que de votre maison vous tirez tous les fils qui conduisent aux organisations, révolutions, etc. Est-ce vrai ? »

Marx : « Je sais. Ce sont des fadaises, et cela a aussi un côté comique. Deux mois avant l'attentat de Hödel [1], Bismarck s'est plaint dans la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* que j'avais fait un pacte avec le général des Jésuites Beckx et que nous étions responsables de ce que Bismarck ne pouvait rien faire avec le mouvement socialiste. »

Question : « Mais votre « Association Internationale » ne dirige-t-elle pas le mouvement ? »

---

[1] Les 11 mai et 2 juin 1878, l'empereur Guillaume 1er fut victime d'attentats : le premier effectué par le ferblantier Max Hödel et le second par l'anarchiste Eduard Nobiling. Ce dernier était dans un état dément lors de l'attentat et tenta de se suicider en se tirant une balle dans la tête; il mourut le 10 septembre 1878.

Bismarck attribua mensongèrement ces attentats à la social-démocratie afin d'avoir un prétexte pour sa loi anti-socialiste votée le 19 octobre 1878 et la pousser, dans le refus de la violence.

Marx : « L'Internationale avait son utilité, mais elle a fait son temps, et elle n'existe plus aujourd'hui. Elle a existé et elle a dirigé le mouvement. Elle est devenue superflue en raison de la croissance du mouvement socialiste au cours de ces dernières années. Dans les différents pays, on a fondé des journaux que l'on échange mutuellement. C'est la seule liaison que les partis des différents pays entretiennent entre eux. L'Internationale avait été créée en premier lieu pour rassembler les ouvriers et leur montrer combien il est utile de mettre en œuvre une organisation entre les différentes nationalités. Les intérêts des divers partis dans les différents pays ne se ressemblent pas.

Le spectre des chefs de l'Internationale qui siègent à Londres est invention pure. Il est exact que nous avons donné des directives à nos organisations ouvrières de l'extérieur, dès lors que l'organisation de l'Internationale était fermement consolidée. Ainsi nous avons été obligés d'exclure certaines sections de New York, entre autres celle où Madame Woodhull s'est glissée à l'avant-scène. C'était en 1871. Il existe de nombreux politiciens américains qui voudraient bien réaliser leur affaire avec le mouvement. Je ne veux pas citer de noms - les socialistes américains les connaissent fort bien. »

Question : « On attribue beaucoup de discours incendiaires contre la religion à vos partisans ainsi qu'à vous-même, monsieur le Dr. Marx. Vous souhaitez sans doute voir liquidé tout ce système de fond en comble ? »

Marx : « Nous savons que des mesures de violence contre la religion sont absurdes. À nos yeux, la religion disparaîtra à mesure que le socialisme se renforcera. Le développement social doit contribuer matériellement à susciter cette disparition, ce qui n'empêche qu'un rôle important y échoit à l'éducation. »

Question : « Le pasteur Joseph Cook de Boston a affirmé récemment dans une homélie : Karl Marx aurait dit qu'aux États-Unis et, en Grande-Bretagne, et peut-être aussi en France; West possible qu'une réforme ouvrière puisse être réalisée sans révolution sanglante, mais que le sang devait être répandu en Allemagne, en Russie ainsi qu'en Italie et en Autriche [1]. »

---

[1] Dans son interview publiée dans la Chicago Tribune et reproduite dans le présent recueil, Marx avait admis qu'« aux États-Unis et en Grande-Bretagne, et peut-être aussi en France, il est possible qu'une réforme ouvrière puisse être réalisée sans révolution sanglante, mais que le sang devait être répandu en Allemagne, en Russie ainsi qu'en Italie et en Autriche ». D'emblée donc, Marx condamne toute voie pacifique au socialisme pour l'Allemagne, et les sociaux-démocrates le savaient fort bien, car Marx l'a répété souvent. Au cours de la phase idyllique du capitalisme, il était possible, aux yeux de Marx-Engels, POUR CERTAINS PAYS DÉTERMINÉS, de conquérir pacifiquement le pouvoir, puis d'instaurer la DICTATURE DU PROLÉTARIAT, c'est-à-dire d'utiliser tout de même finalement la force. Cependant après le stade du capitalisme idyllique ou pacifique, il n'est plus possible d'envisager cette hypothèse : les raisons mêmes qui faisaient qu'elle était possible alors n'existant plus de nos jours. C'est ce que Lénine explique : « La dictature révolutionnaire du prolétariat, c'est la violence exercée contre la bourgeoisie; et cette violence est nécessitée surtout, comme Marx et Engels l'ont expliqué maintes fois et de la façon la plus explicite (notamment dans la Guerre civile en France et dans la préface de cet ouvrage), par l'existence du militarisme et de la bureaucratie. Or ce sont justement ces institutions, justement en Angleterre et en Amérique, qui, justement dans les années 70, époque à laquelle Marx fit sa remarque, n'existaient pas. Maintenant, elles existent et en Angleterre et en Amérique. Cf. la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, in V. Lénine, la Commune de Paris, p. 100.

Marx : « J'ai entendu parler de monsieur Cook. Il est très mal renseigné sui le socialisme. On n'a pas besoin d'être socialiste pour prévoir qu'en Russie, en Allemagne, en Autriche et probablement aussi en Italie - si les Italiens continuent de suivre la voie qu'ils ont prise jusqu'ici - on en viendra à des révolutions sanglantes. Les événements de la Révolution française peuvent se dérouler encore une fois dans ces pays. C'est ce qui apparaît clairement à tout connaisseur des conditions politiques. Mais ces révolutions seront faites par la majorité. Les révolutions ne sont pas faites par un parti, mais par toute la nation. »

1. *Question : « Le* pasteur, dont nous Venons de parler, a cité un extrait d'une lettre que vous avez écrite aux communards parisiens et où l'on peut lire : « Nous sommes à présent au maximum 3 millions. Mais dans Vingt ans nous serons 50 ou peut-être 100 millions. Alors le monde nous appartiendra : nous ne nous Soulèverons pas seulement à Paris, Lyon et Marseille contre le capital que nous honnissons, mais encore à Berlin, Munich, Dresde, Londres, Liverpool, Manchester, Bruxelles, Saint-Pétersbourg et New-York, dans le monde entier. Et avec ce nouveau soulèvement, sans précédent dans l'histoire, le passé disparaîtra comme un épouvantable cauchemar : l'insurrection populaire qui éclatera en même temps en cent lieux effacera même le souvenir du passé. « Reconnaissez-vous, Monsieur le Docteur, avoir écrit cela ? »

Marx : « Pas un seul mot. Je n'écris jamais des choses aussi mélodramatiques. Je réfléchis beaucoup à ce que j'écris. Cela a été publié sous ma signature dans le *Figaro* à l'époque. De telles lettres furent répandues à ce moment-là par centaines. J'ai écrit au *Times* de Londres et j'ai expressément déclaré que c'était un faux [1]. Cependant si je voulais démentir tout ce que l'on a dit et écrit de moi, alors je devrais occuper vingt secrétaires. »

Question : « Pourtant vous avez écrit en faveur de la Commune de Paris ?

Marx : « Certainement je l'ai fait, ne serait-ce que pour répondre aux éditoriaux que l'on a écrits contre elle. Cependant les correspondances de Paris publiées dans la presse anglaise réfutent suffisamment les racontars des éditoriaux sur les pillages, etc. La Commune n'a tué qu'environ 60 personnes. Le maréchal Mac-Mahon et son armée de bouchers en ont tué plus de 60 000. Jamais un mouvement n'a été tant calomnié que la Commune. »

Question : « Les socialistes estiment-ils que l'assassinat et l'effusion de sang soient nécessaires à la réalisation de leurs principes ? »

Marx : « Il n'est pas un seul grand mouvement qui soit ne sans effusion de sang. Les États-Unis d'Amérique du Nord ont conquis leur indépendance en répandant le sang. Napoléon a conquis la France par des événements sanglants, et il a été renversé de la même manière. L'Italie, l'Angleterre, l'Allemagne et tous les autres pays fournissent d'autres exemples du même genre. Quant au meurtre, on sait que ce n'est pas nouveau. Orsini a tenté d'assassiner Napoléon, mais les rois ont tué plus d'hommes que quiconque.

Les Jésuites ont tué, et les puritains sous Cromwell ont tué. Tout cela s'est passé avant qu'on entende parler des socialistes. Aujourd'hui cependant on rend responsable les socialistes de toute tentative d'assassinat de rois ou d'hommes d'État. Or les socialistes jugeraient en ce moment précis la mort de l'Empereur d'Allemagne comme particulièrement regrettable : il leur est, en effet, plus

[1] Cf. Marx -Engels, la Commune de Paris, Éd. 10-18, la lettre au Times se trouve pp. 172-173.

profitable à son poste - et Bismarck a plus fait pour notre mouvement que n'importe quel autre homme d'État, parce qu'il pousse toujours les choses à leur extrême. »

Question : « Que pensez-vous de Bismarck ? »

Marx : « Avant sa chute, on tenait Napoléon pour un génie - ensuite on lui a reproché d'être un fou. Bismarck connaîtra le même sort. Sous le prétexte d'unifier l'Allemagne, il a commencé par ériger un despotisme. Ce à quoi il tend est clair pour tout le monde. Son action la plus récente ne tend à rien d'autre qu'à un coup d'État masqué - mais il ne réussira pas. Les socialistes allemands et français ont dénoncé la guerre de 1870 parce qu'elle était purement dynastique. Dans leurs manifestes, Us ont dit à l'avance au peuple allemand que s'il tolérait que la prétendue guerre de défense se transformât en guerre de conquête, il serait puni par l'instauration d'un despotisme militaire et par une oppression impitoyable des masses laborieuses. À l'époque le parti social-démocrate a tenu en Allemagne de nombreuses réunions et a publié des manifestes dans lesquels il réclamait la conclusion d'une paix honorable avec la France. Le gouvernement prussien se mit aussitôt à le persécuter, et beaucoup de ses chefs furent incarcérés. Malgré tout cela les députés socialistes - et eux seuls - eurent l'audace de protester avec grande énergie au Reichstag allemand contre l'annexion violente des provinces françaises. Cependant Bismarck n'en continua pas moins sa politique de force - et l'on parle du génie de Bismarck! La guerre touchait à sa fin, et comme il ne pouvait plus effectuer de nouvelles conquêtes, mais produire seulement des idées originales, Bismarck échoua lamentablement. Le peuple perdit sa foi en lui, et sa popularité déclina de plus en plus. Or il a besoin d'argent et son État aussi. En même temps qu'une pseudo-constitution, il imposa au peuple la charge de lourds impôts pour ses plans de guerre et d'unification, et il continuera de le faire jusqu'au bout - actuellement il tente d'arriver à ses fins sans Constitution aucune. Afin de mener ses exactions à sa guise, il a suscité le spectre du socialisme, et il fait tout ce qui est en son pouvoir pour provoquer un soulèvement populaire. »

Question : « Recevez-vous régulièrement des rapports de Berlin ? »

Marx : « Oui, je suis fort bien informé par mes amis. Berlin est parfaitement calme, et Bismarck est déçu. Il a expulsé 48 dirigeants, dont les députés Hasselmann et Fritzsche, ainsi que Rackow, Baumann et Auer de *la Freie Presse.* Ces hommes ont exhorté les ouvriers berlinois au calme, et Bismarck le savait. Il n'était pas sans savoir non plus que 75 000 ouvriers sont près de mourir de faim à Berlin. Il avait le ferme espoir qu'une fois les dirigeants éloignés, les ouvriers en viendraient à se bagarrer, ce qui eût donné le signal à un bain de sang. Alors il aurait pu donner un tour de vis à tout l'Empire allemand, laisser libre cours à sa chère politique du sang et du fer, et les ramassages d'impôts ne connaîtraient plus de limites. Jusqu'ici il n'y a pas eu, de désordres, et Bismarck a dû constater à sa grande consternation qu'il s'est ridiculisé devant tous les hommes d'État. »

COMMENTAIRE JURIDIQUE SUR LA MISE HORS LA LOI DES SOCIALISTES ET DE LA RÉVOLUTION

Retour à la table des matières

Marx, Notes marginales sur les débats du Reichstag relatifs à la loi ANTI-SOCIALISTE (Séances des 16 et 17-09-1878).

Vice-Bismarck-von Stolberg parla 4 minutes et 7 secondes [1].

Extrait du compte rendu sténographique.

---

[1] S'agissant d'un brouillon, Marx écrit pour éclaircir le problème qui se pose, sans se préoccuper de la présentation littéraire qui permettrait au lecteur de suivre son raisonnement. Il se place sur le terrain de l'adversaire pour réfuter son argumentation juridique à partir de la légalité existante, c'est-à-dire en mettant l'adversaire en contradiction avec lui-même. Marx ne prend donc pas la peine de démontrer ici que la légalité n'est que violence systématisée, potentielle (tant que le « châtiment » ne suit pas) - comme tout le droit appartient aux superstructures juridiques de contrainte de l'État de classe bourgeois, violence concentrée.

Dans la critique du programme de Gotha, Marx ne s'en prend pas à la revendication d'un « fibre État populaire » parce que c'est simplement une formule fausse pour la dictature du prolétariat, mais essentiellement - comme il ressort du texte - parce que cette formule repose sur une conception sociale-démocrate de l'État existant ou de l'État en général. Pour les marxistes, « dès que l'on pourra parler de liberté, il n'y aura plus d'État ». Dans la situation d'alors, les sociaux-démocrates, avec, leurs revendications démocratiques, entendaient agir « à l'intérieur de l'État existant » avec la prétention d'en faire un « libre État populaire » !

La critique de Marx-Engels se comprend toujours à partir de leurs conceptions fondamentales, ainsi le problème de la légalité entre-t-il dans celui de l'État.

C'est toujours en détachant un argument ou une citation du contexte général que les faussaires ont démontré que Marx avait changé d'opinion.

De même, on ne saurait déduire d'une situation isolée que Marx est contre la violence individuelle, il cherche simplement ici à démontrer qu'on ne saurait imputer à la social-démocratie un crime qu'elle n'a pas commis, surtout lorsque ce déni de justice vise à légaliser l'interdiction du mouvement ouvrier et à le persécuter sans tenir compte des lois édictées par le gouvernement lui-même. En ce qui concerne les attentats individuels, cf. la note n° 85.

Dès le 17 septembre, Marx écrivit à Engels : « Monsieur Eulenburg (cf. les journaux d'aujourd'hui) n'apporte pas d'eau à la rivière [jeu de mot intraduisible en français l'expression allemande équivalente étant « trägt auch keine Eulen nach Athen », ne porte pas de hibou à Athènes]. Je n'ai jamais lu quelque chose d'aussi lamentable que l'extrait qui forme la quintessence de son discours. Celui de Stolberg est de la même veine. La loi d'exception sera votée pour retirer au mouvement social-démocrate l'apparence de la légalité. C'est une méthode éprouvée. Mettre hors la loi (en fr.) est depuis toujours un moyen infaillible pour mettre en opposition à la loi les mouvements hostiles au gouvernement - la légalité nous tue... Bebel en a manifestement imposé, cf. Daily News d'aujourd'hui. Ce début est bon. » Plus loin, Marx remarque :

« Les socialistes russes commettent les « atrocités », et les social-démocrates allemands qui se conforment à la loi, doivent en conséquence être mis hors la loi - c'est ce que ce nigaud de Stolberg a exposé avec le plus grand sérieux. Il oublie simplement d'ajouter qu'en face de ces « atrocités » perpétrées en Russie fi existe un « état légal » que le hobereau Bismarck s'efforce d'atteindre avec ses projets de loi, mais ce but ne sera jamais pour lui qu'un idéal hors de sa portée. »

Bracke avait envoyé à Marx les comptes rendus sténographiques. Dans sa lettre à Engels du 24 septembre 1878, Marx écrit à ce propos : « Il faut avoir lu ce document sténographique pour avoir une idée de la bêtise d'un ministre prussien moyen, du « génie » de leur maître, ainsi que de la vulgarité des représentants de la bourgeoisie allemande qui sont pendus à leur basque. Je m'occupe à l'occasion de ces extraits, afin d'en faire profiter la presse anglaise; cependant je ne sais pas encore si finalement ce sera adapté au Daily News. »

Reichstag : 4e séance lundi, le 16 septembre 1878.

Président : Forckenbeck.

La séance s'ouvre à 11 heures 30 minutes et s'achève à 3 heures 40 minutes.

Suppléant du chancelier, le ministre d'État, comte de Stolberg-Wernigrode :

« ... Il s'agit... de se préoccuper que cette agitation (sic) ne puisse à l'avenir être menée sous quelque apparence de légalité que ce soit. »

Extraits des discours tenus à la séance du 16 septembre : Attentat.

Bebel : « Messieurs, au début de la séance d'aujourd'hui, le représentant du chancelier a particulièrement insisté sur les attentats, comme l'avait d'ailleurs déjà fait l'Empereur dans son discours du trône il y a quelques jours et comme on l'avait fait expressément encore dans l'exposé des motifs de la loi en discussion. Aujourd'hui même tous les orateurs ont, eux aussi, abordé plus ou moins la question des attentats, et tous ont cité ces attentats comme étant le motif de cette loi d'exception - et en fait, il est manifeste qu'ils en sont la cause.

« Messieurs, dans ces conditions, on aurait pu attendre, pour le moins, que le gouvernement s'exprime de manière claire et précise sur ce sujet et qu'il démontre pièces à l'appui quelles découvertes il a faites, quels faits accablants ont pu être mis au jour contre nous jusqu'ici, et qu'il prouve l'existence ne serait-ce que d'un lien idéal entre les auteurs des attentats et la social-démocratie. Or, on ne nous a rien démontré de pareil aujourd'hui, et on est resté aux phrases creuses et aux incriminations, Et néanmoins on a continué avec le slogan : La social-démocratie est responsable des attentats. Et c'est l'accusation : La social-démocratie est le parti des assassins du Kaiser, etc.

« Nous n'avons aucunement l'intention de nous laisser faire et d'admettre qu'on étouffe cette affaire... Au contraire, nous avons l'intérêt le plus vif dans l'immédiat de savoir ce que renferment les nombreux procès-verbaux qui ont été rédigés sur ces attentats. Nous insistons tout particulièrement pour qu'on nous fasse savoir ce qui a pu venir à la lumière du jour dans les si nombreux interrogatoires auxquels on a soumis, dans les contrées les plus diverses d'Allemagne, des membres du parti et même des gens qui n'en faisaient pas partie et appartenaient bien plutôt aux tendances les plus diverses et, en tout cas, n'avaient ni de près ni de loin un quelconque rapport avec les auteurs *de* attentats. Nous sur qui on fait peser la responsabilité et la faute, nous exigeons enfin la clarté, particulièrement aussi en ce qui concerne le dernier attentat qui a servi de prétexte immédiat au renouvellement du Reichstag et au dépôt -de cette loi [1] ...

---

[1] « Après le rejet par 251 voix contre 57 du projet de toi antisocialiste du gouvernement le 24 mai 1878. Bismarck prit le second attentat contre Guillaume 1er comme prétexte pour dissoudre le Reichstag le 11 juin 1878. Les élections nouvelles furent « préparées » pour le 30 juin, et Bismarck obtint une majorité docile au Reichstag. La social-démocratie obtint, en dépit de la menace de représailles politiques et économiques, un nombre de suffrages encore jamais atteint auparavant: 437 158 voix, et neuf socialistes entrèrent au Reichstag.

« Voici comment j'appris la nouvelle de l'attentat : je sortais du Vorwärts où j'étais allé quérir des informations sur le Dr. Nobiling, le 2 juin 1878 très tard dans la soirée. J'étais très satisfait de ma journée et je m'arrêtai quelques minutes devant un magasin, sur la devanture duquel on avait apposé une dépêche, dont le contenu me surprit au plus haut point. La voici:

« Berlin, 2 heures du matin. Au cours du dernier interrogatoire judiciaire l'auteur de l'attentat, Nobiling, a reconnu qu'il avait des inclinations socialistes, qu'il avait également assisté à plusieurs reprises à des meetings socialistes et qu'il avait déjà eu l'intention il y a huit jours de tuer sa Majesté le Kaiser parce qu'il avait jugé utile d'éliminer le chef de l'État. »

« ... La dépêche qui lança cette information dans le monde est expressément de source officielle. J'ai ici dans la main la dépêche que la rédaction de la « Kreuzzeitung » a reçue des autorités constituées avec des notes de la main du rédacteur en chef de ce journal. Il ne fait absolument pas le moindre doute que cette dépêche est de source officielle. Or, des informations diverses de source tout à fait digne de foi démontrent que Nobiling n'a subi aucun interrogatoire judiciaire le jour de l'attentat ou la nuit qui l'a suivi, que rien n'a été établi qui, de quelque manière que ce soit, puisse être considéré comme un point sérieux auquel on pourrait rattacher les raisons du meurtrier et ses idées politiques. Chacun de vous, messieurs, sait ce qu'il en est du bureau télégraphique de Wolff (Approbations), chacun sait que de telles dépêches ne peuvent absolument pas passer sans avoir l'approbation officielle. Au demeurant, cette dépêche porte expressément le mot « Officiel ». Il ne fait donc pas de doute, à mon avis, que cette dépêche ait été consciemment et intentionnellement falsifiée par les autorités constituées pour être envoyée aux quatre coins du monde. « (Écoutez! Écoutez!) » La dépêche renferme l'une des calomnies les plus infâmes qui ait jamais été lancée dans le monde par les autorités officielles, et ce, avec l'intention de faire suspecter de la façon la plus basse tout un grand parti et lui faire endosser la co-responsabilité d'un crime.

« Je demande encore : d'où vient-il que les organes gouvernementaux, la totalité de la presse officielle et officieuse, auxquels presque tous les autres journaux ont emboîté le pas, aient pu en se fondant sur ladite dépêche, lancer contre nous durant des semaines et des mois, jour après jour, la campagne la plus inouïe de diffamation qui soit, que jour après jour ils aient pu lancer dans le monde les comptes rendus les plus épouvantables et les plus inquiétants sur la *découverte de complots et de complicités,* etc. sans qu'une seule fois de côté gouvernemental... Au contraire, *du côté gouvernemental, tout a été réalisé* pour diffuser et accréditer encore davantage dans l'opinion publique la croyance en la vérité de ces affirmations mensongères - et jusqu'à cette heure, les représentants officiels du gouvernement n'ont absolument rien fait pour donner le moindre éclaircissement sur les obscurités existantes... »

Bebel en vient ensuite (p. 39 colonne II) à la campagne de dénigrement : « On a manifestement tout mis en œuvre pour provoquer des désordres; on a cherché à nous exciter à l'extrême, afin que nous nous laissions aller à des *actes de violence.* Il apparaît de toute évidence que *l'on* ne considère pas les attentats comme suffisants. Dans certains milieux, on se serait indubitablement réjoui, si, à la suite de ces incitations à des actes de violence, nous eussions perdu notre sang-froid. On aurait alors disposé des prétextes pour prendre contre nous les mesures les plus sévères, etc. ».

Et Bebel de réclamer *que l'on exhibe enfin au grand jour les procès-verbaux,* et qu'ils soient *imprimés pour être présentés au Reichstag, et plus particulièrement à la Commission* chargée d'examiner ce projet de loi. « Je dépose ici une demande analogue à celle qui a déjà été déposée à

bon droit il y a quelques jours lors de la discussion de l'accident du « Grand Prince Électoral [1] » avec l'approbation de presque tous les membres de l'Assemblée, afin de discuter de l'accident susmentionné : le *ministre de la Marine* (von Stosch) *n'a-t-il pas donné lui-même son assentiment* exprès, pour autant que la décision lui appartenait (!) ? » Cette demande de Bebel a été saluée au Reichstag par des « Très juste! Très bien! »

Or que répond le gouvernement prussien à cette accusation foudroyante ? Il dit par la bouche de Eulenburg, qu'il ne présentera pas les procès-verbaux et qu'il n'existe absolument aucun élément matériel d'accusation.

Ministre de l'Intérieur, le comte de Eulenburg « A ce premier sujet (information des représentants du gouvernement fédéral « sur l'enquête effectuée contre le criminel Nobiling décédé dans l'intervalle »), j'ai à déclarer sur la *possibilité ou l'admissibilité de la communication* des comptes rendus judiciaires du procès contre Nobiling, que c'est aux autorités judiciaires prussiennes qu'il reviendra de décider, si la demande de communication est introduite auprès d'elles. Mais d'ores et déjà, Messieurs, je puis vous dire qu'un interrogatoire de Nobiling a eu lieu et que dans cet interrogatoire, *pour* autant *que je sache, il* a déclaré avoir participé à des réunions sociales-démocrates et avoir trouvé satisfaction aux doctrines qu'on y exprimait. Je dois m'abstenir de vous faire d'autres communications, étant donné que *le ministère de la Justice prussien doit encore décider de l'opportunité de communiquer ces actes. »*

Ce que l'on peut dire de la déclaration de Eulenburg, c'est simplement :

1. « Qu'un » interrogatoire a eu lieu; mais il se garde de préciser s'il est « judiciaire ». Il ne dit pas non plus *quand* cet interrogatoire a eu lieu (certainement après qu'une balle soit passée par sa tête emportant des parties de sa cervelle). Or ce que Eulenburg fait dire à Nobiling (en admettant que celui-ci se soit trouvé dans un état où il jouissait de toutes ses facultés) démontre premièrement : qu'il ne s'est pas déclaré social-démocrate, *membre du parti social-démocrate; il* a dit simplement avoir assisté à certaines réunions de ce parti comme un misérable philistin et « avoir trouvé satisfaction aux doctrines qu'on y exposait ». Ces doctrines n'étaient donc pas les siennes. Il se comportait vis-à-vis d'elles comme un novice.

2. Que son « attentat » n'a aucun lien avec les réunions et les doctrines qu'on y exposait.

Mais nous n'en avons pas encore fini avec les bizarreries! « Tout ce que Monsieur Eulenburg peut dire » - et il le prétend lui-même - est problématique. Par exemple : « que dans cet interrogatoire, pour *autant que je* sache, il a déclaré ». À l'en croire, monsieur Eulenburg n'a *donc* jamais vu les procès-verbaux; il ne le sait que par ouï-dire et il ne peut en dire que « ce qu'il a su lui-même par cette voie », mais aussitôt il s'inflige un démenti à lui-même. Tout à l'heure il vient de dire « tout ce dont on l'a informé », mais dans la phrase qui suit immédiatement il dit : *« Je dois m'abstenir de vous en communiquer davantage,* en considération du fait que le ministère de la Justice prussien doit encore décider de l'opportunité de communiquer ces actes. » En d'autres termes : le gouvernement se compromettrait s'il « communiquait » ce qu'il sait.

[1] Le 31 mai 1878, le cuirassier allemand « Grand Prince Électoral » entra en collision avec le cuirassier « Roi Guillaume » et sombra avec ses 270 hommes d'équipage. Cet incident provoqua le dépôt d'une interpellation au Reichstag à laquelle le ministre de la marine von Stosch répondit le 13 septembre 1878.

Soit dit en passant : Si *un seul* interrogatoire a eu lieu, on doit bien savoir « quand », c'est-à-dire quel jour Nobiling a été arrêté avec une balle dans le crâne et des coups de sabre sur la tête, à savoir le jour où le fameux télégramme a été lancé, à 2 *heures du matin, le 2 juin.* Aussitôt après le gouvernement a cherché à rendre le parti *ultramontain* responsable pour Nobiling. L'interrogatoire n'avait donc établi *aucune espèce de rapport* entre l'attentat de Nobiling et la social-démocratie.

Mais Eulenburg n'est pas encore au bout de ses aveux. Il doit « souligner expressément *qu'en mai* déjà j'ai dit ici que *l'affirmation ne tend pas à signifier [sic]* [1] *que ces actes avaient* été *directement fomentés par la social-démocratie; je ne suis pas davantage en* mesure *aujourd'hui d'étayer* cette affirmation OU EN GÉNÉRAL D'AJOUTER QUOI QUE CE SOIT EN CE SENS ». Bravo! Eulenburg avoue carrément que toute l'infâme campagne et la chasse policière et judiciaire, depuis l'attentat de Hödel jusqu'à la session du Reichstag, ne fournit pas un atome *de consistance à* la « thèse » de l'attentat chère au gouvernement!

Les Eulenburg et consorts - qui ont pour le domaine des compétences du « ministère prussien de la Justice » des « égards » si tendres qu'ils y trouvent un obstacle présumé à la divulgation des « procès-verbaux » au Reichstag, et ce, même après que Hödel ait été décapité et que Nobiling soit mort, autrement dit après que l'enquête soit définitivement close, - n'éprouvent aucun embarras, au début de l'enquête contre Nobiling, le jour même de son attentat, pour susciter le *delirium tremens* du philistin allemand au moyen d'une « dépêche » tendancieusement rédigée sur le prétendu premier interrogatoire .de Nobiling et pour y dresser tout un monument de mensonges par le truchement de la presse! Quel respect pour la *Justice* et notamment pour ceux qui sont tenus pour coresponsables par le gouvernement!

Après que Eulenburg ait déclaré qu'il n'existe aucun élément dans ces attentats pour étayer une accusation contre la social-démocratie et qu'il refusa en conséquence de présenter les procès-verbaux qui projettent sur cette circonstance écœurante un jour grotesque, il poursuit en disant que le projet de loi ne repose en fait que sur une « théorie » - du gouvernement, bien sûr -, à savoir que la manière dont les *doctrines de la social-démocratie,* ont été diffusées par une agitation passionnée, pourrait très bien faire mûrir *DANS DES TEMPÉRAMENTS SAUVAGES* les *mêmes* tristes fruits que *ceux que nous* avons *eu le plus grand regret de constater.* (Les tristes fruits que sont Sefeloge, Tschech, Schneider, Becker, Kullmann, Cohen, alias Blind ?) « Et en faisant cette affirmation, messieurs, je crois aujourd'hui encore être en *accord avec toute la presse allemande » (soit* toute la presse des reptiles, et non pas les différents journaux *indépendants de toutes tendances) « à l'unique exception de la presse social-démocrate ».* (Encore un mensonge pur et simple!)

(Les réunions auxquelles Nobiling a assisté ont toutes eu lieu *sous la surveillance* policière d'un agent de la police; rien n'y est donc répréhensible; les *doctrines qu'il* y entendait, ne peuvent que se rapporter aux sujets qui se trouvaient à l'ordre du *jour.)*

---

[1] Le suffrage universel a un sens différent selon que la population ouvrière est largement minoritaire ou majoritaire dans un pays : « Le suffrage universel qui fut, en 1848, une formule de fraternisation générale, est donc en Angleterre un cri de guerre. En France, le contenu immédiat de la révolution, c'était le suffrage universel; en Angleterre, le contenu immédiat du suffrage universel, c'est la révolution. » (Marx, Neue Oder Zeitung, 8-06-1855). À propos du parlementarisme révolutionnaire et de la politique social-démocrate, cf. Marx-Engels, le Parti de classe, 1, pp. 124-138.

Après ces affirmations *effectivement* mensongères sur « toute là presse allemande », Monsieur Eulenburg est « sûr *de ne pas se heurter à un démenti en suivant cette voie ».*

Face à Bebel, il doit « rappeler quelle position la presse sociale -démocrate a prise vis-à-vis de ces événements », afin de démontrer « que la social-démocratie n'abhorre pas », comme *elle le* prétend, « le *meurtre,* sous quelque forme qu'il se présente ».

Démonstration : 1. « Dans les organes de la social-démocratie, on a d'abord tenté de prouver que les attentats avaient été perpétrés sur commande » (Kronprinz).

(Doléances de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* sur le caractère légal de l'agitation de la social-démocratie allemande.)

2. « Lorsqu'on s'aperçut que l'on n'arrivait à rien sur cette piste.... On affirma que les deux criminels ne jouissaient pas de toutes leurs facultés et on présenta les actes de ces idiots isolés comme des phénomènes qui se sont toujours produits dans le passé » (n'est-ce pas exact, au demeurant ?) « et pour lesquels il n'y a pas à rendre responsable qui que ce soit » (démontre l'amour pour le « Meurtre ») (C'est ce qu'ont affirmé aussi de nombreux journaux qui n'étaient pas sociaux-démocrates).

Monsieur Eulenburg, non content de garder par-devers soi les procès-verbaux, dont, à l'en croire, il ne sait rien - ou dont il doit s'abstenir de parler par respect du « ministère de la Justice prussien » -, réclame à présent en se fondant sur lesdits procès-verbaux (qu'il s'abstient de nous communiquer) qu'on le croit lorsqu'il dit ceci : « Messieurs, l'enquête qui a été menée n'a pas fourni le moindre indice permettant de dire que les deux hommes n'ont pas été d'une manière ou d'une autre en mesure de peser les conséquences et la signification de leurs actes. Au contraire, *tout ce que l'on a pu constater,* c'est qu'ils ont agi avec un total discernement et, dans le dernier cas (donc Hödel que l'on a décapité ?), avec la préméditation d'un fieffé coquin. »

3. « De nombreux organes de la social-démocratie se sont laissés aller à *excuser ces actes, à justifier leurs auteurs.* Ce n'est pas eux, mais la société [le gouvernement l'a excusée, en rendant responsable non pas *elle-même,* mais les « doctrines de la social-démocratie » et l'agitation de la classe ouvrière - soit encore *une partie de la société* et de ses « doctrines »] qui est *rendue responsable des crimes* qui ont été commis » [on n'excuse donc pas les *actes,* puisqu'autrement on ne les aurait pas appelés « crimes » et l'on n'aurait même pas discuté de la question de la « responsabilité »].

Après avoir sonné ainsi l'hallali :

4. « Parallèlement à tout cela, messieurs, on se mit à citer des actes criminels qui ont été tentés, voire même commis, contre des hauts fonctionnaires en Russie. En ce qui concerne l'attentat de Véra Zassoulitch (cf. le *Journal* de Pétersbourg et la presse du monde entier!) et l'assassinat du général de Mézensoff (à ce propos, cf. Bismarck), vous avez lu qu'un journal paraissant ici posait

la question : Et puis que leur restait-il à faire d'autre ? Comment pouvait-il se tirer d'affaire autrement [1] ? »

5. « Enfin *à l'étranger la social-démocratie* a, expressément et sans mâcher ses mots, exprimé sa sympathie pour ces actes. Le *Congrès de la Fédération du Jura* qui a tenu ses assises en juillet *de cette année* a déclaré expressément que les actes de Hödel et de Nobiling étaient des actes révolutionnaires qui avaient toutes ses sympathies, etc. »

Mais la social-démocratie allemande est-elle « responsable » des déclarations et des agissements d'une clique qui lui est antagoniste et dont les méfaits commis jusqu'ici en Italie, en Suisse, en Espagne (et même en Russie, cf. Netchaïev) ne visent que la « tendance Marx ? »

Auparavant Monsieur Eulenburg avait déjà dit à propos de ces mêmes anarchistes qu'il avait dû abandonner l'hypothèse selon laquelle « les attentats avaient été effectués sur commande, lorsque des organes de la social-démocratie eux-mêmes ont déclaré à l'étranger - j'en donnerai ci-après un échantillon - qu'ils étaient convain*cus que rien de semblable* n'était arrivé » : il oublie de citer un passage le démontrant !

Suit maintenant le *beau passage* sur la « tendance *Marx » et* la « tendance *des prétendus anarchistes » (p.* 50, colonne I). Elles sont différentes, mais « il *n'est pas niable que ces associations ont toutes entre elles une certaine » [laquelle ? antagonique] « liaison,* comme cette *certaine* liaison fait partie de tous les phénomènes d'une seule et même époque ». Si l'on veut faire de cette « liaison » un *cas pendable* (en fr.), il faut avant tout démontrer la *nature précise* de cette liaison et ne pas se contenter d'une phrase, qui est si « universelle » qu'elle peut s'appliquer à tous et à rien, dans un univers où tout a une « certaine » liaison avec tout. La « tendance Marx » a démontré qu'une « liaison » déterminée existait entre les doctrines et les actes des « anarchistes » et ceux de la « police » européenne. Lorsque dans la publication *L'Alliance* etc. cette liaison a été révélée jusque dans les détails, toute la presse bien-pensante et reptilienne se tut. Ces « révélations » ne correspondaient pas à sa conception de cette « liaison ». (Cette clique n'a jamais commis d'attentats que contre des membres de la tendance « Marx »!)

Après ce faux *fuyant* (en fr.), Monsieur Eulenburg relie la suite de ce qu'il dit par un « et *» qui* s'efforce de démontrer cette « liaison » par un faux lieu commun qu'il exprime sous une forme particulièrement « critique » : « et », poursuit-il, « c'est un fait d'expérience dans de tels mouvements, *qui reposent sur la loi de la pesanteur [un* mouvement peut reposer sur la loi de la pesanteur, par exemple, le mouvement de chute, mais l'expérience repose tout d'abord sur le phénomène de la chute], que les *tendances extrêmes* (par exemple, dans le christianisme l'automutilation) prennent *progressivement* le dessus et que les tendances plus modérées ne peuvent se maintenir face aux premières. » Premièrement, c'est un faux lieu commun : en effet, il n'est pas vrai que, dans les mouvements historiques, les prétendues tendances extrêmes l'emportent sur le

---

[1] L'attentat de Véra Zassoulitch contre le commandant de la ville de Pétersbourg, Trépoff, le 2 février 1878 et son acquittement par un tribunal de jurés firent sensation dans toute l'Europe. Le 16 août 1868, Kravchintsky tua d'un coup de poignard le commandant de gendarmerie Mézensoff. Est-il besoin de dire que Marx-Engels n'étaient pas opposés par principe aux attentats individuels (qui sont des actes sociaux de politique, et non privés), comme il ressort par exemple de la citation suivante - « En Russie le meurtre politique est le seul moyen dont disposent des hommes, intelligents, convenables et ayant du caractère pour se défendre contre les agents d'un despotisme inouï » (Engels, lettre à Bignami du 21 mars 1879, CC note n° 169).

mouvement adapté à l'époque - Luther contre Thomas Münzer, les puritains contre les niveleurs, les jacobins contre les hébertistes. L'histoire démontre précisément l'inverse. Deuxièmement : La tendance des « anarchistes » n'est pas un courant « extrême » de la social-démocratie allemande; si Eulenburg pense le contraire, il devrait le démontrer, au lieu de l'affirmer gratuitement. Dans la social-démocratie, il ne s'agit que du mouvement historique réel de la classe ouvrière; l'autre n'est qu'un mirage de *la jeunesse sans issue* (en fr.) qui veut faire l'histoire et ne fait qu'illustrer la manière dont les idées du socialisme français se trouvent caricaturées chez les *hommes déclassés* (en fr.) des classes supérieures. C'est pourquoi l'anarchisme est en fait vaincu partout, et il ne fait que végéter là où il n'existe pas de véritable mouvement ouvrier. Et ceci est un fait.

Tout ce que démontre Monsieur Eulenburg, c'est combien il est dangereux que la « police » se mette à « philosopher ».

Que l'on se réfère à la phrase qui suit (colonne I, p. 51), où Eulenburg parle comme si la chose était déjà faite.

Il s'efforce maintenant de démontrer ce qui est condamnable dans « les doctrines et les buts de la social-démocratie » ! Et comment ? Par trois citations qu'il juge bon de faire précéder de cette brillante phrase de transition :

« Et lorsque vous considérez d'un peu plus près ces doctrines et ces buts de la social-démocratie, vous voyez alors que ce n'est pas -comme on l'a dit précédemment - *l'évolution pacifique qui en est le but,* mais que cette *évolution pacifique n'est qu'une étape* qui doit conduire à ces *buts ultimes,* qui ne peuvent être atteints par aucune autre voie si ce n'est celle de la violence. » C'est un peu comme la *Ligue nationale (Nationalverein)* a été une « étape » dans le *processus violent de prussianisation de l'Allemagne.* C'est du moins ainsi que Monsieur Eulenburg s'imagine la chose avec « le sang et le fer ».

Si l'on considère la première partie de la phrase, elle n'exprime qu'une tautologie ou une bêtise : si l'évolution a un « but », des « buts ultimes », alors ce « but » etc., et non le caractère de l'évolution, est « pacifique » ou « non pacifique ». En fait, ce que Eulenburg veut dire, c'est : l'évolution pacifique vers le but n'est qu'une étape qui doit conduire au développement violent du but, et aux yeux de Monsieur Eulenburg cette transformation ultérieure de l'évolution « pacifique » en « violente » se trouve dans la nature même du but recherché. En l'occurrence, le but est l'émancipation de la classe ouvrière et le bouleversement (transformation) de la société qu'elle implique.

Une évolution historique ne peut rester « pacifique » qu'aussi longtemps, que ceux qui détiennent le pouvoir dans la société ne lui barrent pas la route par des obstacles violents. Si, par exemple, en Angleterre et aux États-Unis la classe ouvrière conquiert la majorité au parlement ou au congrès, elle pourrait écarter par la voie légale les lois et institutions qui gênent son développement, et ce dans la mesure où l'évolution sociale le mettrait en évidence. Néanmoins le mouvement « pacifique » pourrait se transformer en mouvement « violent » par la rébellion des éléments intéressés au maintien de l'ancien état de choses, et alors - comme dans la guerre civile américaine et la révolution française - ils seraient écrasés par la force, étant traités de rebelles à la violence « légale ».

Mais ce que Eulenburg prêche, c'est la réaction *violente* de la part des détenteurs du pouvoir contre *l'évolution qui* se trouve dans une « étape pacifique », et ce pour éviter d'ultérieurs conflits « violents » (de la part *de la* classe *montante de* la société). C'est le cri de guerre de la contre-révolution violente contre l'évolution effectivement « pacifique ». En effet, le gouvernement cherche à écraser par la *violence* un développement qui lui est défavorable, mais est *légalement inattaquable*. C'est l'introduction à des révolutions inévitablement *violentes.* Tout *cela* est de l'histoire ancienne, mais reste éternellement neuf.

Or donc Monsieur Eulenburg démontre les doctrines de violence de la social-démocratie grâce à trois citations :

1. *Marx dit dans son ouvrage* sur *le Capital : « Nos buts* etc. [1]. » Or, « nos buts », c'est ce qui est dit au nom du parti *communiste, et* non de la social-démocratie allemande [2]. En outre, ce passage ne se trouve pas dans le Capital publié en 1867, mais dans le *Manifeste communiste,* paru en « 1847 », soit vingt ans avant la création effective de la « social-démocratie allemande » !

2. Et de citer un autre passage extrait de la brochure de Monsieur Bebel intitulée « N'os buts », où l'on présente comme étant une formule de Marx le passage suivant [après que Monsieur Eulenburg ait cité un passage du « Ca*pital » qui ne* s'y trouve point, il eh cite un autre qui s'y trouve, naturellement, puisqu'il extrait sa citation de l'ouvrage de Bebel : cf. le passage dans le *Capital 1,* 2e édition] :

« Ainsi donc nous voyons quel est le rôle de la *violence* dans les différentes périodes de l'histoire, et ce n'est certes pas à tort que Karl Marx écrit (dans son livre *le Capital, où* il décrit le *cours du développement de la production capitaliste)* : La violence est l'accoucheuse de toute vieille société qui est grosse d'une nouvelle. C'est une puissance économique. »

3. Voici maintenant la citation extraite de Bebel, « Nos buts » (colonne I, p. 51). Il y est précisément dit : « Le cours de ce développement dépend de l'intensité (force) avec laquelle les milieux participants conçoivent le mouvement; il *dépend de la résistance que le mouvement* trouve chez ses adversaires. Une chose est certaine : plus *cette résistance sera violente, plus violent sera le passage aux nouvelles conditions sociales.* La question ne peut en aucun cas être résolue par aspersion d'eau de rose. » C'est ce que Eulenburg cite à partir de Bebel, « Nos buts ». Cela se trouve

---

[1] Il s'agit du passage suivant du Manifeste : « Les communistes... déclarent ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par une révolution violente de tout l'ordre social qui a existé jusqu'ici. »

[2] Engels fait ici une distinction, désormais classique, entre parti formel (pratique) et parti historique (programmatique, théorique). Marx et Engels représentaient au plus haut point le parti historique, c'est-à-dire le communisme comme résultat de l'expérience de toute l'évolution humaine. De ce point de vue ils critiquaient le parti formel, - en l'occurrence social-démocrate -, qui tendait seulement vers une politique communiste. Même alors il ne fallait jamais perdre de vue la continuité, le fil vers ce but, quel que fût l'éloignement de son action de départ. Il ne doit pas y avoir d'opposition entre ces deux notions de parti, même à l'époque où la distinction est encore historiquement inévitable. Comme Marx n'a cessé de le montrer, ils doivent tendre à se rejoindre de plus en plus, jusqu'à coïncider.

En somme, le danger qui guettait toujours la social-démocratie était ce qu'on appelle l'immédiatisme, forme d'opportunisme qui ne considère que le mouvement actuel; Marx-Engels défendaient essentiellement l'avenir, le but et la continuité d'action et s'efforçaient de réaliser la formule du Manifeste, selon laquelle les communistes représentent dans le mouvement actuel l'avenir du mouvement, en défendant « toujours au cours des différentes phases de l'évolution que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie l'intérêt de l'ensemble du mouvement ».

page 16, cf. le *passage annoté* 16 et *ibid.* 15; cf. *ibid.* le passage annoté page 43 (qui est de nouveau « falsifié », parce que cité *hors de son contexte).*

Après ces colossales prouesses, que l'on considère les insanités puériles, qui se contredisent et s'annulent réciproquement, à propos des « contacts » de Bismarck avec les « dirigeants de la social-démocratie [1] » (p. 51, colonne II).

Dans la même séance :

Après *Stolberg,* la parole est à *Reichensperger* [2]. Sa plus grande peur : que la loi qui soumet tout à la police, s'applique également à d'autres partis déplaisant au gouvernement. Et de se lancer dans les éternels coassements des catholiques. (Cf. les passages annotés, pp, 30-35).

Après Reichensperger, la parole est à *von Helldorf-Bedra.* On ne saurait être plus candide: « Messieurs, la présente loi se caractérise comme une loi préventive au sens le plus éminent du terme; elle ne prévoit aucune sanction pénale, *mais autorise seulement les interdictions de la police et déclare punissables les violations de ces interdictions extérieurement reconnaissables » (p.* 36, colonne I). Elle permet tout bonnement à la POLICE de tout *interdire et* ne punit aucune violation de loi quelconque, mais les « violations » d'oukases de la police. C'est une façon parfaite de rendre superflues les lois *pénales.* Monsieur von HeIldorf avoue que le « danger » réside dans les victoires électorales des sociaux-démocrates, victoires qui ne sont même pas compromises par la campagne de provocation suscitée à l'occasion des attentats. Application du suffrage universel d'une manière qui déplaît au gouvernement! (p. 36, colonne Il).

Le gaillard approuve néanmoins Reichensperger: les « instances de doléance », la « commission de la Diète fédérale » sont de la foutaise. « Il s'agit simplement de la *décision d'une question policière,* et entourer une telle *instance de garanties juridiques serait carrément erronée;* ce qui aide contre les abus, c'est « la confiance dans les *fonctionnaires politiques haut placés » (p. 37, 1* et Il). Il demande que l' « en corrige notre droit électoral » (p. *38,* colonne 1).

---

[1] Dans son discours au Reichstag du 16-09-1878, Bebel avait noté que Bismarck, qui accusait la social-démocratie de vouloir renverser le pouvoir par la violence, avait eu néanmoins des contacts étroits avec Lassalle; à quoi le ministre de l'Intérieur Eulenberg, se tournant vers Bebel, répondit : « Lorsqu'un mouvement de la dimension du mouvement ouvrier prend son essor, il n'est pas seulement souhaitable, mais encore nécessaire pour le gouvernement de se tenir au courant de ses buts par ouï-dire et par écrit. Il doit apprendre si possible de la bouche même de ses dirigeants leurs intentions, leurs motifs, afin, le cas échéant, de canaliser d'une manière ou d'une autre, un mouvement aussi puissant dans le flot paisible du développement légal - en procédant ainsi nous ne faisons que notre devoir... En disant cela, je n'ai absolument pas voulu dire qu'à l'époque où ces contacts ont eu heu le mouvement se trouvait dans une voie tout autre que celle où il évolue aujourd'hui : A l'époque c'était Lassalle et ses partisans qui se trouvaient à la tête, alors que chacun sait que, par la suite, cette tendance a été opprimée et évincée parla suivante, celle que l'on appelle la direction internationale, celle-ci imposant ses vues a présent. » (Cf. Comptes rendus sténographiques des débats du Reichstag allemand, 4e législature, 1re session 1878; vol. I. Berlin 1878.)

[2] Dans cette dernière partie, Marx cite des extraits de discours de bourgeois allemands. On constate qu'ils sont particulièrement veules : « Reichensperger représente le bourgeois rhénan du Centre. Bamberger reste fidèle à la formule : Nous sommes tout de même des chiens! » (Marx à Engels, 17-09-1878.) Le député national-libéral avait utilisé cette formule pour caractériser la manière dont Bismarck traitait les députés du parti de l'opposition.

RÉACTIONS
À LA LOI ANTI-SOCIALISTE

Retour à la table des matières

Extraits du discours de W. Liebknecht à la séance du 17 mars 1879 au Reichstag.

Liebknecht : « Il va de soi que nous nous conformerons à la loi, parce que notre parti est certainement un *parti de réforme au sens le plus rigoureux du terme,* et *non un parti qui veut faire une révolution violente* - *ce* qui de toute façon est une *absurdité.* Je *nie de la façon la plus solennelle* que nos efforts tendent au renversement violent de l'ordre en vigueur de l'État et de la société [1]. »

Extraits du discours de W. Liebknecht à la Diète de Saxe, le 17 février 1880.

Liebknecht : « Nous protestons contre l'affirmation selon laquelle nous, serions un parti révolutionnaire (*Umsturzpartei)...* La participation de notre parti aux élections est, au contraire, un acte qui démontre (!) que la social-démocratie *n'est pas imparti révolutionnaire...* À partir du moment où un parti se place sur la base de tout l'ordre légal, le droit du suffrage universel, et témoigne ainsi qu'il est tout disposé à collaborer à la législation et à l'administration de la communauté, à partir de ce moment (!) il a proclamé qu'il *n'est pas un parti révolutionnaire...* J'ai souligné tout à l'heure que le *simple fait* déjà de la participation aux élections est une preuve que la social-démocratie n'est *pas un parti révolutionnaire,* etc. »

---

[1] Ces deux extraits de discours de W. Liebknecht ont été retrouvés dans les archives d'Engels, qui les a ponctués de points d'exclamation. Le commentaire en figure dans la lettre suivante à J.-Ph. Becker.

Liebknecht a tenu son premier discours, bien après la proclamation de la loi antisocialiste - ce qui témoigne que ce n'est pas sous l'effet de la première surprise qu'il a réagi de manière aussi défaitiste. Le 17 mars 1879, le gouvernement prussien avait déposé au Reichstag son ordonnance sur la proclamation du petit état de siège à Berlin et les environs à la suite de la loi antisocialiste. Liebknecht fut le seul député social-démocrate à intervenir dans ces débats. Son discours témoigne d'une conception qui l'a finalement emporté dans la social-démocratie allemande, et que Marx-Engels ont tenté de contrecarrer de toutes leurs forces.

La façon dont réagit Liebknecht dans ses deux discours illustre en gros la réaction de la majorité des dirigeants social-démocrates lors de la loi antisocialiste, et notamment la fraction parlementaire qui exercera toujours plus sa répression et ses mesures disciplinaires contre les ouvriers révolutionnaires, en jetant la graine fasciste dans les masses.

Engels a des mots très durs pour caractériser la défaillance des dirigeants : « La tempête qui submergea les socialistes français après la Commune était tout de même autrement grave que les clameurs qui se sont élevées autour de l'affaire Nobiling en Allemagne. Et avec quelle fierté et quelle assurance les ouvriers français ont-ils réagi! Vous n'y trouverez pas de telles faiblesses et de telles complaisances avec l'adversaire. Lorsqu'ils ne pouvaient pas s'exprimer librement, ils se taisaient, laissant les philistins hurler tout leur soûl. Ne savaient-ils pas que leur temps reviendrait bientôt... » (Engels à A. Bebel, 14-11-1879.)

Devant changer du jour au lendemain ses méthodes d'organisation et d'action, la social-démocratie réagit donc très mal au coup de force de Bismarck. Marx-Engels sauvèrent littéralement le parti à ce moment-là de la débâcle complète : cf. l'ouvrage de Heinrich Gemkow : Friedrich Engels' Hilfe beim Sieg der deutschen Sozialdemokratie über das Sozialistengesetz, Dietz Verlag, Berlin 1957, écrit avant la détente pour les temps après la détente.

Engels à J.-Ph. Becker, 1er juillet *1879*.

L'intervention pusillanime et tout à fait déplacée de Liebknecht au Reichstag a eu un effet absolument déplorable dans les pays latins, comme on le conçoit; elle a même été partout désagréablement ressentie parmi les Allemands [1]. C'est ce que nous avons exprimé dans ma lettre [2]. En Allemagne, c'en est fini une fois pour toutes de la vieille agitation nonchalante, marquée de temps à autre par une peine de six semaines à six mois de prison. Quelle que soit l'issue de l'état de chose imposé aujourd'hui, on peut déjà dire que le nouveau mouvement part d'une base plus ou moins révolutionnaire et doit donc avoir un caractère bien plus résolu que dans la première période du mouvement qui est derrière nous. La phraséologie sur la possibilité d'atteindre pacifiquement le but deviendra inutile, tu ne peux plus être pris au sérieux. En mettant fin à ces déclamations et en jetant le mouvement dans la voie révolutionnaire, Bismarck nous a rendu un énorme service, qui compense largement le léger dommage qu'il nous cause en freinant notre agitation [3].

Par ailleurs, cette intervention docile au Reichstag apporte de l'eau au moulin des héros de la phrase révolutionnaire qui cherchent à désorganiser le parti par leurs manœuvres et intrigues. Le centre de ces menées est l'Association ouvrière de Londres où siègent les grandes gueules de *1849* à la Weber, à la Neustadt an der Hardt et consorts [4]. Depuis la reprise du mouvement en Allemagne, ces gens ont perdu toute la signification qu'ils pouvaient encore avoir de *1840* à *1862* et ils pensent

---

[1] Les concessions parlementaires de Liebknecht à Bismarck auront un double effet néfaste sur la social-démocratie allemande : d'une part, elles renforceront les tendances capitulardes petites bourgeoises dans le parti et notamment la fraction parlementaire, d'autre part, elles apporteront de l'eau au moulin des éléments « anarchisants » - Most dans son journal Freiheit - qui se gargariseront de grands mots révolutionnaires en préconisant des méthodes stériles d'agitation.

[2] La lettre en question n'a pas été retrouvée -on s'en doute. Il ressort d'une lettre de W. Bracke à Engels du 6 juin 1879 qu'Engels lui avait envoyé une lettre le 16 mai 1879, en le priant de la transmettre à A. Bebel. Celui-ci répondit dans une lettre à Bracke, datée du 24 mai, que ce dernier recopia à l'intention d'Engels : « Je te renvoie ci-inclus la lettre d'Engels Je suis tout à fait d'accord avec son contenu. J'ai été indigné moi aussi de ce que Liebknecht ait déclaré, de manière aussi ostentatoire, dans son discours sur l'état de siège qu'il se soumettait avec tout le parti à la loi et qu'il ait répété, en outre, deux ou trois fois cette déclaration dans son discours. Ce jour-là, je suis arrivé quelques minutes après le discours, et c'est le lendemain seulement que j'en lus le compte rendu et dus me rendre à l'évidence. J'attendis le compte rendu sténographique, et comme j'y trouvai ces affirmations reproduites de manière pire encore, je ne me suis pas gêné pour faire des reproches à Liebknecht. Je lui ai aussi communiqué des passages de la lettre d'Engels : il a écouté sans rien dire. Lorsque tu écriras à Engels, salue-le de ma part, et dis-lui que je suis complètement d'accord avec lui... »

[3] Engels fait preuve ici d'un grand esprit dialectique, en même temps que d'optimisme révolutionnaire. En effet, si Bismarck, en plaçant la social-démocratie hors la loi, espère que celle-ci sera assez veule et complaisante pour devenir inoffensive, Engels peut, pour sa part, espérer, au contraire, que la social-démocratie, placée hors du cadre bourgeois deviendra de plus en plus révolutionnaire : La décision pour l'une ou l'autre solution reste entre les mains de la social-démocratie et de ses dirigeants en Allemagne. En soi, la loi anti-socialiste n'a pas d'effets négatifs, mais impose une réaction, dont dépendra ensuite le sort du mouvement. D'où l'importance des conseils d'Engels, d'une part, et de la suite que leur donneront les dirigeants social-démocrates, d'autre part.

[4] Engels fait allusion à une association issue de la Ligue des Justes qui prit un caractère de plus en plus international et changea à plusieurs reprises de nom. Après la loi anti-socialiste, a s'y développa une tendance anarchisante qui prit la direction de l'Association pendant un certain temps. Avec l'appui de l'Association, Johann Most - ancien député social-démocrate émigré à Londres - publia au début de 1879 le journal Freiheit. Celui-ci critiqua la tactique suivie par les dirigeants de la social-démocratie allemande après la promulgation de la loi anti-socialiste, condamnant la combinaison des moyens de lutte légaux et illégaux, exigeant le renoncement à l'activité parlementaire et prônant le terrorisme individuel. En mars 1880, une grande partie des membres de l'Association se sépara des éléments anarchisants et se constitua en association sous le même nom.

maintenant avoir une occasion de se hausser à la tête. Le jeune Weber, un vague négociant et quelques autres se sont constitués au moins six fois au cours de ces dernières années en comité central du mouvement ouvrier européen et américain, mais notre monde sans foi les a ignorés chaque fois avec obstination.

C'est à toute force qu'ils veulent arriver maintenant à leurs fins, et ils ont trouvé en Most un allié. La *Freiheit* claironne la révolution radicale jusqu'au meurtre et à l'incendie - ce qui naturellement ne peut que combler d'aise ce brave Most, lui qui ne pouvait se permettre tout cela auparavant. Ceci dit on a énormément exagéré les histoires du Reichstag prises comme prétexte pour diviser le parti et créer un parti nouveau. C'est là une exploitation de la situation de contrainte et du silence qui règne maintenant en Allemagne au profit de quelques têtes creuses, dont l'ambition est en disproportion complète avec les capacités, et si -comme on l'a prétendu - Most raconte à qui veut l'entendre que nous l'appuyons, alors il ment. Depuis qu'il a commencé à jouer ce rôle, il ne s'est plus laissé voir chez nous. Au fond, c'est une bonne chose qu'il se soit ainsi démasqué, si bien qu'il a gâché toutes ses chances pour son retour ultérieur en Allemagne; il n'est pas dépourvu de talent, mais il est atrocement vaniteux, indiscipliné et ambitieux : il vaut donc mieux qu'il se discrédite lui-même. Au reste, la *Freiheit* ne continuera certainement pas à vivre bien longtemps, et tout s'endormira de nouveau bien tranquillement.

Frédéric Engels

BISMARCK
ET LE PARTI OUVRIER ALLEMAND

Retour à la table des matières

The Labour Standard, 23-07-1881.

La presse bourgeoise anglaise est devenue très silencieuse ces derniers temps sur les brutalités exercées par Bismarck et ses créatures contre les membres du Parti ouvrier social-démocrate en Allemagne. Le *Daily News* a représenté dans une certaine mesure la seule exception. Autrefois l'indignation était véritablement considérable dans les quotidiens et hebdomadaires anglais, lorsqu'à l'étranger des gouvernements despotiques se permettaient de tels excès vis-à-vis de leurs sujets. Mais, en l'occurrence, ceux qui sont touchés par la répression, ce sont des ouvriers qui sont fiers de ce nom. C'est la raison pour laquelle les journalistes qui représentent la « bonne société », les « dix mille privilégiés » cachent les faits, et, à en juger par leur silence obstiné, il semblerait presque qu'ils les approuvent. Les ouvriers, qu'ont-ils à faire avec la politique ? Ne devraient-ils pas l'abandonner aux classes « supérieures » ? Et il y a encore une autre raison au silence de la presse anglaise : il est bien difficile d'attaquer la loi de force bismarckienne et son application et de défendre en même temps les mesures de violence prises par monsieur Forster en Irlande [1]. C'est un

[1] Au lieu de pleurnicher et de servir la violence adverse en se mettant à trembler et à démoraliser ses propres troupes devant la terreur policière, comme le font de nos jours les démocrates, Engels passe à l'attaque et ironise, sans

point particulièrement sensible auquel il ne faut pas toucher, bien sûr. Il est difficile d'attendre de la presse bourgeoise qu'elle révèle elle-même combien la réputation morale de l'Angleterre a souffert en Europe et en Amérique à la suite des procédés employés par l'actuel gouvernement en Irlande.

À chaque élection générale, le Parti ouvrier allemand est sorti avec un nombre de suffrages plus considérable : lors des avant-dernières élections, ses candidats obtinrent plus de 500 000 voix, et lors des dernières plus de 600 000. Berlin élut deux députés sociaux-démocrates, Elberfeld-Barmen un, ainsi que Breslau et Dresde. Dix sièges furent conquis, et ce, face à la coalition du gouvernement avec la totalité des partis libéraux, conservateurs et catholiques, face aux clameurs qui se sont élevées à la suite des deux tentatives d'assassinat de l'Empereur Guillaume 1er pour lesquelles tous les autres partis, unanimes, ont attribués la responsabilité au Parti ouvrier. C'est alors que Bismarck réussit à faire passer son projet de loi, par lequel il a mis hors la loi la social-démocratie. Les journaux des ouvriers, dont le nombre atteint plus de cinquante, ont été bridés, leurs associations interdites, leurs cercles fermés, leurs fonds mis sous séquestre, leurs réunions dispersées par la police et, pour couronner le tout, une ordonnance stipule que l' « état de siège » peut être décrété dans toutes les villes et tous les districts -tout comme en Irlande. Cependant Bismarck s'est permis de faire en Allemagne ce que les lois d'exception anglaises elles-mêmes n'ont osé faire en Irlande. Dans tous les districts dans lesquels l' « état de siège » était décrété la police obtint le droit d'expulser quiconque pouvait lui apparaître simplement « suspect » de faire de la propagande socialiste. L'état de siège fut naturellement aussitôt décrété à Berlin, et des centaines de personnes (des milliers avec leurs familles) furent expulsées. En effet, la police prussienne se plaît à expulser des pères de famille; en général, elle laisse en paix les jeunes gens, non mariés, car pour eux l'expulsion ne serait pas une bien grande sanction, alors qu'elle représente dans la plupart des cas une longue période de misère, sinon de ruine complète pour les pères de famille. Lorsque Hambourg élut un ouvrier au Reichstag, l'état de siège fut aussitôt décrété. La première fournée d'ouvriers expulsés de Hambourg s'élève environ à une centaine, et il faut y ajouter pour chacun d'eux plus de trois membres de leur famille. En deux jours, le parti ouvrier put rassembler l'argent pour leur voyage et leurs autres besoins immédiats. L'état de siège vient également d'être décrété à Leipzig, sans autre justification que celle selon laquelle le gouvernement n'avait pas d'autre moyen pour détruire l'organisation du parti. Dès le premier jour, trente-trois ouvriers furent expulsés, en majeure partie des hommes mariés, chargés de famille. En tête de liste figurent les trois députés au Reichstag allemand; peut-être monsieur Dillon [1] leur enverra-t-il un message de congratulations en raison de ce que leur situation n'est finalement pas plus mauvaise que la sienne.

Mais ce n'est pas encore tout. Après que le Parti ouvrier a été mis hors la loi selon toutes les règles de l'art légal et privé de tous les droits politiques, dont jouissent tous, les autres Allemands, la police peut procéder avec le plus grand arbitraire contre les membres de ce parti. En prétextant des besoins inhérents aux perquisitions en vue de rechercher la littérature interdite, la police soumet les familles et les filles aux traitements les plus éhontés et les plus brutaux. Celles-ci sont arrêtées selon la fantaisie des policiers et retenues des semaines entières en détention préventive et ne sont

---

faire de concession à l'opinion publique démocratique anglaise à laquelle il dévoile, au contraire, les mauvais coups portés par l'Angleterre, aux Irlandais.

L'entrée en vigueur de la loi foncière d'août 1881 suscita une vive résistance parmi les métayers irlandais. Forster, le secrétaire d'État pour l'Irlande, prit alors une série de mesures d'exception, et utilisa la troupe pour déloger les métayers qui refusaient de se plier aux exigences anglaises.

[1] John Dillon; homme politique irlandais, membre du parlement anglais, se trouvait à ce moment-là en prison.

libérées parfois qu'après des mois de prison. La police invente des délits nouveaux, inconnus du code pénal, et les prescriptions de ce code pénal lui-même sont étendues au-delà des limites du possible. Le plus souvent la police trouve des fonctionnaires de la justice et des juges assez corrompus ou fanatiques pour l'aider, voire lui fournir leur concours : la carrière n'en dépend-elle pas ? Les conséquences qui en découlent, ressortent clairement des chiffres suivants: Dans la seule année qui va d'octobre 1879 à octobre 1880, il n'y avait pas moins de 1 108 personnes incarcérées dans la seule Prusse pour crime de haute trahison, de lèse-majesté, d'offense à l'État etc. et pas moins de 10 094 prisonniers politiques pour diffamation politique, injures à Bismarck et autres propos séditieux. Onze mille deux cent deux prisonniers politiques - cela dépasse même les prouesses irlandaises de Monsieur Forster!

Qu'est-ce que Bismarck a-t-il atteint avec toutes ces mesures de violence ? Exactement la même chose que Monsieur Forster en Irlande. Le parti social-démocrate continue de fleurir et possède une organisation tout aussi solide que la Ligue de la Terre irlandaise. Il y a quelques jours, des élections ont eu lieu pour renouveler le conseil municipal de Mannheim. Le Parti ouvrier a mis seize candidats sur les rangs et les a fait passer tous avec une majorité de presque trois contre un. C'est alors que Bebel - le député au Reichstag de Dresde - présenta sa candidature dans la troisième circonscription électorale de Leipzig pour la Diète de Saxe. Bebel lui-même est ouvrier (tourneur) et l'un des meilleurs - sinon le meilleur - orateur en Allemagne. Pour faire échec à son élection, le gouvernement expulsa tout son comité électoral. Or quel en fut le résultat ? Malgré toutes les limitations portées au droit de suffrage, Bebel fut élu à une forte majorité.

On le voit, les mesures de force de Bismarck ne servent à rien. Au contraire, elles exaspèrent le peuple. Ceux à qui on a enlevé tous les moyens légaux pour exprimer leur point de vue et défendre leurs intérêts saisiront un beau jour des moyens illégaux - et personne ne pourra leur en faire le reproche. Combien de fois monsieur Gladstone et Monsieur Forster n'ont-ils pas proclamé cette doctrine! Et comment procèdent-ils maintenant en Irlande ?

LA CRÉATION D'UN ORGANE RÉVOLUTIONNAIRE LE SOZIALDEMOKRAT

Retour à la table des matières

Engels à Bernstein, 26 juin 1879.

Lorsqu'on m'a sollicité avec insistance et que je me suis décidé à prendre en main cette casserole de Dühring [1], Liebknecht m'a déclaré expressément que c'était la dernière fois que l'on me

[1] Non sans raison Engels se plaint de ce que Liebknecht lui impose des polémiques contre de pseudo-socialistes qu'il a lui-même élevé par ses complaisances vis-à-vis des éléments « cultivés » prétendument attirés par le socialisme.

demanderait d'interrompre mes travaux les plus importants pour une activité journalistique, a moins que des événements politiques le réclament absolument - ce dont je serai seul juge. L'expérience de ces neuf dernières années m'a appris qu'il n'était pas possible de mener à terme des travaux assez importants et d'être en même temps actif dans l'agitation pratique. Et puis avec le temps je prends de l'âge et je dois une fois pour toutes me cantonner dans un secteur déterminé, si je veux mener à terme un travail quelconque. C'est ce que j'ai écrit également à monsieur Wiede lors de la création de la *Neue Gesellschaft.*

Pour ce qui concerne monsieur Höchberg [1], vous vous trompez si vous pensez que j'avais une quelconque « répulsion » à son égard. Lorsque Monsieur Höchberg créa la *Zukunft,* nous avons reçu une offre - signée de la rédaction - d'y collaborer. À moins que je ne me trompe beaucoup, le nom même de monsieur Höchberg nous était alors inconnu, et il allait de soi que nous n'étions pas intéressés par ce genre d'invitations anonymes. Là-dessus monsieur Höchberg publia son programme dans *la Zukunft : le* socialisme devait reposer sur la notion de « Justice ». Ce programme excluait d'emblée tous ceux pour lesquels le socialisme ne se déduit pas en dernière instance comme conclusion de quelconques idées ou de principes, par exemple de justice, etc., mais est le produit idéal d'un processus économique matériel, celui de la production sociale à un certain niveau. Ce faisant, monsieur Höchberg avait donc lui-même exclu toute collaboration de notre part. En dehors de ce programme cependant, je n'ai rien reçu jusqu'ici qui me permette de me faire un jugement motivé sur les conceptions philosophiques de Monsieur Höchberg. Tout cela n'est pas une raison pour avoir une quelconque « répulsion » pour lui, ou un préjugé contre toute entreprise littéraire de sa part. Ma position à son égard est la même que celle que j'ai à l'égard de toute autre publication socialiste nouvelle : tant que je ne sais pas ce qu'elle contient, j'attends avec sympathie.

Cependant, tout cela n'est qu'accessoire, l'essentiel est que je dois m'interdire toute collaboration à des revues, si je veux arriver au terme de mes travaux, qui sont bien plus importants pour l'ensemble du mouvement que quelques articles de journaux. Et vous avez constaté que j'ai suivi cette règle depuis quelques années contre tous et de manière égale.

Sous le régime de la loi anti-socialiste, les erreurs politiques des dirigeants deviennent plus lourdes de conséquences, trouvant en Bismarck quelqu'un qui transformait tous les dévoiements « théoriques » en impasses réelles dans lesquelles s'engageait le mouvement ouvrier révolutionnaire, du fait qu'il réprimait tous les éléments révolutionnaires et donnait libre cours à toits les éléments petits bourgeois dans le parti qui s'agitaient sur l'avant-scène sous l'œil bienveillant des autorités officielles.

[1] Hochberg Karl (pseudonyme pour Dr. Ludwig Richter) financera l'organe illégal du parti, le Sozialdemokrat, qui parut en Suisse sous la loi anti-socialiste et, sous l'influence d'Engels, finit par défendre les principes révolutionnaires.

Bien que sans préventions contre Höchberg, Engels sera amené par ses prises de position capitulardes à s'opposer à son patronage que les dirigeants sociaux-démocrates finirent tout de même par imposer. Toute l'affaire du Sozialdemokrat est de première importance. Après la défaillance lors de la promulgation de la loi anti-socialiste, il s'agissait de réorienter le parti vers une politique révolutionnaire et de déterminer la juste tactique à adopter sous le régime de la loi anti-socialiste. Comme l'épisode de Dühring (cf. note no 77) l'avait montré, la diffusion du marxisme restait encore à faire en Allemagne, et il importait au mouvement révolutionnaire de disposer, face aux idéologues socialistes petits bourgeois, d'un organe politique et théorique.

Dans ce que vous me rapportez, je retiens que l'on chuchote que Marx et moi nous étions « entièrement d'accord » avec les positions défendues par la Freiheit de Londres [1]. Or c'est précisément le contraire qui est vrai. Nous n'avons plus vu Monsieur Most depuis qu'il a lancé ses attaques contre les parlementaires sociaux-démocrates. Pour ce qui est de notre jugement sur cette affaire, il n'a pu l'apprendre qu'au milieu du mois, lorsque j'ai répondu au secrétaire de l'Association ouvrière, qui m'avait demandé d'y faire un exposé. J'ai refusé carrément, parce qu'en Allemagne etc, on aurait dû en conclure que je suis d'accord avec la sorte de polémique que la *Freiheit* a ouverte contre les parlementaire sociaux-démocrates, et ce publiquement; ce n'est aucunement le cas, si peu que j'apprécie et approuve certaines interventions au Reichstag.

Comme on nous a communiqué par ailleurs aussi de semblables informations, nous souhaiterions être mis en état de mettre fin une fois pour toutes à ces insinuations. On pourrait le faire le plus simplement, si vous aviez la bonté de nous communiquer par écrit les passages de lettres en question, afin que nous sachions exactement *ce que* l'on a dit de nous de sorte que nous puissions y répondre comme il convient. Il va de soi que votre allusion ne pouvait être que de nature générale, mais c'est précisément pour cela qu'elle appelle des informations précises, pour que je puisse intervenir directement. Le tapage révolutionnaire n'est rien de neuf pour nous depuis près de 40 ans.

Si monsieur Most devait tomber dans les bras des anarchistes et même de Russes comme Tkatchov, ce serait un malheur pour lui tout au plus. Ces gens sombrent dans l'anarchie qu'ils ont creusée eux-Mêmes sous leurs pieds. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas de temps en temps leur donner un coup sur la tête.

Fr. Engels à J. Ph. Becker, 8 septembre 1879.

La *Freiheit* ne passera certainement pas le cap de la nouvelle année, si l'on ne fait pas de bêtises de J'autre côté en lui donnant une importance nouvelle. On veut fonder un organe officiel du parti à Zurich - le Sozialdemokrat - et la direction sous le très haut contrôle de ceux de Leipzig, doit en être confiée aux Allemands de Zurich (Höchberg, Bernstein et Schramm), dont je ne peux vraiment pas dire qu'ils m'inspirent confiance [2]. En effet, ne trouve-t-on pas de fort curieuses choses dans la

---

[1] Les concessions parlementaires de Liebknecht à Bismarck auront un double effet néfaste sur la social-démocratie allemande : d'une part, elles renforceront les tendances capitulardes petites bourgeoises dans le parti et notamment la fraction parlementaire, d'autre part, elles apporteront de l'eau au moulin des éléments « anarchisants » - Most dans son journal Freiheit - qui se gargariseront de grands mots révolutionnaires en préconisant des méthodes stériles d'agitation.

[2] Après l'interdiction de l'organe central du parti social-démocrate, le Vorwärts, le parti mit en œuvre la publication d'un journal illégal, le Sozialdemokrat. En été 1879, Karl Höchberg, Eduard Bernstein et Carl August Schramm et d'autres forces opportunistes tentèrent de mettre la main sur la direction de ce journal. De juillet à septembre 1879, il y eut un important échange de correspondance entre Leipzig (A. Bebel, W. Liebknecht et L. Viereck), Paris (Carl Hirsch, que Marx-Engels eussent voulu voir à la tête du journal), Zurich (Bernstein, Höchberg et Schramm) et Londres (Marx-Engets) sur la question d'un organe central de la social-démocratie, à l'abri de la loi anti-socialiste. Bien qu'ils ne -parvinrent pas à imposer leur candidat à la direction du journal, Marx-Engels purent néanmoins, par leurs critiques d'abord, et leurs conseils et leur collaboration ensuite (à partir de 1881), mettre le journal dans la bonne voie révolutionnaire.

revue sociale et scientifique du Jahrbuch [1] édité par Höchberg qui fait partie de ces, Allemands. D'après ce qu'on y lit, le parti aurait eu tort de se présenter comme un parti ouvrier, à se serait attiré lui-même la loi anti-socialiste en raison de ses *attaques inutiles* contre la bourgeoisie; en outre, il ne s'agit pas de faire la révolution, mais de suivre un long processus pacifique, etc. Ces lâchetés absurdes apportent évidemment de l'eau au moulin de Most, et il se met en devoir de les exploiter, comme tu as pu le voir dans les derniers numéros de la *Freiheit.*

Ceux de Leipzig nous ont demandé de collaborer au nouvel organe, et nous avions effectivement accepté; mais lorsque nous avons appris à qui devait en revenir la direction immédiate, nous avons décliné leur offre - et depuis *ce Jahrbuch* nous avons complètement coupé nos relations avec ces gens qui veulent introduire de telles niaiseries et de telles méthodes de lèche-cul dans le parti: Höchberg et ses compères. Ceux de Leipzig ne tarderont pas à remarquer quels alliés ils se sont dégotés là. De toute façon, il va bientôt être temps d'intervenir contre ces philanthropiques grands et petits bourgeois, ces étudiants et docteurs, qui se faufilent dans le parti allemand et qui veulent diluer la lutte de classe du prolétariat contre ses oppresseurs en une institution générale de fraternisation entre les hommes - et ce, au moment même où les bourgeois, avec lesquels on voudrait que nous fraternisions, nous déclarent hors la loi, anéantissent notre presse, dispersent nos réunions et nous livrent à l'arbitraire policier sans phrase. Il n'est pas concevable que les ouvriers allemands marchent dans ce genre d'affaire.

Nos gens ont obtenu une grande victoire en Russie [2]: ils ont fait sauter l'alliance russo-allemande. S'ils n'avaient pas jeté le gouvernement russe dans cette terreur sans issue par leur action inflexible, le gouvernement aurait trouvé la force de surmonter l'apathie intérieure de la noblesse et de la bourgeoisie devant l'interdiction anglaise d'entrer dans la ville ouverte de Constantinople et de prévenir ainsi la défaite diplomatique de Berlin qui s'en suivit [3]. Dans ces conditions, les Russes cherchent maintenant à mettre ces défaites au compte de l'étranger, de la Prusse. Certes, l'oncle et le neveu ont rafistolé la fêlure tant bien que mal à Alexandrovo, mais elle n'est plus réparable. Et si la catastrophe ne se produit pas très bientôt en Russie, il y aura la guerre entre la

---

[1] Le premier numéro du Jahrbuch für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik parut en août 1879 à Zurich sous le patronage de Karl Höchberg (sous le pseudonyme de Dr. Ludwig Richter).

Höchberg, Bernstein et Schramm y publièrent leur programme opportuniste dans l'article intitulé Rétrospective du mouvement socialiste en Allemagne, où ils attaquaient ouvertement le caractère révolutionnaire du parti et demandaient sa transformation en parti réformiste démocratique et petit bourgeois. Cf. la critique de cet article dans Marx-Engels, Le Parti de classe, III, pp. 134-142.

[2] L'attentat de Véra Zassoulitch contre le commandant de la ville de Pétersbourg, Trépoff, le 2 février 1878 et son acquittement par un tribunal de jurés firent sensation dans toute l'Europe. Le 16 août 1868, Kravchintsky tua d'un coup de poignard le commandant de gendarmerie Mézensoff. Est-il besoin de dire que Marx-Engels n'étaient pas opposés par principe aux attentats individuels (qui sont des actes sociaux de politique, et non privés), comme il ressort par exemple de la citation suivante - « En Russie le meurtre politique est le seul moyen dont disposent des hommes, intelligents, convenables et ayant du caractère pour se défendre contre les agents d'un despotisme inouï » (Engels, lettre à Bignami du 21 mars 1879, CC note no 169).

[3] Lors de la guerre russo-turque de 1877-78, le gouvernement britannique empêcha les troupes russes d'exploiter leur victoire et de faire leur entrée à Constantinople, en menaçant la Russie d'une rupture des relations diplomatiques. Les 7 et 8 février, le parlement anglais vota des crédits de guerre pour l'éventualité d'une entrée en guerre de l'Angleterre aux côtés de la Turquie. Dans ces conditions, le gouvernement tsariste renonça à son but séculaire : occuper Constantinople, cf. Marx-Engels, La Russie; Éd. 10-18, pp. 116-131; à propos de la guerre russo-turque, cf. Marx-Engels, Écrits militaires, Éd. L'Herne, pp. 605-609.

Russie et la Prusse que le Conseil général de l'Internationale avait prévue comme conséquence inévitable du conflit prusso-français, guerre qui fut évitée à grand peine en 1873 [1].

PETITS BOURGEOIS SOCIALISTES DE DROITE ET DE GAUCHE

Retour à la table des matières

Marx à F.-A. Sorge, 19 septembre 1879.

Nos points de litige avec Most n'ont absolument rien de commun avec ceux de ces messieurs de Zurich, du trio formé par le Dr. Höchberg, Bernstein (son secrétaire) et C.A. Schramm. Nous n'en voulons pas; à Most parce que sa *Freiheit* est *trop révolutionnaire,* nous lui reprochons de ne pas avoir de CONTENU *révolutionnaire* et de ne faire que de la phraséologie révolutionnaire. Nous ne lui reprochons pas non plus de *critiquer les chefs du parti* en Allemagne, mais: premièrement de chercher le *scandale* public au lieu de communiquer aux gens ce qu'il pense par écrit, c'est-à-dire *par lettre* missive; deuxièmement, utiliser cela uniquement comme prétexte pour faire l'important à son tour et mettre en circulation les plans idiots de conjuration secrète de messieurs *Weber junior et* Kaufmann. Ces gaillards, avant son arrivée se sentaient appelés à prendre en main la direction suprême du « mouvement ouvrier universel » et, partout où ils l'ont pu, ils ont effectivement ourdi les manœuvres les plus variées pour réaliser leur « douce et folle » entreprise. Le brave John Most - un homme d'une vanité tout à fait enfantine - croit en fait que les événements du monde ont subi un revirement gigantesque parce que lui-même n'est plus en Allemagne, mais sévit à Londres. Ce gaillard n'est pas sans talent, mais il ne tue par sa manie de remplir des pages et des pages. En outre, il est absolument sans esprit de suite (en Fr.). À chaque fois que change le vent, il court dans une autre direction, tantôt par ici, tantôt par-là, comme une girouette.

De plus, il se pourrait bien effectivement que Engels et moi nous soyons obligés de lancer une « déclaration publique » contre ceux de Leipzig et leurs alliés de Zurich.

---

[1] Cf. La seconde Adresse du Conseil général sur la Guerre franco-allemande, in Marx-Engels : la Guerre civile en France, Éd. Sociales, 1953, p. 287. Dès la fin de -la guerre franco-prussienne, Marx prévoyait d'après le nouveau rapport de forces qui s'était instauré à la suite de ce conflit, quel serait l'aboutissement final du cycle historique ouvert en 1871 et appelé classiquement la « phase idyllique du développement capitaliste » : « Quiconque n'est pas complètement étourdi par les clameurs du moment et n'a pas intérêt à égarer le peuple allemand comprendra qu'une guerre entre l'Allemagne et la Russie doit naître de la guerre de 1870 aussi fatalement que la guerre de 1870 elle-même est née de la guerre de 1866. Je dis fatalement, sauf le cas peu probable où une révolution éclaterait auparavant en Russie. En dehors de ce cas peu probable, la guerre entre l'Allemagne et la Russie, peut, d'ores et déjà, être considérée comme un fait accompli » (Lettre de Marx au Comité directeur de la social-démocratie allemande de Brunswick, fin août-début septembre 1870). Cette perspective a été sans cesse répétée de 1870 à 1895, date de la mort d'Engels, et, ce seul fait devrait convaincre de mensonge tous ceux qui affirment que Marx-Engels avaient abandonné la « vision catastrophique » de la guerre et de la révolution dans la dernière phase de leur vie.

Les choses prennent le cours suivant. Bebel nous a écrit que l'on voulait fonder un organe du parti à Zurich, et demandait nos noms pour collaborer. Hirsch était désigné comme rédacteur présumable. Là-dessus *nous avons accepté,* et j'écrivis directement à Hirsch [1] (alors à Paris, d'où il vient d'être expulsé pour la seconde fois), afin qu'il en prenne la direction, car il était le seul à nous offrir l'assurance que la ligue du parti serait strictement maintenue et que seraient tenus à l'écart toute cette bande de docteur et d'étudiants et cette racaille de socialistes de la chaire qui s'affichent dans le *Zukunft,* etc. et commencent à s'insinuer déjà dans le *Vorwärts.* Or il se révéla que Hirsch avait découvert un nid de guêpes à Zurich. Les 5 hommes, le Dr Höchberg (cousin de Sonnemann, radoteur sentimental qui, avec son argent, s'est acheté sa place dans le parti), le petit juif Bernstein, son secrétaire, C.A. Schramm, philistin, même s'il est bien intentionné, et l'émissaire de Leipzig *Viereck* Qui aussi une vieille barbe philistine, fils naturel de l'Empereur d'Allemagne) et le marchand *Singer* de Berlin (petit bourgeois pansu : il m'a rendu visite il y a quelques mois), ces cinq hommes se constituèrent- avec la haute autorisation de Leipzig-en comité constituant et nommèrent un *comité de surveillance de la rédaction et de l'administration* du journal à Zurich, c'est-à-dire le trio Höchberg, Bernstein, C.A. Schramm, qui devait décider en première instance, il y avait au-dessus d'eux Bebel, Liebknecht et quelques autres de la direction du parti allemand. Or donc Hirsch demanda premièrement *d'où venait l'argent;* Liebknecht répondit : du parti + de Dr Höchberg; Hirsch retira la fleur de rhétorique et réduisit le tout fort justement à « Höchberg ». Deuxièmement, Hirsch ne voulait pas se soumettre au comité trifolié Höchberg-Bernstein, C.A. Schramm et il y était d'autant plus autorisé que dans la réponse à sa lettre où il lui demandait simplement ces renseignements, Bernstein le tançait bureaucratiquement et traitait sa *Laterne* - est-ce merveilleux de l'entendre ? - d'ultra-révolutionnaire, etc. Après un échange de lettres assez longue, où Liebknecht ne joua pas un rôle brillant, Hirsch se retira; Engels écrivit à Bebel que *nous* nous retirions également, comme nous avions refusé notre collaboration dès le début à la *Zukunft (Höchberg) et à la Neue Gesellschaft* (Wiede). Ces gaillards, théoriquement nuls et pratiquement inutilisables, veulent abâtardir le socialisme (qu'ils veulent arranger à leur goût d'après des recettes universitaires) et surtout émasculer le *parti* social-démocrate, ils veulent éclairer les ouvriers de leurs lumières ou, comme ils le disent, leur apporter des « éléments de culture » avec leur demi-savoir confus et enfin ils cherchent à rendre le parti respectable aux yeux du philistin. Ce sont de misérables radoteurs *contre-révolutionnaires.* Or donc, l'organe hebdomadaire apparaît à présent (ou doit paraître) à Zurich, sous le contrôle et la surveillance suprême de ceux de Leipzig. (Vollmar en est le rédacteur).

Dans l'intervalle, Höchberg est venu ici pour nous appâter [2]. Il n'y trouva que le seul Engels, qui lui fit comprendre quel abîme profond il y avait entre nous et lui, en faisant la critique du

---

[1] Cette lettre n'a pas été retrouvée, les papiers de Hirsch ayant été confisqués par la police française lors de son arrestation et de son expulsion.

[2] Engels écrit à ce propos dans sa lettre à J.-Ph. Becker du 15-09-1879 : « Par bonheur Höchberg a soudain atterri chez moi avant-hier. J'en ai profité pour lui dire ses quatre vérités. Au fond, ce pauvre jeune homme est brave, mais affreusement naïf; il est tombé des nues lorsque je lui ai expliqué que nous ne pensions pas le moins du monde laisser tomber le drapeau prolétarien que nous brandissons depuis près de quarante ans, et que l'idée ne nous effleurait même pas de faire chorus avec les rêveries de réconciliation de tous les petits bourgeois que nous combattons également depuis près de quarante ans. Bref, il sait enfin à quoi s'en tenir avec nous et pourquoi nous ne pouvons marcher avec lui et ses semblables, quoique ceux de Leipzig puissent dire et faire. « Nous adresserons également à Bebel une déclaration catégorique sur notre point de vue face à ces nouveaux alliés du parti allemand, et nous verrons alors ce qu'ils feront. Si l'organe du parti prend position pour cet article bourgeois, alors nous ferons une déclaration publique en sens opposé. Cependant ils ne permettront sans doute pas que les choses aillent jusque-là. »

Jahrbuch publié par Höchberg (sous le pseudonyme de Dr L. *Richter).* Regarde donc le *misérable* bousillage qu'est l'article signé 3, c'est-à-dire la triade Höchberg-Bernstein-C.A. Schramm. Mais le brave John Most lui aussi figure dans un article reptilien sur le libraire Schäffle. Jamais on a publié quelque chose d'aussi blâmable pour le parti. Bismarck a fait le plus grand bien - non pour lui, mais pour nous - en permettant à ces gaillards, au milieu du silence qu'il imposa à l'Allemagne, à se faire clairement entendre. Höchberg tomba littéralement des nues quand Engels lui dit ses quatre vérités. Il n'était lui, qu'un homme de progrès « pacifique » et n'attendait, en réalité, l'émancipation prolétarienne que des « bourgeois cultivés », c'est-à-dire de ses semblables. Liebknecht ne lui avait-il pas dit qu'au fond nous étions tous d'accord là-dessus ? Tous en Allemagne - c'est-à-dire tous les chefs - partageaient cet avis, etc.

En fait, Liebknecht après avoir fait une gaffe énorme en transigeant avec les Lassalléens, a ouvert toutes grandes les portes à la demi-humanité et a ainsi préparé malgré lui dans le parti une démoralisation qui *ne* put être évitée *que* grâce à la loi anti-socialiste.

Si l' « hebdomadaire » - l'organe du parti - devait néanmoins procéder comme on a commencé de le faire dans le *Jahrbuch* de Höchberg, nous serions obligés d'intervenir publiquement contre une telle dépravation du parti et, de la théorie! Engels a rédigé une lettre circulaire à Bebel etc. (naturellement uniquement pour la *circulation privée* parmi les chefs du parti allemand). Il y explique notre position sans ménagement. Ces messieurs sont donc déjà prévenus et ils nous connaissent aussi suffisamment pour savoir qu'il s'agit ici de plier ou de rompre! S'ils veulent se compromettre., tant pis! Nous ne leur permettrons en aucun cas de *nous* compromettre. On peut voir à quel point le parlementarisme les a déjà rendus bourriques dans le fait, entre autres, qu'ils ont imputé à Hirsch un crime - devine lequel ? Dans la *Laterne, il* avait quelque peu malmené cette chiffe de Kayser, en raison de son discours éhonté sur la législation douanière de Bismarck. Mais, dit-on à présent, le parti, c'est-à-dire la poignée de représentants du parti avait chargé Kayser de parler de la sorte! La honte est d'autant plus grande pour ces gaillards! Mais cela même n'est qu'une échappatoire misérable. Effectivement ils furent assez niais pour permettre à Kayser de parler pour lui et au nom de ses mandants, mais il parla au nom du parti. Quoi qu'il en soit, ils sont déjà si atteints de crétinisme parlementaire qu'ils croient être *au-dessus de toute critique* et foudroient quiconque les critique comme s'il commettait un crime de lèse-majesté!

CRÉATION DE L'ORGANE ILLÉGAL « DER SOZIALDEMOKRAT »

Retour à la table des matières

Engels à A. Bebel, 4 août 1879.

Depuis ma dernière lettre du 25 juillet (que vous avez reçue, j'espère, car je l'ai envoyée en recommandé [1]), Hirsch nous a communiqué sa correspondance avec Bernstein et Liebknecht à

[1] Cette lettre n'a pas été retrouvée.

propos du nouveau journal (le *Sozialdemokrat* [1]). D'après celle-ci, les choses se présentent encore bien plus mal que nous étions en droit de l'admettre après votre lettre.

Hirsch avait parfaitement raison de demander quelles étaient les dispositions prises et quels étaient les gens qui, soit comme fondateurs, soit comme dirigeants, tiendraient les rênes du journal. Mais il n'obtint d'autre réponse de Liebknecht que celle-ci : « le parti plus Höchberg » et l'assurance renouvelée que tout était en ordre. Ainsi donc, nous devions admettre que le journal était fondé par Höchberg et que les « nous », auxquels selon E. Bernstein étaient confiés « la mise en œuvre et la surveillance » étaient une fois de plus Höchberg et son secrétaire Bernstein.

[Il est clair que dans ces conditions C. Hirsch ne pourra se charger de la direction, à moins qu'il n'obtienne des garanties tout à fait précises pour son indépendance vis-à-vis de celui qui le surveillera et qui a fondé le journal. Je doute fortement que des garanties *suffisantes puissent* être obtenues, et je suis à peu près certain que les négociations avec C. Hirsch n'aboutiront pas. En effet, même si elles réussissaient, il est certain que la position de Hirsch ne serait pas tenable à la longue face aux deux surveillants, dont l'un a fondé le journal sans être social-démocrate, mais social-philanthrope, et l'autre (Liebknecht) reconnaît qu'il « voudrait diriger le journal lui-même [2] ».]

Que tout se passe effectivement ainsi, c'est ce qui ressort aussi de la seconde lettre de Bernstein qui vient d'arriver tout à l'heure.

Il ne vous aura donc pas échappé que les erreurs contre lesquelles nous vous avons mis en garde dans ma dernière lettre, font désormais par la-force même des choses partie intégrante du journal. Höchberg a montré lui-même que sur le plan théorique, c'était un esprit extrêmement confus et que, dans la pratique, il était mû par une impulsion irrésistible vers la fraternisation avec tous et avec chacun, pourvu qu'il fasse semblant non simplement d'être socialiste, mais même simplement social. Il a fourni ses preuves dans *la Zukunft, où* il a discrédité et ridiculisé le parti, sur le plan théorique aussi bien que pratique.

Le parti a besoin avant tout d'un organe *politique.* Or dans le meilleur des cas, Höchberg est un homme parfaitement apolitique - même pas social-démocrate, mais *social-philanthrope. Et* de fait, selon la lettre de Bernstein, le journal *ne doit pas être politique,* mais de vague principe socialiste, c'est dire qu'entre de telles mains il sera nécessairement fait de rêveries sociales, une continuation de la *Zukunft.* Un tel journal ne représenterait le parti que si celui-ci voulait s'abaisser à être la queue de Höchberg et de ses amis les socialistes de la chaire. Si les dirigeants du parti voulaient ainsi placer le prolétariat sous la direction de Höchberg et ses vasouillards amis, les ouvriers

---

[1] Après l'interdiction de l'organe central du parti social-démocrate, le Vorwärts, le parti mit en œuvre la publication d'un journal illégal, le Sozialdemokrat. En été 1879, Karl Höchberg, Eduard Bernstein et Carl August Schramm et d'autres forces opportunistes tentèrent de mettre la main sur la direction de ce journal. De juillet à septembre 1879, il y eut un important échange de correspondance entre Leipzig (A. Bebel, W. Liebknecht et L. Viereck), Paris (Carl Hirsch, que Marx-Engels eussent voulu voir à la tête du journal), Zurich (Bernstein, Höchberg et Schramm) et Londres (Marx-Engets) sur la question d'un organe central de la social-démocratie, à l'abri de la loi anti-socialiste. Bien qu'ils ne -parvinrent pas à imposer leur candidat à la direction du journal, Marx-Engels purent néanmoins, par leurs critiques d'abord, et leurs conseils et leur collaboration ensuite (à partir de 1881), mettre le journal dans la bonne voie révolutionnaire.

[2] Les passages entre crochets ont été ajoutés à la main dans la copie de la lettre conservée par Engels.

l'accepteraient difficilement : la scission et la désorganisation seraient inévitables - et Most et ses braillards remporteraient leur plus grand triomphe.

Dans ces conditions (que nous ignorions complètement lorsque j'ai écrit ma dernière lettre), nous pensons que Hirsch a tout à fait raison de vouloir ne rien avoir à faire avec cela. Il en va de même pour Marx et moi. Notre acceptation de collaborer valait pour un véritable organe du parti, et ne pouvait s'appliquer qu'à lui, non pour un organe privé de Monsieur Höchberg déguisé en organe du parti. Nous n'y collaborerons à. aucun prix. [Nous resterons en correspondance avec C. Hirsch, et nous verrons ce qui sera: faisable au cas où il accepterait tout de même la direction. Dans les circonstances présentes, c'est le seul parmi tous les rédacteurs possibles en qui nous pouvons avoir confiance.] En conséquence, Marx et moi nous vous prions expressément de bien vouloir veiller à ce que nous ne soyons pas cités comme collaborateurs de cette feuille.

K. Marx et Fr. Engels

CIRCULAIRE À A. BEBEL, W. LIEBKNECHT, W. BRACKE

à propos du « Sozialdemokrat »
et de la tactique sous l'illégalité

Retour à la table des matières

D'après le brouillon, écrit à la mi-septembre 1879.

Cher Bebel,

La réponse à votre lettre du 20 août a quelque peu traîné en longueur, en raison aussi bien de l'absence prolongée de Marx. que de divers incidents, d'abord l'arrivée des *Annales* de Richter, ensuite la venue de Hirsch lui-même [1].

---

[1] Cette lettre adressée à la direction du Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne est un document important de politique interne de parti. Il s'agit indubitablement de la lettre décisive pour la création de l'organe illégal du parti, le Sozial-demokrat. Il ne s'agissait pas seulement de réorienter le parti vers une politique révolutionnaire, niais encore de déterminer le juste programme sous le régime exceptionnel de la loi anti-socialiste.

Dans sa lettre du 20 août 1879, Engels écrivait à Marx que, lors de la visite de Hirsch, il avait dit à ce dernier : « Précisément maintenant où (grâce à l'interdiction faite par Bismarck au parti de poursuivre des activités révolutionnaires) tous les éléments pourris ou vaniteux peuvent sans contrainte occuper l'avant-scène du parti, il est plus que jamais temps de laisser tomber la politique de conciliation et le manque de netteté, et de ne pas craindre, si nécessaire, les polémiques et le scandale. Un parti qui aime mieux se laisser mener par le bout du nez par le premier imbécile venu (Kayser, par exemple), plutôt que de le désavouer publiquement, n'a plus qu'à tout remballer. »

Je suis obligé d'admettre que Liebknecht ne vous a pas montré la dernière lettre que je lui avais adressée, bien que je le lui ait demandé expressément, car sinon vous n'eussiez sans doute pas avancé les arguments mêmes que Liebknecht avait fait valoir et auxquels j'ai déjà *répondu* dans ladite lettre.

Passons maintenant aux divers points sur lesquels il importe de revenir ici.

I. Les négociations avec C. Hirsch

Retour à la table des matières

Liebknecht demande à Hirsch s'il veut prendre la responsabilité de la rédaction de l'organe du parti qui doit être créé à Zurich (le *Sozialdemokrat).* Hirsch désire des précisions pour la mise en oeuvre de ce journal : de quels fonds disposera-t-il, et de qui proviendront-ils ? La première question l'intéresse, afin de savoir si le journal ne s'éteindra déjà au bout de quelques mois, la seconde pour connaître celui qui détient les cordons de la bourse, autrement dit celui qui tient en dernier ressort entre ses mains l'autorité sur la vie du journal [1]. La réponse du 27 juillet de Liebknecht à Hirsch (« Tout est en ordre, tu apprendras la suite à Zurich ») ne parvient pas à son destinataire. Mais de Zurich arrive une lettre à Hirsch en date du 24 juillet, Bernstein l'y informe que « l'on *nous* a chargés de la mise en œuvre et du *contrôle » (du* journal). Un entretien aurait eu lieu « entre Viereck et *nous* », au cours duquel on se, serait aperçu « que votre position serait difficile en raison des divergences que vous avez eues avec plusieurs camarades du fait que vous appartenez au journal *Laterne;* cependant, je ne tiens pas ces réticences pour bien importantes ». Pas un mot d'explication sur les causes.

Par retour de courrier, Hirsch demande le 26, quelle est la situation matérielle du journal. Quels camarades se sont portés garants pour couvrir un éventuel déficit ? Jusqu'à quel montant et pour combien de temps ? Il n'est pas du tout question, à ce stade de la question du traitement que touchera le rédacteur, Hirsch cherche simplement à savoir si « les moyens sont assurés pour tenir le journal un an au moins ».

---

[1] Dans sa lettre du 20 août 1879 à Marx, Engels écrit: « Ci-inclus la lettre de Hirsch que je te retourne, ainsi que celle de Liebknecht auquel je viens de répondre. J'ai attiré son attention sur ses contradictions : « Tu écris à Hirsch que, derrière le Sozial-demokrat, il y aurait le parti + Höchberg; cela signifie donc que si Hochberg est un + de façon quelconque, c'est qu'il s'agit de sa bourse, puisque par ailleurs c'est une grandeur négative. Tu m'écris maintenant que cet Höchberg n'a pas donné un sou. Comprenne qui pourra; pour ma part, je renonce. »

Dans leur lettre du 21 octobre 1879 à Engels, Fritzsche et Liebknecht précisaient : « En fait donc : 1. la commission de rédaction se compose de Bebel, Fritzsche, Liebknecht; 2. les propriétaires sont : Auer, Bebel, Fritzsche, Grillenberger et Liebknecht; 3. dans la commission administrative, il y a Bernstein. » (Cf. Wilhelm LIEBKNECHT, Briefwechsel mit Karl Marx und Friedrich Engels, publié par l'Internationaal Instituut Voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam, Mouton et Co, 1963, The Hague, pp. 273-274.)

Bernstein répond le 31 juillet : un éventuel déficit serait couvert par les contributions volontaires, *dont certaines (!)* sont déjà souscrites. À propos des remarques de Hirsch sur l'orientation qu'il pensait donner au journal, il fait remarquer, entre autres remarques désobligeantes et *directives* (cf. ci-dessus) : « La Commission de surveillance doit s'y tenir d'autant plus qu'elle est elle-même sous contrôle, c'est-à-dire responsable. Vous devez donc vous entendre sur ces points avec la Commission de surveillance. » On souhaite une réponse immédiate, par télégraphe si possible.

Mais, au lieu d'une réponse à ses demandes justifiées, Hirsch reçoit la nouvelle qu'il doit rédiger sous la *surveillance* d'une commission siégeant à Zurich, commission dont les conceptions divergent substantiellement des siennes et dont les noms des membres ne lui sont même pas cités!

Hirsch, indigné à juste titre par ces procédés, préfère s'entendre avec les camarades de Leipzig. Vous connaissez sans doute sa lettre du 2 août à Liebknecht, étant donné que Hirsch y demandait *expressément* qu'on vous informe - vous et Viereck - de son contenu. Hirsch est même disposé à se soumettre à une commission de surveillance à Zurich, à condition que celle-ci fasse par écrit ses remarques à la rédaction et qu'il puisse faire appel de la décision à la commission de contrôle de Leipzig.

Dans l'intervalle, Liebknecht écrit à Hirsch le 28 juillet : « L'entreprise a *naturellement* une base, étant donné que tout le parti (Höchberg inclusivement) la soutient. Mais ne te soucie pas des détails. »

Même la lettre suivante de Liebknecht ne fait aucune mention de cette base; en revanche, elle assure que la commission de Zurich ne serait pas une commission de rédaction, mais ne se préoccuperait que *d'administration* et de finances. Le 14 août encore, Liebknecht m'écrit la même chose et me demande de convaincre Hirsch d'accepter. Vous-même, vous êtes encore si peu au courant du contenu effectif de la question le 20 août que vous m'écrivez « Il (Höchberg) n'a pas plus de voix dans la rédaction du journal *que n'importe quel autre camarade connu. »*

Enfin Hirsch reçoit une lettre de Viereck, en date du 11 août, dans laquelle il reconnaît que « les trois camarades, domiciliés à Zurich et formant la *commission de rédaction,* ont commencé à mettre en place le journal et s'apprêtent 4 élire un rédacteur qui doit être-confirmé dans sa fonction par les trois camarades de Leipzig *Pour autant que je m'en souvienne, il* était également dit dans les résolutions portées à votre connaissance que le comité de fondation (zurichois) devrait assumer *aussi bien* les responsabilités *politiques* que financières vis-à-vis du parti (...). De tout cela, il me semble que l'on puisse conclure que (...) sans la collaboration des trois camarades domiciliés à Zurich et chargés par le parti de cette fondation, on ne pouvait concevoir la formation de la rédaction. »

Hirsch tenait enfin là *quelque chose* de précis, même si ce n'était que sur la position du rédacteur vis-à-vis des Zurichois. Ils forment une *commission de rédaction,* et ont aussi la responsabilité *politique;* sans leur collaboration, on ne peut former de rédaction. Bref, on indique à Hirsch qu'il doit s'entendre avec les trois camarades de Zurich, dont on ne lui fournit toujours pas les noms.

Mais, pour que la confusion soit totale, Liebknecht apporte une nouvelle au bas de la lettre de Viereck : « P. Singer de Berlin vient de passer ici et *rapporte : la* commission de surveillance de

Zurich n'est pas, comme le pense Viereck, une *commission de rédaction,* mais essentiellement une commission d'administration qui est responsable vis-à-vis du parti, en l'occurrence nous, pour ce qui est des finances du journal. Naturellement, les membres ont aussi le droit et le devoir de discuter avec toi des problèmes de rédaction (un droit et un devoir qu'a tout membre du parti, soit dit en passant]; ils ne peuvent pas te mettre *sous tutelle. »*

Les trois Zurichois et un membre du comité de Leipzig - le seul qui ait été présent lors des négociations - soutiennent que Hirsch doit être placé sous la direction administrative des Zurichois, tandis qu'un second camarade de Leipzig le nie tout uniment. Et, dans ces conditions, il faut que Hirsch se décide, avant que ces messieurs ne se soient mis d'accord entre eux. Que Hirsch soit justifié à connaître les décisions prises au sujet des conditions auxquelles on estime devoir le soumettre, c'est à quoi on n'a même pas pensé, et ce, d'autant plus qu'il ne semble même pas qu'il soit venu à l'esprit des camarades de Leipzig de prendre *eux-mêmes* bonne note de ces décisions! Autrement, comment les contradictions mentionnées ci-dessus eussent-elles été possibles ?

Si les camarades de Leipzig ne peuvent se mettre d'accord sur les fonctions à attribuer aux Zurichois, comment ces derniers peuvent-ils y voir clair!

Schramm à Hirsch, le 14 août : « Si vous n'aviez pas écrit à ce moment-là, vous vous seriez trouvé dans le même 'cas que Kayser et vous eussiez procédé de même : Vous vous seriez mis au travail et on n'en aurait plus parlé. Mais, de la sorte, nous devons, face à votre déclaration, nous réserver le droit de décider par un vote quels seront les articles à accepter dans le nouveau journal. »

La lettre à Bernstein, dans laquelle Hirsch aurait répété cela, est du 26 juillet, *bien après* la conférence à Zurich au cours de laquelle on avait fixé les pouvoirs des trois Zurichois. Mais on se gonfle déjà tellement à Zurich dans le sentiment de la plénitude de son pouvoir bureaucratique que l'on revendique déjà, dans la lettre ultérieure à Hirsch, de nouvelles prérogatives, à savoir *décider* des articles à accepter dans le journal. Déjà le *comité de rédaction* devient une *commission de censure.*

C'est seulement à l'arrivée de Höchberg à Paris que Hirsch apprit de lui le nom des membres des deux commissions.

En conséquence, si les tractations avec Hirsch ont échoué, à quoi cela tient-il ?

1. Au refus obstiné des camarades de Leipzig aussi bien que des Zurichois de lui faire part de quoi que ce soit de tangible sur les bases financières, donc sur les possibilités du maintien en vie du journal, ne serait-ce que pour un an. La somme souscrite, il ne l'a apprise qu'ici par moi (après que vous me l'aviez communiquée). Il n'était donc pratiquement pas possible, à partir des informations données précédemment (le parti + Höchberg), de tirer une autre conclusion que celle selon laquelle le journal reposerait essentiellement sur Höchberg, ou dépendrait tout de même bientôt de ses contributions. Or, cette dernière éventualité n'est pas encore, et de loin, écartée aujourd'hui. La somme de - si je lis bien - 800 marks est *exactement la même* (40 L.) que celle que l'association de Londres a dû mettre en rallonge pour *la Liberté* au cours de *la première moitié de l'année.*

2. L'assurance renouvelée, qui depuis s'est révélée tout à fait inexacte, de Liebknecht, selon laquelle les Zurichois ne devaient absolument pas contrôler la rédaction, ainsi que la comédie et les méprises qui en sont résultées.

3. La certitude, enfin acquise, que les Zurichois ne devaient pas seulement contrôler la rédaction, mais encore exercer une censure sur elle, et que Hirsch ne tiendrait dans tout cela que le rôle d'homme de paille.

Nous ne pouvons que lui donner raison si, après cela, il a décliné l'offre. Comme nous l'avons appris par Höchberg, la commission de Leipzig a encore été renforcée par deux membres non domiciliés dans cette ville. Elle ne peut intervenir rapidement que si les trois camarades de Leipzig sont d'accord. De ce fait, le centre de gravité se trouve totalement déplacé à Zurich, et Hirsch, pas plus que n'importe quel autre rédacteur véritablement révolutionnaire et d'esprit prolétarien, ne pourrait à la longue travailler avec les individus de cette localité. Davantage à ce sujet plus tard.

II. L'orientation prévue du journal

Retour à la table des matières

Dès le 24 juillet, Bernstein informe Hirsch que les divergences qu'il avait eues avec « certains camarades » en tant que journaliste de la *Laterne* rendraient sa position plus difficile.

Hirsch répond que l'orientation du journal devrait être, selon lui, la même en gros que celle de la *Laterne,* soit une politique qui évite les procès en Suisse et n'effraie pas inutilement en Allemagne. Il demande quels sont ces camarades, et poursuit : « Je n'en connais qu'un seul, et je vous promets que je recommencerai à le critiquer de la même façon s'il commet le même genre d'infraction à la *discipline. »*

Gonflé du sentiment de sa nouvelle dignité officielle de censeur, Bernstein lui répond aussitôt : « En ce qui concerne maintenant l'orientation du journal, le comité de surveillance est néanmoins d'avis que *Ia Laterne ne* saurait servir de modèle au journal; à nos yeux, le journal ne doit pas tant se lancer dans une politique radicale, il doit s'en tenir à un socialisme de principe. Dans tous les cas, il faut éviter des incidents comme la polémique contre Kayser qui a été désapprouvée par tous les camarades sans exception [sic] ».

Et ainsi de suite, et ainsi de suite. Liebknecht appelle la 'polémique contre Kayser une « gaffe », et Schramm la tient pour si dangereuse qu'il a aussitôt établi la censure à l'encontre de Hirsch.

Hirsch écrit une nouvelle fois à Höchberg, en lui expliquant qu'un incident comme celui qui est advenu à Kayser « ne peut se produire lorsqu'il existe un organe officiel du parti, dont les claires explications ainsi que les discrètes et bienveillantes indications ne *peuvent* atteindre aussi durement un parlementaire ».

Viereck écrit lui aussi qu'il fallait prescrire au journal « une attitude sans passion et une opportune ignorance de toutes les divergences pouvant surgir »; il ne devrait pas être une *« Laterne*

plus grande », et Bernstein d'ajouter : « On peut tout au plus lui reprocher d'être une tendance trop modérée, mais-cela ne saurait être un reproche en des temps où l'on ne peut pas naviguer toutes voiles dehors. »

En quoi consiste donc l'affaire Kayser, ce crime impardonnable que Hirsch aurait commis ? Kayser est le seul parlementaire social-démocrate qui ait parlé et voté au Reichstag sur les droits douaniers. Hirsch l'accuse d'avoir violé la discipline du Parti du fait qu'il ait : 1. Voté pour des impôts indirects, dont le programme du parti avait expressément exigé la suppression; 2. Accordé des moyens financiers à Bismarck, violant ainsi la première règle de base de toute notre tactique de parti : « Pas un sou à ce gouvernement! »

Sur ces deux points, Hirsch avait indubitablement raison. Et après que Kayser eut foulé aux pieds, d'une part, le programme du parti sur lequel les parlementaires avaient été assermentés pour ainsi dire par décision du congrès et, d'autre part, la toute première et indéclinable règle de la tactique du parti, en accordant par son vote de l'argent à Bismarck *comme pour le remercier de la loi anti-socialiste,* Hirsch avait parfaitement le droit, à notre avis, de frapper aussi fort.

Nous n'avons jamais pu comprendre pour quelles raisons on a pu se mettre tant en colère en Allemagne sur cette attaque contre Kayser! Or voici que Höchberg me raconte que la « fraction parlementaire » a *autorisé* Kayser à intervenir de la sorte, et l'on tient Kayser pour couvert par cette autorisation [1].

Si les choses se présentent de la sorte, c'est tout, de même un peu fort. D'abord, Hirsch, pas plus que le reste du monde, ne pouvait connaître cette décision secrète [2]. Dans ces conditions, la honte, qui auparavant ne pouvait atteindre que le seul Kayser, n'en deviendrait encore que plus grande pour le parti, tandis que ce serait toujours le mérite de Hirsch d'avoir dévoilé aux yeux du monde entier les discours ineptes et le vote encore plus inepte de Kayser, et d'avoir sauvé du même coup l'honneur du parti. Ou bien la social-démocratie allemande est-elle véritablement infectée de la maladie parlementaire, et croit-elle qu'avec les voix populaires aux élections le Saint-Esprit ne soit déversé sur ses élus, transformant les séances de la fraction en conciles infaillibles, et les résolutions de la fraction en dogmes inviolables ?

Une gaffe a certainement été faite; cependant, elle n'à pas été faite par Hirsch, mais par tes députés qui ont couvert Kayser avec leur résolution. Or, si ceux-là-mêmes qui sont appelés à veiller en premier au respect de la discipline de parti se mettent à violer de manière si éclatante cette même discipline en prenant une telle décision, la chose n'en est que plus grave. Mais là où cela atteint son comble, c'est lorsqu'on se réfugie dans la croyance, sans vouloir en démordre, que ce n'est pas Kayser avec son discours et son vote, ainsi que les autres députés avec leur décision de le couvrir,

---

1 Kayser avait effectivement agi avec l'accord de la fraction sociale -démocrate pour voter en faveur du projet de loi de Bismarck tendant à introduire de fortes taxes d'entrée sur le fer, le bois, les céréales et le bétail. C'était donc toute la fraction parlementaire qui avait violé la discipline du parti, en couvrant, à contresens des principes du parti, l'intervention de Kayser dans l'important débat de la protection douanière, où la fraction se déroba donc doublement. Cf. le rebondissement de cette affaire, note no 152.

2 Dans le brouillon, Marx-Engels avaient écrit, en outre, le passage suivant : « Admettons même que deux ou trois députés sociaux-démocrates (car il ne pouvait guère y en avoir plus à la séance) se soient laissé induire à autoriser Kayser à raconter ses bêtises devant le monde entier et à voter pour accorder de l'argent à Bismarck, fis eussent alors été obligés de prendre sur eux la responsabilité de leur acte, et d'attendre ce que Hirsch en dirait alors. »

qui auraient violé la discipline de parti, mais Hirsch en attaquant Kayser bien que cette dernière décision lui restât cachée.

Au demeurant, il est certain que, dans cette question de protection douanière, le parti a pris la même attitude obscure et indécise que dans presque toutes les autres questions économiques qui se posent dans la pratique, par exemple celle des chemins de fer nationaux. Cela provient de ce que l'organe du parti notamment le Vorwärts, au lieu de discuter à fond de ces problèmes réels, s'étend avec complaisance sur la construction de l'ordre de la société future. Lorsque, après la loi anti-socialiste, la protection douanière est subitement devenue un problème pratique, les opinions divergèrent suivant les orientations et tendances les plus variables, et il n'eût pas été possible d'en trouver un seul dans le tas qui détienne ne serait-ce que la condition préalable à la formation d'un jugement clair et juste sur la question : la connaissance des rapports de l'industrie et de la position de celle-ci sur le marché mondial. Chez les électeurs, il ne pouvait pas ne pas se manifester çà et là des tendances protectionnistes, mais fallait-il en tenir compte ? Le seul moyen pour trouver une issue à ce désordre, c'était de poser le problème en termes purement politiques (comme on le fit dans la *Laterne), mais* on ne voulait pas le faire avec clarté et fermeté. Il ne pouvait donc pas manquer d'advenir ce qui advint : dans ce débat, le parti intervint pour la première fois d'une manière hésitante, incertaine et confuse, et finit par se ridiculiser sérieusement avec Kayser.

Cependant, l'attaque contre Kayser devient maintenant l'occasion de prêcher sur tous les tons à l'intention de Hirsch que le nouveau journal ne doit à aucun prix imiter les excès de la *Laterne,* qu'il doit le moins possible suivre une politique radicale, mais s'en tenir sans passion à des principes socialistes. On l'entendit tout autant de la bouche de Viereck que de celle de Bernstein, qui précisément parce qu'il voulait modérer Hirsch, apparaissait comme l'homme d'une situation où l'on « ne peut cingler toutes voiles dehors ».

Or, pour quelles raisons s'expatrie-t-on, si ce n'est précisément pour cingler toutes voiles dehors ? À l'étranger, rien ne s'y oppose. Il n'y a pas en Suisse les lois allemandes sur les délits de presse, d'association etc. On y a donc non seulement la possibilité, mais encore le devoir-de dire ce que l'on ne pouvait dire en Allemagne, même avant la loi anti-socialiste, du fait du régime courant des lois. En outre, on ne s'y trouve pas seulement devant l'Allemagne, mais encore face à l'Europe entière, et on a le devoir - pour autant que les lois suisses le permettent - de proclamer ouvertement les voies et les buts du parti allemand. Quiconque voudrait se laisser lier les mains en Suisse par des lois allemandes démontrerait précisément qu'il est digne des lois allemandes, et qu'il n'a, en fait, rien d'autre à dire que ce que l'On était autorisé à dire en Allemagne avant les lois d'exception. Il ne faut pas davantage se laisser arrêter par l'éventualité selon laquelle les rédacteurs se verraient temporairement interdire tout retour en Allemagne. Quiconque n'est pas prêt à prendre un tel risque n'est pas fait pour un poste d'honneur aussi exposé.

Mais il y a plus. Les lois d'exception ont mis le parti allemand au ban de l'Empire, précisément parce qu'il était le seul parti d'opposition sérieux en Allemagne. Si, dans un organe publié à l'étranger, il exprime à Bismarck sa reconnaissance d'avoir perdu ce poste de seul parti d'opposition sérieux en se montrant bien docile, s'il encaisse ainsi le coup sans manifester la moindre réaction, il ne fait que prouver qu'il méritait ce coup de pied. Parmi les feuilles allemandes publiées en émigration depuis 1830, la *Laterne* figurait parmi les modérées. Mais si l'on considère déjà qu'elle était trop frondeuse, alors le nouvel organe que l'on veut créer ne pourra que compromettre le parti devant nos camarades des pays non allemands.

III. Le manifeste des trois Zurichois

Retour à la table des matières

Dans l'intervalle, nous avons reçu les *Annales* de Höchberg qui contiennent l'article intitulé « Rétrospective du mouvement socialiste en Allemagne », fruit de la collaboration - au dire de Höchberg lui-même - des trois membres de la commission zurichoise. C'est une critique pure et simple du mouvement tel qu'il a existé jusqu'ici et donc aussi du programme pratique d'orientation du nouvel organe, dans la mesure où il dépend d'eux.

On a d'emblée la déclaration suivante :

« Le mouvement que Lassalle considérait comme éminemment politique, auquel il appelait non seulement les ouvriers mais encore tous les démocrates honnêtes, à la *tête duquel* devaient marcher les représentants indépendants de la science et *toits les hommes épris d'un authentique amour de l'humanité, ce* mouvement est tombé sous la présidence de J.-B. von Schweitzer, *ait niveau d'une lutte pour les intérêts* unilatéraux des ouvriers de l'industrie. »

Laissons de côté la question de savoir si cela correspond ou non à la réalité historique. Le reproche bien précis que l'on fait ici à Schweitzer, c'est qu'il ait réduit le lassalléanisme - conçu ici comme un mouvement démocratique et philanthrope bourgeois - à n'être plus qu'une organisation air service exclusif de la lutte et des intérêts des ouvriers de l'industrie : il l'aurait « rabaissé » en *approfondissant* le caractère de classe de la lutte des ouvriers de l'industrie contre la bourgeoisie.

En outre il lui est reproché d'avoir « rejeté la démocratie bourgeoise ». Or, qu'est-ce que la démocratie bourgeoise petit bien avoir à faire avec le parti social-démocrate ? Si cette démocratie bourgeoise est constituée « d'hommes honnêtes », elle ne tiendra même pas à y entrer; si elle veut cependant, ce ne sera que pour y semer la pagaille.

Le parti lassalléen « préférait se comporter de la manière *la plus unilatérale* en *parti ouvrier* ». Les messieurs qui écrivent cela sont eux-mêmes membres d'un parti qui, de la manière la plus tranchée, se veut un parti ouvrier, et ils y ont même une charge et une dignité. Il y a donc ici une incompatibilité absolue. S'ils croient à ce qu'ils écrivent, ils doivent quitter ce parti, ou pour le moins se démettre de leur charge et dignité. S'ils ne le font pas, ils reconnaissent qu'ils veulent exploiter leur fonction pour combattre le caractère prolétarien du parti. En conséquence, le parti se trahit lui-même en les maintenant dans leurs fonctions.

À en croire ces messieurs, le parti social-démocrate ne doit pas être un parti exclusivement ouvrier, mais un parti universel, celui « de tous les hommes épris d'un authentique amour de l'humanité », ce que l'on démontre le mieux en abandonnant les vulgaires passions prolétariennes et en se plaçant sous la direction de bourgeois instruits et philanthropes, « afin de se former un bon goût » et « d'apprendre le bon ton » (p. 85). En conséquence, la « conduite affreuse » de certains dirigeants devra céder le pas à la « conduite bourgeoise » respectable. (Comme si l'apparence extérieure négligée était le moindre reproche que l'on puisse adresser à ces gens!) Alors ce sera le ralliement de « nombreux éléments appartenant aux sphères des classes *instruites et possédantes.*

Mais ceux-ci ne doivent être gagnés à notre cause que lorsque l'agitation pourra donner des *résultats tangibles. »*

Le socialisme allemand se serait « trop préoccupé-de conquérir les masses, négligeant par-là d'effectuer une propagande énergique (!) dans ce que l'on appelle les couches supérieures de la société ». En outre, le parti « manque toujours encore d'hommes capables de le représenter au Parlement ». Il est en effet « désirable et nécessaire de confier les mandats à c'eux qui disposent de suffisamment de temps pour se familiariser à fond avec les principaux dossiers des affaires. Le simple ouvrier et le petit artisan (...) n'en ont que très rarement le loisir ». Autrement dit, votez pour les bourgeois!

En somme, la classe ouvrière est incapable de s'émanciper par ses propres moyens : elle doit se mettre sous la férule de bourgeois « instruits et possédants » qui, seuls, « disposent de moyens et de temps » pour se familiariser avec ce qui est bon aux ouvriers. Enfin, il ne faut à aucun prix s'attaquer directement à la bourgeoisie, mais au contraire elle doit être gagnée à la cause par une propagande énergique.

Or, si l'on veut gagner les couches supérieures de la société ou simplement les éléments de bonne volonté qui s'y trouvent, il ne faut surtout pas les effrayer. Et les trois Zurichois croient avoir fait une découverte apaisante à ce propos:

« Le parti montre précisément maintenant, sous la pression de la loi anti-socialiste, qu'il *ne veut* pas suivre la voie d'une révolution violente, sanglante, mais est décidé (...) à s'engager dans la voie de la légalité, c'est-à-dire de la réforme. Ainsi donc, si les 5 à 600 000 électeurs sociaux-démocrates, soit à peine le 10e ou le 8e de tout le corps électoral, qui de plus, sont éparpillés dans tout le vaste pays, sont assez clairvoyants pour ne pas aller se casser la tête contre le mur, en tentant d'effectuer une « révolution sanglante » tant qu'ils ne sont qu'un contre dix, cela ne prouve pas du tout qu'ils *s'interdisent à* tout jamais dans l'avenir d'utiliser *à* leur profit un événement extérieur violent et la subite poussée révolutionnaire qui s'ensuivrait et même la *victoire* du peuple arrachée dans un heurt surgi dans ces conditions. Le jour où Berlin sera de nouveau assez inculte pour se lancer dans un nouveau 18 mars 1848, les sociaux-démocrates, au lieu de participer à la lutte des « canailles qui ont soif de se battre sur les barricades », devront bien plutôt « suivre la voie de la légalité », jouer les modérateurs, démonter les barricades et, si nécessaire, marcher avec les nobles seigneurs de la guerre contre les niasses si unilatérales, vulgaires et incultes. En somme, si ces messieurs viennent affirmer qu'ils entendent par-là autre chose, mais alors que pensent-ils ?

Mais il y a pire encore.

« En conséquence, plus il [le parti] saura demeurer calme, objectif et réfléchi dans sa critique des conditions existantes et dans ses projets de changement de celles-ci, moins il sera possible maintenant [que la loi anti-socialiste est en vigueur] de répéter l'opération qui vient de réussir, à savoir l'intimidation de la bourgeoisie par la réaction consciente grâce à l'agitation du spectre de la terreur rouge. »

Afin d'enlever a la bourgeoisie la dernière trace de peur, il faut lui démontrer clairement et simplement que le spectre rouge n'est vraiment qu'un spectre, qu'il n'existe pas. Or, qu'est-ce que le secret du spectre rouge, sinon la peur de la, bourgeoisie de l'inévitable lutte à mort qu'elle aura à

mener avec le prolétariat ? La peur de l'issue inéluctable de la lutte de classe moderne ? Que l'on abolisse la lutte de classe, et la bourgeoisie ainsi que « tous les hommes indépendants » ne craindront plus « de marcher la main dans la main avec les prolétaires » ! Mais ceux qui seraient alors dupés, ce seraient les prolétaires.

Que le parti démontre, par une attitude humble et soumise, qu'il a rejeté une fois pour toutes les « incorrections et les excès » qui ont donné prétexte à la loi anti-socialiste.

S'il promet de son plein gré qu'il n'évoluera que dans les limites des lois en vigueur sous le régime d'exception contre les socialistes, Bismarck et les bourgeois auront certainement la bonté d'abolir cette loi devenue superflue.

« Que l'on nous comprenne bien », nous ne voulons pas « abandonner notre parti ni notre programme, mais nous pensons que, pour de longues années encore, nous avons suffisamment à faire, si nous employons toute notre force, toute notre énergie, en vue de la conquête de buts immédiats que nous devons atteindre coûte que coûte, avant que de pouvoir penser à réaliser nos fins plus lointaines ». Dès lors, c'est en masses que viendront nous rejoindre aussi bien bourgeois, petits-bourgeois qu'ouvriers « qui, à l'heure actuelle, sont effrayés par nos revendications extrêmes ».

Le programme ne doit pas être *abandonné,* mais simplement *ajourné - pour* un temps indéterminé. On l'accepte, mais à proprement parler non pour soi et pour le présent, mais à titre posthume, comme héritage pour ses enfants et petits-enfants. En attendant, on emploie, « toute sa force et toute son énergie » à toutes sortes de reprises et de rafistolages de la société capitaliste, pour faire croire qu'il se passe tout de même quelque chose, et aussi pour que la bourgeoisie ne prenne pas peur. Dans ces conditions, gloire au « communiste » Miquel qui a démontré qu'il était inébranlablement convaincu de l'effondrement inévitable de la société capitaliste d'ici quelques siècles, en spéculant tant qu'il pouvait, apportant ainsi sa contribution matérielle *à* la crise de 1873, autrement dit qui *a effectivement* fait quelque chose pour ruiner l'ordre existant.

Un autre attentat contre le bon ton, ce sont aussi les « attaques exagérées contre les fondateurs » de l'industrie, qui étaient tout simplement « enfants de leur époque »; « on ferait mieux de s'abstenir de vitupérer contre, Strousberg et ses pairs ». Hélas, tout le monde est « enfant de son époque », et si cela est une excuse suffisante, il ne faut plus attaquer qui que ce soit, nous devons cesser toute polémique et tout combat; nous recevrons tranquillement tous les coups de pied que nous donnent nos adversaires, car nous, les sages, nous savons qu'ils ne sont que « des enfants de leur époque » et ne peuvent agir autrement. Au lieu de leur rendre les coups avec intérêt, il faut bien plutôt plaindre ces malheureux!

De même, notre prise de position en faveur de la Commune a eu, pour le moins, l' « inconvénient de rejeter de notre parti des gens qui autrement sympathisaient avec nous et d'avoir accru en général *la haine de la bourgeoisie* à notre égard ». En outre, le parti n'est pas sans porter une certaine responsabilité à la promulgation de la loi antisocialiste, car il a excité inutilement la haine de la bourgeoisie ».

Tel est le programme des trois censeurs de Zurich. Il est on ne peut plus clair, surtout pour nous qui connaissons fort bien tous ces prêchi-prêcha depuis 1848. Il s'agit de représentants de la petite

bourgeoisie qui manifestent leur peur que le prolétariat, entraîné par la situation révolutionnaire, « n'aille trop loin ». Au lieu de la franche opposition politique, ils recherchent le compromis général; au lieu de lutter contre le gouvernement et la bourgeoisie, ils tentent à les gagner à leur cause par persuasion; au lieu de résister avec un esprit de fronde à toutes les violences exercées d'en haut, ils se soumettent avec humilité et avouent qu'ils méritent d'être châtiés. Tous les conflits historiquement nécessaires leur apparaissent comme des malentendus, et toute discussion s'achève par l'assurance que tout le monde est d'accord au fond. On joue aujourd'hui au social-démocrate, comme on jouait au démocrate bourgeois en 1848. Comme ces derniers considéraient la république démocratique comme quelque chose de très lointain, nos sociaux-démocrates d'aujourd'hui considèrent le renversement de l'ordre capitaliste comme un objectif lointain et, par conséquent, comme quelque chose qui n'a absolument aucune incidence sur la pratique politique actuelle. On peut donc à cœur joie faire le philanthrope, l'intermédiaire, et-couper la poire en deux. Et c'est ce que l'on fait aussi dans la lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie. On la reconnaît sur le papier-de toute façon, il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse d'exister -, mais dans la pratique on la camoufle, on la dilue et on l'édulcore. Le parti social-démocrate *ne doit pas* être un parti ouvrier; il ne doit pas s'attirer la haine de la bourgeoisie ni aucune autre; c'est avant tout dans la bourgeoisie qu'il faut faire une propagande énergique. Au lieu de s'appesantir sur des objectifs lointains qui, même s'ils ne peuvent être atteints par notre génération, effraient les bourgeois, le parti ferait mieux d'user toute son énergie à des réformes petites-bourgeoises de rafistolage qui vont consolider le vieil ordre social et peuvent éventuellement transformer la catastrophe finale en un processus de dissolution lent, fragmentaire et si possible pacifique.

Ce sont exactement ces gens-là qui, sous l'apparence d'une activité fébrile, non seulement ne font rien eux-mêmes, mais cherchent encore à empêcher les autres de faire quelque chose - sans cesser jamais de bavarder. Ce sont exactement ceux-là mêmes qui, par crainte de toute action, ont freiné le mouvement à chaque pas en 1848 et 1849, et l'ont enfin fait échouer. Ils ne voient jamais la réaction à l'œuvre et sont tout étonnés de se trouver finalement dans une impasse, où toute résistance et toute fuite sont impossibles. Ces gens veulent enfermer l'histoire dans leur étroit et mesquin horizon petit-bourgeois, tandis qu'elle leur passe à chaque fois par-dessus la tête.

Pour ce qui est du contenu socialiste de leur écrit, il est déjà suffisamment critiqué dans le *Manifeste* au chapitre « Le socialisme allemand ou vrai » : Quand on écarte la lutte de classe comme un phénomène pénible et « vulgaire », il ne reste plus qu'à fonder le socialisme sur un « véritable amour de l'humanité » et les phrases creuses de « justice ».

C'est un phénomène inévitable et inhérent au cours historique que des individus ayant appartenu jusqu'alors à la classe dominante se rallient au prolétariat en lutte et lui apportent des éléments de formation théorique. C'est ce que nous avons expliqué déjà dans le *Manifeste communiste.* Cependant, il convient de faire deux observations à ce sujet :

Premièrement: ces gens, pour être utiles au mouvement prolétarien, doivent vraiment lui apporter des éléments de formation d'une valeur réelle. Or, ce n'est pas du tout le cas de la grande majorité des convertis bourgeois allemands. Ni la *Zukunft* ni la *Neue Gesellschaft* [1] n'ont apporté

[1] La Neue Gesellschaft, mensuel pour la science sociale, » édité par Franz Wiede d'octobre 1877 à mars 1880 à Zurich, était de tendance nettement réformiste.

quoi que ce soit qui ait pu faire avancer d'un seul pas notre mouvement : les éléments de formation réels d'une authentique valeur théorique ou pratique y font totalement défaut. Au contraire, elles cherchent à mettre en harmonie les idées socialistes, superficiellement assimilées, avec les opinions théoriques les plus diverses que ces messieurs ont ramenées de l'université ou d'ailleurs, et dont l'une est plus confuse que l'autre, étant donné le processus de décomposition que traversent actuellement les vestiges de la philosophie allemande. Au lieu de commencer par étudier sérieusement la nouvelle science, chacun préfère la retoucher pour la faire concorder avec les idées qu'il a reçues, se fabriquant en un tour de main sa petite science privée à lui, avec la prétention-affichée de l'enseigner aux autres. C'est ce qui explique qu'on trouve parmi ces messieurs presque autant de points de vue que de têtes. Au lieu d'apporter la clarté sur tel ou tel point, ils ne font qu'y mettre la pire des confusions par bonheur, presque uniquement dans leur milieu. Le parti peut parfaitement se passer de tels éléments de formation théorique, dont le premier principe est d'enseigner ce qui n'a même pas été appris.

Deuxièmement : lorsque ces individus venant d'autres classes se rallient au mouvement prolétarien, la première chose qu'il faut exiger d'eux, c'est de n'apporter avec eux aucun vestige de leurs préjugés bourgeois, petits-bourgeois, etc., mais de s'approprier sans réserve, les conceptions prolétariennes. Or, ces messieurs ont démontré qu'ils sont enfoncés jusqu'au cou dans les idées bourgeoises et petites-bourgeoises. Dans un pays aussi petit-bourgeois que l'Allemagne [1], ces conceptions ont certainement leurs misons d'être, mais uniquement hors du parti ouvrier social-démocrate. Que ces messieurs se rassemblent en un parti social-démocrate petit-bourgeois, c'est leur droit le plus parfait. On pourrait alors traiter avec eux, et selon le cas mettre sur pied un cartel avec eux, etc. S'il y a des raisons de les tolérer pour l'instant, nous avons l'obligation de les tolérer seulement, sans leur confier aucune charge ni influence dans la direction du parti, en étant parfaitement conscient que la rupture avec eux ne peut être qu'une question de temps. Au demeurant, il semble bien que ce moment soit venu. Nous ne comprenons pas que le parti tolère plus longtemps dans son sein les auteurs de cet article. Si la direction du parti tombait peu ou prou entre les mains de cette sorte de gens, le parti se déviriliserait tout simplement et, sans tranchant prolétarien, il n'existe plus.

La Zukunft, bimensuel de même tendance, parut d'octobre 1877 à novembre 1878 à Berlin, publié et financé par le philanthrope petit-bourgeois Karl Höchberg, qui fut exclu plus tard de la social-démocratie.

[1] Cet esprit philistin, qui survit dans l'idéologie, c'est-à-dire dans les superstructures de la société, même longtemps après que la base matérielle, économique et sociale, ait disparu, est spécifiquement allemand au sens d'Engels : « En Allemagne, la petite bourgeoisie est le fruit d'une révolution manquée, d'une évolution interrompue et refoulée, d'où ses défauts spécifiques et anormale ment développés, à savoir la lâcheté, la mesquinerie, l'impuissance et l'incapacité de prendre toute initiative, caractéristiques ,qui seront maintenus depuis la Guerre de Trente et les événements qui suivirent - précisément à une époque où tous les autres grands peuples connurent un essor rapide. Ces travers leur sont restés, même lorsque l'Allemagne fut de nouveau entraînée dans le mouvement historique; ils étaient si fort qu'ils marquent de leur sceau les autres classes sociales de l'Allemagne, faisant en quelque sorte ressortir le caractère général de l'Allemand, jusqu'à ce qu'enfin notre classe ouvrière fasse éclater ces barrières étroites. Les ouvriers allemands se montrent précisément les pires « sans patrie » en ce qu'ils se sont entièrement débarrassés de la mesquinerie des petits bourgeois allemands.

Les traditions petites bourgeoises ne correspondent donc pas à une phase historique normale en Allemagne, mais sont une caricature outrée, une sorte de dégénérescence - tout comme le Juif polonais est la caricature du Juif. Le petit bourgeois anglais, français, etc. ne se tient nullement au même niveau que l'Allemand.

En Norvège, par exemple la petite paysannerie et la petite bourgeoisie avec une faible adjonction de moyenne bourgeoisie - comme cela s'est produit, à peu de choses près, en Angleterre et en France au XVIIe siècle - sont depuis plusieurs siècles l'état normal de la société. » (Engels à P. Ernst, Berliner Volksstaat, 5-10-1890).

Quant à nous, tout notre passé fait qu'une seule voie nous reste ouverte. Voilà près de quarante ans que nous prônons la lutte de classe comme le moteur le plus décisif de l'histoire, et plus particulièrement la lutte sociale entre bourgeoisie et prolétariat comme le plus puissant levier de la révolution sociale moderne. Nous ne pouvons donc en aucune manière nous associer à des gens qui voudraient rayer du mouvement cette lutte de classe.

En fondant l'internationale, nous avons expressément proclamé que la devise de notre combat était: « L'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même ».

Nous ne pouvons donc marcher avec des gens qui expriment ouvertement que les ouvriers sont trop incultes pour s'émanciper eux-mêmes et qu'ils doivent donc être libérés d'abord par en haut, par les grands et philanthropes petits bourgeois.

Si le nouvel organe du Parti adoptait une orientation correspondant aux convictions politiques de ces messieurs, convictions bourgeoises et non prolétariennes, à notre grand regret, il ne nous resterait plus qu'à déclarer publiquement notre opposition à son égard et à rompre la solidarité dont nous avons toujours fait preuve jusqu'ici, vis-à-vis du parti allemand à l'étranger. Cependant nous espérons que les choses n'iront pas jusque-là.

Cette lettre est destinée à tous les cinq membres de la commission en Allemagne, ainsi qu'à Bracke. Rien ne s'oppose, du moins de notre part, à ce qu'elle soit également communiquée aux Zurichois.

Engels à J.-Ph. Becker. 19 décembre 1879.

Hier j'ai écrit à Bebel que nous ne pouvions pas collaborer au Socialdemokrat. Il ressort des dernières lettres de Höchberg qu'il tient pour évident que le *Sozialdemokrat* défende les mêmes conceptions que le *Jahrbuch* [1] Tant que ceux de la direction de Leipzig se tiennent sur le même terrain que lui et ses amis philistins, je ne vois pas comment on pourrait le faire changer d'avis. Mais nous ne sommes pas exclus pour autant de l'entreprise. Après avoir combattu sans arrêt ce même socialisme petit bourgeois depuis le *Manifeste, voire* depuis l'écrit de Marx contre Proudhon, nous ne pouvons marcher avec lui au moment précis où la loi ANTI-SOCIALISTE lui donne l'occasion de brandir de nouveau son drapeau. Et c'est tant mieux. Nous serions entraînés dans des polémiques sans fin avec ces messieurs, le *Sozialdemokrat* deviendrait une arène de combat, et finalement nous devrions quand même proclamer notre retrait. Dans tout cela, ce sont les Prussiens et les bourgeois qui seraient les gagnants, et c'est ce qu'il faut éviter. Mais cela ne doit absolument pas être un exemple à suivre pour d'autres qui n'ont pas été obligés comme nous - à *cause des négociations préalables mêmes* - de défier ouvertement les Höchberg et consorts. Je ne vois

---

[1] Le premier numéro du Jahrbuch für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik parut en août 1879 à Zurich sous le patronage de Karl Höchberg (sous le pseudonyme de Dr. Ludwig Richter).

Höchberg, Bernstein et Schramm y publièrent leur programme opportuniste dans l'article intitulé Rétrospective du mouvement socialiste en Allemagne, où ils attaquaient ouvertement le caractère révolutionnaire du parti et demandaient sa transformation en parti réformiste démocratique et petit bourgeois. Cf. la critique de cet article dans Marx-Engels, Le Parti de classe, III, pp. 134-142.

absolument pas pourquoi toi, par exemple, tu ne collaborerais pas à cette feuille [1]. Les correspondances des ouvriers allemands sont la seule chose qui nous procure encore de la joie, et tes articles ne feraient qu'élever le niveau de la feuille - et puisqu'elle existe maintenant, il est toujours préférable d'en faire autant que possible un bon qu'un mauvais journal. Je dis cela en espérant que ces gens te paient convenablement, car ce serait vraiment trop fort que de, te faire travailler gratuitement dans la situation, ou tu te trouves. Nous n'en voulons pas particulièrement à ceux de la direction de Leipzig pour cette histoire. Nous avons prévu tout cela il y a déjà des années. Liebknecht ne peut pas se passer de concilier et de se faire des amis à droite et à gauche, et si le parti n'est très fort qu'en apparence, avec de nombreux effectifs et de gros moyens financiers, il n'est pas très regardant quant aux éléments recrutés. Cela durera jusqu'à ce qu'il se brûle les doigts. Lorsque cela se produira, ces braves gens reviendront alors dans la bonne voie.

Frédéric Engels

LE SOCIALISME DE MONSIEUR DE BISMARCK

Retour à la table des matières

***L'Égalité*, 3 et 24 mars 1880.**

1. Le tarif douanier

Dans le débat sur la fameuse foi qui a mis hors la loi les socialistes allemands, Monsieur Bismarck déclara que des mesures de répression ne suffiraient pas à elles seules pour écraser le socialisme;- il fallait encore prendre d'autres mesures afin d'éliminer les indiscutables méfaits sociaux, assurer un emploi régulier et prévenir les crises dans l'industrie et ce n'est pas tout encore [2]. Ces mesures « positives » pour le bien-être social, il promit de les mettre en application. En effet,

[1] Le 16 décembre 1879, J.-Ph. Becker avait écrit à Engels : « Les efforts que vous déployez à Londres commencent à porter leurs fruits à Leipzig et Zurich. Liebknecht m'a écrit qu'il répondrait à l'article du Jahrbuch dans une brochure à part, et le Sozialdemokrat parie désormais un langage plus vivant et conforme aux principes. Cependant, je n'éprouve pas encore le besoin de répondre à l'invitation pressante de collaborer que m'ont faite Höchberg, Bernstein et Liebknecht. »

[2] Nous reproduisons ici deux articles sur les mesures économiques prises par Bismarck, non seulement pour permettre l'essor de l'industrie allemande en se donnant les moyens de s'affirmer sur le marché mondial, mais encore pour assurer l'équilibre social entre les classes, notamment pour contenir le mouvement ouvrier. Cette législation économique est en quelque sorte le corollaire de la loi anti-socialiste. On remarquera que toutes les mesures prises par le gouvernement des classes dominantes portaient clairement la marque de l'opposition - voilée ou directe selon les besoins tactiques - contre la classe ouvrière, tant la lutte des classes était directe et vive. Ce qui rend ces, vieux textes si précieux, c'est que le caractère antagoniste de tous, les rapports sociaux y apparaît de manière limpide, et nous apprend en quelque sorte à lire dans les conditions actuelles du capitalisme où tous les rapports sont séniles et mystifiés tant par les dirigeants capitalistes au pouvoir que les dirigeants ouvriers vendus, en vue de plonger les masses dans une ambiance de concorde nationale niant le caractère antagoniste des classes existantes.

dit-il, si l'on a conduit comme je l'ai fait les affaires de son pays durant dix-sept ans, alors on est justifié de se considérer comme un expert en matière d'économie politique; c'est comme si quelqu'un prétendait qu'il suffit d'avoir mangé des pommes de terre pendant dix-sept ans pour connaître à fond l'agronomie.

En tout cas, Monsieur Bismarck a tenu parole cette fois-ci. Il a pourvu l'Allemagne de deux grandes « mesures sociales », et ce n'est pas encore fini [1].

La première, c'est un tarif douanier qui doit assurer à l'industrie allemande l'exploitation exclusive du marché intérieur.

Jusqu'à 1848 l'Allemagne ne possédait pratiquement pas de grande industrie; l'emploi de la vapeur et de la machinerie était exceptionnel.

Après- que la bourgeoisie, grâce à sa lâcheté dans les années 1848 et 1849, eût subi une honteuse défaite sur le terrain politique, elle se consola en se précipitant avec un zèle ardent dans la-grande industrie. L'image du pays se transforma rapidement. Celui qui a vu pour la dernière fois en 1849 la Prusse rhénane, la Westphalie, le royaume de Saxe, la Haute-Silésie, Berlin et les cités maritimes ne les reconnaissait déjà plus en 1864. Les machines et la vapeur avaient fait partout irruption. De grandes fabriques avaient le plus souvent pris la place des petits ateliers. Des navires à vapeur se substituaient progressivement aux navires à voile, d'abord dans la navigation côtière, puis dans le commerce d'outre-mer. Les lignes de chemin de fer se multipliaient; dans les arsenaux, les mines de charbon et de fer, régnaient une activité dont on tenait les pesants Allemands pour totalement incapables jusqu'ici. Par rapport au développement de la grande industrie en Angleterre et même en France, s'était encore relativement peu, mais c'était déjà un début. Et de plus tout cela s'est fait sans le soutien des gouvernements, sans subventions ni primes à l'exportation et, avec un

[1] Pour compléter sa législation industrielle et la loi anti-socialiste. Bismarck avait préparé des projets de loi en matière sociale, qui étaient évidemment autant de pièges posés à la social-démocratie. Fin avril-début mai, les projets de loi sur l'assurance-maladie des travailleurs et les compléments à la législation professionnelle furent adoptés en seconde lecture par le Reichstag. Ces deux lois faisaient partie du programme de réforme sociale annoncé à grands cris par Bismarck fin 1881. Le 2 mai, Bebel écrit à Engels que quelques députés sociaux-démocrates voulaient voter pour la loi d'assurance -maladie, et cita les noms de Max Kayser et de Moritz Rittinghausen, dont l'intention était d'engager le parti dans la voie de la politique de réforme. Par discipline de parti, les sociaux-démocrates votèrent contre le projet de Bismarck, mais Grillenberger par exemple, prononça à cette occasion un discours ouvertement opportuniste.

Ce ne fut pas la bourgeoisie allemande qui, concéda le fameux système d'assurance sociale aux ouvriers allemands, mais Bismarck, le représentant des hobereaux, tout heureux de jouer un mauvais tour à la fois à la bourgeoisie et à la social-démocratie, selon la bonne recette bonapartiste.

Dès 1844, Marx avait dénoncé le caractère fallacieux des mesures sociales prises par des représentants de classe semi-féodales : « Étant un aristocrate et un monarque absolu, le roi de Prusse déteste la bourgeoisie. Il n'a donc pas lieu d'être effrayé si celle-ci va lui être encore, plus soumise et devient d'autant plus impuissante que ses rapports avec le prolétariat se tendent. On sait que le catholique déteste plus le protestant que l'athée, tout comme le légitimiste déteste davantage le libéral que le communiste. Ce n'est pas que l'athée et le communiste soient plus proches du catholique et du légitimiste, au contraire, ils leur sont plus étrangers que le protestant et le libéral, parce qu'ils se situent en dehors de leur sphère. Ainsi, en politique, le roi de Prusse trouve une opposition directe chez les libéraux. Pour le roi, l'opposition du prolétariat n'existe pas davantage que le roi lui-même n'existe pour le prolétariat. Il faudrait que le prolétariat eût atteint déjà une puissance décisive pour supprimer ces antipathies et ces oppositions politiques, et s'attirer l'hostilité de tous en politique. » (Marx, Notes critiques relatives à l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien, 7-8-1844, trad. fr. : Marx-Engels, Écrits militaires, Édit. L'Herne, pp. 157-158.)

système tarifaire, qui par rapport à ceux des autres pays du continent pouvait être considéré comme fortement libre-échangiste.

Soit dit en passant, comme partout les questions sociales soulevées par un tel bouleversement industriel ne manquaient pas de surgir. Jusque-là les ouvriers de l'industrie allemande avaient végété dans des conditions qui tenaient du moyen, âge. En général, ils disposaient jusque-là de la possibilité de devenir peu à peu des petits bourgeois, des maîtres-artisans, des propriétaires de plusieurs métiers à tisser, etc. Tout cela disparut alors. Les travailleurs qui devenaient ouvriers salariés des grands capitalistes, commencèrent à former une classe stable, un véritable prolétariat. Or qui dit prolétariat, dit socialisme. En outre, il subsistait encore des traces de ces libertés que les ouvriers avaient conquises en l'art 1848 sur les barricades. Grâce à ces deux circonstances le socialisme put maintenant se développer en Allemagne au grand jour et gagner les masses, alors qu'avant 1848 il devait se limiter à faire une propagande illégale avec une organisation secrète regroupant peu de membres. Ainsi la reprise de l'agitation socialiste par Lassalle date de l'année 1863.

Puis ce fut la guerre de 1870, la paix de 1871 et les milliards. Tandis que la France n'était aucunement ruinée par le paiement de ces milliards, l'Allemagne par cette recette se trouva au bord de la ruine. Dilapidés à pleines mains par un gouvernement de parvenus dans un Empire parvenu, ces milliards tombèrent entre les mains de la haute finance, qui s'empressa de les placer avec profit à la bourse. Les plus beaux jours du Crédit mobilier fêtaient leur résurrection à Berlin. Pour le pari, on fonda des sociétés par actions et de commandite, des banques, des institutions d'effets et de crédit foncier, des sociétés de construction de chemins de fer, des fabriques de toutes sortes, des arsenaux, des sociétés de spéculation sur les immeubles et d'autres entreprises, dont l'aspect industriel n'était que prétexte à la spéculation boursière la plus éhontée. Les prétendus besoins du commerce, de la circulation, de la consommation, etc. ne servaient qu'à masquer la soif irrépressible des hyènes de la bourse de faire travailler les milliards tant qu'ils étaient entre leurs mains. Au reste, on a assisté à tout cela à Paris dans les glorieuses années des Péreire et des Fould: les mêmes agioteurs et boursicoteurs étaient ressuscités à Berlin sous les, noms de Bleichröder et Hansemann.

Ce qui s'était -passé à Paris en 1867, et plus encore à Londres et New York, ne manqua pas de se produire aussi à Berlin : la spéculation démesurée finit par un krach général. Les sociétés par centaines firent banqueroute; les actions des sociétés qui se maintinrent, devinrent invendables; ce fut partout l'effondrement complet. Mais pour pouvoir spéculer, il avait fallu créer des moyens de production et de communication, des fabriques, des chemins de fer, etc., dont les actions étaient devenues l'objet de la spéculation. Lorsque surgit la catastrophe, il s'avéra cependant que le besoin public qui avait été pris comme prétexte, avait été dépassé de loin, qu'au cours de quatre ans on avait édifié plus de chemins de fer, de fabriques, de mines, etc., qu'au cours d'une évolution normale d'un quart de siècle.

En dehors des chemins de fer, dont nous parlerons encore plus tard, la spéculation s'était surtout précipitée sur l'industrie sidérurgique. De grandes fabriques avaient surgi du sol comme des champignons, et l'on avait même fondé certaines usines qui éclipsaient le Creusot. Hélas il se révéla

le jour de la crise qu'il n'y avait pas d'utilisateurs pour cette production gigantesque [1]. D'énormes sociétés industrielles se trouvaient acculées à la faillite. En tant que bons patriotes allemands, les directeurs appelèrent au secours le gouvernement, afin qu'il érigeât un système douanier contre les importations qui les protégerait de la concurrence du fer anglais dans l'exploitation du marché intérieur. Cependant si l'on exigeait une protection douanière pour le fer, on ne pouvait pas la refuser à d'autres industries, voire à l'agriculture. Ainsi donc dans toute l'Allemagne on organisa une agitation bruyante pour la protection douanière, une agitation qui permit à Monsieur Bismarck d'instaurer un tarif douanier qui devait remplir ce but. Ce tarif, élevé en loi dans l'été 1879, est maintenant en vigueur.

Cependant l'industrie allemande, telle qu'elle était, avait toujours vécu à l'air frais de la libre concurrence. Comme elle était née la dernière, après celles d'Angleterre et de France, elle devait se limiter à combler de petites lacunes que ses prédécesseurs avaient laissées subsister et à fournir des articles qui étaient trop mesquins pour les Anglais et trop minables pour les Français, c'est-à-dire des produits constamment changeants qui se trouvent à l'échelle la plus basse de la fabrication, des *marchandises médiocres et bon marché.* Que l'on ne croît pas que c'est là simplement notre opinion : ce sont littéralement les mots qui ont été employés officiellement par le commissaire du gouvernement allemand, Monsieur Reuleaux, un homme de science de réputation européenne qui jugea de la qualité des marchandises allemandes exposées à Philadelphie en 1876.

Une telle industrie ne peut tenir sur des marchés neutres qu'aussi longtemps que le libre échange subsiste dans son propre pays. Si l'on veut que les étoffes allemandes, les métaux travaillés, les machines allemandes soutiennent la concurrence à l'étranger, il faut alors obtenir toutes les matières premières servant à fabriquer ces marchandises : fils de coton, de lin ou de soie, fer brut, fils de métal, et ce aux mêmes bas prix que les concurrents étrangers, soit de deux choses l'une : ou bien on veut continuer à exporter des étoffes et des produits de l'industrie métallurgique, et alors on a besoin du libre-échange et l'on court le risque que ,ces industries travaillent les matières premières venant de l'étranger; ou bien on veut protéger les filatures et la production de métal brut en Allemagne grâce à un système douanier, alors c'en sera bientôt fait de la possibilité d'exporter des produits constitués des matières premières que -sont les fils et les métaux bruts.

Par son fameux tarif qui protège les filatures et l'industrie métallurgique, Monsieur Bismarck détruit la dernière chance de trouver un marché à l'étranger tel qu'il a subsisté jusqu'ici encore pour les étoffes, les produits métallurgiques, les aiguilles et les machines allemands. Or l'Allemagne, dont l'agriculture produisait un excédent exportable dans la première moitié de ce siècle, ne peut plus se tirer d'affaire aujourd'hui sans un supplément venu de l'étranger. Si Monsieur Bismarck

---

[1] L'Allemagne d'aujourd'hui ne produit plus les quelques 700 000 tonnes d'acier de l'époque, mais bel et bien 53 Millions de tonnes. Ce chiffre met en évidence le niveau absolument inouï de production antisociale et le gaspillage fantastique de forces productives du capitalisme sénile qui empoisonne non seulement les hommes et la nature ambiante, mais concentre encore de façon criminelle les moyens de production dans quelques rares pays dits développés, privant la majeure partie des habitants de la planète des plus élémentaires moyens de subsistance indispensables à la vie la plus élémentaire et les fait crever de faim faute de moyens techniques.

La critique d'Engels, sur cet arrière-plan, démasque les efforts de Bismarck comme des combines servant à imposer au monde solvable, mais qui n'a pas de besoins vitaux, une production de camelote, tout juste bonne à faire de l'argent et des profits, afin de promouvoir l'odieux capitalisme, c'est-à-dire, selon l'expression de Marx, la « production pour la production », qui aboutit aux crises et à la guerre, aux destructions massives de biens de production et des carnages humains. La critique de Marx-Engels, loin d'être dépassée, fournit de manière radicale la critique des conditions éléphantesques et dégénératives du capitalisme moderne.

empêche son industrie de produire pour l'exportation, on peut se demander comment il paiera ces importations et beaucoup d'autres, dont il a bel et bien besoin malgré tous les tarifs du monde ?

Pour résoudre cette question, il ne fallait rien moins que le génie de Monsieur Bismarck, uni à celui de ses amis et conseillers boursiers. Le résultat en est le suivant :

Prenons le fer. La période de la spéculation et de la production fiévreuse a gratifié l'Allemagne de deux usines (celle de *l'Union de Dortmund* et celle de *Laura-Hütte),* qui chacune, à elle seule, peut produire autant que I ‘exige en moyenne toute la consommation du pays. Ensuite, il y a encore les gigantesques usines de Krupp à Essen, des usines analogues à Bochum et d'innombrables autres plus petites. Ainsi la consommation de fer à l'intérieur est couverte au moins trois à quatre fois. Une telle situation exige, semble-t-il, absolument un, libre-échange illimité qui seul pourrait assurer un débouché et des marchés à ce gigantesque excédent de production. Mais il faut croire que ce n'est pas l'avis des intéressés.

Étant donné qu'il existe tout au plus une douzaine d'usines qui comptent vraiment et dominent les autres, il en résulte ce que les Américains appellent *un anneau : une* société pour maintenir les prix à leur même niveau à l'intérieur et pour réglementer l'exportation. Dès qu'il y a une mise en adjudication pour des rails où d'autres produits, le comité désigne dans ses rangs celui de ses membres auquel le contrat échera et à quel prix il devra l'accepter. Les autres participants font leur offre à un prix supérieur, qui a également été convenu à l'avance. Du fait que toute concurrence s'arrête, il y a un monopole absolu. La même chose vaut pour l'exportation. Afin d'assurer la réalisation de ce plan, chaque membre de cet *anneau* dépose entre les mains du comité une traite bancaire de plus de 125 000 frs qui est mise en circulation et présentée en paiement dès que son signataire rompt le contrat. Le prix de monopole imposé de cette façon aux consommateurs allemands permet aux fabricants de vendre à l'étranger l'excédent de leur production à des prix qui rebutent les Anglais eux-mêmes - et c'est le philistin allemand qui (soit dit en passant le mérite bien) en supporte l'addition. Dans ces conditions, les exportations allemandes redeviennent possibles, grâce à ces mêmes protections douanières qui, aux yeux du large public allemand, doivent en apparence y mettre fin.

Veut-on des exemples ? L'année dernière, une compagnie de chemin de fer italienne, dont nous ne pouvons citer le nom, avait besoin de 30 000 ou 40 000 tonnes (à 1000 kilogrammes) de rails. Après de longues négociations, une firme anglaise se charge de fournir 10 000; le reste fut pris en charge par l'Union de Dortmund à un prix que les Anglais avaient refusé. Un concurrent anglais à qui l'on demandait pourquoi il ne pouvait pas supplanter l'entreprise allemande répondit : Qui pourrait soutenir la concurrence avec un banquerouteur ?

En Écosse, on veut construire un pont de chemin de fer sur un détroit maritime dans la région d'Edimbourg. Il faut pour cela 10 000 tonnes d'acier de Bessmer. Or qui accepte le prix le plus bas et bat tous ses concurrents dans la patrie même de la grande industrie sidérurgique ? Un Allemand, un favori de Bismarck à plus d'un titre - Monsieur Krupp de Essen, le « roi des canons [1] ».

---

[1] Ces prévisions (cf. également note n° 99) sans cesse répétées par le marxisme catastrophique - outre les perpétuelles mesures de violence du gouvernement allemand - eussent dû attirer tout particulièrement l'attention des dirigeants sociaux-démocrates sur le problème inéluctable de la violence et les préparer de longue date à ne pas se laisser « surprendre » par la violence le jour décisif du 4 août 1914, où toute leur politique fit fiasco et

Voilà pour ce qui en est du fer. Il va de soi que ce beau système ne peut que différer à un peu plus tard l'inévitable faillite. Jusqu'à ce que les autres industries en fassent tout autant - or elles ne ruineront pas la concurrence étrangère, mais leur propre pays. On a tout à fait l'impression de vivre dans un pays de fous - et cependant tous les faits mentionnés ci-dessous sont tirés de journaux allemands, bourgeois et libre-échangistes. Organiser la destruction de l'industrie allemande sous prétexte de la protéger - les socialistes allemands ont-ils donc tort de répéter depuis des années que Monsieur Bismarck agit pour le socialisme comme s'il était payé par eux pour le faire ?

II. Les chemins de fer d'État

Retour à la table des matières

De 1869 à 1873, pendant la marée montante de la spéculation berlinoise, deux entreprises d'abord antagonistes, puis alliées dominèrent la bourse : la *Disconto-Gesellschaft* et la banue *Bleichröder.* C'étaient en quelque sorte les Péreire et Mirès berlinois, Comme la spéculation s'étendait essentiellement sur les chemins de fer, ces deux banques eurent l'idée de s'emparer, par des voies détournées, de la plupart des lignes de chemin de fer déjà existantes ou en voie de construction. En achetant ou en retenant un certain nombre d'actions de chaque ligne, on pouvait dominer leur conseil d'administration; les actions elles-mêmes devaient servir de gage pour les emprunts avec lesquels on allait acheter de nouvelles actions, et ainsi de suite. On le voit : une simple répétition des astucieuses petites opérations qui apportèrent le plus grand profit aux deux Péreire d'abord et finirent par la crise bien connue du Crédit mobilier. Les Péreire berlinois connurent dès le début le même succès.

En 1873 vint la crise. Nos deux banques se trouvèrent dans un cruel embarras avec leur montagne d'actions de chemin de fer, dont on ne pouvait plus tirer les millions qu'elles avaient engloutis. Le projet de mettre la main sur les chemins de fer avait échoué. On changea donc de méthode, en essayant de vendre les actions à l'État. Le projet de concentration de tous les chemins de fer entre les mains du gouvernement de l'Empire n'a pas pour point de départ le bien social du pays, mais l'intérêt individuel de deux banques insolvables.

Il n'était pas bien difficile de mettre ce projet en exécution. On avait « intéressé » un grand nombre de membres du parlement aux nouvelles sociétés, de sorte que l'on dominait le parti des national-libéraux et celui des conservateurs modérés, c'est-à-dire la majorité. De hauts fonctionnaires de l'Empire ainsi que des ministres prussiens trempèrent dans l'escroquerie boursière qui présida à la fondation de ces sociétés. En dernière instance, c'était Bleichröder - de son état banquier et factotum financier de Monsieur Bismarck. Il ne manqua donc pas de moyens.

Pour commencer, on fit monter au maximum le prix des actions, afin que la vente des chemins de fer à l'État rapporte. On créa dans ce but, en 1873, l'Office impérial des chemins de fer; son directeur, un escroc boursier bien connu, augmenta d'un seul coup les tarifs de tous les chemins de fer allemands de 20 %. Grâce à cette opération, les recettes nettes et, en conséquence aussi, la

---

précipita le monde dans un malheur qu'il paie aujourd'hui encore par d'incessantes guerres auxquelles le livrent plus que jamais le pacifisme bêlant des actuels partis ouvriers dégénérés de l'Est et de l'Ouest.

valeur des actions monta d'environ 35 %. Ce fut la seule mesure réalisée par ce monsieur, la seule pour laquelle il avait occupé la charge, car il s'en démit aussitôt après.

Dans l'intervalle, on avait réussi d'arranger le projet au goût de Bismarck. Cependant les petits royaumes et les États opposèrent une résistance : le Conseil fédéral repoussa purement et simplement le projet. Nouveau changement de méthode : on décida que ce serait d'abord la Prusse qui achèterait tous les chemins de fer prussiens, afin de les céder éventuellement à l'Empire.

Au reste il y avait encore pour le gouvernement d'Empire un autre motif caché, qui lui rendait désirable l'achat des chemins de fer. Et ce motif est en liaison avec les milliards français.

De ces milliards on avait retenu des sommes considérables poiré la création de trois fonds impériaux : le premier pour la construction de l'immeuble du Reichstag, le second pour des fortifications, le troisième enfin pour les invalides des deux dernières guerres. La somme totale se montait à quelque 920 millions de francs.

De ces trois fonds le plus important et le plus bizarre était celui qui était prévu pour les invalides. Il était destiné à se consommer lui-même, c'est-à-dire à la mort du dernier invalide le capital aussi bien que les revenus devaient être mangés. Un fonds qui se consomme de lui-même, c'est, semble-t-il, encore une invention de fous. Mais ce n'étaient pas des fous, mais des escrocs de la bourse de la *Diskonto-Gesellschaft,* qui en étaient les auteurs - et pour une bonne raison. Aussi fallut-il presque un an pour convaincre le gouvernement d'en accepter l'idée.

Aux yeux de nos spéculateurs, ce fonds n'était pas consommé vite. Ils estimèrent, en outre, qu'il fallait pourvoir les deux autres fonds de la même agréable propriété de se consommer eux-mêmes. Le moyen en était simple. Avant même que la toi ait déterminé le mode de placement de ces fonds, on chargea une entreprise commerciale du gouvernement prussien de vendre les valeurs correspondantes. Cette entreprise s'adressa à la *Diskonto-Gesellschaft* qui lui vendit en échange des trois fonds d'Empire des actions de chemin de fer d'une valeur de 300 millions de francs. Or à l'époque on était incapable de placer ces actions, comme nous l'avons déjà vu. Parmi ces actions il y avait aussi pour une valeur de 120 millions, des actions de fer Magdebourg-Halberstadt et les lignes qui avaient fusionné avec elle. Or cette ligne avait pratiquement fait banqueroute : elle procura néanmoins des gains considérables aux escrocs boursiers, bien qu'elle n'offrait guère de perspective de rapporter quoi que ce soit aux actionnaires. On le comprend, si l'on sait que le conseil d'administration avait émis des actions d'une valeur de 16 millions pour couvrir les frais de construction de trois lignes secondaires et que cet argent avait déjà disparu avant même que l'on ait commencé la construction de ces lignes. Le fonds des invalides peut être fier de posséder un nombre considérable d'actions de lignes... qui n'existent pas encore.

L'acquisition de ces lignes par l'État prussien devait légaliser d'un coup l'achat de leurs actions par l'Empire, et leur donner, en outre, une valeur réelle déterminée. D'où l'intérêt du gouvernement impérial dans cette affaire. C'est dans ces conditions que ces lignes furent les premières dont l'achat fut proposé par le gouvernement prussien et ratifié par les Chambres.

Le prix consenti aux actionnaires par l'État était beaucoup plus élevé que la valeur réelle de *bonnes* lignes de chemin de fer. C'est ce que démontre la constante augmentation du cours des actions depuis la décision de les acheter, et surtout depuis que l'on a rendues publiques les

conditions de leur achat. Deux grandes lignes, dont les actions étaient à 103 et 108 en décembre 1878, sont notées aujourd'hui à 148 et 158. C'est la raison pour laquelle les actionnaires avaient le plus grand mal à cacher leur joie au cours de la transaction,

Il n'est pas nécessaire de souligner que cette hausse a profité essentiellement aux spéculateurs berlinois qui étaient dans la confidence pour ce qui est des intentions du gouvernement. La bourse qui, au printemps 1979, était encore passablement déprimée, s'éveilla à une vie nouvelle. Avant de se séparer définitivement de leurs chères actions, les escrocs les lancèrent dans un nouveau tourbillon de spéculations.

On le voit : l'Empire allemand est tout aussi complètement assujetti à la Bourse que l'Empire français en son temps. Les boursiers préparent des projets qu'ils font exécuter par le gouvernement - au profit de leur portefeuille. Sur ce plan, ils ont encore en Allemagne un avantage qui leur manquait dans l'Empire bonapartiste : lorsque le gouvernement impérial se heurte à des résistances face aux petits princes, il se transforme en gouvernement prussien qui est décidé à ne pas trouver de résistance dans ses Chambres qui, de toute façon, ne sont que des filiales de la Bourse.

Le Conseil général de l'Internationale n'a-t-il pas dit aussitôt après la guerre de 1870 : vous, Monsieur Bismarck, vous n'avez renversé le régime bonapartiste en France *que pour le rétablir de nouveau chez vous* [1] !

[1] Cf. Première et Deuxième Adresses du Conseil général sur la guerre franco-allemande, in: Marx-Engels, La Guerre civile en France, Éditions Sociales, 1953, pp. 277-290.

III.

PÉNÉTRATION PETITE-BOURGEOISE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Retour à la table des matières

> **« L'une des caractéristiques les plus négatives de la majorité de la fraction parlementaire sociale-démocrate c'est précisément l'esprit prudhommesque du philistin qui veut convaincre son adversaire au lieu de le combattre : « notre cause n'est-elle pas *si* noble et si juste » que tout autre petit bourgeois doit inévitablement se joindre à nous à condition seulement qu'il ait bien compris ?] Pour en appeler ainsi à l'esprit prudhommesque, il faut méconnaître entièrement les intérêts qui guident cet esprit, voire les ignorer délibérément. C'est ce qui est l'une des caractéristiques essentielles du philistinisme spécifiquement allemand [1]. » (Engels à A. Bebel, 18-03-1886.)**

---

1 Cet esprit philistin, qui survit dans l'idéologie, c'est-à-dire dans les superstructures de la société, même longtemps après que la base matérielle, économique et sociale, ait disparu, est spécifiquement allemand au sens d'Engels : « En Allemagne, la petite bourgeoisie est le fruit d'une révolution manquée, d'une évolution interrompue et refoulée, d'où ses défauts spécifiques et anormale ment développés, à savoir la lâcheté, la mesquinerie, l'impuissance et l'incapacité de prendre toute initiative, caractéristiques ,qui seront maintenus depuis la Guerre de Trente et les événements qui suivirent - précisément à une époque où tous les autres grands peuples connurent un essor rapide. Ces travers leur sont restés, même lorsque l'Allemagne fut de nouveau entraînée dans le mouvement historique; ils étaient si fort qu'ils marquent de leur sceau les autres classes sociales de l'Allemagne, faisant en quelque sorte ressortir le caractère général de l'Allemand, jusqu'à ce qu'enfin notre classe ouvrière fasse éclater ces barrières étroites. Les ouvriers allemands se montrent précisément les pires « sans patrie » en ce qu'ils se sont entièrement débarrassés de la mesquinerie des petits bourgeois allemands.

Les traditions petites bourgeoises ne correspondent donc pas à une phase historique normale en Allemagne, mais sont une caricature outrée, une sorte de dégénérescence - tout comme le Juif polonais est la caricature du Juif. Le petit bourgeois anglais, français, etc. ne se tient nullement au même niveau que l'Allemand.

En Norvège, par exemple la petite paysannerie et la petite bourgeoisie avec une faible adjonction de moyenne bourgeoisie - comme cela s'est produit, à peu de choses près, en Angleterre et en France au XVIIe siècle - sont depuis plusieurs siècles l'état normal de la société. » (Engels à P. Ernst, Berliner Volksstaat, 5-10-1890).

STAGNATION POLITIQUE ET ESSOR ÉCONOMIQUE

Retour à la table des matières

Engels à Johann Phifipp Becker, 1er avril 1880.

Au surplus, les choses prennent de nouveau le même tour en Allemagne qu'en l'an 1850 [1]. L'Association ouvrière se scinde en toute sorte de partis - ici Most, là Rackow -, et nous avons assez de peine pour ne pas nous laisser entraîner dans cet engrenage. Rien que des tempêtes dans un verre d'eau, qui peuvent avoir sur ceux qui y participent une excellente influence, en contribuant à leur formation politique de militant, mais pour l'évolution du monde il est assez indifférent que 100 ouvriers allemands se prononcent pour l'un ou l'autre. Si cela pouvait encore exercer une certaine influence sur les Anglais - mais il n'en est rien. Most, avec son besoin irrépressible et confus d'action, ne peut se tenir tranquille, mais de toute façon il ne peut aboutir à rien : les gens en Allemagne ne sont pas du tout disposés à admettre que le moment de la révolution est maintenant venu, simplement parce que Most a été chassé d'Allemagne par ordonnance judiciaire. *La Freiheit* veut à toute force devenir la feuille la plus révolutionnaire d'Allemagne, mais elle n'y parviendra pas simplement en répétant à chaque ligne le mot de révolution. Par bonheur, il est assez indifférent que cette feuille écrive ceci ou cela. La même chose vaut pour l'organe de Zurich - le *Sozial-demokrat* - qui aujourd'hui prêche la révolution et demain déclare que la révolution violente serait le plus grand des malheurs. Il craint d'un côté, d'être dépassé par les grandes phrases de Most et, de l'autre, d'être pris au sérieux par les ouvriers lorsqu'il lance ses mots d'ordre grandiloquents. Comment choisir entre les criailleries creuses de la *Freiheit* et le philistinisme borné du *Sozial-demokrat ?*

Je crains que nos amis d'Allemagne ne se trompent sur le mode d'organisation qu'il faut maintenir en place dans les circonstances actuelles. Je n'ai rien à redire au fait que les membres élus du parlement se placent en tête, s'il n'y a pas d'autre direction. Mais on ne peut exiger, et encore moins appliquer la stricte discipline comme le faisait l'ancienne direction du parti élue à cet effet.

---

[1] Après avoir fait le bilan de l'évolution capitaliste en Allemagne en 1880, Engels constate que la loi anti-socialiste de Bismarck a eu pour effet de maintenir l'Allemagne dans une stagnation politique semblable à celle de l'Empire bonapartiste français, cette stagnation étant fatale au mouvement révolutionnaire et n'étant brisée que par une guerre extérieure. Tout l'art des classes dominantes au pouvoir en Allemagne est désormais de préserver leur pouvoir, grâce à un état correspondant au développement économique (mais de plus en plus dépassé en Allemagne) qui permet à la bourgeoisie de ne pas occuper encore directement elle-même le pouvoir, le bonapartisme ayant alors pour fonction principale de faire en sorte que l'armée et la bureaucratie détiennent les fonctions étatiques et empêchent le prolétariat et la bourgeoisie d'en venir aux mains.

Après avoir constaté que le bonapartisme bismarckien a réussi à bloquer la société allemande en gonflant les superstructures politiques, et que la bourgeoisie met à profit le calme social pour industrialiser le pays à outrance, Engels espère que le mouvement politique se remettra en route. Il fait d'abord confiance aux forces ouvrières mises en mouvement d'abord par l'essor économique spontané; puis, en un second temps organisé d'après les principes sociaux-démocrates, après la liquidation des séquelles du lassalléanisme.

Engels constate cependant que le régime de la loi anti-socialiste a développé comme en serre chaude le philistinisme petit bourgeois, ce qui explique les défaillances de plus en plus graves de la direction politique du mouvement allemand. Engels espérait encore qu'au premier stade de développement la base qui se trouvait alors dans une situation d'antagonisme de classe aiguë, pût redresser les erreurs des dirigeants!

C'est d'autant moins possible que dans les circonstances actuelles il n'y a plus de presse ni de rassemblements de masse. Plus l'organisation sera lâche en apparence, plus elle sera ferme en réalité.

Mais au lieu de cela, on veut maintenir le vieux système : la direction du parti décide de manière définitive (bien qu'il n'y ait pas de congrès pour la corriger ou, si besoin est, pour la démettre), et quiconque attaque un membre quel qu'il soit de la direction est aussitôt traité en hérétique. Ainsi les meilleurs éléments savent eux-mêmes qu'il existe au sein du parti pas mal d'incapables, voire de gens douteux. En outre, il faut être tout à fait borné pour ne pas s'apercevoir que, dans leur organe, ce ne sont pas ceux de la direction de Leipzig qui exercent le commandement, mais - grâce à sa bourse - Höchberg, ainsi que ses compères, les philistins Schramm et Bernstein.

À mon avis, le vieux parti avec tout son mode d'organisation antérieure est au bout du rouleau. Si le mouvement européen, comme il faut l'espérer, reprenait bientôt sa marche, alors la grande masse du prolétariat allemand y entrerait. Ce seront alors les 500 000 hommes de l'an 1878 [1] qui formeraient la masse autour du noyau formé et, conscient - et alors l' « organisation ferme et docile » héritée de la tradition lassalléenne deviendrait une entrave qui pourrait, certes, arrêter une voiture, mais serait impuissante contre une avalanche.

Et en plus de cela, les dirigeants font toutes sortes de choses qui sont tout à fait propres à faire éclater le parti.

Premièrement, le parti doit continuer à entretenir les vieux agitateurs et journalistes, en se chargeant d'une grande quantité de journaux dans lesquels il n'y a rien d'autre que ce que l'on trouve dans n'importe quelle feuille de chou bourgeoise. Et ils voudraient que les ouvriers tolèrent cela à la longue!

Deuxièmement, ils interviennent au Reichstag et à la Diète de Saxe avec tant de mollesse qu'ils se ridiculisent eux-mêmes et déshonorent le parti devant le monde entier : ils font des propositions « positives » aux gouvernements existants qui connaissent mieux qu'eux la manière de régler les questions de détail, etc. Et c'est ce que les ouvriers, qui ont été déclarés hors la loi et sont livrés pieds et poings liés à l'arbitraire policier devraient considérer comme leur représentation véritable!

Troisièmement, ils approuvent le philistinisme petit-bourgeois du *Sozialdemokrat.* Dans *chacune* de leurs lettres, ils nous écrivent que nous ne devons surtout pas croire tous ces rapports qui parlent de scissions ou de divergences au sein du parti. Or tous ceux qui arrivent d'Allemagne

---

[1] Comme à tous les tournants du mouvement, Engels fait ici le bilan des forces sur lesquelles le socialisme peut s'appuyer. Pour cela, il se réfère aux résultats des élections, qui sont un étalon du rapport des forces, fourni par le mécanisme démocratique de la classe adverse au pouvoir qui règne par ce moyen, tant qu'elle est ta plus forte. Le parlementarisme, comme tactique révolutionnaire, est éminemment un moyen d'effectuer sa propagande et de compter ses forces (dans les conditions et le moment choisis par l'adversaire) pour l'assaut révolutionnaire, et non de conquérir pacifiquement le pouvoir par l'intérieur du système capitaliste, surtout après que la Commune ait démontré qu'il fallait briser de l'extérieur la machine d'État bourgeoise avant d'instaurer la dictature du prolétariat.

Dans ses bilans successifs, Engels constatera que l'Allemagne n'est pas encore mûre pour que triomphe la révolution socialiste, les rapports de classe aussi bien que le niveau de conscience idéologique étant encore trop peu développés pour permettre de balayer les classes au pouvoir.

Après ce texte sur le contexte économique et social de l'action du parti allemand, nous passons aux différents écrits de Marx-Engels relatifs à la formation du mouvement social-démocrate en Allemagne.

nous assurent que les camarades sont précipités dans la plus grande confusion par ce comportement des chefs et ne sont pas du tout d'accord avec eux. Nos ouvriers nous donnent une magnifique preuve de leur valeur, et sans leurs qualités rien ne serait possible. Le mouvement allemand a cette particularité que toutes les erreurs de la direction sont sans cesse corrigées par les masses, et cette fois-ci il en sera de même.

Engels à Eduard Bernstein, 30 novembre 1881.

Si un événement extérieur a contribué à remettre Marx quelque peu à neuf, c'est les élections [1]. Aucun prolétariat ne s'est encore comporté aussi magnifiquement. En Angleterre, après le grand échec de 1848, c'est l'apathie et, à la fin, la reddition à l'exploitation capitaliste, à part quelques luttes syndicales isolées pour des salaires plus élevés. En France, le prolétariat a disparu de la scène après le 2 décembre.

En Allemagne, après trois années de persécutions inouïes, d'une pression qui ne se relâche pas, d'impossibilité absolue de s'organiser publiquement et même tout simplement de se faire entendre, nos hommes non seulement ont gardé toute la vigueur d'antan, mais sont encore plus forts. Et ils se renforcent essentiellement parce que le centre de gravité du mouvement se déplace des districts semi-ruraux de la Saxe vers *les grandes villes industrielles.*

La masse de nos partisans en Saxe se compose d'artisans tisseurs voués au déclin par le métier à vapeur. Ils ne continuent à végéter qu'en adjoignant à leur salaire de famine des occupations domestiques (jardinage, ciselage de jouets, etc.). Cette population se trouve dans une situation économique réactionnaire, à un stade de production en voie de disparition. Le moins, qu'on puisse dire c'est que ces gens ne sont pas des représentants nés du socialisme révolutionnaire, comme les ouvriers de la grande industrie. Ils n'en sont pas pour autant par nature *réactionnaires* (comme, par exemple, les derniers tisserands à main le sont finalement devenus en Angleterre, lorsqu'ils ont formé le noyau des *Ouvriers conservateurs).* Cependant, ils deviennent à la longue incertains - et ce, en raison de leur atroce situation de misère qui les rend moins aptes à résister que les citadins, et de leur dispersion qui permet plus aisément de les faire passer sous le joug politique que les gens des grandes villes. Après avoir lu les faits rapportés dans le *Sozialdemokrat* [2], on ne peut qu'admirer l'héroïsme avec lequel ces pauvres diables résistent encore en si grand nombre.

Cependant ils ne forment pas le véritable noyau d'un grand mouvement ouvrier à l'échelle nationale. Dans certaines circonstances - comme de 1865 à 1870 -, leur misère les rend plus réceptifs aux idées socialistes que les gens des grandes villes. Mais elle les rend également peu sûrs. Quiconque est en train de se noyer s'accroche à n'importe quel fétu de paille et ne peut attendre Jusqu'à ce que le navire ait quitté la rive pour apporter du secours. Or le navire, c'est la révolution socialiste, et le fétu de paille le protectionnisme et le socialisme d'État. Il est caractéristique que,

---

[1] Indice de l'industrialisation rapide qui révolutionnait les rapports entre les classes et prolétarisait une partie toujours plus grande de la population, renforçant objectivement le mouvement social-démocrate, les élections de 1881 donnèrent 300 000 voix aux sociaux-démocrates en dépit de la loi anti-socialiste.

[2] Cf. l'article du 17 novembre 1881 intitulé « Pourquoi nous avons été battus à Glauchau ? », sur la misère et l'oppression atroce des tisserands de la région de Glauchau-Meerane.

dans ces régions, il n'y a pratiquement que des conservateurs qui aient une chance de nous battre. Et si, à l'époque, Kayser a pu faire une telle idiotie lors du débat sur le protectionnisme, cela provenait des électeurs, notamment ceux de Kayser - comme Bebel lui-même me l'a écrit.

Maintenant tout est différent. Berlin, Hambourg, Breslau, Leipzig, Dresde, Mayence, Offenbach, Barmen, Elberfeld, Solingen, Nuremberg, Francfort-sur-le-Mein, Hanau, *outre* Chemnitz et les districts des Monts des Géants; tout cela nous donne une tout autre base. La classe *révolutionnaire de par sa situation économique est devenue le noyau du mouvement.* En outre, le mouvement gagne désormais uniformément toute la partie industrielle de l'Allemagne, alors qu'il se limitait jusqu'ici à quelques centres strictement localisés : il *s'étend à* présent seulement à l'échelle nationale, - d'où la frayeur terrible des bourgeois.

En ce qui concerne les élus [1], espérons que tout aille pour le mieux, bien que je sois pessimiste pour un certain nombre d'entre eux. Mais ce serait un malheur si, en définitive, Bebel n'en faisait pas partie. C'est le seul qui soit capable, avec la justesse de son instinct, de tenir en bride les éléments nouveaux qui ont certainement en réserve toutes sortes de petits plans, et d'éviter que l'on commette des impairs qui nous ridiculiseraient.

MASSES ET CHEFS

Retour à la table des matières

Engels à Bernstein, 25 janvier 1882.

Comme je reviens à l'instant de chez Marx, je vous prie de bien vouloir dire de sa part à Höchberg qu'il le remercie de son offre amicale, mais Marx n'aura sans doute pas l'occasion d'en faire usage. La seule chose qui soit établie à propos de ce voyage dans le Sud, c'est qu'il n'aura pas lieu sur la Riviera, ni en Italie en général, et ce, pour cette simple raison de santé : il faut éviter à un convalescent des chicanes policières, et c'est l'Italie qui offre le moins de garanties de tranquillité outre l'Empire de Bismarck naturellement.

Les nouvelles (du *Sozialdemokrat) sur* l'incident des « chefs » en Allemagne [2] nous ont vivement intéressées. Je n'ai jamais dissimulé qu'à mon avis, en Allemagne, les masses étaient bien

---

[1] Lors des élections du 27 octobre 1881, les sociauxdémocrates suivants furent élus : Wihelm Blos, J.H.W. Dietz, Karl Frohme, Bruno Geiser, Karl Grillenberger, W. Hasenclever, Max Kayser, Julius Kräcker, W. Liebknecht. M. Rittinghausen, K.W. Stolle et G.H. von Vollmar. A. Bebel ne put obtenir la majorité absolue, et fut battu à la suite de diverses manœuvres électorales à Dresde... Il fut élu finalement à Hambourg en juin 1883.

[2] Lors des débats du Reichstag sur l'état de siège, le 10 décembre 1881, les parlementaires sociaux-démocrates W. Blos et W. Hasenclever déclinèrent toute responsabilité pour les déclarations du Sozialdemokrat. La rédaction du journal saisit l'occasion pour attaquer, au niveau des principes, les positions opportunistes de la fraction parlementaire. Le 15 décembre 1881, E. Bernstein écrivit l'éditorial intitulé : Ou bien... ou bien!

Au Reichstag, il faut absolument jouer cartes sur table et prendre parti: il ne peut y avoir de faux-fuyants. Ce n'est pas que nous pensions que nos parlementaires dussent à chacun de leurs discours proclamer la révolution

meilleures que messieurs les chefs - surtout depuis que, grâce à la presse et à l'agitation, le parti est devenu une vache à lait qui les approvisionne en bon beurre, même après que Bismarck et la bourgeoisie aient subitement tué cette vache. Les mille existences qui ont été brusquement ruinées de ce fait, ont le malheur personnel de n'être pas plongées dans une situation directement révolutionnaire, mais d'être frappées d'interdiction et mises au ban. Autrement, nombre de ceux qui pleurent misère seraient déjà passés dans le camp de Most, puisqu'ils trouvent que le *Sozialdemokrat* est trop docile. La plupart d'entre eux sont restés en Allemagne et se trouvent le plus souvent dans des localités passablement réactionnaires, où ils sont mis au ban du point de vue social, mais dépendent des philistins pour leur subsistance et beaucoup sont très gangrenés par le philistinisme. Ils fondèrent donc bientôt toutes leurs espérances sur l'abolition de la loi anti-socialiste: Il n'est pas étonnant que-sous la pression des philistins, il leur vint l'idée folle - en réalité tout à fait absurde - qu'ils pourraient y arriver en se montrant dociles [1]. L'Allemagne est un pays fatal à ceux qui n'ont pas une grande force de caractère. L'étroitesse et la mesquinerie des conditions civiles aussi bien que politiques, l'ambiance des petites villes, et même des grandes, les petites chicanes qui se multiplient de plus en plus dans la lutte contre la police et la bureaucratie -tout cela use et lasse au lieu d'inciter à la fronde, et c'est ainsi que dans la « grande chambre d'enfants [2] » nombreux sont ceux qui deviennent eux aussi puérils. Les petites conditions font les mesquines conceptions, et il faut beaucoup d'intelligence et d'énergie à celui qui vit en Allemagne pour être capable de voir au-delà du cercle tout à fait immédiat et ne pas perdre de vue l'enchaînement général des événements historiques. Rien n'est plus aisé que d'y tomber dans l' « objectivité » de ceux qui sont satisfaits et ne voient pas plus loin que le bout de leur nez, autrement dit le subjectivisme le plus borné qui soit, même s'il est partagé par des milliers d'individus semblables.

Aussi pour naturelle que soit l'apparition de cette orientation qui masque son manque de compréhension et de volonté de résistance derrière une « objectivité » super-intelligente, il ne faut pas moins la combattre avec énergie. Et c'est là où la masse des ouvriers offre le meilleur point

---

violente, car ils ne feraient que ridiculiser notre cause, mais leurs discours doivent entièrement s'accorder au caractère et à la situation de notre parti. Nos parlementaires ont été envoyés au parlement pour y faire entendre la voix du prolétariat, la voix du cœur de ceux qui souffrent, sont persécutés et opprimés. Ils ne doivent pas y geindre et y pleurnicher, mais accuser et stigmatiser; ils ne doivent pas y parlementer, mais protester et affirmer la position qui est adoptée en dehors du parlement; même s'ils doivent siéger au parlement, ils sont les représentants des déshérités et des damnés. »

Grâce à l'impulsion de Bebel, la fraction parlementaire se réunit enfin pour faire approuver en général les positions défendues par l'organe central du parti. Cette déclaration parut dans le Sozialdemokrat du, 16 février 1882 et portait également la signature de Blos et Havenclever.

[1] Engels fait allusion aux hésitations et défaillances manifestées par la social-démocratie allemande au moment de la promulgation de la loi anti-socialiste. Ainsi, avant même son entrée en vigueur, le comité directeur du parti se dissolut, en dépit d'une certaine résistance de Liebknecht, Bebel et Bracke. Cette décision fut dictée par les éléments qui surestimaient la force de l'État prussien et étaient prêts à capituler devant la terreur gouvernementale, quitte à renoncer aux principes révolutionnaires du parti. L'absence d'une direction ferme et résolue et d'une claire ligne politique compliqua au début la lutte contre la loi d'exception et favorisa l'entrée massive d'éléments opportunistes dans le parti, ceux-ci se groupant essentiellement autour des parlementaires sociaux-démocrates W. Blos et M. Kayer. En réaction à cet esprit capitulard, il se forma un groupe anarchisant autour de la Freiheit dirigé par Johann Most à Londres, auquel vint se joindre le député ex-lassalléen Wilhelm Hasselmann. Les deux déviations, opportuniste et anarchiste avaient en commun l'abandon de la lutte organisée du prolétariat contre la loi anti-socialiste, liquidaient le parti révolutionnaire en laissant le prolétariat pratiquement désarmé devant la répression de Bismarck.

[2] Dans son poème Pour l'apaisement contenu dans le recueil Poésies de notre temps, Heine écrivait : « Allemagne, ô dévote chambre d'enfants, tu n'es pas une mine romaine d'assassins ! »

d'appui. Ils sont les seuls à vivre dans des conditions modernes en Allemagne et toutes leurs petites et grandes misères trouvent leur centre dans le *capital* oppresseur [1]. Tandis que tous les autres combats, tant politiques que sociaux, sont piteux et mesquins en Allemagne et ne tournent qu'autour de fripouilleries, combats que l'étranger a déjà surmontés, leur combat à eux est le seul qui soit de grande envergure, le seul qui soit au niveau de notre époque, et ne démoralise pas les combattants, mais leur injecte sans cesse une énergie nouvelle. Donc, plus vous chercherez vos correspondants parmi les véritables ouvriers, ceux qui ne sont pas encore devenus des « chefs », plus vous aurez de chance d'opposer un contrepoids aux déclamations et aux pleurnicheries des chefs.

Il était inévitable que toute sorte de gens bizarres entrent au Reichstag cette fois-ci. Il est d'autant plus regrettable que Bebel n'ait pas été réélu. Il est le seul à avoir une claire compréhension des choses, une vision politique d'ensemble et assez d'énergie pour empêcher des bêtises.

Fr. Engels à A. Bebel, 16 mai 1882.

C'est un grand malheur que ce soit précisément toi toujours si brillant qui aies été battu aux élections. Tu étais doublement nécessaire étant donné les nombreux nouveaux éléments, parfois peu sûrs, qui ont été élus. De fait, il semble qu'on ait fait au début quelques gaffes assez désagréables, mais que cela aille mieux à présent. C'est pourquoi je me suis réjoui (et pas moins que Marx) de l'attitude courageuse du *Sozialdemokrat,* qui ne s'est pas gêné d'intervenir énergiquement contre les pleurnicheries et la pusillanimité de Breuel et Cie, même s'ils sont défendus par des députés tels que Blos et Geiser [2]. ils ont tenté leur chance jusque chez nous : Viereck m'a envoyé une lettre tout à fait lamentable sur le journal, et je lui ai fait part ,de mon point de vue en toute amitié, mais avec fermeté [3] - et depuis je n'ai plus eu de ses nouvelles. Hepner vint nous voir également, « malade du cœur, et pauvre de bourse », et se plaignit amèrement du sort qu'on avait réservé à sa petite brochure. Tout cela m'a montré combien il était tombé bas. Ce que tous deux déploraient le plus c'est que le *Socialdemokrat* ne respectait pas les lois en vigueur en Allemagne et que les tribunaux allemands en poursuivaient les diffuseurs pour crime de lèse-majesté, haute-trahison, etc. d'après le contenu du journal. Or ne ressort-il pas de manière lumineuse du journal lui-même ainsi que des comptes rendus sur les procès intentés aux nôtres que ces porcs de juges trouvent dans tous les cas un prétexte pour frapper fort, quelle que soit l'écriture de la feuille. Rédiger un journal dans lequel les tribunaux ne trouvent pas matière à répression est

---

[1] Un témoin oculaire - Marx lui-même - écrivait à cette époque sur les conditions de vie petites bourgeoises en Allemagne, à l'occasion d'un séjour à Hanovre : « Sur le continent les gens ont une vie plus facile que de l'autre côté de la Manche. Avec 2 000 thalers, on peut mener une vie confortable ici. Il y a par exemple, de très agréables et nombreux parcs à la Cremourn, où flânent de nombreuses personnes. Tout y est bien plus artistement conçu que dans les parcs de Londres, et il y a des cafés-concerts tous les soirs, dans lesquels toute une famille peut trouver son plaisir toute l'année au prix de 2 thalers et 6 schillings. Ce n'est qu'un exemple de la vie agréable, dont les philistins Jouissent. Les jeunes gens s'y amusent plus librement et tout à fait gratuitement - ou presque! » (à- Laura Marx, 13-5-1867).

[2] Le Sozialdemokrat avait critiqué énergiquement la position opportuniste prise par les députés sociaux-démocrates W. Hasenclever et W. Blos, cf. note no 121. Les 19 janvier et 23 février 1882, ce même journal publia deux lettres ouvertes d'un membre du parti - Ernst Breuel -expulsé de Hambourg. Celui-ci se solidarisait avec Hasenclever et Blos, et accusait le Sozialdemokrat de manque d'objectivité et de tendances anarchistes. Le journal répondit à ces accusations injustifiées dans ses numéros des 19 et 26 janvier, ainsi que du 23 février 1883.

[3] Ni la lettre de Louis Viereck à Engels, ni la réponse de celui-ci n'ont pu être retrouvées.

un art qui reste à inventer. Et avec cela ces messieurs oublient qu'avec un organe aussi mou qu'ils le voudraient, ils pousseraient nos gens en masses compactes dans le camp de Most. Au reste je conseillerai à Bernstein (que nous soutenons de notre mieux) de tempérer autant que possible le ton d'indignation morale par l'ironie et la raillerie, car ce ton devient ennuyeux et ne peut aller que crescendo, jusqu'au ridicule.

Avant-hier Singer était ici, et il m'a appris que l'adresse de contrebande était encore bonne, ce dont je n'étais plus tout à fait sûr, puisque je ne l'avais pas utilisée depuis longtemps. Il a un autre doute. Il fait partie de ceux qui voient dans l'étatisation du moindre truc une mesure à moitié socialiste ou du moins susceptible de préparer le socialisme, et c'est pourquoi il est ravi, dans son for intérieur, des tarifs douaniers protecteurs, du monopole du tabac, de l'étatisation des chemins de fer, etc. Ce sont-là des foutaises, dont certains ont hérité dans leur combat unilatéral contre l'école de Manchester et qui trouvent un grand succès chez les éléments cultivés, parce qu'elles leur fournissent des arguments faciles dans les débats avec leur entourage bourgeois et « savant ».

Comme il me l'a rapporté, vous avez discuté récemment de ce point à Berlin, et par chance il a été mis en minorité. Nous ne devons-nous discréditer ni politiquement ni économiquement pour de telles considérations. Je me suis efforcé de lui faire comprendre : 1. que les tarifs douaniers protecteurs étaient, à notre avis, une grave erreur en Allemagne (mais non en Amérique par contre), parce que notre industrie s'est développée sous le régime du libre-échange et qu'elle est devenue capable d'exporter; or pour garder cette capacité d'exportation elle a absolument besoin de la concurrence des produits semi-fabriqués étrangers sur le marché intérieur; qu'une industrie sidérurgique qui produit quatre fois plus qu'il n'en faut pour le pays, n'utilise la protection douanière que contre son propre pays pour vendre, à vil prix, cette fois, à *l'étranger;* 2. que le monopole du tabac représente une étatisation si minime qu'on ne peut même pas l'utiliser comme exemple dans les débats; qu'en outre, je me fous complètement de ce que Bismarck parvienne ou non à l'appliquer, puisque dans les deux cas le résultat tournera à notre avantage; 3. que l'étatisation des chemins de fer ne sert qu'aux actionnaires qui vendent leurs actions au-dessus de leur valeur, mais ne nous est d'aucune utilité puisque nous règlerons leurs comptes à quelques grandes compagnies aussi vite qu'à l'État - à condition que nous nous emparions d'abord du pouvoir; que les sociétés par actions fournissent d'ores et déjà la preuve que le bourgeois, en tant que tel, est-devenu superflu, puisque toute la gestion et l'administration y sont assurées par des fonctionnaires salariés - et que l'étatisation n'y ajoute aucune démonstration nouvelle. Mais il s'est mis cela si bien en tête qu'il n'était d'accord que sur le fait que votre opposition aux projets était, politiquement parlant, la seule correcte.

INFLUENCE PETITE-BOURGEOISE DANS LA FRACTION PARLEMENTAIRE

Retour à la table des matières

Engels à Eduard Bernstein, 28 février - 1er mars 1883.

Veuillez donc me faire le plaisir de ne plus jeter constamment à la tête le terme de « camarade » dans le journal. Premièrement, j'ai horreur des procédés qui constituent à gratifier quelqu'un de titres; faisons donc comme dans les milieux littéraires allemands où l'on appelle simplement les gens par leur nom, sans titre (à moins qu'on veuille les attaquer), lorsque l'appellation de « camarade » ne sert pas à *informer véritablement le* lecteur que l'intéressé appartient au parti. Ce qui se fait parfaitement à la tribune et dans les débats oraux peut ne pas être de mise dans les choses imprimées. Ensuite, nous ne sommes pas des « camarades » au sens étroit du terme. Nous n'appartenons guère plus au parti allemand qu'au français, à l'américain ou au russe, et nous ne nous considérons pas plus liés par le programme allemand que par le programme « Minimum ». En fait, nous tenons à notre position particulière de représentants du socialisme *international.* Au demeurant, elle nous interdit d'appartenir à un parti national quel qu'il soit, tant que nous ne rentrons pas en Allemagne par exemple, pour participer directement à la lutte qui s'y déroule. En ce moment cela n'aurait pas de sens.

Ce que vous dites de la responsabilité de Liebknecht dans le rabattage d'éléments petits-bourgeois est depuis longtemps mon avis. Parmi ses nombreuses remarquables caractéristiques, Liebknecht a le défaut de vouloir attirer à toute force des éléments « cultivés » dans le parti; aux yeux de cet ancien instituteur, rien ne peut être plus grave qu'un ouvrier confondant un « me » et un « moi » au parlement. Nous n'aurions jamais dû présenter aux élections un homme comme Viereck; il nous a plus mortellement ridiculisé au Reichstag que cent faux « moi », que les Hohenzollern et les maréchaux eux-mêmes perpètrent. Si les « cultivés » et en général ceux qui nous viennent de milieux bourgeois ne se placent pas *entièrement* sur le terrain prolétarien, ils sont pure corruption. En revanche s'ils sont véritablement sur ce terrain, ils sont parfaitement utilisables et les bienvenus. En outre, ce qui caractérise Liebknecht, c'est qu'il sacrifie sans sourciller de grands succès futurs à un succès momentané. L'expédition très douteuse de Viereck et de Fritzsche en Amérique en est une illustration. Cela s'est passé couci-couça, mais savons-nous combien Fritzsche nous ridiculisera encore à l'avenir en Amérique ? Et par-dessus le marché on dit : c'était le représentant de la social-démocratie envoyé officiellement en Amérique. Et le cas Oppenheimer a montré à quel point il faut prendre garde de telles sortes de candidatures [1].

---

[1] En août 1880 le premier congrès illégal du parti avait décidé l'organisation d'un voyage de propagande aux États-Unis afin de rassembler des fonds pour les élections de l'automne 1881. Les députés F. W. Fritzsche et L. Viereck furent du voyage. Ils connurent un grand succès et rapportèrent quelque 13 000 marks. Engels leur reprocha d'avoir « rabaissé le point de vue du parti au niveau de la démocratie vulgaire et du philistinisme prudhommesque » - ce que ne pouvait compenser et réparer « aucune somme d'argent américain » (à Bebel. 1er-1-1884).

Dans sa lettre à Bebel du 23-1-1890, Engels donne cette précision : « Il vous sera certainement difficile de recevoir beaucoup d'argent de l'Amérique. Et c'est bien au fond. Un véritable parti américain serait bien plus utile pour vous et le monde entier qu'un peu d'argent que vous recevriez, précisément parce que le soi-disant parti qui y existe n'est pas un parti, mais une secte, et par-dessus le-marché encore une secte allemande, une sorte de

Encore une interruption!

Le 1er mars. Depuis toujours nous avons combattu jusqu'à l'extrême la mentalité petite-bourgeoise et philistine dans le parti, parce qu'elle a gagné toutes les classes en Allemagne depuis la guerre de Trente ans et est devenu le fléau héréditaire allemand, un corollaire de l'esprit de soumission et de servilité et de toutes les tares congénitales des Allemands. C'est elle qui nous a rendus si ridicules et méprisables à l'étranger. C'est la cause principale de la veulerie et de la faiblesse de caractère qui règnent en Allemagne. Elle règne sur le trône aussi bien que dans l'échoppe du savetier. C'est seulement depuis qu'il s'est formé un prolétariat *moderne en* Allemagne que s'est développée une classe qui n'est pratiquement pas touché par cette maladie héréditaire allemande: N'a-t-elle pas démontré dans la lutte qu'elle avait de la liberté, d'esprit, de l'énergie, le sens de l'humour et de la ténacité ? Comment ne lutterions-nous pas contre toute tentative d'inoculer artificiellement à cette classe saine la seule qui le soit en Allemagne - le vieux poison héréditaire du philistinisme borné et de la veulerie petite bourgeoise ? Il se trouve qu'au premier choc après les attentats et la loi anti-socialiste, les chefs se sont laissés gagner par la panique [1] - ce qui prouve qu'eux-mêmes ont vécu beaucoup trop au milieu des philistins et se trouvent sous la pression de l'opinion petite-bourgeoise. On voulut alors que le parti *paraisse,* sinon *devienne,* tout à fait petit bourgeois. Cela est heureusement surmonté à présent, mais les éléments petits-bourgeois qui se sont introduits dans le parti peu avant la loi anti-socialiste, notamment les étudiants parmi lesquels prédominent ceux qui ont raté leurs examens, sont toujours là, et il faut les tenir sévèrement à l'œil. Nous nous réjouissons que vous collaboriez à cette tâche, et vous disposez pour cela du poste le plus important au *Sozialdemokrat.* Mais surtout continuez de laisser dormir le malheureux article des annales. Il allait jusqu'à justifier les boursicoteurs! Pourtant on peut parfaitement être soi-même à la fois boursicoteur et socialiste, tout en détestant et méprisant la *classe* des boursicoteurs. Me viendrait-il jamais à l'idée de m'excuser de ce que j'étais moi aussi dans le temps *associé* dans une fabrique ? Il serait bien reçu celui qui voudrait me le reprocher! Et si j'étais certain de pouvoir profiter demain d'un million à la Bourse et mettre ainsi de grands moyens à la disposition du parti en Europe et en Amérique, j'irai tout droit à la Bourse.

Vous avez parfaitement raison de mépriser ceux qui cherchent des louanges chez l'adversaire. Nous avons souvent été dans une colère noire, lorsque le *Volksstaat ou* le *Vorwärts* enregistrait avec joie le plus petit pet d'appréciation des socialistes de la chaire. Miquel a commencé à trahir lorsqu'il s'est mis à dire : nous devons arracher dans chaque domaine l'appréciation admirative de

---

succursale en terre étrangère du parti allemand et plus particulièrement de ses éléments surannés spécifiquement lassaléens. Or à présent que la clique Rosenberg a, été renversée, le plus grand obstacle se trouve écarté à la naissance et à l'essor d'un véritable Parti américain. »

[1] Engels fait allusion aux hésitations et défaillances manifestées par la social-démocratie allemande au moment de la promulgation de la loi anti-socialiste. Ainsi, avant même son entrée en vigueur, le comité directeur du parti se dissolut, en dépit d'une certaine résistance de Liebknecht, Bebel et Bracke. Cette décision fut dictée par les éléments qui surestimaient la force de l'État prussien et étaient prêts à capituler devant la terreur gouvernementale, quitte à renoncer aux principes révolutionnaires du parti. L'absence d'une direction ferme et résolue et d'une claire ligne politique compliqua au début la lutte contre la loi d'exception et favorisa l'entrée massive d'éléments opportunistes dans le parti, ceux-ci se groupant essentiellement autour des parlementaires sociaux-démocrates W. Blos et M. Kayer. En réaction à cet esprit capitulard, il se forma un groupe anarchisant autour de la Freiheit dirigé par Johann Most à Londres, auquel vint se joindre le député ex-lassalléen Wilhelm Hasselmann. Les deux déviations, opportuniste et anarchiste avaient en commun l'abandon de la lutte organisée du prolétariat contre la loi anti-socialiste, liquidaient le parti révolutionnaire en laissant le prolétariat pratiquement désarmé devant la répression de Bismarck.

la bourgeoisie. Et Rudolph Meyer peut nous flatter tant qu'il veut : il n'aura de louanges que pour des écrits tels que son admirable *Politische Gründer.* Naturellement nous n'avons jamais parlé de choses sérieuses avec lui, mais uniquement sur Bismarck et consorts. Mais du moins Meyer est-il un garçon comme il faut, sachant montrer les dents même à messieurs les nobles, et ce n'est pas un arriviste comme tous ces socialistes de la chaire, qui s'épanouissent maintenant aussi en Italie -un échantillon en est Achille Loria, qui était ici il y a peu de temps, mais il en avait assez après deux visites chez moi.

Le tumulte suscité à propos de la révolution électrotechnique est, pour Viereck qui ne comprend absolument rien à la chose, une simple occasion de faire de la réclame pour la brochure qu'il a publiée. La chose est néanmoins hautement révolutionnaire. La machine à vapeur nous a appris à transformer la chaleur en mouvement mécanique, mais avec l'utilisation, & l'électricité, c'est la porte ouverte à toutes les formes de l'énergie : chaleur, mouvement mécanique, électricité, magnétisme, lumière, l'un pouvant être transformé et retransformé dans l'autre, et utilisé industriellement. Le cercle est bouclé. La dernière invention de Deprez, à savoir que le courant électrique de très haute tension peut être transporté avec des pertes d'énergie relativement minimes par de simples fils télégraphiques jusqu'à des distances impensables jusqu'ici en étant susceptible d'être utilisé au bout -bien que la chose ne soit encore qu'en germe - libère définitivement l'industrie de presque toutes les barrières locales, rend possible l'utilisation des forces hydrauliques tirées des coins les plus reculés, et même, si elle profitera au début aux *villes,* elle finira tout de même par devenir le levier le plus puissant de l'abolition de l'antagonisme entre ville et campagne. Il est évident que, de ce fait aussi, les forces productives auront une extension telle qu'elles glisseront de plus en plus vite des mains de la bourgeoisie au pouvoir. Cet esprit borné de Viereck n'y voit qu'un nouvel argument pour ses chères étatisations : ce que la bourgeoisie ne peut pas, c'est Bismarck qui doit le réaliser.

Engels à A. Bebel, 10 mai 1883.

Je veux bien croire que tu préfères *ne pas* siéger au Reichstag. Mais tu vois ce que ton absence peut permettre. Il y a des années déjà, Bracke m'écrivait que de tous c'était encore Bebel qui possédait le véritable sens parlementaire. C'est ce que j'ai toujours constaté. Il faudra donc bien qu'à la première occasion tu reprennes ton poste, et je serais très heureux si tu étais élu à Hambourg, si bien que tu serais délivré de tes doutes par la nécessité [1].

L'agitation et le travail parlementaires deviennent certainement très ennuyants à la longue. Il en est comme de la prospection, de la réclame et des voyages d'affaires : le résultat n'arrive que lentement et pour certains jamais. Mais on ne peut s'en passer, et quiconque a mis le doigt dans l'engrenage doit aller jusqu'au bout, ou bien toute la peine qu'on s'est donnée auparavant est perdue. Or sous le régime de la loi anti-socialiste, c'est la seule voie qui soit demeurée ouverte, et il ne faut absolument pas s'en laisser dépouiller.

---

[1] Le 2 mai 1883, Bebel avait écrit à Engels : « j'ai de plus en plus fortement l'impression que toute l'activité agitatrice, notamment parlementaire, ne mérite pas, dans les conditions actuelles, la force et le temps qu'on y déploie. C'est avec ce sentiment que j'avais prié les camarades de Hambourg de ne pas présenter ma candidature, mais ma lettre était arrivée trop tard. » Bebel fut élu au Reichstag avec 11 711 voix, le 29 juin 1883.

Le compte rendu du congrès de Copenhague était, bien sûr, rédigé de sorte que je pouvais lire entre les lignes et corriger en conséquence les informations teintées comme toujours en rose par Liebknecht. En tout cas, j'ai pu lire que les Demis [1] y ont subi une rude défaite, et j'ai cru qu'ils allaient maintenant rentrer un peu leur corne. Or cela ne semble pas se vérifier à présent. Nous ne nous sommes jamais fait d'illusion à leur sujet. Hasenclever tout comme HasseImann n'auraient jamais dû être admis dans le parti, mais la précipitation de Liebknecht à réaliser l'unité avec les Lassalléens - contre laquelle nous avons protesté à l'époque de toutes nos forces - nous a imposé, un âne et, pour un bon bout de temps, aussi un coquin. À l'époque, Blos était un garçon vif et courageux, mais à la suite de son mariage il s'est ramolli à cause des soucis matériels. Geiser a toujours été un bonnet de nuit prétentieux, et Kayser un commis-voyageur braillard. Rittinghausen ne valait rien en *1848 déjà,* et il n'est socialiste que pro forma en vue de réaliser avec notre aide son administration populaire directe, alors que nous avons bien mieux à faire.

Ce que tu dis de Liebknecht, c'est ce que tu penses sans doute depuis longtemps déjà. Nous le connaissons depuis de longues années. Pour vivre, il a absolument besoin d'être populaire. Il doit donc jouer au conciliateur et arrondir les angles, afin de repousser la crise. Avec cela, c'est un optimiste par nature, et il voit tout en rose. C'est ce qui explique qu'il reste aussi vert. C'est la raison principale de sa popularité, mais c'est en même temps son mauvais côté. Tant que je correspondais uniquement avec lui, il ne me communiquait que ce qui correspondait à sa vision en rose et nous taisait tout ce qui était désagréable; lorsque nous le poussions dans ses retranchements, il disait tout simplement ce qui lui passait par la tête, de sorte que nous ragions en nous disant qu'il nous croyait assez bêtes pour nous laisser prendre à de tels trucs! En outre, il est toujours affairé ce qui est certes très utile dans l'agitation courante, mais nous impose quantité de paperasseries inutiles. Enfin il adore faire tout le temps des projets qui ne font que surcharger les autres de travail. Bref, tu comprendras qu'il nous était absolument impossible d'entretenir une correspondance objective et véritablement utile, comme nous le faisons depuis des années avec toi et Bernstein aussi. Il s'ensuivait de perpétuelles chamailleries. En faisant mine de plaisanter, il m'honora même une fois du titre d'individu le plus grossier d'Europe. Certes mes lettres étaient parfois assez grossières, mais c'était conditionné par ce qu'il m'écrivait lui-même. Personne ne le savait mieux que Marx.

Avec toutes ces précieuses qualités, Liebknecht est un maître d'école né. S'il arrive qu'un ouvrier dise « Me » au lieu de « Moi » au Reichstag ou prononce une voyelle latine courte comme si elle était longue et que les bourgeois en rient, alors il est au désespoir. C'est pourquoi il veut avoir des gens « instruits » comme le mou Viereck qui nous a plus discrédité avec un seul de ses discours au Reichstag que 2 000 faux « moi » n'eussent pu le faire. En outre, il ne sait pas attendre.

---

[1] Allusion aux éléments regroupés autour de W. Blos et B. Geiser, contre lesquels Bebel mena la polémique au congrès de Copenhague, où la social-démocratie allemande tint son second congrès illégal du 29 mars au 2 avril 1883, afin d'y définir la ligne politique du parti dans la phase dite de « pratique douce ». Le 2 mai 1883, Bebel avait écrit à Engels : « Il ne fait absolument aucun doute que certains de nos parlementaires, sous prétexte que nous ne sommes pas dans une phase de développement révolutionnaire, sont enclins à parlementer et voient d'un mauvais œil toute action énergique. »

Les résolutions suivantes montrent qu'en théorie, le congrès de Copenhague prenait en gros la bonne voie : « Le congrès se prononce contre toute conciliation vis-à-vis des classes dominantes qui nous persécutent, ainsi que contre toutes les spéculations relatives à d'éventuels égards de la part des autorités, et exige une action sans ménagement du parti. » Les 60 délégués stigmatisèrent avec force les manœuvres sournoises de Bismarck dans le domaine des réformes sociales. Le congrès exigea ensuite de chaque parlementaire et candidat du parti aux élections à se soumettre à la discipline du parti et à participer énergiquement à toute action fixée par décision du congrès.

Il recherche avant tout le succès immédiat, même s'il doit sacrifier pour cela un avantage futur bien supérieur. C'est ce que vous apprendrez en Amérique, lorsque vous ferez le voyage après Fritzsche et Viereck [1]. Y envoyer ces gaillards-là était une faute aussi énorme que l'unité précipitée avec les Lassalléens, qui se serait produite toute seule six mois après, lorsque toute la bande eût été désagrégée et les misérables chefs écartés.

Tu vois, je parle avec toi en toute confiance, de manière parfaitement directe. Mais je crois aussi que tu ferais bien d'opposer une résistance ferme aux doux propos avec lesquels Liebknecht essaie de te gagner. C'est alors qu'il cédera. S'il se trouve vraiment placé devant la décision, il suit la bonne voie. Mais fi préfère le faire demain plutôt qu'aujourd'hui, et dans un an plutôt que demain.

Si certains de nos députés votaient effectivement pour les lois de Bismarck [2] et répondaient donc à son coup de pied aux fesses en lui baisant le cul, et si ces gens n'étaient pas exclus de la fraction, je serai alors obligé de me désolidariser officiellement d'un parti qui tolérait des choses pareilles. Pour autant que je sache, c'est absolument exclu la minorité *devant voter* comme la

---

[1] En août 1880 le premier congrès illégal du parti avait décidé l'organisation d'un voyage de propagande aux États-Unis afin de rassembler des fonds pour les élections de l'automne 1881. Les députés F. W. Fritzsche et L. Viereck furent du voyage. Ils connurent un grand succès et rapportèrent quelque 13 000 marks. Engels leur reprocha d'avoir « rabaissé le point de vue du parti au niveau de la démocratie vulgaire et du philistinisme prudhommesque » - ce que ne pouvait compenser et réparer « aucune somme d'argent américain » (à Bebel. 1er-1-1884).

Dans sa lettre à Bebel du 23-1-1890, Engels donne cette précision : « Il vous sera certainement difficile de recevoir beaucoup d'argent de l'Amérique. Et c'est bien au fond. Un véritable parti américain serait bien plus utile pour vous et le monde entier qu'un peu d'argent que vous recevriez, précisément parce que le soi-disant parti qui y existe n'est pas un parti, mais une secte, et par-dessus le-marché encore une secte allemande, une sorte de succursale en terre étrangère du parti allemand et plus particulièrement de ses éléments surannés spécifiquement lassaléens. Or à présent que la clique Rosenberg a, été renversée, le plus grand obstacle se trouve écarté à la naissance et à l'essor d'un véritable Parti américain. »

[2] Pour compléter sa législation industrielle et la loi anti-socialiste. Bismarck avait préparé des projets de loi en matière sociale, qui étaient évidemment autant de pièges posés à la social-démocratie. Fin avril-début mai, les projets de loi sur l'assurance-maladie des travailleurs et les compléments à la législation professionnelle furent adoptés en seconde lecture par-le Reichstag. Ces deux lois faisaient partie du programme de réforme sociale annoncé à grands cris par Bismarck fin 1881. Le 2 mai, Bebel écrit à Engels que quelques députés sociaux-démocrates voulaient voter pour la loi d'assurance -maladie, et cita les noms de Max Kayser et de Moritz Rittinghausen, dont l'intention était d'engager le parti dans la voie de la politique de réforme. Par discipline de parti, les sociaux-démocrates votèrent contre le projet de Bismarck, mais Grillenberger par exemple, prononça à cette occasion un discours ouvertement opportuniste.

Ce ne fut pas la bourgeoisie allemande qui, concéda le fameux système d'assurance sociale aux ouvriers allemands, mais Bismarck, le représentant des hobereaux, tout heureux de jouer un mauvais tour à la fois à la bourgeoisie et à la social-démocratie, selon la bonne recette bonapartiste.

Dès 1844, Marx avait dénoncé le caractère fallacieux des mesures sociales prises par des représentants de classe semi-féodales : « Étant un aristocrate et un monarque absolu, le roi de Prusse déteste la bourgeoisie. Il n'a donc pas lieu d'être effrayé si celle-ci va lui être encore, plus soumise et devient d'autant plus impuissante que ses rapports avec le prolétariat se tendent. On sait que le catholique déteste plus le protestant que l'athée, tout comme le légitimiste déteste davantage le libéral que le communiste. Ce n'est pas que l'athée et le communiste soient plus proches du catholique et du légitimiste, au contraire, ils leur sont plus étrangers que le protestant et le libéral, parce qu'ils se situent en dehors de leur sphère. Ainsi, en politique, le roi de Prusse trouve une opposition directe chez les libéraux. Pour le roi, l'opposition du prolétariat n'existe pas davantage que le roi lui-même n'existe pour le prolétariat. Il faudrait que le prolétariat eût atteint déjà une puissance décisive pour supprimer ces antipathies et ces oppositions politiques, et s'attirer l'hostilité de tous en politique. » (Marx, Notes critiques relatives à l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien, 7-8-1844, trad. fr. : Marx-Engels, Écrits militaires, Édit. L'Herne, pp. 157-158.)

majorité si elle se conforme aux règles de la discipline du parti. Mais cela, tu le sais mieux que moi. Tant que la loi anti-socialiste est en vigueur, je considérerais toute scission comme un malheur, étant donné que nous sommes privés de tous moyens d'expliquer la chose aux masses. Mais elle peut nous être imposée, et alors il faut voir les choses en face. Si cela devait arriver - où que tu sois - je te prierais de m'en informer, et de suite, car les journaux allemands me parviennent toujours avec du retard.

Après son expulsion de Hambourg et son installation à Brème, Blos m'a envoyé une lettre dans laquelle il se lamentait passablement, et je lui ai répondu très énergiquement [1]. Or il règne depuis des années la plus grande confusion dans ma correspondance, et il faudrait des journées de travail pour la retrouver. Mais je dois y mettre de l'ordre et, s'il le faut, je t'enverrai l'original de cette lettre.

Engels à E. Bernstein, 12-13 juin 1883.

Et avec cela ce brave Bismarck travaille pour nous comme six chameaux. Sa théorie la plus récente, à savoir que la Constitution impériale n'est rien d'autre qu'un contrat entre les gouvernements qu'il pourrait remplacer du jour au lendemain par une autre, sans en référer au Reichstag, est pour nous une proie toute trouvée. Il n'a qu'à tenter son coup. La préparation manifeste d'un conflit, ses imbéciles et arrogants Bödiker et consorts au Reichstag - tout cela apporte de l'eau à notre moulin. Maintenant il faut cesser de déclamer la phrase commode de « la masse réactionnaire » (qui n'est juste qu'au moment *effectif* de la révolution) [2].

---

[1] Après la proclamation du petit état de siège à Berlin à la suite de la loi anti-socialiste le 28 octobre 1880, le député social-démocrate W. Blos fut expulsé avec d'autres ouvriers et sociaux-démocrates. La lettre de réponse d'Engels aux lamentations de Blos n'a pas été retrouvée.

[2] La théorie d' « une seule masse réactionnaire » provenait de Lassalle et fut reprise, hélas, par le programme de la social-démocratie allemande au congrès de l'unité de Gotha (1875), cf. la réfutation de Marx-Engels, in : Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt, Éditions sociales, 1950, pp. 26-27.

On ne peut pas considérer toutes les autres classes de la société comme une « seule et même classe réactionnaire » tant que la bourgeoisie n'est pas encore directement au pouvoir, ce qui était le cas en Allemagne tant que Bismarck fut à la tête de l'État, et qu'il fallait donc appliquer une tactique sociale-démocrate, certaines revendications démocratiques étant alors encore historiquement progressives.

À la moindre perspective de changement de la Constitution, Engels espère donc à cette époque un dégel de la vie politique allemande, qui ne pouvait stagner qu'aussi longtemps que l'industrie n'avait pas encore bouleversé les rapports de classe traditionnels, faisant notamment de la classe des hobereaux au pouvoir une survivance insupportable du passé et ruinant le gros de la petite bourgeoisie d'origine féodale (paysans parcellaires, artisans, boutiquiers, etc.). Tant que subsistaient les conditions économiques et sociales du bonapartisme, le parti allemand devait suivre la politique sociale-démocrate (non encore communiste, avec la tactique directe de l'attaque frontale contre la bourgeoisie au pouvoir). Il n'en fut plus de même après 1891 (quoique les conditions matérielles immédiates de la crise politique et sociale pour la conquête du pouvoir par les ouvriers ne soient pas encore mûres, mais le seront bientôt), lorsque Bismarck, l'incarnation historiquement déterminée du bonapartisme, fut renversé et remplacé par le gouvernement bourgeois de Caprivi. Mais alors ce sera l'Empereur, avec ses menaces de coup d'État, qui mystifiera les sociaux-démocrates en agitant de nouveau le spectre du bonapartisme, et les dirigeants sociaux-démocrates commenceront à quitter la voie révolutionnaire - dans laquelle Marx-Engels les avaient maintenus, sous la loi anti-socialiste - pour maintenir l'état existant, avec leur défense inconditionnelle de la non-violence et de la démocratie, préparant ainsi la voie au réformisme et au révisionnisme de Bernstein. Et ce sera la trahison de 1914.

De fait, toute l'ironie de l'histoire qui travaille pour nous, veut que les *différents* éléments formant la masse des féodaux et bourgeois doivent s'user et se relayer au pouvoir, en se disputant et s'entredéchirant à *notre* profit, bref ils constituent tout le contraire d'une masse uniforme, dont les éléments sclérosés du parti imaginent pouvoir se débarrasser en les traitant tous de « réactionnaires ». Au contraire. Toute cette bande disparate de canailles doit d'abord lutter entre elle, puis se ruiner et se discréditer, et nous préparer ainsi le terrain, en démontrant leur incapacité, les uns après les autres - chacun à sa manière. Ce fut l'une des plus grandes erreurs de Lassalle d'oublier complètement dans l'agitation le peu de dialectique qu'il avait apprise chez Hegel. Il n'y voyait jamais qu'un seul côté - exactement comme Liebknecht. Mais ce dernier, pour toutes sortes de raisons, ne voit par chance que le côté juste, si bien qu'il dépasse tout de même en fin de compte le Grand Lassalle.

Le vrai malheur de tout l'actuel mouvement bourgeois en Allemagne, c'est précisément que tous ces gens forment tout autre chose qu' « une masse réactionnaire », or cela doit avoir une fin. Nous ne pourrons pas progresser tant qu'une partie au moins de la bourgeoisie ne sera pas poussée dans le mouvement *réel* - que ce soit par des événements extérieurs ou intérieurs. C'est pourquoi nous en avons assez maintenant du régime de Bismarck que nous avons subi jusqu'ici, et ce en quoi seulement il peut encore nous servir c'est de susciter un conflit ou de démissionner. Il est donc temps maintenant aussi d'éliminer la loi anti-socialiste par des moyens semi-révolutionnaires ou révolutionnaires tout courte Tous les débats sur la question de savoir s'il faut se débarrasser uniquement du « petit » état de siège ou de la loi tout entière, ou encore si l'on aggravera la loi pénale ordinaire ne sont, à mes yeux, que des discussions sur la virginité de Marie avant et après la naissance. Ce qui est décisif, ce sont les grands événements à *l'intérieur* ou à *l'étranger.* Or ceux-ci changent et ne restent pas les mêmes qu'hier. En Allemagne, en revanche, on ne considère les choses qu'en supposant au préalable que les actuels événements allemands restent les mêmes, *éternellement.* Le corollaire de toute la conception reposant sur la « masse réactionnaire » est que si les conditions actuelles se trouvaient bouleversées, nous arriverions aussitôt au pouvoir. C'est une absurdité. Une révolution est un processus de longue haleine : cf. 1642-1646, et 1189-1793 - et pour que les conditions soient mûres pour 1 nous comme pour eux, il faut encore que tous les partis intermédiaires arrivent les uns après les autres au pouvoir, et s'y ruinent. Et c'est alors que ce sera notre tour - et même alors il se peut que nous soyons momentanément battus une fois de plus. Bien que je ne considère pas cette éventualité comme très probable, si les choses se déroulent normalement [1].

Au demeurant, la bourgeoisie a toujours mystifié le prolétariat depuis lors, sauf durant l'intermède de la république de Weimar, en faisant semblant de laisser gouverner d'autres forces à sa place (Hitler hier, sociaux-démocrates et « communistes » aujourd'hui, installés au pouvoir par les Américains et les Russes).

1 Le relatif « pessimisme » d'Engels sur la longueur du délai historique, nécessaire au triomphe du socialisme est scientifiquement fondé - et l' évolution historique depuis lors l'a amplement confirmé. L'expérience a montré qu'au siècle dernier le prolétariat de France, d'Angleterre etc., s'est attaqué au pouvoir et pouvait parfaitement envisager de vaincre. Il est même certain que la victoire eût été plus facile à remporter qu'aujourd'hui, étant donné que la bourgeoisie était alors infiniment moins armée, organisée et expérimentée qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Le pronostic d'Engels se fondait sur la possibilité politique de vaincre, tandis que le prolétariat avait contre lui l'immaturité économique générale des conditions historiques. À cette époque, le prolétariat aurait pu vaincre plus facilement dans la lutte ou phase politique, mais ses tâches eussent été infiniment plus ardues et complexes au plan économique (qui eût d'ailleurs risqué d'entraîner des erreurs politiques en cas de difficultés économiques majeures). De nos jours, la victoire politique est infiniment plus difficile à arracher, mais ensuite le passage au

UN PARTI DANS LE PARTI

Retour à la table des matières

Engels à E. Bernstein, 5 juin 1884.

Depuis que messieurs les opportunistes pleurnicheurs se sont littéralement constitués en parti et disposent de la majorité dans la fraction parlementaire, depuis qu'ils se sont rendu compte de la position de force que leur procurait la loi anti-socialiste et qu'ils l'aient utilisée, je considère qu'il est doublement de notre devoir de défendre jusqu'à l'extrême toutes les positions de force que *nous* détenons - et surtout la position-clé du *Sozialdemokrat.*

Ces éléments vivent grâce à la loi anti-socialiste. S'il y avait demain des libres débats, je serais pour frapper aussitôt, et alors ils seraient vite écrasés. Mais tant qu'il n'y a pas de libres débats, qu'ils dominent toute la presse imprimée en Allemagne et que leur nombre (comme majorité des « chefs ») leur donne la possibilité d'exploiter à plein les ragots, les intrigues et la calomnie insidieuse, *nou*s devons, je crois, empêcher tout ce qui pourrait mettre à notre compte une rupture, c'est-à-dire la *responsabilité* d'une scission. C'est la règle générale dans la lutte au sein du parti même, et elle est aujourd'hui valable plus que jamais. La scission doit être organisée de telle sorte que nous continuons le vieux parti, et qu'ils le quittent ou qu'ils en soient chassés.

En outre, à l'époque où nous vivons actuellement tout leur est favorable [1] Nous ne pouvons pas les empêcher, après la scission, de nous dénigrer et de nous calomnier en Allemagne, de s'exhiber comme les représentants des masses (étant donné que les masses les ont *élus!).* Nous n'avons que le *Sozialdemokrat* et la presse de l'étranger. Us ont toutes les facilités pour se faire entendre, et nous, les difficultés. Si nous provoquons la scission, toute la masse du parti dira non sans raison que nous avons suscité la discorde et désorganisé le parti à ut! moment où il était justement en train de se réorganiser à grand peine et au milieu des périls. Si nous pouvons l'éviter, alors la scission serait - à mon avis - simplement remise à plus tard, lorsqu'un quelconque changement en Allemagne nous aura procuré un peu plus de marge de manœuvre.

---

socialisme sera plus facile au plan économique, étant donné le développement gigantesque du capitalisme actuel. Cf. à ce propos Marx-Engels, La Chine, 10/18, pp. 174-184.

La tactique de la révolution double (cf, Marx-Engels, le, Mouvement ouvrier français, Éditions Maspéro, tome I) ou la politique sociale-démocrate (non encore communiste) correspond aux conditions de la lutte dépassée aujourd'hui dans les pays capitalistes d'Est et d'Ouest.

1 Engels ne fait pas seulement allusion à la loi anti-socialiste, serre chaude de l'opportunisme sous la protection indirecte du régime bismarckien, mais encore au faible développement des antagonismes de classes en Allemagne : « Les chamailleries dans le parti allemand ne m'ont pas surpris. Dans un pays encore aussi petit-bourgeois que l'Allemagne, le parti a nécessairement aussi une aile droite de petits bourgeois philistins et « cultivés », dont fi se débarrasse au moment voulu. Le socialisme petit-bourgeois date de 1844 en Allemagne, et nous l'avons déjà critiqué dans le Manifeste communiste. Il est aussi tenace que le petit bourgeois allemand lui-même. Tant que dure la loi anti-socialiste, je ne suis pas favorable à une scission que nous provoquerions, étant donné que les armes ne sont pas égales. Mais si ces messieurs provoquaient eux-mêmes la scission, en attaquant le caractère prolétarien du parti en lui substituant un philanthropisme abstrait, esthétique et sentimental sans vie ni saveur, alors il faudra bien que nous prenions les choses comme elles viennent » (à J.-Ph. Becker, 15-6-1885).

Si la scission devient néanmoins inévitable, il faudra lui enlever tout caractère personnel et éviter toute chamaillerie individuelle (ou ce qui pourrait en avoir l'air) entre toi et ceux de Stuttgart, par exemple. Elle devra s'effectuer sur un point de principe tout à fait déterminé, en d'autres termes, sur une violation du programme. Tout pourri que soit le programme [de Gotha], tu verras néanmoins, en l'étudiant de plus près, qu'on peut y trouver suffisamment de points d'appui. Or, la fraction n'a aucun pouvoir de jugement sur le programme. En outre, la scission doit être assez préparée, pour que Bebel au moins soit d'accord, et marche dès le début avec nous. Et troisièmement, il faut que tu saches ce que tu veux et ce que tu *peux,* lorsque la scission sera faite. Laisser le *Sozialdemokrat* passer dans les mains de tels hommes serait discréditer le parti allemand dans le monde entier.

L'impatience est la pire des choses qui soit en l'occurrence : les décisions de la première minute dictées par la passion peuvent paraître en elles-mêmes comme très nobles et héroïques, mais conduisent régulièrement à des bêtises - comme je ne l'ai constaté que trop bien dans une praxis cent fois renouvelée.

En conséquence : 1° différer autant que possible la scission; 2° devient-elle inévitable, alors il faut la laisser venir d'eux; 3° dans l'intervalle tout préparer; 4° ne rien faire, sans qu'au moins Bebel, et si possible Liebknecht qui est de nouveau très bien (peut-être *trop* bien), dès qu'il voit que les choses sont irrémédiables, et 5° tenir envers et contre tous la place forte du *Sozialdemokrat,* jusqu'à la dernière cartouche. Tel est mon avis.

La « condescendance », dont ces messieurs font preuve à votre égard, vous pouvez en vérité la leur rendre mille fois. N'avez-vous pas la langue bien pendue ? Et vous pouvez toujours faire preuve d'assez d'ironie et de morgue vis-à-vis de ces ânes, pour leur faire la vie dure. Il ne faut pas discuter sérieusement avec des gens aussi ignorants et, qui plus est, d'ignorants prétentieux; il faut plutôt les railler et les faire tourner dans leur propre mélasse, etc.

N'oublie pas non plus que si la bagarre commence, j'ai les mains très liées par d'énormes engagements en raison de mes travaux théoriques, et je ne disposerai pas de beaucoup de temps pour taper dans le tas comme je le voudrais bien sûr.

J'aimerais bien aussi que tu me donnes quelques détails sur ce que ces philistins nous reprochent et ce qu'ils réclament, au lieu de t'en tenir à des généralités. *Nota bene :* plus longtemps tu resteras en tractation avec eux, plus ils devront te fournir de matériel qui permettra de les condamner eux-mêmes!

Écris-moi pour me dire dans quelle mesure je peux aborder ce sujet dans ma correspondance avec Bebel; je vais devoir lui écrire ces jours-ci, mais je vais remettre ma réponse au lundi 9 c., date à laquelle je peux avoir ta réponse.

RÉFORMISME SOCIAL-DÉMOCRATE ET SOCIALISME D'ÉTAT BISMARCKIEN,

Retour à la table des matières

Engels à Bebel, 6 juin 1884.

J'ai reçu ta lettre du 4 courant, et je pourvoirai au nécessaire. Tu ne dis pas si tu as reçu ma lettre recommandée du 12 avril [1] dans laquelle je t'ai renvoyé *l'enveloppe ouverte par effraction* de ta lettre du 18 du même mois. Si elle a été interceptée, cela démontrerait une double violation policière à la Stieber de notre correspondance.

Si tout se passait suivant les désirs des conservateurs et des libéraux et aussi d'après les envies secrètes du philistin progressiste, la loi anti-socialiste serait depuis longtemps bien sûr une institution stable en Allemagne, et le resterait éternellement. Mais cela ne saurait se produire que s'il ne se passe rien d'autre dans le monde et que si tout reste en l'état actuel. Malgré tous Ces vœux de philistin, cette loi était bien près de craquer, si l'ami Bismarck n'y avait pas mis ses deux derniers ressorts : I'intervention directe de l'Empereur et la menace de dissolution [2]. Il n'est donc même pas nécessaire de secouer très fortement le *statu quo* qui semble en ce moment si assuré, pour mettre fin à toute la merde. Et cela se produira plus tôt à mon avis, avant que deux ans soient passés.

Cependant Bismarck vient de nous jouer pour la première fois un *véritable* mauvais tour [3], en procurant aux Russes 300 millions de marks. Cela fera tenir le tsarisme pendant quelques années face à la crise financière aiguë - ce qui élimine par conséquent pour le proche avenir un danger urgent, à savoir que le tsar soit contraint de convoquer les états généraux pour se faire donner de l'argent, comme en France en 1789 et en Prusse en 1846. Si la révolution n'était pas différée de quelques années, il devrait y avoir ou bien des complications imprévisibles ou encore quelques coups de tonnerre nihilistes [4]. Dans les deux cas, il n'y a pas de prévision possible. Tout ce qui est sûr, c'est que la dernière opération de pompage ne pourra pas être répétée.

---

1 Cette importante lettre d'Engels n'a pu être retrouvée.

2 Lors de la réception, d'une, délégation de la Diète d'Empire, du Reichstag et de la Diète prussienne à l'occasion de l'anniversaire de Guillaume 1er le 22 mars 1864, celui-ci déclara qu'il ne comprenait pas comment le Reichstag avait pu rejeter (en première lecture) le projet de toi sur la prolongation de la loi anti-socialiste laissa entendre qu'il considérait ce rejet comme étant un acte d'hostilité vis-à-vis de lui-même.

Lors des débats sur la prolongation de la loi anti-socialiste, le chancelier Bismarck menaça, le 9 mai 1884, le Reichstag de dissolution au cas où à repousserait son projet.

3 Bismarck évitera scrupuleusement que surgisse même le moindre heurt à t'extérieur qui eût pu amorcer le processus de la lutte de classe directe entre prolétariat et bourgeoisie. Tout au long de cette décennie, Engels suivra anxieusement tout signe de dégel de la vie politique, permettant une action révolutionnaire de la social-démocratie allemande, soit le passage de la violence potentielle, indirecte, basée sur la menace et le gel de la vie politique en Allemagne, à la violence ouverte, directe, ou plus exactement de la phase révolutionnaire du passage de l'une à J'autre.

4 L'attentat de Véra Zassoulitch contre le commandant de la ville de Pétersbourg, Trépoff, le 2 février 1878 et son acquittement par un tribunal de jurés firent sensation dans toute l'Europe. Le 16 août 1868, Kravchintsky tua d'un coup de poignard le commandant de gendarmerie Mézensoff. Est-il besoin de dire que Marx-Engels n'étaient pas opposés par principe aux attentats individuels (qui sont des actes sociaux de politique, et non privés), comme il ressort par exemple de la citation suivante - « En Russie le meurtre politique est le seul moyen dont disposent des

À l'intérieur, ce qui nous attend - comme tu le dis toi-même - c'est le changement de règne, et cela doit tout faire trembler. Voici de nouveau une situation analogue à celle de 1840, avant la mort du vieux Frédéric-Guillaume III. La stagnation politique qui s'étale depuis si longtemps a enchaîné à elle des intérêts si nombreux que tous les philistins n'aspirent à rien moins qu'à ce qu'elle se perpétue. Or avec le vieux monarque disparaît la clé de voûte, et tout l'artificiel édifice s'écroule; les Mêmes intérêts, placés devant une situation toute nouvelle, trouveront subitement que le monde a une allure toute différente de celle d'aujourd'hui, et ils devront se chercher des appuis nouveaux. Le nouveau monarque et son nouvel entourage ont des plans longtemps refoulés; tout le personnel régnant et apte à régner obtient du renfort et se modifie; les fonctionnaires perdent la tête dans les conditions nouvelles devant la précarité de l'avenir, l'incertitude à propos de celui qui viendra au pouvoir demain ou après-demain - tout cela fera ballotter l'action de tout l'appareil gouvernemental. Or c'est tout ce dont nous avons besoin. Mais nous aurons davantage encore. En effet, premièrement, il est certain que le nouveau gouvernement aura au début des velléités libérales, mais ensuite il prendra peur de lui-même, oscillera de-ci de-là et enfin tâtonnera en agissant au jour le jour et en prenant des décisions contradictoires d'un cas à l'autre. Abstraction faite des effets généraux de ces oscillations, que deviendra la loi anti-socialiste, si elle est appliquée dans les conditions que je viens de décrire ? La moindre tentative de la mettre en vigueur « honnêtement », suffira à la rendre inapplicable. Ou bien elle doit être appliquée comme elle l'est aujourd'hui, dans le plus pur arbitraire policier, ou bien elle ne sera plus qu'une peau de chagrin. C'est un premier point. Quant à l'autre, c'est qu'enfin la vie reviendra dans la boutique politique bourgeoise et que les partis officiels cesseront d'être la masse réactionnaire indistincte qu'ils forment aujourd'hui (ce qui n'est pas avantageux pour nous, mais tout à fait dommageable), et qu'ils recommenceront à se combattre mutuellement comme il convient, voire à lutter pour le pouvoir politique. Il y a pour nous une différence énorme entre le fait que non seulement les nationaux libéraux, mais encore les éléments éclairés autour du prince héritier parviennent au pouvoir, et le fait que, comme c'est le cas aujourd'hui, la capacité de régner n'appartient qu'aux libres conservateurs. Nous ne pourrons jamais détourner les masses des partis-libéraux tant que ceux-ci n'auront pas eu l'occasion de se discréditer par leurs pratiques en occupant le pouvoir et en montrant qu'ils sont des incapables. Nous sommes toujours, comme en 1848, l'opposition de l'avenir, et le plus extrême des actuels partis doit arriver au gouvernement pour que nous puissions devenir face à lui l'opposition effective. La stagnation politique, c'est-à-dire une lutte sans signification et sans but des partis officiels, comme elle se pratique aujourd'hui, ne peut nous servir à la longue. Ce qui nous servirait en revanche, ce serait une lutte progressive de ces partis avec un glissement graduel à gauche du centre de gravité.

C'est ce qui se déroule actuellement en France, où la lutte politique se déroule comme toujours sous la forme classique. Les gouvernements qui se succèdent s'orientent toujours plus à gauche – le ministère Clemenceau est déjà en vue, et ce ne sera pas le parti bourgeois le plus extrême. Avec chaque glissement à gauche, ce sont des concessions aux ouvriers (cf. la dernière grève de Denain, où pour la première fois la troupe, *n'est pas intervenue),* et ce qui est encore plus important, c'est que le terrain sera de plus en plus déblayé pour le combat décisif, tandis que les prises de position politique seront toujours plus claires et plus pures. Je considère ce développement lent mais irrésistible de la République française vers son nécessaire résultat final : l'antagonisme entre bourgeois radicaux jouant les socialistes et ouvriers véritablement révolutionnaires comme l'un des événements les plus importants et je souhaite qu'il ne soit pas interrompu; je suis content que nos

hommes, intelligents, convenables et ayant du caractère pour se défendre contre les agents d'un despotisme inouï » (Engels, lettre à Bignami du 21 mars 1879, CC note n° 169).

gens ne soient pas encore assez forts à Paris (pour cela il n'en sont que plus forts en province) pour se laisser aller par la force de la phraséologie révolutionnaire à des putschs.

Ce développement n'a évidemment pas un caractère aussi classiquement pur dans la confuse Allemagne qu'en France; pour cela nous avons pris bien trop de retard, et nous ne vivons les événements qu'après que les autres en aient fait l'expérience. Mais malgré toute l'indigence de nos partis officiels la vie politique de quelque espèce que ce soit nous est bien plus avantageuse que l'actuelle mort politique, où le seul jeu est celui des intrigues diplomatiques.

L'ami Bismarck abaissé les culottes plus vite que je ne l'escomptais et a montré le derrière de son droit au travail au peuple rassemblé [1]: la loi anglaise sur les pauvres de la quarante-troisième année du règne d'Elizabeth avec tout son arsenal d'embastillement de 1834 ! Quelle joie pour nos Blos, Geiser et Cie [sociaux-démocrates de droite], qui depuis un certain temps déjà ont enfourché le dada du droit au travail et semblaient se figurer qu'ils avaient déjà pris Bismark dans leurs rêts ! Or comme j'en suis à ce thème, je ne peux te cacher que les interventions de ces messieurs au Reichstag - pour autant que je puisse en juger d'après de piètres comptes rendus de journaux et dans leur propre presse - m'ont de plus en plus convaincu que moi au moins je ne me situe absolument pas sur le même terrain qu'eux et que je n'ai rien de commun avec eux. Ces prétendus « éléments cultivés » sont en réalité de parfaits ignorants et des philanthropes qui se rebellent de toutes leurs forces contre l'étude. Contrairement aux vœux de Marx et en dépit des avertissements que je prodigue depuis de longues années, on ne les a pas seulement admis dans le parti, mais on leur a encore réservé les candidatures au Reichstag. Il me semble même que ces messieurs découvrent de plus en plus qu'ils ont la majorité dans la fraction parlementaire et que, précisément avec leur complaisance servile à l'égard de toute miette de socialisme d'État que Bismarck jette à leurs pieds, ils sont le plus intéressés au, maintien de la loi antisocialiste, à condition bien sûr qu'elle soit maniée avec la plus grande douceur contre des gens aussi dociles qu'eux. Dans ces conditions, ce ne sont jamais que des gens comme toi et moi qui empêchent le gouvernement de suivre cette voie. En effet, s'il était débarrassé de nous, ils pourraient démontrer très facilement que la loi anti-socialiste n'est même pas nécessaire contre eux. L'abstention et toute l'attitude vis-à-vis de la loi sur la dynamite étaient tout à fait caractéristique [2].

Or qu'adviendra-t-il lors des prochaines élections, lorsque les circonscriptions électorales les plus sûres reviendront à ces gens, comme il semble [3] ?

---

[1] Le 9 mai 1864, Bismarck se déclara favorable au droit du « travail au cours des débats sur les assurances-accidents. Le 17 mai, dans l'organe officiel du Norddeutsche AIlgemeine Zeitung, il précisa ce qu'il, entendait par là - exactement la même chose que les classes dominantes anglaises en leur temps : transport des sans-travail dans des « maisons de travail » ou des Prisons- En Allemagne, les chômeurs devaient être employés à réparer les routes, à couper du bois, à casser des cailloux, etc. contre « un salaire ou un approvisionnement approprié ».

[2] Le Reichstag discuta du projet de toi dirigé « contre l'utilisation criminelle des explosifs » en niai 1884. Ce projet prévoyait une autorisation de la police pour produire, transporter, posséder ou importer des explosifs. Les infractions étaient punissables de bagne, voire de la peine de mort, Lors du dépôt de ce projet de toi qui, au plan politique, était une simple manœuvre gouvernementale pour pousser la social-démocratie au pacifisme, les députés socialistes déclarèrent le 13 mai qu'ils n'assisteraient ni aux débats ni au vote relatifs à cette question. La loi fut adoptée le 15 mai.

[3] Les élections au Reichstag du 28 octobre 1894 confirmèrent le pronostic d'Engels sur un accroissement des suffrages obtenus par la social-démocratie allemande, 550 000 voix, soit près de 10 % des votes exprimés, le nombre de sièges atteignit 24, dont 9 obtenus au premier tour.

Il est très dommage que tu sois si éloigné pendant les prochains mois si critiques de préparation des élections, car nous aurions certainement toutes sortes de choses à nous communiquer. Ne peux-tu m'indiquer une adresse d'où l'on pourrait te faire parvenir les lettres que je t'écris; j'espère, en outre, que tu me feras part de temps en temps de ce que tu as appris d'intéressant durant ton voyage.

Abstraction faite de la progression continue et de l'organisation toujours plus solide des éléments bourgeois et cultivés dans le parti, je n'ai pas d'inquiétudes pour la suite. Je voudrais aussi que l'on évite une scission, si c'est possible - tant que nous n'avons pas le champ libre. Mais si elle doit être nécessaire - et c'est à vous d'en décider -, alors qu'il en soit ainsi.

Je vais faire paraître une étude sur l' « origine de la famille, de la propriété et de l'État »; je t'en enverrai un exemplaire dès qu'elle sera publiée, Ton vieux

F. Engels

Engels à A. Bebel, 11 octobre 1884.

L'agitation électorale ne cesse de nie préoccuper toute la journée. La grande démonstration [électorale] de trois ans est un fait de dimension européenne, face à laquelle les rencontres, dictées par la peur de tous les empereurs s'évanouissent. Je me souviens encore parfaitement du coup de tonnerre produit par nos succès électoraux de 1875 en Europe, et l'anarchisme bakouniniste en Italie, France, Suisse et Espagne s'en trouva balayé de la scène. Or c'est précisément à l'heure actuelle que nous aurions de nouveau besoin d'un tel choc. Les anarchistes caricaturaux à la Most qui, comme Rinaldo Rinaldi, sont déjà tombés au niveau - voire au-dessous - d'un Schinderhannes, recevraient, au moins pour ce qui concerne l'Europe, un coup de massue, et cela nous épargnerait beaucoup de peine et de travail...

Quel sera J'effet des prochaines élections sur la nouvelle fraction parlementaire ? Certains des candidats nouveaux qui ont le plus de chances d'être élus me sont totalement inconnus, la plupart des « cultivés » ne m'est pas connue très favorablement. Sous le régime de la loi antisocialiste, il n'est que trop facile aux socialistes bourgeois ou de tendance bourgeoise de satisfaire les électeurs en même temps que leur penchant à se mettre toujours en avant. Il est aussi, tout à fait normal que de tels gens soient présentés dans des circonscriptions électorales relativement retardataires et y soient élus. Or voilà qu'ils assaillent aussi les vieilles circonscriptions, qui méritent d'être mieux représentées, et ils y trouvent l'appui de gens qui devraient pourtant être avertis. Dans ces conditions, je ne vois pas clairement de quoi sera faite la fraction, et moins encore ce qu'elle entreprendra. La division en un camp prolétarien et un camp bourgeois devient de plus en plus marquée, et si les bourgeois s'avisent alors de mettre les prolétariens en minorité, ils peuvent provoquer la scission. Je crois qu'il faut avoir cette éventualité en vue.

S'ils provoquent la scission - ce pour quoi ils doivent cependant se munir encore d'un peu de courage - ce ne sera pas trop grave. Je suis toujours d'avis que nous ne pouvons pas nous permettre de la provoquer tant la loi anti-socialiste reste en vigueur; mais si elle se fait alors il faut y aller et je suis à tes côtés dans la bagarre.

Je me réjouis que les gens ne mordent pas au méchant appât des colonies [1]. C'était la carte la plus habile que Bismarck ait jouée, car elle est exactement calculée pour séduire le philistin, étant débordante de promesses illusoires, mais ne devant se réaliser que très lentement et lourde d'énormes dépenses. Bismarck doté de colonies, voilà qui me rappelle le dernier due de Bermbourg, ce fou (en vérité, ce crétin) qui disait au début des années quarante : je veux moi aussi avoir un chemin de fer, même s'il doit me coûter mille thalers. Telle est l'idée que se font Bismarck et ses collègues philistins du budget colonial par rapport aux coûts réels qui en découleront. De fait, je tiens Bismarck pour assez bête en l'occurrence pour se figurer que Lüderitz et Woermann en supporteront les frais.

Engels à A. Bebel, 29 octobre 1884.

À mes yeux, il importe peu à présent que nous gagnions finalement tant et tant de sièges; les quinze qui nous sont indispensables [pour déposer des motions] nous sont assurés, et le principal c'est de démontrer que le mouvement continue sa progression à pas aussi rapides que sûrs, qu'une circonscription après l'autre est gagnée et que les autres partis perdent de plus en plus leur assurance. Ce qui est formidable, c'est que nos ouvriers dirigent les affaires, fassent preuve de décision, d'obstination et surtout d'humour, cependant qu'ils conquièrent un poste après l'autre et mettent en échec tous les mauvais coups, toutes les menaces et tous les abus du gouvernement et de la bourgeoisie. L'Allemagne aurait bigrement besoin de regagner le respect du monde; Bismarck et Moltke ont peut-être réussi à la faire craindre mais ce ne peuvent être que les prolétaires qui pourront gagner le respect et la véritable considération qui ne sont dus qu'à des hommes libres sachant se discipliner eux-mêmes.

L'effet en sera énorme sur l'Europe et l'Amérique. En France, je vois déjà un nouvel essor de notre parti. Les gens y sont toujours encore sous le coup de l'écrasement de la Commune, dont ils auront à souffrir longtemps. Si celui-ci a eu un effet énorme sur l'Europe, elle a rejeté le prolétariat français en arrière. « Avoir gardé pendant trois mois le pouvoir - et à Paris par-dessus le marché - et ne pas avoir fait sortir le monde de ses gongs, mais s'être ruiné par sa propre incapacité (et c'est de ce côté tout à fait unilatéral que l'on saisît les choses de nos jours.) - voilà qui démontre que le parti n'était pas viable. » C'est ainsi que parlent en général ceux qui ne comprennent pas que la Commune fût à la fois le tombeau du *vieux* socialisme spécifiquement français et le berceau du nouveau communisme international pour la France. Et les victoires des ouvriers allemands aideront de nouveau ce dernier à se remettre en selle.

---

[1] Bismarck déploya une intense activité à partir de 1884 pour pourvoir l'Allemagne d'un Empire colonie. Le 5 janvier, ce furent les assises de la Société Coloniale à Francfort-sur-le-Mein; avril 1884, le consul général à Tunis - Nachtigall - fit un voyage en. Afrique Occidentale au nom de Bismarck, tandis que le gouvernement allemand envoyait des navires de guerre sur les côtes de l'Afrique Occidentale; le même mois, le marchand de Brème, F.A.E. Lüderitz, plaça ses « conquêtes » en Afrique du Sud-Ouest « sous la protection allemande »; en août, un navire de guerre allemand hissa le pavillon, allemand au Cameroun, après qu'en août, Nachtigall eut proclamé que le Togo et le Cameroun, où s'était fixée auparavant la compagnie commerciale hambourgeoise d'Adolf Woermann, étaient placés « sous protectorat allemand ». Le 21 septembre, ce furent les secondes assises de la Société coloniale à Eisenach. Woermann et Lüderitz y propagèrent l' « idée » de l'exploitation coloniale de l'Afrique. Cf. note no 152.

FRACTION PARLEMENTAIRE ET QUESTION AGRAIRE

Retour à la table des matières

Engels à A. Bebel, 11 décembre 1884.

Voilà quel est le rapport avec ma lettre précédente du 18 novembre [1] :

Parmi les nouveaux élus, j'en connais certains qui renforceront l'aile *droite* bourgeoise de la fraction parlementaire, en raison de leur éducation et de leur état d'esprit. Étant donné les énormes flatteries que tous les autres partis nous adressent subitement après nos victoires, il ne me paraît pas impossible que ces messieurs se laissent attraper et soient disposés à faire une déclaration, par exemple, du genre de celle que la *Gazette de Cologne* [2] nous réclame comme condition de l'abolition de la loi anti-socialiste. Or cette déclaration est à peiné d'un cheveu plus à droite, en ce qui concerne l'élimination du caractère révolutionnaire du parti, que, par exemple, le discours de Geiser lors des débats sur la loi anti-socialiste que Grillenberger et les siens ont fait imprimer [3].

---

1 Nous avons placé cette lettre du 18 novembre 1884, à laquelle Engels fait allusion ici afin de préciser le rapport entre les deux, dans le dernier chapitre de notre recueil consacré à la violence et la question agraire. En effet, cette lettre devait fournir à Bebel l'argumentation qu'il devait développer au Reichstag sur la conception marxiste de la violence et de la légalité. Nous n'avons séparé ces deux lettres que pour des raisons d'ordre logique. Il y a également un lien étroit entre les questions agraires et la question parlementaire : dans la stratégie à développer dans la social-démocratie, la position vis-à-vis des masses paysannes d'Allemagne orientale assujetties aux hobereaux, qui constituent le pilier de la réaction dans l'État existant, déterminera tout le cours ultérieur, non seulement de la social-démocratie, mais encore de l'Allemagne. Selon que le parti s'engagera dans une pratique révolutionnaire pour agiter et gagner ces masses ou qu'il adoptera un programme petit bourgeois en faveur du système d'agriculture parcellaire de petite propriété privée des autres régions et abandonnera lés paysans d'Allemagne de l'Est à leurs exploiteurs, il sera un parti révolutionnaire ou deviendra un parti de conservation sociale, opportuniste et réformiste.

2 Dans ses éditoriaux des 4, 6 et 8 novembre consacrés aux élections, la Kölnische Zeitung révéla que le parti national-libéral s'opposerait au renouvellement de la loi anti-socialiste, si la social-démocratie allemande renonçait à modifier par la force l'ordre constitutionnel établi.

3 Lors des débats sur le renouvellement de la loi anti-socialiste, le 10 niai 1884, le député social-démocrate Bruno Geiser, se faisant le porte-parole de l'aile petite-bourgeoise, assurait le Reichstag de ce que le caractère révolutionnaire de l'agitation sociale-démocrate avait été provoqué par la loi d'exception : « Nous souhaiterions que vous abrogiez la loi anti-socialiste; vous ouvririez alors la voie d'un développement pacifique. » Geiser expliqua que, par « révolution », il entendait la même chose que ce que Bismarck avait proclamé dans son discours du 9 mai 1884 sur « le droit du travail », qui est une manifestation de la révolution en cours : [sic] Cf. note n° 138.

Le 24 mars 1884, Bebel fit cette mise au point : « Certes, ce que le gouvernement veut est clair et simple : il veut que nous formions le chœur inconditionnel de sa réforme sociale. Voici ce que je Es dans les considérants de votre projet de loi : si vous êtes contre les réformes sociales du gouvernement, la loi anti-socialiste sera prorogée, et si vous êtes pour, elle sera abrogée. Messieurs, nous ne vendons pas nos principes, même si vous prolongez dix fois votre loi. » Dans le même discours, Bebel disait encore : « Je constate expressément que nulle part en Allemagne le parti est mieux organisé que dans les districts où l'état de siège a été décrété, que dans toute l'Allemagne le parti fie trouve nulle part plus de moyens que dans les districts où l'état de siège a été décrété... À côté des agitateurs publics que vous vous plaisez à appeler des agitateurs professionnels, fi existe dans le vaste Empire allemand des centaines et des milliers de simples ouvriers que personne ne connaît et que nous-mêmes nous ne connaissons que par hasard si nous les connaissons jamais, qui se consacrent avec un zèle infatigable à l'activité de diffusion des écrits interdits, etc. »

Ces messieurs les libéraux sont amorphes et se contentent de peu : une petite concession de notre part leur suffirait, et je crains qu'on leur cède. Or, à l'étranger, elle nous discréditerait irrémédiablement. Je sais naturellement que tu n'en feras rien, Mais toi - donc nous - nous aurions pu être débordés par leurs voix. Qui plus est, même un symptôme de scission - dans les discours - nous eût causé un dommage considérable. C'est pourquoi, et c'est pourquoi seulement, j'ai pensé qu'il était de mon devoir de t'apporter mon appui dans une telle éventualité et te donner quelques arguments historiques qui pourraient te servir et rafraîchirait peut-être ta mémoire comme la mienne. Et pour que tu puisses montrer cette lettre, j'en ai éliminé toutes les allusions à ce qui était au fond mon intention.

Je me réjouis plus que quiconque que mes appréhensions soient tombées à l'eau, la force du mouvement ayant même entraîné les éléments bourgeois de notre parti et la fraction parlementaire se tenant à peu près à la hauteur de ses électeurs. Et de fait, j'ai trouvé Singer tout transformé; il est venu me rendre une brève visite dimanche et repassera dimanche prochain. Il commence vraiment à croire (littéralement) qu'il assistera à quelque chose qui ressemble à un bouleversement social. Je veux souhaiter que cela dure et que nos éléments « cultivés » sauront continuer de résister longtemps à la tentation qu'ils ont de montrer aux autres partis qu'ils ne sont pas des ogres.

Je ne me suis jamais trompé sur nos masses prolétariennes. Leur mouvement ferme, confiant dans la victoire, plein d'allant et d'esprit, est exemplaire et sans reproche. Nul prolétariat européen n'aurait subi aussi brillamment l'épreuve de la loi anti-socialiste et répondu à la répression qui dure six ans déjà par une telle démonstration de sa puissance croissante et de son renforcement organisatif; il n'est pas un prolétariat qui eût pu créer l'organisation qu'il a su mettre sur pieds, sans ce bluff propre aux conspirations. Et depuis que j'ai vu les manifestes électoraux de Darmstadt et de Hanovre [1], je ne crains plus du tout qu'il faille faire des concessions là où nos candidats se présentent pour la première fois. Si l'on a pu parler dans ces deux villes sur un ton aussi authentiquement révolutionnaire et prolétarien, alors c'est gagné.

Nous avons le grand avantage que la révolution industrielle batte toujours son plein, alors qu'elle est déjà terminée pour l'essentiel en France et en Angleterre : la division en ville et campagne, en région industrielle et en district agricole est déjà parvenue au point où les

---

Les discours de Geiser et de Bebel furent publiés sous le titre « Extraits des débats sur la prolongation de la toi socialiste » par l'éditeur C. Grillenberger à Nuremberg en 1884.

On voit de manière tangible par cette publication où apparaissent côte à côte le socialiste révolutionnaire et le socialiste d'État bismarckien que le parti social-démocrate, créé à Gotha par la conjonction de deux courants distincts, voire antagoniques, celui de Lassalle et de Schweitzer qui collaborait avec Bismarck et celui de Liebknecht et de Bebel qui se rattachait à la Première Internationale de Marx, gardait sa dualité, dangereuse surtout pour l'aile révolutionnaire, puisque celle-ci tolérait d'être dans le même parti que des traîtres à leur cause, c'est-à-dire étaient eux-mêmes finalement partisans du compromis, eux les radicaux!

1 Lors des élections de ballottage de Darmstadt en novembre 1884, le candidat social-démocrate P.H. Müller répondit aux objections des nationaux -libéraux dans un tract (que reproduisit le Sozialdemokrat du 14-11-1884 dans sa rubrique « Bien répondu! »). Il y expliquait les raisons pour lesquelles des millions d'Allemands étaient en faveur de la République et étayait sa défense de la Commune de Paris et de la révolution par des faits de caractère historique. Jules Guesde cita la déclaration de Müller dans son éditorial « Nouvelle victoire » dans le Cri du peuple du 18-11-1884.

Un tract distribué à Hanovre à l'occasion de ces mêmes élections disait que la « réaction était devenue puissante à cause de la misérable lâcheté et du manque de caractère des nationaux-libéraux », qui ne se distinguaient des conservateurs que par le fait que les « conservateurs étaient à genoux devant Bismarck dont ils ciraient les bottes de cuirassier, alors que les nationaux-libéraux étaient à plat ventre ».

changements seront désormais minimes. Depuis leur enfance, les larges masses y vivent dans des rapports qui continueront d'être les leurs par la suite : ils s'y sont faits, même les fluctuations et les crises sont devenues pour elles quelque chose allant pour ainsi dire de soi. Il y a, en outre, le souvenir des tentatives de soulèvement du passé, et leur échec. Chez nous, en revanche, tout bouge encore. Les vestiges de la production paysanne traditionnelle satisfaisant ses propres besoins en produits industriels sont évincés dans certaines régions par l'industrie domestique capitaliste, alors que dans d'autres cette dernière est déjà supplantée par le machinisme en plein essor. Et c'est précisément la nature même de notre industrie, née bonne dernière qui se traîne encore loin derrière celle des autres, qui exige un bouleversement social aussi radical en Allemagne. Étant donné que le marché est déjà encombré d'articles fabriqués massivement, tant pour les besoins courants que pour le luxe, par l'Angleterre et la France, il ne reste le plus souvent pour notre industrie d'exportation que de menus objets pouvant être consommés en grandes quantités et fabriqués, d'abord par l'industrie domestique, puis plus tard, lorsque la production est devenue massive, par les machines aussi. C'est ce qui explique que l'industrie domestique (capitaliste) s'implante dans des secteurs aussi vastes et déblaie le terrain de manière aussi radicale. Abstraction faite des provinces prussiennes à l'est de l'Elbe, donc la Prusse orientale et occidentale, la Poméranie, la Posnanie et la plus grande partie du Brandebourg, et en outre la vieille Bavière, il y a peu de régions où le paysan ne soit pas intégré de plus en plus dans l'industrie domestique. La zone ainsi révolutionnée par l'industrie est donc *bien plus grande chez nous que partout ailleurs.*

De plus, comme le travailleur exerce d'abord son industrie à domicile, il s'adonne le plus souvent encore à quelques travaux des champs et il est possible de comprimer son salaire plus que partout ailleurs. Ce qui faisait jadis le bonheur du petit producteur - la combinaison de l'agriculture et de l'industrie - se transforme maintenant en moyen le plus puissant pour l'exploitation capitaliste. Le champ de pommes de terre, la vache, le jardin et le verger, tout cela lui permet de vendre au-dessous de son prix la force de travail. C'est inévitable, parce que l'ouvrier est lié à la glèbe, qui ne le nourrit qu'en partie. Dans ces conditions, l'industrie allemande est en mesure de travailler pour l'exportation, en faisant le plus souvent cadeau à l'acheteur de toute la plus-value, tandis que le profit du capitaliste consiste en une déduction du salaire normal. C'est ce qui se produit peu ou prou dans toute l'industrie domestique rurale, mais nulle part dans des proportions aussi grandes que chez nous.

À cela il faut ajouter que ce bouleversement industriel, amorcé par la révolution de 1848 avec les succès bourgeois, si faibles qu'ils aient été, a été considérablement accéléré : 1° par l'élimination de tous les obstacles intérieurs en 1866-1870, et 2° par les milliards français qui ont trouvé, en fin de compte, un placement capitaliste. Ainsi nous en sommes arrivés à un bouleversement industriel plus radical et profond, plus vaste dans l'espace, donc plus systématique que dans n'importe quel autre pays, et cela s'effectue avec un prolétariat absolument frais et ingénu, qu'aucun échec n'a encore troublé ni démoralisé et qui, grâce à Marx comprend les causes du développement économique et politique, et saisit mieux que tous ses ancêtres de classe les conditions de la révolution qui l'attend. C'est ce qui nous impose aussi le *devoir de* vaincre.

En ce qui concerne la *démocratie pure* et son rôle à l'avenir, je ne suis pas de ton avis. Il est dans l'ordre des choses qu'elle jouera un rôle bien inférieur en Allemagne que dans les pays de développement industriel plus ancien. Mais cela ne l'empêche pas qu'au moment de la révolution, elle prendra une importance momentanée sous la forme d'un parti *bourgeois* extrême, jouant le même rôle qu'à Francfort en 1848, lorsqu'elle fut la dernière planche de salut de toute l'économie

bourgeoise et même féodale. Dans un tel moment, toute la masse réactionnaire se tiendra derrière elle et lui donnera une force accrue - tout ce qui est réactionnaire se donne alors des airs démocratiques. C'est ainsi que toute la masse féodale bureaucratique, dans la période de mars à septembre 1848, a soutenu les libéraux pour endiguer les masses révolutionnaires et, ce résultat obtenu, les libéraux furent naturellement chassés à coups de pied aux fesses. De même, de mai 1848 à l'élection de Bonaparte en décembre, le parti républicain pur du *National,* le plus faible de tous les partis, a régné en France, simplement parce que toute la réaction s'était rassemblée et organisée derrière lui. C'est ce qui s'est produit à chaque révolution : le parti le plus souple et le plus mou, celui qui est encore en état de prendre le pouvoir entre ses mains, prend les rênes de l'État, précisément parce que, les vaincus y voient leur dernier espoir de salut.

Or donc, on ne peut escompter qu'au moment de la révolution nous ayons derrière nous la majorité des électeurs, c'est-à-dire la nation. Toute la classe bourgeoise ainsi que les vestiges des classes possédantes de la féodalité, une grande partie de la petite bourgeoisie et de la population rurale se masseront alors derrière le parti bourgeois extrême qui sera en paroles le plus révolutionnaire, et j'estime qu'il est parfaitement possible qu'il soit représenté au gouvernement provisoire, et qu'il y constitue même momentanément la majorité. Ce que nous devons alors éviter c'est d'agir comme l'a fait la minorité sociale-démocrate qui a participé au gouvernement de février 1848 [1]. Mais pour l'heure, c'est encore pour nous une hypothèse théorique.

Cependant les événements peuvent prendre en Allemagne un tour un, peu différent pour des raisons d'ordre militaire. Dans l'état actuel des choses, l'impulsion extérieure ne saurait venir que de la Russie. Si ce n'était pas le cas, l'impulsion viendrait de l'Allemagne elle-même, et alors la révolution ne pourra éclater qu'à partir de l'armée. De nos jours, un peuple désarmé est une grandeur tout à fait négligeable du point de vue militaire en face d'une armée moderne. En l'occurrence, au cas où notre réserve âgée de vingt à vingt-cinq ans qui ne vote pas encore, mais qui est entraînée dans l'art militaire, entrait en action, il serait possible de sauter la phase de la démocratie pure. Mais cette question est également théorique pour *l'instant,* bien que je sois obligé, comme représentant du haut état-major du parti, d'envisager cette hypothèse, et ne pas l'écarter. Quoi qu'il en soit, le

---

[1] La prophétie d'Engels s'est vérifiée exactement air cours de la révolution qui devait immanquablement, éclater en Allemagne - en 1918, lorsque l'Empereur fut renversé pour mettre fin au carnage impérialiste, qui n'eût eu de terme autrement. Ce fut le parti social-démocrate lui-même, qui joua le rôle de parti de la démocratie pure - auquel les partis soi-disant communiste et socialiste d'aujourd'hui aspirent avec tant de ferveur - et devint le bourreau de la révolution, en liquidant lâchement Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Citant la prévision d'Engels, le parti communiste d'Allemagne publia à ce sujet une brochure en 1920 : Karl Marx und Fr. Engels, über die Diktatur des Proletariats, nebst Aus-führungen über die taktische Haltung der Kommunisten bei : 1. einer Revolution in der die « reine Demokratie » die 0berhand gewinnt; 2. die Proklamation der Diktatur des Proletariats, Bücherei « Der Rote Hahn », Berlin 1920, 39 p. Cf. également en français une collection de textes intitulée Le Testament politique de F. Engels, in : La Revue marxiste, 1929, pp. 385-397.

Dans une lettre à P. Lafargue de la mi-décembre 1884, Engels avait, à la même époque déjà, développé les principes « léninistes » qui triomphèrent de la guerre mondiale de 1914-18 et forment la base de toute la tactique prolétarienne - défense puis offensive - en matière militaire : « En Allemagne, nous avons beaucoup trop peu de soldats et de sous-officiers appartenant au parti pour qu'on puisse, avec la moindre chance de succès, prêcher une émeute. Ils savent que c'est dans les rangs de l'armée elle-même que doit gagner la DËMORALISATION (au point de vue bourgeois); les conditions militaires modernes (armes à tir rapide, etc.) exigent que la révolution commence dans l'armée. Chez nous, du moins, elle débutera ainsi. Personne mieux que le gouvernement ne sait combien le nombre de conscrits socialistes grandit d'année en année. Notre suffrage universel ne commence qu'à 25 ans; si la grande réserve de 21 à 25 ans ne figure pas au vote, elle se trouve dans l'armée », cf. Correspondance, tome III, 1868-1886, p. 258.

jour de la crise et le lendemain, notre seul adversaire, ce sera *la masse réactionnaire regroupée autour de la démocratie pure* - et c'est ce qu'il ne faut pas, à mon avis, perdre de vue.

Lorsque vous déposerez des propositions au Reichstag, il en est une que vous ne devrez pas oublier. En général, les domaines de l'État sont loués à de grands fermiers, plus rarement ils sont vendus aux paysans, mais leur parcelle est si petite que ces nouveaux propriétaires doivent se louer aux grandes fermés comme journaliers. Il faudrait demander que l'on afferme les *grandes terres encore indivises de l'État à des associations d'ouvriers agricoles en vue de leur exploitation collective et coopérative.* L'Empire allemand ne possédant pas de terres [1], cela servira de prétexte pour rejeter cette proposition. Mais je pense qu'il faut jeter ce brandon parmi les ouvriers agricoles - et l'occasion s'en présentera certainement à plusieurs reprises lors des fréquents débats sur le socialisme d'État [2]. C'est ainsi, et ainsi seulement, que l'on pourra gagner les ouvriers de la terre. C'est la meilleure méthode pour leur faire comprendre qu'ils devront un jour gérer ensemble pour leur compte collectif les grands domaines de leurs gracieux maîtres et seigneurs actuels. Et de la sorte vous ferez passer à l'ami Bismarck l'envie de vous réclamer des propositions constructives. Meilleures salutations.

Engels à A. Bebel, 20-23 janvier 1885.

Ma proposition relative à la création de coopératives de production sur les domaines de l'État n'avait pour but que d'indiquer à la majorité de la fraction parlementaire de quelle manière elle pouvait se tirer décemment du mauvais pas où elle s'était mise elle-même, en se montrant favorable à l'octroi de subventions aux compagnies maritimes [3]. À mon avis, cependant, ma proposition est

---

[1] L'agitation parmi les paysans de l'Est de l'Allemagne (cf. note n° 304) était, à côté du soutien des grèves des ouvriers, la seule manifestation active de la lutte de classes au niveau des masses que la social-démocratie allemande pouvait entreprendre durant la longue période de développement pacifique et idyllique du capitalisme. C'est donc là, en quelque sorte, la pierre de touche de l'action et de la pratique de la social-démocratie allemande. En ce qui concerne, par exemple, la grève des mineurs de la Ruhr (cf. note n° 269), la défaillance de la social-démocratie fut pratiquement complète, comme on le verra. En ce qui concerne l'agitation parmi la paysannerie des grands domaines de l'Allemagne orientale qui eût sapé l'ordre et la base des forces les plus réactionnaires de l'État allemand, on peut dire que la défaillance a été encore plus complète, puisque la direction du parti ne prit même pas sur le papier la direction révolutionnaire qu'exigeait la situation et le programme de classe, mais s'engagea d'emblée dans une politique agraire petite-bourgeoise.

La question agraire fut décisive : la révolution allemande devait vaincre ou être battue selon que la paysannerie des provinces orientales soutenait le prolétariat industriel ou restait l'instrument inconscient de la réaction prussienne. Les élections de 1890 qui devaient fournir le bilan de la pénétration socialiste en Prusse orientale, montrèrent que les masses paysannes étaient toutes disposées à passer au socialisme : cf. la lettre d'Engels à Sorge du 12-4-1890. Ce n'est pas le programme agraire adopté au congrès de Francfort par la social-démocratie qui devait inciter les paysans des provinces de l'Est à lui faire confiance. Il eût fallu prendre vis-à-vis des paysans (qui ne demandaient que cela) une position révolutionnaire, en théorie comme en pratique, contre la grande et là petite propriété rurale.

[2] Cf. les textes de Marx-Engels à ce sujet dans Le Parti de classe, tome III, pp. 149-152, 161-164. En ce qui concerne l'effet des coopératives de production, cf. Marx-Engels, Le Syndicalisme, I, pp. 100-111.

[3] Au heu d'utiliser les indications d'Engels sur les coopératives de production pour l'agitation parmi la population rurale de l'Allemagne orientale en vue de saper la puissance prussienne dans l'État allemand, Liebknecht parla de ce projet uniquement pour tirer la fraction parlementaire du mauvais pas où elle s'était mise elle-même Ion de son vote sur les subventions à la navigation à vapeur et joua les conciliateurs dans le Sozialdemokrat (5-1-1885) : « Mentionnons ici que les députés qui ne s'étaient pas opposés d'emblée au projet [sur les subventions maritimes]

parfaitement correcte sur le plan des principes. Au demeurant, il est tout à fait exact que nous ne devons faire que des propositions *réalisables, si* nous formons des projets positifs. Je veux dire par là que ces propositions doivent être réalisables *en substance,* et peu importe alors que le gouvernement existant puisse les réaliser ou non. Je vais encore plus loin : si nous proposons des mesures - comme celle des coopératives - susceptibles de renverser la production capitaliste, alors ce ne doivent être que des mesures qui soient *effectivement réalisables,* bien que *le gouvernement existant soit, dans l'impossibilité de les réaliser.* En effet, ce gouvernement ne fait que gâcher toutes les mesures de ce genre, et s'il les réalisait ce ne serait, que pour les ruiner... De fait, aucun gouvernement de hobereaux ou de bourgeois ne réalisera jamais notre projet : il ne lui viendra jamais à l'esprit d'indiquer ou d'ouvrir la voie au prolétariat agricole des provinces orientales, afin qu'il détruise l'exploitation des hobereaux et des fermiers, en entraînant précisément dans le mouvement la population, dont l'exploitation et l'abrutissement fournit les régiments sur lesquels repose toute la domination de la Prusse, bref afin qu'il détruise la Prusse de l'intérieur, et ce, jusqu'à la racine!

En toute occurrence, c'est une mesure que nous devons absolument proposer tant que la grande propriété foncière y subsiste, bien qu'il s'agisse d'une mesure que nous devrons réaliser nous-mêmes *quand nous serons au pouvoir,* à savoir, transférer - d'abord en affermage - les grands domaines aux coopératives gérant la terre elle-même sous la direction de l'État, l'État demeurant propriétaire du sol [1]. Cette mesure a le grand avantage d'être réalisable dans la pratique, en substance, mais aucun parti, en dehors du nôtre, ne peut s'y attaquer, autrement dit, aucun autre parti ne peut la galvauder. Or cette simple mesure suffirait à ruiner la Prusse - et plus vite nous la populariseront, mieux cela vaudra !

Dans ces conditions, cette mesure n'a rien à voir avec ce que proposaient Lassalle et Schulze-Delitzsch. En effet, tous deux prônaient la création de petites coopératives, l'un avec l'aide de l'État, l'autre sans elle, mais tous deux estimaient que les coopératives ne devaient pas entrer en possession de moyens de production déjà *existants,* mais devaient réaliser de nouvelles coopératives à *côté* de la production capitaliste déjà existante. Ma proposition réclame l'introduction de formes coopératives dans la production existante. Il faut donner aux coopératives une terre qui *autrement serait exploitée de manière capitaliste* - comme la Commune de Paris a exigé que les ouvriers fassent fonctionner en coopératives les usines arrêtées par les capitalistes. C'est la grande différence.

Marx et moi nous n'avons jamais douté que, pour passer à la pleine économie communiste, la gestion coopérative à grande échelle constituait une étape intermédiaire. Seulement il faudra en prévoir le fonctionnement de sorte que la société - donc tout d'abord l'État -conserve la propriété des moyens de production afin que les intérêts particuliers des coopératives ne puissent pas se cristalliser en face de la société dans son ensemble. Peu importe que l'Empire ne possède pas de

---

ne pensaient pas du tout à l'approuver inconditionnellement, mais faisaient dépendre leur oui de garanties que le gouvernement devait apporter au plan tant économique que politique ». Et de citer la proposition d'Engels, qui n'était plus conçue que comme une opération destinée à sauver la réputation de quelques crétins parlementaires. Liebknecht jetait ainsi aux orties Parme puissante forgée par Engels.

[1] À propos des mesures de transition dans l'industrie et l'agriculture, cf. les textes de Marx-Engels rassemblés dans le recueil sur la Société communiste, Petite Collection Maspéro.

domaines d'État. On peut trouver la forme, tout comme dans le débat sur la Pologne [1], où les expulsions ne concernaient pas non plus directement l'Empire.

C'est précisément parce que le gouvernement ne pourra jamais accepter de telles mesures qu'il n'y avait pour nous absolument aucun danger à demander cette dotation comme contrepartie à la subvention pour la navigation à vapeur. Tu aurais naturellement raison, si le gouvernement eût pu nous suivre sur ce terrain.

La décomposition des libéraux allemands au niveau économique correspond tout à fait à ce qui se passe ici chez les radicaux anglais. Les vieux partisans de l'école de Manchester à la John Bright meurent peu à peu, et la nouvelle génération - tout comme nos Berlinois - se lance dans les réformes sociales de pur rafistolage. La seule différence, c'est qu'en Angleterre les bourgeois n'entendent pas soutenir à la fois les ouvriers de l'industrie et ceux de l'agriculture, qui viennent tout juste de leur rendre un si brillant service aux élections et que, selon le mode anglais, il n'y a jamais intervention de l'État aussi bien que des communes. Leur programme, c'est de demander un jardinet et un petit champ de pommes de terre pour l'ouvrier agricole, et des améliorations sanitaires, etc. pour l'ouvrier des villes. Cela démontre parfaitement que le bourgeois doit sacrifier déjà sa propre théorie économique classique, en partie pour des raisons politiques, mais en partie aussi parce que les conséquences pratiques de cette théorie les ont jetés dans une confusion totale. C'est ce que démontre aussi la progression du socialisme de la chaire qui, en Angleterre comme en France, évince de plus en plus sous une forme ou sous une autre l'économie politique classique des chaires d'enseignement. Les contradictions réelles qu'engendre le mode de production sont devenues si éclatantes qu'aucune théorie ne parvient plus à les masquer, à moins de tomber dans la salade du socialisme de la chaire, mais celui-ci n'est plus une théorie, mais un salmigondis.

Engels, à W. Liebknecht, 4 février 1885.

Le littérateur que tu m'as tout de même envoyé est, je l'espère, le dernier de cette espèce. Tu ne peux pas ne pas constater toi-même que ces gaillards éhontés abusent de toi. L'homme était tout aussi totalement indécrottable que son ami la grenouille Quarck - et si-tous deux vous rejoignent, il ne me restera qu'à m'éloigner davantage de vous.

Ne te rendras-tu donc jamais compte que cette racaille à demi-cultivée de littérateurs ne peut que falsifier nos positions et gâcher le parti ? Viereck n'aurait jamais dû entrer à ta suite au Reichstag! L'élément petit-bourgeois gagne une influence toujours plus prépondérante dans le parti. Le nom de Marx doit autant que possible être passé sous silence. Si cela devait continuer ainsi, il y aura une scission dans le parti, et tu peux y compter! Ta plus grande peur c'est que l'on choque ces messieurs les philistins. Or il y a des moments où c'est nécessaire, et si l'on ne s'exécute

[1] En novembre 1885, la fraction de la minorité polonaise déposa au Reichstag une interpellation contre l'expulsion de tous les non-allemands des provinces orientales de l'État prussien. Les sociaux-démocrates signèrent également l'interpellation. Dans la séance du 1er décembre, Bismarck lut un message de Guillaume 1er déniant au Reichstag toute compétence en la matière. Le débat eut lieu tout de même, et Bebel intervint dans un discours important. La social-démocratie déposa elle aussi une motion, demandant d'annuler les expulsions massives en cours. Les 15 et 16 janvier, le Reichstag discuta de cette question.

pas, ils deviennent effrontés. Le passage du *Manifeste* sur le socialisme vrai ou allemand doit-il, après 40 ans, trouver de nouveau une application ?

Au reste, je vais bien, mais je suis diablement occupé et ne, puis faire de longues lettres.

POLÉMIQUES AUTOUR DU VOTE DE LA SUBVENTION POUR LA NAVIGATION À VAPEUR

Retour à la table des matières

Déclaration de la fraction parlementaire social-démocrate. in *Sozialdemokrat,* 2 avril 1885.

« Ces derniers temps, notamment en janvier de cette année, on a pu lire à plusieurs reprises dans le *Sozialdemokrat* des attaques ouvertes et voilées contre la fraction sociale-démocrate du Reichstag allemand [1]. Ces attaques émanaient en partie de la rédaction, en partie de correspondants du journal. Elles visaient essentiellement l'attitude des membres sociaux-démocrates du Reichstag dans l'affaire de la subvention maritime. Il y a, en outre, une résolution des camarades de Zurich

---

[1] La polémique engagée par Bernstein dans le Sozialdemokrat avec l'appui d'Engels est en quelque sorte le rebondissement de l'affaire Kayser, député social-démocrate qui s'était déclaré favorable au projet de loi de Bismarck, tendant à taxer fortement les importations de fer, de bois, de céréales et de bétail. En 1879, Engels avait dénoncé Kayser qui voulait voter « de l'argent à Bismarck comme pour le remercier de la loi anti-socialiste ». L'affaire des subventions maritimes était plus grave encore. Premièrement, la fraction parlementaire social-démocrate commençait à s'engager dans une politique de collaboration avec l'État existant et effectuait ainsi ses premiers pas dans la voie d'une politique de réformes. Deuxièmement, avec les subventions à la navigation à vapeur pour des lignes transocéaniques, la bourgeoisie nationale se lançait dans la politique impérialiste et jetait les bases d'un immense Empire colonial. En effet, Bismarck ne projetait rien de moins que la création de lignes de liaison maritimes avec les territoires d'outre-mer au moyen de subventions de l'État. La majorité opportuniste se préparait donc à soutenir par ce biais l'expansion coloniale de sa bourgeoisie, et la fraction parlementaire eut le front, à l'occasion de cette affaire, de vouloir contrôler la politique du parti tout entier. Les menaces de scission au sein de la social-démocratie avaient à présent un fondement politique de première importance.

Lors du premier débat, le député social-démocrate Blos avait déclaré que son groupe voterait pour le projet gouvernemental à condition qu'en soient exclues les lignes avec l'Afrique et Samoa et que pour toutes les autres (vers l'Asie orientale et l'Australie) les grands navires soient strictement construits par les chantiers allemands et des mains... allemandes. Bebel se trouva en minorité dans la fraction. Le reste du groupe parlementaire, conduit pas Dietz, Frohme, Grillenberger etc. avait l'intention de voter pour le projet de subvention parce qu'il développait les relations internationales (?! ?!). Sous leur pression, le groupe adopta une résolution selon laquelle la question des subventions n'était pas une question de principe, si bien que chaque membre de la fraction pouvait voter à sa guise.

Engels dut intervenir pour soutenir Bebel et la rédaction du Sozialdemokrat. Celui-ci publia pendant des semaines des lettres et résolutions émanant de militants de la base contre l'opportunisme des parlementaires sociaux-démocrates et leur prétention de s'ériger en puissance dominante dans le parti. Finalement toute la fraction vota unanimement contre le projet de subvention maritime, et les protestations de la base aboutirent à faire reconnaître par tous que le Sozialdemokrat était l' « organe de tout le parti ». Nous traduisons la déclaration des députés parlementaires fidèlement, dans le style qui leur est propre.

qui ont pris position contre l'attitude de la majorité de la fraction dans cette affaire. Cette résolution a été publiée non seulement dans l'organe du parti, mais a encore été diffusée comme texte à part en Allemagne dans l'intention manifeste de susciter une sorte de « Mouvement d'indignation » contre les décisions de la fraction. Bien que la fraction sociale-démocrate du Reichstag sache fort bien que sa position ne puisse être ébranlée par de telles attaques, elle considère néanmoins que de tels procédés sont absolument inconvenants. Elle ne dénie pas du tout à la rédaction et aux correspondants de l'organe du parti le droit d'une critique indépendante, mais considère que c'est léser gravement les intérêts du parti de discuter les décisions -des parlementaires de façon à diminuer la fraction aux yeux des militants plus éloignes du parti. Le sens du parti auquel nous appelons nos camarades doit leur dire qu'un tel procédé est propre à diminuer la capacité d'action du parti et, dans, les moments importants, de la paralyser même. Au lieu de rendre par là encore plus difficile la dure lutte [sic] des représentants élus de la cause ouvrière contre des ennemis disposant de forces supérieures, chaque militant du parti devrait s'efforcer d'étouffer les germes de discorde et nouer de plus en plus solidement les liens de la concorde. Il est du devoir particulier de la rédaction du *Sozialdemokrat* d'agir dans cet esprit et de ne jamais oublier que l'organe du parti ne doit en aucune circonstance entrer en opposition avec la fraction qui porte la responsabilité morale pour le contenu du journal.

Ce n'est pas au journal de déterminer la position de la fraction, mais c'est à la fraction de contrôler la position du journal.

En conséquence, la fraction attend que de telles attaques cessent à l'avenir et que la rédaction évite tout ce qui pourrait être contraire à l'esprit de la déclaration ci-dessus. Berlin, le 20 mars 1885.

La fraction sociale-démocrate du Reichstag. »

Engels à A. Bebel, 4 avril 1885.

Ces messieurs de la majorité de la fraction parlementaire veulent donc se constituer en « puissance », à en juger par leur déclaration dans *le Sozialdemokrat d'aujourd'hui*. Par elle-même, la tentative est molle et c'est au fond un brevet d'indigence : nous rageons contre l'attitude du journal qui est à l'opposé de la nôtre, nous voulons être responsables du contraire de ce que nous pensons... et nous ne savons pas comment remédier à cette situation - qu'on nous plaigne!

Mais c'est en même temps le premier pas vers la constitution de l'élément petit-bourgeois en cercle dirigeant et officiel dans le parti et vers l'évincement de l'élément prolétarien qui est tout juste toléré, il faut évidemment voir jusqu'où ils oseront se risquer dans cette voie. S'ils s'emparent du *Sozialdemokrat, il* me sera impossible de continuer à l'étranger de défendre le parti presque sans condition quoi qu'il arrive, comme je l'ai fait jusqu'ici. Et votre commission d'enquête semble manifester des velléités de s'emparer de l'organe. Au reste, le mécontentement semble provenir essentiellement de ce qu'on les a forcés tout de même à voter contre le projet de subventions à la navigation à vapeur, auquel ils tenaient au fond de leur âme...

Kautsky vient tout juste d'arriver avec une longue lettre de Bernstein sur le conflit qui l'oppose à la fraction. Je lui ai dit qu'à mon avis Bernstein avait aussi le devoir de donner dans le journal la parole à la base du parti, et que la fraction parlementaire n'a aucun droit de l'en empêcher. S'il se place sur ce terrain, la fraction ne pourra rien contre lui. Deuxièmement, il ne doit pas se laisser pousser par la fraction à poser la question de son maintien au journal, car ces gens veulent précisément se débarrasser de lui et il ne faut pas leur faire ce grand plaisir. Troisièmement, il ne doit pas prendre à son compte la responsabilité pour les articles des autres, sans avoir le droit de les nommer. Tu sais à qui je fais allusion [1]: celui qui a écrit le plus d'articles dans l'histoire de la subvention maritime et a tant mis en émoi la majorité de la fraction. Il semble que Bernstein en ait endossé personnellement la responsabilité. Depuis longtemps déjà il a été amené à engager la lutte contre la section petite-bourgeoise : celle-ci vient simplement de revêtir une autre forme, mais l'objet en reste le même. Je pense comme toi que ces messieurs ne voudront pas pousser l'affaire jusqu'à l'extrême, quoiqu'ils veuillent exploiter au maximum la position que leur donne la loi antisocialiste, sous le régime de laquelle leurs électeurs ne peuvent se déclarer officiellement et authentiquement contre eux et au-dessus d'eux.

À mon avis, l'affaire se déroulerait encore mieux, si le *Sozialdemokrat* cessait de porter la marque *officielle* qu'on lui colle dessus. À l'époque c'était très bien, mais cela ne sert plus à rien maintenant. Tu sais mieux que moi-même, si c'est faisable et comment.

Déjà 25 placards (sur 38) du *Capital,* livre Il sont imprimés. Le livre III est en chantier. Il est absolument brillant. Ce renversement total de la vieille économie politique est véritablement inouï. Ce n'est qu'à cela que notre théorie doit que sa base est inébranlable, et que nous son-unes en mesure de faire victorieusement front aux assauts d'où qu'ils viennent. Lorsque tout cela sera publié le philistinisme dans le parti recevra, lui aussi de nouveau un bon coup, et il s'en souviendra. En effet, grâce à ces textes, les questions générales d'économie apparaîtront de nouveau au premier plan [2].

Engels à Ed. Bernstein, 15 mai 1885.

Il faut tout de même que je t'envoie de nouveau quelques lignes, car sinon tu deviendrais par trop mélancolique. Kautsky et toi vous semblez trop pleurer misère et on pourrait en faire tout un concert en mode mineur - c'est tout à fait comme la trompette chez Wagner qui retentit aussitôt que survient une mauvaise nouvelle. Alors vous oubliez toujours le vieux dicton : on ne mange pas la soupe aussi chaude qu'on l'a cuite.

---

[1] La plupart des articles provenaient de Liebknecht.

À propos de son attitude dans l'affaire de la subvention maritime, Engels écrit à Lafargue dans sa lettre du 19 mai 1885 (non reproduite dans la Correspondance publiée par les Éditions Sociales) : « S'il n'y avait pas de loi anti-socialiste, je semis pour une scission ouverte. Mais tant qu'elle est en vigueur, elle nous prive de toutes les armes et procure au groupe petit bourgeois du parti tous les avantages - et finalement ce n'est pas notre affaire de provoquer la scission. L'affaire était inévitable et devait arriver tôt ou tard, mais elle serait arrivée plus tard et dans des conditions plus favorables si Liebknecht n'avait pas fait des bêtises aussi incroyables. Non seulement il louvoya entre les deux groupes et, favori sa sans cesse les petits bourgeois, niais il était plusieurs fois prêt à sacrifier le caractère prolétarien du parti pour une unité apparente à laquelle nul ne croit. Il semble que ses propres protégés - les représentants de la tendance petite bourgeoise - en avaient maintenant assez de son double jeu. Liebknecht croit toujours à ce qu'il dit au moment où il le dit - mais à chaque fois qu'il parle à un autre il dit quelque chose de différent. Ici il est totalement pour la révolution, là totalement pour des ménagements. »

[2] Cf. note de la Préface no 19.

L'impression faite sur tout le monde par, la collision entre la fraction parlementaire et la rédaction du *Sozialdemokrat* est immanquablement que la fraction s'est discréditée et ridiculisée. Et si cette dernière tient à récidiver, il ne faut pas l'en empêcher. Si tu avais imprimé leur première brille [1] comme ils le réclamaient, ils se seraient encore ridiculisés davantage, et la « tempête d'indignation » aurait gagné tout le pays. Certes il était difficile de te demander cela tout au début, mais il n'est pas de notre intérêt d'empêcher que la fraction parlementaire *se manifeste telle qu'elle est.* Au point où en sont les choses maintenant, la fraction et la rédaction se font face - pour le public - comme des puissances ayant les mêmes droits. C'est le résultat de la dernière longue proclamation de compromis, fi faut donc attendre la suite.

J'ai eu la visite de Singer dimanche dernier, et j'ai coupé court à tous ses discours : la première déclaration de la fraction, disait-il, n'aurait pas été dirigée tant contre l'article du journal que contre la (prétendue) tentative de susciter une vague d'indignation contre la fraction parlementaire. Cela, dis-je, le public ne peut le savoir. Si vous faites une déclaration publique, elle ne peut que se rapporter à des faits qui sont de notoriété publique. Mais s'ils commencent à s'en prendre au journal pour des choses qui n'y ont même pas été reproduites, le public dira avec raison : Que veulent donc ces messieurs, si ce n'est réprimer les manifestations de la libre opinion ? C'est ce qu'il dut reconnaître. Je dis alors qu'à en juger à un style que je connais bien, la plupart des articles qui avaient déplu, étaient de la plume de Liebknecht. Et Singer de répondre : Tout à fait juste, et nous l'avons aussi dit vertement à Liebknecht dans la fraction... - Moi : il n'est pas bon d'adresser des reproches publics à un journal qui imprime des données provenant de la fraction elle-même. Vous auriez dû arranger cela entre vous. Au lieu de cela, vous attaquez la rédaction publiquement pour des affaires qui sont purement internes à la fraction parlementaire. Sur quoi la rédaction doit-elle s'appuyer dès lors ? Il ne put rien rétorquer. Bref, ils se sont couverts de ridicule dans cette démarche inconsidérée, et c'est la rédaction qui a remporté la victoire aux yeux du public. C'est ce qu'il dut aussi reconnaître indirectement. Comme je ne m'en tins qu'aux points essentiels et écartai tous les racontards personnels dans lesquels il se complaisait, les choses furent réglées en dix minutes.

Cela ne met certes pas encore un point final à l'affaire. Mais nous connaissons maintenant le point faible de ces messieurs. Si j'étais à la tête du *Sozialdemokrat,* je ne mêlerais pas la rédaction aux affaires de la fraction qui pourrait faire comme il lui plait au Reichstag; je laisserais le soin de la critique aux camarades du parti, par le truchement de l' « expression de la libre opinion » que l'on aime tant, et je déclarerai une fois pour toutes à Liebknecht qu'il est lui-même responsable de ses articles vis-à-vis de la fraction, dont il fait partie, afin qu'au moins il cesse son double jeu. Tout ce qu'il nous faut par ailleurs, c'est que le journal continue d'être rédigé dans la même direction énergique. Étant donné toutes les salades que publie notre presse en Allemagne, il importe avant tout de préserver les principes dans le *Sozialdemokrat,* plutôt que de critiquer les façons de faire de la fraction. Les élus ne se chargent-ils pas eux-mêmes d'éclairer l'électeur sur ce que vaut leur élu ? Et pour le reste, on trouve assez d'occasions dans les faits quotidiens pour mettre en évidence la position du parti, même si on abandonne la fraction à elle-même et aux camarades du parti. En

[1] Engels fait allusion au texte primitif de la déclaration du 2 avril 1885 de la fraction parlementaire au Sozialdemokrat. La fraction parlementaire y affirmait péremptoirement qu'elle portait la « pleine responsabilité du contenu du journal ». Bernstein en ayant douté s'adressa à W. Liebknecht, qui introduisit quelques modifications dans la déclaration primitive.

effet, ce qui les fait le plus enrager, ce sont précisément les principes, et ceux-là ils ne se permettent pas de les attaquer publiquement.

Le Reichstag va bientôt se séparer. Dans l'intervalle, ces messieurs - bien qu'ils soient presque tous des protectionnistes inavoués - ont pu voir comment fonctionnait le protectionnisme. C'est déjà une première déception, et ils en subiront encore quelques autres. Cela ne change rien à leur caractère philistin, mais doit leur faire perdre un peu de leur assurance dans leurs interventions et provoquer une scission parmi eux dans les questions qui touchent à la petite bourgeoisie, si bien qu'ils seront obligés de prendre position pour ou contre. Il suffit que des gens de cette espèce disposent d'une petite marge de liberté pour qu'ils se rendent mutuellement inoffensifs.

En somme et à mon avis, notre politique est de temporiser. Ils ont la loi anti-socialiste pour eux, et si pendant sa durée d'application ils trouvent simplement l'occasion de montrer ce qu'ils sont, nous avons tout ce qu'il faut pour la suite. Jusque-là nous devons, surtout dans la presse, affirmer jusqu'au bout toutes nos positions, ce qui suscite toujours une opposition directe. Contourner un obstacle est également un moyen utilisé par la défensive accompagnée de coups offensifs en retour. Pour le moment, nous en avons beaucoup contre nous. Bebel est malade et, à ce qu'il semble, découragé. Il ne m'est pas possible non plus d'apporter mon aide comme je le voudrais, tant que je n'en aurai pas fini avec les manuscrits de Marx. Dans ces conditions, le poids de la lutte retombe sur toi et Kautsky. Mais n'oublie pas la vieille règle : ne pas oublier l'avenir du mouvement dans le mouvement et le combat actuels - et l'avenir nous appartiendra [1]. D'un seul coup le troisième livre du *Capital* pulvérise tous ces gaillards.

Ton F. E.

VERS LA SCISSION ?

[Retour à la table des matières]

Engels à F. -A. Sorge, 3 juin 1885.

Tu as eu le même pressentiment justifié que moi à propos des gaillards qui siègent au Reichstag : ils ont laissé poindre leurs énormes ambitions de philistins petits-bourgeois à l'occasion du vote des subventions maritimes. On en est presque arrivé à la scission, ce qui n'est pas souhaitable tant que la loi anti-socialiste est en vigueur. Mais dès que nous aurons de nouveau un peu les coudées franches, la scission se produira sans doute, et alors elle sera utile. Une fraction socialiste petite-bourgeoise est inévitable dans un pays comme l'Allemagne, où la petite-bourgeoisie, plus qu'un droit historique à l'existence, « n'a pas de date du tout ». Elle aura même son utilité dès qu'elle se sera constituée en parti séparé de celui du prolétariat [2].

---

[1] Engels réfute à l'avance à l'intention de Bernstein lui-même la fameuse formule qui fonde tout son révisionnisme : « le mouvement est tout et celui-ci dicte les directives au parti ».

[2] Dans sa lettre au même F.-A. Sorge du 6-06-1885, Engels complétait ce jugement chargé d'expérience par la remarque suivante : « Dans un pays aussi petit bourgeois que l'Allemagne, le parti doit également avoir une aile droite petite bourgeoise et « cultivée », dont il se débarrassera au moment décisif. Le socialisme petit bourgeois

Mais actuellement cette séparation n'entraînerait que des inconvénients si nous la provoquions. Or donc la meilleure solution serait qu'ils déclarent pratiquement eux-mêmes se séparer de notre programme - et nous pourrions alors leur taper dessus.

Engels à A. Bebel, 22 juin 1885.

Je réponds tout de suite à ta lettre du 19 que je viens de recevoir ce matin [1], afin que tu puisses l'avoir avant ton grand voyage (en Amérique).

J'ai été tenu au courant des derniers développements dans leurs lignes, du moins pour ce qui a trait aux manifestations publiques. Ainsi j'ai pu lire les diverses incongruités de Geiser et Frohme ainsi que tes brèves et cinglantes réponses [2].

Toute cette salade nous la devons surtout à Liebknecht et à sa manie de favoriser les écrivassiers de merde cultivés et les personnages occupant des positions bourgeoises, grâce à quoi on peut faire l'important vis-à-vis du philistin. Il est incapable de résister à un littérateur et à un marchand qui font les yeux doux au socialisme. Or ce sont là précisément en Allemagne les gens les plus dangereux, et depuis 1845 Marx et moi nous n'avons cessé de les combattre. À peine leur ouvre-t-on la porte du parti qu'ils s'y engouffrent et se mettent en avant - et l'on est obligé d'arrondir sans cesse les angles, parce que leur point de vue petit-bourgeois entre à tout moment en conflit avec le radicalisme des masses prolétariennes ou parce qu'ils veulent falsifier les positions de classe. Malgré tout, je reste persuadé que Liebknecht, lorsqu'il devra vraiment se décider, se rangera à nos côtés et il affirmera par-dessus le marché qu'il n'a jamais dit cela et que nous Pouvons empêcher de foncer plus tôt dans le tas. Cependant, c'est une bonne chose qu'il ait reçu une petite leçon.

---

date de 1844 en Allemagne et a été critiqué déjà dans le Manifeste communiste. Il est aussi immortel que le petit bourgeois allemand lui-même. Lorsque ce parti socialiste petit-bourgeois sera constitué, non seulement le prolétariat pourra affirmer plus nettement son caractère de classe, mais la petite bourgeoisie le pourra aussi, de sorte que l'alignement des forces sur le champ de bataille social sera plus clair - ce qui est un avantage pour tous ».

[1] Le 19 juin 1885, Bebel avait écrit à Engels « Il y a eu presque rupture entre Liebknecht et moi, et ce, surtout parce que Liebknecht, à mon avis, a voulu par trop favoriser la majorité de la fraction et a tout fait pour masquer les antagonismes existants. Nous nous sommes de nouveau accordés maintenant et différents incidents de ces tout derniers temps - l'intervention de Frohme, Geiser, etc., en public ou en privé - lui ont tout de même ouvert les yeux à la fin; son obstination à ne pas voir les oppositions et à tout vouloir ramener à de petites rancœurs et des malentendus est sérieusement ébranlée... Nous avons constaté une chose au cours de ces derniers mois: le parti tient par lui-même et ne se laisse pas mener par les chefs - quels qu'ils soient. Il est absolument certain qu'on ne veut pas de scission dans le parti, mais ce qui ne l'est pas moins, c'est que la grande majorité exige qu'on cesse de parlementer et de faire des compromis et que ses représentants fassent preuve de l'attitude la plus ferme. Au cours de ces dernières semaines, j'ai reçu tant de témoignages écrits et oraux à ce sujet que je crois qu'il n'y a pas une seule circonscription électorale où la grande majorité ne soit pas d'accord là-dessus. On peut même dire que la fraction parlementaire ne saurait s'illusionner sur ce point. »

[2] Le Sozialdemokrat du 23 avril 1885 avait reproduit un « appel » de militants de Francfort-sur-le-Mein qui critiquait l'opportunisme de la fraction parlementaire ainsi que les tentatives de celle-ci pour imposer sa politique au parti. Karl Frohme réagit par de vives attaques que publia le bourgeois Journal de Francfort. Dès le 8 mai, Bebel s'en prit à Frohme dans une réponse publiée par le Sozialdemokrat.

Il est certain que nous aurons une scission, mais je persiste à penser que nous ne devons pas la provoquer sous le régime de la loi anti-socialiste. Si elle nous tombe sur le poil, il faudra alors y faire face. Il faut donc s'y préparer, et il y a trois postes que nous devons conserver dans tous les cas, à mon avis : 1º l'imprimerie et la maison d'édition de Zurich; 2º la direction du *Sozialdemokrat,* et 3º celle de la *Neue Zeit.* Ce sont les seuls postes qui sont encore entre nos mains, et ils suffisent aussi sous le régime de la loi anti-socialiste pour que nous puissions communiquer avec le parti. Tous les autres postes dans la presse sont aux mains de messieurs les philistins, mais ils ne font pas le poids - et de loin - avec ces trois postes. Tu pourras empêcher maintes choses que l'on projette contre nous et tu devrais, à mon avis, faire en sorte que ces trois postes nous restent assurés d'une façon ou d'une autre. Tu sais sans doute mieux que moi comment il faut engager l'affaire. Bernstein et Kautsky se sentent naturellement très ébranlés dans leur fonction rédactionnelle comme cela se conçoit, et ils ont besoin de réconfort. Il saute aux yeux que l'on intrigue fortement contre eux. Or ce sont là de bons éléments tout à fait utilisables -Bernstein a un esprit théorique très ouvert, et avec cela il a de l'humour et sait répondre du tac au tac, mais il manque encore quelque peu de confiance en lui - ce qui est plutôt rare et est plutôt une chance aujourd'hui, où règne en général la folie des grandeurs même chez la dernière bourrique qui a fait des études. Kautsky a appris une masse considérable de bêtises dans les universités, mais il se donne le plus grand mal à les désapprendre. Or tous deux peuvent supporter une critique franche, fis ont bien saisi l'essentiel et on peut se fier à eux. Ces deux-là sont de véritables perles étant donné la nouvelle génération d'affreux littérateurs qui se pendent aux mamelles du parti.

Je suis en accord total avec ce que tu dis sur les représentants parlementaires en général et l'impossibilité de créer une représentation authentiquement prolétarienne - en temps de paix comme c'est le cas actuellement. Les parlementaires nécessairement plus ou moins bourgeois sont un mal tout aussi inévitable que les ouvriers, qui sont mis au ban par la bourgeoisie et perdent en conséquence leur emploi, et deviennent des agitateurs professionnels à la charge du parti. Ce dernier phénomène était déjà largement engagé en 1839-1848 chez les chartistes, et j'ai pu le constater alors déjà. Lorsque l'indemnité parlementaire sera introduite, ces derniers se rangeront aux côtés des parlementaires des milieux essentiellement bourgeois ou petits-bourgeois, voire « cultivés ». Mais tout cela sera surmonté. J'ai une confiance absolue en notre prolétariat, comme j'ai une méfiance infinie contre tout le philistinisme allemand en pleine décomposition. Et si les temps vont s'animer quelque peu, le combat prendra des formes si aiguës qu'on pourra le mener avec passion; le combat prenant alors de plus amples dimensions, tu verras disparaître l'irritation que suscitent la mesquinerie et le philistisme borné auxquels tu dois aujourd'hui t'opposer dans un harassant combat d'escarmouches, que je connais fort bien par ma vieille expérience de la lutte militante. C'est alors seulement que nous aurons les véritables gens au parlement. Mais bien sûr, il est très facile de parler de loin. Jusque-là tu auras à avaler tout cet infect brouet, et ce n'est vraiment pas agréable. En tout cas, je me réjouis que tu sois de nouveau en bonne forme physique. Épargne tes nerfs pour des temps meilleurs : nous en ayons encore besoin.

Engels à A. Bebel, 24 juillet 1885.

Les chamailleries prennent un tour relativement favorable dans le parti, pour autant que je puisse en juger d'ici. Frohme entraîne ses camarades autant qu'il le peut dans la mélasse - ce qui ne peut que nous être agréable - mais par bonheur Liebknecht est là avec son action salvatrice! Il a

averti toute la bande qu'il irait à Francfort pour remettre tout en ordre. Si cela ne réussissait pas, il faudrait que Frohme soit fichu dehors. Dans toute cette affaire, Liebknecht joue le rôle joyeusement comique de la poule qui a couvé des canetons : il a voulu nourrir dans son sein des socialistes « cultivés » et voilà que des philistins et des petits-bourgeois sont sortis de l'œuf - et la brave poule veut nous faire accroître maintenant que ce sont tout de même des poussins qui, certes, nagent maintenant dans le courant bourgeois, mais en tout cas ne sont, pas des canetons. Là aussi il n'y a rien à faire, il faut tenir compte de ses illusions, mais il semble tout de même qu'il soit allé un peu trop loin, à en croire les comptes rendus de la presse [1]. En somme, toute cette affaire suscitera simplement la conscience dans le parti qu'il existe deux tendances dans son sein, dont l'une donne la direction aux masses, l'autre à la majorité des prétendus chefs, et que ces deux tendances doivent diverger de plus en plus fortement. Tout cela prépare la scission qui, viendra plus tard - et c'est très bien. Mais ces messieurs de l'aile droite y réfléchiront à deux fois-avant de lancer un nouvel oukase.

Chez Kautsky, tu as touché en plein le point faible décisif. Sa tendance juvénile à se faire un jugement rapide a encore été renforcée par la misérable méthode de l'enseignement de l'histoire dans les universités -notamment en Autriche. - On y apprend systématiquement aux étudiants à faire des travaux historiques à partir d'un matériel dont on sait qu'il est insuffisant, mais qu'ils doivent néanmoins *traiter comme s'il était suffisant,* bref ils doivent écrire des choses qu'ils ne peuvent connaître que de manière erronée, mais qu'ils doivent tenir pour juste. C'est naturellement ce qui a rendu d'abord Kautsky si outrecuidant. Vient ensuite la vie de littérateur - écrire pour toucher des honoraires, et écrire beaucoup. C'est ainsi qu'il n'a absolument aucune idée de ce qu'est un travail véritablement scientifique. Sur ce plan, il s'est sérieusement brûlé les doigts à plusieurs reprises, avec son histoire démographique et ensuite avec ses articles sur le Mariage dans la préhistoire. C'est ce que je lui ai fait comprendre de bonne foi et en toute amitié, et je ne lui épargne rien sur ce plan, critiquant impitoyablement sous cet angle, tout ce qu'il écrit. Par bonheur, je peux le consoler en lui disant que, dans mon impétueuse jeunesse, j'ai fait exactement comme lui, et que je n'ai appris à travailler qu'au contact de Marx. C'est ce qui est aussi d'un grand secours.

Engels à A. Bebel, 28 octobre 1885.

À mon avis, tu ne juges pas les Français de manière tout à fait juste [2]. À Paris, la masse est « socialiste » au sens d'un vague socialisme assez neutre, distillé tout au long des années à partir des

---

[1] Dans une réunion électorale, tenue le 14 juillet 1885 a Offenbach, Liebknecht s'en était pris à l' « Appel » des sociaux-démocrates francfortois. Cette critique ayant soulevé le mécontentement de la section sociale-démocrate de Francfort, Liebknecht publia le 6 août 1885 dans le Sozialdemokrat une déclaration où il prétendait que sa critique n'avait porté que sur le « ton » de l'Appel, mais qu'il appréciait hautement la lutte des sociaux-démocrates francfortois contre la loi d'exception.

[2] Nous avons reproduit cette lettre, parce qu'Engels y compare avec une objectivité rare et tranchante les côtés forts et les côtés faibles du mouvement ouvrier français et allemand de l'époque. Engels y montre notamment comment en France le parlementarisme a des racines plus profondes et joue plus directement en faveur des partis politiques bourgeois, du fait de l'intense activité politique de toutes les classes. Du fait de l'activité parlementaire sans grands effets pratiques en Allemagne, la social-démocratie bénéficie plus directement des voix des ouvriers, ceux-ci n'étant pas tentés de tirer un profit pratique immédiat de leur vote - ce qui met davantage la tactique parlementaire à l'abri des tentations et dévoiements opportunistes en Allemagne. À propos de la discussion sur l'opportunité de participer ou non à l'activité parlementaire à l'époque moderne, cf. La question parlementaire dans l'Internationale communiste, Édit. Programme communiste, 1967, p. 59.

Proudhon, Louis Blanc, Pierre Leroux, etc. La seule expérience qu'ils aient faite avec le communisme est celle de l'utopie de Cabet : elle finit dans une colonie-modèle en Amérique, c'est-à-dire par la fuite à l'étranger, les chamailleries et une demie -banqueroute en Amérique [1]. Tout ce qu'il y a en plus leur vient d'Allemagne, et il n'y a pas lieu de s'étonner que la France - le pays qui de 1789 à 1850 non seulement formula avec le plus de force et de rigueur les idées politiques, mais les traduisit encore en pratique -, se cabre un peu à l'idée de sanctionner elle-même la démission de la direction théorique de la révolution, surtout après la glorieuse Commune et en faveur, par-dessus le marché, d'une Allemagne que les ouvriers de Paris ont pratiquement vaincue en 1870, étant donné que l'armée allemande ne s'est pas risquée à occuper Paris, un cas qui, il faut bien le dire, ne s'est jamais produit auparavant dans l'histoire militaire [2]. Avec tout cela, comment les ouvriers français pourraient-ils avoir une vision plus claire ? Même l'édition française du *Capital* est, pour eux, un livre qui reste plein de mystères, et pas seulement pour eux, mais encore pour ceux qui sont cultivés. Tout ce qu'ils connaissent, c'est mon *Développement du socialisme [Socialisme utopique et socialisme scientifique],* et celui-ci a eu un effet surprenant, en vérité. Aucun des chefs - je fais abstraction ici de Vaillant qui, en tant que blanquiste, a une tout autre tactique que nous - ne sait l'allemand. Madame Lafargue traduit en ce moment - enfin - le *Manifeste* en bon français. La compréhension de la théorie est encore assez fruste, même chez les chefs, et si tu connaissais Paris tu comprendrais combien la vie y est facile et l'agitation est simple, mais qu'il est en revanche difficile d'y travailler sérieusement. Dans ces conditions, d'où pourrait bien venir aux ouvriers français une plus claire conscience des choses ?

À cela s'ajoute, en ce qui concerne les élections, une autre chose. En Allemagne, on vole facilement pour un social-démocrate, parce que nous sommes le seul parti d'opposition véritable et que le Reichstag n'a tout de même pas voix au chapitre, si bien qu'il importe peu finalement que l'on vote pour l'un ou pour l'autre des « chiens que nous sommes de toute façon ». A la rigueur, on peut considérer le Centre comme un parti ayant une politique autonome. Sur ce plan, les choses se passent tout autrement en France. Étant donné que la Chambre est la puissance décisive dans le pays, il importe de ne pas laisser perdre son bulletin de vote. Et de plus, il faut savoir que les gambettistes représentent un progrès par rapport aux monarchistes, comme les radicaux par rapport aux gambettistes - et c'est ce que la pratique confirme aussi. La réaction des hobereaux s'étale en Allemagne depuis 1870, et tout régresse. En France, ils ont maintenant les meilleures écoles du monde, avec une sévère obligation scolaire, alors que Bismarck ne réussit pas à en finir avec les curés, ils ont été totalement évincés des écoles en France. Notre armée allemande - abstraction faite de la progression des éléments sociaux-démocrates - est plus que jamais l'instrument le plus infâme de la réaction. En France, le service militaire obligatoire pour tous a considérablement rapproché l'armée du peuple, et *c'est elle avant tout* qui rend impossible une restauration de la monarchie (cf. 1878). Et si maintenant les radicaux accèdent au pouvoir et sont obligés de réaliser leur programme, cela signifie : décentralisation de l'administration, auto-administration des départements et des communes, comme en Amérique et en France dans les années 1792-98, la séparation de l'Église et de L'État, chacun payant lui-même son curé. Pas plus en Allemagne qu'en France, nous ne sommes encore capables de diriger l'évolution historique. Mais cette évolution n'en est pas pour autant

[1] Dès 1847, les communistes allemands de Londres avaient pris position contre cette entreprise, cf. l'article intitulé Le projet d'émigration du citoyen Cabet, publié dans la Kommunistische Zeitschrift de septembre 1847, en trad. fr. in : « Œuvres complètes de Karl Marx, Le Manifeste communiste », Éditions Costes, 1953, pp. 177-181.

[2] Le lecteur trouvera une analyse détaillée des problèmes militaires de la Commune dans le n° 11 de Fil du Temps sur la Crise actuelle et la Stratégie révolutionnaire, pp. 168-178.

immobile. Il se trouve simplement qu'elle est momentanément en régression dans l'Empire allemand, tandis qu'en France elle progresse toujours. Mais notre tour viendra bientôt - et ce sera le cours lent, mais sûr de l'histoire - dès lors que les partis bourgeois et petits-bourgeois auront effectivement et tangiblement démontré leur incapacité de diriger le pays et qu'ils seront là comme ces bourriques. (En Allemagne, nous pourrions arriver au pouvoir un peu plus tôt à la suite d'une révolution en France, mais seulement au cas où l'ouragan européen nous entraînerait dans son tourbillon.) C'est pourquoi, en un sens, les ouvriers parisiens s'en remettent à leur juste instinct en soutenant à chaque fois le parti le plus radical *possible.* Dès que les radicaux seront au pouvoir, ce même instinct les poussera dans les bras des communistes, car les radicaux ne jurent que par le *vieux* programme confus des socialistes *(non* communistes), et ils doivent faire faillite en même temps que lui. Et dès lors l'instinct coïncidera avec la raison, le parti le plus radical possible étant alors le parti du prolétariat lui-même - et alors cela ira vite.

Cependant les Anglais et les Français ont depuis longtemps déjà oublié leur virginité pré-révolutionnaire, alors que nous autres Allemands nous traînons toujours encore avec nous cet ornement parfois très gênant, puisque nous n'avons pas encore fait jusqu'ici de révolution *autonome.* L'un et l'autre ont leurs avantages et leurs inconvénients, mais il serait injuste de mesurer l'attitude des ouvriers des trois pays d'après un seul et même étalon.

PROBLÈMES DE LA VIOLENCE

Retour à la table des matières

Fr. Engels à A. Bebel, 17 novembre 1885.

J'ai répondu en détail à une longue lettre de Schumacher [1] justifiant sa position lors du vote sur la subvention maritime, et j'ai réaffirmé à cette occasion mon vieux point de vue. Si pour ménager les soi-disant préjugés de certains électeurs, on ne veut pas voter *systématiquement* contre une aide de l'État tirée de la poche des ouvriers et des paysans au profit de la bourgeoisie, il faut voter seulement, à mon avis, lorsque l'État consent une aide d'un égal montant au profit direct des

[1] Cette réponse d'Engels n'a pu être retrouvée. Dans sa lettre du 14 août 1885 à Engels le parlementaire social-démocrate Georg Schumacher justifiait son opportunisme dans le débat sur les subventions maritimes par un argument éculé, mais plus vivace que jamais aujourd'hui, à savoir que les subventions aux propriétaires de lignes maritimes profiteraient « indirectement » aussi aux ouvriers des arsenaux. Il osait y écrire : « Nous avons appris par l'enseignement d'un F. Engels, Marx et Lassalle que nous ne pouvons pas atteindre notre but par des conjurations ou des putschs et que pour instaurer la législation socialiste (?! ?!) il faut une ténacité que l'on n'obtient que par la diffusion de la lumière socialiste. » Après cette envolée, les « nécessités économiques » : « Les dix mille hommes qui sont occupés dans les chantiers maritimes allemands et qui n'ont pas de travail (?!) nous avions la volonté d'intervenir en leur faveur sous certaines garanties pour la subvention maritime. » Enfin cette perle coloniale : « Notre parti a toujours voté pour tout ce qui contribue à rapprocher les peuples et à éliminer les haines raciales, et aucune autre autorité ne doit payer la subvention maritime pour la bourgeoisie allemande. »

ouvriers, urbains et campagnards - notamment pour des coopératives d'ouvriers agricoles sur des domaines de l'État [1].

Afin d'éviter des malentendus, je l'ai prié de faire toujours état de la *lettre entière,* au cas où il l'utiliserait auprès d'autres camarades.

Voilà que Liebknecht passe très -hardiment au premier plan : la série écrite en prison, la lecture du *Capital* à moitié oublié et la prise de conscience toujours plus claire d'être assis entre deux chaises, tout cela semble avoir eu un effet très utile [2]. J'en suis très content – pourvu que cela dure. Au moment décisif, il se trouvera certainement du bon côté, mais jusqu'à ce qu'on en vienne là, il nous occasionnera les pires tourments avec ses tendances à se dissimuler les difficultés - ce qu'il tient pour de la diplomatie, domaine dans lequel il nous dépasse tous de très loin.

La guerre européenne commence à nous menacer sérieusement. Ces misérables vestiges de petites nations surannées - Serbes, Bulgares, Grecs et autre racaille pour laquelle le philistin libéral éprouve des transports - ne peuvent souffrir que l'un quelconque d'entre eux vive tranquillement et ne peuvent s'empêcher de se prendre à la gorge pour se dépouiller. Que tout cela est merveilleux et conforme aux aspirations du philistin qui s'enthousiasme pour le principe des nationalités [3], selon lequel chacune de ces tribus naines dispose du droit de paix et de guerre pour toute l'Europe. Le premier coup de feu est tiré à Dragoman - mais nul ne peut dire où et quand le dernier sera tiré.

Notre mouvement avance de manière admirable : partout, vraiment partout, les conditions sociales travaillent à le servir. Nous avons encore tant besoin de quelques années de développement tranquille pour nous renforcer, qu'il ne faut pas souhaiter jusque-là de grand chambardement. Celui-ci, en effet, ne ferait que nous repousser à l'arrière-plan pour des années, et il serait ensuite probable qu'il nous faudrait de nouveau tout recommencer par le début - comme après 1850.

Au reste, une guerre pourrait susciter à Paris une révolution, qui par ricochet pourrait de nouveau déclencher le mouvement dans le reste de l'Europe. Dans ce cas - dans des conditions certainement génératrices de chauvinisme aigu - les Français seraient les chefs - ce dont leur niveau théorique de développement les rend absolument incapables. C'est précisément pour les Français -

---

[1] Dans sa lettre à Bebel du 17 novembre 1885 (reproduite plus haut dans notre recueil), Engels avait proposé de ne voter une aide de l'État à la bourgeoisie qu'en échange d'une aide égale pour le prolétariat, notamment pour la création de coopératives d'ouvriers agricoles sur les domaines de l'État, mais il faisait en sorte que cette proposition ne soit pas réalisable tant que la bourgeoisie était au pouvoir. Il soulignait que ce projet aurait un effet explosif sur, le prolétariat agricole de l'Allemagne de l'Est qu'il fallait absolument conquérir pour saper le régime bonapartiste en Allemagne.

Au cours des débats sur les subventions maritimes, Liebknecht abusa de cette proposition d'Engels - déjà conciliant - de la manière la plus maladroite au moment où, en première lecture, le social-démocrate Blos se déclara prêt à faire voter le groupe en faveur des subventions, Bebel seul y étant opposé. Dans un article publié le 5 janvier 1885, Liebknecht avait cité quelques extraits seulement de la lettre d'Engels pour justifier ses compromis, cf. note no 149.

[2] Wilhelm Liebknecht purgeait alors une peine de prison de quatre semaines pour avoir « injurié » le député national-libéral Sparig. Durant son emprisonnement, il écrivit quatre articles sur « la journée de travail normale » pour le *Sozialdemokrat.*

[3] En ce qui concerne la critique du principe des nationalités (dont le monde actuel est affligé plus que jamais aujourd'hui par les revendications prétendument démocratiques et « communistes »), cf. Marx-Engels, La Russie, Édit. 10/18, pp. 205-210.

qui depuis 1871 ne cessent de se développer excellemment sur le plan politique, avec la conséquence logique qui leur est propre quoiqu'elle leur soit inconsciente - à savoir que quelques années de règne tranquille des radicaux seraient le plus précieux. En effet, ces radicaux se sont appropriés tout le socialisme moyen, courant dans le pays, ce bric à brac d'idées de Louis Blanc, Proudhon, etc., et nous aurions un intérêt énorme à ce qu'ils aient l'occasion de tuer ces phrases dans la praxis.

Par contre, une grande guerre, si elle venait à éclater, mettrait aux prises six millions de soldats sur les champs de bataille et coûterait une quantité inouïe d'argent. Cela aboutirait à un bain de sang, à des destructions et enfin à un épuisement sans précédent dans l'histoire. C'est ce qui explique aussi que ces messieurs en aient eux-mêmes une telle peur. Et voici ce que l'on peut prédire : si cette guerre arrive ce sera l'ultime, et ce sera l'effondrement total de l'État de classe, sur le plan politique, militaire, économique (même financier) et moral. Cela peut aller jusqu'au moment où la machine de guerre elle-même se rebelle et refuse que les populations s'entre-déchirent à cause de ces lamentables peuples balkaniques. C'est le mot cher à l'État de classe : après nous le déluge! (en Fr.). Or, après le déluge, c'est nous qui arriverons - et nous seuls.

Les choses restent en l'état : quoi qu'il puisse arriver, cela tourne en un moyen de porter notre parti au pouvoiret de mettre fin à toute la fripouillerie. Mais j'avoue que je souhaite que tout se passe sans cette tuerie, car elle n'est pas indispensable. Mais si elle doit avoir lieu, alors je veux espérer que ma vieille carcasse ne m'empêchera pas au moment voulu de remonter à cheval.

Engels à A. Bebel, 12 avril 1886.

Merci pour le compte rendu des débats sur la prolongation de la loi anti-socialiste - il nous a fait grand plaisir [1]. Voilà au moins, de nouveau, quelque, chose qui est à la hauteur du mouvement,

[1] Le Reichstag débattit les 30 et 31 mars 1886 sur le projet de loi de prolongation de la loi anti-socialiste, qui fut adopté par 169 voix contre 137. Bebel ironisa dans son discours : « Si vous êtes capables d'arrêter la prolétarisation des masses, si vous êtes capables de mettre en œuvre des moyens tangibles pour cela, alors la loi anti-socialiste n'est plus du tout nécessaire, car alors vous fêtiez disparaître progressivement de ce monde la social-démocratie sans loi anti-socialiste. Mais si vous en êtes incapables alors toutes vos lois anti-socialistes ne pourront pas non plus vous sauver de la social-démocratie. » La droite entra en fureur lorsque Bebel déclara que la monarchie allemande, si elle suivait l'exemple du despote russe, devrait s'attendre à recevoir les mêmes coups que le tsarisme russe (allusion à l'assassinat d'Alexandre III). Bebel ne faisait que répéter ce qu'Engels avait écrit à Kaustky le 26 et 27-6-1894 : « Ainsi ils ont tué au couteau Sadi Carnot, cette pauvre bête stupide et ennuyeuse - le premier Français qui ait fait carrière en cultivant l'ennui - et cela en France! Bien, niais maintenant Alexandre III vase mettre à réfléchir sur l'alliance franco-russe, et dira : merci, tout cela je peux l'avoir aussi chez moi, et moins cher! »

Bismarck et Puttkamer accusèrent aussi Bebel de prêcher le terrorisme. Bebel reprit la parole et expliqua la position sociale-démocrate sur cette question, cf. note no 169.

Liebknecht déclara fièrement : « Messieurs, les dés sont jetés pour ce qui concerne la loi anti-socialiste, la majorité est assurée de sa prolongation... Nous n'en appelons pas à votre commisération. le résultat nous est indifférent : nous vaincrons de toute façon - si vous faites le pire, cela tournera au meilleur pour nous! Plus vous serez enragés, plus vite ce sera votre fin : tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse ! »

Singer dénonça au Reichstag l'activité des mouchards et provocateurs envoyés par la police politique dans le mouvement ouvrier. Le flic Ferdinand lhring s'était infiltré fin 1885 dans une section berlinoise sous le nom de Mahlow et y incitait les ouvriers à des actions de terrorisme individuel et cherchait à recruter des mouchards pour

et c'est l'impression que l'on en a depuis le début jusqu'à la fin. Même Liebknecht est redevenu comme dans le temps : la concurrence française semble avoir un effet salutaire. Le spectacle de toute cette bande - on dirait presque meute - qui se presse autour de toi pour aboyer et t'attaquer et qui est repoussée à grands coups de fouet, ce spectacle est proprement réjouissant. Quelle chance qu'en dehors de vous deux, il n'y ait eu que Vollmar qui ait dit quelques mots et que Singer, bassement attaqué dans sa personne, air dû répondre avec violence, tandis que la masse des dociles de la fraction parlementaire avait le doigt dans la bouche. La peur de ces messieurs devant le régicide est ridicule. Eux-mêmes ou leurs pères ont tous chanté :

Qui n'a jamais eu autant de déveine
Que notre bourgmestre Tschech [1] ?
De n'avoir pu réussir, à deux pas,
À abattre ce gros lard!

À l'époque, la bourgeoisie avait, il est vrai, encore un peu de force vitale, et la différence apparaît précisément dans le fait que cette chanson a eu pour auteur la baronne von Droste-Vischering en 1844, alors que le Kulturkampf est mené aujourd'hui avec les armes les plus éculées, brandies par les bras les plus fatigués...

Il semble que Bismarck ait été très en colère, mais il parlait manifestement à l'adresse du kronprinz : Laura et Tussy répondront certainement à ses ridicules accusations contre Marx [2]. Parmi les autres discours, celui de Hänel est le meilleur du point de vue juridique : il met en lumière l'absurdité de la revendication selon laquelle les citoyens ne doivent pas seulement se plier devant l'État de manière extérieure, mais encore *intérieure,* puisqu'on réclame que *l'intention* et sa simple formulation soit déclarée coupable, bref quelque chose qui se situe en dehors du champ d'application de la loi. De telles exigences montrent combien toutes les conceptions juridiques de

la police. Singer assista à la réunion où les ouvriers démasquèrent Ihring. Au lieu de se défendre simplement, les dirigeants sociaux-démocrates passaient cette fois-ci à l'attaque.

1 Tschech, le maire de Storkow, avait tenté de tuer Frédéric-Guillaume IV. Certes, Marx-Engels furent amenés à condamner certains attentats individuels, parce qu'ils avaient été organisés par la police pour justifier, à l'heure de son choix, une répression et une action préventive contre le mouvement ouvrier. En outre, contrairement à certains anarchistes, le marxisme affirme qu'on ne peut « faire » la révolution par cette seule méthode. Ceci étant, Marx-Engels ont admis les attentats et actions individuelles pour diverses raisons : pour refreiner l'ardeur de certains agents trop zélés de la bourgeoisie ou de la réaction assurés que, quoi qu'ils fassent, ils jouiraient de l'impunité; pour faire respecter le mouvement révolutionnaire qui ne saurait se laisser intimider par une répression à sens unique qui le démoraliserait; dans certaines conditions révolutionnaires déterminées. Ainsi Engels écrivait-il à propos des attentats individuels perpétrés en Russie dans les années 1880 : « Les agents du gouvernement commettent des atrocités. Contre de telles bêtes féroces, il faut se défendre comme on peut - avec de la poudre et du plomb. L'assassinat politique en Russie est le seul moyen, dont disposent les hommes intelligents, ayant une dignité et du caractère, pour se défendre contre les agents d'un despotisme inouï. » Et Engels souligne ici qu'interdire la liberté d'action du Parti révolutionnaire, en lui déniant le droit à la révolution -comme c'est toujours le cas en Allemagne, sous la pression des Alliés russes, américains, etc. -, c'est préparer précisément les conditions sociales et politiques d'actions semblables à celles qu'exigeait le despotisme tsariste. Pour ce qui est de la prise d'otages, Marx rappelle que c'est précisément l'Allemagne officielle qui l'a rétablie, cf. la fin de l'Adresse sur la Commune du Conseil général de l'A.I.T., in : la Guerre civile en France, 1953, Éditions Sociales, p. 61. Cf. notes n° 82 et 85. Sur la violence et la légalité, cf. le Fil du Temps en langue allemande, Faden der Zeit, n° 4.

2 Dans la séance du 31-3-1886 sur la prolongation de la loi anti-socialiste, Bismarck avait accusé Marx d'avoir couvé dans son sein des assassins. Les faits sur lesquels il fondait ses dires étaient si vagues et si confus que son jargon ne -résistait à aucune logique ni règle grammaticale. Engels informa le§ filles de Marx, Laura et Eléanore, qui répondirent par la déclaration que nous reproduisons après la lettre 124-1886 d'Engels à Bebel.

la bourgeoisie ont fait naufrage en Allemagne. Les conceptions juridiques n'ont jamais existé que chez la bourgeoisie d'opposition, alors que dans la réalité nous avons toujours eu l'absence de droit de l'État policier, soit ce qui, dans d'autres pays, ne se fait que de façon honteuse ou a été imposé par un coup d'État (exception faite toujours de l'Irlande).

Déclaration des filles de Marx

Sozialdemokrat no 16, 15 avril 1886.

Dans la séance du Reichstag du 31 mars, Monsieur de Bismarck a affirmé selon le compte rendu sténographique : « Il [Bebel] s'est référé à Marx. Eh bien, que Marx n'ait pas élevé des meurtriers, cela je ne le sais pas; car pour autant que j'ai entendu dire, l'homme qui a tiré sur moi les coups de revolver dont je porte encore les cicatrices, est Blind, un disciple de Marx. » À cette peur étrange qu'éprouve Monsieur de Bismarck pour feu notre père, nous répondrons comme suit : 1. Ferdinand Blind n'avait plus vu ni parlé à Marx douze ou treize ans environ avant l'attentat; 2. Si Ferdinand Blind a tiré sur Monsieur de Bismarck et a marché courageusement à la mort pour cette action, il ne pouvait avoir que de courageux motifs de patriotisme allemand, car il cherchait à préserver l'Allemagne d'une guerre civile, et l'opinion publique allemande, libérale, progressive et démocratique, bref la bourgeoisie allemande, des actes de violence de Bismarck. Or ces deux choses étaient au plus haut point indifférentes à notre père; 3. Monsieur de Bismarck, dont Louis Bonaparte était le maître et le modèle à suivre, tout comme les autres « grands hommes » dont se pare le règne capitaliste en déclin fie sont que des figures qui amusaient au plus haut point Marx et qui ne sont à la rigueur que des auxiliaires indirects et involontaires de la révolution prolétarienne. Marx n'avait pas le moindre intérêt à ce que de telles personnes soient sauvées par une mort prématurée de leur inévitable Sedan, aussi bien intérieur qu'extérieur; 4. L'idée qui fait frissonner et trembler comme dans les mauvais romans, à savoir qu'un homme comme Marx pouvait s'adonner à « l'élevage de meurtriers » démontre une fois de plus combien Marx avait raison de ne voir en Bismarck qu'un junker prussien hautement borné malgré toute sa rouerie, un homme d'État tout à fait incapable de saisir un quelconque grand mouvement historique.

Paris et Londres, le 14 avril 1886. Laura Lafargue, Eléanore Marx-Aveling.

LA FUTURE GUERRE MONDIALE ET LA RÉVOLUTION

Retour à la table des matières

Engels à A. Bebel, 13 septembre 1886.

Ce qui m'étonne dans toute cette histoire bulgare et orientale [1], c'est que les Russes commencent maintenant seulement à s'apercevoir, comme Marx en informait l'Internationale dès 1870, qu'ils sont devenus l'arbitre de l'Europe grâce à l'annexion de l'Alsace, etc. [2]. La seule explication possible en est : depuis la guerre, le système militaire prussien de *landwehr* a été réintroduit partout - dès 1874 en Russie - et qu'il lui faut de dix à douze ans pour développer une forte armée correspondante. Or celle-ci existe maintenant en France aussi - et alors cela peut démarrer. C'est ce qui explique aussi que l'armée russe, noyau du panslavisme, exerce sur le gouvernement une pression telle que le tsar a dû surmonter sa répulsion pour la France républicaine et n'ait eu qu'une alternative pour la politique russe en Orient : ou bien la poursuivre en alliance avec la France ou avec l'accord de Bismarck. Pour Bismarck et l'Empereur, l'alternative était la suivante : d'une part, résister à la Russie et avoir alors la perspective d'une alliance franco-russe et d'une guerre mondiale, ou la certitude d'une révolution russe grâce à l'alliance des panslavistes et des nihilistes; d'autre part, céder à la Russie, autrement dit trahir l'Autriche. Que Bismarck et Guillaume n'aient pu agir autrement qu'ils l'ont fait - cela s'entend de *leur* point de vue - et le plus grand progrès réside précisément dans le fait que les intérêts des Hohenzollern deviennent, incompatibles aux yeux de tous avec ceux de l'Allemagne, voire que cette opposition apparaisse comme insurmontable. L'Empire allemand sera mis en danger de mort par son fondement prussien.

Pour l'heure, on arrivera toujours à rafistoler les choses pour que cela tienne jusqu'au printemps; mais les panslavistes voient grandir leur appétit au fur et à mesure qu'ils mangent, et ils n'auront plus d'occasion aussi favorable avant longtemps. Si les Russes parviennent à occuper la Bulgarie, alors ils continueront en direction de Constantinople - s'ils ne se heurtent pas à des obstacles majeurs -par exemple, à une alliance de l'Angleterre de l'Autriche et de l'Allemagne. C'est ce qui explique les cris de détresse lancés par Bismarck à l'Angleterre afin qu'elle mène une politique

---

[1] Le traité de San Stefano qui avait mis fin à la guerre russo-turque de 1877-78 avait donné de telles prérogatives à la Russie dans les Balkans que l'Angleterre et l'Autriche-Hongrie, appuyées secrètement par l'Allemagne, ne purent le supporter. Une pression diplomatique et des menaces militaires forcèrent la Russie à réviser à son détriment ce traité au Congrès de Berlin (13-6 au 13-7-1878). En septembre 1885, il y eut un soulèvement de patriotes bulgares en Rumélie orientale, dans le Sud de la Bulgarie, qui en vertu des décisions du congrès de Berlin était restée sous domination turque. Le gouverneur turc fut renversé, les autorités nommées par la Porte chassées et la province rattachée à la Bulgarie.

[2] Cf. Marx, la Seconde Adresse du Conseil de l'A.I.T.

Dans cette lettre et les suivantes, Engels montre à l'avance quels seront les effets de la future guerre mondiale sur la révolution, soit une perspective tout autre que pacifique et idyllique permettant une réformiste « transcroissance progressive et non violente au socialiste ».

active contre la Russie - et c'est ce qu'a repris maintenant le *Standard* qui le répète quotidiennement, afin que *l'Angleterre* évite la guerre mondiale [1].

En tout cas l'antagonisme entre l'Autriche et la Russie s'est aiguisé dans les Balkans, au point que la guerre semble plus vraisemblable que la paix. Et ici, il n'y a plus de localisation possible de la guerre. Mais ce qui résultera de tout cela - celui qui en sortira vainqueur - il n'est pas possible de le dire à l'avance. Il est incontestable que l'armée allemande est la meilleure et la mieux dirigée, mais ce n'est qu'une armée parmi de nombreuses autres. Les Autrichiens ont des réactions imprévisibles, même sur le plan militaire tant pour ce qui est des effectifs que de la direction. De fait, ils ont toujours su faire battre les meilleurs soldats. Comme toujours, les Russes se mystifient eux-mêmes sur leurs forces, colossales sur le papier; fis sont extrêmement faibles dans l'offensive, mais forts dans la défense de leur propre pays. En dehors de leur commandement, leur point le plus faible est la pénurie d'officiers susceptibles de commander les masses énormes, et le pays ne produit pas une telle quantité de gens instruits. Les Turcs sont les meilleurs soldats, mais le commandement est misérable, s'il n'est pas vendu purement et simplement. Enfin les Français souffrent d'un manque d'officiers, étant donné qu'ils sont politiquement trop évolués pour pouvoir tolérer une institution comme le volontariat d'un an et que le bourgeois français est tout à fait opposé à la guerre (personnellement). Nulle part, sauf chez les Allemands, le nouveau système n'a encore subi l'épreuve du feu. Tant en ce qui concerne le nombre que la qualité, ces grandeurs sont donc difficiles à calculer. Ce qui est sûr des Italiens, c'est qu'à effectifs égaux ils sont battus par n'importe quelle armée. Il est absolument impossible de prévoir comment ces différentes grandeurs se grouperont les unes contre les autres dans une guerre mondiale. Le poids de l'Angleterre - tant de sa flotte que de ses énormes ressources - croîtra à mesure que la guerre se prolongera, et si elle hésite, au début, à faire intervenir ses soldats, son corps expéditionnaire pourra tout de même emporter la décision finale.

Tout cela implique que rien ne se passe à l'intérieur de ces différents pays. Or pour ce qui, est de la France, fi est possible qu'une guerre porte au pouvoir les éléments révolutionnaires, qu'en Allemagne une défaite ou la mort du Vieux (Guillaume) provoque un violent changement de système - cela peut à son tour donner lieu à d'autres regroupements des belligérants. Bref, il y aura un chaos et la seule certitude est : boucherie et massacre d'une ampleur sans précédent dans l'histoire; épuisement de toute l'Europe à un degré inouï jusqu'ici, enfin effondrement de tout le vieux système.

Il ne pourrait en découler un résultat direct pour nous qu'à la suite d'une révolution en France, mais celle-ci donnerait aux Français le rôle d'émancipateur du prolétariat européen. Pour ce dernier, ce ne serait pas la solution la meilleure, à mon avis, car elle accroîtrait à l'infini le chauvinisme dans les esprits français. Une crise violente en Allemagne à la suite de la défaite militaire ne serait utile que si elle aboutissait à la paix avec la France. La meilleure solution serait la révolution russe, que l'on ne peut cependant escompter qu'après de très lourdes défaites de l'armée russe.

[1] Bismarck défendait alors l'idée que les puissances russes, autrichiennes et allemandes devaient éviter la guerre parce qu'elles pouvaient redouter la révolution en cas de défaite. Bismarck ne voyait pas seulement ce danger pour la Russie, mais encore pour l'Allemagne : « Au temps où nous vivons, plus qu'à aucune autre époque de l'histoire, il est de l'intérêt des grandes monarchies d'éviter la guerre... même en Allemagne - si contre toute attente nous venions à être vaincus - les chances de la république démocratique ou sociale gagneraient considérablement par notre défaite » (document préparé en français par Bismarck pour servir d'aide-mémoire lors des discussions avec le tsar, lors de sa visite à Berlin en 1887, cf. Die Grosse Politik, V, p. 320).

Ce qui est certain, c'est que la guerre aurait pour premier effet de rejeter notre mouvement M'arrière-plan dans toute l'Europe, voire le disloquerait totalement dans de nombreux pays, attiserait le chauvinisme et la haine entre les peuples, et parmi les nombreuses possibilités négatives nous assurerait seulement d'avoir à recommencer après la guerre par le commencement, bien que le terrain lui-même serait alors bien plus favorable qu'aujourd'hui.

Qu'il y ait ou non la guerre, une chose est acquise : le philistin allemand s'est réveillé avec terreur de son sommeil tranquille et est de nouveau contraint d'intervenir activement dans la politique. Étant donné qu'entre l'actuel bonapartisme prussien sur une base semi-féodale et la république socialiste qui sera notre premier stade, il y a encore de nombreuses phases intermédiaires à parcourir, il ne peut que nous être utile que le bourgeois allemand soit de nouveau obligé à faire son devoir politique en faisant opposition à l'actuel système, afin que les choses se remettent enfin quelque peu en mouvement de nouveau. C'est la raison pour laquelle j'attends avec tant de curiosité -la nouvelle session du Reichstag. Comme je ne reçois aucun journal allemand en ce moment, tu me ferais grand plaisir en m'envoyant de temps à autre des feuilles allemandes avec des comptes rendus de séances importantes, notamment de politique extérieure.

Liebknecht m'a raconté longuement que l'Allemagne était indignée de ce que Bismarck ait plié le genou devant les Russes [1]. Il était avec moi à Eastbourne au bord de la mer : il est très en forme et tout va « merveilleusement » comme toujours; comme les sociaux-démocrates de l'aile droite ne font plus d'histoires tirant à conséquence et ont dû en rabattre quelque peu, Liebknecht peut de nouveau parler sur un ton révolutionnaire et se manifester partout où c'est possible comme l'élément le plus énergique. Je lui ai bien fait comprendre que j'en savais plus sur ces histoires qu'il ne le désirait peut-être, et comme il est en gros sur la bonne voie, il n'y avait absolument aucune raison de ne pas le recevoir très cordialement. Je n'ai aucune idée de ce qu'il a pu te rapporter sur les conversations que nous avons eues, et je n'en suis donc pas responsable.

14 sept. Nouvelle interruption, et je dois faire en sorte que j'en aie fini avant la levée du courrier, afin que tu reçoives cette lettre jeudi matin au plus tard. La Diète hongroise se réunit également ces jours-ci, et les débats sur les salades bulgares n'y manqueront pas. Ce qui serait le plus favorable pour nous, ce serait un refoulement pacifique ou belliqueux de la Russie, car ce serait alors la révolution dans ce pays. Les panslavistes y participeraient alors, mais seraient dupés le lendemain. C'est là un point sur lequel Marx s'exprimait toujours avec la plus grande assurance - et je ne connais personne qui connût si bien la Russie, tant pour ce qui est de ses affaires extérieures, Il disait qu'à partir du moment où le vieux système était brisé en Russie par n'importe qui - n'importe quelle Assemblée représentative -, ce serait la fin de la politique russe d'empiètements et de conquête, si bien que tout y serait alors dominé par les questions intérieures. Et dès lors que cet ultime rempart de la réaction y sera brisé, la répercussion sur l'Europe sera énorme, et nous le remarquerons en premier en Allemagne.

---

[1] Engels évoque le contexte historique de l'humiliation de Bismarck dans son article sur la Situation politique en Europe, cf. Marx-Engels : Le Parti de classe, IV, pp. 71-75.

Engels à A. Bebel, 23-25 octobre 1886.

Je pense aussi que Bismarck s'est engagé bien davantage avec les Russes qu'il n'y était obligé pour garder l'équilibre avec la France. En dehors de ce que tu dis [1] et qui est bien l'essentiel -la raison principale en est que les Russes lui ont dit, et il sait que cela est vrai : « Nous avons besoin de grands succès du côté de Constantinople ou bien, alors, c'est la *révolution. »*

Alexandre Ill, et même la diplomatie russe, ne peuvent conjurer l'esprit panslaviste et chauvin qu'ils ont suscité, sans consentir de lourds sacrifices, car sinon les généraux tordront le cou à Alexandre III, et alors il y aura une assemblée nationale constituante - qu'ils le veuillent ou non. Or ce que Bismarck redoute le plus c'est une révolution russe, car la chute du tsarisme russe entraîne avec elle celle du règne prusso-bismarckien. Et c'est pour cela qu'il met tout en oeuvre pour empêcher l'effondrement de la Russie - malgré l'Autriche, malgré l'indignation des bourgeois allemands, malgré que Bismarck sache qu'il enterre lui aussi en fin de compte son système, qui repose par ailleurs sur l'hégémonie allemande en Europe, et qu'au jour de la mort du vieux Guillaume, la Russie ainsi que la France ne se contenteront plus de simples menaces.

Ce qu'il y a de pire, étant donné la canaillerie des individus qui nous gouvernent, c'est que nul ne peut prévoir quel sera le regroupement des combattants : avec qui l'un s'alliera et *contre* qui il s'alliera. Il est clair que l'issue finale en sera la révolution, MAIS AVEC QUELS SACRIFICES ! AVEC QUELLE DÉPERDITION DE FORCES - ET APRÈS COMBIEN DE TOURMENTS ET DE ZIGZAGS !

Cependant nous avons encore le temps jusqu'au printemps, et d'ici là il peut se passer beaucoup de choses. Cela peut démarrer en Russie, le vieux Guillaume peut mourir et l'Allemagne peut suivre une autre politique, les Turcs (qui maintenant que l'Autriche leur a enlevé la Bosnie, et l'Angleterre l'Égypte, ne voient plus que des traîtres en leurs anciens alliés) peuvent de nouveau sortir du sillage russe, etc.

Tu ne peux pas avoir de plus mauvaise opinion que moi de la bourgeoisie allemande. Mais on peut se demander, si elle ne sera pas obligée, contre sa volonté, par les circonstances historiques, à intervenir de nouveau activement - exactement comme la française. Celle-ci est également misérable en ce moment, et la nôtre la surpasserait certainement, mais elle devrait tout de même œuvrer de nouveau à sa propre histoire. J'ai lu aussi avec satisfaction ce que Berger a dit au Reichstag [2], mais cela ne vaudra qu'aussi longtemps que Bismarck vivra. Je ne doute pas, un instant qu'ils *aient l'intention* de laisser tomber leurs propres phrases « libérales », mais on peut se

---

[1] La Neue Zeit (IV, 1886, n° 11) avait publié un article de Bebel sur l'Allemagne, la Russie et la question orientale. Dans sa lettre du 12-10-1886 à Engels, il avait écrit : « Je pense que Bismarck s'est engagé plus à fond avec la Russie que ce n'était nécessaire eu égard à la France... Il me semble que la Russie opère de sorte qu'elle puisse en découdre seule avec l'Autriche. Si elle force l'Autriche à ouvrir le feu, alors Bismarck ne serait pas obligé d'aider l'Autriche... Si c'était la guerre européenne, je suis certain qu'une révolution européenne s'ensuivrait... Je suis enfin d'avis que c'est précisément ce fait qui retient Bismarck, bien plus que la peur de ne pas être en état d'affronter la Russie et la France.

[2] Le national-libéral Louis Konstanz Berger avait déclaré le 20-5-1886 à la Chambre prussienne qu'il n'attendait plus un gouvernement libéral à son goût et à celui de ses amis, et que dans les conditions existantes il fallait déjà se satisfaire, dans le meilleur des cas, d'un gouvernement conservateur modéré.

Bebel avait écrit dans sa lettre à Engels du 12-10-1886 « Le bourgeois allemand est le plus grand lâche et débile qui soit au monde : dans tous ses membres il y a la peur de nous. »

demander s'ils le pourront, lorsque Bismarck ne sera plus là, lui qui règne à leur place, et qu'ils n'auront plus en face d'eux que des hobereaux simples d'esprit et des bureaucrates bornés, c'est-à-dire des hommes de leur propre calibre moral. Qu'il y ait la guerre ou la paix, l'hégémonie allemande est anéantie depuis quelques mois, et l'on redevient le laquais servile de la Russie. Or, ce n'était que cette satisfaction chauvine, à savoir être l'arbitre de l'Europe, qui cimentait tout le système politique allemand. La crainte du prolétariat fait certainement le reste. Et si ces messieurs les bourgeois sont admis au gouvernement, ils agiront certainement au début comme tu le décris, mais ils seront bientôt obligés de parler autrement. Je vais encore plus loin : même si, après que le charme soit rompu par la mort du vieil Empereur, les mêmes qu'aujourd'hui restaient au pouvoir, ils seraient, ou bien obligés de démissionner à la suite de collisions - pas seulement dues aux intrigues de la Cour -, ou bien ils devraient agir dans le sens bourgeois. Naturellement pas tout de suite, mais avant peu.

Une stagnation telle que celle qui règne actuellement dans le domaine politique en Allemagne et qui évoque véritablement le second Empire [1] ne peut être qu'un état d'exception passager. La grande industrie ne se laisse pas dicter ses lois par de lâches industriels : le développement économique suscite sans arrêt des bouleversements et les pousse jusqu'à l'extrême, bref, il ne souffre pas à la longue que les hobereaux semi-féodaux régentent le pays avec leurs velléités féodales.

Au reste, il est possible aussi qu'à la vitesse à laquelle ils réarment depuis ce printemps ils soient bientôt armés de pied en cap, et qu'ils commencent à avoir peur de déclencher l'affaire, du moins tant qu'existe encore la possibilité d'un compromis réciproque, l'un d'eux propose un plan et des solutions, par exemple que les petits États existant en Europe soient avalés par les grands qui tous participeront à la curée. Il est tout à fait vraisemblable que Bismarck travaille déjà à un tel moyen de sauvetage.

VICTOIRES ÉLECTORALES ?

Retour à la table des matières

Engels à Fr.-A. Sorge, 3 mars 1887.

Nous, pouvons être très satisfaits des élections en Allemagne [2]. L'accroissement des voix est brillant, surtout si l'on considère la pression énorme, non seulement du gouvernement, mais encore

[1] Engels avait défini comme suit la fonction du bonapartisme que Bismarck introduisit à son tour en Allemagne : « La caractéristique du bonapartisme vis-à-vis des ouvriers comme des capitalistes, c'est qu'il les empêche de se battre entre eux. Autrement dit, il défend la bourgeoisie contre les attaques violentes des ouvriers, favorise les petites escarmouches pacifiques entre les deux classes, tout en enlevant aux uns comme aux autres toute espèce de pouvoir politique. » (La question militaire prussienne et le Parti ouvrier allemand, 1865, in : Marx-Engels, Écrits militaires, L'Herne, p. 483.)

[2] Le 14 janvier 1887, Bismarck avait dissous le Reichstag qui n'avait pas voté pour sept ans, mais trois ans seulement son projet de loi militaire. Les élections au Reichstag eurent heu le 21 février 1887. Malgré une propagande effrénée contre la social-démocratie, celle-ci obtint 763 128 voix. Malgré un gain de voix, le nombre des mandats sociaux-démocrates tomba de 24 à 11, à la suite de la tactique électorale suivie par le cartel favorable à Bismarck et un découpage électoral adéquat. Le nouveau Reichstag vota le programme de Bismarck pour sept ans.

des fabricants qui, partout où c'était possible, contraignirent leurs ouvriers à choisir entre le licenciement et le vote obligatoire pour les bismarckiens. Je crains que cela ne se répète encore dans les élections de ballottage, dont les résultats ne sont pas encore connus ici. Le pape interdit aux catholiques de voter pour nous, ces messieurs les progressistes préfèrent les bismarckiens, aux socialistes, et les fabricants exercent leur pression directe - et si dans de telles conditions nous arrachons encore quelques sièges, nous les aurons vraiment gagnés [1]. Cependant ce n'est pas le nombre des sièges qui importe, mais uniquement la démonstration statistique du progrès ininterrompu du parti.

Tu estimes que nos gens se discréditent en faisant élire des gens comme Geiser, Frohme, Viereck, etc. [2]. Mais ils ne peuvent faire autrement. Ils doivent prendre les candidats où ils les trouvent et tels qu'ils les trouvent. C'est le sort commun à tous les partis ouvriers lorsque les chambres ne versent pas d'indemnités parlementaires. Mais cela est sans importance.

Nos gens ne se font pas d'illusions sur leurs représentants; la meilleure preuve en est la défaite complète de la fraction parlementaire dans sa lutte contre le *Sozialdemokrat.* Et ces messieurs les parlementaires le savent aussi fort bien, ceux de l'aile droite savent qu'ils ne sont tolérés qu'à cause de la loi anti-socialiste et s'envoleront dès que le parti aura de nouveau obtenu sa liberté d'action [3]. Et alors encore la représentation parlementaire sera assez minable; mais je pense qu'il est préférable que le parti soit meilleur que ses héros parlementaires - que l'inverse.

En ce qui concerne Liebknecht, tu peux aussi être tranquille. On le considère en Allemagne pour ce qu'il est. J'ai rarement connu un homme sur lequel les jugements des gens les plus divers concordent à ce point. Alors qu'il s'imagine qu'il les a tous dans sa poche, ils le jugent de manière très critique. Il est d'un optimisme incorrigible, notamment pour toutes les affaires dans lesquelles il a trempé. Il croit fermement qu'il est l'âme du mouvement, qu'il fait tout, dirige tout, et que ce ne sont que les autres « ânes » qui gâchent les choses; il est fortement enclin à ne vouloir que des affaires bien ordonnées et pour cela il masque toutes les oppositions sous un flot de paroles; enfin, il ne peut s'empêcher d'obtenir des succès extérieurs à tout moment - même au prix de pertes durables. Or tout le monde se rend parfaitement compte de toutes ces tendances de Liebknecht. Mais tout le monde sait aussi que tous ces défauts ne sont que le revers de ses précieuses qualités, et que, sans ces faiblesses, il ne pourrait réaliser ce qu'il réalise effectivement. Tant que Bebel demeurera à ses côtés, il occasionnera bien sûr beaucoup de contrariétés et d'ennuis, mais il ne fera pas de gaffes majeures. Et quand l'heure de la scission d'avec les petits bourgeois aura sonné, il les défendra certes jusqu'à la dernière minute, mais il sera au bon endroit au moment décisif.

J'espère que ta santé s'améliorera avec le printemps.

---

[1] Le scrutin de ballottage permit aux sociaux-démocrates de gagner encore 5 sièges, à Breslau, Elberfeld, Francfort-sur-le-Mein, Hanovre et Solingen.

[2] Dans la correspondance publiée par Sorge, celui-ci réduit cette liste au seul Viereck, cf. Briefe und Auszüge aus Briefen von Joh. Phil. Becker usw., Stuttgart 1906. Il en est de même dans sa traduction française des Éditions Costes.

[3] Ce jugement pessimiste témoigne du peu d'estime qu'Engels pouvait avoir pour les parlementaires sociaux-démocrates. Est-il besoin de dire que sa prévision de l'exclusion des députés sociaux-démocrates opportunistes ne s'est pas vérifiée après l'abrogation de la loi anti-socialiste - au grand dam du mouvement ouvrier allemand. Dans ce cas, comme dans presque tous les autres, les jugements sévères d'Engels, contre les déviations opportunistes, n'ont pas eu d'effet pratique.

Engels à Julie Bebel, 12 mars 1887.

Si je prends la liberté de vous écrire aujourd'hui, c'est dans l'espoir d'avoir grâce à vous quelques nouvelles de, mon ami Bebel qui séjourne pour l'heure dans l'institution close de Zwickau [1]. Depuis le séjour de Singer à Londres en décembre, je suis sans nouvelles de Bebel. De toute façon, je sais que son emprisonnement n'aura aucun effet sur son énergie morale, mais je serais néanmoins heureux d'apprendre que sa santé physique ne se trouve pas défavorablement affectée. Il a dû être très dur pour lui d'être derrière les barreaux durant la lutte électorale, mais il peut se réjouir d'autant plus des résultats, qui correspondent littéralement à la prédiction qu'il a faite avec moi il y a quelques mois déjà : fort accroissement du nombre de voix, niais perte de mandats [2]. Il est facile de prendre son parti de cette dernière - car seule l'absence de Liebknecht représente une véritable perte -, et qui plus est c'est même un avantage à de nombreux points je vue. C'est ce que reconnaissent même des gens dont on attendrait difficilement cet aveu, à savoir des gens qui sont intérieurement satisfaits du parlementarisme, et déclarent maintenant à qui veut l'entendre que c'est une bonne chose que le parti et surtout sa fraction parlementaire ait échappé au danger de succomber aux tentations parlementaristes. C'est une excellente chose que les raisins deviennent parfois acides! En revanche les 225 000 voix nouvelles que nous avons conquises, malgré la pression la plus vive, représentent un nouveau pas en avant qui a eu son effet dans toute l'Europe et l'Amérique, et ils gâchent même le triomphe momentané de messieurs nos gouvernants.

C'est précisément cette absence de précipitation, ce progrès mesuré, mais sûr et irrésistible qui a quelque chose de formidablement imposant et qui doit susciter chez nos gouvernants le même sentiment d'angoisse qu'éprouvait le prisonnier de l'Inquisition d'État à Venise à la vue des murs de sa cellule qui avançaient d'un pouce chaque jour, si bien qu'il pouvait calculer avec précision le jour où il devait être broyé entre les quatre murs.

Pendant tout l'automne et l'hiver, la diplomatie russe et prussienne a œuvré pour réussir à mener une guerre localisée et pour éviter une guerre européenne. Les Russes eussent bien aimé écraser la seule Autriche, et la Prusse la seule France, tandis que les autres eussent assisté au spectacle. Hélas ces gentils efforts se contrecarraient réciproquement, car celui qui eût frappé le premier eût provoqué une guerre mondiale. Tout enfant - sauf les tristes sires qui gouvernent l'Europe - sait fort bien que le temps des guerres localisées est passé, mais les grands hommes d'État sont bien obligés maintenant de s'en rendre compte eux aussi, et ils redoutent tout de même un peu un conflit incendiant le monde entier, car ses effets sont imprévisibles et leur contrôle échappe aux armées prussienne et russe elles-mêmes. Et c'est en quoi réside, à mon avis, la seule garantie de paix que nous ayons encore...

---

[1] A. Bebel, I. Auer, J.H.W. Dietz, P.H. Müller, C. Ulrich, L. Viereck. G. von Vollmar, K.Fr. Frohme et St. Heinzel furent jugés devant le tribunal de Chemnitz pour avoir « fomenté une association secrète ». L'aeçusationse fondait sur leur participation au congrès illégal de Copenhague. Mais les accusés durent être acquittés. Le ministère public fit alors opposition au jugement, et l'affaire fut finalement renvoyée pour de nouveaux délais devant le tribunal de Freiberg. Celui-ci condamna Auer, Bebel, Ulrich, Viereck, Vollmar et Frohme à neuf mois de prison et Dietz, Müller et Heinzel à six mois. Bebel fut emprisonne à Zwickau du 15 novembre 1886 au 14 août 1887.

[2] Lors des élections du 21 février 1887, Liebknecht se présenta à Offenbach (7 957 voix), à Brème (7 742) et à Mitweida (7 655). Dans ces trois villes, il gagna à chaque fois des voix, sans obtenir cependant une majorité. Ce n'est qu'à l'occasion d'une élection partielle à Berlin, le 30 août 1888 qu'il retrouva son siège au Reichstag.

Engels à H. Schlüter, 19 mars 1887.

C'est une véritable chance que les nôtres ne forment plus de « fraction » au Reichstag [1], du moins pour quelques années. Il est réjouissant de voir combien le « parlementarisme » tombe en discrédit subit chez tant de gens dont on n'attendrait pas une telle attitude. Le principal, c'est la rapidité irrésistible et sans cesse croissante de l'augmentation des suffrages.

Nous menons une guerre de siège contre notre ennemi, et tant que nos tranchées ne cessent de progresser et de resserrer l'étau, tout va bien. Nous sommes maintenant tout près du second parallèle, où nous dresserons nos, batteries démontables et pourront déjà faire taire l'artillerie adverse. Or, si nous sommes déjà assez avancés pour que les assiégés ne puissent être dégagés momentanément de ce blocus par une guerre mondiale, alors nous pouvons calculer le moment où l'artillerie qui ouvrira des brèches dans le glacis adverse commencera son tir et où nous pourrons passer à l'attaque. Mais jusque-là, la lente et tranquille progression des travaux du siège sont la meilleure garantie contre un assaut prématuré et contre des sacrifices inutiles.

Le plus drôle dans tout cela, c'est que les assiégés proclament l'état de siège contre nous, les assaillants!

---

1 La social-démocratie allemande ne disposait plus que de 11 sièges au Reichstag après les élections du 21 février 1887. Pour pouvoir déposer des motions ou des interpellations, il fallait réunir au moins 15 députés.

IV.

SUCCÈS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE

Retour à la table des matières

« En Allemagne les choses se développent de manière régulière. C'est une armée bien organisée et bien disciplinée, qui devient chaque jour *plus* grande et avance d'un pas assuré, sans se laisser détourner de son but. En Allemagne, on peut pour ainsi dire calculer M'avance le jour où notre parti sera le seul en mesure de prendre en main le pouvoir » (Engels à Pablo Iglesias, 26-03-1894).

FONDATION DE LA IIe INTERNATIONALE

Retour à la table des matières

Engels à August Bebel, 5 janvier 1889.

Il faut que je t'écrive aujourd'hui à la demande [de P. Lafargue] sur deux points délicats, si ma vue le permet. Dans les deux cas, on craint que Liebknecht, à l'occasion du voyage qu'il a prévu de faire ici et à Paris, ne veuille engager le parti dans une direction non souhaitable (surtout s'il vient *seul),* et je ne peux donner tort à ceux qui le craignent, étant donné qu'il est sujet à des sautes d'humeur, qui à leur tour reposent sur le fait qu'il s'illusionne sur lui-même [1].

---

[1] Les textes de ce chapitre montrent le rôle décisif joué par Engels dans la création de la IIe Internationale, et l'on est proprement étonné de voir l'inconséquence et le manque de sens politique dont ont fait preuve à cette occasion les dirigeants français et plus encore, si l'on peut dire, allemands du mouvement ouvrier. À propos de Bebel lui-même, Engels écrit : « Tu ne peux avoir idée de la naïveté des Allemands. J'ai eu une peine infinie à faire comprendre même à Bebel de quoi il s'agissait en réalité, bien que les possibilistes le savaient fort bien et le proclamaient tous les jours » (Engels à F.-A. Sorge, 8 juin 1889). D'après la lettre de P. Lafargue à Fr. Engels, il semble même que Bebel ait renoncé à combattre les possibilistes : « Dans sa lettre, Bebel dit qu'il serait ridicule de tenir un autre congrès international si les possibilistes organisent leur congrès » (23-3-1889).

Le mouvement ouvrier français traversait à cette époque l'une des périodes les plus sombres de son histoire, et c'est pour lui venir en aide qu'Engels entreprit essentiellement de faire échec aux possibilistes en apportant aux

À Paris, il s'agit du congrès international [1] (ou des deux congrès, celui des possibilistes ou des nôtres) décidé au congrès des syndicats à Bordeaux en novembre [2] et récemment encore au congrès socialiste de Troyes [3]. Lafargue redoute que Liebknecht ne se soit laissé entraîner parles possibilistes et qu'il puisse admettre que vous participiez à *leur* congrès. J'ai écrit à. Lafargue qu'à mon avis cela était absolument exclu de votre part. Les possibilistes ont lutté à mort contre les nôtres, ceux qu'on appelle les marxistes, en se targuant d'être la seule église, celle « hors de laquelle il n'est point de salut », après avoir absolument interdit toute liaison et toute action commune avec les autres - les marxistes aussi bien que les blanquistes - et conclu une alliance avec l'église londonienne « hors de laquelle il n'est point de salut » - la Social *Democratic Federation* - dont le but - et non le moindre - est de combattre partout le Parti allemand jusqu'à ce qu'il cède, se rallie à cette triste bande et abjure toute communauté de vue avec les autres français et anglais. Par-dessus le marché, il se trouve que les possibilistes sont vendus à l'actuel gouvernement, qui leur paie leurs frais de déplacement, de congrès et de presse à partir de fonds secrets - tout cela sous prétexte de combattre Boulanger et de défendre la République, donc aussi les exploiteurs opportunistes de la France - les Ferry, etc. -, leurs actuels alliés. Et ils défendent l'actuel gouvernement radical qui, pour rester en place, doit exécuter toutes les besognes les plus dégoûtantes pour le compte des opportunistes [républicains bourgeois modérés des années 1880]. Ceux-ci ont, par exemple, fait taper sur le peuple lors de l'enterrement d'Eudes, et à Bordeaux, à Troyes comme à Paris il s'en prend aux drapeaux rouges avec plus de rage que n'importe quel gouvernement précédent [4].

« marxistes » français l'appui décisif de la nouvelle Internationale dans laquelle le social-démocrate devait jouer un rôle de premier plan.

C'est en se basant sur la force matérielle du parti allemand qu'Engels parvint au bout du compte à surmonter tant d'obstacles et put même mettre au pas, si l'on peut dire, les velléités des dirigeants des partis ouvriers des petits pays de jouer les trublions dans le mouvement international. Dans sa lettre du 27-9-1890 à F.-A. Sorge, Engels écrit finalement que les résultats essentiels du congrès de fondation de la IIe Internationale ont été : « Premièrement, noirs avons montré en 1889 aux petits (Belges, Hollandais, etc.), grâce à notre propre congrès, que nous ne nous laissons pas mener par le bout du nez par eux, et Us feront attention la prochaine fois. Deuxièmement, les possibilistes semblent en pleine dissolution. »

On trouvera divers textes sur la création de la IIe Internationale dans les ouvrages suivants : Pr. Engels-P. et L. Lafargue, Correspondance, tome Il, 1887-1890, Paris, Éditions sociales; Correspondance Fr. Engels, K. Marx et divers publiée par F.-A. Sorge, vol. II, Éditions Costes; Marx-Engels, Le Parti de classe, tome IV, pp. 33-36.

1 Le congrès de Saint-Gallen de la social-démocratie allemande avait chargé le Comité central en 1887 « de convoquer de concert avec les organisations ouvrières d'autres pays un congrès ouvrier international pour l'automne 1888 ». Un peu auparavant le congrès des syndicats britanniques avait décidé, lui aussi, de convoquer une conférence ouvrière internationale en 1888. Le parti allemand entra en liaison avec les syndicats anglais et déclara qu'il était disposé à renoncer à son propre congrès, s'il était invité au leur, mais sans résultat. En effet, les syndicats insistèrent sur les conditions d'admission au congrès prévu à Londres, conditions inacceptables aussi bien pour les syndicats que pour le parti allemand. Le congrès fut donc remis à plus tard, les négociations s'avérant interminables.

2 Les syndicats français tinrent leur congrès national du 28 octobre au 4 novembre à Bordeaux. La plupart des 272 fédérations ou chambres syndicales étaient représentées par des délégués - « marxistes ». Après que la police ait déclaré que le congrès était dissous parce qu'un drapeau rouge était étalé sur la tribune, les séances se poursuivirent à Le Bouscat, dans la banlieue de Bordeaux. Le congrès décida de convoquer, à l'occasion du centième anniversaire de la révolution française, un congrès ouvrier international à Paris. Cette décision fut ratifiée au congrès de Troyes.

3 Le congrès de Troyes se tint en décembre 1888 et ratifia la proposition du congrès des syndicats de Bordeaux. Il décida également de présenter la candidature du terrassier Boulé (contre Boulanger) à la suite des élections partielles qui devaient avoir lieu à la suite de la mort du député socialiste Hude.

4 Engels fait allusion à l'incident survenu au congrès des syndicats à Bordeaux, cf. note no 187. L'enterrement du général de la Commune Émile Eudes fut l'occasion le 8 août 1888 d'une gigantesque manifestation des ouvriers

Marcher de concert avec cette bande serait renier toute la politique extérieure que vous avez menée jusqu'ici. Il y a deux ans, cette bande a fait cause commune à Paris avec les syndicats anglais vendus pour s'opposer aux revendications socialistes [1], et s'ils ont pris une autre position en novembre, c'était parce qu'ils ne pouvaient faire autrement. Avec cela, ils ne sont forts qu'à Paris, et ils n'existent pas en province. La preuve: ils ne peuvent pas tenir de congrès à Paris, parce que les provinciaux ou bien ne viendraient pas, ou bien leur seraient hostiles, et en province, ils ne peuvent pas non plus tenir de congrès. Il y a deux ans, ils se sont rencontrés dans un coin perdu des Ardennes, et cette année ils croyaient pouvoir trouver un refuge à Troyes, où certains conseillers municipaux avaient trahi leur classe après les élections et avaient rejoint les rangs des possibilistes. Mais ceux-ci ne furent pas réélus, et leur comité - leur propre comité - invita *tous* les socialistes français [2]. Là-dessus ce fut la plus grande indignation dans le camp parisien; on chercha à revenir sur tout cela, mais vainement. C'est ce qui explique qu'ils n'allèrent pas à leur propre congrès, dont nos marxistes s'emparèrent et tinrent avec éclat. Tu peux voir d'après le document ci-inclus du congrès syndical de Bordeaux de novembre, ce que les syndicats de province pensent d'eux. Ils ont neuf hommes au Conseil municipal de Paris, et leur tâche principale est de contrecarrer par tous les moyens l'activité socialiste de Vaillant, de trahir les ouvriers et de recevoir en échange, pour eux et leurs caudataires, de l'argent et le monopole sur les bourses du travail [3].

Les marxistes, qui dominent en province, sont le *seul* parti anti-chauvin de France et se sont rendus impopulaires à Paris en raison de. leur prise de position en faveur du mouvement ouvrier allemand [4] : prendre part à un congrès qui leur serait hostile, ce serait une gifle que vous vous donneriez à vous-mêmes en plein visage.

---

parisiens. Les manifestants portèrent d'innombrables drapeaux rouges et revendiquèrent l'instauration d'une nouvelle Commune. La police dispersa de force la manifestation.

[1] Engels fait allusion à la conférence internationale réunie en 1886 à Paris parles possibilistes. Se limitant aux simples questions économiques, la conférence avait abordé les questions d'une législation internationale du travail, de la journée de travail « normale », ainsi que de la formation professionnelle. Cette conférence chargea, en outre, les possibilistes de la convocation d'une conférence internationale à Paris pour 1889. La conférence de 1886 révéla l'extrême faiblesse des opportunistes et de leurs alliés : outre eux-mêmes, quelques délégués des syndicats anglais et quelques Belges, l'assistance était composée d'un Allemand, d'un Australien, d'un Suédois, d'un Autrichien et d'un délégué d'une association allemande de Londres.

Le Congrès des syndicats anglais de Londres confirma en 1888 la décision de charger les possibilistes de la préparation d'un congrès international en 1889 à Paris,

[2] En décembre 1888, les possibilistes avaient prévu de tenir un congrès ouvrier à Troyes. Or comme le comité d'organisation local eut l'idée d'inviter des délégués de toutes les formations ouvrières et socialistes de France, et donc aussi les marxistes, les possibilistes renoncèrent finalement à assister au congrès.

[3] Les bourses du travail étaient des institutions créées après 1885 auprès des municipalités des grandes villes et constituées par les représentants des divers syndicats de métier. Au début, elles étaient conçues comme organes de l'État et recevaient très fréquemment des subsides officiels, étant donné qu'on entendait les utiliser pour détourner les ouvriers de la lutte de classe. Les bourses du travail se chargeaient de procurer du travail aux chômeurs, de créer de nouveaux syndicats, de former des militants syndicaux et enfin des questions de grève.

[4] Dans sa lettre à P. Lafargue du 3 octobre 1889, Engels cite un exemple concret de la collaboration entre le parti français et allemand : « J'ai écrit à Bebel pour qu'on envoie un peu d'argent pour l'élection de Guesde, dont j'apprécie parfaitement l'importance. J'espère que ce sera accepté, mais il faut considérer que les Allemands ont déjà donné 500 fis pour le congrès, 1 000 pour Saint-Étienne, 900 pour le rapport du congrès (dont la première livraison ne fait guère honneur à ceux qui l'ont rédigée, et, dirait-on, s'y sont donnés un mal terrible pour estropier les noms), 2 500 pour le journal pour lequel ils réservent, en outre, plus de 3 500 frs. Cela fait 8 400 frs votés pour des objets internationaux, et cela à la veille de leurs propres élections générales! »

Engels à Paul Lafargue, 27 mars 1889.

Vous connaissez la formule de Hegel : tout ce qui a été gâté l'a été pour de bonnes raisons. Et vos amis parisiens se sont donnés le plus grand mal pour en démontrer la justesse. Voici les faits : après la disparition du *Socialiste,* votre parti s'est effacé de la scène internationale. Vous aviez abdiqué, et vous étiez morts pour les autres partis socialistes à l'étranger. C'était entièrement la faute de vos ouvriers, qui, ne voulaient ni lire, ni soutenir l'un des meilleurs organes que le parti ait jamais eus. Mais après avoir ruiné votre organe de communication avec les autres socialistes, il vous faut inévitablement subir les conséquences naturelles de cette action.

Les possibilistes étant restés seuls possesseurs du champ de bataille, profitèrent de la situation que vous leur avez faite : ils ont trouvé des amis - Bruxellois et Londoniens -grâce auxquels ils apparaissent maintenant dans le monde comme les seuls représentants des socialistes français. Ils ont réussi à attirer à leur congrès les Danois, les Hollandais et les Flamands, et vous savez quelle peine nous avons eue à annihiler les succès remportés par eux. Or voici que les Allemands vous offrent l'occasion, non seulement de revenir en scène avec éclat, mais de vous voir reconnus par tous les partis organisés *d'Europe, comme* les seuls socialistes français avec lesquels ils veulent fraterniser. On vous offre l'occasion d'effacer d'un seul coup l'effet de toutes les erreurs commises, de vous rétablir dans la situation que vous méritez par votre intelligence théorique, mais que votre tactique erronée a compromise; on vous offre un congrès, où se présenteront tous les partis ouvriers véritables - même les Belges. On vous offre la possibilité inespérée d'isoler les *possibilistes qui* devront ainsi se borner à tenir un congrès fantôme. En somme, on vous offre bien plus que vous n'étiez en droit d'espérer, étant donné la situation que vous vous étiez faite vous-mêmes. Eh bien, la saisissez-vous des deux mains ? Pas du tout, vous jouez à l'enfant gâté, vous marchandez, vous demandez plus, et quand enfin on parvient à vous faire accepter ce qui est convenu par tous, vous vous lancez dans des considérations qui compromettent tout ce qu'on a obtenu pour vous.

Il n'est qu'une chose qui doive vous intéresser, c'est qu'il y ait un congrès à Paris, où vous soyez reconnus par tous comme le seul parti socialiste français au plan international et qu'à l'inverse le congrès des possibilistes soit un congrès fantôme, en dépit de tout l'éclat que peuvent lui procurer le 14 Juillet et les fonds secrets. Tout le reste est secondaire, et moins que secondaire. Pour vous remettre sur pieds, il faut que votre congrès se réunisse, et peu importe alors qu'il soit un four aux yeux du public bourgeois. Pour reconquérir votre position en France, il faut qu'au plan international on vous reconnaisse et condamne les possibilistes. On vous l'offre - et vous faites la moue!

Comme je vous l'ai déjà dit, je crois que la date que vous proposez est la meilleure pour ce qui concerne l'effet *en France. Or* il aurait fallu que vous en parliez à La Haye [1]. Ce n'est pas la faute

Il faut dire à l'honneur du Parti ouvrier français qu'il ne demeura pas en reste, bien que son geste fût plutôt symbolique : « Les Français collectent pour vos élections; je doute fort qu'il en sorte quelque chose d'important, niais ce qui est l'essentiel, c'est la démonstration internationale » (à Bebel, 23-01-1890).

[1] Une conférence internationale des socialistes s'était tenue à la Haye le 28 février 1889 à l'instigation des sociaux-démocrates allemands en vue de définir les conditions pour la tenue d'un congrès ouvrier international à Paris. Y assistèrent des représentants de l'Allemagne, de la France, de la Belgique, de la Hollande et de la Suisse. Les possibilistes déclinèrent l'invitation qui leur avait été faite de participer à la conférence et n'acceptèrent donc pas ses résolutions. -La conférence de la Haye fixa aussi bien la date que les prérogatives et l'ordre du jour du congrès,

aux autres, si au moment décisif vous êtes passés dans la pièce voisine de sorte que tout s'est passe sans vous. J'ai scrupuleusement exposé vos arguments à Bebel, en le priant de les considérer avec soin, mais j'ai dû ajouter qu'à mon avis il fallait assurer la tenue du congrès, quelle qu'en soit la date, et que toute démarche compromettant cette réunion serait un faux pas. N'oubliez pas qu'en rouvrant les débats sur la date, vous allez vous perdre dans des discussions et des chamailleries sans fin et que vous aurez probablement réuni toutes les voix vers la fin octobre pour vous réunir... le 14 juillet, si toutefois on s'accorde sur une nouvelle date quelconque sans une nouvelle conférence qui n'aura certainement jamais lieu.

Et alors vous m'écrivez avec une naïveté toute parisienne : « On attend avec impatience la fixation *de* la date du congrès international! » Or cette date était fixée fin septembre, et le même « on » (qui « attend ») - ce même « on » veut bouleverser cette date et ouvrir un nouveau débat! « On » devra attendre jusqu'à ce que les autres aient pris connaissance des nouvelles propositions de ce même « on », les aient discutées et se soient mis d'accord - si toutefois un tel accord est possible!

« On s'attend aussi à ce que les Belges protestent. » Or ce ne sont pas seulement les Belges qui protesteront, tous sont bien décidés à protester. Nous aurions certainement déjà à faire face à cette protestation, si vous n'aviez pas tout remis en question en demandant de changer la date. Or tant que l'on ne se sera pas mis d'accord là-dessus, rien ne sera fait.

Acceptez donc ce que l'on vous offre, car le point décisif c'est bien la victoire sur les *possibilistes. Ne* compromettez pas la tenue du congrès, ne donnez pas de prétexte aux Bruxellois de se tirer d'affaire, de tergiverser et d'intriguer. N'embrouillez pas de nouveau ce que l'on a conquis pour vous! Vous ne pouvez pas avoir tout ce que vous désirez, mais vous pouvez avoir la victoire.

Ne poussez pas les Allemands qui font tout pour vous, au point qu'ils devront désespérer d'agir de concert avec vous. Retirez votre demande de changement de date, agissez en hommes, et non en enfants gâtés who want to eat *their cake and* to have it (qui veulent manger leur gâteau et l'avoir encore) - sans cela, je le crains, il n'y aura pas de congrès, et les possibilistes se moqueront de vous, et avec raison.

Bien à vous,

F. E.

P.-S. - Naturellement j'ai écrit à Bebel que vous *acceptez toutes* les résolutions *de La Haye,* mais il rétorquera qu'à la fin vous remettez tout en question.

Je n'ai pas trouvé Bernstein, je ne pourrai donc vous expédier les adresses suisses que demain. Notre pamphlet commence à faire son effet ici [1].

---

et permit de préparer le congrès de fondation de la IIe Internationale; Engels joua un rôle déterminant dans la mise en œuvre de cette conférence de la Haye.

[1] Engels fait allusion au pamphlet intitulé « Le congrès ouvrier international de 1889. Une réponse à la Justice », publié dans le Sozialdemokrat des 30 mars et 6 avril 1889. Bernstein avait rédigé un premier texte de ce pamphlet à l'initiative d'Engels en réponse à l'article de la Justice du 16 mars 1889 intitulé « Les sociaux -démocrates allemands « officiels » et le congrès international à Paris ». Engels reprit le texte de Bernstein commentant et reproduisant les résolutions de la Haye et en tira le pamphlet, publié en anglais, traduit ensuite en allemand, et

Engels à Wilhem Liebknecht, 5 avril 1889.

Notre pamphlet - diffusé à quelque 2 000 exemplaires à Londres et 1 000 en province et, grâce à Eléanore Marx, aux endroits justes - a fait l'effet d'une bombe et a ouvert une énorme brèche dans le réseau des intrigues de Hyndman-Brousse, et ce, à l'endroit décisif. Les gens d'ici ont subitement été éclairés sur le contenu réel de l'affaire et se sont aperçus que Hyndman leur a honteusement menti sur le congrès, les partis socialistes français, les Allemands et le congrès de La Haye, et leur a caché les faits les plus importants. Les éléments rebelles et progressifs des syndicats que Hyndman était en passe d'attraper s'adressent maintenant à Bernstein, et tout le monde réclame des éclaircissements supplémentaires. Dans son propre camp - la Social Democratic Federation - Hyndman se heurte également à une opposition, de sorte que notre pamphlet a fait vaciller le seul allié sûr des possibilistes, la Social *Democratic Federation. La* conséquence en est qu'abandonnant son langage arrogant d'antan, Hyndman répond tout à fait *merdeusement* dans la *Justice,* en faisant un repli concentrique. Tu trouveras ci-joint cet article. Jamais encore Hyndman n'avait amorcé une retraite aussi honteuse, et l'article nous procurera de nouveaux succès. D'un seul coup, le *Sozialdemokrat* a conquis à Londres une position qui force le respect et réclamerait des années d'effort en d'autres circonstances. Au lieu de nous engueuler, on nous prie maintenant littéralement de ne pas mettre en œuvre deux congres.

Bon! Bernstein me répondra qu'il ne peut parler qu'en son nom, mais qu'il croit pouvoir dire que si les possibilistes voulaient accepter intégralement et sans délai les résolutions de la Haye, alors il ne serait pas encore trop tard peut-être pour s'unir, et qu'il agirait avec plaisir en ce sens.

Les possibilistes Ont reçu de mauvaises nouvelles d'Espagne, leur agent Gély ayant purement et simplement été renvoyé chez lui à Madrid, où nous avons tout en mains; il n'a pu obtenir quelques assurances que chez un syndicat de Barcelone. Enfin les Belges semblent être plus obstinés que les possibilistes ne le pensaient et il est très possible que ce dernier coup - qui fait vaciller leur principale réserve - les amollira - Et comme le fer est chaud en ce moment, il faut le battre maintenant : il serait bon que tu recopies autant que possible *littéralement la* lettre ci-après à Bernstein [1], que tu lui enverras par retour de courrier. J'envoie la même lettre à Bebel, avec la même prière. Mais reproduis-la *autant que possible littéralement,* car une seule expression impropre pour la situation que nous connaissons ici nous empêcherait d'en faire usage. Il est possible aussi que ces lettres soient ensuite publiées. Il importe d'amener Hyndman à agir sur les possibilistes dans *notre* sens; si cela se produit, ils se feront tout petits, et nous avons sauvé *un* congrès.

Tout cela a été convenu aujourd'hui entre Bernstein et moi. Et je te permets maintenant en réponse à ma lettre d'hier [2] de dire une, fois de plus que je suis l'homme le plus grossier d'Europe.

---

publié dans le Sozialdemokrat sous la signature de Bernstein. Ce texte contribua à ruiner les intrigues des possibilistes français qui, avec l'aide des chefs opportunistes de la fédération sociale-démocrate anglaise, tentaient de prendre la direction du congrès ouvrier international de 1889.

1 Nous reproduisons cette lettre « arrangée » dans le texte à la fin de la lettre d'Engels à Liebknecht.

2 Les éditeurs de l'Institut Marx-Engels, etc. de Moscou déclarent qu'on ne dispose pas de la correspondance, de Liebknecht de toute cette période, où il a joué précisément un rôle de tout premier plan (Marx-Engels Werke 37, note no 196, p. 569).

« **Cher Bernstein**,

« Je suis très heureux d'apprendre que la *Social Democratic Federation* se montre plus conciliante. Cependant, à la suite du refus que les possibilistes ont opposé aux résolutions de la Haye, nous sommes obligés, que nous le voulions ou non, d'agir indépendamment et nous devons convoquer un congrès, dont l'accès reste néanmoins ouvert à tous et décide souverainement de toutes ses propres affaires. Les préparatifs en sont en cours et ne peuvent être interrompus.

« Si la Social *Democratic Federation* veut sérieusement l'unification, alors elle peut indubitablement y contribuer à présent. Il n'est peut-être pas trop tard. Il est possible que l'unification se réalise encore, si les possibilistes acceptent *purement et simplement* les décisions de la Haye - mais très vite, car nous ne pouvons pas subir de nouveaux retards par un nouveau refus.

« Je ne peux parler ici au nom du Parti allemand, étant donné que la fraction n'est pas réunie, et moins encore au nom des autres groupes réunis à la Haye. Mais je veux bien promettre ceci : au cas où les possibilistes déposeraient par écrit avant le 20 avril cr. entre les mains des délégués belges Volders et Anseele qu'ils acceptent sans conditions les résolutions de la Haye, alors je ferai ce qui est en mon pouvoir pour permettre l'unification et la venue des possibilistes au congrès à convoquer dans les conditions proposées par les résolutions de la Haye.

Ton W. L. »

[P.S. d'Engels :] La date du 20 avril est importante, parce que la décision doit intervenir *avant le congrès national belge du 21.*

Ci-inclus le *Sozialist : les* Américains sont tout à fait du côté de Bernstein.

Ce qui a fait plus d'effet que n'importe quel autre texte, c'est la publication des résolutions de la Haye [1] sur lesquelles Hyndman n'avait écrit que des mensonges et qui a fait un effet énorme étant donné qu'il se limitait effectivement à des exigences de choses qui vont de soi.

Engels à Karl Kautsky, 21 mai 1889.

Je dispose enfin de quelques minutes pour t'écrire. Le maudit congrès avec tout ce qu'il entraîne avec lui m'a enlevé tout mon temps depuis 3 mois: écrire ici et là, courir sans arrêt et se crever complètement et, avec cela, des contrariétés, des irritations et des chamailleries. Ces braves Allemands, surtout depuis St. Gallen, s'imaginaient qu'il leur suffisait de convoquer un congrès - et ça y est : *jehi ôr, vajehi ôr !* (Comprenne qui pourra!) Depuis qu'ils ont surmonté leurs querelles

[1] Une conférence internationale des socialistes s'était tenue à la Haye le 28 février 1889 à l'instigation des sociaux-démocrates allemands en vue de définir les conditions pour la tenue d'un congrès ouvrier international à Paris. Y assistèrent des représentants de l'Allemagne, de la France, de la Belgique, de la Hollande et de la Suisse. Les possibilistes déclinèrent l'invitation qui leur avait été faite de participer à la conférence et n'acceptèrent donc pas ses résolutions. -La conférence de la Haye fixa aussi bien la date que les prérogatives et l'ordre du jour du congrès, et permit de préparer le congrès de fondation de la IIe Internationale; Engels joua un rôle déterminant dans la mise en œuvre de cette conférence de la Haye.

intestines, ils se figurent que, dans tout le monde socialiste, il règne l'amour et l'amitié, la paix et la concorde [1]. Ils n'ont pas la moindre idée de ce que signifie la convocation du congrès - ou bien se plier à l'alliance Brousse-Hyndman, ou bien lutter contre eux. Cependant même après avoir acquis une expérience suffisante à présent, cela ne leur semble toujours encore pas tout à fait clair : ils se bercent de l'illusion d'unir les *deux* congrès, dès qu'ils se seront réunis et avec cela ont une sainte horreur du seul moyen de lutte qui pourrait amener ce résultat : montrer les dents aux Brousse-Hyndman [2]. Si l'on connaît bien ces gaillards, on sait clairement qu'ils ne reculent que devant la force et considèrent toute concession comme un signe de faiblesse. Au lieu de cela, Liebknecht demande qu'on les ménage : il faudrait non seulement qu'on ne les touche qu'avec des gants, mais encore qu'on les porte presque dans ses mains. Liebknecht a fourvoyé toute l'affaire et nous a mis dans la mélasse. La conférence de la Haye a été qualifiée ici par Hyndman de *caucus* [3], parce qu'il n'y était pas invité (ce qui était déjà une bêtise). Elle cessa effectivement d'être un caucus, dès lors que les possibilistes n'y vinrent pas, et acquit son importance à partir du moment où l'on se procura l'adhésion d'autres forces, celle des Autrichiens, des Scandinaves, etc. Cela eût également fait pression sur les Belges. Mais rien de tout cela - il ne se produisit absolument rien, l'affaire de La Haye qui était un bon départ, devait aussi être la fin déjà. Après le refus des possibilistes, les. Belges traînent les choses en longueur, ne répondent pas et disent, enfin, qu'ils veulent laisser la décision à *leur* congrès le 21 avril [4]. Au lieu d'envoyer quelqu'un pour forcer les Belges à dire tout de suite oui ou non, et de lancer ensuite l'affaire, on laisse tout aller à la dérive sans agir. Liebknecht tient des discours aux fêtes commémoratives en Suisse, et lorsqu'ici nous agissons - à un moment décisif, alors il commence à vitupérer: nous aurions rompu le secret des résolutions de La Haye (ce secret *après* le refus des possibilistes a perdu tout sens, et de plus *nous ne savions pas* que ces résolutions étaient secrètes); nous aurions contrecarré son action, à savoir attirer à nous les possibilistes par-dessus la tête (! ?!) de Brousse, etc. Et lorsque secoués *par nous,* les Anglais -les syndicalistes Mécontents - se tournent enfin vers la Belgique, la Hollande, l'Allemagne, le Danemark pour savoir ce qu'ils pensaient de *notre* congrès, ils ne reçoivent que des réponses vagues et creuses, et ils se décidèrent naturellement pour des gens qui savent ce qu'ils veulent - les possibilistes. On s'est agité ainsi et tourné en rond pendant des mois, tandis que les possibilistes submergeaient le monde de leurs circulaires - jusqu'à ce qu'en fin, dans le camp allemand lui-même, des gens ont perdu patience et demandé d'aller au congrès des possibilistes [5].

---

1 Engels lui-même applique l'admirable méthode dialectique marxiste, qui consiste à relier entre elles toutes les interventions du parti, afin d'en montrer la succession logique et leurs conséquences pratiques. Ici, Engels met en évidence que les erreurs faites lors de la fusion avec les Lassalléens, non seulement ne sont pas surmontées, mais continuent de fleurir dans la IIe Internationale.

2 Alors que Liebknecht voulait écarter purement et simplement l'incommode Hyndman, Engels montre qu'il fallait, au contraire, prendre le taureau par les cornes : convoquer Hyndman pour le démasquer et lui faire perdre l'influence qu'il avait encore sur ses suivants. Grâce à l'initiative et une lutte incessante, on peut ainsi agir de manière de plus en plus unitaire, tout en-écartant les éléments les moins décidés et les plus confus. Ce processus qu'Engels, après la mort de Marx, chercha à faire prévaloir dans le mouvement international fut interrompu par la suite, et le parti se gonfla de manière éléphantesque dans la confusion et l'absence de rigueur révolutionnaire.

3 La Justice du 18 mai 1889 avait qualifié la conférence de la Haye de caucus (terme américain désignant un comité interne de parti chargé de préparer une élection ou une décision de caractère politique ou organisationnelle). En outre, la Justice reprochait aux socialistes français et allemands d'avoir écarté les possibilistes de la conférence.

4 Le congrès national du Parti ouvrier beige se tint le 21 et 22 avril 1889 à Jolimont (Suisse). Il décida l'envoi de délégués au congrès marxiste aussi bien que possibiliste.

5 Ignaz Auer et Max Schippel demandèrent, dans la presse, que les sociaux -démocrates allemands participent au congrès possibiliste, cf. dans le Berliner Volksblatt du 21 avril 1889 l'article intitulé « Le congrès international ouvrier » et dans la Berliner Volks-Tribüne du 27 avril 1889 l'article « A propos du congrès ouvrier de Paris ».

Cela fit, son effet, et 24 heures après que nous ayons dit aux Français qu'ils étaient libres de leur choix à la suite des décisions du congrès belge et pouvaient également convoquer leur congrès le 14 juillet ne voilà-t-il pas que Liebknecht vint avec ce plan si chaudement combattu jusqu'ici, Avant d'être capable de prendre une décision audacieuse, il faut d'abord qu'il se soit empêtré complètement dans ses propres filets.

Mais pour beaucoup de choses, il est trop tard maintenant. En Angleterre, la bataille est perdue sur toute la ligne, parce qu'au moment décisif on nous a laissé en plan. Des gens qui sympathisaient avec nous, ont dû compter sur la chance d'être élus - pour *l'autre* congrès, possibiliste. En Belgique, les possibilistes, grâce aux intrigants bruxellois, ont pratiquement triomphé. Anseele, qui était bon par ailleurs, ne semble pas vouloir pousser les choses jusqu'à la rupture avec les Bruxellois. Même les Danois semblent vaciller, et avec eux les Suédois et Norvégiens, qui certes importent guère, mais représentent néanmoins deux nations. C'est à devenir fou, lorsqu'on voit comment Liebknecht a totalement compromis la magnifique position internationale des Allemands et l'a peut-être même ruinée en grande partie.

Nous avions une fameuse position : une solide alliance avec les Autrichiens; les Américains qui sont en grande partie une simple marcotte du parti allemand; les Danois, Suédois, Norvégiens, Suisses, pour ainsi dire des rejetons des Allemands; les Hollandais, un intermédiaire solide pour l'Ouest; en plus, il y a partout des colonies allemandes, et les Français qui ne sont pas possibilistes, sont directement voués à l'alliance allemande; les colonies slaves et les réfugiés à l'Ouest gravitent pratiquement autour des Allemands, depuis qu'ils se sont ridiculisés avec l'anarchisme. Et tout cela a été ébranlé par l'illusion de Liebknecht, croyant qu'il lui suffisait d'ouvrir la bouche pour que toute l'Europe danse à sa convenance, et que s'il ne commandait pas le mouvement, l'ennemi ne ferait rien non plus. Bebel n'étant pas familiarisé avec les affaires de l'étranger, Liebknecht avait les mains relativement libres. Si l'affaire tourne mal, c'est à cause de son manque d'initiative (sauf pour intriguer) et de sa répugnance à apparaître en public au moment du refus possibiliste de début mars jusqu'au congrès belge du 22 avril.

Cependant je pense que cela peut s'arranger encore, si tout le monde y met du sien et œuvre dans le même sens. Si nous pouvons retourner les Danois, alors nous aurons gagné - mais cela ne peut être fait qu'à partir de l'Allemagne, c'est-à-dire par le truchement de Liebknecht. Mais cela me rend fou de penser que l'on en soit arrivé à cette situation trouble, alors qu'une action rapide en mars et début avril nous eût donné toute l'Europe. Les possibilistes ont agi, alors que Liebknecht non seulement n'a rien fait, mais a encore rendu impossible que quiconque agisse : les Français ne devaient absolument pas bouger, ni prendre aucune décision, ni lancer aucune circulaire, ni convoquer aucun congrès, jusqu'à ce que Liebknecht remarque que les Bruxellois l'avaient conduit par le bout du nez pendant six semaines et que l'influence de l'action possibiliste, contrairement à sa magistrale inactivité, avaient rendu ses propres Allemands récalcitrants.

Engels à Fr.-A. Sorge, 17 juillet 1889.

Notre congrès marche et est un brillant Succès [1]. 358 délégués jusqu'avant-hier et des nouveaux arrivent sans cesse. Plus de la moitié sont des étrangers, dont 81 allemands de tous les États, villes et provinces hors de Posnanie. Dès le premier jour, le premier local s'avéra trop petit. Malgré quelques objections françaises [2] (ils pensaient qu'à Paris les possibilistes auraient un plus grand public et pour cette raison il valait mieux siéger à huis-clos), les séances furent absolument publiques, à la demande unanime des Allemands, ce qui constitue la seule garantie contre les mouchards. Toute l'Europe était représentée. Avec le prochain courrier, le *Sozialdemokrat* apportera les chiffres en Amérique. Des mineurs écossais et allemands des districts charbonniers y ont pour la première fois eu l'occasion de délibérer ensemble [3].

Les possibilistes ont eu 80 étrangers (42 britanniques, dont 15 de la *Social-Democratic Federation, 17* des syndicats), *7* d'Autriche-Hongrie (ce ne peut être qu'une escroquerie, tout le mouvement réel y étant avec nous), 7 d'Espagne, 7 italiens (3 représentants de sociétés italiennes à *l'étranger),* 7 Belges, 4 Américains (dont deux - Bowen et Georgei de. Washington DC - étaient chez moi), 2 du Portugal, 1 de Suisse (nommé par lui-même), 1 de Pologne. Presque tous des syndicalistes. En outre, 477 Français, mais qui ne représentaient que 136 chambres syndicales et 77 cercles d'études socialistes, chaque petite clique pouvant envoyer 3 délégués, alors que nos 180 Français représentent tous *une* société particulière.

L'escroquerie de la fusion est naturellement très forte dans les deux congrès; les étrangers veulent la fusion; dans les deux camps, les Français sont réticents. Dans des conditions rationnelles, la fusion est tout à fait bonne, mais la filouterie consiste à réclamer la fusion à cor et à cri, surtout chez -certains d'entre nous.

Je viens d'apprendre tout juste en lisant le *Sozialdemokrat* que le projet de fusion déposé par Liebknecht a été vraiment adopté à une grande majorité. Hélas je n'ai pu y lire en quoi il consiste : s'il signifie une véritable fusion sur la base de négociations privées, ou si ce n'est qu'un souhait abstrait qui doit y conduire. La commodité allemande est au-dessus de telles mesquineries : le seul

---

1 Le congrès ouvrier socialiste international se tint à Paris du 14 au 20 juillet 1889, et fut le congrès de fondation de la III Internationale. Quatre cents délégués venus de 22 pays d'Europe et d'Amérique y assistèrent. Le congrès international des possibilistes se réunit en même temps à Paris, mais fut un véritable fiasco.

Des anarchistes et des réformistes participèrent au congrès des « marxistes »; ces délégués étaient à tout prix pour une fusion avec les possibilistes. Dès la première séance fi y eut donc sur cette question de vives altercations. À la quatrième séance, il y eut un vote sur une motion de W. Liebknecht réclamant l'unité. La majorité vota cette résolution qui eût permis aux possibilistes de rejoindre le congrès, les marxistes gardant en mains la direction des opérations. Le congrès possibiliste, dont les, quelques délégués étrangers ne représentaient le plus souvent 'que des organisations fictives, rejeta la proposition des marxistes. Il adopta une résolution, qui liait la fusion des deux congrès à la condition selon laquelle les mandats des délégués du congrès marxiste devaient être contrôlés, ce qui relevait de la manœuvre dilatoire.

2 Cf. à ce propos la lettre très importante qu'Engels envoya à P. Lafargue juste avant le congrès de Paris, le 5 juillet 1889 et la réponse de Lafargue du 8 juillet 1889, in: Correspondance, tome Il (1887-1890), Éditions Sociales, pp. 299-302.

3 Les 18 et 19 juillet 1889, les délégués des mineurs des deux congrès internationaux siégeant à Paris tinrent une conférence sur les questions de leur profession. Après divers rapports sur la situation dans les mines dans les différents pays et bassins, la conférence décida de promouvoir une liaison internationale entre les mineurs : un congrès devait se réunir à cet effet dans un avenir assez proche. Dans l'intervalle, les organisations existantes devaient être renforcées et de nouvelles associations créées.

fait que les Français l'aient accepté suffit à mes yeux pour nous préserver du ridicule vis-à-vis des possibilistes...

En tout cas, l'intrigue des possibilistes et de la *Social Democratic Federation* qui cherchaient à capter subrepticement la direction en France et en Angleterre a totalement échoué, et leur prétention à la direction internationale davantage encore. Si les deux congrès tenus côte à côte ne remplissaient que le but de passer en revue les forces dont ils disposent - ici des intrigants possibilistes et londoniens ici, là des socialistes européens (qui grâce aux premiers font figure de *marxistes)* - et de montrer au monde, où se trouve concentré le véritable mouvement et où il y a filouterie - cela serait suffisant. Bien sûr, si la véritable fusion se réalisait, elle n'empêcherait pas le moins du monde que les chamailleries continuent en Angleterre et en France - .au contraire. Elle ne signifiera qu'une manifestation impressionnante pour le grand public bourgeois - un congrès ouvrier de plus de 900 hommes, et des syndicalistes les plus dociles aux communistes les plus révolutionnaires. Et elle aura coupe court une fois pour toutes aux intrigants, car cette fois-ci ils ont vu où se trouve la véritable force, que nous sommes aussi forts qu'eux en France, que nous les dépassons sur tout le continent et que 'leur position en Angleterre est très vacillante.

Engels à Léo Frankel, 25 décembre 1890

Mais laissons là les compliments, et venons-en au point principal de ta lettre. Ton point de vue sur les chamailleries françaises est parfaitement compréhensible, étant donné que tu as été longtemps absent du mouvement français, et il m'était connu par tes articles dans la *Sächsische Arbeiter-Zeitung* que l'on m'envoie de Berlin. Ces conflits sont tout aussi regrettables, mais inévitables que ceux qui ont surgi autrefois entre les Lassalléens et les Eisenachiens, et ce, du simple fait que dans les deux cas des hommes d'affaires roués s'étaient hissés à la tête de l'un des deux partis et exploitaient l'organisation pour leurs propres intérêts affairistes, tant que le parti le supportait. C'est la raison pour laquelle on ne peut pas collaborer davantage avec Brousse et Cie qu'avec les Schweitzer, Hasselmann et consorts. Si tu avais été comme moi au milieu de la mêlée depuis le début du combat et jusque dans le détail, tu verrais aussi clairement que moi-même qu'ici la fusion signifierait avant tout la capitulation devant une bande composée d'intrigants et d'arrivistes, qui vend sans cesse à la bourgeoisie dominante les principes fondamentaux en sacrifiant les méthodes de lutte que le parti a éprouvées depuis longtemps... afin de se procurer à eux-mêmes des postes et aux ouvriers qui les suivent de petits avantages insignifiants. Dans ces conditions, la fusion équivaudrait à une capitulation pure et simple devant ces messieurs. Les tractations du congrès de Paris de 1889 l'ont encore confirmé.

La fusion viendra, tout comme en Allemagne, mais elle ne saurait être durable que si la bataille est menée jusqu'au bout, les oppositions nivelées et les canailles chassées par leurs propres suivants. Au moment où les Allemands approchaient de la fusion, Liebknecht défendit l'unité à tout prix. Nous y étions opposés : les Lassalléens étaient en pleine décomposition et il fallait attendre la fin de ce procès pour arriver tout seul à l'unification. Marx a rédigé une longue critique de ce que l'on appelle le programme d'unification, et l'on en a fait circuler le manuscrit [1].

---

[1] Les gloses marginales auxquelles Marx fait allusion forment ce que l'on appelle la critique du programme de Gotha (1875). Nous ne les reproduisons pas ici, mais le lecteur les trouvera dans l'une des éditions suivantes : MARX-

Mais on ne nous a pas écouté. Le résultat : Nous dûmes accepter Hasselmann dans nos rangs, le réhabilitant devant tout le monde pour le jeter dehors tout de même six mois après, parce que c'était une fripouille. Et nous dûmes reprendre dans le programme les insanités de Lassalle, gâtant ainsi définitivement notre programme. Nous nous sommes doublement discrédités, ce que nous eussions pu éviter en faisant preuve de moins d'impatience.

En France, les possibilistes sont sujet à un procès de dissolution analogue à celui des lassalléens en 1875. À mon avis, les chefs des *deux* tendances qui sont issues de la scission, ne valent rien [1]. À mon sens, ce serait *une* erreur de gêner ou de freiner - voire d'arrêter complètement - le processus par lequel les chefs se phagocytent respectivement tandis que la masse des bons éléments nous rejoignent que d'entreprendre de notre part des tentatives prématurées d'unification.

Néanmoins nous avons déjà fait le pas décisif qui accélérera en tout cas l'unification, et peut-être la réalisation aussitôt. Après en avoir délibéré avec Eléanore Marx, Aveling, Bernstein et Fischer (actuellement à la direction du parti), j'ai conseillé d'abord aux Français *(nos* marxistes) et ensuite aux Allemands à Halle [2] (qui prirent cette résolution à l'unanimité) et furent suivis aussitôt par les Suisses, les Danois, les Suédois et les Autrichiens) de ne pas tenir de congrès séparé en 1891, mais d'aller au congrès de Bruxelles [3] convoqué par les possibilistes, après que les Belges

---

ENGELS, Programmes socialistes, Critique des projets de Gotha et d'Erfurt, Programme du parti ouvrier français (1880), éd. Spartacus, pli. 15-39; Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt, Éd. Sociales, pp. 17-39; Karl MARX, Œuvres. Économie 1, La Pléiade, pp. 1413-1434.

[1] Les possibilistes se scindèrent en deux fractions à leur congrès de Châtellerault (9-15 octobre 1850): les broussistes et les Allemanistes.

L'organisation des Allemanistes s'appela Parti ouvrier socialiste révolutionnaire. Tout en conservant pour l'essentiel des positions idéologiques et tactiques des possibilistes, les Allemanistes, contrairement aux broussistes, accentuèrent leur propagande dans les syndicats, qu'ils considéraient comme la forme principale de l'organisation des ouvriers, Ils prônèrent la grève générale comme moyen de lutte essentiel., Tout comme les possibilistes traditionnels, ils étaient opposés à un parti unitaire et centralisé. Partisans de l'autonomie, ils attribuaient une grande importance à la conquête de sièges dans les conseils municipaux.

[2] Le premier congrès de la social-démocratie allemande après la chute de la loi anti-socialiste se tint à Halle du 12 au 18 octobre 1890, et 413 délégués y prirent part. Le parti se donna à ce congrès le nom de Parti social-démocrate d'Allemagne. Les délibérations portèrent essentiellement sur le nouveau statut de l'organisation. Cf. note no 238. Sur proposition de W. Liebknecht, le parti décida d'élaborer un nouveau programme avant le prochain congrès de 1891 et de le déposer trois mois avant la date de sa réunion, afin que les organisations locales du parti et la presse puissent le discuter. Le congrès aborda, en outre, des questions relatives à la presse du parti et la position à adopter face aux grèves et aux boycotts.

À l'occasion du congrès de Halle, divers chefs de la social-démocratie allemande, dont Bebel et Liebknecht, se réunirent avec des invités étrangers. Conformément aux recommandations d'Engels, cette conférence adopta une résolution sur la tenue d'un congrès unitaire socialiste en 1891 à Bruxelles. Le comité exécutif suisse mis en place par le congrès de fondation de la IIe Internationale en 1889 devait s'entendre avec le conseil général du Parti ouvrier belge pour convoquer ensemble le second congrès de l'Internationale ouvrière à Bruxelles le 16 août 1891. Toutes les organisations ouvrières du monde devaient être appelées à ce congrès. Les possibilistes eux-mêmes pouvaient donc y assister, pour autant qu'ils reconnaissaient la pleine souveraineté de ce congrès. Cf. à ce propos la lettre d'Engels à P. Lafargue -du 15-09-1890, in: Correspondance, tome Il, pp. 410-412 (la lettre d'Engels du 19-09-1890 sur ce même congrès manque dans ce recueil, bien qu'elle figure dans les Œuvres de Marx-Engels en russe et en allemand).

[3] Le congrès de Bruxelles (16 au 22 août 1891) tint ces promesses. 370 délégués de 16 pays d'Europe et d'Amérique y assistèrent, et ce fut pour l'essentiel un congrès marxiste. Des représentants de syndicats anglais y assistèrent également, ce qu'Engels considéra comme très positif. Les chefs des possibilistes, qui n'aimaient pas réussi à

aient accepté les conditions posées par nous en 1889 et que les possibilistes avaient repoussées bien qu'elles allaient parfaitement de soi. Tu admettras que c'était là une importante concession de notre part, étant donné que l'écrasante majorité des partis européens nous suivait. Néanmoins nous avons procédé de la sorte, étant donné que nous savons que l'on doit faire face aux possibilistes avec les mêmes armes et dans les mêmes conditions de lutte, si l'on veut mettre rapidement fin au règne de Brousse ici, et à celui d'Allemane là. Dès que la masse des ouvriers possibilistes aura compris qu'elle est isolée en Europe, ne dispose plus d'aucun allié sûr en dehors de Messieurs Hyndman et Cie (qui se trouvent dans la même situation que Brousse par rapport à leurs adeptes) et que toutes les vantardises n'ont servi qu'à leurs chefs, alors le vacarme cessera. Et c'est ce que le congrès réalisera [1].

Prends simplement patience un an encore. Toute tentative que nous entreprendrions pour mettre sur pied un compromis serait aussitôt interprété comme la preuve de notre faiblesse par Brousse aussi bien qu'Allemane, et elle nous gênerait plus qu'elle nous profiterait. Cependant quand le temps sera venu, et à mon avis il vient rapidement, les ouvriers possibilistes se rallieront à nous comme les Lassalléens l'ont fait - et ce, sans que nous soyons obligés de nous charger en même temps qu'eux des intrigants, traîtres et vauriens qui occupent les postes dirigeants.

Nul ne peut souhaiter plus que moi un puissant parti socialiste en France. Cependant il me faut tenir un compte exact des réalités existantes et je ne le souhaite que sur une base qui promet la durabilité, et repose sur la réalité afin qu'il n'en sorte pas un simulacre de mouvement à la Brousse. Avec mes saluts cordiaux,

Ton vieil Engels.

VERS L'ABOLITION DE LA LOI ANTI-SOCIALISTE

Retour à la table des matières

Engels à A. Bebel, 17 février 1890.

Au demeurant, je ne peux que vous envoyez félicitations après félicitations. À toi d'abord qui a eu le nez creux pour deviner dans ta dernière correspondance viennoise les ordonnances du jeune

contrôler la convocation du congrès, n'y assistèrent pas finalement. Lors des délibérations sur le résultat du contrôle des mandats, une majorité se dégagea pour refuser aux anarchistes l'accès aux travaux du congrès.

Dans sa lettre à F.-A. Sorge, Engels écrivit à propos de ce congrès : « Après tout le congrès est pour nous un brillant succès - les broussistes en ont été complètement absents, et les gens de Hyndman ont dû renoncer à manifester leur opposition. Le mieux, c'est qu'ils aient mis les anarchistes dehors, tout comme au congrès de la Haye de 1872. Là où la vieille Internationale s'est arrêtée, là exactement commence la nouvelle, qui est infiniment plus grande et ouvertement marxiste » (14-9-1891).

[1] Voir la note précédente.

Guillaume, avant même qu'elles ne soient promulguées [1]. À vous tous, à cause de la brillante situation que nos adversaires nous ont préparée - car jamais encore elle ne fut si favorable à la veille d'élections -, et de la nouvelle situation qui semble se préparer en Allemagne [2].

Plus encore que le « noble » Frédéric III (dont j'ai vu une photographie montrant qu'il avait tout à fait les yeux héréditairement faux des Hohenzollern, comme son demi-oncle Willich qui était un fils du prince Auguste, le frère de Fr. Guillaume III), il me semble que -tout balai neuf balayant bien - le jeune Guillaume II est le plus capable, par son besoin irrépressible d'action et par sa volonté de puissance d'entrer immanquablement en heurt avec Bismarck et d'ébranler le système apparemment stable en Allemagne, en brisant la foi du petit bourgeois en le gouvernement et la stabilité et en semant en général partout la confusion et l'incertitude. Or je ne m'attendais pas à ce que cela soit assuré aussi rapidement et brillamment, que dans le cas présent. Pour nous, cet homme vaut deux fois son pesant d'or; qu'il n'ait crainte des attentats, car le tuer serait, non seulement un crime, mais encore une bêtise énorme. Si nécessaire, il faudrait que nous lui procurions une garde contre les âneries anarchistes.

Il me semble que les choses se présentent comme suit : Les conservateurs chrétiens sociaux ont le vent en poupe grâce au petit Guillaume, et Bismarck, étant hors d'état de s'y opposer, laisse au petit la bride sur le cou, afin qu'il s'embourbe sérieusement et qu'il puisse surgir comme le sauveur à la dernière extrémité et en étant assuré par la suite que cela ne se reproduira plus. C'est pourquoi Bismarck souhaite un Reichstag *aussi mauvais que possible,* qu'il devra bientôt *dissoudre en* en appelant à la peur des petits bourgeois devant le mouvement ouvrier menaçant,

Dans tout cela, Bismarck n'oublie qu'une seule chose : à partir du moment où le philistin sent que le désaccord règne entre le vieux Bismarck et le jeune Guillaume, ce même philistin devient incertain et imprévisible. Le petit bourgeois aura toujours peur., aujourd'hui plus que jamais, précisément parce qu'il ne sait pas à qui s'accrocher. Ce lâche troupeau ne sera *plus poussé*

---

[1] Engels fait allusion à l'article du 7-2-1890 de la Arbeiter-Zeitung, où faisant allusion à deux décrets récents de l'Empereur, Bebel prévoyait que les classes dominantes ne pouvaient plus tenir les ouvriers en Allemagne par le régime brutal des interdictions, mais par des concessions et des réformes sociales. En effet, craignant un raz-de-marée électoral des sociaux-démocrates, l'Empereur avait promulgué deux décrets « sociaux » au Reichstag le 4 février 1890 en pleine campagne électorale. De manière éhontée, l'Empereur y singeait les mesures proposées au congrès de fondation de la IIe Internationale sur la protection ouvrière. Dans son premier décret, il demandait au chancelier de convoquer une conférence internationale avec les autres États, afin de délibérer d'une législation unitaire de protection ouvrière. Cette conférence eut heu à Berlin en mars 1890. Elle décida de l'interdiction du travail des enfants âgés de moins de douze ans et d'une limitation de la journée de travail, pour les femmes et les jeunes gens, mais ces résolutions n'avaient pas force de loi pour les pays participants.

Dans son second décret, l'Empereur demandait à ses ministres des travaux publics, du commerce et de l'industrie de remanier la législation du travail, afin d'améliorer la situation des ouvriers dans les entreprises publiques et privées.

[2] En dépit de ces succès électoraux croissants, la perspective d'Engels, n'avait cependant rien de parlementariste, comme chez Kautsky et Bernstein : il y voyait essentiellement un déplacement progressif du rapport des forces en faveur de la social-démocratie dans la lutte pour le pouvoir politique. « Je crois que tu as raison dans la Arbeiter-Zeitung : ce que Bismarck n'obtient pas de ce Reichstag, il l'aura du prochain, car la marée montante des voix brise les reins de toute opposition bourgeoise quelle qu'elle soit. Sur ce point, je ne suis pas du tout de l'avis de Bernstein. Celui-ci et Kautsky - ils ont tous deux des dispositions pour la « haute politique » - croient que nous devons tendre la main à une majorité anti-gouvernementale dans les prochaines élections. Comme s'il pouvait y avoir quelque chose de ce genre en Allemagne avec les partis bourgeois! » (Engels à Bebel, 23-1-1890).

ensemble par sa propre peur mais *dispersé,* par elle. *La confiance est morte,* et elle ne ressuscitera plus sous la forme qu'elle avait jusqu'ici.

Tous les expédients de Bismarck doivent dorénavant être de plus en plus inefficaces. Il veut se venger des nationaux-libéraux qui ont refusé de voter son projet relatif aux expulsions [1]. Il ruine ainsi lui-même le dernier fragile appui dont il profite encore. Il veut attirer à lui le Centre [2] qui se désagrégerait en s'alliant avec lui. Les hobereaux catholiques brûlent d'envie de s'allier avec ceux de la Prusse, mais le jour de cette alliance les paysans et ouvriers catholiques (en Rhénanie, la bourgeoisie est surtout protestante) refuseront de marcher. Cette dislocation du Centre nous profitera le plus; pour l'Allemagne cela revient à ce que serait, à une plus grande échelle, l'égalisation des nationalités en Autriche : l'élimination de cette dernière formation politique ne reposant pas sur une base purement économique serait donc un moment essentiel de clarification, en même temps qu'une libération de masses ouvrières captées jusqu'ici par ce parti.

Le petit bourgeois ne peut plus avoir foi en le petit Guillaume, parce que celui-ci fait des choses que le philistin doit tenir pour de sottes fredaines; il ne peut plus avoir foi en Bismarck, parce qu'il voit que sa toute-puissance est fichue.

Ce qui résultera de cette confusion, on ne peut le dire à l'avance, étant donné la lâcheté de notre bourgeoisie. En tout cas, l'ancien état de choses est mort à jamais et ne peut plus être restauré - pas plus qu'une espèce animale éteinte. La vie reviendra dans la boutique, et c'est tout ce dont nous avons besoin. Pour commencer votre situation s'améliorera, mais on peut se demander si Puttkamer ne l'emportera pas à la fin avec son *grand* état de siège [3]. Cela aussi serait un progrès : ce serait le dernier moyen de salut, le tout dernier - très dur pour vous aussi longtemps qu'il durerait, mais la veille décisive de notre victoire. Mais beaucoup d'eau coulera encore jusque-là dans le Rhin.

Étant donné les conditions électorales particulièrement favorables, je crains seulement que nous obtenions *trop de* sièges. Tout autre parti peut avoir au Reichstag autant d'ânes et peut les laisser faire autant de bêtises qu'il a d'argent, et personne ne s'en souciera. Nous ne devons avoir que des

---

[1] Les nationaux -libéraux avaient voté contre les paragraphes sur les expulsions de militants sociaux-démocrates, lors du débat sur le projet de loi sur la prolongation et l'aggravation de la loi anti-socialiste.

[2] Le Centre était le parti politique des catholiques allemands, créé en été 1870. Il rassemblait la petite bourgeoisie catholique, ainsi que la plupart des paysans et travailleurs catholiques de l'Allemagne méridionale et occidentale ainsi que de Haute-Silésie. Il défendait en gros les intérêts de la grande propriété catholique et du capital industriel. Il s'opposa, d'une part, à Bismarck en raison de, ses tendances anti-prussiennes et particularistes, mais, d'autre part, votait toujours pour les mesures anti-ouvrières. Bismarck trouvait donc un terrain d'entente avec le Centre malgré la base première, anti-prussienne, de celui-ci.

[3] Dans son discours électoral du 31 janvier 1890 à Stolpe, le ministre de l'Intérieur prussien Puttkammer souligna qu'au cas où la loi anti-socialiste serait abolie, il faisait confiance à l'armée et aux fonctionnaires « si soumis au gouvernement » pour maintenir l'ordre dans le pays. Il déclara ensuite que si le Reichstag ne votait pas les modifications prévues, destinées à- renforcer la loi anti-socialiste, il faudrait décréter le grand état de siège au Heu du petit et qu'à la place du § 28 ce serait les canons (d'après le § 28 de la loi anti-socialiste, le petit état de siège pouvait être décrété pour la durée d'un an dans certains districts et localités). Durant l'état de siège, les réunions étaient soumises à une autorisation préalable de la police; la distribution et la diffusion d'écrits socialistes étaient interdites dans les lieux publics; les personnes accusées de « mettre en danger la sécurité ou l'ordre public » pouvaient être interdites de séjour dans les districts et localités où régnait le petit état de siège; la possession, l'importation, le port ou la vente d'armes étaient interdits ou liés à des conditions très rigoureuses.

génies et des héros, sinon on nous tient pour discrédités. Mais nous sommes en train de devenir un grand parti, et nous devons en supporter les conséquences.

Frédéric Engels

LES ÉLECTIONS ALLEMANDES DE 1890

[Retour à la table des matières]

Newcastle Daily Chronicle, 3 mars 1890.

Pour quiconque a suivi attentivement l'évolution politique de l'Allemagne au cours de ces dix dernières années, il ne fait aucun doute que le parti social-démocrate d'Allemagne obtiendra une victoire éclatante aux élections générales de 1890 [1]. En 1878, les socialistes allemands furent soumis à une loi d'exception sévère, en vertu de laquelle leurs journaux furent supprimés, leurs réunions interdites ou dissoutes et leurs organisations disloquées. Toute tentative de reconstitution fut sévèrement punie, parce que considérée comme « organisation secrète », et plus de mille ans de prison ont été distribués par les tribunaux à des membres du parti. Néanmoins les socialistes allemands réussirent l'exploit d'imprimer chaque semaine à l'étranger quelque 10 000 exemplaires de leur journal, *Der Sozialdemokrat, puis* de le passer en contrebande dans le pays pour y assurer sa diffusion. Des milliers de tracts furent distribués dans les mêmes conditions. Ils parvinrent à entrer au Reichstag (avec neuf membres), ainsi que dans un grand nombre d'organismes représentatifs à l'échelon communal et, entre autres aussi, dans la municipalité berlinoise elle-même. Ce renforcement croissant du parti est également devenu manifeste aux yeux de ses adversaires les plus acharnés.

Et, malgré tout, le succès remporté par les socialistes le 20 février doit surprendre même les plus confiants d'entre eux. Vingt et un sièges furent conquis, ce qui signifie que, dans vingt et une circonscriptions, les socialistes furent plus forts que tous les autres partis réunis. Il y eut ballottage dans cinquante-huit circonscriptions, c'est dire que dans 58 circonscriptions ils sont ou bien les plus forts ou bien en voie d'être les plus forts, face à tous les partis qui ont présenté des candidats, et un second tour décidera enfin entre les deux candidats qui ont eu le plus de voix, Mais dont aucun n'avait eu la majorité absolue. En ce qui concerne le chiffre total des suffrages obtenus par les socialistes, nous pouvons les estimer en gros comme suit : En 1871, ils n'avaient que 102 000 voix; en 1877, ils en comptaient 493 000; en 1884, 550 000; en 1887, 763 000. En 1890, ils comptent au

---

[1] Lors des élections générales du 20 février 1890, la social-démocratie obtint 1 427 323 voix et 20 sièges au Reichstag, et le 1er mars au second tour, elle obtint 15 sièges supplémentaires, avec 19,7 des voix. Les suffrages avaient pratiquement doublé par rapport aux élections de 1887, et la social-démocratie était devenue le parti le plus puissant d'Allemagne.

moins 1 250 000 voix, et plutôt davantage. La puissance du parti a donc augmenté en trois ans d'au moins 60 à 70 %.

En 1887, il n'y avait que trois partis comptant plus d'un million d'électeurs : les nationaux-libéraux avec 1 678 000, le Centre ou parti catholique avec 1 516 000, et les conservateurs avec 1 147 000. Cette fois-ci, le Centre maintiendra ses effectifs, les conservateurs ont subi de fortes pertes et celles des nationaux-libéraux sont énormes. Ainsi donc les socialistes seront encore dépassés, quant au nombre des voix, par le Centre, mais ils se rapprocheront nettement des nationaux libéraux ainsi que des conservateurs, et même les dépasseront.

Ces élections opèrent un bouleversement complet dans le rapport existant entre les partis allemands. On peut dire qu'elles inaugurent une époque nouvelle dans l'histoire de ce pays. Elles marquent le commencement de la fin de l'ère bismarckienne. Pour le moment, la situation est la suivante :

Avec le décret sur la législation de la protection du travail et la Conférence internationale pour la protection ouvrière, le jeune Guillaume se sépare de son mentor Bismarck [1]. Celui-ci a jugé clairvoyant de laisser la main libre à son jeune maître, et d'attendre tranquillement jusqu'à ce que Guillaume II se soit mis dans l'embarras avec sa marotte de jouer à l'ami des ouvriers [2]; alors le

---

[1] Engels fait allusion à l'article du 7-2-1890 de la Arbeiter-Zeitung, où faisant allusion à deux décrets récents de l'Empereur, Bebel prévoyait que les classes dominantes ne pouvaient plus tenir les ouvriers en Allemagne par le régime brutal des interdictions, mais par des concessions et des réformes sociales. En effet, craignant un raz-de-marée électoral des sociaux-démocrates, l'Empereur avait promulgué deux décrets « sociaux » au Reichstag le 4 février 1890 en pleine campagne électorale. De manière éhontée, l'Empereur y singeait les mesures proposées au congrès de fondation de la IIe Internationale sur la protection ouvrière. Dans son premier décret, il demandait au chancelier de convoquer une conférence internationale avec les autres États, afin de délibérer d'une législation unitaire de protection ouvrière. Cette conférence eut heu à Berlin en mars 1890. Elle décida de l'interdiction du travail des enfants âgés de moins de douze ans et d'une limitation de la journée de travail, pour les femmes et les jeunes gens, mais ces résolutions n'avaient pas force de loi pour les pays participants.

Dans son second décret, l'Empereur demandait à ses ministres des travaux publics, du commerce et de l'industrie de remanier la législation du travail, afin d'améliorer la situation des ouvriers dans les entreprises publiques et privées.

[2] Pour compléter sa législation industrielle et la loi anti-socialiste. Bismarck avait préparé des projets de loi en matière sociale, qui étaient évidemment autant de pièges posés à la social-démocratie. Fin avril-début mai, les projets de loi sur l'assurance-maladie des travailleurs et les compléments à la législation professionnelle furent adoptés en seconde lecture par le Reichstag. Ces deux lois faisaient partie du programme de réforme sociale annoncé à grands cris par Bismarck fin 1881. Le 2 mai, Bebel écrit à Engels que quelques députés sociaux-démocrates voulaient voter pour la loi d'assurance -maladie, et cita les noms de Max Kayser et de Moritz Rittinghausen, dont l'intention était d'engager le parti dans la voie de la politique de réforme. Par discipline de parti, les sociaux-démocrates votèrent contre le projet de Bismarck, mais Grillenberger par exemple, prononça à cette occasion un discours ouvertement opportuniste.

Ce ne fut pas la bourgeoisie allemande qui, concéda le fameux système d'assurance sociale aux ouvriers allemands, mais Bismarck, le représentant des hobereaux, tout heureux de jouer un mauvais tour à la fois à la bourgeoisie et à la social-démocratie, selon la bonne recette bonapartiste.

Dès 1844, Marx avait dénoncé le caractère fallacieux des mesures sociales prises par des représentants de classe semi-féodales : « Étant un aristocrate et un monarque absolu, le roi de Prusse déteste la bourgeoisie. Il n'a donc pas lieu d'être effrayé si celle-ci va lui être encore, plus soumise et devient d'autant plus impuissante que ses rapports avec le prolétariat se tendent. On sait que le catholique déteste plus le protestant que l'athée, tout comme le légitimiste déteste davantage le libéral que le communiste. Ce n'est pas que l'athée et le communiste soient plus proches du catholique et du légitimiste, au contraire, ils leur sont plus étrangers que le protestant et le libéral, parce qu'ils se situent en dehors de leur sphère. Ainsi, en politique, le roi de Prusse trouve une opposition directe chez

moment serait venu pour Bismarck de refaire surface, tel un *deus ex machina.* Cette fois-ci, Bismarck ne s'est pas montré particulièrement soucieux du déroulement des élections. Un Reichstag qui s'avèrerait ingouvernable et que l'on pourrait dissoudre dès que le jeune empereur aurait reconnu ses bévues, servirait même les intérêts de Bismarck, et un succès considérable des socialistes pourrait l'aider à se présenter devant le pays avec un beau mot d'ordre électoral, dès que le moment de la dissolution serait venu. Or, l'astucieux chancelier a en ce moment précis un Reichstag avec lequel nul ne peut gouverner. Guillaume Il se rendra très bientôt compte de l'impossibilité de mettre en pratique le moindre atome des projets annoncés dans ses décrets, étant donné sa position et face à l'actuel état d'esprit des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie.

Les élections l'ont déjà convaincu que la classe ouvrière allemande acceptera tout Ce qu'on lui offre comme premier acompte, mais ne cédera pas un iota de ses principes et de ses revendications, et elle ne restera pas paralysée dans son opposition contre un gouvernement qui ne peut exister sans le musellement de la majorité de la classe travailleuse.

C'est pourquoi, on en viendra bientôt à un conflit entre l'Empereur et le parlement, et les socialistes se verront attribuer la responsabilité de toute l'affaire par tous les partis en rivalité. Un nouveau programme électoral y sera élaboré, et Bismarck s'avancera après avoir administré la leçon nécessaire à son maître et seigneur - et il décrétera la dissolution [1].

Mais il devra se rendre compte alors que les temps ont changé. Les ouvriers socialistes seront encore plus forts et plus résolus qu'auparavant. Jamais Bismarck n'a pu se fier à la noblesse, celle-ci l'ayant toujours considéré comme un traître à la cause du véritable conservatisme. Elle est donc prête à le jeter par-dessus bord dès que l'Empereur ne voudra plus de lui. La bourgeoisie était son appui principal, mais elle n'a plus désormais confiance en lui. La petite querelle domestique entre Bismarck et l'Empereur est également venue aux oreilles du public. Elle a prouvé que Bismarck n'était plus tout-puissant, et que l'Empereur n'est pas à l'abri de dangereux caprices. Auquel des deux le philistinisme des bourgeois allemands fera-t-il confiance ? L'homme rusé n'a plus le pouvoir, et l'homme qui a le pouvoir n'est pas bien malin. De fait, la croyance en la stabilité de l'ordre social nouveau, créé en 1871, était inébranlable aux yeux de la bourgeoisie allemande – tant que le vieux Guillaume régnait, que Bismarck tenait les rênes du pouvoir et que Moltke était à la

---

les libéraux. Pour le roi, l'opposition du prolétariat n'existe pas davantage que le roi lui-même n'existe pour le prolétariat. Il faudrait que le prolétariat eût atteint déjà une puissance décisive pour supprimer ces antipathies et ces oppositions politiques, et s'attirer l'hostilité de tous en politique. » (Marx, Notes critiques relatives à l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien, 7-8-1844, trad. fr. : Marx-Engels, Écrits militaires, Édit. L'Herne, pp. 157-158.)

[1] Dans son ouvrage intitulé les Plans de coups d'État de Bismarck et de Guillaume Il, 1890 et 1894, Stuttgart-Berlin 1929, E. Zechlin cite la lettre suivante du kaiser à son compère François-Joseph de Vienne: « Le nouveau Reichstag vient d'être élu; Bismarck a été indigné par les résultats et il a voulu aussitôt que possible le faire sauter. Il voulait utiliser à cette fin la loi socialiste. Il me proposa de présenter une nouvelle loi socialiste encore aggravée que le Reichstag repousserait, si bien que ce serait la dissolution. Le peuple serait déjà excité, les socialistes en colère feraient des putschs: il y aurait des manifestations révolutionnaires, et alors je devrais faire tirer dans le tas et donner du canon et du fusil. »

Ce n'est pas par hasard si Engels était appelé le Général dans la social-démocratie allemande, car il ne connaissait pas seulement la force de ses troupes, mais encore parfaitement la tactique que voulait employer l'adversaire, tactique qu'il fallait contrecarrer, si l'on ne voulait pas succomber devant un ennemi implacable et rusé, supérieur en armement et même en nombre.

Le passage au régime bourgeois était - comme Engels l'avait prévu - en théorie - particulièrement délicat pour les classes dominantes d'Allemagne.

tête de l'armée. Or cette croyance est à jamais détruite maintenant. La charge des impôts toujours plus écrasante, les coûts élevés des moyens de subsistance nécessaire en raison d'un absurde système douanier sur tous les articles, produits alimentaires aussi bien qu'industriels, le poids écrasant des obligations militaires, la peur permanente et toujours renouvelée d'une guerre d'une guerre qui entraînerait dans son tourbillon l'Europe entière et qui forcerait 4 à 5 millions d'hommes à prendre les armes - tout cela a contribué à aliéner au gouvernement le paysan, le petit artisan et l'ouvrier, bref toute la nation, à l'exception du petit nombre de ceux qui profitent des monopoles créés par l'État. Tout cela était supporté comme étant inévitable tant que le vieux Guillaume, Moltke et Bismarck formaient au gouvernement un triumvirat qui paraissait invincible [1]. Mais, aujourd'hui, le vieux Guillaume est mort, Moltke à la retraite, et Bismarck a affaire avec un jeune empereur, qui précisément est rempli d'une folle auto-complaisance; celui-ci se prend déjà pour un second Frédéric-le-Grand, alors qu'il n'est qu'un vaniteux insensé qui s'efforce de secouer la tutelle du chancelier et, par-dessus le marché, il n'est qu'un jouet aux mains des intrigants de la Cour. Dans ces conditions, le gigantesque joug qui pèse sur le peuple ne saurait plus être supporté avec patience bien longtemps; c'en est fait irrémédiablement de la croyance en la stabilité des conditions existantes; la résistance qui auparavant paraissait sans espoir, devient maintenant une nécessité; de la sorte, il peut advenir que tout ingouvernable que paraisse l'actuel Reichstag, le suivant le devienne encore bien davantage.

On peut penser, en somme, que Bismarck a fait une erreur de calcul dans ce jeu [2]. En cas de dissolution, même le spectre rouge, le cri de guerre contre les socialistes, ne remplira pas ses

---

[1] Engels ne se trompe pas dans sa prévision Jusqu'à la fin de sa vie, le gouvernement tentera de rétablir les lois répressives contre le prolétariat allemand. Mais cette prévision ne contredit pas l'optimisme fondamental d'Engels, qui voit le rapport des FORCES glisser de plus en plus en faveur de la social-démocratie, dont la faillite finale n'en devient que plus haïssable. Dans sa lettre du 7-03-1890, à P. Lafargue, Engels écrit sur la situation qui se développe à partir de 1890 : « Le 20 février est la date du début de la révolution en Allemagne. C'est pourquoi, nous avons le devoir de ne pas nous laisser écraser avant que le moment de la bataille ne soit venu. Nous n'avons encore de notre côté qu'un soldat sur quatre ou cinq, et, sur pied de guerre, peut-être un sur trois. Nous pénétrons dans les campagnes, les élections dans le Schlesvig-Holstein, et surtout dans le Mecklembourg, ainsi que les provinces orientales de la Prusse l'ont démontré. Dans 3-4 ans, nous aurons les ouvriers et journaliers agricoles, c'est-à-dire les régiments d'élite de la conservation sociale, et alors il n'y aura plus de Prusse. C'est la raison pour laquelle, nous devons prôner à l'heure actuelle les actions légales et ne pas répondre aux provocations qu'on nous prodiguera. En effet, sans une saignée, et encore très forte, il n'est plus de salut pour Bismarck ou Guillaume.

« Ces deux terribles gaillards sont, dit-on, consternés-, ils n'ont pas de plan bien établi, et Bismarck a assez à faire pour contrecarrer les intrigues de cour que l'on tisse toujours plus contre lui. » Et de conclure : « Les partis bourgeois - par peur des socialistes - se rassembleront sur une plate-forme commune. »

[2] Bismarck avait pratiquement fini par lier son sort à la répression anti-socialiste. Le 14 janvier 1888, il dépose au Reichstag un projet de loi demandant la prolongation de la loi scélérate jusqu'au 30 septembre 1893, ainsi qu'une aggravation de la répression (peine plus forte pour la diffusion d'imprimés interdits et les personnes accusées d'appartenir à une « association secrète », d'assister à des réunions socialistes à l'étranger, etc., en leur retirant, par exemple, la citoyenneté allemande ou en les expulsant). Mais Bismarck subit une défaite au parlement, la loi n'étant prorogée que de deux ans, jusqu'au Il octobre 1890. A. Bebel et P. Singer dénoncèrent à la tribune le système de mouchards mis en place par Bismarck et démontrèrent que la ministère Puttkamer s'en prenait aux ouvriers avec des méthodes illégales.

Les 5 et 6 novembre 1889 ainsi que les 22 et 23 janvier 1890, Bismarck revint à l'attaque avec un projet de loi prévoyant une prolongation illimitée de la loi anti-socialiste et une répression aggravée. Le 25 janvier 1890, le Reichstag rejeta la demande de prolongation de la loi anti-socialiste le compromis entre les nationaux -libéraux (qui voulaient atténuer les rigueurs de la loi) et les conservateurs (qui voulaient les aggraver, au contraire) ayant échoué, la loi expira le 30 septembre 1890. La politique de cartel de Bismarck avait échoué du même coup, comme c'était inévitable dans le nouveau rapport de forces.

espérances. Mais, d'autre part, il a une qualité incontestable : une énergie impitoyable. Si cela lui plaît, il peut provoquer des insurrections et expérimenter quel est l'effet d'une petite « saignée ». Cependant, il ferait bien de ne pas oublier que la moitié au moins des socialistes allemands est passée par l'école de l'armée. Ils y ont appris la discipline, qui les a fait résister jusqu'ici à toutes les provocations à l'insurrection. Mais ils y ont également appris autre chose.

Frédéric Engels

ET MAINTENANT ?

Retour à la table des matières

Der Sozialdemokrat, 8 mars 1890.

Le 20 février 1890 marque le commencement de la fin de l'ère bismarckienne [1]. L'alliance entre les hobereaux et les parvenus de l'argent dans le but d'exploiter les masses populaires allemandes - car ce cartel [2] n'avait au fond pas d'autre ambition - porte ses fruits. Les taxes sur l'eau de vie, les

---

[1] Aussitôt après la victoire électorale de la social-démocratie et le vote refusant la prorogation de la loi anti-socialiste et avant même la chute de Bismarck, Engels prépara, dans cet article du Sozialdemokrat, le parti au passage à la légalité, en prévenant les sociaux-démocrates contre les velléités gouvernementales de coup de force contre eux et les séductions du légalitarisme.

Cet article, écrit quelques années avant la mort d'Engels, est caractéristique de la tactique de prudence, conseillée à la social-démocratie allemande, dans son dernier grand texte de l'Introduction à la « lutte de classes en France » de 1895. Il faut vraiment être d'une mauvaise foi insigne pour tirer de cette fameuse Introduction la thèse de la possibilité du passage pacifique au socialisme, alors qu'en réalité Engels conseillait momentanément une tactique de repli, précisément parce que l'adversaire disposait d'un rapport de forces favorable du point de vue de l'armement et du nombre, et, de plus, cherchait délibérément le heurt violent tant qu'il était encore le plus fort.

À la suite des grandes grèves de la Ruhr, qui avaient démontré que les tensions créées par le système capitaliste étaient désormais fondamentales en Allemagne, les élections du 20 février avaient confirmé l'évolution inévitable de l'Allemagne vers des rapports non plus bonapartistes, mais bourgeois. Les ouvriers qui avaient voté pour le Centre et la Social-démocratie étaient irréductiblement hostiles au système instauré par Bismarck : 40 % de la population du pays avait nettement pris position contre le régime bismarckien, et l'Empire né en 1871 ne pouvait continuer de subsister sous sa forme bonapartiste - à moins que le mouvement politique des ouvriers ne soit écrasé, comme le voulait Bismarck. Mais celui-ci fut renversé le 20 mars.

L'Empereur et les classes réactionnaires au pouvoir furent assez habiles pour se débarrasser du chancelier et sauver tout de même leurs privilèges, sous d'autres noms. L'Empereur savait qu'une politique de répression féroce à la Bismarck eût pu retarder de quelques années la chute du système instauré en 1871, mais pas davantage; il eut l'habileté à la fin de conclure un compromis avec la bourgeoisie et se maintenir à son ombre au gouvernement.

La tentative de Bismarck de perpétuer la loi anti-socialiste sous une forme aggravée ou, par un coup d'État, de mettre hors la loi la social-démocratie en la poussant à des émeutes afin d'utiliser contre elle la mitraille et le canon se heurta même à l'intérieur des partis gouvernementaux à l'opposition des nationaux-libéraux. Contrairement à Bismarck, ceux-ci espéraient - avec Guillaume II - pouvoir affaiblir la social-démocratie par d'autres moyens, ceux de la corruption et de la dissolution interne, cf. note n° 143.

[2] Après la dissolution du Reichstag par Bismarck en janvier 1887, le parti conservateur-allemand, le parti de l'Empire allemand et le parti national-libéral formèrent un cartel électoral. Celui-ci triompha aux élections de février 1887 et obtint une majorité écrasante au Reichstag (220 sièges). En s'appuyant sur ce bloc, Bismarck fit voter des lois réactionnaires (favorisant les grands propriétaires et industriels (lois de protection douanière en faveur des produits des uns et des autres, augmentation d'impôts). Au sein du cartel, les contradictions ne tardèrent pas à s'aggraver cependant : en 1890, il subit une défaite électorale et se désagrégea.

primes pour le sucre, les tarifs douaniers sur les céréales et la viande ont fait passer comme par un coup de baguette magique des milliards de la poche du peuple dans la leur. Les droits protecteurs pour les produits industriels avaient été introduits au moment précis où l'industrie allemande, par ses propres forces et moyens, sous le régime du libre-échange, avait conquis une position sur le marché mondial, et Ce, uniquement pour que les fabricants puissent vendre à l'intérieur à des prix de monopole et à l'extérieur à des prix de rabais.

Tout le système des impôts indirects est conçu pour écraser les masses populaires les plus pauvres sans affecter pratiquement les riches. La charge des impôts a augmenté de manière exorbitante pour couvrir les coûts de l'armement en croissance à l'infini. Or à mesure qu'augmente le réarmement on voit se rapprocher toujours plus la menace d'une guerre mondiale qui risque de « mettre sur le tapis » quatre à cinq millions d'Allemands parce que le rapt de l'Alsace-Lorraine a jeté la France dans les bras de la Russie, faisant du même coup de celle-ci l'arbitre de l'Europe.

Une corruption inouïe de la presse a permis au gouvernement de submerger le peuple d'une vague de nouvelles mensongères, afin de l'effrayer à chaque renouvellement du Reichstag. À la corruption policière pour acheter ou forcer la dénonciation du mari par sa femme et du père par son enfant, vint s'ajouter la pratique, inconnue jusque-là en Allemagne, de l'agent provocateur, si bien que l'arbitraire policier dépasse *aujourd'hui de* loin celle qui régnait avant 1848. Chaque jour, on bafoue de la manière la plus éhontée toutes les lois existantes dans les tribunaux allemands, et en premier lieu la Cour de justice impériale, et l'on a privé de tous droits la classe ouvrière entière par le truchement de la loi anti-socialiste. Or cela a fait son temps. Si tout ceci a duré tant d'années, c'est grâce à la lâcheté du philistin allemand - mais c'en est fini maintenant. La majorité du cartel s'est désagrégée, irrémédiablement désagrégée, de sorte qu'il n'existe plus qu'un moyen pour la rafistoler ne serait-ce que provisoirement - un coup d'État.

Et que va-t-il se passer maintenant ? Bâcler une nouvelle majorité pour maintenir l'ancien système ? Il y a suffisamment de trouillards parmi les libéraux allemands [1] qui, plutôt que de laisser la voie libre aux méchants sociaux-démocrates, préfèrent jouer eux-mêmes au cartel - et les rêves de capacité de gouverner qui avaient été portés en terre avec Frédéric Il frappent de nouveau contre le couvercle du cercueil. Cependant le gouvernement ne sait que faire du Parti libéral qui n'est pas encore mûr pour une alliance avec les hobereaux de l'Est de l'Elbe, la classe qui règne en Allemagne!

Qu'en est-il du Centre ? Dans celui-ci aussi, on trouve en masse, les hobereaux de Westphalie, de Bavière, etc. qui brûlent du désir de sombrer dans les bras de leurs frères de l'Est de l'Elbe, qui ont voté avec chaleur les impôts favorables aux hobereaux; dans le Centre aussi, il y a suffisamment de réactionnaires bourgeois, qui veulent aller encore plus loin que le gouvernement ne peut se permettre d'aller et qui, s'ils le pouvaient, nous plongeraient de nouveau en plein moyen âge artisanal! Un parti spécifiquement catholique, comme tout parti spécifiquement chrétien, ne saurait être autre chose que réactionnaire. Dans ces conditions, pourquoi ne constituerait-on pas un nouveau cartel avec le Centre ?

---

[1] Le parti libéral allemand se forma en 1884 lors d'une fusion entre le parti du congrès et l'aile gauche des nationaux-libéraux. Ce parti défendit les intérêts de la bourgeoisie moyenne et de la petite bourgeoisie, en opposition au gouvernement de Bismarck.

Simplement parce que ce n'est pas le catholicisme qui consolide le Centre [1], mais la *haine de la Prusse*. Il se compose entièrement d'éléments prussophobes, qui sont les plus forts dans les provinces catholiques, comme c'est normal : paysans rhénans, petits bourgeois et ouvriers, Allemands du Sud, catholiques hanovriens et westphaliens. Il regroupe autour de lui les autres éléments bourgeois et paysans, hostiles à la Prusse : les guelfes et autres particularistes, les Polonais et les Alsaciens [2]. Le jour où le Centre deviendra parti de gouvernement, il se décomposera en sa partie réactionnaire - celle des hobereaux et des artisans corporativistes - et une fraction démocratique et paysanne. Or les messieurs de la première fraction savent qu'ils ne pourront plus se représenter devant leurs électeurs. Malgré cela, on fera la tentative, et la majorité du Centre l'acceptera. Et cela ne peut que nous convenir. Le parti catholique prussophobe n'était qu'un produit de l'ère bismarckienne de la domination du prussianisme spécifique. Avec la chute de celui-ci, il se doit que son représentant tombe aussi.

Nous pouvons donc compter sur une alliance momentanée du Centre et du gouvernement. Cependant le Centre ne se compose pas de nationaux-libéraux - au contraire, c'est le premier parti qui soit sorti victorieux de la lutte contre Bismarck : il l'a même conduit à son Canossa [3]. Un cartel ne peut donc tenir en aucun cas, et Bismarck a absolument besoin d'un nouveau cartel.

Qu'adviendra-t-il alors ? Dissolution, élections nouvelles, appel à la peur devant le raz-de-marée social-démocrate ? Il est trop tard pour cela aussi. Si Bismarck le voulait, alors il n'aurait pas dû souffrir la moindre dissension avec son empereur, et surtout il n'aurait pas dû admettre un instant qu'on l'entoure d'une publicité aussi bruyante.

Tant que le vieux Guillaume vivait l'invincibilité du triumvirat Bismarck, Moltke et Guillaume était assurée et inébranlable. Or Guillaume s'en est allé maintenant, Moltke a été congédié et Bismarck chancelle, qu'il soit congédié ou qu'il s'en aille. Et le jeune Guillaume qui a pris la place du Vieux, a démontré, au cours de son bref gouvernement, notamment par ses fameux décrets [4],

---

1 Le Centre était le 'parti politique des catholiques allemands, créé en été 1870. Il rassemblait la petite bourgeoisie catholique, ainsi que la plupart des paysans et travailleurs catholiques de l'Allemagne méridionale et occidentale ainsi que de Haute-Silésie. Il défendait en gros les intérêts de la grande propriété catholique et du capital industriel. Il s'opposa, d'une part, à Bismarck en raison de, ses tendances anti-prussiennes et particularistes, mais, d'autre part, votait toujours pour les mesures anti-ouvrières. Bismarck trouvait donc un terrain d'entente avec le Centre malgré la base première, anti-prussienne, de celui-ci.

2 On appelait guelfe le parti de droite du Hanovre allemand, qui s'était formé en 1866 lors de l'annexion du Hanovre par la Prusse. Ce parti se fixa pour but de restaurer la dynastie royale hanovienne et d'obtenir l'autonomie au sein de l'Empire allemand. Ne disposant pas du nombre de sièges suffisant pour former une fraction parlementaire, il s'associa au Centre, comme les petites fractions nationales du Reichstag dont les Alsaciens-Lorrains, les Polonais, qui s'opposaient à Bismarck, et formaient un bloc avec le Centre.

3 Dans les années 1870, Bismarck engagea la lutte pour instaurer la laïcité, forme la plus classique, au plan idéologique de la domination bourgeoise, dans ce que l'on appelle le « Kulturkampf ». Il se heurta surtout au parti du Centre, qui était non seulement catholique, mais regroupait encore toutes les tendances anti-prussiennes et séparatistes (Polonais, Guelfes, Alsaciens-Lorrains). Bismarck avait déclaré en mai 1872 qu'il ne reculerait pas dans sa lutte et lança la formule « Nous n'irons jamais à Canossa » (allusion à l'humiliant pèlerinage entrepris en 1077 par l'Empereur allemand Henri IV à Canossa, où il implora à genoux que le pape Grégoire VII le relevât de son excommunication). Cependant avec la montée socialiste. Bismarck dut abolir progressivement toutes les lois anti-catholiques pour gagner le Centre au cours des années 1878 à 1887.

4 Engels fait allusion à l'article du 7-2-1890 de la Arbeiter-Zeitung, où faisant allusion à deux décrets récents de l'Empereur, Bebel prévoyait que les classes dominantes ne pouvaient plus tenir les ouvriers en Allemagne par le régime brutal des interdictions, mais par des concessions et des réformes sociales. En effet, craignant un raz-de-

qu'un solide philistinisme bourgeois ne pourra jamais se fier à lui et ne voudra pas se laisser régenter par lui. L'homme en lequel le philistin a placé sa confiance ne détient plus le pouvoir, et l'homme qui a le pouvoir entre ses mains ne peut avoir sa confiance. C'en est fait de la vieille confiance en l'éternité de l'ordre impérial instauré en 1871, et nulle puissance au monde ne pourra jamais la rétablir. Le dernier pilier de la politique qui a été menée jusqu'ici, le philistin, est devenu branlant. Aucune dissolution ne peut y remédier.

Un coup d'État ? Mais il défierait non seulement le peuple, mais encore les princes impériaux de leur serment vis-à-vis de la Constitution impériale qui serait dès lors mise en pièces, ce qui signifierait la dissolution de l'Empire.

Une guerre ? Rien n'est plus facile que de la commencer. Mais ce qui suivrait défie tout calcul préalable. Si Guillaume passe le Rhin comme Cresus passa le Halys, un grand Empire sera détruit assurément - mais lequel ? Le sien ou celui de l'ennemi ? La paix ne dure d'ailleurs que grâce à la révolution sans fin dans la production et la technique des armes, qui fait que jamais personne ne peut se dire prêt à la guerre, et grâce à la peur de tout le monde devant les chances absolument imprévisibles d'une guerre qui ne peut plus maintenant se faire qu'à l'échelle du monde entier.

Il ne peut y avoir qu'un seul expédient: un soulèvement provoqué par les brutalités gouvernementales et écrasé avec une violence double et triple, ainsi qu'un état de siège général et de nouvelles élections sous un régime de terreur. Mais cela même ne pourrait accorder qu'un bref délai de grâce. Mais c'est le seul recours - et nous savons que Bismarck fait-partie de ces gens à qui tous les moyens sont bons. Et Guillaume lui-même n'a-t-il pas dit: A la moindre résistance, je fais carrément tirer dans le tas ? Et c'est pourquoi on recourra certainement à ce moyen.

Les ouvriers sociaux-démocrates viennent de remporter une victoire qui est parfaitement méritée par leur résistance sans faille, leur discipline de fer, leur sens de l'humour dans la lutte, leur ardeur infatigable, bien qu'elle leur apparaisse à eux-mêmes tout à fait inattendue et ait plongé le monde dans la stupeur. La progression des voix sociales-démocrates se poursuit à chaque élection nouvelle avec le caractère irrésistible d'un procès naturel; les coups de force, l'arbitraire policier, l'abjection des juges - tout faisait simplement ricochet, et la colonne d'attaque, qui grossissait sans cesse, allait de l'avant, toujours de l'avant et de plus le plus rapidement. Et à présent, c'est le second parti de l'Empire quant à la force. Dans ces conditions, les ouvriers allemands devraient se gâter eux-mêmes leurs chances, en se laissant entraîner dans un putsch qui n'a aucun espoir de succès - simplement pour sauver Bismarck des affres de la mort! À un moment où le courage des ouvriers, au-dessus de tout éloge, reçoit le soutien actif de toutes les conditions objectives extérieures, où toute la situation sociale et politique, voire où les ennemis de la social-démocratie eux-mêmes

---

marée électoral des sociaux-démocrates, l'Empereur avait promulgué deux décrets « sociaux » au Reichstag le 4 février 1890 en pleine campagne électorale. De manière éhontée, l'Empereur y singeait les mesures proposées au congrès de fondation de la IIe Internationale sur la protection ouvrière. Dans son premier décret, il demandait au chancelier de convoquer une conférence internationale avec les autres États, afin de délibérer d'une législation unitaire de protection ouvrière. Cette conférence eut heu à Berlin en mars 1890. Elle décida de l'interdiction du travail des enfants âgés de moins de douze ans et d'une limitation de la journée de travail, pour les femmes et les jeunes gens, mais ces résolutions n'avaient pas force de loi pour les pays participants.

Dans son second décret, l'Empereur demandait à ses ministres des travaux publics, du commerce et de l'industrie de remanier la législation du travail, afin d'améliorer la situation des ouvriers dans les entreprises publiques et privées.

doivent œuvrer pour elle comme s'ils étaient payés pour cela - à ce moment-là, la discipline et la maîtrise de soi peuvent-elles venir à manquer au point que nous nous précipitions nous-mêmes sur l'épée tendue vers nous ? Il ne saurait en être question. Nos ouvriers ont été à trop bonne école sous le régime de la loi anti-socialiste, et puis, nous avons trop de militants aguerris dans nos rangs et, parmi eux, il y a beaucoup de soldats qui savent résister, l'arme au pied sous un déluge de balles - jusqu'au moment où l'heure de l'attaque aura sonné.

Engels à W. Liebknecht, 9 mars 1890.

Je te félicite, pour tes 42 000 suffrages qui font de toi *le premier élu de l'Allemagne (en* Fr.). Si un quelconque Kar-, HelI- ou autre Junkerdorf [1] cherche à interrompre maintenant, tu peux lui rétorquer : Retirez-vous sous votre prépuce - si vous en avez un -car je représente autant d'électeurs qu'une douzaine de votre espèce!

Nous revenons lentement à un état de dégrisement ici, mais sans gueule de bois, après la longue ivresse du triomphe. J'espérais 1 200 000 voix, et tout le monde me prenait pour un hypertendu. Les nôtres se sont magnifiquement comportés, mais ce n'est que le commencement : de durs combats les attendent encore. Nos 'succès dans le Schlesvig-Holstein, le Mecklembourg et en Poméranie nous assurent maintenant de gigantesques progrès parmi les travailleurs agricoles de l'Est. Maintenant que nous avons les villes et que le fracas de nos victoires retentit jusque dans le domaine campagnard le plus reculé nous pouvons allumer à la campagne un incendie autrement gigantesque que le feu de paille d'il y a 12 ans.

D'ici trois ans, nous pouvons avoir les ouvriers des campagnes, et alors nous aurons les régiments qui forment le noyau de l'armée prussienne. Or pour l'empêcher, il n'y a qu'un moyen, et le seul point sur lequel le petit Guillaume et Bismarck soient encore d'accord, c'est de l'appliquer sans ménagement : un solide mitraillage, dont le résultat sera une panique aiguë. Pour cela, tout prétexte sera bon, et lorsque les « canons » de Puttkamer [2] auront mitraillé les rues de quelques grandes villes, alors ce sera l'état de siège sur toute l'Allemagne; le petit bourgeois retrouvera de nouveau sa bonne confiance et votera aveuglément ce qu'on lui prescrira - et nous serons paralysés pour des années.

---

[1] Liebknecht, candidat des ouvriers concentrés dans les grandes villes, obtint le plus de voix de tous les Candidats qui s'étaient présentés aux élections, et Engels oppose ces suffrages obtenus dans les villes industrielles à ceux qui suffisent à faire élire un vulgaire hobereau dans les villages et coins perdus de Prusse (Kar-, Hell- ou autre Junkerdorf).

[2] Dans son discours électoral du 31 janvier 1890 à Stolpe, le ministre de l'Intérieur prussien Puttkammer souligna qu'au cas où la loi anti-socialiste serait abolie, il faisait confiance à l'armée et aux fonctionnaires « si soumis au gouvernement » pour maintenir l'ordre dans le pays. Il déclara ensuite que si le Reichstag ne votait pas les modifications prévues, destinées à- renforcer la loi anti-socialiste, il faudrait décréter le grand état de siège au Heu du petit et qu'à la place du § 28 ce serait les canons (d'après le § 28 de la loi anti-socialiste, le petit état de siège pouvait être décrété pour la durée d'un an dans certains districts et localités). Durant l'état de siège, les réunions étaient soumises à une autorisation préalable de la police; la distribution et la diffusion d'écrits socialistes étaient interdites dans les lieux publics; les personnes accusées de « mettre en danger la sécurité ou l'ordre public » pouvaient être interdites de séjour dans les districts et localités où régnait le petit état de siège; la possession, l'importation, le port ou la vente d'armes étaient interdits ou liés à des conditions très rigoureuses.

C'est ce que nous devons éviter. Nous ne devons pas nous laisser fourvoyer par la série de victoires, ne pas gâcher nos propres cartes, et ne pas empêcher nos ennemis de faire le travail pour nous. Je partage ici ton opinion : il nous faut nous montrer POUR L'INSTANT aussi pacifique et légalitaire que possible, et nous devons éviter tout prétexte de heurt. Cependant, je considère comme déplacées tes philippiques contre la violence, sous toutes ses formes et en toutes circonstances [1] : premièrement, parce qu'aucun adversaire ne te croira jamais - Us ne sont tout de même pas bêtes à ce point! - et deuxièmement parce que Marx et moi, nous serions des anarchistes d'après ta théorie, car l'idée ne nous est jamais venue de tendre aussi la joue gauche comme de bons quakers. Cette fois-ci tu as carrément passé les bornes.

Engels à Fr.-A. Sorge, 12 avril 1890.

En Allemagne, tout marche au-delà des espérances les plus optimistes. Lejeune Guillaume est littéralement fou, donc on ne peut mieux pour bouleverser complètement le vieil état de choses, ébranler le dernier reste de confiance chez tous les possédants - hobereaux aussi bien que bourgeois - et nous préparer le terrain d'une manière telle que le libéral Frédéric III lui-même ne l'aurait pu. Ses velléités d'amabilité avec les ouvriers - purement bonapartistes et démagogiques, mais liées à des rêves confus de mission princière par la grâce de Dieu [2] - tombent irrémédiablement à plat devant les nôtres. La loi anti-socialiste leur a ouvert les yeux à ce sujet. En 1878 encore, ils auraient

---

[1] Au lendemain de la promulgation de la loi anti-socialiste, Liebknecht avait déjà réagi en philistin devant la violence arbitraire de Bismarck, en déclarant que la social-démocratie renonçait aux moyens violents et révolutionnaires, pour arriver à son but socialiste. Maintenant que s'ouvrait la perspective de la « légalité », il déclarait renoncer à la violence... pour éviter un nouveau coup de force anti-socialiste. Aussitôt Engels lui signale le piège insidieux que lui tendait Bismarck et qui sera fatal au parti social-démocrate allemand de la dernière période le danger révolutionnaire étant écarté, il n'y aura plus de violences anti-socialistes, mais la guerre, cf. Fil du Temps, no 12 sur la crise actuelle et la perspective de guerre ou de révolution.

[2] Pour compléter sa législation industrielle et la loi anti-socialiste. Bismarck avait préparé des projets de loi en matière sociale, qui étaient évidemment autant de pièges posés à la social-démocratie. Fin avril-début mai, les projets de loi sur l'assurance-maladie des travailleurs et les compléments à la législation professionnelle furent adoptés en seconde lecture par le Reichstag. Ces deux lois faisaient partie du programme de réforme sociale annoncé à grands cris par Bismarck fin 1881. Le 2 mai, Bebel écrit à Engels que quelques députés sociaux-démocrates voulaient voter pour la loi d'assurance -maladie, et cita les noms de Max Kayser et de Moritz Rittinghausen, dont l'intention était d'engager le parti dans la voie de la politique de réforme. Par discipline de parti les sociaux-démocrates votèrent contre le projet de Bismarck.mais Grillenberger par exemple, prononça à cette occasion un discours ouvertement opportuniste.

Ce ne fut pas la bourgeoisie allemande qui, concéda le fameux système d'assurance sociale aux ouvriers allemands, mais Bismarck, le représentant des hobereaux, tout heureux de jouer un mauvais tour à la fois à la bourgeoisie et à la social-démocratie, selon la bonne recette bonapartiste.

Dès 1844, Marx avait dénoncé le caractère fallacieux des mesures sociales prises par des représentants de classe semi-féodales : « Étant un aristocrate et un monarque absolu, le roi de Prusse déteste la bourgeoisie. Il n'a donc pas lieu d'être effrayé si celle-ci va lui être encore, plus soumise et devient d'autant plus impuissante que ses rapports avec le prolétariat se tendent. On sait que le catholique déteste plus le protestant que l'athée, tout comme le légitimiste déteste davantage le libéral que le communiste. Ce n'est pas que l'athée et le communiste soient plus proches du catholique et du légitimiste, au contraire, ils leur sont plus étrangers que le protestant et le libéral, parce qu'ils se situent en dehors de leur sphère. Ainsi, en politique, le roi de Prusse trouve une opposition directe chez les libéraux. Pour le roi, l'opposition du prolétariat n'existe pas davantage que le roi lui-même n'existe pour le prolétariat. Il faudrait que le prolétariat eût atteint déjà une puissance décisive pour supprimer ces antipathies et ces oppositions politiques, et s'attirer l'hostilité de tous en politique. » (Marx, Notes critiques relatives à l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien, 7-8-1844, trad. fr. : Marx-Engels, Écrits militaires, Édit. L'Herne, pp. 157-158.)

pu faire *quelque chose* avec cela et Semer le désordre dans nos rangs, mais c'est impossible aujourd'hui. Les nôtres ont trop eu à sentir la botte prussienne. Quelques poules mouillées comme Monsieur Blos, par exemple, et ensuite quelques-uns des 700 000 hommes qui sont venus à nous dans ces trois dernières années peuvent vaciller un peu mais ils se perdront rapidement dans la masse, et avant que l'année soit passée ils auront leur plus belle déception causée par Guillaume lui-même au sujet de son influence sur les ouvriers, et alors son amour se changera en colère, et ses mamours en molestations.

C'est pourquoi notre politique doit maintenant éviter tout tapage, jusqu'à ce que la loi anti-socialiste soit arrivée à terme le 30 septembre. En effet, on ne peut guère prévoir qu'il y ait un nouvel état d'exception avec le Reichstag qui manquera alors tout à fait de toute espèce de cohésion; mais dès que nous aurons de nouveau une législation ordinaire, tu verras une expansion nouvelle qui éclipsera encore celle qui s'est manifestée le 20 février.

Comme les grâces que fait Guillaume aux ouvriers se complètent pas ses velléités de dictature militaire (tu vois comment toute la racaille princière devient de nos jours *nolens volens* bonapartiste) et qu'à la moindre résistance il voudra faire tirer dans le tas, nous devons nous préoccuper de lui enlever toute occasion de le faire [1].

Nous avons vu lors des élections que nos progrès à la campagne, notamment là où la grande propriété foncière subsiste avec uniquement de *gros* paysans, c'est-à-dire dans l'Est, ont été tout à fait énormes. Au Mecklembourg, trois ballottages, en Poméranie vingt-et-un. Les 85 000 voix qui, dans les premiers chiffres officiels, sont encore passées de 1 324 000 au premier tour à 1 427 000 au second, proviennent toutes de circonscriptions rurales, où l'on ne nous attribuait absolument aucune voix. C'est donc la perspective d'une conquête rapide à présent du prolétariat agricole des provinces orientales [2] et avec cela - des soldats des régiments d'élite prussiens. Alors tout l'ordre

---

[1] Dans son ouvrage intitulé les Plans de coups d'État de Bismarck et de Guillaume Il, 1890 et 1894, Stuttgart-Berlin 1929, E. Zechlin cite la lettre suivante du kaiser à son compère François-Joseph de Vienne: « Le nouveau Reichstag vient d'être élu; Bismarck a été indigné par les résultats et il a voulu aussitôt que possible le faire sauter. Il voulait utiliser à cette fin la loi socialiste. Il me proposa de présenter une nouvelle loi socialiste encore aggravée que le Reichstag repousserait, si bien que ce serait la dissolution. Le peuple serait déjà excité, les socialistes en colère feraient des putschs: il y aurait des manifestations révolutionnaires, et alors je devrais faire tirer dans le tas et donner du canon et du fusil. »

Ce n'est pas par hasard si Engels était appelé le Général dans la social-démocratie allemande, car il ne connaissait pas seulement la force de ses troupes, mais encore parfaitement la tactique que voulait employer l'adversaire, tactique qu'il fallait contrecarrer, si l'on ne voulait pas succomber devant un ennemi implacable et rusé, supérieur en armement et même en nombre.

Le passage au régime bourgeois était - comme Engels l'avait prévu - en théorie - particulièrement délicat pour les classes dominantes d'Allemagne.

[2] L'agitation parmi les paysans de l'Est de l'Allemagne (cf. note no 304) était, à côté du soutien des grèves des ouvriers, la seule manifestation active de la lutte de classes au niveau des masses que la social-démocratie allemande pouvait entreprendre durant la longue période de développement pacifique et idyllique du capitalisme. C'est donc là, en quelque sorte, la pierre de touche de l'action et de la pratique de la social-démocratie allemande. En ce qui concerne, par exemple, la grève des mineurs de la Ruhr (cf. note n° 269), la défaillance de la social-démocratie fut pratiquement complète, comme on le verra. En ce qui concerne l'agitation parmi la paysannerie des grands domaines de l'Allemagne orientale qui eût sapé l'ordre et la base des forces les plus réactionnaires de l'État allemand, on peut dire que la défaillance a été encore plus complète, puisque la direction du parti ne prit même pas sur le papier la direction révolutionnaire qu'exigeait la situation et le programme de classe, mais s'engagea d'emblée dans une politique agraire petite-bourgeoise.

social ancien sera par terre, et nous serons au pouvoir. Mais les généraux prussiens devraient être des ânes plus grands que je ne le crois s'ils ne savaient pas cela aussi bien que nous; en conséquence, ils *doivent* brûler du désir de préparer un sérieux mitraillage contre nous afin de nous rendre inoffensifs pour quelque temps. Double raison donc de procéder tranquillement à l'extérieur.

Une troisième raison, c'est que la victoire électorale est montée à la tête des masses - notamment celles que nous venons tout juste de gagner - et elles croient qu'elles peuvent maintenant *tout* exécuter de vive force. Si on ne tient pas les masses bien en mains, on fera des bêtises. Or les bourgeois font tout ce qui est en leur pouvoir - cf. les propriétaires de mines de charbon [contre les grévistes de la Ruhr] - pour favoriser ces bêtises, voire pour les provoquer. En plus des vieilles raisons, ils en ont encore de nouvelles pour souhaiter que l'on mette un frein aux « grâces » que le petit Guillaume fait aux ouvriers.

Je te prie de ne pas communiquer à Schlüter les passages mis ci-dessus entre crochets. Il a une tendance irrépressible à l'activisme; en outre., je connais les gens de la *Volkszeitung* qui utilisent sans ménagement tout ce qui leur semble utilisable pour leur journal.

Si notre parti semblera moins subversif en apparence en Allemagne dans le proche avenir, en ce qui concerne aussi le 1er Mai, en voilà les raisons. Nous savons que les généraux aimeraient bien profiter du 1er Mai pour leurs mitraillages. La même intention règne à Vienne et à Paris.

Dans *la Arbeiterzeitung de* Vienne, les correspondances de Bebel sont particulièrement importantes pour ce qui touche à l'Allemagne. En ce qui concerne la tactique du parti allemand, je ne prends jamais de décision sans avoir au préalable pris connaissance de l'opinion de Bebel, soit dans la *Arbeiterzeitung,* soit dans sa correspondance. Il a une clairvoyance d'une finesse merveilleuse. Il est dommage qu'il ne connaisse l'Allemagne qu'au travers de sa propre expérience. L'article de cette semaine « L'Allemagne sans Bismarck » est également de lui.

L'OPPOSITION DES « JEUNES », EXTRÉMISME DE LITTÉRATEURS

Retour à la table des matières

Engels à Fr.-A. Sorge, 9 août 1890.

La question agraire fut décisive : la révolution allemande devait vaincre ou être battue selon que la paysannerie des provinces orientales soutenait le prolétariat industriel ou restait l'instrument inconscient de la réaction prussienne. Les élections de 1890 qui devaient fournir le bilan de la pénétration socialiste en Prusse orientale, montrèrent que les masses paysannes étaient toutes disposées à passer au socialisme : cf. la lettre d'Engels à Sorge du 12-4-1890. Ce n'est pas le programme agraire adopté au congrès de Francfort par la social-démocratie qui devait inciter les paysans des provinces de l'Est à lui faire confiance. Il eût fallu prendre vis-à-vis des paysans (qui ne demandaient que cela) une position révolutionnaire, en théorie comme en pratique, contre la grande et la petite propriété rurale.

En Allemagne, il se prépare une petite polémique pour le congrès [1]. Monsieur Schippel - que Liebknecht a couvé et d'autres littérateurs veulent attaquer la direction du parti et-constituer une opposition [2]. C'est ce que l'on ne saurait vraiment pas interdire après l'abolition de la loi anti-

---

[1] Le succès des élections de 1890 amena au parti social-démocrate allemand toute une masse d'éléments plus ou moins incertains et opportunistes, qui devaient gagner encore en importance avec l'abolition de la loi anti-socialiste ouvrant une période où l'engagement socialiste était moins risqué. C'est en menant une politique ferme de classe que l'on eût pu assurer le mieux la sélection inévitable de cette masse, et non avec des méthodes toutes faites de facilité ou de discipline mécanique à la Liebknecht, qui réprimera plus tard les éléments révolutionnaires.

La fraction parlementaire dont le crétinisme démocratique attribuait les récentes victoires à ses vertus propres, et non à la nature révolutionnaire du prolétariat et à la ferme politique suivie sous le régime de la loi anti-socialiste - passa la première à l'attaque. En août 1890, la fraction parlementaire sociale-démocrate élabora un projet de nouveau statut d'organisation du parti qu'il soumit à la discussion des militants avant la tenue du congrès de Halle (16-17 octobre 1890). Ce projet prévoyait que la fraction exercerait un droit de surveillance et de contrôle sur le comité central du parti. Les parlementaires voulaient s'octroyer ce droit - véritable dictature personnelle contre la dictature des principes impersonnels qui sont la règle de vie du parti, et commandent les militants de la base au sommet - parce qu'ils tenaient leur mandat d'une masse plus grande d'ouvriers que les dirigeants véritables du parti, mis à leur poste par leurs luttes réelles dans le mouvement, luttes qui leur confèrent une expérience et donnent une « garantie » de leur volonté et de leur savoir-faire révolutionnaires. Ces parlementaires défendaient, à leur manière, le lieu commun crassement bourgeois qui oppose toujours le « bon sens » du grand nombre à l' « influence néfaste de la minorité des meneurs » : la droite du mouvement ouvrier - les sociaux-démocrates - opposent continuellement la masse au parti, voire la nation (les électeurs de toutes les classes dites « populaires ») à la classe. Lorsqu'elle parle de classe, elle s'efforce de la saisir dans les consultations les plus vastes possibles qui outrepassent toujours les limites restreintes du parti, puis elle cherche à faire admettre que les rouages et principes fondamentaux du parti ne doivent pas être déterminés par les seuls militants, mais par ceux qui occupent des sièges au parlementer sont désignés par un corps plus vaste. Dans ces conditions, les fractions parlementaires représentent toujours l'extrême-droite des partis qu'elles représentent.

Toute la dégénérescence de la social-démocratie et sa transformation en corps de moins en moins révolutionnaire - moins même que la masse inorganisée elle-même -, provient de ce qu'elle abandonna - outre la revendication de la violence – la notion marxiste du parti, en faisant de l' « ouvriérisme, » d'une part, et de l'électoralisme, d'autre part, c'est-à-dire une prétendue politique des masses « sociale-démocrate » au sens péjoratif que lui donna plus tard Lénine. Bref, elle cessa de fonctionner comme avant-garde précédant la classe, et devint l'expression mécanique des masses à travers le système électoral et corporatif (syndical) qui donne le même poids et le même effet aux milieux les moins conscients (au détriment des plus conscients) et les plus dominés par les intérêts limités suscités par la société de production capitaliste. La réaction la plus saine contre cette politique social-démocrae se développa sur la base d'une saine et stricte conception du parti - chez les bolchéviks, par exemple. Cf. Sur le Parti communiste. `thèses, discours et résolutions de la Gauche communiste d'Italie (Ir, partie : 1917-1925), in: Fil du Temps, no 8, pp. 89-91.

[2] Sous le régime de la loi anti-socialiste déjà, Engels avait dénoncé le danger que représentait, en plus de la fraction parlementaire opportuniste, la bande de littérateurs qui s'était insinuée dans le parti pour y débiter sa camelote. À présent que la presse sociale -démocrate allait devenir pléthorique, les éléments « cultivés », tout imprégnés de philistinisme allaient remplir les journaux et les revues d'une littérature qui prenait des égards pour tout le monde. Or, en concluait Engels, « cela signifie un envahissement progressif du parti par la philanthropie, I'humanisme, le sentimentalisme -, comme s'appellent tous les vices anti-révolutionnaires des Schippel, Freiwald, Quarck, Rosus etc. Ces gens qui, par principe, ne veulent rien apprendre et ne font que de la littérature pour la littérature et à propos de littérature (9 dixièmes de ce qui s'écrit aujourd'hui en Allemagne n'est écrit pour d'autres écrits!) Ils remplissent évidemment bien plus de pages par an que ceux qui bûchent et ne font des livres qu'après avoir travaillé, c'est-à-dire dominé la littérature ad hoc, et n'écrivent que des choses qui valent la peine d'être tues » (Engels à K. Kautsky, le 19-07-1884). Ce danger était d'autant plus grand pour la social-démocratie que l'Allemagne de cette époque était un pays essentiellement imprégné de la traditionnelle idéologie petite bourgeoise.

L'opposition des littérateurs se cristallisa autour du groupe « des Jeunes » qui utilisa le mécontentement justifié des ouvriers contre les actions opportunistes de la fraction parlementaire sociale-démocrate avec des phrases creuses d'un pseudo-extrémisme révolutionnaire, tout aussi bavard et stérile que tes beaux discours au parlement.

socialiste. Le parti est si grand qu'une liberté absolue de discussion dans son sein est une nécessité. Il n'est pas possible autrement d'assimiler et d'éduquer les nombreux éléments nouveaux qui ont afflué ces trois dernières années et qui parfois sont encore assez verts et bruts. On ne peut pas traiter comme des enfants de l'école le nouveau renfort de 700 000 hommes (en comptant simplement les électeurs) qui nous sont venus ces 3 dernières années; il faut pour cela des discussions et même aussi un peu de chamaillerie - c'est ce qui permet le mieux de surmonter cet état. Le danger de scission n'existe pas le moins du monde : douze années de pression ont amené ce résultat. Mais ces littérateurs super-intelligents qui veulent à toute force satisfaire leur colossale folie des grandeurs, intriguer et manœuvrer avec tous les moyens dont ils disposent, apportent à la direction du parti une peine et une irritation à laquelle elle n'est pas habituée, et celle-ci réagit avec une colère plus grande qu'ils ne le méritent. C'est pourquoi le Comité central du parti n'a pas mené très adroitement le combat : Liebknecht se démène comme un beau diable et n'a plus que des « fiche dehors » à la bouche, et Bebel lui-même, par ailleurs si plein de tact, a publié une lettre assez peu avisée dans un mouvement de colère. Et voilà ces messieurs les littérateurs qui crient qu'on opprime la libre expression de l'opinion, etc. Les principaux organes de la nouvelle opposition sont la *Berliner Volkstribune* (Schippel), la *Sächsische Arbeiter-Zeitung* de Dresde et la *Volksstimme* de Magdebourg, notamment chez les nouveaux venus qui se laissent séduire par les grands mots. Je verrai certainement Bebel et Liebknecht avant le congrès ici et je ferai mon possible pour les convaincre que toute cette manie de « fiche dehors » [1] est peu politique, dès lors qu'on ne se fonde pas sur des preuves frappantes d'actes nuisibles au parti, mais simplement sur les accusations de ceux qui ont la manie de faire opposition. Le plus grand parti d'Allemagne ne peut pas subsister sans que toutes les nuances puissent s'exprimer, et il faut éviter jusqu'à l'apparence d'une *dictature*

Un exemple en est l'appel publié fin mars 1890 par les, représentants berlinois de ce groupe, parmi lesquels Max Schippel, appelant les ouvriers à cesser le travail le 11 mai 1890.

À ce sujet, Engels écrivait à P. Lafargue le 10 février 1891 : « Quant à ce qui s'est passé au Congrès à propos du 1er mai, je l'ignore; mais quoi que vous disiez, les Allemands seraient simplement fous s'ils voulaient s'entêter en ce moment à fêter le 1er, et non le 3, dimanche. Le différend est d'ailleurs naturel : c'est l'opposition entre le Sud et le Nord. Vous autres méridionaux, vous sacrifiez tout à la forme, les septentrionaux la méprisent trop, s'en tenant uniquement au fond. Vous aimez les effets théâtraux, eux les négligent, trop peut-être. Cependant, pour eux, le fer mai signifie les lock-outs de Hambourg de l'année dernière (note n° 230), mais répétés cette fois dans tout le pays et dans des conditions encore beaucoup moins favorables; cela signifie une dépense de 2 à 300 000 marks, l'épuisement de tous les fonds relevant directement ou indirectement du parti, la désorganisation de tous nos syndicats et, en conséquence, le découragement général. Reconnaissez que ce serait payer un peu cher l'effet théâtral d'une manifestation simultanée. »

En octobre 1891, le congrès d'Erfurt expulsa l'opposition des « Jeunes » suscitée par ceux-là mêmes qui la couvèrent, les Liebknecht et Cie : la droite était débarrassée de ses critiques maladroits et verbeux de la « gauche ». Cf. note 232.

[1] Le centralisme démocratique implique le système de la divergence d'opinions entre les tendances au sein du parti, et il est normal qu'il en soit ainsi tant que le parti est social-démocrate, et non encore communiste, c'est-à-dire unitaire et lié par les principes admis par tous. Le centralisme démocratique va de pair avec la lutte des fractions et l'exclusion éventuelle de la fraction minoritaire. Pour un parti qui serait communiste, Marx et Engels ne concevaient pas d'autre centralisme qu'organique, excluant l'autocritique; le terrorisme disciplinaire et répressif, cf. par exemple : Marx-Engels, Le parti de classe, III, pp. 88-91. Un bon parti produit de bons militants et exclut, sans formalités coercitives, les éléments corrompus et arrivistes, ou du moins les mesures disciplinaires deviennent de plus en plus exceptionnels à mesure que le parti se développe et se renforce. Si c'est le contraire qui se produit et, pire encore, si les questions disciplinaires se multiplient - comme ce fut le cas en 1924, 1925, etc. - cela signifie simplement que la direction ne remplit pas correctement sa fonction, qu'elle a perdu toute influence réelle sur la base, si bien qu'elle peut d'autant moins obtenir la discipline qu'elle chante plus fort les louanges d'une rigueur disciplinaire parfaitement artificielle : l'organisation, comme la discipline, n'est pas un point de départ, niais un aboutissement.

à la Schweitzer. Je n'aurai pas de difficultés avec Bebel, mais Liebknecht est à ce point sous l'influence de chaque situation donnée du moment qu'il est capable de rompre tous ses engagements, et ce toujours avec les meilleures raisons du monde.

Fr. Engels à W. Liebknecht, 10 août 1890.

En tout cas, je souhaite vous voir avant le congrès [1]. Votre projet a diverses faiblesses, le plus grave en est qu'il prête à mon avis trop facilement à alimenter d'inutiles et de perpétuelles criailleries du fait que le comité central fixe *lui-même - même* si c'est en accord avec la fraction - ses émoluments. J'ai reçu aujourd'hui la *Sächsische Arbeiter-Zeitung* dans laquelle messieurs les littérateurs critiquent le projet. Bien des choses sont absolument puériles dans cette critique, mais ils ont eu l'instinct de renifler les quelques points faibles. Par exemple que *chaque* circonscription électorale peut envoyer jusqu'à 3 délégués. N'importe quel Bahlman ou Höchberg pourrait donc envoyer chacun trois délégués à partir de circonscriptions électorales où mille voix à peine se sont exprimées pour nous, à condition simplement d'y mettre son argent. Bien sûr, il est de règle que la question de l'argent apparaisse *indirectement comme* le régulateur des délégations. Mais il ne me semble pas sage de faire dépendre d'elle seule la proportionnalité du nombre des délégués avec le nombre des membres du parti représenté.

En outre, suivant le § 2 - *d'après les termes de celui-ci* -, une coopérative de trois hommes d'un quelconque village perdu peut t'exclure du parti, jusqu'à ce que le comité directeur te réhabilite. En revanche, le congrès du parti ne peut exclure personne, mais agir, simplement comme instance d'appel.

Dans tout parti actif, ayant des représentants parlementaires, la fraction forme une puissance très importante. Elle dispose de ce pouvoir, qu'il soit reconnu expressément ou non par les statuts. On peut donc se demander s'il était avisé de lui donner par-dessus le marché dans les statuts une position grâce à laquelle elle domine absolument le comité central, comme il ressort des § 15-18. Surveillance du comité central, d'accord, mais plainte à déposer devant une commission indépendante, dont dépendrait la décision, voilà qui serait sans doute meilleur.

---

[1] Le premier congrès de la social-démocratie allemande après la chute de la loi anti-socialiste se tint à Halle du 12 au 18 octobre 1890, et 413 délégués y prirent part. Le parti se donna à ce congrès le nom de Parti social-démocrate d'Allemagne. Les délibérations portèrent essentiellement sur le nouveau statut de l'organisation. Cf. note no 238. Sur proposition de W. Liebknecht, le parti décida d'élaborer un nouveau programme avant le prochain congrès de 1891 et de le déposer trois mois avant la date de sa réunion, afin que les organisations locales du parti et la presse puissent le discuter. Le congrès aborda, en outre, des questions relatives à la presse du parti et la position à adopter face aux grèves et aux boycotts.

À l'occasion du congrès de Halle, divers chefs de la social-démocratie allemande, dont Bebel et Liebknecht, se réunirent avec des invités étrangers. Conformément aux recommandations d'Engels, cette conférence adopta une résolution sur la tenue d'un congrès unitaire socialiste en 1891 à Bruxelles. Le comité exécutif suisse mis en place par le congrès de fondation de la IIe Internationale en 1889 devait s'entendre avec le conseil général du Parti ouvrier belge pour convoquer ensemble le second congrès de l'Internationale ouvrière à Bruxelles le 16 août 1891. Toutes les organisations ouvrières du monde devaient être appelées à ce congrès. Les possibilistes eux-mêmes pouvaient donc y assister, pour autant qu'ils reconnaissaient la pleine souveraineté de ce congrès. Cf. à ce propos la lettre d'Engels à P. Lafargue -du 15-09-1890, in: Correspondance, tome Il, pp. 410-412 (la lettre d'Engels du 19-09-1890 sur ce même congrès manque dans ce recueil, bien qu'elle figure dans les Œuvres de Marx-Engels en russe et en allemand).

Vous avez reçu depuis trois ans une masse d'un million en renfort. Ces nouveaux *n'ont* pas *pu bénéficier d'assez de lecture et d'agitation durant la loi anti-socialiste* [1]*,* afin d'arriver à la hauteur des anciens militants. Nombre d'entre eux n'ont que la bonne volonté et les bonnes intentions, dont l'enfer est pavé, comme on sait. Ce serait miracle s'ils n'avaient pas le zèle intempestif de tous les néophytes. Ils constituent un matériau tout à fait propre à se laisser prendre et à se laisser fourvoyer par les littérateurs et les étudiants qui se pressent maintenant à l'avant-scène et vous font opposition. C'est le cas aussi à Magdebourg, par exemple. Cela recèle un danger qu'il ne faut pas sous-estimer. Il est clair que vous en viendrez à bout en un tour de main à ce congrès, mais préoccupez-vous de ce que des ferments ne soient pas posés pour de futures difficultés. Ne faites pas d'inutiles martyrs, montrez que la liberté de critique règne, et s'il faut ficher dehors, alors seulement dans les cas où vous êtes en présence de faits tout à fait éclatants et-parfaitement démontrables - des faits patents de bassesse et de trahison! C'est ce que je pense. Je t'en dirai plus oralement.

Ton F.E.

Engels à P. Lafargue, 27 août 1890.

Il y a eu une révolte d'étudiants dans le parti allemand. Depuis deux-trois ans, une foule d'étudiants, de littérateurs et d'autres jeunes bourgeois déclassés a afflué au parti, arrivant juste à temps pour occuper la plupart des places de rédacteurs dans les nouveaux journaux qui pullulent, et, comme d'habitude, ils considèrent l'université bourgeoise comme une école de Saint-Cyr socialiste qui leur donne le droit d'entrer dans les rangs du parti ouvrier avec un brevet d'officier, sinon de général. Ces messieurs font tous du marxisme, mais de la sorte que vous avez connue en France il y a dix ans et dont Marx disait : « Tout ce que je sais c'est que je ne suis pas marxiste, moi! » Et probablement il dirait de ces messieurs ce que Heine disait de ses imitateurs: j'ai semé des dragons et j'ai récolté des puces.

---

[1] A la tentative du rapprochement entre anarchistes et social-démocrates, vient s'ajouter bientôt un autre mauvais coup porté au marxisme - le soutien apporté au socialisme petit-bourgeois de Dühring. Engels condamne tout d'abord le démocratisme de Liebknecht qui défend un individu particulièrement dangereux pour la social-démocratie allemande étant la survivance massive en Allemagne de l'idéologie de la petite bourgeoisie pour la seule raison que Bismarck en avait fait une victime de l'arbitraire policier. Le privatdozent Düring avait commencé en 1872 à critiquer certains professeurs réactionnaires en même temps que le statut suranné des universités allemandes - ce qui le mit au centre des attaques du corps professoral réactionnaire. Après avoir recommencé ses attaques en 1877, Dühring fut traduit devant le conseil de discipline universitaire, qui lui interdit en juillet 1877 d'enseigner.

Pour contrecarrer l'influence de Dühring dans le mouvement ouvrier allemand, Engels sera amené à écrire tout un volume pour réexposer le point de vue marxiste véritable tant ses élucubrations petites bourgeoises étaient pernicieuses.

On ne peut manquer d'être frappé par la concordance entre les erreurs des dirigeants sociaux-démocrates allemands (qui révèlent les faiblesses du mouvement) et les, points d'attaque de Bismarck. Celui-ci non seulement saura exploiter habilement Dühring et les autres confusionnistes au sein du mouvement ouvrier en leur laissant pleine liberté d'agitation, tandis qu'il interdira, d'abord, l'Anti-Dühring d'Engels, puis toute l'œuvre subversive de Marx-Engels tant que durera la loi antisocialiste. Bismarck prend même sein le cas échéant de s'appuyer sur une fraction au sein du parti ouvrier pour mieux toucher l'ennemi numéro un des classes dirigeantes allemandes, cf. note no 77.

Ces braves gens dont l'impuissance n'est égalée que par leur arrogance, ont trouvé un soutien dans les nouvelles recrues du parti à Berlin - le berlinisme spécifique, fait de toupet, lâcheté, rodomontades, bagout, tout à la fois, paraît être pour un moment remonté à la surface; c'était le chorus de MM. les étudiants.

Ils ont attaqué les députés sans motifs sérieux, et personne ne pouvait s'expliquer cette soudaine explosion : les députés, ou leur majorité, ne faisaient pas assez cas de ces petits gredins. Il est vrai que Liebknecht a mené la polémique, au nom des députés et du comité central, avec une rare maladresse, Mais voilà Bebel, qui était le principal point de mire et qui, dans deux réunions, à Dresde et Magdebourg met à la raison deux de leurs journaux; la réunion de Berlin fut interdite par la police qui en cachette poussait ou faisait pousser en avant l'opposition. Mais c'en est terminé à présent, et le congrès n'aura plus à s'occuper de tout cela. Ce petit incident a eu pour effet salutaire de mettre en évidence l'impossibilité de donner aux Berlinois le rôle de leaders. Encore s'ils étaient Parisiens - mais nous en avons assez et trop, déjà avec vos Parisiens.

Engels, Projet de lettre à la rédaction du « Sächsische Arbeiter-Zeitung », manuscrit rédigé début septembre 1890.

Lorsque ces messieurs [1] commencèrent à faire du vacarme contre la direction du parti et la fraction parlementaire, je je me demandai avec étonnement: que veulent-ils au juste ? Quel peut bien être leur but ? Pour autant que je pouvais le constater, il n'y avait aucune raison pour toute cette gigantesque exhibition. Le comité directeur du parti avait peut-être trop attendu pour se manifester à propos de la fête du 1er mai. Mais il ne faut pas oublier qu'il se composait de cinq hommes, dont quatre habitaient des lieux éloignés les uns des autres, et il fallait du temps pour se mettre d'accord. Mais, lorsqu'il s'est prononcé, il a dit ce qui était juste et la seule chose qui correspondait à la situation. Les événements de Hambourg [2] lui ont donné amplement raison.

---

[1] La rédaction de la Sächsische Arbeiter-Zeitung fut dominée pendant une courte période par l'opposition dite des « Jeunes », cf. note n° 227. Ils furent écartés de ce poste par la direction du Parti social-démocrate fin août 1890.

[2] De mai à juillet 1890, les ouvriers du bâtiment avaient fait grève à Hambourg pour réclamer la journée de neuf heures et une augmentation de salaire. Les grévistes ne purent obtenir gain de cause sur leurs revendications. Les patrons furent simplement contraints de renoncer à interdire aux ouvriers de s'inscrire à un syndicat.

À propos des lock-outs de Hambourg, Engels écrit le 2 février 1891 à Paul Lafargue le passage suivant d'après les indications fournies par R. Fischer : « L'affaire des cigariers hambourgeois montre M'évidence qui tient les atouts en main en ce moment. Les cigariers hambourgeois sont nos troupes d'élite : il n'y avait pas de jaunes et la lutte durait depuis des semaines, parce que les patrons lockoutaient leurs ouvriers pour les obliger à sortir de leur syndicat. Au bout du compte, ce seront les petits fabricants qui paieront les pots cassés. Mais cela coûte aux ouvriers une centaine de mille marks de leurs propres fonds - sans compter les cotisations des autres villes qui envoient de l'argent pour soutenir la grève. » Les patrons avaient tenté de briser les organisations syndicales des cigariers par un lock-out déclenché le 24 novembre 1890. La somme énorme de 170 000 marks fut collectée par la commission générale des syndicats allemands pour soutenir les grévistes. La grève s'acheva le 13 mars 1891 sans que les ouvriers aient obtenu le moindre avantage matériel, mais les patrons ne réussirent pas à détruire le syndicat de leurs ouvriers.

Remarquons que le 1er mai 1890, la loi anti-socialiste était encore en vigueur et le gouvernement ne cherchait qu'un prétexte pour intervenir avec la force, surtout après la victoire électorale des sociaux-démocrates allemands. Il s'agissait d'éviter toute provocation permettant au gouvernement de reprendre l'initiative.

Divers membres de la fraction ou du comité central ont certainement commis des incongruités lors du débat. C'est ce qui arrive toujours et partout, et la faute en incombe aux individus, non à l'ensemble. La fraction s'est rendue responsable dans son projet relatif à l'organisation de quelques infractions au code de l'étiquette démocratique. Mais il faut tenir compte de ce qu'il n'était aussi bien qu'un simple projet que le congrès du parti était libre d'accepter, de rejeter ou d'améliorer. La conférence londonienne de l'Internationale de 1871 a également commis de semblables péchés de forme, et messieurs les bakouninistes se sont aussitôt mis en devoir de les attaquer pour avoir une, base formelle à leurs attaques contre le Conseil général. Malgré cela, chacun sait aujourd'hui que la véritable démocratie se trouvait dans le Conseil général et non chez les bakouninistes qui avaient construit tout un appareil secret de conjuration pour mettre l'Internationale à leur service.

Lorsque au moment des subventions à la navigation. à vapeur [1] la fraction parlementaire de cette époque ne savait pas ce qu'elle voulait et avait essayé de faire de la rédaction du *Sozialdemokrat* le bouc émissaire de ses propres indécisions, j'ai pris position avec toute l'énergie nécessaire pour la rédaction contre la fraction parlementaire. Je ferais encore la même chose, si la fraction parlementaire ou le comité central du parti faisait de nouveau quelque chose qui mît véritablement en danger le parti. Mais il ne saurait être question de cela aujourd'hui, les [Le manuscrit s'interrompt ici].

---

[1] La polémique engagée par Bernstein dans le Sozialdemokrat avec l'appui d'Engels est en quelque sorte le rebondissement de l'affaire Kayser, député social-démocrate qui s'était déclaré favorable au projet de loi de Bismarck, tendant à taxer fortement les importations de fer, de bois, de céréales et de bétail. En 1879, Engels avait dénoncé Kayser qui voulait voter « de l'argent à Bismarck comme pour le remercier de la loi anti-socialiste ». L'affaire des subventions maritimes était plus grave encore. Premièrement, la fraction parlementaire social-démocrate commençait à s'engager dans une politique de collaboration avec l'État existant et effectuait ainsi ses premiers pas dans la voie d'une politique de réformes. Deuxièmement, avec les subventions à la navigation à vapeur pour des lignes transocéaniques, la bourgeoisie nationale -se lançait dans la politique impérialiste et jetait les bases d'un immense Empire colonial. En effet, Bismarck ne projetait rien moins que la création de lignes de liaison maritimes avec les territoires d'outre-mer au moyen de subventions de l'État. La majorité opportuniste se préparait donc à soutenir par ce biais l'expansion coloniale de sa bourgeoisie, et la fraction parlementaire eut le front, à l'occasion de cette affaire, de vouloir contrôler la politique du parti tout entier. Les menaces de scission au sein de la social-démocratie avaient à présent un fondement politique de première importance.

Lors du premier débat, le député social-démocrate Blos avait déclaré que son groupe voterait pour le projet gouvernemental à condition qu'en soient exclues les lignes avec l'Afrique et Samoa et que pour toutes les autres (vers l'Asie orientale et l'Australie) les grands navires soient strictement construits par les chantiers allemands et des mains... allemandes. Bebel se trouva en minorité dans la fraction. Le reste du groupe parlementaire, conduit pas Dietz, Frohme, Grillenberger etc. avait l'intention de voter pour le projet de subvention parce qu'il développait les relations internationales (?! ?!). Sous leur pression, le groupe adopta une résolution selon laquelle la question des subventions n'était pas une question de principe, si bien que chaque membre de la fraction pouvait voter à sa guise.

Engels dut intervenir pour soutenir Bebel et la rédaction du Sozialdemokrat. Celui-ci publia pendant des semaines des lettres et résolutions émanant de militants de la base contre l'opportunisme des parlementaires sociaux-démocrates et leur prétention de s'ériger en puissance dominante dans le parti. Finalement toute la fraction vota unanimement contre le projet de subvention maritime, et les protestations de la base aboutirent à faire reconnaître par tous que le Sozialdemokrat était l' « organe de tout le parti ». Nous traduisons la déclaration des députés parlementaires fidèlement, dans le style qui leur est propre.

Engels, Réponse à la rédaction du « Sächsische Arbeiter Zeitung », in : *Sozialdemokrat,* 13 septembre 1890.

À la rédaction du « Sozialdemokrat »

Le soussigné demande instamment que l'on publie la lettre suivante qui a été envoyée hier à l'actuelle rédaction du « Sächsische Arbeiter-Zeitung ».

Dans son article d'adieu (no 105 du 31 août 1890), la rédaction sortante du « Sächsische Arbeiter-Zeitung » prétend que le socialisme petit bourgeois parlementaire est majoritaire en Allemagne, mais que des majorités deviennent souvent très vite des minorités :

« ... et c'est ainsi que la rédaction sortante du « Sächs. Arb.-Ztg » souhaite, *avec Frédéric Engels,* qu'après avoir surmonté autrefois le naïf socialisme d'État de Lassalle, la tendance parlementaire si avide de succès au sein de l'actuelle social-démocratie soit bientôt surmontée elle aussi par le bon sens du prolétariat allemand ».

La rédaction sortante m'a réservé dans ce texte une grande surprise. Mais aussi à elle-même peut-être! J'ignorerai tout jusqu'ici de l'existence d'une majorité de socialistes parlementaires petit bourgeois au sein du parti allemand. Quoi qu'il en soit, que la rédaction sortante « souhaite » tout ce qu'il lui plait, mais sans moi!

Si j'avais encore eu le moindre doute sur la nature de l'actuelle révolte des littérateurs et des étudiants dans notre parti allemand, il devrait disparaître devant l'impudence pyramidale de cette tentative de me rendre solidaire des jongleries de ces messieurs.

Tous mes rapports avec la rédaction sortante se limitent à ceci : il y a quelques semaines, la rédaction sortante, sans que je lui demande rien m'a envoyé son journal, mais je n'ai pas cru utile de lui dire ce que j'y ai trouvé. Maintenant je suis bien obligé de le lui dire, et ce publiquement.

Sur le plan théorique, j'y trouvai - et, en gros, cela s'applique aussi à tout le reste de la presse de l' « opposition » - un « marxisme » atrocement défiguré, qui se caractérise, premièrement, par une incompréhension quasi totale de la conception que l'on prétend précisément défendre; deuxièmement par une grossière méconnaissance de tous les faits historiques décisifs; troisièmement, par la conscience de sa propre supériorité incommensurable qui caractérise si avantageusement les littérateurs allemands. Marx lui-même a prévu cette sorte de disciples, lorsqu'il a dit à la fin des années 1870 d'un certain « marxisme » qui s'étalait chez maints Français : « Tout ce que je sais, c'est que moi je ne suis pas marxiste » (en fr.).

Sur le plan pratique, j'y trouvai que l'on se haussait carrément au-dessus de toutes les difficultés réelles des luttes du parti et que, dans son imagination, on « sautait les difficultés » avec un total mépris de la mort, qui fait certes honneur au courage indompté de nos jeunes auteurs, mais qui, si on le transférait de l'imagination dans la réalité, serait capable d'enterrer le parti le plus fort où l'on se compte par millions, sous les tirs bien mérités de tous nos adversaires. Enfin, qu'une petite secte ne doit pas impunément se livrer à une telle politique de lycéens, c'est ce que ces messieurs ont aussi, appris par des épreuves non négligeables.

Tous les griefs qu'ils ont accumulés depuis des mois contre la fraction ou la direction du parti se ramènent dans le meilleur des cas à de simples bagatelles. Mais s'il plait à ces messieurs de faire des chiures de mouches, ce n'est absolument pas une raison pour que les ouvriers allemands avalent des couleuvres pour les en remercier.

En somme, ils ont récolté ce qu'ils avaient semé. Abstraction faite de l'ensemble du contenu, toute la campagne avait été engagée avec de tels enfantillages, avec une telle mystification naïve de soi-même sur son importance propre, ainsi que sur l'état de choses et les idées ayant cours dans le parti, que l'issue en était Claire dès le début. Que ces messieurs en retiennent la leçon! Certains ont écrit des choses qui justifiaient toute sorte d'espoirs. La plupart d'entre eux pourraient faire quelque chose, s'ils étaient moins imbus de la perfection du niveau de développement qu'ils ont atteint pour l'heure.

Qu'ils sachent et admettent que leur « formation académique » - qui nécessite de toute façon une sérieuse révision critique - ne leur confère aucun diplôme d'officier qui leur permettrait d'être élevés au grade correspondant au sein de notre parti; que, dans notre parti, chacun doit faire son service à la base; que des postes de confiance dans le parti ne se conquièrent pas par le simple talent littéraire et les connaissances théoriques, même si les deux conditions sont incontestablement réunies, car il faut encore être familiarisé avec les exigences de la lutte militante, savoir manier les armes les plus diverses dans la pratique politique, inspirer une confiance personnelle, faire preuve d'un zèle et d'une force de caractère à toute épreuve, et enfin, s'incorporer docilement dans les rangs de ceux qui combattent. En somme, il faut que ceux qui « ont été formés dans les universités sachent apprendre davantage des ouvriers que ceux-ci n'ont à apprendre d'eux.

Londres, le 7 septembre 1890.
Frédéric Engels.

Frédéric Engels

CONTRE LE CULTE DE LA PERSONNALITÉ

Retour à la table des matières

D'après le manuscrit, 28 novembre 1891.

Chers camarades,

Madame Kautsky vient de m'informer que l'ami Lessner lui avait signalé votre intention de donner une petite fête musicale à l'occasion de mon soixante-et-onzième anniversaire [1]. Or auparavant j'avais déjà convenu avec un ami que je passerai la soirée chez lui et, comme d'autres viendront également nous y rejoindre, il m'est absolument impossible d'annuler maintenant ce rendez-vous; et quoi que je le regrette, je ne pourrais passer la soirée d'aujourd'hui chez moi.

Je suis donc obligé de vous faire savoir ici par écrit, chers camarades, que je vous remercie beaucoup de votre projet si amical qui m'honore tant, et que je vous exprime en même temps le regret de ne pas avoir été informé plus tôt de ce projet. Aussi bien Marx que moi-même, nous avons toujours été opposés à toutes les manifestations publiques à l'égard de personnes privées, à moins que ce soit le moyen d'atteindre un grand but; mais, plus que tout, nous sommes contre ce genre de démonstration qui se déroule du vivant des intéressés et ont nos personnes pour objet. Si j'avais pu savoir que l'on voulait me faire un tel honneur, je me serais empressé d'exprimer en temps voulu la demande la plus polie, mais la plus impérative, pour que les camarades du Club de chant veuillent renoncer à leur projet. Je regrette que je ne l'aie appris qu'aujourd'hui, et si je dois ainsi, contre ma volonté, faire échouer votre projet si bienveillant à mon égard, je ne peux compenser cela, si possible, que par l'assurance que les quelques années sur lesquelles je peux encore compter en toute occurrence et que toutes les forces dont je dispose encore, je continuerai à les consacrer, sans restriction, comme auparavant, à la grande cause à laquelle je les ai consacrées depuis cinquante ans maintenant - la cause du prolétariat international.

Votre dévoué
Frédéric Engels.

---

[1] L'Association ouvrière de formation communiste, qui avait organisé une petite fête en l'honneur des soixante et un ans de Fr. Engels, avait été fondée en 1840 à Londres par les principaux membres de la Ligue des Justes pour former et organiser les ouvriers allemands en exil. Cette association fut dissoute en 1918 par le gouvernement anglais.

Frédéric Engels

LETTRE D'ADIEU AUX LECTEURS DU JOURNAL « DER SOZIALDEMOKRAT »

Retour à la table des matières

***Der Sozialdemokrat* (Londres), 27-09-1890.**

Que l'on me permette aussi de prendre congé du lecteur [1].

Le *Sozialdemokrat* doit quitter la scène - non seulement parce qu'on l'a si souvent répété face aux autres partis, mais surtout parce que le *Sozialdemokrat,* les conditions ayant changées, devrait nécessairement devenir différent, accomplir une mission nouvelle avec d'autres collaborateurs et un cercle élargi de lecteurs. Or, un journal qui a joué un rôle historique aussi spécifiquement déterminé, un journal dont la caractéristique était que, dans ses colonnes et là seulement se sont reflétées les douze années les plus décisives de la vie du parti ouvrier allemand - un tel journal ne peut ni ne doit se modifier. Il devait rester ce qu'il a été, ou bien cesser de paraître. Nous sommes tous d'accord sur ce point.

Nous sommes tout aussi unanimes à penser que ce journal ne peut disparaître sans laisser un vide. Aucun organe paraissant en Allemagne, officiellement ou non, ne saurait le remplacer. Pour le parti, ce n'est qu'un inconvénient relatif : il va connaître d'autres conditions de lutte et il a donc besoin d'autres armes ainsi que d'une stratégie et tactique différentes. Mais c'est une perte absolue pour ses collaborateurs, et notamment pour moi.

Par deux fois dans ma vie, j'ai eu l'honneur et la joie de collaborer à un journal auprès duquel j'ai pleinement joui des deux conditions les plus favorables auxquelles il est possible d'agir efficacement dans la presse : premièrement, une liberté de presse absolue, et deuxièmement l'assurance d'être entendu du public dont précisément on veut être entendu.

---

[1] Engels considérait qu'il fallait aussi régler leur compte aux éléments petits bourgeois de la fraction du Reichstag qui avaient suscité l'opposition des « Jeunes », comme il ressort de l'extrait suivant de sa lettre du 18-09-1890 à Kautsky, où il explique qu'il devait cependant tempérer ses attaques dans le numéro « triomphal » du Sozialdemokrat - « Dans le dernier numéro du Sozialdemokrat, je publierai un article qui fera grincer les dents à bien des gens en Allemagne. Mais je ne peux pas taper sur la bande de littérateurs (c'est-à-dire les « Jeunes ») sans placer quelques coups aux éléments philistins du parti qui leur ont fourni le prétexte de la chamaillerie. Je ne le ferai qu'indirectement - car le numéro triomphal n'est pas fait pour la polémique. C'est la raison pour laquelle, je suis content que les littérateurs m'aient obligé de leur régler leurs comptes auparavant. » Cf. à ce propos Heinrich Gemkow, Friedrich Engels' Hilfe beim Sieg der deutsche Sozialdemokratie über das Soziakstengesetz, Dietz Verlag Berlin 1957, S. 172-174.

La première fois, c'était en 1848-1849 auprès de la Nou*velle Gazette rhénane.* C'était l'époque de la révolution, et alors c'est de toute façon une joie que de travailler à la presse quotidienne. On voit sous les yeux l'effet de chaque mot; on voit littéralement les articles éclater comme si c'étaient des grenades, éclater comme des charges d'explosif.

La seconde fois au *Sozialdemokrat.* Et c'était un peu aussi comme si c'avait été la révolution, depuis que le parti s'était retrouvé au congrès de Wyden [1] et avait repris la lutte à partir de ce moment-là avec « tous les moyens », légaux ou non [2]. Le *Sozialdemokrat* incarnait donc cette illégalité. Il n'existait pas pour lui de contraintes dues à la constitution impériale, pas de code pénal d'Empire, pas de juridiction nationale de Prusse. Illégalement, en défiant tous les règlements locaux et nationaux et s'en moquant, il passait chaque semaine à travers les frontières du Saint Empire germanique; sbires, espions, agents provocateurs, douaniers, surveillance frontalière doublée et triplée étaient impuissants; presque avec la régularité d'une traite bancaire, il était présenté aux abonnés le jour fixé pour sa parution; aucun valet de police ne pouvait empêcher que la poste allemande ne l'expédiât et ne le distribuât. Et ce avec un total de dix mille abonnés en Allemagne; et tandis que les écrits interdits d'avant 1848 étaient rarement payés par leurs acheteurs bourgeois, les ouvriers payèrent douze ans durant avec la plus grande régularité pour leur *Sozialdemokrat.* Que de fois mon cœur de vieux révolutionnaire s'est-il réjoui en constatant que le mécanisme complexe de transmission entre la rédaction, l'expédition et les abonnés fonctionnait parfaitement, sans bruit, bien graissé, ce travail révolutionnaire étant organisé bon an mal an avec la plus grande régularité, comme s'il s'agissait d'une entreprise ou d'une affaire bien montée.

Et le journal méritait bien toutes ces peines et ces périls que l'on courait pour le diffuser! C'est absolument le meilleur journal que le parti ait jamais connu. Et pas seulement parce que c'était le seul parmi tous les autres à jouir de la pleine liberté de la presse! Les principes du parti y furent retenus et exposés avec une clarté et une détermination rares, la tactique de la direction du journal étant presque sans exception juste. Mais il faut ajouter encore quelque chose à tout cela. Alors que notre presse bourgeoise exerce ses activités dans l'ennui le plus mortel, l'humour le plus drôle

---

[1] Le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne avait tenu son premier congrès à Wyden (Suisse) sous le régime de la loi anti-socialiste. La simple convocation de ce premier congrès illégal auquel participèrent 56 délégués, témoigne de ce que les chefs du parti avaient quelque peu surmonté la confusion et les hésitations dont ils avaient fait preuve au moment de la promulgation de la loi anti-socialiste (cf. note no 122). Les partisans de la ligne révolutionnaire au sein du parti commencèrent à prendre le dessus sur les éléments opportunistes.

Les questions suivantes y furent débattues : la situation à l'intérieur du parti; les positions adoptées par les parlementaires, le programme, l'organisation et la presse du parti; la participation aux élections; les rapports avec les partis ouvriers des autres pays, etc. Le congrès condamna, les positions adoptées par Hasselman et Most, qui niaient que l'on doive utiliser les possibilités légales encore existantes, et tous deux furent exclus. Le congrès décida de modifier le § II du programme adopté à Gotha; dans la formule selon laquelle: le parti atteindrait ses buts « par tous les moyens légaux », il barra l'adjectif « légaux », reconnaissant par-là la nécessité de lutter aussi bien, par des moyens légaux qu'illégaux. Enfin, le Sozialdemokrat fut reconnu comme l'organe officiel du parti.

En ce qui concerne l'action de Marx et d'Engels en faveur du Sozialdemokrat, cf, Horst Bartel Marx und Engels im Kampf um ein revolutionäres deutsches Parteiorgan. 1879-1890. Zu einigen Problemen der Hilfe von Karl Marx und Friedrich Engels für den Kampf des « Sozialdemokrat » gegen das Sozialistengesetz, Dietz Verlag Berlin 1961, 278 p.

[2] Au congrès de Wyden (1880), Schlüter avait, préposé, de rayer le mot légal du § 2 du programme de Gotha qui disait : « Partant de ces principes, le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne s'efforce, par tous les moyens légaux, de fonder l'État libre et la société socialiste, de briser la loi d'airain des salaires en éliminant le système du salariat, d'abolir l'exploitation sous toutes ses formes, de supprimer toute inégalité sociale et politique ».

s'exprimait dans le *Sozialdemokrat,* cet humour même avec lequel nos ouvriers sont habitués à mener la lutte contre les chicanes policières.

Le *Sozialdemokrat* était tout, sauf le simple porte-parole de la fraction [1]. Lorsque la majorité de la fraction voulut voter en 1885 la subvention à la navigation à vapeur [2], le journal défendit âprement la conception opposée et prétendit en avoir le droit, alors que la majorité, dans un ordre du jour qui lui serait aujourd'hui incompréhensible, le lui interdit. La lutte dura quatre semaines entières au cours desquelles la rédaction fut puissamment appuyée par les militants du parti en Allemagne et à l'étranger. L'interdiction fut publiée le 2 avril, le 30, le *Sozialdemokrat* publia une déclaration commune de la fraction et de la rédaction, déclaration dont il ressortait que la fraction avait retiré son ordre.

---

[1] À ce sujet, Lénine écrivait : « Que l'on se souvienne des Allemands. Sous le régime de la loi anti-socialiste, les choses en vinrent au point que la fraction (parlementaire) entreprit une série de dé marches opportunistes en opposition criante avec la ligne du parti (vote en faveur de la subvention de la navigation à vapeur, etc.). Le parti créa à l'étranger un organe central paraissant chaque semaine, qui fut régulièrement introduit en contrebande en Allemagne. Malgré de furieuses persécutions policières malgré une situation qui - en vertu des conditions objectives - était bien moins révolutionnaire que l'actuelle en Russie, l'organisation sociale-démocrate allemande était incomparablement plus large et plus puissante que l'actuelle organisation de notre parti. La social-démocratie allemande amorça une lutte longue et complexe contre sa fraction parlementaire, et la conduisit jusqu'à la victoire. Les niais partisans des « Jeunes » qui, au lieu d'œuvrer à améliorer la fraction parlementaire, se laissèrent aller à des débordements hystériques, eurent une fin très désagréable. La victoire du parti se manifesta cependant par le fait que la fraction parlementaire fut matée » (À l'occasion de deux lettres, in : Prolétaire, no 39 du 13 (26) novembre 1908.)

[2] La polémique engagée par Bernstein dans le Sozialdemokrat avec l'appui d'Engels est en quelque sorte le rebondissement de l'affaire Kayser, député social-démocrate qui s'était déclaré favorable au projet de loi de Bismarck, tendant à taxer fortement les importations de fer, de bois, de céréales et de bétail. En 1879, Engels avait dénoncé Kayser qui voulait voter « de l'argent à Bismarck comme pour le remercier de la loi anti-socialiste ». L'affaire des subventions maritimes était plus grave encore. Premièrement, la fraction parlementaire social-démocrate commençait à s'engager dans une politique de collaboration avec l'État existant et effectuait ainsi ses premiers pas dans la voie d'une politique de réformes. Deuxièmement, avec les subventions à la navigation à vapeur pour des lignes transocéaniques, la bourgeoisie nationale -se lançait dans la politique impérialiste et jetait les bases d'un immense Empire colonial. En effet, Bismarck ne projetait rien moins que la création de lignes de liaison maritimes avec les territoires d'outre-mer au moyen de subventions de l'État. La majorité opportuniste se préparait donc à soutenir par ce biais l'expansion coloniale de sa bourgeoisie, et la fraction parlementaire eut le front, à l'occasion de cette affaire, de vouloir contrôler la politique du parti tout entier. Les menaces de scission au sein de la social-démocratie avaient à présent un fondement politique de première importance.

Lors du premier débat, le député social-démocrate Blos avait déclaré que son groupe voterait pour le projet gouvernemental à condition qu'en soient exclues les lignes avec l'Afrique et Samoa et que pour toutes les autres (vers l'Asie orientale et l'Australie) les grands navires soient strictement construits par les chantiers allemands et des mains... allemandes. Bebel se trouva en minorité dans la fraction. Le reste du groupe parlementaire, conduit pas Dietz, Frohme, Grillenberger etc. avait l'intention de voter pour le projet de subvention parce qu'il développait les relations internationales (?! ?!). Sous leur pression, le groupe adopta une résolution selon laquelle la question des subventions n'était pas une question de principe, si bien que chaque membre de la fraction pouvait voter à sa guise.

Engels dut intervenir pour soutenir Bebel et la rédaction du Sozialdemokrat. Celui-ci publia pendant des semaines des lettres et résolutions émanant de militants de la base contre l'opportunisme des parlementaires sociaux-démocrates et leur prétention de s'ériger en puissance dominante dans le parti. Finalement toute la fraction vota unanimement contre le projet de subvention maritime, et les protestations de la base aboutirent à faire reconnaître par tous que le Sozialdemokrat était l' « organe de tout le parti ». Nous traduisons la déclaration des députés parlementaires fidèlement, dans le style qui leur est propre.

Par la suite, il fut donné au *Sozialdemokrat* de mettre à l'épreuve le droit d'asile suisse que l'on vante tant. Il s'avéra alors comme dans tous les cas analogues depuis 1830 - que ce droit d'asile connut une défaillance au moment précis où il devait s'appliquer. Depuis la démocratisation obtenue en 1830, les grandes puissances voisines de la petite République permettaient à la Suisse de faire des expériences démocratiques à l'intérieur, à la seule condition cependant que le droit d'asile aux réfugiés ne soit exercé que sous le contrôle de la grande puissance concernée en l'espèce. La Suisse est trop faible pour ne pas céder. Marx avait coutume de dire, à propos notamment de la Hollande, de la Suisse et du Danemark, que la pire situation possible était celle d'un petit pays qui avait eu une grande histoire. Que l'on cesse donc enfin de fanfaronner avec l'immaculé droit d'asile dans la « fryen Schwyz » (libre Suisse)!

Le *Sozialdemokrat* était l'étendard du parti allemand; après une lutte longue de douze ans, le parti a triomphé. La toi anti-socialiste est abrogée et Bismarck renversé. Le puissant Empire allemand avait mis en oeuvre tous ses moyens de puissance : le parti s'est joué de lui, jusqu'à ce qu'enfin l'Empire allemand dût baisser pavillon devant nous. Le gouvernement impérial veut, pour l'heure instaurer de nouveau dans ses rapports avec nous le droit légal s'appliquant à tous et, pour l'heure, nous voulons bien, nous aussi, tâter des moyens légaux, que nous avons reconquis grâce à un vigoureux recours aux moyens extralégaux. Il est relativement indifférent en l'occurrence que les moyens « légaux » soient de nouveau accueillis dans le programme. Il faut essayer, pour commencer, de faire notre travail avec des moyens de lutte légaux. C'est ce que nous ne sommes pas les seuls à faire, puisque tous les partis ouvriers de tous les pays dans lesquels les travailleurs disposent dans une certaine mesure d'une liberté légale de mouvement, le font également, et ce, pour la simple raison que les plus grands résultats s'ensuivent pour eux. Mais cela a pour prémisse que le parti adverse agisse aussi légalement. S'il tente, soit par de nouvelles lois d'exception, par des jugements contraires à la loi et par la praxis des juridictions impériales et par l'arbitraire policier, soit par d'autres empiètements illégaux de l'exécutif, de placer une nouvelle fois notre parti hors du droit commun - alors la social-démocratie allemande sera poussée une nouvelle fois dans la voie de l'illégalité, la seule qui lui demeure ouverte. Même dans la nation qui est la plus légalitaire du monde, chez les Anglais, la première condition de la légalité de la part du peuple est que les autres forces au pouvoir demeurent également dans le cadre de la loi ; si cela ne se produit pas, alors le premier devoir civique devient la rébellion, d'après les conceptions juridiques anglaises.

Si ce cas doit survenir encore une fois, que se passera-t-il alors ? Le parti se mettra-t-il à édifier des barricades et à en appeler à la force des armes ? Nous ne ferons certainement pas ce plaisir à nos adversaires. Et nous sommes déjà prévenus par la conscience que nous avons du *rapport de forces dans lequel nous nous trouvons* et que nous révèle chaque élection générale au Reichstag. 20 % des suffrages exprimés est un chiffre très respectable, mais cela signifie aussi que l'union de nos adversaires dispose encore de 80 %. Et si, en plus, notre parti considère que le nombre de ses suffrages a doublé au cours de ces trois dernières années et que l'on peut escompter qu'ils augmenteront dans une proportion encore plus forte lors des prochaines élections, alors il faudrait que nous soyons insensés pour tenter aujourd'hui un putsch dans un rapport de 2 contre 8, plus l'armée, bien sûr, putsch dont l'issue certaine serait la perte de toutes les positions fortes que nous avons conquises depuis vingt-cinq ans.

Le parti a un moyen bien meilleur, et de plus parfaitement éprouvé. Le jour où on nous contestera le droit commun, le *Sozialdemokrat* paraîtra de nouveau. La vieille machinerie - tenue en réserve pour cette éventualité - se remettra en activité, améliorée, agrandie et déjà bien rodée. Et une chose est certaine : la seconde fois, l'Empire allemand ne tiendra pas douze ans [1] !

[1] L'une des tâches principales d'Engels pour assurer le passage de la social-démocratie à la légalité fut de pourvoir le parti d'un programme plus nettement marxiste que le malheureux programme de fusion adopté à Gotha en 1875. Non seulement il provoqua la discussion sur la nécessité d'un nouveau programme, mais soutint encore par tous les moyens ceux qui le rédigèrent - Kautsky, pour la partie théorique, Bernstein, pour la partie politique.

Les éléments petits bourgeois du parti commencèrent, aussitôt après l'abolition de la loi scélérate, à prôner pour l'Allemagne demi-absolutiste la voie pacifique au socialisme. Dans un discours prononcé le 1er juin 1891 à Munich, le parlementaire social-démocrate Vollmar, l'un des dirigeants bavarois le plus en vue, se déclara carrément en faveur d'une politique d'entente avec le gouvernement et lança la formule de la main tendue à la bonne volonté (sic). L'effort principal d'Engels dans ces conditions fut de faire prendre conscience au parti social-démocrate de la nécessité de la violence - de la dictature du prolétariat - pour instaurer la société socialiste. Engels défendit ce point central non seulement dans le programme d'Erfurt, mais encore dans les textes de vulgarisation destinés à la grande masse des ouvriers (cf. note no 77). Les dirigeants sociaux-démocrates éprouvèrent le besoin de « corriger » Engels pour faire croire que sa critique ne les concernait pas : ainsi remplacèrent-ils, au début de la citation suivante, le « philistin social-démocrate » par « philistin allemand » : « Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. - Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat! » (Introduction à l'édition allemande de 1891 de la Guerre civile en France.) Balayant toutes les illusions d'un passage pacifique au socialisme au moyen de la conquête de l'État, Engels expliquait aux ouvriers que « l'État n'est rien d'autre qu'une machine pour l'oppression d'une classe par une autre, et cela, TOUT AUTANT DANS LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE QUE DANS LA MONARCHIE » (Souligné par nous).

On ne peut qu'admirer la patience et la ténacité inouïes d'Engels, imposant littéralement, à travers mille difficultés et incompréhensions, le programme d'Erfurt, qui, malgré ses lacunes, fut un bon programme, repris par tous les partis ouvriers de la IIe Internationale.

V.

CRITIQUE DU PROGRAMME SOCIAL-DÉMOCRATE D'ERFURT DE 1891

Retour à la table des matières

« L'oubli des grands points théoriques fondamentaux pour les intérêts immédiats et passagers, la lutte et la course aux succès momentanés sans se soucier des conséquences ultérieures, le sacrifice de l'avenir du mouvement au présent du mouvement - tout cela a peut-être des mobiles « honnêtes » niais cela est et reste de *l'opportunisme*. Or l'opportunisme « honnête » est peut-être le plus dangereux de tous. » (Engels, *Critique du projet de programme social-démocrate d'Erfurt de 1891.)*

Engels, II. Revendications politiques du projet de programme d'Erfurt, 1891.

Les revendications politiques ont un grand défaut : on *n'y* trouve pas ce que précisément il eût fallu dire [1]. Si toutes les dix revendications posées étaient satisfaites, nous eussions certes quelques moyens de plus pour faire aboutir ce qui est l'essentiel au plan politique, mais nous n'aurions encore pas du tout l'essentiel.

La Constitution de l'Empire allemand est - en ce qui concerne les limitations apportées aux droits dont disposent le peuple et ses représentants une copie pure et simple de la Constitution prussienne de 1850. Or dans cette Constitution la réaction la plus extrême se lit dans les paragraphes octroyant tout le pouvoir effectif au gouvernement, les Chambres n'ayant même pas le droit de refuser l'impôt. Durant les périodes de conflit constitutionnel, le gouvernement a montré qu'il pouvait utiliser à sa guise la Constitution. Le Reichstag a les mêmes droits que la Diète prussienne, et c'est à juste titre que Liebknecht a appelé ce Reichstag la feuille de vigne de

[1] Les dirigeants sociaux-démocrates opposèrent une résistance active ou passive au projet d'Engels. Par exemple à la place de la formule claire et précise de « la concentration de tout pouvoir politique entre les mains des représentants du peuple », le programme revendiquait la vague formule de « la législation par le peuple au moyen du droit de proposer et de rejeter les lois »! Par ailleurs, la formule d'Engels « auto-administration complète en province, dans les cantons et les communes » fut complétée comme suit dans le programme définitif : « Auto-détermination et auto-administration du peuple dans l'Empire, l'État, la province et les communes » - ce qui laisse subsister l'ordre établi. À ce propos, Engels dira dans sa critique que tant que subsistera la division de l'Allemagne en petits États, il est absurde d'envisager « la transformation des moyens de travail en propriété commune ».

l'absolutisme. Vouloir, sur la base de cette Constitution qui sanctionne le système des petit États en Allemagne ainsi que l'alliance de la Prusse et de minuscules États à la Reuss-Greiz-Schliez-Lobenstein, dont l'un couvre autant de lieues carrées que l'autre de pouces carrés, vouloir sur une telle base entreprendre « la transformation des moyens de travail en propriété commune » est manifestement absurde. Toucher à l'ordre en vigueur est certes dangereux. Mais il faut tout de même s'y attaquer, qu'on le veuille ou non. Combien c'est nécessaire, c'est ce que démontre précisément à l'heure actuelle l'opportunisme qui s'étale dans une grande partie de la presse sociale-démocrate. Soit que l'on craigne le renouvellement de la loi anti-socialiste, soit que l'on se souvienne de certaines opinions exprimées prématurément sous le régime de la loi anti-socialiste, on veut maintenant faire accroire au Parti que l'ordre légal actuellement en vigueur en Allemagne peut suffire à faire réaliser par la voie pacifique toutes ses revendications. On fait accroire à soi-même et au parti que « l'actuelle société transcroît directement dans le socialisme », sans même se poser la question : n'est-elle pas, pour cela, obligée de se dépouiller de toute sa forme constitutionnelle et sociale, de faire sauter sa vieille enveloppe avec autant de violence que l'écrevisse crevant la sienne. On ne se demande même pas si en Allemagne il ne faut pas briser par-dessus le marché les entraves d'un ordre politique encore à demi absolutiste et indiciblement confus. On peut concevoir que la vieille société puisse évoluer pacifiquement vers la nouvelle, dans des pays où la représentation populaire concentre entre ses mains tout le pouvoir, où du point de vue constitutionnel on peut faire ce que l'on veut du moment que l'on dispose de la majorité de la nation, c'est-à-dire dans des Républiques démocratiques telles que celles de la France et l'Amérique, dans des monarchies telles que celle de l'Angleterre où le rachat imminent de la dynastie est débattu tous les jours dans la presse et où cette dynastie est impuissante contre la volonté populaire [1]. Mais en Allemagne, où le gouvernement est pratiquement tout-puissant, où le Reichstag et tous les autres corps représentatifs ne disposent d'aucun pouvoir effectif, proclamer une telle perspective en Allemagne - et encore sans nécessité -, c'est enlever sa feuille de vigne à l'absolutisme et en couvrir la nudité par son propre corps.

Une telle politique ne peut, à la longue, que dévoyer le Parti lui-même. On avance au premier plan les questions politiques de caractère général et abstrait, et l'on dissimule derrière elles les questions concrètes les plus urgentes, qui, aux premiers événements importants, à la première crise politique grave, apparaissent d'elles-mêmes à l'ordre du jour. Que peut-il en résulter d'autre sinon

---

[1] Dans son interview publiée dans la Chicago Tribune et reproduite dans le présent recueil, Marx avait admis qu'« aux États-Unis et en Grande-Bretagne, et peut-être aussi en France, il est possible qu'une réforme ouvrière puisse être réalisée sans révolution sanglante, mais que le sang devait être répandu en Allemagne, en Russie ainsi qu'en Italie et en Autriche ». D'emblée donc, Marx condamne toute voie pacifique au socialisme pour l'Allemagne, et les sociaux-démocrates le savaient fort bien, car Marx l'a répété souvent. Au cours de la phase idyllique du capitalisme, il était possible, aux yeux de Marx-Engels, POUR CERTAINS PAYS DÉTERMINÉS, de conquérir pacifiquement le pouvoir, puis d'instaurer la DICTATURE DU PROLÉTARIAT, c'est-à-dire d'utiliser tout de même finalement la force. Cependant après le stade du capitalisme idyllique ou pacifique, il n'est plus possible d'envisager cette hypothèse : les raisons mêmes qui faisaient qu'elle était possible alors n'existant plus de nos jours. C'est ce que Lénine explique : « La dictature révolutionnaire du prolétariat, c'est la violence exercée contre la bourgeoisie; et cette violence est nécessitée surtout, comme Marx et Engels l'ont expliqué maintes fois et de la façon la plus explicite (notamment dans la Guerre civile en France et dans la préface de cet ouvrage), par l'existence du militarisme et de la bureaucratie. Or ce sont justement ces institutions, justement en Angleterre et en Amérique, qui, justement dans les années 70, époque à laquelle Marx fit sa remarque, n'existaient pas. Maintenant, elles existent et en Angleterre et en Amérique. Cf. la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, in V. Lénine, la Commune de Paris, p. 100.

que, subitement au moment décisif, le Parti sera pris au dépourvu et que sur les points décisifs, la confusion et l'absence d'unité domineront, parce que ces questions n'auront jamais été discutées ?

PRÉLUDE AU PROGRAMME D'ERFURT: LA PUBLICATION DE LA CRITIQUE DU PROGRAMME DE GOTHA

Par Marx

Retour à la table des matières

Engels à Karl Kautsky, 7 janvier 1891.

Hier je t'ai envoyé *en recommandé* le manuscrit de Marx [1] que tu auras certainement lu avec plaisir. Je doute qu'il puisse paraître *tel quel* dans le Saint Empire germanique. Considère le texte sous cet angle, et où cela peut aller laisse de côté les passages délicats et remplace-les par des points. Là où la liaison en souffre, veux-tu être assez aimable pour me signaler les passages dans les épreuves et, si tu le veux bien, m'indiquer les *raisons* pour lesquelles tu estimes qu'ils pourraient soulever des difficultés. Je ferai alors mon possible. Je placerai les passages modifiés entre crochets et je dirais dans ma note introductive que ce sont là des passages modifiés. Je te prie donc de m'envoyer les épreuves en placard.

---

[1] Au congrès du parti social-démocrate de Halle (12 au 18 octobre 1890), lors de la discussion des questions d'organisation et de statut, Liebknecht fit un rapport sur les lignes essentielles d'un nouveau programme du parti. En traitant du programme d'avant la foi anti-socialiste, il utilisa, sans les citer expressément, les critiques de Marx -Engels du programme de Gotha et demanda que le nouveau programme soit à la hauteur d'un « parti qui se réclame à juste titre du socialisme scientifique ». Liebknecht proposa que le congrès charge le comité central du parti d'élaborer un nouveau programme, qui devait être soumis à la discussion des militants trois mois avant le congrès suivant (d'Erfurt, 14-20 octobre 1891).

Engels fut amené - sans doute par le comportement de Liebknecht lui-même qui utilisait à sa façon la critique de Marx du programme de Gotha - à faire publier le texte de 1875 (qui alors avait été mis sous le boisseau par le même Liebknecht) pour servir de base de discussion au nouveau programme du congrès d'Erfurt. Comme Engels avait réussi finalement à s'appuyer sur Bernstein pour donner un cours révolutionnaire au Sozialdemokrat, il poussa maintenant Kautsky en avant pour donner un programme marxiste à la social-démocratie. Est-il besoin de dire que ces périodes furent les plus « marxistes » de Bernstein et de Kautsky!

Sur le programme d'Erfurt, voir les différents articles d'explication historique de Kautsky rassemblés dans son recueil Zu den Programmen der Sozialdemokratie, Verlag Jacob Hegner, Köln, 1968, pp. 29-34, 63-117.

Il semble que les dirigeants sociaux-démocrates réussirent à tuer également par le silence la critique d'Engels du programme d'Erfurt, qui resta pratiquement ignorée de la masse des militants allemands et étrangers qui, ne lisaient pas la Neue Zeit, comme il ressort de l'extrait suivant du recueil établi par le Parti communiste allemand en 1928 (Marx-Engels, Kritiken der sozialdemokratischen Programm-Entwürfe von 1875 und 1891. Anhang 1. Marx und Engels gegen den sozialdemokratischen Opportunisme 2. Die sozialdemokratischen Parteiprogramme 1863/1925, Internationaler Arbeiter-Verlag Berlin 1928) : « Lorsqu'il fut question d'établir le nouveau programme - celui d'Erfurt de 1891 - Engels tenta une fois de plus de s'opposer par une critique approfondie au cours de droite. Kautsky n'a publié cette critique que dix ans plus tard (1901). Comme les critiques de Marx du programme de Gotha, la critique d'Engels a été enterrée dans les pages de la Neue Zeit. Il fallut attendre 1920 pour que les camarades Kreibich et Alpary, et en 1922 le parti communiste allemand la publient en brochures populaires ».

Il se peut fort bien, d'ailleurs qu'outre les hautes sphères de la police, d'autres gens aussi s'offusquent de cette publication. Si tu jugeais nécessaire de prendre des gants ici aussi, je te prierais d'envoyer le manuscrit *en recommandé* à Adler. Là-bas à Vienne, il peut certainement être imprimé dans sa totalité (sauf, hélas, le magnifique passage sur les besoins religieux) mais *de toute façon il sera imprimé.* Je veux admettre que la ferme détermination dont je viens de te faire part te donne pleine couverture contre toutes les récriminations possibles. En effet, comme vous ne pouvez tout de même pas empêcher la publication de ce texte, il vaut mieux qu'il paraisse en Allemagne même, dans l'organe du parti spécialement créé pour ce genre de choses - la *Neue Zeit.*

Engels à Karl Kautsky, 15 janvier 1891.

Tu constateras d'après les épreuves ci-jointes que je ne suis tout de même pas un monstre, puisque j'ai même glissé, dans mon Introduction un petit peu de morphine et de bromure de potassium pour calmer les douleurs. Cela suffira peut-être à produire un effet sédatif sur l'humeur élégiaque de notre ami Dietz. J'écrirai aujourd'hui encore à Bebel [1]. Je ne lui ai rien dit de l'affaire jusqu'ici, parce que je n'ai pas voulu le mettre dans J'embarras vis-à-vis de Liebknecht: il eût été *obligé* de lui en parler, et Liebknecht qui, au congrès de Halle, avait cité des passages du manuscrit dans son discours sur le programme du parti, aurait remué ciel et terre pour en empêcher la publication [2].

Si le passage « pour satisfaire leurs besoins religieux *aussi bien que corporels* » ne peut vraiment être maintenu, raye les mots en italique et remplace-les par des points [3]. L'allusion n'en sera que plus transparente tout en restant suffisamment compréhensible. Il faut espérer qu'après cela il n'y aura plus d'objections.

---

1 Comme de nombreuses lettres écrites à un moment ou sur un point décisif, la lettre d'Engels à Bebel dont il est question ici n'a jamais été retrouvée.

2 Dans sa lettre à Engels du 18-2-1891 Kautsky brossait le tableau suivant de Liebknecht: « Monsieur Liebknecht peut toujours jouer les indignés : si Marx ne l'avait pas constamment soutenu avec ses lettres, il serait resté la grande nullité qu'il s'est de plus en plus révélé être depuis la mort de Marx. Liebknecht est un adroit feuilletoniste, mais n'est pas doué pour un sou-sur le plan tactique ou théorique : ce qu'il a fait comme tacticien et théoricien, il le doit aux lettres de Marx qu'il a exploité. Ensuite, comme pour l'en remercier et assurément aussi pour cacher cette collaboration secrète - il cria à qui voulait l'entendre : J'ai toujours dit à Marx qu'il ne comprenait rien aux affaires allemandes et que nous ne nous laissons pas commander à partir de l'étranger. C'est ce qu'il disait déjà dans les cercles du Parti avant la loi anti-socialiste.

« Je suis persuadé, à en juger par la manière dont Liebknecht a dépecé la lettre de Marx dans son discours du congrès de Halle, et a déclaré ensuite avec indignation qu'il était fier de ce qu'il ne s'était jamais laissé influencer par Marx, que les choses se sont vraiment passées comme je viens de le décrire entre Marx et Liebknecht » (F. Engels' Briefwechsel mit K. Kautsky, hrsg-von Benedikt Kautsky, Wien 1955, pp. 279-281).

3 Si l'on confronte ce passage qui témoigne de ce que la censure gouvernementale obligeait Engels a édulcorer ses critiques avec le passage antérieur de cette même lettre où l'épistolier constate que Liebknecht etc. remuent ciel et terre pour en empêcher toute la publication, on ne peut manquer de penser à ce que disaient souvent Marx-Engels, à savoir que les éléments petits-bourgeois dans, le parti social-démocrate ont eu une action convergente ou complémentaire à celle de, l'ennemi de classe. La combinaison de tous ces efforts a fait qu'Engels devait constater au début de la lettre suivante l'absence totale de réaction des militants à la publication de la critique de Marx-Engels du programme de Gotha: « personne ne bouge ni ne souffle mot ».

Par ailleurs, j'ai fait tout ce que vous m'avez demandé, Dietz et toi, pour vous satisfaire, et comme tu le vois *davantage* même.

Engels à Karl Kautsky, 3 février 1891.

Crois-tu qu'on nous bombarde de lettres à cause de l'article de Marx [1]. C'est tout le contraire : personne ne bouge ni ne souffle mot.

La *Neue-Zeit* n'étant pas arrivée samedi, j'ai tout de suite pensé qu'il s'était encore produit un incident. Dimanche j'ai eu la visite de Bernstein, qui m'a transmis ta lettre. J'ai pensé alors que le coup de la suppression avait tout de même réussi. Enfin le numéro est arrivé lundi et peu après j'en découvrais également la reproduction dans le *Vorwärts* [2].

Après que les tentatives d'agir à la manière de la loi anti-socialiste eussent échoué, ce bond audacieux était ce que ces gens pouvaient faire de mieux. Au reste, il a l'avantage de combler une bonne partie de l'abîme difficile à franchir dont Bebel parlait dans sa première frayeur. En tout cas, cette frayeur reposait essentiellement sur la préoccupation de savoir quel parti nos adversaires pouvaient en tirer. En publiant le texte dans l'organe officiel, on coupe court à son exploitation par l'adversaire, et l'on se met même en position de dire: voyez, comme nous nous. critiquons nous-mêmes - essayez donc d'en faire autant! Et c'est au fond la juste position que les, nôtres auraient dû adopter d'emblée.

Dans ces conditions, il sera également difficile de mettre en scène des mesures contre toi. Je t'avais demandé d'envoyer éventuellement le texte à Adler pour faire pression sur Dietz et couvrir aussi ta responsabilité, en te forçant la main en quelque sorte. J'ai également écrit à Bebel [3] que je prenais toute la responsabilité sur moi.

S'il devait y avoir encore quelque autre responsable, ce serait Dietz. Or celui-ci sait qu'en l'occurrence je me suis toujours montré très coulant. Non seulement j'ai satisfait tous ses désirs d'atténuation, mais encore j'ai émoussé le texte au-delà de ce qu'il réclamait. S'il avait signalé plus de passages, je les aurais également pris en considération. Mais pourquoi eus-je dû ne pas laisser passer ce qui n'a pas choqué notre Dietz ?

Au demeurant, à part Liebknecht, la plupart d'entre vous devraient, une fois la première frayeur passée, m'être reconnaissants d'avoir publié ce texte. Il rend impossible toute insuffisance et toute phraséologie dans le prochain programme et fournit des arguments irrésistibles que la plupart d'entre vous n'auraient sans doute pas eu le courage de présenter de leur propre chef. Qu'ils n'aient pas changé leur mauvais programme sous le régime de la loi anti-socialiste, parce qu'ils ne le pouvaient pas, on ne saurait le leur reprocher. Mais à présent qu'ils l'ont abandonné eux-mêmes, ils

---

[1] Le Vorwärts publia la critique de Marx du Programme de Gotha dans son supplément des 1er et 3 février 1891 en omettant l'Introduction d'Engels.

[2] Allusion d'Engels aux tentatives de Liebknecht et d'autres chefs de la social-démocratie allemande d'empêcher la publication de la critique du programme de Gotha par Marx-Engels.

[3] Cette lettre a également disparu.

peuvent vraiment avouer sans se gêner qu'ils se sont comportés comme des empotés il y a quinze ans et se sont faits rouler par les Hasselmann et Cie. En tout cas, les trois points suivants de l'ancien programme - 1. le lassalléanisme spécifique; 2. la démocratie vulgaire de Parti Populaire, et 3. les insanités qui n'ont pas été améliorées, parce qu'elles ont été conservées dans le vinaigre pendant quinze ans comme programme officiel du parti - si l'on ne peut pas s'en défaire ouvertement aujourd'hui, quand le pourra-t-on ?

Si tu apprends du nouveau, fais-le moi savoir, s'il te plait. Bien des choses.

Ton F.E.

Engels à Ar. - Sorge, 17 janvier et 11 février 1891.

Dans le numéro 17 de la *Neue-Zeit* éclate une bombe: la critique du projet de programme de 1875 par Marx. Tu te réjouiras, mais plus d'un en sera indigné et enragera en Allemagne.

Tu auras lu l'article de Marx dans la Neue-Zeit. Il a commencé par susciter chez les socialistes qui ont la direction en Allemagne, un grand courroux qui semble cependant s'être apaisé déjà quelque peu; en revanche, il a été accueilli avec beaucoup de joie par le parti lui-même - exception faite des vieux Lassalléens. Le correspondant berlinois de *l'Arbeiter-Zeitung de* Vienne, que tu recevras par le prochain courrier, me remercie littéralement pour le service que j'ai rendu au parti (je pense que c'est Adolf Braun [1] le gendre de Victor Adler et le rédacteur-adjoint du Vorwärts de Liebknecht). Naturellement Liebknecht est furieux, étant donné que toute la critique lui est directement adressée puisqu'il est le père qui a engendré - avec l'enculé de Hasselmann - ce programme pourri [2]. Je comprends que ces gens aient commencé à prendre peur, eux qui tenaient jusqu'ici à ce que l'on ne s'adresse aux « camarades » qu'avec les ménagements les plus extrêmes. Voici qu'ils sont maintenant traités à ce point sans façon et qu'on révèle que leur programme est une pure absurdité. K. Kautsky, qui a fait montre dans toute cette affaire d'un très grand courage, vient de m'écrire [3] que la fraction parlementaire social-démocrate avait l'intention de lancer une

---

1 Engels ne se trompait pas en l'attribuant à un proche de Victor Adler, à qui il avait projeté de confier la publication de la critique de Marx au cas où les sociaux-démocrates allemands auraient refusé le texte, cf. la lettre d'Engels à Kautsky du 7-01-1891.

Dans l'édition horriblement mutilée des sociaux-démocrates de 1906 (Briefe und Auszüge aus Briefen von Joli. Phil. Lecker, Jos. Dietzgen, Friedrich Engels, Karl Marx u.A. an F.A. Sorge und Andere, Dietz Stuttgard) on lit à la place de Adolf Braun... August Bebel, et dans l'édition Costes et même l'édition Spartacus (Programmes socialistes, p. 62), on retrouve ce pieux mensonge. Le fils de Kautsky, qui édita et annota la correspondance de son père avec Engels (Friedrich Engels' Briefwechsel mit Karl Kautsky, Danubia-Verlag, Vienne, 1955) ne manque pas de culot : A la phrase suivante de la lettre du 11-2-1891 d'Engels à Kautsky: « En revanche, le correspondant berlinois d'Adler (A. Braun ?) me remercie littéralement pour cette publication », il ajoute la note suivante : « En fait c'était Adolf Braun. Dans sa lettre du même jour à Sorge, Engels parlait d'un autre A.B. à savoir August Bebel », qui était sans doute, « le gendre de Victor Adler et le rédacteur-adjoint du Vorwärts de Liebknecht », comme le précisait Engels dans sa lettre à Sorge!

2 Engels fait allusion au programme de fusion de Gotha (1875), qui fut un compromis entre Liebknecht et le dirigeant lassalléen Hasselmann.

3 Dans la correspondance de son père et d'Engels (cf. note no 240), Benedikt Kautsky ne publie qu'un fragment de cette lettre de Kautsky à Engels. Le voici : « Notre attente que la reproduction dans le Vorwärts inaugure une politique raisonnable vis-à-vis de l'article de Marx semble avoir été prématurée, la déclaration de la fraction

déclaration annonçant que le texte a été publié à son insu et qu'il la désapprouve. Ce plaisir ils peuvent se l'offrir. Cependant il n'en sera peut-être rien non plus, si les approbations émanant du parti continuent à. se multiplier et qu'ils s'aperçoivent que les criailleries faites autour de « cette arme contre nous-mêmes mise ainsi entre les mains de nos adversaires » n'a aucune portée.

En attendant, ces messieurs me boycottent - ce qui me convient parfaitement, car cela m'épargne de perdre mon temps avec eux. Mais cela ne durera sans doute pas bien longtemps.

Article de la rédaction du « Vorwörts » de Liebknecht

In : Vorwärts, 26 février 1891, p. 3, col. I, dans la rubrique : « Panorama politique ».

Le *Berliner Tageblatt* et le *Volks-Zeitung* publient aujourd'hui la note suivante: « On s'est demandé à plusieurs reprises comment il était possible que l'écrit de Fr. Engels avec la critique du programme socialiste par Marx aient pu être publiés dans la *Neue-Zeit.* Pour expliquer ce fait, on a même affirmé qu'au fond la fraction avait souhaité la chose. Et cette hypothèse a reçu une sorte de confirmation par le correspondant milanais du *Vorwärts.* L'histoire est infiniment plus simple. Monsieur Engels a envoyé la lettre à la rédaction de la *Neue-Zeit.* Monsieur Kautsky, le rédacteur de la NZ est, en effet, de la plus stricte observance marxiste. La voie était libre pour qu'elle soit publiée. Mais il n'en était pas de même de Monsieur Dietz, l'éditeur. On envoya donc la lettre à Monsieur Bebel pour y voir clair. Mais Monsieur Bebel qui avait juste à faire avec le mariage de sa fille, laissa l'affaire en suspens. On admit en conséquence à Stuttgart, qu'il n'avait rien à y objecter, et c'est ainsi que l'écrit de Marx et d'Engels parut dans la *Neue-Zeit ».*

Cette présentation est erronée sur un point essentiel. Lorsque Bebel eut l'occasion de lire l'article de Marx - et il faut remarquer une fois de plus ici que Bebel ne connaissait absolument pas jusqu'à ce jour le contenu de la lettre de Marx et de la critique qui y était jointe, car il n'avait encore jamais vu ces deux textes, puisqu'à l'époque de la communication de ces documents il était en prison [1] - le numéro de la Neue-Zeit était déjà terminé; un télégramme envoyé le lendemain à Dietz

---

[parlementaire sociale-démocrate] dont Schïppel parle dans sa lettre - que je te prie dé me retourner - devait effectivement aboutir. Quoi qu'il en soit, on ne peut empêcher personne de se ridiculiser, si elle y tient, mais l'effet de l'article serait certainement terni, du moins momentanément. Pour cette raison et d'autres encore, je pense qu'il serait bon que tu te mettes en relation avec Bebel : 1. pour apprendre ce qui est effectivement arrivé, et 2. pour empêcher que, lui au moins, ne fasse une bêtise, Si la déclaration devait voir vraiment le jour, il faudrait peut-être lancer une contre-déclaration ».

La fraction sociale-démocrate prit en effet position vis-à-vis de la critique du programme de Gotha de Marx dans un éditorial rédigé par Liebknecht dans le Vorwärts du 13 février 1891. Les crétins parlementaires s'en prirent à la critique que Marx avait adressée au programme de Gotha et se permirent de justifier, quinze ans après encore, le misérable programme de compromis, tout en affirmant que sa critique avait « une haute valeur actuelle » pour là social-démocratie allemande.

[1] C'est pur mensonge, Puisque Bebel était sorti de prison de le ? avril 1875, et que la critique du programme de Gotha était datée du 5 mai 1875. En fait, Liebknecht, connaissant les réticences de Bebel à l'égard de son programme de fusion, avait craint qu'en lisant les critiques de Marx-Engels, il ne s'oppose encore davantage à son Programme, voire y mette son veto.

Dans sa lettre à Engels du 6-02-1891, Kautsky rapporte les faits comme suit: « À l'occasion (de la publication de la critique du programme de Gotha en 1891), j'ai dû parler de cet article. August (Bebel) aurait pu me reprocher

après avoir pris langue avec celui-ci, donnait l'ordre de suspendre l'édition, mais il arriva trop tard., Nous pouvons déclarer expressément au nom de Bebel que si ces documents lui avaient été envoyés à temps, ils n'auraient très probablement pas été acceptés dans la forme où ils furent publiés.

Engels à Karl Kautsky, 11 février 1891.

Meilleurs remerciements pour tes deux lettres [1]. Je te retourne ci-joint celles de Bebel et de Schippel.

Les Berlinois continuent de me boycotter. Je ne reçois pas la moindre lettre: ils n'ont probablement pas encore pris parti [2]. En revanche, le Hamburger Echo a publié un éditorial qui était très convenable, si l'on considère que ces gens-là ont encore une forte imprégnation lassalléenne et jurent même par le Système des Droits Acquis. J'ai lu aussi dans ce journal, ainsi que dans la Frankfurter Zeitung, que l'assaut de la presse adverse bat son plein, s'il n'est pas déjà épuisé. Dès qu'il sera surmonté - et pour autant que j'ai pu en juger il a été très modéré jusqu'ici - nos gens se remettront de leur première frayeur. En revanche, le correspondant berlinois d'Adler (A. Braun ?) [3]

---

d'avoir agi sournoisement, si je ne l'avais pas fait. Je lui écrivis que tu lui avais sans doute appris qu'une lettre de Marx portant sur le programme de 1875 et qu'il connaissait certainement apparaîtrait dans la Neue-Zeit. Il me répondit flegmatiquement quelques jours plus tard qu'il ne connaissait pas la lettre et attendait avec intérêt sa publication, la lettre étant arrivée alors qu'il était en prison (qu'il avait quitté le 1er avril).

« Lorsque je lus cette lettre, je n'en crus pas mes yeux: en effet, la lettre était datée du 5 mai et Liebknecht la connaissait - comme le démontrent ses discours des congrès de Gotha et de Halle. Si Bebel ne la connaissait pas, ce n'était pas parce qu'il avait été en prison, mais parce qu'on lui avait soustrait la lettre, car on craignait qu'après sa lecture il refusât son accord au programme.

« J'estimais que, dans ces conditions, il fallait dire toute la vérité à August (Bebel). Je lui en envoyai un extrait et je soulignai qu'il fallait tirer au clair qui avait escamoté la lettre. Mais notre Bebel n'a en tête que, le mariage de sa fille Frida, et ne lit même pas l'extrait. Mardi soir seulement, il le lit; consterné, il court chez Liebknecht et, au lieu de le mettre au pied du mur à cause de la perfidie avec laquelle il lui avait caché une telle lettre, il laisse Liebknecht lui monter la tête contre nous. Le lendemain tous deux arrivent en trombe chez Dietz et l'intimidèrent si bien qu'il télégraphia de suspendre la diffusion de la 4 Neue-Zeit. Par chance c'était trop tard. » (Fr. Engels' Briefwechsel mit K. Kaustsky, pp. 273-274).

1 Il s'agit sans doute des lettres de Bebel et de Schippel envoyées par Kautsky à Engels, cf. note no 248.

2 Dans sa lettre du 6-02-1891, Kautsky écrivait à ce propos à Engels : « Pour autant que j'ai pu le constater, l'article a, dans le parti ou bien suscité une vive joie ou du moins à fait une impression profonde, de sorte que ceux pour lesquels il est désagréable n'osent pas prendre position contre lui et font contre mauvaise fortune bon cœur. Jusqu'ici la presse du parti n'a soufflé mot. En dehors de Eichhoff [qui avait collaboré avec Marx pour son histoire de la 1re Internationale] dans la Schwäbische Tagwacht qui a parlé de l'article et l'a présenté comme un document important que nul ne devait manquer de lire, et du Vorwärts, aucun journal du parti n'a signalé l'article, ni à plus forte raison n'en a parlé. Mon jugement sur l'esprit qui règne dans le parti s'appuie sur le fait qu'en dehors de Bebel et de Liebknecht, je n'ai entendu jusqu'ici aucune voix de désapprobation, mais plutôt une série d'approbations. » (l.c., p. 273).

3 Engels ne se trompait pas en l'attribuant à un proche de Victor Adler, à qui il avait projeté de confier la publication de la critique de Marx au cas où les sociaux-démocrates allemands auraient refusé le texte, cf. la lettre d'Engels à Kautsky du 7-01-1891.

Dans l'édition horriblement mutilée des sociaux-démocrates de 1906 (Briefe und Auszüge aus Briefen von Joli. Phil. Lecker, Jos. Dietzgen, Friedrich Engels, Karl Marx u.A. an F.A. Sorge und Andere, Dietz Stuttgard) on lit à la place de Adolf Braun... August Bebel, et dans l'édition Costes et même l'édition Spartacus (Programmes socialistes, p. 62), on retrouve ce pieux mensonge. Le fils de Kautsky, qui édita et annota la correspondance de son père avec Engels (Friedrich Engels' Briefwechsel mit Karl Kautsky, Danubia-Verlag, Vienne, 1955) ne

me remercie littéralement pour cette publication. Encore quelques voix de ce genre, et la résistance cessera.

Que ce document ait été intentionnellement escamoté et caché à Bebel en mai-juin 1875, c'est ce qui m'était devenu clair, lorsqu'il m'indiqua la date de sa libération de prison - le 1er avril. Je lui ai écrit [1] aussi qu'il devait l'avoir vu, s'il ne « s'était rien passé d'irrégulier ». S'il le faut, je lui demanderai en temps utile de me répondre sur ce point. Le document a été longtemps entre les mains de Liebknecht, et ce n'est qu'à grand-peine que Bracke a pu le récupérer : Liebknecht voulait le garder purement et simplement pour lui tout seul, afin de l'utiliser lors de la rédaction définitive du programme. De quelle façon, on le voit!

Envoie-moi en recommandé et sous bande, comme manuscrit, l'article de Lafargue : je me charge de régler cette affaire [2]. Au reste, son article sur Padlewski était tout à fait bien et très utile, face aux déformations que subissent dans le Vorwärts les comptes rendus sur la politique française. En somme, Liebknecht joue de malchance : il met partout en valeur la République française, et le correspondant qu'il a engagé spécialement pour cela - Guesde -la démolit partout et toujours.

La déclaration de la fraction parlementaire annoncée par Schippel me laisse complètement froid. S'ils le désirent, je leur confirmerai que je n'ai pas l'habitude de leur demander des autorisations. Que cette publication leur plaise ou non, c'est ce qui me laisse complètement indifférent. Je veux bien qu'ils prennent un air protecteur pour parler de tel ou tel sujet. Il ne me vient même pas à l'idée de leur répondre - à moins que l'affaire ne prenne une tournure telle que je sois absolument obligé d'intervenir. Attendons donc!

Je n'écrirai pas non plus à Bebel à ce sujet. En effet,

1. il faudra d'abord qu'il me dise lui-même quelle est son opinion en définitive;

2. chaque résolution du groupe parlementaire n'est-elle pas signée par tous, qu'ils l'aient voté ou non ? Au reste Bebel se trompe, s'il croit que je me laisserai entraîner dans une polémique ayant un goût d'amertume.

Pour cela il faudrait tout d'abord qu'ils avancent quelques contre-vérités etc., que je ne pourrais pas laisser passer. À l'inverse, je suis littéralement imbibé d'esprit de conciliation; je n'ai aucune raison d'avoir de l'animosité et je brûle du désir de jeter par-dessus l'abîme ou le gouffre hypothétique de Bebel tous les ponts que l'on voudra - ponton, pont en bois, en pierre, en fer, voire en or!

C'est étrange. Voici que Schippel parle dans sa lettre des nombreux vieux Lassalléens qui sont fiers de leurs lassalleries. Or, quand ils m'ont rendu visite, ils affirmèrent unanimement qu'il n'y

---

manque pas de culot : À la phrase suivante de la lettre du 11-2-1891 d'Engels à Kautsky: « En revanche, le correspondant berlinois d'Adler (A. Braun ?) me remercie littéralement pour cette publication », il ajoute la note suivante : « En fait c'était Adolf Braun. Dans sa lettre du même jour à Sorge, Engels parlait d'un autre A.B. à savoir August Bebel », qui était sans doute, « le gendre de Victor Adler et le rédacteur-adjoint du Vorwärts de Liebknecht », comme le précisait Engels dans sa lettre à Sorge!

[1] Cette lettre n'a pas été retrouvée, et pour cause.

[2] P. Lafargue avait envoyé à K. Kautsky un article intitulé La théorie de la valeur et de la plus-value de Marx et les économistes bourgeois (paru dans Le Socialiste n093 en 1892) pour qu'il soit publié dans la Neue-Zeit Kautsky avait trouvé que l'article, au titre prometteur, était superficiel voire bâclé et demandait à Engels de tirer un peu l'oreille à Lafargue qui, en général, était un précieux collaborateur de la Neue-Zeit. Cf. la lettre d'Engels à Lafargue du 6-03-1891, in : Correspondance, tome III. 1891-1895, Éditions Sociales, p. 24.

avait plus de Lassalléens en Allemagne! C'était là une des raisons principales qui a balayé chez moi certaines réserves. Et voici qu'arrive aussi Bebel, qui trouve qu'un grand nombre de camarades, et des meilleurs, sont gravement blessés. Dans ces conditions, il eût fallu me présenter les choses telles qu'elles étaient.

Au reste, si aujourd'hui, quinze ans après, on n'a pas le droit de parler ouvertement des insanités théoriques de Lassalle et de son prophétisme, quand pourra-t-on jamais le faire [1] ?

Le parti lui-même, le Comité central, la fraction parlementaire et *tutti quanti* ne sont-ils pas, du fait de la loi anti-socialiste, à l'abri de tout reproche, exception faite de celui d'avoir adopté un tel programme (et celui-là, ils ne peuvent l'éluder) ? Tant que régnait cette loi, toute révision était en effet exclue. Or dès qu'elle est abrogée, ils mettent sa révision à l'ordre du jour. Que veut-on de plus ?

Et qu'enfin les gens cessent une fois pour toutes de mettre des gants devant les fonctionnaires du parti - leurs propres serviteurs! Il n'y a pas de raison de se mettre au garde-à-vous devant des bureaucrates infaillibles, alors qu'il s'agit de faire leur critique.

Engels à Karl Kautsky, 23 février 1891.

Entre-nous

Cher Kautsky,

Comme tu m'as envoyé la lettre de Bebel et qu'une amabilité en appelle une autre, j'ai arrangé la lettre ci-jointe de telle sorte que tu puisses l'envoyer aussi à Bebel, *au cas où tu le jugerais souhaitable dans l'intérêt de la paix.* Je m'en rapporte entièrement à toi [2].

Tes notes à l'article du *Vorwärts* sont excellentes. De même ton dessein de rappeler à Bebel l'indifférence avec laquelle on a laissé passer les attaques de Schramm contre Marx.

---

[1] La publication de la critique du programme de fusion avec les Lassalléens devait immanquablement remettre à l'ordre du jour la question des rapports du marxisme et du lassallisme dans la social-démocratie allemande. Ce n'est pas par hasard si Marx et Engels exprimèrent leur opposition à Lassalle de manière sans cesse plus tranchante au fur et à mesure que les années passaient. En effet, si les confusions et les insanités lassalléennes pouvaient passer tant que la grande industrie n'avait pas encore créé un véritable prolétariat moderne en Allemagne, où subsistaient alors une ambiance essentiellement petite bourgeoise, il ne pouvait en être de même dans les années 1880, où non seulement ce prolétariat existait, mais avait encore acquis une grande expérience de la lutte. Il s'agissait donc d'empêcher que le Parti lui-même injecte aux masses le poison lassalléen, au lieu de forger sa conscience révolutionnaire.

[2] Kautsky envoya aussitôt la, seconde lettré du 23 février adressée à Kautsky mais destinée à Bebel; le 21-03-891 (un mois après!), il écrivit à ce sujet à Engels. « Toujours rien de neuf d'Afrique, c'est-à-dire de Berlin, August (Bebel) ne m'a pas répondu non plus, bien que ma lettre posait plusieurs questions concernant la rédaction et qu'en général il réponde aussitôt aux lettres. Or il a bien reçu la lettre puisqu'il a réglé avec Dietz certains points concrets qui y étaient soulevés. Je ne le comprends pas ». Dans sa lettre à Kautsky, Engels écrivait le 2 avril 1891 : - Enfin reçu une lettre de Bebel, tout à fait amicale avec diverses réserves, mais tout à fait le vieux ton cordial, et le désir de voir clore l'affaire ».

En toute hâte - cinq minutes avant la levée postale.

Engels à Karl Kautsky, 23 février 1891.

Cher Kautsky,

Les vives félicitations que je t'ai envoyées avant-hier te seront sans doute déjà parvenues. Aussi revenons à nos moutons, la lettre de Marx.

La crainte qu'elle puisse fournir une arme à l'adversaire était dénuée de fondement. Ne fait-on pas à tout propos de méchantes insinuations ? En somme, l'effet produit sur l'adversaire a été celui de la stupéfaction la plus complète devant cette impitoyable autocritique, et ce sentiment : quelle force intérieure ce parti doit-il avoir pour se permettre cela! C'est ce qui ressort de la lecture des journaux adverses que tu m'as envoyés (merci!) ou que je reçois d'habitude. Et, à vrai dire, c'était aussi dans cette intention que j'ai publié le document. Qu'il ait pu toucher certains très désagréablement tout à fait au début, c'est ce que je savais, mais c'était inévitable, et le contenu réel du document le compensait amplement à mes yeux. Au reste, je savais que le parti était vraiment assez fort pour supporter cela, et je l'estime aujourd'hui capable de digérer le franc-parler tenu quinze ans auparavant. Ne doit-on pas considérer cette épreuve de force avec une légitime fierté, et dire : quel autre parti pourrait se permettre semblable audace ? Cependant on a laissé ce soin aux *Arbeiter-Zeitung* de Vienne et de Saxe ainsi qu'à la *Züricher Post !*

C'est très aimable à toi d'assumer dans le numéro 21 de la *Neue-Zeit* la responsabilité de la publication, mais n'oublie pas que je suis à l'origine de cette initiative et qu'au surplus je t'ai tout de même quelque peu forcé la main. Aussi j'en revendique la responsabilité principale pour moi-même. Il peut, naturellement, y avoir des divergences d'opinion sur les points de détail. J'ai biffé et modifié tout ce qui aux yeux de Dietz et de toi-même, pouvait soulever une objection, et si Dietz avait signalé encore plus de choses, je me serai montré là encore aussi coulant que possible. Je n'ai jamais manqué de vous donner des preuves de ma bonne volonté. Mais voici l'essentiel *: j'avais le devoir* de publier ce texte dès que le programme était mis en discussion. Or dès lors que Liebknecht s'appropriait, dans son exposé de Halle, comme sa chose propre, des extraits entiers de ce document et critiquait le reste sans mentionner ses sources, Marx n'aurait pas manqué d'opposer l'original à cette version - et c'était mon devoir de faire la même chose à sa place. Malheureusement je n'étais pas alors en possession de ce document, que je n'ai trouvé que beaucoup plus tard après de longues recherches.

Tu dis que Bebel t'a écrit que la façon dont Marx a traité Lassalle avait excité la colère des vieux Lassalléens. C'est bien possible. Or ces gens ne connaissent pas la véritable histoire, et il semble que l'on ait rien fait pour les éclairer sur ce point [1]. Ce n'est pas de ma faute si ces gens

[1] Jamais la social-démocratie allemande n'aura vraiment éclairé les ouvriers allemands sur le véritable Lassalle, et elle continuera jusqu'à bout de s'appeler le parti de Marx et de Lassalle. Elle mettait ainsi en évidence sa dualité sociale-démocrate, non encore communiste. Le reproche d'Engels s'appliquait à Kautsky lui-même, celui-ci étant responsable de la revue théorique du parti, la Neue-Zeit. Par exemple, dans son article Nos programmes paru dans la Neue-Zeit n° 21, Kautsky fit tout pour diminuer l'effet des critiques de Marx et vanter les « grands services »

ignorent que toute la grandeur de Lassalle provient de ce que Marx lui a permis de se parer des années durant des résultats de recherches effectuées par ce dernier, comme s'il s'agissait des siennes propres et avec cela de les dénaturer étant donné le manque de préparation de Lassalle dans le domaine économique. Or je suis l'exécuteur testamentaire des écrits de Marx et, comme tel, j'ai des responsabilités.

Lassalle appartient à l'histoire depuis vingt-six ans. Si l'on a évité sous la loi d'exception de lui faire subir une critique historique, il est enfin temps que celle-ci reprenne ses droits - et que la lumière soit faite sur la position de Lassalle vis-à-vis de Marx. La légende qui contrefait et porte aux nues la véritable figure de Lassalle ne peut tout de même pas servir d'article de foi au parti. Quelque haute opinion on puisse avoir des mérites de Lassalle vis-à-vis du mouvement, son rôle historique est équivoque. Le démagogue Lassalle suit le socialiste Lassalle comme son ombre. Partout et toujours l'animateur du procès de Hafzfeldt transparaît chez l'agitateur et l'organisateur Lassalle, facilement reconnaissable au même cynisme dans le choix de ses moyens, au même goût de s'entourer de personnages corrompus et douteux que l'on peut employer ou laisser tomber comme de simples instruments. Jusqu'en 1862, c'était dans la pratique un démocrate vulgaire, marqué par ses origines prussiennes et de fortes tendances bonapartistes [1] (je viens de parcourir ses lettres à Marx); il changea brusquement pour des motifs purement personnels, et il commença son agitation : deux ans ne s'étaient pas écoulés qu'il demandait aux ouvriers de s'unir au parti royaliste contre la bourgeoisie et intriguait avec Bismarck auquel son caractère l'apparentait, d'une façon qui

rendus par Lassalle au mouvement, en écrivant par exemple : « L'attitude vis-à-vis de Lassalle est autre pour Marx que pour la social-démocratie, dont l'appréciation n'est pas celle de Marx... Pourrions-nous jamais oublier un homme, dont les œuvres — pour nous, les anciens du parti et aussi pour l'immense majorité des jeunes - guidèrent nos débuts dans notre étude du socialisme et allumèrent nos premiers enthousiasmes pour le socialisme ? Nous Usons attentivement et méditons tout ce que Marx a dit de son élève Lassalle, mais nous ne devons pas oublier que Lassalle fut également un de nos maîtres et un de nos meilleurs combattants » (un modèle pour Kautsky, qui devait lui aussi finir dans la trahison!).

[1] Nous extrayons les données suivantes de l'ouvrage d'un Lassalléen « fervent » - n'écrit-il pas à l'intention des fonctionnaires et élèves du parti ? (Richard Lipinski, Die Sozialdemokratie von ihren Anfängen bis zur Gegenwart. Eine gedrängte Darstellung für Funktionäre und Lernende. Verlag J.H.W. Dietz Nachf. Berlin 1927) sur la manière dont Lassalle combina la création de « son », Association Générale des Ouvriers allemands. Trois de ses « admirateurs » lui écrivirent une lettre, afin qu'il daignât prendre la direction... du mouvement ouvrier allemand. Voici des passages de la supplique : « Le mouvement ouvrier qui s'est mis en avant avec une force irrésistible, qui subit des préjudices par l'erreur, mais ne petit être opprimé par aucune puissance, a besoin - s'il doit conduire à des résultats considérables et satisfaisants - de la direction la plus clairvoyante et la plus forte. Il a besoin de l'intelligence la plus élevée et d'un esprit absolument puissant dans lequel tout se concentre et duquel tout part.

« Tous trois qui sommes vos amis, nous nous sommes constitués spontanément en Comité-et nous nous sommes préoccupés de cette affaire; nous ne trouvons en Allemagne qu'un homme que nous désirerions voir à la tête d'un mouvement aussi important, nous ne trouvons qu'un seul homme qui soit à la hauteur d'une tâche aussi difficile, qu'un seul homme à qui nous puissions avoir une confiance parfaite au point que nous désirions lui soumettre tout le mouvement afin qu'il en soit le Guide (Führer) et cet homme c'est vous...

« Naturellement ces lignes sont de nature absolument privée et uniquement l'expression de notre attachement à vous. Nous ne pouvons rien d'autre que vous priez de vous mettre à la tête du mouvement et d'en prendre la direction en main. Mais nous pouvons et devons ajouter que la plus grande partie de ceux qui ont lu votre brochure pensent comme nous. Mais comme sa lecture a entraîné l'enthousiasme le plus tempétueux, elle (sic!) gagnera aussi les ouvriers dans toute l'Allemagne, et tous reconnaîtrons en vous leur Guide avec joie et confiance. » Et Lipinski de poursuivre : « Ils invitèrent Lassalle à parler à Leipzig. Lassalle répondit le 13 décembre qu'en général il était disposé à satisfaire leurs demandes et à prendre dans ses mains la direction du mouvement ouvrier. » (pp. 140-141).

Tout cela n'a évidemment rien à voir avec le principe marxiste, selon lequel « l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (Statuts de la 1re Internationale).

l'eût conduit à une véritable trahison du parti s'il n'avait pas - heureusement pour lui - été tué à temps. Dans ses écrits destinés à l'agitation, Lassalle mêle les vérités qu'il emprunte à Marx de façon si étroite et systématique à ses propres élucubrations qu'il devient pratiquement impossible de séparer ce qui est juste de ce qui est faux. Ceux des travailleurs qui se sentent blessés par le jugement de Marx ne connaissent de Lassalle que ses deux années d'agitation, et encore ne les voient-ils qu'à travers des lunettes roses. Or le critique historique ne peut s'arrêter, le chapeau à la main, jusqu'à la fin des jours, devant de tels préjugés. C'était mon devoir de faire place nette entre Marx et Lassalle. C'est ce que j'ai fait. Pour l'heure je peux m'en tenir là. J'ai d'ailleurs d'autres chats à fouetter en ce moment. La publication du sévère jugement de Marx sur Lassalle produira à lui tout seul son effet, et donnera à d'autres du courage. Cependant si l'on m'y obligeait, je n'hésiterai pas : je ruinerai une fois pour toutes la légende-de Lassalle.

Que des voix se soient élevées dans la fraction parlementaire pour placer la *Neue-Zeit* sous censure, voilà qui est joli. Est-ce le fantôme de la dictature de la fraction parlementaire du temps de la loi anti-socialiste (qui alors était certes nécessaire et fonctionnait remarquablement) ou sont-ce des réminiscences de la stricte organisation d'antan de von Schweitzer) ? En fait, c'est une idée brillante que de placer le socialisme scientifique, libéré de la loi anti-socialiste de Bismarck, sous une nouvelle loi anti-socialiste fabriquée et exécutée par les fonctionnaires mêmes du parti social-démocrate [1]. Au reste, nous veillerons à ce que ces velléités ne se transforment pas en réalité.

L'article du *Vorwärts* ne m'émeut pas. J'attendrai que Liebknecht ait raconté l'histoire de cette affaire, et je répondrai alors à l'un et à l'autre de la manière la plus amicale possible. Dans l'article du *Vorwärts, il* n'y a guère que quelques erreurs à rectifier (par exemple que nous n'aurions pas voulu l'unité, que les événements auraient donné tort à Marx) et quelques points évidents à confirmer. Avec cette réponse, j'espère avoir clos le débat pour ma part, à moins que je sois forcé d'aller plus loin si on lance de nouvelles attaques et des affirmations inexactes.

Dis à Dietz que je suis en train de remanier *l'Origine.* Mais voilà que Fischer m'écrit aujourd'hui pour me réclamer trois nouvelles préfaces [2].

Engels à Karl Kautsky, 17 mars 1891.

Pas une ligne de Bebel - mais je ne suis pas pressé non plus. Sorge pense que je ne dois pas réagir à l'article confus du *Vorwärts.* Qu'en Penses-tu ? Je commence à incliner 'aussi à une telle attitude.

---

[1] Pour utiliser la période de diffusion légale de la presse socialiste après l'interdiction des écrits de Marx-Engels en Allemagne, et pour contrecarrer les effets nocifs de la presse socialiste, vulgaire, duhringienne ou lassalléenne, voir les écrits petits bourgeois de la presse sociale-démocrate elle-même, Engels dut interrompre la publication des livres II et III du Capital pour publier des textes marxistes à l'intention des masses ouvrières. De mars à avril 1891 seulement, Engels réédita en Allemagne des travaux aussi fondamentaux que la Guerre civile en France, Travail salarié et Capital, le Socialisme scientifique et le socialisme utopique.

[2] À l'étranger, en Italie par exemple, la publication de la cri tique du programme de Gotha prépara l'adoption ultérieure par, les partis européens du programme d'Erfurt, et Engels écrivait le 7 mars 1891 à F. Turati : « Je vous remercie non moins des sentiments bienveillants que vous avez bien voulu exprimer à l'occasion de la publication de l'article de Marx dans la Neue Zeit. Par cette publication j'ai rempli un simple devoir vis-à-vis de la mémoire de Marx, d'une part, et du-parti allemand, de l'autre. » (Cf. Le ripercussioni in Italia della critica del programma di Gotha, in: Karl Marx, Friedrich Engels: Scritti italiani a cura di Gianni Bosio, Edizioni Avanti, 1955.)

Le passage de ma précédente lettre sur la responsabilité était *entièrement écrit à l'intention de Bebel.* Si j'avais pu penser qu'il te blesserait en quoi que ce soit, je l'aurais supprimé - pareille chose ne me viendrait pas M'esprit. Je *n'ai absolument pas pensé* à ta note sur l'oukase de la fraction parlementaire. Je considérais simplement qu'il était de mon devoir vis-à-vis des Berlinois de te décharger autant que possible de la responsabilité de ce que j'avais fait, pour le cas où tu leur expédierais la lettre. Voilà tout...

Je trouve aussi de plus en plus que cette affaire n'a absolument pas suscité d'indignation dans le parti lui-même, et qu'il n'y a que ces messieurs de Berlin qui se sentent blessés pour telle ou telle raison, Et ceux-là aussi semblent se rendre compte que les flèches du *Vorwärts* sont restées au point de chute sans produire le moindre effet - tombées à plat, comme disent les Français. Autrement ils n'auraient pas manqué de venir sonner chez moi.

Tes plaintes au sujet du *Vorwärts* (depuis quand cette chose-là est-elle du sexe masculin ?) recueillent ici toute notre sympathie. On n'a jamais vu de journal pareil. Je m'étonne de ce qu'il soit supporté aussi longtemps.

Engels à Fr.-A. Sorge, 4 et 21 mars et 8 avril 1891.

J'ai bien reçu ta lettre du 19 février. Dans l'intervalle, tu auras sans doute appris davantage sur la grande indignation de la fraction parlementaire sociale -démocrate à la suite de la publication de la lettre-programme de Marx dans la *Neue-Zeit.* L'affaire se poursuit. Pour l'heure, je laisse les gens se ridiculiser, et à ce niveau Liebknecht a réalisé des prouesses dans le *Vorwärts.* Lorsque le moment sera venu je répondrai naturellement, cependant sans chamaillerie inutile, mais sans doute faudra-t-il une touche d'ironie. Naturellement tous ceux qui ont l'esprit quelque peu théorique sont de mon côté -je ne dois excepter que Bebel, qui n'a pas tort de se sentir blessé par moi, mais c'était inévitable. Je n'ai pu lire la *Volkszeitung* depuis un mois, parce que je suis surchargé de travail; je ne sais donc pas s'il y a eu des répercussions en Amérique - en Europe les restes de Lassalléens écument, et vous n'en manquez pas là-bas.

Je ne sais pas encore si je répondrai ou non à l'article du *Vorwärts,* mais je commence à pencher de ton côté [1]. À vrai dire, je *devrais* aborder certains sujets, mais peut-être puis-je faire la chose autrement.

Je dois assurer la réédition ou écrire de nouvelles préfaces aux trois textes suivants, que le parti allemand veut publier avec un tirage de 10 000 : 1. la *Guerre civile en France, 2. Travail salarié et Capital* de Marx; *3. Socialisme utopique et socialisme scientifique.*

Ma réponse à Brentano sortira d'ici 8-10 jours chez Meissner; tu en auras aussitôt un exemplaire.

---

[1] Sorge avait donné le conseil suivant à Engels- Segui il tuo corso, e lascia dir le genti! (Suis ton chemin et laisse dire les gens. Cf. Dante : La Divine Comédie. Purgatoire, chant I.)

Ensuite je dois assurer la réédition de *l'Origine de la famille,* etc. (5 000 vendus!), et alors je passerai irrémédiablement et sans plus me laisser arrêter au livre 111 du *Capital.*

Singer et Bebel m'ont écrit très aimablement [1]. Les Allemands ne peuvent toujours pas s'habituer à-ce qu'un personnage « qui exerce une fonction et une dignité » ne puisse prétendre à des égards plus tendres que le commun des mortels. C'était au fond ce qui explique principalement qu'ils aient été si vexés. Comme je n'ai pas répondu au pompeux factum de Liebknecht et que je n'ai pas réagi le moins du monde à toutes leurs flèches, Liebknecht se sera imaginé qu'il a remporté une grande victoire sur moi. Je lui laisse ce plaisir. Il rédige le *Vorwäris* de telle manière qu'il le ruine rapidement, et tous de rouspéter. Il n'y a rien à faire avec Liebknecht, comme cela se voit aussi au fait qu'il semble continuer d'intriguer avec Rosenberg en Amérique. C'est de plus en plus Bebel qui joue le rôle décisif dans le parti - et c'est très bien. Bebel à l'esprit pondéré et clair, et il s'est développé au niveau théorique de manière toute différente de celle de Liebknecht. Mais il se trouve qu'on ne peut pas se débarrasser de Liebknecht : il produit toujours un grand effet dans les réunions populaires à cause de ses belles phrases et de la sentimentalité de ses propos - et c'est ce qui donne lieu à toutes sortes de compromis...

En France, grâce à la scission parmi les possibilistes, les nôtres semblent tenir les rênes à Paris aussi. D'abord les Allemanistes (d'après Lafargue, la majorité à Paris, ce dont je doute cependant) ont envoyé des délégués à la commission préparant la manifestation du 1er mai, puis ce furent aussi les Broussistes - ils se contentent donc d'exécuter une résolution marxiste [2]. Et comme les Allemanistes veulent jeter dehors les Broussistes, nos gens se trouvent dans la situation de surgir comme les défenseurs de droits égaux pour les Broussistes!!! Le mieux serait que nos Français suivent vis-à-vis des possibilistes exactement la tactique conseillée par Marx aux Eisenachiens vis-à-vis des Lassalléens. Elle a toujours conduit jusqu'ici au succès.

Engels à August Bebel, 1er mai 1891.

Je réponds aujourd'hui à tes deux lettres du 30 mars et du 25 avril. C'est avec joie que j'ai appris que vos noces d'argent se sont si bien déroulées et qu'elles vous ont donné envie de fêter plus tard vos noces d'or. *Je* souhaite de tout cœur que vous puissiez le faire. Nous aurons besoin de toi encore longtemps, après que le diable m'aura emporté - pour parier comme le vieux Dessauer (Léopold, prince de Anhalt-Dessau).

Il me faut revenir - et *j'espère* que ce sera pour la dernière fois - sur la critique du programme par Marx. Je suis obligé de contester que « nul ne s'est élevé contre la publication elle-même ». Liebknecht n'a jamais donné son assentiment et a tout mis en œuvre pour empêcher la publication. Cette critique lui pèse sur l'estomac depuis 1875, et dès qu'il est question de « programme », elle

[1] Le 30 mars 1891, A. Bebel avait écrit à Engels : « Je signale expressément que nul ne s'est élevé contre la publication elle-même (la critique de Marx). » Il expliquait son long silence par le fait qu'après la publication du texte de Marx, il n'avait pas voulu écrire « parce que j'étais agacé par la forme dans laquelle cette publication s'était faite et, plus tard j'ai eu trop à faire avec le travail parlementaire. »

[2] Allusion à la résolution du congrès de 1889 de la IIe Internationale sur le 1er mai.

lui remonte. Tout son discours de Halle y tourne autour. Son grandiloquent article du Vorwärts n’est que l'expression de sa mauvaise conscience, toujours à cause de cette critique. De fait, il était dirigé en premier Heu contre elle. Nous avons vu en Liebknecht- et je continue devoir en lui - le père du programme d'unification, et de tout ce qu'il y a de pourri en lui. C’est le point qui m'a décidé à intervenir unilatéralement. Si j'avais pu discuter en détail de toute l'affaire avec toi seul, puis envoyer le texte à Kautsky pour l'imprimer aussitôt, alors nous eussions pu nous mettre d'accord en deux heures. Cependant j'ai estimé qu'au niveau personnel aussi bien qu'au niveau du parti tu avais le devoir d'en délibérer aussi avec Liebknecht. Dès lors je savais ce qui allait se passer: Ou bien, l'affaire était étouffée, ou bien c'était la querelle ouverte, du moins pour un certain temps, même avec toi, si je persistais néanmoins dans mon dessein. Que je n'aie pas tort, c'est ce que démontre le simple fait suivant : étant donné que tu es sorti de prison le 1er avril 1875 et que le document n'a été fait qu'à la date du 5 mai, il est clair - jusqu'à plus ample informé - que *le texte t'a été escamoté à dessein,* et *ce n'est que Liebknecht qui a pu le faire.* Mais pour l'amour de la chère paix, tu permets qu'il mente à tout le monde, en affirmant que tu n'as pu voir le document parce que tu étais en prison. Ainsi tu as eu des égards pour lui avant même l'impression, afin d'éviter le scandale au Comité central. Je trouve cela compréhensible, mais j'espère qu'à ton tour tu comprendras que j'ai agi en tenant compte de ce que les choses évolueraient ainsi selon toute vraisemblance.

Je viens de relire le texte. Il est possible que l'on eût pu en écarter encore quelques passages, sans nuire à l'ensemble. Pas *beaucoup* en tout cas. Qu'elle avait été la situation en 1875 ? Nous savions aussi bien que la *Frankfurter Zeitung* du 9 mars 1875, par exemple, que j'ai retrouvée, que *l'affaire était tranchée* depuis le moment où ceux qui avaient été chargés par le parti d'établir le programme avaient accepté le projet (du programme de Gotha). C'est en en ayant conscience que Marx écrivit son texte pour sauver son âme, sans aucun espoir de succès : comme on le sait, il a terminé son document, qui n'était plus dès lors qu'un témoignage, par la formule : Dixi *et salvavi animam meam* (J'ai parlé et j'ai sauvé mon âme). Dès lors la forfanterie de Liebknecht avec son « non catégorique » n'est donc que pâle vantardise - et il le sait aussi. Or donc, si dans le choix de vos chargés de programme vous avez commis une gaffe colossale et que pour ne pas compromettre toute l'unification vous avez été obligés d'avaler le programme (de 1875), vous ne pouvez vraiment pas vous opposer à ce que l'on publie maintenant, *au bout de quinze années,* l'avertissement que nous vous avions adressé avant l'ultime décision. Cela ne vous stigmatise ni comme imbéciles, ni comme gredins, à moins que vous ne revendiquiez l'infaillibilité pour vos actes officiels.

De toute façon, tu n'as pas lu l'avertissement (de 1875). C'est ce qui a aussi été publié, et tu te trouves en conséquence dans une position exceptionnellement favorable par rapport aux autres qui l'ont lu et se sont néanmoins accommodés du projet.

Je considère que la lettre d'accompagnement est extrêmement importante, car la seule politique juste s'y trouve exposée : action commune ou mieux parallèle pendant une période probatoire [1]. Voilà la seule chose qui eût pu vous sauver du marchandage des principes. Mais Liebknecht ne voulait à aucun prix se voir privé de la gloire d'avoir réalisé l'unité et, dans ces conditions, c'est

[1] Dans sa lettre du 5 mai 1875 à Bracke, Marx avait défini la tactique suivante: « se contenter tout simplement de conclure un accord pour l'action contre l'ennemi commun. En revanche, si l'on élabore un programme de principe (qu'il vaut mieux remettre à un moment où une longue activité commune en aura préparé le terrain), c'est pour poser des jalons qui signalent, aux yeux du monde entier, à quel niveau en est le mouvement du parti ».

encore miracle qu'il ne soit pas allé plus loin dans les concessions. Il a rapporté de la démocratie bourgeoise une véritable frénésie d'unification, et il l'a toujours conservée.

Dans la forme-modérée que l'on a choisi d'adopter aujourd'hui il n'est pas possible de dire que les Lassalléens sont venus parce qu'ils étaient obligés de le faire, parce que tout leur parti s'en allait en morceaux, parce que leurs dirigeants étaient, ou bien des gredins, ou bien des ânes que les masses ne voulaient plus suivre. Leur « stricte organisation » finissait tout naturellement par se dissoudre complètement. Il est donc ridicule pour Liebknecht d'excuser l'adoption en bloc des articles de foi lassalléens, en affirmant que les Lassalléens avaient sacrifié leur « stricte organisation » en contrepartie - ils n'avaient plus rien à sacrifier!

Tu te demandes d'où viennent les phrases obscures et confuses du programme ? Mais elles sont tout simplement l'incarnation de Liebknecht lui-même, et c'est à cause d'elles que nous nous disputons depuis des années avec lui, tandis qu'il est en extase devant elles. Sur le plan théorique, il a toujours eu des idées confuses, et notre façon tranchante de formuler les positions est aujourd'hui encore pour lui une abomination. En tant qu'ancien membre du Parti Populaire, il aime toujours les phrases ronflantes, avec lesquelles on peut penser ce que l'on veut, ou même ne rien penser du tout. Si, dans le temps, des Français, des Anglais et des Américains à l'esprit peu clair parlaient de « l'émancipation du *travail » au* lieu de *classe ouvrière,* parce qu'ils n'en savaient pas davantage; si même dans les documents de l'Internationale il fallait employer parfois la langue que parlaient alors les gens, c'était là, pour Liebknecht, une raison suffisante pour ramener de force ta position du parti allemand à un niveau qu'il avait surmonté depuis longtemps. On ne peut absolument pas dire qu'il l'ait fait « en sachant que c'était faux », car en fait il n'en savait pas plus long - et je me demande si ce n'est pas encore le cas aujourd'hui. En tout cas, il replonge aujourd'hui à pleines mains dans cette vieille façon confuse de s'exprimer qu'il est assurément plus facile d'utiliser pour des effets oratoires. Comme il tenait aux revendications démocratiques fondamentales, qu'il croyait comprendre, au moins autant qu'aux principes économiques qu'il n'a jamais compris clairement, il a certainement été honnête et a pensé conclure une brillante affaire quand il a troqué les articles de l'arsenal démocratique contre les dogmes lassalléens [1].

Comme je vous l'ai dit, ce qui était essentiel pour moi, c'était les attaques contre Lassalle. En adoptant TOUTES les revendications et les phrases essentielles de Lassalle, *ceux du parti d'Eisenach étaient en fait devenus des lassalléens,* pour ce qui concerne le programme au moins. Les Lassalléens n'avaient rien sacrifié, mais rien du tout, à part ce qu'ils n'avaient plus [2]. Pour compléter *leur vic*toire, vous avez adopté comme chant de votre parti les phrases creuses et moralisantes, mises en rimes par Monsieur Audorf pour fêter Lassalle [3]. Pendant les quinze ans

---

1 En conséquence, Engels écrivait : « Le malheur c'est qu'on ne peut écarter Liebknecht qu'en occasionnant des dommages encore plus grands que ceux qu'il cause actuellement. Je leur ai conseillé de le pensionner de manière aussi honorable que possible, mais il y oppose une résistance, sans parler des autres difficultés » (à F.-A. Sorge, 18-06-1892).

2 Engels montre que les principes ont une force sociale fondamentale. Les adversaires eux-mêmes ont compris l'importance des principes, puisque les Lassalléens, au prix de leur organisation réelle, ont tout sauvé en sauvant leurs principes. À ce propos : lors du Concordat signé avec l'État italien en 1928, l'État pontifical perdit pratiquement tous ses biens temporels, et un cardinal vint se lamenter auprès du pape. Celui-ci rétorqua très simplement : Mais homme de peu de foi, il nous reste tout le royaume des Cieux - et ce n'est pas rien! »

3 Allusion à ce que l'on appelait non sans grandiloquence la « Marseillaise du travailleur allemand » composée par Jacob Audorf, dont le refrain disait : « Ne comptons pas les adversaires, ne comptons pas les périls! Suivons

que dura la loi anti-socialiste, il n'était évidemment pas possible de réagir contre le culte de Lassalle au sein du parti. Or il fallait mettre fin à cette situation - et c'est ce que j'ai provoqué. Je ne permettrai plus que la fausse gloire de Lassalle se maintienne *aux dépens de Marx* et qu'elle soit prêchée de nouveau. Les gens qui ont eux-mêmes connu Lassalle et l'ont adoré sont peu nombreux aujourd'hui, et chez tous les autres le culte de Lassalle est un article de *pure fabrication, qui* se maintient parce que nous le tolérons tacitement, bien que nous sachions combien il est faux : il ne se justifie donc même pas par le dévouement personnel. En publiant la chose dans la *Neue-Zeit,* on a eu suffisamment d'égards pour ceux qui n'ont pas encore d'expérience et pour les nouveaux adhérents. Mais je ne puis absolument pas admettre que, sur de pareils sujets, la vérité historique soit obligée - après quinze années de patience et de dévotion moutonnière - de céder le pas aux convenances de quelques-uns ou à la crainte de choquer certains dans le parti. Il est inévitable de heurter à chaque fois de braves gens dans ce genre d'affaire, et de les faire grogner. Cela ne me touche absolument pas, lorsqu'ils racontent que Marx a été jaloux de Lassalle et que des journaux allemands et même (! ?!) le *Vorbote* de Chicago (qui écrit pour plus de Lassalléens spécifiques à Chicago, qu'il n'en existe dans toute l'Allemagne) se joignent au chœur. On nous a jeté bien d'autres choses à la tête - et nous sommes passés outre. L'exemple est déjà donné! Marx a traité saint Ferdinand Lassalle avec rudesse, et cela nous suffit pour l'heure.

Enfin une chose encore : depuis que vous avez tenté d'empêcher de force la publication de l'article et que vous avez lancé des avertissements à la *Neue-Zeit* en la menaçant, en cas de récidive, de l'étatiser éventuellement au nom du parti et de la placer sous censure, la prise de possession de toute votre presse par le parti m'apparaît nécessairement sous un jour bien singulier. Qu'est-ce qui vous distingue de Bismarck, si vous introduisez une loi anti-socialiste dans vos propres rangs ? Cela ne peut guère me toucher personnellement, car aucun parti, dans quelque pays, que ce soit, ne peut me réduire au silence, si je suis résolu à parler. Mais je voudrais tout de même vous demander de considérer, si vous ne feriez pas mieux d'être un peu moins susceptibles et de vous montrer dans vos actes un peu moins... prussiens. Vous - le parti - vous *avez besoin* de la science socialiste, et celle-ci ne peut pas vivre sans liberté de mouvement. Et là il faut bien s'accommoder des inconvénients qui en découlent. Le mieux, C'est de le faire avec décence, sans broncher. Une tension, même minime et, à plus forte raison, une fissure entre le parti allemand et le socialisme scientifique allemand seraient certainement un malheur et un discrédit sans pareil pour vous. Que le comité central, voire toi-même, vous avez et devez avoir une large influence *morale* sur la *Neue-Zeit* et aussi sur tout ce qui se publie dans le pays, c'est ce qui est évident. Mais cela doit - et peut - vous suffire. Dans le *Vorwärts,* on vante toujours l'inviolable liberté de discussion, mais on n'en observe guère la pratique. Vous n'avez pas idée de l'effet que produit cette manie de tout régenter par des mesures de force ici à l'étranger, où l'on est habitué à voir que les plus vieux chefs de parti sont impitoyablement appelés à rendre des comptes à leur propre parti (par exemple, le gouvernement conservateur par lord Randolph Churchill). Et puis vous ne devez pas oublier non plus que la discipline ne peut pas être aussi stricte dans un grand parti que dans une petite secte, et que nous ne sommes plus sous la loi anti-socialime, qui a soudé en un bloc les Lassalléens et les Eisenachéens (pour Liebknecht, c'est bien sûr, son formidable programme qui a eu cet effet!) et a rendu nécessaire que l'on se serre les coudes.

---

seulement la carrière audacieuse, dans laquelle nous conduit Lassalle! » C'est exactement le style du maître lui-même qui disait par exemple la veille de sa mort: « Sans la puissance suprême on ne peut rien faire, mais je suis trop vieux et trop grand pour des jeux d'enfant... Je crains que les événements se déroulent lentement, lentement, et mon âme de feu n'éprouve aucune joie à ces maladies d'enfant et ces procès chimiques ! »

Ouf! me voilà débarrassé de ces vieilles histoires, parlons d'autres choses maintenant. Dans les hautes sphères, les choses vont joyeusement leur train chez vous [1]. Mais c'est très bien ainsi. Nous pouvons avoir besoin de ce désordre général qui s'installe dans la machinerie de l'État. Si la paix pouvait seulement durer grâce à la peur de l'issue d'une guerre! En effet, à présent que Moltke est mort, le dernier obstacle est tombé : la désorganisation de l'armée peut commencer par des nominations fantaisistes au poste de commandant-en-chef, et chaque année peut contribuer maintenant à ce que la victoire devienne plus incertaine et la défaite plus probable. Je ne souhaite pas plus de nouveaux Sedan que des victoires des Russes et de leurs alliés même, s'ils sont républicains et ont par ailleurs des raisons de se plaindre de la paix de Francfort.

La peine que vous vous êtes donné pour obtenir la révision des lois sur les métiers n'a pas été vaine. On ne saurait imaginer de meilleure propagande. Nous avons suivi ici l'affaire avec grand intérêt et nous avons pris plaisir à vos discours percutants [2]. La formule de Frédéric Il m'est revenue à la mémoire : « au reste, le génie de nos soldats consiste en l'attaque, et c'est très bien ainsi ». Or quel parti peut présenter un nombre égal de députés solides et d'orateurs habiles à porter des coups ? Bravo à vous!

La grève du charbon dans la Ruhr [3] vous sera certainement fatale, mais que faire à présent ? La voie habituelle par laquelle nous arrivent de nouvelles grandes couches ouvrières, c'est celle de

---

[1] Engels fait allusion à un scandale qui avait éclaté en mars 1891 : le secrétaire d'État Bötticher avait reçu 300 000 marks de Bismarck en paiement des dettes de son beau-père. Bismarck lui-même avait tiré cet argent du fonds constitué par les biens séquestrés de l'ancienne famille royale du Hanovre et destiné à corrompre les journalistes. Le Vorwärts publia à cette occasion plusieurs articles (24, 25 et 29 mars 1891) sur la corruption des classes dominantes.

Engels tenait en grande estime l'ouvrage de Rudolph Meyer dénonçant en général, la corruption en Allemagne à l'époque héroïque &'développement bourgeois après 1871, livre qui fut évidemment interdit par les autorités de l'époque : Politische Gründer und die Corruption in Deutschland, Verlag von E. Bidder 1877. Cet ouvrage est aujourd'hui pratiquement introuvable : l'exemplaire que nous avons pu, voir provient de l'ancienne bibliothèque de « l'Association nationale contre la social-démocratie ». Ce livre lui servait sans doute d' « arme secrète » contre le mouvement ouvrier!

[2] Engels fait allusion aux discours au Reichstag des parlementaires sociaux-démocrates A. Bebel, P. Singer, Wilhelm Liebknecht, en février et avril 1891 lors des débats sur la loi dérogatoire sur la législation des métiers, qui représentait une partie constitutive de ce que le gouvernement prussien appelait « la législation de protection ouvrière ». La loi fut adoptée le 8 mai 1891, les sociaux-démocrates ayant voté contre. Bebel publia ensuite un article dans la Neue Zeit, où il soumettait la loi à une analyse critique et lui opposait les revendications que la social-démocratie avait posées à l'occasion des débats sur la législation de protection ouvrière, sapant ainsi la politique soi-disant ouvrière de l'Empereur et des couches réactionnaires du gouvernement prussien, défenseurs contre la bourgeoisie industrielle du « socialisme féodal d'État ».

[3] Engels fait allusion à la grande grève des mineurs de la Ruhr qui fut si mal comprise et mal conseillée par la social-démocratie allemande, mais ne fut pas sans effet sur la chute de Bismarck lui-même. Bebel, dont l'attitude fut un peu moins négative que celle de Liebknecht, pensait néanmoins que le moment choisi pour la grève était mauvais... parce que la crise économique sévissait alors (?!!), que les mineurs étaient mal organisés (alors que c'était justement le moment le plus favorable pour les amener au mouvement et les organiser) et que les patrons cherchaient manifestement l'occasion d'une provocation (ce qui n'était sûr de réussir, étant donné l'attitude anti-patronale et anti-bourgeoise en général des milieux du kaiser de l'époque auxquelles finalement certains grévistes s'adressèrent pour un compromis). La défaillance de la social-démocratie était particulièrement- grave dans cette crise, décisive à bien des égards. Elle avait ici encore oublié l'enseignement de Marx, selon lequel les grèves et les luttes syndicales sont l' « école de guerre » du socialisme; cf. Marx-Engels, Le syndicalisme, Petite Collection Maspéro, tome 1er, pp. 36, 53, 99-100, 125, 131-132, 134, 138, et tome II, p. 165.

grèves spontanées, menées avec plus de passion que de réflexion. Ce fait semble ne pas avoir suffisamment retenu ['attention de ceux qui en ont rendu compte dans le *Vorwärts.* Liebknecht ne connaît pas les touches en, demi-teintes, c'est ou bien complètement noir, ou bien complètement blanc, et lorsqu'il se croit obligé de démontrer au monde entier que notre parti n'a pas poussé à cette grève ni l'a fomentée, alors que Dieu ait pitié de ces pauvres grévistes : on prend si peu d'égards avec eux qu'il semble qu'on ne souhaite pas qu'ils viennent bientôt à nous. Mais ils viendront tout de même. Au reste, qu'est-ce qui se passe avec le *Vorwärts ?*

À PROPOS DE LA RÉDACTION DU PROGRAMME D'ERFURT

Retour à la table des matières

Engels à Karl Kautsky, 29 juin 1891.

Je me suis réfugié pour quelques jours chez la nièce de ma femme, car le flot des travaux qui me submergent allait m'étouffer. J'étais installé tout heureux à ma table pour, revoir le chapitre sur le mariage par groupe de *l'Origine de la famille* etc., quand le programme du parti me tombe sur le dos, et *il fallut* que je fasse quelque chose [1].

J'ai voulu tout d'abord essayer de rédiger de façon un peu plus énergique les considérants préliminaires, mais je n'ai pu y arriver faute de temps. Et puis il m'a paru plus important de mettre en lumière les défauts, en partie évitables, en partie inévitables, de la rubrique politique. J'y trouvai

---

Dans sa lettre du 30-03-1891 à Kautsky, Engels déplorait que « nos gens à Berlin ne voient tout que de leur point de vue. Ils oublient ainsi qu'ils ne doivent pas exiger des mineurs une discipline telle qu'elle a été imposée aux vieux soldats du parti par la loi anti-socialiste et que tout nouveau bataillon d'ouvriers qui vient à nous l'est par des grèves menées avec passion, sans calculs, car nécessaires, voire inévitables dans les circonstances données. J'écrirai à Bebel à ce sujet [cette lettre n'a jamais pu être retrouvée]. On ne saurait recueillir uniquement les côtés agréables du mouvement, il faut accepter aussi les choses vouées sur le moment à l'échec ».

[1] Le 18 juin 1891, Richard Fischer, à l'instigation du Comité central du parti social-démocrate allemand, envoya à Engels les documents suivants relatifs au programme du parti préparé pour le congrès d'Erfurt, afin qu'à en prenne connaissance et donne son avis : 1. le projet élaboré par Liebknecht, le contre-projet de Bebel, le second projet de Liebknecht rédigé sur la base du contre-projet de Bebel, et enfin le projet proprement dit du Comité central qui était le résultat des travaux antérieurs et des discussions menées au cours de plusieurs séances du comité central. Ce projet qu'Engels jugea sévèrement dans ce que l'on appelle la Critique du projet de programme d'Erfurt (1891) n'a jamais été retrouvé bien qu'il ait été envoyé à plusieurs dirigeants sociaux-démocrates. Une variante en est parue dans le n° 153 du Vorwärts, mais celle-ci tient déjà compte de diverses remarques et critiques d'Engels. Celui-ci s'en prit essentiellement aux « incertitudes » du projet de Bebel et de Liebknecht sur la question de l'État.

Après la publication du projet officiel dans le Vorwärts, une large discussion s'amorça dans le parti (l'on cite 400 réunions qui se tinrent sur ce sujet) ainsi que dans la presse. Des modifications et même de nouveaux projets furent proposés. La direction de la Neue-Zeit élabora à son tour un projet de programme, dont Kautsky fut le principal auteur, Bernstein ayant rédigé les revendications pratiques. Tous deux firent appel à Engels, qui leur donna quelques indications critiques et jugea que ce projet était finalement meilleur que le projet officiel. Il se trouva que Bebel fut du même avis, et il appuya ce projet au congrès d'Erfurt du parti social-démocrate qui l'adopta définitivement à quelques modifications mineures près.

l'occasion de frapper sur l'opportunisme pacifiste du *Vorwärts* et sur la « transcroissance au socialisme » - si agréable, si fraîche, si joyeuse, si pieuse et si épanouie - de toute l'ancienne merde. Dans l'intervalle, j'apprends que tu leur as proposé une nouvelle introduction : tant mieux!

Engels à Karl Kautsky, 28 septembre 1891.

Je voulais juste t'écrire aujourd'hui au sujet du - Programme - quand ta lettre est arrivée.

Ton projet de programme et *bien meilleur* que le projet officiel, et j'apprends avec plaisir que Bebel veut en proposer l'adoption. Je ne manquerai pas de l'y encourager. Tu as éliminé l'erreur que tu avais commise dans ton premier projet - la longueur - et surpassé le projet officiel par la brièveté. Je voudrais cependant proposer les points suivants [1] :

Première Section - p. 785-86 de la *Neue-Zeit, § 2,* ligne 3 : Accroissement *du produit* du travail humain, au lieu *du rendement.* Marx a signalé combien est équivoque le terme de *rendement* qui peut aussi bien signifier le produit lui-même que sa valeur ou même la somme éventuellement *réalisée* par le prix.

En outre : propriété privée *des* moyens de production en général. Cela signifie, certes, l'ensemble des moyens de production sociaux ou bien, en revanche, aussi bien ceux d'un individu déterminé qui travaille, paysan ou artisan - dans tous les cas très déterminés et, par conséquent, exigeant l'article. Sans l'article, on peut hésiter sur le sens du moins c'est ce qui m'arrive à moi.

Deuxième Section *: Neue-Zeit, p.* 788, le § 1 manque de vigueur. « Qui souffre dans les conditions actuelles » est vraiment trop mou. Il faudrait dire que l'antagonisme des classes mutile intellectuellement et moralement jusqu'aux classes dominantes, et même encore davantage que la classe opprimée. Si tu es d'accord, rédige cela au mieux. Sans force est aussi la phrase servant de conclusion : le prolétariat est la seule classe, *dont l'intérêt* etc.… *pousse.* Je dirais : dont l'émancipation est impossible sans la socialisation des moyens de production, ou quelque chose de semblable.

§ 2 : Elle ne peut mener ses luttes économiques, et *son organisation comme classe militante* sans droits politiques (elle a besoin pour ses luttes économiques et son organisation comme classe militante d'une mesure, croissante avec ses succès, de liberté et d'égalité de droits politiques, n'est-ce pas ?) Le reste, comme dans le texte:

Ce sont là de brèves indications; je n'ai hélas pas assez de temps pour en faire davantage, étant donné que je suis surchargé de travail...

Tu as raison d'aller au congrès. Les gens auront beaucoup à redire contre la *Neue-Zeit. il* faut s'y faire. Tu devrais tout écouter, répondre aussi peu que possible - et poursuivre ensuite ton chemin. Aussi longtemps que Bebel se trouve à la tête, tout rentrera de nouveau dans l'ordre.

---

[1] Cf. Neue-Zeit de 1890-91, 2e vol., no 49-52 la série de quatre articles publiés sous le titre « Le projet du nouveau programme du Parti ». Kautsky en avait rédigé les trois premiers et Bernstein le dernier.

LUTTE CONTRE LES SÉQUELLES DU LASSALLÉANISME

Retour à la table des matières

Engels à August Bebel, 29 septembre - 1er octobre 1891.

L'article de Bernstein devait constituer une réponse à Vollmar, et en tant que telle eût été très utile [1]. Mais au lieu de cela, le brave Bernstein tourne autour du pot jusqu'à ce qu'il en arrive subitement à répondre à *la fraternisation de Cronstadt* [2]. Il y dit naturellement des choses qui ne sont absolument pas à leur place, alors qu'il aurait dû soulever de tout autres aspects du problème : que si la France représente formellement la révolution vis-à-vis de l'Allemagne, celle-ci, en raison de son parti ouvrier, est *matériellement à* la pointe de la révolution, et c'est ce qui apparaîtra au grand jour au moment de la guerre - parce que nous, et avec nous, la révolution sera ou bien écrasée, ou bien au contraire hissée au pouvoir. C'est ce qu'il eût fallu dire dans tous les cas.

À propos : j'ai entendu qu'au congrès du parti tu voulais proposer la déclaration de principes de Karl Kautsky comme programme. Pour ma part aussi, je la tiens dans l'actuelle version *(« Neue-Zeit,* n° 51) pour bien meilleure que votre projet. Je ne lui ai conseillé que quelques modifications à certains passages de la partie imprimée page 788. Il a manifestement beaucoup réfléchi, et avec succès, sur ce travail. Je n'ai pas encore eu l'occasion de lire l'article de Bernstein sur les revendications particulières...

---

1 Engels fait allusion à l'article de Bernstein « Lettres d'Angleterre » publié dans la Neue-Zeit n° 50. Bernstein y soumit à une vive critique la Triple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie), la scission de l'Europe en deux camps adverses s'y exprimant de plus en plus nettement. Il y dénonçait surtout le rôle de l'Allemagne dans la politique de la Triple Entente.

Georg von Vollmar avait prononcé le 1er juin 1891 à Munich un discours sur les tâches et la tactique de la social-démocratie au moment du soi-disant cours nouveau du gouvernement Caprivi, après la chute de Bismarck. Il se fit le porte-parole de l'opportunisme dans le parti et prôna une tactique de collaboration avec les classes dominantes dans le domaine de la politique intérieure et extérieure, notamment en cas de guerre contre la Russie. Cette tactique impliquait une transformation lente et progressive de la société au moyen de réformes, qui entraînait une réconciliation de la classe ouvrière avec l'État militaire existant et l'ordre capitaliste en vigueur. La presse bourgeoise s'empressa d'approuver ces projets. Engels écrivit à Bebel une série d'articles sur la politique, étrangère, la menace de guerre et la position à adopter en cas de déclenchement d'un conflit mondial (Engels à Bebel, 29 septembre 1891, 13 octobre 1891, 24 et 26 octobre 1891) et prépara, sur le même thème, pour les socialistes français l'important article sur le Socialisme en Allemagne (cf. Marx-Engels, Le parti de classe, tome IV, pp. 81-91). Au congrès d'Erfurt, W. Liebknecht, P. Singer et, R. Fischer et Bebel surtout (dans deux discours fondamentaux) s'en prirent aux conceptions opportunistes de Vollmar et défendirent la ligne marxiste dans le parti. Bebel réfuta la thèse de Vollmar qui affirmait que la Triple Alliance était un instrument de paix. Vollmar n'en continua pas moins de demeurer dans les rangs de la social-démocratie et fut député sans interruption de 1890 à 1919. Est-il besoin de dire que ce fervent pacifiste devint social-chauvin durant la première guerre mondiale ?

2 En juillet 1891, la flotte française avait été reçue triomphalement à Cronstadt à l'occasion du rapprochement survenu entre la Russie tsariste et la France républicaine et revancharde. Au même moment, les diplomates négocièrent un traité franco-russe, qui fut signé en août 1892 et prévit des consultations communes en politique internationale ainsi qu'une action militaire commune en cas d'attaque de l'un des deux partenaires. Ce traité prépara l'alliance franco-russe de 1893, dirigée contre la Triple Alliance.

J'espère que tu as lu dans l'original ma lettre publiée *par Le Socialiste* [1], la traduction du Vorwärts en est abominable et par endroits pure insanité. Où diable Liebknecht trouve-t-il d'aussi affreux traducteurs ? Il est pourtant visible que, le temps approche où nous serons la majorité en Allemagne ou du moins le seul parti assez fort pour tenir en mains les rênes du pouvoir - au *cas où la paix continuera.* Et c'est justement à cause de cela que je ne souhaite pas que ce procès continu de développement soit interrompu par une crise, qui peut certes la raccourcir de deux à trois ans, mais la prolonger tout aussi bien de dix a vingt ans.

En ce qui concerne mes remarques sur le fait que vous prenez trop en considération le jugement de l'adversaire, tu en es le seul fautif. Dans ta lettre, tu dis à propos de l'introduction de Bernstein *: « Les adversaires tombent aussi sur l'écrit qu'ils présentent comme étant tendancieusement hostile à Lassalle. »* À entendre régulièrement et en toute occasion dans votre bouche l'argument selon lequel il faut tenir compte du jugement de nos adversaires, alors on en vient à dire tout naturellement que nos adversaires peuvent aller se faire fiche. Au demeurant, Marx >et moi-même nous avons dit dès 1848 : Quelle bêtise avons-nous bien pu commettre pour que nos adversaires nous *louent ?* - donc tout à fait comme toi.

Engels à August Bebel, 6 octobre 1891.

Mais maintenant je crois que vous feriez bien de ne plus bombarder le pauvre Bernstein de lettres à propos de Lassalle : il va en être complètement bouleversé, et finira par être si embrouillé par ce que vous lui avez vous-mêmes réclamé de faire et par ce qu'il considère comme étant de son devoir, que cela ne peut que compliquer les choses et contribuer à susciter à la fin des choses qui ne seront que plus contradictoires encore. Si cette note [2] s'y *trouve,* vous en portez *tout autant la responsabilité que Bernstein,* et il n'est tout de même pas juste de condamner à cause de cette méchante note tout son travail, au demeurant excellent. Je lui ai dit qu'il ne devait pas se laisser égarer, mais de garder la main de fer sous le gant de velours, et qu'à la fin vous lui seriez reconnaissants d'avoir critiqué Lassalle. En effet, je sais pertinemment que si vous relisez *à présent* les textes de Lassalle, vous serez vous-mêmes étonnés de ce qui s'y trouve, et vous serez édifiés sur la croyance en le faux héros dont vous vous êtes donnés tant de mal de faire montre sous le régime de la loi anti-socialiste par pure politesse à l'égard des Lassalléens que vous fréquentiez. Je suis persuadé que vous, ainsi que toute une masse de gens qui tenez encore à la tradition lassalléenne, vous ne savez pas ce que cet homme a dit et écrit (et, qui plus est, le plus souvent en sachant mieux les choses qu'il ne les disait et écrivait!) Ainsi donc, la nouvelle édition des œuvres de Lassalle aura sur vous aussi une action utile - à condition bien sûr que vous lisiez avec autant de zèle le prophète que les critiques du prophète [3].

---

[1] Cf. l'article sur *Le congrès de Bruxelles et la situation en Europe* dans ce recueil, p. 297-299.

[2] Dans son introduction (à l'édition complète des discours et écrits de Lassalle, décidée par le Comité central du parti social-démocrate en 1891), Bernstein remarquait dans une note sur les maladies dont souffrait Lassalle : « Probablement syphilis ». Le premier volume parut en 1892 et les second et troisième en 1893.

[3] Liebknecht avait écrit le 16 mai 1873 à Marx : « Lassalle t'a pillé, mal compris et falsifié -c'est à toi de le lui démontrer : nul autre ne peut le faire aussi bien que toi, et personne ne saurait en prendre ombrage parmi les éléments honnêtes du lassalléanisme (que nous devons ménager). C'est pourquoi, je t'en prie, écris vite les articles

Engels à Karl Kautsky, 14 octobre 1891.

Dans ton Projet reproduit par le Vorwärts, je découvre tout à coup, à mon grand étonnement la formule de « la masse réactionnaire [1] ». Je t'écris aussitôt à ce sujet, bien que je craigne d'arriver trop tard. Cette formule d'agitation jette une fausse note discordante et gâte toute l'harmonie des théorèmes scientifiques, formulés de manière condensée et tranchée. Étant une, formule d'agitation parfaitement unilatérale, elle est absolument fausse sous la forme apodictique absolue qui seule la fait résonner efficacement.

Elle est fausse, car elle exprime comme un fait accompli ce qui n'est qu'une *tendance historique exacte* seulement comme telle. Au moment où surgit la révolution socialiste, tous les autres partis apparaîtront en face de nous comme une seule masse réactionnaire. Il est possible, au reste, qu'ils le *soient d'ores* et déjà et qu'ils aient perdu toute capacité à une action progressive quelle qu'elle soit, mais pas nécessairement. A *l'heure actuelle,* nous ne pouvons pas l'affirmer, avec la certitude avec laquelle nous énonçons les autres principes du programme. Même en Allemagne il peut se présenter des circonstances où les partis de gauche, malgré leur indigence profonde, soient obligés de déblayer la scène d'une partie du fatras féodal et bureaucratique antibourgeois qui subsiste encore en si grande quantité. Or, à ce moment précis, ils ne feront plus partie intégrante de la masse réactionnaire.

Aussi longtemps que nous ne sommes pas assez forts pour prendre en mains les rênes du pouvoir et appliquer nos principes, il ne saurait - à strictement parler - être question d'une masse réactionnaire *vis-à-vis de nous.* Sinon, toute la nation se partagerait en une majorité de réactionnaires et une minorité d'impuissants.

Les hommes qui ont brisé en Allemagne la division en États minuscules, donné à la bourgeoisie les coudées franches pour sa révolution industrielle, introduit des conditions unitaires de circulation pour les marchandises et les personnes, et par là-même, devaient nous procurer à nous-mêmes un plus grand champ d'action et plus de liberté de mouvement - l'ont-ils fait comme « masse réactionnaire » ?

Les bourgeois républicains français qui, de 1871 à 1878, ont définitivement vaincu la monarchie et la tutelle cléricale, ont assuré une liberté de la presse, d'association et de réunion à un degré inconnu jusqu'ici en France en des temps non révolutionnaires, qui ont institué l'obligation scolaire pouf tous et haussé l'enseignement à un niveau tel que nous pourrions en prendre de la graine en Allemagne – ont-ils agi en tant que masse réactionnaire ?

---

en question pour le Volksstaat, et ne te laisse pas arrêter par d'autres considérations, par exemple, le fait que Yorck en soit le rédacteur. »

De même, Bebel écrivit à Marx, le 19 mai 1873 : « Je partage entièrement le souhait de Liebknecht, à savoir que vous soumettiez les écrits de Lassalle à une analyse critique. Celle-ci est absolument nécessaire. » Le même jour, Bebel écrivait à Engels : « Le culte de Lassalle recevrait un coup mortel, si l'ami Marx réalisait le souhait de Liebknecht - que je partage entièrement - et mettait en évidence les erreurs et les lacunes des théories de Lassalle dans une série d'articles présentés objectivement. »

[1] La formule lassalléenne de la « masse réactionnaire » s'était glissée de nouveau dans le texte du projet de programme d'Erfurt reproduit dans le supplément du Vorwärts du 6 octobre 1891, alors que le texte adopté au congrès ne la contenait pas.

Les Anglais des deux partis officiels, qui ont considérablement étendu le droit de suffrage universel, quintuplé le nombre des votants, égalisé les circonscriptions électorales, instauré l'obligation scolaire et amélioré le système d'enseignement qui, à chaque session parlementaire votent non seulement des réformes bourgeoises, mais encore des concessions sans cesse renouvelées aux travailleurs avancent certes d'un pas lent et mou, mais personne ne peut les taxer d'être « une seule et même masse réactionnaire » en général.

Bref, nous n'avons aucun droit de présenter une tendance qui se réalise progressivement comme un fait déjà achevé - d'autant qu'en Angleterre, par exemple, cette tendance ne se réalisera jamais jusqu'au bout dans les faits. Le jour où la révolution se produira, la bourgeoisie sera toujours prête encore à toutes sortes de réformes de détail. Seulement il n'y aura plus de sens à continuer de vouloir des réformes de détail d'un système qui S'effondre tout entier.

Dans certaines circonstances, le slogan de Lassalle a une certaine justification dans l'agitation, bien qu'on en fasse chez nous d'incroyables abus, par exemple dans le Vorwärts, depuis le 1er octobre 1890. Mais elle n'a pas sa place dans le programme, car dans l'absolu elle est fausse et trompeuse. Elle s'y présente un peu comme la femme du banquier Bethmann, pour lequel on voulait ajouter un balcon à sa résidence : « Si vous m'y édifiez un balcon, v'la que ma femme s'y mettra et me défigurera à moi toute la façade » !

Je ne puis parler des autres modifications dans le texte publié par le Vorwärts; je ne retrouve pas le journal, et la lettre doit partir.

Le congrès du parti se tient à une date glorieuse. Le 14 octobre est l'anniversaire des batailles de Iéna et d'Auerstadt, à l'occasion desquelles la vieille Prusse d'avant la révolution s'est effondrée. Puisse le 14 octobre 1891 devenir pour l'Allemagne prussianisée le « Iéna intérieur » prédit par Marx [1] !

Engels à Fr.-A. Sorge, 24 octobre 1891.

Tout s'est très bien passé au congrès d'Erfurt [2]. Je t'en enverrai le protocole officiel dès qu'il sera publié. Bebel m'écrit que les discours ont été salopés dans les comptes rendus. L'opposition

[1] Engels fait manifestement allusion à la phrase finale du texte de Marx, les Révélations sur le procès des communistes de Cologne, cf. traduction française des Éditions Costes, 1939, p. 230.

[2] Le congrès du parti social-démocrate d'Allemagne se tint à Erfurt du 14 au 21 octobre 1891 en la présence de 230 délégués.

Les points suivants étaient à l'ordre du jour : compte-rendu d'activité du Comité central, politique suivie par la fraction parlementaire, tactique du p", projet de nouveau programme, ainsi que des questions d'organisation. Dans les débats sur la politique et la tactique, les délégués du congrès discutèrent de la conception opportuniste de Vollmar et des positions anarchisantes des « Jeunes ». Les délégués adoptèrent à l'unanimité les résolutions sur la politique et la tactique proposée par Bebel contre ces deux déviations. Les porte-paroles des « Jeunes » - Wilhelm, Werner et Car[Wildberger - furent exclus du Parti, après avoir refusé de se soumettre aux résolutions du congrès. Vollmar et ses partisans, par contre, se déclarèrent en faveur des résolutions du congrès et votèrent même pour la résolution sur la politique et la tactique; sans changer quoi que ce soit à leurs conceptions. Lénine affirmait déjà que l'anarchisme dans le parti est le plus souvent une sorte de punition pour les péchés opportunistes du mouvement, les maladies infantiles étant le fruit des maladies séniles de l'opportunisme. Si l'on juge le congrès

des arrogants Berlinois, au lieu d'accuser, est passée immédiatement elle-même dans le banc des accusés, s'est comportée lamentablement et doit à présent travailler hors du parti, si elle veut obtenir ce qu'elle recherche. Il se trouve indubitablement quelques éléments policiers parmi eux, ainsi que certains anarchistes cachés, qui voulaient en douce faire du racolage parmi nous, et enfin des ânes, des étudiants dont certains avaient raté leur examen des gens qui aiment se gonfler. Il s'agit en tout d'un peu moins de 200 hommes.

De même Monsieur Vollmar a dû filer doux : il est beaucoup plus dangereux que les précédents, car il est plus malin et plus tenace, vaniteux fou et veut à tout prix jouer les premiers rôles. Bebel s'est fort bien comporté, de même Singer, Auer, Fischer (qui était ici au Sozialdemokrat, un gaillard très capable et, en plus, un Bavarois d'une méchante grossièreté). Le rôle le plus amer a été dévolu à Liebknecht, qui a dû recommander le projet de programme, rédigé par Kautsky et soutenu par Bebel et moi, pour, servir de base au nouveau programme, partie théorique.

Le reste de lassalléanisme a également été écarté. À l'exception de quelques passages un peu faiblement rédigés (mais où l'énoncé seul est un peu mou et vague), on ne peut plus rien redire à ce programme - du moins à première lecture.

Engels à August Bebel, 24 octobre 1891.

À première lecture, le programme fait une très bonne impression à quelques passages un peu mous près, sur lesquels j'ai déjà précédemment attiré l'attention de Kautsky. C'était une amère pilule pour Liebknecht, qui a dû faire le rapport sur le nouveau programme, d'où se trouve éliminé le dernier reste non seulement de lassalléanisme, mais encore de la très chère phraséologie qui lui vient du Parti Populaire. Le discours - à en croire le rapport du Vorwärts qu'il a dû certainement composer lui-même - en porte aussi des, traces douloureuses. Et ensuite il eut la malchance d'avoir à affronter la proposition, de Kunert relative à son gendre [1]. J'espère qu'il se trouvera une pente bien douce sur laquelle on pourra faire glisser progressivement Liebknecht vers la retraite : il fait vraiment trop attardé et-suranné dans le parti.

---

d'Erfurt d'après ce critère, on constatera que les symptômes du mal furent artificiellement écartés, tandis que la cause du mal conservée, l'opportunisme se déclarant même d'accord avec les décisions du congrès.

Le congrès adopta à l'unanimité le projet de programme du parti, cf. note n° 270.

Engels se déclara satisfait du congrès d'Erfurt : formellement le marxisme avait triomphé, il ne pouvait espérer et faire plus.

[1] Au congrès d'Erfurt, le délégué Fritz Kunert demanda qu'on lève la résolution du congrès de St Gallen interdisant aux anciens députés Louis Viereck et Bruno Geiser (le gendre de Liebknecht) de revêtir des postes de confiance dans le parti. Après une longue discussion, le congrès repoussa la demande de Kunert.

Engels à Karl Kautsky, 25 octobre 1891.

Mes félicitations pour l'adoption de ton. projet de programme à Erfurt et pour l'élimination d' « une seule et même masse réactionnaire » [1]. Je n'ai pas encore eu le temps de comparer dans le détail ton projet et le programme définitivement adopté.

À Erfurt tout a certes bien marché. Nous avons surtout bien ri sur les discours de Fischer et d'Auer. (Ces deux-là avaient bien mérité de soulager un peu leur tempérament sur l' « opposition ». Le Bavarois contre les Berlinois; il ne reste plus grand-chose de ces derniers après la bataille. On constate, à l'attitude de ces derniers comme à celle de Vollmar, combien, tout ce petit peuple a surestimé ses forces. De telles reculades restent sans exemple. Mais cela n'a pas manqué de produire son effet à l'étranger : ce fut en Angleterre une sévère défaite pour Hyndman qui avait d'abord protégé Gilles publiquement et avait manifestement cru en les forfanteries de celui-ci à propos de l'effondrement du Parti allemand - maintenant il cherche autant que possible à se défaire de ce misérable. En outre, *le* Figaro a élevé Gilles aux nues.

Engels à Karl Kautsky, 3 décembre 1891.

Mes meilleurs remerciements pour les informations sur Erfurt. Ils m'ont été précieux à beaucoup d'égards, notamment pour les tractations à la commission du programme. Tu appelles le projet du Comité central son projet - celui de Liebknecht. Bebel m'a envoyé tout le matériel relatif aux divers épisodes de la genèse de ce projet. J'ai constaté qu'à chaque stade un bon morceau du travail premier de Liebknecht est tombé et a été remplacé par les formulations de Bebel, jusqu'à ce que finalement il n'en soit pratiquement plus rien resté - s'il en est resté quelque chose ! Mais ce qui en est resté, c'est l'absence de liaison produite par ce travail de sape du projet de Liebknecht et la faible coordination des phrases entre elles qui en résultait. Et c'est ce qui donna à ton projet l'avantage que chacun devait reconnaître au premier coup d'œil et qui, une fois que Bebel l'eut franchement reconnu, s'imposa immédiatement aux autres également

Les dernières élucubrations qui cherchent à démontrer que le chapitre de Marx sur la tendance historique de l'accumulation capitaliste est dépassé, sont en tout cas de Geiser, qui passe pour une véritable autorité scientifique à Breslau. Mais il est possible aussi que Liebknecht étant embarrassé (car il ignorait manifestement que ces phrases étaient tirées du Capital), a raconté, comme il aime à le dire lui-même, « n'importe quelle bêtise » qui lui passait par la tête.

En tout cas, la partie théorique du programme d'Erfurt peut maintenant circuler partout. Le principal c'est qu'on n'y trouve rien de contestable du point de vue théorique; c'est ce qui a été obtenu en gros. Les revendications pratiques ont toutes sortes de défectuosités, certaines ont un caractère petit bourgeois - si on les applique aux conditions actuelles -, mais on pourra toujours, rétorquer qu'étant notre rapport de forces actuel, elles ne seront tout de même pas appliquées tant

[1] La formule lassalléenne de la « masse réactionnaire » s'était glissée de nouveau dans le texte du projet de programme d'Erfurt reproduit dans le supplément du Vorwärts du 6 octobre 1891, alors que le texte adopté au congrès ne la contenait pas.

que nous ne serons pas au pouvoir, et qu'ensuite elles auront un caractère tout à fait différent. C'est le cas de la justice gratuite; la journée de travail de six heures pour les moins de dix-huit ans, ainsi que la protection des femmes contre le travail de nuit et, c'est la moindre des choses, quatre semaines avant et six semaines après l'accouchement.

Liebknecht me fait de la peine : il lui a fallu chanter maintenant les louanges du nouveau programme, dont tout le monde sait fort bien qu'il n'y a été pour rien., Mais c'est lui-même qui a recherché le poste - que peut-on y faire ?

Ce que tu me dis du discours de Tölcke est nouveau pour moi, et très intéressant [1]. L'introduction de Bersntein [2] a aiguillonné les vieux Lassalliens à une grande action, après que la publication de la lettre de Marx les a déjà tiré brutalement de la douce béatitude qui accompagne obligatoirement leur adoration du divin Lassalle. Même Jacob Audorf, l'inventeur de l'audacieuse carrière qui nous conduit au baron Itzig [3] (comme Marx aimait à appeler Lassalle) a fait retentir des cris de bataille indignés dans la causerie du dimanche du *Hamburger* Echo. Mais le truc ne marc lie plus. Au reste, Bernstein s'est ému plus qu'il ne fallait des critiques de Bebel. Celui-ci était très rationnel et demandait simplement que, pour ce qui est de la forme, on procède en sorte que le public-honorant-traditionnellement-Lassalle ne soit pas effrayé d'emblée et qu'on ne fournisse pas aux vieux Lassalléens de motif de plainte justifiée. À cela vint s'ajouter la malchance qui voulut que Bernstein y introduisit la note syphillitique tout à fait inutile (parce transformée en racontar par un « probablement ») que messieurs les Censeurs de Berlin ont *remarquée... lorsqu'il* était trop tard. Or le fait qu'ils aient raté le coche les a mis ensuite dans une véritable colère achilléenne, et alors Bernstein a dû encaisser pour son ou mieux pour leur lapsus, en recevant quelques lettres indignées. Je l'ai appuyé pendant tout ce temps comme il convenait.

---

[1] Karl Wilhlem Tölcke avait déclaré au congrès d'Erfurt : « L'ancien rédacteur du Sozialdemokrat, Monsieur Bernstein de Londres a également fait une critique des discours et des écrits de Lassalle, et je veux tout de même protester de toutes mes forces contre cette sorte de critique. » Kautsky écrivit le 30 octobre 1891 à Engels : « L'accueil que reçut cette protestation fut cependant des plus froids (c'est à peine si 20 voix crièrent : très juste!) et elle fut complètement passée sous silence par les orateurs suivants : comme on le voit, les gens portent beaucoup moins Lassalle dans leur cœur qu'on ne le croit. »

[2] Dans son introduction (à l'édition complète des discours et écrits de Lassalle, décidée par le Comité central du parti social-démocrate en 1891), Bernstein remarquait dans une note sur les maladies dont souffrait Lassalle : « Probablement syphilis ». Le premier volume parut en 1892 et les second et troisième en 1893.

[3] Engels ne se trompait pas en l'attribuant à un proche de Victor Adler, à qui il avait projeté de confier la publication de la critique de Marx au cas où les sociaux-démocrates allemands auraient refusé le texte, cf. la lettre d'Engels à Kautsky du 7-01-1891.

Dans l'édition horriblement mutilée des sociaux-démocrates de 1906 (Briefe und Auszüge aus Briefen von Joli. Phil. Lecker, Jos. Dietzgen, Friedrich Engels, Karl Marx u.A. an F.A. Sorge und Andere, Dietz Stuttgard) on lit à la place de Adolf Braun... August Bebel, et dans l'édition Costes et même l'édition Spartacus (Programmes socialistes, p. 62), on retrouve ce pieux mensonge. Le fils de Kautsky, qui édita et annota la correspondance de son père avec Engels (Friedrich Engels' Briefwechsel mit Karl Kautsky, Danubia-Verlag, Vienne, 1955) ne manque pas de culot : A la phrase suivante de la lettre du 11-2-1891 d'Engels à Kautsky: « En revanche, le correspondant berlinois d'Adler (A. Braun ?) me remercie littéralement pour cette publication », il ajoute la note suivante : « En fait c'était Adolf Braun. Dans sa lettre du même jour à Sorge, Engels parlait d'un autre A.B. à savoir August Bebel », qui était sans doute, « le gendre de Victor Adler et le rédacteur-adjoint du Vorwärts de Liebknecht », comme le précisait Engels dans sa lettre à Sorge!

La pressé adverse vit de l'antagonisme entre le Lassalle national et les sociaux-démocrates sans patrie. Elle se gardera donc bien d'attaquer un livre, dans laquelle sa légende est détruite aussi radicalement.

Le travail de Bernstein est vraiment très bon et il m'a fait grand-plaisir. Il suscitera en Allemagne un effet énorme - avec le temps -, et lorsque l'édition sera achevée il devrait être publié en brochure à pan, voire devrait être continué par Bernstein et dépouillé de son but particulier. Jusque-là nous serons en mesure de mener aussi cela à bien. Ici il aura également son effet utile, car les bourgeois anglais vaguement teintés de socialisme cherchent ici aussi à créer une légende de Lassalle pour l'opposer à Marx.

Engels à Karl Kautsky, 5 mars 1892.

J'enverrai aujourd'hui ton manuscrit en recommandé [1]. Je n'ai pu lire que les 16 premières pages. J'éliminerais pratiquement toute ton Introduction. Les raisons pour lesquelles un programme a besoin d'un commentaire, etc., etc., bref, toutes tes considérations sur les raisons pour lesquelles la brochure a été écrite ne font qu'affaiblir l'effet et détournent le lecteur du texte qui suit. D'emblée, tu dois entrer en matière - c'est la meilleure justification, Je ne peux juger eu plan du reste du texte, la partie principale. Je suis à ce point accablé par toutes sortes de travaux que je ne sais plus à quel saint me vouer. Rien que des bricoles, mais qui dévorent mon temps que c'en est une honte. Je brûle d'avoir le temps de m'atteler au Troisième livre du Capital, et on m'arrache chaque jour des mains le temps de travail qu'on me vole littéralement.

Frédéric Engels

SUR LE CONGRÈS DE BRUXELLES ET LA SITUATION EN EUROPE

Retour à la table des matières

Le Socialiste, le 12 septembre 1891.

Nous avons tout lieu d'être satisfaits du congrès de Bruxelles.

On a bienfait de voter l'exclusion des anarchistes par-là avait fini la vieille Internationale, par-là recommence la nouvelle. C'est la confirmation pure et simple, dix-neuf ans après, des résolutions du congrès de la Haye [2].

---

[1] Engels fait allusion à l'ouvrage de Kautsky Das Erfurter Programme in seinem grunds ätzlichen Theil erläutert, Stuttgart 1892.

[2] Engels souligne ici le lien existant entre chaque Internationale, l'une préparant à la suivante une base supérieure à partir d'où elle pourra se développer avec plus de force et d'ampleur. Pour ce qui concerne le congrès de la Haye, cf. Marx-Engels, le Parti de classe, III, pp. 59-86.

Non moins importante a été la porte largement ouverte aux syndicats anglais. La mesure prouve combien on a compris la situation. Et les votes qui ont lié les syndicats à « la lutte des classes et à l'abolition du salariat » [1] font que ça n'a pas été une concession de notre part.

L'incident Domela Nieuwenhuis [2] a montré que les ouvriers européens ont définitivement dépassé la période de la domination de la phrase ronflante et qu'ils ont conscience des responsabilités qui leur incombent : c'est une classe constituée en parti de lutte, parti qui compte avec les faits. Et les faits prennent une tournure de plus en plus révolutionnaire.

La situation en Europe

En Russie, il y a déjà famine; en Allemagne, il y aura famine dans quelques mois; les autres pays souffriront moins, voici pourquoi : le déficit de la récolte de 1891 est estimé à 11 millions demi d'hectolitres de froment et à 87 ou 100 millions d'hectolitres de seigle : ce dernier déficit affecte donc principalement les deux pays consommateurs de seigle, la Russie et l'Allemagne.

Cela nous garantit la paix jusqu'au printemps 1892. La Russie ne bougera pas avant cette époque; à moins de bêtises inconcevables à Paris ou à Berlin, il n'y aura donc pas de guerre.

En revanche, le tsarisme traversera-t-il cette crise ? J'en doute. Il y a trop d'éléments rebelles dans les grandes villes, surtout à Pétersbourg, pour qu'on ne tâche pas de saisir cette occasion pour déposer l'alcoolique Alexandre III ou tout au moins pour le placer sous le contrôle d'une assemblée nationale - peut-être lui-même sera-t-il forcé de prendre l'initiative de cette convocation. La Russie a travaillé énormément - c'est-à-dire le gouvernement et la jeune bourgeoisie - à la création d'une grande industrie nationale (voir dans la *Neue Zeit* l'article de Plékhanov) [3]. Cette industrie sera arrêtée net dans sa marche, parce que la famine lui fermera son seul marché - le marché intérieur. Le tsar verra ce que c'est que d'avoir fait de la Russie un pays se suffisant à lui-même et indépendant de l'étranger : il aura une crise agricole doublée d'une crise industrielle.

En Allemagne, le gouvernement se décidera trop tard, comme toujours, à abolir ou à suspendre les droits sur le blé. Cela brisera la majorité protectionniste au Reichstag. Les grands propriétaires fonciers, les « ruraux » ne voudront plus soutenir les droits sur les produits industriels, ils voudront acheter le meilleur marché possible. De sorte que nous aurons probablement la répétition de ce qui s'est passé lors du vote sur la loi contre les socialistes : une majorité protectionniste divisée elle-

---

[1] Il y a quelques années, la C.G.T. a rayé de l'article 1er de ses statuts la formule de l'abolition du salariat, consacrant un recul inouï par rapport à l'acquis du siècle dernier, cf. MarxEngels, le Syndicalisme, tome 1er, pp. 172-175 et 180-184.

[2] Dans la Neue-Zeit, Liebknecht écrit à propos de la recette proposée par Domela Nieuwenhuis pour empêcher la guerre : « La seule dissonance lors du débat sur la question militaire - et le fait est caractéristique - provint du membre d'une nation (la Hollande) qui n'y est pas intéressée, et peut donc là considérer avec toute la tranquillité d'âme du pays des nuées. Le plan d'une « grève militaire », car la « grève générale des ouvriers » ne suffit pas au faiseur de programme du pays des nuées, ne pouvait germer que dans l'esprit d'un rêveur, qui est assez heureux pour ne connaître le militarisme qu'au travers des brumes et de loin » (Skizzen vom Brüsseler Kongress, p. 838).

[3] Dans la Neue-Zeit, Plékhanov avait publié une série d'articles sur la situation sociale et politique de la Russie en 1890, cf. numéros 47 à 52, IX-II, 1891.

même par des intérêts opposés, créés par la nouvelle situation, se trouvant dans l'impossibilité de tomber d'accord sur les détails du système protectionniste. Toutes les propositions possibles n'obtiennent que des minorités; il y aura ou bien un retour au système libre-échangiste, ce qui est impossible, ou bien une dissolution, avec déplacement des anciens partis formant l'ancienne majorité, et avec une nouvelle majorité libre-échangiste, opposée au gouvernement actuel. Cela signifie la fin réelle et définitive de la période bismarckienne et de la stagnation politique intérieure - je ne parle pas ici de notre parti, mais des partis gouvernementalement possibles - il y aura une lutte entre la noblesse foncière et la bourgeoisie, ainsi qu'entre la bourgeoisie industrielle qui est protectionniste et les commerçants, et une fraction de la bourgeoisie industrielle qui est libre échangiste. La stabilité intérieure sera brisée; enfin, il y aura mouvement, lutte, vie, et notre parti en récoltera tous les fruits : et si les événements prennent cette allure, notre parti pourra arriver au pouvoir vers 1898.

Voilà! je ne parle pas des autres pays, parce que la crise agricole ne les affecte pas aussi considérablement. Mais si cette crise agricole faisait éclater en Angleterre la crise industrielle que nous attendons depuis 25 ans... Alors!

VI.

VIOLENCE ET QUESTION PAYSANNE

Retour à la table des matières

« C'est justement parce que tout marche si brillamment en Allemagne et qu'un petit nombre d'années de développement intérieur sans trouble avec les événements qui s'ensuivront inévitablement devraient nous faire avancer bien davantage encore - c'est justement pour cela que je ne souhaite pas précisément une guerre mondiale - mars l'histoire se fiche bien de tout cela! Elle poursuit son chemin, et nous devrons la prendre comme elle viendra » (Engels à A. Bebel, 13.14-09-1886).

D. Riazanov: Introduction *d'Engels aux « Luttes de classes en France, 1848-1850,* in: *Unter dent Banner des Marxismus, 1925-1926, 1,* pp. 160-165.

La publication de *l'Introduction* originale et complète d'Engels revêt une importance d'autant plus grande qu'en raison de la perfide tactique de la direction du parti social-démocrate, certains communistes eux-mêmes en étaient venus à croire que *l'Introduction* d'Engels représentait une retraite, tactique du moins, du marxisme révolutionnaire [1].

Évoquons à ce propos le fait suivant : Rosa Luxemburg elle-même a exprimé cette opinion dans le discours programmatique qu'elle a tenu au congrès de fondation du Parti communiste d'Allemagne, le 31 décembre 1918. Après avoir mentionné la fameuse *Introduction* d'Engels, elle déclara : « Je ne veux pas dire par là qu'Engels à cause de cet écrit s'est rendu complice de tout le cours de l'évolution ultérieure en Allemagne, je dis simplement : c'est là un document rédigé de manière classique pour la conception qui était vivante dans la social-démocratie allemande ou plutôt qui l'a tuée. » A la décharge d'Engels, Rosa Luxemburg cita le fait suivant : « Il faut dire à

---

[1] Nous reproduisons ci-après la présentation de Riazanov au texte publié pour la première fois de manière COMPLÈTE dans Unter dem Banner des Marxismus, I, 1925. Cette introduction fut tronquée et déformée par les dirigeants de la social-démocratie allemande pour justifier leur politique réformiste et opportuniste qui les conduisit à la trahison de 1914, à l'heure de la crise décisive. Comme l'indique Riazanov, ce texte incomplet permit de tromper même des marxistes révolutionnaires - d'hier et d'aujourd'hui - d'autant qu'il s'agit du dernier grand écrit d'Engels avant sa mort, celui que l'on a souvent considéré comme une sorte de testament politique - procédé stupide s'il en est pour le marxisme, dont la vertu essentielle est précisément la continuité et la cohérence de toutes les positions.

Une petite anecdote à propos des faussaires : Un vieux juge, plein de sordides expériences de sa profession d'hypocrite, se plaisait à dire à ses collègues avocats : votre client doit mentir et nier, même si la couleuvre lui son encore de la bouche - cela fait toujours un effet sur les jurés. Combien d'Hymalaya de mensonges pèsent sur les consciences prolétariennes!

l'honneur de nos deux grands maîtres, et notamment d'Engels, qui est mort bien plus tard et défendit l'honneur et les conceptions de Marx, qu'il a écrit, comme on le sait, cette *Introduction* sous la pression directe de la fraction parlementaire sociale-démocrate de l'époque » (cf. le compte rendu du congrès de fondation du PC d'Allemagne). Même si dans la suite de son discours, Rosa Luxembourg a toujours souligné que Marx et Engels n'avaient « jamais dévié au plan des principes » du terrain sur lequel ils se tenaient depuis 1848, cela ne change rien au fait que Rosa Luxembourg elle-même pensait qu'Engels avait opéré un glissement - ce qui laisse à penser que le plein contenu de *l'Introduction* lui avait été caché, à elle aussi.

En revanche, on est véritablement étonné de retrouver dans une publication récente des éditions du Parti communiste un article de Beer intitulé *Krieg und Internationale* (Verlag für Literatur und Politik, pp. 48-50) la légende créée par Bernstein, selon laquelle Engels se serait évertué à « réviser, c'est-à-dire à liquider la tactique de Marx ». Même s'il ne connaissait pas les, passages éliminés de *l'Introduction* &Engels, dont Riazanov nous donne ici pour la première fois la liste, il était bien connu que Bernstein avait publié l'*Introduction* d'Engels de manière tronquée et mutilée. Même sans démonstration « philosophique » de la falsification, il était clair que *l'Introduction* d'Engels ne visait pas à « liquider la tactique de Marx », mais traitait simplement - comme l'écrivait Rosa Luxembourg -de « la question de la lutte quotidienne de l'époque, et non de la question de la conquête finale du pouvoir politique, ni de 'l'attitude du prolétariat vis-à-vis de l'État capitaliste lorsqu'il s'empare du pouvoir : il parlait simplement de son *attitude dans le cadre* de l'État capitaliste de l'époque - *ce qui ressort clairement de chaque ligne de l'Introduction ».* (Cf. Rosa Luxembourg, *Réforme sociale ou révolution,* Leipzig, Vulkan-Verlag 1919, p. 46).

Note de la rédaction

On connaît les chaudes discussions soulevées par la fameuse *Introduction* d'Engels aux « Luttes de classes en France, 1848-1850 » de Marx. Dans son ouvrage *Les Prémisses du Socialisme,* E. Bernstein a tenté de faire de cette *Introduction* l'héritage politique d'Engels, dans lequel l'un des fondateurs de « la doctrine la plus révolutionnaire qu'ait vue le XIXe siècle » a renié son passé révolutionnaire et a transmis en message à ses disciples d'éviter par tous les moyens l'erreur commise par Marx et lui.

Kautsky s'est aussitôt élevé, en protestant énergiquement contre une telle falsification des paroles d'Engels. Kautsky admit alors que le véritable texte d'Engels présentait certaines différences par rapport à la version publiée. Si les conceptions révolutionnaires d'Engels n'apparaissent pas avec autant de clarté et de fermeté dans *l'Introduction,* disent-il, « la faute en est non chez lui, mais chez les amis allemands qui le pressèrent de supprimer la conclusion parce *qu'elle était trop révolutionnaire; Us* pensaient que *l'Introduction était* de toute façon suffisamment nette. Or comme la suite l'a montré, ce n'est aucunement le cas ». Sur quoi Kautsky fit la proposition suivante à Bernstein :

« Bernstein possède les manuscrits posthumes de notre maître. S'il s'y trouve également le manuscrit de l'Intro*duction* avec la conclusion éliminée, alors je le mets en demeure de publier cette conclusion qu'Engels n'a écarté que pour des considérations extérieures et non intérieures. Elle démontrera clairement combien peu Bernstein peut en appeler à Engels pour soutenir son point de vue! » (Cf. Kautsky, Bernstein *und die* Dialektik, in: *Die Neue Zeit.* XVII 2, pp. 46-47).

Bernstein n'a pas réagi à cette mise en demeure, non certes parce qu'il ne pouvait trouver l'original de *l'Introduction !* Il n'en continua pas moins à répéter obstinément dans toutes les rééditions ultérieures de son ouvrage, comme dans ses articles, qu'il ne faisait rien d'autre que d'exécuter fidèlement le testament d'Engels.

Il ne restait donc plus tien d'autre à faire que d'en référer au témoignage d'Engels lui-même. Il en ressort que, de son vivant même, celui-ci avait protesté avec la plus grande énergie contre l'interprétation révisionniste de son *Introduction.*

Ainsi Lafargue publia le passage suivant de la lettre qu'Engels lui avait adressée le 3 avril 1895 :

« Liebknecht vient de me jouer un joli tour. Il a pris de *mon Introduction aux* articles de Marx sur les *Luttes de classes en France* de 1848-1850 tout ce qui a pu lui servir pour soutenir la tactique, à *tout prix paisible et anti violente,* qu'il lui plaît de prêcher depuis quelque temps, surtout en ce moment où on prépare des lois coercitives à Berlin [1]. Mais cette tactique, je ne la prêche que pour *l'Allemagne d'aujourd'hui,* et encore *sous bonne réserve* Pour la France, la Belgique, l'Italie, l'Autriche, cette tactique ne saurait être suivie dans son ensemble, et pour l'Allemagne elle pourra devenir inapplicable demain. »

Une autre preuve qu'Engels n'était pas très édifié par l'emploi que l'on avait fait de son Introduction, nous la trouvons dans l'article de Kautsky qu'il reproduisit plus *tard dans son ouvrage sur la Voie au pouvoir* [2].

Kautsky avait demandé à Engels l'autorisation de publier *son Introduction* dans la *Neue Zeit,* encore avant sa publication à part. Engels lui répondit qu'il acceptait cette proposition « avec plaisir

---

1 La politique anti-socialiste de Guillaume Il ne fut qu'une parodie de celle de Bismarck (il n'en avait pas le pouvoir, ni même ne passa aux actes), mais la menace réussit, là où Bismarck ne réussit pas : dépouiller durablement la social-démocratie allemande de son caractère révolutionnaire, malgré les conseils d'Engels.

Le 26 octobre 1894, le chancelier Leo von Caprivi fut remercié, parce qu'il n'était pas d'accord avec l'Empereur sur les méthodes à prévoir pour réprimer la social-démocratie. Le prince zu Hohenlohe-Schdlingsfürst lui succéda.

Le 6 décembre 1894, le nouveau gouvernement déposa au Reichstag le projet de loi contre la subversion (Umsturzvorlage), appelé officiellement projet de loi relatif aux modifications et compléments de la législation pénale, du code pénal militaire et de la loi sur la presse. D'après cette loi, des tendances subversives, même sans commencement de réalisation, étaient punissables de bagne. De prétendues attaques contre la religion, la monarchie, le mariage, la famille ou la propriété pouvaient entraîner des peines de prison allant jusqu'à deux ans. L'Empereur, grâce à l'extension de la loi à la religion, les bonnes mœurs, etc. (chères aux catholiques militants de l'anticommunisme) parvint à rallier à son projet une bonne partie des députés-du Centre. Entre la première discussion de la loi au Reichstag, en décembre 1894 et en janvier 1895, et la seconde discussion en mai 1895, la Commission sous l'impulsion décisive du Centre - Victor Rintelen et Peter Spahn - élargit la loi par une autre qui protégeait la morale et la religion.

Les derniers écrits d'Engels furent rédigés sous la menace de ce projet de loi qui resta longtemps en discussion, la majorité des partis bourgeois ne pouvant se résoudre finalement à le voter: le 11 mai 1895, le Reichstag rejeta définitivement le projet de loi en seconde lecture.

2 Ce livre est généralement considéré comme le dernier qui fut marxiste orthodoxe de Kautsky. Il a été traduit en français et publié aux Éditions Anthropos.

Riazanov fait allusion à l'article, inclus dans la Voie au pouvoir et intitulé Quelques remarques sur Marx et Engels, qui avait été publié d'abord dans la Neue Zeit, XXVII, vol. 1, 2 octobre 1908.

» et soulignait : « Mon texte a quelque peu souffert en raison du projet de loi contre la sédition, nos amis berlinois ayant manifesté leurs alarmes et leurs craintes, dont j'ai été bien obligé de tenir compte dans les circonstances données. »

Le projet de loi de la nouvelle loi anti-socialiste - ce que l'on appelle le projet anti-séditieux - fut présenté au Reichstag le 5 décembre 1894 et fut renvoyé, le 14 janvier 1895 à une Commission qui en délibéra le 25 avril [1], la situation était extrêmement sérieuse - ce qui seul explique qu'Engels ait donné son accord à une édulcoration de certaines de ses formulations.

« Mais - écrit Kautsky - lorsque le *Vorwärts,* dans l'intention certes d'influencer favorablement les décisions de la Commission délibérative, publia un choix d'extraits de l'*Introduction* susceptible d'éveiller l'impression que, recherchaient les futurs révisionnistes, *alors Engels laissa exploser sa colère.* Il écrivit à Kautsky dans une lettre du 1er avril :

« À mon grand étonnement, je vois aujourd'hui que l'on a publié sans m'en avertir dans le *Vorwärts* des extraits de mon *Introduction* et qu'on les a combinés de telle façon que j'apparais comme un adorateur pacifiste de la légalité à tout prix. Je souhaite d'autant plus vivement que *l'Introduction* paraisse sans coupures dans la *Neue Zeit,* afin que cette *impression ignominieuse* soit effacée. Je ferai part avec la plus grande fermeté de mon sentiment à Liebknecht [2] et aussi à ceux qui, quels qu'ils soient, qui lui ont fourni l'occasion de déformer l'expression de ma pensée. »

Or voici que trente ans se sont écoulés et *l'Introduction aux Luttes de classes en France* est toujours publiée, en dépit de la révolution de novembre 1918, dans sa version tronquée. Qui, plus est, dans son « édition nouvelle, améliorée et élargie » de ses « Prémisses du socialisme » (Stuttgart, Dietz 1920, p. 4959, Bernstein continue de répéter, sans rien y changer, ses mensonges sur le changement de conception d'Engels.

---

[1] La politique anti-socialiste de Guillaume Il ne fut qu'une parodie de celle de Bismarck (il n'en avait pas le pouvoir, ni même ne passa aux actes), mais la menace réussit, là où Bismarck ne réussit pas: dépouiller durablement la social-démocratie allemande de son caractère révolutionnaire, malgré les conseils d'Engels.

Le 26 octobre 1894, le chancelier Leo von Caprivi fut remercié, parce qu'il n'était pas d'accord avec l'Empereur sur les méthodes à prévoir pour réprimer la social-démocratie. Le prince zu Hohenlohe-Schdlingsfürst lui succéda.

Le 6 décembre 1894, le nouveau gouvernement déposa au Reichstag le projet de loi contre la subversion (Umsturzvorlage), appelé officiellement projet de loi relatif aux modifications et compléments de la législation pénale, du code pénal militaire et de la loi sur la presse. D'après cette loi, des tendances subversives, même sans commencement de réalisation, étaient punissables de bagne. De prétendues attaques contre la religion, la monarchie, le mariage, la famille ou la propriété pouvaient entraîner des peines de prison allant jusqu'à deux ans. L'Empereur, grâce à l'extension de la loi à la religion, les bonnes mœurs, etc. (chères aux catholiques militants de l'anticommunisme) parvint à rallier à son projet une bonne partie des députés-du Centre. Entre la première discussion de la loi au Reichstag, en décembre 1894 et en janvier 1895, et la seconde discussion en mai 1895, la Commission sous l'impulsion décisive du Centre - Victor Rintelen et Peter Spahn - élargit la loi par une autre qui protégeait la morale et la religion.

Les derniers écrits d'Engels furent rédigés sous la menace de ce projet de loi qui resta longtemps en discussion, la majorité des partis bourgeois ne pouvant se résoudre finalement à le voter: le 11 mai 1895, le Reichstag rejeta définitivement le projet de loi en seconde lecture.

[2] Les éditeurs de l'Institut Marx-Engels, etc. de Moscou déclarent qu'on ne dispose pas de la correspondance, de Liebknecht de toute cette période, où il a joué précisément un rôle de tout premier plan (Marx-Engels Werke 37, note n° 196, p. 569).

Ainsi donc, il n'a pas encore réussi à retrouver le manuscrit d'Engels. Par bonheur, je l'ai découvert parmi les papiers que Bernstein a transmis il y a quelques jours aux Archives de la social-démocratie allemande. Je suis donc enfin en mesure de citer tous les passages éliminés sous la pression de la direction du parti social-démocrate allemand en 1895.

La comparaison entre le texte original et le texte publié montre que Kautsky lui-même s'est trompé lorsqu'il pensait que la fin uniquement avait souffert. En réalité, la plume du censeur a pesamment sévi notamment dans les, *cinq* dernières pages de *l'Introduction.*

Prenons maintenant l'édition de 1911 qui est encore accessible aujourd'hui et qui est pourvue d'une présentation de Bebel qui - soit dit en passant - élude complètement la question concernant les altérations apportées à *l'Introduction* d'Engels et comparons ce texte avec l'original. Nous constatons qu'abstraction faite de quelques différences négligeables de style, il n'y a pas de différences appréciables dans les dix-huit premières pages. Cependant il en va autrement à partir de la dix-huitième.

Afin de ne pas reproduire toute *l'Introduction,* nous citerons ici, par paragraphe, les passages modifiés par rapport à l'original, et nous nous bornerons à mettre en italique les passages éliminés :

Page 18 de l'édition allemande, nous lisons :

« Même à l'époque classique des combats de rue, la barricade avait donc un effet plus moral que matériel. C'était un moyen d'ébranler la fermeté de la troupe. Tenait-elle jusqu'à ce que celle-ci flanche, alors la victoire était acquise; sinon on était battu. *Tel est le point principal qu'il faut avoir à l'esprit lorsqu'on examine les chances de futurs combats de rue. » [Cf.* aussi Éditions Sociales. *1948, pp. 32-33].*

Il ne s'agit donc pas d'une renonciation aux combats de rue, ni même aux barricades, mais uniquement d'un examen plus rigoureux des chances de ceux-ci.

Après qu'Engels ait démontré par la suite que les conditions du combat de rue s'étaient considérablement modifiées depuis *1849* tant pour le peuple que pour l'armée, il conclut ce paragraphe par les mots suivants dans le texte publié (p. 19 de l'édition allemande de 1911) :

« Et enfin les quartiers édifiés depuis *1848* dans les grandes villes ont des rues longues, droites et larges - comme s'ils étaient construits en fonction de l'effet des nouveaux canons et des nouveaux fusils. Il serait insensé le révolutionnaire qui choisirait directement les nouveaux quartiers ouvriers du nord et de l'est de Berlin pour un combat de barricades. »

Cependant le journaliste précautionneux barrèrent la conclusion de ce paragraphe :

« Cela signifie-t-il qu'à l'avenir le combat de rue ne jouera plus aucun rôle ? Pas du tout. Cela vaut dire seulement que les conditions depuis 1848 sont, devenues beaucoup moins favorables pour

les *combattants civils, et beaucoup plus favorables pour l'armée* [1]. *À l'avenir un combat de rues ne peut donc être victorieux que si cet état d'infériorité est compensé par d'autres facteurs. Aussi, l'entreprendra-t-on plus rarement au début d'une grande révolution qu'au cours du développement de celle-ci, et il faudra le soutenir avec des forces plus grandes. Mais alors celles-ci, comme* dans *toute la grande révolution française, le 4 septembre et le 31 octobre 1870 à Paris, préfèreront « sans doute l'attaque ouverte à la tactique passive de* la barricade. » [Cf. ibid. p. 34].

Ces phrases d'Engels sont une véritable prophétie de l'expérience de la révolution d'Octobre ! Évoquons ici qu'Engels avait écrit dès 1854 dans l'un de ses articles rédigés pour la *New York-Tribune* sur l'insurrection espagnole de cette année :

« Deuxièmement, nous avions le spectacle d'une bataille de barricades victorieuse. Partout où depuis Juin 1848 on a édifié les barricades, elles se sont avérées jusqu'ici comme inefficaces. Des barricades, la forme de résistance de la population d'une grande ville contre la troupe, semblait dénuée de toute efficacité. Cette idée pessimiste est réfutée. Nous avons vu de nouveau des barricades victorieuses, inattaquables. La malédiction est levée! »

Les passages entre crochets manquent dans un paragraphe de la page *20* : « Dans les pays latins *aussi* on comprend de plus en plus qu'il faut réviser l'ancienne tactique. *[Partout, le déclenchement sans préparation de l'attaque passe au second plan]* partout on a imité l'exemple allemand de l'utilisation du droit de vote, de la conquête de tous les postes qui nous sont accessibles *[sauf* si les gouvernements nous provoquent ouvertement à la lutte] .» [Ibid, p. 35.]

Page 21, Engels avait lui-même ajouté le passage suivant sur les épreuves :

« Dès aujourd'hui nous pouvons compter sur deux millions et quart d'électeurs. Si cela continue de la sorte, nous conquerrons d'ici la fin du siècle la plus grande partie des couches moyennes de la société, petits bourgeois ainsi que petits paysans, et nous grandirons jusqu'à devenir la puissance décisive du pays, devant laquelle il faudra que s'inclinent toutes les autres puissances, qu'elles le veuillent ou non. »

Engels poursuivait par la phrase suivante, dont nous mettons en italiques les mots éliminés :

« Maintenir sans cesse cet accroissement, jusqu'à ce que de lui-même il devienne plus fort que le système gouvernemental au *pouvoir, en ne laissant pas perdre dans des combats d'avant-garde*

[1] Aux yeux du marxiste, la question de la violence ne saurait donc se limiter dans la société capitaliste - qui s'organise de plus en plus - à des actes de violence spontanés : « La violence est militaire dans ses aspects les plus exacerbés, les plus systématiques, les plus concentrés et les plus rebutants - lorsque les États bourgeois entre eux se font la guerre sur le dos du prolétariat; lorsque les ouvriers se heurtent aux forces de la police organisées et à la troupe, lorsque le prolétariat, à son tour, s'érige en classe dominante en forgeant l'État de la dictature, et organise alors militairement ses forces pour lutter contre l'ennemi intérieur aussi bien qu'extérieur, qui s'appuie sur les États militaires contre-révolutionnaires. Il faut concevoir d'emblée la violence dans un sens assez large pour englober aussi bien les actions individuelles de représailles que l'organisation de l'armée rouge. » (Cf. Le Fil du Temps no 10 sur Le Marxisme et la question militaire, p. 5.)

Faire de Marx-Engels des pacifistes signifie mettre sous le boisseau toute leur œuvre et particulièrement leurs textes militaires qui forment un bon quart de leurs écrits, cf. Marx-Engels, Écrits militaires (Col. Théorie et Stratégie, Éditions 1 de l'Herne, Paris, 1970, 661 p.), notamment l'Introduction, pp. 7-14.

ce groupe de choc qui se renforce journellement, mais en le gardant intact jusqu'au jour décisif - telle est notre tâche principale. » [Ibid*., p. 361.*

Dans la même page, là où Engels parle de la possibilité de représailles sanglantes de la part des classes dominantes, la remarque suivante est rayée de la dernière phrase :

« Rayer à coups de fusil de la surface du globe un parti qui se compte par millions, tous les fusils à magasin d'Europe et d'Amérique n'y suffisent pas. Mais le développement normal serait paralysé, *le groupe de choc ne serait peut-être pas disponible au moment critique* [Engels avait pourtant accepté à la demande des sociaux-démocrates de substituer décisif à cet adjectif N. de R.], la décision *[le combat décisif* chez Engels) serait retardée, prolongée et s'accompagnerait de sacrifices plus lourds. »

Même si l'on admet qu'Engels lui-même ait « accepté » les modifications mentionnées ci-dessus, l'élimination du passage suivant de la page 22 est indubitablement l'œuvre de la censure du parti.

Après avoir invité les réactionnaires prussiens à « siffler », il poursuit :

« Mais n'oubliez pas que l'Empire allemand, comme tous les petits États et, en général, tous les États modernes, *est le produit d'un pacte,* d'abord entre les princes, ensuite des princes avec le peuple. Si l'une des parties brise le pacte, tout le pacte tombe - et alors l'autre partie n'est plus liée non plus, *comme Bismarck nous a si bien donné l'exemple en 1866. Si donc vous brisez la Constitution impériale, la social-démocratie est libre, libre de faire ce qu'elle veut à votre égard. Mais ce qu'elle fera ensuite, elle se gardera bien de vous le dire aujourd'hui.* » [Ibid., p. 37].

Même une tournure aussi ésopéenne semble trop violente au Comité central du parti !

Nous voyons par là qu'Engels avait toutes les raisons d'être indigné lorsqu'on se référait à son *Introduction* aux « Luttes de classes en France » - c'est-à-dire à l'ouvrage de Marx précisément, qui fournit la démonstration la plus éclatante de la nécessité de la *dictature du prolétariat* - pour tenter de le stigmatiser comme un « adorateur pacifique de la légalité à tout prix ». Le comble, c'est que ceux de ses amis qui ont truqué le jeu avec de fausses cartes se permettent la même accusation!
Frédéric Engels

LÉGALITÉ ET RÉVOLUTION VIOLENTE

Retour à la table des matières

Engels à A. Bebel, 18 novembre 1884 [1].

---

[1] Nous ne suivons pas ici un strict ordre chronologique par rapport aux textes du chapitre précédent. Nous le faisons essentiellement pour étayer les problèmes de la violence (et de la question agraire qui sont étroitement liés) de l'argumentation « juridique » ad hoc.

Je voulais t'écrire à propos des tours de passe-passe de Rodbertus, mais cela paraît à présent dans ma préface à la première édition allemande de la *Misère de la Philosophie* dans la *Neue-Zeit* [1]. Tu y trouveras le nécessaire sous une forme mieux développée, que je ne pourrais le faire dans une lettre. Puis tu trouveras la suite dans la préface au livre Il du *Capital* [2].

Mais il y a un autre point sur lequel je tiens à te dire ce que je pense, et qui me paraît bien plus urgent.

L'ensemble des philistins libéraux a un tel respect de nous, qu'ils se mettent à crier d'une seule voix : oui, si les sociaux-démocrates voulaient se placer sur le terrain *légal* et abjurer la *révolution* alors nous serions pour l'abolition immédiate de la loi anti-socialiste [3]. Il ne fait donc aucun doute que l'on vous fera très bientôt cette même proposition impudente au Reichstag. La réponse que vous y ferez est très importante - non pas seulement pour l'Allemagne, où nos braves camarades l'ont déjà donnée au cours des élections, mais encore pour l'étranger. Une réponse *docile et soumise* anéantirait aussitôt l'effet énorme produit par les élections [4].

À mon avis, la question se pose en ces termes:

---

1 Le point de départ de la polémique fui l'article de Kautsky dans la Neue-Zeit critiquant le Capital de Rodbertus. Le social-démocrate réformiste Schramm, l'un des responsables du Jahrbuch für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik, éprouva le besoin de prendre la défense du plagiaire et critique de Marx qu'était Rodbertus et d'écrire « l'article de Kautsky était superficiel et irréfléchi », cf. Neue-Zeit, no 11 de 1884 dans lequel Kautsky répondit aussitôt.

Dans la Neue-Zeit, no 1 de 1885, Engels intervint à son tour, pour soutenir Kautsky et publia sous le titre « Marx et Rodbertus » la préface à la première édition allemande de 1884 de la Misère de la Philosophie de Marx, traduite en allemand par Bernstein. Schramm ne se tint pas pour battu et revint à la charge dans le n° 5 de la même Neue-Zeit. Pire encore, dans son ouvrage intitulé « Marx, Rodbertus, Lassalle », publié fin 1885 par la maison d'édition du social-démocrate Louis Viereck, Schramm. s'en prit au socialisme « unilatéral et dogmatique de Marx ». Le secret de ces « défauts » provenait aux dires de Schramm, de ce que Marx était et restait (d'où son unilatéralité et sans doute son dogmatisme ?) partisan de la révolution violente, et d'attaquer les dirigeants de la social-démocratie allemande, cette « clique » qui défend un « marxisme unilatéral et infaillible » et ne cherche à atteindre « ses buts que par des moyens violents ». Et Schramm de proposer que le parti abandonne la tactique de Marx qui, comparée à celle de Lasalle, n'est qu'une « tactique de chambre ». C'est bel et bien le problème de la violence qui trace la ligne de démarcation entre opportunistes révisionnistes, toujours anti-dogmatiques, et les révolutionnaires marxistes.

2 Cf. K. Marx, Le Capital, Livre Deuxième, tome IV des Éditions Sociales, pp. 13-24.

3 Cette simple phrase d'Engels explique toute la tactique suivie par le gouvernement allemand après la loi anti-socialiste afin de démobiliser au maximum les masses révolutionnaires allemandes, de diviser autant que possible la direction de leurs organisations de classe, bref d'émasculer le mouvement, il utilisera le chantage de la violence, qui devait canaliser le prolétariat dans la voie démocratique et pacifique de la légalité bourgeoise. Cf. notes n° 143 et 144.

Sept ans avant l'abolition de la loi anti-socialiste, Engels montre déjà que cette loi signifiait simplement que le gouvernement prenait les devants dans la LUTTE de classes, en empêchant par tous les moyens que la social-démocratie n'utilise des moyens autres que légaux et pacifiques -quitte à ce que le gouvernement utilise la force pour ce faire.

4 Une déclaration de renonciation au recours à la force eût réduit la social-démocratie à n'être plus qu'un parti électoral, agissant sur le terrain des réformes, et non de la révolution après les éclatantes victoires électorales du parti social-démocrate allemand.

Tout l'état politique actuel de l'Europe est le fruit de révolutions. Partout le terrain constitutionnel, le droit historique, la légitimité ont été mille fois violés, voire totalement bouleversés. Toutefois, il est dans la nature de tous les partis, c'est-à-dire des classes, parvenus au pouvoir, d'exiger que l'on reconnaisse désormais le droit nouveau, créé par la révolution, voire qu'on le tienne pour sacré. Le droit à la révolution *a* existé - sinon ceux qui règnent actuellement n'auraient plus aucune justification légale -, mais il ne devrait plus exister dorénavant, à les en croire.

En Allemagne, l'ordre en vigueur repose sur la révolution qui a commencé en *1848* et s'est achevé en *1866.* L'année *1866* connut une révolution totale. Comme la Prusse n'est devenue une puissance que par les trahisons et les guerres contre l'Empire allemand en s'alliant avec l'étranger *(1740,1756, 1795)* [1], l'Empire prusso-allemand n'a pu s'instaurer que par le renversement violent de la Confédération allemande et la guerre civile. Il ne sert de tien, en l'occurrence, d'affirmer que les autres se seraient rendus coupables de violation des traités d'alliance : les autres affirment le contraire. Jamais encore une révolution n'a manqué du prétexte de légalité : cf. la France de, *1830,* où le roi Charles X aussi bien que la bourgeoisie affirmaient - chacun de leur côté - avoir la légalité de son côté. Mais il suffit. La Prusse provoqua la guerre civile et donc la, révolution. Après la victoire, elle renversa trois trônes « de droit divin », et annexa des territoires, parmi lesquels celui de l'ex-ville libre de Francfort. Si cela n'est pas révolutionnaire, je me demande ce que ce mot signifie. Non content d'avoir agi ainsi l'État prussien confisqua la propriété privée des princes qu'elle venait de chasser du pouvoir. Il reconnut lui-même que cela n'était pas légal, mais bien révolutionnaire, en faisant approuver cet acte après coup par une assemblée - le Reichstag-qui n'avait pas plus le droit de disposer de ces fonds que le gouvernement [2].

L'Empire prusso-allemand, en tant qu'achèvement de la Confédération de l'Allemagne du Nord créée par la force en 1866, est un produit parfaitement révolutionnaire. Je ne m'en plains pas. Ce que je reproche à ceux qui l'ont fait, c'est de n'avoir été que de piètres révolutionnaires, de ne pas avoir été encore plus loin, en annexant directement l'Allemagne entière à la Prusse. Or quiconque opère avec le fer et le sang, renverse des trônes, avale des États entiers et confisque des biens privés, ne doit pas condamner autrui parce qu'il est révolutionnaire. Dès lors que le parti a le même droit d'être ni plus ni moins révolutionnaire que le gouvernement de l'Empire, il dispose de tout ce dont il a besoin.

Récemment, on affirmait officieusement : la Constitution de l'Empire n'est pas une convention entre les princes et le peuple; ce n'était qu'un accord entre les princes et les villes fibres, qui peuvent à tout instant la révoquer et la remplacer par une autre. Les organes gouvernementaux qui enseignaient cette théorie demandaient en conséquence le droit, pour les gouvernements, de *renverser la Constitution impériale.* On a fait aucune loi d'exception, ni entrepris aucune poursuite contre eux. C'est fort bien, nous ne réclamons pas davantage pour nous, dans le cas extrême, que ce que l'on demande ici pour les gouvernements.

---

1 Marx décrit ces faits dans ses manuscrits de 1863-1864 relatifs aux Rapports entre la France, la Pologne et la Russie, cf. Mark-Engels, la Russie, Éditions 10-18, pp. 80-113.

2 Engels décrit ici à l'intention de Bebel les faits assemblés dans son ouvrage, le Rôle de la violence dans l'histoire : Violence et économie dans la formation du nouvel Empire allemand, trad. fr. in : Marx-Engels, Écrits militaires, pp. 562-563.

Le duc de Cumberland est l'héritier légitime incontesté du trône de Brunswick. Le roi de Prusse n'a pas d'autre droit de siéger à Berlin que celui que Cumberland revendique au Brunswick. Pour ce qui est du reste, Cumberland ne peut le revendiquer qu'après avoir pris possession de sa couronne juridiquement légitime. Or le gouvernement révolutionnaire de l'Empire allemand l'empêche d'en prendre possession par la violence. Nouvel acte révolutionnaire.

Comment cela se passe-t-il pour les partis ?

En novembre 1848, le parti conservateur a violé sans hésitation aucune la législation à peine créée en mars. De toute façon, il ne reconnut l'ordre constitutionnel que comme étant tout à fait provisoire, et se serait rallié avec enthousiasme à tout coup d'État opéré par des forces absolutistes et féodales [1].

Les partis libéraux de toutes nuances ont participé à la révolution de 1848 à 1866, et même aujourd'hui ils n'admettraient pas qu'on leur déniât le droit de s'opposer par la force à un renversement de la Constitution.

Le Centre reconnaît l'Église comme puissance suprême, au-dessus de l'État; celle-ci pourrait donc lui faire un *de*voir d'effectuer une révolution.

Or ce sont là les partis qui nous demandent et à *nous seuls parmi tous les partis,* que nous proclamions vouloir renoncer dans *tous les* cas M'emploi de la violence, et nous soumettre à n'importe quelle pression et violence, non seulement lorsqu'elle: est simplement formellement légale - légale au jugement, de nos, adversaires [2] -, mais encore lorsqu'elle est directement illégale!

Nul parti n'a jamais renoncé au droit à une résistance armée *dans certaines circonstances,* à moins de mentir. Nul n'a jamais renoncé à ce droit extrême.

Mais s'il s'agit de discuter des *circonstances* dans lesquelles un parti se réserve ce droit, alors la partie est gagnée. On passe alors de cent à mille circonstances. Notamment pour un parti, dont on proclame qu'il est privé de droits et qui, par décision d'en haut, est directement poussé à la révolution comme seule issue. Une telle déclaration de mise hors la loi peut être renouvelée d'un jour à l'autre, et nous venons tout juste d'en subir une. Il est proprement absurde de demander à un tel parti une déclaration aussi inconditionnelle.

Pour le reste, ces messieurs peuvent être tranquilles. Dans le rapport de forces militaire actuel, nous ne déclencherons pas l'action les premiers, tant qu'il y aura supériorité militaire contre nous : nous pouvons attendre jusqu'à ce que la puissance militaire cesse d'être *une puissance contre*

---

1 Marx avait construit en 1849 sa défense devant les jurés de Cologne sur cet argument pour expliquer que la révolution ne faisait qu'utiliser la violence, comme la contre-révolution elle-même, si bien qu'il ajoutait : « On peut pendre ses adversaires, mais non les condamner. À titre d'ennemis vaincus, on peut les éliminer de son chemin, mais en ne peut les JUGER à titre de criminels » (cf. Marx-Engels, Le Parti de classe, I, p. 176).

2 Aux yeux du marxisme, les lois elles-mêmes font partie des superstructures de force de l'État qui permettent aux classes dirigeantes d'asseoir, par l'utilisation de la violence potentielle, leur domination sur les classes exploitées. En d'autres termes, les lois ne, sont pas la codification rationnelle des rapports sociaux (sur la base d'un Contrat social), mais l'expression d'un rapport de force qui fait que la classe au pouvoir impose SON ordre (esclavagiste, féodal, capitaliste, prolétarien), au reste de la société.

nous [1]. Toute révolution qui aurait lieu avant, même si elle triomphait, ne nous hisserait pas au pouvoir, mais les bourgeois, les radicaux, c'est-à-dire les petits bourgeois.

En outre, même les élections ont montré que nous n'avions rien à attendre de la conciliation, c'est-à-dire de concessions faites à notre adversaire. Ce n'est qu'en opposant une fière résistance que nous avons inspiré à tous le respect, et sommes devenus une puissance. On ne respecte que la puissance, et tant que nous en serons une, les philistins nous respecteront. Quiconque leur fait des concessions se fait mépriser par eux, et n'est déjà plus une puissance. On peut faire sentir une main de fer dans un gant de velours, mais il faut la faire sentir. Le prolétariat allemand est devenu un puissant parti, que ses représentants s'en montrent dignes!

Frédéric Engels

À PROPOS DE LA PRÉTENTION DE DÉPOUILLER LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DE SON CARACTÈRE RÉVOLUTIONNAIRE

Retour à la table des matières

Préface à « Karl Marx devant les jurés de Cologne », rédigée le 1er juillet 1885.

Le plaidoyer de Marx constitue naturellement le point culminant du procès. Il est remarquable en deux sens.

Premièrement, du fait que c'est un communiste qui doit faire comprendre aux jurés bourgeois que les actes qu'il a commis et pour lesquels il est devant eux en position d'accusé, non seulement il fallait les commettre, mais encore dont il eût été du devoir de *leur* classe - la bourgeoisie - de les pousser jusqu'à leurs, conséquences les plus extrêmes. Ce fait suffit, à lui seul, pour caractériser l'attitude de la bourgeoisie allemande, et particulièrement prussienne, durant la période révolutionnaire. Il, s'agissait alors de savoir à qui doit revenir le pouvoir : aux puissances sociales et étatiques, regroupées autour de la monarchie absolue - grande propriété foncière féodale, armée, bureaucratie, clergé - ou au contraire à la bourgeoisie. Le prolétariat, encore à l'état naissant n'avait d'intérêt à ce combat que dans la mesure où il obtenait, par la victoire de la bourgeoisie, l'air et la lumière indispensables à son propre développement, les coudées franches sur le champ de bataille, où il pourra un jour remporter la victoire sur toutes les autres classes.

Mais la bourgeoisie - et avec elle la petite bourgeoisie - se tient coite lorsque le gouvernement hostile l'attaque au siège de sa puissance, le jour où il disperse le parlement, désarme sa garde civile

---

[1] Engels souligne toujours qu'il ne parle pas d'utiliser la violence DANS LE RAPPORT DE FORCES ACTUEL.

et proclame contre elle l'état de siège. C'est alors que les communistes montent sur la brèche, somment la bourgeoisie de faire ce qui n'était que son devoir le plus sacré.

Face à la vieille société féodale, la bourgeoisie et le prolétariat forment tous deux la société nouvelle et sont du même côté. Naturellement l'appel demeure sans réponse, et l'ironie de l'histoire veut que la même bourgeoisie ait à juger aujourd'hui les actes des communistes révolutionnaires et prolétariens, d'une part, et ceux du gouvernement contre-révolutionnaire, d'autre part.

Mais deuxièmement - et c'est ce qui donne au plaidoyer une importance particulière même de nos jours [1985] - il sauvegarde la position révolutionnaire, face à la légalité hypocrite du gouvernement, d'une, manière exemplaire, dont beaucoup pourraient s'inspirer aujourd'hui encore : - Nous avons appelé le peuple aux armes contre le gouvernement ? C'est ce que nous avons fait, et c'était notre devoir. Nous avons violé la loi et abandonné le terrain de la légalité ? C'est vrai, mais les lois que nous avons violées, le gouvernement les avait déjà mis en pièces avant nous et jetés aux pieds du peuple, si bien qu'il n'y avait plus de terrain de la légalité. On peut déblayer sa route en nous liquidant comme ennemis vaincus, mais on ne peut pas nous condamner!

Les partis officiels - de la *Kreuz-Zeitung à* la *Frankfurter-Zeitung - reprochent* au parti ouvrier social-démocrate d'être un parti révolutionnaire, de ne pas vouloir reconnaître le terrain légal créé en 1866 et 1871, et de se placer ainsi lui-même en dehors de la légalité générale - c'est ce que l'on entend jusque dans les rangs des nationaux-libéraux. Je veux faire abstraction de l'idée monstrueuse qui prétend qu'en exprimant simplement une opinion on puisse se placer hors de la légalité [1]. Cela relève du pur État policier, et l'on ferait mi eux d'appliquer cela en silence tout en continuant de prêcher en parole l'État légal. Mais qu'est-ce que le terrain légal de 1866, sinon un terrain révolutionnaire ? On viole la Constitution confédérale, et l'on déclare la guerre aux membres de cette même Confédération. Non, dit Bismarck, ce sont les autres qui ont violé la Constitution confédérale. À quoi il faut répondre qu'un parti révolutionnaire devrait être parfaitement niais, s'il ne trouvait pas pour ses révoltes au moins d'aussi bons arguments juridiques que Bismarck pour son coup de force de 1866.

Ensuite on a provoqué la guerre civile, puisque la guerre de 1866 ne fut rien d'autre. Or toute guerre civile est une guerre révolutionnaire. On a fait la guerre avec des moyens révolutionnaires. On s'est allié avec l'étranger contre des Allemands; on a fait intervenir dans la bataille des troupes et des navires italiens; on a appâté Napoléon III avec la perspective de possibles annexions sur le Rhin aux dépens de l'Allemagne. On a constitué une légion hongroise qui devait combattre pour des buts révolutionnaires contre son souverain légitime; on s'est appuyé en Hongrie sur Klapka, comme en Italie sur Garibaldi. On a triomphé - et on a englouti trois couronnes de droit divin, le Hanovre, la Hesse-Electorale et le Nassau, dont chacune est pour le moins aussi légitime, aussi « héréditaire » et autant « de droit divin » que la couronne de Prusse. Enfin on a imposé aux autres membres de la Confédération une Constitution impériale, qui - en ce qui concerne, par exemple, la Saxe - a été adoptée aussi librement que la Prusse accepta jadis la paix de Tilsit.

M'en plaindra-je ? Cela ne m'effleure même pas. On ne se plaint pas d'événements historiques; on s'efforce, au contraire, d'en comprendre les causes et, de la sorte, les conséquences *qui sont*

---

[1] En principe, pour être punissable l'opinion doit avoir un commencement de réalisation (nocif), C'est pourquoi l'opinion et la pensée ne relèvent pas des tribunaux.

encore loin d'être épuisées. Mais, ce que l'on est en droit de réclamer, c'est que des gens qui ont eux-mêmes fait tout cela, ne reprochent pas *à* d'autres d'être des révolutionnaires. L'Empire allemand est une création de la révolution - certes d'une espèce particulière, mais révolution quand même. Il ne doit pas y avoir deux poids et deux mesures. La révolution reste la révolution, qu'elle soit faite par le roi de Prusse ou par un savetier. Si le gouvernement en place se sert des lois en vigueur pour se débarrasser de ses adversaires, alors il ne fait que ce que fait tout gouvernement. Mais s'il s'imagine qu'il les foudroie de plus avec le qualificatif terrible de « révolutionnaires ! », alors il ne peut emplir de terreur que le philistin : « révolutionnaires vous-mêmes! », répondra l'écho dans toute l'Europe.

Mais la prétention de dépouiller le parti de son caractère révolutionnaire, qui découle des conditions historiques, devient proprement ridicule, lorsqu'on commence par le mettre hors le droit commun, c'est-à-dire hors la loi, pour lui demander ensuite de reconnaître le terrain légal que l'on *a supprimé précisément à son encontre.*

Que l'on perde sa peine avec de pareilles questions, cela démontre une fois de plus l'arriération politique de l'Allemagne [1]. Dans le reste du monde, chacun sait que l'ensemble des conditions, politiques actuelles est le fruit de toutes sortes de révolutions. La France, l'Espagne, la Suisse, l'Italie - autant de pays et autant de gouvernements par la grâce de la révolution! En, Angleterre, le conservateur Macaulay lui-même reconnaît que l'actuel terrain légal repose sur une révolution effectuée sur d'autres (revolutions heaped upon revolutions). Depuis cent ans, l'Amérique commémore sa révolution chaque 4 juillet. Dans la plupart de ces pays, il y a des partis qui ne se sentent pas plus liés par les conditions juridiques en vigueur que celles-ci ne sauraient elles-mêmes les lier. Cependant, quiconque voudrait accuser, en France par exemple, les royalistes ou les bonapartistes d'être des révolutionnaires se rendrait simplement ridicule.

En Allemagne, on n'a pas procédé de manière radicale - autrement elle ne serait pas déchirée en deux morceaux, en l'Autriche et en ce qu'on appelle l'Allemagne - et où, pour cette raison, les idées de temps révolus, mais non entièrement surmontés, continuent à végéter dans les esprits comme si elles étaient éternelles (ce pourquoi on appelle les Allemands un peuple de penseurs). Il n'y a que dans cette Allemagne où il puisse encore arriver que l'on exige d'un parti qu'il se tienne lié par le soi-disant ordre légal en vigueur, et ce, non seulement en fait, mais encore en droit, et qu'il promette à l'avance que, quoi qu'il arrive, il ne cherchera pas à renverser - même s'il le pouvait - l'État légal qu'il combat. En d'autres termes : il devrait s'engager à maintenir en vie à tout jamais l'ordre politique en vigueur. C'est cela et rien d'autre que l'on exige de la social-démocratie lorsqu'on lui demande de cesser d'être *révolutionnaire.*

Mais le petit bourgeois allemand - et son opinion est toujours l'opinion publique de l'Allemagne -est un curieux bonhomme. Il n'a jamais fait de révolution. Celle de 1848, ce sont les ouvriers qui l'ont faite - à sa grande terreur. Mais pour cela il a subi d'autant plus de coups de force. En effet, qui a opéré tous les bouleversements en Allemagne en trois cents ans - et ils étaient faits en

---

[1] De nos jours, la même arriération politique (nul parti n'est constitutionnel, donc permis en Allemagne, s'il veut utiliser la force pour changer l'ordre en vigueur actuellement, comme si l'histoire des siècles et des millénaires futurs devait s'arrêter devant la Constitution de Bonn!) est le résultat des puissances démocratiques, qui l'imposèrent par le feu et le sang à l'Allemagne vaincue (qui, au reste, l'avait déjà abolie elle-même, mais sans Constitution démocratique!).

conséquence - sinon les *princes.* Toute leur autorité et finalement toute leur souveraineté furent le fruit de leurs rébellions contre l'Empereur. La Prusse était la première à leur montrer ce bon exemple. La Prusse ne put devenir un royaume après seulement que le « grand-duc électoral » de Brandebourg ait effectué avec succès une rébellion contre son suzerain, le roi de Pologne, et rendu ainsi le duché de Prusse indépendant de la Pologne. À partir de Frédéric Il la rébellion de la Prusse contre l'Empire allemand a été érigé en système : il se « fiche » de la Constitution impériale avec plus de sans-gêne encore que notre brave *Bracke l'a* fait de la loi anti-socialiste. Vint ensuite la révolution française, et elle fut subie avec des pleurs et des gémissements par les princes comme par les philistins. De par le recès de la Diète impériale de 1803, les Français et les Russes répartirent, de manière, hautement révolutionnaire, l'Empire allemand entre les princes allemands, parce que ceux-ci ne parvenaient pas à se mettre d'accord eux-mêmes sur ce partage. Ce fut Napoléon qui permit à ses protégés tout particuliers, les princes de Bade, de Bavière et de Wurtemberg, de s'emparer de toutes les villes, baronnies et duchés impériaux, situés dans et entre leurs territoires.

Aussitôt après, ces trois princes, tous coupables de haute-trahison, entreprirent la dernière rébellion couronnée de succès contre leur Empereur, en se proclamant souverains avec l'aide de Napoléon, et en mettant ainsi définitivement en pièces le vieil Empire allemand. Par la suite, l'Empereur allemand *de facto,* Napoléon, partagea de nouveau, tous les trois ans environ, l'Allemagne entre ses fidèles valets, les princes allemands et autres. Enfin, ce fut la glorieuse libération du joug étranger, et, en guise de récompense, l'Allemagne fut partagée et trafiquée par le Congrès de Vienne, c'est-à-dire par la Russie, la France et l'Angleterre comme territoire général de dédommagement pour princes déchus, et les petits bourgeois allemands furent attribués, comme autant de moutons, à environ 2 000 lambeaux de territoire épars, possédés par quelque trente-six souverains, héréditaires, pour lesquels aujourd'hui encore la plupart continuent de « mourir comme de bons sujets ». Tout cela n'aurait pas été révolutionnaire! Qu'il avait donc raison ce coquin de Schnapphanski-Lichnowski, en s'écriant au Parlement de Francfort : « Le droit historique est sans date. » En effet, il n'en n'a jamais eu!

La prétention du petit bourgeois allemand vis-à-vis du parti ouvrier social-démocratie n'a que cette signification : Ce parti doit devenir un parti bourgeois à l'image du petit bourgeois et, comme lui, ne participer plus activement aux révolutions, mais les *subir* toutes. Et lorsque le gouvernement, arrivé au pouvoir par la contre-révolution et la révolution, émet cette même prétention, cela signifie simplement que la révolution est bonne tant qu'elle est faite par Bismarck pour Bismarck et consorts, mais qu'elle est condamnable quand elle s'effectue contre Bismarck et consorts.

Frédéric Engels

UNE NOUVELLE LOI CONTRE LA SUBVERSION SOCIALISTE

Retour à la table des matières

A Paul Lafargue, 22 novembre 1894.

Le petit Guillaume a un comportement qui étonne. Ne se met-il pas en tête de combattre les « tendances subversives », en commençant par renverser son propre gouvernement [1]. Les ministres tombent comme des soldats de plomb. Le malheureux jeune homme a dû se taire et se tenir coi pendant plus de huit mois, et n'y résistant plus, il éclate - voilà le résultat ! Au moment même où nous conquérons le quart de la Belgique, où la réforme électorale est en tram de conduire les nôtres au parlement autrichien, où tout est dans l'incertitude quant à J'avenir de la Russie - à ce moment-là le jeune homme se met en tête de surpasser Crispi et Casimir-Périer [2] ! L'effet que tout cela produit Allemagne; vous le voyez dans le fait qu'au congrès socialiste de Francfort un grand

---

[1] La politique anti-socialiste de Guillaume Il ne fut qu'une parodie de celle de Bismarck (il n'en avait pas le pouvoir, ni même ne passa aux actes), mais la menace réussit, là où Bismarck ne réussit pas: dépouiller durablement la social-démocratie allemande de son caractère révolutionnaire, malgré les conseils d'Engels.

Le 26 octobre 1894, le chancelier Leo von Caprivi fut remercié, parce qu'il n'était pas d'accord avec l'Empereur sur les méthodes à prévoir pour réprimer la social-démocratie. Le prince zu Hohenlohe-Schdlingsfürst lui succéda.

Le 6 décembre 1894, le nouveau gouvernement déposa au Reichstag le projet de loi contre la subversion (Umsturzvorlage), appelé officiellement projet de loi relatif aux modifications et compléments de la législation pénale, du code pénal militaire et de la loi sur la presse. D'après cette loi, des tendances subversives, même sans commencement de réalisation, étaient punissables de bagne. De prétendues attaques contre la religion, la monarchie, le mariage, la famille ou la propriété pouvaient entraîner des peines de prison allant jusqu'à deux ans. L'Empereur, grâce à l'extension de la loi à la religion, les bonnes mœurs, etc. (chères aux catholiques militants de l'anticommunisme) parvint à rallier à son projet une bonne partie des députés-du Centre. Entre la première discussion de la loi au Reichstag, en décembre 1894 et en janvier 1895, et la seconde discussion en mai 1895, la Commission sous l'impulsion décisive du Centre - Victor Rintelen et Peter Spahn - élargit la loi par une autre qui protégeait la morale et la religion.

Les derniers écrits d'Engels furent rédigés sous la menace de ce projet de loi qui resta longtemps en discussion, la majorité des partis bourgeois ne pouvant se résoudre finalement à le voter: le 11 mai 1895, le Reichstag rejeta définitivement le projet de loi en seconde lecture.

[2] Le 14 juillet 1894, le parlement italien adopta la loi sur les mesures d'exception pour la protection de la sûreté publique. Cette loi prétendument dirigée contre les anarchistes fut cependant utilisée contre le mouvement ouvrier, afin de contrecarrer l'influence croissante des socialistes. Cette foi permit d'interdire le Parti socialiste d'Italie, ainsi que de nombreuses organisations de travailleurs et une partie de la presse ouvrière; il y eut beaucoup d'arrestations, de perquisitions et de poursuites en justice. Malgré la répression, les socialistes poursuivirent la lutte, et, en janvier 1895 ils se réunirent secrètement à Parme pour leur troisième congrès : « La majorité y adopta un clair ordre du jour centraliste qui triompha d'une motion sur l'organisation de type fédéraliste. Dès ce moment, on parle de Parti socialiste italien. Sur la tactique, la majorité est pour l'intransigeance contre un ordre du jour qui admettait de timides exceptions locales » (Storia della Sinistra Comunista, Milan 1964, p. 23).

Le procès contre Alfred Léon Gérault-Richard fut le premier procès mené en vertu de la loi contre les anarchistes votées en juillet 1894 : il était mis en scène par le président de la République Jean Casimir-Périer. Gérault-Richard fut condamné à la peine maximale - un an de prison et 3 000 francs d'amende - en raison d'un article du « Chambard » dirigé contre Casimir-Périer. Les blanquistes posèrent la candidature de Gérault-Richard à la députation dans le XIIIe arrondissement, où il fut élu le 6 janvier 1895. La demande de libération fut rejetée par 294 voix contre 205, et la libération de Gérault-Richard fut remise à plus tard.

nombre de nos délégués ont réclamé une nouvelle loi de répression comme meilleur moyen de faire gagner du terrain à notre parti !

À Ludwig Schorlemmer, 3 janvier 1895.

Même si le congrès de Francfort a été plutôt terne par rapport aux précédents, parce que Vollmar et les Bavarois ont littéralement surpris et abusé les autres parlementaires avec leur ultimatum bavarois [1], si bien que ces derniers n'ont pris aucune décision, par crainte d'une scission possible, dans les questions les plus importantes -la bêtise de nos adversaires nous permet tout de même de surmonter ces mesquineries. Non content de leur projet de loi contre la subversion, ces génies se mettent encore à persécuter Liebknecht à cause de l'histoire survenue au Reichstag [2], EN FAISANT AINSI DE NOUS LES DÉFENSEURS DES DROITS CONSTITUTIONNELS DU PARLEMENT ALLEMAND [3] !

C'est précisément ce nouveau conflit qui nous a permis de conclure avec succès le boycott berlinois de la bière, qui à l'étranger et notamment en Angleterre a eu un si grand retentissement [4].

---

1 Le congrès, de Francfort-sur-le-Mein (21 au 27 octobre 1894) consacra une grande partie de ses débats à des polémiques avec G. von Vollmar et Karl Grillenberger qui, en votant le budget à la Diète bavaroise le 1er juin, avait démontré qu'ils étaient disposés à collaborer avec la bourgeoisie et avaient amorcé une politique réformiste. La majorité n'approuva certes pas expressément l'initiative de Vollmar, mais ne la condamna pas non plus, comme Bebel l'avait demandé. Le problème le plus important qui y fut débattu fut la question agraire. Sur ce point encore, Vollmar se mit en contradiction avec les principes élémentaires d'un programme agraire marxiste. La majorité du congrès, « peu au courant de la question agraire », se laissa surprendre par les thèses de Vollmar! Le congrès manifesta clairement une poussée opportuniste et suscita la protestation de la base du parti. Cf. différents textes sur la question agraire en traduction française dans Marx-Engels, le Parti de classe, IV, pp. 36-46.

Lors du second congrès de la social-démocratie bavaroise à Munich, le 30 septembre 1894, l'ordre du jour porta sur l'activité des parlementaires à la Diète bavaroise et l'agitation parmi les paysans (les petites parcelles prédominent dans les, régions montagneuses, de Bavière et le congrès adopta une résolution défendant là propriété paysanne, qui est propriété privée même si la parcelle est, petite et le paysan la cultive lui-même). Vollmar réussit à rallier Une majorité à, ses conceptions opportunistes. Le congrès approuva la fraction parlementaire qui avait ratifié le budget de l'État et entérina une résolution en vue de créer une organisation plus stricte des sociaux-démocrates bavarois sous la direction centrale de leurs représentants parlementaires (c'est-à-dire des députés choisis par le système démocratico-bourgeois, soit des électeurs qui ne sont pas membres du parti!). Vollmar se forgeait de la sorte un bastion pour la politique opportuniste dans le parti. Notons à ce propos que les opportunistes se fondent toujours sur des tendances fédéralistes pour asseoir leur dictature sur les masses.

2 A la séance du Reichstag du 6 décembre 1894. Les membres de la fraction sociale-démocrate restèrent assis tandis que le président lançait un vivat en l'honneur de Guillaume II. Le 11 décembre, le chancelier-prince de Hohenlohe réclama des poursuites pénales contre Wilhelm Liebknecht pour crime de lèse-majesté. Cependant le Reichstag repoussa cette prétention le 15 décembre par 168 voix contre 58, au- nom des droits parlementaires.

3 Lors du débat sur les poursuites à engager contre Liebknecht pour crime de lèse-majesté, cf. note no 305, Bebel tint un discours pour dénier au gouvernement le droit d'utiliser en l'occurrence l'article 31 de la Constitution qui permettait dans certaines conditions la poursuite de parlementaires. Or cet article disait expressément qu'aucun député ne pouvait être poursuivi pour une opinion exprimée au Reichstag. Les sociaux-démocrates devaient de plus en plus se faire les défenseurs de la légalité forgée par les classés dominantes elles-mêmes!

4 Le 3 mai 1894, les ouvriers des brasseries berlinoises engagèrent une action appelée boycott de la bière. Ce mouvement fut amorcé par le lock-out de 300 tonneliers d'une brasserie qui avaient participé à la fête du 1er mai. Les ouvriers réclamèrent, entre autres, que le 1er mai soit reconnu comme fête légale, que la journée de travail soit ramenée à 9 heures, que les organisations existantes des brasseurs fussent reconnues, que les ouvriers lock-outés soient dédommagés pour leurs pertes de salaire. Les patrons brasseurs répondirent à ces revendications par

Il est remarquable qu'avec leurs organisations de métier qui existent publiquement depuis soixante-dix ans et leurs grandes libertés d'association, les ouvriers anglais n'aient jamais pu réussir le score qu'ont arraché de vive lutte les Berlinois. Un journal écrit : « Que l'Empereur Guillaume y réfléchisse donc bien : les gens *qui* ont réussi à venir à bout des tonneaux de bière, sont fort capables de venir aussi à bout de son sceptre. »

Et nous avons obtenu le résultat suivant : il n'y a en Allemagne que deux hommes dont on écoute attentivement les discours - l'empereur Guillaume et Auguste Bebel. Le dernier discours de ce dernier était brillant, mais il faut le lire dans son compte rendu sténographique [1].

Ma santé est de nouveau bonne, mais je constate, néanmoins que j'ai soixante-quatorze et non plus quarante-sept ans, et que je ne peux plus en prendre à mon aise avec la nourriture, la boisson, etc., de même que je ne peux pas résister autant qu'autrefois aux intempéries. Quoi *qu'il* en soit, pour mon âge, je suis encore très vert, et j'espère bien vivre encore certains événements, surtout si ces messieurs de Berlin - comme ils en ont tout l'air - veulent tâter d'un conflit constitutionnel: Les hobereaux prussiens sont capables de pousser les choses au point que les sociaux-démocrates devront jouer les protecteurs de la Constitution impériale contre la classe des hobereaux qui meurt d'envie de violer la Constitution et de faire un coup d'État. Cela nous convient aussi! Qu'on fonce donc !

À Paul Stumpf, 3 janvier 1895

Les chamailleries [2] dans le parti ne me dérangent guère : il vaut mieux qu'elles se produisent de temps en temps et éclatent carrément une bonne fois. C'est précisément l'extension toujours croissante et irrésistible du parti qui fait que les derniers venus sont plus difficiles à digérer que les précédents. N'avions-nous pas déjà dans nos rangs les ouvriers des grandes villes, qui sont les plus intelligents et les plus éveillés ? Ceux qui viennent maintenant sont ou bien les ouvriers des petites villes ou des districts ruraux, ou bien des étudiants, petits employés, etc., voire enfin les petits bourgeois et artisans campagnards qui luttent contre le déclin et possèdent en propre ou à bail un petit bout de terre et, à présent, par-dessus le marché, de véritables petits paysans.

Or il se trouve qu'en fait notre parti est le seul en Allemagne qui soit authentiquement -de progrès et qui, en même temps, soit assez puissant pour imposer de force le progrès, de sorte que

des licenciements massifs. Cependant le mouvement prit une ampleur dé plus en plus considérable. Finalement les patrons furent obligés d'engager des négociations en septembre .1894. Les revendications des ouvriers furent satisfaites pour l'essentiel. Le boycott de la bière prit fin en décembre 1894.

1 Lors du débat sur les poursuites à engager contre Liebknecht pour crime de lèse-majesté, cf. note n° 305, Bebel tint un discours pour dénier au gouvernement le droit d'utiliser en l'occurrence l'article 31 de la Constitution qui permettait dans certaines conditions la poursuite de parlementaires. Or cet article disait expressément qu'aucun député ne pouvait être poursuivi pour une opinion exprimée au Reichstag. Les sociaux-démocrates devaient de plus en plus se faire les défenseurs de la légalité forgée par les classés dominantes elles-mêmes!

2 Engels fait allusion aux polémiques surgies dans le parti sur le programme agraire, avec lequel, Engels espérait pouvoir agiter les provinces orientales de l'Allemagne contre l'ordre existant. L'opportunisme détournera les sociaux-démocrates de cette question sociale pour une question légalitaire, artificiellement gonflée: « La question paysanne est repoussée à l'arrière-plan en Allemagne par le projet de loi contre la subversion », écrira Engels à F.-A. Sorge le 16-01-1895.

la tentation est forte même pour les gros ou moyens paysans endettés et en rébellion de tâter un peu du socialisme, notamment dans les régions où ils prédominent à la campagne.

Ce faisant, notre parti dépasse sans doute largement les limites de ce que permettent les principes - et c'est ce qui engendre pas mal de polémiques; mais notre parti a une constitution assez saine pour qu'elles ne lui soient pas néfastes. Nul n'est assez bête pour envisager sérieusement de se séparer de la grande masse du parti, et nul n'a la prétention de croire qu'il puisse constituer encore un petit parti privé, semblable à celui du Parti populaire souabe [1] qui, avec beaucoup de chance, avait réussi à regrouper sept Souabes sur onze. Toute cette chamaillerie ne sert qu'à causer des déceptions aux bourgeois qui escomptent une scission depuis vingt ans déjà, mais font en même temps tout ce qu'il faut pour nous l'éviter. Il en est ainsi à présent avec le projet de loi sur la presse et les activités subversives, l'élévation de Liebknecht au rôle de défenseur des droits du Reichstag et de la Constitution [2], ainsi que les menaces de coups d'État et de violation des droits. Certes, on fait beaucoup de bêtises chez nous, mais pour permettre à de tels adversaires de nous vaincre, il faudrait vraiment que nous fassions des gaffes grosses comme des montagnes, gaffes que tout l'or du monde ne serait pas en mesure d'acheter. Au reste, ton plan de céder à l'occasion la direction du parti à la jeune génération, afin qu'elle s'aguerrisse n'est pas si mauvais, mais je crois qu'elle arrivera aussi sans cette expérience à du savoir-faire et de l'intelligence politiques.

À Fr.-A. Sorge, 16 janvier 1895.

Dans cette nouvelle année, les choses deviennent horriblement confuses en Europe. La question paysanne a été repoussée à l'arrière-plan en Allemagne par le projet de loi sur la subversion, et celui-ci à son tour par le jeune Guillaume (son chant à Égire, le maître des flots, témoigne de ce qu'il à le mal de mer chaque fois qu'il monte avec sa flotte dans les tranquilles fjords norvégiens). Ce jeune homme a semé partout le désordre en Allemagne, et nul ne sait plus où il en est et de quoi demain sera fait, la confusion dans les cercles gouvernementaux comme, en général, dans les classes régnantes croît de jour en jour, tant et si bien que les seuls qui ont fait joyeuse figure lors des débats contre la subversion étaient nos gens à nous. Mais n'est-ce pas beau : à la tête de ceux qui sont contre cette loi anti-subversive se trouve précisément celui qui ne peut laisser passer cinq minutes sans faire un chambardement ! Or ce jeune Guillaume est tombé dans les griffes des hobereaux qui, afin de le tenir dans l'état d'esprit où il est disposé à leur accorder une aide accrue de l'État pour leurs domaines seigneuriaux en banqueroute, l'appâtent maintenant avec la perspective de nouveaux impôts, de nouveaux soldats et d'une flotte de guerre, lui dictent une

---

[1] Engels compare les démêlés à l'intérieur de la social-démocratie allemande sur la question agraire avec la tentative faite en 1868 par les représentants du Parti populaire souabe qui voulurent détourner les Eisenachiens d'adopter les résolutions du congrès de Bâle de l'A.I.T. sur l'abolition de la propriété privée dans l'agriculture et sur les avantages de la propriété collective. Le congrès de Stuttgart du parti d'Eisenach mit fin à ces velléités et tira une nette ligne de délimitation entre ouvriers et petits bourgeois dans ce problème agraire qui met en balance la propriété privée. Cf. Die I. Internationale in Deutschland (1864-1872), Dietz, Berlin 1864. L'exposé de Bebel au congrès de Stuttgart ainsi que la résolution de ce congrès sur la question agraire y figurent pp. 477-483.

[2] Lors du débat sur les poursuites à engager contre Liebknecht pour crime de lèse-majesté, cf. note no 305, Bebel tint un discours pour dénier au gouvernement le droit d'utiliser en l'occurrence l'article 31 de la Constitution qui permettait dans certaines conditions la poursuite de parlementaires. Or cet article disait expressément qu'aucun député ne pouvait être poursuivi pour une opinion exprimée au Reichstag. Les sociaux-démocrates devaient de plus en plus se faire les défenseurs de la légalité forgée par les classés dominantes elles-mêmes!

attitude arrogante pour que la volonté de l'Empereur soit la loi suprême et le poussent à dissoudre le Reichstag et à procéder à un coup d'État. Mais avec cela messieurs Köller et consorts qui ont des mots si arrogants, manquent à ce point de courage qu'ils éprouvent d'ores et déjà toutes sortes de frayeurs et on peut vraiment se demander s'ils n'auront pas peur lorsque le moment d'agir sera venu!

À Paul Lafargue, 26 février 1895.

Je vous en voie en recommandé le manuscrit avec quelques observations - la traduction est comme toujours remarquable [1]. Il y a eu un retard de quelques jours : on veut publier à Berlin les trois articles de Marx sur les événements en France de 1848 et 1849 (qui furent publiés en 1850 dans la « Nouvelle-Gazette rhénane », Revue économique et politique), et cela exige une *Introduction* [2]. Celle-ci est devenue assez longue. En effet, outre un panorama général sur les événements depuis cette époque, il fallut encore expliquer pourquoi nous avions parfaitement raison de compter sur une victoire définitive et toute imminente du prolétariat, pourquoi celle-ci ne vint pas et dans quelle mesure les événements ont contribué à ce que nous considérions les choses autrement aujourd'hui qu'alors. C'est très important à cause des nouvelles lois dont on nous menace en Allemagne. Une commission du Reichstag s'efforce de rendre élastiques tous les articles du Code Pénal, applicables ou non, selon le parti politique auquel appartient l'accusé. Le motif d'un acte considéré comme crime, etc. doit déjà être puni, si l'on peut supposer que l'accusé voulait provoquer ou inciter d'autres à l'imiter! En d'autres termes : Vous, socialistes, vous serez punis, si vous dites ce qu'un conservateur, un libéral ou un clérical peut dire sans être poursuivi. En commission, les cléricaux sont pires que le gouvernement lui-même. Figurez-vous qu'ils réclament deux ans de prison pour quiconque nie, publiquement ou dans la presse, l'existence de dieu ou l'immortalité de l'âme!

La rage de la réaction est parfaitement absurde et absolument inexplicable, à moins d'admettre que ces messieurs se sentent menacés d'un *coup d'État.* De *hauts fonctionnaires* prêchent ouvertement ce coup d'État. Constantin Rössler, conseiller de légation, l'a exigé dans une brochure, et le général en retraite von Bogouslavki a fait de même. Les libéraux et les cléricaux savent qu'il ne leur resterait qu'à se soumettre, si le gouvernement prenait une telle décision. Mais face aux deux millions d'électeurs socialistes, ces messieurs n'ont pas le courage de s'opposer ouvertement à un coup d'État : le gouvernement les désarmera avec cette menace, et ils apporteront leur voix à tout ce qui « sauvera » l'ordre et la paix à l'intérieur ! Vous verrez qu'ils ratifieront tous les impôts, tous les navires de guerre, tous les nouveaux régiments que Guillaume exigera - si les électeurs ne

---

[1] Laura Lafargue avait proposé le 10 novembre 1894 à Bebel de traduire en français sa Contribution à l'histoire du christianisme primitif. Engels retoucha légèrement ce texte par rapport à l'allemand. Il fut publié dans le Devenir Social d'avril-mai 1895. Le recueil de Marx-Engels Sur la religion, « Éditions Sociales, 1968, p. 310-338), reproduit la traduction du texte allemand paru dans la Neue-Zeit, sans mentionner cette vieille traduction française.

[2] Engels fait allusion à la fameuse introduction de 1895, aux Luttes de classes en France. 18,48-1850 de Marx (Éditions Sociales, Paris, 1948. pp. 21,38). Dans sa lettre du 30 janvier 1895, le rédacteur en chef du Vorwärts, Richard Fischer informa Engels de son intention de publier les textes de Marx sur la révolution française de 1848-49 et lui réclama une introduction. Il ajouta qu'à était pressé de publier le tout avant le vote de la nouvelle loi anti-socialiste. On notera que les sociaux-démocrates demandèrent ensuite à Engels d'édulcorer son texte pour ne pas fournir d'argument à l'adversaire au moment des débats sur cette loi.

s'en mêlent pas. En effet, les députés bourgeois sont si lâches en Allemagne que même le courage d'être lâche leur manque.

Dans tous les cas, nous allons à grands pas vers une crise, s'il peut y avoir une crise dans cette Allemagne de la bourgeoisie où tout s'émousse. Il est certain qu'il y aura pour nos amis une nouvelle période de persécutions. En ce qui concerne notre politique, elle doit consister en ceci : ne pas céder à la provocation le moment venu car alors nous devrions combattre sans perspective de succès et nous laisser saigner comme à Paris en 1871 [1] tandis que nos forces pourraient doubler dans deux ou trois ans comme sous la loi d'exception. Aujourd'hui notre parti lutterait tout seul contre l'ensemble des autres, qui sont associés au gouvernement sous la bannière de l'Ordre social [2]. Dans deux ou trois ans, nous aurons à nos côtés les paysans et petits bourgeois ruinés par les impôts. Le corps principal ne livre pas de batailles d'avant-poste : il se tient prêt pour le moment critique.

Or donc, nous verrons comment tout cela finira.

À Richard Fischer, 8 mars 1895.

J'ai tenu compte autant qu'il était possible de vos graves préoccupations [3], bien que, avec la meilleure volonté, je ne comprends pas pourquoi vos réticences commencent à la moitié du texte.

---

1 La boucherie consécutive à la Commune qui a décimé la fleur du prolétariat révolutionnaire français et l'a affaibli pour longtemps, a fortement influencé les jugements de Marx-Engels et n'a fait que les renforcer dans leur thèse de parti responsable du cours révolutionnaire qu'il dirige consciemment et activement : « Nous sommes encore très loin de pouvoir soutenir une lutte ouverte, et nous avons le devoir, vis-à-vis de toute l'Europe et de l'Amérique, de ne pas subir une défaite, mais de vaincre, le moment venu, dans la première grande bataille. À cette considération je subordonne toute autre » (Engels à P. Lafargue, 31-01-1891).

99 % des marxistes n'ont pas compris le pourquoi des réticences de Marx-Engels au déclenchement de la Commune, parce qu'ils ignoraient tout bonnement quelle était la stratégie la plus efficace pour une victoire du socialisme dans les années 1870, d'Europe occidentale à la Russie : cf. « Le Fil du Temps », 11, sur le Marxisme et la Question militaire; Constitution du prolétariat en classe dominante.

2 Engels envisage désormais la fin de la tactique de la révolution permanente qui s'applique dans les pays non encore entièrement capitalistes, où donc l'accession au pouvoir de la « démocratie pure » (petite bourgeoise ou bourgeoisie) est encore une phase progressive dans le processus révolutionnaire. À ses yeux donc, l'Allemagne est désormais un pays essentiellement capitaliste, où la tactique est frontale. Le prolétariat devra y faire face à toutes les fractions des classes autres que prolétariennes, formant « une seule masse réactionnaire », cf. lettre d'Engels à Bebel du 11-12-1884 et 12-5-1891, où cette tactique était encore exposée que comme hypothèse possible.

Dans la perspective de la tactique frontale, la social-démocratie allemande eût dû se durcir et ne pas attribuer de valeur à la défense de la démocratie et de la légalité, dans laquelle la politique dg menace de coup de force du gouvernement la lançait au contraire.

3 Dans sa lettre du 6 mars 1895, Richard Fischer avait déclaré que Bebel, Singer, Auer et lui-même avaient lu l'Introduction d'Engels et l'avaient trouvée trop compromettante pour la social-démocratie allemande : « Dans notre office de censeurs, nous sommes partis de l'idée que les passages, « préoccupants » pourraient très facilement amener de l'eau au moulin de notre adversaire. Or c'est justement ce que nous devons, aujourd'hui surtout, nous efforcer d'éviter. Tout porte à croire que le projet de loi anti-subversive est en train de « s'enliser » et dans ces conditions tu es trop féroce contre les Rintelen et Spahn (ces dirigeants du Centre qui élargirent encore les causes d'application de la loi scélérate, cf. note n° 302). Or donc, tu devras admettre toi-même qu'il ne serait pas très difficile à un adversaire de mauvaise foi d'affirmer que la quintessence de ton exposé est : 1. l'aveu que nous ne

Je ne peux tout de même pas admettre que vous ayez l'intention de prescrire, de tout votre corps et de toute votre âme, la légalité absolue, la légalité en toutes circonstances, la légalité même vis-à-vis de ceux qui 'frisent la légalité, bref la politique qui consiste à tendre la joue gauche à celui qui vous a frappé la joue droite. Dans le *Vorwärts,* bien sûr, certains prêchent parfois la révolution avec la même énergie que d'autres la repoussent. Mais je ne peux considérer cela comme une solution de la question.

J'estime que vous n'avez absolument rien à gagner, si vous prêchez sous la contrainte le renoncement absolu du recours à la violence. Personne ne vous croira, et *aucun* parti d'aucun pays ne va aussi loin dans le renoncement au droit de recourir à la résistance armée, à l'illégalité.

En outre, je dois tenir compte des étrangers - Français, Anglais, Suisses, Autrichiens, Italiens, etc. - qui lisent ce que j'écris : je ne peux me compromettre aussi totalement à leurs yeux.

J'ai cependant accepté vos modifications [1], avec les exceptions suivantes : 1° Épreuves à corriger, p. 9, pour les masses, il est dit : « il faut qu'elles aient compris pourquoi elles interviennent ». 2° Le passage suivant : barrer toute la phrase depuis « le déclenchement sans préparation de l'attaque », votre proposition contenant une inexactitude flagrante : le *mot d'ordre « déclenchement* de l'attaque » est à tout propos en usage chez les Français, Italiens, etc., seulement ce n'est pas si sérieux. 31 Épreuves à corriger, p. 10 : « Sur la révolution sociale-démocrate qui va *actuellement* fort bien », vous voulez enlever « actuel*lement »,* autrement dit vous voulez transformer une TACTIQUE VALABLE MOMENTANÉMENT et toute relative en une tactique permanente et absolue. Cela je ne peux pas le faire, sans me discréditer à tout jamais. J'évite donc la formule d'opposition, et je dis : « Sur la révolution sociale-démocrate, qui se porte bien, *en ce moment précis,* en se conformant à la loi. » Je ne comprends absolument pas pourquoi vous trouvez dangereuse ma remarque sur l'attitude de Bismarck en 1866, lorsqu'il viola la Constitution. Il s'agit d'un argument lumineux, comme aucun autre ne le serait. Mais je veux cependant vous faire ce plaisir.

Mais je ne peux *absolument* pas continuer de la sorte [2]. J'ai fait tout mon possible, pour vous épargner des désagréments dans te débat. Or vous feriez mieux de préserver le point de vue, selon

---

faisons pas aujourd'hui la révolution pour la seule raison que nous ne sommes pas encore assez forts, parce que nous n'avons pas encore gangrenés suffisamment l'armée - soit la démonstration même sur laquelle s'appuient les auteurs du projet de loi antisubversive; 2. qu'en cas de guerre ou d'autres complications graves - comme celles de la Commune - nous brandirions l'étendard de la révolution face à l'ennemi national, etc. Un tel « document » serait un « argument tout trouvé » précisément aujourd'hui, et toutes les déclarations que nous pourrions faire ne pourraient être conçues que, comme des excuses ou des tentatives de dénégation. Je crois que tu devras admettre que nos réticences sont justifiées ». Ces deux points, à eux seuls, montrent que les sociaux-démocrates jugeaient l'Introduction d'Engels, comme étant parfaitement révolutionnaire. A-t-on jamais lu avant la glorieuse révolution de 1917 en Russie et de 1918 en Allemagne (qui mit fin à la première guerre mondiale) une telle apologie du défaitisme révolutionnaire qui consiste à baisser les fusils devant l'ennemi extérieur pour les tourner contre l'alliance des bourgeoisies nationales et internationales.

[1] Le lecteur trouvera ces modifications indiquées dans le texte de Riazanov que nous avons reproduit, ainsi que dans l'Introduction publiée par les Éditions sociales : Les Luttes de classes en France 1848-1850. Le 18 Brumaire, etc., 34-35 et 37.

[2] Le 14 mars 1895, R. Fischer répondit à Engels : « Cher général! Mes meilleurs remerciements pour l'esprit de conciliation (Bereitwilligkeit) dont tu fais preuve à propos des corrections d'épreuves. Mais dans tes observations tu pars de suppositions complètement fausses : il ne vient à l'esprit de personne d'entre nous de « prescrire de tout notre corps et de toute notre âme, en toutes circonstances, la légalité », pas plus que nous ne pensons à « prêcher

lequel l'obligation de respecter la légalité est de caractère juridique, et non moral, comme Bogouslavski vous l'a si bien montré dans le temps, et qu'elle cesse complètement lorsque les détenteurs du pouvoir violent les lois. Mais vous avez eu la faiblesse - ou du moins certains d'entre vous - de ne pas contrer comme il fallait les prétentions de l'adversaire : reconnaître aussi l'obligation légale du point de vue *moral,* c'est-à-dire contraignant dans toutes les circonstances, au lieu de dire : vous avez le pouvoir et vous faites les lois; si nous les violons, vous pouvez nous traiter selon ces lois - cela nous devons le supporter, et c'est tout. Nous n'avons pas d'autre devoir, vous n'avez pas d'autre droit. C'est ce qu'ont fait les catholiques sous les lois de Mai, les vieux luthériens à Meissen, le soldat memnonite qui figure dans tous les journaux - et vous ne devez pas démordre de cette position. Le projet anti-subversif *(Umsturz*vorlage) [1] est de toute façon voué à la ruine : ce qu'il recherche il ne peut même pas le formuler et, moins encore, le réaliser, et dès lors que ces gens en ont le pouvoir, ils réprimeront et séviront de toute façon contre vous, d'une manière ou d'une autre.

---

la renonciation absolue à la violence ». Tu as parfaitement raison : cela personne ne nous le croirait, et justement à l'heure actuelle moins que jamais. Si c'était donc là un jeu niais, il ne serait pas moins insensé de vouloir, justement à l'heure actuelle, chercher notre force dans des menaces perpétuelles contre un adversaire qui nous tient à la gorge avec sa loi antisubversive, en criant : Attends seulement! dès que j'aurai de nouveau nia liberté de mouvement, alors je te couperais carrément la gorge. Non! nous faisons ici comme cela se fait avec toute fille raisonnable de village qui déclare à son maladroit et hésitant gaillard : De cela on ne parle pas, mais on le fait! Tu nous accuses également à tort, quand tu admets que nous nous sommes laissés pousser par nos adversaires à la reconnaissance morale de l'obligation de demeurer sur le plan de la légalité. Aucun d'entre nous ne ferait jamais cela! Au contraire, Liebknecht aussi bien que Bebel ont précisément répété à plusieurs reprises ces derniers temps, avec beaucoup de tranchant, que la violation de la Constitution et de la légalité par les autorités supérieures abolissait toute obligation du bas pour le haut. » [Et malgré cela, les censeurs avaient demandé à Engels de barrer le passage suivant : « Comme Bismarck nous en a donné si bien l'exemple en 1866. Si donc vous brisez la Constitution impériale, la social-démocratie est libre, fibre de faire ce qu'elle veut à votre égard. Mais ce qu'elle fera ensuite, elle se gardera bien de vous le dire aujourd'hui. l.c., Éditions sociales, p. 37.] « Nous sommes aujourd'hui pour la légalité, parce qu'elle est avantageuse pour nous et - soit dit en passant - parce que les autres sont encore assez forts pour nous y contraindre; et nous en appelons même aujourd'hui à cette légalité, parce que celle-ci leur est, précisément aujourd'hui, particulièrement désagréable et leur gâche le métier. Voilà tout ! Et tu verras aussi que nous ne donnerons aucune occasion aux Français, Italiens, etc. de faire la lippe, pas plus que nous n'oublierons ou renierons que nous avons barré le « légal » de notre programme à Wyden et que nous ne l'avons plus repris à Erfurt. »

[1] La politique anti-socialiste de Guillaume Il ne fut qu'une parodie de celle de Bismarck (il n'en avait pas le pouvoir, ni même ne passa aux actes), mais la menace réussit, là où Bismarck ne réussit pas: dépouiller durablement la social-démocratie allemande de son caractère révolutionnaire, malgré les conseils d'Engels.

Le 26 octobre 1894, le chancelier Leo von Caprivi fut remercié, parce qu'il n'était pas d'accord avec l'Empereur sur les méthodes à prévoir pour réprimer la social-démocratie. Le prince zu Hohenlohe-Schdlingsfürst lui succéda.

Le 6 décembre 1894, le nouveau gouvernement déposa au Reichstag le projet de loi contre la subversion (Umsturzvorlage), appelé officiellement projet de loi relatif aux modifications et compléments de la législation pénale, du code pénal militaire et de la loi sur la presse. D'après cette loi, des tendances subversives, même sans commencement de réalisation, étaient punissables de bagne. De prétendues attaques contre la religion, la monarchie, le mariage, la famille ou la propriété pouvaient entraîner des peines de prison allant jusqu'à deux ans. L'Empereur, grâce à l'extension de la loi à la religion, les bonnes mœurs, etc. (chères aux catholiques militants de l'anticommunisme) parvint à rallier à son projet une bonne partie des députés-du Centre. Entre la première discussion de la loi au Reichstag, en décembre 1894 et en janvier 1895, et la seconde discussion en mai 1895, la Commission sous l'impulsion décisive du Centre - Victor Rintelen et Peter Spahn - élargit la loi par une autre qui protégeait la morale et la religion.

Les derniers écrits d'Engels furent rédigés sous la menace de ce projet de loi qui resta longtemps en discussion, la majorité des partis bourgeois ne pouvant se résoudre finalement à le voter: le 11 mai 1895, le Reichstag rejeta définitivement le projet de loi en seconde lecture.

Mais si vous voulez expliquer aux gens du gouvernement que vous attendez uniquement parce que vous n'êtes pas encore assez forts pour agir nous-mêmes, et parce que l'armée n'est pas encore complètement minée, mais alors, mes braves, pourquoi ces vantardises quotidiennes dans la presse sur les progrès et les succès gigantesques du Parti ? es gens savent tout aussi bien que nous que nous avançons puissamment vers la victoire, que nous serons irrésistibles dans quelques années - et c'est pourquoi ils veulent passer à l'attaque maintenant, mais hélas pour eux ils ne savent pas comment s'y prendre. Nos discours ne peuvent rien y changer : ils le savent tout aussi bien que nous; de même qu'ils savent que si nous *avons* le pouvoir nous l'utiliserons à nos fins et contre eux.

En conséquence, lorsque la question sera débattue au Comité central, pensez un peu à ceci : Préservez le droit de résistance aussi bien que Bogouslavski nous l'a préservé, et n'oubliez pas que de vieux révolutionnaires - français, italiens, espagnols, hongrois, anglais - figurent parmi eux et vous écoutent, et que - sait-on jamais combien rapidement - le temps peut revenir où l'on devra sérieusement envisager les conséquences de l'élimination du mot « légal » qui fut entreprise en 1880 à Wyden [1]. Regardez donc les Autrichiens qui, aussi ouvertement que possible brandissent la menace de la violence, si le suffrage universel n'est pas bientôt instauré. Pensez à vos propres illégalités sous le régime des lois anti-socialistes auquel on voudrait vous soumettre de nouveau.

Légalité aussi longtemps que cela nous arrange, mais pas légalité à tout prix - même en paroles!

Ton F. E.

À Laura Lafargue, 28 mars 1895.

Les Berlinois sont en train de rééditer les articles de Marx *de la Revue de la Nouvelle Gazette rhénane* sur les *Luttes de classes en France en 1848-1850,* et j'ai écrit une *Introduction* qui paraîtra probablement d'abord dans la *Neue Zeit.* Elle a quelque peu souffert de ce que nos amis de Berlin éprouvent le besoin, à mon sens excessif, de ne rien dire qui puisse être utilisé pour faire passer au Reichstag le projet de loi sur les menées séditieuses (*Umsturzvorlage).* Étant donné les circonstances, j'ai dû céder [2]. Mais ce projet de loi contre les menées séditieuses et l'incertitude totale de la situation en Allemagne - si magnifique il puisse être pour le développement général de notre parti - bouleverse en grande partie mes projets de travail personnel. J'étais, *comme tu* le sais sans doute, en train de préparer la correspondance *avec* Lassalle [3]; il faut pour cela que je revois

---

[1] Au congrès de Wyden (1880), Schlüter avait, préposé, de rayer le mot légal du § 2 du programme de Gotha qui disait : « Partant de ces principes, le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne s'efforce, par tous les moyens légaux, de fonder l'État libre et la société socialiste, de briser la loi d'airain des salaires en éliminant le système du salariat, d'abolir l'exploitation sous toutes ses formes, de supprimer toute inégalité sociale et politique ».

[2] Certains dirigeants de la social-démocratie allemande tentèrent aussitôt d'utiliser l'introduction d'Engels pour faire de celui-ci un partisan à tout prix d'une voie pacifique au socialisme. Le Vorwärts publia dès le 30 mars 1895, dans un éditorial intitulé « Comment on fait aujourd'hui les révolutions », des extraits arbitrairement choisis pour faire d'Engels un adorateur non-violent de la légalité à tout prix. Comme on le sait, après la mort d'Engels, Bernstein et d'autres révisionnistes donnèrent une interprétation réformiste de l'introduction d'Engels.

[3] Engels ne put mener ce projet à terme. Mehring publia en 1902 cette correspondance sous le titre « Lettres de Ferdinand Lassalle à Karl Marx et Frédéric Engels. 1849-1862 », cf. Aus dent literarischen Nachlass von Karl

une grande quantité de vieux documents, de lettres, etc. Mais si le nouveau projet de loi passe, ni les lettres, ni mes notes, ni *l'Introduction* ne seront publiables en Allemagne. Et une réédition de nos vieux articles de 1843-1852 sera également impossible. Je suis donc obligé de négliger tout cela jusqu'à ce que je sache quelle tournure prendront les choses. Dans l'intervalle, je m'occupe du quatrième livre du *Capital,* lisant et recopiant les parties déjà préparées par Kautsky. Je m'arrangerai ensuite avec Tussy pour qu'elle puisse prendre la suite du travail.

La situation en Allemagne devient résolument critique. La dernière incartade du jeune Guillaume [1] - sa profonde indignation à la suite du vote du Reichstag contre Bismarck - est lourde de sérieuses menaces. Premièrement, c'est un symptôme qui montre que non seulement « il lui manque une case », mais que tout le casier est en train de se déranger. Ensuite c'est un défi (en fr.). Je ne doute pas que notre parti lui répondra au Reichstag et bien que, pour l'instant, il semble que l'affaire soit enterrée, le *conflit est là* et il ressurgira. Il ne fait pas de doute qu'en Allemagne nous n'ayons en face de nom un moderne Charles 1er un homme possédé par la folie césarienne.

Considère ensuite quelle confusion ce gaillard répand dans les rangs des partis bourgeois. Il flatte, puis il rebute les hobereaux conservateurs; il ne peut satisfaire leur bruyante revendication de rentes garanties par l'État; l'alliance entre l'aristocratie foncière et les grands industriels que Bismarck avait nouée en 1978 en créant des tarifs protecteurs, n'a pas résisté aux heurts des intérêts économiques [2]; le parti catholique qui établit J'équilibre des forces au Reichstag avec ses 100 députés, était tout disposé à se laisser entraîner à voter le projet de loi anti-séditieuse, or, voici que le vote hostile à Bismarck et « l'empereur indigné » le rejettent aussitôt dans l'opposition - et cela signifie que la scission du centre catholique en une aile aristocratique et bourgeoise et en une aile démocratique, paysanne et ouvrière s'en trouvera accélérée. Partout ce n'est que confusion et désunion -ce qui pousse Guillaume à tenter un coup d'État pour affirmer son droit divin au pouvoir absolu et pour se débarrasser du suffrage universel; et, de l'autre côté, l'avance silencieuse et irrésistible de notre parti qui se manifeste à chaque élection pour un poste soumis au vote des ouvriers. Tout cela sent vraiment la crise - qui vivra verra!

> **« La situation devient sérieuse en Allemagne. L'ultra-conservatrice *Kreuzzeitung* déclare que la loi anti-socialiste est inutile et mauvaise! Ma foi, nous en serons probablement débarrassés, mais la parole de Purtkamer va se réaliser alors : Nous aurons le grand état de siège au**

Marx 'Friedrich Engels und Ferdinand Lassalle, IVe vol. Mehring utilisa l'original des lettres ainsi que les copies tapées à la machine parla fille de Marx, Éléonore, et revues par Engels.

1 Le 23 mars 1895, le Reichstag repoussa par 16e voix contre 147 une motion de félicitations adressée à Bismarck à l'occasion de son 80e anniversaire. Les sociaux-démocrates, le Parti libéral populaire, le Centre et les députés de la fraction polonaise votèrent contre cette proposition. Lorsque Guillaume II apprit la nouvelle, il fit part à Bismarck, dans un télégramme de son « indignation la plus profonde » à la suite de cette résolution qui est « en contradiction complète avec les sentiments des princes allemands et de leurs sujets ».

Après de premières illusions où il se mystifiait lui-même, Guillaume II revenait donc ainsi aux sentiments et à la politique de la classe qu'il représentait - la même que celle que représentait Bismarck, et pour maintenir les privilèges surannés de sa classe, il était tout disposé maintenant à un coup d'État pour affirmer son pouvoir absolu de droit divin, qui correspondait, à ses yeux, aux seules aspirations de ses « sujets ».

2 En décembre 1878, Bismarck avait proposé son projet de loi sur la réforme des tarifs douaniers à une commission du Reichstag spécialement créée à cet effet. Le Reichtag débattit de cette question de mai à juillet 1879, et adopta le projet le 12 juillet. L'alliance entre bourgeoisie industrielle et aristocratie foncière qui avait été nouée à cette occasion s'est désagrégée après l'essor industriel inouï de l'Allemagne des années 1870-1890.

lieu du petit, et des *coups* de canon au lieu d'expulsions. Les choses vont bien pour nous et nous n'avons jamais osé en espérer tant, et de loin! Mais nous connaîtrons des temps agités, et tout dépendra de la capacité de nos amis à ne pas se laisser entraîner dans des bagarres à la suite de provocations. Dans trois ans, nous aurons peut-être les travailleurs agricoles, l'élément décisif en Prusse - et *alors*... feu! » (Fr. Engels à Laura Lafargue, 14-02-1890) [1].

LE PROGRAMME AGRAIRE DE 1894 DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Retour à la table des matières

Engels à Laura Lafargue, 20 juin 1893.

Cependant le nombre de sièges n'a qu'une importance tout à fait secondaire. Le principal, c'est l'accroissement des suffrages, et il sera certainement considérable [2]. Seulement, nous ne les connaîtrons que lorsque les résultats officiels complets seront présentés au Reichstag. L'élément le plus important de cet accroissement consistera dans le nombre de suffrages (relativement modeste) que nous aurons recueillis dans les *nouvelles* localités agricoles aux coins les plus reculés du pays. Cela nous permettra de constater l'emprise que nous commençons à avoir sur ces districts campagnards qui nous étaient jusqu'ici inaccessibles et sans *lesquels nous ne pouvons espérer remporter la victoire.* Quand tous les résultats seront définitifs, je crois que nous aurons quelque deux millions un quart de suffrages - plus que n'en a jamais recueilli aucun autre parti en Allemagne.

Dans l'ensemble, l'effet a été foudroyant sur toute la presse bourgeoise d'Allemagne et d'Angleterre - et il ne pouvait en être autrement. On n'a jamais vu dans aucun pays progresser un parti de façon aussi régulière, ininterrompue, irrésistible. Et ce qu'il y a de mieux, c'est que notre succès de 1893 renferme - par l'étendue et la variété du terrain nouvellement défriché, ainsi qu'en témoigne ce succès - la promesse certaine d'un succès encore plus grand aux prochaines élections générales.

---

[1] La dernière grande question débattue par la social-démocratie - celle de ses rapports avec la paysannerie - sous-tend tous ses rapports avec la fraction de la classe dominante qui voulait faire un coup d'État anti-socialiste, en se basant précisément sur le système agraire des provinces orientales que la social-démocratie devait briser, si elle voulait être révolutionnaire.

[2] Engels considère, comme toujours dans le résultat des élections, le nombre de voix obtenues par la social-démocratie (celui -ci reflétant l'évolution du rapport de forces) et non le nombre de siège qui permettrait de jouer un rôle parlementaire dans l'État existant des classes dominantes. Lors des élections au Reichstag de juin 1893, la social-démocratie obtint 1786 738 suffrages, soit 22%, avec 44 sièges. Dans son commentaire aux élections de juin 1893, Engels déclarait : « Je suis plus fier de nos défaites (électorales) que de nos succès. Dans la circonscription électorale de Dresde-campagne, il nous manquait 100 voix par rapport au candidat élu qui obtint les voix de tous les autres partis, et ce, en gagnant au total 32 000 suffrages » (Interview de Fr. Engels, Daily Chronicle, 1-07-1893).

Engels à Paul Lafargue, 22 août 1894.

En tout cas, les deux mois - septembre et octobre - seront intéressants. Vers le 5, c'est le Trades Congress à Norwich - après le congrès espagnol de dimanche prochain -, puis votre congrès de Nantes, enfin celui des Allemands à Francfort le 21 octobre [1]. Les deux derniers s'occuperont de la question des paysans et des ouvriers agricoles. En général, les conceptions des deux sections nationales sont les mêmes, à cela près que vous, les révolutionnaires intransigeants d'antan, vous penchez maintenant un peu plus vers l'opportunisme que les Allemands, qui probablement n'appuieront aucune mesure pouvant servir à maintenir ou à préserver la petite propriété paysanne face à l'action dissolvante du capitalisme. De l'autre côté, on sera d'accord avec vous que ce, n'est pas notre besogne d'accélérer ou de forcer cette action dissolvante, et que l'important c'est le regroupement des petits propriétaires en associations agricoles en vue d'une culture en commun et en grand. Je suis curieux de voir lequel des deux congrès se montrera le plus avancé en théorie économique et le plus efficace dans les moyens pratiques à mettre en œuvre.

Engels à Fr.-A. Sorge, 10 novembre 1894.

Sur le continent, au fur et à mesure des succès, on voit augmenter l'envie de succès plus grands encore - et gagner les paysans devient au sens littéral du terme, une mode. D'abord les Français déclarent à Nantes, par la bouche de Lafargue [2], non seulement ce que je vous ai déjà écrit dans ma précédente lettre, à savoir que nous n'avions pas vocation d'accélérer la ruine des petits paysans en intervenant directement, mais encore qu'il faut *protéger* directement les petits paysans contre le fisc, les usuriers et les grands propriétaires fonciers [3]. Or nous ne pouvons pas les suivre sur ce

---

[1] Le congrès, de Francfort-sur-le-Mein (21 au 27 octobre 1894) consacra une grande partie de ses débats à des polémiques avec G. von Vollmar et Karl Grillenberger qui, en votant le budget à la Diète bavaroise le 1er juin, avait démontré qu'ils étaient disposés à collaborer avec la bourgeoisie et avaient amorcé une politique réformiste. La majorité n'approuva certes pas expressément l'initiative de Vollmar, mais ne la condamna pas non plus, comme Bebel l'avait demandé. Le problème le plus important qui y fut débattu fut la question agraire. Sur ce point encore, Vollmar se mit en contradiction avec les principes élémentaires d'un programme agraire marxiste. La majorité du congrès, « peu au courant de la question agraire », se laissa surprendre par les thèses de Vollmar! Le congrès manifesta clairement une poussée opportuniste et suscita la protestation de la base du parti. Cf. différents textes sur la question agraire en traduction française dans Marx-Engels, le Parti de classe, IV, pp. 36-46.

Lors du second congrès de la social-démocratie bavaroise à Munich, le 30 septembre 1894, l'ordre du jour porta sur l'activité des parlementaires à la Diète bavaroise et l'agitation parmi les paysans (les petites parcelles prédominent dans les, régions montagneuses, de Bavière et le congrès adopta une résolution défendant là propriété paysanne, qui est propriété privée même si la parcelle est, petite et le paysan la cultive lui-même). Vollmar réussit à rallier Une majorité à, ses conceptions opportunistes. Le congrès approuva la fraction parlementaire qui avait ratifié le budget de l'État et entérina une résolution en vue de créer une organisation plus stricte des sociaux-démocrates bavarois sous la direction centrale de leurs représentants parlementaires (c'est-à-dire des députés choisis par le système démocratico-bourgeois, soit des électeurs qui ne sont pas membres du parti!). Vollmar se forgeait de la sorte un bastion pour la politique opportuniste dans le parti. Notons à ce propos que les opportunistes se fondent toujours sur des tendances fédéralistes pour asseoir leur dictature sur les masses.

[2] Engels fait allusion à l'exposé de Paul Lafargue au-congrès de Nantes du 14 au 16-09-1894, publié dans le supplément du 18-10-1894 du Sozialdemokrat sous le titre La Propriété paysanne et l'évolution économique.

[3] Engels compare les démêlés à l'intérieur de la social-démocratie allemande sur la question agraire avec la tentative faite en 1868 par les représentants du Parti populaire souabe qui voulurent détourner les Eisenachiens d'adopter les résolutions du congrès de Bâle de l'A.I.T. sur l'abolition de la propriété privée dans l'agriculture et sur les

dernier point, parce que c'est, premièrement, une bêtise, et deuxièmement une impossibilité. Mais voilà que surgit Vollmar à Francfort qui veut acheter et corrompre le paysan *en général.* Or, en l'occurrence, le paysan de Haute-Bavière n'est pas même le petit paysan endetté de Rhénanie, mais le moyen voire le gros paysan, qui exploite des domestiques et des servantes, et vend du bétail et des céréales en grandes quantités. Et cela ne va pas sans l'abandon de tous les principes. Nous ne pouvons gagner le paysan des Alpes, le gros paysan de la Basse-Saxe et du Schlesvig-Holstein que si nous lui sacrifions les domestiques et les journaliers agricoles, et, ce faisant, nous perdons plus au plan politique que nous ne gagnons. Le congrès de Francfort n'a pas pris de décision sur cette question, et c'est tant mieux, car la question va être étudiée plus à fond maintenant, Les gens qui y assistaient, n'étaient guère familiarisés avec la question des paysans, leur situation dans les diverses provinces, où (es conditions matérielles diffèrent radicalement les unes des autres, aussi n'auraient-ils pu que décider dans le vague, Mais la question devra tout de même être vidée une fois pour toutes.

LA QUESTION PAYSANNE
EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE

[Conclusion]

Retour à la table des matières

***Die Neue Zeit*, no 10, 1894-1895, vol. 1er.**

L'exemple des coopératives agricoles démontrerait, même aux derniers petits paysans parcellaires encore réticents et certainement aussi à maints grands paysans, combien est avantageuse la grande exploitation coopérative [1].

Sur ce terrain, il nous est possible en conséquence de faire entrevoir une perspective au moins aussi brillante aux prolétaires de l'agriculture qu'à ceux de l'industrie. Et ce n'est donc qu'une question de temps - et même de temps très court - que de conquérir les ouvriers agricoles de la Prusse orientale. Or quand nous aurons gagné les journaliers agricoles de l'Est de l'Elbe, le vent tournera complètement dans toute l'Allemagne. En effet, le principal fondement du régime des hobereaux prussiens et, partant, de l'hégémonie, spécifique de la Prusse en Allemagne, c'est le demi-servage des ouvriers agricoles de la Prusse orientale. Ce sont les hobereaux de l'Est de l'Elbe qui, de plus en plus obérés de dettes, tombés dans la misère et devenus des parasites vivants aux dépens de l'État ou de particuliers, s'accrochent désespérément au pouvoir; ce sont eux qui ont

---

avantages de la propriété collective. Le congrès de Stuttgart du parti d'Eisenach mit fin à ces velléités et tira une nette ligne de délimitation entre ouvriers et petits bourgeois dans ce problème agraire qui met en balance la propriété privée. Cf. Die I. Internationale in Deutschland (1864-1872), Dietz, Berlin 1864. L'exposé de Bebel au congrès de Stuttgart ainsi que la résolution de ce congrès sur la question agraire y figurent pp. 477-483.

[1] Le lecteur trouvera le texte complet de la critique du programme agraire dans Friedrich Engels, La Question agraire en France et en Allemagne, Éditions Sociales, 1956, 30 p.

engendré et perpétué le caractère spécifiquement prussien de la bureaucratie et du corps d'officiers de J'armée en Allemagne; leur morgue, leur superbe et leur esprit borné ont suscité à l'intérieur cette haine contre l'Empire germano-prussien existant - même si l'on est bien obligé d'admettre que c'est là pour l'heure la seule forme possible ,de l'unité allemande -, tandis qu'ils ont empêché, en dépit de victoires aussi brillantes, de forcer le respect à l'étranger pour l'Allemagne.

Le pouvoir de ces hobereaux vient de ce qu'ils disposent de la propriété du sol dans tout le territoire englobant les sept provinces de la vieille Prusse - soit près d'un tiers de tout l'Empire. Or cette propriété de la terre entraîne avec elle le pouvoir politique et social, car elle porte non seulement sur le sol, mais encore sur les industries les plus importantes de ce territoire, grâce aux fabriques de sucre, de betteraves et d'eau-de-vie. Ni les grands propriétaires du reste de l'Allemagne, ni les grands industriels ne jouissent d'une condition aussi favorable, car ni les uns ni les autres ne disposent d'un royaume aussi compact, mais ils sont dispersés sur de vastes espaces et disputent l'hégémonie politique et sociale aux éléments sociaux qui les entourent.

Or, la prépondérance politique des hobereaux prussiens dans l'État perd de plus en plus sa base économique. L'endettement et l'appauvrissement ne cessent d'augmenter malgré toute l'aide de l'État - depuis Frédéric 1er celle-ci fait partie intégrante de tout budget ordinaire de cette bande de hobereaux. Ce n'est que le, demi-servage, sanctionné par la législation et la coutume, qui permet l'exploitation sans borne des ouvriers agricoles et permet à la classe des hobereaux de ne pas sombrer irrémédiablement.

Semez les mots d'ordre de la social-démocratie parmi ces ouvriers, insufflez-leur le courage et donnez-leur la cohésion pour leur permettre de défendre leurs droits, et c'en est fait, de la souveraineté des hobereaux!

Le grand pouvoir réactionnaire de la Prusse en Allemagne n'est rien d'autre que ce que l'élément barbare et expansionniste du tsarisme russe représente pour toute l'Europe. Or cette politique paysanne le ferait tomber dans le néant et ce qui ne serait plus qu'une vessie dégonflée. Dès lors les « régiments de fer » de l'armée prussienne passeront à la social-démocratie, ce qui entraîne un glissement du pouvoir, qui est décisif pour la révolution.

C'est ce qui explique que la conquête du prolétariat agricole de la Prusse à l'est de l'Elbe a une importance bien plus grande que celle des petits paysans de l'Ouest on des paysans moyens du Sud. Notre champ de bataille décisif se trouve dans cette Prusse de l'est de l'Elbe, et c'est pourquoi, et le gouvernement et les hobereaux essayeront à tout prix de nous en fermer l'accès.

Et si, comme la menace en existe, le gouvernement met en oeuvre de nouvelles mesures de force pour empêcher que notre parti ne se développe, ce serait essentiellement pour préserver le prolétariat agricole de la Prusse de l'est de l'Elbe de l'influence de notre propagande. De cela nous devons nous moquer, et le conquérir malgré tout!

LETTRE A LA RÉDACTION DU « VORWÄRTS »

Vorwärts, 16 novembre 1894.

D'après les informations de la presse du parti, le camarade Vollmar s'est référé, lors du débat agraire au congrès de Francfort du 25 octobre, aux résolutions du congrès socialiste français de Nantes « qui a eu l'approbation expresse de Frédéric Engels [1] ». Selon le *Vorwärts* du 10 novembre, c'est ce que diffuse aussi la presse adverse [2]. En conséquence, je suis obligé de faire la déclaration suivante : cela est faux et Vollmar doit avoir été informé de ma position de manière tout à fait erronée.

Pour autant que je m'en souvienne, je n'ai fait en France que deux communications en ce -qui concerne le programme de Nantes. La première - *avant* le congrès et en réponse à la demande d'un camarade français - disait en gros : le développement du capitalisme détruit irrémédiablement la petite propriété foncière paysanne. Notre parti en est absolument conscient, mais il n'a encore aucune raison d'en accélérer le processus en intervenant d'une façon précise. Sur le plan des principes, il n'y a donc rien à objecter à des mesures judicieusement choisies qui pourraient rendre l'inévitable déclin moins douloureux au petit paysan; mais si l'on va plus loin, en espérant maintenir le petit paysan à jamais, on tend, à mon avis, à une chose économiquement impossible : on sacrifie le principe, et l'on devient réactionnaire.

La seconde -*après* le congrès - se limita à conjecturer que nos amis français demeureraient seuls dans le monde socialiste à vouloir perpétuer, non seulement le petit propriétaire paysan, mais encore le petit métayer qui exploite aussi le travail d'autrui.

Tel est mon point de vue dans cette affaire, et ce que rapporte Vollmar en est le contraire. Mais, comme je me trouve impliqué dans cette affaire, il m'est difficile de faire autrement que d'expliquer mon point de vue d'une façon plus précise et plus détaillée. C'est ce que j'ai l'intention de faire dans un bref article pour la *Neue-Zeit, où* j'expliciterai et motiverai mon point de vue.

Engels à P. Lafargue, 22 novembre 1894.

J'ai trouvé votre rapport dans le Sozialdemokrat [3] *ce qui est bien tombé, car cela me permet de mettre bien des choses à la charge d'une rédaction quelque peu négligente et d'en* conclure que

[1] Le lecteur trouvera le texte complet de la critique du programme agraire dans Friedrich Engels, La Question agraire en France et en Allemagne, Éditions Sociales, 1956, 30 p.

[2] Engels fait allusion à l'article du Vorwärts intitulé « Revenons encore sur le congrès » (cf. note no 304) du 10-11-1894. Les déclarations tapageuses de l'opportuniste Vollmar reprises par la presse bourgeoise sur le malheureux programme agraire de la social-démocratie allemande obligeront finalement Engels à faire la critique de ce programme, cf. note no 325.

[3] Engels fait allusion à l'exposé de Paul Lafargue au-congrès de Nantes du 14 au 16-09-1894, publié dans le supplément du 18-10-1894 du Sozialdemokrat sous le titre La Propriété paysanne et l'évolution économique.

si je ne suis pas d'accord avec ce que dit la résolution de Nantes, je crois l'être avec ce qu'elle a voulu dire. Au reste, j'ai tâché d'être aussi.' amical que possible, mais après l'abus qu'on a fait de cette résolution en Allemagne, il n'y a plus moyen de la passer sous silence.

En vérité, vous vous êtes laissés entraîner *un peu trop loin sur la pente opportuniste. À* Nantes vous étiez entrain de sacrifier l'avenir du parti à un succès d'un jour. Il est encore temps de vous arrêter, si mon article peut y contribuer, je m'en féliciterai. En Allemagne, où Vollmar s'est permis d'octroyer, - aux gros paysans bavarois avec leurs 10-30 hectares chacun, des avantages que vous avez promis aux petits paysans français, en Allemagne Bebel a relevé le gant, et la question sera discutée à fond : elle ne disparaîtra plus de l'ordre du jour avant d'être réglée. Vous avez lu dans le *Vorwärts* le discours de Bebel dans la seconde circonscription électorale de Berlin. Il *se plaint avec raison que le parti va s'embourgeoisant.* Cela est le malheur de tous les partis extrêmes dès que l'heure approche où ils deviennent « possibles ». Or le nôtre ne peut dépasser, sous ce rapport, une certaine limite sans se trahir lui-même, et il me paraît qu'en France comme en Allemagne nous voilà arrivés sur cette ligne. Heureusement qu'il est encore temps de s'arrêter.

Engels à W. Liebknecht, 24 novembre 1894.

J'ai écrit à Bebel, et je lui ai fait comprendre que, dans les débats politiques, il fallait réfléchir posément à toutes les incidences possibles, et ne rien faire à la hâte, dans le premier élan : il m'est ainsi arrivé à moi-même de me brûler les doigts à plusieurs reprises. En revanche, j'ai à te faire aussi une petite observation à ce propos.

Que Bebel ait agi *maladroitement* au cours de la réunion, cela se discute. Cependant, en substance, il a tout à fait raison [1]. Assurément, comme responsable politique de l'organe central de la presse du parti, tu es tenu d'arrondir les angles, voire à nier les divergences réelles qui peuvent surgir, à rendre les choses acceptables pour tous, à agir pour l'unité du parti - jusqu'au jour de la scission. De ce point de vue *de journaliste, la* manière de procéder de Babel peut te gêner. Mais ce qui peut être désagréable au *rédacteur* devrait combler d'aise le *dirigeant de parti :* qu'il y ait des camarades ne portant pas toujours sur le nez les lunettes de service que doit absolument porter le rédacteur afin de rappeler au journaliste qu'en sa qualité de dirigeant de parti il est excellent qu'il enlève de temps en temps ses lunettes qui lui font voir l'harmonie pour considérer l'univers avec ses yeux tout, simplement.

Les Bavarois ont constitué formellement une *ligue sépa*ratiste à Nuremberg avant le congrès de Francfort [2]. Et ils y sont venus avec un *ultimatum,* et nul ne pouvait s'y tromper. Pour compléter

---

[1] Dans une réunion de la seconde circonscription électorale de Berlin, le 14 novembre 1894, A. Bebel critiqua dans une longue intervention la position opportuniste prise par G. von Vollmar et la fraction bavaroise lors du congrès du parti de Francfort. Vollmar y avait défendu la pérennité de la petite propriété paysanne et proposé des mesures pour sa sauvegarde grâce à une collaboration entre l'État existant et la social-démocratie. Le discours de Bebel fut publié dans le Vorwärts du 16 octobre 1894 et la Critica sociale du 11 décembre 1894.

[2] Le congrès, de Francfort-sur-le-Mein (21 au 27 octobre 1894) consacra une grande partie de ses débats à des polémiques avec G. von Vollmar et Karl Grillenberger qui, en votant le budget à la Diète bavaroise le 1er juin, avait démontré qu'ils étaient disposés à collaborer avec la bourgeoisie et avaient amorcé une politique réformiste. La majorité n'approuva certes pas expressément l'initiative de Vollmar, mais ne la condamna pas non plus, comme

le tout, Vollmar parle de *marcher séparément;* Grillenberger dit: décidez ce que vous voulez, *nous n'obéirons pas.* Ils proclament que les Bavarois ont des droits particuliers, réservés, et, dans le parti, ils traitent leurs adversaires de « Prussiens » et de « Berlinois [1] ». Ils réclament que l'on ratifie le budget et une politique paysanne allant en direction de la *droite,* bien au-delà de ce qui est petit bourgeois. Le congrès, au lieu de brandir énergiquement le bâton, comme il l'a toujours fait jusqu'ici, n'a pas osé prendre la moindre sanction. Si dans ces conditions le moment n'est pas venu pour Bebel de parler de pénétration et d'avancée de l'élément petit bourgeois dans le parti, je me demande alors s'il viendra jamais.

Or, que fais-tu dans le *Vorwârts* [2] ? Tu t'accroches à la forme de l'attaque de Bebel en affirmant que tout cela n'est pas si grave, et tu te places en « opposition diamétrale » avec lui de telle sorte que tu es obligé ensuite, par les « malentendus » suscités inévitablement par ce procédé chez les adversaires de Bebel, à faire une déclaration selon laquelle ton opposition diamétrale ne porte que sur la *forme* donnée par Bebel à cette affaire et que sur le fond - l'histoire du budget et la question paysanne - il a raison, et que tu te ranges à ses côtés. Je veux croire que le simple fait que tu *aies été contraint postérieurement* à cette déclaration te démontre que tu as péché plus à droite que Bebel n'a péché à gauche.

Dans toute la polémique, il ne s'agit, en fin de compte, que de l'action des Bavarois qui culmine dans les deux points suivants : l'opportunisme de la ratification du budget afin de gagner les petits bourgeois, et la propagande de Vollmar à la Diète en faveur de la propriété paysanne, afin de gagner les gros et moyens paysans. Cela et la prise de position séparatiste des Bavarois représentent, en fait, les seules questions du litige, et si Bebel lance son attaque là où le congrès a lâché le parti, vous devriez lui en être reconnaissant. S'il décrit la situation intolérable créée par le congrès comme étant la conséquence d'un philistinisme croissant dans le parti, il ne fait qu'expliquer cette question particulière par le juste point de vue général, - et cela encore est méritoire et vaut d'être salué. Et

---

Bebel l'avait demandé. Le problème le plus important qui y fut débattu fut la question agraire. Sur ce point encore, Vollmar se mit en contradiction avec les principes élémentaires d'un programme agraire marxiste. La majorité du congrès, « peu au courant de la question agraire », se laissa surprendre par les thèses de Vollmar! Le congrès manifesta clairement une poussée opportuniste et suscita la protestation de la base du parti. Cf. différents textes sur la question agraire en traduction française dans Marx-Engels, le Parti de classe, IV, pp. 36-46.

Lors du second congrès de la social-démocratie bavaroise à Munich, le 30 septembre 1894, l'ordre du jour porta sur l'activité des parlementaires à la Diète bavaroise et l'agitation parmi les paysans (les petites parcelles prédominent dans les, régions montagneuses, de Bavière et le congrès adopta une résolution défendant la propriété paysanne, qui est propriété privée même si la parcelle est, petite et le paysan la cultive lui-même). Vollmar réussit à rallier Une majorité à, ses conceptions opportunistes. Le congrès approuva la fraction parlementaire qui avait ratifié le budget de l'État et entérina une résolution en vue de créer une organisation plus stricte des sociaux-démocrates bavarois sous la direction centrale de leurs représentants parlementaires (c'est-à-dire des députés choisis par le système démocratico-bourgeois, soit des électeurs qui ne sont pas membres du parti!). Vollmar se forgeait de la sorte un bastion pour la politique opportuniste dans le parti. Notons à ce propos que les opportunistes se fondent toujours sur des tendances fédéralistes pour asseoir leur dictature sur les masses.

[1] Au congrès de Francfort (cf. note n° 304), Vollinar avait souligné, la spécificité des « conditions bavaroises » et « la manière d'être bavaroise, », qu'il opposait aux camarades du « Nord de l'Allemagne, en ironisant sur « l'esprit caporaliste de la Vieille-Prusses », etc.

[2] Dans l'article du 23-11-1894, la rédaction du Vorwärts écrivait qu'elle était en « opposition diamétrale » avec l'intervention de Bebel dans la deuxième circonscription de Berlin. Le 24, la rédaction revint pratiquement sur sa déclaration, en affirmant qu'elle n'en voulait qu'à « la position pessimiste de Bebel sur tout le déroulement des débats et le bas niveau théorique du congrès », mais que Liebknecht était « du même avis que Bebel depuis un quart de siècle » sur la question agraire (cf. note no 309) et qu'ils avaient rédigé et signé en commun la résolution sur la tactique à adopter par les représentants parlementaires au congrès de Francfort.

même s'il a forcé quelque peu le ton dans les débats, il n'a fait que son plus strict devoir en se préoccupant de ce que le prochain congrès juge en pleine connaissance de cause un sujet aussi essentiel, après qu'à Francfort il se soit comporté comme une bourrique.

La menace d'une scission n'est pas le fait de Bebel qui appelle les choses par leur véritable nom. Elle est le fait des Bavarois qui se sont permis d'agir d'une façon inconcevable jusqu'ici dans le parti, au point que la *Frankfurter* Zeitung, l'organe de la démocratie vulgaire, n'a pu dissimuler sa joie et devient encore plus audacieuse maintenant qu'elle a reconnu les siens en Vollmar et ses partisans. Tu dis que Vollmar n'est pas un traître. Cela se peut. Je ne pense pas non plus qu'il se considère comme tel. Mais, comment appeler un homme qui se figure qu'un parti prolétarien garantit à perpétuité aux gros et moyens Paysans de Bavière, propriétaires de 10 à 30 hectares, leur condition actuelle qui représente la base de l'exploitation des domestiques de ferme et des journaliers agricoles. Un parti prolétarien, fondé spécialement pour perpétuer l'esclavage salariat ! Que cet homme soit un antisémite, un démocrate bourgeois, un particulariste bavarois ou Dieu sait quoi, c'est possible, mais un social-démocrate, non!

Au reste, l'accroissement de l'élément petit bourgeois est inévitable dans un parti ouvrier *en expansion,* et cela n'est pas vraiment nuisible. Il en va de même pour l'accroissement du nombre des « universitaires », les étudiants ayant raté leurs examens, etc. Tout ce monde représentait une menace, il y a quelques années. Maintenant nous pouvons les digérer. Mais encore faut-il laisser ce procès de digestion suivre son cours : il faut pour cela des sucs digestifs. S'il n'y en a pas assez (comme on l'a constaté à Francfort), il faut savoir gré à Bebel de les ajouter, afin que nous puissions digérer comme il faut les éléments non prolétariens.

C'est précisément de la sorte que l'on réalise une véritable harmonie dans le parti, et non pas en niant ou en tuant par le silence toute controverse réelle qui surgit dans son sein.

Tu affirmes qu'il s'agit de « susciter l'action efficace ». Cela m'est très agréable, mais dis-moi quand donc l'action sera-t-elle déclenchée ?

Engels à Fr.-A. Sorge, 4 décembre 1894.

(Tu trouveras ci-inclus) le discours de Bebel à Berlin et ses quatre articles contre Grillenberger et Vollmar [1].

Ce dernier épisode est des plus intéressants. Les Bavarois (ou mieux la plupart des dirigeants et une grande partie des effectifs nouveaux) sont devenus très, très opportunistes et constituent *pratiquement* déjà un vulgaire parti populaire. Ils ont approuvé l'ensemble du budget à la Diète bavaroise, et Vollmar notamment a lancé une campagne d'agitation auprès des paysans pour gagner *non* pas les *journaliers et ouvriers agricoles,* mais les gros paysans de Haute-Bavière possédant de 25 à 80 acres de terre (10 à 30 hectares); *qui ne peuvent donc s'en tirer sans travailleurs salariés.* Comme ils n'attendaient rien de bon du congrès social-démocrate de Francfort, ils organisèrent *huit*

[1] Le discours de Bebel souleva une vive polémique dans le parti et relança la discussion sur la question agraire. Vollmar et Grillenberger répondirent par une série d'articles dans la presse centrale et locale du parti. Bebel répondit à son tour par quatre articles qui parurent du 28-11 au 1-12-1894 dans le Vorwärts.

jours avant sa tenue une réunion spéciale du parti bavarois, et s'y constituèrent littéralement en ligue séparatiste en décidant que les délégués bavarois devaient *voter en bloc* conformément aux résolutions bavaroises, prises à l'avance, sur toutes les questions concernant la Bavière. Ils arrivèrent donc en déclarant qu'ils *étaient tenus* d'approuver l'ensemble du budget de Bavière, car il n'y avait pas d'autre chose à faire, que c'était là, en outre, une question purement bavaroise, dans laquelle personne d'autre n'avait à s'immiscer. En d'autres termes : si vous décidez quelque chose de désagréable pour la Bavière, vous rejetez notre ultimatum - et s'il devait alors en résulter une scission, ce serait de votre faute!

C'est avec cette prétention inouïe jusqu'ici dans notre parti qu'ils se sont présentés devant les autres délégués, qui n'étaient pas préparés à cette éventualité. Or, Comme au cours de ces dernières années, on a chanté l'unité jusqu'au bout, il n'y a pas lieu de s'étonner que, face aux nombreux éléments venus grossir nos rangs ces dernières années et qui ne sont pas encore tout à fait formés, cette attitude inadmissible pour le parti ait pu passer sans s'attirer le refus clair et net qu'elle méritait, et qu'il n'y ait eu aucune résolution prise sur la question, du budget.

Imagine-toi maintenant que les Prussiens qui forment la majorité du congrès, veuillent également tenir leur précongrès pour y fixer leur position vis-à-vis des Bavarois ou pour prendre quelque autre résolution liant les délégués prussiens, de sorte que tous - majorité aussi bien que minorité - votent en bloc pour ces résolutions au Congrès général du parti : à quoi servirait dès lors encore les congrès généraux ? Et que diraient les Bavarois si les Prussiens faisaient exactement la même chose que ce qu'ils viennent précisément de faire ? Bref, l'affaire ne pouvait en rester là, et Bebel a foncé dans le tas. Il a remis tout simplement la question à l'ordre du jour, et on est actuellement en train d'en débattre. Bebel est de loin le plus clairvoyant et le plus profond de tous. Voilà quelque quinze ans-que je corresponds avec lui - et nous tombons presque toujours d'accord. Liebknecht en revanche, est très sclérosé dans ses idées : le vieux démocrate particulariste et fédéraliste du sud de l'Allemagne perce toujours chez lui, et ce qu'il y a de pire, il ne peut supporter que Bebel - qui le surpasse de loin - l'admette volontiers à ses côtés, certes, mais ne veuille plus se laisser diriger par lui. En outre, il a si mal organisé l'organe central du Vorwärts - surtout parce qu'il est jaloux de son *leader*ship, car il veut tout diriger et, ne dirigeant rien en réalité, ne fait que semer le désordre - que ce journal qui pourrait être le premier à Berlin, est tout juste bon à procurer au parti 50 000 marks d'excédents, mais ne lui fait gagner aucune influence politique. Liebknecht veut naturellement à toute force jouer à l'arbitre maintenant, et il s'en prend à Bebel, qui finira à mon avis par l'emporter. A Berlin, la direction ainsi que les éléments les meilleurs sont d'ores et déjà à ses côtés, et je suis persuadé que s'il en appelle à la masse du parti, il obtiendra la grande majorité. Pour l'heure, il faut attendre. Je voudrais aussi t'envoyer les élucubrations de Vollmar, etc., mais je ne dispose que d'un exemplaire pour mon usage personnel.

Fr. Engels à Victor Adler, 14 décembre 1894.

Ai-je besoin de te dire que je me suis réjoui de l'intervention énergique de Bebel après le morne congrès de Francfort et, de même, que Vollmar m'ait indirectement contraint à dire moi aussi mon petit mot dans l'affaire. Nous avons effectivement triomphé sur toute la ligne. D'abord Vollmar a arrêté sa polémique après les quatre articles de Bebel, ce qui témoigne déjà d'un net recul; puis ce fut le rejet par le comité directeur, et enfin la fraction repoussa sa prétention de statuer

à la place du congrès. En somme, Vollmar essuya une défaite après l'autre dans sa troisième campagne. Cela suffirait à décourager même un ancien zouave du Pape [1]. Dans cette affaire, j'ai en outre écrit deux lettres à Liebknecht [2] qui ne lui auront certainement pas fait plaisir. Cet homme devient de plus en plus un frein. Il prétend qu'il a les nerfs les plus solides dans le parti : ils ne le sont que trop. Même son discours d'avant-hier au Reichstag a été mauvais [3]. On semble d'ailleurs s'en être aperçu au gouvernement : on veut manifestement le remettre en selle, en le poursuivant a posteriori pour avoir insulté Sa Majesté.

Au reste, cette histoire démontre que Guillaume Il et von Köller, ou bien sont complètement fous, ou bien travaillent systématiquement à préparer un coup d'État. Le discours de Hohenlohe démontre que celui-ci est un vieillard complètement niais, faible d'esprit et velléitaire, un simple homme de paille de Monsieur von Köller. Ce dernier est tout à fait le hobereau arrogant, prétentieux et borné, parfaitement capable de s'imaginer que ce brave petit Guillaume a les moyens de mettre fin à la « révolution » - et il exécutera les intentions de Sa Majesté en ce qui concerne la restauration de la plénitude de son pouvoir royal jusqu'à l'extrême limite. Et Guillaume est capable de répondre : Vous êtes mon homme! Si cela se passe ainsi - et chaque jour il y a de nouveaux indices en ce sens -, alors vogue la galère! (en fr.) et ce sera joyeux.

---

[1] Allusion au fait que von Vollmar avait suivi les cours du collège des bénédictins d'Augsbourg.

[2] Allusion à la lettre du 24-11-1894 à Liebknecht, reproduite p. 333. La seconde lettre n'a pas été retrouvée.

[3] Le 12-12-1894, Liebknecht avait tenu un discours au Reichstag sur le projet de loi anti-subversive ainsi que l'accusation de lèse-majesté dont il était l'objet (cf. note n° 305). Le Vorwärts reproduit des parties de ce discours le 13-12-1894. Dans ce même discours, Liebknecht avait évoqué le projet gouvernemental relatif aux modifications et adjonctions aux lois sur la répression des délits de presse. Ce projet prévoyait une peine de forteresse pour les incitations à la sédition, même lorsqu'elles n'étaient suivies d'aucun commencement d'exécution. Il aborda ensuite l'accusation de crime de lèse-majesté, dont il faisait l'objet, cf. notes n° 305 et 307.

Karl Marx, Friedrich Engels
(1976)

Critique de l'éducation et de l'enseignement

Introduction, traduction et notes de Roger Dangeville

[Une anthologie de Marx-Engels sur l'éducation, l'enseignement et la formation professionnelle]

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
Courriel : mabergeron@videotron.ca

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: http://classiques.uqac.ca/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: http://bibliotheque.uqac.ca/

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, professeure à la retraite de l’École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.
Courriel : mailto:mabergeron@videotron.ca

Karl Marx, Friedrich Engels

Critique de l'éducation et de l'enseignement.

Introduction, traduction et notes de Roger Dangeville.

Paris : François Maspero, 1976, 285 pp.

[Une anthologie de Marx-Engels sur l'éducation, l'enseignement et la formation professionnelle]

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times New Roman, 12 points.
Pour les citations : Times New Roman 10 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition complétée le 4 mai, 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Karl Marx, Friedrich Engels

Critique de l'éducation et de l'enseignement

Introduction, traduction et notes de Roger Dangeville

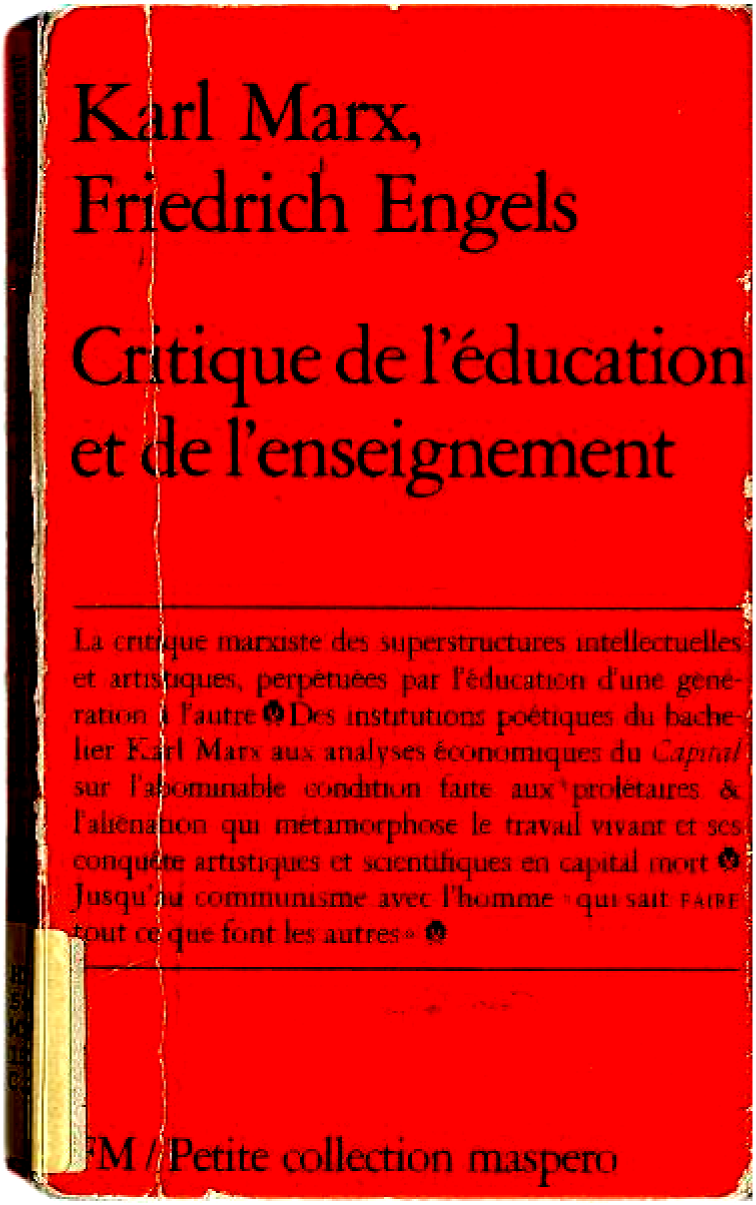


Table des matières

PRÉSENTATION

Le processus de l'aliénation croissante
Dépouillement et mystification
Renversement des idoles et démystification
Production collective et appropriation privée
L'art de plus en plus superstructurel
Lutte idéologique d'abord
Une stricte conception de classe
La profanation capitaliste des œuvres sublimes
L'« éducation » communiste
Et la « culture » ouvrière ?
Un enseignement de classe
Éducation et promotion sociale
L'école de l'oisiveté ou de la niaiserie
L'école du parasitisme
Et les ouvriers ?

1. CRITIQUE DE L'ENSEIGNEMENT BOURGEOIS

En partant de l'intuition d'un adolescent
Critique de l'enseignement officiel et des examens
Critique de la spécialisation
Promulgation de la loi sur l'enseignement obligatoire pour tous
L'instruction bourgeoise des ouvriers
Signification historique de l'obligation scolaire pour tous
Enseignement professionnel en régime capitaliste
Critique des écoles professionnelles
Le système scolaire français de la fin du siècle dernier
Mesures du gouvernement ouvrier en faveur de l'enseignement
Décadence historique de l'enseignement élémentaire obligatoire

L'échec de la tentative de redressement de la révolution de juin 1848
Le danger permanent du cléricalisme
Critique du programme social-démocrate de Gotha
État, famille, éducation
La sphère privée, source de privilèges et d'oppression
L'inévitable dissolution de la famille
La fallacieuse égalité de promotion sous le capitalisme
Mesures de transition concernant le travail et l'éducation
Les étudiants révolutionnaires : grandeur et misère
Relativité des sciences des sociétés de classes
Formalisme et évolution de l'enseignement
Essor révolutionnaire des sciences et des arts
Développement inégal des superstructures

II. LE PROLÉTARIAT, LA CULTURE ET LA SCIENCE

Les dessous de la science
Genèse de l'« éducation » communiste
L'espace du temps libre
L'ultime moyen : la concentration
Synthèse universelle
Dialectique du progrès et de l'aliénation croissants
Le prolétariat, classe la plus inculte et la plus féconde
La littérature d'aujourd'hui
Éloge des prolétaires incultes
Le travail capitaliste n'est pas du travail
Science, force du capital
La science, étrangère à l'ouvrier jusque dans la production
La science, instrument d'oppression de classe
Frais de production et d'éducation
Coûts de l'éducation
Gonflement des classes « cultivées »
Baisse générale de tous les frais d'éducation
Superstructures et classes bourgeoises
Promotion sociale de la médiocrité
Le temps libre, base de la civilisation
Condition de l'épanouissement de l'homme : la suppression de la contradiction entre le temps libre et le temps de travail

Critique des déformations universitaires et instinct des masses
Dénouement des antagonismes

III. FORMATION INTELLECTUELLE DES TRAVAILLEURS

L'homme social, synthèse et somme de l'évolution de toute la nature
Fruits empoisonnés de la division du travail
La base capitaliste de l'éducation de l'avenir
Travail des adolescents et des enfants des deux sexes
L'enseignement général dans la société moderne
Abolition de la division du travail à l'échelle individuelle
Éducation des sens
Communisme et abolition de la division du travail
Socialisation des individus

ANNEXE

Présentation

« Tous les écrivains communistes et socialistes sont partis de cette double constatation : il apparaît, d'une part, que les faits d'éclat les plus féconds demeurent sans résultats brillants, voire aboutissent à la trivialité et, d'autre part, tous les progrès de l'esprit *ont été, jusqu'ici,* des progrès dirigés contre la masse de l'humanité *qui fut poussée dans une situation de plus en plus inhumaine. Ils considéraient donc (comme Fourier, par exemple)* le progrès *comme une* phrase *abstraite, dénuée de sens, ou supposaient (comme* Owen, *entre autres) que le monde civilisé souffrait d'un vice fondamental. À partir de cette observation, ils soumirent les bases matérielles de la société actuelle à une critique incisive. À cette critique communiste correspondit aussitôt, dans le domaine pratique, le mouvement de la grande masse, contre laquelle s'était jusqu'alors déroulée l'évolution historique. »*

MARX-ENGELS, *La Sainte-Famille*, in *Werke*, 2, p. 88.

Le processus de l'aliénation croissante

Retour à la table des matières

Une anthologie de Marx-Engels sur l'éducation, l'enseignement et la formation professionnelle ne peut être qu'une critique, et son titre – tel celui des ouvrages déjà parus sur ce sujet [1] *– ne doit pas faire croire qu'il s'agit d'une apologie. Cette critique de l'éducation – comme l'a été celle de l'économie politique – est fondée essentiellement sur des critères de classe soulignant le ca-*

[1] Par exemple, le recueil d'Allemagne de l'Ouest, Karl MARX, *Bildung und Erziehung* (Culture et éducation), ou celui de l'Allemagne de l'Est traduit du russe : MARX-ENGELS, *Ueber Erziehung und Bildung* (Sur l'éducation et la culture), édité par le professeur P.N. Grusdew, Volkseigener Verlag, Berlin, 1971, 392 p.
Marx a sous-titré *Le Capital*, comme les *Grundrisse*, *Critique de l'économie politique*, et Lénine soulignait déjà que Marx ne se place jamais sur le terrain économique dans ses analyses, car il conçoit la production comme un acte biologique de métabolisme entre l'homme et la nature. Ainsi, écrivait Marx en 1844 dans ses *Manuscrits parisiens*, il pourra ne plus y avoir qu'*une seule science* sous le communisme, celle *des sciences de la nature*.

*ractère faussement impartial et objectif de toutes les institutions existantes qui trouvent finalement leur explication dans l'*économie.

*D'emblée, Marx ramasse en une synthèse formidable les caractéristiques de la bourgeoisie, qu'il définit d'une manière qui peut paraître paradoxale à certains : « L'*argent *et la* culture *en sont les deux critères essentiels* [1]. »

À ce niveau bourgeois de l'évolution humaine, tous deux, accaparés par le capital, se sont séparés du travail des masses après un processus millénaire qui dérive des nécessités de la production : « La première grande division du travail – la séparation de la ville et de la campagne – a déjà condamné la population rurale à des milliers d'années d'abêtissement, et les citadins à l'asservissement au métier individuel. Elle a anéanti les bases du développement intellectuel des premiers et du développement physique des seconds. Dès lors que le paysan s'approprie le sol et le citadin son métier, ils sont eux-mêmes appropriés par le sol et le métier. En divisant le travail, on divise également l'homme, *toutes les autres potentialités intellectuelles et physiques étant sacrifiées au perfectionnement d'une activité unique* [2]. »

À mesure que se développe la division du travail, le savoir, l'art et la culture se séparent des producteurs, passent dans les superstructures et sont monopolisés par les classes dominantes : « Tant que l'ensemble du travail de la société n'a qu'un rendement qui excède à peine ce qu'il faut pour assurer chichement l'existence de tous, tant que le travail réclame donc tout ou presque tout le temps de la grande majorité des membres de la société, celle-ci se divise nécessairement en classes. *À côté du plus grand nombre exclusivement voué à la corvée du travail, il se forme une* CLASSE libérée du travail directement productif *qui se charge des affaires communes de la société : direction du procès de travail, administration de l'État et des affaires politiques, justice, science, beaux-arts, etc.* C'est la loi de la division du travail qui est donc à la base de la division en classes [3]. »

---

[1] Cf. MARX, *Critique du droit politique de Hegel*, in *MEGA (Marx-Engels Gesamtausgabe*), 1/1, p. 497.

[2] ENGELS, *Anti-Dühring*, in *Werke*, 20, pp. 271-272.
Une critique qui resterait limitée aux côtés négatifs du système sans voir que ceux-ci ne sont que l'autre face des côtés « positifs », serait on ne peut plus insuffisante. Pour Marx, en tout cas, civilisation et barbarie de la société se conditionnent réciproquement : « La barbarie resurgit, mais engendrée au sein même de la civilisation, comme lui appartenant. D'où barbarie lépreuse, barbarie en tant que lèpre de la civilisation. » (Travail salarié et Capital, annexe sur « Le Travail salarié », VI.) Le totalitarisme fasciste aussi bien que les horreurs monstrueuses du sous-développement dans le monde moderne sont ainsi le produit nécessaire du capitalisme le plus avancé, le plus démocratique et le plus cultivé.

[3] Cf. ENGELS, *Anti-Dühring, op. cit*., p. 262.
Ce sont donc essentiellement des raisons économiques qui justifient transitoirement les sociétés de classe. « Marx a mis en évidence d'une façon aussi impitoyable les côtés affreux de la production capitaliste qu'il a souligné par ailleurs que cette forme sociale a été néces-

La thèse qui s'impose ici, c'est que, la bourgeoisie ayant été d'abord révolutionnaire, puis devenant conservatrice et enfin contre-révolutionnaire, sa direction de la production et de l'État ainsi que sa justice, sa science et ses beaux-arts ont été utiles et progressives au début, et dégénèrent ensuite.

La division sociale du travail fait que « l'activité intellectuelle et matérielle, la jouissance et le travail échoient en partage à des individus différents [1] *», et elle a, entre autres conséquences néfastes pour le travailleur, l'opposition entre richesse et pauvreté, puis entre savoir et travail : « Cet antagonisme entre la richesse qui ne travaille pas et la pauvreté qui travaille pour vivre fait surgir à son tour une contradiction au niveau de la science : le savoir et le travail se séparent, le premier s'opposant au travail comme capital ou comme article de luxe du riche. » Et Marx de citer le physiocrate Necker : « La faculté de savoir et d'entendre est un don général de la nature. Cependant elle n'est développée que* par l'instruction. *Si les propriétés étaient égales, chacun travaillerait modérément » (et Marx d'en conclure :* c'est donc une fois de plus le temps de travail qui est décisif*), « et chacun saurait un peu, parce qu'il resterait à chacun une portion de temps »* (libre, *précise-t-il*) *« à donner à l'étude et à la pensée* [2] *».*

Une société, dont la condition sine qua non *est de reproduire à un pôle la misère et à l'autre la richesse, produit forcément aussi, d'un côté, la civilisation et, de l'autre, la bestialité : « D'après Storch, le médecin « produit » la santé (mais aussi les maladies), les professeurs et les écrivains les lumières (mais aussi l'obscurantisme), les poètes, peintres, etc., le goût (mais aussi le mauvais goût), les moralistes, etc., la morale, les prédicateurs le culte et le travail, les souverains la sécurité, etc.* [3]*. »*

Dès lors que la séparation entre savoir et travail est effective dans la société, la base est jetée pour un essor gigantesque des « échanges » reposant sur le

---

saire pour développer les forces productives à un niveau qui permettra à tous les membres de la société une évolution harmonieuse et digne de l'homme. Toutes les formes de société antérieures étaient trop pauvres pour cela. Ce n'est que la production capitaliste qui crée les richesses et les forces productives qui y sont nécessaires, en même temps qu'elle produit aussi, avec la multitude des ouvriers opprimés, la classe sociale qui sera de plus en plus forcée de prendre en compte l'utilisation des richesses et des forces productives pour toute la société, au lieu qu'elles soient monopolisées par une classe comme aujourd'hui. » (Cf. ENGELS, « Compte rendu du Capital », in *Demokratisches Wochenblatt*, mars 1868.)

[1] Cf. MARX-ENGELS, *Die Deutsche Ideologie*, in Werke, 3, p. 21.

[2] Cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, in *Werke*, 26/1, p. 280, au chapitre consacré à Necker.

[3] *Ibid.*, p. 128.
Il ne s'agit pas d'une boutade de Marx. Les comptes les plus récents de la Sécurité sociale sur la santé font apparaître que, en dépit d'une progression extraordinaire du budget de maladie, la pathologie gagne sans cesse sur les soins apportés aux malades dans les pays mêmes qui sont les mieux pourvus de protection sociale : l'infecte économie moderne *produit* plus de maladies qu'elle ne peut payer de remèdes.

mercantilisme. La « masse », pauvre et ignorante, peut désormais se faire duper et escroquer en plus par les riches qui disposent de tous les ressorts matériels et intellectuels de la société, dans un monde fondé précisément sur l'accumulation de la richesse aux dépens d'autrui.

La science elle-même est dès lors vénale et s'achète, c'est un fétiche, un moyen d'oppression et d'extorsion de plus-value entre les mains du capitaliste. Elle ne peut, en effet, être au-dessus des conditions aliénées qui l'ont produite comme sphère réservée à une petite élite. Dans ces conditions, un auteur allemand a qualifié très justement la science de Kochbuch*, de livre de cuisine, que les hommes élaborent tant bien que mal pour produire des objets et des instruments utiles à leur vie.*

Cette définition exprime avec bonheur la « relativité » des sciences, que l'idéalisme a fétichisé en vérités absolues et immuables. En fait, la science aliénée suit une courbe tourmentée, effectuant un bond en avant lors de l'introduction d'un mode de production nouveau, puis faisant de la mauvaise et, enfin, de la très mauvaise cuisine durant la phase conservatrice et contre-révolutionnaire, pour refaire un bond avec un nouveau mode de production [1].

Ce n'est qu'avec la, dictature mondiale communiste, qui aura révolutionné les rapports matériels, que les sciences et les arts seront débarrassés de leur partialité et des mensonges de classe, et connaîtront, sur la base d'un développement insoupçonné des forces productives [2]*, un essor tel que nos contemporains ne peuvent en avoir idée – surtout s'ils prennent pour un pays socialiste la copie conforme du capitalisme qu'est la Russie d'aujourd'hui, qui va jusqu'à*

---

[1] La science, comme l'art et la technique, ne peut pas ne pas suivre, à sa manière, l'essor des forces productives. Or, c'est au début du capitalisme, lorsque celui-ci fut le plus révolutionnaire, que l'on a enregistré la progression la plus forte de la productivité et le taux le plus élevé de croissance de la production, tandis que la masse des produits atteint un montant vertigineux à mesure du développement. Dans les *Manuscrits parisiens* (Ed. sociales, 1962, p. 14), Marx cite quelques exemples d'augmentation inouïe de la productivité capitaliste *par rapport* au mode de production antérieur : « Avec les forces motrices nouvelles et l'amélioration des machines, un seul ouvrier dans les fabriques de coton n'exécute-t-il pas souvent l'ouvrage de 100, voire de 250 à 350 artisans d'autrefois ? »
Pour en revenir à l'éducation au sens plus étroit, les simples chiffres suivants témoignent de sa décadence à l'ère du capitalisme sénile : « Le nombre des analphabètes a augmenté de 48 millions entre 1960 et 1970 » (cf. *Le Monde* du 10 septembre 1975).

[2] Ce volume sur l'éducation fait suite à l'anthologie sur *Les Utopistes et Utopisme et communauté de l'avenir* traitant de la vision du stade supérieur de la société communiste qui, chez Marx-Engels, est proche de celle de leurs prédécesseurs utopistes. Le marxisme, en fournissant une base scientifique à cette vision, s'est attaché essentiellement à démontrer la nécessité du passage au socialisme par un bond révolutionnaire à partir de l'évolution économique de l'actuelle société capitaliste, l'économie, avec son pôle socialisé, et le prolétariat formant la base objective du socialisme, et non les superstructures idéologiques dont le marxisme serait un prolongement.

acheter à l'Ouest sénile une folle technique dégénérée, impulsée par les guerres et l'armement.

Dépouillement et mystification

Retour à la table des matières

Dès lors que l'on traite du problème de la culture, de la science, des arts et des lettres d'une société, on est dans la sphère que le marxisme appelle les superstructures *qui sont le* PRODUIT *de la base économique, c'est-à-dire du travail de la classe productive que s'approprient les classes privilégiées. Il importe donc de considérer le produit sous un angle double : d'abord les articles matériels qui débouchent du procès de travail sur le marché pour être directement consommés ; ensuite le produit social indirect, c'est-à-dire la* division du travail *suscitée par le mode de production et sur laquelle se greffent les classes et les superstructures. Cette dissociation croissante dans les sociétés successives de classe devient toujours plus antagonique, tandis que l'oppression se fait plus pesante pour les classes exploitées.*

Au Moyen Âge encore, l'artisan – comme le paysan propriétaire de sa parcelle – détenait le produit de son travail. Ce n'est que sous le capitalisme que le produit se sépare systématiquement du travailleur salarié et de ses conditions réelles de production, qui ne peuvent être que sociales et collectives, pour être attribué au capitaliste individuel. Dès lors que le produit immédiat – l'œuvre – est dissocié de ses conditions de production, l'art et la science se détachent de la masse de la production sociale et s'autonomisent pour le compte des capitalistes [1].

[1] Le produit, qui est le résultat de toute la combinaison sociale de la production, indique le plus clairement quelles peuvent être les manifestations intellectuelles d'une société donnée. En matérialiste conséquent, Marx, inversant toute la problématique de la psychologie actuelle qui part de l'individu et s'enferme dans un cercle dont nulle science ne peut découvrir les tenants et les aboutissants, déclarait que *c'est l'industrie qui est le livre ouvert de l'âme humaine.* C'est en effet dans les objets qui forment le cadre de notre vie courante, de la stupide automobile privée à la cigarette infectieuse, que se lit le caractère de l'homme moderne, consommateur autodestructeur qui paie le moindre de ses gestes, pour la plus grande prospérité du capital. Il est évident que l'Esprit plane très bas dans ce mercantilisme de tous les instants, avec ses satisfactions pusillanimes et bon marché. Le capitalisme, en produisant pour l'individu privé, morcelé et atomisé, doit débiter des articles à l'échelle lilliputienne et mesquine, parce que son mode de distribution est *privé.* L'homme gagnera en ampleur inouïe, sur le plan de son intelligence et de sa jouissance, dès lors que la production sociale déjà réalisée sera mise en harmonie avec une distribution et une appropriation sociales.
Les arts et les lettres, qui ne disposent aujourd'hui que des pauvres moyens privés de leurs auteurs, connaîtront alors un essor, dont l'ampleur est insoupçonnée aujourd'hui.

En morcelant les divers types et formes de travail qui conduisent à l'œuvre, il s'opère une inversion systématique des rapports réels suscitant l'idéalisme absolu des classes privilégiées qui font tout partir de l'Esprit ou de l'Idée – de leur sphère oisive du temps libre – pour se justifier comme élite [1]*. C'est de là que naissent les folles théories fascistes, qui s'épanouissent aujourd'hui dans le monde entier à l'heure du capitalisme dégénéré, sur l'Homme d'exception qui guide les masses, du Génie qui accapare l'Art, et du Savant qui détient la lumière du Savoir, toutes ces figures n'étant en somme que l'idéalisation de Sa Majesté le Capital dans la corporativiste division du travail qui enferme l'individu dans sa spécialisation* ET *sa non-spécialisation.*

Dans la vision marxiste, le génie n'est rien d'autre que la superstructure, déterminée fondamentalement et en dernier ressort par l'activité productive des masses immenses qui déploient des efforts quotidiens avec leurs luttes et leurs drames.

Le capital opère une double frustration des masses. D'abord, le corps spécialisé de penseurs, d'artistes – et de professeurs qui transmettent le savoir de génération en génération, pour le « reproduire », en le conservant et le perpétuant – écrème le meilleur du savoir et de la sensibilité émanant du travail des masses, tandis qu'elles-mêmes demeurent incultes.

Ensuite, par l'intermédiaire du marché – qui n'est pas, comme le souhaitait Staline, échange neutre, mais échange avec profit, vol, pillage et spoliation –, les masses sont dépouillées du fruit de leurs efforts. Le procédé en est facile, puisque, de nos jours, tout se transforme en cet argent – force sociale concentrée, universellement reconnue et commandant le travail d'autrui – *qui permet à la classe dominante de s'approprier et de représenter aussi les superstructu-*

Sur le mécanisme de la dissociation progressive des producteurs de leurs moyens de production et de vie dans les sociétés de classe, cf. « La Succession des formes de production et de société dans la théorie marxiste », *Le Fil du temps*, n° 9.

[1] Toute société enfermée dans des contradictions de classe est idéaliste et inverse le juste sens des choses, en attribuant à la classe dominante le monopole de la science, de la culture et de l'art – ce pour quoi elle fait partir toutes ces « valeurs » de l'Esprit, et non du travail et de la production. Cette inversion s'étend jusqu'au domaine de l'enseignement et de l'investigation, qui donnent la primauté à l'esprit et l'intelligence. Or, dit Engels, « dans toutes les disciplines, il ne s'agit pas d'élucubrer les rapports dans la tête, mais de les découvrir dans les faits ». (*Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, IV, in *Werke*, 21, p. 265.)

En faisant tout découler de l'Esprit, et non des conditions matérielles déterminées, les bourgeois attribuent tous les maux de l'humanité au manque d'éducation des masses : la comparaison entre les revenus des classes cultivées (privilégiées) leur a suggéré, en outre, que le remède à la pauvreté et au chômage est donc... l'éducation ! Marx ironise sur ces pauvres palliatifs qui ne tendent à rien moins qu'à « abolir le prolétariat » par quelques réformes, ce qui démontre leur inconsistance, dans ses *Notes critiques* du 7 août 1844 (trad. fr. in MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, 1970, L'Herne, p. 161-169).

res intellectuelles, artistiques et philosophiques de la société entière, en monopolisant la culture du passé, du présent et même, si on ne les en empêchait, du futur, et en apparaissant civilisées, sacro-saintes, justifiées, voire indispensables – aujourd'hui comme hier.

Renversement des idoles et démystification

Retour à la table des matières

Dans le simple langage du marxisme, on dirait que ce sont, en fait, les innombrables travailleurs de la société qui tiennent la main – ou animent l'œuvre – de l'artiste ou du savant, qui ne sont inspirés ni par l'Esprit ni par le Génie – creuses abstractions des sociétés à classes privilégiées, toujours idéalistes, parce qu'elles posent la pensée comme principe supérieur et initial de tout bien et de tout progrès, en forgeant le Grand Architecte des rationalistes illuministes bourgeois, cléricaux ou francs-maçons, staliniens ou maoïstes.

En somme, tout se réduit en journées de travail, et le résultat en varie, non en fonction du mérite individuel, mais du mécanisme social de la division du travail, qui concentre les moyens d'expression de la société en quelques mains plus ou moins talentueuses, les moments privilégiés du travail des masses étant appropriés par un corps de spécialistes qui s'auréolent d'une gloire, d'un prestige et d'un salaire particuliers, les masses incultes leur servant d'outils ou d'esclaves sans âme. Rien n'exprime de manière plus cynique cet asservissement des travailleurs que le slogan ségrégationniste de la République démocratique allemande prétendument socialiste, où règnent l'affairisme, l'argent et la division du travail : « L'alliance organisée du Travail avec l'Intelligence », celle-ci éclairant, fécondant et, naturellement, guidant les masses ouvrières supposées aveugles.

La division du travail croissante ne fait que renforcer la privatisation ou la personnalisation de plus en plus générale des privilèges et des œuvres « nobles ». Au Moyen Âge, l'art religieux lui-même, cent fois moins bigot et conformiste que l'art vénal reptilien d'aujourd'hui, était plus anonyme. N'étant encore guère séparé du travail des masses et des « artisans », on l'attribuait plus volontiers aux producteurs qu'aux classes dominantes, qui guerroyaient, festoyaient, administraient et ne furent intégrées qu'à leur déclin à la cour du Roi-Soleil, symbole de toute culture.

Production collective et appropriation privée

À l'aube des sociétés de classe, l'art grec ne connaissait pas encore cette individualisation forcenée des œuvres par les personnes privées, *du fait que les moyens de production, le travail et le produit étaient infiniment moins séparés et cloisonnés qu'aujourd'hui, et l'art bénéficiait encore grandement du soutien des moyens productifs de la collectivité. Hésiode ne parlait pas de génie, d'élite et de chef-d'œuvre, mais d'œuvre et de journée, comme on désignait par* journal *l'espace de terre qu'un paysan (journalier) peut cultiver avec ses forces d'une journée. Il est significatif que le terme grec* ergai *désigne l'œuvre, à la fois en tant que* travail de tous *et* somme. *En italien, on appelle* opera *aussi bien la journée d'un travailleur agricole que la Traviata.*

Dans la fabrique moderne, l'ouvrier est directement victime de cette inversion des rapports qui attribue à la hiérarchie venue des écoles le mérite de la technique. Dans la partie intitulée « Mystification du capital » du VI^e^ chapitre inédit du Capital [1], *Marx affirme péremptoirement : « La science*, produit intellectuel général du développement de la société, *apparaît, elle aussi, directement incorporée au capital et son application au procès de production matériel indépendante du savoir et de la capacité de l'ouvrier individuel. Comme le développement général de la société est exploité par le capital, grâce au travail et en agissant sur le travail comme force productive du capital, il apparaît comme le développement même du capital. »*

En fait, cette mystification est la plus odieuse dans le machinisme moderne où « le véritable agent du procès de travail total n'est plus le travailleur individuel, mais une force de travail collective se combinant toujours plus socialement [2] *».*

Le dépouillement du travailleur collectif de son œuvre entraîne l'annexion de son génie inventif parmi les fonctions du capital et accroît encore la division du travail qui « engendre les spécialistes, les experts et, avec eux, l'idiotisme professionnel [3] *» – Cette autonomisation des tâches intellectuelles provoque à son tour l'inversion « idéaliste » qui prône la primauté de l'Esprit comme source et justification de privilèges économiques exorbitants. Face à cet idéalisme sordide qui correspond bien au matérialisme bourgeois, Engels*

---

1. *Un chapitre inédit du Capital*, 10/18, 1971, p. 249.
2. *Ibid.*, p. 226.
3. Cf. MARX, *Misère de la philosophie*, in *Werke*, 4, p. 157.
La combinaison au sein du procès de travail des matières premières, des instruments et du travail vivant donne deux sortes de produits : l'un, *immédiat* et matériel, est directement approprié par le capitaliste individuel ; l'autre, *indirect et social*, suscite la division du travail ou l'aggrave, en même temps qu'elle reproduit les conditions de perpétuation de la forme capitaliste de production et de distribution. Cf. Grundrisse, t, 2, p. 268-275.

rétablit les choses dans leur rapport véritable : « Quand une société a un besoin technique, cela donne plus d'impulsion à la science que ne le feraient dix universités [1]*. » Or, dans la société capitaliste, ce besoin est essentiellement dominé par l'affairisme : « Presque toutes les inventions depuis 1825 furent le résultat de collisions entre ouvriers et entrepreneurs, ceux-ci cherchant à toute force à déprécier la spécialité de l'ouvrier* [2] *», et à faire baisser le salaire par une hausse correspondante des profits pour le capitaliste* [3].

Le capitaliste qui utilise dans son usine les machines les plus perfectionnées n'est-il pas lui-même le plus souvent en technique d'une ignorance crasse [4] *– et d'ailleurs n'est-ce pas mieux ainsi ?*

La science et la technique font partie de la base économique, *tandis que la culture, avec les beaux-arts, la philosophie et la religion font partie de la* superstructure *dans la division en classes du capitalisme. Certes, la science, produit général du développement humain, est monopolisée par le capital, mais cette appropriation ne s'effectue qu'après que la technique et la science ont été produites par le « travailleur collectif » dans le procès de travail immédiat, de manière aussi matérielle que les articles de la production. Ce n'est pas la soif de promouvoir la science et la culture qui anime le capital ; sa tendance irrépressible au profit lui fait appliquer la science découverte par le travailleur collectif. En effet, la science et la technique, qui sont la force productive et la richesse la plus grande, sont gratuites pour le capitaliste : « La science ne coûte absolument* rien *au capitaliste, ce qui n'empêche pas de l'exploiter. La science " d'autrui " est incorporée au capital au même titre que le travail d'autrui* [5]*. »*

Il faut également distinguer la science née des besoins de la production de celle qu'on enseigne dans les instituts et universités, qui est la forme abstraite et sclérosée du savoir, forme que, dans le livre IV du Capital sur l'évolution des Théories sur la plus-value *vers leur dégénérescence, Marx définit d'après l'exemple de la science économique comme suit : « Le dernier degré, c'est la*

---

1 Cf. Engels à B. Borgius, 25 janvier 1894.
2 Cf. MARX, *Misère de la philosophie*, in *Werke*, 4, p. 154-155.
3 Cf. *Travail salarié et Capital*, IV.
4 Dans les *Grundrisse* (10/18, t. 4, p. 60-62), Marx cite certains épisodes cocasses de l'introduction de machines qui n'ont rien à voir avec le génie scientifique. Nul esprit d'invention ne conditionne l'essor d'une branche d'industrie : le capitaliste peut s'approprier la technique ou les lois scientifiques qui conditionnent les procédés techniques sur le marché contre de l'argent comptant ou par fraude, spoliation et pillage.
5 Cf. MARX, *Le Capital*, I, in *Werke*, 23, p. 407.
À propos de la science en tant que force productive, cf. également *Grundrisse*, 10/18, t. 2, p. 53, 88, 108, 205, 214-215 ; t. 3, p. 16, 61, 135, 143, 175, 327-28, 331-33, 339-42, 354, 356, 361 ; t. 4, p. 16, 21, 38-39, 45.

forme professorale [1] *: elle procède de manière " historique " et, avec une sage modération, glane partout ce qu'il y a de " mieux ", sans se laisser arrêter par les contradictions, car elle n'a qu'un seul souci : être complète. Elle dépouille tous les systèmes de ce qui était leur âme et leur force, et tous finissent par se confondre paisiblement sur la table du compilateur. La chaleur de l'apologétique se tempère ici par le savoir qui jette un condescendant regard de commisération sur les exagérations des penseurs économistes et les fait surnager comme curiosités dans le brouet incolore de son compendium. Comme ces sortes de travaux ne s'effectuent que lorsque l'économie politique a, en tant que science, terminé son cycle, nous y avons en même temps le tombeau de cette science. Est-il besoin de faire remarquer que ces sublimes bonshommes se croient également bien au-dessus de toutes les " rêveries " des socialistes* [2] *? »*

L'art de plus en plus superstructurel

Retour à la table des matières

Une autre conséquence du capitalisme est de séparer l'art de la technique, *en l'abstrayant de plus en plus de la production collective pour en faire une affaire individuelle. Il manque alors de tous moyens matériels : pratiqué en amateur, il sombre dans l'oubli ou l'insignifiance ; devenu vénal, il succombe à l'affairisme bourgeois.*

Chez les anciens Grecs, techné *signifiait à la fois technique et art, les deux étant inséparables. Et, de fait, pourquoi la technique, le geste productif commun à tous à un stade social donné, ne conduirait-elle qu'au vulgaire, comme l'actuel empirisme abstrait à partir duquel on fabrique péniblement la physique « expérimentale » et la technologie ? Et pourquoi donc la grandeur et la noblesse n'existeraient-elles que dans l'art de quelques rares hommes, animés par le génie à haute puissance, dont le seul savoir permettrait de construire une doctrine, un édifice ou une machine ?*

Pour le marxisme, l'art et le travail sont la même chose, et c'est avec l'abolition de l'odieuse division du travail, désormais bêtifiante, qu'il y aura fusion entre poésie, science et travail physique. On ne saurait chasser l'art et ses pei-

---

[1] Marx range la langue parlée et écrite, parmi les forces productives de la base économique (cf. *Le Fil du temps*, n° 5, p. 39-46), étant donné qu'elle fait partie des moyens physiques de communication et de transport que le capitalisme développe au maximum dans sa phase révolutionnaire de création du marché mondial, comme toutes les marchandises, y compris la force de travail. Marx rejettera tout le bagage idéologique qui surcharge cet enseignement tout à fait élémentaire de la langue que la bourgeoisie dispense chichement dans les innombrables pays sous-développés et un peu plus largement dans les pays développés, c'est-à-dire en fonction de ses besoins d'exploitation d'une force de travail simple ou complexe.

[2] Cf. MARX, *Theorien über den Mehrwert*, in *Werke*, 26/3, p. 492.

nes de l'ensemble des rapports de l'homme-espèce avec la nature. Marx lui-même voulait écrire une histoire du travail, de la technique et de la production sur les bases desquels s'érige en même temps l’histoire de la science et de l'art, dont les produits ne s'expliquent que si l'on tient compte du dur chemin que se fraient tous les vivants dans la vie et la production de tous les jours, avec la contribution de tous – même si cette histoire est aliénée tant que la société est déchirée en classes antagoniques.

Que devient l'art sous le capitalisme ? Celui-ci crée d'abord l'illusion de promouvoir les « beaux-arts », parce qu'il reprend ceux de tout le passé pour se faire le représentant de la société entière, d’hier, d’aujourd’hui et de demain, dans ce qu'elle a de meilleur, et les soumet ensuite à une exploitation affairiste en règle. Tandis que la technique, liée étroitement à la production, s'emballe et se gonfle de plus en plus en véritable éléphantiasis, l'art devient de plus en plus abstrait, éthéré, superstructurel. C'est pourquoi il relie le plus nos contemporains aux sociétés primitives ou antiques, hélas dans la vulgaire déformation vénale qui prédomine de nos jours.

Si le produit de l'art dégénère moins vite que celui de la technique, c'est que la sensibilité est un peu moins corrompue et faussée que les abstraites vérités enseignées que l'on peut tourner et retourner le plus facilement du monde. En outre, l'art se prélasse moins dans le conservativisme que la technique affairiste, plus proche des machines, c'est-à-dire de nos jours du capital, qui dégénère le plus monstrueusement dans les industries sophistiquées et l'armement destructeur qui les précède. L'industrie automobile, ce pilier de la technique et de l'économie modernes, ne restaure-t-elle pas, à elle toute seule, plus de préjugés que l'antiquité n'en a jamais pu produire : le culte de ce moderne Jaggernaut n'exige-t-il pas chaque jour, dans le monde « développé », que des centaines d'hommes passent sous les roues du monstre moderne [1] ?

[1] Sur la production effarante de l'abêtissement par l'industrie moderne, Marx écrit de manière suggestive : « On a prétendu jusqu'ici que les mythes chrétiens n'ont pu se développer que parce que l'imprimerie n'était pas encore inventée. C'est exactement l'inverse. La presse quotidienne et le télégraphe, qui en un clin d'œil répandent les nouvelles dans le monde entier, fabriquent en un jour plus de mythes (auxquels le veau de bourgeois croit et qu'il répand avec zèle) qu'autrefois on ne pouvait en produire en un siècle. » (Cf. Marx à Kugelmann, 27 juillet 1871.)

Lutte idéologique d'abord

Retour à la table des matières

Une société déchirée en classes suscite nécessairement une coupure entre la base économique et les superstructures juridiques, politiques et idéologiques, chacun de ces niveaux de la pyramide évoluant de manière inégale et spécifique par rapport aux autres. Cependant, tandis que l'économie est antagonique, le capital impliquant à l'autre pôle le salariat comme la bourgeoisie suppose le prolétariat, les sphères juridique, politique et, plus encore, idéologique – avec l'État et l'éducation nationale qu'il dispense – se présentent comme homogènes, sans antagonismes ni contradictions de classe.

C'est pourquoi Marx et Engels stigmatisent de manière plus tranchée les manifestations intellectuelles que les formes économiques et même politiques des sociétés de classe : le prolétariat doit agir encore dans les conditions matérielles de la société où il vit et produit, en utilisant des moyens politiques, alors qu'il ne dispose en propre que de ses idées et de ses principes, nés de son milieu matériel de vie et de production, pour orienter l'évolution sociale dans le sens de ses intérêts socialistes – de classe d'abord, donc encore politiques, sans classe ensuite.

Dans ces conditions, le marxisme engage en premier une lutte d'idées, et c'est dans le domaine idéologique qu'il se délimite tout d'abord, et le plus radicalement, par rapport aux formes de pensée de la bourgeoisie et des classes dominantes qui l'ont précédé. Cependant, dès lors que le prolétariat dispose de son propre État transitoire de classe et s'attaque à la transformation révolutionnaire de la société, les changements matériels précèdent de nouveau ceux de la conscience, et le marxisme attribue la priorité à l'élimination – selon son programme et sa vision théoriques – des conditions objectives économiques – la propriété privée, le capital, le salariat, l'argent et le marché –, et c'est ensuite seulement que disparaîtront progressivement les institutions humaines que sont les nationalités, l'État, la famille, les classes, c'est-à-dire les sinécures aussi bien que les spécialisations, les professions « nobles » aussi bien que manuelles, avec les fétiches détachés de la production et des masses que sont la Culture, l'Art, la Science et la Technique appropriés aujourd'hui par le capital. C'est alors seulement que surgira un homme radicalement nouveau par sa pensée, sa sensibilité et ses aspirations, l'humanité étant enfin sortie de sa préhistoire.

Aujourd'hui – notamment dans les pays « développés » – une veulerie et une résignation honteuses règnent devant une crise devenue si profonde et si générale qu'elle ébranle la production et les institutions de l'État, privant des

centaines de millions d'hommes des moyens de gagner leur vie et ruinant toutes les valeurs et les idées reçues sur le bien-être, la promotion sociale et la toute-puissance technique qu'a enseignées la science officielle [1].

Les prolétaires eux-mêmes reculent, comme effrayés par l'énormité du bouleversement total qu'implique leur révolution. Les partis opportunistes qui ont préparé ce défaitisme déploient tous leurs efforts pour « rassurer », en identifiant pour cela socialisme et capitalisme partout où ils le peuvent. Et c'est dans le domaine des idées qu'ils prônent le moins une rupture radicale, et présentent les valeurs de la Démocratie, de la Science, de la Technique, de l'Art et de la Culture comme des entités universelles, valables pour toujours – par-delà les barrières de classe et les formes de production. De toute façon, pour eux, le socialisme n'est que le prolongement et l'épanouissement de tous ces fétiches des sociétés de classe.

La tentative de faire découler le « marxisme » de Hegel en est l'illustration et dépouille le socialisme scientifique de ses bases de classe. Elle constitue en outre une monstruosité absurde, puisque la pensée des classes dominantes engendrerait le socialisme scientifique du prolétariat, les idées étant produites non par la base matérielle spécifique, mais par les idées elles-mêmes – ce qui ravit, bien sûr, les professionnels spécialistes du « travail intellectuel ».

Une stricte conception de classe

Retour à la table des matières

C'est en partant de trois principes que Marx-Engels tirent leurs conclusions théoriques, diamétralement opposées à celles des classes dominantes.

D'abord, ce ne sont pas les pensées et les désirs des hommes qui font la vie et les circonstances matérielles, ce sont les conditions économiques qui forment la base de toutes les manifestations intellectuelles de la société humaine. Si éducation il y a, c'est donc les conditions matérielles qu'il faut « éduquer » ou mieux révolutionner, et non les pauvres têtes ! Or la crise économique qui secoue et ébranle le monde capitaliste est en train d'enseigner davantage de « vérités » que toutes les sciences bourgeoises des écoles et universités en panne : elle pousse les masses prolétariennes à intervenir dans le sens de leur programme de classe, et le moment viendra où elles se donneront une supers-

[1] Cette crise, que notre parti a déjà prévue il y a vingt ans pour les années 1975, a saisi au dépourvu la science officielle et les partis politiques conformistes, de droite et de gauche. Cf. « La Crise actuelle et ses perspectives révolutionnaires », *Le Fil du temps*, n[os] 11 et 12.

tructure politique pour « agir en retour » sur l'économie, afin de la transformer, après avoir forgé un syndicat et un parti de classe [1].

Ensuite, chaque forme de production et de société successive a ses idées et son savoir propres. Certes, ils se combinent avec un certain fonds commun de toutes les classes exploiteuses, mais chaque fois d'une manière spécifique.

« Les pensées de la classe dominante sont, à chaque époque, les idées dominantes. Les idées qui prédominent, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance spirituelle dominante. En conséquence, la classe qui dispose des moyens de la production matérielle *dispose du même coup des moyens de la production intellectuelle, de sorte que lui sont soumises aussi les pensées de ceux qui sont dépouillés des moyens de la production intellectuelle. Les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants : elles sont ces rapports matériels dominants saisis sous forme d'idées. En d'autres termes, elles sont l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante, soit les idées de sa domination.*

Les individus qui forment la classe dominante possèdent également, entre autres choses, une conscience, et ils pensent donc. Pour autant qu'ils dominent comme classe et déterminent une époque historique dans toute son ampleur, il va de soi qu'ils dominent sous tous les aspects ; autrement dit, ils dominent, entre autres, comme des êtres pensants, comme producteurs d'idées, en réglant la production et la distribution des pensées de leur époque. Leurs idées sont donc les idées dominantes de leur époque [2] *»*

La conclusion de cette thèse est indubitablement qu'il faut se méfier au maximum des idées distillées par l'État des classes dominantes, c'est-à-dire par l'éducation nationale.

Les idées et la science sont toujours dictées par les déterminations de classe. Elles sont ou bien réprimées, ou bien passent au service de la classe dominante qui les façonne à son usage pour les monopoliser et les exploiter,

---

[1] Les rapports complexes entre la base économique et les superstructures, ainsi que leurs éléments composants, sont étudiés en détail dans « Les Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste », Le Fil du temps, n° 5, p. 33-43. Aux yeux du marxisme, l'économie est la base la plus sûre et, plus on s'élève de la production aux superstructures, plus la force d'inertie de chaque étage superstructurel ne s'ajoute pas simplement à celle des étages inférieurs, mais se multiplie par elle. C'est dans la sphère éthérée des idées, en passant du droit à l'art, la philosophie et la religion, que les formes en sont les plus floues, mais aussi les plus tenaces, tramant d'une forme à l'autre des sociétés de classe.

[2] Cf. MARX-ENGELS, *Die deutsche Ideologie*, in *MEGA*, 115, p. 35.
D'emblée, on peut dire qu'une culture qui s'abstrait des strictes conditions économiques de classe, telle la culture populaire, interclassiste, par définition est entièrement soumise à l'idéologie dominante.

en devenant pour les masses un moyen d'oppression, de mystification et de justification des classes dominantes.

C'est pourquoi les marxistes parlent de superstructures politiques et idéologiques de contrainte. Cela saute aux yeux pour la politique qui dérive de l'État, « violence concentrée » (Marx), mais l'éducation nationale n'est-elle pas elle aussi dispensée par l'État de classe, par les professeurs qu'il a diplômés ? On reconnaît volontiers que l'État est une trique, mais on juge que, dans le domaine des idées où chacun aurait son libre arbitre, il faut convaincre avec la Raison et séduire, c'est-à-dire appâter les masses avec la « carotte ». En fait, les deux sont complémentaires et reposent sur une violence commune : la terrible pression du manque et de la misère, qui reflètent précisément le dénuement et la dépendance extrême des expropriés. La différence est donc simplement que la première exprime une violence ouverte, franche, la seconde, hypocrite, benoîte et jésuite.

La profanation capitaliste des œuvres sublimes

Retour à la table des matières

Dans ses jugements et ses critiques de l'art et de la science, Marx tient compte avant tout des conditions matérielles d'évolution et, dans les sociétés modernes, ce sont les rapports de domination économique et l'argent qui sont décisifs. En effet, malgré l'idéalisme des sociétés fétichistes, l'esprit ne prime pas. C'est celui qui paie qui « suscite » les manifestations délicates de l'art et de la pensée : « Je suis un homme mauvais, malhonnête, sans scrupules, stupide – mais l'argent est vénéré : aussi le suis-je également, moi qui en possède. Je suis stupide, mais l'argent est la VÉRITABLE INTELLIGENCE *des choses – et alors pourrais-je être stupide moi qui en possède ?* DE PLUS, AVEC L'ARGENT, ON PEUT S'ACHETER DES GENS D'ESPRIT, ET CELUI QUI A LE POUVOIR SUR LES GENS INTELLIGENTS N'EST-IL PAS PLUS INTELLIGENT QUE LES GENS INTELLIGENTS DONT IL DISPOSE [1] ? »

Dans la société mercantile développée dans laquelle nous vivons à présent, l'intelligence se vend et s'achète systématiquement, et c'est avec l'argent que naissent les universités, tandis que la science vénale fonctionne au salaire – et le patron, c'est le payeur. L'argent relie et mesure toute chose, comme l'écrit Shakespeare : « Or ! Dieu visible qui lie étroitement les choses INCOMPATIBLES, *et les oblige à s'embrasser, qui parle par toutes les bouches et unit ce qui est contre nature [2] !* »

[1] Cf. MARX, *Manuscrits parisiens de 1844*, dits économico-philosophiques.
[2] *Timon d'Athènes*, IV, 3.

Dans la période vénale du capital, les artistes et les penseurs sont contraints à la médiocrité ou au silence. La raison en est que leur art et leur pensée sont, plus que toutes les autres activités encore, activité sociale, alors que le crétinisme de notre société dégénérée en fait l'acte le plus personnel et le plus privé qui soit, en tronquant tous les rapports essentiels pour justifier son principe d'appropriation privée. C'est ce qui explique que, pour s'exprimer, se faire entendre, les artistes ont le plus besoin de l'assentiment des foules ou, selon l'expression de Marx, de « l'approbation et de l'admiration des autres [1] *». S'ils veulent donc « réussir », ils doivent faire preuve, en des temps de paix sociale où toute vie réelle s'éteint presque dans la société, d'un sens développé, courtisanesque et vil, pour ce qui peut plaire, de sorte que faire de l'argent leur est particulièrement fatal puisque cela implique de faire l'apologie de l'idéologie dominante, vile et basse du bourgeois, de la bourgeoisie – et ils se font l'ornement des puissances qui détiennent l'argent. En période révolutionnaire, certains artistes se détachent du lot et mettent leur sensibilité au service de la collectivité. En somme, la réalité démontre que les artistes, plutôt que des « génies » sublimes, ne sont que des serviteurs, des truchements, bons et mauvais de telle ou telle cause.*

Le capitalisme, qui suscite un individualisme forcené dans la concurrence pour gagner sa vie et « s'imposer », aggrave au maximum la condition des artistes en développant la publicité faite autour des grands noms. Très sagement, les sociétés précapitalistes laissaient travailler dans l'obscurité et l'anonymat, pour le bien de tous, les artistes et les savants, comme tous les autres producteurs.

Le mode de rémunération des penseurs et des artistes résume leur situation dans le capitalisme. Il se distingue par le fait que l'œuvre de l'artiste et du penseur est difficilement séparable de sa personne, si bien qu'il reste le plus longtemps et le plus souvent empêtré dans les rapports de dépendance personnelle *d'autrui, ne serait-ce que parce qu'il est payé sur le revenu des personnes qui jouissent de son art, c'est dire qu'il se range dans la même catégorie que les laquais et gens de maison.*

Cependant, le capitaliste trouve parfois le moyen de faire de l'artiste un travailleur productif, *en louant ses services ou en vendant ses toiles moins cher qu'il n'a payé son auteur, de sorte que l'artiste devient* productif *de capital,* sans surmonter pour autant le fait que ses activités sont des manifestations superstructurelles, basées sur le temps libre et la plus-value créés dans la base économique par les prolétaires, *puisqu'il ne cesse jamais de vivre du revenu*

[1] Marx à J. Weydemeyer, 16 janvier 1852.
En période révolutionnaire, on pourrait penser que des artistes se détachent du lot et mettent leur sensibilité au service de la collectivité. Or, constate Trotsky : « Les années de la révolution devinrent les années de silence presque complet de la poésie. Ce n'était pas tout à fait à cause du manque de papier », cf. *Littérature et révolution*, 10/18, p. 36.

d'autrui, en restant un « serviteur » des jouissances du payeur – un tertiaire. Dans les périodes de prospérité du capitalisme, la masse de la plus-value disponible en bourse gonfle de manière inouïe, et les transactions sur les œuvres d'art prennent des dimensions gigantesques. Ces déterminations économiques de l'état de l'artiste et du penseur expliquent tous leurs avatars.

Avec le capital, l'art et la pensée sont dégradés en devenant monnayables. Or, depuis l'aube des sociétés de classe, les penseurs et les artistes étaient des individus hors du commun, car, à l'époque où l'esclave ou le serf était attaché au travail productif et méprisé pour cela, le travail non productif de la pensée et de l'art apparaissait comme l'activité noble et désintéressée d'un démiurge exprimant un fait sublime. Qui plus est, passer sous le capitalisme parmi les travaux productifs, c'est abandonner toute revendication de supériorité du travail « intellectuel », et donc aussi toute prétention à un salaire dix ou quinze fois supérieur à celui du travailleur manuel. C'est pourquoi les travailleurs intellectuels et artistes se rebellent eux-mêmes le plus souvent contre cette dégradation.

En fait, dit Marx, l'artiste comme l'écrivain tend à rester autant que possible dans la sphère éthérée des activités nobles, ne serait-ce que pour sauver ses privilèges économiques. Or ce sont eux que l'évolution capitaliste sape à la fin : cf. p. 131. Voyons quel en est le mécanisme.

La rémunération ou le service des artistes, écrivains, etc., se détermine comme au tiercé : le cheval vainqueur parmi les vingt en concurrence a absorbé autant de travail que les autres, mais *il sera le seul à être payé, le « bénéfice » de l'un absorbant la peine de tous les autres.*

Dans la branche du travail « intellectuel », la différence sera la plus forte entre travail « simple » et travail complexe, donnant une hiérarchie folle des rémunérations à partir de la distribution déterminée par le mécanisme du marché. Cela se passe comme au derby, explique Marx : finalement c'est un génie ou une idole, Picasso ou Johnny Halliday, qui ramassera le « paquet », et la foule de tous ceux qui ont chanté, peint, composé, écrit, etc., aura travaillé pour rien ou à peu près. C'est le superparasitisme *de quelques marionnettes, gonflées par la publicité et capables de se plier au goût et aux exigences du business.*

Il en résulte des effets en retour qui sont stupéfiants. Il ne s'agit même plus de profanation *de l'art, qui constitue la première étape de l'œuvre dissolvante du capitalisme, mais proprement d'imposture. Picasso, par exemple, dispose à lui tout seul d'un marché tel qu'il* vulgarise *toutes les époques et tous les genres du métier. En mettant au goût du jour dépravé de la société sénile du capitalisme, à un rythme de chaîne d'usine, les œuvres originales créées par tous ses prédécesseurs et contemporains, il les éclipse tous en les copiant et les paro-*

diant. Avec ce fétide torrent niveleur, le tapage publicitaire fait autour du « virtuose » étouffe sur le marché tous les talents originaux qui meurent dans l'œuf. De même, la diffusion du jazz sur le marché mondial a-t-elle dépravé l'inspiration originelle des innombrables joueurs de jazz et tari sa source pour l'avenir.

Comme chaque acte d'un homme de la classe dominante fait de lui un héros, chaque œuvre d'un artiste ou d'un penseur le mue en un génie. Ce n'est pas par hasard qu'à l'époque de Staline, qui lia le marché de l'Est à celui de l'Ouest, le culte de la personnalité s'est étendu aussi au génie de pacotille d'un Picasso : l'art frelaté se décompose alors, comme les sentiments frelatés, gonflés par le cinéma et la télévision, à une époque de décadence générale de la société qui tue dans l'œuf, dès lors que l'histoire est immobile, toute vie et tout sentiment authentiques. L'art cesse d'être vivant pour devenir stéréotypé, et, en un rite monstrueux au fétiche Culture, les foules abruties défilent devant la Joconde sous le matraquage de la publicité – comme elles s'agenouillent devant les reliques sacrées le Vendredi Saint.

Le mercantilisme de notre époque sénile opère un nivellement et une dégradation inouïs de l'art – à la mesure de la production de masse moderne sur un marché de plus en plus universel : le premier geste révolutionnaire du capital a été la profanation de l'art et de la pensée ; dans sa phase sénile, on assiste à leur dissolution *et leur* décomposition. *Ce qui est remarquable, c'est que ce processus gagne le saint des saints du travail « intellectuel », dit noble, de ceux qui vivent de la plus-value et du travail « libre » créés par les travailleurs productifs exploités. Il révèle que les couches privilégiées elles-mêmes sont socialisées et dépouillées de leur personnalité pour devenir une force de travail qui se vend et s'achète, voire est salariée et réduite au chômage. Tout cela indique finalement que le capitalisme est un système de transition vers une forme supérieure d'appropriation.*

Dans le communisme, l'artiste cessera d'être un serviteur, ce spécialiste disparaissant lui aussi, lorsqu' « il y aura tout au plus des individus qui, entre autres, feront de la peinture et de la musique [1] *», parce que sera abolie la division du travail qui cantonne les hommes dans une spécialité, dont ils ignorent les tenants et les aboutissants.*

*Dans l'*Anti-Dühring, *Engels écrit qu' (un jour, il n'y aura plus de terrassier ni d'architecte de profession, si bien que l'*homme *qui, pendant une demi-heure, aura donné des directives d'architecte, poussera aussi quelque temps la*

---

[1] Cf. MARX-ENGELS, *Die deutsche Ideologie*, in *Werke*, 3, p. 379.
Avant cette citation, Marx-Engels avaient souligné : « La concentration exclusive du talent artistique dans quelques individus et son étouffement consécutif dans les grandes masses sont un effet de la division du travail. »

brouette, jusqu'à ce qu'on vienne de nouveau lui demander d'opérer en architecte ! Quel beau socialisme que celui qui éterniserait les manœuvres de profession ! [1] *».*

L'homme épanoui en tous sens ne sera pas simplement érudit (ou cultivé) dans toutes les sciences, les lettres et les arts, comme l'esprit encyclopédique, cet idéal sec et abstrait du rationalisme que Hegel lui-même rejetait (étant, selon l'expression de Marx, « hérétique » à la conception bourgeoise) lorsqu'il déclarait, en se fondant sur les hautes figures du passé moyenâgeux, un Léonard de Vinci, par exemple : « Par hommes cultivés, on doit d'abord entendre ceux qui peuvent FAIRE *ce que* FONT TOUS LES AUTRES [2]. »

Ainsi donc, vous voulez, vous autres communistes, abolir non seulement la propriété privée, la patrie, la famille, mais encore la Science, l'Art et la Culture ? Oui, sans aucun doute, dès lors qu'on en fait, comme aujourd'hui, des entités abstraites donnant lieu à des professions, dès lors qu'on les fétichise, c'est-à-dire que « les produits du cerveau humain semblent doués d'une vie propre, des figures autonomes qui ont des relations entre elles et les hommes – comme c'est le cas, dans le monde marchand, des produits de la main de l'homme [3] *».*

La science ne distille pas de vérités absolues, mais relatives. C'est pourquoi Marx traite à la fois des objets et des idées dans Le Capital *: le fétichisme des sociétés mercantiles – à l'Est comme à l'Ouest de nos jours – se caractérise précisément par le fait qu'un objet ou une idée est produit pour être vendu, aliéné, si bien qu'il s'autonomise en face du producteur sur le marché, où la force de travail, les instruments et les produits s'accumulent pour s'échanger, en dominant les producteurs dépouillés de leurs créations et en proie au besoin.*

---

[1] ENGELS, *Anti-Dühring*, in *Werke*, 20, p. 148.

[2] Cf. ci-dessous, p. 206 [La base capitaliste de l'éducation de l'avenir]. À chaque fois que nous citons un passage reproduit plus loin dans le texte, nous n'en donnerons pas la référence détaillée, mais nous renverrons simplement le lecteur à la page où il se trouve dans le présent recueil.

[3] Cf. MARX, *Le Capital*, I, in *Werke*, 23, p. 86. Cf. également « Le Caractère fétiche de la marchandise et son secret, chapitre assez maltraité par le traducteur Roy (cf. Ed. sociales, livre I, t. 1, p. 83-94).
Cette abolition préoccupe au plus haut point les bourgeois et leurs apologistes : « De même que, pour le bourgeois, la fin de la propriété de classe équivaut à la fin de toute production, la fin de la culture de classe signifie pour lui la fin de toute culture. La culture dont il déplore la perte n'est pour l'immense majorité qu'un dressage pour en faire des machines. » (*Le Manifeste communiste*, chap. « Prolétaires et Communistes. »)

L'« éducation » communiste

Retour à la table des matières

Si nous utilisons parfois le mot éducation dans un contexte communiste, ce n'est pas pour faire une entorse à nos propres affirmations sur son abolition dans la société sans classe. Marx lui-même s'exprime de cette manière didactique dans Le Capital *pour souligner de quelle manière les concepts de la société de classe se muent en formes nouvelles, tout à fait originales, au cours de la phase de transition de la dictature du prolétariat. En fait, comme Marx l'explique dans* L'Idéologie allemande [1]*, par exemple à propos de l'ambigu terme de* valeur *dans nos sociétés, un langage nouveau naîtra avec la forme de production nouvelle du communisme.*

Marx n'oppose jamais de conception « positive » aux solutions bourgeoises, parce que le communisme est abolition des rapports bourgeois, c'est-à-dire négation, puis synthèse nouvelle. Il n'admet donc pas l'idéaliste éducation qui vient de ex ducere, *conduire hors de, promouvoir, en abstrayant et en autonomisant. Il parle d'épanouissement de l'homme sur la base d'un monde matériel, révolutionné de fond en comble pour socialiser et développer l'homme en tous sens, après avoir opéré la fusion de la ville et de la campagne, de l'enseignement et de la production, du travail manuel et du travail intellectuel, de sorte que l'homme ne sera plus une personne « privée », mais un homme social – si le communisme a un sens* [2].

---

[1] *L'Idéologie allemande*, Ed. sociales, p. 263.

[2] C'est pourquoi Marx dit dans la thèse 3 sur Feuerbach : « La doctrine matérialiste selon laquelle les hommes sont les produits des circonstances et de l'éducation, que des hommes transformés sont donc les produits d'autres circonstances et d'une éducation modifiée, *oublie* que ce sont précisément les hommes qui transforment les circonstances et que l'*éducateur a lui-même besoin d'être éduqué.* C'est pourquoi elle tend inévitablement à séparer la société en deux parties, dont l'une plane au-dessus de la société (par exemple, chez Robert Owen).

La coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine ne peut être considérée et comprise rationnellement qu'en tant que pratique *révolutionnaire.* » (Cf. *Werke*, 3, p. 533.)

Il serait proprement monstrueux d'interpréter la formule selon laquelle « l'éducateur lui-même a besoin d'être éduqué » au sens où l'État ou un parti politique dresserait les éducateurs ; cf. ci-dessous, p. 88, où Marx s'oppose résolument à tout enseignement dispensé par l'État aussi bien bourgeois que social-démocrate. Marx pense évidemment au processus révolutionnaire qui introduit, par sa dynamique matérielle un monde humain dans l'histoire, ce monde humain, débarrassé des classes antagoniques et de l'argent, permettant seul un développement véritable. En matérialiste authentique, Marx considère les idées comme étant parfaitement relatives. C'est pourquoi, contrairement aux bourgeois qui sont toujours curés et flics, il n'admet pas l'autocritique infamante, moyen trop commode pour les malins de déposer leurs idées à chaque « tournant », pas plus qu'il n'a jamais pensé persécuter les

Dans cette vision de classe, le processus d'émancipation est essentiellement économique et historique (que le spirituel ne fait d'abord que refléter et suivre) : dans un premier mouvement, l'homme s'aliène en s'extériorisant, c'est-à-dire en vendant sa force de travail qui, elle aussi, se matérialise en produit extérieur. Le passage suivant – abolition qui sera effectivement une suppression et une victoire *(synthèse nouvelle) – fait que l'individu ne se développe pas dans sa singularité et particularité comme dans l'enseignement « intellectuel », mais dans une forme humaine supérieure – l'homme social, dont le développement s'identifie avec celui de la société tout entière, dépouillée pour cela de toutes ses entraves, la division du travail, les classes, l'argent, l'État, etc.*

Le prolétaire lui-même deviendra homme, non parce qu'il se serait élevé – comme dans l'éducation traditionnelle – de la matière à l'esprit, mais parce que l'individu se sera identifié à l'espèce, le genre et l'humanité entière, pour s'épanouir intégralement en tous sens.

Et la « culture » ouvrière ?

Retour à la table des matières

La formation intellectuelle du prolétariat oscille entre deux pôles tout à fait contradictoires, tant qu'il se meut dans la société de classe. D'abord, il est indubitable que la classe ouvrière est porteuse de la science du futur. Le vieil Engels, évoquant la supériorité de ce savoir, dû non pas aux vertus propres à chaque prolétaire, mais au fait que sa classe représente la société supérieure du communisme, prévenait ceux qui venaient au parti après avoir passé par les universités : « Il faudrait tout de même que messieurs les étudiants se rendent compte que la "culture", dont il font si grand cas, est bien médiocre par rapport à ce que les ouvriers possèdent déjà instinctivement, "de manière immédiate" au sens de Hegel et qu'ils ont, eux, à s'approprier encore avec mille peines [1]*. »*

Cependant, par ailleurs, l'un des caractères essentiels et ineffaçables du régime du salariat (qui, comme l'expérience le confirme durement, se fait de

idées. Au procès de Cologne, Marx cria fièrement à ses juges : « Si l'on parvient à accomplir jusqu'au bout une révolution, on peut pendre son adversaire, mais non le condamner. À titre d'ennemis vaincus, on peut les éliminer de son chemin si nécessaire, mais on ne peut les juger à titre de criminels. » (Cf. ENGELS-MARX, *Le Parti de classe,* Petite Collection Maspero, 1973, t. 1, p. 176.)

[1] Cf. Engels à Conrad Schmidt, 4 février 1892.
Dans ce recueil, nous rassemblerons de très nombreux passages d'Engels sur les innombrables déformations qu'apportent spontanément au socialisme scientifique du prolétariat révolutionnaire les intellectuels formés par les universités.

plus en plus pesant), c'est la médiocrité inévitable du niveau de culture des ouvriers en général. La pleine « éducation culturelle » des larges masses ne peut être atteinte dans la société divisée en classes, mais après la révolution seulement. Faire de cette conscience la condition sine qua non préalable à la révolution serait remettre le socialisme sine die. Cela relèverait, en outre, d'une conception archiréformiste, selon laquelle l'esprit guide le monde et la conscience progresse en dépit de l'aggravation de l'exploitation qui caractérise le développement capitaliste : « Tant pour produire massivement la conscience communiste que pour mener à bien le communisme lui-même, il faut une transformation massive des hommes, qui ne peut s'opérer que par un mouvement pratique, par une révolution. En conséquence, la révolution n'est pas seulement nécessaire, parce qu'il n'y a pas d'autre moyen pour renverser la classe dominante, *mais encore parce que la classe* subversive *ne peut arriver qu'au travers d'une révolution à se débarrasser elle-même de toute la vieille pourriture du passé, et à devenir capable de fonder une société sur des bases nouvelles* [1]*. »*

Le développement intellectuel de classe est la conséquence directe de la situation économique de l'ouvrier, et celle-ci est des plus complexes, car elle évolue dans les contradictions, les hauts et les bas des cycles de crise et de prospérité, avec des phases révolutionnaires ou contre-révolutionnaires. Le marxisme affirme néanmoins que « la grande industrie fait mûrir les contradictions et antagonismes de la forme capitaliste du procès de production, soit, en même temps que les éléments de formation et de conscience, les éléments subversifs de la vieille société [2] *».*

---

[1] Cf. MARX-ENGELS, *Die deutsche Ideologie*, in *Werke*, 3, p. 71.
En somme, tant que le prolétariat vit dans la société capitaliste, il ne peut y avoir de vision consciente de son avenir en chacun de ses membres, pas plus qu'en la totalité de ceux-ci (thèse ouvriériste). De même il est insensé de prétendre que cette conscience soit dans la majorité de cette classe (thèse du fétichisme démocratique). La contradiction est la suivante : l'un est impuissant, et l'ensemble ne peut pas non plus, et cela semble conduire à l'impuissance éternelle du prolétariat. Cependant, l'*issue dialectique* se trouve dans le parti de classe, l'organe du prolétariat d'hier, d'aujourd'hui et de demain.
Ce dilemme s'explique en raison même des conditions matérielles du prolétariat qui est une classe tendant à une société sans classes : il ne peut donc avoir encore de manière immédiate la claire lumière pour l'espèce humaine toute entière, mais seulement les bases de la science du socialisme qu'ont posées Marx-Engels avant la dégénérescence de la société moderne actuelle, bases qui seront développées après la révolution : cf. « La Question philosophique dans la théorie marxiste », *Fil du Temps*, n° 13, chap. « Pour la conception théorique du socialisme ».

[2] Cf. ENGELS, « Compte rendu du 1er livre du *Capital* », in *La Gazette de Düsseldorf*, in *Werke*, 16, p. 216.
Marx-Engels le proclament sans ambages : c'est de sa misère physique et intellectuelle même que le prolétariat tirera, au cours de ses luttes, une conscience se développant progressivement de sa mission historique : cf. *La Sainte-Famille*, Ed. sociales, p. 46-48, où la dialectique de l'aliénation et de l'émancipation est conçue sous l'angle d'un déterminisme qui rejette toute concession au culturalisme pourri dont font preuve les partis ouvriers dégénérés.

Ce n'est jamais là où le capitalisme est le plus développé – hier en Angleterre, aujourd'hui aux États-Unis – que la conscience ouvrière est la plus aiguë et que la révolution se fait en premier, le capitalisme y offrant le plus de résistance parce que le plus fort et le plus armé. C'est, au contraire, dans les pays où les contradictions économiques, politiques et sociales étaient multiples et tranchantes, au maillon le plus faible. Cette simple constatation suffit à réfuter la thèse du développement progressif de la conscience de classe, qui serait graduellement toujours plus intense, large et aiguë chez les masses.

Il faudrait un gros volume pour traiter de cette question que nous ne faisons que mentionner ici. Mais le lecteur peut trouver ailleurs des éléments de réponse plus complets [1].

Un enseignement de classe

Retour à la table des matières

Tout le système d'enseignement de la société capitaliste repose sur le rationalisme bourgeois, soit un idéalisme ou illuminisme qui éclaire les esprits, la masse et la matière. En ce sens, le principe de la « révélation » est au cœur des écoles bourgeoises, aussi bien laïques que religieuses. Toute société coupée en deux classes est nécessairement idéaliste : l'élite éclairée dicte les normes, et la masse brute doit les subir sans discussion. Il n'y a même pas de place pour la fameuse liberté de pensée que la révolution bourgeoise a prétendu instaurer dans le monde, puisqu'il s'agit d'illuminer les esprits à partir du monopole « scientifique » d'une minorité, dont les idées reflètent leurs propres intérêts économiques immédiats, en opposition à ceux des larges masses qui ne peuvent choisir leur vérité en fonction de leurs conditions et intérêts matériels [2].

---

[1] Cf. notamment « La Question philosophique dans la théorie marxiste », in *Le Fil du temps*, n° 13, p. 133 et s. : « Polémique sur la "question de la culture" au congrès de Bologne de septembre 1912. »

[2] Engels cite divers exemples de la manière dont les classes dominantes ont érigé des barrières autour de leur monopole de culture, afin d'éviter qu'il ne soit compromis par des éléments issus d'autres classes sociales. Ces exemples ne peuvent évidemment être exhaustifs, car la classe privilégiée a mille tours dans son sac pour défendre ses avantages : « Il semble qu'en Russie seuls les " fils des couches supérieures " vont avoir le droit d'étudier, et pour le réaliser on fait rater les examens à tous les autres. Ce sort a frappé au moins 24 000 jeunes gens en 1873, et on leur a bloqué leur carrière, en leur interdisant même d'être instituteur. Et l'on s'étonne ensuite de l'extension du " nihilisme " en Russie. » (Engels à Bebel, 15 octobre 1875.)
Pour tenir les masses dans l'ignorance et éviter, en outre, qu'une culture générale n'éveille trop certains esprits, l'Autriche « avait organisé ses universités de sorte qu'elles ne formaient que des spécialistes, qui pouvaient toujours s'en tirer dans la discipline particulière de leur science, mais qui ne pouvaient en aucun cas transmettre une culture générale sans

Cet illuminisme, enfin, soutient toujours les dominateurs et les tyrans, et mystifie les masses en prétendant être au-dessus des classes.

Voyons maintenant l'effet du chiche enseignement élémentaire obligatoire sur les larges masses des pays développés, en tenant compte que le prolétariat a des « vérités » auxquelles il tend « instinctivement » de par ses conditions matérielles *de milieu, conditions qui sont diamétralement opposées à celles des classes dominantes.*

Les conditions d'exploitation du capital, appuyées par son système d'éducation, entravent de deux façons diverses et complémentaires l'essor de l'instinct de classe des ouvriers vers le socialisme scientifique :

1. *Dans* Le Capital, *Marx explique que les conditions de travail dans les fabriques et l'exploitation en général pèsent au plus haut point sur l'esprit des ouvriers : le vide dans les cervelles des travailleurs ne peut se comparer à l'esprit fruste et en friche, mais disponible,* car la fabrique abrutit et débilite le corps en même temps que l'esprit des ouvriers [1].

Le temps libre *dont disposent de nos jours les ouvriers salariés n'est que l'autre face du vide éthéré d'abrutissement de leur travail en fabrique. C'est le « vide du vide » (qualifié par les mots atroces de* mise à la retraite, congé, chômage, vacances), *qui aujourd'hui avilit le plus souvent les salariés. Depuis vingt ans, les vautours des clubs de location et de loisirs, ainsi que l'État avec ses centres culturels, ses animateurs et éducateurs, se sont précipités sur cette proie pour effectuer des affaires et piller les salariés, et le « vide du vide » a des relents de déchets et de merde pour tous les « indigènes » des bords de mer et des montagnes.*

2. *L'école inculque aux enfants des préjugés, ses « vérités » étant fausses pour la progéniture ouvrière, parce qu'on lui enseigne les « pensées de la classe dominante ».*

L'école représente donc sous le capitalisme une arme puissante de mystification et de conservation entre les mains de la classe capitaliste. Elle tend à donner aux jeunes une éducation qui les rend loyaux et résignés au système actuel, et les empêche d'en découvrir les contradictions internes.

L'école bourgeoise est un moule qui prépare à l'usine et aux bureaux, un institut de dressage pour le bagne salarié : « L'enfant est limité à un seul travail qui est d'étudier, pâlir sur les rudiments de la grammaire, matin et soir,

---

préjugés que sont censées donner les universités » (*Révolution et Contre-révolution en Allemagne*, chap. IV : « L'Autriche », in *Werke*, 8, p. 31-32.)

[1] Cf. ci-dessous, p. 203-206.

pendant 10 à 11 mois de l'année. Peut-il manquer de prendre les études en aversion ? C'est de quoi rebuter ceux-là mêmes qui ont l'inclination studieuse. L'enfant a besoin d'aller dans la belle saison travailler aux jardins, aux bois, aux prairies ; il ne doit étudier qu'aux jours de pluie et de morte-saison, et encore doit-il varier ses études. [...]

Une société qui commet la faute d'emprisonner les pères dans des bureaux, peut bien y ajouter la sottise de renfermer l'enfant toute l'année dans un pensionnat, où il est aussi ennuyé de l'étude que les maîtres [1]. »

Lorsque Marx affirme que l'éducation doit partir de la pratique et de la sensibilité même de l'enfant, « les sens pratiques, et surtout le nez et la bouche, étant les premiers organes avec lesquels l'enfant juge le monde [2] *», il ne fait que reprendre la critique de Fourier à tout enseignement de la « civilisation » : « L'école place la théorie avant la pratique. Tous les systèmes civilisés tombent dans cette erreur : ne sachant pas amorcer l'enfant au travail, ils sont obligés de le laisser en vacance jusqu'à 6 ou 7 ans, âge qu'il aurait dû employer à devenir un habile praticien ; puis à 7 ans, ils veulent l'initier à la théorie, aux études, à des connaissances dont rien n'a éveillé en lui le désir* [3]. »

Les enfants des prolétaires, qui ont davantage vécu dans les rues, sont le plus choqués par l’inversion illuministe de l'école. En conséquence, Marx a prôné, au sein même de la société capitaliste, la liaison entre production, exercice physique et intellectuel, par une formation spécifique à la classe ouvrière [4]. *Ce système d'éducation au strict caractère de classe n'est nullement en opposition avec le système communiste : en s'appuyant sur le mouvement économique amorcé dans la production capitaliste, l'action politique et consciente du prolétariat le pousse au-delà de ses limitations actuelles, en préparant d'ores et déjà les conditions pour abolir les spécialités professionnelles, intellectuelles ou manuelles, chez les producteurs.*

[1] Cf. Ch. FOURIER, *Le Nouveau Monde industriel et sociétaire,* in *Œuvres complètes,* t. VI, réimpression anastaltique, Anthropos, p. 219.
[2] Cf. ci-dessous, p. 234.
[3] *Ibid*., p. 218-219.
[4] Cf. ci-dessous, p. 206-227.

Éducation et promotion sociale

Retour à la table des matières

Présenter l'enseignement comme un moyen qui s'offre à tous, comme une chance de montée sociale, offerte à l'aube de la vie, indépendamment de l'origine sociale des individus, est typique de l'abstraite et creuse démocratie bourgeoise et procède d'une double mystification, qui n'a de prise que sur les petits bourgeois oscillant entre les classes exploiteuses et la classe exploitée :

Pour le grand nombre, qui seul nous intéresse dans une vision de classe, l'enseignement ne fait que reproduire pour le futur les conditions de savoir et d'ignorance, indispensables à la bonne marche du capital [1]*. D'où sa division fondamentale en enseignement élémentaire obligatoire et enseignement supérieur, les enfants les mieux lotis abandonnant le premier dès l'âge de 10-11 ans. La sélection féroce (qui explique l'angoisse et parfois la révolte chez les jeunes) se fait en gros à partir de la base économique et non de l'intelligence, également répartie* potentiellement *dans toutes les classes, les enfants des riches disposant d'un milieu matériel qui les prépare tout naturellement à l'idéologie et aux réactions « dominantes », et les pauvres vivant dans l'état qui reproduit la pauvreté, leurs conditions jurant avec ce qu'on leur enseigne à l'école.*

Ensuite, l'école s'avère un moyen hypocrite d'attribuer la plus-value et le temps libre à l'épanouissement aux uns, et le travail salarié aveugle aux autres : « Si l'ouvrier fait du surtravail, c'est que le temps de travail nécessaire *du capitaliste est du* temps libre, *car il n'en a pas besoin pour sa subsistance immédiate. Étant donné que tout ce temps libre permet un libre développement,* LE CAPITALISTE USURPE LE TEMPS LIBRE CRÉÉ PAR L'OUVRIER POUR LA SOCIÉTÉ, *c'est-à-dire la civilisation. C'est en ce sens que Wade a parfaitement raison, lorsqu'il affirme que capital est synonyme de civilisation* [2]*. »*

---

[1] Dans ses cahiers d'extraits de Bruxelles de 1845, Marx notait que « l'inégalité des connaissances est un moyen de conserver toutes les inégalités sociales que l'éducation générale ne fait que reproduire d'une génération à l'autre » (cf. Karl MARX, *Bildung und Erziehung, besorgt* von Horst E. Wittig, F. Schöningh, Paderborn, 1968, p. 101).

[2] Cf. MARX, *Fondements de la critique de l'économie politique (Grundrisse)*, 10/18, t. 3, p. 22.
Une approche toute sommaire des structures de la base *économique* et des *superstructures* juridiques, politiques, artistiques et idéologiques permet déjà de délimiter nettement la nature des classes de la société capitaliste. Elle contredit de manière flagrante les analyses des classes faites par les partis communistes officiels, dont le marxisme est grossièrement déformé dans des buts opportunistes et électoralistes qui impliquent de flatter des couches privilégiées, parfois salariées, pour les gagner à soi. Cf. par exemple l'ouvrage le plus ré-

Dans le VI^e Chapitre inédit du Capital [1], *Marx affirme que par cette usurpation « le capital devient la puissance démocratique, philanthropique et égalitaire par excellence ». Ensuite, grâce à l'enseignement, payé par la plus-value extorquée aux ouvriers durant le temps libre monopolisé par la classe privilégiée, « le capitaliste devient l'homme social par excellence [épanoui dans des conditions aliénées], et* il représente la civilisation [2] ». *Afin qu'il ne subsiste aucun doute sur la nature infecte et aliénée de cette civilisation des sociétés de classe, Engels précise à propos de la rédaction du programme socialiste d'Erfurt de 1891 : « Et il faudrait dire qu'en raison de l'antagonisme social, les classes dominantes elles aussi sont estropiées aussi bien intellectuellement que physiquement, et je le répète : encore plus que les classes opprimées* [3] ».

L'école de l'oisiveté ou de la niaiserie

Retour à la table des matières

Cette civilisation, aussi brillante que l'on voudra, ne peut être séparée de ses conditions matérielles de production qui sont, pour nous, déterminantes. Ce ne peut être qu'une « fausse » civilisation, comme l'est aussi la science accaparée par le Capital qui peut certes servir ses fins de production et d'exploitation, mais ne saurait être considérée comme le nec plus ultra de l'humanité présente et future.

Marx, comme les socialistes qui l'ont précédé, ne s'en est pas satisfait. Owen, qui avait combiné dans sa « Cité modèle » le travail productif à l'étude, avait déjà compris que l'enseignement scolaire illuministe était le fruit nécessaire de la civilisation de classes oisives et ne valait pas plus que ces classes elles-mêmes. Dans le Capital, *Marx cite un autre de ses précurseurs anglais :* « Apprendre dans l'oisiveté ne vaut guère mieux que d'apprendre l'oisiveté... *La peine qu'un homme épargne en prenant ses aises il la retrouvera* en malaises. *Une occupation sotte des enfants* (*ici John Bellers pressent déjà les mièvreries de Basedow et de ses imitateurs modernes* [4]) *rend niais l'esprit des enfants* [1] ».

---

cent de Claude QUIN : *Classes sociales et union du peuple*, Ed. sociales. Ce simple titre est une hérésie, car si la notion de classe implique un antagonisme social, la notion de peuple signifie l'abolition de toutes les classes en un amalgame hybride monstrueux de caractère typiquement bourgeois et antiscientifique, puisqu'il efface toute détermination économique, politique et sociale dans sa définition, qui n'est plus que mystificatrice.

1 *Op. cit.*, p. 254.

2 *Ibid.*, p. 254-255.

3 Engels à Kautsky, 28 septembre 1891.

4 Marx fait allusion au système pédagogique de Basedow (1723-1790) qui proposait des écoles de l'amour des hommes et des bonnes mœurs, en incorporant à l'enseignement scolaire

Et Marx, après avoir comparé le système prolétarien au bourgeois, dira avec mépris, dans ses instructions pour le congrès de l'internationale en 1868 : « Si la bourgeoisie et l'aristocratie négligent leurs devoirs envers leurs descendance, c'est leur affaire. L'enfant qui jouit des privilèges de ces classes est condamné à souffrir de leurs préjugés [2]*. »*

La science oisive, « révélée » dans les écoles de la bourgeoisie, est essentiellement abstraite, livresque, scolaire, étant détachée de sa base – les conditions matérielles de vie et de production prétendument aveugles, que le socialisme prétend justement humaniser, « revivifier », rendre intelligibles et si parlantes que l'enfant, en y évoluant et en y agissant, s'appropriera l'héritage spirituel objectivé dans les machines et les choses par les générations antérieures, après que les barrières de la propriété privée des personnes, des groupes, des sociétés anonymes ou non, et des classes auront été abolies : « L'existence objectivée à laquelle l'industrie est parvenue sera alors le livre ouvert des forces et des aptitudes de l'homme, la psychologie de l'homme à l'état sensible [3]*. »*

Ce n'est certainement pas en introduisant le travail manuel de type artisanal, plus ou moins attrayant, mais tout à fait suranné aujourd'hui, dans les écoles « rénovées » où les enfants sont certes plus heureux que dans les rébarbatives écoles illuministes de la « science de l'oisiveté », que l'on familiarisera l'enfant avec les moyens de production réels de sa vie et les lois scientifiques qui y sont objectivées ou avec la nature sociale de l'homme et plus simplement le milieu ambiant, la nature.

L'école du parasitisme

Retour à la table des matières

Les écoles illuministes cultivent chez l'enfant la simulation et une fausse sensiblerie qui sont le ressort de l'abstrait savoir aliéné : il doit décrire, par exemple, une veillée de Noël en Provence, où il n'a jamais mis les pieds. Selon Engels [4]*, l'esprit universitaire, s'avérant productif à sa manière, fait du plus avec du moins, en traitant un sujet avec une documentation insuffisante, la gymnastique de l'intelligence réalisant le joint et couvrant le tout de son brillant. Les professeurs ne sont-ils pas par définition censés avoir épuisé toutes*

des travaux de caractère artisanal, système aujourd'hui complètement dépassé par la grande industrie. Cf. p. 214, note 33.

[1] Cf. MARX, *Das Kapital*, I, in *Werke*, 23, p. 513.

[2] Cf. ci-dessous, p. 226.

[3] Cf. ci-dessous, p. 239.

[4] Cf. ci-dessous, p. 180-181.

les connaissances de leur matière ? L'école enseigne ainsi la prétention et la suffisance du spécialiste et de l'expert : l'escroquerie intellectuelle.

L'école forme aussi tous ceux qui manquent d'inspiration, non faute de talent propre – chose courante et répandue –, mais par les déterminations de la vie d'une société capitaliste en pleine déchéance avec son conformisme sclérosé et ses audaces égrillardes, propres aux sociétés séniles. Dans l'ambiance de l'affairisme et de la vénalité, l'école prépare ceux qui exerceront les fonctions du capital à exploiter la science et l'art accumulés par toutes les générations du passé et du présent – et dans le monde entier.

Tout l'art n'est plus qu'habile plagiat, imitation et reproduction poussés à la perfection technique, avec des variations sur des thèmes plus qu'usés, de l'art préhistorique ou nègre, à la musique religieuse. Une pointe de violence très actuelle, greffée sur un thème de tragédie antique, donne un policier, un « formidable » western, un film d'amour ou, plus à la page encore, un porno. La télé prépare un grand public à ces productions, en rognant et en émoussant les sentiments pour ne plus laisser place qu'aux ressorts mécaniques du suspense et du sensationnel chez le consommateur blasé, assis dans son fauteuil au coin du feu dans l'isolement de la vie privée où plus rien n'est honteux, puisque solitaire et caché.

Le secret de fabrique de tous ces « producteurs » modernes est ce que nous, marxistes orthodoxes, appellerions un révisionnisme systématique, *devenu l'idéologie des classes bourgeoises, désormais parasitaires qui exploitent le travail et les œuvres d'autrui en les arrangeant à leur goût. Cet esprit bourgeois, l'école l'enseigne démocratiquement aux individus de toutes les classes de la société – aux uns longuement pour l'appliquer, aux autres brièvement pour le subir. Les plus intelligents, dès lors qu'ils sont dénués de scrupules et opportunistes, en font leur affaire et grimpent dans l'échelle sociale pour former l'élite, qui monopolise et monnaye la culture en en faisant sa propriété privée. Le procédé en est simple : on prend le meilleur chez les autres – les « classiques » – et on y mêle, comme apport individuel, ce qui a prise sur le marché de grande série : la vulgarité qui frappe et flatte les masses.*

Le totalitarisme fasciste, qui a gagné le monde entier en se diluant dans les pays vainqueurs de la dernière guerre, planifie non seulement la production nationale, mais encore la politique et l'idéologie, par les « mass media », dont le réseau est désormais plus dense encore que les égouts des boutiques et des épiceries qui charrient l'argent et la production marchande à travers toutes les villes et jusque dans les villages aux prix les plus calculés, toujours en hausse. Le fascisme a commencé, en imposant brutalement ses hiérarchies et ses élites. Celles-ci s'épanouissent aujourd'hui spontanément de par le mécanisme économique qui monopolise la science, la technique et la culture de manière cor-

porativiste dans les corps spécialisés d'enseignants, d'artistes, d'ingénieurs, d'architectes, etc., qui jouissent des privilèges de caste.

*Pour s'« approprier » les œuvres des générations passées, nos contemporains se vautrent comme des porcs devant deux fétiches : d'abord l'*État, *qui garantit l'ordre social, avec l'assujettissement des producteurs et la hiérarchie quasi bureaucratique des privilégiés, ensuite l'*individu, *qui fait des affaires pour son compte privé. Cette société, de plus en plus sclérosée et autoritaire, développe plus que jamais la théorie « hitlérienne » et « raciste » de la ségrégation des masses, d'une part, et de l'élite, de l'homme d'exception, du génie, d'autre part. Toujours sociale, elle va jusqu'à admettre la prééminence du travail, mais uniquement pour exploiter ses fruits, l'œuvre. La pyramide – base productive, puis sphères politique et idéologique – n'est reconnue que pour être renversée, le travail étant fait par les « cons », et l'œuvre appréciée et appropriée par l'élite, la maffia des privilégiés, avec la mystification du génie, dont on ne sait d'où il tire ses vertus. Jamais le travailleur n'a été plus bafoué.*

Dans le capitalisme sénile sclérosé, les fonctions du capital sont remplies par des salariés et il s'y développe une énorme aristocratie ouvrière. Dans ces conditions, la folle hiérarchie des salaires – plus grande en France que partout ailleurs, ce qui témoigne de la faiblesse des syndicats ouvriers – exprime à sa manière le parasitisme bourgeois qui brime le travail productif : plus un travail est pénible et se situe dans la sphère profonde de la production, moins il est payé et respecté, tandis que plus il est abstrait de l'effort, plus il rapporte. Cela se retrouve même dans l'enseignement – sans pour autant faire des professeurs désavantagés des « prolétaires ». Au bas de l'échelle, il y a ceux qui sont issus du primaire, ils font le plus d'heures et sont les plus mal payés, puis viennent les certifiés et enfin les agrégés, hors du troupeau : moins d'heures, plus d'argent !

Une véritable escroquerie s'est développée avec le concept de spécialisation professionnelle, où chacun s'enferme dans un cercle clos ésotérique, chasse réservée, garantie par les grilles de salaire du réformisme, qui fonctionnarise et sclérose l'activité.

Le totalitarisme est l'enfant naturel du réformisme : le salaire est de plus en plus déterminé par des éléments extra-économiques qui bureaucratisent les travailleurs. Ainsi, l'échelle hiérarchique varie de 1 à 12 en France, par exemple. On va fouiner jusque dans la vie privée, contingente de chacun, et le salaire change selon le sexe, l'âge (l'ancienneté), la distance entre le lieu de travail et le logement, et naturellement les études, les diplômes qui ont pour corollaire inévitable le piston, le lèchecutage, etc.

La science n'est plus qu'une affaire de maquereau, puisque chacun ne « s'approprie » le savoir que pour travailler moins, plus agréablement, plus li-

brement ET GAGNER PLUS. On assiste, selon l'expression de Marx dans l'un des textes de cette anthologie, à l'évolution de la fonction publique vers la propriété privée [1]. *Dans un raccourci saisissant, Engels illustre cette mainmise des individus privés sur une fonction sociale, tel par exemple l'enseignement : « Cette évolution se comprend le mieux à partir de la division du travail. La société engendre certaines fonctions communes, dont elle ne peut se passer. Les gens qui y sont nommés forment une nouvelle branche de la division du travail au sein de la société. Ils acquièrent ainsi des intérêts particuliers même vis-à-vis de leurs mandants, ils s'autonomisent vis-à-vis d'eux – et l'État est là* [2]*. » Ce n'est que sous le capitalisme que l'éducation est directement intégrée à l'État, tout en étant appropriée par des groupes d'individus.*

*Jamais la science n'aura été aussi infectée de vénalité et de corruption mercantile. Après l'essor de la phase initiale du capitalisme, elle devient plus fausse que les intuitions ingénues des modes de production antérieurs. A-t-on jamais vu auparavant que l'on appliquait la science à corrompre la nourriture ? La folle chasse « scientifique » à la productivité a rendu les céréales pratiquement impropres et dangereuses à la consommation humaine, et l'on remplace souvent le porc par du soja dans les boîtes de jambon du commerce ! Quelques mesures d'*autorité *très simples ont fait davantage que tous les instituts de* recherche médicale *de l'Occident développé, en faisant disparaître, par exemple, en Chine les maladies vénériennes, qui se répandent de plus en plus dans les pays développés, malgré les antibiotiques.*

La science ne l'a toujours pas emporté sur la force (politique et économique), et il en sera ainsi tant qu'elle sera idéaliste et affairiste. Or si la science bourgeoise n'avait pas été inversée et fétichiste dès ses débuts, elle n'aurait pu évoluer de la sorte dans sa phase sénile. Einstein et Oppenheimer ont rougi – à la fin de leur vie – d'avoir prêté leur savoir à la technologie avancée de la mort.

C'est effectivement dans la technique que les rapports fétichistes du capitalisme se manifestent le plus cyniquement : les spécialistes, qui doivent leur avantage à la plus-value extorquée aux ouvriers et avec laquelle on construit les universités et instituts où se concentre le « temps libre » créé par la pro-

[1] Cf. ci-dessous, p. 54.

[2] Cf. Engels à Conrad Schmidt, 27 octobre 1890.
Tournant le dos à toutes les absurdes idées des sociétés de classe, selon lesquelles l'individu est le siège de la création, Marx écrivait : « La question de savoir si un Raphaël développe ou non son talent dépend entièrement de la demande (sur le marché) et de la division du travail, etc. » (*Die deutsche Ideologie*, in *Werke*, 3, p. 377.)
Ce solide matérialisme fait dire ensuite à Marx pour ce qui concerne l'émancipation des travailleurs, « la classe la plus nombreuse et la plus inculte » : « Toutes les mutilations étant nées historiquement, elles seront de nouveau abolies historiquement. En attendant, le développement des enfants se fait d'après le développement des parents. » (*Ibid*., p. 403.)

ductivité croissante du travail pour développer la Science, ces maquereaux prétendent que le travail productif des ouvriers est aveugle et qu'eux seuls, avec leur technique apprise à l'école, peuvent les éclairer et les mener en laisse, les « commander ».

Sur la masse toujours plus ignorante et abrutie se greffent des parasites sans cesse plus nombreux, dont la promotion est individuelle et privée. Tout talent et toute énergie particuliers sont dès lors tournés vers le parasitisme : travailler moins et gagner plus, en extorquant un avantage particulier pour l'individu qui sait profiter de ses dons personnels pour vivre au détriment des producteurs et du développement général des sciences et des arts.

Et les ouvriers ?

Retour à la table des matières

Avec son opportunisme, le réformisme social-démocrate, qui se combine aujourd'hui avec le stalinisme dégénéré, a porté tous les vices du capitalisme sénile dans la classe ouvrière des pays développés, et ce n'est pas par hasard que toute l'action commune des deux partis culmine dans le geste fétiche de l'électoralisme [1]. *Les révolutionnaires authentiques n'ont cessé, eux, de répéter que la voie vers le socialisme implique un dur accouchement, et que l'on ne saurait changer tout un monde sans une peine infinie – ce qui saute aux yeux de tous ceux qui sont habitués à l'effort du travail, En principe, le parti révolutionnaire évite toute décision et tout choix qui pourraient être dictés par le désir d'*obtenir de grands résultats par un travail et un sacrifice moindres. *Cette norme est évidente pour quiconque considère la société comme un champ de* forces matérielles en mouvement, *et veut un changement réel.*

*L'*opportunisme, *lui, traduit la tendance des petits-bourgeois à la paresse et obéit à la loi fondamentale du capitalisme :* obtenir le maximum de profit pour le minimum de frais.

---

[1] Ce n'est pas d'hier que date ce phénomène, dont l'ampleur certes ne fut jamais aussi grande qu'aujourd'hui. Engels l'a fort bien connu et l'a décrit de manière insurpassable : « En Angleterre et en Amérique, en France comme en Allemagne, la pression du mouvement prolétarien a donné aux économistes bourgeois la coloration quasi uniforme du socialisme de la chaire philanthropique [cf. les théories du bien-être du capitalisme populaire], et suscite un éclectisme bien-pensant et dénué d'esprit critique qui prévaut partout. C'est comme une sorte de gélatine molle, visqueuse et malléable qui parvient à s'insinuer partout et forme une excellente terre nourricière pour développer comme en serre chaude les arrivistes, comme la gélatine véritable sert à élever des bactéries. L'effet de cette marmelade d'une pensée inconsistante et dévirilisante se fait sentir – du moins en Allemagne et par endroit chez les Germano-Américains – jusqu'au sein du parti, mais pullule de manière exubérante à ses frontières. » (Cf. Engels à Georg Heinrich von Vollmar, 13 août 1884.)

Le stalinisme opportuniste a dépouillé les masses de leur initiative et jeté aux orties la règle de la Première Internationale de Marx : l'émancipation de la classe ouvrière sera son œuvre propre. Sous Staline, l'État russe a prétendu édifier, avec ses plans quinquennaux, le socialisme à la place des travailleurs, et l'élan des masses a été stoppé par la fétichisation du parti gouvernemental *et la personnalisation* qui faisait croire qu'un individu génial trouverait des solutions miracles dans la lutte des classes. *En transformant la politique de classe en politique d'État et de personnes, on a poussé les ouvriers dans une voie prétendument commode, qui les a menés de défaite en défaite. On leur a fait applaudir servilement la « puissance » du chef génial toujours victorieux, la grandeur des textes d'illustres auteurs* [1]*, l'éloquence d'orateurs diserts et démagogues.*

Cette véritable dégénérescence qui frappe la classe ouvrière des pays développés a un caractère nettement romantique et idéaliste, et singe les inversions de la a pensée dominante ».

La solution est dans la méthode prônée par Marx-Engels, qui voient dans les phénomènes de masse de la base économique, soit en premier la classe productive, la force motrice réelle de l'histoire. Cela implique une totale inversion des conceptions bourgeoises et la mise au rebut révolutionnaire des deux fétiches que sont l'État et l'individu. Dans une formule ramassée de L'Idéologie allemande, Marx-Engels soulignent la combinaison sordide que donnent ces deux pôles en apparence opposés de l'ordre bourgeois : « L'égoïste est cohérent avec lui-même lorsqu'il veut effectivement faire de chaque individu une " police d'État secrète " [2]. » Dès lors que ces deux fétiches complémentaires sont abolis, c'en est fini des conceptions « pr*opriétaires » et parasitaires.*

---

[1] Marx s'est défendu contre la fétichisation du *socialisme scientifique*, qui est la *pensée de la classe ouvrière*, à l'élaboration de laquelle ont contribué en premier les luttes physiques des travailleurs, dont le sens, les principes et le but ont été théorisés par d'innombrables mains qui ne faisaient que consigner les manifestations intellectuelles de la classe révolutionnaire en un temps où elles apparaissaient lumineusement dans des luttes grandioses et signifiantes : 1848. L'idéologie bourgeoise tend à dépouiller le prolétariat de sa « pensée », en l'attribuant à des personnes, en en faisant le « marxisme » (on sait que Marx disait en ce sens : « Tout ce que je sais, c'est que je ne suis pas marxiste »).
Est-il besoin de dire que, si les idées développées dans cette anthologie expriment bien la conviction de celui qui les rédige, la paternité s'en trouve dans la classe révolutionnaire, et notamment son parti historique, qui consigne, par-dessus les générations, la pensée et les principes du prolétariat. En un mot, c'est une pensée parfaitement anonyme, de classe, de parti : cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, Petite Collection Maspero, 1973, 4 vol.

[2] La conception anonyme et matérialiste du militant de parti qui anticipe l'homme communiste, désintéressé et allergique à l'argent, se reflète directement dans la méthode de travail de Marx. C'est ainsi que Lafargue relate que, si l'auteur du Capital s'est donné un mal fou pour trouver les initiateurs authentiques des grandes pensées économiques et non simplement leurs auteurs les plus réputés, ce n'est pas qu'il pensait rendre hommage au culte saugrenu des « créations personnelles », ni qu'il satisfaisait au pédantisme universitaire, mais il démontrait qu'aux tournants de l'évolution et en liaison avec le développement matériel de

Ce parasitisme ne pourra être extirpé que lorsqu'il n'y aura plus d'appropriation individuelle, que « chacun donnera d'après ses capacités et recevra selon ses besoins [1] *», sans plus tenir de comptabilité de l'apport de l'individu, devenu quantité négligeable eu égard aux énormes forces productives sociales en mouvement dans la production. Au lieu de considérer que le moteur de l'activité est l'appât du gain, l'homme social du communisme considérera que son but est son activation, qui permet son développement en tous sens, possible uniquement dans une société collectiviste qui ne met aucune entrave au développement des individus, « le libre épanouissement de chacun y étant la condition du libre développement de tous »* (Manifeste).

Dans cette société, on ne parlera plus d'éducation illuministe, édifiée sur les formes réifiées et aliénées que sont les écoles et les manuels qui permettent une appropriation privée et une promotion individuelle, parce que la science et les arts, dont sont frustrées les masses, y sont consignés à l'abri, au profit des classes privilégiées.

La socialisation de l'appropriation et de la jouissance, mise en harmonie avec la socialisation déjà atteinte de la production, permettra d'abolir les classes dominantes et le prolétariat lui-même. C'est ce qui implique l'élimination de toutes les entraves au développement physique et intellectuel de l'homme, soit avant tout l'abolition de la division du travail qui suscite les classes et les mutilations qu'apportent aux individus la spécialisation aussi bien que la non-

---

l'humanité naissaient aussi les idées, rendant de la sorte au corps social de chaque époque ce qui lui revenait de mérite.

Il faudrait tout un livre pour expliciter la liaison entre les méthodes de travail de Marx travaillant, non pour de l'argent, mais pour le parti qui vise l'épanouissement de l'espèce humaine, et ses conceptions sur l'« éducation ». Faute de place, nous ne pouvons reproduire dans ce recueil d'intéressants témoignages de personnes qui ont vu Marx vivre et travailler. Certes, bien souvent, leurs descriptions sont faites à travers un prisme déformant, mais il est toujours possible de séparer le grain du son.

En véritable révolutionnaire qui anticipe avec hardiesse l'homme universel de la société communiste future, Marx passait souvent d'un sujet d'étude à l'autre, en sachant pertinemment que le fil de sa méthode matérialiste reliait le tout de manière cohérente, s'opposant ainsi à la conception plate et propriétaire des universitaires, qui prétendent à chaque fois épuiser un sujet dans une discipline *particulière* – pour « épuiser toute la question », illusion de crétin spécialiste, avide de se rendre maître même des idées !

[1] Toute la question de l'« éducation » se ramène en fin de compte au rapport entre travail nécessaire et temps de travail libre (pour s'épanouir et non pour ne rien faire, comme le suggère irrésistiblement la présente société de surtravail), c'est-à-dire à l'appropriation du temps libre par la bourgeoisie ou le prolétariat. On ne pourra résoudre l'antagonisme entre temps de travail et temps libre qu'en généralisant pour tous le travail manuel, ce qui donnera à chacun du temps libre pour s'épanouir. Pour ce qui concerne la dialectique de ce passage, qui correspond à l'instauration du socialisme, le lecteur se référera à l'anthologie de MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, Petite Collection Maspero, 1972, t. 2, p. 92-107 : « La Réduction du temps de travail », qui est essentiellement la tâche des organisations économiques des masses.

spécialisation. L'homme nouveau, né du révolutionnement des conditions matérielles de la société, et non du dressage et de l'éducation illuministe [1]*, pourra alors se développer à l'échelle de la société entière et sera un* homme social.

[1] En opposition aux conceptions « éducationnistes » qui mettent toujours l'accent sur l'Esprit et la psychologie-flic en débouchant sur le dressage de l'homme, Marx-Engels expriment leur point de vue révolutionnaire : « Les ouvriers resteraient des hommes du passé s'ils cherchaient « la faute en eux-mêmes », comme le fait saint Sancho. Mais ils savent fort bien qu'ils ne cesseront de l'être que dans des conditions transformées – et c'est pourquoi ils sont décidés à changer ces conditions à la première occasion qui se présentera. C'est dans l'activité révolutionnaire que leur propre transformation coïncide avec la transformation des circonstances. » (Cf. *L'Idéologie allemande.*)
D'où la thèse formulée dans *La Sainte-Famille* de l'abolition nécessaire du prolétariat lui-même : « Lorsque le prolétariat aura vaincu, il ne sera nullement devenu le modèle absolu de la société, car il n'aura triomphé qu'à partir du moment où il se sera aboli lui-même, ainsi que son contraire. »

I

Critique de l'enseignement bourgeois

Les travailleurs des manufactures anglaises furent les premiers champions de la classe ouvrière moderne en général, et leurs théoriciens furent les premiers à s'attaquer à la théorie du capital.

Quand Robert Owen, aussitôt après les dix premières années du XIX^e siècle, défendant la nécessité d'une limitation de la journée de travail non seulement en théorie, mais encore en pratique, instaura la journée de travail de 10 heures dans sa fabrique de New-Lanark, on se moqua de cette innovation comme d'une utopie communiste. Ensuite, on persifla de même sa « combinaison du travail productif avec l'éducation des enfants » et les coopératives ouvrières de production qu'il appela le premier à la vie. Aujourd'hui, la première de ces utopies est une loi de l'État, la seconde figure comme phrase officielle dans toutes les lois de fabrique, et la troisième va jusqu'à servir de couverture à des manœuvres réactionnaires.

MARX, *Le Capital*, I, chap. « La Journée de travail ».

En partant de l'intuition d'un adolescent

Retour à la table des matières

C'est la nature même qui a prescrit à l'animal le champ d'activité dans lequel il doit évoluer, et il s'y meut tranquillement, sans chercher à l'outrepasser, voire sans en flairer d'autre [1]. La Divinité a pourvu l'homme aussi d'une finalité

[1] Cf. MARX, *Dissertation du baccalauréat : Réflexions d'un adolescent sur le choix d'une profession*, Trèves, 10-16 août 1833.

générale : l'ennoblissement de l'humanité et de lui-même, mais elle lui a laissé le choix de découvrir lui-même les moyens par lesquels il pourrait y parvenir ; elle lui laisse le soin de déterminer dans la société la voie par laquelle il pourrait le mieux s'élever lui-même et travailler à élever aussi la société.

Cette faculté de choisir est un grand privilège de l'homme au sein de la création, mais c'est en même temps un fait susceptible de détruire toute sa vie, de mettre en échec tous ses plans et de le rendre malheureux. Réfléchir sérieusement à ce choix est donc, à coup sûr, le premier devoir d'un adolescent, à l'aube de sa carrière, s'il ne veut pas abandonner au hasard ses affaires capitales.

Chacun poursuit un but, et celui-ci apparaît grand, au moins pour lui, lorsque la conviction la plus profonde et la voix la plus intime dans le cœur le lui suggèrent [1], car la Divinité n'abandonne jamais sans guide notre monde : elle parle discrètement, mais sûrement.

Mais facilement sa voix est couverte par les clameurs, et ce que nous considérons avec enthousiasme peut n'être engendré que par l'instant qu'un au-

---

La parole revient en premier non pas au « consommateur » scolaire, mais au jeune inspiré qui plaide pour toute sa génération et la classe des travailleurs, en faveur de l'émancipation – l'ennoblissement, selon son expression d'alors – de l'humanité. Face à lui, le professeur, digne représentant de la culture officielle, bourgeoise, ne comprend rien aux préoccupations du « candidat » – comme en témoignent ses remarques sur la dissertation de Marx, qui ne se passionne évidemment pas pour tel ou tel métier à exalter par un bon élève dans la mutilante et débilitante division du travail existante, et va préférer le mode de vie et de penser de la classe des travailleurs :

« Assez bien. Ce travail se distingue par la richesse de pensée, et un bon plan systématique. Par ailleurs, l'élève tombe ici aussi dans son erreur habituelle : une recherche exagérée d'expressions rares et imagées. C'est pourquoi la dissertation manque, aux nombreux passages soulignés, de clarté et de précision, voire souvent de justesse, tant pour ce qui est des différentes expressions que de la liaison des phrases. Wyttenbach. »

À propos du rapport du jeune Marx avec la classe des prolétaires, qui fut une donnée objective avant d'être un fait de conscience claire chez Marx, cf. « La Question philosophique dans la théorie marxiste », *Le Fil du temps*, n° 13, chap. « Le Déterminisme en action ».

[1] Peut-on parler avec plus de force de ce déterminisme qui anime les hommes et agit à partir de l'extérieur – non de Dieu, mais des conditions matérielles du monde qui imposent leur choix aux hommes ? Marx sera le militant du communisme, par la force des conditions historiques et sociales qui le poussent et tiennent aussi sa plume au nom d'une classe entière et de l'humanité future. Aussi écrivait-il lui-même, toujours avec la même exaltation passionnée : « Nous avons la ferme conviction que ce n'est pas la tentative *pratique*, mais l'application à partir de la théorie des idées communistes qui constitue le véritable danger [auquel va succomber le jeune Marx lui-même], car il est possible de répondre par des *canons* aux tentatives pratiques, et fussent-elles des *tentatives en masse*, dès lors qu'elles deviennent dangereuses ; mais des *idées* qui vainquent notre intelligence, conquièrent notre cœur, auxquelles notre raison soude notre conscience – ce sont là des chaînes que l'on ne peut arracher de soi-même sans s'arracher le cœur, ce sont des démons que l'homme ne peut vaincre qu'en se soumettant à eux. » (MARX, « Le Communisme et la *Gazette générale d'Augsbourg* », in *Gazette rhénane*, 16, octobre 1842.)

tre instant viendra détruire. Notre imagination s'exalte peut-être, nos sentiments s'enflamment, des images trompeuses dansent devant nos yeux, et nous nous précipitons avidement sur le but, dont nous estimons que Dieu lui-même nous l'a montré. Mais ce que nous avons passionnément étreint nous rebute bientôt – et nous voyons sombrer toute notre vie.

C'est donc sérieusement qu'il faut examiner si nous avons vraiment de l'enthousiasme pour un état, si une voix intérieure approuve ce choix, ou bien si ce que nous avons considéré avec enthousiasme comme un appel supérieur n'est qu'une illusion, une tromperie que nous nous serions faite à nous-même. Or comment parvenir à le reconnaître, sinon en recherchant la source de notre enthousiasme ?

Ce qui est grand projette ses feux ; son éclat éveille l'ambition – et celle-ci peut être la racine de notre enthousiasme ou de ce que nous avons pris pour ce sentiment. Mais celui qui est entraîné par la rage de l'ambition, la raison ne peut le dompter, et il se précipitera vers le but que lui indique sa passion déchaînée : il ne choisit plus sa profession, ce sont le hasard et les apparences qui le déterminent.

Or notre vocation ne sera pas du tout là où nous pourrons briller le plus. En effet, après de longues années, nous trouverait-elle toujours aussi actif, rempli de zèle et d'enthousiasme ? Et n'aurions-nous pas constaté bientôt que nos désirs ne s'accomplissent pas et que nos idées demeurent lettre morte : alors nous haïrions et maudirions Dieu et les hommes.

Mais ce n'est pas uniquement l'ambition qui peut susciter un enthousiasme soudain pour un état. Peut-être l'imagination nous a paré celui-ci de mille fleurs, et peut-être l'a-t-il présenté comme le bien le plus haut que la vie puisse nous offrir ? Nous ne l'avons pas analysé, nos épaules n'ont pas essayé ce fardeau, cette responsabilité : nous ne l'avons vu qu'à distance – et nous voilà illusionnés.

Notre propre raison ne saurait nous conseiller ici. En effet, ni l'expérience ni l'observation profonde ne lui viendraient en aide, tandis que nos sentiments la trompent et notre imagination l'aveugle. Mais alors vers qui tourner nos yeux, d'où vient le recours – si la raison nous abandonne ?

Notre cœur nous indique nos parents, qui ont déjà parcouru le chemin de l'existence et connaissent les rigueurs du destin.

Et si, après avoir examiné, la tête froide, les charges et les devoirs de notre future carrière, si alors persiste notre enthousiasme, plus rien alors ne s'oppose à ce que nous l'embrassions pleinement – l'enthousiasme et la précipitation ne peuvent plus nous illusionner.

Mais nous ne pouvons pas toujours adopter la carrière qui nous attire : nos rapports avec la société ont, dans une certaine mesure, commencé avant que nous puissions les déterminer.

Et souvent le milieu physique réclame-t-il cruellement ses droits dans notre choix, et nul ne peut dédaigner ses injonctions. Certes, nous pouvons passer outre, mais toute notre vie risque alors de n'être plus qu'un douloureux combat entre les principes du corps et ceux de l'esprit – et nous sombrons d'autant plus sûrement que nous avons osé édifier une construction illusoire sur des ruines vermoulues. Comment celui qui ne sait apaiser ses propres conflits intérieurs affronterait-il l'assaut sauvage de la vie ? De la sérénité seule peuvent naître de grandes et belles actions. C'est la terre sur laquelle mûrissent les beaux fruits.

Même si une constitution physique inadéquate à notre vocation peut abréger et assombrir son exercice, la conscience de sacrifier notre bien-être à notre devoir nous soutient – et même nos actions débiles ne manqueront pas de vigueur. En revanche, si nous optons pour un état pour lequel nous n'avons pas de qualités, nous ne pourrons jamais l'exercer dignement : nous serons bientôt amenés à avoir honte de notre propre incapacité, de notre inutilité dans la création, de notre échec comme membre de la société. La conséquence naturelle en sera alors le mépris de soi-même. Or quel sentiment peut être plus douloureux, plus imperméable aux consolations de ceux qui nous entourent ? Le mépris de soi est comme un serpent qui ronge notre poitrine, suce le sang vital de notre cœur et y instille le poison de la misanthropie et du désespoir.

Si nous nous trompons sur nos dons dans le choix de notre carrière, cette erreur retombera sur nous-mêmes, et la sanction suscitera en nous plus de peine que tous les blâmes de l'univers.

Une fois ceci bien pesé, et si les conditions qui règlent notre existence nous permettent de choisir n'importe quel état, nous devrions embrasser celui qu'il nous sera donné d'exercer le plus dignement et qui se fonde sur les idées dont nous sommes persuadés de la vérité, afin de nous donner le champ le plus vaste pour œuvrer au bien de l'humanité et de nous rapprocher nous-mêmes de ce bien général pour lequel la carrière n'est plus qu'un moyen – la perfection.

La dignité est ce qui élève davantage l'homme et confère à ses actes et ses aspirations une noblesse supérieure. Elle le rend invulnérable et l'élève au-dessus de la foule admiratrice.

Or seule une profession qui n'exige pas de nous transformer en instrument servile, mais nous permet d'agir dans notre sphère, en toute indépendance, est susceptible d'assurer une dignité. En aucun cas, elle ne doit nous inciter, ne fût-ce qu'en apparence, à des actes répréhensibles. Les meilleurs d'entre nous doi-

vent pouvoir la choisir avec une noble fierté. L'état qui assure tout cela au maximum n'est pas forcément le plus élevé, mais est toujours le meilleur.

Mais de même qu'une profession sans dignité nous dégrade, de même nous finirions par être écrasés sous le poids de celle qui reposerait sur des idées s'avérant fausses par la suite.

Alors il n'y aurait pas d'autre secours que l'illusion, mais quel salut désespéré qu'une illusion entretenue par nous-même !

Les professions qui ne sont pas directement greffées sur la vie, mais tournent autour d'idées abstraites, risquent de fausser dangereusement le choix de l'adolescent, dont les principes sont encore peu solides, et les convictions instables et facilement ébranlables, surtout lorsqu'elles apparaissent les plus élevées, qu'elles ont pris racine profondément dans les désirs et que nous jugeons qu'elles méritent le sacrifice de notre vie et de nos aspirations en raison des idées qui y prévalent.

Elles peuvent combler d'aise ceux qui en possèdent la vocation, mais anéantissent ceux qui les choisissent avec trop de hâte, sans réfléchir, sous l'emprise du moment.

En revanche, une haute opinion des idées qui fondent notre carrière nous assure un point de vue supérieur dans la société, nous vaut une dignité plus grande et rend nos actes inébranlables.

Celui qui embrasse une carrière qu'il estime le plus tremblera de s'en rendre indigne : il agira noblement, ne serait-ce que parce que sa condition dans la société sera noble.

L'idée maîtresse qui doit nous guider dans le choix d'un état, c'est le bien de l'humanité et notre propre épanouissement. Que l'on ne nous objecte pas que ces deux intérêts s'opposent nécessairement, que l'un doit fatalement ruiner l'autre. On voit, au contraire, que la nature humaine est ainsi faite qu'elle ne peut atteindre sa perfection qu'en agissant pour le bien et la perfection de l'humanité.

Si l'on ne crée que pour soi-même, on pourra certes devenir un savant célèbre, un grand philosophe, un remarquable poète, mais jamais un homme épanoui, vraiment grand.

L'histoire retient parmi les plus grands ceux qui, en agissant dans le sens de l'intérêt commun, se sont rendus meilleurs eux-mêmes ! L'expérience répute pour le plus heureux celui qui a rendu heureux le plus grand nombre. Même la

religion enseigne que tous ceux qui se sacrifient pour l'humanité poursuivent un idéal – et qui oserait contredire de telles visions ?

Lorsque nous aurons choisi l'état qui nous permettra d'œuvrer le plus au bien de l'humanité, nous ne pourrons jamais plier sous son fardeau, car les sacrifices consentis le seront pour le bien de tous. Alors nous ne jouirons pas d'une joie dérisoire, bornée et égoïste, mais notre bonheur sera partagé par des millions d'êtres humains ; nos actions vivront, silencieuses mais éternelles, et nos cendres seront arrosées par les larmes brûlantes de nobles êtres humains.

Critique de l'enseignement officiel et des examens

Retour à la table des matières

La bureaucratie est un cercle, dont nul ne peut s'extraire [1]. Sa hiérarchie est *celle du savoir.* La tête confie aux sphères inférieures le soin de connaître le détail, en échange de quoi les sphères inférieures cèdent au sommet l'intelligence du général – et tous deux se donnent de la sorte mutuellement le change.

La bureaucratie est l'État imaginaire flanquant l'État réel, c'est le spiritualisme de l'État. Toute chose obtient de la sorte une double signification – l'une réelle, l'autre bureaucratique. Il en est ainsi de la volonté, par exemple.

Ce qui est réel est en conséquence traité bureaucratiquement, c'est-à-dire comme une chose spirituelle, de l'au-delà. La bureaucratie tient en sa possession l'État, l'être spirituel de la société : c'est *sa propriété privée* [2].

---

[1] Cf. MARX, *La Critique de la philosophie du droit de Hegel*, in *MEGA*, 1/1, p. 456-457. Après avoir montré comment l'État bourgeois est le produit nécessaire du privilège économique des classes dominantes par rapport aux masses exploitées, Marx montre que le pouvoir gouvernemental implique un corps professionnel qui détient un monopole, dans la société de la propriété privée, l'État étant approprié par les fonctionnaires pour « faire carrière ». Lorsque l'enseignement est dispensé par l'État, le professeur devient fonctionnaire et participe à la bureaucratie.

[2] Après s'être autonomisé, le corps enseignant s'approprie pour son propre compte – comme sa propriété privée – les connaissances et la science accumulées par toutes les générations œuvrant dans la production, et les monnaye contre un salaire pour dispenser « son » savoir. Sur le marché à exploiter, le besoin de science est, certes, présenté comme le besoin de tous, mais le savoir est monopolisé par une minorité – celle qui a eu accès aux temples de la connaissance que sont les facultés et universités. Le savoir – détaché de la vie et de la production quotidienne immédiate – est un secret distillé dans les instituts, et le reste pour la masse que l'on n'initie que de manière élémentaire, sans jamais lui livrer les connaissances élevées. La caste des prêtres se fait ainsi laïque sous le règne de la Raison bourgeoise. Le besoin supérieur de l'esprit humain a toujours servi l'avidité insatiable de toutes les castes de prêtres des différentes espèces qui, au cours de l'histoire, ont toujours appuyé les dominateurs et tyrans. Avec l'éducation nationale, les professeurs deviennent ainsi les col-

L'esprit universel de la bureaucratie est le *secret,* le mystère ; en tant que corporation close, elle le conserve pour elle-même face à l'extérieur, grâce à la hiérarchie qu'elle représente. L'ouverture d'esprit ou des mentalités par rapport à l'État apparaît en conséquence comme une *trahison* de ce *mystère,* si bien que *l'autorité* devient le principe de son savoir, et l'idolâtrie de l'autorité est son esprit. En son sein, le *spiritualisme* devient *matérialisme le plus crasse,* le matérialisme de l'obéissance passive, de la foi en l'autorité, *du mécanisme* d'une activité rigide et formelle, de principes, de conceptions et de traditions figées.

Pour le bureaucrate pris à part, le but de l’État devient son but privé, et c'est la *chasse au poste supérieur* : il s'agit pour lui de *faire carrière.* Premièrement, il considère la vie réelle comme *matérielle,* car *l'esprit de cette vie trouve dans la bureaucratie une existence abstraite de la vie réelle.*

Il faut donc que la bureaucratie tende à rendre la vie aussi matérielle que possible. Deuxièmement, la vie devient matérielle pour lui dans la mesure où elle subit un traitement bureaucratique, car son esprit lui est *prescrit,* son but se trouvant en dehors de lui et son existence étant celle du bureau. L'État n'existe plus que sous la forme des divers esprits bureaucratiques et fixes, dont la cohésion est maintenue par la subordination et l'obéissance passive. La science *véritable* apparaît comme dénuée de contenu, de même que la vie authentique apparaît comme morte, puisque c'est cette science imaginaire et cette vie imaginaire qui passent pour essentielles. Le bureaucrate doit donc procéder en jésuite avec l'État réel, et peu importe que ce jésuitisme soit conscient ou non. Cependant il doit devenir conscient, dès lors qu'il s'aperçoit de ce côté antinomique – et alors il devient jésuite patent et voulu...

L'identité que Hegel a construite entre la société bourgeoise et l'État est celle de *deux armées ennemies,* dont chaque soldat a la « possibilité » de deve-

---

lègues des augures des païens, des prophètes des juifs, des apôtres des chrétiens, des imans des musulmans ou, selon l'expression de Marx, des jésuites.

L'éducation bourgeoise part en conséquence d'un principe abstrait de la production, celui de l'illuminisme de la Raison qui est opposé au matérialisme dialectique. De la sorte, elle met à la base de l'action humaine le savoir « que l'on apprend », soit un concept qui est séparé de la vie immédiate du grand nombre. Comme Marx l'explique dans *La Question juive,* cette Raison et ce savoir sont « idéalistes » et copient la « Révélation » des religions, qui privilégie une caste ou l'élite « cultivée » – cette minorité, sorte de franc-maçonnerie communiquant à l'humanité le vouloir (la science) de cette force mystérieuse « supérieure » avec la sanction de l'État qui délivre les diplômes.

Cette ample conception du marxisme permet d'expliquer l'évolution en apparence absolument contradictoire de l'enseignement bourgeois : au début du capitalisme, l'instituteur laïc a disputé au clergé le monopole de la diffusion des lumières du Savoir au peuple, en une opposition qui restait sur le terrain de l'appropriation de la science par une minorité, puis, à la fin du capitalisme, le curé coexiste de plus en plus dans les écoles avec les enseignants laïcs – dans la même école ou les écoles voisines en... concurrence pour satisfaire la soif d'émulation bourgeoise.

nir membre de l'armée « ennemie », en « désertant » – et, de fait, Hegel décrit ainsi exactement les conditions pratiques d'aujourd'hui.

Il en est de même de sa construction des « examens ». Dans un État raisonnable, il faudrait bien plutôt un examen pour devenir cordonnier que fonctionnaire d'État, car la cordonnerie est un savoir-faire sans lequel on peut être un bon citoyen et un homme social. Or il se trouve que l'indispensable « savoir d'État » (nul n'est censé ignorer la loi) est une condition sans laquelle on vit en dehors de l'État, en étant coupé de soi-même et de tout, comme suspendu dans les airs. Or donc l'examen n'est qu'une formule de franc-maçon, la reconnaissance légale du savoir étatique comme privilège.

La « connexion » de la « fonction d'État » et de l'« individu », ce lien objectif entre le savoir de la société civile et le savoir de l'État, *l'examen*, n'est rien d'autre que le baptême bureaucratique de la science, la reconnaissance officielle de la *transsubstantiation* de la science profane en science sacrée : chaque examen, implique comme allant, de soi, que l'examinateur sache tout. On n'a pas connaissance de ce que les citoyens grecs ou romains aient passé des examens.

Critique de la spécialisation

Retour à la table des matières

Pour Stirner, toutes les qualités sont données et peu lui importe d'où elles proviennent [1]. Point n'est donc besoin de les développer, ni, par exemple, d'apprendre à danser pour dominer ses pas, ni d'exercer son esprit sur des matériaux qui ne sont pas donnés à tout le monde et que, dans les conditions actuelles, tout le monde ne peut se procurer pour maîtriser sa pensée ; inutile, en un

[1] Cf. MARX-ENGELS, *Die deutsche Ideologie*, in *Werke*, 3, p. 244-246.
Dans ce passage, Marx-Engels mettent en évidence le corollaire de la thèse selon laquelle, dans les sociétés de classe, la civilisation se développe sur un fond d'ignorance, comme la richesse de quelques-uns est fonction de la pauvreté des masses : la division du travail existante développe, chez ceux qui ont une profession, une seule faculté ou un seul type de geste *au détriment de toutes les autres potentialités de l'homme.* C'est dire que l'aliénation produit nécessairement la mutilation individuelle dans les sociétés de classe. Dès lors, se spécialiser ou exercer un métier quel qu'il soit revient à sacrifier à une potentialité plus ou moins exacerbée par l'apprentissage ou la répétition toutes les autres virtualités que renferme la nature humaine. Cela revient à cultiver une activité qui s'autonomise *pour dominer* l'homme qui l'exerce, celui-ci devenant, par exemple, écrivain, comptable, peintre ou chanteur, en étant impuissant partout ailleurs. À cette individualisation aliénante de la division du travail des sociétés de classe, Marx opposera sa conception de l'homme social, totalement épanoui que ne rend possible qu'une société collectiviste, car celle-ci brise toutes les frontières et les barrières qui empêchent les hommes d'avoir une activité et une communication universelle, sans préalable monétaire.

mot, de se soucier des conditions matérielles, dont dépend, en réalité, la mesure dans laquelle un individu peut se développer.

Toutes les capacités étant données, Stirner ne peut que substituer une capacité à l'autre, en étouffant toutes les autres pour en développer une seule. C'est dire qu'il laisse les qualités à l'état de simple virtualité, lorsque l'une d'entre elles se développe librement, pour autant que les conditions matérielles du monde en permettent le développement. Ainsi l'écrivain Stirner développe de façon continue une *somme* de connaissances, du fait que, grâce à la division du travail, il peut s'adonner essentiellement à une seule passion, par exemple celle d'écrire des livres.

Or il est insensé de supposer – comme le fait saint Max – qu'on puisse satisfaire une passion séparément de toutes les autres et qu'on puisse la satisfaire sans se satisfaire soi, c'est-à-dire l'individu vivant tout entier. Sa passion, à lui, revêt un caractère abstrait, détaché des choses, puisqu'elle s'oppose à lui comme une puissance étrangère, la satisfaction de l'individu apparaissant comme la satisfaction unilatérale d'une passion du singulier. Cependant, la faute n'en incombe nullement à la conscience ou à la « bonne volonté », et moins encore au manque de réflexion sur le concept de la capacité, comme Stirner se le figure.

La cause s'en trouve, non pas dans la *conscience,* mais dans *l'être,* non pas dans la pensée, mais dans la vie. La cause en est dans l'évolution empirique de la vie des individus, c'est-à-dire dans les *conditions matérielles du monde.* Dès lors que les circonstances dans lesquelles cet individu vit ne lui permettent que le développement unilatéral d'une faculté aux dépens de toutes les autres et ne lui fournissent que la matière et le temps nécessaires au développement de cette seule faculté, *cet individu ne parviendra qu'à un développement unilatéral et mutilé.* Nulle prédication moralisante n'y changera rien.

Le mode par lequel cette faculté privilégiée est développée résulte à son tour de la matière qui lui est offerte pour sa formation, d'une part, et du degré et mode dont toutes les autres facultés sont suffoquées. C'est précisément parce que la pensée est la pensée de tel individu déterminé qu'elle est et reste *sa* pensée, déterminée par son individualité et les conditions dans lesquelles il vit. Il n'a donc pas besoin de faire d'abord le détour d'une longue réflexion sur la pensée en soi pour déclarer que sa pensée est bien la sienne propre, sa *propriété* [1],

---

[1] Ce texte difficile, mais lumineux, part de la conception propriétaire de la pensée et des dons individuels pour en dénoncer le sophisme : il faut un individu pour penser, *donc la pensée est la création de l'individu*, ce qui ne peut que plaire aux professionnels du travail « intellectuel ». Cette conception individualiste implique le morcellement et donc la mutilation de l'individu séparé de ses tenants et ses aboutissements pour être autonomisé et fétichisé comme un être en soi et pour soi, source de toutes choses. À cette conception aliénée, Marx oppose sa vision communiste du monde, en déclarant non seulement que l'on pense avec la

car n'est-elle pas *a priori* la sienne propre, individuellement déterminée, exprimant sa particularité ? C'est précisément cette particularité qui s'est développé chez saint Sancho comme son « contraire », particularité « *en soi* ».

En revanche, chez un individu, par exemple, dont la vie embrasse un large cercle d'activités diverses et de relations pratiques avec le monde, et mène donc une vie multiforme, la pensée revêt le même caractère d'universalité que toute autre démarche de cet individu. Elle ne se fixe donc pas en pensée abstraite, et n'a pas besoin non plus d'amples artifices de la réflexion, lorsque l'individu passe de la pensée à une autre manifestation de sa vie. Elle est toujours, d'emblée, un moment de la vie qui, selon le *besoin*, s'évanouit et se reproduit dans la vie complexe de l'individu.

À l'inverse, chez un maître d'école ou un écrivain qui n'est pas sorti de Berlin, l'activité se borne, d'une part, à un travail ingrat et, d'autre part, aux jouissances de l'esprit [1]. Et, de fait, son univers s'étend de Moabit à Köpenick et s'achève à la porte de Hambourg [2], comme si un mur de planches le condamnait. Ses relations avec ce monde sont réduites au minimum de par sa misérable situation matérielle. Aussi est-il inéluctable chez un tel individu, dès lors qu'il éprouve le besoin de penser, que sa pensée prenne un tour aussi abstrait que lui-même et son existence [3]. Il est inévitable que, face à cet individu sans défense, la pensée se convertisse en puissance figée, dont l'activité offre à l'individu la possibilité de s'évader pour un instant de ce « monde mauvais » qui est le sien, la possibilité d'une jouissance momentanée. Chez un tel individu, les quelques rares velléités qui subsistent encore et dérivent moins du commerce des hommes que de sa constitution physique, ne se manifestent que par *répercussion.* C'est dire qu'elles prennent, dans le cadre de leur développement

---

tête des autres, puisque l'on apprend chez autrui et dans le monde sensible des choses, mais encore que toute pensée est *sociale* de manière immédiate : « Même quand j'ai une activité *scientifique*, etc., que je ne peux effectuer que rarement en communauté directe avec d'autres, je travaille *socialement* parce que j'agis en tant qu'homme. Non seulement le matériel de mon activité – tel le langage dans lequel le penseur exerce la sienne – m'est donné comme produit de la société, mais encore ma propre existence est activité sociale, parce que, conscient d'agir en tant qu'être social, je ne fais rien de moi-même que je ne fasse pour la société. » (Cf. MARX, *Manuscrits de 1844,* chapitre sur « La Propriété privée et le Communisme. »)

1 Marx souligne ici la pauvreté immanente à la pensée individuelle sous le régime de la propriété privée qui sépare et oppose toujours le travail à la jouissance, le temps libre au temps de turbin, les vacances au bagne du travail forcé.

2 Moabit et Köpenick, anciens faubourgs de Berlin, incorporés par la suite à la ville. La porte de Hambourg se situait à l'époque à la limite nord de Berlin.

3 Marx pousse son analyse du penseur jusque dans les détails de sa vie matérielle, concrète – et cela donne une image bien triste de la pensée individuelle, dans une société déchirée en individus autonomes. De par leurs conditions privées de vie à l'image de la propriété, leur pensée ne peut être que mesquine comme le mode de vie d'un individu privé. Dans la société communiste, l'homme, devenu un être social, bénéficiera d'une tout autre échelle de vie, d'action et de pensée.

étriqué, le même caractère unilatéral et brutal que sa pensée : elles ne surgissent qu'à de longs intervalles et stimulées par le bouillonnement du désir prédominant (mû par des causes directement physiques, par exemple la compression du bas-ventre) [1]. Elles le font alors avec violence, avec véhémence, en refoulant de la façon la plus brutale les désirs naturels ordinaires et conduisent à une soumission encore accrue à la pensée. Que la pensée d'un maître d'école réfléchisse ce fait empirique de manière pédante et en fasse un objet de ratiocinations, voilà qui va de soi. Mais la simple mention du fait que Stirner « crée » ses facultés ne suffit pas à expliquer leur développement spécifique.

Dans quelle mesure ces facultés ont un développement local ou universel, dépassent les bornes locales ou en restent prisonnières, c'est ce qui ne dépend pas de lui, mais de l'évolution mondiale et de la part qu'il y prend, lui et la localité où il vit. Ce qui donne aux individus la possibilité de surmonter leur étroitesse locale, en certaines circonstances favorables, ce n'est pas le fait que dans leur réflexion ils s'imaginent ou se proposent de dissoudre ces limitations, mais que, dans leur réalité matérielle et déterminée par des besoins matériels, ils sont parvenus à produire un système d'échanges à l'échelle du monde.

Promulgation de la loi sur l'enseignement obligatoire pour tous

Retour à la table des matières

La dégradation des mœurs provoquée par l'exploitation capitaliste du travail des femmes et des enfants a été décrite jusque dans ses derniers détails par Fr. Engels, dans son ouvrage sur *La Situation des classes ouvrières en Angleterre*, et d'autres écrivains qu'il me suffit ici de mentionner [2]. L'atrophie intellectuelle produite artificiellement chez les adolescents en voie de formation par leur transformation en simples machines à fabriquer de la plus-value doit être soigneusement distinguée de l'ignorance naturelle qui laisse l'esprit en friche, sans corrompre sa faculté de développement, ni sa fertilité naturelle. Le Parle-

---

[1] D'où les envolées lyriques, parfois inattendues, de ceux qui exercent une profession assise. Sans être passé par l'école freudienne, Marx trouve dans ces compressions du bas-ventre l'origine d'écrits sentimentaux et philanthropiques chez des petits bourgeois à l'esprit et au cœur pourtant secs.

[2] Cf. MARX, *Le Capital*, I, in *Werke*, 23, p. 421-424.
Pour retrouver les passages dans lesquels Engels s'exprime sur l'« éducation bourgeoise » des ouvriers, le lecteur peut se rapporter aux pages suivantes de *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Ed. sociales, 1960, p. 35-38, 152-162, 169-173, 191-192, 198-200, 217-226, 243-246, 253-258, 294-297, 308.
Le lecteur peut se référer aussi aux conditions infectes de l'enseignement primaire dans l'idyllique Helvétie d'après le rapport de Marx au congrès de L'A.I.T. de Bâle, in MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, P.C.M., t. 1, p. 133.

ment anglais se crut à la fin forcé de remédier à cet état de choses, en faisant de l'instruction élémentaire la condition légale de l'utilisation « productive » des enfants au-dessous de quatorze ans dans toutes les industries soumises aux lois de fabrique. L'esprit de la production capitaliste apparaît en pleine lumière dans la rédaction des articles de ces lois concernant la soi-disant instruction, étant donné d'abord l'absence de tout appareil administratif, absence qui rend illusoire en grande partie le caractère obligatoire de cet enseignement, ensuite l'opposition des fabricants mêmes à une loi semblable, et enfin leurs subterfuges et faux-fuyants pour l'éluder dans la pratique [1].

« Le législateur seul est à blâmer, parce qu'il a promulgué une loi menteuse (*delusive law*) qui, sous l'apparence de pourvoir à l'éducation des enfants ne renferme, en réalité aucun article de nature à assurer la réalisation du but proclamé. Il ne détermine rien, sinon que les enfants doivent être tenus enfermés un certain nombre d'heures – trois – par jour entre les quatre murs d'un local baptisé école, et que les employeurs de ces enfants auront à réclamer un certificat de scolarité chaque semaine d'une personne qui le signera à titre de maître ou de maîtresse d'école [2]. »

Avant la promulgation de la loi de fabrique amendée de 1844, une foule de ces certificats de scolarité signés d'une croix prouvaient que les instituteurs ou institutrices ne savaient même pas écrire : « Lors d'une visite que je fis à une école qui délivrait de tels certificats, je fus tellement choqué de l'ignorance du maître que je lui dis : " Pardon, Monsieur, mais savez-vous lire ? " " Ouais, un p'tit peu ", telle fut sa réponse ; et pour se justifier, il ajouta : " Dans tous les cas, j'en sais plus que mes écoliers ! " »

Lors de la discussion préalable à la loi de 1844, les inspecteurs de fabrique dénoncèrent l'état piteux des prétendues écoles, dont ils devaient déclarer les certificats pleinement valables du point de vue légal. Tout ce qu'ils obtinrent, c'est qu'à partir de 1844 « les chiffres inscrits sur les certificats, ainsi que les nom et prénoms des instituteurs, devaient être écrits de la propre main de ces derniers [3].

---

[1] Le fait est que les ouvriers ont arraché de haute lutte, soit par leurs revendications économiques (comme Marx le montre ici à l'exemple de l'Angleterre), soit par leurs revendications politiques (comme en France), l'enseignement obligatoire qui est le corollaire du suffrage universel et de l'obligation militaire pour tous. En effet, il s'agit là d'une mesure parfaitement typique de la forme de société capitaliste, qui donne un enseignement primaire, permettant aux ouvriers d'accéder tout juste aux fonctions productives exigées par l'appareil de production. C'est pourquoi les fabricants mettent tous les obstacles à l'enseignement élémentaire obligatoire, tant que les manufactures ont besoin d'une main-d'œuvre innombrable et l'admettent lorsque l'industrie et le machinisme requièrent une main-d'œuvre plus instruite.

[2] Leonhard HORNER, *in Reports of Insp, of Fact. for 30th June 1857*, p. 17. (Note de Marx.)

[3] *Id.*, in *Rep. of Fact. for 31st Oct. 1855*, p. 18, 19. (Note de Marx.)

Sir John Kincaid, inspecteur de fabrique pour l'Écosse, cite maints faits du même genre : « La première école que nous visitâmes était tenue par une certaine Mrs. Ann Killin. Lorsque je lui demandai d'épeler son nom, elle commit tout de suite une bévue en commençant par la lettre C ; mais elle se corrigea aussitôt, et dit que son nom commençait par un K. Mais, en examinant sa signature dans les certificats de scolarité, je remarquai cependant qu'elle l'écrivait de différentes manières et que son écriture ne laissait aucun doute sur son incapacité d'enseigner. Elle avoua elle-même qu'elle ne savait pas tenir son registre... Dans une seconde école, je trouvai une salle, longue de 15 pieds et large de 10, où je comptai 75 écoliers qui piaillaient un baragouin inintelligible [1]. » « Mais il n'y a pas seulement ces horribles tanières, où les enfants obtiennent des certificats, mais non de l'instruction ; il y a beaucoup d'écoles où le maître est compétent, mais ses efforts échouent presque complètement face au fouillis inextricable d'enfants de tout âge, à partir de trois ans. Ses appointements, dans le meilleur cas, misérables, dépendent entièrement du nombre de pence qu'il reçoit, soit de la quantité d'enfants qu'il lui est possible de fourrer dans un local. Et, pour comble, un misérable ameublement, un manque de livres et de tout autre matériel d'enseignement, et l'influence pernicieuse d'une atmosphère confinée et viciée sur les pauvres enfants. Je me suis trouvé dans beaucoup d'écoles semblables où je voyais des rangées entières d'enfants qui ne faisaient absolument rien ; et voilà ce qu'on appelle fréquenter l'école, et ce sont de tels enfants qui figurent comme éduqués (*educated*) dans la statistique officielle [2]. »

En Écosse, les fabricants cherchent à se passer le plus possible des enfants soumis à l'obligation scolaire : « Cela suffit à démontrer la grande aversion que leur inspirent les articles de la loi sur l'instruction [3]. »

Tout cela devient d'un grotesque effroyable dans les imprimeries sur coton, laine, etc., qui sont réglées par des lois de fabrique particulières : d'après les arrêtés de la loi, « chaque enfant avant d'entrer dans une fabrique de ce genre doit avoir fréquenté l'école au moins 30 jours et pas moins de 150 heures pendant les 6 mois qui précédent le premier jour de son emploi. Une fois au travail, il doit également fréquenter l'école 30 jours et 150 heures dans le courant d'un des deux semestres de l'année... Il doit fréquenter l'école entre 8 heures du matin et 6 heures du soir. Aucune leçon de moins de 2 heures 1/2 ou de plus de 5 heures dans le même jour ne doit être comptée comme faisant partie des 150 heures. Dans les circonstances ordinaires, les enfants vont, 5 heures par jour, à l'école avant et après midi pendant 30 jours, et, après ces 30 jours, quand la somme de 150 heures est atteinte, quand – pour parler leur propre langue – ils

---

[1] Sir John KINCAID, in *Rep. of Insp. of Fact. for 31st Oct. 1858*, p. 31, 32. (Note de Marx.)

[2] Leonhard HORNER, in *Reports... for 30th April*, p. 17-18. (Note de Marx.)

[3] Sir John KINCAID, in *Reports of Insp. of Fact. for 31st October*, 1856, p. 66. (Note de Marx.)

ont fini leur livre, ils retournent à la fabrique où ils restent 6 mois jusqu'à l'échéance d'un nouveau terme, et alors ils retournent à l'école jusqu'à ce que leur « livre soit de nouveau fini », et ainsi de suite... Beaucoup de garçons qui ont fréquenté l'école pendant les 150 heures prescrites se retrouvent exactement au même point au bout de 6 mois de leur séjour dans la fabrique qu'au point de départ ; ils ont naturellement oublié tout ce qu'ils avaient appris auparavant. Dans d'autres imprimeries sur coton, la fréquentation de l'école dépend tout à fait des exigences du travail dans la fabrique. Le nombre d'heures de rigueur y est acquitté dans chaque période de 6 mois par des acomptes de 3 à 4 heures à la fois, disséminés sur tout le semestre. L'enfant, par exemple, se rend à l'école un jour de 8 à 11 heures du matin, un autre jour de 1 à 4 heures de l'après-midi, puis il s'en absente pendant toute une série de jours pour y revenir ensuite de 3 à 6 heures de l'après-midi pendant 3 ou 4 jours de suite ou pendant une semaine. Il disparaît de nouveau trois semaines ou un mois, puis revient pour quelques heures certains jours chômés, quand par hasard son employeur n'a pas besoin de lui. L'enfant est ainsi ballotté de l'école à la fabrique et de la fabrique à l'école, jusqu'à ce que le total des 150 heures soit acquitté [1]. »

Avec l'incorporation massive d'enfants et de femmes au personnel des fabriques, la machine réussit enfin à briser la résistance que le travailleur mâle opposait encore dans la manufacture au despotisme du capital [2].

---

[1] A. REDGRAVE, in *Reports of Insp. of Fact. for 31st October 1857*, p. 41, 42. Dans les branches de l'industrie anglaise où règne depuis assez longtemps la loi des fabriques proprement dite (qu'il ne faut pas confondre avec le *Print Works Act*), les obstacles que rencontraient les articles sur l'instruction ont été surmontés ces dernières années, dans une certaine mesure. Quant aux industries non soumises à la législation sur les fabriques, la situation qui y prédomine est celle exprimée par le fabricant verrier J. Geddes devant le commissaire d'enquête de M. White : « Autant que j'ai pu le constater, le supplément d'instruction accordé à une partie de la classe ouvrière dans ces dernières années est un mal. Il est surtout dangereux, en ce qu'il la rend trop indépendante. » Cf. *Children's Empt. Commission. IV Report*, London, 1865, p. 253. (Note de Marx.)

[2] « M. E., fabricant, m'a fait savoir qu'il emploie exclusivement des femmes à ses métiers mécaniques ; il donne la préférence aux femmes mariées, surtout à celles qui ont une famille nombreuse, dont le ménage dépend d'elles, car elles sont plus attentives et plus disciplinables que les femmes non mariées, et de plus sont forcées de travailler jusqu'à l'épuisement pour se procurer les moyens de subsistance indispensables. C'est ainsi que les vertus qui caractérisent le mieux la femme tournent à son préjudice. Ce qu'il y a de tendresse et de dévouement dans sa nature devient l'instrument de son esclavage et de sa misère. » Cf. *Ten Hours' Factory Bill. The Speech of Lord Ashley*, London, 15 mars 1844, p. 20. (Note de Marx.)

L'instruction bourgeoise des ouvriers

Retour à la table des matières

On voit ce qu'ont fait la bourgeoisie et l'État pour l'éducation et l'instruction de la classe laborieuse [1]. Par chance, les conditions dans lesquelles vit cette classe lui assurent une formation pratique, qui non seulement remplace tout le fatras scolaire, mais encore neutralise l'effet pernicieux des idées religieuses confuses dont est assorti l'enseignement – et c'est ce qui place même les ouvriers à la tête du mouvement de toute l'Angleterre. La misère n'apprend pas seulement à l'homme à prier, mais encore bien plus : à penser et à agir. Mais le travailleur anglais, qui sait tout juste lire et à peine écrire, sait néanmoins de manière très claire quel est son propre intérêt et celui de tout le pays – il sait aussi quel est l'intérêt spécifique de la bourgeoisie, et ce qu'il peut en attendre. Même s'il ne sait guère écrire, il sait parler – et parler en public. S'il ne sait pas compter, il en sait cependant assez pour opérer, avec les notions d'économie politique, les calculs qu'il faut pour percer à jour et réfuter les bourgeois qui prétendent abolir la loi sur les grains afin de faire baisser son salaire. Si, au grand désespoir des prêtres zélés, les questions célestes restent pour lui tout à fait obscures, il n'en est que plus éclairé sur les questions terrestres, politiques et sociales. Nous aurons encore l'occasion d'en reparler. Abordons maintenant le portrait moral de nos travailleurs.

Il saute aux yeux que l'instruction morale qui, dans toutes les écoles anglaises, est amalgamée à l'instruction religieuse, ne saurait être plus efficace que cette dernière. Les principes élémentaires qui, pour l'*être humain*, règlent les rapports de l'homme à l'homme sombrent déjà dans la plus terrible des confusions, ne serait-ce que parce que les rapports sociaux impliquent la guerre de tous contre tous. Or ils doivent nécessairement rester totalement obscurs et étrangers à l'ouvrier inculte, quand on les lui expose sous forme de dogmes

---

[1] Cf. ENGELS, *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, in *Werke*, chap. « Les Résultats », 2, p. 342.
L'enseignement bourgeois évolue selon les nécessités dictées par le niveau de développement de l'industrie qui exploite les prolétaires. Ceux-ci n'ont donc guère de choses à en espérer. En fait, ils trouvent ailleurs les conditions aussi bien matérielles qu'intellectuelles de leur émancipation, le prolétariat étant nécessairement le plus sensible au mouvement matériel de la société vers la dissolution de sa forme capitaliste : « L'infortunée réalité *sensible*, elle, ne tient pas compte de l'imagination de l'individu : chacun de ses sens l'oblige à croire à l'existence du monde et des individus existant autour de lui, et même son estomac profane lui rappelle quotidiennement que le monde extérieur n'est pas vide, mais au contraire ce qui remplit. Chacune de ses activités et de ses propriétés essentielles, chacune de ses impulsions vitales devient un besoin, une pénurie, qui transforme son égoïsme et son besoin d'autres choses et d'autres hommes en dehors de lui. » (MARX-ENGELS, *La Sainte-Famille*, in *Werke, 2*, chap. VI, p. 127.)

inextricablement mêlés à la religion, et sous la forme incompréhensible d'un impératif arbitraire, dénué de fondement.

De l'aveu de toutes les autorités, en particulier de la Commission sur l'emploi *des enfants*, les écoles ne contribuent à peu près en rien à la moralité de la classe laborieuse. La bourgeoisie anglaise est si impitoyable, si stupide et si bornée dans son égoïsme, qu'elle ne se donne pas même la peine d'inculquer aux ouvriers la morale actuelle, que la bourgeoisie s'est pourtant confectionnée dans son propre intérêt et pour sa propre défense ! Même cette préoccupation d'elle-même semble donner trop de peine à cette bourgeoisie qui est de plus en plus avachie et veule ; même cela lui semble superflu. Certes, il viendra un moment où elle regrettera – trop tard – sa négligence [1]. Mais elle n'a pas le droit de se plaindre si les travailleurs ignorent cette morale et n'en tiennent pas compte.

C'est ainsi que les ouvriers sont mis à l'écart et négligés par la classe au pouvoir au plan moral comme ils le sont aux plans physique et intellectuel. Le seul intérêt qu'on leur porte encore se manifeste par la loi, qui les agrippe dès qu'ils s'en prennent d'un peu trop près à la bourgeoisie ; de même qu'envers les animaux dépourvus de raison, on n'utilise pour eux qu'*un seul* moyen d'éducation : le fouet, la force brutale qui ne convainc pas, mais ne fait qu'intimider. Il n'est donc pas étonnant que les ouvriers, qu'on traite comme des bêtes, deviennent vraiment des bêtes, ou bien qu'ils n'aient, pour sauvegarder leur conscience d'hommes et le sentiment qu'ils sont des êtres humains, que la haine la plus farouche, qu'une rage intérieure permanente contre la bourgeoisie au pouvoir. De fait, ils ne sont des hommes qu'autant qu'ils éprouvent de la colère contre la classe dominante : ils deviennent bestiaux, dès qu'ils s'accommodent patiemment de leur joug, en cherchant seulement à rendre agréable leur vie sans chercher à briser leur joug [2].

---

[1] La bourgeoisie anglaise a eu le loisir de se reprendre, comme on le sait, et s'est mise à inculquer aux ouvriers ses bons principes avec les bribes d'enseignement scolaire qui permettent de faire avaler aux masses sans esprit critique l'idéologie bourgeoise. Si elle l'a fait, ce n'est pas qu'elle soit aujourd'hui plus éclairée ni plus morale ; son appareil productif lui a fait suivre cette évolution de corruption politique et morale du prolétariat : les sociaux-démocrates réformistes, qui sont les représentants politiques et économiques privilégiés de l'aristocratie ouvrière et de la petite bourgeoisie, se sont chargés de convaincre les classes dominantes de l'avantage de l'éducation et de la promotion des travailleurs sur une base qui demeure capitaliste.

[2] L'éducation illuministe, conçue par la bourgeoisie à l'usage des ouvriers, n'est rien d'autre qu'une série de recettes morales pour apprendre à vivre décemment à ceux qui n'en ont pas les moyens matériels : « L'éducation doit apprendre que des abris sales, mal aérés et surpeuplés ne sont pas le meilleur moyen de préserver la santé et l'énergie. Ce qui revient à vouloir sauver quelqu'un de la mort par inanition, en lui apprenant que les lois de la nature EXIGENT que le corps humain soit constamment pourvu d'aliments. » (MARX, « L'éducation et le travail des enfants en Angleterre », in *New York Tribune*, 28 novembre 1853.

Les bourgeois anglais sont d'excellents hommes d'affaires, et ils voient plus loin que les professeurs allemands [1]. Ce n'est qu'à contrecœur qu'ils envisageaient de partager le pouvoir avec la classe ouvrière. À l'époque du chartisme, ils avaient appris de quoi était capable cet enfant robuste et malicieux qu'est le peuple. Depuis lors, la plus grande partie de la Charte populaire leur avait été imposée en devenant la loi du pays. Maintenant, plus que jamais, il fallait tenir en bride le peuple par des moyens *moraux.* Or, le premier et le principal moyen d'action sur les masses est et reste encore *la religion.* C'est ce qui explique que les curés ont la majorité au sein des autorités scolaires, que la bourgeoisie s'impose toujours plus de dépenses pour encourager toutes les sortes de démagogie dévote, depuis le ritualisme jusqu'à l'armée du salut [2].

Signification historique de l'obligation scolaire pour tous

Retour à la table des matières

La Prusse avait, sur d'autres grandes puissances, l'avantage de deux bonnes institutions : le service militaire obligatoire et l'instruction élémentaire pour tous [3]. Elle les avait créées au moment du plus grand péril [1], et elle se contenta,

---

[1] Cf. ENGELS, préface à l'édition anglaise de 1892 de *L'Évolution du socialisme de l'utopie à la science,* in *Werke,* 22, p. 309.

[2] Après la conquête du pouvoir par la bourgeoisie, l'enseignement laïc évolue de plus en plus vers le compromis avec le cléricalisme. La cause profonde en est que la religion vient au secours de l'exploitation capitaliste. L'expérience historique a montré qu'une bourgeoisie essentiellement politique, comme la française, pouvait se permettre un matérialisme, un rationalisme et un athéisme plus conséquents, tant qu'elle s'appuyait sur une petite bourgeoisie et un paysannat parcellaire radical, tandis qu'une bourgeoisie qui exploite de larges couches d'ouvriers a une tendance marquée au « piétisme », selon l'expression d'Engels : « Il est avéré que, parmi les fabricants, les piétistes ont la plus mauvaise réputation auprès des ouvriers, qu'ils leur rognent les salaires de toutes les façons possibles, sous le prétexte qu'ils les privent d'une occasion de boire ; or, avec leurs belles prêches, ils sont toujours les premiers à soudoyer et à corrompre les gens. » (ENGELS, *Lettres de Wuppertal,* I, mars 1839, in *Werke*, 1, p. 418.)

[3] Cf. ENGELS, *Le Rôle de la violence dans l'histoire,* in *Werke,* 21, p. 422-423.
Engels analyse ici froidement la signification de la fameuse obligation scolaire élémentaire, qui donne aux sujets de Sa Majesté le Capital des notions tout juste suffisantes, d'abord en vue de travailler pour le plus grand profit des bourgeois, ensuite pour être réceptifs à son bourrage de crâne et ses campagnes d'endoctrinement idéologique, par la grande presse, les livres bon marché et, aujourd'hui, l'avalanche de la propagande bourgeoise par la radio, le cinéma, le théâtre et surtout la télévision : l'oppression *idéologique* ne doit-elle pas compléter la domination *politique* et l'exploitation *économique ?*
Par rapport aux conditions féodales, l'enseignement obligatoire pour tous fut un progrès indissolublement lié à l'introduction, révolutionnaire elle aussi, du capitalisme lui-même. Comme Engels le note, c'est une mesure démocratique bourgeoise, comme le suffrage universel et l'obligation militaire. Cependant, cette introduction ne se fait que sous la pression violente des masses, qui d'ailleurs sont le moteur de la révolution antiféodale. Comme

aux jours meilleurs, de les dépouiller de ce qu'elles pouvaient avoir de dangereux, soit en négligeant leur administration, soit en restreignant volontairement leur champ d'application. Quoi qu'il en soit, elles continuaient d'exister sur le papier, de sorte que la Prusse gardait la possibilité de développer l'énergie potentielle qui sommeillait doucement dans la masse populaire, mais qui, au moment voulu, dépasserait celle de tout autre pays ayant une population du même ordre.

La bourgeoisie trouvait son intérêt dans tout cela ; l'obligation personnelle du service militaire d'un an qui touchait aussi les fils de bourgeois, était libérale et assez facile à tourner par des pots de vin dans les années 1840, d'autant plus que le gouvernement n'attachait que peu de prix aux officiers de l'armée de ligne recrutés dans les milieux commerçants et industriels.

L'instruction obligatoire, qui fournit à la Prusse un grand nombre d'individus pourvus de connaissances élémentaires et des écoles moyennes pour la bourgeoisie, était au plus haut point profitable à la bourgeoisie. Avec le progrès de la grande industrie, elle finit même par être insuffisante. Encore à l'époque du *Kulturkampf,* certains fabricants se plaignaient, en ma présence, de ne pouvoir utiliser comme contremaîtres certains ouvriers, au demeurant excellents, mais dépourvus de connaissances scolaires. C'était surtout le cas dans les régions catholiques.

C'est surtout la petite bourgeoisie qui se plaignait du coût élevé de ces deux institutions et de l'aggravation fiscale consécutive. La bourgeoisie progressive calculait que ces dépenses – certes fâcheuses, mais inévitables pour devenir une « grande puissance » – seraient largement compensées par des profits accrus.

Marx l'a souligné dans les textes précédents, la bourgeoisie répugne à appliquer cette réforme dans sa période manufacturière où elle a besoin de tous les *bras.* Ce n'est qu'au moment où prédomine l'industrie mécanique qu'il lui faudra des ouvriers plus spécialisés, ainsi que des experts, techniciens, etc. Bien sûr, ce mouvement ne se généralise que dans les pays de capitalisme ancien. Un enseignement élémentaire, accompagné de cours techniques, ne dérange pas alors la bourgeoisie – même les frais en sont supportés par la collectivité.

[1] La Prusse instaura un système scolaire nouveau au cours des luttes bourgeoises contre le féodalisme de 1806 à 1813. Ce fut d'abord, en 1808, une « section pour la culture et l'enseignement » au ministère prussien de l'Intérieur dont la direction fut confiée de 1809 à 1810 au savant bien connu, Wilhelm von Humboldt. Cette section se transforma en 1817 en un « ministère pour les Affaires religieuses, éducatives et médicinales », et J. M. Süvern déposa en 1819 un projet de loi générale sur « l'instauration de l'enseignement scolaire dans l'État prussien ».

Enseignement professionnel en régime capitaliste

Retour à la table des matières

Une autre réforme très appréciée des bourgeois est *l'éducation,* et particulièrement *l'éducation professionnelle* universelle [1].

Nous ne voulons pas relever l'absurde contradiction selon laquelle l'industrie moderne remplace sans cesse davantage le travail complexe par le travail simple pour lequel il n'est besoin d'aucune formation ; nous ne voulons pas non plus relever qu'elle a poussé de plus en plus d'enfants dès la septième année derrière les machines, en en faisant une source de profits aussi bien pour la classe bourgeoise que pour leurs propres parents prolétaires. Le système manufacturier met en échec la législation scolaire – comme la Prusse en témoigne. Nous ne voulons pas relever enfin que la formation intellectuelle, si l'ouvrier la possédait, serait sans influence directe sur son salaire ; que l'instruction en général dépend du niveau des conditions de vie, et que le bourgeois entend par éducation morale le gavage de principes bourgeois, et qu'en fin de compte la

---

[1] Cf. MARX, manuscrit annexe *à Travail salarié et Capital* (1849) intitulé *Le Salaire.*
Malgré tout le battage fait autour du système scolaire élaboré de la République démocratique allemande, qui est certainement supérieur à celui de l'Allemagne de l'Ouest, un peu plus anarchique à cause de ses prétentions libérales, il reste dans le prolongement du système développé du 3e Reich, qui planifiait systématiquement non seulement la production nationale, mais encore le s conditions matérielles et humaines de son bon fonctionnement. Le système est-allemand n'a rien de socialiste, car celui-ci implique l'abolition de la division du travail avec le passage d'une branche à l'autre des producteurs ayant dépassé le stade de la formation de métier et de spécialisation qui implique l'antagonisme entre travail manuel et intellectuel. Une chose est de plier l'industrie aux besoins de l'homme, et une autre d'assujettir la formation des individus aux besoins changeants et péremptoires du marché et de la production, plus mercantiles que jamais en R.D.A.
En fait, la formation humaine est toujours dictée sous le capitalisme par les besoins de la production, et nulle réforme de l'enseignement ne pourra y changer quoi que ce soit. Mais, en République démocratique allemande, le capitalisme d'État a atteint sa forme la plus haute de concentration et d'organisation, si bien que la main-d'œuvre ne peut pas ne pas être systématiquement formée en conséquence. C'est en ce sens seulement que ce pays montre la voie à ceux qui vont atteindre ce degré de développement capitaliste. Au reste, le système est-allemand est tout à fait nationaliste, car, selon les besoins de l'industrie, il importe de la main-d'œuvre peu qualifiée des autres pays « socialistes ». Au cours de sa phase mécanisée et automatisée, le capital exige, dans quelques pays avancés, une prolongation de la scolarité nationale qui peut aller de pair avec l'importation de main-d'œuvre non qualifiée étrangère, indispensable à l'industrie nationale. Cette prolongation de la scolarité, liée à un enseignement de plus en plus spécialisé, multiplie l'idiotisme de métier à l'infini, en faisant de chaque « expert » dans un minuscule rayon un imbécile, ignare dans tous les autres, mais prétentieux partout. On développe ainsi un système basé sur le corporativisme, cher à Monsieur Pétain qui n'avait pas les moyens de le réaliser alors, comme c'est le cas aujourd'hui.

classe bourgeoise n'a pas les moyens ni l'envie d'offrir au peuple une éducation véritable.

Nous nous bornerons donc à considérer la question sous l'angle purement économique.

La signification véritable de l'éducation, pour les économistes philanthropes, c'est la formation de chaque ouvrier au plus grand nombre possible d'activités industrielles possibles, de sorte que, s'il est évincé d'une branche par l'emploi d'une nouvelle machine ou par un changement dans la division du travail, il puisse trouver à se caser ailleurs le plus facilement possible.

Admettons que ce soit possible.

La conséquence en serait que, si la main-d'œuvre était en excédent dans une branche d'industrie, cet excédent se déverserait aussitôt dans les autres branches d'industrie, si bien que la baisse de salaire dans une branche entraînerait encore plus sûrement qu'auparavant une réduction générale des salaires.

En dehors de cela, l'industrie moderne – en rendant partout le travail beaucoup plus simple, donc plus facile à apprendre – fait déjà qu'une augmentation des salaires dans une branche d'industrie provoque aussitôt un afflux de travailleurs dans cette branche, si bien que la baisse des salaires devient, de manière plus ou moins directe, générale.

Nous ne pouvons naturellement nous arrêter ici aux nombreux petits palliatifs préconisés par les bourgeois eux-mêmes.

Critique des écoles professionnelles

Retour à la table des matières

Après quelques détours, votre lettre de Biarritz est bien arrivée entre mes mains, ici à Londres où j'habite depuis dix ans, et je m'empresse de vous envoyer les renseignements dont mes moyens me permettent de disposer [1].

---

[1] Cf. Engels à M. K. Gorbounova-Kabloukova, le 22 juillet 1880.
La correspondante russe d'Engels, ancienne professeur de l'école professionnelle de Moscou, s'était adressée au début de juillet 1880 à Engels afin de lui poser la question de savoir quels pouvaient être le rôle et l'avenir des écoles professionnelles dans la Russie de l'époque, et quels devaient être les moyens à mettre en œuvre pour combiner les grandes entreprises naissantes avec les conditions sociales des campagnes russes, où prédominait l'industrie domestique. La correspondante d'Engels voulait, non pas tant en théorie qu'en pratique, « faire quelque chose » en ce domaine pour les travailleurs russes, afin de leur éviter les tortures inutiles de la phase de l'accumulation primitive. Le lecteur trouvera la seconde let-

J'ai discuté de la question avec mon ami Marx, et tous deux nous sommes d'avis qu'il n'existe pas de meilleures sources documentaires sur le système anglais d'écoles professionnelles que les rapports officiels qui se trouvent en votre possession. Le contenu de tout le reste de la littérature inofficielle tend presque exclusivement à peindre en rose le système existant, si elle n'a pas pour but de faire de la réclame pour telle ou telle charlatanerie. Je vais m'efforcer de trouver, parmi les rapports de *School Boards* et du ministère de l'Éducation de ces dernières années ce qui est susceptible de vous intéresser, et je vous communiquerai ensuite le nécessaire en détail lorsque vous aurez bien voulu m'indiquer où je pourrai vous adresser soit mes lettres soit mes paquets d'ici quinze jours ou en automne (étant donné que je vais quitter Londres pour un certain temps). Dans ce pays, l'éducation industrielle de la jeunesse est encore bien plus négligée que dans la plupart des pays du continent, et ce que l'on y réalise est le plus souvent de pure façade. Vous savez sans doute vous-même que les *Industrial Schools* ne sont pas du tout au niveau des écoles professionnelles du continent, mais sont des sortes de maisons de redressement où l'on envoie les enfants abandonnés pour quelques années à la suite d'un jugement de tribunal.

En revanche, les efforts des Américains devraient plutôt vous intéresser. Les États-Unis ont envoyé une très riche documentation sur ce sujet à la récente Exposition de Paris, et ce matériel doit être déposé à la Bibliothèque nationale de la rue de Richelieu. Vous devez en trouver le détail dans le catalogue d'exposition de cette bibliothèque.

En outre, je m'efforce de vous trouver l'adresse de monsieur Dacosta de Paris, dont le fils a participé à la Commune de 1871 ; le père a fait partie de la commission de l'enseignement de celle-ci et se passionne pour cette discipline. Il serait sans doute très disposé à vous aider.

Même les écoles de promotion pour les ouvriers adultes ne valent pas grand-chose ici le plus souvent. Là où il se fait quelque chose de bien, on le doit à des circonstances et des personnalités particulières, il s'agit donc d'institutions locales et temporaires. On ne pratique en ce domaine qu'une chose de manière systématique : la charlatanerie. Le meilleur établissement sombre après quelque temps dans une routine mortelle, et le but public devient de plus en plus prétexte à ce que les employés consomment leurs rémunérations de la manière la plus commode possible. C'est devenu une règle si générale ici que les établissements pour l'éducation des enfants de la classe moyenne elle-même – la bourgeoisie – n'y font pas exception. Sur ce plan, justement, on m'a cité de nouveau ces derniers temps des exemples remarquables.

tre, du 5 août 1880, à Karlovna Gorbounova dans MARX-ENGELS, *La Russie*, 10/18, p. 254-256.

Je regrette de ne pouvoir mettre moi-même à votre disposition du matériel nouveau : hélas il ne m'a pas été possible de suivre dans le détail l'évolution de l'enseignement élémentaire depuis une série d'années. Sinon c'est avec beaucoup de plaisir que je vous aurais offert davantage. À tout ce qui peut promouvoir l'enseignement populaire et, par là, même si indirectement soit-il, le mouvement dans un pays comme la Russie qui se trouve à la veille d'une crise d'une portée historique, ainsi que le parti de ce mouvement qui fait preuve d'une énergie et de capacités inouïes de sacrifice – à tout cela nous participons de la manière la plus profonde.

Le système scolaire français de la fin du siècle dernier

Retour à la table des matières

En Allemagne où fleurit depuis 1870 la réaction des hobereaux, tout marche à reculons [1]. Les Français disposent à présent des meilleures écoles du monde avec une stricte obligation scolaire et, tandis que Bismarck ne parvient pas à venir à bout des curés, ils sont entièrement évincés des écoles en France [2]. À part le développement d'éléments sociaux-démocrates dans l'armée, celle-ci devient un instrument pire que jamais de la réaction. En France, le service militaire obligatoire a beaucoup rapproché l'armée du peuple, et *c'est à cause d'elle surtout* qu'il est actuellement impossible d'y restaurer la monarchie. Or si les radicaux reviennent au gouvernement et sont obligés d'appliquer leur programme, cela signifiera : décentralisation de l'administration, autonomie politique des départements et des communes, comme en Amérique et comme en France de 1792 à 1798, séparation de l'Église et de l'État, chacun payant lui-même ses curés.

[1] Cf. Engels à A. Bebel, 28 octobre 1885.

[2] En France, l'instruction obligatoire fut introduite sous la pression de luttes politiques qui, dit Marx dans *Le Capital*, I, ont l'avantage, lorsqu'il s'agit d'un pays centralisé, de faire admettre un système au nom d'un principe général, qui s'applique à tous, donc le plus complet, alors qu'en Angleterre les conditions économiques ont fait que le système a été introduit empiriquement, de manière tout à fait progressive et avec de nombreuses exceptions et reste donc très imparfait.
Comme Engels le fera remarquer dans les textes suivants, la Commune ne fut pas étrangère au bon système scolaire dont la France profita, sous la III^e République notamment.

Mesures du gouvernement ouvrier en faveur de l'enseignement

Retour à la table des matières

La Commune n'a pas eu naturellement le temps de réorganiser l'instruction (éducation) publique [1]. Cependant, en éliminant l'élément religieux et clérical, elle a pris l'initiative d'émanciper intellectuellement le peuple. Le 28 avril [2], elle a nommé une commission chargée d'organiser l'enseignement primaire (élémentaire) et professionnel. Elle a ordonné que tous les instruments de travail scolaire, tels que les livres, cartes géographiques, papier, etc., soient fournis gratuitement par les instituteurs, qui les reçoivent à leur tour des mairies respectives dont ils relèvent. Aucun instituteur n'est autorisé, sous quelque prétexte que ce soit, à demander à ses élèves le paiement de ces instruments de travail scolaire (28 avril).

Devant les désastres accumulés sur la France par cette guerre, devant son effondrement national et sa ruine financière, les classes moyennes savent que ce n'est pas la classe corrompue de ceux qui aspirent à être les esclavagistes de la France, mais que c'est seulement la classe ouvrière, avec ses aspirations viriles et sa puissance herculéenne, qui peut apporter le salut [3] !

Elles sentent que seule la classe ouvrière peut les émanciper de la tyrannie des curés, faire de la science non plus un instrument de domination de classe, mais une force populaire, faire des hommes de science eux-mêmes non plus des proxénètes des préjugés de classe, des parasites d'État à l'affût de bonnes places et des alliés du capital, mais des libres agents de l'esprit. La science ne peut jouer son véritable rôle que dans la République du Travail.

Les professeurs de l'école de médecine s'étant enfuis, la Commune a désigné une commission en vue de fonder des universités libres qui ne soient plus

---

[1] Cf. MARX, *Première ébauche de « La Guerre civile en France »*, in *Werke*, 17, chap. « La Commune. Mesures en faveur de la classe ouvrière », p. 529.

[2] L'arrêté suivant était publié au *Journal officiel* du 29 avril 1871 : « Considérant qu'il est nécessaire d'organiser dans le plus bref délai *l'enseignement primaire et professionnel* sur un modèle uniforme dans les divers arrondissements de Paris. Considérant qu'il est urgent de hâter, partout où elle n'est pas effectuée, la transformation de l'enseignement religieux en enseignement laïque. Afin d'aider dans ce travail la Commission de l'enseignement, le délégué de la Commune à l'enseignement arrête : 1. une commission est instituée sous le nom de Commission d'organisation de l'enseignement ; 2. elle est composée des citoyens André, Dacosta, Manier, Rama et Sanglier. Le délégué : E. VAILLANT. »

[3] Cf. MARX, *Première ébauche de « La Guerre civile en France »*, in *Werke,* 17, chap. « La révolution de la Commune représente toutes les classes de la société qui ne vivent pas du travail d'autrui », p. 554.

des parasites d'État [1] ; celle-ci a donné aux étudiants qui ont passé leurs examens la possibilité de pratiquer indépendamment du titre de docteur (le titre sera conféré par la Faculté) [2].

La Commune ne devait pas être une institution parlementaire, mais un corps agissant, à la fois exécutif et législatif [3]. Les agents de police, au lieu d'être les instruments d'un gouvernement central, devaient être au service de la Commune et, comme les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration, être nommés par la Commune en restant toujours révocables par elle ; tous les fonctionnaires, comme les membres de la Commune elle-même, devaient accomplir leur travail pour des salaires d'ouvriers. Les juges devaient également être élus, révocables et responsables. Dans toutes les questions de la vie sociale, l'initiative devait revenir à la Commune. En un mot, toutes les fonctions publiques, même les rares fonctions qui auraient relevé d'un gouvernement central, devaient être assumées par des agents communaux et placées, par conséquent, sous le contrôle de la Commune.

Il est absurde d'affirmer que les fonctions centrales – non point les fonctions de gouvernement sur le peuple, mais celles qui sont nécessaires pour les besoins généraux et ordinaires du pays – ne devaient plus être assurées. Ces fonctions auraient subsisté, mais les fonctionnaires eux-mêmes ne pouvaient plus – comme dans le vieil appareil gouvernemental – s'élever au-dessus de la société réelle, car ces fonctions devaient être assurées par des *agents communaux* et donc être exécutées sous un constant contrôle effectif.

---

[1] Cf. MARX, *Première ébauche de « La Guerre civile en France »*, in *Werke*, 17, chap. « Mesures en faveur de la classe ouvrière, mais plus encore en faveur des classes moyennes », p. 556.
Les mesures que Marx évoque ne sont évidemment pas socialistes, mais assurent une transition à un niveau très inférieur, celui de la France du siècle dernier. Marx écrit lui-même : « La Commune n'élimine pas les luttes de classes grâce auxquelles la classe ouvrière s'efforce d'abolir toutes les classes et, par suite, toute domination de classe, mais elle crée l'ambiance rationnelle dans laquelle cette lutte de classes peut passer par ses différentes phases de la façon la plus rationnelle et la plus humaine. Elle peut être le point de départ de réactions violentes et de révolutions tout aussi violentes. » (MARX, *Première ébauche*...)
C'est ce qui explique la modération des réformes, notamment celle de l'enseignement, qui ont pour but, non pas de réduire les classes moyennes, mais de les faire passer sous l'influence politique des travailleurs, en leur consentant des avantages de toutes sortes.

[2] Dans sa séance du 27 avril 1871, Miot, membre de la Commission de l'enseignement de la Commune, proposait : « Vu l'impossibilité pour les étudiants en médecine ayant subi cinq examens de doctorat de présenter une thèse, puisque la Faculté a abandonné son poste ; considérant que la réception à ces examens successifs constitue un titre suffisant de capacité, la Commune décrète : les étudiants en médecine ayant passé avec succès leurs cinq examens de doctorat sont autorisés à exercer avec le titre de docteur la profession de médecin sur la production d'un certificat du secrétariat de l'École. Un délai d'un an leur est laissé pour soutenir leur thèse, s'il y a lieu. »

[3] Cf. MARX, *Deuxième ébauche de « La Guerre civile en France »*, in *Werke*, 17, chap. « La Commune », p. 597-598.

La fonction publique devait cesser d'être une propriété privée [1], conférée par le gouvernement central à ses auxiliaires et créatures. L'armée permanente et la police d'État, les instruments physiques de l'oppression, devaient être éliminées. En expropriant toutes les Églises dans la mesure où elles étaient des corps possédants, en éliminant l'instruction religieuse de toutes les écoles publiques et en introduisant simultanément la gratuité de l'instruction, en renvoyant tous les curés à la calme retraite de la vie privée pour y vivre de l'aumône de leurs fidèles, en affranchissant tous les établissements scolaires de la tutelle et de la tyrannie du gouvernement, la force idéologique de la répression devait être brisée : non seulement la science devenait accessible à tous, mais encore elle était libérée des entraves de la pression gouvernementale et des préjugés de classe...

Les instruments de l'oppression gouvernementale et de la domination sur la société devaient être mis en pièces grâce à l'élimination des organes purement répressifs, et, là où le pouvoir avait des fonctions légitimes à remplir, ces fonctions ne devaient pas être exercées par un organisme placé au-dessus de la société, mais par les agents responsables de cette même société.

Quand la Commune de Paris prit la direction de la révolution dans ses mains, quand de simples ouvriers, pour la première fois, eurent l'audace de toucher au privilège gouvernemental de leurs « supérieurs naturels », les possédants, et, dans des circonstances d'une difficulté sans pareille, accomplirent leur travail modestement, consciencieusement et efficacement, et ils l'accomplirent pour des salaires dont le plus élevé atteignait à peine le cinquième de ce qui – à en croire une haute autorité scientifique, le professeur Huxley – est le minimum requis pour un secrétaire dans certain conseil de l'instruction publique de Londres [2]. C'est ce qui explique que le vieux monde se tordit dans des

[1] On voit combien systématique est la pensée de Marx : dès sa critique de Hegel en 1843, il avait dénoncé l'évolution de la fonction publique vers la propriété privée, cf. ci-dessous, p. 54-57.

[2] Cf. MARX, *La Guerre civile en France,* III, in *Werke*, 17, p. 344.
La Commune a opéré un redressement très net de renseignement en France, ce qui ne fait que confirmer que l'éducation ne suit pas une ligne progressive vers une promotion toujours plus grande de l'humanité, mais une courbe – celle de l'évolution capitaliste elle-même. De même que l'économie est progressive au début du capitalisme, puis dégénère en une technique malsaine et polluante pour la nature aussi bien que les hommes, les sciences et les arts connaissent leurs sommets – classiques – au début de l'ère capitaliste, puis dégénèrent au niveau vulgaire, et l'enseignement ne fait pas exception, même si en l'occurrence, la Commune, avec son puissant coup de bélier, a renversé un peu ce développement, et que le capitalisme développé exige une scolarité plus longue et plus spécialisée. Cependant, la *tendance générale* du capitalisme n'en est pas moins le déclin et la dégénérescence, à l'échelle de l'humanité, de l'enseignement. Les statistiques elles-mêmes l'admettent de façon spectaculaire. Le directeur général de l'UNESCO déclarait le 9 septembre 1975 à la IX^{e} Journée de l'alphabétisation : « Le nombre global des analphabètes s'élève aujourd'hui à quelque 800 millions, soit le tiers de la population adulte ; 60 % de ces analphabètes sont

crises de rage à la vue du drapeau rouge, symbole de la République du Travail flottant sur l'Hôtel de Ville...

Décadence historique de l'enseignement élémentaire obligatoire

Retour à la table des matières

Le révolutionnement de la classe la plus stationnaire – la paysannerie – commença à devenir manifeste après le rétablissement de l'impôt sur les boissons [1]. Les mesures du gouvernement et les lois de janvier et de février 1850 sont presque exclusivement dirigées contre les *départements* et les *paysans*. C'est la preuve la plus frappante du progrès de ces derniers !

Ce fut d'abord la *circulaire d'Hauptpoul* qui fit du gendarme l'inquisiteur du préfet, du sous-préfet et surtout du maire, et qui organisa l'espionnage jusque dans les recoins de la commune rurale la plus éloignée. La *loi contre les instituteurs* [2] soumit ensuite ses capacités, ces porte-parole, éducateurs et interprètes de la classe paysanne, à l'arbitraire du préfet qui les pourchassa d'une commune à l'autre comme du gibier, eux, les prolétaires de la classe instruite.

Mais ce n'était pas tout. La *proposition de loi contre les maires* suspendit au-dessus de leurs têtes l'épée de Damoclès de la révocation et les opposa à chaque instant, eux, les présidents des communes rurales, au président de la République et au parti de l'Ordre. L'ordonnance du 15 février transforma les 17 régions militaires de la France en quatre pachaliks et octroya aux Français la caserne et le bivouac pour salon national.

Par la *loi sur l'enseignement* du 15 mars 1850, le parti de l'Ordre proclama que l'inconscience et l'abrutissement de la France par la force sont la condition de son existence sous le régime du suffrage universel. Or, qu'étaient-ce que toutes ces lois et mesures ? Autant de tentatives désespérées de gagner à nouveau au parti de l'Ordre les départements et les paysans des départements.

En tant que *moyens de répression*, ils étaient pitoyables et allaient à l'encontre du but recherché. Les grandes mesures comme le maintien de l'impôt sur les boissons, l'impôt des 45 centimes, le rejet dédaigneux des pétitions des paysans demandant le remboursement des milliards, etc., toutes ces foudres lé-

---

des femmes, et de 1960 à 1970 le nombre de femmes analphabètes s'est ACCRU de 40 millions contre 8 millions seulement (*sic*) pour les hommes. »

[1] Cf. MARX, *les Luttes de classes en France*, in *Werke*, 7, p. 95-86, 91.

[2] Cette loi permettait aux préfets de révoquer arbitrairement les instituteurs et de les soumettre à des sanctions disciplinaires.

gislatives frappèrent d'un seul coup la classe paysanne. Le coup venant en bloc à partir d'un centre, les lois et mesures mentionnées soulevèrent une contre-attaque et une résistance *générale.* Elles devinrent le sujet des conversations journalières dans les chaumières, inoculant la révolution dans chaque village. [...]

La *loi sur l'enseignement représente* l'alliance des jeunes catholiques et des vieux voltairiens [1]. La domination de tous les bourgeois unis pouvait-elle être autre chose que le despotisme coalisé de la Restauration amie des jésuites et de la monarchie de Juillet adepte de la liberté de pensée ? Les armes qu'une des fractions bourgeoises avait distribuées parmi le peuple contre l'autre dans leurs luttes réciproques pour la suprématie, ne fallait-il pas les arracher de nouveau au peuple puisqu'il se dressait face à leur dictature conjuguée ? Rien, pas même le rejet des *concordats à l'amiable,* n'a plus indigné la boutique parisienne que ce coquet étalage de *jésuitisme.* [...]

Sans se laisser arrêter par les provocations du gouvernement, dont l'effet fut d'accroître l'irritation générale contre l'état de choses existant, le comité électoral (issu de la révolution de 1848) qui était entièrement sous l'influence des ouvriers, présenta trois candidats pour Paris : *Deflotte, Vidal* et *Carnot* [2]. Deflotte, déporté de juin et amnistié dans un des accès de popularité de Bonaparte, est un ami de Blanqui et il avait participé à l'attentat du 15 mai. Vidal est connu comme écrivain communiste par son livre *De la répartition des richesses,* c'est l'ancien secrétaire de Louis Blanc à la commission du Luxembourg. Carnot, fils du conventionnel qui avait organisé la victoire, est le moins compromis des membres du parti du National, il fut ministre de l'Enseignement dans le gouvernement provisoire et dans la commission exécutive : son projet de loi démocratique sur l'enseignement populaire était une protestation vivante

[1] Dans *Le Développement du socialisme de l'utopie à la science,* Engels explique qu'au moment de la révolution anti- féodale la lumière éclata et prétendit évincer pour toujours la superstition, l'injustice et le privilège. Cependant le caractère bourgeois de l'évolution dissipa bientôt toutes ces illusions : cf. ENGELS-MARX, *Les Utopistes,* Petite Collection Maspero, 1976, p. 31-34.

Déjà Voltaire avait prévenu ses contemporains : la bourgeoisie révolutionnaire met trop de hâte à abattre les idoles et les autels, mais il pouvait se consoler : la bourgeoisie instaurera des préjugés et des superstitions plus grandes encore. Elle n'hésite pas aujourd'hui à s'allier partout avec le clergé, et la lutte pour la laïcité elle-même qui n'avait été qu'une œuvre de propagande pour un idéal jamais atteint, finit par un compromis – celui que les communistes dégénérés prônent eux-mêmes aujourd'hui avec leur main tendue aux catholiques, ces spécialistes de la domination des esprits depuis des millénaires, avec un sens du compromis et de la tolérance parfaitement bourgeois, dont le principe est de réformer pour que tout reste pareil.

[2] Comme Marx le montre maintenant, les forces révolutionnaires de 1848 tentèrent déjà – comme la Commune elle-même – de réagir contre le cours de la dégénérescence de l'enseignement, qui est inévitable dès lors que l'économie capitaliste entre dans une longue phase de prospérité et de stabilité.

contre la loi sur l'enseignement due aux jésuites. Ces trois candidats représentaient les trois classes alliées : en tête l'insurgé de Juin, le représentant du prolétariat révolutionnaire ; à côté de lui le socialiste doctrinaire, qui représente la petite bourgeoisie socialiste ; le troisième, enfin, représente le parti républicain bourgeois dont les formules démocratiques, face au parti de l'Ordre, acquéraient un sens socialiste et avaient perdu depuis longtemps leur sens propre. C'était, comme en février, *une coalition générale contre la bourgeoisie et le gouvernement*. Mais, cette fois, le prolétariat était *à la tête de la ligue révolutionnaire.*

L'échec de la tentative de redressement de la révolution de juin 1848

Retour à la table des matières

Les ouvriers de Paris ont été *écrasés* par le nombre, mais n'ont pas *succombé* [1]. Ils sont *battus*, mais leurs adversaires sont *vaincus*. Le triomphe momentané de la force brutale a été acquis par l'anéantissement de toutes les illusions et chimères de la révolution de février, par la dissolution de tout le parti des vieux républicains, par la scission de la nation française en deux, la nation des possédants et la nation des travailleurs. La république tricolore n'arbore plus qu'une *seule couleur*, la couleur des vaincus et du *sang* : elle est devenue la *république rouge.*

Aucune voix réputée de la République, ni du National ni de *La Réforme*, n'a pris parti pour le peuple. Sans autres chefs, sans autres moyens que la révolte elle-même, les ouvriers ont résisté à la bourgeoisie et à la soldatesque coalisées plus longtemps qu'aucune dynastie française, pourvue de tout l'appareil militaire, ne résista à une fraction de la bourgeoisie coalisée avec le peuple, pour rompre complètement avec le passé. Il fallait aussi que le complément politique habituel des émeutes françaises, l'enthousiaste jeunesse bourgeoise, les élèves de l'École polytechnique, les tricornes grossissent les rangs des oppres-

[1] Cf. MARX, « La Révolution de Juin », in *La Nouvelle Gazette rhénane*, 29 juin 1848, in *Werke*, 5, p. 133-134.
Selon Marx, la révolution prolétarienne, contrairement aux soulèvements populaires, met chaque classe à sa place – et les hommes de « science » ainsi que les étudiants (dans leur majorité) se rangent spontanément du « bon côté ». La révolution prolétarienne se distingue nettement de toutes les révolutions populaires, c'est-à-dire interclassistes, qui suscitent l'enthousiasme du peuple : « La révolution de Février fut la belle révolution, celle de la sympathie universelle, parce que la lutte sociale qui se trouvait à son arrière-plan n'y avait atteint qu'un stade inconsistant et purement verbal. En revanche, la révolution de Juin est laide : c'est la révolution repoussante, parce que la réalité s'est substituée à la phrase, parce que la République a dévoilé la tête du monstre, en lui arrachant sa couronne tutélaire. » (*Ibid*., p. 134.)

seurs. Il fallait que les élèves de la Faculté de médecine refusent aux plébéiens blessés le secours de la *science*. La science n'existe pas pour le plébéien qui a commis l'indicible, l'inexprimable crime de tout risquer pour sa propre existence, et non celle de Louis-Philippe ou de M. Marrast.

Le dernier vestige officiel de la révolution de Février, la commission exécutive, s'est évanoui, comme la brume, devant la gravité des événements. Les poétiques feux d'artifice de Lamartine se sont transformés en fusées incendiaires de Cavaignac.

Le danger permanent du cléricalisme

Retour à la table des matières

Le *clergé*, qui représentait l'idéologie au Moyen Âge ne ressentit pas moins le bouleversement de l'histoire [1]. La découverte de l'imprimerie et les besoins accrus du commerce lui avaient enlevé le monopole, non seulement de la lecture et de l'écriture, mais encore de l'enseignement supérieur. La division du travail fit son apparition et gagna aussi le domaine intellectuel. Le clergé se vit évincer par le nouvel ordre des juristes de toute une série de postes parfaitement influents. Lui aussi, il commença à devenir en grande partie superflu, ce qu'il confirmait d'ailleurs lui-même en devenant de plus en plus paresseux et ignorant. Cependant plus il devenait superflu, plus il croissait en nombre, grâce à ses énormes richesses qu'il augmentait encore constamment par tous les moyens possibles [2].

Le Moyen Âge était parti de conditions tout à fait grossières. Il avait fait table rase de l'ancienne civilisation de la philosophie, de la politique, de la jurisprudence antiques, pour tout recommencer par le début. Tout ce qu'il avait repris du vieux monde disparu, c'est le christianisme, ainsi qu'un certain nombre

---

[1] Cf. ENGELS, *La Guerre des paysans,* in *Werke*, 7, p. 334, 343-344.
Avant de passer à l'analyse de l'effet sur l'enseignement élémentaire de la défaite ouvrière de Juin 1848, considérons le danger que représente, pour l'éducation moderne, le cléricalisme – ce qu'illustrent les conséquences de l'écrasement des ouvriers révolutionnaires de 1848.

[2] Engels explique ici que l'enseignement bourgeois ne pouvait être que laïque à ses débuts et devait combattre l'enseignement religieux chrétien qui avait dominé les esprits durant des millénaires. Cependant, cette lutte est idéologique, comme l'enseignement scolaire bourgeois est lui-même une sphère des superstructures idéologiques et ne se hausse guère au-dessus de l'enseignement élémentaire pour les larges masses.
Si les curés représentent un tel danger pour l'enseignement laïque bourgeois, c'est parce qu'il y a des constantes idéologiques dans toutes les sociétés de classe successives, constantes que le clergé manie le mieux avec son armée disciplinée de prêtres voués toute leur vie à la cause de leur « parti ». Un compromis avec l'école confessionnelle ne fait donc que sanctionner la déchéance de l'enseignement élémentaire dans le capitalisme sénile.

de villes à moitié détruites, dépouillées de toute leur civilisation. Il s'ensuit que, de même qu'à toutes les étapes primitives de développement, les curés obtinrent le monopole de la culture, et celle-ci prit elle-même un caractère essentiellement théologique. Entre les mains des curés, la politique et la jurisprudence devinrent, comme toutes les autres sciences, de simples branches de la théologie, et furent traitées d'après les principes en vigueur dans celle-ci. Les dogmes de l'Église étaient en même temps des axiomes politiques, et les citations de la Bible avaient force de loi devant tous les tribunaux. Même lorsque se constitua une classe indépendante de juristes, la jurisprudence resta longtemps encore sous la tutelle de la théologie. Or cette souveraineté de la théologie dans tout le domaine de l'activité intellectuelle était aussi la conséquence nécessaire de la situation prépondérante de l'Église, synthèse la plus universelle et sanction de la domination féodale.

Il est donc clair que toutes les attaques dirigées en général contre le féodalisme devaient être essentiellement portées contre l'Église ; toutes les doctrines révolutionnaires, sociales et politiques, devaient être, en même temps et principalement, des hérésies théologiques. Pour pouvoir entamer les conditions sociales existantes, il fallait leur enlever leur caractère sacré.

Alors que la bourgeoisie, en rétablissant les impôts sur les boissons, proclamait l'intangibilité du vieux système fiscal honni, elle s'efforçait, au moyen de la *loi sur l'enseignement,* de maintenir l'état d'esprit traditionnel des masses qui permettait de faire supporter ses conditions sociales [1]. On est surpris de voir les Orléanistes, les bourgeois libéraux, ces anciens apôtres du voltairianisme et de la philosophie éclectique, confier la gestion de l'esprit français à leurs ennemis héréditaires, les jésuites [2]. Mais si orléanistes et légitimistes pouvaient diverger en ce qui concerne le prétendant à la couronne, ils savaient que leur domination commune leur imposait d'unifier les moyens d'oppression de deux époques historiques, et qu'il leur fallait compléter et renforcer les moyens d'asservissement de la monarchie de Juillet par ceux de la Restauration.

Les paysans, déçus dans tous leurs espoirs et plus que jamais écrasés, d'une part, par le cours bas des céréales, d'autre part, par l'accroissement des charges

---

[1] Cf. MARX, *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte,* in *Werke,* 8, p. 152.

[2] Le matérialisme bourgeois, qui est d'espèce particulière, n'existe qu'au moment de la révolution antiféodale, lorsque la pensée est étroitement liée à la praxis, et que l'histoire physique, et donc spirituelle, est en mouvement réel. Par la suite, il s'estompe de plus en plus, et à la fin du règne bourgeois nous assistons à une réconciliation de la bourgeoisie athée avec le cléricalisme le plus éculé – ce à quoi s'efforcent également les communistes dégénérés.
Marx retrace le mouvement qui aboutit à la fusion entre athéisme ou Raison des débuts révolutionnaires de la bourgeoisie et le déisme et la Foi du christianisme dans *La Question juive,* cf., par exemple, le passage traduit in MARX-ENGELS, *Les Utopistes,* P.C.M., p. 89-91.

fiscales et de la dette hypothécaire, commencèrent à s'agiter dans les départements. On leur répondit en traquant les instituteurs, qui furent soumis aux préfets, et en organisant tout un système d'espionnage, auquel tout le monde fut soumis. À Paris et dans les grandes villes, la réaction elle-même revêt la physionomie de son époque et provoque plus qu'elle n'abat. À la campagne, elle est plate, grossière, mesquine, harassante, tracassière, en un mot, elle est policière. On se rend compte comment trois années d'un pareil régime de police, consacré par le régime des curés, devaient démoraliser des masses inéduquées.

Critique du programme social-démocrate de Gotha

Retour à la table des matières

« *B. Le Parti ouvrier allemand revendique comme base intellectuelle et morale de l'État :*

1. *L'éducation populaire, générale et égale, assurée par l'État. Obligation scolaire pour tous. Enseignement gratuit* [1]. »

L'éducation populaire égale pour tous ? Qu'est-ce qu'on s'imagine avec cette formule ? Croit-on que dans l'actuelle société (et l'on a affaire uniquement à elle en l'occurrence) l'éducation puisse être égale pour toutes les classes ? Ou bien prétend-on forcer les classes supérieures à se contenter de la mesquine éducation populaire des écoles primaires, éducation à laquelle seuls peuvent accéder les travailleurs salariés ainsi que les paysans, étant donné leurs conditions économiques [2] ?

« Obligation scolaire pour tous. Instruction gratuite » : la première existe même en Allemagne, la seconde en Suisse et aux États-Unis pour les écoles primaires. Si, dans divers États de ces derniers, certains établissements d'enseignement supérieur sont également « gratuits », cela signifie simplement en fait

---

[1] Cf. MARX, *Notes marginales au Programme du parti ouvrier allemand de Gotha* (1875), dont nous avons extrait la critique de Marx du programme relatif à l'enseignement.

[2] Comme Marx le note, la société bourgeoise a besoin d'un certain effectif de personnel qualifié que lui fournit l'enseignement supérieur : peu importe au capital quelle est l'origine sociale de ses membres, dès lors qu'ils sont qualifiés pour exécuter ses fonctions : la promotion sociale ne se fait donc que dans l'intérêt général du capitalisme et personnel des forces de travail « qualifiées ». Marx estime que cette « promotion P, si elle s'effectue dans les rangs des classes inférieures, est une preuve de la force et de l'effronterie des classes « supérieures » : « De même, pour l'Église catholique au moyen âge, le fait de recruter sa hiérarchie sans considération de condition sociale, de naissance, parmi les meilleurs cerveaux du peuple, était l'un des moyens principaux de renforcer la domination du clergé et d'assurer le maintien des laïcs sous le boisseau. Plus une classe dominante est capable d'accueillir dans ses rangs les hommes les plus importants de la classe dominée, plus son oppression est solide et dangereuse. (MARX, *Le Capital,* III, chap. 36.)

que les frais d'éducation des classes supérieures sont payés par les recettes d'ensemble des impôts. Soit dit en passant, il en va de même de l'« administration gratuite de la justice », réclamée par l'article 5. La justice pénale est partout gratuite ; la justice civile tourne presque exclusivement autour de litiges de propriété et concerne donc presque uniquement les classes possédantes. Voudrait-on qu'elles soutiennent leurs procès aux frais du trésor public ?

Le paragraphe relatif aux écoles aurait dû pour le moins exiger des écoles techniques (théoriques et pratiques) combinées à l'école primaire.

Ce qu'il faut absolument condamner, c'est « une *éducation populaire par l'État* ». Fixer par une loi générale les ressources des écoles primaires, la qualification nécessaire au personnel enseignant, les disciplines enseignées, etc., et – comme cela se passe aux États-Unis – faire surveiller par des inspecteurs d'État l'exécution des prescriptions légales, c'est tout à fait autre chose que de faire de l'État l'éducateur du peuple ! Bien au contraire, il faut proscrire de l'école, au même titre, toute influence du gouvernement et de l'Église [1]. Et précisément dans l'Empire prusso-allemand (et qu'on ne parle pas, en recourant à un faux-fuyant illusoire, de l'« État de l'avenir », car nous avons vu ce qu'il en est), c'est au contraire l'État qui a besoin d'une très rude éducation par le peuple !

Au reste, tout le programme, en dépit de tout son cliquetis démocratique, est de bout en bout infecté par la servile croyance lassalléenne en l'État ou – ce qui ne vaut guère mieux – par la croyance aux miracles de la démocratie. Plus exactement encore : c'est un compromis entre ces deux sortes de foi au miracle, également éloignées du socialisme.

« *Liberté de la science* », dit un paragraphe de la Constitution prussienne. À quoi bon en parler alors dans le programme du parti ouvrier ?

---

[1] La position de Marx est strictement de classe, et elle s'oppose radicalement à tout le système scolaire français astreint à la tutelle de l'État et tel qu'il est revendiqué par la gauche laïque, mais non antiétatique. Certes, Marx ne s'oppose pas au contrôle de l'État pour l'« exécution des prescriptions légales », et sa position rejoint ici celle qu'il a pour ce qui concerne la législation de fabrique : Cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, P.C.M., t. I, p. 9, note 4.
Le § 4 du programme de Gotha illustre dans quel esprit Marx concevait le rôle de l'État : « Face à l'État prusso-allemand, il fallait clairement préciser que les inspecteurs ne soient révocables que sur décision des tribunaux ; que tout ouvrier puisse les attaquer en justice pour violation de leurs devoirs, qu'ils soient pris dans le corps médical. »

« *Liberté de conscience* » ! Si l'on tenait, en ces temps de *Kulturkampf* [1], à rappeler au libéralisme ses vieux slogans, on ne pouvait le faire qu'en disant : « Chacun doit pouvoir satisfaire ses besoins religieux aussi bien que corporels, sans que la police y fourre son nez. » Mais, à cette occasion, le parti ouvrier ne devait-il pas bien plutôt exprimer sa conviction que la « liberté de conscience » bourgeoise n'est rien de plus que la tolérance de toutes les sortes possibles de « libertés de conscience religieuse » et que, pour sa part, il s'efforce, au contraire, de libérer les consciences des fantasmes religieux ? Mais on ne tient absolument pas à outrepasser le niveau bourgeois !

J'en arrive ainsi à la fin, car l'annexe jointe au programme n'en représente pas une partie caractéristique. Aussi puis-je être bref.

« 2. *Journée de travail normale*. »

Dans aucun autre pays, le parti ouvrier ne s'est contenté d'une revendication aussi vague, mais toujours il a précisé la durée de la journée de travail, telle qu'il la tient pour normale dans les conditions données.

« 3. *La limitation du travail des femmes et l'interdiction du travail des enfants.* »

La réglementation de la journée de travail doit renfermer déjà la limitation du travail des femmes pour autant qu'elle concerne la durée, les pauses, etc., de la journée de travail [2] ; sinon elle ne peut signifier que l'exclusion des femmes

---

[1] Les libéraux bourgeois qualifièrent de *Kulturkampf* l'ensemble des mesures prises par Bismarck au cours des années 1870 pour instaurer en Allemagne une « culture laïque ». D'abord, l'homme d'État prussien visait, au travers de l'Église catholique, le parti du Centre, qui représentait toutes les survivances des petits États particularistes et antiprussiens du centre et du sud de l'Allemagne. Ensuite, il utilisa cette campagne anticatholique pour opprimer les territoires polonais occupés par la Prusse et, dans une mesure moindre, l'Alsace-Loraine. Enfin, Bismarck masquait les luttes de classes par des querelles religieuses, en faisant s'organiser les groupes les plus réactionnaires de la droite, du catholicisme et du particularisme autour du parti du Centre chrétien en une opposition militante et en poussant la social-démocratie allemande à des mots d'ordre stériles de défense de la liberté de conscience et autres foutaises démocratiques sans contenu de classe prolétarien et socialiste. Cf. MARX-ENGELS, *La Social-démocratie allemande*, 10/18, 1975, p. 245.

[2] Marx avait une idée précise et pratique de la question de la limitation de la journée de travail, comme en témoigne le passage suivant : « Pour l'instruction des membres de l'Association sur le continent, dont l'expérience sur les lois régissant les fabriques est d'une date plus récente que celle des ouvriers anglais, nous ajoutons que toute loi sur la limitation de la journée avortera et sera brisée par les capitalistes, si l'on ne prend pas soin de déterminer précisément la période du jour qui doit englober les huit heures de travail. La longueur de cette période doit être déterminée par les huit heures de travail plus les pauses pour les repas. Par exemple, si les différentes interruptions pour les repas s'élèvent à une heure, il faudra limiter à neuf heures la période légale du travail, mettons de 7 heures du matin à 4 heures de l'après-midi, ou de 8 heures du matin à 5 heures de l'après-midi. » (MARX, *Instructions pour les délégués du Conseil central provisoire à propos de diverses ques*tions

des branches d'industrie qui sont particulièrement préjudiciables à leur santé physique ou contraires à la morale au point de vue du sexe. Si c'est ce qu'on pensait, il fallait le dire.

« Interdiction du travail des enfants » Il est absolument indispensable d'indiquer ici la limite d'âge.

Une « *interdiction générale* du travail des enfants » est incompatible avec l'existence même de la grande industrie : elle n'est donc qu'un vœu pieux et stérile. La réalisation – si elle était possible – en serait réactionnaire. En effet, grâce à une stricte réglementation du temps de travail selon l'âge et moyennant d'autres mesures de protection en faveur des enfants, la combinaison *précoce* du travail productif et de l'instruction est un des plus puissants moyens de transformation de la société actuelle [1].

« 5. *Sur la réglementation du travail dans les prisons.* »

Vous avez posé une revendication mesquine pour un programme ouvrier général. En tout cas, il fallait exprimer clairement qu'on ne voulait pas, par simple peur jalouse de la concurrence, admettre que l'on traite les incarcérés comme du bétail, en les privant de leur seul moyen d'amendement, le travail productif [2]. C'est le moins que l'on puisse attendre de socialistes.

(1866), cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, P.C.M., t. II, p. 81. Tout ce paragraphe, qui figurait dans le rapport de Marx au congrès de l'A.I.T. de Genève, a été omis dans les résolutions publiées par la suite.

[1] L'un des principes fondamentaux de Marx en matière d'éducation est, en effet, la revendication du travail productif pour les enfants, afin d'annihiler l'esprit « puéril » qui règne, par exemple, dans les classes parasitaires de la société. Ce retour de l'école à la production revivifierait l'enseignement en le liant à la source des moyens matériels de la vie. La prochaine section de ce recueil traitera tout entière de ce problème de la fusion de l'école et de la production, qui est une autre forme de la combinaison du travail physique et intellectuel dans le socialisme au sens de Marx-Engels. Rien ne sert de masquer les conclusions de Marx, en arguant que de nos jours, dans les quelques pays « avancés » (où la production est automatisée comme il l'avait prévu dès 1859, par exemple, dans les *Grundrisse*, 10/18, t. 3, p. 327-337), les enfants ne travaillent plus en usine, ce qui contredit son affirmation selon laquelle « une interdiction générale du travail des enfants est incompatible avec l'existence même de la grande industrie ». Le capitalisme a gagné aujourd'hui plusieurs continents nouveaux, parmi les plus peuplés, où il a pris un bain de jouvence et répète à une échelle élargie, les conditions décrites par Marx dans *Le Capital*.

[2] La conception de Marx est cohérente et systématique. Certes, elle est exploitée – mais pour cela complètement tronquée – par les bourgeois et les prétendus pays socialistes pour extorquer le plus possible de travail aux prolétaires salariés au nom du... marxisme. Mais il faut vraiment une mauvaise foi insigne pour confondre le système socialiste de Marx qui abolit la division du travail, l'argent, les professions manuelles et intellectuelles avec le caractère rébarbatif du travail productif, le marché, ainsi que le salariat et le capital, avec un système plus ou moins élaboré de capitalisme d'État.
Remarquons que, dans les prisons françaises, on utilise toujours plus le système idéaliste d'éducation, qui fait abstraction des conditions matérielles des prisonniers, pour faire de

État, famille, éducation

Retour à la table des matières

Après que Monsieur Dühring a heureusement annihilé la religion, il déclare que « l'homme qui prend appui sur lui-même et sur la nature et a mûri à la conscience de ses forces collectives, peut désormais s'engager avec hardiesse sur toutes les routes qui lui ouvrent le cours des choses et sa propre nature [1] » ! Considérons donc, pour y voir clair, quel est ce « cours des choses » que l'homme appuyé sur lui-même peut gaillardement suivre sur les indications de Monsieur Dühring.

Le premier cours des choses par lequel l'homme repose sur lui-même, c'est qu'il soit né. Ensuite on le confie, pour le temps de sa minorité naturelle, à la mère, « l'éducatrice naturelle des enfants » : « Cette période peut – comme dans l'antique droit romain – durer, mettons, jusqu'à la puberté, soit environ jusqu'à la quatorzième année ». Ce n'est que lorsque les garçons déjà âgés sont assez mal élevés pour ne pas témoigner à la mère le respect qui lui est dû, que l'assistance paternelle et, dans une mesure plus grande encore, les institutions pédagogiques de l'État remédieront à ces lacunes. En devenant pubère, l'enfant entre dans la « tutelle naturelle du père », à condition bien sûr qu'il y ait « vraiment une paternité incontestable », sinon la communauté nomme un tuteur.

Comme précédemment, Monsieur Dühring considère qu'on peut substituer son mode de production social au mode capitaliste actuel sans transformer la production elle-même. Il s'imagine maintenant que l'on peut détacher la famille

---

leur adaptation et insertion dans la vie civile une affaire de psychologues, avec leurs méthodes d'inquisition spirituelle de type policier sans prise directe sur la vie concrète.

[1] Cf. ENGELS, *Anti-Dühring*, in *Werke*, 20, p. 293-301.
Une autre partie inhérente au système bourgeois d'enseignement est le rôle de la *famille* et de *l'État* dans l'éducation. Il faut donc en faire la critique. Dans les sociétés de classe, l'État est la macro-organisation des individus, la famille la micro-organisation, tous deux organisant l'individu atomisé et sans défense, c'est-à-dire le plus apte à être exploité sans pitié. Ces deux institutions prétendues « neutres » deviennent donc la base de toute éducation dans les sociétés de classe avec son idéal de promotion individuelle.
On sait que Dühring avait influencé dangereusement la social-démocratie avec des idées populaires, c'est-à-dire petites-bourgeoises oscillant entre les classes pour donner une version « améliorée et réformée » du marxisme, en s'appuyant sur des lacunes du programme ouvrier de Gotha. En somme, il développait à son paroxysme le système d'éducation en vigueur sous le capitalisme, ce qui permet à Engels de faire une critique incisive des illusions qu'il peut susciter dans les couches populaires. Il est évident que l'éducation à la Dühring, qui anticipe celle que donnera le capitalisme épanoui, repose essentiellement sur la « souveraineté de l'individu qui constitue le fondement de l'État », avec son « éducation du peuple ».

bourgeoise moderne de toute sa base économique sans avoir à changer toute sa forme. Il tient même cette forme pour si immuable qu'il éternise pour la famille l'« ancien droit romain », sous une forme certes « ennoblie », car il ne peut concevoir la famille que comme « héritière », c'est-à-dire comme unité possédante.

Sur ce point, les utopistes sont bien plus avancés que Monsieur Dühring, car, dans leurs systèmes, la libre socialisation des hommes et la transformation du travail domestique privé en une industrie publique suscitent directement la socialisation de l'éducation de la jeunesse et, par suite, des rapports mutuels réellement libres entre les membres de la famille [1]. Par ailleurs, Marx a déjà montré [2] que « la grande industrie crée une base économique nouvelle pour une forme supérieure de famille et de rapport entre les deux sexes, en attribuant un rôle décisif aux femmes, aux jeunes gens et aux enfants des deux sexes dans le procès socialement organisé de la production ».

« Tout réformateur qui rêve de changer la société », dit Monsieur Dühring, « a naturellement tout prêt un système pédagogique adapté à la vie dans sa nouvelle société ». Si l'on en juge par sa formule même, Monsieur Dühring apparaît comme « un véritable monstre » parmi les « réformateurs qui rêvent de changer la société ». L'école de l'avenir le préoccupe au moins autant que les droits d'auteurs – et ce n'est pas peu dire. Il a un plan d'études scolaires et universitaires absolument prêt non seulement pour tout « l'avenir prévisible », mais encore pour la phase de transition. Bornons-nous à considérer ce qui attend la jeunesse des deux sexes dans la « socialité définitive en dernière instance ».

L'école populaire pour tous offre « tout ce qui, en soi et par principe, peut avoir un attrait pour l'homme », c'est-à-dire essentiellement les « bases et les résultats principaux de toutes les sciences qui touchent les conceptions du monde et de la vie ». Elle enseigne donc avant tout les mathématiques de façon à parcourir « entièrement » le cycle de toutes les notions de principe et procédés, depuis la simple numération et l'addition jusqu'au calcul intégral.

Mais cela ne signifie pas que, dans cette école, on fera effectivement du calcul différentiel et intégral – au contraire. On y enseignera bien plutôt des éléments tout nouveaux de la mathématique générale, ceux-ci contenant en germe aussi bien les mathématiques élémentaires courantes que les mathémati-

---

[1] Marx développera ce point dans le passage du Capital concernant le système utopique d'Owen qui avait bel et bien l'avantage de socialiser l'éducation comme la production, mais restait – comme il était inévitable au stade de l'expérimentation des solutions communistes par « modèles »plantés en pleine économie capitaliste pour démontrer la supériorité du mode de distribution collectiviste – enferré dans des solutions éducationnistes qui juraient avec le système de production capitaliste qui entourait les « colonies communistes ».

[2] Cf. *Le Capital* livre I, chap. XV, 9 : « La Législation de fabrique. »

ques supérieures. Or, bien que Monsieur Dühring prétende qu'il a déjà « devant les yeux, schématiquement et dans ses grandes lignes, la matière des manuels » destinés à son école de l'avenir, il n'a hélas pas réussi à découvrir jusqu'ici ces « éléments de la mathématique générale » – et ce qu'il ne peut pas fournir, il ne faut « l'attendre réellement que des forces nouvelles, plus grandes, du nouvel état de la société ».

Or donc, si pour l'heure les raisins des mathématiques de l'avenir sont encore trop verts, il n'y a guère de difficultés pour l'astronomie, la mécanique et la physique de l'avenir, qui « constitueront le noyau de toute formation », tandis que « la botanique et la zoologie » serviront plutôt « de distraction, avec leur forme et leur méthode qui sont essentiellement descriptives, quoi qu'en disent toutes les théories ». C'est ce qui est imprimé p. 417 de sa *Philosophie.*

Jusqu'à aujourd'hui, Monsieur Dühring ne connaît pas d'autre botanique et pas d'autre zoologie que celles qui sont essentiellement descriptives. Toute la morphologie organique, qui comprend l'anatomie comparée, l'embryologie et la paléontologie du monde organique, lui est inconnue, même de nom. Tandis qu'à son insu des sciences entièrement nouvelles naissent presque par douzaines dans le domaine de la biologie, son esprit puéril tire toujours les « éléments de culture éminemment modernes du mode de pensée propre aux sciences de la nature » de *l'Histoire naturelle pour enfants* de Raff, et il octroie également à tout l'« avenir prévisible » cette conception du monde organique. Ici encore, comme toujours, il oublie totalement la chimie [1].

Pour ce qui concerne l'aspect esthétique de l'enseignement, Monsieur Dühring veut tout créer *ex nihilo.* La poésie, qui l'accompagnait jusqu'ici, ne peut lui être d'aucune utilité dans son entreprise. Toute religion étant interdite, les « apprêts de caractère mythologique, voire religieux », qui sont propres aux poètes du passé, ne sauraient évidemment être tolérés à l'école. Il convient même de réprouver le « mysticisme poétique, tel que Goethe, par exemple, l'a largement cultivé ». Monsieur Dühring devra donc se décider à nous fournir lui-même les chefs-d'œuvre poétiques « qui répondent aux exigences supérieures d'une imagination équilibrée par la raison » et représentent le pur idéal qui « équivaut à la perfection du monde ». Qu'il n'hésite donc pas à le faire ! Sa communauté économique ne pourra conquérir le monde que lorsqu'elle marchera au pas de charge de l'alexandrin équilibré par la Raison !

---

[1] Comme tout bon bourgeois, Dühring ne propose jamais qu'une *réforme* de l'enseignement qui, avec le développement du capitalisme, ne fait qu'aggraver les conditions existantes en assujettissant encore plus étroitement l'enseignement aux nécessités aveugles de la production. Cependant, il est curieux de voir que le *privat-dozent* Dühring oublie précisément dans son « enseignement de l'avenir » les sciences développées par la production matérielle.

L'adolescent de sa communauté de l'avenir ne sera pas tourmenté beaucoup avec la philologie.

« Les langues mortes seront entièrement supprimées [...], tandis que l'étude des langues étrangères restera quelque chose d'accessoire. » Ce n'est que là où l'échange entre les peuples s'étend au mouvement des masses populaires elles-mêmes qu'il faudra « les rendre facilement accessibles à chacun, selon les besoins ». « L'enseignement vraiment éducatif des langues » est condensé dans une sorte de grammaire générale et, plus précisément, dans « la matière et la forme de la langue maternelle ».

L'horizon national pourtant borné des hommes d'aujourd'hui est encore beaucoup trop cosmopolite pour M. Dühring ! Aussi veut-il abolir encore les deux leviers qui, dans le monde actuel, offrent au moins l'occasion de s'élever au-dessus du point de vue limité de la nation : la connaissance des langues anciennes qui ouvre, au moins aux hommes de toutes les nations qui ont reçu une formation classique, un plus ample horizon commun, et la connaissance des langues modernes, indispensable aux hommes des diverses nations pour se comprendre entre eux et se familiariser avec ce qui se passe hors de leurs propres frontières. En revanche, on vous bourrera à fond la tête de grammaire de votre langue nationale [1].

Cependant, « la substance et la forme de la langue maternelle » ne sont intelligibles que si l'on en suit la genèse. Or ce n'est possible que si l'on considère également : 1. les formes éteintes de la langue maternelle, et 2. les langues vivantes et mortes apparentées. Mais nous voilà ramenés par la logique même des choses, sur le terrain formellement interdit.

Mais, en même temps, Monsieur Dühring biffe de son programme d'études toute la grammaire historique moderne, si bien qu'il ne reste plus, dans son enseignement des langues, que les règles techniques de la grammaire du vieil allemand, retapées entièrement dans le style de la vieille philologie classique, avec toute sa casuistique et son arbitraire dus à l'absence de base historique. La haine contre la philologie ancienne le pousse à faire du pire produit de la vieille philologie le « centre de l'enseignement linguistique réellement éducatif ». On voit clairement que nous avons affaire à un linguiste ignorant tout de la recherche historique des langues qui, depuis une soixantaine d'années, a connu un essor aussi impétueux que fécond et qui, en conséquence, ne cherche pas les « éléments de culture éminemment modernes » de l'enseignement linguistique chez les Bopp, Grimm et Diez, mais chez les Heyse et Becker d'heureuse mémoire.

---

[1] La critique d'Engels permet, par déduction, de se faire une idée de sa conception propre de l'enseignement. Pour ce qui concerne Dühring, on observera que ses solutions correspondent toujours aux côtés que le capitalisme a déjà dépassés, et en ce sens il représente typiquement la conception petite-bourgeoise.

Mais, avec tout cela, l'adolescent de la communauté de l'avenir serait encore loin de « reposer sur lui-même ». Pour cela on lui octroie une base plus solide, grâce à l'« assimilation des ultimes éléments de la philosophie ». « Or, un tel approfondissement ne sera [...] rien moins qu'une tâche gigantesque », même après que Monsieur Dühring lui ait frayé le passage. En effet, « si l'on épure des fausses fioritures scholastiques le peu de savoir rigoureux, dont peut se vanter la schématisation générale de l'être, et si l'on se décide à ne faire prévaloir partout que la réalité authentifiée » par Monsieur Dühring, voilà la philosophie élémentaire complètement accessible aussi à la jeunesse de l'avenir. « Qu'on se souvienne des procédés *extrêmement simples* avec lesquels nous avons élevé les concepts de l'infini et leur critique à une hauteur inconnue à ce jour. [Dès lors] « on ne parvient absolument pas à comprendre pourquoi les éléments de la conception universelle de l'espace et du temps, qui ont pris une forme si simple par l'approfondissement et la précision actuels, ne passeraient pas finalement dans la sphère des connaissances de base. [...] Les idées les plus radicales [à la Dühring] ont le droit de jouer un rôle nullement négligeable dans le système universel d'éducation de la nouvelle société. » L'état de la matière identique à elle-même et l'innombrable nombré doivent, au contraire, non seulement permettre « à l'homme » de poser sur ses propres pieds, mais encore lui faire savoir par lui-même qu'il « a *sous les pieds* ce que l'on appelle l'absolu ».

Comme on le voit, l'école populaire de l'avenir n'est rien d'autre qu'un lycée prussien quelque peu « ennobli ». Dühring y remplace le grec et le latin par un peu plus de mathématiques pures et appliquées, y introduit quelques notions de la philosophie du réel et ramène l'enseignement de l'allemand au manuel de feu Becker, donc à peu près au niveau de la troisième. En fait, « on ne réussit absolument pas à comprendre » pourquoi les « connaissances » de Monsieur Dühring, qui dans tous les domaines qu'il a abordés sont, comme nous l'avons déjà montré, absolument scolaires – ou plutôt ce qui resterait d'elles après son « épuration » radicale –, ne passeraient pas « en fin de compte, toutes sans exception, au rang de connaissances de base » – d'autant plus qu'en réalité elles n'ont jamais quitté ce rang.

Sans doute, Monsieur Dühring a-t-il aussi vaguement entendu dire que, dans la société socialiste, le travail et l'éducation seront combinés, de sorte que l'on assurera une éducation polytechnique très variée, ainsi qu'une base pratique à l'éducation scientifique. Même ce point il l'utilise pour la « socialité » à sa manière habituelle. Comme nous l'avons vu, l'ancienne division du travail continue tranquillement de subsister pour l'essentiel dans la production de l'avenir à la Dühring : il prive son instruction technique de toute future application pratique et de toute signification pour la production même – mais de toute façon elle n'a qu'un but scolaire et n'est destinée qu'à remplacer la gymnasti-

que, dont notre révolutionnaire radical ne veut rien entendre [1]. Aussi ne peut-il que nous offrir quelques phrases creuses, comme par exemple : « La jeunesse et la vieillesse travailleront au sens sérieux du terme. »

Ce verbiage apparaît véritablement pitoyable si on le compare avec le passage, où Marx expose la thèse suivante :

« Il suffit de consulter les écrits de Robert Owen pour s'apercevoir que le système de fabrique a fourni le germe de l'éducation de l'avenir qui, pour tous les enfants au-dessus d'un certain âge, combinera le travail productif à l'instruction et à la gymnastique, et ce, non seulement comme moyen d'accroître la production sociale, mais comme seule et unique méthode pour produire des hommes pleinement développés [2]. »

La sphère privée, source de privilèges et d'oppression

Retour à la table des matières

Dans l'ancien ménage communiste, qui comprenait de nombreux couples conjugaux avec leurs enfants, la direction du ménage, abandonnée aux femmes, était aussi bien une industrie publique, socialement nécessaire, que la fourniture des vivres par les hommes [3]. Les choses changèrent avec la famille

---

[1] Le courant auquel nous nous rattachons avait déposé la motion suivante sur le *sport* au congrès des jeunes de Florence en 1910, l'esprit en est diamétralement opposé à celui qui préside aux fêtes mercantiles organisées par les prétendues organisations ouvrières actuelles : « Reconnaissant, entre autres, que le socialisme tend à infuser au cœur de l'homme l'amour de la vie, de la beauté et de la jouissance à l'inverse de la religion qui lui inspire le renoncement et le désir d'anéantissement, le congrès invite les jeunes à organiser avec mesure et sérieux des fêtes qui, tout en détournant les camarades de divertissements communs qui fomentent le vice et pervertissent l'âme, leur élèveraient l'esprit et les reposeraient de l'âpre lutte quotidienne, en leur accordant une journée d'insouciance, de joie et d'étude, afin de leur rajeunir et leur tremper le corps, puisque c'est de la bonne condition physique que proviennent la force et la vigueur des idées. » (« La Question philosophique... », *Le Fil du Temps*, n° 13, dans la partie consacrée à la « Polémique sur la " question de la culture " ».)

[2] Cf. MARX, *Le Capital*, livre I, chap. XV, 9.

[3] Cf. ENGELS, *L'Origine de la famille, de la propriété et de l'État*, in *Werke*, 21, p. 75-76.
Loin de se plaindre de la dissolution des mœurs et de la famille qu'entraîne inévitablement l'évolution capitaliste, Engels met en évidence que tous les facteurs de désagrégation de la société bourgeoise constituent des prémisses historiques nécessaires à une forme d'organisation nouvelle et supérieure de l'humanité. Le marxisme a cette position parce qu'il représente le prolétariat, que Marx définit comme suit : « En annonçant la dissolution de l'ordre social tel qu'il existe jusqu'à ce jour, le prolétariat ne fait qu'exprimer le SECRET DE SA PROPRE EXISTENCE, car il est dissolution en acte de cet ordre du monde », étant « une classe qui est à la fois au-delà et dans la société bourgeoise ». (MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, P.C.M., 1973, t. 1, p. 31 et note 17.)
C'est du mouvement historique et économique de l'actuelle société capitaliste qui se dissout et accouche d'une forme de société supérieure, que naissent les formules du communisme

patriarcale, et plus encore avec la famille individuelle monogamique : *la direction du ménage perdit son caractère public.* Elle n'intéressait plus la société et devint un *service privé* ; la femme devint la première servante et fut évincée de la production sociale. Ce n'est que la grande industrie de nos jours qui lui a ouvert de nouveau la voie de la production sociale – et encore à la seule femme prolétaire.

Or, il se trouve que si la femme remplit ses devoirs dans le service privé de la famille, elle reste exclue de la production sociale et ne peut pas gagner sa vie, et, d'autre part, si elle veut participer à l'industrie publique et gagner sa vie, elle est hors d'état de remplir ses devoirs de famille. Et il en va ainsi pour la femme de la fabrique comme pour celle de toutes les branches d'affaires, et jusque dans la médecine ou le barreau. La famille individuelle moderne est fondée sur l'esclavage domestique avoué ou dissimulé de la femme, et la société moderne est une masse exclusivement composée de familles individuelles qui en sont comme les molécules. De nos jours, l'homme doit, dans la grande majorité des cas, gagner de quoi nourrir sa famille, tout au moins dans les classes possédantes, et cela lui donne une situation prépondérante qui n'a pas besoin d'être sanctionnée encore par un privilège légal : *dans la famille, il est le bourgeois, et la femme représente le prolétariat.* On sait que, dans le monde industriel, le caractère spécifique de l'oppression économique qui pèse sur le prolétariat ne se manifeste dans toute son acuité qu'une fois écartés tous les privilèges légaux de la classe des capitalistes, et établie la pleine égalité des deux classes juridiquement. C'est pourquoi la république démocratique n'élimine pas l'antagonisme entre les deux classes, elle ne fait au contraire que fournir le terrain sur lequel il peut être mené à son terme dans la lutte. De même, le caractère particulier de la prédominance de l'homme sur la femme dans la famille moderne, comme la nécessité et la manière d'établir entre eux une égalité sociale réelle n'apparaîtront en pleine lumière que lorsque les deux sexes auront juridiquement des droits absolument égaux. *On verra alors que l'émancipation de la femme a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique, et qu'à son tour cette condition exige la suppression de la famille individuelle comme unité économique de la société.*

---

pour ce qui concerne son mode de production matériel aussi bien qu'intellectuel. Ce qui caractérise proprement la pensée de Marx-Engels, c'est que tout leur système découle du mouvement réel de la société dans laquelle nous vivons. Il se distingue par là des utopistes, qui sans transition faisaient un bond dans les formes supérieures du communisme, en déduisant celui-ci de la Raison liée à la nature rationnelle des hommes. Le lecteur trouvera de nombreux passages sur la femme et la famille dans le recueil de MARX-ENGELS, *Utopisme et Communauté de l'avenir,* P.C.M., 1976, p. 37-44.

L'inévitable dissolution de la famille

Retour à la table des matières

L'emploi des femmes dans la fabrique dissout nécessairement la famille et cette dissolution a, dans l'état actuel de la société qui repose sur la famille, les conséquences les plus démoralisatrices pour les époux aussi bien que pour les enfants [1]. Une mère qui manque de temps pour s'occuper de son enfant et lui prodiguer durant ses premières années les soins et la tendresse les plus courants, une mère qui peut à peine voir son enfant, ne peut pas être une mère pour lui. Elle devient nécessairement indifférente, le traite sans amour, sans sollicitude – comme un enfant étranger. Les enfants qui grandissent dans ces conditions sont plus tard complètement perdus pour la famille ; ils ne pourront jamais se sentir chez eux-mêmes dans le foyer qu'ils fondent à leur tour, parce qu'ils n'ont toujours connu qu'une vie d'isolé : ils contribuent donc eux aussi nécessairement à la destruction de la famille, au reste générale de toute façon chez les ouvriers.

Le travail des enfants tend à la même dissolution de la famille. Lorsqu'ils arrivent au point où ils gagnent plus qu'ils ne coûtent à leurs parents pour les entretenir, ils commencent à remettre aux parents une certaine somme pour la nourriture et le logis et dépensent le reste pour eux. Et cela se produit souvent dès qu'ils ont 14 ou 15 ans : cf. Power, *Rept. on Leeds*, passim ; Tufnell, *Rept. on Manchester*, p. 17, etc., dans le rapport de fabrique. En un mot, les enfants s'émancipent et considèrent la maison paternelle comme une pension : il n'est pas rare qu'ils l'abandonnent pour une autre, si elle ne leur plaît pas.

Dans bien des cas, cependant, la famille n'est pas tout à fait dissoute par le travail de la femme, mais elle est mise sens dessus dessous. C'est la femme qui nourrit sa famille, et l'homme qui garde la maison, veille sur les enfants, balaye

---

[1] Cf. ENGELS, *La Situation des classes laborieuses en Angleterre*, in *Werke*, 2, chap. « Les diverses branches d'industrie », p. 369-371.
Le mode de production capitaliste dissout lui-même la famille en un procès qui inflige mille tortures aux êtres humains dans cette sphère privée que la propagande bourgeoise vante comme le refuge de la douceur, du bonheur et de la quiétude, mais repose, comme toutes les institutions, sur un rapport de forces.
Engels nous livre ici le secret, tout simple de cette famille : les causes mêmes de sa dissolution indiquent quels ont été les liens qui la tenaient ensemble – l'intérêt *économique* qui, tout contradictoire, semble complémentaire et donc surmonté, *tant que l'homme entretient la femme et les enfants*. Cette famille patriarcale, malgré les apparences de bonté de l'homme qui donne ses sous, est déséquilibrée dès que femme et enfants vont à la fabrique et pourvoient à leurs propres besoins : l'hypocrisie s'effondre alors, et la domination patriarcale en même temps. La famille monogamique de l'ère bourgeoise ne s'en remettra plus.

les pièces et fait la cuisine. Ce cas est très, très fréquent ; à Manchester seulement, on peut compter plusieurs centaines de ces hommes, condamnés aux travaux domestiques.

On peut aisément imaginer quelle indignation vertueuse cette castration pratique suscite chez les ouvriers, et quelle inversion de tous les rapports familiaux il en résulte, alors que les autres conditions sociales restent les mêmes. J'ai sous les yeux la lettre d'un ouvrier anglais, Robert Pounder, Baron's Buildings, Woodhouse Moor Side, à Leeds (la bourgeoisie peut toujours aller l'y rechercher, c'est pour elle que j'indique l'adresse exacte) que celui-ci adressa à Oastler, et dont je ne peux rendre qu'à demi le ton naïf ; on pourrait à la rigueur en imiter l'orthographe, mais le dialecte du Yorkshire est intraduisible. Il y raconte comment un autre ouvrier de sa connaissance, parti à la recherche de travail, a rencontré un vieil ami à Saint-Helen dans le Lancashire :

« Eh bien, Monsieur, il l'a trouvé, et quand il est entré dans sa baraque, qu'est-ce qu'il a vu, pensez donc, eh ben une cave basse et humide ; la description qu'il fit des meubles est la suivante : 2 vieilles chaises, une table ronde à 3 pieds, une caisse ; pas de lit, mais un tas de vieille paille dans un coin avec une paire de draps de lit sale dessus et 2 bouts de bois à la cheminée, et quand mon pôvre ami entra, le pôvre Jack était assis sur le bois près du feu. Et qu'est-ce que vous croyez qu'il faisait ? Il était là et il raccommodait les bas de sa femme avec l'aiguille à repriser. Quand il a vu son vieil ami sur le seuil, il a essayé de le cacher, mais Joé – c'est le nom de mon ami – il a tout vu, et il a dit : – Jack, Bon Dieu, qu'est-ce que tu fais, où est ta femme ? Qu'est-ce que c'est que ce travail qu'tu fais ? Ce pôvre Jack a eu honte et dit : – Non, je sais bien, c'est pas mon travail, mais ma pôvre femme est à l'usine, et elle doit y aller à partir de 5 heures et demie jusqu'à 8 heures du soir. Elle ait tellement vidée qu'elle ne peut plus rien faire quand elle rentre à la maison. Je dois faire tout ce que je peut pour elle, parce que j'ai pas de travail. J'en ai pas eu depuis plus de trois ans et j'en trouverai plus sans doute de toute ma vie. Et il s'est mis à pleurer à chaudes larmes. – Ah mon Joé qu'il a dit, il y a assez de travail pour les femmes et les gosses dans la région, mais il n'y en a pas pour les hommes. C'est plus facile de trouver cent livres sur la route que du travail, mais je n'aurai pas cru que toi ou un autre vous m'auriez vu en train de repriser les bas de ma femme. C'est du mauvais travail, mais elle ne peut presque plus tenir sur ses jambes et j'ai peur qu'elle tombe complètement malade, et alors je ne sais plus ce qu'on va devenir et que ça fait longtemps que c'est elle qui a son homme dans la maison, et c'est moi qui suis la femme. C'est pas du travail, Joé ! et il s'est remis à pleurer à chaudes larmes en disant que ça n'a pas été toujours comme ça. – Non Jack, dit Joé, et comment que tu as fait toi pour vivre quand tu n'avais pas de travail ? – Je vais te le dire Joé, comme ci comme ça, mais ça allait plutôt mal ; tu sais quand on s'est marié, j'avais bien du travail, et tu sais que je n'ai jamais été feignant. – Mais non, tu n'as jamais été feignant. – Et puis on avait une belle maison meublée, et Mary n'avait pas besoin de travailler, moi je pouvais travailler

pour nous deux, et maintenant c'est le monde à l'envers ; Mary doit travailler et moi rester ici pour garder les enfants, balayer, et laver et faire la popote ; et puis raccommoder parce que quand la pôvre femme rentre à la maison le soir elle est fatiguée et claquée. Tu sais Joé, c'est dur quand qu'on a été habitué autrement. Joé dit : – Oui mon gars, c'est dur ! Et Jack recommença à pleurer et il aurait voulu jamais avoir été marié et jamais être né. Mais il n'aurait jamais cru, quand il a épousé Mary, que tout cela arriverait. – Qu'est-ce que j'ai pu pleurer à cause de tout cela, dit Jack ! Eh ben Monsieur, quand Joé a entendu tout cela, il m'a dit qu'il maudissait et envoyait à tous les diables les usines, les industries et le gouvernement avec tous les jurons qu'il avait appris depuis sa jeunesse dans les usines. »

Peut-on imaginer de situation plus absurde, plus insensée, que celle que décrit cette lettre ? Et pourtant, cette situation qui dévirilise l'homme et déféminise la femme sans être en mesure de donner à l'homme une réelle féminité et à la femme une réelle virilité, cette situation qui dégrade honteusement les deux sexes et ce qu'il y a d'humain en eux, c'est la conséquence nécessaire de notre civilisation tant vantée. Est-ce là l'ultime résultat de tous les efforts accomplis par des centaines de générations pour améliorer leur vie et celle de leurs descendants ! Il nous faut ou bien désespérer de l'humanité, de sa volonté et de sa marche en avant, en voyant les résultats de notre peine et de notre travail tournés ainsi en dérision ; ou bien admettre que la société humaine a fait fausse route jusqu'ici dans sa quête du bonheur. Mais nous devons reconnaître qu'un renversement si complet de la situation sociale des deux sexes n'a été possible que parce que leurs rapports ont été faussés dès le début en étant contradictoires. Si cette prédominance de la femme sur l'homme que le système industriel a parfois engendrée est inhumaine, la prédominance de l'homme sur la femme telle qu'elle existait auparavant est nécessairement inhumaine elle aussi. Si la femme peut maintenant – comme jadis l'homme – fonder sa domination sur le fait qu'elle apporte le plus, et même tout, au fond commun de la famille, il s'ensuit nécessairement que cette communauté familiale n'est ni véritable ni rationnelle, puisqu'un membre de la famille peut encore se vanter d'apporter la plus grande part à ce fonds.

Si la famille de la société actuelle se dissout, cette dissolution montre précisément qu'au fond ce n'est pas l'amour familial qui était le lien de la famille, mais l'intérêt privé nécessairement conservé dans cette hypocrite communauté de biens.

Le premier effet du pouvoir exclusif des hommes s'exprima dans la forme intermédiaire de la famille patriarcale qui apparaît d'abord [1]. Sa caractéristique

---

[1] Cf. ENGELS, *L'Origine de la famille...* in *Werke*, 21, p. 61.
Dans ce texte, Engels trace la genèse de la famille moderne, qui explique que cette forme de mini-organisation des individus sous l'autorité du père (ce qui ne confère plus la dignité

essentielle n'est pas la polygamie, sur laquelle nous reviendrons plus tard, mais l'organisation en une famille d'un certain nombre d'individus, libres ou non, soumis à l'autorité paternelle du chef de celle-ci. Sous sa forme sémitique, ce chef de famille vit en polygamie, tandis que ceux qui ne sont pas libres ont une femme et des enfants [1]. Cette organisation tout entière y a pour but la garde des troupeaux sur un terrain délimité. Ce qui est l'essentiel, c'est l'incorporation des esclaves et l'autorité paternelle.

C'est pourquoi le type accompli de cette forme de famille est la famille romaine. Le mot *familia* ne signifie pas, à l'origine, cet idéal du philistin contemporain, fait de sentimentalisme et de scènes de ménage. Au début, il ne s'applique même pas, chez les Romains, au couple et aux enfants de celui-ci, mais aux seuls esclaves. *Famulus* veut dire « esclave domestique », et la *familia* c'est l'ensemble des esclaves qui appartiennent à un même homme. Encore au temps de Gaïus, *la familia, « id est patrimonium* » (c'est le patrimoine), était léguée par testament. L'expression – la famille – fut inventée par les Romains, afin de désigner un nouvel organisme social dont le chef tenait sous l'autorité paternelle romaine la femme, les enfants et un certain nombre d'esclaves, et avait, sur eux tous, droit de vie et de mort.

Le mot n'est donc pas plus ancien que le système familial cuirassé des tribus latines, qui se constitua après 1'introduction de l'agriculture et de l'esclavage légal, et après que les Italiotes aryens se furent séparés des Grecs.

Marx ajoute : La famille moderne contient en germe non seulement l'esclavage (*servitus*), mais encore le servage, puisqu'elle est liée tout d'abord à des services d'agriculture Elle contient *en miniature* tous les antagonismes qui, par la suite, se développeront largement dans la société et dans son État [2].

---

patriarcale à ce personnage depuis que le capitalisme a désacralisé tous les rapports, mais exprime néanmoins l'asservissement de la femme et des enfants) corresponde au système de domination capitaliste.

[1] Engels souligne que les harems dont jouissent les patriarches riches limitent cependant la prostitution générale à laquelle les riches bourgeois soumettent les femmes des autres et de leurs ouvriers dans la forme démocratique. La forme sémitique autoritaire est moins dissolue, puisqu'elle établit de nettes limites : harem ici, petite famille dans les classes asservies là.

[2] La conclusion de Marx est évidente : la famille monogamique de nos jours reflète toutes les contradictions de la société bourgeoise elle-même et devra donc être éliminée elle aussi, et non pas seulement de manière formelle. Dans *L'Idéologie allemande,* Marx-Engels mettent en évidence que le capitalisme tend à la fois à dissoudre la famille et à la conserver pour sauver sa propre forme d'organisation – ce qui secoue douloureusement la vie privée des individus de notre époque. La prétention de faire reposer l'éducation des générations futures sur la famille y est soumise à une critique écrasante :

« Le *bourgeois* se comporte envers les institutions et normes de son régime comme le Juif envers la Loi : il les transgresse chaque fois qu'il le peut, mais en tant que cas particulier, car il tient à ce que tous les autres s'y conforment. Si tous les *bourgeois* en bloc se mettaient d'un seul coup à bafouer les institutions de la bourgeoisie, ils cesseraient d'être des bour-

La fallacieuse égalité de promotion sous le capitalisme

Retour à la table des matières

Si les Français revendiquent moins que les Allemands la limitation du travail des femmes, cela provient de ce que le travail de fabrique de celles-ci joue un rôle relativement moindre en France – surtout à Paris [1]. L'égalité de salaire à travail égal pour les deux sexes est, pour autant que je sache, réclamée par tous les socialistes pour le temps où le système du salariat en général n'est pas encore aboli. Il me semble clair que la femme qui travaille a besoin de protections spécifiques contre l'exploitation capitaliste, en raison de ses fonctions physiologiques particulières. Les Anglaises, qui sont à l'avant-garde de la lutte pour les droits formels de la femme à se faire exploiter aussi systématiquement que les hommes par les capitalistes, restent plus ou moins directement sur le terrain de l'exploitation capitaliste des deux sexes. Je dois reconnaître que la santé des générations à venir m'intéresse plus que l'absolue égalité de droits formelle des sexes au cours des dernières années de vie du mode de production capitaliste. Je suis convaincu qu'une véritable égalité de droit entre femme et homme ne peut devenir une vérité que lorsque l'exploitation des deux par le capital sera éliminée et que le travail domestique privé sera transformé en industrie publique [2].

---

geois – ce qu'ils ne songent pas à faire, bien entendu, et qui ne dépend nullement de leur volonté. Le bourgeois débauché viole l'institution du mariage et commet l'adultère en cachette, comme le marchand viole l'institution de la propriété en spéculant, faisant banqueroute, etc., pour s'approprier le bien d'autrui. Le jeune bourgeois, dès qu'il le peut, se rend indépendant de sa famille et, en pratique, abolit pour son propre compte les liens familiaux. Cependant, le mariage, la propriété, la famille restent théoriquement intacts, parce qu'ils constituent, en fait, la base sur laquelle la bourgeoisie a édifié sa domination, parce que ces institutions, dans leur forme bourgeoise, sont les conditions qui font du bourgeois un bourgeois, tout comme la Loi sans cesse transgressée fait du Juif croyant un Juif croyant. Ce comportement du bourgeois vis-à-vis de ses conditions d'existence s'exprime sous une forme générale dans la morale bourgeoise. » (Cf. *MEGA*, 115, p. 162.)

[1] Engels à Gertrud Guillaume-Schack, 5 juillet 1885.

[2] Pour la revendication de l'égalité de droits des femmes – pour laquelle Marx-Engels n'ont cessé d'inviter les organisations ouvrières à lutter inlassablement – il en va comme des revendications syndicales : lâcher pied dans cette bataille quotidienne, toujours recommencée tant que se développe le capitalisme, ce serait renoncer lâchement au grand but de l'émancipation totale de l'humanité. Il en va de l'infériorité sociale de la femme comme de l'infériorité économique des classes laborieuses ainsi que de leur médiocre niveau « culturel » consécutif – on ne saurait les compenser dans le cadre capitaliste, qu'il s'agit de briser. Cela peut déplaire à ceux qui sont impatients de réaliser l'égalité de tous, mais cela témoigne aussi de leurs illusions et du fait qu'ils n'ont pas l'intention d'opérer les changements radicaux qu'ils réclament en paroles.

Il me semble que c'est un très grand progrès qu'au dernier congrès de la *Labor Union* américaine on ait traité les ouvrières à parité complète, tandis qu'il règne un esprit mesquin sur ce plan chez les Anglais, mais plus encore chez les galants Français [1]. Quiconque est tant soit peu familiarisé avec l'histoire sait que les révolutions sociales sont impossibles sans le ferment féminin. Le progrès d'une société se mesure très exactement à la position sociale du « beau sexe ».

Mesures de transition concernant le travail et l'éducation

Retour à la table des matières

[...] La démocratie n'aurait absolument aucune utilité pour le prolétariat, si elle ne servait pas de manière immédiate à réaliser d'autres mesures qui attaquent directement la propriété privée et assurent l'existence du prolétariat [2]. Les principales de ces mesures, qui découlent d'ores et déjà comme résultats nécessaires des conditions sociales existantes, sont les suivantes :

[...] 4. Organisation du travail ou emploi des prolétaires dans les domaines, fabriques et ateliers nationaux, grâce à quoi on pourra éliminer la concurrence des travailleurs entre eux ; les patrons des fabriques, aussi longtemps qu'ils continueront d'exister, seront obligés de verser le même taux plus élevé de salaire que ne verse l'État.

5. Même obligation de travailler pour tous les membres de la société jusqu'à l'élimination complète de la propriété privée. Formation d'armées industrielles, en particulier pour l'agriculture. [...]

8. Éducation de tous les enfants, à partir du moment où ils peuvent se passer des premiers soins maternels, dans les institutions nationales et aux frais de la nation. Éducation et travail productif iront de pair [3].

---

1 Cf. Marx à Ludwig Kugelmann, 12 décembre 1868.

2 Cf. ENGELS, *Principes du communisme*, rédigés de fin octobre à novembre 1847. Dans ce texte, Engels tire les conclusions de la dissolution de la famille, et il confie le sort des nouvelles générations non plus aux contingences d'individus privés, riches ou pauvres, ignorants ou cultivés, mais à toute la société.

3 Les mesures qui permettront de poser un terme aux rapports d'esclave dans la famille peuvent également être décrites comme suit : « Le rapport des sexes dans la société bourgeoise oblige la femme à faire de sa position *passive* un calcul économique à chaque fois qu'elle accède à l'amour. Le mâle fait ce calcul à partir d'une position *active*, en faisant le compte de la somme due – à forfait par traites mensuelles dans le mariage, et comptant à chaque fois pour le besoin satisfait dans la prostitution. De la sorte, dans la société bourgeoise, tous les besoins se traduisent en argent – et ce aussi pour le besoin d'amour qui est dans le mâle –, mais il se trouve que, pour la femme, le besoin d'argent tue le besoin d'amour. Tout cela

9. Édification sur les domaines nationaux de grands palais destinés à loger des communautés de citoyens exerçant à la fois l'industrie et l'agriculture et réunissant les avantages de la vie à la campagne et ceux de la vie dans les villes sans souffrir des étroitesses et des inconvénients des deux modes de vie.

10. Démolition de toutes les habitations et quartiers citadins insalubres et mal construits.

11. Égalité de droits héréditaires assurée aux enfants aussi bien naturels que légitimes.

12. Concentration de tous les moyens de transport entre les mains de la nation.

Toutes ces mesures ne peuvent naturellement être réalisées d'un seul coup. Cependant les unes conduisent sans cesse aux autres. Une fois la première attaque portée à la racine de la propriété privée, le prolétariat se verra contraint d'aller de plus en plus loin, de concentrer toujours davantage tout le capital, toute l'agriculture, toute l'industrie, tous les transports, tous les échanges entre les mains de l'État. C'est à quoi tendent toutes ces mesures ; elles seront réalisables et développeront leurs effets centralisateurs dans la mesure précise où le travail du prolétariat multipliera les forces productives du pays. Enfin, quand tout le capital, toute la production et tous les échanges seront concentrés entre les mains de la nation, la propriété privée disparaîtra d'elle-même, *l'argent sera devenu superflu,* la production aura augmenté et les êtres humains se seront transformés au point que les derniers rapports de distribution de la vieille société auront également disparu. [...]

Vingtième question : *Quelles seront les conséquences de l'élimination définitive de la propriété privée ?*

Réponse : Après avoir retiré des mains des capitalistes privés l'utilisation de toutes les forces productives et les moyens de circulation, ainsi que l'échange et la distribution des produits, la société les administrera selon un plan établi à

---

vérifie que Marx ait vu dans cette question sexuelle la clé pour juger de l'ignominie d'une forme de société donnée. [...]
Dans le communisme non monétaire, l'amour en tant que besoin aura le même poids et la même signification pour les deux sexes qui s'unissent. L'acte qui le consacre réalisera la formule sociale selon laquelle le besoin de l'autre humain est mon besoin d'homme ou de femme, puisque le besoin d'un sexe se réalise dans le besoin de l'autre sexe. Rien ne serait plus faux que de poser cela comme un simple rapport moral, fondé sur un mode déterminé de rapports physiques. En somme, toute la clé en est dans un fait économique : l'argent étant éliminé entre homme et femme, les enfants et les charges qui en découlent ne concerneront pas les deux engendreurs qui s'accouplent, mais la communauté elle-même. » (Cf. « La Question philosophique dans la théorie marxiste », *Le Fil du temps*, 1976, n° 13, chap. « L'Amour, besoin de tous ».)

partir des moyens disponibles à chaque moment en fonction des besoins de la société entière. [...] La gestion collective de la production ne saurait être assurée par des hommes qui – comme c'est le cas aujourd'hui – seraient à chaque fois étroitement soumis à une branche de production particulière de la production, enchaînés à elle, exploités par elle, si bien que chacun d'eux ne voit qu'*une seule* de ses facultés développée aux dépens de toutes les autres et ne connaît qu'*une* branche voire qu'une partie de cette branche de la production totale. Déjà l'actuelle industrie peut de moins en moins utiliser des hommes comme ceux-là [1]. L'industrie pratiquée en commun, selon un plan établi en fonction de l'ensemble de la société, implique des hommes complets, dont les facultés sont développées dans tous les sens et qui sont en mesure d'avoir une claire vision de tout le système de la production. La division du travail, qui fait du premier un paysan, du second un cordonnier, du troisième un ouvrier d'usine, et du quatrième un spéculateur en bourse, est d'ores et déjà minée par l'essor du machinisme et disparaîtra alors complètement.

Pour s'éduquer, les jeunes gens pourront parcourir rapidement tout le système de la production, afin qu'ils soient mis en état de passer successivement de l'une à l'autre des différentes branches de la production – selon que les besoins de la société ou leurs propres inclinations les y portent [2]. L'éducation les affranchira en conséquence de ce caractère unilatéral qu'imprime à chaque individu la division du travail actuelle. De cette façon, la société organisée d'après le mode communiste donnera à ses membres l'occasion de mettre en tous sens en action leurs aptitudes elles aussi développées dans tous les sens. Il en résulte que toute différence de classe disparaît nécessairement. C'est ainsi que la société organisée sur la base communiste est incompatible avec l'existence des classes, d'une part, et offre directement les moyens d'éliminer ces différences de classe, d'autre part.

---

[1] C'est ce qui explique que les « capitalistes intelligents » et, plus encore, les nécessités de l'industrie moderne des pays développés ont suscité un vaste réseau d'écoles professionnelles – comme Marx l'a prévu dans l'article que nous avons reproduit p. 70, et comme la République démocratique allemande l'a instauré le plus systématiquement en reliant l'industrie à l'enseignement, qui y dépend plus que partout ailleurs de Sa Majesté le Capital, l'argent et le marché, en développant au maximum la science vénale, avec ses concours et ses incitations « matérielles ».

[2] Dans son article « Progrès de la réforme sociale sur le continent », in *The New Moral World*, 4 novembre 1843, Engels écrit à ce propos : « Fourier démontre que chacun naît avec une inclination pour un certain type de travail, que l'inactivité *absolue* est une absurdité qui n'a jamais existé et ne pourra jamais exister ; que, par nature, l'esprit humain est activité. En conséquence, il n'est point besoin de contraindre les êtres humains à une activité – comme on le fait au stade actuel de la société. Il suffit d'imprimer la bonne direction à l'impulsion naturelle de l'activité sociale » (cf. traduction française de ce texte, essentiel aux yeux d'Engels pour réfuter les préjugés bourgeois, si forts, par exemple, en Russie de nos jours, sur les *incitations matérielles* prétendument satisfaites seulement par l'argent, in MARX-ENGELS, *Le Mouvement ouvrier français*, P.C.M., 1974, t. 1, p. 38-52). Fourier a donné la synthèse de son système éducatif dans *Œuvres*, t. V de la reproduction des éditions Anthropos, 1966 : *Théorie de l'unité universelle*, 4e vol., 605 p.

Il en résulte, en outre, que l'antagonisme entre la ville et la campagne disparaîtra également. La gestion de l'industrie et de l'agriculture par les mêmes hommes, et non plus par deux classes différentes, est une condition nécessaire de l'association communiste, ne serait-ce que pour de simples raisons matérielles. La dispersion dans les campagnes de la population agricole, à côté de la concentration de la population industrielle dans les grandes villes, est un phénomène qui ne correspond qu'à un stade encore inférieur de l'agriculture et de l'industrie ; en fait, c'est une entrave au progrès, comme on le ressent d'ores et déjà.

L'association universelle de tous les membres de la société en vue de l'exploitation collective et ordonnée des forces productives, l'extension de la production afin qu'elle puisse satisfaire les besoins de tous, l'abolition d'un état de choses dans lequel les besoins des uns ne sont satisfaits qu'aux dépens des autres, l'élimination complète des classes et de leurs antagonismes, le développement en tous sens des facultés de tous les membres de la société grâce à la suppression de l'actuelle division du travail, grâce à l'éducation basée sur l'industrie, à la variation du genre d'activité, à la participation de tous aux jouissances créées par tous, à la combinaison de la ville et de la campagne – tels seront les principaux effets de l'abolition de la propriété privée.

Vingt et unième question : *Quel sera l'effet de l'ordre social communiste sur la famille ?*

Réponse : Il fera du rapport entre les sexes une question purement personnelle, ne concernant que les parties intéressées, et dans laquelle la société n'a pas à intervenir. Il le peut, parce qu'il aura aboli la propriété privée et que les enfants seront éduqués par la société, de sorte que seront détruites les deux bases qui ont constitué jusqu'ici les deux assises du mariage : la dépendance de la femme vis-à-vis de l'homme, et celle des enfants vis-à-vis des parents en régime de propriété privée. C'est ce qui constitue la réponse à toutes les criailleries des moralistes bourgeois sur la communauté des femmes que veulent, paraît-il, introduire les communistes [1]. La communauté des femmes est un phé-

---

[1] « Indubitablement la *communauté des femmes* relève d'une conception *propriétaire* – la possession – qui voit dans la femme la propriété passive de l'homme, ce qui est une exaspération du vice individualiste de la société mercantile. L'espèce de propriété du sexe masculin sur le sexe féminin tout entier, en général, qui se manifeste dans la communauté des femmes est caractéristique de la *propriété de tout le peuple*, où chacun est propriétaire et participe à la propriété de tout le peuple. C'est ce qui ressort de la critique qu'adresse Marx à la communauté des femmes chez les communistes grossiers qui ne font que généraliser la propriété privée. Ceux-ci ne voient pas que la propriété de tous les hommes sur toutes les femmes relève du même rapport que celui où l'homme considère la femme comme sa proie et sa marchandise. Tout cela montre l'insuffisance de la tentative de dépassement de la propriété privée tant que l'homme, de quelque sexe que ce soit, demeure le salarié d'une puissance capitaliste s'étendant à toute la société. » (*Loc. cit., Le Fil du temps*, n° 15.)

nomène qui appartient entièrement à la société bourgeoise et qui, de nos jours, est réalisé entièrement dans la prostitution. Or la prostitution repose sur la propriété privée et finit avec elle. En conséquence, loin d'introduire la communauté des femmes, l'organisation communiste la supprimera.

Les étudiants révolutionnaires : grandeur et misère

Retour à la table des matières

En 1861, en réponse aux mesures fiscales ayant pour but de priver les jeunes gens pauvres de l'éducation supérieure, et aux dispositions disciplinaires tendant à les soumettre à la férule discrétionnaire des agents policiers, les étudiants élevèrent des protestations énergiques et unanimes qui, de leurs assemblées, furent portées dans la rue et se traduisirent par des manifestations imposantes [1]. L'université de Saint-Pétersbourg fut alors fermée pendant quelque temps ; les étudiants furent jetés en prison ou envoyés en exil. Cette politique du gouvernement poussa la jeunesse dans les sociétés secrètes, dont un grand nombre des adeptes finit naturellement par se faire envoyer dans les cachots, l'exil et la Sibérie. D'autres sociétés, pour procurer aux étudiants pauvres les moyens de poursuivre leurs études, fondèrent des caisses de secours mutuels. Les plus sérieux d'entre eux avaient décidé de ne plus donner au gouvernement aucun prétexte de supprimer, en organisant leur caisse et leur gestion, ces petits cercles. Ces petits cercles administratifs fournissaient l'occasion de discuter en même temps de questions politiques et sociales. Les idées socialistes avaient tellement pénétré la jeunesse des écoles russes, composée en grande majorité de fils de paysans et autres gens pauvres, qu'elle rêvait déjà de l'application pratique et immédiate de ces idées. Chaque jour ce mouvement se généralisait davantage dans les écoles et jetait dans la société russe toute une jeunesse pauvre, issue de la plèbe, instruite et pénétrée des idées socialistes. L'âme théorique de ce mouvement était Tchernychevski, aujourd'hui en Sibérie...

Au mois de mars, la jeunesse universitaire russe s'était prononcée énergiquement pour l'affranchissement de la Pologne ; en automne 1861, elle avait essayé de résister au coup d'État qui voulait, par des ordonnances disciplinaires et fiscales, priver les étudiants pauvres (plus des deux tiers du nombre total) de

---

[1] Cf. MARX, *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs. Un complot contre l'Association internationale des travailleurs. Rapport publié par ordre du congrès de La Haye sur les agissements de Bakounine et de l'Alliance de la démocratie socialiste* (en français), 1871, in *Werke*, 18, p. 397.
Dans ce texte, Marx traite de l'agitation estudiantine dans la Russie féodale, à la veille de sa révolution nationaliste bourgeoise, en mettant en évidence que les étudiants furent acculés par le gouvernement réactionnaire à la révolte.

la possibilité d'étudier [1]. Le gouvernement considéra leurs protestations comme des émeutes et, à Pétersbourg, à Moscou et à Kazan, des centaines de jeunes gens furent jetés dans les cachots, expulsés des universités, ou exclus après quelques mois de détention. [...] Et, de peur que ces jeunes gens n'envenimassent le mécontentement des paysans, un arrêt du Conseil d'État défendait aux ex-étudiants tout accès aux fonctions publiques dans les villages. Mais les persécutions ne s'arrêtèrent pas là. On exila des professeurs comme Pavlov ; on ferma les cours publics organisés par les étudiants exclus des universités ; on entreprit de nouvelles poursuites sous les prétextes les plus futiles ; la « caisse de la jeunesse étudiante », à peine autorisée, est brusquement supprimée ; des journaux sont suspendus. Tout cela mit le comble à l'indignation et à l'agitation du parti radical et le força d'avoir recours à la presse clandestine. C'est alors que parut le manifeste du parti appelé « La Jeune Russie », avec une épigraphe de Robert Owen. Ce manifeste faisait un exposé clair et précis de la situation intérieure du pays, de l'état des différents partis, de celui de la presse et, en proclamant le communisme, concluait à la nécessité d'une révolution sociale. Il appelait tous les gens sérieux à se grouper autour du drapeau radical.

Relativité des sciences des sociétés de classe

Retour à la table des matières

Suivant la classification traditionnelle de la connaissance, nous pouvons distinguer trois grandes sections [2]. La première embrasse toutes les sciences qui s'occupent de la nature inanimée et sont plus ou moins susceptibles d'être traitées mathématiquement : mathématique, astronomie, mécanique, physique, chimie. Si l'on trouve plaisir à appliquer de grands mots à des choses toutes simples, on peut dire que *certains* résultats de ces sciences sont des vérités éternelles, des vérités définitives et sans appel : aussi les a-t-on nommées les sciences *exactes.* Mais non pas tous leurs résultats, loin de là. En introduisant les grandeurs variables et en étendant leur variabilité jusqu'à l'infiniment petit et l'infiniment grand, la mathématique, pourtant si respectueuse des normes, a commis le péché originel ; elle a mangé le fruit de l'arbre de la science, qui lui

---

[1] *Ibid.*, p. 447.

[2] Cf. ENGELS, *Anti-Dühring,* in *Werke*, 20, p. 81-86.
Dans cette série de textes, Marx et Engels font la critique des sciences bourgeoises. Ils insistent essentiellement sur la relativité de celles-ci, non en versant dans une critique agnostique, mais en liant le système des connaissances avec le niveau général des sociétés successives.
Marx affirme qu'avec l'abolition de la division du travail, qui compartimente chaque activité dans une branche autonome et particulière, tombera aussi l'actuelle classification des disciplines scientifiques, et la science s'unifiera, en connaissant un essor insoupçonné aujourd'hui, lorsque le temps libre, et non plus le temps de travail de la force humaine individuelle, sera devenu l'étalon de la richesse de la société (cf. *Grundrisse*, 10/18, t. 3, p. 347-348).

a ouvert la carrière des progrès les plus gigantesques, mais aussi celle des erreurs. L'état virginal où tout ce qui était mathématique avait une valeur absolue et était démontré d'une manière irréfragable fut perdu à jamais ; alors s'ouvrit l'ère des controverses, et nous en sommes arrivés au point que la plupart des gens différencient et intègrent, non parce qu'ils comprennent ce qu'ils font, mais parce qu'ils font un pur acte de foi, parce que jusqu'ici on s'en est toujours bien sorti. C'est pire encore en astronomie et en mécanique ; et en physique et en chimie on se trouve en plein dans les hypothèses – comme dans un essaim de guêpes. Et il ne peut guère en être autrement. En physique, nous avons affaire au mouvement des molécules, en chimie à la formation d'atomes en molécules, et si l'interférence des ondes lumineuses n'est pas une fable, nous n'avons aucune chance de voir jamais ces choses intéressantes de nos propres yeux. Avec le temps, les vérités définitives et sans appel se font là étonnamment rares.

Nous sommes encore plus mal lotis en géologie, puisque celle-ci, de par sa nature même, se préoccupe essentiellement de phénomènes auxquels, non pas seulement nous-mêmes, mais nul homme n'a assisté. La moisson de vérités définitives et sans appel y est donc infiniment difficile à effectuer, et de plus elle est extrêmement maigre.

La deuxième classe de sciences est celle qui embrasse l'étude des organismes vivants. Dans ce domaine, il se développe une telle complexité d'interactions et de relations de causalité, que non seulement chaque question résolue soulève une infinité de questions nouvelles, mais qu'aussi chaque question ne peut être résolue que morceau par morceau, par une suite de recherches exigeant souvent des siècles ; en même temps, le besoin d'explication systématique des connexions oblige sans cesse à entourer les vérités définitives et sans appel d'une luxuriante plantation d'hypothèses. Quelle longue série d'intermédiaires n'a-t-il pas fallu, de Galien à Malpighi, pour établir exactement un fait aussi simple que la circulation du sang chez les mammifères ! De même, combien peu savons-nous de l'origine des corpuscules du sang, et combien de chaînons nous manquent, encore aujourd'hui, pour établir, par exemple, un lien rationnel entre les manifestations d'une maladie et ses causes [1] ! Et de plus, il ar-

[1] Faute de connaître les causes des maladies, la médecine bourgeoise en soigne les effets et « ignore » le plus souvent le mal qui a provoqué les dégâts, autrement dit son action n'est presque jamais préventive – ce qui est pourtant le plus efficace. Au reste, la science bourgeoise n'a ni les moyens intellectuels ni encore moins les moyens monétaires, malgré les énormes budgets de quelques pays, pour procéder à l'analyse et au traitement de tous les individus, mais seulement – avec quels résultats, la maladie étant déjà déclarée ? – de quelques privilégiés des classes ou pays dominants.
La psychanalyse démontre, par exemple, quelles investigations et dépenses d'énergie et d'argent sont nécessaires pour retrouver le lien de cause à effet des manifestations pathologiques chez un individu isolé. Les transplantations et les thérapeutiques de pointe, avec leur vénalité exorbitante, n'ont fait qu'accentuer le retard des soins sur la production de mala-

rive assez souvent de faire des découvertes comme celle de la cellule, qui nous forcent de soumettre à une révision totale toutes les vérités définitives et sans appel qui règnent dans le domaine de la biologie et à en éliminer des tas entiers à tout jamais. Si l'on voulait donc établir en ces matières des vérités absolument authentiques et invariables, on devrait se contenter de platitudes comme celles-ci : Tous les hommes sont mortels, tous les mammifères femelles ont des mamelles, etc. ; on ne pourrait même pas dire que les animaux supérieurs digèrent avec l'estomac et l'intestin et non avec la tête, car l'activité nerveuse centralisée au niveau du cerveau est indispensable à la digestion.

Mais où les vérités éternelles sont plus malmenées encore, c'est, dans le troisième groupe de sciences, les sciences historiques qui étudient les conditions de vie des hommes, les rapports sociaux, les formes juridiques et politiques de l'État, ainsi que leur superstructure idéologique : philosophie, religion, art, etc., dans leur succession historique et leurs effets actuels. Dans la nature organique, nous avons au moins affaire à une série de processus qui, pour ce qui concerne notre observation immédiate, se répètent, dans des limites très vastes, de façon assez régulière. Les espèces des êtres organisés sont, dans l'ensemble, restées les mêmes depuis Aristote [1]. Dans l'histoire de la société, en revanche, la répétition des situations est l'exception et non la règle, dès que nous dépassons l'état primitif de l'humanité, ce qu'on appelle l'âge de la pierre ; or là même où se produisent ces répétitions, elles n'ont jamais lieu exactement dans les mêmes circonstances. Ainsi le phénomène de la propriété commune primitive du sol chez tous les peuples civilisés et la forme de sa dissolution. Dans le domaine de l'histoire humaine, nous sommes donc moins avancés en science que dans celui de la biologie. Bien plus : lorsqu'une fois, par exception, on parvient à reconnaître la connexion interne unissant les formes d'existence politiques et sociales, c'est régulièrement lorsque ces formes se sont déjà à moitié survécu et vont vers la décadence. La connaissance est donc ici essentiellement relative, se réduisant à prendre conscience des connexions et à saisir

---

dies : le secret de l'impuissance des sciences modernes se trouve tout entier dans l'économie mercantile.

Écrivant à l'un de ses amis qui venait de passer son doctorat de médecine, la fille de Marx, Jenny, affirmait avec beaucoup d'esprit que la prévention tuerait pratiquement la profession de médecin dans la société communiste future : « Dans " notre société nouvelle ", on n'aura guère besoin des *prêtres du corps,* ils feront tous faillite, ensemble avec leurs frères, les *médecins de l'âme,* jusque-là je vous souhaite beaucoup de chance : jouissez de votre dignité – tant que cela dure ! » (Jenny Marx à Ludwig Kugelmann, 30 octobre 1869.)

[1] Les sociétés de classe qui attribuent le travail nécessaire aux exploités et le temps libre aux classes dominantes ne peuvent surmonter le *dualisme* entre masse ou matière et esprit, et ce n'est que dans le communisme que sera résolu l'antagonisme entre matérialisme et spiritualisme (cf. ci-dessous, p. 239). C'est pourquoi, les sciences bourgeoises ne peuvent surmonter la hiérarchie aristotélicienne des disciplines, soit qu'elles mettent l'accent sur les sciences de la matière, dites exactes, soit qu'elles privilégient les sciences de l'homme, le déterminisme ou l'indéterminisme. Ce n'est que sous le communisme que toutes les sciences se fonderont en une seule discipline, les sciences de la nature.

les conséquences de certaines formes politiques et sociales qui n'existent que pour un temps et chez des peuples donnés, et qui, par nature, sont essentiellement périssables. Si, dans ce domaine, on veut donc faire la chasse aux vérités définitives et sans appel, aux vérités authentiques et tout à fait immuables, on n'en rapportera guère que des platitudes et lieux communs de la pire espèce, par exemple que les hommes ne peuvent en général vivre sans travailler, qu'ils se sont le plus souvent divisés jusqu'ici en dominateurs et dominés, que Napoléon est mort le 5 mai 1821, etc.

Or il convient de remarquer que c'est précisément dans ce domaine-là que nous faisons le plus fréquemment la rencontre de prétendues vérités éternelles, de vérités définitives, sans appel, etc. : deux et deux font quatre, les oiseaux ont un bec, etc. Mais c'est ce que l'on ne proclamera vérité éternelle que si, de l'existence de vérités éternelles en général, on a l'intention de conclure que, dans le domaine de l'histoire de l'humanité aussi, il y a des vérités éternelles, une morale éternelle, une justice éternelle, etc., qui prétendent à une valeur et une portée identiques à celles des vérités et des applications mathématiques. Et alors nous pouvons être assurés qu'à la première occasion, le même ami des hommes nous déclarera que tous les fabricants de vérités éternelles qui l'ont précédé étaient plus ou moins des ânes et des charlatans, qu'ils pataugeaient tous dans l'erreur, qu'ils faisaient faute sur faute ; que, d'ailleurs, le fait de *leur* erreur et de *leur* faillibilité est dans la nature des choses et démontre l'existence de la vérité et de l'exactitude *chez lui* ; et que lui, le prophète qui a surgi maintenant, porte la vérité définitive et sans appel, la morale éternelle, la justice éternelle, toutes faites et toutes prêtes, dans son sac. Tout cela nous l'avons vu cent et mille fois, si bien qu'il faut s'étonner seulement qu'il y ait encore des hommes assez crédules pour le croire, non pas des autres, mais d'eux-mêmes. Et néanmoins il se trouve toujours à nouveau quelque prophète qui alors, de la manière coutumière, a de grands élans d'indignation morale lorsqu'on nie qu'un individu quelconque soit jamais à même de nous fournir la vérité définitive et sans appel. Nier cela, émettre même un simple doute, c'est faiblesse, confusion ruineuse, néant, scepticisme dissolvant, pire que le pur nihilisme, chaos insensé, et autres aménités de ce genre. Comme chez tous les prophètes, point d'enquête et de jugement scientifiques et critiques, mais, sans plus, foudres lancées au nom de la morale.

Nous aurions pu encore citer plus haut les sciences qui étudient les lois de la pensée humaine, autrement dit la logique et la dialectique. Mais, ici, les vérités éternelles ne connaissent pas de sort meilleur. M. Dühring déclare que la dialectique proprement dite est pur non-sens, et les nombreux ouvrages qu'on a écrits et qu'on écrit encore sur la logique prouvent assez que, là aussi, les vérités définitives et sans appel sont encore plus clairsemées que certains ne se l'imaginent.

Au reste, il n'y a absolument pas lieu d'être horrifié de ce que le degré de connaissance que nous avons atteint aujourd'hui soit aussi peu définitif que tous ceux qui l'ont précédé. Il embrasse déjà un matériel énorme d'idées et de faits, et il exige une très grande spécialisation d'études de quiconque veut être simplement à la hauteur dans l'une des disciplines existantes. Mais quiconque voudrait appliquer la mesure d'une vérité authentique et immuable, définitive et sans appel, à des connaissances qui, par la nature même de leur objet, ou bien doivent rester relatives pour de longues suites de générations et ne se compléter que par fragments, ou même, comme en cosmogonie, en géologie, en histoire, demeureront toujours, ne fût-ce que par l'insuffisance du matériau historique, incomplètes et pleines de lacunes – celui-là prouverait ainsi simplement sa propre ignorance et son ineptie, quand bien même la prétention à l'infaillibilité personnelle ne constituerait pas le motif réel qui le pousse à de telles déclarations. La vérité et l'erreur, comme toutes les déterminations de la pensée qui évoluent entre des pôles opposés, n'ont de valeur absolue que pour un champ extrêmement restreint, comme nous venons de le voir et comme M. Dühring le saurait aussi, s'il était quelque peu familier avec les premiers éléments de la dialectique, qui soulignent précisément les limites de toutes les oppositions diamétrales. Dès que nous appliquons à l'extérieur de ce champ restreint dont nous avons parlé plus haut l'antithèse de vérité et d'erreur, elle devient relative et par là même inutilisable pour un langage scientifique précis : mais si nous cherchons à l'appliquer en dehors de ce domaine en lui donnant une valeur absolue, alors notre échec est complet, puisque les deux pôles se changent en leurs contraires : la vérité devient erreur, et l'erreur vérité.

Formalisme et évolution de l'enseignement

Retour à la table des matières

En ce qui concerne le puriste qui s'irrite de notre style et de notre ponctuation, il faut noter qu'il ne sait ni l'allemand ni l'anglais, sinon il ne trouverait pas d'anglicismes là où il n'y en a pas [1]. L'allemand pour lequel il s'enflamme

[1] Cf. Engels à Fr.-A. Sorge, 29 avril 1886.
Engels répond dans cette lettre à quelques observations cri tiques d'un social-démocrate allemand installé en Amérique sur le style du deuxième livre du *Capital* dans les termes suivants : « Les tournures non allemandes doivent absolument nuire au renom de ce livre en Allemagne. Vous connaissez la mesquinerie du philistin allemand cultivé. Engels peut en rire, mais il ne vit plus dans de tels cercles depuis quarante ans. » Heureusement pour lui, dirions-nous !
Certes, Engels ne prétend pas instaurer une syntaxe nouvelle – ce qui ne ferait que réformer le système linguistique actuel. Il ne fait que dénoncer le formalisme et la réification de la langue enseignée « bureaucratiquement »par l'État national existant. En ce qui concerne les problèmes linguistiques sous le socialisme, cf. « Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste », *Le Fil du temps*, n° 5, chap. « Staline et la linguistique » et « Thèse idéaliste de la langue nationale ».

et dont on nous a bourré la tête à l'école, avec son abominable syntaxe et le verbe tout en queue de la phrase, coupé par dix lieues d'insertions – cet allemand il m'a fallu trente ans pour le désapprendre de nouveau. Ce bureaucratique allemand de maître d'école pour lequel Lessing n'a aucune existence se trouve aujourd'hui entièrement sur le déclin, même en Allemagne. Que dirait ce philistin s'il entendait parler au Reichstag des gens qui ont fait table rase de cette affreuse syntaxe dont il ne peut se dépêtrer, et qui y parlent comme les Juifs : « Lorsque le Bismarck est venu dans le choix forcé, il a préféré baiser le cul du pape que la bouche de la révolution », etc. [1]. C'est le petit Lasker qui a inauguré ce progrès – et c'est la seule bonne chose qu'il ait faite. Si Monsieur le puriste arrivait en Allemagne avec son allemand de maître d'école, on lui dirait qu'il parle l'américain.

À propos de son « Vous connaissez la mesquinerie du philistin allemand cultivé » – il semble que cela reste vrai, notamment en Amérique. La syntaxe allemande avec toute la ponctuation, telle qu'on l'a enseignée il y a quarante ou cinquante ans en Allemagne est tout juste bonne à être mise au rebut – et c'est ce qui arrive de plus en plus en Allemagne.

Essor révolutionnaire des sciences et des arts

Retour à la table des matières

Les sciences naturelles modernes sont les seules qui soient parvenues à un développement omnilatéral, systématique et complet, à la différence des intuitions géniales des Anciens dans le domaine de la philosophie de la nature et des découvertes des Arabes, qui sont extrêmement importantes, mais sporadiques, et ont disparu pour la plupart sans résultats [2]. Elles datent, comme toute l'histoire moderne, de la formidable époque que nous autres Allemands nommons la Réforme, que les Français nomment la Renaissance, et les Italiens le Cinquecento, bien qu'aucun de ces termes n'en donne une idée complète. C'est l'époque qui commence avec la seconde moitié du XV^e^ siècle. En s'appuyant sur les bourgeois des villes, la royauté a brisé la puissance de la noblesse féodale et fondé les grandes monarchies, reposant en gros sur la nationalité, au sein desquelles les nations européennes modernes et la société bourgeoise moderne se sont développées ; et, alors que la bourgeoisie et la noblesse en étaient

---

1. Engels fait allusion à un discours du député Lasker, lors de l'épisode final du *Kulturkampf* de Bismarck. Après avoir proclamé en mai 1972 : « Nous n'irons jamais à Canossa ! », l'homme d'État prussien fut amené, dans sa lutte pour le laïcisme, à faire – comme c'est toujours le cas – les plus grandes concessions au parti catholique du Centre et même au pape Léon XIII. Il finit pratiquement par abolir les lois anti-catholiques qu'il avait décrétées, et se sépara de ses collaborateurs les plus hostiles au catholicisme.
2. Cf. ENGELS, *La Dialectique de la nature*, extrait de l'introduction, in *Werke* 20, p. 311-316.

encore aux prises, la guerre des paysans d'Allemagne a annoncé prophétiquement les luttes de classes à venir, en portant sur la scène non seulement les paysans révoltés – ce n'était plus une nouveauté –, mais encore, derrière eux, les précurseurs du prolétariat moderne, le drapeau rouge au poing et la revendication de la communauté des biens aux lèvres. Les manuscrits sauvés de la chute de Byzance, les statues antiques retirées des ruines de Rome révélaient à l'Occident étonné un monde nouveau – celui de l'Antiquité grecque [1]. Ses formes lumineuses dissipaient les fantômes du Moyen Âge ; l'Italie naissait à un épanouissement artistique insoupçonné, qui sembla un reflet de l'antiquité classique et n'a plus été retrouvé [2]. En Italie, en France, en Allemagne, surgissait une littérature nouvelle, la première littérature moderne ; l'Angleterre et l'Espagne connurent bientôt après leur époque littéraire classique. Les barrières de l'ancienne *orbite terrestre* étaient brisées ; c'est maintenant seulement que la terre était vraiment découverte, et que les fondements furent posés pour passer de l'artisanat à la manufacture qui devait, à son tour, constituer le point de départ de la grande industrie moderne [3]. La dictature spirituelle de l'Église fut brisée : la plupart des peuples germaniques la rejetèrent en adoptant le protestantisme, tandis que, chez les peuples latins, une alerte libre pensée, reprise des Arabes et nourrie de philosophie grecque tout juste redécouverte, s'enracinait de plus en plus et préparait le matérialisme du XVIII^{e} siècle.

---

[1] Aux époques révolutionnaires, lorsque l'histoire se met en mouvement pour susciter une nouvelle forme de société et de production, la pensée coïncide avec la praxis et se fait matérialiste, contrairement à l'idéologie des classes dominantes devenues conservatrices et réactionnaires, qui sont « idéalistes ». C'est la raison pour laquelle, par-delà les formes de production, il y a un apparentement entre les pensées progressives successives – ce qui explique que la Renaissance et la Révolution française aient renoué avec la pensée de l'antiquité, dès lors que l'histoire s'est remise à bouger, en renouant avec la pensée qui a atteint un sommet à cette lointaine époque. Il s'ensuit qu'en ces périodes d'avancée de l'histoire on trouve les hommes les plus grands, les conditions matérielles et intellectuelles coïncidant alors pour élever certaines individualités à leur sommet par rapport aux masses qui restent anonymes, tant que l'histoire procède dans les conditions de classe. Le marxisme apprécie davantage l'apport de la bourgeoisie à ses débuts qu'à sa fin, contrairement à la conception gradualiste qui voudrait que le progrès se déroule par accumulation incessante, ce qui serait la négation du marxisme pour lequel l'histoire procède par révolutions, bonds et reculs, tant qu'existent les classes. Toute conception gradualiste du progrès est forcément idéaliste, l'Esprit étant le seul capable d'accumuler progressivement tous les acquis de plus en plus positifs.

[2] L'essor artistique, lié à l'intuition et à la sensibilité humaines, précède l'essor des sciences aux périodes révolutionnaires, et l'époque capitaliste confirme qu'au moment où montent et éclatent les révolutions bourgeoises dans les diverses nations, tout au long du XV^{e} au XIX^{e} siècles, nous assistons à une grande floraison littéraire et artistique. Mais à peine le mode de production capitaliste est-il sorti de sa phase d'incubation et se diffuse-t-il, qu'il se révèle crassement antiesthétique. Quel bilan artistique la seconde moitié du XX^{e} siècle de capitalisme sénile peut-elle bien présenter encore ?

[3] Dans ce texte, Engels a commencé par énoncer les faits de superstructure qui frappent les hommes en premier dans l'inversion nécessaire des rapports de nos sociétés de classe, puis il passe à leur explication : le progrès qui les précède dans la base économique, avec le développement progressif d'un mode de production supérieur.

Ce fut la plus grande révolution progressiste que l'humanité eût jamais connu. Cette époque eut besoin de géants et elle les engendra aussi : géants de la pensée, de la passion et du caractère, de l'universalité et de l'érudition. Les hommes qui fondèrent la domination moderne de la bourgeoisie furent tout, sauf des bourgeois bornés. Au contraire, l'esprit aventureux de l'époque les a tous plus ou moins touchés de son souffle. Il n'y avait guère à cette date un homme de premier plan qui n'eût fait de grands voyages, parlé quatre ou cinq langues, brillé dans plusieurs disciplines. Léonard de Vinci fut non seulement un grand peintre, mais aussi un mathématicien, un mécanicien et un ingénieur éminent, auquel les branches les plus diverses de la physique sont redevables d'importantes découvertes. Albert Dürer fut à la fois peintre, graveur, sculpteur, architecte, et il inventa de surcroît un système de fortification qui comprend bon nombre des idées reprises bien plus tard par Montalembert et les bâtisseurs modernes de fortifications en Allemagne. Machiavel fut homme d'État, historiographe, poète, et en même temps le père de la littérature militaire des temps modernes. Luther a nettoyé non seulement les écuries d'Augias de l'Église, mais encore celles de la langue allemande ; c'est lui qui a créé la prose allemande moderne, et composé texte et mélodie de cet hymne chantant de la certitude de vaincre qui devint la *Marseillaise* du XVI^e^ siècle [1].

Il se trouve que les héros de ce temps n'étaient pas encore asservis par la division du travail, dont nous sentons si souvent chez leurs successeurs les effets débilitants de l'étroite spécialisation unilatérale [2]. Mais ce qui les distingue par-dessus tout, c'est que, presque sans exception, ils sont complètement plongés dans le mouvement de leur temps, dans la lutte pratique : ils prennent parti, ils entrent dans la lutte, qui par la parole et l'écrit, qui par l'épée, souvent par les deux. D'où cette plénitude et cette force de caractère qui font d'eux des hommes complets. Les érudits en chambre sont l'exception : ce sont, soit des gens de second ou troisième plan, soit des philistins prudents qui ne tiennent pas à se brûler les doigts.

L'étude de la nature s'effectuant alors aussi en pleine révolution générale, elle était elle-même de fond en comble révolutionnaire : ne dût-elle pas conquérir son droit à l'existence dans la lutte ? La main dans la main avec les grands Italiens de qui date la philosophie moderne, elle a fourni ses martyrs aux bûchers et aux cachots de l'Inquisition. Et il est symptomatique que les protestants aient surpassé les catholiques dans la persécution de la libre étude de la nature. Calvin a fait brûler Servet au moment où il était sur le point de

---

[1] Engels fait allusion au chant choral : *Eine teste Burg ist unser Gott* (Notre Dieu est une sûre forteresse ou un roc inébranlable), chant de la guerre des paysans de 1525.

[2] La conception marxiste de la science et des arts ne cesse d'être révolutionnaire, en liant solidement le développement intellectuel avec la base matérielle, attribuant plus d'importance aux conditions sociales qui favorisent le progrès qu'aux capacités intellectuelles des individus, déterminées en fait par les conditions historiques du milieu.

découvrir la circulation du sang, et ce en le faisant griller tout vif deux heures durant ; du moins l'Inquisition se contenta-t-elle de brûler simplement Giordano Bruno.

En répétant, pour ainsi dire, le geste de Luther jetant au feu la bulle du pape par un acte révolutionnaire, la publication de l'œuvre immortelle de Copernic – quoique avec timidité, et, pourrait-on dire, seulement sur le lit de mort – fut un véritable défi à l'autorité ecclésiastique dans les choses de la nature. L'émancipation de la science de la nature à l'égard de la théologie date de cet acte, bien que la polémique sur la délimitation de détail de leurs domaines respectifs traîne jusqu'à nos jours et que, pour maints esprits, elle soit encore loin d'être acquise. Il n'en reste pas moins que les sciences se développèrent dès lors à pas de géant, gagnant en force, pourrait-on dire, en fonction du carré de la distance décomptée (dans le temps) à partir de l'origine. C'est comme s'il avait fallu démontrer au monde que le produit le plus élevé de la matière organique – l'esprit humain – obéissait désormais à une loi du mouvement inverse à celle de la matière inorganique.

Au cours de cette toute première période, la tâche principale de la science de la nature fut de maîtriser la matière qui se trouvait à portée de main. Dans la plupart des domaines, il fallut partir d'éléments tout à fait bruts. L'antiquité légua Euclide et le système solaire de Ptolémée ; les Arabes la notation décimale, les rudiments de l'algèbre, les chiffres modernes et l'alchimie ; le Moyen Âge chrétien, rien du tout. Dans ces conditions, ce fut nécessairement la plus élémentaire des sciences de la nature, la mécanique des corps terrestres et célestes, qui passa au premier rang et, à côté d'elle, à son service, la découverte et le perfectionnement des méthodes mathématiques. De grandes choses furent accomplies dans ce domaine. Lorsque s'acheva la période marquée par les Newton et Linné, ces branches de la science avaient atteint un certain degré d'achèvement [1]. Les méthodes mathématiques les plus essentielles étaient fixées dans leurs grandes lignes : la géométrie analytique, surtout grâce à Descartes, les logarithmes grâce à Neper, le calcul différentiel et intégral grâce à Leibniz, et peut-être à Newton [2]. Il en est de même de la mécanique des solides, dont les lois principales furent élucidées une fois pour toutes. Enfin, dans l'astronomie

---

[1] Engels décrit ici avec minutie la genèse historique des disciplines scientifiques bourgeoises qui vont former en conséquence la pyramide aristotélicienne des connaissances que parachève la bourgeoisie. Notons qu'à ses débuts la bourgeoisie admet un strict déterminisme dans les sciences dites exactes de la physique, etc., avant de dégénérer dans l'indéterminisme. La pyramide aristotélicienne est propre à la science aliénée des sociétés de classe. Pour le marxisme, la clarification cognitive s'obtient par le renversement du système aristotélicien, en commençant par la science des rapports sociaux et des séries des modes de production qui en fournissent la clé. De cette base, on peut évoluer vers les autres sciences, dites aujourd'hui naturelles et données aujourd'hui pour sûres et définitives.

[2] Confirmant la thèse marxiste, selon laquelle une découverte scientifique se fait quand les conditions matérielles l'exigent, Newton et Leibniz ont inventé ce calcul au même moment, indépendamment l'un de l'autre.

du système solaire, Kepler avait découvert les lois du mouvement des planètes et Newton les a formulées sous l'angle général du mouvement de la matière. Les autres branches de la science de la nature étaient très éloignées de ce degré provisoire d'achèvement. Ce n'est que vers la fin de cette période qu'on se mit à étudier plus à fond la mécanique des fluides et des gaz [1]. La physique proprement dite en était encore à ses tout débuts, mise à part l'optique, dont les progrès exceptionnels furent suscités par les exigences pratiques de l'astronomie. La chimie venait tout juste de s'émanciper de l'alchimie grâce à la théorie du phlogistique. La géologie n'avait pas dépassé le stade embryonnaire de la minéralogie ; la paléontologie ne pouvait donc absolument pas exister encore. Enfin, dans le domaine de la biologie, on en était toujours pour l'essentiel à rassembler et à trier l'énorme matériel, tant botanique et zoologique qu'anatomique et proprement physiologique. Il ne pouvait guère être question encore de comparer les formes de la vie entre elles ou d'examiner leur extension géographique, leurs conditions d'existence climatiques, etc. Seules la botanique et la zoologie parvenaient à un achèvement approximatif, grâce à Linné.

Mais ce qui caractérise avant tout cette période, c'est l'élaboration d'une théorie d'ensemble qui *lui est propre* et dont le point central est l'idée de *l'immuabilité absolue de la nature*. La nature, quelle que fût la façon dont elle s'était formée, restait semblable à elle-même tant qu'elle durait. Dès lors qu'un mystérieux « choc initial » les avait mis en mouvement, les planètes et leurs satellites ne cessaient de graviter sur les ellipses prescrites à jamais, ou en tout cas jusqu'à la fin du monde. Les étoiles, fixes et immobiles, reposaient pour toujours à leur place, s'y maintenant réciproquement par la « gravitation universelle ». La terre était restée immuablement la même, de toute éternité, ou, dans l'autre hypothèse, depuis le jour de sa création. Les « cinq continents » actuels avaient toujours existé, pourvus des mêmes montagnes, vallées, cours d'eau, climat, flore et faune, à moins que la main de l'homme n'y eût causé des changements ou des déplacements. Les espèces végétales et animales étaient fixées une fois pour toutes à leur naissance. Le semblable engendrait constamment le semblable, et c'était déjà beaucoup que Linné admît qu'il pouvait se former çà et là de nouvelles espèces par croisement. Contrairement à l'histoire de l'humanité qui se déroule dans le temps, on n'attribuait à l'histoire de la nature qu'un déploiement dans l'espace. On niait tout changement et toute évolution dans la nature. La science de la nature, si révolutionnaire à ses débuts, se trouvait soudain devant une nature absolument conservatrice, dans laquelle – jusqu'à la fin du monde ou pour l'éternité – tout devait rester comme il avait été au début.

Autant, dans la première moitié du XVIII^{e} siècle, la science de la nature était supérieure à l'antiquité grecque par l'ampleur des connaissances et même

[1] Engels a noté au crayon dans la marge : « Torricelli à propos de la régulation des torrents des Alpes. »

par l'ordonnancement de ses matériaux, autant elle lui était inférieure pour ce qui est du maniement par la pensée de ces matériaux, la conception générale de la nature. Aux yeux des philosophes grecs, le monde était sorti du chaos, était en développement et résultait d'un devenir. Pour les savants de la période considérée, il était quelque chose d'ossifié, d'immuable, et, pour la plupart d'entre eux, il avait été créé d'un seul coup. La science reste profondément enlisée dans la théologie [1].

Partout elle cherche et trouve comme principe dernier une impulsion de l'extérieur, qui ne trouve pas son explication dans la nature elle-même. Même si l'on conçoit l'attraction – pompeusement baptisée par Newton gravitation universelle – comme une propriété essentielle de la matière, d'où provient cette force tangentielle inexpliquée à laquelle, au début, les planètes doivent leurs orbites ? Comment sont nées les innombrables espèces végétales, animales et, à plus forte raison, l'homme, dont il reconnaissait pourtant qu'il n'existait pas de toute éternité ? La science de la nature ne répondait que trop souvent à ces questions, en invoquant la responsabilité du créateur de toutes choses. Cette période *s'ouvre* par la lettre de rupture que Copernic adresse à la théologie, et elle *se clôt* par le postulat de Newton sur l'impulsion initiale donnée au monde par Dieu. L'idée générale la plus haute à laquelle se soit haussée cette science de la nature est celle de la finalité des dispositions établies dans la nature, c'est la plate téléologie de Wolff : les chats ont été créés pour manger les souris, et celles-ci pour être mangées par les chats, l'ensemble de la nature existant pour témoigner de la sagesse du Créateur. Il faut reconnaître le grand honneur à la philosophie de ce temps de ne pas s'être laissée induire en erreur par la faiblesse des connaissances qu'on avait alors sur la nature et d'avoir persisté – de Spinoza jusqu'aux grands matérialistes français – à expliquer le monde à partir de lui-même, en laissant à la science de la nature de l'avenir le soin de donner les justifications de détail.

Je classe aussi les matérialistes du XVIII^{e} siècle dans cette période, parce qu'ils n'avaient pas à leur disposition d'autres données scientifiques que celles que j'ai décrites plus haut. L'ouvrage décisif de Kant est resté pour eux un mystère, et Laplace n'est venu que longtemps après eux. N'oublions pas que cette conception surannée de la nature, bien que les progrès de la science y fissent des accrocs de toute part, a dominé toute la première moitié du XIX^{e} siècle et

[1] Engels trace ici les limites de la progression possible de la science bourgeoise, limites qui trouvent leur explication dans le caractère de classe du mode de production capitaliste qui engendre nécessairement une conception générale aliénée du monde et de la nature. Dans l'évolution la plus récente des sciences de la nature, ces limites se manifestent le plus tangiblement dans le retour en force du principe d'indéterminisme, qui remet en cause la notion fondamentale de causalité.
Certes, on ne saurait aujourd'hui substituer la science de la société sans classe à la science bourgeoise dans le domaine des sciences de la nature, mais d'ores et déjà le marxisme a jeté dans les sciences de l'homme la base pour toutes les conquêtes futures.

que pour l'essentiel, elle est enseignée aujourd'hui encore dans toutes les écoles [1].

Développement inégal des superstructures

Retour à la table des matières

Rapport inégal entre le développement de la production matérielle et celui de la production artistique, par exemple [2]. En général, il faut éviter de concevoir le *progrès* sous la forme abstraite courante pour ce qui est de l'art moderne, etc. Dans le domaine de la culture, par exemple, cette disparité est moins impressionnante et moins difficile à saisir que celle qui se produit au sein des conditions sociales pratiques : rapports entre les États-Unis et l'Europe. La véritable difficulté est de déterminer comment les rapports de production se développent d'une manière inégale vis-à-vis du système juridique. Ainsi, par exemple, le rapport entre le droit privé (à un degré moindre le droit pénal et le droit public) et la production moderne [3]. [...]

1. À propos de l'art, on sait que certaines époques de floraison artistique ne correspondent nullement à l'évolution générale de la société ni, par conséquent,

---

[1] L'exposé classique de Maedler montre quelle foi inébranlable en cette conception pouvait encore avoir en 1861 un homme dont les travaux scientifiques ont pourtant largement contribué à l'éliminer. « Toutes les dispositions de notre système solaire ont pour but, pour autant que nous sommes en état de les percer à jour, la convention de ce qui existe et son immuable continuation. De même que, depuis les temps les plus reculés, aucun animal, aucune plante de la terre ne se sont perfectionnés ou en général n'ont changé, de même dans tous les organismes nous ne rencontrons qu'une suite de degrés *juxtaposés* et non *successifs*. De même que notre propre espèce est toujours restée physiquement la même, de même la plus grande diversité dans les corps célestes coexistants ne peut pas nous autoriser, elle non plus, à admettre que ces formes sont seulement des stades différents d'une évolution ; au contraire toutes choses créées sont parfaites en soi. » (MAEDLER, *Astronomie populaire*, Berlin, 1861, 5e éd., p. 316.)
C'est le caractère figé de cette vieille conception de la nature qui a permis de dégager les conclusions générales et le bilan de la science de la nature considérée comme un tout unique : les Encyclopédistes français encore purement mécanistes, parallèlement, et ensuite, Saint-Simon en même temps que la philosophie allemande de la nature, perfectionnée par Hegel. (Note d'Engels.)

[2] Cf. MARX, *Grundrisse*, p. 29-31.

[3] Dans le *Sixième chapitre inédit du Capital*, Marx explique, par exemple, que le droit relatif à la propriété retarde aujourd'hui d'un mode de production entier : « En général, la conception juridique de Locke à Ricardo, est donc celle de la *propriété petite-bourgeoise* (les instruments appartenant au travailleur, l'artisan) alors que les *conditions de production* qu'ils décrivent appartiennent au mode de production capitaliste (où le travailleur est exproprié de ses moyens de production, si bien que le produit de son travail appartient en droit au capitaliste). [...] Du point de vue *idéologique et juridique*, les bourgeois reportent *l'idéologie de la propriété privée, dérivant du travail* sans plus de façons sur la propriété déterminée par *l'expropriation du producteur immédiat.* » (Ed. 10/18, p. 303-304.)

au développement de la base matérielle qui représente en quelque sorte son ossature. Par exemple, si l'on compare les Grecs, ou même Shakespeare, aux Modernes. Pour certains genres littéraires – telle l'épopée –, on reconnaît même qu'ils ne peuvent être produits dans la forme classique où ils font époque, au moment où surgit la production d'art en tant que telle. On admet donc que, dans le domaine de l'art, certaines œuvres importantes ne sont possibles qu'à un stade peu développé de l'art. En outre, si les différents genres littéraires se développent inégalement au sein du monde artistique, il n'est pas surprenant de retrouver les mêmes inégalités entre l'évolution de l'art en général et celle de la société. La difficulté, c'est de donner une formulation générale à ces contradictions, mais dès qu'on les spécifie, elles sont expliquées.

Considérons, par exemple, les rapports entre l'art grec, Shakespeare et l'époque contemporaine. On sait que la mythologie grecque a été non seulement l'arsenal, mais la terre nourricière de l'art grec. La conception de la nature et des rapports sociaux qui alimente l'imagination, et donc la mythologie [1] grecques, est-elle possible à l'époque des *machines à filer automatiques*, des locomotives et du télégraphe électrique ? Qu'est-ce que Vulcain auprès de Robert & Co, Jupiter à côté du paratonnerre, et Hermès auprès du Crédit mobilier ? C'est dans et par l'imagination que la mythologie surmonte, domine et façonne les forces de la nature : elle disparaît donc lorsque, dans la réalité, ces forces sont domptées. Que devient *Fama* à côté de *Printing-House Square* [2] ?

L'art grec suppose la mythologie grecque, c'est-à-dire la nature et les lois sociales élaborées par l'imagination populaire d'une manière non encore consciente mais artistique. Tels sont ses matériaux. Il ne repose donc pas sur n'importe quelle mythologie, n'importe quelle élaboration artistique non encore consciente de la *nature* (nous entendons par là tout ce qui est objectif, donc aussi la société). C'est *une* mythologie qui fournit le terrain favorable à l'épanouissement de l'art grec qui n'aurait pu éclore à partir de la mythologie égyptienne, ni à partir d'une société parvenue à un niveau de développement où il n'existe plus de rapports mythologiques avec la nature, de rapports s'exprimant par mythes et où l'artiste doit donc faire preuve d'une imagination indépendante de la mythologie.

---

[1] Mot illisible dans l'original. Kautsky propose *art* dans son texte.

[2] L'imprimerie du *Times* se trouve à cet endroit.

Marx soulève ici des points d'évidence dans son argumentation : la société bourgeoise moderne a certainement suscité une base matérielle autrement riche et variée que la société grecque pour des épopées ou des tragédies, voire des comédies, de même qu'elle dispose de moyens littéraires et techniques infiniment supérieurs. Pourquoi la créativité artistique n'a-t-elle pas suivi ? Tout simplement parce que la « culture » est accaparée par la classe de ceux qui remplissent les fonctions de direction et de gestion du capital et travestissent les conquêtes spirituelles arrachées par le travailleur collectif, tandis que l'aliénation des conditions matérielles et intellectuelles de la vie et de la production s'aggrave de plus en plus.

Par ailleurs, Achille est-il possible à l'ère de la poudre et du plomb ? Ou *L'Iliade* avec l'imprimerie, ou encore mieux la machine à imprimer ? Le chant, la légende et les muses ne s'arrêtent-ils pas nécessairement devant le levier de l'imprimeur, comme s'évanouissent les conditions favorables à la poésie épique ?

La difficulté n'est donc pas de comprendre que l'art grec et l'épopée sont liés à certaines formes du développement social, mais qu'ils nous assurent encore un plaisir esthétique et, qu'à maints égards, ils représentent pour nous une norme, voire un modèle inaccessible [1].

Certes, un homme ne peut redevenir enfant sans être puéril. Mais est-il insensible à la naïveté de l'enfant, et ne doit-il pas s'efforcer, à un niveau plus élevé, de reproduire sa vérité ? Dans la nature de l'enfant, chaque époque ne voit-elle pas revivre son propre caractère dans sa vérité naturelle ? Pourquoi l'enfance historique de l'humanité, au moment de son plein épanouissement, n'exercerait-elle pas le charme éternel de l'instant qui ne reviendra plus ? Il est des enfants mal élevés et des enfants qui ont grandi trop vite : c'est le cas de nombreux peuples de l'antiquité. Les Grecs étaient des enfants normaux. Le charme que nous inspirent leurs œuvres ne souffre pas du faible développement de la société qui les a fait fleurir : elles en sont plutôt le résultat, inséparable des conditions d'immaturité sociale où cet art est né, où seul il pouvait naître, et qui ne reviendra jamais plus.

---

[1] L'art étant lié plus directement à l'homme et à sa sensibilité, il évolue autrement que la technique qui croît en fonction directe de l'aliénation et de l'accroissement de la production. « Dans les périodes anciennes de l'évolution, l'individu jouit d'une plénitude plus grande justement parce que la plénitude de ses conditions matérielles n'est pas encore dégagée pour lui faire face comme autant de puissances et de rapports sociaux indépendants de lui. Il est aussi ridicule d'aspirer à cette plénitude du passé que de vouloir en rester au total dénuement d'aujourd'hui. Tout cela explique qu'aucune conception bourgeoise ne s'est jamais opposée à l'idéal romantique tourné vers le passé. C'est donc que celui-ci subsistera jusqu'à la fin bienheureuse de la bourgeoisie. » (MARX, *Grundrisse*, 10/18, t. 1, p. 163.)

II

Le prolétariat, la culture et la science

Le sceau du sacré a été éliminé de tous les rapports de la vieille société, lorsqu'on les a réduits à de pures questions d'argent.

Du même coup, tous les prétendus travaux d'essence supérieure, intellectuels, artistiques, etc. se sont transformés en articles de commerce et ont perdu leur caractère sacré d'antan. Ce fut un grand progrès lorsque toute la bande de curés, de médecins, de juristes, etc., c'est-à-dire la religion, le Droit, etc. ne furent plus jugés qu'à leur valeur marchande.

En faisant du travail une marchandise et en le soumettant comme telle à la libre concurrence, on a cherché à le rendre le meilleur marché possible, en le fabriquant aux coûts de production le plus bas. C'est ce qui a rendu tous les travaux physiques infiniment faciles et simples, au profit d'une organisation future de la société.

MARX, Annexe au manuscrit sur *Le Salariat*, décembre 1847.

Les dessous de la science

Retour à la table des matières

Dans les II et III^e^ parties, nous avons recueilli les textes de Marx-Engels qui exposent leur conception sur l'éducation de classe. Celle-ci se dégage de l'évolution économique des rapports sociaux à partir du mode de production capitaliste, et de cette base d'une économie déjà sociale se déduisent les rapports humains du communisme.

Les premiers socialistes et communistes n'ont pas commencé par critiquer l'économie, mais la vie de tous les jours au sein de la société bourgeoise. Et c'est normal, parce que les privilèges et les abus des classes dominantes – et leur déraison – ne sont pas aussi criants et multiples dans la production où croissent toujours les forces productives au bénéfice final *de tous, que dans la sphère civile et privée, sur les places, les rues et les maisons, si bien que la critique des « superstructures » est toujours plus spectaculaire, mais moins féconde que celle de l'économie. En conséquence, le marxisme accorde la prééminence aux faits de la production, parce qu'ils déterminent en dernier ressort toutes les autres sphères, et c'est en situant l'explication finale dans le développement économique que Marx a haussé le socialisme au niveau dune science.*

On assiste, dès lors, à un renversement des conceptions courantes qui met en lumière le fait que la science ne peut surgir spontanément dans les sociétés de classe, dont la pensée est idéologique. Ce qui apparaît de façon immédiate, en premier, à la surface et semble le plus évident à ceux qui le perçoivent, a une clé, une explication, qui est en contradiction avec ce que le fait suggère directement : « La science est paradoxe et en contradiction avec les observations de la vie quotidienne. Il est tout à fait paradoxal que la terre tourne autour du soleil et que l'eau soit constituée des deux gaz qui s'enflamment avec le plus de facilité. La vérité scientifique est toujours paradoxe au niveau de l'expérience de tous les jours, qui ne perçoit que l'apparence trompeuse des choses [1]. *» Ainsi les fallacieuses superstructures idéologiques bourgeoises expriment spontanément les idées dominantes de la classe bourgeoise et s'imposent aux masses comme idéologie dominante, qui les mystifie, les opprime et les maintient dans un état « culturel » d'infériorité.*

Dès lors, le socialisme scientifique *est à contre-courant et apporte des réponses absolument originales aux problèmes de tous les jours, en s'opposant à ceux qu'il faut appeler immédiatistes parce qu'ils se fondent sur les faits apparents, c'est-à-dire suggestifs, « évidents », avec leurs solutions « opportunistes » qui prennent toujours le plus facilement, contrairement aux dures et « rebutantes » solutions révolutionnaires.*

Dans le domaine de l'éducation, les solutions – parce que scientifiques – de Marx-Engels heurtent de front ce que suggère le bon sens et qu'admettent de nos jours les grandes masses dévoyées d'abord par les échecs sanglants subis dans la lutte de classe, ensuite par la politique opportuniste de leurs organisations politiques dégénérées, et enfin par la pression toujours plus brutale du capitalisme totalitaire et de sa propagande concentrée.

[1] Cf. MARX, *Salaire, Prix et Profit*, in *Werke*, 16, p. 129.

Cette évolution elle-même confirme l'analyse faite par Marx de la dégradation *inéluctable des conditions de vie physiques et intellectuelles des individus dans le monde à partir de l'inflexible développement économique – ce qui ne l'empêche pas d'en tirer des conclusions révolutionnaires : « Une autre conséquence de l'utilisation du machinisme est d'obliger les femmes et les enfants à travailler dans les fabriques. Ainsi la femme est devenue un agent actif de notre production sociale, alors que jadis le travail des femmes et des enfants se confinait au cercle de la famille. Ce n'est pas un mal que les femmes et les enfants participent à notre production sociale. J'estime même que tous les enfants, à partir de l'âge de neuf ans, devraient être employés une partie de leur temps à un travail productif* [1]*. » Mais, dira-t-on, voilà que Marx se charge de pourvoir les exploiteurs capitalistes en main-d'œuvre à peu de frais et abondamment. L'argument est creux, car Marx n'exprime pas des souhaits, mais le cours déterminé des choses de notre société dans son ensemble, avec les résultats qui ne manquent pas d'advenir.*

La conception de Marx n'est jamais celle d'une opposition qui continue de se mouvoir sur le même terrain que l'adversaire, elle est carrément de classe, dans l'éducation comme partout ailleurs. C'est dire qu'elle enregistre, non pas les vœux pieux de l'humanité torturée qui, dans sa réaction la plus immédiate, aspire au repos, à la paix et au philistinisme, mais le déterminisme objectif des rapports économiques et sociaux de la société dans son ensemble.

D'emblée, Marx-Engels s'opposèrent dès lors aux thèses de la minorité aussi bien que de la majorité de la Première Internationale, telles qu'elles se sont exprimées, par exemple, au congrès de Lausanne de 1867. Extrait du rapport de la majorité : « Si la femme est destinée à être épouse et ménagère en même temps qu'à donner à l'enfance les premiers soins physiques et les premières idées, n'est-il pas vrai qu'elle doit posséder une instruction complète [...] afin que l'épouse soit à la hauteur des idées de l'époux » ; et du rapport de la minorité : « Si nous admettons la moyenne de quatre enfants pour chaque femme, et que nous décomptions largement quatre années pour chaque enfant, cela ne fera que seize années enlevées au travail et encore pas complètement. Il restera donc dans la vie de la femme une part suffisante à consacrer au tra-

---

[1] Cf. MARX, exposé sur *L'Effet du machinisme* à la séance du Conseil général de l'A.I.T. du 28 juillet 1868, in *Werke*, 16, p. 552-553.
En général, Marx conçoit la société communiste comme régénération des rapports réifiés et extérieurs à l'homme au sein du capitalisme. C'est bel et bien l'atroce réalité d'aujourd'hui qui forme la base transfigurée par le travail vivant, enfin émancipé, du monde de demain. Les transformations économiques que se fixent les programmes politiques et sociaux ouvriers au cours de la transition au socialisme réaliseront les intuitions du jeune Marx, qui écrivait en 1843 dans les *Annales franco-allemandes* : « Il s'agit de forcer les rapports pétrifiés à se mettre à danser, en leur chantant leur propre mélodie. »

vail [1]*. » Tout le monde est satisfait comme cela, et la morale aussi, qui veut que la femme soit avant tout une « machine à faire des enfants* [2] *».*

Outre son caractère paradoxal, le socialisme scientifique se caractérise de la manière la plus frappante par le fait qu'il prévoit le cours inéluctable de l'évolution [3]*. La solution programmatique apparaît donc paradoxale à un double point de vue : 1. Elle jure avec les conditions existant actuellement et les solutions qui s'imposent de manière immédiate à nos contemporains comme résultats directs des rapports économiques d'exploitation et de domination. 2. Elle est solution en devenir et met en adéquation la socialisation déjà obtenue dans la production avec les conditions à socialiser dans la distribution, les superstructures bourgeoises devant être éliminées purement et simplement. C'est dire qu'elle existe comme programme à réaliser, à partir d'un strict déterminisme, possible uniquement parce que l'économie obéit à des lois inflexibles, objectives, « aveugles », qui s'imposent à la conscience, à la volonté et à l'action des hommes. « La grande industrie crée une base économique nouvelle pour une forme supérieure de la famille et des rapports entre les deux sexes, en attribuant un rôle décisif aux femmes, aux jeunes gens et aux enfants des deux sexes dans les procès socialement organisés de la production. » En harmonie avec la socialisation de la production déjà obtenue, « la libre socialisation des hommes et la transformation du travail domestique privé* [*des femmes*] *en une industrie publique susciteront directement la socialisation de l'éducation de la jeunesse et, par suite, des rapports mutuels réellement libres entre les membres de la famille* [4] *».*

---

[1] Cf. La Première Internationale, préparée par Jacques Freymond, Librairie E. Droz, Genève, 1962, p. 218 et 221.
Le rapport d'ensemble était tout à fait réactionnaire et « populaire » : « La femme, par sa nature physique et morale, est naturellement appelée aux fonctions paisibles et minutieuses du foyer domestique : c'est là son département. Nous ne croyons pas qu'il soit utile à la société de lui donner encore un autre ministère. Si la femme prolétaire pouvait devenir député à la Chambre, la soupe du travailleur pourrait bien manquer de sel. » Il est clair qu'une telle conception est toujours apolitique.

[2] *Ibid.*, p. 219.

[3] Ce qui distingue le marxisme de l'actuelle science faussement objective, basée sur l'empirisme, voire la philosophie, c'est qu'il n'enregistre pas seulement les données, mais entend les transformer révolutionnairement. Il ne traite donc pas des faits ou « de la nature qui EST, mais de celle qui PASSE et qui DEVIENT » (Cf. ENGELS, *Herrn Eugen Dührings Unwälzung der Wissenschaft. Dialektik der Natur*, Mit Anhang aus dem handschriftlichen Nachlass in *MEGA*, 1935, p. 487).
La science des sociétés de classe – par exemple, avec les lois physiques qui sont objectivées dans les instruments et les machines – *transforme elle aussi* les produits de la nature et, à un certain niveau quantitatif, la nature et l'homme lui-même, mais de façon mécanique et indirecte, au sens où la science forme une sphère à part, séparée de la combinaison sociale volontaire et consciente des hommes, si bien qu'elle obéit non pas à l'esprit et à la volonté de l'homme – quoi qu'on en dise et en pense dans l'idéologie dominante – mais agit d'après le devenir déterminé et aveugle des choses elles-mêmes, dont l'homme lui-même fait partie tant qu'il est aliéné et réifié.

[4] Cf. ENGELS, *Anti-Dühring*, in *Werke*, 20, p. 294.

En somme, la production capitaliste « accouche d'une forme supérieure de société », donc de rapports entre les hommes et dans la conception marxiste, l'épanouissement de l'humanité est conditionnée, non pas par son éducation spirituelle et morale, mais par un acte physique révolutionnaire, qui brise les superstructures surannées qui pèsent sur notre société et entravent son développement.

Genèse de l'« éducation » communiste

Retour à la table des matières

Suivons maintenant le processus par lequel l'épanouissement de l'homme en tous sens se réalisera à partir du développement économique de l'actuelle production capitaliste. Pour plus de simplicité et de clarté, nous procéderons schématiquement en trois points qui s'articulent et se combinent entre eux [1] *:*

1. *La tâche historique du capital – et sa justification transitoire – est de développer en tous sens les forces productives. En lisant certains passages où Marx analyse cette « mission civilisatrice » toute matérielle du capitalisme, il semblerait presque qu'il décrit la société communiste, tant cette action est révolutionnaire. En fait, le capitalisme ne fait que jeter les bases économiques du socialisme : « Nous décelons dans la production la tendance universelle du capital. Cette tendance le distingue de tous les modes de production antérieurs. Bien qu'il soit borné de par sa nature, le capital tend à un développement universel des forces productives et devient la prémisse d'un mode de production nouveau. Celui-ci ne sera pas fondé sur un développement des forces productives tendant uniquement à reproduire et à élargir la base* matérielle *existante. Nous aurons un développement libre, sans entrave, progressif et universel des forces productives (dont l'homme), et celui-ci sera la condition de la société et donc de sa reproduction : la seule prémisse en sera le dépassement du point de départ* [2] *» – soit l'épanouissement et la créativité de l'homme.*

La base économique du capital est révolutionnaire, contrairement à ce qu'a affirmé Staline et, à sa suite, Trotsky, avec leur thèse volontariste de la stagna-

Marx-Engels n'ont jamais varié de conception en matière d'éducation comme ailleurs. Dès le Manifeste, ils proposaient au point 10 : « Gratuité de l'éducation publique pour tous les enfants. Abolition du travail des enfants tel qu'il existe aujourd'hui dans les fabriques et enseignement combiné avec la production matérielle, etc. »

[1] Deux parties – l'économie et la politique – se distinguent cependant dans ce processus : il y a pratiquement *transcroissance* de la base économique capitaliste qui se socialise de plus en plus, et *saut révolutionnaire* et rupture dans le mode de distribution à socialiser, avec l'action politique dissolvante du pouvoir prolétarien sur les superstructures surannées.

[2] Cf. MARX, *Grundrisse*, p. 438.

tion de la production à l'ère du capitalisme sénile. Le capitalisme ne peut exister s'il ne crée sans cesse de la plus-value et la surproduction, dont l'excès le fera entrer en crise pour accoucher d'une forme de production nouvelle : « Le capital implique la production de la richesse en tant que telle (c'est-à-dire matérielle), en développant universellement les forces productives et en boulever-sant sans cesse *sa propre base, comme* condition *de sa reproduction* [1]. »

2. *Cette tendance au développement universel de la* PRODUCTION, *qui se manifeste par un essor incessant de branches d'industrie nouvelles créant des objets toujours plus nombreux et différenciés, crée un système toujours plus large et complexe de* BESOINS. *Or, le capital ne connaît que les « besoins solvables », qui sont particulièrement limités, comme cela se manifeste de manière criante aux époques de crises de surproduction. Parmi les besoins, comme nous le verrons, il n'y a pas que ceux, premiers bien sûr, de boire, manger, se vêtir et se loger, qu'en dépit de sa surproduction le capital satisfait de plus en plus mal pour la grande masse de l'humanité – ces quatre milliards recensés en 1976. En opprimant toujours plus les multiples besoins de changement et d'amélioration de la vie des larges masses avec son armée de policiers et d'idéologues – dont ceux de la publicité qui sert à nous faire avaler tous les produits frelatés –, la société capitaliste crée de plus en plus le besoin d'une révolution radicale qui mettra en adéquation les possibilités infinies et complexes de la production avec la consommation, la jouissance et l'épanouissement de l'homme, en accordant les conditions matérielles déjà existantes aux conditions idéelles.*

*Marx remarque que le capital pose lui-même des entraves à son développement, et suscite en même temps les éléments pour les surmonter : « La limitation du capital, c'est que tout son développement s'effectue de manière antagonique – Vive donc les antagonismes ! – et que l'élaboration des forces productives, de la richesse universelle et de la science entraîne l'*aliénation *du travailleur, qui se comporte vis-à-vis des conditions produites par lui-même comme vis-à-vis de la richesse étrangère et de sa pauvreté à lui.*

« Mais cette forme contradictoire est elle-même transitoire et produit les conditions de sa propre abolition. Le résultat en est que le capital tend à créer cette base qui renferme, de manière potentielle, avec l'universalité des communications, le développement universel des forces productives et de la richesse, soit la base du marché mondial. Or cette base renferme la possibilité du développement universel de l'individu. Le développement concret des individus à partir de cette base, où constamment chaque barrière *se trouve abolie, leur donne cette conscience :* nulle limite n'est plus tenue pour sacrée [2]. » *Quelle est la barrière principale – jadis sacro-sainte qui s'oppose au devenir communiste, sinon les superstructures juridiques, politiques et idéologiques qui blo-*

---

[1] *Ibid.*, p. 439-440.
[2] *Ibid.*, p. 440.

quent l'évolution humaine au niveau capitaliste, avec l'armée des juges, policiers, fonctionnaires, professeurs et curés, qui représentent la « civilisation » du capital, en s'appropriant le temps libre créé par la classe ouvrière ? D'où la formule révolutionnaire des Babeuf et Blanqui ces « représentants du parti communiste véritable » : « Vive la force révolutionnaire ! À bas la civilisation ! » que Marx a reprise et complétée avec sa formule de l'épanouissement universel *de* tous *les hommes dans la société sans classe, sur la base de la dictature transitoire du travail sur les classes « cultivées » et « éclairées ».*

C'est strictement sur une base de classe, *bien tranchée et antagonique au système capitaliste et aux classes bourgeoises, et* à partir du développement économique réel, *que Marx fonde le devenir de la société communiste future, et non sur un réformiste et révisionniste développement graduel, par osmose chez les masses, de la culture existant chez les représentants intellectuels du capital.*

3. Le machinisme industriel *permet une formation universelle de l'individu* aussi bien sur le plan pratique qu'intellectuel. *Marx souligne que le capitalisme parcourt deux phases progressives :*

a) Le stade de la manufacture, qui assure la transition entre les métiers individuels *figés des corporations du Moyen Âge et* l'abolition de tout métier [1]. *La grande masse de la population est d'abord poussée dans les fabriques, où la division des tâches est encore déterminée par une certaine force physique et adresse de l'ouvrier que l'on astreint de plus en plus à des opérations de détail. La dialectique du développement manufacturier en système industriel mécanique implique que le travail devienne de plus en plus simple, si bien que femmes, enfants et travailleurs non spécialisés prévalent de plus en plus.*

b) C'est ensuite le stade de la grande industrie mécanique, *qui fait de chaque travailleur le servant, l'appendice de la machine. Le capital engendre par suite l'indifférence de l'ouvrier vis-à-vis du contenu de son travail, puisque dans les pays capitalistes développés il passe d'une branche de production à l'autre, n'étant intéressé à ce changement que par une rémunération supérieure. Sous le capitalisme, cette indifférence, possible seulement par le fait que partout le travail est devenu simple, permet une mobilité croissante de la main-d'œuvre qui devient infiniment fluide (les pays de l'Est freinent au maximum ce mouvement dans un but de conservation !), mais ce n'est que dans le communisme que ces changements d'activité exprimeront et serviront le développement en tous sens de l'homme* [2].

---

[1] Au niveau de l'organisation de classe du prolétariat, cette évolution se manifeste par la dissolution du syndicat de métier – par exemple des tisserands –, qui évolue en syndicat d'industrie – par exemple de la chimie ou du textile –, après que les syndicats d'ouvriers spécialisés aient admis l'adhésion des travailleurs non qualifiés (cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, P.C.M., 1972, t. 1, p. 184-185, 195-196 ; t. 2, p. 124-125.

[2] Cf. MARX, Un chapitre inédit du *Capital*, 10/18, p. 216. Marx montre en même temps (p. 181) que, en dépit du fait que le mode de production capitaliste balaie tous les obstacles

La tendance du capital est, par ailleurs, d'incorporer la science dans la machine en agissant en tous sens sur l'ouvrier qui a perdu ses traits professionnels. La force de travail vivante est dès lors entièrement soumise au procès réel *du capital, fonctionnant selon les lois physiques et procédés chimiques, scientifiques, du machinisme. Certes, le capital développé ne fait qu'accentuer la division du travail qu'il reproduit de façon toujours plus monstrueuse, mais de la spécialité à vie de manier un outil de détail il a fait la « spécialité » à vie de servir une machine, entre autres, du système mécanique de l'atelier. Tout le métier s'est incorporé dans la machine et le système des machines, et le travail vivant est devenu absolument simple : des machines servent même à fabriquer les machines.*

Le procès de production désormais social est combiné et analysé systématiquement en une application utile des sciences naturelles après qu'il a fait découvrir les quelques grandes formes fondamentales du mouvement – de la mécanique : « La technologie découvrit le petit nombre de formes fondamentales par lesquelles, malgré la diversité des instruments employés, tout mouvement productif doit s'accomplir. Ainsi le machinisme le plus compliqué ne cache que le jeu de mouvements mécaniques simples [1]*. »*

Dans son Droit à la paresse, *Lafargue en déduit que les machines, qu'elles fabriquent des saucisses ou d'autres machines, des chaussettes ou de la pâle dentifrice, n'exigent pour produire personne d'autre que le* mécanicien [2], *l'unique « métier »* que l'on apprend très rapidement et qui s'applique à toutes les productions possibles. *Comme sa tâche consiste à « veiller au travail d'un mécanisme bien réglé, il peut l'apprendre en très peu de temps, comme il peut transférer ses services d'une machine à l'autre. En variant sa tâche, il peut développer ses idées pour apprendre les combinaisons générales qui résultent de ses travaux et de ceux de ses compagnons* [3] *». Et Marx d'en conclure : « Dès lors que tout développement spécialisé cesse, le besoin d'universalité, la tendance vers un développement intégral de l'individu commence à se faire sentir. » En effet, « du moment que la forme bourgeoise bornée est tombée, que devient la richesse, sinon l'universalité des besoins produite dans l'échange*

économiques qui s'opposent à la variabilité du travail de l'ouvrier, il suscite par ailleurs de nouveau des obstacles extra-économiques légaux, qui s'opposent à cette variabilité, freinée par ailleurs par le manque de culture générale et de formation professionnelle de l'ouvrier. D'où la nécessité d'une rupture révolutionnaire du système. Dès lors, la révolution prolétarienne devient l'une des conditions au plein et libre développement des individus, cf. MARX-ENGELS, *L'Idéologie allemande*, in *Werke*, 3, p. 301.

1. Cf. MARX, *Le Capital*, I, chap. XV, 9, in *Werke*, 23, p. 510.
2. Dans *Le Capital*, Marx parle des ouvriers des machines (*Maschinenarbeiter*).
3. Cf. MARX, *Misère de la philosophie*, Ed. sociales, 1972, p. 149-150.

universel [1] *», soit « le développement de la richesse de la nature humaine comme but en soi* [2] *» ?*

L'espace du temps libre

Retour à la table des matières

Dans les programmes ouvriers, Marx a fixé les objectifs et les normes de la lutte du prolétariat révolutionnaire, sans lesquels il n'est pas d'émancipation possible. Ces normes ne font qu'accélérer et précipiter le mouvement économique déterminé de la société, Ce n'est pas sur le terrain de la morale et de l'esprit, mais sur celui du travail que les problèmes se règlent : « Nous déclarons que la limitation de la journée de travail est une condition préalable sans laquelle tous les autres efforts tendant à l'amélioration et à l'émancipation doivent échouer. Elle est indispensable pour rétablir la santé et l'énergie physique de la classe ouvrière, c'est-à-dire de la grande masse de chaque nation, et lui fournir la possibilité d'un développement intellectuel ainsi que d'une communication sociale et d'une activité politique et sociale [3]*. »*

Si Marx a attribué une importance aussi fondamentale à la lutte des ouvriers pour la réduction de la journée de travail à dix heures, puis à huit, etc., c'est que, sur le mouvement même de la société capitaliste, les ouvriers avaient greffé leur programme communiste, qui avait en vue l'abolition de la division entre travail nécessaire et surtravail, travail manuel et intellectuel, production et jouissance, savoir et faire, soit l'antagonisme entre classes pauvres, ignorantes et opprimées et classes riches, cultivées et privilégiées, pour en arriver à l'épanouissement de l'homme. Ce faisant, le prolétariat intervient, avec des moyens politiques, comme facteur révolutionnaire de volonté et de conscience, pour mettre en harmonie la socialisation de la production (qu'il a déjà réalisée par son travail dans la base économique) avec la socialisation de la distribution et de la consommation : « Ce n'est qu'avec la gigantesque augmentation des forces productives atteinte par la grande industrie qu'il devient possible de

---

[1] Cf. MARX, *Grundrisse*, p. 387.
Le caractère du travail lui-même sera transformé dans la société communiste qui ne peut se développer qu'à un niveau extrêmement élevé des forces productives : « Au sein de la production matérielle, le travail ne peut s'émanciper que : 1. si son contenu est devenu directement social ; 2. s'il revêt un caractère scientifique et apparaît directement comme du temps de travail général. Autrement dit, s'il cesse d'être l'effort de l'homme simple force de travail naturelle à l'état brut ayant subi un dressage déterminé (métier, spécialisation), pour devenir l'activité du sujet qui règle toutes les forces de la nature au sein du procès de production. » (*Grundrisse*, 10/18, t. 3, p. 181.)

[2] Cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, in *Werke*, 26/2, p. 309.

[3] Cf. MARX, *Instructions pour les délégués du Conseil central de l'A.I.T. adoptées en résolutions au congrès de Genève de 1866*, in Werke, 16, p. 192.

répartir le travail entre tous les membres de la société sans exception (puisque le travail simple est devenu général dans la production), en limitant ainsi le temps de travail de chacun au point qu'il reste assez de temps à tous pour participer aux affaires générales de la société au plan intellectuel aussi bien que pratique [*cf. tout le programme ouvrier de Gotha*]. *Ce n'est donc qu'à partir de ce moment-là que toute classe dominante et exploiteuse est devenue superflue, voire un obstacle au développement social, et ce n'est qu'à partir de ce moment-là aussi qu'elle sera impitoyablement éliminée* [1]. »

En répartissant le travail sur tous les membres de la société, on surmonte l'antagonisme entre oisiveté et surtravail et donc aussi entre science et travail. D'un monopole d'une certaine classe de privilégiés, la science se transforme en bien de tous, au contact du travail. Sur la base d'une riche satisfaction de tous les besoins matériels, les besoins spirituels s'épanouissent ensuite.

Pour atteindre ce but final qui correspond à l'abolition de la classe du prolétariat lui-même, Marx se base donc à la fois sur le mouvement économique de la société capitaliste et sur l'action de classe du prolétariat au sein de celle-ci même, et rien ne l'illustre mieux que sa proposition sur l'« éducation » des jeunes prolétaires, pour lesquels il combine, dans les programmes de l'Internationale ouvrière, le travail productif à l'enseignement et aux exercices physiques en vue d'abolir la spécialisation et la division du travail au niveau de l'individu en même temps que de la société.

Dans les textes qui vont suivre, Marx souligne que le capitalisme, à ses débuts révolutionnaires, avait lui-même posé plus ou moins consciemment ce programme d'éducation « polytechnique » que la division croissante du travail a tari ensuite dans le capitalisme, en développant de manière forcenée le travail manuel à un pôle des classes et le travail intellectuel à l'autre. On voit que le capitalisme « développé » ne fait que s'éloigner, ici aussi, de son mouvement progressif d'antan sur la lancée duquel la dictature du prolétariat pouvait se greffer plus aisément, évitant à l'humanité les affres d'une longue dégénérescence.

Une fois la réduction de la journée de travail opérée par la généralisation à tous du travail productif, c'est à une autre puissante synthèse, toute matérielle, que Marx ramène toute la question de l'épanouissement de l'homme : « Même lorsque la valeur d'échange sera abolie, ce sera toujours le travail qui créera la richesse et sera la mesure du coût qu'exige sa production. Mais le temps libre, le temps disponible, sera la richesse elle-même – en partie pour la jouissance des produits, en partie pour la libre activité, qui n'est pas détermi-

---

[1] Cf. ENGELS, *Anti-Dühring*, in *Werke*, 20, p. 254. Comme le dit Engels, « le terrain du travail devint dès lors un champ de bataille » (*ibid*.).

née par l'obligation d'un but extérieur qu'il faut accomplir, dont l'accomplissement est une nécessité de la nature ou un devoir social – comme on voudra.

« Il va de soi qu'à partir du moment où le temps de travail est limité à une mesure normale, il ne s'effectuera plus pour un autre, mais pour moi-même, les oppositions sociales entre patron et homme étant abolies : ce sera du travail vraiment social. Enfin, le travail lui-même, comme base du temps disponible, revêtira un tout autre caractère, *en devenant plus libre, et l'homme qui, après avoir travaillé, bénéficiera lui-même de son temps libre, possédera des qualités infiniment supérieures à celles de la bête de somme qu'il était auparavant* [1]. »

Pour réaliser ce grand but, il faudra mettre au fur et à mesure en œuvre une organisation, un plan et le travail en commun *pour toute l'humanité. Le point de départ en est le marché mondial, avec le développement inouï des moyens de transport et de communication. Dès lors, c'est à un niveau de développement immense des forces productives que l'on peut répartir d'une façon à peu près uniforme la grande industrie dans tous les pays* [2]. *Cette* redistribution *« permettra une application technologique consciente à l'agriculture* [3] *», ainsi qu'un « métabolisme rationnel entre l'homme et la terre sous une forme qui permettra le plein épanouissement humain, tant physique qu'intellectuel* [4] *».*

*Ce qui est remarquable, c'est le cheminement, la transition qui va de l'aliénation de l'homme à sa réalisation pleine et entière, par le renversement total de la praxis actuelle et l'élimination des superstructures de contrainte physique et intellectuelle. Les voies à ce changement sont platement matérielles. L'exemple de l'*abolition des différences entre ville et campagne *l'illustre de manière frappante.*

L'ultime moyen : la concentration

Retour à la table des matières

Marx part, dans son programme, de la séparation entre ville et campagne, qui fait du paysan un être qui dispose d'avantages naturels pour se développer physiquement, mais est ignare et « barbare » (ce qui ne manque d'ailleurs pas de rejaillir sur son développement physique), tandis que l'ouvrier des villes est

---

1 Cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, in *Werke*, 26/3, p. 253.

2 Cf. ENGELS, *Anti-Dühring*, in *Werke*, 20, p. 370.
Engels précise que le passage de l'industrie de la force vapeur à l'électricité a ouvert des possibilités infinies à l'industrie de s'installer uniformément et rationnellement dans les campagnes, cf. Engels à Bernstein, 27 février-1er mars 1883.

3 Cf. MARX, *Le Capital*, livre I, in *Werke*, 23, p. 530.

4 *Ibid*., p. 530-531.

physiquement atrophié et intellectuellement mutilé. Cependant, si les individus aliénés sont de la sorte dépouillés de leur humanité, la ville devient le centre de ce que l'on appelle dans ces conditions la « civilisation » : « Avec la ville, on a en même temps la nécessité de l'administration, de la police [1]*, des impôts, etc., bref, de la vie collective et de la politique* [2]*. » Et Marx nous donne aussitôt une synthèse qui rassemble de nouveau en une formule tous les fils et articulations de la question : « La ville est déjà la donnée de la concentration de la population, des instruments de production, du capital, des jouissances, des besoins, alors que la campagne est précisément la donnée contraire, qui suscite l'isolement et la parcellarisation* [3]*. »*

C'est la ville, avec son monopole et sa concentration, dans le monde infect de l'aliénation, qui prépare la synthèse de l'homme social qui « monopolisera et concentrera » aussi en lui tout le savoir, les arts et le faire de la société supérieure dans laquelle il vivra. On sait que l'Allemagne de cet après-guerre, disloquée et décapitée, n'a plus été en mesure de produire la moindre œuvre littéraire ou artistique, voire cinématographique, de haute qualité. L'explication matérialiste en est qu'elle a perdu sa capitale*, et que Bonn n'est rien de plus qu'un nid de province, où se fait le jeu parlementaire, alors que la politique et l'économie se décident ailleurs, bref qu'il n'est plus de* centralisation *possible pour les superstructures artistiques de ce pays. Le prestige culturel de la France dans le monde jusqu'à la veille de la dernière guerre ne s'explique pas du tout par les qualités intellectuelles des Parisiens ou des Français, mais par le fait que la France représentait d'une certaine manière les superstructures « culturelles » de l'Occident, à la suite des traditions de centralisation que l'on trouve, par exemple, dans les cours des derniers grands rois de France. De la sorte, la capitale attirait les talents de tous ceux « qui montaient à Paris » et y exprimaient la diversité et la complexité de leurs pays et de leurs situations, en leur donnant la marque de l'universalité à la mode « parisienne ». De nos jours, le centre américain de l'impérialisme mondial tend, avec les moyens d'expression modernes que sont le cinéma et la télévision, à monopoliser les talents du monde entier, en plus de la centralisation économique, monétaire, boursière et politique. D'où notre thèse selon laquelle le capitalisme ne tombera que si l'on touche au cœur le monstre américain.*

Les prétendus communistes, qui se décentralisent eux-mêmes de plus en plus vis-à-vis de leur Mecque d'antan, peuvent se plaindre de cette évolution du capitalisme, parce qu'ils représentent la libre petite entreprise et les capitalistes moyens de leur pays contre les « monopoles ». Les révolutionnaires y voient, au contraire, le maximum de développement que peut atteindre la base productive du capitalisme et y trouvent les conditions archimûres pour réaliser

---

[1] Le dressage policé n'est possible qu'avec le développement de la ville (*urbs, polis*).
[2] Cf. MARX-ENGELS, *L'Idéologie allemande,* in *Werke,* 3, p. 48.
[3] *Ibid.*

le mode de distribution communiste dans lequel l'homme atteindra son plein épanouissement.

Certes, la centralisation capitaliste n'est pas la nôtre, mais, selon l'expression d'Engels et de Lénine, c'est le tout dernier développement avant le mode de distribution socialiste. En effet, il suffit à présent pour avoir une seule économie mondiale, qui coordonne et rationalise la production dans tous les pays et permet un épanouissement universel de chaque individu, de HAUSSER cette centralisation, *avec ses synthèses universelles, au niveau de toutes les communautés qui se substitueront aux villages et aux villes d'aujourd'hui, afin que les hommes disposent des conditions matérielles de leur développement humain intégral, et que la créativité générale des individus en tous lieux bénéficie en retour à toute l'humanité.*

Synthèse universelle

Retour à la table des matières

En somme, Marx et Engels résument les mesures tendant à une formation universelle de tous dans le principe selon lequel l'enseignement doit être combiné au travail productif, afin de surmonter l'opposition entre travail intellectuel et corporel, ce pour quoi il faut que, dès l'enfance, l'homme soit entraîné au travail physique et spirituel. Cela suppose que les tâches corporelles pénibles cessent d'être méprisées, et que l'on s'approprie des connaissances, des capacités et un savoir-faire pratiques dans toutes les branches d'activité. Les capacités intellectuelles, indispensables à cette mobilité, ne doivent pas s'exercer seulement au cours de l'enfance et de la jeunesse, mais durant tout le reste de la vie : la formation et la créativité vont toujours de pair, et dans le communisme cela s'exprime dans le fait que l'on n'y reproduit pas simplement le mode de production et de vie, comme sur la base du capital, mais que l'on y crée sans cesse des rapports, des objets et des hommes nouveaux. *L'effet ne peut en être qu'une riche diversification des besoins tant matériels que spirituels.*

En opposition à l'unilatéralité de l'éducation illuministe des classes privilégiées du passé, la combinaison du travail productif et intellectuel donnera, en outre, une hygiène du corps, créant une esthétique qui transfigurera le monde matériel aussi bien que spirituel, en donnant une impulsion naturelle aux forces humaines de tout genre [1].

[1] Dans son éloge à Ernst Moritz Arndt, Engels laisse transpercer tout son mépris pour une éducation qui néglige les « soins du corps » : « Ce n'est pas dans la poussière et la fumée des grandes villes où la joie de l'un est écrasée par les intérêts de la totalité, ce n'est pas dans les garderies des tout petits et les écoles, ces prisons philanthropiques, où la force et la sève vitale se tarissent, non, c'est uniquement sous le ciel libre, dans les bois et les champs, que la nature développe l'homme d'acier que l'espèce ramollie considère stupéfaite comme

Dès lors, dans l'activité associée (qui seule permet le développement en tous sens de chaque individu), il y aura fusion entre la théorie et la pratique, et l'activité en deviendra scientifique, consciente et volontaire, pour dominer les forces objectives aveugles qui réglaient l'homme lui-même jusque-là.

Dans le système de formation que Marx prône pour le prolétariat, l'activité productive des enfants et adolescents est nécessaire pour assurer « une base pratique à une activité scientifique ». L'activité pratique est aussi bien l'occasion d'acquérir une expérience utile que la possibilité d'appliquer et de contrôler le savoir théorique, voire de le développer. La classe prolétarienne anticipe, dès la société capitaliste, sur cette praxis scientifique créatrice : même si les rapports capitalistes séparent de manière brutale le savoir du faire au sein de la production, dans son action politique *révolutionnaire, le parti de classe, en suivant le mouvement matériel du devenir vers le communisme, agit sur une base déterminée, scientifique, tout autre qu'improvisée, en façonnant et en créant des rapports nouveaux : c'est sur ce terrain qu'on assiste en premier au renversement révolutionnaire de la praxis traditionnelle des sociétés de classe, qui est dictée par les forces aveugles de l'économie. Selon l'expression de Marx, dès lors qu'elles déploient une activité révolutionnaire, la « théorie gagne (et imprègne) les masses révolutionnaires ».*

L'un des gaspillages les plus inouïs de l'actuelle société capitaliste est certainement dû au fait que les « oisifs » disposent de tout l'appareil scientifique et artistique de la société et ne font pas, *tandis que ceux qui sont actifs dans la production tâtonnent dans l'ignorance* [1]*. De par la simple combinaison du savoir et du faire, le socialisme suscitera un accroissement de forces productives et de richesses qui dépassera de loin celui que l'humanité a enregistré en passant du féodalisme au capitalisme. Cependant, son originalité en est que cette amélioration ne portera plus tant sur les biens matériels, mais avant tout sur l'enrichissement spirituel et l'essor de l'homme, et c'est par répercussion que le monde des richesses s'en trouvera transformé et illuminé.*

---

un fier chevalier du Nord [...]. Une jeunesse qui craint l'eau froide comme un chien qui serait enragé, qui à la moindre froidure s'enveloppe dans trois ou quatre épaisseurs de laine, qui s'honore de se libérer du service militaire en raison de ses débilités corporelles – c'est vraiment un beau pilier de la patrie ! » (Cf. *MEGA*, 1/2, p. 97.)

[1] Cette dissociation de la vie et de l'esprit ne cesse d'engendrer de nos jours des entraves à l'essor des individus et leur cause mille tourments, en même temps qu'elle suscite la difficulté d'apprendre comme de produire : « La journée d'école prolongée, unilatérale et improductive, des enfants des classes moyennes et supérieures augmente inutilement le travail des instituteurs, non seulement en faisant perdre sans fruit aux enfants leur temps, leur santé et leur énergie, mais encore en les débilitant au plus haut point. » (MARX, *Le Capital*, I, in *Werke*, 23, p. 508.)

Dialectique du progrès et de l'aliénation croissants

Retour à la table des matières

Il y a un fait éclatant qui caractérise notre siècle, et qu'aucun parti ne saurait contester : d'un côté, nous avons vu s'éveiller à la vie des forces industrielles et scientifiques qu'on n'aurait pu imaginer à aucune époque antérieure de l'histoire humaine ; de l'autre, surgissent les symptômes d'une décadence telle qu'elle éclipsera même les horreurs fameuses du déclin de l'Empire romain [1].

Mais, de nos jours, chaque chose apparaît grosse de son contraire : la machine, qui possède le merveilleux pouvoir d'abréger le travail et de le rendre plus productif, suscite l'étiolement de la force de travail en même temps qu'elle la suce jusqu'à la moelle.

Les nouvelles sources de la richesse se muent en source de misère par une malédiction qui peut sembler étrange : on dirait que chaque victoire de la science se paie par la déchéance de l'homme et de son caractère. À mesure que l'humanité se rend maître de la nature, il semble que l'homme tombe sous le joug d'autres hommes ou celui de sa propre infamie. Il apparaît même que la sereine lumière de la science ne puisse briller que sur l'arrière-fond de l'ignorance [2]. Toutes nos inventions et tous nos progrès ne paraissent avoir d'autre résultat que de doter de vie et d'intelligence les forces matérielles, et d'abêtir l'homme en le ravalant au niveau d'une force purement physique.

Les conditions sociales de notre temps ont déterminé ce fait patent, écrasant et indéniable : l'industrie moderne et la science sont en opposition antagonique avec la misère et la déchéance modernes, autrement dit il y a antagonisme entre les rapports sociaux et les forces productives de notre temps. Certains partis peuvent le déplorer ; d'autres souhaiter être débarrassés des conquêtes de la

---

[1] Cf. MARX, discours prononcé lors de la commémoration de l'anniversaire de l'organe chartiste *People's Paper*, 19 avril 1856, in *Werke*, 12, p. 3-4.
Marx fait preuve ici d'un haut esprit dialectique : à ses débuts, le capitalisme est révolutionnaire et progressif ; mais, étant aliéné, la courbe ascendante de production qu'il fait transitoirement parcourir à l'humanité se retourne en une dégénérescence de plus en plus grave : sa technique devient de plus en plus antisociale et polluante, et sa « culture » finit par empoisonner la pauvre humanité.

[2] La division du travail aggrave sans cesse ce divorce, en compartimentant et en isolant toujours davantage les professions en secteurs hermétiques, tandis que l'ensemble est privé de ce savoir et sombre dans une ignorance de plus en plus grande : de plus en plus, la science se divise et se sépare des masses, et même des « professionnels », toujours plus spécialisés et mutilés eux-mêmes.

technique moderne et, du même coup, des conflits modernes ; ou bien encore ils peuvent se figurer qu'un progrès aussi remarquable dans le domaine de l'industrie implique, pour prendre tout son essor, un recul non moins remarquable dans l'ordre politique. Pour notre part, nous ne sommes pas un instant dupes du caractère perfide de ceux qui insistent sur le caractère éternel de ces contradictions. Nous savons que les nouvelles forces de la société ont uniquement besoin, pour acquérir un effet bienfaisant, d'hommes nouveaux, qui les maîtriseront – nous avons parlé des ouvriers.

Or ils sont le produit des temps nouveaux – comme les machines elles-mêmes. Dans les symptômes qui embrouillent la bourgeoisie, l'aristocratie et les piètres prophètes d'un déclin, nous reconnaissons notre vaillant ami *Robin Godfellow* [1] – la vieille taupe qui sait si obstinément saper le sous-sol de l'actuelle société, ce remarquable mineur de fond : la révolution.

Les ouvriers anglais sont les premiers-nés de l'industrie moderne. Ils ne seront sans doute pas les derniers à soutenir la révolution sociale engendrée par cette industrie, puisque cette révolution n'est rien d'autre que l'émancipation de leur propre classe dans le monde entier, cette classe étant aussi universelle que le règne du capital et l'esclavage du salariat. Je connais les luttes héroïques soutenues par la classe ouvrière anglaise depuis le milieu du siècle dernier – ces luttes, bien que mises sous le boisseau ou retouchées par les historiens bourgeois, n'en sont pas moins glorieuses.

Au Moyen Âge, il existait en Allemagne un tribunal secret, la Sainte Vehme, qui vengeait les crimes commis par la classe dominante. Quand on voyait une maison marquée d'une croix rouge, on savait que son propriétaire avait été jugé par la Sainte Vehme. Or, de nos jours, toutes les maisons bourgeoises d'Europe sont marquées de cette mystérieuse croix rouge. Le juge, c'est l'histoire ; l'exécuteur de la sentence, c'est le prolétariat.

Le prolétariat, classe la plus inculte et la plus féconde

Retour à la table des matières

C'est ainsi que l'Angleterre montre ce fait remarquable : plus une classe est au bas de la société et est « inculte » au sens courant du terme, plus elle est proche du progrès et a d'avenir [2]. En somme, c'est ce qui caractérise toute épo-

[1] Personnage légendaire auquel la croyance populaire anglaise attribue le rôle de patron tutélaire de l'homme, l'une des principales figures de la comédie de SHAKESPEARE, *Le Songe d'une nuit d'été.*

[2] Cf. ENGELS, « Lettres de Londres », in *Schweizerischer Republikaner*, 16 mai 1843.

que révolutionnaire. Ainsi, par exemple, lors de la révolution religieuse, dont le produit a été le christianisme, on s'aperçut que « bienheureux sont les pauvres », que « la sagesse de ce monde est devenue folie », etc. Or ce signe avant-coureur d'une grande révolution n'est jamais apparu avec autant de netteté et si fortement délimité qu'à présent en Angleterre. Alors qu'en Allemagne le mouvement part de la classe non seulement cultivée, mais encore savante [1], en Angleterre les couches cultivées et même les savants sont aveugles et sourds à tous les signes du temps. L'incurie la plus sordide règne dans les universités anglaises, en comparaison desquelles les établissements allemands d'enseignement supérieur sont encore en or. C'est un fait connu de tout le monde. Mais que dire des travaux des premiers théologues anglais et même d'une partie des premiers naturalistes anglais ! Quels ouvrages misérables et réactionnaires voyons-nous dans la masse des « listes hebdomadaires des nouveaux livres » ! On ne peut s'en faire une idée sur le continent. L'Angleterre est certes la patrie de l'économie politique ; mais qu'en est-il de cette science parmi les professeurs et les politiciens, dans la pratique ? La liberté du commerce d'Adam Smith a été poussée jusqu'à la conséquence absurde de la théorie de la population de Malthus et n'a rien produit d'autre qu'une version civilisée nouvelle de l'ancien système de monopole, qui trouve chez les actuels tories ses représentants et combat avec succès les absurdités malthusiennes – mais se trouve tout de même à la fin entraînée dans le sillage de ces mêmes théories. Partout ce n'est qu'inconséquence et hypocrisie, tandis que les travaux économiques les plus frappants des socialistes et en partie aussi des chartistes sont écartés avec mépris et ne trouvent de lecteurs que dans les classes basses. La *Vie de Jésus* de Strauss a été traduite en anglais, mais nul éditeur « respectable » n'a voulu la faire imprimer. À la fin, elle fut publiée par fascicules, à 3 pence chacun, chez un éditeur de second plan, un antiquaire énergique. C'est ce qui se produisit aussi avec les traductions de Rousseau, de Voltaire, d'Holbach, etc. Byron et Shelley ne sont lus pratiquement que dans les couches basses – l'œuvre de ce dernier ne saurait figurer sur la table d'aucune personne « respectable » sans qu'elle ne tombe dans le pire discrédit [2]. On en est donc là : heu-

---

Engels illustre ici le principe fondamental du matérialisme dialectique, selon lequel le progrès d'une société ne dépend pas du niveau de savoir, mais du niveau des forces productives et du rôle d'une classe dans le mode de production.

[1] Allusion à la situation de révolution double en Allemagne avant 1848, où, dans la première phase, antiféodale, les bourgeois et les petits-bourgeois ont un rôle important à jouer et sont donc progressistes.

Avec le temps, le prolétariat a moins besoin d'individualités venues d'autres classes – encore que ce fait ne soit pas en contradiction avec les conditions matérielles de l'émancipation du prolétariat, qui œuvre pour tous les individus : « La provision de *cerveaux,* dont le prolétariat a bénéficié avant 1848 par l'apport d'autres classes, semble depuis totalement tarie, et cela dans tous les pays. » (Engels à Marx, 11 février 1870.)

[2] La communication par le moyen de la langue, parlée ou écrite, n'entre pas dans la superstructure, mais dans la base économique, c'est une force productive.

Au cours de la première phase du mouvement ouvrier, la propagation de l'écriture et de la lecture à tous était indubitablement un progrès matériel, au reste arraché de haute lutte par

reux sont les pauvres, car le royaume des cieux leur appartient, et avant longtemps sans doute aussi le royaume de ce monde.

Lorsqu'au milieu de notre siècle un étranger cultivé s'installait en Angleterre, ce qui le frappait le plus et ne pouvait pas lui échapper, c'était la bigoterie religieuse et la bêtise de la « respectable »bourgeoisie anglaise [1]. Nous étions tous alors des matérialistes ou pour la plupart des libres penseurs, et il nous paraissait incompréhensible que presque tous les gens cultivés en Angleterre crussent à toutes les choses les plus miraculeuses et que des géologues même – par exemple Buckland et Mantell – déformassent les faits de leur science afin de ne pas contredire trop ouvertement les mythes des histoires incohérentes de la Création. Ce qui nous était enfin incompréhensible, c'est que, pour trouver des gens qui osaient appliquer leur raison dans le domaine religieux, il fallait aller chez les non cultivés, la « masse brute » comme on l'appelait alors, chez les ouvriers, notamment les socialistes owénites.

Dans le domaine des sciences historiques, y compris de la philosophie, l'ancien esprit théorique sans ménagement a entièrement disparu en même temps que la philosophie classique [2]. L'éclectisme dépourvu de conscience, égards craintifs eu égard à la carrière et à la rémunération, voire l'arrivisme le plus vulgaire occupent désormais l'avant-scène. Les représentants officiels de cette science sont devenus les idéologues sans fard de la bourgeoisie et de l'État existant – à une époque cependant où tous deux sont entrés en opposition directe avec la classe ouvrière.

Et ce n'est plus que chez la classe ouvrière que continue de subsister sans régression le sens théorique allemand. Il ne peut être liquidé, car ici point d'égards au carriérisme, à la course au profit, à la gentille protection des autorités supérieures ; au contraire, plus la science avance avec sérénité et sans égards, plus elle se trouve en harmonie avec les intérêts et les aspirations des

---

la force, dans des batailles revendicatives de caractère économique ici, politique là, contre la bourgeoisie, dont c'eût été pourtant le rôle historique de les promouvoir, mais qui avait peur de la contagion des idées révolutionnaires, autre force productive de premier plan. Au début du capitalisme, Marx pouvait écrire : « Il faut avoir connu l'application – studieuse, la soif de savoir, l'énergie morale, l'infatigable instinct de développement des ouvriers français et anglais, pour pouvoir se faire une idée de la noblesse humaine de leur mouvement » (*Sainte-Famille,* Ed. sociales, p. 106).

Sur cette première phase, MARX-ENGELS, *Les Utopistes,* P.C.M., 1976, p. 19-31, 75-93.

[1] Cf. ENGELS, introduction de 1892 au *Développement du socialisme de l'utopie à la science,* in *Werke,* 22, p. 295.

Pour l'évolution économique comme pour le développement des sciences et de la culture, l'Angleterre avancée montre la voie que suivront les pays arriérés qui se lancent dans le sillage du capitalisme.

[2] Cf. ENGELS, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande,* in *Werke,* 21, p. 307.

ouvriers [1]. La nouvelle orientation a découvert dans l'évolution du travail la clé pour comprendre toute l'histoire de la société et s'est tournée d'emblée de préférence vers la classe des travailleurs. De fait, elle y trouva un accueil et un écho qu'elle ne pouvait chercher ni attendre auprès de la science officielle.

La littérature d'aujourd'hui

Retour à la table des matières

Parmi tous les gros livres et minces brochures qui ont paru l'an dernier en Angleterre pour l'amusement ou l'édification du « monde cultivé », l'ouvrage de Carlyle est le seul qui vaille d'être lu [2]. Tous les romans aux nombreux volumes avec leurs intrigues mélancoliques ou égrillardes, tous leurs commentaires exemplaires et insignifiants, savants et communs de la Bible – car il se trouve que les romans et livres pieux sont les deux articles de grande série de la littérature anglaise – tous *ces livres vous pouvez tranquillement ne pas les lire* [3]. Peut-être trouverez-vous quelques livres sur la géologie ou l'économie, l'histoire ou la mathématique, qui renferment un petit brin de nouveauté – mais ce sont des choses que l'on étudie, et qu'on ne *lit* pas ; il s'agit là de science compartimentée et desséchée, de plantes dont la racine a été arrachée depuis longtemps de la terre commune des hommes dont elles tiraient leur nourriture. Cherchez tant que vous voulez, l'ouvrage de Carlyle est le seul qui ait des résonances humaines, qui traite de rapports humains et recèle une trace de conceptions humaines. [...]

Il n'y a que la partie ignorée sur le continent de la nation anglaise, c'est-à-dire les ouvriers, les parias, les pauvres, qui soit vraiment respectable, malgré toute sa grossièreté et ses mœurs dissolues. C'est d'elle seulement que peut venir le salut en Angleterre, c'est en elle que se trouve encore une *matière susceptible d'évoluer*. Elle n'a aucune éducation, mais elle est sans préjugés, elle est encore susceptible de développer une énergie pour une action à l'échelle natio-

---

[1] Lorsqu'après une défaite, dont la pire est une capitulation graduelle devant les exigences de la bourgeoisie, le parti ouvrier ou le prolétariat tourne le dos à son propre point de vue de classe, il faut parler effectivement de *dégénérescence* dès lors que le processus atteint une gravité qui nécessite la création d'organismes révolutionnaires nouveaux – comme Lénine l'a mis en évidence dans sa polémique contre la Deuxième Internationale.

[2] Cf. ENGELS, *La Situation de l'Angleterre,* compte rendu de Th. CARLYLE, *Past and Present,* Londres, 1843, in *Werke,* 1, p. 525-526.

[3] Face à la stagnation de l'enseignement pour les ouvriers et la monopolisation de la production intellectuelle par les classes dominantes, la bourgeoisie ne distille aujourd'hui les bribes de savoir aux masses que pour les abrutir – la partie la plus mauvaise et la plus basse de la presse bourgeoise va spontanément aux ouvriers – celle qui combine la fesse (le « cœur ») à l'argent, l'escroquerie au policier, les commérages à la morale, et le racisme à la torture, la société sénile bourgeoise se décomposant en un procès plus délétère que l'ancienne Rome.

nale – elle a encore un avenir. L'aristocratie – et celle-ci inclut de nos jours aussi les classes moyennes – a épuisé son rôle ; ce qui lui restait d'idées à appliquer a été rendu pratique et brûlé jusqu'à ses dernières conséquences, et son empire avance à grands pas vers sa fin.

Éloge des prolétaires incultes

Retour à la table des matières

Le chartisme tire sa force des ouvriers, des prolétaires [1].

Les socialistes (de la réforme) ne cessent de se plaindre des mœurs dissolues des classes inférieures, mais ne voient pas que cette dissolution des mœurs recèle l'élément du progrès social [2]... Comme ils n'admettent aucune évolution historique, ils veulent atteindre directement l'état communiste, et ignorent le point de départ actuel du mouvement.

Deux cent mille hommes – et quels hommes [3] ! Des hommes qui n'ont rien à perdre, dont les trois quarts n'ont qu'un lambeau sur le corps, d'authentiques prolétaires et sans-culottes, et en plus des Irlandais, de sauvages, d'indomptables, de fanatiques Gaëls. Il faut avoir vu les Irlandais pour s'en faire une idée. *Donnez-moi deux cent mille Irlandais, et je vous fous toute la monarchie anglaise en l'air* [4].

L'Irlandais est un enfant de la nature ; il est insouciant, gai et mange des pommes de terre. De sa lande où il a grandi dans une misérable chaumière, en se nourrissant de maigres aliments et de thé léger, il est lancé dans notre civilisation. La faim le pousse vers l'Angleterre. Dans les villes et les fabriques anglaises, au milieu des machines et des égoïsmes glacés, il voit s'éveiller ses passions. Que signifie l'épargne pour cet enfant de la nature, simple et rude, qui a passé sa jeunesse à jouer dans la lande et à mendier sur les grands chemins ? Ce qu'il gagne, il le dépense follement ; puis il a faim jusqu'à ce qu'il retrouve du travail ; mais, il est habitué à la faim. Lorsqu'il retourne chez lui, il va récupérer sa famille sur les grands chemins où elle s'est dispersée pour mendier, et ils se retrouvent si possible tous autour du pot de thé que la mère traîne toujours avec elle...

---

1. Cf. ENGELS, « La Situation des classes laborieuses en Angleterre », in *Werke*, 2, p. 452. Cf. le corollaire de cette thèse, *infra*, p. 193, note 70.
2. Cf. ENGELS, « La Situation des classes laborieuses en Angleterre », in *Werke*, 2, p. 452. Cf. le corollaire de cette thèse, *infra*, p. 193, note 70.
3. Cf. ENGELS, « Lettres de Londres », in *Schweizerischer Republikaner*, 27 juin 1843.
4. Allusion à O'Connel qui, abusant les masses qui le suivaient – les 200 000 Irlandais, dont Engels parle ici –, trahissait par vanité personnelle et vénalité les revendications irlandaises d'abolition de l'Union avec l'Angleterre.

Le travail capitaliste n'est pas du travail

Retour à la table des matières

Surveiller les machines, renouer les fils cassés, ce ne sont pas là des activités qui demandent à l'ouvrier un effort de pensée, cependant, d'un autre côté, elles l'empêchent d'occuper son esprit avec autre chose [1]. En même temps, nous avons vu que ce travail n'accorde non plus aucune place au jeu des muscles, à l'activité physique. De la sorte, ce n'est pas à proprement parler du travail, c'est un ennui pur et simple, l'ennui le plus paralysant et le plus déprimant qui soit – l'ouvrier de l'usine est condamné à laisser péricliter toutes ses forces physiques et intellectuelles dans cet ennui, son métier consistant à se faire suer toute la journée depuis l'âge de huit ans. À cela s'ajoute qu'il ne saurait s'en distraire un instant – la machine à vapeur tourne toute la journée, les rouages, les courroies et les broches bourdonnent et cliquètent sans arrêt à ses oreilles. Veut-il se reposer, ne serait-ce qu'un instant, et voilà que surgit le surveillant avec son carnet d'amendes à la main.

Cette condamnation à être enterré vivant dans l'usine, a surveiller interminablement une machine inlassable, est éprouvée par l'ouvrier comme la pire des tortures. Elle a d'ailleurs un effet absolument abrutissant tant sur l'organisme que sur les facultés mentales de l'ouvrier. On ne saurait inventer de meilleure méthode d'abêtissement que le travail d'usine. Ce n'est qu'en se révoltant contre son sort et contre la bourgeoisie qu'il lui est possible de sauver sa raison, voire de développer et d'aiguiser son intelligence, plus que les autres. Mais si cette indignation contre la bourgeoisie ne devient pas le sentiment prédominant chez les ouvriers, ils tombent nécessairement dans l'alcoolisme et ce que l'on appelle couramment la démoralisation.

Science, force du capital

Dans son traité sur *L'Économie des machines et des manufactures*, l'économiste bourgeois Babbage écrit [2] : *« La progression continuelle du savoir et de l'expérience* est notre grande force. » Cette progression, ce progrès social appartient au capital, et il l'exploite à fond. Toutes les formes de propriété anté-

---

[1] Cf. ENGELS, *La Situation des classes laborieuses en Angleterre*, chap. « Les différentes branches d'industrie ; les ouvriers d'usine proprement dits », in *Werke*, 2, p. 397-398.
Dans ce texte, Engels porte de rudes coups à l'ouvriérisme qui cultive et glorifie la condition ouvrière. Le socialisme ne doit pas perpétuer cette condition, mais l'abolir en même temps que le capital et le salariat.

[2] Cf. MARX, *Grundrisse*, p. 483-484, 215, 479, 584, 591, 603, 651, 657, 599.

rieures condamnent la majeure partie de l'humanité à être esclave, pur instrument de travail. L'évolution historique et politique, l'art, la science, etc., se déroulent dans les hautes sphères au-dessus de cette masse laborieuse. Le capital, lui, commence par faire prisonnier le progrès historique et le met au service de la richesse.

Tous les progrès de la civilisation, c'est-à-dire toute augmentation des *forces productives sociales ou, si l'on veut, des forces productives du travail lui-même* n'enrichissent pas l'ouvrier, mais le *capital*. Il en va de même des résultats de la science, des inventions, de la division et de la combinaison du travail, de l'amélioration des moyens de communication, de l'action du marché mondial ou de l'emploi des machines. Tout cela augmente uniquement la force productive du capital, c'est-à-dire la puissance qui domine le travail. En effet, comme le capital se trouve en opposition avec l'ouvrier, tout cela ne fait qu'accroître la *domination objective* sur le travail [1].

Dans son *History of the Middle and Working Classes*.... 3e édition, Londres, 1835, John Wade affirme :

« Le travail est l'agent qui rend le capital *productif* de salaires, de profit ou de revenus. [...] Le capital est de l'industrie emmagasinée, assurant son propre développement en des formes nouvelles et équivalentes ; c'est une *force collective* [...].

Le capital est un simple synonyme de *civilisation* » (p. 164).

L'association des travailleurs – la coopération et la division du travail, comme conditions fondamentales de la productivité du travail – de même que toutes les forces productives qui déterminent l'intensité et l'extension pratiques du travail apparaissent comme *forces productives du capital*. Aussi la force collective et le caractère social du travail sont-ils la *force collective* du capital. Il en est de même de la *science*, de la division du travail et de l'échange qu'implique cette division des tâches. Toutes les puissances sociales de la production sont des forces productives du capital, et celui-ci apparaît donc comme le sujet de celles-là [2].

---

[1] Au fur et à mesure que le capital s'accumule, son joug se fait plus pesant, l'aliénation et le dénuement de l'ouvrier augmentent. La science et la technique ne sont donc pas neutres, aussi longtemps que subsistent les rapports capitalistes et que la science s'objective dans le capital fixe en opposition au travail vivant, toujours plus débile et sans défense devant le monstre automatique du capital. À la fin du cycle, la science, qui est une force progressive, révolutionnaire au début du capitalisme, évolue, devient sénile et pestiférée comme les rapports capitalistes eux-mêmes.

[2] Le fait que les lois scientifiques s'objectivent dans les machines et qu'elles les animent suscite l'inversion des rapports sociaux, si bien que le capital apparaît en tant que sujet dominant. Ainsi, les machines, la technique et la science apparaissent comme la source première et principale de la richesse, tandis que la force de travail apparaît comme secondaire, acces-

La science, étrangère à l'ouvrier jusque dans la production

Retour à la table des matières

[Dans les entreprises mécanisées], l'activité se manifeste comme le seul fait de la machine, l'ouvrier surveillant l'action transmise par la machine aux matières premières et la protégeant contre les dérèglements.

Avec l'outil, c'était tout le contraire : le travailleur l'animait de son art et de son habileté propre, car le maniement de l'instrument dépendait de sa virtuosité. En revanche, la machine, qui possède habileté et force à la place de l'ouvrier, est elle-même désormais le virtuose, car les lois de la mécanique agissant en elle l'ont dotée d'une âme. Pour rester constamment en mouvement, elle doit consommer, par exemple, du charbon et de l'huile (matières instrumentales), comme il faut à l'ouvrier des denrées alimentaires.

L'activité de l'ouvrier, réduite à une pure abstraction, est déterminée en tous sens par le mouvement d'ensemble des machines ; l'inverse n'est plus vrai. La science contraint, de par leur construction, les éléments inanimés de la machine à fonctionner en automates utiles. *Cette science n'existe donc plus dans le cerveau des travailleurs* : au travers de la machine, elle agit plutôt sur eux comme une force étrangère, comme la puissance même de la machine.

L'appropriation du travail vivant par le capital acquiert, dans la machinerie, une réalité immédiate : la production est alors un procès d'analyse découlant directement de la science et une application des lois mécaniques et chimiques permettant à la machine d'effectuer le même travail que l'ouvrier autrefois. Cependant, la machinerie ne connaît un tel développement que lorsque l'industrie a déjà atteint un niveau très élevé, que le capital a emprisonné toutes les sciences à son service et que, de plus, la machinerie existante lui procure déjà d'appréciables ressources.

L'invention devient alors une branche des affaires, et l'application de la science à la production immédiate détermine les inventions, en même temps qu'elle les sollicite [1].

---

soire, alors qu'il est évident que c'est d'elle qu'est venu tout le progrès productif, y compris la science, la technique et les arts.

Cette inversion place le travailleur intellectuel au-dessus du manuel, les universités et instituts de recherche au-dessus des chantiers.

[1] C'est toujours en matérialiste que Marx considère les rapports : ce n'est pas l'esprit, l'intelligence, mais les besoins matériels de la production qui déterminent les inventions. C'est ce que confirme le marché de la matière grise et des brevets dans le monde : les États-Unis

On mesure le niveau de développement déjà atteint par le mode de production capitaliste – ou dans quelle mesure le capital représente lui-même la présupposition de sa production ou est sa propre condition – au volume que représente le capital fixe, du point de vue non seulement quantitatif, mais encore qualitatif.

En somme, la force productive sociale du travail se manifeste, dans le *capital fixe*, comme une propriété inhérente au capital. Elle englobe aussi *bien les forces scientifiques que la combinaison des forces productives sociales au sein du procès de production, et en fin de compte l'adresse extraite du travail immédiat et transposée dans la machine, dans la force productive morte.*

La division et l'association du travail au sein du procès de production constituent une augmentation de la force productive, une machine qui ne coûte rien au capital. Elles supposent des travaux à une grande échelle, c'est-à-dire un développement considérable du capital et du travail. Une autre force productive qui ne coûte rien au capital, c'est la force de la science. (Il va de soi qu'il faut toujours payer une certaine contribution pour les curés, les maîtres d'école et les savants, si grande ou si mince que soit leur force scientifique [1].) Mais les forces de la science ne peuvent être appropriées qu'au moyen de l'utilisation des machines (en partie aussi dans le procès chimique).

La croissance de la population est de même une force productive qui ne coûte rien au capital...

---

achètent des cerveaux dans le monde entier qu'ils regroupent dans leurs laboratoires et instituts de recherche, et on y effectue des inventions en série – comme on produit, parce qu'on est poussé par les exigences matérielles de la production industrielle. Les États-Unis enregistrent ainsi un excédent appréciable dans leur balance commerciale pour les inventions – et ce, non pas parce qu'ils ont des capacités intellectuelles particulières, mais parce que leur industrie est la plus massive et la plus avancée.

De même, la base matérielle productive explique que l'ignare et brutale Allemagne hitlérienne, qui brûlait les livres et chassait les professeurs les plus éminents de ses universités, ou la conformiste Bonn d'après-guerre, qui tue toute pensée et sensibilité originales dans l'art et les lettres, est et reste le laboratoire, envié de tous, de la pensée technique, parce que l'industrie y a atteint un développement inouï et a des exigences matérielles considérables pour solliciter les inventions. Même l'opposition entre technique et belles-lettres s'écroule devant l'expansion d'un marché des ouvrages aussi bien scientifiques que philosophiques et littéraires, la technique étant aussi sophistiquée que la littérature est grossière et décadente, mais il y a toujours la réédition des classiques d'un autre temps pour orner les bibliothèques publiques et privées de ceux qui ont de l'argent.

[1] Le phénomène actuel du chômage confirme encore la primauté de l'argent et des conditions matérielles de la production sur les « forces scientifiques et spirituelles » : lorsque la rentabilité et les indices de la productivité baissent, on renvoie les chercheurs et on ferme les instituts... faute de crédit. De même, la crise fait émerger crûment quelques vérités et pousse à une conscience de classe plus aiguë, face aux mystifications capitalistes qui s'épanouissent aux périodes de prospérité économique pour crétiniser l'intelligentsia comme les masses.

Il en est de la science comme des forces naturelles. Une fois découvertes, les lois de la déviation de l'aiguille aimantée dans le rayon d'action d'un courant électrique, ou de la production du magnétisme dans le fer autour duquel un courant électrique circule ne coûtent pas un sou au capital [1].

Enfin, depuis 1825, presque toutes les nouvelles inventions furent le résultat des collisions entre ouvriers et l'entrepreneur qui cherchait à tout prix à déprécier la spécialité de l'ouvrier [2]. Après chaque nouvelle grève tant soit peu importante, surgit une nouvelle machine. L'ouvrier voyait si peu dans l'application des machines une espèce de réhabilitation, de *restauration*, comme dit M. Proudhon, qu'au XVIII^e^ siècle, il résista pendant bien longtemps à l'empire naissant de l'automate.

Vous dites que la technique dépend pour une grande part du niveau de la science [3]. Or celle-ci dépend infiniment plus du *niveau* et des *exigences* de la technique. Quand la société a un besoin technique, cela donne plus d'impulsion à la science que ne le feraient dix universités. Toute l'hydrostatique (Torricelli, etc.) a été suscitée, en Italie aux XVI^e^ et XVII^e^, siècles, par le besoin vital de régulariser les torrents de montagne. Nous ne savons quelque chose de rationnel de l'électricité que depuis qu'on a découvert son utilisation technique. Mais hélas, en Allemagne, on a pris l'habitude d'écrire l'histoire des sciences comme si elles étaient tombées du ciel.

Bien que l'ouvrage de Ure date de 1835, soit d'une époque où le système de fabrique n'était encore que faiblement développé, il n'en reste pas moins l'expression classique de l'esprit de ce système, non seulement en raison de son franc cynisme, mais encore de la naïveté avec laquelle il divulgue les contradictions absurdes qui hantent la tête des capitalistes [4]. Après avoir développé, par exemple, la doctrine selon laquelle le capital, grâce à l'aide de la science captée à sa solde, « parvient toujours à contraindre à l'obéissance l'ouvrier rebelle », il s'indigne de ce que « l'on accuse parfois la science physique et mécanique de se prêter au despotisme des riches capitalistes et de servir *d'instrument pour opprimer la classe pauvre* [5] ».

---

[1] La science ne coûte en général absolument *rien* au capitaliste, ce qui explique sa frénésie à l'exploiter. La science « d'autrui » est incorporée au capital tout comme le travail d'autrui. Or, appropriation « capitaliste » et appropriation « personnelle » de la science ou de la richesse sont choses complètement étrangères l'une à l'autre. Le Dr Ure lui-même déplore l'ignorance grossière de la mécanique qui caractérise ses chers fabricants exploiteurs de machines savantes. Quant à l'ignorance en chimie des fabricants de produits chimiques, Liebig en cite des exemples à faire dresser les cheveux. (Note de Marx.)

[2] MARX, *Misère de la philosophie*, in *Werk*e, 4, p. 154-155.

[3] Engels à B. Borgius, 25 janvier 1894.

[4] Cf. MARX, *Le Capital* I, in *Werke*, 23, p. 460.

[5] URE, *Philosophie des manufactures*, p. 367-370.

La science, instrument d'oppression de classe

Retour à la table des matières

Comme dans la coopération, le corps collectif des ouvriers est dans la manufacture aussi une *forme d'existence du capital* [1]. La force productive découlant de la combinaison des travaux apparaît donc comme *force productive du capital*. Mais tandis que la coopération laissait intact le mode du travail individuel, la manufacture la révolutionne et mutile l'ouvrier ; étant incapable de faire un produit indépendant, il devient un simple *appendice* de l'atelier du capitaliste. Les puissances intellectuelles du travail disparaissent de chez le grand nombre pour élargir leur volume à l'autre pôle. La division du travail manufacturière produit l'opposition des ouvriers aux puissances spirituelles du procès du travail, celles-ci étant la *propriété d'autrui* et la *puissance qui les domine*. Ce procès de séparation commence dans la coopération, se développe dans la manufacture et se parfait dans la grande industrie, qui sépare du travail la science en tant que puissance productive autonome, contrainte d'entrer au service du capital (*in den Dienst des Kapitals gepresst*).

En étant transformé en *automate*, le moyen du travail *fait face*, durant le procès du travail, *à l'ouvrier lui-même en tant que capital, en tant que travail mort*, qui suce la force de travail vivante et la domine [2]. Il en est de même des puissances spirituelles du procès de production qui sont les puissances du capital sur le travail. L'adresse de détail de l'ouvrier individuel, vidé par la machine, disparaît comme une minuscule chose secondaire devant la science, les colossales forces naturelles et le travail social massif qui sont incorporés dans le système de la machinerie.

[1] Cf. ENGELS, *Compte rendu du Capital I de Karl Marx*, in *Werke*, 16, p. 278.
[2] *Ibid.*, p. 284.

Frais de production et d'éducation

Retour à la table des matières

Les origines de la classe salariée dans chaque pays, le milieu historique où elle s'est formée, continuent longtemps à exercer la plus grande influence sur les habitudes, les exigences et, par contrecoup, les besoins qu'elle éprouve dans la vie [1]. Contrairement aux autres marchandises, il faut tenir compte d'un élément historique et moral pour déterminer la valeur de la force de travail. Pour un pays, donc à une époque donnée, on a cependant une moyenne déterminée de moyens de subsistance nécessaires.

Le propriétaire de la force de travail est mortel. Si l'on veut donc qu'on en trouve régulièrement sur le marché, comme l'exige la transformation continuelle de l'argent en capital, il faut qu'il s'éternise, « comme s'éternise chaque individu vivant, par la génération ». Les forces de travail que l'usure et la mort viennent enlever au marché doivent être constamment remplacées par un nombre au moins égal de forces nouvelles. La somme des moyens de subsistance nécessaire à la production de la force de travail comprend donc les moyens de subsistance des remplaçants – c'est-à-dire les enfants des travailleurs –, afin que cette singulière race d'échangistes se perpétue sur le marché.

En outre, pour transformer la nature humaine, pour lui faire acquérir aptitude, précision et célérité dans une branche de travail déterminée, c'est-à-dire pour en faire une force de travail développée pour une tâche spéciale, il faut une certaine éducation ou formation, qui coûte elle-même une somme plus ou moins grande d'équivalents en marchandises. Cette somme varie selon le caractère plus ou moins complexe de la force de travail. Les frais d'éducation – très

---

[1] Cf. MARX, *Le Capital,* livre 1, in *Werke,* 23, p. 186.
Nous passons maintenant à la question des frais de formation et d'éducation que coûte la main-d'œuvre dont a besoin le capital. On constatera aussitôt que la mesure est calculée au plus juste pour les masses, et ce pour diverses raisons impératives pour le capital. Il s'agit d'abord des frais qui concernent la grande masse de la population, où chaque centime épargné par unité se multiplie par un chiffre énorme, où il importe donc de ladrer ; ensuite, pour la production de la force de travail vivante, comme pour celle de n'importe quelle autre marchandise, le capital ne peut se développer qu'en augmentant la part du profit et en comprimant les frais « nécessaires » au maximum, et de plus en plus. En somme, l'éducation des masses se calcule au plus juste. Mais même les spécialistes sont produits à un coût toujours moindre, comme on le verra.
En revanche, la bourgeoisie, qui profite du temps « libre » créé de plus en plus par la productivité croissante du travailleur collectif, n'est pas soumise à un calcul aussi rigoureux de ses frais d'éducation – au contraire, le gaspillage ne fait que croître démesurément dans cette sphère.

minimes d'ailleurs pour la force de travail simple – entrent donc dans la sphère des valeurs à dépenser pour la production de la force de travail...

Comme les multiples fonctions du travailleur collectif formant l'atelier sont plus ou moins simples ou complexes, inférieures ou élevées, ses organes, c'est-à-dire les forces de travail individuelles qui le composent, exigent des degrés très divers de préparation et de formation professionnelle elles possèdent par conséquent des valeurs très différentes [1]. La manufacture crée en conséquence une hiérarchie des forces de travail à laquelle correspond une échelle graduée des salaires. Si le travailleur individuel est assujetti et annexé, sa vie entière, à une seule et unique fonction, ses diverses opérations sont adaptées à cette hiérarchie d'habiletés et de spécialités naturelles et acquises. Cependant, chaque procès de production exige certaines manipulations, dont le premier venu est capable. Elles aussi sont détachées de leur connexion fluide avec les éléments plus importants de l'activité générale pour être ossifiées en fonctions exclusives, simples.

La manufacture produit ainsi dans chaque métier dont elle s'empare une classe de simples manouvriers que l'artisanat du Moyen Âge ignorait systématiquement. Si elle transforme en virtuosité la spécialité tout à fait unilatérale aux dépens de la capacité de travail intégrale, elle commence aussi à faire une spécialité de l'absence de toute formation professionnelle. À côté de la gradation hiérarchique, il se développe une division simple des travailleurs en *habiles et inhabiles*. Pour ces derniers, les frais d'apprentissage disparaissent complètement ; pour les premiers, ils diminuent comparativement à ceux qu'exige l'artisanat ; dans les deux cas, la force de travail baisse de valeur [2]. Des exceptions se produisent seulement lorsque la fragmentation du procès de travail donne parfois naissance à de nouvelles fonctions générales que l'artisanat ignorait ou qui n'y jouaient qu'un rôle inférieur. *La dévalorisation relative de la force de travail due à la diminution ou à la disparition des frais d'apprentissage entraîne directement pour le capital un accroissement de plus-value,* car tout ce qui raccourcit le temps nécessaire à la production de la force de travail agrandit *ipso facto* la marge de surtravail [3] .

---

[1] Cf. MARX, *Le Capital,* I, in *Werke,* 23, p. 370-371.

[2] « Un ouvrier, en se perfectionnant par la pratique sur un seul et même point, devient [...] moins coûteux. » Cf. URE, *Philosophie des manufactures,* 1836, etc., t. I, p. 28. (Note de Marx.)

[3] On dit que cette évolution ne s'est pas vérifiée après Marx dans les pays développés, par exemple, États-Unis et l'Europe occidentale d'aujourd'hui – ne serait-ce que parce que la scolarité s'y prolonge de plus en plus. Il faut d'abord distinguer ici entre les couches tertiaires et la classe ouvrière moins son aristocratie – et déjà le phénomène se ramène à de modestes proportions. Ensuite, il faut tenir compte que l'aristocratie ouvrière est pratiquement concentrée tout entière dans les pays « avancés ». Ces pays semblent démentir la loi générale de la diminution des coûts d'éducation ou de *la tendance au travail de plus en plus simple,* qui donne ce que l'on appelle aujourd'hui le minimum vital. De fait, la fraction des ouvriers productifs diminue par rapport à la population des tertiaires dans quelques pays

Coûts de l'éducation

Retour à la table des matières

Comment se déterminent les frais de production du travail lui-même [1] *?*

Ce sont les frais à engager pour que le travailleur subsiste en tant que travailleur, et pour le former au travail.

Un travail exige-t-il moins de temps de formation ? Les frais de production de l'ouvrier seront donc moindres, et le prix de son travail, son salaire, va être plus bas. Certaines industries ne demandent guère d'apprentissage ; il suffit que le travailleur existe physiquement. Là, les frais de fabrication d'un ouvrier se

---

avancés, mais ce fait qui semble contredire la prolétarisation croissante n'est qu'un phénomène déformant de l'évolution réelle du capitalisme à l'échelle générale, mondiale. Pour ce qui concerne celle-ci, *Le Monde* du 18-19 janvier 1976 rapportait que le nombre des (simples) ouvriers ne cesse de croître dans l'univers : « Au début du XIXe siècle, affirme la *Pravda*, la classe ouvrière ne comptait pas plus de 10 millions de membres dans le monde ; au début des années 30, elle avait triplé ses effectifs pour arriver à plus d'un demi-milliard dans les années 60. Selon la *Pravda*, ce demi-milliard se répartit ainsi : 160 millions pour l'Europe occidentale, 110 millions pour l'Amérique du Nord, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, 160 millions pour les pays socialistes, plus de 50 millions pour l'Amérique latine et, enfin, 120 millions pour les pays afro-asiatiques. » Et la Pravda d'en tirer une thèse parfaitement juste et actuelle, mais à laquelle la Russie depuis Staline a tourné le dos pour passer à la démocratie populaire, à savoir que la dictature du prolétariat s'impose de plus en plus de nos jours.

1 Cf. MARX, *Travail salarié et Capital*, 1849.

La base de l'éducation dans les sociétés de classe est l'économie, et de nos jours cela se voit de plus en plus à l'importance croissante des crédits qui conditionnent tout, du maître au chauffage. Peut-on lire un livre, écouter un concert, assister à un spectacle, sans débourser aussitôt ?

Il y a plus, dans les sociétés arriérées, les enfants subviennent très rapidement à leurs propres besoins, et certains auteurs ont expliqué la démographie galopante des pays du tiers monde par le fait que les enfants y trouvaient plus facilement à subvenir à leurs besoins et contribuer à ceux des autres, comme ce fut le cas durant la période initiale d'accumulation du capital en Europe, décrite par Marx dans son œuvre maîtresse.

Certes, les frais d'éducation gonflent massivement dans les *pays développés*, mais à un rythme moindre que l'accroissement de la production, car ils obéissent, eux aussi, aux grandes lois de l'économie capitaliste, qui exige pour PROGRESSER une diminution constante des frais de production de l'homme, donc de l'éducation, ce qui ne va pas dans le sens de l'amélioration de la qualité, mais du nivellement, de la *production de masse* – pour les classes cultivées aussi bien que pour les ouvriers.

La série de textes ci-après se divise en deux : ceux qui concernent la formation professionnelle : 1. des ouvriers de la production qui va toujours davantage dans le sens de la simplicité la plus grande ; 2. de celle des spécialistes que l'on appelle aujourd'hui les tertiaires, cadres, services, fonctionnaires, etc., qui se dévalorise également dans une mesure croissante, quoique les effectifs n'en cessent de gonfler – quitte à s'effondrer lors des crises.

réduisent pratiquement aux marchandises nécessaires à le maintenir en vie. Le *prix de son travail* est donc déterminé par *celui des moyens de subsistance indispensables.*

L'homme, comme la machine, se détériore et doit être remplacé par un autre homme [1]. Outre la quantité de moyens de subsistance nécessaire à son *propre* entretien, il lui en faut une quantité pour élever un certain nombre d'enfants destinés à le remplacer sur le marché du travail et à perpétuer la race des travailleurs. Enfin, pour former sa force de travail et acquérir une certaine habileté, il dépensera une autre quantité de valeurs.

À mesure que le *travail se divise* et se *simplifie, l'habileté particulière* d'un travailleur perd sa valeur [2]. Il se trouve de plus en plus transformé en une simple force productive monocorde, qui n'a plus à faire jouer ses énergies physiques ou intellectuelles. Son travail, n'importe qui pourrait le faire. Le voilà donc entouré de concurrents toujours plus nombreux. Rappelons-nous que, plus le travail est simple et facile à apprendre, plus les frais de production que nécessite son apprentissage sont réduits, et plus le salaire baisse, car il est déterminé, comme le prix de n'importe quelle marchandise, par les frais de production.

Gonflement des classes « cultivées »

Retour à la table des matières

Toutes les formes de surtravail exigent une *augmentation de la population* [3] : dans la première phase du capitalisme, ce sera l'accroissement de la population *ouvrière*, et, dans la seconde, celui de la population *en général* [4], étant

---

[1] Cf. MARX, *Salaire, Prix et Profit*, 1865.

[2] Cf. MARX, *Travail salarié et Capital*, 1849.

[3] Cf. MARX, *Grundrisse*, p. 657.
Dans ce passage tout à fait fondamental, Marx a prévu clairement la phase seconde, actuelle, des *pays capitalistes développés*, où la masse des ouvriers productifs a tendance à diminuer – étant donné la monstrueuse accumulation du capital et de la technique, concentrée dans quelques rares pays du monde – par rapport aux spécialistes et tertiaires « cultivés » qui effectuent, en tant qu'agents salariés, les fonctions du capital.
Cette division correspond aux stades décrits par Marx dans le *Chapitre inédit du Capital* (10/18, p. 191-223) : dans le premier, celui de la soumission formelle du travail au capital, la *masse* des ouvriers croît et la journée de travail s'allonge au maximum, tandis qu'à celui de la soumission réelle du travail au capital, la science et la technique (avec le gonflement des professionnels) intensifient le procès de travail au maximum, et le nombre des ouvriers peut diminuer dans ces quelques pays : la scolarité s'allonge alors pour les besoins d'exploitation du capital, et la journée de travail des ouvriers pourrait être réduite de manière draconienne.

[4] Qui comprend les classes cultivées.

donné qu'il faut alors un développement de la science, etc. De toute façon, la population apparaît toujours comme la source première de la richesse.

Baisse générale de tous les frais d'éducation

Le travailleur commercial ne produit pas directement de la plus-value [1]. Le prix de son travail est déterminé par la valeur de sa force de travail, c'est-à-dire par les coûts de production de celle-ci. Toutefois, comme pour n'importe quel autre salarié, l'exercice de sa force de travail, comme effort, dépense d'énergie et usure, n'est en aucune façon limité par la valeur de sa force de travail. C'est pourquoi son salaire n'a pas un rapport nécessaire avec la masse de profit qu'il *aide* le capitaliste à réaliser. Ce qu'il coûte et ce qu'il rapporte au capitaliste sont des grandeurs différentes. Il lui rapporte non pas en créant directement de la plus-value, mais en contribuant à diminuer les frais de réalisation de la plus-value, dans la mesure où il effectue du travail en partie non payé.

Le travailleur commercial proprement dit entre dans la catégorie des salariés les mieux payés, son travail qualifié se situant au-dessus du travail moyen. Cependant, avec le progrès du mode de production capitaliste, son salaire a tendance à baisser même par rapport au travail moyen. Cela est dû, premièrement, à la division du travail à l'intérieur du bureau, qui n'exige plus qu'un développement unilatéral des capacités de travail, obtenu en partie gratuitement par le capitaliste, puisque le travailleur forme lui-même ses aptitudes en exerçant sa fonction, et ce d'autant plus rapidement que la division du travail devient plus unilatérale. Deuxièmement, du fait que la science et l'instruction publique progressent, la préparation professionnelle, les connaissances commerciales et linguistiques, etc., se répandent de manière toujours plus rapide, plus facile, plus générale, et à meilleur compte, d'autant que le mode de production capitaliste oriente de plus en plus vers la pratique les méthodes d'enseignement, etc. La généralisation de l'enseignement primaire permet de recruter cette catégorie professionnelle dans des classes qui, jusque-là, en avaient été exclues et étaient habituées à un mode de vie plus médiocre. En outre, elle accroît l'affluence et donc la concurrence. C'est pourquoi, à quelques exceptions près, la force de travail de ces employés de commerce se dévalue à mesure que la production capitaliste se développe ; leur salaire baisse, alors que leur capa-

[1] Cf. MARX, *Le Capital*, III, in *Werke*, 25, p. 311-312.
Après l'analyse de l'évolution des frais de formation de la classe prolétaire qui nous intéresse essentiellement, puisqu'il s'agit toujours de la classe « la plus nombreuse et la plus misérable » de la société qui est aussi la force révolutionnaire de l'avenir, nous passons à la question des frais d'éducation des classes « cultivées », de ceux qui sont sortis des grandes et petites écoles, des cours accélérés ou prolongés pour experts et spécialistes remplissant les fonctions du capital en tant qu'employés salariés.

cité de travail augmente [1]. Le capitaliste accroît le nombre de ses employés, s'il veut réaliser plus de valeur et de profit. L'accroissement du travail est toujours l'effet et jamais la cause de l'augmentation de la plus-value.

Superstructures et classes bourgeoises

Retour à la table des matières

La Polémique suscitée par A. Smith avec sa distinction entre travail productif et improductif est restée limitée principalement aux dieux mineurs (Storch étant le plus important d'entre eux) ; on ne vit y participer aucun économiste important, personne de qui on pourrait dire qu'il ait découvert quoi que ce soit en économie politique [2]. En revanche, elle est le cheval de bataille des

[1] Ce passage est essentiel pour expliquer la dégénérescence générale de la « culture » et de la science dans le capitalisme sénile. On sait qu'à la fin le capitalisme a largement dépouillé les individus de leur personnalité, comme les bourgeois sont expropriés et remplacés par des « agents salariés qui accomplissent les fonctions du capital » (*Anti-Dühring*). Tout d'abord, la production se fait plus scientifique : « Corrélativement à la centralisation du capital et à l'expropriation de la majeure partie des capitalistes au profit d'une poignée d'entre eux, se développe sur une échelle toujours croissante l'application de la science à la technique, etc. » (*Capital*, I, Ed. sociales, t. 1, p. 204.)
Cependant, par la suite, le capital tend à faire baisser au maximum les frais d'éducation de l'énorme masse des tertiaires et autres classes « cultivées » pour appliquer sa loi de la baisse constante des coûts de production de la marchandise matérielle ou vivante : il suffit de comparer le niveau d'un bachelier de 1900 ou même d'avant-guerre avec celui de 1976, et se remémorer que le chômage des cadres est antérieur au chômage général de ces toutes dernières années, la crise frappant le plus durement les « classes moyennes », qui virent alors au totalitarisme fasciste.
Observons enfin que le parasitisme du capitalisme mercantile s'exprime aussi dans le fait que le travail des cadres, ingénieurs, etc., se résout de plus en plus à faire des comptes mercantiles de productivité et de rentabilité, la fraction de leur temps consacré à la technique productive diminuant en général. Bref, le travail se dévalorise de plus en plus, et frappe même les « agents du capital ». Marx disait déjà en 1844 que le bourgeois lui-même subissait le joug du capital et de ses lois économiques aveugles, mais, ajoutait-il, nous autres prolétaires, nous n'avons pas lieu de pleurer sur leur sort.

[2] Cf. MARX, *Théories sur la plus-value,* in *Werke*, 26/1, p. 144-146.
Il faut aborder – au moins – la question de savoir quelles fractions des classes « cultivées » sont productives, improductives ou parasitaires sous le régime capitaliste. Nous ne prétendons pas ici traiter à fond de la question. Nous renvoyons le lecteur aux deux grands textes dans lesquels Marx s'explique sur ce sujet : *Théories sur la plus-value,* Ed. sociales, t. 1, p. 161-356 ; *Un chapitre inédit du Capital*, 10/18, p. 224-240.
Notons simplement deux choses. Premièrement, c'est en se rangeant parmi les classes productives qu'une profession se prétend indispensable et affirme son droit à une rémunération aussi élevée que possible. Deuxièmement, c'est que la bourgeoisie, en devenant conservatrice, a changé complètement de conception à ce sujet : alors qu'au début de son règne elle défendait, avec son porte-parole le plus classique – Adam Smith –, la nécessité d'avoir les faux frais les plus minimes possibles, en réduisant au maximum les classes improductives (du féodalisme) ainsi que le poids de l'État, elle vit gonfler par la suite les classes dites

individus de second plan, et particulièrement des pédants compilateurs et auteurs de manuels, des amateurs férus de beau style et des vulgarisateurs. Voici ce qui a suscité cette polémique :

La grande masse des travailleurs prétendument « supérieurs » – fonctionnaires de l'État, militaires, artistes, médecins, prêtres, juges, avocats, etc., qui, non seulement ne sont pas productifs, mais sont essentiellement destructifs, et savent néanmoins s'approprier une grande partie de la richesse « matérielle », soit en vendant leurs marchandises « immatérielles », soit en les imposant de vive force – n'étaient guère flattés de se voir relégués, *du point de vue économique*, dans la même classe que les bouffons et domestiques et d'être considérés comme des co-consommateurs et parasites vivant aux dépens des véritables producteurs (ou plutôt des agents de la production). C'était une étrange désacralisation des professions qui précisément étaient entourées jusque-là d'une auréole et jouissaient d'une vénération superstitieuse.

L'économie politique, dans sa période classique, tout comme la bourgeoisie elle-même à peine parvenue au pouvoir, s'est montrée sévère et critique vis-à-vis de l'appareil d'État, etc. Plus tard, elle comprend et apprend par expérience – ce qui se révèle aussi dans la pratique – que c'est de ses propres structures que résultent nécessairement toutes ces classes en grande partie totalement improductives, dont elle a hérité.

Ces « travailleurs improductifs » ne créent pas de biens de consommation et leur emploi est donc entièrement déterminé par la façon dont l'agent de la production entend dépenser son salaire ou son profit, quand ils deviennent ou se rendent indispensables à cause des maux physiques (comme les médecins) ou des carences de l'esprit (comme les prêtres) ou enfin des conflits opposant les intérêts privés aux intérêts nationaux (comme c'est le cas des fonctionnaires de l'État, de tous les juristes, des policiers, des soldats). C'est pourquoi ils apparaissent à A. Smith, ainsi qu'au capitaliste industriel et à la classe ouvrière, comme des *faux frais de production* qu'il convient donc, autant que possible, de réduire au strict minimum et d'obtenir aux moindres frais.

Cependant, sous une forme qui lui est propre, la société bourgeoise va reproduire désormais tout ce qu'elle avait combattu dans la forme féodale ou absolutiste, et ce sera donc l'une des principales tâches des sycophantes de cette société – notamment ceux des classes supérieures – que de justifier, sur le plan de la théorie, la restauration de la fraction purement et simplement parasitaire

---

moyennes et parasitaires qui devinrent de plus en plus « nécessaires » au fonctionnement social du capital, à mesure qu'il vieillissait et devenait suranné.

Cet exemple d'analyse des économistes illustre parfaitement la constatation de Marx, selon laquelle le système matériel aussi bien qu'intellectuel du capitalisme dégénère au fur et à mesure de son développement – et la raison ou vérité scientifique est de peu de poids devant les nécessités matérielles de la société.

de ces « travailleurs improductifs », voire d'établir le bien-fondé des prétentions exagérées des éléments indispensables parmi eux. En fait, c'est proclamer que la classe des idéologues, etc., dépend des *capitalistes.*

Mais *deuxièmement,* tantôt l'un, tantôt l'autre des économistes démontrait qu'une partie des agents de la production (même de la production matérielle) était « improductive », ce qu'a fait, par exemple, pour le propriétaire foncier, le groupe d'économistes représentant le capital industriel (Ricardo). D'autres (par exemple, Carey) déclarèrent que le commerçant proprement dit est un travailleur improductif. D'autres enfin allèrent jusqu'à affirmer que le capitaliste lui-même était improductif, en s'efforçant pour le moins de réduire ses droits sur la richesse matérielle au salaire, c'est-à-dire à la rémunération d'un « travailleur productif ». Nombre de travailleurs intellectuels semblaient partager ce scepticisme. Il devenait donc urgent de faire un compromis et de déclarer qu'étaient productives toutes les catégories n'appartenant pas directement à celle des agents de la production matérielle. Passe-moi la rhubarbe, je te passerai le séné, et, comme dans la fable des abeilles, il fallait démontrer que, même du point de vue économique, « productif », le monde bourgeois, avec tous ces « travailleurs improductifs », est le meilleur des mondes. C'était d'autant plus urgent que les « travailleurs improductifs » eux-mêmes se livraient à des considérations critiques sur la productivité des classes dont la seule fonction est de consommer les fruits de la terre – voire sur les « agents de la production », tels que les propriétaires fonciers, qui ne font rien du tout, etc. Or il fallait que ceux *qui ne faisaient rien du tout* aussi bien que leurs *parasites* trouvent leur place dans le meilleur des mondes possibles.

Troisièmement, à mesure que se développait la domination du capital et qu'il plaçait sous sa dépendance les sphères de la production ne rentrant pas directement dans la création de richesse matérielle, c'est-à-dire à mesure qu'il mettait à son service les sciences positives (sciences de la nature) comme moyens de la production matérielle, les sycophantes subalternes de l'économie politique se crurent obligés de magnifier et de justifier n'importe quelle sphère d'activité, en montrant qu'elle était « en relation » avec la production matérielle, qu'elle en était le moyen. Ils eurent la bonté de faire de tout un chacun un « travailleur productif », au sens le plus strict du terme, c'est-à-dire un travailleur au service du capital, utile, d'une manière ou d'une autre, à l'enrichissement de celui-ci.

Il faut alors préférer des gens comme Malthus qui proclament ouvertement la nécessité et l'utilité des « travailleurs *improductifs* » et des parasites purs et simples [1].

---

[1] Cf. MARX-ENGELS, *Sur Malthus,* Petite Collection Maspero, en préparation.

Promotion sociale de la médiocrité

Retour à la table des matières

La richesse, en tant que telle c'est-à-dire bourgeoise, trouve son expression la plus dynamique dans la valeur d'échange où elle apparaît comme *médiation* entre les extrêmes de la valeur d'échange et de la valeur d'usage [1]. C'est toujours le moyen terme qui l'emporte sur le rapport *économique* substantiel, achevé, parce qu'il est la synthèse de tous les contraires si bien qu'il apparaît toujours en fin de compte comme la puissance supérieure et unique par rapport aux extrêmes. De la sorte, le mouvement ou le rapport qui, à l'origine, sert de médiation aux deux extrêmes devient nécessairement, de par sa dialectique même, sa propre médiation : il apparaît comme le seul sujet autonome, les deux extrêmes devenant ses simples éléments après avoir perdu leur autonomie et leur prépondérance.

Ainsi, dans la sphère religieuse, le Christ, de médiateur qu'il était entre Dieu et les hommes – simple moyen de circulation – est devenu leur unité, l'Homme-Dieu et, en tant que tel, il *prend plus d'importance que Dieu.* Mais les saints l'emportent à leur tour sur le Christ, et les curés enfin sur les saints.

Dans l'économie, la valeur d'échange l'emporte sur la valeur utile, après avoir opéré comme simple intermédiaire. Il en est ainsi de l'argent dans la circulation simple, et du capital qui relie la production et la circulation. Dans le rapport du capital lui-même, l'une de ses formes occupe à son tour la position de la valeur d'usage en face de celle de la valeur d'échange. C'est ainsi que le capital industriel fait figure de producteur vis-à-vis du commerçant qui représente la circulation : le premier est l'élément substantiel, le second l'élément formel, c'est-à-dire la richesse en soi. C'est le capital mercantile qui devient le médiateur entre la production (capital industriel) et la circulation (ensemble des

[1] Cf. MARX, *Grundrisse*, p. 237-238.
La thèse marxiste selon laquelle, avec le développement du capitalisme, c'est toujours l'élément le plus parasitaire et le plus médiocre qui l'emporte sur le travail productif est illustrée ici par Marx dans la sphère bourgeoise elle-même. Cette inversion de toutes les valeurs ne touche pas que les ouvriers, mais les capitalistes eux-mêmes. Elle s'explique, selon Marx, par le fait que les rapports *mercantiles* prévalent, même au sein des couches capitalistes, sur les rapports *de production.* La valeur d'échange l'emporte sur la valeur d'usage, comme faire de l'argent prévaut sur produire des objets utiles. Le fait est que les statistiques économiques confirment brutalement cette évolution : les frais de circulation ne l'emportent-ils pas sur les frais de production dans les pays capitalistes développés, et les petits, moyens et même souvent les grands capitalistes industriels ne sont-ils pas de plus en plus expropriés ou tombent entre les griffes des banquiers et des financiers, typiques représentants de la valeur d'échange mercantile en opposition à la valeur d'usage de la production ?

consommateurs), soit entre la valeur d'usage et la valeur d'échange [1]. Il en va de même dans le commerce : le grossiste est l'intermédiaire entre le fabricant et le détaillant, entre le fabricant et le paysan ou entre les divers fabricants – il devient leur centre supérieur. À son tour, le courtier joue ce rôle vis-à-vis du grossiste. Le banquier sert d'intermédiaire entre les industriels et les commerçants, les sociétés par actions à leur tour jouent ce rôle vis-à-vis de la production – et au sommet le financier s'interpose entre l'État et la société bourgeoise.

Aux yeux de Hobbes, la *science*, et non le travail d'exécution, est la mère de tous les arts [2] : « Les arts d'utilité sociale, tels que la construction de fortifications, de machines et autres engins de guerre, parce qu'ils contribuent à la défense et à la victoire, représentent un pouvoir. Cependant, bien que la véritable mère en soit la *science*, notamment les *mathématiques*, on les attribue néanmoins aux artisans parce que c'est la main de l'artisan qui leur a donné le jour – de même, c'est la sage-femme qui passe pour la mère aux yeux du vulgaire. » (Cf. *Leviathan*, t. 3, p. 75).

Le produit du travail de l'esprit – la science – se tient toujours en dessous de sa valeur, parce que le temps de travail nécessaire à sa reproduction est absolument sans rapport aucun avec le temps de travail qu'exige sa production première : en une heure, par exemple, n'importe quel écolier peut apprendre la théorie des binômes [3].

---

[1] Dans *Le Capital à* propos des premiers placements de capitaux, Marx explique que l'inventeur d'une machine ou d'un procédé nouveau fait le plus souvent faillite, parce qu'il lui faut beaucoup de temps et de travail, donc d'argent, pour créer quelque chose de nouveau, l'expérimenter et le faire admettre, d'autant qu'il se heurte à la concurrence des machines et procédés déjà existants, si bien que le travail créateur dans la production – non pas, certes, dans la sphère idéologique – est toujours plus mal traité que le « travail » mercantile. L'expérience, dit Marx, a montré que ce n'est qu'à la seconde tentative, voire la troisième – faites évidemment par des capitalistes qui ont plus de moyens financiers que de génie inventif – que les machines ou procédés nouveaux finissent par s'imposer et donner lieu à de grands profits.

[2] Cf. MARX, *Theorien über den Mehrwert*, in *Werke* 26/1, p. 341.

[3] Les hommes d'argent tirent le plus grand profit du fait que l'appropriation ou la reproduction d'une invention est infiniment plus aisée et moins chère que sa production originelle, ce qui ne fait que confirmer que tous les rapports capitalistes tendent à pénaliser le travail productif en faveur du mercantilisme et du parasitisme.

Ce même fait cependant, comme le note Marx, permet de penser que la facilité d'appropriation par rapport à la difficulté de production d'invention permet une diffusion incroyable des connaissances et de la pratique, qui favorisera l'éclosion de *l'homme social*, épanoui en tous sens.

Dans l'antiquité, Pythagore devint fameux pour avoir assimilé musique et mathématique dans son école, toutes deux étant pour lui des *nombres*, la musique se ramenant à huit notes. Il passait d'un même pas du discontinu au continu, du fini à l'infini, pourrait-on dire. Ce fut, à l'époque, le résultat d'une très longue maturation extrêmement complexe, alors que cela apparaît aujourd'hui non seulement facile et clair, mais encore banal – même pour un enfant de l'école primaire. Il en sera ainsi plus tard des équations de la relativité générale d'Einstein – comprise de nos jours par une dizaine d'hommes sur un million.

Le temps libre, base de la civilisation

Retour à la table des matières

Dans les États de l'antiquité, en Grèce et à Rome, l'émigration forcée, qui prenait la forme d'une création périodique de colonies, était un véritable élément constituant de la structure sociale [1]. Tout le système de ces États était construit sur une limitation déterminée du montant de la population : il ne pouvait être dépassé sans mettre en danger les *bases mêmes de la civilisation antique*. Mais pourquoi en était-il ainsi ? Parce que l'application des sciences naturelles à la production matérielle y était absolument inconnue. Pour demeurer civilisés, les libres citoyens devaient rester peu nombreux [2]. Sinon ils auraient dû subir cette affreuse misère par laquelle les citoyens libres sont transformés en esclaves ; la faiblesse des forces productives faisait que la citoyenneté était liée à un taux numérique donné, auquel il ne fallait pas toucher. Le seul antidote en était donc l'émigration forcée.

À intensité et productivité du travail données, le temps que la société doit consacrer à la production matérielle est d'autant plus court, et le temps disponible pour le libre épanouissement des individus d'autant plus grand, que le travail est distribué avec plus d'uniformité entre tous les membres aptes au travail dans la société, et qu'une couche sociale a moins le pouvoir de se décharger sur une autre de la nécessité de travailler que la nature impose [3]. En ce sens, c'est

---

De nos jours, ce qui est remarquable, ce n'est pas que la *Neuvième Symphonie* ait été écrite mais qu'étant incluse dans les huit notes de Guido d'Arezzo un quelconque orchestre puisse l'exécuter, si bien qu'elle peut émouvoir indépendamment de la langue. Sa valeur universelle n'est pas donnée au départ, mais à l'arrivée d'un long chemin d'une infinité d'hommes cheminant ensemble.

1 Cf. MARX, « L'Émigration forcée », in *New York Daily Tribune*, 22 mars 1853.
Dans ce passage remarquable, Marx évoque la régulation existant dans la société antique, dont on sait que la civilisation brillante reposait, comme il est de règle dans les sociétés de classe, sur le travail, la peine et la misère des esclaves, qui étaient seize fois plus nombreux en Grèce, que les hommes libres (de s'adonner aux sciences et aux arts – et qui le faisaient admirablement bien, ce que l'on ne peut plus dire de nos jours de leurs homologues les plus récents).

2 Que dire de l'infamie des actuelles sociétés disposant de l'application des sciences naturelles à la production, qui devrait leur donner une souplesse inouïe – n'étaient les rapports mercantiles et monétaires tout-puissants – pour adapter la population aux nécessités de la production aussi bien qu'à ses résultats variés, dont le temps libre est au moins aussi important que la consommation aux yeux des marxistes. Il est significatif que les syndicats roses et jaunes négligent au maximum les revendications tendant à abréger la durée du temps de travail, et il est caractéristique du capitalisme sénile qu'il ait reporté la retraite à un âge plus mûr dans tous les pays « avancés », en faisant encore gonfler le « temps libre » pour ses « agents stipendiés » qui remplissent les fonctions de plus en plus lourdes du capital.

3 Cf. MARX, *Le Capital*, I, in *Werke*, 23, p. 552.

la *généralisation du travail manuel* qui pourra réduire la journée de travail à son minimum le plus extrême.

La société capitaliste, elle, fait produire le temps libre par une seule classe, en transformant la vie entière des masses en temps de travail.

Condition de l'épanouissement de l'homme : la suppression de la contradiction entre le temps libre et le temps de travail

Retour à la table des matières

La véritable économie (épargne) porte sur le temps de travail, c'est-à-dire minimum et réduction à un minimum de frais de production [1]. Or il se trouve que cette économie correspond au développement de la force productive. Économiser ne signifie donc pas *renoncer à la jouissance*, mais développer la puissance et les capacités de la production, et donc en même temps les capacités et les moyens de jouissance.

La capacité de jouissance est condition de la jouissance, et même son moyen premier : cette capacité correspond au développement d'une disposition individuelle et d'une force productive.

Économiser du temps de travail, c’est accroître le temps libre, c'est-à-dire le temps servant au développement complet de l'individu, ce qui agit en retour sur la force productive du travail et l'accroît.

Du point de vue de la production immédiate, le temps économisé peut être considéré comme servant à produire du *capital fixe*, *un capital fixe fait homme* (Angl.). Il va de soi, au demeurant, que le temps de travail immédiat ne peut rester enfermé dans sa contradiction abstraite au temps libre – comme c'est le cas dans l'économie bourgeoise. Certes, le travail ne peut devenir jeu, comme le voudrait Fourier, qui a eu le grand mérite de démontrer que le but ultime exige l'abolition non seulement de la distribution actuelle, mais encore du mode de production, même sous ses formes les plus développées.

Le temps libre – pour le loisir aussi bien que pour les activités supérieures – transformera tout naturellement celui qui en jouit en un individu différent, et

---

[1] Cf. MARX, *Grundrisse*, p. 599-600.
Marx expose dans ce passage le mécanisme économique à partir duquel l'abolition entre travail nécessaire et surtravail aboutira au plein épanouissement des hommes dans le communisme. Nous n'en donnons ici que la conclusion, tandis que nous développerons en détail la dynamique économique dans l'anthologie *La Société communiste*, aux éditions Maspero.

c'est cet homme transformé qui se présentera ensuite dans le procès de production immédiat. Celui-ci est discipline pour ce qui concerne l'homme qui est en devenir, et exercice en même temps que science expérimentale, science matériellement créatrice qui s'objective pour ce qui concerne l'homme devenu, dans le cerveau duquel vit la science accumulée de la société [1]. Pour tous deux, il s'agit toujours d'un exercice, puisque tout travail [2] exige toujours une activité manuelle pratique ainsi qu'une libre occupation, comme cela se fait dans l'agriculture.

Critique des déformations universitaires et juste instinct des masses

Retour à la table des matières

Tu viens de toucher Kautsky juste au point où il fallait [3]. Sa tendance juvénile à juger péremptoirement a encore été aggravée par la misérable méthode de l'enseignement de l'histoire dans les universités – notamment autrichiennes. On y apprend systématiquement aux étudiants à faire des travaux historiques avec une documentation, dont chacun sait qu'elle est insuffisante pour les études qui doivent *être traitées de manière satisfaisante*, bref ils doivent traiter de sujets qu'ils connaissent forcément mal et qu'ils doivent néanmoins rédiger de manière juste. C'est ce qui naturellement a rendu Kautsky très téméraire. Vient ensuite la vie de littérateur : écrire pour des honoraires et écrire beaucoup. Si

---

[1] Marx distingue dans la palingénésie future deux moments essentiels : le premier qui est discipline où l'homme s'approprie (et se plie à) toutes les lois scientifiques déjà objectivées dans le procès de production, et celui qui est à la fois *exercice pratique et intellectuel où il crée* de nouveaux produits et de nouvelles techniques.

[2] Intellectuel ou physique.

[3] Cf. Engels à August Bebel, 24 juillet 1885.
Dans ces passages, il ne s'agit plus de la question de l'apport « culturel » des transfuges des classes dominantes cultivées. Le mouvement ouvrier en bénéficia au début, lorsque le socialisme scientifique a surgi dans les années 1848, cf. p. 152, note 5. Cette critique des apports d'intellectuels bourgeois au prolétariat révolutionnaire ne fait que confirmer la vision antiéducationniste de Marx-Engels, cf. infra, p. 156.
Par la suite, il s'agit de réaliser ce corps d'idées et de principes, et non de le compléter, ni de le réviser sous la pression de faits prétendument toujours nouveaux et imprévisibles – ce qui rendrait vain tout effort théorique. Comme Marx-Engels l'ont dit eux-mêmes, cf. ci-dessus, p. 258, les idées communistes nouvelles attendent pour se compléter et se réaliser à l'échelle de l'humanité des conditions matérielles nouvelles, qui ne peuvent découler que de la révolution socialiste, qui abattra les entraves physiques des sociétés de classe à l'épanouissement intellectuel de l'humanité.
Il ne s'agit donc plus de nos jours que de conserver l'acquis théorique et – chose infiniment difficile – de le confronter dans tous ses détails avec l'évolution des conditions matérielles de la société dans laquelle nous vivons – ce qui n'exige aucune capacité « créative », mais beaucoup de travail et d'honnêteté intellectuels, qualités que ne cultivent guère les universités bourgeoises, comme il ressort des textes ci-dessus de Marx-Engels.

bien qu'il n'a absolument aucune idée de ce qu'est véritablement un travail scientifique. Dans ces conditions, il s'est brûlé profondément les doigts à plusieurs reprises, d'abord avec son histoire de la population, ensuite avec ses articles sur le mariage dans la préhistoire. C'est ce que je lui ai ouvertement fait comprendre en toute amitié sans l'épargner, critiquant sans pitié sur ce plan-là, tout ce qu'il fait. Cependant, il est heureux que je puisse le consoler en lui disant qu'au temps de ma jeunesse où je croyais hardiment tout savoir j'ai appris chez Marx comment il faut travailler. Et c'est ce qui nous est aussi d'un grand secours.

En Allemagne, nous sommes maintenant assez forts pour supporter beaucoup [1]. Un des plus grands services que nous a rendus la loi antisocialiste, c'est qu'elle nous a débarrassés de l'importun homme d'études allemand vaguement socialiste. Nous sommes maintenant assez forts pour digérer même cet homme d'études allemand qui, de nouveau, envahit nos rangs. Vous qui avez déjà fait quelque chose, vous avez dû certainement remarquer combien rares sont les jeunes littérateurs accrochés au parti qui se donnent la peine d'étudier l'économie, l'histoire de l'économie, du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, des formations sociales. Combien connaissent de Maurer plus que le nom ? La suffisance du journaliste doit résoudre toutes les difficultés, mais les résultats ne valent pas mieux ! Ces messieurs ont l'air de croire que tout est assez bon pour les ouvriers. Si ces messieurs savaient que Marx estimait que ses meilleures œuvres n'étaient pas encore assez bonnes pour les ouvriers et qu'il considérait comme un crime d'offrir aux ouvriers quelque chose qui fût au-dessous du parfait [2] !

En Allemagne, un esprit pourri gagne notre parti, non pas tant les masses que les dirigeants (ceux qui viennent des classes supérieures et des rangs « ouvriers ») [3]. Le compromis avec les lassalléens a également conduit à un com-

---

[1] Cf. Engels à C. Schmidt, le 5 août 1890, in *Werke*, 37, p. 437.

[2] On aurait tort d'en déduire que Marx-Engels voulaient simplement *faire mieux* que les hommes de science bourgeois. En fait, la bourgeoisie niant que dans le domaine humain – histoire, sociologie et économie, etc. – il soit possible d'établir des lois et une discipline scientifiques comme dans les sciences dites exactes de la matière, tout ce qui touche les idées et le devenir humains est idéologie dans la conception bourgeoise. La méthode marxiste implique une rigueur et un esprit parfaitement scientifiques dans le domaine des sciences de l'homme, et c'est la raison pour laquelle les exigences de Marx-Engels pour leur élaboration sont infiniment scrupuleuses, ne reposant pas sur le génie intellectuel de l'individu, mais sur la capacité d'analyse et de déduction du mouvement réel, soit le contraire de la créativité chère aux idéologues et intellectuels de profession.
C'est le mépris pour les facultés créatrices de l'intellect qui est la condition première du socialisme scientifique, qui déduit rigoureusement ses lois non de la volonté et de l'esprit humains, mais du développement des conditions matérielles – ce qui limite singulièrement le droit et la capacité d'improvisation et de tournant des chefs ouvriers. En somme, le mépris de l'idéologie est synonyme de rigueur et d'élaboration objective de la théorie communiste du prolétariat.

[3] 54. Cf. Marx à Fr.-A. Sorge, 19 octobre 1877.

promis avec des médiocrités, à Berlin (par le truchement de Most) avec Dühring et ses « admirateurs », et ailleurs avec toute une bande d'étudiants et de docteurs super-intelligents qui veulent donner au socialisme un tour « supérieur, idéal », en substituant à la base matérialiste (qui réclame une étude sérieuse et objective, si l'on veut opérer à partir d'elle) leurs fétiches de la Justice, de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité. Le Dr Höchberg, qui édite la *Zukunft*, est un représentant de cette tendance ; il a « acheté » sa place dans le parti – je suppose dans les intentions les plus sublimes, mais je me fiche des « intentions ». Rarement quelque chose de plus misérable que son programme de la *Zukunft* n'a vu la lumière du jour avec plus de « modestie prétentieuse ».

Quant aux ouvriers, lorsqu'à l'instar de Monsieur Most et consorts ils abandonnent leur métier pour devenir des *littérateurs de profession*, ils créent chaque fois des ravages « théoriques » et sont toujours disposés à s'associer avec la caste des prétendus « gens cultivés ». Or, précisément, ce qui nous a coûté plusieurs décennies de travail et de peine énormes pour balayer hors de l'esprit des ouvriers allemands et ce qui leur donnait un poids théorique (et donc pratique aussi) supérieur à celui des Français et des Anglais, à savoir le socialisme *utopique* et les jeux d'imagination sur les constructions futures de la société, c'est ce qui s'étale de nouveau dans notre presse et sous une forme plus creuse, non seulement si on la compare à celle des grands utopistes français et anglais, mais même avec Weitling. Il est évident que l'utopisme, qui *avant* le temps du socialisme matérialiste et critique renfermait ce dernier en germe, ne peut plus être, s'il revient *par la suite*, que niais, insipide et de fond en comble réactionnaire.

Le *Vorwärts* semble avoir comme principe essentiel ces derniers temps de ne publier que ce que les Français appellent de la « copie », et ce, d'où qu'elle vienne. Par exemple, dans les derniers numéros, un gaillard qui ne connaît pas l'A.B.C. de l'économie politique s'est mis à faire de grotesques révélations sur les « lois » des crises : il ne nous révèle que son propre effondrement « intérieur » [1]. Il y a ensuite ce futé polisson de Berlin à qui l'on permet de faire imprimer aux frais du « peuple souverain » ses pensées hétérodoxes sur l'Angle-

---

Dans ce passage, Marx explique que les ouvriers qui jouent à l'intellectuel dans le parti peuvent devenir au moins aussi perméables aux idées bourgeoises que les transfuges des classes cultivées. La raison en est qu'il importe peu quelle soit l'origine de celui qui accède à la culture, dès lors que « les idées dominantes sont celles de la bourgeoisie ». Le seul moyen de préserver de l'influence bourgeoise aussi bien les intellectuels issus des universités que des rangs ouvriers, c'est de les soumettre aux méthodes de travail rigoureuses et objectives de la classe ouvrière ainsi qu'au but spécifique, révolutionnaire, du socialisme scientifique, soit à l'analyse scientifique. Ce qu'il faut éviter, comme le fit Marx, c'est de former un corps de littérateurs de *profession*, où se perdent aussi bien les militants issus du prolétariat que des autres classes sociales.

[1] Le Vorwärts avait publié les 5 et 7 octobre 1877 un article intitulé « Les Conséquences du grand krach ». Fr.-A. Sorge apprit à Marx, dans sa lettre du 19 juillet 1877, que Karl-Daniel-Adolph Douai en était l'auteur.

terre et les niaiseries panslavistes les plus plates dans une série d'articles qui n'ont ni queue ni tête.

C'en est plus qu'assez !

... Ces prétendus « éléments cultivés » sont en réalité de parfaits ignorants et des philanthropes qui se rebellent de toutes leurs forces contre l'étude [1]. Contrairement aux vœux de Marx et en dépit des avertissements que je prodigue depuis de longues années, on ne les a pas seulement admis dans le parti, mais on leur a encore réservé les candidatures au Reichstag...

... On veut fonder un organe officiel du parti à Zurich – le *Sozialdemokrat* –, et la direction, sous le très haut contrôle de ceux de Leipzig, doit en être confiée aux Allemands de Zurich (Höchberg, Bernstein et Schramm), dont je ne peux vraiment pas dire qu'ils m'inspirent confiance [2]. En effet, ne trouve-t-on pas de fort curieuses choses dans la revue sociale et scientifique du *Jahrbuch,* éditée par Höchberg, qui fait partie de ces Allemands. D'après ce qu'on y lit, le parti aurait eu tort de se présenter comme un parti *ouvrier* ; il se serait attiré lui-même la loi anti-socialiste en raison de ses *attaques inutiles* contre la bourgeoisie ; en outre, il ne s'agit pas de faire la révolution, mais de suivre un *long* processus pacifique, etc. Ces lâchetés absurdes apportent évidemment de l'eau au moulin de Most, et il se met en devoir de les exploiter, comme tu as pu le voir dans les derniers numéros de la *Freiheit.*

Ceux de Leipzig nous ont demandé de collaborer au nouvel organe, et nous avions effectivement accepté ; mais lorsque nous avons appris à qui devait en revenir la direction immédiate, nous avons décliné leur offre – et depuis la parution de ce *Jahrbuch* nous avons complètement coupé les relations avec ces gens qui veulent introduire de telles niaiseries et de telles méthodes de lèche-cul dans le parti : Höchberg et ses compères. Ceux de Leipzig ne tarderont pas à remarquer quels alliés ils se sont dégotés là. De toute façon, il va bientôt être temps d'intervenir contre ces philanthropiques grands et petits bourgeois, ces étudiants et docteurs qui se faufilent dans le parti allemand et qui veulent diluer la lutte de classe du prolétariat contre ses oppresseurs en une institution générale de fraternisation entre les hommes – et ce au moment même où les bour-

---

[1] Cf. Engels à A. Bebel, 6 juin 1884.

[2] Cf. Engels à J. Ph. Becker, 8 septembre 1879.
Engels souligne ici le danger que font courir au parti, et par son intermédiaire aux masses révolutionnaires, les intellectuels issus d'autres classes : non seulement les idées des classes dominantes qu'ils ont ingurgitées dans les écoles et universités bourgeoises, mais encore tout leur mode de vie matériel les incitent à diffuser les idées dominantes du capitalisme dans la presse que leur savoir-faire met tout naturellement sous leur influence. Ils flattent de la sorte toutes les tendances à l'accommodation au mode de vie et de pensée bourgeois qui peuvent surgir dans les masses, et notamment dans l'aristocratie ouvrière qui en a le plus de moyens et bénéficie de conditions plus favorables pour déployer une activité politique que les couches profondes, plus pauvres et plus exploitées, du prolétariat.

geois, avec lesquels on voudrait que nous fraternisions, nous déclarent hors la loi, anéantissent notre presse, dispersent nos réunions et nous livrent à l'arbitraire policier sans phrase. Il n'est pas concevable que les ouvriers allemands marchent dans ce genre d'affaire.

... C'est un phénomène inévitable et inhérent au cours historique que des individus ayant appartenu jusqu'alors à la classe dominante se rallient au prolétariat en lutte et lui apportent des éléments de formation théorique [1]. C'est ce que nous avons expliqué déjà dans le *Manifeste communiste*. Cependant, il convient de faire deux observations à ce sujet :

Premièrement : ces gens, pour être utiles au mouvement prolétarien, doivent vraiment lui apporter des éléments de formation d'une valeur réelle. Or, ce n'est pas du tout le cas de la grande majorité des convertis bourgeois allemands. Ni la *Zukunft* ni la *Neue Gesellschaft* n'ont apporté quoi que ce soit qui ait pu faire avancer d'un seul pas notre mouvement : les éléments de formation réels d'une authentique valeur théorique ou pratique y font totalement défaut. Au contraire, ces revues cherchent à mettre en harmonie les idées socialistes, grossièrement assimilées avec les opinions théoriques les plus diverses que ces messieurs ont ramenées de l'université ou d'ailleurs, et dont l'une est plus confuse que l'autre, étant donné le processus de décomposition que traversent actuellement les vestiges de la philosophie allemande. Au lieu de commencer par étudier sérieusement la nouvelle science, chacun préfère la retoucher pour la faire concorder avec les idées qu'il a reçues, se fabriquant en un tour de main sa petite science privée à lui, avec la prétention affichée de l'enseigner aux autres. C'est ce qui explique qu'on trouve parmi ces messieurs presque autant de points de vue que de têtes. Au lieu d'apporter la clarté sur tel ou tel point, ils ne font qu'y mettre la pire des confusions par bonheur, presque uniquement dans leur milieu. Le parti peut parfaitement se passer de tels éléments de formation théorique, dont le premier principe est d'enseigner ce qu'ils n'ont même pas appris.

Deuxièmement : lorsque ces individus venant d'autres classes se rallient au mouvement prolétarien, la première chose qu'il faut exiger d'eux, c'est qu'ils n'apportent avec eux aucun vestige de leurs préjugés bourgeois, petits-bourgeois, etc., mais qu'ils s'approprient sans réserve les conceptions prolétariennes. Or ces messieurs ont démontré qu'ils sont enfoncés jusqu'au cou dans les idées bourgeoises et petites-bourgeoises. Dans un pays aussi petit-bourgeois que l'Allemagne, ces conceptions ont certainement leurs raisons d'être, mais uniquement *hors* du parti ouvrier social-démocrate. Que ces messieurs se rassemblent en un parti social-démocrate petit-bourgeois, c'est leur droit le plus parfait. On pourrait alors traiter avec eux et, selon le cas, mettre

[1] Cf. circulaire de Marx-Engels à A. Bebel, W. Liebknecht, W. Bracke – d'après le brouillon, écrit à la mi-septembre 1879 (extrait).

sur pied un cartel avec eux, etc. S'il y a des raisons de les tolérer pour l'instant, nous avons l'obligation de les *tolérer* seulement, sans leur confier aucune charge ni influence dans la direction du parti, en étant parfaitement conscient que la rupture avec eux ne peut être qu'une question de temps. Au demeurant, il semble bien que ce moment soit venu. Nous ne comprenons pas que le parti tolère plus longtemps dans son sein les auteurs de cet article. Si la direction du parti tombait peu ou prou entre les mains de cette sorte de gens, le parti se déviriliserait tout simplement et, sans tranchant prolétarien, il n'existe plus.

Nos gars en Allemagne sont vraiment magnifiques, depuis que la loi contre les socialistes les a libérés de tous ces messieurs les « cultivés » qui tentaient avant 1878 de jouer aux maîtres d'école chez les ouvriers avec leur ignare confusion universitaire, ce à quoi trop de chefs se sont prêtés hélas trop facilement [1]. Ces habitudes pourries ne sont certes pas encore totalement éliminées, mais le mouvement est tout de même revenu dans une voie nettement révolutionnaire. Ce qu'il y a de fameux chez nos gars, c'est que les masses sont de loin meilleures que presque tous les chefs, et maintenant que la loi contre les socialistes force les masses à prendre elles-mêmes le mouvement en main et que l'influence des chefs est réduite à un minimum, tout est meilleur que jamais.

... Les nouvelles [du *Sozialdemokrat*] sur l'incident des « chefs » en Allemagne nous ont vivement intéressés [2]. Je n'ai jamais dissimulé qu'à mon avis, en Allemagne, les masses étaient bien meilleures que messieurs les chefs – surtout depuis que, grâce à la presse et à l'agitation, le parti est devenu une vache à lait qui les approvisionne en bon beurre, même après que Bismarck et la bourgeoisie aient subitement tué cette vache. Les mille existences qui ont été brusquement ruinées de ce fait ont le malheur personnel de n'être pas plongées dans une situation directement révolutionnaire, mais d'être frappées d'interdiction et mises au ban. Autrement, nombre de ceux qui pleurent misère seraient déjà passés dans le camp de Most, puisqu'ils trouvent que le *Sozialdemokrat* est trop docile. La plupart d'entre eux sont restés en Allemagne et se trouvent le plus souvent dans des localités passablement réactionnaires, où ils sont mis au ban du point de vue social, mais dépendent des philistins pour leur subsistance,

---

[1] Cf. Engels à J. Ph. Becker, 22 mai 1883.
Dans ce passage, Engels explique que moins la bourgeoisie peut corrompre les couches supérieures du prolétariat – qui n'est pas une classe homogène de par les conditions économiques, mais par l'action politique du parti de classe –, plus les couches profondes les plus durement exploitées et les plus radicales ont la parole, pour le plus grand bien de l'action révolutionnaire. Cette constatation, faite par Marx-Engels tout au long de leur vie militante, ne fait que confirmer leur thèse antiéducationniste, selon laquelle les conditions matérielles prévalent sur les manifestations intellectuelles de conscience, les premières dictant les secondes.

[2] Cf. Engels à Eduard Bernstein, 25 janvier 1882.

et beaucoup sont très gangrenés par le philistinisme [1]. Ils fondèrent donc bientôt toutes leurs espérances sur l'abolition de la loi antisocialiste. Il n'est pas étonnant que, sous la pression des philistins, il leur vint l'idée folle – en réalité tout à fait absurde – qu'ils pourraient y arriver en se montrant dociles.

... Ce que vous dites de la responsabilité de Liebknecht dans le rabattage d'éléments petits-bourgeois est depuis longtemps mon avis [2]. Parmi ses nombreuses remarquables caractéristiques, Liebknecht a le défaut de vouloir attirer à toute force des éléments « cultivés » dans le parti ; aux yeux de cet ancien instituteur, rien ne peut être plus grave qu'un ouvrier confondant un « me » avec un « moi » au Reichstag. Nous n'aurions jamais dû présenter aux élections un homme comme Viereck ; il nous a plus mortellement ridiculisé au Reichstag que cent faux « moi » que les Hohenzollern et les maréchaux eux-mêmes perpètrent. Si les « cultivés » et en général ceux qui nous viennent de milieux bourgeois ne se placent pas *entièrement* sur le terrain prolétarien, ils sont pure corruption. En revanche s'ils sont véritablement sur ce terrain, ils sont parfaitement utilisables et les bienvenus [3]...

Il se trouve qu'au premier choc après les attentats et la loi anti-socialiste, les chefs se sont laissés gagner par la panique – ce qui prouve qu'eux-mêmes ont vécu beaucoup trop au milieu des philistins et se trouvent sous la pression de l'opinion petite-bourgeoise. On voulut alors que le parti *paraisse*, sinon *devienne*, tout à fait bourgeois. Cela est heureusement surmonté à présent, mais

[1] En matérialiste conséquent qu'il est, Engels attribue plus d'importance aux conditions matérielles pour déterminer quelle sera l'attitude politique des hommes qu'à leur système d'idées. Un parti, quel qu'il soit, ne saurait s'abstraire des conditions matérielles qui expliquent en dernier ressort ses prises de position politique. Il est indubitable qu'au moment de la crise économique et sociale des années 1920 les partis communistes étaient plus révolutionnaires, en idée comme en pratique, qu'au cours de la longue période de prospérité débilitante pour les ouvriers, parce qu'elle signifie triomphe incontesté de sa Majesté le Capital pour développer sa production ; cf. « Le Parti à contre-courant (1850 à 1863) », in MARX-ENGELS, *Le Parti de classe,* P.C.M., 1973, t. 2, p. 5-78. Seule une politique de fermeté sur les principes permet de limiter *quelque peu* les pressions matérielles des fluctuations de la conjoncture économique, mais l'expérience a montré qu'elle ne résistait guère, surtout dans les partis préoccupés d'avoir de larges effectifs.

[2] Cf. Engels à Eduard Bernstein, 28 février – 1er mars 1883.

[3] Cette appréciation toute relative sur l'origine sociale des individus et leurs idées s'explique chez Engels par son solide sens matérialiste : ce sont les conditions économiques de vie qui déterminent les manifestations intellectuelles des individus, celles-ci ne réagissent sur la base économique que dans certaines conditions toutes matérielles encore. Pour le parti révolutionnaire, la pratique la plus proche de ses principes subversifs se fait au moment des crises économiques et sociales sur la base de fermes principes d'organisation et de théorie, cette conception matérialiste faisant donc aussi sa place au facteur de conscience.

C'est essentiellement la pratique du parti qui détermine sa politique et sa théorie, et rien ne sert de prendre de grandes garanties individuelles, les personnes et leurs idées étant fondamentalement déterminées par l'action révolutionnaire de leur parti. C'est donc dans la rigueur des principes et de l'action du parti anonyme qu'il faut chercher la solution, et non dans les individus particuliers.

les éléments petits-bourgeois qui se sont introduits dans le parti peu avant la loi antisocialiste, notamment les étudiants parmi lesquels prédominent ceux qui ont raté leurs examens, sont toujours là, et il faut les tenir sévèrement à l'œil.

... Avec toutes ses précieuses qualités, Liebknecht est un maître d'école né [1]. S'il arrive qu'un ouvrier dise « me » au lieu de « moi » au Reichstag ou prononce une voyelle latine courte comme si elle était longue et que les bourgeois en rient, alors il est au désespoir. C'est pourquoi il veut avoir des gens « instruits », comme le mou Viereck, qui nous a plus discrédité avec un seul de ses discours au Reichstag que 2 000 faux « moi » n'eussent pu le faire...

Le littérateur que tu m'as tout de même envoyé est, je l'espère, le dernier de cette espèce [2]. Tu ne peux pas ne pas constater toi-même que ces gaillards éhontés abusent de toi. L'homme était tout aussi totalement indécrottable que son ami la grenouille Quarck – et si tous deux vous rejoignent, il ne me restera qu'à m'éloigner davantage de vous. Ne te rendras-tu donc jamais compte que cette racaille à demi-cultivée de littérateurs ne peut que falsifier nos positions et gâcher le parti ? [...]

Ta plus grande peur c'est que l'on choque ces messieurs les philistins. Or il y a des moments où c'est nécessaire, et si l'on ne s'exécute pas, ils deviennent effrontés...

J'ai pu lire les diverses incongruités de Geiser et Frohme ainsi que tes brèves et cinglantes réponses [3]. Toute cette salade nous la devons surtout à Liebknecht et à sa manie de favoriser les écrivassiers de merde cultivés et les personnages occupant des positions bourgeoises, grâce à quoi on peut faire l'important vis-à-vis du philistin. Il est incapable de résister à un littérateur et à un marchand qui font les yeux doux au socialisme. Or ce sont là précisément en

[1] Cf. Engels à August Bebel, 10 mai 1883.
[2] Cf. Engels à Wilhelm Liebknecht, 4 février 1885.
[3] Cf. Engels à August Bebel, 22 juin 1885.
Dans ces divers passages, Engels repousse toute concession au préjugé selon lequel les représentants du parti ouvrier doivent se donner un vernis policé de culture pour faire bonne figure vis-à-vis des représentants des classes dominantes qui monopolisent la culture dans les conditions de classe actuelles.
En toute droite ligne de ce mépris pour la culture, un représentant de la Gauche, à laquelle nous nous rattachons, écrivait lors de la polémique historique de 1912 sur la culture au sein du Parti socialiste italien : « On dit aux prolétaires qu'ils n'ont pratiquement pas le "droit" d'être des militants dans le domaine syndical et parfois même politique, parce qu'ils ne sont pas assez instruits, voire on les écarte de la direction pour ce motif, en cherchant à les faire rougir de leur ignorance, alors qu'il faudrait, au contraire, les convaincre qu'elle est l'une des nombreuses infamies de l'exploitation capitaliste. Qui plus est, l'infériorité intellectuelle de l'ouvrier, qui devrait être un ressort pour le faire se révolter, tout comme son infériorité économique, devient alors une cause d'hésitation et est considérée comme quelque chose de vil. » (Cf. « Le Marxisme et la question philosophique », *Le Fil du temps*, n° 13, chap. « Le Problème de la culture ».

Allemagne les gens les plus dangereux, et depuis 1845 Marx et moi nous n'avons cessé de les combattre. À peine leur ouvre-t-on la porte du parti qu'ils s'y engouffrent et se mettent en avant – et l'on est obligé d'arrondir sans cesse les angles, parce que leur point de vue petit-bourgeois entre à tout moment en conflit avec le radicalisme des masses prolétariennes ou parce qu'ils veulent falsifier les positions de classe...

Bernstein a un esprit théorique très ouvert, et avec cela il a de l'humour et sait répondre du tac au tac, mais il manque encore quelque peu de confiance en lui – ce qui est plutôt rare et est plutôt une chance aujourd'hui, où règne en général la folie des grandeurs, même chez la dernière bourrique qui a fait des études. Kautsky a appris une masse considérable de bêtises dans les universités, mais il se donne le plus grand mal à les désapprendre. Or tous deux peuvent supporter une critique franche, ils ont bien saisi l'essentiel et on peut se fier à eux. Ces deux-là sont de véritables perles, étant donné la nouvelle génération d'affreux littérateurs qui se pendent aux mamelles du parti.

Monsieur Schippel et d'autres littérateurs veulent attaquer la direction du parti et constituer une opposition [1]. C'est ce que l'on ne saurait vraiment pas interdire après l'abolition de la loi antisocialiste. Le parti est si grand qu'une liberté absolue de discussion dans son sein est une nécessité. Il n'est pas possible autrement d'assimiler et de former les nombreux éléments nouveaux qui ont afflué ces trois dernières années et qui parfois sont encore assez verts et bruts. On ne peut pas traiter comme des enfants de l'école le nouveau renfort de 700 000 hommes (en comptant simplement les électeurs) qui nous sont venus ces trois dernières années ; il faut pour cela des discussions et même aussi un peu de chamaillerie – c'est ce qui permet le mieux de surmonter cet état. Le danger de scission n'existe pas le moins du monde : douze années de pression ont amené ce résultat. Mais ces littérateurs superintelligents qui veulent à toute force satisfaire leur colossale folie des grandeurs, intriguer et manœuvrer avec tous les moyens dont ils disposent, apportent à la direction du parti une peine et une irritation auxquelles elle n'est pas habituée, et celle-ci réagit avec une colère plus grande qu'ils ne le méritent.

Vous avez reçu depuis trois ans une masse d'un million en renfort [2]. Ces nouveaux *n'ont pas pu bénéficier d'assez de lecture et d'agitation durant la loi antisocialiste*, afin d'arriver à la hauteur des anciens militants. Nombre d'entre eux n'ont que la bonne volonté et les bonnes intentions, dont l'enfer est pavé, comme on sait. Ce serait miracle s'ils n'avaient pas le zèle intempestif de tous les néophytes. Ils constituent un matériau tout à fait propre à se laisser prendre et à se laisser fourvoyer par les littérateurs et les étudiants qui se pressent maintenant à l'avant-scène et vous font opposition. C'est le cas aussi à Magdebourg,

---

[1] Cf. Engels à Fr.-A. Sorge, 9 août 1890.
[2] Cf. Engels à W. Liebknecht, 10 août 1890.

par exemple. Cela recèle un danger qu'il ne faut pas sous-estimer. Il est clair que vous en viendrez à bout en un tour de main à *ce* congrès, mais préoccupez-vous de ce que des ferments ne soient pas posés pour de *futures* difficultés. Ne faites pas d'inutiles martyrs, montrez que la liberté de critique règne, et s'il faut ficher dehors, alors seulement dans les cas où vous êtes en présence de *faits* tout à fait éclatants et parfaitement démontrables – des faits patents de bassesse et de trahison ! [...]

Que messieurs les littérateurs sachent et admettent que leur « formation académique » – qui nécessite de toute façon une sérieuse révision critique – ne leur confère aucun diplôme d'officier qui leur permettrait d'être élevés à un grade correspondant au sein de notre parti [1] ; que, dans notre parti, chacun doit faire son service à la base ; que des postes de confiance dans le parti ne se conquièrent pas par le simple talent littéraire et les connaissances théoriques, même si les deux conditions sont incontestablement réunies, car il faut encore être familiarisé avec les exigences de la lutte militante, savoir manier les armes les plus diverses dans la pratique politique, inspirer une confiance personnelle, faire preuve d'un zèle et d'une force de caractère à toute épreuve, et enfin s'incorporer docilement dans les rangs de ceux qui combattent. En somme, il faut que ceux qui ont été « formés dans les universités » sachent apprendre davantage des ouvriers que ceux-ci n'ont à apprendre d'eux [2].

---

[1] Cf. Engels à la rédaction du *Sächsische Arbeiter-Zeitung,* in *Sozialdemokrat,* 13 septembre 1890.

Le lecteur trouvera d'autres lettres sur ce sujet dans MARX-ENGELS, *La Social-démocratie allemande,* 10/18, 1975.

[2] Marx-Engels ne cessent de répéter que les « masses sont bien meilleures que les chefs ». Cela s'explique par le fait que ce sont les conditions économiques et sociales de classe qui poussent les masses vers les solutions socialistes, le communisme étant le mouvement auquel tend toute la société dans son évolution économique, avant qu'intellectuelle, dans ce mouvement, où la tête est le résultat le plus fragile et aléatoire. En d'autres termes, l'instinct de classe est, certes, plus brut, mais moins trompeur que la conscience : « La poussée instinctive des masses vers le socialisme devient activité de plus en plus vive, consciente et unitaire. Les masses, bien que moins conscientes que certains chefs, sont cependant meilleures que tous les chefs réunis » (cf. Engels à Kautsky, 3 janvier 1895).

En poursuivant son raisonnement avec conséquence, Engels démontre que l'instinct de classe se fait de moins en moins solide à mesure que l'on s'élève vers les couches plus favorisées du prolétariat, du tréfonds vers la surface : « Le mouvement gagne toujours plus en ampleur et s'empare de couches sans cesse plus profondes, c'est-à-dire les plus basses qui stagnaient jusqu'ici, et le jour n'est pas loin où cette masse *se trouvera soudain elle-même* et où elle prendra conscience en un éclair que c'est elle qui est la masse colossale en mouvement – et à partir de ce moment-là elle réglera son compte en un tour de main à toutes les filouteries et les chamailleries » (cf. Engels à Fr.-A. Sorge, 19 avril 1890).

Dénouement des antagonismes

Retour à la table des matières

L'antagonisme entre la richesse et la valeur apparaît plus tard chez Ricardo sous la forme suivante : la plus-value doit être aussi grande que possible par rapport au produit brut [1]. Ce qui, à son tour, sous cette forme antagonique, signifie que les couches de la société, dont le temps n'est absorbé que partiellement ou pas du tout par la production matérielle, bien qu'elles en jouissent des fruits, doivent être aussi nombreuses que possible par rapport aux classes dont le temps est absorbé tout entier par la production matérielle. Autrement dit, les classes qui jouissent des fruits doivent être aussi nombreuses que possible par rapport aux classes dont le temps est absorbé tout entier par la production matérielle et dont la consommation entre dans les frais de production et n'est qu'une simple condition pour qu'elles servent de bête de somme dans la production. C'est du moins le désir de ne condamner au travail forcé que la partie la plus restreinte possible de la société. Or c'est là le maximum de ce que puisse donner la production capitaliste. C'est ce que souligne aussi notre auteur.

Même si la valeur d'échange disparaît, le temps de travail reste toujours la substance créatrice de la richesse et la mesure des frais qu'en exige la production. Or ce qui constitue la richesse réelle de la société, c'est le temps libre, le temps dont on dispose, soit pour la jouissance des produits, soit pour la libre activité, qui n'est pas, comme le travail, réglementé par un but extérieur qu'il faut exécuter et dont la réalisation est une nécessité naturelle, ou un devoir social.

Il est évident que le temps de travail, dès lors qu'il est ramené à une mesure normale, que je l'occupe pour moi et non plus pour autrui, que l'antagonisme

---

[1] Cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, in *Werke*, 26/3, p. 253.
Les extraits qui suivent forment en quelque sorte la conclusion où se dénouent les antagonismes existant entre travail nécessaire et travail libre, travail manuel et travail intellectuel, misère et richesse, science et ignorance, classe d'ouvriers pauvres et opprimés et classes exploiteuses et jouisseuses. Une juste répartition du temps de travail dans la société fera que chaque individu devra travailler manuellement, de sorte que le poids du travail physique sera diminué au point qu'il restera à tout le monde du temps libre pour se développer et s'épanouir. Ce processus sera engagé par un acte de violence, la dictature du prolétariat, et non par une « campagne culturelle » ou par la diffusion de la Raison ou des Lumières, comme le voulait la révolution bourgeoise : la journée de travail sera diminuée de façon draconienne et généralisée à tous les membres de la société pour aboutir à la transformation du procès de travail et de production. Du même coup, s'opérera une palingénésie ou réappropriation de la science morte dans les machines par les têtes vivantes des humains, avec l'abolition de l'antagonisme actuel entre le travail mort objectivé dans les machines et le travail vivant dans la force de travail humaine.

entre maîtres et serviteurs est aboli, que ce travail devient alors réellement du travail social. Le travail prend alors un caractère tout autre, beaucoup plus libre que le temps disponible qui lui sert de base, bref : le temps de travail d'un homme disposant de temps libre est forcément de qualité plus élevée que le temps de travail d'une simple bête de somme.

C'est précisément grâce à la révolution industrielle que les forces productives du travail humain ont atteint un tel niveau que la possibilité se trouve donnée – pour la première fois depuis qu'il y a des hommes – de produire, en répartissant rationnellement le travail entre tous [1]. Dès lors, on produira assez non seulement pour assurer en abondance la consommation de tous les membres de la société et pour constituer un important fonds de réserve, mais encore pour procurer à chaque individu suffisamment de loisirs afin non seulement de conserver ce qui, dans l'héritage culturel transmis historiquement, mérite de l'être dans la science, l'art, l'urbanité, etc., mais encore sera développé en devenant le bien commun de toute la société et sera développé au lieu d'être le monopole de la classe dominante.

Voici le point décisif de toute la question : dès que les forces productives du travail humain ont atteint ce niveau, il n'existe plus aucun prétexte au maintien d'une classe dominante [2]. Le dernier argument pour défendre les différences de classes n'était-il pas toujours qu'il fallait qu'une classe existât qui n'avait pas à s'exténuer pour produire son entretien quotidien, afin de disposer du temps libre pour effectuer le travail intellectuel dans la société ? La révolution industrielle des cent dernières années a, une fois pour toutes, retiré tout fondement à ce discours grandement justifié par l'histoire jusqu'à ce jour. Le maintien d'une classe dominante se révèle chaque jour davantage un obstacle au développement des forces productives industrielles, ainsi qu'à celui de la science, de l'art et, en particulier, des formes civiles de la vie sociale. Il n'y a jamais eu d'hommes plus grossiers que nos modernes bourgeois [3].

---

1 ENGELS, *La Question du logement,* in *Werke*, 18, p. 220-221.

2 Marx et Engels sont pleinement conscients de ce que les civilisations des sociétés de classes étaient nécessaires (au développement des forces productives des masses) pour aboutir à une société humaine, communiste, où l'individu ne sera plus en guerre contre les autres, ni ne s'épanouira sur le travail et le dénuement d'un autre. C'est ce qui fait dire à Engels que la civilisation bourgeoise devient odieuse et plus dégénérée que celle des sociétés grecque et romaine antiques, dès lors que les *forces productives sont suffisantes pour généraliser à tous les individus les bienfaits créés par le travail* à condition de briser le cycle infernal du capitalisme qui aboutit aux cycles de surproduction et aux guerres de carnage généralisés à son stade impérialiste développé.

3 Cette grossièreté dans la vie de tous les jours va de pair avec le plus grand « raffinement »dans les sentiments et la plus haute élévation d'âme dans la Morale – ce qui fait naître des illusions – répandues par le curé et l'instituteur – jusque dans les classes les plus basses de la société sur la paix et le bonheur qui DEVRAIENT régner, mais qu'on ne peut, bien sûr, réaliser : « On dit de l'enfance que c'est le temps le plus heureux d'une existence. En est-il toujours ainsi ? Non. Peu nombreux ceux dont l'enfance a été heureuse. L'idéalisation de l'enfance trouve son origine dans la vieille littérature des classes privilégiées. Une

III

Formation intellectuelle des travailleurs

L'individu ne cessera de se représenter sa réalisation intégrale comme un idéal ou comme pouvant s'opérer par le truchement de sa profession, etc., qu'à partir du moment où le monde qui pousse et sollicite l'individu à développer véritablement ses facultés sera passé sous le contrôle des individus eux-mêmes – comme le veulent les communistes.

MARX-ENGELS, *L'Idéologie allemande.*

L'homme social, synthèse et somme de l'évolution de toute la nature

Retour à la table des matières

Chez les animaux domestiques, que le contact familier avec les hommes a portés à un développement supérieur, on peut observer chaque jour des traits de malice qui se situent tout à fait au même niveau que ceux que nous observons chez les enfants [1]. En effet, de même que l'histoire de l'évolution de l'em-

enfance assurée de tout et, de surcroît, une enfance sans nuage dans les familles traditionnellement riches et instruites, toute de caresses et de jeux, reste dans la mémoire collective comme un îlot inondé de bonheur à l'orée du chemin de la vie... L'immense majorité des gens, si seulement ils jetaient un coup d'œil en arrière, apercevraient au contraire une enfance sombre, mal nourrie, *asservie. La vie porte, de nos jours, ses coups sur les faibles – et qui donc est plus faible que les enfants ?* » (Cf. TROTSKI, *Mein Leben,* Fischer-Verlag, 1974, p. 15.)

[1] Cf. ENGELS, *Le Rôle du travail dans la transformation du singe en l'homme,* in *Werke,* 20, p. 323.
Dans ce passage fondamental, Engels rappelle que l'individu traverse dans le ventre de sa mère tous les stades de l'évolution du règne animal jusqu'à l'enfant de l'homme. Il est donc

bryon humain dans le ventre de sa mère ne représente qu'une répétition en raccourci de l'histoire de millions d'années d'évolution physique de nos ancêtres animaux, de même l'évolution intellectuelle de l'enfant est une répétition, seulement plus ramassée encore, de l'évolution intellectuelle de ses ancêtres, du moins des derniers. L'ensemble de l'action méthodique de tous les animaux n'a pas réussi à marquer la nature du sceau de leur volonté. Pour cela il a fallu l'homme.

Les lacunes de la paléontologie se comblent de plus en plus en obligeant même les plus récalcitrants à reconnaître qu'il existe un parallélisme frappant entre la genèse du monde organique dans son ensemble et celle de l'organisme de l'individu – ce qui donnait un fil d'Ariane qui devait conduire la botanique et la zoologie hors du labyrinthe dans lequel elles s'étaient enfoncées de plus en plus [1].

Fruits empoisonnés de la division du travail

Retour à la table des matières

Dans la coopération simple, de même que dans la manufacture, le corps des ouvriers en activité est une simple forme d'existence du capital [2]. Le méca-

---

scientifiquement établi que l'homme est potentiellement cet être universel que réalisera la société communiste, par l'éducation de ses sens, développés intégralement jusqu'à coïncider avec le développement même atteint par la société entière.

En ce sens, l'« éducation » aura une base scientifique et s'intégrera dans les sciences de la nature, dont l'industrie humaine est le laboratoire – et ce sera consciemment que les jeunes générations montantes d'hommes passeront, au cours de leur formation, du niveau de l'instinct et de l'intuition aux plus hautes conquêtes scientifiques, esthétiques et humaines de la société dans laquelle elles vivront.

1 Cf. ENGELS, introduction à *La Dialectique de la nature*, in *Werke*, 20, p. 319.

2 Cf. MARX, *Le Capital*, I, extrait de *Werke*, 23, p. 381-385.

Marx commence par dresser l'historique des mutilations physiques et intellectuelles subies par les ouvriers avant de tracer les grandes lignes de la formation qu'il propose comme transition au socialisme sur la base même de l'industrie qui provoque aujourd'hui l'aliénation des travailleurs.

Il met en évidence d'abord les conditions matérielles que la bourgeoisie prépare aux ouvriers depuis l'époque où les travailleurs furent dépouillés de leurs moyens de production, puis de leur savoir-faire artisanal pour être soumis à la mutilation et à l'abrutissement dans les manufactures par de fastidieuses opérations de détail.

Durant toute la période manufacturière où le capital a un besoin toujours plus important de « bras », la bourgeoisie voit d'un mauvais œil l'enseignement élémentaire des jeunes générations d'esclaves salariés et pose toutes les entraves possibles à leur scolarisation.

Une fois que, sous la pression des nécessités économiques du machinisme et des dures luttes de masses, l'enseignement deviendra inéluctable, il servira, selon l'expression de Marx de « couverture à des manœuvres réactionnaires », les bribes de savoir dispensées aux jeunes générations ouvrières étant tout justes bonnes à les soumettre sans défense à la délétère idéologie bourgeoise de résignation.

nisme social de production, composé des nombreux ouvriers individuels qui remplissent une fonction partielle, appartient au capitaliste. En conséquence, la force productive jaillissant de cette combinaison des travaux apparaît aussi comme celle du capital.

La manufacture proprement dite ne soumet pas seulement le travailleur, autrefois indépendant, aux ordres et à la discipline du capital, mais établit encore une gradation hiérarchique parmi les ouvriers eux-mêmes. Alors qu'en général la coopération simple laisse pratiquement inchangé le mode de travail de l'individu, la manufacture le révolutionne de fond en comble et attaque à sa racine la force de travail. Elle mutile le travailleur et en fait un monstre, en cultivant comme en serre-chaude sa dextérité de détail, en réprimant tout un monde de dispositions et de facultés productrices, à l'instar de ce qui se pratique dans les États de la Plata, où l'on tue une bête entière pour la dépouiller de sa peau et de son suif.

Ce n'est pas seulement le travail qui est divisé et subdivisé en petites pièces de détail partiel entre les divers individus, c'est l'individu lui-même qui est morcelé et transformé en rouage automatique d'une opération exclusive [1] – et l'on trouve réalisée la fable absurde de Menenius Agrippa [2] représentant un homme comme fragment de son propre corps [3].

À l'origine, l'ouvrier vend au capital sa force de travail, parce que les *moyens matériels pour la production* d'une marchandise lui manquent. Maintenant, sa force de travail individuelle refuse tout service si elle ne s'est pas aliénée. Elle ne peut plus fonctionner désormais que dans un réseau qui n'existe qu'après sa vente, dans l'atelier du capitaliste. Dès lors qu'il a été rendu incapable d'accomplir, selon sa constitution naturelle, une tâche indépendante, l'ouvrier de la manufacture ne développe plus que des activités productives comme pur et simple *appendice* accessoire de l'atelier du capitaliste [4]. De même que le

---

[1] « Chaque artisan [...] qui fut mis en état par la praxis de se parfaire dans une opération de détail [...] devint un ouvrier bon marché. » Cf. URE, *op. cit.*, p. 19. (Note de Marx.)
Dugald Stewart appelle les ouvriers de manufacture « des automates vivants... employés dans les détails d'un ouvrage » (op. *cit.*, t. VIII, p. 318). (Note de Marx.)

[2] En 494 av. J.-C., un premier grand heurt se produisit entre patriciens et plébéiens. Selon la légende, Menenius Agrippa parvint à ramener la conciliation chez les révoltés, en leur racontant la fable de l'estomac. La rébellion des plébéiens pouvait, selon lui, se comparer au refus des membres du corps humain de laisser arriver la nourriture à l'estomac, ce qui pourrait avoir pour conséquence ... que les autres membres du corps social dépérissent également.

[3] Chez les coraux, chaque individu est l'estomac de son groupe ; mais cet estomac procure des aliments à toute la communauté, au lieu de lui en dérober, comme le faisait le patriciat romain. (Note de Marx.)

[4] « L'ouvrier qui domine tout un métier, peut aller travailler partout et trouver le moyen de subsister ; l'autre (l'ouvrier des manufactures) n'est qu'un accessoire qui, séparé des autres ouvriers de la fabrique, n'a plus ni capacité, ni indépendance, et qui se trouve donc forcé

peuple élu portait écrit sur son front qu'il était la propriété de Jéhovah, de même la division du travail imprime à l'ouvrier de la manufacture comme au fer rouge le sceau qui en fait la propriété du capital.

Les connaissances, l'intelligence et la volonté que le paysan et l'artisan indépendants déploient -même si ce n'est que sur une petite échelle –, à peu près comme le sauvage pratique tout l'art de la guerre sous forme d'astuce personnelle, ne sont désormais requises que pour le corps collectif de l'atelier. Les puissances intellectuelles de la production élargissent leur échelle d'un seul côté, parce qu'elles disparaissent de tous les autres. Ce que les ouvriers parcellaires perdent se concentre en face d'eux et contre eux dans le capital [1].

La division manufacturière du travail a pour effet d'opposer aux ouvriers les puissances intellectuelles de la production comme propriété d'autrui et pouvoir qui les domine. Cette scission commence à poindre dans la coopération simple, où le capitaliste représente, en face du travailleur isolé, l'unité et la volonté du corps collectif de travail ; elle se développe dans la manufacture, qui mutile le travailleur en le transformant en ouvrier partiel, et elle s'achève enfin dans la grande industrie, qui sépare la science de l'ouvrier et en fait une force productive indépendante du travail pliée au service du capital [2].

Dans la manufacture, l'enrichissement du travailleur collectif, c'est-à-dire du capital, en forces productives sociales a pour condition le dépouillement du travailleur de ses forces productives individuelles.

« L'ignorance est la mère de l'industrie, aussi bien que de la superstition. La réflexion et l'imagination sont sujettes à l'erreur ; mais l'habitude de mouvoir le pied ou la main ne dépend ni de l'une ni de l'autre. C'est pourquoi les manufactures prospèrent le plus là où l'on raisonne le moins et où l'on se passe de l'intelligence, si bien que l'atelier peut être considéré comme une machine, dont les parties sont des hommes [3]. »

---

d'accepter la loi qu'on juge à propos de lui imposer. » Cf. STORCH, *Op. cit.*, éd. de Pétersbourg, 1815, t. I, p. 204. (Note de Marx.)

[1] A. FERGUSON, *op. cit.*, trad. fr., 1783, t. II, p. 135, 136 : « L'un peut avoir gagné ce que l'autre a perdu. » (Note de Marx.)

[2] « Lhomme de science et l'ouvrier productif sont séparés l'un de l'autre par un très large fossé, et la science, au lieu d'animer les mains de l'ouvrier en multipliant ses propres forces productives à son avantage, s'est presque partout tournée contre lui [...]. La connaissance devient un instrument susceptible d'être opposé au travail, quand elle a été séparée de lui. » Cf. W. THOMPSON, *An Inquiry into the Principles of the Distribution of Wealth*, London, 1824, p. 274. (Note de Marx.)

[3] A. FERGUSON, *op. cit.*, p. 134-135. (Note de Marx.)

Et de fait, vers le milieu du XVIIIe siècle, un certain nombre de manufactures employaient de préférence des ouvriers idiots pour certaines opérations simplifiées représentant des secrets de fabrique [1].

« L'intelligence de la grande majorité des hommes, dit A. Smith, se forme nécessairement à partir de leurs occupations ordinaires. Un homme qui passe toute sa vie à effectuer un très petit nombre d'opérations simples [...] n'a pas l'occasion de développer son intelligence ni d'exercer son imagination [...], et devient en général aussi stupide et aussi ignorant qu'il soit possible à une créature humaine de le devenir [2]. »

Après avoir décrit l'état d'hébétude obtuse de l'ouvrier parcellaire, A. Smith poursuit : « L'uniformité de sa vie figée corrompt naturellement son courage intellectuel [...] elle ruine même son énergie physique et corporelle, et le rend incapable de déployer sa force avec vigueur et persévérance en dehors des opérations de détail auxquelles on l'a dressé. Ainsi, la dextérité dans sa besogne particulière semble acquise aux dépens de ses facultés intellectuelles, de ses vertus sociales, et de ses dispositions guerrières. Or, cet état est celui dans lequel l'ouvrier pauvre (*the labouring poor*), c'est-à-dire la grande masse du peuple, doit tomber nécessairement dans toute société industrielle et civilisée [3]. »

---

[1] J. D. TUCKET, *A History of the Past and Present State of the Labouring Population*, London, 1846, t. I, p. 149. (Note de Marx.)

[2] Smith ne met pas simplement en évidence le cynisme de l'économie politique bourgeoise vis-à-vis des ouvriers, mais montre encore, en fin connaisseur, que *l'exploitation physique du travail produit nécessairement l'abrutissement intellectuel*, les deux étant liés. Les choses n'ont pas changé depuis l'aube de l'industrie capitaliste ; au contraire, avec l'exploitation aggravée des ouvriers, leur abrutissement n'a fait que croître dans *l'état normal* de l'industrie, comme cela saute aux yeux dans les pays capitalistes développés après vingt ans de prospérité bourgeoise. C'est se moquer du monde que de parler de « culture ouvrière » ou de « littérature prolétarienne ». Aucun parti ouvrier ne rassemblera jamais assez d'argent et d'institutions dans la société capitaliste pour donner une « base matérielle » à une telle « culture ». En fait, la base matérielle réelle du niveau « culturel » de la classe ouvrière est constituée par la production capitaliste tout entière et ses institutions nécessaires au maintien du système d'exploitation.

Au reste, les dernières décennies de folle prospérité capitaliste ont définitivement démontré l'inanité de ces concepts. Il n'y a pas d' « éducation ouvrière » à revendiquer au plan intellectuel et culturel sous le capitalisme. Les vertus ouvrières que Marx a mises en évidence sont liées à la mission révolutionnaire du prolétariat, et culminent toutes dans la crise catastrophique et antagonique au capitalisme. Elles surgissent lors des secousses sismiques qui ébranlent la société, en 1848, en 1871, 1917, etc. Il faut distinguer radicalement entre culture (individuelle) des ouvriers, et conscience collective de classe (de l'avant-garde et des masses laborieuses).

[3] A. SMITH, *Wealth of Nations*, livre V, chap. I, art. 11. En sa qualité d'élève de A. Ferguson qui avait mis en lumière les conséquences funestes de la division du travail, Adam Smith savait fort bien à quoi s'en tenir sur cette question. Au commencement de son ouvrage alors qu'il célèbre *ex professo* la division du travail, il se contente de la mentionner en passant comme la source des inégalités sociales. Dans le dernier tome de son ouvrage sur les revenus de l'État, il reproduit les idées de Ferguson. Dans *Misère de la philosophie*, etc., j'ai déjà expliqué suffisamment le rapport historique entre Ferguson, A. Smith, Lemontey et Say,

Pour porter remède à la complète atrophie de la grande masse du peuple qui résulte de la division du travail, A. Smith suggère d'administrer avec prudence, à doses homéopathiques, l'instruction élémentaire aux frais de l'État. Son traducteur et commentateur français, G. Garnier, qui tout naturellement devait devenir sénateur sous le Premier Empire, a fait preuve de logique en combattant cette idée, parce que, disait-il, elle était en contradiction avec les *premières* lois de la division du travail, et l'adopter eût été « proscrire tout notre système social ».

« Comme toutes les autres divisions du travail, disait-il, celle entre le travail *mécanique* et le travail *intellectuel* [1] se prononce d'une manière plus forte et plus tranchante à mesure que la société avance vers un état plus opulent. (Garnier applique le mot société d'une manière très correcte au capital, à la propriété foncière et à l'État qui est *leur.*) Cette division, comme toutes les autres, est un effet des progrès passés et une cause des progrès à venir. [...] Le gouvernement doit-il donc travailler à contrarier cette division de *travail,* et à la retarder dans sa marche naturelle ? Doit-il employer une portion du revenu public pour tâcher de confondre et de mêler deux classes de travail qui tendent d'elles-mêmes à se diviser [2] ? »

Une certaine atrophie du corps et de l'esprit est inséparable de la division du travail dans la société. Mais du fait que la période manufacturière pousse beaucoup plus loin cette division sociale des branches de l'activité et qu'en même temps, par la division qui lui est propre, elle attaque l'individu à la racine même de sa vie, c'est elle qui, la première, fournit la matière et l'impulsion à une pathologie industrielle [3].

---

pour ce qui regarde leur critique de la division du travail, et j'ai démontré en même temps, pour la première fois, que la division manufacturière du travail est une forme spécifique du mode de production capitaliste. (Note de Marx.)

On trouvera cette démonstration dans *Misère de la philosophie,* Ed. sociales, Paris, 1946, p. 101.

[1] Ferguson dit déjà : « L'art de penser, dans une période où tout est séparé, peut lui-même former un métier particulier » (*op. cit.*, trad. fr., t. II, p. 136). (Note de Marx.)

[2] G. GARNIER, t. V de sa traduction, p. 2-5. (Note de Marx.)

[3] Ramazzini, professeur de médecine et praticien à Padoue, publia en 1713 son ouvrage : *De morbis artificum,* traduit en français en 1777, réimprimé en 1841 dans *l'Encyclopédie des sciences médicales. Auteurs classiques* (7e div., t. XII, p. 165, n. 26.) Son catalogue des maladies des ouvriers a été naturellement très allongé dans la période de la grande industrie. Voir entre autres : *Hygiène physique et morale de l'ouvrier dans les grandes villes en général, et dans la ville de Lyon en particulier,* par le Dr A. L. Fonteret, Paris, 1858 ; *Die Krankheiten, welche verschiedenen Ständen, Altern und Geschlechtern eigenthümlich sind,* Ulm, 1860, 6 vol., et l'ouvrage d'Edouard REICH, M.D., *Ueber den Ursprung der Entartung des Menschen,* Erlangen, 1868. La *Society of Arts* nomma en 1854 une commission d'enquête sur la pathologie industrielle. La liste des documents rassemblés par cette commission se trouve dans le catalogue du *Twickenham Economic Museum.* Les rapports officiels anglais sur la santé publique ont une grande importance. (Note de Marx.)

« Subdiviser un homme, c'est l'exécuter s'il a mérité une sentence de mort, mais c'est l'assassiner, s'il ne la mérite pas. La division du travail est l'assassinat d'un peuple [1]. »

La base capitaliste de l'éducation de l'avenir

Retour à la table des matières

Si minces que paraissent dans leur ensemble les articles de la loi *de fabrique sur l'éducation,* ils proclament néanmoins l'instruction primaire comme condition obligatoire du travail des enfants [2]. Leur succès était la première démonstration de la possibilité d'unir l'enseignement et la gymnastique avec le travail manuel, et, *vice versa,* le travail manuel avec l'enseignement et la gymnastique [3].

En consultant les maîtres d'école, les inspecteurs de fabrique reconnurent bientôt que les enfants des fabriques qui fréquentent seulement pendant une moitié du jour apprennent autant que les élèves réguliers, souvent même davantage.

« Et la raison en est simple. Ceux qui ne sont retenus qu'une demi-journée à l'école sont toujours frais, dispos et ont plus d'aptitude et de meilleure volonté pour profiter des leçons. Dans le système mi-travail mi-école, chacune des deux occupations repose et délasse de l'autre, et l'enfant se trouve mieux que s'il était cloué constamment à l'une d'elles. Un garçon qui est assis sur les bancs

---

[1] Cf. D. URQUHART, *Familiar Words,* London, 1855, p. 119. Hegel avait des opinions hérétiques sur la division du travail. « Par hommes cultivés – dit-il dans sa *Philosophie du droit,* 3e partie, 2e section, § 187 – on doit d'abord entendre ceux qui peuvent faire tout ce que *font* les autres. » (Note de Marx.)

[2] Cf. MARX, *Le Capital* I, in *Werke,* 23, p. 507-508, et 510-513.
Dans ce chapitre, Marx évoque le mouvement économique qui suscite, au début révolutionnaire du capitalisme, le programme d'éducation qui prépare le plein épanouissement de l'homme d'éducation qui prépare le plein épanouissement de l'homme sous le socialisme. Contrairement aux utopistes qui liaient l'éducation à un travail productif suranné (artisanal) ou partiel (agricole), Owen a lié l'éducation au travail productif dans la manufacture moderne. Marx, lui, fait partir son système du développement des réalités de la grande industrie tout entière, puis de sa palingénésie dans le communisme, où l'homme se sera approprié de nouveau les sciences objectivées et mortes aujourd'hui dans les machines, afin de dominer et façonner selon ses besoins variés la production et la nature, en s'épanouissant lui-même à l'échelle de la société et de ses puissances productives.

[3] *D'après la loi de fabrique anglaise,* les parents ne peuvent envoyer leurs enfants au-dessous de quatorze ans dans les fabriques « contrôlées » sans leur faire donner en même temps l'instruction élémentaire. Le fabricant est responsable de l'exécution de la loi. « L'éducation de fabrique est obligatoire, elle est une condition du travail. » Cf. *Rapport...* octobre 1865, p. 11. (Note de Marx.)

depuis le matin de bonne heure, surtout par un temps chaud, est incapable de rivaliser avec celui qui arrive tout dispos et allègre de son travail [1]. »

On trouve des arguments supplémentaires à ce sujet dans le discours de Senior au congrès sociologique d'Édimbourg en 1863. Il y démontre, entre autres, combien la journée d'école prolongée, unilatérale et improductive des enfants des classes moyennes et supérieures augmente inutilement le travail des instituteurs, « en faisant non seulement perdre sans fruit aux enfants leur temps, leur santé et leur énergie, mais encore en les ravageant de manière absolument nocive [2] ».

Comme on peut l'observer jusque dans les détails chez Robert Owen, le système de fabrique a fait naître le germe de l'éducation de l'avenir, qui combinera pour tous les enfants au-dessus d'un certain âge le travail productif avec l'instruction et la gymnastique, non seulement comme méthode d'accroître la production sociale, mais comme la seule et unique méthode de produire des hommes développés dans tous les sens.

On a vu que la grande industrie supprime techniquement la division manufacturière du travail, où un homme tout entier est, sa vie durant, enchaîné à une opération de détail, mais en même temps sa forme capitaliste reproduit cette division du travail de façon plus monstrueuse encore : dans sa fabrique proprement dite, en transformant l'ouvrier en accessoire conscient d'une machine partielle ; partout ailleurs, elle amène au même résultat, soit en introduisant l'emploi sporadique de machines et du travail à la machine, soit en introduisant

---

1 Cf. *Rapport... loc. cit.*, p. 118. Un fabricant de soie déclare naïvement aux commissaires d'enquête de la *Child. Employment Com. :* « Je suis convaincu que le véritable secret de la production d'ouvriers habiles consiste à faire marcher ensemble dès l'enfance le travail et l'instruction. Naturellement le travail ne doit ni exiger trop d'efforts, ni être répugnant ou malsain. Je désirerais que mes propres enfants pussent partager leur temps entre l'école d'un côté et le travail de l'autre, » Cf. *Child. Employment Com. V Rep.*, p. 82, n. 36. (Note de Marx.)

2 SENIOR, *Report of Proceedings...* VII[e] congrès annuel de la *National Association for the promotion of social Sciences,* p. 66.

Pour juger combien, à un certain degré de son développement, la grande industrie, en bouleversant le mode de production matériel et les rapports sociaux de production, révolutionne également les esprits, il suffit de comparer le discours de N. W. Senior en 1863 avec sa philippique contre la législation de fabrique de 1833, ou confronter les opinions du congrès que nous venons de citer avec le fait que, dans certaines parties de l'Angleterre, il est encore défendu aux parents pauvres de faire instruire leurs enfants sous peine de mourir de faim. Il est d'usage, par exemple, dans le Somersetshire – ainsi que le rapporte M. Snelle –, que toute personne qui réclame une assistance à la paroisse doive retirer ses enfants de l'école. Ainsi, M. Wollaston, pasteur à Feltham, cite des cas où tout secours a été refusé à certaines familles « parce qu'elles envoyaient leurs enfants à l'école » ! (Note de Marx.)

le travail des femmes, des enfants et de non-qualifiés comme base nouvelle de la division du travail [1].

La contradiction entre la division manufacturière du travail et la nature de la grande industrie se manifeste par des phénomènes de violence, entre autres par le fait atroce qu'une grande partie des enfants employés dans les fabriques et les manufactures modernes reste soudée indissolublement, dès l'âge le plus tendre et pendant des années entières, aux manipulations les plus simples, sans apprendre le moindre travail qui permette de les employer utilement plus tard, fût-ce dans cette même fabrique ou manufacture. Dans les typographies anglaises, par exemple, les apprentis s'élevaient peu à peu, conformément au système de l'ancienne manufacture et du métier, des travaux les plus simples aux travaux les plus complexes. Ils parcouraient plusieurs stages avant d'être typographes accomplis. Savoir lire et écrire était pour tous une exigence professionnelle. La machine à imprimer a changé tout cela. Elle emploie deux sortes d'ouvriers : un adulte qui la surveille et deux jeunes garçons, âgés, pour la plupart, de onze à dix-sept ans, dont la besogne exclusive est de glisser dans la machine une feuille de papier ou de la retirer dès qu'elle est imprimée. Ils s'acquittent de cette opération fastidieuse, à Londres notamment, quatorze, quinze et seize heures de suite, pendant quelques jours de la semaine, et souvent trente-six heures consécutives avec deux heures seulement de répit pour le repas et le sommeil [2]. La plupart ne savent pas lire, et ce sont, en général, des créatures à moitié sauvages et abruties : « Leur travail n'exige aucune espèce de préparation intellectuelle ; ils ont peu d'occasion d'exercer leur habileté et encore moins leur jugement ; leur salaire, quoique assez élevé pour des garçons de leur âge, ne croît pas en proportion de l'âge ; et peu d'entre eux ont la perspective d'obtenir le poste mieux rétribué et plus digne de surveillant, parce que la machine ne réclame le plus souvent pour quatre aides qu'un surveillant [3]. »

Quand ils deviennent trop « vieux » pour leur besogne enfantine, c'est-à-dire vers leur dix-septième année, on les congédie et ils deviennent autant de

---

[1] Là où des machines de type artisanal actionnées par la force de l'homme sont en concurrence directe ou indirecte avec des machines plus développées, c'est-à-dire mues par une force motrice mécanique, un grand changement a lieu pour le travailleur qui actionne la machine. À l'origine, la machine à vapeur remplaçait l'ouvrier ; maintenant, c'est lui qui doit remplacer la machine. C'est pourquoi la tension et la dépense de sa force de travail deviennent monstrueuses, et combien doivent-elles l'être pour les adolescents condamnés à cette torture ! Le commissaire Longe a trouvé à Coventry et dans les environs des garçons de dix à quinze ans employés à tourner des métiers à rubans, sans parler d'enfants plus jeunes qui avaient à tourner des métiers de moindre dimension. « C'est un travail extraordinairement pénible ; le garçon sert simplement à remplacer la force de la vapeur. » (*Child. Empl. Comm. V Rep.*, 1866, p. 114, n. 6.) Sur les conséquences meurtrières de « *ce système d'esclavage* », ainsi que le nomme le rapport officiel, cf. *loc. cit.*, et pages suivantes. (Note de Marx.)

[2] *Ibid.*, p. 3, n. 24. (Note de Marx.)

[3] *Ibid.*, p. 7, n. 60. (Note de Marx.)

recrues du crime. Leur ignorance, leur grossièreté et leur dégradation physique et intellectuelle ont fait échouer les quelques essais tentés pour les occuper ailleurs.

Ce qui est vrai de la *division manufacturière du travail au sein de l'atelier* l'est également de la *division du travail au sein de la société.* Tant que l'artisanat et la manufacture forment la base générale de la production sociale, la subordination du travailleur à une branche exclusive de la production, et la destruction de la variété originelle de ses aptitudes et de ses occupations [1] peuvent être considérées comme des nécessités du développement transitoire de l'histoire. Sur cette base, chaque industrie trouve empiriquement la forme technique qui lui correspond le mieux, la perfectionne peu à peu, et se fige sitôt qu'elle a atteint un certain degré de maturité. Ce qui de temps en temps provoque des changements, c'est, outre la nouvelle matière du travail fournie par le commerce, la transformation graduelle de l'instrument de travail. Celui-ci aussi, dès qu'il a acquis une forme plus ou moins convenable, se fossilise et se transmet souvent pendant des siècles d'une génération à l'autre.

Un fait des plus caractéristiques, c'est que jusqu'au XVII^e^ siècle les métiers portaient le nom de mystères [2], dans les ténèbres desquels seul l'individu initié pratiquement et professionnellement était en droit de pénétrer.

La grande industrie a arraché le voile qui dérobait aux regards des hommes le fondement matériel de leur vie, leur propre procès de production sociale. Jusqu'à l'époque manufacturière, les différentes branches de métier, issues spontanément de la division du travail social, formaient les unes vis-à-vis des autres autant d'enclos qu'il était défendu au profane de franchir. Elles gardaient avec une jalousie inquiète les secrets de leur routine professionnelle, dont la théorie restait une énigme même pour les initiés. Le principe de l'industrie mo-

---

1 D'après le *Statistical Account,* dans certaines localités de haute Écosse, un grand nombre de bergers et de petits paysans vivaient avec femme et enfants. Ils étaient tous chaussés de souliers qu'ils avaient faits eux-mêmes, après en avoir tanné le cuir, vêtus d'habits qu'aucune autre main que la leur n'avait touchés, dont la matière était empruntée à la laine tondue par eux sur les moutons ou au lin qu'ils avaient eux-mêmes cultivé. Dans la confection de leurs vêtements, il était à peine entré un article acheté, à l'exception des alènes, des aiguilles, des dés et de quelques parties de l'outillage en fer employé pour le tissage. Les femmes avaient extrait elles-mêmes des couleurs d'arbustes et de plantes indigènes, etc. Cf. Dugald STEWART, *Works,* éd. Hamilton, t. VIII, p. 327-328. (Note de Marx.)

2 Dans le célèbre *Livre des métiers* d'Étienne Boileau, on trouve entre autres prescriptions celle-ci : « Tout compagnon, lorsqu'il est reçu dans l'ordre des maîtres, doit prêter serment d'aimer fraternellement ses frères, de les soutenir, chacun dans l'ordre de son métier, c'est-à-dire de *ne point divulguer volontairement les secrets du métier*. Il doit aussi jurer qu'il ne fera point connaître à l'acheteur, pour faire valoir ses marchandises, les défauts de celles mal confectionnées par les autres, dans l'intérêt commun de la corporation. » Cf. *Règlements sur les arts et métiers de Paris, rédigés au XIIIe siècle et connus sous le nom de Livre des métiers,* publié par G.B. Depping, Paris, 1837 : les serments des différents métiers. (Note de Marx.)

derne est de considérer chaque procédé en lui-même et de l'analyser dans ses mouvements constituants, indépendamment de leur exécution par la force musculaire ou l'aptitude manuelle de l'homme. C'est ainsi que se développe la science toute moderne de la technologie. Elle réduisit les éléments, bigarrés, pittoresques, fossilisés et sans lien apparent entre eux, du procès de production de la société antérieure à des applications, consciemment planifiées et systématiquement distinctes selon l'effet utile recherché, de la science de la nature.

La technologie découvrit le petit nombre de formes *fondamentales* du mouvement, dans lesquelles toute action productive de l'homme se résout nécessairement, malgré la diversité des instruments employés, de même que le machinisme le plus compliqué ne cache que le jeu de lois mécaniques simples [1].

L'industrie moderne ne considère et ne traite jamais comme définitif le mode actuel d'un procédé ou la forme donnée d'un procès de production. Sa base technique est donc révolutionnaire, alors que celle de tous les modes de production antérieurs était essentiellement conservatrice [2]. Avec les machines, les procédés chimiques et d'autres méthodes, elle bouleverse, en même temps que la base technique de la production, les fonctions des travailleurs et les combinaisons sociales du procès du travail. Elle ne cesse ainsi de révolutionner

---

[1] Pour arriver à cette conclusion révolutionnaire, selon laquelle les machines se ramènent à quelques lois mécaniques simples, si bien qu'elles réduisent tout au travail simple et permettent l'abolition de la division du travail jusqu'au niveau de l'individu qui pourra FAIRE tout ce que font les autres, Marx s'est astreint à un énorme travail de recherche et de compilation : cf. les manuscrits des cahiers V, XIX et XX de 1861-1863, ainsi que ses cahiers d'extraits des mêmes années. Marx résume ses conclusions sur la logique des inventions successives du mouvement mécanique qui renverse tous les préjugés actuels sur les apports énormes qu'aurait fait l'époque capitaliste moderne dans sa lettre à Engels du 28 janvier 1863, où il explique en outre : « Lors de ma première élaboration, j'ignorais certaines questions curieuses. Pour me clarifier les idées, j'ai relu entièrement mes cahiers d'extraits sur la technologie et j'ai suivi les cours (travaux pratiques et expériences seulement) du prof. Willis (Jermynstreet, l'institut de géologie, où Huxley a tenu lui aussi ses conférences) à l'intention des ouvriers […]

Pour les mathématiciens purs, ces questions sont indifférentes, mais elles deviennent importantes dès lors qu'il s'agit de *démontrer la connexion entre les rapports sociaux de l'humanité et l'évolution de ces modes de production matériels.* (Cf. Karl MARX, Friedrich ENGELS, *Correspondance,* Éditions du progrès, Moscou, 1971.)

[2] « La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production et par là même les rapports de la production et tout l'ensemble des rapports sociaux. La première condition d'existence de toutes les classes industrielles précédentes était, en revanche, la conservation immuable de leur mode traditionnel de production. Ce qui distingue donc l'époque bourgeoise de toutes les précédentes, c'est le révolutionnement incessant de la production, l'ébranlement continuel de toutes les situations sociales, l'agitation et l'incertitude perpétuelles. Toutes les institutions figées, rouillées, pour ainsi dire, se dissolvent avec leur cortège d'idées et de traditions que leur antiquité rendait respectables, toutes les nouvelles s'usent avant d'avoir pu se consolider. Tout ce qui paraissait solide et établi s'évapore, tout ce qui passait pour saint est profané, et les hommes sont enfin forcés d'envisager d'un œil froid leurs diverses positions dans la vie et leurs rapports réciproques. » (F. ENGELS, Karl MARX, *Manifeste du parti communiste,* London, 1848, p. 5.)

la division du travail au sein de la société, et lance sans interruption des masses de capitaux et d'ouvriers d'une branche de production dans une autre [1].

La nature même de la grande industrie détermine le changement dans le travail, la fluidité des fonctions, la mobilité universelle du travailleur. Mais, d'autre part, elle reproduit, sous sa forme capitaliste, l'ancienne division du travail avec ses particularités ossifiées. Nous avons vu que cette contradiction absolue entre les nécessités techniques de la grande industrie et les caractères sociaux qu'elle revêt dans le système capitaliste, supprime tout répit, toute stabilité et sérénité dans les conditions de vie du travailleur, et le menace à tout moment de lui retirer des mains les moyens de subsistance en l'empêchant d'accéder aux moyens qui lui permettent de travailler [2] et en le rendant superflu par la suppression de sa fonction parcellaire. Nous savons aussi que cet antagonisme fait naître la monstruosité d'une armée industrielle de réserve, tenue dans la misère, afin d'être toujours disponible pour la demande capitaliste ; qu'il aboutit aux hécatombes périodiques de la classe ouvrière, à la dilapidation la plus effrénée des forces de travail et aux ravages de l'anarchie sociale, qui fait de chaque progrès économique une calamité publique. C'est là le côté négatif.

Aujourd'hui la variation dans le travail s'impose uniquement à la façon *d'une loi physique* irrésistible, dont l'action, en se heurtant partout à des obstacles [3], les brise aveuglément. Cependant, les catastrophes mêmes que suscite la grande industrie font qu'il devient une question de vie ou de mort que l'on reconnaisse le caractère varié du travail et, par conséquent, le plus grand développement possible en tous sens des diverses aptitudes du travailleur, comme une loi générale de la production moderne, et que l'on adapte ces conditions de fait à la réalité de tous les jours. C'est une question de vie ou de mort de substituer à la monstruosité d'une surpopulation ouvrière, tenue en réserve et toujours disponible pour les besoins changeants de l'exploitation du capital,

[1] Dans le capitalisme développé où nous vivons maintenant, ce mouvement est bien moins apparent parce que l'appareil productif est devenu sénile comme le mode de production capitaliste tout entier. Ce sont surtout les travailleurs étrangers immigrés qui forment la masse mobile dont Marx parle ici. En outre, la mécanisation, voire l'automation réduit, sinon les échanges de capitaux, du moins les échanges de masses considérables d'ouvriers.

[2] « Tu prends ma vie si tu me ravis les moyens par lesquels je vis. » (SHAKESPEARE, *Le Marchand de Venise*, acte IV, sc. 1, v. 375-376.) (Note de Marx.)

[3] Un ouvrier français écrit à son retour de San-Francisco : « Je n'aurais jamais cru que je fusse capable d'exercer tous les métiers que j'ai faits en Californie. J'étais fermement convaincu que hors de l'imprimerie, je n'étais bon à rien du tout. [...] Une fois au milieu de ce monde d'aventuriers qui changent de métier plus facilement que de chemise, ma foi ! j'ai fait comme les autres. Le métier de mineur ne me rapportant pas assez, je suis allé à la ville où j'ai fait tantôt de la typographie, tantôt de la charpenterie, etc. La profession de plombier-zingueur n'est pas celle qui m'a le moins rapporté. [...] Cette expérience [...] m'a donné la conviction qu'en aucune circonstance je ne me tiendrais pour sérieusement embarrassé, si le travail d'une profession quelconque venait à me manquer. Je me sens moins mollusque et beaucoup plus homme !... » (Cf. A. CORBON, *De l'enseignement professionnel*, Paris, 1860, 2e éd., p. 50.) (Note de Marx.)

l'homme qui soit absolument disponible pour les exigences variables du travail ; la grande industrie oblige la société sous peine de substituer à l'individu morcelé, porte-douleur d'une fonction productive de détail, l'individu intégralement développé qui sache tenir tête aux exigences les plus diversifiées du travail de ses diverses capacités naturelles ou acquises.

Les institutions qui se sont spontanément développées sur la base sans cesse révolutionnée par le procès de la grande industrie, ce sont, d'une part, les *écoles polytechniques et agronomiques*, et, d'autre part, les *écoles d'enseignement professionnel*, dans lesquelles on enseigne aux enfants des ouvriers quelques notions de technologie ainsi que le maniement pratique de divers instruments employés dans la production [1]. Si la législation de fabrique, comme première concession arrachée à grand-peine au capital, ne combine que l'instruction élémentaire avec le travail de fabrique, il ne fait aucun doute que la conquête inévitable du pouvoir politique par la classe ouvrière va introduire aussi l'enseignement de la technologie, pratique et théorique, dans les écoles des ouvriers [2]. De même il est hors de doute que *de tels ferments de transformation* [3], dont le terme final est la suppression de l'ancienne division du travail, *se trouvent en contradiction flagrante avec le mode capitaliste de l'industrie* et les conditions économiques de l'ouvrier qui lui correspondent. Cependant, le développement des antagonismes immanents à la forme capitaliste actuelle est la seule voie historique réelle qui conduise à leur dissolution et à leur métamorphose : tel est le secret du mouvement historique que les doctrinaires, optimistes ou socialistes, ne veulent pas comprendre.

---

[1] La version française de Roy diffère sensiblement de cette phrase centrale de ce chapitre. Elle dit en effet : « La bourgeoisie, qui en créant pour ses fils les écoles polytechniques, agronomiques, etc., ne faisait pourtant qu'obéir aux tendances intimes de la production moderne, n'a donné aux prolétaires que l'ombre de *l'enseignement professionnel.* »

[2] John Bellers, un véritable phénomène dans l'histoire de l'économie politique, s'était rendu compte à la fin du XVII^e siècle, avec une clarté parfaite de la nécessité d'abolir le système actuel d'éducation et la division du travail, qui engendrent l'hypertrophie et l'atrophie des deux extrêmes de la société. Il dit fort bien entre autres : « Apprendre dans l'oisiveté ne vaut guère mieux que d'apprendre l'oisiveté. [...] Le travail du corps a été institué à l'origine par Dieu [...]. Le travail est aussi nécessaire au corps pour le maintenir en santé que la nourriture pour le maintenir en vie ; la peine qu'un homme s'épargne en prenant ses *aises*, il la retrouvera en *malaises.* Le travail remet de l'huile dans la lampe de la vie ; la pensée y met la flamme. Une occupation sotte des enfants [John Bellers pressent ici les mièvreries de Basedow et de ses initiateurs modernes] rend niais l'esprit des enfants. » Cf. John BELLERS, *Proposals for raising a College of Industry of all useful Trades and Husbandry*, London, 1696, p. 12, 14, 16, 18. (Note de Marx.)

[3] Fidèle à son schéma historique de la dictature du prolétariat comme phase nécessaire du passage au socialisme au travers de ses différents stades successifs, Marx précise ici qu'il s'agit d'un système non pas définitif du communisme, mais tout à fait transitoire, et c'est pourquoi il parle de ces « écoles des ouvriers » qui sont les *ferments* de la transformation dont le terme final est l'abolition de toute division du travail et donc de toutes les classes, même ouvrière. Ce passage ne donne donc pas le système final de l'éducation dans la société communiste : ce n'est qu'un point de départ.

Nec sutor ultra crepidam ! Savetier, reste à ta savate ! Ce *nec plus ultra* de la sagesse de l'artisan et de la manufacture est devenu *folie* et malédiction au jour où l'horloger Watt découvrit la machine à vapeur, le barbier Arkwright le métier continu, et l'orfèvre Fulton le bateau à vapeur.

Par la réglementation qu'elle impose aux fabriques, aux manufactures, etc., la législation de fabrique n'apparaît que comme une première intervention dans les droits d'exploitation du capital. En revanche, toute réglementation du prétendu travail à domicile [1] se présente comme une intrusion directe dans la *patria potestas,* en phrase moderne, *l'autorité des parents,* et les délicats membres du Parlement anglais ont longtemps affecté de reculer avec horreur devant cet attentat contre la sainte institution de la famille. Néanmoins, par la force des choses, il fallut en fin de compte reconnaître qu'en sapant les fondements économiques de la famille ouvrière, la grande industrie en a dissous aussi les rapports familiaux. Et il fallut proclamer un droit des enfants. On lit à ce sujet dans le rapport final de la *Child. Empl. Commission* publié en 1866 : « Il résulte hélas de l'ensemble des dépositions des témoins que les enfants des deux sexes n'ont contre personne autant besoin de protection que contre leurs parents. » Le système de l'exploitation délimité du travail des enfants en général et du travail à domicile en particulier « ... se perpétue par l'autorité arbitraire et funeste, sans frein et sans contrôle, que les parents exercent sur leurs jeunes et tendres rejetons. [...] Les parents ne doivent pas disposer du pouvoir absolu de transformer leurs enfants en pures machines, à seule fin d'en tirer par semaine tant et tant de salaire. [...] Les enfants et les adolescents ont droit à la protection de la loi contre l'abus de l'autorité parentale qui ruine prématurément leur énergie physique et les fait tomber au bas de l'échelle des êtres moraux et intellectuels [2] ».

Ce n'est pas cependant l'abus de l'autorité parentale qui est la source de l'exploitation directe ou indirecte de l'enfance, mais c'est l'exploitation capitaliste qui, en abolissant la base économique qui lui correspondait, en a fait un abus [3].

---

[1] 1re éd. allemande du *Capital* : ce genre de travail se fait aussi, la plupart du temps, dans de *petits ateliers,* comme nous l'avons vu, pour la fabrication des dentelles et le tressage de la paille, et comme on pourrait aussi le montrer plus particulièrement, en prenant pour exemple les manufactures métallurgiques de Sheffield, Birmingham, etc. (Note de Marx.)

[2] *Child. Empl. Comm. V Rep.,* p. XXV, n. 162 ; *II Rep.,* p. XXXVIII, n. 285, 289 ; p. XXV ; XXVI, n. 191. (Note de Marx.)

[3] Dans la version française du *Capital,* la phrase suivante est intercalée ici dans le texte : « Du reste, la législation de fabrique n'est-elle pas l'aveu officiel que la grande industrie a fait de l'exploitation des femmes et des enfants par le capital, de ce dissolvant radical de la famille ouvrière d'autrefois, une nécessité économique, l'aveu qu'elle a converti l'autorité paternelle en un appareil du mécanisme social destiné à fournir, directement ou indirectement, au capitaliste les enfants du prolétaire, lequel, sous peine de mort, doit jouer son rôle d'entremetteur et de marchand d'esclaves ? Aussi, tous les efforts de cette législation ne prétendent-ils qu'à réprimer les excès de ce système d'esclavage.

Si terrible et si écœurante que puisse apparaître aujourd'hui la dissolution de la famille traditionnelle au sein du système capitaliste, il n'en demeure pas moins qu'en assignant en dehors de la sphère bornée du foyer, un rôle décisif aux femmes, aux adolescents et aux enfants des deux sexes, dans des procès de production socialement organisés, la grande industrie a créé la nouvelle base économique sur laquelle s'élèvera une forme supérieure de la famille et des relations entre les deux sexes. Il est naturellement aussi absurde de considérer comme absolu et définitif la forme germano-chrétienne de la famille que ses formes orientale, grecque et romaine, lesquelles constituent d'ailleurs entre eux autant d'échelons de développement d'une succession historique. Il est non moins évident que la composition du personnel ouvrier combiné dans la fabrique à partir d'individus des deux sexes et des âges les plus divers, même si dans sa forme capitaliste brutale où elle est née spontanément est une source empoisonnée de corruption et d'esclavage, le travailleur étant là pour le procès de production et non le procès de production pour le travailleur, devra se convertir en son contraire, en source d'un développement humain [1], dès lors que les conditions correspondantes en seront créées [2].

La nécessité de faire d'une loi d'exception pour les filatures et les tissanderies mécaniques, ces premiers-nés de l'industrie mécanique, une loi générale, étendue à toute la production sociale, est née – comme on l'a vu – du cours historique même de la grande industrie, dont la base implique le bouleversement complet de la forme traditionnelle de la manufacture, de l'artisanat et du travail domestique, tout comme l'artisanat se transformera sans cesse en manufacture, et celle-ci en fabrique, tandis qu'à la fin la sphère de l'artisanat et du travail domestique devient – en un espace de temps merveilleusement court relativement – un antre de peine et de tortures où l'exploitation capitaliste fête ses bacchanales les plus infernales en toute liberté. Ce sont à la fin deux circonstances qui sont décisives : premièrement, l'expérience sans cesse répétée, selon laquelle le capital, à peine est-il tombé sous le contrôle de l'État ne serait-ce qu'en des points isolés de la périphérie sociale, se dédommage à un degré d'autant plus démesuré à d'autres ; deuxièmement, le cri lancé par les capitalistes eux-mêmes en faveur de conditions égales de concurrence, c'est-à-dire de limi-

[1] « Le travail de fabrique peut être pur et bienfaisant comme l'était jadis le travail domestique, et même à un plus haut degré. » Cf. *Reports of 31 st Oct. 1865,* p. 127. (Toutes les notes jusqu'à la page 222 sont de Marx.)

[2] Dans l'édition Roy, ce passage est rendu par la phrase suivante : « Même la composition du travailleur collectif par individus de deux sexes et de tout âge, cette source de corruption et d'esclavage sous le règne capitaliste, porte en soi les germes d'une nouvelle évolution sociale. Dans l'histoire, comme dans la nature, la pourriture est le laboratoire de la vie. » (Cf. Ed. sociales, livre I, t. 2, p. 168.)

tations légales à l'exploitation du travail. On trouve là-dessous de nombreux documents dans les rapports des inspections de fabriques [1].

Écoutons à ce sujet deux cris partis du cœur. MM. W. Cooksley (fabricants de clous, de chaînes, etc., à Bristol) avaient adopté volontairement les prescriptions de la loi de fabrique : « Cependant, comme l'ancien système irrégulier se maintient dans les fabriques voisines, ils sont exposés au désagrément de voir les jeunes garçons qu'ils emploient attirés (*enticed*) ailleurs à une nouvelle besogne après six heures du soir. C'est là, s'écrient-ils naturellement, une injustice à notre égard et, de plus, une perte pour nous, car cela épuise une partie des forces de notre jeunesse, dont le profit entier nous revient [2]. »

M. J. Simpson (fabricant de boîtes et de sacs de papier à Londres) déclare aux commissaires de la *Child. Empl. comm.* :

« ... qu'il veut bien signer toute pétition pour l'introduction des lois de fabrique. Mais dans l'état actuel, après la fermeture de son atelier, il se sent mal à l'aise, et son sommeil est troublé par la pensée que d'autres font travailler plus longtemps et lui enlèvent les commandes à sa barbe [3]. »

« Ce serait une injustice à l'égard des grands employeurs de main-d'œuvre, dit en conclusion la commission d'enquête, que de soumettre leurs fabriques à la réglementation, tandis que dans la même branche d'affaires, la petite industrie n'aurait à subir aucune limitation légale du temps de travail. Les grands fabricants n'auraient pas seulement à souffrir de cette inégalité dans les conditions de la concurrence au sujet des heures de travail, mais leur personnel de femmes et d'enfants serait en outre détourné à leur préjudice vers les ateliers épargnés par la loi. Enfin, cela pousserait à la multiplication des petits ateliers qui, presque sans exception, sont les moins favorables à la santé, au confort, à l'éducation et en général à la promotion du peuple [4]. »

---

[1] Ce passage est transmis comme suit dans l'édition Roy : « La nécessité de généraliser la loi de fabrique, de la transformer, d'une loi d'exception pour les filatures et les tissanderies mécaniques en loi de la production sociale, s'imposait à l'Angleterre, comme on l'a vu, par la réaction que la grande industrie exerçait sur la manufacture, le métier et le travail à domicile contemporains.
« Les barrières mêmes que l'exploitation des femmes et des enfants rencontra dans les industries *réglementées* poussèrent à l'exagérer d'autant plus dans les industries soi-disant *libres.* » (*Ibid.*)
Enfin, les « réglementés » réclament hautement l'égalité légale dans la concurrence, c'est-à-dire dans le droit d'exploiter le travail.

[2] *Child. Empl. Comm. V Rep.*, p. X, n. 35.

[3] *Ibid.*, p. IX, n. 26.

[4] *Ibid.*, p. XXV, n. 165-167. Sur les avantages de la grande industrie comparée à la petite, cf. *Child. Empl. Comm. III Rep.*, p. 13, n. 144 ; p. 26, n. 125 ; p. 27, n. 140, etc.

La commission propose, dans son rapport final de 1866, de soumettre à la loi de fabrique plus de 1 400 000 enfants, adolescents et femmes, dont la moitié environ est exploitée par la petite industrie et le travail à domicile : « Si le Parlement, dit-elle, acceptait notre proposition dans toute son étendue, il est hors de doute qu'une telle législation exercerait l'influence la plus salutaire, non seulement sur les jeunes et les faibles dont elle s'occupe en premier lieu, mais encore sur la masse bien plus considérable des ouvriers adultes qui directement (les femmes) et indirectement (les hommes) tombent dans sa sphère d'action. Elle leur imposerait des heures de travail régulières et modérées ; elle économiserait et accumulerait les réserves d'énergie physique dont dépend leur bien-être aussi bien que la prospérité du pays ; elle préserverait la génération nouvelle des efforts excessifs qui, dans un âge encore tendre, minent leur constitution et entraînent sa ruine prématurée ; elle offrirait enfin aux enfants, du moins jusqu'à leur treizième année, une instruction élémentaire qui mettrait fin à cette ignorance incroyable, dont les rapports de la commission présentent une si fidèle peinture et qu'on ne peut envisager sans une véritable douleur et un profond sentiment d'humiliation nationale [1]. »

Vingt-quatre années auparavant, une autre commission d'enquête sur le travail des enfants était déjà parvenue à ces conclusions. Lors du discours de la couronne le 25 février 1867, le ministre conservateur annonça qu'il avait formulé en *lois* les propositions de la commission d'enquête sur l'industrie. Il avait encore fallu pour cela une nouvelle expérimentation *in corpore vile* longue de vingt ans. En effet, en 1840 une commission parlementaire avait été nommée pour enquêter sur le travail des enfants. Selon les termes de N. W. Senior, ce rapport brossa « le tableau le plus affreux que le monde n'ait jamais vu de la cupidité, de l'égoïsme et de la cruauté des capitalistes et des parents, de la misère, de la dégradation et de la ruine des enfants et des adolescents [...]. C'était à croire que le rapport décrivait les horreurs d'une époque reculée [...]. Hélas, il existe de nombreux témoignages selon lesquels les horreurs continuent à durer – et plus intenses que jamais [...]. Les abus dénoncés en 1842 sont aujourd'hui (octobre 1863) en pleine floraison [...]. Le rapport de 1842 fut empilé avec d'autres documents, sans qu'on en prît autrement note, et il resta là vingt années entières pendant lesquelles ces enfants élevés sans avoir la moindre idée de ce que nous appelons la morale, sans instruction, sans religion, sans avoir connu les sentiments naturels de l'amour familial purent devenir les pères de la génération actuelle [2]. »

Dans l'intervalle, les conditions sociales avaient changé. Le Parlement n'osait plus débouter par une simple fin de non-recevoir les propositions de la commission d'enquête de 1863 comme il l'avait fait avec celles de la commission de 1842. C'est pourquoi dès 1864, alors que la nouvelle commission

---

[1] *Child. Empl. Comm. V Rep.*, 1866, p. XXV, n. 169.
[2] SENIOR, *op. cit.*, p. 55-58

n'avait encore publié qu'une partie de son rapport, les manufactures d'articles de terre (y inclus les poteries), de tentures, d'allumettes chimiques, de cartouches, de capsules et la coupure de la futaine furent soumises à la législation en vigueur pour les fabriques textiles. Lors du discours de la couronne du 25 février 1867, le ministère tory d'alors annonça d'autres lois puisées dans les propositions ultérieures de la commission qui avait fini ses travaux en 1866.

Le 15 août 1867, fut promulguée la loi pour l'extension des lois de fabrique, et, le 21 août, la loi pour la réglementation des ateliers, l'une ayant trait à la grande industrie, l'autre à la petite.

La première réglemente les hauts fourneaux, les usines de fer et de cuivre, les fonderies, les usines de fabrication de machines à l'aide de machines, les fabriques de gutta-percha et de papier, les verreries, les manufactures de tabac, les imprimeries (y inclus celles des journaux), les ateliers de relieurs, et enfin *tous les établissements industriels* sans exception, dans lesquels cinquante individus ou davantage sont simultanément occupés, au moins pour une période de cent jours dans le cours de l'année.

Pour donner une idée de l'extension de la sphère d'application de la *loi pour la régularisation des ateliers,* nous en citerons les articles suivants :

« Art. 4. *Par métier,* on entend tout travail manuel exercé comme profession ou dans un but lucratif qui concourt à faire un article quelconque ou une partie d'un article, à le modifier, le réparer, l'orner, lui donner le fini, ou à l'adapter de toute autre manière pour la vente.

Par *atelier,* on entend toute espèce de chambre ou de local, soit couvert, soit en plein air, où un "métier" quelconque est exercé par un enfant, un adolescent ou une femme, et où la personne par laquelle l'enfant, l'adolescent ou la femme est *employé* a le droit d'accès et de direction.

Par être *employé,* on entend être occupé dans un "métier" quelconque, moyennant salaire ou non, sous un patron ou *sous un parent.*

Par *parents,* on entend père, mère, tuteur, ou autre personne ayant sous sa garde ou sous sa direction un enfant ou adolescent. »

L'art. 7 renferme des clauses pénales pour l'emploi d'enfants, d'adolescents ou de femmes en contravention à cette loi et soumet à des amendes non seulement le patron, parent ou non, mais encore « *le parent* ou la personne qui tire un bénéfice direct du travail de l'enfant, de l'adolescent ou de la femme, ou qui l'a sous son contrôle ».

La loi concernant les grands établissements, le *Factory Acts Extension Act*, est en retrait sur la loi de fabrique par une foule d'exceptions vicieuses et de lâches compromis avec les capitalistes.

La *loi de réglementation des ateliers*, misérable dans tous ses détails, resta lettre morte entre les mains des autorités municipales et locales chargées de son exécution. Quand, en 1871, le Parlement leur retira ce pouvoir pour le conférer aux inspecteurs de fabrique, au ressort desquels il joignit ainsi d'un seul coup plus de cent mille ateliers et trois cents briqueteries, on prit bien soin de n'ajouter que *huit subalternes* à leur corps administratif, déjà beaucoup trop faible [1].

Ce qui nous frappe donc dans la législation anglaise de 1867, c'est, d'un côté, la nécessité imposée au Parlement des classes dirigeantes d'adopter un principe des mesures si extraordinaires et sur une si large échelle contre les excès de l'exploitation capitaliste, et, de l'autre côté, l'hésitation, la répugnance et la mauvaise foi avec lesquelles il les traduisit alors dans les faits.

La commission d'enquête de 1862 avait proposé aussi une nouvelle réglementation de l'industrie minière, qui se distingue de toutes les autres industries parce que les intérêts du propriétaire foncier (*landlord*) et de l'entrepreneur capitaliste s'y donnent la main. L'antagonisme de ces deux intérêts avait été favorable à la législation de fabrique, et par contre son absence suffit pour expliquer les lenteurs et les faux-fuyants de la législation sur les mines.

La commission d'enquête de 1840 avait fait des révélations si terribles, si révoltantes et avait suscité un tel scandale en Europe que, par acquit de conscience, le Parlement passa la loi sur les mines de 1842, où il se borna à interdire le travail sous terre, à l'intérieur des mines, aux femmes et aux enfants au-dessous de dix ans.

Une nouvelle loi sur l'inspection des mines, de 1860, prescrit que les mines seront inspectées par des fonctionnaires publics, spécialement nommés à cet effet, et que les jeunes garçons de dix à douze ans ne pourront être employés qu'à la condition d'être munis d'un certificat d'instruction ou de fréquenter l'école pendant un certain nombre d'heures. Cette loi resta sans effet à cause de l'insuffisance dérisoire du personnel des inspecteurs, des limites étroites de leurs pouvoirs et d'autres circonstances qu'on verra dans la suite.

---

[1] Le personnel de l'inspection de fabrique se composait de deux inspecteurs, deux inspecteurs adjoints et quarante et un sous-inspecteurs. Huit sous-inspecteurs supplémentaires furent nommés en 1871. Tout le budget de cette administration, qui embrasse l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande, ne s'élevait en 1871-72 qu'à 25 347 livres sterling, y inclus les frais légaux causés par les poursuites judiciaires contre les violations de la loi de fabrique. (Note de Marx.)

Un des derniers livres bleus sur les mines : *Report from the select committee on Mines... together with... Evidence,* 13 juillet 1866, est l'œuvre d'une commission parlementaire choisie dans le sein de la Chambre des communes et autorisé à citer et à interroger des témoins. C'est un fort in-folio où le rapport de la commission ne remplit que cinq lignes pour faire saisir que la commission n'a rien à dire et qu'il lui faut interroger de nouveaux témoins ! Le reste consiste en interrogatoires des témoins.

Ce type d'interrogatoire évoque les *cross examinations* (interrogatoires contradictoires) des témoins devant les tribunaux anglais où l'avocat, par des questions impudentes, imprévues, équivoques, embrouillées, faites à tort et à travers, cherche à intimider, à surprendre, à confondre le témoin et à distordre les mots qu'il lui a arrachés. En l'espèce, les avocats, ce sont les enquêteurs parlementaires eux-mêmes, parmi lesquels des propriétaires et des exploiteurs de mines ; les témoins, ce sont surtout les mineurs des houillères. Toute cette farce est trop caractéristique de l'esprit du capital pour que nous ne donnions pas quelques extraits de ce rapport. Pour abréger, nous les avons rangés par catégorie. Bien entendu, la question et la réponse correspondante sont numérotées dans les livres bleus anglais. [...]

L'éducation. Les ouvriers des mines réclament, comme dans les fabriques, une loi pour *l'instruction obligatoire* des enfants. Ils déclarent que les clauses de la loi de 1860, qui exigent un certificat de scolarité pour l'emploi de garçons de dix à douze ans, sont parfaitement illusoires. Mais voilà où l'interrogatoire « détaillé » des juges d'instruction capitalistes devient réellement drôle.

« – N° 115 : Contre qui la loi est-elle le plus nécessaire ? Contre les entrepreneurs ou contre les parents ? – Contre les deux. – N° 116 : Plus contre ceux-ci que contre ceux-là ? – Comment pourrais-je répondre à cela ? – N° 137 : Les entrepreneurs montrent-ils le désir d'organiser les heures de travail de manière à favoriser la fréquentation de l'école ? – Jamais. – N° 211 : Les ouvriers des mines améliorent-ils après coup leur instruction ? – Ils se dégradent généralement et prennent de mauvaises habitudes ; ils s'adonnent au jeu et à la boisson et se perdent complètement. – N° 454 : Pourquoi ne pas envoyer les enfants aux écoles du soir ? – Dans la plupart des districts houillers, il n'en existe pas ; mais, ce qu'il y a, c'est qu'ils sont tellement épuisés de leur long surtravail, que leurs yeux se ferment de lassitude... Donc, conclut le bourgeois, vous êtes contre l'éducation ? – Pas le moins du monde, etc. – N° 443 : Les exploiteurs de mines, etc., ne sont-ils pas forcés par la loi de 1860 de demander des certificats de scolarité, pour les enfants entre dix et douze ans qu'ils emploient ? – La loi l'ordonne, certes ; mais les employeurs ne le font pas. – N° 444 : D'après vous, cette clause de la loi n'est donc pas généralement exécutée ? – Elle ne l'est pas du tout. – N° 717 : Les ouvriers des mines s'intéressent-ils beaucoup à cette question de l'éducation ? – La plus grande partie. – N° 718 : Désirent-ils ardemment l'application forcée de la loi ? – Presque tous. – N° 720 : Pourquoi

donc n'en imposent-ils pas le respect ? – Plus d'un ouvrier désirerait que l'on n'accepte pas les garçons sans certificat de scolarité ; mais alors c'est un *homme signalé* (*a marked man*). – N° 721 : Signalé par qui ? – Par son patron. – N° 722 : Vous croyez donc que les patrons persécuteraient quelqu'un parce qu'il aurait obéi à la loi ? – Je crois qu'ils le feraient. – N° 723 : Pourquoi les ouvriers ne se refusent-ils pas à employer les garçons qui sont dans ce cas ? – Cela n'est pas laissé à leur choix. – N° 1634 : Vous désirez l'intervention du Parlement ? – On ne fera jamais quelque chose d'efficace pour l'éducation des enfants mineurs, si ce n'est en vertu d'une loi du Parlement et par voie coercitive. – N° 1636 : Cela s'applique-t-il aux enfants de tous les travailleurs de la Grande-Bretagne ou seulement à ceux des mineurs ? – Je suis ici seulement pour parler au nom des mineurs. – N° 1638 Pourquoi distinguer les enfants des mineurs des autres ? – Parce qu'ils forment une exception à la règle. – N° 1639 Sous quel rapport ? – Sous le rapport physique. – N° 1640 : Pourquoi l'instruction aurait-elle plus de valeur pour eux que pour les enfants d'autres classes ? – Je ne prétends pas cela ; mais, à cause de leur excès de travail dans les mines, ils ont moins de chances de pouvoir fréquenter les écoles de la semaine et du dimanche. – N° 1644 : N'est-il pas vrai qu'il est impossible de traiter ces questions d'une manière absolue ? – N° 1646 : Y a-t-il assez d'écoles dans les districts ? – Non. – N° 1647 : Si l'État exigeait que chaque enfant fût envoyé à l'école, où pourrait-on trouver assez d'écoles pour tous les enfants ? – Je crois que, dès que les circonstances l'exigeront, les écoles naîtront d'elles-mêmes. – N° 8 705, 706 : La grande majorité non seulement des enfants, mais encore des ouvriers adultes dans les mines ne sait ni lire ni écrire.

Travail des adolescents et des enfants des deux sexes

Retour à la table des matières

Nous considérons la tendance de l'industrie moderne à faire coopérer les enfants et les adolescents des deux sexes dans la grande œuvre de la production sociale comme un progrès légitime et salutaire, quoique la façon dont cette tendance se réalise sous le règne du capital soit tout simplement abominable [1].

[1] Cf. MARX, *Instructions pour les délégués du Conseil central provisoire à propos de diverses questions*. (Extrait).
Le texte officiel de ces résolutions a été édité par le Conseil général de l'A.I.T. en 1868 ; il est précédé par la remarque suivante :
« Certaines des résolutions adoptées au Ier Congrès peuvent être considérées comme partie intégrante des principes de l'Association internationale des travailleurs. Les comptes rendus de ce congrès n'ayant eu qu'une diffusion limitée, le Conseil général a jugé utile de les publier de nouveau, en même temps que les résolutions adoptées au dernier congrès. »
Marx a élaboré ces instructions, qui devinrent, après leur adoption, les résolutions du Ier Congrès de l'A.I.T., réuni à Genève du 3 au 9 septembre 1866. À leur propos, Marx écrivit à Kugelmann, le 9 octobre 1866 : « J'ai limité à dessein le programme des délégués envoyés par Londres aux points qui permettent un accord immédiat et une action concertée

Dans une société rationnelle, *n'importe quel enfant*, dès l'âge de neuf ans, doit être un travailleur *productif*, de même qu'un adulte en possession de tous ses moyens ne peut s'exempter de la loi générale de la nature, selon laquelle *celui qui veut manger doit aussi travailler, non seulement avec son cerveau, mais encore avec ses mains*. Mais, pour l'heure, nous n'avons à nous occuper que des enfants et jeunes gens des classes ouvrières. Nous jugeons utile de les diviser en *trois* catégories qui doivent être traitées différemment.

La première comprend les enfants de 9 à 12 ans ; la seconde, ceux de 13 à 15 ans ; la troisième, ceux de 16 et 17 ans. Nous proposons que l'emploi de la première catégorie, dans tout travail, en usine ou à domicile, soit légalement restreint à *deux* heures ; celui de la seconde, à *quatre* heures, et celui de la troisième à six. Pour la troisième catégorie, il doit y avoir une interruption d'une heure au moins pour le repas et la récréation [1].

Il serait désirable que les écoles élémentaires commencent l'instruction des enfants avant l'âge de neuf ans ; mais, pour le moment, nous ne nous préoccupons que des contrepoisons absolument indispensables pour contrecarrer les effets d'un système social qui dégrade l'ouvrier au point de le transformer en un simple instrument d'accumulation de capital, et qui fatalement change les parents en marchands d'esclaves de leurs propres enfants. Le *droit* des enfants et des adultes doit être défendu, puisqu'ils ne peuvent le faire eux-mêmes. C'est pourquoi il est du devoir de la société d'agir en leur nom.

Si la bourgeoisie et l'aristocratie négligent leurs devoirs envers leurs descendants, c'est leur affaire. L'enfant qui jouit des privilèges de ces classes est condamné à souffrir de leurs propres préjugés.

Le cas de la classe ouvrière est tout différent. Le travailleur individuel n'agit pas librement. Dans de très nombreux cas, il est trop ignorant pour comprendre l'intérêt véritable de son enfant ou les conditions normales du développement humain. Cependant, la partie la plus éclairée de la classe ouvrière comprend pleinement que l'avenir de sa classe, et par conséquent de l'espèce humaine, dépend de la formation de la génération ouvrière qui grandit. Elle comprend, avant tout, que les enfants et les adolescents doivent être préservés des effets destructeurs du système actuel. Cela ne peut être accompli que par la transformation *de la raison sociale en force sociale* et, dans les circonstances présentes, nous ne pouvons le faire que par des lois générales imposées par le pouvoir d'État. En imposant de telles lois, les classes ouvrières ne fortifieront pas le pouvoir gouvernemental. Au contraire, elles transformeraient le pouvoir

---

des travailleurs, de manière à donner une impulsion directe aux exigences de la lutte de classe et de l'organisation des ouvriers en classe. »

[1] Ces données *concrètes* correspondent évidemment au développement des forces productives du siècle dernier.

dirigé contre elles en leur agent. Le prolétariat fera alors, par une mesure générale, ce qu'il essaierait en vain d'accomplir par une multitude d'efforts individuels.

Partant de là, nous disons que la société ne peut permettre ni aux parents ni aux patrons d'employer au travail les enfants et les adolescents, à moins de *combiner ce travail productif avec l'éducation.*

Par *éducation,* nous entendons trois choses :

1. éducation *intellectuelle* ;

2. éducation *corporelle,* telle qu'elle est produite par les exercices gymnastiques et militaires ;

3. éducation *technologique,* embrassant les principes généraux et scientifiques de tous les procès de production, et en même temps initiant les enfants et les adolescents au maniement des instruments élémentaires de toutes les branches d'industrie.

À la division des enfants et des adolescents en trois catégories, de 9 à 18 ans, doit correspondre un cours gradué et progressif pour leur éducation intellectuelle, corporelle et polytechnique. Les frais de ces écoles polytechniques doivent être en partie couverts par la vente de leurs propres productions.

Cette combinaison du travail productif, payé avec l'éducation intellectuelle, les exercices corporels et la formation polytechnique, élèvera la classe ouvrière bien au-dessus du niveau des classes bourgeoise et aristocratique.

Il va de soi que l'emploi de tout enfant ou adolescent de 9 à 18 ans, dans tout travail de nuit ou dans toute industrie dont les effets sont nuisibles à la santé, doit être sévèrement interdit par la loi.

L'enseignement général dans la société moderne

I

Retour à la table des matières

Le citoyen Marx dit qu'une difficulté d'un ordre particulier est liée à cette question [1]. D'une part, il faut un changement des conditions sociales pour créer un système d'instruction nouveau ; d'autre part, il faut un système d'instruction déjà nouveau pour pouvoir changer les conditions sociales. En conséquence, il faut partir de la situation actuelle.

Les congrès de l'A.I.T. ont déjà soulevé la question de savoir si l'enseignement devait être étatique ou privé. Par enseignement étatique, on entend celui qui s'effectue sous le contrôle de l'État ; cependant, l'intervention de l'État n'est pas absolument indispensable. Dans le Massachusetts, chaque municipalité est obligée d'assurer l'enseignement élémentaire pour tous les enfants. Dans les villes de plus de 5 000 habitants, il doit y avoir des écoles moyennes pour la formation polytechnique ; dans les villes plus grandes, des écoles supérieures. L'État contribue à leur financement, mais très modestement. Au Massachusetts, un huitième des impôts locaux est dépensé pour l'enseignement ; à New York, un cinquième. Les comités d'école qui gèrent les établissements sont des organisations locales ; ils nomment les maîtres et choisissent les livres scolaires. La faiblesse du système américain réside dans son caractère local trop marqué, l'enseignement se trouvant trop étroitement lié au développement culturel de chaque région. D'où la nécessité de revendiquer un contrôle central. La fiscalité

[1] Exposé de Marx à la séance des 10 et 17 août 1869 au Conseil général de l'A.I.T.
Pour Marx, l'enseignement pose, comme tous les autres problèmes, celui de l'État et s'inscrit dans la perspective de la dictature du prolétariat. D'ores et déjà, le prolétariat, en tant que classe porteuse du socialisme, doit déterminer lui-même le caractère de l'enseignement, à l'instar de ce que fait la bourgeoisie aujourd'hui. C'est donc la classe « la moins cultivée de la société » qui en fixe les conditions. Il n'est pas question d'abandonner chaque secteur d'activité à la direction des producteurs qui y travaillent (« la terre aux paysans », « les navires aux marins », etc.). Ce socialisme « gestionnaire » ne serait qu'une pâle copie du capitalisme, dont il maintiendrait pour l'éternité la division du travail et les professions unilatérales et mutilantes.
Dans la société capitaliste actuelle, le marxisme se préoccupe d'abord du sort des ouvriers, et abandonne la gestion du capital au capital, ayant à concentrer ses forces pour le renverser.
La polémique de Marx contre les tendances proudhoniennes ou positivistes de la Première Internationale permet de mieux délimiter les positions révolutionnaires, notamment sur la combinaison du travail *productif* avec la formation intellectuelle, le développement omnilatéral de l'homme dans la société communiste, les rapports entre femmes et hommes, filles et garçons. Marx part toujours des données présentes de l'évolution industrielle et historique, tout en s'opposant radicalement aux conditions capitalistes actuelles.

au profit des écoles est obligatoire, mais il n'y a pas d'obligation scolaire pour les enfants. La propriété ayant été imposée, les hommes qui paient ces impôts souhaitent que l'argent soit employé utilement.

L'enseignement peut être étatique sans se trouver sous le contrôle du *gouvernement.* Le gouvernement pourrait nommer des inspecteurs, dont le devoir serait de veiller à ce que la loi soit respectée, sans qu'ils aient le droit de s'immiscer directement dans l'enseignement. Ce serait comme pour les inspecteurs de fabrique qui veillent au respect des lois de fabrique.

Le congrès peut décider, sans la moindre hésitation, que l'enseignement doit être obligatoire. Pour ce qui concerne le fait que les enfants ne devraient pas être forcés de travailler, ce qui est sûr, c'est que cela n'entraînerait pas une baisse des salaires, et tout le monde s'y ferait.

Les proudhoniens affirment que l'enseignement gratuit est un non-sens, puisque l'État doit payer. Il est évident que l'un ou l'autre doit payer, mais il ne faut pas que ce soit ceux qui sont le moins en état de le faire. L'enseignement supérieur ne doit pas être gratuit.

En ce qui concerne le système d'enseignement prussien, dont on a tant parlé, l'orateur observe, pour finir, que ce système ne poursuit qu'un seul but : former de bons soldats.

II

Le citoyen Marx dit que tout le monde est d'accord sur certains points déterminés.

La discussion s'est engagée après que l'on eut proposé de ratifier la résolution du congrès de Genève, qui réclame que l'on combine l'enseignement intellectuel au travail physique, les exercices gymnastiques à la formation polytechnique. Nul n'a opposé d'objection à ce projet.

La formation polytechnique, qui a été soutenue par des écrivains prolétariens, doit compenser les inconvénients résultant de la division du travail qui empêche les apprentis de s'assimiler une connaissance approfondie de leur métier. Sur ce point, on est toujours parti de ce que la bourgeoisie elle-même entend par formation polytechnique, et c'est ce qui a provoqué des interprétations erronées. En ce qui concerne la proposition de M^me^ Law [1] relative au budget de

[1] Harriet Law avait proposé à la séance du 17 août que les biens et les revenus de l'Église soient utilisés pour l'enseignement général.

l'Église, il serait à souhaiter, du point de vue politique, que le congrès fasse sienne cette position qui est dirigée contre l'Église.

La proposition du citoyen Milner ne se prête pas à une discussion qui porte sur la question scolaire [1]. C'est dans la lutte quotidienne pour la vie que les jeunes gens devraient recevoir cette éducation de la part des adultes. L'orateur n'accepte pas Warren comme parole d'évangile. Au demeurant, c'est là une question qui ne fera que très difficilement l'unanimité. On peut ajouter qu'une telle formation ne peut être transmise par l'école ; elle intéresse bien plutôt les adultes.

Dans les écoles élémentaires, et plus encore dans les écoles supérieures, il ne faut pas autoriser de disciplines qui admettent une interprétation de parti ou de classe. Il ne faut enseigner dans les écoles que les matières telles que la grammaire, les sciences naturelles. Les règles grammaticales ne changent pas, que ce soit un conservateur clérical ou un libre penseur qui les enseigne. Des matières qui admettent une diversité de conclusion ne doivent pas être enseignées dans les écoles ; les adultes peuvent s'en occuper sous la direction d'une institutrice telle que M^{me} Law qui fait des conférences sur la religion [2].

Abolition de la division du travail à l'échelle individuelle

Retour à la table des matières

Tout temps de travail a exactement la même valeur, qu'il s'agisse de celui du terrassier ou celui de l'architecte [3]. En conséquence, le temps de travail et, partant, le travail lui-même aurait une valeur. Or le travail est le producteur de toutes les valeurs. C'est lui seul qui donne aux produits existant dans la nature une valeur au sens économique. Mais la valeur elle-même n'est rien d'autre que l'expression du travail humain socialement nécessaire, objectivé dans une chose. Le travail ne *peut* donc pas avoir de valeur [4]. Parler d'une valeur du tra-

---

[1] Milner avait proposé que les écoles publiques enseignent l'économie politique, pour que chacun soit familiarisé avec les notions de « valeur », de « salaire », etc. En fait, cet enseignement n'aurait fait que renforcer l'idéologie bourgeoise dans toutes les classes.

[2] Dans *Bee-Hive*, ce passage est rédigé comme suit : « Pour ce qui concerne l'économie politique, la religion et d'autres matières, on ne peut les introduire ni dans les écoles élémentaires ni dans les écoles supérieures. La matière de cet enseignement intéresse les adultes et doit être professé sous la forme d'exposés par des maîtres du genre de Madame Law. »

[3] Cf. ENGELS, *Anti-Dühring*, in *Werke*, 20, p. 185-187.

[4] Engels se fonde ici sur la démonstration de Marx selon lequel « la force de travail elle-même n'a pas de *valeur* ». Cf. *Le Capital*, livre I, VI^{e} section, chap. XI « La Transformation de la valeur ou du prix de la force de travail en salaire », (Ed. sociales, t. 2, p. 206-213). Engels en conclut-que le socialisme abolira la valeur en même temps que l'argent, le salaire et la division du travail avec sa distribution en professions distinctes. Il illustre enfin son exposé par le fameux exemple de l'architecte *qui pousse aussi la brouette pendant une par-*

vail et vouloir la déterminer n'a pas plus de sens que parler de la valeur de la valeur, ou vouloir déterminer le poids non d'un corps pesant, mais de la pesanteur elle-même.

M. Dühring expédie des gens comme Owen, Saint-Simon et Fourier, en les traitant d'alchimistes sociaux. En divaguant sur la valeur du temps de travail, c'est-à-dire du travail, il démontre qu'il est encore bien au-dessous des alchimistes réels. Et maintenant que l'on mesure le culot avec lequel M. Dühring fait dire à Marx que le temps de travail d'un tel aurait plus de valeur que celui de tel autre, comme si le temps de travail – donc le travail – avait une valeur, alors que Marx a le premier exposé comment et pourquoi le travail ne *peut* avoir de valeur.

Pour le socialisme qui veut émanciper la force de travail humaine de sa condition de *marchandise*, il est de la plus haute importance de comprendre que le travail n'a pas de valeur et ne peut en avoir. Ainsi s'effondrent toutes les tentatives que M. Dühring a héritées du socialisme ouvrier grossier pour régler la future distribution des moyens d'existence avec une sorte de salaire plus élevé. Il s'ensuit encore que la distribution – pour autant qu'elle sera encore dominée par des préoccupations purement économiques – se règlera dans l'intérêt de la production, qui est soutenue au mieux par un mode de distribution permettant à *tous* les membres de la société de développer, de maintenir et d'exercer leurs capacités avec le maximum d'universalité.

Pour la manière de penser des classes dont M. Dühring a hérité, c'est forcément une monstruosité de croire qu'un jour il n'y aura plus de terrassier ni d'architecte de profession, et que l'homme qui, pendant une demi-heure, aura donné ses directives d'architecte, poussera aussi quelque temps la brouette, jusqu'à ce qu'on vienne de nouveau lui demander d'agir en architecte. Quel beau socialisme que celui qui éternise les manœuvres de profession !

Si l'équivalence du temps de travail doit signifier que chaque ouvrier produit des valeurs égales dans des temps de travail égaux, sans que l'on ait d'abord à établir une moyenne, c'est évidemment faux. Chez deux ouvriers – fussent-ils de la même branche – le produit de l'heure de travail sera toujours différent, selon l'intensité du travail et l'habileté. À cet inconvénient – qui n'en est d'ailleurs un que pour des gens à la Dühring – il n'est pas de communauté économique, du moins sur notre corps céleste, qui puisse jamais remédier [1].

---

tie de la journée, et critique la vision petite-bourgeoise d'un socialisme qui donnerait droit à l'ouvrier au « produit intégral de son travail », en laissant subsister le marché, l'échange entre équivalents, l'argent, le capital, etc.

[1] Le fait que les individus créeront toujours un produit différent en une même heure de travail ne suscite une difficulté que pour quelqu'un qui, tels les utopistes, déduirait le socialisme de la Raison et de vertus immanentes à l'Homme. Le socialisme, lui, rompt le lien entre le produit créé et ce que touche l'individu qui satisfait ses besoins (cf. le programme de

Que reste-t-il donc de la totale équivalence du travail de tous et de chacun ? Rien de plus que la simple phraséologie ronflante qui n'a pas d'autre base économique que l'incapacité dans laquelle se trouve M. Dühring de distinguer entre détermination de la valeur par le travail et détermination de la valeur par le salaire – rien de plus que cet oukase, loi fondamentale de la nouvelle communauté économique : à temps de travail égal salaire égal ! Mais alors les vieux communistes ouvriers de France et Weitling donnaient de bien meilleures raisons pour justifier leur égalité des salaires.

Comment se résout dès lors toute cette importante question de la rétribution plus élevée du travail composé ? Dans la société des producteurs privés, ce sont les personnes privées ou leurs familles qui supportent les frais de formation du travail qualifié ; c'est aux personnes privées ou à leurs familles qui font face aux frais de formation de l'ouvrier qualifié [1], que doit donc revenir d'abord le prix plus élevé de la force de travail qualifiée : l'esclave habile se vend plus cher, le salarié habile est rémunéré plus cher.

Dans la société organisée de manière socialiste, c'est la société qui supporte ces frais. C'est donc à elle qu'en appartiennent les fruits, les valeurs plus grandes qui sont produites par le travail composé. L'ouvrier lui-même n'a rien à prétendre de plus. Et, en passant, la morale de cette histoire est une fois de plus que le droit de l'ouvrier au « produit intégral du travail » – quelle qu'en soit la vogue – ne va pas toujours sans anicroches.

Gotha avec sa formule « De chacun selon ses capacités et à chacun selon ses besoins »). Or pourquoi le marxisme rompt-il le lien entre consommation et production au niveau de l'individu ? Tout simplement parce qu'il réalise la tendance profonde de l'industrie moderne qui, avec l'introduction des machines et le procès technique, chimique, etc., fait que dans la grande industrie il n'est plus possible de distinguer entre apport des individus particuliers au produit, sinon par des calculs irrationnels (donc « injustes ») sur la part du travailleur collectif comme *moyenne*, compte tenu des fluctuations des prix et du pourcentage des ventes sur le marché ; Cf. MARX, *VI^e^ chapitre inédit du Capital*, 10/18, p. 26-34, 83-115.

[1] Engels ne parle pas des étudiants, mais seulement des travailleurs, qualifiés ou non – et ce pour rester dans l'analyse de classe, au niveau des questions qui touchent le prolétariat.

Éducation des sens

Retour à la table des matières

On sait que la première activité théorique de l'esprit qui oscille encore tout à fait entre les sensations et la pensée est de *compter* [1]. Le calcul est le premier acte libre et théorique de caractère rationnel chez l'enfant...

L'espace est la première grandeur qui s'impose à l'enfant. C'est la première donnée du monde que l'enfant expérimente. C'est pourquoi il tient un homme qui est devenu grand pour un grand homme...

Or, si la pensée théorique de *l'enfant* est *quantitative,* son jugement comme sa pensée ne peuvent être pour commencer que pratiques et sensibles. Le réseau sensible est la première connexion qui le relie au monde. Les sens *pratiques,* notamment le nez et la bouche, sont les premiers organes avec lesquels il juge du monde...

Toutefois l'enfant en reste à la *perception sensible*, ne voyant que le singulier, la connexion nerveuse invisible qui relie ce particulier au général et, comme dans l'État, anime les membres de l'ensemble intellectuel, n'est pas encore développée chez lui. L'enfant croit que le soleil tourne autour de la terre, comme le général tourne autour du particulier. C'est pourquoi l'enfant n'a aucune idée de l'Esprit, et ne croit qu'aux *fantômes*.

Ma *conscience universelle* n'est alors rien d'autre que la forme *théorique* de ce dont la communauté réelle, l'être social, est la forme vivante, tandis que de nos jours la conscience universelle est une abstraction de la vie réelle et, à ce titre, en opposition hostile à elle [2] ...

---

[1] Cf. MARX, *Les Débats à la VI^e^ session de la Diète rhénane,* in *Werke,* 1, p. 29.
Dans cette partie, Marx aborde la question de l'éducation progressive de l'homme à partir de ses sens, qui eux-mêmes sont le produit du devenir humain dans l'histoire, dû au développement progressif du travail. L'enfant est un être social par la genèse même de son corps et de son esprit, de sorte qu'une pédagogie scientifique devra forcément tenir compte de l'évolution de l'enfant, produit d'un historique universel qui évolue donc lui-même vers l'universel.

[2] Cf. MARX, *Manuscrits parisiens de 1844,* III, chap. « Propriété privée et communisme ».
Dans ce texte, rédigé au temps de sa jeunesse sous l'action des forces d'un monde juvénile en train de naître unitairement des contradictions de la vieille société, Marx résout les antagonismes millénaires suscités par la division de la société en classes, en riches et en pauvres, en jouisseurs et en esclaves salariés.
Dès le début de ce passage, Marx oppose la conscience universelle à la Hegel, qui est absolue, c'est-à-dire détachée de toute base physique et naturelle, et lui oppose la conscience universelle théorique de l'homme social du communisme qui n'a plus rien de mystique ni de

Comme *conscience de l'espèce*, l'homme affirme sa *vie sociale* et ne fait que répéter son existence réelle dans la pensée, de même qu'à l'inverse l'existence de l'espèce se confirme dans la conscience de l'espèce et elle a une existence réelle dans son universalité comme être pensant...

L'appropriation *sensible* pour les hommes et par les hommes de la vie et de l'être humains, des hommes *objectifs,* des œuvres humaines, ne doit pas être saisie seulement au niveau de la *jouissance immédiate,* exclusive, sous l'angle de la *possession,* de *l'avoir.* L'homme s'approprie son être universel de manière universelle, donc en tant qu'homme *total.* Chacun de ses rapports *humains* avec le monde – la vue, l'ouïe, l'odorat, le goût, le toucher, la pensée, l'intuition, le sentiment, la volonté, l'activité, l'amour, bref tous les organes qui forment son individualité et qui, dans leur forme, sont immédiatement des organes sociaux, est, dans son comportement *objectif* ou dans son *rapport avec l'objet,* appropriation de celui-ci. L'appropriation de la réalité *humaine,* son rapport avec l'objet est *l'activité de la réalité humaine.* Elle est donc tout aussi multiple que le sont les déterminations de l'être humain et ses activités. Elle comporte l'agir en même temps que le pâtir, *car la souffrance c'est, au sens humain, une jouissance propre à l'homme* [1].

La propriété privée nous a rendus si stupides et si bornés qu'un objet est *nôtre* uniquement quand nous le possédons, quand il existe pour nous comme capital ou quand nous en disposons de manière immédiate – que nous le mangeons, le buvons, le portons sur notre corps, l'habitons, etc., bref que nous le *consommons* [2]. Certes, la propriété privée ne peut saisir, elle aussi, ces matérialisations immédiates de la possession que comme des *moyens de subsistance,* mais la vie à laquelle elles servent de moyen n'est que la *vie de la propriété privée* – le travail et la capitalisation. En conséquence, à la place de tous les

métaphysique, puisque la réalité et la vie de la nature et de l'espèce humaine sont des faits physiques, et leur *empreinte* – fait également physique – dans le cerveau, non plus individuel, mais social, est la théorie, acquise et employée dans la praxis.

1 L'une des manifestations les plus hautes de l'homme est le *pâtir :* qui ne souffrirait pas ne connaîtrait pas la joie à laquelle il tend dans la vie et dans l'histoire. En annulant cette opposition, on a enlevé la base de toutes les « grammaires » – la forme active et la forme passive, le sujet et le complément d'objet. L'objet et le sujet deviennent – comme l'homme et la nature – une seule et même chose ; mieux, tout est nature, tout est objet : l'homme-sujet, l'homme « contre nature » disparaît en même temps que l'illusion du moi privé.

2 L'aliénation totale de l'homme dans la société mercantile du capitalisme repose sur la propriété privée, c'est-à-dire la *possession.* Elle aboutit à un renversement et une perversion de toutes les choses : l'homme n'y a pour but que de posséder et de *consommer.* La société humaine du communisme sera, au contraire, celle où l'on *produira et donnera,* avec l'épanouissement de toutes ses activités, dans la joie de vivre dès lors que le lien établi par la loi de la valeur entre production et consommation sera rompu au niveau de l'individu. Les riches besoins de l'homme ne correspondront pas à une jouissance passive dans la consommation passive, mais dans l'épanouissement de toutes les forces et activités de l'homme pour la mesure desquelles on aura perdu la notion de valeur rentable.

sens physiques et intellectuels, c'est la simple aliénation de *tous* ces sens, le sens de la *possession.* L'être humain devait être ramené à cette pauvreté absolue, afin de faire naître de lui-même sa richesse intérieure. (Sur la notion de *l'avoir,* cf. Moses Hess dans les *Vingt et une feuilles.*)

L'abolition de la propriété privée entraînera donc *l'émancipation* totale de tous les sens et de toutes les capacités humaines. Elle est cette émancipation précisément du fait que ces sens et ces capacités deviennent humains, tant objectivement que subjectivement. L'œil devient œil *humain* lorsque son *objet* devient un objet social, *humain,* venant de l'homme et aboutissant à l'homme. Dès lors, les sens sont devenus *théoriciens* dans leur action immédiate. Ils se rapportent à l'objet dans le but de l'objet, cependant que l'objet lui-même est devenu un rapport humain *objectif* vis-à-vis de lui-même et de l'homme [1], et inversement. Le besoin et la jouissance ont perdu de ce fait leur nature égoïste, tandis que la nature a perdu sa simple *utilité* pour devenir utilité *humaine.*

Du même coup, les sens et la jouissance des autres hommes deviennent ma propre appropriation. En dehors de ces organes immédiats, il se forme donc aussi des organes socialisés selon la *forme* de la société. Ainsi, par exemple, l'activité en association immédiate avec les autres devient un organe de *l'expression de ma vie* et une manière d'appropriation de la vie *humaine.*

Il va de soi que *l'œil humain* jouit autrement que l'œil grossier non humain, et *l'oreille humaine* autrement que l'oreille grossière, etc.

Nous avons vu que l'homme se réifie, se perd dans son objet, à moins que celui-ci ne devienne pour lui objet *humain* ou homme objectivé [2]. Cela ne devient possible qu'à partir du moment où l'objet est devenu pour lui un objet *social,* comme la société est devenue pour lui dans cet objet.

D'une part, au niveau de la société, la réalité objective devient pour l'homme, grâce à son activité, la réalité des forces de l'être humain, réalité humaine, et par conséquent la maîtrise de ses propres forces essentielles ; tous les objets deviennent l'objectivation de lui-même, des objets qui affirment et réalisent son individualité, *ses* objets : il devient *lui-même* objet. La manière dont ils deviennent siens dépend de la *nature de l'objet* et de la nature de la force humaine qui s'applique à eux. En effet, c'est précisément le caractère de ce rapport qui détermine le mode particulier, réel, de la réalisation de soi. Un objet se

---

[1] Dans la pratique, je ne puis me rapporter humainement à l'objet que si l'objet se rapporte humainement à l'homme. (Note de Marx.)

[2] C'est dans l'activité ou la production que l'objet devient humain, par le travail humain qui façonne la matière d'après ses besoins et son but, si bien que Marx peut dire que *l'objet devient humain,* tandis que *l'homme s'objective* : il n'y a pas de séparation entre travail et jouissance, ce qui implique que le travail n'est plus divisé et mutilant, mais réunit science, savoir, effort, poésie et jouissance.

présente autrement à un *œil* qu'à une *oreille,* l'objet de *l'œil* est autre que celui de *l'oreille.* La particularité de chaque aptitude de l'être humain est précisément son caractère propre, donc aussi le mode particulier de son objectivation, de son *être* réel, vivant. Non seulement par la pensée, mais par *tous* les sens l'homme s'affirme par conséquent dans le monde des objets.

D'autre part, au niveau subjectif : c'est d'abord la musique qui éveille le sens musical de l'homme ; pour une oreille non musicienne, la plus belle musique n'a *aucun* sens et n'est pas un objet, car mon objet ne peut être que la confirmation d'une des forces de mon être et, par conséquent, ne peut être pour moi que pour autant que la force de mon être est une aptitude subjective pour soi, étant donné que la signification d'un objet pour moi n'existe que pour un sens qui lui correspond, et s'étend pour moi aussi loin que s'étend mon sens [1]. C'est pourquoi les sens de l'homme *social* sont *autres* que ceux de l'homme non social. C'est seulement grâce à l'épanouissement objectif de la richesse de l'être humain que se forme et se développe la richesse de la sensibilité *humaine* subjective : une oreille musicienne, un œil pour la beauté des formes. En un mot, des sens capables de jouissance humaine deviennent des sens qui s'affirment comme des forces de l'être *humain,* dans l'activité et le façonnement [2]. En effet, non seulement les cinq sens, mais encore les sens dits spirituels, les sens pratiques (volonté, amour, etc.), en un mot, le sens humain, l'humanité des sens ne se forment que grâce à l'existence de *leur* objet et à mesure que la nature est *humanisée.*

L'éducation des cinq sens est le *travail* de toute l'histoire universelle jusqu'à ce jour [3]. Le sens assujetti aux besoins pratiques grossiers n'est encore qu'un

---

[1] Marx brise ici aussi le quiproquo dualiste millénaire, celui du *nous* et de l'*aistesis,* la pensée et les sens. D'abord les sens sont reliés entre eux, et ensuite il n'est pas de sens humain sans pensée. On disait autrefois : l'œil me dit que le bâton dans l'eau est brisé, mais je dis qu'il ne l'est pas, parce que mon esprit me le démontre. C'est le sens qui trompe et la pensée qui trouve donc la vérité. Or, le toucher, était-ce la pensée ou le sens d'un autre homme ou de moi-même, qui tâtait dans l'eau pour établir si le bâton était brisé ou non ? Dès lors que la raison n'est plus un don personnel, mais social, la même chose vaut pour les sens et l'expérience.

[2] Il n'est pas de sens artistique, sans activité correspondante, ce qui rompt définitivement avec la conception propriétaire de la consommation sans production simultanée.

[3] En partant de la démonstration la plus fondamentale sur les sources de l'homme – le travail créateur et la nature – Marx en vient maintenant à affronter et à démolir de fond en comble la théologie, avec sa méthode historique qui cherche l'explication de la nature de l'homme dans sa genèse progressive. Les sociétés de classe sont toutes idéalistes, parce que les couches privilégiées font découler la base de la société de leur état, c'est-à-dire de sources autres que le travail et la production. Or, ce ne sont que ces derniers qui expliquent la genèse et les caractéristiques de l'homme créateur qui, après avoir inventé Dieu, se substitue à lui comme démiurge dans la production de richesses matérielles d'abord, puis de richesses spirituelles ensuite, c'est-à-dire, à la fin, de l'homme lui-même. C'est ainsi, comme le dira Marx lui-même dans la suite du texte, que l'homme surmonte matérialisme et spiritualisme, ainsi que religion et athéisme.

sens *borné.* Pour l'homme affamé, la forme humaine de l'aliment n'existe pas, mais uniquement son existence abstraite d'aliment : il pourrait tout aussi bien se présenter sous sa forme la plus grossière, et on ne peut dire en quoi son activité nourricière diffère de celle des animaux. L'homme en proie à la misère et aux soucis n'a pas de sens pour un spectacle, si beau soit-il ; celui qui fait commerce de minéraux n'en voit que la valeur mercantile, mais non la beauté ou la nature spécifique du minéral : il n'a pas de sens « minéralogique ». Il faut, en conséquence, que l'être humain s'objective sur les plans à la fois théorique et pratique pour rendre humains les sens de l'homme et aussi pour créer un *sens humain* qui corresponde à toute la richesse de l'essence de l'homme et de la nature.

De par le mouvement de la *propriété privée*, de sa richesse et de sa pauvreté matérielles et spirituelles, la société à venir trouvera toute la matière nécessaire à son éducation ; une fois réalisée, cette société produira comme sa réalité constante l'homme dans toute la richesse de son être – l'homme richement doué de sens universels profondément développés.

On le voit, ce n'est qu'au niveau de la société que le subjectivisme et l'objectivisme, le spiritualisme et le matérialisme, l'activité et la passivité cessent d'être antagoniques, et perdent donc leurs caractères antagoniques. La solution des contradictions même théoriques n'est possible que d'une manière *pratique*, par l'énergie pratique des hommes, et leur solution n'est donc pas la tâche de la seule connaissance, mais bien la tâche réelle de la vie que la philosophie n'a pu résoudre, parce qu'elle l'a conçue comme une tâche uniquement théorique.

On voit que l'histoire de *l'industrie* et l'existence objectivée à laquelle l'industrie est parvenue sont le livre *ouvert* des *forces et aptitudes de l'homme,* la *psychologie* de l'homme à l'état sensible. Jusqu'ici on n'a jamais considéré l'industrie dans sa connexion avec la *nature* humaine, mais uniquement dans un rapport extérieur d'utilité. En effet, étant donné qu'on évoluait dans le monde de l'aliénation, on ne pouvait saisir – comme réalité des forces et aptitudes humaines et comme activité de l'espèce humaine – que l'existence générale de l'homme, la religion ou l'histoire dans leur essence abstraite générale (politique, art, littérature, etc.) [1].

On peut considérer la simple *industrie matérielle* aussi bien comme une partie du mouvement général que comme une partie spécifique de l'industrie, puisque jusqu'ici toute activité humaine a été travail, et donc une activité qui s'aliénait elle-même. Nous y trouvons donc les forces et aptitudes objectivées de l'homme sous une forme aliénée, celle d'objets *sensibles, étrangers et utiles.* Une *psychologie,* pour laquelle ce livre – c'est-à-dire la partie la plus concrète, la plus matérielle et la plus accessible de l'histoire – est fermé, ne peut pas de-

[1] C'est-à-dire comme superstructure inessentielle.

venir une science véritable, pleine de contenu. D'ailleurs, que penser d'une science faisant dédaigneusement abstraction de cette grande partie du travail humain et demeurant – sans se *rendre compte de ses lacunes* – indifférente à toute cette richesse étalée de l'activité humaine, qui ne lui inspire qu'un seul mot « besoin », « besoin vulgaire » ?

Les *sciences naturelles* ont déployé une énorme activité et se sont approprié une matière sans cesse croissante. Cependant, la philosophie leur est restée tout aussi étrangère qu'elles sont restées étrangères à la philosophie. Leur association momentanée n'a été qu'une *illusion de l'esprit.* La volonté était là, mais les capacités firent défaut. Les historiens eux-mêmes ne tiennent compte des sciences naturelles qu'incidemment, comme élément d'explication utile de certaines grandes découvertes. Mais, par le truchement de l'industrie, les sciences naturelles sont intervenues d'autant plus pratiquement dans la vie humaine et l'ont transformée. Elles ont ainsi préparé l'émancipation humaine, bien qu'elles aient dans l'immédiat parachevé la déshumanisation [1].

L'industrie est le rapport historique *réel* de la nature – donc des sciences de la nature – avec l'homme ; si on la saisit comme la manifestation *exotérique* des forces et aptitudes de l'homme, on comprendra aussi le procès d'humanisation de la nature ou l'essence naturelle de l'homme ; dès lors, se dépouillant de leur orientation abstraitement matérielle, ou plutôt idéaliste, les sciences de la nature deviendront la base de la science *humaine,* comme elles sont déjà devenues – quoique sous une forme aliénée – la base de la vie réellement humaine. Prétendre qu'il existe une base pour la vie et une *autre* pour la *science* est de prime abord un mensonge.

La nature en devenir dans l'histoire humaine – acte de genèse de la société humaine – est la nature véritable de l'homme. En conséquence, la nature, telle que l'industrie l'a faite – quoique sous une forme aliénée –, est la nature anthropologique véritable.

[1] Le premier acte scientifique ou éducatif ne doit donc pas porter d'abord sur l'homme, mais sur l'abolition de la propriété privée et des rapports de production aliénés. Une seule pratique humaine est dès lors immédiatement un acte théorique : la révolution, la connaissance humaine avançant par bonds révolutionnaire. Ensuite l'homme sortira de la préhistoire, et les sciences naturelles unifieront toutes les sciences aujourd'hui divisées et opposées dans la société de la division du travail.

Le monde sensible (cf. Feuerbach) doit être la base de toute science [1]. Ce n'est que si la science y trouve son point de départ sous la double forme de la conscience et du besoin *sensibles* – autrement dit si la science part de la nature – qu'elle est véritablement science. Toute l'histoire est celle de la préparation et de la formation de l'homme, celui-ci devenant l'objet de la conscience sensible et le besoin de « l'homme en tant qu'homme » un besoin général. L'histoire elle-même est une partie *réelle de l'histoire de la nature,* du devenir humain de la nature. Les sciences naturelles comprendront plus tard aussi bien la science de l'homme, que la science de l'homme comprendra les sciences naturelles – il n'y aura plus qu'une *seule science.*

L'homme est l'objet immédiat des sciences de la nature. En effet, la nature immédiatement sensible pour l'homme est le monde sensible humain, ou – ce qui revient au même – le fait que *l'autre* homme existe concrètement pour lui, car c'est seulement grâce à *l'autre* que la sensibilité de l'un devient humaine sensibilité pour lui-même. Or la *nature* est l'objet immédiat de la *science de l'homme.* Le premier objet de l'homme – l'homme lui-même – est nature, sensibilité, et les forces essentielles particulières et concrètes de l'homme, ne trouvant leur réalisation objective que dans des objets naturels, ne peuvent trouver la conscience et la connaissance d'elles-mêmes que dans la science de la nature en général. L'élément de la pensée elle-même, celui qui exprime la vie de la pensée – le langage – est de nature sensible. La réalité sociale de la nature, les sciences naturelles humaines ou les sciences naturelles de l'homme, ce sont là des expressions équivalentes.

Nous avons vu comment, de la richesse et de la misère de l'économie politique, surgira l'homme épanoui pourvu de toutes les exigences humaines. L'homme épanoui est précisément celui qui a besoin de la totalité des manifestations de la vie humaine. C'est l'homme qui ressent sa propre réalisation comme une nécessité intérieure, comme un besoin [2]. Non seulement la richesse, mais encore la pauvreté reçoivent à leur tour – dans le socialisme – une signification humaine et par conséquent sociale : le besoin est le lien passif qui fait ressentir aux hommes comme une exigence la richesse la plus grande –

---

[1] Dans la 1re thèse sur Feuerbach, Marx dit : « Le principal défaut de tout le matérialisme passé – y compris celui de Feuerbach – est que l'objet, la réalité, le monde sensible n'y sont compris que sous la forme *d'objet* ou d'intuition, mais non comme *activité humaine* à la fois *concrète* et *subjective,* comme *pratique.* C'est pourquoi, en opposition au matérialisme, le *côté actif* fut développé sous forme abstraite par l'idéalisme qui ignore naturellement l'activité réelle, concrète, comme telle. Feuerbach veut des objets concrets, réellement distincts des objets de la pensée, mais il ne conçoit pas l'activité humaine elle-même comme activité *objective.* C'est pourquoi, dans *L'Essence du christianisme*, il ne considère comme vraiment humaine que l'activité théorique, tandis que la pratique n'est saisie et définie par lui que dans sa manifestation judaïque sordide. En conséquence, il ne comprend pas l'importance de l'activité *révolutionnaire,* de l'activité pratique critique ». (Cf. *Werke*, 3, p. 533-534.)

[2] En allemand : *Not,* soit misère, nécessité impérieuse, manque.

l'autre homme. L'empire en moi de cet être objectif, le bouillonnement sensible de mon activité est la passion, qui devient ainsi l'activité de mon être.

Un être ne se considère comme indépendant qu'à partir du moment où il assure sa vie par ses propres moyens, c'est-à-dire dès lors qu'il doit son existence à lui-même. Un être qui vit de la grâce d'un autre se considère comme un être dépendant. Je vis complètement de par la grâce d'un autre, si non seulement il pourvoit à mon entretien, mais encore s'il a créé ma vie, s'il en est la source.

Or ma vie a nécessairement son fondement en dehors d'elle-même, puisqu'elle n'est pas ma propre création. C'est pourquoi la création est une idée très difficile à chasser de l'imagination populaire. Elle ne peut comprendre que la nature et l'homme puissent exister par eux-mêmes, tant cela est contraire à toutes les évidences de la vie pratique.

L'idée de la création du globe terrestre a été fortement ébranlée par la géognosie, science qui étudie la formation du globe et l'évolution de la terre comme un processus d'autocréation [1]. La génération spontanée est la seule réfutation pratique de la théorie de la création.

Il est certes facile de dire à l'individu isolé ce qu'Aristote a déjà dit : Tu es engendré par tes père et mère, c'est donc l'appariement génésique de deux êtres, l'acte géniteur d'êtres humains, qui a produit l'homme que tu es. Tu vois ainsi, que physiquement aussi, l'homme doit son existence à l'homme. Or, dès lors, tu ne dois plus considérer seulement un côté du problème, la chaîne sans fin des questions : qui a engendré mon père ? puis mon grand-père ? etc. Il faut aussi que tu considères le mouvement cyclique, sensible et tangible, de cette progression, par laquelle l'homme se répète lui-même dans la procréation. Mais tu rétorqueras : Je te concède ce mouvement cyclique, concède-moi de m'avancer jusqu'à la question : qui a créé le premier homme et la nature en général ? Je ne peux que te répondre alors – ta question elle-même est abstraite. Demande-toi plutôt comment tu en viens à te poser cette question ; ta question n'est-elle pas suggérée à partir d'un point de vue auquel je ne puis répondre, parce qu'il est absurde ? Demande-toi si cette progression existe comme telle

---

[1] Dans la *Dialectique de la nature* (Ed. sociales, p. 43-44), Engels développe l'idée très haute que selon laquelle la nature elle-même renferme la capacité de se développer en des formes toujours plus hautes et plus riches, qu'elle est donc créative : « Le mouvement de la matière n'est pas seulement le grossier mouvement mécanique, le simple changement de lieu : c'est la chaleur et la lumière, la tension électrique et magnétique, la combinaison et la dissociation chimiques, la vie et finalement la conscience. [...] Une matière, dont le pur changement mécanique de lieu porte certes en elle la possibilité de se convertir, dans des conditions favorables, en chaleur, électricité, action chimique, vie, mais qui serait incapable de créer à partir d'elle-même ces conditions, *une telle matière aurait perdu son mouvement.* Or un mouvement qui a perdu la faculté de se métamorphoser dans les diverses formes qui lui échoient a certes encore de la *dynamis,* mais n'a plus *d'energeia. C'est* donc comme s'il était dépouillé d'une partie de lui-même. Or voilà qui est inconcevable. »

pour une pensée rationnelle. En posant la question de la création de la nature et de l'homme, tu fais abstraction de l'homme et de la nature. Tu les poses comme s'ils n'existaient pas pour me réclamer ensuite la preuve qu'ils existent. Je te dis alors : abandonne ton abstraction, et tu cesseras de poser ta question. Ou bien sois conséquent et si tu penses que l'homme et la nature n'existent pas, alors pense aussi que toi-même tu n'existes pas, bien que tu sois nature et homme. Ne pense pas, ne m'interroge pas ! car, dès que tu penses et que tu m'interroges, toute ton abstraction sur l'existence de la nature et de l'homme n'a plus de sens. Ou bien es-tu égocentrique au point de tout poser comme néant, sauf ta propre existence ?

Tu peux me répliquer cependant : je ne veux pas poser le néant de la nature, etc. ; je t'interroge sur l'acte de sa genèse, comme j'interroge l'anatomiste sur les formations osseuses, etc.

Pour l'homme socialiste, tout ce que l'on appelle *l'histoire universelle* n'est rien d'autre que la génération de l'homme par le travail humain, que le devenir de la nature pour l'homme [1]. C'est pour lui la preuve tangible et irréfutable de sa génération par lui-même, du *processus de sa genèse.* Entre l'homme et la nature, le rapport est substantiel : si l'homme crée à l'homme une existence naturelle, la nature devient pour l'homme une existence humaine de manière concrète et évidente. Dans ces conditions, la question d'un Être étranger, placé au-dessus de la nature et de l'homme, est devenue en tout état de cause sans objet, cette question impliquant l'aveu du néant de la nature et de l'homme. *L'athéisme* – en tant que négation de ce néant – perd lui-même sa signification dès lors, car l'athéisme nie l'existence de Dieu et fonde sur cette négation l'existence de l'homme. Or le socialisme, en tant que tel, n'a plus besoin de ce moyen terme. Il part de la *conscience théoriquement* ET *pratiquement sensible de l'homme* et de la nature, comme de l'essence (*Wesen*). Il est la *conscience de*

[1] Pour Marx, l'industrie moderne tend à souder de plus en plus l'homme à la nature, depuis le moment où l'humanité s'est attaquée à la grande œuvre de transformation de la nature par le travail. Ce processus se fait tout d'abord dans l'aliénation, et ce ne sera que dans la société communiste que, sur la base des transformations déjà acquises, l'humanité créera ses propres rapports entre les humains et avec la nature, à partir d'une action consciente et volontaire. Ce triomphe du Travail sur l'Esprit des classes privilégiées permettra de surmonter toute inessentialité de rapport entre l'homme et la nature, entre l'Esprit et le Monde, parce qu'il démontrera que la Nature et l'homme sont CRÉATEURS.
Certes, sous la pression du passé propriétaire, il n'est pas facile de se libérer de la suggestion métaphysique, selon laquelle on ne peut expliquer l'origine de l'homme sans un créateur divin, alors qu'il est désormais évident que l'homme est une création de la Nature. Or, pour Marx, la nature comme l'homme sont créateurs, et il abolit dès lors tout antagonisme entre matérialisme et spiritualisme. De la sorte, notre athéisme n'a rien de commun avec celui des matérialistes bourgeois. Sous le règne de la propriété privée, il fallait se dire athée pour démontrer l'existence de l'homme qui se distingue de la matière naturelle. Cependant lorsque l'homme est replacé dans la nature, comme sa partie intégrante, Dieu devient aussi inutile que l'athéisme qui le nie. Dieu et sa Négation – comme l'Esprit Absolu de Hegel – sont donc mis à la retraite, depuis 1844.

soi positive de l'homme qui ne doit plus rien à l'abolition de la religion, comme la vie *réelle* est la réalité positive de l'homme qui ne doit plus rien à l'abolition de la propriété privée.

Le communisme est la position de la négation de la négation ; c'est donc une phase réelle de l'émancipation et de la réappropriation de l'humanité, étape nécessaire dans le développement historique de demain. Le communisme est la forme nécessaire et le principe énergique de l'avenir prochain ; mais ce n'est pas en tant que tel le but du développement humain – la forme de la société humaine [1].

Communisme et abolition de la division du travail

Retour à la table des matières

Au reste, peu nous chaut que la conscience tourne sur elle-même [2]. Dans tout ce fatras, nous ne voyons qu'un résultat : les trois éléments fondamentaux que sont les forces productives, les rapports sociaux et la conscience peuvent et doivent entrer en contradiction l'un avec l'autre, parce que la *division du travail* implique la possibilité – sinon la nécessité – que l'activité intellectuelle et l'activité physique, la jouissance et le travail, la production et la consommation échoient en partage à des individus différents. Or le seul moyen d'empêcher que ces activités n'entrent en conflit, c'est de supprimer de nouveau la division du travail. L'« Esprit », la « religion », l'« Être suprême », la « catégorie » et la « pensée » ne sont que des expressions mentales et spirituelles, soit un mode de

---

[1] Les bourgeois affirment qu'en renversant leur société les communistes mettront un terme au développement de l'humanité. Marx-Engels prétendent simplement qu'avec la fin des sociétés de classe, les hommes sortiront de leur préhistoire, de la période de leur cheminement, où les antagonismes de classe exigeaient des révolutions pour progresser.
En fait, c'est avec le communisme que commencera l'ère de la création de l'homme par l'homme. Or cette création – production de l'homme par l'homme – ne pourra se faire que de manière consciente, si bien qu'on n'assistera plus à des révolutions, mais à une évolution perpétuelle.
Les meilleurs interprètes de Hegel se sont aperçus que c'est, au contraire, la société idéaliste de classe qui, à son parachèvement, aboutit à un système clos, qui rejette toute évolution ou révolution ultérieure, c'est-à-dire à la mort.

[2] Cf. MARX-ENGELS, *L'Idéologie allemande,* in *Werke,* 3, p. 32-37, 74-75, 69, 423-425, 69-70.
Avec les grandes synthèses – économico-philosophiques – par lesquelles Marx a résolu les antagonismes millénaires de l'histoire de l'homme, en tenant la plume pour consigner la conception du monde du prolétariat de tous les pays et de toutes les générations, nous passons maintenant à des textes plus spécifiquement économiques et politiques, qui démontent le mécanisme concret par lequel l'humanité aboutit à son émancipation, en brisant la division du travail qui est parvenue à son développement extrême de nos jours, à l'Est comme à l'Ouest.

représentation qu'affiche l'individu privé. En fait, tout cela n'exprime que les entraves et les limitations matérielles au sein desquelles se déroulent le mode de production de la vie et la forme de distribution qui lui correspond.

La division du travail renferme toutes ces contradictions. Elle repose sur la division primitive du travail dans la famille et sur la dislocation de la société en familles particulières et opposées les unes aux autres. Elle implique en même temps la *répartition* – quantitativement et qualitativement inégale – du travail et de ses produits, autrement dit la propriété en germe qui acquiert sa première forme dans la famille, où la femme et les enfants sont les esclaves de l'homme. L'esclavage, certes encore latent et fruste, dans la famille est la première forme de la propriété, qui au reste correspond complètement à la définition qu'en donnent les économistes modernes : la faculté de disposer de la force de travail d'autrui. On le voit, division du travail et propriété sont des expressions identiques, l'une se rapportant à l'activité humaine, l'autre au produit de cette activité.

De plus, la division du travail implique aussi la contradiction entre l'intérêt de l'individu privé ou de la famille particulière et l'intérêt commun de tous les individus liés par des relations mutuelles. Or cet intérêt collectif ne peut exister seulement dans la représentation comme « intérêt général », mais d'abord dans la réalité sous forme de connexion réciproque des individus qui se partagent le travail...

La division du travail offre aussi le premier exemple du fait que l'activité de l'homme devient pour lui une puissance étrangère, adverse, qui le subjugue, au lieu qu'il la domine, tant que les hommes vivent en société naturelle donc que les intérêts particuliers sont distincts de l'intérêt collectif et que l'activité n'est pas répartie librement entre eux, mais sous l'empire de la nécessité naturelle. En fait, dès que le travail commence à être divisé, chacun vit dans sa sphère d'activité déterminée, exclusive qui s'impose à lui et à laquelle il ne peut échapper : il est chasseur, pêcheur ou berger, voire critique, et il est forcé de le rester, s'il ne veut pas perdre ses moyens d'existence.

Dans la société communiste, en revanche, nul ne se voit attribuer une sphère d'activité exclusive, mais chacun peut se former et se développer dans n'importe quel domaine, tandis que la société règle la production générale, en me donnant la possibilité de faire aujourd'hui ceci, demain cela – de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de pratiquer l'élevage le soir et de faire de la critique après dîner à mon gré, sans jamais pour autant que je devienne chasseur, pêcheur, berger ou critique.

De nos jours, l'activité sociale et notre propre produit se pétrifient et se réifient en une puissance matérielle qui nous dépasse, échappe à notre contrôle et nous domine pour contrecarrer nos espérances et réduire à néant nos calculs.

Telles sont les conséquences essentielles de l'évolution historique qui a eu lieu jusqu'ici.

La puissance sociale – c'est-à-dire la multiplicité des forces de la production surgie de la coopération des différents individus qu'implique la division du travail – apparaît à ces individus pour lesquels cette coopération n'est pas libre, mais nécessaire, comme une puissance qui n'est pas la leur et qu'ils n'ont pas combinée, mais comme une puissance étrangère et extérieure, dont ils ignorent l'origine aussi bien que la fin. Ils ne peuvent donc plus la dominer, mais au contraire cette puissance parcourt une série propre de phases et de niveaux de développement qui sont indépendants de la volonté et de l'évolution des hommes, voire dominent leur volonté et leur évolution.

Cette « aliénation » – mot que nous employons pour nous rendre compréhensible aux philosophes – ne peut évidemment être abolie qu'à deux conditions *pratiques.* Il faut qu'elle soit devenue intolérable, c'est-à-dire une puissance contre laquelle on effectue une révolution ; mais pour cela il faut qu'elle ait entièrement « privé de propriété » la masse de l'humanité et l'ait en même temps opposée *au monde existant de la richesse et de la culture*, ce qui implique une augmentation considérable des forces productives et un niveau élevé de développement. Il faut, en outre que cet accroissement des forces productives, auquel correspond aussi un développement empirique des hommes sur un mode universel et non plus local, soit véritablement réalisé dans la pratique, car sinon on ne pourrait généraliser que la pénurie et, avec elle, la misère ainsi que la lutte pour les biens nécessaires – et toute la vieille merde recommencerait inévitablement. Ce n'est qu'avec cet essor universel des forces productives que se développent des relations universelles entre les hommes.

En somme, d'une part, le phénomène de l'expropriation des masses doit être réalisé chez tous les peuples (concurrence générale), chacun d'entre eux devenant dépendant des bouleversements chez les autres et, d'autre part, enfin, des individus universels, pratiquement universels doivent être substitués aux individus localement déterminés. Sans ces prémisses : 1. le communisme ne pourrait être que local ; 2. les puissances de la circulation n'auraient pu se développer comme des puissances universelles et intolérables, et seraient demeurées des « circonstances » domestiques et superstitieuses ; et 3. toute extension de la circulation abolirait ce communisme local.

Le communisme n'est réalisable dans la pratique que par la collaboration des peuples dominants dans un acte « unique » et simultané [1], ce qui suppose

[1] Marx-Engels ont en vue ici la transformation économique et sociale du communisme qu'ils conçoivent toujours comme un phénomène nécessairement international et universel. En ce sens, Engels écrivait encore en 1893 dans le *Socialisme utopique et Socialisme scientifique :* « Le triomphe de la classe ouvrière ne dépend pas seulement de l'Angleterre : il ne pourra être *assuré* que par la coopération au moins de l'Angleterre, de la France et de l'Al-

au préalable le développement universel des forces productives et des relations universelles que ce développement implique. Autrement comment la propriété aurait-elle pu avoir, par exemple, une histoire, des formes différentes ? Comment la propriété foncière, selon la diversité des conditions existantes, évoluerait-elle en France à partir de la parcellarisation vers la centralisation en peu de mains, et en Angleterre à partir de la centralisation en peu de mains vers la parcellarisation, comme cela se produit effectivement de nos jours ? Ou bien comment se fait-il que le commerce, qui n'est pourtant rien d'autre que l'échange des produits entre les divers individus et nations, domine le monde entier par le rapport entre offre et demande – soit un rapport qui, selon la formule d'un économiste anglais, pèse sur le monde comme la fatalité antique, distribuant, d'une main invisible, bonheur ou malheur aux hommes, créant des empires et les ruinant, faisant naître des peuples et les défaisant. En revanche, avec l'abolition de cette base et de la propriété privée, avec la régulation communiste de la production et l'élimination correspondante de l'aliénation du comportement des hommes vis-à-vis de leur propre produit – la puissance du rapport de l'offre et de la demande sera réduite à néant, et les hommes reprendront en mains l'échange, la production et le mode de leurs rapports réciproques.

Le communisme, pour nous, n'est pas un état qu'il faut créer, ni un *idéal* d'après lequel la réalité devrait se diriger. Nous appelons communisme le mouvement *réel* qui abolit l'actuel ordre établi. Les conditions de ce mouvement résultent des facteurs qui existent d'ores et déjà. En outre, la masse des *simples* ouvriers [1] – force de travail massive coupée du capital et de toute satisfaction même bornée de ses besoins implique donc le *marché mondial* et la concurrence, et pas simplement que les travailleurs aient temporairement perdu leurs sources de vie. Par conséquent, ce prolétariat ne peut exister qu'à l'échelle *universelle*, tout comme le communisme ; son action ne peut avoir qu'une existence « universelle ». Or l'existence universelle des individus, l'existence humaine, est directement liée à l'histoire universelle [2].

---

lemagne. » En revanche, la révolution politique éclate localement et passe d'un pays à l'autre, à partir « du maillon le plus faible » et, en attendant, vit avec les moyens existants. Sa fonction est double : d'une part, étendre la révolution aux autres pays, puis ayant conquis une base économique internationale, opérer la transformation communiste de la société.

[1] À cet endroit, le passage suivant est barré dans le manuscrit : « Jusqu'ici nous n'avons considéré essentiellement qu'un seul aspect de l'activité des hommes, l'application de leur travail à la nature. L'autre aspect est l'élaboration des hommes par les hommes...
Origine de l'État, et son rapport avec la société bourgeoise. »

[2] Contrairement aux utopistes, qui vivaient à une époque où les antagonismes de classe n'étaient pas encore très développés et en appelaient à la Raison des hommes de tous les horizons, voire cherchaient à accommoder les contradictions de classe, Marx-Engels partent directement d'une seule classe de la société pour arriver au communisme, du prolétariat, qui précisément annonce, par son caractère universel – le salariat n'a pas de patrie – une forme de production et de développement universels. Avec le prolétariat, Marx part de l'histoire et de l'économie réelle.

D'après ce qui précède, il est clair que la véritable richesse intellectuelle de l'individu dépend entièrement de ses conditions réelles. Les individus particuliers doivent être libérés de leurs multiples limitations nationales et locales, et entrer dans des rapports pratiques avec la production du monde entier (y compris la production intellectuelle) et être mis en état de jouir de la production universelle du monde entier (création des hommes) [1]. La dépendance universelle – cette forme naturelle de la coopération à *l'échelle de l'histoire mondiale* – sera transformée par la révolution communiste en un contrôle et en une administration conscients de ces puissances qui, engendrées par l'action réciproque des hommes les uns sur les autres, les ont dominés jusqu'ici comme des puissances foncièrement étrangères...

La transformation des capacités (relations) personnelles en puissances objectives par la division du travail ne peut être abolie par une simple opération de l'esprit, comme s'il s'agissait d'une idée générale. Il faut que les individus se soumettent de nouveau ces puissances matérielles et abolissent alors la division du travail. Or cela n'est pas possible sans la communauté. Ce n'est qu'en communauté avec les autres que l'individu acquiert les moyens de développer ses facultés dans tous les sens et que la liberté personnelle devient possible.

Dans les formations sociales ayant existé jusqu'ici – surrogats de la communauté – dans l'État, etc., la liberté personnelle n'existait que pour les individus développés sur la base des conditions de la classe dominante et pour autant qu'ils étaient des membres de cette classe. La pseudo-communauté que les individus ont formée jusqu'ici a toujours eu vis-à-vis d'eux une existence indépendante et, comme elle, représentait l'union d'une classe contre une autre, c'était pour la classe dominée non seulement une communauté illusoire, mais encore une nouvelle chaîne. La véritable communauté, les individus l'acquièrent en même temps qu'ils s'associent, grâce à l'association et en elle.

Toute l'évolution historique passée fait apparaître que les rapports sociaux que nouent les individus d'une classe, et qui ont été fonction de leurs intérêts communs vis-à-vis d'un tiers, ont toujours été ceux d'une communauté qui embrassait les individus uniquement dans leur moyenne, pour autant seulement qu'ils vivaient dans les conditions d'existence de leur classe. Or donc, c'étaient des rapports auxquels ils participaient non en tant qu'individus, mais en tant que membres de la classe. En revanche, dans la communauté des prolétaires révolutionnaires, qui prennent sous leur contrôle toutes leurs propres conditions d'existence ainsi que celles des autres membres de la société, ces rapports

[1] De manière classique, Marx distingue ici entre deux résultats que crée la production : le produit immédiat et matériel, qui dans le communisme provient du monde entier, comme il convient à un mode de production qui ne saurait revenir sur une conquête du précédent qui avait déjà engendré le marché mondial ; le produit indirect et social qui établit les rapports sociaux et donne la structure de la société sur laquelle se développe l'homme social épanoui en tous sens (création de l'homme).

sont renversés : les individus y participent en tant qu'individus. La condition préalable en est, bien entendu, que l'association des individus s'effectue au niveau des forces productives qu'on suppose maintenant développées. C'est cette association qui place sous son contrôle les conditions du libre développement des individus et de leur libre mouvement, alors qu'elles étaient jusque-là livrées au hasard et revêtaient une forme autonome face aux individus, précisément parce qu'ils étaient séparés en tant qu'individus et associés seulement sur la base nécessaire de la division du travail par un lien qui leur était étranger. L'association telle qu'elle a existé jusqu'ici n'était nullement volontaire comme on nous le présente, par exemple, dans le Contrat social, mais dictée par la nécessité, sur la base de conditions toutes contingentes (cf. par exemple la formation de l'État d'Amérique du Nord et les républiques de l'Amérique du Sud). Le droit de jouir sans trouble de la contingence au sein de ces conditions, c'est ce que l'on a appelé jusqu'ici la liberté personnelle. Ces conditions d'existence ne correspondent naturellement qu'aux forces productives et au mode d'échange de chaque période...

Nous avons atteint aujourd'hui le point où les individus doivent s'approprier la totalité existante des forces productives, non seulement pour pouvoir s'épanouir eux-mêmes, mais tout simplement pour donner à leur existence un fondement sûr. Cette appropriation est tout d'abord fonction de l'objet à approprier – les forces productives formant une totalité et n'existant que dans le cadre d'une circulation universelle. Considérée sous cet angle, l'appropriation doit donc avoir d'emblée un caractère *universel,* correspondant à l'universalité des forces productives et de la circulation. L'appropriation de ces forces n'est elle-même rien d'autre que le développement des facultés individuelles correspondant aux instruments matériels de la production. L'appropriation de l'ensemble, des instruments de production est, de ce seul fait déjà, l'épanouissement de toutes les facultés chez les individus eux-mêmes. Mais, à son tour, cette appropriation dépend des individus qui l'entreprennent.

Seuls les prolétaires modernes, totalement tenus à l'écart du développement personnel, sont en état de réaliser l'épanouissement de soi, complet et illimité, non plus borné. Pour cela, ils doivent s'approprier l'ensemble des forces productives pour développer une totalité de facultés correspondante. Toutes les appropriations révolutionnaires avaient jusqu'ici un caractère borné : des individus dont le développement était entravé par des moyens de production et de circulation limités s'appropriaient ces instruments productifs limités, réalisant donc simplement une limitation nouvelle. Leur instrument de production devenait certes leur propriété, mais ils restaient eux-mêmes subordonnés à la division du travail et à leur propre moyen de production. En outre, dans toutes les appropriations réalisées jusqu'ici, une multitude d'individus restait assujettie à un seul instrument de production. Dans l'appropriation réalisée par les prolétaires, la masse des instruments de la production doit être soumise à chaque individu, et la propriété doit être à la disposition de tous. L'échange universel de

l'époque moderne ne peut être soumis aux individus qu'en étant subordonné à tous.

L'appropriation est, en outre, déterminée par la manière dont elle doit s'effectuer. Elle ne peut être réalisée que par une association qui, en raison précisément du caractère du prolétariat, ne peut être elle-même qu'universelle, et par une révolution. Grâce à celle-ci, le pouvoir qui domine tous les rapports sociaux de l'actuel mode de production et de distribution sera renversé, tandis que se développeront le caractère universel du prolétariat et l'énergie qui lui est indispensable pour entreprendre l'œuvre de l'appropriation, le prolétariat se dépouillant au fur et à mesure de tout ce qui lui reste de sa condition passée dans la société.

C'est à partir de ce stade d'évolution seulement que l'épanouissement de soi coïncidera avec la vie matérielle des individus : ceux-ci pourront alors s'épanouir en individus complets, tandis qu'ils se dépouilleront de toutes les nécessités imposées directement par la nature ; en outre, le travail se transformera en auto-activité, et les échanges effectués jusqu'ici sous le règne de la nécessité deviendront des échanges entre individus. L'appropriation de toutes les forces productives par les individus associés signifie la fin de la propriété privée. Alors que, dans toute l'histoire passée, une condition particulière est toujours apparue comme contingente, la dissociation des individus et l'acquisition privée particulière sont devenues maintenant contingentes.

Les philosophes ont conçu comme un « idéal », sous le nom d'« Homme », l'individu qui ne serait plus subordonné à la division du travail. Ils ont interprété ainsi comme un procès de développement de l'« homme » tout le procès matériel que nous avons exposé, et ils ont substitué l'« Homme » à tous les individus vivant et produisant à chaque étage historique bien déterminé, l'« Homme » étant la force motrice de l'histoire dans leurs descriptions. En conséquence, ils ont été amenés à décrire tout le procès comme celui de l'auto-aliénation de l'homme, et cela provient essentiellement de ce qu'ils ont toujours substitué l'individu moyen de la phase historique moderne à celui de la phase antérieure. Par ce renversement du mouvement réel, qui d’emblée fait abstraction des conditions véritables, il leur a été possible de faire de toute l'histoire le procès de développement de la conscience [1]...

Il apparaît à l'évidence que le développement d’un individu est conditionné par celui de tous les autres, avec lesquels il se trouve en liaison directe ou indi-

[1] Marx réfute lui-même ici, à l'avance, toutes les interprétations modernes qui présentent ses œuvres de jeunesse – par exemple *La Sainte-Famille, L'Idéologie allemande* et *Les Manuscrits économiques et philosophiques* de 1844 comme « philosophiques » et opposées aux froides analyses (? !) du *Capital.* Marx, dans sa méthode scientifique, est parti du général, préparé par les générations précédentes, et un propre travail de synthèse, pour aller ensuite en profondeur dans les détails concrets.

recte, et qu'entre les diverses générations d'individus qui ont noué ensemble des rapports mutuels il existe une connexion telle que les générations postérieures se trouvent conditionnées dans leurs rapports mutuels et jusque dans leur existence physique par celles qui les ont précédées, dont elles reçoivent les forces de production et d'échange que celles-ci ont accumulées. En somme, on assiste à une évolution et l'histoire d'un individu pris à part ne peut en aucun cas être dissociée de l'histoire des individus qui l'ont précédé ou sont ses contemporains, mais s'en trouve au contraire déterminée.

Cette inversion du rapport individuel en un comportement purement objectif, de même que la distinction établie par les individus eux-mêmes entre individualité et contingence, représente un processus historique qui assume, aux différents stades de l'évolution, des formes différentes, toujours plus accusées et plus universelles.

L'époque actuelle a donné la forme la plus tranchante et la plus générale à la domination du monde des choses sur les individus, à l'étouffement de l'individualité par la contingence. Elle a ainsi imposé aux individus une tâche tout à fait déterminée : substituer au règne des choses et de la contingence le règne des individus sur la contingence et les rapports réifiés. L'exigence de notre temps n'est pas – comme le pense Sancho – que « JE ME développe », ce que tout individu a fait jusqu'à présent, sans attendre son bon conseil, mais au contraire de se libérer d'un mode tout à fait déterminé d'évolution. La tâche prescrite par les conditions sociales présentes consiste en rien moins que d'organiser la société de manière communiste.

En fin de compte, c'est en supprimant la division du travail que l'on abolira la pétrification et l'autonomisation des rapports sociaux face aux individus, qui entraînent l'assujettissement de leur individualité au hasard, et la subordination de leurs rapports personnels aux conditions générales de classe, etc. En outre, l'abolition de la division du travail est conditionnée par le développement à l'échelle universelle de la circulation et des rapports de la production, et la propriété privée et la division du travail entravent toujours davantage ce développement. Enfin, la propriété privée ne peut être abolie lorsque les individus ont atteint un niveau de développement universel correspondant à l'universalité des échanges et des forces productives existants, que seuls des individus développés universellement peuvent s'approprier, en en faisant l'objet de leur libre activité de vie. En conséquence, les individus du temps présent *devront* abolir la propriété privée – parce que les formes de circulation et les forces productives se seront développées jusqu'à devenir, sous le règne de la propriété privée, des forces destructives – et pousser l'antagonisme des classes à leur paroxysme. En conclusion, avons-nous dit, la propriété privée et la division du travail seront abolis par l'association des individus sur la base donnée par les actuelles forces productives et la circulation universelle.

La société communiste est la seule où le développement original et libre des individus ne sera pas une phrase creuse, car l'épanouissement des individus y est conditionné par l'association des individus en fonction de l'interdépendance qui découle d'abord des facteurs économiques préalables, ensuite de la solidarité nécessaire au libre épanouissement de tous, et enfin du mode universel de l'activité des individus sur la base des forces productives existantes. Nous avons donc affaire à des individus parvenus à un stade déterminé de l'évolution historique, et nullement à des individus quelconques pris au hasard, abstraction faire de la révolution communiste indispensable, qui est elle-même une condition sociale du libre développement des individus. La conscience qu'auront les individus de leurs rapports mutuels sera naturellement toute différente, et n'aura rien à voir avec le « principe d'amour », le dévouement ou l'égoïsme.

Socialisation des individus

Retour à la table des matières

De même que Sancho a expliqué jusqu'ici toutes les mutilations des individus, et donc de leurs conditions, par son idée fixe de maître d'école, sans jamais se préoccuper de la manière dont ces idées sont nées et se sont développées, de même explique-t-il maintenant cette mutilation à partir du processus purement naturel de génération. Il ne se doute pas le moins du monde que les capacités de développement des enfants dépendent de la formation des parents, et que toutes les mutilations des individus sont le produit historique des conditions de vie existant jusqu'ici, et donc qu'elles doivent être de nouveau éliminées dans le cours de l'histoire. Même les différences naturelles de l'espèce humaine, telles que les différences de race, etc., dont Sancho ne parle jamais, peuvent et doivent être éliminées au cours de l'histoire...

La conception historique que nous avons développée donne finalement les résultats suivants :

1. Le développement des forces productives a abouti à un stade qui a vu naître des forces productives et des moyens de circulation qui, dans les conditions présentes, ne peuvent qu'avoir des effets néfastes, les forces productives devenant destructives (machinerie et argent). En même temps se développe une classe qui supporte tout le fardeau de la société sans jouir de ses avantages, qui est évincée de la société existante et se trouve par force dans l'antagonisme le plus tranchant avec toutes les autres classes. Cette classe forme la majorité des membres de la société, et la conscience de la nécessité d'une révolution radicale y surgit. Cette conscience est communiste et peut aussi se former, bien sûr, chez des membres d'autres classes à la vue de la situation de cette classe.

2. Les conditions au sein desquelles les forces productives déterminées opèrent sont alors celles de la domination d'une certaine classe de la société. La puissance sociale de cette classe découle de la propriété qu'elle détient et trouve une expression correspondante dans la forme, à la fois idéale et pratique, de l'État de son époque. C'est pourquoi toute lutte révolutionnaire est dirigée contre une classe qui a dominé jusqu'alors [1].

3. Dans toutes les révolutions passées, le mode d'activité restait hors d'atteinte et il s'agissait seulement d'une autre distribution de cette activité, d'une répartition nouvelle du travail entre d'autres individus [2]. La révolution communiste, au contraire, est dirigée contre le *mode* d'activité antérieur, elle élimine le travail [3] et abolit la domination de toutes les classes, en supprimant les classes elles-mêmes, parce qu'elle est opérée par une classe qui n'apparaît pas comme une classe dans la société, étant déjà la dissolution de toutes les classes, de toutes les nationalités, etc., au sein même de l'actuelle société [4].

---

[1] Marx a noté en marge : « dont les membres sont intéressés à maintenir l'actuel état de la production ».

[2] Toutes les révolutions du passé, notamment la bourgeoise, étaient essentiellement politiques, et aggravaient encore le caractère de classe déjà développé précédemment. En ce sens, elles ne bouleversaient pas de fond en comble les conditions économiques de la production, mais ne donnaient qu'une forme plus aiguë à l'extorsion de la plus-value, se contentant de briser les entraves politiques et juridiques à ce mode de production.

[3] Dans le manuscrit, Marx ajoute une précision supplémentaire à ce « travail » : « La forme moderne de l'activité sous laquelle s'effectue la domination », soit le travail actuel.
Dans les *Grundrisse* (cf. le chapitre « La Suppression de la contradiction entre le temps libre et le temps de travail ») sur la base de l'analyse économique du capitalisme, Marx explique que, dans la société communiste la force productive la plus grande ne sera plus le travail pour produire, mais le temps libre pour développer les capacités productives humaines. Le travail n'en sera pas pour autant un plaisir : « Sans doute est-il juste de dire que, dans ses formes historiques – esclavage, servage et salariat –, le travail ne cesse d'être rebutant, car c'est du *travail forcé, imposé de l'extérieur* et en face duquel le non-travail est « liberté et bonheur ». Cela est doublement vrai du travail de caractère antagonique, qui n'a pas encore restauré ses conditions subjectives et objectives (qu'il a perdues en quittant l'état pastoral, etc.), conditions qui en font du *travail attractif* dans lequel l'homme se réalise lui-même ; cela ne signifie absolument pas qu'il deviendra un plaisir et un *amusement*, comme Fourier, tel une midinette, le pense naïvement. Un travail véritablement libre – par exemple, composer une œuvre – n'est pas facile et exige l'effort le plus intense. » (*Grundrisse*, 10/18, t. 3, p. 181.)

[4] Le prolétariat est objectivement, par sa nature même, anticapitaliste, et donc le véhicule de la future société communiste. En effet, « c'est une classe bourgeoise, qui n'est pas de la société bourgeoise, une classe qui est dissolution de toutes les autres classes, une sphère qui a un caractère universel par ses souffrances universelles et ne revendique pas un droit particulier, parce qu'on ne lui a pas fait de tort particulier, mais un tort en soi, une sphère qui ne peut plus s'en rapporter à un titre historique, mais simplement à un titre humain, une sphère qui n'est pas en opposition particulière avec les conséquences, mais en opposition générale, avec toutes les prémisses du système politique allemand, une sphère, enfin, qui ne peut s'émanciper de toutes les autres sphères de la société sans les émanciper en même temps qu'elle-même, une sphère qui est, en un mot, la perte complète de l'homme et ne peut donc se reconquérir elle-même que par la réappropriation complète de l'homme. La décomposi-

4. Une transformation massive des hommes s'avère nécessaire pour la création massive de cette conscience communiste aussi bien que pour la réalisation du but lui-même. Or, une telle transformation ne peut s'opérer que par un mouvement pratique – une révolution. Cette révolution n'est donc pas seulement nécessaire parce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe dominante, mais encore parce que seule une révolution permettra à la classe subversive de balayer toute la pourriture du vieux régime qui lui colle à la peau [1] et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles.

Une vérité qui s'impose, c'est que, dans tous les pays d'Europe, le perfectionnement des machines, la découverte scientifique, l'application de la science à la production, l'amélioration des moyens de communication, les colonies nouvelles, l'émigration, l'ouverture de marchés, le libre échange, aucune de ces choses – même si on les réunit – ne peut mettre fin à la situation misérable des classes laborieuses [2].

---

tion de la société en tant que classe particulière, c'est le prolétariat. » (MARX, introduction à la *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel.*)

En ce qui concerne l'action concrète du prolétariat dans l'instauration de la société communiste, cf. le volume de cette série consacré à *La Société communiste,* à paraître.

[1] Marx fait évidemment allusion ici aux influences pernicieuses qu'exercent sur la classe prolétarienne les « idées de la classe dominante » avec toutes les valeurs idéologiques que distillent les classes qui remplissent les fonctions du capital dans la société moderne, dans les superstructures politiques juridiques, idéologiques et artistiques – soit à « la grande foule des travailleurs prétendument "supérieurs" – les fonctionnaires, les militaires, les artistes, les médecins, les curés, les juges, les avocats, etc., qui non seulement ne sont pas productifs, mais essentiellement destructifs » (cf. ci-dessus, p. 173).

L'homme ne pourra se développer librement en tous sens qu'après que le prolétariat aura balayé les superstructures capitalistes qui *imposent* une fausse culture et distillent une fausse science, afin que les forces sociales développées dans la base économique soient mises en harmonie avec les rapports sociaux et humains.

[2] Cf. MARX, *Adresse inaugurale de l'A.I.T.,* septembre 1864.

Toute la conception marxiste proclame que c'est la révolution qui changera l'homme, et non l'action culturaliste exercée aussi bien sur les hommes que sur la production.

ANNEXE

Retour à la table des matières

Nous dressons ici, dans l'ordre chronologique, une liste d'articles et de lettres que nous n'avons pas repris dans cette anthologie déjà copieuse. Est-il besoin de dire qu'en toute occurrence le sujet est infini et que nous n'en aurons qu'une synthèse tant que les œuvres de Marx-Engels ne seront pas publiées dans leur intégralité. Nous résumons à chaque fois ce qui nous semble l'idée-force dans les passages que nous estimons proches de notre sujet, en indiquant si possible la traduction française.

Citons tout de suite, les anthologies de Marx-Engels qui prolongent dans les différentes directions le tronc constitué par le présent recueil et qui ont été publiées en langue française :

Jean FRÉVILLE, *Les Écrits de Marx et Engels sur l'art et la littérature*, Paris, 1937.

MARX-ENGELS, *Sur la religion*, Ed. sociales, Paris, 1968. *La Femme et le communisme*, anthologie des grands textes du marxisme Ed. sociales, Paris, 1951.

Karl MARX, *Pages choisies pour une éthique socialiste*, textes réunis, traduits et annotés par Maximilien Rubel, Paris, 1948 réédition par les éd. Payot.

Karl MARX, Friedrich ENGELS, *Études philosophiques*, Ed. sociales, Paris, 1968.

1837

Lettre de Marx à son père, 10 novembre 1837, in *MEGA*, 1/1, p. 100-106 : récit très détaillé sur le cours de ses études, notamment comment Marx se défend contre la philosophie de Hegel.

1839

MARX, *Dissertation*, 1re partie, « Différence, au point de vue général, de la philosophie de la nature chez Démocrite et Épicure », note IV, 2, in *MEGA*

1/1, p. 63-66. Cette note ne figure pas dans la traduction française de cette dissertation chez les éd. Ducros, Bordeaux, 1970.

ENGELS, *Lettre II de Wuppertal,* avril 1839 : sur les écoles religieuses et laïques de cette région de l'Allemagne.

1842

MARX, « Éditorial du n° 179 de *La Gazette de Cologne* », in *Gazette rhénane,* Cologne, 10, 12 et 14 juillet 1842, in *MEGA,* 1/1, p. 278 ; trad. fr. : *Œuvres philosophiques,* éd. Costes, 1937, t. V, p. 94-108.

1844

MARX, introduction à la *Contribution à la critique du droit politique hégélien,* in *Annales franco-allemandes,* in *MEGA,* 1/1, p. 607-610, 613, 619-621 ; tra. fr. : Ed. sociales, 1975, p. 197-201, 203-205, 210-212.

1845

ENGELS, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande,* in *Werke,* 21, p. 306-307 ; trad. fr. : Ed. sociales, 1968, p. 59-60 : dégénérescence de la science bourgeoise.

MARX-ENGELS, *La Sainte-Famille,* in *MEGA,* 3, p. 205-207, 306-309 ; trad. fr. : Ed. sociales, 1969, chap. IV « Note marginale critique n° 2 », p. 46-48 ; chap. VI, 3 d « Bataille critique contre le matérialisme français », p. 156-158.

MARX, *Cahiers d'extraits de Bruxelles,* in MEGA, 1/6, p. 616 extraits de François VILLEGARDELLE, *Histoire des idées sociales avant la révolution française, ou les socialistes modernes, devancés et dépassés par les anciens penseurs et philosophes avec textes à l'appui,* Guarin, Paris ; 1846, p. 124-126 (citation de Brissot).

MARX-ENGELS, *L'Idéologie allemande,* in *Werke,* 3, p. 243-245, 501 ; trad. fr. : Ed. sociales, 1968, p. 293-295 : pour l'égoïste en accord avec lui-même, la vie est affaire de réflexion, c'est-à-dire affaire de police. Et p. 567 : à propos des observations géniales de Fourier sur l'éducation.

ENGELS, *Description de colonies communistes surgies ces derniers temps et encore existantes,* in *Werke,* 2, Dietz, 1959, p. 553554 ; trad. fr. : ENGELS-MARX, *Utopisme et Communauté de l'avenir,* Maspero, 1976, p. 75-76 : sur l'éducation pratiquée dans ces colonies modèles.

ENGELS, *Discours d'Elberfeld* I, in *Werke,* 2, Dietz, 1959, p. 547 ; trad. fr. : ENGELS-MARX, *ibid.*, p. 42-43 : sur la revendication de l'éducation universelle des enfants aux frais de l'État. Cf. dans le recueil précité, sur l'éducation et l'enseignement, p. 54, 56, 63, 66, 67, 71, 72, 74, 76, 86, 125, 131,

152, 168, 169, 173 ; et ENGELS-MARX, *Les Utopistes,* Maspero, 1976, p. 29, 45-46, 109-110, 128, 131, 144, 165-167.

1853

MARX, « La Question du travail », *New York Tribune* [1], 30 novembre 1853 : critique du travail des enfants en Angleterre et protestations ouvrières contre les mouvements d'éducation patronaux.

1858

MARX, « Importants documents britanniques », *N.Y.T.*, 20 mai 1858 : rapports des inspecteurs de fabrique sur le travail des enfants.

1859

MARX, « Situation en Prusse », *N.Y.T.*, 1er février 1859 : sur les institutions d'enseignement en Prusse. La réaction substitue très vite au rationalisme le piétisme et fait la chasse aux professeurs progressistes dans les universités.

MARX, « La situation dans les usines britanniques », *N.Y.T.*, 15 et 24 mars 1859 : sur la fréquentation scolaire des enfants et l'application des prescriptions relatives à l'éducation dans les usines et imprimeries.

1862-1863

MARX, *Théories sur la plus-value* (livre IV du *Capital*), t. 1, in *Werke*, 26/1, Dietz, 1972, p. 329, 367-368 ; trad. fr. : Ed. sociales, 1974, p. 411, 458-459 : Hobbes sur le rôle économique de la science, le travail et la valeur. Dans la *machine,* la science objectivée apparaît comme *capital* face aux ouvriers.

MARX, *ibid.,* t. II, in *Werke,* 26/2, p. 103-104, 554-555 : la base scientifique directe pour l'agriculture – chimie, géologie et physiologie – se développe au XIXe, siècle sur la base scientifique de la grande industrie – la mécanique – qui surgit dès le XVIIIe, siècle. Les sciences naturelles ne coûtent rien au capitaliste – exemple de l'invention du moulin à vent, et de la machinerie en général.

MARX, *ibid.,* t. III, in *Werke,* 26/3, p. 433-438 : progression historique des connaissances ; conditions de l'accumulation de capital auxiliaire. Par exemple, la télégraphie, le chemin de fer, etc., ouvrent un champ nouveau à l'investissement de capital auxiliaire. La production capitaliste implique la

[1] Les articles de la *New York Tribune (N.Y.T.)* restent dans leur grande majorité inédits en français. Marx y illustre souvent des thèmes particuliers qu'il traite dans *Le Capital.*

séparation de la science du travail et, en même temps, l'application de la science en tant que telle à la production matérielle.

1867

MARX, *Le Capital*, I, in *Werke*, 23, Dietz, 1971, p. 258-263, 309-311, 315, 490-493 ; trad. fr. : Ed. sociales, t. I, p. 239-244, 286-288, 291 t. II, p. 146-149 : sur le travail des enfants. *Ibid.*, p. 389 trad. fr. : t. II, p. 56 : sur les coûts de l'éducation.

1872-1873

ENGELS, *De l'autorité*, in *Werke*, 18, p. 305-308 ; trad. fr. : in K. MARX, F. ENGELS, *Œuvres choisies*, Ed. du progrès, Moscou, 1970, t. II p. 395-398 : sur la pérennité du caractère impérieux des lois scientifiques.

1873-1883

ENGELS, *Dialectique de la nature*, in *Werke*, 20, p. 456-457, 515, 462-471 trad. fr. : Ed. sociales, 1952, p. 185-186, 254-255, 191-201 éléments d'histoire de la science. Hiérarchie encyclopédique des sciences de la nature chez Comte et sa folie de l'enseignement intégral. Éléments d'histoire de la science.

1892

ENGELS, Introduction à *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, in *Werke*, 22, p. 299-300, 302, 307-308 ; trad. fr. : Ed. sociales, 1959, p. 27, 30, 35-36 : parallèlement à la montée de la bourgeoisie se produisit un grand essor de la science. L'un des instruments d'oppression de la grande masse productrice par la bourgeoisie anglaise est la religion. Bêtise de la bourgeoisie anglaise.

CORRESPONDANCE

Engels à J. Ph. Becker, 8 septembre 1879 : les étudiants et docteurs philanthropiques veulent transformer la lutte de classe du prolétariat en une entreprise de fraternisation universelle de tous les hommes.

Engels à E. Bernstein, 17 août 1881 : l'« intelligentsia », dans la mesure où elle vaut quelque chose, afflue vers nous, sans que nous ayons besoin de la flatter.

Engels à J. Ph. Becker, 22 mai 1883 : sur l'instinct communiste des ouvriers et les prétentions professorales des intellectuels dans le parti.

Engels à Fr.-A. Sorge, 27 août 1890 : sur une petite révolte estudiantine dans le parti.

Engels à P. Lafargue, 3 janvier 1894 : sur l'entraînement militaire, cf. le dernier des trois tomes des Éditions Sociales sur la *Correspondance* entre Marx, Engels et Lafargue.

FIN

Friedrich ENGELS [1820-1895]
et Karl MARX (1813-1883)

LES UTOPISTES

Introduction, traduction et notes
de Roger Dangeville

Un document produit conjointement en version numérique par
Diane Brunet, bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi
et Marc Guérin, bénévole, cheminot, Paris

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: http://classiques.uqac.ca/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: http://bibliotheque.uqac.ca/

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichier des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergé (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée conjointement par Diane Brunet, bénévole, à partir du texte de :

Friedrich Engels et Karl Marx

LES UTOPISTES

Nombreux textes inédits, traduction & notes de Roger Dangeville
« L'imagination au pouvoir ressuscite une vieille taupe « La poésie sociale s'est fourvoyée dans le crédit et la société industrielle « La dictature du parti du travail doit permettre à l'homme de s'épanouir par la fusion de la poésie et du savoir, avec l'abolition de l'antagonisme entre ville et campagne, entre travail manuel et activité intellectuelle dans la vie pratique. »

Introduction, traduction et notes de Roger Dangeville. Paris : François Maspero, 1976, 181 pp. Petite collection Maspero, no 161.

Ce livre est diffusé dans Les Classiques des sciences sociales avec l'autorisation formelle des ayant-droit de Roger Dangeville, traducteur, autorisation accordée le 20 octobre 2011.

Polices de caractères utilisée: Times New Roman, 12 points.

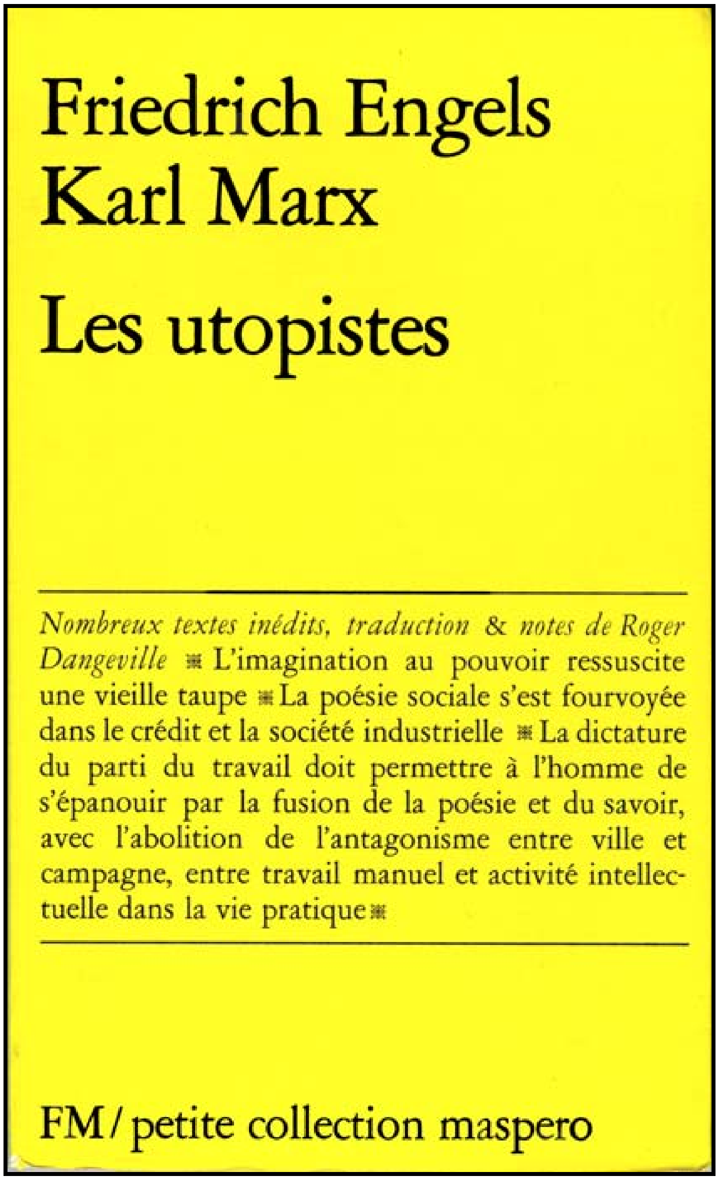
Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 20 avril 2012 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Friedrich ENGELS [1820-1895]
et Karl MARX (1813-1883)

LES UTOPISTES



Introduction, traduction et notes de Roger Dangeville. Paris : François Maspero, 1976, 181 pp. Petite collection Maspero, no 161.

[2]

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

Karl Marx, Friedrich Engels, *Le syndicalisme.* Traduction et notes de Roger Dangeville.

I. Théorie, organisation, activité.
II. Contenu et portée des revendications syndicales. *Index des idées.*

Karl Marx, Friedrich Engels, Le parti de classe. Traduction et notes de Roger Dangeville.

I. Théorie, activité.
II. Activité et organisation.
III. Questions d'organisations.
IV. Activités de classe. *Index des noms cités dans les quatre volumes. Index analytique.*

Karl Marx, Friedrich Engels, *Le mouvement ouvrier français.* Traduction et notes de Roger Dangeville.

I. Tactique dans la révolution permanente.
II. Pour le parti de classe.

Karl Marx, Friedrich Engels, *Utopisme et communauté de l'avenir*. Traduction et notes de Roger Dangeville. *Index des idées.* [En préparation dans Les Classiques des sciences sociales.]

[181]

Table des matières

PRÉFACE

Le jeu de la dialectique
Dialectique corrosive
Action directe et vision lointaine
Le petit pas en arrière dans la dialectique

I. LE STADE UTOPISTE DU MOUVEMENT OUVRIER

Enfance du *mouvement ouvrier*
Le socialisme utopique
Intuitions utopistes et communisme primitif
Commentaire d'un fragment de Fourier sur le commerce
Les bons de travail

II. MARXISME ET MOUVEMENT UTOPIQUE CLASSIQUE ET SECTAIRE

Marxisme et phase utopique du mouvement ouvrier
Le socialisme et le communisme critico-utopiques
Propriété privée et communisme : stades de développement du communisme grossier et égalitaire au communisme proprement dit

III. INDIVIDUALISME PARASITAIRE ET HOMME SOCIAL

Théorie impersonnelle du communisme
Individu et échange
Individu et communisme
Mort de l’individualisme parasitaire
Du suicide
Notes aux « Éléments d'économie politique » de James Mill
Abolition de la division du travail

Index des idées

[5]

LES UTOPISTES

PRÉFACE

Le jeu de la dialectique

Retour à la table des matières

Dans ce recueil, nous passons aux textes qui marquent la transition de l'enfance utopique au communisme pleinement développé, conscient de lui-même et de son mouvement. Pour saisir ce passage, il faut faire appel au plus haut point à la dialectique, afin de relier, dans leur genèse comme leur explication, les deux phases du mouvement communiste. Dans révolution de la première à la seconde, on peut constater le mieux ce qui les distingue en même temps que ce qui les caractérise chacune : le développement historique oppose chaque élément contradictoire à l'autre et l'éclaire, avant de les combiner en une synthèse nouvelle, qui éclaire de nouveau les éléments de révolution précédente. C'est toujours des contrastes que naît le mouvement ainsi que la lumière dans la dynamique de l'histoire.

Notre thèse est que le marxisme est né d'un bloc à une date déterminée - dans les années orageuses de 1848 - comme explication du mode de production communiste et de la phase humaine correspondante, en opposition radicale au capitalisme, à ses sciences et à son idéologie, dont tout un monde antagonique le sépare. Cette thèse est d'une évidence lumineuse, puisque le communisme est d'abord la théorie du prolétariat [1] qui s'abolira lui-même comme classe au cours de la dicta-

1 Selon la définition de Marx, le prolétariat est par nature anticapitaliste, facteur révolutionnaire de dissolution du mode de production bourgeois, « une classe de la société bourgeoise, qui n'est pas de la société bourgeoise, une classe qui est dissolution de toutes les classes » (*Introduction à la critique de la philosophie de Hegel*, 1844).

ture du prolétariat et de la phase inférieure du socialisme et s'émancipera dans l'homme social du communisme.

La pâle objection, que l'on oppose sans cesse à cette vision de classe du communisme, veut que le marxisme soit lui-même un produit historique qui naît progressivement dans l'histoire et se rattache donc au capitalisme et [6] à ses idéologies. C'est la thèse conciliatrice de ceux qui veulent atténuer le caractère antagonique des idées des classes bourgeoises et celles du prolétariat.

Tous les textes de ce recueil montrent que ce fut précisément l'utopisme - avec ses germes communistes, d'une part, et ses éléments bourgeois surajoutés du fait de l'immaturité historique de l'époque, d'autre part - qui a fait la transition entre le matérialisme bourgeois et le pur marxisme. Celui-ci, étant le produit d'une époque plus avancée et plus mûre, disposait donc enfin de la base à partir de laquelle pouvait naître une vision d'ensemble, expliquant aussi bien tous les mouvements du passé que le développement du communisme en opposition au capitalisme. Il pouvait être ainsi la clé ou « l'énigme enfin résolue » - d'abord au niveau de l'explication théorique, puis de la réalisation sociale - de l'humanité.

Cette nouvelle théorie d'une classe achevée a désormais une base tout à fait matérielle. Le niveau historique de la production - celui de la grande industrie et du prolétariat moderne - permet au marxisme d'être cette conception d'ensemble nouvelle, opposée aux visions partielles des époques productives et historiques précédentes, dont celle du capitalisme. Il faut donc suivre la genèse historique, qui produit l'ossature aussi bien que la chair et le sang du marxisme.

L'utopisme renferme les germes du communisme au sein d'une enveloppe de rationalité bourgeoise, et les systèmes élaborés par les différents utopistes reprennent encore des éléments séparés et contradictoires de la société capitaliste : l'économie, la politique et la philosophie (qui forment la base économique et les superstructures étatiques et idéologiques de la société bourgeoise), à partir desquels le prolétariat se démarquera progressivement grâce aux utopistes afin de se donner sa pleine identité.

Le marxisme est, lui, la synthèse théorique positive du mouvement historique de trois pays différents, l'Angleterre (économique), la France (politique) et l'Allemagne (philosophique), dont chacun a donné l'un des éléments constitutifs du monde moderne, séparés dans le capitalisme et assemblés ou mieux modifiés,

fondus et unis en une synthèse nouvelle et supérieure dans le communisme. « Les Anglais parvinrent à ce résultat [le communisme] d'une manière pratique [économique] à la suite de l’accroissement rapide de la misère, de la désagrégation des mœurs et du paupérisme [7] dans leurs pays ; les Français de manière politique, du fait qu'ils exigèrent les premiers la liberté et l’égalité politiques et, trouvant cela insuffisant, ils ajoutèrent à ces revendications politiques la revendication de la liberté et de l'égalité sociales ; les Allemands vinrent au communisme par la philosophie, en tirant les conclusions à partir de ces premiers principes [2]. »

Les textes font clairement apparaître que les utopistes français (Fourier, Saint-Simon), anglais (Owen) et allemand (Weitling) ont assuré, à partir des germes communistes, dans chaque sphère nationale spécifique, la transformation qualitative de chacun de ces éléments encore isolés, en taisant une première critique corrosive de l’économie, la politique et l’idéologie bourgeoises. C'est dans ce devenir où se nouent les contradictions pour se résoudre en une synthèse nouvelle, supérieure, que le marxisme trouve, ensuite la compréhension de sa propre existence et action historiques, en même temps que son identité propre, absolument originale et non réductible aux idéologies précédentes, notamment la bourgeoisie. L'un des mérites essentiels de l’utopisme est l’avoir assuré pleinement ce passage encore contradictoire.

Dialectique corrosive

Retour à la table des matières

Nous observerons dans les textes qui vont suivre le mouvement dialectique par lequel l'utopisme dissout les éléments bourgeois de l’économie, de la politique et de l’idéologie - à la manière de Pierre Bayle, par exemple, pour ce qui est du matérialisme bourgeois par rapport à la métaphysique médiévale, lui qui se plaçait dans le système métaphysique pour le désagréger par le doute de la Raison - le scepticisme, ce premier pas de la science bourgeoise. La seule question raisonna-

---

2 Cf. ENGELS., « Progrès de la réforme sociale sur le continent », novembre 1843, in MARX-ENGELS, *Le Mouvement ouvrier français*, Petite Collection Maspero, 1974, t. I, p. 39-40.

ble en théologie n'est-elle pas de douter (en se demandant : Dieu existe-t-il ?), soit en niant son existence par cette première question ?

La première tâche historique des utopistes, dont Marx-Engels ne cessent précisément de souligner l'esprit dialectique, a été la critique de la société bourgeoisie, donc - au [8] niveau de l'élaboration théorique - la dissolution de son idéologie et la négation de sa justification historique ultérieure. Le marxisme systématisera enfin cette critique par les armes dans le feu de la révolution politique.

L'exemple le plus évident, et le plus tangible aussi, de ce rôle désagrégateur de l'économie bourgeoise, c'est celui que fournit Owen, par exemple. Comme les socialistes égalitaires anglais, il s'agrippe directement à Ricardo pour dissoudre l'économie politique classique en un premier procès, en revendiquant la généralisation de la propriété privée à tout le monde, c'est-à-dire en ruinant les riches et en nivelant toutes les conditions. En cela, Owen se place directement sur le terrain bourgeois pour lancer son action. Ainsi il reprend tel quel le système des fabriques théorisé par Ricardo, mais substitue à la gestion de l'entrepreneur capitaliste privé celle de tous les travailleurs associés, et la fabrique capitaliste devient coopérative de production et de distribution, dont Marx dira dans l'*Adresse* de la Première Internationale qu'elle est une première victoire de l'économie politique ouvrière sur la bourgeoisie. En utopiste toujours concret, Owen construira quelques modèles de coopératives, qui démontreront - victoire encore purement théorique mais définitive, « qu'aucun canon ne peut plus remettre en question » - la viabilité el la supériorité communiste. Marx en proposera, lorsque les conditions matérielles seront mûres (parmi lesquelles figure le prolétariat révolutionnaire, qui « de tous les instruments de production est le plus grand pouvoir productif »), un « système national » complet pour assurer la transition historique au communisme.

Enfin en utopiste anglais - c'est-à-dire pratique et économiste - Owen, dans le corps à corps avec l'économie politique bourgeoise, démontrera que le système des machines tend au-delà de ce qui est humain la force vivante de travail, de sorte qu'il réclame la limitation, par une loi de fabrique coercitive pour tous (bourgeois et ouvriers), du temps de fonctionnement du monstre capitaliste : première revendication de la diminution des horaires de travail, avec la fixation légale à 10h 1/2 de la journée de travail ! À la suite de quoi, Marx pourra déclarer que « cette intervention despotique » des travailleurs dans l'anarchie de la production

bourgeoise, afin de la dompter, a fait succomber l'économie bourgeoise devant l'économie communiste de la classe ouvrière. Il s'agit, en effet, d'une anticipation géniale [9] - quoique encore empêtrée dans l'État bourgeois - de ce socialisme, où les producteurs associés organiseront et fixeront la quantité et la qualité de la production d'après leurs besoins subjectifs au moyen d'un plan consciemment élaboré au préalable, qui remplacera le système de lois aveugles de la production capitaliste pour la production.

Fourier et Saint-Simon ont joué le même rôle, à une période antérieure à celle d'Owen. Au sens historique, ils sont parfaitement unilatéraux, même par rapport à l'économie de Ricardo, critiquée victorieusement par Owen : Fourier se rattache encore au système agraire des physiocrates, et Saint-Simon se confine dans le pur système industriel. Cependant tous deux, à la manière politique française, s'attaqueront d'emblée au monstre capitaliste de l'État - certes de manière utopiste, c'est-à-dire pacifique et donc comme simple démonstration théorique, destinée à convaincre les esprits de raison. Ayant déjà affaire à l'État bourgeois pleinement développé par la révolution de 1789, ils réclameront son " abolition " à la manière négatrice de faiseurs de systèmes, en demandant « l'égalité sociale en plus de l'égalité politique » (selon la formule d'Engels) par la généralisation des fonctions détenues dans l'économie par les monopoleurs bourgeois au profit de tous les individus, l'État devenant alors rationnel pour la classe ouvrière elle-même, puisqu'elle dépossède les capitalistes de leur pouvoir privé de classe pour le transférer aux plus qualifiés des producteurs (notamment chez Saint-Simon). L'État - dans ces systèmes utopiques - cesse dès lors d'être politique pour ne plus se préoccuper que de l'administration des choses, de la production. Ici encore les utopistes font une première critique toute négative de la politique bourgeoise au niveau de la démonstration théorique, le marxisme prouvant plus tard que le mouvement historique même de la production en fera la critique pratique, dont le prolétariat sera l'agent actif et conscient, en abolissant positivement l'État.

On notera déjà chez Saint-Simon, Fourier, comme chez Owen, le mouvement de dépassement « marxiste » de l'unilatéralité bourgeoise, avec leur dissolution de la politique dans l'économie. Cependant cette critique ne peut encore se réaliser dans la pratique, et ne peut donc être encore tout à fait systématique, comme dans le marxisme. Saint-Simon et Fourier ne peuvent abolir leur État et sont donc condamnés à taire de l'alchimie théorique. En somme, les « germes de [10] com-

munisme » n'exigent plus qu'une maturation plus grande de la société : la critique utopiste des conditions capitalistes a bien déblayé le terrain pour le socialisme scientifique.

Au niveau des superstructures idéologiques, Weitling joue le même rôle de prophète du socialisme scientifique, en combinant déjà les systèmes de Saint-Simon, de Fourier, de Cabet et d'Owen en une première synthèse théorique qui, à la manière prolétarienne, n'est plus purement intellectuelle, mais s'organise déjà en force militante et agissante dans le parti, la Ligue des communistes, qui regroupe les artisans allemands dispersés en Europe occidentale. Ceux-ci ne forment-ils pas eux-mêmes la vivante transition au prolétariat moderne ? En réalisant une première synthèse théorique des socialismes anglais et français, Weitling fait écran à la philosophie allemande pour le marxisme. Il constitue ainsi, après le proudhonisme même, le dernier maillon de la chaîne, une sorte d'utopisme hypertrophié par son unilatéralité théorique : « Pour ce qui est de la formation théorique ou des dispositions théoriques des travailleurs allemands en général, il suffit de mentionner les œuvres géniales de Weitling qui, sur le plan théorique, dépassent bien souvent celles de Proudhon lui-même (qui représente déjà une sorte de dissolution de 1'utopisme), bien qu'elles n'aient pas leur brillant... La disproportion entre le développement philosophique et politique de l'Allemagne n'a rien d'anormal. C'est une disproportion nécessaire. C’est dans le socialisme seulement qu'un peuple philosophique peut trouver la pratique qui lui corresponde : ce n'est donc que dans le prolétariat qu'il pourra trouver l'élément actif de son émancipation [3]. »

Action directe et vision lointaine

Retour à la table des matières

Un autre point passionnant est celui du rapport entre les Babeuf, Münzer et les utopistes classiques, dune part, et ceux-ci et le marxisme, d’autre part. Comme Marx-Engels le noteront à plusieurs reprises dans les textes qui suivent, le processus de développement dialectique implique qu'il faut parfois opérer un apparent

3 Cf. MARX, « Notes critiques relatives à l'article : "Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un prussien" », *Vorwaerts*, 7 août 1844 ; trad. fr. in *Écrits militaires*, L’Herne, 1970, p. 170-171.

recul (partiel) pour pouvoir [11] progresser ensuite. Engels dira, par exemple, que, pour se hausser au niveau du parti de classe moderne, les chartistes et les socialistes owénistes devaient se combiner pour faire d'abord un petit pas politique en arrière, en s'appropriant un élément du modèle classique français, socialement moins développé alors que l'anglais. Dans une société antagonique, tous les progrès (partiels) se font encore de manière contradictoire.

Les Münzer et Babeuf ont surgi avant les utopistes classiques. Cependant leur vision du communisme a quelque chose de plus plein, voire de supérieur à celui des Fourier, Saint-Simon et Owen, car la société bourgeoise ne faisait pas encore écran devant eux et leur but. Elle était peut-être plus truste et naïve, mais pour cela plus directe et spontanée, d'un seul jet. Elle ne s'embarrassait ni de descriptions ni de justifications. Leur foi et leur instinct, solides et inébranlables, leurs donnaient des certitudes qu'aucun système fantastique de l'utopisme ne pourra jamais créer. Ils avaient l'avantage d'être corps et âme dans la lutte directe pour la destruction des sociétés de classe, source de paupérisme. Ce n'est pas que les Fourier, Saint-Simon et Owen puissent être qualifiés de communistes des temps de paix sociale - celle-ci existe-t-elle jamais sous le capitalisme ? Ce qui trouble leur communisme, c'est qu'ils surchargent de leurs systèmes rationnels et de leurs modèles abstraits de la société future les simples intuitions de la foi révolutionnaire (qui a une solide base matérielle) - et sur ce point ils sont quelque peu en retrait sur les premiers.

Cependant il y a une explication historique, très profonde au fait que les utopistes classiques étaient voués à compléter leurs efforts critiques par la construction de systèmes fantastiques et irréalisables dans l'immédiat. - Le système capitaliste, tout infâme qu'il fût, était encore révolutionnaire et bénéficiait d'une sorte de complicité universelle, puisqu'il élevait les forces productrices de l'humanité, tout en extorquant de la plus-value. De la sorte, les utopistes étaient réduits à l'impuissance politique, la force révolutionnaire des masses leur faisant si totalement défaut qu'ils devaient en appeler à la raison bourgeoise - ce fétiche - pour convaincre les hommes de bonne volonté de toutes les classes. D'où aussi leur pacifisme social foncier [4].

---

[4] Babeuf, par exemple, avait une vision plus marxiste, plus scientifique du mouvement de la société que les grands utopistes qui en appelaient à la Raison, puisqu'il savait parfaitement que la force était décisive pour imposer le communisme. Ce n'est pas seulement la violence

[12]

Owen ne l'emportait jamais qu'en théorie - pour l'avenir -, Ricardo ayant encore une justification historique, ce que les utopistes ne pouvaient comprendre encore, comme le pouvait le marxisme historique et économique. Selon Marx, le capitalisme faisait même passer, d'un certain point de vue - comme les premiers matérialistes et même Adam Smith l'avaient souligné - l'intérêt social avant l'intérêt des individus, ce qui ne pouvait manquer d'emporter l'adhésion, même des couches inférieures de la société - et les rares socialistes prêchaient dans le désert : « À juste litre, Ricardo considère, pour son époque du moins, que la production capitaliste EST LA PLUS AVANTAGEUSE pour la production de richesses. Il veut la production pour la production, et en cela il a raison. S'il voulait prétendre - comme le font certains de ses adversaires sentimentaux - que la production, en tant que telle, ne peut être le but, cela reviendrait à oublier que la production pour la production signifie simplement poser le développement de toutes les forces productives humaines comme but en soi. Opposer à un tel but le bien-être de l'individu, c'est prétendre que le développement de l'espèce doit être arrêté pour assurer le bien-être de l'individu, que, par exemple, il ne faut jamais faire la guerre, parce que ce serait tuer des individus. On ne comprend pas alors que le développement des capacités de l'espèce humaine, bien qu'elle se fasse d'abord au détriment de la majorité des individus et de classes entières, BRISERA FINALEMENT CETTE CONTRADICTION et s'identifiera avec le développement de l'homme. En somme, le développement supérieur des individus ne se conquiert qu'au travers d'un procès historique dans lequel les individus sont continuellement sacrifiés [5]. »

Dans le passage suivant de l'*Anti-Dühring*, Engels décrit la situation de tragique isolement des utopistes classiques, mais il trouve déjà dans la réalité de son temps les conditions matérielles qui ne rendent pas simplement le communisme souhaitable pour libérer les masses travailleuses et souffrantes, mais encore nécessaire et inévitable, de par [13] les conditions mêmes que développe le capitalisme dans son sein : « À chaque époque, la connexion entre la distribution et les conditions matérielles d'existence d'une société est à ce point dans la nature des

---

des hommes, mais encore la force physique du mouvement économique et social qui fera surgir la société communiste des ruines du capitalisme.

5 Cf. MARX, *Theorien über den Mehrwert*, Dietz, Berlin, vol. 26/2, p. 107.

choses qu'on en trouve à chaque fois le reflet dans l'instinct populaire. Tant qu'un mode de production se trouve dans le cours ascendant de son développement, il est acclamé même par ceux qui sont désavantagés par le mode de distribution existant. Cela a été le cas des ouvriers anglais lors de l'apparition de la grande industrie. Qui plus est : tant que ce mode de production reste justifié dans l'évolution de la société, on est dans l'ensemble satisfait de la distribution et les protestations qui s'élèvent alors au sein de la classe dominante elle-même (Saint-Simon, Fourier, Owen) ne trouvent au début absolument aucun écho parmi les masses exploitées. C'est seulement lorsque le mode de production en question a déjà parcouru une bonne partie de son cours descendant, qu'il s'est à demi survécu à lui-même, que les conditions de son existence ont en grande partie disparu et que son successeur frappe déjà à la porte, c'est seulement alors que la distribution, devenant de plus en plus inégale, apparaît injuste, c'est seulement alors que la réalité existante étant dépassée par la vie, on en appelle à la justice dite éternelle.

« L'appel à la morale et au droit ne nous fait pas scientifiquement avancer d'un pas ; l'économie politique ne saurait trouver dans l'indignation morale - si justifiée soit-elle - le moindre argument, quoiqu'elle y voit un symptôme. Sa tâche est bien plutôt de montrer que les anomalies sociales, qui viennent enfin de se faire jour, sont non seulement la conséquence nécessaire du mode de production existant, mais encore des symptômes de sa désagrégation imminente. Il s'agit pour elle de découvrir au sein du procès économique en dissolution la nouvelle organisation future de la production et de l'échange qui éliminera ces anomalies. La colère qui fait le poète est tout à fait à sa place dans la description de ces anomalies ou dans l'attaque contre les chantres de l'harmonie au service de la classe dominante, qui les nient ou les enjolivent ; mais combien elle est peu efficiente à chaque fois, c'est ce qui ressort du simple fait que, à chaque période de toute l'histoire passée, on trouve en suffisance de quoi l'alimenter.

« L'économie politique, en tant que science des conditions et des formes, dans lesquelles les diverses sociétés humaines ont produit et échangé et dans lesquelles en conséquence les [14] produits se sont chaque fois répartis [6], - l'économie politique avec cette extension il nous reste à la créer [7]. »

---

6 Le passage nécessairement historique au communisme ne peut être conçu que si l'on a saisi au préalable la dynamique des modes de production successifs. Cette dialectique permet de se faire une idée concrète de la nature du passage au socialisme qui est abolition

Le petit pas en arrière dans la dialectique

Retour à la table des matières

L'utopisme classique des Fourier et Saint-Simon par rapport au communisme de Babeuf représente en quelque sorte le petit pas en arrière qu'il faut effectuer en apparence pour taire un nouveau saut qualitatif en avant et préparer le marxisme. Les grands utopistes ont repris les germes de communisme des premiers combattants du communisme dans la révolution anti-féodale, et ont assuré, en outre, une première critique corrosive des conditions de vie de la société bourgeoise qui, dans la succession des formes sociales de production, précède immédiatement le socialisme.

Le « parti communiste réellement agissant », au feu de la révolution antiféodale, ne se fixait plus comme but la restauration du communisme primitif, comme les systèmes utopiques réactionnaires cités dans le *Manifeste*. Il avait le mérite historique d'anticiper directement le communisme supérieur, comme il ressort par exemple du texte d'Engels sur *La Guerre des paysans* (1525) lorsqu'il expose les idées de Münzer. La sympathie du marxisme va toujours en premier à ceux des siens qui se battent les armes à la main, leur communisme est peut-être plus instinctif et grossier, mais il n'en est que plus réel.

Ces prolétaires, ces expropriés, ces journaliers et ces producteurs pauvres, qui sont l'autre pôle d'une bourgeoisie déjà relativement développée puisque nous sommes au niveau de la révolution antiféodale, disposaient donc déjà d'une certaine base matérielle pour leur lutte émancipatrice. Certes, ils ont été battus, et leur saut par-dessus la société capitaliste ne s'est pas réalisé. Mais c'est là une constatation *a posteriori*. L'hypothèse demeure néanmoins féconde, puisque étant le développement hautement inégal du capitalisme, [15] des révolutions antiféodales ont lieu jusqu'en plein XX^e^ siècle - tout d'abord en 1917 en Russie, au cours de laquelle Lénine cherchait anxieusement le contact avec le prolétariat des pays

---

de *toutes* les sciences de classes. Cf. « La succession des formes de production et de société dans la théorie marxiste », *Fil du temps*, n° 9 et *Faden der Zeit*, n° 5.

7 Cf. ENGELS, *Anti-Dühring*, éd. Dietz, p. 138-139. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

avancés pour traverser le plus rapidement possible la phase capitaliste [8]: voir son fameux discours *Sur l'impôt en nature*.

Le petit pas en arrière des utopistes par rapport aux Münzer et Babeuf se retrouve de nouveau entre l'utopisme et le marxisme, le premier décrivant d'emblée le plein communisme, c'est-à-dire le stade supérieur du socialisme, tandis que le second exprime le passage (violent) du capitalisme au socialisme, avec la dictature du prolétariat et les mesures de transition de la phase inférieure du socialisme [9].

Le marxisme donne un fondement scientifique aux intuitions des précurseurs communistes, le second stade du communisme en bénéficiant tout comme le premier. En effet, [16] sa démonstration en est scientifique, puisque la nécessité historique du premier stade, amplement démontrée par Marx - comme nous le verrons dans le recueil sur *la Société communiste* - ne fait que renforcer celle du second.

---

8 Cf. MARX-ENGELS, La Russie, 10/18, p. 262-277.

En ce qui concerne la stratégie internationale liant le prolétariat des pays avancés aux partis communistes des pays coloniaux et dépendants, cf. « Thèses et additions sur les questions nationale et coloniale » (IIe Congrès), *Quatre Premiers Congrès de l'I.C. 1919-1923* (réimpression en fac-similé, Maspero, 1969, p. 57-60). La conclusion en est la suivante : « Ainsi les masses arriérées, conduites par le prolétariat conscient des pays capitalistes développés, arriveront au communisme sans passer par les multiples stades du développement capitaliste » (p. 60).

9 Le parti social-démocrate allemand de la phase idyllique du capitalisme, qui pouvait conquérir le pouvoir pratiquement sans effusion de sang, finit par glisser entièrement dans la conception pacifique et dégénéra au niveau « utopiste ». En ne citant plus que pour mémoire le but final du communisme, il abandonnait toute vision concrète de l'instauration du socialisme (qui implique nécessairement une théorie et une action qui se situe d'emblée dans le champ des rapports de force). Le practicisme et le concrétisme de la social-démocratie évincent entièrement la revendication du socialisme, repoussée dans un avenir lointain, hors de toute atteinte. Cette attitude est typique du stalinisme aussi, pour lequel socialisme est synonyme ... d'accumulation du capital et de développement au maximum - et non abolition progressive - du marché, de l'argent, du salariat et de l'État. La société communiste de Marx-Engels n'est plus pour lui qu'une « utopie » - plus de cinquante ans après la révolution et le triomphe du « socialisme dans un seul pays » ! Cf. MARX-ENGELS, *La Social-démocratie allemande*, 10/18, notamment le chapitre intitulé « Tactique social-démocrate dans la révolution à venir ».

[17]

LES UTOPISTES

Première partie

LE STADE UTOPISTE DU MOUVEMENT OUVRIER

Tous les auteurs communistes et socialistes sont partis de cette double constatation : d’une part, les actions qui apparaissent comme les plus bénéfiques restent sans résultats brillants et aboutissent à des trivialités et, d'autre part, tous les progrès de l'esprit n'ont été jusqu'ici que des progrès dirigés contre la masse de l'humanité qui fut poussée dans une situation de plus en plus inhumaine. Ils ont donc déclaré (cf. Fourier) que « le progrès » n'est qu'une phrase abstraite et médiocre ; ils ont supposé (cf. entre autres Owen) que le monde civilisé souffrait d'une tare fondamentale, et c’est pourquoi ils ont soumis les fondements réels de la société actuelle à une critique corrosive. À cette critique communiste correspondait directement dans la pratique le mouvement des grandes masses, contre lesquelles s'est effectué jusqu'ici l'évolution historique. Il faut avoir connu l'application à l'étude, la soit d'apprendre, l'énergie morale, l'inlassable besoin de développement des ouvriers français et anglais [de cette époque] pour pouvoir se faire une idée de la noblesse humaine de ce mouvement.

MARX-ENGELS, La Sainte Famille, chap. VI/I.

Retour à la table des matières

[19]

LES UTOPISTES
Première partie : Le state utopiste du mouvement ouvrier

ENFANCE DU MOUVEMENT OUVRIER

Au directeur de la « New Moral World »

Retour à la table des matières

Constatant que l'article du *Times* sur les communistes en Allemagne a été reproduit dans votre journal, je ne peux manquer d'y faire quelques observations que vous jugerez sans doute bonnes à publier [10].

Le *Times* jouissait jusqu'ici sur le continent de la réputation d'un organe bien informé, mais il mettrait bientôt un terme à cette opinion s'il publiait encore quelques articles du genre de celui de son correspondant sur le communisme allemand. Quiconque est tant soit peu familiarisé avec les mouvements sociaux en France et en Angleterre constate aussitôt que l'auteur de cet article ignore tout du sujet qu'il traite. Son ignorance est si grande qu'il n'est même pas capable de déceler les côtés faibles du parti qu'il attaque. S'il voulait calomnier Weitling, il pou-

---

10 Cf. ENGELS, *The New Moral World, 20* janvier 1844.

Les éditeurs de Moscou et de leurs succursales n'ont pas jugé bon de publier cet article dans les *Werke* en 39 volumes, bien qu'il soit parfaitement d'Engels et ait figuré dans la *MEGA* (1931), et ce n'est que récemment qu'ils l'ont fait paraître dans le *Ergänzungsband* I. Il déplaît à ces messieurs de Moscou (qui font alliance avec tous les démocrates et hommes de bonne volonté bourgeois et se meuvent eux-mêmes dans la plus crasse idéologie bourgeoise) de constater que le mouvement ouvrier s'épure justement de tous les restes bourgeois du matérialisme en passant par la phase utopiste avant d'arriver au marxisme communiste.

Notons que ces prétendus communistes s'enlisent toujours davantage dans la philosophie matérialiste bourgeoise de l'époque de la révolution nationale française, et ce n'est pas par hasard qu'ils négligent précisément le maillon utopiste qui surmonte ce stade dans la transition au marxisme.

vait trouver dans ses écrits des passages qui correspondent bien plus au but qu'il poursuit. S'il s'était simplement donné le mal de lire le rapport de la commission d'enquête de police de [20] Zurich - qu'il assure connaître, bien que ce ne soit manifestement pas vrai -, il eût trouvé en surabondance matière à diffamation, des citations taillées et combinées spécialement dans ce but [11]. En somme, il est très curieux que les communistes doivent fournir à leurs adversaires les armes pour la lutte, mais comme nous nous tenons sur la large base de la polémique philosophique, nous pouvons nous permettre ce luxe.

Le correspondant du *Times* présente tout d'abord le parti communiste comme étant très faible en France, et doute que le soulèvement de 1839 à Paris [12] ait procédé de lui, car il l'attribue au « très puissant » parti républicain. O informateur bien informé de l'opinion publique anglaise, considérez-vous comme très faible un parti qui regroupe environ un demi-million d'hommes adultes ? Savez-vous que le « puissant » parti républicain se trouve en France dans un état de dissolution aiguë de plus en plus accéléré ? Savez-vous que le Journal *Le National*, l'organe de ce « puissant » parti, a un tirage inférieur à celui de n'importe quel journal parisien ?

Moi qui suis étranger, dois-je vous rappeler que la souscription républicaine ouverte l'été dernier par *Le National* pour le fonds des sécessionnistes irlandais n'a produit que cent livres sterling, malgré les grandes sympathies qu'éprouvent les républicains pour la cause irlandaise ? Ne savez-vous [21] pas que la masse du parti républicain - les classes laborieuses - s'est depuis longtemps séparée de ceux qui sont riches au sein de ce parti, et n'a-t-elle pas, non seulement rejoint, mais encore fondé le parti communiste, bien avant que Cabet ait commencé à prôner le

---

11 Engels fait allusion au compte rendu publié par la commission d'enquête de Zurich, signé par le juriste et politicien réactionnaire Carl Bluntschli et intitulé : « Les Communistes en Suisse d'après les documents trouvés chez Weitling. Reproduction textuelle du rapport de la commission d'enquête préparé pour le gouvernement de l'état de Zurich. 1843. »

12 Dans la *Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes*, Engels écrit à ce propos : « La Ligue des communistes n'était alors en fait qu'une section allemande des sociétés secrètes françaises, notamment de la *Société des Saisons* dirigée par Barbès et Blanqui avec laquelle elle était en relations étroites. Les Français (de la Société des Saisons) lancèrent une grande action le 12 mai 1839 : les sections de la Ligue y participèrent et furent donc entraînées dans la défaite commune. » (Cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, Petite Collection Maspero, 1973, t. Il, P. 19.)

Au stade utopiste du mouvement ouvrier correspondent aussi des modes d'organisation - trop larges ou trop restreints par rapport au mode d'organisation du prolétariat moderne, surtout en l'absence de la base de syndicats.

communisme [13] ? Ne savez-vous pas que toute la « puissance » des républicains français consiste dans l'appui confiant qu'ils trouvent chez les communistes, parce que ceux-ci souhaitent l'instauration d'une république avant qu'ils puissent commencer à mettre en pratique le communisme [14] ? Il semble que vous ignoriez tout cela, bien que vous devriez le connaître pour pouvoir vous former une opinion correcte sur le socialisme continental.

En ce qui concerne la méthode utilisée pour exposer les faits de 1839, je ne la trouve pas très honorable pour son auteur, ni son parti. Pour ma part, je sais d'hommes qui ont directement participé à cette *émeute* qu'elle a été préparée et exécutée par des communistes.

Le correspondant bien informé affirme en outre : « Les doctrines de Fourier et de Cabet semblent occuper davantage les esprits de quelques littérateurs et des hommes de science que d'avoir la faveur générale du peuple. » C'est exact pour ce qui concerne Fourier, comme je l'ai déjà exposé dans un précédent article [15] « que j'ai eu l'occasion de publier dans le présent journal ; mais Cabet ! Cabet qui n'a pratiquement écrit rien d'autre que de petits pamphlets, Cabet qui a toujours été appelé le père Cabet, un nom que ne lui auraient certainement pas donné les « littérateurs et hommes de science », Cabet dont le plus grand défaut est la superficialité et le manque d'égards pour les [22] exigences justifiées de la recherche scientifique, Cabet, le directeur d'un journal qui sert à l'information précisément de ceux qui savent tout juste *lire !* Les doctrines de cet homme ne peuvent occuper les esprits de professeurs de l'Université de Paris, tels que Michelet ou Quinet dont toute la fierté est d'être profonds - aussi profonds que le mysticisme ! C'est tout de même ridicule.

Le correspondant parle ensuite des fameuses manifestations nocturnes des Allemands à Hambach et Steinhölzli, et affirme « qu'elles ont eu un caractère plus

---

13 Engels fait sans doute allusion au parti dirigé par Blanqui, qui dût rester clandestin, étant donné aussi la législation et la répression de cette époque, cf. *Le Parti de classe,* t. Il, p. 19.

14 On voit combien la méthode d'Engels lui-même était déjà matérialiste et historique, face au mouvement utopique. Il savait fort bien que, dans le processus de la révolution permanente, non seulement l'économie mais encore les institutions politiques bourgeoises étaient nécessairement des conditions préalables de la société communiste, cf. MARX-ENGELS, *Le Mouvement ouvrier français. I. Tactique dans la révolution permanente.*

15 Engels fait allusion à son article intitulé « Progrès de la réforme sociale sur le continent » (cf. trad. fr. *Le Mouvement ouvrier français,* t. I, p. 38-52). Engels y décrit l'état des partis ouvriers en 1843 ainsi que leur évolution (p. 45-48),

politique que révolutionnaire et social ». On ne sait où commencer à découvrir les erreurs contenues dans cette seule phrase. D'abord des « manifestations nocturnes » sont totalement inconnues sur le continent ; nous ne connaissons pas de meetings à la lumière des flambeaux tels que ceux des chartistes ou des rébeccaïtes [16]. La fête de Hambach a eu lieu en plein jour, sous les yeux des autorités. Hambach se trouve en Bavière, et en Suisse, plusieurs centaines de lieues les séparent. Notre correspondant parle cependant de « la manifestation de Hambach *et* de Steinhölzli ». Troisièmement, ces deux manifestations étaient séparées par une marge considérable non seulement dans l'espace, mais encore dans le temps. On s'est réuni à Steinhölzli plusieurs années après Hambach. Quatrièmement, ces manifestations ne portaient pas seulement *en apparence* un caractère politique, elles avaient effectivement un caractère purement politique : elles eurent lieu avant que les communistes soient apparus sur scène.

Les sources auxquelles notre correspondant puise ses inestimables informations sont « le rapport de la commission de Zurich sur les écrits communistes publiés et inédits qui ont été découverts chez Weitling lors de son arrestation, et sa propre enquête ». L'ignorance que manifeste notre correspondant montre clairement qu'il n'a même pas lu ce rapport : il est évident que les « écrits communistes publiés » n'ont pas pu être DÉCOUVERTS lors d'une arrestation, puisque leur publication préalable exclut toute possibilité de « découverte ». Le haut procureur général de [23] Zurich ne se vanterait certes pas de la « découverte » de livres que l'on peut se procurer chez n'importe quel libraire. En ce qui concerne les écrits « inédits » pour la répression desquels une action juridique a été engagée, les sénateurs zurichois eussent vraiment été inconséquents s'ils les avaient publiés eux-mêmes par la suite - comme notre correspondant semble le croire. Ils s'en sont bien gardés ! De fait, dans tout son compte rendu, notre correspondant ne mentionne rien de ce qu'il a pu tirer de cette source et de sa propre enquête, sinon les deux nouveautés suivantes : les communistes allemands tireraient leur doctrine pour l'essentiel de Cabet et Fourier, c'est-à-dire exactement *de ceux qu'ils attaquent*, comme notre correspondant aurait pu le lire dans le même livre [17] qu'il cite

---

16 Nom que se donnaient (d'après le livre I de Moïse, 24, 60) les paysans qui s'étaient soulevés en Galles du Sud de 1843 à 1844 contre les taxes de voirie. Ils s'habillaient de vêtements de femme pour détruire de nuit les postes de perception des redevances et les barrières de douane.

17 WEITLING, *Garanties*, p. 228 [cité par Engels].

si largement ; ils verraient « leurs quatre évangélistes en Cabet, Proudhon, Weitling et - et - Constant » ! Benjamin Constant, l'ami de Madame de Staël est mort depuis longtemps et l'idée ne l'a jamais effleuré de s'occuper de réforme sociale. Manifestement notre correspondant veut dire Considérant, fouriériste, directeur de l'ex-*Phalange* et actuellement de la *Démocratie pacifique*, qui est surtout liée avec les communistes.

« La doctrine communiste est en ce moment plus négative que positive » - et aussitôt après cette affirmation notre correspondant se contredit lui-même, en brossant en douze points un tableau de l'ordre social nouveau proposé par Weitling, dont le plan est plus que positif (il ne mentionne même pas la destruction de l'actuel régime social).

Il rapporte cependant ce plan de manière tout à fait confuse. Notre correspondant démontre que, dans la plupart des cas, il n'a même pas compris de quoi il parlait, car au lieu de s'en tenir à l'essentiel il se perd dans des détails insignifiants. Ainsi il omet le point essentiel sur lequel Weitling est supérieur à Cabet, à savoir lorsqu'il parle de l'abolition de tout pouvoir gouvernemental, fondé sur la force et la majorité [18]. En effet, il remplace celui-ci par une [24] simple adminis-

---

[18] *Ergänzungsband,* dans lequel cet article est traduit de l'anglais, rend *majority* par *Vorrang* (privilège hiérarchique). En fait, Engels parle effectivement de l'abolition du système démocratique majoritaire au sein de la société communiste, les fonctions n'y étant pas assumées par ceux qui savent séduire la majorité, donc les plus vils, comme le montre notre époque de télévision, mais tout bonnement par ceux qui sont les plus capables de remplir la fonction qu'exige un travail donné.

Lénine a repris à son compte le but de la société communiste, à savoir l'abolition finale de tout Etat et donc de la démocratie, cf. *L'État et la Révolution,* chap. 6 : « Engels et la suppression de la démocratie. »

Engels avait une vue parfaitement historique sur le processus de la démocratie : « L'égalité démocratique est une chimère : la lutte des pauvres contre les riches ne peut donc être menée jusqu'à son terme ultime sur le terrain de la démocratie ou de la politique en général. Cette phase n'est donc qu'un point de transition, car c'est le dernier moyen purement politique que l'on puisse employer, car aussitôt après il faut que se développe un élément nouveau, un principe dépassant tout élément politique : celui du socialisme. » (« La Situation de l'Angleterre. La Constitution anglaise », *Vorwärts,* octobre 1844.)

Ayant ainsi épuré ce qu'il y avait d'utopique, c'est-à-dire a-historique dans le rejet de la démocratie et l'abolition de l'État, Engels pouvait mettre en évidence que, chez Proudhon lui-même ce germe de communisme affleurait malgré tout son contexte petit-bourgeois et l'incohérence voire l'absence des moyens pour le réaliser : « Il [Proudhon] y fait, en outre, quelques REMARQUES fort intelligentes sur les formes de gouvernement. Après avoir observé que toute forme de gouvernement est à rejeter, qu'il s'agisse de démocratie, d'aristocratie ou de monarchie, que le gouvernement s'appuie sur la force et que même dans le meilleur des cas possibles la force de la majorité opprime la minorité plus faible, il en vient à la conclusion : « Nous voulons l'anarchie ! » Ce dont nous avons besoin, c'est l'anarchie,

tration qui organise les diverses branches de travail et en distribue les produits. Il passe également sous silence sa proposition de nommer tous ceux qui occupent une fonction dans l'administration et dans chaque branche particulière, non par la majorité de la communauté, mais simplement par le savoir-faire nécessaire à la fonction précise du travail devant être accompli. En outre, il omet ce qui est l'une des caractéristiques principales du plan, à savoir que l'on sélectionne les personnes les plus compétentes par le moyen d'une sorte de concours, sans que l'on connaisse les diverses personnes qui s'y essayent. Les noms se trouvent dans une enveloppe cachetée, et l'on n'ouvre que l'enveloppe qui renferme le nom du candidat heureux. De la sorte se trouve exclue toute considération d'ordre personnel qui pourrait influencer les esprits des membres de la commission d'examen.

[25]

En ce qui concerne les autres citations de Weitling, je laisse aux lecteurs de ce journal le soin de juger s'ils veulent reprendre à leur compte la misérable matière que notre correspondant entend leur réserver, ou bien s'ils ne revendiquent pas dans tous les cas, sinon dans beaucoup d'entre eux, les principes et les projets que

---

c'est-à-dire le gouvernement exercé par nul être humain, la responsabilité de chaque particulier devant personne d'autre que lui-même. » (Engels, « Progrès de la réforme sociale sur le continent », trad. fr. in MARX-ENGELS, *Le Mouvement ouvrier français*, 1, p. 51.)

Aux yeux de Marx-Engels, ce processus devait être le résultat d'une longue activité de classe combinant spontanéité et organisation en vue d'abolir toutes les superstructures de contrainte politiques de classe afin que les producteurs puissent exercer enfin librement leur action vitale. Au moment de la Commune, les producteurs commencèrent à s'organiser d'abord *politiquement* de manière *démocratique* dans ce but : « Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme *politique* même des plus petits hameaux de campagne et que dans les régions rurales l'armée permanente devait être remplacée par une milice populaire à temps de service extrêmement court. Les communes rurales de chaque département devaient administrer leurs affaires communes par une assemblée de délégués au chef-lieu de département, et ces assemblées de département devaient à leur tour envoyer des députés à la délégation nationale à Paris ; les délégués devaient être à tout moment révocables et liés par un mandat impératif de leurs électeurs. Les fonctions, peu nombreuses, mais importantes qui restaient encore à un gouvernement central, ne devaient pas être supprimées, comme on l'a dit faussement, mais devaient être acquittées par des fonctionnaires communaux, autrement dit strictement responsables. » (MARX, *La Guerre civile en France,* Ed. sociales, p. 43.)

Et Engels remarquait dans son Introduction de 1891 à *La Guerre civile en France* que la Commune avait en somme mis en place « une organisation qui - comme Marx le dit très justement dans la *Guerre Civile* - DEVAIT ABOUTIR au communisme, c'est-à-dire à l'*exact opposé de la doctrine de Proudhon.* C'est aussi pourquoi *la Commune fut le tombeau de l'école proudhonienne du socialisme* ». En effet, après la critique théorique, les faits et la praxis même - à laquelle les proudhoniens avaient contribué - ruinèrent cet utopisme immédiatiste.

ce journal s'est proposé de diffuser lors de sa fondation. Quoi qu'il en soit, si le *Times* souhaitait une nouvelle fois commenter le communisme allemand, il devrait se mettre en quête d'un autre correspondant.

Je demeure, sincèrement, votre F. Engels.

[26]

Les socialistes anglais évoluent sur un terrain plus fondamental et pratique que les français - ce qui provient pour beaucoup de ce qu'ils sont en lutte ouverte avec les différentes églises et ne veulent rien savoir de la religion [19].

Dans les grandes villes, ils disposent habituellement d'une « maison de réunion » où ils vont suivre les discours le dimanche. Ceux-ci sont le plus souvent polémiques, athées et dirigés contre le christianisme, tout en faisant de nombreuses références à la vie des ouvriers. Parmi ces prêcheurs *(lecturers),* celui qui me semble le plus remarquable, c'est Watts de Manchester, qui a écrit plusieurs brochures où il aborde avec talent la question de l'existence de Dieu et l'économie politique.

Ces prêcheurs ont une excellente façon de raisonner. Ils partent tous de l'expérience et de faits illustrables et démontrables, et tout est explicité à fond de sorte qu'il est difficile de les battre sur le terrain qu'ils ont choisi. Dès lors que l'on veut gagner un autre terrain, ils vous rient au nez. Je leur dis, par exemple, que l'existence de Dieu ne dépend pas de démonstrations tangibles pour les hommes, alors

---

19 Cf. ENGELS, « Lettres de Londres » (III), in *Schleiermacher Republikaner,* 9 juin 1843.

Sur un ton familier, Engels formule ici la différence - que fait aussi Marx, par exemple, dans le IVe livre du *Capital* (chap. 21) entre le *socialisme* de Fourier et Saint-Simon, d'une part, et le *communisme* d'Owen, d'autre part (celui-ci étant plus pratique, syndical et économique) . « Dans la période ricardienne de l'économie politique, il y a aussi l'opposition communiste (Owen) et socialiste (Fourier, Saint-Simon). Ce dernier encore uniquement dans ses tout premiers débuts. »

Il n'est pas contradictoire, au contraire, que la critique du matérialiste Owen parte de l'athéisme qui s'oppose aux idéologies religieuses des classes dominantes anglaises, mais n'est qu'un premier pas, une sorte de transition, vers l'idéologie purement communiste. La critique de la religion n'est-elle pas la polémique la plus tangible des communistes contre l'idéologie dominante sous le capitalisme aussi bien juvénile que sénile ? Dans les *Manuscrits parisiens,* Marx écrit que partout le mouvement ouvrier part de la base historique réelle, et ce aussi pour développer sa propre idéologie : « Il est normal que chez les différents peuples le tout début du mouvement parte à chaque fois de la vie réelle du peuple, qui se déroule ou bien dans la conscience, ou bien dans la vie extérieure, selon qu'elle est davantage idéale ou matérielle. Le communisme commence aussitôt - Owen - avec l'athéisme, qui est encore bien loin d'être le communisme et n'est guère qu'une abstraction. »

ils [27] me rétorquent : « Votre affirmation est ridicule. S'il ne se réalise pas dans des faits, qu'avons-nous à en faire ? De ce que vous dites, il ressort précisément que l'existence ou la non-existence de Dieu est indifférente à l'homme. Comme nous avons à nous préoccuper de mille choses, nous laissons le Bon Dieu derrière les nuages, où il existe peut-être oui, peut-être non. Ce que nous ne pouvons apprendre à partir de faits ne nous intéresse pas ; nous nous en tenons au terrain des « beaux faits », où il ne peut être question de morceaux de fantaisie tels que Dieu et la religion. »

Ils appuient ainsi toutes leurs autres idées communistes sur des faits, qu'ils n'accueillent au reste qu'avec la plus grande prudence. La ténacité de ces gens est incroyable, et Dieu sait comment les curés veulent s'y prendre pour en venir à bout. À Manchester, par exemple, la communauté communiste compte 8 000 membres déclarés pour le « hall de réunion », tous membres payants. Il n'est pas du tout exagéré d'affirmer que la moitié des classes laborieuses de Manchester partagent ces idées sur la propriété. En effet, lorsque Watts dit du haut de la tribune (qui est aux communistes ce que la chaire est aux chrétiens) - aujourd'hui je vais à telle ou telle réunion, alors on peut être assuré que la motion présentée par l'orateur emporte la majorité.

Mais il existe aussi parmi les socialistes des théoriciens *pratiques* ou - comme les appellent les communistes - des athéistes *complets.* Parmi eux, le plus célèbre est Charles Southwell de Bristol, qui a publié un pamphlet intitulé

L'Oracle de la Raison pour lequel il a été puni d'un an de prison et d'une amende de 100 livres sterling, celle-ci ayant naturellement été couverte en un clin d'œil par une souscription publique. En effet, tout Anglais soutient sa presse, aide *ses* chefs à payer les amendes et paie pour *sa* chapelle ou hall de réunion [20]. Or, Charles Southwell est de nouveau en tôle ; en effet, il fallait vendre la maison de réunion de Bristol, parce qu'il n'y avait pas assez de socialistes et parmi eux il n'en était pas de riches, alors qu'un tel hall de réunion est une chose relativement chère. Celle-ci [28] fut achetée par une secte chrétienne et transformée en temple. Au

[20] On notera comment, dans cette première phase du mouvement ouvrier, la lutte s'effectue encore sur le terrain même de la religion ; les ouvriers anglais reprenaient les mêmes armes que l'adversaire pour le battre - halls de réunion ou chapelle, chaque communauté regroupant tous ceux qui ont les mêmes idées, etc. Cette forme d'organisation est évidemment très ample, mais guère efficiente.

moment de cette transformation, les socialistes et les chartistes envahirent le temple, afin de voir la chose et d'écouter. Or donc, lorsque le pasteur se mit à louer Dieu, parce que toutes les choses impies avaient pris fin et qu'on louait désormais le Tout-Puissant là où on l'avait blasphémé auparavant, ils considérèrent cela comme une attaque. Or comme dans les esprits anglais, chaque attaque appelle une défense, ils crièrent : « Southwell, Southwell, Southwell ! Southwell doit faire un discours contre cela ! » Southwell se lève donc et commence son discours ; mais à présent les pasteurs de la secte chrétienne se mettent à la tête de la colonne formée par leurs paroissiens et foncent sur Southwell, tandis que d'autres membres de la secte vont chercher la police, Southwell ayant semé le désordre dans un service religieux chrétien ; les pasteurs lui sautent dessus, le boxent (ce qui arrive souvent dans de tels cas) et le remettent entre les mains de la police. Southwell lui-même ordonna à ses partisans de ne pas opposer de résistance physique : lorsqu'il fut conduit au poste, six mille hommes le suivaient avec des vivats [21].

L'initiateur des socialistes, Owen, écrit dans ses nombreuses brochures à la manière d'un philosophe allemand, c'est-à-dire très mal ; cependant, il a parfois des instants lumineux, grâce auxquels il fait passer ses phrases obscures : ses conceptions sont au reste très vastes. Selon Owen, « la religion et la propriété sont les seules causes de tous les [29] malheurs, depuis le commencement du monde » (!). Tous ses écrits fourmillent d'explosions de colère contre les théologiens, les juristes et les médecins qu'il met dans un même pot : « Les tribunaux de jurés sont composés d'hommes issus d'une classe qui est encore théologique, qui *prend donc parti*. Les lois sont, elles aussi, théologiques, et elles doivent être abolies en même temps que le jury. »

---

21 Engels cite de nombreux exemples de cet utopisme apolitique et non violent, de ces luttes « pacifiques » menées durant cette phase première du socialisme, dans les textes où il relate l'histoire du mouvement ouvrier anglais de cette époque. Cf. par exemple, MARX-ENGELS, Écrits militaires, p. 137-149. Bien qu'en théorie la révolution fût encore possible de manière relativement pacifique en Angleterre à cette époque, Engels - en communiste dans la tradition des Babeuf et Münzer - avertissait les Anglais : « La seule idée qui animait à la fois les ouvriers et les chartistes, était celle d'une révolution par la voie légale, ce qui représente une contradiction dans les termes, une impossibilité pratique : ils échouèrent à vouloir l'exécuter. Et, de fait, la première mesure qui leur était commune à tous - l'arrêt du travail dans les fabriques - était déjà violente et illégale. Toute cette agitation manquant de consistance, elle eut été écrasée dès le début, si les autorités, totalement prises au dépourvu, n'avaient hésité et manqué de moyens importants. » Cf. « Les Crises anglaises » (9 décembre 1842), in *Écrits militaires*, p. 142.

Tandis que la Haute-Église anglaise grasseyait, les socialistes ont fait des choses incroyables pour la formation théorique des classes laborieuses en Angleterre. Quand on les voit pour la première fois, on ne peut manquer d'être étonné des sujets que les ouvriers les plus ordinaires abordent dans la maison de l'Éducation, en ayant une vive conscience de la situation politique, religieuse et sociale.

Dans l'intervalle, l'agitation socialiste progresse également. Nous ne voulons considérer ici le *socialisme* anglais que pour autant qu'il exerce une influence sur la classe ouvrière [22]. Les socialistes anglais revendiquent l'instauration progressive de la communauté des biens dans des « colonies » à l'intérieur du pays *(home colonies)* de 2 à 3 000 personnes, celles-ci pratiquent tant l'industrie que l'agriculture et dispensent les mêmes droits et la même éducation. Ils préconisent, en outre, un allègement des formalités du divorce et l'institution d'un gouvernement rationnel, garantissant une complète liberté d'opinion ainsi que l'abolition des peines qui seraient remplacées par un traitement rationnel des délinquants. Ce sont là leurs propositions *pratiques* - leurs principes théoriques ne nous intéressent pas ici.

Le socialisme est parti d'Owen, un fabricant. C'est pourquoi - bien que sur le *fond* il dépasse l'opposition entre prolétariat et bourgeoisie - il témoigne, dans sa *forme* cependant, d'une grande indulgence envers la bourgeoisie et d'une grande injustice envers le prolétariat. Les socialistes sont parfaitement doux et pacifiques ; ils reconnaissent que l'état de choses actuel, si déplorable soit-il, est justifié, dans la mesure où ils réprouvent tout autre voie que celle de la [30] persuasion du grand public. Cependant, ils sont en même temps si abstraits que la forme actuelle de leurs principes ne leur permettra jamais d'emporter l'adhésion du public, Au reste, ils ne cessent de se plaindre de la démoralisation des classes inférieures, sont aveugles pour l'élément de progrès que recèle cette désagrégation de l'ordre social, et ne songent pas un instant que l'immoralité suscitée par l'intérêt privé et l'hypocrisie dans les classes possédantes est bien pire.

---

22 Cf. ENGELS, *La Situation des classes laborieuses en Angleterre,* extrait du chapitre « Mouvements ouvriers ». En ce qui concerne les « Phases successives du mouvement ouvrier » anglais de cette époque, voir MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, Petite Collection Maspero, 1972, t. I, p. 26-49. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

Ils n'admettent aucune évolution historique, et c'est pourquoi, sans attendre, ils veulent plonger la nation directement dans l'état communiste. En effet, ils ne savent pas qu'il faut poursuivre la politique actuelle jusqu'au point où elle se dissout elle-même, après qu'elle ait rendu la révolution non seulement possible, mais encore nécessaire. Ils comprennent, certes, que les ouvriers se dressent contre les bourgeois, mais ils considèrent que leur agressivité - qui est pourtant le seul moyen de faire progresser les ouvriers - est inféconde, si bien qu'ils prêchent une philanthropie et un amour universel encore plus stérile pour la situation présente en Angleterre. Ils n'admettent que l'évolution psychologique, le développement d'un homme donc abstrait et dénué de tout lien avec le passé, alors que le monde entier repose sur ce passé - tout comme chaque individu. C'est pourquoi ils sont trop savants, trop métaphysiques, et ne réalisent que peu de choses. Aussi ne recrutent-ils qu'une fraction infime de la classe ouvrière, dont ils n'ont attiré que bien peu d'éléments - parmi lesquels certes les esprits les plus cultivés et les caractères les plus fermes.

Dans sa forme actuelle, le socialisme ne pourra jamais devenir le patrimoine commun de la classe ouvrière. Il devra auparavant s'abaisser à revenir quelques pas en arrière pour un temps, afin de se placer au niveau chartiste. On peut prévoir alors que le socialisme authentiquement prolétarien, qui sera passé par le chartisme après s'être épuré de ses éléments bourgeois, qui existent aujourd'hui aussi bien chez de nombreux socialistes que de nombreux dirigeants chartistes, qui sont presque tous socialistes [23], assumera sous peu un rôle important dans l'histoire du peuple anglais. Le socialisme anglais, dont la base est bien supérieure à celle du communisme français, devra rétrograder [31] quelque temps dans son développement théorique sur la position (politique) française pour la dépasser ensuite. D'ici là, les Français auront sans doute eux-mêmes continué d'effectuer des progrès [24].

---

23 Socialistes naturellement au sens général, et non au sens owénien du mot. [Note d'Engels à l'édition de 1892.]

24 Engels fait montre ici d'un bel esprit dialectique : pour se hausser au niveau du parti prolétarien moderne, chartistes (liés au mouvement politique) et socialistes (issus de l'owénisme et du syndicalisme) devront non seulement se combiner, mais encore rétrograder un bref laps de temps au niveau politique du mouvement français moins avancé socialement que l'anglais. C'est en ce sens qu'au début de son article, déjà cité, « Progrès de la réforme sociale sur le continent », de 1843, Engels écrivait que l'Angleterre, la France et l'Allemagne étaient arrivées au communisme par trois côtés différents - respectivement l'économie, la

Le socialisme est également l'expression la plus catégorique de l'irréligiosité qui règne parmi les ouvriers : elle est si catégorique même que les ouvriers qui sont irréligieux *inconsciemment,* simplement dans la vie pratique, se mettent à hésiter souvent devant le caractère tranchant de cette expression [25]. Mais, sur ce point aussi, la nécessité forcera les ouvriers à abandonner une foi dont ils comprennent de plus en plus qu'elle ne sert qu'à faire d'eux des êtres faibles et passivement soumis à leur destin, et à les mettre docilement à la traîne de la classe possédante qui les suce comme un vampire.

---

politique et la théorie - et que « l'évolution *politique* de la France montre, par exemple, clairement comment devra se dérouler l'histoire des chartistes anglais ».

25 La lutte militante de l'athéisme, qui se place encore sur le terrain de l'adversaire pour le démolir à sa base, a forcément un caractère outrancier qu'exige la lutte pratique et révolutionnaire. Il n'y aura plus cependant d'athéisme militant dans la société socialiste, lorsque le problème de Dieu, d'un être qui domine les hommes, aura cessé de se poser, l'humanité pouvant alors dominer elle-même la nature.

[31]

LES UTOPISTES

Première partie : Le state utopiste du mouvement ouvrier

LE SOCIALISME UTOPIQUE

Retour à la table des matières

Par son contenu, le socialisme moderne résulte avant tout de la conscience issue des luttes entre classes antagoniques qui dominent la société moderne, entre possédants et non-possédants, entre capitalistes et salariés, d'une part, et de l'anarchie qui règne dans la production, d'autre part. Mais, [32] par sa forme théorique, il apparaît au premier aspect comme une continuation plus développée et qui se veut plus conséquente des principes établis par les grands philosophes rationalistes et illuministes de la France du XVIII^{e} siècle [26]. Comme toute théorie nouvelle,

---

26 Cf. ENGELS, Le Développement du socialisme, de l'utopie à la science, 1882. Cf. également Socialisme utopique et socialisme scientifique, chap. I, traduit par Paul Lafargue en 1880 (Ed. sociales, 1959).

Engels montre d'abord que le socialisme moderne est issu des conditions matérielles de la société et de la production capitaliste, dont le pôle progressif, le prolétariat, est porteur d'une société nouvelle, communiste. Puis, sur cette base matérialiste, il admet que, par sa *forme,* la nouvelle théorie se relie *pour commencer* au fonds d'idées de la phase précédente, notamment des idées révolutionnaires de la bourgeoisie, surtout de la plus classique - la française. Cependant Engels dit aussi dans sa préface de 1882 à l'édition allemande que le socialisme se rattache aussi à Kant, Fichte, Hegel, soit les philosophes bourgeois révolutionnaires de l'Allemagne. Cette mention complète la liste des philosophes bourgeois révolutionnaires de l'Angleterre et de la France.

Cependant, ce n'est pas par hasard si Engels s'attache surtout à montrer la filiation *formelle* du socialisme moderne au rationalisme français, car c'est l'expression directe des luttes matérielles et historiques qui sous-tendent et expliquent la genèse de cette philosophie. En l'absence de grandes luttes sociales, internationalement connues, la philosophie allemande - qui n'en a pas moins une base matérielle et sociale certaine - pouvait moins bien servir à la démonstration matérialiste et historique d'Engels, en raison de son caractère plus spécifiquement *philosophique.*

il dut commencer par se relier au fonds d'idées qu'il trouvait devant lui, bien qu'en réalité ses racines plongent dans la base matérielle des faits économiques.

Les grands hommes, qui éclairent les esprits pour la révolution imminente, apparaissent eux-mêmes comme de gigantesques figures révolutionnaires. Ils ne reconnaissent aucune espèce d'autorité extérieure : religion, conception de la nature, société, organisation de l'État - tout fut soumis à la critique la plus impitoyable ; tout dut justifier son existence devant le tribunal de la Raison, ou renoncer à exister. La raison de la pensée devint l'unique étalon à appliquer à toute chose. C'était l'époque où selon l'expression [33] de Hegel - le monde était renversé, « mis sur sa tête [27] », premièrement au sens où le cerveau humain et les principes découverts par la pensée émettaient la prétention de servir de base à toute action et organisation sociales des hommes [28], ensuite cependant, au sens le plus large,

---

Dans la longue introduction de son texte, Engels avait montré la filiation du socialisme moderne avec le mouvement social et intellectuel d'Angleterre. Le lecteur s'y reportera utilement pour la partie *économique* de la genèse du socialisme moderne.

27 C'est ce qu'affirme Hegel dans le passage suivant sur la Révolution française : « *D'un seul coup,* c'était la pensée et la notion de droit qui prévalurent, et le vieil échafaudage de l'injustice ne pouvait y résister le moins du monde. C'est donc sur cette notion de droit que l'on érigea maintenant la Constitution, et c'est sur cette base que tout devait désormais reposer. Depuis que le soleil brille au firmament et que les planètes gravitent autour de lui, on n'avait jamais vu l'homme se dresser sur sa tête, c'est-à-dire partir de ses idées pour modeler la réalité d'après elle. Anaxagore avait dit le premier que la pensée, la raison, gouvernail le monde. Or voilà que l'homme en était venu à reconnaître que l'idée devait gouverner la réalité spirituelle. Il s'agissait d'une *glorieuse aurore célébrée par tous les êtres pensants. Une émotion sublime* a parcouru toute cette époque, *un enthousiasme de l'esprit a fait tressaillir le monde entier* - comme si le Divin venait de se réconcilier avec le Monde. » (HEGEL, *Philosophie de l'histoire,* 1840, p. 535.) Ne serait-il pas grand temps de mobiliser la loi antisocialiste contre le danger public que représentent les doctrines révolutionnaires de feu le professeur Hegel ? [Note d'Engels.]

Remarquons à ce propos que les recherches sur Hegel les plus récentes ont démontré que Hegel lui-même, par crainte du pouvoir, avait accepté d'accommoder ses idées avec la philosophie du pouvoir, confirmant l'impuissance pratique de la bourgeoisie allemande *et de ses idéologues* à traduire ses aspirations et ses idées dans la réalité. Ce soin incombe au « révolutionnaire » Bismarck qui, en un processus mi-révolutionnaire mi-contre-révolutionnaire, accomplit la mission historique de la bourgeoisie en Allemagne. L'échec des philosophies bourgeoises devenait patent, au niveau historique, chez les Allemands, et notamment chez Hegel qui fut l'expression la plus haute de la philosophie allemande, en même temps que son échec. Le marxisme ne reprend pas les idéologies en faillite, ni ne les rafistole pour son compte.

28 Le rapport entre la base matérielle, économique, et la superstructure politique et idéologique est le suivant : à la fin du féodalisme, par exemple, la bourgeoisie, comme état ou ordre, a déjà développé une certaine industrie et des manufactures ainsi que des salariés et prolétaires, mais les superstructures féodales de l'État et du droit l'empêchent de se développer et consolident, au contraire, la base économique surannée du féodalisme. Là-dessus, la bourgeoisie prétend faire prévaloir ses idées et son droit pour modeler un monde nou-

que la [34] réalité contredisait ces principes, ceux-ci, l'inversant complètement. Toutes les formes de société et d'État ayant existé jusqu'ici, ainsi que toutes les idées traditionnelles furent déclarées irrationnelles et jetées au rebut. Jusqu'ici le monde ne s'était laissé guider que par de misérables préjugés - tout ce qui appartenait au passé ne méritait que pitié et mépris. Maintenant le jour se levait et la lumière se faisait, et l'on entrait dans le règne de la Raison. Désormais la superstition, l'injustice, le privilège et l'oppression devaient être évincés par la vérité éternelle, la justice éternelle, l'égalité fondée sur la nature, ainsi que les droits inaliénables de l'homme.

Or, nous savons aujourd'hui que ce règne de la Raison n'était rien d'autre que le règne idéalisé de la bourgeoisie ; que la justice éternelle s'est incarnée dans la justice bourgeoise que l'égalité aboutit à l'égalité bourgeoise devant la loi que l'on proclama que l'un des droits essentiels de l'homme était la propriété bourgeoise ; et que l'Etat de la Raison, le Contrat social de Rousseau, vint au monde, et ne pouvait être que la République démocratique *bourgeoise*. Les grands penseurs du XVIIIe siècle - pas plus qu'aucun de leurs prédécesseurs - ne pouvaient outrepasser les limites que leur imposait leur propre époque.

Cependant, outre l'antagonisme entre féodalité et bourgeoisie, il existait encore un antagonisme universel entre [35] exploiteurs et exploités, entre riches oisifs et travailleurs pauvres, et l'avant-garde bourgeoise prétendit, en se basant sur ce dernier fait, représenter non une classe particulière, mais toute l'humanité souffrante.

---

veau, qui sera construit à son image. Le prolétariat de la société capitaliste se trouve dans le même rapport vis-à-vis de la bourgeoisie, que celle-ci, en son temps, vis-à-vis des puissances féodales : il veut réaliser ses idées et modeler une nouvelle forme sociale (mais il sait, lui, que c'est sur la base matérielle donnée, la socialisation des forces productives déjà existantes, qu'il se rebelle contre l'appropriation privée). Il est donc consciemment matérialiste. Ce processus est ce que nous avons appelé le *renversement de la praxis* au moment de la révolution, les idées semblant précéder les rapports matériels. Pour la bourgeoisie révolutionnaire, ce processus était *aliéné*. Elle n'en voyait pas la base matérielle, comme le marxisme, et - faisant une révolution partielle pour le profit d'une classe, certes progressive, mais très transitoirement seulement, pour l'ensemble des humains - ne pouvait s'apercevoir que les idées bourgeoises, d'après lesquelles le nouveau monde était modelé, étaient éphémères et partiales, ne correspondant pas à toute l'évolution et à toute la réalité complexe, et entreraient bientôt en contradiction avec les faits et la masse des hommes. En somme, ses idées étaient mystificatrices : il n'est pas vrai qu'un monde vraiment rationnel triomphait.

Il y a plus. Dès sa naissance, la bourgeoisie était grevée de son contraire : les capitalistes ne peuvent pas exister sans travailleurs salariés, et à mesure que le bourgeois féodal des corporations devenait le bourgeois moderne, le compagnon des corporations et le journalier libre devenaient prolétaires. Et même si, dans l'ensemble, la bourgeoisie pouvait prétendre représenter également, dans sa lutte contre la noblesse, les intérêts des diverses classes laborieuses de ce temps, on vit cependant - à chaque grand mouvement bourgeois - éclater des mouvements autonomes de la classe, qui était la devancière plus ou moins développée du prolétariat moderne. Ainsi, durant la Réforme et la Guerre des Paysans, on vit apparaître les anabaptistes et Thomas Münzer ; durant la grande révolution anglaise, les niveleurs ; durant la grande révolution française, Babeuf. À ces levées de boucliers révolutionnaires d'une classe encore incomplètement formée correspondaient des manifestations théoriques : au XVI^e et XVII^e siècles, des peintures utopiques de sociétés idéales ; au XVIII^e, des théories déjà franchement communistes (Morelly, Mably) [29]. L'égalité que l'on revendiquait [36] ne devait plus se limiter aux droits politiques, mais s'étendre aux conditions sociales de l'individu : il fallait abolir non seulement les privilèges de classe, mais encore les différences de classe elles-mêmes.

Le premier visage de la nouvelle doctrine fut donc un communisme ascétique, calqué sur celui de Sparte. Puis vinrent les trois utopistes : Saint-Simon, chez qui la tendance bourgeoise garde encore un certain poids à côté de l'orientation prolé-

---

29 Après avoir montré que la philosophie bourgeoise de la Raison avait fait faillite, en devenant idéaliste, de sorte qu'elle entre en contradiction avec les développements de sa propre base matérielle, Engels passe à l'étude de la genèse du *socialisme utopique,* en analysant les premiers mouvements matériels du communisme, qui n'eurent, eux, rien d'utopique, bien qu'ils aient été menés par une classe encore embryonnaire du prolétariat.

Ce n'est donc pas à la philosophie bourgeoise que se rattache le socialisme scientifique de Marx-Engels. Certes les grands utopistes utiliseront la raison née à l'époque bourgeoise pour asseoir et justifier leurs systèmes fantastiques, mais l'histoire et le marxisme feront la critique de cette enveloppe formelle, due à l'immaturité de l'époque.

Le marxisme se rattache en substance aux « germes de communisme » engendrés par ces premiers heurts violents de classe et les polémiques des utopistes après l'instauration de la société capitaliste. L'utopisme sert donc de moyen terme dans cette filiation, dont le processus est dialectique : les germes communistes devront être dégagés de leur gangue bourgeoise, idéaliste et inconsciente des processus matériels de l'histoire et de l'économie, et le marxisme donnera un caractère scientifique à l'intuition première, en la rattachant au déterminisme social. Selon l'expression d'Engels, les utopistes sont au communisme moderne ce que les philosophes de la nature sont aux sciences naturelles conscientes et dialectiques. Dans ce processus d'évolution, la philosophie, comme intuition et poésie, acquiert une valeur scientifique, qui ne tue pas la poésie, mais la réalise.

tarienne, Fourier et Owen ; ce dernier, vivant dans le pays de la production capitaliste la plus développée et sous l'impression des contradictions qu'elle engendre, articula en un système ses propositions d'abolition des différences de classe, en se rattachant directement au matérialisme français.

Tous trois ont en commun qu'ils ne se donnent pas pour des représentants des intérêts du prolétariat que l'histoire a engendré dans l'intervalle. Comme les rationalistes de l'ère des Lumières, ils entendent affranchir non une classe déterminée, mais l'humanité entière. Comme eux, ils veulent instaurer le royaume de la Raison et de la justice éternelle - mais il y a un abîme entre leur royaume et celui des philosophes des Lumières. Le monde bourgeois, fondé sur les principes des rationalistes, leur apparaît également déraisonnable, méprisable et injuste, et doit donc être jeté au rebut tout comme l'ont été le féodalisme et les formes de société antérieures. Si la pure raison et la véritable justice n'ont pas régné jusqu'ici dans le monde, c'est qu'on ne les avait pas encore exactement reconnues. L'individu génial avait fait défaut, or il surgit et reconnut la vérité. Qu'il soit venu maintenant et ait découvert la Vérité juste maintenant - ce fait ne résulte pas avec nécessité de l'enchaînement du développement historique, c'est pure chance. L'homme de génie aurait tout aussi bien pu naître cinq cents ans auparavant, et il aurait épargné à l'humanité cinq siècles d'errements, de luttes et de souffrances.

Les philosophes français du XVIII^{e} siècle, qui préparèrent la révolution en appelaient à la Raison comme juge suprême de toute chose existante. L'État et la société devaient être [37] basés sur la raison, et tout ce qui contredisait la Raison éternelle n'était rien d'autre que l'entendement idéalisé du citoyen de la petite bourgeoisie médiévale évoluant alors vers le bourgeois. Lorsque enfin la Révolution française eut réalisé cette société et cet État de Raison, les nouvelles institutions, si rationnelles qu'elles fussent par rapport à ce qui existait auparavant ne s'avérèrent pas du tout comme très raisonnables. L'État rationnel avait fait complètement naufrage. Le Contrai social de Rousseau avait trouvé sa réalité dans le règne de la Terreur ; et, pour y échapper, la bourgeoisie, qui avait perdu foi en sa propre capacité politique, se réfugia d'abord dans la corruption du Directoire, puis sous la protection du despotisme napoléonien - la promesse d'une paix éternelle s'était convertie en une guerre de conquêtes sans fin !

La société de Raison n'avait pas connu de sort meilleur. L'opposition entre riches et pauvres - au lieu de se résoudre en un bien-être général - s'était encore

aggravée à la suite de l'abolition des privilèges corporatifs et autres qui la tempéraient en jetant un pont entre eux, et l'élimination des institutions de bienfaisance de l'Église qui l'adoucissaient. La « liberté de la propriété » par rapport aux entraves féodales, une fois inscrite dans les faits, s'avéra, pour le petit-bourgeois et le paysan parcellaire, comme la liberté de vendre cette petite propriété écrasée par la concurrence toute puissante du grand capital et de la grande propriété foncière, et de la vendre précisément à ces nouveaux maîtres. Cette liberté se transformait donc pour le petit-bourgeois et paysan en libération de toute propriété. L'essor de l'industrie capitaliste sur une base capitaliste fit de la pauvreté et de la misère des masses laborieuses la condition de vie de la société. Le paiement au comptant devint de plus en plus - selon l'expression de Carlyle - le seul lien de la société. Le nombre des délits augmenta d'année en année. Si les vices féodaux qui, jadis, s'étalaient sans pudeur au grand jour avaient été, sinon détruits, du moins repoussés provisoirement au second plan, les vices bourgeois, nourris jusque-là dans l'ombre, ne s'épanouirent qu'avec plus d'exubérance. Le commerce évolua de plus en plus en escroquerie. La « fraternité » de la devise révolutionnaire s'incarna dans les chicanes et les jalousies de la lutte concurrentielle. La brutale oppression fit place à la corruption générale ; l'argent supplanta l'épée, comme premier levier du pouvoir dans la société. Le droit de cuissage passa des [38] seigneurs féodaux aux patrons bourgeois. La prostitution se répandit à un degré inconnu jusque-là. Le mariage resta, comme auparavant, la forme reconnue par la loi, couverture officielle de la prostitution, et se compléta par un adultère abondant.

En somme, comparées aux pompeuses promesses des philosophes rationalistes des Lumières, les institutions sociales et politiques, réalisées lors de la « victoire de la Raison » s'avérèrent des caricatures amèrement décevantes. Il ne manquait plus que les hommes pour enregistrer cette déception, et ils apparurent au changement de siècle : Saint-Simon publia ses *Lettres de Genève* en 1802, *Fourier* fit paraître en 1808 son premier ouvrage, bien qu'il eût posé les bases de sa théorie dès 1799, *Robert Owen* prit la direction de New-Lanark le 1er janvier 1800.

Mais à cette époque le mode de production capitaliste et, avec lui, l'antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat étaient encore très peu développés. La grande industrie venait tout juste de naître en Angleterre, et elle était encore inconnue en France. Or, ce n'est que la grande industrie qui engendre d'une part, les conflits

faisant de l'élimination de son caractère capitaliste et de sa révolution une nécessité inéluctable - conflits non seulement entre les forces productives et les formes d'échange, mais encore entre les classes qu'elle-même a suscitées - et, d'autre part, les moyens de résoudre ces conflits suscités par l'essor gigantesque des forces productives. Or en 1800 les conflits créés par les nouveaux rapports sociaux n'étaient encore qu'en devenir, et donc à plus forte raison, les moyens de les résoudre. Les masses non possédantes, qui à l'époque de la Terreur s'emparèrent un instant du pouvoir et purent conduire, ainsi, à la victoire la révolution bourgeoise *en opposition* à la bourgeoisie elle-même, ne tirent que démontrer qu'il était impossible de détenir durablement un tel pouvoir dans les conditions d'alors. Le prolétariat se détachait à peine de la masse des non-possédants comme souche d'une nouvelle classe, et était encore tout à fait hors d'état de mener une action politique autonome. Il se présentait bien plutôt comme une masse opprimée et souffrante, incapable de se tirer d'affaire elle-même, et donc réduite tout à fait à une aide de l'extérieur, d'en haut.

Cette situation historique pesa également sur les fondateurs du socialisme. À l'immaturité de la production et de la lutte des classes répondait aussi l'immaturité des théories. [39] La solution des problèmes sociaux, encore cachée dans les rapports économiques embryonnaires, devait jaillir de l'esprit. La société était absolument viciée, et la mission de la pensée rationnelle était de l'épurer. Il fallait pour cela inventer un nouveau système social, plus parfait, et l'octroyer de l'extérieur à la société - par la propagande et, si possible, par l'exemple d'expériences modèles. Ces nouveaux systèmes étaient d'emblée condamnés à l'Utopie : plus ils étaient élaborés jusque dans le détail, plus ils devaient se perdre dans la fantaisie pure.

Dès lors que l'on a constaté cela, il n'est plus nécessaire de nous arrêter un instant de plus à cet aspect de la question qui appartient désormais entièrement au passé. Nous laissons aux épiciers de la littérature le soin de décortiquer gravement ces fantasmagories qui aujourd'hui font sourire et d'opposer à ces « folies » la supériorité de leur esprit pondéré. Pour notre part, nous trouvons notre joie aux idées de génie qui s'y trouvent en germe et percent partout l'enveloppe fantastique et auxquelles ces philistins sont aveugles.

Saint-Simon était fils de la Révolution française : il n'avait pas encore trente ans lorsqu'elle éclata. La révolution était le triomphe du tiers-état - c'est-à-dire de la masse de la nation qui était *active* dans la production et le commerce - sur les

états jusqu'ici privilégiés et oisifs, la noblesse et le clergé. Mais la victoire du tiers-état s'avéra bientôt comme la victoire exclusive d'une infime partie de cet ordre, une couche socialement privilégiée de ce même ordre - la bourgeoisie possédante - qui occupa le pouvoir politique. Il se trouve que cette bourgeoisie s'était encore développée rapidement pendant la Révolution, en spéculant sur la propriété foncière, confisquée à la noblesse et à l'Église, puis *vendue,* ainsi qu'en fraudant la nation sur les fournitures aux armées. Sous le Directoire, c'était précisément la domination de ces escrocs qui conduisit la France et la Révolution au bord de la ruine, fournissant à Napoléon le prétexte pour son coup d'État. C'est ainsi que, dans l'esprit de Saint-Simon, l'opposition du tiers-état et des ordres privilégiés prit la forme de l'opposition entre « travailleurs » et « oisifs ». Les oisifs, ce n'étaient pas seulement les anciens privilégiés, mais encore tous ceux qui vivaient de rentes, sans prendre part à la production et au commerce. Et les « travailleurs », ce n'étaient pas seulement les salariés, mais encore les fabricants, les marchands, les banquiers.

[40]

Il était patent - et la Révolution l'avait définitivement confirmé - que les oisifs avaient perdu la capacité de diriger intellectuellement et de gouverner politiquement la nation. D'autre part, les expériences de la Terreur avaient démontré, pour Saint-Simon, que les non-possédants ne possédaient pas non plus cette capacité. Dans ces conditions, qui devait diriger et régner ? D'après Saint-Simon, la science et l'industrie qu'unirait un nouveau lien religieux, susceptible de restaurer l'unité des conceptions religieuses rompue depuis la réforme - le « Nouveau Christianisme », nécessairement mystique et strictement hiérarchisé. Or la science, c'était les gens cultivés, et l'industrie, c'était, en premier lieu, les bourgeois actifs, fabricants, marchands, banquiers. Certes, ces bourgeois devaient se muer en une espèce de fonctionnaires publics, d'hommes de confiance de la société, mais garder néanmoins vis-à-vis des ouvriers une position de commandement, pourvue aussi de privilèges économiques, tandis que les banquiers notamment étaient appelés à régler l'ensemble de la production sociale grâce à la régulation du crédit.

Cette conception répondait parfaitement aux besoins de cette époque où, en France, la grande industrie et, avec elle, l'antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat, étaient seulement en train de naître. Cependant, il y a un point sur lequel

Saint-Simon insiste tout particulièrement : partout et toujours, ce qui lui importe d'abord, c'est le sort de « la classe la plus nombreuse et la plus pauvre [30] ».

[41]

Déjà dans ses *Lettres de Genève*, Saint-Simon pose le principe selon lequel « tous les hommes travailleront ». Dans le même ouvrage, il sait déjà que la Terreur a été le règne des masses non possédantes : « Regardez, leur crie-t-il, ce qui est arrivé en France pendant le temps que vos camarades y ont dominé ; ils y ont fait naître la famine » (p. 41-42).

Or, concevoir la Révolution française comme une lutte de classes entre la noblesse, la bourgeoisie *et les non-possédants* était en 1802 une découverte des plus géniales. En 1816, il déclara que la politique est la science de la production, et en prédit la résorption totale dans l'*économie* [31]. Certes l'idée que les institutions politiques reposent sur la base économique ne s'y trouve qu'en germe, mais il y énonce déjà clairement que le gouvernement politique sur les hommes passe à une administration sur les choses et une direction des processus de production, soit la formule de l'« abolition de l'État » autour de laquelle on a fait récemment tant de bruit [32]. C'est avec une pareille supériorité de [42] vue sur ses contemporains qu'il

---

30 Après avoir mis en évidence les éléments « utopiques », liés chez Saint-Simon aux idées bourgeoises dues aux conditions d'immaturité de son époque, Engels passera, dans son texte, à la mise en évidence des « germes » de communisme véritable que reprendra, sous une forme supérieure, le socialisme scientifique. Ainsi il établit que la théorie communiste a sa filiation dans les luttes pratiques et intellectuelles des travailleurs, depuis l'embryon de classe de l'aube de la société bourgeoise à la classe développée du prolétariat moderne. Cette conception *de classe* fait, par définition, abstraction des *individus* et de leur origine sociale - surtout au début du mouvement ouvrier et chez les utopistes qui sont encore si imprégnés d'idéologie bourgeoise de la raison - pour ne voir que leur contenu, leur signification *sociale.* Marx a réglé définitivement cette question dans le Mani*feste*, en évoquant le *fait d'expérience* du passage d'hommes des classes supérieures à des positions des classes inférieures, qui se produit au niveau économique comme au niveau politique et idéologique dans le mouvement de l'histoire.

31 Cf. la lettre 8 de Saint-Simon : « Correspondance politique et philosophique. Lettres de H. Saint-Simon à un Américain », dans le recueil de 1817 intitulé *L'Industrie, ou discussions politiques, morales et philosophiques, dans l'intérêt de tous les hommes livrés à des travaux utiles et indépendants,* Paris, t. 2.

32 Engels fait manifestement allusion à la propagande verbale et démagogique de Bakounine et de su partisans anarchistes. En fait, l'abolition de l'État est une vieille revendication communiste, liée aussi aux réminiscences dans les esprits de la société sans classe du communisme primitif, forme qui, au siècle dernier, subsistait à l'échelle locale dans de nombreuses régions d'Europe et à une large échelle en dehors de, l'Europe. L'intérêt de cette réminiscence chez Saint-Simon, c'est qu'elle est liée à une évolution économique des sociétés modernes, qui la rend de nouveau actuelle, alors que chez Proudhon, par exemple,

déclare dès 1814, aussitôt après l'entrée des Alliés à Paris, et encore en 1815, pendant la guerre des Cent-Jours, que la seule garantie d'un développement prospère et de la paix en Europe est l'alliance de la France et de l'Angleterre, et celle de ces deux pays avec l'Allemagne [33]. Prêcher aux Français en 1815 l'alliance avec les vainqueurs de Waterloo exigeait certes autant de courage que de sens de la perspective historique.

Si nous trouvons chez Saint-Simon une largeur de vues véritablement géniale qui nous permet d'y découvrir en germes toutes les idées de ses successeurs socialistes, pour autant qu'elles n'appartiennent pas strictement au domaine économique, nous rencontrons chez *Fourier* une critique des conditions sociales existantes qui, pour être faite avec une verve et un esprit bien français, n'en est pas moins profonde. Fourier prend au mot la bourgeoisie, ses prophètes enthousiastes d'avant la révolution et ses flagorneurs intéressés d'après. Il dévoile sans pitié la misère matérielle et morale du monde bourgeois, et il la confronte, d'une part, avec les flamboyantes promesses des philosophes des lumières sur la société dans laquelle devait régner la Raison, sur la civilisation qui devait assurer à tous le bien-être et sur la perfectibilité illimitée des humains et, d'autre part, avec la réalité plus que misérable qui répondit aux slogans grandiloquents des idéologues d'alors - et il déverse son ironie mordante sur cette banqueroute irrémédiable de la phrase.

---

elle se greffe sur la base de la société de l'échange et de la petite production mercantiles, phase de la production marchande simple à partir de laquelle se développe la production capitaliste moderne ; autrement dit, elle a un caractère réactionnaire, étant donné que le capitalisme lui-même a surmonté déjà cette phase première.

De toute façon, ce qui distingue la stérile revendication de l'abolition anarchiste de l'État, C'est qu'elle doit être réalisée sans transition, alors qu'il faut *d'abord*, durant une longue période, un État prolétarien pour abattre, à l'intérieur et à l'extérieur, les formes économiques et politiques capitalistes et précapitalistes, puis une évolution où cet État entre en veilleuse à mesure de la disparition croissante des vestiges des anciennes sociétés et productions.

À la fin du recueil *Utopisme et communauté de l'avenir,* nous avons reproduit (p. 174-178) un article inachevé d'Engels sur la *suppression de l'État* afin de démontrer que cette formule n'a de sens que chez les communistes matérialistes.

33 Engels fait allusion à deux écrits de Saint-Simon et de son disciple Augustin Thierry : De la réorganisation de la société européenne ou de la nécessité et des moyens de rassembler tes peuples de l'Europe en un seul corps politique en conservant à chacun son indépendance nationale. Paris, 1814 ; et Opinion sur les mesures à prendre contre la coalition de 1815, Paris, 1815.

Fourier n'est pas seulement un critique, mais sa nature toujours sereine et enjouée fait de lui un satirique, et sans doute l'un des plus grands de tous les temps. Il dépeint avec autant de brio que d'esprit la folle spéculation qui fleurit au déclin de la révolution, ainsi que l'esprit boutiquier [43] universellement répandu dans le commerce français de cette époque. Plus mordante encore est la critique qu'il fait du tour donné par la bourgeoisie aux relations entre les sexes et de la position de la femme dans la société bourgeoise. Il est le premier à énoncer que, dans une société donnée, le degré d'émancipation de la femme est la mesure naturelle de l'émancipation générale [34]. Mais là où Fourier est le plus grand, c'est dans sa conception de l'histoire de la société. Il divise tout son cours en quatre phases d'évolution : *sauvagerie, barbarie, patriarcat, civilisation,* cette dernière correspondant à ce que l'on appelle maintenant la société bourgeoise. Il démontre « que l'ordre civilisé donne une forme complexe, ambiguë et hypocrite à chacun des vices auxquels la barbarie se livre avec simplicité », que la civilisation se meut dans un « cercle vicieux », dans des contradictions qu'elle reproduit indéfiniment, sans pouvoir les surmonter, de manière à atteindre toujours le contraire de ce qu'elle cherche ou prétend obtenir, ainsi « la pauvreté naît en civilisation de l'abondance même [35] »

Fourier, comme on le voit, manie la dialectique avec la même maîtrise que son contemporain Hegel. Avec la même dialectique, il met en évidence - en opposition au bavardage sur la perfectibilité sans fin de l'homme - que toute phase historique a sa période ascendante mais aussi descendante [36], et il applique aussi cette conception à l'avenir de [44] l'humanité dans son ensemble. Si après Kant,

---

34 Cf. FOURIER, *Théorie des quatre mouvements,* in *Œuvres complètes,* Paris, 1841, t. 1 p. 195-196. Cf. à ce propos aussi le magnifique passage de Marx sur la femme, dans lequel il commente Fourier in *Manuscrits parisiens,* Ed. sociales, p. 86-87 : « Dans ce rapport [de l'homme avec la femme] apparaît aussi dans quelle mesure le besoin de l'homme est devenu un besoin humain. »

35 Cf. FOURIER, *Le Nouveau Monde industriel et sociétaire,* Paris, 1870, p. 35. [Référence donnée par Engels.] [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

36 Cf. FOURIER, *Théorie de l'unité universelle*, in Œuvres complètes, Paris, t. 1, p. 50 et s.

Marx-Engels se réfèrent souvent au jugement pénétrant de Fourier pour établir leurs thèses. Dans *l'Anti-Dühring*, Engels souligne le mérite immense du dialecticien que fut Fourier, qui vit précisément dans la *surproduction* capitaliste la source des misères des ouvriers, non seulement durant les crises : « Les moyens de production, denrées alimentaires, ouvriers disponibles, tous les éléments de la production et de la richesse générale sont là en surabondance », mais « l'excédent devient source de la misère et de la pénurie ». Et de définir les crises capitalistes de c crise pléthorique » (Anti-Dühring, Ed. sociales, 1963, p. 315-316).

les sciences de la nature admettent que la terre va vers sa fin, la science historique ne peut plus ignorer après Fourier la mort future de l'humanité.

Tandis que l'ouragan de la révolution balayait la France, un bouleversement, non moins ample quoique plus silencieux s'accomplissait en Angleterre. La vapeur et le machinisme moderne transformaient la manufacture en grande industrie, en révolutionnant toutes les bases de la société bourgeoise. La marche somnolente de la période manufacturière se transforma en un cycle de production à haute pression. À une vitesse toujours plus grande, la société se divisa en grands capitalistes et en prolétaires non possédants, entre lesquels, au lieu de la stable classe moyenne d'autrefois, il y avait maintenant une masse mouvante d'artisans et de petits boutiquiers menant une vie mal assurée et formant la partie la plus fluctuante de la population. Encore le nouveau mode de production n'en était-il qu'au début de sa période ascendante et représentait-il le seul mode de production possible et normal dans les conditions d'alors. Mais déjà il engendrait des maux sociaux criants : agglomération d'une population déracinée et sans patrie dans les pires taudis des grandes villes, dissolution de tous les liens traditionnels de filiation et de subordination patriarcale et familiale, surtravail poussé à son extrême limite, surtout pour les femmes et les enfants, démoralisation massive des classes laborieuses, jetées brusquement dans des conditions tout à fait nouvelles, passant de la campagne à la ville, de l'agriculture à l'industrie, de rapports stables à l'insécurité et au changement quotidiens des moyens d'existence.

C'est alors que surgit en réformateur un jeune fabricant de 29 ans, un homme d'une simplicité de caractère enfantine poussée jusqu'au sublime et unie à un pouvoir de diriger les hommes tout à fait hors du commun. *Robert Owen* [37] [45] s'était assimilé la doctrine. des philosophes matérialistes du XVIII^e siècle de l'ère des lumières, pour lesquels le caractère de l'homme est le produit, d'une part, de son organisation biologique et, d'autre part, des conditions de milieu qui affectent l'homme durant toute sa vie, mais surtout durant sa période de formation. Dans la

37 Engels avait le plus grand respect pour Owen, comme en témoigne l'épisode suivant : « Dimanche dernier je suis allé à John Street, où le vieil Owen faisait une conférence à l'occasion de son 80^e anniversaire. En dépit de ses idées fixes, le Vieux se montra plein d'ironie et d'amabilité. À peine le vieux monsieur avait-il achevé son discours que l'un des adhérents du *Kosmos* se précipita sur lui et lui glisse dans la main un numéro du *Kosmos*, en lui déclarant qu'il reflétait ses principes. Et le Vieux de le recommander effectivement à son auditoire. C'est par trop drôle ! » (Engels à Marx, 21 mai 1851.)

révolution industrielle, la plupart des gens de sa classe ne voyaient que confusion et chaos, tout juste bons à pêcher en eau trouble et à en tirer une fortune rapide. Owen, lui, y vit l'occasion de mettre de l'ordre dans le chaos en appliquant sa thèse favorite. Il s'y était déjà attelé avec succès à Manchester, en dirigeant plus de cinq cents ouvriers d'une fabrique ; de 1800 à 1829, il appliqua les mêmes principes à titre de directeur-associé d'une grande filature de coton à New-Lanark en Écosse, en bénéficiant d'une plus grande liberté d'action, et ce fut le succès qui lui valut une réputation dans toute l'Europe. Une population qui monta peu à peu à 2 500 âmes et se composait au début des éléments les plus mêlés, pour la plupart fortement démoralisés, fut transformée par lui en une parfaite colonie-modèle, dans laquelle ivrognerie, police, procès pénaux, assistance publique et besoin de charité devinrent inconnus.

Et tout cela simplement en plaçant les gens dans des conditions plus dignes de l'homme, et surtout en donnant une éducation attentive à la génération grandissante. Il fut l'inventeur des crèches et le premier à les introduire. Dès l'âge de deux ans les enfants allaient à l'école, où ils s'amusaient tellement qu'on avait peine à les ramener à la maison. Tandis que ses concurrents faisaient travailler leurs ouvriers de treize à quatorze heures par jour, on ne travaillait que dix heures et demie à New-Lanark. Lorsqu'une, crise dans l'industrie cotonnière arrêta le travail pendant quatre mois, les ouvriers au chômage touchèrent leur plein salaire. Ce qui n'empêcha pas l'établissement de doubler, de valeur et de donner jusqu'au bout de gros bénéfices aux propriétaires.

Mais tout cela ne satisfaisait pas encore Owen. L'existence [46] qu'il avait procurée à ses ouvriers était encore loin d'être digne de l'homme : « Ces gens étaient mes esclaves. »

Les conditions relativement favorables dans lesquelles il les avait placés étaient encore bien loin de permettre un épanouissement entier et rationnel du caractère et de l'intelligence, et encore moins une libre activité vitale [38].

---

38 Il peut sembler contradictoire après ces éloges d'Engels à propos de l'ample activité d'Owen de lire ce qui suit chez Marx : « À une époque où les rapports sociaux n'étaient pas encore assez développés pour permettre à la classe ouvrière de se constituer en parti politique, les premiers socialistes (Fourier, Owen, Saint-Simon, etc.) ont dû fatalement se borner à imaginer une société modèle de l'avenir, et CONDAMNER TOUTES LES TENTATIVES PRATIQUES DES OUVRIERS EN VUE D'AMÉLIORER LEUR SITUATION

« Et pourtant ceux qui travaillaient parmi ces 2 500 humains produisaient autant de richesse effective pour la [47] société qu'à peine un siècle auparavant une population de 600 000 âmes pouvait en produire. Je me demandais : qu'advient-il de la différence entre la richesse consommée par 2 500 personnes et celle qu'il aurait fallu pour la consommation de 600 000 ?

La réponse était claire. « Elle avait été employée à assurer aux propriétaires de l'entreprise 5 % d'intérêt sur leur mise de fonds et, en outre, un bénéfice supplémentaire de plus de 300 000 livres sterling. Et ce qui était vrai pour New-Lanark l'était à plus forte raison pour toutes les fabriques d'Angleterre. Sans cette nouvelle richesse créée par les machines, on n'aurait pas pu mener à terme les guerres pour renverser Napoléon et maintenir les principes aristocratiques de la société. Cependant cette puissance nouvelle était la création de la classe ouvrière [39] ». Elle devait donc lui revenir. Les nouvelles forces productives, qui n'avaient servi jusque-là qu'à enrichir quelques-uns et à asservir le grand nombre offraient pour Owen la base d'une réorganisation sociale et étaient destinées à ne travailler que pour le bien-être commun comme propriété commune de tous.

ACTUELLE : GRÈVES, SYNDICATS, ACTIONS POLITIQUES. *(Indifférence en matière politique.)*

Toute la différence entre socialisme utopique et socialisme scientifique est précisément, comme il ressort lumineusement de l'Adresse de la Première Internationale, que pour les utopistes le prolétariat est encore une masse souffrante et passive, tandis que celui du communisme moderne développe consciemment son activité de classe au plan théorique, politique et économique, en s'organisant lui-même dans la lutte en parti politique de classe.

Le mérite d'Owen, qui fut l'utopiste le plus proche de la phase moderne du prolétariat, est d'avoir brandi le drapeau des intérêts de la masse ouvrière à l'époque où elle n'existait pas encore comme classe en soi, organisée en parti politique, mais opérait son premier pas vers la constitution en classe, en s'organisant en syndicat - « Quand Robert Owen, immédiatement après les dix premières années de ce siècle, soutint théoriquement non seulement la nécessité d'une limitation de la journée de travail, mais encore établit réellement la journée de travail dans sa fabrique de New-Lanark, on se moqua de cette innovation comme d'une utopie communiste. On persifla son « union du travail productif avec l'éducation des enfants », et les coopératives ouvrières qu'il appela le premier à la vie. Aujourd'hui, la première de ces utopies est une loi d'État, la seconde figure comme phrase officielle dans tous les *Factory Acts*, et la troisième va jusqu'à servir de manteau pour couvrir des manœuvres réactionnaires. » (MARX, *Le Capital*, I, Ed. sociales, t. 1, p. 293, note.)

À propos de l'activité syndicale personnelle d'Owen, cf. MARX-ENGELS, *Utopisme et communauté de l'avenir*, Petite Collection Maspero, 1976, seconde partie, p. 110-113.

39 Ces citations sont extraites du mémoire intitulé *La Révolution dans l'esprit et la pratique* qu'Owen envoya au Gouvernement provisoire français en 1848, ainsi qu'à tous les « républicains rouges, communistes et socialistes d'Europe » et même à « la reine Victoria et ses conseillers responsables ».

C'est de cette simple réflexion d'homme d'affaires, comme fruit pour ainsi dire d'un calcul comptable, que naquit le communisme owénien. Et il conserva toujours ce côté tourné vers la pratique. C'est ainsi qu'en 1823 Owen proposa de remédier à la misère de l'Irlande au moyen de colonies communistes et il joignit à son projet un devis complet des frais d'établissement, des dépenses annuelles courantes et des gains prévisibles. De même, dans son plan définitif d'avenir [40], l'élaboration technique des détails, y compris le tracé horizontal, vertical et la perspective, est faite avec une telle compétence que, une fois admise la méthode de réforme sociale d'Owen, il n'y a que peu de chose à redire contre le détail de l'organisation - même du point de vue technique.

En aboutissant au communisme, Owen avait opéré le [48] tournant de sa vie. Tant qu'il s'était contenté du rôle de philanthrope, il n'avait récolté que richesse, approbation, honneur et renommée : il était l'homme le plus populaire d'Europe : non seulement les autres fabricants, mais encore les hommes d'État et les princes l'écoutaient et l'approuvaient. Mais quand il se fit l'apôtre des théories communistes, tout changea. Trois grands obstacles barraient apparemment la voie à la réforme sociale : la propriété privée, la religion et la forme actuelle du mariage. Il savait ce qui l'attendait, s'il les attaquait - mise au ban de la société officielle, perte de toute sa situation sociale. Mais rien ne put l'empêcher de les attaquer sans ménagement - et il arriva ce qu'il avait prévu. Il fut exclu de la société officielle, la presse instaura contre lui une conspiration du silence et, ruiné par ses expériences communistes de communautés en Amérique, il se tourna directement vers la classe ouvrière et continua son action dans son sein pendant trente ans.

En 1819, après cinq ans d'efforts, il fit passer la première loi qui fixait une limite au travail des femmes et des enfants dans les fabriques [41]. C'est ainsi qu'il

---

40 Cf. The Book of the New Moral World, containing the Rational System, of Society, founded on Demonstrable Facts, developing the Constitution and Laws of Human Nature and of Society, London, 1842-1844.

41 En 1812, Owen avait proposé à un meeting de Glasgow une série de mesures destinées à alléger la situation de tous les enfants et adultes travaillant dans des filatures de coton. Le projet de loi correspondant, présenté au Parlement en juin 1815, ne fut adopté qu'avec de graves mutilations par le Parlement en 1819. La loi ne s'appliquait qu'aux fabriques de coton, et interdit seulement le travail des enfants de moins de 9 ans (le projet d'Owen parlait de 10 ans) et ne limitait le temps de travail à 12 heures que pour les moins de 16 ans (Owen avait réclamé que le travail de *tous* les ouvriers ne devait pas dépasser dix heures et demie).

présida le premier congrès au cours duquel les syndicats de toute l'Angleterre s'unifièrent en une seule grande association syndicale [42]. De même il introduisit, comme mesure de transition [49] menant à une organisation entièrement communiste de la société, d'une part, les *sociétés coopératives* (de consommation et de production), qui eurent pour le moins le mérite de prouver dans la pratique que le marchand aussi bien que le fabricant sont des personnages dont on peut très bien se passer, et, d'autre part, les *bazars du travail, où* l'on échange les produits du travail au moyen d'une monnaie-papier ayant pour unité de valeur l'heure de travail - ces établissements, nécessairement voués à l'échec, étaient une anticipation pure et simple de la *banque d'échange* de Proudhon [43], dont ils se distinguaient cependant par le fait qu'ils ne représentaient pas la panacée des maux sociaux, mais seulement un premier pas vers une transformation bien plus radicale de la société.

[50]

Dans le texte qui suit celui-ci, nous rassemblerons les passages épars de l'œuvre de Marx-Engels sur les grands utopistes, et nous soulèverons de nouveau l'aspect syndical de l'action d’Owen.

42 En octobre 1833, Owen présida le congrès des sociétés coopératives et des syndicats, où fut formellement fondée la *Grande Association nationale des syndicats,* dont le programme et les statuts furent adoptés en février 1834. Dans l'esprit d'Owen, cette fédération syndicale devait prendre en main la direction de la production. Il s'agit là d'un germe génial au sein de 1'utopisme d'une idée du communisme scientifique, cf. à ce propos les conceptions de Lénine lui-même in MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme,* t. 1, chap. 2 : « Internationale, syndicats et associations de production », p. 108-110, 64-67.

L’idée était utopique chez Owen, en ce sens notamment qu'il concevait ce moyen de lutte comme pacifique, alors que chez Marx-Engels les syndicats sont précisément l'école de guerre du socialisme. La fédération d'Owen ne se heurta pas moins à une opposition féroce de la part de l’État et des classes bourgeoises : elle dut se dissoudre en août 1834.

43 Les *Equitable Labour Exchange Bazars,* bazars pour un échange équitable des produits du travail, furent créés dans plusieurs villes d'Angleterre par des coopératives ouvrières, le premier en fut créé par Owen en septembre 1832 à Londres et se maintint jusqu'en juin 1834. Marx critiqua les limitations de ce projet dans son *Anti-Proudhon* dès 1847, cf. *Misère de la philosophie,* chap. 1, § 2, la valeur constituée ou la valeur synthétique (dernière partie). Proudhon tenta de créer une Banque d'échange au cours de la révolution de 1848-1849. Il créa à Paris le 31 janvier 1849 la Banque du peuple, qui n'exista que deux mois, sur le papier : « Elle fit faillite avant même d'avoir pu se mettre en marche » (Marx). Cf. la critique de Marx des bons de travail au point de vue économique dans les *Grundrisse,* 10/18, t. 1, p. 148-153. Les bons de travail tels qu'ils sont repris par Marx ne sont pas un moyen d'échange du socialisme, mais un moyen encore contradictoire pour abolir la monnaie, un moyen de transition. Cf. également les longues citations d'Owen reproduites par Marx dans les *Grundrisse,* 10/18, t. 3 chap. : « Owen et sa conception historique de la production industrielle (capitaliste) », p. 355-358.

À propos du système de banque chez Proudhon, cf. MARX-ENGELS, *Correspondance (1849-1851),* Ed. sociales, 1971, t. 2, p. 276-277, 281-284, 287-288, 361.

Les utopistes ont longtemps dominé les idées socialistes du XIX^e siècle - et les dominent encore en partie. Tous les socialistes anglais et français s'y rattachaient encore il y a peu de temps [44], et il en fut de même des premiers socialistes allemands, Weitling compris. À leurs yeux, le socialisme est l'expression de la vérité, de la raison et de la justice absolues, et il suffit qu'il soit découvert pour qu'il conquière le monde par la vertu de sa force intrinsèque. La vérité étant indépendante du temps, de l'espace et de l'évolution historique des hommes, le lieu et l'époque de sa découverte sont un pur hasard. Néanmoins la vérité, la raison et la justice absolues changent pour chaque fondateur d'école !

En conclusion : comme la forme particulière de la vérité, de la raison et de la justice absolues, assumée par chacun d'eux est à son tour conditionnée par leur entendement subjectif, leurs conditions de vie et leur degré de connaissance et de formation intellectuelle, la seule solution possible dans ce conflit de vérités absolues, c'est qu'elles s'usent l'une contre l'autre. Il ne pouvait en sortir rien d'autre qu'un socialisme éclectique moyen, du genre de celui qui règne aujourd'hui encore dans l'esprit de la plupart des ouvriers socialistes de France et d'Angleterre, un mélange, qui admet la plus grande variété de nuances, et résulte de ce qu'il y a de plus fade dans les invectives critiques des divers fondateurs de secte, leurs thèses économiques et leurs peintures de la société future, ce mélange s'opérant d'autant plus facilement que, dans chacun de ses éléments composants, les arêtes vives des arguments déterminés ont été arrondies au fil des débats comme les galets dans les eaux torrentueuses. En fait, pour faire de 1'utopisme une science, il fallait avant tout le placer sur un terrain réel.

---

44 Engels écrit à ce propos à Bebel, le 29 octobre 1884 : « La Commune fut à la fois le tombeau du *vieux* socialisme spécifiquement français et le berceau du nouveau communisme international pour la France » (cf. MARX-ENGELS, *La Social-démocratie allemande*, 10/18, p. 187). [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

[50]

LES UTOPISTES
Première partie : Le state utopiste du mouvement ouvrier

INTUITIONS UTOPISTES ET COMMUNISME PRIMITIF

Retour à la table des matières

Le seul fait qu'à côté de la commune paysanne russe, la production capitaliste d’Europe occidentale soit proche [51] de l'effondrement et annonce elle aussi une nouvelle forme de production, dans laquelle les moyens de production seront employés comme propriété sociale, selon un plan méthodique - ce simple fait ne peut conférer à la commune russe la force de se développer par elle-même à ce nouveau type de société [45]. En effet, comment pourrait-elle acquérir les énormes forces productives de la société capitaliste en tant que propriété et instruments sociaux, avant que la société capitaliste elle-même ait accompli cette révolution ? Comment la commune russe pourrait-elle montrer au monde la manière de gérer la grande industrie en compte commun, alors qu'elle a déjà oublié la manière de cultiver sa terre pour le compte commun ?

Au reste, il ne manque pas de Russes qui connaissent à fond la société capitaliste occidentale avec tous ses conflits et antagonismes irrémédiables, et savent parfaitement bien quelle est l'issue à cette voie apparemment bouchée. Or, avant tout, ces quelques milliers de gens conscients ne vivent pas dans les communes,

45 Dans le passage suivant extrait de la « Postface de 1894 » aux *Problèmes sociaux de la Russie* (trad. fr. in MARX-ENGELS, *La Russie*, 10/18, p. 262-277), Engels montre clairement qu'Owen s'appuyait dans ses intuitions communistes sur les éléments sociaux développés par la production capitaliste et non sur des réminiscences passées de communisme primitif. Engels en profite pour éclairer les liens qui existent entre les vestiges de communisme primitif à l'époque bourgeoise et le communisme moderne.

tandis que les quelque cinquante millions qui vivent encore en Russie sous le régime de la propriété commune du sol n'ont pas la moindre idée de tout cela, et sont, vis-à-vis des premiers, aussi incapables de compréhension que les prolétaires anglais des années 1800-1840 vis-à-vis des plans élaborés par Robert Owen pour les sauver. Du reste, la plupart des ouvriers employés par Owen dans sa fabrique de New-Lanark était de même composée de gens qui avaient grandi dans le clan celtico-écossais, doté d'instruments et de coutumes d'une société de communisme primitif en ruine, mais rien n'indique qu'il ait trouvé plus de compréhension chez eux. En second lieu, il est historiquement impossible qu'une société se trouvant à un stade inférieur du développement économique puisse résoudre les énigmes et les conflits, qui sont nés et ne pouvaient naître qu'à un stade beaucoup plus élevé.

Toutes les formes de société gentilice nées avant la production [52] mercantile et l'échange individuel ont ceci en commun avec la société socialiste future : que certaines choses - les moyens de production - sont en propriété collective et en usage commun de groupes déterminés. Mais ce caractère communautaire ne rend pas la forme inférieure apte à produire d'elle-même la société socialiste de l'avenir, produit ultime et spécifique du capitalisme.

[52]

LES UTOPISTES

Première partie : Le state utopiste du mouvement ouvrier

COMMENTAIRE D'UN FRAGMENT DE FOURIER SUR LE COMMERCE

Retour à la table des matières

Les Allemands commencent tout juste à gâcher aussi le mouvement communiste [46]. Comme partout ailleurs, ils arrivent ici également les derniers et se montrent les plus inopérants, en croyant pouvoir couvrir leur propre somnolence en considérant leurs prédécesseurs avec hauteur et en bavardant avec de grandes phrases philosophiques. Le communisme vient tout juste de surgir en Allemagne, et déjà il est accaparé par toute une nuée d'esprits spéculatifs, qui croient avoir fait merveille, quand ils ont traduit en langage [53] de la logique hégélienne des propositions devenues déjà choses du quotidien en France et en Angleterre, et ils dépêchent de par le monde cette nouvelle sagesse comme quelque chose que l'on

---

46 Cf. ENGELS, *Deutsches Bürgerbuch für 1846,* Mannheim, 1846, p. 1-4, 52-56.

L'âpreté polémique de ce texte confirme le mépris du marxisme pour la philosophie allemande, qui a dégénéré après Hegel et Feuerbach. En se tournant vers la recherche scientifique des conditions réelles du prolétariat développé des pays industriels, Marx-Engels ne font que confirmer ici leur projet antérieur : s'occuper de l'original mouvement socialiste : « Il faut laisser de côté la philosophie [...], il faut en sortir d'un bond, et se mettre à l'étude de la réalité comme un homme ordinaire ; sur le plan littéraire il existe pour cela une matière énorme que les philosophes, naturellement, ignorent [...]. La philosophie est à l'étude du monde réel ce que l'onanisme est à l'amour sexuel » *L'idéologie allemande*, chap : « Le Concile de Leipzig. III. Saint Max ».

Ce texte devait faire partie de la « bibliothèque » des auteurs socialistes avec laquelle Marx-Engels voulaient faire connaître en Allemagne les idées communistes surgies en Angleterre et en France. Il prépare également la polémique contre le « socialisme allemand vrai »que Marx-Engels attaquent dans la seconde partie de *L'idéologie allemande,* notamment chap. IV : « Karl Grün, le mouvement social en France et en Belgique... », qui traite du saint-simonisme, du fouriérisme, du cabettisme et du proudhonisme (cf. Ed. sociales, p. 535-586).

n'a jamais vu, comme la « véritable théorie allemande », pour pouvoir ensuite à leur aise couvrir de fange la « mauvaise praxis » et les systèmes sociaux, qui « prêtent à rire », des Français et Anglais bornés. Cette théorie allemande toujours prête qui a eu le bonheur ineffable d'avoir pu se frotter un peu à la philosophie de l'histoire de Hegel et d'être cataloguée dans le schéma des catégories éternelles par quelque professeur aride de Berlin, qui peut-être a feuilleté Feuerbach, quelques écrits communistes allemands et Monsieur Stein sur le socialisme français. Sans se donner beaucoup de mal, cette théorie allemande de la plus basse qualité a déjà mis en système hermétique le socialisme et le communisme français selon Monsieur Stein : après leur avoir assigné une petite place parmi tous les autres systèmes, elle les a « dépassés » et « abolis » dans la « phase supérieure de développement » de la « théorie allemande » toujours parfaite et achevée. Naturellement, il ne vient pas le moins du monde à l'esprit de ces messieurs de se familiariser quelque peu avec le sujet qu'ils veulent aussitôt dépasser, en étudiant Fourier, Saint-Simon, Owen et les communistes français : les maigres extraits de Monsieur Stein sont largement suffisants pour assurer la brillante victoire de la théorie allemande sur les boiteux projets des étrangers [47].

Face à cette arrogance comique de la théorie allemande qui ne veut pas périr, il est absolument nécessaire de mettre une bonne fois devant les yeux des Allemands ce qu'ils doivent à l'étranger depuis qu'ils se sont penchés sur les questions sociales. Parmi tous les pompeux discours que l'on trouve maintenant dans la littérature allemande sous les titres de principes fondamentaux du vrai et pur socialisme allemand et du communisme théorique, il n'est nulle pensée jusqu'ici qui soit née en terre allemande. Ce que les Français ou les Anglais ont dit il y a déjà dix, vingt, voire [54] quarante ans - et ils l'ont dit fort bien, très clairement, et dans une langue très belle - voilà ce que les Allemands commencent depuis un an maintenant à apprendre par petits bouts et à hégélianiser ou, dans le meilleur des cas, ils l'ont redécouvert postérieurement et imprimé sous une forme bien plus mauvaise et abstraite, comme s'il s'agissait d'inventions tout à fait nouvelles. Je ne fais pas exception pour mes écrits.

47 L'utopisme étant lié à l'époque plus ou moins radicale de la révolution politique et économique bourgeoise, il est assez faible en Allemagne et bientôt galvaudé par des beaux esprits. Selon l'expression de Marx, le prolétariat allemand est né assez tard, sur la base d'un capitalisme déjà historiquement assez développé. Il doit au début se tourner vers l'Angleterre et la France.

Ce qui est particulier aux Allemands est simplement forme méchante, abstraite, incompréhensible et tarabiscotée sous laquelle ils ont exprimé ces pensées. Et comme il sied à d'authentiques théoriciens, ils n'ont jugé digne de leur « prise de conscience » - à part quelques principes tout à *tout à fait généraux* - que ce qu'il y avait de plus mauvais et de plus abstrait chez les Français : la schématisation de la société future, les *systèmes sociaux.* Ils ne connaissent presque rien des Anglais. L'aspect le meilleur, la *critique de la présente société,* qui est la base réelle, la tâche première de celui qui s'attaque aux questions sociales, ils l'ont mis tranquillement de côté. Sans parler de ce que ces sages théoriciens se plaisent à citer avec un semblable mépris - s'ils le citent en fait - le seul Allemand qui ait réellement fait quelque chose : W*eitling* [48].

Je voudrais mettre sous les yeux de ces sages un petit chapitre de Fourier, dont ils pourraient prendre exemple. Il est vrai, Fourier n'est pas parti de la théorie hégélienne et n'a donc pas pu atteindre à la connaissance de la vérité absolue, ni au socialisme absolu ; il est vrai, à cause de cette carence, Fourier s'est hélas laissé induire à mettre à la place de la méthode absolue celle des séries, et c'est pour cela qu'il en est arrivé à théoriser la métamorphose de la mer en limonade, les couronnes boréale et astrale, l'antilion et l'accouplement des planètes [49]. Mais, même s'il en était ainsi, je préfère croire avec le joyeux Fourier à toutes ces histoires, plutôt qu'au règne absolu des esprits [55] où il n'existe pas de limonade, à l'identité de l'être et du néant et à l'accouplement des catégories éternelles. Le non sens français est au moins allègre, tandis que le non-sens allemand est lugubre et sinistre. Et puis Fourier a critiqué les actuels rapports sociaux avec une telle acuité, avec un tel esprit et un tel humour que l'on est tout disposé à lui passer ses fantaisies cosmologiques, qui du reste reposent sur une conception géniale du monde [50].

---

48 Weitling était lié essentiellement aux artisans allemands et aux prolétaires qui étaient disséminés en Suisse et en France surtout.

49 Les écrits de Fourier renferment effectivement des descriptions fantastiques de mutations qui devraient se produire à l'avenir dans la nature : changement du goût désagréable de l'eau marine, formation de couronnes solaires irradiant la chaleur aux pôles, transformation de bêtes sauvages en utiles animaux domestiques, etc.

50 Si le monde futur connaîtra des transformations inouïes, sur la base de l'humanisation du monde par le travail et le savoir collectifs, Fourier n'avait pas si tort de penser que le monde physique lui-même deviendra plus agréable pour les hommes : « Pour le socialiste, toute l'histoire dite universelle n'est rien d'autre que la *génération de l'homme par le travail humain,* rien d'autre que le devenir de la nature pour l'homme : c'est pour lui la preuve tangible et irréfutable de sa génération (production) par lui-même, du procès de sa genèse. »

Le fragment que je présente ici se trouvait parmi les écrits posthumes de Fourier et a été imprimé dans le premier numéro de *La Phalange* [51] que les fouriéristes ont publié au commencement de 1845.

Je laisse de côté ce qui a trait au système positif de Fourier et ce qui est moins essentiel et, en général, je procède aussi librement qu'on doit le faire avec les socialistes étrangers pour rendre leurs écrits, qui sont toujours conçus à des fins déterminées, peu accessibles pour le public extérieur aux cercles socialistes. Ce fragment n'est pas, et de loin, le plus génial que Fourier ait écrit, ni même ce qu'il a écrit de meilleur sur le commerce - et cependant aucun socialiste ou communiste allemand, excepté Weitling, n'a encore écrit quelque chose qui ressemble de loin à ce brouillon.

Afin d'épargner au publie la peine de lire lui-même *La Phalange,* je dirai que ce périodique est une pure spéculation commerciale des fouriéristes et que les manuscrits publiés de Fourier sont de valeur fort inégale [52]. Messieurs [56] les fouriéristes qui publient cette revue sont devenus allemands, des théoriciens solennels qui, au lieu de l'humour avec lequel leur maître a décrit le monde bourgeois, prennent le masque de la gravité sainte, profonde et aride des hommes de science, ce pourquoi ils sont doucement raillés en France et... appréciés en Allemagne. L'échafaudage des rêvés triomphes du fouriérisme qu'ils dressent dans le premier numéro de *La Phalange* pourrait transporter de ravissement un professeur enseignant la méthode absolue.

Les passages que j'ai traduits commencent par une phrase déjà publiée dans la *Théorie des quatre mouvements.* Dans cet ouvrage se trouvent également de longs

---

(Cf. MARX *Manuscrits économico-philosophiques de 1844,* chap. : « Propriété privée et communiste ».)

51 Cf. *La Phalange. Revue de la science sociale*, Paris, Aux bureaux de « La Phalange », 1845, XIVO année, 1re série in-8° Publication des manuscrits de Fourier : « Section ébauchée des trois unités externes », p. 1-42 du numéro de janvier-février.

52 Dans sa lettre à Marx du 19 août 1846, Engels s'était indigné sur le traitement que les éditeurs de *La Phalange* avait fait subir à Fourier, et avait souligné qu'ils n'avaient aucune influence de parti, et il avait ajouté : « De toute façon, ces messieurs les fouriéristes deviennent chaque jour plus ennuyeux. ». Cf. traduction française dans la partie consacrée aux utopistes français du recueil de MARX-ENGELS, *Le Mouvement ouvrier français,* t. I, p. 73-74.

passages du fragment ci-dessous, mais je n'en donnerai que le strict nécessaire [53] (...).

Jusque-là Fourier. La suite de cet article dans le second cahier de *La Phalange* renferme trois chapitres sur l'agiotage, l'accaparement et le parasitisme, qui ont cependant déjà été publiés en grande partie dans les *Quatre mouvements.* Pour cette raison et parce que le fragment reproduit ci-dessus suffit amplement à la démonstration, je l'interromps ici. .

Les doctes Allemands, qui cinglent avec tant de zèle sur la « mer de foie » désolée de l'insondable théorie [54] et surtout vont à la pêche du « principe » du « socialisme » peuvent prendre exemple sur le commis de commerce Fourier. [57] Celui-ci n'était pas un philosophe, il avait même une profonde aversion pour la philosophie, et dans ses écrits il l'a férocement raillée, en disant un certain nombre de faits intéressants, choses que nos « philosophes du socialisme » feraient bien de s'approprier. Sans doute m'objecteront-ils que Fourier a néanmoins été « abstrait », qu'en dépit de Hegel il a construit Dieu et le Monde avec ses séries - mais cela ne les sauvera pas. Les bizarreries néanmoins géniales de Fourier n'excusent pas les soi-disant exposés rances de la sèche théorie allemande.

Fourier construit l'avenir, après avoir correctement jugé du passé et du présent ; la théorie allemande commence par adapter à sa fantaisie l'histoire du passé et ordonne ensuite au futur la direction à prendre. Que l'on confronte, par exemple, le schéma de Fourier des époques successives du développement social (sauvagerie, patriarcat, barbarie, civilisation) ainsi que ses caractérisations au moyen de l'idée absolue hégélienne qui s'ouvre péniblement un chemin dans le labyrinthe de l'histoire et, malgré les *quatre* empires universels, donne tout de même lieu à la fin à une manifeste trichotomie - pour ne pas parler des constructions posthégé-

53 Engels donne ensuite sa traduction du texte de Fourier que nous ne reproduisons pas ici. Elle porte sur les sept premiers chapitres du manuscrit inachevé « Les Trois Unités externes », publié après la mort du grand utopiste. Fourier y analyse le commerce en général et décrit les divers types de faillite. Engels intégra à ce texte certains passages éliminés par l'auteur pour les incorporer dans la *Théorie des quatre mouvements*, mais supprima certains passages renfermant des digressions fantastiques sur le futur et des allusions incompréhensibles pour ses compatriotes allemands.

54 La « mer de foie » est une mer légendaire dans les flots visqueux de laquelle les navires se bloquaient. Ici Engels, en l'adaptant, cite un passage « dans la désertique mer du monde insondable on s'enfonce », tiré du poème *Die Goldene Schmiede* du poète allemand de l'époque médiévale Konrad von Würzburg.

liennes. En effet, si chez Hegel la construction a encore un sens - même si le sens en est renversé -, elle n'en a plus aucun chez les fabricants de systèmes posthégéliens.

Les Allemands devraient une fois pour toutes cesser de faire tant de bruit autour de leur profondeur de pensée. Avec les données les plus insignifiantes, ils croient pouvoir mettre ensemble les choses les plus disparates, voire les mettre en relation avec l'histoire universelle. À partir du premier fait venu qui leur vient de troisième source, et dont ils ne savent même pas comment il est arrivé, ils vous démontrent qu'il a *dû* nécessairement arriver de cette façon et non d'une autre. Quiconque écrit de questions sociales en Allemagne ridiculise férocement la profondeur de pensée allemande dès qu'il évoque la moindre chose de Fourier ! Un certain Monsieur Kaiser a mis à profit le « remarquable ouvrage de L. Stein » pour en faire une construction historique universelle : son défaut est simplement qu'elle se fonde entièrement sur des données fausses. La théorie allemande a au moins attribué vingt fois à Fourier sa « place dans le développement de l'idée absolue » - et chaque fois à une place différente -, en se fondant toujours sur les données tronquées de Monsieur Stein ou d'autres sources bâtardes. C'est la raison pour laquelle, entre autres, le [58] « socialisme absolu » allemand est aussi indigent. Un peu d'« humanité » comme on appelle maintenant la chose, un peu de « réalisation » de cette humanité ou, plus exactement de cette bestialité, quelques mots sur la propriété traitée par Proudhon - de préférence de troisième ou de quatrième main -, quelques pleurnicheries sur la misère des prolétaires, l'organisation du travail, les misérables associations pour la promotion des basses classes, à côté d'une ignorance illimitée de l'économie et de la société réelle - et on obtient l'histoire universelle qui perd encore sa dernière goutte de sève et la dernière trace d'énergie et de vie en vertu de la fameuse objectivité et de l'impartialité théorique, ce « repos absolu » de la pensée. Et c'est avec ces somnifères que l'on veut révolutionner l'Allemagne, mettre en mouvement le prolétariat, faire penser et agir les masses !

Si nos professeurs allemands, communistes à moitié ou entièrement, s'étaient simplement donné la peine d'examiner les textes essentiels de Fourier, qu'ils peuvent au reste se procurer aussi facilement que n'importe quel livre allemand, ils seraient tombés sur une véritable mine de matériel de construction mais pour un tout autre usage que le leur ! Quelle masse d'idées neuves - pour l'Allemagne,

neuves encore aujourd'hui - n'auraient-ils pas trouvée ! Ces braves gens n'ont pas su jusqu'ici reprocher autre chose à la société contemporaine que la situation du prolétariat, et même sur ce sujet ils ne savent pas dire grand-chose. Fourier qui, sauf dans ses derniers écrits, aborde à peine ce thème, démontre comment, même sans lui, on peut arriver à la conclusion qu'il faut rejeter toutes les conditions de la présente société et comment simplement à travers la critique de la bourgeoisie - de celle-ci dans ses rapports internes, abstraction faite de ses antagonismes avec le prolétariat - on peut conclure à la nécessité d'une réorganisation sociale. Pour cet aspect de la critique, Fourier est jusqu'ici irremplaçable. Il dévoile impitoyablement l'hypocrisie de la société respectable, la contradiction entre sa théorie et sa pratique, l'ennui de tout son mode d'existence ; il en raille la philosophie, ses aspirations à la perfection de la perfectibilité perfectibilisante et à l'auguste vérité, en même temps que sa « morale pure » et ses monotones institutions sociales ; il oppose à tout cela la pratique, le « doux commerce », qu'il critique magistralement, les basses jouissances qui ne sont pas des plaisirs, l'organisation du cocuage dans le mariage, la confusion universelle. Tous ces aspects caractérisent [59] la société bourgeoise, et l'on n'en a pratiquement pas parlé jusqu'ici en Allemagne. Il est vrai que l'on a parlé, çà et là, de l'amour libre, de la condition et de l'émancipation de la femme ; mais qu'en a-t-on conclu et réalisé ? Le résultat en fut quelques phrases confuses, quelques ménagères de plus, un peu d'hystérie et une forte dose d'esprit familial allemand - pas même un bâtard.

Que les Allemands prennent d'abord connaissance du mouvement social, pratique et littéraire, de l'étranger - toute l'histoire anglaise et française de ces quatre-vingts dernières années avec l'industrie de l'Angleterre et la révolution de France entre dans le mouvement pratique -, et puis qu'ils fassent sur le plan pratique et littéraire ce qu'ont fait leurs voisins, et alors seulement ils pourront poser leurs questions oiseuses, par exemple celle de savoir quels sont les mérites plus ou moins grands de chaque nation. Mais il ne se trouvera plus alors de public pour de telles chicanes.

Ce que les Allemands pourraient faire de mieux c'est de se familiariser avec les réalisations de l'étranger. Tous les livres publiés jusqu'ici sur ce sujet sont mauvais. Mais quoi qu'il en soit, d'aussi brèves synthèses ne peuvent, dans le meilleur des cas, faire que la critique de ces écrits, mais non en reproduire le contenu. Quant aux écrits eux-mêmes, ils sont ou bien rares ou bien inaccessibles

en Allemagne, en partie trop volumineux, en partie mélangés avec des choses qui n'ont plus désormais qu'un intérêt historique et littéraire, et n'intéressent plus le public allemand de 1845.

Pour rendre accessibles ces écrits, dont le contenu valable pour l'Allemagne est tout à fait nouveau, il faudrait effectuer un choix de textes et en faire une élaboration adéquate, à la manière dont les Français, beaucoup plus pratiques que nous dans ces affaires, ont procédé avec tout le matériel qui leur est venu de l'étranger. Une telle élaboration de la littérature fondamentale du socialisme de l'étranger commencera à paraître sous peu. Plusieurs communistes allemands, et parmi eux les esprits les meilleurs du mouvement qui pourraient tout aussi facilement produire leurs propres œuvres, se sont associés en vue de cette entreprise qui, espérons-le, démontrera à ces savants théoriciens allemands que toute leur sagesse est périmée et surmontée depuis longtemps dans les discussions contradictoires en France et en Angleterre. Quand ils auront vu ce qui a déjà été fait avant eux, ils pourront montrer ce qu'ils savent faire.

[60]

LES UTOPISTES
Première partie : Le state utopiste du mouvement ouvrier

LES BONS DU TRAVAIL

Retour à la table des matières

Paris, le 3 août. Nous n'avons pu reproduire avant-hier que des fragments du discours de Proudhon [55]. Nous allons maintenant le commenter plus avant. M. Proudhon commence par déclarer que la Révolution de Février n'était rien d'autre que l'apparition du socialisme qui a cherché à s'imposer dans tous les événements et phases de cette révolution.

« Vous voulez en finir avec le socialisme. Eh bien, regardez : je vais vous tendre une main secourable. Le succès du socialisme ne dépend en rien d'un seul homme. La lutte actuelle n'est aucunement une lutte entre moi et M. Thiers, mais entre le travail et les privilèges » ! Et Proudhon de démontrer que M. Thiers n'a fait qu'attaquer et calomnier sa vie privée : « Si nous nous plaçons sur ce terrain, alors je dis à M. Thiers : Confessons-nous tous les deux ! Reconnaissez vos péchés, et je reconnaîtrai les miens ! » Et de poursuivre qu'en fait il s'agit de la révo-

---

55 Cf. « Le Discours de Proudhon contre Thiers », *La Nouvelle Gazette rhénane,* 5 août 1848.
On ne sait si cet article est de Marx ou d'Engels - ce qui au fond est indifférent.
Les textes qui suivent illustrent de manière admirable la dialectique complexe d'une revendication utopiste - en l'occurrence le droit au travail d'un Fourier, par exemple. Au lieu d'une panacée, le marxisme y voit l'une de ces mesures partielles et encore contradictoires - intenables selon l'expression du *Manifeste* - qui tendent à l'abolition du capitalisme dès lors que la mesure se généralise à tous les hommes et s'articule sur toutes les autres pour évoluer à son tour.
Le marxisme est cohérent, lorsqu'il met en évidence un courageux discours de Proudhon après avoir fait la critique de tout son système : le proudhonisme a été un maillon historique dans la formation du prolétariat français, comme le blanquisme.

lution, que le comité des Finances considère la révolution comme un événement fortuit, une surprise, tandis que lui, Proudhon, l'a prise au sérieux. En 1793, la Propriété a payé sa dette vis-à-vis de la République en payant un impôt du tiers, et que la révolution de 1848 devait rester dans un « rapport proportionnel ». En 1793, l'ennemi c'était le despotisme et l'étranger ; en 1848, l'ennemi c'est le paupérisme. Ici intervient le *droit au travail.* Or qu'est-ce que c'est ?

« Si la demande de travail était plus forte que son offre, [61] on n'aurait pas besoin des promesses de l'État. Mais ce n'est pas le cas : la consommation est très faible, les magasins regorgent - et les pauvres sont nus ! Or quel pays est plus enclin à consommer que la France ? Si au lieu de 10 millions on en donnait 100, c'est-à-dire 75 francs par jour et par tête, nous saurions bien les consommer » *(hilarité dans la salle).* Le taux de l'intérêt est dit Proudhon, une cause fondamentale de ruine pour le peuple. La création d'une Banque nationale de deux milliards afin de permettre de prêter son argent sans intérêt, de céder gratuitement l'usage de la terre et des maisons, procurerait d'immenses avantages *(violentes interruptions) :* « Quand nous maintiendrons ces principes *(rires),* quand le fétichisme de l'argent aura cédé devant le réalisme de la jouissance *(nouveaux rires)* - alors la garantie du travail existera. Supprimez les droits de douane, et vous serez sauvés. Ceux qui prétendent le contraire, peuvent se dire Girondins ou Montagnards, ce ne sont pas des socialistes, ni des républicains *(oh, oh !)...* Ou bien la propriété emportera la République, ou bien la République la propriété » *(cris : conclusion !)*

M. Proudhon se lance alors dans de longs développements sur l'importance de l'intérêt et sur la manière d'en réduire le taux à zéro. Tant qu'il en reste à ce point d'économie politique, M. Proudhon est faible, bien qu'il suscite un scandale énorme dans cette Chambre de bourgeois. Mais quand, excité justement par ce scandale, il revient au point de vue du prolétaire, on dirait alors que la chambre entre en convulsions.

« Messieurs, la marche de mes idées est différente de la vôtre ; je me place à un autre point de vue que vous ! La liquidation de la vieille société a été ouverte le 24 février, entre la bourgeoisie et la classe laborieuse. Cette liquidation sera violente ou amiable. Tout dépend du discernement de la bourgeoisie, de sa plus ou moins grande résistance. »

M. Proudhon passe alors au commentaire de son idée sur l' « abolition de la propriété ». Il ne veut pas abolir la propriété d'un seul coup, mais peu à peu, et c'est pourquoi il a dit dans son journal - *Le Représentant du peuple* - que *la rente foncière est un libre cadeau de la terre* que l'État devait toucher lui-même progressivement. « En conséquence, d'une part, j'ai dénoncé à la bourgeoisie la signification de la révolution de Février, j'ai donné congé à la propriété pour qu'elle se prépare à la liquidation, et [62] que les propriétaires soient rendus responsables de leur refus » *(grondements de tonnerre de plusieurs côtés).*

- Comment responsables ?

- Je veux dire que si les propriétaires ne veulent pas liquider de bon gré, nous procéderons à la liquidation. »

Plusieurs voix « Qui ça, *nous ?* »

D'autres voix « À l'asile de Charenton ! *(terrible effervescence - une véritable tempête avec coups de tonnerre et bourrasques).*

« Quand je dis *nous*, je m'identifie, moi, au prolétariat, et vous, à la bourgeoisie ! »

M. Proudhon se lance alors dans le détail de son système fiscal et redevient « scientifique ». Cette « science », qui a été chaque fois le côté faible de Proudhon, devient justement dans cette Chambre bornée son côté fort, en lui donnant l'aplomb pour combattre avec sa « science » pure et limpide la louche science financière de M. Thiers. Celui-ci a fait des preuves pratiques de son intelligence financière : sous son administration, les fonds publics ont diminué, tandis que sa fortune personnelle a augmenté.

Alors que la Chambre accorde peu d'attention à ses explications, Proudhon déclare tout net qu'il en a encore au moins pour 3/4 d'heure. Comme la plus grande partie de la Chambre se disposait à s'en aller, il reprend derechef ses attaques contre la propriété : « Par la seule révolution de Février, vous avez aboli la propriété ! » On pourrait dire que l'effroi cloue comme par enchantement les gens sur leur siège, chaque fois que Proudhon laisse tomber un mot contre la propriété.

« En reconnaissant dans la Constitution le droit au travail [56], vous avez admis l'abolition de la propriété. »

[63]

Laroche Jaquelin demande si l'on a le droit de voler. D'autres députés veulent empêcher M. Proudhon de poursuivre.

« Vous ne pouvez pas anéantir les conséquences des faits accomplis. Si les débiteurs et les fermiers continuent de payer , c'est parce qu'ils le veulent bien *(effroyable brouhaha. Le président rappelle l'orateur à l'ordre ; chacun, dit-il, est obligé de payer ses dettes).* Je ne dis pas que les créances ont été abolies, mais ceux qui veulent les défendre ici anéantissent la révolution [...]. Que sommes-nous ici, des représentants ? Rien ! Absolument rien. La puissance qui nous a donné le pouvoir manquait de principes, de base. Toute notre autorité est violence, arbitraire, pouvoir du plus fort *(nouvelle tempête),* Le suffrage universel est un pur hasard, et pour qu'il acquière une signification, il faut qu'une certaine organisation l'ait précédé. Ce qui nous régit, ce n'est pas le droit, c'est la violence, la nécessité, la Providence. [...] Le 16 avril, le 15 mai, le 23 et le 24 juin sont des faits, rien de plus que des faits qui trouvent leur légitimation dans l'histoire. Nous pouvons aujourd'hui faire tout ce que nous voulons ; nous sommes les plus forts. Ne parlons donc pas d'émeutiers ; les émeutiers sont ceux qui n'ont pas d'autre droit que celui du plus fort, mais qui ne veulent pas reconnaître de droits aux autres. Je sais que ma proposition ne sera pas acceptée. Mais vous êtes dans une situation telle que vous ne pouvez échapper à la mort qu'en acceptant ma proposition ! Il s'agit de la question du crédit et du travail ! La confiance ne renaîtra jamais plus. Non, il est impossible qu'elle renaisse *(abominable !)*... Vous pouvez

56 Le droit au travail a été la revendication des ouvriers de Lyon qui montèrent les barricades avec le mot d'ordre : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant. » C'est l'une des mesures typiques de *généralisation de mesures bourgeoises qui dépassent l'ordre bourgeois.* Marx le définit comme suit : « Le droit au travail est au sens bourgeois un contresens, un désir vain et pitoyable ; mais derrière le droit au travail, il y a le pouvoir sur le capital ; derrière le pouvoir sur le capital, l'appropriation des moyens de production, leur subordination à la classe ouvrière associée, c'est-à-dire la suppression du salariat, du capital et de leurs relations réciproques. » C'est au nom du droit au travail que les utopistes fondèrent les phalanstères et les home-colonies, et que la Commune de Paris réquisitionna les usines abandonnées par leurs patrons capitalistes afin de les tenir en activité ainsi que les ouvriers. C'est d'après ce dernier exemple notamment qu'Engels demandait que les domaines d'État soient distribués en Allemagne aux paysans, en vue de faire sauter la classe des hobereaux, c'est-à-dire la base même de l'État bismarckien. Cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, t. II, chap. « Droit au travail », p. 191-235.

toujours dire que vous voulez faire une République honnête et modérée : le Capital n'ose pas se montrer sous une République qui doit faire des gestes en faveur des ouvriers. Alors que le capital nous attend pour nous liquider, nous attendons le capital pour le liquider lui-même. Le 24 février a posé le droit au travail. Rayez ce droit de la Constitution, vous établissez le droit à l'insurrection. Mettez-vous pour l'éternité sous la protection des [64] baïonnettes, prolongez pour l'éternité l'état de siège ; le capital aura quand même peur, et le socialisme a les yeux fixés sur lui. »

Les lecteurs de *La Gazette de Cologne* connaissent M. Proudhon de longue date. Comme il est dit dans l'ordre du jour motivé, M. Proudhon a attaqué la morale, la religion, la famille et la propriété [57]. Or, il était il y a peu de temps encore le héros exalté par *La Gazette de Cologne*. Dans des articles de correspondants de Paris, des feuilletons, de longues analyses, elle a glorifié en long et en large le prétendu « système économique et social » de Proudhon. Sa théorie de la valeur devait être le point de départ de toutes les réformes sociales. Ce n'est pas le lieu ici d'expliquer comment *La Gazette de Cologne* en est venue à faire cette dangereuse connaissance. Mais comme c'est curieux ! Elle qui voyait autrefois en Proudhon un sauveur, n'a maintenant pas assez d'invectives pour le qualifier lui et son parti de « menteurs », de fossoyeurs de la société. M. Proudhon n'est-il plus M. Proudhon ?

Ce que nous avons attaqué chez M. Proudhon [58], c'était la « science utopique » avec laquelle il voulait aplanir les contradictions entre capital et travail, entre prolétariat et bourgeoisie. Nous reviendrons sur ce sujet [59]. Tout son système bancaire, tout son système d'échange des produits n'est rien d'autre qu'une

---

57 Les proudhoniens, ayant encore des germes de communisme au milieu de tout un fatras d'idées petites-bourgeoises, ils pouvaient encore évoluer à une époque où dans la société française elle-même l'évolution se faisait de rapports petits-bourgeois à des rapports de classe modernes. C'est pourquoi. Marx put les accueillir dans l'Internationale afin de les faire évoluer : « Lorsque Marx fonda la Première Internationale, il rédigea les statuts généraux de manière que tous les socialistes de la classe ouvrière de cette époque pussent y participer : proudhoniens, pierre-lerouxistes et même la partie la plus avancée des syndicats anglais. Ce n'est que grâce à cette large base que l'Internationale est devenue ce qu'elle fut : le *moyen de dissoudre et d'absorber progressivement* ces petites sectes, à l'exception des anarchistes, dont la soudaine apparition dans les différents pays n'a été que la réaction violente de la bourgeoisie contre la Commune. » (Cf. Engels à Sorge, 12 septembre 1874.)

58 Allusion à la *Misère de la philosophie* (1847) de Marx.

59 Marx a repris la critique du système bancaire de Proudhon dans les *Grundrisse*, dans la polémique menée contre le Proudhonien Darimon (cf. *Grundrisse*, 10/18, t. I, p. 83-182).

illusion petite-bourgeoise. À présent [65] qu'il est obligé, afin de mettre à exécution cette pâle illusion, de prendre une position démocratique contre toute la Chambre bourgeoise, cette dernière crie à l'attentat contre la morale et la propriété [60].

Depuis que ce mâtin de Bismarck s'est emparé du *droit au travail*, nous avons l'espoir de nous débarrasser de sociaux-démocrates opportunistes du type de Geiser [61]. Au reste, il faut être Bismarck pour commettre une telle bêtise au moment même où il réprime le mouvement ouvrier à coup de lois d'exception antisocialistes. Pour le moment, les nôtres ont raison de s'efforcer de l'entraîner à ce qu'il s'engage le plus profondément possible dans la voie des réalisations : dès lors qu'il s'y sera embourbé - ce qu'il ne fera cependant pas de sitôt selon toute vraisemblance -, toutes ces foutaises se transformeront en les traditionnelles mesures policières prussiennes.

Le droit au travail est une découverte de Fourier, qui l'a mis en pratique cependant dans le phalanstère et suppose donc que l'on adopte ce système. Les fouriéristes - de paisibles philistins qui se regroupent autour de leur organe, *La Démocratie pacifique* diffusèrent cette formule, précisément [66] parce qu'elle avait des airs si anodins. Les ouvriers parisiens, dont les notions théoriques étaient absolument vagues, se sont laissés imposer en 1848 cette phrase, parce qu'elle leur semblait si manifestement pratique, si éloignée de l'utopie et si aisément réalisable. Le gouvernement l'a appliquée de la seule manière réalisable dans la société

---

60 Chez Proudhon, les mesures économiques, parce qu'elles ne sont jamais que des mesures particulières, des recettes qui ne sont liées ni à l'ensemble des mesures de transition du capitalisme au socialisme, ni à la force qui les réalisera (les ouvriers révolutionnaires et l'État de la dictature du prolétariat), ne sont plus que des réformes isolées - de « pâles illusions ». Elles sont donc condamnées à rester dans les rapports capitalistes généraux, d'où la critique aussi bien particulière de chaque mesure proudhonienne que générale de son « système économique de société », tous deux ne dépassant pas le niveau petit-bourgeois. Seul le marxisme en sauve des éléments isolés (germes) en les développant systématiquement.

61 Cf. Engels à Bernstein, 23 mai 1884.

Dans cette lettre, Engels décrit longuement les avatars du droit au travail dans la société bourgeoise et chez les utopistes, qui manquent de tout moyen pour réaliser cette revendication (dont l'intérêt est précisément de s'appliquer à tous les hommes), tant que le prolétariat n'a pas conquis le pouvoir politique pour appliquer ses mesures despotiques : Cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, t. II, p. 104-107. Il est évident que cette mesure ne peut fonctionner vraiment que si l'on réduit aussi la journée de travail et généralise le travail manuel, etc., c'est-à-dire que l'on dépasse le cadre des rapports capitalistes.

capitaliste - en construisant ces ateliers nationaux insensés [62]. En Angleterre, on a réalisé de la même manière le droit au travail durant la crise cotonnière de 1861-1864 dans le Lancashire, avec les ateliers municipaux. Et en Allemagne, on le réalise également sous la forme de ces colonies ouvrières de famine et de contrainte pour lesquelles le philistin allemand s'enthousiasme en ce moment. En tant que revendication *séparée,* le droit au travail ne peut s'appliquer autrement. Si l'on demande à la société capitaliste de le réaliser, elle ne peut le faire que dans le cadre de *ses propres* conditions d'existence ; si l'on exige *d'elle* le droit au travail, on le réclame dans ces conditions déterminées, et c'est par conséquent la création d'ateliers nationaux, de bastilles du travail et de colonies ouvrières. Or si cette revendication du droit au travail doit impliquer *indirectement* le révolutionnement du mode de production capitaliste, ce n'est - étant donné le développement déjà atteint aujourd'hui par le mouvement - qu'un lâche pas en arrière, une concession à la loi antisocialiste, qu'une phrase qui n'a d'autre but que de dérouter les ouvriers et d'obscurcir chez eux la conscience des buts auxquels ils doivent tendre ainsi que des moyens grâce auxquels seuls ils peuvent les atteindre.

Étant donné l'immense ignorance du socialisme ancien qui règne en Allemagne, un innocent jouvenceau pourrait [67] poser la question de savoir si, par exemple, les bons de travail d'Owen ne pourraient pas donner lieu à un abus semblable (à ceux élucubrés par Dühring) [63]. Bien que nous n'ayons pas à expliquer

---

62 Dans sa lettre à Bebel du 6 juin 1884, Engels écrivait à propos du droit au travail bismarckien : « L'ami Bismarck a baissé les culottes plus vite que je ne l'escomptais, et a montré le derrière de son droit au travail au peuple rassemblé : la loi sur les pauvres de la 431 année du règne d'Elizabeth, avec tout son arsenal d'embastillement de 1834 ! Quelle joie pour nos sociaux-démocrates de droite Blos, Geiser et Ce qui, depuis un certain temps déjà, ont enfourché le dada du droit au travail et semblaient se figurer qu'ils avaient déjà pris Bismarck dans leurs rets ! »

À propos du droit au travail tel qu'il a été réalisé dans les ateliers nationaux, cf. MARX, *Les Luttes de classes en France.* 1848-1850, Ed. sociales, 1948, p. 46-47, 54-56, 57. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

63 Cf. ENGELS, *Anti-Dühring,* III^e^ partie : « Le Socialisme », chap. IV : « La Distribution ».

Dans ce passage, Engels aborde la question des bons de travail qui ne sont plus de l'argent, mais un moyen - encore contradictoire, puisqu'il mesure un « prix » - pour l'abolir au fur et à mesure. Il montre d'abord que les bons de travail sont repris des utopistes, d'Owen notamment. Marx écrit à ce sujet dans *Le Capital, I,* chap. III, 1, note : « Remarquons encore ici que le bon de travail d'Owen, par exemple, est aussi peu de l'argent qu'un billet d'entrée de théâtre. Owen suppose d'emblée un travail directement socialisé, soit *une forme de production diamétralement opposée à la production marchande.* Chez lui, le certificat de travail constate simplement la part individuelle du producteur au travail collectif et son droit individuel à la fraction du produit collectif destinée à la consommation. Mais il

ici la signification de ces bons de travail, disons néanmoins ce qui suit, pour comparer l'« ample schéma » de Dühring avec les « idées grossières, pesantes et indigentes » d'Owen : d'abord pour pouvoir abuser ainsi des bons de travail d'Owen, il faudrait les transformer en argent réel, alors que M. Dühring présuppose de l'argent réel dans son système, mais entend lui interdire de fonctionner autrement que comme un simple bon de travail. Alors que dans le premier cas nous avons affaire à un véritable abus de sens, dans le second la nature immanente de l'argent, indépendante de la volonté humaine, réalise sa fonction propre et exacte, en dépit de l'abus que voudrait lui imposer M. Dühring simplement parce qu'il ignore la nature réelle de l'argent. Deuxièmement, les bons de travail d'Owen ne sont qu'une forme de transition vers la communauté parfaite et la libre utilisation des ressources sociales, et accessoirement un moyen pour rendre le communisme plausible au public anglais.

Si donc quelque « abus » devait obliger la société d'Owen à abolir les bons de travail, cette société ne ferait qu'un [68] pas de plus vers son but et entrerait dans une phase plus parfaite de son développement [64]. En revanche si la communauté de Dühring abolissait la monnaie, elle anéantirait d'un seul coup sa « portée historique »), elle éliminerait sa beauté la plus originale - cessant d'être la communauté économique de Dühring - et serait ravalée aux nébulosités, dont M. Dühring n'a pu la tirer qu'au prix de tant d'amère besogne de l'imagination rationnelle.

Remarquons en passant que la fonction remplie dans la société communiste par les bons de travail d'Owen est totalement inconnue à M. Dühring. Il ne connaît ces bons que par ce qu'en dit Sargant, et ce, pour autant seulement qu'ils figurent dans la tentative naturellement manquée des bazars d'échange du travail,

---

ne vient pas à l'esprit d'Owen de supposer, d'une part, la production marchande, et de vouloir, d'autre part, échapper à ses conséquences inévitables par des bousillages monétaires. »

C'est précisément ces manipulations sur la base de la production marchande que Marx critiquera chez les proudhoniens et les saint-simoniens dans le texte ci-après des *Grundrisse*.

64 Le cas d'Owen s'apparente à celui énoncé dans le programme de Gotha : « Nous avons à faire ici à une société communiste qui ne s'est pas encore développée sur ses bases propres, mais vient d'émerger de la société capitaliste », c'est-à-dire dont la production n'est plus marchande, « de sorte que toute mesure despotique abolissant les bons de travail ne nous fait plus retomber dans l'argent, comme ce serait le cas si la production marchande continuait d'être la base du système économique, mais nous ferait passer au stade supérieur de la société socialiste ».

avec lesquels on voulait passer, par un système d'échanges directs, de la société actuelle à la société communiste.

La première illusion fondamentale des partisans des bons horaires, c'est qu'ils suppriment la différence et l'opposition réelles qui existent entre le prix et la valeur, en abolissant la *différence purement nominale* entre la valeur réelle et la valeur de marché, entre la valeur d'échange et le prix [65]. Autrement dit : au lieu d'exprimer la valeur par une certaine [69] quantité de temps de travail objectivé, mettons l'or ou l'argent, ils l'expriment directement en temps de travail. Dès lors, il suffit d'introduire le bon horaire pour éliminer toutes les crises et tous les déséquilibres de la production bourgeoise : le prix monétaire des marchandises est égal à leur valeur réelle ; la demande est identique à l'offre ; la production correspond à la consommation ; la monnaie est à la fois abolie et conservée ; il suffit de constater le temps de travail qui a produit la marchandise et qui s'est matérialisé en elle pour reproduire son image fidèle dans le signe de valeur, l'argent, les bons horaires. Ainsi chaque marchandise serait directement transformée en monnaie, et l'or et l'argent seraient ravalés au même rang que toutes les autres marchandises.

Il n'est pas besoin de longs développements pour montrer qu'on n'abolit pas la contradiction entre la valeur d'échange et le prix (le prix moyen ou les prix particuliers dont il est la moyenne) ni la différence entre les diverses grandeurs et la grandeur moyenne, en effaçant simplement les *différences d'appellation*, en disant par exemple qu'une livre de pain coûte 1/x heure de travail au lieu de 8 d. À l'inverse si 8 d. valent 1/x heure de travail, mais si le temps de travail matérialisé dans une livre de pain vaut plus ou moins que 1/x heure de travail, la différence entre la valeur et le prix qui est marquée dans le prix-or ou argent se manifesterait plus violemment que jamais, puisque la mesure de la valeur en serait aussi l'élément constitutif. On obtiendrait une série infinie d'égalités. 1/x heure de travail

65 Cf. MARX, *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie*, II : « Kapitel vom Geld : Ausgabe von Stundenzetteln ».

Dans ce texte, Marx critique le système de bons horaires du proudhonien Darimon et des saint-simoniens qui veulent abolir l'argent tout en laissant subsister toute la production, mercantile qui le fait resurgir à tout instant de la base économique. Il ne faut donc pas voir sur ce point une contradiction entre le texte précédent ou le programme de Gotha et ce passage : ici comme ailleurs, une recette unique - panacée universelle - est une utopie, puisqu'elle laisse subsister toute la base matérielle. Dans ce texte, Marx montre, au fur et à mesure, tout ce qu'impliquent les bons de travail.

(contenue en 8 d. ou exprimée par un bon) peut être différente de 1/x heure de travail (contenue dans une livre de pain).

De quelque façon qu'on tourne et retourne la chose, voici comment elle se présente en fin de compte : la banque, qui émet des bons horaires, achète les marchandises à leurs coûts de production ; elle les achète toutes, et l'achat ne lui coûte rien d'autre que la production de morceaux de papier ; au lieu de donner au vendeur la valeur d'échange qu'elle possède sous une forme substantielle déterminée, elle lui remet la valeur d'échange symbolique de la marchandise, en d'autres termes, une assignation sur n'importe quelle autre marchandise de même valeur. Naturellement, la valeur d'échange en tant que telle ne peut exister que d'une manière symbolique bien que ce symbole doive revêtir la forme d'un objet pour qu'on puisse l'utiliser dans la pratique : il ne doit donc pas rester sous une forme imaginaire. (Il faut **[**70] pouvoir tenir une mesure en main ; la valeur sert à mesurer, mais elle n'échange qu'en faisant passer la mesure d'une main dans l'autre [66].)

Ainsi donc, la banque donne de l'argent pour la marchandise ; cet argent, c'est exactement une assignation sur des valeurs d'échange, c'est-à-dire sur des marchandises de même valeur ; la banque est l'acheteur universel, car elle n'achète pas seulement telle ou telle marchandise, mais toutes les marchandises. En effet, ne doit-elle pas réaliser la conversion de chaque marchandise en sa forme symbolique de valeur d'échange ?

Mais si la banque est l'acheteur universel, elle est aussi le vendeur universel. Elle n'est donc pas un simple entrepôt, où l'on rassemble toutes les marchandises, ni un magasin général ; c'est le propriétaire des marchandises, exactement comme le premier commerçant venu.

J'ai échangé ma marchandise a contre le bon horaire *b* qui représente sa valeur d'échange, afin de pouvoir changer *b* à mon gré contre les marchandises réelles *c, d, e,* etc. La question se pose : cet argent, peut-il circuler en dehors de la banque ? En dehors de son détenteur et de la banque ? Qu'est-ce qui assure la convertibilité de ce bon ?

Il ne peut y avoir que deux cas : ou bien tous les détenteurs de marchandises (produit ou travail) veulent vendre leurs marchandises à leur valeur d'échange, ou

66 Cf. *The Works of* John *Locke in Four Volumes,* London, 1768, 7e éd., vol. II, p. 92.

bien certains le veulent et d'autres non. S'ils le veulent tous, ils n'attendront pas l'occasion de trouver un acheteur, ils iront directement à la banque pour livrer leur marchandise et obtenir en échange le signe de valeur, l'argent : ils la remettent contre leur propre argent. Dans ce cas, la banque est en une seule personne l'acheteur et le vendeur universels.

Ou bien c'est le contraire qui se produit. Dans ce cas, le billet de la banque ne serait que du papier : il affirmerait simplement qu'il est le symbole universellement reconnu de la valeur d'échange, mais n'aurait pas de valeur. En réalité, le symbole ne représente pas seulement la valeur d'échange, mais il *est* celle-ci dans l'échange véritable. Dans le second cas, le billet de la banque n'est pas de l'argent, ou il n'est que de l'argent conventionnel entre la banque et ses clients : il n'a pas cours sur le marché mondial. C'est, pourrait-on dire, une douzaine de tickets de restaurant [71] pris en abonnement chez un traiteur, ou une douzaine de places de théâtre : ils représentent de l'argent, mais seulement pour tel restaurant ou tel théâtre. Le billet de banque cesse alors de correspondre aux exigences de l'argent, étant donné qu'il ne circule pas dans l'ensemble du public, mais seulement entre la banque et ses clients. Nous pouvons donc laisser tomber cette dernière hypothèse.

Ainsi donc, la banque serait l'acheteur et le vendeur universels. Au lieu de bons, elle pourrait délivrer des *chèques* ou ouvrir de simples comptes bancaires. *X* aurait sur d'autres marchandises un crédit équivalent à la somme de valeurs qu'il aurait cédée à la Banque. Il faudrait dès lors attribuer une seconde fonction à celle-ci : déterminer de manière authentique la valeur d'échange de toutes les marchandises, c'est-à-dire le temps de travail matérialisé en elles.

Mais alors, il n'y aurait plus de fin à ses fonctions : elle devrait déterminer le temps de travail nécessaire à la production, le temps dans lequel il faut produire les marchandises dans les conditions moyennes de l'industrie. Mais ce n'est pas suffisant. Elle devrait encore déterminer le temps dans lequel une certaine quantité de produits doit être fabriquée, en mettant les producteurs dans des conditions telles que leur travail ait la même productivité (elle devrait donc équilibrer et ordonner même la distribution des moyens de travail). Puis elle devrait fixer les quantités de temps de travail à employer dans chacune des branches de la production. Il le faudrait de toute nécessité, étant donné que, pour réaliser les valeurs d'échange et pour assurer la convertibilité de sa monnaie, il faut fixer à l'ensemble de la production des conditions propres à satisfaire les besoins des échangistes.

Mais ce n'est pas tout. L'échange le plus important n'est pas celui des marchandises, mais celui du travail contre des marchandises. (Nous verrons bientôt ce point en détail.)

Les ouvriers ne vendent pas leur travail à la Banque, mais ils obtiennent la valeur d'échange pour le plein produit de leur travail, etc. Il ressort clairement que la banque n'est pas seulement l'acheteur et le vendeur universels : c'est aussi le producteur universel. En fait, elle serait, ou le gouvernement despotique de la production et l'administrateur de la distribution, ou un simple comptoir qui tiendrait les livres et les registres pour la société travaillant en commun. Or, c'est ce qui implique la communauté des [72] moyens de production, etc. Les *saint-simoniens* faisaient de leur banque le pape de la production [67].

La division du travail engendre la concentration, la combinaison, la coopération, l'antagonisme des intérêts de classe, la concurrence, la centralisation du capital, les monopoles et les sociétés par actions, autant de formes contradictoires de l'unité que suscitent toutes ces contradictions. L'échange privé produit le commerce mondial, l'indépendance privée crée une dépendance complète à l'égard du prétendu marché mondial ; les actes morcelés de l'échange nécessitent un système de banques et de crédits dont la comptabilité dresse le bilan des échanges privés et établit des compensations entre eux. Le commerce national acquiert un semblant d'existence dans le cours des changes, car l'intérêt privé des nations est aussi divisé qu'il y a de nations majeures ; les intérêts des exportateurs et des importateurs d'une même nation s'opposent sur ce terrain, etc. Personne ne croira, pour autant, qu'on puisse abolir les bases du commerce intérieur et extérieur par une réforme boursière. Cependant, au sein de la société bourgeoise fondée sur la valeur d'échange, il se développe des rapports de distribution et de production qui sont autant de mines devant la faire éclater.

---

67 « Le système du crédit, dont la forme la plus achevée est le *système bancaire*, éveille l'impression que la puissance matérielle d'autrui est brisée, que le rapport d'auto-aliénation est aboli et que l'homme renoue des rapports humains avec autrui. Mystifiés par cette apparence, les saint-simoniens considèrent le développement de l'argent, des lettres de change, des billets de banque - les représentants en papier de l'argent -, le crédit et le système bancaire comme une abolition progressive de la séparation de l'homme et des objets, du capital et du travail, de la propriété privée et de l'argent, de l'homme et de l'argent, de l'homme et de l'homme. Leur idéal est donc le système bancaire. » *(Ibid.)*

Les innombrables formes contradictoires de l'unité sociale ne sauraient être éliminées par de paisibles métamorphoses. Au reste, toutes nos tentatives de les faire éclater seraient du donquichottisme, si nous ne trouvions pas, enfouies dans les entrailles de la société telle qu'elle est, les conditions de production matérielles et les rapports de distribution de la société sans classes.

[73]

LES UTOPISTES

Deuxième partie

MARXISME ET MOUVEMENT UTOPIQUE CLASSIQUE ET SECTAIRE

« Dans la pratique, les communistes sont la partie la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, celle qui les pousse toujours plus en avant. Dans la théorie, ils ont à l'avance, par rapport au reste de la masse du prolétariat, une vision claire des conditions, du cours et des fins ultimes du mouvement prolétarien. »

MARX, Manifeste du Parti communiste.

« Tant que les sectes se justifient historiquement, la classe ouvrière n'est pas encore mûre pour un mouvement historique autonome. Dès que celle-ci est arrivée à cette maturité, toutes les sectes sont pour l'essentiel réactionnaires. Cependant l'histoire de l'Internationale a répété ce que l'histoire montre partout : Ce qui est périmé tente sans cesse de se reconstituer et se maintenir en renouvelant sa forme.

« Et l'histoire de l'Internationale a été une lutte continuelle du Conseil général contre les sectes et les tentatives d'amateurs qui cherchaient sans cesse à se maintenir contre le mouvement réel de la classe ouvrière au sein de l'Internationale elle-même. Cette lutte a été menée dans les congrès, mais bien davantage encore dans les tractations privées du Conseil général avec chaque section particulière »

Marx à F. Bolte, 23 novembre 1871.

Retour à la table des matières

[75]

LES UTOPISTES
Deuxième partie.
Marxisme et mouvement utopique classique et sectaire

MARXISME ET PHASE UTOPIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER

Retour à la table des matières

Tout ce qui, en France, prétend à une importance nationale doit revêtir un caractère *politique*, ou est voué à l'échec [68]. Saint-Simon et Fourier n'abordaient pas le problème politique. C'est pourquoi leurs plans ne firent pas partie du domaine commun de la nation, et ne furent l'objet que de discussions privées.

---

68 Cf. Engels, « Le Progrès de la réforme sociale sur le continent », *The New Moral World and Gazette of the Rational Society*, 4 novembre 1843.

Dans ce chapitre, nous avons regroupé les textes sur les rapports entre marxisme et utopisme. Étant de la même chair et du même sang, l'un constituant l'enfance, l'autre la maturité du mouvement ouvrier, il n'est aucune différence d'identité, de classe, entre eux. Le marxisme est simplement la théorie qui englobe celle de l'enfance du mouvement ouvrier, et ce qui le distingue de 1'utopisme, c'est qu'il soit né lorsque le prolétariat *moderne* s'était développé et, avec lui, les moyens réels de son émancipation, parmi lesquels sa théorie du matérialisme *économique et historique* elle-même.

Le marxisme ne serait pas ce matérialisme, s'il était la création géniale de cerveaux individuels, et non la consignation par écrit de l'expérience historique de toute une classe, par-dessus les générations et les frontières des pays. D'où l'intérêt précisément d'englober l'enfant utopiste dans l'adulte communiste, en reliant le marxisme à sa filiation réelle, et non à des personnes, aussi grandes soient-elles.

Nous divisons ce chapitre en deux parties :, comment est né le marxisme, qui se distingue de 1'utopisme en ce qu'il part de la base économique et sociale du prolétariat industriel et agricole salarié de l'ère moderne, alors que les utopistes regroupaient encore indistinctement salariés et artisans aux côtés des hommes de Raison des autres classes de la société ; puis comment le socialisme scientifique renoue avec 1'utopisme pour le porter vers la maturité du communisme. On verra qu'au fur et à mesure de la maturation des conditions économiques et sociales 1'utopisme *devient* sectaire, impuissant, voire réactionnaire, s'il n'évolue pas vers le socialisme scientifique. Marx-Engels ont précisément fixé à la I^re^ Internationale comme but principal d'assurer la transition des sectes utopistes au grand parti international de classe du prolétariat moderne. Ce n'est pas par hasard que la lutte contre le bakounisme constitue le sommet de l'Internationale, avec le triomphe définitif du socialisme scientifique comme théorie de classe du prolétariat, d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

[76]

Nous avons vu que le communisme de Babeuf a surgi par rapport à la démocratie de la première révolution. La seconde révolution - celle de 1830 - a produit un nouveau communisme, plus puissant encore. Ce fut la « Grande Semaine » de 1830, à la suite de l'alliance de la bourgeoisie et de la classe ouvrière, des libéraux et des républicains. Une fois le travail accompli, la classe ouvrière fut renvoyée dans ses foyers, et les fruits de la révolution furent accaparés par la seule bourgeoisie. Les ouvriers se soulevèrent au cours de diverses insurrections pour briser le monopole politique et pour instaurer une république ; cependant ils furent à chaque fois vaincus, car non seulement la bourgeoisie disposait de l'armée, mais elle avait encore formé une garde nationale.

Pendant cette période (1834-1835), les ouvriers qui avaient été républicains s'assimilèrent une leçon nouvelle [69] : ils reconnurent que, même si leurs plans démocratiques réussissaient, ils continueraient à être dupés par des chefs plus doués et plus subtils encore, et que leur situation sociale - cause de leur mécontentement politique - ne serait aucunement améliorée par un quelconque changement politique.

Ils retournèrent aux sources vives et à l'étude de la grande Révolution, et s'emparèrent vivement du communisme de Babeuf. C'est tout ce que l'on peut dire avec [77] certitude de l'origine du communisme moderne en France : on en discute dans les rues sombres et les ruelles surpeuplées du faubourg Saint-Antoine de Paris ; et ensuite dans les réunions secrètes des conspirateurs. Ceux qui en savent plus long gardent sagement leur savoir pour eux, afin de se soustraire au « bras puissant de la loi ». Quoi qu'il en soit, le communisme se répand rapidement à Paris, Lyon, Toulouse et les autres grandes villes industrielles.

---

69 Ce texte montre d'abord comment Marx-Engels eux-mêmes ont développé (au niveau de l'organisation, sur la lancée du « parti communiste réellement agissant », dirigé au cours de la révolution antiféodale par Babeuf) la *Ligue des communistes*, qui regroupait surtout les artisans allemands disséminés dans toute l'Europe occidentale et se rattachait elle-même aux diverses sociétés ouvrières françaises de caractère plus ou moins conspiratif et clandestin, dirigées par les Blanqui, Dézamy, Cabet et Gay, qui étaient une première combinaison entre utopisme apolitique et organisation militante, car ces derniers n'attendaient que fort peu de la compréhension et du concours des larges masses, bien que croyant au principe prolétarien de la force qui régit le mouvement historique et œuvrant avec des moyens politiques pour réaliser l'émancipation humaine : cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, t. II, p. 19-43 « Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes ». [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

Toutes sortes de sociétés secrètes se succèdent. Les *Travailleurs égalitaires* et les *Humanitaires* furent les plus importantes d'entre elles. Comme les babouvistes de la grande Révolution, les *Egalitaires* forment un groupe peu dégrossi : ils se proposent de transformer le monde en une communauté ouvrière, rejetant tout raffinement de la culture, de la science, des beaux-arts, etc., comme un luxe inutile, dangereux et aristocratique. Ce préjugé résulte nécessairement de leur ignorance complète de l'histoire et de l'économie politique.

Les *Humanitaires* sont connus en raison de leurs attaques contre le mariage, la famille et d'autres institutions analogues. Ces deux partis, comme un certain nombre d'autres, ont eu une vie assez éphémère, et la grande masse de la classe ouvrière française adopta bientôt les principes proclamés par Cabet - le « père Cabet » - et connus sur le continent sous le nom de communisme icarien.

Cette esquisse de l'histoire du communisme en France montre *en quoi le communisme français doit se distinguer de l'anglais :* le mouvement social a une origine *politique* en France. On s'y est rendu compte que la démocratie ne pouvait réaliser une égalité véritable ; c'est pourquoi on lui a adjoint le système des communautés.

La masse des communistes français est donc également républicaine : elle souhaite une structure communiste de la société, avec une forme de gouvernement républicaine. Eh bien, voyez-vous, je ne pense pas que les socialistes anglais élèvent de graves objections contre ce système. En effet, bien qu'ils soient plus favorables à une monarchie élective, je les sais cependant assez éclairés pour ne pas vouloir imposer leur forme de gouvernement à un autre peuple. Il est évident qu'une telle tentative entraînerait pour le peuple en question des difficultés et des désordres plus grands qu'il ne s'en produirait avec leur forme démocratique propre, même à supposer que celle-ci fût mauvaise.

Mais il y a d'autres objections que certains Anglais [78] peuvent adresser aux communistes français : ceux-ci entendent renverser par la violence l'actuel gouvernement de leur pays - et *cela ils le prouvent en s'organisant toujours sur le plan politique en associations secrètes.* C'est vrai.

Quand nous l'avons rédigé [le *Manifeste*], nous n'aurions pas pu l'appeler Manifeste *socialiste* [70]. Par socialiste, on entendait en 1847 deux sortes de gens. D'une part, les adeptes des différents systèmes utopiques, en particulier les owénistes en Angleterre et les fouriéristes en France qui, alors déjà, s'étaient peu à peu réduits à l'état de simples sectes et se trouvaient à l'agonie. D'autre part, les divers charlatans du socialisme qui, avec leurs multiples panacées et leur médication faite de bric et de broc promettaient de faire disparaître les misères sociales, sans causer le moindre mal au capital et au profit. Dans les deux cas, il s'agissait de gens qui étaient en dehors du mouvement ouvrier et recherchaient plutôt le soutien des classes « cultivées ». En revanche, la fraction des ouvriers, qui s'était convaincue de l'insuffisance des bouleversements simplement politiques et avait proclamé la nécessité d'une transformation complète de la société, s'appelait alors *communiste.* Ce n'était encore qu'un communisme peu dégrossi, purement instinctif, parfois un peu rude, mais il était assez puissant pour faire naître deux systèmes de communisme utopique : en France le communisme icarien de Cabet [71], en Allemagne, le communisme [79] de Weitling [72]. En 1847, socialisme était synonyme de mouvement bourgeois, et communisme de mouvement ouvrier. Le socialisme était respectable, tout au moins sur le continent, le communisme était exactement l'inverse. Nous ne pouvions hésiter un seul instant sur le nom à choisir, puisque depuis toujours nous pensions que l'« émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Et depuis lors, il ne nous est jamais venu à l'esprit de l'abandonner.

---

70 Cf. ENGELS, préface à l'édition allemande du *Manifeste communiste*, 1er mai 1890.

71 Cette appréciation doit sans doute être complétée par la constatation suivante : « La France est devenue le pays classique de la haine contre la bourgeoisie et - à en croire ce que dit maintenant La *Gazette de Cologne* - elle l'a été depuis 1830. Étrange ! Pendant que les agitateurs anglais, sous les applaudissements du prolétariat tout entier, n'ont cessé d'en appeler depuis dix ans à la haine la plus ardente contre la bourgeoisie dans des meetings, des brochures, des journaux, la *littérature* ouvrière et socialiste française a toujours prêché la conciliation avec la bourgeoisie, en s'appuyant sur le fait que les antagonismes de classe n'étaient pas encore - et de loin -développés aussi profondément qu'en Angleterre. Ce sont précisément les gens au seul nom desquels *La Gazette de Cologne* se signe trois fois - les Louis Blanc, Cabet, Caussidière et Ledru-Rollin - qui, des années durant, avant et après la révolution de Février 1848, ont prêché la paix avec la bourgeoisie, et la plupart du temps en toute bonne foi naïve. » (MARX-ENGELS, « La Gazette de Cologne et la situation en Angleterre », *La Nouvelle Gazette rhénane,* 1er août 1848.)

72 À propos du système utopique de Weitling qui s'adressait surtout aux artisans allemands dispersés dans tous les pays d'Europe occidentale, cf. ENGELS, « Progrès de la Réforme sociale sur le continent », *The New Moral World,* trad. fr. in MARX-ENGELS, *Écrits militaires,* L'Herne, 1970, p. 128-137.

Qui parle des *corporations d'artisans* [73] ? Les réactionnaires. Pour eux, le corps des artisans devrait constituer un [80] État dans l'État. Nous trouvons étonnant que de telles pensées s'expriment de nos jours comme suit : « l'État doit se transformer en État corporatif » ! Si le corps des artisans doit former l'État, comment les autres concitoyens qui ne sont pas des artisans s'organiseront-ils pour permettre de faire coexister leurs sphères avec celle de *l'État des corporations ?*

Qui polémique contre la *parcellarisation de la propriété foncière* [74] ? Les réactionnaires. Dans un pamphlet féodal sur la *parcellarisation* diffusé tout récemment, Kosengarten est allé jusqu'à affirmer que la *propriété privée* est un privilège. C'est sur le principe de la propriété privée que se fonde *Fourier*. Dès lors qu'on se met d'accord sur les principes, faut-il encore se disputer sur leurs conséquences et leur application ?

La Gazette rhénane, qui ne reconnaît même pas de *réalité théorique* aux idées communistes sous *leur forme actuelle* et souhaite donc moins encore leur *réalisa-*

---

73 Cf. MARX, *Le Communisme et la « Gazette générale » d'Augsbourg*, 16 octobre 1842. Dans cet article, Marx polémique avec l'utopisme égalitaire qui voudrait transformer -en Allemagne qui n'a pas encore fait sa révolution bourgeoise moderne - tous les moyens de production (terre, capital, instruments) en propriété parcellaire des producteurs travaillant. C'est l'égalité économique de Robespierre, sans disposer du pouvoir politique dans la société, en faisant simplement appel à la compréhension des classes dominantes (en l'occurrence, les puissances semi-féodales qui, pour entraver l'essor de la bourgeoisie, font semblant de s'allier avec les travailleurs). Bref, c'est la parodie en Allemagne (qui a raté sa révolution bourgeoise) des luttes de la Révolution française avec toute l'impuissance pratique qui caractérise les démocrates bourgeois allemands, qui s'appuieront finalement sur Bismarck pour réaliser leurs aspirations.

Alors qu'il était rédacteur à *La Gazette rhénane* (qui se fixait comme premier but politique de renverser les puissances féodales par des moyens politiques, avant de penser au communisme), Marx écrivait qu'il ne fallait pas galvauder les idées communistes, mais critiquait vivement les idées stériles de l'utopisme, surtout lorsqu'elles étaient diffusées en Allemagne encore semi-féodale : « Je déclare que je tiens pour déplacée, que dis-je immorale, l'introduction en contrebande de dogmes communistes et socialistes, soit d'une conception de la vie nouvelle, dans des critiques de théâtre, etc., qui n'ont rien à voir avec elle. Je souhaite une discussion toute différente et plus approfondie du communisme. » (Marx à Ruge, 30 novembre 1842.) C'était évidemment du socialisme ou communisme utopique qu'il s'agissait, pour cause, le socialisme scientifique allemand - de Marx-Engels - n'étant pas encore formellement élaboré.

74 S'il est réactionnaire de redistribuer - parcellariser - entre les individus à l'échelle personnelle le capital qui est déjà une force et un moyen de production de caractère social à un pôle de son développement (bien qu'il soit approprié de manière privée par quelques monopoleurs), la parcellarisation de la propriété foncière des grands féodaux est révolutionnaire, comme en témoignent les programmes de réforme agraire des révolutions bourgeoises, par exemple. Pour le programme agraire de la révolution socialiste, cf. *Fil du temps*, n° 1, p. 1-73, et à propos de *La Nationalisation de la terre*, cf. Marx-Engels, *Utopisme et communauté de l'avenir*, p. 96-100.

tion pratique, parce qu'elle ne les tient pas pour réalisables, soumettra ces idées à une critique radicale. Cependant la *Gazette générale* d'Augsbourg, si elle était plus exigeante et ne se contentait pas de belles phrases toutes faites, devrait convenir qu'il n'est pas possible de se débarrasser en un tournemain d'écrits comme ceux de Leroux, de Considérant et surtout de l'ouvrage pénétrant de Proudhon, ceux-ci ne pouvant être critiqués qu'après une étude fort longue et approfondie. Il nous faut prendre d'autant plus au sérieux de tels travaux *théoriques* que nous ne pensons pas du tout comme la *Gazette* d'Augsbourg que la « réalité » des idées *communistes* [81] est à rechercher chez Platon, mais bien plutôt chez d'*obscures connaissances* qui se sont acquis quelques mérites dans certaines branches de la recherche scientifique et ont mis en œuvre pour cela toutes les ressources dont elles disposaient et n'ont pas ciré les bottes de leurs alliées comme le désirerait le Père Enfantin.

Nous sommes fermement persuadés que ce n'est pas la tentative pratique, mais l'exécution, à partir de la théorie, des idées communistes qui représente un danger véritable. En effet, lorsqu'elles deviennent menaçantes, et même lorsqu'elles sont effectuées en masses, les tentatives purement pratiques peuvent recevoir la réponse des canons. Mais des idées qui vainquent notre intelligence, qui conquièrent notre esprit, auxquelles la raison lie la conscience - ce sont là des chaînes dont on ne peut se défaire et qu'on ne peut arracher sans s'arracher soi-même le cœur, ce sont des démons que l'homme ne peut vaincre qu'en s'y soumettant.

Cependant la Gazette d'Augsbourg n'a sans doute jamais connu les *tourments de conscience* que suscite la révolte des souhaits subjectifs de l'homme contre les conceptions objectives de sa propre raison, *étant donné qu'elle ne possède ni vision, ni conception ni conscience qui lui soient propres*.

La démocratie est la vérité de la monarchie [75] mais celle-ci n'est pas la vérité de la démocratie : la monarchie est [82] nécessairement aussi démocratie - comme

---

75 Cf. MARX, *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, mars-août 1843. Il n'est pas question de retracer ici la genèse du socialisme scientifique de Marx-Engels, mais de montrer à l'aide de quelques exemples caractéristiques comment le marxisme s'oppose dès le début au socialisme utopique dans la mesure où celui-ci reprend, dans ses systèmes, des éléments bourgeois, notamment son matérialisme et son illuminisme en raison des conditions d'immaturité historique et économique de son époque. D'emblée, le marxisme part du politique qu'ignore l'utopisme. C'est là la différence essentielle de méthode entre utopisme et marxisme, ce dernier prenant appui dans les conditions réelles de l'Allemagne de 1843.

inconséquence vis-à-vis d'elle, alors que l'élément monarchique n'est pas d'inconséquence au sein de la démocratie. La monarchie ne peut être saisie en soi, comme c'est le cas de la démocratie. Dans celle-ci, aucun des éléments constitutifs n'acquiert une autre signification que celle-là même qui lui revient, alors que dans la monarchie un élément détermine le caractère de l'ensemble. Toute la constitution doit se modifier d'après un point fixe, alors que la démocratie est l'essence de la constitution. La monarchie est une forme et, qui plus est, une mauvaise forme. La démocratie est à la fois contenu et forme. La monarchie ne doit en être qu'une forme, mais elle en falsifie le contenu.

Dans la monarchie, l'ensemble - le peuple - est subordonné à l'un de ses modes d'existence, la Constitution politique. Dans la démocratie, la *constitution* elle-même n'est qu'une détermination, plus précisément l'autodétermination du peuple. Dans la monarchie, nous avons le peuple de la constitution. Or la démocratie est l'*énigme* résolue de toutes les constitutions. La constitution n'y est pas seulement *en soi,* conformément à sa nature, mais encore dans l'*existence,* la réalité à partir de sa base réelle : elle est ramenée constamment à l'homme *véritable,* au peuple *véritable,* comme à l'œuvre *propre de celui-ci.* La constitution apparaît pour ce qu'elle est, un libre produit de l'homme. On pourrait dire que cela s'applique également, à un certain degré, à la monarchie constitutionnelle ; cependant ce qui caractérise fondamentalement la démocratie, c'est que la constitution n'y est qu'un mouvement de l'existence du peuple, que la *constitution politique* ne constitue pas pour soi l'État.

Hegel part de l'État, et fait de l'homme l'État subjectivisé ; la démocratie part de l'homme et fait de l'État l'homme objectivé. Comme la religion ne crée pas l'homme, [83] mais l'homme la religion, ce n'est pas la constitution qui crée le

---

La question de la démocratie, qui est au centre de la révolution bourgeoise et des préoccupations économiques (et parfaitement apolitiques) des utopistes est abordée d'emblée par Marx sous l'angle historique, car le grand problème de la révolution, bourgeoise d'abord, était tout à fait à l'ordre du jour pour l'Allemagne de cette époque. Contrairement aux utopistes, Marx s'appuie d'emblée sur le devenir de la société réelle, avec les institutions politiques existantes, et voit l'évolution du communisme à partir des conditions générales de son époque : « Chez Marx, on ne trouve pas la moindre trace d'utopisme au sens où il poétise et imagine une " nouvelle " société. Non, il étudie - comme en un procès naturel et historique - la naissance de la nouvelle société à partir de l'ancienne ; il en étudie les formes de transition de l'une à l'autre. E s'en tient aux expériences réelles du mouvement des masses prolétariennes et en tire les leçons pratiques. » (Lénine, *L'État et la Révolution*, in Œuvres, t. 25, p. 438.)

peuple, mais le peuple la constitution. La démocratie se rapporte d'une certaine manière à toutes les autres formes de l'État comme le christianisme vis-à-vis de toutes les autres religions [76]. Le christianisme est la religion par excellence, l'*essence de la* religion, l'homme déifié comme religion particulière. Ainsi la démocratie est par rapport à toutes les autres formes de l'État ce qu'est le christianisme vis-à-vis de l'ancien testament. L'homme n'est pas la loi, celle-ci est à cause de l'homme, c'est un *mode d'existence de l'homme*, tandis que dans les autres l'homme est l'*existence* légale. C'est ce qui distingue fondamentalement la démocratie...

Ce qui est caractéristique, c'est que l'*absence de propriété* et la *classe du travail immédiat*, du travail concret, est moins une classe de la société bourgeoise que la base, la sphère sur laquelle repose et se meut la société bourgeoise [77]. La classe pour laquelle la position en politique et celle occupée dans la société coïncident est celle *des membres* qui participent du pouvoir de l'État. L'actuelle situation sociale montre, du fait déjà de sa différence avec la situation antérieure de la société, qu'elle ne tient pas l'individu pour ce qui est collectif et commun, mais qu'il y a, d'une part, [84] la contingence, d'autre part, le travail, etc., de l'individu. C'est comme si la situation dans laquelle ü se trouve ou non n'était qu'une détermination extérieure de l'individu, car elle n'est pas inhérente à son travail, ni ne se comporte vis-à-vis de lui d'après des rapports solides, organisés, des lois fixes vis-à-vis de l'État objectif en face de lui. Il n'a aucun rapport réel vis-à-vis de son activité substantielle, sa place dans la société réelle : le médecin, par exemple, ne représente pas un état particulier dans la société bourgeoise.

---

76 Autrement dit, la démocratie ne sort pas du cadre de l'État, c'est-à-dire des rapports de classe qui exigent l'équilibre entre les classes (au bénéfice de l'une d'elles) sur lesquels s'édifie l'État. Qui plus est, c'en est la forme la plus haute, celle où les antagonismes de classes atteignent leur comble. C'est alors qu'elle en est l'énigme résolue, et l'on doit passer à la société sans classe, sans État, donc sans démocratie, soit au communisme. C'est de ces rapports que Marx part en 1842.

77 Dans ce passage extrait du même texte que le précédent, Marx montre que l'État et les institutions démocratiques reposent sur la sphère économique de la base productive de la société, sur l'absence de propriété et le travail des producteurs dans la société bourgeoise. Il y passe de la politique à l'économie, dont les utopistes ignorent le déterminisme.

Il en arrive ainsi, de la *critique* des institutions politiques de la société existante à la production, en l'occurrence au prolétariat sur lequel repose tout l'édifice de la société. Cette démarche qui aboutit à la conclusion que le prolétariat est la classe décisive, dont dépend le sort de la société, donc son révolutionnement, est propre au marxisme et distingue celui-ci de manière radicale des différents socialismes utopiques.

Il faut mettre en évidence que les ennemis du philistinisme, en un mot tous les hommes qui pensent et tous ceux qui souffrent, en sont venus à s'entendre, ce pour quoi les moyens n'existaient pas jusque-là, et que même la vieille machine à produire et à reproduire les sujets de Sa Majesté aboutit à recruter chaque jour des hommes au service de l'Humanité nouvelle [78]. Cependant, le système par lequel les hommes gagnent leur pain et échangent, le système de propriété et d'exploitation des hommes, provoque - bien plus rapidement encore que l'accroissement de la population - une scission à l'intérieur de l'actuelle société. Or l'ancien système n'est pas capable de réparer cette plaie, parce que de façon générale il ne guérit ni ne crée rien, mais se contente d'exister et de jouir. L'existence dune humanité souffrante et d'une humanité pensante qui est opprimée [79] représente, pour le monde bestial des philistins [85] passifs et jouissants sans pensée, quelque chose qu'il ne peut avaler ni supporter [80].

---

78 Cf. MARX, lettre aux *Annales franco-allemandes*, mai 1843. Marx a envoyé à Ruge toute une correspondance que celui-ci publia dans les *Annales*. Notons que les formulations quelque peu utopiques peuvent ne pas être de Marx, bien que le contenu de ces écrits lui est incontestablement propre. Dans une note de son Marx und Engels über Sozialismus (Dietz, Berlin, 1974), R. Merkel rappelle que dans sa lettre du 18 décembre 1870 à W. Liebknecht, Engels écrit que Marx s'était plaint à maintes reprises de ce que Ruge avait arrangé quelque peu son texte et y avait introduit quelques bêtises.

Dans la présente lettre, Marx passe de l'analyse de la société et de l'État aux rapports de classes qui les sous-tendent, et dégage la notion de prolétariat, dont la mission historique est l'instauration du socialisme.

79 Cette formule ramène ces deux éléments - dont l'un pratique et J'autre théorique - à une seule classe, dont le but sera l'émancipation humaine. Elle confirme, en outre, la thèse de Lénine selon lequel la théorie de classe du prolétariat synthétise aussi bien l'expérience des luttes du prolétariat que le mouvement de toute la société vers l'émancipation humaine, le communisme qui finalement abolira non seulement le système capitaliste et détruira les classes dominantes correspondantes, mais le prolétariat lui-même. La distinction est radicale par rapport aux utopistes qui attendaient le salut de la compréhension ou de la Raison des hommes en général et des esprits éclairés des classes dominantes en particulier.

80 Le philistinisme est pour l'Allemagne de cette époque l'idéologie dominante des classes au pouvoir : « En Allemagne, la petite bourgeoisie est le fruit d'une révolution manquée [en 1525], d'une évolution interrompue et refoulée, d'où ses défauts spécifiques et anormalement développés, à savoir la lâcheté, la mesquinerie, l'impuissance et l'incapacité de prendre toute initiative, caractéristiques qui se sont maintenues depuis la Guerre de Trente Ans et les événements qui suivirent -précisément à une époque où tous les autres grands peuples connurent un essor rapide. Ces travers leur sont restés, même lorsque l'Allemagne fut de nouveau entraînée dans le mouvement historique : ce philistinisme était assez tenace pour marquer de son sceau les autres classes sociales de l'Allemagne, faisant en quelque sorte ressortir le caractère général de l'Allemand, jusqu'à ce qu'enfin notre classe ouvrière fasse éclater ces barrières étroites. » (Engels à Paul Ernst, in *Berliner Volksstaat,* 15 octobre 1890.)

Pour notre part, nous devons mettre le vieux monde en pleine lumière et œuvrer positivement à la formation du nouveau. Plus les événements laisseront le temps à l'humanité pensante de réfléchir et à l'humanité souffrante de se rassembler, plus achevé sera le produit qui viendra au monde et que notre époque porte en son sein.

Je vois avec plaisir que vous êtes résolu et qu'après avoir tourné vos yeux vers le passé, vous tendez vos pensées vers l'avenir, vers une entreprise nouvelle [81], à Paris donc, cette vieille école supérieure de la philosophie - sans vouloir y voir un mauvais présage ! - et capitale du nouveau monde. Ce qui est nécessaire finit toujours par se réaliser. Je ne [86] doute pas que nous viendrons à bout de tous les obstacles, dont je ne méconnais pas l'importance. Mais, que l'entreprise réussisse ou non, je serai de toute façon à Paris à la fin de ce mois, car l'ambiance d'ici vous rend servile et l'Allemagne ne permet absolument aucune libre activité. En effet tout y est réprimé par la force : une véritable anarchie de l'esprit et le règne de la bêtise se sont abattus sur nous, et Zurich suit les ordres de Berlin. Il apparaît de plus en plus clairement qu'il faut trouver un nouveau point de rassemblement pour les esprits qui pensent vraiment et entendent rester indépendants. Je suis persuadé que notre projet correspond à un besoin réel et, en fin de compte, il faut bien que les besoins réels trouvent une satisfaction réelle aussi. Je ne doute donc pas de la réussite de l'entreprise, pour peu qu'on s'y mette avec sérieux.

Il semblerait pour ainsi dire que les obstacles extérieurs soient moins grands que les difficultés intérieures. En effet, si personne ne doute sur le « D'où venons-nous ? », il règne en revanche une confusion d'autant plus grande sur le « Où allons-nous ? ». Il ne sévit pas seulement une anarchie générale parmi les réformateurs, mais chacun de nous devra bientôt reconnaître qu'il n'a aucune idée exacte de ce que demain sera. Cependant le mérite du nouveau courant est précisément que nous n'anticipons pas sur le monde de demain de manière dogmatique : nous ne voulons découvrir le monde nouveau qu'à partir de la critique de l'ancien. Jusqu'ici les philosophes gardaient dans leur tiroir la solution de toutes les énigmes,

---

81 Cf. Marx à Ruge, septembre 1843.

La lettre précédente de Marx avait convaincu Ruge de financer les *Annales franco-allemandes*, après l'interdiction des *Deutsche Jahrbücher* par les autorités prussiennes : « Les *Jahrbücher* ont disparu, la philosophie de Hegel appartient au passé. Nous allons fonder à Paris un organe où nous jugerons nous-mêmes et toute l'Allemagne avec une liberté absolue et une franchise inflexible. » (Ruge à Marx, août 1843.)

et ce brave idiot de monde exotérique n'avait qu'à ouvrir tout grand le bec pour que les alouettes de la Science absolue y tombent toutes rôties. La philosophie s'est sécularisée, et la démonstration la plus éclatante en est que la conscience philosophique elle-même se trouve impliquée à présent dans une dure lutte, non seulement extérieure, mais encore intérieure. S'il ne nous incombe pas de construire le futur et de dresser des plans définitifs pour l'éternité, il n'est que plus évident que nous avons une tâche précise à remplir dans le présent : la critique impitoyable de tout le système actuel. Cette critique radicale ne doit pas avoir peur de ses propres résultats, pas plus que des conflits avec les autorités en place.

En conséquence, je ne tiens pas à ce que nous arborions un drapeau dogmatique - au contraire. Nous devons nous efforcer d'aider les dogmatiques à voir clair dans leurs propres idées. C'est ainsi en particulier que le *communisme* [87] est une abstraction dogmatique, et par là je n'entends pas n'importe quel communisme imaginaire, mais celui qui existe réellement, celui qu'enseignent les Cabet, Dézamy, Weitling, etc. Ce communisme-là n'est lui-même qu'une expression particulière du principe de l'humanisme, qui est grevée de son contraire, l'individu privé. Ce communisme n'est donc pas synonyme d'abolition de la propriété privée, et ce n'est pas par hasard, mais bien par nécessité que ce communisme a vu s'opposer à lui d'autres doctrines socialistes, comme celles de Fourier, Proudhon, etc. N'est-il pas lui-même une actualisation particulière et partielle du principe socialiste ?

Or tout le principe socialiste n'est à son tour que l'une des faces que présente la réalité de la nature humaine véritable. Nous devons nous occuper tout autant de l'autre face, de l'existence théorique de l'homme, en faisant de la religion, de la science, etc., l'objet de notre critique. Au reste, nous voulons agir sur nos contemporains, en particulier sur les Allemands. Il faut dès lors se demander : comment ? Il n'est pas possible de nier le fait suivant : la religion, d'une part, la politique, de l'autre, sont au centre des préoccupations de l'Allemagne actuelle. Nous devons en faire notre point de départ, et ce, dans l'état où nous les trouvons, et non leur opposer un système tout fait, comme celui du *Voyage en Icarie* (de Cabet).

La raison a toujours existé, mais pas toujours sous une forme raisonnable. Le critique peut donc renouer avec n'importe quelle forme de la conscience théorique et pratique, afin de dégager des formes *propres* de la réalité existante la réalité véritable qui doit être son but. Pour ce qui est de la vie réelle, l'État politique, lors même qu'il n'est pas pénétré consciemment par les revendications socialistes, ren-

ferme, dans toutes ses formes modernes, les revendications de la Raison. Et il ne s'en tient pas là ! Il implique partout une contradiction entre sa détermination idéale et ses conditions réelles [82].

[88]

On peut donc déduire de ce conflit de l'État politique avec sa base toute la vérité sociale : comme la religion est le condensé des combats théoriques de l'humanité, *l'État politique* est l'expression sous sa forme particulière - politique précisément - de toutes les luttes, nécessités, vérités sociales. Ce n'est donc nullement s'abaisser ni porter atteinte à la hauteur des principes que de soumettre à la critique une question tout à fait politique, par exemple, la différence entre le système des trois ordres et le système représentatif. En effet, cette question ne fait qu'exprimer en termes poli*tiques* la différence entre la domination de l'homme et celle de la propriété privée. En conséquence, la critique, non seulement peut, mais doit encore entrer dans ces questions politiques qui, selon les socialistes vulgaires, sont indignes d'eux. En donnant la préférence au système représentatif sur le système des ordres, la critique exprime l'intérêt tout à fait pratique d'un grand parti. Mais en élevant de sa forme politique le système représentatif à sa forme généralisée et en dégageant la signification véritable qu'il renferme, ce parti s'oblige du même coup à aller au-delà de lui-même, car sa victoire est en même temps sa perte [83].

Rien n'empêche notre critique de prendre position en politique, de faire la *critique de la politique,* de s'associer aux luttes réelles, voire de s'identifier à ces luttes. Dans ces conditions, nous ne nous présentons pas au monde avec un principe

82 Dans ce paragraphe, Marx indique qu'il entend partir des conditions réelles de la société allemande, notamment de la philosophie et métaphysique de l'État (qui mêle politique et religion), et comme Ruge l'a fort bien compris c'est d'emblée la rupture avec Hegel, notamment avec sa conception de l'État.

Dans La Question juive, Marx rappellera qu'il n'établit pas de nouveaux dogmes : « Nous ne transformons pas les questions de ce monde en questions théologiques. Nous transformons celles-ci en questions temporelles de ce monde. Après que l'histoire se soit résolue assez longtemps en superstitions, nous dissolvons les superstitions dans l'histoire. La question du *rapport de l'émancipation politique avec la religion* devient pour nous la question du rapport *entre émancipation* POLITIQUE *et émancipation* HUMAINE. »

83 Marx fait allusion au parti libéral ou démocrate *bour*geois qui revendique le système représentatif en opposition au système des trois ordres ou états de la monarchie absolue féodale.

Au moment où le *parti de classe bourgeois* conquiert le pouvoir politique, il se dissout dans l'État : « Sa victoire est en même temps sa perte. »

nouveau, en doctrinaires disant : voici la vérité, prosternez-vous devant elle ! Mais nous lui indiquons les principes que le monde a développés lui-même dans son sein. *Nous* ne lui disons pas : laisse là tes combats, ce sont des sottises ; nous venons t'annoncer le véritable mot d'ordre de la lutte ! Nous lui montrons simplement *pourquoi* il [89] lutte en réalité, car il doit en prendre conscience – qu'il le veuille ou non.

La réforme de la conscience consiste simplement à faire prendre au monde conscience de lui-même, à le tirer du sommeil où il rêve de lui-même et à lui expliquer quelles sont ses propres actions. Tout ce que nous visons ici n'est rien d'autre que de dissoudre - comme Feuerbach l'a déjà fait dans sa critique de la religion - les questions religieuses et politiques dans la forme humaine, consciente d'elle-même.

Notre devise doit donc être la suivante : la réforme de la conscience, non par des dogmes, mais par l'analyse de la conscience mystifiée et obscure à elle-même, que ce soit au plan religieux ou politique. Il apparaîtra alors que le monde rêve depuis longtemps d'une chose dont il doit encore prendre conscience avant de la posséder véritablement. Il apparaîtra qu'il n'y a pas de coupure entre le passé et le futur, mais qu'il s'agit de réaliser les idées du passé. Bref il apparaîtra que l'Humanité n'aborde pas un travail nouveau, mais qu'elle parachève consciemment son travail ancien.

Nous pouvons donc résumer d'un mot la tendance de notre journal : prendre conscience et clarifier pour les temps présents nos propres luttes et nos propres aspirations (philosophie critique). C'est là un travail pour le monde aussi bien que pour nous : il ne peut-être que l'œuvre d'un grand nombre de forces associées. Il s'agit d'abord de se *confesser*. Car, pour se faire remettre ses péchés, l'Humanité n'a besoin que de les prendre pour ce qu'ils sont.

Cet *homme*, qui appartient à la société bourgeoise, est désormais la base et la présupposition de *l'État politique* [84]. [90] Celui-ci le reconnaît comme tel dans

---

84 Cf. MARX, *La Question juive*, 1844. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

Dans ce texte, Marx rompt littéralement le cadre des utopistes. Comme eux, il rejette et nie la politique dans la société communiste supérieure, mais pour cela il part d'abord des conditions *économiques* et *politiques* existantes, et utilise les moyens politiques pour réaliser dialectiquement l'œuvre communiste.

les droits de l'homme. La liberté de l'homme égoïste et la reconnaissance de cette liberté ne sont cependant que la reconnaissance du mouvement *sans frein* des éléments intellectuels et matériels qui forment le contenu de sa vie.

En conséquence, l'homme ne fut pas libéré de la religion il obtint la liberté religieuse. Il ne fut pas émancipé de la propriété, mais obtint la liberté de propriété. Il ne fut pas libéré de l'égoïsme de métier, mais obtint la liberté de métier.

La *constitution de l'État politique* et la dissolution de la société bourgeoise en les *individus* autonomes - dont le lien est le *Droit*, comme le lien de l'homme des corporations et de guides était le privilège - se réalise en *un seul et même acte.* L'homme non politique de la société bourgeoise apparaît nécessairement comme l'homme *naturel :* les droits de l'homme sont dès lors des droits naturels, puisque l'activité consciente se concentre sur *l'acte politique.*

L'homme égoïste est le résultat passif que trouve devant elle la société parcellarisée, c'est l'objet de la *certitude immédiate,* donc un objet *naturel.* La *révolution politique* dissout la vie bourgeoise en ses parties composantes, sans révolutionner celles-ci, ni les soumettre à la critique. Elle se comporte vis-à-vis de la société bourgeoise, du monde des besoins, du travail, des intérêts privés et du droit privé comme vis-à-vis de la base de son existence, comme vis-à-vis d'une présupposition qu'il n'y a pas lieu d'expliciter davantage, c'est-à-dire sa *base naturelle.* Enfin, l'homme qui appartient à la société bourgeoise vaut comme l'homme *proprement dit,* comme l'homme à la différence du *citoyen,* parce qu'il est l'homme dans son existence individuelle sensible la plus *immédiate,* alors que l'homme politique n'est qu'un homme abstrait et artificiel, l'homme comme personne *allégorique, morale.* L'homme véritable est reconnu d'abord sous la figure de l'individu égoïste et le *véritable* homme sous celle du citoyen abstrait.

Dans le passage suivant, Rousseau décrit parfaitement [91] l'abstraction de l'homme politique - « Celui qui ose entreprendre d'instituer un peuple doit se sentir en état de *changer* pour ainsi dire la *nature humaine,* de *transformer* chaque individu, qui par lui-même est un tout parfait et solitaire, *en partie* d'un plus grand tout, dont cet individu reçoive en quelque sorte sa vie et son être, de substituer une *existence partielle* et *morale* à l'existence physique et indépendante. Il faut

qu'il ôte à l'homme *ses forces propres* pour lui en donner qui lui soient étrangères et dont il ne puisse faire usage sans le secours d'autrui [85]. »

Toute émancipation ramène le monde humain et les conditions réelles à *l'homme lui-même.*

L'émancipation politique est la réduction de l'homme, d'une part, au membre de la société humaine qu'est l'individu *parcellarisé et égoïste,* et, d'autre part, au *citoyen de l'État,* à la personne morale.

Ce n'est que lorsque le véritable homme individuel aura dissous en lui le citoyen abstrait et que l'homme individuel, dans sa vie pratique, son travail individuel et ses conditions individuelles, sera devenu un *être de l'espèce,* ce n'est que lorsque l'homme aura reconnu et organisé ses « forces propres » comme des forces *sociales,* autrement dit que la force sociale ne sera plus séparée de lui sous la forme d'un pouvoir *politique,* ce n'est qu'alors que l'émancipation humaine sera réalisée [86].

[92]

Feuerbach s'abuse quand il se proclame communiste en se qualifiant de « *Gemeinmensch* », *être de l'espèce* et se transforme en un prédicat « de l' » homme, croyant pouvoir retransformer en une simple catégorie de la pensée le terme de communiste qui, dans le monde actuel, désigne l'adhérent d'un parti révolutionnai-

---

85 *Contrat social,* livre II, Londres, 1782, p. 67.

86 Marx oppose enfin sa conception à celle du monde bourgeois (théorisée par Rousseau) « qui ôte à l'homme ses forces propres pour lui en donner qui lui soient étrangères » (aliénées). Rousseau part, d'un côté, du citoyen et, de l'autre côté, de l'homme *naturel,* tandis que Marx considère l'homme *social,* devenu *être de l'espèce,* d'une société qui a dissous l'État poli*tique* aussi bien qu'elle a renversé toutes les barrières et entraves *économiques* limitant et bornant les hommes à une activité unilatérale, de sorte que l'homme puisse développer toutes ses facultés et capacités. Alors surgira « une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous », l'homme étant devenu un être social, communiste, en s'appropriant toutes les forces productives issues du développement précédent.

Marx avait repris la notion d'être de *l'espèce* de Feuerbach, pour lequel elle n'avait pas d'autre sens que celui de la « communauté de l'homme avec l'homme ». L'utopiste Pierre Leroux lui fournit la claire définition de l'homme comme être social, mais pour Marx l'homme est un être social (de l'espèce) en ce qu'il se hausse par son travail individuel à la hauteur épanouie de la société, après que la division entre travail manuel et intellectuel, science et art a été abolie. Le but communiste est le même que celui des utopistes, mais avec tous les moyens développés par l'économie et la société antérieures.

re bien déterminé [87]. Toutes les déductions de Feuerbach en ce qui concerne les rapports des hommes entre eux tendent uniquement à démontrer que les hommes ont besoin les uns des autres et *qu'il en sera toujours ainsi*. Il veut fonder la conscience sur ce fait, autrement dit, comme les autres théoriciens, il veut simplement faire naître une conscience juste d'un fait existant, alors qu'il importe au véritable communiste de révolutionner toutes les conditions existantes. Au demeurant, nous reconnaissons pleinement que Feuerbach, en s'efforçant de diffuser précisément la conscience de ce fait, va aussi loin qu'un théoricien peut aller, somme toute, [93] sans cesser d'être théoricien et philosophe... En réalité, pour le matérialiste *pratique*, c'est-à-dire le *communiste*, il s'agit de révolutionner le monde existant, d'attaquer et de transformer pratiquement l'état de choses existant...

Feuerbach a sans doute sur les matérialistes « purs » le grand avantage de saisir que l'homme est, lui aussi, un « objet sensible », mais remarquons qu'il le perçoit uniquement comme « objet sensible » et non comme « activité sensible » - puisque là aussi il reste dans le domaine de la théorie sans considérer les hommes dans leurs rapports sociaux déterminés, ni dans leurs conditions d'existence présentes qui ont fait d'eux ce qu'ils sont. Bref, il ne parvient jamais jusqu'aux hommes réellement existants et opérants, mais s'arrête à l'abstraction « l'homme ». Il ne parvient à reconnaître que dans la sensation l' « homme réel, individuel, en chair et en os », ce qui signifie qu'il ne connaît pas d'autres « rapports humains » de l' « homme avec l'homme » que l'amour et l'amitié qu'il idéalise donc. Il ne fournit aucune critique des conditions de vie actuelles. Aussi ne peut-il concevoir

---

87 Cf. MARX-ENGELS, *L'Idéologie allemande,* passage extrait du chapitre I consacré à Feuerbach.

Le lieu n'est pas ici de développer *in extenso* la phase de genèse du marxisme mais simplement de le confronter, dès sa naissance, avec les idées des utopistes, afin de l'en distinguer. Ces textes sont précieux, en outre, parce que ce premier recueil introduit le suivant sur *La Société communiste* dans la vision *historique et matérialiste* de Marx-Engels.

Nous nous bornerons ici à ce passage sur Feuerbach - le dernier maillon de la philosophie bourgeoise après Hegel - pour démontrer que Marx-Engels ne sont pas la continuation de la philosophie allemande, mais la rupture critique avec elle et su représentants les plus éminents.

Quand Engels affirme que le socialisme *allemand* ne se rattache pas seulement à Saint-Simon, Fourier et Owen, mais encore aux bourgeois extrêmes Kant, Fichte et Hegel pour ce qui est de la théorie formelle, c'est de la même manière qu'au plan pratique le parti communiste agissant de Babeuf se rattachait au dernier maillon petit-bourgeois de la révolution permanente, les Robespierre et les Saint-Just, comme alliés d'un moment et ennemis du lendemain, puisque ces derniers ne faisaient pas le bond vers le communisme.

Marx traite du rapport entre marxisme et Hegel-Feuerbach dans les *Manuscrits de 1844*, Ed. sociales, 1962, p. 125-128.

le monde sensible comme l'ensemble de *l'activité* sensible, totale et vivante des individus qui le composent. Quand au lieu d'hommes bien portants il ne voit, par exemple, qu'une masse d'affamés scrofuleux, surmenés et poitrinaires, il est obligé de se réfugier dans l' « intuition supérieure » et dans l'idéale « compensation de l'Espèce ». Bref il retombe dans l'idéalisme précisément là où le matérialisme communiste voit la nécessité aussi bien que le moyen d'une transformation radicale tant de l'industrie que des rapports sociaux.

Tant que Feuerbach est matérialiste, l'histoire n'occupe aucune place dans sa philosophie, et sitôt qu'il prend l'histoire en considération il n'est plus matérialiste. Chez lui le matérialisme et l'histoire sont complètement dissociés, comme il ressort de tout ce qui précède.

[93]

LES UTOPISTES
Deuxième partie.
Marxisme et mouvement utopique classique et sectaire

LE SOCIALISME ET LE COMMUNISME CRITICO-UTOPIQUES

Retour à la table des matières

Nous ne parlerons pas ici de la littérature qui, dans toutes les grandes révolutions modernes, a exprimé les revendications du prolétariat (écrits de Babeuf, etc.) [88].

[94]

Durant la période d'effervescence générale au moment de renversement de la société féodale, les premières tentatives du prolétariat pour faire prévaloir aussitôt son propre intérêt de classe échouèrent fatalement, car le prolétariat n'existait encore qu'à l'état embryonnaire et les conditions matérielles de son émancipation qui ne sont précisément que le produit de l'époque bourgeoise faisaient encore défaut. Quant au *contenu de* la littérature qui accompagna ces premiers mouvements du prolétariat, il était nécessairement réactionnaire [89]. Elle préconisait un ascétisme universel et un égalitarisme grossier.

---

88 Cf. MARX-ENGELS, *Manifeste du Parti communiste,* IlI : « La littérature socialiste et communiste », 3 : « Le Socialisme et le communisme critico-utopiques ».

89 Marx-Engels font allusion à la littérature du « XVI^e^ et XVII^e^ siècles, ces peintures utopiques de sociétés idéales » (cf. plus haut, p. 4) qui accompagnent ces mouvements embryonnaires de classe. En effet, on trouve dans ces utopismes de forts relents de platonisme : au lieu d'être tournés vers le futur, ils sont des réminiscences du communisme primitif, d'où leur côté souvent religieux.

Les systèmes socialistes et communistes proprement dits - les systèmes de Saint-Simon, Fourier, Owen, etc. - surgissent dans la première phase, encore peu développée, de la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, que nous avons exposée ci-dessus au chapitre « Bourgeois et Prolétaires ». Il est vrai que les inventeurs de ces systèmes discernent les effets dissolvants au sein de la classe dominante, mais ils n'aperçoivent du côté du prolétariat aucune action de classe propre, ni aucun mouvement politique qui lui soit spécifique.

Le développement de l'antagonisme de classe allant de pair avec l'essor de l'industrie, ils ne trouvent pas davantage à leur époque les conditions matérielles de l'émancipation du prolétariat, et se mettent en quête d'une science sociale, de lois sociales en vue de suppléer à ces conditions. À la place de l'activité sociale, ils doivent donc mettre leur activité inventive personnelle, à la place des conditions historiques de l'émancipation, des conditions issues de leur imagination, à la place d'une organisation progressive et autonome du prolétariat en classe un modèle de société fabriqué de toutes pièces. L'histoire future du monde se résout ensuite pour eux à la propagande pour gagner les esprits et mettre en pratique leurs plans de société.

Ils ont cependant conscience de défendre avant tout avec leurs plans l'intérêt de la classe laborieuse considérée comme la classe la plus souffrante. Et c'est uniquement sous [95] cet angle de la classe la plus souffrante qu'ils voient le prolétariat.

La forme peu développée de la lutte de classe, ainsi que leurs propres conditions de vie les portent d'ailleurs à croire qu'ils planent au-dessus de toute opposition de classe. Ils cherchent à améliorer la situation de tous les membres de la société - même des plus privilégiés. C'est pourquoi ils en appellent toujours à l'ensemble de la société sans établir de distinction, voire de référence à la classe dominante. Ne suffit-il pas de se convaincre de leur système pour l'adopter comme le meilleur plan possible de la meilleure des sociétés possibles. En conséquence, ils rejettent toute action politique, notamment révolutionnaire et cherchent à atteindre leur but par des moyens pacifiques. C'est par la force de l'exemple, au moyen de petites expériences, naturellement vouées à l'échec, qu'ils veulent frayer la voie à leur nouvel évangile social.

Cependant, à une époque où le prolétariat est encore tout à fait dans l'enfance, et ne peut donc avoir qu'une idée tout à fait embrumée de sa propre situation, ces descriptions fantastiques de la société correspondent à ses premiers efforts prémonitoires [90] pour transformer la société tout entière.

Néanmoins les écrits socialistes et communistes contiennent également des éléments critiques et attaquent tous les fondements de la société existante. Ils ont fourni ainsi des matériaux extrêmement précieux pour éclairer les ouvriers. Leurs propositions positives sur la société future - abolition de l'antagonisme entre la ville et la campagne, de la famille, du mode privé de gagner sa vie, du salariat, ainsi que la proclamation de l'harmonie sociale et la transformation de l'État en une simple administration de la production toutes ces propositions ne font qu'anticiper la disparition de l'antagonisme des classes, à une époque où il n'en était encore qu'à ses premiers développements et qu'ils ne pouvaient donc le connaître que dans ses premières formes encore toutes vagues et confuses. Dans ces conditions, ces propositions ne pouvaient avoir qu'un sens purement utopique.

L'importance du socialisme et du communisme critico-utopiques est en raison inverse du développement historique. À mesure que la lutte des classes s'amplifie et s'organise **[**96] toute prétention de s'élever au-dessus de lui, voire de la contester, perd toute valeur pratique et toute raison d'être historique. Si donc les initiateurs de ces systèmes furent à beaucoup d'égards des révolutionnaires, leurs disciples ne forment plus, en revanche, que des sectes réactionnaires. Ceux-ci s'accrochent aux vieilles conceptions de leurs maîtres en dépit du développement historique plus avancé du prolétariat, et en conséquence ils cherchent obstinément à émousser la lutte des classes et à concilier les antagonismes. Ils continuent de rêver de réaliser leurs utopies sociales après en avoir fait une démonstration, en créant quelques phalanstères, home-colonies ou petite Icarie [91] - édition in-douze de la Nouvelle-Jérusalem. Et pour bâtir tous ces châteaux en Espagne, ils doivent faire appel aux cœurs charitables et aux bourses pleines de la bourgeoisie. Ils glissent insensiblement dans la catégorie des socialistes réactionnaires ou conservateurs que nous avons établie plus haut, et ils ne s'en distinguent plus que par un

---

90 Marx écrit *ahnungsvoll,* pleines de pressentiment.

91 *Home-colonies* ou colonies à l'intérieur même du pays tel était le nom donné par Owen à des sociétés communistes modèles. *Phalanstères*, nom donné aux palais sociaux dont Fourier avait rêvé. *Icarie,* nom du pays imaginaire et utopique, dont Cabet décrivait les institutions communistes. [Note d'Engels à l'édition allemande de 1890.]

pédantisme plus systématique, par leur foi superstitieuse et fanatique dans les effets miraculeux de leur science sociale.

C'est pourquoi ils s'opposent avec acharnement à tout mouvement politique des ouvriers, qui ne peut provenir que d'un manque de foi aveugle dans le nouvel Évangile.

Les Owénistes en Angleterre, les fouriéristes en France sont en réaction, là contre les chartistes, ici contre les réformistes [92].

Passons maintenant aux sections sectaires (de l'Association internationale des travailleurs) [93].

[97]

La première phase dans la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est marquée par le mouvement - sectaire. Il a sa raison d'être à une époque où le prolétariat n'est pas encore assez développé pour agir comme classe. Des penseurs individuels font la critique des antagonismes sociaux, et en donnent des solutions fantastiques que la masse des ouvriers n'a qu'à accepter, à propager, à mettre en pratique. Par leur nature même, les sectes formées par ces initiateurs sont abstentionnistes, étrangères à toute action réelle, à la politique, aux grèves, aux coalitions, en un mot à tout mouvement d'ensemble. La masse du prolétariat reste toujours indifférente ou même hostile à leur propagande. Les ouvriers de Paris et de Lyon ne voulaient pas plus des saint-simoniens, des fouriéristes, des icariens, que les chartistes et les trade-unionistes anglais ne voulaient des owénistes. Ces sectes, levier du mouvement à leur origine, lui font obstacle dès qu'il les dépasse ; alors

92 C'est-à-dire le parti qui était représenté au Parlement par Ledru-Rollin dans la littérature par Louis Blanc et dans la presse quotidienne par la *Réforme*. Le nom de social-démocrate signifiait chez eux une section du parti démocratique ou républicain avec une nuance plus ou moins socialiste. Ce parti différait donc du tout au tout de l'actuelle social-démocratie allemande. [Engels, note à l'édition allemande de 1890.]

93 Cf. MARX, *Les Prétendues Scissions dans l'Internationale*, circulaire privée du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs, Genève, 1872.

Dans ce texte, Marx décrit l'évolution historique du socialisme utopique en secte lorsqu'il prétend continuer d'exister sous sa forme première alors que les conditions historiques générales exigent une action de classe sur la base du socialisme scientifique qui a intégré tous les « germes de communisme » des utopistes et leur a donné une base matérielle et théorique solide.

Il en est de l'Alliance bakouniniste qui prétendait imposer au sein de la Première Internationale des méthodes sectaires, empruntées de l'utopisme apolitique, comme du proudhonisme, qui devint lui aussi réactionnaire lorsque ses tenants furent incapables d'évoluer vers les positions de classe générales, représentées par le marxisme.

elles deviennent réactionnaires ; témoin, les sectes en France et en Angleterre, et dernièrement les lassalliens en Allemagne qui, après avoir entravé pendant des années l'organisation du prolétariat, ont fini par devenir de simples instruments de police. Enfin, c'est là l'enfance du mouvement prolétaire, comme l'astrologie et l'alchimie sont l'enfance de la science. Pour que la fondation de l'Internationale fût possible, il fallait que le prolétariat eût dépassé cette phase.

En face des organisations fantaisistes et antagonistes des sectes, l'Internationale est l'organisation réelle et militante de la classe prolétaire dans tous les pays, liés les uns avec les autres, dans leur lutte commune contre les capitalistes, les propriétaires fonciers et leur pouvoir de classe organisé [98] dans l'État. Aussi les statuts de l'Internationale ne connaissent-ils que de simples sociétés « ouvrières » poursuivant toutes le même but et acceptant toutes le même programme qui se limite à tracer les grands traits du mouvement prolétaire et en laisse l'élaboration théorique à l'impulsion donnée par les nécessités de la lutte pratique, et à l'échange des idées qui se fait dans les sections admettant indistinctement toutes les convictions socialistes dans leurs organes et leurs congrès.

De même que dans toute nouvelle phase historique, les vieilles erreurs reparaissent un instant pour disparaître bientôt après, de même l'Internationale a vu renaître dans son sein des sections sectaires, quoique sous une forme peu accentuée.

Le fait que l'Alliance (bakouniniste) considère la résurrection des sectes comme un progrès immense démontre de manière concluante que le temps de celle-ci est passé. Car, tandis qu'à leur origine elles représentaient les éléments du progrès, le programme de l'Alliance, à la remorque d'un « Mahomet sans Coran », ne représente qu'un ramassis d'idées d'outre-tombe, déguisées sous des phrases sonores, ne pouvant effrayer que des bourgeois idiots, ou servir de pièces à conviction contre les internationaux aux procureurs bonapartistes ou autres [94].

J'ai été extrêmement étonné d'apprendre que la section allemande n° 1 de New York soupçonnait le Conseil général de l'Internationale d'avoir une prédilection

94 Les travaux policiers publiés dans ces derniers temps sur *l'Internationale,* sans en excepter ni la circulaire de Jules Favre aux puissances étrangères, ni le rapport du rural Sacaze sur le projet Dufaure fourmillent de citations empruntées aux pompeux manifestes de l'Alliance. La phraséologie de ces sectaires dont tout radicalisme est dans les mots, sert à merveille les désirs de la réaction [Note de Marx-Engels.]

pour les philanthropes bourgeois, les sectaires et les groupes d'amateurs [95]. C'est tout le contraire.

L'Internationale a été fondée pour substituer aux sectes socialistes et semi-socialistes la réelle organisation de la classe ouvrière. Les statuts primitifs ainsi que l'*Adresse* [99] *inaugurale* [96] le montrent au premier coup d'œil. Cependant l'Internationale n'aurait pu s'affirmer, si le cours de l'histoire n'avait pas désagrégé déjà le monde des sectes. De fait, l'évolution du sectarisme socialiste et celui du mouvement ouvrier réel s'effectuent en raison inverse l'un de l'autre. Tant que les sectes se justifient historiquement, la classe ouvrière n'est Pas encore mûre pour un mouvement historique autonome. Dès que celle-ci est arrivée à cette maturité, toutes les sectes sont pour l'essentiel réactionnaires. Cependant l'histoire de l'Internationale a répété ce que l'histoire montre partout : ce qui est périmé tente sans cesse de se reconstituer et se maintenir en renouvelant sa forme.

Et l'histoire de l'Internationale a été une lutte continuelle du Conseil général contre les sectes et les tentatives d'amateurs qui cherchaient sans cesse à se maintenir contre le mouvement réel de la classe ouvrière au sein de l'Internationale elle-même. Cette lutte a été menée dans les congrès, mais bien davantage encore dans les tractations privées du Conseil général avec chaque section particulière.

Comme les proudhoniens (mutuellistes) avaient participé à la fondation de l'Association internationale des travailleurs, ils menèrent évidemment la barque à Paris durant les premières années. Il se forma naturellement plus tard, en opposition à eux, des groupes collectivistes, positivistes, etc.

En Allemagne, nous avons eu la clique lassalléenne. J'ai moi-même correspondu pendant deux ans avec le fameux Schweitzer [97], afin de lui démontrer de manière irréfutable que l'organisation de Lassalle n'était qu'une vulgaire organisation de secte et que, comme telle, elle s'opposait à l'organisation du mouvement

---

95 Cf. Marx à F. Bolte, 23 novembre 1871.
Dans ce texte, Marx souligne la dialectique utilisée par lui-même pour transformer les sectes utopistes en parti politique militant de classe.

96 La traduction française s'en trouve dans MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, t. II, p. 81-99.

97 Notamment sur le rôle des coopératives de production et de distribution dans le mouvement socialiste, ainsi que la création de syndicats, cf. MARX-ENGELS, Le Syndicalisme, t. 1, p. 87-99.

ouvrier *réel* à laquelle tend l'Internationale. Il avait ses « raisons » pour ne pas comprendre.

À la fin de 1868, le russe Bakounine est entré dans *l'Internationale* dans le but de former au sein de celle-ci une *seconde Internationale, dont il serait le chef* et dont le nom est l'*Alliance de la démocratie socialiste.* Il prétendit [100] - alors qu'il manque de tout savoir théorique - représenter la propagande *scientifique* de l'Internationale dans chaque section particulière et d'en faire la mission spécifique de cette seconde *Internationale au sein de l'Internationale.*

Son programme était fait de bric et de broc, d'éléments pris superficiellement à droite et à gauche : ÉGALITÉ DES CLASSES (?!), *abolition du droit d'héritage comme point de départ* du mouvement social (absurdité extraite de Saint-Simon [98]), *athéisme* comme dogme que l'on impose aux adhérents, etc., et, comme dogme principal *(proudhonien), l'abstention du mouvement politique.*

Cet enfantillage a trouvé un écho - ainsi qu'un certain terrain d'appui - en Italie et en Espagne, où les conditions réelles du mouvement ouvrier n'étaient encore que peu développées, et parmi certains doctrinaires creux, ambitieux et vaniteux en Suisse romande et en Belgique.

Pour M. Bakounine, la doctrine (sa salade ramassée chez Proudhon, Saint-Simon, etc.) était et demeure chose accessoire - simple moyen de faire valoir sa chère personne. Cette nullité théorique est, en revanche, dans son élément lorsqu'il intrigue.

Le Conseil général a lutté pendant des années contre cette conjuration (appuyée jusqu'à un certain point par les proudhoniens, notamment dans le *sud de la France).* À la Haye, il lui a enfin porté un coup, minutieusement préparé de longue date, grâce aux résolutions 1, 2 et 3 ainsi que IX et XVII de la conférence [99]. Il est évident que le Conseil général n'appuie pas en Amérique ce qu'il combat en

98 Le marxisme reprendra sans doute nombre de mesures prônées par les utopistes pour assurer la transition à la société communiste, mais seulement après le renversement de l'État bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat et comme mesures pratiques liées à beaucoup d'autres, se développant et s'articulant selon le niveau des forces productives et les besoins immédiats et lointains. Cette vision faisait défaut à Bakounine, qui rendait même absurde, en l'isolant, la proposition tout à fait raisonnable (mais non comme point de départ de tout le mouvement social) de Saint-Simon.

99 Sur les débats et résolutions du congrès de la Haye de l'A.I.T., cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe,* t. III, p. 62-86.

Europe. Les résolutions 1, 2 et 3 et IX donnent à présent au comité de New York les armes statutaires pour éliminer tout ce qui est sectaire ou groupe d'amateurs et, en cas de besoin, pour les exclure.

[101]

À une époque où les rapports sociaux n'étaient pas encore assez développés pour permettre à la classe ouvrière de se constituer en parti politique, les premiers socialistes (Fourier, Owen, Saint-Simon, etc.) ont dû fatalement se borner à imaginer une *société modèle* de l'avenir, et condamner toutes les tentatives entreprises par les ouvriers en vue d'améliorer leur situation actuelle : grèves, coalitions, actions politiques [100]. Même s'il ne nous est pas permis de renier ces patriarches du socialisme, comme il n'est pas permis aux chimistes de renier leurs pères, les alchimistes, nous devons nous garder de retomber dans les erreurs qu'ils ont commises et que nous serions impardonnables de renouveler.

Toutefois, très vite - en 1839 -, lorsque la lutte politique et économique de la classe ouvrière prit un caractère déjà tranché en Angleterre, Bray - l'un des disciples d'Owen et l'un de ceux qui, bien avant Proudhon, avaient découvert le *mutualisme* - publia un livre : *Labour's Wrongs and Labour's Remedy* (« les maux du travail et les remèdes du travail »).

Dans l'un des chapitres sur l'*inefficacité de tous les remèdes que l'on veut obtenir par la lutte actuelle,* il fit une amère critique de toutes les agitations économiques aussi bien que politiques de la classe ouvrière anglaise : il condamna l'agitation politique, les grèves, la limitation des heures de travail, la réglementation du travail des femmes et des enfants dans les fabriques, parce que tout cela, à ses yeux - au lieu de faire sortir des conditions actuelles de la société - nous y entraîne et en rend les antagonismes encore plus intenses.

Et maintenant, venons-en à l'oracle de nos docteurs en science sociale à la Proudhon. Alors que le maître avait le courage de se prononcer avec énergie contre tous les mouvements économiques (grèves, coalitions, etc.) qui étaient contraires aux théories rédemptrices de son *mutualisme*, il encourageait par ses

---

100 Cf. MARX, « De l'indifférence en matière politique », in *Almanaco republicano per l'anno 1874.*

Dans ce texte, Marx démontre les conséquences, au plan syndical, de l'évolution à rebours de Proudhon qui, après avoir participé activement à la vie politique - n'avait-il pas été député à la Constituante de 1848 ? - s'était mis à prêcher l'abstention politique.

écrits et son action personnelle la lutte politique de la classe ouvrière. En revanche, ses disciples [102] n'osèrent pas se prononcer ouvertement contre le mouvement. Dès 1847, lorsque apparut la grande œuvre du maître, *Système des contradictions économiques ou philosophie de la misère*, j'ai réfuté ses sophismes contre le mouvement ouvrier. Toutefois, en 1864, après la loi Ollivier qui accordait aux ouvriers français si chichement le droit de coalition, Proudhon revint à la charge dans son livre *De la capacité politique des classes ouvrières*, qui fut publié quelques jours après sa mort.

Les attaques du maître plurent tellement à la bourgeoisie que le *Times*, lors de la grande grève des tailleurs de Londres en 1866, fit à Proudhon l'honneur de le traduire *afin de condamner les grévistes* par Proudhon même.

Dans votre roman *City Girl*, la classe ouvrière est décrite comme une masse passive, qui est incapable de se tirer d'affaire, voire ne fait même pas d'efforts pour se tirer d'affaire [101]. Toutes les tentatives pour l'arracher à la misère abrutissante viennent de l'extérieur, d'en-haut. Or si c'était effectivement le cas dans les années 1800 ou 1810, du temps de Saint-Simon, cela ne peut plus être vrai en l'année 1887 pour un homme qui a eu l'honneur de participer depuis près de cinquante ans à la lutte du prolétariat militant. La riposte et la rébellion de la classe ouvrière contre le milieu qui l'opprime, tout comme ses tentatives - convulsives, demi-conscientes ou conscientes - afin de conquérir les conditions d'une vie humaine sont déterminées à chaque fois par l'histoire, et elles doivent donc prétendre à une place dans le domaine du réalisme...

Je dois dire à votre défense que nulle part dans le monde civilisé la classe ouvrière ne manifeste une résistance moins active, une soumission plus complète à son sort, une hébétude plus grande que dans l'*East End* de Londres. Enfin, comment pourrais-je deviner que vous n’aviez pas de très bonnes raisons pour vous contenter d'une description du [103] côté passif de la vie de la classe ouvrière, en réservant le côté actif de cette vie pour un ouvrage suivant ?

---

101 Cf. Engels à Margaret Harkness, début avril 1888.

Le prolétariat passe nécessairement par différentes phases de réaction contre la domination capitaliste, et il faut y rattacher les divers théoriciens du mouvement ouvrier. La différence est énorme entre le prolétariat de l'époque des utopistes et celui de l'ère moderne, comme on le voit, et cette base matérielle vivante explique essentiellement les formes idéologiques de sa lutte.

À la fin de l'année dernière, le quartier ouvrier le plus grand et le plus misérable du monde – l'*East End* de Londres - entra progressivement dans le mouvement [102]. Le 1er avril 1889, ce fut la création du syndicat des gaziers et des manœuvres *(Gas Worker's and General Labourer's Union)* qui compte à l'heure actuelle environ 100 000 adhérents [103]. C'est surtout sous l'impulsion de ce dernier syndicat - dont les adhérents sont en grande partie gaziers l'hiver et dockers l'été - que la grande grève des dockers se déclencha et que la couche la plus basse des prolétaires de l'Est londonien se mit en mouvement. En effet, c'est alors qu'un syndicat après l'autre se créa parmi les ouvriers les moins qualifiés ; quant à ceux qui y existaient déjà et ne faisaient que végéter, ils s'épanouirent rapidement.

Cependant, ces *nouveaux* syndicats diffèrent grandement des anciens. Ceux-ci ne comprenant que les ouvriers « qualifiés » pratiquent l'exclusivisme : ils n'admettent pas les ouvriers qui n'ont pas appris réglementairement un métier, et excluent ainsi la concurrence de leur corporation. Ils sont riches, et plus ils sont riches, plus ils dégénèrent en de simples caisses de maladies et de décès. Ils sont conservateurs et ne veulent rien avoir à faire avec le socialisme, du moins pour autant et aussi longtemps qu'ils le peuvent.

En divulguant son opinion sur les systèmes en général, le « socialiste vrai » s'est épargné la peine, naturellement, d'étudier les systèmes communistes eux-mêmes [104]. D'un seul coup, il a dépassé non seulement l'Icarie, mais encore tous les systèmes philosophiques d'Aristote à Hegel, le [104] *Système de la nature* d'Holbach, la classification des plantes de Linné et de Jussieu et même le système solaire. Pour ce qui concerne les systèmes eux-mêmes, ils ont pratiquement tous fait leur apparition au début du mouvement communiste et, à cette époque, ils servaient la propagande ; c'étaient des romans populaires, correspondant parfaitement à la conscience encore assez peu développée des prolétaires qui étaient à peine en train de se mettre en mouvement. Cabet lui-même appelle son *Icarie* un

---

102 Cf. *ENGELS,* « Le 4 mai à Londres », *Arbeiter-Zeitung* de Vienne, 23 mai 1890. Engels n'a pas dû attendre longtemps pour assister au réveil des ouvriers de l'East End. Il constate qu'à chaque fois qu'une couche plus profonde du prolétariat entre dans le mouvement, celui-ci fait un pas gigantesque en avant, en théorie comme en pratique.

103 Le *syndicat des gaziers et des manœuvres* fut le premier syndicat anglais d'ouvriers non qualifiés. La fille de Marx, Eléanore, et son mari, Edward Aveling, jouèrent un rôle important dans l'organisation de ce syndicat.

104 Cf. MARX-ENGELS, *L'Idéologie allemande : « Le Socialisme vrai.* I. Annales *rhénanes ».*

roman philosophique, et il ne faut absolument pas le juger d'après son système, mais d'après ses pamphlets et, d'une façon générale, d'après toute son activité de chef de parti. Quelques-uns de ces romans, par exemple, le système de Fourier, sont empreints d'un esprit tout à fait poétique. D'autres, comme ceux d'Owen et de Cabet sont dépourvus de toute poésie, construits à la manière d'un bilan commercial ou avec une sorte de ruse procédurière, en collant parfaitement aux idées en cours dans la classe qu'il s'agissait de « travailler ».

Ces systèmes perdent leur importance avec le développement du parti, et on en conserve tout au plus le nom, qui sert d'enseigne. Qui, en France, croit à l'Icarie ? Qui, en Angleterre, aux différents plans d'Owen, toujours remaniés et qu'il modifiait lui-même pour tenir compte des circonstances ou des exigences de la propagande parmi des classes en question ? Que le contenu véritable de ces systèmes réside peu dans leur forme systématique, c'est ce que prouvent mieux que personne les fouriéristes orthodoxes de la *Démocratie pacifique* qui, tout orthodoxes qu'ils soient, se situent absolument aux antipodes de Fourier, puisqu'il s'agit de *bourgeois* doctrinaires. Le contenu véritable de tous les systèmes qui ont marqué leur époque, ce sont les besoins de la période où ils sont apparus. À la base de chacun d'eux, il y a toute l'évolution antérieure de la nation, la forme historique des rapports de classe avec ses conséquences politiques, morales, philosophiques et autres. Si l'on considère cette base et le contenu des systèmes communistes, la formule selon laquelle tous les systèmes sont de nature dogmatique et dictatoriale est parfaitement vaine. Les Allemands - à la différence des Français et des Anglais - ne se trouvaient pas en présence de rapports de classes pleinement développés. Les communistes allemands ne pouvaient donc trouver la base de leur système qu'en analysant les conditions de la classe sociale dont ils étaient issus. Il est donc parfaitement naturel que [105] le seul système communiste allemand existant soit la reproduction des idées françaises dans une perspective limitée par l'étroitesse des conditions d'existence des artisans, voilà qui est tout naturel [105].

En Allemagne, un esprit pourri gagne notre parti, non pas tant dans les masses que parmi les dirigeants (ceux qui viennent des classes supérieures et des rangs

105 Allusion à la filiation française des organisations d'artisans allemands dispersés à l'étranger, notamment en Suisse et en France qui aboutirent à la *Ligue des communistes,* en passant par la Société des Saisons, la Ligue des Justes.

« ouvriers ») [106]. Le compromis avec les lassalléens a également conduit à un compromis avec des médiocrités, à Berlin (par le truchement de Most) avec Dühring et ses « admirateurs », et ailleurs avec toute une bande d'étudiants et de docteurs super intelligents qui veulent donner au socialisme un tour « supérieur, idéal », autrement dit substituer à la base matérialiste (qui réclame une étude sérieuse et objective si l'on veut opérer à partir d'elle) leurs divinités de la Justice, de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité. Le Dr Höchberg qui édite la *Zukunft* est un représentant de cette tendance ; il a « acheté » sa place dans le parti - je suppose dans les intentions les plus sublimes qui soient, mais je me fiche des « intentions ». Rarement quelque chose de plus misérable que son programme de *la Zukunft* n'a vu la lumière du jour avec plus de a modestie prétentieuse ».

Quant aux ouvriers, lorsqu'à l'instar de Monsieur Most et consorts, ils abandonnent leur métier pour devenir des *littérateurs de profession*, ils créent chaque fois des ravages « théoriques » et sont toujours disposés à s'associer avec la caste des prétendus « gens cultivés ». Or précisément ce qui nous a coûté plusieurs décennies de travail et de peine énormes pour balayer hors de l'esprit des ouvriers allemands et ce qui leur donnait un poids théorique (et donc pratique aussi) supérieur à celui des Français et des Anglais, à savoir le socialisme *utopique* et les jeux d'imagination sur les constructions futures de la société, c'est ce qui s'étale de nouveau, et dans sa forme la plus creuse, si on la compare non seulement à celle des grands utopistes français et anglais, mais même à celle de Weitling. Il est évident que l'utopisme qui, *avant* le temps du socialisme matérialiste [106] et critique, renfermait ce dernier en germe, ne peut plus être, s'il revient *par la suite*, que niais, insipide et de fond en comble réactionnaire [107].

---

106 Cf. Marx à F. A. Sorge, 19 octobre 1877. Cf. ENGELS-MARX, *La Social-Démocratie allemande*, 10/18, p. 218-222.

107 Engels est d'autant plus intrigué par la chute d'une grande fraction du parti ouvrier allemand dans le sectarisme utopique (encouragé par l'habile Bismarck, sous sa forme aussi bien lassalléenne que dühringienne : par exemple, l'*Anti-Dühring* d'Engels fut longtemps interdit en Allemagne) que la classe ouvrière allemande a rejoint les rangs du prolétariat international bien après les Français et les Anglais, soit à un stade où le mouvement international avait surmonté sa phase infantile.

En France, Engels considère que cette phase fut dépassée avec la Commune où blanquistes et proudhoniens épuisèrent leur justification historique comme forme de lutte et d'organisation plus ou moins conspirative et sectaire : cf. MARX-ENGELS, Le *Mouvement ouvrier français*, t. II, p. 61-80.

[106]

LES UTOPISTES
Deuxième partie.
Marxisme et mouvement utopique classique et sectaire

PROPRIÉTÉ PRIVÉE ET COMMUNISME: stades de développement du communisme grossier et égalitaire au communisme proprement dit

Retour à la table des matières

Le dépassement de l'aliénation suit la même voie que le procès de l'aliénation [108]. Tout d'abord, la propriété privée est considérée sous son seul aspect objectif, le travail étant [107] néanmoins tenu pour son essence. Sa forme d'existence est donc le *capital* qu'il faut supprimer « en tant que tel » (cf. *Proudhon).* Ou bien l'une des *formes particulières* du travail - le travail nivelé, parcellarisé, donc non libre - est conçue comme la source de la *nocivité* de la propriété privée et de sa nature aliénante pour l'homme : à l'instar des physiocrates, *Fourier* tient le travail agricole pour le travail par excellence, alors qu'à l'inverse *Saint-Simon* tient le

108 Cf. MARX, *Manuscrits économico-philosophiques,* 1844.

C'est donc parallèlement au processus historique d'aliénation croissante que se développent à l'autre pôle de classe, chez les producteurs, les conditions à l'échelle sociale - et jamais individuelle - de l'émancipation. Elles s'accumulent à chaque fois cycliquement au cours de l'évolution d'une formation sociale et éclatent en révolutions violentes au moment des crises générales où l'émancipation devient une possibilité pratique.

Les différentes écoles socialistes successives représentaient l'émancipation humaine à ces divers stades de l'histoire, même si c'est encore dans des formes aliénées, en reprenant des éléments économiques et philosophiques entiers de la société officielle.

Marx analyse dans cette gradation historique les différents courants successifs du socialisme depuis ses premiers balbutiements encore tout contradictoires et empêtrés dans l'aliénation qu'il faut abolir. Chaque stade ultérieur abolit en premier, au cours de ce mouvement, les influences historiquement inévitables, par exemple, les conceptions bourgeoises, notamment du matérialisme français et anglais, qui entachent l'utopisme.

travail industriel en tant que tel pour l'essentiel, et il ne réclame plus dès lors que la domination *exclusive* des industriels et l'amélioration du sort des ouvriers. Enfin, le *communisme* est l'expression *positive* de la propriété privée abolie, et dans un premier temps la propriété privée universelle [109].

Cependant, en saisissant ce rapport dans son universalité, le communisme est :

A. Sous sa forme première, une simple *généralisation* et un *parachèvement* de ce rapport (de la propriété privée). Comme tel, il apparaît sous un double aspect : d'une part, la domination de la propriété *matérielle* est si grande vis-à-vis de lui qu'il veut anéantir *tout* ce qui n'est pas susceptible [108] d'être possédé par tous comme propriété privée. De force, il veut faire abstraction du talent, etc. L'immédiate possession physique est pour lui l'unique but de la vie et de l'existence ; il n'abolit pas la catégorie du travailleur, mais l'étend à tous les hommes [110] ; il lais-

109 À l'époque des premiers socialistes, seules des révolutions partielles étaient possibles et, à chaque fois, leurs revendications tendaient à la généralisation du progrès, autrement dit avaient un caractère révolutionnaire intégral dans les conditions matérielles existantes. Ces premières tentatives pour résoudre l'antithèse entre propriétaires et non-propriétaires étaient historiquement embryonnaires, parce qu'elles ne s'appliquaient qu'à un progrès partiel. De la sorte, les socialistes français, avec Proudhon, revendiquaient la réduction de toute la propriété terrienne au capital (soit, au fond, ce que réclamaient les socialistes ricardiens) pour passer ensuite au nivellement de tout ce capital, qui est travail objectivé, avec un salaire égal pour tous les membres de la société (qui eût été d'économie capitaliste). L'utopiste Fourier dénonça l'infamie du *travail industriel* et s'unit aux... physiocrates pour considérer le travail agricole comme travail par excellence. Au contraire, Saint-Simon exaltait le *travail industriel* comme voie menant à l'émancipation des travailleurs. Les utopistes ne pouvaient résoudre, à leur niveau, les contradictions dans chacun de leurs systèmes.

Le communisme (marxiste) surgit à un niveau économique supérieur, sur la base du travail salarié, et peut donc prétendre être « l'expression positive de la propriété privée abolie », ayant déjà dépassé « dans un premier temps la propriété privée universelle ».

110 La critique du communisme marxiste vis-à-vis des communismes utopiques ne s'opère pas au plan de la vérité ou de l'erreur, mais à celui d'une évolution historique plus avancée En fait, toutes les formes successives du communisme utopique étaient des formes de passage nécessaires du communisme supérieur. C'est si vrai qu'au cours de la phase de transition, du capitalisme au communisme, les mesures de transition visant à « l'abolition de l'aliénation suivra la même voie que le procès de l'aliénation », à partir du niveau atteint, et sous la direction des producteurs et à un rythme accéléré par l'universalisation des mesures. Ainsi cela se traduit par le fait que, pour parvenir à l'abolition du travail libre (salariat), il faudra d'abord le généraliser. La Première Internationale reprendra sous la direction de Marx le droit au travail de Fourier avec la revendication : « Qui ne travaille pas, ne mange pas » et (cf. les mesures de transition du *Manifeste)* « le travail obligatoire pour tous, la constitution d'armées industrielles, particulièrement dans l'agriculture ». La première phase du socialisme met ainsi à l'ordre du jour les revendications du communisme grossier niveleur, babouviste, ainsi que de l'égalitarisme économique des premiers socialistes anglais et fran-

se subsister le rapport de la propriété privée comme rapport de la collectivité au monde des objets. Finalement ce mouvement tend à opposer la propriété privée à la propriété privée universelle et trouve une expression bestiale dans le fait qu'il oppose, par exemple, au mariage (qui est, certes, une forme [109] de la *propriété privée exclusive)* la *communauté des femmes* dans laquelle la femme devient la propriété *commune de tous.* Cette idée de la *communauté des femmes* est, à n'en pas douter, le *secret révélé* d'un communisme qui est encore tout à fait grossier et sans conscience. De même que la femme passe du mariage à la prostitution générale [111], de même tout l'univers de la richesse, c'est-à-dire de la nature objective de l'homme, passe de son mariage exclusif avec le propriétaire privé, à l'état de la prostitution universelle avec la communauté. En niant partout la *personnalité* de l'homme, ce communisme n'est précisément que l'expression nécessaire de la propriété privée, qui représente cette négation. L'*envie* générale, s'érigeant en puissance, est la forme dissimulée de la soif de richesse restaurée, celle-ci se satisfaisant d'une *autre* manière.

Mais du moins l'idée inhérente à toute propriété privée en tant que telle est-elle dirigée contre la propriété privée *plus riche* - et l'envie ainsi que l'effort d'égalisation deviennent de la sorte l'essence même de la concurrence. Le *communisme grossier* incarne cette envie et ce nivellement à partir d'un minimum *imaginaire*. Il cherche une mesure limitative déterminée. On voit que cette abolition de la propriété privée est si peu une appropriation réelle, qu'elle implique la négation abstraite de toute la sphère de la culture et de la civilisation, le retour à la simplicité *si*

çais, étendues avec conséquence à tous les hommes. La dialectique si difficile à suivre, de la généralisation de la propriété privée à son abolition, se résout positivement chez Marx par des mesures tout à fait concrètes de la dictature du prolétariat qui témoignent que le socialisme utopique - soit le communisme en germe - fournit les mesures de transition pratiques au communisme, celles dont le *Manifeste* dit qu'elles sont « mesures qui paraissent insuffisantes et insoutenables *(unhaltbare)* du point de vue économique, mais qui, au cours du mouvement, poussent au-delà d'elles-mêmes *(treiben über sich selbst hinaus*, se dépassent elles-mêmes) ». Au plan de l'État, Marx définit ces mesures qui sont contradictoires en elles-mêmes, mais s'abolissent les unes les autres par leur propre dialectique, de c droit légal qui reste encore prisonnier d'une limitation bourgeoise » (programme de Gotha). Les mesures de transition au communisme seront recueillies dans le second volume de cette série : MARX-ENGELS, *La Société communiste.*

111 La prostitution n'est qu'une expression particulière de la prostitution générale du travailleur. Étant donné que la prostitution est un rapport qui englobe non seulement la prostituée, mais encore celui qui prostitue - dont l'abjection est plus grande encore - le capitaliste, etc., tombe aussi dans cette catégorie. [Note de Marx.]

peu naturelle de l'homme pauvre et sans besoin, qui non seulement ne se situe pas au-delà de la propriété privée, mais n'y est même pas parvenue [112].

[110]

Il s'agit, en fait, d'une simple communauté du *travail,* dans laquelle règne l'égalité du *salaire* payé par le capitaliste collectif, la *communauté* étant le capitaliste général. Les deux aspects du rapport sont élevés à une généralité *imaginée,* le travail devenant une détermination dans laquelle chacun est placé, et le capital une généralité et une puissance reconnues de la communauté...

Le premier dépassement positif de la propriété privée - le communisme *grossier* - exprime encore l'ignominie de la propriété privée qui veut se présenter comme la *communauté positive.*

B. Le communisme : a) de nature encore politique - démocratique ou despotique ; b) celui visant la suppression de l'État, mais encore de nature imparfaite et toujours affligé de la propriété privée, c'est-à-dire d'une aliénation de l'homme.

Sous ces deux formes, le communisme sait qu'il est déjà réintégration humaine, retour de l'homme à lui-même, dépassement de l'aliénation de l'homme. Cependant, n'ayant pas encore saisi l'essence positive de la propriété privée ni compris la *nature humaine* du besoin, la propriété privée l'entrave encore et le tient sous son emprise. Certes le communisme a déjà saisi son concept, mais son essence lui échappe encore.

---

112 Marx dit encore un peu plus loin que le communisme égalitaire et niveleur prétend même abolir le *talent*. À la fin du XVIII^e siècle, le premier communisme (grossier) ne pouvait encore résoudre dialectiquement la contradiction par laquelle la classe des travailleurs manuels et ignorants se trouve être la classe la plus « barbare et la moins cultivée de la société » en même temps que « la dépositaire de la nouvelle lumière théorique de l'humanité », donc qu'elle porte, avec le travail productif, la science humaine aussi - non pas au niveau des individus, mais de la classe, c'est-à-dire du parti. Ce qu'il y avait néanmoins de révolutionnaire dès cette époque dans la revendication, c'était que la force et non l'intellect conduit le monde et qu'elle dénonçait la sinistre alliance de la richesse et de la culture sous le capitalisme, de sorte qu'il ne faut pas hésiter à détruire cette culture en même temps que cette richesse. Si l'on nous pose aujourd'hui la question : voulez-vous annihiler les savants et les poètes ? il faut répondre : Mais c'est la société capitaliste à vous, qui corrompt tout, avec l'argent (que les utopistes voulaient, eux, éliminer et, avec lui, la source du mal). D'une part, le travail physique serait une belle activité (parfois rude mais tonique et souvent agréable), si l'argent n'humiliait pas l'ouvrier salarié, en le dégradant ; d'autre part, rien n'est plus vil que la pensée humaine qui se vend pour un peu d'or.

C. Le *communisme* en tant que dépassement *positif* de la *propriété privée* et de l'*aliénation humaine* est, par conséquent, appropriation *réelle* de l'essence humaine par l'homme et pour l'homme ; c'est le retour entier de l'homme à lui-même en tant qu'homme social [113], c'est-à-dire humain ; [111] c'est le retour conscient, accompli sur la base de toute la richesse du développement antérieur.

Ce communisme est un naturalisme achevé et, comme tel, un humanisme : c'est la solution véritable de l'antagonisme entre l'homme et la nature, entre l'homme et l'homme. C'est la solution véritable de la lutte entre existence et essence, entre objectivation et affirmation de soi, entre liberté et nécessité, entre conscience et espèce. C'est l'énigme résolue de l'histoire, et la conscience d'être cette solution.

Tout le mouvement de l'histoire est donc l'acte *réel* de création du communisme - l'acte de production de son existence empirique. Il est aussi, pour sa conscience pensante, le mouvement compris et saisi de son devenir.

À l'inverse, le communisme non encore achevé cherche pour lui une preuve *historique,* dans des phénomènes de [112] l'histoire opposé à la propriété privée,

113 Ce passage suit formellement même les combinaisons de la dialectique : la propriété privée a aliéné l'homme de soi-même : première négation, l'homme devenant le prolétaire, pure force de travail et le citoyen politique purement abstrait. Le prolétaire s'aliène, s'extériorise en vendant sa force de travail contre de l'argent et se transforme en une forme matérielle, la marchandise.

Le communisme - négation de la négation - supprime à la racine toute propriété privée : les classes cessent d'exister, et le prolétaire devient homme (avec la suppression de l'argent, de la marchandise, du capital, du salariat, ainsi que de l'État et de la démocratie). Résultat : l'homme retourne à lui-même, *non pas tel qu'il était à l'origine du processus de sa longue histoire,* mais en disposant finalement de toutes les conquêtes successives d'un développement immense, même s'il a été acquis dans la forme de toutes les techniques, sciences, idéologies, religions et philosophies aliénées, dont tous les côtés utiles - si l'on peut s'exprimer de la sorte - étaient captées dans la zone de l'aliénation. L'homme *social* n'est plus l'*individu privé,* celui-ci a été aliéné avec l'argent, « cet universel renversement des individualités, renversement qui les change en leur contraire et leur donne des caractéristiques qui ne sont pas les leurs » (MARX, chap. de l'argent dans les *Manuscrits de 1844).* L'aboutissement est la société communiste, dans laquelle l'homme est capable de s'abreuver à toute l'abondance des bienfaits produits par l'humanité, c'est l'homme social, collectif, le véritable et premier homme humain. Il n'est pas pour la première fois humain, parce qu'il se serait élevé de la matière à l'esprit, mais parce que l'individu s'est haussé à l'espèce, au genre, à l'humanité, toutes les barrières et entraves de la *propriété privée* (qui n'est pas tant individuelle qu'anonyme, de groupe, de classe) sont renversées, et l'homme a accès au monde entier, au sens géographique aussi bien qu'économique et intellectuel, la division du travail étant abolie : cf. MARX-ENGELS, *La Société communiste.*

en détachant tel élément du mouvement d'ensemble (notamment *Cabet* et *Villegardelle* se plaisent à procéder ainsi), afin de le retenir comme preuve de sa propre historicité pleine et entière. Mais, par là, il ne fait que démontrer que la partie de loin la plus importante de ce mouvement contredit ses affirmations, et que si ce communisme a vraiment existé, son existence *passée* réfute précisément sa prétention à l'*existence.* Il n'est pas difficile de comprendre que tout le processus révolutionnaire doit nécessairement trouver sa base tant empirique que théorique dans le mouvement même de la *propriété privée.*

Cette propriété privée *matérielle,* immédiatement *sensible,* est l'expression matérielle sensible de la vie *humaine aliénée.* Son mouvement - la production et la consommation - est la manifestation sensible [114] du mouvement de toute la production passée, c'est-à-dire la réalisation ou la réalité de l'homme. La religion, la famille, l'État, le droit, la morale, la science, l'art, etc. ne sont que des modes *particuliers* de la production et sont régis par sa loi en général. L'abolition positive de la *propriété privée* c'est-à-dire l'appropriation de la vie *humaine* correspond en conséquence à l'abolition positive de toute aliénation, donc retour à l'homme hors de la religion, de la famille, de l'État, etc., l'appropriation de son existence *humaine,* c'est-à-dire *sociale.*

L'aliénation religieuse en tant que telle n'a lieu que dans la sphère de la *conscience,* dans le for intérieur de l'homme, tandis que l'aliénation économique est celle de la *vie réelle* - son abolition embrasse donc les deux sphères. Il est normal que chez les différents peuples le tout début du mouvement parte à chaque fois de la vie réelle du peuple en question, qui se déroule ou bien dans la conscience, ou bien dans la vie extérieure, selon qu'elle est davantage idéale ou matérielle. Le communisme commence d'emblée - Owen - avec l'athéisme, qui est encore bien loin d'être le communisme et n'est guère qu'une abstraction [115]. L'amour [113]

---

114 On comparera ce matérialisme qui part de la société dans tout son mouvement - activité, production et consommation - et y reste liée, avec le matérialisme bourgeois d'Holbach, selon lequel l'individu est le point de départ du sensible, sujet d'une conscience dérisoire s'il en est.

115 Le communiste a dépassé l'athéisme, et ne peut plus se définir comme « athée ». En effet, l'athée nie Dieu et se définit par opposition à Dieu, soit par rapport à une abstraction - il est donc philosophique. Pour le communiste (de la société future), Dieu n'existe pas, parce que le problème de l'athéisme est dépassé, ne se pose plus. Historiquement, la lutte de l'athéisme est cependant révolutionnaire, mais ne constitue qu'un moment de la lutte, l'un de ces moments contradictoires encore, limités, intenables, selon l'expression du *Manifeste.* Cela ne signifie pas faire la moindre concession aux religions, car entre elles et nous il y a non

des hommes de l'athéisme n'est donc d'abord qu'une philanthropie abstraite de caractère philosophique, celui du communisme est réel et directement tendu vers l'action et l'efficacité.

seulement les premiers matérialistes anglais et français, mais encore les utopistes. Bref, si nous dépassons l'athéisme, ce n'est pas à la manière des prétendus « communistes » qui flirtent avec le Vatican, tendent la main aux catholiques (pris comme catholiques) et retombent eux-mêmes dans ces préjugés.

[115]

LES UTOPISTES

Troisième partie

INDIVIDUALISME PARASITAIRE ET HOMME SOCIAL

Lorsqu'au cours du développement les antagonismes de classe auront disparu et que toute la production sera concentrée dans les mains des individus associés, le pouvoir public perdra son caractère politique. Au sens strict du terme, le pouvoir politique est la violence organisée d'une classe qui en opprime une autre. Bien que le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, s'unisse nécessairement en classe puis par une révolution s'érige en classe dominante pour détruire par la violence comme classe dirigeante les anciens rapports de production, il détruit alors du même coup que ces rapports les conditions d'existence de l'antagonisme des classes et, par là même, il abolit les classes en général et même sa propre domination en tant que classe.

Dès lors l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classe, est remplacée par une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous.

MARX-ENGELS, Manifeste du Parti communiste, *1848.*

Retour à la table des matières

[117]

LES UTOPISTES
Troisième partie.
Individualisme parasitaire et homme social.

THÉORIE IMPERSONNELLE DU COMMUNISME

Retour à la table des matières

Le texte ci-après sur le suicide n'est pas à proprement parler de Marx, bien qu'il porte son nom. C'est une traduction un peu commentée, dont certains passages sont condensés. En présentant l'auteur, Marx explique brièvement quels sont, à ses yeux, l'intérêt et la signification de ce texte.

Nous y voyons un exemple du rapport de Marx-Engels avec leurs précurseurs plus ou moins utopistes, dont ils ont repris les idées, non pour leur compte, mais pour les consigner *dans la théorie impersonnelle de classe du prolétariat - le socialisme scientifique ou « marxisme ». C'est un exemple frappant du peu de cas que Marx faisait de l'élaboration individuelle d'une théorie qui est ouverte aux idées de classe, sans considérer les personnes qui les expriment et qui peuvent venir, parfois, d'autres horizons - comme Marx-Engels eux-mêmes.*

Le sombre sujet est éclairé de bribes d'humanité ou, si l'on veut, de quelques rayons de soleil venus d'une société meilleure, où l'homme ne serait plus seul (c'est-à-dire isolé, compartimenté, donc mutilé et aliéné), mais serait un être social, soudé au bloc des autres hommes, bref communiste.

La critique descend ici jusque dans la sphère de la vie privée, familiale, qui singularise et emprisonne l'homme dans les sinistres rapports de la société individualiste pour le livrer sans défense à l'écrasante puissance capitaliste. Dans les cas les plus extrêmes, l'individu broyé et déchiré n'a plus d'autre recours que de détruire ce moi qu'il ne peut plus supporter lui-même, après que ses conditions de vie et son milieu le lui aient rendu insupportable. Dans l'anarchie sociale du capitalisme, il ne dépend pas de la volonté individuelle de trouver une raison de vivre, même dans le futur et la révolution, si l'on ne veut pas se plier à l'infâme société d'intérêt égoïste où tous sont en concurrence - donc en guerre - contre tous.

Ce texte est plus actuel que jamais, car la société capitaliste sécrète de plus en plus une ambiance de délinquance [118] *et un état d'esprit de canaillerie, qui sont liés au développement croissant des relations mercantiles dune société où l'argent s'insinue partout, jusque dans le lit. La famille en est la serre-chaude : pour les meilleures raisons du monde, l'individu n'arrache-t-il pas à son voisin le pain de la bouche pour nourrir les siens dans la concurrence bourgeoise qui n'épargne même pas les salariés ?*

Dans La Situation des classes laborieuses en Angleterre, *Engels constatait déjà : « Le suicide - autrefois le privilège le plus envié des classes supérieures - est désormais à la mode en Angleterre jusque chez les prolétaires : une foule de pauvres hères se tuent pour en cesser avec la misère, à laquelle ils ne savent comment échapper autrement ! »*

Marx n'a aucunement l'arrogance du philistin, qui s'en prend à celui que les infamies de la société de classe accule au suicide, car il connaît trop bien l'insondable vilenie du capitalisme. Il montre, au contraire, que ce ne serait qu'hypocrisie visant à détendre l'ordre existant pour lequel un suicide est un acte d'accusation qu'il ne parvient à dissimuler qu'en salissant la victime qui n'est plus capable de lutter pour la vie dans une telle société.

Le fait que bourgeois, petits-bourgeois et ouvriers sont tentés de se suicider ne témoigne aucunement que ce phénomène est au-dessus des classes. En effet, le capital est un monstre matériel, un rapport social *(de classe) tout à fait réifié et impersonnel, qui écrase aveuglément les expropriateurs eux-mêmes, dont les gros mangent les petits et les moins gros (que nous ne plaignons pas, ni ne défendons contre les « monopoles », comme les faux communistes) : « La classe possédante*

et la classe ouvrière participent de la même aliénation humaine. Mais la première se sent - le plus souvent - à son aise dans cette aliénation, voire s'y trouve confirmée, sachant que cette aliénation représente sa propre puissance : *ne va-t-elle pas jusqu'à y trouver l'*apparence *d'une existence humaine ? La seconde se sent anéantie dans cette aliénation. Elle y constate son impuissance et la réalité d'une existence inhumaine* [116]. »

Ce texte sur le suicide a été publié dans les œuvres complètes (MEGA) *de Marx-Engels sous la direction de Riazanov, éliminé par Staline, qui ne toléra plus qu'une édition populaire des* Œuvres (Werke) *de Marx-Engels* [119] *comprenant seulement la moitié de leurs écrits. Pour toutes sortes de bonnes raisons, ce texte n'a pas été repris dans cette dernière édition, la seule accessible au public de cet après-guerre.*

Ce ne fut qu'après la révolution d'Octobre que l'Internationale a pu remettre à la lumière du jour les textes de Marx-Engels mis sous le boisseau par la direction social-démocrate qui en était l'héritière officielle. L'exemple historique de Lénine a déjà montré que la lutte contre le révisionnisme allait de pair avec la restauration du marxisme originel, et la publication de ces textes est un coup direct porté à ceux qui les tiennent cachés - en l'occurrence les partis et la Russie prétendument « communistes », car chacune de ces pages touche un point vulnérable de ces faux-frères.

On peut s'imaginer que les éditeurs russes et est-allemands des Œuvres *de Marx-Engels ont voulu tuer ce texte par le silence, parce que Marx-Peuchet y porte des coups foudroyants à l'ordre social individualiste et affairiste, restauré par la copie conforme du capital qu'est le socialisme « construit » en Russie, où sont ressuscitées toutes les joies de la famille - depuis le mariage « en blanc » devant Monsieur le Maire, jusqu'aux incitations stakhanovistes du salaire individuel, qu'il soit destiné à Madame et les enfants ou au bistrot-hôtel du coin. De fait, on vit de manière aussi « privée » à l'Est qu'à l'Ouest, avec le métier personnel et le budget individuel ou familial qui doit être en équilibre jusqu'à la prochaine paye, faisant de tout salarié un calculateur et un gestionnaire de son « portefeuille » à lui.*

---

116 MARX-ENGELS, *La Sainte Famille*, chap. IV, 4, note marginale n° 2. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

Le texte sur le suicide met surtout en évidence la misère de la vie familiale, qui tourmente plus que jamais les individus dans une sphère mesquine, où les infamies du capital frappent indirectement, au sens où ils ne peuvent saisir les rapports réels dans lesquels ils vivent et ne voient plus que la méchanceté gratuite (psychologique) des êtres humains, ce qui les désarme contre la cause profonde du mal, le capital et ses rapports mercantiles et monétaires, source de l'éparpillement individuel, coiffé par les micro et macro-organisations de la famille et de l'État.

La communauté communiste, qui devait naître de la grande révolution d'Octobre et qui a apporté aux prolétaires du monde entier l'espoir d'une véritable émancipation à partir d'une base collective de classe contre les maux de la propriété privée, est brisée depuis longtemps par la [120] *contre-révolution stalinienne. À l'Est comme à l'Ouest, l'homme vit désormais dans « la solitude la plus profonde au sein de plusieurs millions d'humains, où l'on peut être pris d'un désir implacable de se tuer sans que qui que ce soit ne nous devine », l'homme étant un mystère pour l'homme. Rien n'y est changé par le développement de la technique, au reste devenue folle et en pleine décadence, militaire et meurtrière de l'homme et de la nature. « Cette société - poursuit Marx avec Peuchet - n'est pas une société, c'est un* désert peuplé de bêtes féroces » : *partout on nous parle de nos devoirs vis-à-vis de cette société « sans* PROCLAMER NI RÉALISER, *d'autre part, nos droits* SUR LA SOCIÉTÉ », *ce qui impliquerait l'abolition de l'échange borné entre équivalents, tant prôné par l'Est.*

À l'époque moderne, la conception communiste d'une solidarité active et consciente de la société vis-à-vis de l'homme a eu un premier contenu de classe lorsque les ouvriers de Lyon se sont soulevés en 1831 pour demander un autre droit en lançant leur fameuse revendication : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ! » Aux yeux de ces prolétaires (qui reprenaient le « droit au travail » de l'utopiste Fourier), la société devait avoir des devoirs irréfutables vis-à-vis des individus. Ces devoirs ne seront un fait d'évidence (qui n'aura donc plus rien de juridique, c'est-à-dire d'hypocrite) que dans la société communiste où la propriété privée sera abolie pour les individus aussi bien que pour les groupes. Mais, d'ores et déjà , les ouvriers sentent plus ou moins confusément que ces devoirs ne peuvent être « compensés » - par exemple, en cas de chômage, source de tant de suicides de prolétaires - avec de l'argent, cet équivalent bourgeois, indifférent et

universel (pour un travail qui, sous le capitalisme, devient tout aussi uniforme, abstrait, mécanique et unilatéral), car il permet de jeter le chômeur au rebut, hors du cycle vital de la coopération productive.

À l'Est comme à l'Ouest, le mépris pour le travail vivant *est total. On n'y parle que du progrès technique et mécanique, accaparé par le capital. Ce mépris y a la même racine de classe. En Russie et dans les démocraties populaires, le travail manuel est réduit à un niveau ignominieux par rapport à la concentration de science et de technique objectivées dans les machines, les instituts et les universités. Ici moyens de production automatisés dans de colossales usines, là outils de production dérisoires, utilisés sur les* [121] *lopins individuels : c'est le gaspillage en grand et en petit, dénoncé par les utopistes. Ainsi le paysan russe travaille avec un tracteur moderne dans l'entreprise du kolkhoze, et perd son temps avec sa pioche et sa bêche dans sa parcelle privée : dans l'entreprise, il fait face à la « propriété coopérative », et sur son lopin à sa « propriété exclusive », toutes deux monopolisées. Dans les deux cas, les instruments de production (privés) sont différents de taille et d'efficacité. Le capital dispose souverainement et égoïstement des moyens de production de la capitaliste « coopérative kolkhozienne », et le kolkhozien tout aussi souverainement et égoïstement depuis plus de quarante ans des instruments privés de* sa *parcelle petite-bourgeoise, comme l'économie artisanale de tous les pays. Certes, il ne s'agit pas de plaindre le paysan kolkhozien, qui préfère à l'usine le champ clos de sa parcelle pour subvenir à ses propres besoins « égoïstes ». Il nous importe plutôt de comparer sa situation de classe avec celle du pur prolétaire russe de l'industrie, qui ne dispose ni des machines de son entreprise, ni de moyens de production privés, mais seulement de son maigre salaire, étant si isolé d'eux qu'il ne possède plus que sa simple force de travail.*

À l'Est comme à l'Ouest aujourd'hui, « les rapports entre les intérêts et les esprits, les véritables relations entre les individus, sont à créer DE FOND EN COMBLE *parmi nous. Le suicide n'est qu'*UN DES MILLE ET UN SYMTÔMES DE CETTE LUTTE SOCIALE, TOUJOURS FLAGRANTE, *dont tant de milliers de combattants se retirent, parce qu'ils sont las de compter parmi les victimes et parce qu'ils se révoltent contre la pensée de prendre un grade parmi les bourreaux ».*

[121]

LES UTOPISTES
Troisième partie.
Individualisme parasitaire et homme social.

INDIVIDU ET ÉCHANGE

Retour à la table des matières

Les Notes *de Marx à l'ouvrage de James Mill, qui forment en quelque sorte la conclusion de ce recueil, illustrent positivement en quoi consistent ces rayons de soleil du communisme, qui éclairent le thème sinistre du suicide. Ces* Notes *explicitent, en outre, le contenu positif de la définition que donne le* Manifeste *de la société communiste, cette « association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ». Les textes qui précèdent ont déjà mis en évidence que le développement en tous sens des forces productives formait* [122] *la condition de l'épanouissement de l'homme, possible seulement après l'abolition de la division du travail grâce à la fusion du travail manuel et intellectuel, de la science et de la poésie.*

Deux objections sont élevées contre ce texte de Marx sur la société communiste que l'on classe parmi les œuvres de « jeunesse », c'est-à-dire - aux yeux de ces messieurs - plus ou moins utopistes. La première est que le point de départ n'y est pas le capitalisme développé, mais les rapports mercantiles sur lesquels s'édifient les rapports capitalistes : Je donne pour que tu fasses *et* je fais pour que tu donnes *de l'échange sordide entre équivalents, qui provoque l'effroyable atomisation de la société en millions d'individus séparés et autonomes, dont la seule communauté*

réelle est l'argent, ce lien universel et corrupteur, soit le fondement premier du capitalisme tout entier, sa racine en quelque sorte. En effet, le capital, aussi bien que le salariat, reposent sur cet échange d'équivalents, en dépit de l'extorsion de plus-value [117]*, et ce type d'échange mercantile, qui domine l'humanité à l'Est comme à l'Ouest, ne sera aboli qu'avec la suppression de l'argent, donc du capital, du salariat et du marché. Les affairistes russes disent, au contraire, que le salariat, l'argent et le marché ne sont que des formes pures et simples, et que le capital n'existe pas chez eux. Le texte de Marx leur répond à l'avance, en montrant que la substance de tous les quatre est mercantile (sous une forme de plus en plus développée) : les rapports mêmes de l'intérêt égoïste, qui calcule et soupèse tous ses actes et ceux des autres en vue de son profit.*

Ce texte représente donc une synthèse formidable, qui part de la base du système de production et de distribution du capitalisme pour lui opposer d'un trait les rapports de la société communiste. Pour définir ceux-ci, il ne suffit pas de saisir les éléments, pour ainsi dire de leur « excroissance » dans le communisme - tels qu'ils ressortent des analyses du Capital*, où Marx montre comment, par exemple, le crédit, la comptabilité, les sociétés par actions, les nationalisations annoncent la fin des formes privées du capitalisme et les premières formes de la socialisation* [123] *(aliénées certes, mais prêtes à se changer en leur contraire). Il faut encore déraciner en quelque sorte le capitalisme à partir de sa base cachée dans le sous-sol économique et social.*

De fait, Marx commence ici par la critique de la forme-mère du capitalisme, l'échange entre équivalents sur le marché, à partir duquel s'est développé le capital. Or, un rapport de production essentiel est à la base de l'échange, la production marchande simple, qui est production parcellaire privée, individuelle, visant la satisfaction des propres besoins du petit producteur isolé. L'atomisation des individus se développe avec cet échange - et le salarié qui échange sa force de travail n'en est pas épargné.

Cette forme simple de la production privée crée déjà un excédent au-delà du besoin immédiat, c'est-à-dire un surproduit, que l'on peut échanger contre un équivalent - et ainsi commencent les infamies (multipliées plus tard) du capitalis-

117 Cf. le chapitre des *Grundrisse* de Marx intitulé « L'Échange de travail contre du travail repose sur l'absence de propriété de l'ouvrier » (2 *bis* : « Supplément au chapitre du capital », *Grundrisse*, 10/18, p. 54-55).

me lui-même : surproduction - aliénation d'abord du produit, puis des instruments, et enfin de la force de travail, donc de l'homme. Suivons-en le processus.

Par l'échange, on peut s'approprier les produits étrangers. *Dès le premier échange de* surproduit, *mettons du poisson contre du gibier, les produits s'aliènent, c'est-à-dire se retournent contre leurs producteurs : le pêcheur a du gibier, et le chasseur a du poisson ! Avec du travail qui a produit du poisson, on a finalement du gibier sur la table, tout en n'ayant à manger que la valeur de son travail ! Lorsque demain le procès recommence, le pêcheur - au même travail - travaillera (en partie) pour du gibier : les choses s'embrouillent et son activité s'aliène. Son propre* produit *se tourne contre lui et le nargue : sera-ce de la carpe ou du lapin ? Certes, les produits se multiplient, mais aussi l'aliénation (nécessaire d'ailleurs transitoirement dans l'histoire). Dans la tête de l'individu lui-même, la conscience de la réalité se renverse : la conscience du pêcheur (qui veut du poisson) s'oppose à l'activité qui produit du gibier : c'est l'échange d'où résulte le produit matériel* réel *du travail. Cette aliénation ne prend toute sa force que dans une société atomisée en individus autonomes et concurrents***.**

Mais déjà la dialectique du procès d'aliénation a atteint un niveau supérieur, car le surproduit du *travail va s'autonomiser de plus en plus face aux échangistes : on ne le produit plus* pour soi-même, *mais pour l'échange contre un produit* étranger, *que ton convoite. Cependant, comme* [124] *le dit Marx, cet objet de l'envie est en dehors du champ de la convoitise, car il dépend de la forme des échanges et de la production basée sur eux (soit du* mode *de production mercantile capitaliste) : la création de surproduit va être le but pour satisfaire les besoins ou l'envie, ceux-ci étant subordonnés* et *conditionnés dans la réalité par le surproduit de l'un et de l'autre des échangistes.*

Il suffit que la force de travail s'autonomise en face des produits et de l'instrument du travail, pour avoir tous les éléments du capital, qui n'est pas une forme de production pour les hommes, mais production pour la production, « création de richesse abstraite » : « Il n'y a donc pas lieu de s'étonner outre mesure si ce système des valeurs d'échange, où l'échange s'effectue entre équivalents mesurés par le travail, se change en son contraire, ou plutôt dévoile ses fondements secrets : l'appropriation du travail sans échange, *la séparation complète du travail et de la propriété. En effet, la prédominance de la valeur d'échange et de la production de valeurs d'échange* implique *que la force de travail d'autrui soit une*

valeur d'échange, autrement dit, que la force vivante du travail soit séparée de ses conditions objectives, qu'elle se comporte vis-à-vis de celles-ci - sa propre objectivité - comme vis-à-vis d'une propriété étrangère, bref, c'est le rapport du capital [118]. »

Le communisme est critique radicale de tout le mouvement d'aliénation depuis ses débuts : il part de la marchandise et de l'échange, qui a dissout le communisme primitif. Il n'admet pas l'échange équitable *comme rapport humain, car il est à la source de toutes les aliénations et infamies, avec la ruse et l'envie de rouler l'autre - même si en bonne logique les deux échangistes ne le peuvent à la fois. L'aliénation ne commence donc pas avec le salariat et le capital - et le communisme devra abolir le mercantilisme qui imprègne tous les rapports capitalistes. Le marché mondial a été aussi bien la présupposition de la production capitaliste que la condition renouvelée de son existence. Et le capital entre en crise, lorsque ses débouchés s'y ferment.*

---

118 *Cf.* MARX, *Grundrisse*, 2 bis : « Supplément au chapitre du capital », p. 48 ; et également « La Succession des formes de production et de société dans la théorie marxiste », *Fil du temps*, n° 9.

[125]

LES UTOPISTES
Troisième partie.
Individualisme parasitaire et homme social.

INDIVIDU ET COMMUNISME

Retour à la table des matières

La seconde objection est que si le communisme suppose l'épanouissement de l'un *comme condition de l'épanouissement de tous, c'est que l'individu s'y développera au maximum. Or, dès lors, qu'en est-il du fameux collectivisme marxiste et de l'anti-individualisme foncier du communisme ?*

Cette objection tend au même résultat que celle qu'on nous oppose, lorsque nous affirmons l'originalité complète du communisme en opposition au capitalisme : le socialisme ne peut être que la continuation du *capitalisme, voire le capitalisme développé au maximum. Ce n'est vrai que si l'on considère le socialisme russe, dégénéré au niveau bourgeois, qui n'a absolument rien à voir avec le communisme de Marx-Engels, dont il est question ici.*

Le stade des utopistes seul peut nous aider à comprendre l'apparent paradoxe entre collectivisme et épanouissement individuel. Entre l'homme de l'ère capitaliste, c'est-à-dire le bourgeois « épanoui » ici, et le prolétaire vidé de son travail, là, il y a leur nivellement égalitaire, que l'on retrouve dans la dictature du prolétariat, avec, par exemple, le droit au travail (intellectuel et manuel) de tous.

Dans son ouvrage sur la femme qui contient un chapitre détaillé sur la société communiste, Bebel écrit que l'élimination de tous les parasites développera l'émulation entre les hommes et stimulera au maximum les facultés inventives et créatrices des individus, dès lors que la concurrence entre eux aura cessé et que l'argent aura disparu. Aux yeux des obsédés de la concurrence de nos sociétés de classe, le communisme sans riches et sans lutte pour la richesse n'est pas possible, parce qu'il ne peut fonctionner et se bloquera comme un moteur privé d'essence. Et pour avoir fermé la soupape de la soif d'or et de gloire, ce sera la misère généralisée, la paresse et la mort des biens matériels et - pire encore - des idéaux !

Dans ses Éléments de *la* critique de l'économie politique *de 1844, Engels écrit à propos de cette concurrence : « Ce qu'il y a de vrai dans le rapport de la concurrence, c'est le rapport entre capacité de consommation et force de production. Dans un état digne de l'humanité, il n'y aura pas d'autre concurrence que celle-là. La communauté devra calculer quels sont les moyens dont elle dispose et, d'après le rapport de cette force productive à la masse des consommateurs,* [126] *elle déterminera jusqu'à quel degré elle augmentera plus ou moins la production, dans quelle mesure elle pourra faire place au luxe ou le réduira. Mais, pour pouvoir juger de ce rapport et de la croissance prévisible des forces productives dans un état communautaire rationnel, le lecteur doit se référer aux ouvrages de socialistes anglais et en partie aussi à Fourier. La concurrence subjective, la lutte du capital contre le capital et du travail contre le travail, etc., se réduira alors à l'émulation fondée* [119] *dans la nature humaine que Fourier seul a jusqu'ici analysé, celle-ci devant être ramenée à son domaine spécifique et rationnel lorsque les intérêts opposés entre les hommes seront abolis. »*

Voici le passage où Engels explique en quoi se ramène l'émulation dans la société socialiste, où la concurrence et la chasse à l'argent et aux postes, faciles, brillants et rémunérateurs auront cessé : « C'est Fourier qui, le premier, formula le grand axiome de la philosophie sociale : comme chaque individu a une inclination *ou une préférence pour un genre de travail bien particulier, la somme des inclinations de tous les individus pris dans leur ensemble doit être assez forte*

[119] L'émulation dans le communisme n'a donc rien à voir avec celle qui se déroule sous la pluie plus ou moins fine d'argent en Russie, du stakhanoviste à l'homme d'affaires qui conclut des marchés pour des milliards avec son collègue américain.

pour correspondre aux besoins de tous. Si on permet à chaque individu de s'abandonner à son inclination propre en le laissant faire ce qu'il souhaite, il est tout de même possible de satisfaire les besoins de tous, sans que l'on ait à utiliser les moyens de contrainte en vigueur dans l'actuel système social. Ce principe semble hardi, mais il est inattaquable dans la forme que Fourier lui a donnée ; qui plus est, il est évident - comme l'œuf de Colomb.

*« Fourier démontre que chacun naît avec une inclination pour un certain type de travail, que l'*inactivité absolue *est une absurdité qui n'a jamais existé ni le pourra jamais ; que, par nature, l'esprit humain est activité. En conséquence, il n'est point besoin de contraindre les êtres humains à une activité, comme on le fait au stade actuel de la société. Il suffit d'imprimer la bonne direction à l'impulsion naturelle de l'activité sociale.*

« Il démontre en outre que travail et jouissance peuvent s'identifier, et souligne tout ce qu'il y a d'irrationnel dans [127] *l'actuel ordre social qui les sépare l'un de l'autre, en faisant du travail un fléau et en rendant les jouissances inaccessibles à la plupart des travailleurs* [120]*. »*

Bebel attaque avec fougue ceux qui, infectés par l'esprit mercantile individualiste, croient qu'il faut payer plus pour tirer le meilleur de l'homme. Au contraire, dit-il, pour avoir du bon travail, il faut le laisser tranquille avec cela : « Lorsque Gœthe, lors d'un voyage sur le Rhin, étudia la cathédrale de Cologne, il fit la découverte suivante dans les archives de la construction : les anciens architectes payaient leurs ouvriers d'un même montant d'après le temps. Ils le faisaient, parce qu'il voulaient avoir un travail soigneux et consciencieusement exécuté. C'est ce qui apparaît comme une anomalie dans la société bourgeoise, qui introduisit le salaire aux pièces pour forcer mutuellement les ouvriers à faire du surtravail, afin que *les patrons les sous-payent et puissent réduire les salaires* [121] *»*

Bebel remarque ensuite que la qualité et les objets à consommer étant très variables dans le capitalisme, il faut aussi y varier considérablement les revenus, et

---

120 Cf. ENGELS, « Progrès de la réforme sociale sur le continent », *The New Moral World and Gazette of the Rational Society*, 4 novembre 1843.

121 August BEBEL, *Die Frau und der Sozialismus*, Dietz, 162e édition, 1973, p. 445. Bebel (à la suite de Fourier) remarque justement que les femmes (et les enfants) sont précisément très demandées par les patrons capitalistes, parce qu'elles dépensent leur force de travail avec plus de générosité que les hommes.

d'ajouter que cette contradiction sera abolie dans le socialisme, parce qu'on n'y produira plus de marchandises à vendre ou à acheter, mais que les objets nécessaires aux besoins (multiples) de la vie. Donc ni marchandises, ni argent, ni donc, à plus forte raison, de salariat et de profit du capital (qui en sont la forme développée).

Bebel aborde alors un point essentiel : dès le début du socialisme, tout le monde *devra travailler dans la production, mais il suffira que chacun y passe un temps plus réduit que l'actuel. En outre, si chacun participe au travail productif, la majeure partie de l'énergie des individus (dont* chacun *disposera de temps libre) pourra être spontanément consacrée à des activités* multiformes *manuelles et intellectuelles.*

Comme Marx l'explique, la source de création de la richesse ne sera plus alors le temps de travail (loi de la [128] *valeur capitaliste), mais dialectiquement le temps libre qui développera - de manière insoupçonnée aujourd'hui - la force productive vivante et créatrice de chaque individu, mutilée et parcellarisée par l'abrutissante division actuelle du travail.*

L'épargne de temps (accrue par l'emploi des machines) sera poussée au maximum par la généralisation du travail manuel et multipliera cette nouvelle source de la richesse, qui permettra l'épanouissement universel de chaque *individu et son développement dans tous les arts, les sciences et les productions : l'abolition de la division du travail* [122] *ne sera plus seulement souhaitable, comme le voulaient les utopistes, mais encore nécessaire.*

Les anarchistes se distinguent des marxistes en ce qu'ils fondent l'émancipation sur l'individu, tel qu'il existe déjà dans la société capitaliste, et réclament simplement l'abolition des structures de l'État par une prétendue révolution. Ils se rattachent donc aux utopistes avec cet homme naturel *(croyance dérivant du rationalisme bourgeois repris par les utopistes), et oublient que l'homme est à chaque fois le produit de son milieu, dans chaque forme de production successive.*

Le marxisme, lui, part de l'homme réel ou, mieux, des classes telles qu'elles existent dans la société capitaliste, et voit l'émancipation, non comme un acte de

[122] Ce point sera développé dans les recueils de Marx-Engels, sur *La Société communiste* et *La Critique de l'éducation*, ainsi que dans « Le Fil du temps » sur *La Question philosophique dans le marxisme.*

développement individuel, mais comme le résultat d'une évolution collective*, historiquement et économiquement* déterminée, *dans laquelle les masses - et non l'individu - jouent un rôle à la fois passif et actif, physique et intellectuel (d'un effort de plus en plus conscient et efficient). Pour l'anarchiste, il suffit de détruire les institutions politiques du capitalisme - l'État - pour que l'individu (tel qu'il est donc) s'épanouisse.*

Pour le marxisme, il faut détruire les formes sociales, économiques et politiques du capitalisme et, au cours d'un long processus, les vestiges idéologiques individualistes hérités des sociétés de classe : les individus s'épanouiront à partir du développement matériel de la société nouvelle obtenue par les efforts collectifs de la classe ouvrière d'abord, de l'humanité ensuite. Chez les anarchistes, l'épanouissement [129] *de l'homme est le problème particulier* - UNIQUE - *de l'individu pour lui-même, chez les marxistes le résultat pour chacun d'un effort collectif sur une base matérielle. Ce n'est que chez les marxistes que le* communisme *trouve son plein sens, réel et efficient.*

[129]

LES UTOPISTES
Troisième partie.
Individualisme parasitaire et homme social.

MORT DE L'INDIVIDUALISME PARASITAIRE

Retour à la table des matières

En somme, il faut éliminer radicalement la concurrence mercantile avec l'appétit individuel d'or et de gloire, pour que l'individu puisse s'épanouir. *Cependant, il ne s'agira plus alors de l'individu isolé, compartimenté, assoiffé de singularité, cette cellule autonome et vide de la société de classe, mais de* l'homme social, *qui tendra à s'identifier à l'humanité et à s'approprier toutes les conquêtes de celle-ci dans une société sans frontières, géographiques, économiques et juridiques : rien à voir donc avec le « socialisme dans un seul pays », cher au Russe Staline.*

Bebel a une claire vision du communisme : « Lorsque le salariat sera aboli, ainsi que l'exploitation de l'homme par l'homme, on aura soustrait toute base à la fraude et à l'escroquerie, à l'adultération des produits et à la chasse à la bourse, etc. Le temple de Mammon sera vide, car les titres de l'État, les actions, les obligations, les lettres de créance et les hypothèques seront devenus de simples chiffons de papier. Le mot du poète Schiller sera devenu réalité : "Une fois le livre des dettes détruit, le monde sera pacifié", et la phrase biblique "Tu gagneras le

pain à la sueur de ton front" vaudra maintenant pour les héros de la bourse aussi bien que les foudres du capitalisme [123]. »

Notre thèse est donc simple, c'est dans la société collectiviste précisément que l'individu s'épanouira au maximum, parce qu'on n'y posera pas de barrières au développement du plus grand nombre. *Le travail* productif *ne sera plus alors bafoué comme aujourd'hui, où le « travail » de faux semblant dans la sphère commerciale, les innombrables secteurs improductifs, antisociaux et parasitaires, est au contraire le plus grassement rétribué.*

Tout le mode de rémunération de l'actuelle société capitaliste, avec le profit et la hiérarchie des salaires [124]*, ne fait* [130] *que confirmer le parasitisme bourgeois et brimer le travail productif : plus un travail est dur et se situe dans la sphère profonde de la production, moins il est payé et respecté, et vice-versa. Une véritable escroquerie s'est développée avec le concept de la spécialisation professionnelle, où chacun s'enferme dans un cercle clos, ésotérique, mais creux, en prenant à témoin son voisin spécialiste et charlatan comme lui : c'est ma chasse réservée où je suis seul compétent, et il faut me payer cher !*

Ce champ clos des experts repose sur une complicité générale de maquereaux, qui prétendent que le travail productif des ouvriers est aveugle, eux seuls pouvant l'éclairer et le conduire à la laisse. Or, pour atteindre à la spécialisation, source de parasitisme social, on construit des centaines d'universités et d'instituts, où l'on apprend les recettes (le jargon et les attitudes) et où le temps libre créé par la plus grande productivité des ouvriers, de plus en plus abrutis et aliénés, est accaparée par les parasites pour se former individuellement, *c'est-à-dire pour devenir, grâce à leurs « talents » particuliers, des privilégiés qui gagnent beaucoup en travaillant peu, voire pas du tout.*

Tout talent et énergie particuliers sont ainsi tournés dans la société de classe capitaliste vers l'extorsion d'un profit, d'un avantage *singulier pour l'individu qui se fait ainsi parasite au détriment des producteurs et du développement général.*

---

123 A. BEBEL, *op. cit.*, p. 481.

124 Cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, t. II : « Différence de salaires et classes » ; ainsi que t. I : « Critiques des limites syndicales ». Dès lors qu'ils revendiquent moins la réduction de la journée de travail (qui prépare le règne du travail), mais de plus en plus la hiérarchie des salaires, les syndicats dégénérés ont une responsabilité écrasante dans la différence entre revenus dans le monde et l'essor de la production d'armement et d'objets inutiles dans les pays développés.

Si par hasard l'individu renonçait à ces sales combines et appliquait ses talents à la production, il serait bafoué et humilié par les malins qui connaissent leur *intérêt et savent tirer les marrons du feu.*

À l'aube du capitalisme, l'utopiste Mably déclarait déjà : « L'ambition et l'avarice ne sont pas mères, mais filles de l'inégalité » et, au nom des pauvres et des opprimés, en concluait : « Qu'importe cette plus grande abondance, Si *elle invite les hommes à être injustes, et à s'armer de la force ou de la fraude pour s'enrichir* [125] ? »

Aujourd'hui la société capitaliste d'Europe et d'Amérique [131] *étouffe dans la crise de surproduction due au développement inégal du capital, et ne voit toujours que dans l'intérêt sordide de l'homme individuel le ressort du progrès. Ceux que Dieu veut perdre, aimait à dire Marx, il les rend d'abord fous.*

---

125 MABLY, Doutes sur l'ordre naturel, p. 6-13.

[131]

LES UTOPISTES
Troisième partie.
Individualisme parasitaire et homme social.

DU SUICIDE

Retour à la table des matières

La critique *française* de la *société* possède, au moins en partie, le grand avantage d'avoir mis en évidence les contradictions et le caractère contre nature de la vie moderne [126], en ce qui concerne non seulement les conditions de classes particulières, mais encore tous les domaines et phénomènes du monde actuel. On chercherait en vain chez une autre nation des monographies témoignant d'autant de chaleur humaine spontanée, de conceptions aussi fines et universelles, d'une telle originalité et audace d'esprit. Il suffit, par exemple, de comparer les analyses critiques d'Owen avec celles de Fourier, pour autant qu'elles concernent les rapports de la vie sociale, pour se faire une idée de la supériorité des Français dans ce domaine. Ce ne sont pas seulement les auteurs « socialistes » proprement dits de France qui font preuve d'un sens critique remarquable, ce sont encore les écrivains de toutes les branches de la littérature, notamment des romanciers et des mémorialistes. Je donnerai un exemple de cette critique française en citant divers passages sur le *suicide* extraits des *Mémoires tirés des Archives de la police,* etc., de Jacques Peuchet, afin de montrer qu'il ne s'agit nullement - comme se le figurent

126 MARX, « Peuchet : *Du suicide* », publié dans le cahier VII de 1846 du *Gesellschaftsspiegel,* organe pour la défense des classes populaires sans propriété et pour l'illustration des conditions sociales du présent. Cf. également *MEGA, 1/3,* p. 391-407.

Cet article, écrit probablement à la fin de 1845, parut en janvier 1846 dans la revue dirigée par Moses Hess, sorte de prophète du socialisme qui collabora à un chapitre de *L'Idéologie allemande* de Marx-Engels, et fut le représentant du « vrai » socialisme avant de devenir lassalléen.

les philanthropes bourgeois - de donner simplement un peu de pain et d'éducation aux prolétaires, comme s'il n'y avait que les ouvriers qui s'étiolaient dans les conditions [132] sociales d'aujourd'hui, et que pour le reste tout serait dans le meilleur des mondes possibles.

Chez Jacques Peuchet, comme chez presque tous les praticiens de la précédente génération qui a vécu intimement les multiples bouleversements qui se sont opérés depuis 1789, avec leurs innombrables désillusions, enthousiasmes constitutions, règnes, défaites et victoires,, la critique des rapports existants de propriété et de famille privées, en un mot de la *vie privée*, apparaît comme un résultat nécessaire de leurs expériences politiques.

Jacques Peuchet (né en 1760) est passé des beaux-arts à la médecine, de celle-ci au droit, de celui-ci à l'administration et aux archives de la police. Avant la Révolution française, il travaillait avec l'abbé Morellet à un *dictionnaire du commerce*, dont l'ébauche seule est parue jusqu'à présent, et il se préoccupait alors essentiellement d'économie politique et de questions administratives. Peuchet n'a été que très peu de temps partisan de la Révolution française ; il se tourna très vite vers le parti royaliste ; il fut pendant un certain temps rédacteur en chef de la *Gazette de France* et reprit même plus tard le fameux *Mercure* royaliste de *Mallet du Pan*. Cependant il parvint à ondoyer avec beaucoup d'adresse dans tous les méandres de la révolution, étant tantôt poursuivi, tantôt occupé au département de l'administration et de la police. La *Géographie commerçante* en 5 volumes in-folio qu'il publia en 1800 attira sur lui l'attention de Bonaparte, le premier consul, et il fut nommé membre du *Conseil du commerce et des arts*. Il occupa plus tard, sous le ministère de François de Neufchâteau, un poste supérieur dans l'administration. En 1814, la Restauration en fit un censeur. Il se retira durant les Cent Jours. Lors de la restauration des Bourbon, il obtint le poste de conservateur des archives à la préfecture de police de Paris, poste qu'il occupa jusqu'en 1827. En tant qu'écrivain, Peuchet ne fut pas sans influence directe sur les orateurs de la Constituante, de la Convention, du Tribunat et de la Chambre des députés sous la Restauration. Outre ses nombreux ouvrages surtout économiques, ainsi que sa géographie ci-dessus mentionnée, sa *Statistique de la France* (1807) est la plus connue.

Peuchet rédigea ses *Mémoires*, dont il a extrait la matière en partie des archives de la police de Paris, en partie de sa longue expérience pratique dans la police

et l'administration, alors qu'il était un vieillard et ne permit leur publication [133] *qu'après* sa mort, de sorte que l'on ne peut en aucun cas le compter parmi les socialistes et communistes « trop pressés », ni parmi la grande masse moyenne de nos écrivains, de nos fonctionnaires et de nos bourgeois si pratiques, qui manquent totalement de la merveilleuse minutie dans le détail et de connaissances encyclopédiques.

Écoutons notre conservateur des archives de la préfecture de police de Paris parler du *suicide* [127] *!*

Le chiffre annuel des suicides, en quelque façon normal et périodique parmi nous, ne peut être considéré que comme le symptôme d'un vice constitutif de la société moderne, car, à l'époque de vie chère et dans les hivers rigoureux, ce symptôme est toujours plus manifeste, de même qu'il prend un caractère épidémique lors des haltes de l'industrie et quand les banqueroutes se succèdent en ricochet. La prostitution et le vol grandissent alors dans la même proportion. En principe, bien que la plus large source du suicide découle principalement de la misère, nous le retrouvons dans toutes les classes, chez les riches désœuvrés, comme chez les artistes et les hommes politiques. La diversité des causes qui le motivent nous paraît échapper au blâme uniforme et sans charité des moralistes.

Des maladies de consomption, contre lesquelles la science actuelle est inerte et insuffisante, des amitiés méconnues, des amours trompés, des ambitions qui se découragent, des [134] douleurs de famille, une émulation étouffée, le dégoût d'une vie monotone, un enthousiasme refoulé sur lui-même sont très certainement des occasions de suicide pour les natures d'une certaine richesse, et l'amour même

---

127 Tout le texte qui suit est de Peuchet. Cependant, les passages en italique sont de Marx. Nous signalons les passages où Marx a introduit de petites variantes, et nous avons mis entre crochets les passages qu'il y a ajoutés.

Si nous avons délimité le texte de Peuchet des quelques ajouts de Marx, ce n'est pas pour réintroduire - par le biais de scrupules d' « honnêteté intellectuelle » qui ne reflète que l'idéologie de la propriété privée - une différence que Marx lui-même ainsi que la *MEGA* ont effacée, mais pour montrer au contraire que le marxisme ne craint pas de revendiquer ce qui a été écrit dans le feu de l'histoire par ceux qui revendiquaient une refonte complète des conditions sociales existantes. En effet, la théorie marxiste est née du travail de ce « cerveau social » de la classe révolutionnaire par-delà les générations et les individus particuliers.

Le texte de Peuchet est extrait des *Mémoires tirés des archives de la police de Paris, pour servir à l'histoire de la morale et de la police, depuis Louis XIV jusqu'à nos jours*, vol. I-VI, Paris, A. Levasseur, 1838, vol. IV, chap. LVIII : « Du suicide et de ses causes », p. 124-182.

de la vie, ressort énergique de la personnalité, conduit fort souvent à se débarrasser d'une existence détestable.

Madame de Staël, qui ressassa beaucoup de lieux communs et les réhabilita quelque temps dans le plus beau style du monde, s'est attachée à démontrer que le suicide est une action contre nature, et que l'on ne saurait le regarder comme un acte de courage ; elle a surtout établi qu'il était plus digne de lutter contre le désespoir que d'y succomber. De semblables raisons affectent peu les âmes que le malheur accable. Sont-elles religieuses, elles spéculent sur un meilleur monde ; ne croient-elles en rien, au contraire, elles cherchent le repos du néant. Les tirades philosophiques n'ont aucune valeur à leurs yeux, et sont d'un faible recours dans le chagrin. Il est surtout absurde de prétendre qu'un acte qui se consomme si fréquemment soit un acte contre nature ; le suicide n'est d'aucune manière contre nature, puisque nous en sommes journellement les témoins. Ce qui est contre nature n'arrive pas dans la vie. Il est au contraire *dans la nature de notre société* d'enfanter beaucoup de suicides ; tandis que les Berbères et les Tartares ne se suicident pas. *Toutes les sociétés n'ont donc pas les mêmes produits* - voilà ce qu'il faut se dire pour travailler à la réforme de la nôtre, et la faire gravir un des échelons supérieurs de la destinée du genre humain. Quant au courage, si l'on passe pour en avoir dès que l'on brave la mort en plein jour et sur le champ de bataille, sous l'empire de toutes les excitations réunies, rien ne prouve que l'on en manque nécessairement quand on se donne la mort soi-même et dans les ténèbres. On ne tranche pas une pareille controverse par des insultes contre les morts.

Tout ce que l'on a dit contre le suicide tourne dans le même cercle d'idées. On oppose au suicide les décrets de la Providence, mais la simple existence du suicide est une protestation contre les impénétrables. On nous parle de nos devoirs envers la société [sans proclamer *ni réaliser,* d'autre part, nos droits sur la société] ; « et l'on exalte enfin le mérite plus grand mille fois, dit-on, de surmonter la douleur que d'y succomber, ce qui est un aussi triste mérite qu'une triste perspective. Bref, on en fait un acte de lâcheté, un crime contre les lois et l'honneur.

[135]

D'où vient-il que, malgré tant d'anathèmes, l'homme se tue ? C'est que le sang ne coule pas de la même façon dans les veines des gens désespérés que le sang des êtres froids qui se donnent le loisir de débiter tous ces stériles raisonnements.

L'homme semble un mystère pour l'homme ; on ne sait que blâmer alors qu'on ne le connaît pas.

À voir combien les institutions sous l'empire desquelles vit l'Europe disposent légèrement du sang et de la vie des peuples, et, aussi, comme la justice civilisée s'environne d'un riche matériel de prisons, de châtiments, d'instruments de supplice pour la sanction de ses arrêts incertains ; et le nombre inouï de classes laissées de toutes parts dans la misère ; et les parias sociaux qu'on frappe d'un mépris brutal et préventif pour se dispenser peut-être de les arracher à leur fange ; à voir tout cela, on ne conçoit guère en vertu de quel titre on pourrait ordonner à l'individu de respecter sur lui-même une existence dont nos coutumes, nos préjugés, nos lois et nos mœurs font si généralement bon marché.

On a cru pouvoir arrêter les suicides par des peines flétrissantes et par une sorte d'infamie jetée sur la mémoire du coupable. Que dire de l'indignité d'une flétrissure lancée sur des gens qui ne sont plus là pour plaider leur cause ? Les malheureux s'en soucient peu du reste ; et si le suicide accuse quelqu'un [...] [128], c'est avant tout les gens qui restent, puisque, dans cette foule, pas un n'a mérité que l'on vécût pour lui. Les moyens puérils et atroces que l'on a imaginés ont-ils lutté victorieusement contre les suggestions du désespoir 7 Qu'importent à l'être qui veut fuir le monde les injures que le monde promet à son cadavre ! Il n'y voit qu'une... lâcheté de plus de la part des vivants.

> Qu'est-ce, en effet, qu'une société où l'on trouve la solitude la plus profonde au sein de plusieurs millions d'humains ; où l'on peut être pris d'un désir implacable de se tuer sans que qui que ce soit ne nous devine ? Cette société-là n'est pas une société ; c'est, comme le dit Rousseau, un désert peuplé de bêtes féroces.

[Peuchet rapporte] : Dans les places que j'ai remplies à l'administration de la police, les suicides étaient en partie dans mes attributions : j'ai voulu connaître si dans leurs causes déterminantes il ne s'en trouvait pas dont on pût [136] modérer ou prévenir l'effet. J'ai préparé sur ce sujet important un travail considérable. » Je

128 Marx a sauté les quelques mots suivants ici : « vis-à-vis de Dieu ».

trouvai que *sans une réforme totale de l'ordre social actuel,* toutes les tentatives seraient vouées à l'échec.

Parmi les causes de désespoir qui font rechercher la mort aux personnes douées d'une grande susceptibilité nerveuse, aux êtres passionnés et mélancoliques, j'ai remarqué, comme fait prédominant, les mauvais traitements, les injustices, les peines secrètes, que des parents durs et prévenus, des supérieurs irrités et menaçants font éprouver aux personnes qui sont en leur dépendance. *La révolution n'a pas fait tomber toutes les tyrannies ; les inconvénients reprochés aux puissances arbitraires subsistent dans les familles, ils y causent des crises analogues à celles des révolutions.*

En somme, les rapports entre les intérêts et les esprits, les véritables relations entre les individus, sont à créer *de fond en comble* parmi nous. Le suicide n'est qu'*un des mille et un symptômes de cette lutte sociale, toujours flagrante,* dont tant de milliers de combattants se retirent parce qu'ils sont las de compter parmi les victimes et parce qu'ils se révoltent contre la pensée de prendre un grade parmi les bourreaux. En veut-on quelques exemples ; je vais les extraire des procès-verbaux authentiques.

Dans le mois de juillet 1816, la fille d'un tailleur, domicilié sous les piliers des halles, était promise en mariage à un étalier boucher, jeune homme de bonnes mœurs, économe et laborieux, très épris de sa jolie fiancée, qui le lui rendait bien. La jeune fille était couturière ; elle avait l'estime de tous ceux qui la connaissaient ; et les parents de son futur l'aimaient tendrement. Ces braves gens ne laissaient échapper aucune occasion d'anticiper sur la possession de leur bru ; on imaginait des parties de plaisir dont elle était la reine et l'idole.

L'époque du mariage arrive ; tous les arrangements sont faits entre les deux familles, et les conventions arrêtées. La veille du jour fixé pour se rendre à la municipalité, la jeune fille et ses parents devaient souper dans la famille du jeune homme ; un léger incident survint. De l'ouvrage à rendre pour une riche maison de leur clientèle ; ils s'excusèrent ; mais la mère de l'étalier, s'obstinant, vint chercher sa petite bru, qui reçut l'autorisation de la suivre.

Malgré l'absence de deux des principaux convives, le repas fut des plus joyeux. Il se débita beaucoup de ces gaudrioles de famille que la perspective d'une noce autorise. [137] La belle-mère se voyait déjà marraine d'un gros poupon. On

chanta et on but. L'avenir fut mis sur le tapis. Fort avant dans la nuit, on se trouvait encore à table. Par une tolérance qui s'explique, les parents du jeune homme, enthousiasmés de leurs enfants et jouissant de leur double tendresse, fermèrent les yeux sur le tacite accord des deux futurs. Les mains se cherchaient ; le feu se mettait aux poudres. L'amour et la familiarité leur montaient la tête. Après tout, l'on regardait le mariage comme fait ; et ces pauvres jeunes gens se fréquentaient depuis longtemps sans que l'on eût le plus léger reproche à leur adresser ! Jamais les plaisirs d'un bon mariage n'avaient été analysés plus vivement L'attendrissement du père et de la mère du fiancé, à qui ce couple d'amoureux rappelait des souvenirs de jeunesse, l'heure avancée, des désirs mutuels et déprisonnés par la tolérance de leurs mentors, la gaieté sans gêne qui règne toujours dans de semblables repas, tout cela réuni, et l'occasion qui s'offrait en souriant, et le vin qui pétillait dans les cerveaux, tout favorisait un dénoûment qui se devine. Les amoureux se retrouvèrent dans l'ombre, lorsqu'on eut éteint les lumières. On fit semblant de n'y rien comprendre, de ne pas s'en douter. Leur bonheur n'avait là que des amis et pas d'envieux.

La jeune fille ne retourna chez ses parents que le lendemain matin. Ce qui prouve combien elle se croyait peu coupable, c'est qu'elle y revint seule [129]. [...]

La petite se glissa dans sa chambre et dépêcha sa toilette mais ses parents l'eurent à peine aperçue, que, dans un accès de colère dont on ne put les détourner, ils prodiguèrent à leur fille, avec acharnement, tous les noms, toutes les épithètes dont on peut se servir pour vouer l'imprudence au déshonneur. Le voisinage en fut témoin, le scandale n'eut pas de bornes. Jugez de la secousse dans une âme qui se sentait vierge par sa pudeur et par le mystère que l'on outrageait. Vainement l'enfant éperdue représentait à ses parents qu'ils la livraient eux-mêmes à la diffamation, qu'elle avouait son tort, sa folie, sa désobéissance ; mais [138] que tout allait être réparé. Ses raisons et sa douleur ne désarmèrent pas leur furie. Les gens les plus timorés et les plus faibles deviennent impitoyables, *lorsqu'ils ont l'occasion d'exercer une autorité parentale absolue*. L'abus qu'ils en font est pour ainsi dire une *compensation brutale* pour les innombrables résignations et servilités aux-

129 Nous donnons ici un exemple de phrases que Marx saute : « Son tort était grand, sans doute, n'eût-elle considéré que l'inquiétude des siens grâce au prolongement d'absence ; mais si jamais la bonté, l'indulgence, la prudence, la retenue furent imposées à des parents envers un enfant, ce devait être dans une circonstance pareille, puisque tout s'apprêtait pour légitimer l'escapade amoureuse. De plus coupables ont été plus heureux. »

quelles ils se soumettent volontairement ou involontairement dans la société bourgeoise.

Compères et commères accoururent à l'éclat, et firent chorus. Le sentiment de la honte qui résultait de cette scène affreuse fit prendre à l'enfant la résolution de s'ôter la vie ; elle descendit d'un pas rapide, à travers les malédictions, et courut, l'égarement dans les yeux, se précipiter à la rivière ; les mariniers ne la retirèrent de l'eau que morte, et parée de ses ornements de noce. Comme de raison, ceux qui s'étaient d'abord mis contre la jeune fille se tournèrent aussitôt contre les parents : cette catastrophe épouvantait leurs âmes [mesquines].

Peu de jours après, les parents vinrent réclamer à la police une chaîne d'or, que l'enfant portait à son cou, et que le père de son futur lui avait donnée, une montre d'argent doré, des boucles d'oreilles et une bague garnie d'une petite émeraude, tous objets qui avaient été déposés dans les bureaux, comme on le pense bien.

Je ne manquai pas de reprocher avec force à ces gens leur imprudence et leur barbarie. Dire à ces forcenés qu'ils en rendraient compte devant Dieu, vu leurs préjugés étroits, et le manque de religion qui règne dans les basses classes mercantiles, ç'aurait été leur faire trop peu d'impression - la cupidité les attirait, plus que le désir de posséder deux ou trois reliques ; je crus pouvoir les punir par là. Ils réclamaient les bijoux de la jeune fille ; je les leur refusai ; je gardai les certificats dont ils avaient besoin pour retirer ces effets de la caisse où, suivant l'usage, on les avait déposés. Tant que je fus à ce poste, ils eurent tort dans leurs réclamations, et je pris plaisir à braver leurs injures. Ce n'est que depuis ma sortie qu'ils en ont obtenu la remise.

La même année, un jeune créole, d'une figure charmante, appartenant à une des plus riches familles de la Martinique se présenta dans mon bureau, et, dès que nous fûmes seuls me fit la révélation d'une de ces plaies qui laissent d'*incurables ulcères au foyer de la vie privée.* Il venait s'opposer formellement à la remise du cadavre d'une jeune femme, sa belle-sœur, que le mari, propre frère du créole, réclamait [139] depuis la veille. Cette femme s'était noyée. Ce genre de mort volontaire est le plus fréquent. Les préposés à la fouille de la rivière avaient retrouvé le corps non loin de la grève d'Argenteuil. Par un de ces instincts réfléchis de pudeur qui domine les femmes, jusque dans l'aveuglement du désespoir, la triste

victime avait noué soigneusement la frange de sa robe autour de ses pieds. Cette précaution pudique prouvait le suicide jusqu'à l'évidence. À peine était-elle défigurée lorsque les mariniers la transportèrent à la morgue. Sa beauté, sa jeunesse, la richesse de ses vêtements, prêtaient à mille conjectures sur la cause première de cette catastrophe. L'affliction du mari, qui la reconnut le premier, passait d'ailleurs les bornes ; il ne comprenait pas le premier mot de ce malheur, du moins me l'avait-on dit ; je n'avais pas encore vu cet homme. Je représentai au créole que nul ne pouvait prévaloir contre les droits et la réclamation du mari qui faisait en ce moment élever un magnifique tombeau de marbre pour ensevelir les restes inanimés de sa femme. « Après l'avoir tuée, le monstre ! » criait le créole en se promenant avec agitation.

À la chaleur du désespoir de ce jeune homme, à ses supplications pour que j'obtempérasse à ses vœux, à ses larmes, je crus reconnaître des symptômes d'amour, et je le lui dis. Il me l'avoua ; mais en me jurant, avec les attestations les plus vives, que sa belle-sœur n'en avait jamais rien su. Seulement, pour mettre à l'abri la réputation de sa belle-sœur que ce meurtre volontaire pouvait faire accuser d'une intrigue par l'opinion publique toujours prompte à noircir le chagrin, il prétendait produire à la lumière les barbaries de son frère, fallût-il s'asseoir pour cela lui-même sur la sellette d'un tribunal. Il me suppliait de le guider dans cette affaire. À travers le décousu de sa révélation emportée, voici ce que je recueillis. M. de M., frère de ce créole, hommes à bonnes fortunes, avec des goûts d'artiste aimant le luxe et la vie de représentation, s'était uni depuis moins d'un an à cette jeune femme, sous les auspices d'une inclination réciproque ; ils formaient le plus beau couple que l'on pût voir. Après le mariage, un vice de sang, venu de famille peut-être, s'était déclaré tout à coup et violemment dans la constitution du nouvel époux. Cet homme, si fier d'un beau physique, d'une tournure élégante, et d'une perfection de formes qui semblaient ne pas lui permettre de craindre des rivaux autour de lui, travaillé tout à coup par un mal inconnu contre les ravages [140] duquel la science avait échoué, s'était misérablement transformé des pieds à la tête. Il avait perdu ses cheveux ; sa colonne vertébrale s'était déviée ; de jour en jour, la maigreur et les rides le métamorphosaient à vue d'œil ; pour les autres, du moins ! car son amour-propre essayait de se soustraire à l'évidence. Mais ceci ne l'alitait pas ; une vigueur de fer semblait triompher des atteintes de ce mal ; il se survivait vigoureusement dans ses propres débris. Le corps tombait en ruines et

l'âme restait debout. Il continuait de donner des fêtes, de présider à des parties de chasse, et de mener le riche et fastueux train de vie qui paraissait la loi de son caractère et de sa nature. Cependant, les avanies, les quolibets, les mots plaisants des écoliers et des gamins lorsqu'il se promenait à cheval dans les promenades, des sourires désobligeants et moqueurs, d'officieux avertissements d'amis sur les nombreux ridicules qu'il se donnait par l'obstination de ses manières galantes auprès des femmes dont il devenait le plastron, dissipèrent enfin son illusion et le mirent sur ses gardes vis-à-vis de lui-même. Dès qu'il s'avoua sa laideur et sa difformité, dès qu'il en eut conscience, son caractère s'aigrit, des pusillanimités lui vinrent. Il parut moins empressé de conduire sa femme aux soirées, aux bals, aux concerts ; il se réfugia dans sa demeure, à la campagne ; supprima les invitations, élimina les gens sous mille prétextes ; et les politesses de ses amis envers sa femme, tolérées par lui tant que l'orgueil lui donnait la certitude de sa supériorité, le rendirent jaloux, soupçonneux, violent. Il voyait dans tous ceux qui persévéraient à le fréquenter le parti pris de faire capituler le cœur de celle qui lui restait comme son dernier orgueil et sa dernière consolation. Vers ce temps, le créole arriva de la Martinique pour des affaires dont la réinstallation des Bourbons sur le trône de France semblait devoir favoriser la réussite. Sa belle-sœur lui fit un excellent accueil ; et, dans le naufrage des relations sans nombre qu'elle avait contractées, mais qu'il fallut voir s'engloutir, le nouveau venu conserva les avantages que son titre de frère lui donnait tout naturellement auprès de M. de M. Notre créole prévit la solitude qui se formerait autour de ce ménage, tant par les querelles directes que son frère eut avec plusieurs amis, que par mille procédés indirects pour en venir à chasser et à décourager les visiteurs. Sans trop se rendre compte de l'impulsion amoureuse qui le rendait exclusif lui-même, le créole approuva ces idées de retraite, [141] et les favorisa de ses conseils. M. de M., taillant dans le vif, finit par se retirer tout à fait dans une jolie maison de Passy, qui devint en peu de temps un désert.

La jalousie s'alimente des moindres choses. Quand elle ne sait à quoi se prendre, elle se consomme et s'ingénie ; tout lui sert d'aliment. Peut-être la jeune femme regrettait-elle les plaisirs de son âge. Des murs interceptèrent la vue des habitations voisines ; les persiennes furent fermées du matin au soir.

La malheureuse femme était condamnée au plus insupportable des esclavages [et cet esclavage, M. de M. l'exerçait uniquement en s'appuyant sur le code civil et

le droit de propriété, c'est-à-dire en se fondant sur des conditions sociales qui rendent l'amour indépendant des libres sentiments de ceux qui s'aiment et permettent au mari jaloux de mettre pratiquement sa femme sous clé - comme un avare son coffre-fort, puisque la femme ne constitue qu'une partie de son patrimoine].

M. de M. rôdait avec des armes pendant la nuit, et faisait sa ronde avec des chiens. Il s'imaginait apercevoir des traces sur le sable, et créait des suppositions étranges à propos d'une échelle changée de place par le jardinier. Le jardinier lui-même, ivrogne presque sexagénaire, fut mis à la porte. L'esprit d'exclusion n'a pas de frein dans ses outrages, il va jusqu'à l'imbécilité. Le frère, innocent complice de tout cela, comprit enfin qu'il travaillait au malheur de la jeune femme, qui, de jour en jour plus surveillée, insultée, privée de tout ce qui pouvait distraire une imagination riche et heureuse, devint chagrine et mélancolique autant qu'elle avait été franche et rieuse. Elle pleurait et cachait ses larmes, mais la trace en était visible. Un remords vint au créole. Résolu de s'expliquer naïvement avec sa belle-sœur, et de réparer une faute à laquelle un sentiment furtif d'amour donnait assurément naissance, il se glissa de bon matin sous un bosquet où de temps en temps la captive allait prendre l'air et cultiver des fleurs. En usant de cette liberté si restreinte, elle se savait, il faut le croire, sous l'œil de son jaloux ; car, à l'aspect de son beau-frère, qui se trouvait pour la première fois et à l'improviste en tête-à-tête avec elle, la jeune femme montra la plus grande alarme. Elle joignit les mains : - Éloignez-vous, au nom du ciel ! lui dit-elle avec terreur ; éloignez-vous !

Et, de fait, le beau-frère eut à peine le temps de se cacher dans une serre, que M. de M. survint. Le créole entendit [142] des éclats, il voulut écouter ; le battement de son cœur l'empêcha de saisir le plus léger mot d'une explication que cette fuite, si le mari la découvrait pouvait rendre plus déplorable encore. Cet incident aiguillonna le beau-frère ; il y vit la nécessité d'être dès ce jour le protecteur d'une victime. Il s'efforça de sacrifier toute arrière-pensée d'amour, dans la résolution de se dévouer pour sa belle-sœur. L'amour peut aller jusqu'au renoncement le plus absolu, sans abdiquer néanmoins son droit de protectorat, car ce dernier renoncement serait d'un lâche. Il continua de voir son frère, prêt à lui parler franchement, à s'avouer, à lui dire tout. M. de M. n'avait pas encore de soupçons de ce côté ; mais cette persistance de son frère en fit naître. Sans lire trop clairement dans les causes de cet intérêt, M. de M. s'en méfia, prévoyant ce que l'intérêt pourrait devenir. Le créole comprit bientôt que son frère n'était pas toujours absent, comme il

le prétendait après coup, toutes les fois que l'on venait inutilement sonner à la porte de la maison de Passy. Un ouvrier serrurier fit les clefs que l'on voulut sur le modèle de celles que son bourgeois avait déjà forgées pour M. de M. Le créole ne s'effrayait pas des chiens de garde : les chiens le connaissaient. Après un éloignement de dix jours, rouerie assez habile de l'époux, le créole exaspéré par la crainte, et se mettant lui-même des chimères dans l'esprit, pénétra de nuit dans l'enclos, franchit une grille placée devant la cour principale, atteignit les toits au moyen d'une échelle, et se glissa le long des plombs jusque sous la fenêtre d'un grenier qui lui permit d'arriver près de la chambre à coucher de son frère. Des exclamations violentes lui donnèrent la facilité d'arriver contre une porte vitrée. Ce qu'il vit le navra. La clarté d'une lampe éclairait l'alcôve. Sous les rideaux, les cheveux en désordre et la figure pourpre de rage, M. de M. à demi-nu, agenouillé près de sa femme et sur le lit même dont elle n'osait sortir quoique en se dérobant à demi, l'accablait des reproches les plus sanglants, et semblait un tigre prêt à la mettre en pièces.

- Oui ! lui disait-il, je suis hideux, je suis un monstre, et je ne le sais que trop ; je te fais peur. Tu voudrais qu'on te débarrassât de moi, qu'on te délivrât de ma vue. Tu désires l'instant qui te rendra libre. Et ne me dis pas le contraire ; je devine ta pensée dans ton effroi, dans ta répugnance, dans tes larmes. Tu rougis des indignes sourires que je t'excite, et je te révolte ! Tu comptes sans doute [143] une par une les minutes qui doivent s'écouler jusqu'à ce que je ne t'obsède plus de mes infirmités et de ma présence. Tiens ! il me prend des désirs affreux, des rages de te défigurer, de te rendre semblable à moi, pour que tu ne puisses conserver l'espoir de te consoler avec tes amants du malheur de m'avoir connu. Je briserai toutes les glaces de cette maison, pour qu'elles ne me reprochent pas un contraste, pour qu'elles cessent d'alimenter ton orgueil. Ne faudrait-il pas te mener ou te laisser aller dans le monde, pour voir chacun t'encourager à me haïr ? Non, non ! tu ne sortiras d’ici qu'après m'avoir tué. Tue-moi ! Préviens ce que je suis tenté de faire tous les jours. Tue-moi !

Et le forcené se roulait sur le lit avec des cris, avec des grincements, de l'écume aux lèvres et mille symptômes de frénésie, avec des coups qu'il se portait lui-même dans sa fureur, près de cette femme éperdue qui lui prodiguait les caresses les plus tendres et les supplications les plus pathétiques. Enfin elle le dompta. La miséricorde avait sans doute remplacé l'amour ; mais ce n'était pas assez pour cet

homme devenu si repoussant, et dont les passions avaient encore tant d'énergie. Un long abattement fut la suite de cette scène qui pétrifia le créole. Il frémit, et ne sut à qui s'adresser pour soustraire la malheureuse à ce supplice. Cette scène, évidemment, devait se renouveler tous les jours ; car, dans les spasmes qui la suivirent, madame de M. recourut à des fioles préparées par elle, à dessein de rendre un peu de calme à son bourreau. Le créole, à Paris, représentait à lui seul, pour le moment, la famille de M. de M. ; peut-être deviendrait-il dangereux de risquer une démarche. C'est dans ce cas surtout que l'on pourrait maudire la lenteur des formes juridiques et de l'insouciance des lois que rien ne ferait sortir de leurs allures compassées, parce que, après tout, il ne s'agissait que d'une femme, l'être que le législateur entoure le moins de garanties. Une lettre de cachet, une mesure arbitraire auraient seules prévenu des malheurs que le témoin de ces rages prévoyait trop. Il résolut pourtant à risquer le tout pour le tout, sauf à prendre les suites à son compte, sa fortune le mettant à même de faire d'énormes sacrifices, et de ne pas craindre la responsabilité de toutes les audaces. Déjà des médecins de ses amis, déterminés comme lui-même, préparaient une irruption dans la maison de M. de M. pour constater ces moments de délire et séparer de vive force les deux époux, [144] lorsque l'événement du suicide, en éclatant, justifia des prévisions tardives et trancha la difficulté.

Certes, pour quiconque ne borne pas tout l'esprit des mots à leur lettre, ce suicide était un assassinat ; mais il était aussi le résultat d'un vertige extraordinaire de jalousie.

[Le jaloux a besoin d'un esclave ; le jaloux peut aimer, mais son amour n'est qu'un luxe de sentiment : le *jaloux est avant tout un propriétaire privé*.]

Je parvins, sinon à rendre la paix au créole, du moins à l'empêcher de faire un éclat inutile et dangereux. Dangereux surtout pour la mémoire de celle qu'il aimait, car les désœuvrés auraient accusé la victime d'une liaison adultère avec le frère de son mari. Je fus témoin de l'enterrement. Personne ne sut, sinon le frère et moi, la vérité de cette triste affaire. J'entendis murmurer autour de moi des ignominies sur ce suicide, et je les méprisai. On rougit de l'opinion publique lorsqu'on la voit de près, avec ses lâches acharnements et ses sales conjectures.

Peu de semaines au reste s'écoulaient sans m'apporter des révélations de ce genre

Dans la même année, j'enregistrai des conventions amoureuses, causées par le refus de parents, terminées par un double coup de pistolet.

Je notai pareillement des suicides d'hommes du monde, réduits à l'impuissance à la fleur de l'âge, et que l'abus des plaisirs avait plongés dans une insurmontable mélancolie.

Beaucoup de gens mettent fin à leurs jours sous l'empire de l'obsession que la médecine, après les avoir inutilement tourmentés par des prescriptions ruineuses, est impuissante à les délivrer de leurs maux.

On ferait un curieux recueil, aussi, des citations d'auteurs célèbres et des pièces de vers écrites par les désespérés qui se piquent d'un certain faste dans les préparatifs de leur mort. Pendant le moment d'étrange sang-froid qui succède à la résolution de mourir, une sorte d'inspiration contagieuse s'exhale de ces âmes et déborde sur le papier, même au sein des classes les plus dépourvues d'éducation. En se recueillant devant le sacrifice dont elles sondent la profondeur, toute leur puissance se résume pour s'épancher dans une expression chaude et caractéristique.

Quelques-unes des pièces de vers qui sont enfouies dans les archives sont des chefs-d'œuvre. Un lourd bourgeois qui met son âme dans le trafic et son Dieu dans le commerce peut trouver tout cela très romanesque, et réfuter [145] par des ricanements des douleurs dont il n'a pas l'intelligence : son dédain ne nous étonne pas. [Qu'attendre d'autre de ces usuriers qui ne se doutent même pas qu'heure par heure, pièce par pièce, ils se nourrissent directement de chair humaine !] Mais que dire des bonnes gens qui font les dévots, et qui répètent ces grossièretés ?

Sans doute, il est d'une haute importance que les pauvres diables supportent la vie, ne fût-ce que dans l'intérêt des classes privilégiées de ce monde que le suicide universel de la « canaille » ruinerait ; mais n'y aurait-il pas d'autre moyen de faire supporter l'existence à cette canaille que les avanies, les ricanements et les belles paroles ? D'ailleurs il doit exister quelque noblesse d'âme dans ces sortes de gueux qui, décidés qu'ils sont à la mort, se frappent sans chercher d'autres ressources, et ne prennent pas le chemin du suicide par le détour de l'échafaud ! il est exact que *plus avance notre époque mercantile* [130], plus rares tendent à devenir ces suicides

130 Marx corrige ici Peuchet. Celui-ci écrit en effet « dans les époques d'incrédulité ». Les statistiques ont effectivement confirmé le pronostic de Marx : la société « civilisée » dis-

généreux de la misère ; l'hostilité se dessine, et le misérable court franchement les chances du vol et de l'assassinat. On obtient plus facilement la peine capitale que du travail.

Je n'ai remarqué dans la fouille des archives de la police qu'un seul symptôme de lâcheté bien manifeste sur la liste des suicides. Il s'agissait d'un jeune Américain, Wilfrid Ramsay, qui se donna la mort pour ne pas se battre en duel.

La classification des diverses causes de suicide serait *la classification même des vices de la société.* On s'est suicidé par la spoliation d'une découverte par des intrigants, à l'occasion de laquelle l'inventeur, plongé dans la plus affreuse détresse par suite des recherches savantes auxquelles il avait dû se livrer, ne pouvait même prendre un brevet. On s'est tué pour éviter les frais énormes et l'humiliation des poursuites dans les embarras pécuniaires ; si fréquents, du reste, que les hommes chargés de la régie des intérêts [146] généraux ne s'en inquiètent pas le moins du monde. On s'est tué faute de pouvoir se procurer du travail, après avoir longtemps gémi sous les avanies et l'avarice de ceux qui en sont, au milieu de nous, les distributeurs arbitraires.

Un médecin vint me consulter un jour sur une mort dont il s'accusait [131].

Un soir, à Belleville, où il demeurait, en rentrant par une petite ruelle au fond de laquelle était sa porte, il fut arrêté dans l'ombre par une femme enveloppée dont il ne vit pas la figure, et qui le supplia d'une voix tremblante de l'écouter. À quelque distance, une personne dont il ne discerna pas davantage les traits, se promenait de long en large. Il comprit qu'un cavalier protégeait la démarche de cette dame.

- Monsieur, lui dit-elle, je suis enceinte, et si cela se découvre je suis déshonorée. Ma famille, l'opinion du monde, les gens d'honneur ne me le pardonnent pas. La femme dont j'ai trompé la confiance et l'estime en deviendrait folle, et romprait

pose de mille moyens pour avilir l'homme, qui préfère le plus souvent participer à la crapulerie générale, dont les classes bourgeoises et mercantiles infectent la société et s'en « tirer » comme un voyou, plutôt que de devenir une victime. Les grandes villes - New York, par exemple - en sont l'illustration la plus frappante.

131 Marx est plus bref et plus catégorique. Peuchet pour sa part écrit : « Un médecin vint me consulter un jour sur une mort, dont je lui conseillai (ce qu'il fit) de laisser les causes dans l'ombre, quoiqu'il jugeât nécessaire de soumettre la question qu'une mort pareille soulève trop souvent à l'examen des hommes de cœur et de tête. Il s'en accusait, et je laisse aux consciences délicates à déterminer si cet homme était réellement coupable. Ses scrupules m'occupèrent et m'en donnèrent. »

infailliblement avec son mari. Je ne plaide pas ma cause. Je suis au milieu d'un scandale que ma mort seule empêcherait d'éclater. Je voulais me tuer, on veut que je vive. On m'a dit que vous étiez pitoyable, et cela même m'a persuadé que vous ne seriez pas le complice d'un assassinat sur un enfant, quoique cet enfant ne soit pas encore au monde. Vous voyez qu'il s'agit d'un avortement. Je ne m'abaisserai pas jusqu'à la prière, jusqu'à déguiser ce qui me semble le plus abominable des crimes. J'ai cédé seulement à des supplications en me présentant à vous, car je saurai mourir. J'appelle la mort, et pour cela je n'ai besoin de personne. On fait semblant de se plaire à arroser un jardin ; on met pour cela des sabots ; on choisit un endroit glissant où l'on va puiser tous les jours, on s'arrange pour disparaître dans le bassin de la source ; et les gens disent que c'est un malheur. J'ai tout prévu, monsieur. Je voudrais que ce fût demain, j'irais de tout mon cœur. Tout est préparé pour qu'il en soit [147] ainsi. On m'a dit de vous le dire, je vous le dis. C'est à vous de décider s'il y aura deux meurtres ou s'il n'y en aura qu'un. Puisque l'on a obtenu de ma lâcheté le serment que je me soumettrais sans réserve à ce que vous déciderez, prononcez !

Cette alternative, continua le docteur, m'effraya. La voix de cette femme avait un timbre pur et harmonieux ; sa main, que je tenais dans la mienne, était fine et délicate. Son désespoir franc et résolu dénotait une âme distinguée. Mais il s'agissait d'un point sur lequel en effet je me sentais frémir ; quoique dans mille cas, dans les accouchements difficiles, par exemple, quand la question chirurgicale se complique entre le salut de la mère et celui de l'enfant, la politique ou l'humanité tranchent sans scrupule à leur gré sur ces graves questions.

- Fuyez à l'étranger, lui dis-je.

- Impossible, me dit-elle d'un ton bref ; il n'y faut pas songer.

- Prenez des précautions habiles.

- Je n'en puis prendre ; je dors dans la même alcôve que la femme dont j'ai trahi l'amitié.

- Vous êtes sa parente ?

- Je ne dois plus vous répondre.

J'aurais donné le plus pur de mon sang pour éviter à cette femme le suicide ou le crime, ou pour qu'elle pût sortir de ce conflit sans avoir besoin de moi. Je m'ac-

cusais de barbarie en reculant devant la complicité d'un meurtre. La lutte fut affreuse. Puis un démon me suggéra qu'on ne se tuait pas pour vouloir mourir ; qu'en ôtant aux gens compromis la puissance de faire le mal, on les forçait à se résigner à leurs fautes. Je devinais du luxe dans les broderies qui se jouaient sous ses doigts, et les ressources qu'offre la fortune dans la diction élégante de son discours. On croit devoir moins de pitié aux riches ; ma conscience se révoltait contre l'idée d'une séduction récompensée au poids de l'or, quoiqu'on n'eût pas touché ce chapitre, ce qui était une délicatesse de plus et la preuve qu'on estimait mon vrai caractère ; je refusai ; mais le refus une fois parti, j'aurais voulu pouvoir le reprendre. La femme s'éloigna rapidement. L'incertitude s'empara de moi et me retint en balance. Le bruit d'un cabriolet m'apprit que je ne pouvais réparer ce que je venais de faire.

Quinze jours après, les papiers publics m'apportaient la solution de cet effroyable doute. La jeune nièce d'un banquier **[**148] de Paris, âgée de dix-huit ans, pupille chérie de sa tante, qui ne la perdait pas de vue depuis la mort de sa mère, s'était laissée glisser dans une source de la propriété de ses tuteurs, à Villemomble. Ses tuteurs furent inconsolables ; la qualité d'oncle excusa sans doute les larmes amères de son séducteur. Mais, moi, j'avais tué la mère en voulant épargner l'enfant. »

Faute de mieux, on le voit, le suicide est le recours suprême *contre les maux de la vie privée.*

Parmi les causes des suicides, j'ai compté trop souvent les destitutions de places, les refus de travaux, l'abaissement subit des salaires par suite de quoi des femmes se trouvaient au-dessous des nécessités de leur entretien, d'autant que la plupart vivent au jour le jour, et qu'en général peu de gens sont au niveau de leur revenu.

À l'époque où, dans la maison du roi, l'on réduisit les gardes de la prévôté de l'Hôtel, un brave homme fut licencié, comme tout le reste, et sans plus de cérémonies. Son âge et son peu de protection ne lui permirent pas de se replacer dans le militaire ; l'industrie était fermée à son ignorance. Il essaya d'entrer dans l'administration civile ; les prétendants, nombreux là comme ailleurs, lui fermèrent cette voie. Il prit un chagrin noir et se suicida. On trouva sur lui une lettre et des renseignements. Sa femme était une pauvre couturière ; ses deux filles, âgées de seize à

dix-huit ans, travaillaient avec elle. Tarnau disait « que, ne pouvant plus être utile à sa famille, et qu'obligé de vivre à la charge de sa femme et de ses enfants, vivant à peine du travail de leurs mains, il avait cru devoir s'ôter la vie pour les soulager de ce surcroît de fardeau ; qu'il recommandait ses enfants à madame la duchesse d'Angoulême ; qu'il espérait de la bonté de cette princesse qu'on aurait pitié de tant de misère.

Je fis un rapport à M. le préfet de police Anglès. On remit une note au vicomte de Montmorency, chevalier d'honneur de Son Altesse Royale ; Madame donna des ordres pour qu'une somme de 600 francs fût remise à la famille du malheureux Tarnau.

Triste ressource sans doute, après une semblable perte mais comment exiger que la famille royale se charge de tous les malheureux, lorsque, tout compte fait, la France, telle qu'elle est, ne pourrait les nourrir. La charité des riches n'y suffirait pas, quand même toute notre nation serait religieuse, ce qui est loin d'être. *Le suicide élimine le plus* [149] *fort de la difficulté ; l'échafaud, le reste. C'est à la refonte de notre système général d'agriculture et d'industrie qu'il faut demander des revenus et des richesses.*

On peut facilement proclamer, sur le parchemin des constitutions, le droit de chaque citoyen à l'éducation, au travail, et surtout au minimum, de subsistances. Mais ce n'est pas tout que d'écrire ces souhaits généraux sur le papier, il reste à féconder ces vues libérales sur notre sol par des institutions matérielles et intelligentes.

La discipline païenne a jeté des créations magnifiques sur la terre ; la liberté moderne sera-t-elle au-dessous de sa rivale ? Qui donc viendra souder ensemble ces deux magnifiques éléments de puissance ? Voilà ce qu'écrit Peuchet.

Il ressort d'un des tableaux statistiques établis par Peuchet qu'il y a eu 2 808 suicides à Paris de 1817 à 1824 (inclus). Ce chiffre est naturellement plus important dans la réalité. Notamment celui des noyés, dont le cadavre est exposé à la morgue, car on ne sait que très rarement s'il y a eu suicide ou non.

ÉTAT DU NOMBRE DES INDIVIDUS QUI SE SONT SUICIDÉS À PARIS ET DANS LA BANLIEUE PENDANT L'ANNÉE 1824

Le nombre total en a été	**371**
au premier semestre	198
au second semestre	173
dont	
ont survécu	125
n'ont pas survécu	246
de sexe masculin	239
de sexe féminin	132
mariés	164
célibataires	207
Genre de mort	
chutes graves volontaires	47
strangulation	38
instruments tranchants, piquants, etc.	40
armes à feu	42
empoisonnements	28
asphyxies	61
noyades volontaires	115

[150]

Motifs	
passions amoureuses, querelles et chagrins familiaux	71
maladie, dégoût de la vie, faiblesse d'esprit	128
mauvaise conduite, jeu, loterie, crainte de reproches ou de punition	53
misère, indigence, perte d'emploi, dérangement d'affaires	59
motifs inconnus	60

[150]

LES UTOPISTES
Troisième partie.
Individualisme parasitaire et homme social.

NOTES AUX «ÉLÉMENTS D'ÉCONOMIE POLITIQUE» DE JAMES MILL

Retour à la table des matières

Le système du crédit, dont la forme la plus achevée est le *système bancaire*, éveille l'impression que la puissance matérielle d'autrui est brisée, que le rapport d'auto aliénation est aboli et que l'homme renoue des rapports humains avec autrui [132]. Mystifiés par cette apparence, les saint-simoniens considèrent le développement de l'argent, des lettres de change, des billets de banque - les représentants en papier de l'argent -, le crédit et le système bancaire comme une abolition progressive de la séparation de l'homme et des objets, du capital et du travail, de la propriété privée et de l'argent, de l'homme et de l'argent, de l'homme et de l'homme. Leur idéal est donc le système bancaire.

---

132 Cf. *Notes critiques* de Marx relatives à l'ouvrage de James Mill, *Éléments d'économie*, trad. par J.T. Parisot, Paris, 1823. Dès 1844, Marx a lu ce livre et en a tiré de larges extraits, qui lui ont inspiré des commentaires - véritables réponses communistes à l'économie politique bourgeoise, dont nous reproduisons les plus caractéristiques ci-après. Ces commentaires sont d'une lecture difficile, les extraits, très denses, car ils sont conçus presque pour le propre usage de Marx et son auto clarification. De manière scientifique, sur la base des lois de l'économie politique, Marx passe à la description des rapports individuels et sociaux - les deux coïncident dans la société communiste - pour donner à l'individu une plénitude et une consistance universelles grâce à l'appropriation de toutes les acquisitions historiques, scientifiques et productives de l'humanité passée et présente, dès lors que l'individu est devenu un *être social*.

En réalité, cette suppression de l'aliénation, le retour de l'homme à lui-même, et donc aux autres, n'est qu'illusion. C'est une aliénation et une déshumanisation d'autant plus [151] infâmes et plus extrêmes que leur objet n'est plus la marchandise, le métal, le papier, mais la vie morale, sociale, l'intimité et le cœur de l'homme. Sous l'apparence de la confiance en l'homme, elle est la défiance suprême et l'aliénation totale...

Le *système du crédit* trouve enfin son achèvement dans le *système bancaire.* La création du banquier, le pouvoir des banques sur l'État, la concentration de la fortune entre les mains des banquiers, cet *aéropage* économique de la nation, voilà le digne couronnement du *système monétaire.* Dans le système du crédit, *on évalue la moralité d'un homme,* comme on fait *confiance à l'État,* etc. D'où la forme du *crédit.* Mais alors le mystère qui se cache sous le mensonge de cette reconnaissance morale, l'infamie immorale de cette morale, tout comme l'hypocrisie et l'égoïsme de cette confiance en l'État éclatent au grand jour et apparaissent pour ce qu'ils sont dans la réalité.

L'échange de l'activité humaine dans la production elle-même, ainsi que l'échange des produits humains entre eux, s'identifient à l'activité et à la jouissance de l'espèce, dont l'existence consciente et véritable est activité et jouissance *sociales* [133]. L'être humain étant la véritable *communauté* des hommes, ceux-ci doivent produire, par l'activité de leur être, *l'organisation collective* humaine - l'être social qui n'est pas une puissance abstraitement générale en face de l'individu isolé, mais l'être de chaque individu, sa propre activité, sa propre vie, sa propre jouissance et sa propre richesse.

L'*être collectif* réel ne naît donc pas de la réflexion, mais apparaît comme le produit du besoin et de l'égoïsme des individus. C'est dire qu'il est produit directement par l'activité de leur existence. Il ne dépend pas de l'homme que cet *être collectif* existe ou non : tant que l'homme ne se reconnaîtra pas comme tel et n'aura pas organisé le monde humainement, cet être collectif aura une forme aliénée, car son sujet - l'homme - est lui-même un être aliéné. Les hommes y sont cet être,

133 Après cette brève critique du crédit qui définit éloquemment la forme capitaliste des rapports humains et de la communauté, soit le métabolisme social ou les échanges, Marx passe sans aucune transition - celle-ci se trouve en détail dans ses œuvres économiques, notamment dans *Le Capital* - aux définitions correspondantes de la société future qui émerge du sein de la société capitaliste développée.

non pas dans l'abstraction, mais [152] en tant qu'individus particuliers, vivants et réels : tels individus, telle communauté.

Dire que l'*homme* s'aliène lui-même, c'est dire que la société de cet homme aliéné est une caricature de son être collectif ou de sa communauté véritable, de sa vraie vie de l'espèce. C'est dire que son activité lui apparaît comme un tourment, ses propres produits comme des puissances étrangères, sa richesse comme pauvreté, le lien naturel qui le rattache à autrui comme un lien arbitraire, la séparation d'avec les autres hommes comme son existence réelle. C'est dire que sa vie est sacrifice de sa vie, que la réalisation de son être est la déréalisation de sa vie, que sa production est production de son néant, que son pouvoir sur l'objet devient pouvoir de l'objet sur lui et qu'au lieu d'être le maître de sa production, il en est l'esclave.

Présentement, l'économie politique conçoit - sous le rapport de l'échange et du commerce - la communauté humaine ou l'être humain en activité, les deux se complétant pour donner lieu à une vie de l'espèce et de l'homme bien réelle. La société - dit Destutt de Tracy - est une série d'*échanges réciproques.* Elle est précisément ce mouvement d'intégration mutuelle. La société - dit Adam Smith - est une *société de commerce.* Chacun de ses membres est mercantile.

On le voit : l'économie politique retient la forme aliénée de l'échange social comme la détermination humaine *essentielle* et *originelle,* voire la destination de l'homme.

L'économie politique - au reste comme le mouvement de la réalité - part du rapport de l'*homme à l'homme* sous forme de rapport de *propriétaire privé à propriétaire privé*. Dès lors que l'homme est posé comme *propriétaire privé* - c'est-à-dire comme possesseur exclusif qui, au travers de sa possession exclusive, affirme sa personnalité et se distingue d'autrui comme il se rapporte à lui-même -, la propriété privée devient son mode d'existence personnelle, caractéristique, donc essentielle. Cela étant, la perte ou la cession de la propriété privée devient aliénation de l'homme en même temps que de la propriété privée elle-même.

Nous ne retiendrons ici que ce dernier point : si je cède ma propriété privée à un autre, elle cesse d'être mienne pour devenir une chose indépendante de moi, située en dehors de ma sphère, une chose extérieure à moi. En d'autres termes, j'*aliène* ma propriété privée : par rapport à moi, je [153] la pose comme propriété

qui m'est extérieure ; qui plus est, je la pose comme chose aliénée en général rien qu'en aliénant mon simple rapport avec elle. En supprimant simplement mon rapport personnel à elle, je la restitue proprement aux puissances élémentaires de la nature. En même temps qu'elle cesse d'être ma propriété privée et qu'elle entre avec autrui dans le rapport qu'elle avait avec moi en devenant sa propriété, elle devient propriété aliénée sans cesser d'être pour autant propriété privée.

Abstraction faite du cas de la *violence*, qu'est-ce qui peut bien me pousser à aliéner *ma* propriété à autrui ? L'économie politique répond fort justement : la *nécessité*, le *besoin*. Autrui est, lui aussi, propriétaire privé ; or il possède un autre objet, qui me fait défaut et dont je ne peux ou ne veux me priver - un objet qui me parait nécessaire pour compléter mon existence et réaliser mon être.

Le *lien* qui unit entre eux les deux propriétaires privés est la nature spécifique des objets qui forment la matière de leur propriété privée. Le désir qu'ils ont de ces objets, c'est-à-dire le besoin qu'ils en éprouvent, montre à chacun de ces propriétaires privés et leur fait prendre conscience qu'en dehors de la propriété privée il existe encore un autre rapport *fondamental aux* objets, que chacun n'est pas l'être particulier pour lequel il se prend lui-même, mais qu'il est un être total, dont les besoins sont en relation avec l'objet de la propriété, donc aussi avec les productions du travail d'autrui. En effet, le besoin que j'ai d'une chose est la preuve évidente, irréfutable, que la chose appartient à mon être, que l'existence de cet objet pour moi, que sa propriété sont la propriété et la particularité de mon être. En somme, les deux propriétaires sont poussés à renoncer à leur propriété privée d'une manière qui confirme encore la propriété privée, sans abandonner celle-ci à l'intérieur de son propre système. Chacun aliène donc à l'autre une partie de sa propriété.

Le rapport social des deux propriétaires est donc la *réciprocité de l'aliénation. La* relation d'aliénation est posée de part et d'autre en tant que rapport de deux propriétaires, alors que, dans la propriété privée simple, l'aliénation ne se produit que par rapport à soi, unilatéralement.

L'échange ou le *commerce entre équivalent* est donc l'acte social, l'être collectif, la société, les relations sociales et l'intégration des hommes au sein de la propriété privée, en d'autres termes, c'est l'acte de l'espèce rendu extérieur, [154]

aliéné. C'est pourquoi il a la forme de l'échange entre équivalent, et il est à l'opposé d'une relation sociale.

Par l'aliénation réciproque, l'un dépouille l'autre de sa propriété : la propriété privée tombe, elle-même, sous la sphère de l'aliénation. En effet, premièrement, elle a cessé d'être le produit du travail, la personnification exclusive et caractéristique de son possesseur, puisque celui-ci l'a aliénée ; elle a quitté le possesseur, dont elle était le produit, en vue d'acquérir une importance personnelle pour celui dont elle n'est pas le produit [134]. Elle a perdu sa signification personnelle pour son possesseur. Deuxièmement, elle se rapporte désormais à une autre propriété privée, étant posée comme son équivalent. En se substituant à une autre propriété de nature différente, elle est remplacée elle-même par une autre propriété privée, tout aussi différente. En somme, des deux côtés, la propriété privée apparaît comme le représentant d'une propriété de nature différente, comme l'équivalent d'un autre produit naturel. Les deux termes se rapportent l'un à l'autre de façon que chacun représente l'existence de l'autre, les deux se rapportant l'un à l'autre comme des substituts d'eux-mêmes et de l'autre. L'existence de la propriété privée en tant que telle est donc devenue un substitut, un *équivalent. Au* lieu de son unité immédiate avec elle-même, elle n'est plus qu'une relation à quelque chose d'autre. En tant qu'équivalent, son existence n'est plus tournée vers elle-même : elle est devenue valeur et, de manière directe, valeur *d'échange.* Son existence en tant que valeur se distingue de son existence immédiate : c'est un élément étranger, qui s'ajoute à sa nature spécifique, une existence *relative de* sa nature.

Nous analyserons ailleurs comment cette valeur se détermine dans le détail et comment elle se transforme en prix.

Sur la base de l'échange, le travail devient une *source de revenu immédiate*, travail lucratif. Ce rapport du travail aliéné atteint son point culminant, lorsque 1. d'un côté le *travail lucratif*, le produit du travail, n'a plus de rapport direct avec le besoin et le but du travail : il est imposé au travailleur par des combinaisons sociales étrangères ; 2. de [155] l'autre côté, celui qui *achète* le produit ne le crée plus lui-même, mais échange ce que l'autre a créé.

---

134 Dans la société communiste, cette contradiction se résout du fait que les producteurs associés décident à l'avance, consciemment, d'après un plan collectif des produits qui devront être créés, d'après leurs besoins, qui sont la condition préalable de la production.

Dans cette forme grossière de la propriété privée aliénée, le troc, chacun des deux propriétaires a créé les objets sous l'impulsion directe du besoin, de ses aptitudes et des matières naturelles existantes. C'est pourquoi chacun n'échange avec l'autre que l'excédent de sa production. Certes, le travail était sa source immédiate de *subsistance,* mais c'était en même temps l'affirmation de son *existence individuelle.* Par l'échange, son *travail* est devenu en partie une *source d'acquisition* des choses. Son but et sa nature ont changé. Le produit devient *valeur*, *valeur d'échange*, *équivalent,* il n'est plus créé pour sa relation personnelle immédiate avec le producteur. Plus la production et les besoins se diversifient, plus les travaux du producteur deviennent uniformes et tombent dans la catégorie du travail lucratif, voire à la fin n'ont plus que cette signification-là. C'est alors de manière tout à fait accidentelle et inessentielle que le producteur se trouve vis-à-vis de son produit dans un rapport de jouissance immédiate et de besoin personnel. Peu importe alors que l'activité, l'action du travail, soit pour lui une jouissance de sa personnalité et une réalisation de ses dons naturels et de ses fins spirituelles.

Le *travail lucratif* implique : 1. l'aliénation et la contingence du sujet du travail ; 2. l'aliénation et la contingence du travail vis-à-vis de son objet ; 3. la détermination du travailleur par les besoins sociaux [135] qui lui sont cependant étrangers et sont une contrainte pour lui, mais auxquels il se soumet par besoin égo1iste et par nécessité ; bref, le travail n'a plus pour signification que d'être une source de satisfaction de ses besoins les plus élémentaires, et il n'est plus que l'esclave des besoins de la société ; 4. le maintien de l'existence individuelle du travailleur comme but de son activité, son activité réelle ne lui apparaissent plus que comme un moyen : sa vie n'est plus alors qu'activité pour gagner ses moyens de subsistance.

[156]

En conséquence : plus la puissance sociale paraît grande et organisée sous le régime de la propriété, plus l'homme devient égoïste, asocial et étranger à sa propre nature humaine.

135 Sous un langage apparemment philosophique, Marx décrit en réalité le devenir essentiellement économique de l'humanité, depuis ses premières formes de production jusqu'à la solution sociale et humaine du communisme supérieur de ces formes si longtemps contradictoires et antagoniques. C'est le langage « philosophique » qui permet le mieux, avec des catégories générales de rendre compte de l'évolution et des changements des formes fondamentales.

Lorsque l'échange mutuel des produits de l'*activité humaine* prend la forme du *troc* et du *trafic,* la complémentarité mutuelle et l'échange de l'activité apparaissent comme *division du travail,* qui fait de l'homme un être abstrait, un touret, etc., le réduisant physiquement et intellectuellement en avorton.

Si 1'*unité* du travail humain n'apparaît plus que sous l'aspect de la *division,* c'est précisément parce que l'être social ne parvient à l'existence qu'au travers de son contraire, sous la forme de l'aliénation : la *division du travail* croît en même temps que la civilisation.

Sous le régime de la division du travail, le produit, la matière de la propriété privée, prend de plus en plus le sens d'un *équivalent* pour tous, et comme chacun n'échange plus simplement son *excédent,* mais un objet qu'il a produit dans l'*indifférence* complète, il ne l'échange plus directement contre un produit dont il a besoin. L'équivalent en tant que tel prend une existence dans l'*argent,* qui est désormais le résultat immédiat du travail lucratif, et le *médiateur* de l'échange. (Voir plus haut.)

La domination totale de l'objet aliéné sur l'homme s'incarne dans l'*argent,* qui représente l'indifférence totale vis-à-vis de la nature spécifique de la propriété privée, comme vis-à-vis de la personnalité du propriétaire privé. Ce n'est plus désormais la domination d'une personne sur l'autre, mais la domination universelle de l'*objet* sur la personne, du produit sur le producteur [136]. *L'argent* est l'existence *sensible* et objectivée de cette *aliénation,* comme la détermination de *l'aliénation* de la propriété privée se trouvait déjà dans *l'équivalent,* la valeur.

On comprend dès lors que l'économie politique ne pouvait concevoir toute cette évolution que comme un simple fait, produit d'une misère contingente.

La séparation du travail d'avec lui-même équivaut donc [157] à la séparation du travail et du capitaliste, dont la forme primitive est la *propriété foncière,* qui se scinde ensuite en propriété *mobilière...* La détermination initiale de la propriété privée est le monopole : dès qu'elle se donne donc une constitution politique, c'est celle du monopole. Le monopole achevé demeure néanmoins la concurrence.

136 Dans l'analyse de l'immense cours historique, qui va du communisme primitif, en passant par les sociétés de classe successives, jusqu'au communisme supérieur, la domination d'une personne sur l'autre (servage) correspond au mode féodal, patriarcal, tandis que la domination du produit sur le travailleur correspond au mode capitaliste.

Pour l'économiste, la *production* est séparée de la *consommation*, et l'*échange* ou *distribution* fait fonction d'intermédiaire entre l'une et l'autre. La séparation de la production d'avec la consommation, de l'activité d'avec l'intelligence chez les différents individus, comme chez le même individu, correspond à la *division du travail*, à la séparation du travail d'avec son *objet* et d'avec lui-même en tant qu'esprit. La *distribution* est la puissance en action de la propriété privée.

La séparation respective du travail, du capital et de la propriété foncière, de même que la séparation du travail d'avec le travail, du capital d'avec le capital et de la propriété foncière de la propriété foncière, enfin la séparation du travail d'avec le salaire, du capital d'avec le profit, et du profit d'avec l'intérêt, et enfin de la propriété foncière d'avec la rente foncière, toutes ces séparations font apparaître l'aliénation de soi aussi bien sous la forme de l'auto-aliénation que sous celle de l'aliénation réciproque, de tous par rapport à tous [137]. [...]

Mill a analysé ici, avec son acuité, sa clarté et son cynisme habituels, l'échange qui s'opère sur la base de la propriété privée.

L'homme ne *produit* que pour *avoir* - et telle est la présupposition fondamentale de la propriété privée. Le but de la production, c'est la *possession*. Or la production n'a pas seulement ce but d'utilité, elle a encore un but d'intérêt égoïste [138] : l'homme ne produit que pour *posséder* pour lui-même ; l'objet de sa production est la matérialisation de son [158] besoin *immédiat*, égoïste. L'homme qui vit pour soi - dans l'état sauvage, barbare - trouve donc la mesure de sa production dans l'*ampleur* de son besoin immédiat, dont le contenu *immédiat* est l'objet produit lui-même.

Dans cet état, l'homme ne produit donc pas plus qu'il ne lui en faut dans l'immédiat. La limite de son *besoin* forme la limite même de sa *production* : l'offre et la demande se couvrent donc exactement, sa production étant mesurée à ses besoins. Dans ce cas, il n'y a pas d'échanges ; celui-ci se réduit à l'échange de son

137 Marx reproduit ensuite trois pages d'extraits de J. Mill (*Éléments d'économie politique*, p. 137, 138, 142, 146, 149, 175, 177, 215, 237, 242, 244, 246, 252-253) avant de reprendre le commentaire.

138 Nous traduisons imparfaitement le terme allemand *Eigennutz* par intérêt *égoïste*. Le substantif allemand signifie plutôt utilisé pour soi dans son intérêt. Le terme français a un sens trop étroitement moral, tandis que le terme allemand fait place à la notion anglaise (capitaliste) d'utilitarisme, théorisée par Bentham, par exemple.

travail contre le produit de son travail, et ce troc est la forme latente, le germe du véritable échange.

Dès qu'il y a échange, il y a production d'excédent au-delà de la limite immédiate de ce que l'on possède. Cependant cette production excédentaire ne dépasse pas les besoins propres. Ce n'est guère qu'une manière indirecte, médiate, de satisfaire un besoin qui ne peut être satisfait directement dans la production déterminée, mais trouve sa matérialisation dans la production d'un autre. Dès lors, la production est devenue une *source d'acquisition* et le travail un moyen de subsistance, travail lucratif. Alors que dans le premier cas le besoin est la mesure de la production, dans le second la production ou plutôt la *possession du produit* devient la mesure d'après laquelle les besoins peuvent être satisfaits.

J'ai produit pour moi et non pour toi [139], tout comme tu as produit pour toi, et non pour moi. Le résultat de ma production n'a pas plus de rapport en soi et pour soi avec toi, que le résultat de ta production n'en a avec moi. En d'autres termes, notre production n'est pas une production [159] de l'homme pour l'homme en tant qu'homme, autrement dit ce n'est pas une production *sociale.*

Aucun de nous n'a - en tant qu'humain - un rapport de jouissance au produit d'autrui. Nous n'existons pas en tant qu'humains pour nos productions réciproques. Cet échange auquel nous procédons ne peut donc être le mouvement médiateur qui confirmerait que mon produit t'est destiné, parce qu'il est une matérialisation de ton propre être, de ton besoin. En effet, ce n'est pas l'*être humain* qui relie nos productions l'une à l'autre. L'échange ne peut cependant que mettre en œuvre et confirmer la *relation réelle* de chacun de nous vis-à-vis de son propre produit, et donc aussi vis-à-vis de la production de l'autre : chacun de nous ne voit dans son produit que la matérialisation de son propre intérêt égoïste, autrement dit, il ne voit dans le produit d'autrui qu'un intérêt égoïste différent du sien, indépendant de lui, un intérêt matériel qui lui est étranger.

---

139 Il peut sembler paradoxal que ce véritable manifeste contre l'individualisme des sociétés de la propriété privée se traduise par un dialogue entre les personnages MOI et TOI. La cause en est que Mill suit la méthode d'exposition bourgeoise de l'économie politique, qui part non pas de la méthode historique de développement des modes de production successifs, mais de catégories (éternellement bourgeoises), telles que l'échange, l'argent, le travail, le capital, l'homme, sous sa forme individuelle de TOI et de MOI. Dans sa critique de l'économie politique de Mill, Marx s'empare de la construction bourgeoise telle qu'elle est pour lui opposer ensuite les rapports de la société communiste, en donnant à toutes ces catégories un sens historique.

En tant qu’homme tu as certes un rapport humain à mon produit : tu as besoin de mon produit, qui est donc pour toi un objet de désir et de volonté. Cependant, ton besoin, ton désir et ta volonté sont impuissants en face de mon produit. En d'autres termes : ton être *humain,* qui est nécessairement en relation profonde avec la production humaine, n'est pas ta *puissance*, ta propriété sur cette production, car ta *particularité* et la puissance de l'être humain ne sont pas reconnues dans ma production. Elles sont plutôt les *liens* qui te rendent dépendants de moi, parce qu'elles te mettent sous la dépendance de mon produit. Loin d'être le *moyen* de te donner de la *puissance* sur ma production, elles sont le moyen de me donner un pouvoir sur toi [140].

[160]

Lorsque je produis *plus* qu'il ne me faut directement, l'*excédent* que je produis est calculé avec subtilité eu égard à ton besoin. Ce n'est qu'en *apparence* que je produis un excédent de cet objet. En vérité, je produis un *autre* objet, l'objet de ta production que je compte échanger contre cet excédent, après avoir accompli cet échange en pensée. Le rapport *social* dans lequel je me tiens vis-à-vis de toi, mon travail pour ton besoin, n'est donc qu'une pure et simple *apparence,* de même que

140 Dans l'analyse historique des formes de production, Marx en est, à ce point, au niveau d'une société mercantile et monétaire de propriétaires des produits de leur propre travail : le membre TOI de cette société ne peut pas simplement étendre la main pour prendre le produit qu'il désire vivement et qui appartient au MOI, car les rapports sociaux et juridiques de cette société l'interdisent, les hommes ne travaillant pas encore en association réglée d'après un plan commun visant à satisfaire les besoins humains.

La mauvaise foi de classe de Mill éclate lorsqu'il présente ces rapports du MOI et du TOI comme le fait de deux volontés libres, égales et complémentaires qui se font face en souriant, alors qu'il s'agit - comme Marx le souligne - de deux actes, fondés sur le besoin et reliés par une puissance inhumaine (dans l'acte d'échange qui se matérialise dans l'argent pour dominer les hommes). Dans ces conditions, ma puissance sur le pain que je possède et qui t'enlèverait la faim devient celle de te laisser mourir. Tu ne peux pas te soustraire à cette puissance que si tu disposes de l'argent que tu fais passer dans mon pouvoir.

Les économistes nous diront que les échanges sont parfaitement libres, justes et égaux, démocratiques, mais c'est précisément dans cette société de libres travailleurs égaux, propriétaires et échangeurs - dans cet échange entre équivalents - que Marx voit le point de départ de l'inégalité, de l'accumulation du capital et de l'expropriation des travailleurs. *(Grundrisse*, 10/18, t. 2, p. 18). La critique du capitalisme commence donc à partir des catégories de l'échange mercantile et monétaire, de la société des échanges entre équivalents avec son signe ÉGAL, rapport que prône, par exemple, Moscou, non seulement dans ses échanges avec l'extérieur, mais encore entre pays dits socialistes et au sein de chacun de ces pays. Or, comme l'explique Marx, ces rapports entre égaux se fondent sur les besoins, donc aussi sur la misère et le dénuement existants, et créent des rapports entre humains qui sont ceux des loups entre eux, avec la libre concurrence et l'émulation universelle, c'est-à-dire la guerre de tous contre tous.

notre complémentarité mutuelle - leur base, c'est le pillage réciproque. L'intention de *voler* et de *piller* se trouve nécessairement à l'arrière-plan, car de ton côté comme du mien notre échange est égoïste. En effet, chaque égoïsme cherche à dépasser l'autre, en s'efforçant de duper l'autre. Certes, la mesure du pouvoir que j'attribue à mon objet au-delà du tien réclame ton *approbation* pour devenir un pouvoir effectif.

Mais notre approbation réciproque du pouvoir respectif de nos objets est une lutte, où le triomphe est assuré à celui qui possède le plus d'énergie, de force, de perspicacité et de ruse. Si la force physique suffit, je te vole directement. Si la force physique n'y peut rien, nous cherchons tous deux à nous faire illusion - et le plus malin prend l'avantage sur l'autre. Peu importe, du point de vue du système [161] dans son ensemble, lequel des deux a l'avantage sur l'autre. La *pensée* et la *volonté* de la duperie se trouvent de part et d'autre ; autrement dit, chacun trompe l'autre dans son propre jugement.

En conséquence, pour les deux parties, l'échange s'effectue nécessairement par le truchement de l'objet de la production et de la possession respectives. À vrai dire, notre besoin réciproque est le rapport idéal avec les objets respectifs de notre production. Cependant, le rapport effectif et vrai, qui s'impose *dans la réalité,* est dû uniquement à la possession réciproque et *exclusive* du produit. Ce qui donne au besoin de mon objet une *valeur,* une *dignité* et un *effet* pour moi, c'est uniquement ton *objet, l'équivalent* de mon objet. Notre produit respectif est donc le *moyen, l'intermédiaire, l'instrument* et le *pouvoir reconnu* de nos besoins les uns vis-à-vis des autres.

Ta *demande* et l'*équivalent de ta possession* signifient donc la même chose, ce sont des termes de valeur égale pour moi, et ta demande n'a de signification - donc un effet - que si cette signification et cet effet se rapportent à moi. Comme simple humain, sans cet instrument, ta demande est pour toi un effort non satisfait, et c'est pour moi un caprice irréel. En tant qu'être humain, tu n'as donc aucun rapport avec mon objet, parce que moi-même je n'ai aucun rapport humain avec toi. Le *moyen,* l'intermédiaire, est la *véritable puissance* sur un objet, et c'est pourquoi nous considérons réciproquement notre produit comme la puissance que chacun de nous possède sur l'autre et sur lui-même. En d'autres termes, notre propre produit s'est dressé subrepticement contre nous : il semblait notre propriété et, en

vérité, nous sommes devenus sa propriété. Nous-mêmes, nous sommes exclus de la véritable propriété, parce que notre *propriété* exclut l'autre homme.

Le seul langage compréhensible que nous puissions parler l'un à l'autre, c'est celui de nos objets dans leur rapport respectif. Nous ne comprendrions pas un langage humain, et il resterait sans effet. Il serait compris et ressenti, d'un côté, comme une demande, une supplication, donc comme une humiliation : exprimé avec honte, avec un sentiment d'avilissement, il serait reçu par l'autre côté comme une impudence ou une folie, et serait repoussé comme telle. Nous sommes à ce point étrangers à la nature humaine que le langage direct de cet être humain nous apparaîtrait comme une *atteinte à la dignité humaine* ; au contraire, le [162] langage aliéné des valeurs objectives semble être le seul digne de l'homme, la dignité justifiée, confiante en soi et consciente de soi.

De fait, à tes yeux, ton produit est un *instrument,* un *moyen* pour t'emparer de mon produit et donc pour satisfaire ton besoin. Mais, à mes yeux, c'est le *but* de notre échange. Tu es avant tout pour moi le moyen et l'instrument pour produire cet objet, qui est un but pour moi, de même qu'inversement tu te trouves dans ce même rapport vis-à-vis de mon objet.

Mais 1. chacun de nous *fait* réellement ce pour quoi il est considéré par l'autre : tu t'es fait véritablement l'objet, l'instrument, le producteur de *ton* propre objet, afin de t'emparer du mien ; 2. ton propre objet n'est pour toi que l'*enveloppe sensible,* la *forme cachée* de mon objet. En effet, si tu le produis, c'est que tu entends acquérir mon objet, et c'est ce qu'il signifie. Tu es devenu, en fait, ton propre moyen, l'instrument de ton objet, dont ton désir est l'*esclave,* et tu as servi d'esclave pour que l'objet de ton désir ne soit plus une aumône à ton désir. Si cet esclavage réciproque vis-à-vis de l'objet qui nous domine apparaît au début de l'évolution sous la forme de la *domination* et de l'*esclavage,* ce n'est là que l'expression sincère et brutale de nos rapports essentiels.

La valeur que chacun de nous possède aux yeux de l'autre est la valeur de nos objets respectifs. En conséquence, l'homme lui-même est pour chacun de nous *dépourvu de toute valeur.*

Supposons maintenant que nous produisions en tant qu'êtres humains. Chacun de nous s'affirmerait doublement dans sa production : soi-même et les autres. 1. Dans ma *production,* je réaliserais mon *individualité,* ma *spécificité ;* en consé-

quence, dans l'activité, j'éprouverais la jouissance d'une manifestation individuelle de ma vie et, dans la contemplation de l'objet j'aurais la joie individuelle d'avoir la confirmation de ma personnalité dans la puissance de l'*objet concrètement tangible et au-dessus de tout doute de mon activité ;* 2. dans ta jouissance quand tu utilises mon produit, j'aurais la jouissance *immédiate* ainsi que la conscience d'avoir satisfait par mon travail un besoin *humain*, en ayant réalisé la nature humaine et donc d'avoir fourni au besoin d'un autre homme l'objet correspondant à sa nature humaine ; 3. j'aurais conscience de servir de [163] *médiateur* entre toi et le genre humain [141], d'être reconnu et ressenti par toi comme un complément à ta propre nature humaine et comme une partie nécessaire de toi-même ; en d'autre termes, je me saurais confirmé dans ta pensée comme dans ton amour [142] ; 4. dans mon activité vitale personnelle, j'aurais directement produit ton activité vitale, autrement dit, dans ma manifestation individuelle, j'aurais réalisé et affirmé directement ma véritable nature, mon être social, la collectivité *(Gemeinwesen).*

Nos productions seraient autant de miroirs où nos êtres rayonneraient les uns vers les autres.

De la sorte, ce rapport serait réciproque, ce qui serait fait de ton côté le serait aussi du mien [143].

---

141 Marx explicite ici - en termes certes « philosophiques », mais parfaitement limpides - de quelle manière l'émancipation de l'humanité tout entière ne peut se réaliser que SUR LA BASE DU TRAVAIL, donc à partir de la production (de la classe ouvrière). En outre, il montre que sur cette base, dans le communisme, le libre épanouissement de chacun est LA CONDITION du libre épanouissement de tous. Ce n'est pas par hasard qu'avant de décrire ces conditions humaines, Marx ait cru devoir écrire que ce langage communiste pouvait être mal compris, voire être pris pour folie par les hommes des sociétés mercantiles et monétaires, car il s'agit bien d'un langage et d'une description d'une communauté humaine nouvelle, radicalement différente de celle d'aujourd'hui.

142 Certes, les personnages MOI et TOI continuent de dialoguer, mais ce ne sont plus des individus privés, mais l'homme social, avec sa communauté, dont il est la condition de l'épanouissement, comme son épanouissement à elle en est la sienne propre. Dans ce mouvement, l'individu privé disparaît, pour devenir un être social.

143 Marx est parti de la critique d'un économiste qui voulait démontrer que la *bilatéralité* de l'échange est une « loi naturelle ». Dans sa puissante déduction, basée sur l'analyse de tout le cours historique de l'humanité, Marx enlève à ce rapport sa caractéristique de juste aller et retour des choses, de ce « donne pour que je fasse », libérant ainsi l'acte productif de la condition mercantile où le producteur travaille pour trouver un acheteur. Marx lui oppose la société communiste, où le producteur travaillera non pour vendre et pour trouver un individu « contractant », mais pour la finalité exposée par Marx dans les quatre points du texte ci-dessus. Tout d'abord le producteur ne trouvera plus de récompense (salaire) dans les produits ou l'argent de l'autre, et le dialogue historique entre le MOI et le TOI ne se dénoue plus par l'assujettissement de l'un des deux, encore moins par leur équilibre dans une

[164]

Considérons les divers moments, qui sont apparus dans notre hypothèse :

Mon travail serait libre activité et manifestation de ma vie, donc *jouissance de la vie.* Dans le régime de la propriété privée, c'est l'aliénation de la vie, car je travaille pour vivre, pour me procurer les moyens de vivre. Mon travail n'*est pas* vie.

En second lieu : la particularité de mon individualité, donc ma vie *individuelle*, serait affirmée dans le travail. Le travail serait donc la *propriété vraie, active* [144]. Sous le régime [165] de la propriété privée, mon individualité est aliénée à un degré tel que cette activité est haïssable et représente pour moi un tourment ou, si l'on veut, n'est que l'apparence d'une activité, donc une activité purement forcée, qui m'est imposée par une nécessité extérieure et contingente, et non par un *besoin et* une *nécessité intérieurs*.

---

société de producteurs libres : une démocratie mercantile ou, si l'on veut, une démocratie populaire. Le dialogue s'achève par la victoire du communisme prolétarien, avec la fusion des deux personnages traditionnels dans la réalité unique de *l'homme social*.

Marx a une vision doctrinale très haute de la société communiste : le producteur ne trouve plus une satisfaction unilatérale dans la consommation du produit d'autrui, échangé contre son propre travail, mais bel et bien dans le fait de produire et d'offrir tout le produit à la société, les hommes recevant d'elle tout ce dont ils ont besoin (Cf. MARX, *Critique du* programme de Gotha).

Contrairement à la vision des utopistes égalitaires, le travailleur ne recevra donc pas le « juste » salaire pour son travail : le salaire, l'argent comme le marché et les échanges entre équivalents sont abolis, ainsi que le fantasme d'une société de libres producteurs autonomes échangeant entre eux leurs produits. Les travailleurs associés coopéreront entre eux sur la base d'un plan de production et de distribution concerté, sans tenir compte des mesquins calculs de rentabilité, mais selon l'urgence des besoins essentiels de l'humanité sur la base existante des forces productives.

144 Le communisme grossier de l'enfant utopiste n'est donc qu'une phase de transition limitée de l'émancipation du travail et de la propriété. Il ne fait que généraliser - dans la dialectique de leur abolition - ces deux rapports à tous les hommes : « Le communisme, sous sa première forme, est une simple généralisation et un parachèvement de ces rapports », en engendrant une communauté "négative", en généralisant par exemple l'envie, la concurrence et la communauté des femmes : « Le premier dépassement de la propriété privée, le communisme grossier, n'est donc qu'une manifestation de l'ignominie de la propriété privée, qui tend à s'imposer comme la communauté positive. » L'abolition positive des rapports de la propriété privée se fait ensuite. Celle-ci n'est concevable que pour le communisme moderne : « Le communisme, en tant que dépassement positif de la propriété privée, donc de l'auto-aliénation humaine est appropriation réelle de la nature humaine par l'homme et pour l'homme : c'est le retour total de l'homme à soi en tant qu'homme social, c'est-à-dire humain ; ce retour conscient est accompli avec toute la richesse du développement antérieur. » (Citations extraites des Manuscrits parisiens de 1844, chap. : « Communisme et propriété privée ».)

Mon travail ne peut apparaître dans son objet que comme il est en réalité. Il ne peut y apparaître que ce qu'il est de par sa nature. C'est pourquoi, il se révèle à présent uniquement comme l'expression objective, sensible, manifeste et, partant, indubitable, de mon *impuissance* et de la *perte de moi-même*.

[165]

LES UTOPISTES
Troisième partie.
Individualisme parasitaire et homme social.

ABOLITION DE LA DIVISION DU TRAVAIL

Retour à la table des matières

Comme toujours Sancho - Max Stirner - est malheureux dans le choix de ses exemples [145] ». Il estime que nul ne peut « composer à TA place TES morceaux de musique, ni peindre TES tableaux. Personne ne saurait remplacer les œuvres de Raphaël ». Pourtant Sancho devrait savoir que ce n'est pas Mozart lui-même, mais quelqu'un d'autre, qui a composé la majeure partie et terminé complètement le *Requiem de* Mozart [146], et que Raphaël n'a exécuté lui-même qu'une infime partie de ses fresques.

Il se figure que ceux qu'il appelle les organisateurs du travail [147] veulent organiser l'activité tout entière de chaque [166] individu, alors qu'ils distinguent

145 Cf. MARX-ENGELS, *L'Idéologie allemande*, in *Werke*, 3, Dietz, p. 377-379.

146 *Le Requiem* commencé par Mozart fut achevé par Franz Xaver Sussmayer.

147 Allusion aux utopistes, notamment Fourier et ses disciples, qui prônaient un plan de réforme de la société au moyen d'une « organisation du travail » pour parer aux dérèglements et à l'anarchie de la production capitaliste.

En s'appuyant ici sur les utopistes, qui avaient eu l'intuition d'abolir la division du travail et ses mutilations pour l'homme dans leur modèle de société, Marx polémique avec l'Unique anarchiste, qui ne peut même pas concevoir de développement au-delà des limites étroites et bornées de l'individu parcellarisé, Unique. La conception de Marx est toujours celle d'un homme social, communiste.

précisément entre le travail directement productif qu'il s'agit d'organiser, et le travail qui n'est pas directement productif. Mais dans ces derniers travaux, ils ne pensent pas - comme Sancho se l'imagine - que chacun doit jouer le rôle d'un Raphaël, mais que chacun qui porte en soi un Raphaël pourra s'y développer en toute liberté.

Sancho s'imagine que Raphaël a peint ses tableaux en dehors de la division du travail qui existait de son temps à Rome. S'il comparait Raphaël à Léonard de Vinci et au Titien, il s'apercevrait à quel point les œuvres d'art du premier ont été conditionnées par l'épanouissement que Rome connaissait alors sous l'influence florentine, celles du second par les conditions sociales de Florence, plus tard, celles du Titien par l'évolution entièrement différente de Venise. Comme tout autre artiste, Raphaël a été conditionné par les progrès techniques de l'art accomplis avant lui, par l'organisation de la société et la division du travail dans sa région, et enfin par la division du travail dans tous les pays avec lesquels sa région était en relations. Qu'un individu comme Raphaël développe son talent, cela dépend entièrement de la demande qui, à son tour, dépend de la division du travail et des conditions relatives de l'éducation des hommes.

Sur ce point, Stirner, en proclamant le caractère unique du travail scientifique et artistique, se situe bien au-dessous de la bourgeoisie. De nos jours déjà, on a éprouvé le besoin d'organiser cette activité « unique ». S'il les avait considérés comme des œuvres « que cet homme unique seul peut accomplir », Horace Vernet n'eût pas eu le temps de peindre la dixième partie de ses tableaux. L'importante demande de vaudevilles et de romans à Paris a suscité une organisation du travail pour produire ces articles, et celle-ci fait toujours bien mieux que ses concurrents « uniques » en Allemagne. En astronomie, des hommes tels que Herschel, Arago, Enke et Bessel ont éprouvé le besoin de s'organiser en vue d'observations communes, et ce n'est que depuis lors qu'ils sont arrivés à des résultats intéressants. Dans l'historiographie, il est absolument impossible à un « unique » de réaliser quoi que ce soit, et ici aussi les Français [167] ont depuis longtemps devancé toutes les autres nations par l'organisation du travail. Au reste, il va sans dire que toutes ces organisations, basées elles-mêmes sur la division moderne du travail, n'aboutissent qu'à des résultats tout à fait limités et ne sont un progrès que par rapport à la parcellarisation obtuse qui existe jusqu'ici.

Il convient de souligner tout particulièrement que Sancho confond l'organisation du travail avec le communisme, et il s'étonne même que le « communisme » n'ait pas répondu à ses doutes sur cette organisation. Ainsi s'étonne un jeune paysan de Gascogne qu'Arago ne sache pas lui dire sur quelle planète le bon Dieu a établi sa demeure.

La concentration exclusive du talent artistique dans quelques individus et son étouffement dans les grandes masses qui y est lié sont une conséquence de la division du travail. Même si dans des conditions sociales déterminées chacun était un excellent peintre, cela n'empêcherait pas chacun d'être aussi un peintre original, de sorte que, sur ce point aussi, la différence établie entre le travail « humain » et le travail « unique » aboutit à une absurdité.

L'organisation communiste de la société ferait disparaître en tout cas l'assujettissement de l'artiste à l'étroitesse locale et nationale, qui découle uniquement de la division du travail, ainsi que l'assujettissement de l'individu à tel art déterminé, qui en fait exclusivement un peintre, un sculpteur, etc. À elles seules, ces spécialisations expriment déjà suffisamment l'étroitesse de son développement professionnel et sa dépendance de la division du travail. Dans une société communiste, il n'y a pas de peintres, mais tout au plus des individus qui, entre autres, font de la peinture.

[169]

LES UTOPISTES

INDEX DES IDÉES

Retour à la table des matières

ABOLITION de l'argent, des classes, etc. 14, 23, 36, 49, 60-61, 67, 68 , 72, 85, 95, 110, 111, 115, 120, 122, 124, 125-126, 127, 129, 164, 167

- de l'antagonisme entre villes et campagne 95
- de la démocratie 23
- de la division du travail 65, 92, 111, 122, 127-128, 165
- de l'État 24, 40, 41, 42-43, 95, 110, 128
- des métiers 130
- du prolétariat 85, 111, 115, 129
- du salariat 62, 95, 107, 108, 111, 122, 127-128, 164. cf.

Division du travail, État, Famille, Prolétariat, Propriété, Utopisme

ABSTENTIONISME 100, 101, 102. cf. *Utopisme*

AGRICULTURE 80, 108

- et utopistes 29. cf. *Travail, Utopisme*

ALIÉNATION 106-112, 118, 123-124, 130, 150-151, 152-165. cf. *Propriété privée, Individualisme*

ALLEMAGNE 6-7, 10, 19, 22-23, 31, 32, 42, 52-59, 66, 78, 79, 85, 86, 87, 97, 98, 99, 104, 105-106. cf. *Marxisme, Weitling*

ALLIANCE 76, 79. cf. *Classes*

AMÉRIQUE DU NORD 48, 100, 126, 130

AMOUR 93, 137, 139, 142, 163

- libre 59

ANARCHIE 24, 31, 40, 41, 64, 86, 117, 128, 165. cf. *Bakouninisme, Société*

ANGLETERRE 6-7, 11, 17, 19, 20, 24, 26-31, 32, 38, 42, 44, 47, 48, 49, 50, 52-53, 66, 67, 77, 78, 79, 96, 97, 101, 102-103, 104-106, 113, 117. cf. *Socialistes anglais*

ARMÉE permanente 25

- et révolution 76

ART 112, 128, 165-167

ASSOCIATION 91, 115, 121, 159, 164. cf. *Communisme, Organisation*

ATHÉISME 7, 26-31, 100, 112-113. cf. *Utopisme*

AUTOCRITIQUE 60

AVORTEMENT 146, 147, 148

BABOUVISME 10-11, 14, 15, 28, 35, 76-77, 92, 93, 108. cf. *Filiation, utopisme*

[170]

BAKOUNINISME 41, 76, 97-100

BANQUE D'ÉCHANGE 48-49, 64, 69-72. cf. *Proudhonisme*

BARBARIE 43, 57, 158. cf. *Mode de production*

BELGIQUE 52, 100

BISMARCK 33, 65-66, 79, 106

BLANQUISME 20, 60, 76, 106

BON HORAIRE 49, 60, 67-72

- chez Owen 67
- chez Proudhon 68. cf. *Travail, Valeur*

BOURGEOISIE, naissance de la - 37, 39, 44, 88. cf. *Mode de production*

CABETTISME 21, 52, 76, 77, 78, 87, 96, 104, 112. cf. *Communisme, Utopisme*

CHARTRISTES 28, 30, 31, 96. cf. *Angleterre, Socialistes anglais*

CHÔMAGE 62, 118, 120, 146, 150. cf. *Démographie*

CIVILISATION 17, 42, 43, 57, 102, 109, 135, 145, 149, 156. cf. *Bourgeoisie, Société*

CLASSES, caractère de - 40, 75, 118, 144-146

- contradictions de - 38, 40, 44, 47, 61, 83, 94, 115
- lutte de - 41, 128
- - moyennes 44
- - et superstructures de contrainte 25, 33-34, 88, 97-98, 115
- cf. *Abolition des classes, Bourgeoisie, État, Instinct, Lutte de -, Prolétariat*

COLONIES COMMUNISTES 29, 45, 47, 62, 96. cf. *Utopisme*

COMMERCE 37, 43, 52, 58, 72, 132, 144, 152, 156

- - mondial 72, 124, 166. cf. *Distribution*

COMMUNAUTÉ 77, 91, 125, 151, 163

- - antireligieuse 27. cf. *Athéisme*
- - des biens 29, 47, 62
- - des femmes 107-109, 164. cf. *Communisme, Égalitarisme, Plans utopiques*

COMMUNE 25, 50, 62, 106

- - et anarchistes 64
- - paysanne russe 50-51. cf. *France*

COMMUNISME 12, 25, 31, 47-48, 49, 52, 67, 68, 76, 77, 79, 85, 86, 89, 91, 92, 106, 107, 108, 110, 111-113, 117, 121, 122, 124, 125-129, 150, 154, 158, 162-165, 167

- et administration 9, 23-24, 29, 40, 41, 95, 125
- et armées 25
- ascétique 35-36, 77, 94, 109. cf. *Égalitarisme*
- et délit 29, 45, 129

[171]

genèse du - 13, 35, 38, 76, 78-79, 84-85, 94, 111
- grossier 106-110, 164
- icarien 77,78,87, 96,97,103, 104,cf. *Cabettisme*
- et nations 167
- et nature 31, 55
- primitif et utopisme 14, 50-52, 94, 112
- et production associée 115, 121, 128, 154, 159, 162-165
- et propriété sociale des moyens de production 51-52, 71-72

stades du - 15-16, 89, 108, 115
- et travail 126-127. cf. *Abolition, Socialisme, Utopisme*

CONCENTRATION 72, 167. cf. *Mode de production*

CONCURRENCE 37, 117-121, 123, 125-126, 129, 130, 136, 139, 157, 160, 164

- entre ouvriers 103

CONSTITUTION 82, 157

CONTRAT SOCIAL 34, 37, 91. cf. *Philosophie*

CRIMINALITÉ 37, 45, 117-118, 129, 133, 135, 145, 146, 156

- et révolution 129. cf. Avortement, Communisme, Infanticide

CRISE 43-44, 45, 66, 69, 106, 124, 130-131, 136. cf. *Surproduction*

CRITIQUE 7, 86-88, 92, 97, 117, 124, 131, 160, 163. cf. *Marxisme, Socialisme, Utopisme*

DÉMOCRATIE 24, 34, 65, 76, 77, 79, 81-84, 88, 90, 99, 110, 157, 160, 163-164

abolition de la - 23-24. cf. État

DÉMOGRAPHIE 84, 108, 148. cf. *Paupérisation, Prolétariat*

DIALECTIQUE 5-16, 30-31, 35, 43, 57, 60, 65, 89, 98, 108, 110-111, 122, 123, 164

DICTATURE DU PROLÉTARIAT 5, 15, 41, 65, 100, 108, 125. cf. *État, Prolétariat*

DISTRIBUTION 67, 71, 157

- capitaliste 13, 72
- communiste 13, 24, 72, 125-126, 164. cf. *Communisme, Plans utopiques*

DIVISION DU TRAVAIL 72, 92, 156, 157, 166-167. cf. *Abolition, Travail, Utopisme*

DOGMATISME 86-87, 100. cf. *Critique*

DROIT 33, 63, 89, 112, 120, 134, 141

- de l'homme 90
- au travail 60, 62-63, 65, 66, 108, 125
- et violence 63, 89-90. cf. *Lois, Syndicalisme, Utopisme*

[172]

ÉCHANGE ÉQUITABLE 49, 123, 124, 153-165

système d'- 64. cf. Banque, Propriété privée, Proudhonisme

ÉDUCATION *29, 45-46, 109-110, 128, 131, 144, 165-167. cf. Art, Homme, Individualisme*

ÉGALITARISME 8, 24, 29, 34, 35-36, 77, 79, 94, 106, 107, 108, 109, 125, 163. *cf. Communisme, Echange équitable, Utopisme*

ÉGLISE 26-29, 37, 39. cf. *Religion*

ÉMANCIPATION 43, 59, 76, 84-85, 88, 91, 94, 106, 119, 128, 163, 165. *cf. Abolition, Prolétariat, Révolution, Utopisme*

ESCLAVAGE 162

ESPAGNE 96, 100

ÉTAT 40, 63-64, 80, 82, 83, 87, 88, 97-98, 112, 119, 151, 152, 162

- et rapports de classes 84, 88. cf. *Classes, Dictature du* prolétariat, Superstructures de contrainte

EXAMEN 24. *cf. Weitling*

FAILLITTE, 56, 133

FAMILLE 38, 43, 44, 48, 58-59, 77, 95, 109, 112, 118, 119, 132, 134, 136-138, 139-150. cf. *Avortement, Utopisme*

FÉODALISME 33, 35, 36-37, 60, 88, 94. cf. *Mode de production*

FILIATION ENTRE UTOPISTES 6-7, 93-96, 105. cf. *Communisme, Socialisme scientifique, Utopisme*

FISC 61, 62

FORCES PRODUCTIVES 38, 46-47, 51, 91, 100, 122, 125-126, 128, 164. cf. *Mode de production, Révolution, Travail*

FOURIÉRISME 7-10, 11, 13, 14, 17, 21, 36, 42-44, 46, 52-59, 60, 65, 75, 78, 87, 92, 94, 96, 97, 101, 104, 107, 108, 120, 126, 131, 165

- et crises pléthoriques 43-44
- réactionnaire 55, 97, 104. cf. *Critique, Famille, Utopisme*

GASPILLAGE 121

GRÈVE 28. cf. *Utopisme*

GUERRE 12, 47, 117,160

- des Cent Jours 42
- des paysans 35
- de Trente ans 85. cf. *Révolution, Violence*

HOMME 90-91, 93, 151-152, 158, 159

- *épanouissement de 1'-* 12, 17, 46, 55, 91, 111, 121-122, 125-129, 150, 162, 163, 167

[173]

- social 5, 90-93, 110, 111, 115, 121, 129, 163-164, 166. cf. Aliénation, Individualisme, Propriété privée

HUMANISME 87, 111

HUMANITÉ 89

- pensante et souffrante 84-85

IDÉOLOGIE BOURGEOISE 7, 33-34, 85

- et communiste (antagonique) 19, 92
dissolution de 1' - 8, 35
- révolutionnaire 32. cf. *Marxisme, Philosophie, Socialisme scientifique*

IDÉOLOGIE COMMUNISTE 80-81, 117

base matérielle de l' - 26, 32, 75, 84-85, 125, 133. cf. *Marxisme, Socialisme scientifique*

ILLUMINISME cf. *Rationalisme*

IMMORALITÉ de la bourgeoisie 30, 37, 38, 151, 160-161. cf. *Classes*

INFANTICIDE 146

INDUSTRIE 13, 37, 38, 44, 51, 93, 94, 121. cf. *Mode de production*

INDIVIDUALISME 12, 82, 84, 87, 90-91, 93, 100, 111, 112, 117121, 122-131, 151-152, 153-165, 166, 167

- et communisme 75, 87, 109, 111, 117, 121, 125-129, 150, 167
- parasitaire 115, 122, 125, 129-131. cf. *Aliénation, Homme*

INTERNATIONALE (Ire) 46, 64, 73, 75, 96-100 ; (Ille) 119

- et syndicats 64. cf. Mouvement ouvrier, Prolétariat

INSTINCT DE CLASSE 11, 13, 31, 95, 102

INTUITION 11, 35, 38, 39, 95, 102, 165. cf. *Art, Instinct, Science, utopisme*

IRLANDE 47

JUSTICE 13, 29, 34, 36, 50, 105, 135. cf. *Droit, Égalitarisme, Lois*

KOLKHOZE 120-121

LIBERTÉ d'opinion 29

LIGUE DES COMMUNISTES10, 20, 76, 105

[174]

LOIS 83, 88-89, 143

- d'exception 65, 66115,
- de fabrique 46-48. cf. *Droit, Violence*

LUTTE DE CLASSES 94-95, 97. Cf. *Classes, Crise, État, Prolétariat, Révolution, Violence*

LUXE 126-139, 144

MACHINISME 8, 44, 47, 128

- et guerre 47, 130. cf. *Industrie*

MANUFACTURE 44

MAXISME 5, 73, 117, 128-129

genèse du - 5-7, 14, 32, 75, 86-88, 92, 107, 133
- et philosophie bourgeoise 6, 33, 91. cf. *Philosophie,* Socialisme scientifique, Utopisme

MATÉRIALISME 92-93, 113

- bourgeois 7, 12, 36, 45, 93, 104, 112

- et histoire 93. cf. *Marxisme, Philosophie, Socialisme, Utopisme*

MESURES DE TRANSITION 65, 68, 100, 108. cf. *Utopisme*

MÉTAPHYSIQUE 7, 30, 87. cf. *Philosophie*

MILICE POPULAIRE 25. cf. *Armée*

MODE DE PRODUCTION 14, 33, 35, 36, 41, 43, 44, 50-51, 57, 66, 82, 84, 88, 115, 122-125, 128, 151, 155-157, 158, 159, 162, 166. cf. *Phases historiques*

MOUVEMENT OUVRIER 19, 101-102, 103

genèse du - 27, 97-100, 104, 106, 108, 125. Cf. Classes, Mode de production, Prolétariat, Phases, Socialisme, Utopisme

MYSTIFICATION 88-89, 150-151

MÜNZER 10-11, 14, 15, 28, 35

NAPOLÉON 1er 37, 39, 47, 132

NATIONALISATION 122

- de la rente 61-62

NÉCESSITÉ 85, 153, 155, 165. cf. *Mode de production, Phases historiques*

ONANISME 52

OPINION PUBLIQUE 144-145

[175]

ORGANISATION 20, 25, 33, 47, 76, 84, 85, 95-96, 97-100, 119, 165, 166, 167

- et spontanéité 25
- et sectes 96, 97-100, 106
- et sectes chrétiennes 27-28. cf. *Classes, Prolétariat, Syndicalisme*

OWÉNISME 7-10, 11-12, 13, 17, 26, 28-29, 31, 36, 38, 44-50, 51, 53, 67-68, 78, 92, 94, 96-97, 101, 104, 112, 131

- et œuvre syndicale 8, 26, 45-46, 47, 48. cf. *Phases, Plans, Syndicalisme, Utopisme*

PARASITISME 56, 129-131. Cf. *Individualisme, Gaspillage, Sciences officielles*

PARTI communiste 10-11, 14, 20, 46, 73, 89, 96-100, 101, 105, 109

- agissant 14, 35, 76, 92

autres - 20-21, 61, 79, 88, 96, 132

PAUPÉRISATION 6, 11, 43, 60, 102-103, 133, 160. cf. *Démographie*

PHALANSTÈRE 65, 96. cf. *Fouriérisme*

PHASES HISTORIQUES 5, 8, 13, 19, 28, 29-31, 35, 40, 43, 51, 66, 75, 82, 84, 94, 97, 98, 105-107, 112, 122, 125, 145, 152, 155, 160. cf. *Mode de production, Mouvement ouvrier, Prolétariat*

PHILANTROPIE 30, 48, 98, 113, 131

PHILISTINISME 84-85, 118. cf. *Classes*

PHILOSOPHIE 52, 85, 86, 87, 92, 126, 155

- de Feuerbach 52-53, 89, 91-93
- de Fichte 32, 92

- de Hegel 32-33, 43, 52, 53, 54, 57, 81, 82, 85, 87, 92, 103
- et histoire 33, 53, 57
- de Kant 32, 44, 92
- posthégélienne 57
- de Rousseau 34, 37, 90-91. cf. *Idéologie, Marxisme, Matérialisme, Rationalisme, Socialisme scientifique, Utopisme*

PHYSIOCRATIE 9, 107. cf. *Fouriérisme*

PLANS UTOPIQUES 23-24, 29, 35, 39, 46, 48-49, 54-55, 64, 82, 87, 94-96, 97, 101, 103, 105, 126, 165. cf. *Utopisme*

PRODUCTION MARCHANDISE SIMPLE 41, 52, 123, 159. cf. *Mode de production*

PROGRAMME DE GOTHA 68, 108, 164

PROGRÈS 13, 17, 30, 46, 84, 85, 98, 107, 127-128, 166

PROLÉTARISATION 110-111. cf. *Phases historiques*

PROLÉTARIAT 14, 58, 82, 83, 102-103, 121

- et auto-émancipation 9, 14, 33, 75, 79, 94, 110-111, 119

[176]

- et constitution en classe 46, 66, 73, 94, 101, 115
- démoralisation 30, 38, 44, 95, 102-103
formation du - 38, 44, 46, 47, 60, 75, 94, 110-111, 160
- inculte 109-110
- et irréligiosité 31
- et masses arriérées 15
- et mission historique 83, 84
- et revendications 8, 45, 62, 65, 66, 87, 93, 97, 101, 120, 125.
cf. *Droit, Mode de production, Mouvement ouvrier, Organisation, Phases historiques, Parti, Syndicalisme, Travail*

PROPRIÉTÉ PRIVÉE 28-29, 34, 37, 48, 88, 89-90, 106-107, 109, 110-112, 133, 140-144, 152-165

abolition de la - 61-62, 64-65, 87, 120
absence de - 83, 122
généralisation de la - 8, 79, 107-109, 164
- et travail 107. cf. *Abolition, Aliénation, Division du travail, Parasitisme*

PROSTITUTION 38, 109,133. cf. *Aliénation, Égalitarisme, Famille, Propriété, Travail*

PROUDHONISME 24, 40, 49, 60-65, 67-68, 80, 87, 97, 99, 100, 101-102, 106, 107. Cf. *Utopisme*

PSYCHOLOGIE 30, 119

RATIONALISME ou ILLUMINISME 32-39, 42, 45, 50, 81, 87, 128. cf. *Idéologie, Philosophie*

RELIGION 82-83, 87-90, 112, 134, 138, 148. cf. *Athéisme, Église*

RENVERSEMENT DE LA PRAXIS 33-34, 123

RÉPUBLIQUE 34, 61, 63, 76. cf. *État, Révolution*

RÉVOLUTION 37, 47, 51, 72, 85, 90, 92, 112, 115, 136

- de 1525 85
- de 1830 76

- de 1848 60, 62, 63, 78
- de 1917 119
- antiféodale 14-15, 36-37
- bourgeoise 19, 32, 51, 81
contre - 180
- et forces productives 38, 46-47, 51
- française 9, 19, 37, 39, 40, 41, 44, 58, 59, 60, 76, 93, 132
- industrielle 44, 45
- partielle 107, 113
- permanente 21, 92
- politique 90-91
- sociale 92, 136
- et utopistes 95. cf. *Guerre, Violence*

RICARDIENS 8, 9, 12, 26, 107

[177]

ROBESPIERRE 79, 92. cf. Révolution

RUSSIE 15, 50-52, 119, 120, 125, 126, 129, 160

SAINT-SIMONISME 7-10, 11, 13, 14, 26, 36, 38, 39-42, 46, 52, 53, 67, 72, 75, 92, 94, 97, 100, 101, 102, 107, 150

- et crédit 72, 150. cf. Phases, Plans utopiques, Utopisme

SCIENCES 44, 50, 86, 87, 94, 96, 97, 101, 112, 120, 122, 129, 140, 150, 166

- historiques 44, 109. cf. Idéologie, Marxisme, Socialisme scientifique

SCIENCE ET INTUITION 15, 36, 39, 122

SCIENCE OFFICIELLE 22, 44, 53, 56, 58, 105, 110, 120, 130, 133, 144

SOCIALISME 10, 12, 14, 24, 98

- absolu 57-58
- éclectique 50
passage au - 15, 32
- petit-bourgeois 64-65, 67-68, 69, 97. cf. *Proudhonisme*

SOCIALISME SCIENTIFIQUE genèse du - 86-88, 92

- et philosophie bourgeoise 19, 32-33, 91, 92. cf. *Marxisme*

SOCIALISME UTOPIQUE et matérialisme bourgeois 32, 81, 106

- et révolution sociale 79. cf. *Utopisme*

SOCIALISME UTOPIQUE, ET SCIENTIFIQUE 10, 15, 19, 20-21, 40, 46, 49, 50, 65, 68, 75, 79, 81-82, 83, 85, 92, 93, 97, 105, 108, 117, 165-166

SOCIALISME VRAI 52, 53, 103, 131

SOCIALISTES ANGLAIS 77, 108, 126

- et formation ouvrière 3, 29
- et phase utopiste 26-31, 53. cf. *Angleterre, Mouvement ouvrier, Prolétariat*

SOCIALISTES FRANÇAIS 31, 77, 78, 107, 108, 131

- et phase utopiste 75, 131. cf. France, Mouvement ouvrier, Phases historiques, Prolétariat

SOCIALISTES RÉACTIONNAIRES 94-98, 99, 101-102, 105-106

SOCIALISTES VULGAIRES 88

SOCIAL-DÉMOCRATIE 50, 65, 96, 105, 119

SOCIÉTÉ bourgeoise 11, 48, 117, 152-153

- et individu 82, 84, 117, 121-124, 152.
cf. *Classes, Individualisme*

SOCIÉTÉS SECRÈTES 77, 78. cf. *Utopisme*

SPÉCULATION 39, 42

- philosophique 52

[178]

SUFFRAGE UNIVERSEL 63

SUICIDE 117-121, 131-150

- et criminalité 145, 149. cf. *Criminalité*

SUPERSTRUCTURES DE CONTRAINTE 25, 97, 126. cf. *Classes, État*

SURPRODUCTION 43, 61, 123-124, 131, 155. cf. *Crise*

SYNDICALISME 31, 48, 49, 64, 65, 97, 99, 101-102, 103, 129-130

- et direction de la production 48-49. cf. *Communisme, Mouvement ouvrier, Owénisme, Prolétariat*

TECHNIQUE 120, 166

THÉORIE ALLEMANDE 52-59, 67-68, 92, 105. cf. *Socialisme vrai*

TEMPS LIBRE 130

TRAVAIL 129-130

- agricole 107
- attrayant 110, 126-127
- bon de - 49, 60, 67-72
droit au - 60, 62-63, 65, 66, 108, 120, 125
- industriel 107
- manuel 65, 92, 120, 125
- productif généralisé 128-129
productivité du - 46-47, 71
réduction du temps de - 8, 46, 48, 65, 101, 127, 130
- socialisé 67. cf. *Abolition, Communisme, Division du travail, Utopisme*

SURTRAVAIL 44, 127

TROC 155, 156, 158

UTOPISME et abolition des différences de classe 36

- et agriculture 9
- et apolitisme 11, 28, 46, 75, 76, 95, 97, 101-102
- et bons de travail 67. cf. *Bons horaires*
- et capitalisme 64
- et classe ouvrière 48, 94, 105-106
- et classes 36, 85, 94-96
- classique 11, 12, 14, 15, 73, 105
- et conciliation avec la bourgeoisie 78, 96
- et coopératives 8, 46, 49
- et crédit 40, 63, 72, 150-151. cf. *Saint-simonisme*
- et critique du droit 29
- et critique économique 7, 8-10, 121
- et critique idéologique 7, 13, 19
- et critique de la médecine 29

[179]

- et critique de la philosophie 57

- et critique de la politique 7, 9, 24
- et critique de la religion 26-31, 48
- et critique sociale 7, 14, 17, 35, 42, 48, 53, 58, 77, 95,
130, 131, 135-136
- et culture 30, 77,
écrits de l' 58-59
- et égalité 9, 130
- et enfance 11
- et État 9, 23, 40, 41, 60-61, 95
- et la femme 43
- et histoire 28-29, 30, 43, 50, 63, 77, 112
- et industrie 9, 40, 51
- et intuition 42, 50-52, 54
- et organisation militante 76
- et pacifisme 29-30, 49, 65, 78, 95
- et perfectibilité de l'homme 42-43, 46, 128
- et persuasion 29-30, 47, 85, 94
- et pratique 47-48, 60, 78, 104
- et réforme sociale 47-48, 64, 165
- et religion 26, 48, 94. cf. *Athéisme*
- et sectarisme 26-28, 30, 50, 64, 73, 75, 78, 96
- et sociétés par actions 72
- et transition au communisme 8-9, 10, 14, 21, 40, 48-49,
60, 62, 65, 67, 72, 95, 100, 108, 125. cf. *Colonies,*
Communauté, Communisme, Fouriérisme, Mesures de
transition, Owénisme, Phases historiques, Plans utopiques,
Saint-simonisme, Socialisme scientifique

VALEUR 68-69, 127, 154, 162

loi de la - 127-128
- et prix 68-69, 154

VIOLENCE 12, 14, 15, 61, 63, 64, 76, 78, 110, 115, 153, 159-160

- et loi 28, 65, 159. cf. Droit, État, Guerre, Révolution,
Superstructures de contrainte, Utopisme

WEITLING (système utopique de) 7, 10, 19, 20, 23-25, 50, 54, 79, 87, 105. cf. *Plans utopiques, Utopisme*

Fin du texte

Karl MARX et Friedrich ENGELS

(1875…) [1978]

CRITIQUE DE MALTHUS

Introduction, traduction et notes
de Roger DANGEVILLE

Un document produit en version numérique par Claude Ovtcharenko, bénévole,
Journaliste à la retraite près de Bordeaux, à 40 km de Périgueux
Courriel: c.ovt@wanadoo.fr

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://classiques.uqac.ca/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: http://bibliotheque.uqac.ca/

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Claude Ovtcharenko, bénévole, journaliste à la retraite près de Bordeaux, à 40 km de Périgueux.

Courriel: c.ovt@wanadoo.fr

à partir de :

Karl MARX et Friedrich ENGELS

CRITIQUE DE MALTHUS
Introduction, traduction et notes de Roger DANGEVILLE.

Paris : François Maspero, Éditeur, 1978, 313 pp. Petite collection Maspero, no 210.

Le 10 décembre 2009, Mme Éva Dangeville, épouse de Roger Dangeville, accordait sa permission de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales. Elle souhaite vivement que nous acceptions de rediffuser ce livre, toujours d'une grande actualité.

Polices de caractères utilisée :

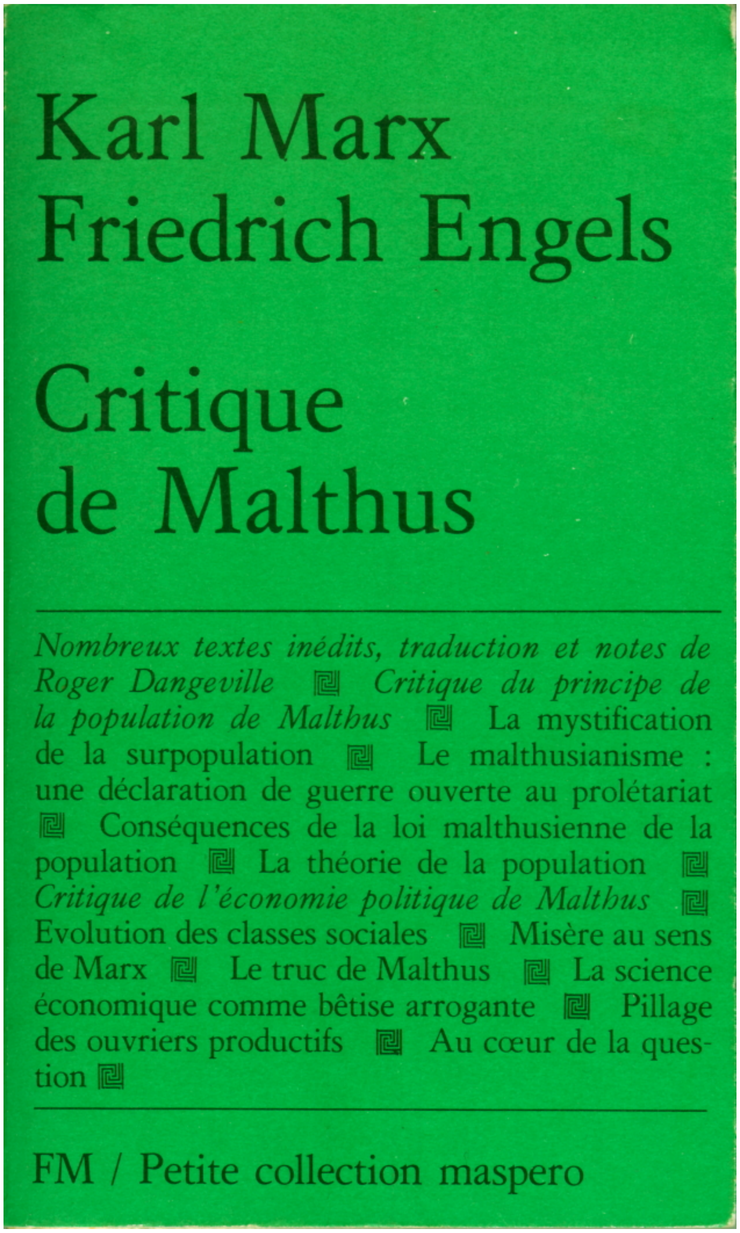
Pour le texte: Times New Roman, 12 points.
Pour les citations : Times New Roman, 12 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11'')

Édition numérique réalisée le 10 février 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Karl Marx et Friedrich Engels



Paris : François Maspero, Éditeur, 1978, 313 pp.
Petite collection Maspero, no 210.

Table des matières

PRÉSENTATION

1. Keynes et actualité de Malthus
2. Une politique des prix et des revenus
3. Opposition bourgeoise entre industrie et agriculture
4. Défaite de Ricardo
5. Rente et parasitisme intellectuel
6. Rente propriétaire et « surcharge » mercantile
7. Les rentiers à la Malthus sont les pires
8. Irlande et tiers monde
9. Le capital singe Malthus
10. Encore les suggestions de Malthus
11. La surproduction engendre la surpopulation
12. Folle de la surproduction capitaliste
13. Fonctions de destruction
14. Malthus, instigateur du moderne bien-être
15. Perversion des rapports sociaux
16. Comble de la déchéance

Première partie.
CRITIQUE DU PRINCIPE DE LA POPULATION DE MALTHUS

1. La mystification de la surpopulation
2. Le malthusianisme : une déclaration de guerre ouverte au prolétariat
3. Conséquences de la loi malthusienne de la population
4. Propositions pour remédier à la déplorable situation ouvrière
5. La théorie de la population
6. Évolution de la population aux deux stades historiques de la production capitaliste
7. Population et modes de production
8. Création de plus-value signifie surproduction et surpopulation
9. Coup d'œil sur la France
10. Fabrication de surnuméraires par l'industrie et le colonialisme
11. L'Irlande, première colonie anglaise
12. Irlande. Émigration
13. Déportation et génocide comme bases de la richesse bourgeoise : l'Irlande
14. Plagiat intellectuel et parasitisme social
15. Développement des forces productives comme principe fondamental de Ricardo dans son appréciation des phénomènes économiques. Défense par Malthus, des éléments les plus parasitaires au sein des classes dominantes. Réfutation pratique de la théorie malthusienne de la population par Darwin

Deuxième partie.
CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE DE MALTHUS

PRÉLIMINAIRE

La clé de l'économie
Conséquences politiques
Évolution des classes sociales
Schéma de l'évolution de la classe ouvrière
Misère au sens de Marx
Le truc de Malthus
La science économique comme bêtise arrogante
Petite liste non exhaustive
Et puis les classes hybrides
Les professions sublimes
Pillage des ouvriers productifs
Au cœur de la question
La production de luxe

1. Décroissance de la demande de travail au cours du processus d’accumulation du capital

2. Barton à propos de l’évolution du salariat et de la croissance de la population

3. Baisse tendancielle du taux de profit et taux d’accroissement de la population

4. Production de plus-value et déséquilibre de l’appareil productif

5. Travail nécessaire, surtravail et surpopulation

6. Augmentation du temps de surtravail par accroissement de la population

7. Production progressive d’une surpopulation relative ou d’une armée industrielle de réserve

8. Différentes formes d’existence de la surpopulation relative. La loi générale de l’accumulation capitaliste

9. Travail productif et limites du capitalisme

10. La production d’articles de luxe

THOMAS ROBERT MALTHUS

1. Confusion par Malthus des catégories de la marchandise et du capital

2. Conception vulgaire de la plus-value chez Malthus

3. La polémique entre les partisans de Malthus et ceux de Ricardo dans les années 1820 et leurs positions communes vis-à-vis de la classe ouvrière

4. L’interprétation unilatérale par Malthus de la théorie de la valeur d’Adam Smith. Utilisation des faiblesses théoriques de Smith dans la polémique contre Ricardo

5. L’interprétation par Malthus de la thèse de Smith sur l’invariance de la valeur du travail

6. Utilisation par Malthus des thèses de Ricardo sur la modification de la loi de la valeur dans sa polémique contre la théorie de la valeur déterminée par le travail

7. La définition vulgaire de la valeur établie par Malthus. Sa conception du profit comme surcharge du prix. Polémique contre la conception ricardienne du salaire relatif

8. Malthus sur le travail productif et l'accumulation :

a) *Travail productif et improductif*
b) *Accumulation*

9. Capital constant et capital variable selon Malthus

10. La théorie malthusienne de la valeur (remarques complémentaires)

11. Surproduction et « consommateurs improductifs », etc.

12. Le contenu social de la polémique de Malthus contre Ricardo. Déformation de la conception de Sismondi sur les contradictions de la production bourgeoise

13. Le rôle de plagiat chez Malthus et son apologie de l'existence des classes « supérieures » et « inférieures »

ANNEXE. *Textes et passages sur Malthus non repris dans cette anthologie*

CRITIQUE DE MALTHUS

PRÉSENTATION

par Roger DANGEVILLE, 1978.

Keynes et actualité de Malthus

Retour à la table des matières

Toute sa conception économique amène Marx à critiquer Malthus de façon entièrement originale, et d'abord à faire justice de son principe naturel *de population qui apparaît comme secondaire dans sa théorie générale — contrairement à l'opinion courante de ses apologistes ou détracteurs, dont c'est le pont aux ânes.*

Cependant, Marx réserve un grand honneur à Malthus il voit en lui le porte-parole de l'économie politique de ceux qui forment la troisième des classes fondamentales de la société bourgeoise ; les rentiers de la propriété foncière avec leur suite de fonctionnaires de l'Église et de l'État, sans parler des couches moyennes, de plus en plus nombreuses, de la société moderne.

C'est donc une véritable théorie d'économie politique que Marx s'attachera à critiquer en Malthus sous un double point de vue — celui de l'économie politique de la classe ouvrière, en lui opposant la conception humaine d'une société communiste non mercantile et en relevant que le porte-drapeau des rentiers est le pire ennemi des travailleurs, puis celui de l'économie politique classique de la bourgeoisie industrielle et progressive, *représentée par Ricardo. Il met en lumière que*

Malthus – à titre de représentant social des parasites oisifs — a une sainte horreur de tous les problèmes économiques de la production *et centre toute sa doctrine économique sur la* circulation *et la* consommation *vers lesquelles se porte l'attention des rentiers qui sont surtout intéressés à voir grossir la part de leurs revenus dans la* distribution *et à jouir de produits les plus nombreux et les plus variés, en orientant si possible les investissements et le développement des branches de la production capitaliste vers la fabrication d'articles qui sont à leur image. Ce n'est donc pas par hasard que Marx étudie longuement les élucubrations de Malthus sur la loi de la valeur* [1]*, le profit, le prix, les classes productives et improductives, les crises et la surproduction. Dès lors, le fameux principe naturel de la population de Malthus retrouve la place qu'il mérite : c'est un effet variable, la cause étant les conditions économiques de chaque mode de production spécifique.*

La formule de bateleur qui a fait la renommée de Malthus — la population croît au rythme effréné de la progression géométrique et les aliments en progression arithmétique seulement — n'est, somme toute, que l'arbre qui cache la forêt d'idées du pasteur anglican. C'est en réalité le cri de panique qui ponctue toute une conception de l'évolution humaine et accompagne la fin catastrophique de la population surnuméraire qui rétablit prétendument l'équilibre entre les aliments et les bouches.

Le fait historique qui amena Malthus à sa conclusion hâtive la réfute en même temps : la fameuse peste noire qui, de 1347 à 1350, décima le quart de la population d'Europe occidentale, soit 25 millions de personnes, fut suivie en Angleterre d'une longue période d'essor et de prospérité, mais eut l'effet contraire sur tout le continent qui retomba plus profondément dans le féodalisme.

Il est clair désormais que les grands cataclysmes modernes ne sont pas dus à un excès de population, mais au rythme d'expansion et de contraction du système

---

1 Marx note que Malthus accoutre de « façon curieuse sa loi de la valeur pour l'adapter au but poursuivi : l'apologie des conditions existantes, avec ses gros propriétaires fonciers, l'État et l'Église, les pensionnés, ceux qui vivent des impôts et de la dette publique, les boursicotiers, les serviteurs de la loi, les prêtres, les laquais — privés et publics — tout ce que l'école de Ricardo combattait comme autant de vestiges inutiles, dépassés, nuisibles et préjudiciables à la production bourgeoise à (cf. *Le Capital*, 1. IV, *Théories sur la plus-value,* in MARX-ENGELS, *Werke*, 26/3, p. 46).

économique capitaliste, comme en témoigne l'exemple récent de la guerre impérialiste, qui régénère le capital [2] *et lui prépare un long cycle de prospérité, après avoir fait plus de 55 millions de morts et dévasté des pays entiers, en anéantissant à la fois les cités, les usines et les humains, tous en surnombre à la suite de la crise de surproduction des forces productives de toute sorte qui afflige cycliquement le monde capitaliste, en remettant le plus ignoble des « remèdes » malthusiens à l'ordre du jour — comme aujourd'hui où le monde est de nouveau enfoncé dans la plus grave crise économique de surproduction et de surpopulation de l'histoire* (cf. infra, p. 309).

Comme le montre à l'évidence la longue et minutieuse analyse de Malthus à laquelle Marx s'est adonné, l'essentiel n'est pas sa formule du déséquilibre fatal entre la croissance des bouches et celle des aliments, mais les moyens proposés

---

2 « Une destruction périodique de capital est devenue une condition nécessaire à l'existence de tout taux de profit moyen. Si on les considère sous cet angle, ces épreuves épouvantables que nous envisageons habituellement avec tant d'appréhension et d'inquiétude, et que nous brûlons d'envie de voir se détourner de nous, peuvent très bien n'être rien d'autre que le *correctif naturel et nécessaire* d'une opulence excessive et boursouflée. C'est la force salutaire grâce à laquelle notre système social, tel qu'il existe actuellement, a le pouvoir de se soulager de temps en temps d'une pléthore sans cesse renouvelée qui menace son existence afin de retrouver une condition saine et solide.

« Ces contradictions provoqueront des explosions, des cataclysmes et des crises au cours desquels les arrêts momentanés du travail et la destruction d'une grande partie des capitaux ramèneront par la violence le capital à *un niveau d'où il pourra reprendre son* cours. Ces contradictions créent des explosions, des crises au cours desquelles tout travail s'arrête pour un temps, tandis qu'une partie importante du capital est détruite, *ramenant le capital par la force au point où, sans se suicider, il est* à *même d'employer de nouveau pleinement sa capacité productive* » (MARX, *Grundrisse,* 10/18, t. 4, p. 144, et 17-18).

La révolution peut évidemment briser ce cycle infernal qui remet périodiquement à l'ordre du jour l'anéantissement de la surpopulation et de la surproduction que Malthus mystifie en principe naturel, dès lors que c'est un effet économique, causé par les rapports de production déterminés du capitalisme.

Les textes sur la surproduction et la surpopulation de Malthus sont étroitement liés au problème de la *crise,* dont le recueil de Marx-Engels est en préparation. Sur l'ampleur de ce phénomène, cf. *Le Fil du temps,* n° 12, sur « La Perspective révolutionnaire de la crise » (actuelle).

par le pasteur anglican pour conjurer le cataclysme avec les mesures les plus propres à éviter, dans cette vallée de larmes, la surpopulation et à tempérer la surproduction.

Malthus a su être si convaincant que le théoricien le plus marquant de l'époque moderne — Keynes —, l'inspirateur de l'école économique du bien-être qui a accompagné dans cet après-guerre la pax americana *sur le monde, avec les bienfaits de la prospérité capitaliste, s'est écrié : « Si seulement Malthus, à la place de Ricardo, avait été le père dont a procédé l'économie du* XIX^e^ *siècle ! Le monde en eût été bien plus riche et plus avisé* [3]. *» Il trouve, en effet, que Malthus « a des racines profondes dans la tradition anglaise de la science humaine* […], *tradition marquée par l'amour de la vérité et une très noble lucidité, par un prosaïque bon sens, libre de toute sensiblerie et de toute métaphysique, et par un immense désintéressement et un esprit civique* [4] ».

À en croire des théoriciens modernes du bien-être [5], *Malthus aurait entrevu la solution qui permettrait d'accorder population et aliments, voire d'améliorer l'indice de ceux-ci par rapport à celle-là, en traçant deux modèles : le premier correspond à la phase où une société réussit à faire croître la production proportionnellement au nombre de ses membres, soit à obtenir l'équilibre entre moyens de subsistance et têtes d'habitants, le second est celui où elle parvient même à améliorer ce rapport, en dépassant dans les deux cas sa fameuse formule — considérée comme plus littéraire que scientifique.*

Malthus est, de la sorte, convié à présider au moderne bien-être humain. Le fait n'est pas pour nous étonner. Les grandes théories de classe surgissent aux tournants historiques en même temps que naissent en opposition les unes aux autres les grandes classes et leurs revendications — ainsi, celle de Ricardo, le porte-parole de la bourgeoisie industrielle, *et celle de Malthus, le représentant de la classe des propriétaires fonciers, la troisième classe fondamentale de la société capitaliste. La science sociale avance ainsi par grandes illuminations et ne se distille pas au fastidieux compte-gouttes du savoir académique, fait de compila-*

---

3 Cf. John Maynard KEYNES, *Essays in Biography*, London, Macmillan and Co, 1933, p. 144.

4 Ibid., p. 120.

5 Cf. J. J. SPENGLER, « Welfare Economics and the Problem of Overpopulation », *Scientia*, 1954, n° 4, p. 128-138, et n° 5, p. 166-175.

tions désordonnées et sans vie, qui — comme le dit Marx — usurpe le nom de recherche scientifique.

Une politique des prix et des revenus

Retour à la table des matières

Comme il se fonde sur tout un système économique, Malthus ne propose pas simplement de réduire les naissances par une contrainte morale, une chasteté dictée par le raisonnement et l'ascétisme, ou même de comprimer à n'importe quel prix la population. Pour lui, la population peut demeurer constante, voire croître lentement, en ayant toujours des produits en suffisance. Sa proposition en vue de réaliser cet équilibre, source de progrès pour l'humanité, est toute moderne : établir une structure appropriée des prix, *assortie d'une* véritable politique des revenus.

Sa solution est limpide : d'une part, il faut rendre difficile l'accès aux produits qui répondent aux besoins alimentaires, car les masses auraient tendance à proliférer si elles trouvaient trop facilement de quoi se nourrir [6] *— autrement dit, il faut que la classe laborieuse souffre de privations, grâce au prix élevé des denrées alimentaires — et, d'autre part, il faut rendre meilleur marché et donc d'un accès facile les articles de luxe pour… absorber la surproduction du capital. Peut-on exprimer avec plus de cynisme l'intérêt des classes dominantes qui entendent jouir aussi de l'oppression par un simple leu économique : renchérir au maximum pour ceux qui travaillent les moyens de subsistance (y inclus le loyer), afin d'élever le plus possible la rente qui frappe tous les produits de la terre et est monopolisée par les propriétaires fonciers, et rendre le moins cher possible les produits de luxe, fabriqués par les manufactures, dont profitent surtout les parasites ? Il ne s'agit pas là d'une idée en l'air ou d'une hypothèse. Marx observe que*

---

6 Sur ce point, comme sur tant d'autres, Malthus dit exactement le contraire de ce que montre la réalité : les salaires de famine ne freinent pas la croissance de la population, tandis que les salaires élevés contribueraient à provoquer la surpopulation à terme. En fait, plus le standard de vie est bas et les conditions de vie mauvaises, plus les humains prolifèrent — comme « certaines espèces animales faibles et continuellement pourchassées ».

c'est tout bonnement le cours déterminé de l'économie du capitalisme qui réalise les vœux de Malthus sur l'évolution des prix et des revenus : « Toute la production (et son accroissement, surtout) ne fonctionne désormais que grâce au renchérissement des moyens de subsistance *auquel correspond un prix des articles de luxe inversement proportionnel à la masse croissante des produits* [7]*. » La conséquence en est un grave échec pour Ricardo qui, dans l'euphorie du capitalisme progressif de ses débuts, voulait « abolir » la classe oisive des rentiers : « La baisse continuelle du* taux *de profit est donc liée à une augmentation constante du* taux *de la rente foncière* [8]. »

Aux yeux des théoriciens modernes du bien-être, Malthus, leur maître, a eu encore un autre mérite fondamental : en économiste vulgaire, il se place toujours au niveau de la circulation, là où s'effectue la répartition et où les classes dominantes et leurs appendices écrèment largement les revenus produits par les autres. Ainsi met-il en relation l'indice du « revenu national » avec celui du « revenu individuel » et, par ce truchement, pose le problème tout à fait scabreux de la croissance de la population qui peut ou bien favoriser l'essor économique en apportant des bras supplémentaires à la production, ou bien dévorer une partie du produit à investir dans l'appareil productif.

Pour les classes dominantes et tous les économistes bourgeois quels qu'ils soient, la population est ainsi subordonnée à l'économie et n'est plus un principe naturel autonome. Elle sert, dans la mesure où elle est utile à la richesse, à la production qui est la fin en soi de la bourgeoisie industrielle, et aux biens immobiliers ou patrimoine qui est celle de la noblesse terrienne. Or, comme le rappelle la crise, les besoins de la production sont contradictoires et changeants — d'où les alternances de surpopulation et de sous-population qui ont des effets péremptoires sur la main-d'œuvre et la… consommation.

Pour nous marxistes, la production sociale doit être au service de la population humaine et lui être subordonnée, ce qui n'est possible qu'après l'élimination du mercantilisme tant de la force de travail que des moyens et produits du travail. C'est seulement de ce point de vue que l'on peut se rendre compte de l'absurdité

---

7 Cf. MARX, *Théories sur la plus-value, Le Capital, 1. IV,* Dietz Verlag, Berlin, in MARX-ENGELS, *Werke,* 2613, p. 43.

8 *Ibid.*, in *Werke*, 26/2, p. 441.

*de la moderne alternative, tout à fait malthusienne, de l'économie bourgeoise : l'*exaltation sans limite de la production *et la conséquence stupide qu'en tirent les économistes bourgeois, la* réduction de la population. *Les classiques le faisaient pour assurer un taux de profit à la valorisation du capital aux dépens des salaires ; les théoriciens du prétendu bien-être, en dilapidant l'excès de production par le gaspillage et le gavage de certaines couches de surconsommateurs en période de prospérité et en résolvant la surproduction par des licenciements massifs de travailleurs en période de crise. C'est toujours l'incapacité bourgeoise de maîtriser les forces productives.*

Opposition bourgeoise entre industrie et agriculture

Retour à la table des matières

Quoi qu'il en soit, les malthusiens, qui se complaisent dans la sphère de la circulation, sont ainsi amenés malgré eux sur le terrain de la production où leurs manipulations mercantiles ne peuvent résister à la confrontation économique des forces productives au nombre social de consommateurs, qui se résout, en régime capitaliste, par l'antithèse surproduction/surpopulation,

C'est une grande victoire pour le marxisme, parce qu'il apparaît clairement que la médiation — ou cause — de cette antithèse se trouve dans la sphère de la production, *puisque c'est le taux de profit qui décide si un travailleur doit être embauché ou non, s'il est surnuméraire ou non. Les théoriciens archi-vulgaires du bien-être qui déterminent leur plan de production et leur structure des revenus à partir de la sphère de la circulation ne peuvent que fermer les yeux sur le fait que la production capitaliste se meut dans la contradiction suivante qui en manifeste les limites et suscite les crises de surproduction : « Elle n'utilise le travail nécessaire que* dans la mesure *où il crée du surtravail et où celui-ci* peut se réaliser sous forme de plus-value. *Il pose donc le surtravail comme condition du tra-*

vail nécessaire : la plus-value est la limite *du travail matérialisé et de la valeur en général* [9]. »

*En escamotant les causes, tous les malthusiens, passés et présents, ne peuvent trouver des remèdes au mal. L'ironie que connaît aussi la sinistre économie capitaliste veut même parfois qu'ils proposent des mesures qui ne sont que l'expression du mal profond du mode de production bourgeois. Ainsi en va-t-il de la a structure des prix » qu'ils proposent pour adapter la population à la production, en haussant le prix des vivres pour les masses et en baissant le prix des articles manufacturés. Marx montre que cette « structure des prix » est strictement déterminée par le mode de production capitaliste tout entier — le tait que dans l'industrie le capital, toujours plus assoiffé de profits, peut tourner quinze, vingt fois dans l'année en obtenant à chaque rotation son taux de profit qui se multiplie donc par quinze ou vingt dans l'année pour donner la somme finale de profit, alors que l'agriculture, avec ses « entraves naturelles », ne permet qu'*une *rotation dans l'année avec les seuls profits qui en résultent. La conséquence en est un prix relativement moins élevé des produits de l'industrie qui, outre la possibilité de nombreuses rotations, ne paie pas de droit d'accès au lieu de production (rente) comme le font les prix agricoles. En somme, le capital se sent mal à l'aise et néglige la sphère de l'agriculture qui fournit l'essentiel des moyens de subsistance aux hommes. Mais cette fameuse « structure des prix » chère aux malthusiens a encore des effets considérables, puisque le capital s'ingéniera à multiplier et à diversifier la production industrielle, donc les articles manufacturés, alors qu'il réduira la croissance du secteur agricole, donc des moyens de subsistance.*

C'est évidemment Malthus qui, en tant que porte-parole des rentiers, prend comme un malin plaisir à décrire ces aspects sinistres, voire monstrueux du capitalisme, et c'est en quoi il s'oppose à Ricardo, et devient le père spirituel du capital sénile, hyperdéveloppé et surindustrialisé qui s'est fortement éloigné du schéma ricardien de la « production proportionnée ». De fait, l'économie classique estimait qu'il fallait accroître essentiellement la base de tout l'édifice productif que sont Les moyens de subsistance pour développer les forces productives du travail qui sont la source de toutes les richesses. A partir de là, et parallèlement,

---

9 Cf. MARX, *Grundrisse,* 10/18, t. 2, p. 229. Et Marx de conclure : « Le capital est ainsi une contradiction vivante : il impose aux forces productives une limite spécifique, tout en les poussant à dépasser toute limite » (*ibid*.).

croissait le secteur de la production des moyens de production qui stimulait, par des moyens mécaniques et techniques, la force productive du travail, les deux évoluant de manière plus harmonieuse que dans le plan de Malthus qui déséquilibre tout l'édifice parce qu'il extorque une rente à l'agriculture et gonfle la sphère des articles de luxe de l'industrie manufacturière, en débilitant les sources vives de toute production — le travail humain et la terre [10].

Il suscite ainsi les conditions proprement catastrophiques de la crise : à un pâle, la surproduction *des articles manufacturés, fabriqués à bon marché et en quantités monstrueuses et, à l'autre pâle, la* surpopulation *aggravée par le déséquilibre entre le peu de moyens de subsistance créés et les énormes masses humaines, nécessitées par la valorisation accrue du capital.*

En gaspillant les forces productives dans les secteurs de luxe, le schéma malthusien aggrave l'écart entre la richesse et la pauvreté — ce qui suscite précisément une masse de misère et de hargne propre à aiguiser la soif de subversion de l'odieux système économique qui frustre et torture le grand nombre comme à dessein.

10 Dans son bref compte rendu du livre I du *Capital*, Engels résume comme suit les effets de l'accumulation capitaliste sur l'*agriculture* et le *travailleur* : « *Agriculture* : ici l'effet de l'évincement du travail par les machines est encore plus aigu, le paysan est remplacé par le journalier salarié, la petite manufacture domestique est détruite dans les campagnes, les antagonismes s'aggravent entre ville et campagne. Le travailleur des champs est éparpillé et affaibli, tandis que les ouvriers des villes sont concentrés, d'où le salaire des journaliers agricoles abaissé au minimum. En même temps, le sol est pillé : le couronnement du mode de production capitaliste, c'est qu'*il sape la source de toute richesse* : la terre et l'ouvrier » (*Werke*, t. 16, p. 287).
Dès le début de l'accumulation capitaliste, il était donc possible à Malthus de voir toute l'action négative que le capital avait sur les masses laborieuses et sur la terre.

Défaite de Ricardo

Retour à la table des matières

Après Quesnay qui fut le représentant de la classe des propriétaires fonciers et des journaliers agricoles à l'époque où la plus-value extraite de l'agriculture était la condition préalable à l'essor de l'industrie capitaliste, Malthus se fit le porte-parole des rentiers fonciers et autres parasites du capitalisme développé qui ont pris le dessus aujourd'hui sur la bourgeoisie industrielle que défendait Ricardo à l'époque révolutionnaire du capital.

Il faut noter qu'au début de l'ère bourgeoise les classes dominantes étaient farouchement hostiles au malthusianisme qui, à leurs yeux, défendait les intérêts réactionnaires des classes surannées de l'époque féodale, en prônant une théorie de la population absurde pour elles, puisque le capital avait alors un besoin énorme de bras qu'il devait se procurer à grand-peine en expropriant les paysans à la campagne et les petits-bourgeois à la ville, l'exploitation se faisant alors par l'allongement des heures de travail et l'augmentation du nombre des ouvriers, car les machines et la technique étaient encore peu développées. Lorsque le capital se mit en devoir de substituer la machinerie à la force de travail vivante, en extrayant la plus-value relative, le problème de la population ouvrière surnuméraire commença à se poser dans les pays de capitalisme développé, et la bourgeoisie manifesta alors de l'intérêt pour les théories de Malthus. De nos jours, en effet, le capitalisme exige avant tout un haut niveau de production de marchandises et une accumulation progressive rapide du capital. Or, dans les pays développés, les facteurs technologiques accumulés dans le travail mort augmentent la productivité du travail, cependant que l'apathie des syndicats et les mesures anti-ouvrières des patrons et de l'État bourgeois maintiennent un temps élevé de travail journalier [11]*, de sorte que le capital est assuré d'une marge qu'il n'est plus si nécessaire de demander à la surpopulation.*

---

[11] En augmentant les heures de travail, en instaurant et en développant les heures supplémentaires ou en retardant l'âge de la retraite, comme ce fut le cas tout au long du cycle de « prospérité » qui est derrière nous, le capital fait d'un ouvrier un ouvrier et quart, voire un ouvrier et demi, de sorte qu'il ré-

Enfin, ce fut l'alliance des deux classes dominantes de la société bourgeoise, alliance facilitée par le fait que leurs intérêts économiques se soudèrent dans la phase sénile, parasitaire et impérialiste du capital, qui recherche désormais autant les rentes que le profit, *avec ses monopoles non seulement sur la terre mais encore sur des branches d'industrie tout entières, avec ses trusts, cartels, holdings et sociétés multinationales de toutes sortes.*

Dans le capitalisme développé, les malthusiens peuvent hausser le ton : ils ne parlent plus seulement au nom des propriétaires fonciers, mais pratiquement au nom de toutes les classes dominantes, et notamment des plus puissants capitalistes industriels. Ce n'est plus seulement l'agriculture qui donne un surprofit *qui se transforme en rente. C'est tout le système mercantile lui-même qui pousse au surprofit et le suscite de plus en plus : « Tout surprofit normal, c'est-à-dire qui n'est pas produit par d'heureuses ventes fortuites ou des oscillations du prix du marché, est déterminé par la différence entre le prix* individuel *de production des marchandises d'un capital particulier et le prix* général *de production qui règle le prix de marché des marchandises de toute cette sphère de production* [12]. »

Il y a d'abord de tels surprofits pour tous ceux qui disposent — avec le même titre *de propriété sur la terre — de chutes naturelles d'eau, de mines, de gisements de toutes espèces et de sols où s'édifient aussi bien les maisons habitées que les manufactures ou fabriques nécessaires aux entrepreneurs industriels. Dans tous ces cas, l'organisation de la société bourgeoise, fondée sur la* garantie du patrimoine privé, *assure une série de monopoles que seul le* mercantilisme *développe.*

C'est ce qui arrive dès lors que l'État monopolise les cigarettes, qu'un puissant trust ou cartel fait main basse, mettons, sur les puits de pétrole de toute une

---

duit d'autant la population nécessaire au capital et, partant, augmente la surpopulation. En suggérant de telles solutions au capital, les démographes ont bien mérité du malthusianisme. Dans *Le Capital*, Marx écrivait : « Si la période ordinaire de la vie d'un ouvrier, étant donné la période ordinaire de travail, est de 30 ans, la valeur de la force de travail payée par jour est de 1/(365x30) = 1/10 950 de sa valeur totale » (livre I, Editions sociales, t. 1, p. 259, n.). Si l'on retarde l'âge de la retraite de 10 ans, par exemple, cette valeur sera de 1/(365 *x* 40), soit une diminution de valeur de ¼ pour l'ouvrier.

12 *Cf.* MARX, *Le Capital,* 1. III, Éditions sociales, t. 8, p. 34.

région du monde ou sur la fabrication d'ampoules, voire qu'un « pool » international de capitalistes domine la production de charbon, d'acier ou d'uranium.

Le monopole industriel arrive au même résultat que le monopole sur la terre qui donne une rente, parce que la demande d'aliments est forte, si bien que le terrain « le moins fertile » fixe le prix de marché : il élève les prix au maximum, en restreignant artificiellement l'offre *face à une demande toujours forte, si bien que les branches « les plus productives » pratiquent les prix les plus élevés, donc permettent une rente.*

L'avantage des monopoles est déjà en germe dans les industries à productivité exceptionnelle [13]*. Et mille autres secteurs occasionnellement privilégiés et protégés de l'économie mercantile donnent encore un surprofit se transformant en rente.*

Cette manie des surprofits est un signe évident de dérèglement du mode de production. Dès le début, la rente dans l'agriculture avait freiné l'essor de l'industrie où le capital se développe le mieux et elle pesait sur le capital variable, puisque celui-ci s'échangeait essentiellement contre des moyens de subsistance grevés d'une rente. Aujourd'hui, à son tour, le capital industriel tire si Possible une rente de toute transaction, estimant que les ouvriers en supporteront, en dernière instance, le fardeau. C'est plus qu'une absurdité que de faire monter sans cesse les prix des articles manufacturés qui baissaient au début du capita-

---

13 Jusqu'à égalisation du taux de profit au niveau moyen de tout le secteur d'une même production — ce que l'art *petit-bourgeois* du *marketing* moderne sait retarder au maximum —, il y a dans l'industrie un *surprofit* dérivant du même mécanisme mercantile qui fixe à tout article agricole un prix courant sur le marché à partir duquel il y a *rente* pour toute entreprise ayant un coût de production moindre : en supposant que le taux de la plus-value ou taux d'exploitation de la force de travail est constant, soit de 100 %, « c'est seulement dans les branches de production où, mettons, la composition du capital est de 80 c + 20 v que le *prix de production + 20 %* sur le capital avancé coïncide avec la *valeur* [soit le prix courant de 120]. Là où la composition organique est plus élevée (par exemple 90 c + 10 v), ce prix courant est au-dessus de la valeur obtenue [c'est-à-dire 110 qui permet un surprofit], alors qu'inversement il est au-dessous de la valeur obtenue si la composition organique est plus basse, par exemple 70 c + 30 v [soit 130] » (cf. lettre de Marx à Engels, 30 avril 1868).

lisme, c'est le signe que le dernier avantage du mode de production capitaliste se perd, autrement dit, que le capital a fait son temps.

Ces rentes mangent désormais le progrès. Elles n'ont pas seulement pour effet d'accroître la part du gâteau des classes dominantes et de diminuer celle des classes travailleuses, elles empêchent encore l'esclavage salarié de diminuer quantitativement : en dépit de l'amélioration de la technique et de la productivité du travail, ces surprofits entravent la possibilité de réduire au fur et à mesure le temps moyen de travail individuel, les heures de travail dans la journée, tout en élevant le standard général des consommateurs — comme ce devrait être le cas après l'application de la science et du machinisme au procès de production.

La rente et les surprofits accroissent toujours plus la différence entre la valeur sociale des objets d'utilité et le prix auquel le consommateur les obtient, et ce n'est pas là la moindre cause de cette inflation qui gangrène de plus en plus le capitalisme devenu sénile et parasitaire et qui creuse encore le fossé entre riches et pauvres, non seulement entre les classes, mais encore entre les nations bourgeoises.

Dans la phase ultime du capitalisme, le prix courant de marché ne baisse pratiquement plus — et la société cesse de bénéficier des résultats positifs de la croissance des forces productives du travail qui stimulent les autres entreprises à se hausser à ce même niveau de productivité et de technologie.

Tous ces secteurs privilégiés, les industries de pointe, les monopoles de toutes sortes, qui jouissent d'une rente parasitaire comme dans l'agriculture, protégée par excellence dilapident non seulement les surprofits en pots-de-vin, prébendes et faux frais, mais grossissent encore les classes oisives, chères à Malthus, voire corrompent toute une frange de la classe ouvrière qui participe plus ou moins à la consommation d'objets de luxe, de gadgets plus ou moins inutiles, stupides ou malsains.

Dans la jungle de l'affairisme et du mercantilisme, le moindre avantage économique est exploité à fond et multiplié par tous les ressorts de la corruption, par le « détournement » du pouvoir politique : si le libre-échange profite le plus à telle branche, on l'instaurera pour elle ; si le protectionnisme avantage telle autre, on dressera les barrières et on organisera les chicanes douanières.

C'est l'impérialisme dominant des États-Unis qui a le plus développé tout ce système. En prenant appui sur la concentration des moyens de production qui s'est réalisée chez eux et sur l'avance technologique dont ils jouissent, ils ont pratiquement étendu le mécanisme des surprofits à l'industrie, la composition organique élevée de leur capital leur permettant de vendre presque toujours leurs produits largement au-dessus de leur prix de production — profit courant compris —, et ce non seulement vis-à-vis des pays du tiers monde, mais encore vis-à-vis des pays capitalistes moins développés qu'eux. Leur force militaire et financière leur permet ensuite de contrôler massivement les sources de matières premières des continents de couleur, en détournant à leur profit une part énorme de la classique rente.

Dans la conception du capitalisme révolutionnaire de Ricardo, il fallait abolir la rente, parce que, dans l'agriculture au sens large du terme, toute exploitation plus fertile que la plus mauvaise qui fixait le prix courant de marché touchait un surprofit *d'autant plus élevé que l'arriération de ses concurrents était plus prononcée, si bien que* son avantage était lié à la stagnation économique pour la société *et sa force tournée à la maintenir et la diffuser dans le pays. A cette aberration économique, il opposait l'industrie où l'entreprise la plus féconde fixait pour toutes les autres le prix de l'article produit, de sorte que les entreprises retardataires étaient poussées à rejoindre ce niveau plus productif si elles voulaient survivre dans la concurrence. Il voulait, en conséquence, introduire aux dépens des propriétaires fonciers ce même principe et attribuer comme impôt la rente à la collectivité. Ce dessein aurait servi aussi les intérêts des ouvriers, grands utilisateurs de produits agricoles : « L'intérêt des propriétaires fonciers est toujours opposé aux intérêts de toutes les autres classes de la société, car leur situation n'est jamais aussi florissante qu'au temps où la nourriture est rare et chère, alors qu'il serait avantageux pour tous les hommes qu'ils puissent acheter bon marché leurs denrées alimentaires (ce qui implique une production abondante)* [14]. »

Si, dans la lutte contre Malthus, Ricardo fut battu, c'est essentiellement parce que le capitalisme développé, cessant d'être révolutionnaire, est devenu de plus en plus parasitaire. Pour triompher de la sorte, Malthus n'avait pas besoin de fourbir des armes théoriques nouvelles, plus efficaces que celles de Ricardo. Au

---

14 Cf. David RICARDO, *Works and Correspondance,* Straffa's ed., vol. 4, p. 21.

contraire, il reprit simplement les armes tombées des mains des théoriciens du capitalisme révolutionnaire pour les émousser en glissant dans l'économie vulgaire. Ainsi Malthus retombe-t-il dans la théorie préricardienne des mercantilistes en expliquant sa rente par une surcharge des prix dans la circulation : cf. infra, *p. 253, note 9.*

Rente et parasitisme intellectuel

Retour à la table des matières

En digne représentant de la classe des rentiers et parasites de toutes sortes, Malthus ne pouvait que plagier les théories des autres et gâcher les notions les plus solidement définies antérieurement, sans jamais faire preuve d'une originalité quelconque.

Les privilèges liés à la rente, Malthus les reporte sur sa théorie de la population, à savoir que les oisifs accapareurs de plus-value sont les créateurs et les maîtres de la richesse, régulent et organisent ce qui doit être produit à leur image et dans leur intérêt, alors que les producteurs ne sont que des gens stériles, « puisqu'ils reçoivent très exactement l'équivalent pour leur travail », autrement dit qu'ils touchent le peu qu'ils donnent, ce rapport, confortable pour la minorité et inique pour la grande masse, assurant à la société un niveau de population optimal.

Or cette théorie n'est qu'une resucée corrompue de celle des physiocrates qui furent les vrais pères de la théorie de la rente capitaliste [15]*, lorsque l'accumulation initiale dans toute la société se faisait à partir de la terre, cet instrument de production supplémentaire, dont l'excédent permit de mettre à la disposition de l'industrie les matières premières et les bras en suffisance. A une épo-*

[15] Comme les capitalistes industriels, les propriétaires fonciers ont été des révolutionnaires au début de l'ère bourgeoise, en « éclaircissant les campagnes », et en prolétarisant les couches les plus conservatrices de la société, les travailleurs parcellaires, paysans et artisans. C'est ce que Marx exprime, par exemple, dans son article sur *l'Émigration forcée* (p. 96-101) où il souligne les avantages de la grande propriété moderne sur l'économie parcellaire pour élever aussi les forces productives : cf. *aussi* infra, p. 173-174.

que où cette théorie avait déjà fait son temps et était supplantée par la théorie de la valeur de Ricardo qui voyait dans le travail au sein de la production, quelle qu'elle soit, la source de toute richesse, Malthus renoua avec les physiocrates et, faute d'argument scientifique, fit appel au Père éternel. A ses yeux, la rente n'est pas un simple monopole, au contraire, a c'est le clair signe d'une propriété parfaitement inestimable de la terre que Dieu a accordée aux hommes — la propriété de pouvoir nourrir plus d'hommes qu'il n'en faut pour la travailler [16] ».

Or, dès 1777, le fermier Anderson avait donné le coup de grâce aux physiocrates qui pensaient que la rente était due à l'exceptionnelle productivité de l'agriculture, et donc dérivée de la fertilité spécifique du sol (*don de Dieu pour Malthus, qui sanctifie ainsi la rente… et les rentiers*)*. Il renversait tout simplement le problème, en affirmant : ce n'est pas la rente du sol qui détermine le prix des produits, mais le prix des produits qui détermine la rente. Dieu n'était plus rien d'autre que le mercantilisme, puisque le terrain de productivité le plus faible fixe le prix courant de marché, de sorte que les terrains plus productifs donnent une rente au-delà de ce prix.*

Engels souligne que l'économie bourgeoise est essentiellement chrétienne, notamment son théorème que la terre de péché n'est pas capable de nourrir l'humanité. Depuis qu'il a été chassé du Paradis terrestre, l'homme a quelque chose de vil et de bas en lui, et il est condamné au travail qui est pénible et repoussant, voire dégradant. La distinction religieuse entre Esprit et Matière permet d'établir une hiérarchie indispensable aux classes dirigeantes qui s'assimilent à une pure élite [17]*, distinguée, choisie et voulue par Dieu, raffinée et cultivée, spirituelle et, surtout, libérée de tout travail répugnant, tandis que les*

---

16 Malthus, Inquiry into the Nature and Progress of Rent, and the Principles by which it is regulated, Londres, 1815.

17 De la même façon, les activités intellectuelles et artistiques sont considérées comme nobles et sublimes et sont réservées à une élite qui n'a fait qu'accaparer le temps libre créé par les ouvriers dans le procès du travail : « Cet antagonisme entre la richesse qui ne travaille pas et la pauvreté qui travaille pour vivre fait surgir à son tour une contradiction au niveau de la science : le savoir et le travail se séparent, le premier s'opposant au travail comme capital ou comme article de luxe du riche » (Cf. MARX, *Théories sur la plus-value,* in *Werke,* 26/1, p. 280 ; cité dans MARX-ENGELS, *Critique de l'éducation et de l'enseignement,* P.C.M., p. 7-8). [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

ouvriers sont ramenés au rang des bêtes. De plus, les pauvres sont matérialistes, sales, grossiers, misérables, incultes et bassement intéressés aux choses immédiates de la vie et — faute impardonnable aux yeux de Malthus — innombrables. C'est ce qui fit écrire à Engels : « La théorie malthusienne n'est que l'expression économique du dogme religieux qui oppose l'esprit à la nature et aboutit à la corruption de l'un et de l'autre [18]. »

En opposant l'esprit et la matière, le christianisme cultive ridée de châtiment et en vient à juger bénéfiques les fléaux qui extirpent les plaies humaines, la vie de la multitude des pécheurs. La société capitaliste est foncièrement patriarcale : la femme est le diable, car elle enfante et séduit… l'homme. Le malthusianisme exprime cette haine pour la vie, « cette détestation profonde et tenace à l'endroit de l'enfant », selon la formule de Carole Sandrei (La Société contre l'enfant, *Stock, 1977). Le capital place la richesse matérielle au-dessus de la vie, et la très chrétienne et capitaliste Amérique a inventé la bombe à neutrons qui détruit la vie humaine et préserve les biens matériels. Nul mieux qu'un curé, habitué à manier*

---

18 Cf. ENGELS, Umrisse zu einer Kritik der Nationaloekonomie, in Werke, 1, p. 520.
Dès 1844, Marx écrivait dans ses *Manuscrits philosophico-économiques :* « L'économie politique — cette science de la richesse — est donc en même temps la science du renoncement, des privations, de l'*épargne*. […] Elle est donc — malgré son côté profane et voluptueux une vraie science morale, la plus morale des sciences. […] L'abstinence, comme principe de l'économie, se manifeste de la façon la plus *éclatante* dans sa *théorie de la population.* Il y a *trop* d'hommes : même l'existence est un pur luxe, et, si l'ouvrier est moral, il sera économe dans la procréation. La production de l'homme apparaît comme une calamité publique » *(Werke, Ergänzungsband*, 1, p. 549, 551).
L'économie politique est enfermée dans l'insoluble contradiction de la richesse et de la misère, parce qu'elle théorise une société divisée en classes antagoniques et que la production repose sur l'exploitation du travail d'autrui. L'école de Ricardo s'oppose à l'école malthusienne en revendiquant un seul pôle de la contradiction, sans comprendre que « gaspillage et épargne, luxe et dénuement, richesse et pauvreté sont les deux aspects d'une même réalité. […] A l'un des pôles, Lauderdale, Malthus, etc., conseillent le *luxe* et maudissent l'épargne ; à l'autre, Say, Ricardo, etc., recommandent l'épargne et maudissent le luxe. Mais les premiers avouent qu'ils veulent le luxe pour produire le *travail*, c'est-à-dire l'épargne absolue ; les autres avouent qu'ils prônent l'épargne pour produire la *richesse*, c'est-à-dire le luxe » (*ibid*., p. 550).

l’anathème et à scruter les âmes, ne pouvait aussi froidement rendre les pauvres eux-mêmes responsables de leur pauvreté.

« Ce qui caractérise Malthus, c’est sa vulgarité foncière de sentiments, vulgarité que seul peut se permettre un curé qui voit dans la misère la punition du péché originel et qui a besoin en général de cette « vallée de larmes », ce qui ne l’empêche pas en même temps — à cause de ses grasses prébendes et à l’aide du dogme de la prédestination — de juger bon d’adoucir aux classes dirigeantes le séjour dans cette même vallée de larmes [19]. »

Rente propriétaire et « surcharge » mercantile

Retour à la table des matières

Cette haine contre Malthus s’adresse non à une personne contingente, mais au représentant théorique de la troisième des classes fondamentales de la société — celle des rentiers, classe qui condense en elle la perversion croissante de la forme de production capitaliste qui devient conservatrice, puis sénile et parasitaire, tandis que son centre d’intérêt se déplace de plus en plus des phénomènes de la production *sur ceux de la* circulation (*de la commercialisation et de la* consommation). *C’est, en effet, le secteur privilégié où se fait la répartition des richesses, l’attribution des prorata à consommer ou à investir dans telle ou telle branche : « La distribution est la puissance en action de la propriété privée ».* [20]

Or c’est aussi dans la circulation que s’effectue le renversement des choses en leur contraire qui permet à la classe des rentiers de passer pour une classe déterminante de la société et de concrétiser sa domination sociale. Dans la circulation où se réalise le capital, la marchandise se transforme en argent, divinité visible qui mue toutes les qualités et les activités humaines en leur contraire, engendre l’universelle confusion et perversion, en faisant fraterniser les choses inconciliables. La distribution prend le pas sur la production, le commerce sur le travail

---

[19] Cf. Marx, *Théories sur la plus-value,* in Marx-Engels, *Werke,* 26/2, p. 110.

[20] Cf. Marx, *Notes critiques sur l’ouvrage de J. Mill,* « *Éléments d’économie* », trad. fr. in K. Marx-Fr. Engels, *Les Utopistes*, Petite Collection Maspero, p. 157.

et l'esprit sur la matière. Cette inversion des choses qui évoque la magie est la fonction même de la circulation mercantile. Elle fait apparaître en outre le producteur comme un être dérisoire, bafoué par son propre produit, puisque celui-ci se métamorphose sur le marché en argent, puis indifféremment en chaussettes ou en allumettes. Mais, pour le producteur salarié, ce procès est encore plus dur, puisque le capitaliste s'est approprié de son produit et que lui-même n'a touché qu'une partie des heures de son travail. La circulation est donc le lieu favori des classes dominantes.

À partir d'elle, Malthus se prend pour le démiurge de toutes choses — et il fait passer la consommation pour plus importante que la production, les classes rentières pour plus nécessaires que les classes productives, en témoignant au travail une haine que même les industriels bourgeois à la Ricardo ne pouvaient partager, étant donné qu'ils considéraient le travail comme la source de toute valeur et de toute richesse.

Maniée par Malthus, l'économie politique bourgeoise devient monstrueuse et antisociale : l'impéritie domine le savoir-faire, le jouisseur et l'oisif déterminent, avec l'argent et leur consommation futile et dépravée, quels seront les produits à créer, les secteurs de la production à développer — et le luxe inutile passe avant la consommation essentielle, comme l'armement, les moyens de guerre et de génocide priment le pain, l'habillement et le logement des masses.

C'est en étendant la définition de la rente foncière jusqu'à la notion mercantile de surcharge des prix *au sein de la sphère des échanges sur le marché — le fameux surprofit — que Malthus put devenir, outre le porte-parole des propriétaires fonciers traditionnels, le père des classes moyennes d'hier et d'aujourd'hui* [21]*, et devenir — comme nous le verrons — le théoricien du moder-*

---

21 Le marxiste, qui définit les classes à partir de leur fonction dans la production, a quelque mal à suivre le raisonnement de Malthus qui définit ses classes — rentière *et* moyenne — à partir de la circulation, où elles ont pour « fonction » de réaliser le capital et d'absorber la surproduction, « soit une troisième classe d'ACHETEURS qui paierait les marchandises à leur valeur nominale, sans en vendre pour sa part, sans rendre la politesse à son tour. […] Or des acheteurs qui ne sont pas vendeurs sont forcément des consommateurs qui ne sont pas producteurs — des *consommateurs improductifs* ». D'où la théorie de la population de Malthus qui voudrait que « la masse de la classe moyenne croisse et que le prolétariat (travailleur) constitue une

ne capitalisme, populaire des U.S.A. et de Russie. Dans le capitalisme sénile, la rente, au sens de surcharge chère à Malthus, profite également aux innombrables fonctionnaires de l'Église et de l'État, aux agents du capital qui assurent sa gestion, son administration, sa défense, sa justice, son impérialisme, la diffusion de ses idées, sa publicité écrite et parlée ; bref, à tous ceux qui, dans les pays « avancés », voient leurs revenus gonfler par les surprofits du capitalisme parasitaire — et cela va jusqu'aux innombrables services.

L'horrible faussaire Malthus ne retourne pas seulement le sens de toutes choses, en s'appuyant sur l'odieux mécanisme mercantile de l'échange entre équivalents qui règne dans la sphère de la circulation, mais extrapole encore ce résultat à la sphère naturelle *de la population pour justifier, par une loi éternelle et irréfragable, la misère et la redondance des masses, dont le travail crée la richesse, la prodigalité et la prépondérance des classes oisives.*

Malthus théorise ainsi l'abjection et la déchéance la plus vile d'un mode de production — celle qui fait passer pour surnuméraires et inutiles ceux-là mêmes qui produisent les richesses, et présente comme primordiaux les incapables, les jouisseurs et les oisifs. Il faut attendre la dernière des sociétés de classe pour développer une telle perversion des mérites, en jetant l'anathème sur ceux-là mêmes qui procurent aux parasites leurs moyens de jouir et de prospérer. L'infâme curé substitue au Dieu, garant de l'ordre éternel de l'économie politique de classe, le principe naturel — invariable et inné aux choses humaines — de la population, faisant ainsi preuve d'un racisme qui justifie la mort lente des masses les plus nombreuses et tous les génocides des travailleurs et des pauvres, qui sont l'incarnation du Mal aux yeux de tout propriétaire, de tout riche et de tout parvenu. Le malthusianisme s'avère ainsi la théorie de classe la plus anti-ouvrière qui soit.

---

portion toujours relativement moindre de la population totale (même s'il croît absolument) » (cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, in *Werke*, 26/3, p. 44, 57)

Les rentiers à la Malthus sont les pires

Retour à la table des matières

L’exploitation exercée par la bourgeoisie industrielle, si infâme soit-elle, n’en apporte pas moins à la société un avantage, puisqu’elle extorque au travail une plus-value dont une partie — la plus grande, au début — est réinvestie pour développer et multiplier les branches de la production, accroître la productivité, voire taire baisser le prix des produits manufacturés, sans parler du fait que le capital combine sans cesse davantage les forces du travail par une coopération et une association toujours plus rationnelles el fécondes. En revanche, il saute aux yeux que la rente des propriétaires fonciers ainsi que les surprofits empochés par les parasites n’ajoutent absolument rien, mais sont au contraire à déduire de la plus-value ou richesse déjà créée par le travail sous le commandement de l’entrepreneur capitaliste. La propriété *de la terre confère aux rentiers le monopole de l’alimentation et, par là, un droit de vie et de mort sur les populations.*

Les limites du capital se manifestent dans l’agriculture, au fait qu’il trouve dans le rythme naturel de la terre une entrave à l’exploitation effrénée du travail. En conséquence, il ne parvient pas à évincer la propriété foncière qui a ses racines profondes dans la spoliation des vastes campagnes — et, faute de pouvoir supplanter son rival, il s’allie à la fin avec lui, puisque l’exploitation capitaliste dans l’industrie implique elle aussi un titre de propriété *sur le travail mort accumulé par les générations laborieuses du passé. De la sorte, l’économie capitaliste de la terre aggrave au maximum pour les habitants des campagnes les conditions de travail et de vie — et les propriétaires fonciers s’acharnent à prolétariser les paysans pour agrandir leurs domaines, sans leur apporter eux-mêmes en compensation les avantages inhérents au progrès technique. Qui plus est, la rente foncière grève désormais même les articles industriels, puisqu’elle alourdit le coût des matières premières qui entrent dans leur fabrication.*

Dans sa théorie de la rente, Marx souligne que l’existence d’écarts systématiques (surcharge chère à Malthus) entre le prix des denrées alimentaires et leur valeur a des conséquences fatales pour l’humanité sous le capitalisme, comme l’expérience le démontre amèrement, même aux masses des pays capitalistes dé-

veloppés [22] *: avec la croissance de la production bourgeoise, on alimente de moins en moins bien l'espèce humaine, en dépit de l'essor croissant des forces productives en général. Ce déphasage entre l'industrie et l'agriculture, entre la section des moyens de subsistance et celle des moyens de production et articles de luxe provoque les crises du capitalisme. Il repose sur le tait que tous les produits agricoles sont vendus et payés par celui qui les consomme à un prix dépassant leur valeur. Contrairement à ce qu'affirme Malthus, ce résultat n'est pas dû à une loi naturelle, mais au mécanisme mercantile qui fixe le prix des denrées alimentaires d'après le prix de production du terrain le plus mauvais, tous les autres donnant une rente parasitaire que paie le consommateur, non certes l'improductif qui en profite, mais le productif qui travaille.*

Le capitaliste Ricardo en était très ennuyé. En effet, il a besoin d'aliments très bon marché, parce que 1) cela permet des bas salaires dans la mesure où l'industriel voit diminuer le coût des moyens de subsistance nécessaires à la reproduction de la force de travail, mais surtout 2) parce que le capitalisme gagnerait la partie et assurerait un progrès ininterrompu à l'humanité en promouvant un bien-être toujours croissant, si les aliments de base baissaient de prix et se multipliaient de la même manière que les produits de l'industrie, où le capital peut avoir un développement illimité — hélas ! pour lui, en théorie seulement du fait de sa liaison nécessaire avec l'agriculture.

C'est sur le développement inégal du capital dans l'industrie et l'agriculture que Marx a fondé sa formidable condamnation de la société mercantile du capital. Dès le siècle dernier, l'industrielle Angleterre a été hors d'état de se nourrir elle-même, malgré une expansion inouïe de ses forces productives — et aujourd'hui il en va pratiquement de même de tous les pays industriels d'Europe occidentale et orientale.

---

22 La Russie au capitalisme honteux ne maintient qu'au prix de lourdes subventions d'État *l'artifice* de bas prix alimentaires : « C'est ainsi qu'en 1976 l'État a dû consacrer 19 milliards de roubles pour subventionner ces prix. L'État dépense, en moyenne, 3,5 roubles pour la production et la vente d'un kilo de viande de première catégorie qui est vendu au prix de… 2 roubles. De la même façon, le kilo de beurre revient à 5 roubles, mais il n'est vendu que 3,6 roubles dans le secteur d'État » (cf. Jacques AMALRIC, « Un système plus souple des prix est progressivement mis en place [en Russie] », *Le Monde,* 6 avril 1977).

La Russie étant un pays d'industrialisation relativement récente, nous possédons des statistiques assez parlantes sur la disparité d'évolution de son industrie et de son agriculture qui fonde le développement capitaliste inégal à tous les niveaux (indice divergent des prix, rythme discordant d'expansion de chaque secteur, etc.) et témoigne de l'anarchie d'une production qui se fait non selon les besoins humains, mais selon la capacité de susciter des profits.

Voici quelques données sur la croissance divergente des divers secteurs de la production : en trente-deux années, de 1913 à 1955, la production d'acier, de fonte, de charbon, de pétrole et de machines a augmenté de 39 fois, tandis que celle des biens de consommation n'a augmenté que de 9 fois. Encore faut-il noter ici que l'industrie participe, elle aussi, à la production de biens de consommation. Comme le capital peut y multiplier ses rotations dans l'année et donc y taire de gros profits si bien que le taux de croissance y est particulièrement élevé, l'industrie manufacturière a fortement contribué à l'accroissement des biens de consommation, et l'indice en est encore gonflé par le fait que de nombreux appareils et produits n'existaient pas encore dans la Russie de 1913. Ainsi enregistre-t-on que, de 1913 à 1955, le nombre des réfrigérateurs a augmenté de 50 fois, celui des machines à laver de 80, des motos de 24 et… celui des appareils de radio et de télévision de 150 fois. Par ailleurs, les produits de première nécessité ont augmenté beaucoup moins : le sucre de 2,8 fois, alors que la population passait de 155 millions à environ 200 millions en 1955. Les tissus de laine augmentaient de 2,5 fois, tout comme les tissus de coton — et les céréales ont même baissé pour ce qui est de la consommation par tête.

La brillante Amérique n'échappe pas à la loi de la baisse de consommation des principales denrées alimentaires, comme en témoigne l'évolution du nombre de calories par jour et par personne. De 3 520 calories en 1902, elle est passée progressivement à 3 200 en 1955, la perte alimentaire étant pour ces quarante-trois ans de 9%, d'autres sources vont même jusqu'à dire qu'on n'en est plus en 1975 qu'à 3 050 calories, la perte est alors de 13%.

Mais revenons à la Russie pour laquelle nous avons les données statistiques portant sur le secteur A (production de moyens de production) et le secteur B (biens de consommation). Il nous suffit de donner les chiffres sur la part de chacun de ces deux secteurs dans la production globale *pour constater une fatale disparité d'évolution. Voici la part du secteur A (industrie lourde) en 1913, 1917,*

1928, 1940, 1946 et 1955 : 33,3 %, 38,1 %, 39,5 %, 61,2 %, 65,9 % et 70,8 % : elle croît au rythme de l'accumulation capitaliste, la série parallèle des biens de consommation diminue régulièrement pour ces mêmes années : 66,7 %, 61,9 %, 60,5 %, 38,8 %, 34,1 %, 29,2 % [23].

Aujourd'hui, la Russie a dépassé son rival américain dans de nombreux secteurs de l'industrie lourde, non seulement pour la masse produite, mais encore par tête d'habitant. C'est le cas pour l'électricité, le ciment, le minerai de fer et le charbon. Cependant, dans le même temps les queues s'allongent devant les magasins de vivres.

Irlande et tiers monde

Retour à la table des matières

En fait, la Russie, longtemps isolée du reste du monde par le protectionnisme, ne fournit pas l'exemple le plus classique de la crise agricole et alimentaire qui accompagne l'essor de l'industrie capitaliste. L'Angleterre que nous décrit Marx, et les pays occidentaux d'aujourd'hui ont suscité une crise agraire autrement catastrophique, parce qu'ils sont bien plus colonialistes et impérialistes que les régimes actuels de l'Est et se nourrissent en grande partie des produits de pays tiers. Pour obtenir ce résultat, ils ont pour ainsi dire exporté dans les pays dépen-

23 Il existe certes un moyen — même en régime capitaliste — de ranimer l'agriculture : lui injecter à très fortes doses des capitaux, en transférant les investissements de l'industrie à l'agriculture. Mais ce ne peut être qu'un expédient tout à fait transitoire, puisqu'il *contrecarre* l'accumulation rapide du capital dans l'industrie et qu'en Russie les secteurs de l'industrie lourde prennent eux aussi du retard par rapport aux prévisions des plans — et l'on fait appel à l'étranger. Ainsi, un tiers de la production de ciment s'effectue dans des usines livrées « clés en main » (et à crédit souvent) par les Occidentaux. On ne saurait, en effet, juguler longtemps les secteurs à haut rendement de profits et de capitaux additionnels pour soutenir un secteur où ces mêmes rendements sont bas. Ce serait transférer la crise de l'agriculture dans l'industrie qui, avec la baisse tendancielle du taux de profit, a une soif de plus en plus grande de capitaux, comme en témoigne, par exemple, le fait que les Russes ont une balance commerciale de plus en plus déficitaire et font de plus en plus appel aux capitaux de l'Ouest, lui-même endetté jusqu'au cou.

dants les conditions catastrophiques de l'agriculture sous le régime capitaliste. La bourgeoisie manufacturière anglaise, modèle classique entre tous, rêvait de faire de l'Angleterre l'atelier industriel du monde entier, sa ville, et de tous les autres pays et continents sa campagne, qui devait croupir dans l'activité agricole et lui fournir à bon marché les moyens de subsistance et les matières premières à transformer.

En étudiant l'Irlande qui fut le premier des pays dépendant d'une métropole industrialisée et préfigure le sort du tiers monde moderne, Marx montre que la question agraire, avec l'incapacité du capital à alimenter ses populations par son besoin irrépressible de faire des profits et de tirer des rentes et des surprofits des pays les plus pauvres, explique également le colonialisme et l'impérialisme.

A ce propos, Marx souligne, dans le fameux chapitre sur l'accumulation, *que le capital crée une double masse de misère : à un pâle de la société, celle des peuples dépendants dont il empêche l'essor industriel et qu'il tient dans l'arriération barbare de l'agriculture qui déchoit dans le monde capitaliste* [24] *; à l'autre, celle du prolétariat exploité et, lui aussi, surnuméraire. Dans les textes sur l'Irlande que nous publions dans ce recueil, Marx décrit minutieusement le mécanisme de cette dépendance : la métropole industriellement, développée projette ou exporte sur la verte Eire ses conditions agraires, en la ruinant complètement et « sans même donner à ses cultivateurs les moyens de compenser la perte des éléments constituants de son sol. » Elle est livrée à la pire classe de la société bourgeoise, les rentiers chers à Malthus, qui saccagent son sol et pillent sa main-d'œuvre ; bref, ce pays devient arriéré comme le tiers monde ou les régions plus ou moins sous-développées des opulentes métropoles : le sud de l'Italie, la Bretagne, la Corse, etc. La métropole y perpétue les atroces conditions de l'accumulation primitive, en y « éclaircissant les campagnes », en substituant le bétail aux humains, en rendant surnuméraires les travailleurs. Le mouvement de concentration de la propriété terrienne ne s'effectue pas en apportant un progrès soutenu à l'agriculture, il dégrade la terre et la nature ambiante, alors que le travail humain intense améliorait avec les générations le sol travaillé. Pire encore : la rente se fait plus grasse lorsque le travail diminue dans le produit ;*

---

24 Cf. les chapitres intitulés « Dissolution des sociétés précapitalistes extra-européennes » et « Accumulation primitive en Angleterre et outre-mer », in MARX-ENGELS, *La Chine*, 10/18, p. 101-107.

l'élevage du bétail dans les prés clos est plus rémunérateur que le travail des champs, tandis que la monoculture devient plus rentable que l'horticulture séculaire du paysan traditionnel.

L'Irlande est évidemment le paradis, le champ de prédilection du représentant des classes parasitaires — Malthus. La population y est toujours trop nombreuse, et il y trouve la confirmation qu'il faut détruire les surnuméraires pour accroître la richesse des rentiers. Marx se rend sur le même terrain pour réfuter les thèses malthusiennes, en se fondant sur les données statistiques fournies par les classes dominantes elles-mêmes : à mesure que la population diminue, la production elle-même s'amenuise et le revenu national baisse, la technique et l'organisation de la vie sociale régressent ; le seul « progrès » est une légère augmentation du revenu annuel de la catégorie supérieure des propriétaires fonciers.

De même que le capital mécanisé rend les ouvriers surnuméraires, l'accumulation impérialiste suscite dans les pays pauvres une surpopulation qu'il accable de ses « pollutions ». Des deux, il tire une main-d'œuvre aux périodes de boom de l'infernale économie capitaliste. Dans la phase sénile de l'industrie automatisée des pays développés, le patronat n'a plus guère besoin de recourir aux esclaves de couleur pour valoriser le capital. Les surnuméraires des pays du tiers monde s'entassent alors dans de gigantesques bidonvilles autour des capitales et des grandes villes, tandis que l'industrie se concentre toujours davantage dans les métropoles, où l'effarante surproduction engendre une classe stérile de plus en plus nombreuse de consommateurs et de travailleurs improductifs qui sont nécessaires au maintien d'un tel ordre dégénéré, théorisé par Malthus dès l'aube du capitalisme.

Le capital singe Malthus

Retour à la table des matières

Étant privée des moyens de son travail et de l'acquis technique créé par les générations passées, la masse humaine du tiers monde se trouve être en surnombre eu égard aux conditions de valorisation du capital. Il s'agit donc, pour

l'impérialisme blanc, de résorber cette surpopulation, d'après le « principe de la population » de Malthus.

Au cours de cet après-guerre, les continents de couleur ont ainsi été mis à feu et à sang pour maintenir les conditions d'exploitation cyniques du capital des métropoles : la France, simplement pour tirer quelques avantages économiques pour certains de ses nationaux, n'a pas hésité à mener une guerre qui anéantit environ huit cent mille innocents en Algérie ; une semblable opération avait été conduite en Indochine, à Madagascar, etc. Les guerres coloniales prirent de plus en plus l'allure de véritables génocides, justifiés à l'arrière-plan par la nécessité d'anéantir la population « qui grouille dans ces pays ». Lors de la chute de Sukarno, sous prétexte de faire la chasse aux communistes, les forces de répression massacrèrent en six mois — de fin 1965 à début 1966 — un million de paysans installés par la réforme agraire sur les terres des anciens propriétaires fonciers : les raisons politiques masquent les sinistres intérêts de la propriété foncière parasitaire. Depuis l'éviction des Portugais, les soldats indonésiens ont tué quelque 150 000 personnes dans l'ancienne Timor, soit plus de 15 % de la population [25]. *Et puis il y a eu la guerre du Biafra, les massacres en Amérique latine, en Afrique, au Vietnam, en Corée, au Pakistan, au Bengladesh, etc. : le capital mène une guerre meurtrière aux masses pauvres. Comme la dernière guerre ne s'est pas*

---

25 C'est toujours comme bras séculier des métropoles blanches qu'opèrent les gouvernements fantoches des pays dépendants : « Nous avons demandé des navires de guerre aux Pays-Bas (dont l'Indonésie est une ancienne colonie) ; peut-être des armements lourds nous seront-ils livrés par les États-Unis », déclare M. Malik, ministre indonésien des Affaires étrangères le 14 mars 1977 (cf. *Le Monde*, 17-3-1977).
Les chiffres sur l'Indonésie et Timor cités ci-dessus sont extraits de l'article de José RAMOS-HORTA, « Le Vietnam de l'Indonésie », *Le Monde* du 27-1-1977.
L'Occident chrétien et hypocrite dépasse indubitablement en horreur les génocides réalisés par les pays de l'Est, tout aussi capitalistes mais moins développés, qui projettent surtout sur une fraction de leur propre population les horreurs inhérentes à l'accumulation capitaliste qui substitue, dans l'industrie, les machines au travail vivant et, dans l'agriculture, le bétail aux humains. Ce ne sont pas les « crimes de Staline », mais *les lois de développement du capital et de son accumulation,* qui ont suscité les goulags, le fait que 10 à 12 % de la population se trouvait en permanence dans les bagnes, les colonies de travail et les camps de rééducation, soit dans les 20 millions d'habitants « surnuméraires », châtiés à la Malthus.

achevée par un traité de paix, les guerres ne se déclarent plus : à chaque jour qui se lève, il faut sacrifier des malheureux au Moloch impérialiste, et la sinistre ombre du faussaire Malthus se profile dans les fumées du massacre.

Il y a deux manières de compter la population surnuméraire qui sera anéantie dans la troisième guerre mondiale qui suivra l'actuelle gigantesque crise de surproduction capitaliste, si la révolution ne l'empêche d'éclater. La première n'est pas pour déplaire aux malthusiens modernes de couleur blanche, puisque la catastrophe s'abattrait essentiellement sur les peuples de couleur, en réduisant le nombre de bouches et en augmentant donc leur part du gâteau : d'ores et déjà, nous dit la presse d'information, on peut dire que 500 millions d'Asiatiques, d'Africains et de Latino-Américains ne pourront être nourris dans les années 1980 [26] *et — si la population augmente au même taux et la production agraire suit la même évolution que ces dernières années — ils périront de faim, comme récemment au Sahel, en Inde, en Ethiopie, en Egypte où, en une lueur fulgurante de conscience sociale, les masses s'en prirent directement en janvier 1977 à la cause de leurs malheurs, en attaquant l'ignoble pouvoir établi du capital.*

La seconde parvient au même chiffre, mais en reliant la catastrophe au mode de production capitaliste — et la faux de la Mort se trouve détournée vers d'autres pays. Elle prend comme mesure l'acier qui est le baromètre de l'expansion capitaliste : avec une production dans le monde de 3,6 millions de tonnes d'acier environ, la guerre de 1870 a fait dans les 300 000 morts ; avec 55,2 millions de tonnes en 1914-1918, la première des grandes guerres mondiales de l'ère impérialiste, il y eut environ 5 millions de tués ; avec les 119 millions de tonnes en 1939, il y en eut environ 57 millions dans la suivante. Avec l'accélération dans l'efficacité de l'industrie de guerre constatée depuis 1914, on peut arriver à un nouveau décuplement des victimes du prochain conflit impérialiste, soit, avec les 721 millions de tonnes déjà produites en 1974, au chiffre as-

---

[26] Le Dr Timmer, de l'université de Cornell, a démontré à la Conférence internationale des nutritionnistes de New York en décembre 1976 que la faim dans le monde n'est pas due à une loi naturelle, mais aux iniques rapports de distribution (capitalistes) : « A l'heure actuelle, on produit de quoi fournir à chaque individu 65 grammes de protéines et 3 000 calories par jour. Malgré cela, un *demi-milliard d'êtres humains* meurent de faim ou sont sous-alimentés » (cf. *Le Monde,* 12/13-12-1976).

tronomique de 500 millions de morts [27]*. Guerre ou paix, le résultat est inéluctablement le même, si on laisse libre cours au déterminisme inhérent au système capitaliste de production, que seule brise la révolution qui ne peut pas non plus être pacifique.*

L'actuelle hypercrise de surproduction combine ainsi la faim qui frappe les surnuméraires à l'excès de production, exactement selon le schéma classique des crises dans la vision de Marx [28]*. Ces dernières années, les famines se sont généralisées dans les continents de couleur, tandis que toute l'Europe industrialisée — y compris l'Europe de l'Est — en appelle de plus en plus à l'Amérique pour se nourrir, cette Amérique qui a des excédents du fait surtout que sa population de sédentaires, motorisés et automatisés, stupéfiés et drogués de mille façons, ne fait plus de travail physique et ne consomme, par exemple, que 65 kg de farine contre 140 kg par an en Russie* [29]*. Depuis la crise de 1974, la pénurie de vivres se fait sentir à l'échelle mondiale et se répercute sur l'indice des prix (et donc aussi sur la consommation) des pays blancs privilégiés : les pommes de terre ont commencé à manquer, le café coûte cinq fois plus cher au prix de gros, le cacao, le thé,*

---

27 Cf. *Le Fil du temps*, n° 11, sur la « Crise actuelle et Stratégie révolutionnaire », p. 34-36.
Ce chiffre d'un demi-milliard correspond donc à celui qu'avancent les spécialistes de la F.A.O. et autres services qui « se préoccupent » de la faim dans le monde.

28 Cf. MARX-ENGELS, *La Crise*, 10/18 (en préparation).

29 De fait, la Russie produit presque autant de céréales que les U.S.A. En 1975, les Américains ont engrangé 204,4 millions de tonnes et la Russie 186,6 millions (notons qu'en 1976 elle a produit plus que les U.S.A. en 1975, soit 223,8 millions de tonnes ; cependant, il faut remarquer que son effort a porté tout particulièrement sur les céréales cette année-là, et la récolte de pommes de terre n'a été que de 85 millions de tonnes contre 100 dans les dix années précédentes, etc.).
Toute la politique des actuels gouvernements archi-conservateurs tend à aggraver la pénurie alimentaire, ne serait-ce que pour complaire à leur électorat paysan, le plus borné de tous. Ainsi le Marché commun fait-il hausser le prix des aliments au maximum, d'abord en créant des surplus ruineux, afin de tenir les prix élevés pour le reste que vendent ces affameurs, ensuite en réduisant la production au niveau de cette demande étranglée par les hauts prix. Le moindre contretemps est dès lors catastrophique.

etc., suivent — et l'on parle de rationner la viande en Italie [30] *comme on en parle dans une vulgaire démocratie populaire, en Pologne, par exemple.*

A l'autre pôle, la surproduction industrielle atteint son paroxysme, comme le montre l'indice du chômage — et là encore l'acier est le secteur pilote, le plus sévèrement touché par la crise. Une moderne Marie-Antoinette nous dira peut-être bientôt : si vous n'avez pas de pain, mangez donc de l'acier !

Encore les suggestions de Malthus

Retour à la table des matières

Toute cette évolution catastrophique n'a rien à voir avec les thèses simplistes de Malthus sur la progression géométrique des humains et la progression arithmétique dans le règne animal et végétal, bien que ses résultats évoquent ces sinistres perspectives. Dans les conditions de vie et de production capitalistes, sa suggestion est si forte que Darwin, par exemple, qui avait observé que les végétaux et les animaux avaient tendance à croître suivant la progression géométrique, bien plus vite que les humains, y trouvait cependant une confirmation du principe de la population du diabolique curé, comme le note Marx, page 135 de notre anthologie.

Les massacres qui déciment cycliquement la « surpopulation » humaine « croissante » ne proviennent pas d'une « loi naturelle », mais des lois économiques du développement capitaliste : d'une part, les moyens de production se concentrent dans quelques rares pays privilégiés, ce qui en frustre les multitudes du plus grand nombre de pays ; d'autre part, le capital investit de préférence dans l'industrie lourde, l'armement, les productions de luxe de tous genres, en négligeant l'agriculture et les moyens de subsistance nécessaires. Cette fatalité n'en est pas une, elle n'est déterminée que par le mode de production capitaliste

---

30 Cf. Livio BURATO, « Le Déficit en viande de l'Italie », *Le Monde*, 30-11-1976.

qui n'est que transitoire dans la succession des modes de production et de société de l'histoire humaine [31].

En analysant les lois de l'accumulation capitaliste, Marx note d'emblée que le capital sévit dans les campagnes où il prétend créer un excédent de population qu'il arrache à l'agriculture pour les embastiller dans les manufactures qui manquent de bras, en donnant ainsi un coup fatal à la productive culture pour des raisons mercantiles de rentabilité et de profit et non de productivité technique ou naturelle. L'obstacle est purement économique, car techniquement rien ne s'oppose au transfert à l'agriculture des forces productives développées, par l'accumulation, dans l'industrie des métropoles.

Dans le fameux chapitre du Capital sur l'accumulation primitive, Marx décrit comment les campagnes de l'Ecosse, du Pays de Galles et surtout d'Irlande furent ruinées par l'essor de l'industrie anglaise et les bras « en surnombre D drainés dans ses manufactures, tandis que l'impériale Grande-Bretagne tirait des matières premières et des moyens de subsistance de ses colonies d'Amérique du Nord, de l'Inde, de l'Australie, etc. La France, dont l'essor industriel et l'accumulation de capital furent infiniment plus lents, tira également de ses colonies un grand nombre de ses moyens de subsistance (vin, arachide, bananes, café, cacao, etc.) et développa un capitalisme usuraire. Ce n'est qu'après la perte de son empire colonial que le capital français dut créer, sur le territoire national même, une agriculture « adéquate », et en vingt-cinq ans ce fut le départ de deux paysans sur trois, la « surpopulation » capitaliste frappant enfin de plein fouet, dans la métropole même, le secteur agricole, ce souffre-douleur de la production capitaliste [32].

---

31 Cf. *Le Fil du temps*, n° 9, sur le déterminisme de « La succession des formes de production et de société dans la théorie marxiste », p. 78-83.

32 A présent, les économistes bourgeois nous expliquent gravement que, si l'Allemagne a une forte avance économique sur la France et souffre moins de la crise, c'est qu'elle n'était pas accablée de colonies.
Le mouvement révolutionnaire des pays de couleur anti-impérialistes n'eut pas seulement pour effet une prolétarisation accélérée de la paysannerie, mais encore la reprise de la lutte des classes dans les métropoles colonialistes d'Europe occidentale : Angleterre, Belgique, France, Portugal, etc. (cf. « La crise économique et sociale de mai 1968 », *Le Fil du temps*, n° 3, no-

Lorsqu'au cours du développement capitaliste la fabrique mécanisée, voire automatisée, se substitua lentement à la manufacture qui employait beaucoup de bras, il y eut une nouvelle création de surnuméraires qui est l'indice capitaliste d'un nouvel accroissement des forces productives obtenu par l'introduction massive des machines et l'application des sciences naturelles, chimiques et physiques au procès de travail. Mais, pour ce faire, le capital investit toujours plus là où la productivité et les profits peuvent are au maximum, en gonflant la valeur d'échange aux dépens de la valeur d'usage, et délaisse plus ou moins les activités et les productions mêmes primordiales par leur utilité, afin de produire pour produire, *et ce de manière de plus en plus antisociale. Certes, pour les marxistes, la tâche qui consiste à accroître les forces productives à tout prix est transitoirement progressive, mais elle est bientôt accomplie, et déjà dans le* Manifeste de 1848 *Marx observait que la société anglaise souffrait d'un excès de capacités de production — et le cycle des crises, ponctué de guerres et de révolutions, suit son cours.*

La surproduction engendre la surpopulation

Retour à la table des matières

Ce que les malthusiens d'hier et d'aujourd'hui sont incapables de saisir, c'est que la surproduction suscite la surpopulation, *et que la solution au problème de la surpopulation consiste à cesser de surproduire, pour équilibrer production et population — ce qui exige l'abolition des conditions mercantiles qui donnent la prééminence à la production sur la population dans le développement des forces productives et détournent celles-ci de leurs fonctions humaines. Les conditions économiques suscitent toujours une masse de population qui leur correspond. Sous le capitalisme, la* surproduction, *en créant ici la surconsommation qui fait baisser la natalité pour être encore plus riche,* suscite la surpopulation *là où l'on sous-consomme, parce que la misère entraîne l'augmentation de la population : cf. 236, note 43.*

---

tamment le chapitre sur « Les luttes des peuples de couleur et l'Industrialisation française »).

Pour Engels, la contradiction entre surproduction et surpopulation caractérise le mode de production capitaliste qui est, par définition, création de plus-value, donc portion congrue au travail vivant : « On peut fort bien briser cette contradiction, tout simplement en la résolvant — en faisant fusionner les intérêts qui sont aujourd'hui contradictoires, on détruit l'antagonisme entre surpopulation, d'un côté, et surabondance de richesses, de l'autre. Et ainsi disparaîtrait ce phénomène prodigieux — plus surprenant même que tous les miracles de toutes les religions réunies —, le fait qu'une nation doive mourir de faim devant ses vaines richesses et la surabondance de ses biens [33]*. »*

L'absurdité « malthusienne » se retrouve dans la principale mesure d'assainissement économique proposée par les différents gouvernements dans l'actuelle crise aiguë de surproduction : diminuer encore le pouvoir d'achat des salariés. Ils ne font que défendre ainsi les intérêts immédiats des capitalistes sans remédier à la crise elle-même : à la suite de la baisse tendancielle du taux de profit, les patrons voient leurs revenus menacés et ils cherchent à accroître leur part en diminuant les salaires, quitte à aggraver la surproduction par une baisse générale du pouvoir d'achat.

La solution — révolutionnaire et douloureuse pour les infectes classes moyennes si nombreuses dans les pays développés — est de répartir les secteurs de production conformément aux besoins de la population, au lieu de produire pour produire selon la loi de la recherche de la plus-value ou de la production maximale de valeurs d'échange. Là encore, ce sera le niveau atteint par les forces

33 Cf. ENGELS, « Umrisse zu einer Kritik der Nationaloekonomie », *Annales fanco-allemandes*, Paris, 1844.
Les crises et les guerres périodiques remettent en, harmonie la surproduction et la surpopulation grâce à la violence — Marx l'a toujours souligné dans ses analyses de la *crise*. Si la surpopulation existe, c'est que l'on n'a pas produit pour cet excédent de population, mais pour d'autres buts : on a produit pour produire, en dévoyant la production de sa fonction de satisfaire les besoins humains.
C'est pourquoi il faut considérer, dans ce recueil, la manière dont la production a été dévoyée, canalisée vers la production de choses inutiles, secondaires, absurdes, malsaines, tout en négligeant la fabrication d'articles nécessaires — procès qui a permis et la surproduction et la surpopulation. Ce problème est si important que toute la seconde partie de ce recueil lui est consacré.

productives — et non l'absurde loi naturelle de Malthus, contre laquelle l'homme ne peut rien — qui déterminera le niveau de la population. Dans l'économie non mercantile, la principale force productive sera l'homme lui-même, pleinement épanoui, qui organisera, de façon consciente et humaine, aussi bien sa propre production que celle des objets matériels.

Le fait que le capital suscite le chômage, quand il substitue les machines aux hommes pour multiplier encore les forces productives, démontre que les forces de travail ne sont en surnombre qu'en raison de la soif de profit du capital, et non parce qu'il y a moins de richesses produites qu'auparavant. L'une des forces qui eût pu freiner le gonflement de la surpopulation, ce sont les syndicats [34]*, mais ils furent incapables, d'une part, de faire baisser les heures de travail pour qu'un salaire continue d'être versé pour tous, ce qui permettrait d'absorber la production accrue, et, d'autre part, d'orienter la production vers la fabrication de produits nécessaires au sens de plus en plus large, en imposant que l'accroissement des forces productives serve les besoins humains, même s'il faut développer des secteurs moins générateurs de plus-value.*

Folie de la surproduction capitaliste

Retour à la table des matières

Avec leur logique, les bourgeois ne peuvent expliquer l'« explosion démographique » des continents de couleur. Ils ne peuvent voir que le volcan de la production qui éructe des quantités croissantes de marchandises dans les pays blancs est du capital concentré, formidablement centralisé, qui a donc exproprié dans le passé une masse humaine énorme dans tous les continents — la richesse pourrait-elle être aussi démesurée si, à l'autre pâle, il n'y avait une concentration aussi gigantesque de la misère [35] ?

---

34 Cf. le chapitre « La Critique des limites syndicales » et notamment p. 173-175 et p. 214-215 du recueil de MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, t. 1, Petite collection Maspero.

35 On pourrait dire la même chose d'une manière plus technique : étant donné la composition organique déjà extrêmement élevée du fait du développement atteint par les forces productives, le *taux* de profit moyen est forcément

La folie de la production pour la production atteint ici des sommets tout aussi vertigineux que là la procréation de la misère. Une race menacée dans ses moyens d'existence se défend en proliférant. Or cette menace se concrétise lorsque le producteur traditionnel est converti en pure force de travail, c'est-à-dire que le capital l'a dépouillé — par la violence économique et physique — de ses instruments de travail et donc de son produit, de sorte qu'il n'a même plus les aliments qu'il lui faut obtenir désormais en vendant sa force de travail — s'il trouve à la vendre. Or cette phase initiale de l'accumulation du capital se perpétue dans les pays de couleur, où végète par voie de conséquence une masse misérable sans cesse croissante. Cette impuissance des masses explique par ailleurs qu'elles soient gouvernées par des fantoches aux mains des grands intérêts impérialistes qui pillent le sol et le sous-sol de ces pays dont la substance vitale va alimenter les métropoles blanches.

Le programme de la société communiste se fixera pour tâche primordiale l'arrêt de la course folle vers l'accumulation effrénée du capital et le rétablissement de la saine hiérarchie de la production [36] *en faisant passer les moyens de subsistance avant les articles de luxe et même avant l'industrie lourde chère à*

---

très bas — et l'un des moyens d'augmenter néanmoins le rendement mercantile des entreprises, c'est d'accroître la *masse* des profits pour compenser la baisse de son *taux*. Il suffit, pour obtenir ce résultat, d'accroître la taille de l'entreprise en la faisant fusionner avec d'autres et en éliminant, par exemple, les postes doubles ou d'autres faux frais. Cette concentration élève ainsi la « productivité » de l'entreprise et lui procure même momentanément des surprofits — jusqu'au moment où les autres entreprises auront atteint ce même niveau, et le prix du marché aussi.

Ce phénomène de la concentration est inhérent à l'accumulation et se trouve accéléré par la baisse tendancielle du taux de profit. Il tue pratiquement dans l'œuf les tentatives des pays accédant à peine au mode de production d'entrer en concurrence avec les pays développés dans le domaine industriel. Ils ne peuvent pas compenser leur faiblesse technique, même en comprimant au maximum les salaires, c'est-à-dire en s'imposant d'emblée des conditions d'exploitation atroce. Ils ont à faire à des géants et à une accumulation ancienne.

36 Ainsi Engels écrivait-il à Marx, le 14 août 1851 — « Plus j'avance dans cette merde [l'étude de l'économie politique], plus j'en arrive à la conviction que la réforme de l'agriculture — et donc aussi de la merde des rapports de propriété qui en découlent — est l'alpha et l'oméga de la révolution future. Sans quoi, le père Malthus aurait raison. »

Staline, tout acquis à l'idée insensée de faire participer la Russie à la stupide production d'acier, qui, en 1980, devrait atteindre les 800 millions de tonnes par an dans le monde. C'est avec une déflation de cette production qu'on freinera le flot démographique, la véritable défense de l'espèce pouvant signifier aussi que l'on s'oppose à l'inflation de l'espèce. Mais cette défense n'a qu'un seul nom : communisme, et non folle accumulation du capital.

Fonctions de destruction

Retour à la table des matières

La définition la plus haute que Marx donne du capital, à savoir que le travail mort passé — installations productives, machines, procédés physiques et chimiques, capacités technologiques accumulés par toutes les générations, association et coopération — domine le travail vivant actuel et possède une assignation sur le travail vivant futur, n'a absolument rien d'abstrait. Elle explique l'énorme efficacité du travail vivant actuel, ainsi que le fait que le capital n'a plus guère besoin d'accroître sa masse, tandis qu'il a un besoin impérieux — ressenti vivement par Malthus — de dilapider cet excès de capacités productives.

Il est urgent d'arrêter la course infernale de l'accumulation qui aboutit au fait qu'une partie de l'humanité — parasitaire de l'espèce entière puisqu'elle jouit des forces productives tirées du monde entier et de la terre améliorée par toutes les générations antérieures — brûle et détruit les superprofits et les supervaleurs en un cycle de folie, et rend toujours plus incommodes et insensées ses propres conditions d'existence. Concentrée dans quelques pays privilégiés, l'actuelle éléphantiasis de la production, pour les neuf dixièmes inutiles à la saine vie de ses habitants, a déterminé une superstructure doctrinale qui suggère irrésistiblement la sinistre théorie de Malthus, en invoquant — quitte à les demander à des forces infernales — des consommateurs qui engloutissent sans répit ce que l'accumulation éructe.

L'Amérique, qui en 1945 concentrait sur son territoire près de la moitié des forces productives de l'humanité, n'a pas subi, comme l'Europe, les destructions qui ont résorbé la surproduction du cycle 1920-1939. C'est donc elle qui a utilisé

à fond les deux grands moyens de résorber la surproduction de manière bourgeoise : la théorie à usage interne du bien-être du capitalisme populaire, en développant une classe de mangeurs de la plus-value en excédent, dont la fonction est de gaspiller les forces productives existantes en absorbant leurs produits même absurdes et inutiles, et la théorie impérialiste, à usage externe, de la guerre froide, par la course aux armements lancée dès 1947, inventée en premier lieu pour résorber la crise de surproduction américaine.

La course aux armements n'est de toute évidence qu'un moyen de survivre pour le capitalisme sénile, devenu trop productif et exigeant un gaspillage énorme de forces productives. Des économistes américains ont calculé que les U.S.A. n'ont réussi à résorber le chômage, qui atteignait en 1938 le taux de 19 %, qu'en engageant plus de 25 % de la force de travail dans l'industrie de l'armement [37]*, qui dilapide, en outre, des masses gigantesques de matières premières, d'installations et de machines. Mais, ce n'est pas tout, la stratégie politique de l'impérialisme américain a consisté à amener les Russes à s'engager dans une course aussi folle a l'armement, avec la stupide théorie de l'équilibre de la terreur, acceptée par Staline, qui se plaçait sur le même terrain que l'adversaire, au lieu d'adopter une politique militaire révolutionnaire, infiniment plus efficace* [38]*. Le résultat en fut une dilapidation effrénée des forces productives en Russie aussi, qui souffrait alors, contrairement à l'Amérique, non d'un excès, mais d'un manque de forces productives. C'est ce qui rendit, et rend encore, si pénible à la population russe le procès de l'industrialisation.*

Aujourd'hui, la course aux armements, imposée par les Etats-Unis au début de ce cycle historique, s'est généralisée au monde entier, et il est particulièrement odieux de voir les gouvernements de pays indigents tels que l'Egypte proposer des armes au Congo de Mobutu pour maintenir l'ordre établi, qui est celui de la faim

---

[37] Cf. Paul M. SWEEZY, « (Capitalism for Worse », *Monthly Review,* février 1974.

[38] La critique théorique de cette stratégie militaire de Staline, qui est fatale à la Russie non seulement dans le domaine militaire (comme en témoigne l'actuel repli général des Russes devant l'expansion américaine au Moyen-Orient, en Inde et en Chine, etc.), mais encore dans le domaine économique avec l'endettement croissant des Russes vis-à-vis de l'Occident, est exposé dans *Le Fil du temps,* n° 12, « La Perspective révolutionnaire de la crise », p. 70-72.

et de la misère des masses ainsi que du gaspillage systématique des forces productives.

S'il est clair que l'armement est l'un des moyens les plus efficaces de l'arsenal néo-malthusien pour résorber la surproduction par la dilapidation des forces productives et la surpopulation par des guerres dévastatrices, le rapport entre le malthusianisme et le moderne bien-être qui suscite une surpopulation d'improductifs et de dilapideurs absorbant la surproduction est moins évident.

Considérons donc ce rapport.

Malthus, instigateur du moderne bien-être

Retour à la table des matières

Les modernes théoriciens du bien-être *ou* welfare *n'ont absolument rien inventé ni rien produit de nouveau. Ils n'ont fait que ramasser les miettes des théories du passé, et, comme nous allons le voir, celles plutôt maigres de Malthus.*

Toute cette économie est vulgaire et, pire encore — selon l'expression moderne —, super*vulgaire : les welfaristes déforment et travestissent sous un démocratisme mercantile les superprofits des pays archicapitalistes qui ont accumulé chez eux le capital productif du monde entier et rejeté la misère sur les peuples de couleur, de sorte qu'ils peuvent dilapider le patrimoine commun au seul bénéfice des privilégiés blancs, en satisfaisant le goût dissipateur des classes oisives et jouisseuses ou des improductifs qui s'agitent sans rien faire — en outre, ils ont le front de faire miroiter la prospérité à leurs ouvriers, broyés dans l'engrenage d'un machinisme inhumain.*

En renouant avec Malthus, les welfaristes reprennent ses armes de guerre contre le prolétariat qu'ils s'efforcent de dissoudre dans la démocratie économique du capitalisme populaire, en faisant de lui non seulement un simple producteur qui subsiste tant bien que mal, mais encore un jouisseur et un épargnant ; bref, un malheureux qui à la fois produit, consomme et investit du capital.

Malthus avait fait le premier pas, en rejetant à l'arrière-plan les catégories fondamentales de la production — capital constant, capital variable et plus-value

—, pour affirmer que l'économie était mue par des valeurs idéales et morales, parfaitement subjectives, mais sordidement matérielles, à l'image des classes oisives et jouisseuses, à l'abri de tout besoin matériel et se croyant affranchies de tout déterminisme économique : « Dans la société, cette classe [des rentiers et des improductifs] représentera la consommation, comme la classe capitaliste représentera la production pour la production — tune incarnant la "propension à la dépense", l'autre la "propension à l'accumulation" [39] ».

Ce que Malthus, avec un certain sens théorique, considérait au niveau des classes et de la société, *les weltaristes modernes, en bons chrétiens subjectivistes, le projettent dans l'*individu *même, en l'ancrant dans sa nature : l'*homo economicus *moderne est formé de la trinité de facteurs psychologiques impondérables que sont la « propension à consommer », la « propension à s'équiper » et la « propension à épargner », fruits du « penchant à la jouissance » des classes rentières et du « penchant à accumuler », non par un acte productif, mais par l'abstinence* [40]*, des classes bourgeoises.*

En effaçant les distinctions de classe et, surtout, l'exploitation du travailleur étouffé par le bien-être, Keynes se rattache à Malthus par l'intermédiaire de Sismondi et de Rodbertus, dont Marx a tait table rase dans le livre IV du Capital. Si

---

39 Cf. MALTHUS, *Principles of Political Economy*, 2e édit., p. 326.
Dans le livre I du Capital, Marx souligne que, pour éviter un conflit désastreux entre le penchant à la jouissance et l'envie de s'enrichir, Malthus proposait de « tenir rigoureusement séparées la passion pour la dépense et la passion pour l'accumulation » — et il rappelle qu'au début de l'ère capitaliste les entrepreneurs étaient de simples instruments d'accumulation : « Dans les trente premières années du XVIIIe siècle, un fabricant de Manchester qui eût offert à ses convives une pinte de vin étranger se serait exposé au caquet et aux hochements de tête de tous ses voisins.
« Avant l'apparition des machines, la consommation des fabricants, le soir dans les tavernes où ils se rassemblaient, ne s'élevait jamais à plus de six pence (62 centimes ½) pour un verre de punch et un penny pour un rouleau de tabac. C'est en 1758, et ceci fait époque, que l'on vit pour la première fois un homme engagé dans les affaires avec un équipage à lui ! » (Éditions sociales, t. 3, p. 35.)

40 L'économie vulgaire, cantonnée dans la circulation, ne voit plus le procès de l'accumulation que comme une question d'argent ou de richesses, dont on *se prive* pour investir (cf. la polémique de Marx contre la théorie de l'abstinence de Senior dans *Le Capital*, I, Editions sociales, p. 31-49).

Malthus et Sismondi ont polémiqué contre les économistes classiques, c'est parce qu'ils faisaient dériver la richesse sociale non de la production, mais de la consommation, misérable pour les masses et pléthorique pour les privilégiés — qui est non seulement la solution aux problèmes de surproduction de l'appareil économique, mais encore un remède à la poussée démographique [41]*. Sur cette lancée, Sismondi et Rodbertus voient l'origine de tous les heurts et les crises au sein de la production dans une harmonisation défectueuse de la production à la consommation, et ils proposent de stimuler et d'exalter la consommation — et Rodbertus fit un pas de plus en direction du capitalisme populaire en voyant la cause de troubles économiques dans la trop faible consommation des ouvriers. Keynes n'a vraiment rien inventé. Il s'est permis simplement le culot de proposer aux ouvriers de creuser sur la lune des trous que d'autres referment, pour maintenir le plein emploi (avec des horaires de travail élevés) afin de stimuler les revenus et, partant, la consommation* [42].

Une fois affirmée la primauté de la consommation sur la production, les théoriciens du bien-être ont beau jeu de nier les différences de classes qui naissent des rapports de production. Le capital étant démocratisé et dilué dans chaque individu, ils peuvent mettre au rencart non seulement les rentiers et leurs appendices, mais encore les entrepreneurs et les ouvriers. Dès lors, ils imaginent une société

---

41 Malthus a encore trouvé l'occasion de plagier — comme l'observe Marx : « Qui penserait à première vue que les *Principles of Political Economy* de Malthus ne sont qu'une traduction malthusienne des *Nouveaux principes de l'économie politique* de Sismondi ? Il en est pourtant ainsi. L'ouvrage de Sismondi parut en 1819. Un an plus tard, Malthus en donnait la caricature anglaise » (cf., dans ce recueil, p. 297).

42 Ce n'est pas par simplification abusive que nous parlons de l'économie à la Malthus dans la phase sénile du capital : les bourgeois eux-mêmes admettent désormais l'identité entre économie fasciste et économie du bien-être : « Au milieu des années 30, il existait aussi une application avant la lettre du système keynésien. C'était la politique d'Adolf Hitler… Celui-ci avait trouvé moyen de guérir le sous-emploi avant que Keynes ait fini d'expliquer comment cela se fait. » (GALBRAITH, *L'Argent*, Gallimard, 1977.) Dans son *Economie allemande sous le nazisme* (Maspero, 1971, p. 78), Ch. Bettelheim cite l'exemple édifiant de la manière dont le revenu national allemand augmenta de 1,3 milliard en 1933, après que plus de 2 millions de chômeurs eurent « reçu » un emploi *sans que la masse des salaires et traitements ait augmenté d'un poil* : brave Malthus aussi à l'aise en chemise brune qu'en soutane démocratique !

où le patrimoine de toutes les entreprises appartient à tous les citoyens, ou du moins à leurs employés qui peuvent en être des actionnaires — et les ouvriers deviennent même des cogestionnaires !!! Cela leur permet d'introduire, au niveau individuel, le concept malthusien, barbouillé de l'idéal de la liberté, selon lequel chacun peut assouvir, à sa guise, sa propension à consommer ou à épargner (accumuler).

*Or c'est là qu'apparaît la véritable « finesse » malthusienne de la doctrine du bien-être. Elle établit que l'*output *(recette individuelle) est autre chose que le véritable bien-être, puisqu'il peut être amputé, chaque individu étant libre de le subdiviser en biens de consommation ou en épargne, en jouissant ou en investissant avec de doux cadeaux au capital, en un mariage contre nature de l'exploité avec l'exploiteur. Le choix dépendra du goût de chaque particulier et de ceux qui prévalent dans la société (soumise au battage publicitaire), voire de la fameuse « structure des prix », c'est-à-dire des facilités de certaines consommations à prix réduits, de la promotion de certaines autres par le soutien des prix, des primes à l'épargne et, enfin, du crédit qui permet des achats avec une capacité d'acquisition anticipée* [43].

En imaginant ainsi que le revenu du travail et celui de la richesse pleuvent sur tous, que tous aussi épargnent et contribuent à accumuler pour de nouveaux investissements, on impose aux revenus les plus bas le pesant tribut de l'épargne, on grève les bien maigres ressources des moins rémunérés. C'est le franc cynisme du slogan de Thorez à la libération : « Retroussez les manches (*travaillez plus*) ! »*, que cache la formule* : « *Faire investir ceux qui sont nus* [44] ! »

---

43 Le crédit n'est pas une nouveauté, mais une rechute dans les rapports de servage et de contrainte par corps propre au féodalisme qui liait l'homme à la terre et au patrimoine (cf. *Le Fil du temps*, n° 12, p. 13-18). De nos jours, le crédit est devenu le pilier de l'impérialisme américain tant pour ce qui est de la pénétration économique que de l'écrémage des superprofits dans le monde.

44 Dans le schéma de l'accumulation de Ricardo et de Marx, l'accumulation est demandée à la plus-value et non au salaire : elle est à la charge du profit et de la rente, et non déduite du salaire versé. Lorsque la société est divisée en ses trois classes fondamentales, il n'y a pas d'intérêt ni de sens à utiliser des expédients pour soutirer le peu que touchent les ouvriers mal rémunérés. Ce n'est pas là seulement une question de logique, mais encore d'efficacité, car le rythme de l'accumulation ricardien du début de l'ère capitaliste est in-

Ce système, inexorablement mercantile, assujettit les producteurs-consommateurs à souscrire des traites sur leur propre avenir en un esclavage plus vil et plus dégradant que l'ancien. Il leur impose d'avoir un corps et deux âmes, avec la propension de jouir, et celle de produire. Il met sur la carcasse du travailleur qui subit l'essentiel de l'oppression sociale, la livrée du jouisseur et du gaspilleur : horrible déchéance pour le travail au comble de ses capacités productives.

Perversion des rapports sociaux

Retour à la table des matières

Dès lors que l'ouvrier est noyé dans le peuple et que toute trace de classes est effacée en économie politique, c'est le capital qui dicte directement, sans fard, ses impératifs à la production — ou, dans Le langage dégénéré des welfaristes, ses « propensions » à ses sujets. Alors le capital développe sans vergogne les secteurs de production où il accumule le plus de profits, sans égard pour les besoins essentiels du reste du monde [45]*. Le secteur du luxe passe avant celui des moyens de subsistance, l'automobile est remplacée chaque trois ans, tandis qu'on épargne sur la nourriture ; on singe — comme on peut — la consommation des rentiers et des bourgeois de la pire espèce.*

finiment plus rapide que celui de sa phase sénile du bien-être corrompu des classes dirigeantes malthusiennes.

45 Tandis que le capital prêche le plein emploi là où il dispose de machines hyperproductives, il fait croupir cyniquement les masses du tiers monde dans le chômage : un homme sur trois est sans travail dans le tiers monde, ce qui fait (grosso modo) 350 millions de chômeurs (et leurs familles nombreuses) ; c'est ce que révèle un rapport publié par l'Association mondiale de la lutte contre la faim en juin 1971.

L'inégalité de répartition des moyens de production est une source essentielle du gaspillage de la force de travail humaine. Ainsi les kolkhozes hybrides de la parcelle (lopin individuel) et de l'entreprise agricole gaspillent-ils le travail dans les petits champs privés où un travail intensif s'effectue avec des instruments rudimentaires, tandis que les machines agricoles modernes dorment dans les hangars de l'entreprise « coopérative ».

Malthus a inauguré cette évolution qui triomphe impudemment dans la moderne société de consommation, en biffant la production au profit de la jouissance. Sa fameuse structure des prix a lancé le haut prix et la faible consommation des aliments, l'abus croissant de biens et de services, de gadgets de luxe, de fanfreluches, d'engins à moteur, etc.

Cette évolution contre nature impose l'usage des choses futiles et secondaires, sans que soient satisfaits les besoins les plus essentiels pour les larges masses, à savoir s'alimenter sainement, se vêtir et se loger pratiquement et avoir quelques heures de repos chaque jour [46].

Tant que l'économie demeure dans les limites de l'entreprise et du mercantilisme, on ne peut voir apparaître clairement la solution : cesser de consommer en créant des besoins qui non seulement ne sont pas nécessaires, mais artificiels, nuisibles et dommageables, si bien que cesser de les satisfaire serait un véritable soulagement. Il faut donc finir d'épargner et d'accumuler, et, face à l'énorme capacité productive atteinte par le travail aujourd'hui, il faut diminuer le travail employé dans la production de manière draconienne, et dans le seul mode possible, réduire d'un coup et fortement la journée de travail [47].

---

46 Seul le communisme pourra assurer des conditions de vie matérielles décentes — logement, moyens de communication, alimentation, etc. —, en brisant la cellule familiale qui est la micro-organisation d'une société foncièrement individualiste, où l'homme est amputé, isolé et se meut dans un cadre mesquin par rapport aux immenses possibilités de la vie en société. L'alpha et l'omega du communisme, qui est absolument hors de portée des nains opportunistes sous-bourgeois, est qu'il faut socialiser et collectiviser la sphère *privée*, sur la base économique, déjà actuellement développée, des forces productives socialisées. A partir de cet acquis collectif, la consommation sera rendue grandissement collective, elle aussi, et changera complètement de nature (cf. MARX-ENGELS, *Utopisme et Communauté de l'avenir*, P.C.M., p. 37-44).

47 Le pivot autour duquel s'axe le programme de passage de la société communiste est la réduction de la journée de travail par l'obligation du travail productif pour tous et l'arrêt de la course folle à la surproduction et donc à la surpopulation (cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, t. 2, « Réduction de la journée de travail », p. 92-107).

Les solutions malthusiennes qui fondent l'idéal de vie américain[48] *n'est qu'un style de vie dégénéré du capitalisme sénile qui pèse essentiellement sur les forces vives des travailleurs qui sont sucés de leur vie propre et démoralisés par l'excès de travail fastidieux et par l'inutilité de leurs productions. Ce style de vie, le capital, au fur et à mesure de son développement, l'impose à tous les pays, de l'Est comme de l'Ouest, sous la forme mystifiée d'une propension à s'« américaniser ».*

Cet entrelacement abject du capital et du travail dans le capitalisme sénile, du fait des surprofits et des capacités hyperproductives du travail au moyen de la technologie monopolisée par quelques pays, corrompt et renverse tout le mode de rémunération, en établissant une hiérarchie des salaires — à laquelle les syndicats lient trop souvent les ouvriers — qui concrétise l'idéologie parasitaire des classes oisives et constitue la pire brimade pour le travail productif et manuel : plus un travail est dur et plus il se situe dans la sphère profonde de la production, moins il est payé et appuyé ; les rémunérations croissent à mesure que le travail

---

48 « Le nombre d'Américains travaillant 55 heures par semaine est passé de 20,5 % en 1950 à 26,9 %. en 1970. Durant la même période, le nombre des chômeurs est passé de 5 % à 10 % environ. […] Si l'on tient compte du temps dépensé pour se rendre au lieu de travail, du travail proprement dit et des travaux plus ou moins ménagers, ils travaillent en moyenne 10 heures 30 par jour ; la récession aidant, nombre d'Américains ont un deuxième “job” ou font des heures supplémentaires. Même si, sur le plan de l'horaire du travail, on a enregistré une légère amélioration, elle est effacée par le fait que le nombre d'épouses qui travaillent a doublé en vingt ans et que le nombre d'heures de travail fourni par un couple américain, chaque semaine, est plus élevé qu'il ne l'était au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. […] Pour qu'une famille américaine moyenne puisse payer son loyer, remplir une fois par semaine son réfrigérateur, envoyer ses enfants à l'école et s'offrir une fois l'an 15 ou 20 jours de vacances, il faut que le papa et la maman travaillent tous les deux et à plein temps » (cf. Louis WITZNITZER, « Trop de temps libre ? », *Le Monde*, 5/6-12-1976).

L'embauche des femmes et des enfants permet au capital de diminuer la masse de population qu'il faut à la production, donc de peser sur le temps de travail nécessaire, puisque le salaire individuel — comme dans sa définition — ne permet plus de *reproduire* l'ouvrier, c'est-à-dire d'alimenter une famille.

Soit dit en passant, le capital trouve aussi le moyen d'éviter que le salaire soit calculé pour faire vivre et se reproduire le travailleur, en important des ouvriers adultes c tout faits » des pays sous-développés.

devient plus agréable et plus stérile, voire franchement inutile. Cette tendance soutient le parasitisme individuel qui veut que chacun cherche, avec acharnement, à tirer parti de « ses » talents (que développe l'éducation payée par tous) au profit de l'individu singulier et au détriment des producteurs et du développement général.

La recherche du profit pour le profit fait éviter les investissements qui ne sont pas rentables dans l'immédiat et explique que le capital se précipite dans le développement des services et de l'appareil bancaire et commercial [49] *où — tout en étant renversé — le taux de profit est plus élevé, alors que ces secteurs ne font qu'éponger les richesses déjà existantes, la plus-value pléthoriquement créée dans la sphère de production.*

Dans ces conditions, les travailleurs improductifs se multiplient à un rythme bien plus rapide que les travailleurs productifs, comblant les vœux des welfaristes, qui créent des revenus à partir de n'importe quel travail, et de Malthus, qui préfère la croissance du nombre des oisifs et des mangeurs de plus-value à celle du nombre des ouvriers productifs.

Ce système implique que le capital extorque un maximum de profit. Dès lors, la rationalisation et les gains de productivité sont poussés au paroxysme dans la sphère de la production (qui comprend les transports et les communications physiques, non mercantiles), afin de dégager les profits les plus grands possible, suscitant un rythme de travail infernal et des coupes sombres dans les rangs des ouvriers rendus surnuméraires.

Cette obscène idéologie malthusienne, qui incline à négliger les objets essentiels, dont par définition les classes rentières riches sont déjà nanties, ne constitue qu'un phénomène secondaire au début du capitalisme, lorsque la bourgeoisie industrielle n'a pas encore de traits parasitaires. Ce n'est qu'avec la pléthore de

49 C'est évidemment là où la richesse, une fois produite, se concentre et s'entasse que les profiteurs découvrent leur paradis : « Un grand nombre de parasites se pressent autour du capital pour y puiser à tel ou tel titre une quantité suffisante pour empêcher l'ouvrier de pouvoir jamais s'en sortir » (cf. MARX, *Grundrisse*, t. 4, p. 26).
Un voleur trouve plus de butin chez les riches oisifs que chez les prolétaires productifs — ce qui ne signifie pas que les riches oisifs soient la source de la richesse.

forces productives et la mise au rencart d'une énorme partie de l'humanité, rendue surnuméraire, que le capital trouve des difficultés de débouchés et fabrique des articles de plus en plus sophistiqués et inutiles, puisqu'il ne satisfait que la demande solvable, circonscrite dans les limites du système capitaliste mercantile. Ce n'est donc qu'à l'époque du capitalisme sénile, hyperconcentré et hyperproductif — au stade suprême du développement capitaliste, selon l'expression de Lénine — que le malthusianisme parasitaire triomphe en imprégnant tous les rapports capitalistes. C'est la société de consommalion du welfare, avec le règne de la télévision, du réfrigérateur, de la machine à laver, de l'automobile et de cent autres appareils qui sont autant de machines sophistiquées, gaspillées dans des unités d'emploi minuscules : le home, *saint des saints bourgeois.*

La théorie du bien-être, tout à fait malthusienne, résout de la manière la plus abjecte la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste : la socialisation des forces productives au sein de la production et l'appropriation privée des produits dans la sphère de la distribution [50]*. C'est ce qui apparaît, par exemple, dans le fait que les machines, fruits de combinaisons et de moyens sociaux, sont dégradées au niveau de la stupide cellule familiale* individuelle, *alors que les continents de couleur manquent des moyens de travail et de production les plus élémentaires. Enfin, la qualité des produits dégénère, même par rapport à la conception d'antan de la consommation raffinée des classes rentières à la Malthus, sous l'aiguillon bourgeois de la production d'objets de masse qui comportent le moins de travail vivant possible dans la fabrication de la plus nombreuse camelote possible. On en arrive ainsi à une dépravation de la « propension à*

50 C'est dans cette sphère immédiate qui affecte directement la vie quotidienne des masses que la dictature du prolétariat sera amenée à mettre le feu et le fer — et rien ne sert de dire que le *Manifeste* prévoit que le communisme ne touchera pas aux « objets personnels » —, quand une automobile implique la transformation d'un champ arable en stérile trajectoire de béton, que les appareils agricoles manquent dans le monde alors qu'on fabrique en série des joujoux pour « se promener après le travail » et que le pétrole coule à flots vers quelques pays privilégiés. Le capitalisme sénile corrompt dans la vie quotidienne une large frange de la classe ouvrière — la fameuse aristocratie —, et il l'attire dans les bras de la bourgeoisie *nationale* et de l'impérialisme. Cette branche pourrie du prolétariat a une peur bleue de la révolution et fait tout pour l'éviter, car la perspective de la dictature du prolétariat l'effraie, comme la simple proposition d'abolir la différence entre ville et campagne.

jouir », avec des consommations vicieuses, ce cancer de toute société en décomposition depuis la Rome antique. A la fin, le bien-être se transforme en son contraire, le mal-être, l'anxiété, la nausée.

Comble de la déchéance

Retour à la table des matières

Ceux qui sont le plus affligés de la dégénérescence croissante du capitalisme des pays avancés, ce sont les ouvriers, gangrenés par le mode de vie de leurs pires adversaires, les bourgeois déchus au rang des parasites. Le capitalisme hyperdéveloppé et centralisé dans quelques métropoles capitalistes et impérialistes écrase sous sa botte le prolétariat. Il lui a fait perdre, durant des périodes historiques entières, ses nobles caractéristiques de classe révolutionnaire et s'efforce de lui enlever, autant que possible, la qualité de travailleur productif, non seulement de valeurs d'échange, mais encore de valeurs d'usage (utilités).

Le capitalisme sénile accroît toujours plus les articles de luxe aux dépens des moyens de subsistance, en s'efforçant de transformer les ouvriers eux-mêmes en « articles de luxe [51] *». Qui plus est, après avoir substitué de plus en plus les machines aux ouvriers, le capital tend — comme on le voit après la longue période de prospérité et de « bienêtre », lorsque le capital s'enfonce progressivement dans la crise — à faire des ouvriers des pauvres, des chômeurs et des… assistés.*

---

51 C'est l'expression même de Marx, cf. *Le Capital*, livre II : « Le paiement des services représente une partie des dépenses de luxe des capitalistes, ces ouvriers eux-mêmes étant dans cette mesure des articles de luxe » (Editions sociales, t. 5, p. 63).
Dans le même ordre d'idée, Engels écrivait : « Une partie de la bourgeoisie, comme des ouvriers, est directement achetée. L'une par les filouteries colossales du crédit, qui font passer l'argent de la poche des petits capitalistes dans celle des grands capitalistes ; l'autre, par de grands travaux nationaux qui concentrent dans les grandes villes, *à côté* du prolétariat normal et indépendant, un PROLÉTARIAT ARTIFICIEL ET IMPÉRIAL, soumis au gouvernement » (« La Question militaire prussienne et le Parti ouvrier allemand », trad. fr. in MARX-ENGELS, *Ecrits militaires*, L'Herne, p. 483).

Prenons l'exemple américain, le paradis du bien-être, le modèle de tous les pays capitalistes — « celui qui à tous les autres montre leur avenir ».

Au cours de la guerre du Vietnam, en pleine agitation des Noirs aux Etats-Unis, après tout un cycle de prospérité, on apprit subitement qu'il y avait 25 millions de pauvres au Pays du bien-être. Ils se sont accrus depuis, et d'autres catégories de malheureux sont venus s'y ajouter. Ainsi, depuis la crise de 1974, « la pauvreté n'est plus un sujet brûlant aux Etats-Unis », et le slogan de « guerre à la pauvreté » a été mis au rencart. Le mal s'amplifie : en 1976, un fonds de 17,4 milliards a été mis en place pour assister QUATORZE MILLIONS *de personnes (y compris leurs familles) au titre de chômage.*

D'ores et déjà, le budget de tous les ASSISTÉS *américains — les libéraux voient dans la tendance à son augmentation le spectre d'une Amérique transformée en nation d'assistés — est énorme, puisqu'il s'élève à près du tiers du budget du gouvernement américain. Si l'on tient compte du fait que la Sécurité sociale est tout à fait embryonnaire au pays du dollar, il est clair que l'institution sert en gros à soutenir ceux qui crèveraient de misère à côté de l'opulence et du gaspillage.*

Et les milieux officiels de déclarer à l'intention… de ceux qui travaillent encore : « Il faut se convaincre que désormais ceux qui travaillent recevront de MOINS EN MOINS, *tandis que ceux qui ne travaillent pas recevront de plus en plus* [52]*. » Et de crier à la banqueroute : « Si les programmes d'assistance dans les vingt années à venir croissent au même rythme que pendant les vingt dernières années, le total des dépenses de l'Etat représenterait plus du double de notre produit national* [53] *! »*

Déjà la crise a sérieusement écorné les revenus des travailleurs : les « pauvres qui travaillent » deviennent de plus en plus nombreux, puisque — selon les statistiques — ils représentent un ouvrier sur trois, soit un Américain sur dix : « Les deux tiers des familles américaines ne peuvent, sans s'endetter, payer leur loyer et leurs études d'un de leurs enfants dans une université d'Etat. A peu près

---

52 Cf. Jacqueline GRAPIN, « L'Oncle Sam retourne sa veste », *Le Monde,* 10-9-1975. La déclaration est de Mr. Arthur Burns.

53 Cf. brochure de présentation du budget fédéral américain de 1976, cité dans l'article de la note précédente.

la moitié des Américains ne pouvaient se payer trois semaines de vacances dans l'année [54]. »

La paupérisation gagne les masses : les 28 millions de familles dont le revenu était de 16 300 dollars en 1973 ont vu avec l'inflation leur pouvoir d'achat diminuer de 19 % entre 1970 et 1973. Le problème devient préoccupant, car il ne s'agit pas ici d'assistés, mais d'ouvriers qui travaillent encore et qui ont des moyens de défense, si leurs syndicats et eux-mêmes luttent contre la dégradation croissante de leur niveau de vie.

Malthus triomphe impudemment dans les théories modernes du bien-être qui s'enferment dans l'alternative de l'augmentation continuelle de la production et de l'adéquation à celle-ci de la population sur la base mercantile, car aujourd'hui — du tait du développement inouï des forces productives — ce rapport donne une augmentation de la production industrielle entrainant une diminution de la population active. En effet, les facteurs qui augmentent la productivité du travail et maintiennent un temps élevé de travail journalier lui assurent une marge qu'il n'est plus nécessaire de demander à la surpopulation, comme ce fut le cas au début de l'ère capitaliste.

Dans la crise actuelle, le capital tend essentiellement à privilégier l'indice de la production, au nom du sauvetage de l'économie nationale, au détriment de celui de la population — et c'est le chômage massif. Nous assistons ainsi à l'essor d'un système d'assistance et de prévoyance sociales administré par l'Etat pour les ouvriers.

Dans les pays hyperdéveloppés, les pressions de toutes sortes de la classe ouvrière sur le capital contraignent donc de plus en plus celui-ci à s'adosser à des garanties analogues à celles qui « honoraient » les antiques classes et pouvoirs seigneuriaux qui pourvoyaient, en toute circonstance, au boire, au manger et au dormir de leur suite.

Or ce système rabaisse tout simplement les producteurs par excellence que sont les ouvriers au niveau d'une bande d'impotents et d'assistés [55].

---

54 Cf. « Les Pauvres aux Etats-Unis », *Le Monde*, 19-3-1976.

55 Les analyses de Marx servant de base au programme politique et social du prolétariat révolutionnaire, il importe d'en tirer des mots d'ordre pratiques pour le mouvement ouvrier. Il saute aux yeux qu'au plan syndical la lutte

En fait, la bourgeoisie est sous le coup de la condamnation formidable de Marx, lancée dans le Manifeste : « *La classe dominante s'avère désormais incapable de régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave au sein de son esclavage, parce qu'elle est contrainte de le laisser déchoir dans une situation où elle doit le nourrir, au lieu d'être nourrie par lui. La société ne peut plus vivre sous cette domination, c'est dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec les besoins de la société* » (*fin du chapitre* « *Bourgeois et Prolétaires* »).

À la misère sans nom des continents de couleur, il faut donc ajouter désormais la pauvreté et le chômage croissants dans les métropoles superdéveloppées [56]*. Cela donne une idée de l'ampleur catastrophique de la crise qui tenaille désormais le capitalisme mondial. Or la crise et la pauvreté dans les pays hautement développés démontrent que ce n'est pas d'une pénurie de capitaux et de forces productives, mais au contraire de leur excès que souffre l'humanité.*

Dès lors que les ouvriers prendront conscience que le chômage et la misère n'ont pas — comme l'enseignait Malthus — une cause naturelle, mais sociale et économique, ils donneront un prolongement révolutionnaire à l'actuelle crise générale du capitalisme.

---

doit être menée essentiellement contre les licenciements, les ouvriers devant refuser systématiquement de tomber au niveau des assistés, en reprenant la fière formule de leurs ancêtres de 1831 à Lyon : « Mourir en combattant ou vivre en travaillant », et en lançant le mot d'ordre du changement de société ou, plus précisément, de la destruction du capital, si on leur oppose les nécessités économiques présentes (cf. MARX-ENGELS, *Les Utopistes*, P.C.M., p. 120).

56 Les Américains ont parfaitement saisi la quintessence de l'enseignement de Malthus : quiconque possède une terre plus féconde détient une arme d'une puissance inégalée entre ses mains. Ainsi les U.S.A. ont-ils porté l'impérialisme au comble de son raffinement, en utilisant la faim dans le monde pour imposer leur politique et leur principe des droits de tous les hommes à être exploités et échinés par eux, qui sont assis sur leur capital de surplus alimentaires. Beau complément à l'usage des autres de la théorie du bien-être ! Ils n'ont rien inventé ; ils ont simplement le cynisme conséquent du capitaliste qui, dès le début de l'accumulation primitive, a dépouillé les producteurs de la propriété, de leurs instruments de travail, de leurs matières premières et *donc* du produit de leur travail, si bien qu'ils vinrent à manquer de leurs moyens de subsistance, devenant ainsi une pure force de travail, obligée, si elle veut trouver à manger, de se vendre à qui veut bien l'acheter.

CRITIQUE DE MALTHUS

Première partie

CRITIQUE DU PRINCIPE DE LA POPULATION DE MALTHUS

Les nôtres se sont laissé octroyer la « loi d'airain » de Lassalle qui se fonde sur une conception économique parfaitement dépassée, à savoir que l'ouvrier moyen ne touche que le minimum de salaire pour son travail, et ce du fait que, d'après la théorie de la population de Malthus, les ouvriers sont toujours en surnombre (c'était effectivement le raisonnement de Lassalle).

Dans son chapitre sur l'accumulation du capital, Marx a réfuté dans le détail le fondement malthusien de la loi que Lassalle a empruntée à Malthus et Ricardo (en falsifiant ce dernier) et qu'il expose, par exemple dans son Manuel pour les ouvriers.

Engels à August Bebel, 18-20 mars 1875.

Retour à la table des matières

La mystification de la surpopulation

Retour à la table des matières

La lutte qui oppose le capital au capital, le travail au travail, la terre à la terre, met la production dans un état d'activité fébrile qui inverse les rapports naturels et rationnels [57]. Aucun capital ne peut résister à la concurrence de l'autre s'il ne porte son activité à son paroxysme. Nul bien-fonds ne peut être cultivé avec profit si sa capacité de production ne s'accroît pas constamment. Aucun travailleur ne peut résister à ses concurrents s'il ne consacre pas toutes ses forces au travail. En somme, celui qui se trouve engagé dans la lutte de la concurrence ne peut se maintenir que s'il tend au maximum toutes ses forces et renonce à tout projet véritablement humain.

Cette tension exagérée provoque nécessairement à un moment l'épuisement des forces. Lorsque les fluctuations de la concurrence faiblissent, l'offre et la demande, la production et la consommation s'équilibrent à peu près ; nous atteignons un palier dans le développement de la production où l'on trouve, d'un côté, de telles forces de travail en excédent qu'il ne reste plus rien pour vivre à la grande masse de la nation, que les gens meurent de faim en face d'une trop grande abondance. Depuis longtemps déjà, l'Angleterre se trouve dans cette situation démentielle, cette vivante absurdité. Si la production oscille plus fortement — comme elle le fait nécessairement à la suite d'un tel état économique —, c'est l'alternance de prospérité et de crise, de surproduction et de marasme. Les éco-

---

[57] Cf. ENGELS, « Umrisse zu einer Kritik der Nationaloekenomie », *Annales franco-allemandes ;* cf. *Werke*, t. 1, p. 516-521.
Dans ce texte, Engels fait preuve d'une impressionnante sérénité d'esprit pour juger de la théorie de la population de Malthus. Il montre comment le capital se donne nécessairement une superstructure de pensée malthusienne pour justifier son horreur et ses contradictions qui seraient absurdes si le système capitaliste n'était pas un mode de production progressif dans la série historique, donc *nécessaire* transitoirement.

nomistes n'ont jamais pu s'expliquer cette situation insensée ; pour la justifier, ils ont inventé la théorie de la population qui est aussi insensée, sinon plus, que cette contradiction entre la richesse qui fait face au même moment à la misère. Il n'est pas donné aux économistes de voir la vérité ; ils ne sont pas en mesure de comprendre que cette contradiction est le simple effet de la concurrence, parce que sinon toute leur théorie s'écroulerait.

Pour nous, l'explication est toute simple. Les forces de production qui sont à la disposition de l'humanité n'ont pas de limites. Le rendement de la terre peut progresser indéfiniment par l'application de capital, de travail et de science. Selon les calculs des économistes et statisticiens les plus éminents, la Grande-Bretagne « surpeuplée » peut être en mesure, en l'espace de dix ans, de produire assez de blé pour nourrir le sextuple de sa population actuelle. Le capital s'accroît chaque jour, les forces de travail augmentent avec la population et la science domine chaque jour davantage les forces de la nature et les met au service des hommes. Qui plus est, cette immense capacité de production, maniée en toute conscience et dans l'intérêt de tous, réduirait bientôt à un minimum la part de travail incombant aux hommes. Si ceux-ci sont livrés à la concurrence, elle aboutit au même résultat, mais au sein de la contradiction [58].

---

58 La confiance d'Engels dans l'« essor irrésistible des forces productives » — quel que soit le mode de production, puisque « Jamais une société ne disparaît avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir en son sein » (MARX, « Préface de 1859 » à la *Critique de l'économie politique*) — est impressionnante. De fait, elle est confirmée par l'évolution la plus récente. Ce n'est pas seulement la Chine qui a augmenté de façon spectaculaire sa production agricole. A la fin des années 1960, l'Inde elle-même a doublé sa récolte de blé en l'espace de six ans. Le Mexique, les Philippines, le Pakistan et la Turquie augmentèrent formidablement leurs productions céréalières. Grâce aux engrais, de nouveaux efforts seraient susceptibles de doubler le rendement des variétés indigènes, s'ils étaient entrepris correctement (cf. Lester R. BROWN, « Perspectives alimentaires dans le monde », *Futuribles,* n° 6, 1976).
En ce qui concerne le développement « formidable » des forces productives dans l'agriculture des pays développés, citons simplement quelques chiffres sur les Etats-Unis : « Le volume de la production américaine a augmenté d'environ 50 % en vingt ans, alors que la main-d'œuvre a diminué de moitié » — ce qui donne une augmentation de la productivité plus grande que dans l'industrie. « La superficie cultivée pour les céréales a baissé de 50 millions d'acres entre 1950 et 1970. En mars 1972, la National Farmers

Une partie du sol du pays sera exploitée selon les meilleures méthodes, tandis qu'une autre partie (en Grande-Bretagne et en Irlande, elle représente 30 millions d'acres de bonne terre) reste en friche. Une partie du capital circule à une vitesse prodigieuse ; l'autre partie repose comme capital mort dans les coffres-forts. Une partie de la population laborieuse produit de quatorze à seize heures par jour, alors que l'autre demeure inemployée, désœuvrée, et meurt de faim. Aujourd'hui, cette répartition est ou bien simultanée dans le temps, ou bien consécutive, le plein emploi succédant alors au désœuvrement général Aujourd'hui, le commerce est entièrement prospère, la demande est très importante, la main-d'œuvre est entièrement employée, le capital circule avec une vélocité admirable, l'agriculture est florissante, les ouvriers travaillent à se ruiner la santé ; demain, c'est l'engorgement et la stagnation de la production. Alors l'agriculture ne vaut plus la peine d'être mise en valeur, de vastes étendues du pays restent en friche, le capital se fige dans sa course, les ouvriers n'ont plus de travail et tout le pays est affligé d'un excédent de richesses et d'un excédent de population. Cette évolution des choses, les économistes ne peuvent la reconnaître comme correcte, sans quoi ils devraient, comme nous l'avons dit, prôner l'abandon de tout le système fondé sur la concurrence. Ils devraient admettre la stupidité de la contradiction entre production et consommation, entre population excédentaire et surabondance de richesses. Mais, dès lors que les faits ne pouvaient plus être niés, il fallut bien mettre la réalité en accord avec la théorie — et l'on inventa la théorie de la population.

Malthus, l'auteur de cette doctrine, soutient que la population pèse constamment sur les moyens de subsistance. A peine la production s'élève-t-elle que la population augmente dans la même proportion. Cette tendance inhérente à la population de se multiplier au-delà des ressources disponibles serait la cause de toute misère et de tout vice. S'il y a trop d'hommes, il faut s'en débarrasser d'une

---

Union annonçait que 2 000 exploitations étaient abandonnées chaque semaine. Le remplacement de l'homme par les machines de plus en plus puissantes a été rendu possible par un changement complet des structures » (cf. *La Crise de l'impérialisme et la Troisième Guerre mondiale*, la contribution de Yann FITT, p. 41, Cahiers libres 310-311, Maspero, 1976).

Est-ce à dire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Engels lui-même souligne que cette surabondance de forces productives engendre la faim, la disette et le paupérisme généralisé tant qu'elles évoluent dans les contradictions du système bourgeois.

manière ou d'une autre, par la mort violente, ou par la faim. Or, cela fait, il se crée de nouveau une lacune, qui ne tardera pas à être de nouveau comblée par d'autres facteurs d'accroissement de la population — et c'est l'ancienne misère qui recommence. Qui plus est, ce cycle se manifeste en toutes circonstances, non seulement en plein milieu de la civilisation, mais encore dans l'état naturel ; les sauvages de Nouvelle-Hollande, qui vivent à raison d'un habitant au mille carré, souffrent autant de surpopulation que l'Angleterre. En somme, si nous voulons être logiques, il nous faut avouer que la terre était déjà surpeuplée quand un seul homme l'habitait. Les conséquences de cette théorie sont les suivantes : comme les pauvres sont précisément les plus nombreux, il ne faut rien faire pour eux, si ce n'est de leur faciliter autant que possible la mort par inanition, de les convaincre que cet état de choses ne peut être changé, et que pour toute leur classe il n'est d'autre salut qu'une reproduction aussi limitée que possible. Si ce n'est pas réalisable, il est toujours loisible à l'Etat d'organiser un service public chargé de mettre à mort sans douleur les enfants des pauvres, comme l'a proposé « Marcus [59] ». Ainsi, chaque famille ouvrière serait autorisée à avoir deux enfants et demi, mais tous ceux qui viendraient en plus devraient être tués sans douleur. Faire l'aumône serait un délit, parce qu'elle encouragerait la croissance d'une population surnuméraire. Il serait très avantageux de faire passer la pauvreté pour un crime et de convertir les maisons de travail (workhouses) des pauvres en des établissements pénitentiaires, comme cela se fait déjà en Angleterre, avec la nouvelle loi « libérale » sur les pauvres. E est vrai que cette théorie cadre très mal avec l'enseignement de la Bible sur la perfection de Dieu et de sa création, mais « c'est une mauvaise réfutation que d'opposer la Bible à des faits » !

Faut-il exposer avec plus de détails encore cette infâme et vile doctrine, ce blasphème abominable contre l'homme et la nature, et considérer quelles en sont ses conséquences supplémentaires ? Ici, l'immoralité des économistes atteint son paroxysme. Que sont toutes les guerres et les horreurs du système du monopole en regard de cette théorie ? Or c'est elle précisément qui est la clé de voûte de tout le système libéral, de la liberté de commerce et de l'industrie. Sa chute entraînerait celle de tout l'édifice. Dès lors qu'il est établi que la concurrence est la cause de

---

59 Marcus est le pseudonyme d'un auteur anglais qui publia en 1838 un pamphlet intitulé *On the Possibility of Limiting Populoussiness*, dans lequel les idées de Malthus étaient poussées à leur paroxysme.

la misère, de la pauvreté et du crime, qui donc oserait se hasarder à dire un mot pour la défendre ?

Dans l'ouvrage mentionné ci-dessus, Alison a ébranlé la théorie de Malthus, en appelant à la capacité productive de la terre, et en opposant au principe malthusien le fait que chaque adulte est en mesure de produire plus qu'il ne peut consommer. C'est un fait sans lequel l'humanité ne pourrait s'accroître, voire subsister — sinon comment pourrait bien vivre la génération montante ?

Mais Alison ne va pas au fond des choses, et c'est pourquoi, en fin de compte, il revient à la même conclusion que Malthus. Il démontre, certes, que le principe de Malthus est faux, mais il est incapable de réfuter les faits qui ont conduit celui-ci à son principe.

Si Malthus n'avait pas eu une vision aussi unilatérale des choses, il aurait sans doute observé que la population ou la main-d'œuvre en surnombre est toujours liée à une surabondance de richesses, un excédent de capital et une propriété foncière pléthorique. La force de travail n'est trop nombreuse que là où, en général, les forces de production sont trop grandes. La situation de chaque pays surpeuplé — de l'Angleterre notamment, à l'époque où Malthus se mit à écrire — le démontre à ne pas s'y tromper. Tels étaient les faits que Malthus eût dû considérer dans leur ensemble, et cette expérience l'aurait conduit à la juste conclusion. Au lieu de cela, il extrait un seul de ces faits et néglige tous les autres sans s'en préoccuper — et il aboutit à son absurde conclusion.

La deuxième erreur qu'il commit, ce fut de confondre les moyens de subsistance avec les moyens de l'emploi des travailleurs. Il est vrai que la population pèse de nos jours sur les moyens de l'emploi, que le nombre des hommes qui sont engendrés est réglé par celui de ceux qui peuvent être employés ; bref, que la production de forces de travail a été déterminée jusqu'ici par les lois de la concurrence et se trouve donc soumise aux crises périodiques et autres fluctuations économiques. La constatation de ces faits doit être portée au crédit de Malthus [60]. Mais les moyens d'emploi sont tout autre chose que les moyens de subsistance. Les

---

60 Dans son Dialogue avec Malthus, Engels ne manque pas de souligner ce qui aurait pu contribuer à faire prendre conscience aux hommes de l'aspect sans doute le plus horrible de la société de classes, si Malthus n'avait pas proposé des remèdes encore plus infâmes pour permettre à ce système de se perpétuer.

moyens d’emploi se développent seulement comme résultat dernier de la croissance des capacités industrielles des machines et du capital, tandis que les moyens de subsistance s’accroissent dès lors que l’on se met à augmenter les forces productives qui les fabriquent. Une nouvelle contradiction surgit ici dans l’économie. La demande chère aux économistes n’est pas la véritable demande, ce qu’ils appellent consommation est tout artificiel. Pour l’économiste, il n’y a que ceux qui peuvent offrir un équivalent en échange de ce qu’ils reçoivent qui sont de véritables demandeurs, des consommateurs réels. Cependant, si c’est un fait que tout adulte produit plus qu’il ne peut consommer lui-même, que les enfants sont comme les arbres, qui apportent en retour bien plus que ce que l’on a placé en eux — et ce sont assurément là des faits solides —, on est fondé à croire que chaque ouvrier devrait pouvoir produire bien plus qu’il ne lui en faut, si bien que la communauté devrait être ravie de lui fournir tout ce dont il a besoin. Ainsi, on pourrait imaginer qu’une grande famille serait un don précieux pour la communauté. Mais les économistes, avec leur point de vue grossier, ne connaissent pas d’autre équivalent que celui qu’on leur paie en argent sonnant et trébuchant. Ils sont si empêtrés dans leurs contradictions que les faits les plus frappants ne les touchent pas plus que les principes les plus scientifiques.

On peut fort bien briser cette contradiction, tout simplement en la résolvant — en faisant fusionner les intérêts qui sont aujourd’hui en conflit entre eux, on détruit l’antagonisme entre surpopulation, d’un côté, et surabondance de richesses, de l’autre. Ainsi disparaîtrait ce phénomène prodigieux — plus surprenant même que tous les miracles de toutes les religions réunies —, le fait qu’une nation doive mourir de faim devant ses vaines richesses et la surabondance de ses biens. Et du même coup en fermera la bouche de ceux qui affirment que la terre n’est pas capable de nourrir l’humanité. Cette assertion relève bel et bien de la plus haute sagesse de l’économie chrétienne. Or, que notre économie soit essentiellement chrétienne, c’est ce que je pourrai démontrer pour chacune de ses propositions et de ses catégories, et je ne manquerai pas de le faire à l’occasion. La théorie malthusienne n’est que l’expression économique du dogme religieux qui oppose l’esprit à la nature et aboutit à la corruption de l’un et de l’autre.

J’espère avoir démontré, dans la sphère économique aussi, toute l’inanité de cette contradiction, qui a été dissoute depuis longtemps dans le domaine de la religion. Au reste, je dénie tout sérieux à la théorie malthusienne tant que l’on

n'aura pas commencé à m'expliquer, sur la base de cette théorie elle-même, comment l'excédent de richesses peut faire mourir de faim un peuple et comment cela peut être mis en accord avec la raison.

La théorie malthusienne n'est, au demeurant, qu'une transition nécessaire qui nous a porté infiniment plus loin [61]. Grâce à elle, comme aussi grâce à l'économie politique en général, notre attention a été tournée vers tout ce que la terre et l'humanité renferment de puissances productives — avec cette conséquence : nous sommes guéris pour toujours de la peur de la surpopulation après avoir triomphé du désespoir des économistes. C'est d'elle que nous tirons les arguments économiques les plus puissants en faveur d'une organisation nouvelle de la société. Même si Malthus avait parfaitement raison, ce ne serait qu'un motif supplémentaire pour entreprendre aussitôt cette révolution, parce qu'elle seule pourrait donner aux masses les capacités morales nécessaires à une limitation de leur instinct de reproduction [62], que Malthus a présentées comme le remède le plus efficace et le plus simple contre la surpopulation. Cette théorie de la population a révélé l'extrême avilissement de l'humanité, en raison de sa sujétion aux conditions de la concurrence. Elle nous a montré qu'en dernière analyse la propriété privée fait de l'homme une marchandise, dont la production, ou la destruction, dépend uniquement de la demande, et que le système de la concurrence a

---

61 C'est sur la base du développement atteint par la société capitaliste que s'effectue le mouvement communiste, après la rupture révolutionnaire et le changement de rapports sociaux correspondant.
Dans le même sens qu'Engels, Marx écrivait : « Le capital tend à retirer à chaque industrie son fondement *naturel* et à transférer ses conditions de production dans un réseau de rapports généraux, en transformant ce qui semblait superflu en une nécessité produite historiquement. […]
Le *luxe* s'oppose à la *nécessité naturelle*. On appelle besoins nécessaires les besoins d'un individu ramené à l'état naturel. Le développement de l'industrie abolit aussi bien cette nécessité naturelle que le luxe (de manière CONTRADITOIRE, en ce sens qu'elle recrée en face du luxe un ÉTALON SOCIAL MESURANT CE QUI EST NÉCESSAIRE) » *(Grundrisse*, t. 3, p. 40).
Ce passage à la société communiste fait l'objet du recueil de Marx-Engels sur *La Société communiste*, en préparation.

62 La véritable défense de l'espèce peut signifier aussi s'opposer à l'inflation de ses membres, mais, comme le dit Engels par ailleurs (cf. plus loin, p. 103), les hommes infiniment plus développés du communisme sauront mieux que nous penser et résoudre ce problème.

immolé des millions d'hommes et continue de le faire chaque jour. Tout cela, nous l'avons vu, et c'est ce qui nous incite à vouloir abolir cet abaissement de l'homme, en supprimant la propriété privée, la concurrence et le conflit des intérêts.

Cependant, afin d'enlever toute base à la crainte universelle de la surpopulation, revenons une fois de plus au rapport entre les forces productives et la population. Malthus part d'un calcul sur lequel repose tout son système. A l'en croire, la population augmente en progression géométrique : 1 + 2 + 4 + 8 + 16 + 32, etc., et la force productive de la terre en progression arithmétique : 1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6. La différence saute aux yeux : elle est terrifiante. Mais est-ce juste ? Qui donc a jamais prouvé que le rendement de la terre augmentait en progression arithmétique ? La superficie du sol est limitée. C'est exact. Mais la force de travail applicable à cet espace croit en même temps que la population [63]. Admettons même que l'accroissement du rendement ainsi obtenu ne soit pas proportionnel à celui des forces du travail. Il reste alors encore un troisième élément, qui cependant ne compte pour rien aux yeux des économistes : la science, dont les progrès sont infinis et au moins aussi rapides que ceux de la population. Quels progrès l'agriculture de ce siècle ne doit-elle pas à la seule chimie, voire uniquement à deux hommes — Sir Humphrey Davy et Justus Liebig ? Or la science s'accroît au moins aussi vite que la population, celle-ci progressant par rapport à la génération précédente. La science, elle, progresse en fonction de la masse des connaissances que lui ont transmises toutes les générations antérieures. Dans les conditions les plus ordinaires, elle suivrait donc également une progression géométrique. Or qu'est-ce qui est impossible à la science ?

Quoi qu'il en soit, il est absurde de parler de surpopulation tant que « la vallée du Mississippi, à elle toute seule, renferme assez de terres en friche pour que l'on puisse y installer toute la population de l'Europe [64] » ; tant qu'un tiers de la terre seulement est estimé avoir été mis en culture et que la production de ce tiers peut être augmentée de six fois, et plus, par simple application d'amendements qui nous sont déjà familiers.

---

63 Engels admet implicitement que tous les hommes soient productifs et mettent la main à la pâte — ce qui est loin d'être le cas dans la société capitaliste.

64 La citation est extraite de l'ouvrage susmentionné d'ALISON, vol. 1, p. 548.

Le malthusianisme : une déclaration de guerre ouverte au prolétariat

Retour à la table des matières

En attendant, la déclaration de guerre la plus brutale que la bourgeoisie ait lancée contre le prolétariat, c'est la théorie de la population de Malthus et la nouvelle loi des pauvres qu'elle a inspirée [65]. Nous avons déjà fait allusion en de multiples occasions à la théorie de Malthus. Nous rappellerons simplement ici ses principales conclusions : la terre est perpétuellement surpeuplée, de sorte que la pauvreté, la misère, la disette et l'immoralité doivent toujours dominer ; que c'est le sort de l'humanité d'être éternellement condamnée à exister en trop grand nombre, donc en classes diverses, dont certaines sont plus ou moins riches, cultivées et morales, et les autres plus ou moins pauvres, misérables, ignorantes et immorales. Il s'ensuit dans la pratique — et Malthus lui-même tire ces conclusions — que la charité et les caisses de pauvres sont à proprement parler une absurdité, puisqu'elles ne servent qu'à maintenir en vie et à faire se multiplier la population en excédent, dont la concurrence ne fait que peser sur les salaires ; que l'occupation des miséreux par l'administration des pauvres est également déraisonnable, puisqu'une quantité fixe, tout à fait déterminée, de produits peut être consommée ; que, pour chaque ouvrier en chômage qui est occupé, on en jette un autre sur le pavé, de sorte que la libre entreprise privée se trouve lésée par chaque intervention de l'Assistance publique dans l'industrie ; qu'il ne s'agit donc pas de nourrir la population en surnombre, mais de la limiter autant que possible, d'une façon ou d'une autre.

Malthus déclare, en termes non voilés, que le droit qu'a tout homme vivant sur cette terre de manger, de boire et de se vêtir est un pur non-sens. Il cite à ce

---

65 Cf. ENGELS, La Situation des classes laborieuses en Angleterre, 1845, in MARX-ENGELS, Werke, t. 2, p. 493-496. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

propos les paroles d'un poète : le pauvre arrive « au banquet de la Nature » et ne trouve aucun couvert mis pour lui, puis il ajoute que la Nature lui enjoint alors de ficher le camp, c puisqu'avant de naître il n'a pas demandé à la société si elle voulait de lui [66] ».

Telle est maintenant la théorie favorite de toute authentique bourgeoisie anglaise, et tout naturellement, puisqu'elle est devenue pour celle-ci la justification la plus commode, sans parler de ce qu'elle renferme une bonne part de vérité sur les conditions actuellement existantes. Dès lors, il ne s'agit plus de rendre active la « population excédentaire », en l'employant utilement, mais simplement de la faire mourir de faim de la manière la plus commode et de l'empêcher de mettre trop d'enfants au monde. Et rien n'est plus facile en fait — à condition que la population en surnombre reconnaisse elle-même qu'elle est superflue et se laisse aller gentiment à mourir de faim. Cependant, en dépit des efforts les plus tenaces de la bourgeoisie philanthropique, il n'est guère d'espoir dans l'immédiat de faire partager ces idées aux ouvriers. Les prolétaires se sont plutôt mis en tête qu'avec

---

66 Engels évoque ici le passage suggestif suivant de Malthus : *c* Un homme qui est né dans un monde déjà occupé, s'il ne peut obtenir de ses parents la subsistance qu'il peut justement leur demander et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a *aucun droit à* la plus petite portion de nourriture et, en fait, il est de trop. Au grand banquet de la Nature, il n'a pas de couvert pour lui. Elle lui *commande* de s'en aller et elle mettra elle-même promptement ses ordres à exécution, s'il ne peut pas recourir à la compassion de quelques-uns des convives du festin. Si ces convives se lèvent et lui font place, d'autres intrus se présentent immédiatement et demandent la même faveur. Le bruit qu'il existe des aliments pour tous ceux qui arrivent remplit la salle de nombreux quémandeurs. L'ordre et l'harmonie du festin sont troublés, l'abondance qui régnait auparavant se change en disette et le bonheur des convives est détruit par le spectacle de la misère et de la gêne qui règnent dans toutes les parties de la salle et par les clameurs importunes de ceux qui sont justement furieux de ne pas trouver les aliments qu'on leur avait laissé espérer. Les convives reconnaissent trop tard l'erreur qu'ils ont commise en enfreignant les ordres stricts à l'égard des intrus, donnés par la grande maîtresse du banquet, laquelle désirait que tous ses hôtes fussent abondamment pourvus et, sentant qu'elle ne pouvait pourvoir un nombre illimité de convives, refusait *par un souci d'humanité* d'admettre des nouveaux venus quand la table était déjà remplie » (MALTHUS, *Essai sur le principe de la population,* trad. fr. de Guillaumin, 1845, p. 531-532).

leurs mains zélées ce sont précisément eux qui sont les plus utiles, tandis que les riches messieurs capitalistes, qui ne font rien, sont en trop.

Toutefois, comme les riches détiennent toujours le pouvoir, les prolétaires doivent subir le fait que la loi — si eux-mêmes ne veulent pas l'admettre volontairement — les déclare, eux, réellement superflus [67]. C'est ce qui est arrivé avec la nouvelle loi des pauvres. La vieille législation sur les pauvres, qui reposait sur l'ordonnance de 1601 (la 431 année du règne d'Elisabeth), partait encore naïvement de l'idée que la paroisse avait le devoir de subvenir à la vie des pauvres. Quiconque n'avait pas de travail recevait une aide et, à la longue, le pauvre considérait que la paroisse était dans l'obligation de le préserver de la mort par inanition. Il revendiqua son assistance hebdomadaire comme s'il s'agissait d'un droit et non d'une faveur — et c'en fut trop à la fin pour la bourgeoisie. En 1833, alors que la bourgeoisie était tout juste arrivée au pouvoir grâce au Reform Bill et que le paupérisme avait atteint son apogée dans les districts campagnards, elle se mit aussitôt en devoir de réformer aussi, selon ses vues, la législation sur les pauvres. Elle désigna une commission d'enquête pour l'application de la législation sur les pauvres, et celle-ci découvrit une grande quantité d'abus : tout d'abord, que toute la classe laborieuse des campagnes était paupérisée et entièrement ou partiellement dépendante de la caisse des pauvres, qui, lorsque les salaires étaient trop bas, versait aux pauvres un supplément ; ensuite que, dans ce système grâce auquel le chômeur pouvait vivre, celui qui était mal payé, mais gratifié d'une nombreuse famille était assisté, le père d'enfants illégitimes était tenu de payer une pension alimentaire ; bref, que ce système qui reconnaissait en général que le pauvre avait besoin de protection, ruinait le pays :

« C'était une entrave pour l'industrie, une récompense aux mariages irréfléchis, un stimulant à l'accroissement de la population et le moyen de contrebalancer l'effet d'une population accrue sur les salaires ; c'était une institution nationale en vue de décourager les ouvriers honnêtes et industrieux, de protéger les pa-

---

67 Engels remarque ici que la question de savoir quelle classe fait partie de l'excédent de population est certes dictée par le mode de production et les rapports sociaux qui en découlent, mais elle est sanctionnée par le pouvoir politique contre lequel une prise de conscience de classe peut amener le prolétariat à se rebeller — la question se pose à chaque fois que le chômage devient un problème général.

resseux, les vicieux et les imprévoyants, de détruire les liens familiaux, d'empêcher systématiquement l'accumulation des capitaux, de dissoudre le capital existant et de ruiner les payeurs d'impôt, sans parler de ce qu'elle constituait une prime pour les enfants illégitimes en pourvoyant à leur alimentation » (Extrait littéral d'un rapport des commissaires de la Loi des Pauvres [68]).

Cette description des effets de l'ancienne législation sur les pauvres est certainement tout à fait exacte ; les secours favorisent la paresse et accroissent la surpopulation. Dans les conditions sociales actuelles, il est tout à fait clair que le pauvre est obligé d'être un égoïste et que, s'il en a le choix et s'il vit tout aussi bien, il préfère ne rien faire plutôt que de travailler. Mais, la seule conclusion à en tirer, c'est que les actuelles conditions sociales ne valent rien, et non pas — comme en concluent les commissaires malthusiens — que la pauvreté doit être traitée comme un crime et lourdement pénalisée, afin de servir d'avertissement aux autres, selon la théorie de l'intimidation.

Ces sages malthusiens étaient si fermement convaincus de l'infaillibilité, de leur théorie qu'ils n'hésitèrent pas un seul instant à placer les pauvres dans le lit de Procuste de leurs conceptions économiques et de les traiter avec la plus révoltante dureté. A l'instar de Malthus et des autres partisans de la libre concurrence, ils étaient convaincus que le mieux serait de laisser le soin à chacun de se tirer tout seul d'affaire et d'appliquer le laisser-faire avec conséquence.

Ils eussent préféré abolir purement et simplement la législation sur les pauvres. Toutefois, comme ils n'en avaient ni le courage ni l'autorité, ils proposèrent une Loi sur les Pauvres la plus malthusienne possible qui, parce qu'elle intervient activement est encore plus barbare que le laisser-faire qui reste passif. Nous avons vu que Malthus traite le pauvre qui recherche un emploi comme un criminel en lui accolant l'étiquette de « superflu » et recommande à la société de le punir de la mort par inanition. Les commissaires n'étaient tout de même pas aussi barbares ; la mort par inanition pure et simple a quelque chose de trop horrible, même pour un commissaire de la Loi des Pauvres. « Bien, dirent-ils, vous autres pauvres, vous avez le droit d'exister, mais seulement d'exister. Le droit de vous reproduire, vous ne l'avez pas, et pas plus celui d'exister humainement. Vous êtes une plaie

68 Extrait des informations reçues par les commissaires à la Loi des Pauvres et publiées par les autorités, Londres, 1833. (Note d'Engels.)

publique et, si nous ne pouvons pas vous supprimer directement, comme toute autre plaie publique, vous devez tout de même sentir que vous en êtes une, et il faut au moins vous brider et vous mettre hors d'état de produire d'autres "inutiles et superflus", soit directement, soit par l'exemple de votre paresse et de votre pauvreté. Vous pouvez vivre, mais vous vivrez comme un avertissement salutaire pour ceux qui seraient amenés à devenir eux aussi des "inutiles" [69]. »

Ils proposèrent donc une nouvelle Loi sur les Pauvres, qui passa au Parlement en 1834 et est encore en vigueur. Tous les secours en argent ou en aliments furent supprimés ; la seule assistance permise fut l'admission dans les maisons de travail (workhouses) que l'on se mit aussitôt à construire partout. L'organisation de ces maisons du travail, ou — comme le peuple les appelle — ces bastilles de la Loi des Pauvres, est telle qu'elle fait reculer d'effroi quiconque a la moindre perspective de se tirer d'affaire sans cette forme de charité publique. Pour être sûr que la caisse des pauvres ne soit mise à contribution que dans les cas les plus extrêmes et que les efforts de chacun soient tendus au maximum avant de s'adresser à la charité publique, la maison du travail doit y rendre le séjour aussi repoussant que l'esprit raffiné d'un malthusien peut l'imaginer.

---

69 En critiquant le système d'assistance publique anglais d'alors, Engels dépeint directement l'idéologie bourgeoise qui, curieusement, part de l'idée de *travail* pour traiter précisément les membres de la classe ouvrière d'inutiles et de superflus, parce qu'elle est incapable de leur donner un emploi, sans parler du fait qu'elle-même est une classe oisive. L'idéologie est donc parfaitement hypocrite, mais elle est typique de toute la conscience bourgeoise : reprendre la valeur du *travail à* la classe qu'elle exploite et bafoue, pour la retourner contre cette même classe.

Cette idéologie imprègne toute la conscience des pays capitalistes et se retourne curieusement vers des souffre-douleur parfois inattendus. Ainsi toute l'Angleterre était-elle considérée par certains comme une « nation d'assistés » après sa c libération » par les troupes américaines : « Le peuple anglais, stimulé par une longue présence des soldats américains lance un regard d'envie sur le standard de vie américain. Si nous [les Américains] ne sommes pas prêts à faire place à 50 millions de bouches anglaises à notre table, nous verrons que la famine saisira de nouveau les rues de Londres » (cf. William VOGT, *Road to Survival,* 1949, p. 71-72).

Conséquences de la loi malthusienne de la population

Retour à la table des matières

C'est en nous tournant vers l'Angleterre que nous découvrirons le mieux le rapport du paupérisme organisé de manière politique [70]. En Angleterre, la misère des ouvriers n'est pas partielle, mais universelle : elle ne se limite pas aux régions industrielles, elle s'étend même aux districts agricoles. Cette évolution n'en est pas ici à son début, elle revient cycliquement depuis un siècle environ.

Or quelle idée se font du paupérisme la bourgeoisie anglaise, ainsi que le gouvernement et la presse qui lui sont liés ?

Dans la mesure où la bourgeoisie anglaise reconnaît le paupérisme comme effet de sa politique, les whigs en rejettent la faute sur les tories et les tories sur les whigs. A en croire les whigs, la source principale du paupérisme, c'est le monopole de la grande propriété foncière et les lois de prohibition contre l'importation du blé. A en croire les tories, tout le mal provient du libéralisme, de la concurrence au sein d'un réseau trop vaste de fabriques. Aucun des deux partis ne trouve la cause dans la politique tout court, mais plutôt dans celle du parti adverse. En conséquence, aucun d'eux ne songe à changer la société…

Qui plus est, c'est dans la Loi des Pauvres elle-même que le Parlement découvrit la source principale du paupérisme aigu en Angleterre : le moyen légal contre la misère sociale — la bienfaisance — favorise la misère sociale !

Quant au paupérisme en général, c'est une loi éternelle de la nature, d'après la théorie de Malthus : « Comme la population tend sans cesse à dépasser les moyens de subsistance, la bienfaisance est pure folie, c'est un encouragement

70 Cf. Marx, « Notes relatives à l'article Le Roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien », *Vorwärts* ; cf. *Werke*, 1, p. 395-398.
Dans cet article, Marx met en évidence l'incapacité de l'Etat bourgeois à s'attaquer aux causes véritables des maux dus au capitalisme.

public à la misère. L'Etat n'a rien d'autre à faire que d'abandonner les miséreux à leur sort et, tout au plus, à faciliter la mort des pauvres [71]. »

Cette théorie humanitaire, le Parlement la complète par l'idée que le paupérisme est un malheur suscité par l'ouvrier lui-même. Il n'y a donc pas lieu de l'en prévenir comme d'un malheur, mais de l'en châtier comme d'un crime. Ainsi naquirent les workhouses, autrement dit les « maisons de travail pour indigents », dont l'organisation intérieure empêche, par son horreur, les miséreux d'y chercher refuge contre la mort par inanition. Dans ces maisons du travail, la bienfaisance est savamment combinée avec la vengeance de la bourgeoisie contre les miséreux qui font appel à sa charité.

Ainsi, l'Angleterre a tout d'abord essayé d'éliminer le paupérisme grâce à la bienfaisance et aux mesures administratives. Puis elle considéra que le paupérisme faisait des progrès incessants non seulement comme conséquence nécessaire de l'industrie moderne, mais encore par l'effet même de la taxe anglaise sur les pauvres. Elle ne vit plus alors qu'une particularité de la législation anglaise dans la misère universelle. Ce que l'on attribuait d'abord aux faiblesses du système de bienfaisance, on l'attribue maintenant à ses excès. C'est pourquoi on imputa finalement aux pauvres la faute de leur misère, et ils furent châtiés en conséquence.

La conclusion générale à laquelle en est arrivée la politique en Angleterre, c'est qu'en dépit des mesures administratives le paupérisme a fini par s'accroître jusqu'à devenir une institution nationale, si bien qu'on l'a soumise à une véritable administration bien ramifiée et fort étendue, dont la tâche n'est pas seulement de l'étouffer, mais de le discipliner et de le perpétuer. Cette administration a donc renoncé à tarir activement la source du paupérisme : elle se contente à chaque fois qu'elle resurgit à la surface du pays officiel de lui creuser une tombe mortuaire avec une tendresse toute policière. Loin de dépasser le cadre des mesures de bienfaisance administratives, l'Etat anglais en est revenu en deçà. Il ne fait plus qu'administrer les pauvres qui sont assez désespérés pour se laisser capturer et enfermer.

---

71 Marx a extrait cette citation de l'ouvrage de Eugène BURET, *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, Paris, 1840, vol. 1, p. 152. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

Propositions pour remédier à la déplorable situation ouvrière

Retour à la table des matières

Nous devons considérer la troisième proposition qui a entraîné et entraîne journellement, sur le plan pratique, des conséquences très importantes, à savoir la théorie malthusienne [72].

Toute cette théorie — pour autant qu'elle nous intéresse ici — aboutit à ce qui suit : a) le niveau du salaire dépend de la proportion des bras qui s'offrent aux bras qui sont demandés. Le salaire peut donc s'accroître de deux manières : ou bien lorsque le capital qui met en mouvement le travail s'accroît si rapidement que la demande d'ouvriers augmente plus rapidement que leur offre ; ou bien lorsque la population s'accroît si lentement que la concurrence entre les ouvriers reste faible, de sorte que le capital productif n'augmente pas rapidement [73].

Vous, les ouvriers, vous ne pouvez exercer aucune influence sur l'un des pôles du rapport, celui de la croissance du capital productif. En revanche, vous le pou-

---

72 Cf. MARX, « *Le Salaire* », *Werke*, t. 6, p. 546-553. Marx a préparé ce manuscrit en liaison avec son étude sur *Travail salarié et Capital* (1847). Avant d'en arriver aux propositions malthusiennes pour remédier à la condition effroyable des travailleurs, Marx avait analysé deux autres propositions : 1) le *système des caisses d'épargne* grâce auquel les ouvriers réussiraient à participer à la gestion de la production et 2) l'*instruction* en général, et professionnelle en particulier, grâce à quoi s'effectuerait une promotion sociale. Si l'on y ajoute la proposition malthusienne de *régler l'offre et la demande des bras* par la limitation des naissances, soit le plein emploi, on a toute la théorie moderne du bien-être.

73 En bon économiste vulgaire, Malthus ne se place jamais dans la sphère de la production, mais dans celle de la circulation, car, ce qu'il a en vue, c'est de régler le problème de l'offre et de la demande (de bras), en se plaçant délibérément au niveau brutal et bourgeois de la lutte pour la vie qui se déclenche lorsque les hommes se laissent aller à la concurrence.
En ce qui concerne le rapport entre le malthusianisme et le concept darwinien de la lutte pour la vie, cf. la lettre d'Engels à Lavrov du 12-17 novembre 1875, in MARX-ENGELS, *Œuvres choisies*, Moscou, 1970, t. 3, p. 507-510.

vez bien sur l'autre : vous pouvez diminuer l'offre chez les ouvriers, c'est-à-dire la concurrence entre les ouvriers, en faisant le moins possible d'enfants.

Pour dévoiler toute la bêtise, l'abjection et l'hypocrisie de cette doctrine, il suffit de dire :

b) (ceci est à placer sous I : influence de l'accroissement des forces productives sur le salaire.) Le salaire s'accroît lorsque s'accroît la demande de travail. Cette demande s'élève lorsque le capital, qui met en mouvement le travail, s'élève, autrement dit lorsque le capital productif augmente.

Or il convient ici de faire deux remarques importantes :

1. Une condition essentielle de la hausse du salaire est la croissance aussi rapide que possible du capital productif. La condition principale pour que l'ouvrier soit dans une situation supportable est donc d'abaisser de plus en plus sa condition par rapport à la classe bourgeoise, en augmentant le plus possible la puissance de son adversaire — le capital. Autrement dit, l'ouvrier ne peut se trouver dans une situation supportable qu'à la condition d'engendrer et de renforcer la puissance qui lui est hostile, son propre antagoniste. A cette condition — produire cette puissance qui lui est hostile —, il voit s'écouler de celle-ci des possibilités d'emploi qui font à nouveau de lui une partie du capital productif et le levier qui augmente ce capital et lui imprime un mouvement de croissance accéléré.

Notons en passant que, si l'on a compris ce rapport entre le capital et le travail, les tentatives de conciliation de Fourier [74] ou d'autres apparaissent dans tout leur ridicule.

2. Après avoir expliqué ce rapport absurde, nous devons faire face à un argument encore plus important, à savoir : que veut dire croissance du capital productif — et dans quelles conditions se déroule-t-elle ?

Croissance du capital équivaut à accumulation et concentration du capital. Au fur et à mesure que le capital s'accumule et se concentre, il conduit, d'une part, au travail à une échelle plus grande et, par conséquent, à une nouvelle division du

---

74 Dans son système, Fourier associait trois éléments de la production — le capital, le travail et le talent —, et il rétribuait chacun des associés proportionnellement à son concours en capital, en travail et en talent.

travail qui le simplifie encore davantage ; d'autre part à l'introduction du machinisme sur une plus grande échelle, avec l'emploi de nouvelles machines.

Cela signifie qu'à mesure que le capital productif s'accroît la concurrence entre les ouvriers grandit, parce que la division du travail est simplifiée et que chaque branche de travail devient plus accessible à tous.

La concurrence grandit, en outre, entre eux, parce qu'ils entrent dans la même mesure en concurrence avec les machines qui leur font perdre leur gagne-pain. En élargissant sans cesse l'échelle de la production alors que la concurrence entre les capitaux fait baisser de plus en plus l'intérêt de l'argent, la concentration et l'accumulation du capital productif entraînent donc les conséquences suivantes.

Les petites entreprises industrielles sont ruinées face à la concurrence des grandes et des pans entiers de la classe bourgeoise tombent dans la classe ouvrière. La concurrence entre les ouvriers augmente donc avec la ruine des petits industriels, suite fatale de l'accroissement du capital productif.

Tandis que l'intérêt de l'argent baisse, les petits capitalistes, qui auparavant ne participaient pas directement à l'industrie, sont poussés à y entrer — ce qui fournit de nouvelles victimes à la grande industrie. En conséquence, de ce côté également, la classe ouvrière s'accroît, et la concurrence entre les ouvriers s'aggrave.

Comme l'accroissement des forces productives a pour effet le travail à une plus grande échelle, la surproduction momentanée devient une nécessité de plus en plus impérieuse, tandis que le marché mondial s'élargit de plus en plus et que la concurrence universelle s'accroît, de sorte que les crises deviennent de plus en plus violentes. Tout cela a stimulé momentanément les ouvriers à se marier et à se multiplier. Agglomérés et concentrés en masses toujours plus grandes, leurs salaires deviennent d'autant plus aléatoires. Toute nouvelle crise suscite donc immédiatement une concurrence beaucoup plus forte entre les ouvriers.

En somme, la croissance des forces productives, les moyens de communication plus rapides, la circulation accélérée, la rotation fébrile du capital, en augmentant encore la production dans le même temps, font nécessairement que l'on produise au maximum, suivant la loi de la concurrence. Cela signifie que la production s'effectue dans des conditions de plus en plus difficiles — et, pour soutenir la concurrence dans cet état de choses, il faut travailler sur une échelle sans cesse croissante, et le capital se concentre dans un nombre de mains toujours

moins nombreuses. Or, pour que cette production à une échelle croissante soit fructueuse, il faut élargir constamment et démesurément la division du travail et l'application de machines.

Etant une partie du capital, l'ouvrier subit ces conditions toujours plus difficiles de la production. Il doit produire davantage pour un salaire moindre et donner plus de travail pour des frais de production en diminution constante. Le minimum lui-même est ainsi abaissé à une dépense de force plus grande, à des jouissances de la vie minimales.

En somme, l'accroissement des forces productives entraîne la domination renforcée du grand capital, une crétinisation et un simplisme toujours plus grands de la machine appelée ouvrier, la concurrence directe entre les ouvriers aggravée par la division plus grande du travail, par le machinisme, par la prime à la production mécanique, par la concurrence des couches ruinées de la bourgeoisie, etc.

Nous pouvons formuler cela de façon plus schématique :

Le capital productif se compose de trois éléments : 1. la matière première à transformer ; 2. les machines et les matériaux, tels le charbon, etc., nécessaires pour actionner les machines, entretenir les installations, etc. ; 3. la partie du capital destinée à subvenir aux ouvriers.

Or quel est le rapport entre ces trois éléments au cours du processus d'accroissement du capital productif ?

La croissance du capital productif implique sa concentration et son exploitation à une échelle sans cesse grandissante, la seule qui soit désormais rentable.

Une grande partie du capital sera donc convertie directement en instruments de travail et sera mise en œuvre comme tels — et plus les forces productives s'accroîtront, plus cette partie du capital convertie directement en machines sera grande.

L'accroissement du machinisme et de la division du travail permet de produire beaucoup plus dans un temps plus court. Il faut donc que la masse des matières premières s'accroisse dans les mêmes proportions. A mesure que le capital productif s'accroît, la partie du capital sous forme de matières premières s'accroît le plus. Reste la troisième partie du capital productif, destinée à la subsistance de l'ouvrier, c'est-à-dire la partie qui se change en salaire.

Quel est le rapport entre l'accroissement de cette partie aux deux autres ?

La disproportion croît en progression géométrique, et non arithmétique [75].

Du fait de la division du travail accrue, un seul ouvrier produit autant que produisaient trois, quatre, cinq précédemment, et la machine produit le même effet à une échelle bien supérieure encore.

Dès l'abord, il saute donc aux yeux que la croissance des parties du capital productif converties en machines et en matières premières ne s'accompagne pas d'un accroissement comparable de la partie destinée au salaire. Sinon, le but recherché par l'emploi des machines et la division du travail accrue ne serait pas atteint. Il en résulte manifestement que la partie du capital productif destinée au salaire ne s'accroît pas dans la même mesure que la partie destinée aux machines et aux matières premières [76]. Bien plus, à mesure que s'accroît le capital produc-

---

75 Marx renverse purement et simplement le schéma malthusien selon lequel c'est la population qui croît en progression géométrique.
Cependant, il faut remarquer que le capital, pour des raisons de valorisation dues au taux de profit, ne peut développer que l'industrie en progression géométrique. Il faudra un mode de production supérieur, non mercantile, pour éliminer l'opposition entre agriculture et industrie.

76 Etant donné que le capital devient de plus en plus productif, un même ouvrier travaille une masse toujours croissante de matières premières et, avec l'augmentation du machinisme, il résulte que la composition organique plus élevée du capital entraîne une baisse croissante du taux de profit : « Le taux de profit varie donc en sens inverse du prix de la matière première. De là résulte notamment l'importance particulière, pour les pays industriels, d'avoir des matières premières à bas prix » (MARX, *Le Capital*, 1. III ; Editions sociales, t. 6, p. 124).
Il y a ainsi deux pôles de l'exploitation capitaliste ou mieux impérialiste — la force de travail ouvrière et les pays coloniaux ou dépendants, dont sont tirées les matières premières : « Si l'on excepte le salaire, c'est-à-dire le capital variable, l'élément le plus important de la production est la *matière première*. […] La question revêt un aspect différent quant à la matière première : si son prix augmente, il se peut qu'il soit impossible de la reconstituer intégralement, une fois déduit le salaire, à partir de la valeur de la marchandise. De fortes fluctuations de prix provoquent donc des perturbations. *A de telles fluctuations sont particulièrement sujets les produits agricoles proprement dits, les matières premières de nature organique, etc.* Il s'ensuit que la demande de ces matières premières croît plus rapidement que l'offre — d'où l'augmentation de leur prix (et la baisse du taux de profit) » (*ibid., p.* 158-159).

tif, c'est-à-dire la puissance du capital comme tel, s'accroît aussi la disproportion entre le capital avancé en matières premières et en machines, d'une part, et le capital déboursé en salaires, d'autre part. Cela signifie que la partie du capital productif destinée au salaire devient de plus en plus petite par rapport à la partie réservée aux machines et aux matières premières [77].

Dès lors qu'il a investi plus de capital en machines, le capitaliste est obligé d'avancer plus de capital dans l'achat de matières premières et de l'énergie nécessaire à actionner les machines. Or, s'il a employé auparavant 100 ouvriers, il ne lui en faut plus que 50 peut-être aujourd'hui. S'il voulait continuer d'employer les 100, il lui faudrait plus que doubler les autres parties du capital — ce qui accroîtrait encore la disproportion. Il en congédiera donc 50, ou bien les 100 devront travailler pour le salaire de 50 ouvriers auparavant. Il y aura donc des ouvriers surnuméraires sur le marché.

En améliorant la division du travail, il suffira d'augmenter le capital avancé en matières premières et, à la place de trois ouvriers, il y en aura peut-être un seul.

Supposons toutefois le cas le plus favorable. Le capitaliste donne à son entreprise une extension telle qu'il peut non seulement garder le nombre précédent de ses ouvriers — et il est clair que peu lui chaut d'attendre longtemps pour le faire —, mais encore de l'augmenter. Il lui faudra alors accroître la production dans des proportions énormes, et la disproportion entre le nombre d'ouvriers et les forces productives serait infiniment plus grande. La surproduction s'en trouverait accélérée et, à la crise suivante, il y aurait plus que jamais des ouvriers sans emploi.

---

77 Ce n'est pas le principe malthusien, mais le capital — supposant la domination du travail mort sur le travail vivant et, dans sa forme hyperdéveloppée, une importance écrasante de la matière première — qui donne ce résultat horrible, véritable clé de l'histoire contemporaine : les *pays clairsemés roulent les pays denses*. De fait, les Etats-Unis et la Russie, immenses pays pourvus de richesses minérales gigantesques, exploitent toutes les autres nations.
La genèse de l'hégémonie blanche sur les peuples de couleur dément les thèses malthusiennes : les Blancs étaient alors fort nombreux en Europe et leur colonisation fut la plus féroce là où les peuples de couleur étaient les moins denses (Amérique du Nord et du Sud, Afrique et Australie). Ils allèrent jusqu'à exterminer les indigènes là où ils étaient clairsemés (Etats-Unis, Canada, Australie, notamment), tandis qu'ils durent refréner leur brutalité là où la population était plus dense — en Asie, notamment en Chine et en Inde.

Par conséquent, une loi générale découle nécessairement de la nature des rapports entre le capital et le travail : avec l'accroissement des forces productives, la partie du capital productif convertie en machines et en matières premières, c'est-à-dire le capital constant, s'accroît dans des proportions infiniment plus grandes que la partie destinée au salaire [78]. En d'autres ternies, la part de la masse totale du capital productif qui revient en partage aux ouvriers se fait de plus en plus petite, de sorte que la concurrence entre eux devient de plus en plus violente. C'est dire que l'accroissement du capital entraîne la diminution proportionnelle des moyens d'occupation et de subsistance des ouvriers, si bien que la population ouvrière croît infiniment plus vite que ses moyens d'occupation [79]. Cet écart ne cesse de se creuser à mesure que le capital productif augmente en général.

Si l'on cherche à compenser la disproportion dont nous avons parlé plus haut, on ne fait que l'accroître en progression géométrique — et, pour la réajuster ensuite en période de crise, il faut l'accroître encore davantage.

Cette loi découle directement du rapport entre le capital et l'ouvrier : elle change la situation la plus favorable pour lui — l'accroissement rapide du capital productif — en situation défavorable pour l'ouvrier. De cette loi sociale, les bourgeois ont donc fait une loi de la nature, en affirmant que la population croît plus vite que les moyens d'emploi et de subsistance.

Ils ne veulent pas comprendre que c'est l'augmentation du capital productif qui implique cette contradiction croissante. Mais nous y reviendrons.

---

78 Cependant, avec la productivité croissante du travail, la production de machines diminuera de prix, sans parler du fait que les machines s'avéreront toujours plus efficaces, si bien que la part du capital avancée en argent pour les machines n'augmentera pas — et de loin — dans la même proportion que les matières premières, dont le coût de production ne peut s'abaisser autant que celui des machines, puisqu'elles ne peuvent être produites autant que les machines par les machines, sans parler du fait que les matières premières, étant liées à la terre, sont grevées d'une rente.

79 Ainsi se creuse le fossé entre articles industriels et moyens de subsistance essentiellement tirés du secteur agricole, de sorte que l'agriculture se développera à un rythme bien moindre que l'industrie, et le progrès technologique ne pourra donc pas s'y réaliser dans la même mesure.

Les forces productives, notamment les forces productives socialisées par le travail des ouvriers eux-mêmes, non seulement ne leur sont pas payées, mais sont encore dirigées contre eux.

D'où une première absurdité.

Comme nous l'avons vu, lorsque le capital productif s'accroît — cas le plus favorable que supposent les économistes —, donc lorsque la demande de travail augmente relativement, la nature de l'industrie moderne et du capital fait que les moyens d'emploi pour les ouvriers n'augmentent pas dans la même mesure. Les mêmes facteurs qui font croître le capital productif augmentent plus rapidement encore la disproportion entre l'offre et la demande de travail ; en un mot, l'accroissement des forces productives augmente en même temps la disproportion entre les ouvriers et leurs moyens d'occupation. L'augmentation des moyens de subsistance et celle de la population n'y sont pour rien. Le déséquilibre résulte nécessairement de la nature de la grande industrie et des rapports entre le travail et le capital.

Mais, si le Capital productif n'augmente que lentement, s'il reste stationnaire ou diminue, le nombre des ouvriers est toujours trop grand par rapport à la demande de travail. Dans les deux cas, le plus favorable et le plus défavorable, il résulte du rapport entre le travail et le capital, de la nature même du capital, que l'offre de main-d'œuvre sera toujours supérieure à la demande de travail.

Il est absurde d'imaginer que la classe ouvrière dans son ensemble puisse décider de ne pas faire d'enfants — d'autant que sa situation fait au contraire de la satisfaction de l'instinct sexuel son plaisir principal, en le développant même unilatéralement. Après avoir ravalé l'existence des ouvriers au niveau le plus bas, la bourgeoisie s'efforce encore de réduire au minimum leurs forces de procréation.

Au demeurant, il ressort de ce qui suit que la bourgeoisie ne prend pas très au sérieux cette phraséologie et ces remèdes bourgeois :

1. en substituant aux adultes les enfants, l'industrie moderne accorde une véritable prime à la procréation ;

2. la grande industrie exige sans cesse une armée de réserve d'ouvriers sans emploi pour les périodes de surproduction. Le but principal de la bourgeoisie, face à l'ouvrier en général, n'est-il pas d'avoir la marchandise-travail aussi bon mar-

ché, que possible ? Il faut donc que l'offre de cette marchandise soit la plus nombreuse possible par rapport à la demande, c'est-à-dire qu'il y ait la plus grande surpopulation possible.

La surpopulation correspond donc à l'intérêt de la bourgeoisie — et celle-ci sait bien que ses bons conseils ne peuvent être suivis par les ouvriers [80].

Comme le capital ne s'accroît que s'il occupe des ouvriers, l'augmentation du capital implique celle du prolétariat Or nous avons vu qu'il est dans la nature du rapport entre le capital et le travail que l'augmentation du prolétariat doit se produire relativement plus vite [81].

---

80 Comme la médecine ne peut rien changer au fait que la société capitaliste augmente de plus en plus la pathologie, et que les dépenses de Sécurité sociale seront toujours à la traîne des maladies, les moyens de la contraception ne pourront pas changer en gros le taux de l'accroissement démographique, celui-ci étant déterminé par le développement inégal et heurté du capitalisme qui implique la plus-value, donc la surpopulation et la surproduction. L'intervention technique, plus ou moins consciente, dans ces rapports ne changera rien au déterminisme économique fondamental. Au contraire, ces interventions sont elles-mêmes déterminées par lui et sont ce qu'elles sont.
Il faudrait détruire la notion même de prolétariat, et donc les rapports de classe, pour changer les « lois de la population ». En effet, si, d'une part, le prolétariat se définit comme la force de travail vivante qui, dans le procès de production, est la seule source de la richesse, le capital constant ne faisant que répercuter dans le produit sa valeur (créée par le travail vivant), il est, d'autre part, de toute nécessité aussi, la souche de la « nation » qui a pour fonction — comme à Rome — d'engendrer et de reproduire la force de travail humaine, en faisant des enfants qui prendront la relève dans le procès de travail toujours plus large.
À Kautsky qui lui demandait ce qu'il pensait de la contraception, Engels répondait logiquement : « On ne va donc pas agrandir la corbeille de pain, mais la fameuse petite éponge. Ce qui n'empêchera nullement que ce procédé ou un autre peut être très pratique dans les familles bourgeoises pour maintenir le nombre des enfants en rapport avec la fortune, pour ne pas ruiner la santé de la femme par des accouchements trop fréquents, etc. Il n'en reste pas moins que cela demeure une affaire privée, entre l'homme et la femme et, de toute façon, du médecin de famille (moi-même, j'ai conseillé, dans ce cas, ce que vous appelez le « procédé de Raciborski »), et que nos prolétaires ne continueront pas moins, avant comme après, à faire honneur à leur nom avec une descendance prolifique » (10 février 1883).

81 Par rapport aux moyens d'emploi du capital — ce qui est autre chose que les forces productives et le potentiel économique de richesses —, le prolétariat

Cependant, la théorie qui se donne volontiers pour une loi de la nature — à savoir que la population s'accroît plus vite que les moyens de subsistance — est d'autant plus chère au bourgeois qu'elle lui donne bonne conscience qu'elle fait de sa dureté de cœur une vertu morale, en transformant des effets sociaux en effets naturels. Elle lui sert de prétexte pour considérer les privations et la ruine du prolétariat avec le même regard tranquille qu'il pose sur d'autres événements naturels, et lui permet enfin d'affirmer que le prolétariat est lui-même responsable de sa misère. Après tout, le prolétariat, en étant raisonnable, n'a qu'à mettre un frein à ses instincts, en empêchant, par son contrôle moral, la loi naturelle de prendre un tour pernicieux.

On peut considérer que la législation de l'assistance publique aux pauvres est une application de cette théorie. Dératisation, arsenic, maisons de travail (workhouses), paupérisation généralisée. Les moulins à bras et autres procédés de travail archaïques resurgissent en pleine civilisation elle-même et faisant corps avec elle. C'est la barbarie lépreuse, la barbarie en tant que lèpre de la civilisation. Les maisons de travail, bastilles à l'usage des ouvriers, la femme séparée, de l'homme…

La théorie de la population

Retour à la table des matières

Quand on étudie l'économie d'un pays, on considère d'abord sa population : sa division en classes et sa répartition dans les villes et la campagne [82]. On poursuit par l'hydrographie, les différentes branches de production, l'exportation et l'importation, la production et la consommation annuelles, les prix, etc.

Il pourrait sembler de bonne méthode de commencer par la base solide qu'est le réel et le concret, c'est-à-dire d'aborder l'économie par la population qui constitue la racine et le sujet de tout le procès social de production. Toutefois, à y re-

---

est toujours plus nombreux, ne serait-ce que pour satisfaire la demande dans la courte phase de boom de l'économie. Ce n'est tout de même pas les hommes qui vont constituer une entrave au développement du capital !

82 Les passages suivants sont extraits de MARX, *Grundrisse der Kritik der politischen Oekonomie*, 1857-1858, p. 21-22, 497-501.

garder de plus près, on s'aperçoit que c'est faux. La population est une abstraction si je néglige, par exemple, les classes dont elle se compose. A leur tour, ces classes sont vides de sens, si j'ignore les éléments sur lesquels elles reposent, par exemple le travail salarié, le capital, etc. Or ces derniers impliquent l'échange, la division du travail, les prix, etc.

Si je commençais donc tout simplement par la population, j'aurais une vision chaotique de l'ensemble [83]. En revanche, si je procédais par une analyse de plus

[83] Dans ce texte, Marx définit sa méthode scientifique d'analyse, et — contrairement à Malthus qui établit sa théorie de la population à partir de prémisses abstraites — il suit l'évolution démographique à partir des conditions historiques et économiques réelles.

Il constate d'emblée que, dans les sociétés de classes, dont la capitaliste est le sommet, ce n'est pas l'homme qui détermine sa production ou commande à la nature ambiante ou à la sienne propre. Etant lui-même aliéné, il est dirigé en tous sens par les rapports économiques qui le subjuguent et lui imposent leurs lois, de sorte qu'il n'est pas cause, mais effet, les déterminations matérielles ayant donc primauté sur les conditions et le développement de l'homme lui-même.

Dans l'étude démographique, Marx ne part donc pas de la population, mais y revient après avoir analysé les conditions économiques de chaque mode de production spécifique qui se développe dans des conditions de milieu déterminées. Dans le capitalisme, ces conditions de production se dressent en face des hommes comme des puissances objectives, réifiées et autonomes, et ce sont les lois de l'accumulation et du marché (concurrence) qui régissent la production et la distribution des hommes.

Certes, à un stade donné de l'évolution des forces productives, ce rapport entre économie et hommes se renversera, et l'homme conquerra la primauté, en établissant des rapports collectifs rationnels avec les autres hommes et avec la nature, par l'intermédiaire d'une production consciente et communautaire, de sorte qu'il pourra dominer et contrôler son propre devenir et, par conséquent aussi, les lois de la population.

La théorie de la population de Marx-Engels s'inscrit dans tout cet arc historique immense, défini dès les *Manuscrits parisiens de 1844* comme le devenir, d'abord inconscient, puis conscient, de l'homme grâce à son travail.

Aujourd'hui, la surpopulation dans les deux sens — celle qui croupit dans la misère dans les pays qui manquent d'industrie, à laquelle vient s'ajouter maintenant l'immense armée de réserve industrielle et des chômeurs des pays développés, et celle des classes parasitaires que le capitalisme a développées au maximum pour consommer sa surproduction — devient catastrophique, et les phénomènes de la population, comme le phénomène de l'accumulation, échappent au contrôle des classes dirigeantes, la surproduction comme la surpopulation devenant, à la fin, catastrophiques pour le capi-

en plus poussée, j'en viendrais à des notions de plus en plus simples. En partant du concret dont j'aurais la perception, je passerais à des abstractions de plus en plus minces pour aboutir aux catégories les plus simples. Arrivé à ce point, il faudrait refaire le voyage en sens inverse pour aboutir de nouveau, enfin, à la population. Mais cette fois, je n'aurais pas une idée chaotique du tout, mais un riche ensemble de déterminations et de rapports complexes.

Historiquement, telle fut la première démarche de l'économie politique à sa naissance, Les économistes du XVII^e^ siècle, par exemple, commencent toujours par un ensemble vivant, mettons la population, la nation, l'Etat, plusieurs Etats, etc. Mais, au moyen de l'analyse, ils finissent toujours par découvrir un certain nombre de rapports généraux abstraits qui sont déterminants, tels la division du travail, l'argent, la valeur, etc. Dès que ces catégories ont été plus ou moins élaborées et abstraites, ils échafaudent les systèmes économiques qui, à partir de notions simples — tels le travail, la division du travail, le besoin, la valeur d'échange —, s'élèvent jusqu'à l'Etat, la population, l'échange entre les nations et le marché mondial. C'est manifestement la méthode scientifique correcte. Le concret est concret parce qu'il est la synthèse de nombreuses déterminations, c'est l'unité de la diversité. Pour la pensée, il est un processus de synthèse et un résultat, non un point de départ. A nos yeux, il est le point de départ de la réalité, donc aussi de l'intuition et de la représentation…

La méthode qui consiste à s'élever de l'abstrait au concret est, pour la pensée, la manière de s'approprier le concret, de le reproduire sous la forme du concret pensé. Mais ce n'est en aucune manière le procès de genèse du concret lui-même. La catégorie économique la plus simple, mettons la valeur d'échange, suppose une population, et celle-ci produit dans des conditions déterminées et implique, à son tour, un certain type de famille, de commune ou d'Etat, etc. Elle ne peut donc exister que sous forme d'un rapport unilatéral et abstrait au sein d'un ensemble concret, vivant et déjà donné. En revanche, comme catégorie, la valeur d'échange a une existence antédiluvienne…

---

tal. Cette contradiction fatale devient alors un puissant levier de la révolution qui rétablira la mesure entre production des choses et celle des hommes. D'ores et déjà, l'humanité pressent qu'elle dispose de tous les moyens techniques et matériels pour dominer la nature ambiante aussi bien qu'humaine.

Si nous ne considérons pas le temps de travail comme la journée d'un seul ouvrier, mais d'un nombre indéterminé d'ouvriers, tous les rapports de population interviennent à ce point ; les fondements de la théorie de la population sont donc à étudier dans le premier chapitre du Capital, au même titre que le profit, le prix, le crédit, etc. […]

Si le travailleur est libre, c'est qu'il est déjà virtuellement un pauvre [84]. Par suite des conditions économiques, il est une pure force de travail vivante, c'est dire qu'il est assujetti aux besoins de la vie. Il subit tous les besoins sans disposer des moyens objectifs pour réaliser sa force de travail.

Si le capitaliste n'a pas besoin de surtravail, l'ouvrier ne pourra effectuer son travail nécessaire ni produire ses moyens de subsistance et, s'il ne peut les obtenir au moyen de l'échange, il ne pourra compter que sur les aumônes que d'autres voudront bien prélever sur leur revenu. En tant que travailleur, il ne peut vivre que s'il échange sa force de travail contre la fraction du capital constituant le fonds du travail. Pour lui, cet échange est fortuit, puisqu'il est lié à des conditions qui n'ont rien à voir avec celles de sa vie organique. C'est donc un pauvre virtuel.

Par suite des conditions de la production capitaliste, l'ouvrier doit produire toujours plus de surtravail, tandis que le travail nécessaire qu'il a rendu libre augmente par ailleurs. Les risques de sa paupérisation augmentent donc au fur et à mesure. En effet, au développement de surtravail correspond celui de la surpopulation [85].

---

84 Sa méthode amène tout logiquement Marx à situer les problèmes de population et de surpopulation de notre société bourgeoise dans le chapitre de l'accumulation — aussi bien primitive qu'élargie — du *Capital* (livre I). D'emblée, la dissolution du mode de production féodal, *sous l'action corrosive de l'argent*, a créé une énorme masse de bras libres qui sera mise à la disposition de l'argent-capital. Puis c'est à partir de cette accumulation de pauvreté ici, et de richesse là que continuera à se développer le mode de production capitaliste, créateur par excellence de surtravail et donc de surpopulation.

85 Marx énonce d'emblée le rapport fondamental qui règle l'évolution de la population ou la masse de surpopulation, à savoir la création historiquement toujours plus massive de la plus-value. Les statistiques nous apprennent que 17 % de la population humaine consomment 87 % des richesses et de l'énergie du globe, et les seuls Etats-Unis, qui forment 6,5 % de la population mondiale, utilisent la moitié des matières premières produites dans le

Chaque mode de production a ses propres lois de l'accroissement de la population et de la surpopulation, cette dernière étant synonyme de paupérisme. Ces lois se ramènent purement et simplement au rapport déterminé de l'individu vivant vis-à-vis de ses conditions de production et de reproduction, en tant que membre de la société, puisqu'il ne travaille et ne s'approprie qu'en société.

La dissolution de ces rapports prive tel individu ou telle partie de la population des conditions de reproduction propres à cette base déterminée. Ainsi se forme une surpopulation non seulement dénuée de toute ressource, mais encore dépouillée du moyen de se procurer par son travail de quoi subsister — c'est la masse des pauvres.

Ce n'est que dans le mode de production capitaliste que le paupérisme tire son origine du travail, et, qui plus est, du développement des forces productives du travail.

En somme, à un niveau déterminé de la production sociale, il peut y avoir ou non surpopulation, et ses effets peuvent varier. Chez les Anciens, les colonies

---

monde. A la folle surproduction de biens matériels dans quelques pays de capitalisme développé, où sont concentrés les moyens de production accumulés aux dépens de toute l'humanité, correspond la formidable expansion démographique dans les autres continents.

Par définition, surproduction et surpopulation sont dissociées, et cela se traduit aussi par une localisation particulière du point de vue géographique ; les deux procès de production (celui des hommes et celui des marchandises) procèdent de fait dans des sphères différentes, mais toutes deux sont dominées par le capital. La crise actuelle démontrera que la surproduction d'hommes est non moins explosive que celle des marchandises, et elle unira le mouvement révolutionnaire de tous les continents contre le capitalisme.

La progression de la population mondiale au cours des siècles montre à l'évidence que l'expansion actuelle de la démographie, notamment dans le tiers monde, gagné en dernier par le procès d'accumulation capitaliste, correspond bien. à l'accumulation de plus en plus rapide du capital : « Depuis le XIII^{e} siècle, la population du monde a doublé une première fois en 400 ans [et encore le chiffre de la population était-il bas], puis une seconde fois en 200 ans et une troisième fois en 100. On estime qu'en ce moment même elle est en train de doubler en 50 ans et qu'elle doublera sans doute encore une fois en 25 ans. Transposé en chiffres, cela donne 375 millions en l'an 1250 ; 700 millions en 1650 ; un milliard 500 millions en 1850 ; deux milliards et demi en 1950 ; six milliards en 2000… » (cf. préface de Pierre THEIL à MALTHUS, *Essai sur le principe de population,* Gonthier, 1963, p. 8).

d'émigrants constituaient, par exemple, une surpopulation, la population ne pouvant subsister plus longtemps dans le même espace sur la base matérielle de la propriété, c'est-à-dire les conditions de production données. Le montant de cette surpopulation peut paraître dérisoire, si on la compare avec celle qui existe dans les conditions modernes de la production. En outre, elle était loin d'être constituée par des pauvres, contrairement aux plébéiens romains du panem et circenses. La surpopulation, qui provoqua les grandes migrations de peuples, supposait encore d'autres conditions.

Dans toutes les formes de production archaïques, l'appropriation ne reposait pas sur le développement des forces productives, mais sur un certain rapport des individus avec leurs conditions de production (formes de propriété). Celles-ci représentaient autant d'entraves préalables aux forces productives, et l'on se contentait de reproduire les conditions existantes. En conséquence, l'accroissement de la population, qui résume à lui tout seul le développement de toutes les forces productives, devait trouver devant lui un obstacle extérieur, si bien qu'il apparaissait comme quelque chose qui devait être restreint. Les conditions de la communauté n'étaient compatibles qu'avec une masse déterminée de population.

Les limites de la population dépendent de l'élasticité de la forme de production déterminée ; elles varient, se contractent ou se dilatent, selon ses conditions. C'est pourquoi la surpopulation des peuples chasseurs est toute différente de celle des Athéniens [86], et cette dernière de celle des Germains.

Le taux d'accroissement absolu de la population se modifie en conséquence, ainsi que le taux de surpopulation et de population. La base productive détermine à chaque fois la surpopulation, aussi bien que la population optimale. La population, c'est donc à la fois la surpopulation et la population qu'une base productive donnée peut créer. Les limites de la population adéquate indiquent en même temps celles de la surpopulation — ou, mieux, leur base est identique. De même, le travail nécessaire et le surtravail réunis forment le travail sur une base donnée.

---

86 Dans le *New York Daily Tribune* du 22-3-1853, Marx a consacré un article passionnant sur l'« Emigration forcée » où il évoquait la régulation des populations dans les sociétés antiques, grecque et romaine (cf. trad. fr. in MARX-ENGELS, *Critique de l'éducation et de l'enseignement,* P.C.M., p. 178-179).

Au demeurant, Malthus n'a pas inventé la théorie qui porte son nom ; il s'est contenté de s'en approprier la gloire en la diffusant avec le zèle d'un vrai curé. On relève deux choses importantes chez lui : d'abord, l'expression brutale qu'il donne à un principe brutal du capital ; ensuite, l'affirmation selon laquelle la surpopulation est un fait uniforme dans les diverses phases historiques du développement économique. Or, cela, il n'a pu le démontrer, car rien n'est plus dépourvu d'esprit critique que ses compilations d'ouvrages historiques et de récits de voyages qu'il a allégrement entassés pêle-mêle. Sa théorie est parfaitement erronée et puérile.

1. Il considère la surpopulation comme une donnée uniforme tout au long de l'histoire ; il n'en saisit pas les différences spécifiques. Il ramène donc des données très complexes et éminemment variables à un seul rapport, dont l'un des facteurs est la propagation naturelle de l'espèce humaine et l'autre la reproduction naturelle des végétaux ou des moyens de subsistance. Il les présente comme deux grandeurs, la première augmentant en fonction géométrique, la seconde en fonction arithmétique. Il transforme ainsi des rapports historiquement différents en un rapport numérique, bâti en l'air et fondé sur aucune loi naturelle ou historique.

Il suppose qu'il existe une différence fondamentale entre la reproduction des hommes et celle des végétaux. Notre singe de Malthus admet ainsi que l'accroissement de l'humanité, autrement dit le procès naturel de la propagation de l'espèce humaine, est un pur et simple processus naturel auquel il faut imposer des restrictions et des entraves artificielles pour qu'il ne s'effectue pas en progression géométrique.

L'histoire aurait dû lui apprendre que la population se développe selon des rapports sociaux très divers, et que la surpopulation est, elle aussi, un rapport historique. La population n'est pas déterminée par des chiffres, ni par une limite absolue de productivité des aliments. Ce sont, au contraire, les conditions déterminées de production qui lui fixent ses limites et déterminent aussi le niveau de la surpopulation. Chez les Athéniens, par exemple, la surpopulation apparaît singulièrement faible.

En somme, les conditions de production déterminent le caractère de la surpopulation. Une surpopulation de libres Athéniens qui se transforment en colons se distingue tout à fait d'une surpopulation ouvrière que l'on embastille dans les workhouses (maisons de travail). De même, la surpopulation de mendiants qui, au

Moyen Age, consomme le surproduit des couvents diffère de celle que créent aujourd'hui les fabriques [87].

Malthus fait donc abstraction des lois historiques qui régissent le mouvement de la population. L'histoire de la nature de l'homme obéit certes aux lois naturelles, mais il ne faut pas confondre pour autant les lois purement naturelles de l'homme, à un certain niveau historique, avec le développement des forces productives déterminé par son propre procès historique déterminé. L'homme — naturel — de Malthus, abstrait de l'humanité historiquement déterminée, n'existe que dans son esprit, et, avec lui, le mode géométrique de la propagation de l'espèce. L'histoire et la propagation réelles ne lui ont pas appris que la propagation de son homme naturel est abstraite du procès historique ; au contraire, la propagation réelle lui apparaît comme une application de la théorie malthusienne.

Les conditions immanentes de l'histoire en ce qui concerne la population et la surpopulation lui apparaissent, à chaque niveau, comme autant d'obstacles artificiels qui ont empêché la population de progresser à la Malthus. Les conditions

---

87 Les formes précapitalistes de surpopulation doivent soigneusement être distinguées de ses formes actuelles, puisqu'elles sont *abolies* dans celles-ci (non au sens de *supprimé*, mais de radicalement *transformé*).
Lorsque la production de dizaines, voire de centaines, de milliers de travailleurs (esclaves ou serfs) est appropriée par un seul individu, il saute aux yeux que celui-ci ne peut consommer à lui tout seul la totalité de ce produit : il y a surproduction en même temps que surpopulation, bien que la production soit suffisante pour tous.
C'est cette concentration qui a écarté de la production un grand nombre de personnes, et le propriétaire foncier patriarcal s'en fait une suite, ou clientèle, dont il subvient aux besoins et dont il se sert comme d'un instrument de puissance personnelle. On le voit, la production de plus-value implique une espèce de surpopulation, indispensable à la consommation de la surproduction.
Lorsque le capital surgit, il dissout les suites féodales qui consomment l'excès de valeurs d'usage produites par les serfs sous la domination du seigneur. Il le fait en substituant la valeur d'échange à la valeur d'usage, avec la diffusion de l'argent. Désormais, la surproduction est monnayée et dépensée par le propriétaire foncier lui-même soit en étant investie, soit en étant changée en articles de luxe (dont le nombre s'accroît avec le commerce extérieur). Chacun vit désormais en économie mercantile et utilise l'argent pour se procurer ce dont il a besoin — et la surpopulation change complètement de forme.

réelles dans lesquelles les hommes se produisent et se reproduisent historiquement lui apparaissent comme autant d'entraves à la reproduction de l'homme naturel, créature de Malthus.

Au reste, la production de nourriture semble, à ses yeux, trouver des limites en elle-même, alors qu'elle est limitée et déterminée par l'action humaine. Les fougères recouvraient toute la terre. Leur reproduction a cessé, faute d'espace. Mais leur croissance ne suivait aucune progression arithmétique. On aimerait savoir où Malthus a constaté que la reproduction des libres produits naturels s'arrêtait de par leur propre mouvement, en dehors de tout obstacle extérieur. Il transforme les limites immanentes et historiquement variables de la propagation de l'espèce humaine en obstacles extérieurs, et ces derniers en lois naturelles de la reproduction de l'espèce.

2. Il rapporte sottement une quantité déterminée d'hommes à une quantité déterminée de nourriture [88]. Aussitôt, Ricardo [89] lui a opposé, à juste titre, que la quantité de céréales disponible n'a absolument rien à voir avec l'ouvrier sans emploi. En d'autres termes, ce sont les moyens de l'emploi, et non les moyens de subsistance, qui font entrer l'ouvrier dans la catégorie de la surpopulation. En réalité, il faut concevoir cette formule d'une façon plus générale encore, et la rapporter à la médiation sociale, grâce à laquelle l'individu est en mesure de se relier aux moyens de sa reproduction et aux produits, c'est-à-dire aux conditions de production et aux rapports de l'individu avec elles.

L'esclavage ne connaissait pas de limite à Athènes, car sa reproduction se situait en dehors des articles de première nécessité productibles. A-t-on jamais entendu dire qu'il y ait eu un excédent d'esclaves dans l'Antiquité ? Au contraire, le besoin en augmentait sans cesse. Il y existait néanmoins une surpopulation de non-travailleurs (au sens immédiat). Cependant, ils n'étaient pas trop nombreux par rapport à la nourriture existante, bien qu'ils eussent perdu les conditions grâce auxquelles ils auraient pu se l'approprier.

Les travailleurs surnuméraires, c'est-à-dire les êtres humains privés de propriété et aptes au travail, sont une invention propre à l'époque du capital. Les mendiants qui s'accrochaient aux couvents, dont ils contribuaient à manger les

---

88 Cf. MALTHUS, *An Inquiry…*, p. 7, 15, 19.

89 Cf. RICARDO, *On the Principles…*, p. 493, 495.

surproduits, appartiennent à la même classe que les courtisans qui forment la suite des princes et seigneurs féodaux. Les uns et les autres illustrent le fait que le surproduit ne pouvait alors être consommé tout entier par les rares individus qui se l'appropriaient. Les larbins de nos jours ne sont qu'une variante moderne des courtisans de jadis.

La surpopulation des peuples chasseurs, qui se révèle dans la lutte des différentes tribus entre elles, ne démontre en aucune manière que la terre ne pouvait nourrir un aussi petit nombre d'habitants. Elle démontre bien plutôt que les conditions de reproduction exigeaient un très grand territoire pour un petit nombre de chasseurs.

On ne trouve nulle part de rapport entre la population et la masse absolue — d'ailleurs inexistante — de moyens de subsistance. Il s'agit, en fait, d'un rapport avec les conditions de production et de reproduction de ces moyens qui englobent les conditions de la reproduction humaine aussi bien que celles de la population totale et de la surpopulation relative. Ce surplus est tout à fait relatif : il n'a aucun rapport avec les moyens de subsistance en général, mais avec le mode de leur production. C'est donc uniquement un excédent pour un niveau donné de développement.

3. À vrai dire, Malthus n'a rien à voir avec ce dernier point, à savoir l'effet dû à la rente foncière (qui exprime simplement le fait que Ricardo théorisait la phase économique, où l'agriculture était très en retard sur la manufacture ; ce décalage est inhérent à la production bourgeoise, bien qu'il soit éminemment variable. Mais tout cela n'a pas à être traité ici).

Évolution de la population aux deux stades historiques de la production capitaliste

Retour à la table des matières

Toutes les formes de surtravail exigent une augmentation de la population [90]. Dans la première phase du capitalisme, ce sera l'accroissement de la population OUVRIÈRE, puis, dans la seconde, celui de la population EN GÉNÉRAL, étant donné qu'il faut alors un développement de la science, etc. De toute façon, la population apparaît toujours comme la source première de la richesse…

Bien que l'augmentation des forces productives due à la division et à la combinaison du travail repose sur un accroissement absolu des forces de travail utilisées, celles-ci diminuent nécessairement par rapport au capital qui les met en œuvre.

Dans la première phase — celle du développement du surtravail absolu —, la masse de travail utilisée doit augmenter parallèlement au capital employé, tandis que, dans la seconde, elle augmente dans un rapport moindre, ou plus exactement en fonction inverse de la force productive…

La loi de la première phase, selon laquelle le nombre d'heures de surtravail augmente, se mue dès lors en celle selon laquelle le nombre des ouvriers nécessaires diminue.

La plus-value absolue est déterminée par la longueur absolue de la journée de travail au-delà du temps de travail nécessaire. Le temps de travail nécessaire produit simplement de la valeur d'usage, des subsistances. La journée de surtravail crée la valeur d'échange, la richesse. C'est essentiellement la plus-value absolue qui est produite au cours du premier stade du travail industriel…

---

90 Cf. MARX, *Grundrisse, loc. cit.*, p. 655, 656, 657, 659-661.
Dans ce passage tout à fait fondamental, Marx a prévu clairement la phase seconde, actuelle, des *pays capitalistes développ*pés, où la masse des ouvriers productifs a tendance à diminuer — étant donné la monstrueuse accumulation du capital et de la technique, concentrée dans quelques rares pays du monde — par rapport aux spécialistes et tertiaires « cultivés » qui effectuent, en tant qu'agents salariés, les fonctions du capital.

Au second stade, on produit essentiellement la plus-value relative, due au développement des forces productives de l'ouvrier. Par rapport à sa journée de travail, elle représente une diminution du temps de travail nécessaire, et, par rapport à la population, une diminution de la population ouvrière nécessaire (c'est donc une forme contradictoire). C'est sous cette forme que le mode de production capitaliste revêt directement un caractère industriel et révèle sa nature éminemment historique…

Le capital tend, bien sûr, à combiner la plus-value absolue et la plus-value relative, c'est-à-dire la plus grande extension de la journée de travail et l'augmentation croissante des journées de travail simultanées, tout en réduisant au minimum le temps de travail nécessaire, d'une part, et le nombre des ouvriers nécessaires, d'autre part [91].

Voici comment se déroule le procès : avec une population ouvrière et une longueur de la journée de travail données, c'est-à-dire une longueur de la journée multipliée par le nombre des journées de travail effectuées simultanément, on ne saurait augmenter le surtravail que de manière relative, par une force productive accrue du travail, dont la possibilité est offerte par l'accroissement de la population et par la formation professionnelle (ce qui implique une certaine quantité de temps libre pour ceux qui ne travaillent pas ou ne travaillent pas directement, c'est-à-dire le développement des capacités intellectuelles, etc. : l'appropriation scientifique de la nature).

A un certain niveau de développement des forces productives, le surtravail ne peut être augmenté que d'une manière absolue, grâce à la transformation d'une partie plus grande de la population en travailleur et par un accroissement du nombre des journées de travail simultanément employées.

Dans un premier mouvement, la population ouvrière relative diminue, mais non son nombre absolu. Dans un second, la population ouvrière augmente. Ces deux tendances appartiennent de toute nécessité au capital. L'unité de ces deux

91 Au stade développé, le capital s'efforce d'accroître la masse absolue des ouvriers, mais n'y parvient, au fond, qu'aux périodes de boom, tandis que, dans les pays du tiers monde, la prolétarisation avance à pas de géant : la combinaison des deux donne un accroissement absolu du nombre des ouvriers.

tendances contradictoires — véritable contradiction vivante — se réalise seulement avec le développement du machinisme.

Au premier stade, le rapport entre la population inactive et ouvrière est faible. Au second stade, étant donné que la proportion de travail vivant exigé croît plus lentement que le volume du capital employé, le pourcentage de la population non travailleuse s'élève davantage que celui de la population laborieuse.

Population et modes de production

Retour à la table des matières

Le retard involontaire de ma réponse m'a permis dans l'intervalle de recevoir votre brochure sur la question ouvrière. Je l'ai lue avec un certain intérêt [92]. J'ai été frappé, moi aussi, lorsque j'ai lu pour la première fois Darwin, par l'analogie remarquable entre son exposé sur la vie des plantes et des animaux et la théorie de Malthus. Seulement, j'en suis venu à une autre conclusion que vous, à savoir que rien ne discrédite autant l'évolution bourgeoise moderne que le fait qu'elle ne soit pas capable d'aller au-delà de formes économiques évoquant l'idée qu'on se fait du règne animal. Pour nous, les prétendues « lois économiques » ne sont pas des lois éternelles de la nature, mais des lois historiques, naissant et disparaissant à un moment donné, et le code de l'économie politique moderne — pour autant que les économistes l'ont dressé avec objectivité et exactitude — n'est pour nous que le système des lois et des conditions dans lesquelles la société bourgeoise moderne peut subsister, soit, en un mot : l'expression abstraite et le résumé des conditions de sa production et de ses échanges. En conséquence, pour nous, aucune de ces lois qui expriment des conditions spécifiquement bourgeoises ne survit à la société bourgeoise moderne. Les lois qui ont été plus ou moins valables pour toute l'histoire antérieure n'expriment précisément que des conditions communes à toutes les formes de société reposant sur la domination et l'exploitation de classe.

---

92 Cf. Engels à F. A. Lange, le 29 mars 1865.
L'ouvrage de Lange auquel Engels fait allusion est *Die Arbeilerfrage in ihrer Bedeutung für Gegenwart und Zukunft beleuchtet.* Dans sa lettre à Marx du 11 mars 1865, Engels en dit qu'il est très confus, plein d'idées malthusiennes mêlées d'éléments darwiniens.

Nous rangeons dans le premier groupe de lois ce que l'on appelle des lois (bourgeoises) de Ricardo, qui ne sont valables ni pour le servage féodal ni pour l'esclavage antique, et, dans le second groupe de lois, tout ce qui tient debout dans la théorie dite de Malthus.

Le curé Malthus a volé à ses prédécesseurs cette théorie comme toutes ses autres idées ; tout ce qui lui appartient, c'est l'application purement arbitraire des deux progressions géométrique et arithmétique. En Angleterre, cette théorie elle-même a été depuis longtemps ramenée à des proportions raisonnables par les économistes ; la population ne pèse pas sur les moyens de subsistance, mais sur ceux de l'emploi ; l'humanité serait capable de les accroître bien plus rapidement que ne le permettent les conditions de la société bourgeoise moderne. Pour nous, c'est une raison de plus pour déclarer qu'il faut faire tomber cette société bourgeoise qui est un frein au développement.

Vous-même, vous posez la question de savoir comment on pourrait mettre en harmonie l'accroissement de la population et celui des moyens de subsistance. Mais, hormis une phrase dans votre préface, je ne trouve pas la moindre tentative pour résoudre cette question. Nous partons de la prémisse que les forces mêmes qui ont créé la société bourgeoise moderne — la machine à vapeur, le machinisme moderne, la colonisation en masse, les chemins de fer et les navires à vapeur, le commerce mondial — et qui d'ores et déjà, au travers des crises commerciales permanentes, œuvrent à sa ruine et à sa destruction — que ces mêmes moyens de production et d'échange suffiront aussi à renverser, en très peu de temps, le rapport et à augmenter la force productive de chacun au point de pouvoir produire pour la consommation de 2, 3, 4, 5, 6 individus. Il sera possible de distraire assez d'énergies à l'industrie des villes pour appliquer à l'agriculture de tout autres forces que celles qui y agissent maintenant ; la science sera enfin employée dans l'agriculture à une grande échelle et avec la même cohérence systématique que dans l'industrie ; l'exploitation des régions d'une fertilité inépuisable, du fait de la nature elle-même, en Europe du Sud-Est et dans l'Ouest de l'Amérique sera entreprise à une échelle colossale, pratiquement inconnue jusqu'ici. Une fois toutes ces régions mises en culture, s'il se produit alors une pénurie, ce sera le moment de tirer la sonnette d'alarme.

On produit trop peu — telle serait la cause de tous les malheurs. Mais pourquoi produit-on trop peu ? Nullement parce que les limites de la production —

même pour aujourd'hui et avec les moyens actuels — sont dépassées, mais bien parce que la limite de la production n'est pas fixée par le nombre des estomacs affamés, mais tout au contraire par le nombre des porte-monnaie capables d'acheter et de payer. La société bourgeoise ne peut pas et ne veut pas produire plus qu'il n'existe de moyens solvables. Les estomacs insolvables et le travail qui ne peut être utilisé avec profit, et qui n'est donc pas en mesure d'acheter, tombent dans la rubrique statistique des décès. Dès lors qu'un soudain boom économique fait croître l'industrie, comme cela arrive cycliquement, ce travail devient utilisable avec profit — et il touche de l'argent pour acheter, et l'on trouve toujours les moyens de subsistance nécessaires. Tel est l'éternel cercle vicieux dans lequel tourne toute l'économie bourgeoise. On suppose les conditions bourgeoises comme un tout, et alors on démontre que chaque partie de ce tout est une partie nécessaire — donc une « loi éternelle ».

L'Office pour l'émigration coloniale publie les chiffres suivants sur l'émigration d'Angleterre [93], d'Écosse et d'Irlande vers toutes les autres parties du monde pour la période allant du 1er janvier 1847 au 30 juin 1852 :

93 Cf. Marx, « Emigration forcée », *New York Daily Tribune,* 22 mars 1853 ; in *Werke,* t. 8, *p.* 541-545. Marx procède ici d'après la formule *definitio est negatio* : il oppose le développement de la population des sociétés esclavagistes, etc., de l'Antiquité à celui de la société bourgeoise.
Dans les sociétés précapitalistes, la population est de manière immédiate une force productive, et sa forte croissance provoque un changement des rapports sociaux, alors que sous le capitalisme elle est déterminée par la base économique : selon l'expression de Marx, l'accumulation capitaliste est la variable indépendante et la population la variable dépendante.

	ANGLETERRE	ECOSSE	IRLANDE	TOTAL
1847	34 685	8 616	214 969	258 270
1848	58 865	11 505	177 719	248 089
1849	73 613	17 127	208 758	299 498
1850	57 843	15 154	207 852	280 849
1851	69 557	18 646	247 763	335 966
1852 (à juin)	40 767	11 562	143 375	195 704
	335 330	82 610	1 200 436	1 618 376

Et cet Office d'observer : « On admet que les neuf dixièmes de ceux qui émigrent par Liverpool sont des Irlandais. Les trois quarts des émigrants de l'Ecosse sont des Celtes qui viennent ou bien des Hauts Plateaux ou bien de l'Irlande, via Glasgow. »

Ainsi donc, les quatre cinquièmes de toute l'émigration sont des Celtes d'Irlande, du Haut Plateau et des îles de l'Ecosse. L'Economist de Londres remarque à propos de cette émigration :

« Elle est la conséquence de l'effondrement du système social qui repose sur l'économie naine et la culture des pommes de terre. » Et d'ajouter — « L'émigration de la partie superflue de la population d'Irlande et du Haut Plateau écossais est une condition préalable indispensable pour toutes les espèces d'améliorations. […] Les revenus n'ont aucunement souffert de la famine de 1846-1847, ni de l'émigration consécutive. Au contraire, ses revenus NETS ont atteint 4 281 999 £ en 1851, soit quelque 184 000 £ de plus qu'en 1843. »

On précipite donc d'abord la population dans la misère, puis, si l'on ne peut plus rien extraire d'elle et qu'elle tombe à la charge du pays, on la chasse — et on fait le compte des revenus nets ! C'est là aussi le principe que Ricardo a inscrit dans son ouvrage si adulé, Principles of Political Economy. Si le profit annuel d'un capitaliste s'élève à 2 000 £, il n'a pas à se préoccuper s'il emploie cent ou

mille ouvriers. « Le véritable revenu de la nation n'est-il pas identique ? », demande Ricardo. Si le revenu net d'une nation, de la rente foncière et du profit reste le même, il est égal, qu'il provienne de dix ou de douze millions d'habitants. Sismondi rétorque à cela dans ses Nouveaux Principes d'économie politique que, d'après cette opinion, peu importe que toute la population disparaisse et que le roi (à l'époque, il n'y avait pas encore de reine, mais un roi) reste tout seul au milieu de l'île, à condition qu'une machine automatique lui permette d'avoir les mêmes revenus nets, que produisait auparavant une population de vingt millions. Cette notion grammaticale qui s'appelle a revenu net » ne subirait en effet aucun dommage dans ce cas.

Dans l'une de mes correspondances précédentes, j'ai déjà donné un exemple de la manière dont on « éclaircissait » les campagnes du Haut Plateau écossais. Voici un extrait du Galway Mercury qui illustre la manière dont on obtient de force l'émigration.

« Dans l'ouest de l'Irlande, les gens meurent en masse dans les campagnes. Les domaines de Connaught se sont associés en silence pour extirper tous les petits propriétaires comme de la mauvaise herbe, en conduisant contre eux une véritable guerre d'anéantissement. […] Dans cette province, des atrocités horribles se produisent quotidiennement, et le public n'en sait absolument rien. »

Toutefois, ce ne sont pas seulement les habitants paupérisés de la verte île de l'Eire et du Haut Plateau écossais qui ont été balayés par les améliorations agricoles et par « l'effondrement du système social suranné ». Ce ne sont pas seulement les solides journaliers d'Angleterre, de Galles et de la basse Ecosse, auxquels les fonctionnaires de l'Office de l'émigration paient la traversée. La roue des « améliorations » passe même sur une autre classe qui était jusqu'ici la plus sédentaire d'Angleterre. Une soif d'émigration étonnamment vive se manifeste subitement parmi les petits métayers anglais, notamment parmi ceux qui possèdent un lourd terrain argileux. Les sombres perspectives de récolte, le manque de capitaux en vue d'entreprendre de vastes amendements sur leurs terres afin de pouvoir payer leur métayage ne leur laissent pas d'autre choix que de se chercher une nouvelle patrie et une nouvelle terre. Je ne parle pas ici de l'émigration suscitée par la soif de l'or, mais seulement des émigrations forcées en raison du système de métayage, de la concentration des domaines, de l'application des machines au travail de la terre et l'introduction de la grande production moderne dans l'agriculture.

Dans les Etats antiques, à Grèce et à Rome, l'émigration forcée, qui revêtait la forme d'instauration périodique de colonies, constituait un membre normal de la structure sociale. Tout le système de ces Etats était édifié sur une limitation déterminée du nombre de la population qui ne devait pas être dépassée sous peine de mettre en péril la base même de la civilisation antique. Mais pourquoi en était-il ainsi ? Parce que l'application des sciences naturelles y était entièrement ignorée dans la production matérielle. Pour rester civilisés, ils ne devaient rester qu'à un petit nombre. Sinon, ils eussent dû se soumettre à ce dur tourment corporel qui transformait le libre citoyen en esclave. Le défaut de forces productives rendait la citoyenneté dépendante d'un rapport numérique déterminé auquel il ne fallait pas toucher. Le seul remède en était donc l'émigration forcée.

C'est cette même pression démographique sur les forces productives qui poussa jadis les barbares des Hauts Plateaux d'Asie à envahir le Vieux Monde. C'était la même cause, encore que sous forme différente. Pour rester barbares, il fallait rester en petit nombre. C'était des peuples de pasteurs et de chasseurs, des tribus belliqueuses, dont le mode de production exigeait pour chaque individu de larges étendues — comme c'est le cas aujourd'hui encore dans les tribus indiennes d'Amérique du Nord.

Mais il en va tout autrement de la grande émigration forcée à laquelle nous assistons aujourd'hui. Ce n'est pas le manque de forces productives qui crée désormais l'excédent de population, c'est l'accroissement des forces productives qui exige une réduction de la population et élimine l'excédent par la mort par inanition ou par émigration. Ce n'est pas la population qui pèse sur la force productive, mais la force productive sur la population.

Or je ne partage ni l'opinion de Ricardo, qui voit dans le revenu net un Moloch à qui il faut sacrifier sans murmure des peuples entiers, ni la conception de Sismondi qui, dans sa philanthropie hypochondriaque, veut conserver à toute force des méthodes surannées dans l'agriculture et souhaiterait au diable la science aussi bien que l'industrie — comme Platon bannit jadis les poètes de sa République. Dans la société, nous assistons à une révolution silencieuse, et nul ne peut lui échapper. Elle ne se préoccupe pas plus des existences humaines qu'elle ruine, qu'un séisme des maisons qu'il détruit. Il lui faut donc écraser les classes et les

races qui sont trop faibles pour maîtriser les conditions de vie nouvelles [94]. Peut-il y avoir quelque chose de plus puéril et de myope que les conceptions de ces économistes qui croient le plus sérieusement du monde que ces misérables conditions de transition [95] signifient simplement que la société s'adapte à la frénésie d'accumulation des capitalistes, qu'ils soient propriétaires fonciers ou bourgeois d'argent ?

En Grande-Bretagne, le cours de ce processus est parfaitement clair. L'application de méthodes scientifiques à la production chasse les hommes des campagnes, en les concentrant dans les villes industrielles.

« Les commissaires de l'émigration, sauf à quelques tisserands de Spitalfileds et de Paisley, n'ont fourni de secours à aucun ouvrier de l'industrie. Les quelques-uns qui ont émigré l'ont fait à leurs propres frais, et il n'y en a pas eu au fond », écrit l'Economist.

L'Economist sait parfaitement qu'ils n'eussent pu émigrer à leurs propres frais, et que la bourgeoisie industrielle ne les eût pas aidés dans cette entreprise. Où cela mène-t-il donc ? La population paysanne, l'élément le plus sédentaire et le plus conservateur de la société moderne, disparaît, tandis que le prolétariat moderne, précisément à cause du mode de production moderne, se concentre dans des centres puissants, tout autour des gigantesques forces productives, dont la genèse correspond au martyrologe des ouvriers. Qui empêchera les ouvriers de faire un pas de plus et de s'emparer de ces forces qui se sont emparées jusqu'ici d'eux-mêmes ? Quelle est la puissance qui pourrait leur résister ? Aucune. En vain, on en appellera aux « droits de la propriété ». Les économistes bourgeois reconnaissent eux-mêmes que les révolutions modernes dans le mode de production ont détruit le système suranné de société et son mode de propriété. Ces révolutions ont déjà EXPROPRIÉ les hommes des clans écossais, les travailleurs parcel-

---

94 Ce n'est pas que Marx considère les Irlandais, chassés de chez eux, comme une race ou une classe vaincue — au contraire (cf. *infra*, p. 127).

95 Marx reconnaît la nécessité *historique* du capital, c'est-à-dire qu'il a constitué un progrès vis-à-vis du féodalisme, mais il souligne que c'est « une misérable condition *transitoire* » — ce qui signifie que c'est un régime désormais *condamné,* la tâche du prolétariat étant de l'abattre. Reconnaître la nécessité historique du capitalisme n'est pas revendiquer pour soi-même ses pompes et ses basses œuvres, puisque le capitalisme est l'œuvre *spécifique* de la *bourgeoisie*.

laires et les petits métayers irlandais, les libres paysans anglais, les tisserands, les innombrables artisans, et des générations entières d'enfants et de femmes qui travaillent désormais dans les fabriques ; elles exproprieront aussi les propriétaires fonciers et les patrons du coton, lorsque les temps seront mûrs.

Le ciel lance des éclairs sur le continent européen, mais la terre elle-même tremble en Angleterre où commence la véritable révolution de la société moderne.

Même si les socialistes de la chaire nous demandent avec obstination, à nous socialistes prolétariens, de résoudre pour eux le problème de savoir comment éviter la menace d'une surpopulation croissante et le risque consécutif d'un effondrement du nouvel ordre social, ce n'est pas pour moi une raison, tant s'en faut, pour leur faire ce plaisir [96]. C'est à mon sens pure perte de temps que de dissiper chez ces gens les doutes et perplexités qu'ils doivent à leur propre superscience et confusion. Ainsi ne vais-je pas, par exemple, réfuter toutes les horribles salades qu'un Schäffle, à lui tout seul, a élucubrées dans ses nombreux et volumineux compendiums. Il faudrait déjà un très gros volume pour corriger seulement toutes les fausses citations que ces messieurs ont extraites du Capital et mises entre guillemets. Qu'ils commencent donc d'abord à apprendre à lire et à recopier avant de réclamer que nous répondions à leurs questions.

Au reste, je ne considère pas du tout que cette question soit brûlante, alors que la jeune production de masse américaine et la véritable grande agriculture [97] commencent tout juste à nous menacer d'étouffement pur et simple sous le flot des moyens de subsistance — ce qui prélude à un bouleversement qui doit avoir pour conséquence, entre autres, de commencer à peupler la terre. Ce que tu en dis à la page 169-170 de ton ouvrage sur l'Influence de l'accroissement de la population sur le progrès de la société glisse un peu facilement sur ce point. Enfin, la

---

96 Cf. Engels à Karl Kautsky, le 1er février 1881.

97 Effectivement, le mode de production capitaliste ne gagne véritablement l'agriculture qu'à la fin de son cycle, lorsque l'industrie est complètement développée, et nous avons constaté aussi en France qu'il a fallu attendre cet après-guerre pour que la plupart des petits cultivateurs soient expropriés. Comme le note Engels, le développement des Etats-Unis a longtemps été freiné par le manque de population, et aujourd'hui encore sa densité par kilomètre carré est beaucoup moins forte qu'en Europe occidentale.

révolution qui attend l'Europe exige assurément un fort accroissement de la population.

Les calculs d'Euler sur la population ont exactement la même valeur que ceux qui ont été effectués sur la couronne autrichienne qui, placée en l'an 1 de notre ère avec intérêts composés, double chaque treize ans la valeur accumulée, autrement dit donne aujourd'hui la somme formidable d'environ 1 x 2^{144}/60 florins — ce qui représente une masse de métal-argent plus grosse que la terre. Lorsque tu dis, page 169, que les conditions sociales existant en Amérique ne diffèrent guère de celles que l'on trouve en Europe, cela ne peut s'appliquer qu'aux grandes villes de la côte — et encore si l'on n'en considère que les aspects juridiques formels. La grande masse de la population américaine vit assurément dans des conditions qui sont extrêmement favorables à la croissance de la population. C'est ce que démontre le flux des émigrations. Néanmoins, il aura fallu plus de trente ans pour que sa population double. Il n'y a donc pas à se faire de souci.

Il existe certes la possibilité, abstraite pour l'heure, que le nombre des humains devienne si grand qu'il faille poser des limites à leur multiplication. Mais, si la société communiste devait à un moment donné se trouver obligée de régler également la production d'hommes, après avoir déjà réglé la production des choses, on peut affirmer que c'est précisément cette société — et cette société seule — qui pourra s'en acquitter avec succès. Attendre d'une telle société rationnellement organisée un résultat qui se développe déjà sans plan actuellement en France et en Basse-Autriche [98], voilà qui ne m'apparaît pas bien difficile. De toute façon, ce sera l'affaire de ces générations de décider si, quand et comment elles voudront le faire, et quels moyens elles entendront employer à cet effet. Je ne me sens pas appelé à faire des propositions ou à donner des conseils à ce propos. Alors les humains seront certainement pour le moins aussi intelligents que nous.

98 La France, comme la Basse-Autriche, n'a connu pendant longtemps qu'un accroissement plus que modeste de sa population, contrairement aux autres pays d'Europe, du fait que l'économie de petite production marchande — par exemple, la paysannerie parcellaire — y prédomina longtemps. Or cette économie parcellaire serait détruite par un accroissement important de la population, puisqu'il faudrait morceler encore davantage les instruments de production. La natalité s'est donc adaptée, comme toujours — et cet exemple le montre lumineusement — à la nature des conditions économiques.

Au reste, j'écrivais dès 1844 dans les Annales franco-allemandes, p. 109 : « Même si Malthus avait entièrement raison, ce ne serait qu'un motif supplémentaire pour entreprendre aussitôt cette révolution (socialiste), parce qu'elle seule pourra donner aux masses les capacités morales nécessaires à une limitation de leur instinct de reproduction que Malthus lui-même a présentées comme le remède le plus efficace et le plus simple contre la surpopulation [99]. »

Création de plus-value signifie surproduction et surpopulation

Retour à la table des matières

La plus-value est reconvertie en capital additionnel et se manifeste donc comme création de capital nouveau ou de capital élargi [100]. Le capital ne se réalise pas seulement, il crée encore du capital. Le procès d'accumulation est donc immanent au procès de production capitaliste ; il implique la création de nouveaux ouvriers salariés, comme de nouveaux moyens de réalisation et d'augmentation du capital existant, soit que le capital s'assujettisse des couches de population qui jusque-là lui échappaient encore, par exemple les femmes et les enfants, soit qu'il se soumette un nombre accru de travailleurs à la suite de l'augmentation naturelle de population.

---

99 Nous avons traduit tout le passage d'Engels extrait des *Annales franco-allemandes* dans le présent recueil, p. 57-65.

100 Cf. MARX, *Le Sixième Chapitre inédit du « Capital »*, 10/18, p. 259-260. Dans les textes qui suivent, Marx explicite la loi capitaliste de la population selon laquelle la surproduction de capital par la création incessante de plus-value entraîne nécessairement une surproduction d'humains. Deux séries de textes de Marx — l'un sur la France, l'autre sur l'Irlande — illustrent ensuite l'évolution de la population qui caractérise la première phase capitaliste. A propos de la France, Marx montre qu'une faible population n'est pas bénéfique pour son approvisionnement en richesses, voire pour sa santé physique, et à propos de l'émigration irlandaise, créée par le capitalisme développé d'Angleterre, il note que l'excès de capital prévaut toujours sur l'excès d'hommes — ce qui réfute les craintes des malthusiens, puisque les forces productives croissent plus rapidement que la population.

À y regarder de plus près, on s'aperçoit que le capital règle, selon les exigences de son exploitation, la production des forces de travail et des masses humaines exploitées [101]. Le capital ne produit donc pas seulement le capital, mais encore une masse croissante d'hommes, substance grâce à laquelle seule il peut opérer comme capital additionnel. Le travail ne produit pas seulement — en opposition à lui-même et à une échelle sans cesse élargie — les conditions de travail sous forme de capital, le capital produit, sur une échelle toujours élargie, les travailleurs salariés productifs dont il a besoin. Le travail produit ses propres conditions de production comme capital, et le capital produit le travail, sous forme salariée, comme moyen de le réaliser comme capital.

La production capitaliste n'est pas seulement reproduction du rapport, elle en est la reproduction à une échelle toujours plus large. Dans la mesure même où, avec le mode de production capitaliste, se développe la force de production sociale du travail, la richesse accumulée en face de l'ouvrier augmente et le domine en tant que capital : le monde de la richesse gonfle devant l'ouvrier comme un monde qui lui est étranger et qui le domine, à mesure qu'augmentent pour lui pauvreté, gêne et dépendance. Son dénuement accompagne cette pléthore, tandis qu'augmente encore la masse de ce vivant moyen de production du capital qu'est le prolétariat ouvrier.

La croissance du capital va donc de pair avec l'augmentation du prolétariat : ce sont deux produits jaillissant aux pôles opposés d'un seul et même procès.

Le rapport est non seulement reproduit, mais il produit encore sur une échelle toujours plus massive, en créant toujours plus d'ouvriers et en s'assujettissant des

---

101 Par « masses humaines exploitées », il faut entendre non seulement celles qui ont trouvé du travail dans le procès de production, mais encore celles qui en sont exclues et, à l'avantage du capital, f ont pression sur les salaires et les conditions de travail de ceux qui sont occupés. En effet, le capital détermine non seulement le nombre des occupés, mais encore des chômeurs.
En homme de science qu'il est, contrairement à Malthus, Marx déduit les lois de la population de règles non pas abstraites du temps et de l'espace, mais déterminées par la base fondamentale de l'économie, qui varie selon les modes de production, voire évolue au sein de chacun d'eux.
Au début du capitalisme, alors que celui-ci est révolutionnaire et accroît de manière gigantesque les forces productives par comparaison au mode de production féodal, la population n'est guère en surnombre, puisque le phénomène de la surproduction n'est pas encore massif.

branches de production sans cesse nouvelles. Tandis qu'il se reproduit — comme nous l'avons souligné, lors de la description du mode de production spécifiquement capitaliste — dans des conditions toujours plus favorables à l'un de ses pôles, celui des capitalistes, il se reproduit dans des conditions toujours plus défavorables à l'autre, celui des ouvriers salariés.

Coup d'œil sur la France

Retour à la table des matières

« Les malthusiens anglais citent la France comme un pays "heureux" où la population se maintient à un niveau "inférieur au maximum" (!) [102]. » Ils sont évidemment aussi ignorants des circonstances françaises que le sont en Allemagne les commis-voyageurs du libre-échange à la Faucher des conditions anglaises. La dernière Enquête agricole permet de constater quelle est en France la situation du « prolétariat foncier », et le dernier ouvrage de M. Pierre Vinçard nous apprend

---

102 Cf. MARX, *Das Kapital. Kritik der politischen Oekonomie,* erster Band, Buch 1 : « Der Produktionsprozess des Kapitals », Hamburg, Otto Meissner, 1867.
Ce texte, qui figurait dans la première édition allemande du *Capital,* n'a pas retrouvé sa place dans l'édition allemande à la fin du chapitre XXIII, ni dans l'édition française à la fin du chapitre XXV sur la loi générale de l'accumulation capitaliste.
Cette note de Marx témoigne de l'évolution heurtée, voire désastreuse, de la démographie en France, non en raison certes de particularités raciales françaises, mais du cours dramatique de son histoire et des déficiences de son économie. Est-il besoin de dire que cet exemple contredit à plein les thèses de Malthus sur la population, celui-ci voyant le bonheur dans une faible population qui n'est ici que la conséquence de la stagnation d'une économie petite-bourgeoise parcellaire dans l'agriculture, l'artisanat et le commerce qui entraîne une limitation des naissances pour permettre le maintien des structures naines de production et de propriété, antérieures au développement de la grande industrie moderne. L'industrialisation et l'accroissement démographique correspondant ne se sont vérifiés vraiment en France qu'une fois que l'empire colonial a été perdu et que la bourgeoisie a surmonté — grâce à la dégénérescence du mouvement ouvrier, symbolisée par le « Retroussez les manches » de Thorez en 1945 — sa sainte peur du prolétariat qui, depuis 1793, menaçait périodiquement son pouvoir.

quelle est la situation du prolétariat industriel. Le rapport du général Allard sur le projet de réforme de l'armée apporte quelques lumières sur la situation des masses populaires en France. Parmi les jeunes Français qui ont atteint l'âge de tirer au sort pour la conscription, il n'y en a que 198 000 de nubiles à l'âge de 21 ans. Ces 198 000 Français, à qui le règlement permet de fonder une famille, se décomposent dans les catégories suivantes : 12 000 dispensés, 20 000 libérés ou remplacés et 166 000 exemptés. De cette dernière catégorie, plus de 100 000 sont exemptés pour insuffisance de taille et autres déficiences, qui ne leur confèrent pas une aptitude spéciale pour le mariage. Plus de la moitié de ces jeunes gens entre dans la catégorie des infirmes et rachitiques que les Lacédémoniens auraient précipités du haut du Taygète. De l'autre moitié, un bon quart est composé de fils adultes de veuves, à qui leur situation de famille interdit pratiquement le mariage, un autre quart est formé de libérés, c'est-à-dire de membres des classes riches [103]. Voici

103 Si l'on compare l'Angleterre (que l'on peut considérer comme le pays modèle d'un développement économique du capitalisme) à la France « retardataire », on constate deux choses : 1) qu'un essor régulier de l'accumulation capitaliste entraîne un développement conforme de la démographie, ce qui confirme 2) que l'économie détermine l'évolution démographique, qui n'est pas un phénomène « naturel », comme le voudrait Malthus.

En 1300, le Royaume-Uni avait une densité de 10 hab. au km^2 ; en 1600, de 17 ; en 1700, de 42. Sa croissance démographique a été continuelle et importante, comme son évolution économique qui a conduit ce pays à être le premier pays capitaliste industriel du monde. En 1800, cette densité était de 58, puis, après un essor formidable de son économie au XIX^e siècle, elle a atteint 215 en 1900. Avec les guerres qui la ravageaient et les dissensions du féodalisme qui n'en finissaient pas, la France a eu une densité qui témoigne d'une évolution plus heurtée : en 1300, 40 ; en 1400, 28 ; en 1500, 42 ; en 1600, 50. De 1300 à 1400, elle s'est dépeuplée de 30 %, pour se repeupler, mais moins que l'Angleterre et même l'Allemagne. En 1900, elle était de 76 et de 96 en 1974. De 1900 à 1950 (soit avant la seconde vague massive de travailleurs étrangers à partir de 1965), 5 millions d'étrangers sont venus s'installer définitivement en France, et, n'était cet afflux de vie nouvelle, la population eût largement reculé au cours de cette période, car ces « étrangers » ont fait souche en France et abondamment procréé, ce qui a pour effet d'internationaliser le prolétariat de ce pays.

Cela confirme le rapport étroit existant entre accroissement de la population et taux d'accumulation capitaliste. Marx l'établit avec un soin particulier pour le Royaume-Uni au paragraphe 5a du chapitre XXIII du I^{er} livre du *Capital*, où il donne la moyenne annuelle en % de l'augmentation de la population pour les décennies de 1811 à 1861 : 1,533, 1,446, 1,326, 1,216 et

ce qu'en dit la Liberté, organe d'Émile de Girardin, le 18 mars 1867 : « La classe riche est la plus mauvaise pour ce qui est de la reproduction de la race. A la vérité, la statistique prouve que les aristocraties s'éteignent d'elles-mêmes et qu'après quelques siècles les races royales elles-mêmes tombent souvent dans le crétinisme et la folie héréditaire. »

Sur le continent européen, l'influence de la production capitaliste, qui ruine la race humaine par l'excès de travail, la division du travail, l'assujettissement à la machine, les mutilations corporelles des enfants et des femmes, une vie misérable, etc., se développe parallèlement au gonflement de la soldatesque nationale, des dettes publiques, des impôts, de la stratégie distinguée, etc. Si cela continue, on aura inévitablement la vérification de la grave prophétie que lançait le demi-Russe et parfait Moscovite Herzen (ce bel esprit, soit dit en passant, a fait des découvertes sur le communisme « russe », non point en Russie, mais dans l'ouvrage du conseiller d'Etat prussien Haxthausen) : « L'Europe se régénera par le knout et par l'injection obligatoire de sang kalmuck. »

1,141. Elle diminue encore de 1871 à 1931 : 1,130, 1,156, 1,115, 1,120, 1,108, 1,050 et 1,050. Comme l'Angleterre est un pays de vieux capitalisme, le niveau de l'accumulation y est très faible, et la population ne fait plus guère que se reproduire. Comme en France, aux Etats-Unis, en Allemagne de l'Ouest et de l'Est, le taux de fécondité, qui doit être de 210 pour assumer une même reproduction, oscille entre 200 et 140 depuis 1972.

Fabrication de surnuméraires par l'industrie et le colonialisme

Retour à la table des matières

Le machinisme provoque, d'une part, une augmentation directe de la demande en matières premières. C'est ainsi que la machine à égrener le coton a fait croître la production de coton [104]. D'autre part, le bas prix des produits manufacturés et le révolutionnement opéré dans le réseau des transports et des communications fournissent les armes pour conquérir les marchés extérieurs. En ruinant la production artisanale des autres pays, l'industrie mécanique les transforme par la force en terres de production des matières premières dont elle a besoin. C'est ainsi que l'Inde a été contrainte de produire du coton, de la laine, du chanvre, du jute, de l'indigo, etc., pour la Grande-Bretagne.

En rendant continuellement surnuméraires les ouvriers des pays où fonctionne la grande industrie, celle-ci cultive comme en serre chaude l'émigration forcée et la colonisation de pays étrangers, qui deviennent des sources d'approvisionnement en matières premières de la métropole. Ainsi l'Australie, par exemple, est-elle devenue une immense réserve de laine pour l'Angleterre. Une nouvelle division internationale du travail, imposée par les centres principaux de la grande industrie, convertit de cette façon une partie du globe en champ de production agricole pour l'autre partie, qui est la zone de production spécifiquement industrielle. Cette révolution entraîne des bouleversements dans l'agriculture, sur lesquels nous ne nous arrêterons pas ici.

---

104 Cf. Marx, *Le Capital*, 1. 1, in *Werke*, t. 23, p. 474-475.
Marx relie ici les phénomènes de la population aux bouleversements que subit le mode de production avec le développement du machinisme. A propos de l'effet des inventions mécaniques sur le développement de l'esclavage aux Etats-Unis, cf. « La Crise en Angleterre », p. 58-59, in Marx-Engels, *La Guerre civile aux Etats-Unis*, 10/18.

L'Irlande, première colonie anglaise

Retour à la table des matières

Des gendarmes, des curés, des avocats, des bureaucrates et des propriétaires de domaines seigneuriaux vivent en masse en Irlande où l'industrie fait complètement défaut [105]. On ne saurait comprendre de quoi vit toute cette faune de parasites, si la misère des paysans n'en constituait pas la contrepartie. Les « mesures de coercition » laissent des traces visibles partout, le gouvernement fourre son nez dans toutes les affaires, et il n'y a nulle trace du prétendu autogouvernement. L'Irlande peut être considérée comme la première colonie anglaise, et comme une colonie qui, en raison de sa proximité, est encore administrée dans le vieux style — et l'on constate ici déjà que la prétendue liberté civique des Anglais repose sur l'oppression des colonies. Dans aucun pays, je n'ai vu autant de gendarmes — et l'image du gendarme prussien éméché est parfaite ici avec les constables, armés de carabines, baïonnettes et menottes…

Dans tout l'Ouest, et en particulier dans la région de Calway, le pays est couvert de maisons paysannes en ruines, dont la plupart n'ont été abandonnées que depuis 1846 [à la suite de la famine des années 1845-1847 qui fit environ un million de morts]. Je n'ai jamais cru qu'une famine pût avoir une réalité aussi tangible. Des villages entiers sont en ruines, et, au milieu de tout cela, les magnifiques parcs des petits propriétaires fonciers, qui sont pratiquement les seuls à y habiter encore. Ce sont pour la plupart des avocats. La famine, l'émigration et le vidage des campagnes de leurs habitants ont eu ensemble ce résultat…

Que de fois les Irlandais n'ont-ils pas tenté de s'en sortir. Chaque fois, ils ont été écrasés, politiquement et industriellement. Au moyen d'une oppression systématique, ils sont devenus artificiellement une nation sous-prolétarisée (ver-

105 Cf. Engels à Marx, 23 mai 1856.
Engels rend compte à son ami d'un voyage en Irlande, pays qui apparaît comme la synthèse des régions arriérées et colonies de toute métropole industrielle sous le capitalisme.

lumpt [106]) — et désormais, c'est connu, ils ont pour vocation de fournir l'Angleterre, l'Amérique, l'Australie, etc., en putains, travailleurs occasionnels, maquereaux, truands, charlatans, mendiants et autres gueux. Ce caractère dépenaillé et canaille se retrouve dans l'aristocratie. Alors que les propriétaires fonciers sont partout ailleurs embourgeoisés, ils traînent ici dans la gueusaille. Leurs résidences sont entourées d'immenses et magnifiques parcs, mais tout autour c'est le désert, et on ne voit pas d'où peut bien leur venir l'argent. Ces gaillards sont à mourir de rire.

Irlande. Emigration

Retour à la table des matières

C'est en Angleterre que l'on observe comment l'augmentation ou la diminution de la population ouvrière dans le cycle décennal de l'industrie exerce une influence sensible sur le marché du travail [107]. Nous prenons ce pays pour modè-

---

106 Pour qualifier ces nations, Engels utilise le terme de *verlumpt* qui se retrouve dans l'expression *lumpenproletariat*, ce qui met en évidence que ces nations sont paupérisées du fait des métropoles capitalistes, et constituent des nations-lazares, avec la précarité de vie qui caractérise la surpopulation de l'ère bourgeoise.

107 Cf. MARX, *Un chapitre inédit du « Capital »*, p. 296-299. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]
Dans les extraits suivants, *l'Irlande* est au centre de la controverse entre Malthus et Marx, le premier y trouvant le modèle de sa théorie de la surpopulation, et le second se plaçant sur ce même terrain pour démontrer qu'il faut une naïveté de pédant pour appliquer aux conditions économiques du XIXe siècle et à son mouvement de la population correspondant un étalon emprunté au XIVe siècle (peste noire).
En effet, Malthus se fonde sur les effets de la peste noire qui, de 1347 à 1350, fit périr le quart de la population de l'Europe occidentale pour établir son fameux dogme selon lequel la misère provient de l'excès absolu de la population et que l'équilibre se rétablit grâce au dépeuplement.
Après la famine de 1846 qui anéantit en Irlande plus d'un million d'individus, Marx reprend la polémique avec Malthus et démontre, chiffres en main, que la misère dans les diverses provinces d'Irlande est en raison inverse à la densité de la population et non en raison directe, puisque le dépeuplement croissant de l'Irlande n'a amené qu'une baisse de sa production,

le, parce que le mode de production capitaliste y est développé, alors que, sur le continent, il se meut encore essentiellement sur le terrain non adéquat d'une économie paysanne. Bref, c'est en Angleterre que l'on saisit le mieux les effets produits par les besoins de valorisation du capital sur l'expansion et la contraction de la population.

Il faut remarquer tout d'abord que l'émigration du capital (c'est-à-dire la portion de revenu annuel placée comme capital à l'étranger, et notamment aux colonies et aux Etats-Unis d'Amérique) est, et de loin, supérieure, eu égard à l'augmentation annuelle de population. Au reste, les migrants anglais sont essentiellement des ruraux, fils de métayers, etc., et non pas des ouvriers. Jusqu'ici, l'émigration a été plus que compensée par l'immigration en provenance d'Irlande.

Aux périodes de stagnation et de crise, l'émigration tend à augmenter : c'est alors aussi que la portion de capital additionnel envoyée à l'étranger est la plus forte. Aux périodes où l'émigration humaine diminue, l'émigration de capital additionnel diminue aussi. Le rapport absolu entre capital et force de travail utilisée dans un pays est donc peu affecté par les fluctuations de l'émigration, puisque les deux mouvements sont parallèles. Si l'émigration prenait en Angleterre des proportions graves par rapport à l'augmentation annuelle de la population, c'en serait fait de sa position hégémonique sur le marché mondial [108].

---

une misère généralisée, abstraction faite de la couche de plus en plus réduite des gros propriétaires fonciers qui vivent de leurs rentes.

En fait, c'est le capitalisme qui, selon ses besoins, crée la surpopulation ou le dépeuplement. Ainsi, pour pallier ses crises de surproduction, suscite-t-il les guerres impérialistes qui visent en premier les maisons des civils, les usines et les habitants paisibles à l'arrière du front, en vue de résoudre la surproduction de gens et de capital qui empêche un moment le capital de faire des profits, la loi de la baisse tendancielle du profit ayant atteint le minimum de valorisation du capital après une longue période d'expansion de la production bourgeoise.

108 Si nous comparons l'industrielle Angleterre à l'agraire Irlande, nous voyons encore se confirmer la thèse de Marx selon laquelle l'accroissement de la population va de pair avec l'accroissement de la production. La Grande-Bretagne a vu l'indice de sa production industrielle passer de 1851 à 1955 de 100 à 1350. Sa population était en 1850 de 27,5 millions d'habitants ou, sans l'actuelle Eire, de 22 millions, alors quelle en a 54 millions en 1971, soit plus du double seulement. Depuis 1800, cette même population a quadruplé, avec une densité de 229 aujourd'hui, alors que l'Irlande du Nord

L'émigration irlandaise, depuis 1848, a contredit toutes les attentes et prévisions des malthusiens : 1) ils avaient proclamé qu'il est exclu que l'émigration dépasse le niveau de l'augmentation de la population. Les Irlandais, en dépit de leur pauvreté, ont résolu la difficulté en ce sens que ceux qui ont déjà émigré couvrent chaque année la plus grande partie des frais de voyage de ceux qui sont encore sur place ; 2) ces messieurs n'avaient-ils pas prédit que la famine, qui avait balayé un million d'Irlandais en 1847 et provoqué un exode massif, aurait exactement le même effet que la peste noire au XIV^e^ siècle en Angleterre ? Or c'est exactement l'inverse qui s'est produit. La production a baissé plus vite que la population, et il en a été de même des moyens d'employer les ouvriers agricoles, bien que le salaire actuel de ceux-ci ne dépasse pas celui de 1847, compte tenu des variations du prix moyen des aliments. La population est pourtant tombée de 8 à 4,5 millions environ au cours de ces quinze dernières années. Toutefois, la production de bétail s'est quelque peu accrue, et lord Dufferin, qui veut convertir l'Irlande en un simple pâturage à moutons, a parfaitement raison lorsqu'il affirme que les Irlandais sont encore trop nombreux. En attendant, ils ne transportent pas seulement en Amérique leurs os, mais encore tout leur corps vivant : l'exoriare *aliquis ultor* [109] sera terrible outre-Atlantique.

---

n'en est qu'à 103, et l'Irlande du Sud à 44. L'Irlande n'a donc pas pu combler son retard.

109 La citation complète (tirée de VIRGILE, « Imprécations de Didon », *L'Enéide*, IV, 625) est : *Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor* (*Qu'un vengeur naisse un jour de nos cendres*). Effectivement, Marx souligne que les Irlandais sont bien vivants en Amérique — et les Etats-Unis ont vengé la malheureuse Irlande, en ravissant à l'Angleterre sa position hégémonique dans l'économie mondiale, ce qui, en théorie, préfigure le déclin et la mort du capitalisme dans le premier pays industriel du monde, de par les *simples* lois inhérentes au capital, le prolétariat étant l'exécuteur de cette sentence historique au moment de la révolution.

Jetons un coup d'œil sur l'évolution des principales denrées agricoles au cours des deux dernières années :

	1864	**1865**	**Baisse**
Blé	875 782	826 783	48 999
Avoine	7 826 332	7 659 727	166 605
Orge	761 909	732 017	29 892
Baies	15 160	13 989	6 171
Pommes de terre	4 312 388	3 865 990	446 398
Navets	3 467 659	3301 683	165 976
Lin	64 506	39 561	24 945

SOURCE OFFICIELLE : Agricultural Statistics d'Irlande, Dublin, 1866, p. 4.

Cependant, des individus s'enrichissent [110] alors que le pays se ruine rapidement, comme le montre l'évolution des gros revenus :

	1864	1865
Revenus entre 3 000 — 4 000 £	46	50
Revenus entre 4 000 — 5 000 £	19	28
Revenus entre 5 000 — 10 000 £	30	44
Revenus entre 10 000 — 50 000 £	23	25

110 Ceux qui s'enrichissent, ce sont évidemment les gros propriétaires fonciers, dont les pâturages grandissent et se concentrent en peu de mains, tandis qu'ils s'appuient sur l'impérialiste Angleterre qui consomme la viande et le lait irlandais, le bétail profitant du dépeuplement humain.

Enfin, il y a trois personnes dont chacune a un revenu de 87 706 et trois autres dont chacune a 91 509. Cf. Income and Property Tax Return, 7 august 1886. Lord Dufferin, qui compte parmi ces « surnuméraires », a donc bien raison d'estimer que l'Irlande compte toujours encore trop d'habitants !

Déportation et génocide comme bases de la richesse bourgeoise : l'Irlande

Retour à la table des matières

Pour conclure cette section (sur l'accumulation), nous devons passer d'Angleterre en Irlande [111]. Voyons d'abord les faits qui y sont décisifs.

La population de l'Irlande avait atteint en 1841 le chiffre de 8 222 664 habitants ; en 1851, elle était tombée à 6 623 985, en 1861, à 5 850 309 et, en 1866, à 5 millions et demi, soit à peu près au même niveau qu'en 1801. Le déclin commença avec la famine de 1846, de telle sorte que l'Irlande, en moins de vingt ans,

111 Cf. Marx, *Le Capital*, 1. 1, chap. XXV, sect. 6, « Illustrations de la loi générale de l'accumulation capitaliste ».
Dans ce passage, Marx décrit comment l'Angleterre hautement capitaliste projette ses conditions agraires catastrophiques sur le territoire irlandais, en le ruinant tout entier.
L'Irlande est ainsi le modèle classique — minutieusement étudié par Marx — des actuels pays du tiers monde, voire des innombrables régions sous-développées des métropoles industrialisées, dont le sol est pillé par le centre développé auquel ils servent d'atelier agricole, de réserve de main-d'œuvre et de matières premières, voire de lieu de plaisir et de tourisme, comme l'Ecosse, dont l'immense territoire avait été transformé en rendez-vous de chasse des classes dominantes anglaises.
Dans ces textes, Marx décrit soigneusement les diverses faces de l'« impérialisme » des métropoles qui suscitent une prolétarisation et une paupérisation massives des pays *dépendants* en général, qui n'attendent pas la seconde phase du développement capitaliste, avec la substitution des machines à la main-d'œuvre, pour subir la ruineuse surpopulation caractéristique de l'époque capitaliste. Ces malheureux pays subissent les ravages du capitalisme sous la forme du colonialisme, sans éprouver les effets « positifs » de l'industrialisation, ressentis essentiellement par les pays blancs.

perdit plus de 5/16e de sa population [112]. De mai 1851 à juillet 1865, la somme totale de ses émigrants s'éleva à 1 591 487 personnes, l'émigration des cinq dernières années, de 1861 à 1865, portant sur plus d'un demi-million. De 1851 à 1861, le nombre des maisons habitées diminua de 52 990. Dans la même décennie, le nombre des métairies au-dessous de 30 acres augmenta de 61 000 et celui des métairies de plus de 30 acres de 109 000, tandis que le montant total de toutes les métairies diminuait de 120 000, diminution qui était donc due exclusivement à la suppression des fermes de moins de 15 acres, autrement dit à leur centralisation.

La décroissance de la population s'accompagna naturellement d'une diminution de la masse de ce qui est produit. Il suffit pour notre but de considérer les cinq années de 1861 à 1866, pendant lesquelles plus d'un demi-million émigra, tandis que la population déclinait d'un tiers de million. […]

En 1865, la catégorie « herbages » se gonfla de 127 470 acres du fait surtout que la superficie du sol désignée sous le nom de « terres incultes et marais tourbeux » (bog) diminua de 101 543 acres. Si l'on compare 1865 à 1864, la production de céréales diminua de 246 667 quarters (le quarter anglais équivaut à 290,78 litres), dont 48 999 de froment, 166 605 d'avoine, 29 892 d'orge, etc. La diminution des pommes de terre, malgré l'extension de la surface cultivée en 1865, a été de 446 398 tonnes, etc. […]

L'augmentation des revenus du profit par an n'a été, de 1853 à 1864, que de 0,93 % en moyenne, alors qu'elle était de 4,58 % pour la même période en Grande-Bretagne.

---

112 Population de l'Irlande : en 1801, 5 319 869 habitants en 1811, 6 084 996 ; en 1821, 6 869 544 ; en 1831, 7 828 347 et, en 1841, 8 222 664. (Note de Marx.)
En 1866, au moment où Marx écrit, la population irlandaise était descendue à environ 5 millions et demi, soit à son niveau de 1800 ! La famine de 1846 avait fait mourir plus d'un million d'Irlandais, et deux millions d'autres émigrèrent, en direction des Etats-Unis surtout, qui accueillirent de 1851 à 1865 un million six cent mille personnes.
L'Irlande, contrairement aux attentes des malthusiens, ne s'est jamais relevée de cette catastrophe démographique. Aujourd'hui, elle est divisée en deux : l'Eire indépendante et l'Irlande du Nord toujours incluse dans le Royaume-Uni. D'après les données de 1971, la première a 2 972 000 habitants et la seconde 1 527 000 — au total 4 498 000.

L'Angleterre, pays à production capitaliste développée et à caractère essentiellement industriel, serait morte d'une saignée de population telle que l'a subie l'Irlande. Mais à présent l'Irlande n'est plus qu'un district agricole de l'Angleterre, séparé d'elle par un large canal, et qui l'approvisionne en blé, laine, bétail et recrues pour son industrie et son armée.

Le dépeuplement a arraché à la culture beaucoup de terres, a diminué considérablement le produit du sol [113] et, malgré l'extension de la superficie consacrée à l'élevage du bétail, a provoqué dans quelques secteurs de l'élevage un recul absolu et dans d'autres un progrès quasi insignifiant, car il est constamment interrompu par des reculs. Toutefois, au fur et à mesure de la décroissance de la population, les revenus du sol et les profits des fermiers se sont élevés en progression continue, ceux des fermiers avançant avec moins de régularité que ceux des propriétaires fonciers. L'explication en est simple. D'une part, la concentration des petites fermes dans les grandes et la transformation des terres arables en pâturages permettaient de convertir une plus grande partie du produit brut en surproduit, lequel grandit bien que le produit brut, dont il constitue une fraction, diminue. D'autre part, la valeur monétaire de ce surproduit s'élevait plus rapidement que sa masse, en raison de la hausse que le prix de la viande, de la laine, etc., subissait au cours des vingt dernières années, et particulièrement des dix dernières.

Des moyens de production parcellarisés qui sont utilisés par leurs propres producteurs comme moyens de travailler et de se procurer les subsistances, sans jamais se valoriser en s'incorporant du travail d'autrui, ne sont pas plus du capital que le produit consommé par son propre producteur n'est de la marchandise. Ainsi donc, la masse des moyens de production employés dans l'agriculture diminuait en même temps que la masse de la population, tandis que la masse du capital employé augmentait du fait qu'une partie des moyens de production parcellarisés auparavant s'étaient convertis en capital.

Tout le capital de l'Irlande appliqué hors de l'agriculture, dans l'industrie et le commerce, s'accumula lentement au cours des vingt dernières années et subit constamment de fortes fluctuations. La concentration de ses parties constitutives

---

113 Si le produit diminue aussi relativement par acre, il ne faut pas oublier que l'Angleterre, depuis un siècle et demi, a indirectement *exporté le soi de l'Irlande* sans même concéder à ses cultivateurs les moyens de compenser la perte des éléments constituants du sol. (Note de Marx.)

individuelles n'en fut que plus rapide. Enfin, quelque faible qu'en ait été l'accroissement absolu, il est toujours considérable par rapport à la dépopulation progressive.

Il se déroule ici, sous nos yeux et sur une grande échelle, un processus tel que l'économie orthodoxe ne pouvait en rêver de plus beau pour vérifier son dogme que la misère naît de la surpopulation absolue et que l'équilibre se rétablit grâce au dépeuplement. Il s'agit là d'une expérience bien plus importante, au plan économique, que celle de la peste noire survenue au milieu du XIV^e^ siècle et tant glorifiée par les malthusiens [114]. Notons en passant que, s'il faut avoir la naïveté d'un maître d'école pour prétendre vouloir appliquer aux conditions économiques du XIX^e^ siècle et à son mouvement démographique un étalon emprunté au XIV^e^ siècle, il faut avoir l'ignorance de ses écoliers pour citer cette peste qui décima l'Europe en étant suivie d'effets tout à fait opposés sur les deux côtés de la Manche : tandis qu'en Angleterre ce fut l'enrichissement et l'affranchissement de la population des campagnes, en France ce fut son appauvrissement et son asservissement plus complets [115].

La famine de 1846 tua plus d'un million de personnes en Irlande, mais ce n'étaient que de pauvres diables. Elle ne diminua en rien la richesse du pays. L'exode des vingt années qui suivirent, exode qui est toujours en train de gonfler, décima les hommes, mais non les moyens de production en même temps — comme l'avait fait en Allemagne, par exemple, la guerre de Trente Ans. Le génie irlandais découvrit une méthode toute nouvelle pour arracher, comme par un coup de baguette magique, un peuple malheureux au théâtre de sa misère et le transporter à des milliers de lieues plus loin. Les émigrants transplantés en Amérique envoient bon an mal an de l'argent au pays pour couvrir les frais de voyage de ceux

114 Une effroyable épidémie de peste, appelée aussi peste noire, sévit de 1347 à 1350 en Europe occidentale. Elle fit périr environ 25 millions de personnes, soit le quart de l'ensemble de la population européenne.

115 On sait que l'Irlande est considérée comme la terre promise du « principe de population ». Avant de publier son traité de la population, Thomas SADLER lança contre Malthus son fameux essai *Ireland, its Evils and their Remedies* (2^e^ éd., Londres, 1829), où il démontre, par la statistique comparée des différentes provinces de l'Irlande et des divers districts de ces provinces, que la misère y règne non en raison directe de la densité de la population, comme le veut Malthus, mais, au contraire, en raison inverse de cette dernière. (Note de Marx.)

qui y sont encore. Chaque troupe qui part entraîne le départ d'une autre troupe l'année suivante. Au lieu de coûter à l'Irlande, l'émigration forme ainsi une des branches les plus lucratives de son commerce d'exportation. Enfin, c'est une méthode systématique qui ne creuse pas seulement un vide passager dans les rangs de la population, mais lui enlève chaque année plus d'hommes que n'en remplace la génération, de sorte que le niveau absolu de la population baisse d'année en année [116].

Or quelles ont été les conséquences pour les travailleurs restés en Irlande et libérés de la surpopulation ? Que la surpopulation relative est aujourd'hui aussi grande qu'avant 1846, que le salaire réel est aussi bas et le travail plus exténuant et que la misère des campagnes conduit derechef le pays à une nouvelle crise. Les causes en sont simples. La révolution agraire a marché du même pas que l'émigration. La production d'une relative population surnuméraire a été plus forte encore que sa diminution absolue, cependant que la transformation de la terre arable en pâturage devait avoir en Irlande un effet plus grave qu'en Angleterre : ici l'élevage du bétail augmente avec la culture fourragère, là elle diminue. Tandis que de vastes surfaces de champs autrefois cultivés en Irlande sont désormais laissées en friche ou transformées en herbages permanents une grande partie du sol non cultivé et de marais tourbeux, non utilisés auparavant, servent à étendre l'élevage du bétail. Les métayers petits et moyens — je range dans cette catégorie tous ceux qui ne cultivent pas plus de cent acres — forment les huit dixièmes du total [117]. Ils sont de plus en plus écrasés par la concurrence de l'exploitation agricole capitaliste et en conséquence fournissent sans cesse de nouvelles recrues à la classe des journaliers salariés.

La seule grande industrie de l'Irlande, la fabrication de lin, n'emploie qu'un petit nombre d'hommes adultes et, malgré son expansion depuis l'enchérissement du coton de 1861 à 1866, n'occupe qu'une fraction proportionnellement peu importante de la population. Comme tout autre grande industrie moderne, elle produit, en raison des fluctuations fréquentes au sein de sa sphère, une constante sur-

---

116 Pour la période de 1951 à 1874, le nombre total des émigrés s'est élevé à 2 325 922. (Note de Marx.)

117 Selon un tableau de MURPHY dans *Ireland, Industrial, Political and Social*, 1870, les 94,6 % des métairies n'atteignent pas cent acres, alors que 5,4 % les dépassent. (Note de Marx.)

population relative, et ce même lorsque la masse humaine qu'elle absorbe augmente en chiffres absolus. La misère de la population agricole constitue le piédestal de gigantesques manufactures de chemises et autres, dont l'armée ouvrière est dispersée en majeure partie dans les campagnes. On y retrouve le système déjà décrit du travail à domicile, système où l'insuffisance des salaires et la surexploitation servent de moyens méthodiques pour rendre les ouvriers surnuméraires. Enfin, bien que le dépeuplement ne puisse avoir en Irlande les mêmes conséquences destructrices que dans un pays de production capitaliste développée, il ne laisse pas de provoquer des contrecoups durables sur le marché intérieur. Les vides que l'émigration y creuse resserrent non seulement la demande locale de travail, mais encore les recettes des petits épiciers, des artisans et gens de métier, etc. D'où cette diminution des revenus inférieurs à 60 £.

Un exposé clair de la situation des journaliers agricoles salariés en Irlande se trouve dans les rapports publiés en 1870 par les inspecteurs de l'administration de la Loi des Pauvres [118]. Les fonctionnaires d'un gouvernement qui ne se maintient en Irlande que grâce aux baïonnettes et à l'état de siège, tantôt déclaré, tantôt dissimulé, doivent éviter tous les écarts de langage que dédaignent leurs collègues en Angleterre ; néanmoins, ils ne permettent pas à leurs maîtres de se bercer d'illusions. A les en croire, le taux des salaires, toujours très bas dans les campagnes, s'est néanmoins élevé de 50 à 60 % durant les vingt dernières années, et la moyenne hebdomadaire en est maintenant de 6 à 9 sh. En fait, c'est une baisse réelle qui se cache sous cette hausse apparente, puisque celle-ci ne compense même pas la hausse des articles de première nécessité survenue dans l'intervalle — comme on peut s'en convaincre des comptes officiels d'une maison de travail (workhouse) irlandaise :

118 Cf. *Reports from the Poor Law Inspectors on the Wages of Agricultural Labourers in Ireland*, Dublin, 1870. Voir aussi *Agricultural Labourers (Ireland) Return, etc.*, 8, march 1861. (Note de Marx.)

MOYENNE HEBDOMADAIRE DES FRAIS D'ENTRETIEN PAR TÊTE

Année finissant	Nourriture	Vêtements	Total
le 29 septembre 1849	1 s. 3 ¼ d.	0 s. 3 d.	1 s. 6 ¼ d.
le 29 septembre 1869	2 s. 7 ¼ d.	0 s. 6 d.	3 s. 1 ¼ d.

Le prix des moyens de subsistance de première nécessité est donc actuellement plus du double qu'il y a vingt ans, et celui des vêtements a exactement doublé.

Même abstraction faite de cette disproportion, on s'exposerait à commettre de graves erreurs si l'on comparait simplement les taux de rémunération exprimés en monnaie aux deux époques. Avant la famine, la grande masse des salaires agricoles était payée en nature, et le paiement en argent n'en constituait que la partie la plus minime, alors qu'aujourd'hui le paiement en argent constitue la règle. Il s'ensuit qu'en toute occurrence, quel que fût le mouvement du salaire réel, son taux monétaire ne pouvait que monter.

« Avant la famine, le travailleur agricole jouissait d'un lopin de terre où il cultivait des pommes de terre et élevait des cochons et de la volaille. Mais, aujourd'hui, non seulement il est obligé d'acheter toutes ses denrées alimentaires, mais encore il voit disparaître les recettes que lui rapportait autrefois la vente de ses cochons, de ses poules et de ses œufs » (loc. cit., p. 29, 1).

De fait, les travailleurs agricoles se confondaient autrefois avec les petits métayers et ne formaient en général que l'arrière-ban des grandes et moyennes fermes où ils trouvaient à s'employer. Ce n'est qu'à partir de la catastrophe de 1846 qu'ils commencèrent à former une véritable fraction de la classe salariée, une classe particulière n'ayant avec les patrons qu'un rapport salarial qui s'exprime en termes monétaires.

Nous savons quelles étaient les conditions de leur logement en 1846. Depuis lors, elles n'ont fait qu'empirer. Une partie des journaliers agricoles, qui décroît du reste de jour en jour, habite encore sur les terres des fermiers dans des taudis encombrés, dont l'horreur dépasse de loin tout ce que les campagnes anglaises

nous ont présenté de pire en ce genre. Et, à part quelques districts de la province de l'Ulster, cet état de choses est partout le même : au sud, dans les comtés de Cork, de Limerick, de Kilkenny, etc. ; à l'est dans les comtés de Wexford, de Wicklow, etc. ; au centre, dans les comtés de King, de Queen, de Dublin, etc. ; enfin, à l'ouest, dans les comtés de Sligo, de Roscommon, de Mayo, de Galway, etc. « C'est une honte, s'écrie l'un des inspecteurs, c'est une honte pour la religion et la civilisation de ce pays » (loc. cit., p. 12).

Pour rendre aux cultivateurs l'habitation de leurs tannières encore plus agréable, on confisque systématiquement les lopins de terre qui y ont été attachés de temps immémorial.

« La simple conscience de cette mise au ban auquel les contraignent les propriétaires fonciers et leurs agents a suscité chez les ouvriers agricoles des sentiments correspondants d'antagonisme et de haine contre ceux qui les traitent pour ainsi dire comme une race proscrite » (ibid.).

Le premier acte de la révolution agraire fut de raser à une échelle très vaste et comme sur un mot d'ordre donné d'en haut les cabanes situées sur le champ de travail. Ainsi de très nombreux travailleurs furent contraints de chercher refuge dans les villages et les villes des environs. Là, on les jeta comme un déchet dans les mansardes, les antres, les caves et autres recoins des pires quartiers. C'est ainsi que des milliers de familles irlandaises qui, au dire même d'Anglais imbus de préjugés nationaux, se distinguaient par leur rare attachement au foyer, leur gaieté insouciante et la pureté de leurs mœurs domestiques, se trouvèrent soudain transplantées dans les serres chaudes de la corruption, Les hommes doivent maintenant chercher du travail chez les fermiers voisins et ne sont loués qu'à la journée, en subissant donc la forme de salaire la plus précaire. De la sorte, « ils ont maintenant à effectuer de longs trajets pour arriver aux fermes et en revenir, souvent mouillés comme des rats et exposés à d'autres rigueurs qui entraînent souvent l'affaiblissement, la maladie et le dénuement » (loc. cit., p. 25).

« Les villes devaient accueillir d'année en année ce qui était censé être l'excédent de bras des districts ruraux » — et puis on trouve étonnant « qu'il y ait un excédent de bras dans les villes et les villages et un manque de bras dans les districts ruraux » (loc. cit., p. 27, 26). La vérité est que ce manque ne se fait sentir « qu'à l'époque des opérations agricoles urgentes, au printemps et à l'automne,

tandis qu'aux autres saisons de l'année beaucoup de bras restent oisifs [...] qu'après la récolte, d'octobre au printemps, il n'y a guère d'emploi pour eux » et qu'ils sont, en outre, pendant les saisons d'activité « exposés à perdre de nombreuses journées et à subir toute sorte d'interruptions de travail » (loc. cit., p. 1, 32, 25).

Ces résultats de la révolution agraire, c'est-à-dire de la transformation des champs arables en pâturages, de l'emploi des machines, de l'économie la plus rigoureuse de main-d'œuvre, etc., sont encore aggravés par les propriétaires fonciers modèles, ceux qui, au lieu de manger leurs rentes à l'étranger, daignent résider en Irlande, sur leurs domaines. Afin que la loi de l'offre et de la demande ne soit pas enfreinte, ces messieurs « tirent désormais presque tout leur approvisionnement en bras de leurs petits fermiers qui se voient contraints de faire la besogne de leurs maîtres et seigneurs à un taux de salaire généralement inférieur au taux courant payé aux journaliers ordinaires, et ce sans égard aucun aux inconvénients et aux pertes qui dérivent du fait qu'ils sont obligés de négliger leurs propres affaires aux périodes critiques des semailles et de la moisson » (loc. cit., p. 30).

La précarité et l'irrégularité de l'emploi, le retour fréquent et la longue durée des chômages forcés, tous ces symptômes d'une surpopulation relative sont donc consignés dans les rapports des inspecteurs de l'administration des pauvres comme autant de griefs du prolétariat agricole irlandais. On se souvient que nous avons rencontré chez le prolétariat agricole anglais des phénomènes analogues. Mais il y a cette différence : en Angleterre, pays industriel, la réserve industrielle se recrute dans les campagnes, tandis qu'en Irlande, pays d'agriculture, la réserve agricole se recrute dans les villes qui sont le refuge des travailleurs chassés de leur campagne ; là, la population en surnombre de l'agriculture se convertit en main-d'œuvre manufacturière ; ici la population chassée dans les villes, tout en continuant à déprimer le niveau des salaires urbains, reste attachée à l'agriculture et se trouve constamment renvoyée dans les campagnes à la recherche d'un travail.

Dans leurs rapports officiels, les inspecteurs résument ainsi la situation matérielle des journaliers agricoles :

« Bien qu'ils vivent avec la frugalité la plus extrême, leurs salaires suffisent à peine à leur procurer, à eux et à leurs familles, la nourriture et le logement ; il leur faut d'autres recettes pour les frais de vêtement... L'atmosphère de leurs logis en

plus d'autres privations a rendu cette classe particulièrement sujette au typhus et à la tuberculose » (loc. cit., p. 21, 13).

En conséquence, on ne s'étonnera pas que, d'après le témoignage unanime des rapporteurs, un sinistre mécontentement pénètre les rangs de cette classe, qu'elle souhaite le retour du passé, déteste le présent, désespère de l'avenir, « cède aux influences pernicieuses des démagogues » et n'a qu'une idée fixe : émigrer en Amérique. Tel est le pays de cocagne que la dépopulation a fait de la verte Irlande, selon la théorie de Malthus qui voit dans une faible population la grande panacée.

Il suffit d'un exemple pour illustrer la vie heureuse dont jouissent les ouvriers manufacturiers irlandais : « Durant ma dernière inspection dans le nord de l'Irlande, dit l'inspecteur de fabrique anglais Robert Baker, j'ai été frappé des efforts faits par un ouvrier irlandais spécialisé pour donner, malgré une pauvreté de moyens extrême, de l'éducation à ses enfants. Voici la reproduction textuelle de sa déclaration telle que je l'ai entendue moi-même ; qu'il soit un ouvrier qualifié, c'est ce qui ressort du simple fait déjà qu'il soit employé dans la fabrication de marchandises destinées au marché de Manchester. Johnson : « Je suis apprêteur, et je travaille du lundi au vendredi de six heures du matin à onze heures du soir ; le samedi, nous terminons vers six heures du soir et nous avons trois heures pour manger et nous reposer. J'ai cinq enfants. Pour ce travail, je gagne 10 sh. 6 d. par semaine ; ma femme travaille aussi et touche 5 sh. par semaine. Ma fille aînée, âgée de douze ans, garde la maison. C'est notre cuisinière et notre seule aide. Elle prépare les plus petits pour l'école. Une fille qui passe devant notre maison me réveille à cinq heures et demi du matin. Nous ne mangeons rien avant d'aller au travail. L'enfant de douze ans prend soin des plus jeunes pendant toute la journée. Nous déjeunons à huit heures, et pour cela nous allons chez nous. Nous prenons du thé une fois par semaine ; les autres jours nous avons une bouillie, tantôt d'avoine, tantôt de farine de maïs, suivant que nos moyens nous permettent de nous les procurer. En hiver, nous avons un peu de sucre et d'eau avec notre farine de mais. En été, nous récoltons quelques pommes de terre que nous avons plantées sur un petit bout de terrain, et, quand il n'y en a plus, nous revenons à la bouillie. C'est comme cela d'un bout à l'autre de l'année, dimanches et jours ouvrables. Je suis toujours très fatigué le soir, une fois ma journée finie. Il nous arrive quelquefois de voir un petit morceau de viande, mais bien rarement.

Trois de nos enfants fréquentent l'école pour laquelle nous payons 1 d. par semaine. Le loyer se monte à 9 d. par semaine. La tourbe pour le chauffage coûte au moins 1 sh. 6 d. tous les quinze jours » (Reports of Insp. of Fact. for 31st oct. 1866, p. 96) [119].

Voilà la vie de l'Irlandais, voilà son salaire !

En fait, la misère irlandaise est de nouveau le sujet du jour en Angleterre. A la fin de 1866 et au commencement de 1867, l'un des magnats terriens de l'Irlande, lord Dufferin, fournit ses propres solutions, dans les colonnes du Times, s'entend. « Quelle humanité chez un si grand seigneur ! »

En 1864, trois appropriateurs de plus-value ont empoché 262 819 £. sur les 4 368 610 du profit total réalisé en Irlande ; en 1865, ces mêmes virtuoses de l'« abstinence » s'attribuèrent 274 528 £ sur les 4 669 979. En 1864, 26 accapareurs raflèrent 646 377 £, et 28 d'entre eux 736 448 en 1865. En 1864, 121 s'attribuèrent 1 076 912 £, tandis que 150 touchèrent 1320 906 £ en 1865. En 1864, 1 131 accapareurs de plus-value ramassèrent 2 150 818 £, soit presque la moitié du profit total de l'année, alors que 1 194 d'entre eux accumulèrent en 1865 plus de la moitié du profit annuel total, soit 2 418 833 £. Mais la part du lion qu'un nombre infime de grands terriens se taillent sur le revenu annuel du sol en Irlande comme en Angleterre et en Ecosse est si monstrueuse que la sagesse d'Etat anglaise préfère ne pas fournir sur la répartition de la rente foncière les mêmes matériaux statistiques que sur la répartition du profit. Lord Dufferin est l'un de ces magnats terriens. Pour lui, c'est une idée aussi extravagante que malsaine de penser que les rentes foncières et les profits puissent jamais dépasser la mesure ou que leur excès se rattache à l'excès de la misère populaire : Sa Seigneurie s'en tient aux faits. Et c'est un fait qu'à mesure que le nombre de la population irlandaise baisse celui de la rente foncière y grossit ; que le dépeuplement

---

119 Marx a ajouté la note suivante dans l'édition française du *Capital*, pour souligner la différence de sort entre le travailleur irlandais surexploité et l'aristocrate ouvrier anglais :
« L'inspecteur Baker ajoute au passage cité cette réflexion :
« Comment ne pas comparer cet ouvrier qualifié à l'air maladif avec les puddleurs du sud du Staffordshire, florissants et bien musclés, dont le salaire hebdomadaire égale, voire dépasse, le revenu de plus d'un gentleman et d'un savant, mais qui, néanmoins, restent au niveau du mendiant pour ce qui est de l'intelligence aussi bien que du comportement ! »

assure « le bien-être » aux propriétaires fonciers, donc au sol et conséquemment au peuple qui n'est qu'un simple appendice du sol. Il déclare donc qu'il reste encore trop d'Irlandais en Irlande, et que le flot de l'émigration n'en emporte pas assez.

Pour être tout à fait heureuse, l'Irlande devrait se défaire encore pour le moins d'un tiers de million de travailleurs. Et que l'on ne vienne pas dire que ce lord, d'ailleurs très poète, soit un médecin de l'école de Sangrado qui, toutes les fois que le malade empirait, ordonnait une nouvelle saignée — jusqu'à ce qu'il ne restât plus au patient ni sang ni maladie. Non, lord Dufferin ne réclame que 450 000 victimes, au lieu de deux millions, sans quoi il ne faut pas songer à établir le millénium en Irlande. La preuve en est vite faite.

NOMBRE ET ÉTENDUE DES MÉTAIRIES EN IRLANDE EN 1864

1		2		3	
Moins de 1 acre		De 1 à 5 acres		De 5 à 15 acres	
NOMBRE	SUPERFICIE	NOMBRE	SUPERFICIE	NOMBRE	SUPERFICIE
48 653	25 394	80 037	288 916	176 368	1 836 310

4		5		6	
NOMBRE	SUPERFICIE	NOMBRE	SUPERFICIE	NOMBRE	SUPERFICIE
136 578	3 051 343	71 761	2 906 274	54 247	3 983 880

7		SUPERFICIE TOTALE
NOMBRE	SUPERFICIE	(y compris tourbiers et terres incultes)
31 927	8 227 807	20 319 924 acres

De 1851 à 1861, la centralisation a détruit essentiellement les métairies des trois catégories allant de 1 à 15 acres. Ce sont elles qui doivent disparaître avant

toutes les autres. Cela a donné 307 058 fermiers « en surnombre », soit, en calculant les familles à la moyenne très basse de quatre membres, 1 228 232 personnes. Avec l'extravagante supposition que l'agriculture absorbe un quart de ce nombre, une fois sa révolution accomplie, il en restera toujours 921 174 pour l'émigration. Comme chacun le sait en Angleterre, les catégories 4, 5 et 6, de 15 à 100 acres, sont trop petites pour la culture en grand du blé, et elles n'entrent même pas en ligne de compte pour ce qui est de l'élevage. Sur la base des prémisses ci-dessus, il faut donc qu'un autre contingent de 788 761 personnes émigre. Et, comme l'appétit vient en mangeant (fr.), les gros terriens ne manqueront pas de découvrir bientôt qu'avec trois millions et demi d'habitants l'Irlande reste toujours misérable, parce que surpeuplée, de sorte qu'il faudra la dépeupler davantage pour qu'elle accomplisse sa véritable destination : former un immense pacage, un herbage assez vaste pour assouvir la faim dévorante des vampires anglais [120].

Nous démontrerons jusque dans le détail dans le livre III de ce livre, 6e section, chapitre XXXVII, qui traite de la rente foncière, que la législation anglaise a été systématiquement exploitée par les différents propriétaires fonciers pour imposer de force une révolution agraire et pour réduire, grâce aux disettes et à la famine, la population d'Irlande au minimum qui convient aux grands propriétaires fonciers. Nous y traiterons aussi de la situation des petits métayers et ouvriers agricoles. Il suffit ici de citer Nassau W. Senior qui écrit dans son livre posthume Journals, Conversations and Essays relating to Ireland (2 vol., Londres, 1868) : « Comme le docteur G. le remarque fort justement, nous avons d'abord notre loi

---

120 De cette conclusion de Marx, Engels tire en 1881 l'arrêt définitif suivant sur toute la classe de rentiers fonciers : « C'est pour le moins un euphémisme de dire qu'en Angleterre l'aristocratie foncière est une classe inutile sur le plan économique, alors qu'elle est devenu un cancer qui ronge l'Irlande et l'Ecosse, dont elle dépeuple la terre et les campagnes. Le seul « mérite » que peuvent revendiquer les propriétaires fonciers d'Irlande et d'Écosse, c'est qu'ils provoquent des famines qui chassent les expropriés outre-Atlantique ou dans l'Au-Delà pour les remplacer par des moutons ou du gibier » (cf. ENGELS, « Classes sociales nécessaires et superflues », *The Labour Standard, 6* août 1881, trad. fr. dans *Le Syndicalisme,* t. 2, Maspero, p. 37-41).
En somme, les provinces et pays dépendants sont pressurés plus lourdement que les métropoles et centres capitalistes. Le capital ne s'y contente pas simplement du profit normal qui est en partie réinvesti. Ce sont les propriétaires fonciers qui y prélèvent le plus souvent une rente supplémentaire, de connivence avec le capital qui les téléguide, à l'affût de surprofits.

sur les pauvres, et c'est déjà une arme excellente pour assurer la victoire des propriétaires fonciers. L'émigration en est une autre. Aucun ami de l'Irlande (lisez : de la domination anglaise en Irlande) ne peut souhaiter que la guerre (entre les propriétaires fonciers et les petits métayers celtes) se prolonge, et encore moins qu'elle s'achève par le triomphe des métayers. […] Plus cette guerre finira promptement, plus rapidement l'Irlande deviendra un pays de pacage avec la population relativement faible que comporte ce genre de pays, mieux cela vaudra pour toutes les classes. »

Les lois anglaises sur les céréales de 1815 assuraient à l'Irlande le monopole de la libre importation de céréales en Grande-Bretagne, en favorisant donc de manière artificieuse la culture des céréales. Ce monopole fut soudainement annulé en 1846 lors de l'abolition des lois céréalières. Abstraction faite de toutes les autres circonstances, ce seul fait suffit à donner une impulsion puissante à la conversion des terres arables en pâturages, donc à la concentration des métairies après l'éviction des petits métayers. Après avoir vanté de 1815 à 1846 la fertilité du sol irlandais et proclamé à grands cris que ce sol avait été destiné par la nature elle-même à la culture des céréales, les agronomes, les économistes et les hommes politiques anglais découvrirent subitement que ce sol ne se prête guère à d'autres productions que celle des fourrages. Léonce de Lavergne s'est empressé de le répéter de l'autre côté de la Manche. Il n'y a sans doute qu'un homme sérieux comme M. de Lavergne pour donner dans de telles balivernes.

En somme, les procédés rémunérateurs pour les propriétaires fonciers en Irlande ont aussi, comme toute bonne chose en ce monde, leur mauvais côté. Tandis que la rente foncière s'accumule en Irlande, les Irlandais s'accumulent en même proportion aux Etats-Unis. L'Irlandais évincé par le bœuf et le mouton resurgit de l'autre côté de l'Atlantique sous forme du révolutionnaire Fenian. Et en face de la reine des mers en déclin qu'est la Grande-Bretagne se dresse de plus en plus menaçante la jeune République gigantesque des Etats-Unis :

Un destin funeste frappe les Romains

Et le crime du fratricide [121].

---

[121] Cf. HORACE, *Epodes*, VII « Aux Romains ».
De fait, le déclin de la suprématie anglaise a trouvé son origine principale dans le développement gigantesque de sa rivale américaine, et les deux

Plagiat intellectuel et parasitisme social

Retour à la table des matières

Anderson était fermier de son état [122]. Son premier ouvrage, où il ne mentionne qu'incidemment la question de la rente, parut en 1777, à l'époque où, dans l'esprit du grand public, James Steuart dominait l'économie politique, mais où l'attention générale se tournait déjà vers les Richesses des nations publiées l'année précédente. En revanche, l'ouvrage du fermier écossais ne pouvait éveiller l'intérêt du public, puisqu'il n'abordait qu'une discussion d'ordre pratique sans traiter ex professo de la rente, dont il n'expliquait la nature qu'en passant. C'est encore incidemment qu'il évoque de nouveau sa théorie dans un ou deux de ses Essais dans l'ouvrage en trois volumes publié par ses soins à l'intention surtout des fermiers et des agriculteurs sous le titre : Essays relating to Agriculture and Rural Affairs (3 vol., 1777-1796, Edimbourg). Il en va de même pour son Recreations in Agriculture, Natural History, Arts and Miscellaneous Literature, publié en 1797-1802, à Londres. Mais tout se serait passé autrement si Anderson avait eu conscience de l'importance de sa découverte et s'il avait exposé ses idées dans un ouvrage particulier sous la forme d'une étude sur la nature de la rente foncière ou s'il n'avait possédé qu'un peu de talent pour monnayer ses idées, comme le fit si fructueusement son compatriote MacCulloch avec les idées des autres. Lorsque sa théorie fut reproduite en 1815, elle parut aussitôt sous la forme d'une analyse

---

guerres mondiales en ont signé les étapes inexorables, comme Marx l'avait *prophétisé scientifiquement.*

Un parallèle s'impose : c'est le poète de la puissance impériale de Rome qui en a chanté l'immoralité et en a signé aussi la condamnation en raison du péché du meurtre de Rémus par Romulus, *à la limite* de la « Ville éternelle ». Une semblable malédiction pèse, pour les marxistes révolutionnaires, sur la tête d'Albion, ce vampire de nos frères irlandais, comme sur tous les monstres étatiques et impérialistes des temps modernes, fondés sur le fratricide social de l'aliénation du travail humain. Ce qui fut mythe et poésie peut être, après deux mille ans d'expérience sociale, loi scientifique chez Marx qui a prévu dans *Le Capital* le même cycle pour la société bourgeoise que celui que subirent les sociétés de droit esclavagiste de vie et de mort sur autrui.

122 Cf. *Théories sur la plus-value*, in *Werke*, 26/2, p. 107-110.

théorique particulière sur la nature de la rente, comme il ressort déjà du seul titre des deux ouvrages suivants : Malthus, Inquiry into the Nature and Progress of Rent, et West, Essay on the Application of Capital to Land.

Malthus s'est inspiré de la théorie de la rente élaborée par Anderson afin de donner pour la première fois à sa loi de la population un fondement réel, de caractère économique et historique aussi bien que naturel, alors que sa sottise, empruntée à des auteurs antérieurs, sur la progression géométrique et arithmétique, n'est qu'une pure absurdité, une hypothèse parfaitement chimérique. Malthus sut aussitôt exploiter l'occasion. Comme il le souligne lui-même dans sa préface, Ricardo fit de cette doctrine de la rente l'articulation principale de tout son système d'économie politique et lui donna — abstraction faite de l'exactitude — une importance théorique toute nouvelle.

Ricardo ne connaissait manifestement pas Anderson, puisque, dans la préface de ses Principes d'économie politique, il considère West et Malthus comme les pères de la loi de la rente foncière. A en juger par la manière originale avec laquelle West présente cette loi, il est possible que lui aussi ait ignoré l'existence de l'œuvre d'Anderson — comme Tooke ne connaissait pas Steuart. Pour Malthus, c'est différent. Une comparaison attentive avec les travaux d'Anderson démontre qu'il connaissait ce dernier et l'a exploité. Malthus est du reste plagiaire de profession. Il suffit de comparer la première édition de son traité sur la population à l'ouvrage du révérend Townsend (A Dissertation on the Poor Laws, 1786) pour se convaincre qu'il ne l'utilise pas comme matériau d'élaboration, mais ne fait que le paraphraser ou le recopier textuellement en plagiaire servile qu'il est, sans faire la moindre mention de l'auteur, dont il dissimule même l'existence. Sa façon d'exploiter Anderson est caractéristique. Anderson a préconisé un système de primes à l'exportation du blé et de taxes sur l'importation des céréales, non pas pour servir les intérêts des landlords, mais parce qu'il estimait que cette législation diminuerait le prix de production du blé et assurerait un développement uniforme des forces productives de l'agriculture. Malthus reprit cette conclusion pratique d'Anderson parce que — en fidèle adepte de l'Eglise d'Etat d'Angleterre — il était le sycophante professionnel de l'aristocratie terrienne dont il justifiait, sur le plan économique, les rentes, sinécures, dissipations, ainsi que le manque de cœur. Il ne défend les intérêts de la bourgeoisie industrielle que pour autant qu'ils coïncident avec ceux de la propriété foncière, de l'aristocratie, c'est-à-dire

s'opposent à ceux des masses, du prolétariat ; mais, dès que les intérêts de la bourgeoisie et de l'aristocratie divergent ou entrent en conflit, il prend fait et cause pour l'aristocratie, contre la bourgeoisie. C'est pour cette raison qu'il se fait le défenseur des « travailleurs improductifs », de la surconsommation, etc.

La différence entre le terrain qui donne de la rente et celui qui n'en donne pas, ou entre les terrains qui donnent des rentes inégales, Anderson l'explique par l'infertilité relative du sol qui ne donne pas de rente ou ne donne qu'une faible rente, comparé au sol qui donne de la rente ou donne une rente plus forte. Cependant, il prend soin de dire expressément que les degrés de fertilité relative de différents terrains, par conséquent, de l'infertilité relative des mauvais terrains comparés aux bons, ne touchent en rien à la fertilité absolue de l'agriculture. Au contraire, il met en évidence que la fertilité absolue de toutes les catégories de terrains peut être constamment augmentée — et doit l'être lorsque la population s'accroît ; il ajoute même que l'inégalité de la fertilité de terrains différents peut être progressivement réduite. Il dit que le développement de l'agriculture anglaise à son époque ne peut donner une idée de ce que sera son développement dans l'avenir. Il indique de plus que le prix des céréales peut être élevé et la rente faible dans tel pays, tandis qu'un autre pays présente la situation contraire. C'est ce qui découle de son principe même, puisque, dans les deux pays, l'existence et le montant des rentes sont déterminés par les différences de fertilité entre les terrains existants et non par la fertilité absolue ni par la fertilité moyenne de ces terrains. Il en conclut que la fertilité absolue de l'agriculture n'a absolument rien à voir avec la rente. C'est pour cela qu'il se révéla plus tard — comme nous le verrons ci-après — l'ennemi décidé de la théorie malthusienne de la population, sans se douter que sa propre théorie de la rente avait servi de base à l'élucubration monstrueuse de Malthus. La hausse du prix des céréales qui se produisit en Angleterre de 1750 à 1801, par comparaison à la période de 1700 à 1750, Anderson ne l'explique pas du tout par la mise en culture de sols de moins en moins fertiles, mais par l'influence de la législation sur l'agriculture durant ces deux périodes. Or que fait Malthus ?

À la place de sa chimère — elle aussi plagiée — de la progression géométrique et arithmétique qu'il conserva comme phraséologie, il utilisa la théorie d'Anderson pour confirmer sa théorie de la population. Il ne maintient l'application pratique qu'Anderson fait de la théorie que pour autant qu'elle sert

les intérêts des grands propriétaires fonciers — ce qui suffit à montrer qu'il n'a pas davantage qu'Anderson compris la liaison de cette théorie avec le système de l'économie politique. Sans se préoccuper de la démonstration en sens contraire fournie par Anderson, Malthus la tourna contre le prolétariat laissant à Ricardo le mérite de réaliser le progrès théorique et pratique : progrès théorique en ce qu'il détermine la toi de la valeur de la marchandise, etc., et explicite la nature de la propriété foncière ; progrès pratique en ce qu'il nie la nécessité de la propriété privée du sol sur la base de la production bourgeoise et s'oppose à toutes les mesures étatiques, tels que les droits sur le blé qui accroissent cette propriété foncière. La seule conclusion pratique pour Malthus fut de se faire le défenseur des droits douaniers protecteurs réclarnés en 1815 par les landlords, c'est-à-dire d'assurer son service de sycophante de l'aristocratie foncière et de justifier de nouveau la misère de ceux qui produisent la richesse, en faisant cette fois-ci l'apologie des exploiteurs du travail, autrement dit, à cet égard, d'assurer son service de sycophante des capitalistes industriels.

Ce qui caractérise Malthus, c'est sa vulgarité foncière de sentiments, vulgarité que seul peut se permettre le curé qui voit dans la misère humaine la punition du péché originel et qui a besoin en général de cette « vallée de larmes », ce qui ne l'empêche en même temps — à cause de ses grasses prébendes et à l'aide du dogme de la prédestination — de juger bon d'adoucir aux classes dirigeantes le séjour dans cette même vallée de larmes. Cette bassesse de sentiments se manifeste dans tout son exposé, Premièrement, dans le plagiat éhonté et systématique. Deuxièmement, dans les conclusions pleines d'égards pour les classes dominantes et démunies d'égards pour les classes laborieuses qu'il tire de toutes ses prémisses.

Développement des forces productives comme principe fondamental de Ricardo dans son appréciation des phénomènes économiques. Défense par Malthus des éléments les plus parasitaires au sein des classes dominantes. Réfutation pratique de la théorie malthusienne de la population par Darwin

Retour à la table des matières

Ricardo considère, à juste titre, que pour son époque la production capitaliste est la plus avantageuse pour la production en général, ainsi que pour la production de richesses [123]. Il veut la production pour la production, et en cela il a raison [124]. Si l'on voulait prétendre, comme certains adversaires sentimentaux de Ricardo, que la production en tant que telle ne doit pas être un but, on oublierait que produire pour produire signifie en fin de compte développer toutes les forces productives humaines, donc développer la richesse de la nature humaine posée comme fin en soi. Si l'on oppose à ce but le bien-être de l'individu — comme l'a fait Sismondi —, on prétend que le développement de l'espèce doit être arrêté pour assurer le bienêtre de l'individu, que, par exemple, il ne faut jamais faire de guerre, puisque les individus y sont tués. Sismondi n'a raison qu'à l'égard des économistes qui masquent ou nient cet antagonisme. Ce qu'il ne comprend pas, c'est

---

[123] Marx, Théories sur la plus-value, Werke, 26/2, p. 110-114.

[124] Mais le devenir du mode de production capitaliste décidera de l'issue de la confrontation — contre Ricardo et pour Malthus. Les contradictions de la formule « production pour la production » empêcheront que tous les hommes profitent de la pléthore de produits à bas prix. C'est donc le faussaire et tricheur Malthus qui l'emporte, car c'est la formule d'une société exploiteuse de classe. Elle ne peut s'étendre à l'agriculture, parce que la rente y surcharge les prix et fournit un revenu aux classes parasitaires, tandis qu'elle grève l'approvisionnement à bas prix, d'une part, des matières premières pour la bourgeoisie industrielle et, d'autre part, des moyens de subsistance pour les ouvriers. Cette « inflation » jugule et domine de plus en plus le procès de production qui dégénère.

que le développement des capacités de l'espèce humaine, bien qu'il se fasse d'abord aux dépens de la majorité des individus et même de certaines classes, brisera finalement cet antagonisme et se confondra avec le développement de l'individu ; en conséquence, le développement supérieur de l'individu ne s'achète que par un procès historique où les individus sont sacrifiés. Nous faisons abstraction ici du fait que toute son argumentation est vaine, puisque, dans le règne humain aussi bien que dans le règne animal et végétal, les avantages de l'espèce triomphent toujours au détriment de ceux des individus.

La brutalité de Ricardo n'est donc pas seulement scientifiquement honnête, elle est scientifiquement nécessaire. Peu lui importe, par conséquent, que le développement des forces productives tue la propriété foncière ou les ouvriers.

Si ce développement dévalorise le capital de la bourgeoisie industrielle, il est, pour Ricardo, tout autant le bienvenu. Si le développement de la force productive du travail déprécie de moitié le capital fixe existant, où est le mal ? demande Ricardo. C'est que la productivité du travail humain a doublé. Voilà de l'honnêteté scientifique. Si la conception de Ricardo sert, en somme, les intérêts de la bourgeoisie industrielle, c'est uniquement parce que et pour autant que ces intérêts se confondent avec celui de la production ou du développement productif du travail humain. Dès qu'il y a conflit entre l'intérêt de la bourgeoisie et l'intérêt de la production, Ricardo est tout aussi impitoyable pour la bourgeoisie que, dans les autres cas, pour l'aristocratie et le prolétariat.

Mais Malthus ! Ce misérable ne tire des prémisses scientifiquement établies — toujours dérobées aux autres — que des conclusions qui sont agréables et avantageuses à l'aristocratie contre la bourgeoisie, et à ces deux classes contre le prolétariat. Aussi ne veut-il pas la production pour la production ; il veut qu'elle maintienne et consolide ce qui existe déjà et dans la mesure où elle avantage des classes dirigeantes. Son premier ouvrage montrait déjà de façon remarquable comment le plagiat peut réussir aux dépens des œuvres originales. Il y poursuivait le but pratique de démontrer, dans l'intérêt du gouvernement anglais et de l'aristocratie terrienne, que les tendances progressistes de la Révolution française et de ses adeptes anglais n'étaient, au point de vue « économique », que de l'utopie. C'était un pamphlet où il faisait le panégyrique de l'état de choses existant et déblatérait contre le développement historique. En somme, c'était la justification de la guerre contre la France révolutionnaire. Ses écrits de 1815 sur les

droits douaniers protecteurs et la rente foncière avaient pour but de corroborer l'apologie faite antérieurement de la misère des producteurs, de défendre en particulier la propriété foncière réactionnaire contre le capitalisme « éclairé », « libéral » et « progressiste », de justifier surtout la réaction que la législation anglaise préparait dans l'intérêt de l'aristocratie contre la bourgeoisie industrielle. Enfin, ses Principles of Political Economy, dirigées contre Ricardo, avaient essentiellement pour but d'imposer aux exigences absolues du capital « industriel » et aux lois qui président au développement de sa productivité, des limites qui seraient « avantageuses » et « agréables » à l'aristocratie terrienne, à l'Eglise d'Etat, dont Malthus fait partie, aux gouvernants et à tous les budgétivores. Or, de l'homme qui ne cherche pas à expliquer la science par elle-même, mais s'efforce de l'accommoder à ses intérêts propres, en faisant des emprunts qui lui sont extérieurs et étrangers, je dis qu'il est vil.

Ricardo n'a rien de vil lorsqu'il met les prolétaires sur le même rang que les machines, les bêtes de somme ou les marchandises : de son point de vue, la « production » exige que les prolétaires ne soient que de simples machines ou des bêtes de somme, et parce qu'ils ne sont, en fait, que de pures et simples marchandises dans la production capitaliste. Voilà qui est stoïque, objectif, scientifique. Toutes les fois qu'il peut le faire sans pécher contre sa science, Ricardo reste le philanthrope qu'il ne cessa d'être dans la pratique. Le curé Malthus, lui aussi, pour les besoins de la production, ravale l'ouvrier au rang de bête de somme, mais il le condamne, en outre, à mourir de faim et à vivre dans le célibat. Cependant, lorsque la même exigence de la production vient à diminuer la « rente » du landlord, la dîme de l'Eglise officielle, les privilèges du budgétivore, ou à heurter la fraction de la bourgeoisie dont l'intérêt freine le progrès de la production que défend l'autre fraction de la bourgeoisie industrielle — en un mot, quand il en va de l'intérêt de l'aristocratie opposée à la bourgeoisie, ou de l'intérêt de la bourgeoisie conservatrice et stagnante opposée à la bourgeoisie progressiste —, dans tous ces cas, le « calotin » Malthus ne sacrifie pas l'intérêt particulier à la production, mais fait de son mieux pour sacrifier les exigences de la production à l'intérêt particulier des classes dirigeantes ou de certaines fractions de celles-ci ; et, à cette fin, il falsifie ses conclusions scientifiques.

Telle est sa bassesse scientifique, son péché contre la science, sans parler de ses plagiats éhontés et systématiques. Les conclusions scientifiques de Malthus

sont pleines de sollicitude pour les classes dirigeantes en général et pour les éléments réactionnaires de ces classes dirigeantes en particulier ; il falsifie la science pour servir ces intérêts. En revanche, elles sont brutales à l'égard des classes opprimées. Qui plus est, il n'est pas seulement brutal, mais affecte encore la brutalité, s'y complaît avec cynisme et exagère les conséquences pour autant qu'elles sont dirigées contre eux qui vivent dans la misère ; il dépasse même de loin la mesure de ce qui pouvait justifier scientifiquement son point de vue.

La haine de la classe ouvrière anglaise contre Malthus, ce calotin crieur de marché, comme Cobbet le désigne rudement, est donc pleinement justifiée. Avec un instinct judicieux, le peuple a compris qu'il avait devant lui non un homme de science, mais un avocat acheté, plaidant la cause des ennemis du peuple, thuriféraire éhonté des classes dirigeantes.

Celui qui a trouvé une idée peut l'exagérer tout en restant honnête ; le plagiaire qui l'exagère fait une affaire de ses exagérations.

Dans sa première édition, l'ouvrage de Malthus On Population n'apporte absolument rien de nouveau sur le plan scientifique, c'est une triviale capucinade, une version à la Abraham a Santa Clara [125] des thèmes traités par Townsend, Stewart, Wallace, Herbert, etc. Il veut en imposer surtout par sa forme populaire. Faut-il dès lors s'étonner qu'il se soit surtout attiré la haine populaire ?

Malthus n'a qu'un seul mérite : face à la misérable théorie de l'harmonie préconisée par l'économie politique bourgeoise, il met l'accent sur ses discordances avec une complaisance particulière. Bien qu'il n'ait pas lui-même découvert ces discordances, il les étale avec un zèle de vrai curé, les amplifie et les claironne sur le marché.

Charles Darwin, On the Origin of Species by Means of Natural Selection, or the Preservation of Favored Races in the Struggle for Life (2e éd., Londres, 1860), écrit dans son introduction : « Dans le prochain chapitre, nous allons étudier la lutte pour la vie parmi les êtres organiques du monde entier, telle qu'elle découle inévitablement de leur capacité tout à fait géométrique d'accroissement. C'est

---

125 Marx fait allusion à un frère prêcheur catholique (1642-1709), connu pour l'excentricité de ses discours et écrits.

l'application de la théorie de Malthus au règne animal et au règne végétal tout entier. »

Dans son remarquable écrit, Darwin ne s'aperçoit pas qu'il renverse la théorie de Malthus, en découvrant la progression géométrique dans les règnes animal et végétal. La théorie de Malthus consiste précisément à opposer à la progression géométrique des hommes, établie par Wallace, sa chimérique progression arithmétique des animaux et des plantes. Dans l'ouvrage de Darwin, par exemple, à propos de l'extinction des espèces, nous trouvons la réfutation de caractère matériel et historique de la théorie de Malthus non seulement dans son principe fondamental, mais encore dans les détails. Au reste, dans la mesure où la théorie malthusienne repose sur la théorie de la rente d'Anderson, celui-ci l'avait déjà réfutée par avance.

CRITIQUE DE MALTHUS

Deuxième partie

CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE DE MALTHUS

Si la production capitaliste, au lieu d'être un mode de production absolu, a au contraire des limites, c'est précisément parce que le capital n'admet comme productif que ce qui permet de créer du profit. Pour produire de « façon productive », il faut un mode de production qui exclue la masse des producteurs d'une partie de la demande pour le produit ; il faut produire en opposition à une classe, dont la consommation n'est en aucun rapport avec la production — puisque c'est précisément cet excédent de production sur sa consommation qui donne le profit.

Il faut, par ailleurs, produire pour des classes qui consomment sans produire, en donnant à ce surproduit une forme qui puisse correspondre à une telle demande. Le capitaliste lui-même, s'il veut accumuler, ne doit pas, pour les produits qui entrent dans son revenu, demander à proportion de ce qu'il a produit — sans quoi il ne peut accumuler. Aussi Malthus lui oppose-t-il une classe, dont le rôle n'est pas d'accumuler, mais de consommer.

Marx, Théories sur la plus-value, in Werke, 26/3, p. 117.

Retour à la table des matières

PRÉLIMINAIRE

La clé de l'économie

Retour à la table des matières

La théorie économique de Malthus — mais qui s'est jamais préoccupé de ce fastidieux compendium ? — contredit son principe naturel de la population. Il y reconnaît que, dans la société réelle — capitaliste —, les hommes sont déterminés par leur fonction dans la production et la circulation [126].

Pour perpétuer la formule bourgeoise de a la production pour la production », Malthus propose, en effet, de développer toujours plus les classes parasitaires pour absorber la surproduction, et de rendre surnuméraires les ouvriers, source de la richesse, si l'on ne peut plus les employer avec profit pour « produire pour la production ».

Contre cette vision monstrueuse, Marx persiste à qualifier de stériles, rentières, improductives et malsaines les classes « nécessaires » aux yeux de Malthus, et de productives celles qui travaillent utilement — et il oppose à Ricardo et à Malthus la formule d'une société non mercantile de « la production pour l'homme ». Mais tout d'abord, il souligne qu'à la fin de son cycle, le capital corrompt tous les rapports sociaux, désagrège et pervertit les classes, en gangrenant l'appareil de production et en dépravant la consommation. Et c'est le mode de production capitaliste lui-même qui amorce cette dégénérescence pathologique :

« L'idéal suprême de la production capitaliste est — en même temps qu'elle augmente de manière relative le produit net ou surproduit — de diminuer autant

126 Le capital décide si l'homme est « nécessaire » ou « superflu » — et de manière tout à fait spécifique, par le truchement de la forme *marchandise* : pour avoir ses moyens de subsistance, un ouvrier doit trouver d'abord à vendre sa force de travail. Les classes rentières passent par leur revenu, sous forme de la marchandise-argent.

que possible le nombre de ceux qui vivent du salaire de leur travail et d'accroître le plus possible le nombre de ceux qui vivent du produit net [127]. »

D'où la monstrueuse distorsion de l'appareil de production, donc de la consommation humaine : « Le premier résultat de l'introduction des machines est d'augmenter la plus-value en même temps que la masse des produits en lesquels elle se réalise, c'est-à-dire d'accroître la matière qui sustente les couches correspondantes : la classe capitaliste et ses parasites. Leur richesse croissante et le nombre relativement moindre des ouvriers nécessaires à la production des moyens de subsistance essentiels engendrent avec les nouveaux besoins de luxe de nouveaux moyens de les satisfaire. Une partie plus considérable du produit social se convertit en surproduit, et une partie plus importante de celui-ci est produite et consommée en des formes plus variées et plus raffinées. En d'autres termes, la production de luxe s'accroît à un pâle et le paupérisme à l'autre [128]. »

Tout l'objet de cette seconde partie du recueil est de déterminer — en opposition à la dégénérescence de la production et de la consommation de la société capitaliste — quel sera le système des besoins que satisfera la production socialiste. C'est le problème fondamental que pose le capital lui-même, aux yeux de Marx : « Le développement de l'industrie abolit aussi bien la nécessité naturelle que le luxe (de manière contradictoire dans la société bourgeoise, en ce sens

---

127 Cf. Marx, *Un chapitre inédit du « Capital »* 10/18, p. 245.

128 Cf. Marx, *Le Capital*, 1. I, in Marx-Engels, *Werke*, t. 23, p. 468.
Dans les *Théories sur la plus-value*, Marx souligne « l'accroissement continuel des classe moyennes qui se situent entre les ouvriers, d'une part, et les capitalistes et propriétaires fonciers, d'autre part. Ces classes pèsent sur la base ouvrière, tandis qu'elles accroissent dans la société la sécurité et la puissance des classes supérieures » (*Werke*, 26/2, p. 576).
Le capital ne manifeste donc pas la tendance d'accroître lentement le luxe au fur et à mesure que les forces productives croissent et que les moyens de subsistance sont produits en suffisance. Il crée ce qui sert les classes dominantes et leur appendice, en faisant passer le luxe avant le nécessaire, alors que celui-ci n'est pas du tout assuré, et — comme le souligne Marx — cette évolution s'accentue avec l'essor du capitalisme. Les classes moyennes sont le fruit infecte de ce développement monstrueux du mode de production capitaliste.

qu'elle recrée en face du luxe un ÉTALON SOCIAL MESURANT CE QUI EST NÉCESSAIRE) [129]. »

Le communisme développera un système de besoins et, en conséquence, un système de productions qui dépassera l'antagonisme capitaliste de la misère pour les masses travailleuses et de la surabondance et du luxe pour les classes bourgeoises et rentières, grossies des classes moyennes, dont le rôle est de surconsommer.

C'est ce qui nous amène à l'analyse des structures de classe de l'actuelle société capitaliste.

Conséquences politiques

Retour à la table des matières

C'est une erreur — fréquente non seulement chez les adversaires de Marx, mais encore chez ses disciples — de croire que les classes moyennes ou impures sont en voie de disparition rapide, et que c'est seulement après leur totale extinction, lorsque le prolétariat formera la majorité écrasante au sein de la société, que seront réunies les conditions de la crise finale et de la révolution du capitalisme. Cette vision ouvriériste rejoint le gradualisme et le réformisme de Bernstein, pour lequel le capital va en accumulant les côtés positifs à mesure qu'il se développe, de sorte que l'on passe progressivement, voire pacifiquement, au socialisme. A l'inverse, le marxisme voit que le capital lui-même dégénère et oppose de plus en plus d'obstacles à la révolution, déterminant des heurts de plus en plus violents — comme en témoignent les convulsions de la présente phase impérialiste.

Dire que le marxisme ignore et néglige l'évolution de plus en plus catastrophique du capitalisme serait tout aussi erroné que d'affirmer que le développement des classes hybrides ne peut en aucun cas influencer le rapport des forces, voire faire prévaloir l'une des classes fondamentales — bourgeoisie ou prolétariat — contre l'autre.

---

[129] Cf. MARX, *Grundrisse*, t. 3, p. 40.

En fait, la clarification qu'exige la réfutation des thèses malthusiennes nous amène au problème le plus brûlant qui se pose depuis que l'opportunisme a basculé de l'autre côté, dans les bras des nouvelles classes modernes que Marx a appelées moyennes : celui de l'alliance du prolétariat avec d'autres classes.

Aujourd'hui, les classes impures, aux contours et à la nature mal définis, sont courtisées par les organisations ouvrières dégénérées, avec l'argument du « front unique » ou front populaire qu'il faut « élargir aux masses de plus en plus vastes » — d'abord en disant aux prolétaires de sacrifier leurs intérêts immédiats (et lointains) pour gagner de nouvelles couches ; puis en portant les revendications ouvrières au niveau des mois d'ordre vagues et délavés que l'on dit intéresser aussi les couches pauvres, toutes les couches populaires : la liberté, la démocratie, les droits de l'homme, etc.

En fait, la tactique [130], l'organisation et la théorie du parti de classe ont ainsi été ruinées. Depuis que le pauvre a pris la place du prolétaire et que le peuple s'est substitué à la classe, le nationalisme a évincé l'internationalisme — et il n'y a plus que marxisme frelaté et révolution trahie.

Le marxisme affirme non seulement qu'il y a trois — et non deux — classes fondamentales dans le capitalisme — le prolétariat, la bourgeoisie industrielle, marchande et financière, et les propriétaires fonciers —, mais encore que les couches impures ne font qu'augmenter (peut-être pas les artisans, boutiquiers et paysans parcellaires du passé, mais les classes moyennes modernes).

N'en déplaise à Malthus et à ses innombrables disciples, il n'y a que les classes bourgeoise et prolétarienne qui représentent un mode de production déterminé, capitalisme ou socialisme, et de nos jours seul le prolétariat porte en lui une forme de société et de production nouvelles, autrement dit est révolutionnaire.

---

130 On a le front d'affirmer que Lénine a introduit cette *tactique souple* dans le mouvement ouvrier, Or voici quelle était sa définition de la tactique : trouver les points de heurt immédiat entre les classes en présence, afin de bien se définir soi-même et les autres, dissocier la « solidarité sociale », obtenue grâce à la mise en veilleuse des antagonismes dans la politique, rechercher les véritables *contrastes* et non une fallacieuse communauté d'intérêts, formuler les mots d'ordre qui font éclater les antagonismes — c'est cela la tactique, et non la creuse démagogie et la manœuvre qui ne reposent que sur des *illusions d'intérêt.*

Mais ce fait, loin d'attirer à lui les classes moyennes, les repousse, car, impliquant l'abolition du droit sur le sol et sur le capital, c'est-à-dire l'abolition des classes qui le détiennent ou en vivent directement, le socialisme brise aussi les formes d'appropriation privées et mercantiles qui assurent la survie de ces couches hybrides qui sont l'appendice des classes dominantes.

Les classes moyennes n'ont pas de fonction historique ou économique propre. Elles ne peuvent donc lutter pour un type de société qui soit le leur ou qui soit celui du socialisme. Certes, comme nous l'avons souligné, elles ne sont pas absentes des luttes économiques, sociales et politiques actuelles, mais elles n'ont pas de buts propres et leur importance ne peut être qu'annexe. Entre certaines fractions des classes moyennes issues du passé (artisans, paysans parcellaires), il peut y avoir à l'occasion un échange de bons procédés. De toute évidence, il ne faut en aucun cas les mettre sur le même pied que la classe des prolétaires salariés.

Qui plus est, comme ces classes tampons, ces classes intermédiaires, ne représentent absolument rien de spécifique dans l'histoire, il est clair qu'il y aura un moment où le prolétariat devra agir pour et par lui-même, un moment où il n'aura pas d'alliés, mais se trouvera devant un front unique d'ennemis.

Évolution des classes sociales

Retour à la table des matières

Si les marxistes continuent de manier le schéma des trois classes fondamentales de la société, bien qu'ils soient parfaitement conscients que les classes impures y deviennent de plus en plus nombreuses, ce n'est pas pour des raisons quantitatives d'analyse concrète d'économie ou de sociologie, mais pour des mobiles qualitatifs, hautement politiques, révolutionnaires. En premier lieu, cette constatation leur tient présent à l'esprit que les conditions de lutte deviennent de plus en plus âpres, les ouvriers étant laminés dans l'appareil de production bourgeois et soumis à l'influence politique pernicieuse des couches sous-bourgeoises sans cesse croissantes.

Considérons donc, rapidement, les rapports numériques entre les classes de la société capitaliste et leur évolution. On sait que le capital passe par deux phases

historiques : 1) celle où il dissout les classes moyennes issues du féodalisme qui détiennent la propriété de leurs moyens de travail parcellaires (paysans, artisans et boutiquiers), pour créer des prolétaires, et 2) celle où, parvenu au machinisme, il freine la prolétarisation des couches parcellaires, substitue aux ouvriers les moyens mécaniques et se barde de nouvelles classes moyennes tampons pour se défendre contre les assauts du prolétariat révolutionnaire : les classes improductives ou parasitaires, les employés des services, les tertiaires, les fonctionnaires d'Etat, etc., ne cessent alors de gonfler.

Pour illustrer cette évolution, nous prendrons l'exemple de l'Italie qui s'est vraiment industrialisée plus récemment que la France, au cours bien plus heurté et plus lent. L'Annuaire statistique officiel de 1939 distingue entre population active (personnes disposant d'un revenu propre) et la population totale : sur 42 millions et demi, il y avait environ 18 millions d'actifs, soit 43,4 %. De cette population active, 29 % étaient occupés dans l'industrie et 47 % dans l'agriculture. Par rapport à la population active totale, les ouvriers de l'industrie formaient 12 % et ceux de l'agriculture 47 %. En somme, les ouvriers formaient 33 % de la population active. Les pays ayant un indice « plus capitaliste » que l'Italie étaient alors la Belgique, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Hollande, la Suisse et, hors d'Europe, les Etats-Unis.

En 1973, après une vague formidable d'industrialisation (le produit national brut, indice de l'augmentation moyenne de la production étant environ 8 fois plus élevé en valeur constante), la population active ne dépassait pas 19 millions en Italie, soit à peine 34,1 % de la population totale qui s'élevait alors à 54 millions, tandis que ce pourcentage avait été de 43,4 % en 1939. L'industrie occupait 8 millions de personnes (en tout, y compris les employés et agents du capital), soit 42 % de la population active (contre 29 % en 1939), et l'agriculture 3,2 millions, soit 17 % (contre 47 %). Les services en occupaient 7,2 millions, soit 38 %. Disons — pour faire plaisir à Malthus — qu'en 1975 les 700 000 personnes appartenant à la bourgeoisie financière et spéculatrice ainsi qu'à la « bourgeoisie bureaucratique » touchaient à elles seules autant que les employés de l'industrie, douze fois plus nombreux qu'eux.

En 1976, la population active s'élevait à 20,8 millions en France, dont l'agriculture et la pêche occupaient 11,3 %, l'industrie 38,6 %, et les services 50,1 %.

Marx savait bien que la société bourgeoise est condamnée à traîner avec elle d'énormes masses de classes impures : « C'est sans conteste en Angleterre que la systématisation économique de la société moderne connaît son développement le plus poussé et le plus classique. Toutefois, même dans ce pays, la division en classes n'apparaît pas sous une forme pure. Là aussi les couches intermédiaires et transitoires estompent les démarcations précises (beaucoup moins toutefois à la campagne que dans les villes). Cependant, pour notre étude, cela est sans importance [131]. »

Dans la seconde phase du capitalisme, le progrès de la technique capitaliste s'en prend à la substance physique des deux classes fondamentales de la société moderne. En se concentrant, le capital élimine de plus en plus les bourgeois, tandis que, de l'autre côté, il développe une surpopulation spécifique, celle des ouvriers dont il éclaircit les rangs dans les usines et les chantiers. Les ouvriers deviennent surnuméraires du fait surtout de l'introduction des machines dans les secteurs qui utilisaient beaucoup de main-d'œuvre manuelle parce que liés à la terre : agriculture, mines, carrières, construction de maisons, de routes, de canaux, transports, etc. Les bourgeois diminuent [132], du fait que les sociétés anonymes, etc., se substituent aux affaires personnelles, et les fonctions de direction bourgeoise sont de plus en plus souvent remplies par des « agents stipendiés », les technocrates et les managers, les gestionnaires et les opérateurs économiques, les contremaîtres et les surveillants — tous des produits sous-bourgeois qui s'agitent autour des ouvriers pour les aiguillonner, les rouler, les escroquer, comme une nuée de mouches du coche.

---

131 Cf. MARX, *Le Capital*, 1. III, chap. LII, in *Werke*, t. 25, p. 892.

132 A la fin du chapitre sur « La Tendance historique de l'accumulation capitaliste » qui devait clore *Le Capital*, mais a été déplacé, sans doute pour des raisons de censure, avant le chapitre XXXIII, Marx décrit le phénomène de la c négation de la négation » qui illustre l'expropriation croissante des capitalistes *sous le capitalisme lui-même* : « Cette expropriation se réalise par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste elle-même, par la centralisation des capitaux. Chacun des capitalistes en tue beaucoup d'autres. Parallèlement à cette centralisation ou *expropriation des nombreux capitalistes par quelques-uns* se développent à une échelle toujours croissante la socialisation du procès de travail, l'application consciente de la science à la technique, etc. » (*Werke*, t. 23, p. 790).

Si les ouvriers en activité peuvent diminuer parfois dans tels pays très avancés durant certaines périodes de contraction du cycle économique au cours de la seconde phase du développement capitaliste, ils ne cessent de croître à l'échelle mondiale, du fait que le capital prolétarise à une échelle croissante les pays et continents demeurés jusque-là précapitalistes. De la sorte, le prolétariat demeure la seule classe homogène et fondamentale qui non seulement a un avenir, mais encore se renforce numériquement [133], malgré la tentative capitaliste de freiner, dans les métropoles les plus développées, l'accroissement des ouvriers, en les remplaçant par des machines qui en sont le fruit et en créant des industries improductives et parasitaires en nombre toujours plus grand.

Nous avons omis d'énumérer dans nos statistiques la classe des propriétaires fonciers chère à Malthus. Nous avons déjà vu qu'elle ne faisait que gagner du terrain sur la classe des entrepreneurs capitalistes et que ses revenus croissaient plus vite que les profits industriels. Cette classe stérile se renforce en fonction de l'essor capitaliste, en se diluant dans de nouvelles couches parasitaires, improductives, sous-bourgeoises : les fameuses classes moyennes qui vivent des surprofits et rentes de toute sorte du système mercantile et impérialiste.

Nous avons souligné déjà que Malthus représentait les classes rentières en dissolution après Quesnay. Les classes moyennes dont il se fait le porte-parole sont, en somme, la synthèse de la décomposition des deux classes dominantes à la suite de la dégénérescence croissante de l'appareil productif capitaliste qui perd de vue la valeur d'usage au profit écrasant de la valeur d'échange.

C'est à ces innombrables classes moyennes que la révolution se heurtera essentiellement, puisque ce sont elles qui constituent la piétaille et la lie du système de production capitaliste qui se corrompt de plus en plus. D'ores et déjà, c'est leur idéologie délétère qui infecte le mouvement ouvrier.

---

133 « Au début du XIX^e^ siècle, affirme la *Pravda*, la classe ouvrière ne comptait pas plus de 10 millions de membres dans le monde ; au début des années trente, elle avait triplé ses effectifs pour arriver à plus d'un demi-milliard dans les années soixante. Selon la *Pravda*, ce demi-milliard se répartit ainsi : 160 millions pour l'Europe occidentale, 110 millions pour l'Amérique du Nord, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, 160 millions pour les pays socialistes, plus de 50 millions pour l'Amérique latine et, enfin, 120 millions pour les pays afro-asiatiques » (cf. *Le Monde* du 18-19 janvier 1976).

Schéma de l'évolution de la classe ouvrière

Retour à la table des matières

La classe ouvrière évolue en fonction de toute l'accumulation du capital. Ce rapport ne peut donc s'exprimer dans le chiffre des ouvriers employés par le capital dans le cadre de l'entreprise, mais doit inclure tous les chômeurs de la société — et c'est le mérite de Malthus d'avoir attiré l'attention sur ce point essentiel, bien qu'il ne l'ait fait que pour brouiller les cartes avec son principe de la population et sa loi de la surpopulation qui, de son point de vue, ne touche que les ouvriers et non les mangeurs de plus-value.

Voyons d'abord dans ses grandes lignes le rapport entre capitalistes et prolétaires : le nombre des capitalistes et des entreprises diminue, tandis que leur importance économique augmente (du fait de la concentration et de la centralisation). Avec le progrès technique, cette croissance du capital social ou accumulation fait que la proportion du capital variable (salaires) diminue dans l'entreprise par rapport au capital total, cependant qu'en général — dans la société entière — la masse totale du capital variable (salaires) continue à augmenter. Considérons les fluctuations — tout autres que secondaires — de ce rapport :

Dans la phase ascendante, d'expansion et de prospérité, nous avons :

- augmentation du nombre des salariés employés dans l'industrie,
- augmentation du taux des salaires ;
- augmentation aussi de la productivité du travail.

Dans la phase descendante, de contraction et de crise alternée, nous avons :

- diminution du nombre des ouvriers employés ;
- augmentation trop lente, voire stagnation, de la masse des salaires,
- formation et extension de l'excédent relatif de la population ouvrière ou de l'armée de réserve.

En conséquence, Marx divise la population ouvrière [134] — la classe prolétarienne — dans les catégories suivantes :

1. Une armée industrielle active, ouvriers employés.

2. Une surpopulation flottante : selon l'évolution de la technique et les modifications qu'elle entraîne dans la division du travail, les ouvriers en surnombre sont chassés des usines, puis plus ou moins réabsorbés si la masse de la production augmente fortement. C'est là où s'arrête la science des théoriciens du bien-être et du « plein emploi ».

3. Une surpopulation latente qui se forme dans les districts ruraux où les perfectionnements techniques rendent disponibles un grand nombre de travailleurs qui sont forcés d'émigrer vers les villes, afin d'offrir leurs services aux patrons industriels (phénomène de l'urbanisation et des bidonvilles), car ils ne peuvent vivre que difficilement en marge de l'économie agricole.

4. Une surpopulation stagnante : à partir delle se forme un excédent de travailleurs, tant pour l'industrie que l'agriculture, mais elle n'est que rarement appelée dans la grande industrie, Elle s'offre pour des travaux à haut degré d'exploitation de la force de travail, tel le travail à domicile ou les activités marginales à salaires très bas. Elle prend une part relativement plus grande dans la croissance totale de la classe ouvrière que les autres éléments.

5. Une surpopulation ouvrière paupérisée. Elle se subdivise en trois couches différentes : a) les chômeurs chroniques, bien que capables de travailler ; b) les orphelins ou enfants des pauvres assistés. Ces deux catégories sont à la disposi-

---

[134] Notons que cette schématisation est *économique*, étant déterminée objectivement par les lois de la production bourgeoise, qui fait que le prolétariat est *une classe pour le capital*. La définition pleine et entière du prolétariat (qui englobe plus que les ouvriers employés ou en chômage) fait de lui *une classe pour soi*, qui se délimite consciemment vis-à-vis des autres classes et développe une activité spécifique, révolutionnaire, ce qui suppose qu'il se donne *un parti* de classe. Enfin, le prolétariat, au cours de ses luttes, s'érige en *classe dominante*, en fondant son État de la dictature du prolétariat, puis, après avoir éliminé les autres classes, se dissout lui-même à mesure que s'instaurent des rapports communistes (cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, P.C.M., t. 1, p. 19-44).

tion du capitalisme et peuvent, dans les métropoles développées, prendre du service actif au cours de la phase de grande expansion du capital ; c) les ouvriers qui, à la suite de leur âge, d'invalidités ou de la suppression de leur métier sont définitivement éliminés du travail, les veuves, etc.

6. Le lumpenprolétariat, qui se place en dehors de la classe ouvrière : vagabonds, délinquants, mendiants, prostituées, toutes couches non productives qui ont une grande importance dans les métropoles modernes et, à la suite de la récente invasion capitaliste, dans les pays de couleur.

Dès que le capitalisme apparaît, et tout au long de son accumulation ou de sa « croissance », toute cette masse perd, du fait qu'elle est expropriée de sa terre, de ses instruments de travail et donc de ses moyens de subsistance (nourriture, habillement, logis, éducation, etc.), toute possibilité de vivre d'autre chose que de sa force de travail — et seule, de toute cette masse énorme, une minorité « privilégiée » trouve un emploi et reçoit un salaire. Le reste vit comme il peut.

Malthus a eu le culot d'affronter cette question, tandis que ses disciples dégénérés ne la voient plus, leur horizon se bornant aux métropoles développées, et leur science aux périodes d'ascension et de boom de l'économie. Cette large définition que Marx donne du prolétariat au début du chapitre sur l'accumulation capitaliste et notamment dans le paragraphe 4 sur les « Diverses formes de la surpopulation relative » (que nous reproduisons p. 206-233), montre qu'il ne limite pas sa définition du prolétariat au cadre de l'entreprise bourgeoise, et qu'il ne la dérive pas simplement de l'antagonisme entre le salaire et le degré de profit du patron — ce qui restreindrait singulièrement la portée de la notion de prolétariat en le limitant au point 1, voire 2 et 3, de notre schéma ci-dessus.

L'antagonisme se situe au niveau de la société, c'est un antagonisme entre les classes, entre le prolétariat qui augmente dans la société — moins dans les pays développés que dans les pays « sous-développés » où s'accumule le prolétariat le plus souvent désoccupé, issu de la ruine des masses des sociétés précapitalistes qui végètent — et la bourgeoisie qui diminue, tandis que ses sous-produits, les classes moyennes profiteuses, croissent au maximum dans les métropoles développées.

Si l'on calcule la répartition de la plus-value entre la consommation personnelle des patrons et celle des parasites, les nouveaux investissements, etc., et les

salaires, il faut donc bien prendre garde à ne pas diviser la masse des salaires par le nombre des ouvriers employés, mais par le nombre total des prolétaires. Si l'on effectue le calcul, en ne comptant que les prolétaires employés, on voit monter le taux de salaires et l'on en vient à encenser le capital, facteur de civilisation et de progrès ; si l'on prend en compte tous les prolétaires, on voit croître la faim, le paupérisme, la surpopulation — et s'exacerber l'antagonisme entre les classes, prémisse de la révolution sociale. C'est alors qu'apparaît en pleine lumière la loi fondamentale du développement capitaliste : plus il y a accumulation, moins il y a de bourgeois, plus il y a d'ouvriers, parmi lesquels les plus nombreux sont ceux qui sont en chômage, total ou partiel, et forment, en régime capitaliste, la surpopulation privée de ressources [135].

Il faut vraiment tourner le dos à toute méthode d'investigation scientifique et ériger la mauvaise foi et le parti pris borné en système de pensée pour attribuer cette évolution catastrophique de l'humanité à un principe naturel de population.

135 Le sens de l'évolution capitaliste, selon Marx, c'est que, quel que soit le taux de rémunération des salariés employés temporairement dans les usines, il y a augmentation du nombre *absolu et relatif* de tous ceux qui se trouvent en réserve et ne disposent même pas des ressources que pourrait leur fournir le travail de leurs bras. Voici le passage où Marx l'énonce sous le nom de la *loi de la misère croissante* liée au mécanisme capitaliste. « A mesure qu'augmentent la richesse sociale et le capital en fonction, ainsi que l'étendue et l'impétuosité de sa croissance, et donc la grandeur absolue du prolétariat et la force productive de son travail, croît aussi l'armée de réserve industrielle. Les mêmes causes qui développent la force d'expansion du capital provoquent la mise au rencart des forces du travail. La grandeur de l'armée de réserve industrielle croît donc en même temps que les ressorts de la richesse. Mais, plus *cette armée de réserve grossit comparativement à l'armée active du travail, plus* se consolide la masse de la surpopulation dont la misère est en raison inverse aux tourments dus au travail de celle-là. Enfin, plus s'accroissent cette couche de Lazare de la classe ouvrière et cette armée de réserve industrielle, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. *Telle est la loi absolue, générale, de l'accumulation capitaliste* » (*Le Capital*, 1. 1, sect. 7, chap. XXV, § 5 ; in *Werke*, t. 23, p. 673-674).

Misère au sens de Marx

Retour à la table des matières

Cette loi n'est pas contredite par l'augmentation à l'échelle historique des salaires pour les ouvriers en activité ou par l'amélioration du standard de vie pour certaines catégories privilégiées. Mais, d'autre part, elle ne peut pas non plus être conjurée par des mesures législatives sociales dans le cadre de l'organisation capitaliste [136].

Tout d'abord, les écrivains bourgeois exhortèrent les travailleurs à diminuer leur nombre s'ils ne voulaient pas « excéder » les besoins du capital, tout en sachant fort bien que cette autoréduction n'atteindrait jamais une cote d'alarme. Par la suite, ils admirent cyniquement que la pauvreté des classes inférieures était la meilleure condition de la prospérité de la nation. Aujourd'hui, après MARX, on ne rencontre plus de telles affirmations, car, ce qui domine, c'est l'hypocrite philanthropie sociale et la démagogie qui célèbre les remèdes apportés par l'assistance publique et l'Etat.

---

136 Question stupide : mais alors quel est le rôle des syndicats ? C'est évidemment de défendre les conditions de vie de tous les prolétaires, en entraînant dans la lutte, le mouvement et l'organisation de classe les couches de plus en plus profondes de prolétaires, puis en passant à la fin à l'attaque contre le système paupérisateur du capital et du salariat (cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, P.C.M., t. 1, p. 5-16, 52-55).
Pour Marx, c'est aux syndicats, parce qu'ils sont les organisations *économiques* du prolétariat, qu'il revient d'affronter les problèmes surgis du chômage et de la concurrence entre travailleurs occupés et inoccupés (cf. *Le Capital*, 1. I ; Editions sociales, t. 3, p. 83). La traduction de Roy ne fait pas mention des syndicats dans ce contexte. En effet, le texte allemand dit : « quand ils organisent, *grâce à leurs syndicats*, un plan d'action commune *entre les ouvriers qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas,* afin d'atténuer les effets funestes de cette loi “naturelle” de la production capitaliste *sur l'ensemble* de la classe ouvrière… », là où la traduction française courante affirme : « dès qu'afin d'affaiblir l'effet funeste de cette loi “naturelle” de l'accumulation capitaliste ils s'unissent pour organiser l'entente et l'action commune *entre les occupés et les non-occupés*… » (cf. tout le passage, sous le titre « De l'action combinée des travailleurs occupés et non-occupés », *Le Syndicalisme, op. cit.*, t. 1, p. 82-85).

L'économiste vulgaire n'entend pauvre qu'au sens de « n'avoir rien à manger » — et de se poser aussitôt la question : qui pourvoit à son existence ? D'après les curés, c'est la charité chrétienne qui s'en charge, et Malthus y voit déjà un abus, puisqu'il propose de laisser mourir de faim ceux qui composent l'armée des surnuméraires.

Pour Marx, la misère, c'est ce qui fait que le Lazare prolétaire sort de la tombe du manque de ressources pour entrer dans le bagne de la fabrique où il subit les tourments du surtravail, et vice versa. Et, si cette misère augmente, c'est parce qu'augmente sans cesse le nombre des prolétaires enfermés dans l'alternative impitoyable : ou bien s'échiner pour le capital, ou bien crever de faim. C'est uniquement dans le mode de production capitaliste que le travailleur lui-même crée les conditions de sa déchéance — du chômage croissant — au fur et à mesure qu'il développe les forces productives.

Ainsi la lutte de Marx n'est pas dirigée contre la pauvreté et ne vise pas non plus la richesse du travailleur. Richesse et pauvreté sont les deux antipodes de l'alternative bourgeoise, l'une étant la présupposition de l'autre [137]. Le salaire de ceux qui ont du travail s'élève indiscutablement en général au cours de la période progressive pacifique — après chaque nouvelle guerre.

Nul n'ignore plus que les incessantes guerres de l'ère impérialiste font entrer des millions et des millions d'hommes dans la masse de ceux qui n'ont rien à perdre. Elles aggravent donc considérablement la misère au sens marxiste : après les bombardements en tapis, les incendies, etc., les masses ne perdent pas seulement leur travail, mais encore — même dans les pays blancs développés — la petite réserve immobilière que constitue leur appartement ou leur maison. Les titres de propriété de la classe bourgeoise résistent en général bien mieux aux destructions matérielles, puisqu'il s'agit de « simples droits » à exploiter le travail futur d'autrui.

---

137 Dans la société communiste, dit Engels, on ne parlera plus « de riches et de pauvres comme cela se fait de nos jours. Dans la production et la distribution des biens nécessaires à la vie, on supprimera le mode privé d'acquisition et le but de l'individu particulier de s'enrichir pour son propre compte avec des moyens privés » (« Discours d'Elberfeld », in ENGELS-MARX, *Utopisme et Communauté de l'avenir*, P.C.M., p. 30 ; cf. également p. 257).

Dans notre dictionnaire économique marxiste, misère ne signifie pas basse rémunération du temps de travail. Si le capitaliste voit augmenter les forces productives de façon telle qu'il peut avoir le double de produit avec le même nombre d'ouvriers, il peut d'un cœur léger augmenter leurs salaires de 10 % : la plus-value relative et absolue s'est accrue énormément, tout comme la masse de plus-value accumulée. Le prolétaire n'est pas celui qui est mal payé, mais qui est sans propriété et sans réserve. Marx a défini ce terme en commentant un texte de 1857 (COLINS, L'Economie politique, source des révolutions et des utopies prétendues socialistes) qui disait que plus un pays a de prolétaires, plus il est riche. « Il faut entendre par prolétaire au sens économique, dit Marx, le salarié qui produit le capital et le fait fructifier, et que M. le Capital jette sur le pavé dès qu'il n'en a plus besoin » (Le Capital, 1. I, chap. XXV).

La diffusion « progressive » de ces conditions parmi les populations caractérise l'époque capitaliste tout entière. A l'époque prébourgeoise, l'artisan et le paysan — et même le serf de la glèbe — n'étaient pas réduits au paupérisme, sinon par la désagrégation du mode féodal en raison de l'accumulation primitive du capital, avec ce puissant dissolvant qu'est l'argent : « En plein servage, le serf est parvenu à devenir membre de la commune, de même que le roturier s'est élevé au rang de bourgeois sous le joug de l'absolutisme féodal. L'ouvrier moderne, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend au-dessous des conditions de vie de sa propre classe » (Manifeste).

Malgré l'embourgeoisement de la frange de l'aristocratie ouvrière durant la période de prospérité du capital — à la suite de la dégénérescence des organisations ouvrières révolutionnaires et de la défaite qu'est pour le prolétariat toute guerre impérialiste —, le mot d'ordre du Manifeste est et demeure : « Les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne. Ils ont à détruire toutes garanties privées, toute sécurité privée antérieure » (ibid.).

Lors de l'accumulation, le capitalisme vide les bourses, les maisons, les champs, les boutiques de tous ces gens et en fait des sans-réserves, des non-possédants, dont le nombre va croissant. Il les réduit à être — au sens de Marx — des « esclaves salariés ». La misère croît et la richesse accrue se concentre, parce qu'il y a augmentation démesurée du nombre absolu et relatif des prolétaires qui ne détiennent rien et doivent manger tous les jours ce qu'ils gagnent au jour le jour. Rien n'est changé à ce phénomène économique, si le salaire de quelques-uns

d'entre eux, à certains moments, dans certains métiers, dans certains pays, leur permet le bordel, le cinéma et — bonheur suprême ! — la souscription à L'Humanité.

Le prolétariat, en tant que CLASSE, n'est pas plus misérable, si le salaire baisse, comme il n'est pas plus riche si celui-ci augmente et que les prix descendent. En outre, « relativement à la masse totale du capital productif, les ouvriers ont une partie de plus en plus petite à se partager — et leur concurrence devient par conséquent de plus en plus vive [138] ».

Le prolétariat n'est donc pas plus riche, qu'il travaille ou qu'il soit chômeur, ces deux situations étant alternatives pour le prolétaire dans le capitalisme. Ainsi la plus longue période de prospérité américaine de cet après-guerre a commencé avec la guerre de Corée et ses millions de morts et de prolétarisés, puis elle a atteint son sommet, après quelques reculs, avec la guerre meurtrière du Vietnam — et depuis la crise s'est abattue sur les Etats-Unis eux-mêmes.

L'absence de réserves du prolétaire se fait sentir, et elle se camoufle dans les pays développés sous l'alternance des phases d'essor, de boom, puis de stagnation, de crises et de guerres. L'expropriation périodiquement renouvelée par la guerre mondiale grossit non seulement les rangs des sans-réserves, mais démasque comme mensonger le bien-être qui, une fois réalisé, constitue lui-même une entrave au développement capitaliste, comme le montrent tous les plans anti-crise des gouvernements du monde entier.

En somme, quiconque est tombé dans la classe salariée est misérable d'une façon absolue — ce qui n'exclut pas le cas particulier de quelqu'un qui peut s'en sortir, notamment si la guerre et les invasions lui donnent le bonheur de devenir cireur de bottes ou maquereau. Il n'y a pas de relativisme ni de progressisme qui tiennent. Quiconque a lu la première page de Marx et vit dans l'actuelle phase sénile et meurtrière de l'impérialisme sans comprendre cela peut se supprimer sans dommage pour la société.

Au sens marxiste, le Manifeste définit la misère comme suit : le salaire devient de plus en plus INCERTAIN et les conditions de vie de l'ouvrier plus PRÉCAI-

---

138 Les deux affirmations sont de Marx : le lecteur trouvera la première page 229 et la seconde page 79 de ce recueil.

RES. Donc : salaire incertain, mais non bas ; condition précaire, mais non modeste. Le libéralisme philanthropique et les « réformes de structures » de la direction des P.C. peuvent remédier ici et là aux salaires bas et aux conditions trop modestes — si toutefois nous ne vivions pas à une époque crétinisée. Cette conception et cette praxis s'opposent aux nôtres : elles restent enfermées dans le cadre de la société capitaliste et procèdent de manière gradualiste et progressiste. Nous opposons à l'incertitude et la précarité croissantes des grandes masses de l'humanité la révolution qui porte, de front, un coup direct au capital, lorsque les antagonismes se sont accumulés.

Le truc de Malthus

Retour à la table des matières

Lorsqu'il sépare de manière absolue la population de la production, la première suivant les lois biologiques et la seconde les lois économiques, Malthus opère sa plus grande mystification : admettre que la force de travail productive est en proportion de la population — comme si toute la population travaillait et produisait des moyens de subsistance [139]. Or cette production est faible, et l'on pourrait

139 Marx reprend cet argument — et y centre toute sa critique de Malthus — lorsqu'il démontre que la plus grande partie du capital fixe n'est pas utilisée pour fabriquer des moyens de subsistance — au contraire —, puisque la part de ceux-ci diminue sans cesse au fur et à mesure de l'accumulation capitaliste. Cette critique débouche dès lors sur une hiérarchie différente des articles à produire, sur un mode de production et de distribution nouveau, le communisme.
Marx est amené ainsi à dénoncer, par exemple, les manœuvres bourgeoises en vue d'augmenter la part du capital fixe au détriment du capital variable en pesant gravement sur les moyens de subsistance (cf. *Le Capital*, 1. II ; Editions sociales, t. 4, p. 291-294). Il y oppose les conditions communistes à celles du capitalisme, en expliquant que le capital a besoin d'une masse énorme de surpopulation latente qu'il lance au moment voulu dans des entreprises démesurées qui outrepassent même les capacités des forces productives existantes et anticipent largement sur l'avenir, *en transformant massivement du capital variable en capital fixe* par la création de branches de production nouvelles qui doivent être alimentées par le travail vivant dont les conditions s'aggravent parce que l'agriculture ne suit pas ce mouvement effréné, de sorte que la demande plus forte de moyens de subsistance a pour

élargir aisément la sphère du travail productif aux dépens de celle des produits de luxe, du travail improductif, etc. — ce qui constitue précisément le programme de la phase de la dictature du prolétariat qui généralise à tous le travail physique dans la production, en réduisant de façon draconienne les heures de travail pour permettre aux travailleurs de s'approprier les résultats de la science, de Part et de la technique, en vue, d'une part, d'accroître encore les forces productives [140] et, d'autre part, d'organiser un plan de production en fonction de besoins épanouis.

On ne peut réfuter Malthus en restant dans le cadre de l'économie mercantile — par exemple, à partir de l'économie bourgeoise classique de Ricardo, débordée par l'évolution du capital vers des formes parasitaires de rentes et de surprofits qui, dans sa phase sénile, donnent la primauté au luxe, à la dilapidation et au gaspillage.

Pourtant, la différence est grande entre la phase du capitalisme théorisée par Ricardo et celle théorisée par Malthus, puisque la première se caractérise par une économie et une épargne formidable de travail humain dans la production d'un objet utile. Cependant, les deux ont en commun que cette épargne de travail vivant se fait en vue de la production pour la production, Malthus proposant de

---

seul effet d'en faire hausser le prix *Le surtravail se trouve donc accru* aux dépens du capital variable des ouvriers par cette transformation intense de capital circulant en capital fixe.

140 Le présent recueil fait le pont entre la *Critique de l'éducation et l'enseignement*, où l'on trouve de longs textes de Marx sur la genèse de l'homme épanoui en tous sens dans les sciences, les arts et la technique productive, et l'anthologie sur *La Société communiste*, dont la loi ne sera plus celle de la valeur-travail. Ce sera le temps libre qui formera la principale richesse, puisqu'il permet d'épanouir toutes les forces productives *de l'homme*, le capital ayant développé au maximum les forces productives *mécaniques*.

Le Prolétariat révolutionnaire ne doit pas seulement lutter pour que soient versées les heures non payées de sa journée de travail. Ce temps au-delà du temps nécessaire, ce « temps libre », que se sont attribuées aujourd'hui les classes dominantes pour monopoliser « les affaires communes de la société : direction du procès de travail, administration de l'Etat et des affaires politiques, justice, science, beaux-arts, etc. », le prolétariat doit l'approprier lui-même pour s'émanciper de ses chaînes de classe, le temps libre « servant au développement complet de l'individu, ce qui agit en retour sur la force productive du travail et l'accroît » (Cf. MARX-ENGELS, *Critique de l'enseignement…* p. 7 et 179).

créer une classe de purs consommateurs pour permettre l'épanouissement maximal de la production et Ricardo d'exercer l'ascèse pour tout mettre dans les investissements — ce qui n'a plus de sens une fois que les forces productives ont atteint un essor considérable.

Quoi qu'il en soit, Marx répète sans se lasser que le capitalisme lui-même a été pendant toute une phase historique un mode de production qui a permis une augmentation inouïe des forces productives, soit une épargne et une plus grande efficacité du travail — et Engels de remarquer, par exemple : « Tant qu'un mode de production se trouve dans le cours ascendant de son développement, il est acclamé même de ceux qui sont désavantagés par le mode de distribution existant. Cela a été le cas des ouvriers anglais lors de l'apparition de la grande industrie [...]. Les protestations qui s'élèvent alors ne trouvent absolument aucun écho parmi les masses exploitées [141]. »

Marx donne des exemples spectaculaires de l'accroissement de la productivité : les machines qui travaillent le coton dans l'Angleterre de 1840 font à elles seules autant de travail que 84 millions d'artisans auparavant [142], et le nombre des machines n'a fait qu'augmenter ensuite. Ou bien : d'après A. Smith, 10 hommes fabriquaient de son temps, au moyen de la division du travail, plus de 48 000 épingles par jour. Une seule machine en fournit aujourd'hui 145 000 dans une journée de travail de Il heures. Il suffit d'une femme ou d'une jeune fille pour surveiller quatre de ces machines et produire environ 600 000 épingles par jour, plus de 3 000 000 par semaine [143]. »

Si toutes ces forces productives étaient tournées vers la satisfaction des besoins essentiels de l'humanité, on rirait des malthusiens et de leurs frayeurs. S'il n'en est pas ainsi, c'est parce que l'excès des forces productives est gâché, la surproduction engendrant la surpopulation ; parce que l'économie tourne pour satisfaire les besoins factices, le travail étant de plus en plus employé improductivement : « L'accroissement extraordinaire de la productivité dans les sphères de la grande industrie, accompagné comme il est d'une exploitation plus intense et plus

141 Cf. ENGELS, *Anti-Dühring*, in *Werke*, t. 20, p. 138. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

142 Cf. MARX, *Manuscrits de 1844*, Editions sociales, p. 19. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

143 Cf. MARX, *Le Capital*, 1. I ; Editions sociales, t. 2, p. 139.

extensive de la force de travail dans toutes les autres sphères de la production, permet d'employer progressivement une partie plus considérable de la classe ouvrière à des services improductifs [144]. » Et Marx de donner les chiffres impressionnants que voici sur la dilapidation des forces productives, d'après les statistiques anglaises de 1861 : sur quelque 20 millions, 8 millions d'individus des deux sexes et de tout âge, y compris les capitalistes, étaient employés dans la production, le commerce, la finance, etc. Sur cette masse, il y avait 1 098 261 travailleurs agricoles, et dans l'industrie (textiles, mines de charbon et de métal ainsi que dans les usines et manufactures de métal) 1 605 640 contre 1 208 648 domestiques privés et les millions d'autres improductifs.

Cette évolution s'aggrave encore dans le capitalisme sénile. Non seulement le capital dilapide une portion croissante du produit social, pour entretenir une classe sans cesse plus nombreuse de mangeurs de plus-value, mais il met encore à leur disposition des instruments productifs accrus pour des productions stériles, voire néfastes — comme celles que Marx cite dans ce contexte : les professions politiques et idéologiques « telles que gouvernement, police, clergé, magistrature, armée, savants, artistes, etc. [145] ». Mais ce n'est pas tout. Il s'y ajoute le fait proprement criminel de traiter des couches toujours plus nombreuses de prolétaires en surnuméraires, de façon transitoire ou permanente, et de transformer toujours plus d'ouvriers productifs en travailleurs de luxe ou en improductifs.

La science économique comme bêtise arrogante

Retour à la table des matières

Lorsque Marx aborde l'étude de Petty dans les Théories sur la plus-value, il remarque que la théorie de la population de Malthus amène essentiellement à la critique des professions improductives et la définition du travail productif ou, mieux, la détermination de ce qu'une société estime utile ou non de produire. Cette critique aboutit aujourd'hui à une condamnation sans appel de la société capitaliste.

---

[144] *Ibid., p.* 126 et 127.
[145] Ibid., p. 126.

Pour établir ces critères de jugement économique et social, il convient d'établir, pour tel système de production et de distribution, une sorte d'étalon qui mesure le travail nécessaire pour obtenir un certain effet utile ou pour satisfaire un besoin donné. Sans risque de se tromper, on peut dire que le gaspillage porte sur neuf dixièmes des forces productives dans l'actuel capitalisme sénile. Autrement dit, on pourrait atteindre le même effet utile avec le dixième des forces productives utilisées, en changeant de rapports de production — ce qui amènerait encore bien d'autres économies de travail et de matière, à quoi se résout en fin de compte l'accroissement de la productivité. C'est de telles révolutions dans l'efficacité du travail que résulte la nécessité d'un mode de production nouveau.

L'économiste moderne, lavé dans les mille eaux du mercantilisme, objectera que rien n'est plus vague et imprécis que l'utile et l'inutile, le nécessaire et le luxe, que la gamme des besoins humains est si infinie et changeante, que tout est si relatif et si complexe… que l'on ne peut rien en dire avec certitude. Allez donc savoir ! Il faut être bien naïf et ingénu pour affirmer quelque chose en la matière. L'étude et la spécialisation nous ont appris que le verre d'eau devient plus précieux que l'or dans le désert, puis se dévalorise complètement lorsqu'on n'a plus soif.

Il n'empêche que l'économiste a un sens aigu pour déterminer ce qui est utile aux classes dominantes, ce qui ne convient pas aux classes inférieures, et on peut être assuré qu'il n'est jamais à court de trucs pour relancer la consommation… rentable.

Dans son chapitre sur le travail productif et improductif du Chapitre inédit du « Capital », Marx explique la conception qui fleurit dans le capitalisme sénile : « Il faut tout l'esprit borné du bourgeois qui considère la forme capitaliste comme la forme absolue de la production, et donc sa forme naturelle, pour confondre ce qui est travail productif et ouvrier productif du point de vue du capital avec ce qui est travail productif en général, de sorte qu'il se satisfait de cette tautologie : est productif tout travail qui produit en général, c'est-à-dire qui aboutit à un produit ou valeur d'usage quelconque, voire à un résultat quel qu'il soit » (p. 225-226).

À ces apologistes purs et simples de la forme capitaliste, dit Marx, « il faut alors préférer des gens comme Malthus qui proclament ouvertement la nécessité et l'utilité des travailleurs improductifs et des parasites purs et simples [146]. »

En effet, Malthus ne pouvait pas ne pas reprendre cette distinction — ne fût-ce que pour la tronquer au profit de ses chères classes rentières. Cette distinction avait servi de cheval de bataille aux économistes classiques pour dénoncer le gaspillage et l'impéritie du mode de production féodal et prôner la supériorité de l'économie bourgeoise. Ainsi avait-elle condamné, comme Marx le rapporte dans le même texte, en termes très vifs toute la catégorie innombrable des professions idéologiques et politiques au sein de l'Etat de classe : « La grande masse des travailleurs prétendument “supérieurs” — fonctionnaires de l'Etat, militaires, artistes, médecins, prêtres, juges, avocats, etc., qui ne sont pas seulement improductifs, mais encore foncièrement destructifs, et savent néanmoins s'approprier une grande partie de la richesse matérielle — n'était pas flattée de se voir reléguée, du point de vue économique, dans la même classe que les bouffons et les domestiques et d'être considérée comme des co-consommateurs et parasites vivant aux dépens des véritables producteurs. » Et Marx de montrer comment la bourgeoisie, devenue conservatrice, se met à son tour « à magnifier et justifier n'importe quelle sphère d'activité, en montrant qu'elle est “en relation” avec la production matérielle, qu'elle en est le moyen [147] ».

---

[146] Nous n'avons pas repris ce texte fondamental. Il est reproduit dans MARX-ENGELS, *Critique de l'éducation et de l'enseignement, p.* 172-175. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

[147] Dans le même texte, Marx souligne que le terme de « productif » n'est pas seulement utilisé pour déterminer une activité créatrice (de plus-value), soit au sens économique, mais surtout au sens « social » de justification et de valorisation d'une activité. Certes, toutes les activités improductives ne sont pas inutiles, pas plus que toutes les activités productives ne sont utiles, surtout dans leur détermination économique bourgeoise. Cependant, la distinction classique entre valeur d'échange et valeur d'usage d'une marchandise est un critère précieux pour déterminer si un travail est productif ou improductif — ce dernier ne créant pas de valeur d'usage, d'utilité. Au reste, point n'est besoin de déterminer exactement ce que produira la société communiste pour savoir que la valeur d'échange l'emporte de plus en plus sur la valeur d'usage dans la production capitaliste — ce qui ne sera plus le cas dans la production communiste, puisque le mercantilisme et la valeur d'échange y seront éliminés.

Il saute aux yeux qu'en la matière il n'existe qu'un point de vue de parti pour juger de ce qui est utile ou inutile — celui de la bourgeoisie, révolutionnaire ou conservatrice, soit celui du mode de production capitaliste, ou celui du prolétariat révolutionnaire qui est celui du mode de production socialiste. Il convient d'ajouter que ce dernier point de vue correspond à une vision progressive et se base sur des critères d'appréciation scientifiques, alors que le point de vue bourgeois est celui du passé suranné et se fonde sur la valeur d'échange, l'argent, le profit, et non sur la valeur d'usage.

En somme, nous préférons le point de vue de la ménagère, dont Lénine voulait faire le ministre de l'Economie prolétarienne, au professeur d'économie, chef de gouvernement bourgeois.

Petite liste non exhaustive

Retour à la table des matières

Les critères pour juger du caractère productif ou improductif d'un travail sont éminemment historiques et liés à l'essor déterminé des forces productives. Notre petit schéma partira donc du niveau du capitalisme développé de nos jours. Dans ce travail qui n'est pas académique ni personnel, mais de parti, il ne s'agit pas de traiter le sujet de manière exhaustive, d'« épuiser la question ». La praxis révolutionnaire s'en chargera, sous la pression non pas des idées, mais de la crise convulsive du capital. Il nous suffira ici, sur le papier, de procéder selon la méthode marxiste qui est productive, en donnant l'essentiel et en fournissant la solution aux questions qui se posent — pour nous, de dresser, à partir de la réalité horrible du capitalisme en décomposition délétère, une petite liste, toujours susceptible d'être complétée, mais suffisante pour condamner un mode de production qui est devenu destructeur et gaspille plus de richesses qu'il n'en crée [23], d'une

23. Les millions dansent devant nous et l'on se frotte les yeux, presque incapables de croire à l'ampleur des catastrophes que nous prépare le capitalisme. Ainsi lit-on dans *Le Monde* du 13-10-1976 sur « Les Déserts faits par l'homme » : « Les terres émergées ont une superficie de 150 millions de km^2. Sur ce total, 50 millions de km^2, au maximum, sont cultivables : 13 ou 14 millions sont réellement cultivés, ALORS QU'EN QUELQUES DÉCENNIES 10 MILLIONS DE KILOMÈTRES CARRÉS ONT ÉTÉ PLUS OU MOINS STÉRILISÉS PAR LA

économie devenue désormais gravement antisociale, qu'il faut renverser, ce dont on ne convaincra jamais un bourgeois.

À tout seigneur tout honneur : comme il faut commencer par abattre et briser l'appareil d'Etat bourgeois avant d'ériger la dictature du travail qui renversera le cours honteux pris par l'humanité et sa production, mettons en tête de liste la série d'activités, que nous avons déjà vu dénoncées par les économistes bourgeois classiques comme étant « non seulement improductives, mais foncièrement destructives » dans une société civile — celles qui s'effectuent dans les superstructures politiques, juridiques et idéologiques liées plus ou moins directement à l'Etat [148], soit des millions de « postes de travail » dans l'actuelle France : ce qui est vrai de l'Etat féodal suranné l'est aussi de l'éléphantesque Etat capitaliste actuel.

Si l'on nous objectait que nous érigerions aussi un Etat de la dictature du prolétariat, nous répondrions ce que Marx a dit de la Commune : d'abord, comme tout Etat révolutionnaire, ce sera un Etat « bon marché », selon J'expression dA. Smith ; ensuite, que notre Etat dépérira au fur et à mesure que s'instaureront des rapports communistes.

On notera que parfois Marx-Engels nuancent l'épithète de « travail improductif » : ici, en l'outrant au sens de nuisible, destructif, parasitaire, antisocial ou superflu ; là, en tenant compte aussi du fait qu'un certain nombre d'activités improductives sont parfois nécessaires à une activité productive déterminée. Ainsi le travail associé élargit-il cette notion : « Pour travailler productivement, il n'est plus nécessaire de mettre soi-même la main à l'œuvre ; il suffit d'être l'un des organes du travailleur collectif, de réaliser l'une de ses sous-fonctions [149]. » Mais ces cas particuliers, hybrides ou contingents, ne changent rien à la définition fondamentale, scientifique. On ne peut les utiliser pour brouiller ce qui est essentiel et bien établi. On ne saurait, en tant que marxiste, les étendre, par exemple, aux

---

FAUTE DE L'HOMME. » (Incorrigibles malthusiens, ces écologistes qui ne voient jamais la faute où elle se trouve — chez le capital, bien sûr —, ni les remèdes là où ils sont : la lutte révolutionnaire pour le renverser.)

148 Cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, in *Werke*, 26/1 ; passage cité, p. 159. Il s'agit en gros des mêmes activités « politiques et idéologiques » que nous avons énumérées p. 158 à partir du *Capital*.

149 Cf. MARX, *Le Capital*, in *Werke*, t. 23, p. 531. La traduction classique de Roy des Editions sociales reproduit par « remplir une fonction quelconque » ce que nous avons traduit par « réaliser l'une de ses sous-fonctions ».

activités de l'Etat d'une société devenue conservatrice, sous prétexte que les travailleurs ne pourraient produire, s'ils n'étaient pas assurés de le faire en toute sécurité.

Chaque mode de production implique des activités qui ne sont pas directement productives ; en fait, elles varient complètement d'un mode à l'autre et, à l'intérieur de chacun deux, selon son âge. Il saute aux yeux que ces activités improductives sont nombreuses dans les sociétés de classe mercantiles, où la valeur d'échange l'emporte sur la valeur d'usage [150]. En revanche, il est clair que l'utile, dans un sens qui peut devenir très large selon le développement des forces productives, aura une base infiniment plus solide dans une société communiste qui aura aboli la valeur d'échange et ne maintiendra plus que le critère de la valeur d'usage.

L'une des grandes sphères d'activité improductive est dans l'actuel capitalisme celle de la circulation mercantile. J. St. Mill l'appelle « le prix nécessaire de la division du travail » et Marx « faux frais inhérents à la production capitaliste ». Cette circulation doit être distinguée des transports nécessaires à la production et à la consommation [151]. Elle disparaît dans le communisme, ce qui élimine encore — depuis le banquier jusqu'au boutiquier — des « postes de travail » innombrables [152] : « S'ils travaillaient sous le régime de la propriété collective, ils n'effectueraient aucun échange ; ils consommeraient en commun, si bien que les frais d'échange disparaîtraient. […] L'activité commerciale et surtout le commer-

---

150 Marx montre cependant que, *par rapport au féodalisme*, l'introduction de la valeur d'échange dans la production a permis un essor considérable des forces productives en rendant « productifs », c'est-à-dire *profitables*, des travaux qui auparavant ne se faisaient qu'en déduction de la richesse nationale. Ainsi le budget de l'Etat de Louis XIV était-il diminué lorsqu'il commandait une route, alors que la construction d'une ligne de chemin de fer est hautement profitable, puisqu'elle sert à faire des profits, les usagers en payant les frais (cf. MARX, *Grundrisse*, t. 3, p. 33-56).

151 Encore influe-t-elle grandement sur celle-ci, et Engels cite des cas où la spéculation mercantile a fait décupler la longueur des transports (cf. c Discours d'Elberfeld », *Utopisme et Communauté de l'avenir, p.* 31-33).

152 A partir de 1967, soit quelques années après les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale, on a constaté en France aussi que désormais les *frais de circulation* dépassaient en moyenne les *frais de production*, non seulement Pour les denrées agricoles, mais encore les produits manufacturés.

ce d'argent sont de purs et simples faux frais de production du capital, dans la mesure où ils représentent des opérations de la circulation proprement dite [153]. »

Etant donné que cet immense secteur ne crée pas de plus-value, mais « représente une déduction sur la valeur déjà créée » (ibid.), comment Messieurs les Çapitalistes font-ils pour y « extorquer du profit » à leurs employés (qui ne sont ni productifs ni créateurs de plus-value pour autant) ? Ils leur rapportent « en contribuant à diminuer les frais de réalisation de la plus-value, dans la mesure où ils effectuent un travail en partie non payé [154] » ou, en d'autres termes, a en réduisant les déductions à opérer sur les valeurs produites [155] ».

Considérons maintenant le capitaliste. Dans le même passage des Grundrisse, Marx répète que « le temps du capitaliste est du temps superflu, temps de non-travail, temps non créateur de valeur, bien que ce soit le capital qui réalise la valeur produite » (p. 222). Cependant, d'un point de vue indirect et non actif, « le capitaliste remplit une fonction productive, qui consiste à diriger et à exploiter le travail productif. Contrairement à ceux qui l'aident à manger la plus-value, il fait partie de la classe productive par excellence, bien qu'il ne soit pas dans un rapport immédiat et actif avec la production [156] ».

En somme, le capitaliste est productif non parce qu'il participe au travail dans la production, mais du fait que, par la violence politique, il a substitué au mode féodal et artisanal de produire le mode infiniment plus fécond du capital et qu'il assure, par sa violence économique, l'exploitation du travail et l'extorsion de la plus-value [157]. Marx fait de la sorte aussi la distinction entre productif au sens économique et au sens social (politique) pour le prolétariat qu'il définit comme

---

153 Cf. MARX, *Grundrisse*, 10/18, t. 3, p. 220.

154 Cf. MARX, *Le Capital*, 1. III, in *Werke*, t. 25, p. 311.

155 Cf. MARX, *Grundrisse*, t. 3, p. 221.

156 Cf. MARX, Un chapitre inédit du « Capital », 10/18, p. 240. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

157 « La productivité du capital consiste, d'abord, même si l'on ne considère que la subsomption formelle du travail sous le capital, en la *contrainte au surtravail*, au travail qui dépasse la nécessité immédiate ; cette contrainte, le mode de production capitaliste la partage avec le mode de production antérieur, MAIS IL L'EXERCE D'UNE MANIÈRE PLUS FAVORABLE À LA PRODUCTION » (cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, livre IV du *Capital*, t. 1 ; Editions sociales, p. 456).

productif du point de vue économique ET social (du fait qu'il est porteur d'un mode de production supérieur) : « De tous les instruments de production, le plus grand pouvoir productif, c'est la classe révolutionnaire elle-même [158]. »

Cependant, cette fonction de commandant de l'économie qu'assure le capitaliste cesse bientôt d'être exercée par le bourgeois et « passe aux mains d'agents rémunérés, cependant que le capitaliste continue d'empocher sous forme de dividendes la rémunération pour des fonctions qu'il a cesse d'exercer depuis longtemps [159] ». Mais, dit Engels, ce « capitaliste retraité » se met « à spéculer à cœur-joie dans les temples de Mammon » : alors son « existence n'est plus seulement superflue, mais encore ouvertement nuisible » (ibid.).

En ce qui concerne les propriétaires fonciers qui empochent la rente chère à Malthus, le pronostic est bref et sans appel : « C'est une classe INUTILE sur le plan économique, alors qu'elle est devenue un CANCER qui ronge l'Irlande et l'Ecosse » (ibid., p. 37), et Engels d'ajouter que l'aristocratie terrienne de la métropole britannique suivra bientôt la même voie.

---

158 Cf. MARX, *Misère de la philosophie*, Editions sociales, p. 178. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

159 Cf. ENGELS, « Classes nécessaires et superflues », trad. fr. in MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, t. 2, p. 37-41. Et Engels ajoute : « Ainsi, à l'avenir, le capitaliste ne pourra plus justifier son profit comme “salaire de direction et de contrôle”, car il ne dirige et ne contrôle plus rien. Souvenons-nous-en quand les défenseurs du capital nous écorchent les oreilles avec cette phrase creuse ! » (p. 40.)
Les fonctions de surveillance et de commandement qui semblent justifier le profit de l'entrepreneur comme « salaire de direction » cessent bientôt en général d'être exercées par le capitaliste, et le sont par les salariés ; de la sorte l'évolution écarte un prétexte à arguties : « Le travail de surveillance et de direction apparaît nécessairement toutes les fois que le procès de production immédiat prend la forme d'un procès socialement combiné et qu'il n'est pas le travail isolé de producteurs indépendants » (MARX, *Le Capital*, 1. III ; Editions sociales, t. 7, p. 48). Et Marx de souligner que cette fonction à un double rôle sous le capitalisme : surveiller et combiner le travail qui se fait en association — ce qui correspond à la valeur d'usage — et assurer le procès d'exploitation — ce qui correspond à la valeur d'échange.

Et puis les classes hybrides

Retour à la table des matières

En ce qui concerne les artisans et les petits paysans qui disposent de leurs instruments de travail parcellaires de l'époque féodale, Marx dit qu'« ils n'entrent ni dans la catégorie des travailleurs productifs ni dans celle des travailleurs improductifs, bien qu'ils soient des producteurs de marchandises, car leur production n'est pas subsumée sous le mode de production capitaliste [160] ». A priori, cela ne préjuge en rien de l'utilité ou non de leurs travaux. Cependant, si ces travailleurs parcellaires, de même que les petits boutiquiers, survivent aussi nombreux et longtemps, avec leurs moyens de production d'un autre âge, donc dérisoires aujourd'hui, c'est essentiellement pour trois raisons : 1) le capital ne parvient pas à répartir également dans toutes les branches de production une même composition organique ou technique qui donnerait au travail une productivité moyenne élevée. Partout, la houe la plus archaïque coexiste avec les machines agricoles les plus perfectionnées, comme il apparaît en Russie dans les kolkhozes où l'entreprise moderne coexiste avec le lopin de terre privé ; 2) ces métiers d'un autre âge pourvoient à certains besoins qui sont d'autant plus nombreux que la population est éparpillée très irrégulièrement sur le territoire, du fait de l'opposition entre industrie et agriculture, ville et campagne, travail intellectuel (ou sédentaire) et travail manuel, et 3) parce que le capitalisme laisse subsister, en face de la production socialisée, la sphère d'appropriation et de distribution parcellaire privée. Prenons l'exemple de la famille. Celle-ci suscite un double gaspillage de forces productives : elle utilise des producteurs parcellaires qui travaillent au-dessous de la productivité moyenne et elle applique des produits SOCIAUX de la grande industrie à une unité économique parcellaire — machines à laver, à coudre, à tricoter, télés, frigos, congélateurs, appareils de climatisation et de chauffage sophistiqués, motos, automobiles, etc. Cette dilapidation de forces productives est infiniment supérieure à celle que l'on constate dans l'armement. A mesure que l'on passe de l'industrie socialement organisée à l'agriculture, au commerce, à la distribution et

---

[160] Cf. MARX, *Théories sur la plus-value,* Editions sociales, t. 1, p. 476.

au home familial, bastion de la sphère de l'appropriation privée, le travail se parcellarise et son rendement baisse.

Le communisme supprimera ce gâchis en même temps que cette sphère privée de production et de consommation, en attaquant à la racine l'idéal de vie qui gangrène aujourd'hui toutes les couches de la société capitaliste développée. D'ores et déjà, on constate que le style de vie bourgeois aggravé par la prospérité de la société de consommation fait que l'augmentation du revenu monétaire et mercantile ne détermine pas une amélioration du régime alimentaire et physiologique de la collectivité, mais une corruption et une dégénérescence qui multiplie les pathologies. Si l'on veut le communisme, il faut établir un module de traitement de l'homme social, même comme organisme physique, et avant tout comme organisme physique. Il est honteux de chanter victoire — comme le font les Russes — quand on a choisi ce modèle en Amérique, dans la pourriture de la dégénérescence bourgeoise, qu'il ne faut pas traiter avec une plate imitation, mais avec le fer et le feu de la dictature sur la nourriture, le logement et les idées.

Les professions sublimes

Retour à la table des matières

Marx cite, par ailleurs, de nombreux autres métiers, voues à être des services improductifs, parce qu'ils ne peuvent être pratiqués vraiment par des travailleurs productifs salariés pour des raisons objectives ou idéologiques (du fait de la « demande » dictée par les besoins bourgeois). Marx étudie ces métiers parmi « les manifestations du capitalisme dans le domaine de la production non matérielle [161] ». Leur marchandise peut être séparée parfois de leur auteur : livres, tableaux, sculptures ; parfois, elle ne le peut que difficilement : artistes, exécutants, orateurs, acteurs, enseignants, médecins, prêtres, etc. Pour les exploiter de manière capitaliste, la technique et l'art modernes s'évertuent à dissocier les deux, à fixer et à retenir le produit de l'homme de l'art — par exemple, dans les disques, le film du cinéma et de la télévision, l'audio-visuel.

161 *Ibid*., p. 479-480.

En général, avec le capital, l'art et la pensée se dégradent, parce qu'ils se monnaient. La sélection féroce qui écarte tous les esprits originaux suscite le culte de la vedette qui parodie et copie toutes les œuvres et tous les artistes du passé et du présent qu'elle tue en les avilissant, tandis qu'elle déprave le goût du grand public. L'art dès lors frelaté se décompose rapidement. C'est seulement lorsque les masses se seront approprié le temps libre — base de tout art et de toute création — et que seront éliminés les professionnels et les spécialistes (vénaux par définition) que l'on peut s'attendre à un épanouissement de la création et du goût du beau [162].

Lorsqu'on a la mauvaise idée d'ouvrir aujourd'hui un poste de radio ou de télévision, on se fait arroser prestement d'un flot de merde, mélange de publicité mercantile et de politique honteuse préparé par des lèche-culs stipendiés.

Il est symptomatique de la « civilisation capitaliste » que, à l'instar du capital qui se sent mal à l'aise dans la production des moyens de subsistance qui sont indispensables pour l'homme — l'agriculture essentiellement —, le capital traite comme un luxe les arts, la science et les lettres et ne parvient pas à les adapter à son type d'exploitation. Il les range ou bien dans les services improductifs, ou bien parmi les activités « qui enrichissent les entrepreneurs de théâtre ou d'établissements de distraction [163] ».

En ce qui concerne les services en général, Marx remarque : « Ici, l'argent et le travail ne s'échangent l'un contre l'autre que comme marchandises. Au lieu que cet échange produise dans ce cas du capital, il est une dépense de revenu [164]. »

« Toutes les fois que le travail est acheté pour être employé comme valeur d'usage à titre de service — et non pas comme facteur vivant, échangé contre le capital variable en vue d'être incorporé au procès de production capitaliste —, il n'est pas productif. Dans ce cas, en effet, le travail est consommé pour sa valeur d'usage et ne crée donc pas de valeurs d'échange. N'étant pas consommé de manière productive, c'est du travail improductif. Le capitaliste ne lui fait pas face comme capitaliste représentant le capital, puisqu'il échange son argent sous forme

---

162 Cf. MARX-Engels, Critique de l'éducation et de l'enseignement, P.C.M., p. 22-27. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

163 Cf. MARX, Théories sur la plus-value, loc. cit., p. 476.

164 Cf. MARX, Théories sur la plus-value, p. 476.

de revenu, et non de capital, contre du travail [165]. » Bref, l'argent opère ici comme moyen de circulation, non comme capital.

Les enseignants payés par l'Etat vivent ainsi de la plus-value déjà créée et épongée sous forme d'impôts. Mais même les enseignants dans les établissements privés, « bien qu'ils ne soient pas des travailleurs productifs vis-à-vis des élèves, le sont vis-à-vis des entrepreneurs [166] » (qu'ils enrichissent).

Mais, ajoute Marx, « tous ces phénomènes de la production capitaliste dans ce domaine sont si insignifiants, comparés à l'ensemble de la production, qu'on peut les laisser totalement de côté ».

Pillage des ouvriers productifs

Retour à la table des matières

Le patron d'un travailleur peut s'enrichir sans que celui-ci crée de la plus-value, l'opération portant sur du revenu, de la plus-value déjà créée, et le patron s'enrichissant des heures non payées au prestateur de service, mais payées par la clientèle qui dépense ses revenus. En somme, l'affaire n'enrichit pas la société, dont la plus-value créée passe simplement dans la poche d'un autre entrepreneur privé.

C'est la circulation, et non la production, qui permet à ces travaux d'être productifs de richesse pour le patron particulier, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de créa-

165 Cf. MARX, *Un chapitre inédit du* « Capital », p. 228. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

166 Cf. MARX, *Théories sur la plus-value*, p. 480.
On peut admettre que les enseignants ne sont pas des travailleurs productifs *vis-à-vis des élèves*, parce qu'ils transmettent « les idées dominantes qui sont celles des classes dominantes » et que le travailleur productif — mais non le capital — est séparé et privé de la science, de l'art et du savoir — ce qui entrave gravement la force productive de la source de toute richesse, la force de travail vivante (cf. les chapitres « Science, force du capital », « La Science, étrangère à l'ouvrier jusque dans la production », « La Science, instrument d'oppression de classe » (p. 158-164) et « La Condition de l'épanouissement de l'homme » (p. 178-180), in MARX-ENGELS, *Critique de l'éducation.*

tion de richesse supplémentaire par ces sortes de travailleurs : nous sommes dans la sphère chère à Malthus.

Certaines activités développées par les travailleurs parcellaires ou ceux dont la marchandise ne peut que difficilement se séparer de leur auteur sont utiles du point de vue de leur valeur d'usage — encore qu'il faille faire de graves réserves même pour ceux qui paraissent le plus indispensable dans la société actuelle — celle des médecins, par exemple, étant donné qu'ils « produisent à la fois la santé et la maladie », sans arrêter la progression selon une série géométrique, pour parler le langage de Malthus, des pathologies que suscite le système de vie de la société bourgeoise [167].

Il ne fait pas de doute que l'homme de la société communiste non mercantile aura des besoins tout différents — et n'aura plus besoin de l'art pratiqué dans les sociétés vénales. Cela ne veut pas dire qu'il n'aura pas de besoins — il n'en aura pas au sens bourgeois, mais d'autant plus au sens humain et collectif.

Marx affirme que les innombrables professions liées de près ou de loin aux exigences mercantiles du capitalisme seront purement et simplement supprimées. C'est du « travail double », parfaitement inutile du point de vue de la valeur d'usage. Les patrons de ces employés, par le biais des heures non payées, détournent une part de la plus-value créée uniquement par les ouvriers productifs, lorsque le capital productif fait appel au service de ces « tertiaires » — ce qui est inévitable, étant donné les rapports mercantiles qui entourent de toute part le capital. Le procédé vaut d'être souligné, parce qu'il est caractéristique de toutes les sphères où s'activent les classes moyennes — qu'elles soient salariées ou non. Une petite citation pour l'illustrer : « Si le travail non payé de l'ouvrier crée directement la plus-value pour le capital productif, le travail non payé au salarié commercial procure au capital commercial une participation à cette plus-value [168]. »

En somme, toutes ces professions improductives pèsent, plus ou moins directement, sur le travail productif :

---

167 En 1976, la France a dépensé près de 120 milliards pour se soigner, deux fois plus que pour l'éducation nationale. Question complémentaire : combien a-t-on dépensé, pour rendre les gens malades à ce point ?

168 Cf. MARX, *Le Capital,* 1. III, in *Werke,* t. 25, p. 305.

« Ce qui caractérise tous les travaux improductifs, c'est que — comme pour l'achat de toutes les autres marchandises en vue de la consommation — je n'en dispose que DANS LA MESURE OU J'EXPLOITE DES TRAVAILLEURS PRODUCTIFS. C'est pourquoi, de toutes les personnes, c'est le travailleur productif qui a le moins de possibilités de commander sur les prestations de service des travailleurs improductifs, bien qu'il ait le plus à payer pour les services non volontaires (Etat, impôts). Mais, d'autre part, mon pouvoir d'employer des travailleurs productifs ne croît nullement dans la mesure où j'emploie des travailleurs improductifs : au contraire, il décroît dans la même mesure [169] », puisque ceux-ci ne créent pas de plus-value, mais mangent celle dont disposent les travailleurs productifs.

Au cœur de la question

Retour à la table des matières

La méthode matérialiste de Marx permet de définir clairement les catégories sociales. Les classes dirigeantes et les couches moyennes, leur appendice, sont rattachées au revenu issu de la plus-value et elles consomment les produits de la section de luxe, sans parler de ce qu'elles écrèment la section fondamentale des moyens de subsistance. Or, les ouvriers — économiquement liés au capital variable — sont les créateurs de toute la richesse de la société (plus-value) et consomment normalement les moyens de subsistance : « Le capital variable n'est qu'une forme historique particulière du fonds des moyens de subsistance ou fonds du travail dont l'ouvrier a besoin pour se maintenir lui-même en vie et se reproduire, et qu'il doit, dans tous les modes de production sociaux, produire et reproduire lui-même [170]. »

Pour voir clairement, comme le dit Marx, la primauté de la section des moyens de subsistance parce que source de toutes les autres productions, il faut considérer le procès de la reproduction globale de la richesse et ne pas limiter son champ de vision à l'entreprise particulière. « Les faits changent d'aspect, si l'on envisage non plus le capitaliste et l'ouvrier individuels, mais toute la classe des capitalistes et celle des ouvriers, non plus les procès de production isolés de mar-

---

[169] Cf. MARX, Théories sur la plus-value, in Werke, 2611, p. 381.

[170] Cf. MARX, *Le Capital,* 1. I, in *Werke,* t. 23, p. 593.

chandises, mais le procès de production capitaliste dans son flux et dans son extension à la société. On voit alors que, quand le capitaliste convertit une fraction de son capital en force de travail, il valorise du même coup tout son capital. Il fait d'une pierre deux coups. Il profite non seulement de ce qu'il reçoit de l'ouvrier, mais encore de ce qu'il lui donne [171]. »

Le secret, bien dissimulé par la production capitaliste qui implique bourgeois et propriétaires fonciers exploitant de concert les ouvriers, c'est que la consommation de l'ouvrier n'est pas productive pour lui, mais l'est à plusieurs titres pour le capital [172]. Les profits sur les moyens de subsistance (qui sont le contenu matériel du capital variable ou salaire) sont de trois ordres : 1. le capitaliste extorque une plus-value aux ouvriers qui les produisent ; 2. il leur vend ces produits majorés de la rente foncière (qui frappe les produits agricoles, les loyers, etc.), 3. à partir du capital variable nourrissant les ouvriers, ceux-ci produisent la plus-value dans toutes les autres sphères (production des moyens de production et produits de luxe). En somme : toute la valeur vient du capital variable (force de travail vivante, ou moyens de subsistance), c'est la source de toutes les richesses : cf. infra, p. 242.

Dans le secteur des produits de luxe, le capital extorque de la plus-value au capital variable à raison des heures non payées aux ouvriers, mais leur produit est purement et simplement détruit dans la « consommation » et ne sert donc pas à la reproduction du capital. La section de production des moyens de production est moins « productive » que celle des moyens de subsistance, puisque son produit entre dans la reproduction (les autres sphères de production) simplement comme capital constant qui répercute sa valeur dans le produit, la valeur additionnelle ne provenant que de la force de travail vivante si l'on considère le procès d'ensemble. Telle est la clé pour le difficile texte de Marx sur la critique de la loi de la valeur de Malthus que nous avons reproduit en conclusion de ce recueil (p. 243-301).

---

171 *Ibid*., p. 597.

172 Marx souligne même que certains capitalistes n'ont pas manqué de tirer parti de cette constatation, en forçant leurs ouvriers des mines à prendre « une nourriture plus substantielle à la place de celle qui le serait moins » (cf. *Le Capital*, 1. I, in *Werke,* t. 23, p. 598).

L'unité de la classe ouvrière se soude doublement : 1. dans toutes les sections de la production sociale, le capital lui extorque de la plus-value, mais avec des effets variables, comme on l'a vu, 2. en consommant leurs moyens de subsistance, les ouvriers supportent une surcharge (rente). On sait que le niveau du salaire ne se fixe pas en fonction de la productivité ou de la valeur du produit du travail de l'ouvrier, comme le suggère le salaire aux pièces, mais par la somme nécessaire à produire ou à reproduire la force de travail, soit par la valeur des moyens de subsistance.

La rente qui grève les produits en provenance de la terre — la surcharge des prix chère à Malthus — ne provient donc pas uniquement du surtravail extorqué aux salariés agricoles. Tous les salariés de l'agriculture et de l'industrie productive ou non voient une partie de leur surtravail Passer aux propriétaires fonciers, lorsqu'ils paient leurs moyens de subsistance plus cher. Il s'agit donc d'un véritable transfert de plus-value à l'échelle de la société au profit des rentiers. Cela peut prendre la forme des fameuses subventions qui passent de l'industrie à l'agriculture soit pour « soutenir » les prix, stocker (pour vendre plus cher ensuite), soit pour procurer à la paysannerie à bon marché des machines, des engrais, ou gratuitement des installations collectives, routes, écoles, canaux, relais de télévision, etc. etc.

Le colonialisme et l'expansion impérialiste s'inscrivent également dans ce mouvement de la rente, puisqu'en gagnant des terres nouvelles la grande propriété s'accroit et que les pays dépendants fournissent alors matières premières et moyens de subsistance aux métropoles industrielles. C'est là que s'est nouée en deux temps l'alliance, fatale à Ricardo, entre bourgeois industriels et propriétaires fonciers : 1. le formidable accroissement de la force de travail à l'aube capitaliste a permis une baisse considérable des frais de production des moyens de subsistance qui a rendu caduque les exploitations naines des petits paysans parcellaires, ainsi ruinés et expropriés, avec l'effet de créer la grande propriété foncière capitaliste. L'extension outre-mer de la grande agriculture a permis de coloniser des continents entiers avec ce résultat fondamental : taire baisser le prix des moyens de subsistance et donc les salaires — ce qui eut pour effet de lancer la grande industrie en Angleterre au milieu du siècle dernier (cf. infra, p. 98, 100, 188 et 219). De fait, les statistiques indiquent que les prix ont baissé des deux tiers de 1810 à 1867. 2. La grande propriété foncière étant ainsi créée sur une base capitaliste, les

classes dominantes utilisent une autre tactique pour, faire baisser les salaires et gonfler leurs revenus : augmenter le prix des moyens de subsistance, et diminuer par là le pouvoir d'achat réel des ouvriers, tout en laissant intact leur montant monétaire, alors purement nominal. Avec cette surcharge, se développe l'industrie de luxe pour les classes parasitaires chères à Malthus. De la sorte, deux politiques des salaires, apparemment contraires, aboutissent également à faire baisser la valeur de la force de travail (bas salaire nominal avec bas prix des moyens de subsistance, mais moins bas que les salaires ; salaire nominal élevé, mais prix encore plus élevé des moyens de subsistance) [173]. La première politique permet de lancer la grande industrie, et la seconde de faire vivre grassement les classes dominantes et leurs appendices dans le capitalisme sénile.

Comme notre parti n'a cessé de le répéter, la clé pour comprendre le mécanisme du capital, du chômage, du paupérisme et de la faim dans le monde est la question agraire [174], le capitalisme se définissant fondamentalement comme une révolution partielle, agraire, qui aboutit à une catastrophe, à une nouvelle révolution qui abolira l'opposition entre industrie et agriculture, entre ville et campagne, entre l'homme et la nature, en éliminant la production mercantile qui permet le profit aussi bien que la rente.

Mais finissons-en avec la petite liste des activités et productions à éliminer sous le communisme.

---

173 Cette baisse continuelle ne signifie aucunement que nous niions qu'une certaine aristocratie ouvrière ne peut acheter plus d'objets qu'autrefois. Elle démontre simplement que le capital et la rente peuvent opérer des ponctions effroyables sur la carcasse de l'ouvrier, dont la productivité a augmenté de façon inimaginable là où les moyens techniques sont concentrés. Au chapitre 16 du Livre II du *Capital*, Marx parle d'un taux de plus-value, non pas de 100 %, soit 100 de salaire pour 100 de profit, mais de 1 000 pour 100 — dans l'industrie, bien sûr.

174 Cf. *Les Fils du temps*, n[os] 2, 6 et 7, consacrés à « Marxisme et Question agraire ».

La production de luxe

Retour à la table des matières

Comme Marx le montre dans Le Capital (1. II ; Editions sociales, t. 5, p. 49-64), sur les secteurs I et II de la production capitaliste, les ouvriers peuvent parfois participer à la consommation d'articles de luxe, de même que les classes dominantes contribuent largement à la consommation des moyens de subsistance. De ce fait, il s'établit une frange de production et de consommation entre les classes, et le moyen de corrompre une fraction de la classe des travailleurs — l'aristocratie ouvrière.

Mais, si étendus que puissent être ces phénomènes pour la classe ouvrière de certains pays, à certaines époques transitoires, on ne peut en faire la règle générale qui changerait la définition même des classes — et les malthusiens sont là pour nous rappeler que la paupérisation est plus importante que la diffusion de la richesse.

En conséquence, Marx définit la production de luxe comme n'entrant pas dans la force de travail des ouvriers pour la conserver, l'accroître et la développer : « Par produit de luxe, il faut entendre ici toute production qui n'entre pas dans la reproduction de la force de travail [175] » ; elle est donc stérile.

Ainsi, comme nous l'avons vu, c'est toujours le travail productif qui est la base fondamentale, parce que la mesure à partir de laquelle la production de luxe peut s'effectuer : « L'économie politique courante est incapable de dire quoi que ce soit de sensé — même du point de vue capitaliste — sur les limites de la production de luxe. Cependant, la question devient très simple, si l'on analyse correctement les éléments du procès de reproduction. Du point de vue capitaliste, le luxe devient condamnable dès lors que le procès de reproduction — ou son progrès exigé par la simple progression naturelle de la population — trouve un frein dans l'application disproportionnée de TRAVAIL PRODUCTIF À LA CRÉATION D'ARTICLES

---

175 Cf. MARX, *Le Capital,* 1. III, in *Werke,* t. 25, p. 116.

QUI NE SERVENT PAS À LA REPRODUCTION, de sorte qu'il y a reproduction insuffisante des moyens de subsistance et des moyens de production nécessaires [176].

Marx poursuit en disant que le travailleur de luxe crée de la plus-value pour son patron, bien qu'il ne contribue pas à augmenter les forces productives de la société. Cependant, par le mécanisme du mercantilisme qui fait que, si l'on échange un objet de luxe contre des denrées alimentaires, c'est comme si l'on avait produit soi-même des moyens de subsistance, le capitalisme développé, avec l'échange inégal du fait de la diversité de la, composition organique du capital [177], peut déséquilibrer la production de tous les peuples du tiers monde qui produisent des matières premières et des moyens de subsistance, et touchent en échange des produits de luxe et des canons pour leurs classes dominantes. La production de luxe ne dégrade donc pas seulement l'ouvrier de ce secteur en a article de luxe [178] ».

En assimilant l'ouvrier à sa production, Marx n'est pas seulement matérialiste, il substitue encore, en économie, le critère de la valeur d'usage, de l'utilité propre à la société humaine du communisme, à celui de la valeur d'échange de la société mercantile. Cette distinction échappe à tous ceux qui ne lisent Le Capital que comme un manuel brillant de l'économie politique existante, au lieu d'y voir une critique faite à partir du programme de la société communiste. Ainsi, dans la citation suivante, le critère d'improductif outrepasse-t-il les notions bourgeoises d'économie, en distinguant entre la valeur d'échange (du capitaliste) et la valeur d'usage (du consommateur) : « Le producteur de tabac est productif, bien que la consommation de tabac soit improductive [179]. »

Cet après-guerre insensé, qui a fait passer la production mondiale de 119 millions de tonnes d'acier par an en 1939 (prélude à la dernière guerre de destruction massive de la surproduction et de la surpopulation) à plus de 721 millions de ton-

---

176 Cf. MARX, *Un chapitre inédit du* « Capital », 10/18, p. 235-236.

177 Cf. la note 13, page 16 de la Présentation sur le mécanisme des surprofits *dans* les industries de pointe.
Cf. également *Grandrisse,* t. 4, le chapitre intitulé « Deux nations peuvent procéder entre elles à des échanges d'après la loi du profit, de telle sorte qu'elles y gagnent toutes deux, bien que l'une exploite et vole constamment l'autre » (p. 171-181).

178 Cf. MARX, *Le Capital,* 1. II ; Editions sociales, t. 5, p. 63.

179 Cf. MARX, *Grundrisse,* t. 2, p. 85, note.

nes par an en 1974, a mis en évidence une sphère massive de dilapidation des forces productives, l'industrie lourde, chère à Staline et plus encore à l'économie occidentale qui a développé, à partir d'elle, outre l'armement, une folle production de luxe et de pacotille : cf. p. 301, note 27.

L'éléphantiasis monstrueuse de l'industrie démontre clairement que le capital est PRODUCTION POUR LA PRODUCTION et n'a plus d'égards pour la subsistance des masses. Aussi cette folie de la production industrielle suscite-t-elle périodiquement les graves crises et guerres destructives qui sont « la forme la plus frappante de l'avertissement qui est donné au capitalisme de céder la place à un mode de production supérieur, et de disparaître [180] ».

Le bilan de la société de bien-être est effrayant : la drogue du crédit et de l'inflation a poussé à l'hystérique surproduction de quelques pays privilégiés qui ont saccagé, en une ou deux générations, les ressources créées par la Nature durant des millions d'années, en suscitant ici une surconsommation perverse et dégénérée, et là une surpopulation monstrueuse pour les peuples de couleur qui croupissent dans une misère atroce et subissent les guerres et la répression en série. Ce monde devenu dément, parce qu'il préfère l'argent à la vie, le profit au travail, le parasitisme à la production, le luxe au nécessaire, s'écroule déjà dans des convulsions terribles. La production du monde de demain, ne serait-ce que pour survivre, partira de l'essentiel, des moyens de subsistance pour tous — ce qui implique le transfert du pouvoir à c la classe la plus nombreuse et la plus misérable de la société ».

La société communiste implique donc des coupes sombres dans les branches de production et d'activité du capitalisme : des pans entiers de l'économie mercantiles seront abattus, en réalisant une économie de travail, de matières premières, de machines et de production correspondante.

180 *Ibid*., t. 4, P. 17.

Décroissance de la demande de travail au cours du processus d'accumulation du capital

Retour à la table des matières

Barton a indubitablement un très grand mérite [181]. A. Smith croit que la demande de travail augmente en raison directe de l'accumulation du capital. Malthus déduit la surpopulation du fait que le capital n'est pas accumulé aussi rapidement ni reproduit à une échelle aussi croissante que la population. Barton fut le premier à mettre en évidence que les différents organes constitutifs du capital ne croissent pas dans les mêmes proportions uniformes que l'accumulation et le développement des forces productives, mais, au contraire, que, dans le procès de la croissance, la partie du capital qui se résout en salaires diminue par rapport à la partie (qu'il appelle capital fixe) qui, pour ce qui est de sa grandeur, n'affecte que de façon insignifiante la demande de travail. En conséquence, il établit le premier le principe essentiel selon lequel « le nombre des ouvriers occupés n'est pas pro-

181 Cf. MARX, *Théories sur la plus-value,* in *Werke*, 26/2, p. 580-588.
Dans cette seconde partie, Marx-Engels analysent les mécanismes complexes que le capital met sur place pour évincer la main-d'œuvre du procès de travail (susciter une surpopulation), afin de créer de la plus-value (surproduire) — ce qui le conduit à négliger de plus en plus la *valeur d'usage* (utilité) des articles produits, au profit de leur *valeur d'échange.* Ces mécanismes — par exemple, la transformation croissante de capital circulant en capital fixe aux dépens du capital variable — sont bien différents de la stupide et vulgaire *surcharge* des prix dans la circulation, dont parle Malthus pour justifier sa rente partout et toujours. Marx analyse ici l'évolution de la surpopulation spécifique du capitalisme. Dans sa démonstration, il s'appuie sur une première découverte économique, faite par l'économiste classique, John Barton, qui relie le mouvement de la population ouvrière à la capacité totale d'achat des salaires touchés par les ouvriers, et non à la richesse totale produite par l'essor des forces productives, puisqu'une partie en est absorbée par les classes stériles, mais douées d'un solide appétit, et une autre réinvestie, etc.

portionnel à la richesse de la nation [182] » et qu'il est relativement plus grand dans un pays à faible développement industriel que dans un pays de développement industriel avancé.

Dans la 3e édition de ses Principles, Ricardo — après avoir suivi purement et simplement les traces d'A. Smith dans ses éditions précédentes — accueille, au chapitre XXXI consacré au machinisme, la correction de Barton, mais de la façon unilatérale dont Barton la donne lui-même. Le seul point où il aille plus loin — point important du reste — c'est le suivant : non seulement il admet — comme Barton — la proposition selon laquelle la demande de travail ne croît pas proportionnellement au développement des machines, mais encore que les machines elles-mêmes rendent « les hommes superflus [183] », et créent donc de la surpopulation. Mais il limite à tort cet effet au cas qui ne se présente que dans l'agriculture et qu'il étend néanmoins à l'industrie, à savoir que le produit net augmente aux dépens du produit brut. C'était néanmoins, en germe, la réfutation de l'absurde « théorie de la population » (de Malthus), et notamment de l'affirmation des économistes vulgaires que les ouvriers doivent s'efforcer de contenir leur accroissement au-dessous de la mesure de l'accumulation du capital.

Il résulte, au contraire, de l'exposé de Barton et de Ricardo, qu'une telle limitation de croissance de la population ouvrière par la réduction de l'offre de travail et la hausse du prix de la force de travail vivante qui s'ensuivraient ne ferait qu'accélérer l'emploi des machines, soit la conversion de capital circulant en capital fixe — ce qui créerait une surpopulation artificielle, surpopulation qui serait, en règle générale, provoquée par le manque non pas de moyens de subsistance, mais de moyens d'employer les ouvriers, d'une baisse de la demande réelle d'emploi.

L'erreur ou la lacune de Barton, c'est qu'il ne conçoit la différenciation ou composition organique du capital que sous la forme qu'elle revêt dans le procès de circulation, comme capital fixe et capital circulant. Cette différence, les physiocrates l'ont déjà découverte, et Smith l'a développée, et elle est devenue par la suite un préjugé des économistes, en ce sens qu'ils ne voient plus, dans la compo-

---

182 Cf. John BARTON, Observations on the Circumstances which Influence the Condition of the Labouring Classes of Society, Londres, 1817, p. 16.

183 Cf. David RICARDO, *Principles of Political Economy*, Sraffa ed., vol. 1, p. 390.

sition organique du capital, que cette seule différence — qu'ils reprennent telle quelle de leurs prédécesseurs. Cette différence, qui résulte du procès de circulation [184], a certes une grande influence sur la production de la richesse en général, donc également sur la partie qui constitue le fonds destine au travail. Mais ce n'est pas ce qui est décisif ici. La différence entre du capital fixe tel que les machines, les bâtiments, le bétail, etc., et le capital circulant ne joue pas vis-à-vis du travail, elle existe simplement dans leur mode de circulation et de reproduction.

Le rapport direct entre les divers éléments constitutifs du capital et le travail vivant ne dérive pas du phénomène du procès de circulation, mais résulte du procès de production immédiat : c'est le rapport entre le capital constant et le capital variable, qui ne diffèrent que par leur rapport au travail vivant.

C'est ainsi que Barton dit par exemple, que la demande de travail ne dépend pas du capital fixe, mais du capital circulant. Mais une partie du capital circulant — la matière première et les matières instrumentales — ne s'échange pas plus que les machines contre du travail vivant. Dans toutes les branches d'industrie, où la matière première entre comme élément du procès de valorisation, elle constitue — dans la mesure où nous ne considérons que la partie du capital fixe qui entre dans la marchandise — la partie la plus importante de la fraction de capital qui ne s'exprime pas en salaire. Une autre partie du capital circulant, à savoir le capital marchandise, se compose d'articles de consommation qui entrent dans le revenu de la classe non productive. L'accroissement de ces deux fractions du capital tout comme la croissance du capital fixe cessent donc d'avoir une influence sur la demande de travail. A cela s'ajoute que la partie du capital circulant qui se décompose en matières premières et en matières auxiliaires augmente dans la même proportion, sinon plus, que la partie qui s'exprime en machines, etc.

---

184 Cette façon de ne considérer les phénomènes économiques qu'à partir de la circulation est caractéristique de l'économie vulgaire. Le capital fixe ne peut être saisi à partir de cet angle de vue, puisque c'est plus ou moins le travail mort accumulé par toutes les générations. Le capital constant comprend d'abord les matières premières et les matières auxiliaires consommées comme lubrifiants, combustibles, etc., et la partie du capital *fixe* circulant dans le procès de production comme capital *constant*, la partie usée des machines, installations, etc. Les bourgeois actuels confondent ces deux notions dans leur catégorie du patrimoine.

Ramsay a poursuivi l'élaboration de la différenciation de Barton, en l'améliorant, mais en restant lié à ses prémisses. En fait, il réduit la différence au capital constant et au capital variable, mais il continue d'appeler capital constant le capital fixe, bien qu'il y fasse entrer les matières premières, etc., tout comme il appelle capital variable le capital circulant qui n'est pas dépensé directement en salaire. Nous reviendrons sur ce sujet plus tard, lorsque nous traiterons des théories de Ramsay [185]. Quoi qu'il en soit, tout cela démontre qu'il fallait expliciter ce point.

Une fois que l'on a bien compris cette différence du capital constant et du capital variable, qui est directement liée au procès de production immédiat et se déduit du rapport des différents éléments constituants du capital avec le travail vivant, on voit qu'elle n'a rien à voir avec la masse absolue des articles de consommation produits, bien qu'elle dépende beaucoup de la manière dont elle se réalise.

Cependant, la manière dont le revenu brut se réalise dans des marchandises différentes n'est pas — comme Ricardo l'admet et Barton l'indique — la cause, mais l'effet des lois immanentes de la production capitaliste, qui font que, par rapport au montant total du produit, la part qui forme le fonds pour la reproduction de la classe ouvrière diminue sans cesse. Si une grande partie du capital se compose de machinerie, de matières premières et auxiliaires, etc., une faible portion de toute la classe ouvrière sera employée dans la reproduction des moyens de subsistance qui entrent dans la consommation des ouvriers. Or cette diminution relative dans la reproduction du capital variable n'est pas la cause, mais au contraire l'effet d'une moindre demande relative du travail.

---

185 Le fait d'établir quelles sont les parties du capital constant qui sont en liaison avec le capital variable permet de déterminer également l'effet de ce dernier sur le développement du capital, et, selon Marx, Ramsay est parvenu à des conclusions intéressantes à partir de la détermination de ces rapports ; « Ramsay et d'autres économistes distinguent avec raison l'augmentation de la productivité selon qu'elle s'effectue dans les branches d'industrie produisant le capital fixe, les moyens de subsistance ou les articles de luxe. Dans le secteur de production de ces derniers, *elle ne peut pas diminuer le temps de travail nécessaire,* à moins que les articles de luxe ne s'échangent contre des produits agricoles de nations étrangères — ce qui équivaudrait à une augmentation de productivité, dans l'agriculture. » (MARX, *Grundrisse,* t. 4, p. 20.)

De même, si un nombre plus grand d'ouvriers sont employés à la production des articles de consommation correspondant au revenu en général, ils produiront des articles de consommation qui entreront dans la consommation et la dépense des revenus des capitalistes, des propriétaires fonciers et de tous leurs caudataires de l'Etat, de l'Eglise, etc., tandis qu'un nombre moindre, produira des articles destinés au revenu des ouvriers. Mais c'est une fois de plus l'effet et non pas la cause. Lorsque les rapports sociaux entre l'ouvrier et le capitaliste seront changés par un révolutionnement des conditions régissant la production capitaliste, tout cela prendra une tout autre tournure. Pour employer l'expression de Ricardo, le revenu serait « réalisé dans des marchandises différentes ».

Il faut remarquer qu'il n'y a pas de contrainte irréfragable dans les conditions dites physiques de la production. Lorsque les ouvriers seront au pouvoir et pourront produire pour eux-mêmes, ils parviendront en peu de temps et sans beaucoup de peine à mettre — suivant la phraséologie des économistes vulgaires — le capital à la hauteur de leurs besoins.

La différence vraiment essentielle est celle-ci : les ouvriers trouvent-ils en face d'eux les moyens de production sous forme de capital et ne peuvent-ils les utiliser que dans la mesure où ils augmentent le surproduit et la plus-value au profit de leurs employeurs, ou bien, au lieu d'être assujettis à ces moyens de production, les emploient-ils eux-mêmes, en étant des sujets dominants qui agissent sur ces mêmes moyens de production pour produire la richesse pour leur propre compte ? Cela implique évidemment que la production capitaliste ait déjà développé les forces productives du travail en général à un niveau suffisant pour que cette révolution puisse se produire.

Prenons l'exemple de cet automne 1862 : la misère des ouvriers en chômage dans le Lancashire, alors que, sur le marché financier de Londres, on avait « beaucoup de peine à trouver à investir son argent », ce qui avait suscité la formation de sociétés véreuses de spéculation, puisqu'il était difficile de trouver à placer son argent même à 2 %. Or, d'après la théorie de Ricardo, étant donné que, d'un côté, il y avait du capital en excédent à Londres et que, de l'autre côté, il y avait des forces de travail inemployées à Manchester, il aurait fallu que a se créent des emplois pour eux ».

Barton à propos de l'évolution du salariat et de la croissance de la population

Retour à la table des matières

Barton explique ensuite que l'accumulation du capital ne fait augmenter que lentement la demande de travail, si la population ne s'est pas préalablement accrue au point que le taux des salaires était bas.

« Le rapport qui, à un moment donné, existe entre le salaire et le produit total du travail détermine l'emploi du capital comme capital fixe ou comme capital circulant » (p. 17).

« Si le salaire baisse, tandis que le prix des marchandises reste stationnaire ou que ce prix monte et le salaire ne change pas, l'employeur voit augmenter son profit, et il est poussé à occuper plus d'ouvriers. En revanche, si les salaires montent proportionnellement aux marchandises, le fabricant se limite au minimum d'ouvriers et cherche à tout faire au moyen de machines » (p. 17, 18).

« Nous disposons d'assez de faits avérés pour établir qu'à la suite d'une hausse progressive du salaire la population s'est accrue bien plus lentement dans la première moitié du dernier siècle que dans la seconde moitié, où le prix réel du salaire tombait rapidement » (p. 25).

« Une hausse du salaire par elle-même n'accroît presque jamais la population ouvrière ; une baisse de salaire peut amener rapidement ce résultat. Par exemple, si l'Anglais réduisait ses exigences au point de tomber au niveau de l'Irlandais, l'entrepreneur engagerait des ouvriers en proportion de leur coût moindre d'entretien » (p. 26).

« Ce qui empêche les ouvriers de se marier, c'est plutôt la difficulté de trouver du travail que la faiblesse des salaires » (p. 27).

« On peut admettre que tout accroissement de la richesse tend à créer une nouvelle demande d'ouvriers. Or, de toutes les marchandises, le travail est celle dont la production exige le plus de temps. » C'est la raison pour laquelle le taux du salaire peut longtemps rester au-dessous de la moyenne. En effet, de toutes les

marchandises, le travail est celle qui se retire le plus difficilement du marché, celle dont, par conséquent, l'offre s'équilibre le plus difficilement avec la demande. « Le travail est donc — aussi la marchandise dont l'accroissement de la demande fera le plus monter le prix ; et comme toute hausse du salaire amène une réduction dix fois plus grande du profit, il est clair que l'accroissement du capital n'influera que très lentement sur l'accroissement de la demande effective de travail, et encore s'il n'y a pas au préalable une augmentation de la population telle que le taux du salaire soit maintenu bas » (p. 28).

Barton établit ici différents théorèmes.

Premièrement : ce n'est pas la hausse du salaire qui, en soi, fait augmenter la population ouvrière ; c'est plutôt une baisse du salaire qui la fera monter facilement et rapidement. En voici la preuve : dans la première moitié du XVIII[e] siècle, le salaire a monté graduellement et la population s'est développée lentement ; en revanche, dans la seconde moitié, le salaire réel a subi une forte baisse et la population ouvrière s'est accrue rapidement. Et en voici la cause : ce qui empêche les ouvriers de se marier, c'est la difficulté de trouver du travail, et non la faiblesse des salaires.

Deuxièmement : mais la facilité de trouver du travail varie en fonction du taux de salaire. En effet, lorsque le salaire est élevé, le capital se convertit en son élément fixe, lorsqu'il est bas, en capital circulant — et dans le premier cas le capital élimine le travail et dans le second il en emploie [6]. Si le salaire est bas, la demande de travail est grande, parce qu'il est alors profitable à l'entrepreneur d'employer beaucoup d'ouvriers, et il peut en employer plus avec le même capital circulant. Si le salaire est élevé, le fabricant emploie aussi peu de bras que possible et cherche à tout faire au moyen de machines.

Troisièmement : à elle seule, l'accumulation du capital n'accroit que lentement la demande de travail, parce que tout accroissement de cette demande fait monter rapidement le prix du travail si celui-ci est rare et fera baisser le profit qui est dix fois plus grand que la hausse des salaires. L'accumulation ne peut avoir un

---

6. En d'autres termes, le capital substitue des machines aux ouvriers si les salaires sont élevés, et il ne mécanise pas la production et emploie beaucoup de main-d'œuvre, s'ils sont bas. C'est ainsi que la main-d'œuvre étrangère, qui est bon marché, est utilisée surtout dans les branches d'industrie non mécanisées.

effet rapide sur la demande de travail si l'accumulation a été précédée d'un grand accroissement de la population ouvrière, si bien que le taux du salaire était bas et le reste malgré une certaine hausse, parce que la demande absorbe plus d'ouvriers inoccupés qu'elle n'est en concurrence auprès des ouvriers pleinement occupés.

Tout cela est exact en gros pour la production capitaliste entièrement développée, mais ne nous en explique pas le développement.

Et c'est pourquoi la démonstration historique fournie par Barton se trouve en contradiction avec ce qu'il entend prouver.

Dans la première moitié du XVIIIe siècle, les salaires s'élevaient graduellement (en Angleterre), tandis que la population croissait lentement ; qui plus est, on n'employait pas de machines en comparaison de la seconde moitié, il n'y avait que peu d'autre capital fixe en exercice [186].

En revanche, dans la seconde moitié, le salaire baissa constamment, mais la population s'accrut énormément. Or c'était précisément le machinisme qui, d'une part, rendait surnuméraire la population existante et faisait baisser de la sorte les salaires, et, d'autre part, à la suite de la croissance rapide du marché mondial, l'absorbait de nouveau pour la rendre ensuite une fois de plus surnuméraire, avant de la réabsorber, tandis qu'il accélérait extraordinairement par ailleurs l'accumulation du capital en accroissant la masse du capital variable qui, néanmoins, diminuait relativement à la valeur totale du produit aussi bien qu'au nombre des ouvriers qu'il occupait.

Dans la première moitié du XVIIIe siècle, il n'y avait pas encore de grande industrie, mais seulement la manufacture basée sur la division du travail. L'élément constitutif primordial du capital y était le capital variable avancé en salaires. Mais la force productive du travail se développait lentement, en comparaison de ce qui se passa dans la seconde moitié du siècle. Avec l'accumulation du capital, la demande de travail — et par suite le salaire — s'accroissait presque proportionnel-

186 Marx s'appuie implicitement ici sur le fait que le développement capitaliste passe par deux phases, la première où le capital variable vivant prédomine dans le procès de production, et la seconde où le capital substitue progressivement le capital mort au travail vivant — ce qui entraîne une inversion des lois de la population qui favorise la surpopulation d'ouvriers et de consommateurs stériles.

lement alors. L'Angleterre était encore essentiellement un peuple d'agriculture et en outre possédait, voire développait, une vaste industrie domestique exercée par la population agricole (tissage et filage). Il n'y avait pas encore de prolétariat qui ne faisait que pulluler [187], ni en conséquence d'industriels millionnaires.

Dans la première moitié du XVIII[e] siècle, il y avait une prédominance du capital variable, puis, dans la seconde, du capital fixe ; mais ce dernier implique une grande masse de matériel humain [188]. Son introduction en grand doit donc être préparée par une forte augmentation de la population.

Or tout ce cours des choses contredit l'exposé de Barton. Comme on peut en juger, ce fut un révolutionnement complet du mode de production en général qui se produisit alors. Les lois qui régissent la manufacture ne sont pas les mêmes que celles qui correspondent à la grande industrie. La première ne forme qu'une phase de développement conduisant à la seconde.

Il y a quelque intérêt aux développements historiques de Barton, pour ce qui concerne les fluctuations des salaires, ainsi que les mouvements du prix du blé et leur comparaison dans les deux moitiés du XVIII[e] siècle en Angleterre.

Comme on sait, les salaires ont haussé de la moitié du XVII[e] siècle à la moitié du XVIII[e], car le prix du blé est tombé d'au moins 35 % au cours de cette période. Le tableau suivant de Barton (p. 25) indique le rapport existant au cours des dernières soixante-dix années entre les salaires des ouvriers agricoles et le prix du blé.

---

187 Marx met ici en parallèle les *prolétaires*, en surnombre, qui forment la surpopulation stagnante, et les *capitalistes* hautement concentrés.

188 Marx a théorisé les deux phases du développement capitaliste dans le *Chapitre inédit du « Capital »* (p. 191-223) — celle de la soumission *formelle* du travail au capital et celle de la soumission *réelle* du travail au capital. Cette systématisation repose sur la distinction établie par Marx dans *Le Capital*, 1. I (Editions sociales, t. 2, p. 184), entre production de plus-value *absolue* et celle de plus-value *relative*.

EPOQUE	SALAIRE HEBDOMADAIRE	PRIX D'UNE MESUR DE BLÉ	SALAIRE EN PINTES DE BLÉ
1742-1752	6 sh. 0 d.	30 sh. 0 d.	102
1761-1770	7 sh. 6 d.	42 sh. 6 d.	90
1780-1790	8 sh. 0 d.	51 sh. 2 d.	80
1795-1799	9 sh. 0 d.	70 sh. 8 d.	65
1800-1808	11 sh. 0 d.	86 sh. 8 d.	60

« En étudiant la série des lois relatives à la clôture des terres, adoptées à chaque session depuis la révolution [1680] et réunies dans le rapport des lords sur la Législation des Pauvres [1816 ?], on s'aperçoit que, dans les soixante-six années de 1688 à 1754, on a adopté 123 lois, mais que dans les cinquante-neuf années de 1754 à 1813 on en a adopté 3 315. Les progrès de l'agriculture furent environ vingt-cinq fois plus rapides dans la seconde période que dans la première. Mais, dans les soixante-six premières années, on cultiva de plus en plus de blé pour l'exportation, tandis que, dans la majeure partie des cinquante-neuf dernières années, non seulement la consommation intérieure absorbait tout et même ce que l'on exportait auparavant, mais devait encore faire largement appel à l'importation. […] L'accroissement de la population, dans la première période comparée à la seconde, fut donc plus lente que ne semble l'indiquer le progrès de l'agriculture » (p. 11, 12).

« En 1688, la population de l'Angleterre et du Pays de Galles était de 5 millions et demi, selon Gregory King, qui l'estimait d'après le nombre des maisons. En 1780, Malthus l'évalue à 7 700 000. En quatre-vingt-douze ans, elle a donc augmenté de 2 200 000. Or, dans les trente années qui suivirent, l'accroissement fut de plus de 2 700 000. Mais il est probable que la majeure partie du premier accroissement se fit de 1750 à 1780 » (p. 13).

Puisant aux bonnes sources, Barton estime « qu'en 1750 la population était de 5 946 000 habitants, soit, depuis la révolution [1680], un accroissement de

446 000, soit de 7 200 Par an » (p. 14). « D'après les estimations les plus basses, l'accroissement de la population fut, dans les dernières années, dix fois plus rapide qu'il y a un siècle. Mais il n'est pas possible d'admettre que l'accumulation du capital soit devenue dix fois plus grande [189] » (p. 14).

Mais la question n'est pas de savoir quelle a été la quantité d'aliments produite chaque année, mais la part de travail vivant qui est entrée chaque année dans la production du capital fixe et du capital circulant, car c'est ce qui détermine la grandeur du capital variable par rapport au capital constant.

L'accroissement étonnant de la population dans les dernières cinquante à soixante années pour presque toute l'Europe, Barton l'explique par la productivité plus grande des mines américaines : cette surabondance de métaux précieux aurait plus augmenté le prix des marchandises que le salaire, autrement dit aurait en réalité fait baisser le salaire, de sorte que le taux de profit aurait monté (p. 29-35).

Baisse tendancielle du taux de profit et taux d'accroissement de la population

Retour à la table des matières

Mettons, par exemple, qu'un capital de 100 donne 10 %, soit, si ce profit est réinvesti, 673 en vingt ans — et, comme un peu moins ou un peu plus ne change rien à l'affaire, disons 700 en vingt ans [190]. Ce capital aurait donc septuplé en

---

189 L'affirmation de Barton est étonnante : ou bien il se trompe dans son *appréciation* (qu'il exprime d'ailleurs de manière très vague, puisque « dix fois plus rapide » signifie en fait que le pourcentage de l'accroissement annuel de la population est passé de 0,12 à 1,2 — ce qui n'est vraiment pas beaucoup, comme l'indique le chiffre absolu de 7 200 par an de la période allant de 1680 à 1750), ou bien le phénomène est particulier à cette époque où le machinisme faisait encore défaut. En effet, en règle générale, le rythme de l'accumulation du capital est supérieur à celui de l'accroissement de la population.
Quoi qu'il en soit, le rapport établi par Barton est tout à fait erroné, comme Marx le dit aussitôt.

190 Cf. MARX, *Theorien über den Mehrwert* (livre IV du *Capital),* Dietz Verlag, in MARX-ENGELS, *Werke*, 26/3, p. 293-300.

vingt ans… De fait, l'accumulation capitaliste n'est que la reconversion de l'intérêt en capital : dans cette opération, l'intérêt et le profit sont identiques, si bien que l'intérêt porte intérêt…

Si en vingt ans le capital peut septupler, dans ses hypothèses les plus « extrêmes », Malthus ne fait que doubler la population en vingt-cinq ans. Mais admettons même qu'elle double en vingt ans, donc que double aussi la population ouvrière. Si le taux d'exploitation reste le même, cette population double (notons que pendant ces vingt ans une grande partie de la nouvelle génération ne serait pas en âge de travailler, elle ne le serait qu'après une dizaine d'années, malgré l'occupation des enfants) ne pourrait en vingt ans fournir que le double de travail, et non le septuple, de sorte que le surtravail serait le double, et non le septuple.

Voyons comment se détermine le taux de profit (et par suite, dans notre exemple, le taux de l'intérêt) :

1. Le taux d'exploitation étant supposé constant, par le nombre des ouvriers employés, donc par la croissance de la population. Bien que cette masse augmente, sa proportion à la somme totale du capital employé diminue au fur et à mesure de l'accumulation du capital et le développement industriel, de sorte que le taux de profit baisse, bien que le taux d'exploitation reste le même [191].

---

191 Dans l'économie marxiste, ce n'est pas tant la loi de la valeur, propre aux économistes bourgeois classiques, qui est significative, mais la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, étant donné que c'est le surtravail ou profit qui est le moteur de la production bourgeoise. Devient-il égal à zéro, le capitalisme ne prend plus la peine de produire. Aussi bien est-il logique que cette loi de la baisse du taux de profit soit fondamentale pour la détermination de la masse de population ouvrière nécessaire à la création du Profit.

De fait, l'accroissement annuel de la population est infiniment moindre dans les pays développés, qui ont un taux de profit moyen bas, que dans le tiers monde aux profits élevés. Ainsi l'Allemagne, aussi bien occidentale qu'orientale, a-t-elle un taux d'accroissement bien plus faible que l'Irlande ou la Bulgarie.

Marx explique ici qu'une croissance de la population est indispensable, non pas pour augmenter dans l'abstrait la production, mais pour freiner la baisse tendancielle du taux de profit qui fait si mal au portefeuille des capitalistes et entraîne tant de faillites (et donc la concentration des entreprises). La population est mise ici en équation avec ce qui est la raison d'être même de la production capitaliste : le taux de profit — on est loin des creuses abstrac-

Au demeurant, la population ne s'avise pas d'augmenter dans la même proportion géométrique que l'intérêt composé. A un certain niveau de développement industriel, la croissance de la population illustre l'augmentation de la masse de la plus-value et du profit, mais en même temps la chute du taux de profit.

2. Le taux de profit est déterminé par la grandeur absolue de la journée normale de travail, c'est-à-dire par l'accroissement du taux de la plus-value. Il peut donc croître à la suite de l'extension du temps de travail au-delà de la journée normale de travail. Mais cette prolongation a des limites physiques et, peu à peu même, des linutes sociales. Il va de soi que l'accroissement du nombre des ouvriers peut avoir le même effet, et, à mesure que les ouvriers mettent en mouvement plus de capital, le même capital commande naturellement plus de temps de travail absolu.

3. Si la journée de travail normale reste la même, le surtravail peut être augmenté relativement par réduction du temps de travail nécessaire et une baisse des denrées alimentaires qui entrent dans la consommation de l'ouvrier par rapport au développement de la force productive du travail. Mais le réel développement de la force productive fait diminuer le capital variable par rapport au capital constant. Il est matériellement impossible que le temps de surtravail de deux ouvriers, par exemple, qui en remplacent vingt, puisse être égal — par une augmentation quelconque du temps de travail absolu ou relatif — à celui de ces vingt ouvriers. Si

---

tions de Malthus. On sait que le taux de profit baisse du fait qu'avec le progrès de la technique, du machinisme, de l'application de la science, le capital constant augmente considérablement par rapport au capital variable, ne serait-ce que parce qu'un même ouvrier transforme une masse de plus en plus grande de matières premières. Dans ces conditions, comme la seule source du profit est le travail vivant, l'accroissement de la force de travail vivante, c'est-à-dire de la population, est un moyen de freiner la baisse tendancielle du profit, et de fait tous les pays développés de cet après-guerre ont vu — avant l'effondrement du taux de profit dans la crise à la fin du cycle historique de production — augmenter leurs besoins de main-d'œuvre au point qu'ils ont fait appel à la réserve des pays sous-développés, les « travailleurs étrangers ».

Le taux d'exploitation se lit dans le *taux de plus-value* qui est le rapport entre travail payé (nécessaire) et travail non payé (surtravail) dans la journée de travail, soit Pl/v. Ce taux est toujours plus élevé que le *taux de profit*, soit pl/c + v, c'est-à-dire la plus-value rapportée au capital constant et capital variable d'un cycle de production.

chacun de ces vingt ouvriers ne font que deux heures de surtravail par jour, ils fournissent quarante heures de surtravail, alors que la journée de travail tout entière des deux ouvriers ne donne que quarante-huit heures.

La valeur de la force de travail ne baisse pas dans la même proportion que monte la force productive du travail ou du capital. Cet accroissement de la force productive augmente également, dans toutes les branches qui ne produisent pas (directement ou indirectement) des moyens de subsistance nécessaires, le rapport du capital constant au capital variable, sans provoquer la moindre altération dans la valeur du travail. Mais le développement de la force productive n'est pas uniforme : par la nature même du capitalisme, il est plus rapide dans l'industrie que dans l'agriculture. Cela n'est pas dû à la nature du sol, mais au fait que la terre, pour être réellement exploitée comme il convient à sa nature, nécessite d'autres rapports sociaux. La production capitaliste ne se précipite sur la terre qu'après qu'elle a été épuisée par ses influences délétères et que les dons de la nature y ont été pillés. A cela s'ajoute que — en comparaison aux autres marchandises — les produits de la terre se vendent plus cher du fait de la propriété foncière, parce qu'ils sont payés à leur valeur et ne peuvent être ramenés à leur prix de production [192]. Or ils constituent l'essentiel des moyens de subsistance. Enfin, il y a le

---

192 Les conséquences de la rente foncière sont multiples. Ainsi Marx signalait-il, par exemple, son effet suivant sur les prix : 1) « Le prix des denrées alimentaires a presque continuellement haussé, tandis que celui des objets manufacturés et de luxe a presque continuellement baissé. » 2) « Et, même parmi les comestibles proprement dits, les articles de luxe, tels que les artichauts, les asperges, etc., sont aujourd'hui relativement à meilleur marché que les comestibles de première nécessité […]. A notre époque, le superflu est plus facile à produire que le nécessaire. A diverses époques historiques, l'évolution des prix a non seulement été différente, mais opposée : dans tout le Moyen Age, les prix agricoles ont été relativement à meilleur marché que les produits manufacturés ; dans les temps modernes, ils sont en raison inverse. » Puis Marx démontre 3) que la qualité des articles qui sont destinés aux masses [et, depuis que Marx a écrit, cela ne se vérifie pas seulement pour l'Europe et l'Amérique, mais pour tous les continents] est la plus mauvaise possible. On a même pu écrire qu'au fur et à mesure on passe du zoologique au végétal, puis au minéral : « Le coton, les pommes de terre et l'eau-de-vie sont des objets du plus commun usage. Le coton a chassé en partie, la soie, le lin et la laine [et nous dirions aujourd'hui qu'il est remplacé même par tous les sous-produits, tel le nylon], bien que la laine et le lin soient, en beaucoup de cas, d'une plus grande utilité, ne fût-ce que sous le

fait supplémentaire : la loi de la concurrence fait que, si un dixième du sol coûte plus cher à cultiver, les autres neuf dixièmes se trouvent eux aussi frappés « artificiellement » par cette infertilité relative.

Pour qu'avec l'accumulation du capital le taux de profit puisse rester le même, il faudrait que le taux de plus-value croisse énormément. Le même ouvrier qui donnait dix heures de surtravail devrait, dès que l'on accumule au rythme de l'intérêt composé et que le capital employé est devenu ainsi bien plus grand, fournir le triple, le quadruple, le quintuple dans la progression de l'intérêt composé — ce qui est absurde.

La masse de capital que l'ouvrier met en mouvement et dont il conserve et reproduit la valeur par son travail est totalement différente de la valeur qu'il ajoute et, par conséquent, de la plus-value. Si la masse de capital est 1 000 et le travail ajouté 100, le capital reproduit se monte à 1 100. Si le capital est 100 et le travail ajouté 20, le capital reproduit est 120. Le taux de profit dans le premier cas est 10 % et dans le second 20 %. Néanmoins, 100 peuvent accumuler davantage que 20. Et ainsi le torrent du capital ou son « accumulation » suit son cours (abstraction faite de sa dévalorisation à la suite de l'accroissement de la force productive) en proportion de la quantité de son flot qu'il possède déjà — et non en proportion du montant de son taux de profit. C'est ce qui explique que l'accumulation — sa masse — puisse augmenter en dépit de la baisse du taux de profit, sans parler de ce que, même si elle baisse, une plus grande partie du revenu peut être accumulée avec une productivité croissante qu'avec un taux de profit plus élevé et une productivité moindre.

Un taux élevé de profit — pour autant qu'il est fondé sur un taux élevé de plus-value — est possible quand on travaille très longtemps, bien que le travail soit peu productif. Il est possible, parce que les besoins de l'ouvrier, donc le minimum de salaire, sont très faibles, bien que le travail soit peu productif. La fai-

---

rapport de l'hygiène. […] Pourquoi donc le coton, la pomme de terre et l'eau-de-vie sont-ils les pivots de la société bourgeoise ? Parce qu'il faut, pour les produire, le moins de travail et qu'ils sont par conséquent au plus bas prix. Pourquoi le minimum de prix décide-t-il du maximum de la consommation ? […] Parce que, dans une société fondée sur la misère, les produits les plus misérables ont la prérogative fatale de servir à l'usage du plus grand nombre » (*Misère de la philosophie,* chap. 1, § 2).

blesse du minimum a pour corrélatif le peu d'énergie du travail. Dans les deux cas, le capital accumule une faible masse, malgré le taux élevé du profit. La population est stagnante, et le temps de travail exigé pour le produit est grand, bien que le salaire payé à l'ouvrier soit maigre.

J'ai expliqué la baisse du taux de profit, bien que le taux de plus-value reste constant, voire s'élève, par le fait que le capital variable diminue par rapport au capital constant, c'est-à-dire que le travail vivant actuel diminue par rapport au travail passé employé et reproduit. Hodgskin et l'auteur de The Source and Remedy of the National Difficulties expliquent la baisse du taux de profit par l'impossibilité où se trouve l'ouvrier de répondre aux exigences du capital qui accumule en raison des intérêts composés :

« Nul travail, nulle force productive, nul esprit d'invention, nulle habileté ne seront jamais à même de satisfaire aux exigences écrasantes de l'intérêt composé. Mais toutes les économies sont réalisées sur le revenu du capitaliste (donc sur le simple profit), de sorte que le capitaliste renouvelle sans cesse ses exigences, tandis que la force productive du travail se refuse toujours à les satisfaire. Il se produit donc constamment une sorte de compensation » (p. 23).

En gros, cela tend à dire la même chose que ce que nous disons. Si je dis que le taux de profit baisse au fur et à mesure de l'accumulation du capital, parce que le capital constant augmente par rapport au capital variable, cela signifie — abstraction faite de la forme déterminée des parties du capital — que le capital employé augmente par rapport au travail vivant employé. Le taux de profit ne baisse pas parce que l'ouvrier est moins exploité, mais parce que le capital emploie moins d'ouvriers par rapport au capital employé. […]

Ma formule explique le plus clairement pourquoi, avec l'accumulation, il y a moins d'ouvriers pour la même masse de capital ou, ce qui revient au même, une plus grande masse de capital pour le même travail. […]

La théorie de Hogdskin n'a de sens que si l'on suppose que le capital augmente plus vite que la population, c'est-à-dire la population ouvrière. Soit dit entre parenthèses, même cette dernière augmentation est relative. Par définition, le capital provoque l'excès de travail pour une fraction de la classe ouvrière et fait tomber l'autre dans le paupérisme. Si la population s'accroit au même rythme que le capital, rien ne s'oppose à ce qu'avec un capital de 800 £ je retire de 8 fois x

ouvriers le même taux de surtravail qu'avec 100 £ de x ouvriers. 8 fois 100 de capital ne réclame pas plus des 8 fois x ouvriers que le capital 100 de x ouvriers. L'argument de Hodgskin devient ici sans fondement. En réalité, les choses se passent comme suit : même si la population augmente au même taux que le capital, le développement capitaliste fait néanmoins qu'une partie de la population devient surnuméraire, parce que le capital constant se développe aux dépens du capital variable.

« En ce qui concerne le travail, il est tout à fait essentiel de savoir si on distribue les biens de sorte qu'ils conduisent à une plus grande demande de travail ou à une plus petite, si on les répartit pour qu'ils deviennent la condition pour le travail ou pour qu'ils engraissent les oisifs » (An Inquiry into those Principles, respecting the Nature of Demand and the Necessity of Consumption, Lately Advocated by Mr. Malthus…, London, 1821, p. 57).

« La demande croissante de travail a pour cause un nombre croissant d'hommes » (loc. cit., p. 58). « Le fait de ne pas être capable de commander autant de travail qu'autrefois est seulement important quand le travail ne produit plus autant qu'autrefois. Si le travail est devenu plus productif, la production ne sera pas entravée, même si la masse existante de marchandises sera produite par moins de travail qu'auparavant » (loc. cit., p. 60).

C'est ce qui vise directement Malthus, et il est exact que la production n'est pas entravée par une productivité croissante, mais par la baisse du taux de profit. L'expression cynique de a masse de marchandises qui commande le travail » correspond à celle que Malthus emploie dans sa théorie de la valeur où il parle de a commandement de la marchandise sur le travail ». Ces expressions cyniques caractérisent exactement la nature du capital,

Production de plus-value et déséquilibre de l'appareil productif

Retour à la table des matières

Chacun des capitalistes sait que ses ouvriers ne lui font pas face comme consommateurs dans la production et s'efforce de restreindre autant que possible leur consommation, c'est-à-dire leur capacité d'échange, leur salaire [193]. Cela ne l'empêche pas, bien sûr, de souhaiter que les ouvriers des autres capitalistes fassent la plus grande consommation possible de ses marchandises. Quoi qu'il en soit, le rapport général — fondamental — entre le capital et le travail est celui de chacun des capitalistes avec ses ouvriers.

Mais l'illusion propre à chacun des capitalistes privés, en opposition à tous les autres, à savoir qu'en dehors de ses propres ouvriers toute la classe ouvrière n'est faite que de consommateurs et d'échangistes, de dispensateurs d'argent, et non d'ouvriers, provient de ce que le capitaliste oublie ce qu'énonce Malthus : « L'existence même d'un profit réalisé sur une marchandise quelconque implique une demande autre que celle émanant du travailleur qui l'a produite », et par conséquent « la demande émanant du travailleur productif lui-même ne peut jamais être une demande adéquate » (angl.). Etant donné qu'une branche de production en active une autre et gagne ainsi des consommateurs parmi les ouvriers du capital étranger, chaque capitaliste croit à tort que la classe ouvrière, créée par la production elle-même, suffit à tout. Cette demande créée par la production elle-même incite à négliger la juste proportion de ce qu'il faut produire par rapport aux ouvriers : elle tend à dépasser largement leur demande, tandis que, par ailleurs, la demande extérieure à celle des ouvriers disparaît ou se réduit fortement — et c'est ainsi que se prépare l'effondrement [194].

---

193 Cf. MARX, *Grundrisse, loc. cit.*, p. 322-323.

194 Marx montre qu'il est vraiment simpliste d'admettre comme le fait Malthus — qu'il suffit d'une classe de purs consommateurs absorbant l'excès de production, car il y a crise, quand le profit moindre ne suffit plus à reproduire l'énorme masse gonflée artificiellement.

Au demeurant, le capital considère la demande émanant des ouvriers, c'est-à-dire le paiement du salaire sur lequel repose cette demande, comme une perte, et non comme un profit.

Travail nécessaire, surtravail et surpopulation

Retour à la table des matières

De toute nécessité, la production fondée sur le capital a pour condition une plus grande masse absolue de travail nécessaire, en même temps qu'une masse relative, et la plus grande possible, de surtravail [195]. Sa condition essentielle est donc l'accroissement maximal de la population, — de la force de travail vivante.

Les conditions de développement des forces productives et des échanges y ont pour complément l'accroissement de la population : division croissante du travail, coopération élargie, observation universelle qui requiert une foule innombrable d'individus, science développée, et le plus de centres d'échanges possible. Par ailleurs, l'appropriation du surtravail d'autrui suppose l'existence d'une surpopu-

En effet, il ne faut pas oublier que les produits pour les classes parasitaires proviennent exclusivement de la classe productive, dont les lois de la population et la source des revenus sont diamétralement opposées à celles de la classe parasitaire. La moindre inadéquation dans l'un ou l'autre de ces secteurs a un effet d'autant plus nocif que chacune d'elles a ses normes propres. Il suffit d'une application disproportionnée de travail productif à la création d'articles de luxe pour qu'il y ait reproduction insuffisante des moyens de subsistance ainsi que des moyens de production nécessaires. Le moindre accroc dans l'industrie de luxe peut aussi être suivi du licenciement des ouvriers — ce qui influe sur la production des moyens de subsistance (cf. ce schéma de crise dans *Le Capital,* t. II ; Editions sociales, t. 5, p. 63 ; et *Grundrisse*, t. 2, p. 255-258).

195 Cf. MARX, *Grundrisse, loc. cit*., p. 302-305, 502-503 et 595-596.
Les textes qui suivent illustrent, après un bref énoncé des lois capitalistes de la population dans leurs rapports complexes avec l'évolution de l'accumulation et la composition organique du capital, le devenir de la surproduction dans la *seconde phase* de développement du capitalisme, avec la création d'une surpopulation tout à fait spécifique — celle qui frappe les travailleurs productifs eux-mêmes.

lation inactive, en opposition à la population nécessaire, c'est-à-dire celle qui représente le travail nécessaire à la production.

En plus de la surpopulation industrielle, liée aux capitalistes industriels, le capital suscite, au cours de son évolution ultérieure, une surpopulation de purs consommateurs. La grande affaire de ces oisifs, c'est de consommer les produits des autres et, comme la consommation d'articles courants a ses limites, il faut des produits plus raffinés, des produits de luxe en quelque sorte. Lorsque les économistes parlent de surpopulation, ils n'ont bien sûr jamais en vue ce surplus d'oisifs. Au contraire, les fanatiques des questions de population estiment sans vergogne que cette population est nécessaire… pour la consommation. Chez les économistes, l'expression de surpopulation vise exclusivement la main-d'œuvre, c'est-à-dire la population nécessaire. Mais cela ne découle-t-il pas tout logiquement de la nature du capital ?

La force de travail ne peut effectuer son travail nécessaire que si son surtravail peut avoir une valeur pour le capital, s'il peut être valorisé pour lui. Sitôt que cette valorisation est entravée par tel ou tel obstacle, la force de travail est 1) privée des conditions de reproduction de son existence (elle subsiste alors sans ses moyens d'existence ; elle devient purement et simplement encombrante ; elle a des besoins, sans avoir les moyens de les satisfaire) ; 2) le travail nécessaire devient superflu, parce que le travail en excédent n'est plus nécessaire.

Le travail n'est nécessaire que pour autant qu'il est une condition de la valorisation du capital. Le rapport entre travail nécessaire et surtravail, tel qu'il est posé par le capital, se renverse donc — une partie du travail nécessaire — du travail reproduisant la force du travail — devient superflue, et cette force de travail devient un excédent par rapport à la population laborieuse qui n'est pas superflue, parce qu'elle reste nécessaire au capital.

L'évolution des forces productives sur la base capitaliste détermine une augmentation du taux de surtravail par rapport au travail nécessaire ou, en d'autres termes, une diminution du travail nécessaire à la production d'une quantité donnée de surtravail. Pour une quantité donnée de travail vivant, il faut donc absolument que la portion de travail nécessaire utilisée par le capital diminue sans cesse ; autrement dit, qu'une partie de la main-d'œuvre devienne superflue, puisque

l'autre suffit à effectuer la masse de surtravail produite précédemment par toute la main-d'œuvre.

La croissance du surtravail par rapport au travail nécessaire a pour conséquence inévitable de rendre superflue une portion déterminée de la main-d'œuvre, c'est-à-dire du travail nécessaire à sa reproduction. La diminution de la portion de travail nécessaire signifie donc l'augmentation de la main-d'œuvre relativement superflue, autrement dit la création d'une surpopulation. Si celle-ci continue de subsister, ce ne sera pas grâce au fonds du travail, mais au revenu de toutes les classes. Elle ne vit pas de son travail ; elle ne vit plus en se reproduisant comme travailleur ; si elle survit, c'est grâce à autrui. Elle tombe donc dans la gueusaille et la pauvreté dès lors qu'elle ne subsiste plus en échangeant son travail nécessaire contre une portion du capital. C'est ainsi qu'elle quitte sa condition apparemment autonome d'échangiste.

La société prend en charge — et Messieurs les Capitalistes en supportent une partie aliquote — l'entretien de son instrument de travail virtuel, tenu en réserve pour une utilisation ultérieure. Les capitalistes s'efforcent de se décharger autant que possible des coûts de reproduction de la classe ouvrière et, en vue de bénéfices futurs, font donc vivre dans le dénuement une partie de la population. En effet, étant donné que le capital se reproduit constamment à une échelle élargie, il tend à la fois à créer et à abolir ce paupérisme. Son action est donc contradictoire ; c'est tantôt l'un, tantôt l'autre aspect qui prédomine.

En somme, la création de capital additionnel implique 1) la nécessité d'une population croissante, susceptible de le valoriser ; si la population relative dont le capital a besoin est devenue trop réduite, c'est que lui-même est devenu trop grand ; 2) la nécessité de maintenir inemployée une fraction de la population (au moins de façon relative) ; autrement dit, d'une surpopulation relative, pour disposer au premier signal d'une population prête à faire fructifier le capital additionnel ; 3) la valeur additionnelle peut, à un niveau donné des forces productives, être disponible, mais dans des proportions qui ne permettent pas de l'utiliser comme capital, car il existe, à chaque niveau de production, un minimum à partir duquel seul son extension est possible. Dès lors, il peut y avoir excédent de capital et de surpopulation. De même, il peut y avoir surpopulation, mais en quantité insuffisante pour assurer une augmentation de la production. Dans toutes ces considérations, nous avons intentionnellement négligé les effets dus au marché, contraction

et expansion des débouchés, etc. ; bref, de tout ce qui forme le procès d'un grand nombre de capitaux.

Augmentation du temps de surtravail par accroissement de la population

Retour à la table des matières

Le temps de surtravail peut augmenter du fait de l'accroissement de la population, et celle-ci peut augmenter à mesure que diminue le temps de travail nécessaire ou encore à mesure que le temps nécessaire à la production de la force de travail vivante décroit relativement. Ce capital en excédent détermine la surpopulation. Il y a création de temps libre pour la société.

Le temps extra est la partie de la journée de travail en sus de celle que nous appelons le temps de travail nécessaire ; il correspond en outre à l'augmentation des journées de travail simultanées, c'est-à-dire de la population ouvrière (soit dit en passant, puisque ce point entre dans le chapitre du salaire, il peut provenir aussi d'une prolongation brutale de la journée de travail au-delà de ses limites naturelles ou de l'incorporation des femmes et des enfant~ dans la population laborieuse).

Le rapport primitif du temps extra au temps nécessaire se modifie par suite du développement des forces productives : le travail nécessaire se réduit à une partie aliquote toujours moindre. La même chose vaut relativement aussi pour la population. Une population ouvrière de 6 millions, par exemple, peut être considérée comme une seule journée de travail de 6 millions x 12 heures, soit 72 millions d'heures : les mêmes lois lui sont applicables.

Comme nous l'avons vu, le capital a pour loi de créer du surtravail, du temps disponible. E ne peut le faire qu'en mettant en mouvement du travail nécessaire, c'est-à-dire en procédant à un échange avec l'ouvrier. En conséquence, sa tendance est de créer le plus possible de travail en même temps que de réduire le travail nécessaire à un minimum. Le capital s'efforce donc à la fois d'augmenter la population ouvrière et de rendre une partie de celle-ci surnuméraire et inutile, jusqu'à

ce que le capital puisse l'utiliser. (C'est ce qui confirme notre théorie de la surpopulation et du capital en surplus.)

De même, le capital tend à rendre (relativement) le travail humain superflu, tout en le développant à l'infini. La valeur n'est que du travail matérialisé, et la plus-value (valorisation du capital) ce qui excède la partie du travail matérialisé, nécessaire à la reproduction de la force de travail. Mais le travail est et reste la présupposition, le surtravail n'existant qu'en fonction du travail nécessaire et dans la mesure où celui-ci existe. Le capital doit donc créer sans cesse du travail nécessaire pour en extraire du surtravail : il doit l'augmenter (d'où une multiplication des journées simultanées) pour accroître son excédent ; mais il doit, en même temps, abolir le travail nécessaire pour en faire du surtravail [196].

En ce qui concerne la journée de travail, le processus est simple : 1) la prolonger jusqu'aux limites de sa possibilité naturelle ; 2) abréger toujours plus la partie nécessaire de celle-ci (ce qui revient à accroître démesurément les forces productives).

Plus nombreuses sont les journées de travail avec lesquelles le capital procède d'un coup à l'échange de travail vivant contre du travail matérialisé, plus grande est à chaque fois sa valorisation [197]. À un niveau donné des forces productives (et, si ce niveau est changeant, cela ne fait rien à la chose), le capital ne peut surmonter la limite naturelle constituée par la journée de travail vivant qu'en plaçant simultanément une journée de travail à côté de l'autre ; bref, en accroissant dans l'espace le nombre des journées de travail simultanées. Ainsi, je ne peux pousser

196 Malgré son antagonisme vis-à-vis du travail vivant, le capital ne peut écraser complètement la force de travail, car il tarirait alors sa propre source de richesse. Il est donc obligé de continuer sans cesse à accroître la force productive du travail, c'est-à-dire à renforcer son ennemi lui-même : « Le capital représente la contradiction suivante : il cherche constamment à abolir le *temps de travail nécessaire* (ce qui revient aussi à ravaler l'ouvrier au niveau le plus bas, c'est-à-dire à son existence de pure force de travail vivante) ; mais le *temps de surtravail* n'existe qu'en opposition au *temps de travail nécessaire*, si bien que le capital pose le temps de travail nécessaire comme *nécessité* et condition de sa reproduction et de sa valorisation. Ce développement des forces productives matérielles va de pair avec le développement des forces de la classe ouvrière : *il abolit* à un certain niveau *le capital lui-même* » *(Cf.* MARX, *Grundrisse, loc. cit.*, p. 441-442).

197 Cette tendance ne se réalise plus de nos jours qu'aux phases de boom.

le surtravail de A au-delà de 3 heures, mais, si j'additionne les journées de B, C, D, etc., j'obtiendrai 12 heures, etc. Au lieu d'un surtravail de 3 heures, j'aurai obtenu un surtravail de 12. C'est pourquoi le capital sollicite l'augmentation de la population et le procès réel de diminution du travail nécessaire nouveau (et donc du surtravail).

En somme, on produit les ouvriers à meilleur compte et on produit davantage d'ouvriers en un même temps, à mesure que le temps de travail nécessaire ou le temps consacré à la production de force vivante du travail devient relativement moindre. Toutes ces formules sont identiques. (Au demeurant, l'accroissement de la population augmente la force productive du travail, ne serait-ce qu'en permettant une division et une coopération plus grandes du travail. L'accroissement de la population est une force naturelle du travail : elle ne se paie pas. A ce niveau, nous appelons force naturelle la force sociale. Toutes les forces naturelles du travail en société sont des produits historiques.) […]

Ainsi donc, l'augmentation de la population est l'un des moyens principaux de diminuer la partie nécessaire. Au fond, tout cela n'est qu'une application de son rapport avec la journée de travail. Nous y trouvons toutes les contradictions que les théoriciens modernes de la population ont relevées, mais n'ont pas comprises. En même temps, et à mesure que le capital crée du surtravail, il crée et abolit le travail nécessaire : le surtravail n'existe que dans la mesure où le travail nécessaire existe et n'existe pas [198].

[198] Bien qu'il n'y ait pas à en traiter ici, on peut déjà mentionner qu'à la création de surtravail d'un côté correspond une création de non-travail de l'autre — oisiveté relative (ou, dans le meilleur des cas, *travail non productif).* Cela est évident tout d'abord pour le capital ainsi que les classes avec lesquelles il partage le produit, soit les pauvres vivant du surproduit, laquais, sycophantes et tout le train de ses suivants, soit la partie de la classe des services qui ne vit pas du capital, mais du revenu. La différence entre la classe des *services* et celle des *ouvriers* est essentielle. Eu égard à l'ensemble de la société la création de *temps disponible* correspond aussi à la création de temps pour la production des sciences et des arts, etc.

L'individu qui crée du superflu parce qu'il a satisfait ses besoins élémentaires ne correspond pas au mécanisme du développement social. L'histoire montre bien plutôt qu'un individu (ou une classe d'individus) est forcé de travailler au-delà de son strict besoin vital, parce que le *surtravail* se manifeste de l'autre côté, comme non-travail et surabondance de richesses.

Alors que le volume de surtravail relatif dépend de la productivité du travail nécessaire, le volume du temps de travail — vivant aussi bien qu'objectivé — employé à la production de capital fixe dépend de la productivité du temps de travail servant à produire les denrées immédiates. De ce point de vue, la condition en est une population surnuméraire aussi bien qu'une production excédentaire [199].

En d'autres termes, le produit résultant du temps de travail utilisé à la production immédiate doit être relativement excédentaire, afin de dépasser la quantité nécessaire à la reproduction du capital employé dans ces seules branches.

Cette surpopulation et cette surproduction relatives doivent être d'autant plus importantes que le capital fixe intervient moins dans la création de denrées immédiates au sein de leur procès de production immédiat, c'est-à-dire qu'il y a plus de machines engagées dans la construction de chemins de fer, de canaux, de travaux

---

La richesse ne se développe qu'au milieu de ces contradictions : virtuellement, son développement crée la possibilité d'abolir ces contradictions. L'histoire révèle qu'un individu ne peut apaiser *sa propre faim* qu'en reproduisant de quoi satisfaire cette faim et un excédent pour satisfaire un *autre* individu. Cela apparaît brutalement dans l'esclavage. Il faut attendre le salariat pour qu'il en résulte une *industrie,* travail *industriel*. Ainsi donc Malthus est-il amené tout logiquement à revendiquer — comme corollaire au surtravail et au capital excédentaire — l'existence d'une classe d'oisifs et de mangeurs de plus-value consommant sans produire ; d'où la nécessité du gaspillage, du luxe, des prodigalités, etc. (Note de Marx.)

199 Dans ce dernier passage des *Grundrisse,* Marx explique que la transformation d'une partie croissante du capital circulant en capital fixe au cours de la seconde phase du capitalisme correspond à un accroissement du temps de surtravail aux dépens du temps de travail nécessaire ; autrement dit, elle crée du *temps libre* pour la classe capitaliste et ses caudataires. La surpopulation ne fait qu'augmenter avec la croissance du capital fixe qui se manifeste par le gonflement de l'appareil productif (machines, techniques et procédés de plus en plus scientifiques).

De cette évolution qui, sous le capital, accroît les richesses et le temps libre (pour les arts, la culture, la science, etc.), à un pôle, et la surpopulation de miséreux, désoccupés, à J'autre, donc ses crises et convulsions cycliques, Marx déduit une solution révolutionnaire : la création de temps libre par le capital servira au libre développement des facultés individuelles de tous dans une société débarrassée du mercantilisme et de l'étalon de la valeur qu'est le temps de travail.

d'adduction d'eau, de télégraphes, etc., que dans le procès de production pour les moyens de subsistance immédiats [200].

Nous y reviendrons plus loin, mais, d'ores et déjà, nous savons que c'est d'une transformation insuffisante ou excessive de capital circulant en capital fixe que proviennent l'alternance incessante de la surproduction et de la sous-production de l'industrie moderne ainsi que les perpétuelles oscillations et contractions dans la démesure.

Quoi qu'il en soit, le capital crée une grande quantité de temps disponible, en dehors du temps de travail nécessaire à la société en général et à chacun de ses membres en particulier ; autrement dit, une marge d'espace pour le développement de toutes les forces productives de chaque individu, et donc aussi de la société.

Cette création de temps de non-travail apparaît, pour le capital et les systèmes antérieurs, comme un simple temps de non-travail, du temps libre pour quelques-uns. Mais, en ce qui concerne le capital, celui-ci augmente le temps de surtravail de la masse par tous les moyens de la science et de l'art, parce que sa richesse est directement fonction de l'appropriation du temps de surtravail, son but étant directement la valeur, et non la valeur d'usage. Il est ainsi, malgré lui, l'instrument qui crée les moyens du temps social disponible, qui réduit sans cesse à un mini-

---

200 Marx note ici que le capital fixe s'applique de préférence à la production des moyens de production aux dépens du secteur de la production des moyens de subsistance, notamment l'agriculture.
Le capital fixe se développe le mieux dans les sphères non essentielles de la production, et il se sent mal à l'aise lorsqu'il s'applique au secteur des moyens de consommation, *dont dépend son essor propre.*
Marx note que l'application de capital fixe à la production de moyens de subsistance — qui n'est massive que dans les pays de haut développement capitaliste — a pour effet d'accroître encore plus le surtravail relatif ou temps libre par rapport au temps nécessaire. C'est ce qui fait toute la différence entre l'actuelle Russie qui, faute d'avoir développé suffisamment l'agriculture, ne peut se payer qu'une industrie lourde et doit attendre encore pour disposer du luxe et des imbéciles produits et gadgets dont raffole l'Occident malade : les autos, les motos et les couteaux électriques à ciseler la viande. Comme le dit Marx : « Le degré de productivité déjà atteint nous indique si une partie du temps de production suffit à la production immédiate et si une partie *sans cesse croissante* peut être employée à créer des moyens de production » — et de luxe (cf. *Grundrisse,* t. 3, p. 345).

mum le temps de travail pour toute la société et libère donc le temps de tous en vue du développement propre de chacun.

Cependant, lui-même tend toujours à créer du temps disponible d'un côté, pour le transformer en surtravail de l'autre. S'il réussit trop bien à créer du temps disponible, il souffrira de surproduction, et le travail nécessaire sera interrompu, parce que le capital ne peut plus mettre en valeur aucun surtravail. Plus cette contradiction se développe, plus il se révèle que la croissance des forces productives ne saurait être freinée plus longtemps par l'appropriation du surtravail d'autrui.

Les masses ouvrières doivent donc s'approprier elles-mêmes leur surtravail. De ce fait, le temps disponible cesse d'avoir une existence contradictoire. Le temps de travail nécessaire se mesure dès lors aux besoins de l'individu social, et le développement de la force productive sociale croît avec une rapidité si grande que, même si la production est calculée en fonction de la richesse de tous, le temps disponible croît pour tous.

La richesse véritable, signifie, en effet, le développement de la force productive de tous les individus. Dès lors, ce n'est plus le temps de travail, mais le temps disponible qui mesure la richesse.

Si le temps de travail est la mesure de la richesse, c'est que la richesse est fondée sur la pauvreté et que le temps libre résulte de la base contradictoire du surtravail ; en d'autres termes, cela suppose que tout le temps de l'ouvrier soit posé comme du temps de travail et que lui-même soit ravalé au rang de simple travailleur et subordonné au travail.

Production progressive d'une surpopulation relative ou d'une armée industrielle de réserve

Retour à la table des matières

L'accumulation du capital, qui, au début, apparaissait simplement comme son extension quantitative, s'effectue — comme nous l'avons vu — au travers d'un continuel changement qualitatif de sa composition, sa partie constante augmentant sans cesse au dépens de sa partie variable [201].

Le mode de production spécifiquement capitaliste, le développement correspondant de la force productive du travail et le changement consécutif dans la composition organique du capital ne procèdent pas parallèlement au progrès de l'accumulation ou à la croissance de la richesse sociale. Ils se développent à un degré incomparablement plus rapide, parce que l'accumulation simple ou l'accroissement absolu de tout le capital social s'accompagne de la centralisation des capitaux individuels et que la révolution technique du capital additionnel va de pair avec celle du capital originel. Avec le progrès de l'accumulation, le rapport du capital constant au capital variable se modifie donc. S'il était au début de, mettons, 1/1, il se change successivement en 2/1, 3/1, 4/1, 5/1, 6/1, 7/1, etc., de sorte qu'à mesure que le capital croît, au lieu que ce soit ½ de la valeur totale qui

201 Cf. MARX, *Le Capital*, 1. I, in *Werke*, t. 23, p. 657-677. Comme l'édition allemande diffère fortement de la traduction française de Roy (Editions sociales, t. 3, p. 70-90), nous reproduisons ici le texte français d'après l'original allemand en ajoutant en note les variantes proposées par Marx lui-même dans l'édition française.
Ce texte traite particulièrement de la création de la surpopulation spécifique du mode de production capitaliste — celle qui frappe les ouvriers au cours du procès de l'accumulation croissante du capital.
Note d'Engels à la 3e édition : dans son exemplaire personnel, Marx a fait la remarque suivante en marge de ce passage : « Ici, il faut noter pour une élaboration ultérieure : si l'extension est simplement quantitative pour un capital plus ou moins grand dans la même branche d'industrie, les profits sont en proportion du capital avancé. Dès lors que l'extension exprime un changement qualitatif, le taux de profit monte pour le capital le plus grand. »

se transforme en force de travail, ce n’est plus que 1/3, 1/4, 1/5, 1/6, 1/8, etc., tandis que 2/3, 3/4, 4/5, 5/6, 7/8 se convertissent en moyens de production.

Comme la demande de travail n’est pas déterminée par le montant du capital global, mais par sa seule partie variable, elle baisse donc à mesure que s’accroît le capital global, au lieu d’augmenter progressivement avec lui, comme on le supposait auparavant, Elle tombe relativement à la grandeur du capital global, et en progression accélérée avec son accroissement. Certes, lorsque le capital augmente, il accroît aussi sa partie variable, c’est-à-dire la force de travail qu’il met en mouvement dans son sein, mais en proportion sans cesse décroissante. Les intervalles au cours desquels l’accumulation est simple extension de la production à partir de sa base technique donnée se réduisent donc. Il ne faut pas seulement une accumulation du capital global accélérée, en progression sans cesse croissante, pour absorber un nombre supplémentaire d’ouvriers, ou même, par suite de la continuelle métamorphose du capital antérieur, pour occuper simplement ceux qui sont déjà employés. A leur tour, ces accumulation et centralisation croissantes deviennent la source de nouveaux changements dans la composition organique du capital, en l’occurrence d’une diminution encore plus accélérée de sa partie variable en comparaison de sa partie constante. Cette diminution relative de sa partie variable, accélérée à mesure de l’accroissement du capital total et plus rapide que la croissance de celui-ci, se présente sous une forme inverse à l’autre pôle, celle d’un accroissement toujours absolu [202] de la population ouvrière, accroissement plus rapide que celle du capital variable ou de ses moyens d’emploi. Ainsi l’accumulation capitaliste produit plutôt — et ce en rapport avec son énergie et son extension propres — une continuelle surpopulation ouvrière relative, c’est-à-dire une population excédant les exigences moyennes de valorisation du capital.

Si l’on considère le capital social dans sa totalité, le mouvement de son accumulation suscite tantôt des changements périodiques affectant diversement ses parties constituantes, tantôt une distribution simultanée de ses parties constituantes dans les différentes sphères de production. Dans certaines sphères, il se produit un changement dans la composition organique du capital sans un accroissement

---

[202] Si le nombre absolu des ouvriers augmente, cela ne contredit pas le fait qu’il y a diminution relative — et accélérée — du capital variable par rapport au capital constant. Pour ce qui est du profit, sa *masse* peut parfaitement bien augmenter, tandis que son *taux* baisse.

absolu de sa grandeur, par suite d'une simple concentration ; dans d'autres, l'augmentation absolue du capital est liée à la diminution absolue de sa partie variable ou des forces de travail qu'il occupe ; dans d'autres encore, le capital continue de croître pour un temps sur sa base technique donnée et absorbe des forces de travail supplémentaires en proportion de sa croissance, mais bientôt sa composition organique change — et sa partie variable se contracte. Dans toutes les sphères, la croissance de la partie variable du capital — et donc du nombre des ouvriers employés par lui — est toujours liée à de violentes fluctuations et à une production transitoire de surpopulation, soit qu'elle se présente sous la forme la plus flagrante de la répulsion de travailleurs déjà employés, soit qu'elle prenne la forme moins évidente, mais non moins efficace, d'une absorption plus défectueuse dans ses canaux d'adduction habituels d'une population ouvrière additionnelle [203].

---

203 Les listes de recensement de la population pour l'Angleterre et le Pays de Galles font apparaître les chiffres suivants. En ce qui concerne la population totale employée *dans l'agriculture* (propriétaires, fermiers, jardiniers, bergers, etc,) en 1851 : 2 011 447 ; en 1861 : 1 924 110, soit une *diminution* de 87 337. En ce qui concerne les *filatures de laine peignée* en 1851 : 102 714 personnes, en 1861 79 242 ; les fabriques de soie, en 1851 : 111 940, en 1861 101 678 ; *l'impression de calicot*, en 1851 : 12 098, en 1861 — 12 556, soit une légère augmentation, en face cependant d'une énorme expansion de cette branche d'industrie, ce qui implique une *forte chute proportionnelle* du nombre des ouvriers employés. En ce qui concerne *les chapeliers*, en 1851 : 15 957, en 1861 : 13 814 *les producteurs de chapeaux de paille et de bonnets*, en 1851 20 393, en 1861 : 18 176 ; *les brasseurs* en 1851 : 10 566, en 1861 : 10 677 ; les fabricants de chandelles en 1851 : 4 949, en 1861 : 4 686. Cette chute est due, entre autres causes, à l'extension de l'éclairage au gaz. *Les fabricants de peignes* en 1851 : 2 038, en 1861 : 1478 ; *les scieurs de bois* en 1851 : 3 552, en 1861 : 3 647, soit un léger accroissement dû à l'essor des machines à scier le bois ; *les cloutiers* en 1851 : 26 940, en 1861 : 26 130, soit une diminution, en raison de la concurrence des machines ; *ouvriers des mines d'étain et de cuivre*, en 1851 : 31 360, en 1861 32 041. Par contre, *les filatures et tissages de coton*, en 1851 371 777, en 1861 456 646 ; *les mines de charbon*, en 1851 : 183 389, en 1861 246 613. « L'augmentation des ouvriers est généralement plus forte depuis 1851 dans les branches où les machines n'ont pas été employées jusqu'ici avec le succès » (cf. *Census of England and Wales for 1861*, vol. 3, Londres, 1863, p. 35, 36 et 37 — note de Marx).

Avec la grandeur du capital social déjà en fonctionnement et le degré de sa croissance, avec l'extension de l'échelle de la production et de la masse des ouvriers mis en mouvement, avec le développement de la force productive du travail, avec le flot plus large et plus dense de toutes les sources vives de la richesse, il y a aussi une extension de l'échelle à laquelle une plus forte attraction des ouvriers par le capital s'accompagne d'une plus grande répulsion de ceux-ci. Les changements dans la composition organique du capital et dans ses formes techniques s'accélèrent, tandis qu'un nombre croissant de branches de la production sont impliquées dans ces changements, soit simultanément, soit alternativement. La classe ouvrière, en produisant au fur et à mesure de l'accumulation du capital, crée donc en quantités toujours plus grandes les moyens par lesquels elle se rend elle-même relativement surnuméraire [204].

La loi de la diminution progressive de la grandeur relative du capital variable, et ses effets sur la condition de la classe ouvrière salariée, a été plutôt pressentie que comprise par les meilleurs représentants de l'économie politique classique. A cet égard, le plus grand mérite revient à John Barton, bien qu'à l'instar de tous les autres il confonde le capital constant avec le capital fixe, et le capital variable avec le capital circulant. Il affirme : « La demande de travail dépend de l'accroissement non pas du capital fixe, mais du capital circulant. S'il était vrai que la proportion entre ces deux sortes de capital soit la même en tout temps et en toute circonstance, il s'ensuivrait que le nombre des travailleurs employés est en proportion de la richesse de la nation. Mais ce fait n'a pas l'apparence de la vraisemblance. A mesure que les activités industrielles se développent et que la civilisation s'étend, le capital fixe occupe une place de plus en plus grande par rapport au capital circulant. Le montant de capital fixe employé pour produire une pièce de mousseline anglaise est au moins cent fois sinon mille fois plus grand que celui

---

204 Dans la version française de Roy, Marx précise ici qu'il entend par surpopulation relative l'excédent de population ouvrière produite par le développement de l'économie capitaliste : « Nous l'appelons *"relative"* parce qu'elle provient non d'un accroissement positif de la population ouvrière qui dépasserait les limites de la richesse en voie d'accumulation, mais, au contraire, d'un accroissement accéléré du capital social qui lui permet de se passer d'une partie plus ou moins considérable de ses manouvriers. Comme cette surpopulation n'existe que par rapport aux besoins momentanés de l'exploitation capitaliste, elle peut s'enfler et se resserrer d'une manière subite » (Editions sociales, livre I, t. 3, 1957, p. 74).

qu'exige une pièce analogue de mousseline indienne, tandis que la proportion de capital circulant est cent ou mille lois plus petite. […] Si l'on ajoutait l'ensemble des économies annuelles au capital fixe, il n'aurait tout de même aucun effet sur la croissance de la demande de travail » (cf. John BARTON, Observations on the Circumstances which Influence the Condition of the Labouring Classes of Society, Londres, 1817, p. 16-17).

« La même cause qui fait augmenter le revenu net de la nation peut en même temps créer un surplus de population de l'autre côté et faire empirer la condition de l'ouvrier » (cf. RICARDO, Principles… p. 469). Avec l'accroissement du capital, « la demande [de travail] va en proportion décroissante » (ibid., p. 480, n.).

« Le montant de capital destiné à la subsistance du travail peut varier indépendamment de tout changement du montant global de capital. […] A mesure que le capital lui-même devient plus abondant, de grandes fluctuations dans le volume de l'emploi et de grandes misères peuvent devenir plus fréquentes » (cf. Richard JONES, An Introductory Lecture on Political Economy, Londres, 1833, p. 13). « La demande [de travail] augmentera […] non pas en rapport avec l'accumulation du capital social […]. Toute augmentation du fonds national destiné à la reproduction aura donc, au cours du progrès social, un effet toujours moindre sur la situation du travailleur » (cf. RAMSAY, An Essay on the Distribution of Wealth, p. 90, 71).

Telle est la loi de la population qui distingue l'époque capitaliste et correspond à son mode de production spécifique. En effet, chacun des modes historiques de la production sociale a ses lois particulières de la population, lois qui ne s'appliquent qu'à lui, qui passent avec lui et n'ont par conséquent qu'une valeur historique. Une loi de la population abstraite et immuable n'existe que pour la plante et l'animal, et encore aussi longtemps seulement qu'ils ne subissent pas l'influence de l'homme.

Mais, si une surpopulation ouvrière est le produit nécessaire de l'accumulation ou du développement de la richesse sur la base capitaliste, cette surpopulation ouvrière devient à son tour le levier le plus puissant de l'accumulation capitaliste, voire une condition d'existence du mode de production capitaliste. Elle crée une armée industrielle de réserve, qui est à la disposition du capital d'une manière aussi absolue que s'il l'avait formée et élevée à ses propres frais. Elle fournit à ses

exigences changeantes de valorisation, et indépendamment des limites de l'accroissement naturel de la population, un matériel humain toujours prêt à être exploité.

À mesure que le capital s'accumule et que se développe la productivité du travail correspondante, la force d'expansion soudaine du capital s'accroît, non seulement parce qu'augmente l'élasticité du capital fonctionnant déjà, non seulement parce qu'augmente la richesse absolue, dont le capital ne constitue qu'une partie en mouvement élastique, non seulement parce que le crédit, sous la moindre impulsion, et en un tour de main, fait affluer à la production des masses extraordinaires de la richesse sociale disponible sous forme de capital additionnel, mais encore que les conditions techniques du procès de production lui-même — machines, moyens de transport, etc. — permettent maintenant de transformer plus rapidement le surproduit en moyens additionnels de la production et de transporter plus vite les marchandises d'un coin du monde à l'autre. Le flot débordant de la richesse sociale, à mesure que l'accumulation progresse et qu'une masse croissante se transforme en capital additionnel, s'engouffre frénétiquement dans les vieilles branches de la production, dont les débouchés se dilatent soudainement, ou dans les branches qui se créent nouvellement, tels les chemins de fer, etc., dont le besoin se fait sentir à partir du développement des précédentes. Dans tous ces cas, il faut que l'on puisse jeter soudainement de grandes masses humaines aux points décisifs sans léser le niveau de production dans les autres sphères. C'est la surpopulation qui fournit ces masses.

Ce cycle vital, caractéristique de l'industrie moderne — à savoir son cycle décennal, interrompu par de minimes oscillations, des périodes d'activité moyenne, de production à haute pression, de crise et de stagnation — dépend de la présence d'une armée industrielle de réserve ou surpopulation. Celle-ci se forme sans cesse à nouveau, est plus ou moins absorbée pour se reformer ensuite. A leur tour, ces diverses phases du cycle industriel recrutent la surpopulation et deviennent les agents les plus énergiques de sa reproduction.

Cette marche singulière de l'industrie moderne, que nous ne rencontrons à aucune époque antérieure de l'humanité, était également impossible dans la période d'enfance de la production capitaliste au cours de laquelle la composition organique du capital changeait très lentement. Son accumulation correspondait alors aussi, en gros, à une croissance proportionnelle de la demande de travail. Etant

aussi lente que le cours de l'accumulation — par rapport à ce qui se passe à l'époque moderne —, elle se heurtait aux limites naturelles de la population ouvrière exploitable, et nous verrons plus loin que l'on ne parvint à reculer ces limites qu'en employant la force et autres moyens de violence. L'expansion soudaine et par saccades du volume de la production est la prémisse de sa contraction soudaine : cette dernière suscite de nouveau la première, mais celle-ci est impossible sans un matériel humain disponible, sans un accroissement du nombre des ouvriers indépendamment de la croissance absolue de la population. C'est ce qui s'obtient à l'aide d'un procédé bien simple qui consiste à jeter sans cesse sur le payé une fraction des ouvriers, à savoir par l'application de méthodes qui réduisent le nombre des ouvriers occupés par rapport à l'accroissement de la production. La forme de tout le mouvement de l'industrie moderne résulte donc de la transformation perpétuelle d'une partie de la population ouvrière en autant de bras à demi occupés ou tout à fait désœuvrés. On voit combien l'économie politique est superficielle au fait, entre autres, qu'elle considère l'expansion ou la contraction du crédit comme la cause et non le simple symptôme des changements périodiques du cycle industriel.

De même que les corps célestes une fois lancés sur leurs orbites les décrivent toujours de nouveau, de même la production sociale, une fois engagée dans ce mouvement alternatif d'expansion et de contraction, le répète sans cesse. Les effets, à leur tour, deviennent des causes, et les péripéties, d'abord irrégulières et en apparence accidentelles, affectent de plus en plus la forme d'une périodicité normale de tout ce procès [205]. Dès lors que cette périodicité s'est consolidée,

---

205 Dans la version française, Marx a souligné la liaison étroite qui existe entre le cycle des crises et l'évolution économique vivante du capitalisme : « C'est seulement l'époque où l'industrie mécanique, ayant jeté des racines assez profondes, exerça une influence prépondérante sur toute la production nationale, où, grâce à elle, le commerce étranger commença à primer le commerce intérieur ; où le marché universel s'annexa successivement de vastes terrains au Nouveau Monde, en Asie et en Australie ; où enfin les nations industrielles entrant en lice furent devenues assez nombreuses, c'est de cette époque seulement que datent les cycles renaissants dont les phases successives embrassent des années et qui aboutissent toujours à une crise générale, fin d'un cycle et point de départ d'un autre. Jusqu'ici, la durée périodique de ces cycles est de dix ou onze ans, mais il n'y a aucune raison pour considérer ce chiffre comme constant. Au contraire, on doit inférer des lois de la production capitaliste, telles que nous venons de les développer,

l'économie politique elle-même saisit que la production d'une surpopulation relative — c'est-à-dire d'un excédent par rapport aux besoins moyens de l'autovalorisation du capital — est une condition de vie pour l'industrie moderne.

« Supposons », dit H. Merivale, qui fut d'abord professeur d'économie politique à l'université d'Oxford, puis employé au ministère des colonies anglaises et quelque peu historien, « supposons qu'à l'occasion d'une crise la nation s'astreigne à un grand effort pour se débarrasser, au moyen de l'émigration, de quelque cent mille bras superflus — quelle en serait la conséquence ? C'est qu'au premier retour d'une demande de travail plus vive on manquerait de bras. Si rapide que puisse être la reproduction humaine, il lui faut en tout cas l'intervalle d'une génération pour remplacer les travailleurs adultes. Or les profits de nos fabricants dépendent surtout de leur capacité d'exploiter la phase de prospérité, lorsque la demande est vive, afin de compenser les dommages de la stagnation. Ce pouvoir ne leur est assuré qu'autant qu'ils ont à leur disposition des machines et des bras. Il faut qu'ils trouvent les bras disponibles. Il faut qu'ils puissent tendre et détendre, selon l'état du marché, l'activité de leurs opérations, sinon ils seraient tout à fait incapables de soutenir, dans la lutte acharnée de la concurrence, cette suprématie sur laquelle repose la richesse de notre pays [206]. »

Malthus lui-même reconnaît que la surpopulation est une nécessité de l'industrie moderne, bien que de son point de vue borné il l'explique par un excédent absolu de la population ouvrière, et non par le fait qu'elle devient relativement surnuméraire. Selon lui, « les habitudes de prudence dans les rapports matrimoniaux, si elles étaient poussées trop loin parmi la classe ouvrière d'un pays dépendant surtout des manufactures et du commerce, porteraient préjudice à ce pays. […] Par la nature même de la population, une demande particulière ne peut pas amener sur le marché un surcroît de travailleurs avant un laps de seize ou dix-huit ans, tandis que la conversion du revenu en capital par la voie de l'épargne

---

qu'il est variable et que la période des cycles se raccourcira graduellement » (*loc. cit.*, p. 77).

206 H. MERIVALE, *Lectures on Colonization and Colonies*, London, 1841 et 1842, vol. 1, p. 146. (Note de Marx.)

peut s'effectuer beaucoup plus vite. Un pays est donc toujours exposé à ce que son fonds de salaire croisse plus rapidement que sa population [207] ».

Après que l'économie politique a ainsi proclamé que la production constante d'une surpopulation ouvrière est une nécessité de l'accumulation capitaliste, voilà qu'en vieille fille qu'elle est elle met les gracieuses paroles suivantes dans la bouche de son « bel idéal » de capitaliste, s'adressant aux ouvriers surnuméraires, jetés sur le pavé par leur propre création de capital additionnel : « Nous, fabricants, nous faisons pour vous tout ce que nous pouvons en accroissant le capital avec lequel vous avez à subsister ; c'est à vous de faire le reste, en proportionnant votre nombre aux moyens de subsistance [208]. »

La production capitaliste ne peut se satisfaire en aucun cas de la quantité de forces de travail disponible que fournit la croissance naturelle de la population. Elle exige, pour se donner libre cours, une armée de réserve industrielle, indépendante de cette limite naturelle.

Jusqu'ici, nous avons admis que l'augmentation ou la diminution du capital variable correspond exactement à l'augmentation ou à la diminution du nombre des ouvriers employés.

En fait, le nombre des ouvriers commandés par le capital peut rester le même, voire tomber, alors que le capital variable augmente. C'est le cas lorsque l'ouvrier individuel fournit plus de travail, et donc que son salaire augmente, et ce bien que le prix du travail reste le même, voire diminue, mais seulement moins vite que la masse du travail. L'augmentation du capital variable est, dans ce cas, le signe de plus de travail, mais non de plus d'ouvriers employés. C'est l'intérêt absolu de tout capitaliste d'extorquer une quantité donnée de travail d'un nombre d'ouvriers petit plutôt que grand, même si le coût en est un peu plus élevé. Dans ce dernier cas, la dépense en capital constant augmente par rapport à la masse de travail mis

---

207 MALTHUS, *Principles of Political Economy*, p. 254, 319, 320. C'est dans ce même ouvrage que Malthus — avec l'aide de Sismondi — découvre enfin la jolie trinité capitaliste : *surproduction, surpopulation, surconsommation ;* en vérité, trois monstres d'une grande délicatesse ! (Cf. F. ENGELS, « Ebauche d'une critique de l'économie politique », p. 107 et s., in *Annales franco-allemandes*, 1844 — note de Marx.)

208 Harriet MARTINEAU, *The Manchester Strike*, 1842, p. 101, n. 82. (Note de Marx.)

en mouvement, alors que dans le cas précédent elle augmente moins. Plus grande est l’échelle de la production, plus cette cause devient décisive. Sa force augmente à mesure que le capital s’accumule.

Nous avons vu que le développement du mode de production capitaliste et des forces productives du travail — à la fois cause et effet de l’accumulation — permet au capitaliste, avec la même dépense de capital variable, de mettre plus de travail en action grâce à une exploitation plus grande (extensive ou intensive) de chaque force de travail individuelle. Nous avons vu ensuite que le capitaliste achète, avec un même montant de capital, une masse plus grande de forces de travail, en remplaçant au fur et à mesure les ouvriers qualifiés par de moins qualifiés, des forces de travail adultes par de plus vieilles, les hommes par les femmes, les grandes personnes par des adolescents ou des enfants [209].

La production d’une surpopulation relative ou la « libération de travailleurs » est donc encore bien plus rapide que la révolution technique du procès de production effectuée sous l’effet de l’accumulation croissante, et la diminution proportionnelle correspondante de la partie variable du capital par rapport à sa partie constante. Si les moyens de production, à mesure que leur accroissement en volume et en efficacité, deviennent à un degré toujours moindre des moyens d’occuper des ouvriers, cet état de choses est altéré par le fait qu’avec l’augmentation croissante de la productivité du travail le capital augmente plus rapidement son offre de travail que sa demande d’ouvriers [210]. Ainsi, le fait que le capital extorque davantage de travail à la partie employée de la classe ouvrière grossit les rangs de sa réserve de main-d’œuvre, alors qu’en outre la pression accrue qu’exerce cette dernière par sa concurrence sur ceux qui travaillent contraint ceux-ci à augmenter leurs efforts et à se soumettre au diktat du capital. La condamnation d’une partie de la classe ouvrière à l’oisiveté forcée en raison de l’excès de travail imposé à la fraction qui se trouve en exercice actif, et vice versa,

209 Dans l’édition française de Roy, Marx, faisant allusion aux travailleurs étrangers, ajoutait « et un Yankee pour trois Chinois ».

210 En termes tout à fait simples avec l’accroissement de la productivité, le capital en croissance rapide a plus de travail à offrir, mais n’embauche pas pour autant plus d’ouvriers : il fait faire plus de travail par le même nombre d’ouvriers.

devient un moyen d'enrichissement du capitaliste individuel [211] et accélère en même temps la production de l'armée de réserve industrielle à une échelle correspondant au progrès de l'accumulation sociale. L'exemple de l'Angleterre, entre autres, illustre l'importance de cet élément dans la formation de la surpopulation relative. Ses moyens techniques pour « économiser » du travail sont colossaux.

Si demain le travail était en général réduit à un montant rationnel et proportionné aux différentes couches de la classe ouvrière suivant l'âge et le sexe, la population ouvrière existante ne suffirait pas — il s'en faut de beaucoup — à maintenir la production nationale à l'échelle actuelle. Il faudrait donc convertir la

---

211 Même pendant la crise de 1863, due à la pénurie de coton à la suite de la guerre de Sécession américaine, on trouve, dans un pamphlet des fileuses de coton de Blackburn, une dénonciation violente de l'excès de travail qui, en vertu de la législation anglaise de fabrique, ne frappait que les ouvriers adultes : « On a demandé aux ouvriers adultes de cette fabrique de travailler de douze à treize heures par jour, alors, que des centaines d'autres sont forcés de rester oisifs et seraient disposés à travailler, ne serait-ce que quelques heures, pour soutenir leurs familles et sauver leurs frères d'une mort prématurée causée par l'excès de travail. […] Nous demandons, lit-on plus loin, si cette habitude d'imposer aux ouvriers occupés un temps de travail supplémentaire rend possible des rapports supportables entre les maîtres et leurs “serviteurs” ? Les victimes du travail excessif ressentent cette iniquité tout autant que ceux que l'on condamne à l'oisiveté forcée (*condemned to forced idleness*). Si le travail était distribué d'une manière équitable, il y aurait, dans ce district, assez de besogne pour que chacun en eût sa part. Nous ne demandons que notre droit, en invitant les patrons à raccourcir généralement la journée tant que durera l'état actuel des choses, au lieu d'exténuer les uns de travail et de forcer les autres, faute de travail, à vivre des secours de la bienfaisance » (cf. le *Rapport de l'inspection des fabriques*, le 31 octobre 1863, p. 8). C'est avec son instinct infaillible de bourgeois que l'auteur de l'*Essay on Trade and Commerce* (Londres, 1863, p. 8) comprend l'effet causé par la surpopulation relative sur les ouvriers occupés.
« Une autre cause de l'oisiveté dans ce royaume, *c'est le manque d'un nombre suffisant de bras*. Toutes les fois qu'une demande extraordinaire de produits rend insuffisante la masse de travail dont on dispose, les ouvriers sentent leur propre importance et veulent la faire sentir aussi aux maîtres. C'est étonnant, mais ces gens-là sont si dépravés que, dans de tels cas, des groupes d'ouvriers se sont mis d'accord pour jeter leurs maîtres dans l'embarras, en cessant de travailler pendant toute une journée » (p. 27, 28). Ces gens demandaient, en fait, tout simplement une augmentation de salaire. (Note de Marx.)

grande majorité des travailleurs actuellement « improductifs » en travailleurs « productifs ».

Prises dans leur ensemble, les variations générales du taux de salaire sont réglées exclusivement par l'expansion et la contraction de l'armée de réserve industrielle, qui correspondent à leur tour aux alternances périodiques du cycle industriel. Elles ne sont donc pas déterminées par les variations du nombre absolu de la population ouvrière, mais par les proportions variables dans lesquelles la classe ouvrière se divise en armée de travail active et en armée industrielle de réserve, par l'augmentation ou la diminution de la masse relative de la surpopulation, par le degré où elle est tantôt absorbée, tantôt « libérée » du procès de production. Pour l'industrie moderne avec son cycle décennal et ses phases périodiques, qui, de plus, sont perturbées, à mesure que l'accumulation se poursuit, par des oscillations irrégulières se suivant les unes les autres avec une fréquence de plus en plus grande, ce serait vraiment une jolie loi que celle qui prétendrait faire dépendre l'offre et la demande de travail non pas de l'expansion et de la contraction du capital, c'est-à-dire de ses besoins momentanés de valorisation, de sorte que le marché du travail est tantôt relativement insuffisant, parce que le capital est en expansion, et tantôt de nouveau sursaturé, parce qu'il se contracte, mais au contraire ferait dépendre le mouvement du capital du mouvement absolu de la masse de la population. Et c'est pourtant là le dogme des économistes ! Selon eux, les salaires s'élèvent par suite de l'accumulation du capital. Les hauts salaires stimulent la population ouvrière à se multiplier rapidement, jusqu'au point où le marché du travail est encombré et que le capital est devenu insuffisant par rapport à l'offre d'ouvriers. Alors le salaire tombe, et c'est le revers de la médaille. La population ouvrière est peu à peu décimée par suite de la chute des salaires, si bien que, par rapport à son nombre, le capital devient de nouveau surabondant, et nous voilà revenus à notre point de départ. Ou bien, selon d'autres docteurs ès populations, la baisse des salaires et l'exploitation ouvrière accrue qu'elle entraîne stimulent de nouveau l'accumulation, tandis que cette modicité des salaires entrave l'augmentation de la population. Et c'est de nouveau la situation où l'offre de travail est moins forte que la demande — et les salaires montent, etc. Belle méthode pour suivre le mouvement trépidant de la production capitaliste développée ! Avant que la hausse des salaires eût provoqué la moindre croissance positive de la population réellement capable de travailler, on aurait vingt fois laissé passer

le temps où il fallait ouvrir la campagne industrielle, livrer la bataille et remporter la victoire !

De 1849 à 1859, une hausse de salaires — en fait purement nominale — eut lieu dans les districts agricoles anglais, lorsque le prix des céréales baissa. Dans le Wiltshire, Par exemple, le salaire hebdomadaire monta de 7 à 8 sh. dans le Dorsetshire, de 7 ou 8 à 9 sh., etc. C'était l'effet d'une baisse extraordinaire de surnuméraires ruraux à la suite des levées pour la guerre de Crimée, à un moment où l'extension prodigieuse des chemins de fer, des fabriques, des mines, etc., avait fait monter la demande de bras. Plus le montant des salaires est bas, plus forte est la proportion suivant laquelle s'exprime toute hausse, même la plus faible. Qu'un salaire hebdomadaire de 20 sh., par exemple, monte à 22, cela ne donne qu'une hausse de 10 % ; n'est-il au contraire que de 7 sh. et monte-t-il à 9, alors la hausse est de 28 4/7 % — ce qui sonne bien aux oreilles. En tout cas, les fermiers poussèrent des hurlements, et l'Economist de Londres parla sans rire d'une hausse générale et substandelle (a general and substantial advance [212]) de ces salaires de meurt-de-faim. Mais que tirent les fermiers ? Attendirent-ils qu'une rémunération si brillante fît proliférer les ouvriers ruraux au point de déprimer de nouveau les salaires, comme les choses se passent dans les cerveaux dogmatiques des économistes ? Nos braves fermiers introduisirent tout simplement des machines, et en un tour de main l'armée de réserve était de nouveau dans une proportion satisfaisante pour les fermiers. « Davantage de capital » était désormais placé dans l'agriculture anglaise, et sous une forme plus productive. En conséquence, la demande de travail diminua non seulement de manière relative, mais encore absolue.

Avec cette fiction, les économistes confondent les lois qui régissent le mouvement général du salaire — et expriment le rapport entre la classe ouvrière, c'est-à-dire la force de travail collective, et l'ensemble du capital social — avec les lois qui distribuent la population entre les diverses branches de production du capital. Si, par exemple, à la suite d'une conjoncture favorable, l'accumulation devient particulièrement vive dans une sphère de production déterminée, les profits y dépassent le taux moyen, de sorte que des capitaux additionnels y sont fortement attirés, et tout naturellement la demande de travail et les salaires augmen-

[212] *Economist*, 21 janvier 1860. (Note de Marx.)

tent. La hausse de ceux-ci attire une plus grande partie de la classe salariée vers la branche favorisée, jusqu'à ce que celle-ci soit engorgée de forces de travail — et les salaires finissent par retomber de nouveau à leur taux moyen, ou au-dessous au cas ou l'affluence était excessive. A ce point, l'afflux des ouvriers va non seulement cesser, mais faire place à leur reflux vers d'autres branches d'industrie. Là l'économiste estime avoir surpris le « pourquoi et le comment » des choses. Il voit de ses propres yeux qu'une hausse des salaires entraîne une augmentation du nombre des ouvriers, et cette augmentation absolue des ouvriers une baisse des salaires, mais en réalité il ne voit rien d'autre qu'une oscillation locale du marché du travail d'une sphère de production particulière, il ne voit que les phénomènes de la distribution de la population ouvrière dans les différentes sphères de placement du capital, selon les besoins changeants de celui-ci.

Pendant les périodes de stagnation et de prospérité moyenne, l'armée industrielle de réserve pèse sur l'armée ouvrière en activité et elle refrène ses revendications pendant la période de surproduction et de paroxysme de la production. La surpopulation relative est ainsi le pivot caché sur lequel tourne la loi de l'offre et de la demande de travail. Elle rétrécit de force la marge de jeu de cette loi pour favoriser au maximum la soif d'exploitation et la rage de domination du capital.

Revenons, à ce propos, sur l'un des grands exploits de l'apologétique des économistes. On a vu [213] qu'à la suite de l'introduction de nouvelles machines ou de l'application accrue d'anciennes une fraction de capital variable est transformée en capital constant. Cette opération, qui « fixe » du capital et « libère » du même coup des ouvriers, l'apologiste de l'économie bourgeoise l'interprète à rebours, comme si elle libérait du capital au bénéfice de l'ouvrier, autrement dit dégageait un capital de grandeur égale pour leur emploi futur dans quelque autre branche d'industrie. C'est maintenant seulement que l'on peut se rendre compte vraiment de l'impudence de l'apologiste bourgeois.

Ce qui est libéré, ce ne sont pas seulement les ouvriers directement évincés par les machines, mais encore la réserve de ceux qui sont là pour les remplacer, ainsi que le contingent supplémentaire que l'industrie absorbe normalement lorsqu'elle se trouve dans son état normal d'extension. Ils sont maintenant tous « libé-

---

[213] Cf. « La Théorie de la compensation », *Le Capital*, chap. XV, partie VI ; Editions sociales, t. 2, p. 119-127.

rés », et tout nouveau capital en quête d'emploi nouveau peut en disposer. Qu'il les attire eux ou d'autres, l'effet qu'il produit sur la demande générale de travail restera toujours nul, tant que ce capital est juste suffisant pour retirer du marché autant de bras que les machines y ont jetés. S'il devait occuper moins de bras, la masse des surnuméraires augmenterait encore ; enfin, s'il en employait davantage, la demande générale de travail ne s'accroîtrait que de l'excédent des bras qu'il a engage n sur ceux que la machine a « dégagés ». L'impulsion que des capitaux additionnels en quête de placement auraient autrement donné à la demande générale de bras se trouve donc dans tous les cas neutralisée par la concurrence des bras jetés par les machines sur le pavé.

En d'autres termes, donc, le mécanisme de la production capitaliste lui-même fait que l'accroissement absolu du capital ne s'accompagne d'aucune augmentation correspondante de la demande générale de travail. Et c'est ce que l'apologiste appelle une compensation à la misère, aux souffrances et à la mort possible des ouvriers déplacés pendant les périodes de transition où ils sont bannis dans l'armée industrielle de réserve ! La demande de travail ne va pas de pair avec la croissance du capital, ni l'offre de travail avec la croissance de la classe ouvrière, de sorte qu'il apparaît que deux puissances indépendantes l'une de l'autre agissaient l'une sur l'autre. Les dés sont pipés (fr.). Or le capital opère des deux côtés à la fois. Tandis que, d'un côté, son accumulation augmente, la demande de travail, de l'autre côté, augmente, en « libérant » des ouvriers, alors qu'au même moment la pression des chômeurs oblige ceux qui sont occupés à fournir une plus grande masse de travail, c'est-à-dire à rendre l'offre de travail, dans une certaine mesure, indépendante de l'offre de travailleurs. Dans ces conditions, la loi de la demande et de l'offre de travail parachève le despotisme du capital [214].

---

214 Dans la version française de Roy, tout ce passage est fortement condensé, et néglige, au niveau de *toute* la classe, l'effet en retour des chômeurs sur les ouvriers employés.
Voici le passage de Roy : « Et c'est là l'effet général de toutes les méthodes qui concourent à rendre des travailleurs surnuméraires. Grâce à elles, l'offre et la demande de travail cessent d'être des mouvements partant de deux côtés opposés, celui du capital et celui de la force ouvrière. Le capital agit des deux côtés à la fois. Si son accumulation augmente la demande de bras, elle en augmente aussi l'offre en fabriquant des surnuméraires. Ses dés sont pipés. Dans ces conditions, la loi de l'offre et la demande de travail consomme le despotisme capitaliste » (*Le Capital*, 1. I, t. 3, p. 83).

Aussi, lorsque les travailleurs parviennent à lever le mystère pour s'apercevoir — comme c'est le cas en ce moment [215] — que, dans la mesure même où ils travaillent de plus en plus, où ils produisent une richesse plus grande pour autrui et où la force productive de leur travail augmente, c'est leur propre fonction d'instrument de valorisation du capital qui devient plus précaire, ils découvrent que l'intensité de la concurrence qu'ils se font les uns aux autres dépend entièrement de la pression exercée par les travailleurs en surnombre et s'efforcent d'organiser grâce à des syndicats, etc., une coopération systématique entre les ouvriers qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, afin de contrecarrer ou d'atténuer l'effet funeste sur leur classe de cette loi « naturelle » de la production capitaliste. A ce moment-là, le capital et son sycophante, l'économiste, se mettent à crier au sacrilège, à la violation de la loi « éternelle » et pour ainsi dire sacrée de l'offre et de la demande. Toute coalition entre travailleurs employés et chômeurs trouble en effet le jeu « pur » de cette loi. Par ailleurs, lorsque dans les colonies, par exemple, des circonstances fâcheuses pour les capitalistes contrecarrent la formation d'une armée industrielle de réserve, donc la dépendance absolue de la classe ouvrière vis-à-vis du capital, celui-ci — avec son arsenal de lieux communs à la Sancho Pança — se rebelle lui-même contre la sacro-sainte loi de l'offre et de la demande et s'efforce, par des moyens de violence, de pallier les inconvénients qui en découlent pour lui.

---

215 L'année 1867 coïncide avec une période d'essor de l'Internationale dirigée par Marx (cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe,* P.C.M., t. 2).

Différentes formes d'existence de la surpopulation relative. La loi générale de l'accumulation capitaliste

Retour à la table des matières

La surpopulation relative existe sous toutes les nuances possibles. Tout ouvrier en fait partie durant le temps où il est partiellement ou complètement inemployé. En dehors des grandes formes périodiques que la succession des phases du cycle industriel lui imprime, tantôt de manière aiguë dans les crises, tantôt de manière chronique en temps de stagnation des affaires, la surpopulation relative revêt successivement trois formes : fluide, latente et stagnante.

Dans les centres de l'industrie moderne — fabriques, manufactures, fonderies et mines —, les ouvriers sont tantôt repoussés, tantôt attirés en plus grand nombre, de sorte qu'en général le nombre des ouvriers employés y va en augmentant, bien qu'il y diminue aussi constamment en proportion de l'échelle de la production. La surpopulation y existe à l'état flottant.

Dans les fabriques proprement dites, comme dans les grandes usines où les machines ne jouent qu'un rôle auxiliaire à côté de la division moderne du travail, de nombreux jeunes garçons sont employés jusqu'à l'âge de leur maturité. Ce terme passé, on en retient un faible contingent, tandis que les plus nombreux sont renvoyés en règle générale. Ceux-ci forment un élément de la surpopulation fluide qui s'accroît à mesure que la grande industrie s'étend. Une partie émigre, et ne fait en réalité que suivre l'émigration du capital [216]. Il en résulte que la population féminine augmente plus vite que la population mâle : témoin l'Angleterre.

---

216 Alors que les démographes officiels — et même des dirigeants ouvriers opportunistes — ont fait croire que les pays d'outre-mer, tels que le Canada, les Etats-Unis, l'Australie, l'Afrique du Sud, l'Algérie, etc., ont été colonisés par les Blancs parce que la population européenne était trop prolifique eu égard aux moyens de subsistance dont elle disposait, Marx rétablit d'un mot le sens des choses : la population, déterminée par ses facteurs matériels de production, n'a fait que suivre l'expansion impérialiste du capital dans le monde.

Que l'accroissement spontané de la classe ouvrière ne suffise pas aux besoins de l'accumulation nationale du capital et qu'il les excède néanmoins, c'est ce qui représente une contradiction inhérente au mouvement même du capital. Celui-ci a besoin d'une plus grande proportion de femmes, d'enfants, d'adolescents, de jeunes gens que d'hommes faits. Cette contradiction n'est pas moins criante que cette autre qui fait qu'on se plaint d'une pénurie de bras au moment même où tant de milliers se trouvent sur le pavé, parce que la division du travail les enchaîne à une branche d'industrie particulière [217].

La consommation de force de travail par le capital est d'ailleurs si rapide que le travailleur d'âge moyen est pratiquement épuisé. Il va finir dans la masse des surnuméraires ou est repoussé à un degré plus bas de l'échelle professionnelle. C'est précisément chez les ouvriers de la grande industrie que l'on rencontre la moyenne de vie la plus courte.

« Le docteur Lee, officier de santé pour Manchester, a constaté que la durée moyenne de vie est, à Manchester, de 38 années pour la classe aisée et de 17 années pour la classe ouvrière, tandis qu'à Liverpool elle est de 35 années pour la première et de 15 pour la seconde. Il s'ensuit que la classe privilégiée tient une assignation sur la vie (has a lease of life) de plus de deux fois la valeur de celle qui échoit aux citoyens moins fortunés [218]. »

Dans ces conditions, la croissance absolue de cette fraction du prolétariat exige une forme propice au gonflement de sa masse, bien que ses éléments s'usent très vite. Il faut donc que les générations ouvrières se renouvellent avec rapidité. (Cette loi ne s'applique pas aux autres classes de la société.) Cette exigence sociale est satisfaite au moyen de mariages précoces (conséquence fatale des condi-

---

217 Au dernier semestre de 1866, par exemple, il y avait à Londres 80 à 90 000 ouvriers en chômage forcé, tandis que, faute de bras, beaucoup de machines étaient arrêtées dans les fabriques du Lancashire. Le rapport des inspecteurs de fabrique notait alors : « Il ne semble pas absolument vrai que la demande produise toujours l'offre, juste au moment où il en est besoin. Cela n'a pas eu lieu, du moins pour le travail de fabrique, car un grand nombre de machines chômaient l'année dernière faute de bras » (*Rpts of Insp. of Fact. for 31 st oct. 1866*, p. 81 — note de Marx).

218 Discours d'ouverture de la conférence sur la réforme sanitaire, tenue à Birmingham, par M. J. Chamberlain, maire de Birmingham (en 1883, ministre du Commerce), le 15 janvier 1875. (Note de Marx.)

tions dans lesquelles vivent les ouvriers de la grande industrie) et grâce à la prime que l'exploitation des enfants assure à ceux qui les produisent [219].

Dès que la production capitaliste s'est emparée de l'agriculture, ou à mesure de son extension à elle, la demande de population ouvrière campagnarde y diminue de manière absolue à mesure que le capital s'y accumule. Dans l'agriculture, la répulsion de la force ouvrière n'est pas — comme dans les branches non agricoles de l'industrie — compensée par une attraction plus grande encore. Une partie de la population des campagnes se trouve donc toujours sur le point de se convertir en population urbaine ou manufacturière et guette les circonstances favorables à cette transformation. (Nous entendons ici manufacture au sens d'industrie non agricole [220].)

Cette source de la surpopulation relative coule donc sans cesse [221]. Or ce flot constant implique au préalable dans les campagnes elles-mêmes une surpopula-

---

219 Le système des « primes à la production d'enfants » — plus raffiné dans les pays « développés » — n'a fait que se généraliser avec la promotion des lois « sociales ». Il permet de stimuler la reproduction des classes laborieuses, et notamment des travailleurs manuels, tout en aidant aussi « démocratiquement » à la reproduction des classes improductives.
Hors de l'Europe, le travail des enfants — et donc la production nombreuse de ceux-ci — améliore souvent la situation des familles, car les adultes trouvent moins facilement de quoi subvenir à leurs besoins que les tout-petits. Ce fait a été noté par certains démographes modernes, qui y ont vu une raison économique de la forte poussée démographique dans le tiers monde — comme en Angleterre au siècle dernier.

220 Dans le recensement de 1861 pour l'Angleterre et le Pays de Galles figurent 781 villes avec une population de 10 960 998 habitants, tandis que les villages et les paroisses de campagne n'en comptent que 9 105 226. […] En 1851, on avait recensé officiellement 580 villes, avec une population à peu près égale à celle des districts ruraux. Mais, tandis que dans ceux-ci la population ne croissait que d'un demi-million, elle passait dans les 580 villes à 1 554 067 habitants. L'accroissement de population est dans les paroisses rurales de 6,5 %, dans les villes de 17,3 %. Cette différence dans la croissance doit être attribuée à l'*émigration qui se fait des campagnes dans les villes*. Celles-ci absorbent les trois quarts de l'accroissement général de la population (cf. *Census… for 1861*, vol. 3, p. 11 et 12 — note de Marx).

221 Depuis Marx, ce mouvement de bestiale urbanisation s'est encore aggravé. Au début du XIX[e] siècle, cinq villes anglaises seulement dépassaient les 100 000 habitants et les villes de plus de 50 000 habitants étaient au nombre de vingt-huit. Une cinquantaine de villes dépassent de nos jours les 100 000.

tion latente, dont on n'aperçoit toute l'étendue qu'aux moments exceptionnels où ses canaux de décharge s'ouvrent tout grands. L'ouvrier agricole est donc réduit au minimum de salaire et a constamment un pied dans la fange du paupérisme.

La troisième catégorie de la surpopulation relative, la stagnante, forme une partie de l'armée industrielle active, mais l'irrégularité extrême de son emploi en fait un réservoir inépuisable pour le capital de forces de travail disponibles. Ses conditions de vie se situent très au-dessous du niveau normal et moyen de la classe ouvrière, et c'est précisément ce qui en fait la large base pour certaines branches d'exploitation du capital, dans lesquelles le temps de travail atteint son maximum, et le taux de salaire son minimum. Le travail dit à domicile nous en fournit un exemple affreux, et nous en avons déjà traité.

Cette couche de la classe ouvrière se recrute sans cesse parmi les « surnuméraires » de la grande industrie et de l'agriculture, et surtout dans les sphères de production en déclin, là où le métier artisanal succombe devant la manufacture, et celle-ci devant l'industrie mécanique. Sa masse grossit, tout comme avec l'extension et l'énergie de l'accumulation grossit aussi le nombre des c surnuméraires ». Elle forme en même temps un élément de la classe ouvrière qui se reproduit et se perpétue lui-même, en prenant une part relativement plus grande que les autres éléments dans la croissance générale de cette classe. En fait, non seulement la masse des naissances et des décès, mais encore la grandeur absolue des familles sont en proportion inverse au montant du salaire, et donc de la masse des moyens de subsistance dont disposent les différentes catégories de travailleurs. Cette loi de la société capitaliste aurait une résonance absurde chez les sauvages et même chez certains colons civilisés. Elle rappelle la reproduction extraordinaire de certaines espèces animales faibles et constamment pourchassées [222].

Mais ce mouvement n'affecte pas seulement les pays industrialisés, puisque Marx parle ici du mouvement capitaliste dans les campagnes (qui n'est pas lié dans le temps et l'espace à l'industrie, comme le montre l'exemple typique de l'Irlande). L'urbanisation a les pires difformités dans l'actuel tiers monde. L'Egypte comptait en 1880 sept millions d'habitants, aujourd'hui Le Caire, à elle toute seule, en compte plus de 8 millions. La capitale de la Colombie, Bogota, croît à un rythme annuel de 8 %.

222 « La pauvreté paraît même être favorable à la génération » (cf. Adam SMITH, *Wealth of Nations*, 1. I, chap. VII, trad. Garnier, t. 1, p. 160). « C'est même une ordonnance divine d'une profonde sagesse, s'il faut en croire le

Enfin, la couche la plus basse de la surpopulation relative habite l'enfer du paupérisme. Abstraction faite des vagabonds, des criminels, des prostituées, des mendiants, etc., de ce que l'on appelle le lumpenprolétariat proprement dit, cette couche sociale se compose de trois catégories. La première comprend ceux qui sont capables de travailler. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les statistiques du paupérisme anglais pour s'apercevoir que sa niasse grossit à chaque crise et diminue à chaque reprise des affaires. La seconde catégorie comprend les enfants assistés et les orphelins. Ce sont autant de candidats à l'armée de réserve industrielle qui, aux époques de haute prospérité, entrent rapidement et en masse dans le service actif, comme en 1860. La troisième catégorie embrasse les masses misérables et démoralisées, tombées dans la gueusaille et inaptes au travail. Il s'agit essentiellement de gens qui périclitent, parce que la division du travail les a rendus inaptes à changer d'activité, de gens qui par malheur ont dépassé l'âge normal du salarié et enfin des victimes directes de l'industrie — malades, estropiés, veuves, etc. —, dont le nombre s'accroît avec celui des machines dangereuses, des mines, des manufactures chimiques, etc.

Le paupérisme est l'hôtel des invalides de l'armée active du travail et le poids mort de l'armée de réserve industrielle. Sa production est comprise dans celle de la surpopulation relative, sa nécessité dans la nécessité de celle-ci ; il forme avec elle une condition d'existence de la richesse capitaliste. Il entre dans les faux frais de la production capitaliste, frais dont le capital sait fort bien, d'ailleurs rejeter la plus grande partie sur les épaules de la classe ouvrière et de la petite et moyenne bourgeoisie.

À mesure qu'augmentent la richesse sociale et le capital en fonction, ainsi que l'étendue et l'impétuosité de sa croissance, et donc la grandeur absolue du prolé-

---

spirituel et galant abbé Galiani, selon lequel "Dieu fait que les hommes qui exercent des métiers de première utilité naissent abondamment" » *(cf. Della Moneta,* éd. Custodi, *Scrittori italiani di Economia Politica,* Parte moderna, Milano, 1801, t. 3, p. 78).

« La misère, poussée au point extrême où elle engendre la famine et les épidémies, *tend à augmenter la population au lieu de l'arrêter* » (S. Laing : *National Distress, its Causes and Remedies,* Londres, 1844, p. 69). Après avoir démontré, cette proposition par la statistique, Laing ajoute : « Si tout le monde se trouvait dans un état d'aisance, le monde serait bientôt dépeuplé. » (Note de Marx.)

tariat et la force productive de son travail, croît aussi l'armée de réserve industrielle. Les mêmes causes qui développent la force d'expansion du capital provoquent la mise au rencart des forces du travail. La grandeur de l'armée de réserve industrielle croît donc en même temps que les ressorts de la richesse. Mais, plus cette armée de réserve grossit comparativement à l'armée active du travail, plus se consolide la masse de la surpopulation dont la misère est en raison inverse des tourments dus au travail de celle-là. Enfin, plus s'accroissent cette couche de Lazare de la classe ouvrière et cette armée de réserve industrielle, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. Telle est la loi absolue, générale, de l'accumulation capitaliste. L'action de cette loi, comme de toute autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières, dont l'analyse n'a pas sa place ici.

On comprend donc toute la sottise de la sagesse économique qui ne cesse de prêcher aux travailleurs de proportionner leur nombre aux besoins de valorisation du capital. Comme si le mécanisme de la production du capital ne réalisait pas continuellement ce procès d'adéquation dont le premier mot est : création d'une surpopulation relative ou armée de réserve industrielle, et le dernier : misère de couches toujours croissantes de l'armée active du travail, et le poids mort du paupérisme.

La loi selon laquelle une masse toujours croissante de moyens de production peut, grâce au développement de la productivité du travail social, être mise en œuvre avec une dépense de force humaine toujours moindre, cette loi qui met l'homme social à même de produire davantage avec moins de labeur, se tourne, dans le système capitaliste — où ce n'est pas le travailleur qui utilise les moyens de production, mais les moyens de production qui utilisent le travailleur —, en loi contraire, à savoir que, plus la force productive du travail s'élève, plus est faible la pression des travailleurs sur les moyens de leur emploi, de sorte que la condition d'existence du salarié devient toujours plus précaire, l'ouvrier vendant plus difficilement sa propre force de travail qui accroît la richesse d'autrui ou valorise le capital lui-même. Le fait que les moyens de production et la productivité du travail s'accroissent plus rapidement que la population productive s'exprime donc, sous le mode capitaliste, dans le fait inverse, à savoir que la population ouvrière croît toujours plus rapidement que les besoins de valorisation du capital.

Lorsque nous avons analysé la plus-value relative (sect. IV), nous avons constaté le fait suivant : dans le système capitaliste, toutes les méthodes pour multi-

plier les forces productives sociales du travail s'exécutent aux dépens du travailleur individuel ; tous les moyens pour développer la production se changent en moyens de dominer et d'exploiter le producteur : ils mutilent l'ouvrier, en le réduisant à un fragment de lui-même, en lui faisant faire une opération de détail, partielle, en le dégradant à n'être qu'un accessoire négligeable de la machine ; ils détruisent tout ce que le travail pourrait avoir d'agréable et ne font que tourmenter l'ouvrier ; ils rendent étrangères au travailleur les forces scientifiques du procès de travail à mesure que la science s'incorpore comme force indépendante dans les machines et le procès de production capitaliste ; ils rendent les conditions dans lesquelles le travail se fait de plus en plus anormales et soumettent l'ouvrier durant son travail dans la fabrique à un despotisme aussi illimité que mesquin ; ils transforment le temps de sa vie en temps de travail, et jettent sa femme et ses enfants sous les roues du Jagernaut capitaliste.

Toutes les méthodes qui stimulent la production de la plus-value sont en même temps des méthodes de l'accumulation, et toute extension de celles-ci appelle à son tour l'extension de celles-là. Il en résulte que, quel que soit le taux des salaires, haut ou bas, la condition du travailleur doit empirer à mesure que le capital s'accumule.

Enfin, la loi qui toujours équilibre la surpopulation relative ou l'armée de réserve industrielle avec le volume ou l'énergie de l'accumulation rive le travailleur au capital plus solidement que les coins de Vulcain ne rivaient Prométhée à son rocher. C'est cette loi qui provoque une accumulation de misère correspondant à l'accumulation du capital. L'accumulation de richesse, à un pôle, est en même temps accumulation de misère, de tourments de travail, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation des mœurs, au pôle opposé, du côté de la classe qui crée son propre produit sous forme de capital.

Ce caractère antagonique de l'accumulation capitaliste [223] a frappé même les économistes. Encore les confondent-ils souvent avec des phénomènes, en partie

---

[223] « De jour en jour, il devient en conséquence plus clair que les rapports de production dans lesquels se meut la bourgeoisie n'ont pas un caractère un, un caractère simple, mais un caractère de duplicité ; que, dans le même rapport où se produit la richesse, la misère se produit aussi ; que, dans le même rapport où il y a développement des forces productives, il y a une force productrice de répression ; que ces rapports ne produisent la *richesse bourgeoi-*

analogues, mais substantiellement différents, puisqu'appartenant à des modes précapitalistes de production.

G. Ortes, moine vénitien et un des économistes marquants du XVIII^e^ siècle, conçoit l'antagonisme inhérent à la production capitaliste comme la loi naturelle et universelle de la richesse sociale.

« Au lieu de projeter, dit-il, pour le bonheur des peuples, des systèmes inutiles, je me bornerai à chercher la raison de leur misère. […] Le bien et le mal économiques se font toujours équilibre dans une nation (il bene ed il male economico in una nazione [sono] sempre all'istessa misura) : l'abondance des biens chez les uns est toujours égale au manque de biens chez les autres (la copia dei beni in alcuni sempre eguale alla mancanza di essi in altri). La grande richesse d'un petit nombre est toujours accompagnée de la privation des premières nécessités chez la multitude. La richesse d'une nation correspond à sa population, — et sa misère correspond à sa richesse. La diligence des uns rend forcée la fainéantise des autres. Les pauvres et les oisifs sont le fruit nécessaire des riches et des diligents, etc. [224]. »

Mais, si Ortes était profondément attristé de cette fatalité économique de la misère, dix ans après lui, un membre du haut clergé protestant anglais, J. Townsend, vint brutalement la glorifier comme la condition nécessaire de la richesse. « L'obligation légale du travail, dit-il, est d'application difficile, exige trop de violence et fait trop de bruit, alors que la faim est non seulement une pression paisible, silencieuse et incessante, mais le mobile le plus naturel du travail et de l'industrie, elle suscite, en outre, les efforts les plus puissants. »

Tout est donc mis en œuvre afin de perpétuer la faim du travailleur, et pour cela il suffit, selon Townsend, de laisser faire le principe de population qui est surtout actif parmi les pauvres.

---

se, c'est-à-dire la richesse de la classe bourgeoise, qu'en anéantissant continuellement la richesse des membres intégrants de cette classe et en produisant un prolétariat toujours croissant » (*Misère de la philosophie,* p. 116 — note de Marx).

224 G. ORTES, *Della Economia nazionaie, libri sei,* 1774, éd. Custodi, parte moderna, t. 21, p. 6, 9, 22, 24-25, 32, etc. (Note de Marx.)

« C'est une loi de la nature, semble-t-il, que les pauvres soient imprévoyants jusqu'à un certain degré (imprévoyants au point de venir au monde sans denier d'argent dans la bouche), afin qu'il y ait toujours des hommes prêts à remplir les fonctions les plus serviles, les plus sales et les plus abjectes de la communauté. Le fonds du bonheur humain (the fund of human happiness) en est grandement augmenté, les gens comme il faut, plus délicats (the more delicate), débarrassés de telles corvées, peuvent en toute tranquillité suivre leur vocation supérieure. […] Les lois sur les pauvres tendent à détruire l'harmonie et la beauté, l'ordre et la symétrie de ce système que Dieu et la nature ont établi dans le monde [225]. »

Si le moine vénitien trouvait dans la fatalité économique de la misère la raison d'être de la charité chrétienne, du célibat, des monastères, des couvents, etc., le pasteur prébendé y trouve donc au contraire un prétexte pour jeter l'anathème sur les lois anglaises qui donnaient aux pauvres le droit à de maigres secours de la paroisse.

« Le progrès de la richesse sociale, dit Storch, enfante cette classe utile qui se charge des travaux les plus monotones, les plus vils et les plus dégoûtants, qui, en somme, prenant pour sa part tout ce que la vie a de désagréable et d'assujettissant, procure aux autres classes le temps, la sérénité d'esprit et la dignité convention-

---

225 A *Dissertation on the Poor Laws*, by a well-wisher of Mankind (the Reverend Mr. J. Townsend), 1786, nouvelle éd., Londres, 1817, p. 15, 39, 41. Ce curé « délicat », dont le pamphlet que nous venons de citer ainsi que le *Voyage en Espagne* ont été impudemment plagiés par Malthus, emprunta lui-même une bonne partie de sa doctrine à Sir J. Steuart, tout en le défigurant. Si J. Steuart dit, par exemple : « L'esclavage était le seul moyen de faire travailler les hommes au-delà de leurs besoins, et pour qu'une partie de l'Etat nourrît gratuitement l'autre ; […] c'était un moyen violent de rendre les hommes laborieux [pour d'autres hommes…]. Alors les hommes étaient obligés à travailler, parce qu'ils étaient esclaves d'autres hommes ; aujourd'hui les hommes sont obligés à travailler [pour d'autres hommes qui ne travaillent pas], parce qu'ils sont esclaves de leurs propres besoins » (STEUART, *Recherche des principes de l'économie politique*, 1789-90 ; trad. française de Sénovert, t. 1, chap. VII, p. *69, 71, 72*). *Il* n'en conclut pas, comme le gras curé prébendé, qu'il faut que les salariés souffrent de faim, mais veut, au contraire, qu'en augmentant leurs besoins on les incite à travailler davantage pour les « plus délicats » (note de Marx).

nelle (c'est bon !) de caractère, etc. [226]. » Puis il se demande en quoi donc réside au bout du compte la supériorité de cette civilisation capitaliste, avec sa misère et sa dégradation des masses par rapport à la barbarie. Et il ne trouve qu'un mot à répondre : la sécurité !

Sismondi constate : « Grâce au progrès de l'industrie et de la science, chaque ouvrier peut produire chaque jour beaucoup plus que son entretien quotidien. Mais cette richesse, créée par son travail, le rendrait peu propre au travail, s'il était appelé à la consommer lui-même. Selon lui, “les hommes [bien entendu, ceux qui ne travaillent pas) renonceraient probablement à tous les perfectionnements des arts, à toutes les jouissances que nous donnent les manufactures, s'il fallait que tous les achetassent par un travail constant, tel que celui de l'ouvrier”. […] Les efforts sont aujourd'hui séparés de leur récompense ; ce n'est pas le même homme qui travaille et qui se repose ensuite ; mais c'est parce que l'un travaille que l'autre doit se reposer. […] La multiplication indéfinie des pouvoirs productifs du travail ne peut donc avoir pour résultat que l'augmentation du luxe ou des jouissances des riches oisifs [227]. »

Cherbuliez, disciple de Sismondi, le complète en ajoutant : « Eux-mêmes [les salariés], en coopérant à l'accumulation des capitaux productifs, contribuent […] à l'événement qui, tôt ou tard, doit les priver d'une partie de leurs salaires [228]. »

Enfin, le zélateur à froid de la doctrine bourgeoise, Destutt de Tracy [229], dit carrément : « Les nations pauvres, c'est là où le peuple est à son aise ; et les nations riches, c'est là où il est ordinairement pauvre [230]. »

---

226 STORCH, *Cours d'économie politique*, Pétersbourg, 1815, t. 3, p. 223. La charité des couvents et le cynisme malthusien distinguent l'idéologie de l'Eglise du féodalisme de celle du capitalisme.

227 SISMONDI, *Nouveaux Principes d'économie politique*, Paris, 1819, t. 1, p. 78, 79, 81.

228 CHERBULIEZ, *Richesse ou Pauvreté*, Paris, 1841, p. 146.

229 DESTUTT DE TRACY, *Eléments d'idéologie*, IV^e^ et V^e^ parties, « Traité de la volonté et de ses effets », Paris, 1826, p. 231.

230 La période de bien-être de l'humanité, comme en témoigne le temps de l'« âge d'or du travail » qui va de 1350 à 1500 en Angleterre, était antérieure *à* l'industrialisation capitaliste — et la population croissait et vivait bien, parce qu'elle était encore agricole et ignorait les malédictions du capitalisme et de l'urbanisme. La raison en est que le travail n'était pas encore séparé de

Travail productif et limites du capitalisme

Retour à la table des matières

Ricardo assimile ce qui est productif à ce qui apporte du profit. Or, si la production capitaliste, au lieu d'être un mode absolu de production, a, au contraire, des limites, c'est précisément parce que le capital n'admet comme productif que ce qui permet de créer du profit [231]. Pour produire « de façon productive », il faut un mode de production qui exclue la masse des producteurs d'une partie de la demande pour le produit ; il faut produire en opposition à une classe, dont la consommation n'est en aucun rapport avec la production — puisque c'est précisément cet excédent de production sur la consommation qui donne le profit.

Il faut, par ailleurs, produire pour des classes qui consomment sans produire, en donnant à ce surproduit une forme qui puisse correspondre à une telle, demande. Le capitaliste lui-même, s'il veut accumuler, ne doit pas, pour les produits qui entrent dans son revenu, demander à proportion de ce qu'il produit, sans quoi il ne peut accumuler. Aussi Malthus lui oppose-t-il des classes dont le rôle n'est pas d'accumuler, mais de consommer.

Or, tandis que, d'un côté, on est conscient de toutes ces contradictions, on suppose, d'un autre côté, que la production procède sans la moindre friction — comme si ces contradictions n'existaient pas. Il y a séparation entre l'achat et la vente, entre la marchandise et l'argent, entre la valeur d'usage et la valeur d'échange. Cependant, on prétend qu'il n'y a pas séparation, mais échange. La consommation ne serait pas non plus dissociée de la production. Il y a des producteurs qui ne consomment pas ce qu'ils produisent, et des consommateurs qui ne produisent pas, mais on prétend que la consommation et la production se couvrent.

---

façon inhumaine de la terre, et donc des instruments et du produit alimentaire de son travail.

Aujourd'hui, l'accumulation démesurée du capital dans les métropoles a ruiné le monde entier — et l'on peut dire désormais que, dans les nations pauvres, le peuple, lui aussi, « n'est plus à son aise ».

231 Cf. MARX, *Théories sur la plus-value,* in *Werke*, 26/3, p. 117-118.

Le capitaliste produit directement pour accroître son profit — pour la valeur d'échange et non pour la jouissance. Or on suppose qu'il produit directement pour la jouissance. Certes, les contradictions peuvent se compenser mais en un processus qui est celui de la crise, comme réunion violente de moments dissociés, existant indépendamment l'un de l'autre, mais tout de même associés. Dès lors que l'on admet que ces contradictions de la production bourgeoise n'existent pas, il va de soi, pense-t-on, que ces contradictions ne sauraient avoir d'effet.

Dans chaque branche de l'industrie, chaque capitaliste produit proportionnellement à son capital, sans se préoccuper des besoins de la société, ni surtout de la concurrence des autres capitaux de la même branche de production. On suppose qu'il produit comme s'il produisait au nom de la société.

Si le commerce extérieur n'existait pas, les articles de luxe pourraient toujours être produits, à n'importe quels frais, dans le pays. Si nous laissons de côté les moyens de subsistance nécessaires, le travail serait alors très improductif, et l'accumulation du capital extrêmement faible. De la sorte, chaque pays pourrait utiliser tout le capital qui s'y trouve accumulé, puisque, dans cette hypothèse, l'accumulation du capital y serait très lente [232].

La production d'articles de luxe

Retour à la table des matières

Au demeurant, il y a — d'après notre pamphlétaire — deux moyens d'empêcher que l'accroissement du surproduit ou du surtravail ne contraigne le capital à rendre aux ouvriers une partie de plus en plus grande de ce qu'il leur vole [233].

---

232 Non seulement cette lente accumulation se ferait avec moins de convulsions et de crises, mais encore le capital serait assuré d'une vie bien plus longue. Ici, toutefois, ce n'est pas Malthus qui l'emporte sur Ricardo, puisque le capital est la production pour la production, c'est-à-dire folle accumulation.

233 Cf. MARX, *Theorien über den Mehrwert* (livre IV du *Capital*, Dietz Verlag Berlin, in MARX-ENGELS, *Werke*, 26/3, p. 237-242.

Le premier, c'est de convertir le surproduit en capital fixe, ce qui évite que le fonds réservé au travail — ou la partie du produit consommée par l'ouvrier — s'accroisse avec l'accumulation du capital.

Le second est le commerce extérieur, qui permet au capitaliste d'échanger le surproduit contre des articles de luxe étrangers, et de le consommer donc lui-même [234]. De cette manière, la partie du produit consistant en moyens de subsistance nécessaires peut croître absolument, sans devoir retourner aux ouvriers sous forme de salaire en une proportion quelconque à son accroissement.

Il faut remarquer que le premier moyen n'a qu'un effet momentané, car en présupposant la transformation du surproduit en capital, il contrecarre ensuite son

---

234 Grâce au commerce, le capitaliste qui produit des fanfreluches peut racheter — avec l'argent touché par la vente — des moyens de subsistance ou des machines pour sa production, tandis que l'autre échangiste a également à la fin autre chose que ce qu'il a produit. Au fond, rien n'est changé au niveau de la société : le luxe reste stérile, et les moyens de subsistance restent féconds.

Ces échanges qui mettent tout à égalité embrouillent tous les rapports et mystifient les opérateurs économiques eux-mêmes, en entretenant de graves illusions et en masquant les dégénérescences du mode de production capitaliste tout en les stimulant au maximum, car le capital favorise la production manufacturière de camelote aux dépens de l'agriculture. Dès lors que les échanges se font entre nations différentes, il s'ensuit une division du travail international donnée, et ils deviennent le moyen impérialiste par excellence d'étrangler les nations faibles, et ce de plus en plus avec le vieillissement de la forme capitaliste. En effet, les pays capitalistes développés se lancent alors dans la production en grand et en série des articles de luxe et les vendent aux pays sous-développés, de sorte qu'au travers de l'échange c'est comme si les pays développés avaient produit matières premières et moyens de subsistance pour alimenter leur procès de production, tandis que les pays sous-développés, qui auraient un besoin pressant de développer leurs forces productives, reçoivent en échange de leurs moyens de subsistance et matières premières des produits de luxe qui sont accaparés par leurs stériles classes dirigeantes pour perpétuer cette subordination qui suscite surpopulation et famine en masse.

Ce renversement anti-humain et antisocial se réalise par le mercantilisme, dans lequel les tiers-mondistes comme les faux communistes de Russie voient le salut de l'humanité, dès lors que les quantités échangées en sont « équitables », sans voir que ce mercantilisme est précisément l'arme absolue de l'impérialisme pour maintenir le sous-développement dans la plus grande partie du globe.

effet, puisque le capital fixe qui consiste en machines, etc., entre lui-même à la fin dans la production de moyens de subsistance. En revanche, le second moyen détermine la consommation d'une partie toujours croissante du surproduit de la part des capitalistes, une consommation croissante de ceux-ci, et non la reconversion du surproduit en capital [235]. Si le même surproduit conservait la forme sous laquelle il existe immédiatement, il faudrait que la plus grande partie en soit échangée avec les ouvriers en tant que capital variable. La conséquence en serait la hausse des salaires et la diminution de la plus-value absolue et relative. Voici le secret de la nécessité d'une consommation croissante des « riches », invoquée par Malthus : la partie du produit qui s'échange contre le travail doit se convertir en capital, s'échange contre le travail doit se convertir en capital, donner une valeur plus élevée et des profits plus grands et absorber beaucoup de surtravail. Seulement, il ne propose pas que les capitalistes industriels eux-mêmes augmentent leur consommation, mais attribue cette fonction aux propriétaires fonciers, aux sinécuristes, etc., parce que, si la tendance à l'accumulation et le goût de la dépense était confondus en une seule et même personne, l'une pourrait jouer de méchants tours à l'autre. C'est ici qu'apparaît aussi ce qu'il y a de faux dans la conception de Barton, Ricardo, etc. Le salaire n'est pas déterminé par la partie de la masse du produit total qui peut être consommée comme capital variable [236] ou être transformée en capital variable, mais par la portion de la masse qui est effectivement convertie en capital variable. Une partie peut aussi en être mangée, sous sa forme naturelle, par les laquais et les parasites des capitalistes, et une autre peut être consommée, par l'intermédiaire du commerce extérieur, sous forme de produit de luxe.

Mais il y a encore deux points que notre auteur laisse de côté.

À la suite de l'introduction de machines, une masse d'ouvriers est constamment privée d'occupation, une fraction de la population devenant surnuméraire :

---

[235] Dans l'exemple de Marx — assez caractéristique des conditions capitalistes du siècle dernier —, les moyens de luxe revenaient dans les métropoles, tandis que l'outre-mer — à colonisation blanche — s'industrialisait. C'est l'inverse, en gros, qui se passe aujourd'hui.

[236] En effet, les autres classes participent également à la consommation des moyens de subsistance qui vont en principe aux salaires — en principe seulement, puisque les autres classes, par exemple, mangent elles aussi du pain et beaucoup de viande.

une force de travail nouvelle est donc disponible pour créer du surproduit, sans aucun accroissement de la population et sans qu'il faille prolonger le temps de travail absolu. Mettons qu'au lieu de 500 ouvriers le capital n'en occupe plus que 300 qui fournissent une quantité relativement plus grande de surtravail. Les 200 autres peuvent être occupés à accroître le surproduit, dès que celui-ci a augmenté suffisamment. Une fraction de l'ancien capital variable est transformée en capital fixe, une autre occupe moins d'ouvriers, mais extorque davantage de plus-value par rapport à leur nombre, et surtout une plus grande quantité de surproduit. Les 200 ouvriers disponibles sont de la matière créée pour la capitalisation d'un surproduit additionnel.

La conversion des moyens de subsistance nécessaires en articles de luxe par le truchement du commerce extérieur, comme la conçoit notre pamphlétaire, est en toute occurrence importante.

En premier lieu, parce qu'elle met fin à l'idée absurde selon laquelle le salaire du travail dépend de la masse des moyens de subsistance produits — comme si ces moyens de subsistance avaient besoin d'être consommés sous cette forme par les producteurs ou même par la masse de la population productrice, autrement dit devaient être nécessairement reconvertis en capital variable ou en « capital circulant », comme le disent Barton et Ricardo.

En second lieu, parce que toute la forme sociale des nations arriérées — par exemple, les Etats esclavagistes dans l'Union nord-américaine (cf. Cairnes [237])

[237] C'est la production capitaliste des pays avancés qui impose — par l'intermédiaire du marché mondial — aux pays « attardés » de fournir les métropoles en moyens de subsistance et matières premières, en renonçant à leur propre développement, voire en les faisant rétrograder à une forme de société et de rapports de production antérieurs non seulement au capitalisme, mais encore au féodalisme — à l'esclavagisme caractéristique… des sociétés antiques. D'où la dégradation des rapports sociaux dans les pays de couleur après l'arrivée des impérialistes blancs, même par rapport au niveau qu'ils avaient atteint eux-mêmes spontanément, et donc la difficulté extrême pour ces pays de se hausser à des formes modernes de production. C'est ce que Marx a analysé de manière classique dans ses textes sur La *Guerre civile aux Etats-Unis* (10/18), en mettant en évidence que le retour en force de l'esclavagisme au bénéfice de l'industrie anglaise a obligé les Etats-Unis à recommencer en 1861 — dans des conditions pires — la révolution bourgeoise qui avait triomphé en 1783 — ce qui a fait traîner en long le cours de

ou la Pologne, etc. (ce que le vieux Büsch avait lui aussi compris, lorsqu'il a volé cette idée à Steuart) — se trouve déterminée par le marché mondial qui les relie à la production capitaliste des pays avancés. Quelque important que soit le surproduit qu'elles extraient comme surtravail à leurs esclaves sous la forme immédiate du coton ou du grain, elles peuvent rester figées à ce travail simple et non différencié simplement parce que le commerce extérieur les met en mesure de transformer ce produit simple en n'importe quelle forme de valeur d'usage.

Affirmer que la portion du produit annuel qui doit être dépensée comme salaire dépend de la grandeur du « capital circulant » reviendrait à dire que, si on utilise une grande partie du produit pour le bâtiment, on construit des maisons pour les ouvriers en grand nombre par rapport à la masse de la population ouvrière et donc que les ouvriers sont bien logés et à bas prix et que l'offre de logements a augmenté plus vite que la demande.

Au contraire, ce qui est exact c'est : si le surproduit est considérable et qu'une grande partie en doive être employée comme capital, il faut une augmentation de la demande de travail et donc aussi une croissance de la partie du surproduit qui est échangée comme salaire (supposé que la production de ce surproduit n'a pas jeté sur le pavé bon nombre d'ouvriers). Dans tous les cas, ce n'est pas la grandeur absolue du surproduit, quelle qu'en soit la forme, même celle des moyens de subsistance nécessaires, qui force à le dépenser comme capital variable, et donc qui fait augmenter le salaire. C'est, au contraire, la soif de capitaliser qui pousse le capitaliste à dépenser une grande partie du surproduit comme capital variable et qui donc, avec l'accumulation du capital, ferait augmenter le salaire si les machines ne rendaient pas constamment surnuméraire une fraction de la population ouvrière et si, par le truchement du commerce extérieur, une portion de plus en plus grande du capital ne s'échangeait ni contre du capital ni contre du travail.

En somme, la partie du surproduit qui est déjà produite directement sous une forme où elle ne peut servir que comme capital, et la partie du surproduit qui acquiert cette forme par l'échange avec l'étranger croissent plus vite que la portion qui doit être échangée contre la force de travail immédiate.

---

la production capitaliste, si bien que l'hégémonie anglaise sur le monde ne fut renversée par les Yankees qu'au XXe siècle.

Si l'on néglige la forme sous laquelle les moyens de production sont du capital, affirmer que le salaire dépend du capital existant et qu'une rapide accumulation du capital est donc le seul moyen de faire hausser les salaires, revient à la tautologie suivante : c'est la productivité du travail fourni par un nombre donné d'ouvriers qui conditionne la rapidité avec laquelle ce nombre peut être augmenté sans que leurs conditions de vie empirent. C'est-à-dire que plus ils produisent de matières premières, de moyens de travail et de subsistances, plus ils auront de moyens non seulement pour élever la nouvelle génération jusqu'à ce qu'elle puisse travailler elle-même, mais encore pour réaliser le travail de la jeune génération. Dans cette vision, l'accroissement de la population marcherait de front avec l'accroissement de la production, voire la dépasserait, étant donné que l'accroissement de la population signifie accroissement de la division du travail, de l'emploi de machines et de capital constant ; bref, de la productivité du travail.

Si l'accroissement de la population dépend de la productivité du travail, la productivité du travail dépend de la croissance de la population : il y a action réciproque. Mais cela signifie, sous le capitalisme, que les moyens de subsistance de la population ouvrière dépendent de la productivité du capital, de ce qu'une partie la plus grande possible de leur produit commande ensuite le travail des ouvriers. Ricardo lui-même exprime la chose correctement — je veux dire la tautologie —, lorsqu'il fait dépendre les salaires de la productivité du capital, et celui-ci de la productivité du travail.

Dire que le salaire dépend de l'accroissement du capital, c'est dire de manière tautologique que l'augmentation des moyens de subsistance et d'emploi d'une population dépend de la productivité de son propre travail, et, en outre, qu'au point de vue capitaliste elle dépend du fait que son propre produit se dresse en face du travail comme propriété d'autrui et que sa propre productivité se présente comme la productivité d'une chose qu'il a créée.

En fait, cela signifie que l'ouvrier doit se satisfaire d'une portion aussi réduite que possible de son produit, afin que le plus possible devienne capital ; il doit céder gratuitement le plus possible au capitaliste, afin que celui-ci dispose de moyens toujours plus grands pour racheter son travail avec ce qu'il lui a enlevé sans le payer. Dans ce cas, il peut arriver que le capitaliste, après avoir fait beaucoup travailler l'ouvrier pour rien, le fasse travailler un peu moins gratuitement en échange de ce qui ne lui a rien coûté. Mais, comme cela empêche précisément ce

à quoi le capitaliste vise, à savoir l'accumulation la plus rapide possible du capital, il faut que l'ouvrier vive dans des conditions telles que cette diminution de son travail gratuit soit annulée par l'augmentation de la population ouvrière, soit de façon relative par le moyen des machines, soit de façon absolue par le mariage plus précoce. Soit dit entre parenthèses : c'est exactement la situation que raillent les ricardiens lorsque les malthusiens la préconisent entre propriétaires fonciers et capitalistes [238].

Les ouvriers doivent céder gratuitement au capital la plus grande partie possible de leur produit, pour racheter ensuite, dans des conditions plus favorables, avec du travail nouveau, une partie de ce qu'ils ont laissé au capital. Or cette heureuse nouveauté est annulée par ses propres conditions elles-mêmes. De toute façon, elle ne saurait être que temporaire, et doit bientôt tourner de nouveau en son contraire.

En troisième lieu : ce qui s'applique à la conversion des moyens de subsistance nécessaires en articles de luxe par le truchement du commerce extérieur s'applique en général à la production de luxe, dont la multiplication et l'extension sans limites ont pour condition le commerce extérieur. Les ouvriers employés dans la production de luxe produisent certes du capital pour ceux qui les emploient, mais la nature de leur produit empêche qu'il puisse être reconverti en capital, sous forme de capital constant ou de capital variable [239].

Si nous laissons de côté la partie des produits de luxe qui est envoyée à l'étranger pour y être échangée contre des moyens de subsistance qui entrent en

---

238 C'est-à-dire lorsque Malthus propose aux industriels de placer tout leur revenu en investissements pour accumuler le plus possible… pour les classes purement consommatrices.

239 En conséquence, les articles de luxe sont stériles. Mais cela n'apparaît pas pour ce qui est de leur valeur d'échange, mais seulement pour leur valeur d'usage, car, contrairement aux moyens de subsistance, aux matières premières et outils, ils ne peuvent servir dans le procès de production comme forces productives. C'est ce qui fait dire à Marx : « Dans l'étude de la plus-value en tant que telle, la forme en nature du produit, donc du surproduit, est indifférente. Si l'on considère le procès de *reproduction réel,* elle devient importante, soit pour en comprendre les formes mêmes, soit pour se rendre compte de l'influence que la production de luxe, etc., exerce sur la reproduction. Ici encore, nous avons un exemple de l'importance ECONOMIQUE de la *valeur d'usage* » (*Théorie sur la plus-value*, in *Werke,* 26/3, p. 248).

partie ou en totalité dans le capital variable, ces produits ne représentent que du surtravail, qui plus est, du surtravail sous la forme immédiate de surproduit, où les riches le consomment en échange de leur revenu. Sans doute ces produits de luxe ne représentent-ils pas seulement le surtravail des ouvriers qui les ont produits. Ceux-ci fournissent en moyenne le même surtravail que les ouvriers dans les autres branches d'industrie [240]. Or, comme le tiers du produit représentant le tiers du travail additionnel est la matérialisation de ce surtravail et les deux tiers restants sont la reproduction du capital avancé, je peux considérer le surtravail des producteurs de moyens de subsistance nécessaires qui constituent le salaire pour les producteurs des articles de luxe comme le travail nécessaire de la classe ouvrière tout entière.

En conséquence, le surtravail de ceux-ci se représente : 1) dans la partie des moyens de subsistance nécessaires qui est consommée par les capitalistes et leur appendice ; 2) dans la totalité des articles de luxe. Mais, par rapport au capitaliste particulier ou aux différentes branches de production, les choses apparaissent autrement, car à leurs yeux une partie des articles de luxe qu'ils produisent ne représente qu'un équivalent pour le capital avancé.

Si une portion trop grande du surtravail prend la forme des articles de luxe, il est évident que l'accumulation et le taux de reproduction stagnent, parce qu'une partie trop minime du produit est reconvertie en capital. Si une partie trop faible prend la forme d'articles de luxe, l'accumulation du capital, c'est-à-dire de la partie du surproduit qui peut de nouveau, en nature, servir de capital, procéderait plus vite que l'accroissement de la population, et le taux de profit baisserait — à moins qu'il n'y ait un marché extérieur pour les moyens de subsistance nécessaires.

---

240 Ils représentent également du travail nécessaire des ouvriers, puisque ceux-ci doivent recevoir aussi des moyens de subsistance — en échange de leurs salaires — de la section de production des moyens de subsistance.

THOMAS ROBERT MALTHUS

Retour à la table des matières

Les ouvrages de Malthus que nous considérerons ici sont les suivants :

1. *The Measure of Yalue stated and illustrated, with an Application of it to the Alterations in the Yalue of the English Currency since 1790*, Londres, 1823 [241] ;

2. *Definitions in Political Economy, preceded by an Inquiry into the Rules which ought to guide Political Economists in the Definition and Use of their Terms*, Londres, 1827. Voir également l'édition de John Cazenove, Londres, 1853, pourvue de « Notes et Remarques supplémentaires » ;

---

241 Cf. MARX, *Theorien über den Mehrwert* (livre IV du *Capital)*, Dietz Verlag, Berlin, in MARX-ENGELS, *Werke*, 26/3, p. 7-48, 51-52, 56-58.
Cette partie de notre recueil est particulièrement ardue, et le lecteur devra s'accrocher par endroit pour suivre le cheminement de la pensée de Marx qui va à la racine de l'explication de la rente — et pour cela suit pas à pas les arguments *économiques* de Malthus qui fondent ses conceptions sur la population. Pour justifier les intérêts des classes de rentiers, d'oisifs et de parasites, celui-ci biffe d'emblée la distinction classique entre *marchandise* et *capital* et, partant, entre *production*, où la marchandise est valorisée en tant que capital par les ouvriers qui y incorporent une *plus-value*, et *circulation*, où la marchandise s'échange contre un *équivalent*, en étant dépouillée de ses caractéristiques productives : capital variable, capital constant et profit.
C'est à partir de la distribution que Malthus développe son économie, centrée dès lors sur la consommation et l'appropriation du produit par le moyen des revenus, parmi lesquels ceux des riches prévalent. Il en arrive ainsi à brouiller les fonctions des différentes classes en présence, fonctions qui découlent de leur rôle dans le procès de production — et c'est évidemment le meilleur moyen pour masquer le rôle fondamental des ouvriers au sein du procès de production et tronquer la loi de la valeur classique.

3. *Principles of Political Economy with a View to their Practical Application*, 2e éd., Londres, 1836 (dont la 1re est parue vers 1820 et qu'il faut considérer également) ;

4. Il faut tenir compte enfin de l'ouvrage suivant d'un disciple de Malthus (qui permet la confrontation entre un malthusien et un ricardien) : *Outlines of Political Economy ; being a Plain and Short View of the Laws relating to the Production, Distribution and Consumption of Wealth ; to which is added a Brief Explanation of the Nature and Effects of Taxation ; suited to the Capacity of everyone* (ouvrage anonyme préparé par John Cazenove), Londres, 1832.

1. Confusion par Malthus des catégories de la marchandise et du capital

Retour à la table des matières

Dans son ouvrage *Observations on the Effects of the Corn Laws and of a Rise or Fall in the Price of Corn on the Agriculture and general Wealth of the Country* (Londres, 1814), Malthus écrivait encore à propos d'Adam Smith :

« Adam Smith a été manifestement entraîné à argumenter de la sorte par suite de son habitude de considérer le travail (c'est-à-dire la valeur du travail) comme l'étalon fixe de la valeur et le blé comme l'étalon du travail. […] De nos jours, l'économie politique reconnaît comme l'un de ses principes le plus incontesté que ni le travail ni une marchandise quelconque ne peut être une mesure adéquate de la valeur d'échange réelle — et c'est ce qui découle d'ailleurs de la définition même de la valeur d'échange » (p. 11-12).

Pourtant lorsqu'il polémique avec Ricardo, dans son ouvrage de 1820 sur les Principles of Political Economy, il emprunte à Smith cet « étalon de mesure de la valeur », dont ce dernier ne se sert jamais quand il procède à ses démonstrations pratiques. Dans son ouvrage traitant de la rente, Corn Laws, Malthus lui-même adopte encore une autre définition de Smith, la détermination de la valeur par la quantité de capital (travail accumulé) et de travail (immédiat) nécessaire à la production de cet article.

En général, il ne faut pas perdre de vue que Malthus n'a publié ses Principles et ses deux autres ouvrages cités qui devaient en développer des aspects particuliers que parce qu'il jalousait le succès de l'œuvre ricardienne et qu'il voulait regagner la première place à laquelle il s'était haussé insidieusement, en ayant habilement plagié l'ouvrage de Ricardo avant sa parution même. A cela s'ajoute que chez Ricardo l'exposé de la détermination de la valeur, bien qu'encore abstrait, était dirigé contre les intérêts des propriétaires fonciers et de leur suite, que Malthus représente encore plus directement que ceux de la bourgeoisie industrielle. Toutefois, on ne saurait nier que les écrits de Malthus ne présentent un certain intérêt théorique. Il n'en reste pas moins que son opposition à Ricardo — et la forme que celle-ci a prise — n'était possible que parce que Ricardo s'était empêtré lui-même dans toutes sortes d'inconséquences.

Malthus part dans ses attaques des points suivants : l'origine de la plus-value et la manière dont Ricardo conçoit la péréquation des prix de production entre les différentes sphères d'emploi du capital comme une modification de la loi même de la valeur, ainsi que ses incessantes confusions entre profit et plus-value (qu'il identifie directement l'un à l'autre). Malthus ne résout pas ces contradictions et ces équivoques, mais les prend chez Ricardo lui-même pour battre en brèche sa loi fondamentale de la valeur, etc., et en tirer des conséquences agréables à ses protecteurs.

Ce qui est propre à Malthus dans ses trois ouvrages, c'est qu'il a mis l'accent principal sur l'échange inégal entre le capital et le travail salarié, tandis que Ricardo n'explique pas vraiment comment l'échange des marchandises selon la loi de la valeur — d'après le temps de travail contenu en elles — donne naissance à l'échange inégal entre capital et travail vivant, entre un quantum déterminé de travail accumulé et un quantum déterminé de travail immédiat, en laissant dans l'obscurité l'origine de la plus-value. Ne fait-il pas échanger directement le capital contre le travail, et non pas contre la force de travail ? Cazenove, l'un des rares disciples ultérieurs de Malthus, en a l'intuition, et il écrit dans sa préface à l'ouvrage cité ci-dessus, Definitions… :

« Il faut considérer séparément l'un de l'autre l'échange des marchandises et la distribution (salaires, rente et profit) […] les lois de la distribution ne dépendant absolument pas de celles qui régissent l'échange » (cf. Préface, p. VI et VII de T.

R. MALTHUS, Definitions in Political Economy, ed. by John Cazenove, Londres, 1853).

En d'autres termes, cela signifie que le rapport entre salaires et profit, l'échange de capital et de travail salarié, de travail accumulé et de travail immédiat ne coïncident pas directement avec la loi de l'échange des marchandises.

Si l'on considère la valorisation de l'argent ou de la marchandise comme capital — soit sa valorisation capitaliste, et non sa valeur —, il devient évident que la plus-value n'est rien d'autre que l'excédent de travail (travail non payé) commandé par le capital sous forme de marchandise ou d'argent sur le quantum de travail qui se trouve contenu dans le salaire. En plus de la quantité de travail qu'elle contient elle-même (égale à la somme de travail contenue dans les éléments de production dont elle est constituée + le travail immédiat qui s'ajoute à elle), le capital-marchandise achète un surplus de travail qui ne se trouvait pas en lui [242]. Cet excédent constitue la plus-value, et son volume détermine le taux de valorisation. Or ce quantum excédentaire de travail vivant contre lequel il s'échange constitue la source du profit. Le profit (ou mieux la plus-value) ne tire pas son origine de l'échange entre équivalents du travail objectivé et du travail vivant, mais de la portion de travail vivant qui est appropriée dans cet échange sans qu'un équivalent soit payé pour elle. Autrement dit, il provient du travail non payé que le capital s'approprie dans ce simulacre d'échange. Ainsi donc, si l'on fait abstraction de ce procès intermédiaire — et Malthus peut le faire d'autant plus facilement que Ricardo lui-même ne le prend pas en examen — pour ne considérer que le contenu effectif et le résultat du procès, la valorisation, le profit, la transformation de l'argent ou de la marchandise en capital ne proviennent pas de ce que les mar-

---

242 On a quelque peine à distinguer le raisonnement propre à Marx, celui-ci collant aux explications de Malthus cantonné uniquement dans la sphère de la circulation. La plus-value n'a-t-elle pas son origine dans la production, et non pas dans l'échange sur le marché ? Même s'il ne les répète pas, il va de soi que Marx implique toujours ses propres conceptions. En l'occurrence, il affirme clairement ici — en opposition à Malthus — que la plus-value découle du procès de valorisation du capital dans la production même, où l'ouvrier procède à un échange inégal au sens où il met plus de travail dans le produit qu'il n'en a touché pour son travail.
La méthode de Marx qui consiste à se placer directement (mais avec ses arguments propres) sur le terrain de l'adversaire est la plus apte à faire la critique la plus complète de celui-ci.

chandises s'échangent conformément à la loi de la valeur, soit en proportion du temps de travail qu'elles coûtent, mais au contraire de ce que les marchandises ou l'argent (travail objectivé) s'échangent contre plus de travail vivant qu'il ne s'y trouve contenu ou matérialisé.

Le seul apport de Malthus dans les trois ouvrages mentionnés, c'est d'avoir insisté fortement sur ce point qui ressort d'autant moins chez Ricardo que celui-ci présuppose toujours le produit fini qu'il s'agit de diviser entre le capitaliste et l'ouvrier, sans considérer l'échange préalable, puis le procès intermédiaire (de production) qui conduit à cette répartition. Mais ce mérite est effacé du fait qu'il confond la valorisation de l'argent ou de la marchandise comme capital et donc leur valeur dans la fonction spécifique de capital : avec la valeur de la marchandise en tant que telle, en retombant dans les conceptions les plus creuses du Système Monétaire (le profit issu de la vente) et en général s'embrouille dans la confusion la plus totale. Au lieu de marquer un progrès par rapport à Ricardo, Malthus s'efforce, au contraire, de ramener l'économie politique au niveau qu'elle avait avant Ricardo, et même avant Smith et les physiocrates [243].

« Dans le même pays et à la même époque, la valeur d'échange de la marchandise, qui se résout uniquement en travail et en profit, est exactement mesurée par la quantité de travail qui résulterait de l'adjonction au travail accumulé du travail vivant immédiat effectivement employé dans sa production + le montant variable du profit réalisé sur toutes les avances estimées en travail. Mais c'est nécessairement la même quantité de travail que la marchandise peut commander » (cf. T. R. MALTHUS, The Measure of Value Stated and Illustrated, Londres, 1823, p. 15, 16).

« Le travail qu'une marchandise peut commander est un étalon de mesure de sa valeur » (ibid., p. 61).

---

243 Dans le procès de circulation, l'échange inégal se répète bien sûr, mais on n'y voit plus que l'ouvrier a créé la plus-value, et les protagonistes de l'échange sont différents. On ne peut, en somme, procéder à une explication scientifique de la *genèse de la valeur*, en ne considérant que le *résultat* de la production. L'analyse de Malthus a cependant un intérêt, parce que toute l'économie vulgaire post-ricardienne abandonne la sphère de la production pour celle de la circulation, en retombant dans les conceptions mercantilistes qui existaient avant que se développe l'industrie capitaliste, et la théorie moderne du bien-être n'y fait pas exception.

« Je n’avais encore établi nulle part [avant d’avoir écrit l’ouvrage sur The Measure of Value …] que la quantité de travail qui est ordinairement commandée par une marchandise doit représenter et mesurer la quantité de travail employée à sa production + le profit » (Definitions… Londres, 1827, p. 196).

Monsieur Malthus veut inclure le « profit » directement dans la définition de la valeur, de sorte qu’elle en découle par définition — ce qui n’est pas le cas chez Ricardo. Cela montre qu’il sent bien où gît la difficulté.

En outre, il déclare que la valeur de la marchandise s’identifie avec sa valorisation en tant que capital — ce qui est parfaitement absurde. Lorsque la marchandise ou l’argent (bref, du travail objectivé) s’échange, en tant que capital, contre du travail vivant, c’est toujours contre un quantum de travail supérieur à celui qui s’y trouve contenu [244]. Et, si l’on compare la marchandise avant son échange au produit résultant de son échange avec du travail vivant, on découvre que la valeur s’est échangée contre sa propre valeur (équivalent) + un excédent sur sa propre valeur : la plus-value. Mais il est absurde d’en conclure que la valeur de la marchandise est égale à sa valeur + un excédent sur cette valeur. Lorsque la marchandise s’échange, comme marchandise, contre une autre marchandise, et non comme capital contre du travail vivant, elle s’échange — s’agissant d’un échange entre équivalents — contre un même quantum de travail objectivé en elle.

---

244 Ne voyant que l’échange dans la sphère de la circulation, soit la réalisation du capital sur le marché, Malthus découvre, sans pouvoir l’expliquer alors, la présence d’un surplus sur le marché, surplus qu’il s’empresse d’attribuer à une classe particulière d’individus qui ne peuvent être que des consommateurs — les rentiers. En faisant abstraction du fait que ce sont les ouvriers qui créent cette plus-value dans la production, il escamote le problème de sa distribution à ceux-ci.
Malthus ne fait qu’esquiver ici un point que Ricardo lui-même, en tant que représentant des bourgeois industriels, n’avait pas intérêt à éclaircir particulièrement.
Or ce point est fondamental aux yeux de Marx : « Si l’ouvrier découvre que les produits du travail sont les siens, s’il condamne dès lors sa dissociation, de ses conditions de réalisation et juge qu’on lui impose une situation intolérable, il aura acquis une immense conscience qui découle d’ailleurs du mode de production reposant sur le capital : c’est alors que *sonnera le glas du capital* » (*Grundrisse*, 10/18, t. 2, p. 283).

Ce qu'il faut remarquer simplement, c'est que pour Malthus le profit doit être compris directement dans la valeur de la marchandise, et que la marchandise commande toujours plus de travail qu'elle n'en renferme.

« C'est précisément parce que le travail d'ordinaire commandé par une marchandise mesure le travail effectivement employé pour la produire + un profit que nous pouvons considérer le travail comme la mesure de la valeur. Si l'on admet donc que la valeur ordinaire d'une marchandise est déterminée par les conditions naturelles et nécessaires de son approvisionnement (supply) [245], il est certain que le travail auquel elle peut commander d'ordinaire est seul la mesure de cette marchandise » (Definitions… p. 214).

« Frais élémentaires de production : une expression qui signifie exactement conditions de l'approvisionnement. » (Edit. Cazenove, Londres, 1853, p. 14.)

« Mesure des conditions de l'approvisionnement : la quantité de travail contre laquelle la marchandise s'échange, lorsqu'elle se trouve dans son état naturel et ordinaire. » (Edit. Cazenove, loc. cit., p. 14.)

« La quantité de travail qu'une marchandise commande représente exactement la quantité de travail utilisée pour sa production + le profit effectué sur les avances. En conséquence, elle représente et mesure effectivement les conditions naturelles et nécessaires de l'approvisionnement, ces frais de production élémentaires qui déterminent la valeur » (édit. Cazenove, loc. cit., p. 125).

« Quand bien même la demande d'une marchandise ne serait pas en proportion de la quantité d'une autre marchandise que l'acheteur veut et peut donner en échange, elle correspond effectivement à la quantité de travail qu'il veut donner pour elle — et ce pour la raison suivante : la quantité de travail à laquelle une marchandise commandée [246] d'ordinaire représente exactement la demande effec-

---

[245] Certains traducteurs ont rendu l'anglais *supply* par *production.* Or, s'agissant d'une formule de Malthus qui ignore précisément la production au profit de la circulation, nous traduisons ce terme par *approvisionnement* (et ailleurs par *offre* quand Malthus l'oppose à la *demande*).

[246] Malthus a repris de Smith la notion selon laquelle l'argent ou une marchandise « *commande* » par exemple, du travail — ce qui rend compte d'une manière suggestive du caractère impératif du prétendu libre-échange entre équivalents. Ce n'est pas par hasard que Malthus se plaît à souligner le rapport de subordination et de domination qu'exercent, avec leur titre de pro-

tive de cette marchandise, parce qu'elle représente exactement la quantité de travail et de profit qu'il faut pour son approvisionnement ; si la quantité de travail à laquelle une marchandise commande effectivement diffère de la quantité ordinaire de travail, cela provient d'un excès ou d'une insuffisance de la demande dû à des causes passagères » (ibid., p. 135).

Malthus a encore raison ici. Mais la condition de l'approvisionnement, ou plutôt de la production et, plus exactement encore, de la reproduction de la marchandise sur la base de la production capitaliste, c'est que la marchandise, ou sa valeur (l'argent en quoi elle est convertie) s'échange dans le procès de production ou de reproduction contre plus de travail qu'elle n'en renferme, car elle n'est produite qu'en vue de réaliser un profit.

Par exemple, un fabricant a vendu sa cotonnade. Il ne peut s'approvisionner en nouvelle cotonnade qu'à la condition d'échanger l'argent — la valeur d'échange — de la cotonnade contre plus de travail dans le procès de reproduction que l'argent n'en avait contenu ou n'en représentait. En effet, il produit la cotonnade à titre de capitaliste. Ce qu'il veut donc produire, ce n'est pas de la cotonnade, mais du profit. La production de cotonnade n'est que le moyen de produire du profit. Or que s'ensuit-il ? La cotonnade produite contient un temps de travail, un travail plus grand que la cotonnade anticipée n'en contenait. Ce surtravail, cette plus-value, se représente aussi en un surproduit, en plus de cotonnade qu'il ne s'en échange contre le travail. Une partie du produit excède donc la cotonnade échangée contre du travail et constitue un surproduit appartenant au fabricant. En d'autres termes, si nous considérons l'ensemble du produit, chaque aune de cotonnade ou sa valeur renferme une partie aliquote pour laquelle il n'est pas payé d'équivalent ; cette partie aliquote représente le travail non payé. Si le fabricant vend l'aune de cotonnade à sa valeur, autrement dit l'échange contre de l'argent ou de la marchandise contenant un temps de travail équivalent, il réalise une somme d'argent ou obtient une quantité de marchandise qui ne lui coûte rien.

---

priété, leur argent et la rente ou le profit tiré de la monopolisation des moyens de production, les classes nanties ou dominantes. Une pure société de consommation est sans doute plus tyrannique encore que la société de production capitaliste classique, car elle est fondée sur l'exaspération des besoins (cf. à ce propos la critique féroce de l'échange entre équivalents qui masque les besoins en les abusant, dans ENGELS-MARX, *Les Utopistes*, p. 150-165).

En effet, il vend la cotonnade non pas au temps de travail qu'il a payé, mais au temps de travail qui s'y trouve contenu — or il n'a pas payé une partie de ce temps de travail. Il reçoit, par exemple, un temps de travail égal à 12 sh., mais n'en paie que 8 de ce montant. S'il la vend donc à sa valeur, soit 12 sh., il gagne 4 sh..

2. Conception vulgaire de la plus-value chez Malthus

Retour à la table des matières

Pour ce qui concerne l'acheteur, dans notre hypothèse, il ne paie jamais en toute occurrence que la valeur de la cotonnade. C'est dire qu'il débourse une somme d'argent qui renferme autant de temps de travail que la cotonnade. Nous pouvons avoir trois cas ici. L'acheteur est capitaliste. L'argent (ou la valeur de la marchandise) avec lequel il paie contient également une portion de travail non payé. L'un vend du travail non payé et l'autre achète avec du travail non payé, chacun réalisant du travail non payé — l'un comme vendeur, l'autre comme acheteur.

Ou bien l'acheteur est un producteur autonome et touche un équivalent pour un équivalent. Peu lui importe que le travail vendu comme marchandise soit payé ou non, il obtient autant de travail objectivé qu'il en donne.

Ou, enfin, l'acheteur est un travailleur salarié. Dans ce cas encore, il touche, comme tout acheteur, un équivalent en marchandise en échange de son argent dans l'hypothèse où la marchandise est vendue à sa valeur. Il reçoit en marchandise autant de travail objectivé qu'il en donne sous forme d'argent. Cependant, pour l'argent qui constitue son salaire, il a donné plus de travail qu'il n'y en a dans l'argent, puisqu'il a remplacé le travail qui y est contenu, en y ajoutant un surtravail qu'il donne gratuitement. Il a donc payé l'argent au-delà de sa valeur et paie, par conséquent aussi, l'équivalent de l'argent — la cotonnade — au-dessus de sa valeur. Pour lui, en tant qu'acheteur, les coûts sont donc plus grands que pour le vendeur de n'importe quelle marchandise, bien qu'il reçoive dans la marchandise

un équivalent de son argent. Mais il n'a pas eu d'équivalent pour son travail dans l'argent, car il y a donné plus que l'équivalent en travail [247].

L'ouvrier est, par conséquent, le seul qui, tout en achetant les marchandises à leur valeur, les paie au-dessus de leur valeur, parce qu'il achète au-dessus de sa valeur l'équivalent général du travail — l'argent. Celui qui vend la marchandise à l'ouvrier ne réalise donc pas de gain particulier ; l'ouvrier ne lui paie pas plus que n'importe quel acheteur : la valeur du travail. Le capitaliste qui revend à l'ouvrier les marchandises produites par celui-ci réalise, il est vrai, un profit dans cette vente, mais c'est le même profit qu'il réalise avec n'importe quel acheteur. Son profit ne dérive pas — pour ce qui concerne l'ouvrier — de ce qu'il lui vend la marchandise au-dessus de sa valeur, mais de ce qu 1 auparavant il l'a effectivement payé en dessous de sa valeur à l'ouvrier dans le procès de production [248].

Après avoir confondu la valorisation de la marchandise en tant que capital avec sa valeur, Malthus — logique avec lui-même — transforme tous les acheteurs en salariés. En d'autres termes, il leur fait échanger avec le capitaliste non pas des marchandises, mais du travail immédiat, de sorte qu'ils lui rendent plus de travail qu'il n'en est contenu dans sa marchandise — alors que le profit du capital résulte, au contraire, de ce qu'il vend tout le travail contenu dans la marchandise, bien qu'il n'en ait payé qu'une partie.

Ainsi donc, tandis que chez Ricardo la difficulté provient de ce que la loi de l'échange de marchandises n'explique pas directement l'échange entre le capital

---

[247] Pour Marx, l'ouvrier n'échange pas « inégalement » dans la circulation où il apparaît comme n'importe quel possesseur d'argent sur le marché et échange contre un équivalent ; c'est pour avoir cet argent qu'il a dû, dans la production, échanger (produire) plus de valeur qu'il n'en a touché dans son salaire, l'argent qu'il a quand il va sur le marché.

[248] Dans *Un chapitre inédit du « Capital »* (10/18, p. 123-137 et 162-190), Marx analyse le mécanisme de l'échange salaire-capital dans tout son détail complexe : dans le *procès de circulation* préalable au procès de production, le capitaliste achète la *valeur d'usage* de la force de travail de l'ouvrier et lui en paie seulement la *valeur d'échange* (salaire nécessaire pour acheter les moyens de subsistance pour le maintenir en état de travailler). Or, au sein du procès de production, le capitaliste qui possède et domine la *valeur d'usage* de la force de travail de l'ouvrier en extorque une *valeur d'échange* plus grande que celle qu'il a payée pour sa valeur d'usage — d'où la *plus-value*, les heures de travail non payées.

et le travail salarié, mais semble plutôt y contredire, Malthus résout la difficulté en transformant l'achat (l'échange) de marchandises en échange entre capital et travail salarié. Ce que Malthus ne comprend pas, c'est la différence entre la somme totale de travail contenue dans une marchandise et la somme de travail payé qu'elle contient. Or c'est précisément cette différence qui constitue la source du profit.

En outre, Malthus est amené tout logiquement à faire dériver le profit de ce que le vendeur non seulement vend la marchandise au-dessus du prix qu'elle lui coûte à lui — et c'est ce que fait le capitaliste — mais au-dessus du prix qu'elle coûte en général, de sorte qu'il retombe dans la conception vulgaire du profit provenant de la vente, en faisant dériver la plus-value de ce que le vendeur vend la marchandise au-dessus de sa valeur (c'est-à-dire à un temps de travail plus grand que celui qui y est contenu) [249]. Or, ce qu'il gagne comme vendeur d'une marchandise, il le perd comme acheteur d'une autre, et il est absolument impossible de découvrir quel est celui qui peut a profiter » en réalité d'une telle augmentation nominale des prix. On ne voit surtout pas comment la société dans son ensemble puisse s'enrichir de la sorte, ni comment il puisse en dériver une plus-value ou un surproduit véritable. C'est une conception tout à fait sotte et absurde.

Monsieur Malthus reprend certaines idées d'Adam Smith qui exprime, comme nous l'avons vu, en parfaite naïveté, toutes sortes de propositions contradictoires qui peuvent servir de points de départ aux conceptions les plus diamétralement opposées. Ces idées deviennent confuses chez Malthus, bien qu'il ait un pressentiment exact et la conscience d'une difficulté non résolue, lorsqu'il en fait une

---

249 En transformant tous les acheteurs en travailleurs immédiats, Malthus en fait des travailleurs de la petite production marchande — par exemple, des artisans ou des paysans parcellaires indépendants — et retombe ainsi dans la forme qui précède le rapport du salariat.
En outre, en faisant dériver le profit *de la vente*, il retombe dans les théories du début de l'ère capitaliste, de la phase de la création du marché mondial théorisée par les *mercantilistes*, qui voyaient dans les échanges la source du profit. Ainsi donc, plus Malthus avance, plus il recule.
En fait, Malthus bêtifie la position des mercantilistes, puisque ses échangistes se trouvent à tour de rôle dans la position du vendeur et de l'acheteur, de sorte que l'avantage de la vente est aussitôt annulé par l'inconvénient de l'achat.

théorie nouvelle, opposée à celle de Ricardo, en vue de se hausser au « premier plan ».

Voici comment se fait la transition de cette tentative à la creuse conception vulgaire — si nous considérons la valorisation de la marchandise en tant que capital, c'est-à-dire son échange contre du travail productif vivant, la marchandise-capital commande — outre le temps de travail contenu dans l'équivalent que l'ouvrier reproduit — un temps de surtravail qui forme la source du profit. Or, si l'on ramène cette valorisation de la marchandise à sa valeur, tout acheteur prendra vis-à-vis de la marchandise la figure de l'ouvrier, de sorte qu'en l'achetant il donne en échange, outre la quantité de travail qu'elle contient, une quantité additionnelle. Cependant, comme en dehors des ouvriers salariés les acheteurs n'ont pas vis-à-vis de la marchandise un rapport d'ouvriers — comme nous l'avons vu, même lorsque l'ouvrier se présente comme simple acheteur de marchandises, il perd ses caractéristiques antérieures d'ouvrier et n'est plus qu'un détenteur d'argent parmi d'autres —, il faut bien admettre qu'ils ne donnent pas directement plus de travail qu'il n'en est contenu dans la marchandise. Tout ce qu'ils donnent — et cela revient au même —, c'est une valeur qui contient du travail additionnel. C'est cette quantité de a surtravail ou, ce qui revient au même, de valeur de plus de travail » qui effectue la transition [250].

En fait, cela revient à dire ceci : la valeur d'une marchandise consiste en la valeur que l'acheteur paie pour elle — et cette valeur est égale à l'équivalent (valeur) de la marchandise + un excédent sur cette valeur, une plusvalue. Dans cette conception vulgaire, le profit consiste, en effet, en ce qu'une marchandise se vend plus chère qu'elle ne s'achète. L'acheteur l'achète avec un travail ou un travail objectivé plus grand que celui qu'il a coûté au vendeur.

Cependant, si l'acheteur est lui-même capitaliste, vendeur de marchandises, et que son argent — son moyen d'achat — ne représente que de la marchandise vendue, il en résulterait simplement que tous deux — vendeur et acheteur — se vendent leurs marchandises trop cher, de sorte qu'ils se volent l'un l'autre dans la même mesure, dès lors que tous deux ne réalisent que le taux de profit courant.

250 En d'autres termes, c'est ainsi que Malthus passe de la réalité économique à son système doctrinaire à lui.

D'où peuvent donc bien venir alors les acheteurs qui paient au capitaliste la quantité de travail correspondant au travail contenu dans sa marchandise + son profit ?

Prenons un exemple : la marchandise coûte au vendeur 10 sh., et il la revend 12, en commandant un travail de 10 auxquels il faut ajouter 2 sh. Cependant, l'acheteur vend également à 12 sh. la marchandise qui lui a coûté 10 — et chacun perd comme acheteur ce qu'il a gagné comme vendeur. L'unique exception est la classe ouvrière. En effet, le prix du produit étant haussé au-dessus de son coût, l'ouvrier ne peut racheter qu'une partie du produit, de sorte que l'autre partie du produit ou prix de cette autre partie constitue le profit pour le capitaliste. Or, comme le profit provient de ce que les ouvriers ne peuvent racheter qu'une partie du produit, le capitaliste (la classe des capitalistes) ne peut jamais réaliser son profit par la demande des ouvriers, en échangeant tout le produit contre le salaire, puisqu'il échange tout le salaire contre une partie seulement du produit. Il faut donc une demande d'appoint et des acheteurs supplémentaires qui se trouvent ailleurs que chez les ouvriers, sans quoi il n'y aurait pas de profit.

Voyons de plus près d'où viennent ces acheteurs [pour qu'il y ait profit]. Si ce sont les capitalistes, les vendeurs eux-mêmes, alors nous retombons dans l'exemple cité ci-dessus de la duperie réciproque entre capitalistes, puisqu'ils hausseraient réciproquement le prix nominal de leurs marchandises — et chacun gagne comme vendeur ce qu'il perd comme acheteur. Bref, il faut des acheteurs qui ne soient pas des vendeurs pour que le capitaliste puisse réaliser son profit, « en vendant les marchandises à leur valeur ». D'où la nécessité de propriétaires fonciers, de gens qui jouissent de pensions et de sinécures, de curés, etc., sans oublier les laquais et la cour des premiers. Mais Monsieur Malthus omet d'expliquer comment ces « acheteurs » parviennent à entrer en possession des moyens d'achat — comment ils doivent d'abord, sans fournir d'équivalent, retirer aux capitalistes une partie de leur produit, afin de s'en servir pour racheter avec celle-ci un peu moins d'un équivalent [251].

251 « Un peu moins d'un équivalent », afin que les capitalistes réalisent également une part de ce profit — et Marx dira plus loin, ce qui peut sembler un comble, que, ce faisant, les capitalistes roulent encore ces acheteurs parasitaires, ce qui ne s'explique que par le fait que les capitalistes *dans cet échange* donnent « un peu moins que l'équivalent ». De toute façon, toutes

Quoi qu'il en soit, cela lui fournit l'occasion de son plaidoyer en faveur de l'accroissement le plus grand possible des classes improductives, afin que les vendeurs trouvent un marché, une demande pour leur « approvisionnement ». Il s'ensuit enfin que l'auteur du pamphlet sur La Population prêche que la condition de la production est une surconsommation perpétuelle et une appropriation aussi considérable que possible d'une portion du produit annuel par des oisifs. A ce plaidoyer qui découle nécessairement de sa théorie s'en ajoute un autre, à savoir que le capital représente la tendance à la richesse abstraite, la tendance à la valorisation [252], qui ne peut se réaliser que par le truchement d'une classe d'acheteurs représentant la tendance à la dépense, à la consommation, à la prodigalité, c'est-à-dire par les classes d'improductifs qui sont acheteurs sans être vendeurs.

3. La polémique entre les partisans de Malthus et ceux de Ricardo dans les années 1820 et leurs positions communes vis-à-vis de la classe ouvrière

Retour à la table des matières

Sur la base de cette argumentation, on assista dans les années allant de 1820 à 1830 — soit, grosso modo, la grande période métaphysique de l'économie politique anglaise — à une belle empoignade entre malthusiens et ricardiens. Tous deux s'accordaient à dire qu'il ne fallait pas que l'ouvrier s'appropriât lui-même son produit, mais qu'une partie de celui-ci devait aller au capitaliste, afin que l'ouvrier ait une stimulation pour produire, afin que soit assuré l'essor de la richesse. Mais les ricardiens enrageaient à l'idée que les malthusiens voulaient que les propriétaires fonciers, les sinécuristes de l'Eglise et de l'Etat et toute leur suite d'oisifs doivent s'approprier, sans équivalent, une partie du produit des capitalis-

---

ces « délicates » opérations se font sur le dos des ouvriers auxquels la plus-value a été extorquée à l'origine.

252 Avec cette contribution « théorique » de Malthus, nous en arrivons à la théorie moderne du bien-être. Ricardo, qui prône l'ascétique « production pour la production » du début de l'ère capitaliste, se trouve complété par la formule malthusienne de la « consommation pour la consommation » qui permet au capital hyperproductif de se réaliser afin de pouvoir se reproduire à une échelle toujours plus large encore.

tes — exactement comme les capitalistes le font déjà par rapport aux ouvriers — afin de racheter ensuite aux capitalistes, avec profit pour ceux-ci, leurs propres marchandises. Et ils enrageaient bien que tenant le même propos aux ouvriers : pour que l'accumulation progresse — et avec elle, la demande en travail —, l'ouvrier doit céder gratuitement au capitaliste la plus grande partie possible de son propre produit, afin qu'il reconvertisse en capital le revenu net ainsi accru.

Les malthusiens raisonnaient de la même façon : il faut enlever aux capitalistes industriels le plus possible, à titre gracieux, sous forme de rente, impôts, etc., afin qu'ils puissent vendre le reste, avec profit, à leurs « partenaires » involontaires. Cependant, ricardiens et malthusiens affirmaient en chœur que l'ouvrier ne doit pas s'approprier son propre produit, afin qu'il ne perde pas ce stimulant au travail. Le capitaliste industriel [disaient les malthusiens] doit céder une partie de son produit aux classes vouées uniquement à la consommation — nées pour jouir des fruits —, afin que celles-ci à leur tour échangent de nouveau cette partie dans des conditions défavorables ; sinon le capitaliste perdrait le stimulant à la production qui consiste précisément à faire beaucoup de profit, en vendant sa marchandise très au-dessus de sa valeur. Nous reviendrons plus loin sur cette dispute comique.

4. L'interprétation unilatérale par Malthus de la théorie de la valeur d'Adam Smith. Utilisation des faiblesses théoriques de Smith dans la polémique contre Ricardo

Retour à la table des matières

Voici d'abord quelques citations qui démontrent que Malthus débouche sur une conception tout à fait vulgaire :

« Quel que puisse être le nombre des opérations d'échange que les marchandises doivent parcourir, que les producteurs les envoient en Chine ou qu'ils les vendent là où elles ont été produites, la question de savoir si elles ont un prix adéquat dépend exclusivement de ce que les producteurs peuvent reconstituer leurs capitaux au taux ordinaire de profit, afin qu'ils puissent continuer avec succès leurs affaires. Or qu'est-ce que leurs capitaux ? Ce sont, comme l'établit Smith, les instruments avec lesquels on travaille, les matières qui sont travaillées et les

moyens qui permettent de commander à la quantité nécessaire de travail » (Definitions…, éd. Cazenove, p. 70).

Et cela, estime-t-il, représente tout le travail employé dans la marchandise. Dès lors, le profit est un excédent sur le travail ainsi dépensé dans la production de la marchandise. Ce n'est donc, en réalité, qu'un renchérissement nominal du prix de revient de la marchandise. Et, pour qu'il ne subsiste plus aucun doute sur son opinion, il cite, à l'appui de sa thèse, le colonel Torrens (On the Production of Wealth, VI, p. 349) :

« La demande effective, c'est la capacité ou la propension des consommateurs [l'antagonisme entre acheteur et vendeur devient ici celui qui oppose les consommateurs aux producteurs [253]] à échanger une marchandise, directement ou indirectement, contre une portion de tous les éléments du capital supérieure à celle qu'il a fallu pour leur production » (Definitions… éd. Cazenove, p. 70, 71).

Et Monsieur Cazenove, l'éditeur apologiste et commentateur des Definitions de Malthus, dit lui-même :

« Le profit ne dépend pas du rapport selon lequel les marchandises s'échangent entre elles. » [Si l'on considérait uniquement l'échange de marchandises entre capitalistes, la théorie de Malthus — dans la mesure où l'échange ne s'effectue pas avec des ouvriers, ceux-ci ne pouvant échanger avec le capitaliste d'autres marchandises que leur force de travail — apparaîtrait comme une ineptie, parce qu'elle ne voit qu'une simple surcharge réciproque et nominale au prix de leurs marchandises. D'où la nécessité de faire abstraction de l'échange entre équivalents et d'en appeler à des gens qui échangent de l'argent sans produire de marchandises.]

« En effet, ce rapport peut être le même quel que soit le niveau du profit ; le profit dépend de la proportion qui va au salaire ou à la somme couvrant les frais de production. Ce rapport est en toute occurrence déterminé par le degré où le

253 Tel est l'idéal dégénéré de la société moderne du bienêtre : effacer l'antagonisme social fondamental qui a sa racine dans la production et oppose ouvriers et capitalistes, pour ne voir que les oppositions dans la sphère de la circulation entre acheteur et vendeur, haussées à celle des consommateurs et producteurs, les ouvriers étant partagés en parts égales entre consommateurs et producteurs, donc neutralisés.

sacrifice supporté par l'acheteur, ou la valeur du travail qu'il utilise pour se procurer une marchandise, excède la dépense que la producteur a faite pour la porter sur le marché » (ibid., p. 46).

Pour parvenir à ce joli résultat, Malthus doit s'embarrasser de grandes précautions théoriques. Reprenant un aspect de la proposition d'Adam Smith selon laquelle la valeur de la marchandise est égale à la quantité de travail qu'elle commande, ou par laquelle elle est commandée, ou contre laquelle elle s'échange, il lui faut d'abord éliminer les objections soulevées par A. Smith et ses successeurs, voire par Malthus lui-même, contre l'idée selon laquelle la valeur d'une marchandise — la valeur en général — puisse être mesurée par la valeur.

L'ouvrage The Measure of Value Stated and Illustrated (Londres, 1823) est un parfait modèle d'indigence mentale. Malthus s'y étourdit lui-même en se tortillant avec sa casuistique au travers de sa propre confusion intellectuelle, de sorte que l'expression littéraire gauche et pesante éveille chez le lecteur ingénu et peu préparé l'impression qu'il manque, lui, d'intelligence.

Malthus se préoccupe avant tout d'effacer la distinction tout juste établie par Ricardo entre la « valeur du travail » et la « quantité de travail », et de ramener abusivement à un côté unilatéral ce que Smith lui-même séparait.

Ainsi Malthus écrit-il : « Une quantité donnée de travail doit avoir la même valeur que le salaire qu'elle commande ou contre lequel elle s'échange » (The Measure… p. 5).

Le but de cette phrase est d'identifier quantité de travail à valeur du travail. Or cette phrase n'est qu'une pure tautologie, un absurde truisme. En effet, comme le salaire ou « ce contre quoi il [ou la quantité de travail] s'échange » constitue la valeur de cette quantité de travail, c'est une tautologie que de dire : la valeur d'une quantité déterminée de travail est égale au salaire ou à la masse d'argent ou de marchandises contre laquelle ce travail s'échange. En d'autres termes, cela revient à dire simplement que la valeur d'échange d'une quantité déterminée de travail est égale à sa valeur d'échange, autre nom pour salaire. Notons tout d'abord que ce n'est pas le travail immédiat, mais la force de travail, qui s'échange contre le salaire, et qu'en faisant cette confusion Malthus en vient à ses

absurdités [254]. De ce qui précède, il ne s'ensuit d'ailleurs aucunement qu'une quantité déterminée de travail soit égale à la quantité de travail contenue dans le salaire, ou l'argent ou les marchandises dans lesquelles le travail se matérialise. Si un ouvrier travaille 12 heures et reçoit comme salaire un produit de 6 heures, ce produit de 6 heures représente la valeur de 12 heures de travail (puisque le salaire constitue la marchandise échangeable contre 12 heures de travail). Il ne s'ensuit donc pas du tout que 6 heures de salaire égalent 12 heures, ni que la marchandise représentant 6 heures soit égale à celle qui matérialise 12 heures. Il ne s'ensuit pas non plus que la valeur du salaire soit égale à la valeur du produit dans lequel s'incarne le travail. Cela signifie simplement que la valeur du travail — parce qu'elle est mesurée par la valeur de la force de travail, et non par la valeur du travail qu'elle a accomplie — ou la valeur d'une quantité donnée de travail contient moins de travail qu'elle n'en achète. En d'autres tonnes, la valeur de la marchandise, dans laquelle se présente le travail acheté, est tout à fait différente de la valeur des marchandises qui ont servi à acheter ou à commander cette quantité donnée de travail.

Monsieur Malthus fait la conclusion inverse. Du fait que la valeur d'une quantité déterminée de travail est égale à sa valeur, il en déduit que la valeur dans laquelle cette quantité de travail se matérialise est égale à la valeur du salaire. Il en retient, en outre, que le travail immédiat — déduction faite des moyens de production — qui est absorbé dans une marchandise ne crée pas de valeur supérieure à celle qui l'a payé, et qu'il ne reproduit donc que la valeur du salaire.

La conclusion qu'il en tire est que, si la valeur des marchandises est déterminée par le travail qu'elles contiennent, le profit ne peut être expliqué, et qu'il faut donc chercher une autre explication, à savoir supposer que la valeur d'une marchandise doit inclure le profit réalisé en elle. En effet, le travail absorbé dans la marchandise comprend : 1) le travail contenu dans les machines, etc., usées, lequel est répercuté dans la valeur du produit ; 2) le travail contenu dans les matiè-

---

254 Dès lors que l'on ramène la *force de travail à* l'abstraction du simple *travail* (immédiat), on voit encore moins bien la différence qui existe entre la force de travail, dont la *valeur d'échange* est payée selon les besoins de sa reproduction, et la force de travail, dont la *valeur d'usage* crée un excédent dans le produit matériel en raison de ses capacités vitales créatrices. Cette simplification arbitraire facilite l'opération de castration effectuée par Malthus, dans ses « démonstrations » théoriques, aux dépens de la classe productive.

res premières utilisées. Il saute aux yeux que ces deux éléments n'accroissent pas le travail qu'ils contenaient avant la production de la nouvelle marchandise du fait qu'ils deviennent des éléments de production de cette nouvelle marchandise. Il reste donc 3) le travail contenu dans le salaire qui s'est échangé contre du travail vivant.

Mais, à en croire Malthus, ce dernier élément n'est pas plus grand que le travail objectivé contre lequel il s'est échangé. Ainsi donc, la marchandise ne contient aucune portion de travail non payé, mais seulement du travail remplacé par un équivalent. Il s'ensuit que, si la valeur de la marchandise était déterminée par le travail contenu en elle, elle ne donnerait aucun profit. Si elle donne néanmoins un profit, c'est un excédent de son prix par rapport au travail qu'elle contient. Pour être vendue à sa valeur (valeur qui englobe le profit), elle doit donc commander une quantité de travail égale au travail employé en elle + un excédent de travail qui représente le profit réalisé dans la vente de la marchandise.

5. L'interprétation par Malthus de la thèse de Smith sur l'invariance de la valeur du travail

Retour à la table des matières

Qui plus est, afin que le travail — en tant que marchandise, et non la quantité de travail requise à sa production — puisse servir de mesure des valeurs, Malthus soutient que « la valeur du travail est constante ». (The Measure of Value… p. 29.)

Ce n'est pas là une idée originale, mais la simple paraphrase et l'élaboration ultérieure d'une proposition d'Adam Smith [255] (cf. Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, édit. Garnier, t. 1, Paris, 1802).

---

255 Il n'est pas absurde d'affirmer que la valeur du travail est invariable dans la petite production marchande du début de l'ère capitaliste théorisée par Adam Smith, lorsque la force de travail humaine était encore liée à ses instruments et que ceux-ci étaient de taille et d'efficacité réduites. Ainsi, lorsqu'un tisserand échangeait son calicot contre des chaussures, il suffisait que chacun des artisans compare les heures de travail qu'il avait utilisées avec

« Des quantités égales de travail doivent nécessairement, dans tous les temps et dans tous les lieux, être d'une valeur égale pour celui qui travaille. Dans son état habituel de santé, de force et d'activité, et d'après le degré ordinaire d'habileté ou de dextérité qu'il peut avoir, il faut toujours qu'il donne la même portion de son repos, de sa liberté, de son bonheur. Quelle que soit la quantité de denrées qu'il reçoit en récompense de son travail, le prix qu'il paie est toujours le même. Ce prix, à la vérité, peut acheter tantôt une plus grande, tantôt une plus petite quantité de ces denrées ; mais c'est la valeur de celles-ci qui varie, et non celle du travail qui les achète. En tous temps et en tous lieux, ce qui est difficile à obtenir, ou ce qui coûte beaucoup de travail à acquérir, est cher, et ce qu'on peut se procurer aisément ou avec peu de travail est à bon marché. Ainsi le travail, ne variant jamais dans sa valeur propre, est la seule mesure réelle et définitive qui puisse servir, dans tous les temps et dans tous les lieux, à apprécier et à comparer la valeur de toutes les marchandises » (p. 65, 66).

Malthus se vante à ce propos d'avoir effectué cette découverte, dont il est fier et dit qu'il l'a faite le premier, à savoir que la valeur est égale à la quantité de travail renfermée dans une marchandise + une quantité de travail représentant le profit. Or cette découverte apparaît simplement comme la combinaison des deux principes que Smith énonce dans le passage suivant, si bien qu'on voit que Malthus ne peut s'empêcher de plagier :

« La valeur réelle de toutes les différentes parties constituantes du prix se mesure par la quantité de travail que chacune d'elles peut acheter ou commander. Le travail mesure la valeur non seulement de cette partie du prix qui se résout en travail, mais encore de celle qui se résout en rente et de celle qui se résout en profit » (Adam SMITH, t. 1, chap. VI, édit. Garnier, t. 1, p. 65, 66).

Malthus écrit dans le même sens : « Si la demande de travail augmente, les salaires accrus des ouvriers ne sont pas dus à une hausse de la valeur du travail, mais à une baisse de la valeur du produit contre lequel s'échangeait le travail. En cas de surabondance de travail, les bas salaires sont dus à une hausse de la valeur

celles de l'autre pour que l'échange puisse s'effectuer. Il n'en va plus du tout de même lorsque le capital *variable* s'est détaché du capital *constant*. Le but de Malthus saute aux yeux : éviter à tout prix que le profit ne dérive de la force de travail vivante, appelée précisément pour cela capital variable.

des produits, et non pas à une baisse de la valeur du travail [256] » (The Measure of Value…, p. 35).

Bailey se gausse avec esprit de la manière dont Malthus déduit que la valeur du travail est invariable au moyen d'une démonstration qui, entre parenthèses, n'est pas du tout celle d'A. Smith.

« On pourrait démontrer de la même façon que toute marchandise est de valeur invariable. Prenons l'exemple de 10 aunes de drap. Que ces 10 aunes se vendent 5 £ ou 10, la valeur de cette somme sera toujours égale à celle du drap qu'elle a payée ou, en d'autres termes, sa valeur sera toujours égale à celle du drap. Or ce qui s'échange contre une valeur invariable doit être lui-même invariable, de sorte que les 10 aunes de drap doivent, elles aussi, être de valeur invariable… Lorsque nous disons que la valeur du salaire est invariable parce que, tout en changeant de grandeur, il commande toujours la même quantité de travail, c'est aussi creux que d'affirmer que la somme payée pour un chapeau ne change pas de valeur parce que, bien que le prix en soit tantôt élevé tantôt bas, elle achète toujours un chapeau » (A Critical Dissertation on the Nature, Measures and Causes of Value…, Londres, 1825, p. 145, 146, 147).

Dans le même ouvrage, Bailey raille avec beaucoup de mordant les statistiques absurdes et prétentieuses dressées par Malthus pour « illustrer » sa façon de mesurer la valeur.

Dans ses Definitions in Political Economy (Londres, 1827), où Malthus donne libre cours à la mauvaise humeur que lui causent les sarcasmes de Bailey, il s'efforce de prouver la valeur constante du travail de la manière suivante : « Une large catégorie de marchandises — les produits bruts, par exemple — a la tendance, dans le progrès de la société, d'augmenter de valeur par rapport au travail, tandis qu'une autre catégorie — les produits de l'industrie — manifeste la tendance à la baisse. On n'est donc pas loin de la vérité lorsqu'on affirme qu'en moyenne la masse de marchandises commandée dans le même pays par une quantité donnée de travail ne varie pas pour l'essentiel au cours de plusieurs siècles » (p. 206).

---

256 Malthus change ici, de surcroît, les lois de la distribution en lois de la production, puisque c'est la fluctuation de l'offre et de la demande qui déterminerait la valeur du travail.

Avec le même succès que pour sa « valeur invariable du travail », Malthus démontre qu'une hausse des prix en monnaie du salaire doit susciter une hausse générale des prix monétaires des marchandises : « Si la somme monétaire des salaires [257] augmente universellement, il y a baisse proportionnelle de la valeur de l'argent ; et, dès lors que la valeur de l'argent baisse, le prix des marchandises montera toujours » (p. 34).

Si la valeur de l'argent par rapport au travail a baissé, il s'agirait précisément de démontrer que la valeur de toutes les marchandises par rapport à l'argent est montée, ou que la valeur de l'argent, rnesurée non pas en travail, mais en d'autres marchandises, a baissé. Or c'est ce que Malthus démontre, en l'admettant implicitement.

6. Utilisation par Malthus des thèses de Ricardo sur la modification de la loi de la valeur dans sa polémique contre la théorie de la valeur déterminée par le travail

Retour à la table des matières

Pour polémiquer contre Ricardo et son mode de détermination de la valeur, Malthus s'appuie entièrement sur les propositions établies en premier par Ricardo lui-même sur les modifications qui peuvent survenir dans les valeurs d'échange des marchandises, indépendamment du travail qu'elles contiennent, ces modifications étant provoquées par les différences de composition du capital au sein du procès de circulation du capital : proportion variable du capital fixe et du capital

---

257 Nous avons traduit ici *money wages of labour* par « somme monétaire des salaires » qui pourrait se rendre aussi par « salaires monétaires du travail ». Ces formules surprenantes sont dictées par les bizarreries même de la théorie économique de Malthus. Pour lui, la « valeur du travail » étant invariable, c'est une anomalie qu'elle augmente, et cet accroissement ne peut donc être qu'un phénomène anormal, purement *monétaire*, artificiel, contre nature, et il a *ipso facto* un effet « néfaste », en suscitant une *inflation* proportionnelle au prix des marchandises.

Le raisonnement est sans valeur scientifique aucune, mais s'explique par l'avidité des classes dont les revenus sont d'autant plus larges que les salaires sont bas, et qui utilisent n'importe quel argument pour partir en guerre contre la moindre revendication d'augmentation des salaires.

circulant, différent degré de durabilité du capital fixe employé, rotation plus ou moins longue du capital circulant. En somme, il s'appuie sur la confusion faite par Ricardo entre prix de production et valeur, lorsqu'il conçoit la péréquation des prix de production indépendamment de la quantité de travail employée dans les diverses sphères de production, comme modification de la valeur elle-même, en jetant par-dessus bord toute sa thèse elle-même. Comme à son habitude, Malthus s'empare de toutes les objections découvertes avant lui et retournées par Ricardo lui-même contre la détermination de la valeur par le temps de travail. Cependant, il ne le fait pas pour résoudre ces contradictions, mais pour retomber dans des idées tout à fait creuses du passé, en faisant passer l'énoncé de ces phénomènes contradictoires pour leur solution, dès lors qu'il les a traduits en son langage pesant. Nous verrons par la suite que cette méthode est celle de la dissolution de l'école ricardienne, soit celle des James Mill et autres MacCulloch qui, en reproduisant les définitions et les distinctions de manière scolastique par de creux raisonnements, s'efforçaient d'accorder au moyen de leur bavardage les lois générales avec les phénomènes contradictoires, en escamotant les fondements dont ils dérivent.

Voici les passages où Malthus retourne contre Ricardo les arguments que celui-ci lui a fourni contre la loi de la valeur :

« Smith fait observer que le blé a besoin d'une année pour mûrir, mais qu'il faut de quatre à cinq ans pour faire de la viande de bœuf. Cependant, si nous comparons deux quantités de blé ou de viande d'égale valeur d'échange, il est certain que la différence des trois ou quatre années supplémentaires de profit à 15 % sur le capital employé dans la production de viande — abstraction faite de toutes les autres considérations constitue une compensation pour une plus faible quantité de travail [incorporée à la viande]. Nous pouvons donc avoir deux marchandises de même valeur d'échange, alors que le travail accumulé ou immédiat est de 40 à 50 % plus faible dans l'un que dans l'autre. C'est ce que l'on peut constater chaque jour dans ce pays pour des marchandises importantes ; et, si le profit baissait de 15 % à 8 %, la valeur de la viande de bœuf diminuerait de plus de 20 % par rapport au blé » (The Measure of Value…, p. 10, 11).

Comme le capital se compose de marchandises et qu'une grande partie des marchandises qui y entrent ou le constituent a un prix (une valeur d'échange au sens ordinaire du mot) qui n'est ni du travail accumulé ni du travail vivant, mais

— à ne considérer que chaque marchandise particulière — une simple surcharge nominale de valeur, due à un excédent sur le profit moyen, Malthus dit : « Le travail n'est pas le seul élément qui entre dans le capital » (Definitions in Political Economy, édit Cazenove, p. 29).

« Qu'est-ce que les frais de production ? […] la quantité de travail nécessairement employée à la production des marchandises, et celle contenue dans les outils et matières utilisés pour la production, augmentée d'une quantité additionnelle qui correspond au profit ordinaire attribué au capital pour le temps durant lequel il est avancé » (ibid., p. 29 et 74).

« Pour la même raison, Mr Mill commet une grave erreur quand il appelle capital le travail accumulé. On pourrait dire peut-être que c'est du travail accumulé + du profit ; mais ce n'est certainement pas du simple travail accumulé, à moins que nous voulions appeler le travail du profit » (ibid., p. 60, 61).

« Il est tout à fait faux de dire que les valeurs des marchandises sont réglées ou déterminées par les quantités de travail et de capital nécessaires à leur production. Mais il est tout à fait exact de dire qu'elles sont déterminées par la quantité du travail et du profit nécessaires à leur production » (ibid., p. 129).

À ce point, Cazenove ajoute dans une note (p. 130) : « On peut critiquer l'expression travail et profit, en disant que ce ne sont pas des termes corrélatifs, le travail étant un agent et le profit un résultat, le premier une cause, le second une conséquence. C'est pourquoi Monsieur Senior leur substitue le travail et l'abstinence… Il faut reconnaître, en vérité, que ce n'est pas l'abstinence, mais l'utilisation productive du capital qui crée le profit. »

Selon Senior : « Celui qui convertit son revenu en capital s'abstient des jouissances que lui aurait procurées sa dépense. »

Belle explication ! La valeur de la marchandise se compose du travail qu'elle contient + le profit — et, selon Malthus, du travail qu'elle contient et du travail qu'elle ne contient pas, mais qui doit être payé pour elle.

Et Malthus continue sa polémique contre Ricardo : « L'affirmation de Ricardo selon laquelle la valeur du salaire augmente en proportion où le profit tombe, et vice-versa, ne peut être exacte que dans l'hypothèse où les marchandises dans lesquelles se trouve réalisée la même somme de travail ont toujours la même va-

leur. Or il en est ainsi une fois sur cinq cents, par l'état naturel et nécessaire des choses, parce que dans le progrès de la civilisation et l'amélioration de la technique on tend continuellement à accroître la somme du capital fixe employé et à diversifier de manière toujours plus grande et inégale les temps de rotation du capital circulant » (Definitions…, p. 31, 32).

Dans l'édition Cazenove (p. 54), nous trouvons la même chose, et Malthus y dit littéralement : « l'état naturel des choses fausse la mesure de valeur établie par Ricardo parce que, dans le progrès de la civilisation et l'amélioration de la technique, la somme du capital fixe employé tend continuellement à croître en même temps que les temps de rotation du capital circulant se diversifient de manière toujours plus grande et inégale.

« Mr Ricardo lui-même admet de notables exceptions à sa règle. Mais, en examinant les cas qui font exception, c'est-à-dire ceux où les quantités de capital fixe employé sont de grandeur et de durabilité différentes et les temps de rotation du capital circulant employé inégaux, nous constatons qu'ils sont si nombreux que la règle est l'exception, et l'exception la règle » (ibid., p. 50).

7. La définition vulgaire de la valeur établie par Malthus. Sa conception du profit comme surcharge du prix. Polémique contre la conception ricardienne du salaire relatif

Retour à la table des matières

En accord avec ce qui précède, Malthus déclare donc que la valeur est « l'évaluation d'une marchandise, fondée sur ce qu'elle coûte à l'acheteur ou sur le sacrifice qu'il doit faire pour l'acquérir, ce sacrifice étant mesuré par la somme de travail qu'il donne en échange pour elle, ou, ce qui revient au même, par le travail qu'elle commande » (Definitions…, édit. Cazenove, p. 8, §).

Cazenove souligne aussi cette différence entre Malthus et Ricardo : « A l'exemple d'A. Smith, Mr Ricardo considère le travail comme la vraie mesure des frais ; mais il ne l'applique qu'aux frais de production […] alors qu'elle s'applique également comme mesure des frais de l'acheteur » (ibid., p. 56, 57).

En d'autres termes, la valeur d'une marchandise est égale à la somme d'argent que l'acheteur doit payer, et cette somme s'évalue le mieux par la masse de travail ordinaire qu'elle peut servir à acheter [258]. Mais on omet naturellement de dire par quoi est déterminée cette somme d'argent. C'est en fin de compte une conception tout ordinaire que l'on a des choses dans la vie de tous les jours : des banalités exprimées en termes ampoulés. Cela revient à dire que le prix de production et la valeur sont identiques. Si Smith et davantage encore Ricardo font cette confusion, elle ne cadre pas avec leur analyse réelle, tandis que Malthus l'élève en loi. C'est l'idée que se fait de la valeur le philistin qui est empêtré dans la concurrence et n'aperçoit plus en son sein que les apparences phénoménales de la valeur.

Qu'est-ce qui détermine donc le prix de production ? La grandeur du capital avancé + le profit. Et qu'est-ce qui détermine le profit ? D'où vient le fonds pour ce profit, ce surproduit en quoi se représente cette plus-value ? S'il n'est qu'une surcharge nominale du prix monétaire, rien n'est plus facile que d'augmenter la valeur des marchandises. Et qu'est-ce qui détermine la valeur du capital avancé ? La valeur du travail qu'il contient, répond Malthus. Et cette valeur ? Elle est déterminée par la valeur des marchandises pour lesquelles le salaire est dépensé. Et la valeur de ces marchandises ? Par la valeur du travail + le profit. Et ainsi de suite, à l'infini.

Supposons qu'on paie effectivement à l'ouvrier la valeur de son travail, c'est-à-dire que les marchandises (ou la somme d'argent) qui constituent son salaire sont égales à la valeur (somme d'argent) des marchandises où se réalise son travail, de sorte que, s'il reçoit 100 francs de salaire, il n'ajoute que 100 francs (de valeur) à la matière première, etc., soit au capital avancé. Dès lors, le profit ne peut être qu'une surcharge que le vendeur ajoute à la valeur réelle lorsqu'il vend la marchandise. C'est ce que font tous les vendeurs. Pour autant que les capitalistes font des échanges entre eux, aucun ne peut réaliser quoi que ce soit par une telle surcharge, et surtout il n'est pas possible de constituer à partir de là un surplus de fonds où ils puiseraient leurs revenus. Seuls les capitalistes, dont les marchandises entrent dans la consommation de la classe ouvrière, feront un bénéfice réel et non simplement illusoire, en revendant aux ouvriers les marchandises plus

---

258 Malthus *présuppose l'existence du profit,* pour mesurer ensuite sa masse de valeur au moyen d'un étalon extérieur à la production. Il ne souffle met de l'origine et de la possibilité intrinsèque du profit. (Note de Marx.)

cher qu'ils ne les leur ont achetées : par exemple, 110 francs au lieu de 100. En d'autres termes, ils ne leur revendent que les 10/11 du produit et gardent 1/11 pour eux ; or qu'est-ce que cela signifie d'autre, sinon qu'on ne donne à l'ouvrier que le produit de 10 heures, alors qu'une heure — ou le produit de celle-ci — revient au capitaliste sans équivalent ?

Or donc le profit résulte — par rapport à la classe ouvrière — de ce que l'ouvrier effectue pour le capitaliste gratuitement une partie de son travail et que, par conséquent, la « quantité du travail » n'est pas la même chose que la « valeur du travail ». Quant aux autres capitalistes qui n'ont pas cet expédient, ils ne feraient qu'un bénéfice illusoire.

Malthus, n'ayant rien compris aux premières propositions de Ricardo, est dès lors tout à fait incapable de concevoir le profit autrement que comme surcharge — comme il ressort de manière frappante du passage suivant :

« On peut dire que les premières marchandises, fabriquées de manière immédiate et mises en usage, peuvent être le résultat du pur travail et que leur valeur est donc déterminée par la quantité de ce travail ; cependant, il n'en reste pas moins tout à fait impossible que de telles marchandises puissent être employées comme capital dans la production d'autres marchandises, sans que le capitaliste ne soit dépossédé, pour un temps donné, de l'utilisation de son capital avancé et ne reçoive un dédommagement sous forme de profit. Dans les débuts de la société, où ces avances de travail sont relativement rares, cette indemnité sera forte, et le taux élevé du profit influera notablement sur la valeur de ces marchandises. Dans les stades plus avancés de la société, le profit influencera grandement sur la valeur du capital et des marchandises, parce que la masse du capital fixe employé y augmente considérablement et que, pour une portion importante du capital — circulant avancé, il faudra beaucoup plus de temps avant que le capitaliste puisse se rembourser par la vente. Dans les deux cas, le taux auquel se fait l'échange mutuel des marchandises sera essentiellement influencé par le montant variable du profit » (Definitions…, édit. Cazenove, p. 60).

Un des plus grands mérites de Ricardo, c'est d'avoir conçu le salaire relatif : la valeur du salaire (et par conséquent aussi celle du profit) dépend absolument de la portion de la journée de travail que l'ouvrier emploie pour lui-même (pour produire ou reproduire son salaire) par rapport à la portion de son temps qui appar-

tient au capitaliste. C'est essentiel au point de vue économique — et ce n'est en réalité qu'une autre expression de la juste théorie de la plus-value. C'est important, en outre, pour le rapport social entre les deux classes. Malthus sent ici que les affaires tournent mal, et il doit donc faire des objections :

« Avant M. Ricardo, personne n'a jamais, que je sache, employé l'expression de salaire ou de salaire réel en y impliquant un rapport. »

Ricardo parle de la valeur du salaire qui se présente en fait aussi comme la portion du produit qui lui revient.

« Le profit, il est vrai, implique un rapport ; et le taux du profit a toujours été considéré à juste titre comme un pourcentage de la valeur du capital avancé. »

Il est difficile, voire impossible, à Malthus de dire ce qu'il entend par valeur du capital avancé. D'après lui, la valeur de la marchandise est égale au capital avancé qu'elle renferme + le profit. Et, comme l'avance du Capital renferme, outre le travail immédiat, les marchandises, la valeur du capital avancé est égale au capital avancé en elles + le profit. Le profit est donc égal au profit + profit. Et ainsi à l'infini.

« Mais on a jusqu'ici mesuré d'ordinaire la hausse ou la baisse du salaire, sans se préoccuper du rapport dans lequel il pouvait se trouver relativement au produit total obtenu par une certaine quantité de travail ; on les a mesurées d'après la quantité plus ou moins grande qui revient à l'ouvrier dans un produit déterminé, ou encore d'après la capacité plus ou moins grande que possède ce produit de commander les besoins ou les agréments de la vie » (Definitions…, 1827, p. 29, 30).

Comme la production capitaliste a pour but immédiat la valeur d'échange — ou son accroissement —, il importe de savoir comment la mesurer. La valeur du capital avancé étant mesurée en argent (argent réel ou argent de compte), le degré de cette augmentation se mesure à la grandeur en argent du capital même, et l'on prend comme étalon un capital (somme d'argent) de grandeur déterminée — 100, par exemple.

« Le profit du capital, dit Malthus, c'est la différence entre la valeur du capital avancé et la valeur qu'a la marchandise quand on la vend ou qu'on l'utilise » (Definitions…, p. 240-241).

8. Malthus sur le travail productif et l'accumulation

a) Travail productif et improductif

Retour à la table des matières

« Le revenu, c'est ce que l'on dépense pour entretenir la vie et en jouir, et le capital ce que l'on dépense pour obtenir un profit » (Definitions…, p. 86).

Un ouvrier et un domestique « sont deux instruments utilisés pour des buts très différents ; l'un doit contribuer à l'acquisition, l'autre à la consommation de la richesse » (ibid., p. 94).

Sa définition suivante du travailleur productif est excellente :

« Le travailleur productif est celui qui accroît directement la richesse de son patron [259] » (Principles of Political Economy, p. 47).

Il faut relever aussi le passage suivant :

« La seule consommation productive à proprement parler est la consommation ou la destruction de richesse par les capitalistes aux fins de reproduction. […] Le travailleur que le capitaliste emploie consomme certainement cette portion de son salaire qu'il n'épargne pas, comme revenue, en vue de sa subsistance et de sa jouissance, et non comme capital en vue de la production. C'est un consommateur productif pour la personne qui l'emploie, et pour l'Etat, mais non à strictement parler pour lui-même » (Definitions…, édit. Cazenove, p. 30).

---

259 Dans les *Grundrisse,* Marx ajoute à cette définition la remarque suivante : « C'est juste, mais en un sens précis. En effet, sa formule est trop abstraite, puisque, telle que, elle s'applique également à l'esclave. En ce qui concerne l'ouvrier, la richesse de son patron est une forme de richesse directement liée au travail : le capital. Est donc productif le travail qui augmente directement le capital » (t. 2, p. 85, n.).

b) Accumulation

« Pas un économiste politique d'aujourd'hui n'entend par épargne la simple thésaurisation d'argent. Abstraction faite de ce procédé mesquin et inefficient, il ne peut être question d'appliquer cette expression à la richesse nationale, si ce n'est en la rapportant à l'usage variable de ce qui est épargné et en la fondant sur une réelle différenciation entre les divers types de travail qui en sont obtenus » (Principles…, p. 215).

« L'accumulation de capital, c'est l'emploi d'une partie du revenu comme capital. Le capital peut donc augmenter sans qu'il y ait accroissement de la fortune liquide ou de la richesse » (Definitions…, p. 1).

« Lorsque les habitudes de prévoyance en vue du mariage acquièrent une grande extension parmi les classes ouvrières d'un pays qui vit surtout de commerce et d'industrie, ce pays peut en subir un préjudice » (Principles… p. 215).

Et ce passage du prêcheur sur les obstacles à la surpopulation :

« C'est surtout le manque de choses nécessaires à la vie qui pousse les classes ouvrières à produire du luxe. Que ce stimulant s'émousse ou disparaisse de sorte qu'ils puissent acquérir, en échange de très peu de travail, les choses nécessaires à la vie, nous aurons tout lieu de croire que l'on consacrera non pas plus, mais moins de temps à produire des objets de luxe et de jouissance » (ibid., p. 334).

Mais la proposition suivante est la plus importante chez le panégyriste de la surpopulation : « De par la nature de la population, un supplément de forces de travail ne peut, même s'il y a une demande particulière, être fourni au marché que dans un délai de 16 à 18 ans ; or la conversion de revenu en capital par l'épargne peut s'effectuer en bien moins de temps : un pays est toujours soumis au risque de voir le fonds nécessaire à l'entretien des ouvriers croître plus vite que la population » (ibid., p. 319, 320).

Cazenove observe avec raison : « Lorsqu'il sert à faire à l'ouvrier l'avance de son salaire, le capital n'ajoute rien au fonds d'entretien du travail, mais une partie déterminée du fonds déjà disponible est simplement consacrée en vue de la production » (Definitions…, p. 22).

9. Capital constant et capital variable selon Malthus

Retour à la table des matières

« Le travail accumulé [à proprement parler, il faudrait dire : du travail matérialisé], c'est le travail qu'on a employé pour fournir les matières premières et les instruments utilisés à la production d'autres marchandises » (Definitions…, p. 15).

« Quand on parle du capital utilisé dans les marchandises, le travail contenu dans le capital nécessaire à produire les marchandises devrait s'appeler travail accumulé, par opposition au travail immédiat employé par le dernier capitaliste » (ibid., p. 28-29).

Il est, certes, essentiel de faire cette différence. Cependant, elle n'aboutit à rien chez Malthus. Il essaie bien de réduire la plus-value, ou du moins son taux (qu'il confond d'ailleurs systématiquement avec le profit et le taux du profit), à son rapport avec le capital variable, la partie du capital avancé en travail immédiat. Mais c'est une tentative puérile, et il ne peut en être autrement étant donné la conception malthusienne de la valeur. Il écrit dans les Principles… :

« [Supposons que le capital est avancé uniquement en salaire], soit 100 £ en travail immédiat. Si la rentrée en fin d'année est de 110, 120 ou 130 £, il est évident que le profit sera, dans chaque cas, déterminé par le rapport entre la valeur du produit total et la partie de celui-ci qui est nécessaire pour payer le travail employé. Si la valeur marchande du produit est de 110, le rapport dans lequel il faut payer les ouvriers est de 10/11, et le profit de 10 %. Si la valeur du produit est de 120, la portion qui incombe au travail sera de 10/12, et le profit sera de 20 % ; si l'on a 130, le rapport où l'on paie le travail avancé est de 10/13, et le profit de 30 %.

Supposons maintenant que les avances du capitaliste ne se composent pas uniquement de travail. Le capitaliste attend le même profit pour toutes les parties du capital qu'il avance. Supposons que le quart des avances soit dépensé pour le travail immédiat et les trois quarts pour le travail et le profit accumulés, avec quelques autres ajouts pour les rentes, les impôts, etc. Dans ce cas, il est stricte-

ment vrai que le profit du capitaliste varie avec la valeur variable de ce quart de son produit, rapporté à la quantité de travail utilisé. Prenons un exemple. Un fermier utilise un capital de 2 000 £, dont 1 500 £ en semences, chevaux, usure du capital fixe, intérêts du capital fixe ou circulant, rentes, dîmes, impôts, etc., et 500 £, pour le travail immédiat. En fin d'année, ses rentrées sont de 2 400 £. Son profit sera 400 sur 2 000, soit 20 %. Il est clair également que, si nous prenons le quart de la valeur du produit, soit 600 £, que nous le rapportions à la somme dépensée pour le salaire du travail immédiat, le résultat donnera exactement le même taux de profit » (p. 267, 268).

Malthus se rencontre ici avec lord Dundreary [260]. Il entrevoit que la plus-value (et par conséquent le profit) forme un rapport déterminé avec le capital variable avancé comme salaire, de sorte qu'il veut prouver que « le profit est déterminé par le rapport de la valeur de tout produit à la portion qui sert au paiement du travail employé ». Il est d'abord dans le vrai, quand il suppose que tout le capital se compose de capital variable, de capital avancé en salaire. Dans ce cas, le profit et la plus-value sont effectivement identiques. Mais, même là, Malthus s'en tient à des considérations tout à fait stupides. Si le capital avancé est de 100 et le profit de 10 %, la valeur du produit est de 110 ; le profit constitue le dixième du capital avancé, soit 10 %, et le onzième de la valeur du produit total, sa valeur propre étant comptée dans cette valeur. Il constitue donc 1/11 de la valeur du produit total, dont le capital avancé se monte à 10/11. Par rapport à ce total, 10 % de profit peuvent être exprimés comme suit : la partie du produit de 110, qui inclut 10 % de profit, contient 10/11 d'avances qui ont servi à faire ce profit. Ces brillantes démonstrations mathématiques amusent tellement Malthus qu'il les reprend pour les profits de 20 %, 30 %, etc. Il ne nous sert rien d'autre qu'une tautologie. Le profit est un tant pour cent du capital avancé ; la valeur du produit total contient la valeur du profit, et le capital avancé représente la valeur du produit total moins la valeur du profit. Donc 110 — 10 = 100.

Supposons un capital composé non seulement de capital variable, mais encore de capital constant : « Le capitaliste attend le même profit pour toutes les parties du capital qu'il avance. » Cela est en contradiction avec l'affirmation ci-dessus, à

260 Personnage symbolisant l'inactivité et le creux du landlordisme parasitaire anglais. Il fut mis en scène dans la comédie *Notre cousin d'Amérique* de Tom Taylor qui fut jouée pour la première fois en 1858.

savoir que le profit (la plus-value) est déterminé par le pourcentage du capital dépensé en salaires. Mais n'importe ! Malthus n'est pas homme à décevoir les « attentes » ni les idées du « capitaliste ». Or voici qu'il exécute son tour de force : supposons un capital de 2 000 £, dont les trois quarts, soit 1 500 £, de capital constant et un quart, soit 500 £, de capital variable. Le profit est de 20 %, soit 400 £, et la valeur du produit est égale à 2 000 + 400 = 2 400. Or 600 : 400 = 66 2/3 %. La valeur du produit total est égale à 1 000, et la portion qui y est dépensée en salaires de 6/10. Or que voyons-nous dans les calculs de Mr. Malthus ? Le quart du produit total y est de 600, le quart du capital est de 500 — c'est-à-dire égal à la partie avancée en salaires — et le quart du profit, ou 100, est égal à la portion de profit correspondant au salaire. Or cela est censé prouver que « le profit du capitaliste varie d'après la valeur variable de ce quart de son profit rapporté à la quantité de travail employé » ! Mais cela prouve simplement qu'un profit d'un pourcentage donné, par exemple de 20 %, pour un capital, mettons de 400, constitue un profit de 20 % pour chaque partie aliquote de ce capital. C'est une tautologie.

Cela ne prouve absolument rien pour un rapport déterminé, particulier et caractéristique de ce profit, à la portion de capital avancée en salaire. Si, au lieu de ce quart, nous ne prenons que le vingt-quatrième du produit total, ces 100 £ (sur 2 400) renferment le même pourcentage de 20 % de profit, soit 1/6. Le capital serait 83 1/3 %, et le profit 16 2/3. Si nous admettons, par exemple, que ces 83 1/3 sont égaux à un cheval employé dans la production, nous aurions démontré — à la manière de Malthus — que le profit varie avec la valeur variable du cheval, ou du 28 4/5 du produit total.

Et voilà les fadaises que nous sert Malthus, lorsqu'il essaie de voler de ses propres ailes et ne peut plus plagier Townsend, Anderson, etc. Ce qui mérite d'être retenu, c'est ce que Malthus a pressenti — et c'est ce qui caractérise notre bonhomme —, à savoir qu'il faut calculer la plus-value sur la portion de capital avancée en salaires.

Pour un taux déterminé de profit, le profit brut, la masse du profit, dépend toujours du volume du capital avancé. Mais l'accumulation est alors déterminée par la partie de cette masse qui est reconvertie en capital. Or cette partie, étant égale au profit total moins le revenu consommé par le capitaliste, dépendra non seulement de la valeur de cette masse, mais encore du bon marché des marchandises

qu'elle permet au capitaliste d'acheter et qui entrent soit dans sa consommation, son revenu, soit dans le capital constant. On doit supposer ici que le salaire est, lui aussi, déterminé ici, puisque l'on a présupposé un taux déterminé du profit.

10. La théorie malthusienne de la valeur (remarques complémentaires)

Retour à la table des matières

La valeur du travail est supposée ne jamais varier — ce qui est repris de Adam Smith —, tout ce qui change c'est la valeur de la marchandise que je reçois en échange de mon travail. Les salaires sont, mettons, 2 sh. pour un jour dans un cas, et de 1 sh. dans l'autre. Dans le premier cas, le capitaliste paie deux fois autant de shillings pour le même temps de travail que dans le second. Bref, dans le second cas, l'ouvrier fournit deux fois plus de travail pour le même produit que dans le premier cas, puisque dans le second il travaille un jour entier pour 1 sh. et dans le premier seulement une demi-journée. Or M. Malthus voit en conséquence que le capitaliste paie tantôt plus, tantôt moins de shillings pour un même travail, sans voir que l'ouvrier, en correspondance totale, donne plus ou moins de travail pour un produit donné.

« Donner plus de produits pour une quantité donnée de travail ou recevoir plus de travail pour une quantité donnée de produits est une seule et même chose pour lui [Malthus] ; mais il n'en reste pas moins que c'est exactement le contraire » (Observations on Certain Verbal Disputes in Political Economy, Particularly Relating to Value, and to Demand and Supply, Londres, 1821, p. 52).

Dans le même ouvrage, l'auteur observe fort justement que le travail comme mesure de la valeur au sens où Malthus la reprend d'Adam Smith serait exactement une mesure de la valeur comme tout autre marchandise et ne le serait pas aussi bien que l'argent l'est effectivement.

En général, ce n'est jamais la mesure de la valeur (au sens de l'argent) qui rend les marchandises commensurables (cf. ma Contribution à la critique de l'économie politique [Editions sociales, 1957, p. 41-42]) :

« C'est au contraire la commensurabilité des marchandises en tant que travail matérialisé qui, seule, transforme l'or en monnaie. »

À titre de valeur, les marchandises forment une unité, ce ne sont que de simples représentations d'une même substance — le travail social. La mesure de la valeur (argent) les implique comme valeurs et se rapporte simplement à la représentation et au volume de cette valeur. La mesure de valeur des marchandises se rapporte toujours à la transformation des valeurs en prix, et présuppose déjà la valeur [261].

Dans les Observations… il faut lire le passage suivant : « M. Malthus dit : "Dans un même lieu et à une même époque, les différentes quantités de travail journalier qui commandent les diverses marchandises seront exactement dans la même proportion vis-à-vis de leurs valeurs d'échange relatives, et vice versa. Si cela est vrai pour le travail, c'est tout aussi vrai pour n'importe quelle autre chose" » (p. 49).

« L'argent apparaît, au même moment et au même lieu, comme un excellent étalon de la valeur. […] Mais elle [la proposition de Malthus] ne semble pas être juste pour le travail. Le travail n'est pas un étalon, même en un même lieu et une même époque. Prenons une mesure de blé qui, à un même moment et en un même lieu, équivaut à un diamant donné : est-ce que le blé et le diamant, payés en argent sonnant et trébuchant, commanderont des quantités égales de travail ? On peut répondre : non ! Mais le diamant achètera de l'argent qui commande une même quantité de travail. […] L'étalon n'est d'aucune aide, puisqu'on ne peut l'appliquer sans le rectifier par l'application d'un autre étalon qu'il essayait de supplanter. Nous pouvons conclure seulement que le blé et le diamant commanderont des quantités égales de travail, parce qu'ils sont de même valeur dans

---

261 En somme, la valeur est *prédéterminée* par rapport à l'échange, parce que c'est un moment de la production, du fait que les marchandises sont de c simples représentations du travail social ». Même pour Ricardo, il était établi qu'une marchandise ne voit pas sa valeur mesurée par un « nombre » donné, sous prétexte que dans la statistique *moyenne* des prix sur le marché elle s'échange à *tant,* à *tel prix.* C'est, au contraire, parce que la marchandise a une valeur déterminée, calculable selon le temps de travail social moyen qui sert *à* la produire, qu'elle *doit* être vendue sur le marché à tel *prix,* sauf les oscillations occasionnelles.

l'argent. Or on nous demandait d'en inférer que deux choses étaient de valeur égale, parce qu'elles commandent des quantités égales de travail » (p. 49, 50).

11. Surproduction et « consommateurs improductifs », etc.

Retour à la table des matières

La théorie de la valeur de Malthus explique toute sa doctrine de la nécessité d'une consommation improductive sans cesse croissante que cet apôtre de la surpopulation (causée par la pénurie de nourriture) a prêchée avec tant d'emphase. La valeur d'une marchandise est égale à celle des matières, machines, etc., avancées + la quantité de travail immédiat. Chez Malthus, tout cela équivaut à la valeur du salaire que renferme la marchandise + le profit qui s'ajoute à ces avances selon le niveau du taux général de profit. C'est un renchérissement nominal du prix qui constitue le profit et représente la condition de l'approvisionnement, c'est-à-dire de la reproduction de la marchandise. Ces éléments forment le prix pour l'acheteur qui se distingue du prix pour le producteur, le prix pour l'acheteur étant la valeur réelle de la marchandise. Dès lors la question se pose : comment réaliser ce prix ? Qui va le payer ? Sur quel fonds sera-t-il payé ?

Si nous considérons la théorie de Malthus, il faut faire une distinction — qu'il a lui-même négligé de faire. Une section de capitalistes produit des marchandises qui entrent directement dans la consommation de l'ouvrier ; une autre section produit ou bien des marchandises qui n'entrent qu'indirectement dans la consommation des ouvriers pour autant qu'elles forment — en tant que matières premières, machines, etc. — le capital servant à créer des moyens de subsistance, ou bien des marchandises qui n'entrent pas dans la consommation des ouvriers, mais sont absorbées par le revenu des non-travailleurs [262].

---

[262] Marx reprend en gros la distinction fondamentale énoncée dans le livre II du *Capital* (t. 5 des Editions sociales, p. 4984) à propos des sections de la production capitaliste sur lesquelles reposent les différentes classes de la société bourgeoise :
1) la section I qui produit les *moyens de production*, soit les marchandises qui, de par leur forme, servent à alimenter le procès de travail ou la consommation productive ;

Considérons d'abord les capitalistes qui produisent les articles entrant dans la consommation des ouvriers. Ces capitalistes n'achètent pas seulement du travail, mais vendent encore aux ouvriers leurs propres produits. [Selon Malthus], si l'ouvrier ajoute une quantité de travail valant 100 francs, le capitaliste lui paie 100 francs, et c'est l'unique valeur que le travail acheté par le capitaliste ajoute à la matière première, etc. L'ouvrier reçoit donc la valeur de son travail et ne donne en retour au capitaliste qu'un équivalent de cette valeur. Or, même s'il reçoit nominalement cette valeur, l'ouvrier ne touche en réalité qu'une quantité de marchandises inférieure à celle qu'il a produite. En fait, il ne récupère qu'une partie de son travail objectivé dans le produit.

Supposons, pour plus de simplicité — comme d'ailleurs Malthus le fait lui-même — que le capital consiste uniquement en capital avancé en salaires. Si 100 francs sont avancés à l'ouvrier en vue de produire des marchandises et que ces 100 francs sont la valeur du travail acheté ainsi que la seule valeur ajoutée au produit, le capitaliste vendra ces marchandises pour 110 francs, et l'ouvrier ne pourra racheter, avec ses 100 francs, que les 10/11 du produit, le capitaliste en conservant

---

2) la section II qui produit les *moyens de consommation* et les *articles de luxe,* soit les marchandises qui, de par leur forme, entrent dans la consommation individuelle de la classe ouvrière et de la classe bourgeoise.

La section I est, par définition, celle du capital, puisque ses produits entrent directement dans le procès de production comme capital. En revanche, la section il peut se diviser en deux — celle qui produit les articles de luxe pour la consommation des capitalistes et celle qui produit les moyens de subsistance nécessaire aux ouvriers. Il faut noter cependant que ces deux sous-sections coexistent et présentent une frange d'interpénétration de plus en plus large à mesure que le capitalisme se développe dans un pays, c'est-à-dire qu'il se corrompt et devient sénile. En effet, les capitalistes participent à la consommation de certains moyens de subsistance nécessaires — le sucre, par exemple, — et les ouvriers, aux périodes de prospérité ou dans les pays privilégiés de vieux capitalisme, participent à la consommation de certains articles de luxe, en formant une aristocratie ouvrière plus ou moins stable.

Marx, analysant ici les conditions d'un capitalisme jeune qui n'a pas encore dégénéré, sépare nettement la sous-section qui produit des moyens de subsistance entrant directement dans la consommation des ouvriers. Cette distinction est essentielle pour déterminer la notion de classe productive et improductive, soit le rapport dans lequel le capitalisme produit des articles utiles ou inutiles, voire malsains. Elle fixe donc l'étalon pour mesurer le degré de santé ou de corruption de la société.

1/10, soit 10 francs de valeur qui sont la masse de surproduit correspondant à sa plus-value. Si le capitaliste vend à 120, l'ouvrier ne touche plus que les 10/12, et le capitaliste garde les 2/12 de la valeur du produit. Si le capitaliste vend à 130 (30 %), l'ouvrier ne reçoit que 10/13, et le capitaliste 3/13 du produit. S'il vend avec 50 % de profit, soit à 150 francs, l'ouvrier reçoit 2/3, et le capitaliste 1/3 du produit. Plus le capitaliste vend à un prix élevé, plus grande sera la part du capitaliste dans la valeur du produit et, par conséquent, dans la quantité de produit, et d'autant moindre la part de valeur ou du produit que l'ouvrier peut racheter avec la valeur de son travail. La situation ne change en rien lorsque du capital constant vient en plus du capital variable avancé ; lorsque, par exemple, aux 100 francs de salaire s'ajoutent 100 francs de matières premières. Dans ce cas, si ce taux de profit est de 10 %, le capitaliste vend la marchandise 220, au lieu de 210, à savoir : 100 de capital constant et 120 de produit du travail (SISMONDI, Nouveaux Principes… parus pour la première fois en 1819).

Pour cette classe de capitalistes A qui produisent les moyens de subsistance ou les articles qui entrent directement dans la consommation des ouvriers [263], nous avons donc un cas où un renchérissement nominal — l'adjonction du profit moyen au prix des avances du capital — crée un fonds de surplus pour le capita-

---

[263] Si Marx donne la primauté aux moyens de subsistance comme base du travail productif et de ce qui est utile et indispensable à la société, c'est qu'ils servent à tenir en vie la force de travail qui est source de toute richesse, c'est-à-dire point de départ et d'arrivée du cycle économique (cf. la lettre de Marx à Engels du 6-7-1863, où il retrace le tableau économique du procès total de la production qui démontre clairement que toute valeur ou produit naît de la force de travail — payée ou non payée).
On pourrait penser que les classes laborieuses participent au fur et à mesure du développement de la productivité aux articles de luxe. Mais ceux-ci sont façonnés par les classes oppresseuses, jouisseuses et oisives qui ont les besoins correspondants, parfaitement aliénés et détachés des exigences humaines qui impliquent une production orientée dans le sens du développement et de l'épanouissement des activités, et partant des jouissances, de l'homme. Ainsi on ne pourrait concevoir que le luxe de quelques privilégiés soit étendu même dans un avenir lointain à toute l'humanité, puisqu'il n'est pas possible de donner à chaque bipède des 4 milliards qui couvrent la planète une automobile, car il faudrait pour cela polluer la terre, continuer à gâcher l'énergie et recouvrir d'asphalte ou de béton une grande partie des terres arables : le luxe propre à la société individualiste ne peut devenir celui de l'humanité désaliénée, c'est-à-dire réconciliée et collective.

liste, puisque, au moyen de ce détour, il ne rend à l'ouvrier qu'une partie du produit et s'en approprie une autre. Or le capitaliste obtient ce résultat non parce qu'il vend à l'ouvrier tout le produit à une valeur accrue, mais parce que cet accroissement de la valeur du produit met l'ouvrier dans l'impossibilité de racheter avec son salaire tout le produit et ne lui permet que d'en racheter une partie. En conséquence, la demande de l'ouvrier ne suffit jamais pour réaliser l'excédent du prix d'achat sur le prix de revient, c'est-à-dire pour réaliser le profit et la « valeur » de la marchandise. De toute évidence, le fonds de profit ne se constitue que parce que l'ouvrier ne peut — avec son salaire — racheter tout son produit, de sorte que sa demande ne correspond pas à l'offre. Le capitaliste A retient donc une quantité donnée de marchandises d'une valeur déterminée, 20 francs en l'occurrence, dont il n'a pas besoin pour remplacer le capital, et qu'il peut donc soit dépenser comme revenu, soit utiliser pour l'accumulation. Nota bene : le volume du fonds dont il dispose dépend du montant de la surcharge de valeur qu'il a effectuée sur le prix de production et qui détermine la proportion suivant laquelle le capitaliste et l'ouvrier se partagent le produit total.

Passons maintenant à la classe des capitalistes B qui fournit la matière première, les machines, etc., c'est-à-dire le capital constant, à la classe A. Les capitalistes de la classe B ne peuvent vendre qu'à ceux de la classe A, car ils ne peuvent ni revendre leurs propres marchandises aux ouvriers, ceux-ci n'ayant rien à faire avec le capital (soit les matières premières, les machines, etc.), ni vendre aux capitalistes qui produisent des articles de luxe (tous les biens qui n'entrent pas dans l'alimentation et la consommation ordinaire de la classe ouvrière), ni aux capitalistes qui produisent le capital constant indispensable à la production des articles de luxe.

Or donc nous avons vu que, dans le capital avancé de A, il y a 100 de capital constant. Si le taux de profit est de 10 %, le fabricant de ce capital constant l'a produit à un prix de revient de 90 10111, mais le vend 100 (90 10/11 : 9 1/11 = 100 : 10). Il réalise donc son profit par le moyen d'une surcharge aux dépens de la classe A. De leur produit de 220, il obtient donc ses 100 — au lieu des seuls 90 10/11 —, et nous supposons qu'avec ces 100 il achète du travail immédiat. B ne réalise nullement son profit à partir de ses ouvriers, qui ne lui achètent rien et auxquels il ne peut donc revendre à 100 leur propre produit d'une valeur de 90 10/11. Cependant, les ouvriers de B partagent tout à fait le sort des ouvriers de A :

pour une valeur de 90 10/11, ils reçoivent une quantité de marchandises qui n'a que nominalement la valeur de 90 10/11, puisque chaque partie du produit de A subit un renchérissement uniforme ou, en d'autres termes, chaque partie de sa valeur représente, en proportion de la surcharge du profit, une moindre parcelle de produit.

Mais ce renchérissement ne peut aller que jusqu'à un certain point, car l'ouvrier doit recevoir suffisamment de marchandises pour pouvoir vivre et reproduire sa force de travail. Si le capitaliste A opérait une surcharge de 100 % et vendait 400 la marchandise qui lui revient 200, l'ouvrier ne pourrait plus racheter que le quart de son produit, soit 100. Or, s'il lui fallait pour vivre la moitié du produit, le capitaliste serait forcé de lui payer 200, et il ne lui resterait donc que 100 (100 constituant le capital constant et 200 le salaire). Ce serait donc comme s'il avait vendu la marchandise à 300, etc.

Quant à B, il ne fait pas (directement) son profit grâce à ses ouvriers, mais en vendant à A. Le produit de A ne sert pas seulement à la réalisation de son profit, mais constitue encore son propre fonds de profit. De toute évidence, A ne peut, en vendant à B, réaliser le profit qu'il fait sur ses ouvriers, et B, tout aussi peu que ses ouvriers, ne peut lui fournir une demande assez forte pour son produit, de sorte qu'il pourrait le vendre à sa valeur. Au contraire, il se produit déjà ici une réaction. Plus A opère une surcharge de profit, plus est grande, par rapport à ses ouvriers, la portion du produit total qu'il s'approprie et soustraie à B.

Le capitaliste B surcharge son produit dans la même mesure que A. B paye comme auparavant 90 10/11 francs à ses ouvriers, bien que ceux-ci reçoivent moins de marchandises pour cette somme. Si A prend 20 %, au lieu de 10 %, B en fait autant et vend 109 1/11, au lieu de 100. Il en résulte que cette partie des avances augmente pour A.

On peut considérer à bon droit que A et B ne forment qu'une seule et même classe : B fait partie des frais de A, et plus la part du produit total qu'il doit payer à B est grande, moins il lui en restera. Du capital total de 290 10/11, B possède 90 10/11 et A 200. Ensemble, ils avancent 290 10/11, et réalisent un bénéfice de 29 1/11. B ne peut jamais racheter de A pour plus de 100, et son profit de 9 1/11 s'y trouve inclus. A eux deux, ils ont un revenu de 29 1/11.

Or, pour ce qui regarde les classes C et D, la première, C, représente les capitalistes qui produisent le capital constant nécessaire à la production des articles de luxe, la seconde, D, ceux qui produisent directement les articles de luxe [264]. Il saute aux yeux que c'est uniquement D qui peut former la demande immédiate de C, D étant l'acheteur de C. Et C ne peut réaliser de profit qu'en vendant ses marchandises trop cher à D, par une surcharge nominale grevant leur coût de production. D doit payer à C plus qu'il ne faut à celui-ci pour renouveler tous les éléments constitutifs de ses marchandises. De son côté, D ajoute le profit, en partie aux avances faites par C, en partie au capital avancé directement par D sous forme de salaire. Avec le profit qu'il réalise sur D, C peut acheter une partie des marchandises de D, bien qu'il ne puisse placer tout son profit de cette façon, car il lui faut des moyens de subsistance non seulement pour ses ouvriers, mais encore pour lui-même, pour lesquels il donne en échange le capital réalisé avec D [265].

En premier lieu, la réalisation de la marchandise de C dépend directement de sa vente à D ; en second lieu, cette vente étant effectuée, la demande résultant du profit de C peut tout aussi peu réaliser la valeur des marchandises vendues par D

---

264 En bonne logique, Marx subdivise ici les capitalistes de la section 1 qui produisent les moyens de production en : a) les capitalistes B qui fournissent le capital constant aux capitalistes A qui créent les moyens de subsistance, et en b) les capitalistes C qui produisent le capital constant des capitalistes D fabriquant les articles de luxe.

Cette heureuse subdivision permet d'avoir d'un côté — A et B — tout ce qui est production et consommation de luxe improductif, voire antisocial.

265 Par *moyens de subsistance nécessaires,* il ne faut pas entendre simplement les objets que l'on se met sur le dos ou que l'on porte à la bouche. Y figure, par exemple, pour le prolétaire, le journal d'information ou de parti (le prolétariat étant productif au sens entier du mot non seulement quand il est créateur dans la production, mais encore en politique, en étant révolutionnaire).

Certains biens que l'ouvrier achète de toute nécessité ne sont pas seulement marchandise capitaliste, mais sont encore l'« appendice » de la terre — l'autre source de la richesse, comme Marx l'explique au début de sa *Critique du programme de Gotha* — à laquelle ils sont fixés, en n'étant utilisables que sur une très longue période, de sorte qu'ils donnent lieu à une rente qui va au propriétaire de ce bout de terre avec ce qui s'y rattache. Il en est ainsi du logement ou des transports (route ou chemin de fer) que l'ouvrier doit utiliser. Il ne s'agit pas là de « propriétés personnelles » comme le pain ou le savon, mais de propriétés en toute occurrence collectives.

que la demande de B le peut pour A. En effet, le profit réalisé par C l'est sur D ; et, si C le dépense de nouveau pour des marchandises faites par D, au lieu d'autres marchandises, sa demande ne pourra jamais dépasser le profit réalisé sur D. Ce profit doit toujours être bien moindre que le capital de C, que sa demande totale — et il ne constitue jamais une source de profit pour D (à la rigueur escroquera-t-il un peu C, en surchargeant les marchandises qu'il lui revend), puisque le profit réalisé par C est directement tiré de la poche de D.

Il est évident, en outre, que les capitalistes — que ce soit ceux de C ou ceux de D — tant qu'ils se vendent mutuellement leurs marchandises dans la même classe, ne peuvent faire aucun gain ni réaliser de profit d'aucune sorte. Mettons que M vende à N des marchandises à raison de 110 alors qu'elles ne lui coûtent que 100 ; il s'ensuivra que N fera la même chose aux dépens de M. Après l'échange comme avant, chacun d'eux possède une quantité de marchandises dont le prix de production est de 100. Chacun reçoit, en payant 110, des marchandises qui coûtent seulement 100. La surcharge ne lui donne pas de commandement sur la marchandise de l'autre plus grand que celui qu'il donne à Vautre sur sa marchandise à lui. Et, pour ce qui regarde la valeur, c'est comme si M et N, sans échanger leurs marchandises, s'étaient offert le plaisir de baptiser 110 ce qui est 100.

Il est clair que la plus-value nominale en D (puisque C est inclus en lui) ne représente pas de surproduit réel. Peu importe tout d'abord à D qu'à la suite de la surcharge faite par A l'ouvrier, avec 100 francs, reçoive moins de moyens de subsistance. Il lui faut toujours avancer 100 pour occuper un nombre donné d'ouvriers. Il paie aux ouvriers la valeur de leur travail ; les ouvriers n'ajoutent rien de plus au produit, car ils ne fournissent que l'équivalent de ce qu'ils touchent. Ce qui excède cet équivalent, D ne peut le réaliser qu'en vendant à des tiers plus cher que le prix de revient.

En réalité, D — mettons un miroitier — a dans son produit aussi bien de la plus-value et du surproduit que A — mettons un fermier [266]. En effet, son produit contient du travail non payé (plus-value) — et ce travail non payé se trouve tout

[266] Dans ce texte semi-élaboré, puisque Marx n'y a pas mis la dernière main pour le publier directement, il peut parfois sembler difficile de démêler sa pensée, son expression positive, d'avec ce qui est le cheminement de sa critique de Malthus.

aussi bien dans le produit que le travail payé : il est inclus dans le surproduit. Une partie des miroirs ne lui coûte rien, et elle a tout de même de la valeur, puisqu'elle renferme du travail — de la même façon que la partie qui remplace le capital avancé. Cette plus-value au sein du surproduit existe avant la vente des miroirs, et ce n'est pas cette vente qui la crée. Tout au contraire, si l'ouvrier n'avait, dans son travail immédiat, fourni que l'équivalent pour le travail accumulé qu'il reçoit sous forme de salaire, il n'y aurait ni surproduit ni plus-value correspondante. Mais, chez Malthus, où l'ouvrier ne rend qu'un équivalent, les choses se passent autrement.

Il est évident que la classe D (y compris C) ne peut créer artificiellement pour elle-même un surplus de fonds, en revendant, comme la classe A, ses marchandises plus cher aux ouvriers qu'elle n'a payé aux ouvriers pour les faire produire, s'appropriant de la sorte après le remplacement du capital avancé une portion du produit total. Les ouvriers, en effet, n'achètent pas la marchandise produite par D. Ce surplus ne peut pas résulter non plus d'une vente de marchandises ou d'un échange réciproque entre les différents capitalistes de cette classe, il ne peut donc avoir pour origine que la vente du produit aux classes A ou B. En vendant 110 une marchandise valant 100, D ne permet à A d'acheter avec 100 que les 10/11 de son produit, et en conserve 1/11 qu'il consomme lui-même ou échange contre des marchandises produites par d'autres membres de sa propre classe.

Voyons comment les choses se passent pour tous les capitalistes qui ne produisent pas eux-mêmes directement les moyens de subsistance et ne revendent donc pas aux ouvriers la partie la plus importante ou du moins une partie considérable de leurs marchandises.

Supposons leur capital constant égal à 100. Si le capitaliste paie, en outre, 100 en salaires, il paie aux ouvriers la valeur de leur travail. Les ouvriers ajoutent 100 à la valeur 100 du capital constant, si bien que la valeur totale (le prix de revient) sera de 200. D'où vient alors le profit ? Si le taux moyen du profit est de 10 %, le capitaliste vend 220 ce qui vaut 200. S'il vend réellement la marchandise 220, alors il est clair que 200 suffisent pour la reproduire — 100 pour la matière première, 100 pour le salaire, et il empoche 20 qu'il dépense comme revenu ou accumule comme capital.

Mais à qui vend-il la marchandise 10 % au-dessus de sa « valeur de production » qui, d'après Malthus, diffère de la « valeur de vente » ou de la valeur réelle ? En effet, pour lui, le profit est égal à la différence entre la valeur de production et la valeur marchande, ou égal à la valeur de vente moins la valeur de production. Ce n'est pas par des échanges ou des ventes réciproques que ces capitalistes peuvent réaliser un profit. Si A vend à B des marchandises valant 200 pour 210, B fait le même truc à A. Ce n'est pas en changeant de mains qu'elles changeront de valeur et de quantité. Le quantum de marchandises, qui se trouvait d'abord dans les mains de A, est passé maintenant dans celles de B, et vice versa — et que 110 s'appelle maintenant ce qui s'appelait auparavant 100 ne change rien à l'affaire. La force d'achat de A comme de B n'en est affectée en aucune façon.

Mais, d'après l'hypothèse, ces capitalistes ne peuvent pas vendre leurs marchandises aux ouvriers.

Ils doivent donc les vendre aux capitalistes qui produisent des moyens de subsistance, car ceux-ci grâce à leurs échanges avec les ouvriers, disposent d'un réel surplus de fonds : la formation d'une plus-value nominale leur a réellement fourni un surproduit. Et c'est l'unique surplus de fonds qui existe jusqu'ici. Celui des autres capitalistes ne peut résulter que de la vente de leurs marchandises au-delà de leur valeur de production à ces possesseurs d'un surplus de fonds.

En ce qui concerne les capitalistes qui produisent le capital constant nécessaire à la production des moyens de subsistance, nous avons déjà vu que le producteur des moyens de subsistances doit nécessairement acheter auprès d'eux [267]. Ces achats entrent dans ses frais de production ; plus son profit est grand et plus

---

267 Pour donner une idée de ce que, dans la section de production des moyens de production, Engels estimait nécessaire et superflu de produire d'acier, rappelons qu'il considérait en 1880 que suffirait une des « deux usines [celle de l'*Union* de Dortmund et celle de *Laura-Hütte*] qui chacune, à elle seule, peut produire autant que l'exige en moyenne la consommation du pays, alors qu'il y a encore les gigantesques usines de Krupp, des usines analogues à Bochum Ainsi la consommation de fer à l'intérieur est couverte au moins trois à quatre fois » (*Le Socialisme de M. Bismarck*, in MARX-ENGELS, *La Social-démocratie allemande*, 10/18, p. 155). Or la production de fer allemande était à cette époque-là de 700 000 tonnes, alors que la seule R.F.A. en produit aujourd'hui plus de 50 millions — ce qui donne une idée du gaspillage antisocial de l'industrie lourde.

coûtent cher les avances auxquelles s'ajoute ce taux de profit. Si A vend à 20 % au lieu de 10 %, le producteur de son capital constant en fera tout autant : au heu de demander 100 pour 90 10/11, ce sera 109 1/11 ou, pour arrondir, 110, de telle sorte que la valeur du produit est maintenant de 210, dont 20 % égale 42, ce qui donne une valeur du produit total de 252. Là dessus l'ouvrier reçoit 100. Le capitaliste B reçoit maintenant plus de 1/11 du produit total comme profit, alors qu'il n'en recevait que 1/11 lorsqu'il vendait 220. La masse du produit est restée la même, mais la partie devenant disponible pour ce capitaliste s'est accrue, en valeur comme en quantité.

Quant aux autres capitalistes qui ne produisent ni moyens de subsistance, ni capital entrant dans la production des moyens de subsistance, ils ne peuvent réaliser de profits qu'en vendant aux deux premières classes de capitalistes : si ceux-ci prennent 20 %, les premiers ne prendront pas moins.

Il y a donc une très grande différence entre l'échange de la première classe de capitalistes et l'échange que les deux autres classes de capitalistes font entre elles : au moyen de l'échange avec les ouvriers, la première a créé un véritable surplus de fonds de moyens de subsistance (surproduit) [268]. Celui-ci, en tant que capital accru, existe entre ses mains et il peut l'accumuler ou le dépenser comme revenu en achetant ses propres moyens de subsistance ou des articles de luxe. Ici

---

268 Pourquoi Marx a-t-il si longuement réfuté la théorie de la *surcharge* des prix, sinon pour démontrer que Malthus l'introduit pour justifier la *rente* des classes parasitaires ? Et pourquoi a-t-il introduit, à ce propos, la différence entre la section de production des *moyens de subsistance* liée à la partie des moyens de production qui lui fournissent sa part constante, d'une part, et *l'industrie de luxe* avec la partie du secteur des moyens de production qui s'y rattache, d'autre part ? C'est tout simplement — et c'est la clé de tout ce chapitre fondamental et ardu — parce que c'est sur l'agriculture (secteur de production des moyens de subsistance) que pèse essentiellement la RENTE, soit la surcharge chère à Malthus.

Comme Marx le dit, pour le *procès de reproduction réel,* il y a une différence fondamentale, *pour la production de richesses,* entre le travail servant à créer des articles reproductibles et le travail effectuant de purs articles de luxe (*Un chapitre inédit*… p. 236).

Le propos de Marx est de montrer que la rente est un prélèvement sur la plus-value créée par les ouvriers dans le procès de production fondamental qu'est l'agriculture, alors que Malthus déduit sa surcharge de l'échange dans le procès de circulation.

la plus-value représente effectivement du surtravail et du surproduit, alors qu'on atteint ce résultat chez Malthus par le grossier expédient d'une surcharge des prix. Supposons que le produit des ouvriers qui fournissent les moyens de subsistance n'ait qu'une valeur de 100. Comme il suffit de 10/11 de 100 pour payer les salaires, le capitaliste n'a qu'à avancer 90 10/11 pour obtenir un profit de 9 1/11. Mais, si, dans l'illusion que la valeur du travail et sa quantité sont identiques, il paie 100 £ aux ouvriers et leur vende à 110, il reçoit toujours comme profit 1/11 du produit. Que cet 1/11 vaille maintenant 10 £, au lieu de 9 1/l1, le capitaliste n'y gagne pas, puisqu'au lieu de 90 10/11 il a maintenant avancé 100 de capital.

Mais, pour ce qui concerne les autres classes de capitalistes, il n'existe pas de leur part de véritable surproduit où se réalise le temps de surtravail. Elles vendent 110 le produit d'un travail de 100, et ce n'est que par une surcharge de ce prix que ce capital peut être transformé en capital + revenu [269].

Mais, comme dirait lord Dundreary, « comment les choses se tiennent-elles » entre ces deux classes de capitalistes ?

Les producteurs de moyens de subsistance vendent un produit d'une valeur de 100 à 110, parce qu'ils ont payé un salaire de 100 au lieu de 90 10/11. Mais ils sont les seuls à disposer d'un surproduit. Si les autres leur vendent aussi 110 un produit de la valeur de 100, ils remplacent effectivement leur capital avec profit. Pourquoi ? Parce que des moyens de subsistance d'une valeur de 100 leur suffisent pour payer leurs ouvriers et qu'ils gardent donc 10 pour eux. Ou, plutôt, parce qu'ils reçoivent bien des moyens de subsistance d'une valeur de 100, mais que 10/11 de cette quantité leur suffisent pour payer leurs ouvriers, car ils se trouvent alors dans le même cas que les capitalistes A et B. Ceux-ci ne reçoivent, au contraire, en retour qu'une masse de produits où se réalise une valeur de 100. Que ce produit ait une valeur nominale de 110, cela ne leur sert de rien : quantitative-

---

269 Notons à propos de la surcharge des prix — décrite ici longuement par Marx, dans la perspective d'un capitalisme de plus en plus parasitaire au sens de Malthus — qu'elle détermine l'inflation des prix et la dévalorisation constante de la monnaie, phénomènes qui pèsent essentiellement sur les classes laborieuses en grevant les prix des moyens de subsistance. Et, de fait, l'inflation est un phénomène caractéristique de l'économie capitaliste de plus en plus dégénérée et dilapidatrice du XX[e] siècle, tandis qu'elle était presque inconnue au début de l'ère bourgeoise, alors que le mode de production était encore progressif.

ment, comme valeur d'usage, il ne représente pas une masse supérieure à celle fournie par le temps de travail contenu dans 100 £, et il ne peut lui servir à remplacer, outre les 100 £, un capital additionnel de 10. Cela ne serait possible qu'en cas de revente.

Bien que les deux classes de capitalistes se vendent mutuellement 110 ce qui vaut 100, ce n'est que dans les mains de la seconde classe de capitalistes que 100 a l'effet de 110. Pour une valeur de 110, les capitalistes de la première classe n'ont reçu qu'une valeur de 100. Et ils ne vendent leur surproduit à un prix plus élevé que parce qu'ils paient au-dessus de leur valeur les articles qui entrent dans leur revenu. Mais en réalité la plus-value réalisée par la seconde classe se limite à sa participation au surproduit réalisé par la première classe, puisqu'elle-même ne crée pas de surproduit [270].

Dès lors que les articles de luxe renchérissent, Malthus se rappelle opportunément que le but immédiat de la production capitaliste est d'accumuler et non de dépenser. A la suite de ce commerce désavantageux, où elle perd de nouveau une partie de ce qu'elle a extorqué aux ouvriers, la classe capitaliste A devra modérer sa demande d'articles de luxe. Mais si elle le fait et qu'elle accumule davantage, il y a baisse de la demande solvable et resserrement du marché des moyens de subsistance, qui ne peut se développer dans toute son ampleur que par la demande des ouvriers et des producteurs de capital constant de A. En conséquence, le prix des moyens de subsistance baisserait. Or ce n'est que par la surcharge nominale de ce prix que la classe capitaliste A peut soutirer aux ouvriers son surproduit — et ce en proportion de cette surcharge. Si le prix baissait de 120 à 110, son surproduit (et sa plus-value) baisserait de 2/12 à 1/11. Or cette baisse affecterait dans

---

270 C'est ce que Marx appelle « le *communisme capitaliste*, au sens où la masse du capital appartenant à chaque sphère de production attrape une partie aliquote de la plus-value totale dans la proportion où elle constitue une partie du capital social total ». Or « ces différentes raisons d'égalisation entre les différents placements de capitaux apparaissent à l'économiste vulgaire comme autant de raisons de *formation du profit* », puisqu'il ne voit jamais que les phénomènes de la circulation et de répartition des revenus, en négligeant toujours la source de la production (cf. Marx à Engels, 30-6-1868 ; également *Le Capital*, III, t. 6, p. 265-266).

une proportion bien plus forte encore le marché ou demande pour les producteurs d'articles de luxe [271].

Dans son échange avec la seconde classe, la première vend un réel surproduit, après avoir remplacé son capital. La seconde, au contraire, ne vend que son capital pour le transformer, moyennant ce commerce, en capital + revenu. Toute la production (et son accroissement surtout) ne fonctionne donc désormais que grâce au renchérissement des moyens de subsistance, auquel correspond un prix des articles de luxe inversement proportionnel à la masse croissante des produits. Dans cet échange, la classe II ne gagne pas non plus en vendant 110 ce qui vaut 100. En effet, elle reçoit en retour 110 qui ne valent que 100. Mais ces 100 (en moyens de subsistance) remplacent capital + profit, tandis que les autres 100 ne s'appellent que 110. Il s'ensuit que la classe I reçoit des objets de luxe d'une valeur de 100. Avec 110 d'articles de luxe, elle achète 100 de valeur. Pour la classe I, les 110 valent 110, parce qu'elle paie 100 pour le travail (pour remplacer son capital) et garde 10 comme excédent.

On ne voit guère, en somme, comment le profit pourrait découler de ce que les échangistes se vendraient mutuellement leurs marchandises à un taux uniformément renchéri, en s'escroquant réciproquement dans la même proportion.

On remédierait à ce défaut si à l'échange de l'une des sections de capitalistes avec leurs ouvriers et à l'échange entre les diverses fractions de la classe des capi-

---

271 Au début de l'ère capitaliste et tant que le mode de production bourgeois était révolutionnaire ou « progressif », ce fut essentiellement l'agriculture qui fournit le surproduit (en moyens de subsistance et en matières premières) pour l'essor de l'industrie — ce qui explique que l'ascétique Ricardo, qui ne voyait que les besoins de l'accumulation élargie, s'opposait férocement aux rentiers fonciers qu'il voulait supprimer.
C'est donc d'abord *l'industrie « lourde » qui s'est développée sur la base de l'excédent de l'agriculture — et* ce sont les physiocrates qui ont théorisé alors la rente, en présentant l'agriculture comme la sphère productive par excellence. Là-dessus Ricardo a théorisé que l'industrie était elle aussi productive, puisque les machines et la technique qu'elle développait permettaient de hausser les forces productives du travail à un niveau supérieur. En ce sens, c'est le théoricien de *la production pour la production*.
Dans la phase du capitalisme hyperdéveloppé, Malthus voudrait que la rente coule de partout, afin de grossir les revenus des classes moyennes qui *consomment pour consommer*, en développant l'industrie du superflu, du luxe, de la camelote.

talistes venait s'ajouter — tel un deus ex machina — une troisième classe d'acheteurs qui paierait les marchandises à leur valeur nominale, sans en vendre pour sa part, sans rendre la politesse à son tour. Bref, cette classe parcourrait le cycle A — M, au lieu de A — M — A ; elle achèterait non pour remplacer son capital avec profit, mais simplement pour consommer des marchandises : une classe qui achèterait sans vendre. Dans ce cas, les capitalistes ne réaliseraient aucun profit en échangeant leurs marchandises entre eux. Ils le réaliseraient, en premier lieu, par leurs échanges avec les ouvriers, en revendant à ceux-ci, pour la somme que leur a coûtée le produit total (déduction faite du capital constant), une partie seulement de ce produit total ; en second lieu, en vendant une fraction des moyens de subsistance aussi bien que des articles de luxe à la troisième classe d'acheteurs. Comme ceux-ci paieraient 110 pour 100, sans vendre à leur tour 100 pour 110, ils auraient bel et bien réalisé un profit de 10 % qui ne serait pas simplement nominal, étant donné que ce profit serait réalisé de deux façons : on revendrait aux ouvriers le moins possible du produit global et le plus possible à la troisième classe qui achète pour consommer et paie comptant sans revendre elle-même.

Or des acheteurs qui ne sont pas vendeurs sont forcément des consommateurs qui ne sont pas producteurs — des consommateurs improductifs. C'est précisément cette classe de consommateurs improductifs qui, pour Malthus, résout le conflit [272]. Cependant, il faut que ces consommateurs improductifs soient des consommateurs solvables et constituent une réelle demande. C'est dire que les

---

272 Ce conflit découle du fait que l'ouvrier productif crée pour son patron capitaliste une plus-value telle qu'à eux deux ils ne peuvent l'absorber ensemble, de sorte que le capitalisme fait appel à la classe des rentiers parasitaires pour permettre aux capitalistes *de réaliser leur produit, soit aussi leur profit.* Tout le conflit découle de la surproduction qui exige une classe de consommateurs en surnombre, classe qui est parasitaire, parce qu'elle n'accomplit que cette fonction de stérilisation ou de destruction de l'excédent de production. Cette solution malthusienne s'aggrave encore du fait que, faute de capital valorisable, des ouvriers, source de toute valeur et de toute richesse, deviennent surnuméraires ou chômeurs sans même pouvoir se nourrir, de sorte que les deux faces de la surpopulation se conjuguent de manière absurde et antisociale, surtout dans le capitalisme le plus développé.
C'est pourquoi il est facile de prévoir que le conflit tel qu'il est résolu par les parasites de Malthus ne pourra manquer d'éclater à la fin en révolution qui mettra fin au mode de production capitaliste devenu monstrueux.

sommes qu'ils possèdent et dépensent annuellement doivent suffire à payer non seulement la valeur de production des marchandises qu'ils achètent et consomment, mais encore le supplément nominal du profit, la plus-value, ou la différence entre la valeur de vente et la valeur de production, comme l'appelle Malthus. Dans la société, cette classe représentera la consommation pour la consommation, comme la classe capitaliste représentera la production pour la production, l'une incarnant la a propension à la dépense », l'autre la « propension à l'accumulation » (Principles of Political Economy, 2[e] édit., p. 326).

Le penchant à l'accumulation est maintenu vivace dans la classe capitaliste, du fait que les recettes de cette classe dépasse toujours les dépenses : le profit n'est-il pas le stimulant de l'accumulation ? Malgré leur zèle à accumuler, les capitalistes ne seront plus poussés alors à la surproduction, ou du moins elle leur sera rendue difficile, puisque les consommateurs improductifs non seulement constituent un énorme canal d'absorption pour les produits jetés sur le marché, mais encore ne jettent pas de produits sur le marché, quel que soit leur nombre. De la sorte, ils ne concurrencent pas les capitalistes ; qui plus est, ils constituent la demande sans l'offre et compensent ainsi l'excédent de l'offre sur la demande du côté des capitalistes.

Mais d'où cette classe tire-t-elle ses moyens annuels de paiement ? Ce sont d'abord les propriétaires fonciers ; sous le nom de rente, ils accaparent une partie notable de la valeur du produit annuel [273] ; et cet argent, enlevé aux capitalistes,

---

273 Comme Marx le note, les propriétaires fonciers accroissent sans cesse leurs revenus du fait de la « structure des prix » qui caractérise le capitalisme, les produits manufacturés, industriels diminuant de prix ou augmentant moins que les produits agricoles : « Or donc la valeur des produits manufacturés diminue constamment à la suite du développement des forces productives du travail. C'est ce qui ne peut s'expliquer que par le fait que la partie constitutive principale des moyens de subsistance — les denrées alimentaires — augmente sans cesse de valeur, et ce parce que l'agriculture devient relativement toujours moins fertile. C'est cette prémisse qui, selon Ricardo, explique l'existence et la croissance de la rente foncière. C'est pourquoi la baisse incessante du taux de profit va de pair avec l'accroissement continuel du taux de la rente foncière » (*Théorie de la plus-value*, *Le Capital*, 1. IV, Editions Dietz, Berlin ; *Werke*, 2612, p. 441).
S'il est donc faux que l'agriculture se caractérise par une diminution incessante de ses rendements, comme l'affirme Malthus, il est exact qu'elle se développe moins rapidement que l'industrie sous le capitalisme — ce qui est

ils le dépensent en consommant les marchandises produites par les capitalistes dans une transaction où ils se font rouler ! Ces propriétaires ne doivent pas produire, et, de fait aussi, ce ne sont pas des producteurs. En outre, lorsqu'ils dépensent de l'argent pour acheter du travail, il importe de souligner qu'ils n'occupent pas d'ouvriers productifs, mais des serviteurs, de simples mangeurs de leurs revenus qui maintiennent le prix élevé des subsistances, en les achetant sans contribuer le moins du monde à accroître l'approvisionnement de marchandises quelconques. Or ces bénéficiaires de rente foncière ne suffisent pas à créer « une demande suffisante ». Il faut recourir à des moyens artificiels. Ils consistent en lourds impôts, dépenses pour toutes sortes de postes de sinécure dans l'Etat et l'Eglise, pour de grosses armées, des pensionnés, dîmes pour curés, une dette publique considérable et, de temps en temps, des guerres coûteuses. Tels sont les « remèdes » de Malthus (Principles…, 2e édit., p. 408).

Cette troisième classe, que Malthus fait intervenir comme « remède », qui achète sans vendre et consomme sans produire, reçoit donc, pour commencer, sans la payer, une partie considérable de la valeur du produit annuel. Elle enrichit les producteurs en ce que ceux-ci, après avoir dû leur céder à titre gracieux l'argent nécessaire à l'achat de leurs marchandises, rentrent de nouveau dans cet argent, en leur vendant leurs marchandises au-dessus de leur valeur ; autrement dit, ils récupèrent, en argent, plus de valeur qu'ils n'en ont avancé en marchandises [(34)]. Et cette transaction va se répétant d'une année à l'autre.

---

aggravé par le mécanisme mercantile des prix qui grève les denrées agricoles d'une surcharge, d'une rente. D'où la conclusion de Marx : « C'est uniquement sur la base bourgeoise que l'agriculture est *relativement moins productive* ou développe plus lentement que l'industrie les forces productives du travail » (*ibid*., p. 88).

34. En somme, les capitalistes industriels ne peuvent se passer d'une masse de plus en plus énorme de parasites c qu'ils roulent », car elle leur permet de réaliser dans la circulation le profit qu'ils ont fait sur le dos des ouvriers dans la production, en leur payant une partie seulement de leurs heures de travail.

12. Le contenu social de la polémique de Malthus contre Ricardo. Déformation de la conception de Sismondi sur les contradictions de la production bourgeoise

Retour à la table des matières

Les conclusions de Malthus découlent tout logiquement de sa théorie générale de la valeur ; mais cette théorie, à son tour, s'adapte de façon curieuse au but poursuivi : l'apologie des conditions sociales existant en Angleterre, avec ses gros propriétaires fonciers, l'Etat et l'Eglise, les pensionnés, les collecteurs d'impôts, ceux qui s'engraissent avec la dîme et la dette publique, les boursicotiers, les serviteurs de la loi, les prêtres, les laquais — privés et publics — tout ce que l'école de Ricardo combattait comme autant de vestiges inutiles, dépassés, nuisibles et préjudiciables à la production bourgeoise. Ricardo défend sans égard pour qui que ce soit la production bourgeoise, pour autant qu'elle signifie le développement sans frein des forces productives sociales. Peu lui importe dès lors le sort des agents de la production, capitalistes ou ouvriers. Il s'en tient au droit historique et à la nécessité de ce stade de développement. Autant il manque de sens historique quand il s'agit du passé, autant il perçoit de manière aiguë les courants historiques fondamentaux de son époque. Malthus, lui aussi, veut le développement aussi libre que possible de la production capitaliste, mais dans la mesure seulement où la misère des classes ouvrières en est la condition essentielle — et ensuite il réclame que cette production s'adapte en même temps aux « besoins de consommation » de l'aristocratie et de ses caudataires dans l'Eglise et l'Etat, afin qu'ils servent de base matérielle aux prétentions surannées de ceux qui représentent les intérêts légués par la féodalité et la monarchie absolue. Malthus souhaite la production bourgeoise, pour autant qu'elle n'est plus révolutionnaire, ne constitue pas une force de progrès historique et fournit simplement une base matérielle plus large et plus commode à la « vieille » société [274].

274 Sous le capitalisme, cette classe de consommateurs, oisifs et corrompus, du féodalisme en déclin n'en garde que les traits négatifs, car le capital seul se charge de produire en exploitant la main-d'œuvre salariée.

Nous avons donc, premièrement, la classe ouvrière qui, en raison du principe malthusien de la population, est toujours trop nombreuse proportionnellement aux moyens de subsistance qui lui sont destinés, et devient surnuméraire par sous-production ; deuxièmement, la classe capitaliste qui, en vertu du même principe de la population, est toujours capable de revendre aux ouvriers leur propre produit à des prix tels qu'ils n'en peuvent acquérir que juste assez pour tenir l'âme soudée au corps, et, troisièmement, une immense fraction de la société, composée de parasites et de frelons jouisseurs, de maîtres et de valets, qui s'approprient gratuitement — à titre de rente, ou pour des raisons politiques — une masse considérable de la richesse, en payant ces marchandises au-dessus de leur valeur avec l'argent enlevé aux mêmes capitalistes. La classe capitaliste est poussée à coups de fouet à accumuler dans la production, tandis que les improductifs ne représentent, au point de vue économique, que la simple propension à consommer, à gaspiller. C'est d'ailleurs l'unique moyen d'échapper à la surproduction qui existe dès qu'il y a surpopulation par rapport à la production. On présente comme le meilleur remède à la surproduction et à la surpopulation la surconsommation au profit des classes qui sont étrangères à la production. La disproportion entre la population ouvrière et la production se trouve compensée du fait qu'une partie du produit est consommée par des non-producteurs, des oisifs. La disproportion de la surproduction des capitalistes ne résout pas la surconsommation des dissipateurs de richesse.

Nous avons vu combien la théorie économique de Malthus est puérile, faible, triviale et creuse. En s'appuyant sur le côté faible d'A. Smith, il s'efforce d'en tirer une théorie qu'il oppose à celle que Ricardo avait construite en s'appuyant sur le côté fort d'A. Smith. Il est difficile d'imaginer une exhibition plus comique d'impuissance que l'ouvrage de Malthus sur la valeur. Mais, dès qu'il aboutit aux conclusions pratiques en descendant sur le terrain économique du crieur de marché, il se retrouve entièrement dans son élément. C'est dire qu'il ne renonce à aucun moment à son vice inné, le plagiat. Qui penserait, à première vue, que les Principles of Political Economy de Malthus ne sont qu'une traduction malthusienne des Nouveaux Principes de l'économie politique de Sismondi ? Il en est pourtant ainsi. L'ouvrage de Sismondi parut en 1819. Un an plus tard, Malthus en donnait la caricature anglaise. Comme précédemment chez Townsend et Anderson, il avait trouvé chez Sismondi un point d'appui théorique pour un de ses

énormes pamphlets économiques, dans lequel, soit dit en passant, il sut tirer le plus grand profit des idées nouvelles qu'il avait apprises dans les Principles de Ricardo.

Contrairement à Ricardo, Malthus combat les tendances de la production capitaliste qui sont révolutionnaires par rapport à la vieille société, tandis qu'avec son infaillible instinct d'ecclésiastique il ne prend chez Sismondi que ce qui est réactionnaire par rapport à la production capitaliste et s'oppose à la société bourgeoise moderne…

Voici les passages de Malthus concernant les ouvriers auxquels nous avons fait allusion plus haut :

« La consommation et la demande de la part des ouvriers occupés au travail productif ne peuvent jamais à elles seules motiver l'accumulation ou l'emploi du capital » (p. 315).

« Il n'est pas un cultivateur qui se donnera le mal de surveiller le travail de dix hommes supplémentaires simplement pour que son produit total soit vendu sur le marché à un prix supérieur qui corresponde exactement à ce qu'il a avancé pour payer ses ouvriers supplémentaires. Il faut que, dans les conditions antérieures de l'offre et de la demande relatives à cette marchandise, ou encore dans son prix, il se soit produit avant la demande provoquée par les nouveaux ouvriers et indépendamment d'elle, un changement quelconque qui justifie l'emploi d'un nombre additionnel d'ouvriers » (p. 312).

« Si une forte augmentation de la consommation des classes ouvrières doit augmenter considérablement les frais de production, le profit diminuera et, en conséquence, la raison d'accumuler s'affaiblira ou s'arrêtera avant que l'agriculture, l'industrie et le commerce aient atteint un degré considérable de prospérité » (p. 405).

« C'est le manque de moyens de subsistance qui pousse surtout les classes ouvrières à produire des objets de luxe ; que ce stimulant s'affaiblisse ou disparaisse et qu'il faille moins de travail pour se procurer ces moyens de subsistance, nous avons alors toute raison de croire que l'on consacrera non pas davantage, mais moins de temps à la production de moyens de jouissance » (p. 334).

Malthus n'a pas intérêt à masquer les contradictions de la production bourgeoise ; au contraire, il a tout intérêt à les mettre en évidence, d'une part, pour démontrer que la misère des classes ouvrières est nécessaire (nécessaire, bien sûr, pour le mode de production capitaliste) et, d'autre part, pour convaincre les capitalistes qu'il faut un clergé d'Etat bien engraissé si l'on veut avoir une demande adéquate. Ce qu'il entend donc faire admettre, c'est que, pour « augmenter constamment la richesse », il ne suffit ni de l'accroissement de la population, ni de l'accumulation du capital, ni de la fertilité du sol, ni des inventions qui économisent du travail, ni de l'extension des marchés extérieurs : « tous deux, ouvriers et capital, peuvent exister en surabondance par rapport à la possibilité de les utiliser avec profit » (p. 414).

Il fait donc valoir, contre les ricardiens, la possibilité d'une surproduction générale…

13. Le rôle de plagiat chez Malthus et son apologie de l'existence des classes « supérieures » et « inférieures »

Retour à la table des matières

L'ouvrage de Malthus sur La Population était un pamphlet dirigé contre la Révolution française et les idées de réforme qui se faisaient jour alors en Angleterre (Goodwin, etc.). C'était une apologie de la misère des classes laborieuses. Sa théorie est un plagiat de Townsend, etc.

Son Essai sur la rente était un plaidoyer en faveur des propriétaires fonciers contre le capital industriel. Sa théorie est un plagiat d'Anderson.

Ses Principles of Political Economy étaient un pamphlet en faveur des capitalistes contre les ouvriers, et dans l'intérêt de l'aristocratie, de l'Eglise, de tous les budgétivores et lèche-culs contre les capitalistes. Sa théorie en était un plagiat d'Adam Smith. Ce qui est du cru de Malthus est pitoyable. L'exposé ultérieur de la théorie malthusienne se fonde sur Sismondi.

Dans son Essai sur la population… (5e édit., trad. fr. de P. Prévost, Genève, 1836, 3e édit., t. I, p. 104, 105), Malthus, avec sa « profonde philosophie » habi-

tuelle, fait observer contre un plan visant à fournir à titre gracieux des vaches aux cottagers (habitants de maisons misérables) :

« On a cru remarquer que les cottagers, qui ont des vaches, sont plus laborieux et mènent une vie plus régulière, que ceux qui n'en ont point. […] La plupart de ceux qui ont des vaches à présent les ont achetées du fruit de leur travail. Il est donc plus exact de dire que c'est leur travail qui leur a donné les vaches qu'il ne l'est de dire que ce sont les vaches qui leur ont donné le goût du travail » (édit. Prévost, p. 104, 105).

C'est ainsi que par leur zèle au travail (et l'exploitation du travail d'autrui) les parvenus de la bourgeoisie se sont procuré des vaches, et ce sont ces vaches qui ont donné le goût de la paresse aux fils de ces pauvres parvenus. Si l'on pouvait enlever à ces vaches non la faculté de donner du lait, mais celle de commander au travail d'autrui non payé, leur goût du travail s'en trouverait beaucoup mieux.

Voici encore un autre passage de ce « profond philosophe » :

« Il est évident que tous les hommes ne peuvent pas appartenir aux classes moyennes. Les classes supérieures comme les classes inférieures sont inévitables » (bien sûr, il ne peut y avoir de milieu sans extrêmes) a et elles sont très utiles. Si l'on ôtait de la société l'espérance de s'élever et la crainte de déchoir, si le travail ne portait pas avec lui sa récompense et l'indolence sa punition, en ne verrait nulle part cette activité, cette ardeur avec laquelle chacun travaille à améliorer son état et qui est le principal instrument de la prospérité publique » (ibid., p. 112).

Les classes inférieures sont nécessaires pour que l'individu des classes supérieures craigne de tomber, et les classes supérieures pour que l'individu des classes inférieures espère monter. Pour que l'indolence trouve sa punition, il faut que l'ouvrier soit pauvre, et que le rentier et le propriétaire foncier si chers à Malthus soient riches. Mais qu'est-ce que Malthus entend par « récompense du travail » ? Que l'ouvrier doit fournir gratuitement une partie de son travail. Stimulant excellent, si ce n'était la faim qui pousse l'ouvrier à travailler. Tout au plus tel ouvrier peut-il espérer devenir exploiteur à son tour, mais « plus le monopole s'étend, dit Jean-Jacques Rousseau, plus la chaîne est lourde pour les exploités ». Le « profond penseur » qu'est Malthus n'est pas de cet avis. Son plus grand espoir — où il voit du reste lui-même un peu d'utopie —, c'est que la classe bourgeoise grandis-

se sans cesse et que le prolétariat (travailleur), malgré un accroissement absolu, constitue une fraction de plus en plus faible de la population totale. C'est effectivement le cours qu'a pris la société bourgeoise.

« On ne pourrait se livrer à l'espérance, dit Malthus, qu'à quelque période future, les procédés par lesquels le travail est abrégé, et qui ont déjà fait un progrès si rapide, pourraient enfin satisfaire tous les besoins de la société la plus opulente, avec moins de travail personnel qu'il n'en faut de nos jours pour remplir le même but ; et, si l'ouvrier alors n'était pas soulagé d'une partie de la pénible tâche à laquelle il est assujetti aujourd'hui [autrement dit, l'ouvrier doit continuer à jamais de trimer aussi durement qu'aujourd'hui, et proportionnellement de plus en plus pour les autres et de moins en moins pour lui-même], du moins le nombre de ceux à qui la société impose un travail si rude se trouverait diminué » (ibid., p. 113) [275].

---

275 En conclusion : le système capitaliste, fondamentalement *contradictoire,* est la synthèse du jeune capitalisme progressif de Ricardo (qui bat les records de production et fait baisser le prix des articles manufacturés et les heures de travail) et de l'impérialisme sénile et parasitaire (qui surcharge les denrées alimentaires et se débat contre la surproduction qu'il dilapide au profit des classes non-productives, voire en menant des guerres destructives, comme le veut Malthus, le théoricien de la rente et du monopole). Ces deux faces du capital sont également nécessaires et se conditionnent réciproquement. C'est le mérite de Malthus d'avoir attiré l'attention sur cette dialectique.

Ainsi Marx démontre-t-il que crises et guerres sont des moments inhérents au mode de production capitaliste, des conditions *sine qua non* de sa croissance. Ce sont les moyens pour se débarrasser de son excès de graisse et repartir vers de nouveaux sommets. Cet après-guerre a montré de façon éclatante que les *rythmes d'accroissement de la production ne sont jamais plus élevés qu'après les crises et les destructions de la guerre* : les pays *les plus ravagés* de 1939-1945 — l'Allemagne, le Japon, l'Italie et la Russie — ont bénéficié du rythme d'accroissement *le plus élevé* après la guerre, et le taux en a ensuite baissé fortement. Les Etats-Unis ont battu leurs records de production en 1914-1918 et en 1939-45, et ont subi une récession dès l'arrêt du carnage. La guerre de Corée a amorcé le premier boom de cet après-guerre, et celle d'Indochine le second, et la crise traîne depuis que les hostilités ne sont plus menées à une grande échelle.

Bref, le parasitisme des classes rentières — avec la dilapidation chronique du capital au moyen de la consommation des classes non productives — est le moyen *pacifique* de survie du mode de production capitaliste. Il s'avère toutefois insuffisant, et le capital utilise les moyens *violents* pour résoudre la

ANNEXE

Textes et passages sur Malthus non repris dans cette anthologie

1844

Marx, Manuscrits de 1844, tr. fr., Editions sociales, p. 5-21, chap. « Salaire » : l'ouvrier n'a rien à espérer de la société capitaliste. Tous les stades — croissance, sursaturation et crise — signifient misère sous des formes diverses pour l'ouvrier.

1845

ENGELS, La Situation de la classe laborieuse en Angleterre, tr. fr., Editions sociales, 1960, p. 128-129 : l'armée industrielle de réserve telle qu'elle se présente en Angleterre. Survie des pauvres grâce à des expédients ou à des contributions d'ouvriers ayant du travail ; p. 124 : A sa manière, Malthus a raison quand il prétend qu'il y a toujours une population excédentaire, toujours trop d'individus sur terre. Il a simplement tort d'affirmer qu'il y a constamment plus d'hommes sur terre que n'en peuvent nourrir les subsistances disponibles. p. 186 : c'est le perfectionnement technique qui provoque chômage, misère et détresse.

---

surproduction en des crises brutales et des guerres qui caractérisent la phase sénile du capitalisme devenu impérialiste et anti-social.

1853-1859

MARX, N.Y.D. Tribune, 23 février 1853, in MARX-ENGELS, Werke, t. 8, p. 514 : « S'il est une classe qui ne souffre pas de la loi malthusienne de l'accroissement selon la progression géométrique, c'est l'aristocratie héréditaire. On pourrait en déduire que la Nature n'étale pas ses grâces avec complaisance aux vieux aristocrates. […]

La physiologie moderne a constaté que, chez les espèces supérieures d'animaux, la fécondité est en raison inverse du développement du système nerveux, et elle baisse notamment avec une masse cérébrale accrue. Toutefois, nul n'affirmera que l'extinction de l'aristocratie anglaise est due à la croissance exubérante de sa masse cérébrale. »

MARX, N.Y.D. Tribune, 24 août 1853, in Werke, t. 9, p. 253-254, 256 : la régression de la population en Gande-Bretagne, provoquée par l'émigration, coïncide avec un accroissement sans pareil des forces productives.

MARX, N.Y.D. Tribune, 28 novembre 1853, « La Question ouvrière », in Werke, t. 9, p. 472-474 : à propos d'un article paru dans l'Economist qui donne des conseils hypocrites aux ouvriers pour améliorer leur situation et… devenir des capitalistes. Entre autres : l'épargne et la limitation des naissances.

MARX, N.Y.D. Tribune, 20 août 1858, « Le Nombre croissant des maladies mentales en Angleterre », in Werke, t. 12, p. 533-538 : « La loi selon laquelle le paupérisme augmente dans le même rapport que la richesse moderne semble être valable pour l'augmentation des malades mentaux. Ces maladies augmentent au même rythme que l'exportation, et plus rapidement que la population. »

MARX, N.Y.D. Tribune, 16 septembre 1859, « Population, délinquance et paupérisme », in Werke, t. 13, p. 490-495 : Marx confronte trois statistiques : 1) celles de la criminalité et du paupérisme en Angleterre et au Pays de Galles, de 1844 à 1858, pour démontrer que les crimes et le paupérisme se sont accrus plus rapidement que la population. Ce qui établit de manière frappante que le progrès capitaliste s'accompagne d'une misère toujours croissante des grandes masses ; 2) les statistiques sur l'Irlande montrent que la criminalité et le paupérisme ont considé-

rablement baissé ; 3) enfin, Marx cite les statistiques sur la masse d'émigrés du Royaume-Uni vers différents pays.

MARX, N.Y.D. Tribune, 23 septembre 1859, in Werke, t. 13, p. 496-499 : les tableaux d'exportation et d'importation du Royaume-Uni montrent que la production a plus que doublé dans la période de 1844 à 1857, tandis que la population n'a même pas augmenté de 18 % dans le même laps de temps. C'est une réfutation cinglante de la doctrine du curé et prébendier qu'est Malthus.

ENGELS, Compte rendu du Capital pour le Demokratische Wochenblatt, in Werke, t. 16, p. 240-241 : Engels résume le chapitre traitant de l'accumulation du capital. A mesure que le capital se reproduit à une échelle toujours plus vaste, le mode de production moderne reproduit à un niveau toujours plus élevé l'effectif de la classe des ouvriers sans propriété.

ENGELS, Compte rendu du Capital, ibid., p. 285-286 : le premier résultat de la machine est d'accroître la plus-value et la masse des produits, dans laquelle elle est représentée. Cela signifie augmentation de la production de luxe et du nombre de ceux qui tournent autour de la classe des capitalistes.

1858-1859

MARX, Grundrisse, tr. fr., 10/18

— t. 2, p. 47-49 : sur le travail productif et improductif. Smith donne la définition juste du point de vue de l'économie politique. Les travailleurs de luxe sont productifs — « mais tout cela ne tient pas debout » ; p. 88-89 : l'ouvrier se vend au travail qui est force productive de richesse (c'est en tant que telle que le capital se l'approprie). Travail productif et spécificité du capital comme rapport de production, p. 110-111 : Ricardo défend l'augmentation de la population comme seul moyen d'accroître les valeurs ; p. 139-145 : à propos de l'augmentation de la valeur du capital, théorie ricardienne de la population. Les économistes — tel Ricardo — ne voient que la nature positive du capital : ils s'intéressent donc uniquement au développement des forces productives et à l'accroissement de la population industrielle. Les économistes — tel Sismondi — ne considèrent que la nature négative du capital et se préoccupent, par conséquent, des limitations de la

consommation et de la circulation. p. 219 : Malthus et Sismondi remarquent que la consommation ouvrière ne constitue pas une consommation suffisante pour les capitalistes. p. 223-226 : « Surproduction et demande des ouvriers », cf. notamment p. 223-224 : le commerce extérieur est un moyen d'élargir la sphère de l'échange. L'échange du surtravail des ouvriers sous forme de biens de consommation contre des biens de luxe provenant de l'étranger accroît la puissance destructive du capitalisme. C'est ainsi que la nature est déjouée ; p. 225 : démonstration malthusienne de l'insuffisance de la demande ouvrière — parce qu'elle ne recouvre pas entièrement le champ de ce que le travailleur produit. D'où distribution spécifique des produits et une adaptation de ces produits aux besoins des classes parasitaires appelées à les consommer ; p. 226 : la tendance à la surproduction existe dans le rapport immédiat du capital, dans la contradiction entre travail nécessaire (payé) et surtravail (non payé) ; p. 246-247 : chez les anciens (esclaves), il n'y avait pas surproduction, mais surconsommation ; p. 287-290 : prestations de service personnel (en opposition au travail salarié), surtravail et surproduit dans les sociétés précapitalistes basées sur l'agriculture.

— t. 2 bis, p. 29 : les conséquences de la progression de la population dans l'Antiquité.

— t. 3, p. 26 : temps de circulation et surpopulation relative (reconversion du capital de sa forme d'argent en celle de conditions de production) ; p. 38-42 : production nécessaire et production de luxe ; le commerce extérieur ; la concentration de masses de travailleurs et la force productive qui en résulte. Coopération massive, p. 60 : l'étude de la population dans Le Capital ; p. 88 : conception malthusienne du coût du travail ; p. 96 : difficulté de la production capitaliste dans les colonies en raison du manque de main-d'œuvre ; p. 99-124 : plus-value et profit d'après Malthus ; p. 152-161 : théorie malthusienne de la valeur et du salaire (le capital est constitué de rapports ; le travail n'est qu'une simple portion. Malthus : le salaire n'a rien d'un rapport. La théorie de la valeur de Malthus) ; p. 336 : les machines impliquent l'existence d'une masse considérable d'ouvriers ; p. 373 : Malthus conçoit la croissance du capital comme celle d'une force naturelle ; p. 394-398 : le travail libre (salarié) est synonyme de paupérisme latent.

— t. 4, p. 61-63 genèse du salariat libre et du vagabondage ; p. 139 — Malthus plagie Townsend et Anderson.

— t. 5, p. 62-65 réfutation de la théorie malthusienne de la rente ; p. 99 : fluctuations du prix naturel du travail ; p. 104 : dans l'Antiquité, la population grandit plus vite que le fonds nécessaire à son entretien ; p. 103-105 : population et salaires ; p. 105-109 : prix des moyens de subsistance et effet sur les salaires ; p. 109-113 : effets des machines sur les salaires.

1862-1867

MARX, Le Capital, livre I, tr. fr., Editions sociales

— t. 3, p. 55-56 : l'accumulation du capital reproduit, à une échelle progressive, des capitalistes de plus en plus gros, à un pôle, des salariés de plus en plus nombreux, à l'autre. Accumulation du capital signifie accroissement du prolétariat (cela paraissait si évident aux économistes classiques qu'ils croyaient que toute la partie capitalisée du surproduit se convertissait en un supplément de travailleurs salariés) ; p. 57 : c'est le mécanisme du procès de l'accumulation qui augmente la masse des « pauvres laborieux » ; p. 648 de l'édition allemande, in Werke, t. 23, passage qui ne figure pas à la p. 61 de la trad. de Roy : dans le langage mathématique, c'est l'accumulation capitaliste qui est la variable indépendante et la population ouvrière la variable dépendante ; p. 91-137 : illustration de la loi générale de l'accumulation capitaliste ; p. 132 : accroissement du nombre des surnuméraires agricoles malgré une diminution générale de la population campagnarde. Pénurie de main-d'œuvre en certaines périodes ; paupérisation ; p. 153-206 : l'accumulation soi-disant primitive. Le secret de l'accumulation primitive. L'expropriation de la population campagnarde : transformation des terres arables en pâturages dans le dernier tiers du XV^{e}, siècle et au commencement du XVI^{e}. La Réforme et la spoliation des biens de l'Eglise. Transformation de la propriété féodale en propriété bourgeoise. La Restauration et la Glorious Revolution. Le pillage des domaines de l'Etat. La propriété communale et sa spoliation. Clearing of Estates, champs convertis en pâturages et pâturages reconvertis en réserves de chasse dans la Haute-Ecosse. Législation sanguinaire contre les expropriés à partir de la fin du XV^{e} siècle. Les lois sur les salaires. Contrecoup de la révolution agricole sur l'industrie. Etablissement du marché intérieur pour le capital industriel. Genèse du capitaliste industriel : le régime colonial. Le vol d'enfants dans les

débuts de la grande industrie. La tendance historique de l'accumulation capitaliste.

MARX, Un chapitre inédit du « Capital », tr. fr., 10/18, p. 224-240 : travail productif et improductif ; p. 241-245 : produit brut et produit net. Le but de la production capitaliste est la création d'un produit net ou surproduit le plus élevé possible. Productivité du travail, p. 259 : la surpopulation ouvrière assure la valorisation du capital additionnel ; p. 300-301 : expropriation et dépopulation en Allemagne orientale au XVIII^e siècle.

MARX, postface de la deuxième édition allemande du Capital de 1873, tr. fr., Editions sociales, Le Capital, 1. I, t. 1, p. 28 : chaque période historique ayant ses propres lois, Marx nie que la loi de la population soit la même en tout temps et en tout lieu. Il affirme, au contraire, que chaque époque économique a sa loi de population propre.

MARX, Le Capital, livre II, tr. fr., Editions sociales

— t. 4, p. 292-293 : armée ouvrière de réserve, grands travaux et crise de surproduction.

— t. 5, p. 62-64 : production de moyens de consommation nécessaires et production de luxe. Ouvriers de luxe et crises ; p. 147, 158-159 : la production capitaliste implique toujours une réserve de main-d'œuvre.

MARX, Le Capital, livre III, tr. fr., Editions sociales

— t. 6, p. 231-234, 261-263 : baisse tendancielle du taux de profit avec accroissement simultané de la masse du profit.

— diminution de la proportion de capital variable, mais accroissement incessant de l'armée de réserve ; p. 236-237, 275-276 : productivité du travail et surpopulation ouvrière. « Un développement des forces productives qui diminuerait le nombre absolu des ouvriers, c'est-à-dire en fait mettrait la nation en mesure d'effectuer le cycle d'ensemble de la production en un laps de temps moindre, susciterait une révolution, parce que cela mettrait hors de course la majeure partie de la population. […] Le développement de la force productive n'importe au mode de production capitaliste que pour autant qu'il accroit le temps de surtravail de la classe ouvrière, et non parce qu'il diminue en général le temps de travail pour

la production matérielle (p. 275-276). P. 249 : la surpopulation relative ; p. 263-272 l'excédent de capital s'accompagne d'une population excédentaire.

— t. 8, p. 20-21 : exemple de création d'une surpopulation agricole relative, malgré une diminution de la population agricole en général ; p. 50 — condition de la rente différentielle : inégalité dans la fertilité des sols. Fausse conception de la rente chez West, Malthus et Ricardo ; p. 60-61 : note d'Engels sur les moyens de subsistance en surabondance en Amérique.

MARX, Théories sur la plus-value, in Werke, 26/1, tr. fr., Editions sociales

— t. 1, chapitre IV : « Théories sur le travail productif et le travail improductif » (p. 161-349), notamment p. 218-225 : Garnier retombe dans les idées des physiocrates. La consommation des travailleurs improductifs considérée comme source de la production — un pas en arrière par rapport aux physiocrates ; p. 237-258 : Ganilh et Ricardo sur le revenu net. Ganilh voudrait une diminution de la population productive ; Ricardo est partisan de l'accumulation du capital et de la croissance des forces productives ; p. 302-305 : justification d'un accroissement irrésistible du travail improductif ; p. 328-334 : sont célébrées comme productives toutes les activités utiles à la bourgeoisie. Basse complaisance à l'égard de la bourgeoisie et de l'Etat bourgeois. Chapitre V : « Necker », p. 351-357 : l'antagonisme des classes dans la société capitaliste présenté comme un antagonisme entre pauvreté et richesse. « Dans ce combat d'intérêt entre le propriétaire et l'ouvrier, l'un met en jeu sa vie et celle de sa famille, et l'autre un simple retard dans l'accroissement de son luxe » (Necker). « Annexes », p. 412-414 : Petty, théorie de la population — critique des professions improductives. Un faible chiffre de population constitue une véritable pauvreté.

MARX, ibid., t. 2, in Werke, 2612, p. 25-27 : formulation problème de la rente foncière. Conception erronée de Malthus d'un « rendement décroissant de la terre » ; p. 83 : nouvelle théorie de la rente foncière, « loi » du rendement décroissant du sol ; p. 88 : « Si l'on explique l'existence de la rente foncière, on démontre du même coup qu'au cours de l'histoire l'industrie agricole devient toujours plus productive et non toujours plus improductive, même si, sur la base bourgeoise, elle est relativement moins productive et développe plus lentement les forces productives du travail que l'industrie » ; p. 126-127, 134 : croissance de la population et augmentation des prix agricoles. Mise en culture subite de terrains nou-

veaux ; p. 133 : dépendance de la population vis-à-vis du capital. Remarques de Hopkins sur l'accumulation du capital ; p. 140-145 : critique du malthusianisme dans l'économie politique bourgeoise. Anderson contre Malthus. La thèse d'Anderson de la productivité croissante de l'agriculture, et son influence sur la rente différentielle ; p. 156 : population agricole et population non agricole travaillant pour l'agriculture dans les branches d'industrie qui lui sont liées ; p. 158-159 : le prix de monopole des produits agricoles. La position de Malthus ; p. 188 : Malthus attaque la théorie de la valeur ricardienne ; p. 221-222 : Smith sur la théorie de la population ; p. 235 : si, dans un territoire déterminé, on recourt à un sol moins fertile, cela fait croître la rente aux dépens de l'industrie et de la masse de la population ; p. 426 : polémique de Ricardo contre Smith et Malthus sur la valeur du salaire ; p. 441 : les salaires augmentent — malgré la réduction des produits manufacturés — parce qu'ils sont composés essentiellement de nourriture qui, à cause de la rente, renchérit de plus en plus sous le régime capitaliste ; p. 591 : le pivot de la théorie malthusienne de la population est la « théorie » du blé produisant lui-même sa demande ; p. 595 : Malthus sur les améliorations dans l'agriculture et l'accroissement de la rente foncière.

MARX, ibid., t. 3, in Werke, 26/3, p. 72 — confusion de Torrens dans la détermination de la valeur du travail, la conception mercantile de la valeur de Malthus ; p. 74 : Malthus détermine la valeur des marchandises non par le quantum de travail qui est contenu en elles, mais par le quantum de travail qu'elles peuvent commander ; p. 169-171 : MacCulloch et la critique malthusienne de la théorie de la valeur de Ricardo ; p. 177 — Malthus a recours aux exceptions à la règle établies par Ricardo pour renverser les lois de celui-ci, et lui opposer des règles inverses.

1873-1883

ENGELS, Anti-Dühring, chapitre VII, c Philosophie de la Nature. Le Monde organique », tr. fr., Editions sociales, p. 101-103 : malthusianisme et darwinisme.

ENGELS, La Dialectique de la Nature, Notes et Fragments. (Biologie), tr. fr., Editions sociales, p. 316-317 : malthusianisme et darwinisme.

Correspondance

Marx à Engels, 7 janvier 1851, Engels à Marx, 29 janvier 1851,

Marx à Engels, 3 février 1851 : sur le problème de la rente.

Marx à Engels, 18 juin 1862, Marx à L. Kugelmann, 27 juin 1870 : l'astuce de la théorie de Malthus réside dans le fait qu'elle n'est pas appliquée aux plantes et aux animaux qui croissent en progression géométrique, mais seulement aux hommes. Chez Darwin, c'est le règne animal qui fait figure de société civile.

Engels à P. L. Lavrov, 12-17 novembre 1875 et Marx à Lafargue, 15 février 1869 : encore sur Malthus et le darwinisme.

Engels à Kautsky, 18 septembre 1883 : sur l'accroissement rapide de la population à Java.

Engels à Bebel, 15 février 1886 — sur le chômage consécutif à la perte du monopole anglais au marché mondial. Manifestation du lumpenprolétariat en Angleterre.

Engels à Danielson, 22 septembre 1892 : sur la formation de l'armée industrielle de réserve en Russie.

Engels à P. Lafargue, 2 septembre 1894 : l'effondrement du système traditionnel en Chine fait surgir une surpopulation toujours croissante. (Des millions de coolies chinois peuvent émigrer dans le monde entier : accélération de la révolution.)

Engels à F. A. Sorge, 10 novembre 1894 : le système traditionnel en Chine permet une population relativement dense. Par l'introduction du capitalisme, des millions de Chinois vont devenir surnuméraires.

FIN

Marx et Engels
Ecrits militaires

VIOLENCE ET CONSTITUTION DES ÉTATS EUROPÉENS MODERNES

Traduit et présenté par
Roger Dangeville

Théorie et Stratégie n° 5
L'Herne

INTRODUCTION

I - ŒUVRES COMPLÈTES ET VISION INTÉGRALE DU MARXISME

Rapports de force et oubliettes

Engels disait que la publication des écrits de Marx et des siens dépendait non seulement de la situation du mouvement ouvrier, mais encore du développement de l'industrie. Il constata ensuite qu'elle dépendait aussi du caractère plus ou moins radical du parti dépositaire de l'œuvre qui, depuis plus de cent ans, inspire et domine les efforts révolutionnaires de l'humanité. Dans sa lettre du 15 avril 1895 à Fischer, Engels exposait déjà les difficultés auxquelles il se heurtait : « Ce à quoi je ne saurais me résigner, c'est de faire subir aux travaux de Marx et aux miens des opérations de castration... J'ai l'intention de publier les écrits de Marx ainsi que mes petites contributions en *édition complète,* non par livraisons successives, mais directement par volumes entiers. »

Il a fallu la victoire de la révolution russe pour que l'édition des *Œuvres complètes* de Marx et d'Engels — écrits publiés ou inédits, manuscrits préparatoires et ébauches, correspondance de

Marx-Engels et de ceux-ci aux dirigeants du mouvement ouvrier, etc... — fût sérieusement envisagée et mise en route. Riazanof, qui entreprit cette publication, y laissa la vie, et Staline substitua une édition populaire aux œuvres complètes [1].

Hors de Russie et d'Allemagne, on commença à traduire leurs écrits groupés dans les rubriques : « œuvres philosophiques », « œuvres économiques », « œuvres politiques » (parmi lesquelles on trouve un grand nombre d'articles militaires), ou en désordre, ouvrage par ouvrage, avec l'en-tête tout à fait symbolique d' « Œuvres complètes ».

Les écrits militaires furent relégués au second plan, voire écartés, après que Staline eût abandonné la ligne révolutionnaire internationale, qui prescrivait une autre forme de violence que celle qu'il employa. De fait, le sort réservé à ces écrits est toujours symptomatique. Déjà au cours de ses laborieuses recherches pour rassembler l'œuvre éparpillée de Marx et d'Engels, Riazanof [2] le constata :

« Je me souviens parfaitement aujourd'hui encore qu'en 1900 j'avais aperçu à Berlin cette bibliothèque (de Marx et d'Engels) éparpillée sans ordre aucun dans plusieurs pièces. Lorsque feu

1. L'édition scientifique et critique des œuvres de Marx et d'Engels couramment désignée sous le sigle *MEGA* s'intitule : « Karl Marx/ Friedrich Engels, *Historisch-kritische Gesamtausgabe : Werke, Schriften, Briefe* », herausgegeben im Auftrage des Marx-Engels-Institut von Moskau von D. Rjazanov und V. Adoratskij, Frankfurt, Berlin, Moskau. L'édition s'arrête aux écrits de 1849, sauf pour la correspondance entre Marx et Engels.

L'édition « populaire » des Œuvres de Marx et Engels en allemand fut commencée en 1957 (*Werke*) ; elle est basée sur la deuxième édition russe. Voilà quelles sont ses intentions : « La présente édition est conçue pour un vaste cercle de lecteurs et ne représente pas une édition complète et académique de toutes les œuvres de Marx et d'Engels » (*Werke*, I, p. XXII).

En France, la plupart des ouvrages publiés aux Editions sociales portent l'en-tête *Œuvres complètes de Karl Marx* ou *Œuvres complètes d'Engels.* C'est aller contre le vœu d'Engels et de Lénine qui voulaient que l'on fît une édition commune à Marx et à Engels.

2. Communication de D. Riazanof devant l'Académie socialiste de Moscou, le 20 novembre 1923.

Pfannkuch me montra la bibliothèque des *sciences militaires* d'Engels, il était fort sceptique — voire méprisant — comme se plaisent à l'être les praticiens vis-à-vis des théoriciens : il considérait manifestement tous ces livres comme un fatras inutile et gênant. De fait, il ne subsiste plus rien de cette bibliothèque des œuvres militaires, à part quelques rares exemplaires isolés. La plus grande partie en a été abandonnée à une bibliothèque ouvrière, car on ne savait que faire de tous ces livres. On ne s'est même pas donné la peine de vérifier, s'ils ne contenaient pas en marge des notes de lecture ou commentaires, bref quelque trace d'un travail intellectuel d'Engels ou de Marx. C'est ainsi que plusieurs milliers d'ouvrages appartenant aux deux créateurs du socialisme scientifique, ainsi que toutes les notes critiques et remarques qu'ils pouvaient contenir, ont disparu jusqu'à nouvel ordre du champ de recherche concernant Marx et Engels [3]. »

Négliger les *Ecrits militaires,* c'est laisser place à toutes sortes d'idées simplistes sur le marxisme, c'est s'interdire de comprendre vraiment le rôle des armées, des Etats et des guerres dans la lutte des classes, et pire encore c'est opposer les guerres — comme des aberrations — aux luttes de classes, c'est enfin brouiller le rapport entre l'économie et la politique, entre les notions de classe, de parti et d'Etat.

Ecarter les *Ecrits militaires,* ce n'est pas seulement enlever au marxisme sa partie la plus tranchante et la plus engagée, mais encore en fausser ou déformer toute la signification. En effet, les études militaires donnent un certain ton ou une finalité à l'œuvre de Marx et d'Engels. Elles représentent la conclusion générale de leurs recherches théoriques dans le domaine économique, philosophique, politique et historique, en même temps que l'application pratique de cette conclusion au terrain particulier

3. A notre connaissance, ce n'est qu'au point « chaud » de la guerre froide, à Berlin-Est, que furent publiés, en 1964, deux volumes d'*écrits militaires choisis d'Engels,* qui regroupent simplement des œuvres déjà publiées en allemand et n'intègrent pas les ouvrages militaires dans la vision générale et internationale de *Marx et d'Engels.* C'est une édition de circonstance.

de la science et de la lutte militaires[4]. Ils y passent, selon l'expression de Marx, *de la critique théorique de la société à sa critique pratique par les armes.* Ainsi, Marx et Engels ont toujours cherché à déterminer quelle était la constellation des forces issues du cours historique et des rapports économiques et sociaux. C'est pourquoi, ils ont établi, pour chaque phase historique, une sorte de parallélogramme des forces en présence pour en déduire l'épicentre du mouvement, et établir le programme et la stratégie correspondant au niveau social atteint. C'est ainsi qu'au début du siècle dernier, l'épicentre révolutionnaire se trouva en Angleterre, puis en France, enfin en Allemagne, et en Russie (si Marx n'a pas achevé le *Capital,* c'est qu'il voulait étudier le mètre cube de statistiques et de documents sur la Russie qu'Engels a trouvé dans les archives de son ami après sa mort).

La publication des *Ecrits militaires* de Marx et d'Engels signifie-t-elle que les circonstances sont plus favorables ? Ce serait pour le moins exagéré, et sans doute la situation internationale du mouvement ouvrier ne permet-elle pas que l'on dispose de tous leurs textes, et donc de l'intégralité de la vision du monde et du programme marxistes.

Une édition complète des œuvres militaires grouperait, d'après un calcul sommaire, un dizaine de volumes de 600 pages chacun, si on y englobait des ouvrages tels que : *les luttes de classes en France. 1848-1850, la Guerre des Paysans, la Campagne pour la constitution du Reich, Révolution et contre-révolution en Allemagne,* les articles militaires déjà traduits, par exemple dans les *Œuvres politiques,* sur la guerre russo-turque, l'expédition de Crimée, la révolution espagnole, etc..., les *Notes*

4. Dans sa lettre du 11 décembre 1884 à Bebel, Engels soulignait que, pour des raisons militaires, il devait étudier de manière approfondie certains problèmes théoriques ardus : « Ces questions n'ont cependant qu'un caractère académique à l'heure actuelle, mais je suis obligé de les examiner du fait que je suis en quelque sorte le représentant du grand état-major du parti. »

sur la guerre de 1870-1871 [5] et la *Guerre civile en France, 1871* [6].

Nos moyens étant limités, nous publierons les œuvres militaires à part, en traduisant un certain nombre de textes souvent inaccessibles au lecteur francophone, qui s'ajouteront aux textes économiques et politiques déjà connus. Ainsi, nous ne cherchons pas exhiber un Marx et un Engels nouveaux et inattendus, au contraire.

Le plus souvent, Marx et Engels ont écrit leurs textes militaires au cours des événements, afin de peser sur leur déroulement immédiat. Ils sont donc très circonstanciés. En outre, ils dépendent des informations accessibles à nos auteurs et des possibilités d'édition et de diffusion dont ils disposaient aux moments les plus fébriles et les plus dramatiques de leur temps. Il faut aussi tenir compte des censures de toute sorte et des précautions élémentaires qu'il faut prendre dans ces circonstances. Enfin, selon les périodes plus ou moins fertiles en conflits, la rubrique militaire s'enfle démesurément ou est reléguée à l'arrière-plan, sans que l'on puisse en déduire pour autant que la théorie de la violence de nos auteurs ait changé.

Il eût donc fallu une critique très serrée des textes que nous présentons. Pour ne pas trop gêner le lecteur, nous rejetons la plupart des notes sur l'histoire et les idées en fin de volume, tandis que nous introduisons par une notice explicative les écrits de chaque période, afin de les replacer dans leur contexte, de les relier entre eux et de suppléer (ou de renvoyer) aux ouvrages que nous n'avons pu recueillir.

Il existe toujours un décalage dans les différentes parties de l'œuvre de Marx et d'Engels, mais c'est dans leurs *Ecrits militaires* qu'il est le plus net. En effet, leurs analyses et leurs raisonnements — sans être faux ni contradictoires pour autant — se situent à des

5. Les *Œuvres politiques*, avec introduction et notes de N. Riazanof et *les Notes d'Engels sur la guerre de 1870-1871* ont été publiées aux Editions Costes. Les Editions Sociales ont publié un certain nombre d'œuvres parallèlement aux Editions Costes.

6. Tous ces écrits traitant de questions militaires au sens relativement large ne représenteraient pas plus du tiers d'une telle édition.

niveaux différents, selon leur forme didactique, scientifique [7] ou polémique (où l'on peut, pour se défendre ou attaquer, se placer sur le terrain de l'adversaire, en le réfutant au moyen de sa propre philosophie ou hiérarchie des valeurs).

Dans notre édition, nous utiliserons en gros cinq grands types d'écrits qui se situent sur des plans différents : 1. textes rédigés après les guerres et les révolutions, où Marx et Engels ont le temps de faire une sorte de synthèse au sens historique et théorique, en rattachant les conflits à la base économique ; 2. manifestes, tracts ou adresses rédigés au nom d'un comité, d'une association ou de l'Internationale [8] ; 3. articles de journaux pour la presse bourgeoisie-libérale *New York Daily Tribune*, pour la presse ouvrière *Northern Star*, qui n'est pas entre leurs mains ou qu'ils dirigent eux-mêmes la *Nouvelle Gazette rhénane*, tout entière d'inspiration marxiste ; 4. correspondance, où le ton est plus familier, si bien que derrière Boustrapa — Napoléon III — il faut lire Etat bonapartiste et manœuvres politiques du Second Empire ; 5. certains écrits militaires anonymes d'Engels qui, pour agir sur un public très large, voire sur les cercles officiels,

7. Ainsi, on peut résoudre un problème par l'arithmétique ou par l'algèbre. Dans *le Capital*, tentant d'analyser le plus rigoureusement les phénomènes économiques, Marx s'est placé à un niveau d'abstraction élevé ; dans ses brochures « Travail salarié et capital », « Salaire, prix et profit », il écrit pour familiariser les ouvriers avec les problèmes de leurs luttes revendicatives, en se plaçant sur un terrain plus concret.

8. Il faut bien tenir compte des conditions dans lesquelles certains écrits ont été rédigés — Par exemple, à propos de l'Adresse inaugurale de la Première Internationale, Marx écrit à Engels, le 4 novembre 1864 : « Sous le prétexte que tout était, en fait, contenu dans cette Adresse, et qu'il ne fallait pas répéter trois fois la même chose, je modifiai tout le Préambule, j'éliminai la déclaration des principes, et enfin je ramenai les 40 articles des statuts à 10. Dans la mesure où l'Adresse traite de politique internationale, je parle de *pays*, et non de *nationalités ;* en outre, je dénonce la Russie, et non les puissances mineures. *Toutes mes propositions ont été acceptées par le sous-comité* [chargé de la rédaction de l'Adresse]. Cependant, j'ai été obligé d'accueillir, dans le Préambule des Statuts, deux tirades sur le « droit » et le « devoir », à savoir « vérité, morale et justice », mais je les ai placées de telle sorte qu'elles ne causent pas de dommage ».

a préféré ne pas révéler son nom, faisant confiance au poids de ses arguments.

L'œuvre militaire de Marx et d'Engels se réfère constamment aux événements, conflits, forces et institutions de leur temps. Elle ne souffre pas d'être coupée de son cadre littéraire et historique, d'où la valeur irremplaçable de l'édition scientifique, historique et critique des œuvres complètes commencée par Riazanof.

Marx et Engels considéraient que c'était leur faire à la fois trop d'honneur et pas assez que d'appeler « marxisme » une doctrine qu'ils voulaient impersonnelle et propre à la classe ouvrière tout entière et qu'ils qualifiaient eux-mêmes de *socialisme scientifique* (cf. le *Manifeste du Parti communiste* de 1848). Lorsque nous utilisons le terme de marxisme [9] c'est comme équivalent de socialisme scientifique, qui est la contribution du prolétariat allemand au socialisme moderne, sous la forme écrite la plus systématique et la plus achevée que lui ont donnée Marx et Engels.

Nous n'avons pas voulu les séparer dans notre édition, encore qu'Engels se soit beaucoup plus spécialisé que Marx dans ce domaine. Les *Ecrits militaires* d'Engels font partie de l'œuvre commune [10], et Marx a toujours approuvé les travaux

9. On connaît la phrase fameuse de Marx, souvent répétée par Engels : « Tout ce que je sais, c'est que moi, je ne suis pas marxiste » (cf. par exemple p. 232 et 250 de l'ouvrage de E. Stépanova : *Friedrich Engels*, Editions en langues étrangères, Moscou, 1958). Il faut entendre par là : 1. qu'il ne faut pas reprendre les formules de Marx et d'Engels pour expliquer des faits ou lancer des mots d'ordre qui ne correspondent pas aux données auxquelles Marx et Engels les appliquaient. Il ne s'agit pas de se dispenser d'étudier l'histoire et l'économie, en s'en donnant *a priori* l'explication, ce qui revient à transformer le marxisme en concepts philosophiques ou recettes de cuisine ; 2. qu'il ne faut pas considérer le marxisme comme une création intellectuelle de deux individus — ou pire d'un seul — mais comme celle du prolétariat moderne.

10. Aussi longtemps que les circonstances s'y prêtaient — qu'ils habitaient, par exemple, la même ville — Marx et Engels ont écrit ensemble les ouvrages les plus importants : *Sainte-Famille, Idéologie allemande, Manifeste de* 1848, *l'Anti-Dühring* plus tard.
Même lorsqu'ils habitèrent dans des régions différentes, Marx et

militaires de son ami, il les a souvent même inspirés, en lui fournissant des directives ou des conseils. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire leur correspondance [11].

Violence et économie

La mise à l'index des *Ecrits militaires* de Marx et d'Engels a pour effet de situer leur socialisme dans une période soi-disant idyllique, et donc irréelle, de l'histoire et de la pensée. En fait, c'est l'époque actuelle, avec ses massacres sans précédents dans l'histoire des guerres et de la paix, qui confirme l'importance, attachée par Marx et Engels, aux questions militaires qu'ils ont étudiées en un temps où l'on pouvait encore aborder le problème de la violence avec quelque sang-froid et objectivité.

En effet, il semble que la présente génération, écrasée sous les bombes et la terreur des petites et grandes puissances, craigne plus que jamais de regarder en face les questions de violence. Les générations précédentes savaient pertinemment qu'une nouvelle guerre les attendait, si elles ne recouraient pas à la révolution, de sorte qu'elles n'étaient pas écrasées de terreur et pouvaient garder un relatif sang-froid face au problème de la violence officielle. Après 1870, on savait qu'il y aurait une

Engels continuèrent souvent de collaborer à une œuvre commune. Ainsi, on attribue aujourd'hui encore (cf. *Werke,* 16) à Marx les articles directement militaires sur la guerre de Sécession américaine, écrits par Engels, comme le révèle la correspondance échangée par les deux amis. Cf. la Préface à *La Guerre civile aux Etats-Unis. 1861-1865,* par Karl Marx et Friedrich Engels, Union Générale d'Editions, 10/18, trad. de R. Dangeville, Paris, 1970.

11. Lénine lui-même a insisté pour que la correspondance (où Marx et Engels s'expriment sans façons et sans ménagements) fût publiée sans coupures, de sorte que toute la complexité de leurs jugements politiques s'étale aux yeux des générations ultérieures afin de leur servir d'expérience. Mais, il est inévitable que tous les petits et grands problèmes de leur vie privée soient du même coup portés sur la place publique et utilisés, par certains critiques, pour dénoncer la duplicité et la frivolité de certains arguments, voire pour trouver des motivations d'ordre psychologique ou caractériel aux représentants du socialisme scientifique.

revanche française, et les socialistes voulaient l'éviter au moyen d'une révolution ; après 1919, on savait qu'il y aurait une revanche allemande, et Staline [12] se faisait fort — en 1939 encore — de la transformer en guerre civile, comme Lénine l'avait fait. Mais, de nos jours, la peur saisit les gouvernements eux-mêmes, qui sont soumis aux lois inexorables du capital, et ils brouillent les cartes, en étant complices de l'Est à l'Ouest. Leur propagande affirme qu'il n'y aura pas de guerre entre la Russie et l'Amérique, mais peut-être entre la Chine d'une part, et les puissances blanches d'autre part, ou qu'elle peut être différée grâce à une longue suite de petites guerres localisées, etc..., bref, la guerre générale ne serait pas inexorable [13]. Les *Ecrits militaires* heurteront donc et surtout le rappel des ardeurs belliqueuses de Marx et d'Engels : « Enfin, la guerre vient de commencer ». (Cf. « La sainte guerre », in *New York Tribune,* 15 novembre 1853 et « Enfin une bataille ! », in *New York Tribune,* 6 juin 1859).

De fait, n'est-il pas évident qu'il faut opposer à la force une autre force, que les prières et les mains nues ne peuvent rien contre la force brutale, d'autant que les féroces guerres impérialistes ont confirmé qu'aucun régime barbare, de quelque pays que ce soit, n'a jamais commis le millième de crimes pour une motivation aussi faible et basse que la bourgeoisie européenne et mondiale.

Les leçons tirées par Marx et Engels de la révolution de 1848-49, et répétées par Marx après la Commune de 1871, suffisent déjà pour prévoir que la violence s'étend dans l'espace et gagne en intensité au fur et à mesure que le règne de la bourgeoisie s'allonge, devient plus totalitaire, policier et militariste, et donc qu'il faut organiser et concentrer sans hésiter, en face d'elle, la violence révolutionnaire pour mettre un terme aux orgies guerrières des classes dominantes.

12. Cf. *Dialogue avec les Morts. Le XX^e^ Congrès du P.C. russe.* Edition de « Il Programma comunista », 1957, p. 10-11, et p. 146.

13. Dans ce volume, nous n'abordons pas le problème de la violence dans les pays pleinement capitalistes. Un volume ultérieur traitera donc de la position du prolétariat moderne dans les guerres coloniales et impérialistes, et dans la révolution socialiste.

Dès avant 1848, Marx et Engels avaient déduit la nécessité de la révolution socialiste en Angleterre et en France du fait que « la société possède trop de civilisation, trop de moyens d'existence, trop d'industrie, trop de commerce », *Manifeste.* Et Lénine a répété après eux : « L'époque de l'impérialisme capitaliste est celle où le capitalisme a atteint sa maturité, celle où il l'a dépassée, et il se trouve à la veille de son écroulement : il est mûr au point de devoir céder la place au socialisme » « L'opportunisme et la faillite de la IIe Internationale », (janvier 1916) [14].

Sachant que la violence révolutionnaire peut abréger le douloureux cheminement de la lutte de classe et le règne des exploiteurs, Marx et Engels ont, à chaque crise économique et sociale, tenté ou espéré une solution révolutionnaire. Les crises périodiques de surproduction des pays capitalistes d'Angleterre, de France, etc..., continueront, après comme avant 1848, de se renouveler tous les dix ans, et imposeront la nécessité de détruire l'excès de forces productives accumulées, afin que le capitalisme puisse se régénérer et continuer de vivre. Pour éviter les révolutions — violence brève et concentrée, mais radicale — on fera des guerres, qui n'en finissent pas et qui détruisent les forces productives sous forme non seulement de machines, d'installations de production, de moyens de circulation et de

14. Marx et Engels ont souligné que la révolution socialiste n'était concevable et possible qu'à un certain niveau de développement économique de la société. Ils ne se sont certes pas trompés, en prévoyant la possibilité d'une révolution socialiste en France en 1848, en qualifiant de socialiste la Commune de 1871, pas plus que Lénine n'a eu tort d'entreprendre une révolution prolétarienne dans la Russie arriérée de 1917. A chaque fois, la société était en crise générale.

En effet, les révolutions ne sont-elles pas les « locomotives de l'histoire » Karl Marx, *Les Luttes de classes en France,* 1848-50, et la violence ne permet-elle pas, précisément, d'abréger les tortures de l'humanité dans les sociétés de classes et d'accoucher plus rapidement d'une société nouvelle ? Il n'est pas anti-matérialiste ni anti-historique de supposer que le socialisme aurait pu se développer en Europe, il y a un siècle. La théorie de la violence de Marx et d'Engels permet, au contraire, de l'admettre.

communication et de moyens de subsistance, mais encore d'hommes produits, eux aussi, en surnombre.

Les bourgeois le théoriseront eux-mêmes, et Marx ne fait que reproduire l'affirmation d'un économiste anglais à la veille de la crise de 1858 : Fullarton écrit : « Une destruction périodique de capital est devenue une condition nécessaire de l'existence de tout taux de profit moyen. Si on les considère sous cet angle, ces épreuves épouvantables que nous envisageons habituellement avec tant d'appréhension et d'inquiétude, et que nous brûlons tellement de détourner de nous, peuvent très bien n'être rien d'autre que le correctif naturel et nécessaire d'une opulence excessive et boursouflée. C'est la *vis mediatrix*, la force grâce à laquelle notre système social, tel qu'il existe actuellement, a le pouvoir de se soulager de temps en temps d'une pléthore sans cesse renouvelée, qui menace son existence, afin de retrouver une condition saine et solide » [15].

Si la violence augmente, au fur et à mesure, en revanche, la période de construction économique diminue. Cela s'appliquera demain aussi au développement économique du socialisme, qui

15. Cf. Karl Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique* t. 1, 518 p. 1967 ; t. 2, 762 p., 1968. Traduction de R. Dangeville, éd. Anthropos, Paris. La citation que nous avons reproduite se trouve t. 2, p. 399-400. C'est au cours des périodes de crises aiguës que les révolutions s'imposent aux masses : « L'inadéquation croissante du développement productif de la société aux conditions de production actuelles se manifeste au travers de contradictions tranchantes, de crises et de convulsions. *Les destructions violentes de capital dues, non à des conditions extérieures, mais à celles de sa propre conservation,* telle est la forme la plus frappante de l'avertissement qui lui est donné de céder la place à un mode de production supérieur, et de disparaître...

« Ces contractions provoqueront des explosions, des cataclysmes et des crises au cours desquels les arrêts momentanés de travail et la destruction d'une grande partie des capitaux ramèneront, par la violence, le capital à un niveau d'où il pourra reprendre son cours. Ces contractions créent des explosions, des crises, au cours desquelles tout travail s'arrête pour un temps, tandis qu'une partie importante du capital est détruite, ramenant le capital par la force au point où, sans se suicider, il est à même d'employer de nouveau pleinement sa capacité productive. » (t. 2, p. 276-7, 277-8). Notre époque ne peut échapper à la violence, pour des raisons économiques.

sera d'autant plus prompt que les forces productives et la technique auront été développées dans le monde par le capitalisme. La reconstruction rapide de l'Allemagne, du Japon, de la Russie, de la Pologne, de l'Italie, etc..., après les immenses destructions de la guerre de 1939-45, démontre que l'économie refleurit rapidement après les pires destructions, et semble même progresser à des rythmes de production d'autant plus rapides que les destructions ont été importantes [16].

On reconstruit vite là où l'on a détruit ce qui existait déjà, mais on s'ingénie à freiner l'évolution économique et sociale des pays précapitalistes de continents entiers, où le développement des forces productives servirait au moins à nourrir la grande masse de l'humanité. Mais, on veut empêcher — chez les autres — un gonflement trop rapide et général des forces productives afin de diminuer l'ampleur internationale des crises périodiques de plus en plus rapprochées (et planifiées). Bref, dans les pays développés de l'Occident comme de l'Est (où règne le salariat et donc le capital, avec l'argent, le profit, la loi capitaliste de la valeur et l'économie de marché), la question la plus urgente n'est plus le développement des rythmes de production.

Trotsky [17] a montré comment une avant-garde relativement faible, mais résolue et parfaitement dans la ligne de Marx et d'Engels, avait réussi, non seulement à forcer l'Allemagne à faire la paix en 1919 en y semant le défaitisme révolutionnaire, mais

16. « L'analyse des phases d'après-guerre et de crise révèle que la reprise économique est d'autant plus forte que le capitalisme est plus jeune et que la baisse de la production a été plus violente. » Cf. p. 127 du *Dialogue avec les Morts,* Edition de « Il Programma Comunista », Mars 1957, qui commente le « XX^e^ Congrès du P.C. russe » et reproduit les statistiques de l'évolution économique des principaux pays industriels avant et après la guerre de 1939-45, p. 120-127.

17. Cf. Trotsky. *Ecrits militaires,* t. 1 : « Comment la révolution s'est armée ? », collection *Théorie et stratégie,* Editions de l'Herne, et notamment : « Le chemin de l'armée rouge », p. 31-65 ; « le Parti communiste et l'Armée Rouge », p. 217-232 : « la Création de l'Armée Rouge ouvrière et paysanne », p. 347-67, et « A la garde de la révolution mondiale », p. 425-52.

encore à faire dans un pays immense une révolution socialiste qui, faute d'une extension à l'Europe, ne put se maintenir, mais industrialisa néanmoins une grande partie du globe.

Il n'y a pas de recette pour tuer la guerre pacifiquement, sans violences : le marxisme a montré que la solution ne dépend ni de la volonté, ni de l'habileté des hommes, mais des conditions réelles du développement économique, politique et social ainsi que des efforts révolutionnaires de masses immenses. Celles-ci, à travers mille détours, mais de plus en plus sûrement avec l'approfondissement de la crise, sauront trouver la voie, en se fondant sur l'expérience historique et programmatique, acquise par le prolétariat révolutionnaire au cours de ses longues et immenses luttes.

La certitude de la victoire finale n'a pas empêché Marx et Engels de peiner pour que se réalise la « mission historique ». La volonté et l'action révolutionnaires s'ajoutent donc à la certitude inscrite dans l'histoire et provenant de la connaissance objective de toutes les structures sociales dans lesquelles l'humanité se meut et s'active dans son effort pour vivre et se développer, pour produire et reproduire ses moyens de subsistance en même temps que sa propre race.

Notre premier volume des *Ecrits militaires* se limite aux textes traitant du rôle de la violence dans la formation des nations bourgeoises et leur tracé en Europe et, du même coup, son rôle dans l'instauration de leurs institutions politiques, juridiques et administratives.

Nous axerons les textes autour de l'Allemagne [18], qui fut, à l'époque de Marx et d'Engels, l'épicentre du mouvement de systématisation nationale en Europe et représente, depuis la mort

18. De 1954 à 1956, les éditions Dietz de Berlin ont publié trois volumes d'environ 2 500 pages sur l'histoire de l'Allemagne (Marx-Engels-Lenin-Stalin : *Zur Deutschen Geschichte*). Ce recueil montre que l'expérience allemande de Marx et d'Engels leur a permis du même coup de prévoir l'évolution russe sur bien des points. De même, ces textes ont facilité à Lénine la compréhension de la nature de la révolution qui se préparait en Russie. Il continuait ainsi jusque dans son activité pratique l'œuvre de Marx et d'Engels.

de Marx et d'Engels à nos jours, le *modèle classique* de ce processus dans les autres pays et continents. Nous verrons ainsi comment se sont édifiées les principales superstructures étatiques et politiques de violence, comment Marx et Engels ont réagi lors de leur mise en place et ont montré qu'il sera possible en fin de compte de les surmonter.

II - NAISSANCE, ESSOR ET DISPARITION DE LA VIOLENCE

Niveau social et connaissance

Le marxisme analyse la violence en liaison avec tous les autres phénomènes de la vie sociale, en lui attribuant sa place et sa fonction déterminées dans *l'organisme social* en évolution à travers les modes de production successifs.

Dans la société bourgeoise, la violence se situe essentiellement dans les superstructures politiques de force que sont l'Etat, l'armée, la police, etc... ainsi que dans les superstructures idéologiques de conscience que sont les religions, les justifications esthétiques, morales et philosophiques de toutes les classes dominantes successives, qui pèsent sur l'esprit des masses, baillonnent leur intelligence et entravent leurs activités. Il nous faut donc analyser le lien de la violence avec toutes les autres structures sociales de l'humanité en dégageant les rapports essentiels.

Mais pour déterminer l'origine, l'évolution et le dénouement de la violence, le marxisme doit, de toute nécessité, avoir devant

les yeux une société où la violence a atteint son plein développement et annonce son dénouement. Bref, il doit avoir connu une société bourgeoise développée en tous points. De fait, c'est sous le capitalisme seulement que les diverses catégories (classes, Etats, argent, valeur, marché, etc...) sont entièrement développées :

« La société bourgeoise est l'organisation historique de la production la plus développée et la plus diversifiée qui soit. Les catégories qui expriment les rapports de cette société et assurent la compréhension de ses structures nous permettent en même temps de saisir la structure et les rapports de production de toutes les sociétés passées, sur les ruines et les éléments desquelles elle s'est édifiée et dont certains vestiges, non encore dépassés, continuent à subsister en elle, tandis que certaines virtualités, en se développant, y ont pris tout leur sens. L'anatomie de l'homme donne la clé de l'anatomie du singe. Les virtualités qui annoncent une forme supérieure dans les espèces animales inférieures, ne peuvent être comprises que lorsque la forme supérieure elle-même est enfin connue. » [19]

L'activité théorique ne peut être séparée du développement politique et économique. Dans son analyse de la société, le marxisme part des mêmes prémisses que les sciences de la nature, qui définissent, par exemple, l'instinct comme la connaissance devenue héréditaire d'une phase de la vie passée de l'espèce animale ou humaine. Un organisme développé — ou une société moderne — est ainsi le résultat et la codification matérialisée des innombrables règles, adaptations, disciplines, habitudes ou réactions acquises au long de l'évolution humaine dans ses rapports avec le milieu naturel ambiant. Mais, il ne s'agit pas seulement, chez Marx et Engels, de la connaissance des structures instinctuelles et émotionnelles (croyances et idéologies, relevant de mythes et légendes, forgées dans le subconscient par des périodes historiques très anciennes). Il s'agit encore de l'économie, de l'activité technique, politique et scientifique accumulées et enregistrées par l'humanité et le « cerveau social », selon l'expression de Marx. Tout au

19. Cf. Marx, *Les Fondements,* etc... t. 1, p. 35.

long de leur histoire, les hommes sont actifs, bien qu'ils puissent ne pas avoir conscience de ce qu'ils élaborent. Il suffit d'une phrase pour le démontrer, et elle relève bien de la conception de la classe des producteurs : « La formation des cinq sens est le travail de toute l'histoire passée. » (Marx, *Manuscrits de 1844,* Ed. Soc., p. 94.)

Un peu plus loin, Marx explique que *l'industrie humaine a créé maintenant* les moyens matériels d'unifier toutes les disciplines scientifiques en une seule : « L'histoire elle-même est une partie réelle de l'histoire de la nature, de la transformation de la nature en homme. Les sciences de la nature engloberont plus tard aussi bien la science de l'homme, que les sciences de la nature : il n'y aura plus qu'une seule science. »

Pour déterminer l'élément de la violence (ou l'élément militaire, puisque bientôt la violence s'organise et devient une *institution* officielle, tout comme la croyance religieuse se fixe dans des Eglises organisées), c'est dans l'activité et l'organisme même de la société, dans son mécanisme, qu'il faut chercher sa place et sa fonction.

Pour désigner ce que nous appelons les superstructures politiques, juridiques et idéologiques de contrainte, Engels utilise parfois le terme évocateur de *Machtmittel* (moyen de puissance), qui se réfère à l'existence d'une classe dominante au pouvoir. Ces moyens de contrainte vont depuis le despotisme de fabrique (cf. le premier livre du *Capital*), aux contraintes juridiques, légales ou arbitraires du pouvoir (armée, police, etc...). Ces moyens de domination sont le prolongement inévitable d'une production fondée sur des rapports de classe.

Dans le sixième chapitre inédit du *Capital,* Marx distingue entre deux phases de domination de la bourgeoisie : 1. dans la phase de l'édification de la production et de la société capitalistes (ou phase d'accumulation primitive), le capital utilise la violence pour forcer les paysans prolétarisés dans les manufactures et pour réglementer les conditions du salariat ; de même la bourgeoisie utilise la violence, au moment de la révolution bourgeoise, pour détruire les institutions d'ancien régime et pour édifier des superstructures politiques, juridiques et idéologiques capitalistes.

2. Dans la phase de la domination réelle du capital, la société entière fonctionne « tout naturellement » d'après les lois du capital (en théorie du moins, car le premier processus peut se continuer : par exemple, la prolétarisation des paysans pour fournir à l'industrie sa main-d'œuvre salariée). Au cours de cette phase, la violence cristallisée dans les institutions et superstructures (comme l'instinct est la cristallisation de réflexes et d'adaptations acquis au cours du développement de l'espèce) peut ne plus être ressentie comme une contrainte : les hommes s'y plient d'eux-mêmes, par habitude et réflexe. Or, les superstructures n'ont pas changé de caractère. Dans ce cas, Marx parle de mystification démocratique, la démocratie devenant despotisme sitôt que le prolériat n'accepte plus de jouer le jeu des institutions bourgeoises.

Si l'on s'en tient uniquement à la phénoménologie : il n'y aura violence qu'au moment de la collision des forces antagoniques. Ainsi, l'ouvrier qui se presse pour arriver à temps au travail, aime son métier et son patron, comme le prisonnier qui chante dans sa tour est un homme heureux. On oublie tout le mécanisme et la motivation des choses, en négligeant d'en analyser la genèse historique et la structure économique. En régime de paix armée, on considère ainsi qu'il n'y a pas exercice de la violence : du simple point de vue objectif bourgeois, c'est faux : ces canons pacifiques ne grèvent-ils pas lourdement les « comptes de la nation ». Il faut, en fait, considérer dans les rapports antagoniques de classe les structures de violence et le fonctionnement effectif de la violence, les deux se relayant.

L'analyse quantitative ou descriptive des violences, conflits et guerres a certes son importance, mais elle est relativement secondaire à ce point de l'analyse. On pourrait dresser une liste significative des guerres et révolutions toujours plus profondes, plus vastes et plus violentes. Mais, cela ne nous permettrait de connaître ni la nature de la violence, ni son effet sur la société qui l'exerce sur elle-même ou sur d'autres. Au reste, la liste des conflits suggère irrésistiblement l'idée de culpabilité et de responsabilité, qui risque d'introduire des jugements subjectifs de valeur toujours très

nuancés, puisque dans la longue suite des conflits, les torts peuvent passer de l'un à l'autre.

Il s'agit plutôt de considérer la place de la violence en partant de l'idée du déterminisme des actions humaines, la violence n'étant pas exercée sans raison, par pur arbitraire et décision volontaire [20], mais suscitée par des causes matérielles, dont la source est, en fin de compte, économique. Au reste, c'est en se fondant sur ces critères que le socialisme scientifique prétend éliminer — par la force — toute violence, dès lors que le cours de l'évolution aura fait disparaître les causes qui poussent à la violence : les barrières qui divisent et opposent les hommes dans leur vie immédiate, et notamment la propriété et la production privées non seulement des particuliers, mais *encore des groupes, classes et nations.*

On ne saurait d'ailleurs revendiquer consciemment la violence que si l'on est en mesure de la dominer, en théorie et en pratique. C'est parce qu'elles sont incapables de maîtriser la violence que, jusqu'ici, les classes dominantes ne l'utilisent qu'avec hypocrisie, comme une force qui leur est extérieure et les domine elles-mêmes [21], d'où leur attitude faite de préjugé et d'apriorisme, dont le plus tenace et le plus irrationnel est que la violence est inéluctable et éternelle, parce qu'inhérente à la nature humaine.

20. Le marxisme se place au niveau de l'étude des sociétés ou des groupes sociaux, et non de l'individu particulier. Dans les *Fondements* etc..., Marx envisage la possibilité de cas pathologiques dans certaines sociétés décadentes : cf. t. 2, p. 19 note.

21. Dans une société aliénée, où les hommes — et même les classes dirigeantes — ne sont pas libres, mais subissent la contrainte des forces qui les dépassent, la violence est invoquée comme une fatalité pour dégager la responsabilité de la classe et du système capitalistes, et le cas échéant pour intervenir avec plus de brutalité encore.

La nature même de la société bourgeoise explique cette attitude hypocrite : « Le caractère social de l'activité et du produit ainsi que la participation de l'individu à la production sont, ici, étrangers et réifiés en face des individus. Les relations qu'ils entretiennent sont, en fait, *une subordination à des rapports qui existent indépendamment d'eux* et surgissent du choc entre les individus indifférents les uns aux autres. L'échange universel des activités et des produits, qui est devenu la condition de vie et le rapport mutuel de tous les individus particuliers, se présente à eux comme une chose étrangère et indépendante. » (K. Marx, *Fondements* etc..., t. 1, p. 94.)

L'actuelle société décadente ne voit pas la source de ses violences ou de ses guerres monstrueuses dans l'économie, la politique ou les classes, mais dans les natures démoniaques (Hitler, Staline, etc.).

Il n'existe pas de nature humaine immuable et inhérente à l'individu *particulier*. Cette nature humaine est un concept dérivé de l'âme des mythes religieux. Pour Marx, « la véritable nature de l'homme, c'est toute la nature en devenir au cours de l'histoire humaine, qui est l'acte de genèse de la société humaine. C'est pourquoi, même la nature telle qu'*elle est modelée* par l'industrie sous sa forme aliénée, est une nature réelle de l'homme ». *Manuscrits de 1844.*

La nature humaine n'existe donc pas en soi, mais elle est dynamique et plastique sous l'action des conditions matérielles extérieures. Cela vaut aussi pour le prolétariat, la classe la plus misérable et la plus inculte de la société : « La révolution est nécessaire, non seulement parce qu'il n'y a pas d'autre moyen de renverser la classe dominante, mais encore parce que la classe qui renverse les exploiteurs ne peut réussir qu'au moyen d'une révolution à se débarrasser elle-même de tout le vieux fatras et à devenir capable de créer une société nouvelle. » [22]

Marx n'entend pas par là qu'il faut au prolétaire une éducation et une morale socialistes pour transformer l'ancien ordre social : ces facteurs sont la conséquence et non la cause du bouleversement révolutionnaire. Il affirme que la violence révolutionnaire du prolétariat est activité pratique et théorique au cours d'un long processus qui met en mouvement des masses énormes. C'est l'idéologie bourgeoise qui suggère qu'il faut changer l'individu par la propagande ou la contrainte. En fait, cet élément est tout à fait secondaire. Ce qu'il faut changer au cours de la révolution socialiste, c'est toute la « nature » de l'humanité : à partir de son activité économique, il faut organiser et promouvoir la production (coopérative, nationalisation, socialisation et collectivisation de la production et de la distribution) en renversant et brisant toutes

22. Cf. *L'Idéologie allemande* (MEGA, 1/5, p. 60).

les limitations successives à l'activité humaine grâce à l'organisation de plus en plus vaste et unitaire des forces révolutionnaires (syndicats d'industrie, conseils ou soviets de masse, parti politique, Internationale, Etat de la dictature du prolétariat). Cette progression est facile à comprendre, parce que rectiligne. Ce qui est plus difficile, c'est qu'une avant-garde limitée entraîne le prolétariat, qui, lui-même, n'est qu'*une* classe dans la société. Autrement dit, l'organe révolutionnaire faisant l'œuvre d'unification est lui-même une force partielle, qui se transforme au cours du processus révolutionnaire.

Force et violence

Ceux qui prétendent que la violence est une « donnée immédiate et inhérente — existentielle — des sociétés humaines » en font un concept philosophique ayant un caractère universel propre à tous les individus de tous les temps. Ce qui donne une apparence de vérité à leur théorie, c'est qu'ils confondent *force* et *violence* (*Kraft* et *Gewalt*).

De la physique à la « sociologie », on constate que tout est force en bouillonnement et en interaction. Est-ce à dire qu'il y aura toujours des violences ? Il n'en est rien. Un exemple simple : un pavé est lourd, mais il n'exerce aucune violence sur le chien ou le chat qui traverse la rue ou sur les utilisateurs de la route ; en revanche, il se mue de force en violence dans une manifestation ou un combat de rue.

Le plus souvent, la théorie de la violence exposée par Marx et Engels dans l'*Anti-Dühring* étonne le lecteur à première vue. Eux qui ne furent jamais des pacifistes n'attribuent qu'un rôle second à la violence, contrairement à l'anarchisant Dühring, qui fait de la violence l'élément premier de l'ordre social, *mais* la dénonce aussitôt comme un élément factice et mauvais, de sorte qu'Engels lui répond : « Mais que la violence joue aussi dans l'histoire un autre rôle, un rôle *révolutionnaire ;* que, selon les paroles de Marx, elle soit l'accoucheuse de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flancs ; qu'elle soit l'instrument grâce auquel le mouvement social l'emporte et met en pièces

les formes politiques figées et mortes — de cela pas un mot chez M. Dühring. »[23]

Marx et Engels sont donc, apparemment, en retrait sur ceux qui donnent la première place à la violence (sans être capables d'en analyser tous les aspects, notamment ceux qui sont positifs, même lors de l'accession à la domination sociale des classes exploiteuses : bourgeoisie par rapport aux féodaux).

Reprenons un autre exemple qui distingue bien entre la *permanence de la force* dans l'univers (il y aura toujours des hommes petits et faibles, vieux et malades, et des hommes grands et forts, jeunes et vigoureux) et *l'existence transitoire de la violence.*

Marx a étudié le communisme primitif de manière scientifique, et non idéaliste ou utopiste, en en faisant une sorte d'âge d'or de l'humanité. La violence n'existait pas au sein de chaque société communiste (horde, clan, tribu, etc...) bien qu'on y trouvât des rapports rudes (dus à l'extrême faiblesse du développement productif). En revanche, la violence sévissait entre les diverses communautés primitives[24].

Dans la horde communiste, on trouvait des mâles adultes et particulièrement vigoureux ainsi que des mâles plus vieux, mais pourvus d'une longue expérience, qui étaient en quelque sorte les « experts » de la difficulté dans la recherche de la nourriture,

23. Les chapitres consacrés à la théorie de la violence dans *l'Anti-Dühring* (Ed. soc., 1950, p. 191-216) ne peuvent être séparés des autres parties de cet ouvrage, et notamment de la seconde sur l'économie dans laquelle s'insèrent les chapitres sur la violence. De même, on ne peut les séparer des autres écrits militaires de Marx et Engels.

24. C'est, dans les *Fondements* etc..., que Marx a donné, semble-t-il, l'analyse la plus fouillée des structures du communisme primitif dans son chapitre sur la « Succession des formes économiques de la société », t. 1, p. 435-481. Il y met en évidence que *la tâche et le travail principal* des petites communautés communistes étaient de faire *la guerre,* soit pour s'emparer des conditions matérielles d'existence, soit pour défendre et perpétuer leur possession (p. 439). Avec l'augmentation naturelle de la population, les communautés primitives, de plus en plus nombreuses, se heurtèrent toujours davantage les unes aux autres, et les guerres devinrent un facteur de dissolution du communisme primitif.

Pour Marx, le communisme n'existait qu'à l'intérieur de chaque

du gibier, de l'eau, etc... : ils servaient de guide et ouvraient le chemin. Mais, ce n'est pas pour cela qu'ils s'érigeaient en chefs, ni qu'ils s'attribuaient les meilleurs morceaux de la chasse ou de la récolte.

Contrairement à ce que pense Dühring, l'élément de violence n'imprima pas à ces sociétés leur forme de production. C'est le développement atteint par les forces productives qui en détermina les structures ou rapports de production. En un mot, ce n'était pas la force du mâle, mais le rôle plus important de la « faible femme » dans la vie économique de ces sociétés qui donna à celle-ci la première place avec le matriarcat.

Articulations essentielles de la société

Il faut connaître les rouages ou le mécanisme de la société actuelle pour déterminer quelle est la place et la fonction de la violence, et où il faut mettre le levier de la force pour assurer la transformation révolutionnaire et passer à une forme de production et de société supérieures. Pour cela, il faut suivre la *méthode historique*. En effet, c'est au cours du développement des forces productives dans l'histoire humaine que se sont formées les structures et les rapports qui caractérisent l'actuelle société bour-

communauté, et non dans les rapports unissant toute l'humanité de cette période : c'est une des raisons pour lesquelles ce communisme devait disparaître, permettant ainsi la formation d'unités de production plus grandes et plus perfectionnées : la guerre fut évidemment, d'une part le moyen de dissolution des communautés primitives, d'autre part l'accoucheuse des formes sociales de production ultérieures.

Nous verrons, plus tard, qu'une des limitations du capital est qu'il ne peut dépasser l'organisation nationale et ne peut donc unifier l'humanité, en détruisant les frontières, les institutions politiques, administratives, etc... des nations. Cf. *Les Fondements* etc..., t. 1, p. 367, où Marx, parlant des *entraves inhérentes au capital,* affirme que la bourgeoisie *tend* à dépasser sans cesse les barrières nationales, mais elle ne les surmonte pas pour autant en réalité, d'où l'impossibilité pour elle de construire, par exemple, une Europe supra-nationale. Cf. « Marché commun » et « Europe unie », in *Programme communiste,* 1962, n° 19, p. 23-30 et n° 20, p. 40-47.

geoise développée et universelle. Il faut donc partir de l'économie du communisme primitif, dont les articulations étaient élémentaires et simples, pour suivre leur différenciation et leur complexité croissantes, en soulignant ce qui demeure la base fondamentale et ce qui se modifie.

Nous trouvons d'abord les *forces productives*, créatrices des richesses. A toutes les périodes de l'histoire, ce sont la force de travail vivante de l'homme, les produits immédiats du travail, la fertilité de la terre cultivée, les outils, instruments ou machines qui ajoutent à la force humaine les énergies mécaniques, physiques et chimiques, et enfin tous les procédés et techniques, appliqués aux forces manuelles et mécaniques, procédés que se transmettent les générations successives. (Cf. le *Manifeste*, chapitre « Bourgeois et Prolétaires ».)

Les *rapports de production* correspondent à un niveau déterminé du développement des forces productives. De manière nécessaire, objective et indépendante de la volonté des hommes, ils lient entre eux les *producteurs* et les *conditions* dans lesquelles ils échangent, combinent leurs activités et participent à l'ensemble de la production. Ils déterminent si les individus ont le droit ou non d'occuper la terre pour la travailler, de disposer des instruments et procédés, de s'approprier les produits du travail en vue de les consommer, de les déplacer, de les accumuler ou de les remettre dans la production. Les rapports de production indiquent donc en premier quel est le mode de distribution des forces, conditions, moyens, matériel, techniques et produits du travail. On leur donne une forme juridique en les qualifiant de formes de propriété (collective dans le communisme ; individuelle dans la production marchande simple des petits-bourgeois, paysans parcellaires, artisans des communes médiévales, etc... ; de classe sous le capitalisme)[25].

25. C'est ce que l'on peut appeler aussi le *mode de production*, qui, au cours de l'histoire, devient de plus en plus complexe et différencié, et représente les formes successives de conformation de la société économique. Il y a, en gros, les modes de production communiste primitif, asiatique, antique ou esclavagiste, féodal, bourgeois, socialiste.

Pour la dialectique de toutes ces notions, cf. la Préface de la

Tous ces rapports déterminent les structures d'une société donnée et, avec les forces productives, forment la base économique. Dans les sociétés du communisme primitif, il y a unité indissociable de la base économique, qui s'étend à tous les moyens et activités visant à nourrir, produire et développer les hommes, et donc aussi bien à la génération des êtres humains qu'aux institutions familiales, c'est-à-dire aux facteurs de consanguinité et de race.

L'ouvrage d'Engels, dont le titre reproduit une succession historique : *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (violence concentrée), part de ces données premières : « Selon la conception matérialiste, le facteur déterminant, en dernier ressort, de l'histoire, c'est la production et la reproduction de la vie immédiate. Mais, à son tour, cette production a une double nature. D'une part, la production de moyens d'existence, d'objets servant à la nourriture, à l'habillement, au logement, et des outils qu'il faut pour les produire : d'autre part, la production des hommes eux-mêmes, la propagation de l'espèce. »

La note suivante des éditeurs français à ce passage révèle qu'ils n'ont pas compris le texte : « Il y a là une inexactitude d'Engels qui met sur le même plan, pour en faire des conditions déterminantes du développement de la société et des institutions, la propagation de l'espèce et la production des moyens d'existence. Dans le cours de son ouvrage, par contre, Engels montre lui-même, en analysant des matériaux concrets, que c'est le mode de production matérielle qui est le facteur principal, déterminant du développement de la société et de ses institutions. » [26]

Au cours de son ouvrage, Engels est, en effet, amené à traiter de sociétés plus avancées où les données évoluent et se diversifient. Mais, il ne se contredit pas pour autant. Même si par la

Contribution à la critique de l'économie politique (1859) de K. Marx, Editions Sociales, 1957, p. 3-6, de même *Travail salarié et capital,* Ed. Soc., 1960, p. 29.

26. Cf. Editions sociales, 1954, p. 5. Nous n'avons pas retrouvé une telle note au passage correspondant des éditions allemandes, par exemple dans *Werke,* t. 21, p. 27.

suite, dans les sociétés plus avancées, l'organisation des familles et des nations passe dans les superstructures ou institutions officielles, la reproduction des êtres humains demeure dans la base économique. Les hommes ne sont-ils pas la première des forces productives, et l'accroissement de leur nombre n'agit-il pas comme une force productive plus grande, tout comme la production élargie de machines ou d'installations productives (ce qui ne signifie aucunement que l'on identifie les forces de travail mortes aux vivantes) [27].

Dans son ouvrage, Engels utilisait la méthode *descriptive* et caractérisait la succession des formes de société selon les produits et les techniques employées, en s'appuyant sur l'ouvrage de Morgan, mis sous le boisseau par les bourgeois. Marx utilise la méthode historico-économique dans les *Fondements,* où il étudie la genèse des éléments constitutifs de la société moderne. Dans le tome I^er^ que nous utiliserons largement ici, il confirme, d'une part l'importance de la reproduction des êtres humains, d'autre part le lien de cette reproduction avec les structures familiales, qui constituent le rapport de production fondamental des sociétés primitives : « A l'origine, les conditions de la production ne peuvent être produites, ni être le résultat de la production ; or, parmi ces conditions, nous trouvons la reproduction des humains, dont le nombre augmente par le procès naturel des deux sexes. » (p. 451). A ce stade du communisme primitif, il n'existe pas encore d'antagonisme entre la base économique et les rapports sociaux de production (organisation des familles humaines) : les deux éléments sont étroitement liés, et « l'individu se

27. Il faut déterminer pour une raison toute pratique où se situe la reproduction des êtres humains. Lorsque Marx dira que la base économique de la société capitaliste entre en contradiction avec les rapports sociaux bourgeois, il importe de donner un contenu précis à cette base économique, qui englobe aussi bien la surproduction des hommes que celle des marchandises (machines ou produits de consommation). Il est évident que la base économique sera d'autant plus large et antagonique, que l'on y trouve les millions d'hommes ne pouvant ni gagner leur vie, ni travailler dans les rapports sociaux bourgeois. Cf. in : *Fondements,* etc... t. 2, le chapitre sur la théorie de la population, p. 105-113.

relie à la terre par l'intermédiaire du rapport de sa communauté à la terre, qui est son corps inorganique » (p.455).

Plus tard, la féconde reproduction humaine (et tout le développement de l'économie) dissout les sociétés primitives, dont les institutions et les structures étaient fondées sur la consanguinité naturelle. La base économique est alors devenue trop large pour les rapports sociaux existants : « L'acte de la reproduction même modifie non seulement les conditions objectives (par exemple : le village devient ville, la nature sauvage est changée en terre de culture), mais encore les producteurs eux-mêmes, qui manifestent des qualités nouvelles, en se développant et en se transformant dans la production, grâce à laquelle ils façonnent des forces et des idées nouvelles ainsi que des modes de communication, des besoins et un langage nouveaux. » (p. 457).

Formation des sociétés de classes et superstructures de violence

Tout logiquement, Marx souligne que le facteur économique de la reproduction des êtres humains a été l'élément déterminant de la dissolution des rapports sociaux du communisme primitif : « La condition fondamentale de la propriété collective [qui coïncide à l'origine avec la commune] étant l'appartenance à la tribu, les tribus conquises et asservies sont *privées de propriété* et se retrouvent parmi les conditions inorganiques de la reproduction, celles-ci appartenant à la commune victorieuse. » (p. 456).

Le mode de production esclavagiste de la Grèce et de la Rome antiques n'est ainsi qu'un développement ultérieur de la propriété primitive fondée sur la tribu, *le premier mode de production étant la base du second.*

Mais, la violence que suggère l'asservissement des tribus vaincues n'est pas à l'origine du mode de production nouveau, comme l'estime Dühring ou Proudhon avec son fameux « la propriété, c'est le vol ». C'est le rapport de production nouveau et son contraste avec l'ancien mode économique qui explique la violence : « On a dit souvent, et à tort, qu'à certaines périodes on ne vivait que de pillage. Mais, encore faut-il avoir quelque

chose à piller, c'est-à-dire une production. Au demeurant, le mode de pillage lui-même est déterminé par le mode de production. » (p. 27).

Ainsi, à Rome par exemple, c'est l'esclave qui produit la richesse. C'est donc l'esclavagisme, qui forme la base économique et le rapport productif essentiel (patricien-esclave) de la brillante civilisation romaine. Les activités du patricien dans le domaine de l'organisation politique et administrative de la Cité — pour autant qu'elles sont les siennes propres, et non celles d'anciens esclaves affranchis, de métèques, etc... — font partie de la superstructure. En revanche, le prolétaire romain (qui n'a rien d'un salarié moderne, mais assure la reproduction de la race) entre directement dans la base économique, bien qu'il travaille au lit.

La violence change selon la nature des rapport sociaux (patricien-prolétaire ; patricien-esclave ; créancier-débiteur dans le processus d'expropriation ou d'accumulation au profit des praticiens). Quoi qu'il en soit, elle résulte du conflit entre la base productive et les rapports sociaux existants dans la production et la société officielle. Elle naît donc du rapport économique du maître et de l'esclave dans le processus immédiat de production. L'antagonisme se prolonge et se complique ensuite dans les autres structures ou sphères de la société.

La violence suit donc le devenir des rapports de production. Dynamique et progressive d'abord, elle gagne en intensité avec la maturité des rapports sociaux, et atteint son paroxysme avec le vieillissement des rapports sociaux, qui se figent et s'institutionalisent dans les superstructures appuyant les rapports sociaux sclérosés au sein de la base économique, où ils entrent en conflit avec des rapports sociaux nouveaux, fruits de l'expansion de la base économique et de l'inadéquation de celle-ci avec les anciens rapports sociaux devenus trop étroits. A ce moment, la société entre dans une phase aiguë de crises et de convulsions sociales, qui précède la transformation révolutionnaire et la destruction de la formation sociale antérieure.

L'économie est fondamentale.

C'est une grave erreur de penser que le marxisme étant la théorie de la moderne lutte de classes entre capitalistes et prolétaires, il faille nier un effet historique aux forces sociales d'autres classes — par exemple aux paysans — aux modes et sociétés de production pré-capitalistes ainsi qu'aux tendances et pressions raciales et nationales, ou qu'il faille négliger comme secondaires ou superflues les notions de parti, d'Etat et de guerres entre Etats.

Mais, il y a pire encore : il est inadmissible que le matérialisme dialectique, fondé sur l'explication économique et historique de la société, n'étudie pas avec la même méthode les institutions politiques et sociales, les forces et les faits historiques ou idéologiques. En d'autres termes, on ne peut admettre que des faits mêmes juridiques, sexuels, culturels ou psychologiques n'aient pas eux-mêmes un fondement économique.

Il faut souligner, d'une part l'universalité de l'économie, d'autre part le caractère spécifique de chacune des activités humaines (activité productive, politique, idéologique, etc...), afin de bien déterminer la nature, la fonction et le rôle de chacune d'elles dans la société humaine. C'est ainsi que Marx considère que la science n'entre pas dans les superstructures de conscience, mais dans les activités productives de la base économique ; bref, qu'elle est une force productive. Dans les *Fondements*, etc..., Marx écrit en conséquence : « A lui tout seul, le développement de la science — autrement dit, de la forme la plus solide de la richesse, parce qu'elle la *crée* en même temps qu'elle en est le produit — aurait suffi à désagréger cette société [féodale]. Or, le développement de la science, cette richesse à la fois idéale et pratique, n'est qu'un aspect et une forme du développement des *forces productives humaines*, c'est-à-dire de la richesse. » (t. 2, p. 33-34).

Et page 214 : « Comme le machinisme se développe avec l'accumulation de la science sociale — force productive générale — ce n'est pas dans le travail, mais dans le capital que se fixera ce résultat du travail social général » : cela explique que les machines, qui forment le corps du capital, deviennent de plus en plus

savantes et efficaces, tandis que l'ouvrier de la grande industrie est moins habile et a moins de savoir et d'adresse que l'artisan du moyen âge [28]. »

En revanche, les activités de l'idéologue et du politicien ne peuvent être rangées dans la base économique, comme si elles *créaient* directement des richesses et des forces productives. Elles n'en sont pas moins des éléments indispensables... *aux économies et sociétés de classe,* qui manifestent une distorsion entre la base économique et les superstructures politiques et idéologiques, entre la société officielle et la société réelle, entre le développement des forces productives et leur mode d'appropriation, entre les producteurs et les dominateurs.

Dans l'*Idéologie allemande,* Marx et Engels écrivent : « La différence entre les tâches ne devient vraiment division du travail qu'à partir du moment où le travail matériel se sépare du travail intellectuel. A partir de ce moment, la conscience *peut* vraiment s'imaginer qu'elle est autre chose que la conscience de la pratique existante, qu'elle représente *réellement* quelque chose sans représenter elle-même quelque chose de réel. A partir de ce moment, la conscience est en mesure de s'affranchir du monde et de commencer à créer la théorie pure, la théologie, la philosophie, la morale, etc... [29]. Or, même lorsque cette théorie, cette théologie, cette philosophie, cette morale, etc... entrent en contradiction avec

28. Cette juste vision de la nature des forces productives a permis à Marx d'écrire dès les *Fondements* de 1859 (cf. t. 2, « chapitre de l'automation », p. 211-233) que la recherche scientifique serait, à un niveau donné du développement capitaliste — phase du machinisme de la grande industrie — l'une des sources principales de la production de richesses.

29. C'est ce que Marx mit en lumière dans ses travaux « philosophiques » et, notamment, dans sa critique de la philosophie, du droit et de l'Etat de Hegel, et aussi sa *Question Juive* de 1844.

Les superstructures politiques, juridiques et étatiques surgissent de cette division fondamentale, et c'est Hegel et la révolution bourgeoise qui l'expriment le mieux, en faisant découler l'Etat et les rapports politiques et juridiques de l'Esprit, de la Raison ou de la volonté du peuple souverain : le renversement est alors total, et nous avons les superstructures à l'état pur en opposition à la société réelle.

la réalité existante, cela ne peut être que du fait que les rapports sociaux existants sont entrés en contradiction avec la force productive existante. » (*MEGA*, 1/5, p. 21).

Cette distorsion n'existe que parce que les classes dominantes prétendent représenter, avec leurs intérêts et leurs idées, la société tout entière, de sorte qu'elles créent des institutions régissant le champ plus vaste des activités humaines et des autres classes, en complétant l'exploitation économique par une domination politique et idéologique. Marx ne critique pas cet abus au nom de la logique, car il a une conception essentiellement historique et dialectique. Il ne nie pas l'existence ni la nécessité des sociétés de classes, de leur exploitation et de leurs violences : personne n'a exalté, avec autant de fougue et de raisons motivées, le caractère progressif du capitalisme (Cf. *Manifeste*, chap. « Bourgeois et prolétaires »). Mais, ce qu'il affirme, c'est que tous ces maux sont transitoires, que la nécessité de soutenir le développement des sociétés de classe est maintenant révolue, et que la violence révolutionnaire est le moyen par excellence d'en finir avec l'odieux système d'exploitation de l'homme par l'homme.

Diversification des tâches sociales et spécialisation.

C'est la base économique qui détermine en dernier ressort tous les changements : d'une part, elle engendre les rapports de production nouveaux, d'autre part, elle suscite, à un moment donné, un dédoublement de plus en plus marqué des rapports sociaux anciens dans les superstructures politiques, juridiques, etc...

C'est la division du travail, avec la diversification progressive des activités, des productions, des techniques et des moyens de travail, qui provoque une autonomisation et une différenciation croissantes des producteurs et des structures sociales. Cette évolution affecte d'abord la base économique, puis les superstructures. La société crée certaines fonctions, dont elle ne peut se passer. Les individus qui les remplissent forment une nouvelle branche de la division du travail *au sein de la société.* Ils acquièrent ainsi des intérêts particuliers même vis-à-vis de leurs « commettants ».

Le même processus s'effectue dans les échanges et dans le commerce. Sitôt que l'échange se divise en deux actes indépendants — la vente et l'achat — tout le processus est séparé de l'échangiste qui a produit la marchandise. L'échange devient un but en soi et ne vise plus le simple transfert de la marchandise d'une main à l'autre. Un corps de marchands surgit entre les producteurs : il n'achète que pour vendre, et ne vend que pour acheter, la marchandise recherchée n'étant plus la denrée fabriquée, mais l'argent, qui devient une marchandise autonome et supérieure aux denrées banales.

Mais, ces rapports ont une base fondamentale, qui les détermine. En effet, la production mercantiliste est assujettie à la division du travail social au sein de la base économique : les marchandises à échanger ne sont pas autre chose que du travail matérialisé en diverses valeurs d'usage, et représentent le mode d'existence matérialisé de la division du travail.

Plus la production se diversifie et devient complexe, tandis que l'activité de chaque individu devient unilatérale, plus on produit sous forme de valeurs d'échange, et plus s'approfondissent les sociétés de classe. Mais, la division du travail est aussi combinaison des travaux et des produits, *grâce au système de distribution* ou de *circulation.* Les sujets de l'échange produisent des marchandises différentes correspondant à des besoins différents, si bien que chaque individu dépend de la production de tous et tous de la sienne, chacun complétant l'autre. Autrement dit, grâce au procès de circulation, le produit de chacun devient le moyen de participer à la production sociale en général, à raison de la grandeur de valeur produite et possédée.

A mesure qu'augmente la division du travail, la circulation, et la distribution se distinguent des forces productrices, qui créent les valeurs. Il se développe des *rapports sociaux qui correspondent directement à la circulation simple et ne lui sont pas sous-jacents, comme c'est le cas des rapports productifs résultant de la division du travail* (t. 2, p. 611).

Dès lors, les individus se font face uniquement en qualité de

propriétaires de valeurs d'échange [30] et se donnent mutuellement une existence matérielle grâce à la marchandise qu'ils produisent. *Ils nouent entre eux des rapports grâce à cette médiation objective.* Chacun n'a d'existence pour l'autre que dans l'objet échangé : leur communauté à tous est un objet extérieur et donc contingent : l'argent d'abord, puis le capital. Elle se fonde sur leurs rapports mercantiles et monétaires et n'en est qu'un prolongement ultérieur. Les rapports ou liens sociaux qui naissent de ce heurt entre individus autonomes et de la division entre production et circulation, se dressent en face des individus comme une nécessité objective et contingente [31] : c'est sur les rapports sociaux que se greffent les classes et superstructures de contrainte, et donc la violence sociale.

Capital et conditions préalables.

A un certain niveau du développement de la production correspond une certaine division du travail, qui engendre la diversité des tâches et fonctions au sein de la société, l'antagonisme des intérêts privés des individus, groupes ou classes, l'expropriation des producteurs, la concurrence, mais aussi la centralisation, la concentration et la combinaison de toutes ces formes antagoniques en une unité, qui est sans cesse remise en cause, bouleversée et qui a ses lois propres dépassant la volonté humaine.

La valeur et les échanges mercantiles sont nés, comme le dit Engels, il y a des millénaires dans les sociétés très denses et évoluées (Egypte, Babylone, Chine, etc...). Il peut sembler dès lors que l'évolution humaine ait été parfaitement rectiligne et progressive : la circulation, la marchandise et l'argent sont nés à l'aube des grandes sociétés humaines et ont pris au fur et à mesure la forme du capital, qui en est la plus parfaite et la plus évoluée,

30. L'artisan est propriétaire de sa valeur d'échange (instrument, force de travail et produit), le prolétaire salarié de sa force de travail. Le capitaliste des valeurs d'échange produites par autrui.

31. Cette genèse de la production et de la société capitaliste est analysée en détail dans les *Fondements* etc..., notamment p. 93-112 du t. 1, et p. 604-23 du t. 2.

comme le diront les chantres du capital, et la plus instable et la plus contradictoire, comme le diront les marxistes.

En réalité, la société capitaliste ne s'est pas développée de manière rectiligne à partir des sociétés antérieures, parce que les rapports mercantiles et monétaires qui forment l'essentiel du mode capitaliste, ont eu besoin des conditions matérielles et sociales des sociétés précapitalistes pour se développer et s'imposer peu à peu. En d'autres termes, pour produire et échanger des marchandises, les hommes ont dû nouer d'autres rapports que ceux de l'échange mercantile et monétaire. Ainsi, les artisans des communes médiévales se sont groupés en associations jurées, avec des liens personnels de subordination, ne serait-ce que pour permettre à chaque artisan d'être propriétaire de son outil, de son produit et de le vendre. Dès lors, on s'aperçoit que la base économique du capitalisme a été le féodalisme [32].

Dans la *Contribution à la critique de l'économie politique*, Marx explique qu'*en dépit des quantités d'argent fabuleuses accumulées* dans l'ancienne Rome, la monnaie ne pouvait se transformer en capital. En effet, elle devait elle-même passer par toute une série de mutations (mesure des valeurs, étalon des prix,

32. Les rapports féodaux correspondent aux liens de la communauté de marche germanique, où la collectivité — l'Etat — garantit la *propriété individuelle*, libre et égale de tous les membres grâce à des associations formées par engagement personnel. Ainsi, la constitution des villes franches du moyen âge est calquée sur la communauté de marche. Le droit de pratiquer exclusivement un métier déterminé, accordé à la corporation, découle de la marche germanique. Avec la même jalousie, souvent avec les mêmes moyens, les corporations veillent à ce que la participation de chaque membre à la source commune des revenus soit rigoureusement égale... ou la plus égale possible. Cf. Engels. *La Marche,* en annexe à *L'Origine de la famille, etc...,* Ed. soc., p. 217-85. A la campagne, les seigneurs féodaux ont accaparé les rapports sociaux qui lient les producteurs entre eux, et ont asservi de ce fait les paysans attachés à la glèbe. A la ville, en revanche, les rapports féodaux de l'association ont permis, dans les corporations artisanales, le développement de la production et de la propriété privées.

Cf. à propos de l'évolution des conditions préalables du capitalisme, *Les Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste,* in collection : « le Fil du Temps », J. Angot, B.P. 24, Paris-19e, p. 33-44.

monnaie de compte, moyen de circulation, numéraire, moyen de thésaurisation, moyen de paiement, monnaie universelle) avant de représenter le rapport productif et social du capital au travail salarié, avant que la quantité (d'argent) ne se transforme en qualité (de capital).

Engels ironise sur la conception non matérialiste de la dialectique : « Le renversement de la quantité en qualité équivaut à une vision mécaniste et idéaliste du monde. En fait, c'est le *changement* quantitatif qui modifie la qualité. Ces messieurs n'ont jamais soupçonné cela ! » [33].

La dialectique marxiste atteint ici une dimension et une rigueur exceptionnelles, à la mesure même des bouleversements historiques et économiques qui ont donné naissance à la société capitaliste. En effet, pour triompher, le capital a besoin d'innombrables conditions préalables qui sont pour lui autant de points d'appui, qu'il rejette ou transforme à son image au fur et à mesure de sa progression. Ces conditions préalables sont les rapports de production même des sociétés esclavagistes puis féodales : ce qui explique que le capitalisme ne s'est développé spontanément qu'en Europe.

Comme nous allons le voir, *ces conditions préalables, qui ont donné naissance au capital, deviennent ensuite* — en un processus complexe de mutation — *les superstructures* qui, déterminées par le capital, permettent à la bourgeoisie d'étendre son pouvoir et sa production en largeur et en profondeur à toute la société, puis à maintenir et à prolonger son règne.

33. Cf. Notes préparatoires à *Herrn Eugen Dührings Umwälzung der Wissenschaft Dialektik der Natur*, p. 652.

Plus loin, Engels reproche à la dialectique idéaliste (formelle) de Hegel de ne pouvoir rendre compte du changement qualitatif réel : « Le processus infini n'est chez Hegel qu'un désert vide, parce qu'il est uniquement une éternelle répétition du même processus : 1 + 1 + 1 + 1, etc... » (p. 670). En additionnant simplement des quantités formelles, on n'obtient qu'une somme plus grande, et non une qualité autre. Il faut donc que la quantité elle-même ait déjà une certaine qualité, qui se modifie et se renverse en son contraire à un certain niveau d'accumulation.

Cette mutation des conditions économiques préalables du capital en superstructures capitalistes est l'un des phénomènes révolutionnaires du passage de la société féodale à la société bourgeoise. Elle conditionne donc l'attitude dialectique du prolétariat vis-à-vis des différentes classes en lutte et des institutions sociales de la phase historique, qui fait l'objet du premier volume des *Ecrits militaires.* Cette mutation explique en même temps le rapport entre la base économique du capitalisme et ses superstructures politiques, juridiques, idéologiques et étatiques. Leur genèse économique explique qu'elles peuvent avoir un effet économique en retour sur la base productive.

Conditions précapitalistes et superstructures capitalistes.

Les rapports sociaux précapitalistes, dynamiques et productifs se transforment donc, avec le triomphe du capital, en institutions officielles bourgeoises, reconnues de par la loi et protégeant l'ordre capitaliste. Ils changent alors de signification et d'efficacité, étant déterminés par des rapports plus importants :

« Les conditions et les présuppositions du devenir et de la genèse du capital impliquent que le capital n'existe pas encore, ou qu'il est seulement en devenir. Elles disparaissent avec l'existence du capital, lorsque celui-ci part de sa propre réalité et pose lui-même les conditions de sa réalisation.

« Les présuppositions qui apparaissaient à l'origine comme les conditions de son devenir — et ne pouvaient donc pas encore découler de l'action du capital en tant que tel — *apparaissent maintenant comme résultats de sa propre réalisation* : ce sont des réalités créées par lui. *Ce ne sont plus des conditions de sa genèse, mais les résultats de son existence présente.* Le capital ne part plus de présuppositions pour se développer, mais il se présuppose lui-même. » (*Fondements,* etc... t. 1, p. 423-24).

Voici un exemple de cette mutation des conditions précapitalistes. On sait que, dans les sociétés primitives, les institutions familiales représentant les rapports sociaux fondamentaux de la production étaient directement calquées sur la reproduction

naturelle des groupes humains. Avec l'élargissement de la base productive, elles se firent de plus en plus larges (horde, clan, tribu, fédération de tribus, peuple de même race, nationalité, nation), en même temps qu'elles perdirent de leur force en changeant de contenu, bref, en montant du niveau des conditions fondamentales de la production vers les sphères, non plus déterminantes mais déterminées, de la superstructure. De fait, la société capitaliste montre clairement (avec le Code Napoléon) que les institutions familiales sont des superstructures juridiques parmi d'autres, regroupant les individus dans l'organisation de l'Etat avec les droits civils bourgeois et la famille monoganique, tandis que la nation est déterminée par les besoins de la production et de la distribution capitalistes. Aussi longtemps que la nation est une condition économique, le marxisme encourage la formation de grandes nations et invite les prolétaires à y contribuer par leurs luttes contre les forces d'ancien régime. Mais, sitôt que la nation cesse d'être un moyen de promotion économique et révolutionnaire du mode de production capitaliste moderne pour devenir une superstructure déterminée par le capital[34] et enfermée dans

34. Dans le *Manifeste,* Engels affirme que la France est le pays classique du passage du féodalisme au capitalisme, tout comme l'Angleterre est le pays classique du développement de l'économie capitaliste.

En France, la nation capitaliste moderne se réalisa au cours de la révolution bourgeoise. La distinction devint absolument nette entre la phase nationale progressive et la phase conservatrice puis réactionnaire, à partir du moment où la révolution bourgeoise eut socialement triomphé des forces féodales. Et, de fait, la révolution déborda bientôt les frontières françaises pour détruire le féodalisme en Europe centrale et méridionale et devenir impérialiste (Napoléon Ier).

Le passage de la nation dans les superstructures déterminées par le mode de production capitaliste, s'effectue grâce à un rapprochement, puis à une jonction entre l'Etat et la nation. L'Etat de la monarchie absolue, qui représente la dissolution du féodalisme et les intérêts de l'état ou ordre (et non encore classe) des bourgeois prépare les conditions de production du capital. Au fur et à mesure de l'avènement de la société bourgeoise, la nation s'emplit de la superstructure de l'Etat déterminée par les besoins de la production capitaliste.

La nation étant devenue une superstructure, le capital lui-même

le cadre trop étroit de sa production, les prolétaires luttent *contre cette nation*, afin de créer une unité de production plus vaste, à l'échelle de toute l'humanité, en éliminant tout ce qui divise, limite, oppose et crée donc des conflits entre les hommes.

De nombreux malentendus sont nés de l'interprétation, inspirée par les philosophies bourgeoises, du rapport entre superstructures et base économique. La plupart des questions posées à ce sujet par des disciples marxistes à Engels au cours des années 1880 [35] sont viciées par l'idée d'une dualité et d'une opposition qualitative entre production et superstructure. En effet, ayant opposé d'emblée ces deux notions, ils n'étaient plus capables de saisir leurs rapports, ni d'imaginer leur réaction réciproque. Si diverses soient-elles, toutes les activités sont, en dernier ressort, économiques de par leur genèse et leur effet final sur l'effort productif humain *dans les conditions sociales données.* Ainsi, le

se met à créer des nations pour ses besoins. Celles-ci peuvent encore être révolutionnaires comme ce fut le cas au siècle dernier des Etats-Unis d'Amérique, ou contre-révolutionnaires, comme la Belgique détachée par la Sainte-Alliance de la révolution française. La différence de ces Etats avec le modèle classique français, c'est que les premiers amalgament les nationalités selon la vigueur du capitalisme local, tandis que, normalement, la nationalité croît, s'unifie, se centralise et s'uniformise en un tout au fur et à mesure du développement du mode de production capitaliste. Dans les nations créées après la formation du capital, les questions de races et de nationalités continuent à perturber plus fortement les rapports fondamentaux de classe et de production. A l'inverse, une maladie de croissance du développement capitaliste peut perturber à son tour le développement unitaire de la nation (cf. par exemple l'Allemagne).

Cette question est traitée en détail dans *L'Etat et la nation dans la théorie marxiste,* 1969, collection « Le Fil du Temps » ; J. Angot, B.P. 24, Paris-19e, vol. 1 et 2.

35. Cf. le chapitre 1er « Le matérialisme historique et les superstructures idéologiques » dans l'ouvrage publié aux Editions Sociales : *K. Marx et Fr. Engels, Sur la littérature et l'art.*

Le simple fait de demander des éclaircissements (qui transforme Engels en professeur ès-marxisme) suscite de nombreux malentendus, en déplaçant le problème vers le domaine de la logique et du raisonnement afin *d'expliquer* tel ou tel point. En réalité, c'est se placer sur un terrain non marxiste. Le marxisme analyse le mouvement dialectique des rapports multiples des activités humaines du point de vue historique et économique. Tout le reste est vulgarisation.

propriétaire terrien, assis à l'ombre toute la journée pour surveiller et admonester son ouvrier agricole de la voix : « Vas-y, fainéant ! Ne pose pas ton outil à terre ! etc... » ne produit certes pas un gramme de richesses, mais il « contribue » à l'élévation du rendement et du produit du travail [36].

Ce qui importe, c'est de déterminer la nature éminemment changeante des activités humaines selon la forme de la société et de l'économie. La mutation des conditions économiques précapitalistes en superstructures capitalistes annonce déjà l'évolution ultérieure des superstructures, qui, à l'instar des rapports de production auxquels elles se rattachent, sont révolutionnaires lors de l'introduction du mode de production nouveau, puis deviennent au fur et à mesure un frein à l'évolution des forces productives.

Dans le VI^e^ chapitre inédit du *Capital*, où il traite du travailleur productif et improductif ainsi que de la mystification inhérente au système capitaliste, Marx précise la genèse des superstructures juridiques bourgeoises. Celles-ci *naissent* du déve-

C'est ce qui a fait dire à Engels à propos des intellectuels : « Qu'ils sachent que leur « instruction académique », cette instruction qui réclame, par surcroît, un rigoureux auto-contrôle critique, ne leur confère pas le grade d'officier avec le droit d'occuper un poste correspondant dans le Parti ; que, dans notre Parti, chacun doit commencer son service comme homme de troupe ; que pour occuper des postes responsables dans le Parti, il ne suffit pas d'étaler des connaissances théoriques et un talent littéraire même incontestable ; mais, il faut tout d'abord connaître à fond les conditions de la lutte du Parti, s'assimiler à fond les formes de cette lutte, donner des preuves de fidélité et de fermeté, en s'enrôlant comme volontaire dans les rangs des combattants ; *que ces gens sachent qu'avec leur « instruction académique », ils ont beaucoup plus à apprendre, en fin de compte, auprès des ouvriers que les ouvriers auprès d'eux.* » (Reproduit dans E. Stépanova : *Friedrich Engels,* Moscou 1958, p. 232-53).

36. Le contremaître qui surveille et pousse les ouvriers au travail est certes improductif, mais il participe efficacement à la création de la plus-value d'autrui. De même, un comptable qui ne produit pas un gramme de plus-value peut rapporter beaucoup d'argent à son patron, en lui faisant faire des économies (mais ces économies portent seulement sur des valeurs déjà produites par des ouvriers productifs) : il gagne donc son salaire et son patron peut y gagner encore plus que lui.

loppement matériel et productif de la propriété petite-bourgeoise issue, elle, des rapports féodaux. Ainsi, le droit bourgeois correspond à la petite production marchande des paysans parcellaires et des artisans des communes médiévales. C'est le droit de la propriété privée du travailleur qui exalte la liberté, l'égalité et la fraternité des individus de l'époque capitaliste. Tout d'abord, il a été un facteur énergique de dissolution des anciens rapports féodaux en ruinant la propriété fondée sur la servitude et un moyen d'organiser les masses et les institutions contre l'ordre féodal. Mais, sous le capitalisme, ce droit individuel s'oppose même à l'économie bourgeoise. Ce qui permet au capital de maintenir le droit fondé sur les rapports individuels, c'est qu'il maintient l'échange entre acheteur et vendeur dans la sphère de la circulation. En conséquence, dit Marx, les économistes présentent l'expropriation des masses, le salariat et l'accumulation des moyens productifs comme un avantage par rapport à la propriété privée, basée sur le travail de l'artisan, tandis que les juristes et les idéologues reportent sans façon l'idéologie de la propriété privée découlant du travail individuel sur la propriété découlant de l'expropriation de ce producteur privé.

On voit en quoi les superstructures juridiques sont le reflet inversé des rapports productifs existants, après qu'elles se soient séparées de leurs rapports matériels originels pour se greffer sur des rapports productifs nouveaux par l'intermédiaire de la circulation des marchandises. En devenant une superstructure, le droit s'organise et exerce une pression et une contrainte sur les producteurs afin de systématiser l'ordre bourgeois, non seulement dans les échanges économiques, mais encore dans toutes les diverses sphères de la société civile (administration, éducation, rapports privés entre individus, etc...).

Comme on le voit, la violence et les superstructures de contrainte ont une double *source* dans l'économie. D'abord, le droit bourgeois naît de la petite production marchande ; puis la base économique capitaliste détermine ce droit en tant que superstructure bourgeoise.

Dühring a inversé et tronqué tous ces rapports en affirmant que la nature de la base est différente de celle de la superstructure :

la première étant économique, l'autre déterminée par la violence. La société esclavagiste et féodale — formes encore peu développées des sociétés de classe — semblent confirmer la thèse de Dühring, selon laquelle « la forme des rapports politiques est l'élément historique *fondamental,* tandis que les dérivations économiques ne sont qu'un effet ou un cas particulier, et donc des faits de second ordre », de sorte que « l'élément primordial est la violence politique immédiate » [37].

Historiquement, Dühring se base évidemment sur le fait que le serf et l'esclave sont « enrôlés de force dans le service économique » (le jargon lui-même relève d'une société encore semi-féodale, comme la Prusse de l'époque de Dühring). C'est toujours l'expérience des pays capitalistes développés que lui opposera Engels. En effet, sous la domination bourgeoise, nul capitaliste ne force l'ouvrier salarié à travailler pour lui : c'est le besoin économique qui pousse le prolétaire à se faire exploiter par le capital et à subir sa loi.

Le marxisme ne renverse pas simplement le schéma de Dühring en affirmant que la base est l'économie, et la superstructure la violence. Il lie ces superstructures au devenir historique des rapports sociaux et aux classes qui les représentent.

Classes et violence.

L'étude de la structuration de la société répond, en fin de compte, à la question pratique de savoir où les hommes peuvent intervenir, afin d'accélérer le développement social de manière révolutionnaire, en appliquant la violence là où elle est efficace et bienfaisante.

La base économique ne peut se développer que par une évolution lente et progressive : on ne passe pas, d'un seul bond, de la petite unité de production à la grande entreprise. Cependant, l'accumulation progressive des forces productives dans la

37. Cf. Fr. Engels, *Anti-Dühring,* Ed. soc, p. 191-92.

base économique exige, à un moment donné, une mutation des formes ou rapports de la production sociale, une sorte de rajustement brusque. Si la meilleure volonté révolutionnaire ne peut rien changer à la base économique, la mutation brusque (qualitative) du mode de production dépend de la violence révolutionnaire. En effet, avec le vieillissement de la forme capitaliste, la violence passe du fait productif immédiat — sa source continue — dans les superstructures de l'Etat, de la police, de la magistrature, de l'armée, etc..., où elle se concentre dans une sphère autonome qui peut être directement détruite.

Dans la Préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique,* Marx explique le rôle des superstructures dans les sociétés de classes : « Avec le changement de la *base économique,* toute l'énorme *superstructure* est PLUS OU MOINS ébranlée. Quand on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel des conditions économiques de la production — qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse — et les formes *juridiques, politiques, religieuses, artistiques* ou *philosophiques* (qui constituent les superstructures), bref les formes A TRAVERS LESQUELLES LES HOMMES PRENNENT CONSCIENCE DE CE CONFLIT ET LE MENENT JUSQU'AU BOUT. » C'est donc au travers des superstructures que les hommes interviennent et poussent la crise jusqu'à sa solution révolutionnaire. En effet, la crise de production à elle seule ne peut assurer la transformation d'un mode de production ou de société en un autre (le capitalisme ne s'effondre pas tout seul). Il faut que les hommes portent la crise de l'appareil de production jusque dans les superstructures qui gouvernent un large secteur de la vie sociale, c'est-à-dire brisent les institutions étatiques, juridiques, administratives, etc... et leur opposent des moyens de force nouveaux. De fait, la production a toujours des ramifications et des excroissances nécessaires dans la société civile, et celles-ci ne s'écroulent pas lorsque s'arrête l'appareil de production en crise. Il faut donc prendre l'initiative de les démolir et de les tenir en échec par des moyens de contrainte révolutionnaires (dictature du prolétariat).

En période de crise où la production s'arrête en même temps

que la distribution et la circulation, les rapports sociaux cessent d'être prolongés par les superstructures officielles de l'Etat, c'est pourquoi, la révolution peut agir, de manière brusque et violente, sur ce que Marx appelle les superstructures juridiques et politiques qui pèsent sur le développement des forces productives devenues trop grandes pour elles. Ainsi, l'Etat, c'est-à-dire le pouvoir politique, est une superstructure que l'on peut fort bien briser pour ainsi dire instantanément, pour mettre à sa place une institution analogue, mais *opposée,* l'Etat de la dictature du prolétariat se substituant à l'appareil étatique bourgeois. Si la conquête du pouvoir a une place centrale chez Marx et Engels, c'est qu'elle garantit un changement *qualitatif* des structures productives et sociales, qui, elles, ne se développeront que lentement et progressivement sous la forme nouvelle, en se greffant non pas sur l'Etat prolétarien, mais sur les forces productives déjà socialisées sous le capitalisme ou en voie de se socialiser. Pour Marx et Engels, une grève générale ne peut suffire à renverser les classes dominantes bourgeoises. En effet, la force armée et administrative du capital ne se trouve pas dans l'appareil de production, mais plutôt dans la rue, la place publique et les institutions officielles. D'où la nécessité de nouvelles superstructures pour tenir en échec les anciennes au moment où la base économique est en crise, l'appareil productif capitaliste étant paralysé et occupé par les prolétaires. Se contenter d'occuper les usines et autres installations productives, ce serait abandonner toute l'organisation sociale aux bourgeois, de sorte qu'il faudrait traiter tôt ou tard avec eux, ne serait-ce que pour organiser la production et la distribution afin de survivre. A moins que l'adversaire, qui tient toute l'organisation sociale avec les forces armées, reconquière l'appareil productif. Même si la production bourgeoise s'écroule, le système social bourgeois ne s'écroulera pas tout entier pour autant. De ces évidences, découle la nécessité pour le socialisme de se donner une armée, une police et un Etat nouveaux, non pas pour construire le socialisme, mais pour détruire les anciennes superstructures de classes.

Si la violence ne peut modifier d'un coup les faits de production, elle peut cependant agir sur les superstructures qui protègent les rapports de production périmés, en en édifiant de nouvelles,

qui tiennent d'abord les anciens Etats en respect et les détruisent, tandis que se transforment à un rythme plus ou moins rapide les rapports de production nouveaux en harmonie avec le développement atteint par les forces productives sociales.

Le marxisme a donc établi une sorte de hiérarchie des diverses structures sociales, de la base aux superstructures : « Le procès de production et de valorisation a pour résultat *essentiel* la reproduction du rapport entre le capital et le travail, entre le capitaliste et l'ouvrier. Ce rapport social de production est un résultat plus important de ce procès que n'en sont les fruits matériels » (*Fondements* etc..., t. 1, p. 422).

Au niveau des rapports sociaux, il y a les classes qui produisent et sont produites dans le procès de production immédiat. Il faut donc avant tout définir la nature et la fonction de chaque classe à partir de sa base productive et en liaison avec elle, de sorte qu'à l'instar des rapports sociaux qu'elles représentent, la classe se développe comme un organisme vivant : à un rythme élevé lorsqu'elle est jeune et dynamique, moins vite lorsqu'elle mûrit, et en décroissant lorsqu'elle vieillit.

On sait que les classes s'organisent d'abord en parti, puis en Etat (classe dirigeante de la société), et s'éteignent. Une classe représentant des rapports de production nouveaux a une force et un dynamisme supérieurs à ceux d'une classe qui représente les rapports productifs anciens, de sorte que la constitution en parti (premier pas vers la conquête de l'Etat, qui renforce sa puissance) lui donne assez de force pour renverser la classe plus vieille, qui dispose actuellement du pouvoir. Mais, il faut que l'organisation de cette classe corresponde à sa nature historique, déterminée par sa place et son rôle historique dans la production de la société. Etant dès sa naissance une classe internationale du fait que le salariat est une condition universelle, le prolétariat doit donc s'organiser en fonction de sa nature et son but internationaux. Les revendications économiques sont donc essentielles, et Marx affirme qu'elles ont une nature politique dès lors qu'elles sont généralisées à toute la classe. Elles représentent l'activité de base du parti ouvrier, à la différence des opérations « politiques »,

locales et nationales, plus ou moins déterminées en fonction de la bourgeoisie au pouvoir.

La vision de la lutte de classe du prolétariat dépasse donc — de loin — le rapport immédiat qui existe dans telle région, pays et situation particulière. En fait, toute la question militaire est dominée par la difficulté suivante : la bataille s'engage à un moment précis et dans un contexte déterminé *hic et nunc*. Dès lors, l'issue dépend des forces disponibles ici et là, les forces les plus nombreuses, les mieux armées et les mieux conduites sortant victorieuses du heurt. Or, le prolétariat dispose non seulement de forces locales, mais encore internationales. En outre, il se renforce à mesure que la crise s'approfondit. La question militaire ne traite pas seulement des conditions immédiates de la lutte, mais de sa préparation et de son prolongement, de son lien avec les autres activités politiques et économiques (revendicatives) du prolétariat. En d'autres termes, la question militaire est inséparable de la lutte et du programme général du mouvement communiste. Ce n'est pas une technique pour rassembler le plus de troupes, avec n'importe quels moyens et sous n'importe quel mot d'ordre pour affronter l'ennemi : « La stratégie moderne suppose l'émancipation de la bourgeoisie et de la paysannerie : c'est *l'expression militaire* de cette émancipation. L'émancipation du prolétariat aura, elle aussi, une expression militaire particulière et une nouvelle méthode de guerre spécifique. Cela est clair. On peut même déterminer cette stratégie à partir des conditions matérielles du prolétariat. »[38].

38. Cf. Fr. Engels, « Les conditions et les perspectives d'une guerre de la Sainte-Alliance contre une France révolutionnaire en 1852 », in : *Werke*, 7, p. 477. Au IVe Congrès de l'Internationale, le 14 Novembre 1922 à Moscou, Trotsky fit un long et admirable discours sur le rapport dialectique entre l'économie et la politique dans la révolution russe et mondiale, en démontant tous les mécanismes complexes de la progression sociale, afin de déterminer les tâches de l'Internationale, du Parti et de l'Etat russe dans la transformation socialiste. Ce discours n'exprimait pas les découvertes d'un chef génial, mais théorisait les conditions réelles et les interactions des superstructures sur la base économique en toute objectivité et selon les critères de la vieille école marxiste. Cf. « Bericht über den IV Krongress der Krommunistischen Internationale », 1923, p. 69-75. Dans *Il Programma Comunista*, 1966, n° 6-12, on trouve la reproduction de ce discours et des thèses annexes, ainsi qu'un commentaire clair et incisif.

Trotsky disait fort justement que le parti est d'autant plus fort qu'il se branche sur les caractères essentiels du prolétariat. Certes, les compromis avec d'autres classes, les mots d'ordre ralliant la masse des hésitants et des tièdes, la conquête de positions de force dans les institutions déjà existantes renforcent numériquement la masse influencée par le parti prolétarien, mais celui-ci y perd sa substance vitale et son énergie de classe. C'est pourquoi en dépit de leurs effectifs et de leur appareil pléthoriques, les partis social-démocrates d'avant 1914 n'ont été que des géants aux pieds d'argile. En élargissant leur éventail programmatique et social à toutes les classes ou à peu près, ils finirent par retarder d'une époque entière sur les besoins et les aspirations profondes des masses prolétariennes. C'est dire que certaines victoires sont plus dangereuses que bénéfiques. Enfin, pour éviter d'être mis au pied du mur et d'être obligé de recourir à n'importe quels moyens pour sauver sa peau, il faut éviter de se laisser imposer la lutte aux conditions et à l'heure choisies par l'adversaire. Bref, il faut avoir une vision d'ensemble du processus révolutionnaire, et ne pas se laisser surprendre sans arrêt en ne sachant pas ce que réserve le lendemain.

La même chose s'applique au processus révolutionnaire lui-même, à savoir à la constitution du prolétariat en classe et donc en parti, puis à sa constitution en classe dominante, avec l'érection de l'Etat de la dictature du prolétariat. Dans la hiérarchie de l'organisation, le *parti ouvrier d'un pays* est certes en-dessous de *l'Etat prolétarien d'un pays déterminé,* mais l'Internationale, qui représente les intérêts généraux et universels de la révolution dans tous les pays, est au-dessus de l'Etat prolétarien d'un pays, si bien que les intérêts de celui-ci ne doivent pas prévaloir sur ceux de l'Internationale. Il faut donc éviter autant que possible que les nécessités vitales de la lutte *hic et nunc* pose ce dilemme ou, pire encore, que ce dilemme soit omniprésent, de sorte que les intérêts futurs soient sacrifiés aux intérêts actuels et acquis.

En fait, il faut qu'il y ait continuité programmatique entre l'Etat prolétarien et l'Internationale, comme entre toutes les actions de la classe ouvrière, c'est dire qu'il faut supprimer l'oppo-

sition entre intérêts présents et futurs, intérêts particuliers et locaux, intérêts généraux et universels.

Superstructures et facteur temps.

Distinguons maintenant *entre les diverses superstructures.* Les superstructures juridiques et politiques comprennent la Constitution, les lois, la magistrature, les corps armés, la police et le pouvoir central, fédéral, local, etc... Elles assurent le passage des rapports sociaux de production à ceux de la propriété et du pouvoir d'Etat. On peut qualifier cette sphère de *superstructures de violence.*

Il y a, d'autre part, les superstructures *idéologiques,* religieuses, artistiques ou philosophiques que l'on peut appeler des *superstructures de conscience* pour les distinguer des superstructures de force, encore qu'en période non révolutionnaire les premières pèsent sur l'esprit et l'activité des masses comme de véritables contraintes et forces d'inertie. Toutes deux sont donc liées ; les superstructures juridiques, politiques et idéologiques se matérialisent évidemment en des individus et institutions : la magistrature, l'Education nationale, l'Eglise, la censure, la presse, la radio, etc...

Néanmoins, les superstructures idéologiques ou de conscience planent, pour ainsi dire, au-dessus des institutions politiques ou juridiques : elles sont une dérivation de la dérivation, autrement dit, une superstructure de la superstructure. Selon la formule de Trotsky[40], si l'on s'élève de la production, fondement des sociétés, aux superstructures, on peut établir que la force d'inertie de chaque étage de superstructure ne s'ajoute pas simplement à celle des étages inférieurs, mais se trouve, dans certains cas, multipliée par elle. Les superstructures de conscience forment le champ flou et mouvant des opinions, des idéologies, de l'esthéti-

40. Cf. L. Trotsky, *Terrorisme et communisme,* Union générale d'éditions, 1963, p. 39-43, où l'on trouvera un exposé précis sur les superstructures.

que et de la religion. Mais, de ce fait même, la superstructure idéologique a une vie plus tenace : les idées que l'on retrouve dans le monde d'aujourd'hui se rattachent à celles qui ont été produites il y a des millénaires, c'est dire qu'elles survivent à la base économique primitive, qui les a fait naître. Même en ce qui concerne le prolétariat, les superstructures idéologiques, héritées du passé et de la classe paysanne dont il est issu, survivront longtemps après que la superstructure de l'Etat capitaliste ait été brisée. C'est indiquer les limites de la persécution des idées, et toute l'importance de la base économique.

En conclusion, toute la question de la base économique, des rapports sociaux de production et de distribution, des superstructures de force et de conscience correspond à celle de l'antagonisme entre la société réelle et la société de classe, ou entre l'organisation sociale d'une classe dominante qui prétend représenter toute la société, et la production, la vie et le corps social réels, qui se développent sans cesse grâce au travail et étouffent dans le carcan de l'Etat capitaliste. D'où la conclusion de Marx :

« La constitution de la Commune aurait restitué au corps social toutes les forces absorbées jusqu'alors par l'Etat parasite qui se nourrit sur la société et en paralyse le libre mouvement. » [41].

C'est à partir de cette vision du mécanisme de la société que Marx et Engels ont agi en militants communistes dans l'Internationale et les différents partis ou groupes ouvriers.

41. Adresse sur la Commune de 1871 écrite par Marx au nom de l'Internationale, in : *La guerre civile en France. 1871,* Ed. Soc.

III - LA VIOLENCE DANS LA THÉORIE ET L'ACTION DU MARXISME

Le renversement de la praxis

« Nous ne pouvons résoudre une équation que si elle inclut déjà dans ses données les éléments de sa solution », écrivait Marx à Domela-Nieuwenhuis, le 22 Février 1881.

La violence, les classes, les contradictions entre forces productives et mode d'appropriation sont produites par l'essor de la division du travail dans la société. L'abolition des classes, des contradictions économiques, et donc de la violence entre les hommes ne peut s'imposer comme une tâche *pratique* à l'humanité qu'à partir du moment où la division du travail, loin de se creuser davantage en tant que facteur de développement des forces productives, devient une entrave à leur croissance ultérieure. Dans les pays capitalistes, Marx et Engels ont déjà constaté ce phénomène dès le siècle dernier :

« Bien que la concentration urbaine soit une condition fondamentale de la production bourgeoise, chaque capitaliste pris à part

tend sans cesse à quitter les grandes villes que cette concentration a, de toute nécessité, engendrées pour aller exploiter les campagnes. On peut étudier en détail ce processus dans les régions d'industrie textile du Lancashire et du Yorkshire. Au fur et à mesure qu'elle fuit de la ville vers les campagnes, la grande industrie capitaliste y engendre de nouvelles grandes villes. Il en va de même dans les régions métallurgiques, où des causes partiellement différentes engendrent les mêmes effets.

« Derechef, seule la suppression du caractère capitaliste de l'industrie moderne pourrait arrêter ce cercle vicieux où elle tombe, cette contradiction où elle revient sans cesse. Seule une société qui engrène harmonieusement ses forces productives l'une dans l'autre, selon les lignes grandioses d'un plan unique, peut permettre à l'industrie de s'installer à travers tout le pays, avec la dispersion la plus adéquate à son propre développement ainsi qu'au maintien ou au développement des autres éléments de la société.

« La suppression de l'opposition entre ville et campagne n'est donc pas seulement possible, mais est devenue une nécessité directe de la production industrielle elle-même, comme elle l'est également pour la production agricole et, enfin, pour l'hygiène publique. C'est seulement en réalisant la fusion de la ville et de la campagne que l'on peut éliminer l'intoxication actuelle de l'air, de l'eau, du sol ; elle seule permettra aux masses qui languissent dans les villes d'utiliser leur fumier à produire des plantes, au lieu des maladies.

« L'industrie capitaliste s'est déjà rendue relativement indépendante des barrières locales que constituaient les lieux de production de ses matières premières. Dans sa grande masse, l'industrie textile travaille des matières premières importées. Les minerais de fer espagnols sont travaillés en Angleterre. Sur toute la côte d'Europe, les machines à vapeur sont actionnées avec du charbon anglais, parfois belge et allemand.

« Une société libérée des entraves de la production capitaliste peut aller bien plus loin encore. En produisant une race de producteurs développés dans tous les sens, qui connaîtront les

bases scientifiques de la production industrielle [42] et dont chacun aura parcouru dans la pratique toute une série de branches de production d'un bout à l'autre, elle créera une nouvelle force productive compensant très largement le travail de transport des matières premières ou des combustibles tirés de grandes distances. » (*Anti-Dühring*, éd. soc., p. 335-36.)

Il ne s'agit pas évidemment de supprimer la diversité des productions et des besoins, mais de les relier entre eux en un tout indissoluble, et surtout de supprimer les unités de production séparées et antagoniques, qui luttent entre elles de mille façons.

Comme on le voit, le prolétariat ne pouvait concevoir sa théorie et son programme propres qu'à un certain niveau de développement de la forme de production capitaliste, qui créait, dans son propre sein, les bases matérielles de la doctrine et de la société communistes [43]. Non seulement les conditions matérielles précèdent toujours la théorie, mais la théorie joue à son tour un rôle fondamental dans l'instauration révolutionnaire d'une société supérieure, où les hommes domineront et règleront le développe-

42. D'une manière un peu simpliste mais pas si fausse, Lafargue a prévu qu'il n'y aurait plus, dans la pratique, qu'un seul métier, celui de mécanicien, travaillant aussi bien sur les machines perfectionnées et standardisées de l'agriculture que des diverses productions industrielles.

Dans le chapitre de l'automation, p. 208-33 des *Fondements* etc..., Marx affirme que le capitalisme ayant développé au maximum le capital fixe (installations, machines, techniques) et appauvri la force de travail vivante de l'individu par l'activité mécanique, il ne reste plus qu'un moyen d'augmenter les forces productives : transférer les lois savantes animant les machines dans le cerveau du travailleur. C'est pourquoi, dans la société socialiste, ce n'est pas le *temps de travail* (loi de la valeur déterminée par le travail) qui est la plus grande source de production de la richesse, mais le temps *libre* pour le développement scientifique, technique, artistique, universel et harmonieux de l'individu.

43. Dès *l'Idéologie allemande* (1846), Marx écrivait : « Le communisme n'est pas pour nous un *état* qui doit être créé, un *idéal* d'après lequel la réalité doit se régler. Nous appelons communisme le mouvement *réel* qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des bases actuellement existantes. » (éd. soc., 1953, p. 27).

ment des forces sociales, techniques et naturelles selon un plan *conscient et collectif*. Nous assistons alors au *renversement de la praxis* dans l'histoire des hommes qui cessent d'être menés aveuglément par des forces matérielles extérieures.

Etant donné le faible niveau économique et historique, le socialisme scientifique ne put surgir au cours de la période précédant la révolution de 1848 qu'en se basant sur l'évolution économique de l'Angleterre, politique de la France et théorique de l'Allemagne, les trois pays les plus avancés d'Europe.

En effet, l'expérience historique a montré que la révolution socialiste — et donc sa théorisation — n'est possible qu'à partir du moment où la bourgeoisie — dans un pays ou deux au moins — détient non seulement la suprématie économique, mais encore le pouvoir politique, l'infrastructure étant aussi capitaliste que la superstructure.

Sans cette base matérielle, le socialisme au lieu d'être scientifique eût été utopique :

« Etant donné que l'antagonisme des classes se développe au même rythme que l'industrie, ils (les utopistes) ne peuvent trouver dans la réalité les conditions matérielles de l'émancipation du prolétariat. C'est pourquoi, ils se mettent en quête d'une science sociale, de lois sociales, à seule fin de créer ces conditions. *Leurs inventions personnelles suppléent à ce que le mouvement social ne produit point.* Les conditions de l'émancipation prolétarienne, c'est l'histoire qui les fournit. Or, ils ne peuvent les tirer que de leur imagination. Ainsi à l'organisation graduelle et spontanée du prolétariat en classe, ils sont amenés à substituer leur organisation imaginaire de la société, et l'histoire à venir se présente pour eux comme étant celle de la propagande et de la mise en pratique des plans de leur société. Il n'en reste pas moins, qu'en forgeant leurs plans, ils ont conscience avant tout de défendre les intérêts de la classe la plus misérable, de la classe laborieuse. » *(Manifeste).*

Néanmoins, le prolétariat anglais ne pouvait, à lui seul, faire la révolution socialiste, mais devait s'appuyer sur le prolétariat français et allemand. Et de fait, le mouvement ouvrier anglais

des années 1840 révélait la contradiction suivante : le parti ouvrier le mieux organisé et le plus avancé de l'époque ne luttait pas pour des revendications socialistes, mais bourgeoises : la charte qui devait introduire des institutions politiques modernes, adaptées au développement capitaliste atteint.

L'évolution capitaliste a un développement essentiellement inégal, si bien que l'économie n'est jamais adaptée à la superstructure institutionnelle. En Angleterre, un décalage était apparu au grand jour lors de la révolution française, où, en raison d'un certain développement capitaliste, la France avait conquis des formes politiques et institutionnelles, qui étaient en avance même par rapport à l'Angleterre, qui avait fait la révolution bourgeoise plus d'un siècle auparavant.

Au cours des guerres anti-jacobines, les puissances féodales russe, autrichienne, etc... pouvaient admettre que l'Angleterre était un Etat comme le leur, sauf qu'il était plus riche, tant les institutions apparentes de l'Etat anglais avaient conservé un vernis féodal. Les guerres provoquèrent une double réaction : la bourgeoisie anglaise devint plus féroce avec le prolétariat ; elle se rapprocha des forces féodales de l'aristocratie foncière en s'alliant avec l'absolutisme sur le continent [44].

Au cours des années 1840, l'Angleterre étouffait littéralement dans ses institutions surannées, tandis que la France et l'Allemagne risquaient de lui arracher la suprématie sur le marché mondial, ou du moins de rivaliser sévèrement avec elle. Il fallait, de toute nécessité, mettre à jour les institutions, ne serait-ce que pour permettre à l'industrie de se développer. Ce fut la période la plus révolutionnaire du prolétariat anglais, qui était alors l'épicentre du mouvement ouvrier. La violence révolutionnaire était alors indispensable, afin de balayer « par des interventions despo-

44. Dans *Salaire, prix et profit,* Marx constate : « La guerre contre les Jacobins fut en réalité la guerre des lords anglais contre les masses travailleuses de leur pays. Dès lors, le capital célébra ses bacchanales : il prolongea la journée de travail jusqu'à des 12, 14, 16 et même 18 heures. » Une main-d'œuvre travaillant longtemps pour des bas salaires est la source d'accumulation la plus importante de l'industrie au stade de la manufacture.

tiques » les entraves politiques, administratives et juridiques freinant l'essor de la société. C'est lorsque les institutions existantes entravent la liberté de mouvement des masses et les empêchent de vivre conformément au développement atteint par les forces productives que l'ordre social existant est ressenti comme intolérable. Les hommes se révoltent avec le plus de chance de succès contre les institutions juridiques et publiques, érigées par des lois humaines, dès lors qu'elles compriment la vie et la production humaines dans un carcan trop étroit. C'est ce qui explique la longue résignation des masses tant que l'appareil productif est faiblement développé ou lorsque la prospérité bourgeoise leur permet de vivoter.

La bourgeoisie anglaise put éviter que la lutte des prolétaires anglais pour la Charte [45] débouche sur le programme socialiste tout court, et qu'ils opèrent la jonction avec la révolution socialiste des ouvriers parisiens en Juin 1848.

Le 10 Avril 1848, la manifestation des ouvriers chartistes fut tenue en échec par 170 000 hommes de troupe, de police, etc... Contrairement à ce qu'escomptaient Marx et Engels, il n'y eut pas ensuite de rebondissement révolutionnaire, la crise économique cessant bientôt de sévir en Angleterre : « Oui, les chartistes ont subi un échec, et n'ont pas réalisé leurs revendications... Mais l'effondrement des chartistes a fait tout de même que la moitié de leur programme a été réalisée. » [46]

La bourgeoisie anglaise a donc assis son pouvoir politique exclusif dans la société par une double violence : l'utilisation de la violence du mouvement ouvrier anglais ; les répressions et la

45. Fr. Engels (« L'Angleterre de 1845 et celle de 1885 », in *Die Neue Zeit,* Juin 1885) remarque : « Les masses ouvrières des villes revendiquaient leur participation au pouvoir politique : la Charte populaire. Elles furent soutenues par la majorité des petits-bourgeois. Une seule différence séparait ces derniers des ouvriers : la Charte devait-elle être réalisée par la loi ou par la violence ? ». En ce qui concerne le contenu des revendications de la Charte, cf. notre note n° 39 en fin de volume.

46. Cf. Fr. Engels, « le Parti ouvrier », in : *The Labour Standard,* 23 Juillet 1881.

corruption du mouvement chartiste. L'Angleterre pouvait passer au stade de la grande industrie, et elle avait désormais une suprématie incontestée dans le monde sur le plan industriel, commercial et colonial.

En France, la révolution de 1789 avait doté la nation de superstructures de force si achevées et si parfaites, qu'elle put non seulement briser la réaction féodale jusque dans les provinces les plus reculées, mais encore ébranler l'ancien régime jusqu'au fond de l'Europe, et hâter ainsi la dissolution générale du féodalisme qui était la condition préalable au développement des économies et des nations modernes sur le continent.

Dans l'Allemagne de 1840, les superstructures de l'Etat et de la conscience avaient pris une telle extension qu'elles entravaient le développement économique et social de ce pays, l'Etat absolutiste s'y opposant de force, et la philosophie et la culture déviant les énergies et les orientant vers les sphères abstraites.

C'est en Allemagne, où les superstructures de conscience étaient démesurées par rapport à l'économie et la politique, que Marx et Engels trouvèrent les conditions idéelles de leur théorie, mais pour dépasser l'incapacité politique et l'arriération économique de leurs concitoyens, ils durent se tourner vers l'Angleterre et la France. C'est ainsi qu'ils purent, en tant qu'Allemands, théoriser une révolution socialiste, et militer en communistes internationalistes.

Superstructures idéologiques et marxisme

La genèse du marxisme se situe entre 1842 et 1848, date du *Manifeste.* Au cours de cette période se prépare aussi l'événement qui va dominer tout le siècle et l'histoire humaine ultérieure : *la révolution internationale de 1848,* bourgoise ici, socialiste là. L'effort théorique de Marx et d'Engels en est inséparable : la crise prérévolutionnaire suscite le marxisme, qui devient l'un des éléments moteurs du futur assaut révolutionnaire en organisant les éléments et conditions de la lutte.

En conséquence, il serait superficiel de comparer le marxisme

à la philosophie rationaliste, née au cours de la lutte révolutionnaire de la bourgeoisie en opposition aux philosophies traditionnelles, scolastiques et théologiques, du moyen âge. Certes, ces philosophies servirent d'armes idéologiques à la bourgeoisie contre le féodalisme, et le marxisme considère les philosophies modernes — de Descartes, Bacon, Kant à Hegel — comme une superstructure historique, propre à l'époque et au mode de production capitalistes. Mais, il n'y voit pas de conquête définitive, puisqu'elles disparaîtront avec les autres superstructures en même temps que le mode de production capitaliste. Le marxisme n'en est donc pas le prolongement, car il serait absurde de le faire naître d'autres superstructures, *philosophies et idéologies bourgeoises* qu'on améliore, renouvelle et arrange au mieux : chaque théorie historique découle de ses conditions économiques et sociales propres. Si le marxisme est une arme de lutte, ce n'est pas comme philosophie, idéologie ou superstructure.

Dans les années 1842-1845, Marx a mené une polémique acharnée contre la dernière des philosophies, la plus parfaite et la plus élaborée qui fût : celle de Hegel. Dans l'*Idéologie allemande,* Marx et Engels définissent à la fois ce qu'est la philosophie hégélienne et ce qui les oppose à elle. Cette confrontation met en lumière les différences entre marxisme et philosophie : « 1° Hegel théorise la *révolution française* comme la phase nouvelle et la plus parfaite du règne de l'esprit ; 2° il voit dans les philosophes ceux qui éclairent le monde du XIXe siècle ; 3° il affirme que seules les valeurs abstraites comptent chez les hommes ; 4° il conçoit déjà le mariage, la famille, l'Etat, la propriété privée, l'ordre bourgeois et l'individu comme des principes « divins et sacrés » ; bref, il en a une conception religieuse ; 5° il présente la morale comme sainteté laïque, ou comme un laïcisme sacré, ce qui représente *la forme ultime et suprême du règne de l'esprit sur le monde.* » (*MEGA,* 1/5, p. 157).

Aux yeux de Marx, Hegel théorise donc l'ultime et suprême antagonisme entre la société réelle — où l'on vit, travaille et se reproduit — et la société civile, organisation et ordre social, instaurés par la classe dominante à son profit et pour l'exploitation des producteurs. C'est pourquoi, Hegel est allé le plus loin dans

l'analyse de la superstructure de l'Etat, du Droit et de la philosophie en général.

Certes, Hegel prétend, comme la bourgeoisie, libérer les hommes. Mais, le simple énoncé de sa conception de l'émancipation humaine dans l'*Idéologie* Allemande suffit à montrer qu'elle est toute mystificatrice : « L'aliénation, qui est au centre de l'extériorité et de la suppression de l'extériorité de l'homme, c'est l'opposition entre l'en-soi et le pour-soi, entre la conscience universelle et la conscience de soi, entre l'objet et le sujet. »

Ainsi, Hegel transforme la société réelle et vivante en individus qui deviennent des « consciences » et des « volontés », tandis que le monde devient « objet ». Il idéalise ainsi les concepts des idéologues de la révolution française — Rousseau par exemple — qui partaient des individus, voire de la volonté de ces individus pour asseoir la souveraineté de l'Etat. Or, Hegel transforme cette volonté *collective* des individus en volonté *absolue*.

Au lieu d'exprimer la réalité, les mots d'ordre bourgeois de libération sont autant de vérités abstraites : liberté, égalité, fraternité, droit de libre disposition des gens et des peuples, progrès, valeurs humaines. Le marxisme reconnaît une signification transitoire à ces mots d'ordre : ils aident la société capitaliste à triompher du féodalisme, ce qui prépare un développement nouveau des forces productives sociales, mais n'émancipe nullement l'humanité.

Le marxisme représente un immense progrès, parce qu'il rompt avec l'idéologie de toutes les sociétés de classe et ramène la pensée dans le monde réel. Dès lors, il ne voit plus l'homme en général, le citoyen abstrait, la conscience ou la volonté individuelle, mais le bourgeois et l'ouvrier, le riche et le pauvre. Il ne s'agit plus d'aliénation abstraite, mais d'aliénation de la force de travail sous forme de marchandise et d'argent, produits historiques. Il ne s'agit plus d'idéal universel et humain, mais de conquête du pouvoir politique, de dictature du travail sur les exploiteurs et les parasites, pour que les producteurs puissent s'émanciper. Et, c'est là un long processus qui se développe au fur et à mesure de la croissance des forces productives, au sein d'un rapport de forces concret entre puissances antagoniques.

Au lieu d'être détachée du monde en une sphère particulière, la pensée est un élément constitutif de la réalité et suit les mêmes lois que le monde physique extérieur : « L'ensemble de notre pensée théorique est absolument dominé par le fait que la pensée subjective et le monde objectif sont soumis *aux mêmes lois* et que, par suite, tous deux *dans leurs résultats* ne peuvent finalement se contredire, mais doivent au contraire forcément s'accorder » [47].

Mais, le marxisme n'est pas pour autant un reflet neutre — objectif, selon l'expression de la fausse science bourgeoise — du monde existant. Ayant dépassé toute philosophie en se fixant pour tâche de *transformer le monde,* le marxisme — comme les sciences de la nature — ne traite pas de l'humanité ou « de la nature qui *est,* mais de celle qui *passe* et qui *devient* » [48].

La méthode marxiste ne consiste pas à dire : *voilà ce qui est, mais voilà ce qui passe* (et qu'il faut détruire) *et ce qui devient* (ce pour quoi il faut combattre). *Le marxisme utilise donc la violence dans la mesure où le progrès se heurte à des obstacles* dans les sociétés de classe, mais il l'exclut au sein du socialisme. La polémique et la lutte ne créent donc pas le marxisme, il s'exprime au travers d'elles.

Le rapport du marxisme avec l'économie politique bourgeoise de Ricardo, par exemple, éclaire ce point. Dans la mesure où Ricardo théorise un réel mouvement en avant des forces productives et de l'organisation sociale, et tant que ce mouvement reste progressif, le marxisme l'appuie. Cependant, dès lors que l'économie bourgeoise prétend représenter partout et toujours l'ordre social et les intérêts de tous les hommes, le marxisme la combat.

47. Cf. Fr. Engels, « Herrn Eugen Dührings Umwälzung der Wissenschaft. Dialektik der Natur. Mit Anhang aus dem handschriftlichen Nachlass », *MEGA,* Moskau, 1935.

48. Cf. volume de l'*Anti-Dühring* de la *MEGA,* p. 487, notes d'Engels. On trouvera un excellent exposé « Sur la méthode dialectique » dans *Programme Communiste,* n° 9, 1959, p. 40-52 : « Déjà l'école éléatique montrait, avec Zénon, la fausseté d'une distinction qui paraît aussi sûre : la flèche en mouvement, tandis qu'elle passe en un point de sa trajectoire, *est* en ce point, et donc *ne se meut pas.* L'immobilité n'existe pas dans la nature ».

Ainsi, Marx n'attaquait pas en Hegel ce qui représentait encore pour l'Allemagne arriérée une possibilité de progrès social, mais ce qui prétendait être un système achevé, absolu et éternel. Marx montrait alors que l'émancipation hégélienne n'était qu'affranchissement du féodalisme et asservissement ultérieur à un esclavage pire encore de la masse des travailleurs.

Marx et Engels ont été plus sévères pour les « socialistes » petits-bourgeois (Stirner, Bauer, Strauss), parce que le marxisme critique ou polémique uniquement contre ceux qui, ne saisissant pas le cours réel de l'histoire, le déforment et fourvoient les forces révolutionnaires, en les mystifiant au profit de l'ordre social établi.

Ainsi, le marxisme *ne crée pas* le socialisme, pas plus qu'il ne « fait » la révolution, mais il indique aux masses qu'il influence quel est le sens progressif du développement historique, il dirige les forces révolutionnaires contre ceux qui freinent, dévient et entravent le cours rapide et radical des événements, il concentre et organise la violence, afin d'abréger les souffrances dues aux sociétés de classes et accélérer ainsi l'avènement de la société communiste, où les hommes n'auront plus d'autre adversaire en face d'eux que la nature, cette marâtre à qui il faut arracher les conditions de vie de l'humanité [49].

Marx fut lui-même la première « victime » de ce socialisme scientifique. En 1842, il voyait dans le communisme « des idées qui vainquent notre intelligence, qui conquièrent notre esprit, qui soudent notre raison à notre conscience : ce sont des chaînes dont l'homme ne peut triompher qu'en s'y soumettant » [50]. Il montrait ainsi que la doctrine communiste n'est pas un élément subjectif, opposé au monde objectif. Aujourd'hui encore, certains « révolutionnaires » s'acharnent à réaliser l'impossible jonction entre les conditions *subjectives* et les conditions *objectives*. En fait, à la manière bourgeoise, ils les dissocient eux-mêmes et ne peuvent plus ensuite les relier, du fait que l'idée — si elle est

49. Cf. « Le marxisme et la question agraire », in : *Fil du Temps*, juin 1968, 2, p. 14-16.

50. Cf. Karl Marx, « le Communisme et la « Gazette générale » d'Augsbourg », in : *Gazette rhénane*, 16 Octobre 1842.

simple idée — ne peut avoir prise sur la matière — si elle est simple matière. Le marxisme montre, au contraire, que les conditions matérielles sont également théoriques, comme la théorie est également matérielle, toutes deux étant des *forces*.

Communisme et mouvement économique.

Ceux qui affirment que le marxisme est une utopie, une idéologie ou un mythe commettent une double faute : ils coupent le monde réel de la pensée, puis ils l'opposent à cette sphère subjective, de sorte que la pensée n'est plus qu'une nébuleuse, et le monde un univers sans vie.

En fait : « les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées ou des principes découverts ou inventés par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que *l'expression théorique des conditions réelles* de la lutte des *classes* » (*Manifeste*).

A l'époque de la genèse du marxisme au cours des années 1840, le prolétariat anglais a dicté à Marx et à Engels la théorie du parti et du communisme qui découle des conditions économiques modernes. Le *Manifeste,* la réponse au socialisme petit-bourgeois de Proudhon dans la *Misère de la Philosophie* et *le Capital* en sont l'expression théorique. Sans cesse, Marx et Engels s'efforceront de mettre en lumière comment le mouvement réel de l'économie et de l'histoire, au travers de la lutte des classes, suscite la pratique et la théorie du communisme. Ainsi, *le Capital,* théorisation des événements historiques d'Angleterre des années 1840, nous donne l'exemple classique du rôle de la violence sur le développement économique du capitalisme, qui mène par un processus dialectique à la théorie et à l'économie communistes. La base de l'économie est, elle aussi, influencée par la violence et les superstructures, qui certes ne créent pas de richesses, mais accélèrent le développement économique.

Marx note tout d'abord que si l'Angleterre était le pays industriel *le plus avancé,* elle le devait essentiellement aux luttes revendica-

tives du prolétariat, au génie économique des ouvriers anglais [51].

Ce grand résultat ne fut pas obtenu parce que les ouvriers anglais étaient plus zélés et habiles que ceux des autres pays, mais parce qu'ils utilisèrent la violence pour agir sur la base productive et s'organiser en classe productive par excellence. L'effet de la violence sur les superstructures juridiques et étatiques, et de celles-ci sur le développement économique est certes complexe, mais pour les acteurs les choses sont toutes simples. Et, effectivement, dans *le Capital,* Marx ne cite que des faits. Si les inventeurs anglais ont réussi à introduire maintes machines plus perfectionnées dans l'industrie, c'est parce que les grèves ouvrières et les revendications de salaires faisaient que les machines devenaient meilleur marché que les ouvriers [52].

« Tandis qu'autrefois un seul ouvrier, avec deux aides, faisait marcher deux métiers, il en fait marcher trois maintenant sans aucun aide, et il n'est pas rare qu'un seul ouvrier suffise pour quatre métiers. Il en résulte que 12 heures de travail sont maintenant condensées en moins de 10 heures. Il est donc facile de comprendre dans quelle énorme proportion le labeur des ouvriers s'est accru depuis les dernières années. » [53].

Pour obtenir des conditions de travail moins nuisibles à leur santé, un meilleur aménagement des heures de repas ou de leur journée, les ouvriers exigèrent une réglementation uniforme et générale des heures de travail, ce qui contribua à introduire des procédés de fabrication plus rationnels permettant l'interruption à heure fixe du travail des ouvriers. Les petites entreprises et

51. Le lecteur trouvera des détails sur la contribution philosophique et politique des prolétariats allemand et français à la genèse du marxisme dans les textes de Marx et d'Engels que nous publions dans ce premier volume des *Ecrits militaires.* A propos du retard économique de la France et du rôle des pays coloniaux sur l'économie française, cf. *La crise économique et sociale de Mai-Juin,* 1969, p. 56-74, collection *le Fil du Temps.* J. Angot, B.P. 24, Paris-19e.

52. Cf. K. Marx, *le Capital,* éd. soc., livre 1er, t. 2, p. 117.

53. Cf. *le Capital,* livre 1er, t. 2, p. 99.

les procédés surannés furent ainsi abandonnés au profit d'une production à grande échelle.

« Il est possible qu'un peu plus de chaleur des fours soit perdue (pour le capitaliste) par suite de l'instauration de repas réguliers. Mais même estimée en argent, cette perte n'est rien en comparaison de la dilapidation de force ouvrière vivante, causée dans le Royaume par le fait que les enfants en voie de croissance, employés dans les verreries, ne trouvent aucun moment pour prendre à l'aise leur nourriture et la digérer », dit un inspecteur des fabriques, dont Marx rapporte le témoignage [54].

L'ouvrier anglais dit donc à son capitaliste : « L'emploi de ma force de travail et sa spoliation sont deux choses différentes. Si la période ordinaire de la vie d'un ouvrier, étant donné une moyenne raisonnable de travail, est de 30 ans, la valeur moyenne de ma force que tu me payes par jour est $\frac{1}{365 \times 30}$ ou $\frac{1}{10\,950}$ de sa valeur totale. Si tu la consommes en dix ans, tu ne payes chaque jour que le tiers de sa valeur journalière, et tu me voles donc chaque jour les deux tiers de ma marchandise. Je demande donc une journée de travail de durée normale et d'une intensité normale, et je la demande sans faire appel à ton cœur, car, dans les affaires, il n'y a pas de place pour le sentiment. » [55].

Marx cite ici des exemples : « Quoique formellement interdite dans la plupart des fabriques, la pratique de nettoyer des machines en mouvement est générale. Cette seule cause a produit au cours des six derniers mois 906 accidents funestes. »

Marx, on s'en doute, ne propose pas aux ouvriers *une collaboration de classe en vue de la meilleure production possible, mais la lutte contre le capital pour abolir le salariat.* La condition première de ce résultat, c'est que, dans ses luttes économiques, le prolétariat s'organise en classe autonome et distincte : « Un bienfait encore plus grand, c'est la distinction enfin clairement

54. Cf. *le Capital,* livre 1er, t. 1, p. 259 n.

55. Cf. *le Capital,* livre 1er, t. 1, p. 230.

établie entre le temps propre à l'ouvrier et celui de son patron (qui comprend le temps de nettoyage des machines, c'est-à-dire l'entretien). L'ouvrier sait maintenant quand le travail qu'il vend finit, et quand commence celui qui lui appartient. Et cette connaissance le met en mesure de disposer d'avance de ses propres minutes suivant ses vues et ses projets... En constituant les ouvriers maîtres de leur propre temps, la législation manufacturière leur a donné une énergie morale qui pourrait bien les *conduire un jour à la possession du pouvoir politique.* » [56] (Dans son édition populaire du *Capital*, Kautsky traduit cela : « qui leur permettra de se préparer à un éventuel exercice de leurs droits politiques ».)

C'est en se délimitant vis-à-vis du capitaliste que la classe ouvrière se donne une unité organique ou, comme le dit Marx, « une tête et un cœur » : il faut que les ouvriers « par un grand effort collectif, par une *pression de classe dressent une barrière*

56. Cf. *le Capital*, livre 1er, t. 1, p. 296 n.

Au congrès de Novembre 1969, les dirigeants de la C.G.T. ont tourné le dos au marxisme plus que Kautsky lui-même (qui laissait au moins subsister, à sa façon certes, le problème politique du *pouvoir*), en déclarant que le but de la C.G.T. n'est plus « la disparition du salariat et du patronat », mais la « suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production » (cf. nouveaux Statuts). C'est sans doute l' « idéal » de la société des démocraties populaires, qui a inspiré les dirigeants de la C.G.T. (cf. les passages sur l' « apport idéologique du parti communiste » au cours des débats de ce congrès). En fait, Marx ne voyait pas d'autre solution pour arriver à la société socialiste (sans classes, sans salariat, sans capital et sans monnaie) que la dictature du prolétariat.

Comme Lénine le rappelle dans *l'Etat et la Révolution* en citant Marx lui-même, sans dictature du prolétariat pas de communisme : « Ce que j'ai fait de nouveau, c'est d'avoir démontré : 1. que l'existence des classes ne se rattache qu'à certaines phases historiques du développement de la production ; 2. que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3. que cette dictature n'est elle-même que la transition à la suppression de toutes les classes et à la société sans classes. » (Marx à Weydemeyer, 5 mars 1852).

A ce propos, cf. Engels sur l'abolition du salariat comme tâche des syndicats, dans les articles du *The Labour Standard* (7. V. au 4. VI. 1881), réimprimés en 1936 par Lawrence et Wishart, Londres, 46 p. et... *la Revue Socialiste*, Mars 1955, p. 292-302.

infranchissable, un obstacle social qui interdise aux ouvriers de se vendre isolément au capital par « contrat libre », eux et leur progéniture, jusqu'à l'esclavage et la mort. » [57].

Marx montre ensuite que les effets obtenus dans la lutte concentrée de l'industrie se font également sentir sur l'agriculture : « Pendant cette même période où se produisent l'adoption de la loi des 10 heures et l'augmentation des salaires consécutive, il y eut en Angleterre, pour des raisons que je renonce à énoncer ici, une hausse générale des salaires agricoles. » Il poursuit : « Robert Owen n'a-t-il pas eu raison, lui qui proclamait, dès 1816, que la réduction *générale* de la journée de travail était le premier pas sur le chemin de l'émancipation de la classe ouvrière. » [58].

On voit que le mouvement même se poursuit par sa propre dialectique : « La plupart des gouvernements du continent durent

57. Cf. *le Capital,* livre 1er, t. 1, p. 296. Au début de cette phrase, il manque dans toutes les éditions françaises, le petit passage suivant de Marx : « il faut qu'ils réclament une loi à l'Etat ». Dans sa lettre du 17 Mars 1868 à Kugelmann, Marx précise sa pensée : « Quant à la législation de l'Etat, je demande — comme condition première pour que la classe ouvrière ait les coudées franches pour se développer et agir — qu'elle soit *coercitive* et dirigée non seulement contre les fabricants, mais encore contre les ouvriers. (Cf. le passage du *Capital* où je fais allusion à la résistance des ouvrières contre la limitation de la journée de travail). » On ne saurait taxer Marx de réformisme, parce qu'il demande que l'Etat capitaliste édicte des lois coercitives sur la réglementation du travail, puisque c'est là le moyen le plus sûr et le plus rapide pour les ouvriers de s'organiser pour attaquer le pouvoir politique. La connaissance parfaite des superstructures de la société permet non seulement à Marx de découvrir les voies les plus rapides au développement du socialisme, mais encore de ne pas avoir le fétichisme de l'Etat.

58. Cf. Karl Marx, *Salaire, prix et profit* (1865). Dans le *Capital,* livre 1er, t. 1, p. 277, Marx précise qu'il ne recule pas devant l'ordre *militaire* instauré dans les fabriques par la législation du travail : « On le voit, ces édits minutieux, qui règlent militairement et au son de cloche la période, les limites et les pauses du travail, ne furent point le produit d'une fantaisie parlementaire. Ils naquirent des circonstances et se développèrent peu à peu comme lois naturelles du mode de production moderne. Il fallut une longue lutte sociale avant qu'ils fussent formulés, reconnus officiellement et promulgués au nom de l'Etat. » Cf. note n° 49 en fin de volume.

adopter bientôt la loi anglaise sur les fabriques, sous des formes plus ou moins modifiées, et le Parlement anglais lui-même se voit contraint d'étendre chaque année le champ d'action de cette loi. »[59].

« C'est ce qui explique fort bien la RESISTANCE OPINIATRE que les fabricants anglais opposèrent à la loi de dix heures. Ils savaient trop bien qu'une diminution de travail de deux heures accordée aux femmes et aux enfants devait également entraîner une diminution du temps de travail pour les adultes. Il est dans la nature de la grande industrie que le temps de travail soit égal pour tous. Ce qui est aujourd'hui le résultat du capital et de la concurrence des ouvriers entre eux SERA DEMAIN, si vous retranchez le rapport du travail au capital, LE FAIT D'UNE CONVENTION BASÉE SUR LE RAPPORT DE LA SOMME DES FORCES PRODUCTIVES A LA SOMME DES BESOINS EXISTANTS. »[60] On aboutit alors à l'abolition de la mesure de la valeur des forces de travail qu'est l'argent.

La réglementation de la production en système capitaliste n'entraîne pas une démobilisation des ouvriers, car elle augmente au maximum les capacités productives de la bourgeoisie et ne lui évite pas pour autant les CRISES. En effet, la contradiction fondamentale du capitalisme, à savoir que le mode d'appropriation ou de distribution *privé* entre en conflit avec les forces productives devenues sociales, n'en éclatera que davantage, et, de cette crise, naîtra le communisme.

Tout d'abord, les machines et les techniques plus perfectionnées ne diminuent pas l'exploitation capitaliste, ni donc la nécessité pour les ouvriers de s'en libérer : « Dès que la loi abrège la journée de travail, la machine se transforme aussitôt entre les mains du capitaliste en moyen systématique d'extorquer à chaque moment plus de travail. Mais, pour que les machines exercent cette pression

59. Cf. K. Marx, *Adresse inaugurale de la Première Internationale,* 1864.

60. Cf. K. Marx, *La Misère de la Philosophie* (1847).

accrue sur les ouvriers qui les utilisent et les servent, il faut encore les perfectionner, et le raccourcissement de la journée de travail force les capitalistes à *tendre tous les ressorts de la production et à en économiser les frais* » (c'est-à-dire lésiner sur les salaires).

En conclusion : la législation de fabrique « généralise en même temps la *lutte directe*, engagée contre la domination capitaliste. Tout en imposant à chaque entreprise industrielle, prise à part, l'uniformité, la régularité, l'ordre et l'économie, elle *multiplie* — par l'énorme impulsion que la limitation et la régularisation de la journée de travail donnent au développement technique — *l'anarchie et les catastrophes de la production capitaliste en général, elle aggrave l'intensité du travail et augmente la concurrence entre l'ouvrier et la machine.* En écrasant la petite industrie et le travail à domicile, elle supprime le dernier refuge d'une masse de travailleurs, ce qui rend les travailleurs trop nombreux et, par cela même, enlève la soupape de sûreté à tout le mécanisme social. Avec les conditions matérielles et les combinaisons sociales de la production, elle développe en outre les contradictions et les antagonismes de la forme capitaliste en même temps qu'elle crée les éléments de formation d'une société nouvelle, c'est-à-dire les forces destructives de la vieille société. »[61]

On le voit, le prolétariat joue un rôle notable non seulement dans la lutte pour l'instauration de la société communiste, mais encore dans le développement des conditions de celle-ci, la société et l'économie bourgeoises.

Le prolétariat français a utilisé la violence comme le prolétariat anglais, mais à partir d'un niveau différent. Les ouvriers

61. Cf. Karl Marx, *le Capital,* livre 1er, t. 2. p. 178. Nous avons revu la traduction française. Cf. à propos de cette traduction la lettre d'Engels à Marx du 31 XI 1873, in *Lettres sur le « Capital »*, éd. soc., p. 273 : « Hier, j'ai lu, en français, le chapitre sur la législation des fabriques. Sauf tout le respect que j'ai pour l'art avec lequel on a transformé ce chapitre en français élégant, cela me fait mal au cœur pour ce beau chapitre. Sa vigueur, sa sève et sa vie s'en sont allées au diable. On paie la possibilité qu'a l' « écrivain moyen » de s'exprimer avec une certaine élégance, par une castration de la langue. Donner la vie à des idées en français moderne, cette camisole de force, devient de plus en plus impossible. »

anglais agirent essentiellement sur la base économique, tandis que les ouvriers français s'attaquèrent aux institutions politiques. Mais, dans les deux cas, leur violence s'exerça au travers des superstructures bourgeoises. Même si le succès ne fut pas immédiat, la violence ne fut pas vaine :

« Si le prolétariat renverse le pouvoir politique de la bourgeoisie, sa victoire n'est que passagère, qu'un élément au service de la *révolution bourgeoise* elle-même, comme ce fut le cas en l'an 1794. Il en est ainsi tant qu'au cours de l'histoire les conditions matérielles ne sont pas créées pour rendre nécessaire l'élimination du mode de production bourgeois, et donc aussi le renversement définitif du règne politique bourgeois. La Terreur ne devait donc servir qu'à balayer, grâce à ses puissants coups de massue, les ruines féodales du champ de la France. Il eût fallu des décennies entières à la bourgeoisie timorée et toujours conciliante pour mener à terme cette besogne. L'intervention sanglante du peuple hâta donc le processus. » [62]

Parti et crise sociale.

Les idées communistes s'imposent aux hommes au cours d'un très long cycle historique. Elles sont donc le patrimoine d'une classe qui vit et produit dans les mêmes conditions tout au long de ce cycle : le prolétariat salarié.

L'expérience a montré que la forme du parti était la plus apte à représenter ce patrimoine collectif du prolétariat, de manière impersonnelle et durable, c'est-à-dire par-delà les individus d'un pays, d'une génération, et les hauts et bas inévitables de la lutte des classes.

Mais, en plus de ce lien historique, le parti est l'expression de l'économie communiste. En effet, étant une force économique, issue des conditions matérielles générales de la société, le communisme suscite à son tour, au sein de la société bourgeoise et dès

62. Cf. Karl Marx, « la Critique moralisante et la morale critisante », in *Deutsche Brüsseler Zeitung,* 11 Novembre 1847.

son aube, une force sociale, organisée, consciente et militante (*streitbar,* selon l'expression de Marx et d'Engels) : le parti communiste.

Ce parti naît historiquement — comme une force élémentaire — au moment où la crise générale et la violence révolutionnaire ébranlent la société de classes. On ne saurait donc le réduire à un type d'organisation que l'on improvise.

Le parti communiste surgit au moment où le prolétariat commence à avoir une action historique, qui lui donne conscience de sa nature et de son but spécifiques : « La première manifestation d'un parti communiste réellement agissant se produit au cours de la révolution bourgeoise, au moment où la monarchie constitutionnelle est détruite » [63]. C'est ce que dit Marx, et Engels poursuit : « A chaque grand mouvement bourgeois surgissent aussi des mouvements de la classe qui est la devancière plus ou moins développée du prolétariat moderne. Ainsi, au temps de la Réforme et de la guerre des paysans, la tendance de Thomas Münzer [64] ; dans la grande révolution anglaise, les nivelers ; dans la Révolution française, Babeuf. A ces levées de boucliers révolutionnaires d'une classe encore embryonnaire, correspondaient des manifestations théoriques : au XVI^e^ et au XVII^e^ siècles, c'étaient encore des descriptions utopiques d'une société idéale, au XVIII^e^ siècle, des théories déjà franchement communistes. » [65]

De fait, c'est au moment des graves crises sociales que le prolétariat, si faible soit-il encore numériquement, prend conscience de sa nature et de son programme. C'est au cours des véritables révolutions que surgissent les *modèles de la société future* et

63. Cf. K. Marx, « La Critique moralisante et la morale critisante », in : *Deutsche Brüsseler Zeitung,* 11 Novembre 1847 (*Werke,* t. 4.341).

64. Marx et Engels classent les ouvriers agricoles parmi les prolétaires, comme les travailleurs industriels. C'est pourquoi, ils parlent aussi bien du parti communiste de Münzer (surgi au cours de la guerre des paysans qui fut la première grande révolution bourgeoise) que de celui de Babeuf.

65. Cf. Fr. Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique,* Ed. Soc., 1959, p. 43.

qu'elles s'imposent aux classes qui les réaliseront. Ainsi, au cours de la révolution antiféodale, nous assistons à un double phénomène. Premièrement, on voit surgir l'esquisse des structures, institutions et lois de la société bourgeoise, car les forces productives du capital, enfouies dans la base économique, entrent en conflit avec l'ordre féodal, tandis que les rapports économiques bourgeois montent à la surface et à la conscience des hommes et de la société pour se prolonger en institutions politiques et sociales nouvelles. La bourgeoisie, organisée d'abord en parti politique, s'érige alors en classe dominante, en prenant le pouvoir dans la société. Deuxièmement, au cours de la même phase historique, le prolétariat lui-même entrevoit ses propres formes d'organisation communiste de la société, parce qu'il est amené à agir tout seul du fait de son radicalisme et de son esprit de conséquence, si bien qu'il entre bientôt en conflit avec la bourgeoisie. Cependant, l'immaturité des conditions économiques ne lui permet pas de dépasser le stade d'organisation en parti politique et de s'ériger en classe dominante de la société, en conquérant solidement le pouvoir politique. Mais, si le facteur économique est prépondérant, l'économie n'est pas insensible à l'action de la violence.

La révolution est une phase de développement inhérente à l'évolution des forces productives sociales. Au cours d'elle surgissent les institutions et structures nouvelles de la société qui va se développer, et la violence révolutionnaire assure leur succès plus ou moins grand. L'acte politique de la violence agit donc le plus radicalement sur l'économie en période révolutionnaire. Bref, à un certain niveau, la production a besoin du développement des superstructures politiques, étatiques, juridiques, etc... pour s'affirmer socialement et progresser ultérieurement. Du moins telle est la loi des sociétés de classes.

C'est ce qu'Engels écrit à C. Schmidt, le 27 Octobre 1890 : « Pourquoi luttons-nous donc pour la dictature politique du prolétariat, si le pouvoir politique est économiquement impuissant ? La violence (c'est-à-dire le pouvoir d'Etat) est, elle aussi, une puissance économique ! ».

Au sein de la société capitaliste, le parti communiste revêt

une forme politique qui ne correspond pas aux rapports de production et d'appropriation communistes, mais aux nécessités de la lutte pour renverser l'ordre bourgeois. Mais, il n'est politique que par rapport à la société et aux partis bourgeois, auxquels il s'oppose et se heurte *d'autant plus qu'il s'en distingue.* Il ne peut donc être communiste s'il calque son organisation intérieure et son programme sur ceux des autres partis bourgeois.

Dans la *Misère de la Philosophie,* Marx écrit : « La classe laborieuse substitue au cours de son développement, à l'ancienne société civile, une association qui excluera les classes et leur antagonisme, et il n'y aura plus de *pouvoir politique,* puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société bourgeoise ».

Pour anéantir le pouvoir politique bourgeois, né des rapports sociaux capitalistes, il faut une autre force et un autre pouvoir (prolétarien) issus de rapports sociaux plus développés, puisque le heurt entre capital et communisme s'effectue *hic et nunc.* C'est dire que le parti communiste s'organise dans un contexte politique et se soude étroitement aux organisations économiques existantes et transitoires du prolétariat (syndicats [66], conseils d'usine et soviets, sociétés ouvrières de toute sorte) et se donne une force militaire, avant d'édifier à son tour un Etat de classe, avec les superstructures juridiques, militaires, etc...

Mais, le parti du prolétariat ne s'identifie pas entièrement

66. C'est dans la Première Internationale que la liaison entre parti et syndicats a été le mieux réalisée par une fusion entre les deux mouvements et revendications. La Seconde Internationale a dégénéré parce qu'elle a séparé le mouvement économique (en l'enfonçant dans les revendications contingentes de salaires et d'amélioration des conditions de vie et de travail), du mouvement politique (en lui donnant une orientation parlementaire et démocratique exclusive).

Il existe d'excellents ouvrages non traduits en français sur la liaison des luttes syndicales et des luttes politiques. Ainsi : un recueil de textes choisis, incomplet mais intéressant : *K. Marx u. Fr. Engels über die Gewerkschaften,* Tribüne Verlag, Berlin, 1953, ou bien A. Losowski, *Karl Marx und die Gewerkschaften,* Moskau-Leningrad, 1934 (traduit du russe) par le chef des syndicats rouges de l'ex-Troisième Internationale.

à cet Etat politique de la dictature du prolétariat, qui est un organe de violence concentrée en vue de la lutte ; il se fond en effet dans l'Internationale, qui fait prévaloir les intérêts généraux du prolétariat mondial dans le sens de son émancipation sur les intérêts par définition contradictoires de l'Etat prolétarien d'un pays ou d'un groupe de pays. Du fait qu'un Etat suppose toujours une société qui n'est pas encore entièrement débarrassée de l'économie d'appropriation privée des individus ou pire encore des groupes, il doit donc être coiffé par une organisation plus vaste, ne serait-ce que pour lui permettre de s'éteindre progressivement.

Cette vision dialectique du passage au socialisme est ce qui différencie le marxisme de l'utopisme, qui rejetait toute organisation de la violence et voulait substituer directement sa société idéale à la société bourgeoise de classes. [67] Historiquement, la position des utopistes a été reprise par les « socialistes » petits-bourgeois ou anarchistes, qui prétendent abattre — par l'action « spontanée » ou la grève générale expropriatrice — les sociétés de classes, sans leur opposer aucune force organisée et tant soit peu durable, capable de tenir en échec les classes exploiteuses, structurées et organisées. Autrement dit, ils rejettent tout parti, armée, Etat, pour défendre une révolution localisée contre les attaques répétées de l'ennemi intérieur et extérieur.

Pour en arriver à une telle conception, les anarchistes doivent nier que les conditions de l'actuelle société donnent naissance à la société socialiste. Qui plus est, ils doivent nier jusqu'à l'existence actuelle des classes sociales :

« Il y a dans le *Manifeste* une formule qui répugne au plus haut point aux anarchistes révolutionnaires que nous sommes car nous voulons l'émancipation totale du *peuple* : on y qualifie le pro-

67. Après la Commune, Marx insista particulièrement sur ce point controversé par les « anarchistes » : « Avant de réaliser un changement socialiste, il faut une dictature du prolétariat, dont la première condition est une armée prolétarienne. *Les classes ouvrières devront conquérir sur le champ de bataille le droit à leur propre émancipation.* La tâche de l'Internationale est d'organiser et de concerter les forces ouvrières dans ce combat qui les attend. » (in : *The World,* 26 Septembre 1871). Cf. note 42 en fin de volume.

létariat et la classe ouvrière de *classe,* et non de *masse.* Savez-vous ce que cela signifie ? Ni plus ni moins qu'on va créer une nouvelle aristocratie, celle des ouvriers des fabriques et des villes, en excluant les millions d'hommes formés par le prolétariat agricole... [68] *Classe, parti politique et Etat* sont trois notions indissociables, dont chacune implique les deux autres et qui se résument en ceci : assujettissement politique et exploitation économique des masses. » En conséquence : « tout mouvement politique est un mouvement bourgeois »[69].

Comme on le verra dans *les Notes critiques* de Marx, que nous publions dans les textes antérieurs à la révolution de 1848, l'économie socialiste n'a pas besoin de superstructures politiques, juridiques et idéologiques pour se maintenir elle-même. Si le prolétariat a besoin de l'arme politique, c'est uniquement pour détruire les superstructures de la domination bourgeoise et empêcher les capitalistes de continuer à jouir de leurs privilèges sociaux et à exploiter les travailleurs dans la production. Avec les anciennes classes — capitalistes, propriétaires fonciers, petits-bourgeois et, partant, prolétaires — disparaîtra toute nécessité d'une arme politique.

Mais, Bakounine ignore que les classes sont créées par l'économie, de même qu'il ne voit pas que la violence a une origine et une explication économique. L'Etat n'est pas celui de telle classe déterminée, c'est celui des exploiteurs en général, et les masses qu'il entend libérer (?!) sont aussi bien celles de sociétés asiatiques, féodales que celles de la société bourgeoise : elles sont exploitées dans l'abstrait.

Pour Marx, en revanche, chaque économie et chaque classe et son Etat sont historiques, et supposent un certain développement des forces productives et de la division du travail. Ainsi,

68. En réalité, Marx et Engels proclament que l'Etat prolétarien de classe exercera sa dictature sur les anciennes classes exploiteuses et les couches parasitaires. Les ouvriers n'ont pas besoin d'exploiter d'autres producteurs pour subvenir à leurs besoins.

69. Cf. Bakounine, *Œuvres,* Paris, 1910, vol. 4, p. 373-74, et vol. 5, p. 191.

l'Etat bourgeois suppose la classe capitaliste, qui est liée à la classe des ouvriers salariés qu'elle exploite. Tout cela implique une certaine division sociale, politique et économique des tâches, une certaine technique productive, un certain degré scientifique des procédés de travail, etc..., etc... Bref, il s'agit d'émanciper les producteurs salariés de conditions d'oppression bien précises, donc avec des moyens et une stratégie bien définis, à une phase de production et de circulation déterminée.

C'est dans la *Misère de la Philosophie* dirigée contre Proudhon, qui avait entièrement viré à l'anarchisme petit-bourgeois, que Marx théorise l'activité économique et politique des ouvriers anglais, aboutissant à la formation du parti politique révolutionnaire (chartiste) : *ce n'est qu'en se donnant un tel parti que le prolétariat devient une classe,* conclut-il dans le « Manifeste » de 1848. Sans ce parti, c'est-à-dire une organisation, un programme et un but spécifiques, le prolétariat n'est pas une classe pour lui-même, mais seulement pour les capitalistes qui l'exploitent.

Sans stratégie, pas de parti révolutionnaire.

Ce qui distingue les partis communistes nés spontanément au cours des révolutions anti-féodales du parti moderne de Marx et d'Engels, c'est que les premiers restaient sous la suggestion des conditions du moment et ne pouvaient dépasser le stade de leur organisation en parti politique. Le marxisme, en revanche, est fort d'une expérience et d'une maturité sociales supérieures. Tout s'ordonne : la succession des diverses formes de société et, au sein de chacune d'elles, les rapports entre économie, politique et conscience, ainsi que l'enchaînement des diverses phases de la révolution socialiste : constitution du prolétariat en parti [69 bis], puis

69 *bis.* « Ainsi, nous sommes d'accord sur le fait que *le prolétariat ne peut conquérir son pouvoir politique — seule porte ouvrant sur la société nouvelle — qu'au moyen d'une révolution violente.* Mais, pour qu'au jour de la décision, le prolétariat SOIT ASSEZ FORT pour vaincre, il est nécessaire qu'il se constitue en un Parti autonome, un parti de classe conscient, séparé de tous les autres et opposé à eux. *C'est ce que Marx et moi nous n'avons cessé de défendre depuis le « Manifeste » de 1848.* » (Engels à G. Trier, 18 Décembre 1889.)

en Etat, et enfin disparition de toutes les classes et superstructures de l'Etat et libre développement des forces productives et vitales de l'humanité.

Seul un tel parti est capable de mener à terme l'œuvre de transformation révolutionnaire, en accumulant toutes les connaissances théoriques et pratiques des nombreux pays et situations historiques et économiques, afin de prévoir le cours de l'évolution future avec toutes ses étapes, dont il détermine à chaque fois la forme d'action qui est la meilleure et la plus efficace. Seul, un tel parti impersonnel et continu dans le temps et l'espace est en mesure d'éviter que le prolétariat hésite, louvoie et renouvelle les erreurs du passé pendant le cours impétueux et chaotique d'une révolution, où une journée perdue peut être fatale.

Pour accomplir cette tâche, le marxisme s'est donné un corps de doctrine unique, capable de « servir de guide à l'action » présente et future du prolétariat. Cet immense effort théorique fait que la doctrine établit *à l'avance* (prévoit) l'action à mener au cours d'une révolution qui n'a pas encore éclaté [70].

Dès 1843 [71], Marx disait : « Nous avons la ferme conviction que le véritable danger n'est pas dans les tentatives pratiques, mais dans *la réalisation des idées communistes à partir de la théorie.* En effet, on peut répondre par des canons aux tentatives pratiques, même si elles sont effectuées en masse. »

Marx s'appuie donc sur le déterminisme historique et économique de la société pour affirmer que la révolution suit des lois objectives et prévisibles et que, pour réaliser la société communiste dans laquelle l'économie et les structures sociales des hommes seront organisées de façon rationnelle selon un plan conscient et préalable, il faut une lutte déjà organisée et consciente. Le

70. Les textes que nous publions ci-après, sur la période antérieure à 1848 montrent comment l'élaboration de la prévision révolutionnaire s'effectue dès la genèse du programme marxiste au cours de la phase de constitution du prolétariat en classe, avant l'assaut révolutionnaire pour conquérir le pouvoir.

71. Cf. Karl Marx, « le Communisme et la « Gazette générale » d'Augsbourg », in : *Gazette rhénane,* 16 Octobre 1842.

marxisme opère, dès sa naissance, un renversement de la « théorie de la connaissance » : après avoir tiré sa théorie du développement réel de la société, il l'utilise pour prévoir et organiser le mouvement d'émancipation de l'humanité.

La bourgeoisie a commencé à dominer la matière et la production des objets grâce aux mathématiques, à la physique, etc... Pour cela, elle anticipe sur ce qui est en dépassant le stade descriptif pour passer au niveau de la science transformatrice. C'est ce que fait tout chercheur lorsqu'il invente un produit nouveau, qui n'existe pas encore dans la réalité, mais est anticipé dans des formules scientifiques abstraites. Cependant, le bourgeois ne se sent sûr que dans le domaine de la matière.

Les marxistes procèdent de manière scientifique dans le domaine social et économique, afin de transformer les hommes et la société. Le marxisme étant science du devenir, c'est dans le décalage entre ce qu'il est convenu d'appeler le présent et le futur, que se situe la théorie et l'action du parti marxiste, et tant que celui-ci agit au sein de la société de classes, c'est essentiellement *la violence* qui va décider si le devenir prévu par le marxisme est mis en échec ou se réalise, si le futur ou le passé triomphe. Quoi qu'il en soit, la défaite ne détruit pas l'exactitude du devenir prévu, il arrête ou freine seulement pour un temps ce devenir.

Voyons quel est le lien entre la théorie (ou prévision) et la réalité (ou mouvement) ? Lorsque Marx décrit le capital en se fondant sur l'histoire vivante de l'Angleterre, il entend en dégager l'évolution future des autres nations : « Le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent l'image de leur propre avenir industriel. » (Préface de 1867 au *Capital.*)

De l'Angleterre elle-même, il tire tout d'abord les « *lois,* les *tendances* qui se manifestent et se réalisent avec une nécessité de fer » (*ibid*). Ainsi, dans le *Capital,* Marx théorise un capitalisme pur, parfaitement abstrait et indépendant de « telle forme particulière du capital concret ». Pourtant, ce capital abstrait est plus « réel » que les mille particularités contingentes et secondaires des innombrables capitaux concrets. En effet, un rapport fondamental — par exemple celui du salariat au capital — ne peut être

saisi « en partant des nombreux capitaux réels, mais *du* capital qui est le capital de la société entière, autrement dit du capital en général » [72].

Selon l'expression d'Engels, il faut dépouiller la forme historique des contingences historiques secondaires qui troublent et déforment l'essentiel. C'est pourquoi la dialectique doit être consciente de ses limites [73]. Elle ne cesse de rendre fidèlement compte du devenir historique, si elle en est « un miroir certes corrigé, mais d'après les lois qui nous sont fournies par le cours réel lui-même, puisque nous pouvons et nous devons considérer chaque moment de celui-ci *à partir du point le plus mûr de son développement, bref de sa forme classique.* ». Ainsi, la forme classique anglaise annonce l'évolution des pays moins développés.

C'est sur les lignes de force de l'histoire que se greffent la théorie et l'action du parti révolutionnaire. Dès 1845, Marx écrivait dans la *Sainte Famille :* « Il ne s'agit pas de savoir ce que tel ou tel prolétaire, *ou même le prolétariat tout entier,* se propose aux différents moments comme but. Il s'agit de savoir ce que le prolétariat *est, et ce qu'il doit faire* conformément à son mode d'être dans l'histoire. Son but et son action historiques

72. Cf. *Fondements* etc..., t. 1, p. 412. Marx y poursuit : « Le *capital en général* est, certes, contrairement aux capitaux particuliers : 1° une *simple abstraction ;* mais ce n'est pas une abstraction arbitraire : elle représente la *differentia specifica* du capital en opposition à toutes les autres formes de la richesse ou modes de développement de la production (sociale). Ses caractéristiques générales se retrouvent dans chaque capital ; elles font de chaque somme de valeurs un capital. Les différences au sein de cette abstraction sont autant de particularités abstraites caractérisant toute espèce de capital, soit positivement, soit négativement (par exemple, capital fixe ou capital circulant) ; 2° le capital en général a une existence *réelle,* différente de tous les capitaux particuliers et concrets. L'économie ordinaire (bourgeoise) le reconnaît, même si elle n'y a rien compris. »

73. Il arrive à Marx d'écrire sur ses propres travaux : « Avant de passer à autre chose, il faudra corriger la manière idéaliste de l'exposé, car elle éveille l'impression qu'il s'agit seulement d'établir des catégories et de manier leur dialectique ». On trouve cette remarque dans les *Fondements* etc..., t. 1, p. 87-88, qui sont restés à l'état d'ébauche.

lui sont tracés d'avance, de manière tangible et irrévocable dans sa propre situation d'existence, comme dans toute l'organisation de l'actuelle société bourgeoise. » [74]

Marx utilise cette méthode au vif de l'histoire. Ainsi, il écrit dans la *Guerre Civile en France. 1871,* (Ed. Soc., p. 46) : « La classe ouvrière n'espérait pas des miracles de la Commune. Elle n'a pas d'utopie toutes faites à introduire par décret du peuple. Elle sait que, pour réaliser sa propre émancipation et, avec elle, cette forme de vie plus haute à laquelle TEND irrésistiblement la société actuelle de par sa structure économique même, *elle aura à passer par de longues luttes,* par toute une série de processus historiques qui transformeront complètement le milieu et les hommes. *Elle n'a pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte déjà dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre* » [au cours des crises, mais qui se régénère ensuite, si les prolétaires n'ont pas détruit l'Etat et les institutions bourgeoises].

Le Parti communiste n'a de raison d'être que s'il indique à l'avance ce que doit être l'action à mener pour transformer la société existante.

Bernstein reprochait déjà à Marx d'avoir décrit la Commune de Paris sans avoir été fidèle à la réalité « pure et simple », montrant par-là qu'il ne comprenait rien au socialisme scientifique. Engels lui répondit le 1er Janvier 1884 : « Si, dans la *Guerre Civile en France. 1871,* nous avons porté au compte de la Commune des plans plus ou moins conscients alors que ces tendances lui étaient plus ou moins inconscientes, ce n'est pas seulement parce que les circonstances le justifiaient, mais encore parce que c'est ainsi qu'il faut procéder. Les Russes ont fait preuve d'un grand bon sens, en mettant ce passage de la *Guerre civile* en annexe à leur traduction du *Manifeste* ».

Il ne suffit donc pas au Parti communiste de propager les bons principes et les idées du socialisme en dénigrant les conditions actuelles. A chaque phase historique, il doit proclamer les

74. Cf. Ed. Costes, *Œuvres philosophiques,* t. 2, p. 61-62.

moyens de promouvoir ou de s'approcher du socialisme, sous peine d'être à la traîne des événements, c'est-à-dire dépassé. Le facteur de conscience fait partie inhérente du marxisme. Il n'est pas de parti communiste, sans stratégie révolutionnaire.

La stratégie ou prévision révolutionnaire se fonde sur deux éléments : 1° Il s'agit d'abord de déterminer dans quelle phase historique et économique (mode de production) se trouve le mouvement ouvrier de tel pays donné ; puis de définir le cycle économique dans lequel va passer cette société (période d'essor, d'apogée, de crise, de stagnation des forces productives), en recherchant sa coïncidence avec celle des autres pays, son amplitude et sa localisation dans tel ou tel secteur industriel, agricole ou commercial pour situer l'épicentre de la crise. Dans le *Capital,* Marx a donné la liste des crises périodiques qui ont ébranlé la société de son époque : 1825, 1836-37, 1847, 1857, 1866-67, 1872-73, etc... Dans sa correspondance et les écrits de parti, il a annoncé à chaque fois la crise qui allait ébranler la société capitaliste. Cette analyse va de pair avec l'étude du rapport des forces politiques entre prolétariat et bourgeoisie, et l'organisation de la classe ouvrière.

2° De la nature de chaque phase historique découle la *stratégie* à utiliser par le prolétariat [74 bis]. Nous n'entendons pas stratégie au sens étroit où elle s'applique à une campagne militaire. Telle

74 *bis.* La stratégie découle de la nature d'une grande période historique, et non des caractéristiques propres à chaque situation dans les divers pays. Ainsi, le prolétariat utilise la même stratégie dans des conditions locales différentes si la période historique est la même. En ce sens, les tâches de la révolution étaient les mêmes, à un demi-siècle de distance, en Allemagne et en Russie, bien qu'en Allemagne ce fut la question nationale et en Russie la question agraire, qui était la cause de l'arriération par rapport aux pays déjà pleinement capitalistes.

Le retard économique, qu'il soit dû à des causes agraires ou nationales, donne le même rapport entre les classes et dicte les mêmes mesures progressives. C'est pourquoi, il fut possible de reporter sur la Russie de Lénine les tâches que Marx et Engels assignaient au prolétariat allemand : « Tout le problème consiste en Allemagne à soutenir la révolution prolétarienne par une sorte de réédition de la guerre des paysans » (Marx à Engels, le 16 Avril 1856).

que nous l'entendons, elle détermine à l'avance l'attitude du prolétariat, non seulement pour *toute* une période historique, mais encore pour *tous* les pays qui s'y trouvent. Elle porte sur les activités de toutes formes, économique, politique, théorique et militaire, au sein de la lutte des classes. Elle n'admet aucune séparation entre les différents niveaux d'activité, si théoriques ou pratiques fussent-ils.

La stratégie se distingue de la tactique dans la mesure où les questions mises à l'ordre du jour par chaque période historique ne comportent pas de solutions particulières, locales, contingentes, qui peuvent varier d'un lieu à l'autre, et permettraient des changements ultérieurs et des alternatives de décisions. La *tactique* est ce qui correspond, dans le domaine des armées, au jugement sur l'opportunité d'attaquer avec telle force, de tenir une position ou de battre en retraite. C'est, par exemple, décider du moment de déclenchement d'une grève, ou du signal de lutte à un groupe prolétarien armé d'un rayon ou d'une localité. En revanche, la stratégie fixe la *directive générale* d'une révolution : ou bien les conditions sont favorables, ou bien il ne sert à rien de l'engager ; mais, quoi qu'il en soit, il serait désastreux de la changer ou de la renverser au cours de l'action générale [75]. Le mécanisme du parti interdit les « créations stratégiques ».

75. Il n'est pas de pire défaite que celle que l'on s'inflige à soi-même, en adoptant les positions de l'adversaire. Ainsi, le prolétariat est moins profondément touché lorsqu'il est battu sur le champ de bataille, en défendant son programme et ses intérêts de classe, qu'en dégénérant par opportunisme. Dans le premier cas, le prolétariat retrouvera sa propre voie et son propre programme, lorsque le rapport de forces se sera déplacé en sa faveur ; dans le second cas, il sera désorienté et aveuglé, lorsque la lutte pourra reprendre.

C'est pourquoi Marx, Engels et Lénine ont préféré la bataille, même lorsqu'ils la savaient perdue (cf. l'exemple de la Commune, in *Préface de Lénine à Karl Marx. Lettre à Kugelmann. 1862-1874*). On ne saurait confondre cette situation avec celle où le Parti attend une heure meilleure pour donner le signal de l'assaut ou de la retraite. Dans un cas, nous sommes sur le plan des principes (stratégie), dans l'autre sur le plan de l'art insurrectionnel, de la tactique.

Le plan *stratégique* est public et notoire[76], ainsi que les limites précises des opérations dans le temps et dans l'espace. Ce premier volume des *Ecrits militaires* traite de la stratégie du prolétariat au cours d'une seule période historique, celle où les tâches bourgeoises sont progressives (formation de nations, d'institutions et de rapports de production capitalistes modernes).

Jusqu'en 1871, le parti et les prolétaires appuient les mouvements nationaux-révolutionnaires bourgeois en Europe centrale et méridionale, mais n'appuient plus la bourgeoisie de France, par exemple, où le pouvoir et l'exploitation capitalistes étant assurés, la lutte doit être frontale entre bourgeoisie et prolétariat, et le restera toujours à l'avenir.

Après 1871, les révolutions et guerres de systématisation nationale étant achevées en Europe centrale et méridionale (même si les résultats en sont décevants par rapport à ce qu'on aurait pu attendre), le parti ne soutient plus aucune guerre de l'Etat bourgeois officiel, comme c'était déjà le cas en France et en Angleterre. Tous ces pays entrent dans la période de lutte frontale, où le prolétariat combat directement sa bourgeoisie. Par contre, en Asie, en Afrique, en Amérique centrale, les mouvements nationaux démocratiques restent révolutionnaires, et le prolétariat y appuie, *dans la lutte,* d'autres classes, y compris la bourgeoisie locale.

Ces exemples montrent comment l'histoire avance par étapes et, en gros, d'Ouest en Est, pour gagner des sphères toujours nouvelles et plus grandes. A une même époque, la stratégie n'est

76. Le plan stratégique relève de questions de principe (nécessité de la forme du parti, de la dictature du prolétariat, etc...). Son incidence sur la lutte immédiate est fondamentale, puisqu'il décide de l'alignement des forces sur le champ de bataille, des puissances qui peuvent lutter d'un côté ou de l'autre de la barricade ou du front, des méthodes de lutte, etc... Cf. note en fin de volume n^os^ 86 et 63.

Le rapport entre stratégie révolutionnaire et organisation du parti est exposé de manière claire et rigoureuse dans *Dialogue avec les Morts. Le XX^e^ Congrès du P.C.R.*, 1957, p. 109-15, notamment dans le chapitre « Où sont les garanties ? », qui analyse le rapport entre théorie, organisation, stratégie et tactique.

donc pas la même partout. Elle n'est pas rigide au sens où elle resterait partout et toujours la même, ce qui reviendrait à ramener la construction doctrinale à des postulats d'ordre esthétique, éthique ou même mystique, alors qu'elle est intégralement matérialiste et historique, en tenant compte des conditions *générales* de maturation du milieu.

Violence et pays attardés.

La conscience de la nécessité du communisme — c'est-à-dire d'une solution radicale — n'est pas venue au prolétariat allemand dans le prolongement d'une révolution bourgeoise, avec les conditions économiques et sociales du capitalisme, mais dans des conditions encore précapitalistes, à la suite de révolutions anti-féodales manquées. Les conditions matérielles de la société bourgeoise y étaient mûres depuis longtemps : *seule la violence contre-révolutionnaire empêchait l'avènement d'une société moderne.* La violence expliquait le retard économique, comme l'économie suggérait l'emploi de la violence.

L'Allemagne de 1840 — comme la Russie de 1917 et les pays sous-développés d'aujourd'hui — fournissent ainsi les conditions les plus favorables à une prise de conscience marxiste et à un radicalisme militant. L'Allemagne de cette époque était un amas de toutes les formes de société et de production de l'histoire, du fait qu'aucune révolution n'y avait balayé la scène sociale des vestiges des classes et des modes de production du passé : toutes les couches et classes continuaient donc d'y subsister et se superposaient l'une à l'autre pour opprimer les masses laborieuses. Celles-ci n'avaient donc pas seulement une vision et une expérience du capitalisme, mais encore des multiples autres formes historiques d'asservissement du travail, dont elles pouvaient juger les rapports respectifs.

Au reste, ce n'est pas par hasard si l'Allemagne était attardée à côté de pays avancés, elle subissait une sorte de colonialisme des grandes puissances d'alors : de la France, de l'Angleterre et de la Russie notamment. Les Allemands pouvaient ainsi com-

prendre que les classes ont leur prolongement dans les Etats organisés et que l'impérialisme s'ajoute, dans les pays arriérés, à l'exploitation de classe. Dans ces conditions, l'histoire de l'Allemagne était particulièrement sensible aux fluctuations de la politique internationale des autres puissances européennes, dont elle était souvent le théâtre de guerre et l'enjeu.

L'histoire de l'Allemagne était donc « universelle » ou internationale, non seulement du fait de sa position géographique au centre de l'Europe, mais encore de ce qu'elle était le point de rencontre historique des grandes puissances mondiales. Cette position a donné au prolétariat allemand une vision théorique d'ensemble, mais en même temps un sentiment d'impuissance pratique, les survivances du passé y étant écrasantes. L'intense développement économique de 1820 à 1840 avait, certes, commencé à atténuer ce déséquilibre, mais ne pouvait suppléer à une révolution violente.

Il est moins facile de saisir le rapport entre la violence et le développement économique dans une société comme l'Angleterre, et le jeune Engels s'évertuera à expliquer aux socialistes anglais que la violence s'imposera à eux comme elle s'était imposée aux Français et comme elle s'imposait aux Allemands : lorsque leur économie serait en crise. La fameuse hypocrisie anglaise s'explique aisément : *la violence de l'Angleterre* s'applique en premier sur les colonies et pays dépendants (Irlande).

Dans les pays de capitalisme développé, c'est surtout aux temps de crise aiguë ou pour la couche la plus défavorisée du prolétariat que l'ordre social apparaît comme intolérable. En revanche, cette situation est constante et universellement ressentie dans les pays attardés où la violence des institutions et des puissances réactionnaires freine le développement des forces productives. Elle y est donc subie douloureusement par les hommes, à qui elle apparaît comme une entrave insupportable. Mais, la violence révolutionnaire ne peut s'exercer à volonté, car elle dépend de conditions économiques, sociales et politiques déterminées. C'est ce qui incita Marx et Engels à en étudier les causes.

L'étude de l'histoire n'était pas une nécessité vitale en France, parce qu'au fur et à mesure de l'évolution, les formes du passé

disparaissaient et ne pesaient plus sur les générations nouvelles, alors qu'en Allemagne le passé était omniprésent et désagréablement ressenti.

L'Allemagne n'a pas seulement connu la succession d'une période révolutionnaire à une période contre-révolutionnaire, mais encore bien souvent l'imbrication des deux. C'est ce qui a marqué les tentatives allemandes de 1813-14 aussi bien que celles de 1848-49 qu'Engels a fort justement qualifiées dans son livre de *Révolution et contre-révolution en Allemagne*. Cette situation permet le mieux de comprendre l'histoire avec ses périodes d'avance et de recul. Elle favorise une vision intégrale du marxisme, qui n'est pas seulement la théorie de la révolution, mais encore de la contre-révolution ou mieux la *réponse révolutionnaire aux conditions économiques et sociales imposées par la contre-révolution.*

Du point de vue militaire, la lutte des classes ne peut être menée efficacement contre les diverses classes dominantes, qu'en disposant d'une théorie d'ensemble des rapports non seulement socialistes, mais encore capitalistes et précapitalistes. Ce n'est qu'une telle théorie qui permet d'organiser les forces aussi bien lorsqu'elles passent à l'attaque que lorsqu'elles battent en retraite.

PRÉPARATION DE LA RÉVOLUTION DE 1848

LE RAPPORT DE FORCES EN EUROPE AVANT 1848

Notes historiques sur l'Allemagne.

Fr. Engels
Notes préparatoires à la Guerre des Paysans.

Après la période héroïque de la grande migration des peuples du IVe siècle et la conquête de l'Empire romain par les barbares germains, l'Allemagne, vidée de sa substance, se mit à décliner. L'Empire germanique ne fut restauré que par Charlemagne à partir de la France, dont elle ne fut coupée qu'imparfaitement par le traité de Verdun (843). Ainsi s'introduisit en Allemagne la fatale idée du Saint-Empire romain germanique [1], que les Empereurs Otton remirent à l'ordre du jour, alors qu'ils auraient dû centraliser l'Allemagne, qui ne formait pas un complexe national, puisqu'elle détenait des territoires français et slaves, considérait l'Italie comme lui appartenant et voyait son centre dans Rome. Cette politique, plus étrangère et expansionniste qu'allemande et intégrationniste, fut poursuivie par les Hohenstaufen, qui pillèrent les villes italiennes. Elle aboutit à l'interrègne du XIIIe siècle, où l'Allemagne n'eut plus d'Empereur du tout ; par la suite, l'institution tomba en décadence, même lorsqu'elle fut rétablie.

Le système féodal, qui n'atteignit jamais son terme en Allemagne, commença à péricliter sous la pression des princes. En tant que monarque, l'Empereur s'y opposa, mais, en tant que prince, il l'appuya. Le féodalisme, manquant ainsi de la force centralisatrice de la royauté, fut donc au début assez faible, si bien que les paysans commencèrent à se libérer progressivement du servage jusqu'au XV^e siècle : c'était la guerre des paysans, qui fut un échec et s'acheva par la victoire de la noblesse, qui s'était renforcée en colonisant l'Est où elle introduisit le servage. Ce fut donc l'élément anti-centralisateur de la nation — la noblesse féodale des princes — qui triompha en Allemagne, en utilisant avec succès la violence en vue de la colonisation et de l'expansion, à l'Est et au Sud. Les princes agrandirent leur domaine et leur puissance, en consolidant au fur et à mesure le régime féodal qui n'en finissait plus d'exister, en face de la bourgeoisie des villes et des rivaux extérieurs. Cette régénérescence du féodalisme à l'Est fut l'obstacle essentiel à l'émancipation des paysans du Sud-Ouest, en même temps qu'elle fut le prélude à l'extension féodale ultérieure à toute l'Allemagne.

Fr. Engels
Notes manuscrites sur l'histoire de l'Allemagne. Introduction : 1500 à 1789 et 1789 à 1815.

De 1500 à 1648 : L'Allemagne se désagrège de plus en plus ; le centre est d'une faiblesse extrême à la fin du XV^e siècle, alors que la France et l'Angleterre sont plus ou moins centralisées et forment déjà une nation[2]. Etant occupés à coloniser les territoires étrangers, les princes allemands et l'Empereur qui les suivait de plus en plus, ne furent pas menacés d'une invasion étrangère au cœur même de l'Allemagne, de sorte que le besoin d'unité nationale s'y fit moins sentir qu'en France (qui dut se défendre et s'unir contre les Anglais au cours de la guerre de Cent Ans, où la petite noblesse centrifuge fut décimée), qu'en Espagne (qui venait tout juste d'être reconquise et libérée des Maures), qu'en Russie (d'où étaient chassés les Tartares), qu'en

Angleterre (chassée de France et engagée dans la guerre des Roses, où fut décimée la noblesse féodale). En Europe, c'était la Renaissance, c'est-à-dire la décadence générale du féodalisme et l'essor des villes, avec le règne de la *monarchie absolue*, qui développe le futur marché national, crée une industrie d'Etat, autrement dit, *développe la future nation bourgeoise* grâce à la *violence politique* concentrée dans l'Etat [3].

L'Allemagne se maintint tant bien que mal au même niveau que les autres pays d'Europe occidentale ; mais la puissance de l'Empereur, gaspillée à l'étranger, fit défaut à l'intérieur, si bien que la décomposition féodale et l'essor des villes eurent ici un effet décentralisateur, contre lequel partout ailleurs la monarchie absolue sut réagir, en maintenant l'unité nationale contre les tendances centrifuges de la société.

Le facteur de violence politique de la monarchie centralisatrice vint donc à manquer à l'Allemagne qui aurait pu être unifiée plutôt qu'ailleurs, si la dignité d'Empereur romain (et la prétention à la domination mondiale que lui suggérait le fait qu'il croyait être le successeur de Rome) n'avait empêché la formation d'un Etat national allemand et n'avait fait gaspiller les forces dans les expéditions italiennes (où l'Autriche perdra ses forces jusqu'à ce jour). Dans ces conditions, l'Empereur continuait d'être éligible (comme les premiers rois francs !), ce qui empêcha que la nation se confondît avec une maison royale : au XV^e^ siècle notamment, on changea de dynastie aux moments décisifs, sitôt que les princes se sentaient menacés.

En France, nous trouvons aussi à cette époque le morcellement *économique*, caractéristique du féodalisme, mais il fut surmonté *par la force* grâce à l'habileté *politique* dont faisaient preuve la monarchie absolue aussi bien que la bourgeoisie et le prolétariat, sous l'influence du milieu social français.

Mais, tout n'était pas encore perdu pour l'Allemagne du XV^e^ siècle : avec le développement normal du commerce, l'assimilation ou la germanisation des Slaves, ainsi que la perte des provinces françaises et italiennes, l'Allemagne aurait pu se faire tout de même, car les routes du commerce mondial la traver-

saient encore. Des facteurs politiques favorables eussent pu encore assurer le développement progressif de l'Allemagne. Mais, des échecs politiques s'ajoutèrent à des contradictions économiques stérilisantes pour empêcher la formation de la nation allemande unitaire :

1. La bourgeoisie allemande était déjà engagée dans sa voie spécifique, car elle fit sa révolution sous la forme (philosophique) de la Réforme, sans l'appui de la noblesse d'Empire, ni de la paysannerie. En effet, les intérêts économiques des classes allemandes étaient trop divergents : les chevaliers pillaient les villes (bourgeoises) et opprimaient la paysannerie, tandis que les villes (bourgeois) pillaient les paysans. Les chevaliers se soulevèrent les premiers : abandonnés par la bourgeoisie, ils furent décimés. Ensuite, ce fut l'insurrection des paysans, qui furent directement combattus par les bourgeois. La révolution « théorique » de la bourgeoisie fut si impuissante que la direction de l'Allemagne échut aux princes (féodaux).

2. Les routes du commerce mondial se déplacèrent et l'Allemagne fut repoussée dans un coin isolé, ce qui brisa la force des bourgeois. La Hollande fut la seule partie de la Hanse à conserver son importance commerciale, mais elle se détacha de l'Allemagne, en la privant de son embouchure du Rhin, si bien qu'elle finit par dominer tout le commerce allemand. Les bourgeois allemands, pourtant bien plus nombreux, furent impuissants à s'opposer à l'hégémonie hollandaise, car la bourgeoisie de la *petite* Hollande, avec ses intérêts *développés de classe,* était plus puissante que la bourgeoisie allemande qui n'était qu'un *état* au sein d'une société féodale.

La *désagrégation du territoire allemand,* conséquence des faiblesses du passé, était amorcée. Elle gagna d'abord la périphérie : à la frontière septentrionale, on confia aux Danois le soin de protéger l'Allemagne... contre les Danois (ainsi naîtra la question du Schlesvig-Holstein), tandis qu'à la frontière méridionale, le garde-frontière suisse, dépourvu de fonction, se détacha de l'Allemagne et se constitua en nation autonome.

Ce n'était qu'un début : la *Réforme manquée* fit que chaque

région eut sa propre *religion :* Le Nord étant protestant, et le Sud surtout catholique : ou plus précisément, dont la partie Ouest était fortement mélangée et la partie Est purement catholique. L'échec de la première grande révolution bourgeoise fut la cause première de la coupure entre l'Allemagne du Nord et l'Allemagne du Sud, autrement dit, de la future Petite-Allemagne (prussienne) et de l'Autriche. En France, le même problème fut résolu par la *violence politique :* les Huguenots furent écrasés par la force, expulsés ou réduits à l'impuissance.

Les morceaux d'Etat que furent l'Autriche et le Brandebourg finirent par se partager l'Allemagne. Tous les facteurs négatifs se combineront désormais à cet effet. La nature même de ces « Etats » suffirait à expliquer déjà pourquoi ils échouèrent dans leur tentative d'unifier toute l'Allemagne : ni l'un ni l'autre n'était allemand ; c'étaient des colonies bavaroise et saxonne en territoire slave. De même, ils s'emparèrent du pouvoir en Allemagne, en s'appuyant sur des possessions non-allemandes : l'Autriche en s'appuyant sur la Hongrie (et la Bohême) ; le Brandebourg, en s'appuyant sur la Prusse (et la Russie).

Enfin, l'Allemagne, privée de ses territoires périphériques, ou dominée par eux, devint *la proie des autres Etats européens* (France, Suède, Russie, etc...), une sorte de concession européenne. *Désormais la faiblesse économique se combina à la faiblesse politique :* un avantage économique ne pouvait plus venir au secours de la débilité politique de l'Allemagne. Il n'y avait plus de guerre heureuse pour ce pays, ni de conjoncture économique qui pût le remettre dans la bonne voie du développement.

Cependant, dès lors que, pour toutes ces raisons, l'Allemagne fut condamnée à la passivité industrielle, elle fut plus exposée aux influences de la conjoncture politique que les Etats industriellement actifs et en progression continue. Etant divisée en deux parties rivales, toutes les guerres, jusqu'en 1648, furent des guerres *intestines.* Tous les facteurs économiques, politiques et militaires allaient désormais s'opposer au développement de la monarchie absolue, de la bourgeoisie et de la nation allemande. Les classes dirigeantes furent dès lors incapables de s'opposer aux ingérences étrangères. Ce furent les Français qui, les premiers,

saisirent l'occasion d'intervenir en s'alliant aux princes *protestants* qu'ils achetèrent aussi bien que les mercenaires allemands pour leur armée.

Le point culminant de cette phase fut la guerre de Trente Ans, où la Suède et la France se partagèrent les honneurs militaires, mais où la France sut le mieux tirer un avantage politique. Après cette guerre, le Saint-Empire romain germanique n'exista plus que de nom comme Etat, l'économie était ruinée et la population décimée. Les princes y eurent, pour ainsi dire, une souveraineté absolue, *garantie* par la France et la Suède lors du traité de Westphalie. Dès lors, le sort du pouvoir central était entre les mains de l'étranger. Qui plus est, grâce à ses possessions allemandes, la Suède fit partie de l'Empire allemand et disposa d'un siège et d'une voix dans ses Assemblées. A chaque guerre, l'Empereur trouva donc des princes allemands parmi les alliés du camp adverse, si bien que toutes les guerres devinrent des *guerres civiles.*

Louis XIV acheta la plupart des princes : sans cet afflux d'or français, l'Allemagne n'eût même pas disposé d'un moyen de circulation monétaire tant elle était ruinée sur le plan économique. La France exploita cette situation pour grignoter les possessions françaises de l'Allemagne, et pour arrondir l'Alsace.

L'Empereur allemand renonça à se renforcer à l'intérieur : cela lui coûtait trop et ne lui procurait que des ennuis. Il porta tous ses efforts sur la périphérie allemande et autrichienne, ou vers l'extérieur. La puissance intérieure — l'Autriche — s'en trouva renforcée, tout comme sa concurrente — la Prusse. *La coupure religieuse de l'Allemagne allait désormais s'institutionnaliser* (les idées issues des conditions matérielles prennent ainsi à leur tour une forme matérielle, et agissent sur l'évolution future).

De même, toutes les guerres devenaient maintenant des guerres de concurrence entre l'Autriche et la Prusse, et déchiraient l'Allemagne.

Or, la Prusse entra en scène avec une nouvelle puissance étrangère : la *Russie.* Pierre-le-Grand chercha à prendre pied dans cette Allemagne que la France exploitait si avantageusement et

que la Suède était trop faible pour piller. Il commença donc par briser la Suède, puis essaya de prendre sa place : lui-même échoua dans son projet d'acquérir une terre allemande en devenant prince allemand. En désespoir de cause, il s'allia avec des princes allemands et exploita systématiquement les dissensions internes de l'Allemagne par la voie diplomatique. L'exploitation des classes se complète ainsi par l'exploitation des Etats extérieurs.

Sous Pierre-le-Grand, la montée de la Prusse améliora grandement la situation russe en Allemagne. L'Empereur allemand eut bientôt, à l'intérieur, un rival presqu'aussi puissant que lui-même (la Prusse ne pouvait que perpétuer et exacerber la division de l'Allemagne). Au début, le rival prussien de l'Empereur était trop faible pour ne pas dépendre de l' « assistance » française, et plus encore de l'aide russe. Ainsi, *plus la Prusse émergea de l'Allemagne, plus elle devint vassale de la Russie.*

Or, en vertu de son *énorme masse unitaire,* la Russie était capable — bien qu'elle fût arriérée — de battre en brèche les forces progressives de l'Occident, où le capitalisme était encore bien faible. Elle pouvait donc renverser le capitalisme existant par la concentration de ses forces féodales et réactionnaires, ou du moins freiner considérablement son essor.

De 1648 à 1789 : Cette évolution politique et militaire fut l'une des sources du régime patriarcal et petit-bourgeois de l'Allemagne. A ce stade de l'évolution historique, l'Etat (ou la monarchie absolue centralisatrice) est appelé à de grandes fonctions sociales, et lorsqu'il ne peut les exercer, c'est la stagnation sociale. Or, en Allemagne la contribution de l'Etat était fort réduite (à la même époque s'épanouissent en France les manufactures de l'Etat, cet important facteur politique progressif au service de l'économie, en même temps que la monarchie absolue finance les expéditions coloniales qui ouvrent de larges débouchés au jeune capitalisme).

Dans toutes les activités commerciales, l'Allemagne, en revanche, était purement passive. Elle ne tirait avantage des guerres mondiales qu'en restant neutre (ou en vendant des soldats, comme dans les guerres américaines). Mais, les Etats allemands

étaient impuissants contre les interventions des Etats étrangers. Les cordons douaniers intérieurs empêchaient jusqu'à la circulation fluviale ; le libre-échange (imposé par l'extérieur) ne faisait qu'augmenter le morcellement : les droits de douane frappaient surtout les produits des villes, à l'inverse de ce qui se produisait ailleurs au même moment. Le pouvoir dominé par les féodaux terriens institua en leur faveur une surtaxe des produits agricoles aux portes des villes, de sorte que les produits manufacturés des artisans étaient défavorisés en comparaison. Bref, la campagne l'emportait sur les villes et la bourgeoisie.

Au lieu de développer leur autonomie en opposition à la propriété foncière féodale, les corporations et les villes devinrent impériales et furent liées au misérable destin de l'Empire, qui vivotait à leurs dépens.

Il ne subsistait que deux signes de vie dans cette morne désolation : les talents militaires, la littérature et la philosophie, avec un esprit de recherche scrupuleux, objectif et scientifique (en France prédomine, dès le XVIII^{e} siècle, ce que l'on peut considérer comme le sommet des écrits de parti : un esprit plus pratique et politique). Dans ces conditions, la bourgeoisie, qui s'était lentement remise de la guerre de Trente Ans, ne pouvait que « ramper en avant » en utilisant les « vertus les plus infâmes ».

1789-1815 : A l'intérieur, foisonnaient les petits Etats et les mille petits princes, tandis qu'à la frontière orientale, la Prusse, et, à la frontière méridionale, l'Autriche, tendaient avidement la main vers des territoires qui n'intéressaient qu'elles-mêmes. La révolution française représenta pour la bourgeoisie allemande la dernière chance historique de faire sa révolution.

Les paysans allemands d'Alsace-Lorraine, etc... qui se trouvaient déjà sous la souveraineté française, adhérèrent avec enthousiasme à la révolution française. Ce fut le prétexte de la guerre contre la France : la Prusse et l'Autriche se trouvèrent subitement d'accord. Ce furent les victoires françaises, et la conquête de la rive gauche du Rhin. Les extorsions d'argent et les impôts du sang n'eurent pas raison de l'enthousiasme des paysans et citadins de la Rhénanie. L'Empire fut morcelé et

la Confédération rhénane créée. Napoléon balaya les petits Etats particularistes, mais il n'alla pas assez loin. Il agit en révolutionnaire, mais les petits princes surent si bien ramper qu'ils finirent par sauver leur existence. En 1806, Napoléon commit une grave faute, en n'anéantissant pas complétement la Prusse. L'Allemagne connut un certain essor économique grâce au blocus continental. *

La situation allemande.

Fr. Engels,
Lettre au rédacteur
« The Northern Star »,
25 Octobre 1845.

Cher Monsieur. En réponse à votre demande, je commence par cette lettre la série d'articles sur la situation actuelle de mon pays [4]. Afin de rendre tout à fait claires mes opinions sur ce sujet et de les présenter sur une base solide, il va me falloir retracer dans ses grandes lignes l'histoire allemande depuis l'événement qui a ébranlé la société moderne jusque dans ses entrailles : j'ai nommé la révolution française.

Le terme de « Saint-Empire romain germanique » désignait alors l'ancienne Allemagne, qui se composait de Dieu sait combien de petits royaumes, principautés, duchés, seigneuries et libres cités impériales, chacun de ces Etats étant indépendant des autres et soumis seulement à la souveraineté de l'Empereur et de la Diète (lorsqu'il y en avait une, ce qui ne fut pas le cas au cours de siècles entiers).

* Dans *l'Idéologie allemande,* Marx et Engels attribuèrent un double effet au blocus continental : d'une part, il créa une industrie allemande de remplacement des produits interdits par Napoléon Ier ; d'autre part, il poussa les Allemands à se soulever et à mener la guerre de libération nationale de 1813-15 contre Napoléon qui les priva des denrées extérieures. Le blocus continental fut ainsi « la base réelle des guerres de libération nationale de 1813 en Allemagne ». (N.d.Tr.)

L'autonomie de ces petits Etats était si étendue que lors de toutes les guerres contre l' « ennemi héréditaire » (la France, bien sûr !), il s'en trouvait toujours qui s'alliaient au Roi de France et guerroyaient, bannière au vent, contre leur Empereur. La Diète — formée des députations de tous ces petits Etats, sous la présidence d'un chancelier d'Empire, et ce, afin de limiter le pouvoir impérial — siégeait sans jamais parvenir à un résultat quelconque.

On tuait le temps en passant en revue les questions les plus futiles du protocole, pour décréter par exemple si la délégation du baron Un Tel (formée peut-être par le tuteur de son fils, ou un vieux domestique portant livrée, ou encore un garde-chasse en retraite) devait avoir la préséance sur celle d'un autre baron ; ou bien, si le député de telle cité impériale devait s'empresser de saluer le député de telle autre sans attendre son salut, etc... Il existait ainsi une foule de petits privilèges qui d'ailleurs, le plus souvent, embarrassaient les bénéficiaires eux-mêmes, mais leur donnaient l'illusion de faire revivre leur honneur le plus lointain, ce qui provoquait parmi eux les querelles les plus obstinées.

Ces questions, ainsi que d'autres tout aussi importantes, absorbaient si complètement les loisirs de cette Diète des Sages, que cette honorable assemblée ne jouissait plus d'une seule minute pour débattre des intérêts de l'Empire. En conséquence, ses ordres du jour offraient le spectacle du plus grand désordre et de la plus profonde confusion.

Déchiré en factions rivales dans la paix comme dans la guerre, l'Empire passa par une série de guerres internes, de la Réforme à 1789. Au cours de chacune de ces guerres, la France avait coutume de s'allier à la faction opposée aux partisans de l'Empereur ; ces derniers étaient toujours faibles et représentaient une proie facile à vaincre : au cours du pillage qui s'ensuivait, c'était, bien sûr, la France qui s'attribuait la part du lion.

Elle prit d'abord la Bourgogne, puis les trois évêchés de Metz, Toul et Verdun, et le reste de la Lorraine ; puis des parties entières des Flandres et de l'Alsace, qui furent séparées du Saint-Empire Romain et rattachées à la France [5].

De même, la Suisse obtint la permission de se rendre indépendante de l'Empire [6]. La Belgique passa à l'Espagne par un acte testamentaire de Charles-Quint [7], et tous ces pays se félicitèrent de leur séparation d'avec l'Allemagne.

La plus grande confusion imaginable à l'intérieur vint s'ajouter à ce démembrement progressif de l'Empire à l'extérieur. Chacun des petits princes était un despote aveugle tout disposé à sucer ses sujets jusqu'au sang. L'Empire ne se mêlait jamais des affaires intérieures de l'un quelconque de ces Etats. Il n'y avait qu'une Cour impériale de justice — celle de Wetzlar [8] — qui pouvait instruire les plaintes déposées par les sujets contre leurs supérieurs. Mais, cette noble Cour se consacrait si bien à ses affaires que nul n'y avait jamais entendu prononcer de jugement.

Il serait bien vain de tenter d'imaginer à quelles cruautés et à quel arbitraire ces princes arrogants soumettaient leurs sujets. Ne vivant que pour leurs plaisirs et leurs orgies, ces princes concédaient à leurs ministres et à leurs fonctionnaires un pouvoir despotique ; ceux-ci pouvaient donc impunément jeter dans la boue ce peuple malheureux, tout en veillant cependant à tenir toujours bien garnie la cassette de leur maître et en fournissant largement son harem en beautés féminines. Même la noblesse, qui n'était pas indépendante, mais se trouvait sous la domination d'un roi, d'un évêque ou d'un prince, usait du plus grand mépris envers le peuple ; elle traitait les serfs comme des chiens et les pressurait le plus possible pour en extorquer du travail et de l'argent. En effet, le servage était encore chose courante en Allemagne.

Bien fin eût été celui qui eût trouvé la moindre trace de liberté dans les prétendues villes libres impériales, car elles étaient gouvernées tyranniquement par des maires et des sénats élus, dont les offices étaient devenus aussi héréditaires, au cours des siècles, que la couronne impériale elle-même. L'imagination est trop faible pour nous faire deviner le comportement infâme de ces petits-bourgeois aristocratiques des villes, et pire encore, que cette situation subsistait il y a cinquante ans seulement en Allemagne. On en trouve encore l'image, grâce à la mémoire

de ceux qui l'ont vécue, et elle se trouve confirmée même aujourd'hui par des centaines de survivances matérielles.

Mais *le peuple* ? Qu'en disait-il ? Que faisait-il ? D'abord, en ce qui concerne le tiers-état, les bourgeois assoiffés d'argent trouvaient dans les troubles continuels la source de leur bien-être. N'avaient-ils pas appris qu'il leur était plus profitable de pêcher en eaux troubles ? Ils se laissaient exploiter et rudoyer, parce qu'ils pouvaient se venger des aristocrates en usant de méthodes bien dignes d'eux : *ils escroquaient leurs oppresseurs.*

S'ils s'étaient alliés au peuple, les bourgeois auraient pu renverser les puissances de l'Ancien Régime et restaurer l'Empire, comme la classe bourgeoise anglaise l'avait fait en partie de 1640 à 1688, et comme la bourgeoisie française était en train de le faire. Mais non ! la bourgeoisie allemande n'avait pas cette énergie et n'a jamais fait montre d'une telle volonté. Elle savait que l'Allemagne était en décomposition, tout comme elle-même ; mais elle se sentait bien au chaud dans ce fumier.

Le peuple laborieux était dans une situation pire que celle d'aujourd'hui, exception faite pour la paysannerie, qui vivait en majeure partie en servage et ne pouvait rien sans le concours des villes, dont les troupes de mercenaires allaient cantonner dans les campagnes et se tenaient prêtes à écraser toute révolte dans le sang.

Telle était la situation de l'Allemagne à la fin du siècle dernier. Tout le pays formait un corps en putréfaction et provoquait le dégoût. Nul ne s'y sentait à l'aise. L'artisanat, le commerce, l'industrie et l'agriculture étaient tout à fait insignifiants. Les paysans, les artisans et les industriels étaient doublement éprouvés : par un gouvernement prodigue et rapace, et par la stagnation des affaires.

Les princes eux-mêmes constataient que leurs revenus ne pouvaient s'accroître au rythme de leurs dépenses croissantes, malgré les extorsions incessantes commises contre leurs sujets. Tout était saisi de langueur, et la paralysie gagnait le pays entier. C'en était fait de la culture, des moyens d'éclairer l'esprit des gens, de la liberté de la presse, de l'esprit civique.

Bien que le commerce avec d'autres pays fût fort restreint, il régnait chez tous une mentalité mesquine, papelarde et misérable de boutiquier ; bref, une vulgarité et un égoïsme général. Tout ce qui avait survécu se recroquevillait et tombait rapidement en ruine. Il ne fallait plus espérer que de l'intérieur se levât le moindre espoir d'un changement bénéfique ; la nation tout entière était privée de la force de balayer les organes honnis de ses institutions, depuis longtemps dépouillées de vie.

Le seul symptôme de vitalité se manifestait dans la littérature. Cette époque politique et sociale infâme fut en même temps la grande époque de la littérature allemande. C'est vers les années 1750 que naquirent tous les maîtres de la pensée allemande, les poètes Gœthe et Schiller, les philosophes Kant et Fichte, et vingt ans plus tard le dernier des grands métaphysiciens allemands, Hegel. Chacune de leurs œuvres remarquables vibre d'un esprit de défi et de rébellion contre les conditions générales de la société allemande. Gœthe écrivit : « Gœtz von Berlichingen », hommage dramatique à la mémoire d'un rebelle ; Schiller, « les Brigands », célébrant un jeune noble, qui déclare ouvertement la guerre à toute la société.

Mais, c'était là leur œuvre de jeunesse ; plus tard, ils perdirent tout espoir. Gœthe se limita à la satire la plus audacieuse, et Schiller eût sombré dans le désespoir, s'il n'avait trouvé une issue dans la science, et notamment la grande histoire de la Grèce et de la Rome antiques. On peut parfaitement voir en ces auteurs une illustration de tout le reste, puisque même les esprits les plus puissants et les meilleurs perdaient tout espoir en l'avenir de leur pays.

Et soudain, tel un coup de tonnerre, la révolution française frappa ce chaos appelé Allemagne. L'effet fut énorme. Le peuple était trop peu préparé à de grandes actions et par trop habitué à se laisser tyranniser : il ne bougea pas. Mais la bourgeoisie et la meilleure partie de la noblesse saluèrent l'Assemblée nationale et le peuple de France, et l'applaudirent, saisis d'une joie unanime. Pas un des centaines ou milliers de poètes et écrivains allemands ne voulut manquer de chanter la gloire du peuple français. Mais cet enthousiasme était de l'espèce allemande, c'est-

à-dire purement métaphysique : il ne s'adressait qu'aux théories des révolutionnaires français [9].

Or, dès lors que ces théories furent reléguées à l'arrière-plan par le poids et la masse des événements ; dès lors que la Cour et le peuple français ne purent s'accorder plus longtemps dans la pratique, malgré leur possible accord idéologique sur la base de la Constitution théorique de 1791 ; dès lors que le peuple sanctionna *dans la pratique* sa souveraineté par la journée du 10 Août [10], et qu'enfin la théorie fut complètement réduite au silence le 31 Mai 1793 par la chute des Girondins — cet enthousiasme de l'Allemagne se transforma en une haine fanatique contre la révolution.

Il est évident que cet enthousiasme ne valait que pour des actions comme celle de la Nuit du 4 Août 1789, où la noblesse renonça à ses privilèges. Il se trouve que nos braves Allemands n'avaient aucune idée des conséquences pratiques de telles actions et ne pouvaient admettre que leurs effets se distinguent fortement des conclusions que les théoriciens bien intentionnés en tiraient.

Les Allemands n'avaient jamais eu l'intention de reconnaître les conséquences qui devaient être très sérieuses et souvent fort désagréables pour tous les partis engagés dans le conflit — comme nous le savions tous fort bien [11]. Ainsi donc, toute la masse qui, au début, avait été l'amie enthousiaste de la révolution, devint ensuite son pire adversaire. En outre, comme elle ne recevait de Paris que les nouvelles les plus déformées par la servile presse allemande, elle préféra continuer de végéter sur son bon vieux tas de fumier romain germanique plutôt que de s'engager dans la terrible voie d'un peuple qui, d'une main puissante, avait jeté les chaînes de sa servitude à la face de tous les despotes, aristocrates et curés, en les défiant ouvertement.

Mais les jours du Saint-Empire romain étaient comptés. Les armées révolutionnaires françaises s'avançaient directement au cœur de l'Allemagne et firent du Rhin la frontière de la France en prêchant partout la liberté et l'égalité. Ils pourchassèrent en masse les nobles, évêques et abbés, ainsi que tous ces

petits princes qui avaient joué si longtemps dans l'histoire le rôle de marionnettes. Comme les colons du far-west américain, ils ouvrirent des clairières dans des forêts profondes ; la jungle préhistorique de la société « chrétienne-germanique » s'entrouvrit devant leur marche triomphale comme font les nuages pour laisser se lever, dans tout son triomphe, le soleil.

Lorsque l'énergique Napoléon reprit en mains l'œuvre révolutionnaire en s'identifiant à la révolution — *celle même qui avait été étouffée le 9 Thermidor 1794 par la bourgeoisie assoiffée d'argent* — lorsque, par vagues successives, il submergea l'Allemagne avec la démocratie, dont il n'avait conservé qu'une seule des faces, comme le dit un auteur français, la société « chrétienne-germanique » fut définitivement ruinée.

Napoléon ne fut pas pour l'Allemagne le despote arbitraire que ses ennemis se plaisent à évoquer. Napoléon fut en Allemagne le représentant de la révolution, le propagateur de ses principes, le destructeur de la vieille société féodale. Il procéda naturellement en despote, mais les députés de la Convention eussent été deux fois plus despotiques encore, et ils le furent effectivement partout où ils se manifestèrent. Quoi qu'il en soit, Napoléon était deux fois moins despotique que les traditionnels princes et nobles qu'il envoya à la mendicité.

Le *régime de la terreur*, ayant fait son œuvre en France, *Napoléon l'appliqua aux autres pays en leur faisant la guerre.* Or, *l'Allemagne avait un besoin urgent d'un tel règne de terreur.*

Napoléon liquida le Saint-Empire romain et réduisit le nombre des petits Etats, en en formant de plus grands. Il introduisit un code juridique qui était infiniment supérieur à toute la législation existante et qui reconnaissait le principe de l'égalité. Il contraignit les Allemands qui, jusque-là, n'avaient vécu que pour leurs *intérêts privés* à œuvrer à l'élaboration d'un vaste projet tendant à satisfaire des intérêts publics toujours ajournés auparavant. Mais, c'est précisément ce qui monta les Allemands contre lui.

Il irrita la paysannerie par les mesures mêmes qui la libéraient de l'oppression féodale, parce qu'il touchait à la racine leurs préjugés et leurs coutumes surannées. Il irrita la bourgeoisie par

les mesures mêmes qui jetèrent les fondements de l'industrie allemande : l'embargo sur toutes les marchandises anglaises et la guerre contre l'Angleterre furent les causes qui l'obligèrent à se mettre à produire elle-même. Mais voilà, tout cela fit augmenter aussi leur café et leur sucre, leur tabac à fumer et leur tabac à priser. Cela suffit à susciter le mécontentement des patriotiques boutiquiers allemands. Au demeurant, ils n'étaient pas gens à comprendre le moindre des grands plans de Napoléon. De plus, ils se mirent à le maudire, parce qu'il leur enlevait leurs fils pour mener des guerres entretenues par l'argent de l'aristocratie et de la bourgeoisie *anglaises*. Ils saluèrent comme leurs amies les classes anglaises qui, précisément, étaient les véritables fauteuses de guerres, car les hostilités étaient pour elles une affaire rapportant gros. L'Angleterre se moquait éperdument de ses laquais allemands, non seulement pendant ces guerres, mais surtout quand fut signée la paix.

Les philistins allemands le maudirent enfin, parce qu'ils souhaitaient continuer à vivre dans leur misérable carcan traditionnel, où ils n'avaient qu'à se préoccuper de leurs petits intérêts personnels, car ils ne voulaient rien savoir des grandes idées ni de l'intérêt public. Lorsque l'armée de Napoléon fut finalement battue en Russie, ils saisirent l'occasion de secouer le joug intolérable du grand conquérant... [12]

Faiblesses de la réaction nationale allemande contre Napoléon.

F. Engels,
« Les combats en France »,
in « Pall Mall Gazette »,
11 Novembre 1870.

...Ce qui explique l'effondrement de la Prusse en 1806, c'est qu'on ne trouvait trace, nulle part dans le pays, d'un esprit de résistance nationale. Après 1807, les réorganisateurs de l'administration et de l'armée s'employèrent par tous les moyens à le faire revivre. L'Espagne guida alors glorieusement les autres nations sur la voie de la résistance à une armée d'invasion.

Tous les chefs militaires imitèrent cet exemple pour désigner à leurs compatriotes le chemin à suivre. *Scharnhorst, Gneisenau, Clausewitz* étaient unanimes sur ce point. Gneisenau se rendit même en Espagne pour participer à la lutte contre Napoléon. Tout le système militaire, introduit par la suite en Prusse, est une tentative d'organiser la résistance populaire contre l'ennemi *dans la mesure, bien sûr, où elle était possible, sous la monarchie* absolue... [13]

Fr. Engels,
« Les francs-tireurs prussiens »
in « Pall Mall Gazette »,
9 Décembre 1870.

...L'actuel roi de Prusse ferait bien de se rappeler l'époque de la plus profonde dégradation de son pays : la bataille d'Iéna, la débandade de ses troupes jusqu'à l'Oder, la capitulation successive de la presque totalité des soldats prussiens et la retraite de ce qui en subsistait au-delà de la Vistule, et enfin l'effondrement de tout le système militaire et politique du pays.

C'est à ce moment qu'à l'abri des forteresses côtières de Poméranie, quelques patriotes prirent individuellement l'initiative d'un nouveau type de résistance armée. Un modeste cornette de dragons — Schill — s'employa à organiser à Colberg des corps-francs (en français : francs-tireurs), grâce auxquels, aidé par la population, il attaquait par surprise patrouilles, détachements et courriers de l'armée ennemie, s'emparait de son argent, de son ravitaillement et de son matériel de guerre. Il fit prisonnier le général français Victor, et prépara un soulèvement général à l'arrière du front français, là où passaient les lignes de communication ennemies.

Bref, il fit tout ce qui, aujourd'hui, est reproché aux francs-tireurs français que nos Prussiens qualifient de « bandits » et de « voyous » méritant une « balle dans la tête » lorsqu'ils sont faits prisonniers et désarmés. Faut-il encore rappeler que le père de l'actuel roi de Prusse donna sa sanction expresse à ces exploits

et promut Schill à un grade supérieur ? C'est un fait bien connu qu'en 1809, alors que la Prusse connaissait la paix, mais que l'Autriche était en guerre avec la France, ce même Schill emmena, à titre personnel, son régiment en campagne contre Napoléon (comme, plus tard, Garibaldi), avant d'être tué à Stralsund tandis que ses hommes étaient faits prisonniers. D'après les lois de la guerre prussiennes, Napoléon aurait eu le droit de fusiller tous les prisonniers ! Il se contenta de fusiller onze officiers à Wesel. C'est contre son gré, et sous la pression du sentiment public dans et hors de l'armée, que le père de l'actuel roi de Prusse fit ériger un monument en leur honneur.

Les francs-tireurs n'avaient pas plutôt vu le jour chez eux que les Prussiens — comme il sied à une nation de penseurs — se mirent à faire du fait un système et à l'ériger en théorie.

Le théoricien du franc-tir, le grand philosophe franc-tireur, ne fut autre qu'Anton Neithardt von Gneisenau, qui fut quelque temps maréchal au service de Sa Majesté prussienne. Gneisenau avait défendu Colberg en 1807, où il avait eu sous ses ordres quelques-uns des francs-tireurs de Schill. Il avait été vigoureusement soutenu par la population locale qui, d'après l'actuelle conception prussienne, ne pouvait prétendre au titre de garde nationale, mobile ou sédentaire [14], et méritait donc d'être « passée par les armes séance tenante ».

Gneisenau fut si fortement impressionné par l'ampleur des moyens et des ressources qu'offrait à un pays envahi une énergique résistance du peuple, qu'il se mit plusieurs années durant à étudier comment cette résistance pouvait être organisée au mieux.

La guérilla en Espagne, le soulèvement des paysans russes lorsque les Français se retirèrent de Moscou, lui fournirent de nouveaux exemples : en 1813, il put mettre lui-même sa théorie en pratique.

Dès le mois d'août 1811, Gneisenau établit un plan pour préparer l'insurrection populaire : il fallait organiser une milice dépourvue d'uniforme, mis à part une simple coiffure militaire (en français : képi) et un ceinturon noir et blanc, à quoi s'ajoute-

rait, le cas échéant, une capote militaire. Bref, c'était à peu de choses près l'uniforme actuel des francs-tireurs en France. Il prescrivait : « Si l'ennemi arrive en nombre supérieur, faites disparaître les armes, képis et ceinturons, et comportez-vous comme de simples habitants de la région ».

C'est précisément ce que nos Prussiens d'aujourd'hui considèrent comme un crime, méritant la potence ou une balle dans la tête.

Ces milices avaient la mission de harceler sans arrêt l'ennemi, couper ses lignes de communication, détourner ou détruire ses moyens de transport et ses fournitures (tout en évitant les attaques frontales), et enfin de se retirer dans les bois ou les marais à l'arrivée du gros des troupes régulières.

« Dès que la guerre aura éclaté, il faudra donner l'ordre au clergé de toutes les confessions chrétiennes de prêcher partout l'insurrection, en dépeignant l'oppression française sous les couleurs les plus noires et en évoquant l'attitude du peuple juif sous les Macchabées, afin d'exhorter le peuple à suivre cet exemple exaltant. Tous les paroissiens doivent être invités par les ecclésiastiques à s'engager sous la foi du serment à ne fournir armes, vivres, etc... à l'ennemi que sous « la contrainte effective de la force ». En fait, ils devaient prêcher la même croisade que celle que les prêtres de l'évêché d'Orléans furent invités à prêcher par leur évêque, et pour laquelle bon nombre de prêtres français attendent en ce moment d'être jugés.

Dans le second volume de la *Vie de Gneisenau* du professeur Pertz, on trouve, à la suite de la page du titre un fac-similé [15] de la citation que nous venons de mentionner, suivi de l'autographe de Gneisenau et d'une annotation de la main même du roi Frédéric-Guillaume, qui estime pour sa part : « Il suffit qu'un ecclésiastique soit fusillé pour que tous les autres cessent d'agir ». Cela ne l'empêcha pas de donner sa sanction expresse au plan de Gneisenau, et cela n'empêcha pas davantage, quelques années plus tard, une fois que les partisans qui avaient bouté le Français hors du pays, furent, à leur tour, arrêtés et chassés comme « démagogues », que l'un de ces brillants pourchasseurs de

« démagogues » ne mît la main sur le manuscrit de Gneisenau et qu'il n'entamât des poursuites contre l'auteur qui lui était inconnu pour avoir incité le peuple à faire fusiller les prêtres !

Jusqu'en 1813, Gneisenau, sans jamais se lasser, prépara, non seulement l'armée régulière, mais encore la résistance populaire comme moyens de secouer le joug français. Lorsque, enfin, la guerre éclata, elle fut aussitôt accompagnée d'insurrections, de mouvements de résistance des paysans et des francs-tireurs. En avril, de la Weser à l'Elbe, tout le pays courut aux armes. Peu après, les habitants de la région de Magdebourg se soulevèrent à leur tour, et Gneisenau lui-même écrivit à ses amis de Franconie — cette lettre est également reproduite dans l'ouvrage de Pertz — afin de les appeler au soulèvement là où l'ennemi faisait étape sur sa retraite.

Vers la fin, cette guerre populaire fut officiellement reconnue [16] par les ordonnances sur le landsturm du 21 Avril 1813 (qui ne furent d'ailleurs promulguées qu'en Juillet). Celles-ci appellent tout homme de dix-sept à vingt ans et de quarante à soixante ans, susceptible de porter les armes et ne servant pas dans les troupes actives de la ligne ou du landwehr (service de vingt à quarante ans) à rejoindre son bataillon de milice territoriale, afin de se préparer à la guerre sainte de légitime défense pour laquelle tous les moyens sont justifiés.

La milice territoriale devait harceler aussi bien l'avant-garde que les troupes en retraite de l'ennemi, le tenir constamment en alerte, attaquer par surprise les trains de munitions et de vivres, ses courriers, ses renforts et ses installations sanitaires, le surprendre de nuit, anéantir ses groupes de traînards et ses détachements isolés, paralyser ou jeter le trouble et l'incertitude dans chacun de ses mouvements. D'autre part, elle devait appuyer l'armée prussienne, escorter les convois d'argent, de vivres, de munitions, de prisonniers, etc...

On peut effectivement considérer cette loi comme le manuel parfait du franc-tireur, et comme elle n'est pas rédigée par un médiocre stratège [Scharnhorst, appelé l'organisateur de l'armée

prussienne] *, elle peut trouver une application aussi bien dans l'Allemagne d'alors que dans la France de 1871.

Heureusement pour Napoléon, elle ne fut appliquée que très imparfaitement. Le roi s'effraya de son propre ouvrage : Quoi ? n'avait-il pas permis au peuple de lutter pour lui — sans avoir pourtant reçu son commandement ! C'était trop anti-prussien ! Aussi, la milice territoriale fut-elle suspendue jusqu'à ce que le roi l'appelât — ce qu'il ne fit plus jamais.

Gneisenau était furieux, mais il dut finalement se passer de la milice territoriale. Fût-il encore en vie — toutes ses expériences prussiennes accomplies — sans doute verrait-il son bel idéal de résistance populaire imité, sinon réalisé, par les francs-tireurs français. Car Gneisenau était un homme, et un homme de génie.

La révolution française : le prolétariat et la guerre de propagation révolutionnaire.

Lettre d'Engels à Fr. Adler,
4 Décembre 1889.

Cher Adler,

Je te conseille d'utiliser, pour le livre que tu prépares, l'ouvrage de Georges Avenel *Anarcharsis Cloots, l'orateur du Genre humain,* et ce pour les raisons suivantes : Je trouve (ainsi que Marx) qu'on décèle pour la première fois dans ce livre un juste exposé, fait à partir de recherches documentaires d'archives, *sur l'époque critique de la révolution française,* à savoir l'époque allant du 10 Août au 9 Thermidor.

La Commune de Paris et Cloots considéraient que le seul moyen de salut était de *propager la guerre à l'extérieur.* Quant à lui, le Comité de Salut public jouait les hommes d'Etat, craignait la Coalition européenne et cherchait la paix en *divisant* les puissances de la Coalition.

Danton voulait la paix avec l'Angleterre, c'est-à-dire avec Fox et l'opposition anglaise, qui espéraient arriver au pouvoir

* Engels donne cette précision dans un article précédent (N. d. Tr.).

lors des élections. Robespierre intriguait à Bâle avec l'Autriche ainsi que la Prusse, et voulait parvenir à un arrangement avec *ces* puissances. *Tous deux étaient unis contre la Commune et surtout contre ceux qui voulaient porter la guerre à l'extérieur et républicaniser l'Europe* [17].

Danton et Robespierre l'emportèrent : la Commune (Hébert, Cloots, etc...) fut décapitée. Dès lors, il n'y eut plus un seul point d'accord entre ceux qui voulaient la paix avec la seule Angleterre et ceux qui la voulaient avec les puissances allemandes. Comme les élections anglaises tournèrent à l'avantage de Pitt et que Fox fut exclu du gouvernement pour de longues années, la position de Danton fut ruinée. Robespierre triompha donc, et fit décapiter Danton.

Mais, voici le point qui n'a pas été suffisamment mis en évidence par Avenel : si la Terreur fut poussée jusqu'à l'absurde, parce qu'elle ne visait plus qu'à maintenir Robespierre au pouvoir dans les circonstances existant à l'intérieur, elle devint tout à fait superflue après la victoire de Fleurus, le 24 Juin 1794, qui libéra non seulement les frontières, mais livra encore à la France la Belgique et, indirectement, la rive gauche du Rhin. Robespierre était désormais superflu, et il tomba le 24 Juillet 1794.

Toute la révolution française est ainsi dominée par la guerre de coalition ; toutes ses pulsations en dépendent. Lorsque l'armée de la Coalition pénètre en France, la tension prédomine, le cœur bat violemment, c'est la crise révolutionnaire. Dès lors qu'elle recule, il y a relâchement, le cœur bat moins vite, les éléments réactionnaires se pressent sur l'avant-scène, et les plébéiens — les débuts du prolétariat ultérieur — dont l'énergie seule a sauvé la révolution, sont ramenés à la raison et à l'ordre.

Le Parti de la *guerre à outrance* (Fr.), de la guerre pour la libération des peuples a eu constamment raison, puisque la République est venue à bout de toute l'Europe ; mais la tragédie, c'est que ce Parti a été décapité très vite et qu'à la place de la guerre de propagation à l'extérieur, il y eut bientôt la Paix de Bâle et l'orgie bourgeoise du Directoire.

Ton livre doit être entièrement remanié et raccourci. Les

grandes déclamations doivent être supprimées, et les faits des manuels d'histoire courants complétés et mis en évidence avec clarté. Cloots peut parfaitement passer à l'arrière-plan. Certaines données importantes des *Lundis révolutionnaires* de G. Avenel peuvent y être introduites, et nous aurons alors un ouvrage sur la Révolution comme il n'en existe aucun autre.

Dans sa remarquable critique de *l'Histoire de la révolution française* de H. Léo, K.F. Kœppen a montré comment la bataille de Fleurus a provoqué la chute du règne de la Terreur. Tu le trouveras dans la première *Gazette rhénane* de 1842.

Salue bien ta femme et Louise Kautsky,

Bien à toi,

Engels.

Lettre de Fr. Engels
à Karl Kautsky,
20 Février 1889.

Cher Kautsky,

...Il faudrait mentionner, ne serait-ce que brièvement, *comment* ces plébéiens (qui étaient en dehors du système féodal des états, et ne disposaient donc, à peu de choses près, d'aucun droit, étant exclus de tous les liens sociaux alors en vigueur) formèrent peu à peu ce que tu appelles le « sans-culottisme » (encore un isme !), et quel rôle ils jouèrent.

A la page 53 de ton article [18], tu escamotes la difficulté en amenant ton artillerie lourde, à savoir l'explication se fondant sur le mode de production nouveau. Mais tu n'y fais que des allusions imprécises et assez mystérieuses.

Ensuite, les choses deviennent simples : les bourgeois ont toujours été trop lâches pour défendre leurs propres intérêts : dès la Bastille, la plèbe a dû faire tout le travail pour la bourgeoisie. En effet, sans cette intervention, ni le 14 Juillet, ni les actions des 5 et 6 Octobre au 10 Août, ni le 2 Septembre, etc... n'auraient eu lieu ; la bourgeoisie aurait à chaque fois succombé

devant l'ancien régime, et la Coalition, alliée à la Cour, eût écrasé la révolution.

Mais, ces interventions n'allaient pas sans que les plébéiens donnent aux revendications révolutionnaires de la bourgeoisie un sens qu'elles n'avaient pas. Ainsi, ils poussaient l'égalité et la fraternité jusqu'à leurs conséquences extrêmes qui inversaient le sens bourgeois de ces formules, ce sens poussé à l'extrême se changeant alors en son contraire.

Toutefois, cette égalité et cette fraternité *plébéiennes* ne pouvaient être qu'un pur idéal, à une époque où il devait s'agir de réaliser *leur contraire* [19]. Comme toujours, l'ironie de l'histoire a fait que cette conception *plébéienne* des mots d'ordre révolutionnaires a été le levier le plus puissant pour faire passer dans les lois la conception opposée — *l'égalité bourgeoise* — et, pour faire passer dans la production l'exploitation au lieu de la fraternité.

Mais, je parlerais bien moins du mode de production nouveau. A chaque fois, il est séparé des événements dont tu parles par un véritable abîme. Dès lors que l'on établit un rapport trop direct, on tombe dans *l'abstraction pure,* les choses ne devenant pas plus claires, au contraire.

En ce qui concerne la Terreur, c'était essentiellement une *mesure de guerre,* tant qu'elle avait un sens. La classe, ou mieux le groupe de la fraction de classe, qui, seule, pouvait assurer le triomphe de la révolution, ne se maintint pas seulement grâce à elle au pouvoir (c'était la moindre des choses après la victoire sur les rebelles), mais surtout s'assurait une liberté de mouvement, une marge de jeu, une possibilité de concentrer les forces à l'endroit décisif : aux frontières.

Fin 1793, celles-ci étaient déjà relativement sûres. 1794 commença bien, les armées françaises progressaient presque partout. La Commune et sa direction extrême devinrent superflues. Leur propagande pour l'extension de la révolution devint un obstacle pour Robespierre et pour Danton, qui tous deux — chacun d'une manière différente — voulaient la paix. Dans ce conflit entre trois éléments, ce fut Robespierre qui triompha, mais dès lors, la Terreur devint pour lui un simple moyen de se maintenir

au pouvoir, ce qui la rendit absurde. Le 26 Juin, à Fleurus, Jourdan mit toute la Belgique aux pieds de la République, la Terreur devenait insoutenable : le 27 Juillet, Robespierre tomba et l'orgie bourgeoise commença.

La formule « Bien-être pour tous grâce au travail » exprime sur un mode trop précis les aspirations de la *Fraternité* plébéienne d'alors. Il est difficile de déterminer exactement ce qu'ils voulaient ; ce n'est qu'après la chute de la Commune que Babeuf leur donna une forme véritable. *Si la Commune était venue trop tôt avec ses aspirations de fraternité, Babeuf est arrivé trop tard...*

Fr. Engels.

Progrès de la réforme sociale sur le continent.

Fr. Engels,
« The New Moral World »,
4 Novembre 1843.

A chacune de mes rencontres avec des socialistes anglais, je suis très surpris de constater que la plupart d'entre eux ne sont guère familiarisés avec le mouvement social qui se développe dans les différentes parties du continent *. Et pourtant, il existe en France plus d'un demi-million de communistes, en négligeant les fouriéristes et autres réformateurs sociaux moins radicaux. Dans toutes les parties de la Suisse, il y a des associations communistes qui envoient des émissaires en Italie, en Allemagne et même en Hongrie. Et il se trouve même que la philosophie allemande, après de longues et douloureuses crises, en est enfin venue au communisme.

Ainsi, les trois grands pays civilisés d'Europe — l'Angleterre,

* Après avoir analysé les conditions matérielles et générales de la société des années 1840 en considérant surtout l'Allemagne, nous passons à un niveau plus « élevé » et plus étroit de la genèse du socialisme scientifique : la critique de l'activité politique, économique, théorique et organisationnelle des mouvements qui ont précédé le marxisme (N. d. Tr.).

la France et l'Allemagne — arrivent, chacun de son côté, à la conclusion qu'une révolution radicale des rapports sociaux sur la base de la propriété communautaire est devenue, à présent, une nécessité urgente et inéluctable. Ce résultat est d'autant plus frappant que chacune des trois nations mentionnées l'a atteint indépendamment des autres. Peut-il y avoir de démonstration plus frappante que le communisme n'est pas seulement la conséquence de la situation particulière de l'Angleterre ou d'une quelconque autre nation, mais encore une conclusion nécessaire que l'on est bien obligé de tirer à partir des conditions générales de la civilisation moderne ?

C'est pourquoi il serait souhaitable que ces trois nations s'entendent entre elles pour établir en quoi elles concordent et en quoi elles désaccordent, car il doit bien y avoir des points de vue différents puisque la doctrine du communisme vient d'une source différente dans chacun de ces trois pays.

Les Anglais parvinrent à ce résultat d'une manière *pratique* (économique) à la suite de l'accroissement rapide de la misère, de la désagrégation des mœurs et du paupérisme dans leur pays ; les Français de manière *politique,* du fait qu'ils exigèrent les premiers la liberté et l'égalité politiques et, trouvant cela insuffisant, ils ajoutèrent à ces revendications politiques la revendication de la liberté et de l'égalité *sociales ;* les Allemands vinrent au communisme par la *philosophie,* en tirant les conclusions à partir de ces premiers principes.

Du fait de la diversité d'origine du socialisme dans les trois pays, il faut compter avec quelques divergences de vue sur des points mineurs [20]. Mais je crois pouvoir affirmer que ces différences sont relativement insignifiantes et peuvent être facilement surmontées dès lors que les réformateurs sociaux de chacun de ces pays auront la volonté de s'accorder fraternellement avec ceux des autres pays. Il faut pour cela qu'ils apprennent à se connaître. Si ce premier pas est fait, je suis persuadé que, de tout cœur, ils souhaiteront tous le succès de leurs frères communistes de l'extérieur.

1. France

Depuis la Révolution, la France est le pays proprement politique de l'Europe. Nulle amélioration, nulle doctrine ne peut acquérir d'importance nationale si elle ne revêt pas de quelque manière une forme politique. Il semble qu'au stade actuel de l'histoire humaine, la nation française soit déterminée à parcourir toutes les formes politiques du développement ; autrement dit, que partant du politique pur, elle parvienne au point où tous les autres peuples et toutes les trajectoires confluent au communisme. L'évolution politique de la France montre donc clairement *comment devra se dérouler l'histoire à venir des chartistes anglais.*

La révolution française développa la démocratie en Europe. La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie (une théologie, comme diraient les Allemands). Et cela vaut, à mon avis, de toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible ; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi, il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement[21]. Cette forme hypocrite ne doit pas subsister. La contradiction qu'elle recèle doit apparaître au grand jour : ou bien un véritable esclavage, et cela signifie un despotisme non déguisé, ou bien une authentique liberté ainsi qu'une authentique égalité, et cela signifie le communisme. La révolution française a produit ces deux éléments : *Napoléon* instaura l'un, *Babeuf,* l'autre.

Je peux être bref sur le thème du babouvisme, puisque l'histoire de la conspiration de Babeuf, écrite par Buonarotti, vient d'être traduite en anglais. Le complot communiste échoua, parce que, d'une part, le communisme de cette époque était encore bien grossier et assez superficiel et que, d'autre part, les esprits n'étaient pas encore suffisamment avancés en ce temps-là.

En France, le réformateur social suivant fut le *comte de Saint-Simon.* Il réussit à fonder une secte et même quelques établissements, mais sans succès durable. La doctrine saint-simonienne s'apparente en gros à celle des *Ham-Common Socialists*

d'Angleterre[22], bien que l'on trouve quelques différences dans le détail des systèmes et des idées. Les singularités et les extravagances des saint-simoniens furent bientôt l'objet de la risée et de l'ironie des Français. Or, en France, le ridicule tue.

Mais, il y a eu, en outre, d'autres causes à l'échec des tentatives saint-simoniennes. Toute la doctrine de ce parti était noyée dans les brumes d'un incompréhensible mysticisme qui pouvait au début frapper la curiosité des gens, mais ne pouvait que décevoir leur attente. Leurs principes économiques n'étaient pas sans faille. Pour la distribution du produit, la part de chaque membre des communautés était mesurée d'abord suivant le montant du travail qu'il avait fourni, et ensuite suivant la somme de talent qu'il y avait déployée. Un républicain allemand, Börne, a opposé avec raison à ce principe que le talent, au lieu d'être rémunéré, devait bien plutôt être considéré comme un avantage naturel et, de ce fait, venir en déduction de la part de celui qui était ainsi avantagé, ne serait-ce que pour restaurer l'égalité[23].

Après avoir fasciné la pensée un certain temps, le saint-simonisme, tel un brillant météore, s'effaça de l'horizon social. Personne n'y pense plus aujourd'hui ; on a cessé d'en parler : son temps est révolu.

Vers la même époque que Saint-Simon, un autre homme appliqua la force de sa puissante intelligence à l'étude de la situation sociale de l'humanité : *Fourier.* Bien que les ouvrages de Fourier ne recèlent pas d'éclairs de génie comme nous en trouvons chez Saint-Simon et certains de ses disciples ; bien que son style soit pesant et montre à l'évidence que l'auteur s'est donné beaucoup de mal pour formuler clairement sa pensée et pour exprimer des idées pour lesquelles la langue française n'a pas de mots, il n'empêche que nous lisons ses ouvrages avec plus de plaisir, et qu'il s'y trouve plus de valeur réelle que dans ceux de l'école précédente. Certes, l'œuvre n'est pas dépourvue de mysticisme, il est même aussi marqué que possible, mais on peut facilement l'écarter. Ce qui subsiste alors ne se rencontre pas chez les saint-simoniens, c'est-à-dire une recherche scientifique, une pensée fraîche, systématique et sans préjugés : bref,

c'est une *philosophie sociale,* alors que le saint-simonisme ne se définit que comme *poésie sociale.*

C'est Fourier qui, le premier, formula le grand axiome de la philosophie sociale : comme chaque individu a une inclination ou une préférence pour un genre de travail bien particulier, la somme des inclinations de tous les individus pris dans leur ensemble doit être assez forte pour correspondre aux besoins de tous. Si on permet à chaque individu de s'abandonner à son inclination propre en le laissant faire ce qu'il souhaite, il est tout de même possible de satisfaire les besoins de tous, sans que l'on ait à utiliser les moyens de contrainte en vigueur dans l'actuel système social. Ce principe semble hardi, mais il est inattaquable dans la forme que Fourier lui a donnée ; qui plus est, il est évident — comme l'œuf de Colomb.

Fourier démontre que chacun naît avec une inclination pour un certain type de travail, que l'*inactivité absolue* est une absurdité, qui n'a jamais existé et ne pourra jamais exister ; que, par nature, l'esprit humain est activité, ou mieux que sa fonction est de mettre le corps en activité. En conséquence, il n'est point besoin de contraindre les êtres humains à une activité, comme on le fait au stade actuel de la société. Il suffit d'imprimer la bonne direction à l'impulsion naturelle de l'activité sociale.

Il démontre, en outre, que travail et jouissance peuvent s'identifier, et souligne tout ce qu'il y a d'irrationnel dans l'actuel ordre social qui sépare l'un de l'autre, en faisant du travail un fléau et en rendant les jouissances inaccessibles à la plupart des travailleurs. Il montre, enfin, qu'avec un ordonnancement rationnel, le travail doit devenir ce qu'il est en fait, une joie, chacun pouvant suivre son inclination propre. Je ne peux, évidemment, développer ici toute la théorie du *libre travail* de Fourier, mais je pense avoir montré ainsi aux socialistes anglais que le fouriérisme vaut bien de retenir leur attention.

Un autre mérite de Fourier, c'est d'avoir énoncé les avantages, ou mieux la nécessité de l'association. La simple mention de ce sujet suffirait à convaincre les Anglais de l'importance des questions traitées.

Il y a en revanche chez Fourier une grave contradiction, car il n'abolit pas la propriété privée. Dans ses phalanstères, ou communes sociétaires, on trouve des riches et des pauvres, des capitalistes et des ouvriers. La propriété de tous est mise en fonds commun, l'entreprise s'adonne au commerce, à l'industrie agricole et manufacturière et le produit en est divisé entre les membres : une portion pour la rémunération du travail, une seconde pour récompenser les connaissances et les talents, et une troisième pour le profit du capital. Ainsi donc, après toutes les belles théories sur l'association et le libre travail, après un torrent de déclarations indignées contre le commerce, l'égoïsme et la concurrence, il nous propose pratiquement de nouveau le vieux système de la concurrence selon un plan amélioré, ainsi qu'une bastille édifiée à l'aide de lois sur les pauvres, fondées sur des principes plus libéraux ! Bien sûr, cela ne peut nous satisfaire ; d'ailleurs, les Français n'en sont pas restés là.

Les progrès du fouriérisme ont été lents mais réguliers en France. Les Fouriéristes ne sont pas très nombreux, mais ils forment actuellement une partie importante et active de l'intelligence de la France. Victor Considerant est l'un de ses plus brillants représentants. Ils disposent, en outre, d'un journal, *La Phalange* [24], qui parut d'abord trois fois par semaine avant de devenir quotidien.

Comme les Fouriéristes sont aujourd'hui représentés en Angleterre par M. Doherty, et y sont donc connus, je pense en avoir dit suffisamment, et je passe maintenant au parti le plus important et le plus radical en France : les *communistes*.

Comme je l'ai dit plus haut, tout ce qui, en France, prétend à une importance nationale doit revêtir un caractère politique, ou est voué à l'échec. Saint-Simon et Fourier n'abordaient pas le problème politique. C'est pourquoi leurs plans ne firent pas partie du domaine commun de la nation, et ne furent l'objet que de discussions privées.

Nous avons vu comment le communisme de Babeuf a surgi par rapport à la démocratie de la première révolution. La seconde révolution — celle de 1830 — a produit un nouveau communisme

plus puissant encore. Ce fut la « Grande Semaine » de 1830, à la suite de l'alliance de la bourgeoisie et de la classe ouvrière, des libéraux et des républicains. Une fois le travail accompli, la classe ouvrière fut renvoyée dans ses foyers, et les fruits de la révolution furent accaparés par la seule bourgeoisie. Les ouvriers se soulevèrent au cours de diverses insurrections pour briser le monopole politique et pour instaurer une république ; mais, ils furent à chaque fois vaincus, car non seulement la bourgeoisie disposait de l'armée, mais elle avait encore formé une Garde Nationale.

Pendant cette période (1834-35), les ouvriers qui avaient été républicains s'assimilèrent une leçon nouvelle : ils reconnurent que, même si leurs plans démocratiques réusissaient, ils continueraient d'être dupés par des chefs plus doués et plus subtils encore, et que leur situation sociale — cause de leur mécontement politique — ne serait aucunement améliorée par un quelconque changement politique.

Ils retournèrent aux sources vives et à l'étude de la grande Révolution, et s'emparèrent vivement du communisme de Babeuf. C'est tout ce que l'on peut dire avec certitude de l'origine du communisme moderne en France : on en discuta d'abord dans les rues sombres et les ruelles surpeuplées du faubourg Saint-Antoine de Paris ; et ensuite dans les réunions secrètes des conspirateurs. Ceux qui en savent plus long gardent sagement leur savoir pour eux, afin de se soustraire au « bras puissant de la loi ». Quoi qu'il en soit, le communisme se répand rapidement sur Paris, Lyon, Toulouse et les autres grandes villes industrielles.

Toutes sortes de sociétés secrètes se succèdent. Les « Travailleurs Egalitaires » et les « Humanitaires » furent les plus importantes d'entre elles [25]. Comme les babouvistes de la grande révolution, les Egalitaires forment un groupe peu dégrossi : ils se proposent de transformer le monde en une communauté ouvrière, rejetant tout raffinement de la culture, de la science, des beaux-arts, etc... comme un luxe inutile, dangereux et aristocratique [26]. Ce préjugé résultait nécessairement de leur ignorance complète de l'histoire et de l'économie politique.

Les Humanitaires sont connus surtout par leurs attaques contre le mariage, la famille et d'autres institutions analogues. Ces deux partis, comme un certain nombre d'autres, ont connu une vie assez éphémère, et la grande masse de la classe ouvrière française adopta bientôt les principes proclamés par Cabet — le « père Cabet » — et connus sur le continent sous le nom de communisme icarien.

Cette esquisse de l'histoire du communisme en France montre en quoi le communisme français doit se distinguer de l'anglais. Le mouvement de réforme sociale a une origine politique en France. On s'y est rendu compte que la démocratie ne pouvait donner une égalité réelle ; c'est pourquoi on lui a adjoint le système des communes. La masse des communistes français est donc également républicaine : elle souhaite une structure communiste de société, avec une forme de gouvernement républicaine. Eh bien, voyez-vous, je ne pense pas que les socialistes anglais élèvent de graves objections contre ce système ; en effet, bien qu'ils soient plus favorables à une monarchie élective, je les sais cependant assez éclairés pour ne pas vouloir imposer leur forme de gouvernement à un autre peuple. Il est évident qu'une telle tentative entraînerait pour le peuple en question des difficultés et des désordres plus grands qu'il ne s'en produirait avec leur propre forme démocratique de gouvernement, même à supposer que celle-ci fût mauvaise.

Mais, il y a d'autres objections que certains peuvent adresser aux communistes français : ceux-ci entendent renverser par la violence l'actuel gouvernement de leur pays, et cela ils le prouvent en s'organisant toujours sur le plan politique en associations secrètes. C'est vrai.

Même les Icariens qui pourtant dans leurs publications déclarent avoir horreur des révolutions violentes et des sociétés secrètes, sont organisés plus ou moins secrètement et saisiraient avec joie chaque occasion d'instaurer une république par la force.

On peut, certes, objecter à cela, et avec raison, que les sociétés secrètes n'admettent pas, pour leurs propres membres, un élémentaire droit de regard sur elles, et que leurs adhérents

s'exposent à d'inutiles persécutions légales. Je n'ai pas l'intention de défendre dans tous les cas une telle politique, mais il suffit de l'expliquer pour qu'elle soit comprise. Et, effectivement, elle s'explique pleinement par les caractéristiques nationales et gouvernementales de la France, qui diffèrent entièrement de celles de l'Angleterre.

Sans interruption, la constitution anglaise a servi de loi à ce pays depuis presque cent cinquante ans. Toute modification, même quelconque, y a été apportée par des moyens légaux, sous forme constitutionnelle. On s'explique donc pourquoi les Anglais éprouvent ce profond respect de la légalité. En France, en revanche, durant ces cinquantes dernières années, un changement violent a succédé à l'autre. Toutes les constitutions, de la démocratie radicale au despotisme ouvert, ainsi que toutes les lois possibles ont été abrogées et remplacées par d'autres : comment un peuple pourrait-il respecter ses lois dans de telles conditions ? Qui plus est, le résultat de toutes ces convulsions, c'est qu'aujourd'hui la Constitution et les lois françaises prescrivent que les riches oppriment les pauvres, et cette oppression est maintenue par la violence : qui peut espérer que les opprimés considèrent avec sympathie leurs institutions publiques et qu'ils ne recourrent pas de nouveau à la vieille méthode de 1792 ? Ils savent que s'ils ont un avenir, c'est uniquement parce qu'ils auront répondu à la force par la force, et comme ils ne disposent actuellement d'aucun autre moyen, pourquoi devraient-ils hésiter, même une seconde, à employer ce moyen ?

On peut se demander, en outre, pourquoi les communistes français n'ont pas instauré des communautés comme les Anglais ? Je répondrai tout simplement : c'est parce qu'*ils n'osent pas le faire*. En effet, s'ils le faisaient, les soldats en réprimeraient la toute première tentative. Et, même s'ils avaient le droit de le faire, cela ne leur servirait à rien en fin de compte. En effet, j'ai toujours considéré la fondation d'une communauté — celle, par exemple, d'Owen à « Harmony » — comme une *simple expérience,* tendant à démontrer que ces plans sont applicables à la réalité, afin d'amener l'opinion publique à une conception

plus positive vis-à-vis des plans socialistes destinés à soulager la misère des masses.

Mais, si elle avait lieu, une telle expérience n'aurait aucun effet en France. Ne montrez pas aux Français que vos plans sont réalisables, car cela les laisserait froids et indifférents. Montrez-leur plutôt que vos communes ne placeront pas l'humanité sous le joug d'un « despotisme de fer », comme le disait le chartiste M. Bairstow dans sa discussion avec M. Watts[27]. Montrez-leur que la véritable liberté et la véritable égalité ne sont possibles que dans le système des communes ; montrez-leur que la justice réclame un tel ordre social : ils seront tous, dès lors, à vos côtés.

Mais revenons aux doctrines sociales des communistes icariens. Leur « bible », c'est le *Voyage en Icarie* du père Cabet qui, soit dit en passant, fut autrefois procureur général et membre de la Chambre des députés. Les lignes générales de leur système des communes ne se distinguent que fort peu de celles d'Owen. Ils reprennent tout ce qu'il y a de sensé chez Saint-Simon et Fourier si bien, qu'à cet égard, ils sont très supérieurs aux anciens communistes français. En ce qui concerne le mariage, ils sont exactement du même avis que les Anglais. Tout ce qui est humainement possible sera fait pour assurer la liberté des individus. Les sanctions pénales doivent être éliminées et remplacées par l'éducation de la jeunesse et, pour les adultes, par un traitement mental approprié et rationnel.

Mais, il y a un fait tout à fait curieux : alors que les socialistes anglais sont en général opposés au christianisme, parce qu'ils souffrent de tous les préjugés religieux d'un peuple effectivement chrétien, les communistes français se disent « chrétiens », alors qu'ils font partie d'une nation célèbre pour son athéisme. Voici l'une de leurs formules préférées : « le christianisme, c'est le communisme ». Ils s'appuient sur la preuve biblique : les premiers chrétiens auraient vécu en communautés de biens, etc... Tout cela prouve simplement que ces braves gens ne sont pas de bons chrétiens, même s'ils en prennent l'étiquette. S'ils l'étaient vraiment, ils connaîtraient mieux la Bible et sauraient que, si quel-

ques passages en sont favorables au communisme, l'esprit général lui en est cependant tout à fait opposé, comme il s'oppose d'ailleurs à n'importe quel système rationnel.

Le développement du communisme a été salué par la plupart des esprits éminents de France : le métaphysicien Pierre Leroux, George Sand, qui défend vaillamment les droits de la femme, l'abbé de Lamennais, auteur de *Paroles d'un croyant,* et beaucoup d'autres sont plus ou moins favorables aux doctrines communistes. Cependant, à cet égard, l'écrivain le plus important est Proudhon, un jeune homme, qui publia il y a deux ou trois ans son livre « Qu'est-ce que la Propriété ? ». Il répond : « la propriété, c'est le vol ». C'est le plus philosophique des ouvrages communistes en langue française, et je souhaiterai qu'il soit publié en anglais.

Le droit à la propriété privée et les conséquences de cette institution — la concurrence, l'immoralité et la misère — tout cela y est analysé avec une intelligence puissante et un réel esprit scientifique, dont je n'ai retrouvé depuis lors union aussi heureuse dans aucun autre ouvrage.

Il y fait, en outre, quelques remarques fort importantes sur les formes de gouvernement. Après avoir démontré que toute forme de gouvernement est à rejeter, qu'il s'agisse de démocratie, d'aristocratie ou de monarchie, que toujours le gouvernement s'appuie sur la force et que même dans le meilleur des cas possibles la force de la majorité opprime la minorité plus faible, il en vient à la conclusion : « Nous voulons l'anarchie ! ». Ce dont nous avons besoin, c'est l'anarchie, le gouvernement exercé par nul être humain, la responsabilité de chaque particulier devant personne d'autre que lui-même [28].

Il me resterait encore beaucoup à dire, mais j'aborderai ce thème plus en détail à propos des communistes allemands. Je n'ai plus qu'une chose à ajouter : on estime le nombre des communistes français icariens à environ un demi-million. Voilà une très respectable phalange, n'est-il pas vrai ? Ils disposent d'un hebdomadaire, le *Populaire,* que publie le père Cabet ; en outre, P. Leroux publie la *Revue Indépendante* [29], qui

défend les principes du communisme au point de vue philosophique.

Manchester, le 23 Octobre 1843.

2. *L'Allemagne et la Suisse.*

Fr. Engels,
« The New Moral World »,
18 Novembre 1843.

L'Allemagne a eu ses réformateurs sociaux dès l'époque de la Réforme. Aussitôt après que Luther eut commencé à demander la réforme de l'Eglise et à soulever le peuple contre la domination *spirituelle,* la paysannerie du Sud et du Centre de l'Allemagne fit une insurrection générale contre ses maîtres *temporels.*

Luther proclamait que son but était de revenir — en doctrine et en pratique — au christianisme primitif ; les paysans adoptèrent la même position, et tout naturellement ils demandèrent la restauration du communisme primitif non seulement dans l'Eglise, mais encore dans la vie sociale. Ils estimaient que l'état de servage dans lequel ils vivaient, était inconciliable avec les doctrines de la Bible. Ils étaient, en effet, opprimés par une bande d'arrogants barons et seigneurs, dépouillés au fur et à mesure qu'ils produisaient, et traités comme du bétail. Nulle loi ne les protégeait, et même s'il s'en trouvait une, personne ne l'aurait jamais appliquée. Il est évident qu'une telle situation différait beaucoup de la communauté des premiers chrétiens et de la doctrine du Christ telle qu'elle se trouve consignée dans certains passages de la Bible.

Ils se soulevèrent donc et engagèrent les hostilités contre leurs seigneurs. Il est évident que cette guerre ne pouvait être qu'une guerre d'extermination. Le prêcheur, Thomas Münzer, qu'ils placèrent à leur tête, lança une proclamation, qui, bien sûr, contenait toutes les absurdités religieuses et les superstitions de son époque, mais elle énonçait aussi les principes suivants : d'après la Bible, nul chrétien n'a le droit de garder par devers soi et exclusivement une propriété quelconque ; la propriété commu-

nautaire est le seul état compatible avec une société de chrétiens ; nul bon chrétien n'a le droit d'exercer une quelconque autorité ou pouvoir de commandement sur d'autres chrétiens, ni même de détenir un quelconque office de gouvernement ou de puissance héréditaire. Au contraire, comme tous les hommes sont égaux devant Dieu, ils doivent l'être également sur terre.

Ces formules n'étaient rien d'autre que des conclusions logiques tirées de la Bible et des écrits de Luther lui-même. Mais, Luther n'était pas disposé à aller aussi loin que le peuple. Malgré le courage dont il fit preuve devant les autorités spirituelles, il ne put se libérer des préjugés politiques et sociaux de son temps. C'est avec la même fermeté qu'il croyait à la Bible et au droit divin dont disposaient les princes et maîtres de ce monde pour tenir le peuple sous leur joug. En outre, comme il eut besoin de la protection de l'aristocratie et des princes protestants, il rédigea un pamphlet contre les insurgés. Non seulement il renia tous les liens qu'il avait noués avec eux, mais il exhorta l'aristocratie à les mater avec la dernière rigueur parce qu'ils se rebellaient contre les lois divines : « Abattez-les comme des chiens ! », cria-t-il. Tout le pamphlet est écrit avec une telle animosité et même une telle rage fanatique contre le peuple, qu'il stigmatisa à jamais la figure de Luther : il démontre qu'il a commencé sa carrière comme un homme du peuple, et l'a achevé au service entier de ses oppresseurs. L'insurrection fut écrasée après une guerre civile très sanglante, et les paysans furent ramenés à leur état antérieur de servitude.

Mis à part quelques cas isolés, dont l'existence n'a pas filtré dans le public, il n'y a pas eu de réformateurs sociaux en Allemagne, de la Guerre des paysans jusqu'à une époque très récente. Au cours de ces cinquante dernières années, l'opinion a été trop préoccupée par des questions, ou bien purement politiques ou bien purement philosophiques. Or, il fallait résoudre ces questions avant de pouvoir aborder la question du socialisme avec objectivité et en toute connaissance de cause. Il se trouve que des hommes, qui se seraient décidément opposés à l'instauration du système communiste, lui ont cependant ouvert la voie [30].

A présent, c'est au sein de la classe laborieuse allemande que

la réforme sociale est devenue le thème de discussion. Comme l'Allemagne n'a encore qu'une faible industrie manufacturière, la masse de la classe laborieuse se compose de compagnons artisans qui, avant de se fixer comme petits artisans, se déplacent pendant quelques années à travers l'Allemagne, la Suisse et souvent même la France. C'est ainsi qu'un grand nombre de travailleurs allemands sont constamment en route vers Paris ou en reviennent ; ils devaient donc se familiariser avec les mouvements politiques et économiques de la classe ouvrière française. L'un d'eux — Wilhelm Weitling — un simple compagnon tailleur de Magdebourg en Prusse, résolut de créer des associations communistes dans son pays [31].

Cet homme que l'on considère comme le fondateur du communisme allemand, a passé quelques années à Paris avant d'aller en Suisse pour y travailler à Genève dans un atelier de tailleur : il y prêcha son nouvel évangile à ses compagnons de travail. Il fonda des associations communistes dans toutes les villes, petites ou grandes, du côté suisse du lac de Genève et gagna à ses idées la plupart des Allemands qui travaillent dans cette région.

Après avoir ainsi préparé l'opinion publique, il publia une revue — *La Jeune Génération* — pour étendre son agitation dans le pays. Cette feuille, bien qu'elle soit écrite uniquement pour les travailleurs par un travailleur, est d'emblée supérieure à la plupart des publications des communistes français, et même au *Populaire* du père Cabet. Weitling a travaillé durement pour acquérir un savoir historique et politique, indispensable à tout publiciste, mais dont il a été privé par l'éducation officielle. De même, il a fait les plus grands efforts pour systématiser ses idées et pensées en une théorie complète du communisme. *La Jeune Génération* fut publiée dès 1841. L'année suivante, Weitling publia son ouvrage *Garanties de l'harmonie et de la liberté,* où il critique le vieil ordre social et esquisse les grandes lignes d'un ordre nouveau. Je ferai peut-être quelques extraits de ce livre.

Après avoir formé le noyau d'un parti communiste à Genève et ses environs, il alla à Zurich où certains de ses amis avaient déjà commencé l'agitation chez les ouvriers, comme elle avait

eu lieu dans quelques villes du Nord de la Suisse. Il entreprit donc d'organiser son parti dans ces villes. Sous le nom de « Sociétés de Chant », des groupes furent constitués pour propager et discuter les idées communistes. Weitling annonça son intention de publier son ouvrage *L'Evangile du pauvre pêcheur.* C'est alors que la police interrompit ses activités.

En juillet dernier, Weitling fut arrêté, ses papiers et son livre furent saisis à l'imprimerie même. Le gouvernement de la république chargea une commission d'enquête de préparer un rapport pour le Grand Conseil et les représentants du peuple. Ce rapport, publié il y a quelques mois, affirme que dans toutes les régions de Suisse il existe de très nombreuses associations communistes qui se composent essentiellement de travailleurs allemands ; que Weitling était considéré comme le chef du parti et qu'il recevait des comptes rendus sur les progrès effectués par le mouvement ; qu'il entretenait une correspondance avec des associations similaires d'Allemands à Paris et à Londres, et que tous ces groupes, dont les membres changeaient souvent de résidence, étaient autant de serres chaudes pour les « dangereuses doctrines utopiques », diffusées par leurs adhérents aussi bien en Allemagne, qu'en Hongrie et en Italie, la propagande de ces doctrines captivant l'esprit de tout travailleur.

Le rapport du Dr Bluntschli, un homme imbu de préjugés aristocratiques et fanatiquement chrétien, n'est pas rédigé comme un rapport neutre et officiel, mais comme un pamphlet de parti. Il dénonce le communisme comme une doctrine pernicieuse et subversive en tous points pour les principes sacrés de la société. Ce pieux docteur n'a pas de mots assez forts pour flétrir les blasphèmes abjects de ce peuple frivole et inculte qui trouve moyen de justifier ses doctrines de subversion et de révolution par des citations extraites de l'Ecriture Sainte. A ce propos, Weitling et son parti assimilent christianisme et communisme, comme le font les Icariens en France.

Les résultats du procès de Weitling furent très décevants pour les autorités de Zurich. Bien que Weitling et ses amis n'aient pas manqué d'audace dans leurs déclarations, l'accusation ne put retenir contre eux la charge de haute trahison et de conspi-

ration. Ils furent condamnés à six mois de prison et on leur interdit de séjourner à l'avenir en Suisse. Les membres des sociétés zurichoises furent expulsés de leur canton. Le rapport fut communiqué aux gouvernements de tous les autres cantons ainsi qu'aux ambassades étrangères ; cependant, les communistes des autres cantons suisses ne furent guère inquiétés : les persécutions venaient trop tard. Elles ne contribuèrent donc pratiquement pas à détruire le communisme, mais tout au contraire le servirent en suscitant pour lui l'intérêt dans tous les pays de langue allemande. Alors que le communisme était presque inconnu en Allemagne, il retint désormais l'attention de tous.

Mais, un autre parti revendique aussi le communisme en Allemagne. Alors que le parti de Weitling est essentiellement populaire et rassemble, ou a les plus grandes chances de rassembler bientôt, toute la classe laborieuse d'Allemagne, cet autre parti est philosophique : de par son origine, il n'est relié ni au communisme français, ni au communisme anglais, mais il remonte à la philosophie dont l'Allemagne fut si fière au cours de ces cinquante dernières années.

La révolution politique de la France fut accompagnée d'une révolution philosophique en Allemagne. Kant l'inaugura en renversant le système métaphysique de Leibnitz, qui avait été introduit dans toutes les universités du continent à la fin du siècle dernier. Fichte et Schelling s'attelèrent au système nouveau, qui fut complété par Hegel. Jamais la pensée humaine n'avait conçu de système philosophique aussi vaste. La logique, la philosophie du droit, de la religion et de l'histoire ont toutes été unies en un système unique et ramenées à un même principe fondamental. Ce système apparaît comme parfaitement inattaquable de l'extérieur, il ne pouvait être détruit que *de l'intérieur*, par ceux-là mêmes qui étaient hégéliens.

Il va de soi que je ne saurais retracer ici toute l'histoire de ce système ; je me limiterai donc à quelques remarques. De Kant à Hegel, le progrès de la philosophie allemande fut si logique et, si je puis dire, si nécessaire, qu'aucun des autres systèmes mentionnés ci-dessous ne pouvait plus coexister avec lui. Ils ne

suscitaient plus aucun intérêt : on en avait une si piètre opinion qu'on négligea même de les renverser.

Malgré son immense savoir, sa profondeur de pensée et ses analyses abstraites, Hegel négligea de se libérer lui-même des préjugés propres à son temps — temps de restauration des anciens régimes de gouvernement et de religion. Mais ses disciples avaient des conceptions tout autres en la matière.

Hegel mourut en 1831 ; dès 1835 Strauss publia sa *Vie de Jésus,* premier ouvrage progressant au-delà des limites de l'hégélianisme orthodoxe. La voie était ouverte à d'autres. En 1837, des chrétiens s'élevèrent contre les néo-hégéliens, en les dénonçant comme athées et en demandant à l'Etat de sévir contre eux. Cependant, l'Etat n'intervint pas, et la polémique se poursuivit.

A ce moment, les néo-hégéliens étaient si peu conscients des conséquences de leurs propres raisonnements qu'ils repoussèrent l'accusation d'athéisme et se désignèrent eux-mêmes comme chrétiens et protestants, bien qu'ils contestaient l'existence d'un Dieu qui n'était pas homme et proclamaient que l'histoire des évangiles était pure mythologie. Il n'y a guère qu'un an que l'auteur de ces lignes reconnut, dans un pamphlet, que l'accusation d'athéisme était fondée [32].

Mais l'évolution se poursuivait. Les Jeunes Hégéliens de 1842 furent ouvertement athées et républicains. La revue de ce parti — les *Annales Allemandes* — se fit de plus en plus radicale et amplifia son influence. Un journal politique [33] fut fondé, et toute la presse libérale allemande fut bientôt entièrement entre nos mains. Nous avions des amis dans presque toutes les villes importantes d'Allemagne ; nous procurions à tous les journaux libéraux la matière nécessaire et nous en fîmes indirectement nos organes ; nous inondions le pays de tracts et nous dominâmes bientôt l'opinion publique dans chaque question importante.

Un relâchement temporaire de la censure de presse accrut l'énergie de notre mouvement, qui était totalement nouveau pour une partie importante du public allemand. Nos journaux, publiés

sous l'autorisation d'un censeur gouvernemental, renfermaient des choses qui, en France, eussent été sanctionnées comme relevant de la haute trahison et qui, même en Angleterre, eussent provoqué un procès pour sacrilège.

L'action était si soudaine, si rapide, et elle fut menée si énergiquement que le public et les gouvernements furent un moment déroutés. Mais, cette violence de l'agitation démontrait simplement que nous ne nous appuyions pas sur un parti fort dans le public, sa puissance provenant bien plutôt de la surprise et de la confusion de nos adversaires. Lorsque les gouvernements recouvrèrent leurs esprits, ils prirent des mesures despotiques pour mettre fin à la liberté d'expression. Les tracts, journaux, revues, ouvrages scientifiques furent interdits par douzaines, et l'agitation tomba peu à peu. Il est évident qu'une intervention aussi tyrannique ne saurait arrêter le progrès de l'opinion publique ni étouffer les principes défendus par les agitateurs ; toute cette persécution ne fut d'aucune utilité pour les puissances régnantes, car si *elles* n'avaient pas maté le mouvement, il se serait heurté lui-même à l'apathie du grand public aussi peu préparé à des bouleversements radicaux que celui des autres pays. Qui plus est, même si cela ne s'était pas produit, les agitateurs auraient d'eux-mêmes cessé leur propagande républicaine, car, au fur et à mesure du développement conséquent de leur philosophie, ils étaient devenus communistes.

Au moment même où ils crurent avoir écrasé pour toujours le républicanisme, les princes et souverains d'Allemagne s'aperçurent que le communisme surgissait des cendres de l'agitation politique, et cette doctrine nouvelle leur apparût désormais plus redoutable et dangereuse que celle dont ils savouraient l'apparente défaite.

Dès le mois d'Août 1842, certains d'entre nous estimaient, dans le parti, que les changements simplement politiques seraient insuffisants et ils déclarèrent que *leurs conceptions philosophiques ne pouvaient qu'aller de pair avec une révolution sociale,* fondée sur la propriété collective dans la société. Cependant, les chefs de ce parti, tels les Dr. Bruno Bauer, Feuerbach et Ruge n'étaient pas disposés à franchir ce pas décisif.

Le journal politique du parti — la *Gazette rhénane* — publia quelques articles défendant le communisme, sans toutefois obtenir vraiment le succès escompté. Néanmoins, le communisme est une conséquence si *nécessaire* de la philosophie néohégélienne que nul adversaire ne pouvait plus l'écraser : au cours de cette année, nous eûmes la satisfaction d'enregistrer l'adhésion d'un certain nombre de républicains. Il y eut d'abord le Dr. Hess, qui collabora à la *Gazette rhénane,* aujourd'hui interdite, et qui fut pratiquement le premier communiste du parti ; puis d'autres, tels le Dr. Ruge, éditeur des *Annales Allemandes,* la revue scientifique des jeunes hégéliens qui fut interdite par décision de la Diète allemande ; le Dr. Marx, qui fut également rédacteur de la *Gazette rhénane ;* Georg Herwegh, poète, dont la lettre au roi de Prusse, écrite l'hiver dernier, a été traduite par la plupart des journaux anglais. Nous espérons que le reste du parti républicain passera progressivement à nos côtés.

Ainsi, il semble bien que le communisme philosophique se soit fermement enraciné en Allemagne, malgré les efforts des gouvernements pour l'écraser. En utilisant tous les moyens dont ils disposaient, ces gouvernements y ont détruit la presse de progrès ; mais ces efforts furent vains : nous utilisons la presse libre de Suisse et de France, qui circule en Allemagne comme si elle y était directement publiée. Toutes les interdictions et toutes les persécutions se sont avérées inefficaces, et le resteront sans doute. Les Allemands forment une nation philosophique et ne peuvent abandonner le communisme dès lors qu'il repose sur des principes philosophiques sains, et surtout s'il dérive de conclusions inéluctables de *leur propre philosophie.* Telle est la contribution que nous avons à apporter.

Notre parti doit démontrer que tous les efforts philosophiques de la nation allemande, de Kant à Hegel, étaient ou bien inutiles et même néfastes, ou qu'ils devaient aboutir au communisme ; que les Allemands doivent, ou bien rejeter leurs grands philosophes dont le nom glorifie leur nation, ou bien en venir au communisme. Inéluctablement, les Allemands seront poussés dans ce dilemme, et le camp que choisira le peuple ne fait guère de doute.

Les perspectives de fondation d'un Parti communiste parmi les classes cultivées de la société sont meilleures en Allemagne que partout ailleurs. Les Allemands forment une nation très désintéressée ; si, en Allemagne, les principes entrent en contradiction avec les intérêts, ce sont presque toujours les principes qui prennent le pas sur l'intérêt. C'est le même amour pour les principes abstraits, le même détachement de la réalité immédiate et de l'intérêt égoïste qui, ayant jeté les Allemands dans la position actuelle de nullité politique, vont y assurer le succès du communisme philosophique.

Il semblera fort singulier aux Anglais qu'un parti, dont le but est la destruction de la propriété privée, se compose essentiellement de gens possédant une fortune — et pourtant c'est ce qui se produit en Allemagne. Nous recrutons ainsi parmi les classes qui ont bénéficié des privilèges de la culture, autrement dit, chez les universitaires et les hommes d'affaires, qui n'ont pas éprouvé personnellement de grandes difficultés dans la vie.

En ce qui concerne les points particuliers de la doctrine, nous nous accordons mieux avec les socialistes anglais qu'avec n'importe quel autre parti. Comme le nôtre, leur système se fonde sur des principes philosophiques ; comme nous, ils luttent contre les préjugés religieux, tandis que les Français rejettent la philosophie et perpétuent la religion, en l'entraînant jusque dans le projet de la société nouvelle. Les communistes français nous ont surtout aidé au cours de la première phase de notre développement, et nous avons vite découvert que nous en savions plus long que nos enseignants.

En revanche, nous avons beaucoup à apprendre des socialistes anglais. En effet, même si nos principes fondamentaux nous procurent une base bien plus étendue, puisque nous avons recueilli un système philosophique qui embrasse toutes les branches des connaissances humaines [34], il se trouve que sur le plan de l'économie et des réalités de l'ordre social actuel, les socialistes anglais nous précèdent de loin. Ils ont, pour ainsi dire, fait tout le travail. Quant à moi, je me trouve en accord sur presque toutes les questions avec les socialistes que j'ai rencontrés.

Il m'est impossible d'exposer ici notre système communiste, car mon article deviendrait trop long. J'espère pouvoir le faire bientôt, si la direction de *New Moral World* m'accorde une place dans son journal.

J'en viens à ma conclusion. Nous apprenons de Berlin que M. Edgar Bauer est sous le coup d'une inculpation parce qu'il a collaboré à une publication communiste [35]. A Stuttgart, un autre de nos amis vient d'être condamné pour un crime d'une espèce nouvelle : « la correspondance communiste ». En dépit des persécutions des gouvernements allemands, nous entreprendrons tout ce qu'il faut pour organiser une agitation efficace en faveur de la réforme sociale, pour fonder un nouveau périodique et pour assurer la diffusion de tous les écrits en faveur du communisme.

Les crises anglaises.

Fr. Engels,
« La Gazette rhénane »,
9 Décembre 1842.

La révolution est-elle possible ou même probable en Angleterre ? [36] Tout l'avenir de ce pays dépend de cette question. Posez-là à un Anglais, et il vous prouvera par mille belles raisons qu'il n'en est certes pas question. Il vous dira que l'Angleterre se trouve, sans doute, en ce moment dans une situation critique, mais que sa richesse, son industrie et ses institutions lui assurent les voies et les moyens pour se tirer de ce mauvais pas sans bouleversements violents ; que sa Constitution est assez élastique pour survivre aux batailles qui font subir les heurts les plus violents aux principes opposés, et pour s'adapter à tous les changements qu'imposent les circonstances, sans mettre en cause ses assises mêmes.

Il ajoutera même que la classe la plus basse se rend bien compte qu'elle a tout à perdre dans une révolution, parce que tout trouble de la paix publique entraîne nécessairement l'arrêt des affaires, et par suite le chômage généralisé et la disette. Enfin, il vous exposera tant d'arguments clairs et évidents que vous croirez, à la fin des fins, que la situation n'est pas si

critique en Angleterre, et qu'on a tendance à en exagérer la gravité sur le continent.

Bref, toutes les appréhensions éclatent et s'évanouissent comme bulles de savon quand elles entrent en contact avec la réalité tangible et une connaissance plus précise de la situation anglaise. Et il se trouve qu'on ne saurait avoir d'autre opinion si l'on se place du point de vue national anglais de la pratique immédiate et des intérêts matériels ; autrement dit, si l'on néglige la pensée théorique et la base matérielle pour ne voir que la surface des choses ; bref, si l'on ne voit plus la forêt à force de ne regarder que les arbres.

S'il est une chose que les Allemands trouvent évidente, mais que les Britanniques bornés ne sauraient admettre, c'est que, dans l'histoire, les prétendus intérêts matériels ne représentent jamais à eux tout seuls une fin en soi, et qu'ils n'agissent jamais indépendamment des forces conscientes ou inconscientes, qui sous-tendent la progression de l'histoire et la dirigent, tel un principe.

En fait, l'Etat anglais fait montre d'un exclusivisme politique et d'une auto-satisfaction qui retardent de plusieurs siècles par rapport à ce qui se passe sur le continent ; cet Etat ne connaît de la liberté que l'arbitraire, et se trouve encore plongé jusqu'au cou dans les formes du moyen âge. Or, il est impossible qu'un tel Etat n'entre pas finalement tout de même en conflit avec le développement matériel et spirituel atteint par la société anglaise. Ou cette analyse est-elle fausse ? Existe-t-il un pays au monde où le féodalisme ait maintenu son pouvoir avec une aussi grande continuité, et domine encore incontestablement les esprits dans la vie publique ?

De nos jours, la fameuse liberté anglaise consiste-t-elle encore en autre chose qu'en l'arbitraire le plus formel, c'est-à-dire à faire et à laisser faire tout ce qu'on veut, pourvu qu'on reste dans le cadre formel des lois existantes. Or, chacun sait ce que valent ces lois. C'est un fouillis de prescriptions confuses et contradictoires qui ont abaissé la dignité de la jurisprudence à une pure sophistication, que la justice ne suit jamais parce qu'elles ne correspondent plus à notre époque et permettent — si toutefois

l'opinion publique et l'instinct de justice l'admettaient — qu'un honnête homme ayant accompli l'acte le plus innocent soit catalogué comme criminel. La Chambre des Communes est-elle autre chose qu'un corps élu au moyen de pots-de-vin et totalement en dehors du peuple ? Le Parlement ne foule-t-il pas constamment aux pieds la volonté du peuple ? L'opinion publique a-t-elle la moindre action sur le gouvernement dans les questions importantes ? Son pouvoir n'est-il pas limité aux cas particuliers dans le contrôle de la justice et de l'administration ? Même l'Anglais le plus bouché ne nierait pas forcément tout cela. Or, une telle situation peut-elle encore durer ?

Mais, je vais abandonner le domaine des principes. En Angleterre, du moins entre les partis qui se disputent le pouvoir — les whigs et les tories — on ne connaît pas de luttes de principes, mais uniquement des conflits entre divers intérêts matériels. Nous voulons bien reconnaître ce qui milite en faveur de cet état de choses. Par nature, l'Angleterre est un pays pauvre, qui ne possède pas de richesses naturelles autres que sa situation géographique et ses mines de fer et de charbon, et n'a rien de fertile en dehors de ses quelques verts pâturages. Elle dépend donc essentiellement de son commerce, de sa navigation et de son industrie, et c'est surtout grâce à cette dernière qu'elle a pu se hisser à la première place parmi les nations. Mais, par la force des choses, dès lors qu'un pays est engagé dans cette voie, il ne peut tenir son rang qu'en accroissant continuellement sa production industrielle, car un arrêt de celle-ci équivaut déjà pour lui à un recul.

En outre, un Etat industriel a comme condition préalable que, pour protéger les sources de sa richesse, il lui faut absolument établir un système douanier de prohibition contre les produits industriels des autres pays. Or, comme l'industrie anglaise augmente le prix de ses produits en raison des tarifs douaniers sur les produits étrangers, il s'ensuit nécessairement que les droits de douane augmentent sans cesse, afin d'exclure la concurrence étrangère, conformément au principe admis ci-dessus.

C'est donc de deux côtés à la fois que résulte un procès

sans fin. Or, il s'agit là de contradictions d'intérêt inhérentes à la nature de l'Etat industriel. Nous n'avons donc pas besoin de recourir aux catégories philosophiques pour relever les contradictions qui déchirent l'Angleterre.

Mais, à propos de cette augmentation des produits et des tarifs douaniers, il se trouve que les industriels anglais ne peuvent pas imposer à tous leur volonté. Ainsi, il y a d'abord les pays étrangers qui possèdent, eux aussi, une industrie, et ne sont pas obligés de jouer les dépotoirs pour les produits anglais ; il y a ensuite les consommateurs anglais qui ne tiennent pas à se soumettre à une telle augmentation à l'infini des tarifs douaniers. Or, il se trouve que l'Etat industriel anglais s'est engagé dans un tel processus d'augmentation.

L'étranger ne veut pas de denrées anglaises, dès lors qu'il produit pour ses propres besoins, et les consommateurs anglais réclament unanimement l'abolition des tarifs douaniers prohibitifs. L'Angleterre est donc soumise à un dilemme que l'Etat industriel ne peut résoudre. C'est l'analyse directe des faits qui révèle tout cela.

A propos des tarifs douaniers, on reconnaît en Angleterre même que tous les articles de basse qualité peuvent être fournis mieux et moins chers par les entreprises allemandes et françaises ; il en va de même de quantité d'autres articles pour lesquels la fabrication anglaise est en retard sur celle du continent [37].

Si le système de prohibition était aboli, l'Angleterre serait aussitôt inondée de ces produits, et l'industrie anglaise frappée à mort. D'autre part, l'Angleterre vient de s'assurer la libre exportation des machines. Comme elle est sans concurrent pour la fabrication de machines, le continent va se trouver en meilleur état de concurrencer les produits anglais grâce à ces machines modernes. Le système des tarifs douaniers de prohibition a ruiné les finances publiques anglaises, et ne serait-ce que pour cela, il faudrait l'abolir. Mais, quel en sera le résultat pour l'Etat industriel ?

10 Décembre 1842.

En ce qui concerne les produits anglais, l'Allemagne et la France ont exprimé assez clairement leur volonté de ne pas sacrifier plus longtemps leur industrie à celle de l'Angleterre. De toutes façons, l'industrie allemande notamment a déjà pris un tel essor qu'elle ne craint plus sa concurrente anglaise, qui a cessé de dominer le marché du continent, et ne conserve plus que le marché de l'Amérique et celui de ses autres colonies ; ce n'est donc que dans ces dernières qu'elle est vraiment assurée contre la concurrence étrangère, grâce à ses lois sur la navigation.

Cependant, les colonies ne suffisent pas à consommer tous les produits de l'immense industrie anglaise, dès lors que celle-ci subit ailleurs la forte concurrence des industries allemande et française. Certes, cette situation n'est pas due à l'industrie anglaise, mais au système de prohibition douanier, qui accroît démesurément le prix de tous les moyens de subsistance, et *donc* aussi des salaires. En effet, ce sont les salaires qui renchérissent les produits anglais par rapport à ceux de l'industrie du continent de sorte que l'Angleterre est menacée de devoir réduire son activité industrielle. Or, il est impossible qu'elle le fasse.

En effet, si l'industrie enrichit un pays, elle crée aussi une classe de non-possédants, de pauvres au sens absolu du terme, de gens qui vivent au jour le jour. Or, cette classe s'accroît à un rythme infernal et ne peut plus disparaître, parce que jamais plus elle ne pourra entrer en possession de biens stables. Le tiers ou presque la moitié des Anglais font aujourd'hui partie de cette classe.

Le moindre engorgement des affaires prive de pain une grande partie de cette classe ; une grande crise commerciale l'affecte tout entière. Dans ces conditions, que peut-elle donc faire, sinon se révolter ? Or, il se trouve qu'en vertu de sa masse, cette classe est devenue la plus puissante d'Angleterre : malheur aux riches d'Angleterre, si elle en prend conscience !

Certes, il n'en est rien encore. Le prolétaire anglais n'a qu'une vague idée de sa puissance ; c'est pourtant cet instinct

qui déclencha l'agitation de l'été dernier [38]. On n'a pas du tout saisi la nature de cette révolte sur le continent, et l'on n'y a pas considéré cette alerte comme sérieuse. Or, sur place on a vu les choses tout autrement.

En fait, toute cette affaire reposait sur une illusion : parce que des propriétaires de fabrique voulaient baisser les salaires, tous les ouvriers du coton, du fer et du charbon se crurent menacés. Or, ce n'était pas le cas. En outre, toute cette affaire n'était ni préparée, ni organisée, ni dirigée. On n'avait pas fixé de but aux grèves, et on ne s'était pas concerté sur l'action à mener. C'est ce qui explique que les grévistes hésitèrent dès que les autorités firent preuve de la moindre résistance, et que les ouvriers furent incapables de surmonter leur respect de la loi.

Lorsque les chartistes s'emparèrent des rênes du mouvement, et qu'ils proclamèrent devant les masses rassemblées la revendication de la Charte du Peuple [39], il était déjà trop tard.

La seule idée qui animait à la fois les ouvriers et les chartistes, était celle d'une *révolution par la voie légale,* ce qui représente une contradiction dans les termes, une impossibilité pratique : ils échouèrent à vouloir l'exécuter.

Et, de fait, la première mesure qui leur était commune à tous — l'arrêt du travail dans les fabriques — était déjà *violente et illégale.* Toute cette agitation manquant de consistance, elle eût été écrasée dès le début, si les autorités, totalement prises au dépourvu, n'avaient hésité et manqué de moyens importants. C'est pourquoi une force militaire et policière minime suffit à tenir les masses en échec. On a vu à Manchester comment des milliers d'ouvriers furent encadrés et cernés sur une place par quatre ou cinq dragons qui tenaient les issues !

Le principe de la « révolution légale » avait tout paralysé. C'est ainsi que l'entreprise échoua. Tous les ouvriers reprirent leur travail lorsque leurs maigres économies furent dépensées et qu'il ne leur resta plus rien à manger.

La seule chose qui fut et reste utile dans tout cela pour les

sans-réserves, c'est la conscience qu'*une révolution par des voies légales est impossible, et que seule une révolution violente des rapports aberrants de la présente société — c'est-à-dire un renversement radical de l'aristocratie foncière et industrielle — peuvent améliorer la situation matérielle des prolétaires.*

Le respect peu commun qu'éprouvent les Anglais à l'égard de la loi, les empêche encore de faire une révolution violente. Mais, étant donné la situation ci-dessus mentionnée de l'Angleterre, il ne faudra guère attendre pour que les prolétaires en général soient privés de pain : la peur de la mort par inanition sera dès lors plus forte que la peur de la loi.

Cette révolution est inéluctable pour l'Angleterre. Mais, comme pour tout ce qui se passe en Angleterre, ce seront les intérêts — et non les principes — qui mettront en branle la révolution. Or, c'est précisément à partir des intérêts seulement que peuvent se développer les principes ; c'est dire que la révolution n'y sera pas seulement politique, mais encore sociale.

Lettre de Londres.

Fr. Engels,
« Schweizerischer Republikaner »,
27 Juin 1843.

L'attention tout entière se concentre aujourd'hui sur O'Connell et sa campagne pour rompre les liens unissant l'Irlande à l'Angleterre [40]. O'Connell est un vieil avocat roué, qui, lorsque les whigs étaient au pouvoir, siégeait bien sagement aux Communes et aidait à faire passer des lois « libérales » que la Chambre Haute repoussait à chaque fois. Ce même O'Connell vient de quitter Londres et les débats parlementaires pour exhumer la vieille question de la séparation d'avec l'Angleterre.

Personne n'y songeait plus, et voilà que notre Old Dan débarque à Dublin et repart en campagne avec cette vieille revendication sans cesse ajournée. Rien d'étonnant à ce qu'elle fasse des bulles à force de fermenter ! Le vieux malin va de ville en ville, toujours accompagné de sa garde du corps qu'un roi

lui envierait : une suite de deux cent mille hommes ! Que ne pourrait-on faire de choses si on pouvait exploiter la popularité de O'Connell, ou si celui-ci se rendait mieux compte de ce qui se passe et faisait preuve de moins d'égoïsme et de vanité !

Deux cent mille hommes, et quels hommes ! Des hommes qui n'ont rien à perdre, dont les trois quarts n'ont qu'un lambeau sur le corps, d'authentiques prolétaires et sans-culottes, et en plus des Irlandais, de sauvages, d'indomptables, de fanatiques Gaëls. Il faut avoir vu les Irlandais pour les connaître. *Donnez-moi deux cent mille Irlandais, et je vous fous toute la monarchie anglaise en l'air.*

L'Irlandais est un enfant de la nature ; il est insouciant, gai et mange des pommes de terre. Notre civilisation l'arrache de sa lande où il a grandi dans une misérable chaumière, en vivant de maigres aliments et de thé léger. La faim le pousse vers l'Angleterre. Dans les villes et les fabriques anglaises, au milieu des machines et des égoïsmes glacés, il voit s'éveiller ses passions. Que signifie l'épargne pour cet enfant de la nature, simple et rude, qui a passé sa jeunesse à jouer dans la lande et à mendier sur les grands chemins ? Ce qu'il gagne, il le dépense follement ; puis il a faim jusqu'à la prochaine paie ou jusqu'à ce qu'il retrouve du travail ; mais, il est habitué à la faim. Lorsqu'il retourne chez lui, il va récupérer sa famille sur les grands chemins où elle s'est dispersée pour mendier, et ils se retrouvent si possible tous autour du pot de thé que la mère transporte toujours avec elle.

Mais, il a vu bien des choses en Angleterre : il a fréquenté des réunions publiques et des associations ouvrières. Il sait ce que signifie la séparation d'avec l'Angleterre et ce qu'il en est de Sir Robert Peel. Il n'a pas manqué de se bagarrer avec la police et peut vous en dire long sur les sentiments distingués et l'infamie des flics. Il a beaucoup entendu parler aussi de Daniel O'Connell. Le voilà donc revenu à sa vieille chaumière et à son champ de pommes de terre. Celles-ci sont bonnes à récolter, il les arrache et a de quoi vivre cet hiver. Mais, surgit l'intendant qui réclame le métayage. Dieu du ciel, où

est l'argent ? L'intendant est responsable du métayage devant le propriétaire de la terre : il fait appel à l'huissier. Notre Irlandais se révolte, et le voilà au trou. Enfin, on l'en extrait et on le laisse courir ; bientôt l'intendant, ou l'un de ceux qui a procédé aux enchères, est retrouvé mort dans un fossé.

C'est l'histoire de la vie de tous les jours d'un prolétaire irlandais. Elevé dans une ambiance à demi-sauvage, puis projeté dans un milieu tout civilisé, l'Irlandais entre en contradiction vivante avec lui-même, il est dans un état permanent d'irritation, dans une rage qui le dévore intérieurement, bref, il est donc prêt à tout.

En outre, il porte sur les épaules le joug d'une oppression vieille de plus de cinq siècles, avec toutes les conséquences que cela implique. Faut-il s'étonner qu'il soit toujours prêt à taper dans le tas avec une rage aveugle et que ses yeux manifestent un besoin incessant de vengeance et de destruction, besoin qui peut se réaliser contre le premier venu, bref, qu'il ne cherche qu'à frapper et à casser.

Mais, ce n'est pas tout. Les Gaëls éprouvent une haine nationale féroce contre les Saxons, et leur fanatisme de vieux catholiques est sans cesse attisé par les curés qui savent l'opposer à l'arrogance du clergé protestant : voilà qui permet tous les espoirs. Malheureusement, ces espoirs se trouvent aux mains de O'Connell, et il en dispose massivement : 150 000 hommes à Cork avant-hier ; 200 000 à Nenaph hier ; 400 000 aujourd'hui à Kilkenny, et voilà la série. Une campagne triomphale, un triomphe comme nul Empereur romain n'en organisa jamais.

Si O'Connell voulait vraiment le bien du peuple, s'il voulait vraiment éliminer la misère, et s'il ne poursuivait pas de misérables buts mesquins de juste milieu, qui transpercent dans les clameurs et l'agitation autour de sa séparation d'avec l'Angleterre, je voudrais bien savoir ce que Sir Robert Peel pourrait bien lui refuser, puisqu'O'Connell le lui réclame à la tête de la puissance formidable, dont il dispose pour l'heure !

Mais, que réalise-t-il avec toute cette puissance et ces millions d'Irlandais poussés à bout et aptes à porter les armes ? Il n'est

même pas capable de réaliser sa misérable rupture d'avec l'Angleterre. La cause en est évidemment qu'il ne prend pas la chose au sérieux, car il ne fait qu'utiliser le peuple irlandais, déjà épuisé et opprimé, pour mettre le gouvernement tory dans l'embarras et pour caser de nouveau ses amis dans l'administration. Or, Sir Robert Peel en est parfaitement conscient : c'est ce qui explique que 25 000 soldats suffisent à tenir en bride toute l'Irlande.

Si O'Connell était véritablement l'homme du peuple, s'il avait assez de courage et *s'il n'avait pas lui-même peur du peuple,* autrement dit s'il n'avait pas toute la duplicité d'un whig, mais était simplement un démocrate *conséquent,* il n'y aurait déjà plus un seul soldat anglais en Irlande, il ne se trouverait plus un seul de ces fainéants de pasteurs protestants dans des cantons strictement catholiques, ni aucun baron vieux-normand dans son château.

Mais voilà le hic : Si on lâchait un instant le peuple, Daniel O'Connell et ses aristocrates de la finance seraient eux-mêmes jetés sur la paille, comme il cherche à y mettre les tories. C'est ce qui explique que notre Daniel noue des contacts aussi étroits avec le clergé catholique, et qu'il prévient ses Irlandais contre les dangers du socialisme. C'est pour toutes ces raisons enfin qu'il repousse le soutien que lui proposent les chartistes. Cela ne l'empêche pas de parler, çà et là, de démocratie, comme Louis-Philippe parlait des institutions républicaines. Il est clair qu'il ne parviendra à rien d'autre qu'à développer la conscience politique du peuple irlandais, ce qui, finalement, se retournera dangereusement contre lui-même.

Discours sur le parti chartiste, l'Allemagne et la Pologne.

K. Marx et Fr. Engels,
« Deutsche Brüsseler Zeitung »,
9 Décembre 1847.

Marx : L'union et la fraternité des nations est un mot d'ordre que l'on trouve dans la bouche de tous les partis, et notamment des libres échangistes bourgeois. De fait, il y a une certaine

fraternité entre les classes bourgeoises de toutes les nations. C'est la fraternisation des oppresseurs contre les opprimés, des exploiteurs contre les exploités. De même que la classe des bourgeois d'un pays fraternise et s'unit contre les prolétaires d'un même pays, malgré la concurrence et la rivalité existant entre les membres individuels de la bourgeoisie, de même les bourgeois de tous les pays fraternisent et s'unissent contre les prolétaires de tous les pays, malgré leurs luttes mutuelles et leur concurrence sur le marché mondial.

Pour que les peuples puissent véritablement s'unir, il faut que leur intérêt soit commun. Pour que leur intérêt puisse être commun, il faut abolir les rapports de propriété actuels, car les rapports de propriété actuels déterminent l'exploitation des peuples entre eux. Or, seule la classe ouvrière a intérêt à éliminer les conditions de propriété actuelles, de même qu'elle seule en a les moyens.

La victoire du prolétariat sur la bourgeoisie sera en même temps la victoire sur les conflits des nations et des économies qui, de nos jours, poussent chaque peuple contre l'autre. La victoire du prolétariat sera donc le signal de la libération de tous les peuples opprimés.

La Pologne d'ancien régime est, certes, ruinée, et nous sommes les derniers à vouloir la restaurer. Mais, il n'y a pas que la vieille Pologne qui soit ruinée, la vieille Allemagne, la vieille Angleterre et toute la vieille société sont ruinées. Mais, la ruine de la vieille société n'est pas une perte pour nous, qui n'avons rien à perdre dans la vieille société, comme c'est également le cas pour la grande majorité de la population. Au contraire, nous avons tout à gagner dans la ruine de la vieille société qui conditionne la formation d'une société ne reposant plus sur des oppositions de classes.

De tous les pays, l'Angleterre est celui où l'antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie est le plus développé. La victoire des prolétaires anglais sur la bourgeoisie anglaise sera donc décisive pour la victoire de tous les opprimés sur leurs oppresseurs. C'est pourquoi la Pologne n'est pas à émanciper en

Pologne, mais en Angleterre. C'est pourquoi vous — les chartistes — vous n'avez pas à formuler des vœux pieux pour la libération des nations : renversez vos propres ennemis à l'intérieur, et vous pourrez avoir la fière conscience d'avoir défait toute la vieille société [41].

Engels : Permettez-moi, chers amis, d'intervenir exceptionnellement, pour une fois, à titre d'Allemand. Nous autres démocrates allemands, nous sommes particulièrement intéressés à la libération de la Pologne. Ce furent les princes allemands qui tirèrent avantage du partage de la Pologne, ce sont des soldats allemands qui oppriment aujourd'hui encore la Galicie et la Posnanie. Nous autres Allemands, et nous autres démocrates allemands plus encore, nous devons avoir à cœur d'effacer cette tache de notre nation. *Une nation ne peut pas devenir libre tout en continuant d'opprimer d'autres nations.* La libération de l'Allemagne ne peut donc pas être réalisée sans que l'on libère la Pologne de l'oppression allemande. C'est pourquoi la Pologne et l'Allemagne ont un intérêt commun, et c'est pourquoi les démocrates polonais et allemands peuvent collaborer à l'émancipation des deux nations.

Personnellement, j'ai aussi la conviction que les chartistes anglais frapperont le coup décisif qui donnera la victoire à la démocratie et qui aura pour effet de libérer tous les pays d'Europe. Je suis venu en Angleterre il y a plusieurs années et j'ai aussitôt ouvertement adhéré au mouvement chartiste. Les chartistes anglais se soulèveront les premiers parce que c'est précisément en Angleterre que la lutte entre bourgeoisie et prolétariat est la plus vive [42]. D'où provient cette violence ? En Angleterre, l'industrie moderne, les machines ont rassemblé par la force des choses toutes les classes opprimées en une seule grande classe ayant des intérêts communs, la classe du prolétariat. Du même coup, au pôle opposé, toutes les classes oppresseuses ont, elles aussi, été rassemblées en une seule classe bourgeoise. Tout cela simplifie la lutte, et c'est ce qui permettra d'arriver à la décision en frappant un seul grand coup.

En est-il vraiment ainsi ? L'aristocratie n'a plus de puissance

en Angleterre, la bourgeoisie détient seule le pouvoir et a pris en remorque l'aristocratie. Mais, face à la bourgeoisie, se dresse toute la grande masse du peuple, uni en une terrible phalange, dont la victoire sur les capitalistes régnants approche à grands pas.

C'est aux machines que vous devez la suppression des intérêts opposés qui séparaient autrefois les travailleurs et les compartimentaient en plusieurs fractions, de même vous leur devez le nivellement des conditions de vie de tous les travailleurs. Sans les machines il n'y aurait pas de chartisme. Certes, les machines aggravent momentanément votre situation, mais c'est précisément pourquoi, elles nous permettent aussi de remporter la victoire.

Mais, ce n'est pas seulement en Angleterre, mais encore dans tous les autres pays que les machines ont eu ces effets sur les travailleurs. En Belgique, en Amérique, en France, en Allemagne, elles ont égalisé la situation de tous les travailleurs ou les égalisent chaque jour un peu plus. Dans tous ces pays, les travailleurs ont désormais le même intérêt, à savoir : renverser la classe qui les opprime, la bourgeoisie.

Ce nivellement des conditions de vie, cette identification des intérêts de parti des travailleurs de toutes les nations, voilà le résultat des machines. C'est pourquoi les machines représentent un immense progrès. Que devons-nous en conclure ? Etant donné que la situation des travailleurs de tous les pays est la même, que leurs intérêts sont les mêmes tout comme leurs ennemis sont les mêmes, ils doivent lutter ensemble et ils doivent opposer à la fraternité des bourgeois de tous les pays une fraternité des travailleurs de tous les pays.

ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE

Notice du traducteur

Etant la science du devenir, le marxisme est prévision du mouvement social futur. Ce n'est pas seulement dans les dernières pages du *Manifeste* qu'il énonce la stratégie à suivre par les divers partis communistes européens, mais encore dans ses premiers écrits. En effet, la prévision se trouve inscrite aussi bien dans les écrits dits philosophiques, qu'économiques ou politiques.

Dans les textes qui vont suivre, nous trouvons d'abord un écrit polémique, qui relève de l'économie et distingue entre deux phases de la révolution socialiste : l'une *politique*, dans la mesure où il faut commencer par détruire les institutions existantes de la société bourgeoise ; l'autre *sociale*, qui caractérise l'activité spécifiquement communiste.

Ce texte suppose, chez son auteur, une claire vision des rouages de la société bourgeoise, et de la place qu'y occupe la violence. Il se relie non seulement à la critique de l'Etat et

du Droit de Hegel, mais encore à celle de l'économie bourgeoise, à laquelle Engels et Marx s'étaient attachés dès 1843. Marx savait déjà que les forces productives du prolétariat avaient créé au sein même de la société bourgeoise les bases du socialisme, démonstration qui rompait le plus nettement avec le socialisme utopique et fondait la méthode matérialiste de l'histoire et de l'économie : « Les innombrables formes contradictoires de l'unité sociale ne sauraient être éliminées par de paisibles métamorphoses. Au reste, toutes nos tentatives de les faire éclater seraient du donquichottisme, si nous ne trouvions pas, enfouies dans les entrailles de la société telle qu'elle est, les conditions matérielles et les rapports de distribution de la société sans classes » (*Fondements de la Critique de l'économie*, vol. I, p. 97-98).

La phase *politique* de la révolution implique l'édification d'un Etat de la dictature du prolétariat, à seule fin de tenir en échec les survivances du capitalisme et de détruire les entraves au développement du socialisme, qui n'a pas besoin de violence dès lors qu'il est lui-même. Le socialisme ne se construit pas au moyen de l'Etat. Comme le dit le *Manifeste*, il suffit de mesures despotiques contre les anciennes structures et classes sociales.

Ceci étant établi, Marx passera, dans les textes suivants, à la prévision plus immédiate des tâches de la révolution imminente de 1848, au plan stratégique des forces révolutionnaires dans les pays où la révolution serait prolétarienne aussi bien que dans ceux où la révolution bourgeoise devait encore être historiquement progressive.

C'est toute l'histoire vivante qui, au cours des années 1840, suggérait à Marx et à Engels, la prévision des luttes à venir. Ainsi, la révolution française était, pour ainsi dire, un problème plus brûlant pour l'Allemagne d'alors que pour la France. En effet, les Allemands étaient à la veille de leur révolution bourgeoise qui devait être au moins aussi européenne, c'est dire qu'ils espéraient la relancer à une échelle plus vaste encore que la française. Ils avaient *actuellement* aussi les mêmes ennemis que les révolutionnaires français de l'époque.

Tout cela se sentait jusque dans la vie quotidienne de

l'Allemagne. En effet, si la révolution française avait été vaincue par la sinistre Sainte-Alliance, la France n'avait pas perdu, pour l'essentiel, les conquêtes de la révolution, alors que l'Allemagne était plus impuissante que jamais. La révolution y avait balayé les structures surannées du féodalisme et de l'absolutisme, mais la contre-révolution avait restauré pratiquement l'ancien régime et morcelé à nouveau le pays en plus de trente-six petits Etats particularistes. En fait, la Sainte-Alliance pesait plus lourdement sur l'Allemagne que sur la France, désormais bourgeoise.

Marx et Engels se rattacheront tout naturellement aux Buonarrotti, Cloots, ces Italiens, Allemands, etc... qui avaient, avec les hébertistes, enragés et babouvistes, prôné l'extension de la révolution française à toute l'Europe grâce à la guerre révolutionnaire. C'est pourquoi Marx et Engels sauront d'emblée que, dans la révolution imminente de 1848, non seulement le prolétariat des pays avancés, mais encore celui des pays attardés, auront un rôle essentiel. D'emblée, ils seront pessimistes sur le rôle révolutionnaire que jouera encore la bourgeoisie en Europe, après que le capitalisme anglais se fût rangé aux côtés de l'absolutisme féodal en 1793, que la bourgeoisie française fût satisfaite des résultats de la période de 1789-1815 et craignît davantage le prolétariat que ses rivaux capitalistes de l'étranger ou même ses anciens ennemis féodaux.

En effet, l'histoire ultérieure a confirmé que la révolution française satisfaisait, dans ses résultats et son échec final, la bourgeoisie d'Europe occidentale, qui s'était implantée dans les zones défrichées par les révolutionnaires de 1789 et Napoléon Ier pour y installer son industrie, à savoir l'ossature créée par l'industrie d'armement de la France révolutionnaire et formée par les centres industriels de la Ruhr et de la Rhénanie, de l'Italie du Nord (Milan-Gênes-Turin) pour suivre la ligne de la Lorraine, de la Sarre et du Nord de la France et boucler l'anneau en Belgique, avec le Borinage et Liège. C'est sur cette base économique que s'appuiera désormais la bourgeoisie européenne ainsi que les mouvements nationaux bourgeois.

Marx et Engels et, avec eux, tous les révolutionnaires alle-

mands, italiens, hongrois, polonais, etc... tenteront désespérément d'élargir cet axe vital de la production, dont la bourgeoisie se contentera pratiquement jusqu'à nos jours. Il faudra effectivement une révolution socialiste — celle de 1917 — pour industrialiser l'Est européen. Quoi qu'il en soit, Marx et Engels tenteront sans cesse de déborder la bourgeoisie d'Europe occidentale, soit en la poussant en avant, soit en tentant une révolution plus radicale, où de toutes façons, l'Allemagne était appelée à jouer un rôle primordial, non pas tant au point de vue national qu'international.

Après que Marx et Engels aient critiqué l'économie politique bourgeoise (qui constitue un progrès historique déterminé), ils feront la critique des diverses solutions bourgeoises proposées à l'Allemagne. On peut ramener celles-ci à deux schémas essentiels, qui, théoriquement, étaient progressifs dans l'Allemagne des années 1840.

Il y a d'abord celle républicaine de Börne qui se propose d'imiter purement et simplement la révolution française. Mais, il est facile à Marx et à Engels de la réfuter, et les événements ont déjà confirmé que la révolution nationale allemande devait se faire contre la France, comme la française avait dû se faire contre l'Angleterre. Bien sûr, Napoléon Ier avait balayé les structures féodales en Allemagne, mais étant devenu impérialiste, les révolutionnaires allemands avaient été obligés de se tourner contre lui pour libérer la nation. Enfin, l'histoire avait déjà démontré que les bourgeois ne seraient jamais révolutionnaires en Allemagne. La bourgeoisie allemande n'était-elle pas parfaitement intégrée au système de la Sainte-Alliance pour les besoins de ses affaires ?

La position de Hegel était plus forte : le renouveau social de l'Allemagne devait prendre des teintes romantiques, antirationalistes et anti-françaises. Les mots d'ordre de liberté, d'égalité et de fraternité à la française (en réalité, caractéristiques de la bourgeoisie) ne devaient pas apparaître au grand jour. Le caractère national de la révolution bourgeoise devait l'emporter sur le caractère « universel ». En faisant l'apologie de l'Etat, principe suprême, Hegel se fit le théoricien de la monarchie

absolue et de la Prusse, tout en s'emparant de l'idée de la révolution française (bourgeoise) : il prôna donc la révolution par le haut, c'est-à-dire en s'appuyant non pas sur les masses révolutionnaires, incontrôlables en Allemagne, mais sur la force de l'armée et de l'Etat organisés.

Du point de vue philosophique, Marx put facilement démontrer (dès sa thèse de doctorat) que le système achevé et clos de Hegel demeurait sur un terrain idéaliste abstrait, et procédait par accommodation des contraires au moyen de la catégorie de l'Etat. Marx prônait, en revanche, une philosophie dialectique du mouvement des forces élémentaires (classes) ; il eût tôt fait de rattacher la position de Hegel à l'une des grandes forces officielles existant en Allemagne : l'Etat prussien. L'histoire lui avait appris quelle était la nature de cet Etat et ce que signifierait l'unification allemande réalisée par cette institution, différente par nature de l'Allemagne, c'est-à-dire du but proposé. La solution toute faite d'accommodations aboutirait à la « Realpolitik », sans principe et purement opportuniste, incapable de réaliser une véritable révolution bourgeoise et d'unifier vraiment l'Allemagne.

La solution de Hegel était non seulement infiniment au-dessous de celle de Marx et d'Engels, mais elle n'atteignait même pas le niveau des bourgeoisies révolutionnaires classiques. Il est vrai que la dernière révolution bourgeoise classique avait été faite sur le continent en 1789. Désormais, triomphant ou battu, le spectre du prolétariat révolutionnaire suivait pas à pas la bourgeoisie, et la précipitait au premier péril dans les bras de la contre-révolution et des forces féodales.

Nous avons vu qu'avant 1848, l'épicentre du socialisme se trouvait en Angleterre où le parti chartiste organisait les forces actives du prolétariat : la révolution ne pouvait devenir sérieuse et triompher que si le prolétariat anglais entrait dans la lutte. [42] La France, aux traditions révolutionnaires si vives, devait donner le signal du combat, tandis que l'attention des communistes se tournaient vers l'Allemagne, où la vieille société traditionnelle était au point de crise le plus profond. Telle fut donc tout logiquement la perspective de Marx et d'Engels pour 1848.

Toute l'œuvre converge vers cette conclusion, que nous trouverons dans le second article reproduit ici, le fragment de l' « Introduction à la Critique de la Philophie du droit de Hegel » (fin 1843-début 1844), auquel Marx, lui-mème, fait allusion dans l'article suivant.

K. Marx,
« Notes critiques relatives à l'article :
« Le roi de Prusse et la Réforme sociale.
Par un Prussien », in « Vorwaerts », 7 Août 1844.

Le numéro 60 du *Vorwaerts* contient un article intitulé « Le roi de Prusse et la réforme sociale », et signé par « un Prussien » [43].

Ce soi-disant Prussien évoque tout d'abord le contenu de l'ordonnance prise par le Cabinet royal de Prusse à la suite du *soulèvement des travailleurs silésiens,* puis il critique le commentaire qu'en avait fait la *Réforme.* Ce journal français estime que la frayeur et le sentiment religieux du roi expliquent l'ordonnance de son Cabinet, et il y voit l'*annonce* que de grandes réformes attendent la société bougeoise. Voici ce que le Prussien lui répond :

« Le roi et la société allemande n'en est pas encore à pressentir sa réforme *. Le soulèvement de Silésie et de Bohème n'ont pas encore créé un tel climat. En effet, il est impossible de considérer la crise *partielle* des régions manufacturières d'un pays aussi *apolitique* que l'Allemagne comme un événement général ni, à plus forte raison, comme préjudiciable à tout le monde civilisé. L'événement a pour les Allemands le même caractère local qu'une famine ou une quelconque calamité naturelle. C'est ce qui explique que le roi n'y ait vu qu'une défaillance de *l'administration* et des services de *bienfaisance.* C'est ce qui explique aussi que des forces militaires peu importantes aient

* On aura remarqué les incohérences de style et de grammaire : « Le roi et la société allemande n'en *est* (?) pas encore à pressentir *sa* réforme » (du roi ou de la société ?). (Marx).

eu raison des faibles tisserands, que les destructions de machines et d'installations n'aient pas provoqué la terreur du roi ni celle de l'administration. Qui plus est, ce n'est pas le sentiment religieux qui a dicté l'ordonnance du Cabinet prussien. Celle-ci n'est que la froide application d'une gestion chrétienne de l'Etat et d'une doctrine qui recourt au remède de la bonne conscience des cœurs chrétiens : la misère et le crime sont deux grands maux : qui peut les guérir ? l'Etat et l'administration ? non pas, mais la communion de tous les cœurs chrétiens. »

Notre soi-disant Prussien nie que le roi ait été effrayé, parce que des forces militaires peu nombreuses l'ont emporté sur de faibles tisserands. Dans un pays où le Cabinet royal éprouve le besoin de promulguer une ordonnance contre un simple banquet où l'on porte quelques toasts libéraux en buvant une coupe libérale de champagne (il suffit de se souvenir de la réunion de Dusseldorf) [44] ; dans un pays où l'on n'a même pas besoin *d'un seul soldat* pour réprimer les velléités de *toute* la bourgeoisie libérale en ce qui concerne les libertés de la presse et la Constitution ; dans un pays où l'obéissance passive est à l'ordre du jour ; dans un tel pays n'est-ce pas un événement, ou mieux un événement *terrible*, que le pouvoir soit obligé d'employer la force armée contre de faibles tisserands ? Or, il se trouve que ces faibles tisserands ont été écrasés par une troupe qui eut besoin de renforts. Le soulèvement d'une masse d'ouvriers n'est-il pas dangereux tant qu'il ne faut pas toute une armée pour l'écraser ? Si notre futé Prussien comparait l'émeute de Silésie aux soulèvements des ouvriers anglais, il trouverait que les tisserands silésiens sont décidément bien *forts*.

C'est le rapport général entre la *politique* et l'état *social* qui peut nous expliquer pourquoi l'émeute des tisserands n'a pas trop effrayé le roi. En effet, il suffit de savoir qu'elle n'était pas tant dirigée contre le roi de Prusse que contre la bourgeoisie. Etant un aristocrate et un monarque absolu, le roi de Prusse déteste la bourgeoisie. Il n'a donc pas lieu d'être effrayé si celle-ci va lui être encore plus soumise et devient d'autant plus impuissante que ses rapports avec le prolétariat se tendent. On sait que le catholique déteste plus le protestant que l'athée, tout comme

le légitimiste déteste davantage le libéral que le communiste. Ce n'est pas que l'athée et le communiste soient plus proches du catholique et du légitimiste, au contraire, ils leur sont plus étrangers que le protestant et le libéral, parce qu'ils se situent *en dehors* de leur sphère.

Ainsi, en politique, le roi de Prusse trouve une opposition directe chez les libéraux. Pour le roi, l'opposition du prolétariat n'existe pas davantage que le roi lui-même n'existe pour le prolétariat. Il faudrait que le prolétariat eût atteint déjà une puissance décisive pour supprimer ces antipathies et ces oppositions politiques et s'attirer l'hostilité de tous en politique. Enfin, comme le roi adore faire l'intéressant et l'important, il est sans doute agréablement surpris et tout excité d'apprendre qu'un paupérisme, si passionnant et riche d'avenir, fleurit sur ses propres terres, et qu'il trouve ainsi une bonne occasion de faire parler de lui. On peut imaginer la joie qu'il a ressenti en apprenant qu'il avait désormais son paupérisme à lui, un royal et prussien paupérisme !

Quant à notre Prussien, il est tout malheureux d'avoir à dénier au sentiment religieux du roi la cause unique de l'ordonnance du Cabinet prussien. En effet, dit-il, celle-ci est la froide conséquence d'une gestion chrétienne de l'Etat, un « froid » résultat de la doctrine « qui recourt au remède de la bonne conscience des cœurs chrétiens ». Mais, le sentiment religieux n'est-il pas la source de cette gestion chrétienne de l'Etat ? La doctrine qui a ses remèdes dans la bonne conscience des cœurs chrétiens ne repose-t-elle pas sur le sentiment religieux ? Une froide conséquence d'un sentiment religieux cesse-t-elle d'exprimer le sentiment religieux ? Au demeurant, il faut un sentiment religieux très développé pour dénier au seul Etat et à la seule administration le pouvoir de guérir les grands maux sociaux et pour en chercher les remèdes dans la « communion des cœurs chrétiens ». En effet, il faut un sentiment religieux élevé pour trouver que tout le mal provient d'un manque d'esprit chrétien et conseiller à l'administration de renforcer le sens chrétien pour remédier à tous les maux. En fait, notre Prussien reconnaît lui-même que le but de l'ordonnance royale est le sentiment chrétien.

Qu'il soit froid ou chaleureux, le sentiment chrétien est le seul bien : le mal est là où le sentiment chrétien fait défaut. Etant le seul bien, il est aussi le seul à créer le bien : il est donc normal que le sentiment chrétien ayant dicté l'ordonnance royale, celle-ci dicte à son tour le sentiment chrétien. Un politicien ayant une froide conscience chrétienne n'hésiterait pas forcément à demander le concours de pieux prêcheurs afin d'exhorter les consciences à plus de christianisme.

Notre soi-disant Prussien démontre à la *Réforme* que le sentiment religieux n'est pas la seule source de l'ordonnance du Cabinet, en présentant celle-ci comme l'expression du sentiment religieux ! Avec une telle « logique », on ne peut guère attendre de grands résultats de son analyse des mouvements sociaux. Ainsi, notre Prussien bavarde du rapport entre la société allemande, le mouvement ouvrier et la réforme sociale.

Pour notre part, nous introduisons des distinctions dans toutes ces notions. Par exemple, dans la société allemande, nous trouvons le gouvernement, la bourgeoisie, la presse, et enfin les travailleurs eux-mêmes. Notre Prussien en fait une seule masse et la condamne en bloc, à partir de son point de vue élevé. C'est cette « société allemande » qui, selon lui, « n'en est pas encore à pressentir sa réforme ».

Pourquoi cet instinct lui manque-t-il ? Le Prussien répond : « Il est impossible de considérer la crise *partielle* des régions manufacturières d'un pays aussi *apolitique* que l'Allemagne comme un *événement général*, ni, à plus forte raison, comme préjudiciable à tout le monde civilisé. L'événement a pour les Allemands le même caractère *local* qu'une famine ou une quelconque calamité naturelle. C'est ce qui explique que le roi n'y ait vu qu'une défaillance de l'administration et des services de bienfaisance. »

Notre Prussien explique donc la fausse idée que l'on se fait de la détresse des travailleurs par ce que le pays a de *particulier :* être *apolitique*. On nous concèdera que l'Angleterre est un pays *politique*. Or, l'Angleterre est le *pays du paupérisme*, ce mot étant même d'origine anglaise. C'est en nous tournant vers l'Angleterre que nous découvrirons mieux le rapport liant

le paupérisme à un pays organisé de manière *politique.* En Angleterre, la misère des ouvriers n'est pas *partielle,* mais ***universelle*** *;* elle ne se limite pas aux régions industrielles, elle s'étend même aux districts agricoles. Cette évolution n'est pas ici à son début : elle revient cycliquement depuis un siècle environ.

Or, quelle idée se font du paupérisme la bourgeoisie *anglaise,* ainsi que le gouvernement et la presse qui lui sont liés ?

Dans la mesure où la bourgeoisie anglaise reconnaît le paupérisme comme effet de sa politique, les whigs en rejettent la faute sur les tories, et les tories sur les whigs. A en croire les whigs, la source principale du paupérisme, c'est le monopole de la grande propriété foncière et les lois de prohibition contre l'importation du blé. A en croire les tories, tout le mal provient du libéralisme, de la concurrence au sein d'un réseau trop vaste de fabriques. Aucun des deux partis ne trouve la cause dans la politique tout court, mais plutôt dans celle du parti adverse. Aucun d'eux ne songe donc à changer la société.

L'expression la plus nette du paupérisme en Angleterre — du point de vue, bien sûr, de la bourgeoisie et du gouvernement anglais — nous est fournie par *l'économie politique anglaise,* ce reflet scientifique de la situation économique du pays.

L'un des meilleurs et des plus réputés parmi les économistes anglais, MacCulloch, disciple du cynique Ricardo, connaît fort bien la situation actuelle et a une vision d'ensemble de l'évolution de la société bourgeoisie. Lors d'un cours public et au milieu des applaudissements, il s'est permis d'appliquer à l'économie politique ce que Bacon dit de la philosophie :

« Suspendant inlassablement son jugement pour progresser petit à petit, après avoir surmonté l'un après l'autre les obstacles qui, comme des montagnes, arrêtent le cours de ses études, le sage véritable finit par atteindre le sommet de la science, là où l'on jouit du calme et de l'air pur, là où la nature s'offre au regard dans toute sa splendeur, et à partir d'où l'on peut redescendre, par un sentier doucement incliné, aux ultimes détails de la pratique. »

Le bon *air pur,* c'est-à-dire l'atmosphère empestée des taudis

et des sous-sols anglais ! La splendeur de la nature, c'est-à-dire les haillons horribles des miséreux anglais et les corps ratatinés des femmes usées par le travail et la misère, les enfants couchés sur des grabats immondes, les avortons produits par l'excès de travail parmi les machines monotones des fabriques ! Pour ce qui est des très chers *ultimes détails de la pratique :* la prostitution, le crime et la prison !

Même la fraction de la bourgeoisie anglaise qui a le plus conscience des dangers du paupérisme, conçoit ce danger ainsi que les moyens pour y remédier d'une façon non seulement particulière, mais encore, disons-le sans détour, puérile et ingénue.

C'est ainsi que, dans sa brochure *Recent Measures for the Promotion of Education in England,* le docteur Kay ramène tout aux lacunes et négligences de l'éducation. Et devinez pourquoi ? C'est par manque d'éducation que l'ouvrier méconnaît les lois naturelles du commerce, ce qui l'entraîne immanquablement au paupérisme. C'est, au demeurant, la même raison qui le pousse à se révolter. Or, tout cela pourrait « troubler la prospérité des manufactures et du commerce anglais, ébranler la confiance mutuelle des hommes d'affaires et amoindrir la stabilité des institutions politiques et sociales ». C'est à ce point que la bourgeoisie anglaise et sa presse ignorent le paupérisme, cette maladie nationale de l'Angleterre.

Mais, considérons de plus près les reproches que notre Prussien adresse à la société allemande. La raison du paupérisme se trouve-t-elle dans *l'apolitisme* de l'Allemagne ? Si la bourgeoisie de cette *apolitique* Allemagne ne parvient pas à se hausser à l'intelligence d'une misère *partielle,* nous avons vu que la bourgeoisie *politique* d'Angleterre sait, en revanche, ignorer l'importance générale d'une misère *universelle.* Or, cette misère est universelle d'abord dans le temps, par son retour périodique, puis dans l'espace, par son étendue, et enfin par l'échec qu'ont subi toutes les tentatives faites pour y remédier.

Notre Prussien impute encore à l'apolitique Allemagne le fait que le roi de Prusse attribue la source du paupérisme aux *défaillances de l'administration et de la bienfaisance publiques,*

et il propose en conséquence de remédier au paupérisme grâce à des mesures administratives d'assistance.

Cette conception est-elle propre à la Prusse ? Jetons un coup d'œil sur l'Angleterre, le seul pays dont on puisse dire qu'il ait engagé une vaste action *politique* contre le paupérisme.

L'actuelle législation anglaise sur les pauvres date de la loi promulguée par l'Acte 43 du gouvernement d'Elizabeth * Quelles mesures y sont donc prévues ? Obligation est faite aux paroisses de secourir les travailleurs indigents ; il y a ensuite la taxe pour les pauvres et l'assistance légale. Cette législation — ou mesures administratives d'assistance — se prolonge depuis deux siècles. Après cette longue et amère expérience, quel est le point de vue du Parlement dans son bill d'amendement de 1834 ?

Il commence par déclarer que l'effroyable accroissement du paupérisme est dû aux *défaillances de l'administration.*

Il réforme donc la gestion des taxes pour les pauvres effectuée jusqu'ici par les fonctionnaires de chaque paroisse ; il regroupe cette administration dans des *Unions* formées d'une vingtaine de paroisses. Le bureau d'assistance aux indigents, dont les fonctionnaires sont élus par les citoyens soumis à la taxe pour les pauvres, doit se réunir à un jour déterminé au siège de *l'Union,* afin de décider de l'attribution des secours. Ces bureaux sont dirigés et contrôlés par des délégués du gouvernement — la Commission centrale de Somerset House — autrement dit le *Ministère du Paupérisme,* selon l'expression frappante d'un Français[45]. Le capital géré par cette Administration atteint presque la somme que coûtent les dépenses militaires en France. Le nombre des sections locales s'élève à cinq cents, et chacune d'elles utilise, au minimum, douze fonctionnaires.

Cependant, le Parlement anglais ne se contenta pas d'une simple réforme *formelle* de l'administration. C'est dans la Loi

* Il n'est pas utile de remonter ici jusqu'au Statut du travailleur établi sous le règne d'Edouard III. (Marx).

sur les pauvres elle-même qu'il découvrit la source principale du paupérisme aigu en Angleterre : le moyen légal contre la misère sociale — la bienfaisance — favorise la misère sociale ! Quant au paupérisme en général, c'est une loi éternelle de la nature, d'après la théorie de Malthus : « Comme la population tend sans cesse à dépasser les moyens de subsistance, la bienfaisance est pure folie, c'est un encouragement public à la misère. L'Etat n'a rien d'autre à faire qu'à abandonner les miséreux à leur sort et, tout au plus, à faciliter la mort des pauvres. »

Cette théorie humanitaire, le Parlement la complète par l'idée que le paupérisme est un malheur suscité par l'ouvrier lui-même : il n'y a donc pas lieu de l'en prévenir comme d'un malheur, mais de l'en châtier comme d'un crime. Ainsi naquirent les *workhouses*, autrement dit les « maisons de travail pour indigents », dont l'organisation intérieure empêche, par son horreur, les miséreux d'y chercher refuge contre la mort par inanition. Dans ces maisons du travail, la bienfaisance est savamment combinée avec la vengeance de la bourgeoisie contre les miséreux qui font appel à sa charité.

Ainsi, l'Angleterre a tout d'abord essayé d'éliminer le paupérisme grâce à la bienfaisance et aux mesures administratives. Puis elle considéra que le paupérisme faisait des progrès incessants non seulement comme conséquence nécessaire de l'industrie moderne, mais encore par l'effet même de la taxe anglaise sur les pauvres. Elle ne vit plus alors qu'une *particularité* de la législation anglaise dans la misère *universelle*. Ce que l'on attribuait d'abord aux *faiblesses* du système de bienfaisance, on l'attribue maintenant à ses *excès*. C'est pourquoi on imputa finalement aux pauvres la faute de leur misère, et ils furent châtiés en conséquence.

La conclusion générale à laquelle en est arrivée la *politique* en Angleterre, c'est qu'en dépit des mesures administratives, le paupérisme a fini par s'accroître jusqu'à devenir une *institution nationale* si bien qu'on l'a soumise à une véritable administration bien ramifiée et fort étendue, dont la tâche *n'est plus seulement* de l'étouffer, mais de le *discipliner* et de le perpétuer. Cette administration a donc renoncé à tarir activement la source du paupé-

risme : elle se contente à chaque fois qu'elle resurgit à la surface du pays officiel, de lui creuser une tombe mortuaire avec une tendresse toute policière. Loin de dépasser le cadre des mesures de bienfaisance administratives, l'Etat anglais en est revenu en deçà. Il ne fait plus qu'administrer les pauvres qui sont assez désespérés pour se laisser capturer et enfermer.

Ce que notre Prussien nous a appris sur les procédés employés par le roi de Prusse n'a rien d'original, comme on le voit. Cependant, il réclame avec une naïveté peu commune la mesure suivante : « Pourquoi le roi n'ordonne-t-il pas tout de suite que soient éduqués tous les enfants abandonnés ? » Pourquoi s'adresse-t-il donc tout d'abord à l'administration et en attend-il les propositions et plans ?

Notre rusé Prussien peut cesser de s'inquiéter, car ici comme ailleurs le roi de Prusse ne fera preuve d'aucune originalité : il s'engagera dans la seule voie que puisse prendre un chef d'Etat.

Napoléon a voulu anéantir d'un seul coup la mendicité. Il chargea son administration de dresser un plan en vue *d'extirper la mendicité* de tout le territoire français. Comme le plan se faisait attendre, Napoléon perdit patience : il écrivit à son ministre de l'Intérieur, Crétet, pour lui ordonner de faire cesser la mendicité dans le délai d'un mois : « Il ne faut pas passer sur cette terre sans laisser de traces qui recommandent notre mémoire à la postérité. Cessez de me réclamer trois ou quatre mois pour préparer vos instructions : vous avez de jeunes auditeurs, d'intelligents préfets, d'excellents ingénieurs des Ponts et Chaussées, mettez-les donc à l'œuvre, et ne vous endormez pas sur l'habituel travail bureaucratique ! »

Tout fut prêt en quelques mois. Le 5 Juillet, une loi interdisait la mendicité. Comment ? Par la création de dépôts qui se transformèrent si vite en établissements pénitentiaires que l'indigent n'y parvenait que par la voie du tribunal et de l'agent de police. Il se trouva un membre du Corps législatif, M. Noailles du Gard, pour s'écrier :

« Reconnaissance éternelle au Héros qui a assuré à la misère un refuge et à la pauvreté une nourriture. L'enfance ne sera plus

abandonnée, les familles pauvres ne manqueront plus de ressources, ni l'ouvrier d'encouragement et de travail. Nos pas ne seront plus arrêtés par l'image dégoûtante des infirmités et de la honteuse misère. »

Le cynisme de la dernière phrase est la seule chose qui corresponde à une réalité.

Si Napoléon s'est adressé à ses auditeurs, ses préfets et ingénieurs, pourquoi le roi de Prusse ne s'adresserait-il pas à ses fonctionnaires !

Pourquoi Napoléon n'a-t-il pas décrété *aussitôt* la suppression de la mendicité ? La question posée par notre Prussien est du même acabit : « Pourquoi le roi n'ordonne-t-il pas tout de suite que soient éduqués tous les enfants abandonnés ? » Notre Prussien sait-il ce que le roi devrait décréter pour résoudre cette question ? Rien moins que la *suppression du prolétariat !* En effet, pour éduquer ces enfants, il faut les nourrir et les libérer de la nécessité de gagner leur vie. Nourrir et éduquer les enfants abandonnés, ce serait nourrir et élever tout le jeune prolétariat. Cela reviendrait à *éliminer* le prolétariat et le paupérisme.

La *Convention* eut un moment le courage *d'ordonner* la suppression du paupérisme, mais non pas *immédiatement* comme notre Prussien le réclame à son roi, mais après avoir chargé le Comité de salut public d'élaborer des projets et des plans et après que ce Comité eût pris connaissance des enquêtes de l'Assemblée constituante sur l'état de la misère en France et fait proposer par Barère la création du « Livre de la bienfaisance nationale », etc... Quel fut l'effet de l'ordonnance de la Convention ? Il y eut d'abord une ordonnance de plus dans le monde, et *un* an après des femmes affamées assiégèrent la Convention.

Or, la Convention représente le *maximum d'énergie politique,* de *pouvoir politique* et *d'intelligence politique.*

Jamais *aucun* gouvernement du monde n'a pris *directement* une ordonnance sur le paupérisme. Toujours, il lui faut se concerter avec l'administration. Le Parlement anglais envoya même des commissaires dans tous les pays d'Europe afin de recenser tous les moyens administratifs possibles pour remédier au paupérisme.

Mais, tous les Etats, dès lors qu'ils se sont préoccupés du paupérisme, en sont restés aux mesures d'administration et de bienfaisance publiques, à moins qu'ils ne soient retombés en dessous de ces mesures.

L'*Etat* peut-il procéder autrement ?

L'Etat ne découvrira jamais la *raison des maux sociaux* dans *l'Etat et dans l'organisation de la société,* comme notre Prussien le réclame à son roi. Lorsqu'il existe des partis politiques, chacun trouve la raison de toute difficulté dans le fait que son adversaire tient les *rênes du pouvoir.* Même les hommes politiques radicaux et révolutionnaires cherchent la cause du mal non pas dans la nature de l'Etat, mais dans une *forme* déterminée d'Etat qu'ils proposent de remplacer par une autre.

L'*Etat* et l'*organisation de la société* ne sont pas deux choses différentes du point de vue *politique,* puisque l'Etat est l'organisation de la société. Pour autant que l'Etat reconnaît l'existence d'abus ou de travers sociaux, il en cherche la cause soit dans les *lois naturelles* qu'aucune puissance humaine ne saurait maîtriser, soit dans la *vie privée* qui est indépendante de lui, soit enfin dans le *manque d'efficacité de l'administration* qui dépend de lui.

C'est ainsi que l'Angleterre attribue la misère à une loi naturelle, selon laquelle la population dépasse nécessairement la masse existante de moyens de subsistance. Elle explique, en outre, le paupérisme par la *mauvaise volonté des pauvres,* comme le roi de Prusse l'explique par le *manque de sentiment chrétien chez les riches,* comme la Convention l'a expliqué par la *mentalité contre-révolutionnaire et suspecte des propriétaires.* C'est pourquoi, l'Angleterre *punit les pauvres,* le roi de Prusse *blâme les riches,* et la Convention *guillotine les propriétaires.*

Enfin, *tous* les Etats cherchent, dans les *défaillances accidentelles* ou *intentionnelles* de l'*administration,* la cause et donc les remèdes à ses maux, autrement dit, ils recourent aux mesures administratives. En effet, l'administration représente l'activité *organisatrice* de l'Etat.

L'Etat ne peut supprimer la *contradiction* entre le but et la bonne volonté de l'administration d'une part, et ses moyens

et ses pouvoirs d'autre part, sans se supprimer lui-même. En effet, l'Etat repose sur la contradiction entre la *vie publique* et la *vie privée,* entre les *intérêts généraux* et les *intérêts privés.* L'administration se voit donc réduite à une activité formelle et négative, car son pouvoir cesse là où commencent la vie et le travail bourgeois. Qui plus est, la loi « naturelle » de l'administration c'est l'impuissance vis-à-vis des conséquences découlant de la nature anti-sociale de la vie bourgeoise, de la propriété privée, du commerce, de l'industrie, du pillage d'une couche de la bourgeoisie par l'autre.

En effet, ces déchirements, cette bassesse, cet esclavage de la société bourgeoise sont le fondement naturel de l'Etat moderne : la société bourgeoise de l'esclavage a le même fondement naturel que l'Etat antique, l'existence de l'Etat et l'existence de l'esclavage étant indissociablement liées. L'Etat et l'esclavage de l'antiquité — éléments d'une franche et classique contradiction — n'étaient pas moins intimement soudés l'un à l'autre que l'Etat bourgeois et le monde affairiste moderne — éléments d'une hypocrite et chrétienne contradiction.

Si l'Etat moderne voulait mettre fin à l'*impuissance* de son administration, il lui faudrait supprimer l'actuelle *vie privée.* Or, ce serait se supprimer lui-même, puisqu'il n'existe qu'en opposition à elle. Quoi qu'il en soit, il n'est pas d'être vivant qui consente à voir la source de ses maux dans le principe et la nature même de sa vie ; toujours, il les voit dans des circonstances *extérieures* à sa vie. Le *suicide* est contre nature. L'Etat ne peut donc croire à l'impuissance immanente de son administration, c'est-à-dire à sa propre impuissance. Il ne peut reconnaître que des imperfections formelles et accidentelles, et s'efforcer d'y remédier. Ces amendements s'avèrent-ils vains, eh bien ! le mal social sera une imperfection indépendante des hommes, une loi divine, ou bien la conscience des personnes privées sera trop pervertie pour répondre aux bonnes intentions de l'administration. Et ô combien ces personnes privées ont-elles l'esprit mal fait ! Elles maugréent contre le gouvernement à chaque fois qu'il limite la liberté tout en lui demandant d'empêcher les conséquences nécessaires de cette liberté.

Plus un Etat est puissant et donc politique, moins il est disposé à chercher dans le *principe de l'Etat,* autrement dit dans l'*organisation actuelle* dont l'Etat est lui-même l'expression active, consciente et officielle, la raison des *maux sociaux,* et d'en comprendre le principe général. Le propre de l'esprit politique n'est-il pas justement de penser dans les limites de la politique ? Plus cet esprit sera aigu et vivace, moins il sera capable de saisir les tares de cette société.

La période *classique* de l'intelligence politique est la *révolution française.* Loin de voir dans le principe de l'Etat la source des maux sociaux, les héros de la révolution française voyaient plutôt dans les maux sociaux la source des maux politiques. C'est ainsi que Robespierre ne voit dans l'excès de pauvreté ou de richesse qu'un obstacle à la *démocratie pure.* Il veut donc instaurer une frugalité spartiate universelle.

Le principe de la politique, c'est la *volonté.* Plus l'esprit politique est unilatéral, c'est-à-dire développé, plus il croit à la *toute puissance* de la volonté et ne peut donc voir les *limites naturelles et intellectuelles de la volonté,* afin de découvrir la source des maux sociaux. En voilà assez pour détruire l'espoir ridicule de notre Prussien selon lequel « l'intelligence politique se doit de découvrir quelles sont les racines des tares sociales en Allemagne ».

Il est vain d'attendre du roi de Prusse ce que la Convention et Napoléon réunis n'ont pu réaliser. Il est insensé d'attribuer au roi de Prusse un pouvoir excédant toute politique. Or, notre Prussien lui-même demeure dans les strictes limites de la politique. Il dit d'ailleurs lui-même : « Les bonnes paroles et la bonne conscience sont plus aisées que l'action efficace, or, en l'occurrence celle-ci n'est même pas praticable. »

Mais, admettons que les critiques de notre Prussien sur le gouvernement et la bourgeoisie allemande — celle-ci étant sans doute comprise dans la société allemande — soient entièrement justifiées. Cette fraction de la société serait-elle plus hésitante en Allemagne qu'en Angleterre et en France ? En effet, peut-on être plus hésitant qu'en Angleterre où l'indécision est érigée en système ? Si les ouvriers se soulèvent aujourd'hui dans toute

l'Angleterre, la bourgeoisie et le gouvernement ne sont pas plus fixés sur leur attitude qu'au cours du dernier tiers du XVIII^e siècle. Leur seul recours sera la violence matérielle, et comme l'efficacité de celle-ci diminue dans la même mesure que s'étend le paupérisme et que s'éveille la conscience du prolétariat, l'incertitude anglaise croît nécessairement en fonction géométrique.

Enfin, il est faux, comme les faits l'ont prouvé, que la bourgeoisie allemande méconnaisse totalement la signification générale du soulèvement silésien. Dans plusieurs localités, les patrons essaient de s'associer avec leurs ouvriers. Tous les journaux *libéraux*, expressions de la bourgeoisie libérale, débordent d'articles consacrés à l'organisation du travail, à la réforme de la société, à la critique des monopoles et de la concurrence, etc... Et tout cela en raison des émeutes ouvrières. Les journaux de Trèves, d'Aix-la-Chapelle, de Cologne, de Wesel, de Mannheim, de Breslau et de Berlin même publient de nombreux articles sociaux fort compréhensifs : notre Prussien pourrait y compléter son instruction. Qui plus est, de nombreux correspondants d'Allemagne se montrent fort étonnés de la faible résistance que la bourgeoisie oppose aux idées et aux tendances sociales.

Notre Prussien, s'il avait été plus familiarisé avec l'histoire des mouvements sociaux, aurait posé la question inverse : pourquoi la bourgeoisie allemande donne-t-elle à la misère partielle un sens relativement universel ? Et cette question en entraîne directement une autre : Comment se fait-il que la bourgeoisie politique fasse preuve de tant d'animosité et de cynisme vis-à-vis du prolétariat, et qu'une bourgeoisie non politique fasse preuve d'un tel manque de résistance et d'animosité ?

10 Août 1844.

Venons-en maintenant aux vaticinations de notre Prussien sur les ouvriers allemands.

« Les Allemands pauvres ne sont pas plus futés que les pauvres Allemands », ironise-t-il. « Nulle part, ils ne voient plus loin que leur maison, leur fabrique, leur district. Toute la question manque encore aujourd'hui de cet esprit politique qui imprègne tout. »

Pour pouvoir comparer la situation des ouvriers allemands à celle des ouvriers de France et d'Angleterre, notre Prussien aurait dû comparer les premières formes ou les débuts du mouvement ouvrier de ces pays avec le mouvement qui vient tout juste de commencer en Allemagne. Mais, il ne procède pas ainsi. Il aboutit donc à des trivialités telles que : l'*industrie* n'est pas encore aussi développée en Allemagne qu'en Angleterre, ou un mouvement qui en est à ses débuts diffère de celui qui est déjà avancé. Bien qu'il se soit proposé d'exposer les *particularités* du mouvement ouvrier allemand, il n'en fait rien.

Mais, s'il se plaçait au juste point de vue, il trouverait qu'*aucun* des soulèvement ouvriers de France ou d'Angleterre n'a eu un caractère aussi *théorique et conscient* que celui des tisserands de Silésie.

En témoigne déjà le *chant des tisserands,* véritable cri de guerre, où il n'est pas question de foyer, ni de fabrique, ni de district, mais où le prolétariat clame d'emblée de façon violente, agressive, impitoyable et frappante son opposition à la société de la propriété privée.

Le soulèvement silésien *commence* exactement là où ont *abouti* les soulèvements des ouvriers anglais et français : la conscience de sa nature prolétarienne. Toute l'action porte la marque de cette supériorité. Les tisserands ne détruisirent pas seulement les machines, ces rivales du travailleur, mais encore les *livres de comptabilité,* les titres de propriété ; et tandis que tous les autres soulèvements ne visaient que les patrons de fabrique, l'ennemi visible, le soulèvement silésien se dirigea aussi contre les banquiers, l'ennemi caché. Enfin, aucun soulèvement d'ouvriers anglais n'a jamais été conduit avec un courage, une endurance et une conscience aussi élevés.

Pour ce qui est de la formation théorique ou des dispositions théoriques des travailleurs allemands en général, il suffit de mentionner les œuvres géniales de Weitling qui, sur le plan théorique, dépassent bien souvent celles de Proudhon lui-même, bien qu'elles n'aient pas leur brillant. Jamais la bourgeoisie allemande — ses philosophes et savants y compris — n'ont écrit un ouvrage comparable à celui de Weitling *Garanties de l'harmonie et de la*

liberté, sur l'émancipation de la bourgeoisie, autrement dit, l'émancipation *politique*. Si l'on compare la médiocrité froide et plate de la littérature politique allemande avec le début littéraire immense et éclatant des ouvriers allemands, si l'on compare ces bottes de géant de l'enfant prolétaire avec les chaussures de nain déjà éculées de la bourgeoisie allemande, on ne peut que prédire une *figure athlétique* au cendrillon allemand.

Il faut bien le reconnaître : le prolétariat allemand est le *théoricien* du prolétariat européen, tout comme le prolétariat anglais en est l'*économiste* et le prolétariat français son *politicien*. Il faut le reconnaître : l'Allemagne a une vocation aussi *classique* pour la révolution *sociale*, qu'elle est incapable d'une révolution *politique*. En effet, comme l'impuissance de la bourgeoisie allemande signifie l'impuissance *politique* de l'Allemagne, les dispositions du prolétariat allemand — sans parler de la théorie allemande — correspondent aux dispositions *sociales* de l'Allemagne.

La disproportion entre le développement philosophique et politique de l'Allemagne *n'a rien d'anormal*. C'est une disproportion nécessaire. C'est dans le socialisme seulement qu'un peuple philosophique peut trouver la pratique qui lui corresponde : ce n'est donc que dans le *prolétariat* qu'il pourra trouver l'élément actif de son émancipation.

Mais, je n'ai pas ici le temps, ni l'envie d'expliquer à notre Prussien le rapport entre la « société allemande » et la révolution sociale, rapport qui a pour conséquence d'une part, la faible réaction de la bourgeoisie allemande contre le socialisme, et d'autre part, les excellentes aptitudes du prolétariat allemand pour le socialisme. On en trouvera les premiers éléments dans mon *Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel* *.

L'intelligence des Allemands pauvres est donc en raison inverse de celle des pauvres Allemands. Mais, à vouloir se livrer à des exercices de style, on aboutit, en ne considérant que la forme, à

* Nous en publions ci-après les extraits qui se rapportent à cette question (N.d. Tr.).

un contenu tronqué qui porte toutes les marques de la vulgarité. C'est ainsi que notre Prussien a manié l'antithèse à propos des émeutes d'ouvriers silésiens, ce qui l'a amené à une antithèse de la vérité. Face à cette première émeute des travailleurs silésiens, il ne s'agissait pas de jouer au maître d'école, mais d'essayer d'en comprendre le caractère spécifique. Cela suppose évidemment une analyse scientifique pénétrante et du sentiment humain, et non pas une phraséologie toute faite, fondée sur un égotisme creux.

Pourquoi notre Prussien juge-t-il les ouvriers allemands avec tant de mépris ? C'est parce qu'à son avis « toute la question » (à savoir celle de la misère des travailleurs) « manque encore aujourd'hui de cet esprit politique qui imprègne tout ». Voici comment il exprime son amour platonique pour l'esprit *politique :*

« Toutes les émeutes seront étouffées dans le sang et dans l'incompréhension tant qu'elles éclateront dans l'isolement fatal des hommes vis-à-vis de l'Etat existant et tant que les idées de ces hommes seront séparées des principes sociaux. Mais que la misère engendre d'abord l'intelligence et que l'intelligence politique des Allemands leur fasse découvrir la racine de la misère sociale, et alors, même en Allemagne, ces événements seront ressentis comme le symptôme d'une grande révolution. »

On nous permettra d'abord une remarque de style : son antithèse est incomplète. Dans le premier terme, il dit que la misère engendre l'intelligence, et dans le second que l'intelligence politique découvre aux Allemands les racines de la misère sociale. L'intelligence tout court du premier élément de l'antithèse devient l'intelligence *politique* dans le second, comme la misère tout court y devient la misère sociale.

Pourquoi notre « savant styliste » a-t-il si mal balancé les deux éléments de l'antithèse ? Chacun se serait rendu compte de l'absurdité de son antithèse, si le Prussien avait écrit : La misère sociale engendre l'intelligence politique, et celle-ci découvre la racine de la misère sociale. En effet, la simple logique eût demandé que l'intelligence sociale marche de pair avec la misère

sociale, et l'intelligence politique avec la misère politique. Mais, passons au fait.

Ce n'est pas la misère sociale, mais le bien-être social qui engendre l'intelligence *politique*. L'intelligence politique est spiritualiste : elle se donne à celui qui possède déjà, mieux à celui qui est déjà douillettement installé. Notre Prussien ferait bien de méditer ce que dit M. Michel Chevalier :

« Lorsque la bourgeoisie se souleva en 1789, il ne lui manquait, pour être libre, que de participer au gouvernement du pays. L'émancipation consistait pour elle à arracher la direction des affaires publiques, les hautes fonctions civiles, militaires et religieuses des mains des privilégiés qui détenaient le monopole de ces fonctions. Etant *riche* et *éclairée*, capable de se suffire à elle-même et de se diriger elle-même, elle voulut se soustraire au régime du bon plaisir » [46].

Nous avons déjà montré que l'intelligence politique était incapable de découvrir la source des maux sociaux. Un mot encore : le prolétariat — à ses débuts tout au moins — gaspille d'autant plus de forces dans des émeutes inintelligentes, vaines et écrasées dans le sang que l'intelligence politique de ce peuple est plus développée et plus générale. Pensant en termes politiques, il voit l'origine de tous les maux dans la *volonté*, et tous les moyens pour y remédier il les voit dans la force et le renversement d'une forme *déterminée* d'Etat. Exemple : les premiers soulèvements du prolétariat français. Les ouvriers de Lyon croyaient qu'ils ne poursuivaient que des buts politiques et qu'ils étaient de simples soldats de la République, alors qu'ils étaient en réalité des soldats du socialisme. C'est ainsi que leur intelligence politique les illusionnait sur la source de leur misère sociale et faussait chez eux la conscience de leur véritable but : leur *intelligence politique trompait* leur *instinct social.*

Mais, s'il espère que la misère fera naître l'intelligence, pourquoi notre Prussien parle-t-il à la fois de l' « étouffement dans le sang » et de l' « étouffement dans l'incompréhension » ? Si la misère facilite l'intelligence, la misère sanglante doit alors aiguiser l'intelligence. S'il avait été logique avec lui-même notre Prussien

aurait dû dire : l'étouffement dans le sang étouffera l'inintelligence et donnera un puissant essor à l'intelligence.

En outre, notre Prussien déclare que toutes les émeutes seront étouffées « tant qu'elles éclateront dans l'isolement fatal des hommes vis-à-vis de l'Etat existant et tant que leurs idées seront séparées des principes de la société. » Nous avons dit qu'il n'y avait eu aucune coupure entre les idées et les principes d'une société chez les émeutiers de Silésie. Il ne reste donc plus qu'à considérer leur « isolement fatal vis-à-vis de l'Etat existant ». L'Etat existant est évidemment l'Etat politique, et nous retrouvons le vieil argument de l'Allemagne *apolitique.*

Or, toutes les émeutes sans exception aucune n'éclatent-elles pas « dans l'isolement fatal des hommes vis-à-vis de l'Etat existant » ? Toute émeute suppose, évidemment, un tel isolement. Ainsi la révolution de 1789 n'aurait même pas pu se produire si les bourgeois français n'avaient pas été écartés de l'Etat existant. Elle se proposait précisément de mettre fin à cet « isolement ».

Quoi qu'il en soit, l'ordre social dont le travailleur est séparé, possède une ampleur et une réalité tout autres que l'Etat politique. Cet ordre social, dont son propre travail le sépare, c'est la *vie même,* la vie matérielle et intellectuelle, l'humanité, l'activité et la jouissance humaines. La nature humaine est le véritable ordre de la société.

Le fatal isolement de cet être infiniment plus universel est plus insupportable, plus terrible et plus chargé de contradictions que l'isolement vis-à-vis de l'Etat politique en vigueur. C'est pourquoi une émeute en vue d'éliminer l'isolement vis-à-vis de l'ordre social véritablement humain même si elle reste partielle, n'en a pas moins une ampleur infinie, tout comme l'homme lui-même est infiniment plus que le citoyen, et la vie humaine que la vie politique. Une émeute industrielle peut être aussi *partielle* que l'on voudra, elle n'en renferme pas moins une *universalité* entière ; l'émeute politique peut être aussi générale que l'on voudra, elle ne recèle pas moins sous son aspect *colossal* un sens borné.

Notre Prussien termine dignement son article par cette phrase : « Une révolution sociale est impossible sans une âme politique »

(c'est-à-dire une intelligence organisatrice opérant du point de vue de l'ensemble).

Nous l'avons vu, quand bien même elle ne se produirait que dans *un seul* district industriel, une émeute *sociale* se place au niveau de l'ensemble, parce qu'elle est une protestation de l'homme contre l'inhumanité de la vie actuelle, parce qu'elle part du point de vue de chaque individu réel, parce que l'ordre social dont elle s'efforce de ne plus être isolée est l'humanité, l'être humain.

En revanche, l'âme politique d'une révolution consiste dans la tendance des classes privées d'influence politique à mettre fin à leur isolement vis-à-vis de l'Etat et du pouvoir. Son point de vue est celui-là même de l'Etat, cet ensemble abstrait qui n'existe que grâce à sa séparation d'avec la vie réelle, et que l'on ne saurait concevoir sans la *contradiction organisée* entre l'idée générale et l'existence individuelle de l'homme. Une révolution d'esprit politique organise donc une couche dominante de la société aux dépens de la société, conformément à sa nature bornée et double.

Nous allons expliquer maintenant à notre Prussien ce qu'est une « révolution sociale ayant un esprit politique ». Nous lui confierons ainsi le secret auquel il ne saurait atteindre dans ses discours sur le champ limité de la politique.

Une « révolution sociale ayant un esprit politique » est une double erreur, dès lors que notre Prussien oppose la révolution sociale à la révolution politique et attribue à la révolution sociale un contenu politique. Mais, ce n'est qu'une paraphrase, s'il a en vue une « révolution politique » ou une « révolution tout court ». Qu'il choisisse entre une double absurdité et une paraphrase ! Autant c'est une paraphrase et une absurdité de parler d'une « révolution sociale ayant un esprit politique », autant il est juste de parler d'une révolution politique ayant un esprit social. En effet, toute révolution change l'ancienne société, et dans cette mesure elle est sociale ; toute révolution renverse l'ancien *pouvoir*, et en ce sens elle est politique.

La révolution tout court — c'est-à-dire le renversement du

pouvoir existant et la désagrégation des anciens rapports sociaux — est un *acte politique.* Le socialisme ne peut se réaliser sans cette révolution. Il lui faut cet acte politique dans la mesure où il a besoin de détruire et de dissoudre. Mais, le socialisme repousse l'enveloppe *politique* là où commence son *activité organisatrice,* là où il poursuit son but à lui, là où il est lui-même.

Il nous a fallu tous ces développements pour déchirer le tissu d'erreurs contenues dans une seule colonne de journal. Les lecteurs ne peuvent pas avoir tous la formation et le temps nécessaires pour réfuter ce charlatanisme littéraire. Notre Prussien ne devrait-il pas renoncer provisoirement du moins à toute élucubration littéraire ainsi qu'à ses grandiloquences sur la situation allemande, afin d'éclaircir lui-même quelle est sa propre position ?

Critique de Hegel.

Karl Marx,
« Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel. Introduction »,
in : « Annales Franco-Allemande », 1844.

...*Hegel* a donné la version la plus conséquente, la plus détaillée et la plus achevée à la critique de la *philosophie allemande de l'Etat et du Droit.* Il a analysé de manière critique aussi bien l'Etat moderne que la réalité qui s'y relie, et il a nié avec force toute forme passée de la conscience politique et juridique de l'Allemagne, conscience dont la philosophie spéculative du Droit est l'expression la plus haute et la plus universelle, en atteignant le niveau de la science. C'est seulement en Allemagne que pouvait naître la philosophie spéculative du Droit et l'abstraite idée transcendante de l'Etat moderne, dont la réalité demeure un au-delà — même s'il se situe simplement de l'autre côté du Rhin. De même, l'idée allemande de l'Etat moderne, qui fait abstraction de l'homme réel, n'était possible que parce que l'Etat moderne fait effectivement abstraction de l'homme réel, ou, s'il porte sur

l'homme total, ce n'est que de manière imaginaire : dans le domaine politique, les Allemands ont *pensé* ce que les autres peuples ont *fait*. L'Allemagne fut leur *conscience théorique*. L'abstraction et la démesure de sa pensée y allèrent toujours de pair avec la mesquinerie et l'unilatéralité de la réalité allemande. Ainsi donc, si le niveau atteint par l'Etat allemand exprime parfaitement l'ancien régime, qui est comme un dard enfoncé au plus profond de la chair de l'Etat moderne, le niveau atteint par la science allemande de l'Etat exprime aussi un Etat moderne imparfait : elle traduit l'infection de ce corps.

Ne serait-ce que parce qu'elle s'oppose résolument aux formes passées de la conscience politique *allemande*, la critique de la philosophie spéculative du Droit ne se perd pas dans ses propres développements, mais se fixe des *tâches* dont la solution implique les moyens *pratiques*.

Mais, on peut se poser la question : l'Allemagne peut-elle se hausser à une pratique qui soit à la *hauteur des principes*, autrement dit à une révolution qui l'élève non seulement au niveau *officiel* des peuples modernes, mais encore au niveau de la société humaine, où ces peuples accèderont dans un proche avenir ?

En fait, *l'arme de la critique ne peut remplacer la critique par les armes*. Il faut renverser la violence * matérielle par la violence matérielle. C'est pourquoi la théorie ne devient une force matérielle qu'à partir du moment où elle s'empare des masses. Or, la théorie est capable de s'emparer des masses dès lors qu'elle démontre *ad hominem*, et elle procède à des démonstrations *ad hominem* dès qu'elle est radicale. Etre radical signifie : prendre les choses à la racine. Or, la racine pour l'homme, c'est l'homme lui-même.

La preuve évidente du radicalisme de la théorie allemande, c'est-à-dire de son énergie pratique, c'est qu'elle procède de l'abolition résolue et positive de la religion. La critique de la religion aboutit à la doctrine, selon laquelle *l'homme est le but*

* On pourrait aussi traduire le mot *Gewalt* par pouvoir (d'Etat). (N. d. Tr.).

suprême pour l'homme. D'où l'impératif catégorique *de renverser tous les rapports sociaux* au sein desquels l'homme est humilié, asservi, abandonné et apparaît méprisable, rapports que définissent le mieux cette exclamation d'un Français devant le projet d'un impôt sur les chiens : « Pauvres chiens ! Voilà qu'on vous traite comme des hommes ! ».

Même au cours de son histoire, l'émancipation théorique a joué un rôle spécifique et pratique pour l'Allemagne. Le passé *révolutionnaire* de l'Allemagne est en effet théorique : la Réforme. Si jadis la révolution a commencé dans le cerveau du moine, aujourd'hui elle commence dans celui du philosophe.

Certes, Luther a triomphé de la servitude au moyen de la piété en remplaçant la servitude par la conviction de la servitude. Il a brisé la foi en l'autorité en restaurant l'autorité de la foi. Il a transformé les curés en laïcs en transformant les laïcs en curés. Il a ainsi libéré les hommes de la religiosité extérieure en installant la religiosité au cœur de l'homme. S'il a affranchi le corps de ses chaînes, c'est en en chargeant l'âme.

Certes, le protestantisme ne fournissait pas la solution véritable, mais du moins posait-il le problème dans ses véritables termes : Il ne s'agit plus pour le laïc de combattre le curé à l'extérieur, mais le curé qui s'est installé en lui en cléricalisant tout son être. De même que la transformation des laïcs allemands en curés grâce au protestantisme a émancipé les papes laïcs, les *princes* avec toute leur suite de curés, de privilégiés et de philistins, de même la transformation par la philosophie des Allemands cléricalisés en hommes émancipera le *peuple.* Mais, pas plus que l'émancipation ne s'arrêta jadis aux princes, la sécularisation des biens ne s'arrêtera au simple dépouillement de l'Eglise tel que l'a effectué l'hypocrite Prusse.

La Guerre des Paysans qui est l'événement le plus radical de l'histoire allemande, échoua sur l'écueil de la théologie. Aujourd'hui que la théologie elle-même a sombré, l'événement le plus noir de l'histoire allemande, l'équilibre actuel, se brisera sur la philosophie. A la veille de la Réforme, l'Allemagne officielle avait été l'esclave inconditionnelle de Rome. A la veille de sa révolution,

elle est l'esclave inconditionnelle de moins que Rome, de la Prusse et de l'Autriche, des hobereaux et des petits-bourgeois philistins.

Cependant, il semble qu'un obstacle fondamental s'oppose à une révolution *radicale* en Allemagne. En effet, les révolutions dépendent d'un élément passif : de la *base matérielle.*

La théorie ne s'accomplit jamais dans un peuple que pour autant qu'elle réalise ses besoins. L'abîme qui sépare les revendications de la pensée allemande et les réponses possibles de la réalité allemande, ne correspond-il pas précisément au divorce existant entre cette réalité allemande et la société civile avec l'Etat ? Les besoins théoriques deviendront-ils directement des besoins pratiques ? Il ne suffit pas, en effet, que la pensée tende à la réalisation, il faut encore que la réalité tende vers cette pensée.

Or, l'Allemagne n'a pas gravi en même temps que les peuples modernes l'échelon intermédiaire de l'émancipation politique. Ainsi, l'échelon qu'elle a dépassé en théorie, elle ne l'a pas encore atteint dans la pratique. Dès lors, comment franchirait-elle, d'un seul bond périlleux, non seulement ses propres barrières, mais encore celles plus hautes des peuples modernes ? En fait, ces dernières barrières elle les ressentirait déjà, si elles les atteignait, comme libératrices, et il lui faut s'efforcer de les atteindre. Une révolution radicale n'est-elle pas celle de besoins radicaux, dont les prémisses et la base propice semblent faire défaut en Allemagne ?

Pourtant, si l'Allemagne s'est contentée d'accompagner par l'activité abstraite de sa pensée l'évolution des peuples modernes, sans intervenir activement dans les batailles réelles marquant cette évolution, elle a partagé les *douleurs* de cette évolution sans partager ses joies même bornées. A l'activité abstraite correspond une souffrance abstraite.

L'Allemagne s'est trouvée, un matin, au niveau de la décadence européenne, avant même qu'elle ait atteint le niveau de l'émancipation de l'Europe. Elle est tout à fait comparable au fétichiste rongé par les maladies du christianisme.

Considérons tout d'abord les *gouvernements allemands.* Les rapports sociaux, la situation de l'Allemagne, le niveau de la

civilisation allemande ainsi qu'un heureux instinct les ont poussés à allier les *maux de la civilisation* des Etats modernes dont nous ne possédons aucun des avantages, aux *maux barbares* de l'ancien régime dont nous bénéficions pleinement. Ainsi, l'Allemagne se voit contrainte de participer de plus en plus, sinon à la raison, du moins à la déraison d'institutions d'Etat correspondant à un niveau social qu'elle n'a même pas atteint. Existe-t-il par exemple un pays au monde qui partage avec autant de candeur toutes les illusions du régime constitutionnel, sans en tenir les réalités, que l'Allemagne dite constitutionnelle ? Ou bien, n'était-ce pas une trouvaille inévitable d'un gouvernement allemand que d'allier les maux de la censure à ceux des lois françaises de Septembre [47], qui impliquent la liberté de la presse ? De même qu'on trouvait au Panthéon romain les *dieux* de toutes les nations, on trouvera dans le Saint-Empire Romain Germanique les *péchés* de toutes les formes de gouvernement.

Cet éclectisme ne fera que grandir au-delà de tout ce qu'on peut imaginer : la gourmandise politico-esthétique du roi de Prusse en est le garant. Ce monarque ne tient-il pas à jouer tous les rôles de la royauté, féodale ou bureaucratique, absolue ou constitutionnelle, autocratique ou démocratique, sinon par le truchement du peuple, du moins en sa propre personne, sinon pour le peuple, du moins pour lui-même ? L'Allemagne, ainsi constituée en un monde où s'accumulent les maux de toute la réalité politique contemporaine, ne pourra donc abattre les barrières spécifiquement allemandes sans renverser toutes les barrières de la réalité politique de notre temps.

Ce n'est pas la révolution *radicale*, ni l'émancipation universelle de l'homme qui est un rêve utopique pour l'Allemagne, mais au contraire ce serait une révolution purement politique et partielle qui laisserait debout les piliers de l'édifice. En effet, sur quoi repose une révolution partielle, uniquement politique ? Sur ceci : seule une *partie* de la société bourgeoise s'émancipe et parvient à dominer l'*ensemble* de la société, une classe déterminée entreprenant d'émanciper sur sa base et sa *situation particulières*, l'ensemble de la société. Autrement dit, cette classe libère la société entière, à la seule condition que la société entière se

trouve dans sa situation à elle, en possédant par exemple argent et culture ou en pouvant les acquérir à son gré.

Aucune classe de la société bourgeoise ne peut jouer ce rôle, sans susciter en son sein et dans la masse un moment d'enthousiasme, un moment où elle fraternise et se fond avec la nation tout entière, dont elle est ressentie et reconnue comme le *représentant universel :* c'est le moment où ses revendications et ses droits sont effectivement ceux de la société elle-même, dont elle est à la fois la tête et le cœur. Or, ce n'est qu'en revendiquant les droits universels de la société qu'une classe particulière peut parvenir à la domination sur tous.

Mais, il est évident que l'énergie révolutionnaire et la conscience de soi d'une seule classe ne suffisent pas à conquérir cette position d'émancipation et, par-là, l'exploitation politique de toutes les couches de la société. Pour que la révolution d'un peuple coïncide avec l'émancipation d'une classe particulière de la société civile, pour qu'une classe particulière passe pour toutes les classes de la société, il faut que tous les défauts de la société se concentrent en une *autre* classe, qui doit être l'objet du scandale universel, l'incarnation des faiblesses de cette société ; bref, cette classe sociale doit porter tous les crimes commis par la société entière, de sorte que se libérer de cette classe apparaisse comme une libération universelle. Pour qu'une classe sociale soit par excellence la classe libératrice, il faut donc qu'une autre classe apparaisse ouvertement oppresseuse. Ainsi, la classe universellement négative de la noblesse et du clergé français a déterminé le caractère universellement positif de la classe qui leur était pourtant bien proche mais s'opposait à eux : la bourgeoisie.

Mais, en Allemagne, nulle classe particulière n'a la résolution, la rigueur, le courage et la brutalité qui pourraient la représenter comme la classe négative de la société. De même, nulle classe n'a cette largeur d'esprit qui lui permette de s'identifier, ne serait-ce qu'un moment, à l'âme du peuple ; nulle n'a ce génie qui élève les forces matérielles en pouvoir politique, ni cette audace révolutionnaire qui lance à l'adversaire ce défi : *Je ne suis rien et je devrais être tout.*

La base de la morale et de l'honnêteté allemandes, non seule-

ment des individus, mais encore des classes, c'est cet égoïsme mesquin, qui affiche son étroitesse et s'attire l'inimitié de tous. Les rapports entre les différentes classes sociales allemandes ne sont donc pas de nature dramatique, mais épique. Chaque couche sociale commence à prendre conscience d'elle-même, et s'installe à côté des autres avec ses ambitions propres : si elle ne ressent pas elle-même la contrainte, c'est parce qu'elle en exerce une sur la classe plus basse que les circonstances ont créé sans qu'elle y soit pour quelque chose. Si la classe moyenne allemande a une telle confiance en elle-même, c'est qu'elle représente la mesure moyenne du philistin pour toutes les autres classes.

Ce ne sont donc pas seulement les rois allemands qui accèdent au trône mal à propos, ce sont toutes les classes de la société bourgeoise qui connaissent leur défaite avant d'avoir fêté leur victoire, qui dressent des barrières devant elles, avant même qu'elles aient surmonté les barrières érigées devant elles par les classes qui les précédaient. Bref, toutes ces classes de la société bourgeoise se ratatinent avant même qu'elles aient grandi, laissant ainsi toujours passer l'occasion de jouer un grand rôle avant même qu'elle se présente. Chaque classe, sitôt qu'elle engage la lutte avec celle qui la domine, se voit déjà empêtrée dans la lutte avec celle qui s'est développée au-dessous d'elle. Ainsi, les princes se trouvent en lutte contre la royauté, le bureaucrate en lutte contre la noblesse, les bourgeois en lutte contre tous les précédents, tandis que le prolétaire engage déjà la bataille contre le bourgeois. C'est à peine si la bourgeoisie ose s'emparer de l'idée d'émancipation qui lui est propre que, déjà, l'évolution des conditions sociales et le progrès de la doctrine politique la déclarent périmée ou, tout au moins, problématique.

En France, il suffit qu'une classe existe pour qu'elle veuille être tout. En Allemagne, nulle classe ne peut exister, si elle n'a pas renoncé à tout. En France, l'émancipation partielle sert de base à l'émancipation universelle. En Allemagne, l'émancipation universelle est la condition *sine qua non* de toute émancipation partielle. En France, c'est de la réalité d'une libération par étapes que naîtra l'émancipation totale ; en Allemagne, ce sera

de l'impossibilité d'étapes partielles. En France, chacune des classes du peuple a un idéalisme politique et se sent le représentant des besoins généraux de la société avant d'être une classe particulière. Le rôle *d'émancipateur* passe donc, par un mouvement dramatique, tour à tour à chacune des classes du peuple français jusqu'à ce qu'il parvienne enfin à la classe qui émancipe la société, non plus en supposant déjà remplies certaines conditions extérieures à l'homme bien qu'elles soient produites par la société humaine, mais au contraire en organisant toutes les conditions de l'existence humaine à partir de la société émancipée. A l'inverse, en Allemagne où la vie pratique est aussi dépourvue d'esprit que la vie spirituelle est dépourvue de sens pratique, nulle classe de la société civile n'éprouve le besoin ni n'a la capacité de promouvoir l'émancipation universelle tant qu'elle n'y est pas contrainte par sa situation immédiate, par la nécessité matérielle, par ses chaînes elles-mêmes.

Où se trouve donc, en Allemagne, la possibilité positive de l'émancipation ?

Nous répondrons qu'elle réside dans la constitution d'une classe radicalement opprimée, d'une classe de la société bourgeoise qui n'est pas une classe de cette société, parce qu'elle est dissolution de toutes les classes et possède l'universalité en raison des maux universels qui l'affectent, parce qu'elle ne revendique pas de droit particulier, puisqu'elle ne subit aucune injustice particulière mais l'injustice générale ; bref, une classe qui n'en appelle plus à un titre historique, mais simplement humain. Cette classe n'est pas en opposition unilatérale vis-à-vis des effets de la société allemande, mais se trouve en opposition universelle avec toutes les conditions du régime politique allemand. Elle ne peut s'émanciper sans se libérer de toutes les autres couches de la société et donc sans les émanciper toutes en même temps. Pour tout dire, l'homme étant totalement perdu dans cette classe, celle-ci ne peut se reconquérir sans une reconquête totale de l'homme. Cette dissolution de la société se trouve réalisée dans une classe particulière : le *prolétariat*.

Le prolétariat commence seulement à se former en Allemagne grâce à l'essor industriel : il ne subit pas la pauvreté résultant

de lois naturelles, mais la pauvreté produite par les machines. Il n'est pas opprimé par le poids physique de la société. La masse humaine du prolétariat est, avant tout, le produit du processus de dissolution aiguë de toute la société et, notamment, des classes moyennes, même si les pauvres naturels et les serfs de la société germano-chrétienne viennent également grossir ses rangs.

En annonçant la dissolution de l'ordre en vigueur dans le monde, le prolétariat ne fait qu'exprimer le secret de sa propre existence, car il *est* déjà la dissolution réalisée de cet ordre. En exigeant l'abolition de la propriété privée, le prolétariat ne fait qu'élever en principe de la société ce que la société a élevé en principe en lui, ce qui déjà est incarné en lui comme résultat négatif de la société, sans qu'il y soit pour quelque chose. Dès lors, le prolétaire se trouve par rapport au monde à venir dans la même situation de droit que le roi allemand par rapport au monde déjà existant, lorsqu'il dit que le peuple est le sien comme son cheval lui appartient. En déclarant que le peuple est sa propriété privée, le roi ne fait qu'exprimer que le propriétaire privé règne.

La philosophie trouve dans le prolétariat ses armes *matérielles,* tout comme le prolétariat trouve dans la philosophie ses armes *théoriques,* et dès que l'éclair de la théorie aura frappé jusqu'au cœur cette masse populaire vierge, les Allemands accompliront leur émancipation humaine.

Voici donc, en résumé, notre conclusion :

Pour l'Allemagne, la seule émancipation possible dans la pratique, c'est l'émancipation à partir de la théorie qui proclame que l'homme est le but de l'homme. L'Allemagne ne peut s'affranchir du moyen âge qu'en surmontant en même temps tous les dépassements *partiels* du moyen âge. En Allemagne, on ne saurait briser *aucune* forme de servitude sans en briser *toute* forme. L'Allemagne radicale ne peut faire de révolution sans tout bouleverser. L'émancipation de l'Allemand est celle de l'homme.

La tête de cette émancipation est la philosophie, son cœur le prolétariat. La philosophie ne peut se réaliser sans abolir le prolétariat, le prolétariat ne peut s'abolir sans réaliser la philosophie.

Lorsque toutes les conditions inhérentes à la révolution seront remplies, le *jour de la résurrection allemande* sera annoncé par le *chant de ralliement du coq gaulois.*

Les revendications du parti communiste en Allemagne.

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » [48]

Tract rédigé par Marx et Engels, imprimé à Paris le 30 Mars 1848, et diffusé en Septembre à Cologne.

1. L'Allemagne entière sera proclamée République une et indivisible *.

2. Tout Allemand de vingt et un ans est électeur et éligible, à condition de ne pas avoir été frappé d'une peine criminelle.

3. Les représentants du peuple seront rétribués, afin que l'ouvrier puisse lui aussi siéger au parlement du peuple allemand.

4. Tout le peuple sera en armes. A l'avenir, les armées seront en même temps des armées d'ouvriers. Ainsi, l'armée ne consommera pas seulement comme par le passé, mais produira encore plus que ce qu'il lui faut pour son entretien. C'est en outre un moyen d'organiser le travail dans la société [49].

5. L'administration de la justice est gratuite.

6. Toutes les charges féodales, avec toutes ses contributions, corvées, dîmes, etc..., qui ont pesé jusqu'ici sur la population rurale, sont supprimées sans qu'il y ait lieu au moindre dédommagement.

* Marx écrivit dans *La Nouvelle Gazette rhénane* du 7 Juin 1848 : « Nous ne nourrissons pas l'espoir utopique que l'on proclame dès maintenant une République allemande une et indivisible, mais nous demandons au Parti démocrate radical de ne pas confondre le point de départ de la lutte et du mouvement révolutionnaires avec leur but final. Il ne s'agit pas de réaliser telle ou telle opinion, ni telle ou telle politique, il s'agit de comprendre la marche de la révolution. » [50] (N. d. Tr.)

7. Les domaines des princes et autres féodaux, toutes les mines, carrières, etc... seront transformés en propriété d'Etat. Dans ces domaines, l'exploitation agricole s'effectuera en grand avec les procédés les plus modernes de la science au profit de la collectivité entière.

8. Les hypothèques pesant sur les biens des paysans seront déclarées propriété d'Etat. Les paysans paieront à l'Etat les intérêts de ces hypothèques.

9. Dans les régions où le régime des baux à ferme est développé, la rente foncière ou le fermage sera payé à l'Etat sous la forme d'un impôt.

Toutes les mesures indiquées aux numéros 6, 7, 8 et 9 sont prises pour diminuer les charges publiques et autres des cultivateurs et des petits fermiers sans diminuer les ressources nécessaires à l'Etat pour couvrir ses frais, ni compromettre la production. Le propriétaire foncier proprement dit, à savoir celui qui n'est ni cultivateur ni fermier, ne contribue aucunement à la production, de sorte que sa consommation est un simple abus.

10. Une Banque d'Etat, dont la monnaie aura cours forcé, prendra la place de toutes les banques privées.

Cette mesure permettra de régler dans l'intérêt de tout le peuple le système de crédit, et sape la domination des gros financiers. En substituant progressivement à l'or et à l'argent du papier-monnaie, elle fait baisser le coût de l'instrument indispensable au mode de distribution bourgeois, de l'étalon d'échange, et permet d'utiliser l'or et l'argent dans les rapports avec l'étranger. *Cette mesure est finalement nécessaire pour river les intérêts de la bourgeoisie conservatrice à la révolution.*

11. Tous les moyens de transport — chemins de fer, canaux, bateaux à vapeur, routes, postes, etc... — sont pris en mains par l'Etat. Ils seront transformés en propriété d'Etat et les classes les plus démunies pourront les utiliser gratuitement.

12. La seule différence à introduire dans le système des traitements des fonctionnaires, c'est que ceux qui ont une famille, *c'est-à-dire plus de* ***besoins****,* *touchent un traitement supérieur aux autres.*

13. Séparation totale entre l'Eglise et l'Etat. Les ministres de toutes les confessions seront rétribués uniquement par les largesses de leurs coreligionnaires.

14. Restriction du droit de succession.

15. Introduction d'impôts fortement progressifs et suppression des impôts sur la consommation.

16. Création d'ateliers nationaux. L'Etat garantit l'existence à tous les travailleurs et assure l'entretien de ceux qui sont inaptes au travail.

17. Instruction générale et gratuite.

Il est de l'intérêt du prolétariat, des petits-bourgeois et petits cultivateurs allemands d'œuvrer de toute leur énergie à la réalisation des mesures ci-dessus énoncées. C'est uniquement en les réalisant que les millions d'Allemands, exploités jusqu'ici par un petit nombre d'individus désireux de perpétuer l'oppression, pourront obtenir justice et conquérir le pouvoir qui leur revient puisqu'ils produisent toute richesse dans la société.

Le Comité :

Karl Marx, Karl Schapper, Heinrich Bauer, Friedrich Engels, Joseph Moll, Wilhelm Wolff.

LA RÉVOLUTION DE 1848-1849

PREMIERS ENGAGEMENTS

La révolution à Paris

Fr. Engels,
« Deutsche Brüsseler Zeitung »,
27 Février 1848.

L'année 1848 s'annonce bonne. A peine la révolution sicilienne avec sa longue traînée de Constitutions [51] est-elle passée, que Paris vit une insurrection victorieuse.

Les députés de l'opposition s'étaient engagés publiquement à défendre le droit de réunion par une action courageuse contre les Guizot, Ducâtel et Hébert. Au dernier moment, la salle étant prête et les convives du banquet attendus, voilà qu'au lieu d'agir les poltrons de la Gauche — monsieur Odilon Barrot en tête — reculèrent lâchement. Le banquet fut décommandé. Mais, le peuple de Paris, excité par les grands héros braillards de la Chambre, irrité contre ces lâches épiciers et, surtout, las de la persistance d'un chômage généralisé, le peuple de Paris, lui, ne se laissa pas décommander.

Mardi après-midi, tout Paris était dans les rues. Les masses criaient : « A bas Guizot ! Vive la Réforme ! ». Elles manifestèrent devant l'hôtel de Guizot, qui fut protégé à grand peine par la troupe et dont les fenêtres furent brisées à coups de pierres. Mais, les masses défilèrent aussi devant la maison d'Odilon Barrot, en scandant : « A bas Barrot ! », et brisèrent, là encore, les carreaux. Monsieur Barrot, ce lâche instigateur de l'émeute, envoya un émissaire au gouvernement pour demander que l'on assurât sa sécurité !

La troupe était à pied d'œuvre, mais contemplait le spectacle sans réagir. Seule, la Garde municipale intervint avec la plus grande brutalité. Elle est composée en majeure partie d'Alsaciens et de Lorrains, c'est-à-dire de demi-Allemands, qui touchent trois francs et demi par jour, sont gros et gras, étant fort bien nourris. La Garde municipale est le corps militaire le plus abject qui soit ; elle est pire que la gendarmerie et la vieille garde suisse : si le peuple triomphe, elle passera un mauvais quart d'heure.

Vers le soir, le peuple commença à manifester quelque résistance. Des barricades furent dressées, des postes de police assaillis et incendiés. Un mouchard de police fut tué à coups de couteau, place de la Bastille. Des armureries furent pillées.

A 5 heures, on sonna le rassemblement général de la Garde nationale. Seuls, quelques-uns se présentèrent en criant : « A bas Guizot ! ». Tout redevint tranquille au cours de la nuit. Les dernières barricades furent prises, et l'émeute semblait terminée. Mais, le mercredi matin, le soulèvement reprit avec une force accrue. Une grande partie du centre de Paris, à l'Est de la rue Montmartre, se couvrit de puissantes barricades : dès 11 heures, la troupe n'osait plus s'y aventurer. La Garde nationale intervint, mais uniquement pour empêcher la troupe d'attaquer le peuple, et pour crier : « A bas Guizot. Vive la Réforme ! ».

Il y avait 50 000 soldats à Paris, disposés selon le plan de défense du maréchal Gérard à tous les points stratégiques [52]. Or, ces points sont si nombreux que toute la troupe était absorbée à cette tâche, et donc contrainte à l'inaction. Bref, on ne disposait pour l'attaque que de la Garde municipale. L'excellent plan Gérard

s'est ainsi révélé fort utile pour les émeutiers : il paralysait les troupes et favorisait la passivité, à laquelle elles inclinaient de toute façon. Les points fortifiés, qui étaient disséminés un peu partout, ont également desservi le gouvernement. Il fallait les tenir occupés, ce qui enlevait une bonne partie des troupes aux points où l'on se battait. Personne n'eut l'idée de recourir au bombardement. De même, personne ne songeait qu'il existait des bastilles. Tout cela prouve, une fois de plus, que les plans de défense contre un soulèvement massif d'une grande ville ne peuvent être efficaces.

Vers midi, les cris d'hostilité à l'égard du ministère se firent si véhéments au sein de la Garde nationale que plusieurs commandants firent savoir aux Tuileries qu'ils ne pouvaient se porter garants de leurs troupes, si le ministère voulait se maintenir.

A 14 heures, le vieux Louis-Philippe était contraint de laisser choir Guizot et de constituer un nouveau ministère. Dès qu'elle apprit ces nouvelles, la Garde nationale se retira dans ses quartiers et illumina les façades.

Mais, le peuple — les ouvriers — qui avaient été les *seuls* à édifier les barricades, à mener le combat contre la Garde municipale, et à tenir tête aux balles, aux baïonnettes et aux sabots des chevaux, les ouvriers n'avaient aucune envie de se battre uniquement pour messieurs Molé et Billault [53]. Ils continuèrent donc la lutte. Alors qu'on jubilait déjà boulevard des Italiens, on se mitraillait violemment rue Sainte-Avoie et rue Rambuteau. Le combat se poursuivit jusqu'à une heure avancée de la nuit et reprit jeudi matin. Le fait que les rails de tous les chemins de fer menant à Paris aient été arrachés montre bien que c'était les ouvriers qui avaient surtout mené la lutte.

La bourgeoisie a fait sa révolution : elle a renversé Guizot et, avec lui, la domination exclusive des grands financiers de la bourse. Mais, à présent, au second acte de la lutte, ce n'est plus une partie de la bourgeoisie qui combat l'autre, c'est le prolétariat qui s'oppose à la bourgeoisie.

La nouvelle vient d'arriver, selon laquelle le peuple a triomphé

et a proclamé la République. Nous avouons que nous n'avions pas espéré ce résultat brillant du prolétariat parisien.

Trois des membres du gouvernement provisoire appartiennent au parti démocratique le plus radical, dont l'organe est *la Réforme*. Le quatrième est un *ouvrier* — *Albert* — et c'est pour la première fois au monde qu'un ouvrier entre dans un gouvernement. En outre, il y a les Lamartine, Dupont de l'Eure, et deux membres du « National » [54].

De par cette glorieuse révolution, le prolétariat français s'est, une nouvelle fois, hissé à la pointe du mouvement ouvrier européen. Gloire aux ouvriers parisiens ! Ils ont donné la première impulsion au monde : tous les autres pays entreront peu à peu dans le mouvement. En effet, la victoire de la République en France est le triomphe de la démocratie dans toute l'Europe.

Notre époque est celle de l'essor de la démocratie. Les flammes des Tuileries et du Palais Royal sont l'aurore du prolétariat. Le règne de la bourgeoisie s'effondrera maintenant partout, ou du moins sera ébranlé.

L'Allemagne suivra sans doute. Maintenant ou jamais, elle réagira contre son avilissement. Si les Allemands possèdent quelque honneur et quelque fierté, nous pourrons crier d'ici un mois, nous aussi : *Vive la République allemande !*

Les héritiers de la révolution allemande de Mars

Karl Marx,
« Le ministère Camphausen »,
« La Nouvelle Gazette rhénane »
4 Juin 1848.

On sait que l'Assemblée nationale française de 1789 fut introduite par une Assemblée de notables, composée des états féodaux, comme l'est la Diète unifiée de Prusse. Dans son décret de convocation des Etats Généraux, Necker déféra au vœu des notables. Le ministre français avait ainsi une avance considérable sur notre ministre actuel Camphausen. En effet, il n'avait pas attendu la prise de la Bastille ni la chute de la monarchie

absolue pour rattacher, après-coup, de manière dogmatique, l'ancien régime au nouveau. A plus forte raison, il ne s'est pas donné le mal de sauver les *apparences :* comme si la France était parvenue par *des voies légales* de l'ancien régime à la nouvelle Assemblée constituante.

Il avait encore une autre supériorité : il n'était pas ministre de Lorraine ou d'Alsace, alors que M. Camphausen est ministre de la Prusse, *et non de l'Allemagne.* Et, malgré toute cette supériorité, le ministre Necker ne put transformer le mouvement révolutionnaire en une réforme pacifique. On ne traite pas une grave maladie avec l'eau de rose [55].

M. Camphausen ne pourra donc modifier la nature du mouvement en élucubrant une théorie qui raccorde d'un trait son ministère à l'ancien régime de la monarchie prussienne : la révolution de Mars, le mouvement révolutionnaire allemand en général, ne se laissent pas transformer par un artifice en un *incident* plus ou moins grave.

Louis-Philippe a-t-il été élu roi des Français, parce qu'il était un Bourbon ? On se souvient que cette question a divisé les partis après la révolution de Juillet. Or, quel était le sens de cette polémique ? C'est que la révolution de 1830 était remise en question, *la classe parvenue au pouvoir et les représentants de la révolution n'exprimant pas l'intérêt de ceux qui avaient fait la révolution.*

La déclaration de M. Camphausen a la même signification : son ministère n'est pas né *de* la révolution de Mars, mais *après* la révolution de Mars.

Parodie de guerre au Schlesvig-Holstein

Fr. Engels,
« La Nouvelle Gazette rhénane »,
5 Juin 1848.

En vérité, les annales de toute l'histoire ne connaissent aucune campagne militaire aux alternances aussi frappantes entre la violence des armes et les intrigues de la diplomatie, que l'actuelle

guerre d'*unité nationale allemande* contre le petit Danemark. Les hauts faits de l'ancienne armée impériale avec ses six cents commandants, ses états-majors, ses conseils de guerre, les chamailleries des chefs de la Coalition de 1792, les *ordres et contre-ordres* de feu le Conseil de guerre de la Cour royale impériale prennent un aspect grave, saisissant, poignant et tragique à côté de la comédie militaire que joue en ce moment la nouvelle armée confédérale allemande [56] au Schlesvig-Holstein sous les éclats de rire sonores de toute l'Europe.

Voici en bref l'intrigue de cette comédie.

Premièrement, les Danois partis du Jutland débarquent leurs troupes dans le Nord du Schlesvig. Les Prussiens et les Hanovrais occupent Rendsbourg et la ligne de l'Eider. Quoi qu'en disent les braillards allemands, les Danois sont un peuple alerte et courageux. Après une attaque rapide, ils rejettent l'armée du Schlesvig-Holstein jusque sur les positions des Prussiens, qui assistent sans coup férir à ce spectacle.

Deuxièmement, l'ordre d'avancer arrive de Berlin. Les troupes allemandes confédérées attaquent les Danois et les écrasent au Schlesvig, en raison de leur supériorité numérique. Ce qui a assuré la victoire, c'est, par ailleurs, l'habileté avec laquelle les gardes poméraniens jouèrent de la crosse, comme autrefois à Grossbeeren et Dennewitz [57]. Le Schlesvig est repris, l'Allemagne est en liesse après cet exploit de son armée.

Troisièmement, la flotte danoise — qui en tout compte à peine vingt navires de quelque importance — s'empare des navires marchands allemands, bloque tous les ports et couvre les passages vers les îles où son armée se retire. Ils abandonnent le Jutland qu'occupent partiellement les Prussiens, qui y lèvent une contribution de deux millions en espèces.

Quatrièmement, avant même qu'un seul thaler n'ait été empoché, l'Angleterre fait des propositions de médiation sur la base d'un retrait des troupes et de la neutralisation du Schlesvig, tandis que la Russie envoie des notes menaçantes. M. Camphausen tombe tout droit dans le piège : sur son ordre, les Prussiens ivres de leur victoire se retirent de Veile en direction de Königsau,

Hadersleben, Apenrade, Flensbourg. Aussitôt les Danois réapparaissent, harcèlent les Prussiens de jour comme de nuit, semant la confusion dans leurs rangs : ils débarquent sur toutes les côtes, battent les troupes du X^e^ corps confédéral à Sundewitt, et ne se replient que sous la pression d'une force supérieure. Lors de l'engagement du 30 Mai, ce furent encore les crosses qui décidèrent, brandies cette fois par les poings loyaux des Mecklembourgeois. La population allemande s'enfuit en même temps que les Prussiens, tout le Nord du Schlesvig est livré à la dévastation et au pillage ; à Hadersleben et Apenrade, le drapeau danois flotte de nouveau. Au Schlesvig comme à Berlin, les soldats prussiens de tout grade obéissent aveuglément à la consigne !

Cinquièmement, Berlin envoie un nouvel ordre : les Prussiens doivent une fois de plus avancer, et ils repartent allègrement en direction du Nord. Mais, la comédie n'est pas achevée pour autant. Nous attendons avec curiosité : où les Prussiens devront-ils s'arrêter au prochain ordre de retraite.

Bref, c'est un véritable quadrille, un ballet militaire que le ministère Camphausen fait jouer pour son propre plaisir et la plus grande gloire de la nation allemande. Mais, n'oublions pas que les feux de la rampe sont formés des villages en flammes du Schlesvig, et le chœur des cris de vengeance des harceleurs et francs-tireurs danois.

Le ministère Camphausen a montré à cette occasion comment il entendait représenter l'Allemagne face au monde extérieur. Le Schlesvig, livré par sa faute deux fois à l'invasion danoise, se souviendra avec reconnaissance de la première expérience diplomatique de nos ministres « responsables ». Faisons confiance à l'intelligence et à l'énergie du ministère Camphausen *.

* La royauté prussienne s'empara de la direction de la guerre, afin d'y mettre un terme en trahissant la cause des deux duchés, qui furent rendus au Danemark, à l'armistice de Malmö (le 26 Août 1848). L'Assemblée nationale de Francfort fut placée devant le choix suivant : ou bien rejeter l'armistice et déclarer la guerre au roi de Prusse ainsi qu'à la Russie[162], à l'Angleterre et à l'Autriche[207], alliées du Danemark ; ou bien proclamer l'impuissance de la révolution et entériner cette constatation. Une assemblée démocra-

tique est incapable de prendre de grandes décisions historiques : celles qui furent prises par la Convention en France le furent sous la pression du peuple en armes.

L'assemblée de Francfort accepta donc l'armistice, et lorsque les révolutionnaires se soulevèrent à Francfort le 18 Septembre, ils furent écrasés par les troupes autrichiennes et prussiennes.

C'était la fin de l'espoir de Marx et d'Engels de voir la révolution poussée en avant par une guerre de la nation allemande. Certes, il y eut en Mai et Juin 1849 des soulèvements armés en Bade, en Saxe et au Palatinat, mais l'absolutisme réussit à localiser ces conflits. (N. d. Tr.)

LE SOMMET MILITAIRE DE JUIN 1948

La Révolution de Juin

Fr. Engels,
« La Nouvelle Gazette rhénane »,
1er et 2 Juillet 1848.

On commence à avoir une vue d'ensemble de la révolution de Juin. Les informations se complètent, et l'on peut distinguer les faits des rumeurs et des mensonges : le caractère de l'insurrection apparaît de plus en plus clairement. A mesure que l'on saisit mieux les événements dans leur connexion générale, on est frappé par l'ampleur inouïe de l'insurrection, le courage et l'héroïsme des insurgés, la rapidité avec laquelle ils improvisèrent une organisation de combat, et l'unanimité qui règne entre eux.

Il semble que ce soit Kersausie — un ex-officier et ami de Raspail — qui ait dressé le plan de bataille des ouvriers.

C'est pourquoi, les insurgés avancèrent en quatre colonnes sur l'Hôtel de Ville en un mouvement concentrique.

La première colonne, dont la base d'opération était le faubourg Montmartre, les faubourgs de la Chapelle et de la Villette, avança vers le Sud à partir des barrières Poissonnière, Rochechouart, Saint-Denis et la Villette. Elle occupa les boulevards et progressa vers l'Hôtel de Ville par les rues Montorgueil, Saint-Denis et Saint-Martin.

La seconde colonne, dont la base était protégée par le canal Saint-Martin et formée par les faubourgs du Temple et Saint-Antoine, habités surtout par des ouvriers, avança vers le même objectif par la rue du Temple, la rue Saint-Antoine et les quais de la rive droite de la Seine, ainsi que par toutes les rues parallèles du périmètre.

La troisième colonne, partie du faubourg Saint-Marceau, avança vers l'île de la Cité, par la rue Saint-Victor et les quais de la rive gauche.

La quatrième colonne, appuyée sur le faubourg Saint-Jacques et le quartier de l'Ecole de Médecine avança, elle aussi, vers l'île de la Cité en prenant la rue Saint-Jacques. Les deux colonnes firent leur jonction à l'île de la Cité, passèrent sur la rive droite et prirent l'Hôtel de Ville à revers et de flanc.

C'est avec raison que le plan s'appuyait sur les quartiers exclusivement ouvriers de la partie Est de Paris, soit la moitié de la sphère parisienne, qui s'élargit à mesure que l'on va vers l'Est. Il fallait d'abord nettoyer l'Est de Paris de tous les ennemis pour marcher ensuite des deux côtés de la Seine en direction de l'Ouest, dont les centres sont les Tuileries et l'Assemblée nationale.

Ces colonnes devaient s'appuyer sur un grand nombre de petites unités mobiles, disposant d'une grande initiative pour agir aux côtés des colonnes principales ou entre elles, barrant les petites rues parallèles de barricades et assurant la liaison entre les insurgés. En cas de retraite, elles empêchaient l'adversaire de prendre les colonnes à revers au moyen des rues parallèles. Les bases d'opération étaient puissamment retranchées, surtout le Clos Saint-Lazare, le faubourg et le quartier Saint-Antoine ainsi que le faubourg Saint-Jacques.

Si ce plan comportait une erreur, c'est qu'il ne tenait pas

compte de la moitié Ouest de Paris dès le début des opérations. Pourtant, on y trouve, des deux côtés de la rue Saint-Honoré, le long des Halles et du Palais national, plusieurs quartiers très propices aux émeutes, avec des ruelles tortueuses, habitées surtout par des ouvriers. Il eût fallu y établir le cinquième foyer d'insurrection, afin d'isoler l'Hôtel de Ville et immobiliser une grande partie des troupes adverses dans ce bastion avancé.

La victoire dépendait de la rapidité avec laquelle les insurgés pénétreraient dans le centre de Paris pour s'emparer de l'Hôtel de Ville. Il ne nous a pas été possible de déterminer si Kersausie s'est trouvé dans l'impossibilité d'organiser l'insurrection dans ce secteur. Quoi qu'il en soit, jamais encore soulèvement n'a pu réussir s'il n'a pu s'emparer d'emblée de ce centre de Paris qui touche aux Tuileries [58]. Il suffit de rappeler l'émeute qui suivit les funérailles du général Lamarque, en Juin 1832. Les insurgés, comme cette fois-ci, avancèrent jusqu'à la rue Montorgueil, mais furent ensuite refoulés.

Les insurgés progressèrent conformément à ce plan. Ils commencèrent tout de suite à séparer leur terrain — le Paris des ouvriers — du Paris des bourgeois, en édifiant deux barrages importants : les barricades de la Porte Saint-Denis et celle de la Cité. Ils furent délogés des premières, mais purent tenir les secondes. Le premier jour de l'émeute — le 23 Juin — fut un simple prélude. Dès les premières escarmouches du matin, le plan des insurgés était clair (nous l'avons bien compris dans *La Nouvelle Gazette rhénane*, comme le montre notre article du 28 Juin) [59]. Le boulevard Saint-Martin, qui coupait la ligne d'opération de la première colonne fut le théâtre de luttes violentes, dont les forces de l' « Ordre » sortirent victorieuses par suite de conditions locales.

Les issues vers la Cité furent barrées, à droite par une unité mobile qui s'installa dans la rue Planche-Milbray, et à gauche par les troisième et quatrième colonnes, qui occupèrent et fortifièrent les trois ponts Sud de la Cité, où se déroula un très violent combat. Les forces de l' « Ordre » réussirent à s'emparer du pont Saint-Michel et avancèrent jusqu'à la rue Saint-Jacques. Elles se flattaient d'écraser l'émeute avant la nuit.

Si le plan des insurgés se dessinait déjà nettement, celui de l'« Ordre » était plus clair encore. Il consistait tout bonnement à utiliser tous les moyens pour écraser les insurgés. Cette intention leur fut signifiée à coups de boulets et de mitraille.

En fait, le gouvernement croyait avoir affaire à une bande d'émeutiers abrutis et ordinaires, agissant sans aucun plan. Après avoir dégagé les artères principales, il annonça le soir que l'émeute était vaincue, et c'est avec la plus grande négligence qu'il fit occuper par la troupe les quartiers conquis.

Les insurgés surent admirablement exploiter cette défaillance pour engager, après les escarmouches du 23, la grande bataille. C'est avec une rapidité tout à fait prodigieuse que les ouvriers s'assimilèrent le plan des opérations en coordonnant d'une manière parfaite tous leurs mouvements et en utilisant avec adresse un terrain de bataille pourtant complexe. Ce serait tout à fait inexplicable si, dans les ateliers nationaux, les ouvriers n'avaient pas déjà été organisés quasi-militairement [60] et répartis en compagnies. En effet, il ne leur restait qu'à transposer leur organisation industrielle sur le plan militaire pour former aussitôt une armée bien structurée.

Au matin du 24, les insurgés avaient non seulement reconquis tout le terrain perdu, mais encore gagné des positions nouvelles. Certes, la ligne des boulevards jusqu'au Temple restait occupée par la troupe, ce qui coupait la première colonne du centre ; mais, la seconde colonne, partie du faubourg Saint-Antoine, réussit à cerner presque complètement l'Hôtel de Ville. Elle installa son quartier général dans l'église Saint-Gervais à quelque 300 pas de l'Hôtel de Ville. Elle s'empara du cloître Saint-Merri et des rue avoisinantes, avança bien au-delà de l'Hôtel de Ville et l'isola presqu'entièrement après avoir fait sa jonction avec les colonnes de la Cité. En effet, il ne restait qu'un seul accès ouvert aux forces de l' « Ordre » : les quais de la rive droite. Au Sud, les ouvriers réoccupèrent tout le faubourg Saint-Jacques, établirent les liaisons avec la Cité, renforçant de la sorte cette position en vue du passage sur la rive droite.

Il n'y avait plus de temps à perdre. Ainsi menacé, l'Hôtel de Ville — le centre révolutionnaire de Paris — serait inévitable-

ment tombé, si les mesures les plus draconiennes n'avaient été prises dans le camp adverse.

Effrayée, l'Assemblée nationale désigna Cavaignac comme dictateur, et ce dernier habitué en Algérie à intervenir « avec énergie » savait ce qu'il y avait à faire.

Aussitôt, dix bataillons progressèrent par le large quai de l'Ecole vers l'Hôtel de Ville. Ils coupèrent les liaisons des insurgés de la Cité avec la rive droite, assurèrent la défense de l'Hôtel de Ville et poussèrent même quelques attaques contre les barricades avoisinantes.

La rue Planche-Mibray et son prolongement la rue Saint-Martin furent nettoyés, et la cavalerie se chargea de les garder ouverts. Le pont Notre-Dame, qui mène à la Cité, fut balayé par l'artillerie lourde, si bien que Cavaignac fonça directement sur la Cité pour y intervenir « avec énergie ». Le poste principal des insurgés — la Belle Jardinière — fut bombardé à coups de canon, puis incendié par des fusées. La rue de la Cité fut à son tour conquise à coups de canon. Trois points sur la rive gauche furent pris d'assaut, et les insurgés furent fermement repoussés de cette rive. Entre-temps, les quatorze bataillons stationnés sur la place de Grève et les quais dégagèrent l'Hôtel de Ville déjà assiégé, si bien que le quartier général des insurgés — l'église Saint-Gervais — ne fut qu'un avant-poste peu sûr.

La rue Saint-Jacques ne fut pas seulement attaquée de la Cité par l'artillerie, mais prise de flanc à partir de la rive gauche. Le général Damesme avança le long du Luxembourg vers la Sorbonne, occupa le quartier Latin et lança ses colonnes contre le Panthéon. La place du Panthéon était transformée en une redoutable forterresse. Les forces de l' « Ordre » s'étaient emparées depuis longtemps de la rue Saint-Jacques, mais se heurtaient toujours à ce redoutable barrage. Elles avaient vainement donné du canon et attaqué à la baïonnette. Mais, la lassitude, le manque de munitions et la menace d'incendie lancée par les bourgeois finirent par contraindre les 1 500 ouvriers cernés de toutes parts à se rendre. Au même moment, après une longue et vaillante résistance, la place Maubert tomba aux mains de l' « Ordre » : les

insurgés, chassés de leurs positions les plus puissantes, furent obligés d'évacuer toute la rive gauche.

Pendant ce temps, la troupe et la Garde nationale utilisèrent la position sur les boulevards de la rive droite pour avancer de deux côtés. Le commandant de ce secteur, Lamoricière, fit balayer les rues du faubourg Saint-Denis et Saint-Martin, le boulevard du Temple et la moitié de la rue du Temple, par l'artillerie lourde et y lança de rapides attaques. Il put se flatter d'avoir obtenu jusqu'au soir de brillants résultats : il avait coupé en deux la première colonne et en avait encerclé une grande partie au Clos Saint-Lazare ; il avait repoussé le reste et, en progressant sur les boulevards, il avait avancé un coin dans les rangs ouvriers.

Grâce à quoi Cavaignac avait-il marqué ces points ?

1. Il disposait d'une *supériorité numérique énorme* par rapport aux insurgés : dès le 24, il avait non seulement les 25 000 hommes de la garnison de Paris, les 20 à 25 000 de la Garde mobile plus les 60 à 80 000 disponibles de la Garde nationale, mais encore la Garde nationale de tous les environs de Paris et de plusieurs villes éloignées (20 à 30 000 hommes), sans compter 20 à 30 000 hommes de troupe rappelés en toute hâte des garnisons avoisinantes. Si, au matin du 24, il pouvait compter sur plus de 100 000 hommes, dans la soirée, ce nombre s'était accru de moitié. Or, les insurgés étaient tout au plus 40 à 50 000 !

2. Il utilisa sans vergogne les *moyens les plus brutaux*. Jusque-là, le canon n'avait servi qu'*une fois* dans les rues de Paris : en Vendémiaire 1795, lorsque Napoléon dispersa à la mitraille les rebelles royalistes de la rue Saint-Honoré. Mais, jamais jusque-là on n'avait utilisé l'artillerie, ni les obus et les fusées incendiaires contre des barricades ou des maisons. *Or, le peuple n'était pas préparé à cette forme d'intervention : il n'était pas armé pour y répondre. L'unique riposte, l'incendie, heurtait son sens de la noblesse. Il ne se doutait pas que les méthodes de guerre expérimentées en Algérie seraient utilisées en plein Paris. C'est pourquoi il recula, et ce premier mouvement décida de sa défaite.*

Le 25, Cavaignac mit en place des troupes encore bien plus importantes. Les positions des insurgés étaient ramenées à un

seul quartier : les faubourgs Saint-Antoine et du Temple, avec deux postes avancés, le Clos Saint-Lazare et la partie du faubourg Saint-Antoine proche du pont Damiette.

Ayant obtenu de nouveaux renforts de 20 à 30 000 hommes et d'importants parcs d'artillerie, Cavaignac fit d'abord attaquer les avant-postes déjà encerclés, notamment le Clos Saint-Lazare que les insurgés avaient transformé en citadelle fortifiée. Après avoir bombardé et mitraillé le Clos pendant douze heures, Lamoricière parvint enfin à chasser les insurgés de leurs positions et à occuper ce réduit. Il ne put arriver à ses fins qu'après avoir réussi une attaque de flanc par les rues Rochechouart et Poissonnière et fait bombarder les barricades le premier jour par quarante batteries, et le second par un nombre plus considérable encore.

L'un de ses détachements pénétra par le faubourg Saint-Martin dans le faubourg du Temple, mais sans grand résultat. Un autre descendit les boulevards jusqu'à la Bastille, mais il n'alla pas loin non plus : une série de redoutables barricades l'en empêcha. La troupe ne s'en empara qu'après avoir utilisé le canon et brisé une vive résistance. Les maisons des alentours subirent de terribles ravages.

Partie de l'Hôtel de Ville, la colonne Duvivier chassa devant elle les insurgés sous le feu roulant de l'artillerie. Elle occupa l'église Saint-Gervais, nettoya la rue Saint-Antoine jusqu'à une certaine distance de l'Hôtel de Ville. Plusieurs colonnes, avançant le long du quai et des rues parallèles, s'emparèrent du pont Damiette, grâce auquel les insurgés du quartier Saint-Antoine communiquaient avec ceux de l'île Saint-Louis et de la Cité. Le quartier Saint-Antoine étant pris de flanc, il ne restait plus aux insurgés qu'à se retirer directement dans le faubourg. Ils effectuèrent cette retraite en se heurtant violemment à une colonne qui, à partir des quais, progressa jusqu'à l'embouchure du canal Saint-Martin, puis le long du canal sur le boulevard Bourdon. Ayant été isolés, certains insurgés furent massacrés, quelques rares emmenés prisonniers.

Cette opération permit de prendre le quartier Saint-Antoine et la place de la Bastille. Vers le soir, la colonne de Lamoricière

parvint à occuper tout le boulevard Beaumarchais et à opérer sa jonction avec les troupes de Duvivier sur la place de la Bastille.

Après la conquête du pont Damiette, Duvivier put déloger les insurgés de l'île Saint-Louis et de l'ancienne île de Louviers : il réalisa cet exploit en déployant une brutalité aussi sauvage que celle exercée contre les Algériens. Il n'est guère de quartiers, où l'artillerie lourde fit autant de ravages que dans l'île Saint-Louis. Mais qu'importait ? Les insurgés étant refoulés ou massacrés, *l' « Ordre » triomphait sur les ruines maculées de sang.*

Il restait une position à conquérir sur la rive gauche de la Seine : le pont d'Austerlitz qui, à l'Est du canal Saint-Martin, relie le faubourg Saint-Antoine à la rive gauche de la Seine. Les insurgés l'avaient solidement barricadé et flanqué d'une forte tête de pont sur la rive gauche, place Valhubert en face du Jardin des Plantes. Après la chute du Panthéon, c'était le dernier retranchement des insurgés sur la rive gauche. Après une résistance opiniâtre, cette tête de pont fut réduite.

Le 26 Juin, il ne restait donc plus aux insurgés qu'un dernier bastion : le faubourg Saint-Antoine et une partie du faubourg du Temple. Or, ces quartiers ne se prêtent guère aux combats de rue, leurs rues assez larges et presque rectilignes laissant le champ entièrement ouvert à l'artillerie. En outre, s'ils sont parfaitement couverts à l'Ouest par le canal Saint-Martin, ils sont complètement découverts au Nord, d'où cinq à six larges rues conduisent tout droit au cœur du faubourg Saint-Antoine.

Les insurgés avaient établi leurs principaux retranchements à la place de la Bastille et dans la rue la plus importante du quartier, la rue du Faubourg-Saint-Antoine. Ils y avaient dressé de remarquables barricades, en partie maçonnées, au moyen de gros pavés rectangulaires, en partie charpentées au moyen de grosses poutres. Elles formaient un angle tourné vers l'intérieur afin de permettre, d'une part, de réduire les effets des boulets de canon, d'autre part, d'accroître le front des défenseurs qui pouvaient ouvrir un feu croisé plus nourri. Les insurgés avaient percé les murs de refend des maisons afin d'établir un système de communication entre les blocs d'immeubles, si bien qu'ils pouvaient, selon le cas, ouvrir un feu de tirailleur sur la troupe,

ou se retirer derrière leurs barricades. Les ponts et les quais du canal, ainsi que les rues parallèles avaient été puissamment fortifiés. Bref, les deux faubourgs qui restaient entre les mains des insurgés, ressemblaient à un véritable camp retranché, dont chaque pouce de terrain devait être conquis par la troupe au prix d'un combat sanglant.

La lutte devait reprendre le 26 au matin. Mais, Cavaignac n'avait guère envie d'envoyer ses troupes dans ce labyrinthe fortifié. Il menaça les insurgés d'un bombardement, et fit mettre en batterie les mortiers et les obusiers. On parlementa pendant que Cavaignac fit miner les maisons contiguës, dans la mesure où il put le faire, étant donné le peu de temps dont il disposait, et là où il put le faire, étant donné que le canal couvrait une partie du réduit. Il en profita également pour établir des couloirs de communication entre les maisons déjà occupées et les maisons voisines, en perçant des ouvertures dans les murs de refend.

Les pourparlers furent rompus, et la lutte reprit. Cavaignac fit attaquer le général Perrot à partir du faubourg du Temple, et le général Lamoricière à partir de la place de la Bastille. Il fit violemment bombarder les barricades en ces deux points. Perrot progressa assez vite, occupa le reste du faubourg du Temple et parvint en quelques endroits jusqu'au faubourg Saint-Antoine. Lamoricière avança plus lentement. Alors que les premières maisons du faubourg étaient incendiées par ses obus, les premières barricades résistaient à ses canons. Il se mit à parlementer. Montre en main, il attendait la minute où il aurait le plaisir de détruire à coups de canon le quartier le plus peuplé de Paris. C'est alors que finalement une partie des insurgés capitula, tandis que l'autre, attaquée sur ses flancs, abandonnait la ville après un bref combat.

La lutte des barricades du mois de Juin prit fin. On continua de tirailler çà et là aux portes de la ville, mais cela n'avait plus d'importance. La cavalerie dispersa les fuyards à l'extérieur de Paris, puis les captura un par un.

Nous avons tenu à faire cet exposé purement militaire du combat pour montrer à nos lecteurs avec quel héroïsme, quel

ensemble, quelle discipline et quel art militaire les ouvriers de Paris se sont battus. Quatre jours durant, 40 000 insurgés ont combattu contre des forces quatre fois plus nombreuses et supérieurement armées, et il s'en est fallu d'un cheveu qu'ils fussent vainqueurs. En effet, ils étaient tout près de prendre pied dans le centre de Paris, de s'emparer de l'Hôtel de Ville et d'instituer un gouvernement provisoire, doublant alors leur nombre non seulement avec les hommes des quartiers conquis, mais encore avec les Gardes mobiles qu'une chiquenaude eût fait passer dans le camp des ouvriers.

Certains journaux allemands prétendent que ce fut la bataille décisive entre la république rouge et la république tricolore, entre ouvriers et bourgeois. Nous sommes convaincus que cette bataille ne décide de rien, sinon de la désagrégation interne des vainqueurs. Au reste, le développement de toute l'affaire prouve que les ouvriers finiront tout de même par l'emporter bientôt, même si nous considérons les choses sous l'angle purement militaire. En effet, si 40 000 ouvriers parisiens ont pu accomplir une action aussi prodigieuse contre une force quatre fois supérieure, que n'accomplira l'ensemble des ouvriers parisiens luttant tous ensemble avec cohésion.

Kersausie est prisonnier et, à l'heure qu'il est, sans doute déjà fusillé. Si les bourgeois le fusillent, ils ne peuvent cependant lui enlever la gloire *d'avoir, pour la première fois dans l'histoire, organisé le combat des rues.* Ils peuvent le fusiller, mais nulle puissance au monde n'empêchera qu'à l'avenir dans tous les combats de rue on utilise les méthodes qu'il a inaugurées. Ils peuvent le fusiller, mais ils ne peuvent empêcher que son nom reste dans l'histoire comme celui du *premier stratège des barricades.*

Le 23 Juin

Fr. Engels,
« La Nouvelle Gazette rhénane ».
28 Juin 1848.

Des éléments nouveaux viennent sans cesse s'ajouter à ceux que nous possédons déjà sur les combats du 23. En fait, les matériaux dont nous disposons sont inépuisables. Or, pour faire vite, nous n'en donnerons que les points essentiels et caractéristiques.

Ce qui distingue tout d'abord les luttes de Juin, c'est leur acharnement : Paris et le monde entier n'en ont jamais connu d'une telle intensité. En effet, jusqu'ici, de toutes les révolutions, ce furent les journées de Mars à Milan qui ont été les plus chaudes. Une population de 170 000 âmes, pratiquement sans armes, battit une armée de 20 à 30 000 hommes. Or, les journées de Mars à Milan apparaissent comme un jeu d'enfant auprès de la révolution de Juin à Paris.

Ce qui distingue la révolution de Juin de toutes les révolutions qui ont eu lieu jusqu'ici, c'est l'*absence de toute illusion, de tout enthousiasme.* Le peuple n'élève pas comme en Février des barricades en chantant « Mourir pour la patrie ». Les ouvriers du 23 Juin se battent pour leur existence : la patrie a perdu toute signification pour eux. La « Marseillaise » et tous les souvenirs de la grande Révolution sont morts. Peuple et bourgeoisie ont le sentiment qu'ils entrent dans une révolution plus importante que celles de 1789 et 1793.

La révolution de Juin est la révolution du désespoir. C'est avec une haine rentrée, avec le sombre sang-froid du désespoir que luttent les révolutionnaires. Les ouvriers savent qu'ils mènent une *lutte à mort,* et devant la terrible gravité de ce combat, le joyeux esprit français lui-même se tait.

L'histoire n'a connu que deux moments ayant une ressemblance avec la lutte qui se poursuit vraisemblablement encore aujourd'hui à Paris : la guerre des esclaves de Rome et le soulèvement de Lyon en 1834. La vieille revendication lyonnaise — « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ! » — a resurgi soudain, après quatorze ans, et a été inscrite sur les drapeaux.

Pour la première fois dans l'histoire, la révolution divise réellement toute la société en deux camps ennemis, représentés par l'Est et l'Ouest de Paris. L'unanimité de la révolution de Février a disparu, cette unanimité poétique, pleine d'illusions fascinantes et de beaux mensonges, si dignement représentée par Lamartine, ce traître beau parleur. L'implacable gravité de la réalité met aujourd'hui en pièces toutes les promesses fallacieuses du 25 Février. Aujourd'hui, les combattants de Février se battent entre eux, et — fait sans précédent — personne ne reste indifférent : tout homme capable de manier une arme participe effectivement à la lutte, *sur* la barricade ou *devant* elle.

Les armées qui s'affrontent dans les rues de Paris sont aussi considérables que celles qui participèrent à Leipzig, à la bataille des nations. Ce simple fait montrerait l'importance extrême de la révolution de Juin.

Mais, venons-en à la description de la lutte elle-même.

D'après les nouvelles dont nous disposions hier, nous pouvions croire que les barricades avaient été dressées sans plan précis. Les informations détaillées d'aujourd'hui prouvent le contraire. Jamais les ouvrages fortifiés des ouvriers n'ont été réalisés avec autant de sang-froid et de méthode.

La ville se divisait en deux camps. La ligne de démarcation commençait aux portes Nord-Est de la ville, allait de Montmartre à la porte Saint-Denis pour descendre la rue Saint-Denis, traverser l'île de la Cité et longer la rue Saint-Jacques jusqu'à la limite Sud de Paris, la barrière d'Enfer *. Tout ce qui se situait à l'Est de cette ligne était occupé et fortifié par les ouvriers. La bourgeoisie s'appuyait sur la partie Ouest, d'où elle recevait ses renforts pour passer à l'attaque.

Dès les premières heures du matin, le peuple commença en silence à édifier ses barricades. Il les fit plus hautes et plus solides que jamais. Un immense drapeau rouge flottait sur la barricade située à l'entrée du faubourg Saint-Antoine.

* Aujourd'hui place Denfert-Rochereau (N. d. Tr.).

Le boulevard Saint-Denis était puissamment fortifié. Les barricades de ce boulevard, de la rue de Cléry ainsi que les immeubles avoisinants transformés en véritables forteresses, formaient un système de défense complet. C'est ici qu'éclata la première bataille importante, comme nous l'avons déjà annoncé hier. Le peuple se battit avec un mépris total de la mort. Un important détachement de la Garde nationale attaqua de flanc la barricade de la rue de Cléry, dont la plupart des défenseurs se replia. Seuls sept hommes et deux femmes — deux jeunes et jolies grisettes — restèrent à leur poste. L'un des sept monta sur la barricade, le drapeau au poing, tandis que les autres ouvraient le feu. La Garde nationale riposta, et le porte-drapeau tomba. Aussitôt, l'une des grisettes — une grande belle fille vêtue avec beaucoup de goût, les bras nus, — s'empara du drapeau, monta sur la barricade et marcha sur la Garde nationale. Le tir continua, et les bourgeois de la Garde nationale abattirent la jeune fille, lorqu'elle fut à portée de leurs baïonnettes. L'autre grisette s'élança aussitôt, se saisit du drapeau, souleva la tête de sa compagne et, la trouvant morte, elle lança, avec rage, des pierres sur la Garde nationale. Elle aussi tomba sous les balles des bourgeois. Mais, la fusillade devint de plus en plus vive : on tirait des fenêtres, des barricades, et les rangs de la Garde nationale s'éclaircirent. Il fallut attendre des renforts pour prendre d'assaut la barricade. Des sept défenseurs, un seul restait en vie : il fut désarmé et fait prisonnier. Ce sont les lions et les loups de la Bourse (2e Légion) qui ont accompli cet exploit contre sept ouvriers et deux grisettes.

Un silence de mort suivit la jonction des deux détachements et la conquête de la barricade, mais il fut bientôt interrompu : la brave Garde nationale ouvrit un violent feu de peloton sur la foule désarmée et paisible, massée de l'autre côté du boulevard. Elle se dispersa terrorisée. Mais les barricades n'étaient pas prises. Il fallut que Cavaignac en personne arrivât avec l'infanterie et la cavalerie et livrât une longue bataille pour s'emparer, vers 3 heures, du boulevard jusqu'à la porte Saint-Martin.

Plusieurs barricades étaient édifiées dans le faubourg Poissonnière, et notamment au coin de la rue de Lafayette où plusieurs maisons servaient également de forteresse aux insurgés.

Un officier de la Garde nationale en assurait le commandement. Le 7e régiment d'infanterie légère, la Garde mobile et la Garde nationale leur donnèrent l'assaut. Le combat dura une demi-heure. Les troupes l'emportèrent finalement, mais non sans avoir perdu une centaine de tués et de blessés. Ce combat se déroula après trois heures de l'après-midi.

Devant le Palais de Justice, les insurgés dressèrent aussi des barricades dans la rue de Constantine et les rues avoisinantes, de même que sur le pont Saint-Michel où flottait le drapeau rouge. Ces barricades furent prises à leur tour, après une lutte assez longue.

Le dictateur Cavaignac fit avancer son artillerie sur le pont Notre-Dame pour bombarder la rue Planche-Milbray et la rue de la Cité. Il lui fut aisé de mettre son artillerie en batterie contre les barricades qui barraient la rue Saint-Jacques dont les maisons étaient transformées en véritables forteresses. Seule, l'artillerie pouvait y être efficace, et Cavaignac n'hésita pas un instant à en faire usage. Les canons grondèrent tout l'après-midi, la mitraille balaya les rues. Il ne restait plus qu'une seule barricade à prendre le soir à 7 heures. Il y eut de très nombreux morts.

Les canons furent également utilisés au pont Saint-Michel et dans la rue Saint-André-des-Arts. A l'extrémité Nord-Est de la ville, un détachement se hasarda rue du Château-Landon où une barricade fut aussi démolie à coups de canon.

Au cours de l'après-midi, les combats redoublèrent de violence dans les faubourgs Nord-Est. Les habitants des faubourgs de la Villette, de Pantin, etc... vinrent au secours des insurgés. Des barricades de plus en plus nombreuses furent sans cesse reconstruites.

Dans la Cité, une compagnie de la Garde républicaine faisant mine de fraterniser avec les insurgés, se glissa entre deux barricades et ouvrit le feu. Le peuple furieux se rua sur ces traîtres et les tua l'un après l'autre. Une vingtaine d'entre eux seulement parvinrent à s'échapper.

Partout les combats se firent plus violents. Tant qu'il fit jour, le canon tonna de toutes parts. Plus tard, on n'échangea plus que

des coups de fusils, mais la fusillade dura jusqu'à une heure avancée de la nuit. A 11 heures, on sonnait la générale dans tout Paris, et à minuit on entendait toujours tirailler du côté de la Bastille. La place de la Bastille et tous ses accès demeuraient entièrement aux mains des insurgés. Le faubourg Saint-Antoine — centre de leurs forces — était puissamment fortifié. La cavalerie, l'infanterie, la Garde nationale et la Garde mobile étaient massées sur le boulevard allant de la rue Montmartre à la rue du Temple.

A 11 heures du soir, on comptait déjà plus de 1 000 morts et blessés.

Voilà ce que fut le premier jour de la révolution de Juin, jour sans pareil dans les annales révolutionnaires de Paris. Les ouvriers de Paris ont combattu à eux tout seuls la bourgeoisie armée, la Garde mobile, la Garde républicaine réorganisée et les troupes de ligne de toutes armes. Ils ont soutenu le combat avec un courage exceptionnel qui n'a d'égal que la brutalité elle aussi sans exemple de leurs adversaires. *On se prend d'indulgence pour un Hüser, un Radetzky, un Windischgrätz quand on voit comment, sous la direction de Cavaignac, la bourgeoisie parisienne s'adonne, avec un enthousiasme délirant, au massacre des ouvriers.*

Dans la nuit du 23 au 24, la Société des Droits de l'Homme, qui avait été restaurée le 11 Juin, décida d'utiliser l'insurrection au profit du *drapeau rouge* et, en conséquence, d'y prendre part. Au cours de cette réunion, elle a décidé des mesures à prendre et nommé deux comités permanents.

Le 25 Juin

Fr. Engels,
« *La Nouvelle Gazette rhénane* »,
29 Juin 1848.

De jour en jour, la lutte se fait plus violente, plus acharnée et plus furieuse. La bourgeoisie devient d'autant plus fanatique à l'égard des insurgés que dans l'immédiat ses brutalités atteignent moins leur but, qu'elle s'épuise dans la lutte, les rondes de nuit, les bivouacs, et qu'elle se rapproche de la victoire finale.

La bourgeoisie proclame que les ouvriers ne sont pas des ennemis ordinaires qu'il suffit de vaincre, mais des *ennemis de la société* qu'il faut exterminer. Elle propage l'idée absurde selon laquelle les ouvriers qu'elle a elle-même acculés de force à l'insurrection n'ont en vue que le pillage, l'incendie et le meurtre si bien qu'il faut abattre cette bande de brigands comme des bêtes sauvages. Et pourtant les insurgés ont occupé pendant trois jours une grande partie de la ville, et ils se sont comportés avec la plus grande correction. *S'ils avaient usé des mêmes moyens de violence que la bourgeoisie et ses valets commandés par Cavaignac, Paris serait en ruines, mais ils auraient triomphé.*

Les bourgeois ont mené la lutte avec une barbarie qui va jusque dans les détails. Sans parler des mitraillages et des bombardements au canon et aux fusées incendiaires, il est notoire que *les bourgeois ne firent pas de quartier sur la plupart des barricades qu'ils prirent d'assaut.* Ils massacrèrent sans exception tous ceux qu'ils trouvaient devant eux. Plus de cinquante insurgés capturés furent fusillés sans autre forme de procès dans l'allée de l'Observatoire, le 24 au soir. L'un des correspondants d'un journal pourtant bourgeois — l'*Indépendance belge* — écrit : « C'est une guerre d'extermination ». On était convaincu sur les barricades que tous les insurgés sans exception seraient massacrés.

Lorsqu'à l'Assemblée nationale Larochejaquelein suggéra de faire quelque chose pour réagir contre cet état d'esprit, les bourgeois lui coupèrent la parole et firent un tel vacarme que le président dut interrompre la séance [61]. Lorsque plus tard, M. Sénard (cf. la séance de l'Assemblée) voulut prononcer quelques mots hypocrites d'apaisement et de conciliation, ce fut le même tollé.

Les bourgeois repoussaient toute idée de modération. Ils étaient tout disposés à perdre une partie de leur propriété dans les bombardements pourvu qu'on liquidât une fois pour toutes les ennemis de l'Ordre, les pillards, les bandits, les incendiaires et autres communistes.

Mais, avec tout cela, ils n'eurent même pas l'héroïsme que leurs journaux s'efforcent de leur découvrir. Il ressort de la séance d'aujourd'hui de l'Assemblée nationale (cf. *La Nouvelle Gazette rhénane* du 29 Juin) qu'au début de l'insurrection la Garde nationale fut paralysée d'effroi. Les comptes rendus des journaux de nuances les plus diverses laissent clairement entendre, en dépit des grandes phrases ronflantes, que les Gardes nationaux se sont montrés très faibles au premier jour, et qu'aux deuxième et troisième jours Cavaignac dut les faire tirer du lit et mener au combat par un caporal et quatre hommes. La lâcheté naturelle des bourgeois ne put être surmontée par leur haine fanatique contre les ouvriers insurgés.

Par contre, les ouvriers se battirent avec un courage sans pareil. Ils n'eurent pas un instant de défaillance, même à mesure qu'ils manquèrent des moyens de remplacer leurs pertes et qu'ils durent reculer sous la pression de forces supérieures. Dès le 25 au matin, ils ne pouvaient pas ne pas se rendre compte que les chances de victoire tournaient résolument contre eux. De toutes les régions affluaient sans cesse de nouveaux renforts en masses compactes. La Garde nationale de banlieue et de villes plus éloignées arrivait en rangs serrés à Paris. Le 25, l'effectif des troupes de ligne qui se battaient, dépassait de plus de 40 000 hommes celui de la garnison habituelle. La Garde mobile, forte de 20 à 25 000 hommes fut engagée dans la bataille, ainsi que plusieurs milliers de gardes républicains. A cette date, l'ensemble des forces armées, opposées aux insurgés, comptait certainement de 150 à 200 000 hommes. Les ouvriers atteignaient au plus le quart de ces effectifs et ils disposaient de moins de munitions, manquaient de toute direction militaire et n'avaient pas de canons en état de servir. Ils se battirent tout de même, en silence et avec le courage du désespoir, contre une force infiniment supérieure.

Par vagues successives, les troupes s'engouffraient dans les brèches ouvertes dans les barricades par l'artillerie lourde : sans une parole, les ouvriers leur faisaient face et combattaient jusqu'au dernier avant que la barricade ne tombe aux mains des bourgeois. A Montmartre, les insurgés crièrent aux habitants : ou bien nous serons taillés en pièces, ou bien c'est nous qui les taillerons en pièces : mais, nous ne reculerons pas. Priez Dieu que nous ayions la victoire, car sinon nous mettrons tout Montmartre à feu. *Cette menace, qui ne fut même pas mise à exécution, passe, bien sûr, pour un « projet abominable », tandis que les obus et les fusées incendiaires de Cavaignac « sont d'habiles mesures militaires, que tout le monde se plait à admirer » !*

Le 25 au matin, les insurgés tenaient les positions suivantes : le Clos Saint-Lazare, les faubourgs Saint-Antoine et du Temple, le Marais et le quartier Saint-Antoine.

Le Clos Saint-Lazare (où s'élevait autrefois un monastère) est un vaste périmètre, en partie bâti, en partie couvert d'immeubles en construction, de rues encore mal tracées, etc... La gare du Nord se trouve exactement au milieu. L'hôpital Louis-Philippe en construction avait été choisi comme centre par les insurgés. Ceux-ci avaient dressé de redoutables barricades, décrites par des témoins oculaires comme parfaitement imprenables. Ils occupaient le mur d'enceinte de la ville qui couvrait leurs arrières. Leurs retranchements se prolongeaient ensuite jusqu'à la rue Rochechouart où la zone des barrières, dont celle de Montmartre, était puissamment fortifiée. Montmartre était entièrement aux mains des insurgés : 40 canons tonnant contre eux pendant deux jours n'avaient pu en avoir raison. Ces 40 canons continuèrent encore une journée entière à bombarder ce bastion. Enfin, le soir, à 6 heures, la troupe s'empara des deux barricades de la rue Rochechouart, et peu après occupa le Clos Saint-Lazare.

Boulevard du Temple, les gardes mobiles prirent plusieurs maisons d'où les insurgés avaient tiré sur les rangs des assaillants. Les « défenseurs de l'Ordre » avaient presque atteint le boulevard des Filles du Calvaire. Dans l'intervalle, les insurgés avaient été refoulés de plus en plus haut dans le faubourg du Temple ; le canal Saint-Martin fut occupé par endroits ; de là et

du boulevard, l'artillerie canonnait violemment des rues assez larges et rectilignes. Le combat fut d'une violence extrême. Les ouvriers savaient parfaitement qu'on les attaquait là au cœur de leur position. Ils se défendirent comme des forcenés. Ils reprirent parfois des barricades d'où l'on venait de les déloger. Mais, après une longue lutte, ils plièrent devant la supériorité du nombre et des armes. Les barricades tombèrent l'une après l'autre. A la fin du jour, non seulement les forces de l'Ordre avaient occupé le faubourg du Temple, mais, à partir du boulevard et du canal, elles dominaient encore le faubourg Saint-Antoine et plusieurs barricades de ce faubourg.

Près de l'Hôtel de Ville, le général Duvivier progressait lentement, mais régulièrement. Des quais, il prit de flanc les barricades de la rue Saint-Antoine, et pilonna en même temps à l'artillerie lourde l'île Saint-Louis et l'ancienne île Louviers. Les combats y furent particulièrement violents. Nous n'en avons pas encore les détails, mais tout ce que l'on sait, c'est que la mairie du IX^e^ arrondissement et les rues avoisinantes furent prises vers 4 heures, qu'une barricade après l'autre tombe rue Saint-Antoine, et que le pont Damiette conduisant à l'île Saint-Louis a été occupé. A la tombée du jour, les insurgés étaient refoulés de tout ce secteur, et l'Ordre contrôlait tous les accès de la place de la Bastille.

Les insurgés étaient donc chassés de toutes les parties de la ville, à l'exception du faubourg Saint-Antoine, qui était leur position la plus forte. Ils avaient protégé, avec une habileté exceptionnelle, les nombreux accès de ce faubourg, véritable foyer de toutes les insurrections parisiennes. Des barricades en biais, se flanquant mutuellement, couvertes par le feu croisé des maisons, opposaient un redoutable front à l'attaque. Leur assaut aurait coûté une quantité infinie de vies humaines.

Les bourgeois — ou mieux : leurs valets — campèrent devant ces retranchements. La Garde nationale n'avait pas fait grand chose ce jour-là. L'infanterie et la Garde mobile avaient accompli la plus grande partie de la besogne, tandis que la Garde nationale occupait les quartiers tranquilles et conquis.

Les pires, ce furent les gardes républicains et les gardes

mobiles. On avait réorganisé la Garde républicaine après l'avoir épurée. Elle se battit avec la dernière violence contre les ouvriers, et y gagna ses éperons de garde municipale républicaine.

La Garde mobile — recrutée surtout dans le sous-prolétariat parisien — s'est transformée en peu de temps, grâce à une bonne paie, en garde prétorienne des puissants du jour. Ce lumpenprolétariat organisé a livré bataille au prolétariat travailleur non organisé. Comme il fallait s'y attendre, il s'est mis à la disposition de la bourgeoisie, tout comme les lazzaroni de Naples étaient entrés au service de Ferdinand. Les seules sections qui passèrent de l'autre côté furent celles composées de *vrais* ouvriers de la Garde mobile.

Désormais, tout ce qui se trame à Paris devient méprisable : ces anciens mendiants, vagabonds, filous et petits voleurs de la Garde mobile, que tous les bourgeois, en Mars et Avril, traitaient de canaille prête à toutes les turpitudes et de voyous qu'ils ne pouvaient supporter plus longtemps, sont aujourd'hui adulés, célébrés, récompensés, décorés parce que ces « jeunes héros », ces « gosses de Paris » dont la bravoure est sans pareille, qui escaladent les barricades avec un courage éclatant, etc... ont massacré les ouvriers. *Ce sont les combattants insconscients des barricades de Février 1848, qui tirent sur le prolétariat travailleur avec la même inconscience qu'ils ont tiré auparavant sur la troupe :* s'ils sont fêtés aujourd'hui, c'est qu'ils se sont laissés soudoyer pour trente sous par jour afin de massacrer leurs frères ! Honneur à ces vagabonds mercenaires, parce que, pour trente sous par jour, ils ont massacré la fraction la meilleure et la plus révolutionnaire des ouvriers parisiens !

Les ouvriers se sont battus avec un courage vraiment exceptionnel. Pendant trois jours entiers, 30 à 40 000 ouvriers ont tenu tête à 80 000 hommes de l'armée régulière et à 100 000 de la Garde nationale sous la mitraille, les obus et les fusées incendiaires, le tout dirigé par la noble expérience militaire de généraux qui n'ont pas craint d'utiliser les moyens « algériens ». Les insurgés ont été battus et en grande partie massacrés. Leurs morts n'auront pas les honneurs faits à ceux de Juillet 1830

et de Février 1848, mais l'histoire assignera une tout autre place à ces victimes de la première campagne dans la guerre décisive du prolétariat.

LA CONTREPARTIE RÉVOLUTIONNAIRE EN EUROPE CENTRALE ET MÉRIDIONALE

La victoire de la contre-révolution à Vienne.

Karl Marx,
« La Nouvelle Gazette rhénane »,
7 Novembre 1848.

La liberté et l'ordre des Croates ont triomphé : ils fêtent leur victoire, en assassinant, en incendiant, en profanant, en pillant, avec des méfaits et des infamies sans nom. Vienne est entre les mains des Windischgrätz, Jellachich et autres Auersperg.

Les prévisions les plus sombres de notre correspondant à Vienne se trouvent confirmées, et peut-être est-on en train de l'égorger à l'heure qu'il est ?

Un instant, nous avons espéré que Vienne fût libérée par un coup de main hongrois, et pour l'heure nous ne savons pas encore comment manœuvre l'armée hongroise.

La chute de Vienne a été préparée par la *trahison* sous toutes

ses formes. Depuis le 6 Octobre, toute l'histoire du Reichstag et du Conseil municipal n'est rien d'autre qu'une longue suite de trahisons. Or, qui était représenté dans ces institutions ? *La bourgeoisie.*

Une partie de la Garde nationale viennoise prit ouvertement parti pour la camarilla dès le début de la révolution d'Octobre. Et, à la fin de cette révolution, * nous trouvons une autre partie de cette même Garde nationale en lutte contre le prolétariat, tandis que la légion académique [62] noue des liens secrets avec les bandits impériaux. A qui appartiennent ces fractions de la Garde nationale ? A la *bourgeoisie.*

En France, la bourgeoisie a pris la tête de la contre-révolution, après qu'elle eût renversé tous les obstacles sur la voie de son pouvoir exclusif de classe. En Allemagne, elle se trouve, coincée, à la *remorque* de la monarchie absolue et du féodalisme, avant même qu'elle ait réalisé les premières conditions vitales pour ses propres libertés civiles et sa domination. Alors qu'en France, la bourgeoisie agit en despote et accomplit sa propre contre-révolution, en Allemagne, elle agit en esclave et fait la contre-révolution en faveur de ses propres despotes. En France, elle a triomphé pour humilier le peuple, en Allemagne, elle s'humilie pour que le peuple ne triomphe pas. L'histoire entière

* Le second volet à l'insurrection ouvrière de Paris est la lutte des nations révolutionnaires d'Europe centrale et méridionale, capables de relancer la révolution dans les pays bourgeois d'Autriche, de France et d'Angleterre. Malgré les niveaux sociaux différents, voire opposés, de ces deux combats, puisque l'un tend au niveau socialiste et l'autre au niveau bourgeois, leur liaison est certaine. En effet, d'une part, la crise des pays arriérés peut entraîner les pays avancés dans la guerre ; d'autre part, en cas de succès, leur propre lutte s'assigne pour but le socialisme en passant au degré suivant.

Marx et Engels analysent donc la dialectique du renversement des guerres entre Etats en guerres civiles de classes, en mettant en évidence le lien entre les luttes nationales et les classes sociales. Contrairement aux luttes nationales qui se déroulent au niveau déjà bourgeois et ont pour effet de masquer les rapports de classes (guerres impérialistes), les luttes nationales révolutionnaires ont pour conséquence de dégager et de mettre en évidence les classes sociales et leurs antagonismes, donc de préparer la lutte pour le socialisme (N. d. Tr.).

ne connaît pas de créature *plus abominable et plus infâme que la bourgeoisie allemande.*

Qui s'enfuit en masses compactes de Vienne et abandonna à la générosité du peuple la garde des richesses abandonnées, en le trahissant au cours de la fuite même et en le faisant massacrer dès son retour ? *La bourgeoisie.*

Le thermomètre, qui descend à chaque souffle de vie du peuple viennois, et monte à chaque râle de sa mort, de qui exprime-t-il les secrets les plus intimes ? Qui ne connaît que le langage cabalistique des cours de la Bourse ? La *bourgeoisie.*

La victoire de l' « ordre et de la liberté croates » à Vienne était conditionnée par la victoire de l' « honnête » république à Paris. Or, qui a triomphé au cours des Journées de Juin ? La *bourgeoisie. En effet, la contre-révolution européenne commença à célébrer ses orgies après la victoire de la bourgeoisie à Paris.*

La force armée échoua partout dans les Journées de Février et de Mars. Et pourquoi ? Parce qu'elle ne représentait rien d'autre que les *gouvernements* eux-mêmes. Après les Journées de Juin, elle a partout triomphé, parce que la *bourgeoisie* se trouvait partout en liaison secrète avec elle. En outre, ayant entre ses mains la direction officielle du mouvement révolutionnaire, *la bourgeoisie ne prit que des demi-mesures, dont le fruit naturel est l'avorton.*

Le fanatisme national des Tchèques fut le plus formidable outil au service de la camarilla de Vienne. Or, voilà que *ces deux alliés en viennent déjà aux mains.* Nos lecteurs trouveront dans ce numéro même la protestation des députés de Prague contre les paroles blessantes proférées contre eux à Olmütz. C'est *le premier indice de la guerre qui va commencer entre le parti slave et son héros Jellachich, et le parti de la simple camarilla, qui se situe au-dessus de toutes les nationalités et a pour héros Windischgrätz.* En outre, le peuple allemand des campagnes autrichiennes n'est pas encore pacifié, et sa voix immense dominera les cris de chat des nationalités composant l'Autriche. Enfin, on peut entendre jusqu'à Pest la voix de l' « ami des peuples » qu'est le tsar russe, dont les bourreaux attendent la sentence fatidique dans les principautés danubiennes.

Au reste, la dernière résolution adoptée par l'Assemblée nationale allemande de Francfort sur l'incorporation de l'Autriche germanique dans l'Empire allemand devrait, à elle seule, susciter des conflits gigantesques, à condition, bien sûr, que le pouvoir central et l'Assemblée nationale allemande n'estiment pas avoir accompli leur devoir dès lors que leurs représentants sont montés à la tribune pour se faire huer par le public de toute l'Europe. Malgré leur sainte résignation, la lutte prendra en Autriche des proportions inconnues jusqu'ici dans l'histoire.

A Vienne, vient de s'ouvrir le deuxième acte du drame, dont le premier s'est joué à Paris sous le titre « les Journées de Juin ». A Paris, ce fut la Garde mobile ; à Vienne, la garde croate ; dans les deux cas, des lazzaroni, un lumpenprolétariat armé et soudoyé contre le prolétariat travailleur et conscient. *Nous assisterons bientôt au troisième acte à Berlin.*

Même en admettant que la contre-révolution survive dans toute l'Europe grâce *aux armes,* elle mourrait dans toute l'Europe grâce *à l'argent.* Ce qu'encaisserait la victoire, ce serait la *banqueroute* européenne, la *banqueroute des Etats.* La pointe des baïonnettes se briserait comme du verre contre les « baïonnettes » économiques.

Mais, nous n'aurons pas à attendre le jour où les traites, tirées sur la société européenne par les Etats européens, viendront à échéance. La réaction violente qui triompha de la révolution de Juin à Paris, sera vaincue à son tour. Avec la victoire de la « république rouge » à Paris, les armées des différents pays seront projetées de l'intérieur vers les frontières et se déverseront à l'extérieur : la *puissance réelle* des partis en lutte se révèlera dès lors dans toute sa pureté. Nous nous souviendrons alors de Juin et d'Octobre, et nous crierons à notre tour : *Malheur aux vaincus !* [63].

Les vains massacres depuis les journées de Juin et d'Octobre, les longs sacrifices depuis Février et Mars, le cannibalisme même de la contre-révolution forgeront chez les peuples la conviction qu'il n'existe qu'*un seul moyen de concentrer,* d'*abréger* et de simplifier les souffrances d'une vieille société agonisante et les

douleurs sanglantes de l'accouchement d'une société nouvelle : le *terrorisme révolutionnaire.*

La lutte des Magyars

Fr. Engels,
« La Nouvelle Gazette rhénane »,
13 Janvier 1849.

Cologne. Janvier. — Alors qu'en Italie le mouvement révolutionnaire amorce une réaction à l'égard de la contre-révolution victorieuse à la fin de l'été et en automne [64], on assiste dans la plaine hongroise à la dernière phase de l'écrasement du mouvement directement issu de la révolution de Février. Le récent mouvement italien est le prélude du mouvement de 1849, la guerre contre les Magyars est l'épilogue du mouvement de 1848. Mais, il se peut que cet épilogue se prolonge jusqu'au nouveau drame qui se prépare en silence.

Cet épilogue est héroïque, comme les premières scènes, si rapides dans leur succession, de la tragédie révolutionnaire de 48, comme la chute de Paris et de Vienne. Son héroïsme est bénéfique après les intermèdes ternes ou mesquins de Juin à Octobre. Le dernier acte de 1848 se poursuit en 1849 par l'effet du terrorisme.

Pour la première fois dans le mouvement révolutionnaire de 1848, pour la première fois depuis 1793, une nation assaillie de tous côtés par les forces contre-révolutionnaires disposant d'une supériorité écrasante a l'audace d'opposer la passion révolutionnaire à la fureur glacée de la contre-révolution, en recourant à la terreur rouge contre la terreur blanche. Pour la première fois depuis fort longtemps, nous découvrons une figure vraiment révolutionnaire, un homme qui, avec l'énergie du désespoir, ose relever le gant au nom de son peuple, un homme qui, pour sa nation, incarne Danton et Carnot en une seule personne : *Louis Kossuth.*

La supériorité de l'ennemi est terrible : toute l'Autriche et

16 millions de Slaves fanatisés contre 4 millions de Magyars. Dans la Hongrie armée, organisée et embrasée par Kossuth, on retrouve la levée en masse, la fabrication d'armes par toute une nation, les assignats, le procès expéditif de tout ce qui entrave le mouvement révolutionnaire, on retrouve la révolution en permanence, bref tous les traits caractéristiques de la glorieuse année 1793. Cette organisation révolutionnaire qu'il faut pour ainsi dire mettre sur pied en 24 heures sous peine de se voir anéanti, c'est ce qui a manqué à Vienne, sinon Windischgrätz n'y serait jamais revenu. Voyons s'il pénétrera en Hongrie malgré cette organisation révolutionnaire.

Considérons de plus près le conflit et les parties en lutte.

La monarchie autrichienne résulte de la tentative d'unifier l'Allemagne sous une seule monarchie à l'instar de ce qu'ont fait en France les rois jusqu'à Louis XI. La tentative a échoué jusqu'ici en raison du misérable esprit mesquin et localiste des Allemands et des Autrichiens, et du reflet de cet esprit de petit boutiquier dans la dynastie des Habsbourg. Au lieu de gagner toute l'Allemagne, les Habsbourg n'obtinrent que les provinces méridionales d'Allemagne qui se trouvaient en lutte directe avec divers peuples slaves ou les principautés, où un seigneur féodal allemand, allié à une bourgeoisie allemande, dominait le peuple slave asservi. Dans les deux cas, ces provinces allemandes avaient besoin d'un concours extérieur. Cet appui supposait au préalable une association de tous ceux qui opprimaient les Slaves, et cette association se concrétisa par l'union de ces provinces sous le sceptre des Habsbourg.

C'est ainsi que naquit l'Autriche allemande. Le premier bon manuel d'histoire montre comment s'est formée la monarchie autrichienne, comment elle se dissocia sans cesse pour ne se ressouder que dans la lutte contre les Slaves.

La Hongrie touche à l'Autriche allemande. En Hongrie, les Magyars menaient le même combat que les Allemands d'Autriche. Le coin allemand qui s'avançait dans l'archiduché d'Autriche et de Styrie au milieu des barbares slaves, fut donc solidaire du coin magyar enfoncé sur le Leitha. De même qu'au Sud et au Nord, en Bohème, en Moravie, en Carinthie et en Carniole, la

noblesse allemande dominait et germanisait les tribus slaves qu'elle entraînait de la sorte dans le mouvement européen, de même au Sud et au Nord, en Croatie, en Slavonie et dans les Carpathes, la noblesse magyare colonisait les tribus slaves. Les intérêts allemands et magyars convergeaient donc, et leurs adversaires s'alliaient tout naturellement contre eux. Ainsi, les Magyars et les Allemands d'Autriche s'allièrent eux aussi. Il ne manquait qu'un grand événement, une puissante attaque dirigée contre eux deux, pour que cette alliance devînt indissoluble. Cet événement fut créé par la conquête de l'Empire byzantin par les Turcs. Ceux-ci mirent en péril la Hongrie, et, par-delà, Vienne : la Hongrie se lia pour des siècles de manière indissoluble à la dynastie des Habsbourg.

Mais voilà, leurs ennemis communs s'affaiblirent peu à peu. L'Empire ottoman sombra dans l'impuissance, tandis que les Slaves n'eurent plus la force de se soulever contre les Magyars et les Allemands. Dans ces conditions, une fraction de la noblesse allemande et magyare régnant sur les provinces slaves adopta la nationalité slave, si bien que les nations slaves eurent elles-mêmes intérêt au maintien de la monarchie, qui dut protéger de plus en plus la noblesse contre la bourgeoisie allemande et magyare qui, déjà, se développait. Les antagonismes nationaux s'effacèrent, et la dynastie des Habsbourg adopta une autre politique. Alors qu'elle s'était hissée à la couronne impériale allemande après avoir été portée sur l'épaule de la petite-bourgeoisie allemande, elle représenta la noblesse féodale contre la bourgeoisie avec plus de décision qu'aucune autre dynastie n'en manifesta jamais [65].

Cette politique poussa l'Autriche à participer aux divers partages de la Pologne. Les starostes et les voïvodes galiciens — les Potocki, Lubomirski et autres Csartoryski — trahirent la Pologne au profit de l'Autriche, et devinrent les plus fidèles soutiens de la maison de Habsbourg, qui, en retour, garantit leurs privilèges et leurs biens contre les attaques de la petite-noblesse et de la bourgeoisie.

Mais, la bourgeoisie des villes acquit toujours plus de richesses et d'influence, et l'agriculture progressant au fur et à mesure du

développement de l'industrie, les paysans se trouvèrent dans une position nouvelle vis-à-vis des propriétaires fonciers. Le mouvement des bourgeois et des paysans contre la noblesse se fit de plus en plus menaçant. Cependant, comme les paysans représentent partout les limitations locales et nationales, leur mouvement est aussi, nécessairement, local et national, de sorte qu'ils rallument les anciennes luttes nationales.

Face à cette situation de fait, Metternich réalisa son chef-d'œuvre. Il enleva à la noblesse — hormis les barons féodaux les plus puissants — toute influence dans la direction de l'Etat. Il vida la bourgeoisie de toute force, en gagnant à sa cause les barons les plus puissants de la finance, qu'il était bien obligé de ménager, ayant lui-même les plus graves difficultés financières. Appuyé de la sorte sur la haute-féodalité et la haute-finance ainsi que sur la bureaucratie et l'armée, il réalisa, plus parfaitement que tous ses rivaux, l'idéal conservateur de la monarchie absolue. Dans chaque nation, il tint en bride la bourgeoisie et la paysannerie grâce à la noblesse de leur propre nation et aux paysans de toutes les autres nations, tandis qu'il tenait en respect la noblesse de chaque nation par la crainte que lui inspiraient les paysans et les bourgeois de leur nation. Les divers intérêts de classe, les limitations nationales et les préjugés localistes, si complexes fussent-ils, se tenaient parfaitement en échec mutuel et laissaient à ce vieux coquin de Metternich la plus grande liberté de manœuvre. Les massacres de Galicie [66] sont là pour montrer jusqu'à quel point il a réussi à exciter une nation contre l'autre. Ainsi, Metternich est parvenu à écraser le mouvement démocratique polonais qui défendait l'intérêt des paysans, en lançant contre lui les paysans ruthènes en proie au fanatisme religieux et nationaliste.

L'année 1848 suscita la plus effroyable confusion dans toute l'Autriche, en faisant s'affronter les divers peuples asservis l'un par l'autre au profit de Metternich. Les Allemands, les Magyars, les Tchèques, les Polonais, les Moraves, les Slovaques, les Croates, les Ruthènes, les Roumains, les Illyriens, les Serbes entrèrent en conflit les uns avec les autres, tandis qu'à l'intérieur de chacune de ces nations se déchaînait la lutte entre les diverses classes sociales [67]. Mais, bientôt, la lutte s'ordonna dans ce

chaos. Les combattants se divisèrent en deux grandes armées ennemies : du côté de la révolution, les Allemands, les Polonais et les Magyars ; du côté de la contre-révolution, les autres, à savoir tous les Slaves à l'exception des Polonais, des Roumains et des Saxons de Transylvanie.

Quelle est l'origine de cette division par nations, quels sont les faits qui l'ont provoquée ?

Cette division correspond à toute l'histoire de ces peuples telle qu'elle s'est déroulée jusqu'ici. Or, c'est le début de la lutte qui décide de la vie ou de la mort de toutes ces grandes ou petites nations.

Toute l'histoire passée de l'Autriche le révèle jusqu'à ce jour, et l'année 1848 l'a confirmé : parmi toutes les nations plus ou moins grandes de l'Autriche, il n'en est que trois qui véhiculaient le progrès et intervenaient activement dans l'histoire, en montrant qu'elles étaient douées de vitalité : les Allemands, les Polonais, les Magyars. C'est ce qui explique que ces nations soient aujourd'hui révolutionnaires.

Toutes les autres souches et peuples plus ou moins grands ont, pour l'heure, comme mission de disparaître dans la tempête révolutionnaire universelle, car ils sont aujourd'hui contre-révolutionnaires.

En ce qui concerne les Polonais, nous renvoyons le lecteur à notre article relatif aux débats sur la Pologne à l'Assemblée de Francfort [68]. Pour dompter leur esprit révolutionnaire, Metternich fit appel aux Ruthènes, un peuple différant des Polonais sinon par un dialecte à peine dissemblable, du moins par la religion grecque : ce peuple qui depuis toujours appartient à la Pologne, dut attendre Metternich pour apprendre que les Polonais étaient leurs oppresseurs, comme si, dans la vieille Pologne, les Polonais n'étaient pas opprimés au même titre que les Ruthènes, comme si, sous la domination autrichienne, Metternich lui-même n'était pas leur oppresseur commun !

Mais, c'en est assez de la Pologne et de la Ruthénie, qui, par l'histoire et la situation géographique, sont à ce point séparées de l'Autriche proprement dite, que nous devons absolument les

laisser de côté, si nous voulons voir clair dans le reste du fouillis des peuples de l'Empire autrichien.

Remarquons au passage que les Polonais font preuve d'un grand sens politique et d'un authentique esprit révolutionnaire, en s'alliant maintenant à leurs anciens ennemis, les Allemands et les Magyars, pour affronter la contre-révolution panslaviste. Un peuple slave, qui préfère la liberté au slavisme, démontre de ce seul fait sa vitalité et s'assure l'avenir.

Venons-en maintenant à l'Autriche proprement dite.

Toute la partie autrichienne au Sud des Carpathes, du pays des Sudètes ainsi que de la vallée supérieure de l'Elbe et de la région moyenne du Danube, était, à l'aube du moyen âge, un territoire habité exclusivement par les Slaves. Du point de vue de la langue et des mœurs, ces Slaves appartiennent à la même souche que les Slaves de Turquie, les Serbes, les Bosniaques, les Bulgares et les Slaves de Thrace et de Macédoine, que l'on appelle les Slaves méridionaux à la différence des Polonais et des Russes. En dehors de ces souches slaves apparentées, l'immense territoire allant de la Mer Noire à la Forêt de Bohême et aux Alpes du Tyrol n'était habité, au Sud des Balkans, que par quelques Grecs, et, dans la région inférieure du Danube, que par quelques Valaques dispersés et parlant une langue romane.

C'est dans cette masse slave fort compacte que les Allemands enfoncèrent un coin à l'Ouest, et les Magyars à l'Est. L'élément allemand conquit la partie occidentale de la Bohême et, en longeant les deux rives du Danube, pénétra jusqu'au-delà de la Leitha. L'archiduché d'Autriche, une partie de la Moravie et la plus grande partie de la Styrie furent germanisés et les Tchèques et les Moraves séparés ainsi des Carinthiens et des Carnioles. De même, la Transylvanie et le centre de la Hongrie furent entièrement nettoyés des Slaves et occupés par les Magyars jusqu'à la frontière allemande. Les Magyars séparèrent ici les Slovaques et les régions ruthènes (au Nord) des Serbes, Croates et Slavoniens et se soumirent tous ces peuples. Enfin, après l'avance byzantine, les Turcs se soumirent les Slaves au Sud du Danube et de la Save : *c'en était fait pour toujours du rôle historique des Slaves méridionaux.*

La dernière tentative faite par les Slaves méridionaux pour intervenir par leurs moyens propres dans l'histoire, ce fut la guerre des Hussites, une guerre nationale tchèque des paysans luttant sous la bannière religieuse contre la noblesse germanique et la domination de l'Empereur allemand. La tentative échoua, et depuis les Tchèques sont constamment à la remorque de l'Empire allemand. En revanche, leurs vainqueurs — les Allemands et les Magyars — prirent l'initiative historique dans les régions danubiennes. Sans les Allemands et surtout les Magyars, les Slaves méridionaux fussent devenus turcs, voire musulmans, comme certains d'entre eux, par exemple les Slaves de l'actuelle Bosnie. Or, c'est un service que les Slaves méridionaux d'Autriche et de Hongrie n'ont pas payé trop cher, en échangeant leur nationalité contre l'allemande ou la magyare.

L'invasion turque des XVe et XVIe siècles était la seconde édition de l'invasion arabe du VIIIe siècle. La victoire de Charles Martel fut, une fois de plus, arrachée de haute lutte sous les murs de Vienne et dans les plaines hongroises. Comme autrefois à Poitiers, et comme plus tard à Wahlstatt[69], lors de l'invasion mongole, c'était le devenir de l'Europe entière qui était en péril. Or, lorsqu'il s'agissait de le sauver, pouvait-on compter sur des nationalités tombées depuis longtemps en déclin et devenues impuissantes, comme les Slaves d'Autriche ? En fait, elles furent sauvées en même temps que le reste.

Ces nationalités se comportent vis-à-vis de l'extérieur, comme elles se comportent à l'intérieur. La classe qui pousse au mouvement et véhicule le progrès — la bourgeoisie — est partout allemande ou magyare. Les Slaves ont le plus grand mal à se constituer en bourgeoisie nationale. Quant aux Slaves méridionaux, ils n'y sont parvenus qu'en certains rares endroits. Or, avec la bourgeoisie, la puissance industrielle et le capital sont entre des mains allemandes ou magyares ; tandis que la culture allemande se développe, les Slaves tombent intellectuellement aussi sous la férule des Allemands, et ce jusqu'au fond même de la Croatie. Le même phénomène s'est produit, mais un peu plus tard, et donc à une échelle un peu moindre, en Hongrie, où les Magyars se sont emparés avec les Allemands de la direction intellectuelle

et commerciale. Or, en dépit du fait qu'ils conservent l'usage de la langue allemande, les Allemands hongrois sont devenus d'authentiques Magyars de par leur mentalité, leur caractère et leurs mœurs. Seuls font exception les nouveaux colons paysans, les Juifs et les Saxons de Transylvanie qui s'obstinent à conserver en plein pays étranger une nationalité absurde.

Si les Magyars avaient quelque retard du point de vue de la civilisation par rapport aux Allemands d'Autriche, ils l'ont brillamment comblé ces derniers temps grâce à leur activité politique. De 1830 à 1848, il existait, dans la seule Hongrie, plus de vie politique que dans toute l'Allemagne ; les formes féodales de la vieille Constitution hongroise ont été mieux utilisées dans le sens des intérêts démocratiques que les formes modernes des Constitutions d'Allemagne méridionale. Or, qui se trouve à la tête du mouvement ? Les Magyars. Qui soutient la réaction autrichienne ? Les Croates et les Slavoniens.

Face à cette progression magyare et au mouvement politique ressuscité en Allemagne, les Slaves d'Autriche créèrent une ligue séparatiste : le *panslavisme* [70].

Le panslavisme n'est pas né en Russie ou en Pologne, mais à Prague et à Zagreb. Le panslavisme est l'alliance de toutes les petites nations slaves avec les petites nationalités d'Autriche et, en second lieu, de Turquie en vue de combattre les Allemands d'Autriche, les Magyars et, éventuellement, les Turcs. Les Turcs n'interviennent ici que d'une manière contingente, et peuvent rester en dehors de la question, étant eux-mêmes une nation tombée en décadence. De par ses tendances fondamentales, le panslavisme est dirigé contre les éléments révolutionnaires d'Autriche ; d'emblée, il est réactionnaire [71].

Le panslavisme montra aussitôt ses tendances réactionnaires par une double trahison : en sacrifiant à ses mesquines limitations nationales la seule nation slave qui, jusqu'ici, se soit comportée en révolutionnaire : la Pologne, et en se vendant lui-même ainsi que la Pologne, au *tsar russe*.

Le but direct du panslavisme est de créer, sous l'égide russe, un Empire slave allant des monts Métalliques et des Carpathes

jusqu'à la Mer Noire, la Mer Egée et l'Adriatique, un Empire, où, en plus de l'Allemand, de l'Italien, du Magyar, du Valaque, du Turc, du Grec et de l'Albanais, on parlerait encore une douzaine de langues slaves et dialectes principaux. Tout cela tiendrait ensemble, non par les éléments qui, jusqu'ici, ont formé l'Autriche et l'ont développée, mais par les vertus abstraites du slavisme et de la prétendue langue slave, qui serait commune à la majeure partie de la population. Mais, où trouve-t-on ce slavisme, sinon dans l'esprit de quelques idéologues ; où trouve-t-on cette « langue slave », sinon dans l'imagination de messieurs Palacky, Gaj et consorts, et, pour l'essentiel, dans les litanies en slave ancien de l'Eglise russe, cette langue qu'aucun Slave ne comprend ?

En réalité, on trouve chez ces peuples les niveaux de civilisation les plus divers : depuis celui qui est assez haut de l'industrie moderne et de la culture de Bohême (développé par les *Allemands*), jusqu'au niveau barbare d'une vie presqu'encore nomade des Croates et des Bulgares. C'est dire qu'en pratique ces nations possèdent les intérêts les plus opposés et les plus contradictoires. En réalité, la langue slave de ces dix à douze nations se compose d'autant de dialectes le plus souvent incompréhensibles aux autres ; qui plus est, ces dialectes peuvent se ramener aux différentes souches principales (tchèque, illyrique, serbe, bulgare). En raison de l'abandon total de toute littérature et de la barbarie de la plupart de ces peuples, ils sont devenus de simples patois flanqués, à peu d'exceptions, d'une langue *étrangère* non slave servant de langue écrite. L'unité panslaviste est, ou bien une pure chimère, ou bien le *knout russe.*

Quelles sont les nations qui doivent prendre la tête de ce grand Empire slave ? Certainement pas les peuples qui, depuis mille ans, ont été démembrés et dispersés, et se sont vu imposer par des nations non slaves l'apport d'éléments susceptibles de les faire vivre et progresser. Les peuples qui ont été sauvés de la barbarie turque par les armées victorieuses de nations non slaves, ne comptent aujourd'hui que quelques milliers d'âmes (ou au plus deux millions). Séparés l'un de l'autre, ils sont impuissants et privés de leur force nationale. Un exemple de cet affaiblissement nous est donné par les Bulgares qui, au moyen âge,

étaient le peuple le plus viril et le plus redouté et sont aujourd'hui célèbres en Turquie pour leur caractère doux et débonnaire, se faisant une gloire de mériter le nom de *dobre chrisztian,* bons chrétiens ! Où y a-t-il un seul de ces peuples — Tchèques et Serbes y compris — qui disposent d'une tradition nationale historique, vivace dans le peuple et dépassant les minuscules conflits locaux ?

L'ère du panslavisme se situe aux VIIIe et IXe siècles, lorsque les Slaves méridionaux occupaient encore toute la Hongrie et l'Autriche, et menaçaient Byzance. S'ils n'ont pu ni résister aux envahisseurs allemands et magyars, ni conquérir leur indépendance, en constituant un Empire durable, à un moment où leurs deux ennemis — les Magyars et les Allemands — s'entredéchiraient encore, comment le pourraient-ils, après un asservissement millénaire et le long processus de leur dénationalisation ?

Tous les pays d'Europe sans exception possèdent à l'une de leurs extrémités, un ou plusieurs fragments de peuple, survivance d'une vieille population locale, refoulée et asservie par la nation, qui devint plus tard le véhicule du progrès historique. Ces restes d'une nationalité impitoyablement foulée aux pieds par le développement historique — ces *débris de peuple* selon l'expression de Hegel — deviennent à chaque fois les véhicules fanatiques de la contre-révolution — et le restent jusqu'à ce qu'ils soient éliminés ou dénationalisés. Au reste, toute leur existence n'est, en général, qu'une protestation contre une grande révolution historique [72].

Ainsi, en Ecosse, les Gaëls furent les soutiens des Stuart de 1640 à 1745.

Ainsi, les Bretons furent les soutiens des Bourbons de 1792 à 1800.

Ainsi, en Espagne, les Basques furent les partisans de Don Carlos.

Ainsi, nous trouvons en Autriche les *Slaves méridionaux* qui ne sont rien d'autre qu'une *nationalité* mise en pièces au cours d'un *développement millénaire* d'une confusion extrême. Tout

naturellement, ce débris de peuple, au passé désordonné, cherche, lui aussi, son salut dans un inversement de toute l'histoire européenne, qu'il voudrait voir aller d'Est en Ouest, et non d'Ouest en Est, en découvrant l'arme de sa libération et de son unité dans le *knout russe*. Les Slaves méridionaux ont déjà manifesté clairement leur nature réactionnaire, bien avant 1848. Mais, cette année-là, elle s'étala au grand jour.

Lorsque la tempête de Février se déchaîna, qui a fait la révolution autrichienne ? Vienne ou Prague ? Budapest ou Zagreb ? Les Allemands et les Magyars, ou les Slaves ?

Certes, parmi les Slaves méridionaux les plus avancés, il existe un petit parti démocratique. Sans renoncer à leur nationalité, ils consentent à la mettre au service de la liberté. Mais, il s'agit-là d'une illusion, qui réussit à éveiller quelque sympathie jusque chez les démocrates d'Europe occidentale. Cette sympathie fut parfaitement justifiée tant que les démocrates slaves luttèrent avec nous contre l'ennemi commun. C'est le bombardement de Prague qui mit fin à cette illusion. Depuis cet événement et l'avance des Croates, tous les peuples slaves méridionaux se sont mis au service de la réaction autrichienne. Les chefs du mouvement slave méridional qui continuent de radoter sur l'égalité du droit des nations, d'une Autriche démocratique, etc..., sont, ou bien d'indécrottables songe-creux, comme de nombreux journalistes, ou bien des coquins, comme Jellachich. Leurs protestations de démocratisme valent ce que valent les assurances démocratiques de la contre-révolution officielle d'Autriche. C'en est assez ! Dans les faits, la restauration de la nationalité slave méridionale a commencé lors des attaques les plus furieuses et les plus brutales contre la révolution autrichienne et magyare, après qu'elle ait avoué être au service du tsar russe.

En dehors de la haute noblesse, de la bureaucratie et de la soldatesque, la camarilla autrichienne n'a trouvé appui que chez les Slaves. Les Slaves ont décidé de la défaite de l'Italie ; les Slaves ont donné l'assaut à Vienne, les Slaves encore assaillent les Magyars de toutes parts. A leur tête, il y a ceux qui parlent haut : les Tchèques sous Palacky, et ceux qui manient l'épée : les Croates sous Jellachich.

Pour remercier la presse démocratique allemande de ses témoignages de sympathie en Juin aux démocrates tchèques fauchés par la mitraille de Windischgrätz, ils découvrent maintenant leur héros en ce même Windischgrätz.

En résumé : en Autriche, abstraction faite de la Pologne et de l'Italie, les Allemands et les Magyars ont pris l'initiative historique en 1848, comme ils le font depuis mille ans déjà. Ils représentent la *révolution*.

Les Slaves méridionaux, qui depuis mille ans sont pris en remorque par les Allemands et les Magyars, ne se sont soulevés en 1848 pour réaliser leur indépendance nationale qu'en vue de réprimer la révolution allemande et magyare. Ils représentent la *contre-révolution*. Deux autres nations, elles aussi dégénérées depuis longtemps et privées de toute force historique, se sont jointes aux précédentes : les Saxons et les Roumains de Transylvanie.

La maison de Habsbourg, qui tira jadis sa puissance de l'union des Allemands et des Magyars en lutte contre les Slaves méridionaux, vit les derniers mois de son existence, dès lors qu'elle regroupe les Slaves méridionaux en lutte contre les Allemands et les Magyars.

Tel est l'aspect politique de la question. En voici l'aspect militaire.

Le territoire habité exclusivement par les Magyars ne représente même pas le tiers de toute la Hongrie et de la Transylvanie. De Presbourg au Nord du Danube, et de la Tisza jusqu'à la chaîne des Carpathes, on trouve plusieurs millions de Slovaques et quelques Ruthènes. Au Sud, entre la Save, le Danube et la Drave, on trouve les Croates et les Slavoniens. Plus à l'Est, le long du Danube, on trouve une colonie serbe de plus d'un demi-million d'âmes. Ces deux strates slaves sont reliées entre elles par les Valaques et les Saxons de Transylvanie.

Les Magyars sont donc entourés de trois côtés par leurs ennemis naturels. Les Slovaques tiennent les cols de montagne et seraient des adversaires redoutables sur un terrain propice à la guerre des partisans pour peu qu'ils soient moins nonchalants.

Quoi qu'il en soit, au Nord, les Magyars n'ont à repousser que les attaques d'armées venues de Galicie et de Moravie. En revanche, à l'Est, les Roumains et les Saxons les attaquèrent en masse et firent jonction avec le corps d'armée autrichien stationné dans cette région. Leur position est remarquablement bonne, en partie parce qu'ils opèrent dans une région montagneuse, en partie parce qu'ils tiennent la plupart des villes et des forteresses.

Enfin, au Sud, il y a les Serbes du Banat, soutenus par les colons allemands, les Valaques ainsi qu'un corps d'armée autrichien. Leur position, couverte par les immenses marécages d'Alibunar, est presque inexpugnable.

Les Croates sont couverts par la Drave et le Danube, et comme ils ont à leur disposition une puissante armée autrichienne avec toutes ses ressources, ils ont pu pénétrer en territoire magyar dès avant Octobre, et ils tiennent à présent leur ligne de défense sans grand mal sur le cours inférieur de la Drave.

Enfin du quatrième côté — l'Autriche — Windischgrätz et Jellachich avancent en colonnes serrées. Les Magyars sont encerclés de tous côtés par des forces très supérieures.

Leur lutte n'est pas sans évoquer celle de la France en 1793, à cette différence près que le territoire magyar n'étant que faiblement peuplé et bien moins civilisé, il est loin de fournir à ce peuple les moyens de défense dont disposait la République française.

Les armes et les munitions produites en Hongrie sont forcément de qualité fort médiocre. La fabrication d'artillerie notamment ne peut pas être rapide. Le territoire est beaucoup plus petit que celui de la France, si bien que chaque pouce de terrain perdu représente un dommage bien plus grand. Il ne reste donc aux Magyars que leur enthousiasme révolutionnaire, leur courage et leur prompte et énergique organisation sous la direction de Kossuth.

Mais, l'Autriche n'a pas encore gagné pour autant.

« Si nous ne battons pas les Impériaux sur la Leitha, nous les battrons sur la Raba ; si nous ne les battons pas sur la Raba, ce sera à Pesth ; si ce n'est pas à Pesth, ce sera sur la Thisza,

mais nous les battrons de toute façon » [73]. Voilà ce que dit Kossuth, et il fait tout ce qui est en son pouvoir pour tenir sa promesse.

Même après la chute de Budapest, il reste aux Magyars les immenses landes de la Basse-Hongrie. C'est un terrain tout à fait propice à une guerre de partisans menée par un peuple de cavaliers. Il fournit de nombreux points presque inexpugnables entre les marécages, où les Magyars peuvent se fixer. Or, les Magyars, qui sont presque tous des cavaliers, possèdent toutes les qualités requises pour mener une telle guerre. Si l'armée impériale se hasarde dans cette contrée sauvage, où elle doit faire venir tout son approvisionnement de Galicie ou d'Autriche, parce qu'il n'y a rien sur place, elle aura bien du mal à s'y maintenir. Si ses corps restent en ordre compact, l'armée autrichienne perd toute efficacité, si elle s'éparpille en unités mobiles, elle est perdue. En effet, sa lourdeur la livrerait immanquablement aux coups des bandes de cavaliers qu'elle serait incapable de poursuivre si d'aventure elle réussissait à les battre. En outre, tout Impérial isolé trouverait un ennemi mortel en tout paysan ou berger. La guerre dans ces steppes ressemble fort à la guerre d'Algérie, et la pesante armée autrichienne aurait besoin de longues années pour la mener à terme. Or, il suffirait que les Magyars tiennent quelques mois pour qu'ils soient sauvés.

La cause magyare est loin d'être aussi compromise que se plait à le croire l'enthousiasme stipendié des Noirs et Jaunes [74]. Les Magyars ne sont pas encore battus. Mais, s'ils succombent, ils succomberont glorieusement comme les derniers héros de la révolution de 1848, et leur défaite ne sera que de courte durée. Mais, alors, la contre-révolution slave avec toute sa barbarie submergera un instant la monarchie autrichienne, et la camarilla verra quels alliés elle a choisis.

Au premier soulèvement du prolétariat français que Louis-Napoléon semble vouloir provoquer à toute force, les Allemands d'Autriche et les Magyars retrouveront leur liberté et prendront une revanche sanglante sur les barbares slaves. La guerre générale qui éclatera alors, mettra en pièces cette ligue particulariste des Slaves et effacera jusqu'au nom de toutes ces petites nations obstinées.

La prochaine guerre mondiale ne balaiera pas seulement de la surface de la terre les classes et dynasties réactionnaires, mais encore des peuples réactionnaires entiers. Et, cela aussi, ce sera un progrès. [72]

La guerre en Italie et en Hongrie

Fr. Engels,
« La Nouvelle Gazette rhénane »,
28 Mars 1849.

Cologne. 27 Mars. La guerre a commencé en Italie [75]. La monarchie des Habsbourg s'est ainsi chargée d'un fardeau qui risque fort de l'écraser.

Tant que la Hongrie ne s'est pas trouvée en conflit ouvert avec l'ensemble de la monarchie, mais simplement en guerre larvée avec les Slaves méridionaux, il n'était pas difficile à l'Autriche de venir à bout d'une Italie engagée à moitié seulement dans le bouleversement révolutionnaire, divisée et paralysée par la triple trahison des princes. Et alors même, ce n'était pas sans mal ! Ce fut d'abord le Pape, puis le grand-duc toscan qui furent contraints — directement ou indirectement — de retirer leurs troupes de Vénétie, ce fut Charles-Albert et ses généraux en partie vendus, en partie incapables, qui durent trahir la cause italienne, ce furent tantôt les Magyars, tantôt les Slaves méridionaux qu'il fallut calmer ou se concilier, par une politique fourbe et par d'apparentes concessions, pour permettre aux Autrichiens de dégager leurs troupes d'autres théâtres de guerre et de les diriger vers l'Italie afin que Radetzky puisse remporter ses victoires sur le Mincio. Chacun sait que ce sont les régiments de Slaves méridionaux expédiés massivement en Italie qui rendirent à l'armée autrichienne désorganisée sa force combative.

En outre, tant que dura l'armistice avec le Piémont, tant que l'Autriche était simplement obligée de maintenir son armée d'Italie à son effectif courant sans avoir à la renforcer outre mesure, tant qu'elle pouvait diriger la masse principale de ses

600 000 soldats contre la Hongrie, les Autrichiens purent chasser les Magyars d'une position à l'autre et parvenir même, à la fin, grâce à des renforts quotidiens, à écraser la rébellion magyare. La supériorité numérique eût fini par avoir raison de Kossuth, comme elle avait eu raison de Napoléon.

La guerre d'Italie modifie donc considérablement la situation. Dès lors que l'armistice était officiellement rompu, l'Autriche dut renforcer ses troupes en Italie, répartir ses recrues nouvellement levées entre Windischgrätz et Radetzky, sans que l'un ou l'autre n'en ait assez.

Alors que dans les conditions présentes, il s'agit avant tout pour les Magyars et les Italiens de gagner du temps pour se procurer des armes ou en fabriquer, pour exercer au service de campagne leurs miliciens ou leurs gardes nationaux et pour étendre la révolution à tout le territoire, la supériorité de l'Autriche diminue chaque jour par rapport à ses adversaires.

Alors que la guerre entraîne Rome, la Toscane et même le Piémont tous les jours plus profondément dans la révolution et les contraint à faire preuve d'une énergie révolutionnaire plus grande, ils peuvent compter en France sur une crise prochaine et en Autriche sur le troisième élément dissolvant — l'opposition slave — qui gagne quotidiennement du terrain et s'organise de plus en plus. La Constitution octroyée aux Slaves pour les remercier d'avoir sauvé l'Autriche, d'avoir permis un grand recul vis-à-vis de Mars, les innombrables insultes subies par les Slaves de la part d'une bureaucratie abusive et d'une soldatesque déchaînée, tout cela représente des données auxquelles on ne peut plus rien changer.

Dans ces conditions, on comprend aisément que la « Gazette de Cologne » [76] soit si pressée de voir les Impériaux en finir avec la fort désagréable guerre hongroise. Ne nous a-t-elle pas appris hier encore que trois colonnes autrichiennes ont traversé la Thisza. Cette information est si digne de foi qu'elle n'a été confirmée jusqu'aujourd'hui par aucun bulletin. En revanche, on apprend d'une autre source que l'armée magyare avance à marche forcée vers Pesth, avec l'intention manifeste de dégager Komarno, qui, en dépit d'un violent bombardement, résiste courageuse-

ment. Au cours de ce bombardement, les Magyars ne tirèrent pas le moindre coup de feu, mais lorsque les Autrichiens donnèrent l'assaut, un tir de peloton meurtrier les repoussa avec de grandes pertes. On dit que le régiment de lanciers polonais du grand-duc de Cobourg serait passé du côté des Magyars au moment où Dembinski voulait qu'il attaque et faisait jouer l'hymne « Encore n'avons-nous pas perdu la Pologne » !

Ce sont les seules nouvelles du théâtre de guerre hongrois que nous soyions en mesure de rapporter aujourd'hui. Il n'y a pas eu de courrier de Vienne le 23.

Mais, jetons un coup d'œil sur le théâtre de guerre italien. Nous y voyons que l'armée piémontaise forme un large arc le long du Tessin et du Pô. Sa première ligne s'étend d'Arona, Novare, Vigevano, Voghera jusqu'à Castel San Giovanni devant Plaisance. Ses réserves se tiennent quelques milles à l'arrière de cette ligne sur la Sésia et la Bormide, près de Verceil, Trino et Alexandrie. A l'extrémité de l'aile droite, près de Sarzana à la frontière de la Toscane et de Modène, le corps détaché sous La Marmora est prêt à envahir Parme et Modène, à partir des cols de Lunigiane, en s'appuyant à gauche sur l'aile droite du gros de l'armée, et à droite sur l'armée de Toscane et de Rome, ou à traverser, le cas échéant, le Pô et l'Adige afin d'opérer en Vénétie.

Radetzky se tient en face, sur la rive gauche du Tessin et du Pô. Comme on le sait, son armée est composée de deux corps, dont l'un occupe la Lombardie, et l'autre la Vénétie. Alors que, dans cette dernière province, on ne sait pas si les troupes sont divisées par secteurs, on nous dit de tous côtés que Radetzky a concentré toute son armée sur le Tessin. Il a retiré toutes ses troupes de Parme, et n'a laissé qu'une centaine d'hommes dans la citadelle de Modène. Varèse, Come, le val d'Intelvi et la Valteline sont dégarnis de toute troupe, et la garde frontalière a disparu aux postes de douane.

Toutes les forces militaires dont Radetzky dispose, soit 50 000 hommes, sont postées sur le Tessin, de Magenta à Pavie, et sur le Pô, de Pavie à Plaisance.

On dit que Radetzky avait formé le projet, d'une audace folle, de traverser directement le Tessin avec cette armée, et de foncer tout droit sur Turin, en comptant pour se protéger sur l'inévitable confusion qui en résulterait chez les Italiens. On se souvient encore comment, l'an dernier, Radetzky a nourri de tels plans à la Napoléon, et comment cela lui a réussi ! Cette fois-ci, tout le Conseil de Guerre s'est opposé à ce plan, et il fut décidé de reculer, sans livrer de bataille décisive, en direction de l'Adda, de l'Oglio et — si nécessaire — jusqu'à la Chiese, afin d'y recevoir des renforts à partir de la Vénétie et de l'Illyrie.

Il dépend de la stratégie des Piémontais et de l'humeur belliqueuse des Lombards que cette retraite s'effectue avec ou sans pertes, et que les Autrichiens réussissent ou non à retenir assez longtemps les Piémontais. Le versant Sud des Alpes, et notamment la région de Côme, de Brianza, le Bergamasque, la Valteline et la région de Brescia, qui, d'ores et déjà, ont été évacués par les Autrichiens, se prêtent au plus haut point à une guerre nationale de partisans. Les Autrichiens, concentrés dans la plaine, ont été obligés de dégarnir la montagne. Les Piémontais peuvent rapidement y organiser des guérillas pour faire de rapides incursions de troupes légères sur l'aile droite des Autrichiens. Ils pourraient ainsi menacer les flancs adverses et, en cas de défaite d'un corps autrichien, compromettre la retraite des Impériaux, couper leur approvisionnement et étendre la révolution jusque dans le Trentin. Garibaldi serait l'homme de la situation. Mais, il n'aura sans doute aucune envie de se mettre, une fois de plus, aux ordres du traître Charles-Albert.

L'armée de Toscane et de Rome, appuyée par La Marmora pourrait occuper la ligne du Pô de Plaisance à Ferrare, puis, le plus vite possible, traverser le Pô, pour passer ensuite l'Adige, afin de couper Radetzky du corps austro-vénitien en opérant sur son aile gauche, voire sur ses arrières. Cependant, il lui sera difficile d'arriver assez vite pour avoir une influence sur les premières opérations militaires.

Ce qui, en fin de compte, sera décisif, c'est le comportement des Piémontais. L'armée est bonne et ardente au combat,

mais si on la trahit de nouveau comme l'an dernier, elle sera battue. Les Lombards réclament des armes pour se battre contre leurs oppresseurs, mais, si de nouveau comme l'an dernier un gouvernement bourgeois hésitant paralyse la levée en masse, Radetzky peut espérer, une fois de plus, faire son entrée à Milan.

Contre la trahison et la lâcheté du gouvernement, il n'existe qu'un remède : la révolution. Peut-être faudra-t-il un nouveau parjure de Charles-Albert, une nouvelle trahison de la noblesse et de la bourgeoisie lombardes pour susciter une révolution italienne qui mènera à son terme la guerre d'indépendance nationale. Mais alors gare aux traîtres !

La défaite des Piémontais

Fr. Engels,
« La Nouvelle Gazette rhénane »,
1er et 4 Avril 1849.

Cologne. 1er Avril. — Selon les dernières nouvelles en provenance d'Italie, la défaite des Piémontais près de Novare ne serait nullement aussi décisive que ne l'annonçait la dépêche parisienne. Les Piémontais ont été battus, chassés de Turin et refoulés dans les montagnes : c'est tout.

Si le Piémont était une république, si le gouvernement de Turin était révolutionnaire et avait le courage d'user de moyens révolutionnaires, rien ne serait perdu. Mais l'indépendance italienne est en perdition, non du fait de l'invincibilité des armes autrichiennes, mais de la couardise de la monarchie piémontaise.

Pourquoi les Autrichiens ont-ils vaincu ? Parce que la trahison de Ramorino a isolé deux divisions de l'armée piémontaise des trois autres, de sorte que les Autrichiens en nombre supérieur ont battu ces dernières isolément. Ces trois divisions ont été refoulées jusqu'aux pieds des Alpes Pennines.

Les Piémontais ont commis d'emblée une grave erreur en opposant uniquement une armée régulière aux Autrichiens, c'est-

à-dire en voulant mener contre eux une honnête et traditionnelle guerre bourgeoise. Un peuple qui veut conquérir son indépendance ne doit pas s'en tenir aux moyens de guerre conventionnels. Soulèvements en masse, guerre révolutionnaire, guérilla générale, voilà les seuls moyens dont dispose un petit peuple pour vaincre une grande nation, les seuls moyens permettant à une armée moins forte de tenir tête à une armée plus forte et mieux organisée.

Les Espagnols l'ont prouvé en 1807 et 1812, et les Hongrois sont en train de le prouver en ce moment même.

Chrzanovski a été battu près de Novare et isolé de Turin. Radetzky était à 9 milles de Turin. Dans une monarchie comme le Piémont, même si elle est constitutionnelle, cela suffit à décider du sort de la campagne et lui faire demander la paix à Radetzky. Or, dans une république, *cela n'eût rien décidé du tout.* Si tout n'avait été arrêté par la couardise des monarchies, qui n'ont jamais le courage de recourir aux moyens révolutionnaires les plus extrêmes, *la défaite de Chrzanovski eût été une chance pour l'Italie.*

Si le Piémont avait été une république débarrassée de toutes les traditions monarchiques, il eût trouvé devant lui la voie ouverte pour conduire la guerre de manière toute différente.

Chrzanovski était repoussé vers Biella et Borgomanero. Là où les Alpes suisses rendaient impossible toute retraite ultérieure, où deux ou trois vallées étroites rendent pour ainsi dire impossible toute dispersion de l'armée, il eût été très facile de concentrer toute l'armée et de rendre infructueuse la victoire de Radetzky grâce à un coup audacieux.

Si les chefs de l'armée piémontaise avaient du courage révolutionnaire, s'ils savaient qu'il y a à Turin un gouvernement révolutionnaire décidé à tout, leur conduite eût été très simple.

Près du lac Majeur, il y avait, après la bataille de Novare, 30 à 40 000 soldats piémontais. Ce corps concentré en deux jours pouvait se jeter sur la Lombardie où il n'y avait même pas 12 000 Autrichiens. Il pouvait occuper Milan, Brescia, Crémone, organiser l'insurrection générale, battre l'un après l'autre les corps autri-

chiens débouchant de la Vénétie et faire sauter toute la base d'opération de Radetzky. Celui-ci, au lieu de marcher sur Turin, eût dû faire aussitôt marche arrière et retourner en Lombardie en ayant à ses trousses la levée en masse des Piémontais qui auraient tout naturellement appuyé l'insurrection lombarde.

Cette *véritable* guerre nationale, qui eût été conduite comme celle des Lombards en Mars 1848 lorsqu'ils chassèrent Radetzky au-delà de l'Oglio et du Mincio, cette guerre eût projeté toute l'Italie dans la lutte et eût infusé une tout autre énergie aux Romains et aux Toscans.

Pendant que Radetzky se trouvait encore entre le Pô et le Tessin, en se demandant s'il devait avancer ou reculer, les Piémontais et les Lombards eussent pu pénétrer en Vénétie, dégager Venise, faire la jonction avec La Marmora et les troupes romaines, harceler et affaiblir le feldmaréchal autrichien par de nombreuses actions de guérilla, afin de diviser ses troupes, et le battre finalement. La Lombardie n'attendait que l'arrivée des Piémontais ; mieux, sans attendre, elle s'était déjà soulevée. Seules les forteresses autrichiennes tenaient les villes lombardes en bride. Dix mille soldats piémontais étaient déjà en Lombardie ; avec vingt à trente mille autres, la retraite de Radetzky eût été impossible.

Mais, la levée en masse et l'insurrection générale du peuple sont des moyens devant lesquels la monarchie recule. Comme le prouve 1793, ces mesures ne peuvent être adoptées que par une République. Ce sont des mesures qui impliquent la *terreur révolutionnaire*. A-t-on jamais vu un monarque se résoudre à y recourir ?

Ce qui a donc ruiné les Italiens, ce n'est pas la défaite de Novare et de Vigevano, c'est la modération et la couardise auxquelles la monarchie les contraint. La bataille perdue de Novare n'entraînait qu'un préjudice *stratégique :* la route vers Turin était fermée aux Italiens et ouverte aux Autrichiens. Cet inconvénient eût été sans importance, si la bataille perdue avait suscité une *véritable guerre révolutionnaire*, si le reste de l'armée italienne avait aussitôt proclamé qu'il représentait le foyer de la levée nationale en masse, si l'honnête guerre stratégique de

l'armée s'était transformée en *guerre populaire,* à l'instar de ce que firent les Français en 1793.

Mais, voilà ! La monarchie n'entend rien aux levées en masse et au terrorisme révolutionnaire. Plutôt que de s'allier avec le peuple, elle préfère conclure la paix avec son pire ennemi, pourvu qu'il soit de son rang.

Que Charles-Albert trahisse ou non, c'est une affaire personnelle. En fait, la *couronne* de Charles-Albert, la *monarchie* suffit à ruiner l'Italie. Quoi qu'il en soit, Charles-Albert est un traître. Tous les journaux français rapportent la nouvelle d'un vaste complot contre-révolutionnaire entre toutes les grandes puissances européennes, d'un plan de campagne de la contre-révolution pour obtenir la soumission définitive de tous les peuples européens. La Russie, l'Angleterre, la Prusse, l'Autriche, la France et la Sardaigne ont signé le pacte de cette nouvelle Sainte-Alliance.

Charles-Albert reçut l'ordre de commencer la guerre contre l'Autriche, de se faire battre afin de donner ainsi aux Autrichiens la possibilité de rétablir le « calme » au Piémont, à Florence et à Rome et d'accorder partout des constitutions garanties par la loi martiale. En échange, Charles-Albert obtenait Parme et Plaisance, les Russes pacifiaient la Hongrie, la France devait retrouver un régime impérial, de sorte que le calme serait revenu en Europe. Tel est le plan de la contre-révolution, selon les journaux français. Ce plan explique la trahison de Ramorino en même temps que la défaite des Italiens.

Cependant, la victoire de Radetzky a porté un nouveau coup à la monarchie. La bataille de Novare et la paralysie consécutive des Piémontais démontrent que la monarchie est l'obstacle majeur auquel se heurte un peuple dans les cas extrêmes où son salut dépend de la tension de toutes ses forces. Si l'Italie ne veut pas périr à cause de la monarchie, il faut que la monarchie périsse au plus vite en Italie.

Cologne. 4 Avril. — Les événements de la campagne piémontaise jusqu'à la victoire des Autrichiens près de Novare nous sont rapportés enfin de façon claire et cohérente.

Pendant que Radetzky faisait intentionnellement circuler la fausse rumeur selon laquelle il se tiendrait sur la défensive et se retirerait sur l'Adda, il rassembla en silence ses troupes autour de Sant Angelo et de Pavie. Grâce à la trahison du parti austro-réactionnaire de Turin, il était *parfaitement* informé de tous les plans et de toutes les dispositions de Chrzanovski, de toutes les positions occupées par son armée, alors qu'il avait réussi à tromper entièrement les Piémontais sur les siens. C'est ce qui explique que l'armée piémontaise ait pris position le long des deux rives du Pô, afin de pouvoir avancer de tous les côtés à la fois en un mouvement concentrique vers Milan et Lodi.

Néanmoins, si l'armée piémontaise avait opposé une résistance sérieuse au centre, Radetzky n'aurait jamais pu obtenir des résultats aussi rapides. Si le corps de Ramorino avait tenté de lui barrer la route près de Pavie, il restait suffisamment de temps pour qu'arrivent les renforts susceptibles d'empêcher Radetzky de franchir le Tessin. Dans l'intervalle, on aurait pu compter aussi sur l'arrivée des divisions alignées sur la rive droite du Pô et à Arona. L'armée piémontaise, disposée parallèlement au Tessin, couvrait Turin et était plus que suffisante pour mettre en fuite l'armée de Radetzky. Naturellement, cela supposait que Ramorino fît son devoir. Or, il trahit et permit à Radetzky de franchir le Tessin si bien que le centre piémontais fut enfoncé et les divisions alignées sur l'autre rive du Pô isolées. Cela suffit à décider du sort de la campagne.

Radetzky disposa alors toutes ses forces, de 60 à 70 000 hommes appuyés par 120 canons, entre le Tessin et l'Agogna, et attaqua de flanc les 5 divisions piémontaises alignées le long du Tessin. Grâce à une supériorité numérique écrasante, il repoussa, le 24, les quatre divisions les plus proches près de Mortara, Garlasco et Vigevano, occupa Mortara, contraignant ainsi les Piémontais à se retirer sur Novare. Il menaçait dès lors l'unique route restée ouverte en direction de Turin, celle qui, de Novare, passe par Verceil et Chivasso.

Or, cette route était déjà perdue pour les Piémontais. Pour rassembler toutes leurs troupes et surtout pour permettre leur jonction avec la division Solaroli, qui se trouvait à l'extrémité de l'aile gauche près d'Arona, ils devaient faire de Novare le point central de leurs opérations, alors que dans d'autres conditions ils eussent pu s'aligner sur des positions nouvelles à l'arrière de Sesia.

Etant donc pratiquement coupés de Turin, il ne leur restait plus qu'à accepter la bataille près de Novare ou à passer en Lombardie, afin d'y organiser la guerre populaire, en abandonnant Turin à son sort, aux réservistes et aux gardes nationaux. Dans ce cas, Radetzky se serait bien gardé de faire avancer ses troupes. Mais, cela impliquait qu'une *levée en masse* fût préparée au Piémont même. Or, il n'en fut rien. La garde nationale bourgeoise était armée, tandis que le peuple restait désarmé, bien qu'il réclamât les armes déposées dans les arsenaux. La monarchie n'osait pas recourir aux forces irrésistibles qui avaient sauvé la France en 1793.

Les Piémontais durent donc accepter la bataille près de Novare, malgré leur position défavorable et la grande supériorité numérique adverse. 40 000 Piémontais (10 brigades) avec une artillerie relativement faible firent face à toutes les forces autrichiennes, au moins 60 000 hommes avec 120 canons. L'armée piémontaise était alignée des deux côtés de la route de Mortara, sous les murs de Novare. L'aile gauche, sous Durando, s'appuyait sur une position assez forte, la Bicocca. Au centre, trois brigades, sous Bès, s'appuyait sur un hameau, la Citadella. L'aile droite (deux brigades sous Perrone) s'appuyait sur le plateau de Corte Nuove (route de Verceil). De la réserve, deux brigades sous le duc de Gênes étaient placées à gauche, tandis qu'à droite se trouvaient une brigade et la garde sous le duc de Savoie, l'actuel roi.

L'alignement des Autrichiens ressort de manière moins claire de leur Bulletin. Le second corps autrichien sous d'Aspre attaqua d'abord l'aile gauche des Piémontais, tandis que derrière lui avançaient le troisième corps sous Appel, le quatrième corps et la réserve. Les Autrichiens trouvèrent moyen de déployer entiè-

rement leurs troupes en ordre de bataille et de mener une attaque concentrique sur tous les points du front adverse avec une telle supériorité que les Piémontais furent écrasés.

La clé du front piémontais était la Bicocca : si les Autrichiens s'en emparaient, le centre et l'aile gauche des Piémontais étaient pris entre la ville (non fortifiée) et le canal, de sorte qu'ils devaient être mis en pièces à moins qu'ils ne déposent les armes.

L'attaque principale fut donc dirigée contre l'aile gauche piémontaise, dont le point d'appui le plus important était la Bicocca. La lutte y fut très acharnée, et l'issue en resta longtemps incertaine. La bataille fut également chaude au centre. La Citadella fut perdue et reprise plusieurs fois par Bès. Lorsque les Autrichiens s'aperçurent qu'ils se heurtaient ici à une résistance trop vive, ils tournèrent le gros de leurs forces contre l'aile gauche piémontaise. Les deux divisions piémontaises furent rejetées sur la Bicocca, qui, finalement, fut elle-même conquise. Le duc de Savoie se précipita sur les Autrichiens avec ses réserves, mais en vain. La supériorité numérique des Impériaux était trop grande, la position fut perdue, et le sort de la bataille était joué. Les Piémontais ne pouvaient plus se retirer qu'en une seule direction : les Alpes, par Biella et Borgomanero.

Cette bataille, préparée par une trahison et gagnée par la force du nombre, voici comment l'appelle la « Gazette de Cologne », qui languit si longtemps dans l'attente d'une victoire autrichienne : « une bataille qui brillera (!) à jamais dans l'histoire des guerres, car la victoire remportée par le vieux Radetzky est le résultat de mouvements combinés avec tant d'habileté et un courage si magnifique qu'on en avait plus vu (!?!) depuis le temps du grand Napoléon, ce démon de la guerre » (!!!).

Que Radetzky — ou plus exactement Hess, son chef d'état-major — ait fort bien machiné son complot avec Ramorino, nous le concédons volontiers. Depuis la trahison de Grouchy à Waterloo, on n'a pas commis d'infamie comparable à celle de Ramorino. Radetzky n'appartient pas à la classe du « démon de la guerre »

Napoléon, mais plutôt à celle de Wellington : leurs victoires coûtent plus *d'argent comptant* que de courage et d'habileté.

Nous ne nous arrêterons pas sur les autres mensonges diffusés hier soir par la « Gazette de Cologne », selon laquelle les députés démocrates de Turin auraient pris la fuite, les Lombards se seraient comportés comme « une bande de lâches », etc... Les derniers événements ont déjà démenti tout cela. Ces mensonges montrent simplement que la « Gazette de Cologne » est satisfaite de ce que la grande Autriche, en s'aidant de trahisons, ait écrasé le petit Piémont.

L'armée prusienne et le soulèvement révolutionnaire du peuple

Fr. Engels,
« La Nouvelle Gazette rhénane »,
8 Mai 1849.

Cologne. 7 Mai. — Parmi les éléments en ébullition dans l'Allemagne actuelle, il s'effectue, chaque jour, un tri de plus en plus sévère, qui leur donne un contour toujours plus net. Alors que l'un des centres de la contre-révolution — l'Autriche — est très menacé par les Hongrois, l'autre — la Prusse — envoie ses hordes armées dans toutes les directions contre les soulèvements révolutionnaires des masses populaires.

A *Dresde,* la longanime ville des arts et du luxe, le peuple court aux armes et répond à coups de fusils et en élevant des barricades à la trahison déclarée du gouvernement royal [77]. La plus grande partie de la troupe se range au côté du peuple ; l'issue de la bataille est pour ainsi dire décidée, mais voilà que surgissent les *bataillons prussiens,* qui se rangent au côté des traîtres royalistes, contre le peuple.

Dans le Palatinat, le peuple prend, lui aussi, les armes contre la contre-révolution bavaroise, devenue de jour en jour plus arrogante : ici aussi, les *bataillons prussiens* sont prêts à intervenir au moment voulu, afin de disperser les émeutiers palatins en même temps que l'Assemblée de Francfort [78].

Et pour qu'en Prusse même et dans les Etats voisins, on n'en vienne pas à manquer de bataillons prussiens, on lève partout

la réserve, conformément à notre majestueuse législation militaire.

C'est ainsi que le centre de la contre-révolution est l'armée, autrichienne ici, prussienne là. La contre-révolution intervient chaque jour plus brutalement et plus systématiquement contre les nouveaux foyers de la révolution.

Encore avons-nous le gouvernement provisoire de Dresde qui rassemble les forces populaires de toute la province.

Encore avons-nous le Comité de la défense militaire du Palatinat, qui regroupe de jour en jour davantage de Palatins autour du drapeau de la révolution.

En Prusse rhénane, la milice territoriale *refuse de marcher*. Même à Elberfeld et dans la noire-blanche Wuppertal [79], elle refuse d'aller plus loin que le centre de rassemblement [80].

Mais, le plus important se passe en Autriche : *la révolution magyare y avance irrésistiblement*. Il n'y a pas eu de courrier de Vienne — peut-être parce que les Magyars ont coupé la voie de chemin de fer morave. On sait de source sûre, qu'ils ont *pénétré en Moravie*. On nous écrit de Ratibor qu'on entend depuis huit jours le grondement des canons à Golkowitz, sur la frontière autrichienne, et depuis le 3 Mai aussi à Loslau en Haute-Silésie prussienne. De toute façon, des combats se déroulent du côté Ouest de la Jablunka.

Au reste, la *victoire des Hongrois* apparaît *plus certaine que jamais*. On dit, de source sûre, que *les Russes n'interviendront pas*. Il suffit donc d'attendre encore quelques jours pour que les Hongrois soient à Vienne, achevant ainsi la révolution magyare et donnant de manière prestigieuse le coup d'envoi de la seconde révolution allemande.

La Hongrie

Fr. Engels,
« La Nouvelle Gazette rhénane »,
19 Mai 1849.

Cologne. 18 Mai. — L'invasion des Russes vient de transformer la guerre magyare en guerre *européenne* [81]. Nous ne

pouvons en ce moment donner de comptes rendus sur les opérations en cours. Tout ce que nous pouvons faire dans ces conditions, c'est de présenter une nouvelle fois à nos lecteurs un bref aperçu de l'évolution de cette splendide guerre révolutionnaire dans l'Est européen.

On se souvient que, dès avant la révolution de Février, en automne 1847, la Diète de Presbourg, sous l'impulsion de Kossuth, a décrété une série de mesures révolutionnaires, comme l'aliénabilité de la propriété foncière, l'émancipation des paysans, l'abolition des charges féodales, l'émancipation des Juifs, l'égalité de toutes les classes devant l'impôt. On se souviendra, en outre, qu'elle accorda officiellement aux Croates et aux Slavoniens le droit d'user de leur propre langue dans les affaires intérieures. Enfin, le jour même où commença la révolution de Février à Paris (le 22), elle revendiqua pour la Hongrie un ministère autonome responsable, faisant ainsi un premier pas vers la *séparation* de la Hongrie d'avec l'Autriche.

La révolution de Février brisa la résistance du gouvernement viennois aux revendications des Hongrois. Le 16 Mars, au lendemain de la révolution de Vienne, un décret accorda l'autonomie au ministère hongrois, ce qui réduisit les liens de la Hongrie avec l'Autriche à une union purement personnelle avec la Couronne.

Dès lors que la révolution magyare fut indépendante, elle avança à pas de géant. Tous les privilèges politiques furent supprimés, le suffrage universel fut introduit, toutes les charges féodales, corvées, dîmes, etc... furent abolies sans que l'on indemnisât les particuliers, mais l'Etat ; on réalisa l'union avec la Transylvanie ; Kossuth fut nommé ministre des finances, tandis que le chef rebelle Jellachich fut démis de ses fonctions.

Mais, dans l'intervalle, le gouvernement autrichien se ressaisit Tandis que le prétendu ministère responsable de Vienne restait impuissant, la camarilla de la cour d'Innsbruck s'arrogea de plus en plus de pouvoirs, en s'appuyant sur l'armée impériale en Italie, les ambitions nationales des Tchèques, Croates et Serbes, et l'obstination bornée des paysans ruthènes.

Le 17 Juin, ce fut l'insurrection serbe du Banat et du Batchka, fomentée par l'argent et les émissaires de la Cour impériale. Le 20, Jellachich fut reçu en audience par l'Empereur à Innsbruck, et fut rétabli dans ses fonctions de chef de banat. A son retour en Croatie, Jellachich proclama qu'il ne reconnaissait plus l'autorité du ministère hongrois, et lui déclara la guerre le 25 Août.

La trahison de la camarilla habsbourgeoise s'étalait au grand jour. Les Hongrois tentèrent cependant, une fois encore, de faire reprendre à l'Empereur la voie constitutionnelle. Ils envoyèrent à Vienne une députation formée de 200 membres de la Diète : l'Empereur répondit évasivement. L'agitation ne fit qu'augmenter. Le peuple exigea des garanties et obtint un remaniement du Ministère. Les traîtres qui siégeaient même au ministère de Pest furent écartés, et Kossuth fut nommé président du Conseil, le 20 Septembre. Mais, quatre jours avant, le représentant de l'Empereur — le palatin Stephan — s'était enfui à Vienne, et le 26 l'Empereur lança le fameux manifeste aux Hongrois, dans lequel il destituait le ministère et le déclarait rebelle, nommait le boucher des Magyars Jellachich au poste de gouverneur de Hongrie et remettait en question la plupart des conquêtes révolutionnaires de la Hongrie.

Le manifeste ne fut contresigné par aucun ministre hongrois et déclaré nul et non avenu par Kossuth.

Dans l'intervalle, Jellachich avança jusqu'à Székesféhervar, en profitant de la désorganisation et des trahisons courantes dans l'ancien corps d'officiers et l'état-major, qui n'avaient de hongrois que le nom et se rattachaient aux vieilles traditions impériales. Mais, en dépit de la félonie des généraux, Jellachich fut battu à Vélenczé le 29 Septembre, et refoulé en territoire autrichien jusque sous les murs de Vienne. L'Empereur et le vieux traître Latour décidèrent de lui envoyer des renforts, afin de reconquérir la Hongrie avec des troupes germano-slaves. Mais, la révolution de Vienne éclata le 6 Octobre, et mit provisoirement fin aux projets de l'Empereur.

Kossuth courut aussitôt à l'aide de Vienne avec un corps magyar. Mais, il fut arrêté sur la Leitha par suite des hésitations de la Diète viennoise, de la félonie de ses propres officiers et de

la mauvaise organisation de son armée formée en grande partie de soldats de troisième réserve. A la fin, il dut arrêter quelques officiers qu'il transféra à Pesth pour les faire fusiller. C'est après seulement qu'il tenta l'assaut, mais trop tard : Vienne était déjà tombée, et ses troisièmes réserves indisciplinées furent repoussées le 30 Octobre à Schwechat par les réguliers autrichiens.

Une sorte de trêve des armes subsista entre les Impériaux et les Magyars pendant plus de six semaines. Tandis que les deux armées faisaient tout ce qu'elles pouvaient pour se renforcer, la camarilla d'Olmütz exécutait le coup qu'elle avait préparé de longue date : elle fit démissionner le simple d'esprit Ferdinand qui s'était discrédité et usé dans les compromis avec le parti révolutionnaire, et plaça sur le trône un enfant, François-Joseph, le fils de Sophie, qui fut un instrument entre ses mains. La Diète de Pesth rejeta ce changement dynastique, en s'appuyant sur la Constitution hongroise.

Les hostilités commencèrent enfin à la mi-décembre. L'armée impériale, après avoir pour ainsi dire encerclé la Hongrie, attaqua de tous les côtés à la fois.

A partir de l'Autriche, sous le commandement du feldmaréchal Windischgrätz en personne, trois corps d'armée représentant une force d'au moins 90 000 hommes avancèrent au Sud du Danube. A partir de la Styrie, Nugent suivit le cours de la Drave avec quelque 20 000 hommes, tandis qu'à partir de la Croatie, Dahlen longea la rive droite de la Drave en direction du Banat avec 10 000 hommes. Au Banat même, la lutte était menée par plusieurs régiments de frontaliers, la garnison de Témesvar, la réserve serbe et le corps auxiliaire serbe de Knitchanine, soit en tout de 30 à 40 000 hommes sous Todorovitch et Roukavina. En Transylvanie, Puchner disposait de 20 à 30 000 hommes et Malkovski, venu de Bukovine, de 10 à 15 000. A partir de la Galicie, Schick avança en direction du cours supérieur de la Thisza avec un corps de 20 à 25 000 hommes.

L'armée impériale disposait donc en tout d'au moins 200 000 hommes de troupes régulières, le plus souvent bien entraînées

à la guerre, sans compter les réservistes et gardes slaves, roumains et saxons, qui participaient à la lutte dans le Sud et en Transylvanie.

A ces puissantes armées, la Hongrie pouvait opposer une armée forte peut-être de 80 à 90 000 hommes exercés à la guerre, dont 20 000 anciens de l'armée impériale. Elle pouvait compter, en outre, sur 50 à 60 000 hommes de la milice et de la réserve, qui n'étaient pas encore organisées. Or, cette armée était commandée par des chefs qui étaient le plus souvent aussi félons que ceux que Kossuth avait fait arrêter sur la Leitha.

Mais, tandis qu'il n'était plus possible de tirer une seule recrue d'une Autriche pliée sous la force, ruinée financièrement et privée de tous moyens financiers, d'immenses ressources s'ouvraient aux Magyars. L'enthousiasme de la liberté des Magyars soulevés par la passion nationale grandit chaque jour et met à la disposition de Kossuth des combattants ardents et volontaires en nombre inouï, eu égard à ce petit peuple, qui ne compte pas plus de 5 millions d'habitants. La planche à billets hongroise lui procurait des moyens monétaires considérables, et tout Magyar acceptait les assignats nationaux comme une monnaie de métal solide. Les fabriques de fusils et de canons étaient en pleine activité. Tout ce qui manquait à l'armée, c'était des armes, de l'entraînement et de bons chefs ; or, tout cela pouvait être créé en quelques mois. Ce qui importait dans ces conditions, c'était de gagner du temps, d'attirer les Impériaux à l'intérieur du pays où l'on pouvait les épuiser par une guérilla incessante, après qu'ils se soient affaiblis eux-mêmes en occupant les garnisons importantes et en détachant des troupes aux quatre coins de l'horizon.

Le plan des Hongrois consistait donc à se replier lentement vers l'intérieur, en fournissant l'occasion à leurs recrues de s'entraîner dans d'incessants accrochages et, si les choses tournaient mal, en plaçant entre eux et l'adversaire la ligne de la Thisza avec ses marécages impraticables, ce fossé naturel entourant le noyau du pays magyar.

D'après tous les calculs, les Hongrois pouvaient tenir le territoire sis entre Presbourg et Pesth pendant deux ou trois mois, même en face d'une force autrichienne supérieure. Mais, voilà que

survint l'hiver glacial, qui recouvrit tous les fleuves et marais d'une épaisse couche de glace permettant pendant plusieurs mois à l'artillerie lourde elle-même de passer. Du coup, c'en était fait de toutes les conditions de terrain favorables à la défense, et tous les retranchements édifiés par les Magyars devenaient inutiles, puisque l'adversaire pouvaient les contourner[82]. Ainsi, en une vingtaine de jours, l'armée hongroise fut-elle refoulée de Sopron et Presbourg vers Raba, puis vers Moor et Pest, qu'elle dut évacuer, de sorte qu'elle se retrouva derrière la Thisza dès le début de la campagne.

Ce qui advint au gros de l'armée advint aussi aux autres corps de l'armée. Au Sud, Nugent et Dahlen se rapprochèrent de plus en plus de la région d'Esseg tenue par les Magyars, et menacèrent de faire leur jonction avec les Serbes sur la ligne du Maros. En Transylvanie, Puchner et Malkovski firent leur jonction près de Tarugu Mures. Au Nord, Schlick avança des Carpathes jusqu'à la Thisza et fit sa jonction avec Windischgrätz près de Miskolcs.

Les Autrichiens semblaient ainsi en avoir fini avec la révolution magyare. Ils s'étaient emparés des deux tiers de la Hongrie et des trois quarts de la Transylvanie, et les Hongrois étaient battus aussi bien sur leur front que sur les deux flancs et leurs arrières. Il eût suffi d'une nouvelle avance de quelques milles pour que tous les corps impériaux se tendissent la main autour d'un cercle de plus en plus étroit dans lequel la Hongrie eût été étouffée comme dans les anneaux d'un boa constricteur.

Il importait maintenant au plus haut point que les Hongrois se dégagent au moins d'un côté pour souffler, à un moment où la Thisza représentait encore provisoirement un fossé infranchissable pour l'ennemi. Ils le firent de deux côtés à la fois : Bem[83] en direction de la Transylvanie, et Görgey en direction de la Slovaquie. Tous deux réussirent des opérations si brillantes qu'on peut ranger leurs auteurs parmi les capitaines les plus géniaux de notre époque.

Bem entra le 29 Décembre à Cluj, le seul point qui restait encore aux mains des Magyars en Transylvanie. Il concentra rapi-

dement les restes battus de l'armée magyare et la soudant aux renforts qu'il apportait, avança en direction de Tarugu Mures, vainquit les Autrichiens et poursuivit d'abord Malkovski à travers les Carpathes jusqu'en Bukovine et même en Galicie, où il atteignit Stanislav. Puis, il retourna rapidement en direction de la Transylvanie, et refoula devant lui Puchner jusqu'à quelques milles de Sibiu. Après quelques engagements, deux ou trois coups rapides portés à droite et à gauche, il se rendit maître de toute la Transylvanie, hormis deux villes, Brasov et Sibiu, qui n'eussent pu lui résister, si l'adversaire n'avait fait appel aux Russes. Le poids des 10 000 hommes de troupe jetés dans la balance obligea Bem à se retirer vers la région de Szekler, où il organisa avec succès le soulèvement de la population. Puchner ayant avancé jusqu'à Segesvar, Bem le tint en haleine en le faisant attaquer par les miliciens de la région insurgée, tandis qu'il contournait sa position, avançait sur Sibiu pour en chasser les Russes avant de battre Puchner arrivé en renfort, et s'emparer de Brasov sans avoir à tirer un coup de fusil.

Ainsi, la Transylvanie était conquise et le dos de l'armée magyare libre. La ligne fortifiée naturelle de la Thisza trouvait maintenant son prolongement et son complément dans la chaîne des Carpathes et des Alpes transylvaniennes, de la Zips à la frontière du Banat.

Au même moment Görgey effectuait une semblable marche triomphale dans la partie Nord-Ouest de la Hongrie. Ayant avancé de Pesth vers la Slovaquie avec son corps d'armée, il tint en échec durant trois mois les corps d'armée des généraux Götz, Csorich et Simunich, qui opéraient contre lui de trois côtés à la fois. Lorsque la supériorité ennemie se manifesta au point de rendre sa position intenable, il ouvrit une brèche à travers les lignes ennemies dans les Carpathes, en direction de Kosice et Presov. Il se trouva alors dans le dos de Schlick qu'il contraignit d'abandonner en toute hâte sa position ainsi que toute sa base d'opération, afin de se retirer vers le gros de l'armée de Windischgrätz. Görgey put alors longer le Hernad jusqu'à la Thisza pour faire sa jonction avec le gros des forces magyares.

Le gros de l'armée commandé maintenant par Dembinski

avait également traversé la Thisza et refoulé l'ennemi partout devant lui. Il s'était avancé jusqu'à Hatvan qui se trouve à 6 milles de Pesth, lorsqu'il se heurta à une puissante concentration de forces adverses qui l'obligea à se replier. Il mena de violentes actions défensives près de Eger, Maklar et Poroszlo avant de traverser la Thisza au moment même ou Görgey l'atteignit à Tokaj. La jonction de ces deux corps d'armée donna le signal à une nouvelle et grandiose avance des Hongrois. Des recrues entraînées étaient venues les rejoindre de l'intérieur et renforcèrent l'armée d'opération des Mayars. Des légions polonaises et allemandes furent constituées, d'excellents commandants s'étaient formés ou avaient été engagés : à la place des masses sans organisation et sans chefs du mois de Décembre, les Impériaux trouvèrent subitement devant eux une armée compacte, courageuse, nombreuse, bien organisée et remarquablement dirigée.

Les Magyars franchirent la Thisza avec leurs trois corps d'armée. L'aile droite (Görgey) au Nord contourna près de Presov la division Ramberg qui l'avait talonnée peu avant. Görgey la refoula rapidement de Rimaszombat jusqu'au gros de l'armée impériale. Celle-ci fut battue par Dembinski près d'Erlau, Gyöngyös, Gödöllö et Hatvan, et fut contrainte de se retirer en toute hâte sur Pesth. L'aile gauche (Vetter), enfin, chassa Jellachich de Kecskemét, Szolnok et Szegled, le battit près de Jaszberény, et l'obligea finalement à se retirer également jusqu'aux murs de Pesth. Dès lors, les Impériaux se trouvant sur le cours du Danube, de Pesth à Vac en un vaste demi-cercle, étaient encerclés par les Magyars.

Pour ne pas exposer Pesth à être bombardée depuis Ofen, les Hongrois eurent recours à un moyen éprouvé : chasser de leur position les Autrichiens par une série de manœuvres plutôt que par une attaque frontale directe. Görgey s'empara de Vac et refoula les Autrichiens jusqu'au-delà de l'Estergom et du Danube, vainquit Wohlgemuth entre l'Estergom et la Nitra, et dégagea ainsi Komarno assiégé par les Impériaux. Voyant leur ligne de retraite menacée, les Impériaux durent se résoudre à reculer en toute hâte. Welden, le nouveau commandant en chef, se replia sur Raba et Presbourg, et Jellachich reflua en

toute hâte jusqu'en Slavonie en longeant le Danube, pour empêcher ses Croates de se mutiner. Au cours de leur retraite, ou mieux de leur débandade, Welden (et surtout son arrière-garde sous Schlick) et Jellachich subirent de lourdes pertes. Tandis que le corps d'armée de ce dernier réussit péniblement à se frayer un passage à travers les comitats de Tolna et de Barany, Welden trouva moyen de concentrer les débris de son armée à Presbourg, mais ces restes avaient perdu toute force combative.

Tandis que les Magyars remportaient cette série impressionnante de victoires sur le gros de l'armée autrichienne, Moritz Perczel fonça de Szeged et de Tolna vers Petrovaradin qu'il débloqua, s'empara du Batchka et envahit le Banat où il fit sa jonction avec Bem accouru de Transylvanie. Après s'être emparé de Arad, Bem assiégea Temesvar. Perczel occupa Vrsac sur la frontière turque, après avoir conquis tout le Banat en quelques jours. Pendant ce temps, les milices de Szekler couvraient les cols fortifiés de Transylvanie, et les réserves les cols de la haute Hongrie. De même, Görgey occupa le col de Jablunka, à la frontière moravo-galicienne, avec une armée considérable.

Bref, il eût suffi de quelques jours encore pour que l'armée magyare victorieuse, poussant devant elle les débris de la puissante armée autrichienne, fît une entrée triomphale à Vienne et anéantît à jamais la monarchie des Habsbourg.

La séparation de la Hongrie d'avec l'Autriche avait été décidée dès le 14 Avril à Debrecen. L'alliance avec les Polonais avait été ouvertement proclamée à la mi-Janvier : elle s'était concrétisée par l'entrée de 20 à 30 000 Polonais dans l'armée hongroise. L'alliance avec les Autrichiens allemands, qui s'était réalisée depuis la révolution de Vienne du 6 Octobre et au cours de la bataille de Schwechat, fut également sanctionnée et prorogée par l'incorporation de légions allemandes dans l'armée hongroise. Cette alliance était nécessaire aux Magyars en vue d'obtenir la reconnaissance de leur indépendance, qui impliquait la conquête de Vienne et l'extension de la révolution à toute l'Autriche.

De la sorte, la guerre magyare perdit bientôt le caractère national qu'elle avait au début. Or, c'est précisément la première mesure prise par les Magyars, à savoir la déclaration d'indé-

pendance, qui donna à leur guerre un caractère définitivement européen. L'alliance avec la Pologne en vue de libérer les deux pays, l'alliance avec les Allemands en vue de révolutionner l'Allemagne orientale obtinrent leur caractère spécifique en même temps qu'une base solide à partir du moment seulement où la Hongrie se déclara indépendante de l'Autriche, en proclamant la dissolution de la monarchie autrichienne.

L'indépendance de la Hongrie, la restauration de la Pologne, l'Autriche germanique devenue le foyer révolutionnaire de l'Allemagne, la Lombardie, puis l'Italie tout entière devenues indépendantes, tel était le projet révolutionnaire. La réalisation de ce plan eût ruiné tout le système des Etats d'Europe orientale : l'Autriche ayant disparu, la Prusse étant dissoute, la Russie eût été refoulée aux frontières de l'Asie.

Il fallut donc que la Sainte-Alliance mobilisât toutes ses forces pour dresser un barrage devant le flot menaçant de la révolution d'Europe orientale. Les armées russes déferlèrent jusqu'aux frontières de la Transylvanie et de la Galicie. La Prusse occupa la frontière de Bohême et de Silésie, et permit aux Russes de traverser son territoire pour occuper Prerov, de sorte qu'au bout de quelques jours le premier corps d'armée russe tenait la Moravie.

Sachant parfaitement qu'ils disposeraient de forces militaires plus nombreuses et plus fraîches au bout de quelques semaines, les Magyars n'ont pas marché aussi vite sur Vienne qu'on l'admettait. En fait, il ne leur était pas possible de s'emparer de Vienne ou de Pesth par une attaque frontale qui les eût forcé de bombarder ces villes : ils ne pouvaient se le permettre. Il leur fallait de nouveau agir comme ils l'avaient fait à Pest : prendre la ville en la contournant, ce qui demandait non seulement qu'ils aient du temps, mais encore qu'ils soient assurés que leurs flancs et leur dos n'étaient pas menacés par l'ennemi. Or, c'est alors que les Russes leur tombèrent dans le dos. Enfin, il est probable que de forts détachements de l'armée de Radetzky eussent surgi de l'autre côté, dès lors que Vienne eût été directement menacée.

Au lieu d'avancer rapidement sur Vienne, les Hongrois ont donc eu parfaitement raison de se contenter de refouler progressivement les Impériaux hors du territoire hongrois, de les déborder

en occupant la position en demi-cercle qui va des petites Carpathes jusqu'au pied des Alpes styriennes, de détacher un corps important au col de Jablunka, de fortifier et de protéger les cols de Galicie, d'attaquer Ofen et de mener rapidement à bien la levée de 250 000 recrues dans les comitats reconquis de l'Ouest. De cette manière, ils sauvegardaient leurs flancs et leurs arrières et rassemblaient une armée, qui leur permettait de ne pas craindre l'assaillant russe, comme ils n'avaient pas craint auparavant la puissante armée autrichienne. En effet, des 200 000 hommes de cette glorieuse armée noire-jaune qui a envahi la Hongrie, il n'en est revenu que 50 000, le reste étant tombé, blessé, malade, prisonnier ou passé de l'autre côté.

Les Russes menacent les Magyars avec des armées bien plus considérables encore : 120 000 hommes auxquels viendront bientôt se joindre 170 000 autres. D'après le « Port franc de Trieste », l'armée d'opération mobile comporterait plus de 500 000 hommes. Mais, on sait que les Russes aiment à exagérer ; en effet, les chiffres avancés officiellement dépassent toujours de moitié ceux qu'on trouve dans les rôles militaires, lesquels expriment toujours le double des effectifs réels. L'Autriche pourra être contente si l'aide russe se monte en réalité à 160 - 170 000 hommes, dont il faut encore déduire les troupes nécessaires à l'occupation de la Pologne. Or, les Magyars pourront avoir raison d'une telle armée.

La guerre magyare de 1849 a beaucoup de traits communs avec la guerre polonaise de 1830-31. Mais, elle s'en distingue en ce qu'elle a maintenant pour elle toutes les chances qui manquaient alors aux Polonais. On sait qu'en 1830 Lelewel réclama avec force, mais sans succès : 1° que l'on enchaînât à la révolution la grande masse de la population en émancipant les paysans et les Juifs ; 2° que l'on transformât en guerre *européenne* la révolution de la vieille société polonaise, en impliquant dans une guerre toutes les trois puissances qui se partageaient le pays. Ce qui s'imposa en 1831 aux Polonais *alors qu'il était trop tard*, c'est *par quoi commencent aujourd'hui les Magyars*. La révolution sociale à l'intérieur et la destruction du féodalisme, telle fut la

première mesure en Hongrie ; l'implication de la Pologne et de l'Allemagne dans la guerre, telle fut la seconde mesure : dès lors c'était la *guerre européenne.* Celle-ci est un fait accompli avec l'entrée du premier corps d'armée russe en territoire allemand : avec l'entrée du premier bataillon *français* en territoire allemand, elle prendra un tour décisif.

En devenant européenne, la guerre magyare produit une action réciproque sur tous les éléments et phases du mouvement européen. Son cours ne réagit pas seulement sur l'Allemagne, mais encore sur la France et l'Angleterre [84]. Il est vraisemblable que la bourgeoisie anglaise ne tolèrera pas que l'Autriche soit transformée en province russe. Il est certain que le peuple français ne gardera pas les bras croisés, si la contre-révolution se fait de plus en plus pesante. Peu importe l'issue des élections en France : l'armée décide en ce moment. Si l'armée veut la guerre — et elle la veut — elle aura lieu.

Et elle viendra. La révolution est imminente à Paris, ou bien à la suite des élections, ou bien à la suite de la fraternisation née des élections entre l'armée et le parti révolutionnaire. Tandis que se forme, en Allemagne du Sud, le noyau d'une armée révolutionnaire qui empêche la Prusse de prendre une part active à la campagne hongroise, la France est toute prête à participer activement à la lutte. Les quelques semaines — et peut-être même les quelques journées — à venir seront décisives. Les armées révolutionnaires de France, de Hongrie, de Pologne et d'Allemagne fêteront bientôt sous les murs de Berlin leur fraternisation sur le champ de bataille.

Interdiction de « La Nouvelle Gazette rhénane » par la loi martiale

Karl Marx,
« La Nouvelle Gazette rhénane »,
Dernier numéro imprimé en rouge,
19 Mai 1849.

Cologne. 18 Mai. — Il y a peu de temps, Berlin intimait aux autorités locales de décréter l'état de siège à Cologne. Le but

en était l'élimination de « la Nouvelle Gazette rhénane ». Mais, on se heurta à une résistance inattendue. Par la suite, le gouvernement de Cologne s'adressa au Parquet pour atteindre le même but en procédant à des arrestations arbitraires. Il échoua devant les scrupules juridiques du Parquet, comme il avait déjà échoué auparavant devant le bon sens des jurés rhénans [85]. Il ne lui restait plus qu'à recourir à la *force policière,* et le but est atteint pour le moment : *« la Nouvelle Gazette rhénane » cesse provisoirement de paraître.* En effet, le 16 Mai, le gouvernement envoya le torchon suivant à notre rédacteur en chef Karl Marx :

« Dans vos dernières pièces (?!), « la Nouvelle Gazette rhénane » révéla d'une manière de plus en plus nette son intention de discréditer le gouvernement existant, d'exciter à la révolution violente et à l'instauration de la République sociale. Il y a donc lieu de retirer à son rédacteur en chef, le Dr Karl Marx, le droit d'asile (?!) qu'il a si honteusement violé, et, comme il n'a pu obtenir l'autorisation de séjourner plus longtemps dans nos Etats, nous lui enjoignons l'ordre de les quitter dans les 24 heures. S'il ne donnait pas volontairement suite à cet ordre, il y aurait lieu de le transférer de force hors de nos frontières.

Cologne, le 11 Mai 1849.

Gouvernement Royal
Moeller.

A l'intention du directeur de la police royale, monsieur Geiger. En ville. »

A quoi riment ces niaiseries, ces mensonges officiels ?

Les « pièces » les plus récentes de « la Nouvelle Gazette rhénane » ne se distinguent pas d'une virgule du premier numéro, en ce qui concerne tant sa tendance que son langage. En effet, on pouvait lire déjà dans la première « pièce » : « Le projet de M. Hüser (de Mayence) fait partie intégrante du grand plan de la Réaction berlinoise, qui tend... à nous livrer sans défense aux mains de l'armée. »

Eh bien, messieurs, qu'en dites-vous maintenant ?

En ce qui concerne notre tendance, le gouvernement l'ignorait-il ? N'avons-nous pas déclaré devant les jurés que « le devoir de la presse était de miner tous les fondements de la société existante ». En ce qui concerne plus précisément les sous-produits que sont les Hohenzollern, lisez le numéro du 19 Octobre 1848 :

« Le roi est conséquent. Il eût toujours été conséquent, si les journées de Mars n'avaient glissé la feuille de papier fatale entre Sa Majesté et le peuple. Le roi semble de nouveau croire en ce moment, comme avant les journées de Mars, que l'esclavage est inébranlable, et que le peuple de Vienne est le magicien qui transformera le fer en argile. »

Est-ce clair messieurs ?

Et, en ce qui concerne la « République sociale », avons-nous attendu lesdites « dernières pièces » de « la Nouvelle Gazette rhénane », pour la revendiquer ? Aux faibles d'esprit qui n'ont pas vu passer le fil *rouge* à travers tout notre mode de jugement et de présentation du mouvement européen, il suffit de rappeler ces phrases claires et sans équivoque du numéro de « la Nouvelle Gazette rhénane », du 7 Novembre : « Même en admettant que la contre-révolution survive dans toute l'Europe grâce aux *armes*, elle mourrait dans toute l'Europe grâce à l'*argent*. Ce qu'encaisserait la victoire, ce serait la *banqueroute* européenne, la *banqueroute des Etats*. La pointe des baïonnettes se briserait comme du verre contre les « baïonnettes » économiques.

« Mais, nous n'aurons pas à attendre le jour où les traites tirées sur la société européenne par les Etats européens viendront à échéance. La réaction violente qui triompha de la révolution de Juin à Paris, sera vaincue à son tour. Avec la victoire de la « république rouge » à Paris, les armées des différents pays seront projetées de l'intérieur vers les frontières, et se déverseront à l'extérieur : la *puissance réelle* des partis en lutte se révèlera, dès lors, dans toute sa pureté. Nous nous souviendrons alors de Juin et d'Octobre, et nous crierons à notre tour : *Malheur aux vaincus !*

« Les vains massacres depuis les journées de Juin et d'Octobre, les longs sacrifices depuis Février et Mars, le cannibalisme même

de la contre-révolution forgeront chez les peuples la conviction qu'il n'existe qu'un *seul moyen* de concentrer, d'*abréger* et de simplifier les souffrances d'une vieille société agonisante et les douleurs sanglantes de l'accouchement d'une société nouvelle : *le terrorisme révolutionnaire.* »

Est-ce clair, messieurs ?

Dès le début, nous avons jugé qu'il ne fallait absolument pas cacher nos idées. Lors de notre polémique avec le parquet de Cologne, nous avons proclamé : « « la Nouvelle Gazette rhénane » *n'entrera vraiment dans l'opposition que du jour où la République tricolore sera instaurée* » [86]. Nous nous sommes clairement expliqué devant le parquet. C'est avec ces mots que nous résumions la vieille année 1848 dans notre numéro du 31 Décembre 1948 :

« L'histoire de la bourgeoisie prussienne, comme celle de la bourgeoisie allemande en général, de Mars à Décembre, prouve qu'en Allemagne, une *révolution purement bourgeoise* est aussi impossible que l'instauration de la *domination bourgeoise* sous la forme d'une *monarchie constitutionnelle.* La seule alternative possible, c'est la contre-révolution féodale et absolutiste, ou la *révolution sociale républicaine.* »

Pourquoi eussions-nous, dès lors, attendu les « dernières pièces » de « la Nouvelle Gazette rhénane » pour exprimer sans ambages notre tendance sociale-républicaine ? N'avez-vous pas lu dans nos articles sur la Révolution de Juin que *l'âme de la révolution de Juin était celle même de notre journal ?* *.

* « La Nouvelle Gazette rhénane », bien que portant en sous-titre « organe de la démocratie », puisqu'elle s'adressait à un vaste public dans la phase où la révolution bourgeoise était le prélude à la révolution ouvrière, ne défendait pas le point de vue démocratique (c'est-à-dire bourgeois), mais celui des révolutionnaires socialistes de Juin 1949 à Paris : « Nous n'avons jamais ambitionné l'honneur d'être l'organe de quelque gauche parlementaire que ce soit. Etant donné les éléments disparates composant le parti démocratique en Allemagne, nous avons, au contraire, estimé qu'il était absolument nécessaire de surveiller les démocrates plus étroitement que quiconque » (Engels, « Le débat sur la Pologne à Francfort », 31 Août

Dans ces conditions, à quoi bon vos phrases hypocrites en vue de trouver l'impossible prétexte pour nous condamner ?

Nous sommes sans pitié, et nous ne vous demandons pas de nous ménager. Lorsque ce sera notre tour, nous ne chercherons pas d'excuses à notre terrorisme. Mais, les *terroristes royalistes,* les terroristes par la grâce de Dieu et du Droit, s'ils sont brutaux, méprisables et vulgaires dans la pratique, sont lâches, sournois et hypocrites en théorie ; bref, dans les deux cas, ils n'ont pas d'honneur.

Dans le torchon qu'il nous envoie, le gouvernement prussien est assez niais pour parler du « droit d'asile honteusement violé » par le rédacteur en chef de « la Nouvelle Gazette rhénane », Karl Marx.

Il est vrai que « la Nouvelle Gazette rhénane » a honteusement violé le droit d'asile que les intrus pleins d'arrogance que sont les Prussiens (Borussiens) nous ont octroyé *à nous les Rhénans* sur notre propre terre ! Cependant, en agissant comme nous l'avons fait, nous croyons avoir gagné la reconnaissance de la province rhénane. Nous avons sauvé l'honneur révolutionnaire de notre terre natale. A l'avenir, seule « la Nouvelle Gazette Prussienne » jouira de tous les droits civils en Rhénanie.

En guise d'adieu, rappelons à nos lecteurs la formule de notre numéro du 1er Janvier : « *Soulèvement révolutionnaire de la classe ouvrière française, guerre mondiale,* telle est la table des matières de l'année 1849. »

Déjà une armée révolutionnaire formée de combattants de toutes les nationalités mêlées se dresse à l'Est contre la vieille Europe liée à l'armée russe et représentée par elle, tandis que la « république rouge » menace de surgir à Paris !

1848. Cf. « la Nouvelle Gazette rhénane », I, Ed. Soc.). Peut-on dire d'une manière plus claire que le Parti prolétaire revendique ses propres fins, même dans la phase historique où les tâches bourgeoises sont encore progressives, et ce ouvertement, publiquement, comme le veut le *Manifeste* (N. d. Tr.).

ENSEIGNEMENTS DES RÉVOLUTIONS DE 1848-1849 ET PERSPECTIVES IMMÉDIATES

Notice du traducteur

Les articles écrits au fil des événements révolutionnaires par Marx et Engels s'arrêtent le jour même de l'interdiction de leur « Nouvelle Gazette rhénane ». Ces textes nous donnent aussitôt le sentiment que les révolutionnaires de 1848-49 n'ont pas lancé des actions prématurées. Certes, ils ont été battus, mais ils ont eu de nombreuses occasions de vaincre : Londres, Paris, Berlin, Milan, Vienne, la Hongrie, et jusqu'à la fin, ils étaient tout près de renverser le rapport de forces en leur faveur. On ne peut donc invoquer contre eux l'obstacle absolu de l'immaturité des conditions sociales que Marx évoque dans sa Préface de 1859 sur le matérialisme historique :

« Une formation sociale ne disparaît jamais avant que se soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir ; jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que leurs conditions matérielles ne soient écloses dans le sein même de la vieille société.

C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des tâches qu'elle peut remplir, car, à y regarder de plus près, il se trouve toujours que la tâche surgit là où les conditions matérielles de sa réalisation existent déjà, ou du moins sont en voie de devenir. »

Comme on l'a vu, les ouvriers n'ont tenté une révolution socialiste qu'en France, et l'occasion ne se présenta pas vraiment à eux en Angleterre, où la bourgeoisie évita la crise aiguë et tint les masses en échec le 10 Avril. Pour ces deux seuls pays, les conditions matérielles du socialisme existaient déjà : « La société possède trop de civilisation, trop de moyens d'existence, trop d'industrie, trop de commerce » (« Manifeste »).

En revanche, dans tous les autres pays du continent et du monde, l'instauration du capitalisme et la société bourgeoise représentaient encore un progrès. Mais, là aussi, les révolutionnaires furent battus. C'est d'ailleurs ce qui explique que la Russie pré-capitaliste ait été en fin de compte, le principal vainqueur de cette lutte gigantesque, où non seulement la révolution socialiste de France fut vaincue, mais encore la révolution bourgeoise sur le reste du continent.

Si la Russie triompha ainsi, c'est qu'au moment des révolutions, les superstructures de force — partis, armées, Etats, etc... — décident du sort de l'évolution sociale. Or, disposant de l'armée la plus puissante d'Europe, la Russie n'hésita pas à la lancer dans la bataille, ralliant à elle tous les Etats officiels et même les bourgeoisies effrayées par les masses révolutionnaires, les désordres et le spectre du prolétariat socialiste.

L'affrontement révolutionnaire a confirmé le pronostic de Marx et d'Engels sur la nécessité pour les révolutionnaires de répondre à la force par une violence et une dictature plus radicales, résolues, conscientes, systématiques et concentrées.

Pour l'exposé d'ensemble des révolutions et contre-révolutions de 1848-49 et de leurs enseignements généraux, nous renvoyons le lecteur aux ouvrages classiques tels que « les Luttes de classe en France 1848-50 », « la Campagne pour la constitution du Reich », les articles et revues politiques et économiques de « la Nouvelle Gazette rhénane », « Révolution et contre-révolution en

Allemagne », « le 18 Brumaire de Louis Bonaparte », et, enfin, « la Guerre des Paysans ».

Nous nous bornerons ici à évoquer ce qui relève plus étroitement du domaine de la violence et de l'art militaire, qui étaient passés au premier plan *de l'activité sociale,* au cours de la crise révolutionnaire.

Les pronostics de Marx et d'Engels sur la débilité politique et révolutionnaire de la *bourgeoisie allemande* se vérifièrent amplement au cours du drame de 1848-49. Cette maladie gagna même depuis lors pratiquement *toutes les bourgeoisies.* Engels en donne la raison dans sa Préface à la « Guerre des Paysans » : « Ce qui distingue la bourgeoisie de toutes les classes qui régnèrent jadis, c'est cette particularité : au cours de son développement, il y a un tournant à partir duquel *tout accroissement de ses moyens de puissance économiques* — donc, en premier lieu de ses capitaux — *ne fait que contribuer à la rendre de plus en plus inapte au pouvoir politique.* C'est que *derrière la grande bourgeoisie, il y a le prolétariat.* La bourgeoisie engendre le prolétariat, dans la mesure même où elle développe son industrie, son commerce et ses moyens de communication. A un certain moment — qui n'est pas nécessairement le même partout, et n'arrive pas forcément au même degré de développement — la bourgeoisie commence à s'apercevoir que son double, le prolétariat, la dépasse à vive allure. A partir de ce moment, elle perd la force de maintenir exclusivement sa domination politique ; elle cherche des alliés » [l'armée, l'Etat national ou l'étranger, les semi-classes récupérables, paysans parcellaires et autres petits-bourgeois] « avec lesquels elle partage son pouvoir ou auxquels elle le cède complètement, selon les circonstances ». (Ed. Soc., 1951, p. 15).

L'une des causes principales de l'échec du prolétariat socialiste et même des mouvements nationaux bourgeois — et donc du succès de la contre-révolution de 1849 — c'est l'indécision et la lâcheté de la *petite-bourgeoisie.* Dans « les Luttes de classes en France. 1848-50 », la « Révolution et contre-révolution en Allemagne », Marx et Engels consacrent des chapitres entiers à dénoncer l'engeance petite-bourgeoise, couche nombreuse qui contrebalance la masse ouvrière dans les manœuvres de la contre-

révolution. L'expérience de la révolution de Février, et, plus encore, celle de Juin, ont fait ressortir que seules les classes — bourgeoisie ou prolétariat — et non les sous-produits de classes que sont les petits-bourgeois, pouvaient diriger une révolution sociale en lui imprimant son sceau : « La petite-bourgeoisie, grande en vantardise, est tout à fait incapable d'action et, craintivement, elle recule, quand il faut risquer quelque chose. »

Qui plus est, comme Engels le confirmera dans le « Rôle de la violence dans la constitution du Reich allemand », les libéraux, et les nationaux - démocrates, qui ont surgi en 1848-49 pour le malheur de la révolution, furent incapables de remplir un rôle progressif quelconque, même bourgeois, après 1848. Il faudra donc que les hommes d'Etat — Bismarck et Cavour, etc... — les sortent de leurs contradictions et instaurent la nation, la liberté et la démocratie, dont les seuls et uniques moyens de réalisation (devant lesquels les petits-bourgeois reculent) sont la violence, l'organisation de l'armée et la dictature de l'Etat, qui, d'ailleurs, garantissent aussi par la suite le maintien de la nation, de la liberté et de la démocratie des bourgeois et petits-bourgeois. L'un des effets majeurs de la révolution de 1848-49 fut d'inculquer à Marx et à Engels une haine farouche des chefs et idéologues petits-bourgeois, qui, dans la pratique, ne sont que des mouches du coche.

Ainsi, la révolution de 1848-49 a émoussé en grande partie les capacités révolutionnaires de la bourgeoisie, en même temps qu'elle a consacré la faillite révolutionnaire de ses alliés petits-bourgeois. Mais, il n'en restait pas moins que, dans la plus grande partie de l'Europe et dans le reste du monde, le mode de production et de distribution capitaliste était un progrès encore nécessaire, voire indispensable. Or, pour le réaliser, il ne subsistait, au fond, que *deux grandes forces réelles* après la défaite révolutionnaire : l'armée et l'Etat existants. Bismarck, Cavour et sa maison de Savoie s'appuieront sur l'armée, la bureaucratie de l'Etat de la Prusse et du Piémont, et rechercheront l'alliance des Etats étrangers, en exploitant ou en neutralisant leurs propres forces révolutionnaires. Bref, la bourgeoisie, pour avancer ne serait-ce que d'un seul petit pas, doit se barder de feu et d'acier,

truquer les cartes et s'entourer de garde-fous toujours plus nombreux et encombrants et ne rien laisser à la spontanéité.

Marx et Engels avaient appris, dès leurs premières études sur les superstructures de l'Etat, dans Hegel, que seules les forces concentrées et organisées étaient des instruments efficaces dans l'accomplissement de tâches historiques, d'où leur théorie de la nécessité pour le prolétariat de s'organiser en parti et d'ériger l'Etat de la dictature du prolétariat, qui n'ignore nullement le pouvoir dissolvant de l'anarchie et du désordre *sur l'adversaire,* surpris dans la première phase du processus révolutionnaire.

Ce que la révolution de 1848 enseigne encore, c'est qu'à mesure du développement dans le temps des sociétés de classes, la lutte devient de plus en plus violente, meurtrière, destructrice et totale.

Dans le cas de la société bourgeoise par exemple, le capital développe, dans tous les domaines de la production et de la distribution, des rapports économiques toujours plus rigides, systématiques et contraignants, en même temps que, dans le domaine politique et social, il augmente sans cesse les puissances bureaucratiques, militaires et policières, bref ses superstructures de force, pour compenser le vieillissement de ses rapports sociaux.

Tout au long de la révolution de 1848-49, Marx et Engels ne cessent de répéter que la bourgeoisie ne reculera jamais devant la violence et se révélera plus féroce encore que les régimes absolutistes : cela ressort de chaque page d'Engels sur les luttes de Juin 1848 du prolétariat parisien, et Marx en conclut dans les *Luttes de classes en France : « Destruction de la bourgeoisie ! Dictature de la classe ouvrière ! Révolution en permanence ! Malheur aux vaincus, quand ce sera notre tour de l'emporter ! »*

Depuis 1848, dans les pays capitalistes, le facteur social de la violence et de la dictature, de la guerre et des révolutions se trouve au centre de tous les problèmes de production et d'économie. On le lit déjà dans les descriptions d'Engels et de Marx des journées de Juin 1848, où l'enthousiasme et l'insouciance de Février avaient disparu pour faire place à une gravité et une détermination résolue et farouche en raison de l'implacable hostilité et de l'enjeu terrible du conflit. Marx le répète dans sa lettre

à Engels du 13 Février 1863 : « Toutes les innocentes illusions et l'enthousiasme presqu'infantile » [comme le disait Lénine, on guérit des maladies infantiles, mais non des maladies séniles] « avec lesquels nous saluions avant 1848 l'ère des révolutions sont allés au diable ! » Après avoir déploré que des camarades aient lâché ou trahi le mouvement, Marx ajoute qu'il a au moins appris à démasquer les coquins qui fourvoient et trompent le mouvement révolutionnaire.

Les conflits sociaux ont perdu à tout jamais leur caractère idyllique, et *la période qui suit immédiatement la révolution de 1848-49 est déjà chargée de nuages menaçants.* Voici ce qu'en disent aussitôt Marx et Engels : « Si donc nous avons été battus, *il ne nous reste qu'à recommencer.* Le temps et le répit probablement courts qui nous sont accordés entre la fin du premier et le début du second acte de la révolution, nous donnent heureusement le loisir de mener à bien une tâche de première nécessité : l'étude des causes qui ont déclenché la dernière explosion et en ont, en même temps, amené *l'échec.* Et ces causes, il ne faut pas les rechercher dans de simples éléments accidentels : efforts malheureux, talents, erreurs, fautes, trahisons de quelques chefs, mais dans l'état social général et les conditions d'existence de chacune des nations impliquées dans l'agitation révolutionnaire. »

Ce ne sont pas seulement les leçons de la révolution, *mais encore l'étude du développement économique* de la société issue des bouleversements de 1848-49, qui annoncent à Marx et à Engels qu'une longue phase de guerres révolutionnaires et contre-révolutionnaires va de nouveau s'ouvrir : « Nous avons très souvent mis en évidence que les douces rêveries qui naquirent des révolutions de Février et de Mars, que les aspirations chimériques de fraternisation générale des peuples, de république fédérée européenne et d'éternelle paix universelle ne sont, au fond, que des formules servant à dissimuler l'indécision et l'inaction des dirigeants d'alors. On ne voyait pas — ou on ne voulait pas voir — ce qu'il fallait faire pour assurer le triomphe de la révolution.

« Une expérience douloureuse a appris que « la fraternité des peuples européens » ne pouvait pas naître de formules creuses ni de pieux souhaits, mais seulement de réformes radicales et

de combats sanglants, et qu'il ne s'agit pas d'une fraternisation de tous les peuples européens sous la bannière républicaine, mais d'une alliance des peuples révolutionnaires contre les nations contre-révolutionnaires, d'une alliance qui ne se conclut pas sur le papier, mais sur les champs de bataille. » (*La Nouvelle Gazette rhénane*, 15 Février 1849).

Pour que les Bismarck, Cavour, Napoléon III, Palmerston, etc... deviennent les « libérateurs des nationalités », il fallut qu'ils utilisent sans cesse la violence et que les révolutionnaires prolétariens fussent, au préalable, liquidés physiquement ou moralement :

« Le 15 Mai n'eut d'autre résultat que d'éloigner de la scène publique, pour toute la durée de la période que nous considérons, Blanqui et ses partisans — les communistes révolutionnaires, c'est-à-dire les véritables chefs du parti prolétarien. » (Marx, *Le 18 Brumaire*.)

Mais, l'histoire de l'humanité, des nations, des classes, etc... n'en continue pas moins à se développer, comme un organisme vit et croît, même après ses maladies, blessures et accidents, à moins d'être sénile et condamné. La volonté des individus n'est pas déterminante ici, mais le cours objectif de la vie et de la production sociales.

C'est pourquoi le marxisme doit absolument étudier de manière approfondie l'histoire et l'économie de chaque société, puisqu'elles déterminent l'action des hommes et expliquent, mieux que leur conscience, le sens de leurs luttes, non pas librement choisies, mais déterminées par la pression du milieu ambiant.

Bref, il n'existe pas deux, cent ou mille *voies* historiques sur lesquelles l'humanité pourrait s'engager, selon les circonstances et la volonté. La preuve en est que la contre-révolution se heurte, sur la même route, à la révolution ; la seule différence — énorme — dans l'issue de ce corps à corps, est que la première arrête ou fait reculer la roue de l'histoire, tandis que la seconde la fait avancer, sur cette même et unique voie. Or, ce qui décide, *c'est la violence.*

Engels a donc pu dire, dans sa Préface à l'édition polonaise de 1892 du *Manifeste :* « La révolution de 1848 devait faire exécuter dans la plupart des pays les *tâches de la bourgeoisie*

par des combattants prolétariens, sous la bannière du prolétariat. » Les prolétaires étant battus, c'est la contre-révolution qui est contrainte d'accomplir les tâches encore progressives de la bourgeoisie, qui sont les conditions préalables à la domination future du prolétariat socialiste : « *Elle* [la révolution de 1848] *a réalisé, par l'intermédiaire de Napoléon III et de Bismarck — ses exécuteurs testamentaires — l'indépendance de l'Italie, de l'Allemagne et de la Hongrie.* Quant à la Pologne, qui, depuis 1792, avait fait plus pour la révolution que ces trois nations réunies, elle a été laissée pour compte, et elle succomba en 1863 devant la supériorité des Russes, dix fois plus nombreux que les insurgés polonais. » C'est certainement parce que la Pologne avait plus fait pour la révolution que les autres, du point de vue des intérêts du prolétariat socialiste, que les exécuteurs testamentaires de la contre-révolution européenne ont le moins fait pour elle : Cf. la lettre du 2 Décembre 1856, de Marx à Engels.

Le déroulement des luttes révolutionnaires de 1848-49 n'a pas contredit, ni démenti le schéma stratégique prévu par Marx et Engels dans les dernières pages du Manifeste. Malgré la défaite, ils n'ont révisé leur programme, ni au cours des luttes, ni après elles, et ils n'avaient pas à le faire tant qu'il n'était pas réalisé. En effet, ce n'est pas parce que les prolétaires anglais et français ont été tenus en échec ou battus, qu'ils n'ont pas lutté pour une révolution socialiste et ne lutteront pas pour elle à l'avenir. De même, en Europe centrale, la restauration de la Pologne, ou le court prélude de la révolution bourgeoise allemande à la révolution socialiste n'ont pas été démentis, parce que la réaction absolutiste a triomphé : au lieu d'un court prélude, la révolution nationale bougeoise sera un processus long, tortueux, difficile et pénible, qu'il faudra néanmoins traverser. Au lieu d'être réalisée à l'aide de la violence de la classe révolutionnaire et énergique du prolétariat, la révolution bourgeoise avec la systématisation des nations capitalistes modernes, sera entreprise par des forces timorées, hésitantes et louvoyantes, cherchant à prolonger le règne des classes officielles, et tout le battage fait autour de l'homme de fer Bismarck et du militarisme prussien ne changeront rien à cette appréciation du marxisme.

Le caractère de la violence est éminemment changeant, de même que le rythme du progrès qu'elle soutient, mais la tâche historique déterminée par le programme marxiste demeure, et dans ces pays, les prolétaires devront pousser et forcer — en tentant de les déborder sans cesse — ceux qui réalisent malgré eux l'œuvre progressive. Si ceux qui revendiquaient avec le plus de décision l'application de la violence — les prolétaires — sont battus, la violence ne va pas diminuer, mais s'aggraver et devenir une institution européenne et bourgeoise.

La contre-révolution européenne, si elle a pour but premier de combattre les mouvements progressifs, n'est tout de même pas en mesure d'arrêter pour toujours ou pour longtemps les forces productives, d'autant que les contre-révolutionnaires entendent bien les exploiter à leur profit. Or, les puissances productives, en se développant au sein de la base économique sont bientôt à l'étroit dans les superstructures surannées qui en subiront une poussée irrésistible. Afin de prolonger son règne, la contre-révolution essaiera, lorsque ces forces deviendront irrépressibles, de canaliser le progrès — et elle prépare ainsi sa propre perte. Bismarck, qu'Engels appelle l'exécuteur testamentaire de la révolution de 1848, fera ainsi par le haut la révolution, lorsqu'elle ne pourra plus être différée, et cela, pour éviter qu'elle ne soit entreprise par des forces plus révolutionnaires, qui, pour des raisons historiques, étaient faibles et mal organisées en Allemagne.

Marx et Engels n'ont jamais admis que Bismarck — ni qui que ce soit — fût un *grand homme* (au sens où il aurait une part propre dans l'histoire), mais ils ont expliqué son action par le déterminisme des grandes forces historiques, et surtout par l'incroyable maturité économique de l'Allemagne, par ailleurs si arriérée politiquement qu'elle avait 70 ans de retard sur la France. Engels a une expression particulièrement frappante : Napoléon III a été purement et simplement « fabriqué par l'armée » qui, au fond, sert les intérêts de la bourgeoisie, et il ajoute donc : c'est un *parvenu bourgeois*. Effectivement, avec la défaite de l'armée en 1870, cette figure disparaît.

Si la révolution de 1848 s'était fixée telle tâche, ce ne fut pas de par la libre volonté populaire. Toute décisive qu'elle soit

dans la lutte, cette volonté est momentanée : l'armée et la police peuvent briser pour longtemps cette force vitale et politique, *en infligeant aux masses une défaite sanglante.*

Comme on l'a vu, Marx et Engels ont étudié en détail toute l'histoire du passé et, dans toute la mesure du possible, l'économie pour en tirer leurs prévisions historiques ou, selon l'expression, la *mission historique* tracée à l'époque par les forces historiques et économiques irrépressibles.

Marx et Engels n'ont jamais failli à cette tâche essentielle de prévision du parti révolutionnaire, et ils ne se sont jamais trompés dans la détermination de la mission historique : même si la contre-révolution anéantit les forces révolutionnaires sur les barricades et les champs de bataille, cette mission historique ne sera pas détruite, car, tôt ou tard, bien ou mal, elle se réalisera. C'est pourquoi, la stratégie correspondant à la mission historique d'une période historique n'est pas sujette à révision.

Il faut de l'esprit de conséquence, non pour trouver sans cesse des contradictions et des ambiguïtés chez Marx et Engels, mais, au contraire, pour suivre leur rigoureux cheminement théorique. Crier à l'erreur de prévision est une absurdité, surtout de la part d'adversaires qui croient, par ailleurs, à l'infaillibilité du Pape, en celle de la Raison ou en celle des seuls faits.

Revue Janvier-Février 1850.

Karl Marx,
« Nouvelle Gazette rhénane »
Revue politique et économique »,
n° 2, Février 1850.

A tout seigneur, tout honneur. Commençons par la *Prusse.*

Le roi de Prusse fait son possible, dans l'actuelle situation d'arrangements lénifiants et de compromis insuffisants, pour pousser à la crise [87]. Il octroie une Constitution et, après toutes sortes de tracasseries, il met sur pied deux Chambres, qui s'empressent d'amender sa Constitution. Pour qu'elle ne déplaise en aucune façon à Sa Majesté, elles en éliminent tout article susceptible de

la heurter en quoi que ce soit, en se flattant à la pensée que le roi la confirmera aussitôt. Tout au contraire, afin de donner aux Chambres une preuve de sa « conscience royale », Frédéric Guillaume publie un message dans lequel il propose de nouveaux amendements. S'ils étaient adoptés, on aurait enlevé jusqu'à la dernière apparence d'une prétendue garantie constitutionnelle bourgeoise. Cependant, le roi espérait que les Chambres rejetteraient ses propositions : au contraire. Si les Chambres se sont trompées sur les sentiments du roi, elles s'employent désormais à ce que la Couronne se trompe sur leurs sentiments à elles. Elles acceptent tout : pairie, tribunal d'exception, armée royale et fidéicommis, pourvu qu'on ne les renvoit pas à la maison, et elles espèrent contraindre ainsi le roi à un engagement « solide » et solennel. Voilà comment se venge un bourgeois constitutionnel de Prusse. Il ne sera pas facile au roi de trouver à humilier ces Chambres...

Très longtemps, la Prusse a péniblement ajusté son budget en émettant du papier-monnaie, en faisant de pseudo-emprunts maritimes et en raclant les fonds de caisse de l'Etat, si bien qu'elle n'est poussée qu'aujourd'hui dans la voie des emprunts. En revanche, l'*Autriche* connaît la banqueroute d'Etat dans toute sa splendeur. Au cours des neuf premiers mois de 1849, son déficit a été de 155 millions de florins et il atteindra sans doute 210 à 220 millions à la fin Décembre. Le crédit de l'Etat est complètement ébranlé à l'intérieur et à l'extérieur, après l'échec éclatant du dernier emprunt. Le gouvernement ne dispose plus de ressources financières à l'intérieur, et ne peut plus rien attendre des impôts courants, des contributions militaires et des émissions de papier-monnaie. S'il inflige au pays épuisé de nouveaux impôts de désespoir, on peut prévoir qu'ils ne pourront même pas être perçus. Tels sont les traits essentiels que revêt la sombre crise financière en Autriche. En même temps, le processus de décomposition du corps de l'Etat autrichien va en s'accélérant. Le gouvernement lui oppose en vain une centralisation spasmodique. La désorganisation a déjà atteint les extrémités avancées du corps de l'Etat ; les tribus les plus barbares qui sont les piliers principaux de la vieille Autriche, les Slaves méridionaux de Dalmatie,

de Croatie et du Banat, ces « fidèles » frontaliers deviennent eux-mêmes une charge insupportable à l'Autriche. Il ne reste plus qu'à tenter un coup désespéré, qui n'offre qu'une faible chance de salut : *une guerre à l'extérieur.* Or, cette guerre à laquelle l'Autriche est poussée irrésistiblement, doit mener rapidement à sa dissolution complète.

La *Russie* n'était pas assez riche non plus pour payer ses lauriers, qu'il lui a fallu acheter comptant. Malgré les fameuses mines d'or de l'Oural et de l'Altaï, malgré les trésors inépuisables des caves de Pétropalovsk, malgré les achats de rentes effectués à Londres et à Paris, soi-disant parce que l'argent est en surabondance, le tsar orthodoxe se voit contraint non seulement de retirer sous toutes sortes de faux prétextes des caves de Pétropavlovsk 5 000 000 de roubles d'argent servant à couvrir le papier-monnaie, mais encore de solliciter de la mécréante City de Londres une avance de 30 millions de roubles d'argent.

Les événements des années 1848 et 1849 ont entraîné la Russie dans la politique européenne de manière si profonde qu'elle doit maintenant réaliser au plus vite ses vieux projets relatifs à la Turquie et à Constantinople, « clé de sa propre maison » [88], si elle ne veut pas qu'ils deviennent à jamais irréalisables. Les progrès de la contre-révolution et la force chaque jour plus grande du parti révolutionnaire d'Europe occidentale, la situation intérieure en Russie même, et notamment le mauvais état de ses finances, l'obligent à une action rapide. Il y a peu de temps, nous avons assisté au prélude diplomatique d'une nouvelle et importante action des Etats en Orient [89]. D'ici quelques mois, nous assisterons sans doute à l'action elle-même.

La guerre contre la Turquie est nécessairement une guerre européenne. Et c'est tant mieux pour la Sainte-Russie qui trouve ainsi une occasion de prendre solidement pied en Allemagne, afin d'y mener énergiquement la contre-révolution à son terme, d'aider la Prusse à conquérir Neuchâtel et, en dernier ressort, de marcher sur Paris, centre de la révolution.

Dans une telle guerre européenne, l'*Angleterre* ne pourra pas rester neutre. Elle doit nécessairement prendre parti contre la Russie. Or, l'Angleterre est l'adversaire le plus dangereux de la

Russie. En effet, les armées de terre du continent sont obligées de se disperser et de s'affaiblir toujours plus, à mesure qu'elles pénètrent en Russie et feraient bien de ne pas avancer au-delà de la frontière orientale de l'ancienne Pologne, si elles ne veulent pas subir un nouveau 1812. L'Angleterre, en revanche, a les moyens de toucher la Russie à son point le plus vulnérable [90]. Abstraction faite de ce qu'elle peut amener les Suédois à reconquérir la Finlande, la flotte peut ouvrir aux Anglais Pétersbourg et Odessa. On sait que la flotte russe est la plus mauvaise du monde, et on peut s'emparer de Cronstadt et de Schlüsselbourg, comme on a déjà pris Saint-Jean-d'Acre et San Juan de Ulua. Or, sans Pétersbourg et Odessa, la Russie est un géant aux mains coupées. De plus, pour ses ventes de matières brutes aussi bien que pour ses achats de produits industriels, la Russie ne peut tenir plus de six mois sans l'Angleterre ; on l'a déjà vu nettement au cours du blocus continental de Napoléon, et c'est encore plus vrai de nos jours. Si elle était coupée du marché anglais, la Russie subirait les convulsions les plus graves au bout de quelques mois. En revanche, l'Angleterre non seulement peut se passer pendant quelque temps du marché russe, mais elle peut encore tirer de ses autres marchés tous les produits bruts qu'elle tire de Russie. Comme on le voit, même si elle est très redoutée, la Russie n'est pas tellement dangereuse. Si c'est une figure si effrayante pour le bourgeois allemand, c'est que la Russie domine directement les princes d'Allemagne. En outre, il a toutes les raisons de craindre que les hordes barbares de Russie ne submergent l'Allemagne sous peu, afin d'y jouer leur rôle « messianique ».

La *Suisse* se comporte en général vis-à-vis de la Sainte-Alliance comme les Chambres prussiennes vis-à-vis de leur roi en particulier. La seule différence, c'est que la Suisse dispose d'un bouc émissaire, à qui elle peut rendre en double et en triple tous les coups qu'elle reçoit de la Sainte-Alliance, d'autant que ce bouc émissaire est absolument désarmé et entièrement livré à sa merci : les réfugiés allemands [91]. Il est vrai qu'à Genève, à Berne et dans le pays de Vaud, une partie des Suisses « radicaux » se sont élevés contre la politique couarde de la Diète fédérale vis-à-vis de la Sainte-Alliance et des réfugiés ; mais il

n'en reste pas moins vrai que la Diète fédérale a parfaitement raison de prétendre que sa politique est celle « de la majorité écrasante du peuple suisse ». Dans l'intervalle, le pouvoir central continue tout tranquillement à l'intérieur de réaliser de petites réformes bourgeoises — centralisation des douanes, de la monnaie, des postes, des poids et mesures — réformes qui lui assurent la gratitude des petits bourgeois. Certes, il n'ose pas appliquer la décision relative à l'abolition des conventions militaires de mercenariat, de sorte que les Suisses de souche rejoignent aujourd'hui encore en masse le centre de Côme pour s'y faire enrôler dans l'armée napolitaine.

Malgré toute son humilité et son empressement vis-à-vis de la Sainte-Alliance, la Suisse est menacée néanmoins par un orage fatal. Dans le premier enthousiasme consécutif à la guerre de séparation fédérale [92] et, plus encore, à la révolution de Février, les Suisses, par ailleurs si craintifs, se sont laissés aller à des audaces. N'ont-ils pas tenté le diable, en voulant, pour une fois, être indépendants, en se donnant une nouvelle Constitution, à la place de celle que leur avaient octroyée les Alliés en 1814, en reconnaissant l'indépendance de Neuchâtel en dépit des conventions ? Ils seront châtiés pour tout cela, malgré toutes les courbettes, les complaisances et services de basse police. Et, dès lors que la Suisse sera impliquée dans une guerre européenne, sa situation sera des moins confortables, car, d'une part, elle a outragé les Saints-Alliés, et, d'autre part, elle a trahi la révolution.

En *France*, la bourgeoisie a dirigé elle-même la contre-révolution dans son intérêt propre, et la forme républicaine de gouvernement a permis à cette réaction de se donner libre cours de la manière la plus systématique, de sorte que la répression antirévolutionnaire y est la plus éhontée et la plus brutale. Au cours de ce simple dernier mois, il y eut coup sur coup le rétablissement de l'impôt sur les boissons qui menace de ruiner une bonne partie de la population campagnarde, la circulaire d'Hautpoul qui transforme les gendarmes en espions supervisant les fonctionnaires, la loi contre les instituteurs, qui permet aux préfets de révoquer à volonté n'importe quel maître de l'enseignement

primaire, la loi de déportation par laquelle la bourgeoisie exhale toute la soif de vengeance qu'elle n'a pas encore assouvie contre les insurgés de Juin : à défaut d'un autre bourreau, elle les livre au climat le plus meurtrier de toute l'Algérie. Par ailleurs, depuis le 13 Juin, les expulsions d'étrangers les plus inoffensifs ne cessent d'augmenter.

Le but de cette violente réaction bourgeoise est naturellement de restaurer un pouvoir monarchique. Mais, ces efforts trouvent un grand obstacle dans le nombre même des prétendants et des partis qu'on trouve dans le pays. Les légitimistes et les orléanistes sont les deux partis monarchistes les plus puissants et se tiennent à peu près la balance égale ; les bonapartistes sont de loin les plus faibles. Malgré ses sept millions de voix, Louis-Napoléon ne dispose même pas d'un véritable parti, il n'a qu'une coterie. Alors que, pour les manœuvres d'ensemble de la réaction, il est toujours soutenu par la majorité de la Chambre, il est abandonné par elle, sitôt qu'il avance ses intérêts particuliers de prétendant. Qui plus est, ce ne sont pas seulement les députés qui le lâchent alors, mais encore ses ministres, qui le convainquent de mensonge et l'obligent à déclarer par écrit dès le lendemain qu'il continue de leur faire confiance. Les démêlés dans lesquels il s'oppose à la majorité peuvent, certes, avoir des conséquences sérieuses, mais jusqu'ici il n'y a eu que des épisodes comiques dans lesquels le président de la république a sans cesse joué le rôle de dupe. Tout naturellement, chaque faction monarchiste conspire avec la Sainte-Alliance, de son propre chef. La feuille monarchiste, « L'Assemblée nationale », est assez cynique pour agiter publiquement devant le peuple la menace russe. Effectivement, certains faits semblent indiquer que Louis-Napoléon manœuvre avec Nicolas.

Dans la mesure où se renforce la réaction, on assiste aussi à une progression des forces du parti révolutionnaire. La grande masse de la population campagnarde, appauvrie par les effets de la parcellisation, par le fardeau des impôts et les charges purement fiscales, nuisibles même du point de vue bourgeois, a été déçue par les promesses de Louis-Napoléon et des députés réactionnaires. Elle est disposée à se jeter dans les bras du parti révo-

lutionnaire et adhère à un socialisme certes encore très fruste et bourgeois. Que les départements les plus légitimistes manifestent un état d'esprit révolutionnaire, c'est ce que prouvent les dernières élections du Gard, ce centre du royalisme et de la « terreur blanche » en 1815, où l'on vient de voter rouge [93]. La petite-bourgeoisie, que pressure le grand capital et qui, dans le commerce et la politique, reprend exactement la même position que sous Louis-Philippe, suit la même voie que les couches campagnardes. Son revirement est si total que même le traître Marrast et le journal des épiciers, le « Siècle », font des déclarations favorables aux socialistes. Le rapport des diverses classes entre elles qui trouve, à un autre niveau, son expression dans le système des partis politiques et leurs relations, ressemble de nouveau à celui du 22 Février 1848. Mais, la situation n'est plus la même ; les travailleurs voient les choses bien plus clairement et surtout une classe jusqu'ici politiquement inerte — celle des paysans — se trouve entraînée dans le mouvement et à la cause de la révolution.

C'est pourquoi il est nécessaire que la bourgeoisie dominante tente aussi vite que possible d'éliminer le suffrage universel. Or, cette nécessité indique à son tour que la révolution peut vaincre bientôt, même si nous faisons abstraction des conditions extérieures.

L'extrême tension de la situation se lit jusque dans les détails les plus comiques : le député Pradié n'a-t-il pas déposé un projet de loi formé de quelque 200 articles, afin que l'Assemblée nationale prévienne, comme par décret, les coups d'Etat et révolutions. A Paris comme dans les autres capitales, la haute finance n'a toujours pas confiance dans l' « ordre » rétabli en apparence : la preuve en est que les différentes branches de la maison Rothschild ont prolongé d'*un an* seulement le contrat de leur société, délai d'une brièveté sans précédent dans les annales du grand commerce.

Alors que le continent était engagé au cours des deux dernières années dans les révolutions et les contre-révolutions, et dans le flot de paroles qui en est inséparable, l'*Angleterre* industrielle faisait dans un autre article : *la prospérité.* La crise commerciale

qui avait éclaté ici au terme fixé, en automne 1845, fut interrompue deux fois : au début de 1846 par les ordonnances du parlement sur le libre échange [94], et au début de 1848 par la révolution de Février. Une grande quantité de marchandises déprimant les marchés d'outre-mer finirent par trouver progressivement des débouchés : la révolution de Février élimina justement sur ces marchés la concurrence industrielle du continent. L'industrie anglaise ne perdit pas plus de débouchés sur le continent du fait des révolutions qu'elle n'en eût perdu sans elles, puisque, de toute façon, la crise y sévissait. La révolution de Février qui arrêta presqu'entièrement l'industrie continentale pour un temps, aida donc en fin de compte les Anglais à mieux passer l'année de crise [95]. Elle facilita l'écoulement des stocks accumulés sur les marchés d'outre-mer, ce qui permit un nouvel essor industriel dès le printemps 1849 *. Cette expansion, qui gagna d'ailleurs aussi une bonne partie de l'industrie continentale, a pris une telle ampleur au cours des trois derniers mois que les industriels prétendent n'avoir jamais connu une telle prospérité : or, on n'entend jamais de tels propos qu'à la veille des crises !

Les fabriques sont surchargées de commandes, et travaillent à des cadences accélérées. On cherche toutes sortes de moyens

* Dans la *Revue de Mai à Octobre. 1850,* Marx écrit : « De Mars à Juin 1848, l'Angleterre profitait déjà de la révolution, qui fit affluer chez elle les capitaux continentaux. Dès lors, la crise doit être considérée comme tout à fait terminée en Angleterre. » Marx répond ainsi, par ses recherches économiques, aux reproches que certains lui avaient adressés : « De différents côtés, on nous a reproché de n'avoir pas exposé les *rapports économiques* qui constituent la base matérielle des luttes de classes et des luttes nationales d'aujourd'hui. De propos délibéré, nous n'avons évoqué ces rapports-là que s'ils se manifestaient directement en des collisions politiques.

« Il importait avant tout de suivre la lutte des classes dans l'événement quotidien. Il y avait plusieurs faits dont nous tenions à donner la preuve empirique, grâce à la méthode historique disponible et chaque jour renouvelée...

Au cours de 1848, nos lecteurs ont vu la lutte des classes prendre des formes politiques colossales. Le moment est maintenant venu d'examiner de plus près les rapports économiques eux-mêmes. » (K. Marx, *Travail salarié et Capital* [1849].)

Il serait faux de considérer comme imparfaits les écrits où

pour contourner la loi des dix heures et gagner du travail au moyen d'heures supplémentaires. On édifie de nombreuses usines nouvelles dans toutes les régions industrielles, et l'on agrandit les anciennes. L'argent liquide coule à flot sur le marché, et les capitaux inemployés sont à l'affût des profits généralisés. Le taux d'escompte atteint un niveau spéculatif, et s'étend à la production et même au commerce des produits bruts. Presque tous les prix des articles montent de manière absolue, tous de manière relative. Bref, la « prospérité » dans son plein épanouissement comble l'Angleterre, et on peut se demander combien de temps durera cette ivresse. Pas très longtemps, à notre avis.

Certains grands marchés — notamment les Indes orientales — sont déjà pour ainsi dire saturés. D'ores et déjà, l'exportation ne pourvoit pas tant les véritables grands marchés que les entrepôts du marché mondial, à partir desquels les marchandises sont ensuite dirigées vers les marchés les plus favorables. L'industrie britannique a augmenté les forces productives de façon gigantesque de 1843 à 1845, puis de 1846 à 1847 et surtout en 1849. Ainsi, elle ajoute sans cesse de nouvelles forces productives à celles qu'elle vient à peine de développer, de sorte qu'elle aura bientôt saturé les marchés encore disponibles, notamment ceux d'Améri-

Marx et Engels retracent plus particulièrement les collisions politiques ou militaires : les superstructures elles-mêmes sont un moment objectif ayant un caractère économique dans la vision marxiste. Elles peuvent donc être étudiées valablement, sans être expliquées à tout moment par une donnée correspondante de la base économique. C'est la théorie générale qui exige que l'on mette en rapport systématique les faits de tous ordres : or, il est impossible qu'on l'explicite entièrement à tout moment et à tout propos.

Dans la même *Revue de Mai à Octobre,* Marx explique comment la crise économique a précédé en Europe et en Angleterre la crise révolutionnaire de 1848, et que l'approfondissement de la crise révolutionnaire qu'il escomptait en 1849, a été contrecarré par la reprise générale des affaires. Cette liaison de la crise économique et révolutionnaire a toujours été mise en évidence par le marxisme, et dans sa *Revue de Mai à Octobre,* Marx termine en écrivant : « Une nouvelle révolution ne sera possible qu'à la suite d'une nouvelle crise : l'une est aussi certaine que l'autre » (la partie politique de cette « revue » a été insérée par Engels dans la réédition de 1895 des « Luttes de classes en France »). (N. d. Tr.)

que du Nord et du Sud, ou encore d'Australie. Sitôt que surviendra la nouvelle de leur saturation, la panique se répandra parmi les spéculateurs et les producteurs — peut-être déjà vers la fin du printemps, au plus tard en Juillet ou Août.

Cependant, du fait qu'elle coïncidera avec de grands heurts sociaux sur le continent, cette crise portera de tout autres fruits que les crises précédentes. Jusqu'ici, chaque crise a été le signal d'un progrès nouveau, d'une nouvelle victoire de la bourgeoisie sur les propriétaires fonciers traditionnels et la bourgeoisie marchande ; mais la prochaine marquera le début de la moderne révolution anglaise, d'une révolution où Cobden jouera le rôle de Necker.

Nous en venons maintenant à l'*Amérique,* où est survenu un fait plus important que la révolution de *Février :* la découverte des mines d'or californiennes. Dès à présent — après dix-huit mois à peine — on peut prévoir qu'elle aura des résultats plus considérables que la découverte de l'Amérique elle-même. Trois siècles durant, tout le commerce d'Europe en direction du Pacifique a emprunté, avec une longanimité touchante, le cap de Bonne-Espérance ou le cap Horn. Tous les projets de percement de l'isthme de Panama ont échoué en raison des rivalités et jalousies mesquines des peuples marchands. Dix-huit mois après la découverte des mines d'or californiennes, les Yankees ont déjà entrepris la construction d'un chemin de fer, d'une grande route et d'un canal dans le Golfe du Mexique. Déjà, il existe une ligne régulière de navires à vapeur de New York à Chagres, de Panama à San-Francisco, et le commerce avec le Pacifique se concentre à Panama, la ligne par le cap Horn étant surannée. Le littoral californien, large de 30 degrés de latitude, l'un des plus beaux et des plus fertiles du monde, pour ainsi dire inhabité, se transforme à vue d'œil en un riche pays civilisé, densément peuplé d'hommes de toutes les races, du Yankee au Chinois, du Noir à l'Indien et au Malais, du Créole et Métis à l'Européen. L'or californien coule à flot vers l'Amérique et la côte asiatique du Pacifique, et les peuples barbares les plus passifs se trouvent entraînés dans le commerce mondial et la civilisation.

Une seconde fois, le commerce mondial change de direction.

Ce qu'étaient, dans l'antiquité, Tyr, Carthage et Alexandrie, au moyen âge, Gênes et Venise, et jusqu'ici Londres et Liverpool, à savoir les emporia du commerce mondial, c'est ce que seront maintenant New York et San-Francisco, San-Juan-de-Nicaragua et Léon, Chagres et Panama. Le centre de gravité du marché mondial était l'Italie au moyen âge, l'Angleterre à l'ère moderne, c'est maintenant la partie méridionale de la péninsule nord-américaine. L'industrie et le commerce de la vieille Europe devront faire des efforts terribles * pour ne pas tomber en décadence comme l'industrie et le commerce de l'Italie au XVI^e^ siècle, si l'Angleterre et la France ne veulent pas devenir ce que sont aujourd'hui Venise, Gênes et la Hollande [96]. D'ici quelques années, nous aurons une ligne régulière de transport maritime à vapeur d'Angleterre à Chagres, de Chagres et San-Francisco à Sydney, Canton et Singapour. Grâce à l'or californien et à l'énergie inlassable des Yankees, les deux côtes du Pacifique seront bientôt aussi peuplées, aussi actives dans le commerce et l'industrie que l'est actuellement la côte de Boston à New Orleans. L'océan Pacifique jouera à l'avenir le même rôle que l'Atlantique de nos jours et la Méditerranée dans l'antiquité : celui de grande voie d'eau du commerce mondial, et l'océan Atlantique tombera au niveau d'une mer intérieure, comme c'est le cas maintenant de la Méditerranée.

La seule chance pour que les pays civilisés d'Europe ne tombent pas dans la même dépendance industrielle, commerciale et politique que l'Italie, l'Espagne et le Portugal actuels, c'est qu'ils entreprennent une révolution sociale [97] qui, alors qu'il en est temps encore, transformera l'économie et la distribution

* Comme on l'a vu, Marx et Engels avaient prévu avant 1848 que l'Amérique du Nord serait entraînée dans la tourmente révolutionnaire. Dans la *Revue de Mai à Octobre*, 1850, Marx explique que la crise de 1836 éclata *en premier* aux Etats-Unis et y fut la plus violente : elle dura pratiquement jusqu'en 1842. En revanche, la crise de 1847 l'affecta peu, et qui plus est les révolutions de 1848 eurent pour conséquence une forte émigration de capitaux européens vers les Etats-Unis, parfois ils y arrivèrent avec les émigrants eux-mêmes. Et Marx de conclure que les capitalistes font *le plus confiance à une république bourgeoise.* (N. d. Tr.)

conformément aux besoins de la production découlant des capacités productives modernes afin de permettre le développement de forces de production nouvelles qui assureraient la supériorité de l'industrie européenne et compenseraient ainsi les inconvénients de sa situation géographique.

Enfin, une curiosité caractéristique de la *Chine*, rapportée par le missionnaire allemand bien connu Gutzlaff. La surpopulation lente mais régulière de ce pays avait provoqué depuis longtemps déjà une violente tension des rapports sociaux entre la plus grande partie de la nation. Ce fut ensuite l'arrivée des Anglais qui ouvrirent de force cinq ports à leur libre commerce. Des milliers de navires anglais et américains cinglèrent vers la Chine, qui, en peu de temps, fut inondée de produits britanniques et américains bon marché. L'industrie chinoise, essentiellement manufacturières, succomba à la concurrence du machinisme. L'inébranlable Empire du Milieu subit une crise sociale. Les impôts n'entrèrent plus, l'Etat se trouva au bord de la faillite, la grande masse de la population sombra dans le paupérisme et se révolta. Cessant de vénérer les mandarins de l'Empereur et les bonzes, elle se mit à les malmener et à les tuer. Le pays se trouve au bord de l'abîme, voire sous la menace d'une révolution violente.

Mais, il y a plus. Au sein de la plèbe insurgée, certains dénoncèrent la misère des uns et la richesse des autres, en exigeant une nouvelle répartition des biens, voire la suppression totale de la propriété privée — et ils continuent aujourd'hui encore de formuler ces revendications. Lorsqu'après vingt ans d'absence, M. Gutzlaff revint parmi les civilisés et les européens, et qu'il entendit parler du socialisme, il s'écria horrifié : « Je ne pourrais donc nulle part échapper à cette pernicieuse doctrine ? C'est exactement là ce que prêchent depuis quelque temps beaucoup de gens de la populace en Chine ! ».

Il est bien possible que le socialisme chinois ressemble à l'européen comme la philosophie chinoise à l'hégélianisme. Quoi qu'il en soit, on peut se réjouir que l'Empire le plus ancien et le

plus solide du monde ait été entraîné, en huit ans, par les balles de coton des bourgeois anglais, au seuil d'un bouleversement social qui doit avoir, en tout cas, les conséquences les plus importantes pour la civilisation *. Lorsque nos réactionnaires européens, dans leur fuite prochaine, seront enfin parvenus à la Muraille de Chine, aux portes ouvrant sur la citadelle de la réaction et du conservatisme, qui sait s'ils n'y liront pas :

République Chinoise

Liberté, Egalité, Fraternité

* Marx y voit un effet révolutionnaire en retour sur l'Europe elle-même : « Maintenant que l'Angleterre a provoqué la révolution en Chine, la question est de savoir quelle réaction cette révolution va entraîner en Angleterre et, par l'Angleterre, en Europe. Il n'est pas difficile de répondre à cette question... Dans les circonstances actuelles, comme l'industrie britannique a déjà parcouru la majeure partie du cycle économique normal, on peut prévoir que la révolution chinoise mettra l'étincelle à la poudrière toute prête à éclater de l'actuel système économique, et provoquera l'explosion de la crise générale depuis longtemps mûre et qui, en se propageant à l'étranger, sera bientôt suivie de révolutions politiques en Europe. Ce serait, en vérité, un spectacle curieux : la Chine provoquant des désordres dans le monde occidental, au moment même où les puissances occidentales sont en train, avec les navires de guerre anglais, français et américains, de rétablir l' « ordre et la paix », à Changhaï, Nankin et l'embouchure du Grand Canal. » (Karl Marx, « La révolution en Chine et en Europe », in *New York Tribune,* 14 Juin 1853). On trouvera cet article tout entier ainsi que de nombreux articles de Marx et d'Engels sur les guerres coloniales dans *Marx-Engels, Textes sur le colonialisme,* Editions en Langues étrangères, Moscou, 432 p. On trouvera aussi certains articles dans les *Œuvres politiques* des Editions Costes.

Le règne des prétoriens

Karl Marx,
« New York Daily Tribune »,
12 Mars 1858.

« Quand Gérard, le tueur de lions, sera-t-il nommé ministre de l'Education nationale ? », telle est la question qu'on se pose, avec malice, dans les faubourgs parisiens depuis que le général Espinasse, le commandant en chef de la campagne de la Dobroutcha de fâcheuse mémoire [98], a été appelé au poste de ministre de l'Intérieur et de la Sûreté. On sait qu'en Russie un général de cavalerie a la préséance sur le saint synode. Au fond, pourquoi le ministère de l'Intérieur ne reviendrait-il pas à un Espinasse, après que la France soit devenue l'intérieur tenu exclusivement par les prétoriens ?

De telles « anomalies » patentes démontrent que le règne du sabre domine sans conteste, et que Bonaparte entend faire savoir à la France que le régime impérial ne repose pas sur la volonté de la France, mais sur celle de 600 000 baïonnettes. D'où les adresses prétoriennes, qui ont été rédigées par les commandants des différents régiments d'après une formule préparée aux Tuileries, adresses qui évitent de faire la moindre allusion à la prétendue « volonté populaire ». D'où la division de la France en cinq pachaliks ; d'où la transformation du ministère de l'Inté-

Le *premier* volume des *Ecrits militaires de Marx et d'Engels* ne peut reproduire les textes sur les guerres et campagnes militaires dans les continents où vivaient des peuples colonisés ou dépendants. Nous renvoyons donc le lecteur aux publications déjà existantes. Marx dit lui-même qu'on ne peut faire abstraction de l'évolution des pays extra-européens : « Comme le monde est rond, cette mission — la création par la bourgeoisie du marché mondial — semble achevée depuis la colonisation de la Californie et de l'Australie et l'ouverture du Japon et de la Chine. Dès lors, la question difficile pour nous est celle-ci : *sur le continent la révolution est imminente et prendra un caractère socialiste, mais ne sera-t-elle pas forcément étouffée dans ce petit coin du monde ?* En effet, sur un terrain beaucoup plus vaste, LE MOUVEMENT DE LA SOCIETE BOURGEOISE EST ENCORE ASCENDANT. » (Marx à Engels, le 8 Octobre 1858.)

rieur en une annexe de l'armée. Mais, les changements ne sont pas achevés pour autant.

Sous peu, une soixantaine de préfets seront destitués, et remplacés pour la plupart par des militaires. La direction des préfectures doit être confiée à des colonels et commandants en demi-solde.

L'antagonisme entre l'armée et la population doit être le garant de la « sûreté générale » *, incarnée par la sûreté du héros de Satory [99] et de sa dynastie.

Un grand historien contemporain nous a raconté que, depuis les jours de la Grande Révolution, c'est toujours l'armée qui a disposé de la France : le fait est vrai, quoiqu'on cherche à le dissimuler autant que possible. Certes, ce sont des classes différentes qui ont régné sous l'Empire, la Restauration, Louis-Philippe et la république de 1848. Sous le Premier Empire, régnait la paysannerie, *fruit* de la révolution de 1789 ; sous la Restauration, la grande propriété foncière ; sous Louis-Philippe, la bourgeoisie ; et la république de 1848, non pas conformément aux intentions de ses fondateurs, mais en fait, a été une tentative prématurée

* Ces deux articles sur le second Empire illustrent le rapport entre la violence et la mise en place de superstructures politiques, juridiques et étatiques qui agissent en retour sur le développement économique. Ce rapport résulte directement de l'issue du conflit entre classes et Etat, qui détermine un équilibre nouveau des rapports sociaux, et donc productifs. Ainsi, dans son article sur le « 25 Juin », Engels mettait en évidence que l'armée était sortie victorieuse des luttes de 1848 en France, qui avaient brisé le prolétariat, écarté la bourgeoisie du pouvoir, et créé un Etat bonapartiste hybride. En outre, il avait noté que l'armée s'était appuyée sur la petite paysannerie, la racaille et le lumpenprolétariat (mendiants, filous, vagabonds et autres petits voyous), et il avait conclu : « Désormais, tout ce qui se trame à Paris devient méprisable », prévoyant ainsi la veulerie et la bassesse du Second Empire.

On remarquera cependant que si les superstructures politiques et juridiques, etc... influent sur l'évolution de l'économie, c'est, en fin de compte, l'essor irrépressible des forces productives, qui régénérera de nouveau les classes et les rapports essentiels de la société, c'est-à-dire les capitalistes et les prolétaires salariés, ceux-ci se rapprochant alors du pouvoir et recommençant la lutte pour sa conquête. (N. d. Tr.)

de diviser le pouvoir en parts égales entre les hommes de la monarchie légitime et les hommes de la monarchie de Juillet.

Quoi qu'il en soit, tous ces régimes s'appuyaient pareillement sur l'armée. La constitution de la République de 1848 n'a-t-elle pas elle-même été élaborée et proclamée sous l'état de siège, autrement dit, sous le règne du sabre ? Cette République n'était-elle pas personnifiée par le général Cavaignac ? N'a-t-elle pas été sauvée par l'armée en Juin 1848, puis à nouveau en Juin 1849, pour être finalement abandonnée par cette même armée en 1851 ? Dès lors, quelle est la nouveauté du régime que Louis Bonaparte vient d'instaurer ? Est-ce le fait qu'il règne en s'appuyant sur l'armée ? Tous ses prédécesseurs ont ainsi régné *depuis les Journées de Thermidor.*

Dans le passé, la classe dominante, dont la puissance correspondait à un développement spécifique de la société française, s'appuyait en dernier ressort sur l'armée contre ses adversaires, de sorte que son intérêt social spécifique prédominait toujours. En revanche, ce qui prédomine sous le second Empire, c'est l'intérêt de l'armée, qui n'a plus pour tâche de maintenir le règne d'une classe de la nation sur l'autre : elle maintient sa propre domination personnifiée par sa propre dynastie sur le peuple français dans son ensemble.

L'armée représente l'Etat, qui est en contradiction avec la société existante.

Le Crédit Mobilier français

Karl Marx,
« New York Daily Tribune »
24 Juin 1856.

On se souvient que Bonaparte a fait son coup d'Etat pour deux raisons diamétralement opposées : d'une part, il proclamait que sa mission était de sauver la *bourgeoisie* et l' « ordre matériel » de l'anarchie rouge qui allait submerger la France en Mai 1852 ; d'autre part, il prétendait sauver la classe ouvrière du despotisme

des bourgeois, concentrés dans l'Assemblée Nationale. Par ailleurs, il se trouvait lui-même dans l'obligation de payer ses dettes et celles de la respectable racaille de la Société du Dix-Décembre ; autrement dit, il devait s'enrichir, lui et les siens, aux dépens de la bourgeoisie aussi bien que des travailleurs.

Il faut bien le reconnaître, la tâche de cet homme était hérissée de difficultés contradictoires : il devait apparaître à la fois comme le pilleur et comme le bienfaiteur patriarcal de toutes les classes. Il ne pouvait donner quoi que ce soit à une classe sans l'avoir pris à l'autre, et il ne pouvait satisfaire ses besoins à lui et à sa clique sans voler les deux classes à la fois. Au temps de la Fronde, le duc de Guise passait pour l'homme le plus aimable de France, parce qu'il transformait toutes ses terres en fiefs pour ses partisans. De même, Bonaparte se proposait de devenir l'homme le plus obligeant de France, en convertissant toute la propriété et toute l'industrie du pays en obligations personnelles à Louis Bonaparte. Voler la France pour l'acheter — tel était le grand problème que notre homme devait résoudre. Or, dans cette opération où il s'agissait de prendre à la France ce qui devait être rendu à la France, ce qui n'était pas le moins négligeable à ses yeux, c'était le gain qu'il pouvait écrémer pour lui et la Société du Dix-Décembre.

Mais, comment allait-il concilier ces exigences contradictoires ? Comment allait-il résoudre ce délicat problème économique ? Comment allait-il démêler cet écheveau ?

Toute l'expérience passée de Bonaparte lui indiquait que le seul grand moyen de se tirer des difficultés économiques les plus grandes, c'était le *Crédit.* Or, en France, il existait justement l'école de Saint-Simon, qui, de ses origines à son déclin, s'est bercée de cette illusion : tout antagonisme de classes disparaîtra, lorsqu'on aura créé un bien-être universel en mettant au point un système bien calculé de crédit public.

Le saint-simonisme, sous cette forme, n'était pas encore mort à l'époque du *coup d'Etat.* Il y avait Michel Chevalier, l'économiste du *Journal des Débats ;* il y avait Proudhon, qui s'efforçait de dissimuler la partie la plus mauvaise de la doctrine saint-simonienne sous un vernis d'une originalité excentrique. Il y

avait enfin deux Juifs portugais, familiarisés avec la spéculation boursière et liés aux Rothschild. Ils avaient grandi à l'ombre du Père Enfantin et, forts de leur expérience, furent assez hardis pour flairer la spéculation boursière derrière le Socialisme, et Law derrière Saint-Simon. Ces hommes — Emile et Isaac Péreire — sont les fondateurs du *Crédit Mobilier* et les instigateurs du socialisme bonapartiste.

Il existe un vieil adage : « *Habent sua fata libelli* ». De fait, les doctrines ont leur destinée, tout comme les livres. Saint-Simon devint l'ange tutélaire de la Bourse de Paris, le prophète de l'escroquerie, le messie de la corruption générale ! L'histoire ne connaît pas d'ironie plus cruelle, exception faite de Saint-Just, réincarné par le *juste milieu* de Guizot, et Napoléon par Louis Bonaparte.

Les événements vont plus vite que le raisonnement des hommes. Alors que nous nous appuyons sur l'analyse des principes et des conditions de fonctionnement du *Crédit Mobilier* pour prévoir son effondrement inévitable, l'histoire est déjà en train de réaliser notre prédiction. Le 31 Mai, l'un des directeurs du *Crédit Mobilier*, M. Place a fait faillite pour une somme de 10 millions. Quelques jours avant, il avait été « présenté à l'Empereur par M. de Morny » comme un *dieu de la finance : Les dieux s'en vont !* Presque le même jour, le *Moniteur* publiait la nouvelle loi sur les *sociétés en commandite*, qui, sous prétexte de mettre un frein à la fièvre de la spéculation, livre ces sociétés à la merci du *Crédit Mobilier*, en faisant dépendre leur fondation de l'accord du gouvernement ou du *Crédit Mobilier*. Et la presse anglaise, qui ne sait même pas distinguer entre *sociétés en commandite* et *sociétés anonymes*, entre en transes devant ce grand « geste éclairé » de la sagesse bonapartiste, alors que les premières sont sacrifiées aux secondes. Et elle s'imagine que les spéculateurs français vont bientôt être aussi solides que les Sadleir, Spader et Palmer d'Angleterre. Au même moment, le fameux *Corps Législatif* vient de voter la loi sur le drainage qui est une infraction directe à la législation antérieure et au Code Napoléon : l'expropriation des débiteurs hypothécaires au profit du gouvernement de Bonaparte. Cette machination doit lui permettre de s'approprier de la terre, tout comme

le *Crédit Mobilier* doit lui servir à s'emparer de l'industrie, et la Banque de France du commerce français — tout cela pour sauver la propriété des dangers du socialisme !

Cependant, nous croyons qu'il n'est pas inutile de poursuivre notre étude sur le *Crédit Mobilier*. Nous pensons que cette institution est appelée à accomplir des exploits plus importants que ceux que nous venons d'évoquer.

Nous avons vu que la première fonction du *Crédit Mobilier* est de fournir des capitaux aux entreprises industrielles, organisées en sociétés anonymes. Citons le rapport de M. Isaac Péreire :

« Le Crédit Mobilier joue, à l'égard des valeurs représentant du capital industriel, le même rôle que les banques d'escompte à l'égard des valeurs représentant du capital commercial. Le premier devoir de cette société est de soutenir l'industrie nationale, de favoriser la constitution de grandes entreprises, qui, livrées à elles-mêmes, seraient aux prises à de graves difficultés. Elle remplira d'autant plus facilement sa mission dans ce domaine qu'elle dispose des moyens les plus divers d'information et de recherches. Or, ces moyens échappent aux personnes privées qui ne peuvent apprécier sûrement la valeur réelle ou les possibilités des affaires qui réclament une aide. Dans les moments de prospérité, notre société sera un guide pour le capital à la recherche d'un emploi profitable ; dans les moments difficiles, elle aura pour tâche de fournir des ressources précieuses pour maintenir l'emploi et pour modérer les crises qui résultent de la brusque contraction des capitaux. Soucieuse de n'investir son capital dans toutes les affaires que dans la proportion et dans les limites permettant un retrait rapide, notre Société sera en mesure de multiplier ses activités, de faire fructifier, dans un délai rapide, un grand nombre d'entreprises, et de diminuer les risques de leur concurrence par la diversité de ses placements restreints. »

Voilà comment Isaac développe les idées de Bonaparte. Il importe maintenant de voir de quelle façon Bonaparte commente les idées d'Isaac. On trouvera ce commentaire dans le rapport du ministre de l'Intérieur adressé à Bonaparte le 21 Juin 1854, sur les principes et l'administration du *Crédit Mobilier* :

« De tous les établissements de crédit existant dans le monde, on peut considérer, à juste titre, que la *Banque de France* peut se flatter de la constitution la plus solide. » Elle était si solide que la petite tempête de Février 1848 l'aurait renversée en un jour, si Ledru-Rollin et Cie n'avaient volé à son secours ! En effet, le Gouvernement Provisoire ne leva pas seulement l'obligation pour la Banque de France de payer ses billets en espèces métalliques, de sorte qu'elle endigua la marée des porteurs de billets et de bons qui se pressaient dans la rue menant à la Banque, mais il autorisa encore une émission de billets de 50 francs, alors que même sous Louis-Philippe, la Banque n'eut jamais le droit d'émettre des billets de moins de 500 francs. De la sorte, le Gouvernement Provisoire ne couvrit pas seulement la Banque insolvable de son crédit, mais il lui donna encore en gage les domaines de l'Etat pour le privilège d'obtenir un crédit pour l'Etat.

« La *Banque de France* est à la fois un soutien et un guide pour notre commerce, et son influence morale et matérielle donne à notre marché une très précieuse stabilité. » Cette stabilité est si grande que les Français subissent une véritable crise chaque fois que l'Amérique et l'Angleterre se laissent aller à un petit krach dans leur commerce !

« Grâce à la pondération judicieuse qui préside à toutes ses opérations, notre admirable institution joue le rôle d'un régulateur. Mais, pour accoucher de toutes les merveilles qu'il porte en son sein, le génie commercial a besoin, par-dessus tout, d'être stimulé. Or, du fait même qu'en France la spéculation est maintenue dans les plus strictes limites, il n'y a pas d'inconvénient, mais, au contraire, un grand avantage, à placer au côté de la *Banque de France* un établissement conçu dans un ordre d'idées tout différent et destiné à représenter l'esprit d'initiative dans la sphère du commerce et de l'industrie. Par bonheur, le modèle de cet établissement existait déjà ; il nous vient d'un pays célèbre pour sa loyauté sévère, la prudence et la solidité qui président à toutes ses opérations commerciales. En mettant son capital, son crédit et son autorité morale à la disposition de toutes les idées saines et de toutes les entreprises utiles, la Société

Générale des Pays-Bas a multiplié en Hollande les canaux, le système de drainage et mille autres améliorations qui ont centuplé la valeur de la propriété. Pourquoi la France ne profiterait-elle pas, elle aussi, d'une institution, dont les avantages ont été démontrés par une expérience aussi lumineuse ? Telle est la pensée qui a suscité la création du *Crédit Mobilier* par le décret du 18 Novembre 1852.

« Selon les termes de ses statuts, cette Société peut, entre autres opérations, acheter et vendre des effets publics et des actions industrielles, prêter et emprunter en se servant d'eux comme garanties, lancer des emprunts publics ; en un mot, émettre des effets à long terme, à concurrence des valeurs ainsi acquises.

« Elle a ainsi en mains les moyens de rassembler et de céder à des conditions avantageuses une considérable richesse. La fécondité de l'entreprise dépend du judicieux usage qu'elle fera de ces capitaux. En effet, la Société peut, à son gré, commanditer l'industrie, prendre des intérêts dans des entreprises, participer à des opérations à long terme, ce que les Statuts de la Banque de France et de l'Office d'Escompte interdisent à ces instituts. En un mot, elle est libre de ses mouvements et peut varier son activité selon les besoins du crédit commercial. Si parmi les entreprises nouvelles qui se créent continuellement, elle sait distinguer celles qui sont bonnes ; si, par l'intervention opportune des immenses fonds dont elle dispose, elle permet l'exécution de travaux qui, bien que hautement productifs par eux-mêmes, languiraient à cause de leur durée inhabituelle ; si son concours est le sûr indice d'une idée utile ou d'un projet bien conçu, la société du Crédit Mobilier méritera et recueillera l'approbation publique. Les capitaux disponibles seront draînés par cette Société et, sous son patronage, dirigés en masse vers des placements sûrs. La force de l'exemple et l'autorité attachée à son appui feront plus que l'aide matérielle elle-même. Bref cette Société collaborera à toutes les idées d'utilité générale. De la sorte, elle encouragera puissamment les efforts de l'industrie et stimulera partout l'esprit d'invention. »

A la prochaine occasion, nous montrerons comment ces grandes phrases cachent mal le projet transparent de draîner toute l'industrie de France dans le tourbillon de la Bourse de Paris, et d'en faire la balle de tennis de ces Messieurs du Crédit Mobilier, et de leur patron Bonaparte.

PROLONGEMENTS MILITAIRES DE 1848-1849

Notice du traducteur

La prévision historique est facile, à condition d'être faite par des révolutionnaires comme Marx et Engels que l'évolution sociale avec tous ses bouleversements n'effrayent pas au point de leur brouiller la vue ou de les aveugler.

Avant 1848, le mode de production et la société capitalistes avaient triomphé en Angleterre et en France, et c'était jeu d'enfant de prévoir qu'ils s'étendraient inévitablement à l'Allemagne, à l'Italie, à l'Europe centrale et orientale. Ce qui était plus difficile, plus profond et plus révolutionnaire, c'était *d'en déduire* les conditions de réalisation historiques au travers des luttes de classes et d'Etat, en admettant que, le féodalisme étant la plus grande entrave à cette progression historique, *il fallait de toute nécessité faire la guerre au bastion de l'ancien régime : la Russie.*

Dès le premier numéro de *La Gazette rhénane,* Marx avait fixé cette tâche révolutionnaire à l'Allemagne, en espérant que

celle-ci aurait plus de chance que Napoléon Ier, ou mieux, la révolution française et les enragés dont il était exécuteur testamentaire.

Même si la révolution de 1848-49 avait été battue sur toute la ligne — socialiste aussi bien que bourgeoise — l'histoire ne cessait pour autant de s'assigner cette tâche historique. Sachant que tout progrès *social* passait par l'affaiblissement du pilier russe de la réaction européenne, les ouvriers anglais n'élevèrent aucune objection — au contraire — à ce que leur gouvernement fît à la Russie une guerre qui s'imposait à l'Angleterre et à la France bourgeoises à la suite du rapport de forces issu des heurts de 1848-49.

On sait que les succès militaires de la Russie en 1849 avaient provoqué un premier antagonisme au sein même de la sinistre Sainte-Alliance.

En effet, celle-ci était formée de trois sortes de puissances, qui avaient atteint des niveaux sociaux de production différents, voire contradictoires : d'abord, la Russie qui représente l'ancien régime sous une forme mi-féodale, mi-asiatique, fortement centralisée, et donc très efficace et dangereuse ; ensuite, l'Angleterre et la France, Etats entièrement bourgeois ; enfin, entre ces deux extrêmes, des sociétés en voie de dépasser l'ancien régime pour passer à la forme capitaliste moderne de production, en se constituant en nations unitaires et centralisées bourgeoises : l'Allemagne — Prusse et Autriche — la Hongrie, la Pologne, l'Italie, l'Espagne, etc... Ce dernier groupe de pays (en voie de développement) formait le centre de gravité des luttes nationales progressives de la période de 1848 à 1870, en même temps que le champ où s'affrontaient les impérialismes de la Russie absolutiste et des nations bourgeoises.

Avec la défaite du prolétariat en 1849, la Sainte-Alliance entre puissances d'ancien régime et Etats capitalistes perdit de son urgence et d'une grande partie de son intérêt, du fait même de la défaite de la révolution. Les rivalités entre système bourgeois et système féodal reprirent donc le dessus et dominèrent la scène historique. Dans ces conditions, *la systématisation des nationalités européennes en nations et Etats bourgeois modernes redevint*

une tâche progressive à l'ordre du jour de l'histoire, mais ce furent d'autres forces que le prolétariat qui en prirent la direction.

La défaite de la révolution de 1848-49 sur ses deux fronts, socialiste et national-bourgeois progressif, avait donné à la Russie la suprématie en Europe, non seulement sur les forces révolutionnaires, mais encore sur les Etats officiels de toutes sortes. La Russie absolutiste portait un coup très dur au système social bourgeois — et donc aux puissances bourgeoises anglaise et française — en restaurant le pouvoir des forces d'ancien régime dans les pays d'Europe centrale et en étendant son influence dans le groupe des pays en voie de se constituer en nations bourgeoises modernes.

Au sein de ce groupe, Marx et Engels distinguaient, d'une part, les nations ouvertement révolutionnaires, telle la Pologne (dont la Russie exploite si possible les capacités techniques et culturelles) ; d'autre part, les nationalités slaves, etc... incapables de s'ériger en nations modernes *par leurs seuls moyens* — comme l'histoire ultérieure l'a confirmé, puisque ce sont essentiellement les grandes puissances qui les y aidèrent beaucoup plus tard, lorsque la période révolutionnaire de la systématisation en nations modernes fut achevée dans cette aire géographique [100]. Ces nations furent plus ou moins les alliées du tsarisme dans ses visées hégémoniques en Europe (panslavisme).

Entre ces deux extrêmes, il y a les nations plus ou moins révolutionnaires : l'Italie, l'Autriche, la Prusse. C'est l'influence au sein de ces dernières que se disputent surtout la Russie et les Etats bourgeois constitués. Le jugement de Marx et d'Engels est forcément plus complexe et nuancé en ce qui concerne ce dernier groupe, dont la politique est fluctuante.

Comme toujours, Marx et Engels distinguent, au sein des nations en voie de développement, entre Etat officiel, classes et partis. Avec l'essor économique et le progrès historique et social, cette distinction gagne encore en importance. Selon leur maturité et les rapports de force politiques et militaires de chaque période, les nations en voie d'effectuer leur révolution nationale-bourgeoise seront à la traîne, ou bien de la Russie réactionnaire, ou bien des impérialismes bourgeois avec lesquels elles pactise-

ront avec plus ou moins de succès, ou enfin elles seront entraînées par la force révolutionnaire des masses et de la bourgeoisie révolutionnaire (Garibaldi, par exemple). Ces situations politiques extrêmement complexes et embrouillées sont d'ailleurs le résultat de la victoire de la contre-révolution sur la claire vision de l'action franchement révolutionnaire, et sont exploitées par la contre-révolution pour tergiverser, mystifier les masses et prolonger le règne de la contre-révolution. [100]

Ainsi, au cours de la guerre de 1859 contre l'Autriche, puissance occupante, l'Italie s'appuiera sur Napoléon III, « libérateur des nationalités » mais chef d'un impérialisme plus puissant encore que celui de l'Autriche visiblement en déclin.

Si Marx et Engels misent plutôt sur l'Autriche que sur la Prusse pour unifier l'Allemagne, ce n'est pas du tout parce que l'Autriche a des traditions plus démocratiques et plus humaines que sa rivale (ce serait plutôt le contraire, puisque c'est l'Etat prussien qui a instauré les revendications bourgeoises du droit de parole, de réunion et d'association, etc...) ; c'est, pour une bonne part, à cause de sa position géographique ou *stratégique*. En effet, l'Autriche formait le meilleur rempart contre le féodalisme russe. Ainsi, Engels dit que l'hostilité autrichienne à la Russie empêcha celle-ci, au cours de la guerre russo-turque, d'infliger une défaite désastreuse à la Turquie, nation révolutionnaire. De même, il note que, vers les Balkans aussi, l'Autriche avait une position plus avancée que la Prusse. Or, toutes ces régions, habitées surtout par des Slaves, étaient très menacées par la Russie.

Comme la révolution de 1848-49 l'avait démontré, les Autrichiens pouvaient réaliser la jonction non seulement avec les Polonais, mais encore avec la Hongrie révolutionnaire. C'est ce qui explique l'attitude de la Russie, qui soutint en fin de compte la Prusse. Ne serait-ce qu'en restant fidèle à la Russie et neutre dans la guerre de Crimée, la Prusse forma rempart devant une attaque directe des Alliés sur le centre de la Russie.

Tous les critiques de Marx ont souligné qu'il s'était trompé dans ses prévisions relatives au conflit austro-prussien de 1866 puisqu'en général il prit fait et cause pour l'Autriche. Or, pour avoir raison, Marx et Engels devaient-ils prendre parti pour la

solution la plus mauvaise, correspondant le moins aux aspirations révolutionnaires ? Ils devaient indiquer aux forces qu'ils influençaient qu'elle était la véritable voie du progrès historique. Ils ne pouvaient appuyer la solution la plus mauvaise, en lâchant, au moment du combat, le camp le plus révolutionnaire, et surtout ils ne pouvaient brouiller pour l'avenir la vision du parti révolutionnaire — comme le fit Lassalle — en présentant la solution la moins révolutionnaire comme la meilleure, et en maquillant une défaite ou une capitulation en victoire.

La prévision de Marx et d'Engels n'est pas celle de pythonisses, qui décrivent un avenir si bien tracé qu'il vaut mieux se croiser les bras pour ne pas contrarier son cours inexorable. La prévision révolutionnaire est la condition préalable de l'intervention des forces révolutionnaires dans le processus historique, qui suppose un heurt et une lutte, qui ne sont jamais gagnés d'avance. Elle suppose l'intervention de forces que le mouvement à venir doit mettre en action. Marx et Engels ne s'appuieront donc pas sur les forces officielles qui existent toujours dans le présent, mais ne sont, dans le meilleur des cas, que des « exécuteurs testamentaires » (Bismarck, Cavour, etc...), des révolutionnaires malgré eux, préoccupés d'aller le plus doucement possible, avec le moins de secousses pour la *société officielle.* Certes, Marx et Engels prônent une lutte farouche contre les ennemis *réactionnaires* de Bismarck et de Cavour, mais ceux-ci ne s'allient-ils pas eux-mêmes aux pires forces réactionnaires, la Russie et l'impérialisme français ? Une lutte conséquente supposait donc qu'on tentât sans cesse de déborder les Bismarck et Cavour. Marx et Engels devaient ainsi conserver leur programme et préserver les possibilités d'une action propre, qui déborda souvent les exécuteurs testamentaires et les força d'accomplir la volonté des véritables révolutionnaires. Les difficultés proviennent du fait qu'au cours de toute cette période, la stratégie portait sur des mesures encore bourgeoises qui pouvaient être exécutées sous la bannière bourgeoise aussi bien que prolétarienne.

Loin d'infirmer le programme marxiste des dernières pages du *Manifeste* de 1848, la défaite l'imposa — pour sa partie bourgeoise — aux classes et aux superstructures de l'armée et de l'Etat capi-

talistes, tant ce programme est objectif et inflexiblement tracé par le cours historique. L'effet de la violence étant lié à la nature de la classe qui l'exerce, ce qui change — en raison de l'indécision des classes bourgeoises — c'est le rythme du progrès social. Pour sa partie socialiste, le prolétariat continue, bien sûr, de la revendiquer et d'y tendre avec les moyens dont il dispose.

La revendication, soutenue par Marx, Engels et les chartistes anglais de 1854, d'une guerre contre la Russie fut réalisée par les gouvernements anglais et français au cours de la campagne de Crimée. Elle eut donc l'approbation du prolétariat révolutionnaire. Cependant, étant menée par des forces peu décidées, la guerre de Crimée perdit une grande part de ses effets progressifs, et il ne pouvait en être autrement. Il n'en reste pas moins qu'Engels vit, dans cette réédition molle, tardive et louvoyante des guerres de Napoléon Ier, la cause première de l'abolition du servage de 1861, qui, en affranchissant les paysans russes, suscita à l'intérieur même de la Russie une classe révolutionnaire — et donc le début d'une lutte de classes interne, qui devait ébranler la forteresse de la réaction européenne, et mettre finalement un terme au danger de restauration par le tsarisme des anciens régimes au centre de l'Europe.

Marx et Engels n'inventèrent donc pas une nouvelle tactique, grâce à laquelle les prolétaires auraient poussé la bourgeoisie des Etats déjà pleinement capitalistes à remplir des tâches révolutionnaires à leur place et pour leur compte, tandis qu'ils se mettaient eux-mêmes à la remorque de leur classe dominante : ils l'eussent appelée — et l'ont appelée — trahison.

Dans les conditions données (qui ont une limite dans le temps et dans l'espace, comme Marx, Engels, et après eux Lénine, l'ont affirmé), le heurt entre bourgeoisie et absolutisme était encore progressif en Russie. Comme les gouvernements anglais et français ne firent cette guerre que contraints et forcés, il était clair qu'ils devaient la mener avec leurs ressources et leurs moyens propres — l'obligation militaire pour tous n'existait dans aucun des deux pays, qui eût forcé les ouvriers à se battre. Le prolétariat n'avait pas à y engager et à y perdre ses forces, son sang, son énergie et jusqu'à son propre programme.

Marx et Engels mettent constamment en évidence comment les opérations de Crimée furent menées par des bourgeoisies décrépies et sans énergie, et comment dans la réalité les conditions matérielles et objectives eussent permis une action autrement féconde et rapide. C'est dire qu'ils n'attendaient pas que les bourgeois anglais, le bonapartisme ou le tsar fissent cadeau aux paysans russes de l'abolition du servage. Ils en virent bien plutôt la cause dans l'effet physique de la violence politique et militaire. C'est en effet la guerre elle-même qui suscita les ferments de dissolution de la vieille société russe et les germes des futures classes révolutionnaires, au premier rang desquels la paysannerie que Lénine sut si efficacement mener au combat.

En Russie, la guerre eut les effets suivants, qui concoururent tous à ruiner le féodalisme et à préparer l'avènement de la société capitaliste moderne : 1° nécessité pour l'Etat de trouver des moyens financiers pour payer la guerre, en transformant les dîmes en nature en dîmes en argent, c'est-à-dire en faisant un pas vers la mercantilisation des rapports terriens ; 2° modernisation des méthodes de l'agriculture, en augmentant la productivité par des moyens techniques afin de compenser la main-d'œuvre mobilisée dans l'énorme armée ; 3° construction d'un réseau de communications et de transports, infrastructure matérielle de la circulation des marchandises, afin de permettre à l'armée de se déplacer ; 4° création de manufactures de guerre et d'une industrie de produits de substitution pour les produits de première nécessité jusqu'ici importés des pays industriels, notamment d'Angleterre, etc..., etc... Tous ces résultats tendent au même but : centraliser la nation à l'occasion de la coordination indispensable à la poursuite de la guerre, et moderniser l'économie au profit de l'Etat national, ce qui détruit l'éparpillement politique et économique de l'ancien régime féodal.

Si ces résultats ne furent pas plus rapides et radicaux, c'est que le prolétariat n'a pu faire la guerre lui-même, et en fut empêché à plusieurs reprises en 1848-49.

La guerre de Crimée montre bien le rôle de la violence dans l'histoire, cette violence qui change de caractère suivant les classes. Elle est concentrée, vive, rapide et féconde entre les mains

de la classe la plus révolutionnaire, lente, douloureuse, aveugle et peu efficace entre celles de classes moins révolutionnaires. Mais, la guerre ne peut être féconde que si elle peut jouer encore dans un sens quelque peu progressif, et le prolétariat peut alors la « souhaiter », sans la faire lui-même. C'était encore possible dans le cas de la guerre de Crimée, qui fut une limite extrême et révéla déjà de quels carnages la bourgeoisie est capable. Elle annonçait, en effet, les futures guerres impérialistes, où la violence ne perd pas seulement toute efficacité progressive, traîne en longueur et provoque d'immenses massacres et destructions des forces matérielles et vivantes, mais est encore dirigée, à bien y regarder, contre le prolétariat lui-même, comme l'histoire récente, après Marx et Engels l'a enseigné.

Le conflit russo-turc

Karl Marx,
« New York Daily Tribune »
26 Juillet 1853,

..Le tsar a toujours veillé jalousement à ce que le démembrement de l'Etat turc se fasse exclusivement sous l'égide russe. Il faut bien le reconnaître : jamais l'Est n'a jeté à la face des puissances occidentales de défi plus cynique, et l'auteur de ce document est encore Nesselrode [101], dont le nom précisément signifie à la fois ortie et férule, en allemand. En vérité, ce document prouve que l'Europe se courbe sous la férule de la contre-révolution.

Les révolutionnaires peuvent féliciter le tsar de ce chef-d'œuvre. Si l'Europe recule cette fois-ci, ce ne sera pas une simple retraite à la suite d'une banale défaite : elle devra passer sous les fourches caudines.

Or, en ce moment même, la reine d'Angleterre fête les princesses russes, tandis que la bourgeoisie éclairée et l'aristocratie anglaises se prosternent avec humilité aux pieds de l'autocrate barbare. Le prolétariat anglais est donc seul à protester contre l'impéritie et la déchéance des classes dominantes.

Le 7 Juillet, l'école de Manchester [102] tint une grande réunion pacifiste à Halifax, dans l'Odd-Fellows-Hall. L'industriel député Crossley ainsi que tous les « grands hommes » de l'école étaient venus spécialement de Londres pour assister à cette manifestation. La salle était archi-comble, et plusieurs milliers de personnes ne purent y accéder. Il se trouve qu'Ernest Jones séjournait précisément à Durham. On sait que l'agitation de ce chef chartiste trouve un grand écho dans les régions industrielles, comme le prouvent les nombreuses pétitions chartistes présentées au Parlement et les attaques de la presse bourgeoise de province. Les chartistes de Halifax, où déjà la candidature de Jones avait été à deux fois proposée et acceptée à mains levées, lui télégraphièrent de venir à cette réunion, et il arriva juste à temps.

Ces messieurs de l'école de Manchester qui espéraient faire passer une résolution assurant le brave Aberdeen du soutien des districts industriels, se croyaient déjà sûrs de la victoire, quand Ernest Jones se leva et présenta une motion, où il appelait le peuple à la *guerre* et déclarait que la paix serait un crime tant que la liberté n'était pas conquise. Il s'ensuivit une vive discussion, mais la résolution d'Ernest Jones triompha à une grande majorité...

La guerre de Crimée

Karl Marx,
« Le déroulement de la guerre »,
« New York Daily Tribune »,
1er Janvier 1855.

Le soleil d'Austerlitz s'est couché. On avait annoncé confidentiellement à Paris et chacun le croyait, qu'une grande bataille devait être livrée pour commémorer le 2 Décembre. Or, comme il ressort d'une dépêche du général Canrobert en date du 3 Décembre : « Il a plu à torrent, les routes sont coupées, les tranchées pleines d'eau, et il a fallu interrompre les travaux de fortification, comme tous les autres. »

Jusqu'ici les Russes avaient, sur la Tchernaïa, la supériorité de l'initiative offensive, tandis que les Alliés se tenaient sur la défensive, et c'était l'inverse devant les murs de Sébastopol. En d'autres termes : les Russes étaient assez forts pour dominer sur le terrain de la Tchernaïa, mais les Alliés plus faibles réussissaient à tenir leurs positions. En revanche, devant Sébastopol, les Alliés disposaient de forces suffisantes pour effectuer le siège, cependant que l'adversaire lui tenait la balance presque égale dans la garnison. Dans ces conditions, les opérations ne peuvent guère donner de résultats probants, même si elles ne sont pas freinées de l'extérieur.

Cependant, il semble à présent que le rapport des forces se modifie, et les Alliés semblent parvenir au point où ils sont assez forts pour chasser les Russes de la Tchernaïa. Après avoir perdu leur position devant Inkermann, il ne resterait alors aux Russes que deux possibilités d'actions : ou bien prendre un détour et occuper le camp retranché du fort septentrional, ou bien replier le gros de leurs troupes à l'intérieur où les Alliés ne pourront pas les suivre. Il sera difficile aux Alliés d'obtenir suffisamment de renforts pour encercler le fort septentrional ou pour refouler une armée en retraite au-delà de Bachtchissari. On peut douter qu'ils soient en mesure de livrer une seconde bataille contre une armée retranchée autour de Simféropol. Dans les deux cas, ils devraient retourner sur la Tchernaïa, et ce petit jeu de l'avance et du recul se poursuivrait sans doute durant tout l'hiver, à moins que Sébastopol ne cède devant une attaque du flanc Sud. Mais, comme les informations que nous recevons par l' « Atlantic » sur le siège sont fort maigres, tout ce que nous pouvons y ajouter, c'est que les chances d'une telle attaque de flanc sont bien incertaines. Certes, une dépêche du 7 Décembre, publiée par le *Moniteur* parisien et reproduite par des feuilles londoniennes, nous a appris que les armées alliées avaient subitement pris le dessus et, deux jours seulement après les inondations, « auraient pratiquement achevé d'encercler la ville ». Cette dépêche mensongère a manifestement été inventée dans le but de compenser le démenti des prophéties optimistes du 2 Décembre.

Il y a trois mois, nous avons tracé un tableau des forces de l'armée russe et de leur répartition [103]. Nous avons montré alors que, sur les trois quarts de million de soldats russes, le tiers seulement avait été jusqu'ici engagé dans des opérations actives, et que la plus grande partie du reste demeurait concentrée pour *menacer l'Autriche.* Les choses n'ont guère changé depuis, malgré les renforts envoyés en Crimée. Le 4e corps d'armée de Dannenberg, envoyé en renfort à Sébastopol, a été prélevé sur l'armée du Danube à laquelle on l'avait envoyé en renfort précédemment.

Dès lors, le seul changement important dans l'alignement de la grande armée occidentale russe — comme nous pouvons appeler le corps d'armée d'environ 300 000 hommes concentrés sur la frontière autrichienne — c'est la moindre dispersion de son aile gauche en direction de la Bessarabie et du Dniéster moyen. Dans cette position, elle peut, en cas de besoin, recueillir les restes de son armée du Danube, s'ils devaient se retirer de Bessarabie. En outre, la grande armée occidentale peut toujours détacher quelques divisions vers le front de Crimée, ou des renforts peu importants vers le Danube, sans que le gros de sa force n'en soit altéré : l'arrivée de la troisième division de la garde retirée de Reval et de quelques autres renforts aura bientôt contrebalancé ces détachements de troupes.

Néanmoins on peut considérer que l'armée du Danube est en pleine décomposition et réduite à un simple corps de parade stationné en Bessarabie, afin de maintenir aussi longtemps que possible l'apparence d'une occupation russe. Le départ de Liprandi, puis de Dannenberg, a privé cette armée de tout le 4e corps (10e, 11e et 12e divisions). Si l'on retire des cinq divisions restantes — les 7e, 8e, 9e, 14e et 15e — les troupes nécessaires à l'occupation des côtes et des garnisons de Bender et Ismaïl à Cherson et Nicolaiév, et si l'on tient compte des énormes pertes subies durant les deux campagnes danubiennes, ces cinq divisions ne peuvent guère fournir plus de 150 000 hommes aptes à des opérations militaires. Ces troupes étant stationnées près du littoral, la défense russe — si efficace à l'intérieur des terres — ne peut être que très difficile, car pour défendre un grand nombre de places

fortes et de dépôts contre les attaques de la flotte ennemie, il lui faudrait du monde. On comprend que, dans ces conditions, les Russes ne pourraient disposer ailleurs que de la moitié des 35 000 hommes, dont se composent leurs cinq divisions combattantes. Si la Russie ne s'inquiète pas outre mesure de la décomposition de son armée du Danube, c'est qu'elle fait un calcul intelligent, comme toujours quand elle prend de grandes mesures stratégiques d'ensemble, les fautes commençant seulement lors de l'exécution. Comme les Anglais et les Français sont engagés jusqu'au cou en Crimée, les Russes n'ont pas d'adversaire en face d'eux sur le Danube. L'armée d'Omar Pacha ne s'élève qu'à 40 000 hommes après les deux campagnes épuisantes qu'il a menées ; grâce à la diplomatie occidentale, ses troupes n'ont reçu aucun renfort, si bien qu'elles suffisent tout juste à assurer le siège d'Ismaïl. Les Turcs ne peuvent donc détacher le moindre corps pour renforcer ce siège, ou pour refouler les Russes de ce champ de bataille. Par ailleurs, une attaque contre la Bessarabie, qui, il y a quelques mois, eût constitué une manœuvre de diversion fort efficace, n'aurait plus aucun sens militaire aujourd'hui. On va donc expédier l'armée d'Omar Pacha en Crimée.

En conséquence, la seule force susceptible de menacer les Russes au Sud-Ouest, est désormais l'Autriche qui occupe la Galicie, la Transylvanie et la Moldavie avec une armée forte de 270 000 hommes. Il s'agit avant tout de neutraliser ces troupes. Si elles faisaient la guerre à la Russie, c'est toute la Bessarabie et le territoire jusqu'au Boug qu'elle devrait abandonner, et les opérations s'effectueraient, soit à partir des bases d'attaque du système fortifié polonais, soit à partir des bases de défense de Kiev ou du Dniépr. Dans les deux cas, l'armée du Danube serait isolée, et devrait s'efforcer de trouver une base quelque part dans les steppes du Sud, ce qui n'est pas une tâche facile dans une région qui peut nourrir beaucoup de chevaux et de moutons, mais peu d'hommes.

En revanche, si l'Autriche prenait parti pour la Russie ou dirigeait les pointes de ses baïonnettes neutres contre les Alpes et le Rhin, l'armée polonaise [104] pourrait envahir l'Allemagne

comme renfort des Autrichiens, après avoir dépêché un important corps sur le Danube, à moins que les Autrichiens ne traversent en force le Danube et tentent une marche sur Constantinople. Dans l'une ou l'autre hypothèse, il est superflu pour les Russes de laisser sur le Danube un corps d'armée qui serait autre chose qu'une troupe de parade.

Nous ne pouvons évidemment qu'émettre des *hypothèses* sur l'intervention de l'Autriche dans cette guerre. Le traité d'alliance conclu le 2 Décembre entre l'Autriche, la France et l'Angleterre, bien qu'il fasse grand bruit, n'est rien qu'un os, jeté au Parlement, comme nous l'avons démontré à nos lecteurs dès qu'il fut rendu public. Dans son discours, la reine y fait l'allusion suivante :

« Je vous fais part avec satisfaction que j'ai conclu, ensemble avec l'Empereur des Français, un traité avec l'Empereur d'Autriche, et j'en attends de grands avantages pour la cause commune. »

Mais, pressé de questions par lord Derby, Aberdeen déclara : « Nous proposons simplement à la Chambre qu'elle enregistre avec satisfaction que Sa Majesté a conclu un traité dont elle » (ou mieux : le vieil Aberdeen) « attend de grands avantages. »

C'est toute la satisfaction qu'il avait à donner en partage. Aux Communes, lord John Russel fut contraint par Mr. Disraëli de faire un pas de plus et de reconnaître ouvertement que ce fameux traité d'alliance n'était ni un traité, ni une alliance. Il a avoué qu'il ne liait l'Autriche en aucune manière, alors qu'il imposait aux puissances occcidentales un pacte défensif et offensif en sa faveur, à partir du moment où elle voudrait bien déclarer la guerre à la Russie, et enfin qu'il les obligeait de proposer à la Russie, avant la fin de l'année, des conditions de paix basées sur les fameux Quatre Points [105]. En conséquence, l'Autriche pouvait, sans « se parjurer », sortir du contrat, en déclarant « à la dernière minute » qu'elle n'était pas d'accord avec les puissances occidentales sur l'interprétation à donner aux Quatre Points. Le résultat des explications relatives au glorieux traité du 2 Décembre par lord John Russel fut une chute immédiate des valeurs d'Etat à Londres et à Paris.

Il y a un an, les Alliés avaient reconnu qu'ils avaient permis

les massacres de Sinope pour obtenir l'alliance avec les puissances allemandes. Maintenant, ils concluent un simulacre de traité avec l'une de ces deux puissances seulement en faisant à celle-ci, comme contrepartie, le sacrifice non plus d'une flotte turque, mais d'une armée britannique. Même les journaux les plus récents nous assurent que l'ouverture du Parlement britannique a été le signal de la réapparition du spectre de la Conférence de Vienne, et que l'on est tout disposé à remettre une nouvelle fois en marche son pesant mécanisme.

Mais, il n'en reste pas moins que, d'après lord John Russel lui-même, l'Autriche n'exclut pas la possibilité d'être entraînée dans une guerre contre la Russie, et l'alignement de l'armée russe sur la frontière autrichienne est une indication dans ce même sens. Examinons donc l'hypothèse où l'Autriche et le reste de l'Allemagne — y compris la Prusse — auraient l'intention d'intervenir aux côtés des alliés occidentaux. En quoi la Russie est-elle préparée à une telle éventualité ?

L'armée continentale qui envahit la Russie en 1812 était bien plus faible que celle qui apparaîtrait alors à ses frontières en Avril ou en Mai et, en 1812, l'Angleterre était l'alliée de la Russie. Mais, il n'en reste pas moins que la Russie peut se consoler à l'idée que plus les armées qui pénètrent à l'intérieur de son territoire sont grosses, plus il y a de chance pour qu'elles soient rapidement anéanties, sans parler de ce que la Russie a maintenant trois fois plus d'hommes sous les drapeaux.

Ce n'est pas que nous tenions la « Sainte Russie » pour inexpugnable. Au contraire, nous pensons que les ressources militaires de la seule Autriche valent celles de la Russie. C'est dire que l'Autriche et la Prusse ensemble seraient sans doute en mesure de lui imposer une paix humiliante, *si l'on ne considère les perspectives que du point de vue militaire.* Quarante millions d'hommes, *concentrés* sur un territoire de la taille de l'Allemagne proprement dite seraient facilement capables de venir à bout de soixante millions de sujets russes, *dispersés* sur un immense territoire.

La stratégie d'une attaque contre la Russie à partir de l'Ouest a été parfaitement mise au point par Napoléon, et

si des circonstances extérieures aux choses militaires ne l'avaient pas contraint de modifier son plan, l'hégémonie de la Russie et l'intégrité de son territoire eussent été sérieusement compromises en 1813.

Ce plan était le suivant : avancer jusqu'à la Dvina et le Dniépr, organiser une ligne de défense pour les places fortes, les dépôts et les communications, s'emparer des fortifications russes sur la Dvina et différer la marche sur Moscou jusqu'au printemps 1813.

Il fut amené à exécuter ce plan dès la fin de 1812 pour des motifs politiques, à cause des criailleries de ses officiers contre les quartiers d'hiver en Lithuanie et de leur foi aveugle en son invincibilité. Il avança donc sur Moscou, avec le résultat que l'on sait. Le désastre fut aggravé par l'impéritie de l'intendance française et par le manque d'habillements chauds pour les soldats. Si l'on avait prêté plus d'attention à ces choses, Napoléon — lors de sa retraite sur Vilna — fût resté à la tête d'une armée deux fois plus nombreuse que celle que la Russie pouvait alors lui opposer. Ses fautes sont claires pour nous, et il n'en est pas une qui soit telle qu'il n'eût pu l'éviter. Le fait qu'il soit entré à Moscou, de même que la marche de Charles XII sur Poltava, démontrent qu'il est possible d'envahir ce pays d'accès certes difficile.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'approvisionnement d'une armée victorieuse au sein de ce territoire, tout dépend de la longueur des lignes d'opération, de la distance entre les bases que l'on y a installées et de leur sécurité. Si nous voulons considérer la longueur des lignes d'opération sous l'angle des inconvénients pour l'activité d'une armée, nous pouvons dire que la ligne du Rhin à Eylau et à Friedland était à peu près aussi longue pour Napoléon que celle de Brest-Litovsk à Moscou (à condition qu'il se soit emparé des places fortes polonaises dès la première année). Or, dans cette hypothèse, nous ne tenons pas compte du fait que l'on déplacerait par la suite les bases directes d'opération vers Vitebsk, Mohilev et Smolensk, étant donné qu'une avance sur Moscou eût été par trop hasardeuse sans cette précaution préalable.

Certes, la Russie a une population relativement faible et dispersée, mais n'oublions pas que ses provinces centrales — le véritable cœur de la nation russe et sa force effective — ont une densité comparable à celle de l'Europe centrale. En Pologne — c'est-à-dire dans les cinq gouvernements formant le royaume russe de Pologne — la moyenne est sensiblement la même. Les provinces les plus peuplées de Russie — Moscou, Toula, Riazan, Nijni-Novgorod, Kalouga, Jaroslaw, Smolensk, etc... — sont le cœur de la Grande-Russie, et forment un ensemble compact. Ce territoire se prolonge vers le Sud, où nous trouvons les provinces également fort peuplées de la Petite-Russie : Kiev, Poltava, Tchernigov, Voronej, etc... Il y a en tout 29 provinces ou gouvernements, dont la densité est moitié moins forte que celle de l'Allemagne. En revanche, les provinces de l'Est et du Nord ainsi que les steppes du Sud n'ont qu'une très faible densité de population, tout comme, en partie aussi, les anciennes provinces polonaises de l'Ouest — Minsk, Mohilev et Grodno — couvertes d'immenses marécages entre le Boug (polonais) et de Dniéstr. Mais, une armée d'invasion n'a pas à se préoccuper de son ravitaillement, dès lors qu'elle a derrière elle les plaines riches en céréales de Pologne, de Volhynie et de Podolie, et devant elle les plaines de Russie centrale comme théâtre d'opérations : il suffit qu'elle sache régler comme il faut les difficultés, et apprendre des Russes eux-mêmes comment il convient d'utiliser les moyens de transport locaux.

La destruction de toutes les ressources devant une armée battant en retraite — comme cela s'est produit en 1812 — n'est possible que sur la ligne d'opération ou dans son voisinage immédiat. Si Napoléon n'avait pas précipité son avance sur Smolensk au point qu'il dut ensuite s'accorder un répit avant d'achever la campagne, il eût trouvé dans cette région des ressources en surabondance. Mais, comme il était pressé, il ne put rassembler suffisamment de vivres dans les environs immédiats de sa ligne de marche. Il semble, en outre, que les commandos chargés de trouver du fourrage aient vraiment eu peur de pénétrer profondément dans les forêts de pins qui séparent les villages entre eux. Une armée qui peut détacher de fortes unités de cavalerie

pour rechercher des vivres et les nombreuses voitures et charrettes du pays, est facilement en mesure de se procurer tout le ravitaillement nécessaire, et l'on ne brûlera pas Moscou une nouvelle fois. Mais, même dans ce cas, nul ne peut empêcher une retraite vers Smolensk où l'armée trouverait une base d'opération bien aménagée et pourvue de tout le nécessaire.

Mais, il ne faut pas considérer seulement les questions du seul point de vue militaire. Une telle guerre doit aussi être menée à terme par une action politique. Il est possible que la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie devienne le signal de la restauration de la Pologne *par la Russie elle-même.* Nicolas n'admettrait certainement pas une sécession des provinces lithuaniennes et occidentales de la Russie. Cependant, le royaume de Pologne, de Galicie, de Posnanie et peut-être de Prusse occidentale et orientale formeraient un royaume assez vaste. Mais, qui pourrait affirmer qu'une telle restauration de la Pologne soit durable ? Quoi qu'il en soit, une chose est certaine : ce serait une fois pour toutes la fin du faux enthousiasme en faveur de la Pologne de tous ceux qui se disent libéraux et progressistes et qui depuis quarante ans ont partout et toujours hypocritement applaudi à ses efforts de restauration. Les Russes appelleraient sans doute les Hongrois au secours. Or, les Magyars refuseraient sans doute : il ne faut pas oublier que les deux tiers de la Hongrie sont habités par des Slaves, qui considèrent les Magyars comme une insupportable aristocratie dominante. L'Autriche n'hésiterait pas dans ce cas à rétablir la vieille Constitution hongroise dans le but d'effacer la Hongrie de la carte de l'Europe révolutionnaire.

Cela suffit à énoncer les grandes perspectives de caractère militaire et politique qu'entraînerait l'entrée de l'Autriche dans l'alliance occidentale et les conséquences d'une guerre de toute l'Europe contre la Russie. Dans l'hypothèse contraire, on verrait probablement au printemps prochain trois quarts de million de soldats s'aligner contre les puissances occidentales, et une armée austro-prussienne avancer contre la France. Mais, alors *la direc-*

tion de la guerre échapperait sans aucun doute des mains de leurs actuels commandants en chef *.

La guerre européenne

Fr. Engels,
« New York Daily Tribune »,
4 Février 1854.

La stratégie militaire, utilisée jusqu'ici par les alliés occidentaux contre la Russie, a fait complètement faillite. Il n'est pas possible de poursuivre, conformément aux plans, la campagne de cette année, si campagne il y a. Toutes les forces de la France, de l'Angleterre, de la Turquie et de la Sardaigne ont été concentrées en un seul point — en Crimée — alors qu'en utilisant des moyens directs ont eût pu accessoirement s'en emparer. On a combattu durant onze long mois pour ce seul point, dont on a réussi à n'occuper qu'une moitié, et toutes les autres occasions favorables de porter à l'adversaire des coups décisifs ont été négligées au point que la Russie a pu compenser la perte de la partie méridionale de Sébastopol en s'emparant à son tour de Kars. Tout cela pourrait constituer une ou deux campagnes d'une guerre dans laquelle le point le plus vulnérable de l'adversaire est couvert par la neutralité des Etats d'Europe centrale. Mais, cela ne peut durer. Le Conseil de guerre, qui se tient actuellement à Paris, fournit la meilleure preuve qu'il faut désormais, ou bien mener une guerre sérieuse, ou bien interrompre les hostilités.

Jusqu'ici, il n'y a qu'un état de guerre officiel, tempéré par

* Toutes ces hypothèses découlent d'une analyse objective du rapport des forces et visent à rechercher les causes pour lesquelles les forces militaires allemandes ont été mises en veilleuse pour des raisons de stratégie des puissances contre-révolutionnaires. La peur d'une extension, dans un sens ou dans un autre, a induit les alliés occidentaux à mener une guerre de parodie et à se résigner à la neutralité des pays allemands, sans l'intervention desquels une attaque sérieuse en direction du centre de la Russie était exclue. Dans ces conditions, le compromis final était inévitable. (N. d. Tr.)

des courtoisies exceptionnelles. Nous n'entendons pas ici par « courtoisies » celles qui président aux inévitables négociations entreprises sous le drapeau blanc, mais celles que font à l'adversaire les Conseils de guerre des belligérants. La guerre a éclaté à la suite d'une erreur de calcul du tsar Nicolas : il n'escomptait absolument pas que la France et l'Angleterre marcheraient ensemble pour s'opposer à ses visées sur la Turquie. Il comptait faire une bonne petite guerre avec le sultan, une guerre qui conduirait, une seconde fois, ses troupes devant les murs de Constantinople, et agiterait la diplomatie européenne quand il serait trop tard, de sorte qu'à la fin les diplomates russes trouveraient l'occasion, comme d'habitude, de gagner deux fois plus aux conférences et aux congrès que leurs troupes n'ont pu gagner les armes à la main.

Par malheur, sans s'y attendre ni le vouloir, et avant même de s'en rendre compte, la Russie et les puissances occidentales se trouvèrent empêtrées dans une guerre, et elles durent partir en guerre, bien qu'aucune d'elles ne l'eût voulue. En effet, chacune des parties gardait par devers soi un ultime moyen de manœuvre, grâce auquel elle croyait intimider l'autre, et l'empêcher de recourir au pire, puisqu'il devait s'agir d'une guerre de principes et de caractère plus ou moins révolutionnaire, à laquelle devaient participer l'Allemagne et les pays dépendant d'elle, la Hongrie, la Pologne, l'Italie. L'*ultima ratio* de l'Occident était de déchaîner une lutte des nationalités opprimées de Hongrie, de Pologne, d'Italie et plus ou moins aussi de l'Allemagne. L'*ultima ratio* de la Russie était l'appel au panslavisme, la réalisation du rêve et des aspirations entretenues parmi la population slave d'Europe pendant toutes ces cinquante dernières années.

Mais, ni le gouvernement russe, ni Louis Bonaparte (sans parler du tout de Palmerston [106]) ne peuvent se résoudre à utiliser de tels moyens, à moins d'en être à la toute dernière extrémité. C'est pourquoi, on a mené la guerre de part et d'autre avec plus d'égards et de politesses, que l'on en trouvait chez les monarques légitimistes de vieille race, qui ne sont pas du tout dans la manière de parvenus et d'usurpateurs tels que les Romanoff, Hanovriens et pseudo-Bonaparte. Le littoral de la mer Baltique

fut pratiquement négligé, et les Alliés ne firent aucune tentative pour y prendre pied. Comme sur les côtes de la mer Blanche, ils s'en prirent plus à la propriété privée qu'aux biens de l'Etat. Sur les côtes de Finlande, par exemple, la flotte britannique ne semblait avoir d'autre but que de réconcilier les Finnois avec leurs despotes russes. Les Alliés obéirent aux mêmes principes sur la mer Noire. Leurs troupes s'y employèrent à faire souhaiter aux Turcs la venue des Russes : c'est tout ce qui ressort de leur comportement, de 1854 à nos jours. L'époque la plus anodine, passée par les Alliés en Turquie, fut celle de leur séjour à Varna, où, étant contraints à l'inaction, ils ne purent occasionner de dommages sensibles à la population, mais seulement à eux-mêmes. Finalement, ils s'en allèrent en Crimée, où ils firent tant et si bien que le gouvernement russe a toutes les raisons d'être très satisfait d'eux.

Le duc de Cambridge a récemment distribué de nombreuses décorations aux soldats français rapatriés de Crimée. Mais tous les rubans, médailles, croix, grand-croix, et étoiles que le gouvernement russe pourrait accorder, ne sauraient exprimer toute la gratitude qu'il doit à ceux qui ont dirigé les campagnes de 1854 et 1855.

L'abandon par les Russes de la partie méridionale de Sébastopol a coûté aux Alliés plus de 250 000 morts et blessés, sans compter les millions et les millions d'argent. Bien qu'étant toujours battus sur les champs de bataille, les Russes surpassèrent constamment leurs adversaires grâce à leur esprit de décision, à leur activité, et même à l'adresse de leur ingénieur en chef (Todtleben). Si Inkermann fut une défaite honteuse pour la Russie, la construction par les Russes, au nez et à la barbe des Alliés, de redoutes sur la colline du Sapoun et du Mamelon, fut une honte ineffaçable aussi bien pour les Anglais que pour les Français. En fin de compte, il semble bien que Sébastopol ait épuisé davantage les forces des Alliés que celles des Russes, car cela n'empêcha pas les Russes de s'emparer de Kars.

La prise de Kars a effectivement été l'échec le plus humiliant qui eût pu arriver aux Alliés. Bien qu'ils aient disposé d'une supériorité écrasante sur mer et qu'ils aient eu depuis Juin 1855

la supériorité numérique sur terre, les Alliés n'ont jamais attaqué le point le plus faible de la Russie : les provinces transcaucasiennes. Mieux, ils permirent aux Russes d'y organiser une base d'opération avec une sorte de lieutenance autonome, capable de tenir tête pendant quelque temps à l'attaque de forces très supérieures, même si les communications avec la métropole étaient coupées. Bien que parfaitement au courant et mis en garde par les défaites ininterrompues de l'armée d'Asie des Turcs en 1853 et 1854, ils empêchèrent l'armée d'Omar Pacha d'agir efficacement en Asie, en la retenant en Crimée où elle n'avait pas d'autre tâche que de couper du bois et de puiser de l'eau pour les Alliés. Les Russes eurent tout le temps d'évacuer tous les villages côtiers le long de la route de Kertch à Batoum pour édifier une ligne sur laquelle ils pouvaient à loisir aménager dix ou douze bases contre n'importe quelle opération dans le Caucase ou la Transcaucasie — le point le plus faible de la Russie, comme nous l'avons si souvent montré. Qui plus est, les Alliés n'entreprirent rien jusqu'à ce que Kars fût étroitement encerclé, et comme l'armée était inutilisable à Erzeroum, on permit à Omar Pacha d'entreprendre sa malheureuse expédition vers la Mingrélie. Mais, c'était déjà trop tard.

Cette obstination à concentrer tout le poids de la guerre sur une péninsule à peu près aussi grande que Long Island servit sans doute à esquiver tous les points désagréables : pas de question de nationalités ; pas de panslavisme ; pas de difficultés avec l'Europe centrale ; pas besoin de faire des conquêtes, ni d'obtenir de grands résultats décisifs, qui compliqueraient les tractations de paix futures et auraient pour conséquence d'imposer des sacrifices réels à l'une des parties en cause.

En revanche, tout cela est beaucoup moins agréable pour les soldats effectivement en campagne. Pour eux, du moins pour tous ceux qui sont au-dessous du grade de sergent, la guerre est une dure et impitoyable réalité. Depuis qu'il y a des guerres, jamais courage plus magnifique n'a été gaspillé pour d'aussi piètres résultats que dans cette campagne de Crimée. Jamais encore on a sacrifié de telles masses de soldats de haute valeur, et en si peu de temps, pour obtenir des résultats aussi douteux. Il

est évident qu'on ne peut infliger de nouveau de telles souffrances aux armées : il faut obtenir des résultats tangibles, et non pas une vaine « gloire ». Il n'est pas possible de continuer à combattre, en livrant chaque année deux grandes batailles et quatre ou cinq grands assauts généraux, et de rester malgré tout sur la même position. A la longue, aucune armée ne le supporterait. Nulle flotte ne pourra tenir une troisième campagne, si on la frustre de tout résultat, comme dans les deux précédentes en Baltique et en mer Noire.

Au cas où la guerre se poursuivrait tout de même, nous entendrions parler d'une invasion de la Finlande, de l'Esthonie et de la Bessarabie. On nous promettrait des renforts suédois, et des actions d'éclat autrichiennes. Mais, alors nous entendrions que la Russie a accepté les propositions autrichiennes comme base de négociation [107]. Et même si ces propositions ne réglaient pas la question de la paix, on trouverait d'autres moyens d'atteindre ce but.

Il y a donc toutes les chances pour qu'il n'y ait pas de nouvelle campagne. Dans le cas inverse, il faudrait mener une guerre plus vaste et plus conséquente que celle à laquelle nous avons assisté *.

* C'est le dernier article sur la guerre de Crimée qu'aient reproduit les éditions russe et allemande des *Œuvres* de Marx et d'Engels. Il y manque les articles suivants : « Les résultats de la guerre », 19 Février 1856, « La paix en Europe », 21 Février 1856, « Les spéculations européennes », 19 Avril 1856.

Le lecteur pourra se reporter aux *Œuvres politiques* de Marx et d'Engels (Ed. Costes) pour toute une série d'articles sur la guerre russo-turque, la campagne de Crimée et la prise de Kars (volumes IV à VIII), ainsi que les notes et commentaires de N. Riazanof. Il y trouvera notamment l'article de Marx intitulé : « La guerre incompréhensible » (tome VIII, p. 206-14). (N. d. Tr.)

TOPOGRAPHIE ET CONFORMATION DES ÉTATS MODERNES

Notice du traducteur

Avec les deux textes d'Engels sur « Pô et Rhin » et « Nice, Savoie et le Rhin » précédés d'une lettre de Marx à Lassalle sur les directives du parti pour la guerre d'Italie, nous passons à des analyses militaires basées en grande partie sur des données *géographiques*. C'est un peu comme si nous passions de l'étude des rapports capitalistes de l'industrie à ceux de l'agriculture (encore que l'industrie elle-même ne puisse s'abstraire du terrain). En effet, il n'est *pas de production sans circulation*, et le capitalisme lui-même considère que la marchandise n'est tout à fait produite qu'en arrivant sur le marché, si bien que les frais de transport sont de véritables frais de production. Un « honnête » capitaliste se préoccupera donc d'obtenir des « avantages de terrain » : proximité du marché, circulation et mobilité de la main-d'œuvre (nombreuse, peu chère, adroite, etc...), continuité des approvisionnements, ce qui implique de bons moyens de transport routier, ferroviaire, maritime ou fluvial. Bref, il voudra dis-

poser de la meilleure infrastructure de communications, qui est une condition préalable en même temps qu'un cadre de la production, et il choisira ou aménagera dans la guerre avec ses concurrents capitalistes, la position la plus efficace pour son entreprise.

Ainsi, la terre, la mer, les fleuves, le climat, le relief et les moyens de communication sont des grandeurs physiques, ou plus exactement des conditions matérielles, qui, dans la théorie marxiste, déterminent les rapports sociaux, de bas en haut, de la production à l'art militaire.

Les nations modernes ne se forment pas en vertu de la réalisation des principes abstraits de la révolution bourgeoise : elles doivent disposer non seulement d'une certaine assise économique, mais encore des moyens politiques et militaires pour centraliser et unifier la nation, en bénéficiant de bonnes conditions élémentaires du terrain.

Les exemples suivants montrent l'importance de ce facteur : une nation insulaire forme tout naturellement un ensemble (Angleterre et Japon) ; un pays continental comme la France doit lutter contre un concurrent bourgeois, libre de ses mouvements, *et* contre des voisins rétrogrades, qui craignent le progrès ; un pays maritime, tel que la Hollande, forme un relais sur les voies commerciales internationales ; un pays immense, tel que les Etats-Unis, dispose d'un sol et d'un sous-sol riches, d'une faible densité de population au km^2, d'un flot continu de main-d'œuvre étrangère.

Aussi, lorsqu'une nationalité dispose de toutes les conditions préalables pour se former en nation moderne, Marx et Engels considèrent-ils encore *sa position dans le champ de forces réel des autres nations et le poids spécifique de chacune de ses voisines sur telle partie essentielle de son territoire* *. L'imbrication

* La raison principale de l'intervention de l'Angleterre *capitaliste* aux côtés des puissances féodales du continent contre la révolution *bourgeoise* en 1792-93, c'est que l'occupation française de la Belgique (territoire national français, selon Engels) était comme un pistolet braqué directement sur le cœur de l'Angle-

des facteurs économiques, politiques et géographiques rend les questions de terrain de plus en plus complexes à mesure que se développent les moyens techniques pour transformer la nature et compenser les difficultés de terrain par des progrès dans le domaine du transport.

Mais, loin de perdre de son importance, le terrain en gagne à mesure que l'on cherche à en diminuer les effets. L'art de construire en hauteur, par exemple, ne fait qu'aggraver les problèmes de terrain. De même, les armées modernes se créent de tels *impedimenta* en cherchant à accroître leur mobilité, qu'elles s'enlisent dans leur propre appareil technique et moderne.

Dans leurs travaux militaires, Marx et Engels ont étudié la nature du terrain et les points stratégiques, non seulement de l'Europe, mais encore d'autres continents, et ce, pour plusieurs raisons. D'abord, il leur fallait connaître le terrain où se déroulent les guerres et les révolutions, afin de situer le centre de gravité des batailles ; ensuite, le terrain est un facteur fondamental de l'économie, non seulement agraire, mais encore industrielle ; enfin, cette grandeur physique variable agit sur la constitution politique des nations bourgeoises et le système international de rapports entre Etats.

Ces textes n'ont donc pas seulement une valeur immédiate pour la stratégie à utiliser dans les conflits, mais ils ont encore une importance fondamentale pour l'étude des structures et mécanismes des nations modernes. Ils conservent une valeur théorique

terre : *Londres,* premier port mondial et métropole de l'Empire britannique. C'est pourquoi, l'Angleterre, en plein accord avec la Russie (qui craignait une nation bourgeoise essaimant sur le continent), détacha la Belgique de la France, en 1815, lors de la victoire de la Sainte-Alliance : la France perdit ainsi la partie la plus industrialisée de son territoire, et une partie de l'avantage économique tiré de la révolution politique. En ce qui concerne le niveau de production, au lieu d'être dépassée par la France, plus riche et plus peuplée, l'Angleterre ne fut rejointe qu'en 1913 par l'Allemagne, qui fit sa révolution bourgeoise quelque 70 ans après la France. Tel est l'effet de la violence sur le développement économique. Cette question est traitée en détail dans *La nation et l'Etat belges, produits de la contre-révolution* (cf. notamment p. 36-7 ; 67-73) dans la collection « Le Fil du Temps », J. Angot, B.P. 24, Paris-19e.

et pratique dans la phase de transition du capitalisme au socialisme, cette transformation ne pouvant s'opérer sans une connaissance approfondie des structures et rapports à modifier.

Dans sa lettre à Lassalle du 25 Février 1859, Marx résume ainsi la brochure d'Engels sur « Pô et Rhin » : « Voici l'essentiel de son contenu : c'est la démonstration, du point de vue de la science militaire, que toutes les raisons invoquées pour justifier le maintien des Autrichiens sur la ligne du Mincio en vue de la sécurité de l'*Allemagne*, correspondent exactement aux raisons invoquées par la France pour obtenir la frontière du Rhin en vue de sa protection. Au reste, si l'*Autriche* a le plus grand intérêt à la ligne du Mincio, l'*Allemagne* — en tant que puissance unifiée — n'y a pas le moindre. Enfin, l'Italie sera toujours dominée militairement par l'Allemagne, tant que la Suisse n'est pas française. »

Cette dernière phrase de Marx relie déjà la brochure sur « Le Pô et le Rhin » à celle sur « Nice, Savoie et le Rhin », où Engels dénonce les visées de Napoléon III sur le comté de Nice, la Savoie et même la Suisse romande, afin d'assurer l'hégémonie française sur l'Italie et l'Allemagne en voie de formation nationale.

Si Marx et Engels souhaitaient la victoire de l'Autriche sur les troupes du Piémont alliées à Napoléon III, ce n'était pas aux dépens des forces révolutionnaires du mouvement national italien, au contraire.

Une remarque s'impose : Marx et Engels voulaient d'abord que l'Allemagne fasse son unité par un effort collectif des classes progressives ; ensuite, et ensuite seulement, ils admettaient comme *moyen* de parvenir à ce but, que ce soient les forces progressives d'Autriche, qui prennent la tête du mouvement d'unification nationale. Aux yeux de Marx et d'Engels, le moyen le plus inadéquat était la Prusse, parce que l'unité qu'elle réaliserait, devait être forcément incomplète. D'où leur hostilité à la « voie » prussienne.

Déjà, dans un article intitulé « la Question de l'unité italienne » du 24 Janvier 1859, Marx avait reproché aux partisans de l'unite italienne de s'appuyer trop sur les milieux dynastiques du Piémont

liés à la clique bonapartiste, et de compromettre ainsi les efforts de libération nationale [144]. En effet, ils introduisaient eux-mêmes dans le camp national un impérialisme disposant, sur le plan stratégique, d'une position hégémonique, s'il obtenait de la faible Italie en contrepartie de son aide les provinces de Nice et de Savoie.

En revanche, Marx soulignait que l'*Allemagne* n'avait aucun intérêt à garder la ligne du Mincio et que l'Autriche se détournerait de l'Italie dès lors qu'elle s'engagerait dans la voie révolutionnaire de l'unité allemande, ou que celle-ci se ferait de quelque manière que ce soit. Bref, l'Autriche était infiniment moins dangereuse pour l'Italie que l'impérialisme français, qui venait de s'allier au tsarisme, lors de l'armistice de la guerre de Crimée. [156]

De fait, la Russie permit à Napoléon III de faire sa guerre en Italie [139], en lui fixant ses buts et ses limites de sorte que l'affaire n'avait plus rien de révolutionnaire pour le Piémont *.

Il y a une autre raison pour relier l'Italie à l'Autriche — ou mieux à l'Allemagne — qui suit le même processus de développement. Si l'Italie méridionale a été le premier pays capitaliste du monde au XIII^e^ siècle (cf. la Préface italienne d'Engels au « Mani-

* Marx a la même position que Lénine face à l'impérialisme : « *utiliser* » *ses contradictions et tenir compte de son action dans* l'évaluation du rapport des forces. Il ne « refusera » donc pas les résultats que la victoire du Piémont et de la France pourront apporter à la cause italienne : « La position du prolétariat allemand dans une guerre nationale progressive ne peut être définie à partir d'antipathies telles que celles de Wilhelm Liebknecht à l'égard de la Prusse. C'est comme si, au moment donné, nous avions élevé nos voix contre la libération « bonapartiste » de l'Italie, comme si nous voulions redresser la *relative* indépendance que l'Italie a obtenue à la suite de cette guerre. » (Marx à Engels, 17 Août 1870.)

Cette position de Marx et d'Engels n'a pas été inventée après coup pour redresser leur prévision révolutionnaire sur la guerre d'Italie, en vue de l'ajuster à une réalité et une politique non révolutionnaires. Elle ne s'applique qu'aux conséquences de l'action impérialiste, que l'on n'a pas soutenu auparavant, ni ne soutiendra ensuite, mais dont on enregistre les conséquences, sous toutes ses formes, en les appréciant *en fonction du point de vue révolutionaire de toujours.*

feste ») et a connu ensuite le déclin, c'est que les routes commerciales s'étaient déplacées de la Méditerranée à l'Atlantique et que la chrétienté n'avait pu refouler militairement les Arabes des côtes méditerranéennes. L'Italie — comme l'Allemagne — ne pouvait donc resurgir qu'en liaison avec le mode de production capitaliste, implanté en Angleterre et en France et en voie de diffusion vers le Centre, le Sud et l'Est de l'Europe.

Déjà, le grand Napoléon avait essayé de briser le cercle industriel de l'Italie du Nord, de l'Ouest allemand, de la Belgique, du Nord et de l'Est de la France et avait osé s'attaquer aux entraves féodales jusqu'en Russie même et restaurer la Pologne. La révolution italienne se contenterait-elle d'un compromis avec sa sœur latine, au prix que l'on sait, ou bien, au travers de la Vénétie et de Trieste, se relierait-elle au cœur de l'Europe centrale, en se solidarisant avec l'Allemagne, de sorte que la production et la société modernes avanceraient jusqu'aux frontières de l'Europe, tandis que la Méditerranée redeviendrait un foyer de vie économique (Marx ne fondait-il pas les plus grands espoirs sur la Turquie pour tenir tête à la réaction russe et véhiculer le progrès dans sa sphère d'influence ?).

La voie historique unique où se heurtent révolutions et contre-révolutions pour faire avancer ou reculer la roue de l'histoire a un seul et même terrain géographique, qui forme le point de convergence des rapports de forces du champ social global.

Ce n'est pas le champ clos et local de l'Italie qui détermina le caractère et les buts de la guerre italienne de 1859, mais le rapport général des forces de l'Europe. Ainsi, le principal ennemi de l'unité italienne en 1859, ce n'était pas Napoléon III, mais la Russie, et l'on retrouve la préoccupation centrale de Marx et d'Engels : abattre le pilier de la réaction européenne, le *tsarisme*.

Marx le souligne dans sa lettre à Engels du 18 Mai 1859 : « La *position la plus révolutionnaire* dans l'affaire italienne, c'est de souligner bien *plus vigoureusement* notre antagonisme à *la Russie* qu'à Napoléon III. Lassalle aurait dû avoir cette position en face des proclamations anti-françaises de *La Nouvelle Gazette Prussienne.* »

Il ne fallait pas que l'unité allemande entraînât une guerre anti-française, mais anti-russe. Marx et Engels se heurteront à Lassalle, au sujet de la guerre austro-prussienne de 1866, parce que Lassalle y soutiendra Bismarck. Là encore, la solution la moins révolutionnaire l'emportera sur le moment.

Tandis qu'au cours de toute cette période, la tactique des Etats officiels sera de mener des guerres localisées, partielles et successives, Marx et Engels espèreront toujours un élargissement des conflits, une guerre généralisée, provoquant l'entrée en scène de forces nouvelles, plus nombreuses et plus décidées, afin d'étendre les effets révolutionnaires de la violence aussi bien en profondeur qu'en extension dans la société.

Directives du parti sur la guerre italienne de l'été 1859

Karl Marx à Ferdinand Lassalle,
lettre du 4 Février 1859.

...*A propos de la guerre :* On est généralement d'avis ici que la guerre est inévitable en Italie. Ce qui est sûr, c'est que les choses *sont* sérieuses pour M. Emmanuel, et qu'elles *l'étaient* pour M. Bonaparte. Ce qui pousse ce dernier, c'est : 1. la crainte du poignard italien [108]. Depuis l'exécution d'Orsini, l'Empereur a sans cesse tramé en secret avec les carbonari, et son neveu Plon-Plon, le futur mari de « Clotilde », la fille de Victor-Emmanuel, joue les intermédiaires. 2. *Une situation financière des plus lamentables :* effectivement, il est impossible de nourrir plus longtemps l'armée française « en temps de paix ». Or, la Lombardie est grasse. En outre, il serait possible de lancer des « emprunts »

* Dans ce contexte, se pose le problème de l'implantation industrielle dans le Nord de l'Italie (triangle Gênes-Turin-Milan), alors que le capitalisme mercantiliste avait commencé dans le Sud et, des côtés, avait gagné Florence. Le facteur topographique — proximité des régions industrielles française, suisse, allemande — a, sans doute, influencé le transfert du foyer *aussi bien économique que politique* du Sud au Nord de l'Italie.

de guerre, à condition qu'il y ait de nouveau une guerre. Tout autre « emprunt » est *impossible.* 3. Au cours de ces deux dernières années, Bonaparte a perdu de plus en plus chaque jour son prestige auprès de tous les partis en France, et ses transactions diplomatiques ont été autant d'échecs. Il *faut* donc qu'il se passe quelque chose pour rétablir le prestige. Même à la campagne, le mécontentement grandit à cause des prix ruineusement bas des céréales, et M. Bonaparte a vainement tenté de faire monter artificiellement le prix du blé par ses décrets sur le stockage du grain. 4. La Russie est derrière le parvenu des Tuileries, et le presse. Avec un mouvement panslaviste en Bohème, Moravie, Galicie, le Sud, le Nord et l'Est de la Hongrie, l'Illyrie, etc... et une guerre en Italie, la Russie serait à peu près certaine de briser la résistance que l'Autriche continue à lui opposer. En effet, la Russie voit avec terreur le spectre d'une révolution agraire à l'intérieur [109], et une guerre extérieure serait certes la bienvenue pour détourner les coups portés au gouvernement, sans parler de toutes ses autres ambitions diplomatiques. 5. M. Plon-Plon, le fils de l'ex-roi de Westphalie [Jérome Bonaparte] et toute sa clique (dirigée par Girardin et composée d'un ramassis de pseudo-révolutionnaires hongrois, polonais, italiens, etc...) font tout ce qu'ils peuvent pour pousser à la décision. 6. Une guerre en Italie contre l'Autriche est la seule dans laquelle l'Angleterre reste neutre, parce qu'elle n'est pas directement *pour* le Pape, etc... et ne peut prendre position *contre* la soi-disant liberté. Pour sa part, la Russie tiendrait la Prusse en échec, au cas — peu vraisemblable, à mon avis — où cette dernière aurait l'intention d'intervenir dès le début des hostilités *.

Par ailleurs, il est absolument certain que M. Louis Bonaparte a une peur bleue d'une guerre véritable et sérieuse : 1. C'est un homme plein d'hésitations et, comme tous les joueurs, irrésolu.

* Marx espérait, comme on le voit, que la Prusse et l'Autriche feraient finalement cause commune, ce qui aurait changé l'attitude autrichienne vis-à-vis de l'Italie en ce qui concerne ses possessions en Vénétie, Lombardie, etc..., et aurait constitué un grand pas vers la formation non seulement de l'unité allemande, mais encore italienne. (N. d. Tr.)

Il rampe toujours jusqu'au Rubicon, mais les gens qui sont derrière lui doivent à chaque fois l'y précipiter. Lors des événements de Boulogne, Strasbourg et Décembre 1851, il a toujours été *forcé* de prendre enfin ses plans au sérieux. 2. L'accueil glacial réservé à son projet par les Français n'est évidemment guère encourageant. Les masses restent indifférentes. Certains milieux ont directement et sérieusement protesté contre le projet : la haute finance, l'industrie et le commerce, le parti clérical, et enfin des généraux en vue (par ex. Canrobert et Pélissier). En fait, les perspectives militaires ne sont pas brillantes, même si on prend les rodomontades du *Constitutionnel* pour de l'argent comptant. Si la France rassemble, en tout et pour tout, 700 000 hommes, elle ne disposera que de 580 000 hommes aptes à se battre, selon l'estimation la plus élevée. Or, si on en déduit 50 000 pour l'Algérie, 49 000 gendarmes, etc..., 100 000 au minimum pour garder les villes (Paris, etc...) et les places fortes de France, 181 000 au moins comme armée d'observation aux frontières suisse, allemande, belge, il ne reste plus que 200 000 hommes, et cela ne représente pas une force de supériorité écrasante — même si l'on y ajoute la petite armée piémontaise — en face de l'Autriche dans ses solides positions du Mincio et de l'Adige.

Quoi qu'il en soit, si M. Bonaparte recule maintenant, il se discrédite aux yeux de la masse de l'armée française, et sa position est ruinée. Cette considération le déterminera sans doute à marcher finalement.

Tu sembles croire que la Hongrie se soulèverait dans une telle guerre. J'en doute fort. Naturellement l'Autriche déploiera un corps d'armée en observation sur la frontière de Galicie et de Hongrie contre la Russie ; or, cette force tiendra du même coup la Hongrie en respect. Certes, l'Autriche a des régiments hongrois. Mais, elle mêle, le plus souvent, les Hongrois à leurs adversaires tchèques, serbes, slovènes, etc... et l'Autriche a toujours la ressource de les aligner dans les provinces allemandes.

Si elle éclatait, la guerre conduirait naturellement à des résultats sérieux, et certainement, en fin de compte, révolutionnaires. Mais, *son premier effet* sera de consolider le bonapartisme en France, de faire reculer les mouvements intérieurs en Angleterre et en

Russie, de restaurer les passions les plus mesquines des nationalités en Allemagne, etc..., et c'est pourquoi — à mon avis — elle agira d'abord de manière contre-révolutionnaire dans tous les domaines *.

Quoi qu'il en soit, je n'attends *absolument rien* des émigrés installés en Angleterre. Il s'agit — à l'exception de Mazzini, qui au moins est un fanatique — uniquement de chevaliers d'industrie, dont toute l'ambition se borne à soutirer de l'argent aux Anglais. M. Kossuth est tout à fait en déclin et n'est plus qu'un conférencier ambulant, qui colporte les mêmes sottises dans les différentes provinces d'Angleterre et d'Ecosse et les vend sans cesse à un auditoire nouveau.

Les chiens sont tous devenus si conservateurs en Angleterre qu'ils ont effectivement mérité leur amnistie. Par exemple, M. Gottfried Kinkel publie ici un hebdomadaire intitulé *Hermann*, en comparaison duquel la *Gazette de Cologne*, elle-même, fait figure de feuille audacieuse et spirituelle...

Le Pô et le Rhin

Fr. Engels,
Texte écrit de Février à Mars 1849,
publié en brochure anonyme à Berlin.

I

Depuis le début de l'année, une grande partie de la presse allemande affirme qu'*il faut défendre le Rhin sur le Pô.* [110]

Ce mot d'ordre est parfaitement justifié étant donné les menaces et les mesures de mobilisation de Bonaparte. C'est grâce à son instinct juste que l'Allemagne a pressenti que si,

* D'où l'intérêt de l'Europe officielle de localiser et limiter le conflit. (N. d. Tr.)

pour Louis-Napoléon, le prétexte c'est le Pô, l'objectif final est et demeure le Rhin.

Seule une guerre pour la frontière du Rhin peut, en effet, faire office de paratonnerre contre les deux forces qui menacent le régime bonapartiste en France même : l' « exubérance » patriotique des masses révolutionnaires, et le mécontentement croissant de la « bourgeoisie ». Les premières y trouveraient une mission nationale, et la seconde la perspective d'un marché plus grand.

Le bavardage sur la libération de l'Italie, grâce à Napoléon III, ne pouvait donc abuser quiconque en Allemagne. Voilà bien le moment de dire, avec le vieux proverbe : on tape sur le sac, mais on en veut à l'âne qui s'y trouve enfermé. Si l'Italie en est venue à jouer le rôle du sac, l'Allemagne, pour sa part, n'a aucune envie de prendre la place de l'âne, du moins cette fois-ci.

Dans la présente conjoncture, la défense de la ligne du Pô ne peut se justifier cependant que pour une seule raison : menacée d'une attaque qui, en dernière analyse, vise plusieurs de ses meilleures provinces, l'Allemagne ne peut pas envisager l'idée d'abandonner sans coup férir l'une de ses plus puissantes, voire la plus puissante de ses positions militaires. Mais, c'est uniquement en ce sens que l'Allemagne est intéressée à la défense du Pô : à la veille ou en plein cours d'une guerre, il convient certes d'occuper toute position avantageuse d'où l'on puisse menacer l'ennemi et lui nuire, sans considérer les arguments d'ordre moral, c'est-à-dire sans se demander si cela est conciliable ou non avec la justice éternelle ainsi qu'avec le principe des nationalités. Il s'agit tout bonnement de défendre sa peau.

Mais, cela n'a rien à voir avec la conception en honneur parmi de très nombreux militaires et politiciens allemands, pour lesquels le Pô — autrement dit, la Lombardie et la Vénétie — est une sorte de complément stratégique indispensable, et pour ainsi dire une partie intégrante de l'Allemagne.

Cette théorie a été conçue essentiellement depuis les campagnes d'Italie des années 1848 et 1849. Elle a été défendue, entre autres, par le général von Radowitz à l'Eglise Saint-Paul [111],

ainsi que par le général von Willisen dans sa « Campagne italienne de 1848 ». Dans la partie méridionale jouxtant l'Autriche, c'est le général bavarois von Hailbronner qui s'est attaché à ce thème avec un certain brio.

Or, à partir de cela, l'argument devient purement politique : l'Italie étant absolument incapable de préserver son indépendance, c'est ou bien l'Allemagne, ou bien la France, qui doit la dominer. Ainsi donc, si les Autrichiens abandonnent aujourd'hui la péninsule, les Français seront demain dans la vallée de l'Adige et aux portes de Trieste, de sorte que tout le flanc méridional de l'Allemagne sera découvert, et livré à l' « ennemi héréditaire ».

C'est pour l'empêcher, et donc au nom et dans l'intérêt de l'Allemagne, que l'Autriche prétend dès lors se maintenir en Lombardie. Comme nous l'avons dit, des autorités militaires de tout premier plan défendent cette conception. Nous devons néanmoins les contester résolument. Cette vision est devenue une sorte d'article de foi, défendu avec un véritable fanatisme par la *Gazette Générale d'Augsbourg*, qui se guinde au rôle de « Moniteur » des intérêts allemands en Italie. Cette feuille germano-chrétienne, en dépit de sa haine des Juifs et des Turcs, se ferait circoncire elle-même plutôt que de laisser perdre un bout de territoire « allemand » en Italie !

Ce qui, chez les généraux, n'a qu'une apparence politique puisque ce n'est en fait qu'une position de bonne guerre pour l'Allemagne, cela devient le fondement d'une théorie politique dans la *Gazette Générale d'Augsbourg*, et porte alors le nom de « théorie de la Grande Puissance du Centre de l'Europe ». On cherche ainsi à constituer une Fédération entre l'Autriche, la Prusse et le reste de l'Allemagne sous l'influence hégémonique de l'Autriche, afin de germaniser la Hongrie et les Principautés danubiennes, slaves et roumaines, en les colonisant, en les scolarisant et en leur appliquant une douce violence.

Cela reviendrait à déplacer de plus en plus le centre de gravité vers le Sud-Est, en direction de Vienne, mais n'empêcherait pas de reconquérir à l'occasion l'Alsace et la Lorraine.

Cette « Grande Puissance du Centre de l'Europe » serait

une sorte de réincarnation du Saint-Empire romain de la Nation Allemande et aurait également pour mission de s'incorporer des Etats vassaux tels que les Pays-Bas jadis autrichiens [112], ainsi que la Hollande. La patrie allemande s'étendrait ainsi à un territoire deux fois plus étendu que celui de langue allemande, et lorsque tout cela aura été accompli, alors l'Allemagne jouera le rôle d'arbitre et de maître de l'Europe. Et déjà l'on a pensé à tout pour que ce projet se réalise. Les peuples latins connaissent une entière décadence ; les Italiens et les Espagnols sont déjà au fond de l'abîme, et les Français sont en ce moment même en pleine dégénérescence. Sur l'autre bord, il y a les Slaves, impuissants à former de véritables Etats modernes et dont la mission historique est de se laisser germaniser : dans cette mission providentielle, l'instrument choisi est encore et toujours l'Autriche régénérée.

Le seul rameau humain qui ait su conserver sa force morale et ses capacités historiques, est donc celui des Germains, parmi lesquels pourtant les Anglais sont tombés si bas dans leur égoïsme insulaire et leur matérialisme qu'il faut soustraire le continent européen à leur influence, à leur commerce et à leur industrie grâce à de hauts tarifs protectionnistes, et à une sorte de système rationnel de blocus continental.

Ainsi, étant donné le sérieux des Allemands, il ne peut manquer d'advenir que, sous peu, la juvénile Grande Puissance centrale ne conquière la domination mondiale, et sur mer et sur terre, en même temps que s'ouvre une nouvelle ère historique, où l'Allemagne, après une longue éclipse, jouerait enfin les premiers violons, tandis que les autres nations danseraient à sa musique.

> « La terre appartient aux Russes et aux Français,
> La mer est aux Britanniques ;
> Mais nous possédons,
> Aux royaumes aériens du rêve,
> Une domination incontestée. » [113].

Nous ne sommes vraiment pas tentés de nous arrêter à l'aspect politique de ces chimères patriotiques. Si nous les avons mentionnées ici, ce n'est guère que pour qu'on ne nous oppose pas,

par la suite, toutes ces grandes trouvailles afin de justifier le maintien d'une domination « allemande » en Italie. Seule nous intéresse ici la question d'ordre militaire : pour sa défense, l'Allemagne a-t-elle besoin de dominer en permanence l'Italie, et notamment d'occuper militairement tout le territoire de la Lombardie et de la Vénétie ?

Réduite à sa plus pure expression militaire, la question est la suivante : pour défendre sa frontière méridionale, l'Allemagne doit-elle posséder l'Adige, le Mincio, le cours inférieur du Pô, ainsi que les têtes de pont des Peschiera et de Mantoue ?

Avant de nous efforcer de répondre à cette question, faisons une brève remarque : lorsqu'on parle de l'Allemagne, il faut entendre une puissance unique, dont l'action et les forces militaires sont dirigées à partir d'un centre ; autrement dit, un corps politique véritable, et non pas une Allemagne idéale. En dehors de cette hypothèse, il n'est pas possible de parler des besoins politiques et militaires de l'Allemagne.

II

Plus encore que la Belgique, l'Italie du Nord est, depuis de longs siècles, le champ de bataille où Allemands et Français vident leurs querelles. Que les Allemands envahissent la France, ou les Français l'Allemagne, la possession de la Belgique et de la vallée du Pô est nécessaire à l'attaquant. En effet, seule cette possession assure complètement les flancs et les arrières de l'envahisseur. Certes, une neutralité absolument certaine pourrait constituer l'exception à cette règle ; mais cela ne s'est jamais trouvé jusqu'ici.

Si, depuis Pavie, le destin de la France et de l'Allemagne s'est joué de façon indirecte et médiate sur les champs de bataille de la vallée du Pô, celui de l'Italie s'y est décidé de manière directe et immédiate [114]. Etant donné les grandes armées régulières de l'époque moderne, la puissance croissante de la

France et de l'Allemagne, et la décadence politique italienne, la vieille Italie, située au Sud du Rubicon, a perdu toute importance militaire : si l'on possède l'ancienne Gaule cisalpine, on domine du même coup toute la longue et étroite péninsule.

C'est dans le bassin du Pô et de l'Adige, sur la côte gênoise, vénitienne et romagnole que l'on trouve la population la plus dense, l'agriculture la plus concentrée et la plus florissante, l'industrie la plus active et le commerce le plus animé d'Italie. La péninsule, Naples et l'Etat pontifical restèrent stationnaires dans leur développement historique ; comme puissances militaires, ils n'ont plus aucun poids depuis des siècles. En occupant la vallée du Pô, on coupe les communications terrestres de la péninsule avec le reste du continent et on peut, à l'occasion, la dominer tout entière, en ne se donnant que peu de peine. C'est ce que firent, par deux fois, les Français au cours des guerres de la Révolution, et les Autrichiens, par deux fois, au cours de ce siècle. Voilà pourquoi seul le bassin du Pô et de l'Adige a une importance militaire.

Délimité de trois côtés par la chaîne ininterrompue des Alpes et des Apennins, et du quatrième côté, d'Aquilée à Rimini, par la Mer Adriatique, ce bassin constitue un morceau de territoire fortement marqué par la nature et traversé d'Ouest en Est par le Pô. Si la frontière du Sud ou des Apennins n'a ici aucun intérêt pour nous, celle du Nord ou des Alpes en a beaucoup. Or, cette chaîne, couverte de neige, ne peut être traversée qu'en peu d'endroits par des routes carrossables. Même le nombre des chemins muletiers ou autres passages étroits est fort limité ; de longs défilés mènent des vallées aux cols à travers la haute montagne.

La frontière allemande contourne l'Italie du Nord depuis la source de l'Isonzo jusqu'au col du Stelvio, de là c'est la frontière suisse jusqu'à Genève, où la France confine avec la Suisse jusqu'à la source du Var. De la Mer Adriatique au col du Stelvio, plus on va vers l'Ouest, plus chaque col s'enfonce profondément au cœur du Bassin du Pô, et contourne donc toutes les positions prises plus à l'Est par une armée italienne ou française.

La ligne frontière de l'Isonzo est aussitôt contournée par un

premier col, allant de Karfreit (Caporetto) à Cividale. Le col de Pontebba contourne la ligne du Tagliamento, qui peut en outre être prise de flanc par deux sentiers non carrossables de Carinthie et de Cadore. Le col du Brenner contourne la ligne du Piave grâce au col de Pentelst menant de Brunico à Cortina d'Ampezzo et Belluno, la ligne de la Brenta par le Val Sugana vers Bassano, la ligne de l'Adige par la vallée de l'Adige, le Chiese par le Val Giudicarie, l'Oglio par des chemins non carrossables à travers le col de Tonale, et enfin tout le territoire à l'Est de l'Adda grâce au col du Stelvio et la Valteline.

Cette position stratégique est si favorable, qu'on est presque tenté de dire que les Allemands n'ont pas grand intérêt à posséder la plaine menant au Pô. Dès lors que les forces sont égales, on peut se demander où l'armée ennemie peut bien trouver une position pour les arrêter à l'Est de l'Adda ou au Nord du Pô. On peut contourner toutes les positions de l'armée italienne : dès lors qu'elle traverse le Pô ou l'Adda, son flanc se trouve menacé ; se replie-t-elle au Sud du Pô, elle compromet ses liaisons avec Milan et le Piémont ; se retire-t-elle au-delà du Tessin, elle expose ses communications avec la péninsule entière. Si elle est assez téméraire pour tenter une offensive en direction de Vienne, elle peut à tout moment être taillée en pièces et contrainte à livrer bataille, le dos tourné vers le territoire ennemi et le front vers l'Italie. Si elle est alors battue, c'est un second Marengo [115], les rôles étant interchangés ; en revanche, si les Allemands sont battus, il faudrait qu'ils soient bien sots pour manquer leur retraite vers le Tyrol.

La construction de la route passant par le col du Stelvio prouve que les Autrichiens ont tiré la leçon de leur défaite de Marengo. Napoléon avait construit la route du Simplon pour se ménager un accès sûr au cœur de l'Italie ; en Lombardie, les Autrichiens complétèrent leur système de défense qu'ils mènent de manière offensive, grâce à la route menant du Stelvio à Bormio. On dira que le col du Stelvio est trop élevé pour être praticable en hiver, que toute cette route est trop difficile puisqu'elle traverse sans discontinuer une zone inhospitalière de haute montagne longue d'au moins cinquante milles allemands [116]

(de Füssen en Bavière à Lecco sur le lac de Côme), et passe sur ce trajet par trois cols de montagne, et qu'enfin elle peut être facilement bloquée, non seulement dans le long défilé vers le lac de Côme, mais encore dans la haute montagne elle-même. Mais, voyons les choses de plus près.

Ce col est certainement le plus élevé de ceux qui traversent la chaîne des Alpes ; il a en effet 8 600 pieds [117], et en hiver il peut être couvert d'une très épaisse couche de neige. Cependant, il suffit d'évoquer les campagnes de l'hiver 1799-1800 de Mac-Donald sur le Splügen et le Tonale, pour ne pas attacher trop de valeur à de tels obstacles. Tous les cols alpins sont enneigés l'hiver, et on les passe tout de même. Après l'innovation technique d'Armstrong [118], qui permet la fabrication d'un canon maniable, chargé par la culasse et tracté, il sera difficile de différer plus longtemps la transformation de toute l'artillerie. L'introduction d'un canon encore plus léger dans l'artillerie de campagne favorisera considérablement la mobilité de celle-ci.

La longue marche en haute montagne et le multiple passage des crêtes représentent des obstacles plus sérieux. Le col du Stelvio ne se situe pas sur la ligne de partage des eaux des fleuves du Nord et du Sud, mais entre les cours d'eau qui se jettent dans l'Adriatique : l'Adige et l'Adda. Il suppose donc que l'on ait au préalable traversé la chaîne principale des Alpes au col du Brenner ou de Finstermünz, pour passer de la vallée de l'Inn à celle de l'Adige. Or, comme l'Inn traverse le Tyrol à peu près d'Ouest en Est, entre deux chaînes de montagne, il faut en outre que les troupes venant du lac de Constance et de Bavière passent par la plus septentrionale de ces chaînes, si bien que nous avons en tout deux ou trois cols à passer sur cette seule route. Même si cette entreprise est difficile, elle ne constitue pas pour autant un obstacle insurmontable pour une armée résolue à entrer en Italie par ce chemin. Cet inconvénient sera réduit au minimum grâce à la voie ferrée dont la construction est déjà achevée dans la vallée de l'Inn, et projetée dans la vallée de l'Adige.

Le chemin qu'emprunta Napoléon par le Saint-Bernard, de Lausanne à Ivrée, ne parcourait en fait la haute montagne

que sur une trentaine de milles. En revanche, le chemin reliant Udine à Vienne, dont usa Napoléon en 1797, et où en 1809 Eugène de Beauharnais et MacDonald firent leur jonction avec Napoléon, parcourt environ 60 milles de haute montagne et passe également par trois cols alpins. La route de Pont-de-Beauvoisin par le Petit-Saint-Bernard en direction d'Ivrée, qui est la plus directe pour pénétrer profondément de France en Italie en évitant la Suisse, et qui est donc la plus commode pour contourner l'adversaire, se déroule sur 40 milles de haute montagne. Il en va de même de la route du Simplon allant de Lausanne à Sesto-Calende.

Enfin, pour ce qui concerne le barrage de la route dans les cols mêmes ou près du lac de Côme, on n'ose plus guère croire en l'efficacité de telles opérations depuis les campagnes des Français dans les Alpes. En effet, on peut attaquer du haut des montagnes l'adversaire qui cherche à vous barrer la route et on peut, en outre, le contourner. Les Français prirent le plus souvent d'assaut les barrages dressés par l'ennemi et ne furent jamais vraiment arrêtés par les fortifications défendant l'accès des cols. Les Italiens en ont construit, mais on peut les contourner par le Cevedale, le Monte-Corno, le Gavia, le Tonale et l'Aprica. Soit par les nombreux chemins muletiers conduisant de la Valteline aux Alpes Bergamasques, soit par Dervio ou encore par Bellano à travers le Val Sassina, il est possible de contourner le long défilé menant au lac de Côme. De toutes façons, dans la guerre de montagne, on fait toujours avancer plusieurs colonnes à la fois, et il suffit que l'une d'entre elles passe pour que le but recherché soit atteint.

Les campagnes menées dans les Alpes de 1796 à 1801 prouvent amplement que les cols les plus difficiles sont tous plus ou moins praticables en toute saison, à condition que l'on dispose de bonnes troupes et de généraux résolus. Elles prouvent en outre que même des cols secondaires, si minimes et si mal chaussés soient-ils, peuvent néanmoins servir d'excellentes lignes d'opération, notamment pour contourner l'ennemi ; bref, elles prouvent amplement que les barrages ne sont pas efficaces.

A cette époque, aucun des cols alpins n'était revêtu d'une

chaussée, et les armées n'en circulaient pas moins dans toutes les directions. En 1799, dès le début du mois de Mars, à la tête d'une brigade française, Loison arriva par des sentiers de montagne sur la ligne de partage des eaux de la Reuss et du Rhin, tandis que Lecourbe passa par le Saint-Bernard et la Via Mala et, de là, franchit le col de l'Albula et du Giulio (haut de 7 100 pieds) et se rendit maître le 24 Mars du défilé de Martinsbruck en le contournant. Il envoya Dessolle à travers la vallée de Munster et les cols de Pizzoc et de Worms (sentier haut de 7 850 pieds) dans la vallée supérieure de l'Adige et, de là, vers le col de Resia. Début Mai, Lecourbe fit de nouveau sa retraite par l'Albula.

En Septembre de la même année, il y eut la fameuse marche de Souvoroff [119], au cours de laquelle la baïonnette russe pourfendit les Alpes, selon l'image vigoureuse de ce vieux soldat. Il expédia la plus grande partie de son artillerie par le col de Splügen, et dépêcha une colonne de contournement à travers le Val Blegno par le col du Lukmanier (sentier grimpant à 5 948 pieds) et de là par le Sixmadun (6 500 pieds environ) dans la haute vallée de la Reuss, tandis que lui-même empruntait la route, alors à peine praticable, du Saint-Gothard (6 594 pieds). Il prit d'assaut (24-26 Septembre) le barrage établi au pont du Diable ; mais, arrivé près d'Altdorf face au lac des Quatre-Cantons, il se trouva cerné de tous côtés par les Français ; il ne lui resta plus qu'à remonter la vallée de Schächen par le Kinsigkulm pour déboucher dans la vallée de la Muota. A ce point, et après avoir abandonné toute son artillerie et ses bagages dans la vallée de la Reuss, il trouva encore une fois les Français en nombre supérieur devant lui, tandis que Lecourbe le talonnait. Souvoroff emprunta le Pragel pour entrer dans la vallée du Klön afin de rejoindre par cette voie la plaine du Rhin. Dans le défilé de Näfels, il se heurta à un barrage insurmontable, et il ne lui resta plus qu'à gagner la haute vallée du Rhin et la voie de passage au Splugen par le sentier du col de Panix à 8 000 pieds d'altitude. L'opération commença le 6 Octobre ; le 10, le Quartier Général était à Ilanz. Ce fut la plus grandiose de toutes les traversées des Alpes de l'époque moderne.

Nous ne dirons pas grand chose du passage de Napoléon par le Grand-Saint-Bernard. Des opérations analogues, effectuées de nos jours, ont été plus remarquables. La saison étant propice, la seule chose qui vaille d'être notée, c'est l'habileté avec laquelle les Français contournèrent le barrage constitué par le Fort Bard.

En revanche, les opérations conduites par MacDonald au cours de l'hiver 1800-1801 méritent une mention particulière. Commandant l'aile gauche de l'armée française d'Italie, il reçut l'ordre de contourner avec ses 15 000 hommes l'aile droite des Autrichiens sur le Mincio et l'Adige et *passa au cœur de l'hiver avec armes et bagages au complet* le Splügen (6 510 pieds). Surmontant les pires difficultés et étant souvent arrêté par des avalanches et des tempêtes de neige, il passa le col à la tête de son armée du 1er au 7 Décembre et remonta l'Adda et la Valteline jusqu'à l'Aprica.

Les Autrichiens ne reculèrent pas davantage devant les rigueurs de l'hiver en haute montagne. Ils continuèrent d'occuper l'Albula, le Giulio et le Braulio (col de Worms), et passèrent même finalement à l'attaque pour faire prisonnier un détachement français de hussards à pied.

Après avoir vaincu le col d'Aprica et être passé de la vallée de l'Adda à celle de l'Oglio, MacDonald traversa le très haut col de Tonale et, le 22 Décembre, il attaqua les Autrichiens qui avaient barré le défilé avec des blocs de glace derrière lesquels ils s'étaient retranchés. Ce jour-là, comme lors de la seconde attaque du 31 Décembre (il était donc resté neuf jours en haute montagne !), il fut repoussé et il redescendit par le Val Camonica jusqu'au lac d'Iseo. Il expédia la cavalerie et l'artillerie par la plaine et passa avec l'infanterie les trois crêtes montagneuses qui vont du Val Trompia, au Val Sabbia et au Giudicarie, où il arriva bientôt, le 6 Janvier. Baraguay d'Hilliers était passé au même moment de la vallée de l'Inn à la haute vallée de l'Adige en traversant le col de Resia (Finstermünz).

Si de telles opérations étaient possibles il y a soixante ans, que pouvons-nous faire aujourd'hui où, pour la plupart, les cols disposent d'excellentes chaussées !

Cette brève esquisse suffit à montrer que, parmi tous ces points de barrage, seuls ont offert une certaine possibilité de défense ceux qui n'ont pu être contournés, soit par maladresse, soit par manque de temps. Le Tonale, par exemple, ne pouvait plus être tenu, dès lors que Baraguay d'Hilliers surgissait dans la haute vallée de l'Adige. Par la suite, toutes les campagnes ont montré qu'on pouvait les prendre, soit en les contournant, soit en leur donnant l'assaut, comme ce fut souvent le cas. Luziensteig fut deux ou trois fois pris d'assaut, ainsi que Malborghetto dans le col de Pontebba en 1797 et en 1809. Les points de barrage dans le Tyrol n'arrêtèrent ni Joubert en 1797, ni Ney en 1809. Comme on s'en souvient, Napoléon soutenait que l'on pouvait se battre jusque dans les sentiers où passent les chèvres. Et depuis que l'on fait la guerre de cette manière, on contourne tous les points de barrage.

Il n'est donc pas possible de concevoir qu'une armée italienne de force égale puisse défendre en terrain plat la Lombardie à l'Est de l'Adda contre une armée allemande avançant à travers les Alpes. Il ne lui reste donc plus qu'à prendre position dans les fortifications existantes ou à en édifier, et de chercher à y manœuvrer. Nous considérerons plus loin cette éventualité.

Voyons à présent de quels cols dispose la France pour envahir l'Italie ? Alors que l'Allemagne contourne la moitié de la frontière septentrionale de l'Italie, la frontière française trace une ligne presque droite du Nord au Sud : elle n'entoure ni ne contourne rien. L'armée française doit conquérir la Savoie et un morceau de la Côte Ligurienne pour qu'elle puisse envisager des contournements par le Petit-Saint-Bernard et d'autres cols des Alpes-Maritimes. Mais, le rayon d'action de ceux-ci ne dépasse pas la Sesia et la Bormide, c'est dire qu'il n'atteint ni la Lombardie, ni les Duchés, ni, à plus forte raison, la Péninsule. Seul un débarquement à Gênes — ce qui entraînerait à n'en pas douter de grandes difficultés pour une armée importante — permettrait aux Français de contourner tout le Piémont. Un débarquement effectué plus à l'Est, par exemple à La Spezzia, ne pourrait plus s'appuyer sur les bases du Piémont ou de la France, mais uniquement sur la Péninsule : les Français seraient donc exposés à être

contournés à mesure qu'ils contourneraient eux-mêmes leur adversaire.

Jusqu'ici, nous avons supposé que la Suisse restait neutre. Au cas où la France réussirait à l'entraîner dans la guerre, elle disposerait d'un col de plus : le Simplon (le Grand et le Petit-Saint-Bernard conduisant déjà à Aoste, il n'y aurait aucun avantage nouveau, sauf une ligne plus courte). Le Simplon conduit au Tessin et ouvre ainsi le Piémont aux Français. De la même façon, les Allemands auraient l'accessoire Splügen, qui domine la route du Stelvio en direction du lac de Côme, ainsi que le Saint-Bernard, dont le rayon d'action s'étend jusqu'au Tessin. Le Saint-Gothard pourrait servir, selon le cas, à l'un ou à l'autre des deux partis, mais ne leur offrirait que peu d'avantages pour des manœuvres de flanc.

Nous voyons ainsi que le rayon d'action d'un contournement français aussi bien qu'allemand par les Alpes s'étend jusqu'à l'actuelle frontière entre Lombardie et Piémont, jusqu'au Tessin. Mais, si les Allemands occupent le Tessin, et même seulement Plaisance et Crémone, ils coupent la voie de terre des Français vers la péninsule italienne. En d'autres termes : si la France domine le Piémont, l'Allemagne domine tout le reste de l'Italie.

Cependant, un autre avantage tactique revient encore aux Allemands. Sur toute la frontière allemande, le versant allemand est d'un accès facile — si l'on excepte le col du Stelvio — et le nœud hydraulique est en territoire allemand. La Fella, qui passe par le col de Pontebba, prend sa source en Carinthie ; la Boite qui passe au col de Peutelst, a sa source au Tyrol. Dans cette dernière province, l'avantage est décisif. Les vallées supérieures de la Brenta (Val Sugana) et de la Chiese (Giudicarie) et plus de la moitié du cours de l'Adige appartiennent au Tyrol. Certes, il faut, dans chaque cas, étudier en détail la topographie locale pour décider si la possession des cours d'eau dans les cols de haute montagne entraîne effectivement un avantage tactique. Par contre, on peut affirmer en général qu'il est plus facile de dominer ou de contourner les cols, si l'on occupe les crêtes et une partie du versant qui donne sur le territoire de l'ennemi. Cela permet, avant le déclenchement des hostilités, d'aménager

les passages les moins praticables des cols secondaires pour le transport de toutes les armes. Or, dans le Tyrol, ce fait peut avoir une importance décisive pour les communications. Lorsque le territoire allemand qui avance en pays ennemi sera devenu aussi grand que le territoire fédéral allemand au Sud-Tyrol ; lorsque, là aussi, les deux cols principaux — le Brenner et le Finstermünz — se trouveront loin de la frontière adverse, et lorsque, enfin, les passages secondaires décisifs en direction du Val Giudicarie et du Val Sugana, seront entièrement en territoire allemand — les conditions tactiques d'une invasion de l'Italie du Nord seront si favorables qu'il suffira en cas de guerre d'en user avec intelligence pour s'assurer la victoire.

Pour l'armée allemande, le chemin le plus direct pour opérer contre l'Italie est le Tyrol si la Suisse reste neutre, et le canton des Grisons et le Tyrol (les vallées de l'Inn et du Rhin) dès lors qu'elle n'est plus neutre. C'est par cette dernière ligne que les Hohenstaufen pénétraient en Italie ; ce n'est que par cette voie qu'une Allemagne opérant militairement comme un Etat *unique*, peut agir en Italie de manière décisive, en frappant des coups rapides. Or, la base d'opération n'est pas, dans ce cas, le centre de l'Autriche, mais la Haute-Souabe et la Bavière, du lac de Constance à Salzbourg.

On a procédé ainsi pendant tout le moyen âge. Il fallut que l'Autriche se renforçât sur le cours moyen du Danube, que Vienne devînt le point central de la monarchie, lorsque l'Empire allemand s'écroula, et qu'on ne menât plus en Italie de guerres allemandes, mais strictement autrichiennes, pour que la vieille ligne, brève et directe, d'Innsbruck à Vérone, et de Lindau à Milan, soit abandonnée.

C'est alors seulement qu'on lui substitua la ligne longue, vicieuse et difficile, qui part de Vienne, passe par Klagenfurt et Trévise pour aboutir à Vicence. Cette ligne, l'armée allemande ne l'a empruntée jadis qu'en cas extrême de retraite sous la menace de l'adversaire, mais jamais pour une attaque.

Tant que l'Empire allemand demeura une puissance militaire effective, et donc qu'il utilisait la Haute-Souabe et la Bavière comme bases pour ses attaques contre l'Italie, il lui est arrivé

d'aspirer à la domination de l'Italie du Nord pour des raisons politiques, mais jamais pour des motifs purement militaires.

Au cours des longues luttes d'Italie, la Lombardie a été tantôt allemande, tantôt indépendante, tantôt espagnole, tantôt autrichienne ; mais, ce qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'elle était séparée de la Vénétie, qui, elle, était indépendante. Et, bien que la Lombardie possédât Mantoue, elle ne comprenait pas la ligne du Mincio, ni le territoire situé entre le Mincio et l'Isonzo, sans lesquels, nous assure-t-on maintenant, l'Allemagne ne saurait dormir tranquille. L'Allemagne (par l'intermédiaire de l'Autriche) n'est entrée en pleine possession de la ligne du Mincio qu'en 1814. Or, si l'Allemagne, en tant qu'organisme politique, n'a pas joué un rôle des plus brillants aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, ce n'est certes pas faute de la ligne du Mincio !

Certes, le besoin stratégique d'arrondir les Etats et de les délimiter en fonction de lignes propices à la défense s'est développé depuis la Révolution française, et depuis que Napoléon, ayant créé des armées très mobiles, a parcouru l'Europe dans tous les sens. Pendant la Guerre de Sept Ans, le champ d'opérations se limitait encore à une seule province, et l'on manœuvrait pendant des mois pour conquérir quelques fortifications, positions retranchées ou bases d'opération. Aujourd'hui, en revanche, toute guerre prend en considération la configuration du terrain de pays entiers, et l'importance que l'on attachait autrefois à quelques positions tactiques se porte désormais sur de vastes systèmes de fortifications, de longues lignes fluviales et des chaînes de montagne élevées ou fortement tracées. C'est sous ce rapport que des lignes comme celles du Mincio et de l'Adige ont acquis de nos jours une importance bien plus grande qu'autrefois.

Considérons donc ces lignes de plus près.

Tous les cours d'eau qui, à l'Est du Simplon, coulent des Alpes vers la plaine de l'Italie septentrionale jusqu'au Pô ou, directement, à la mer Adriatique, forment avec le Pô, ou à eux tout seuls, une courbe concave vers l'Est. Ils permettent donc une défense plus facile à une armée établie à l'Est qu'à l'Ouest. Observons le Tessin, l'Adda, l'Oglio, la Chiese, le Mincio, l'Adige, la Brenta, le Piave, le Tagliamento : chacun d'eux à lui tout seul,

ou en débouchant sur le Pô, forme un arc de cercle, dont le centre se situe à l'Est. C'est ce qui permet à une armée se tenant sur la rive gauche (orientale) de prendre sa position centrale en retrait, de sorte qu'elle peut atteindre n'importe quel point attaqué sur le fleuve en un temps relativement court : elle tient la « ligne intérieure » de Jomini [120], marche sur le rayon ou la corde, tandis que l'ennemi doit manœuvrer le long de la circonférence bien plus vaste.

Si l'armée de la rive droite est sur la défensive, cette circonstance lui sera en revanche défavorable : dans ses feintes, l'assaillant peut s'appuyer sur la topographie. En effet, les distances qui sont chaque fois plus courtes entre deux points et la circonférence, et favorisent la défense, assurent maintenant un avantage décisif à l'attaque.

On voit que les lignes fluviales de Lombardie et de Vénétie sont éminemment favorables à une armée allemande qui attaque ou se défend, tandis qu'elles sont dans tous les cas défavorables à une armée italienne ou italo-française. Ajoutons à tout cela l'avantage déjà mentionné que fournit la possibilité de contourner toutes ces lignes par les cols du Tyrol, et alors il n'y a vraiment aucune raison d'être inquiet pour la sécurité de l'Allemagne, même s'il ne reste plus un seul soldat autrichien en Italie. En effet, le territoire lombard nous appartient, sitôt que nous le voulons.

De fait, les lignes fluviales lombardes sont le plus souvent sans importance et ne peuvent être adaptées à une défense sérieuse. Abstraction faite du Pô lui-même, dont nous parlerons plus loin, nous ne trouvons dans tout ce bassin que deux positions vraiment importantes pour la France ou pour l'Allemagne. Les états-majors de ces deux pays ont effectivement saisi leur portée, et elles joueront un rôle décisif dans la prochaine guerre [121].

Au Piémont, à un mille de Casale, le Pô qui, jusque-là, coulait en direction de l'Est, dévie vers le Sud et prend pendant trois bons milles la direction Sud-Sud-Est, avant de repartir en direction de l'Est. Dans sa courbe septentrionale, il reçoit deux confluents : au Nord, la Sesia ; au Sud, venant du Sud-Ouest, la Bormide. Peu avant que cette dernière se jette dans le Pô, elle

reçoit près d'Alexandrie le Tanaro, l'Orba et le Belbo, et tous ces cours d'eau forment un ensemble de lignes fluviales qui rayonnent autour d'un centre, dont le point de convergence est protégé par le camp retranché d'Alexandrie.

A partir d'Alexandrie, une armée peut se déplacer à loisir d'une rive de ces cours d'eau à l'autre : elle peut défendre la ligne du Pô en avant du front, elle peut traverser le Pô à Casale, ville fortifiée, ou bien opérer sur la rive droite du Pô en direction du cours de ce fleuve. Renforcée par un réseau approprié de fortifications, cette position est la seule qui couvre le Piémont, ou puisse servir de base pour des opérations offensives contre la Lombardie et les Duchés. Toutefois, elle souffre d'un manque de profondeur, car elle peut ou bien être contournée, ou bien être percée de front, ce qui en affaiblit considérablement la valeur stratégique. Une attaque habile et vigoureuse la réduirait bientôt au camp encore précairement fortifié d'Alexandrie ; or, on manque toujours d'éléments objectifs pour apprécier si les défenseurs y trouveraient des conditions satisfaisantes, car on ignore la nature des derniers travaux de fortification et le degré de leur avancement. Napoléon avait déjà reconnu l'importance de cette position pour la défense du Piémont contre les attaques en provenance de l'Est, et, en conséquence, il avait fait construire un nouveau système de fortification à Alexandrie. Les batailles de 1814 ne confirmèrent point l'efficacité défensive de la place ; nous aurons peut être bientôt l'occasion de juger de sa valeur actuelle.

La seconde position qui, pour la Vénétie, représente la même chose et même plus qu'Alexandrie pour le Piémont, en cas d'attaque provenant de l'Ouest, c'est la ligne du Mincio et de l'Adige. Après sa sortie du lac de Garde, le Mincio coule pendant quatre milles en direction du Sud jusqu'à Mantoue, puis il s'élargit et forme une sorte de lac entouré de marais, avant de prendre la direction du Sud-Est pour se jeter dans le Pô. Le parcours du fleuve, des marécages de Mantoue au Pô, est trop bref pour servir au passage d'une armée, car l'ennemi, débouchant de Mantoue, lui tomberait dans le dos et le contraindrait à livrer bataille dans les conditions les plus défavorables. Pour réaliser

un contournement par le Sud, il faudrait effectuer une manœuvre plus ample et traverser le Pô à Revere ou à Ferrare. Au Nord, la position du Mincio est largement protégée contre un contournement grâce au lac de Garde.

En conséquence, la ligne du Mincio qu'il s'agit vraiment de défendre, ne s'étend guère que sur quatre milles, de Mantoue à Peschiera, et s'appuie à chacun de ses flancs sur une forteresse assurant un débouché sur la rive droite. Le Mincio lui-même ne constitue pas un obstacle notable ; les rives surplombent plus ou moins ce fleuve selon la localité. C'est ce qui, dans une certaine mesure, avait donné à cette ligne une piètre réputation avant 1848, et si elle n'avait pas été considérablement renforcée à la suite de certaines circonstances, elle n'aurait sans doute jamais acquis une grande renommée. Or, cette circonstance particulière, c'est qu'un peu à l'arrière, à quatre milles de là, se trouve le second fleuve d'Italie du Nord, l'Adige, qui décrit un arc presque parallèle au Mincio et au cours inférieur du Pô, formant ainsi une deuxième position plus puissante, renforcée encore par deux places fortes édifiées sur l'Adige, Vérone et Legnago. Or, les deux lignes fluviales, avec leurs quatre places fortes, constituent dans leur ensemble pour une armée allemande ou autrichienne, attaquée par l'Italie ou la France, une position de défense d'une puissance sans pareille en Europe. Elle est si avantageuse qu'une armée pouvant encore entrer en action après avoir perdu sa garnison peut, dans cette position, affronter tranquillement l'assaut de forces deux fois supérieures.

En 1848, Radetzky a démontré ce que valait cette position. Après la révolution de Mars de Milan [122], lorsque les régiments italiens désertèrent et que le Tessin passa aux Piémontais, il se replia sur Vérone avec les troupes qui lui restaient, soit environ 45 000 hommes. Après le départ des garnisons, fortes de 15 000 hommes, il ne disposait donc plus que d'environ 30 000 hommes, auxquels firent face environ 60 000 Piémontais, Toscans, Modesans et Parmesans qui prirent position entre le Mincio et l'Adige. Derrière lui surgit l'armée de Durando formée par les 45 000 hommes des troupes pontificales, napolitaines et les francs-tireurs [123]. Il ne restait à Radetzky qu'une communication avec

le Tyrol, et encore était-elle menacée, à la vérité assez mollement, en haute montagne par des francs-tireurs lombards. Radetzky résista néanmoins. La garde de Peschiera et de Mantoue priva les Piémontais de tant d'hommes qu'ils purent se présenter seulement avec quatre divisions, soit 40 à 50 000 hommes, à l'assaut de la position de Vérone, le 6 Mai (bataille de Santa-Lucia) ; avec la garnison de Vérone, Radetzky put disposer de 36 000 hommes. Si l'on tient compte de la puissante position tactique de défense des Autrichiens, l'équilibre était donc de nouveau rétabli sur le champ de bataille, et les Piémontais furent battus.

La contre-révolution du 15 Mai à Naples débarrassa Radetzky de 15 000 Napolitains et réduisit l'armée de l'arrière-pays vénitien à environ 30 000 hommes, parmi lesquels figuraient seulement 5 000 Suisses de l'armée pontificale et à peu près autant d'Italiens faisant partie des troupes de ligne pontificales, le reste étant composé de volontaires. L'armée de réserve de Nugent, qui s'était concentrée en Avril sur l'Isonzo, se fraya aisément un chemin à travers ces troupes et fit sa jonction le 25 Mai à Vérone avec Radetzky, qui disposa ainsi d'un renfort d'environ 20 000 hommes. Dès lors, le vieux feldmaréchal put enfin sortir de la défense passive. Pour libérer Peschiera, assiégée par les Piémontais, et avoir les coudées plus franches, il entreprit la fameuse marche de flanc sur Mantoue avec toute son armée (27 Mai) ; près de cette ville, il passa sur la rive droite du Mincio, attaqua la ligne ennemie à Curtatone, et avança le 30 sur Goito, à l'arrière et sur le flanc des Italiens. Mais, le même jour, ce fut la chute de Peschiera ; le temps se gâta, si bien que Radetzky ne se sentit pas encore assez fort pour engager la bataille décisive. Il marcha donc de nouveau le 4 Juin sur Mantoue pour se retirer sur l'Adige, après avoir expédié un corps de réserve à Vérone. Avec le reste de ses troupes, il se dirigea à travers Legnago vers Vicence, qui avait été fortifiée par Durando et occupée par 17 000 hommes. Le 10, il attaqua Vicence avec 30 000 hommes, et le 11 Durando capitula, après une défense valeureuse. Le second corps d'armée (d'Aspre) occupa Padoue, la haute vallée de la Brenta et tout l'arrière-pays vénitien, puis il rejoignit le

premier corps d'armée à Vérone ; une seconde armée de réserve dirigée par Welden arriva également de l'Isonzo.

Pendant tout ce temps et jusqu'au moment décisif de la campagne, avec une obstination superstitieuse, les Piémontais concentrèrent toute leur attention sur le plateau de Rivoli, qui leur apparaissait comme la clé de l'Italie depuis la victoire de Napoléon, mais qui, en 1848, n'avait plus aucune importance du fait que les Autrichiens s'étaient ouverts une voie de communication sûre avec le Tyrol à travers la Vallarsa, ainsi qu'une liaison directe avec Vienne à travers l'Isonzo.

Mais, pendant ce temps, les Piémontais voulurent entreprendre quelque chose contre Mantoue, ce qui les amena à bloquer aussi la partie droite du Mincio. Cette opération eut pour but d'étaler au grand jour la perplexité régnant dans le camp piémontais, d'éparpiller l'armée sur tout l'espace de 8 milles entre Rivoli et Borgoforte et, qui plus est, de diviser leurs forces en deux moitiés occupant chaque côté du Mincio si bien qu'elles ne purent se porter une aide mutuelle.

Lorsqu'ils tentèrent donc de bloquer Mantoue par la rive gauche également, Radetzky, qui entre-temps avait accueilli les 12 000 hommes de Welden, décida de percer la ligne piémontaise, affaiblie au centre, et de battre ensuite séparément, les unes après les autres, les troupes qui allaient affluer sur lui. Le 22 Juillet, il lança son attaque sur Rivoli que les Piémontais évacuèrent le 23. Le même jour, il avança lui-même avec 45 000 hommes de Vérone vers la position de Sona et Sommacampagna, défendue seulement par 14 000 Piémontais. Il lui suffit de l'occuper pour faire sauter toute la ligne adverse. L'aile gauche piémontaise fut entièrement rejetée de l'autre côté du Mincio le 24, tandis que l'aile droite, qui entre-temps s'était regroupée pour marcher contre les Autrichiens, fut battue le 25 à Custozza. Le 26 Juillet, l'armée autrichienne, tout entière, traversa le Mincio et battit une nouvelle fois les Piémontais à Volta. C'est ainsi que la campagne s'acheva et ce fut presque sans résistance que les Piémontais reculèrent derrière le Tessin.

Ce bref récit de la campagne de 1848 démontre de façon plus convaincante que tous les arguments théoriques l'importance de

la position du Mincio et de l'Adige. Arrivés dans le quadrilatère formé par les quatre forteresses, les Piémontais durent disperser leurs troupes au point que leur force offensive en fut d'emblée brisée, comme le prouve la bataille de Santa-Lucia. Radetzky, en revanche, sitôt qu'il obtint les premiers renforts, put se mouvoir en toute liberté entre les forteresses, en prenant comme base tantôt Mantoue, tantôt Vérone, pour menacer aujourd'hui l'arrière de l'ennemi sur la rive droite du Mincio et conquérir quelques jours après Vicence, en disposant constamment de l'initiative des opérations. Certes, les Piémontais ont commis erreur sur erreur, mais la force de la position est précisément telle qu'elle sème l'hésitation dans le camp adverse et le contraint pour ainsi dire à faire des erreurs. La garde et, plus encore, le siège des diverses forteresses l'obligent à se diviser et à affaiblir la force offensive, dont il dispose ; les cours d'eau l'obligent à diviser encore ses forces et mettent ses divers corps d'armée plus ou moins dans l'impossibilité de se porter mutuellement secours. Quelles forces faut-il pour assiéger Mantoue, quand une armée prête à la bataille peut à chaque instant surgir des forts avancés de Vérone ?

A elle toute seule, Mantoue réussit en 1797 à bloquer l'armée victorieuse du général Bonaparte. Par deux fois seulement une place forte lui inspira le respect : Mantoue, et dix ans plus tard, Dantzig. Toute la seconde partie de la campagne de 1797 — Castiglione, Medole, Calliano, Bassano, Arcole, Rivoli — tourne autour de Mantoue. Ce n'est qu'après la chute de cette place forte que le vainqueur se hasarda vers l'Est et passa l'Isonzo. A cette époque, Vérone n'était pas fortifiée ; en 1848, seul le mur d'enceinte sur la rive droite de l'Adige était achevé, et la bataille de Santa-Lucia s'engagea sur le terrain où aussitôt après furent édifiées les redoutes autrichiennes et, par la suite, les forts avancés stables. C'est alors seulement que le camp retranché de Vérone est devenu le noyau, le réduit de toute la position, qui a de la sorte gagné beaucoup en puissance.

Comme on le voit, nous n'avons pas l'intention de minimiser l'importance de la ligne du Mincio. Mais, ne l'oublions pas : cette ligne a acquis son importance du jour seulement où l'Autri-

che a mené la guerre pour son propre compte en Italie et où la liaison Bozen-Innsbruck-Munich a été rejetée à l'arrière-plan par celle de Trévise-Klagenfurt-Vienne. Et, effectivement, la possession de la ligne du Mincio est vitale pour l'Autriche dans sa structure actuelle. Or, cette Autriche est un Etat autonome et entend agir comme une grande puissance européenne, indépendamment de l'Allemagne, et c'est à ce titre qu'il lui faut, ou bien dominer le Mincio et le cours inférieur du Pô, ou bien renoncer à la défense du Tyrol. Le Tyrol serait autrement contourné des deux côtés et ne serait relié que par le col de Toblach avec le reste de l'Empire, la route de Salzbourg à Innsbruck passant par la Bavière.

De vieux militaires estiment que le Tyrol offre de grandes possibilités de défense et qu'il domine aussi bien le Danube que le bassin du Pô. Or, cette opinion repose indubitablement sur des idées fumeuses et nullement sur des faits d'expérience, car une guerre de nature insurrectionnelle, du genre de celle de 1848, n'est pas probante pour juger d'opérations menées par une armée régulière. [124]

C'est Bülow qui, le premier, a soutenu cette opinion. Il l'exprime entre autres dans son *Histoire des campagnes de Hohenlinden et de Marengo*. L'un des exemplaires de la traduction française appartenant à un officier du génie anglais Emmett, commandant de Sainte-Hélène au temps de l'exil de Napoléon, tomba entre les mains de l'Empereur captif, en 1819. Il écrivit quelques remarques en marge du texte et Emmet fit rééditer, en 1831, le livre avec les annotations de Napoléon.

Manifestement, c'est avec un préjugé favorable que l'Empereur commença sa lecture. Lorsque Bülow propose de dissoudre toute l'infanterie pour ne laisser subsister que les tirailleurs, il remarque avec bienveillance : « De l'ordre, toujours de l'ordre — les tirailleurs doivent toujours être soutenus par les lignes » (Fr.). Puis, il écrit à plusieurs reprises : « Bien — c'est bien », et encore « bien ». Mais, à partir de la page vingt, Napoléon est excédé de voir notre pauvre Bülow se fatiguer à expliquer, avec peu de bonheur et pas mal de grossièretés, tous les hauts et les bas de la guerre à la lumière de sa théorie des retraites excentriques

et des attaques concentriques, en vidant de leur signification les coups les plus géniaux avec son interprétation scolaire. Après quelques : « Mauvais — cela est mauvais — mauvais principe », le ton monte : « Cela n'est pas vrai — absurde — mauvais plan, bien dangereux — restez unis si vous voulez vaincre — il ne faut jamais séparer son armée par un fleuve — tout cet échafaudage est absurde, etc... » Et lorsqu'enfin, Napoléon trouve qu'à chaque fois Bülow loue les opérations manquées et trouve à redire sur celles qui sont habilement menées, qu'il attribue aux généraux les motifs les plus stupides et leur donne les conseils les plus aberrants et qu'enfin il veut abolir la baïonnette pour la remplacer par un second rang de lances, Napoléon s'exclame : « Bavardage inintelligible, quel absurde bavardage, quelle absurdité, quel misérable bavardage. Quelle ignorance de la guerre ! » (Fr.).

Bülow reproche à Kray d'avoir conduit l'armée autrichienne du Danube à Ulm, et non au Tyrol. En effet, le Tyrol serait un bastion inexpugnable de monts et de rochers, dominant à la fois la Bavière et une partie de la Lombardie, à condition d'être garni de troupes suffisantes. A quoi Napoléon rétorque : « On n'attaque pas les montagnes, pas plus le Tyrol que la Suisse. On les observe, et on les tourne par les plaines » (Fr). Puis, Bülow reproche à Moreau de s'être laissé arrêter par Kray, à Ulm, alors qu'il aurait dû la contourner pour s'emparer du Tyrol qui était faiblement occupé. En effet, selon Bülow, l'occupation du Tyrol aurait provoqué le renversement de la monarchie autrichienne. Napoléon remarque à ce propos : « Absurde, quand même le Tyrol eût été ouvert, il ne fallait pas y entrer » (Fr.).

Après avoir fini tout le livre, Napoléon commente comme suit le système des retraites excentriques et des attaques concentriques ainsi que la domination des plaines grâce à l'occupation des montagnes : « Si vous voulez apprendre la manière de faire battre une armée supérieure par une armée inférieure, étudiez les maximes de cet écrivain ; vous aurez des idées sur la science de la guerre ; il vous prescrit le contre-pied de ce qu'il faut enseigner » (Fr.).

Trois ou quatre fois, Napoléon donne cet avertissement : « Il

ne faut jamais attaquer les pays de montagne » (Fr.). Cette frayeur des montagnes date évidemment des dernières années de son règne, lorsque ses armées eurent atteint une ampleur colossale et furent liées aux plaines tant pour leur armement et leur ravitaillement que pour leurs évolutions tactiques. Au reste, l'Espagne et même le Tyrol ont sans doute quelque peu contribué à lui faire redouter les montagnes. En effet, en d'autres temps, elles n'avaient guère rebuté Napoléon. Il mena toute la première partie de sa campagne de 1797 en montagne, et les années suivantes Masséna et MacDonald démontrèrent suffisamment qu'en montagne, plus que partout ailleurs, on peut faire beaucoup de choses avec peu de forces.

Quoi qu'il en soit, en général, il faut bien reconnaître que nos armées modernes trouvent le mieux à se mettre en valeur dans les terrains où alternent les plaines et les basses collines. Il faut donc rejeter la théorie qui prescrit de lancer une grande armée en haute montagne pour y prendre position en permanence — et non pas bien sûr pour la traverser — alors qu'elle peut trouver devant elle, à droite et à gauche, des plaines comme celles de la Bavière ou de la Lombardie où une guerre se décide. Une simple question : Combien de temps peut-on nourrir une armée de 150 000 hommes au Tyrol ? Bientôt la faim la ferait descendre dans les plaines où l'ennemi aurait aménagé ses positions à loisir et la contraindrait à se battre dans les conditions les plus défavorables. Au reste, elle ne pourrait trouver dans les vallées étroites une position lui permettant de déployer toutes ses forces.

En conséquence, à peine l'Autriche aurait-elle lâché le Mincio et l'Adige, que le Tyrol lui-même serait un poste perdu. Il lui faudrait, en effet, l'abandonner, sitôt que l'ennemi pousserait une attaque dans sa direction à partir du Nord ou du Sud. En revanche, pour l'Allemagne, le Tyrol contourne la Lombardie, grâce à ses cols conduisant à l'Adda. Agissant séparément, l'Autriche contourne la Lombardie et la Vénétie jusqu'au Brenta, grâce au Tyrol. L'Autriche peut tenir aussi longtemps seulement que la Bavière la couvre au Nord, et qu'elle possède la ligne du Mincio au Sud. La formation de la Confédération rhénane [125]

rendit donc impossible à l'Autriche une défense sérieuse du Tyrol et de la Vénétie dans leur ensemble : Napoléon savait ce qu'il faisait lorsqu'il sépara ces deux provinces de l'Autriche au traité de Presbourg [126].

La possession de la ligne du Mincio avec Peschiera et Mantoue est donc absolument nécessaire à l'Autriche. En revanche, pour l'Allemagne, dans son ensemble, elle n'est pas du tout nécessaire, bien qu'elle ne cesse de représenter un grand avantage au point de vue stratégique. En effet, cet avantage est évident. Il suffit de dire qu'elle nous procure d'emblée une position de force dans la plaine lombarde, qu'il nous faudrait autrement commencer par conquérir ; en outre, elle arrondit commodément notre position de défense, tout en augmentant grandement notre capacité offensive.

Mais, si l'Allemagne n'avait pas la ligne du Mincio ?

Supposons que l'Italie entière soit indépendante, unifiée et alliée à la France pour une guerre offensive contre l'Allemagne. De tout ce qui précède on peut conclure que dans ce cas la ligne d'opérations et de retraite des Allemands ne serait pas celle de Vienne-Klagenfurt-Trévise, mais celle de Munich-Innsbruck-Bozen et Munich-Füssen-Finstermünz-Glurns, qui débouche en plaine lombarde entre le Val Sugana et la frontière suisse.

Quel est dès lors le point d'attaque décisif ? C'est évidemment la partie de l'Italie septentrionale qui fait communiquer la péninsule avec le Piémont et la France : le cours moyen du Pô entre Alexandrie et Crémone. Or, les cols situés entre le lac de Garde et le lac de Côme suffisent largement à couvrir la progression allemande dans cette région et à leur ouvrir, en cas de retraite, le même chemin, et, dans la pire hypothèse, le col de Stelvio. Dans ce cas, les forteresses du Mincio et de l'Adige, supposées en possession des Italiens, se trouveraient loin du champ de bataille décisif.

La garnison du camp retranché autour de Vérone, ainsi que les forces que l'on y tiendrait prêtes pour une offensive, ne représenteraient qu'une inutile dispersion des forces.

Il y a aussi l'hypothèse où les Italiens se masseraient sur

le haut plateau de Rivoli, si cher à leur cœur, afin de barrer aux Allemands le passage de la vallée de l'Adige. Or, depuis que l'on a construit la route menant au col de Stelvio, le débouché de la vallée de l'Adige a beaucoup perdu de son importance. Mais, admettons que Rivoli représente de nouveau la clé de l'Italie et que la force d'attraction de l'armée italienne, stationnée sur ce plateau, soit suffisante pour pousser les Allemands à l'attaquer. Mais, à quoi servirait alors Vérone ? Elle ne ferme pas la vallée de l'Adige, puisque sinon la marche des Italiens sur Rivoli serait superflue.

Peschiera suffit à couvrir la retraite en cas de défaite. En effet, elle offre un excellent passage du Mincio, et couvre donc la marche ultérieure en direction de Mantoue ou de Crémone. Un déploiement massif de toutes les forces militaires italiennes entre les quatre forteresses, afin d'y attendre l'arrivée des Français en évitant donc jusque-là la bataille, diviserait, dès le début de la campagne, les forces adverses en deux moitiés, ce qui nous permettrait d'avancer jusqu'au point de leur jonction et de foncer avec toutes nos forces sur les seuls Français ; ceux-ci étant défaits, il suffirait ensuite d'entreprendre les opérations, certes un peu longues, pour déloger les Italiens de leurs fortifications.

En Italie, dès lors qu'une attaque venant du Nord ou de l'Est réussit à prendre corps, l'armée nationale se trouve immédiatement placée devant le dilemme suivant : choisir comme base, ou le Piémont, ou la Péninsule. Il est évident qu'un tel pays doit avoir ses grandes installations défensives dans la région où l'armée affronte ce dilemme : aux points où le Tessin et l'Adda se jettent dans le Pô.

Dans son livre *La Campagne italienne de 1848,* le général von Willisen conseille aux Autrichiens de fortifier ces deux points. En dehors du fait que ce n'est pas possible pour la simple raison que l'Autriche ne possède pas le terrain nécessaire (près de Crémone, la rive droite du Pô appartient à Parme, et à Plaisance elle ne dispose que du droit de garnison), ces deux points sont trop avancés pour constituer une importante position de défense,

d'autant qu'il s'agit d'un pays où, à chaque guerre, les Autrichiens sont surpris par une insurrection.

Willisen, qui ne peut voir deux fleuves confluer sans commencer aussitôt à dresser les plans d'un vaste camp retranché, ce même Willisen oublie que ni le Tessin ni l'Adda ne sont des lignes offrant des possibilités de défense, et donc, selon sa propre opinion, elles ne protègent pas l'arrière-pays. Mais, ce qui pour les Autrichiens serait vain gaspillage, n'en serait pas moins pour les Italiens une bonne position. Pour eux, le Pô est la ligne principale de défense. Le triangle Pizzighettone-Crémone-Plaisance, flanqué d'Alexandrie à gauche et de Mantoue à droite, renforcerait efficacement cette ligne de défense et permettrait à l'armée, soit de s'abriter jusqu'à l'arrivée d'alliés éloignés, soit de passer à l'offensive dans la plaine, d'importance décisive, entre la Sésia et l'Adige.

Voici ce que disait le général Radowitz à l'Assemblée Nationale de Francfort : « Si l'Allemagne venait à perdre la ligne du Mincio, elle serait rejetée dans la position d'un pays qui aurait perdu la première campagne de la guerre. Dans ce cas, la guerre se déroulerait directement en territoire allemand. Elle commencerait sur l'Isonzo et le Tyrol italien, de sorte que l'Allemagne devrait mener la guerre sur l'Isar, et non sur le cours supérieur du Rhin ».

Le général von Radowitz semble avoir jugé à sa valeur les connaissances militaires de son public. Il est vrai que si l'Allemagne renonçait à la ligne du Mincio, elle cèderait autant de terrain et de positions que les Français et les Italiens en gagneraient s'ils avaient remporté une campagne. Pourtant, même alors, l'Allemagne est loin d'être dans la situation d'un pays qui aurait essuyé une défaite militaire. En effet, une puissante armée allemande, qui, intacte, se concentrerait au pied des Alpes bavaroises et passerait les cols du Tyrol pour entrer en Lombardie, ne peut se comparer à une armée désagrégée et démoralisée par une campagne malheureuse, battant en retraite vers le Brenner, l'ennemi sur les talons. On ne saurait comparer les chances d'une armée ayant devant elle la perspective d'une offensive à partir d'une position, qui à beaucoup d'égards domine le point de jonction entre les Français et les Italiens, avec celles d'une armée

battue, ramenant son artillerie par-delà les Alpes. Avant de tenir la ligne du Mincio, nous avons conquis plus souvent l'Italie que depuis que nous la tenons. Qui douterait que l'on puisse, en cas de besoin, recommencer ce petit jeu ?

Au reste, il est faux de dire que, sans la ligne du Mincio, la guerre se déroulerait immédiatement en Bavière et en Carinthie. Tout notre exposé tend à démontrer qu'en l'absence de la ligne du Mincio, la défense de la frontière méridionale de l'Allemagne *ne peut s'effectuer que d'une manière offensive.* S'il en est ainsi, c'est parce que les montagnes des provinces frontières de l'Allemagne méridionale ne peuvent servir de champ de bataille décisif, et, en outre, parce que la disposition de nos cols alpins nous est favorable. En effet, ils débouchent sur le champ de bataille décisif des plaines, où il nous faut descendre en toute occurrence. Or, nulle puissance au monde ne pourrait nous en empêcher.

Il est difficile d'imaginer un début de campagne plus favorable à une offensive, même dans la pire hypothèse, celle d'une alliance franco-italienne. Notre position peut encore être renforcée, si nous améliorons les routes alpines et si nous fortifions les points de croisement des routes au Tyrol de manière à ce qu'en cas de retraite, nous puissions opposer une résistance suffisante, sinon pour arrêter complètement l'ennemi, du moins pour le contraindre à détacher des forces importantes pour protéger ses communications et liaisons. En ce qui concerne les routes alpines, toutes les guerres menées dans les Alpes démontrent que toutes les variétés d'armes peuvent passer sans trop de peine aussi bien par les principales voies privées de chaussée que par la plupart des sentiers muletiers. Dans ces circonstances, il faudrait qu'une offensive allemande en Lombardie soit préparée de manière à réunir vraiment toutes les chances de succès. Certes, nous pouvons tout de même être battus ; mais c'est alors seulement que se vérifierait le cas énoncé par Radowitz. Qu'adviendrait-il si Vienne était découverte, et la Bavière menacée d'un contournement par le Tyrol ?

En premier lieu, il est clair qu'aucun bataillon ennemi ne peut se hasarder à traverser l'Isonzo tant que l'armée allemande

du Tyrol n'a pas été repoussée entièrement et irrémédiablement au-delà du Brenner. A partir du moment où la Bavière constitue la base des opérations allemandes contre l'Italie, il devient évident qu'une offensive italo-française en direction de Vienne n'a plus en vérité aucun but et devient une inutile dispersion de forces. Mais, admettons que Vienne reste encore un centre assez important pour que l'ennemi détache le gros de ses forces, afin de s'en emparer : cela démontre simplement que nous devons fortifier Vienne.

La campagne de Napoléon en 1798, l'invasion de l'Italie et de l'Allemagne en 1805 et 1809 auraient pu finir très mal pour les Français, si Vienne avait été fortifiée. Une offensive lancée à de telles distances court toujours le danger d'épuiser ce qui lui reste de forces, s'il lui faut attaquer encore une capitale fortifiée. Au demeurant, même si nous admettons que l'ennemi a rejeté l'armée allemande au-delà du Brenner, il faudrait qu'il dispose d'une marge de supériorité pour être en mesure de distraire des forces suffisantes à une attaque lancée au cœur de l'Autriche.

Considérons le cas où les Français et les Italiens contourneraient toute l'Allemagne méridionale par l'Italie. En vérité, si la Lombardie contourne l'Allemagne jusqu'à Munich, jusqu'où l'Allemage ne contournera-t-elle pas l'Italie ? En toute occurrence, au moins jusqu'à Milan et Pavie. Les chances sont donc jusqu'ici égales. Mais, en raison de la largeur plus grande de l'Allemagne, il ne serait pas nécessaire qu'une armée se trouvant sur le cours supérieur du Rhin et se faisant « contourner » à Munich par l'Italie, se retire pour autant sur le coup. Un camp retranché en Haute-Bavière ou une fortification temporaire de Munich pourrait accueillir l'armée battue du Tyrol et arrêter bientôt l'offensive de l'envahisseur, cependant que l'armée du Haut-Rhin aurait la possibilité de choisir comme base d'opérations la région d'Ulm ou d'Ingolstadt ou encore le Main, et, dans la pire hypothèse, changer de base d'opérations.

En revanche, il en va tout autrement de l'Italie. Dès lors qu'on a tourné une armée italienne à l'Ouest, par l'intermédiaire des cols tyroliens, il suffit qu'on déloge les Italiens du reste de leurs forteresses pour que tout le pays soit conquis. Dans une guerre

contre la France et l'Italie coalisées, l'Allemagne aura toujours plusieurs armées — au moins trois — et la victoire ou la défaite dépendra du résultat d'ensemble de chacune des trois armées en campagne.

L'Italie n'offre d'espace que pour une seule armée ; toute division de celle-ci serait une faute. Cette seule armée anéantie, l'Italie est conquise. Pour une armée française opérant en Italie, la liaison avec la France est essentielle. Dès lors que sa ligne de communication ne passe plus seulement par le col de Tende et Gênes, elle prête le flanc aux Allemands stationnés au Tyrol, et ce d'autant plus dangereusement que les Français progressent davantage en Italie.

En fait, il nous faut envisager le cas d'une irruption française et italienne en Bavière à partir du Tyrol, dès lors que nous menons de nouveau des guerres *allemandes* en Italie, et que nous déplaçons la base d'opérations d'Autriche en Bavière. Si nous édifions un réseau de fortifications selon le principe moderne qui veut que les forteresses servent aux armées, et non les armées aux forteresses, il sera plus facile de briser la pointe avancée de cette invasion que celle d'une invasion allemande en Italie. Il ne faut donc pas se faire un épouvantail de ce fameux « contournement » de toute l'Allemagne méridionale. Pour tourner l'armée allemande du Haut-Rhin à partir de l'Italie et du Tyrol, l'ennemi doit avancer jusqu'à la mer Baltique, s'il veut jouir des fruits de son opération. Il lui sera bien difficile de renouveler en direction de Munich et de Danzig, la marche que Napoléon a entreprise de Iéna à Stettin.

Nous ne contestons donc nullement que l'Allemagne renonce à une excellente position de défense, si elle abandonne la ligne du Mincio. En revanche, ce que nous contestons, c'est que cette position soit *nécessaire* à la sécurité de la frontière méridionale de l'Allemagne. Certes, si l'on part — comme semblent le faire ceux qui soutiennent l'opinion inverse — de l'hypothèse qu'une armée allemande est battue à chaque fois qu'elle se montre, alors il faut penser que l'Adige, le Mincio et le Pô nous sont absolument nécessaires. Mais, c'est alors en vérité qu'ils ne nous serviront à rien, comme ne serviront à rien toutes

nos forteresses et toutes nos armées : il ne nous resterait plus qu'à passer tout de suite sous les fourches caudines de l'ennemi.

Or, nous avons une tout autre opinion de la puissance militaire de l'Allemagne ; c'est pourquoi nous sommes tout à fait satisfait de ce que notre frontière du Sud offre les meilleurs avantages pour une offensive en territoire lombard.

Mais, c'est ici qu'interviennent des considérations politiques que nous ne pouvons laisser de côté. Depuis 1820 [127], le mouvement national en Italie sort rajeuni et plus puissant de chaque défaite. Il n'y a guère de pays où ce que l'on appelle les frontières naturelles correspond aussi fidèlement aux frontières de la nationalité, et sont toutes deux aussi nettes. A partir du moment où dans un tel pays qui, ne l'oublions pas, compte dans les vingt-cinq millions d'habitants, le mouvement national s'est renforcé, il ne peut plus avoir de cesse tant que l'une de ses provinces les plus riches et les plus importantes politiquement, économiquement et militairement, avec environ le quart de sa population totale, reste asservie à une domination étrangère et anti-nationale.

Et de fait, depuis 1820, l'Autriche ne règne plus en Italie que par la force, en réprimant sans cesse de nouvelles insurrections, par un régime de terreur et l'état de siège. Pour maintenir sa domination en Italie, l'Autriche doit traiter ses adversaires politiques, c'est-à-dire tout Italien se sentant Italien, de manière plus féroce que les délinquants de droit commun. La manière dont ont été traités et sont encore traités bien souvent les prisonniers politiques italiens de la part de l'Autriche est inouïe pour des pays civilisés. Avec une particulière prédilection, les Autrichiens ont cherché en Italie à déshonorer les délinquants politiques, en les rossant à coups de bâton, soit pour leur extorquer des aveux, soit pour leur infliger de prétendues peines. On a versé des fleuves d'indignation morale sur le poignard italien servant à l'assassinat politique, mais on a complètement oublié, semble-t-il, que tout cela est provoqué par la trique autrichienne. La meilleure preuve que la domination autrichienne ne peut durer plus longtemps en Italie nous est fournie par les moyens

mêmes qu'elle est contrainte d'utiliser pour s'y maintenir. Quoiqu'en disent les Radowitz, Willisen et Hailbronner, l'Allemagne n'a pas le même intérêt que l'Autriche à cette domination ; on peut même se demander si cet intérêt est suffisant pour contrebalancer les nombreux inconvénients qu'elle entraîne.

La Haute-Italie est un appendice qui, de toute façon, ne sert à l'Allemagne qu'en cas de guerre, mais ne peut que lui nuire en temps de paix. Les troupes nécessaires au maintien de cette domination sont devenues de plus en plus nombreuses depuis 1820 ; depuis 1848, il faut, en plein cœur de la paix, 70 000 hommes pour occuper en permanence cette terre ennemie, et ils peuvent s'attendre à tout moment à être attaqués.

Les guerres de 1848 et 1849, ainsi que l'occupation de l'Italie jusqu'à ce jour, en dépit des contributions de guerre du Piémont, des contributions renouvelées des Lombards, des impôts forcés et des souscriptions obligatoires, ont certes plus coûté à l'Autriche que ne lui a rapporté l'Italie. Et, en vérité, de 1848 à 1854, ce pays a été systématiquement traité comme une possession tout à fait provisoire, dont il faut tirer tout ce que l'on peut avant de l'évacuer. Ce n'est que depuis la guerre d'Orient que la Lombardie subit pour quelques années un régime moins exceptionnel. Mais, on peut se demander combien de temps cela durera, avec les complications actuelles, à un moment où le sentiment national italien commence à vibrer de toutes ses forces ?

Mais, chose plus importante encore : la possession de la Lombardie vaut-elle la haine et l'hostilité fanatique que nous voue l'Italie tout entière ? Vaut-elle que nous partagions la responsabilité des mesures punitives prises par l'Autriche — au nom et dans l'intérêt de l'Allemagne, comme on nous l'assure — afin d'y maintenir sa domination ? Vaut-elle que l'on s'immisce sans cesse dans les affaires intérieures du reste de l'Italie sans quoi, aux dires des Autrichiens, la Lombardie ne saurait être tenue, en rendant les Allemands toujours plus odieux aux Italiens ?

Dans toutes les considérations militaires que nous avons faites jusqu'ici, nous avons toujours supposé le pire des cas,

celui d'une alliance de la France et de l'Italie. Tant que nous occuperons la Lombardie, il ne fait pas de doute que l'Italie restera l'alliée de la France dans toute guerre française contre l'Allemagne. A peine l'aurons-nous évacuée, que cela cessera. Est-il de notre intérêt d'occuper quatre forteresses et de pousser en contrepartie vingt-cinq millions d'Italiens à une haine féroce contre nous et à une alliance avec les Français ?

Les propos intéressés sur l'incapacité politique des Italiens et la vocation qu'ils ont de vivre sous la domination allemande ou française, ainsi que les diverses spéculations sur la possibilité ou non d'une Italie unifiée, sont tout à fait surprenants dans la bouche des Allemands : y a-t-il si longtemps que nous-mêmes — et pourtant la grande nation allemande compte deux fois plus d'habitants que l'Italie — nous avons perdu notre vocation d'être les sujets des Français ou des Russes ? Et avons-nous résolu à ce jour, dans la pratique, la question de l'unité de l'Allemagne ? Ne sommes-nous pas en ce moment, selon toutes probabilités, à la veille d'événements qui feront mûrir une décision sur les problèmes essentiels de notre avenir : l'Allemagne réussira-t-elle à s'unifier, ou n'y réussira-t-elle pas ? Avons-nous complètement oublié Napoléon à Erfurt ou l'appel des Autrichiens à la Russie lors de la conférence de Varsovie, ou enfin la bataille de Bronzell ? [128]

Mais, admettons un instant que l'Italie reste sous l'influence allemande ou française. Dès lors, outre les sympathies, c'est la situation géographico-militaire qui décide du pays exerçant cette influence. Admettons que la puissance militaire de la France soit égale à celle de l'Allemagne, bien que cette dernière puisse évidemment être bien plus forte. Nous estimons avoir prouvé que, dans le cas le plus favorable, à savoir s'ils restaient ouverts aux Français, le Valais et le Simplon ne domineraient que le Piémont, et il faudrait que nous perdions d'abord une bataille pour qu'ils leur ouvrent le territoire situé plus avant. En revanche, notre rayon d'action s'étend sur toute la Lombardie et sur le point de jonction entre le Piémont et la péninsule, et il faudrait commencer par nous battre pour nous enlever cet avantage. Etant donné que l'avantage pour l'Allemagne repose sur une disposition géographique de domination, elle n'a rien à craindre du rival français.

Le général Hailbronner estimait récemment dans la *Gazette Générale d'Augsbourg* que l'Allemagne avait une autre vocation que celle de servir de paratonnerre aux orages qui s'accumulent sur la tête de la dynastie bonapartiste. C'est avec le même droit que les Italiens peuvent dire : l'Italie a une vocation tout autre que de servir de coussin amortisseur aux coups portés par les Français à l'Allemagne et de recevoir en guise de remerciement la bastonnade des Autrichiens. Si l'Allemagne a vraiment intérêt à y conserver un tel coussin, il lui sera d'autant plus assuré qu'elle entretiendra de bons rapports avec l'Italie, en rendant justice à son mouvement national et en laissant aux Italiens le soin de régler les affaires italiennes, tant qu'ils ne se mêlent pas de celles de l'Allemagne.

Nous avons montré à l'époque, comme il y a trois mois, qu'il était faux de croire avec Radowitz que si l'Autriche abandonnait aujourd'hui la Haute-Italie, la France y règnerait demain. Mais, dans la conjoncture actuelle, il semble que l'affirmation de Radowitz devienne juste, bien que dans le sens opposé à celui qu'il lui attribuait. Si les 25 millions d'Italiens ne parviennent pas à affirmer leur indépendance, les deux millions de Danois, les quatre millions de Belges et les trois millions de Hollandais le pourront encore moins. Cela n'empêche pas les défenseurs de la domination allemande en Italie de se lamenter sur la domination que les Français ou les Suédois exercent sur ces pays. Mais, ne demandent-ils pas simplement à y substituer la domination allemande ?

Voici ce que nous pensons de la question de l'unité : ou bien, l'Italie pourra s'unifier, et elle aura alors une politique propre, qui ne sera ni allemande ni française, et ne pourra donc nuire ni à la France ni à l'Allemagne ; ou bien, elle restera divisée, et alors cette division nous procurera des alliés en Italie dans chaque guerre avec la France.

De toute façon, une chose est certaine : *aussi longtemps que nous serons forts dans notre propre maison,* nous disposerons d'une puissante influence en Italie, que nous tenions ou non la Lombardie. Si nous laissons à l'Italie le soin de régler ses propres affaires, la haine qu'éprouvent à notre égard les Italiens s'éteindra d'elle-

même ; notre influence naturelle sur eux n'en sera que renforcée et pourra même se développer, dans certaines circonstances, en véritable hégémonie. Au lieu donc d'asseoir notre force sur la possession de territoires étrangers et sur l'oppression d'une nationalité, à laquelle seul le préjugé peut dénier la possibilité d'un avenir, nous ferions mieux de nous préoccuper d'être *unis et forts dans notre propre maison* [129].

III

Ce qui vaut pour l'un doit valoir aussi pour l'autre. Si nous réclamons le Pô et le Rhin pour nous défendre — non pas tant contre les Italiens, mais contre les Français — nous ne devons pas nous étonner si les Français revendiquent à leur tour la ligne de certains fleuves pour se défendre contre nous.

Il se trouve que le centre de gravité de la France ne se situe pas au milieu du pays sur la Loire près d'Orléans, mais dans le Nord, sur la Seine à Paris. Par deux fois, l'expérience a montré qu'avec Paris, c'est toute la France qui tombait [130]. L'importance militaire de la configuration des frontières françaises varie donc en fonction de la défense qu'elle procure à Paris.

Entre Paris et les villes de Lyon, Bâle, Strasbourg et Lauterbourg, la distance est à chaque fois à peu près égale, soit environ cinquante-cinq milles. Toute invasion de la France à partir de l'Italie et visant Paris, doit nécessairement passer par la région lyonnaise, entre le Rhône et la Loire ou plus au Nord, si elle ne veut pas mettre en danger ses communications. La frontière alpine au Sud de Grenoble ne doit donc pas être prise en considération lors d'une telle attaque sur Paris, qui est entièrement à couvert de ce côté-là.

A partir de Lauterbourg, la frontière française s'éloigne du Rhin et trace par rapport à lui un angle droit en direction du Nord-Ouest ; elle suit une ligne presque droite de Lauterbourg à Dunkerque. L'arc de cercle que nous avons pu décrire avec

le rayon Paris-Lyon, atteint également Bâle, Strasbourg et Lauterbourg, mais se trouve brisé au-delà. La frontière septentrionale de la France constitue plutôt la corde de cet arc, et le segment du cercle au-delà de cette corde n'appartient pas à la France. Ainsi, la ligne de communication la plus courte entre Paris et la frontière septentrionale — la ligne Paris-Mons — est longue seulement de la moitié du rayon Paris-Lyon ou Paris-Strasbourg.

Ces simples rapports géométriques expliquent pourquoi la Belgique doit être le champ de bataille de toutes les guerres menées dans le Nord entre l'Allemagne et la France. La Belgique contourne toute la partie orientale de la France, depuis Verdun et la Haute-Marne jusqu'au Rhin. Cela signifie qu'une armée entrant en France par la Belgique peut arriver à Paris avant qu'une armée française, stationnée sur le Rhin, puisse y refluer en passant par Verdun ou Chaumont. L'armée qui avance par la Belgique peut donc, si elle mène une offensive efficace, s'intercaler entre Paris et l'armée française de la Moselle ou du Rhin. Cela est d'autant plus facile que la route menant de la frontière belge aux points névralgiques de la Marne (Meaux, Château-Thierry, Epernay) est plus courte encore.

Mais, ce n'est pas tout. Sur toute la ligne allant de la Meuse à la mer, l'ennemi avançant en direction de Paris ne rencontre pas le moindre obstacle de terrain jusqu'à ce qu'il ait atteint l'Aisne et le cours inférieur de l'Oise, qui suivent au Nord un tracé plutôt défavorable à la défense de Paris ; en 1814 et en 1815, ces rivières n'opposèrent pas de difficultés sérieuses aux assaillants. Mais, même si nous admettons que ces cours d'eau soient inclus dans le système de défense constitué par la Seine et ses affluents, et en 1814 ils y étaient déjà en partie incorporés, cela ne fait que confirmer le fait que la défense de la France septentrionale ne commence véritablement qu'à Compiègne et à Soissons, et que la première ligne de défense couvrant Paris au Nord se trouve à douze milles seulement de la capitale.

Il est difficile d'imaginer un Etat, dont la frontière soit plus vulnérable que celle de la France en face de la Belgique. On sait quels efforts Vauban déploya pour pallier la faiblesse des

moyens de défense naturels par un système défensif, édifié avec les moyens de l'art. Mais, on sait aussi que la triple ceinture de fortifications fut percée en 1814 et 1815 par les assaillants qui n'y trouvèrent pas d'obstacle notable. En effet, en 1815, un seul corps d'armée prussien s'empara d'une forteresse après l'autre, à la suite d'un siège et d'un bombardement extrêmement rapides. Avesnes capitula le 22 Juin 1815, après avoir reçu pendant quelques heures une dizaine d'obus de campagne. Guise se rendit après dix coups de canon, sans avoir tiré elle-même un seul obus. Maubeuge capitula le 13 Juillet après un siège de deux semaines. Landrecies ouvrit ses portes le 21 Juillet, après un siège de trois heures, après que la garnison assiégée ait reçu à peine 126 obus et 52 grenades. Mariembourg n'exiga que pour la forme l'honneur d'un assaut, et il suffit d'un seul obus de 24 livres pour l'amener à capitulation le 28 Juillet. Philippeville résista à un siège de deux jours et à un bombardement d'une heure. Les assaillants creusèrent quelques tranchées autour de Rocroy qu'ils bombardèrent pendant deux heures. Mézières fut seule à tenir pendant dix-huit jours après qu'elle eût été entourée de tranchées. Il sévissait une véritable épidémie de capitulation parmi les commandants, et elle ne le cédait en rien à celle qui s'était répandue en Prusse après la bataille de Iéna. Lorsqu'on avance l'argument que les places fortes enlevées en 1815 n'étaient pourvues que d'une faible garnison et d'un mauvais armement, il ne faut pas oublier toutefois que, sauf exceptions rares, ces forteresses ne peuvent pas ne pas être négligées. La triple ceinture fortifiée de Vauban a perdu toute valeur de nos jours ; qui plus est, elle est positivement dommageable à la France.

Aucune des forteresses à l'Ouest de la Meuse ne couvre par elle-même un quelconque morceau de terrain, et nulle part on ne peut en trouver quatre ou cinq pour former un groupe fortifié au sein duquel une armée puisse à la fois s'abriter et manœuvrer. Cela provient de ce qu'aucune d'elle ne trouve à s'appuyer sur un grand fleuve. La Lys, l'Escaut et la Sambre n'acquièrent d'importance militaire qu'en territoire belge. C'est ainsi que le champ de forces des fortifications françaises, éparses en terrain ouvert, ne dépasse pas la portée de leurs canons.

Abstraction faite de quelques rares dépôts importants qui, à la frontière, servent de base à une offensive en direction de la Belgique, et de quelques points qui, sur la Meuse et la Moselle, ont une importance stratégique, toutes les autres places fortes et fortifications édifiées sur la frontière septentrionale de la France ne font que disperser inutilement les forces disponibles. S'il se trouvait un gouvernement pour les raser, il rendrait service à la France ; mais cela heurterait tous les préjugés traditionnels français.

La frontière septentrionale de la France est donc éminemment défavorable à la défense. En fait, elle est indéfendable ; la ceinture des fortifications de Vauban, au lieu de la renforcer, ne fait que témoigner de sa faiblesse à l'heure actuelle.

Comme les théoriciens de la Grande Puissance du Centre de l'Europe, il est des Français qui cherchent une ligne fluviale au-delà de leur frontière septentrionale pour s'assurer une bonne position défensive. Où peut-on donc la trouver ?

La première ligne qui s'offre à eux, c'est celle du cours inférieur de l'Escaut, puis celle de la Dyle prolongée jusqu'à l'embouchure de la Sambre dans la Meuse. Cette ligne donnerait à la France la moitié — la meilleure — de la Belgique. Elle engloberait pratiquement tous les célèbres champs de bataille belges, où se sont heurtés Français et Allemands : Oudenarde, Jemappes, Fleurus, Ligny, Waterloo. A vrai dire, elle ne constitue pas encore une ligne défensive, car elle laisse ouverte une grande brèche entre l'Escaut et la Meuse, par laquelle l'ennemi peut s'engouffrer sans rencontrer d'obstacles.

La seconde ligne serait formée par la Meuse. Cependant, même si la France possédait la rive gauche de la Meuse, elle n'aurait pas encore une position aussi favorable que celle dont l'Allemagne dispose en Italie sur la seule ligne de l'Adige. En effet, celle-ci fait un contour presque entier, alors que la Meuse ne trace qu'un contour imparfait. En vérité, elle constituerait une ligne frontière bien meilleure, si elle coulait de Namur à Anvers, au lieu de se diriger vers le Nord-Est après

Namur et de dessiner un grand arc après Venloo lorsqu'elle coule vers la Mer du Nord.

Tout le territoire situé au Nord de Namur — entre la Meuse et la mer — ne pourrait être protégé en temps de guerre que par un système de fortifications ; en effet, si l'ennemi traversait la Meuse, il trouverait devant lui l'armée française déployée dans la plaine du Brabant méridional. Même si une offensive française se dessinait en direction de la rive gauche du Rhin, elle se heurterait bientôt à la forte ligne du Rhin et au camp retranché de Cologne. L'angle saillant, formé par la Meuse entre Sedan et Liège, bien qu'il soit couvert par les Ardennes, contribue encore à affaiblir cette ligne. La ligne de la Meuse donne donc trop d'un côté, et pas assez de l'autre pour assurer une bonne ligne de défense à une frontière française. Mais, poursuivons notre analyse.

Si nous posons de nouveau la pointe de notre compas sur Paris pour décrire, avec le rayon Paris-Lyon, un arc allant de Bâle à la mer du Nord, nous trouvons que le cours du Rhin, *de Bâle à la source du Rhin, suit cet arc* avec une précision remarquable. A quelques milles près, tous les points importants du Rhin sont à une égale distance de Paris. *Telle est la véritable raison des visées françaises sur la frontière du Rhin.*

Si la France tient le Rhin, Paris devient vraiment, par rapport à l'Allemagne, le centre de la France. Dès lors, tous les rayons partant de Paris pour aboutir à une frontière attaquée, fût-elle sur le Rhin ou sur le Jura, auraient la même longueur. Partout, ce tracé présenterait à l'ennemi une périphérie circulaire convexe, derrière laquelle il doit manœuvrer par des détours, alors que l'armée française peut se déplacer sur la corde plus brève et donc prévenir l'ennemi. Les lignes d'opérations et de retraite seraient ainsi également longues pour toutes les armées françaises, ce qui faciliterait considérablement une retraite en direction du centre et, en conséquence, la possibilité de rassembler à un point donné deux de ces armées en vue de porter un coup décisif à un adversaire encore divisé.

En occupant la frontière du Rhin, la France disposerait d'un système de défense qui, du point de vue des conditions *natu-*

relles, représenterait l'un des cas « idéaux » dont parle le général Willisen, c'est dire qu'il ne laisserait rien à désirer. Le puissant système de défense interne du bassin parisien, avec les fleuves confluant dans la Seine en forme d'éventail — l'Yonne, l'Aube, la Marne, l'Aisne et l'Oise — serait alors uniformément protégé dans toutes les directions. Et l'on sait quelles dures leçons de stratégie Napoléon a su y donner aux Alliés en 1814 [131]. L'ennemi, arrivant à peu près au même moment de tous les côtés, peut être arrêté sur les fleuves jusqu'à ce que l'armée française, ayant réuni toutes ses forces, attaque l'une après l'autre les colonnes encore isolées de l'adversaire.

En revanche, sans la ligne du Rhin, la défense ne peut commencer qu'à 12 milles environ de Paris, au point décisif qui se situe entre Compiègne et Soissons. Il n'est aucun territoire en Europe où les chemins de fer n'appuieraient autant la défense en permettant de concentrer rapidement des forces importantes, qu'entre la Seine et le Rhin.

Depuis le centre — Paris — les lignes de chemin de fer rayonnent en direction de Boulogne, Bruges, Gand, Anvers, Maestricht, Liège et Cologne, en direction de Mannheim et Mayence par Metz, et en direction de Strasbourg, Bâle, Dijon et Lyon. A quelque point que l'ennemi surgisse en force, on peut lancer contre lui toute l'armée de réserve amenée de Paris en chemin de fer. La défense interne du bassin de la Seine pourrait être encore renforcée, si tous les rayons du chemin de fer y suivaient la vallée des diverses rivières (Oise, Marne, Seine, Aube, et une partie du cours de l'Oise).

Mais, ce n'est pas tout. Trois arcs concentriques de chemins de fer forment, dans la longueur du moins, un cadran autour de Paris, à des distances à peu près égales : le premier est formé par les lignes ferroviaires de la rive gauche du Rhin, qui vont presque sans interruption de Neuss à Bâle ; le second part d'Ostende ou d'Anvers et continue par Namur, Arlon, Thionville, Metz et Nancy jusqu'à Epinal (il est pour ainsi dire tout aussi achevé que le premier) ; le troisième part de Calais, et passe par Lille, Douai, Saint-Quentin, Reims, Châlons-sur-Marne et Saint-

Dizier pour aller jusqu'à Chaumont. Ce réseau fournit donc, en tous lieux, les moyens de concentrer des troupes importantes à un point quelconque et dans les délais les plus brefs. Grâce à la nature et à l'art, sans aucune fortification, la défense y serait si puissante étant donné les moyens de manœuvrer, qu'une invasion de la France se heurterait indubitablement à une résistance tout autre qu'en 1814-1815[132].

Il manquerait cependant quelque chose pour que le Rhin constitue un bon fleuve frontière. Tant qu'une rive est entièrement allemande et l'autre entièrement française, aucun des deux peuples ne domine l'autre. Nul ne pourrait empêcher que l'armée qui est la plus forte — à quelque nation qu'elle appartînt — ne passe le Rhin, comme l'expérience l'a montré cent fois et comme la stratégie l'explique amplement. Si les Allemands lançaient une offensive avec des forces *supérieures*, les Français ne pourraient l'arrêter que loin en arrière : l'armée du Nord sur la Meuse, entre Venloo et Namur ; l'armée de la Moselle, à l'embouchure de la Sarre par exemple ; l'armée du Haut-Rhin sur le cours supérieur de la Moselle et de la Meuse. Pour dominer complètement le Rhin, pour être en mesure de contrer énergiquement tout passage du Rhin par l'ennemi, il faudrait que les Français disposent de têtes de pont sur la rive droite du Rhin. (C'est dans cette logique que Napoléon a, sans autre forme de procès, incorporé Wesel, Castell et Kehl à l'Empire français.) Dans l'état actuel des choses, pour compléter les belles forteresses que les Allemands lui ont construites sur la rive gauche du Rhin, son neveu réclamerait Ehrenbreitstein, Deutz et, faute de mieux, la tête de pont de Germersheim. Dès lors, le système géographico-militaire de la France serait parfait pour l'offensive comme pour la défensive, et tout nouvel appendice ne lui serait que nuisible.

Les Alliés de 1813 ont démontré avec éclat qu'ils estimaient qu'un tel système avait une base naturelle et allait de soi. En effet, il y avait à peine dix-sept ans que la France s'était aménagé ce système et il semblait déjà si normal que les augustes Alliés tremblèrent à l'idée sacrilège d'y toucher : si des Allemands

attachés à leur nation n'avaient osé l'arracher à la France, le Rhin serait aujourd'hui encore un fleuve français.

Si nous cédions aux Français non seulement le Rhin, mais encore les têtes de pont sur la rive droite, alors les Français auraient rempli leur devoir vis-à-vis d'eux-mêmes (au sens, bien sûr, où l'entendent les Radowitz, Willisen et Hailbronner qui réclament des Allemands qu'ils occupent la ligne de l'Adige et du Mincio ainsi que les têtes de pont de Peschiera et de Mantoue). Dans ce cas, l'Allemagne serait aussi impuissante vis-à-vis de la France, que l'Italie l'est aujourd'hui vis-à-vis de l'Allemagne. Et alors, comme en 1813, la Russie apparaîtrait comme le « libérateur » naturel de l'Allemagne (comme la France ou plutôt le gouvernement français apparaît aujourd'hui comme le « libérateur » de l'Italie). Comme salaire de ses efforts désintéressés, la Russie demanderait seulement quelques lambeaux de territoire pour arrondir ses possessions polonaises, par exemple la Galicie et la Prusse. Ces provinces ne « contournent »-elles pas justement la Pologne !

Le Rhin est pour la France ce que sont pour nous l'Adige et le Mincio, et même quelque chose de plus. Si la Vénétie entre les mains des Italiens — et éventuellement des Français — contourne la Bavière et le Haut-Rhin et ouvre la route en direction de Vienne, la Belgique — et l'Allemagne au travers de la Belgique — contourne tout l'Est de la France et ouvre encore plus directement la route en direction de Paris. De l'Isonzo à Vienne, il y a tout de même l'espace d'une soixantaine de milles en un terrain où la défense peut toujours finir par stopper l'avance ennemie. De la Sambre à Paris, il n'y a que trente milles et ce n'est qu'à une douzaine de milles de Paris — près de Soissons ou de Compiègne — que la défense trouve une ligne fluviale pour se retrancher tant bien que mal.

Si, selon Radowitz, l'Allemagne, en cédant l'Adige et le Mincio, se place d'emblée dans la situation d'un pays qui aurait perdu une campagne militaire, la France, dans ses frontières actuelles, est dans la situation d'un pays qui, après avoir tenu la frontière du Rhin, aurait perdu deux campagnes, la première sur la ligne forti-

fiée du Rhin et de la Meuse, et la seconde en rase campagne, dans la plaine belge.

En conséquence, les Allemands retrouvent, d'une certaine manière, la puissante position des forteresses de Haute-Italie dont ils disposent sur le cours inférieur du Rhin et sur la Meuse. Ne pourraient-ils pas facilement faire de Maestricht, Cologne, Juliers, Wesel et Venloo avec deux ou trois points fortifiés intermédiaires à peine, un puissant réseau retranché couvrant la Belgique et le Brabant septentrional. Tout cela permettrait à une armée française, trop faible pour affronter une bataille en rase campagne, de retenir un moment sur les rivières un adversaire plus fort grâce à des manœuvres, avant de se retirer finalement par le moyen des chemins de fer dans la plaine belge ou vers Douai.

Tout au long de notre analyse, notre hypothèse était que la Belgique demeurait complètement ouverte à une attaque allemande contre la France et ses alliés. Comme nous devions argumenter du point de vue français, nous avions autant le droit de faire cette hypothèse que nos adversaires à propos du Mincio, lorsqu'ils présupposent qu'en toute occurrence l'Italie — même si elle est unifiée et libérée — doit être hostile aux Allemands. Dans tous les cas de ce genre, il est de règle que l'on envisage tout d'abord la pire hypothèse, afin de s'y préparer. Les Français doivent procéder ainsi, lorsqu'ils recherchent quelle est la capacité de défense et la configuration stratégique de leur frontière septentrionale. Nous n'avons donc pas à tenir compte ici du fait qu'en vertu des traités européens, la Belgique est un pays neutre comme la Suisse. L'expérience historique a encore à démontrer qu'en cas de guerre européenne cette neutralité représente plus qu'une feuille de papier. Quoi qu'il en soit, la France ne pourra jamais y compter au point de considérer, du point de vue militaire, que toute sa frontière avec la Belgique est aussi sûre que si ce pays constituait un bras de mer séparant la France de l'Allemagne. En conclusion, la faiblesse de la frontière reste la même, qu'on la défende d'une manière vraiment active, ou qu'on y détache quelques troupes pour la défendre contre d'éventuelles attaques.

Nous avons ainsi tracé pour l'essentiel le parallèle qui s'établit

entre le Pô et le Rhin. Hormis les dimensions plus considérables du Rhin, qui ne sauraient que renforcer les prétentions françaises, l'analogie est aussi complète que possible. Il ne reste qu'à souhaiter qu'en cas de guerre, les soldats allemands défendent, en pratique, le Rhin sur le Pô avec plus de succès que ne le font, en théorie, les partisans de la Grande Puissance du Centre de l'Europe. En effet, si ceux-ci défendent le Rhin sur le Pô, *c'est uniquement pour les Français.*

Au reste, pour le cas où les Allemands auraient l' « infortune » de perdre leur « frontière naturelle » du Pô et du Mincio, pour ce cas, nous voulons pousser l'analogie encore un peu plus loin. Les Français n'ont possédé leurs « frontières naturelles » que pendant dix-sept ans et ont dû se tirer d'affaire sans elles depuis presque quarante-cinq ans. Durant ce laps de temps, leurs meilleurs théoriciens militaires ont reconnu que les lois modernes de la guerre avaient rendu inutile la ceinture fortifiée de Vauban en cas d'invasion, et donc qu'en 1814 et 1815 ce ne fut ni le hasard ni la fameuse « trahison » qui permit aux Alliés de passer à travers la ligne des forteresses sans le moindre effort. Quoi qu'il en soit, il fallait absolument faire quelque chose pour protéger la frontière septentrionale trop exposée, d'autant qu'il était clair qu'il n'existait aucune perspective de récupérer bientôt la frontière du Rhin. Comment fallait-il s'y prendre ?

Les Français recoururent à un moyen qui fait honneur à un grand peuple : ils fortifièrent Paris. Ils furent les premiers, dans l'histoire moderne, à faire de leur capitale un gigantesque camp retranché. Les experts militaires de la vieille école hochèrent la tête devant cette invraisemblable entreprise. C'était de l'argent jeté par les fenêtres, simplement pour satisfaire la vanité française ! Derrière cette façade, il n'y avait que du vent ! A-t-on jamais vu une forteresse ayant une circonférence de neuf milles et renfermant un million d'habitants ! Comment la défendre sans y tenir en garnison la moitié de l'armée ? Et comment ravitailler tout ce monde ? C'était pure folie, présomption bien française, sacrilège, retour à la tour de Babel ! Tel était le jugement des perruques de la science militaire qui en sont toujours

encore à l'étude de l'hexagone de Vauban et qui, dans l'art de la défense, ne connaissent que la contre-attaque au moyen d'une sortie du peloton d'infanterie entre le chemin couvert et le pied de l'enceinte.

Mais, les Français continuèrent tranquillement à fortifier et, bien que Paris n'ait pas encore eu à affronter l'épreuve du feu, les experts militaires qui ne portent pas perruque, leur ont donné raison. Wellington se mit à dresser des plans pour fortifier Londres, et, si nous sommes bien renseigné, on a commencé à construire des forts avancés autour de Vienne, tandis qu'on discute de la fortification de Berlin. N'a-t-il pas fallu en revenir à l'étude de l'exemple de Sébastopol pour se rendre compte de la force énorme que représente un gigantesque camp retranché [133], s'il est occupé par une armée entière, sachant mener de manière offensive une défense sur une grande échelle. Or, Sébastopol n'avait qu'un mur d'enceinte et quelques ouvrages de campagne, et ne disposait d'aucune escarpe !

Depuis que Paris est fortifié, la France peut se passer de la frontière du Rhin. Comme l'Allemagne en Italie, elle devra mener sa défense sur la frontière septentrionale de manière tout d'abord offensive. La disposition du réseau ferroviaire prouve que les Français l'ont compris. Si cette offensive est repoussée, l'armée pourra s'arrêter sur l'Oise et sur l'Aisne. Or, cet arrêt a toutes les chances d'être définitif, car une progression ultérieure de l'ennemi serait aventureuse, puisqu'après avoir traversé la Belgique, l'armée d'invasion risque fort de ne plus avoir les moyens d'opérer contre Paris. A l'abri de l'Aisne, en solide liaison avec Paris, et dans le pire des cas, derrière la Marne, l'aile gauche appuyée sur Paris, en position de flanc offensive, l'armée française du Nord pourrait attendre l'arrivée des autres armées. L'envahisseur n'aurait plus d'autre solution que d'avancer sur Château-Thierry et d'opérer contre les communications des armées françaises de la Moselle et du Rhin. Mais, cette action n'aurait plus l'importance décisive qu'elle avait avant la fortification de Paris. Dans le pire des cas, on ne saurait empêcher que les restes de l'armée française ne se replient derrière la Loire [134] ; dès qu'ils s'y regrouperaient, ils seraient toujours encore assez forts

pour mettre en danger l'armée d'invasion, affaiblie et divisée par l'encerclement de Paris, ou même pour s'ouvrir un chemin vers Paris. En un mot : le contournement par la Belgique a perdu de son efficacité depuis que Paris est fortifié. Il n'est plus décisif : il est facile de faire le compte des inconvénients qui en découlent, et des moyens dont les Français disposent pour y parer.

Nous ferions bien d'imiter l'exemple des Français, et de ne pas nous laisser assourdir par les clameurs de ceux qui prétendent que les possessions hors d'Allemagne nous sont indispensables alors qu'en fait elles sont chaque jour plus précaires. Il faudrait donc nous préparer au moment inéluctable où nous devrons renoncer à l'Italie. Plus vite nous commencerons à édifier les fortifications nécessaires, mieux cela vaudra. Notre tâche n'est pas ici d'indiquer précisément où et comment il faudra les édifier. Mais, évitons de dresser des points de barrage illusoires et de négliger ensuite les diverses fortifications qui peuvent permettre à une armée en retraite de s'arrêter : il faut des camps retranchés et des groupes de forteresses sur les fleuves.

IV

Nous venons de voir où aboutissait la théorie des frontières naturelles des théoriciens de la Grande Puissance du Centre de l'Europe. La France a le même droit sur le Rhin, que l'Allemagne sur le Pô. Si nous voulons éviter que, pour l'amour d'une bonne position militaire, la France ne s'incorpore neuf millions de Wallons, de Hollandais et d'Allemands, il nous faut renoncer nous-mêmes au droit de tenir sous le joug six millions d'Italiens pour l'amour d'une position militaire. En effet, cette frontière naturelle — le Pô — est-elle autre chose qu'une position militaire ? N'est-ce pas à ce seul titre qu'on demande à l'Allemagne de s'y tenir ?

La théorie des frontières naturelles met également fin à la question du Schlesvig-Holstein avec ce seul cri : *Danmark til Eideren!* (Le Danemark jusqu'à l'Eider !). Les Danois deman-

dent-ils autre chose que leur *Pô* et leur *Mincio,* qui s'appelle l'Eider, leur *Mantoue* qui s'appelle Friedrichstadt !

Avec le même droit que l'Allemagne revendique la ligne du Pô, la théorie des frontières naturelles réclame pour la Russie la Galicie et la Bukovine et un arrondissement de frontière sur la Baltique jusqu'au moins la rive droite prussienne de la Vistule. Quelques années après, elle pourra, en se fondant sur le même droit, prétendre que l'Oder est la frontière naturelle de la Pologne russe.

Appliquée au Portugal, la théorie des frontières naturelles exige que ce pays s'étende jusqu'aux Pyrénées, le Portugal s'assimilant toute l'Espagne.

La frontière naturelle de la petite principauté allemande de Reuss-Greiss-Schleiss-Lobenstein devra également être élargie jusqu'aux frontières du territoire fédéral allemand, et même jusqu'au Pô et peut-être jusqu'à la Vistule, si l'on veut respecter les lois de la justice éternelle. Bref, Reuss-Greiss-Schleiss-Lobenstein peut revendiquer comme l'Autriche qu'on lui rende justice.

Si la théorie des frontières naturelles, déterminées uniquement par des considérations militaires, est juste, de quels noms faut-il alors appeler les diplomates allemands qui, au Congrès de Vienne, nous amenèrent au bord d'une guerre d'Allemands contre Allemands, laissèrent échapper de nos mains la ligne de la Meuse, et permirent que l'on découvre notre frontière orientale, en abandonnant à l'étranger le soin de fixer la configuration de l'Allemagne ? Quelle sera la renommée des hommes d'Etat de l'Allemagne de cette époque, si nous jugeons de leur œuvre d'après l'étalon des frontières naturelles ? Or, ce sont précisément ceux qui vivent de la succession de la diplomatie de 1815 et perpétuent la tradition du Congrès de Vienne, qui défendent la théorie des frontières naturelles sur le Pô.

En voulez-vous un exemple ?

Lorsqu'en 1830 la Belgique se détacha de la Hollande, ceux-là mêmes qui font aujourd'hui du Mincio une question de vie ou de mort poussèrent les hauts cris. Ils lancèrent l'anathème contre le morcellement, à nos frontières, de la forte puissance

hollandaise, dont ils auraient voulu qu'elle serve de rempart contre la France. Ils demandèrent que la Hollande s'engageât à s'entourer d'un mince ruban de forteresses, afin d'imiter aujourd'hui ce qui fut à l'époque de Vauban une magnifique ceinture fortifiée. Croire en l'effet de tels engagements, après l'expérience de ces vingt dernières années, relève de la superstition pure et simple ! Comme si les grandes puissances craignaient qu'un beau matin Arras, Lille, Douai et Valenciennes, avec tous leurs bastions, demi-lunes et lunettes puissent envahir la Belgique pour s'y installer à demeure ! A cette époque, les représentants de la tendance obtuse que nous combattons ici pleurnichaient, parce que, considérant la Belgique comme un appendice aboulique de la France, ils y voyaient un ennemi de l'Allemagne : les chères forteresses construites avec l'argent allemand (enlevé aux Français) pour servir de protection contre la France, allaient passer aux ordres des Français et être dirigées contre nous ! Déjà, la frontière française était avancée jusqu'à la Meuse et l'Escaut, et même au-delà, et avant longtemps elle serait installée sur le Rhin. Nombreux sont ceux qui se souviennent encore de ces jérémiades.

Or, qu'est-il advenu ? Depuis 1848 et surtout depuis la restauration bonapartiste, la Belgique s'est détournée de plus en plus nettement de la France, et s'est rapprochée de l'Allemagne. On peut presque la considérer aujourd'hui comme un membre extérieur de la Confédération allemande [56]. Que firent les Belges, lorsqu'ils commencèrent à entrer en une sorte d'opposition avec la France ? Ils rasèrent toutes les fortifications que la sagesse du Congrès de Vienne avait octroyées à leur pays, *parce qu'elles étaient tout à fait inutiles contre la France.* Ils édifièrent autour d'Anvers un camp retranché, suffisamment grand pour contenir toute l'armée afin de pouvoir y attendre le secours anglais ou allemand, en cas d'invasion française. C'est ce qu'il fallait faire du point de vue militaire.

Ces mêmes sages politiciens voulurent en 1830 que la Belgique catholique et parlant surtout français demeurât enchaînée à la Hollande protestante et parlant hollandais. Depuis 1848, ils veulent que l'Italie reste soumise de force au régime autrichien et ils cherchent à faire endosser aux Allemands la respon-

sabilité des forfaits de l'Autriche en Italie. *Et tout cela simplement parce qu'ils craignent la France !*

Tout le patriotisme de ces messieurs semble consister à entrer en transes dès qu'il est question de la France. Il semble qu'ils ne soient pas encore remis des coups que leur a portés le vieux Napoléon, il y a cinquante et soixante ans.

Nous ne sommes vraiment pas de ceux qui sous-estiment les capacités militaires de la France. Ainsi, nous savons fort bien qu'aucune armée d'Allemagne ne peut rivaliser avec l'armée française, en ce qui concerne l'infanterie légère, l'expérience et l'habileté dans la petite guerre et certaines branches de la science de l'artillerie. Mais, nous ne pouvons admettre que ces messieurs disposent comme ils l'entendent d'un million deux cent mille soldats allemands au garde à vous, comme des figures d'échec, avec lesquels monsieur le Dr. Kolb jouerait une partie contre la France dont l'enjeu serait l'Alsace et la Lorraine ; et moins encore, qu'à la première occasion ils prennent peur, comme s'il allait de soi que ce million deux cent mille soldats allemands se fasse toujours rosser par un nombre moins grand de Français, à moins que toute cette masse de soldats allemands ne se retranche dans des positions qui doivent toutes être inexpugnables.

Il serait bon de rappeler à ceux qui prônent une politique de défense toute passive que, même si l'Allemagne devait mener une défensive avec des contre-coups offensifs, la défensive la plus efficace est celle que l'on mène activement et en sens offensif. Il est temps de rappeler à ce propos que nous avons prouvé assez souvent aux Français et à d'autres notre supériorité dans l'attaque. « Au reste, le génie de nos soldats se manifeste dans l'attaque, et nous en sommes fort aise », disait Frédéric le Grand de son infanterie. Rossbach, Zorndorf et Hohenfriedberg [135] peuvent témoigner des capacités d'attaque de la cavalerie. Le fameux ordre du jour de Blücher au début de la campagne de 1815 nous rappelle que l'infanterie de 1813 et de 1814 avait coutume d'attaquer : « Comme l'expérience a montré que l'armée française ne tient pas devant l'attaque à la baïonnette de nos bataillons massés, nous établissons comme règle d'utiliser cette méthode

chaque fois qu'il faut bouter l'ennemi hors de ses positions ou conquérir un poste de combat. »

Nos plus belles batailles, nous les avons menées offensivement. S'il est une qualification qui manque au soldat allemand, mais qui appartient bien au soldat français, c'est sans aucun doute l'art de se nicher dans les villages et les maisons pour se défendre. Dans l'attaque, l'Allemand peut se mesurer au Français, et il l'a souvent démontré.

Pour en revenir à la politique que nous critiquons, voici ce qui la caractérise : en premier lieu, sous prétexte de défendre des intérêts allemands prétendument essentiels, ou poussés jusqu'aux limites de l'absurde, nous nous faisons haïr de tous les petits pays limitrophes, et nous nous indignons ensuite de ce qu'ils se rapprochent trop de la France. Il a fallu cinq années de restauration bonapartiste pour détacher la Belgique de l'alliance française, à laquelle l'avait poussée la politique de 1815, poursuivie en 1830 : *la politique de la Sainte-Alliance.*

En Italie, nous avons préparé aux Français une position qui contrebalance indubitablement les avantages que nous procure le Mincio. Et pourtant la politique française vis-à-vis de l'Italie est obtuse, égoïste et exploiteuse, si bien qu'il suffirait de traiter tant soit peu loyalement les Italiens, pour que ceux-ci veuillent se ranger de notre côté, plutôt que de celui de la France.

De 1796 à 1814, Napoléon, avec ses généraux et ses gouverneurs, ont vidé l'Italie de son argent, de ses biens, de ses trésors artistiques et de ses hommes, si bien qu'en 1814, les Autrichiens furent accueillis en « libérateurs » (la haine que tout Italien porte aujourd'hui aux Allemands montre comment ils ont libéré l'Italie !). Voilà pour ce qui est de la pratique française en Italie. Pour ce qui est de la théorie, il suffit de dire qu'elle obéit à *un seul* principe : *la France ne peut tolérer ni l'indépendance, ni l'unité de l'Italie.* Ce principe est resté invariablement fixe du haut en bas de l'histoire française, c'est-à-dire jusqu'à Louis Napoléon, et pour éviter tout malentendu, La Guéronnière [136] vient encore tout récemment de proclamer qu'il s'agit d'une vérité éternelle.

Il est clair qu'une politique française aussi obtuse et mesquine

se fonde sans pudeur sur le droit de la France à s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Italie. En présence d'une telle politique, nous n'avons vraiment pas à craindre que l'Italie continue de rester au service de la France contre nous, dès lors qu'elle n'est plus sous le joug allemand. Supposer le contraire serait ridicule. En dépit des craintes des années 1830 relatives à la Belgique, celle-ci est venue à nous sans se faire prier. Il en serait de même de l'Italie.

Au demeurant, il ne faut pas oublier que la question de la possession de la Lombardie se pose entre l'Italie et l'Allemagne, et non pas entre Louis-Napoléon et l'Autriche. Par rapport à Louis-Napoléon qui, en Italie, n'a en vue que ses propres intérêts et se mêle d'y soutenir des intérêts anti-allemands, la question pour nous est simplement celle d'une province que l'on peut évacuer, d'une position militaire que l'on abandonne s'il n'y a plus de raison de la tenir. La question militaire prend, dans ce cas, le pas sur la question politique, et si nous sommes attaqués, nous nous défendrons.

Si Louis-Napoléon veut se prendre pour le paladin de l'indépendance italienne, il peut s'épargner une guerre contre l'Autriche. Charité bien ordonnée commence chez soi-même (Fr.). Le « département » de la Corse est une île italienne, italienne même si elle est la patrie des Bonaparte. Qu'il commence donc à rendre la Corse à son oncle Victor-Emmanuel ! Peut-être même pourra-t-il ensuite s'arranger avec nous. Tant qu'il n'aura pas fait ce geste, il ferait bien de ne pas trop manifester son enthousiasme pour l'Italie.

Dans toute l'Europe, il n'est pas une seule grande puissance qui n'ait incorporé à son territoire des parties d'autres nations. La France a des provinces flamandes, allemandes, italiennes. L'Angleterre, seul pays à posséder vraiment des frontières naturelles, déborde dans toutes les directions : elle a réalisé des conquêtes dans tous les pays et, en ce moment même, elle se trouve, elle aussi, en conflit avec l'une de ses possessions — les Iles Ioniennes — juste après avoir réprimé une gigantesque rébellion en Inde [137], avec des méthodes tout à fait autrichiennes. L'Allemagne a des provinces semi-slaves, des appendices slaves,

magyars, valaques et italiens. Et sur combien de langues le tsar blanc de Pétersbourg ne règne-t-il pas ?

Personne ne soutiendra que la carte de l'Europe soit définitivement tracée. Mais, tous les changements, pour être durables, doivent tendre dans l'ensemble à rendre de plus en plus aux grandes nations européennes, douées de vitalité, leurs frontières naturelles, fixées d'après la langue et les sympathies. En même temps, les fragments de peuple, que l'on trouve encore çà et là, et qui ne sont plus capables de mener une existence nationale, restent incorporés aux grandes nations, soit en s'y dissolvant, soit en se conservant comme de simples monuments ethnographiques sans importance politique. Les considérations militaires n'interviennent qu'en second lieu [138].

Mais, si la carte de l'Europe doit être révisée, nous autres Allemands nous avons le droit de demander que l'on procède à fond et impartialement, et que l'on ne demande pas, comme de coutume, que l'Allemagne seule fasse des sacrifices, alors que toutes les autres nations n'en tirent que des avantages et ne renoncent à rien. Nous pouvons nous passer de pas mal de choses qui traînent aux frontières de notre pays et qui nous entraînent dans des affaires où nous ferions mieux de ne pas nous immiscer. Mais, cela vaut aussi pour les autres. Qu'ils nous donnent l'exemple du désintéressement, ou qu'ils se taisent !

La conclusion de toute cette analyse, c'est que les Allemands feraient une excellente affaire s'ils pouvaient échanger le Pô, le Mincio, l'Adige et tout le fatras italien contre *l'unité* allemande, qui nous protégerait de nouveaux Varsovie [152] et Bronzell et qui, seule, nous rendrait forts à l'intérieur comme à l'extérieur. Si nous avons cette unité, nous pourrons cesser de nous préoccuper de notre défense. Nous n'aurons plus besoin alors d'aucun Mincio ; « notre génie » sera de nouveau « dans l'attaque ». Or, il reste encore quelques points pourris, où il serait nécessaire de l'appliquer.

La Savoie, Nice et le Rhin

Fr. Engels,
Texte écrit en Février 1860, publié à Berlin, en brochure anonyme, avec la mention : « Par l'auteur de « Pô et Rhin ». »

I

Voici un an déjà que le complot de Bonaparte, du Piémont et de la Russie s'étale au grand jour. Ce fut d'abord le discours du Nouvel An et le cri de douleur de l'Italie, puis l'accouplement de l' « Iphigénie italienne », et enfin l'aveu de Gortchakoff reconnaissant qu'il avait pris des *engagements par écrit* avec Louis-Napoléon, le tout accompagné de mobilisations, de mouvements de troupes, de menaces et de tentatives de médiation. Dès le début, l'Allemagne a senti instinctivement qu'il n'y allait pas du sort de l'Italie, mais de notre peau à nous [139]. En effet, l'affaire commence sur le Tessin et finit sur le Rhin, le but final de toutes les guerres bonapartistes ne pouvant être que la reconquête de la « frontière naturelle » de la France : le Rhin.

Mais voilà : bien qu'elle ait poussé les hauts cris devant les prétentions voilées des Français sur la frontière naturelle du Rhin, la presse allemande, avec en tête la *Gazette Générale d'Augsbourg,* défend avec un fanatisme non moins violent la domination autrichienne en Italie du Nord, sous prétexte que le Mincio et le Pô inférieur constituent la frontière naturelle de l'Allemagne contre l'Italie.

Monsieur Orges de la *Gazette Générale d'Augsbourg* a mis en branle tous les experts en stratégie de son journal pour démontrer que l'Allemagne était perdue sans le Pô et le Mincio, et que l'abandon de l'hégémonie autrichienne en Italie serait une trahison vis-à-vis de l'Allemagne elle-même. C'est tronquer le problème. En effet, ces messieurs soutiennent que la menace sur le Rhin n'est pour nous qu'un simple prétexte, et que nous devons maintenir en Italie le régime de terreur autrichien. La menace sur le Rhin doit donc simplement inciter l'Allemagne à se solidariser avec l'Autriche en vue d'opprimer l'Italie du

Nord. Au demeurant, cette thèse soutient une contradiction ridicule : elle défend sur le Pô ce qu'elle condamne sur le Rhin.

A ce propos, l'auteur de ces lignes a publié, il y a quelques temps, un opuscule intitulé *Le Pô et le Rhin* [140]. Dans l'intérêt même du mouvement national, il s'en prenait à la théorie qui place la frontière allemande sur le Mincio, et il s'efforçait de démontrer, en se basant sur la science militaire, que, pour se défendre, l'Allemagne n'a besoin d'aucune parcelle de territoire italien, et que la France — ne serait-ce que pour des raisons strictement stratégiques — avait des prétentions autrement impérieuses sur le Rhin que l'Allemagne ne pouvait en avoir sur le Mincio. En un mot, il voulait donner aux Allemands la possibilité d'entrer les mains nettes dans le conflit qui va s'ouvrir.

Il ne nous appartient pas de décider dans quelle mesure notre brochure a atteint son but. A notre connaissance, nul n'a tenté de réfuter nos thèses avec des arguments scientifiques. Comme notre brochure était dirigée essentiellement contre la *Gazette Générale d'Augsbourg*, celle-ci avait promis de consacrer un article à nous réfuter. Or, elle se contenta de reproduire trois articles d'un autre journal — le *Courrier Est-Allemand* — dont toute la critique se ramène à nous désigner comme partisan de la Petite-Allemagne, parce que... nous proposions de renoncer à l'Italie. Quoi qu'il en soit, depuis lors, la *Gazette Générale d'Augsbourg* n'a plus, que nous sachions, défendu dans ses colonnes la théorie de la frontière sur le Mincio.

Entre-temps, la tentative de solidariser l'Allemagne avec la domination et la politique autrichiennes en Italie a fourni aux philistins de l'Allemagne du Nord, groupés dans le parti de Gotha, un prétexte commode pour nuire au mouvement national. A l'origine, ce mouvement avait un caractère vraiment national, beaucoup plus même que toutes les cérémonies commémoratives, célébrées en l'honneur de Schiller, d'Arkhangelsk à San Francisco. Il avait surgi tout naturellement, par instinct et spontanément. Peu lui importait que l'Autriche eût tort ou raison en Italie, que l'Italie pût prétendre ou non à l'indépendance, ou que la ligne du Mincio fût nécessaire ou non. Pour que l'union se fasse entre

nous, il suffisait que l'un des nôtres fût attaqué par quelqu'un qui, s'il n'a rien à chercher en Italie, éprouve en revanche un vif intérêt à conquérir la rive gauche du Rhin, et que ce quelqu'un fût Louis-Napoléon, c'est-à-dire l'héritier des traditions du Premier Empire français. L'instinct populaire le savait, et il avait raison.

Mais, depuis longtemps, les philistins libéraux de Gotha ne considèrent plus que l'Autriche allemande soit des « nôtres » : la guerre est pour eux la bienvenue si elle affaiblit l'Autriche et permet ainsi la création de la Petite-Allemagne, ou plus exactement de la Grande-Prusse. Ils ont trouvé des alliés dans la masse des démocrates vulgaires d'Allemagne septentrionale qui spéculent sur la ruine de l'Autriche grâce à Louis-Napoléon, ce qui leur permettrait d'unifier l'Allemagne sous l'hégémonie prussienne. Ils ont trouvé d'autres alliés, peu nombreux, en France et en Suisse, chez des émigrés allemands qui n'ont pas honte de se lier ouvertement au bonapartisme.

Mais, à dire vrai, leur plus puissant allié, c'est la lâcheté du philistin allemand, qui n'ose jamais affronter ouvertement le danger et qui, pour mendier la grâce d'un an, abandonne ses plus fidèles alliés, quitte à être lui-même écrasé plus sûrement ensuite. Cette lâcheté va de pair avec la fameuse « superintelligence » du philistin allemand qui, s'il trouve toujours mille prétextes pour n'avoir pas à agir, n'en est que plus bavard ; il est sceptique en tout, hormis pour ce qui touche à ses prétextes. Ce sont ces « superintelligents » qui saluèrent avec enthousiasme la paix de Bâle ; qui se frottèrent les mains en cachette, lorsque les Autrichiens furent battus à Ulm et à Austerlitz, mais qui ne voient jamais se lever leur Iéna. Ils ont leur quartier général à Berlin. C'est cette alliance qui devait triompher. L'Allemagne lâcha l'Autriche. C'est à ce moment que l'armée autrichienne se battit dans la plaine lombarde [141] avec un courage qui étonna ses adversaires et força l'admiration du monde, hormis, bien sûr, celle de ces messieurs de Gotha et leur suite.

Ni le dressage pour les parades, ni le culte de la caserne et du bouton de guêtre, ni le caporalisme n'avaient réussi à extirper le goût vigoureux du combat, propre à l'Allemand. En

dépit de leurs uniformes étriqués et de leur lourd barda, ces jeunes soldats qui n'avaient pas encore reçu le baptême du feu, ont tenu tête, tels des vétérans, à des Français pourvus d'équipements et d'uniformes légers.

Ce n'est qu'à force d'incapacité et de discordes que l'Etat-major autrichien a réussi le tour de force de laisser battre de telles troupes. Comment donc ? Pour ainsi dire sans laisser sur le terrain de trophées, de canons, ni de prisonniers ; le seul drapeau conquis par l'adversaire fut *trouvé* sur le champ de bataille, sous un tas de morts ; les prisonniers non blessés furent des déserteurs italiens ou hongrois. Du simple soldat au major, l'armée autrichienne s'est couverte de gloire, et cette gloire revient, en tout premier lieu, aux Autrichiens *allemands*. Les Italiens furent inutilisables, et la plupart d'entre eux furent écartés de la bataille ; les Hongrois désertèrent en masse, ou ne furent que peu sûrs. Les Croates se battirent encore plus mal que d'habitude *. Les Autrichiens allemands ont pleinement le droit de s'attribuer toute la gloire, d'autant qu'ils peuvent invoquer, plus que quiconque, le lamentable échec du commandement.

Celui-ci était de style Vieille-Autriche authentique. Il n'y a pas eu seulement l'incapacité de Gyulaï, mais encore le manque d'unité dans le commandement, dû à la camarilla et à la présence de François-Joseph. Gyulaï envahit la Lomellina et s'arrêta dès qu'il fut dans le périmètre de Casale-Alexandrie ; toute l'offensive était manquée. Les Français n'eurent aucune peine à effectuer leur jonction avec les Sardes. Au comble de la confusion, Gyulaï envoya une reconnaissance en direction de Montebello, comme s'il voulait montrer d'emblée que, dans la conduite de la guerre, l'esprit vieil-autrichien du tâtonnement aveugle et de l'hésitation perpétuelle était toujours aussi vivace que du temps de l'ancien Conseil de guerre impérial [142]. Il laissa toute l'initiative à l'ennemi. Il dispersa son armée, de Plaisance à Vérone, afin de couvrir entièrement tout le terrain, selon la pratique chère aux Autrichiens.

* Cf. le reportage effectué sur le champ de bataille de Solférino par le correspondant du *Times* dans le camp autrichien. A Cavriana, le vieux feldmaréchal Nugent, qui était présent en amateur, a vainement tenté de faire avancer plusieurs bataillons d'allogènes.

A peine dix ans plus tard, les traditions de Radetzky étaient déjà tombées dans l'oubli. Lorsque l'ennemi attaqua à Palestro, les brigades autrichiennes livrèrent bataille l'une après l'autre, avec une lenteur telle que chacune était repoussée avant l'arrivée de l'autre. Lorsque l'ennemi entreprit sa véritable manœuvre, en exploitant à fond la position stratégique de la Lomellina — la marche de flanc de Verceil à Boffalora — lorsque l'occasion se présenta enfin de parer cette manœuvre hardie en donnant l'assaut à Novare afin d'exploiter la manœuvre risquée de l'ennemi, voilà que Gyulaï perd la tête et se retire en hâte au-delà du Tessin où, par un détour, il se place en travers du front de l'ennemi.

Au milieu de cette retraite, Hess arriva au Quartier général de Rosate le 3 Juin à 4 heures du matin. Le Conseil de guerre impérial, ressuscité à Vérone, semble, au moment décisif, douter des capacités de Gyulaï. Dès lors, il y a eu deux commandements en chef. Sur la proposition de Hess, toutes les colonnes font halte jusqu'à ce que notre stratège se soit persuadé que le moment d'attaquer Novare est passé, et qu'il faut laisser les choses suivre leur cours. Près de cinq heures se passent ainsi, pendant lesquelles les troupes sont immobilisées *.

Dans la journée du 4, elles arrivent en ordre dispersé à Magenta, affamées, harassées, et néanmoins elles se battent remarquablement et avec succès jusqu'à ce que Mac-Mahon, *en contradiction* avec ses propres instructions — marche directement de Turbigo à Milan — retourne à Magenta et attaque le flanc autrichien. Entre-temps, les autres corps français arrivent, alors que les Autrichiens manquent à l'appel : la bataille est perdue.

La retraite des Autrichiens s'effectue avec une lenteur telle qu'une de leur division est attaquée à Malegnano par deux corps

* Ces fait sont rapportés par le capitaine Blakeley, premier envoyé spécial du *Times* dans le camp autrichien. La *Darmstädter Allgemeine Militärzeitung* fait l'apologie de Gyulaï : l'arrêt de 5 heures s'expliquerait par un événement indépendant de sa volonté et ne pouvant être divulgué pour des raisons de service. On sait que c'est la cause directe de la défaite. Blakeley nous a communiqué la nature de cet événement.

d'armée français tout entiers. Une seule brigade défend la place pendant plusieurs heures contre six brigades françaises, et recule seulement après avoir perdu plus de la moitié de ses effectifs. Enfin, Gyulaï est révoqué.

De Magenta l'armée se retire sur Milan en décrivant un grand arc. Elle n'était même pas poursuivie par l'ennemi puisqu'elle trouva le temps d'atteindre les positions de Castiglione et de Lonate *avant* l'ennemi, qui s'y dirigeait en droite ligne. Cette position, préparée minutieusement par les Autrichiens depuis des années, aurait été choisie, nous dit-on, par François-Joseph lui-même. En fait, elle est depuis longtemps incluse dans le système de défense du quadrilatère fortifié qui se prête admirablement à une bataille défensive, suivie d'une contre-attaque offensive. L'armée y fit sa jonction avec les renforts arrivés entre-temps ou tenus jusqu'alors en réserve ; mais, dès que l'ennemi atteignit l'autre rive de la Chiese, le signal de la retraite fut donné de nouveau, et l'armée franchit le Mincio. Or, à peine cette manœuvre réalisée, l'armée autrichienne retraversa le même Mincio pour arracher à l'ennemi la position qu'elle venait de lui céder volontairement. Ce chaos d'ordres, de contre-ordres et de désordres ayant fortement ébranlé la confiance de l'armée autrichienne en son haut-commandement, voilà que s'engage la bataille de Solférino.

De part et d'autre, c'est un massacre aveugle. On ne saurait parler de direction tactique, ni chez les Français, ni chez les Autrichiens. Ce qui chasse finalement les Autrichiens du champ de bataille, c'est la peur des responsabilités, l'incapacité et la confusion plus grandes des généraux autrichiens, l'assurance plus grande des généraux de brigade et de division français et enfin la supériorité naturelle des Français, parfaite en Algérie, dans les batailles en ordre dispersé et les combats menés dans les villages.

La campagne s'achève ainsi, et nul n'est plus heureux que notre pauvre Monsieur Orges, chargé dans la *Gazette Générale d'Augsbourg* de glorifier contre vents et marées le haut-commandement autrichien et de lui trouver des mobiles stratégiques rationnels.

En fait, Louis-Napoléon lui-même en avait assez. De toute façon, la maigre gloire de Magenta et de Solférino dépassait ce qu'il était en droit d'attendre, car entre les quatre forteresses fatales, il aurait bien pu arriver que les Autrichiens ne se laissent plus battre par leurs propres généraux. De surcroît, la Prusse mobilisait. Or, ni l'armée française du Rhin, ni les Russes n'étaient prêts à la guerre. Bref, on laissa tomber le mot d'ordre de l'Italie libre jusqu'à l'Adriatique.

Louis-Napoléon proposa la paix, et l'on signa le traité de Villafranca. La France n'obtint pas le moindre pouce de territoire ; magnanimement, elle fit don au Piémont de la Lombardie : elle avait fait la guerre pour une idée ! Comment eût-elle pu songer à la frontière du Rhin ? [143]

Entre-temps, l'Italie centrale était rattachée provisoirement au Piémont, et le Royaume de la Haute-Italie devint une puissance respectable :

Les anciennes provinces de la péninsule et l'île de Sardaigne représentent une population de ..	4 730 500 habitants
la Lombardie sans Mantoue, environ	2 651 700 habitants
la Toscane	1 719 900 habitants
Parme et Modène	1 090 900 habitants
la Romagne (Bologne, Ferrare, Ravenne et Forli)	1 058 800 habitants
(D'après les chiffres de 1848). Au total	11 251 800 habitants

La superficie de l'Etat passait de 1 373 à 2 684 milles carrés allemands. S'il avait eu un caractère définitif, le royaume de la Haute-Italie eût donc constitué la première puissance italienne. En face de lui, il ne subsistait plus que :

la Vénétie	2 452 900 habitants
Naples	8 517 600 habitants
le reste de l'Etat Pontifical	2 235 600 habitants
Au total	13 206 100 habitants

Ainsi, l'Italie du Nord aurait eu, à elle seule, presqu'autant d'habitants que tous les autres Etats italiens. En raison de sa puissance économique et militaire et de la civilisation de ses habitants, cet Etat aurait pu prétendre en Europe à un rang supérieur à celui de l'Espagne ; il serait donc venu tout de

suite après la Prusse. Etant assuré de la sympathie croissante du reste de l'Italie, il n'eût pas été douteux qu'il revendiquât ce rang.

Mais, la politique bonapartiste ne poursuivait pas ce but. Elle proclama ouvertement que la France ne pouvait, en aucun cas, tolérer une Italie unie. Par indépendance et liberté de l'Italie, elle entendait en effet une sorte de Confédération Rhénane, appliquée à l'Italie, sous la protection bonapartiste et la présidence d'honneur du Pape ; en d'autres termes, la substitution de l'hégémonie de la France à celle de l'Autriche.

Au reste, Louis-Napoléon n'avait-il pas l'aimable intention de fonder en Italie centrale un Royaume étrusque, d'après le modèle westphalien, pour l'héritier de Jérôme Bonaparte ? La consolidation de la Haute-Italie mit fin à ces beaux projets. Lors de sa tournée dans les Duchés, Jérôme Bonaparte junior n'obtint aucun résultat, pas même une voix : l'Etrurie bonapartiste s'avéra aussi irréalisable que la Restauration. Il ne restait donc plus que la solution de son rattachement au Piémont [144].

A mesure que l'unification de l'Italie du Nord se révèle inévitable, l' « idée » pour laquelle la France a mené cette guerre apparaît au grand jour : il s'agit d'*annexer la Savoie et le Comté de Nice à la France.*

Pendant la guerre, certains avaient déjà laissé entendre que tel était le prix de l'intervention française en Italie. Mais, on ne les écouta pas ! D'ailleurs, le traité de Villafranca ne leur apportait-il pas un démenti ? Quoi qu'il en fût, le monde apprit subitement que deux provinces gémissaient sous le *joug étranger*, celui du régime national et constitutionnel du *re galantuomo.* Ces deux provinces françaises se tournaient avec nostalgie et les larmes aux yeux vers la grande mère patrie, dont seule la force brutale les séparait. On apprit que Louis-Napoléon ne pouvait rester plus longtemps sourd à l'appel douloureux des Savoyards et des Niçois.

Dès lors, la preuve était faite : Nice et la Savoie seraient le prix de Louis-Napoléon pour le rattachement de la Lombardie et de la Vénétie au Piémont : ne pouvant pour le moment mettre la main sur la Vénétie, il en faisait le prix de son consentement

à l'annexion de l'Italie centrale. Les agents bonapartistes commencèrent aussitôt leur répugnante besogne en Savoie et à Nice, et la presse stipendiée de Paris se mit en chœur à proclamer que, dans ces provinces, le gouvernement du Piémont brimait la volonté d'un peuple souhaitant ardemment son rattachement à la France. Enfin Paris déclara hautement : *les Alpes sont notre frontière naturelle ; la France possède un droit sur les Alpes.*

II

La presse française affirme que la Savoie est française de par sa langue et ses mœurs. Mais, ne pourrait-on pas en dire autant de la Suisse romande, de la partie wallone de la Belgique et des îles anglo-normandes de la Manche ? En fait, le peuple savoyard parle un dialecte provençal, tandis que la langue savante et écrite est partout le français. En ce sens, il n'est pas question d'un élément italien en Savoie, puisque la langue populaire française (c'est-à-dire méridionale ou provençale) s'étend bien au-delà des Alpes en direction du Piémont, jusqu'aux vallées supérieures de la Doire Ripaire et de la Doire Baltée.

Avant la guerre [de 1859], on ne pouvait déceler en Savoie la moindre sympathie pour un rattachement à la France. Il y avait tout juste, çà et là, en Basse-Savoie, quelques éléments qui nourrissaient de tels sentiments en raison des relations commerciales de cette région avec la France. La grande masse de la population ne partageait aucunement ces sentiments : il en va ici comme dans les autres régions de langue française avoisinant la France.

De fait, il est caractéristique qu'aucun des pays incorporés à la France de 1792 à 1812 n'ait la moindre envie de se réfugier de nouveau sous les ailes de l'aigle. Si l'on s'est approprié les fruits de la première Révolution française, on est toutefois écœuré de la centralisation rigide de l'administration, de la gestion préfectorale et de l'infaillibilité des apôtres de la civilisation envoyés de Paris. Le bonapartisme eut tôt fait d'étouffer les sympathies

suscitées par les Révolutions de Juillet et de Février [145]. On ne tient pas à importer chez soi Lambèse, Cayenne et la loi des suspects [146]. Au reste, la France se trouve dans un isolement semblable à celui de la Chine vis-à-vis de presque toute espèce de commerce d'importation, et cela rejaillit gravement sur les régions situées à la frontière.

La Première République trouva, à toutes ses frontières, des provinces opprimées et pressurées, ainsi que des peuples divisés et privés de tous leurs intérêts communs naturels. Elle leur apporta l'émancipation de la paysannerie, de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Le Second Empire, lui, trouve à toutes ses frontières des libertés plus grandes qu'il ne peut en offrir lui-même ; en Allemagne et en Italie, il se heurte à un renouveau du sentiment national ; dans les pays plus modestes, à des intérêts séparatifs bien consolidés, qui ont grandi en quarante-cinq ans de développement industriel très rapide et sont liés par mille ramifications au marché mondial. Le Second Empire ne leur offre qu'un despotisme rappelant celui de l'époque romaine des César, qu'un commerce et une industrie végétant derrière les barrières douanières, le seul accès libre étant celui qui conduit au pays où pousse le poivre.

Séparée du Piémont par la chaîne principale des Alpes, la Savoie reçoit du Nord — de Genève — les principales marchandises qui lui font défaut, et en fait venir d'autres, moins nombreuses, de Lyon. Quant au Tessin, situé au Sud des cols alpins, il s'approvisionne à Gênes et à Venise. Si c'est là une raison pour séparer la Savoie du Piémont, ce n'en est certainement pas une pour la rattacher à la France. En fait, Genève est la métropole commerciale de la Savoie, du fait non seulement de la situation géographique, mais encore de la stupidité de la législation douanière de la France et des chicanes de ses gabelous.

Malgré la langue, l'affinité raciale et la chaîne des Alpes, les Savoyards n'ont pas, semble-t-il, la moindre envie d'être gratifiés des institutions impériales de la grande mère-patrie française. Leur sentiment traditionnel n'est pas que l'Italie a conquis la Savoie, mais que la Savoie a conquis le Piémont. A partir de

la minuscule Basse-Savoie, le belliqueux petit peuple montagnard s'est concentré en un Etat englobant toute la province, puis est descendu dans la plaine italienne pour annexer successivement, tant par les moyens de la conquête que par ceux de la politique, le Piémont, Montferrat, Nice, la Lomelline, la Sardaigne et Gênes. En se fixant à Turin, la dynastie devint italienne, mais la Savoie resta le berceau de l'Etat. Au reste, aujourd'hui encore, la croix savoyarde demeure le blason de l'Italie du Nord, de Nice à Rimini, et de Sondrio à Sienne.

La Savoie fut conquise par la France au cours des campagnes de 1792 à 1794, et elle s'appela jusqu'en 1814 « département du Mont-Blanc ». Mais, en 1814, elle n'était nullement disposée à rester française. Le problème se posait pour elle en ces termes : rattachement à la Suisse, ou retour aux liens traditionnels avec le Piémont. Néanmoins, la Basse-Savoie resta française jusqu'aux Cent Jours, puis elle fut rendue au Piémont.

Avec le temps, les vieilles traditions historiques s'estompent naturellement. La Savoie demeura quelque peu à l'écart, tandis que les provinces italiennes acquirent une nette prépondérance, car les intérêts de la politique du Piémont s'orientaient de plus en plus vers le Sud et l'Est. Il est remarquable que la vieille noblesse conservatrice et ultramontaine manifeste les sentiments séparatistes les plus forts, alors qu'elle prétend représenter plus que toute autre classe la tradition historique. Elle aspira au rattachement à la Suisse, tant qu'y dominèrent les vieilles constitutions praticiennes et oligarchiques. Ce n'est que depuis l'instauration générale de la démocratie en Suisse qu'elle semble s'engager dans une autre direction : sous Louis-Napoléon, la France est devenue assez réactionnaire et ultramontaine pour apparaître à l'aristocratie savoyarde comme un rempart devant la politique révolutionnaire du Piémont.

Voici comment la situation se présente aujourd'hui : en général, nul ne désire détacher la Savoie du Piémont. Dans le haut-pays, la Maurienne, la Tarentaise et la Haute-Savoie, la population est nettement pour le statu quo. Dans le Genevois, le Faucigny et le Chablais, on préférerait — s'il fallait changer — le rattachement à la Suisse. Le désir d'un rattachement à la

France se manifeste uniquement en Basse-Savoie, çà et là, mais surtout dans la noblesse réactionnaire. Toutefois, ces voix sont si isolées, qu'à Chambéry même, la très grande majorité de la population s'y opposant énergiquement, l'aristocratie réactionnaire (voir la déclaration de Costa de Beauregard) n'ose y avouer ses sympathies.

Voilà pour ce qui est du problème de la nationalité et de la volonté populaire.

Qu'en est-il maintenant du problème militaire ? Quels sont les avantages stratégiques qu'offre au Piémont ou à la France la possession de la Savoie ? En quoi un changement de possession de la Savoie affecterait-il le troisième Etat frontière, la Suisse ?

De Bâle à Briançon, la frontière française décrit un grand arc fortement saillant : tout un morceau de la Suisse et la Savoie entière avancent en territoire français. Si nous tirons la corde de cet arc, nous trouvons que la surface ainsi délimitée correspond presque exactement à la Suisse romande et à la Savoie. Si la frontière française était déplacée jusqu'à cette corde, elle formerait en gros de Lauterbourg à Fréjus une ligne droite, comme c'est le cas de Lauterbourg à Dunkerque. Mais, cette nouvelle ligne des Alpes aurait pour la défense une tout autre importance que celle du Nord. Alors que la frontière du Nord est entièrement découverte, celle de l'Est aurait sa partie Nord protégée par le Rhin, et sa partie Sud par les Alpes. Certes, de Bâle au Mont Blanc, ce n'est pas la configuration du terrain qui délimiterait la ligne frontière ; en effet, la frontière « naturelle » y serait constituée par le Jura jusqu'à Fort-de-l'Ecluse, puis le tronçon des Alpes délimité au Sud, près du Mont Blanc, par la vallée de l'Arve.

Or, si la frontière naturelle forme un arc concave *saillant*, elle ne remplit plus son rôle, et n'est donc plus une frontière naturelle. S'il se trouve, en outre, que cet arc saillant qui repousse notre frontière de manière si peu naturelle, est peuplé d'habitants français de par « la langue, les mœurs et la civilisation », l'erreur commise par la nature ne doit-elle pas être corrigée ? La convexité souhaitable en théorie, ou tout au moins la ligne droite, ne

doit-elle pas être réalisée dans la pratique ? Les Français vivant au-delà de la frontière naturelle doivent-ils être sacrifiés à un *lusus naturae* ? *

Ces raisonnements bonapartistes ne sont pas gratuits, comme le démontre le Premier Empire, qui alla d'annexion en annexion jusqu'à ce qu'on mit fin à ses entreprises. Même la frontière la plus parfaite a ses points faibles qu'il convient de corriger et d'améliorer, et si l'on n'a pas à se gêner, on peut continuer sans fin le petit jeu de l'annexion. En tout cas, voici à quoi aboutissent ces raisonnements : du point de vue de la nationalité et des intérêts militaires de la France, tout ce que l'on avance pour justifier l'annexion de la Savoie *vaut aussi pour la Suisse romande.*

Les Alpes qui, depuis le col de Tende, s'orientent vers le Nord-Nord-Ouest, tournent à partir du mont Tabor — borne frontière entre le Piémont, la Savoie et la France — en direction générale Nord-Nord-Est pour accentuer encore plus leur courbe vers l'Est à partir du mont Géant, point frontalier entre le Piémont, la Savoie et la Suisse. Du mont Tabor au mont Géant, les Alpes ne pourraient donc constituer une frontière naturelle pour la France que si elles suivaient une ligne droite du mont Géant à Bâle. En d'autres termes : revendiquer le rattachement de la Savoie à la France *signifie revendiquer l'annexion de la Suisse romande.*

Toute la ligne de la crête principale des Alpes formant actuellement la frontière entre les deux Etats n'est traversée que d'une chaussée carrossable : le col du mont Genèvre. En dehors de lui, il y a le col de l'Argentière menant de Barcelonnette à la vallée de la Stura que l'on peut franchir avec l'artillerie. Sans doute, pourrait-on, avec un peu de mal, rendre carrossables pour toutes les armes d'autres voies de moindre importance. Mais, comme la Savoie et Nice offrent chacune deux passages carrossables à travers la chaîne principale des Alpes, tout assaillant français, tant qu'il n'est pas en possession de ces provinces, aura d'abord à en conquérir au moins un avant de franchir les Alpes.

* Caprice de la nature. (N. d. Tr.)

Or, il se trouve que, pour une attaque venant de France, le mont Genèvre permet seul une avance directe sur Turin, alors que le mont Cenis, et plus encore le Petit-Saint-Bernard, tous deux cols savoyards, donnent sur les flancs de l'ennemi.

En revanche, le mont Genèvre obligerait une offensive italienne à un grand détour pour atteindre le cœur de la France, puisque c'est le mont Cenis qui constitue la voie maîtresse de Turin à Paris. Nul général ne s'aviserait donc d'utiliser le mont Genèvre à d'autre fin que celle du passage de colonnes auxiliaires. Ainsi donc, la grande ligne opérationnelle passe forcément par la Savoie.

La possession de la Savoie procurerait donc à la France le terrain adéquat pour une guerre d'agression contre l'Italie, terrain qu'il lui faudrait autrement commencer par conquérir au début des hostilités. Une armée italienne sur la défensive n'engagera jamais une bataille décisive pour garder la Savoie, mais elle peut contenir dans une certaine mesure les assaillants dans les hautes vallées de l'Arc et de l'Isère, que traversent les routes du mont Cenis et du Saint-Bernard, elle peut s'appuyer sur les fortifications fermant les cols pour tenir quelque temps le versant septentrional de la chaîne principale des Alpes.

Comme dans toute guerre de montagne, il ne saurait, certes, être ici question de défense absolue : il n'est de bataille concluante que lorsque l'ennemi descend dans la plaine. Cependant, on peut *gagner* aisément un délai, décisif peut-être, pour concentrer les forces en vue de la bataille principale. Or, cela est particulièrement important pour un pays comme l'Italie qui est tout en longueur et est dépourvu d'un réseau ferroviaire développé, en face d'un pays dense et couvert d'un remarquable réseau stratégique de chemins de fer, comme la France. Ce délai est à coup sûr perdu, si la France possède la Savoie dès avant les hostilités.

Mais, l'Italie ne mènera jamais à elle seule une guerre contre la France. Or, si elle a des alliés, il se peut que l'équilibre entre les deux armées s'établisse dès la Savoie. Il s'ensuivra que la lutte pour la conquête de la chaîne des Alpes sera longue ; dans la pire hypothèse, les Italiens conserveront pendant quelque

temps le versant septentrional de la crête et, après sa perte, en disputeront aux Français le versant méridional. Comme on ne domine une crête qu'en en possédant les deux versants et leurs passages, on peut se demander si l'assaillant disposera encore de forces et de décision suffisantes pour suivre les défenseurs dans la plaine.

Les campagnes de 1792 à 1795 en Savoie, bien que menées de part et d'autre de façon molle, incertaine et tâtonnante, nous fournissent l'exemple d'une guerre de montagne dont l'issue reste indécise.

Le 21 Septembre 1792, le général Montesquiou envahit la Savoie. Selon la mode en faveur à l'époque, ses défenseurs — dix mille Sardes — étaient dispersés sur toute une chaîne de postes, de sorte qu'ils ne purent rassembler nulle part de forces suffisantes pour résister efficacement. Chambéry et Montmélian furent occupées, et les Français franchirent les vallées jusqu'au pied de la chaîne principale des Alpes. Quant à la crête, elle resta entièrement aux mains des Sardes. Après quelques escarmouches sous la direction du général Gordon, ils attaquèrent de nouveau, le 15 Août 1793, les Français affaiblis par l'envoi d'une partie de leurs troupes au siège de Lyon, et les refoulèrent de la vallée de l'Arc et de l'Isère, jusqu'à Montmélian. En ce lieu, les colonnes battues firent leur jonction avec leurs réserves ; revenu de Lyon, Kellermann passa immédiatement à l'attaque. Le 11 Septembre, il rejeta sans peine les Sardes jusqu'aux cols alpins. Mais, déjà, il était à bout de forces, et il dut s'arrêter au pied de la chaîne.

En 1794, l'armée des Alpes fut portée à 75 000 hommes, auxquels les Piémontais ne purent opposer que leurs 40 000 soldats et 10 000 Autrichiens incertains. Néanmoins, les premières attaques des Français contre le Petit-Saint-Bernard, puis contre le mont Cenis, restèrent infructueuses. Le premier ne fut pris que le 23 Avril, et le second le 14 Mai. Cela suffit toutefois à leur assurer la domination sur toute la crête des Alpes.

En venant de ce côté, il fallut donc trois campagnes successives pour arracher l'accès de l'Italie aux Piémontais. Certes, de nos jours, une guerre aussi indécise ne pourrait se prolonger sur

un terrain aussi exigu pendant plusieurs campagnes. Cependant, en cas d'équilibre relatif des forces, il sera difficile aux Français de forcer les cols des Alpes, et plus encore de conserver une puissance suffisante pour descendre sans plus dans la plaine. C'est tout ce que la Savoie peut offrir à l'Italie — et c'est beaucoup.

Supposons, à l'inverse, que la Savoie soit réunie à la France. Quelle est alors la position de l'Italie ? Le versant Nord de la chaîne des Alpes se trouvant entre les mains des Français, les Italiens ne peuvent plus défendre que le versant Sud, dont les verrous et les positions sont, ou bien dominés du haut des crêtes, ou bien repérés à vue et souvent contournés aisément. Dans ces conditions, la défense des hauteurs se réduit à des actions désespérées, les moins efficaces et cependant les plus coûteuses. Il devient impossible de réunir des renseignements, comme il le faut dans une guerre de montagne.

Ce n'est pas tout. Tant qu'il fallait tout d'abord *conquérir* la Savoie, la France pouvait, le cas échéant, s'en tenir là, contraignant de ce fait l'Italie à se défendre de manière passive. C'était déjà un premier résultat, d'autant plus précieux que la France pouvait avoir besoin d'utiliser plus efficacement ses troupes sur un autre terrain d'opérations. En effet, elle pouvait avoir intérêt à ne pas engager trop de forces sur ce seul théâtre de guerre.

En revanche, dès lors que la Savoie est définitivement une province française, il n'est pas sans intérêt de la défendre offensivement, à la manière française. L'attaque contre l'Italie peut coûter autant d'hommes que la défense passive du territoire français, et n'exiger guère plus de troupes, mais les résultats éventuels sont bien différents.

Au lendemain de l'annexion, on verra des officiers de l'état-major français sillonner les vallées de l'Arc et de l'Isère, explorer les vallées latérales, escalader les arêtes, questionner les meilleurs guides alpins, relever les distances et les dénivellations, et noter soigneusement le tout, non pas à la manière fantaisiste des touristes, mais selon un plan cohérent que l'on a, certes, déjà préparé. Ils seront bientôt suivis d'ingénieurs et d'entrepreneurs, et l'on ne tardera pas à construire des routes au plus

profond des montagnes et à ériger des bâtisses dont ni l'habitant ni le voyageur ne pourront expliquer la signification. D'ailleurs, tout cela ne regarde pas les paysans, ni les touristes, puisque ces routes et ces bâtisses n'ont qu'un seul but : développer les avantages stratégiques naturels de la Savoie.

Le col du mont Cenis et celui du mont Genèvre conduisent l'un et l'autre à Suse. Si, à partir d'eux, les colonnes françaises attaquent le versant méridional, les détachements italiens qui les défendent seront immanquablement pris au piège. En effet, ils ne peuvent savoir de quel côté viendra l'attaque principale, bien qu'ils sachent d'avance une chose : si l'un des cols est enlevé et Suse prise, les troupes qui défendent l'autre col seront coupées de leurs arrières.

Si le mont Cenis tombe le premier, les troupes pourront encore se dégager du mont Genèvre, mais elles devront abandonner leur artillerie, leurs équipages et leurs chevaux pour emprunter les sentiers conduisant à la vallée de Fenestrelle. Si l'assaillant avance par le mont Genèvre jusqu'à Suse, la retraite des troupes stationnées au mont Cenis se trouve coupée. Dans ces conditions, la défense de ces deux cols se réduit à une simple démonstration militaire.

Il se trouve que les lignes d'opération des deux armées françaises — la route de Grenoble à Briançon, et celle de Chambéry à Lanslebourg — sont à peu près parallèles, étant simplement séparées par une crête qui se dédouble à partir du mont Tabor et que traversent de nombreux chemins et sentiers. Il suffit que les Français construisent une voie longue de quatre milles allemands à peine pour traverser cette crête. Ils pourront dès lors passer massivement leurs troupes d'un col à l'autre : la souricière sera encore plus efficace, et la défense de la ligne des Alpes contre un assaut italien gagnera énormément en force du côté français.

Mais, poursuivons. La Savoie possède un second col, le Petit-Saint-Bernard. De nombreux experts français prétendent que, pour passer les Alpes, il eût mieux valu que Napoléon l'emprunte, au lieu du Grand-Saint-Bernard. Etant moins élevé, et donc libéré plus tôt des neiges de printemps, il est plus facile à franchir. De

Lyon à Besançon, les colonnes convergent aussi facilement vers Albertville que vers Lausanne, et les deux cols mènent à Aoste et à Ivrée. La valeur stratégique du Petit-Saint-Bernard est démontrée par le seul fait qu'une polémique ait surgi à propos de l'importance relative de chacun d'eux pour les visées de Napoléon lors de sa campagne de 1800.

Certes, il faudrait des conditions toutes particulières pour pouvoir utiliser de nouveau le Petit-Saint-Bernard en vue d'une manœuvre stratégique consistant à tourner Marengo. En effet, de nos jours, les armées sont plus importantes, et elles ne pourraient jamais franchir la haute montagne en ne formant qu'une seule colonne ; tourner l'ennemi avec quelque trente mille hommes seulement mènerait aujourd'hui, dans la plupart des cas, à un échec certain. Tout cela est parfaitement juste pour la première et la seconde campagnes. Mais, si, comme l'expérience le montre, toutes les guerres menées avec persévérance de part et d'autre acquièrent à notre époque un caractère différent, plus complexe, en raison du système des forteresses et des camps retranchés, et si une guerre ne peut plus être réellement menée à son terme, tant que les belligérants ne se sont pas lentement usés réciproquement au cours de plusieurs campagnes — alors finalement nous aurons tout de même des armées d'un effectif réduit.

Prenons le cas d'une guerre menée sans succès décisif pendant plusieurs années dans la plaine d'Italie du Nord. Les Français qui auraient pris à un moment Casale ou Alexandrie, ou les deux, seraient finalement rejetés au-delà des Alpes et, les forces étant de part et d'autre suffisamment ébranlées, le combat s'arrêterait là.

Mais, serait-il difficile, avec les chemins de fer actuels et l'artillerie qui, dès à présent, devient partout moins encombrante, de diriger rapidement sur Ivrée, par le Petit-Saint-Bernard, trente à quarante mille hommes, sinon plus ? D'Ivrée, ils pourraient rejoindre leur dépôt fortifié dans la plaine, où ils trouveraient l'approvisionnement nécessaire et renforceraient la garnison (même s'ils échouaient dans cette dernière opération, la route de Turin et celle de la retraite par les deux cols les plus proches ne

pourraient leur être barrées efficacement, même avec des forces supérieures). Ces trente à quarante mille hommes joints aux garnisons constitueraient donc une force déjà appréciable, et dans la pire éventualité, après avoir bousculé les corps ennemis les plus proches, ils pourraient livrer bataille pour défendre leur camp retranché, avec toutes les chances de succès. Il suffit de rappeler combien les armées de 1814 avaient fondu et de combien peu de forces Napoléon disposait pour réaliser de grands exploits cette année-là.

La route du Grand-Saint-Bernard emprunte, comme nous l'avons vu, la vallée de l'Isère, et celle du mont Cenis la vallée de l'Arc. Ces deux cours d'eau prennent leur source au mont Iseran. Après Bourg-Saint-Maurice, la route du Saint-Bernard quitte la rivière et traverse directement la montagne, tandis que les gorges étroites (val de Tignes) s'orientent tout à droite vers le Sud. Au-deçà de Lanslebourg, près de Termignon, une petite vallée latérale (val Saint-Barthélémy) débouche dans la vallée de l'Arc. Du val de Tignes, trois sentiers traversent la croupe de montagne entre l'Iseran et le mont Chaffequaré pour rejoindre le val Saint-Barthélémy. L'un au moins de ces trois passages peut être rendu carrossable. Si l'on construisait ici une route s'ajoutant à la route transversale mentionnée ci-dessus, le réseau stratégique de la Savoie — devenue province frontalière française — serait parfaitement aménagé.

Juste derrière la crête principale des Alpes, on aurait une route reliant entre eux les trois principaux cols et permettant de transporter, en deux jours, le gros des forces du Saint-Bernard et du mont Genèvre à proximité du mont Cenis, et, en quatre ou cinq jours, d'un flanc à l'autre. Si ce réseau était en outre complété par une route reliant Moutiers à Saint-Barthélémy et Lanslebourg, par le col de Pralognan, et s'ajoutant à la route de Moutiers à Saint-Jean-de-Maurienne, on se demande ce qui pourrait bien manquer à ce réseau stratégique. Il ne resterait qu'à installer les fortifications nécessaires pour servir d'appui — et non de barrage absolu — et à mettre à l'abri de toute attaque en force la ville de Moutiers, qui est un important carrefour routier

et un dépôt central. Tout compte fait, il s'agirait de construire un réseau routier d'à peine 25 milles allemands.

Comment le versant méridional des Alpes sera-t-il défendu, si l'on exécute ces travaux ou d'autres semblables, pour lesquels au demeurant il ne fait aucun doute que l'état-major français ait déjà préparé un plan destiné à utiliser pleinement la Savoie du point de vue stratégique. Quels coups terribles, en cas de défense, un nouveau Lecourbe, soutenu par un solide dépôt central et un système de petits forts, ne pourrait-il porter à l'ennemi, si un tel réseau routier lui assurait une parfaite mobilité !

Qu'on ne nous dise pas qu'il n'y aura plus de guerre de montagne à l'avenir, parce que nos armées sont trop vastes. Cela se soutient tant que les armées sont réellement grandes et que l'un des belligérants possède une supériorité décisive. Mais, en fait, les armées finiront par s'user contre les forteresses modernes et, bien souvent, la supériorité fera place à l'équilibre des forces. Bien sûr, on ne choisit la montagne qu'en cas de nécessité, mais le chemin de Paris vers l'Italie, et de l'Italie vers Paris, passera toujours par la Savoie ou le Valais.

En résumé, par sa situation géographique et notamment par ses cols alpins, la Savoie — devenue province française — permettrait à une armée française, qui n'aurait pas à être de beaucoup supérieure à celle de l'ennemi, de s'emparer du versant italien des Alpes, de faire des incursions dans les vallées et d'avoir un poids bien plus grand que celui de ses seules forces. Avec une préparation même minime du théâtre de guerre, l'armée française se trouverait dans une position si favorable qu'à forces égales, elle dominerait d'emblée son adversaire. En outre, si le Petit-Saint-Bernard contraint les Italiens à détacher des forces au loin, il fournit aux Français la possibilité d'attaques bien plus décisives.

La Savoie est, aux mains de la France, *un instrument exclusivement offensif* face à l'Italie.

Voyons quels sont les intérêts de la Suisse dans cette affaire.

Tant qu'elle n'a comme adversaire qu'un seul de ses voisins, la Suisse peut uniquement être attaquée de front, du moins dans

la situation actuelle. Nous considérons ici, d'une part, l'Allemagne du Sud, et, d'autre part, l'Autriche, puisque nous venons de voir récemment encore que ces deux Etats ne font pas toujours nécessairement cause commune.

L'Allemagne du Sud peut attaquer uniquement sur la ligne Bâle-Constance, et l'Autriche sur la ligne Rheineck-Münster, l'Italie sur la ligne Poschiavo-Genève, et la France sur la ligne Genève-Bâle.

Partout, l'armée suisse dispose donc d'une ligne de retraite perpendiculaire au front, et ses flancs sont à chaque fois couverts par un pays limitrophe, non engagé dans la guerre. Tant qu'un seul de ses voisins l'attaque, la Suisse ne peut être contournée *avant* que ne commence la bataille. L'Autriche seule a une bonne position de flanc sur le canton des Grisons ; mais les Suisses ne livreront jamais aux Grisons la bataille décisive contre les envahisseurs autrichiens ; ils les attendront au Nord-Ouest, sur les premiers contreforts des Alpes. Au demeurant, la cession de la Lombardie par l'Autriche a été très avantageuse pour la Suisse.

Certes, il y a un an, l'Autriche pouvait encore facilement lancer contre le Sud-Ouest de la Suisse une attaque concentrique, qui en haute montagne est souvent efficace si on a la supériorité des forces. Néanmoins, l'effet de cette attaque eût été limité aux Grisons, au Tessin, aux cantons d'Uri et de Glaris, c'est-à-dire à la partie la moins peuplée et la plus pauvre du pays. En outre, elle eût entraîné une forte dispersion des forces adverses si, à partir de l'Italie, elles avaient dépassé le Saint-Gothard. Cette favorable répartition de ses voisins a pour la Suisse plus de valeur que les garanties de neutralité européennes. En cas d'attaque d'un seul de ses voisins, elle lui permet d'étirer au maximum sa ligne de défense, et c'est en fin de compte, le seul atout sérieux d'un pays aussi minuscule.

Du moment que la Savoie est française, ou simplement occupée par les troupes françaises, il ne peut plus être question de défendre toute la Suisse romande, du Jura bernois au Bas-Valais. Genève pourrait, dès à présent, être transformée, en moins de vingt-quatre heures en un dépôt militaire français. Le Jura

serait contourné, de même que la ligne de la Thièle et des lacs de Neuchâtel et de Bienne ; au lieu de se battre dans les défilés pour forcer ensuite l'étroit passage entre ces deux lacs par les grands marais, les Français marcheraient tranquillement à travers le riche territoire valloné du Vaud. Dès lors, la première position permettant une défense sérieuse serait directement celle où se livrerait la première bataille décisive : devant Berne et derrière la Saane et la Sense. En effet, une colonne, venant de Savoie et contournant les positions suisses par Villeneuve et Vevey, rendrait vaine toute espèce de résistance dans le Vaud.

Jusqu'ici, la première ligne de défense de la Suisse contre la France a été le Jura, terrain excellent pour des milices peu exercées qui connaissent le pays et ont l'appui de la population. Mais, déjà, elle ne pouvait être sérieusement défendue à cause de la frontière en zig-zag coupant souvent transversalement les crêtes qui lui sont parallèles.

La seconde ligne de défense importante est celle de la Thièle, qui relie les lacs de Neuchâtel et de Bienne pour se jeter dans l'Aar après sa sortie du lac de Bienne. Cette ligne se poursuit à droite par le cours inférieur de l'Aar, et à gauche par l'Orbe, qui se jette dans la partie supérieure du lac de Neuchâtel, près d'Yverdon. La Thièle n'est longue que d'un demi-mille entre les deux lacs, et d'un mille du lac de Bienne à l'Aar.

Le front proprement dit de cette position se situe entre les lacs, et il est renforcé par le grand marais qui occupe la dénivellation entre le lac de Neuchâtel et la région d'Aarberg et ne peut être franchi qu'en utilisant la route principale. Si l'ennemi tente de contourner ce front par le flanc droit en passant par Büren, les Suisses peuvent l'arrêter au moyen de forces tenues en réserve près d'Aarberg. Une tentative plus ample de contournement supposerait que l'ennemi jette un pont sur l'Aar et découvre largement ses arrières. Opérée par le flanc gauche, elle n'est possible qu'à travers le Vaud, et les Suisses peuvent l'arrêter, soit sur l'Orbe, soit sur la Mentue, soit sur le Broye. Leur résistance ne peut y être gênée, même si l'assaillant contourne le lac de Genève en direction de Fribourg, car les Suisses, se retirant le

long du lac de Neuchâtel, y disposeraient toujours du chemin le plus court. Ainsi, la position de la Thièle n'est bonne pour une bataille décisive que dans un cas déterminé, celui où l'ennemi commet de graves erreurs. Néanmoins, elle offre tout ce que la Suisse peut en attendre : l'occasion d'arrêter l'ennemi, et surtout de mobiliser ses contingents des régions du Sud-Ouest.

Mais, dès lors que la Savoie est entre les mains de l'ennemi, une colonne avançant de Saint-Gingolph sur Villeneuve et Châtel-Saint-Denis rend vaine toute résistance dans le Vaud, puisque Vevey n'est séparée de Fribourg que par deux milles de plus que la position des Suisses sur l'Orbe : elle peut donc leur barrer la retraite.

De Saint-Gingolph à Fribourg, la distance est d'environ douze milles ; Fribourg se trouve à une journée de marche, derrière le flanc gauche de la ligne de la Thièle entre les lacs, et à trois milles de Payerne, où les colonnes françaises traversant le Vaud peuvent faire leur jonction avec la colonne venue de Savoie. En étant maître de la Savoie, l'assaillant peut en trois ou quatre jours couper la liaison du Valais par la vallée du Rhône, conquérir Genève, le Vaud et Fribourg jusqu'à la Saane, et prendre à revers la position de la Thièle avec le gros de ses forces, ce qui lui livre Bâle, Soleure, le Jura bernois et Neuchâtel. Il ne s'agit pas ici de régions inhospitalières de haute montagne, mais bien des cantons les plus riches et les plus industrialisés de la Suisse.

La Suisse a si fortement conscience de la pression stratégique exercée sur elle par la Savoie, qu'elle acquit, comme on le sait, en 1814 la neutralisation de sa partie septentrionale, et qu'en 1816 elle obtint, au moyen d'un contrat avec la Sardaigne, l'assurance que celle-ci ne cèderait le Chablais, le Faucigny et le Genevois à aucune autre puissance qu'à la Suisse. D'ailleurs, Louis-Napoléon ne fait-il pas circuler le bruit qu'il demande seulement la partie méridionale de la Savoie — le Chablais, le Faucigny et la portion du Genevois jusqu'à la rivière des Usses devant revenir à la Suisse. Puisqu'un cadeau en vaut un autre, l'Empereur se sert — à en croire le *Times* — de M. Vogt pour tâter le Conseil des Etats suisses afin de savoir s'il pourrait

obtenir en échange le libre usage de la route du Simplon. Il laisse ainsi entendre que le Simplon est, lui aussi, une borne frontière naturelle de la France — ce qu'il devint d'ailleurs effectivement sous le Premier Empire.

Supposons que la Suisse s'enrichisse d'un nouveau canton, la Savoie septentrionale. La frontière serait formée par la croupe montagneuse qui, après s'être séparée de la chaîne principale entre le Petit-Saint-Bernard, et le mont Blanc, descend vers le pas de la Cluse (Fort de l'Ecluse). En apparence, elle serait donc tout à fait « naturelle ».

Cependant, à partir de la vallée de l'Isère et du Rhône, les routes suivantes traversent cette croupe montagneuse : 1. Seyssel-Genève ; 2. Annecy-Genève ; 3. Annecy-Bonneville ; 4. Albertville-Sallanches. De Bonneville, comme de Sallanches, plusieurs routes traversent la croupe de montagne au Nord de la vallée de l'Arve en direction de Thonon. Cette région demeure donc entièrement ouverte à une offensive dirigée contre Thonon, située sur la rive méridionale du lac de Genève. Comme il n'y a guère que quinze milles entre Seyssel ou Albertville et Thonon, la possession de la Savoie septentrionale ne ferait gagner à la défense suisse qu'un délai de cinq jours au maximum. Mais, comme on ne peut songer à défendre ce nouveau canton par d'autres troupes que la milice locale, une colonne française pourrait tout aussi bien attaquer directement Thonon à partir de Genève, ce qui fait une distance de cinq milles, après quoi quatre milles à peine la séparent de Saint-Gingolph. Dans ce cas, la Savoie septentrionale ne procurerait plus à la Suisse que trois jours de répit. Au demeurant, elle ne peut servir qu'à fractionner les forces défensives suisses.

La ligne de retraite d'une armée suisse, attaquée par la France passe par Berne à travers la plaine ; si possible le long de l'Aar vers Zurich, sinon vers Lucerne, et, de ces deux villes, vers la haute vallée du Rhin. Par conséquent, l'armée ne doit pas prendre position trop au Sud, car elle risquerait d'être repoussée de ces lignes vers la haute montagne.

Ainsi que nous l'avons vu, le Vaud peut opportunément être englobé dans le système de défense suisse, contrairement à la Savoie septentrionale et au Valais, qui sont à découvert dès que la Savoie cesse d'être neutre.

Mais, il est notoire que, dans un Etat fédéral, exposé à une menace et défendu par une milice, chacun veut que son clocher soit défendu d'abord. On sait que les troupes murmureront et que les Conseils nationaux pousseront les hauts cris, si l'on abandonne sans résistance des villes et des cantons entiers, et à plus forte raison un canton nouveau que la Suisse a eu précisément pour assurer sa défense. A l'état-major même, chacun cherchera à ce que son canton soit particulièrement protégé. Il se trouve en outre que, dans une armée de milice, la discipline, dans le meilleur des cas, est assez relâchée par les joyeuses beuveries du temps de paix. C'est pourquoi, eu égard à toutes ces pressions, il sera déjà difficile au commandant en chef de tenir simplement ses troupes en mains. Dans neuf cas sur dix, il est à parier que le commandant finira par se montrer faible ou devra plier. Ainsi donc, la Savoie septentrionale sera occupée par des troupes, qui ne seront d'aucune utilité pour la défense, mais qui dans tous les cas auront une retraite pénible à effectuer et seront rejetées en partie dans le Valais, d'où elles auront du mal à rejoindre le gros de l'armée, par le Gemmi ou la Fourche.

La seule sécurité pour la Suisse, c'est que la Savoie septentrionale n'appartienne ni à la France ni à elle-même. Alors, en cas de guerre entre ces deux Etats, la Savoie sera effectivement neutre et protègera réellement la Suisse. Si elle appartient à la Suisse, celle-ci n'y gagne pas plus que si elle appartient à la France. Elle vaut tout au plus un gain de trois à cinq jours, dont la majeure partie cependant sera de nouveau perdue ensuite dans la défense du Vaud. Mais, que vaut tout cela à côté de la garantie à la Suisse qu'en tout état de cause, elle ne peut être attaquée qu'entre Bâle et le lac de Genève ?

La Savoie septentrionale n'est pour la Suisse qu'un cadeau de Grec ; qui plus est, ce cadeau est une menace. Dans cette hypothèse, la France domine en effet militairement toute la Suisse romande, et rend toute espèce de défense impossible. Le rattachement de la Savoie méridionale à la France *entraîne immédiatement cette autre revendication : l'annexion de la Suisse romande* [147].

III

Le comté de Nice[148] se trouve, comme on le sait, aux pieds des Alpes maritimes ; du côté de Gênes, sa frontière touche la mer à un mille à l'Est d'Oneglia, près de Cervo. Dans sa moitié occidentale, on parle un dialecte provençal, et dans sa moitié orientale, au-delà de la Roya, un dialecte italien. A l'exception de quelques villages sur le Var, c'est l'italien qui est partout la langue écrite. Dans la ville de Nice seulement, le français lui fait équilibre, en raison de la forte affluence d'étrangers.

Pour traiter correctement de la question de la nationalité, nous devons considérer un instant le problème linguistique dans les Alpes occidentales.

Partout, dans les Alpes, lorsque l'italien se heurte à d'autres langues, il se révèle comme l'élément le plus faible. Nulle part, il ne va au-delà de la chaîne des Alpes : les dialectes romans des Grisons et du Tyrol sont en fait absolument indépendants de l'italien. En revanche, toutes les langues avoisinantes ont gagné du terrain à ses dépens dans le Sud des Alpes.

Dans les districts de montagne, dans la partie Ouest de la province vénitienne d'Udine, on parle le carniole-slovène. Au Tyrol, l'élément allemand domine sur tout le versant méridional et toute la haute vallée de l'Adige ; plus au Sud, en plein territoire italien, on trouve des îlots de langue allemande des « sette comuni » et des « tredici comuni »[149] ; on parle l'allemand au pied du versant Sud du Gries, tant dans le val di Caverna tessinois que dans le val Formazza, et dans la partie supérieure du val di Vedro, au pied du Simplon ; enfin, sur tout le versant Sud-Ouest du monte Rosa, dans le val de Lys, la partie supérieure du val de Sésia et dans le val Anzasca.

Le pays de langue française commence au val de Lys, et comprend tout le val d'Aoste et le versant oriental des Alpes cottiennes depuis le mont Cenis. On admet communément qu'il englobe la région des sources de toutes les rivières du bassin supérieur du Pô, et qu'il est limité par Demonte (sur la Stura), un peu à l'Ouest du col de Tende, et par le cours de la Roya jusqu'à la mer.

Si l'on peut aisément délimiter les zones linguistiques de l'allemand, du slave et de l'italien, il n'en va pas de même lorsqu'interfèrent deux langues romanes qui, de surcroît, ne sont ni la langue écrite italienne — « il vero toscano » — ni le français élaboré du Nord, mais le dialecte piémontais pour ce qui est de l'italien, et de l'un des mille patois dégénérés dans lesquels s'est dissoute la langue des troubadours du Midi de la France, que nous désignerons pour plus de briéveté, du terme imprécis, mais connu de « provençal ».

Quiconque s'est occupé, ne serait-ce que superficiellement, de grammaire comparée des langues romanes ou de littérature provençale ne peut manquer d'avoir noté au premier coup d'œil qu'il existe en Lombardie et au Piémont une grande analogie entre le parler populaire et le provençal. Cette analogie se limite en Lombardie à l'habitus du langage, à l'élision des voyelles finales du masculin, celles du féminin étant maintenues au singulier. L'élision de la plupart des voyelles finales dans la conjugaison lui donne une tonalité provençale, tandis que la nasale *n* et la prononciation des *u* et des *œu* évoquent le français parlé dans le Nord. En revanche, la morphologie et la phonétique sont pour l'essentiel italiennes, les dérivés évoquant souvent de façon bizarre le portugais *, comme dans le rhéto-roman.

Le dialecte piémontais s'apparente pour l'essentiel au lombard, mais se rapproche plus encore du provençal, au point qu'il

* *Clé* se dit *clavis* en latin, *chiave* en italien, *chave* en portugais et *ciàu* (prononcez : *tchàu*) en lombard. Le correspondant de la *Gazette Générale d'Augsbourg* à Vérone rapportait l'été dernier (cf. les comptes rendus du Quartier Général autrichien) que les gens s'y saluaient dans la rue par « tchau, tchau ». Cette feuille éclairée qui adore les solécismes, se donna le plus grand mal pour relier le mot *clé* à ces « tchau, tchau ». En fait le mot « tchau » est dérivé de « s-ciau » (stchau) qui est la forme lombarde de « schiavo » (esclave, serviteur). Chez nous on salue de même par « votre serviteur », « votre dévoué serviteur », etc... Nous ne nous souvenons que de deux formes véritablement provençales dans le lombard : le participe passé féminin en « -da » (amà, amada) et la première personne du présent en *i* (ami, j'aime ; *saludi*, je salue).

est difficile dans les Alpes cottiennes et maritimes, de l'en délimiter de façon précise *.

Quoi qu'il en soit, la plupart des patois du Midi de la France ne sont pas plus proches de la langue écrite de la France du Nord que du piémontais. Le parler populaire ne peut donc guère décider ici de la nationalité ; le paysan alpin qui parle provençal, apprend aussi facilement l'italien que le français, mais il n'a besoin que rarement de l'un et de l'autre. Il comprend très bien le piémontais, et cela lui suffit amplement. Si on tient néanmoins à s'appuyer sur une base linguistique pour décider de la nationalité, la langue écrite est la seule à la fournir, et dans tout le Piémont et Nice celle-ci est indubitablement l'italien. La seule exception est, en gros, le val d'Aoste et les vallées vaudoises, où domine par endroit la langue écrite française.

C'est pourquoi il est absurde de vouloir revendiquer d'emblée pour Nice la nationalité française, en se fondant sur le patois provençal, qui, au demeurant, n'est parlé que dans la moitié de la province. Cette prétention est tout bonnement insensée, lorsqu'on sait que la langue provençale s'étend même au-delà des Pyrénées, en Aragon, Catalogne et Valence, et que, dans ces provinces espagnoles, malgré certaines réminiscences castillanes, elle s'est en gros maintenue d'une manière bien plus pure que partout ailleurs en France. Qui plus est, elle s'est conservée comme langue écrite dans la littérature populaire. Que deviendra l'Espagne, si Louis-Bonaparte se met à revendiquer encore ces provinces comme étant de nationalité française ?

* Voici ce qui distingue en gros les dialectes italiens des parlers provençaux : 1. la vocalisation italienne des *l* après les consonnes (*fiore, più, bianco*) est étrangère au provençal ; 2. la formation du pluriel des substantifs à partir du nominatif latin (*donne, capelli*). Il est vrai que le provençal et le vieux-français formaient de même leur nominatif au moyen âge, alors que tous les autres cas étaient dérivés de l'accusatif latin (désinence *-s*). Tous les dialectes provençaux modernes ne connaissent que cette dernière forme, pour autant que nous sachions. Toutefois, dans les régions frontalières, on ne saurait affirmer avec certitude si la forme du nominatif provient de l'italien ou du provençal.

Il semble qu'il soit encore plus difficile de déceler des sympathies françaises dans le comté de Nice qu'en Savoie. On n'en trouve nulle trace à la campagne ; en ville, toutes les tentatives ont échoué plus lamentablement encore qu'à Chambéry, bien qu'il soit relativement plus facile de concentrer quelques bonapartistes dans cette ville balnéaire. Faire du Niçois Garibaldi un Français, c'est en vérité une belle trouvaille.

Si la Savoie est de la plus haute importance pour la défense du Piémont, Nice l'est encore davantage. Trois routes relient Nice à l'Italie : la route de la Corniche, le long de la côte en direction de Gênes ; celle qui, par le col di Nava, conduit d'Oneglia au Val du Tanaro vers Ceva ; celle qui mène à Cuneo par le col de Tende. Certes, la première est finalement barrée par Gênes, mais elle fournit à une colonne l'occasion de traverser les Apennins sur de bonnes routes, d'abord près d'Albenga, ensuite près de Savone. En outre, elle offre quantité de chemins de traverse et sentiers de montagne. Napoléon a fourni en 1796 la recette pour les utiliser militairement.

La troisième route, par le col de Tende, est à Nice ce que la route du mont Cenis est à la Savoie. Elle mène directement à Turin, mais ne favorise guère les manœuvres de flanc. En revanche, la route moyenne, par le col di Nava, mène tout droit à Alexandrie et joue le même rôle au Sud que le Petit-Saint-Bernard au Nord, mais d'une manière beaucoup plus directe et avec des difficultés moindres. Elle possède en outre l'avantage de se trouver assez près de la route côtière pour en recevoir un appui considérable en cas d'attaque. Une colonne progressant sur la route de Nava peut opérer sa jonction, dès Garessio, avec la colonne qui suit la route côtière jusqu'à Albenga, puisqu'une route transversale relie Albenga à Garessio. Après Ceva, son chemin la conduit à Alexandrie par Carcare (située à mi-chemin entre Ceva et Savone), où elle débouche sur la route de Savone. Mais, entre Ceva, Savone, et Oneglia, s'étend la haute montagne, où les défenseurs ne peuvent se maintenir. Qui plus est, le versant Nord du col di Nava est situé, comme les sources du Tanaro, *en territoire niçois*, de sorte que le col appartient d'emblée à celui qui possède Nice *avant* les hostilités.

Une armée française, qui disposerait de Nice avant le déclenchement de la guerre, menacerait le flanc, l'arrière et les communications de toute division italienne se trouvant à l'Ouest d'Alexandrie. Céder Nice à la France, signifie donc, en cas de guerre, reculer le point de concentration des forces militaires italiennes jusqu'à Alexandrie. En fait, c'est renoncer à la défense du Piémont proprement dit, puisque celle-ci ne peut être assurée qu'à Nice et en Savoie.

Ici encore, l'histoire des guerres de la Révolution nous fournit la meilleure illustration. Le 1er Octobre 1792, le général Anselme franchit le Var avec une division forte de 9 000 hommes, tandis que la flotte française (12 navires de ligne et frégates) jetait l'ancre à mille pas de Nice. Les habitants, favorables à la Révolution, s'insurgèrent, et la faible garnison piémontaise (2 000 hommes) se retira en toute hâte au-delà du col de Tende pour prendre position près de Saorge. La ville de Nice accueillit les Français à bras ouverts, mais ceux-ci pillèrent tout le pays, incendièrent les maisons de paysans, violentèrent les femmes et ne purent être mis au pas, ni par les ordres du jour d'Anselme, ni par les proclamations des commissaires de la Convention. C'était le noyau de la future armée d'Italie, avec laquelle le général Bonaparte récolta ses premiers lauriers. Ainsi, le bonapartisme semble toujours s'appuyer, à ses débuts, sur la racaille : sans une société du Dix-Décembre [150], il ne réussirait jamais à s'affirmer.

Les belligérants restèrent longtemps inactifs sur leurs positions respectives ; les Français occupaient la ville et ses alentours, les Piémontais, renforcés par une division autrichienne, restaient maîtres de la montagne et occupaient une position fortement retranchée, qui avait Saorge pour centre.

En juin 1793, les Français procédèrent à quelques attaques généralement infructueuses. En Juillet, ils prirent le col d'Argentera qui menait sur les arrières de l'ennemi. Après la prise de Toulon (Décembre 1793), l'armée d'Italie reçut d'importants renforts, et on lui attacha le général Bonaparte. Au printemps suivant, celui-ci prépara l'attaque du camp de Saorge, qui fut menée à terme, avec un plein succès, le 28 Avril. Bonaparte

proposa alors de réunir l'armée des Alpes à celle de l'Italie, au val de la Stura, et de conquérir le Piémont. Mais son plan fut rejeté.

Peu de temps après, le 9 Thermidor, Bonaparte perdit son protecteur le plus puissant, Robespierre et, par-là, son influence au Conseil de Guerre : il n'était plus que simple général de division. L'armée passa à la défensive. Ce n'est qu'au moment où le général autrichien Colloredo avança, avec la lenteur habituelle, sur Savone pour couper aux Français la très importante jonction avec Gênes demeurée neutre, que Bonaparte trouva l'occasion de se jeter sur lui et de lui infliger une sévère défaite. Néanmoins, la route de Gênes restait menacée, et lorsque la campagne de 1795 s'ouvrit, les Français furent chassés de toute la riviéra gênoise.

Dans l'intervalle, l'armée des Pyrénées orientales devint disponible, grâce à la signature de la paix avec l'Espagne ; elle fut dirigée sur Nice, où son regroupement s'acheva en Novembre. Scherer, qui venait de prendre le commandement dans les Alpes maritimes, passa aussitôt à l'attaque en s'aidant d'un plan élaboré par Masséna. Tandis que Serrurier tenait en haleine les Piémontais au col de Tende, Masséna avança en haute montagne pour encercler Loano, qui fut attaqué de front par Augereau (23 Novembre). Le plan réussit parfaitement ; les Autrichiens eurent 2 000 tués, 5 000 prisonniers et 40 canons enlevés, et leur armée fut totalement coupée de celle des Piémontais. La jonction avec Gênes était de nouveau assurée, et la montagne resta incontestablement aux Français pendant l'hiver.

Au printemps de 1796, Bonaparte obtint enfin le commandement suprême de l'armée d'Italie, et l'affaire prit dès lors une autre tournure. S'appuyant sur Nice et la Riviéra du Ponente, qu'il avait déjà en mains, il se dirigea de Savone vers la montagne, battit les Autrichiens à Montenotte, Millesimo et Dego, et les coupa ainsi des Piémontais, qui étaient dès lors contournés et isolés par une force française bien supérieure.

La paix fut signée, après quelques batailles d'arrière-garde. Ainsi, il suffit de quatre engagements heureux dans les hautes vallées de la Bormida et du Tanaro pour que tout le Piémont

tombât militairement entre les mains des Français. Ceux-ci n'eurent pas à lancer directement une attaque sur Turin. La guerre se porta aussitôt en Lombardie, le Piémont étant devenu base opérationnelle des Français.

Durant les trois premières années de guerre, l'Italie avait donc été parfaitement protégée par Nice. C'est à la troisième campagne que les cols des Alpes maritimes furent perdus, et c'est à la quatrième seulement qu'ils devinrent efficaces, mais *alors d'une efficacité directe et décisive.*

Après les engagements menés en montagne dans la première semaine, il suffit en effet d'une simple démonstration de force contre les Piémontais pour qu'ils soient placés dans une situation désespérée et contraints à capituler. L'offensive proprement dite pouvait continuer presque sans interruption jusqu'à Milan ; tout le terrain situé entre le Bormida, le Tessin et les Alpes tomba tout seul entre les mains des Français.

Si Nice est province française, l'Italie est d'emblée vis-à-vis de la France dans la situation où elle se trouvait à la fin de la campagne de 1794. Ce n'est pas seulement la vallée de la Stura qui est ouverte aux Français par le col de Tende, mais encore la vallée du Tanaro, par le col de Nava. Qui plus est, la route vers Albenga et Savone ne peut être disputée à une armée française attaquant avec des forces légèrement supérieures. Comme on le voit, trois ou quatre jours après le déclenchement de la campagne, les Français se trouvent déjà au point où aboutit la campagne de 1796.

On peut se demander, dans ces conditions, où le gros de l'armée italienne trouvera à se déployer en face des Français ? Elle n'a pas de place pour évoluer sur la Riviéra italienne ; elle compromet ses communications avec Alexandrie, la Lombardie et la péninsule, si elle prend position à l'Ouest du Belbo et du Tanaro. Il ne lui reste donc qu'à avancer au Sud d'Alexandrie et à attaquer en force les différentes colonnes qui débouchent de la montagne. Or, cela suppose qu'elle abandonne d'emblée la défense sur la frontière des Alpes, faute de quoi, tous les détachements postés au col de Tende ou plus à l'Ouest et au Nord-Ouest seraient isolés. En d'autres termes, la possession de Nice

donne à la France la possession des Alpes, qui cessent d'être un rempart pour l'Italie ; elle assure aux Français la domination militaire du Piémont.

Au Sud, Nice donne à la France les mêmes avantages pour des manœuvres de flanc que la Savoie au Nord, mais d'une manière encore plus complète et directe. S'il suffit de posséder l'une des deux provinces, Nice ou la Savoie, pour découvrir complètement le Piémont, face à l'assaillant français, de quelle puissance offensive la France ne disposera-t-elle pas quand elle possédera les deux !

Le Piémont sera comme enserré dans un étau. Sur toute la ligne du Petit-Saint-Bernard au col de Nava, et par les sentiers de montagne surplombant Savone, le jeu du chat et de la souris peut se poursuivre en mille feintes jusqu'au moment de la véritable attaque à un point quelconque du flanc. Tous les détachements italiens qui se seront trop fortement accrochés aux montagnes, seront isolés.

Il ne restera plus à l'armée italienne qu'à se concentrer près d'Alexandrie et de Casale, où elle sera réduite à surveiller les Alpes pour se jeter de toutes ses forces sur l'ennemi, dès que se dessinera la direction générale de l'attaque. Cela étant admis, on peut dire, en d'autres termes, que non seulement la chaîne des Alpes, *mais encore tout le bassin piémontais* du Pô sont livrés d'avance à l'ennemi, et que la première position de défense d'une armée italienne contre la France se trouve derrière les remparts d'Alexandrie.

Avec la Savoie et Nice comme avant-postes, le Piémont serait la première base d'opération de l'armée italienne ; sans ces deux provinces, le Piémont, du point de vue militaire, entre dans le champ direct de l'offensive française et doit lui être arraché d'abord par une victoire sur le sol piémontais, puis par la conquête des cols savoyards et niçois.

L'annexion de la Savoie et de Nice équivaut à l'annexion, sinon politique, *du moins militaire,* du Piémont à la France. Lorsqu'à l'avenir Victor-Emmanuel contemplera de sa villa della Regina, près de Turin, la magnifique chaîne des Alpes dont aucune

cime ne lui appartiendra plus, il se rendra parfaitement compte de tout cela.

Mais, dit-on, dès qu'un fort Etat militaire s'est constitué en Italie du Nord, la France a besoin de Nice et de la Savoie pour sa défense.

Nous avons vu que la Savoie renforcerait considérablement le système de défense français. Nice lui apporterait un renforcement supplémentaire, ne serait-ce que parce que cette province devrait être conquise grâce à une victoire des Italiens avant l'attaque des actuels départements français des Alpes. La question est donc avant tout la suivante : un vigoureux Etat militaire italien peut-il menacer la France au point qu'elle ait besoin d'une protection particulière contre lui ?

Même si elle était totalement unifiée, l'Italie avec ses 26 millions d'habitants ne pourrait mener de guerre offensive contre la France qu'en alliance avec l'Allemagne. Dans une telle guerre, l'Allemagne fournirait toujours l'essentiel des forces militaires et l'Italie jouerait un rôle subordonné. Cela seul suffirait à déplacer l'axe principal de l'attaque des Alpes sur le Rhin et la Meuse. Au surplus, on sait que le centre décisif de l'attaque est Paris, dans le Nord de la France. L'offensive la plus dangereuse pour la France proviendra toujours de la Belgique, et si celle-ci est neutre, de la rive gauche allemande du Rhin et du Haut-Rhin badois. Toute autre offensive ferait un détour, serait excentrique et non directement dirigée sur Paris. Déjà Clausewitz (*De la Guerre,* livre VI, chap. 23) a raillé l'armée forte de 200 000 hommes qui, en 1814, au lieu de marcher directement sur Paris, se laissa égarer par une folle théorie qui la conduisit au Plateau de Langres après un détour par la Suisse. Que dirait-il de plans de campagne dirigeant l'attaque principale contre Paris à travers l'Italie du Nord, la Savoie et même Nice ?

Toute attaque par la Savoie a un net désavantage vis-à-vis de celle menée par le Rhin, parce que les liaisons y sont bien plus longues et, en outre, passent par les Alpes, parce que le trajet en direction de Paris s'en trouve allongé, et enfin parce que le camp retranché de Lyon risque d'exercer une force d'attraction susceptible d'immobiliser l'offensive. C'est ce qui explique

que, dans la campagne de 1814, les troupes qui avaient pénétré en France par l'Italie, n'aient joué pour ainsi dire aucun rôle.

En fait, avec de tels moyens et à une frontière qui est déjà la mieux protégée, la France n'a besoin d'aucun agrandissement de territoire contre l'un des plus faibles de ses voisins. La France serait inexpugnable, si ses frontières actuelles étaient partout aussi éloignées de Paris et bénéficiaient des mêmes avantages que sa frontière avec l'Italie grâce à la nature, à l'art et aux difficultés de communications qu'éprouve l'adversaire. Or, si le bonapartisme exhibe précisément l'argument des nécessités de la défense française pour revendiquer de prétendues frontières naturelles dans les Alpes, il lui sera plus facile encore de motiver ses prétentions sur le Rhin.

Le comté de Nice restera toujours italien, même s'il passe momentanément à la France. Il est vraisemblable, en revanche, que la Savoie souhaite elle-même plus tard son incorporation à la France, lorsque les grandes nationalités européennes se seront mieux consolidées. Que la Savoie devienne volontairement française, lorsque l'Allemagne et l'Italie auront réalisé leur unité nationale au point de vue politique aussi bien que militaire et profité, de ce fait, d'un accroissement considérable de leur puissance en Europe — c'est une chose. Mais, c'en est une autre qu'un chef d'Etat de l'espèce de Louis-Napoléon, ne vivant que de conquêtes, marchande la Savoie à une Italie non encore unifiée, afin de perpétuer sa suprématie en Italie, et de créer un précédent à sa théorie des frontières naturelles sur le Rhin.

IV

Les tractations relatives à la Savoie et à Nice nous intéressent nous autres Allemands, pour trois raisons.

Premièrement, l'interprétation donnée en fait par Louis-Napoléon à l'indépendance italienne, à savoir : l'Italie est divisée en trois et, si possible, en quatre Etats : la Vénétie reste à l'Autriche, et la France, grâce à la possession de la Savoie et de Nice,

met la main sur le Piémont ; les Etats pontificaux, diminués de la Romagne, sépareront complètement Naples de l'Etat de la Haute-Italie pour empêcher tout agrandissement de ce dernier vers le Sud ; on « garantira » au Pape la possession de ce qui lui reste de territoire.

Si, en même temps, on tient la Vénétie en réserve comme futur appât pour l'Etat de la Haute-Italie, le mouvement national italien continuera de voir en l'Autriche son ennemi principal et direct : et, afin que le nouveau Royaume se mette en mouvement, selon le bon plaisir de Louis-Napoléon, contre l'Autriche, les Français s'empareront de toutes les positions dominant l'Ouest alpin et déplaceront leurs avant-postes jusqu'à neuf milles de Turin.

Telle est la position que le bonapartisme s'est acquise en Italie ; dans une guerre pour la frontière du Rhin, elle équivaut à une armée entière. Elle donne à l'Autriche le meilleur des prétextes pour ne fournir au reste de l'Allemagne qu'un contingent fédéral, et moins encore, en cas de conflit. A cela il n'y a qu'un remède : le renversement complet de la politique allemande vis-à-vis de l'Italie.

Nous pensons avoir démontré ailleurs que l'Allemagne n'a pas besoin de la Vénétie jusqu'au Mincio et au Pô. De même, nous n'avons aucun intérêt au maintien de la souveraineté du Pape et de Naples. Nous aurions au contraire intérêt à ce que l'Italie se constitue en une puissance unique, capable d'avoir sa propre politique. Dans ces conditions, nous pouvons offrir davantage à l'Italie que le bonapartisme ; le moment est peut-être proche où il serait bon de s'en souvenir.

Deuxièmement, la proclamation sans équivoque par la France de la théorie des frontières naturelles. Il ne fait aucun doute que la presse française arbore cette théorie, non seulement avec le consentement, mais sur l'ordre exprès du gouvernement. Pour le moment, on n'applique cette théorie qu'aux Alpes. Elle apparaît alors assez anodine : la Savoie et Nice sont de petits territoires n'ayant respectivement que 575 000 et 236 000 habitants et n'accroîtront la population française que de 810 000 âmes. Leur

importance politique et militaire n'apparaît donc pas au premier coup d'œil.

Mais ce qui, dans la revendication de ces deux provinces, nous vise particulièrement nous autres Allemands, c'est que le principe des frontières naturelles est à nouveau proclamé et rappelé au peuple français, afin que toute l'Europe s'habitue une nouvelle fois à ce mot d'ordre, comme ce fut le cas ces dernières dix années pour tant de mots d'ordre bonapartistes, tour à tour proclamés et mis en veilleuse.

Dans le français du Premier Empire, repris ensuite avec tant de zèle par les républicains du *National*, c'est, par excellence, le Rhin qu'on entend par frontière naturelle de la France. Aujourd'hui encore, s'il est question de frontière naturelle, le Français ne pense pas à la Savoie ou à Nice, mais seulement au Rhin. Quel gouvernement, surtout s'il s'appuie dans la nation sur les traditions et les appétits de conquête, oserait évoquer de nouveau les frontières naturelles, et prétendre ensuite satisfaire la France avec Nice et la Savoie ?

Cette proclamation nouvelle de la théorie des frontières naturelles de la France constitue une menace directe pour l'Allemagne. C'est un fait que l'on ne peut méconnaître : il donne raison au sentiment national qui s'est manifesté il y a un an en Allemagne. Certes, ce n'est pas Louis-Napoléon, mais c'est sa presse qui déclare à tout venant qu'il ne s'agit de rien moins que le Rhin.

Troisièmement, et c'est le point capital : *la position de la Russie dans toute cette intrigue*[150]. Lorsque la guerre éclata l'an dernier et que Gortchakoff lui-même avoua que la Russie avait pris des « engagements par écrit » avec Louis-Napoléon, il y eut des rumeurs sur leur contenu. Les sources en étaient diverses, mais il ressort en fin de compte que la Russie s'engageait à mobiliser quatre corps d'armée et à les déployer le long des frontières de la Prusse et de l'Autriche. Pour le déroulement de la guerre, trois cas étaient, dit-on, prévus.

L'Autriche fait la paix sur le Mincio : dans ce cas, elle perd la Lombardie et, isolée de la Prusse et de l'Angleterre, elle sera facilement amenée à entrer dans l'alliance franco-russe, dont

les buts (partage de la Turquie, cession à la France de la rive gauche du Rhin) seront ensuite atteints par d'autres voies.

Ou bien, elle continue de se battre pour conserver la Vénétie ; elle sera alors chassée entièrement de l'Italie ; on fera s'insurger la Hongrie qui sera confiée éventuellement à l'archiduc russe Constantin ; la Lombardie et la Vénétie reviendront au Piémont ; la Savoie et Nice, à la France.

Ou enfin, l'Autriche poursuit le combat et la Confédération allemande lui vient en aide ; la Russie entre alors dans la lutte d'une manière directe : la France obtient la rive gauche du Rhin, et la Russie a le champ libre en Turquie.

Ces données sur l'essentiel de ce que contient l'alliance franco-russe étaient, répétons-le, déjà connues et publiées avant que la guerre n'éclate, et les événements en ont confirmé une bonne partie. Il faut donc faire le point.

Etant donné la nature des faits, il est impossible à l'heure actuelle d'en fournir la preuve à l'aide de documents décisifs. Ceux-ci n'apparaissent au jour que si les faits en question sont déjà entrés dans l'histoire. La politique de la Russie, telle qu'elle ressort des faits et documents relatifs aux périodes antérieures (par exemple, les archives russes [151] trouvées à Varsovie en 1830), ne vaut certes qu'à titre d'indication dans ce faisceau d'intrigues ; mais cela suffit amplement.

A deux reprises, la Russie s'est alliée avec la France au cours de ce siècle ; et chaque fois l'alliance avait pour but, ou pour base, la division de l'Allemagne.

La première fois, ce fut sur le radeau de Tilsit. La Russie abandonna complètement l'Allemagne à l'Empereur français ; elle s'empara, comme gage de l'accord, d'une partie de la Prusse et eut le champ libre en Turquie ; elle se hâta de conquérir la Bessarabie et la Moldavie. L'une des causes principales de la guerre de 1812 fut pour la Russie que Napoléon « étudia la question turque » et modifia bientôt considérablement son point de vue sur ce problème.

La seconde fois, ce fut en 1829. La Russie conclut un accord avec la France : celle-ci recevait la rive gauche du Rhin et, en

contrepartie, laissait les mains libres à la Russie en Turquie. Talleyrand mit la main sur le dossier quand on prépara la mise en accusation du gouvernement de Polignac ; il le jeta au feu pour épargner à la diplomatie française et russe un scandale retentissant. Vis-à-vis du public non initié, les diplomates de tous les pays forment une association secrète ; ils ne se compromettent jamais les uns les autres au grand jour.

Lors de la guerre de 1853, la Russie invoqua la Sainte-Alliance qu'elle crut restaurée, grâce à l'intervention en Hongrie et à l'humiliation de Varsovie [152], et même renforcée par l'animosité de l'Autriche et de la Prusse à l'égard de Louis-Napoléon. Mais, elle se trompait. L'Autriche étonna le monde par l'ampleur de son ingratitude [153] (en fait, elle avait payé entre-temps sa dette envers la Russie avec des intérêts usuraires, au Schlesvig-Holstein et à Varsovie). Qui plus est, elle reprit de manière conséquente sa traditionnelle politique anti-russe sur le Danube. Le calcul des Russes fut ruiné de ce côté ; mais, une fois encore, ils furent sauvés par une trahison dans le camp adverse.

Il devenait clair que l'idée fixe de la conquête de Constantinople ne pouvait se réaliser qu'avec l'accord des Français. Or, jamais il n'avait existé en France de gouvernement qui eût tant besoin de conquérir la rive gauche du Rhin que celui de Louis-Napoléon. La situation était plus favorable encore qu'en 1829. La Russie avait tous les atouts en mains : Louis-Napoléon ne pouvait pas ne pas tirer les marrons du feu.

Il fallait avant tout réduire l'Autriche. Avec la même ténacité que dans la guerre contre les Français de 1792 à 1809, l'Autriche s'était opposée depuis 1814 sur le plan diplomatique aux visées de conquêtes des Russes sur la Vistule et le Danube : c'est là son seul, mais inégalable mérite. En 1848-1849, lorsque la révolution en Allemagne, en Italie et en Hongrie eût mis l'Autriche au bord de la ruine, elle fut sauvée par la Russie : il ne fallait pas qu'elle fût détruite par une révolution qui eût arraché à la politique russe la direction de territoires devenus vacants. Etant devenu une force autonome à partir de 1848, le mouvement des diverses nationalités a rendu l'Autriche incapable de s'opposer à l'avenir

aux Russes. Ainsi disparût l'ultime raison historique de conserver l'Autriche.

Par son caractère anti-autrichien, ce même mouvement national pouvait alors devenir l'instrument pour démanteler l'Autriche. En Italie d'abord, puis, s'il le fallait, en Hongrie. La Russie n'opère pas à la façon du premier Napoléon : en Occident notamment, où elle se heurte à une population dense, dont la civilisation est supérieure à la sienne propre, elle n'avance que lentement. L'assujettissement de la Pologne a commencé sous Pierre-le-Grand et n'est aujourd'hui qu'en partie réalisé. La Russie apprécie autant les succès obtenus lentement mais sûrement, que les coups rapides et décisifs, suivis de résultats considérables. On voit clairement la main russe dans l'utilisation qui a été faite de l'insurrection hongroise, au cours de la guerre de 1859, et dans son retrait en position de réserve pour le second acte.

Si la Russie était satisfaite de l'affaiblissement de l'Autriche par la brève campagne de 1859, n'avait-elle pas cependant prévu d'autres éventualités ? N'avait-elle mobilisé ses quatre corps d'armée que pour obtenir cette satisfaction ? Et si l'Autriche n'avait pas cédé ? Si la combinaison militaire et politique avait contraint la Prusse et le reste de l'Allemagne à intervenir en faveur de l'Autriche — et cela eût été inévitable si la guerre s'était prolongée — que se serait-il passé ? En ce cas, quels étaient les engagements que la Russie pouvait avoir souscrits avec la France ?

Le traité de Tilsit et celui de 1829 nous fournissent la réponse. La France ne doit-elle pas recevoir sa part du butin, si la Russie s'étend le long du Danube et domine directement ou indirectement Constantinople ? La seule contrepartie que la Russie *puisse* offrir à la France, c'est la rive gauche du Rhin — et c'est encore l'Allemagne qui doit en faire les frais [154].

La politique, naturelle et traditionnelle, de la Russie est de promettre à la France la rive gauche du Rhin ; le cas échéant, elle lui donne son appui en échange d'une approbation et d'un soutien pour les conquêtes russes sur la Vistule et le Danube. De même, elle appuiera l'Allemagne dans la reconquête de territoires perdus au profit de la France : en remerciement, l'Allemagne

reconnaîtra les conquêtes russes. Evidemment, ce programme ne peut se réaliser qu'à l'occasion de graves crises historiques. On ne voit pas pourquoi ces éventualités n'auraient pas été envisagées en 1859 comme elles l'avaient été en 1829.

Aujourd'hui, il serait ridicule de démontrer, une fois de plus, que la conquête de Constantinople est le but immuable de la politique extérieure russe, et que pour l'atteindre tout lui est bon. Nous ne rappellerons ici qu'un seul fait. Jamais la Russie ne parviendra à démembrer la Turquie sans une alliance avec la France ou l'Angleterre. Lorsqu'en 1844, le moment était propice pour faire des offres directes à l'Angleterre, le tsar Nicolas se rendit à Londres et y présenta lui-même le Mémoire russe relatif au démembrement de la Turquie, dans lequel il promettait, entre autres, l'Egypte à l'Angleterre. Ces offres furent repoussées, mais lord Aberdeen rangea le Mémoire cacheté dans une cassette qu'il remit à son successeur aux Affaires extérieures ; depuis, chacun des ministres des Affaires extérieures a pris connaissance du document et l'a conservé pour son successeur, jusqu'à ce qu'enfin l'affaire devînt publique en 1853, lors des débats de la Chambre des Lords. C'est au même moment que fut publié le fameux entretien du tsar Nicolas avec Sir Hamilton Seymour sur le « malade » [155], au cours duquel l'Angleterre se vit proposer l'Egypte et Candie, tandis que la Russie semblait se satisfaire d'avantages mineurs. En 1853, les promesses de la Russie à l'Angleterre étaient donc les mêmes que celles de 1844. Pourquoi les promesses faites à la France en 1859 seraient-elle moins généreuses que celles de 1829 ?

De par sa personnalité et sa position, Louis-Napoléon est obligé de servir les desseins de la Russie. Héritier prétendu d'une grande tradition militaire, il a recueilli aussi l'héritage des défaites de 1813-1815. L'armée est son principal soutien ; il doit la satisfaire par de nombreux succès militaires, en châtiant les puissances qui, en ces années-là, ont jeté bas la France, et en rétablissant le pays dans ses frontières naturelles. Il faudra que le drapeau tricolore flotte sur toute la rive gauche du Rhin pour que soit lavée la honte de la double occupation de Paris.

Pour obtenir tout cela, il faut à Louis-Napoléon un puissant

allié, et il n'a de choix qu'entre l'Angleterre et la Russie. Même si tel ministère anglais entre dans ses vues, demeurera-t-il longtemps en place ? L'Angleterre, où le pouvoir est instable, n'est donc pas sûre. Mais la Russie ? En échange d'une compensation modeste, elle a déjà démontré à deux reprises ses bonnes dispositions pour une alliance conclue sur de telles bases.

Jamais il n'y eut d'homme plus enclin à servir la politique russe, jamais situation ne lui fut plus propice. Sur le trône de France, il y a un souverain qui *doit* faire la guerre, qui *doit* faire des conquêtes, ne serait-ce que pour se maintenir, qui a besoin d'une alliance et qui, pour cette alliance, ne peut compter que sur la Russie. Jamais semblable occasion ne s'était offerte auparavant.

Depuis la rencontre de Stuttgart[156], les ultimes mobiles de la politique française ne doivent plus être recherchés à Paris, chez Louis-Napoléon, mais à Pétersbourg, dans le cabinet du comte de Gortchakoff. L'homme « mystérieux » qui inspire une crainte révérentielle au petit-bourgeois allemand, n'est qu'un instrument dans le jeu de la diplomatie russe. Celle-ci lui permet de s'attribuer toutes les apparences de la grandeur, tandis qu'elle s'accorde les avantages réels.

La Russie, qui sans nécessité absolue ne sacrifie jamais le moindre kopek ni un seul soldat et laisse autant que possible les autres puissances européennes s'entre-déchirer et s'affaiblir mutuellement, la Russie dut d'abord, par le traité de Gortchakoff, permettre à Louis-Napoléon de se poser en libérateur de l'Italie.

Bientôt, les rapports sur l'état d'esprit en Pologne russe devinrent si sombres qu'il devint périlleux de tenter la moindre révolte dans le pays voisin, la Hongrie ; la tentative de mobilisation des quatre premiers corps d'armée révéla que la Russie était encore dans un état de grand épuisement ; l'agitation paysanne ainsi que l'opposition de la noblesse prirent de telles proportions qu'elles menaçaient d'être dangereuses en cas de guerre extérieure : un lieutenant-général du tsar russe se présenta alors au Quartier Général français, et la paix de Villafranca fut aussitôt conclue.

Pour le moment, la Russie avait eu des résultats suffisants. L'Autriche était durement châtiée pour son « ingratitude » de 1854, bien plus durement même que la Russie n'avait pu l'espérer. Ses finances qui, avant la guerre, étaient en voie de se rétablir, furent ruinées pour des décennies ; son système de gouvernement fut irrémédiablement détruit à l'intérieur ; sa domination en Italie ébranlée, son territoire amputé, son armée démoralisée et frustrée de toute confiance en ses chefs. Les Hongrois, les Slaves et les Vénitiens avaient fait de si grands progrès dans leur mouvement d'indépendance qu'ils proclamaient ouvertement leur but : la séparation d'avec l'Autriche. Dès lors, la Russie pouvait négliger totalement l'opposition de l'Autriche et compter en faire à l'avenir l'un de ses instruments. Tels furent les succès de la Russie ; Louis-Napoléon n'en tira qu'une gloire assez maigre pour son armée, très douteuse pour lui-même, et d'assez vagues promesses d'annexion de la Savoie et de Nice — deux provinces qui, dans le meilleur des cas, sont des cadeaux de Grecs et l'enchaînent encore plus fortement à la Russie.

Ces derniers projets sont certes ajournés, mais non pas abandonnés. Pour combien de temps ? Cela dépendra de la situation internationale en Europe, du temps pendant lequel Louis-Napoléon saura tenir en laisse son armée de prétoriens, et de l'intérêt que la Russie trouvera à une nouvelle guerre.

La fameuse circulaire que le comte Gortchakoff a adressée l'an dernier aux petits Etats allemands [157] nous indique assez clairement le rôle que la Russie entend jouer vis-à-vis de nous autres Allemands. Jamais pareil langage n'avait été tenu à l'Allemagne. Espérons que les Allemands n'oublient jamais que la Russie a eu l'audace de leur interdire de venir en aide à un Etat allemand attaqué.

Ce n'est pas tout. Les Russes resteront dans notre mémoire (espérons-le du moins) pour bien d'autres raisons.

En 1807, par la paix de Tilsit, la Russie se fit céder une partie du territoire de son allié prussien, le district de Bialystock et abandonna l'Allemagne à Napoléon.

En 1814, lorsque l'Autriche elle-même (cf. les *Mémoires* de Castlereagh) affirma la nécessité d'une Pologne indépendante, la

Russie s'incorpora la presque totalité du Grand-Duché de Varsovie (c'est-à-dire de provinces naguère autrichiennes et prussiennes) [158] et prit ainsi une position offensive contre l'Allemagne : cette menace pèsera sur nous jusqu'à ce que nous ayions réussi à l'en chasser. Le russophile Haxthausen lui-même reconnaît que le cordon de forteresses de Modlin, Varsovie et Ivangorod, édifié en 1831, constitue une menace directe pour l'Allemagne.

De 1814 à 1815, la Russie a tout fait pour que soit signé, dans sa forme actuelle, le Traité confédéral allemand [159], dont le but est d'entretenir l'impuissance de l'Allemagne vis-à-vis de l'extérieur.

De 1818 à 1848, l'Allemagne se trouvait placée sous l'hégémonie directe de la Russie. Certes, l'Autriche s'opposait à la Russie sur le Danube, mais exécuta toutes les volonté tsaristes en Europe occidentale, lors des congrès de Laibach, Troppau et de Vérone [160]. Cette hégémonie de la Russie était une conséquence directe du Traité confédéral allemand. Lorsque la Prusse tenta de s'y soustraire en 1841 et 1842, elle fut bientôt contrainte de plier et de rentrer dans le rang. Quand éclata la révolution de 1848, la Russie envoya une circulaire dans laquelle le mouvement d'Allemagne était traité à la façon d'une révolte dans un jardin d'enfants [161].

En 1829, la Russie conclut avec le ministère Polignac le traité préparé dès 1823 par Chateaubriand (et reconnu publiquement par celui-ci), dans lequel la rive gauche du Rhin faisait l'objet d'un maquignonnage au profit de la France.

En 1849, la Russie ne soutint l'Autriche en Hongrie qu'à condition que celle-ci instituât la Cour Fédérale et brisât la résistance du Schlesvig-Holstein ; le protocole de Londres [162] assura à la Russie la succession dans la monarchie danoise à la première occasion, et lui ouvrit donc la perspective recherchée depuis Pierre-le-Grand : entrer dans la Confédération Germanique (ex-Empire).

En 1850, la Prusse et l'Autriche furent citées à comparaître par le tsar, en son tribunal de Varsovie, pour qu'il leur signifiât son verdict. L'humiliation ne fut pas moins grande pour l'Autriche

que pour la Prusse, bien qu'aux yeux des politiciens de cabaret la Prusse fût seule à la subir.

En 1853, lors de son entretien avec Sir H. Seymour, le tsar disposa de l'Allemagne comme si elle lui appartenait de droit héréditaire. Il pouvait, dit-il, être sûr de l'Autriche. Quant à la Prusse, il ne lui fit même pas l'honneur d'une mention.

En 1859, la Sainte-Alliance parut dissoute, lors du traité avec Louis-Napoléon ; la France attaqua l'Autriche, avec l'approbation et l'appui de la Russie, et Gortchakoff lança sa circulaire interdisant à l'Allemagne, sur le ton le plus insolent, de porter un secours quelconque à l'Autriche.

Voilà ce dont les Russes nous ont gratifié depuis le début du siècle et ce dont il faut espérer que les Allemands sauront se souvenir.

Aujourd'hui encore, l'alliance franco-russe nous menace. A elle seule, la France ne peut être dangereuse qu'à certains moments ou à condition d'être alliée à la Russie. Mais, la Russie nous menace et nous insulte constamment, et dès que l'Allemagne se rebelle, elle met en branle le gendarme français avec ses visées sur la rive gauche du Rhin.

Devons-nous — nous qui sommes quarante-cinq millions d'hommes — supporter plus longtemps que l'une de nos provinces la plus belle, la plus riche et la plus industrielle serve tout le temps d'appât entre les mains de la Russie au gouvernement prétorien de la France ? La Rhénanie n'aurait-elle d'autre vocation que d'être perpétuellement ravagée par la guerre, afin que la Russie ait le champ libre sur le Danube et la Vistule ?

Telle est la question. Nous espérons que l'Allemagne y répondra bientôt, l'épée à la main. Unissons-nous, et nous saurons alors répondre aux prétoriens français et aux *kapoutchiks* (mangeurs de choux) russes.

Dans l'intervalle, nous avons trouvé un allié dans le serf russe [163]. La lutte qui vient de s'ouvrir en Russie entre les classes dominantes et les classes opprimées de la campagne mine, d'ores et déjà, tout l'échaufaudage de la politique extérieure russe, qui, du reste, n'est concevable qu'aussi longtemps qu'il n'y a

aucun développement politique à l'intérieur de la Russie. Or, ces temps sont révolus.

Le développement de l'agriculture et de l'industrie, stimulé de toutes les façons possibles par le gouvernement et la noblesse, s'est accru au point qu'il est incompatible plus longtemps avec les conditions sociales existantes. Leur élimination est inéluctable ; qui plus est, cette élimination ne peut se réaliser sans changement violent. En même temps que s'écroulera la Russie telle qu'elle exista de Pierre-le-Grand à Nicolas, s'écroulera aussi sa politique extérieure.

Selon toute vraisemblance, il appartiendra à l'Allemagne d'expliquer ces choses-là aux Russes : la plume n'y suffira pas ; il y faudra l'épée. Si les choses *vont jusque-là,* l'Allemagne sera lavée des ignominies politiques qu'elle a commises pendant des siècles.

STRATÉGIE DANS LA PÉRIODE DES LUTTES NATIONALES PROGRESSIVES

Notice du Traducteur

La partie consacrée à la guerre italienne nous a permis d'illustrer l'incidence des facteurs « topographiques », exploités militairement, sur la systématisation des nations européennes ; nous passons maintenant à l'exposé de *la stratégie du prolétariat dans la phase progressive d'instauration des nations et des institutions bourgeoises modernes.*

De règle, cette stratégie générale est liée à des développements et bouleversement bien déterminés, qui sont communs au passage des *différentes* sociétés précapitalistes à la société bourgeoise moderne. Donc, au fur et à mesure de la maturation ments révolutionnaires, on voit se rétrécir le champ de la stratégie indirecte plus ou moins passive, pour obtenir les conditions économiques et sociales permettant la lutte frontale entre capital et salariat.

Ce qui vaut pour la succession des grandes périodes historiques vaut également pour l'évolution à l'intérieur de chacune

d'elles : on y trouve des cycles d'avance et de recul. Ainsi, après la guerre d'Italie, la période la plus noire de la contre-révolution va s'achevant, et l'initiative de la lutte échappe non seulement de plus en plus à la Russie réactionnaire, mais encore aux bourgeoisies anglaise et française, qui, conservatrices par rapport aux bourgeoisies progressives de l'Europe centrale, se rapprochent maintenant de la Russie tsariste, sans pouvoir renverser en leur faveur le rapport des forces général. En résumé : si, en 1793, l'Angleterre, déjà entièrement capitaliste, s'est alliée à la Russie féodale contre la France révolutionnaire, l'histoire a changé tout cela en 1859, pour ce qui est des rapports entre ces trois pays. Cependant, le schéma stratégique de la situation de 1793 reste toujours valable, quoiqu'il se déplace dans le temps et dans l'espace, d'Ouest en Est. La fidélité de Marx et d'Engels à ce schéma fondamental leur a permis, comme on l'a vu dans le texte précédent, de distinguer qu'au cours de la guerre italienne, l'adversaire principal des révolutions capitalistes allemande, italienne, polonaise, etc... restait le féodalisme russe, allié désormais à la France devenue conservatrice et tenant le rôle de l'Angleterre en 1793.

L'épicentre du capitalisme progressif se trouve maintenant en Allemagne, sur laquelle nous axerons les textes qui vont suivre, pour exposer quelle est la stratégie classique du prolétariat dans une telle situation.

Cependant, ce n'est pas un événement allemand qui marque la fin de la sombre période de la contre-révolution, c'est l'insurrection polonaise de fin 1862-début 1863 dans la partie russe du pays. Marx écrit aussitôt à Engels : « En tout cas, une chose est certaine : l'ère des révolutions gagne de nouveau tout doucement l'Europe, et la situation générale s'avère bonne ». (12 Février 1863.)

Un « exécuteur testamentaire » à la Bismarck ou à la Cavour n'accélèrera pas le cours révolutionnaire des choses, mais le maintiendra dans les limites les plus étroites possibles. La façon mi-révolutionnaire mi-contre-révolutionnaire de canaliser le progrès sera donc l'une des cibles principales du parti révolutionnaire de Marx et d'Engels. Mais, ce n'est pas la seule. En effet, Marx et Engels ont toujours présent à l'esprit les rapports historiques

et sociaux généraux, et voient le problème allemand dans le contexte international dominé par la Russie.

Engels avait achevé sa brochure sur *La Savoie, Nice et le Rhin* en estimant que la position la plus efficace (et la plus révolutionnaire) pour unifier l'Allemagne et y faire la révolution bourgeoise, était de suivre la grande voie européenne et historique, tracée par la Révolution française : balayer les vestiges de l'ancien régime à l'intérieur en renversant en même temps le féodalisme sur tout le continent européen *grâce à une guerre contre la Russie*, ou mieux — puisque l'histoire avait entre-temps progressé — contre le tsarisme, étant donné qu'on trouvait désormais en Russie des classes antagoniques, une opposition intérieure à la politique traditionnelle.

Dès 1860, dans son ouvrage contre Vogt, Marx estimait qu'en conséquence la nécessité de l'existence de l'Autriche diminuerait avec le temps, si bien que la Prusse et l'Autriche, unies dans une guerre contre la Russie tsariste se fondraient toutes deux dans l'Allemagne : « La seule raison d'être de l'Etat autrichien, depuis le XVIII^{e} siècle, est qu'il oppose une résistance à la progression russe en Europe orientale. Certes, cette résistance a été faible, inconséquente, lâche, mais elle a été tenace. »

Dans ce même ouvrage, Marx dénonçait l'activité de l'agent bonapartiste Karl Vogt parmi les libéraux allemands au bénéfice de l'impérialisme français (désireux de perpétuer la division et la débilité de son voisin allemand) et au détriment de l'Autriche, le rempart contre la Russie. Cependant, Marx craignait moins la France que la Russie tsariste. Le principe « bonapartiste » des nationalités n'était-il pas lui-même au service des ambitions russes sur la Bohême et la Moravie, cette région stratégique décisive pour toute l'Europe centrale, orientale et méridionale, comme l'a expliqué von Clausewitz ?

Marx écrivit : « Voyons comment le Reich à la Vogt protègera la frontière orientale de l'Allemagne après que la Bohême et la Moravie aient été incorporées à la Russie » (en vertu du principe des nationalités qui voulait que l'on rattache à la Russie tous les territoires habités par des Slaves, alors que même du point de vue ethnologique la notion de slave était très contestée :

cf. la lettre de Marx à Engels, 24 Juin 1865). « La Bohême russe ? Mais, la Bohême se trouve *en pleine Allemagne,* séparée par la Silésie de la Pologne russe. L'Allemagne serait en outre séparée de la Galicie et de la Hongrie russifiées par Vogt grâce à la russification de la Moravie. Ainsi la Russie obtiendrait un morceau de territoire fédéral allemand d'environ 360 km de long et 220 km de large. Elle avancerait en tout sa frontière d'environ 450 km vers l'Ouest, et comme il n'y a guère que 330 km en ligne droite entre Eger et Lauterbourg en Alsace, l'Allemagne du Nord serait entièrement séparée de l'Allemagne du Sud par le coin français d'une part, et plus encore par le coin russe d'autre part : *la division de l'Allemagne serait consommée.* Le chemin direct entre Vienne et Berlin passerait *par la Russie,* comme celui de Munich à Berlin. Dresde, Nuremberg, Ratisbonne, Linz seraient villes frontières allemandes contre la Russie. Notre position par rapport aux Slaves dans le Sud serait en gros la même qu'*avant Charlemagne* (cependant Vogt ne permettrait pas pour autant que nous reculions à l'Ouest jusqu'à Louis XV !) : nous pourrions effacer mille ans de notre histoire.

« Le rôle qu'a joué la Pologne pour les intérêts russes, ce rôle la Bohême le jouerait mieux encore. Prague serait fortifiée ainsi que les embouchures de la Moldau et de l'Eger dans l'Elbe : l'armée russe en Bohême pourrait attendre tranquillement l'arrivée de l'armée allemande, divisée d'emblée, à partir de la Bavière et de l'Autriche, le gros se heurtant aux forteresses et le reste étant mis en pièces ailleurs...

« Dans ces conditions, l'Autriche allemande, l'Allemagne du Sud et celle du Nord ne pourraient jamais agir en commun — *à moins que ce ne soit sous la direction russe,* et on en viendrait nécessairement là. » [166].

Lassalle affirmait qu'il voulait, lui aussi, que l'Allemagne fît la guerre à la Russie, mais estimait que Bismarck pourrait la faire, alors que Marx et Engels pensaient au contraire que l'homme d'Etat prussien en était l'obstacle. Réaliste, Lassalle « faisait confiance » aux forces officielles, tandis que Marx et Engels croyaient en une certaine dynamique des forces historiques qui, une fois déchaînées *même par les cercles officiels,*

échapperaient aux puissances en place, débordées par des forces vraiment révolutionnaires. Ils pensaient que le cours tumultueux de la crise mettrait en branle des forces plus radicales, qui arracheraient la direction des opérations aux Etats officiels autrichien et prussien et unifieraient l'Allemagne de tout autre manière que Bismarck.

Tout se ramenait d'abord à la question de savoir si la situation était vraiment révolutionnaire ; autrement dit, si l'Allemagne était à la veille de bouleversements qui allaient la doter de l'unité nationale et d'institutions modernes ? Une fois cela admis, il fallait déterminer les forces qui permettraient le mieux au mouvement de se déployer en profondeur et en étendue. Certes, Marx et Engels n'ignoraient pas que le processus révolutionnaire est complexe dans son déroulement : « Le nom sous lequel une révolution est engagée, n'est jamais celui qu'elle portera sur son drapeau *le jour de son triomphe.* Pour s'assurer les chances de succès, les mouvements révolutionnaires sont forcés, dans la société moderne, d'emprunter leurs couleurs, au début, aux éléments de la nation qui, tout en s'opposant au gouvernement officiel, vivent en totale harmonie avec la société existante. Bref les révolutions doivent obtenir leur billet d'entrée sur la scène publique des mains des classes dominantes elles-mêmes. » (Marx, *New York Daily Tribune,* 27 Juillet 1857.)

On ne pouvait attendre ce *billet d'entrée* de Bismarck, ou pire encore de l'Etat prussien, qui était la force la mieux organisée et la plus puissante. En leur faisant *confiance,* c'était la garantie du plus faible résultat de la crise révolutionnaire à venir. De fait, Bismarck ne fit pas la guerre à la Russie, mais à l'Autriche, qu'il chassa de l'Allemagne pour faire une unité nationale tronquée ; qui plus est, il fit la guerre à la France, centre de gravité du mouvement ouvrier de cette époque. C'est pourquoi, lorsque Lassalle conclut un pacte d'alliance formel avec Bismarck, Marx écrivit à Kugelmann, le 23 Février 1865 : « Il s'avéra très vite que Lassalle avait, en fait, *trahi* le parti, et nous en reçûmes bientôt la preuve. Il avait conclu un accord formel avec Bismarck (et naturellement sans recevoir de ce dernier aucune espèce de garantie). Il devait se rendre à

Hambourg, fin Septembre 1864 pour y rencontrer l'imbécile de Schramm et l'espion de police prussien Marr, afin de pousser Bismarck à annexer le Schlesvig-Holstein, en proclamant cette annexion au nom des « ouvriers », etc... Bismarck avait promis en contrepartie le suffrage universel [181] et quelques mesures pseudo-socialistes. Dommage que Lassalle n'ait pu jouer cette comédie jusqu'au bout. »

C'est à quoi mène la stratégie *élucubrée* par les chefs à la recherche de l'efficacité immédiate et du succès de masse. Marx et Engels ont connu et parlé de l'opportunisme que Trotsky, dans son *1905* définit non comme une volonté consciente de trahir chez tel ou tel individu, mais comme l'incapacité de se tenir fermement sur la ligne historique : « On prendra peut-être pour un paradoxe l'affirmation qui consiste à dire que la caractéristique de l'opportuniste, c'est qu'il est *incapable d'attendre.* L'opportunisme invente des formules spéciales d'action à l'usage du libéralisme, il picore dans le tas de fumier quelques perles de démocratie : il a besoin d'alliés. »

Marx et Engels appliquaient tout au contraire, une stratégie déterminée par l'ensemble de la phase historique et par les rapports internationaux fondamentaux. C'est pourquoi, ils « fondèrent » la Première Internationale, qui regroupa les ouvriers de tous les pays, de ceux où ils luttaient directement contre leur bourgeoisie comme de ceux où ils devaient encore appuyer la lutte bourgeoise en vue d'instaurer une société où la lutte pourrait devenir frontale ensuite.

De ce simple fait, Marx ne pouvait d'un côté pactiser avec la bourgeoisie, et de l'autre l'attaquer. En effet, jamais on ne peut admettre que le parti, où que ce soit, pactise avec la bourgeoisie et arrête la lutte de classe sur un front : ce serait trahir le prolétariat de ce pays et de ceux de tout le reste du monde. Le prolétariat des pays avancés lutte contre sa classe dominante, comme celui des pays encore précapitalistes lutte contre les siennes, à savoir d'abord les forces d'ancien régime et l'impérialisme étranger, dont il consoliderait les positions, s'il prenait pour cible principale sa bourgeoisie, encore embryonnaire. Etant la force révolutionnaire principale, la classe ouvrière des pays

précapitalistes (prolétarisés) doit lutter sur deux fronts : *avec les armes* contre la force militaire des puissances d'ancien régime liées à l'impérialisme étranger, et sur le plan *organisationnel et programmatique* contre les prétentions de la bourgeoisie nationale à diriger cette lutte. Si la bourgeoisie nationale entre effectivement dans la lutte contre la réaction intérieure et ses alliés étrangers, le prolétariat luttera à ses côtés en « une alliance qui ne se conclut pas sur le papier, mais sur les champs de bataille », comme l'écrit Engels le 15 Février 1849 dans *La Nouvelle Gazette rhénane.*

Du point de vue de l'organisation et du programme, il faut donc une autonomie entière du parti communiste vis-à-vis de toutes les organisations et institutions *des autres classes,* même dans les pays précapitalistes. En dernière page du *Manifeste* où Marx et Engels énoncent la stratégie à utiliser dans la révolution de 1848-49, on lit : « En Allemagne, le parti communiste *lutte ensemblement* * avec la bourgeoisie, lorsqu'elle *agit révolutionnairement* contre la monarchie absolue, la propriété féodale et les ambitions de la petite-bourgeoisie. Mais, ce parti ne néglige aucune occasion de *dégager* ** chez les travailleurs la conscience

* Nous avons retraduit ce passage, pour plus d'exactitude. Ainsi, « *kämpft zusammen mit der Bourgeoisie* », nous l'avons rendu par « *lutte ensemblement avec la bourgeoisie* », au lieu de « *lutte d'accord avec la bourgeoisie* » ou « *fait front commun avec la bourgeoisie contre* », etc...

** De même, nous avons traduit « *herausarbeiten* » (« faire sortir par un travail ») par « *dégager* » au lieu d'« éveiller », qui suggère l'idée que le parti a un rôle créateur, alors qu'il doit dégager, de manière systématique, claire et cohérente, ce qui existe déjà *dans* le prolétariat et y a sa base, en appliquant la méthode matérialiste et historique.

Enfin, dans le passage qui précède celui que nous avons reproduit ici, nous ne traduirions pas : « En France les communistes se rallient (*schliessen sich an*) au Parti démocrate-socialiste. » Au lieu de « *se rallier* », c'est-à-dire passer au programme et dans les rangs d'un autre parti, nous dirions « *s'adjoindre* » à ce parti, en se mettant à sa suite comme deux partis ou syndicats se succèdent dans une même manifestation sans se fondre en une seule organisation. Ce n'est qu'en gardant intègre son programme, et autonome son organisation que le Parti peut, au contraire, rallier les autres sur ses positions et les incorporer à lui.

aussi claire que possible de l'antagonisme radical de la bourgeoisie et du prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent tourner aussitôt en autant d'armes contre la bourgeoisie les conditions sociales et politiques que la bourgeoisie doit introduire en même temps que sa domination. Ainsi, dès la chute des classes réactionnaires en Allemagne, la lutte pourra s'engager contre la bourgeoisie elle-même. »

Le principe de l'autonomie du programme et de l'organisation détermine la stratégie du prolétariat *dans toutes les situations historiques,* puisqu'il vaut pour le parti communiste même s'il n'existe encore que sous sa forme embryonnaire *. Certes, une souplesse commode et apparemment efficace, la nécessité de faire vite en période révolutionnaire et le manque de coordination et d'homogénéité d'une vaste organisation internationale sollicitent parfois à des entorses au principe central : ce sont des faiblesses que l'on dit alors de tactique, mais qui sont de mauvaise augure, surtout lorsque ces manquements sont officialisés par les statuts ou par des accords formels avec des organismes d'autres classes. Il s'agit alors du reniement d'un point fondamental, puisqu'il porte sur l'ordre de bataille des prolétaires tout au long de la guerre des classes.

En ce qui concerne les analyses psychologiques avancées pour expliquer l'hostilité finale de Marx vis-à-vis de Lassalle (le premier étant jaloux du succès remporté par le second auprès des ouvriers allemands et enviant le parti de masse « créé » en Allemagne par l'agitation lassallienne), disons simplement que Marx pouvait être satisfait d'avoir « fondé » la Première Internationale des travailleurs de tous les pays du monde. Bref, Marx est avant tout internationaliste, comme est la condition des prolétaires, dont le

* Lénine suit exactement la voie tracée par Marx et Engels, en fondant la Troisième Internationale, et en précisant au « Congrès des peuples d'Orient » de Bakou, en 1920, que le parti devait absolument préserver son autonomie, même dans sa toute première phase de formation, dans les pays pré-capitalistes. Cependant, les pires entorses furent bientôt faites, *durablement*, et sanctionnées *officiellement* par l'Internationale ,qui finit par dégénérer et se dissoudre en 1943, lors du pacte américano-russe.

rapport social — économique et fondamental — avec le capital est toujours de fond international. Sa vision n'est pas déterminée par le succès à remporter momentanément et localement à n'importe quel prix. Elle doit être cohérente et justifiable, non seulement pour le prolétariat d'un pays ou d'une période historique, mais pour l'ensemble du prolétariat de tous les pays, et surtout elle doit s'accorder avec le but final du communisme. C'est pourquoi, Marx devait penser à l'avenir du mouvement, même dans les conditions sociales où les structures bourgeoises étaient encore progressives. Autrement dit, il devait relier la lutte du prolétariat avancé d'Angleterre et de France à celle des pays attardés du continent, ou, plus concrètement, relier la lutte contre le tsarisme et les régimes absolutistes d'Europe centrale avec l'insurrection ouvrière, la Commune, afin que tout au long de ces luttes complexes, le prolétariat ne soit pas désorienté à un moment donné.

Six faits essentiels jalonnent la voie menant à la réalisation de l'unité nationale de l'Allemagne par Bismarck à Versailles et à la fin de l'époque progressive des luttes nationales et bourgeoises en Europe occidentale : 1. l'insurrection polonaise de 1862-63 ; 2. la guerre menée en commun par l'Autriche et la Prusse en 1864 contre le Danemark pour le Schlesvig-Holstein; 3. le conflit militaire en Prusse pour donner à celle-ci les moyens de faire l'unité ; 4. les luttes ouvrières menant à la fondation de l'Internationale ; 5. la guerre austro-prussienne de 1866 ; 6. la guerre franco-prussienne suivie par la Commune.

Chacun de ces événements confirme la thèse de Marx sur la possibilité et la nécessité de déborder le cadre étroit dans lequel les « exécuteurs testamentaires » tiennent les luttes nationales et les luttes ouvrières en général. Tous ces faits démentaient la politique réaliste menée par Lassalle, et démontraient que les petits pas en avant réalisés par Bismarck pouvaient être enregistrés par l'histoire, sans que le parti prolétarien s'identifiât à lui, en renonçant à sa mission propre.

Comme on l'a vu, l'insurrection polonaise de 1862-63 marqua le renouveau pour les forces révolutionnaires après le long règne de la contre-révolution depuis 1849. Aussitôt, Marx rédigea la proclamation en faveur de la Pologne, dont nous reproduisons le texte ci-

après. Dans ses travaux préparatoires, Marx avait défini comme suit le rôle de la Pologne pour le mouvement révolutionnaire : « Restaurer la Pologne, c'est ruiner l'actuelle Russie et détruire ses prétentions à l'hégémonie mondiale. Restaurer la Pologne, c'est libérer l'Allemagne du joug des Moscovites, qui pèse sur elle depuis le partage de la Pologne en 1795. En revanche, son absorption définitive dans la Russie éliminerait la seule barrière pour l'Allemagne entre les Slaves de Russie et ceux d'Europe centrale. Ce serait donc la *fin* de l'Allemagne et la *confluence* de tous les éléments slaves. Toute la politique extérieure se résume donc pour l'Allemagne en ce seul problème : restauration de la Pologne. C'est le mot d'ordre que le peuple allemand formula instinctivement sur les barricades berlinoises en 1848. Mais l'Allemagne, ce n'est pas la Prusse, ni la Prusse l'Allemagne. La Pologne fut le lieu où naquit la Prusse et où se renforça la Russie. Elle exprime la loi fondamentale du développement russe et prussien, et le principe vital de la monarchie de Prusse. Pas de Prusse sans Russie, bien que le danger russe subsiste même sans la Prusse. »

En Allemagne, seul le gouvernement de Prusse — Bismarck — prit ouvertement parti contre les insurgés polonais et pour les Russes [206]. En effet, Bismarck tentait de se rapprocher au maximum de la Russie, avant d'entreprendre ses guerres d'unification nationale contre « ses » ennemis extérieurs. Lassalle, tout en glorifiant les insurgés polonais, soutint indirectement Bismarck, en faisant des réserves sur l'action révolutionnaire polonaise dans la zone d'occupation prussienne, car la Prusse pourrait restaurer la Pologne grâce à une guerre menée par Bismarck [167].

La guerre pour le Schlesvig-Holstein fut un autre démenti infligé à Lassalle en 1864 : les événements *forcèrent* la Prusse et l'Autriche à *faire cause commune* contre l'étranger, ce qui était assurément un pas important sur la voie de l'unité allemande. On lira dans le texte sur « Economie et violence dans la constitution du Reich », à quoi Bismarck utilisa cette guerre. Lassalle passa aux côtés de Bismarck, à l'occasion de la guerre du Schlesvig-Holstein.

Pour Marx et Engels, la guerre contre la Russie, ce n'était pas soutenir la Prusse, mais le moyen d'en finir avec elle (et avec

l'Autriche), c'était en outre restaurer aussi bien la Hongrie, l'Italie (vidée des Autrichiens), la Pologne que l'Allemagne, et c'était enfin le soulèvement des paysans en Russie même. L'insurrection polonaise de 1863 devait en être le signal, comme elle fut, par ailleurs, pour Marx et Engels, l'occasion de fonder la Première Internationale ouvrière, au moment des meetings de protestation des ouvriers français et anglais en faveur de la Pologne. Dans l'Internationale, Marx et Engels s'en prendront ensuite au nationalisme et au chauvinisme — conscients ou inconscients — des dirigeants français.

Au moment où le conflit austro-prussien va commencer, Marx écrira à Engels qu'il a expliqué aux ouvriers anglais et français qu'une guerre nationale n'était progressive que dans des conditions sociales données, mais qu'il ne fallait pas s'abandonner au nationalisme : « La clique proudhonienne (« Courrier français ») prêche parmi les ouvriers que la guerre est un moyen dépassé, que les nationalités sont une absurdité, et ils attaquent Bismarck et Garibaldi, etc... Leur campagne peut s'expliquer et se justifier comme polémique contre le chauvinisme. Mais, elle est grotesque dans la mesure où ces adeptes de Proudhon (mes très bons amis d'ici, Lafargue et Longuet, ont les mêmes sympathies) croient que toute l'Europe doit rester tranquillement assise sur ses fesses pour attendre que ces messieurs en France aient aboli la misère et l'ignorance ».

Marx fera donc adopter l'adresse suivante sur la guerre austro-prusienne de 1866 : « Le Conseil central de l'Association Internationale des Travailleurs considère la présente guerre sur le continent comme une guerre entre gouvernements. Il conseille aux ouvriers de rester neutres et de s'unir entre eux dans le but d'utiliser la force née de cette union pour conquérir leur émancipation politique et sociale. » (17 Juillet.)

Cette prise de position, *fondamentale* pour toutes les classes ouvrières, n'empêche pas que Marx et Engels *souhaitent* la victoire de l'Autriche (si leur souhait ne se réalise pas, ce ne sera qu'un souhait déçu, mais le parti n'aura envoyé aucun prolétaire se faire tuer pour une cause perdue et ambiguë). De toute façon, lorsque l'Internationale refuse tout appui à des forces politiques

ou à certains Etats belligérants, il faut, néanmoins, dans l'analyse historique et sociale, chercher à prévoir les effets possibles et variables du conflit, selon que l'une ou l'autre force en sortira victorieuse. En effet, l'alignement des forces et le rapport entre les classes peut en être affecté diversement (plus ou moins favorablement pour le prolétariat qui reprendra un jour sa lutte propre). Selon l'issue du combat, l'ennemi de classe du prolétariat peut se trouver renforcé ou affaibli, et les conditions de la reprise révolutionnaire en seront aggravées ou facilitées. Il faut donc faire une différence entre les prises de position publiques (*Adresses* de l'Internationale, etc...) ou les travaux personnels de Marx et d'Engels (manuscrits inédits ou correspondance privée). Mais, ces positions ne sont jamais antagoniques, mais complémentaires.

L'un des événements qui poussa l'unité allemande dans la voie bismarckienne fut le conflit surgi en février 1860 à la Diète prussienne, lorsque la majorité bourgeoise libérale rejeta le plan de réorganisation de l'armée en vue de lui donner les moyens d'être efficace dans l'œuvre d'unification allemande. Elle refusa en Mars 1862 de voter les crédits militaires, de sorte que le gouvernement dut dissoudre la Diète et procéder à de nouvelles élections. C'est alors que Bismarck forma son gouvernement, et régla à sa manière le conflit. A cette occasion, la majorité bourgeoise montra qu'étant incapable de donner au pays les moyens pour s'unifier, elle cédait les pleins pouvoirs à Bismarck pour le faire à sa place.

Dans sa brochure *La Question militaire prussienne et le Parti ouvrier allemand,* Engels traite de ce conflit, et il note qu'il entend renouer avec la politique qu'il préconisait de 1846 à 1851 pour l'Allemagne : pas de tournant nouveau donc ! Lorsqu'il présente cette brochure dans *Hermann* (18 Mars 1865), Marx note que le service militaire obligatoire peut, en ce qui concerne ses effets, être mis en parallèle avec les lois coercitives de l'Etat relatives à la durée du travail. On sait que la réglementation des fabriques est l'un des moyens d'organiser le prolétariat en classe unie et efficace dans sa lutte contre la bourgeoisie : « L'application de plus en plus conséquente de

l'obligation militaire de tous est le seul point qui intéresse la classe ouvrière d'Allemagne dans l'organisation prussienne de l'armée. » L'obligation militaire pour tous est non seulement, comme le disent Marx et Engels dans le *Manifeste* (cf. passage cité ci-dessous) l'une des « armes contre la bourgeoisie que la bourgeoisie doit introduire en même temps que sa domination, mais encore un moyen (transitoire) d'organiser la production aussitôt après la révolution : « 8. Travail obligatoire pour tous, constitution d'armées industrielles, notamment dans l'industrie. » (Cf. les mesures de transition énoncées dans le *Manifeste*). Ici encore, la position marxiste ne changera pas, même plus tard, et en 1878 elle est énoncée très explicitement pour le militarisme monstrueux de l'époque impérialiste : « L'armée est devenue le but principal de l'Etat : elle est devenue un but en soi. Les peuples ne sont plus là que pour fournir des soldats et les nourrir. Le militarisme domine et dévore l'Europe. Mais, ce militarisme porte aussi en lui le germe de sa propre ruine. La concurrence des divers Etats entre eux les oblige, d'une part, à dépenser chaque année plus d'argent pour l'armée, la flotte, les canons, etc..., donc à accélérer de plus en plus l'effondrement financier, d'autre part, à prendre de plus en plus au sérieux le service militaire obligatoire et, en fin de compte, à familiariser le peuple tout entier avec le maniement des armes, donc à le rendre capable de faire à un moment donné triompher sa volonté en face de la majesté du commandement militaire. Et ce moment vient dès que la masse du peuple — ouvriers de la ville et des champs, et paysans — a *une volonté.* A ce point, l'armée dynastique se convertit en armée populaire ; la machine refuse le service, le militarisme périt de la dialectique de son propre développement. Ce que la démocratie bourgeoise de 1848 [et de 1862-6, etc..., etc..., etc...] n'a pu réaliser précisément, parce qu'elle était *bourgeoise* et non prolétarienne, à savoir l'acte de donner aux masses laborieuses une volonté dont le contenu correspondît à leur situation de classe, le socialisme y parviendra infailliblement. Et cela signifie l'éclatement *par l'intérieur* du militarisme et avec lui de toutes les armées permanentes ». Plus loin, Engels précise que « le parti peut être contraint à des

actes révolutionnaires pour la sauvegarde des lois données par la bourgeoisie elle-même. D'où le service militaire obligatoire de notre temps, et il devrait être utilisé par tous pour apprendre à se battre, mais particulièrement par ceux à qui leur instruction permet d'acquérir la formation militaire d'officier comme volontaire d'un an. » (*Anti-Dühring*, éd. soc. p. 203 et 388.)

La brochure d'Engels sur *La Question militaire prussienne et le parti ouvrier allemand* n'est donc en rien pacifiste. Elle a pour thème central la nécessité pour le parti ouvrier d'empêcher la Prusse de faire pour son compte l'unification de l'Allemagne et constitue un ultime rempart contre la voie de Bismarck. Il semble que la bourgeoisie allemande ait senti le danger qui la guettait, et céda sa place à Bismarck. Tout cela explique les faiblesses de l'unité allemande, qui dota l'Allemagne d'institutions politiques et sociales fort imparfaites et gênantes même pour son évolution économique : la bourgeoisie temporisait pour prolonger son règne et faire reculer l'assaut décisif du prolétariat.

UNITÉ ALLEMANDE ET RÉVOLUTION

Proclamation de l'Association culturelle des ouvriers allemands de Londres en faveur de la Pologne

Karl Marx,
Octobre 1863.

En accord avec un représentant du gouvernement national polonais, l'Association culturelle des ouvriers allemands de Londres a chargé notre Comité d'organiser une quête pour la Pologne parmi les ouvriers allemands d'Angleterre, d'Allemagne, de Suisse et des Etats-Unis. Si nous ne pouvons apporter une aide matérielle considérable aux Polonais, du moins leur donnerons-nous un important soutien moral.

La question polonaise, c'est la question allemande. Sans une Pologne indépendante, pas d'Allemagne unifiée et indépendante, ni d'émancipation allemande de l'hégémonie russe, dont l'origine remonte au premier partage de la Pologne. Depuis longtemps,

l'aristocratie allemande voit en secret dans le tsar le véritable père tutélaire de l'Allemagne. La bourgeoisie allemande, muette, passive et indifférente, assiste au massacre du peuple héroïque, qui seul protège l'Allemagne du raz-de-marée moscovite. Aujourd'hui, la Pologne trouve ses ennemis les plus zélés parmi les coryphées libéraux de la Ligue Nationale (*Nationalverein*) [205].

Une partie de la bourgeoisie se rend compte du danger, mais elle sacrifie volontiers l'intérêt allemand aux intérêts particularistes des petits Etats allemands, dont la conservation est liée à la division de l'Allemagne et au maintien de l'hégémonie russe. Une autre partie de la bourgeoisie considère que l'autocratie à l'Est et l'Empire issu du coup d'Etat à l'Ouest sont les piliers indispensables de l'*Ordre*. Une troisième partie, enfin, est si préoccupée de faire de l'argent, qu'elle en a perdu toute compréhension et toute vision des grands événements historiques.

En 1831 et 1832, vos vibrantes protestations en faveur de la Pologne, avaient encore forcé les bourgeois allemands à exercer une pression sur la Diète fédérale pour engager une action énergique. De nos jours, la Pologne trouve ses adversaires les plus zélés parmi les coryphées libéraux de la prétendue Ligue Nationale, qui sont donc les instruments les plus efficaces de la Russie. Chacun sait, plus ou moins, que cette russophilie se rattache à la *direction de la Prusse*. En cette heure de danger, la classe ouvrière allemande a le devoir, vis-à-vis de la Pologne, de l'étranger et de son propre honneur, de protester avec énergie contre la trahison allemande à l'égard de la Pologne, qui est aussi une trahison vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Europe. La *restauration de la Pologne* doit être inscrite en lettres de feu sur son drapeau, après que les libéraux bourgeois aient effacé de leur drapeau ce mot d'ordre glorieux.

La classe ouvrière anglaise s'est acquis un honneur ineffaçable dans l'histoire, en brisant, par ses enthousiastes manifestations de masse, les tentatives répétées des classes dominantes d'intervenir au côté des esclavagistes américains, bien que la poursuite de la guerre civile américaine fasse peser sur un million d'ouvriers anglais les souffrances et les sacrifices les plus terribles [168].

Si l'Etat policier interdit à la classe ouvrière d'organiser en

Allemagne des manifestations d'une telle ampleur, il ne l'oblige cependant nullement à une honteuse complicité qui la déshonorerait aux yeux du monde entier, si elle ne réagissait pas ou se taisait.

Le comité reçoit les envois d'argent adressés au siège de l'Association, à Mr. Bolleter, 2 Nassau Street, Soho, London. L'utilisation des fonds s'effectuera sous le contrôle de l'Association, et elle en rendra un compte public dès que la quête sera close.

Signé par

Bolleter, Berger, Eccarius, Krüger,
Lessner, Limberg, Linden, Matzrath,
Tatschky, Toups, Wolff.

La question militaire prussienne
et le Parti ouvrier allemand.

Fr. Engels,
brochure parue en 1865
à Hambourg.

Jusqu'ici la question militaire a été débattue exclusivement entre le gouvernement et le parti féodal d'un côté, la bourgeoisie radicale et libérale de l'autre. Maintenant que la crise est proche, il est temps que le Parti ouvrier dise enfin son mot [169].

Dans la critique des faits militaires en question, nous ne pouvons partir que des données de fait actuelles. Ainsi, nous ne pouvons empêcher que le gouvernement de Prusse agisse autrement que du point de vue prussien, tant que subsistent les conditions actuelles en Allemagne et en Europe. De même, nous ne pouvons empêcher l'opposition bourgeoise de partir d'un point de vue autre que celui des intérêts proprement bourgeois.

Dans toutes les questions entre réaction et bourgeoisie, le

parti des travailleurs est en dehors du conflit proprement dit. Il a donc l'avantage de pouvoir les traiter en tout sang-froid et sans parti pris. Il est le seul à pouvoir les traiter scientifiquement, historiquement, comme si elles appartenaient déjà au passé, anatomiquement, comme si c'étaient déjà des cadavres.

I

Comment se présentait l'armée prussienne dans le système antérieur ? Après les essais de mobilisation en 1850 et 1859, il ne saurait y avoir deux opinions à ce sujet. Depuis 1815, la monarchie absolue ne peut, sans autorisation publique, lever aucun impôt nouveau, ni contracter aucun emprunt sans l'accord préalable de la représentation nationale. Rompre cet engagement était impossible, car sans cette autorisation aucun emprunt n'avait la moindre chance de succès. Quant aux impôts, ils étaient, en général, calculés de sorte que le produit n'en augmentait nullement en proportion de la richesse croissante du pays. L'absolutisme était pauvre, très pauvre, et les dépenses extraordinaires résultant des orages de 1830 [170] suffisaient à le contraindre à la plus grande parcimonie. En conséquence, le service fut fixé à deux ans, et les économies devinrent systématiques dans toutes les branches de l'administration militaire pour maintenir au plus bas niveau, en quantité et en qualité, le matériel disponible en cas de mobilisation. Pourtant, il fallait maintenir la Prusse au niveau d'une grande puissance. Pour cela, il fallait, dès le début d'une guerre, disposer d'une première armée de campagne aussi forte que possible : à cet effet, on la grossit des premiers contingents de landwehr. A la première menace de guerre, c'était donc la mobilisation et l'effondrement de tout le système. C'est ce qui advint en 1850, et ce fut le fiasco le plus complet de la Prusse.

Mais, on se rendit compte seulement des défectuosités matérielles, car, en 1850, le conflit prit fin avant que les tares du système aient pu ressortir. Les fonds accordés par les Chambres

furent employés à remédier autant que possible aux défectuosités matérielles. Autant que possible, car il est absolument exclu de mettre en place le matériel de façon qu'en quinze jours les réserves puissent être incorporées, et qu'après quinze autres le premier ban de landwehr soit armé et prêt à se battre. On sait que la ligne comprenait au plus trois classes, et la réserve neuf classes avec le premier ban. Pour trois soldats de ligne prêts au combat, il fallait donc en incorporer et en équiper sept en un mois.

Vint la guerre d'Italie en 1859, et ce fut une nouvelle mobilisation générale. On s'aperçut de nombreuses défectuosités matérielles, mais, c'était peu de chose eu égard aux tares inhérentes au système, qui alors seulement apparurent au grand jour du fait de la plus longue durée de la mobilisation. La landwehr avait été négligée, c'est indéniable ; la plupart de ses bataillons manquaient de cadres qu'il fallut d'abord former. Beaucoup d'officiers étaient inaptes au service en campagne, mais l'eussent-ils été, il n'en restait pas moins que les officiers étaient nécessairement étrangers à leurs hommes, étrangers surtout en ce qui concerne leurs capacités militaires, celles-ci étant chez la plupart trop faibles pour que les bataillons pussent marcher avec confiance sous de tels officiers contre des troupes aguerries. Certes, les officiers de landwehr se sont très bien battus dans la guerre danoise, mais on sait qu'il y a une grande différence entre un bataillon possédant quatre officiers de ligne sur cinq et un officier de landwehr sur cinq, et vice versa.

Mais, il y avait une autre chose encore. On s'aperçut tout de suite d'un fait que l'on aurait pu savoir d'avance : la landwehr se bat bien, lorsqu'il s'agit de défendre le pays, mais elle ne peut, en aucun cas, faire une démonstration de guerre. La landwehr est conçue pour la défensive ; elle ne peut passer à l'offensive que si elle a repoussé une invasion, comme en 1814 et 1815.

Une levée constituée par des hommes de 26 à 32 ans, mariés pour la plupart, ne peut rester oisive pendant des mois à la frontière, tandis que journellement parviennent des lettres de détresse de leur femme et enfants, car les secours alloués à leurs familles sont incroyablement bas. Qui plus est, les hom-

mes ne savaient pas contre qui ils auraient à se battre. En effet, les Français, pas plus que les Autrichiens, n'avaient alors fait de tort à la Prusse. Pouvait-on, avec ces troupes démoralisées par un mois d'inertie, attaquer des armées bien organisées et aguerries ?

De toute évidence, il fallait un changement. La Prusse devait, dans sa situation, organiser plus solidement sa première armée de campagne. Qu'a-t-on fait ?

On garda provisoirement les 36 régiments d'infanterie de landwehr sous les drapeaux, et on les transforma graduellement en régiments de ligne. Peu à peu, on augmenta aussi la cavalerie et l'artillerie en proportion de l'infanterie, et on sépara finalement l'artillerie de forteresse de celle de campagne, ce qui représente en tout état de cause une amélioration, notamment pour la Prusse. En un mot, l'infanterie fut doublée, la cavalerie et l'artillerie augmentées de moitié environ. Pour maintenir l'armée à ce niveau, on proposa de prolonger le temps de service dans la ligne de 5 à 7 ans, soit 3 ans sous les drapeaux (dans l'infanterie) et 4 ans dans la réserve, et, en revanche, de réduire de 4 ans l'assujettissement au second ban de landwehr. Enfin, on proposa d'élever le nombre des recrues annuelles de 40 000 à 63 000. Mais, pendant tout ce temps, la landwehr fut entièrement négligée.

L'augmentation des bataillons, escadrons et batteries, telle qu'elle était ainsi fixée, répondait presque exactement à l'accroissement de population de la Prusse, passée de 10 millions en 1815 à 18 millions en 1861. La richesse de la Prusse ayant, dans l'intervalle, augmenté plus rapidement encore, et les autres grands Etats européens ayant, depuis 1815, renforcé leurs armées dans une proportion bien plus forte, une telle augmentation des cadres n'était assurément pas exagérée. Au reste, le projet n'aggravait que les charges du service militaire des classes les plus jeunes, tandis que les charges de la réserve étaient allégées de moitié dans le service de landwehr pour les classes les plus âgées ; il supprimait en fait presque entièrement le second ban, le premier prenant pratiquement en charge les tâches fixées auparavant au second.

On pouvait faire au projet les objections suivantes :

Le service militaire obligatoire pour tous — par parenthèse, la seule institution démocratique qui existe en Prusse, quoiqu'encore sur le papier — est un progrès si important sur tous les systèmes militaires antérieurs que, là où il a été introduit, ne fût-ce qu'en application imparfaite, il ne peut plus être durablement supprimé. Nos armées modernes ne peuvent avoir que deux bases bien définies : l'enrôlement — moyen périmé qui ne peut subsister que dans des cas exceptionnels, comme l'Angleterre — ou le service obligatoire pour tous. Toutes les conscriptions et le tirage au sort ne sont que des formes très imparfaites de ce dernier système. Le principe de la loi prussienne de 1814 est que tout citoyen physiquement apte est obligé de porter les armes pendant ses années de service pour la défense du pays. Or, ce principe est très supérieur à celui de l'achat de remplaçants des pays appliquant le système de conscription, et il ne succombera certainement pas après 50 ans d'existence, parce que la bourgeoisie est désireuse de rétablir le « commerce de chair humaine », comme disent les Français.

Dès lors que la constitution militaire prussienne est fondée sur le service obligatoire pour tous, sans remplacement, elle ne peut être développée, dans son esprit et de façon bienfaisante, que si son principe fondamental est appliqué avec une rigueur de plus en plus grande. Voyons ce qu'il en est.

En 1815, sur 10 millions d'habitants, 40 000 recrues, soit 4 ‰. En 1861, sur 18 millions, 63 000 recrues, soit 3,5 ‰. Recul par conséquent, quoique progrès par rapport à la situation d'avant 1859, où on ne leva que 2 3/9 ‰. Ne serait-ce que pour atteindre le pourcentage de 1815, il faudrait lever 72 000 hommes. (Nous verrons qu'il entre effectivement chaque année dans l'armée un effectif de cet ordre, sinon plus grand). Mais, la force militaire de la nation prussienne est-elle épuisée par un annuel recrutement de 4 ‰ de la population ?

L'*Allgemeine Militärzeitung* de Darmstadt[171] a démontré à plusieurs reprises par les statistiques des Etats d'Allemagne centrale que *la moitié* à peine des jeunes Allemands en âge de servir y sont reconnus aptes. Ainsi, en 1861, le nombre de

ces jeunes gens était de 227 005, d'après la *Zeitschrift des preussischen statistischen Bureaus* (Mars 1864). Cela donnerait annuellement 113 500 recrues aptes au service. Nous pouvons encore retrancher 6 500 inaptes pour des raisons diverses ; il reste alors 107 000. Pourquoi ne reste-t-il en fin de compte que 63 000 hommes, ou, au plus, de 72 à 75 000 hommes ?

Le ministre de la guerre von Roon communiquait en 1863 à la commission militaire de la Chambre le tableau suivant sur la levée de 1861 :

Chiffre total de la population (recensement de 1858)	17 758 823
Hommes de 20 ans soumis à l'obligation militaire	217 438
Hommes soumis à l'obligation militaire dans les années précédentes, sans qu'une décision définitive ne soit encore intervenue à leur sujet	348 438
soit	565 802

Dont :

1. Non inscrits		55 770
2. Partis dans d'autres districts, où ils sont devenus disponibles		82 216
3. Défaillants inexcusés		10 960
4. Engagés volontaires pour 3 ans		5 025
5. Admis au volontariat d'un an		14 811
6. Réformés ou libérés comme théologiens		1 638
7. Assujettis au service dans la marine		299
8. Rayés comme moralement inaptes		596
9. Déclarés provisoirement inaptes par la Commission de district		2 489
10. Déclarés définitivement inaptes par la commission de district		15 238
11. Passés à la réserve :		
a) au-dessus de 5 pieds après 3 examens	8 998	
b) au-dessous de 5 pieds 1" 3'''	9 553	
c) temporairement inaptes	46 761	
d) pour raison de famille	4 213	
e) disponibles après 5 examens	291	
soit		69 816
12. Désignés pour le train, en plus des hommes qui y sont déjà		6 774
13. Sursitaires d'un an :		
a) inaptitude temporaire	219 136	
b) raisons de famille	10 013	
c) peines infâmantes et instruction judiciaire ..	1 087	
soit		230 236

Bref, tout cela donne en tout	495 686
Restent à recruter	69 934
Effectivement recrutés	59 459
En disponibilité	10 475

Si imparfaite que soit cette statistique, si obscur que soit le tableau du fait que, pour chacun des treize postes, les hommes de la classe 1861 sont confondus avec ceux des deux classes antérieures restés disponibles, on y trouve cependant quelques aveux très précieux.

59 459 recrues ont été incorporées. On compte 5 025 comme engagés volontaires pour trois ans. 14 811 étaient aptes au service d'un an. Comme on le sait, on n'est pas très exigeant pour l'aptitude au service des volontaires d'un an, parce qu'ils ne coûtent rien. On peut donc admettre que la moitié, soit 7 400, ont été effectivement incorporés. Notre estimation est très faible. En effet, les hommes qui veulent faire le service d'un an sont pour la plupart valides ; d'emblée, les inaptes ne se donnent pas le mal de solliciter le service. Mais, admettons 7 400. Ainsi, en 1861, 71 884 hommes sont entrés dans l'armée.

Nous poursuivons. Pour la période de trois ans, 1 638 hommes ont été écartés ou libérés en tant que « théologiens ». Nul ne sait pourquoi ces Messieurs les théologiens ne servent pas ? Une année de service dans l'armée, la vie en plein air et le contact avec le monde extérieur ne sauraient que leur être profitables. Incorporons-les donc tranquillement : les trois quarts de ces théologiens étant inaptes — cela donne tout de même en année courante 139 hommes, bons à prendre.

On a écarté 18 551 hommes parce qu'ils étaient trop petits. Certes, on ne les a pas écartés du service en général, mais on les a mis dans la réserve. En cas de guerre, ils seraient appelés. Seul le service de parade du temps de paix leur reste donc interdit : ils ne font pas bel effet. On avoue néanmoins que ces petits bonshommes sont tous aptes au service, et qu'on se propose de les utiliser en cas de besoin. L'armée française, où les hommes servent jusqu'à 4 pieds et 8 pouces, prouve que ces petits hommes-là peuvent être de fort bons soldats. Nous les rangeons absolu-

ment parmi les ressources militaires du pays. Le chiffre ci-dessus ne comprend que ceux qui ont été refusés définitivement après trois examens en raison de leur taille insuffisante ; c'est donc un chiffre que l'on retrouve d'année en année. Nous biffons la moitié d'entre eux, inaptes à nos yeux pour d'autres motifs, et il nous reste donc 9 275 petits gars, dont un officier adroit ferait sûrement très vite de magnifiques soldats.

Nous trouvons en outre que l'on a désigné 6 774 recrues pour le train, *en plus* des hommes qu'on y lève. Le train n'appartient-il pas à l'armée ? On ne voit pas pourquoi ces hommes ne feraient pas un court temps de service de six mois dans le train, ce qui serait avantageux, et pour eux et pour le train.

Nous avons donc :

Hommes effectivement entrés en service	71 884	
Théologiens	139	
Hommes valides n'ayant pas une taille suffisante	9 275	
Hommes désignés pour le train	6 774	
Soit au total	88 072	hommes

qui, *du propre aveu* de la statistique de von Roon, pourraient entrer chaque année dans l'armée, si on appliquait sérieusement le service militaire obligatoire.

Examinons maintenant les inaptes.

On écarte, chaque année, comme temporairement inaptes	219 136	hommes
après 3 examens, on place comme tels en réserve	46 761	hommes
comme inaptes définitifs, on raye seulement	17 727	hommes
Soit au total	283 624	hommes

si bien que les hommes *définitivement* inaptes pour cause d'infirmités corporelles réelles ne constituent pas même 7 % du total des hommes écartés du service à titre d'inaptes, soit moins de 4 % du total des hommes qui se présentent annuellement au conseil de révision.

Près de 17 % des inaptes temporaires sont chaque année, après trois examens, versés dans la réserve. Ce sont donc des hommes de vingt-trois ans, d'un âge où la constitution corporelle commence seulement à se fixer. Nous n'exagérons certainement pas si nous

admettons qu'un tiers de ces hommes seront parfaitement aptes au service lorsqu'ils auront vingt-cinq ans, soit 15 587 hommes. Le moins qu'on puisse attendre de ces hommes, c'est que, pendant deux ans, ils fassent chaque année trois mois de service dans l'infanterie, en suivant au moins l'école des recrues. Cela reviendrait à augmenter l'armée de 3 897 hommes en temps de paix.

Tout le système des examens médicaux des recrues a été aiguillé en Prusse sur une voie bien étrange. On dispose constamment de plus de recrues qu'on en incorpore, et l'on veut tout de même donner l'apparence qu'on applique le service militaire obligatoire pour tous. Le plus commode n'a-t-il pas été de choisir les hommes les meilleurs en nombre voulu, et de déclarer les autres inaptes sous un prétexte quelconque ? Dans ces conditions qui, notons-le bien, ont existé et existent encore en Prusse depuis 1815, la notion d'inapte y a pris une ampleur tout à fait anormale, comme le montre à l'évidence la comparaison avec les Etats d'Allemagne centrale. Dans ces Etats où subsistent la conscription et le tirage au sort, il n'y a aucune raison de déclarer inaptes ceux qui ne le sont pas. Les conditions de vie y sont les mêmes qu'en Prusse. Dans certains Etats, la Saxe par exemple, elles sont pires, car le pourcentage de la population industrielle y est plus élevé. L'*Allgemeine Militärzeitung* a démontré à maintes reprises que, dans tous les Etats du Centre, une *bonne moitié* des hommes qui se présentent au conseil de révision sont aptes au service, et il devrait en être de même en Prusse. Qu'une guerre sérieuse éclate, et nous assisterons en Prusse à une révolution dans la détermination de l'aptitude au service. L'expérience apprendra alors, mais à son dam, combien on a laissé échapper de forces utilisables.

Mais, voici le plus étonnant. Parmi les 565 802 hommes soumis à l'obligation militaire, on a :

Non recensés	55 770 hommes
Ayant changé de district et recrutables en leur nouvelle résidence	82 216 hommes
Défaillants sans excuse	10 960 hommes
Total	148 946 hommes

Ainsi, en dépit du fameux contrôle prussien— et quiconque a été astreint au service militaire en Prusse sait ce que cela veut

dire — il disparaît chaque année jusqu'à 27 % des astreints ! Comment est-ce possible ? Que deviennent donc les 82 216 hommes rayés des listes, parce qu'ils ont « changé de district et sont recrutés en leur nouvelle résidence » ? Suffit-il de nos jours de passer de Berlin à Potsdam pour être exempt du service ? Nous voulons admettre — le bon Homère sommeille quelquefois — que messieurs les fonctionnaires ont commis une gaffe dans leurs statistiques, ces 82 216 hommes figurant *deux fois* dans le total général de 565 802 : d'abord dans leur district d'origine et ensuite dans celui où ils ont émigré. Il faut souhaiter que l'on éclaircisse ce point. La commission militaire de la Chambre en a la meilleure occasion, car une réduction à 483 586 du nombre des astreints au service militaire modifierait sensiblement tous les pourcentages. Si nous admettons qu'il en est ainsi, il reste toujours 66 730 hommes qui, chaque année, s'évanouissent dans la nature sans que les contrôleurs et policiers prussiens ne réussissent à les fourrer dans l'armée. Ils constituent environ 14 % des astreints au service. Comme on le voit, toutes les entraves à la libre circulation qui existent en Prusse sous le prétexte du contrôle de l'obligation militaire sont *absolument vaines.* L'émigration réelle hors de Prusse est, comme on le sait, très minime, et n'est en proportion aucune avec le nombre des recrues disparues. Ces 67 000 hommes n'émigrent pas tous. La majorité reste purement et simplement dans le pays ou s'expatrie provisoirement. Bref, toutes les mesures préventives contre ceux qui se soustraient au service militaire sont inefficaces, ou — ô ironie — poussent les jeunes gens à émigrer temporairement. Mais, quoi qu'il en soit, la plupart d'entre eux ne peut émigrer. On pourrait se passer de tout le fatras d'affiches et de circulaires, et l'on aurait davantage de soldats, si l'on faisait faire, rigoureusement et sans pitié, leur service militaire aux jeunes gens qui se sont ainsi soustraits à l'incorporation.

Mais, admettons, comme le démontrent les chiffres que M. von Roon avance dans ses statistiques, que, sans compter les volontaires d'un an, 85 000 jeunes gens puissent être incorporés chaque année. Or, l'actuelle armée de paix comprend environ 210 000 hommes. Pour un service de deux ans, nos 85 000 hommes

donnent pour l'année 170 000 hommes, auxquels il faut ajouter 25 à 30 000 hommes servant comme officiers, sous-officiers et rengagés, soit en tout 195 à 204 000 hommes et, avec les volontaires d'un an, de 202 à 212 000 hommes. Ainsi, le simple service de deux ans pour l'infanterie et l'artillerie à pied (nous parlerons plus tard de la cavalerie), pourrait porter à leur plein effectif du temps de paix les cadres de l'armée réorganisée, et ce d'après la propre statistique du gouvernement.

En appliquant *vraiment* le service obligatoire pour tous, on obtiendrait facilement, pour un temps de service de deux ans, 30 000 hommes de plus. Pour ne pas dépasser l'effectif de 200 à 210 000 hommes, on pourrait donc en libérer une partie au bout d'un an ou d'un an et demi. Cette libération anticipée, conçue comme prime de zèle, serait plus utile à toute l'armée que les six mois de service en plus.

L'effectif de guerre s'établirait comme suit :

4 classes donnent, conformément au Plan de réorganisation, à raison de 63 000 chacune l'an, 252 000 réservistes ; 3 classes à raison de 85 000, 255 000 réservistes, ce qui serait donc aussi favorable que le plan de réorganisation. (Comme il ne s'agit ici que de la *proportion*, il importe peu que nous fassions abstraction du déchet des classes d'âge de la réserve.)

Voici le point faible du Plan de réorganisation : sous couleur de revenir à l'obligation militaire pour tous d'antan, qui d'ailleurs ne peut exister sans landwehr comme puissante armée de réserve, il s'oriente en réalité sur le système des cadres de l'Autriche et de la France [172]. Il introduit ainsi le trouble dans la constitution militaire de la Prusse, ce qui ne peut manquer d'avoir les pires conséquences. On ne peut pas mélanger ces deux systèmes pour s'assurer les avantages, et de l'un et de l'autre. Il est indéniable — et nul ne l'a jamais contesté — qu'un système de cadres, avec un long temps de service et de présence dans l'armée, assure de grands avantages au début de la guerre. Les hommes se connaissent mieux ; même les permissionnaires, dont l'absence est à chaque fois courte, continuent de se considérer pendant leur congé comme des soldats et sont toujours prêts à être rappelés sous les drapeaux — ce qui assurément n'est pas le cas des

réservistes prussiens. Il est indubitable que les bataillons ont ainsi une meilleure tenue quand ils vont pour la première fois au feu. Mais, si l'on veut attacher à cet élément le plus d'importance, c'est le système anglais de dix ans de service sous les drapeaux qu'il faut adopter. En réalité, les campagnes d'Algérie et les guerres de Crimée et d'Italie ont été bien plus profitables aux Français que le long temps de service ; enfin, avec ce système des cadres, on ne peut former qu'une partie des hommes en état de porter les armes, c'est dire qu'on est loin de mettre en action toutes les forces de la nation. Au reste, comme l'expérience le prouve, le soldat allemand s'habitue très vite au feu, et trois bons engagements, même s'ils sont menés avec des succès divers, font autant pour un bataillon de bonne valeur que toute une année de temps de service supplémentaire.

Le système des cadres n'est absolument pas adapté à un Etat comme la Prusse. Avec ce système, la Prusse pourrait disposer au maximum d'une armée de 300 à 400 000 hommes et, en temps de paix, de 200 000 hommes. Or, c'est l'effectif dont elle a besoin, si elle veut rester une grande puissance, pour mettre en marche la première armée de campagne, c'est dire qu'il lui faut, avec les garnisons des forteresses, les troupes de réserve, etc..., de 500 à 600 000 hommes pour mener une guerre sérieuse.

Si les 18 millions de Prussiens veulent, pour la guerre, mettre en ligne une armée à peu près aussi nombreuse que celle des 35 millions de Français, des 34 millions d'Autrichiens et des 60 millions de Russes, ils ne le peuvent qu'avec l'obligation générale du service militaire, avec un temps de service court, mais intensif et une obligation de landwehr relativement longue. Avec ce système, on sacrifiera toujours quelque peu la force d'assaut et même la valeur combattante des troupes au premier moment de la guerre : Etat et politique prendront un caractère neutre, défensif. Mais, on se souvient que l'offensive hardie du système des cadres a conduit d'Iéna à Tilsit, tandis que la modeste défensive du système de la landwehr, avec service militaire obligatoire, a mené de la Katzbach à Paris.

Ainsi donc : ou bien conscription et remplacement, avec sept à huit ans de service, dont quatre environ sous les drapeaux, sans

obligation ultérieure de landwehr ; ou bien service militaire pour tous avec service de cinq et à la rigueur six ans, dont deux sous les drapeaux, puis obligation de landwehr, selon le système prussien ou suisse. Mais, la masse de la nation ne doit, à aucun prix, supporter d'abord le poids du système de la conscription, puis celui du système de la landwehr. Aucune nation européenne, et pas même la turque qui fournit pourtant dans sa barbarie guerrière l'effort d'endurance maximal, ne saurait le supporter. Beaucoup d'hommes entraînés avec un service court et une obligation longue, ou bien peu d'hommes avec service long et obligation courte — voilà la question. Il importe de choisir l'un ou l'autre.

William Napier, qui, bien entendu, proclame que le soldat anglais est le meilleur du monde, dit, dans son *Histoire de la guerre de 1807 à 1814,* que le fantassin anglais est, après trois années de service parfaitement formé à tous les exercices. Or, on sait que les éléments qui entraient dans l'armée anglaise au commencement de ce siècle étaient plus médiocres que dans toute autre nation. Actuellement, ces éléments sont bien meilleurs, mais ils sont néanmoins infiniment moins bons, du point de vue moral et intellectuel, que ceux dont dispose l'armée prussienne. Or, ce que les officiers anglais ont fait de cette gueusaille en trois ans, ne peut-on le faire en Prusse en deux ans, puisque l'on a ce fonds de recrues façonnables à l'extrême, sinon en partie déjà formées ?

A la vérité, le soldat doit apprendre davantage de nos jours. Mais, cela n'a jamais été une objection sérieuse contre le service de deux ans. On s'en est toujours tenu à l'argument selon lequel le véritable esprit de corps ne se développerait qu'au cours de la troisième année de service. C'est là, si les gens parlent loyalement et si nous faisons abstraction de la valeur offensive plus grande des bataillons (que nous avons admise plus haut), un argument plus politique que militaire.

Le véritable esprit de corps s'éprouve plus devant les difficultés intérieures qu'extérieures. Nous n'avons jamais vu que le soldat prussien ait appris dans la troisième année de service quelque chose de plus qu'à s'ennuyer, à tirer des conscrits des

verres de schnaps et à faire de mauvaises plaisanteries sur ses supérieurs. Si la plupart de nos officiers avaient fait ne serait-ce qu'un an de service comme simples soldats ou sous-officiers, ils n'auraient manqué de le remarquer. Dans la mesure où il est de nature politique, le « véritable esprit de soldat » s'en va très vite au diable pour ne jamais revenir, comme l'expérience le prouve. L' « esprit militaire », lui, reste, même après deux années de service.

Deux ans suffisent donc largement pour former nos soldats au service d'infanterie. Depuis que l'artillerie de campagne est séparée de celle de forteresse, il en est de même de l'artillerie à pied. Des difficultés de détail pourraient, en ce domaine, être levées, soit par une division du travail encore plus grande, soit par la simplification, désirable en tout état de cause, du matériel de l'artillerie de campagne. Un recrutement plus important de rengagés ne soulèverait pas davantage de difficultés, mais cette catégorie de soldats n'est pas bien vue dans l'armée prussienne, dès lors qu'ils ne servent pas comme sous-officiers : quel témoignage *contre* le temps de service long !

Ce n'est que pour l'artillerie de forteresse *avec* son matériel très complexe, ou pour le génie avec ses multiples branches d'activité très liées cependant entre elles, que des rengagés intelligents seraient précieux, mais ils sont combien rares. A l'artillerie montée, il faudra le temps de service de la cavalerie.

En ce qui concerne celle-ci, un temps de service court suffit pour des cavaliers nés ; il doit, en revanche, être long pour une cavalerie qu'il faut instruire entièrement. Comme nous n'avons que peu de cavaliers nés, nous avons certainement besoin du temps de quatre ans prévu par le Plan de réorganisation. La seule forme de combat de la cavalerie, c'est l'attaque en groupe compact à l'arme blanche, qui exige beaucoup de courage et la plus totale confiance mutuelle. Ces soldats doivent donc savoir qu'ils peuvent se fier les uns aux autres et à leurs chefs. Il y faut le temps de service long.

Par ailleurs, sans confiance du cavalier dans son cheval, la cavalerie ne vaut rien ; l'homme doit donc savoir bien monter et pour obtenir qu'il soit sûr de bien maîtriser sa bête, c'est-à-

dire en gros tout cheval qu'on lui confie, il faut aussi le temps de service long. Dans cette arme, les rengagés sont vraiment les bienvenus, et plus ce sont de vrais paysans, mieux ce sera, aussi longtemps du moins qu'ils aiment leur métier.

L'opposition ne manquera pas de nous faire le reproche que ce serait là créer une cavalerie faite de mercenaires, qui prêterait main forte à tous les coups d'Etat. Nous répondrons : c'est possible, mais dans la situation actuelle la cavalerie est toujours réactionnaire (qu'on se souvienne des dragons badois de 1849) [173], tout comme l'artillerie est toujours libérale. C'est dans la nature des choses, et quelques rengagés de plus ou de moins n'y changeront rien.

Enfin, on ne peut pas employer utilement la cavalerie dans les combats de barricades : or, c'est la lutte sur les barricades des grandes villes, et surtout l'attitude qu'y adoptent l'infanterie et l'artillerie qui, de nos jours, décide du sort de tous les coups d'Etat.

Outre l'augmentation des rengagés, il existe bien d'autres moyens d'élever la force combative et la cohésion interne d'une armée à temps de service court. Comme le ministre de la guerre von Roon l'a lui-même indiqué, les camps d'entraînement compensent la réduction du temps de service. Nous dirons qu'une formation militaire plus rationnelle serait plus efficace et, à cet égard, il reste encore beaucoup à faire en Prusse. C'est pure superstition de croire que l'on peut compenser le temps de service court, avec la mise au point parfaite du pas de parade, avec le service « martial » et la ridicule élévation des jambes « en articulant bien la hanche » comme pour faire un trou dans les airs. On a si longtemps répété ces choses dans l'armée prussienne, qu'on en a fait finalement un axiome incontesté. Quel avantage y a-t-il à ce que dans le maniement du fusil les hommes appliquent l'arme contre l'épaule avec une véhémence telle qu'ils en tombent presque à la renverse, tandis qu'un vacillement très peu militaire parcourt les rangs, ce qui n'existe dans aucune autre armée.

Enfin, ce qui compenserait vraiment le temps de service court, c'est une meilleure éducation physique de la jeunesse, et c'est

l'essentiel. Mais, encore faut-il, là aussi, prendre bien garde à faire réellement quelque chose. On a, il est vrai, installé dans toutes les écoles de villages des barres et des chevalets, mais nos pauvres maîtres d'école ne peuvent pas en faire grand-chose. Qu'on installe dans chaque district au moins un sous-officier en retraite, qualifié dans l'enseignement de la gymnastique, et qu'on lui confie la direction de l'enseignement dans ce domaine. Qu'on se préoccupe de familiariser, dès l'école, la jeunesse avec la marche en rangs et en files, les mouvements de section et de compagnie et les commandements correspondants. D'ici six à huit ans, on en sera largement récompensé, et on aura des recrues plus nombreuses et plus fortes.

Dans notre critique du Plan de réorganisation, nous nous sommes tenus exclusivement, comme nous l'avons dit, aux conditions politiques et militaires existantes. Dans les circonstances actuelles, la fixation légale du service à deux ans pour l'infanterie et l'artillerie à pied représente la limite extrême du temps de service court. Nous sommes d'avis qu'un Etat comme la Prusse commettrait la plus grave des fautes — quelque parti qui soit au gouvernement — s'il raccourcissait encore davantage, en ce moment, le temps de service normal. Tant que nous avons l'armée française d'un côté, l'armée russe de l'autre, et la possibilité d'une attaque combinée des deux armées au même moment, il nous faut des troupes qui n'aient pas à recevoir les premiers enseignements de l'art militaire devant l'ennemi.

Nous rejetons purement et simplement les élucubrations relatives à une armée de milice avec un temps de service pour ainsi dire nul. Pour un pays de 18 millions d'habitants, aux frontières très exposées, elle est aujourd'hui une impossibilité, et même dans d'autres conditions, elle n'est pas réalisable telle qu'on la conçoit [174].

De tout ce qui précède, les principes du Plan de réorganisation sont-ils acceptables pour une Chambre des députés se plaçant au point de vue prussien ? Pour des raisons militaires et politiques, nous dirons que l'augmentation réalisée des cadres, le renforcement de l'armée de paix de 180 000 à 200 000 hommes, le passage du premier ban de la landwehr dans la grande réserve de l'armée ou la seconde armée de campagne (voire garnison des

forteresses) étaient acceptables à une condition : c'est que le *service obligatoire pour tous soit appliqué strictement, que le temps de service soit fixé par la loi à deux ans pour l'active, à trois pour la réserve et jusqu'à la 36e année pour la landwehr,* et enfin que les *cadres de la landwehr du premier ban soient rétablis.* Ces conditions pouvaient-elles être réalisées ? Ceux qui ont suivi les débats, pensent généralement que c'était possible avec l' « ère nouvelle » [175], et même peut-être ensuite. Or, quelle fut l'attitude de l'opposition bourgeoise ?

II

Etant la partie la plus évoluée de toute la bourgeoisie allemande, la bourgeoisie prussienne a le droit de la représenter dans ce débat, même si elle aussi mène une existence politique languissante en raison d'un manque de courage qui n'a pas son pareil dans l'histoire d'une classe déjà peu courageuse par nature. Sa seule excuse se trouve dans les événements extérieurs contemporains. En Mars et Avril 1848, la bourgeoisie était à la barre, mais, à peine sentit-elle les premiers soubressauts d'une action indépendante de la classe ouvrière, qu'elle prit peur et alla se réfugier sous l'aile de la bureaucratie et de la noblesse féodales qu'elle venait tout juste de vaincre avec l'aide des ouvriers. La période *Manteuffel* [176] *en fut la conséquence inévitable.*

Enfin, vint — sans que l'opposition bourgeoise y fût pour rien — l' «ère nouvelle ». Ce coup de chance inespéré tourna la tête aux bourgeois. Ils oublièrent complètement la position qu'ils s'étaient faite eux-mêmes en révisant sans cesse la Constitution, en se soumettant à la bureaucratie et aux féodaux (jusqu'à rétablir les Etats provinciaux et les Etats de district, institutions féodales), et en cédant lâchement jour après jour. Ils crurent être désormais à la barre, oubliant complètement qu'eux-mêmes avaient restauré tous les pouvoirs de leurs ennemis qui, maintenant fortifiés, détenaient véritablement le pouvoir de l'Etat, comme avant 1848.

La bourgeoisie n'a que deux moyens de s'assurer le pouvoir politique. Comme elle est une armée d'officiers sans soldats, et

qu'elle ne peut se procurer ces soldats que chez les ouvriers, elle doit ou bien se procurer l'alliance des ouvriers, ou bien acheter bribe par bribe le pouvoir politique aux autorités supérieures en place, notamment à la royauté. L'histoire des bourgeoisies anglaise et française montre qu'il n'existe pas d'autre voie.

Or, la bourgeoisie prussienne avait — et sans aucun motif — perdu toute envie de conclure une alliance loyale avec les ouvriers. En 1848, le parti ouvrier allemand, alors encore au début de son développement et de son organisation, était prêt à faire la besogne pour la bourgeoisie à un prix peu élevé, mais la bourgeoisie craignait plus le moindre mouvement indépendant du prolétariat que la noblesse féodale et la bureaucratie. La tranquillité achetée au prix de la servitude lui sembla plus désirable que la liberté avec la *perspective* d'une lutte. Cette sainte terreur des ouvriers était traditionnelle chez les bourgeois, jusqu'au jour où M. Schultze-Delitzsch commença sa campagne des tirelires [177]. Il entendait démontrer aux ouvriers qu'ils ne pouvaient avoir de bonheur plus grand que d'être exploités toute leur vie, eux et même leurs enfants, par la bourgeoisie industrielle. On leur demandait de contribuer eux-mêmes à cette exploitation, en se procurant, par toutes sortes d'associations industrielles, un salaire d'appoint pour donner ainsi aux capitalistes la possibilité d'abaisser les salaires. A l'heure actuelle, la bourgeoisie industrielle est, avec les lieutenants de cavalerie, la classe la plus inculte de la « nation allemande », et sa propagande n'avait, a priori, aucune chance de succès durable, auprès d'un peuple intellectuellement développé comme le peuple allemand. Les esprits les plus perspicaces de la bourgeoisie devaient eux-mêmes comprendre qu'il ne pouvait rien en sortir, et l'alliance avec les ouvriers échouait une fois encore.

Restait le marchandage avec le gouvernement en vue du pouvoir politique qu'on paye comptant, naturellement de la poche du peuple. Le *véritable* pouvoir de la bourgeoisie dans l'Etat consistait uniquement dans le droit — et encore très étroitement réglementé — de voter l'impôt. C'est là qu'il eût fallu appliquer le levier, et une classe qui excellait dans le maquignonnage avait toutes les chances d'y trouver son avantage.

Mais non ! L'opposition bourgeoise de Prusse — tout au rebours notamment de la bourgeoisie classique d'Angleterre des XVII^{e} et XVIII^{e} siècles — voyait la chose ainsi : marchander le pouvoir, *sans* le payer pour autant.

Du point de vue purement bourgeois, et en tenant pleinement compte des circonstances dans lesquelles on lui proposait de réorganiser l'armée, quelle devait être la politique de l'opposition bourgeoise ? Considérant ses forces, alors qu'elle venait à peine de se relever de l'abaissement où l'avait tenue le régime Manteuffel — et vraiment sans qu'elle y fût pour rien — elle devait savoir qu'elle n'était vraiment pas de taille à empêcher l'exécution pratique du plan qui, du reste, était déjà en cours d'application. Elle devait savoir qu'après chaque session infructueuse, l'institution nouvelle, existant de fait, serait plus difficile à supprimer, que, d'année en année, le gouvernement offrirait moins pour obtenir l'assentiment de la Chambre. Elle devait savoir qu'elle était encore bien loin de pouvoir faire et défaire les ministères, et, qu'en conséquence, plus longtemps le conflit durerait, moins elle trouverait de ministres disposés à des compromis. Enfin, elle devait savoir que son intérêt était de ne pas pousser les choses à bout. En effet, un conflit sérieux avec le gouvernement devait nécessairement, étant donné l'état de développement du prolétariat allemand, susciter un mouvement autonome des ouvriers, et lui poser de nouveau, comme cas extrême, le dilemme : ou une alliance avec les ouvriers, mais cette fois à des conditions bien plus défavorables qu'en 1848 ; ou alors à genoux devant le gouvernement, et : *pater peccavi !*

En conséquence, la bourgeoisie libérale et progressiste aurait dû soumettre le projet de réorganisation de l'armée, et l'élévation des effectifs du temps de paix qui y est étroitement liée, à un examen technique impartial, qui l'aurait probablement menée à des résultats semblables aux nôtres. De plus, elle devait savoir qu'elle ne pouvait empêcher l'application en cours de la réforme, ni en retarder l'instauration définitive, du simple fait que le plan contenait tant d'éléments justes et utilisables. Avant toutes choses, elle aurait dû éviter de s'engager d'emblée dans une attitude

directement hostile à la réorganisation. Elle aurait dû, au contraire, profiter de cette réorganisation et du vote des crédits pour arracher au gouvernement de l' « ère nouvelle » le maximum de compensations, et transformer pour elle-même les neuf ou dix millions d'impôts nouveaux en autant de pouvoir politique que possible.

Et que ne restait-il à changer ! Il y avait la législation Manteuffel sur la presse et le droit d'association ; le pouvoir administratif et policier entièrement hérité de la monarchie absolue ; la paralysie des tribunaux due aux conflits de compétence ; les Etats provinciaux et de districts ; et surtout, l'interprétation dominante de la Constitution sous Manteuffel, à laquelle il fallait opposer une pratique constitutionnelle nouvelle ; les atteintes portées à l'autonomie municipale par la bureaucratie, et encore cent autres choses que toute autre bourgeoisie aurait volontiers, dans la même situation, achetées par une augmentation d'impôt d'un demi-thaler par tête et que l'on pouvait avoir toutes, si l'on procédait avec quelque adresse.

Mais, la volonté de l'opposition bourgeoise était tout autre. En ce qui concerne la liberté de la presse, d'association et de réunion, les lois Manteuffel avaient précisément fixé la mesure satisfaisante pour la bourgeoisie. Elles lui permettaient légalement de gentilles manifestations antigouvernementales ; tout accroissement des libertés lui donnait moins d'avantages qu'aux ouvriers. Or, plutôt que de donner aux ouvriers la liberté de former un mouvement indépendant, la bourgeoisie préférait se voir imposer plus de contraintes par le gouvernement. Il en était de même pour la limitation des pouvoirs administratifs et policiers. La bourgeoisie croyait que la bureaucratie lui était déjà soumise grâce au ministère de la « nouvelle ère » et voyait avec satisfaction que la bureaucratie avait les mains libres contre les ouvriers. Mais, elle oubliait complètement que la bureaucratie était de loin plus forte et plus vivace que n'importe quel ministère favorable à la bourgeoisie. Bref, elle se figurait qu'à la chute de Manteuffel succédait le millénium bourgeois, et qu'il ne lui restait qu'à engranger la mûre moisson de toute la puissance bourgeoise, sans bourse délier.

Les sommes qu'on lui proposait de voter lui semblaient un

peu grosses. Depuis 1848, on lui avait demandé tant d'argent et trop augmenté à son gré la dette publique, et donc élevé les impôts.

Or, Messieurs, vous êtes les députés de l'Etat constitutionnel le plus jeune du monde, et vous ne savez pas que le constitutionnalisme est la forme de gouvernement au monde la plus chère, presque aussi chère que le bonapartisme, qui — après moi le déluge ! — couvre les dettes anciennes par de nouvelles et escompte ainsi en dix ans les ressources d'un siècle ? Vous avez toujours devant les yeux l'absolutisme impuissant et enchaîné. Or, cet âge d'or est révolu à jamais.

Mais, n'y avait-il pas certains articles de la Constitution permettant de lever les impôts une fois qu'ils ont été votés ? On sait combien timide était le gouvernement de la « nouvelle ère » en ce qui concerne ses demandes d'argent. En échange de concessions dûment consignées par écrit, il avait fait entrer dans le budget ordinaire les dépenses de la réorganisation, et dès qu'il s'agissait du vote d'impôts nouveaux devant servir à couvrir ces dépenses, il était possible de marchander. Or, on ne pouvait souhaiter un meilleur ministère que celui de la « nouvelle ère ». On conservait donc les mêmes avantages qu'auparavant, et on pouvait étendre sa main-mise sur de nouveaux organes du pouvoir public.

Etait-ce renforcer la réaction, que de doubler son principal outil, l'armée ?

Sur ce point, les bourgeois progressistes entrent dans les conflits les plus insolubles avec eux-mêmes. Ils réclament de la Prusse qu'elle joue le rôle d'un Piémont allemand. Pour cela, il faut une armée forte et prête au combat. Ils ont le ministère de la « nouvelle ère », qui nourrit en secret les mêmes desseins. C'est le meilleur ministère qu'ils puissent avoir dans les circonstances présentes. Néanmoins, ils *refusent* à ce ministère le renforcement de l'armée. Ils n'ont tout le jour, du matin au soir, à la bouche que la gloire de la Prusse, la grandeur de la Prusse, le développement de la puissance de la Prusse, mais ils *refusent*

que la Prusse renforce son armée dans le même rapport que les autres grandes puissances depuis 1814.

Et pourquoi ? C'est qu'ils craignent que ce renforcement profite uniquement à la réaction, relève les officiers de la noblesse ruinée et, d'une façon générale, donne au parti féodal et bureaucratique de l'absolutisme les moyens d'enterrer par un coup d'Etat tout le système constitutionnel.

Les bourgeois progressistes ont-ils eu raison de ne pas fortifier la réaction, dont l'armée était le meilleur soutien ? En fait, la meilleure occasion de mettre l'armée sous le contrôle de la Chambre était justement cette réorganisation proposée par le ministère le plus favorable à la bourgeoisie que la Prusse ait jamais connu en temps de paix. Dès lors qu'on se déclarait disposé à voter, sous certaines conditions, le renforcement de l'armée, ne pouvait-on pas discuter des écoles de cadets, du privilège nobiliaire et de tous les autres points en litige en vue d'obtenir des garanties de démocratisation plus grande du corps d'officiers ? La « nouvelle ère » n'avait qu'une idée bien arrêtée : il fallait réaliser ce renforcement. Le fait qu'elle usa de tous les détours possibles pour introduire en contrebande cette réorganisation, prouve mieux que tout sa mauvaise conscience et sa peur des députés. L'occasion était à saisir des deux mains ; la bourgeoisie ne pouvait espérer le retour d'une pareille chance avant longtemps. Que n'eussent-ils arraché, bribe par bribe, à ce ministère, si les bourgeois progressistes n'avaient pas conçu les choses en chipoteurs, mais en grands spéculateurs !

Et que dire des conséquences pratiques de la réorganisation sur le corps des officiers lui-même ? Il fallait doubler le nombre des officiers. Dès lors, les écoles de cadets étaient largement insuffisantes. Jamais en temps de paix on n'avait été plus libéral : on offrait les postes de lieutenant en prime aux étudiants, aux médecins et à tous les jeunes gens cultivés. Le corps des officiers était méconnaissable après la réorganisation de l'armée prussienne. Il ne s'agit pas ici d'ouï-dire, mais d'expérience propre. Le jargon particulier aux lieutenants était mis au rancart, les jeunes officiers parlaient leur langue maternelle ; ils ne formaient plus une caste fermée, mais représentaient, plus que jamais depuis

1815, toutes les classes cultivées et toutes les provinces de l'Etat. Ici, la position était déjà gagnée, par la force même des choses ; il ne s'agissait plus que de la maintenir et de l'utiliser. Mais, des bourgeois progressistes semblèrent l'ignorer et continuèrent à parler comme si tous ces officiers étaient des cadets de noblesse. Et pourtant jamais, depuis 1815, il n'y avait eu plus d'officiers bourgeois.

Soit dit en passant, nous attribuons la brillante conduite des officiers prussiens devant l'ennemi, lors de la guerre du Schlesvig-Holstein, à cette infusion de sang nouveau. La vieille classe d'officiers subalternes n'aurait osé prendre autant d'initiatives. Le gouvernement attribue à la Réorganisation l' « élégance » des succès obtenus, mais nous ne voyons pas à quel autre point de vue elle a pu encore avoir un effet sur les Danois.

Enfin, l'objection capitale, c'est que la réorganisation de l'armée en temps de paix favoriserait les coups d'Etat.

De fait, les armées sont les instruments grâce auxquels se font les coups d'Etat, et tout renforcement de l'armée en augmente la possibilité. Mais, la force armée dont a besoin une grande puissance ne se calcule pas d'après la perspective plus ou moins grande de coups d'Etat, mais, d'après le potentiel armé des autres grands Etats. Quand on a dit A, il faut aussi dire B. Quand on accepte un mandat de député prussien, quand on écrit sur son drapeau : Force et grandeur de la Prusse en Europe, on doit aussi en accepter les moyens de réalisation. Si ces moyens ne peuvent être obtenus sans faciliter les coups d'Etat, tant pis pour Messieurs les progressistes. Si, en 1848, ils ne s'étaient pas montrés ridiculement lâches et maladroits, le temps des coups d'Etat serait vraisemblablement depuis longtemps passé. Mais, dans les circonstances présentes, il ne leur reste plus qu'à accepter en fin de compte le renforcement de l'armée sous une forme ou sous une autre, et qu'à garder par devers eux leurs inquiétudes.

Mais, on peut considérer l'affaire sous d'autres aspects encore. Premièrement, il eût été plus raisonnable de négocier le vote

de cet instrument de coups d'Etat avec un ministère de la « nouvelle ère » plutôt qu'avec un ministère Bismarck.

Deuxièmement, il est évident que tout pas nouveau vers la réalisation effective du service militaire obligatoire pour tous rend l'armée prussienne moins apte à servir d'instrument de coups d'Etat. Dès que la masse de la population est pénétrée du désir de se gouverner elle-même et voit la nécessité de lutter contre tous les éléments récalcitrants, les jeunes gens de 20 à 21 ans sont forcément pris, eux aussi, dans le mouvement, de sorte qu'en dépit de leurs officiers féodaux et absolutistes, un coup d'Etat est de plus en plus difficile à exécuter. Plus le sens politique se développe dans un pays, plus l'esprit critique croît chez les recrues incorporées. La lutte actuelle entre gouvernement et bourgeoisie devrait déjà le démontrer.

Troisièmement, le service de deux ans est un contrepoids suffisant à l'augmentation de l'armée. Si le renforcement de l'armée augmente pour le gouvernement les moyens matériels de coups d'Etat, le service de deux ans en diminue les moyens moraux. Certes, dans la troisième année de service, le constant rabâchage des doctrines absolutistes et les habitudes d'obéissance peuvent, pour un temps, donner quelques fruits chez les soldats. Les soldats n'ont alors presque plus rien à apprendre du point de vue militaire, de sorte que les hommes astreints au service obligatoire soi-disant pour tous prennent les habitudes des soldats incorporés pour de longues années dans les systèmes français et autrichien. Ils prennent alors certaines allures propres aux soldats de métier, si bien qu'il est bien plus facile de les utiliser à n'importe quelle tâche. La libération des hommes de la troisième année de service devrait être compensée par l'incorporation de 60 000 à 50 000 hommes. Voilà pour ce qui concerne l'objection des coups d'Etat.

Mais, voici un autre point décisif. Comme nous connaissons fort bien notre bourgeoisie, nous ne nions pas qu'il puisse se produire une situation où, même sans mobilisation, avec le simple effectif du temps de paix de l'armée, un coup d'Etat soit cependant possible. Mais, ce n'est pas vraisemblable. Pour faire un

grand coup, il faudra presque toujours mobiliser. Et c'est alors que se produira le tournant. Certes, l'armée prussienne du temps de paix peut devenir un instrument docile entre les mains du gouvernement pour un coup de force à l'intérieur ; l'armée prussienne du temps de guerre certainement non. Quiconque a vu un bataillon d'abord sur le pied de paix, puis sur le pied de guerre, sait la différence énorme qui les sépare en ce qui concerne l'attitude des hommes et la nature de chaque ensemble. Les hommes qui étaient entrés, demi-enfants, dans l'armée y retournent cette fois-ci en hommes ; ils apportent avec eux une provision de respect d'eux-mêmes, de confiance en soi, de sûreté et de caractère, qui profite à tout le bataillon. Les rapports des hommes avec les officiers, des officiers avec les hommes changent aussitôt. Le bataillon y gagne militairement beaucoup, mais politiquement il devient peu sûr — pour des fins absolutistes. On a pu le constater après leur entrée dans le Schlesvig. A la grande surprise des correspondants de presse anglais, les soldats prussiens participaient ouvertement à toutes les manifestations politiques et y exprimaient sans façon des opinions absolument non orthodoxes. Si l'armée mobilisée est politiquement gâtée à des fins absolutistes — nous le devons principalement à la période Manteuffel et à l'ère la « plus nouvelle ». En 1848, il en était tout autrement.

L'un des côtés les meilleurs de la Constitution prussienne — avant comme après la Réorganisation — c'est qu'avec *sa* législation militaire, la Prusse ne peut ni faire une guerre impopulaire, ni exécuter un coup d'Etat, avec des chances de durée. Même si l'armée du temps de paix se laissait aller à un petit coup d'Etat, la première mobilisation et le premier danger de guerre suffiraient à remettre en question toutes les « conquêtes ». Sans la ratification de l'armée de temps de guerre, les exploits de l'armée du temps de paix dans les « difficultés intérieures » ne peuvent être que de courte portée, et plus cette ratification tarderait, plus elle serait difficile à obtenir. Des feuilles réactionnaires ont, par opposition aux Chambres, déclaré que l' « armée » était la véritable représentation nationale. Naturellement, elles n'entendaient par là que les officiers. S'il arrivait jamais que ces messieurs

de la *Gazette de la Croix* fissent un coup d'Etat demandant l'intervention de l'armée *mobilisée,* cette dernière représentation nationale leur ménagerait quelques surprises — ils peuvent y compter.

En effet, il faut chercher ailleurs la principale garantie contre un coup d'Etat. Aucun gouvernement ne peut, grâce à un coup d'Etat, organiser une Chambre qui lui vote des impôts et emprunts nouveaux, et même s'il se fabriquait une Chambre qui les consentît, nul banquier en Europe ne lui accorderait son crédit dans de pareilles conditions. Dans la plupart des pays d'Europe, il en serait autrement. Mais, depuis les promesses de 1815 et les nombreuses vaines manœuvres faites jusqu'en 1848 pour se procurer de l'argent, il est notoire qu'on ne peut prêter un sou à la Prusse sans une décision juridiquement valable et incontestable des Chambres. M. Raphaël von Erlanger lui-même, qui a pourtant prêté aux confédérés américains, confierait difficilement de l'argent comptant à un gouvernement prussien issu d'un coup d'Etat. Cet avantage, la Prusse le doit exclusivement à la bêtise de l'absolutisme.

La force de la bourgeoisie, c'est que si il a des embarras d'argent — et cela arrive immanquablement — le gouvernement est obligé de faire appel à cette puissance financière. Certes, la représentation politique de la bourgeoisie, sait, en fin de compte, qu'elle est là pour payer, mais c'est la haute finance qui conclura l'affaire avec le gouvernement et mesurera sa capacité de crédit à la même aune que celle de n'importe quel particulier. Or, il ne lui importera en rien que l'Etat prussien ait peu ou prou besoin de soldats. Ces messieurs n'escomptent de billets qu'avec trois signatures ; si, outre le gouvernement, la Chambre-Haute seule sans la Chambre des députés, a donné sa signature, ou si c'est une Chambre d'hommes de paille, ils regarderont cela comme des billets de complaisance et s'excuseront de ne pouvoir conclure l'affaire.

La question militaire s'achève au point où commence le problème constitutionnel. Peu importent les fautes et les manœuvres pour lesquelles l'opposition bourgeoise est dorénavant acculée à l'alternative suivante : mener jusqu'au bout la bataille sur

la question militaire, ou perdre le reste de pouvoir politique qu'elle possède encore. D'ores et déjà, le gouvernement a mis en question le droit qu'elle a d'accepter le budget. Or, si le gouvernement doit tôt ou tard faire la paix avec sa Chambre, la meilleure politique n'est-elle pas de tenir simplement jusque-là ?

Parvenu à ce point, le conflit exclura toute solution intermédiaire. En effet, il est plus que douteux que l'on puisse conclure un arrangement sur des bases acceptables avec ce gouvernement. En surévaluant ses forces, la bourgeoisie s'est mise dans une situation où elle doit éprouver, sur cette question militaire, si elle est dans l'Etat l'élément décisif, ou n'est rien. Si elle est victorieuse, elle conquiert le pouvoir de faire et de défaire les ministères, comme l'a en Angleterre la Chambre des communes. Si elle succombe, elle n'arrivera plus jamais par des voies constitutionnelles à avoir un poids quelconque.

Mais, c'est mal connaître le courage de nos bourgeois allemands. En politique, le courage de la bourgeoisie est toujours en rapport exact avec l'importance qu'elle a dans la société civile. En Allemagne, la puissance sociale de la bourgeoisie est beaucoup moindre qu'en Angleterre et même en France. Elle ne s'est pas alliée avec la vieille aristocratie comme en Angleterre, ni ne s'en est débarrassée avec l'aide des paysans et des ouvriers comme en France. En Allemagne, l'aristocratie féodale est toujours une force qui s'oppose à la bourgeoisie et s'allie au gouvernement. L'industrie usinière est la base de toute la puissance sociale de la bourgeoisie moderne. Or, elle est bien moins développée en Allemagne qu'en France et en Angleterre. Certes, il y a eu un progrès considérable depuis 1848. Mais, les énormes accumulations de capitaux en peu de points, si fréquentes en Angleterre et même en France, sont plutôt rares en Allemagne. En fait, c'est ce qui explique le caractère petit-bourgeois de notre bourgeoisie tout entière. Le milieu où elle vit, les horizons qui s'ouvrent devant elle sont mesquins. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que tout soit mesquin chez elle. D'où tirerait-elle le courage de mener le combat jusqu'au bout ? La bourgeoisie prussienne n'ignore pas que son industrie dépend fort du gouvernement : concessions [179] et contrôle administratif pèsent sur elle comme un cauchemar. A cha-

que entreprise nouvelle, le gouvernement peut lui mettre des bâtons dans les roues. Et dans le domaine politique! Dans le conflit sur la question militaire, la Chambre bourgeoise ne peut avoir qu'une attitude négative, elle est réduite à la défensive, tandis que le gouvernement attaque, interprète à sa guise la Constitution, frappe les fonctionnaires libéraux, annule les élections municipales libérales, met tous les ressorts de sa puissante bureaucratie en mouvement pour convaincre les bourgeois de leur situation de sujets, s'empare effectivement une à une des positions et conquiert ainsi une situation que Manteuffel lui-même n'avait pas. Entre-temps, les dépenses hors budget et la levée des impôts vont tranquillement leur train, et la réorganisation de l'armée gagne, à chaque année qui passe, une force nouvelle. Bref, la victoire finale de la bourgeoisie suppose d'année en année des mesures plus révolutionnaires, du fait même que, se multipliant de jour en jour dans tous les domaines, les victoires de détail du gouvernement prennent de plus en plus figure de faits accomplis. A cela s'ajoute un mouvement ouvrier tout à fait autonome vis-à-vis de la bourgeoisie et du gouvernement : la bourgeoisie est donc obligée, soit de faire aux ouvriers des concessions fort gênantes, soit de se résigner à agir sans les ouvriers au moment décisif. Dans ces conditions, la bourgeoisie prussienne peut-elle avoir le courage de tenir jusqu'au bout ? Il faudrait que, depuis 1848, elle se fût merveilleusement améliorée — dans son propre sens — et la nostalgie des compromis qui s'exhale quotidiennement du parti progressiste depuis l'ouverture de la présente session ne l'indique pas. Nous craignons que, cette fois encore, la bourgeoisie n'ait aucun scrupule à se trahir elle-même.

IV

Quelle est maintenant l'attitude du Parti ouvrier à l'égard de cette réorganisation de l'armée et du conflit qui en résulte entre le gouvernement et l'opposition bourgeoise ?

Pour déployer une pleine action politique, la classe des travailleurs a besoin d'un champ beaucoup plus vaste que ne l'offre

le morcellement actuel des Etats allemands. La multiplicité des Etats entrave le mouvement du prolétariat : elle ne saurait donc se justifier ni être prise au sérieux. Le prolétariat allemand ne se préoccupera jamais de Constitutions fédérales, de pointe et d'hégémonie prussiennes, de triade [180], et d'autres choses semblables, sinon pour en faire table rase. Il lui importe peu de savoir « combien il faut de soldats à l'Etat prussien pour continuer à végéter comme grande puissance » ? La réorganisation aggrave-t-elle ou non le fardeau militaire est de peu de conséquence pour la classe ouvrière *en tant que classe.*

En revanche, ce qui ne lui est nullement indifférent, c'est de savoir si le service militaire obligatoire pour tous est strictement appliqué ou non. Plus il y aura d'ouvriers exercés dans les armes, mieux cela vaudra. Le service militaire obligatoire pour tous est le complément nécessaire et naturel du suffrage universel ; il met les électeurs à même d'imposer leurs décisions, les armes à la main contre toutes les tentatives de coup d'Etat.

L'application de plus en plus conséquente de l'obligation militaire pour tous est le seul point qui intéresse la classe ouvrière d'Allemagne dans la réorganisation de l'armée prussienne.

Le plus important, c'est cette question : Quelle attitude doit prendre le parti ouvrier dans le conflit surgi entre gouvernement et Chambre ?

L'ouvrier moderne, le prolétaire, est un produit de la grande révolution industrielle qui, surtout depuis le siècle dernier, a totalement bouleversé dans tous les pays civilisés l'ensemble du mode de production, d'abord de l'industrie, puis de l'agriculture, et à la suite de laquelle il n'y a plus dans la production que deux classes fondamentales : celle des capitalistes, qui se trouvent en possession des instruments de travail, des matières premières et des moyens de subsistance, et celle des ouvriers qui ne possèdent ni instruments de travail, ni matières premières, ni moyens de subsistance, mais sont contraints de les acheter aux capitalistes en échange de leur travail. Le prolétaire moderne n'a donc directement affaire qu'à une seule classe sociale, qui s'oppose à lui en ennemie et qui l'exploite : la classe des capitalistes, des « bour-

geois ». Dans les pays où cette révolution industrielle est complètement réalisée, comme en Angleterre, l'ouvrier n'a effectivement affaire qu'aux capitalistes, car même dans les campagnes, le gros fermier n'est autre chose qu'un capitaliste ; l'aristocrate qui ne fait que consommer la rente foncière de ses propriétés, n'a nulle part de contacts sociaux avec l'ouvrier.

Il en va autrement dans les pays où cette révolution industrielle n'est qu'en voie de réalisation, comme en Allemagne. Il y subsiste encore de l'état féodal et postféodal une foule d'éléments sociaux qui, pour ainsi dire, perturbent le milieu social et enlèvent à la société allemande ce caractère simple, limpide, classique qui caractérise celui de l'Angleterre. Dans un milieu qui va se modernisant chaque jour davantage et même entre capitalistes et ouvriers tout modernes, il continue de circuler vivants les plus étonnants fossiles antédiluviens : seigneurs féodaux, tribunaux patrimoniaux, hobereaux, bastonnades, conseillers de gouvernement et de province, jurandes, conflits de compétence, juridiction pénale, administrative, etc... En outre, dans la lutte pour le pouvoir politique, tous ces fossiles vivants se regroupent contre la bourgeoisie, qui, classe la plus puissante de l'époque moderne par sa propriété, réclame d'eux, au nom de l'époque nouvelle, la domination politique.

En plus de la bourgeoisie et du prolétariat, la grande industrie moderne produit encore une sorte de classe hybride : la petite-bourgeoisie. Celle-ci se compose pour partie des restes de l'archaïque monde petit-bourgeois moyenâgeux (*Pfahlbürger*), pour partie de travailleurs parvenus. Sa position lui vient moins de la production que de la répartition des marchandises ; le commerce de détail est son principal domaine. Alors que la petite-bourgeoisie d'antan était la couche la plus stable, la petite-bourgeoisie moderne est la classe la plus changeante de la société ; la faillite est devenue chez elle une institution. Par sa petite propriété capitaliste, elle participe aux conditions d'existence de la bourgeoisie ; par l'insécurité de son existence à celles du prolétariat. Sa position politique est, comme son existence sociale, pleine de contradictions ; d'une façon générale, cependant, la « démocratie pure » en est l'expression la plus correcte. Sa mission politique est de

pousser en avant la bourgeoisie dans sa lutte contre les survivances de la vieille société et surtout contre sa propre faiblesse et sa propre lâcheté, en l'aidant à conquérir les libertés — liberté de la presse, d'association et de réunion, suffrage universel, autonomie de l'administration locale. Bien qu'il s'agisse-là d'institutions purement bourgeoises, il s'est avéré qu'une bourgeoisie timorée pouvait parfaitement s'en passer, alors que, sans elles, jamais les ouvriers ne pourront conquérir leur émancipation.

Au cours de la lutte entre les restes de la vieille société antédiluvienne et la bourgeoisie, survient, tôt ou tard, un moment où les deux belligérants se tournent vers le prolétariat et recherchent son appui. Ce moment coïncide, en général, avec celui où la classe ouvrière commence elle-même à s'éveiller. Les représentants féodaux et bureaucratiques de la société en voie de disparition invitent les ouvriers à donner avec eux l'assaut aux exploiteurs, aux capitalistes, les seuls ennemis de l'ouvrier ; les bourgeois font voir aux ouvriers qu'ils représentent tous deux la société moderne et que, par conséquent, ils ont en toute occurrence un même intérêt en face de la *vieille* forme de société en voie de disparition. A ce moment, la classe ouvrière commence à prendre petit à petit conscience qu'elle est une classe particulière, ayant ses intérêts à elle et son propre avenir indépendant. C'est la question qui s'est imposée tour à tour en Angleterre, en France et en Allemagne : comment le parti ouvrier doit-il se comporter vis-à-vis des classes en lutte ?

Tout d'abord, cette attitude dépendra des buts visés par le parti ouvrier, c'est-à-dire par la fraction de la classe ouvrière parvenue à la conscience des intérêts communs de sa classe.

Pour autant qu'on le sache, les ouvriers les plus avancés posent comme revendication en Allemagne : émancipation des ouvriers à l'égard des capitalistes par le transfert du capital d'Etat aux travailleurs associés, afin d'effectuer la production en compte commun à l'exclusion des capitalistes. Le moyen de réaliser ce but, c'est de conquérir le pouvoir politique au travers du suffrage universel direct [181].

Une chose est parfaitement évidente : ni le parti féodal bureau-

cratique qu'on a coutume d'appeler tout court la *réaction,* ni le parti radical et libéral bourgeois ne sont disposés à admettre volontiers ces revendications. Or, le prolétariat devient une puissance dès lors qu'il se constitue en parti ouvrier indépendant, et il faut alors compter avec lui. Les deux partis ennemis le savent et seront, au moment donné, disposés à faire aux ouvriers des concessions apparentes ou réelles. De qui les ouvriers peuvent-ils obtenir les concessions les plus importantes ?

La simple existence des bourgeois et des prolétaires est déjà, pour le parti réactionnaire, une sérieuse épine. Il tire sa puissance, en effet, de la stagnation criminelle de l'évolution sociale ou de son ralentissement, sans quoi toutes les classes possédantes se transformeraient peu à peu en capitalistes, et toutes les classes opprimées en prolétaires, le parti réactionnaire disparaissant de lui-même. La réaction, si elle est logique, voudra bien supprimer le prolétariat. Pour ce faire, elle n'aidera pas les travailleurs à progresser vers l'association, mais elle voudra les retransformer plus ou moins en compagnons de corporations et en serfs de la glèbe.

Un tel changement serait-il profitable à nos prolétaires ? Rêvent-ils de se trouver à nouveau sous la férule paternelle du « maître » et du « gracieux seigneur » — si cela était réalisable ? Certainement pas ! C'est bien plutôt parce que la classe ouvrière a été séparée de toute pseudo-propriété et de tous les pseudo-privilèges, qu'il s'est développé une opposition directe entre capital et travail et qu'il devient possible aux ouvriers de former une seule et grande classe, ayant des intérêts communs, avec un mouvement et un parti ouvrier distincts de tous les autres. Quoi qu'il en soit, faire ainsi rebrousser chemin à l'histoire est une impossibilité pure et simple. Les machines à vapeur, les métiers mécaniques à filer et à tisser, les charrues à vapeur, les batteuses mécaniques, les chemins de fer, les télégraphes électriques et les presses à vapeur de l'époque moderne n'admettent pas un retour en arrière aussi absurde. Au contraire, ils détruisent peu à peu impitoyablement tous les vestiges du féodalisme et des corporations, réduisant toutes les petites oppositions sociales, héritées du passé en une seule grande opposition historique entre capital et travail.

La seule tâche historique de la bourgeoisie, c'est d'accroître en tous sens ces gigantesques forces productives et moyens de communication de la société moderne en les stimulant au maximum ; c'est d'accaparer dans ses mains, grâce à ses associations de crédit, les moyens de production hérités d'époques antérieures, notamment la propriété foncière ; c'est d'exploiter toutes les branches de production avec des moyens modernes et faire disparaître tous les vestiges de la production et des rapports féodaux afin de réduire toute la société à l'opposition simple entre classe des capitalistes et classe des travailleurs sans propriété. A mesure que les oppositions entre classes sociales se simplifient ainsi, la puissance de la bourgeoisie augmente, tandis que la force et la conscience de classe des ouvriers augmentent dans une proportion plus forte encore, en accroissant les chances de victoire du prolétariat. Seule une augmentation du pouvoir de la bourgeoisie amène graduellement le prolétariat à devenir la majorité prépondérante dans l'Etat, comme il l'est dès à présent en Angleterre, mais nullement encore en Allemagne, où, à la campagne, les paysans de tout genre et, à la ville, les petits maîtres-artisans ou boutiquiers le dépassent en nombre.

Par conséquence, chaque victoire de la réaction freine le développement social et recule immanquablement le moment où les ouvriers pourront vaincre. En revanche, toute victoire de la bourgeoisie sur la réaction est aussi, en un certain sens, une victoire des ouvriers ; elle contribue à la chute finale de la domination capitaliste, et rapproche le moment où les ouvriers triompheront de la bourgeoisie.

Rappelons la position du parti ouvrier allemand de 1848 et d'aujourd'hui. Il y a encore en Allemagne assez de vétérans qui ont coopéré aux premiers débuts de la fondation d'un parti ouvrier allemand avant 1848, qui ont, après la Révolution, aidé à le parfaire autant que les circonstances le permettaient. Ils savent tous le mal qu'il faut se donner, même au cours des périodes les plus agitées, pour le maintenir en mouvement, pour en écarter les éléments corporatifs réactionnaires, et comment toute l'entreprise entre en veilleuse, après quelques années. Si, à présent, le mouvement ouvrier est né pour ainsi dire de lui-même,

d'où cela vient-il ? De ce que, depuis 1848, la grande industrie bourgeoise en Allemagne a fait des progrès inouïs, de ce qu'elle a supprimé une foule de petits patrons et autres intermédiaires entre ouvriers et capitalistes, mis une masse de travailleurs en opposition directe avec le capitaliste, bref, de ce qu'elle a créé un important prolétariat, là où auparavant il n'en existait pas ou peu. Un parti et un mouvement ouvriers sont, par suite de ce développement industriel, devenus une nécessité inéluctable.

Il y a cependant des circonstances où la réaction juge qu'il est indiqué pour elle de faire des concessions aux ouvriers. Mais, ces concessions sont toujours d'un genre particulier, non politiques. Jamais la réaction féodale et bureaucratique n'étendra le droit de suffrage, n'accordera la liberté de la presse, d'association et de réunion, ni ne réduira la puissance de la bureaucratie féodale. Ses concessions sont toujours dirigées directement contre la bourgeoisie, et conçues pour n'accroître en rien la force politique des ouvriers. En Angleterre, la loi des dix heures pour les ouvriers de fabrique a été instaurée contre la volonté des industriels. Il serait possible de réclamer, voire d'obtenir du gouvernement de la Prusse l'exacte application des ordonnances sur le temps de travail dans les usines, qui n'existent actuellement que sur le papier, de même, en ce qui concerne le droit de coalition des ouvriers, etc...[182]. Mais, il est de règle pour toutes les concessions de la part de la réaction que les ouvriers les acceptent sans fournir aucune contrepartie, et c'est juste ainsi, car il suffit que la réaction ait rendu la vie dure aux bourgeois pour qu'elle ait pleinement atteint son but, et les ouvriers ne lui doivent, et d'ailleurs ne lui donnent, aucun remerciement.

Récemment, un genre de réaction a eu grand succès et est très prisé par certains : le « bonapartisme ». Le bonapartisme est la forme nécessaire de l'Etat dans un pays où la classe ouvrière, très développée dans les villes, mais numériquement inférieure aux petits paysans à la campagne, a été vaincue dans un grand combat révolutionnaire par la classe des capitalistes, la petite-

bourgeoisie et l'armée. Lorsqu'en France, les ouvriers de Paris furent écrasés dans la lutte gigantesque de Juin 1848, la bourgeoisie se trouva, elle aussi, complètement épuisée par sa victoire. Elle se rendit compte qu'elle ne pouvait supporter une seconde victoire pareille. Elle ne régna plus que de nom, étant trop faible pour exercer le pouvoir. L'armée, véritable vainqueur, prit la tête, appuyée sur la classe où elle se recrutait de préférence : les petits paysans, qui voulaient avoir la tranquillité face aux trublions des villes. La forme de cette domination est, naturellement, le despotisme militaire, et son chef naturel, Louis Bonaparte, en fut l'héritier légitime.

La caractéristique du bonapartisme vis-à-vis des ouvriers comme des capitalistes, c'est qu'il les empêche de se battre entre eux. Autrement dit, il défend la bourgeoisie contre les attaques violentes des ouvriers, favorise les petites escarmouches pacifiques entre les deux classes, tout en enlevant aux uns comme aux autres toute espèce de pouvoir politique. Pas de droit d'association, pas de droit de réunion, pas de liberté de la presse. Le suffrage universel, sous la pression de la bureaucratie, rend impossible toute élection de l'opposition. C'est un régime policier jamais atteint auparavant, même dans la France pourtant policière.

Une partie de la bourgeoisie, comme des ouvriers, est directement *achetée*. L'une par les filouteries colossales du crédit, qui font passer l'argent des petits capitalistes dans la poche des grands ; l'autre, par de grands travaux nationaux, qui concentrent dans les grandes villes, à côté du prolétariat normal et indépendant, un prolétariat artificiel et impérial, soumis au gouvernement. Enfin, le bonapartisme flatte la fierté nationale par des guerres en apparence héroïques, mais, qui, en réalité, sont entreprises avec l'autorisation supérieure de l'Europe contre le bouc émissaire du moment — et dans des conditions telles que la victoire est assurée d'avance.

Tout ce qu'un tel régime puisse apporter aux ouvriers et à la bourgeoisie est qu'ils se reposent de la lutte et que l'industrie se développe puissamment (si les conditions s'y prêtent), de

sorte que se forment les éléments d'une nouvelle lutte, plus violente encore ; bref, que cette lutte éclate dès que le besoin d'un tel temps de repos disparaît. Le comble de la stupidité serait d'attendre davantage, pour les ouvriers, d'un régime qui n'existe que pour les tenir en laisse en face de la bourgeoisie.

Revenons maintenant au cas qui nous préoccupe. Qu'est-ce que la réaction peut offrir en Prusse au parti ouvrier ?

Peut-elle offrir à la classe ouvrière une part effective au pouvoir politique ? — Absolument pas. Premièrement, il n'est jamais arrivé dans l'histoire moderne, ni d'Angleterre ni de France, qu'un gouvernement réactionnaire l'ait fait. Deuxièmement, il s'agit justement, dans le conflit qui se déroule actuellement en Prusse, de savoir si le gouvernement détiendra tout le pouvoir effectif, ou s'il le partagera avec le Parlement. Il est évident que le gouvernement ne s'acharne pas à enlever le pouvoir à la bourgeoisie pour en faire cadeau ensuite au prolétariat !

L'aristocratie et la bureaucratie féodales peuvent maintenir en Prusse leur pouvoir réel, même sans représentation parlementaire. Leur position traditionnelle à la Cour, à l'armée, dans la fonction publique, leur garantit ce pouvoir. Elles ne sauraient vouloir une représentation particulière, car même les Chambres de la noblesse et des fonctionnaires, telles qu'elles existaient sous Manteuffel, ne peuvent subsister durablement de nos jours en Prusse. Aussi vouent-elles au diable tout le système des Chambres.

En revanche, bourgeois et ouvriers ne peuvent exercer un véritable pouvoir politique régulier qu'avec la représentation parlementaire ; et celle-ci n'a d'ailleurs de valeur que si elle a son mot à dire et décide dans les affaires, en d'autres termes, si elle peut « serrer les cordons de la bourse ». Or, c'est justement ce que Bismarck veut empêcher, et il ne s'en cache pas. La question se pose dès lors : Est-il de l'intérêt des ouvriers que ce Parlement soit privé de tout pouvoir, alors qu'ils peuvent y entrer, s'ils conquièrent le suffrage universel direct et qu'ils espèrent y être un jour la majorité ? Est-il de leur intérêt de mettre

en mouvement tous les leviers de l'agitation pour en arriver à une assemblée qui n'aura finalement rien à dire ? Certainement non !

Mais, l'actuel gouvernement ne peut-il changer la loi électorale existante, et octroyer le suffrage universel direct ? On entre ici dans le domaine des hypothèses. Pourtant, *si* le gouvernement faisait ce coup bonapartiste et si les ouvriers s'y laissaient prendre, ils auraient du coup reconnu au gouvernement le droit de supprimer à nouveau le suffrage universel direct au moyen d'un décret, quand bon lui semblerait. Quelle valeur aurait dès lors le droit du suffrage universel direct ?

Si le gouvernement octroyait le suffrage universel direct, il commencerait par le formuler de telle sorte qu'il ne serait plus le suffrage universel direct.

Enfin, l'exemple de la France montre comment on peut réaliser des élections dociles, si l'on dispose d'une nombreuse population rurale abêtie, d'une bureaucratie bien organisée, d'une presse soigneusement contrôlée, d'associations parfaitement tenues en bride par la police — et sans aucune réunion politique. Combien de représentants des ouvriers, le suffrage universel direct fait-il entrer dans la Chambre française ? Et pourtant, disposant d'une concentration bien plus grande et d'une plus longue expérience de lutte et d'organisation, le prolétariat français a de l'avance sur le prolétariat allemand.

Cela nous mène à un autre point encore. En Allemagne, la population des campagnes est deux fois plus importante que celle des villes, c'est dire que les deux tiers de sa population vivent du sol et un tiers de l'industrie. Et comme en Allemagne la grande propriété foncière est la règle et le petit paysan parcellaire l'exception, cela signifie que, si un tiers des travailleurs est soumis aux capitalistes, deux tiers sont aux *ordres du seigneur féodal.* Ceux qui s'en prennent sans cesse aux capitalistes, mais ne soufflent mot contre les féodaux, feraient bien d'y réfléchir. Les féodaux exploitent en Allemagne deux fois plus de travailleurs que les bourgeois ; ils y sont les ennemis tout aussi directs des ouvriers que les capitalistes.

Mais, ce n'est pas tout, tant s'en faut. Dans les anciens domaines féodaux, le régime patriarcal impose au journalier agricole ou au paysan sans terre une dépendance héréditaire vis-à-vis de son « gracieux seigneur », et rend très difficile au prolétaire agricole son entrée dans le mouvement des travailleurs urbains. A quoi s'ajoutent les curés, l'abrutissement systématique des campagnes, la méchante éducation scolaire, le cercle clos de la vie rurale. Le prolétariat agricole est la partie de la classe ouvrière la plus mal lotie et elle sera la dernière à prendre conscience de ses intérêts, de sa position sociale, bref, elle restera le plus longtemps un instrument inconscient dans la main de la classe privilégiée qui l'exploite. Or, quelle est cette classe ? En Allemagne, ce n'est pas la bourgeoisie, mais la *noblesse féodale.*

En France, où il n'existe pratiquement que des paysans libres, propriétaires de leur terre, où l'aristocratie féodale est depuis longtemps privée de tout pouvoir politique, le suffrage universel n'a pas fait entrer les ouvriers dans les Chambres, mais, tout au contraire, les en a pratiquement exclus. Quel serait le résultat en Allemagne, où la noblesse féodale est encore effectivement une puissance sociale et politique, et où il y a deux travailleurs agricoles pour un ouvrier d'industrie ? Combattre la réaction féodale et bureaucratique — formant actuellement en Prusse un couple indissoluble — c'est combattre pour l'émancipation intellectuelle et politique du prolétariat rural. Tant que ce dernier ne sera pas entraîné dans le mouvement, le prolétariat des villes ne peut rien obtenir. Loin d'être une arme pour lui, le suffrage universel direct ne sera qu'un *piège.*

Cette analyse très franche, mais nécessaire, incitera-t-elle les féodaux à introduire le suffrage universel ? — Tant mieux.

Croit-on que le gouvernement restreindra-t-il, pour l'opposition bourgeoise seulement, les droits relatifs à la presse, l'association et les réunions (s'il reste encore quelque chose à restreindre actuellement !), alors qu'il accordera aux ouvriers les droits en question ? Quoi qu'il en soit, le mouvement ouvrier poursuit tranquillement son petit bonhomme de chemin.

C'est là que git le lièvre ! Le gouvernement *sait* — et la bourgeoisie le sait aussi — que tout le mouvement ouvrier actuel en Allemagne est simplement *toléré,* et ne se développe que tant qu'il *plaît* au gouvernement. Tant qu'il est utile au gouvernement que de nouveaux adversaires indépendants s'élèvent contre l'opposition bourgeoise, il le tolérera. Dès l'instant où ce mouvement fera des ouvriers une puissance autonome et dangereuse pour le gouvernement, ce sera fini. Puisse la manière dont la propagande est interdite aux progressistes dans la presse, les associations et les réunions, servir d'avertissement aux ouvriers ! Les mêmes lois, ordonnances et mesures peuvent, du jour au lendemain, être retournées contre eux et mettre un terme à leur propagande, et c'est ce qui se produira dès qu'elle deviendra dangereuse. Il importe au plus haut point que les ouvriers en soient conscients, et ne tombent pas dans l'illusion de la bourgeoisie sous le régime de l'« ère nouvelle », où elle aussi était simplement *tolérée,* alors qu'elle se figurait être déjà bien en selle. Ceux qui s'imaginent que le gouvernement actuel affranchira, de leurs présentes entraves, la presse, les droits de réunion et d'association font partie des gens avec lesquels il n'est plus possible de parler.

Sans libertés de la presse, d'association et de réunion, pas de mouvement ouvrier possible. Le gouvernement actuel, en Prusse, n'est pas assez simplet pour se couper la tête lui-même. Et si la réaction en venait à jeter en appât quelques semblants de concessions au prolétariat allemand, il faut espérer que celui-ci saura répondre par les fières paroles de la vieille chanson de Hildebrand :

« Mit gêrû scal man geba infâhan, ort widar orte. »

« C'est avec l'épieu qu'il faut recevoir les présents, pointe contre pointe. »

A l'égard des concessions *sociales* que la réaction pourrait faire aux ouvriers (réduction du temps de travail dans les usines, meilleure application des lois sur les fabriques, droit de coalition, etc...), l'expérience de tous les pays prouve que la réaction prend ces mesures sans que les ouvriers aient à offrir la moindre chose

en retour. La réaction a besoin des ouvriers, mais les ouvriers n'ont pas besoin de la réaction. Par conséquent, tant que les ouvriers tiendront ferme sur ces points dans leur agitation indépendante, ils pourront s'attendre à ce que les éléments réactionnaires mettent en avant ces mesures, ne serait-ce que pour faire la niche aux bourgeois. De la sorte, les ouvriers emportent des avantages sur la bourgeoisie, sans devoir à la réaction le moindre remerciement.

Mais, si le parti ouvrier n'a rien à attendre de la réaction sinon de petites concessions qu'elle lui fera sans qu'il ait besoin de les mendier, qu'a-t-il à attendre de l'opposition bourgeoise ? [182]

Nous avons vu que bourgeoisie et prolétariat sont enfants d'une époque nouvelle, que tous deux tendent dans leur action sociale à éliminer le fatras hérité de l'ancien régime. Ils ont, il est vrai, à mener entre eux une lutte très sérieuse, mais cette lutte ne peut être livrée à fond qu'à partir du moment où ils se trouvent seuls en face l'un de l'autre. Le vieux bataclan doit être jeté par-dessus bord pour que le navire soit « paré pour le combat », à cela près que le combat ne se livre pas, cette fois, entre deux navires, mais à bord du même bâtiment, entre officiers et équipage.

La bourgeoisie ne peut conquérir le pouvoir politique, le traduire en Constitution et en lois, sans mettre en même temps des armes entre les mains du prolétariat. Elle doit inscrire sur ses drapeaux les Droits de l'homme en face des vieux ordres et états différenciés par la naissance, la liberté du commerce et de l'industrie en face du régime des corporations, la liberté d'action et l'autonomie administrative en face de la tutelle bureaucratique. Logiquement, elle doit donc réclamer le suffrage universel direct, les libertés de la presse, d'association et de réunion, l'abolition de toutes les lois d'exception contre certaines classes de la population.

Mais, c'est là tout ce que le prolétariat doit attendre d'elle. S'il ne peut pas demander que la bourgeoisie cesse d'être bourgeoisie, il peut espérer qu'elle applique, d'une façon conséquente, ses propres principes. Le prolétariat reçoit, dès lors, toutes les armes dont il a besoin pour sa victoire finale. Par la liberté de

la presse, les droits d'association et de réunion, il conquiert le suffrage universel, par le suffrage joint aux autres moyens d'agitation, il conquiert tout le reste.

Il est donc de l'intérêt des ouvriers de soutenir la bourgeoisie dans sa lutte contre tous les éléments réactionnaires, *tant qu'elle reste fidèle à elle-même.* A cette condition, toute conquête que la bourgeoisie arrache à la réaction finit par profiter à la classe ouvrière. Les travailleurs allemands en ont d'ailleurs eu le juste instinct. Ils ont, à bon droit, voté dans tous les Etats d'Allemagne pour les plus radicaux des candidats ayant une chance de passer.

Mais, si la bourgeoisie devient infidèle à elle-même, si elle trahit ses propres intérêts de classe et les principes qui en découlent ?

— Alors, il reste aux ouvriers deux voies à prendre.

Ou bien, ils pousseront en avant la bourgeoisie contre sa volonté pour la forcer, autant qu'il est possible, à étendre le droit de suffrage, les libertés de la presse, d'association et de réunion, procurant ainsi au prolétariat un champ d'action pour se mouvoir et s'organiser. C'est ce qu'ont fait les ouvriers anglais depuis le *Reform-bill* de 1832, les ouvriers français depuis la révolution de Juillet 1830, et c'est en utilisant ce mouvement, dont les buts immédiats sont de nature purement bourgeoise, qu'ils ont fait plus progresser leur développement et leur organisation propre que par n'importe quel autre moyen. Ce cas se présentera toujours, car, étant donné son manque de courage politique, la bourgeoisie deviendra partout, de temps à autre, infidèle à elle-même.

Ou bien les ouvriers se retireront complètement du mouvement bourgeois, abandonnant la bourgeoisie à son sort. Ce cas s'est présenté en Angleterre, en France et en Allemagne après l'échec de 1848-1850. Ce n'est possible qu'après les efforts violents et momentanément infructueux, lorsque la classe a besoin de repos. Dès lors que la situation de la classe ouvrière est saine, c'est impossible. Cela équivaudrait à une totale abdication politique. Or, à la longue, une classe courageuse par nature, une classe qui n'a rien à perdre et tout à gagner, en est incapable.

Même au cas extrême où, par peur des ouvriers, la bourgeoisie se réfugierait dans le giron de la réaction en faisant appel à la puissance de ses ennemis pour se protéger des ouvriers, il ne resterait au parti ouvrier qu'à poursuivre, en dépit des bourgeois, l'agitation trahie par eux en faveur des libertés bourgeoises, de la presse, du droit d'association et de réunion. Sans ces libertés, il ne peut avoir lui-même les coudées franches ; il y lutte pour son élément vital, pour l'air qu'il lui faut afin de respirer.

Il va de soi que, dans toutes ces hypothèses, le parti ouvrier n'interviendra pas en simple appendice de la bourgeoisie, mais, en parti indépendant, absolument distinct d'elle. En toute occasion, il rappellera à la bourgeoisie que les intérêts de classe des travailleurs sont diamétralement opposés à ceux des capitalistes, et que les ouvriers en ont conscience. Il maintiendra et perfectionnera son organisation propre en face de l'organisation de la bourgeoisie, et ne parlera avec celle-ci que de puissance à puissance. C'est de cette façon seulement qu'il s'assurera une position imposant le respect, qu'il éclairera les travailleurs sur leurs intérêts de classe et qu'il sera prêt à l'action pour le prochain orage révolutionnaire, ces orages revenant maintenant avec la régularité des crises commerciales et des tempêtes d'équinoxe.

La politique du parti ouvrier dans le conflit constitutionnel prussien s'en déduit, tout logiquement :

— Avant tout, maintenir l'organisation du parti ouvrier, autant que le permettent les circonstances actuelles ;

— Pousser autant que possible le parti progressiste à progresser *réellement ;* l'obliger à radicaliser son programme et à s'y tenir ; mettre en évidence, sans pitié, chacune de ses inconséquences et ses faiblesses, et les tourner en ridicule ;

— Laisser la question militaire proprement dite suivre son cours, en sachant bien que le parti ouvrier fera un jour, lui aussi, sa « réorganisation » *allemande* de l'armée ;

— Répondre aux offres alléchantes, mais hypocrites, de la réaction : « C'est avec l'épieu qu'il faut recevoir les présents, pointe contre pointe » [183].

La guerre austro-prussienne de 1866.

Fr. Engels,
« Considérations sur la guerre en Allemagne »,
in « The Manchester Guardian »,
20, 25 et 28 Juin, et 3 et 6 Juillet 1866.

I

Notre analyse a pour but de juger l'actuel conflit de manière impartiale et à partir du point de vue purement militaire, afin de rechercher, autant que faire se peut, l'influence possible des opérations en cours sur le déroulement ultérieur de la guerre.

Les premiers coups décisifs ont été portés, par la force des choses, dans la région frontière, entre Saxe et Bohême. La guerre en Italie ne pourra pas donner de résultats décisifs tant que le quadrilatère fortifié ne sera pas investi, ce qui exige des opérations assez longues. Il est possible que des combats assez importants se déroulent en Allemagne occidentale, mais, à en juger par l'alignement des forces, leurs résultats n'auront qu'une importance secondaire par rapport à ceux que donneront les opérations sur la frontière de Bohême. C'est pourquoi nous fixerons, pour commencer, toute notre attention sur ce théâtre de guerre.

Etant donné le but de nos articles, il suffit, pour juger de la puissance des deux parties belligérantes, de considérer la force de l'infanterie, en tenant compte que, du point de vue numérique, la cavalerie autrichienne dépasse d'un tiers celle des Prussiens. Chez les deux armées, l'artillerie est dans le même rapport vis-à-vis de l'infanterie : près de trois canons pour mille hommes.

L'infanterie prussienne se compose de 253 bataillons de ligne, 83 et demi bataillons de réserve et 116 bataillons de landwehr (première levée formée d'hommes de 27 à 32 ans). Les bataillons de réserve et la landwehr fournissent les garnisons des places fortes et sont prévus pour tenir en échec les petits Etats allemands, tandis que les troupes de ligne concentrées en Saxe autour de cette province font face à l'armée-nord de l'Autriche. En enlevant les quelque 15 bataillons occupant le Schlesvig-

Holstein et les 15 autres constituant jusqu'ici les garnisons de Rastatt, Mayence et Francfort et présentement concentrés autour de Wetzlar, il reste donc 220 bataillons composant l'armée principale. Si l'on y ajoute la cavalerie et l'artillerie ainsi que les parties de la landwehr pouvant être retirées des places fortes environnantes, cette armée pourrait être forte de 300 000 hommes répartis en neuf corps d'armée.

L'armée-nord d'Autriche comprend sept corps d'armée, dont chacun est bien plus fort que son équivalent prussien. Nous n'avons que peu de renseignements sur leur composition et leur organisation, mais nous avons toutes les raisons de croire que l'armée autrichienne est forte de 320 à 350 000 hommes. Il semble donc que les Autrichiens soient assurés de la supériorité numérique.

L'armée prussienne est sous le commandement suprême du roi Guillaume I^er^, autrement dit d'un soldat de parade, faisant montre, dans le meilleur cas, de capacités faibles, voire médiocres, et d'un certain entêtement. Il sera entouré premièrement d'un état-major dirigé par le général Moltke, un remarquable officier ; deuxièmement d'un « cabinet militaire secret », constitué par les favoris du roi ; troisièmement d'autres généraux tenus en réserve et susceptibles d'être appelés à former un conseil de guerre. On ne saurait inventer de meilleur système pour battre une armée dès l'organisation de son grand quartier général. Il s'instaurera tout naturellement une rivalité entre l'Etat-major de l'armée et le cabinet royal ; chacun luttera pour avoir une influence prédominante et cherchera à élucubrer ses propres plans de campagne et à les imposer. Ce seul fait rend pour ainsi dire impossible l'unité de but et une action conséquente. C'est la perspective d'interminables conseils de guerre, qui sont inévitables dans de telles circonstances et finissent, dans neuf cas sur dix, par l'adoption de demi-mesures, ce qui est la pire des choses dans une guerre. Dans ces cas, il est courant que les ordres d'aujourd'hui contredisent ceux d'hier, et si la situation se complique ou menace de se détériorer, il n'y aura plus d'ordres du tout, si bien que les choses suivront leur cours. « Ordre, contre-ordre, désordre », aimait à dire Napoléon. Personne n'est responsable,

parce que l'irresponsable roi se charge de toute la responsabilité. C'est pourquoi, nul n'agit sans un ordre exprès.

La campagne de 1806 fut menée de cette manière par le père de l'actuel roi. Le résultat en fut les défaites de Iéna et d'Auerstedt, et la destruction de l'armée prussienne en trois semaines. Il n'y a pas de raison d'admettre que l'actuel roi ait plus de courage que son père. S'il a trouvé, sur le plan politique, en Bismarck un homme qu'il peut suivre sans hésitation, il n'y a personne dans l'armée qui jouisse d'une position de premier plan et puisse s'attribuer la direction exclusive des opérations militaires.

L'armée autrichienne est sous le commandement unique du général Benedek, un officier expérimenté, qui a l'avantage de savoir ce qu'il veut. Le commandement suprême est nettement meilleur chez les Autrichiens.

Les forces prussiennes sont divisées en deux « armées » : la première, sous le prince Frédéric-Charles, est composée des 1^er^, 2^e^, 3^e^, 4 et 7^e^ corps. La seconde sous le prince-héritier Frédéric-Guillaume est composée des 5^e^ et 6^e^ corps. La garde qui constitue la réserve, sera vraisemblablement incorporée à la première armée. Cette division ne brise pas seulement l'unité de commandement, mais conduit très souvent à faire opérer les deux armées sur deux lignes différentes, ce qui exige une coordination de leurs mouvements et expose leurs points de contact aux coups de l'ennemi. En d'autres termes, elle tient les deux armées séparées, alors qu'elles devraient former autant que possible un tout. C'est dans des conditions assez semblables que les Prussiens opérèrent en 1806, et les Autrichiens en 1859 : tous deux furent battus. En ce qui concerne les commandants en chef, on ignore la valeur militaire du prince-héritier ; quant au prince Frédéric-Charles, il s'est avéré un capitaine peu doué dans la guerre danoise.

L'armée autrichienne ne connaît pas cette division. Les chefs de corps d'armée dépendent directement du général Benedek. Les Autrichiens bénéficient donc d'une supériorité sur leurs adversaires en ce qui concerne l'organisation de l'armée.

Les soldats prussiens, surtout ceux de la réserve et de la ligne (et il y aura de nombreux vides) partent en guerre de mau-

vaise grâce, et attendent à contrecœur l'ordre de marche. Les troupes autrichiennes ont un moral plus élevé.

Depuis cinquante ans, la Prusse n'a pas fait de guerre importante. En gros, son armée est une troupe de temps de paix avec tout le pédantisme et les idées arrêtées que cela implique. Indubitablement, on a beaucoup fait ces derniers temps, et notamment depuis 1859, pour se débarrasser de cet esprit, mais on ne saurait éliminer si vite des habitudes qui se sont implantées depuis quarante ans. C'est précisément aux postes les plus importants — parmi les officiers d'état-major — qu'on trouve le plus grand nombre d'incapables et de pédants. Les Autrichiens ont été guéris de ce mal grâce à la guerre de 1859, et l'on peut penser qu'ils ont mis à profit une expérience aussi chèrement payée. Il est certain que les Autrichiens ont un avantage sur les Prussiens, en ce qui concerne les détails d'organisation, le savoir militaire et l'expérience du combat.

En dehors des Russes, les Prussiens sont les seuls à opérer en formations de combat traditionnelles, en colonnes serrées et compactes. Si l'on rassemble les huit compagnies d'un bataillon anglais en une colonne aux distances intérieures réduites au quart et dont le front n'est pas formé par une, mais deux compagnies, de sorte que les quatre rangs de chacune de ces deux compagnies forment la colonne — on obtient la « colonne d'attaque prussienne ». On ne saurait trouver de meilleure cible pour des armes à feu rapides, et comme les canons rayés peuvent envoyer une grenade dans une telle colonne à partir de 2 000 yards, il est presque impossible à une telle formation de parvenir jusqu'à l'ennemi. Il suffit qu'un seul obus explose au milieu de cette masse pour que, de la journée, ce bataillon ne soit plus bon à rien.

Les Autrichiens ont appris chez les Français à former une colonne aérée et ouverte, que l'on ne peut même plus qualifier vraiment de colonne. En effet, elle ressemble plus à une ou deux lignes se suivant à une distance de 20 à 30 yards. Elle est à peine plus exposée au feu de l'artillerie qu'une ligne déployée. Les Autrichiens ont donc aussi l'avantage de la formation tactique.

Les Prussiens n'ont que deux points à opposer à tous ces avantages des Autrichiens. Leur intendance est infiniment meilleure, si bien que leurs troupes seront mieux approvisionnées. L'intendance autrichienne, comme toute l'administration autrichienne, est le foyer de la corruption et des détournements : elle est à peine meilleure que la russe. On sait qu'en ce moment même les troupes sont approvisionnées de façon médiocre et irrégulière. Ce sera pire encore en campagne et sur le front. Ainsi, l'administration autrichienne pourrait être plus dangereuse pour les places fortes du quadrilatère fortifié que l'artillerie italienne.

Le second point pour les Prussiens, c'est la supériorité de leur armement. Mais, bien que leur artillerie rayée soit bien meilleure que celle des Autrichiens, elle ne jouera pas un grand rôle en rase campagne. La portée, la trajectoire et la précision des fusils prussiens et autrichiens sont à peu près les mêmes ; cependant les Prussiens chargent leur fusil par la culasse et obtiennent un feu constant et précis à raison d'au moins quatre coups à la minute. La grande supériorité de cette arme s'est révélée dans la guerre danoise, et il ne fait pas de doute que les Autrichiens en auront plus encore à souffrir. Nous apprenons que Benedek a donné l'ordre aux Autrichiens de ne pas perdre de temps à tirer au fusil, mais d'attaquer aussitôt à la baïonnette. Dans ce cas, les pertes autrichiennes seront énormes. Dans la guerre du Danemark, les pertes prussiennes n'atteignaient jamais le quart des pertes danoises, et elles ne s'élevaient parfois qu'au dixième. Or, comme un correspondant militaire du *Times* le faisait remarquer fort justement il y a quelque temps, les Danois furent presque toujours battus par un adversaire numériquement inférieur.

Mais, malgré le fusil à percussion, les Prussiens n'auront pas la supériorité. Il faudrait qu'ils soient d'un bois tout autre que celui dont est faite une armée ayant vécu cinquante ans de paix pour ne pas être battus dès la première grande bataille par la supériorité autrichienne en matière de commandement, d'organisation, de formation tactique et de moral, ou par la faute de leur propres chefs militaires.

II

Le grand public commence à s'impatienter du fait de l'inaction manifeste des deux grandes armées à la frontière de Bohême. En fait, ce retard se justifie parfaitement. Les Autrichiens comme les Prussiens se rendent parfaitement compte de l'importance du heurt imminent, qui décidera du sort de toute la campagne. Les deux belligérants envoient en hâte toutes les troupes disponibles au front. Les Autrichiens mettent en avant leurs nouvelles formations (les quatrième et cinquième bataillons de régiments d'infanterie), les Prussiens les parties de landwehr prévues initialement pour le service de garnison.

Au même moment, on semble, de part et d'autre, vouloir manœuvrer l'armée adverse dans des positions stratégiques favorables à l'engagement de la campagne. Pour bien saisir le sens de ces opérations, nous devons jeter un coup d'œil sur la carte afin de situer le territoire où s'alignent les deux armées. Etant donné que Berlin et Vienne représentent normalement les points de retraite des deux armées et que les Autrichiens s'efforceront donc de s'emparer de Berlin et les Prussiens de Vienne, il y a trois lignes de marche sur lesquelles les belligérants peuvent opérer. Une grande armée doit disposer d'un vaste territoire pour obtenir les ressources dont elle a besoin au cours de son avance. Pour progresser rapidement, elle doit marcher en plusieurs colonnes sur des routes parallèles ; la largeur de son front peut donc augmenter et osciller, mettons, de 100 à 25 km selon la proximité de l'ennemi et la distance entre les routes. Ce point a son importance.

La première ligne de marche sur la rive gauche de l'Elbe et de la Moldau conduit de Leipzig à Prague ; on voit que, sur cette ligne, les deux belligérants auraient à traverser deux fois le fleuve ; la seconde ligne conduit à proximité de l'ennemi. Si l'une des deux armées essayait de contourner l'adversaire pour le prendre de flanc, ce dernier pourrait toujours arriver sur la ligne du fleuve avant celui qui le contourne, parce qu'il dispose du chemin le plus court et le plus direct. S'il parvenait à repousser ces forces, il pourrait foncer directement sur la capitale adverse. Cette

ligne de marche est uniformément défavorable à chacun des belligérants, c'est pourquoi nous l'écarterons.

La seconde ligne de marche suit la rive droite de l'Elbe, entre le fleuve et le pays des Sudètes qui sépare la Silésie de la Bohême et de la Moravie. Elle conduit tout droit de Berlin à Vienne ; la ligne de chemin de fer de Löbau à Pardubitz traverse le territoire qui sépare actuellement les deux armées. Cette ligne de chemin de fer passe par la partie de la Bohême, délimitée au Sud et à l'Ouest par l'Elbe, et au Nord-Est par les Monts. Il y a de nombreuses bonnes routes dans cette région, et si les deux armées avançaient sur cette ligne, le heurt se produirait à cet endroit.

La troisième ligne de marche passe par Breslau, puis par les Sudètes. La ligne des montagnes à la frontière morave n'est pas très haute ; en outre, elle est traversée de plusieurs bonnes routes, mais les pentes deviennent plus hautes et plus escarpées dans les Monts des Géants, à la frontière de Bohême. On ne trouve ici que de rares routes de montagne. Dans toute la partie Nord-Ouest, entre Trautenau et Reichenberg, c'est-à-dire sur une distance de 65 km, aucune route de valeur stratégique quelconque ne franchit la crête montagneuse. La seule route qu'on y trouve conduit de Hirschberg dans la vallée de l'Iser et finit à la frontière autrichienne. Il s'ensuit que toute une barrière de 65 km de long est infranchissable, du moins pour une grande armée suivie d'un train considérable. Or, il faudrait absolument franchir les hauteurs du Sud-Ouest des Monts des Géants si l'on veut avancer vers ou par Breslau.

Quelle est la situation des deux armées, en ce qui concerne leurs moyens de communication, si les opérations militaires s'effectuaient sur cette ligne de marche ?

Si à partir de Breslau les Prussiens avançaient tout droit en direction du Sud, ils découvriraient leurs communications avec Berlin. Si les Autrichiens étaient assez forts pour que la victoire leur apparaisse comme pratiquement sûre, ils pourraient laisser progresser les Prussiens jusqu'au camp fortifié d'Olmütz, qui arrêterait ces derniers, tandis qu'eux-mêmes pourraient marcher sur Berlin, puisqu'ils seraient assurés de pouvoir rétablir chaque

communication momentanément interrompue grâce à une victoire décisive ; ou bien, ils pourraient attaquer les colonnes prussiennes isolées au fur et à mesure qu'elles descendraient des montagnes et, si les combats se déroulaient favorablement, les rejeter sur Glogau et Posen, si bien que Berlin et la plus grande partie du territoire prussien se trouveraient entre leurs mains. En conséquence, une avance par Breslau ne serait à conseiller aux Prussiens que s'ils disposaient d'une importante supériorité numérique.

Les Autrichiens sont dans une situation toute différente. Leur avantage, c'est que la majeure partie du royaume se trouve au Sud-Est de Breslau, c'est-à-dire dans le *prolongement direct* d'une ligne qui va de Berlin à Breslau. Etant donné qu'ils ont fortifié la rive nord du Danube près de Vienne afin de protéger la capitale d'une attaque surprise, ils peuvent sacrifier, pour un temps même assez prolongé, leurs communications directes avec Vienne et obtenir des renforts en hommes et en matériel à partir de la Hongrie. C'est pourquoi ils peuvent opérer sans risque grave en direction aussi bien de Löbau que de Breslau, au Nord ou au Sud des Monts. Bref, ils ont une liberté de manœuvre bien plus grande que leur adversaire.

D'autres raisons encore incitent les Prussiens à la prudence. La distance entre la frontière nord de la Bohême et Berlin représente à peine la moitié de celle qui sépare cette frontière de Vienne : Berlin se trouve donc très exposée. Vienne est protégée par le Danube, derrière lequel une armée battue peut trouver abri. En outre, elle est défendue par les forteresses construites au Nord du fleuve et par la place forte d'Olmütz que les Prussiens ne sauraient passer sans y laisser des plumes, si le gros de l'armée autrichienne devait s'y retrancher après une défaite.

Berlin ne dispose d'aucune protection en dehors de l'armée de campagne. Dans ces conditions et dans celles que nous avons exposées dans notre premier article, il est clair que les Prussiens devront se tenir sur la défensive. Les mêmes raisons et aussi une nécessité politique urgente pousseront l'Autriche à opérer en un sens offensif. Une seule victoire peut lui assurer de grands succès, tandis qu'une défaite ne briserait pas sa force de résistance.

En conséquence, le plan stratégique de la campagne est très simple dans ses grands traits. Quel que soit celui qui attaque le premier, il n'a qu'une alternative ; ou bien un simulacre d'attaque au *Nord-Ouest* des Monts des Géants, et la véritable attaque au Sud-Est, ou bien l'inverse.

La barrière longue de soixante-cinq kilomètres est la partie décisive du théâtre de guerre : les deux armées devront opérer autour d'elle. On nous annoncera bientôt des combats à leurs points extrêmes, et quelques jours après se dessinera la direction de l'attaque véritable et, de ce fait aussi, le sort de la première campagne. Nous estimons que, pour deux armées aussi peu mobiles, le chemin le plus direct est le plus sûr. De fait, il serait difficile et dangereux de faire passer des corps de troupes en colonnes séparées sur différentes routes, à travers une zone montagneuse difficile. Ainsi donc, on peut être assuré que les deux armées ennemies emprunteront la ligne de Löbau à Pardubitz.

Jusqu'ici nous avons assisté aux mouvements de troupes suivants : dans la première semaine de Juin, les Prussiens ont concentré leur armée saxonne le long de la frontière de Saxe, de Zeitz à Görlitz, et leur armée silésienne de Hirschberg à la Neisse. Ces deux armées se rapprochèrent l'une de l'autre vers le 10 Juin : leur aile droite atteignit Tergau sur l'Elbe, et l'aile gauche Waldenburg. Du 12 au 16 Juin, l'armée silésienne, composée du 1^{er}, 5^e et 6^e corps de la garde, étirait son front vers l'Est jusqu'à Ratibor, c'est-à-dire jusqu'à l'angle extrême au Sud-Est de la Silésie. Il semble qu'il s'agisse d'une manœuvre de feinte, comme le laisse à penser l'alignement de la garde, qui reste d'habitude auprès du gros de l'armée. Mais, s'il ne s'agit pas d'une feinte et si d'autres mesures ne sont pas prises pour ramener bientôt ces quatre corps par les voies les plus rapides à Görlitz, cette concentration de plus de 120 000 hommes dans un angle éloigné serait une faute manifeste. Ces forces pourraient être coupées de toutes les voies de retraite et perdre toute liaison avec le reste de l'armée.

Nous ne tenons qu'un seul renseignement sur ce que font les Autrichiens, à savoir qu'ils se concentrent autour d'Olmütz.

Le correspondant du *Times* qui se trouve dans ce camp, communique que leur 6e corps, fort de 40 000 hommes, a quitté Weisskirch le 19 Juin pour rejoindre Olmütz, ce qui indique une progression en direction de l'Ouest. Il ajoute que le quartier général aurait été transféré le 21 Juin à Trübau, à la frontière entre la Moravie et la Bohême. Ce transfert va dans le même sens. Mais, il s'agit sans doute d'un « canard » lancé à Londres, afin qu'il soit retransmis par télégraphe au quartier général prussien pour l'induire en erreur. Un général aussi circonspect et hostile aux correspondants de guerre des journaux que Benedek n'a certainement pas divulgué le 19 Juin où se trouverait son quartier général le 21, à moins d'avoir de bonnes raisons de le faire.

Enfin qu'il nous soit permis de jeter un coup d'œil sur les opérations dans le Nord-Ouest de l'Allemagne. Les Prussiens y ont aligné plus de troupes qu'on nous l'a dit antérieurement. Ils disposaient de 15 bataillons au Holstein, de 12 à Minden et 18 à Wetzlar. Grâce à des mouvements concentriques rapides, au cours desquels les troupes firent montre de capacités tout à fait inattendues pour les marches forcées, elles occupèrent en deux jours tout le territoire situé au Nord-Est de la ligne Coblence-Eisenach ainsi que toutes les lignes de communication entre les provinces orientales et occidentales du royaume. Les troupes hessoises fortes de 7 000 hommes réussirent à s'échapper, mais les 10 à 12 000 Hanovriens se virent couper leur ligne de retraite directe vers Francfort, et dès le 17 Juin le reste du 7e corps d'armée prussien, soit 12 bataillons avec les deux bataillons de Cobourg, atteignit Eisenach et l'Elbe. Ainsi, les Hanovriens semblent encerclés de toutes parts et ne pourraient plus s'échapper que par un miracle ou par la bêtise des Prussiens. Dès que leur sort sera réglé, une armée forte de 50 bataillons prussiens sera disponible contre l'armée confédérale, alignée près de Francfort et commandée par le prince Alexandre de Darmstadt. L'armée confédérale se compose de quelque 23 000 soldats du Wurtemberg, 10 000 de Darmstadt, 6 000 de Nassau, 13 000 de Bade (qui commence seulement à mobiliser) et 7 000 de Hesse ainsi que de 12 000 Autrichiens, qui viennent de quitter Salzbourg, soit en tout environ 65 000 hommes, qui seront peut-être renforcés par 10 à 20 000

Bavarois. On nous informe que 60 000 hommes environ sont concentrés autour de Francfort. On dit que le prince Alexandre aurait tenté une pointe en direction de la Hesse qu'il aurait réoccuppée le 22 Juin. Mais, ce fait ne tire pas à conséquence. Les Prussiens attendront d'avoir amassé suffisamment de forces pour l'attaquer. Or, dès lors qu'ils disposeront de 70 000 hommes de toutes armes et d'une puissance de feu supérieure, ils auront tôt fait de régler son compte à une armée aussi hétéroclite.

III

La première grande bataille ne s'est pas déroulée en Bohême, mais en Italie et le quadrilatère fortifié a de nouveau donné une leçon de stratégie aux Italiens.

Comme c'est le cas de toutes les positions fortifiées ayant une certaine importance, la force de ce fameux quadrilatère fortifié ne réside pas tant dans la grande capacité défensive de ses quatre forteresses. Il faut bien plutôt rechercher cette force dans les caractéristiques militaires découlant de la position qui induit presque toujours l'assaillant — ou mieux : le contraint pour ainsi dire — à diviser ses forces et à attaquer sur deux points, tandis que le défenseur jette toutes ses forces concentrées contre le premier de ces assaillants, de sorte qu'il peut l'anéantir grâce à une force numériquement supérieure et se tourner ensuite contre le second. L'armée italienne a commis cette faute. Cependant que le roi se tenait sur le Mincio avec onze divisions, Cialdini en alignait cinq autres sur le cours inférieur du Pô, près de Ponte Lagoscuro et Polesella.

Une division italienne se compose de 17 bataillons comprenant chacun 700 hommes. En conséquence, Victor-Emmanuel disposait d'au moins 125 000 hommes avec la cavalerie et l'artillerie, et Cialdini de la moitié environ. Alors que le roi franchit le Mincio le 23 Juin, Cialdini devait franchir le Pô inférieur et opérer dans le dos des Autrichiens. Cependant, nous n'avons pu obtenir à ce jour des nouvelles nous permettant de savoir avec certitude si

cette dernière manœuvre a été exécutée. Quoi qu'il en soit, les 60 000 hommes dont la présence à Custozza eût été décisive le dimanche, n'ont pas obtenu des avantages susceptibles de compenser la défaite dans une grande bataille.

Le lac de Garde se trouve entre deux contreforts des Alpes, qui, au Sud du lac, forment deux hauteurs montagneuses entre lesquelles le Mincio se fraie un passage vers le marais de Mantoue. Ces deux hauteurs constituent une puissante position militaire. Leurs versants méridionaux dominent la plaine lombarde, qui est à portée de leurs canons. Ces hauteurs sont fameuses dans l'histoire des guerres. La hauteur située à l'Ouest, entre Peschiera et Lonato, a été le théâtre des batailles de Castiglione et de Lonato en 1796, et de la bataille de Solférino en 1859 ; la hauteur située à l'Est, entre Peschiera et Vérone, a été disputée trois jours durant en 1848, et la bataille de dimanche dernier s'y est également déroulée.

Cette dernière hauteur donne d'un côté sur le Mincio, et la plaine commence près de Valeggio. L'autre versant forme un vaste coude vers le Sud-Est jusqu'à l'Adige qu'il touche à Bussolengo ; il est divisé, du Nord au Sud, en deux parties à peu près égales, par un défilé profond où coule la rivière Tione. Une armée venant du Mincio doit donc d'abord forcer le passage de la rivière et se trouve, aussitôt après, arrêtée par l'un des côtés du défilé. Au bout du versant à proximité de la plaine, à l'Est du défilé, on trouve les villages suivants : tout au Sud, Custozza, plus loin au Nord, Sommacampagna, Sona et Santa Giustina. La ligne de chemin de fer de Peschiera à Vérone passe entre les montagnes près de Sommacampagna et croise la route près de Sona.

En 1848, les Piémontais encerclèrent Mantoue après avoir conquis Peschiera, de sorte qu'ils étirèrent la ligne de front de leur armée jusqu'à Rivoli et le lac de Garde, en prenant les hauteurs en question comme position centrale. Le 23 Juillet, Radetzky arriva de Vérone avec sept brigades, perça au centre cette ligne démesurément étirée et occupa à son tour les hauteurs. Le 24 et 25, les Piémontais tentèrent de reconquérir la position, mais ils furent battus de manière décisive le 25, de sorte qu'ils

se retirèrent aussitôt sur le Tessin au-delà de Milan. La première bataille de Custozza décida du sort de toute la campagne de 1848.

Les télégrammes du quartier général italien sur la bataille de dimanche dernier sont assez contradictoires. Mais, si nous les complétons par les télégrammes autrichiens, nous obtenons une vue assez claire des conditions dans lesquelles la bataille s'est déroulée. Victor-Emmanuel ordonna à son premier corps (général Durando à la tête de 4 divisions, soit 68 bataillons) de prendre position entre Peschiera et Vérone, afin de parer à un éventuel siège de Peschiera. Cette position devait forcément passer par Sona et Sommacampagna. Le deuxième corps (général Cucchiari à la tête de 3 divisions, soit 51 bataillons) et le troisième corps (général Della Rocca à la tête d'une force de même importance que la précédente) devaient franchir le Mincio en même temps, afin de couvrir les opérations du premier corps. Celui-ci à dû franchir le fleuve près de Salionze ou au Sud de cette localité, et progresser aussitôt en direction des montagnes. Le second semble avoir traversé le fleuve à Valeggio, et le troisième près de Goito pour avancer vers la plaine. Tout cela s'est passé le dimanche 23 Juillet. La brigade autrichienne Pulz formant l'avant-garde sur le Mincio se retira lentement sur Vérone ; mais, le dimanche, le jour anniversaire de Solférino, toute l'armée autrichienne déboucha de Vérone et avança sur l'ennemi. Elle semble être arrivée à temps pour occuper avant les Italiens les hauteurs de Sonna et de Sommacampagna ainsi que le côté Est de la gorge du Tione. Dans ces conditions, la lutte se concentrait essentiellement sur le passage de la gorge. Les deux corps dans la plaine, avançant à l'extrêmité sud, purent opérer en même temps que le premier corps italien, qui occupait les hauteurs, c'est ainsi qu'ils s'emparèrent de Custozza. Les Italiens avancèrent lentement dans la plaine en direction de Vérone, afin d'attaquer les Autrichiens de flanc et de dos. Ceux-ci envoyèrent des troupes à leur rencontre. En conséquence, les lignes de front des deux armées, dirigées à l'origine d'Est en Ouest, se déplacèrent d'un quart de tour : le front des Autrichiens était maintenant tourné au Sud, et celui des Italiens au Nord. Mais, comme les montagnes

vont vers le Nord-Est à partir de Custozza, le mouvement de flanc des deuxième et troisième corps des Italiens ne put avoir d'effet immédiat sur le premier corps installé dans les montagnes, car il ne put se développer sans mettre en danger les troupes mêmes qui effectuaient la manœuvre de flanc. C'est pourquoi il semble que les Autrichiens n'aient engagé, contre les deuxième et troisième corps, que les troupes nécessaires à briser leur premier assaut, tandis qu'ils jetaient tous les hommes disponibles contre le premier corps qu'ils écrasèrent grâce à leur supériorité numérique. Ils y réussirent pleinement. Le premier corps fut repoussé après une bataille acharnée, et les Autrichiens enlevèrent enfin Custozza. C'est ainsi que l'aile droite des Italiens, qui s'était avancée au-delà de Custozza en direction de l'Est et du Nord-Est, dut être sérieusement menacée, et ce fut une nouvelle bataille pour le village, au cours de laquelle il semble que les Italiens rétablirent leur communication entre eux et arrêtent la progression autrichienne au-delà de Custozza. Cependant, ce village resta aux mains des Autrichiens, et les Italiens durent se replier au-delà du Mincio au cours de la nuit.

Cette description de la bataille ne prétend pas être historique, ne serait-ce que parce que beaucoup de détails importants nous font encore défaut. C'est un simple essai pour faire concorder les différents télégrammes relatifs à la bataille, en nous aidant d'une carte et de quelques connaissances militaires. Si les télégrammes disent vrai, nous sommes assurés qu'en gros la bataille s'est déroulée comme nous l'avons esquissée ici.

Les Autrichiens perdirent environ 600 prisonniers, les Italiens quelque 2 000 et plusieurs canons. Cela démontre que la bataille a été perdue, mais n'a pas tourné à la catastrophe. Les forces ont dû être sensiblement les mêmes, mais on peut admettre que les Autrichiens disposaient de moins de troupes sur le champ de bataille que leurs adversaires. Les Italiens ont tout lieu de se féliciter qu'ils n'aient pas été refoulés sur le Mincio. La position du premier corps était, en effet, des plus périlleuses, car il était coincé entre ce fleuve et le défilé sur une bande de terrain large de 3 à 7 km en face d'un ennemi supérieur.

Indubitablement, c'était une erreur tactique que d'envoyer le

gros des forces dans la plaine, tandis que les hauteurs dominantes — points décisifs — étaient négligées. Mais, comme nous l'avons dit au début, la plus grande faute fut faite lorsqu'on divisa l'armée, en laissant Cialdini avec 60 000 hommes sur le Pô inférieur, pour attaquer avec le reste. Cialdini aurait contribué à une victoire devant Vérone et franchi bien plus facilement le Pô inférieur pour rejoindre le gros de l'armée, s'il avait fallu de toute nécessité exécuter cette manœuvre combinée. En fait, il semble aujourd'hui encore se tenir dans la même zone qu'au premier jour, et il se heurtera désormais à des forces bien plus importantes qu'auparavant. Entre-temps, les Italiens semblent s'être aperçus qu'ils avaient en face d'eux un adversaire extrêmement coriace.

A Solférino, Benedek, avec 20 000 Autrichiens, tint une journée entière en échec une armée piémontaise deux fois plus nombreuse, jusqu'à ce que la défaite essuyée par l'autre corps devant les Français le força à la retraite. L'armée piémontaise d'autrefois était bien supérieure à celle d'aujourd'hui ; elle était mieux entraînée, plus homogène et disposait d'officiers meilleurs. L'armée actuelle vient tout récemment d'être mise sur pied, et elle souffre naturellement de toutes les faiblesses d'un troupe inexpérimentée. En revanche, l'actuelle armée autrichienne dépasse de loin celle de 1859. L'enthousiasme national est un fait remarquable et favorable, à condition qu'il aille de pair avec la discipline et l'organisation sans lesquelles on ne saurait gagner de bataille. Même les « mille » de Garibaldi n'étaient pas seulement soulevés d'enthousiasme ; c'était une troupe exercée, qui avait appris en 1859 à obéir aux ordres et à tenir ferme sur ses positions.

Il est à souhaiter que le commandement de l'armée italienne, dans son propre intérêt, s'abstienne d'entreprendre des opérations irréfléchies contre une armée qui, bien qu'inférieure en nombre à l'armée italienne, lui est néanmoins bien supérieure et s'appuie sur l'une des positions stratégiques les plus puissantes d'Europe.

IV

Admettons qu'à son examen de lieutenant, on pose à un jeune enseigne ou cornette la question suivante : quel est le plan le plus sûr pour envahir la Bohême à partir de la Prusse ? Admettons que notre jeune officier réponde : « Le mieux, serait de diviser l'armée en deux forces sensiblement égales, et d'envoyer l'une à l'Est des Monts des Géants, l'autre à l'Ouest de sorte qu'elles opèrent leur jonction à Gitschin ».

Que dirait l'examinateur ? Il ferait remarquer au jeune homme que ce plan viole les deux lois principales de la stratégie : 1. ne jamais diviser ses troupes en sorte qu'elles ne peuvent s'appuyer l'une l'autre ; en effet, il faut les maintenir ensemble le plus possible ; 2. si l'on avance par plusieurs routes, il faut réaliser la jonction des différentes colonnes à un point qui ne soit pas à portée de l'ennemi. Il ajouterait que, pour toutes ces raisons, le plan proposé est le plus mauvais qu'on puisse imaginer ; qu'il ne pourrait être pris en considération que si la Bohême était libre de toute troupe ennemie ; bref, que l'officier qui propose un tel plan de campagne, ne mérite même pas son diplôme de lieutenant.

Il se trouve cependant que c'est exactement le plan adopté par le sage et savant état-major de l'armée prussienne. C'est à peine croyable, mais c'est vrai. La faute que les Italiens étaient obligés de commettre à Custozza, les Prussiens viennent de la répéter, et ce dans des circonstances qui la rendent dix fois plus grave. Les Italiens au moins savaient qu'avec leurs dix divisions, ils seraient néanmoins plus nombreux que les Autrichiens. Les Prussiens ne pouvaient pas ignorer que leurs neuf corps concentrés en une seule armée seraient dans le meilleur des cas de même force numérique que les huit corps de Benedek, et donc qu'en divisant leurs troupes en deux armées ils les livreraient à un échec presque certain, du fait qu'elles seraient battues l'une après l'autre par des forces numériquement supérieures.

Il a fallu que le roi Guillaume soit personnellement le commandant en chef, pour qu'un tel plan fût conçu par les officiers

indubitablement compétents qui forment l'état-major prussien. Ils ne l'auraient même pas envisagé, discuté, ni, à plus forte raison, arrêté. Nul ne pouvait supposer que les conséquences fatales d'une situation dans laquelle le roi et les princes ont la direction, se feraient sentir si vite et si nettement. Les Prussiens sont, dès à présent, engagés dans une bataille à mort en Bohême. Il suffit que la jonction des deux armées ne puisse se réaliser près de Gitschin, que chacune des deux armées soit battue, repoussée de Bohême ou obligée de se séparer encore davantage l'une de l'autre au cours de cette retraite, pour qu'il faille considérer que la campagne soit en gros terminée. Benedek pourrait alors négliger l'armée du prince-héritier au cours de sa retraite sur Breslau et poursuivre avec toutes ses forces l'armée du prince Frédéric-Charles, qui, dans ces conditions, ne pourrait sans doute pas échapper à la destruction totale.

La question est de savoir si les Autrichiens ont pu empêcher la jonction des Prussiens. Nous n'avons pas de nouvelles sur les événements qui se sont déroulés depuis vendredi soir, le 29 Juin. Les Prussiens qui, sous le commandement du général Edelsheim, furent refoulés de Gitschin le 28 Juin, prétendent avoir pris d'assaut cette localité le 29, et nous manquons d'informations depuis lors. La jonction n'était donc pas réalisée. A ce moment, au moins quatre corps d'armée autrichiens et une partie du corps d'armée saxon étaient engagés contre cinq ou six corps d'armée prussiens.

Lorsque les diverses colonnes de l'armée du prince-héritier descendirent des hauteurs vers les vallées de Bohême, les Autrichiens les attaquèrent au point le plus favorable pour eux, à l'endroit où la vallée s'élargit et où ils peuvent faire face, sur un front assez large, aux colonnes prussiennes empêchées, elles, de se déployer. Les Prussiens tentèrent, dans la mesure du possible, d'envoyer des détachements par les vallées latérales, afin de saisir l'adversaire de flanc ou de dos. C'est la guerre de montagne classique : elle explique le grand nombre de prisonniers.

Cependant, les armées du prince Frédéric-Charles et de Herwarth von Bittenfeld semblent avoir franchi les passages sans se heurter à une résistance ennemie. Les premiers heurts se

produisirent sur la ligne de l'Iser, c'est-à-dire pratiquement à mi-chemin entre les points de sortie des deux armées. Il n'est absolument pas possible de se faire une idée claire à partir des télégrammes tout à fait discordants et souvent invraisemblables qui nous sont parvenus ces trois ou quatre derniers jours.

La bataille se déroula avec des fortunes diverses pour les deux parties : à chaque fois que l'une d'elles recevait des renforts, la victoire penchait de son côté. Jusqu'à vendredi cependant, le résultat des combats semble, en gros, être favorable aux Prussiens. S'ils se sont emparés de Gitschin, ils auront opéré leur jonction samedi ou dimanche, et auront alors conjuré le plus grand péril.

La bataille décidant de cette jonction a sans doute été livrée avec des masses de troupes concentrées de part et d'autre, et son issue décidera du déroulement ultérieur de la campagne. Si les Prussiens ont triomphé, ils auront surmonté d'un seul coup toutes les difficultés qu'ils s'étaient créées eux-mêmes. Mais, ils auraient pu atteindre les mêmes résultats, voire de meilleurs, s'ils ne s'étaient pas exposés à des dangers inutiles.

La bataille semble avoir été très violente. La brigade « noire-jaune » qui au Schlesvig avait pris d'assaut le Mont Royal près de Oberselk la veille de l'évacuation de Danewerk, engagea la bataille contre les Prussiens. On l'appelle noire-jaune d'après les parements et les insignes des deux régiments qui la composent. Elle a la réputation d'être la meilleure brigade de l'armée. Elle fut cependant battue par le fusil à percussion, et, après cinq assauts inutiles contre les lignes prussiennes, cinq cents hommes du régiment Martini furent faits prisonniers. Dans un autre engagement, le drapeau du 3^{e} bataillon du régiment Deutschmeister fut conquis. Ce régiment, dont le recrutement se fait uniquement à Vienne, est considéré comme le meilleur de toute l'armée. Il semble donc que les meilleures troupes aient déjà été engagées.

Les Prussiens se sont brillamment battus avec leur armée d'un temps de paix prolongé. A partir du moment où la guerre fut déclarée, c'est un esprit tout autre qui s'est manifesté dans l'armée : il est dû essentiellement à l'élimination des petits poten-

tats du Nord-Ouest de l'Allemagne. Cela a fait croire aux troupes — à tort ou à raison, peu importe, puisque nous constatons simplement le fait — qu'elles partaient cette fois en guerre pour unifier l'Allemagne, si bien que les hommes râleurs et mécontents de la réserve et de la landwehr franchirent la frontière autrichienne en criant hourrah ! C'est sans doute la raison principale de leur excellent comportement au feu, encore qu'il faille attribuer une bonne partie de leurs succès au fusil à percussion. En effet, c'est ce fusil qui les aura tirés des difficultés dans lesquelles leurs généraux les ont conduits avec tant de légèreté.

Les comptes rendus sont unanimes à souligner le rôle joué par le fusil à percussion. Un sergent du régiment Martini, fait prisonnier par les Prussiens, dit au correspondant de la *Gazette de Cologne* : « Nous avons fait tout ce que l'on peut demander à un bon soldat, mais on ne peut rien contre le tir rapide ».

Si les Autrichiens ont été battus, il ne faut pas tant en faire le reproche au général Benedek ou Ramming, le responsable en est le « fusil à percussion ».

Au Nord-Ouest, les Hanovriens se sont rendus, après que leur position soit devenue intenable à la suite d'une attaque de l'avant-garde du général Manteuffel, dirigée par le général Flies. De ce fait, 59 bataillons deviennent libres pour attaquer les troupes confédérales. Il était grand temps que cette décision intervienne, car la Bavière est sur le point d'achever ses préparations de guerre de sorte que les Prussiens eussent eu besoin de troupes bien plus importantes pour se soumettre l'Allemagne du Sud-Ouest. Comme on le sait, la Bavière prépare très lentement et avec retard la mobilisation, mais, si celle-ci est terminée, elle pourra envoyer de 60 à 80 000 bons soldats en campagne. Il sera sans doute bientôt question d'une concentration rapide des Prussiens sur le Mein et d'opérations offensives contre le prince Alexandre de Hesse-Darmstadt et son armée.

V

La campagne, commencée par les Prussiens avec une grossière erreur stratégique, a ensuite été menée avec une énergie tactique si impétueuse qu'elle en est à son terme victorieux après huit jours à peine.

Dans notre dernier article, nous avions écrit que le plan prussien d'une invasion de la Bohême au moyen de deux armées traversant séparément les Monts des Géants ne pouvait se justifier que si la Bohême était libre de toute troupe ennemie. Le mystérieux plan du général Benedek semble avoir consisté essentiellement à créer une telle situation. Il semble qu'il n'y ait eu en Bohême que deux corps d'armée autrichiens — le premier de Clam-Gallas, et le sixième de Ramming — alors qu'on attendait qu'y soient menées des actions décisives. S'il voulait attirer les Prussiens dans un piège, Benedek a si bien réussi sa manœuvre qu'il y est tombé lui-même. Quoi qu'il en soit, les Prussiens ont progressé en deux colonnes séparées par un territoire infranchissable de 65 à 80 km avant de faire leur jonction à un point éloigné de deux pleins jours de marche et situé à portée des lignes ennemies. Dans tous les cas et dans toutes les circonstances, cette avance a été une opération si hasardeuse qu'elle eût pu s'achever par une déroute complète, si Benedek n'avait pas fait preuve d'une singulière lenteur, les Prussiens d'une fougue offensive inattendue et leur fusil à percussion d'une efficacité remarquable.

Les trois corps du prince Frédéric-Charles (les 3e, 4e et le 2e comme réserve) ont passé par Reichenberg situé au Nord d'une chaîne difficilement franchissable à l'extrêmité méridionale de laquelle le général Herwarth avançait à la tête d'un corps et demi (le 8e et une division du 7e). Et au même moment, le prince-héritier à la tête des 1er, 5e et 6e corps et de la Garde se trouvait dans les montagnes à Glatz. L'armée était donc divisée en trois tronçons : 45 000 hommes à l'aile droite, 90 000 au centre et 120 000 à l'aile gauche. Or, aucune de ces colonnes ne pouvait venir à l'aide des autres, du moins avant quelques jours. Jamais l'occasion n'était plus favorable pour un général disposant au

moins d'un même nombre de soldats de battre son adversaire par tronçon. Mais, il semble que l'on n'ait rien entrepris de semblable.

Le 26 Juin, le prince Frédéric-Charles eut un premier et sévère engagement à Turnau avec une brigade du 1^er^ corps, à l'issue duquel il réalisa sa jonction avec Herwarth ; ce dernier prit Münchengrätz le 27, tandis qu'une première colonne de l'armée du prince-héritier — le 5^e^ corps d'armée — progressa au-delà de Nachod, et infligea une défaite sévère au 6^e^ corps autrichien de Ramming. Le 28 — le seul jour quelque peu malheureux pour les Prussiens — l'avant-garde du prince Frédéric-Charles s'empara de Gitschin, tandis que le 1^er^ corps d'armée du prince-héritier en fut refoulé par la cavalerie du général Edelsheim, et que le 1^er^ corps d'armée du prince-héritier fut arrêté à Trautenau par le 1^er^ corps autrichien de Gablenz et subit quelques pertes. Il ne fut dégagé que par l'avance de la Garde en direction d'Eipel, sur la route située entre le 1^er^ et 5^e^ corps prussiens. Le 29, le prince Frédéric-Charles donna l'assaut à Gitschin, et l'armée du prince-héritier anéantit complètement les 6^e^, 8^e^ et 10^e^ corps d'armée autrichiens. Le 30, les Prussiens repoussèrent avec brio une nouvelle tentative de Benedek de reconquérir Gitschin avec le 1^er^ corps et l'armée saxonne, de sorte que les deux armées prussiennes purent réaliser leur jonction. Les Autrichiens perdirent la valeur d'au moins un corps et demi, tandis que les Prussiens n'eurent qu'un quart de ces pertes.

Nous voyons donc que les Autrichiens ne disposaient plus le 27 Juin que de deux corps d'armée d'environ 33 000 hommes chacun, le 28 de trois, le 29 de quatre et, si les informations d'un télégramme prussien sont exactes, d'une partie d'un cinquième corps (le 4^e^) ; c'est le 30 seulement que le corps d'armée saxon arriva en renfort. En conséquence, il manquait pendant tout ce temps deux sinon trois corps sur le champ de bataille, tandis que les Prussiens avaient concentré toutes leurs forces en Bohême.

De fait, jusqu'au soir du 29, la masse des troupes autrichiennes était à peine plus nombreuse sur les champs de bataille que celle des deux armées prussiennes. Etant donné que les Autri-

chiens furent conduits les uns après les autres au combat et que les renforts n'arrivèrent qu'après la défaite des troupes déjà engagées, le résultat fut désastreux.

Le 3e corps d'armée (grand-duc Ernst), qui avait combattu à Custozza, a été expédié dès la fin de cette bataille par chemin de fer vers le Nord, et certains communiqués mentionnent sa présence aux côtés des troupes qui opérèrent sous les ordres de Benedek. Mais, ce corps, qui avec les Saxons eût porté l'armée autrichienne à neuf corps, ne pouvait arriver à temps pour intervenir dans les combats de fin Juin.

Quelles qu'aient été les erreurs commises par les Prussiens dans leur plan d'opération, ils les compensèrent bientôt par la rapidité et la résolution de leurs actions. Les opérations de chacune des deux armées prussiennes ne donnent prise à aucune critique. Tous leurs coups étaient brefs, incisifs et énergiques et furent couronnés de succès. Cette énergie ne se relâcha pas, même après la jonction des deux armées : les Prussiens continuèrent leur progression et, dès le 3 Juillet, toute leur armée se heurta aux forces concentrées de Benedek, à qui elle infligea une ultime et écrasante défaite [184].

On a toutes les raisons de croire que Benedek ne voulut pas de cette bataille. C'est indubitablement la poursuite rapide des Prussiens qui l'empêcha de s'accrocher avec toute son armée à une forte position, afin d'y regrouper ses troupes et de prendre une avance d'un jour pour le repli de son train. En outre, il ne s'attendait pas à être attaqué avec une force concentrée le jour-même, et il espérait pouvoir se replier pendant la nuit. Dans sa situation, avec quatre corps d'armée entièrement battus et des pertes matérielles aussi importantes, personne n'eût envisagé d'engager immédiatement la bataille décisive, tant que subsistait la possibilité d'une retraite sûre. Ainsi, les Prussiens semblent l'avoir contraint à se battre, et le résultat fut la défaite complète des Autrichiens, qui, au cas où l'armistice n'est pas encore conclu, tenteront de se replier, dans des conditions extrêmement difficiles, sur Olmütz ou Vienne, car toute tentative prussienne de contourner l'aile droite des Autrichiens devraient couper de nombreux détachements autrichiens de leur ligne de marche

directe et les refouler vers les montagnes de Glatz où ils seraient faits prisonniers. L' « armée-nord », l'une des meilleures d'Europe il y a dix jours encore, a cessé d'exister.

Indubitablement, le fusil à percussion et à tir rapide a beaucoup contribué à ces succès. Sans ce fusil, il est probable que les deux armées prussiennes n'eussent pas pu opérer leur jonction. Il est absolument certain que leur immense et rapide succès n'aurait pu être obtenu sans leur supériorité de feu, d'autant que l'armée autrichienne a, en général, moins tendance à la panique que la plupart des armées européennes.

Cependant, d'autres circonstances furent décisives dans cette victoire. Nous avons déjà mentionné l'excellent comportement et l'énergie militaire des deux armées prussiennes au moment de l'invasion de la Bohême. Nous pouvons ajouter qu'au cours de cette campagne les Prussiens abandonnèrent leur système de colonne et firent avancer la troupe en lignes déployées, afin d'utiliser chaque fusil et de protéger les soldats de la mitraille ennemie. Il faut reconnaître que les mouvements durant la marche aussi bien que devant l'ennemi, ont été exécutés avec un ordre et une précision qui étonnent dans une armée et un commandement chargés de la rouille de cinquante années de paix. En fin de compte, le monde entier fut surpris par la résolution dont ces jeunes troupes firent preuve lors de tous les engagements sans exception.

Certes, les fusils à percussion ont décidé de la campagne, mais ils ne partent pas tout seuls et ils ont besoin d'un cœur valeureux et d'un bras fort pour les diriger. Les Prussiens ont souvent combattu un ennemi supérieur, et toujours ils ont attaqué. Les Autrichiens avaient donc le choix du terrain. Or, dans l'assaut de positions puissantes et de places fortes, les avantages du fusil à percussion disparaissent presque complètement. C'est la baïonnette qui fait alors presque tout le travail, et ces sortes de combat furent fréquentes.

Au reste, la cavalerie fit preuve du même esprit de décision. Or, ses seules armes dans l'attaque sont l'acier nu et la rapidité des chevaux. Les canards français prétendent que la cavalerie prussienne mitraillait d'abord l'adversaire avec ses fusils ou autres

armes à tir rapide, et attaquait ensuite seulement l'ennemi à l'arme blanche. Or, ce truc n'est possible que si l'adversaire est solidement retranché de sorte qu'il peut facilement repousser les assaillants.

Il n'est pas exagéré de dire que l'armée prussienne a conquis en une seule semaine la meilleure position qu'elle ait jamais eue. Elle peut être assurée d'être maintenant plus forte que n'importe quel autre adversaire. Il n'y a pas, dans l'histoire, de campagne où un succès aussi éclatant ait été obtenu en si peu de temps, sans qu'ait été enregistré le moindre revers notable, exception faite de Iéna, où toute l'armée prussienne de l'époque a été anéantie, et de Waterloo, si nous faisons abstraction dans ce dernier cas de la défaite de Ligny [185].

Caractère de la guerre franco-prussienne de 1870.

Lettre de Fr. Engels à K. Marx,
15 Août 1870.

Il me semble que les choses se présentent comme suit * : l'Allemagne a été entraînée par Badinguet dans une guerre pour sa constitution nationale. Si elle succombait, le bonapartisme serait consolidé pour longtemps, et l'Allemagne serait fichue pour des années, voire des générations. Il ne pourrait plus être question d'un mouvement ouvrier indépendant en Allemagne, la revendication de l'existence nationale absorbant alors toutes les énergies. Les ouvriers allemands seraient pris en remorque, dans

* Nous ne reproduirons ici que deux courts textes sur la guerre franco-prussienne, puisque notre premier volume se limite à la phase des guerres nationales progressives, qui mettent en place les structures sociales et productives modernes. En cas de crise sociale grave, une phase historique peut se renverser rapidement, au cours de la lutte, en son contraire. Au départ, Marx et Engels ont défini la guerre franco-prussienne d'impérialiste du côté français et de nationale-révolutionnaire du côté prussien. Mais, sitôt cette phase réalisée, la guerre impérialiste française se transforma en révolution sociale prolétarienne, tandis que la guerre nationale révolutionnaire se mua en guerre impérialiste du côté allemand.

le meilleur des cas, par les ouvriers français. Si l'Allemagne triomphait, le bonapartisme français serait fichu en toute occurrence ; les sempiternelles chamailleries autour de la réalisation de l'unité allemande étant enfin écartées, les ouvriers allemands pourraient s'organiser à l'échelle nationale, ce qu'ils ne pouvaient faire jusqu'ici, et les ouvriers français — quel que soit le gouvernement issu de ce bouleversement — auraient certainement les coudées plus franches que sous le bonapartisme. Toute la masse du peuple allemand et toutes les classes ont reconnu qu'il y allait avant tout de l'existence nationale, et elles ont aussitôt réagi. Il me semble que, dans ces conditions, il ne soit pas possible qu'un parti politique allemand prêche l'obstruction totale, en plaçant toutes sortes de considérations secondaires au-dessus de l'essentiel, comme le fait Wilhelm [Liebknecht].

Il y a, en outre, le fait que Badinguet n'eût pu mener cette guerre sans le chauvinisme des masses de la population française, des bourgeois, des petits-bourgeois, des paysans et du prolétariat impérial du bâtiment, issu de paysans chargés dans les villes de réaliser les plans à la Haussmann. Tant que ce chauvinisme n'en prend pas un bon coup, il n'est pas de paix possible entre l'Allemagne et la France. On aurait pu s'attendre à ce qu'une révolution prolétarienne se charge de cette tâche, mais depuis qu'il y a la guerre, il ne reste plus aux Allemands qu'à s'en charger eux-mêmes sur le champ.

Venons-en maintenant aux considérations secondaires : si cette guerre est dirigée par Lehmann, Bismarck et Cie, et sert, pour le moment du moins, leur gloire ; s'ils parviennent à la gagner, nous

Fr. Engels a analysé en détail, au fur et à mesure du déroulement des combats 186, la guerre franco-prussienne à titre de correspondant de la *Pall Mall Gazette* qui publia une soixantaine d'articles entre le 29 Juillet 1870 et le 18 Février 1971 : cf. la traduction française dans *Notes sur la guerre de 1870-1871,* Ed. Costes, 1947, XXVIII-307 p.
On trouvera un exposé de l'évolution de ce conflit en guerre civile, avec la Commune de Paris, dans la série des « Questions militaires » publiées par *Il Programma Comunista,* n^os^ 3 et 4 de 1966 : « La quistione militare : Fase di costituzione del proletariato in classe dominante (Comune di Parigi. 1871) ». (N. d. Tr.)

le devons à cette lamentable bourgeoisie allemande. Certes, c'est écœurant, mais il n'y a rien à y changer. Dans ces conditions, il serait absurde, pour cette seule raison, de faire de l'anti-bismarckisme le principe directeur unique de notre politique. Tout d'abord, jusqu'ici — et notamment en 1866 — Bismarck n'a-t-il pas accompli une partie de notre travail, à sa façon et sans le vouloir, certes, mais en l'accomplissant tout de même. Il nous procure une place plus nette qu'auparavant. Et puis, nous ne sommes plus en l'an 1815. Les Allemands du Sud ne manqueront pas, à présent, d'entrer au Reichstag, ce qui créera un contre-poids au prussianisme. En outre, il y a des devoirs nationaux, qui lui incombent et — comme tu l'as déjà écrit — empêchent d'emblée une alliance avec la Russie. Bref, il est absurde de vouloir, comme Liebknecht, que l'histoire tout entière fasse marche arrière jusque 1866 parce qu'elle lui déplaît. Ne connaissons-nous pas les citoyens modèles que sont les Allemands du Sud. Tout cela est absurde.

J'estime que nos gens peuvent :

1. se joindre au mouvement national dans la mesure où il se limite à la défense de l'Allemagne et tant qu'il s'y tient (ce qui n'exclut pas, au demeurant, l'offensive jusqu'à la paix). Dans sa lettre, Kugelmann a montré combien ce mouvement national était puissant.

2. souligner la différence entre les intérêts nationaux de l'Allemagne et les intérêts dynastiques et prussiens.

3. s'opposer à toute annexion de l'Alsace-Lorraine (Bismarck laisse percer maintenant son intention de la rattacher au pays de Bade et à la Bavière).

4. agir en faveur d'une paix honorable dès l'instauration à Paris d'un gouvernement républicain, non chauvin.

5. mettre sans cesse en évidence l'unité d'intérêts des ouvriers allemands et français, qui n'ont pas approuvé la guerre, et ne se font pas la guerre [187].

6. la Russie, comme il en est question dans l'Adresse internationale [188]. Wilhelm (Liebknecht) est amusant lorsqu'il déclare que la véritable position, c'est de rester neutre, parce que

Bismarck a été dans le temps le compère de Badinguet. Si telle était l'opinion générale en Allemagne, nous en serions de nouveau à la Confédération rhénane, et notre noble Wilhelm serait étonné de voir quel rôle il pourrait y jouer, et ce qui resterait du mouvement ouvrier. L'idéal pour faire la révolution sociale, ce serait alors un peuple qui ne reçoit que des coups de pied et des coups de bâton et se trouve coincé dans une série de ces petits Etats chers à Wilhelm !...

Manifeste en faveur de la paix et contre l'annexion du Comité exécutif du parti ouvrier démocrate-socialiste.

Lettre de K. Marx au Comité de Brunsvick rédigée fin Août-début Septembre.

A tous les travailleurs allemands !

Les événements ont pris subitement une tournure nouvelle. Napoléon est prisonnier des Allemands. La République a été proclamée à Paris, où s'est installé un gouvernement provisoire.

Après avoir subi pendant vingt ans la honte du second Empire, le peuple français s'est ressaisi au plus fort du péril, et a pris en main ses destinées. Il s'est débarrassé de l'homme qui l'a asservi depuis vingt ans et qui, finalement, a déchaîné le désastre sur la France.

Vive la République française !

Nous espérons que la nouvelle tournure prise par les événements assurera la fin de la guerre *. Tant que les armées de Napoléon menaçaient l'Allemagne, notre *devoir* d'Allemands était la *guerre défensive*, la guerre pour l'indépendance de l'Allemagne.

* Le texte cité par Kautsky dans *Sozialisten und Krieg*, 1937, p. 199-201 commence avec cette phrase. Nous reproduisons tout le Manifeste, bien qu'un fragment seulement soit, de façon certaine, de la main de Marx. Le texte est reproduit d'après la brochure de Jules Guesde et Paul Lafargue, *la Démocratie socialiste allemande devant l'histoire*, Imprimerie ouvrière, 1893.

Pareille guerre n'exclut pas l'offensive, puisqu'il s'agit d'obliger l'ennemi à faire la paix [189]. C'est pourquoi, nous avons dû souhaiter le triomphe des armées allemandes, alors même que les frontières allemandes n'étaient plus directement menacées, et que notre courageuse armée avait pénétré au cœur de la France. Nous nous sommes réjouis des glorieux succès et de la bravoure inouïe de nos frères allemands, du mépris de la mort dont ils ont fait preuve *.

Mais, aujourd'hui, que nous sommes victorieux, il est plus que jamais de notre devoir de ne pas nous laisser griser par le succès, et d'examiner avec tout notre sang-froid ce que nous avons à faire *MAINTENANT***. C'est là un devoir que nous impose la tournure nouvelle qu'ont pris les événements.

Le nouveau gouvernement provisoire devra, et voudra, chercher à conclure la paix avec l'Allemagne ; il devra, et voudra, retirer la déclaration de guerre faite par Napoléon.

Est-ce le peuple français qui nous a déclaré la guerre ? Non ! c'est Napoléon. L'épée allemande en a délivré la France, et la France en est définitivement débarrassée. Ne nous laissons pas induire en erreur par le fait que la marche victorieuse des troupes allemandes a poussé les Français de plus en plus dans la guerre. Une grande nation ne peut pas supporter l'ennemi sur son sol. Autant était légitime l'enthousiasme unissant le peuple allemand dans la pensée du sol à préserver et de la patrie allemande à défendre, autant s'explique l'ardeur des Français, oubliant momentanément l'homme qui avait causé leur malheur pour ne plus penser qu'à libérer le pays envahi. Aujourd'hui encore que la

* Kautsky saute les trois phrases précédentes dans son texte.

** *MAINTENANT* manque dans le texte de Guesde et de Lafargue. Ce mot est important, parce qu'il marque un tournant dialectique dans la guerre progressive de l'Allemagne : le but étant atteint, c'est la fin de la guerre nationale révolutionnaire ; si la paix n'intervient pas à ce stade précis, la guerre devient impérialiste ou se transforme en guerre civile de classe.

France est redevenue maîtresse de ses destinées, cette pensée dominera les cœurs français *.

Mais, le gouvernement provisoire actuel saura que Français et Allemands sont deux peuples frères, ayant tous deux les mêmes intérêts, le même devoir sacré de marcher de l'avant dans l'esprit des temps modernes et de rivaliser dans les arts de la paix. C'est en faisant la paix que le gouvernement provisoire cherchera à délivrer la France de l' « ennemi ».

Mais encore faut-il que cette paix soit *possible,* autrement dit : il faut offrir à ce gouvernement une paix *honorable.*

La France est assez punie d'avoir si longtemps supporté la honte du second Empire, et c'est *le devoir — tout autant que l'intérêt — du peuple allemand d'accorder une paix honorable à la République française.* C'est son devoir, car le peuple allemand sait qu'il n'a pas à écraser un grand peuple frère, ni à s'épuiser dans des luttes fratricides, mais que son devoir est bien le même que celui de la France vis-à-vis de l'Allemagne, le devoir de travailler avec la France dans l'esprit des temps modernes. Une paix honorable est dans l'intérêt allemand, parce qu'une paix honteuse ne serait qu'une trêve jusqu'à l'heure où la France serait assez forte pour laver sa honte.

Avant tout, c'est le devoir des ouvriers allemands, pour qui la communauté d'intérêts des deux peuples est devenue une conviction sacrée. En effet, les ouvriers allemands ne voient dans les travailleurs français que des frères ayant des destinées et des aspirations identiques. Il est donc de leur devoir de réclamer cette paix pour la République française. Il appartient aux ouvriers allemands de proclamer que, dans l'intérêt de l'Allemagne comme de la France, *ils n'entendent pas tolérer qu'on outrage le peuple français,* après qu'il ait fait justice à l'infâme violateur de la paix.

Si cette paix ne se faisait pas, ou bien ce serait l'écrasement de la République française dans le sang des républicains et du peuple français — et il en rejaillirait sur l'Allemagne une honte

* Ce dernier alinéa manque chez Kautsky.

éternelle — ou bien ce serait la libre France, comme au temps de la grande révolution, triomphant glorieusement de l'étranger. C'est une raison supplémentaire de réclamer une paix honorable pour la France. Mais, certains veulent enlever à la France l'Alsace et la Lorraine.

De Londres, un de nos meilleurs et de nos plus anciens camarades nous écrit * : La camarilla militaire, les professeurs, les bourgeois, les politiciens de bistrot, prétendent tous que ce serait le meilleur moyen de protéger l'Allemagne contre la France. Ce serait, au contraire, le plus sûr moyen de transformer la guerre en une institution européenne, d'éterniser, dans l'Allemagne moderne, le despotisme militaire, jugé nécessaire pour tenir en mains cette *Pologne occidentale* — l'Alsace-Lorraine. C'est le moyen infaillible de transformer la prochaine paix en une simple trêve, jusqu'à ce que la France se sente assez forte pour revendiquer les territoires perdus. C'est, enfin, le moyen le plus infaillible pour que la France et l'Allemagne se ruinent et s'entredéchirent mutuellement.

Les coquins et les imbéciles, qui ont découvert ces garanties pour la paix perpétuelle devraient au moins savoir, par l'histoire de la Prusse et par le traité de Tilsit, que de telles mesures d'arbitraire pour dompter un peuple vivace vont toujours à l'encontre du but poursuivi. Bien plus, même après la perte de

* Les trois précédents alinéas ne sont pas reproduits par Kautsky. Les éditions de Moscou ou de Berlin-Est en notre possession (*Œuvres, Lettres choisies, Lettres de Marx-Engels à Bebel, Liebknecht, etc...*) attribuent formellement à Marx la partie qui suit. Il importe d'en tenir compte. Au reste, les rédacteurs du *Manifeste* se sont appuyés eux-mêmes sur l'autorité de Marx, ne serait-ce que pour mettre en lumière l'importance de ces passages. Les autres parties — les plus ronflantes — du *Manifeste* ne sont pas de la plume de Marx et ne correspondent qu'approximativement à sa pensée : pour en juger, on peut se référer à la lettre d'Engels à Marx du 18 Août 1870, reproduite ci-dessus et à propos de laquelle Marx écrivit à Engels le 18 Août 1870 : « Ta lettre correspond exactement au plan de la réponse (au Comité de Brunsvick), que j'avais préparé dans ma tête ». Par exemple, un reproche que Marx adressa aux rédacteurs du *Manifeste,* c'est d'avoir inopinément rapporté que le centre de gravité du mouvement ouvrier se déplaçait de France en Allemagne (à Engels, 10 Septembre 1870).

l'Alsace-Lorraine, la France peut-elle se comparer à la Prusse après Tilsit ?

Tant que subsistaient les anciennes frontières des Etats européens, le chauvinisme français avait une certaine raison d'être matérielle du fait que, depuis 1815, Paris — et par suite toute la France — se trouvait à la merci de la moindre bataille perdue. A quelle flambée de chauvinisme ne faut-il pas s'attendre, si les frontières étaient ramenées aux Vosges pour l'Est, et à Metz pour le Nord ?

Que les Alsaciens et les Lorrains aspirent au bonheur d'être gouvernés par les Allemands, le Teuton le plus enragé n'oserait l'affirmer. C'est le principe du pangermanisme et de la sécurité des frontières qu'on proclame : du côté de l'Est — la Russie — il donnerait de beaux résultats pour l'Allemagne et pour l'Europe !

Quiconque n'est pas complètement étourdi par les clameurs du moment et n'a pas *intérêt* à égarer le peuple allemand comprendra *qu'une guerre entre l'Allemagne et la Russie doit naître de la guerre de 1870 aussi fatalement que la guerre de 1870 elle-même est née de la guerre de 1866. Je dis fatalement, sauf le cas peu probable où une révolution éclaterait auparavant en Russie. En dehors de ce cas peu probable, la guerre entre l'Allemagne et la Russie peut, d'ores et déjà, être considérée comme un fait accompli* *.

La guerre actuelle sera un bien ou un mal, selon la conduite qu'adopteront les vainqueurs allemands. S'ils prennent l'Alsace et la Lorraine, la France *s'alliera à la Russie,* pour combattre l'Allemagne. Inutile d'insister sur les funestes conséquences d'une telle éventualité.

S'ils concluent une paix honorable avec la France, cette guerre délivrera l'Europe de la dictature moscovite, permettra à l'Allemagne d'absorber la Prusse, et à l'Europe occidentale de se développer librement, elle hâtera enfin l'avènement de la révolution sociale en Russie — qui n'attend qu'une impulsion du dehors — et, de la sorte, cette guerre servirait aussi au peuple russe.

* Cet alinéa manque chez Kautsky.

Mais, je crains bien que les coquins et les imbéciles n'accomplissent leurs desseins criminels sans rencontrer d'obstacle, à moins que la classe ouvrière en masse n'élève sa voix pour protester.

Non ! ceux qui prônent l'annexion verront leurs calculs déjoués. *Au nom du Parti ouvrier démocrate socialiste de l'Allemagne, nous protestons contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine.* Or, nous savons que nous sommes en accord avec les travailleurs allemands. Dans l'intérêt de l'Allemagne comme de la France, dans l'intérêt de la paix et de la liberté, dans l'intérêt de la civilisation occidentale contre la barbarie cosaque, *les travailleurs allemands ne tolèreront pas l'annexion de l'Alsace-Lorraine* *.

La guerre actuelle, nous écrit notre camarade, ouvre une époque historique nouvelle du fait que l'Allemagne a prouvé que, même sans l'Autriche-allemande, elle peut, indépendamment de l'étranger, avoir une action propre. Si, tout d'abord, elle trouve son unité sous la direction, ou mieux dans la caserne, de la Prusse, c'est là évidemment un malheur, mais elle ne l'a que trop mérité. Quoi qu'il en soit, nous aurons au moins ce résultat : des mesquineries, telles que le conflit entre les nationaux-libéraux d'Allemagne du Nord et le Parti populaire d'Allemagne du Sud, ne barreront plus inutilement la route. Les événements se développeront sur une échelle plus grande et se simplifieront. Si, après cela, la classe ouvrière allemande ne remplit pas le rôle qui lui incombe, tant pis pour elle. *Cette guerre a déplacé le centre de gravité du mouvement ouvrier ; elle l'a transféré de France en Allemagne.* C'est pourquoi, une plus grande responsabilité pèse désormais sur la classe ouvrière allemande **.

* Cet alinéa manque chez Kautsky et dans les éditions de Moscou et de Berlin-Est. Sans doute, le Comité a-t-il incorporé ce passage grandiloquent.

** Marx et Engels eussent préféré (cf. lettre du 10 Septembre 1870) que ce passage ne figurât pas dans un Manifeste de portée internationale, où les susceptibilités nationales ont tôt fait de ressurgir et peuvent être exploitées par l'adversaire. La suite du texte a été rédigée par le Comité de Brunswick.

Camarades ! Travailleurs d'Allemagne !

En liaison fraternelle avec nos frères, les ouvriers de tous les pays civilisés, faisons cause commune.

Vive la lutte internationale du Prolétariat !

Et aujourd'hui que nous voyons comment un grand peuple s'est ressaisi et a repris en main ses destinées, que nous voyons la République instaurée, non plus seulement en Suisse et par-delà l'Atlantique, mais encore en France, poussons ce cri de joie : Vive la République ! ce cri qui, le jour venu, devra proclamer, pour l'Allemagne aussi, l'aurore de la liberté.

Brunswick, le 5 Septembre 1870.

Le Comité du Parti Démocrate-Socialiste *.

* Sur l'ordre du général Vogel von Falkenstein, les membres du Comité de Brunswick furent arrêtés dès le 9 Septembre 1870. Ils furent transférés, enchaînés, à la forteresse de Loze, sur la frontière russe. En Novembre de la même année, ils furent ramenés à Brunswick et jugés sous l'inculpation de haute trahison. Ces arrestations furent étendues à un grand nombre de membres du Parti, qui avaient assuré la diffusion du manifeste. Bebel et Liebknecht, qui avaient refusé de voter les crédits de guerre, restèrent le plus longtemps en prison.

Du 21 Septembre jusqu'à la conclusion de la paix, tous les numéros du *Volksstaat,* organe officiel du Parti, portèrent en tête en caractères gros d'un demi-centimètre : PAIX HONORABLE AVEC LA REPUBLIQUE FRANÇAISE ! PAS D'ANNEXION ! CHATIMENT DE BONAPARTE ET DE SES COMPLICES !

RÉVOLUTION ET STRUCTURES DE L'ÉTAT NATIONAL

Notice du traducteur

Le texte suivant sur le *Rôle de la violence et de l'économie dans l'instauration de l'Empire allemand moderne* est un manuscrit inachevé d'Engels, une illustration historique de la théorie de la violence exposée au chapitre III de la seconde partie de l'*Anti-Dühring.*

Pour notre premier tome, il représente une sorte de synthèse et de conclusion. En effet, la mise en place des institutions politiques, juridiques et étatiques modernes concrétise les efforts révolutionnaires d'une nation en même temps qu'elle clôt toute une période de son histoire. Dans notre premier tome, c'est une conclusion, car les faits considérés coïncident avec la fin de la période de systématisation nationale de l'Europe occidentale en nations modernes.

Ce texte met en évidence que la révolution est un fait impersonnel (imposé à Bismarck par « une pression extérieure », écono-

mique) et, lorsqu'elle est bourgeoise, insconscient : « Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur la conscience qu'elle a d'elle-même » (Marx, Préface de la *Contribution*, etc..., de 1849).

Bismarck n'est qu'un prête-nom pour certaines classes composant l'Etat prussien, dont, tour à tour, il sera l'instrument inconscient, car si la bourgeoisie allemande est débile, la classe des hobereaux l'est également, de sorte que les institutions issues de cette révolution par le haut seront encore un compromis bâtard entre ces deux classes. La classe des hobereaux n'a pas fait en Allemagne la révolution *bourgeoise,* même si elle en a profité pour survivre longtemps. Ainsi, au cours des récentes révolutions anticoloniales, certains se sont évertués à découvrir l'auteur de la révolution (qui dans le marxisme n'a pas d'intérêt), et ils ont trouvé la classe bureaucratique ! En fait, comme le montre Engels, ce qui importe, c'est de définir *la nature de classe de la révolution,* en déterminant les forces économiques qui ont poussé les hommes et les rapports sociaux qui résultent de la révolution.

De toute façon, s'il s'agit d'une révolution bourgeoise, les sujets n'en ont pas conscience ou n'en ont qu'une conscience fausse. La révolution est un acte matériel : la base économique exige l'instauration de superstructures politiques, juridiques et idéologiques nouvelles. Cet acte politique est indispensable au triomphe et à l'essor de la production et de la société nouvelles.

Dès lors, les institutions et superstructures sociales sont adaptées aux rapports sociaux qui ont germé au sein de l'ancien mode de production. Ce n'est qu'au jour de la révolution que *le modèle de la société à édifier s'impose aux hommes,* lorsqu'il s'agit d'officialiser les rapports sociaux, désormais prépondérants de la base économique. C'est alors que les hommes adaptent les superstructures aux rapports de production qui triomphent ainsi, les révolutions étant les grandes accoucheuses des sociétés modernes.

Comme l'illustre le texte suivant, la violence permet de don-

ner aux superstructures une forme plus achevée, et donc plus féconde pour l'évolution ultérieure des forces productives de la nation. Suivant le succès plus ou moins grand des forces révolutionnaires ou contre-révolutionnaires, les institutions seront plus ou moins adéquates au développement des forces productives. C'est donc au cours de la crise brève et aiguë des révolutions et des guerres que surgissent au grand jour les superstructures et que se décide l'évolution plus ou moins riche et rapide de l'avenir.

La crise — guerre ou révolution — qui modèle ou remodèle les rapports sociaux, sert toujours de point de départ à Marx pour prévoir l'évolution future, correspondant à la maturation des forces productives et révolutionnaires, mises au jour par la crise. Il voit ainsi dans le rapport de forces issu de la guerre de 1866 les batailles qui se livreront en 1870, et à l'issue de la guerre et de la révolution de 1870-71 l'avenir qui attend l'Europe en 1914 et 1917. Cependant, Marx distingue entre révolutions et guerres révolutionnaires d'une part, et guerres impérialistes d'autre part. Les premières suscitent des rapports sociaux nouveaux, tandis que les secondes, de manière stérile, restructurent simplement ce qui existe déjà et, à l'échelle des nations du monde, effectuent un repartage des zones d'influence et de dépendance.

Le texte d'Engels montre brillamment le rapport dialectique entre économie et violence : d'une part, comment l'industrie est freinée par le manque d'unité nationale et l'éparpillement des superstructures féodales (petits Etats particularistes, régionalisme, barrières locales, diversité des législations, des poids et mesures, des monnaies, etc...) ; d'autre part, comment un certain essor industriel suscite les superstructures aptes à renverser les obstacles traditionnels. En outre, l'exemple allemand montre, de manière classique, la façon dont l'impérialisme étranger empêche une nation de réaliser son unité et donc de développer son économie. Enfin, à la lumière du cas luxembourgeois et alsacien-lorrain, Engels relie les nationalités marginales aux forces économiques et historiques déterminées, et notamment aux révolu-

tions qui démontrent la vitalité d'une nationalité et son appartenance à tel ou tel ensemble économique.

Dans un court passage, Engels définit la dialectique entre violence et politique : lorsque la politique étrangère domine la scène publique, c'est la question militaire qui prévaut sur l'économie. Mais, ce n'est pas tout : Machiavel disait déjà que les princes édifiaient les forteresses non pas contre l'ennemi extérieur, mais contre l'ennemi intérieur, de sorte que le danger étranger ne représente qu'une diversion et une mystification des luttes de classes intérieures. Bismarck l'a fort bien compris : l'annexion de l'Alsace-Lorraine *inaugure la phase impérialiste,* en mettant à l'ordre du jour la lutte *entre les classes* au sein de la nation et en rejetant à l'arrière-plan les questions nationales. Engels n'en a pas été dupe : « Si les Alsaciens-Lorrains, à la veille d'une révolution manifestement imminente, voulaient provoquer une guerre entre la France et l'Allemagne en excitant les deux peuples l'un contre l'autre et en ajournant de la sorte la révolution, je leur dirais : Halte-là ! Vous pouvez avoir autant de patience que le prolétariat européen. Lorsque celui-ci s'émancipera, vous deviendrez libres, mais, jusque-là, nous ne tolérerons pas que vous mettiez les bâtons dans les roues du prolétariat en lutte. » (Engels à Bernstein, 22 Février 1882.)

Ce verdict n'est pas seulement dicté par des nécessités d'ordre militaire au sens immédiat du terme : il ne faut pas que la bourgeoisie prenne l'initiative de la guerre, de sorte que les partis ouvriers surpris soient incapables de répondre efficacement à l'attaque. Ce verdict a une signification de principe : désormais, dans les pays devenus pleinement capitalistes, la question nationale n'est plus qu'un moyen de mystifier les masses. Le prolétariat doit donc faire passer ses intérêts généraux représentant ceux de tous les opprimés, avant ceux des oppositions locales et contingentes.

Comme on le voit, les préoccupations militaires ne sont pas seulement dictées par les rapports de force momentanés et locaux au sein de la lutte des classes, mais découlent directement de la théorie fondamentale, sur laquelle tout compromis ou

marchandage conduit à abandonner le marxisme et à trahir les forces qu'il représente. Cette clarification des rapports fondamentaux entre les classes, nous dit Engels, est le résultat des luttes confuses pour la systématisation nationale, qui ont eu lieu de 1848 à 1870 dans les pays d'Europe centrale et méridionale où il fallait appliquer la stratégie *indirecte*, les tâches bourgeoises étant encore progressives et indispensables à la lutte *directe* pour le socialisme, qui s'instaure avec le règne de la bourgeoisie. Désormais, les questions de principe sont encore plus nettes et plus fondamentales dans la lutte des classes, et sont, au sens propre du terme, des moyens de combat irréfragables.

⁂

⁂ ⁂

Le rôle de la violence dans l'histoire. Violence et économie, dans la formation du nouvel Empire allemand. (Quatrième section de la théorie de la violence.)

Fr. Engels,
manuscrit inachevé,
écrit entre Décembre 1887 et Mars 1888.

Il s'agit d'appliquer maintenant notre théorie à l'histoire de l'Allemagne contemporaine et à la pratique de la violence par le fer et par le feu qui l'a marquée. Il nous apparaîtra clairement que la politique de fer et de sang, si elle a pu donner des résultats pendant un certain temps, n'en est pas moins destinée à s'effondrer [190].

1. *Perspectives et tentatives d'unification avant 1860*

En 1815, le Congrès de Vienne avait divisé et manipulé l'Europe d'une façon qui démontra au monde entier l'incapacité totale des autocrates et des hommes d'Etat. Le soulèvement général des nations contre Napoléon avait constitué la réaction du sentiment national, bafoué chez tous les peuples. Mais, comme pour remercier les peuples d'avoir entrepris cette guerre, les princes et diplomates du Congrès de Vienne foulèrent aux pieds plus ignominieusement encore ce sentiment national. La moindre des dynasties pesa davantage dans la balance que le plus grand des peuples. L'Allemagne et l'Italie furent, une fois de plus, morcelées en petits Etats ; la Pologne subit son quatrième partage ; la Hongrie demeura sous le joug. Et l'on ne peut même pas dire qu'on ait fait injure à ces peuples ; pourquoi s'étaient-ils laissés faire, et pourquoi avaient-ils donc accueilli le tsar russe en libérateur ?

Quoi qu'il en soit, cela ne pouvait durer. Depuis le déclin du moyen âge, l'histoire travaille à dessiner l'Europe en suivant

le tracé des grands Etats nationaux. Seuls, de tels Etats forment la constitution politique normale de la domination bourgeoise en Europe. Ils représentent, en outre, l'une des *conditions préalables* à une collaboration harmonieuse entre les nations et à la domination du prolétariat [191]. En effet, si l'on veut assurer la paix internationale, il faut d'abord que soient éliminées toutes les frictions nationales qui sont évitables ; il faut que chaque peuple soit indépendant et maître chez lui. A mesure que se développaient le commerce, l'agriculture, l'industrie — et donc la puissance de la bourgeoisie dans la société — le sentiment national s'est accru partout, et les nations divisées et opprimées se mirent à réclamer leur unité et leur indépendance [192].

C'est pourquoi, dans toute l'Europe, hormis la France, la révolution de 1848 tendit à satisfaire aussi bien les revendications nationales que les exigences de liberté. Or, la bourgeoisie ayant récolté la victoire, dès le premier assaut donné par le prolétariat, qui, en fait, avait lutté et arraché la décision, on vit partout se dresser, derrière la bourgeoisie, le spectre menaçant du prolétariat. Dès lors, la bourgeoisie se vit poussée dans les bras de l'adversaire qui venait tout juste d'être vaincu : la réaction monarchiste, bureaucratique, semi-féodale et militaire. C'est devant elle que la révolution de 1848 succomba finalement. En Hongrie, la réaction intérieure n'avait pas réussi à prendre le dessus ; ce furent les Russes qui intervinrent et abattirent la révolution. Mais, ce n'était pas tout, le tsar ouvrit son tribunal à Varsovie pour y arbitrer le sort de l'Europe [152]. Il désigna Christian de Glucksbourg, sa créature docile, comme prétendant à la succession du trône de Danemark [207]. Il humilia la Prusse comme jamais elle ne l'avait été, en lui interdisant jusqu'aux moindres velléités d'exploiter à son profit les tentatives d'unification de l'Allemagne. Il la força de rétablir la Diète fédérale et de se soumettre à l'Autriche [193]. A première vue, tout le résultat de la Révolution semblait donc être que l'Autriche et la Prusse fussent gouvernées sous une forme constitutionnelle, mais selon l'esprit d'ancien régime, et que le tsar dominât plus que jamais l'Europe.

En réalité, cependant, la Révolution avait eu pour effet de tirer la bourgeoisie de sa léthargie séculaire, même dans les

pays divisés et, notamment, en Allemagne. La bourgeoisie avait obtenu une part, certes modeste, du pouvoir politique, mais, chaque succès politique était exploité en vue d'un essor industriel. La « folle année », qui était heureusement passée, avait démontré, d'une manière tangible, que la bourgeoisie devait rompre définitivement avec sa routine traditionnelle et sa léthargie d'antan. Diverses circonstances, dont le flot d'or de Californie et d'Australie, contribuèrent à étendre le réseau du commerce mondial et à stimuler les affaires, comme jamais on ne l'avait vu jusqu'ici. Il s'agissait d'y participer et de s'assurer un morceau du gâteau. Les débuts de la grande industrie datent de 1830 et surtout de 1840 en Rhénanie, en Saxe, en Silésie, à Berlin et en diverses villes du Sud. L'extension en fut rapide et continue. L'industrie à domicile prit une ampleur toujours plus grande dans les campagnes. On accéléra la construction des chemins de fer, et l'émigration, qui néanmoins grossit considérablement, suscita un réseau transatlantique de navigation à vapeur, qui se passa de subventions. Plus que jamais, les commerçants allemands s'établirent solidement dans tous les comptoirs d'outre-mer et prirent une part croissante dans les transactions sur le marché mondial. Ils assurèrent des débouchés non seulement aux produits anglais, mais encore progressivement à l'industrie allemande.

Le système des petits Etats en Allemagne, avec la multiplicité des législations commerciales et industrielles, dut devenir bientôt une entrave insupportable à cette industrie en essor puissant, ainsi qu'au commerce qui s'y rattachait. On se heurtait, en effet, tous les deux ou trois milles, à un autre système de change, à d'autres conditions régissant l'art et l'industrie, et partout à des chicanes et chausse-trapes bureaucratiques et fiscales, souvent même à des barrières corporatives qu'aucun accommodement ne permettait de lever tant soit peu. Et avec tout cela, les innombrables législations intérieures des multiples Etats, les restrictions de séjour empêchaient absolument les capitalistes de concentrer une quantité suffisante d'ouvriers — au demeurant disponibles — aux endroits où le minerai, le charbon, l'énergie

hydraulique et autres avantages naturels imposaient l'établissement des entreprises industrielles. Or, la faculté d'exploiter en masse et en toute liberté la main-d'œuvre nationale est la condition première de l'essor industriel. Néanmoins, la police et l'administration d'assistance aux pauvres s'opposaient partout à l'installation des ouvriers autour des usines où les patriotes fabricants les eussent drainés à partir de tout le pays. Un Droit civil unique, une pleine liberté de circulation pour tous les citoyens de l'Empire allemand ainsi qu'une législation uniforme pour l'industrie et le commerce, tels n'étaient plus les rêves patriotiques d'étudiants exaltés, mais les conditions d'existence indispensables à l'industrie.

En outre, il existait dans chaque Etat et avorton d'Etat une autre monnaie, d'autres poids et mesures ; qui plus est, souvent deux et même trois systèmes coexistaient dans un seul Etat. Or, aucune de ces innombrables sortes de monnaie, de poids et de mesure n'avait cours sur le marché mondial. Est-il surprenant, dans de telles conditions, que les commerçants et fabricants qui traitaient sur le marché mondial ou concurrençaient les articles d'importation, dussent avoir, en outre, recours aux monnaies, poids et mesures de l'étranger ; que les fils de coton fussent calculés en livres anglaises, que les soieries fussent confectionnées au mètre, et les comptes pour l'étranger libellés en livres sterling, dollars ou francs ? Comment pouvait-on créer de grands établissements de crédit dans des zones d'échange aussi minuscules, avec des billets de banque notés ici en florins, là en thalers prussiens, ailleurs en thalers-or, en thalers « nouveaux deux-tiers », en marks de banque, en marks courants, sans parler des titres de vingt ou de vingt-quatre florins, ce qui entraînait des calculs et des oscillations de cours pouvant aller à l'infini.

Même si, finalement, on venait à bout de toutes ces difficultés, que de forces gaspillées, sans parler des pertes de temps et d'argent ! Or, on commençait enfin à s'apercevoir en Allemagne que, de nos jours, le temps, c'est de l'argent.

C'est sur le marché mondial que la jeune industrie allemande devait faire ses preuves, car elle ne pouvait grandir qu'en exportant. Mais, il fallait pour cela qu'elle jouît à l'étranger de la

protection du droit international. Le négociant anglais, français ou américain a toujours les coudées plus franches à l'étranger que dans son propre pays. Son ambassade intervient pour lui et, en cas de nécessité, un ou deux vaisseaux de guerre. Mais qu'en est-il du négociant allemand ? Au Moyen Orient, l'Autrichien pouvait compter à peu près sur son ambassade ; mais, elle ne lui était d'aucun secours ailleurs. En revanche, si le négociant prussien à l'étranger se plaignait auprès de son ambassade d'un tort qu'il avait subi, on lui répondait invariablement : « C'est bien fait pour vous ; qu'allez-vous chercher dans ce pays ? Pourquoi ne retournez-vous pas gentiment chez vous ? ». Quant au sujet d'un tout petit Etat, il était plus encore privé de droit. Sous toutes les latitudes, le négociant allemand se plaçait sous une protection étrangère, française, anglaise, américaine, ou bien il se faisait naturaliser au plus vite dans sa nouvelle patrie *. Quoi qu'il en soit, même si son ambassade eût voulu s'employer pour lui, à quoi cela eût-il servi ? Les représentants diplomatiques allemands n'étaient-ils pas eux-mêmes traités outre-mer comme des cireurs de bottes ?

Tout cela montre que la revendication d'une « patrie » unitaire avait une base tout à faite matérielle. Ce n'était plus l'aspiration nuageuse de corporations d'étudiants organisant la fête de la Wartburg [194], où « courage et force enflammaient les cœurs allemands » et où, sur une mélodie française, « l'adolescent était emporté par le souffle de la tempête afin de combattre et de mourir pour la patrie » en vue de rétablir le romantique et fabuleux Empire du moyen âge, en attendant de devenir, sur ses vieux jours, le laquais tout commun, piétiste et absolutiste de quelque prince.

Ce n'était plus l'appel à l'unité, déjà bien plus proche des réalités de ce monde, de l'avocat et autres idéologues bourgeois de la commémoration de Hambach qui croyaient aimer la Liberté et l'Unité pour elles-mêmes sans se rendre compte que l'Allema-

* En marge du texte, Engels avait noté ici : « Weerth », le poète allemand, ami de Marx et d'Engels, qui était négociant. Sans doute, Engels voulait-il, le cas échéant, se référer à l'expérience et aux témoignages de Weerth.

gne rétablie sur le modèle suisse d'une république formée de petits cantons, à laquelle aboutissaient les aspirations des moins confus d'entre eux, était tout aussi irréalisable que l'Empire des Hohenstaufen des étudiants d'antan.

Il s'agissait désormais d'une revendication surgie du monde et des besoins des affaires et formulée par le négociant et l'industriel engagés dans la pratique : en finir avec le fatras des petits Etats traditionnels et historiquement dépassés, afin de permettre le libre essor du commerce et de l'industrie ; briser toutes les entraves inutiles que l'homme d'affaires allemand devait d'abord écarter dans son propre pays avant d'accéder au marché mondial, entraves dont étaient libérés tous ses concurrents. Bref, l'unité allemande était devenue une nécessité économique, et les gens qui la revendiquaient maintenant savaient ce qu'ils voulaient. Ils faisaient du commerce et avaient grandi dans le commerce ; ils s'entendaient à négocier et on pouvait négocier avec eux. Ils savaient qu'il faut demander le plus, mais qu'il faut ensuite être large dans la concession. Ils chantaient la « Patrie Allemande » en y englobant la Styrie, le Tyrol et l'Autriche « d'honneur et de victoires riche », de même que :

> « De la Meuse jusqu'au Memel, de l'Adige jusqu'à la Baltique,
> Allemagne, Allemagne par-dessus tout, par-dessus tout au monde ! ».

Mais, pour cette patrie qui devait devenir toujours plus grande, ils étaient prêts à consentir un très important rabais — de 25 à 30 % — contre paiement comptant. Leur plan d'unité était arrêté et immédiatement réalisable.

Mais voilà, l'unité de l'Allemagne n'était pas une question exclusivement allemande. Depuis la Guerre de Trente ans, pas une affaire publique allemande n'avait été décidée, sans que l'étranger ne s'y immisce par la force *. En 1740, Frédéric II avait conquis la Silésie avec l'aide des Français. En 1803, la France et la Russie

* En marge du texte, Engels avait noté : « Paix de Westphalie (1648) et de Teschen (1779) », sans doute pour étayer sa démonstration.

avaient dicté en toutes lettres la restauration du Saint Empire romain germanique par le recez de la Diète d'Empire de Ratisbonne [195]. Puis, Napoléon avait découpé l'Allemagne à sa guise. Enfin, au Congrès de Vienne *, la Russie d'abord, l'Angleterre et la France ensuite la divisèrent de nouveau en trente-six Etats et en plus de deux cents lambeaux de territoires particuliers, plus ou moins grands. Comme en 1802-1803, à la Diète impériale de Rastibonne, les dynastes y apportèrent leur collaboration et contribuèrent à aggraver le démembrement de l'Allemagne.

En outre, certaines parties de l'Allemagne avaient été livrées à des princes étrangers. Ainsi, non seulement l'Allemagne se trouvait sans force ni appui, s'usant en rivalités internes et condamnée au néant sur le plan politique, militaire et même industriel, mais — pire encore — la France et la Russie s'étaient arrogé, par de multiples précédents, le droit de diviser l'Allemagne, comme la France et l'Autriche s'arrogeaient le droit de veiller à ce que l'Italie restât morcelée.

C'est ce prétendu droit que le tsar Nicolas fit valoir en 1850 lorsque interdisant de la façon la plus grossière toute modification de la Constitution, il exigea le rétablissement de la Diète Fédérale, qui est l'expression directe de l'impuissance de l'Allemagne.

Il fallut donc que l'unité allemande fût arrachée de haute lutte non seulement contre les princes et autres ennemis de l'intérieur, mais encore contre l'étranger, ou bien... avec l'aide de l'étranger. Or, quelle était à cette époque la position de l'étranger ?

En France, Louis Bonaparte avait mis à profit la lutte entre les bourgeois et les ouvriers pour se hausser à la présidence avec l'aide des paysans, puis au trône impérial avec l'aide de l'armée. Mais, un nouvel Empereur fabriqué par l'armée ne pouvait subsister dans les limites de la France de 1815. En effet, la résurrection de l'Empire napoléonien signifiait l'extension de la France jusqu'au Rhin, la réalisation du vieux rêve du chauvinisme français. Or, le Rhin était, pour l'instant, hors d'atteinte pour

* Engels note ici : « Allemagne-Pologne ».

Louis Bonaparte, car toute tentative dans cette direction eût suscité une coalition européenne contre la France.

En revanche, une occasion s'offrit pour améliorer la position de force française et procurer à l'armée de nouveaux lauriers : la guerre menée aux côtés de presque toute l'Europe contre la Russie, qui avait mis à profit la période révolutionnaire en Europe occidentale pour occuper, à la dérobée, les principautés danubiennes et préparer une nouvelle guerre de conquête en direction de la Turquie. L'Angleterre s'allia à la France et l'Autriche leur fut favorable, tandis que la chevaleresque Prusse fut la seule à flatter le knout russe qui, la veille encore, l'avait châtiée, et garda une neutralité bienveillante vis-à-vis de la Russie. Mais, ni l'Angleterre ni la France ne voulaient une défaite sérieuse de l'adversaire. C'est ainsi que la guerre finit par une légère humiliation de la Russie et par une alliance franco-russe contre l'Autriche *.

Dans la défensive, la Russie bénéficie de l'immensité de son territoire peu peuplé, privé de communications et pauvre en res-

* La guerre de Crimée ne fut qu'une gigantesque comédie de quiproquos, où l'on se demande à chaque scène nouvelle : Qui sera la dupe ? Mais, cette comédie détruisit d'immenses richesses et, au moins, un million de vies humaines. A peine la lutte engagée, les Autrichiens envahirent les principautés danubiennes, tandis que les Russes se replièrent devant eux. En restant neutre, l'Autriche rendait impossible une guerre contre la Turquie sur la frontière russe. Or, l'Autriche était acquise comme alliée dans une guerre aux frontières russes, mais, il eût fallu mener sérieusement la guerre pour restaurer la Pologne et pour reculer durablement les frontières occidentales de la Russie. Dans cette hypothèse, la Prusse elle-même eût dû apporter son concours à l'Autriche ; mais, elle continuait à assurer le transit en Russie des denrées dont celle-ci avait besoin. Or, bloquée sur terre comme sur mer, la Russie n'eût pas tardé à étouffer. Mais, tel n'était pas le but des alliés. Ils étaient, au contraire, bien aises de ne pas devoir mener une guerre : Palmerston proposa de déplacer le théâtre de la guerre en Crimée — comme la Russie le désirait — et Louis-Napoléon fut tout heureux de le suivre. Là, une guerre ne pouvait rester qu'une parodie de guerre, mais cela arrangeait les principaux belligérants. Or, voilà que l'empereur Nicolas se mit dans la tête de mener en Crimée une guerre sérieuse, en oubliant que le terrain propice à un simulacre de guerre ne l'était pas pour une guerre sérieuse.

sources. Mais, cet avantage se retourne contre elle dès qu'elle prend l'initiative d'une guerre offensive, surtout en direction de la Crimée. En effet, les steppes de la Russie méridionale, qui auraient pu être le tombeau de l'assaillant, devinrent celui des armées russes, que Nicolas, avec une bêtise brutale et impitoyable, lança l'une après l'autre — et pour finir en plein hiver — en direction de Sébastopol. Lorsque le dernier corps d'armée rassemblé en hâte, à peine équipé et insuffisamment nourri, eut perdu, en cours de route, les deux tiers de son effectif — des bataillons entiers disparurent dans la tempête de neige — et que le reste fut incapable de bouter l'ennemi hors du territoire russe, la tête creuse de Nicolas se dégonfla lamentablement, et il s'empoisonna. Dès lors, la guerre redevint ce qu'elle était, un simulacre, et les belligérants s'empressèrent de conclure la paix.

La guerre de Crimée fit de la France la puissance hégémonique de l'Europe, et de l'aventurier Louis-Napoléon le grand homme du jour — ce qui ne signifie pas grand-chose en vérité. En effet, la guerre n'avait procuré à la France aucun agrandissement territorial, alors qu'elle était grosse d'une nouvelle guerre, susceptible de réaliser la vocation effective de Louis-Napoléon, celle d' « extenseur du territoire national ». On avait déjà manigancé cette guerre nouvelle au cours de la première, en autorisant la Sardaigne à rejoindre l'alliance des puissances occidentales comme satellite de l'Empire français, et plus précisément comme avant-poste de celui-ci contre... l'Autriche. On poursuivit sa préparation à la conclusion de la paix, par le rapprochement entre Louis-Napoléon et la Russie [196], ravie de châtier l'Autriche.

Louis-Napoléon devint alors l'idole de la bourgeoisie européenne. Non seulement parce qu'il avait « sauvé la société » le 2 Décembre 1851 en éliminant la bourgeoisie du pouvoir politique dans le but de préserver sa domination sociale ; non seulement parce qu'il avait montré comment le suffrage universel peut être transformé, dans des conditions adéquates, en instrument d'oppression des masses ; non seulement parce que, sous son règne, l'industrie et le commerce, notamment la spéculation et l'escroquerie boursière, avaient pris un essor sans précédent ; mais, avant tout parce que la bourgeoisie reconnaissait en lui le pre-

mier « grand homme d'Etat », qui fût la chair de sa chair, la moelle de ses os : comme tout vrai bourgeois, c'était un parvenu.

« Rompu à toutes les astuces », conspirateur carbonariste en Italie, officier d'artillerie en Suisse, bohême de haute volée, perclus de dettes, agent de la police auxiliaire en Angleterre [197], mais, toujours et partout prétendant. Il s'était, par ce passé aventureux et par ses mœurs dissolues, affichées dans tous les pays, préparé à devenir Empereur des Français et à diriger le destin de l'Europe, tout comme le bourgeois modèle — l'Américain — se prépare à devenir millionnaire par une série de faillites tant honnêtes que frauduleuses. A la tête de l'Empire, il ne mit pas seulement la politique au service du profit capitaliste et des coups en Bourse, mais il pratiqua encore la politique elle-même selon les pures règles de la Bourse des valeurs. Il spécula ainsi sur le « principe des nationalités ».

La division de l'Allemagne et de l'Italie avait été, jusqu'alors, le droit imprescriptible et fondamental de la politique française. Louis-Napoléon se mit en devoir de marchander aussitôt ce droit, morceau par morceau, contre de prétendues compensations. Il était tout disposé à contribuer à l'élimination des divisions de l'Italie et de l'Allemagne, en monnayant chaque pas effectué sur la voie de l'unité par une cession de territoire. Ainsi, non seulement le chauvinisme français était satisfait de ce que l'Empire rentrait progressivement dans ses frontières de 1801, mais encore de ce que la France renouait avec sa mission spécifique de puissance éclairée et libératrice des peuples, Louis-Napoléon se posant en protecteur des nationalités opprimées. Toute la bourgeoisie éclairée, et acquise au principe des droits nationaux, parce qu'intéressée au plus haut point à l'élimination des entraves au commerce sur le marché mondial, acclamait en bloc cette politique d'émancipation universelle des peuples. Ce fut d'abord le tour de l'Italie *. Depuis 1849, l'Autriche y dominait en maître absolu : elle était alors le bouc émissaire de l'Europe. Les maigres résul-

* Engels a inscrit ici en marge : « Orsini », qui perpétra un attentat contre Napoléon III en janvier 1858.

tats obtenus par la guerre de Crimée ne furent pas attribués à l'irrésolution des grandes puissances occidentales, qui n'avaient voulu qu'une guerre de simulacre, mais à l'attitude indécise de l'Autriche pour laquelle nul n'était plus responsable que les puissances occidentales elles-mêmes. Quant à la Russie, elle avait été si offensée de l'avance sur le Pruth des Autrichiens — qui manifestaient ainsi leur reconnaissance pour l'aide russe de 1849 en Hongrie — encore que cette opération eût sauvé la Russie, qu'elle accueillait avec joie toute attaque contre l'Autriche. La Prusse ne comptait plus : le Congrès de paix de Paris l'avait déjà traitée *en canaille* (Fr.). C'est ainsi que fut manigancée, en collaboration avec la Russie, la guerre pour l'indépendance de l'Italie « jusqu'à l'Adriatique », engagée au printemps 1859 et achevée sur le Mincio, dès l'été. L'Autriche ne fut pas boutée hors de l'Italie, et celle-ci ne fut ni libérée « jusqu'à l'Adriatique », ni unifiée. La Sardaigne avait obtenu un morceau de territoire, tandis que la France obtenait finalement la Savoie et le comté de Nice, c'est-à-dire face à l'Italie — et contre elle —, les frontières de 1801.

Evidemment, cela ne pouvait pas satisfaire les Italiens. A l'époque, c'était encore la manufacture tout court qui prédominait en Italie, la grande industrie étant encore dans un état embryonnaire. Dans son ensemble, la classe des travailleurs était encore loin d'être expropriée et prolétarisée : dans les villes, elle détenait toujours ses instruments de production, et, dans les campagnes, le travail industriel était un gagne-pain auxiliaire des petits paysans propriétaires ou métayers. Dans ces conditions, l'énergie de la bourgeoisie n'était pas encore brisée par son antagonisme avec un prolétariat conscient et moderne. En outre, comme en Italie la division ne subsistait que par la domination étrangère de l'Autriche, qui protégeait les princes dans leur gabegie administrative, la grande noblesse foncière comme la masse des citadins se rangèrent aux côtés de la bourgeoisie, luttant à la tête du mouvement d'indépendance nationale.

Or, la domination étrangère avait été secouée en 1859, sauf en Vénétie. La France et la Russie avaient rendu impossible le maintien ultérieur de l'Autriche que nul ne redoutait plus.

Et l'Italie avait en Garibaldi un héros de caractère antique, capable de faire des prodiges, et qui les fit. Il balaya tout le royaume de Naples avec ses mille francs-tireurs : il unifia en fait l'Italie, et mit en pièces la trame spécieuse de la politique bonapartiste. L'Italie fut libérée et unifiée de fait par la Révolution, et non par les intrigues de Louis-Napoléon.

Depuis la guerre d'Italie, la politique extérieure du second Empire français n'était plus un mystère pour personne : les vainqueurs du grand Napoléon devaient être châtiés — mais, *l'un après l'autre* (Fr.). La Russie et l'Autriche ayant eu leur lot, c'était maintenant le tour de la Prusse. Or, celle-ci était plus méprisée que jamais ; son attitude pendant la guerre d'Italie avait été aussi lâche et vile qu'au temps de la Paix de Bâle en 1795. Sa « politique des mains libres » [198] l'avait amenée à un isolement total en Europe ; ses voisins, petits et grands, se réjouissaient de la voir réduite à l'impuissance, ses mains n'étant plus libres que pour céder la rive gauche du Rhin à la France.

En effet, après 1859, on était convaincu partout — et notamment en Rhénanie — que la rive gauche tomberait inévitablement entre les mains de la France. Ce n'est pas qu'on le souhaitât, mais, on le voyait venir comme une fatalité inéluctable, et — pour être franc — on ne le redoutait plus guère. Chez les paysans et les petits-bourgeois se réveillaient les vieux souvenirs du « temps des Français », qui avait réellement apporté la liberté. Au sein de la bourgeoisie, l'aristocratie financière — surtout à Cologne — était déjà fortement mêlée aux spéculations du Crédit mobilier de Paris et autres sociétés de filouterie bonapartistes, et elle réclamait bruyamment l'annexion *.

Mais, la perte de la rive gauche du Rhin devait affaiblir non seulement la Prusse, mais encore l'Allemagne. Or, celle-ci était plus divisée que jamais. L'Autriche et la Prusse n'avaient

* Marx et moi-même, nous avons pu nous convaincre sur place que tel était bien alors l'état d'esprit général en Rhénanie. Des industriels de la rive gauche me demandaient déjà, par exemple, quel serait l'effet des règlements douaniers français sur leurs affaires.

jamais été aussi étrangères l'une à l'autre qu'après la neutralité prussienne dans la guerre d'Italie. L'engeance des petits princes, partagés entre la crainte et la convoitise, lorgnait du côté de Louis-Napoléon, comme protecteur d'une confédération rhénane renouvelée[125] — telle était la situation de l'Allemagne officielle. C'était justement le moment où seule l'union de toutes les forces de la nation eût pu détourner la menace d'un démembrement.

Mais, comment unir les forces de toute la nation ? Il s'offrait trois voies après l'échec des tentatives de 1848 qui, si elles furent souvent nébuleuses, contribuèrent néanmoins à dissiper plus d'une nuée.

La première voie était l'unification réelle par l'élimination de tous les Etats particuliers, autrement dit, la voie ouvertement révolutionnaire. S'étant engagée dans cette voie, l'Italie venait d'atteindre son but : la dynastie de Savoie ayant adhéré à la Révolution, y avait gagné la couronne d'Italie. Mais, nos princes de Savoie d'Allemagne — les Hohenzollern — et même leurs plus hardis Cavour à la Bismarck, étaient absolument incapables d'une décision aussi audacieuse. Il eût fallu que le peuple entreprît tout par lui-même ; or, dans l'éventualité d'une guerre pour la rive gauche du Rhin, il eût été en mesure de le faire. L'inévitable retraite des Prussiens en-deçà du Rhin, le siège des places fortes du Rhin, la trahison inévitable des princes d'Allemagne méridionale — tout cela eût suffi à déclencher un mouvement national devant lequel tout le système dynastique se fût évanoui. Dans ce cas, Louis-Napoléon aurait été le premier à remettre l'épée au fourreau. En effet, le second Empire ne pouvait prendre pour adversaires que les Etats réactionnaires, en face desquels il apparût comme le continuateur de la Révolution française et le libérateur des peuples. Mais, même s'il engageait les hostilités, il était réduit à l'impuissance par un peuple engagé dans le processus de la révolution. Or, la révolution allemande victorieuse pouvait amorcer l'effondrement de l'Empire français. Telle est l'hypothèse la plus favorable ; dans la pire — celle où les dynastes se rendaient maîtres du mouvement — la rive gauche était perdue et rattachée pour un temps à la France :

la trahison ouverte ou cachée des dynastes était dévoilée aux yeux de tous et suscitait une crise où il ne restait à l'Allemagne d'autre issue que la révolution, l'expulsion de tous les princes et l'instauration d'une République allemande une et indivisible.

Dans la situation donnée, la voie vers l'unité de l'Allemagne passait avant tout par une guerre de Louis-Napoléon pour la frontière du Rhin. Or, pour les raisons que nous évoquerons bientôt, cette guerre n'eut pas lieu. De ce fait, l'unité nationale cessa d'être la question vitale, qui ne souffrait pas d'être remise, qu'il fallait résoudre sur l'heure, sous peine de mort. Bref la nation pouvait attendre.

La deuxième voie était l'unification sous l'égide de l'Autriche. Celle-ci avait su garder, en 1815, l'organisation que lui avaient imposée les guerres napoléoniennes, celle d'un Etat au territoire compact et bien délimité. Elle ne revendiquait plus ses anciennes possessions d'Allemagne méridionale et se contentait d'annexer des territoires anciens ou nouveaux, susceptibles de s'adapter géographiquement et stratégiquement au noyau restant de la monarchie. La séparation de l'Autriche allemande du reste de l'Allemagne, inaugurée par les mesures de protection douanière de Joseph II, fut aggravée par le régime policier de François Ier en Italie, et poussée à son comble par la dissolution de l'Empire allemand et la création de la Confédération rhénane. Elle persista encore de fait après 1815. Metternich entoura son Etat d'une véritable muraille de Chine du côté de l'Allemagne : la douane interdisait l'entrée des produits matériels, et la censure celle des produits intellectuels en provenance de l'Allemagne ; un contrôle chicanier des passeports réduisait au minimum la circulation des personnes. A l'intérieur, l'arbitraire sans précédent, même en Allemagne, protégeait l'absolutisme contre toute agitation politique, si faible fût-elle. Ainsi, l'Autriche resta absolument étrangère à tout le mouvement libéral bourgeois de l'Allemagne. La révolution de 1848 fit tomber, du moins en partie, la cloison intellectuelle, mais les événements de cette année-là et leurs conséquences n'étaient guère faits pour rapprocher l'Autriche du reste de l'Allemagne. Au contraire, l'Autriche se prévalut avec toujours plus d'ostentation de sa position de grande puissance

autonome. En dehors de quelques princes allemands petits ou moyens, personne ne pensait plus vraiment à une unification de l'Allemagne sous l'égide de l'Autriche, bien que les soldats autrichiens des forteresses fédérales fussent aimés et les prussiens haïs et tournés en dérision et que l'Autriche restât populaire et appréciée dans tout le Sud et l'Ouest à prédominance catholique.

Au reste, il ne pouvait en être autrement. L'Autriche le voulait ainsi, bien qu'elle nourrît en secret des rêves romantiques d'Empire. Entre-temps, la frontière autrichienne était demeurée la seule cloison à l'intérieur de l'Allemagne, et elle n'en était ressentie que plus vivement. Sa politique de grande puissance indépendante était absurde, car elle sacrifiait les intérêts allemands au profit d'intérêts spécifiquement autrichiens, c'est-à-dire italiens, hongrois, etc... Ainsi, l'Autriche resta après la révolution ce qu'elle avait été auparavant : l'Etat le plus réactionnaire d'Allemagne, l'Etat le plus hostile aux courants modernes, et, de plus, la dernière grande puissance spécifiquement catholique. A mesure que le gouvernement d'après Mars [199] restaurait l'ancien régime des curés et des jésuites, il empêchait l'extension de son hégémonie à un pays aux deux tiers protestant. Enfin, l'unification allemande sous l'égide de l'Autriche impliquait la dissolution de la Prusse. Bien qu'en elle-même, elle ne constituait pas un malheur pour l'Allemagne, la dissolution de la Prusse par l'Autriche eût été aussi néfaste que celle de l'Autriche par la Prusse, avant la victoire imminente de la révolution en Russie, qui la rendait superflue, car alors l'Autriche, devenue inutile, se dissolvait immanquablement d'elle-même.

Bref, l'unité allemande sous l'aile autrichienne n'était qu'un rêve romantique, et l'on s'en aperçut lorsque les petits et moyens princes allemands se réunirent en 1863 à Francfort pour proclamer François-Joseph empereur d'Allemagne. Il suffit que le roi de Prusse restât à l'écart, pour que toute la comédie impériale tombe à l'eau [200].

Il reste la troisième voie : l'unification sous l'égide de la Prusse. Celle-ci s'étant vérifiée, elle nous fait descendre du domaine de la spéculation sur le terrain plus solide, bien qu'assez sordide, de la « politique réaliste » qui fut pratiquée.

2. La Prusse : sa « vocation allemande », la ligue nationale et Bismarck

Depuis Frédéric II, la Prusse n'a vu dans l'Allemagne comme dans la Pologne qu'un simple terrain de conquêtes, dont on prend ce qu'on peut et qu'il faut — cela va de soi — partager avec d'autres. Depuis 1740, la « vocation allemande » de la Prusse fut donc de partager l'Allemagne avec l'étranger — et d'abord avec la France. « Je vais, je crois, jouer votre jeu ; si les as me viennent, nous partagerons » (Fr.), c'est ce que dit Frédéric à l'ambassadeur français Beaurau au moment de partir pour sa première campagne militaire. Toujours fidèle à sa « vocation allemande », la Prusse trahit l'Allemagne en 1795 à la paix de Bâle ; au traité du 5 Août 1796, elle souscrivit à la cession de la rive gauche du Rhin à la France contre l'assurance d'un éventuel accroissement de territoire, et elle encaissa effectivement le salaire de cette trahison envers l'Empire lors du recez de la Diète imposé par la Russie et la France. En 1805, elle trahit une nouvelle fois ses alliés, la Russie et l'Autriche, dès que Napoléon lui promit le Hanovre — un appât auquel elle a toujours mordu. Mais, avec sa sotte habileté coutumière, elle s'y prit de telle sorte qu'elle entra néanmoins en guerre contre Napoléon, et reçut à Iéna le châtiment mérité. Cette punition la marqua si fort qu'après les victoires de 1813 et 1814, Frédéric-Guillaume III était tout disposé à renoncer à tous les avant-postes d'Allemagne occidentale, à se contenter des possessions d'Allemagne du Nord, et, comme l'Autriche, à se retirer le plus possible de l'Allemagne — ce qui aurait fait de l'Allemagne occidentale une nouvelle Confédération du Rhin sous protectorat russe et français. Ce dernier projet échoua, et c'est contre la volonté du roi qu'on lui imposa la Westphalie et la Rhénanie et, avec elles, une nouvelle « vocation allemande ».

Pour le moment, il n'était plus question d'annexer, mais seulement d'acheter quelques bribes de territoire. A l'intérieur, le vieux régime des bureaucrates et des junkers se mit à refleurir ; les garanties constitutionnelles, accordées au peuple au plus profond de la crise, furent progressivement levées.

Néanmoins, la bourgeoisie progressait de plus en plus, même en Prusse, car, sans industrie et sans commerce, l'arrogant Etat prussien lui-même eût été parfaitement inexistant. Il fallut donc faire des concessions économiques à la bourgeoisie, mais, à contre-cœur, lentement et à doses homéopathiques. Ces concessions ouvraient une nouvelle perspective d'élargir la « vocation allemande » de la Prusse : pour supprimer les barrières douanières entre ses deux moitiés, la Prusse invita les Etats allemands voisins à former une union douanière. Ainsi, naquit l' « Union Douanière », qui, jusqu'en 1830, resta à l'état d'un vœu pieux (la seule Hesse-Darmstadt y ayant adhéré), mais qui, ensuite, annexa économiquement à la Prusse la plus grande partie de l'Allemagne centrale [201]. Dès lors, l'évolution politique et économique se fit plus rapide. Les territoires non-prussiens du littoral restèrent à l'écart jusqu'après 1848.

L'Union Douanière fut un grand succès pour la Prusse. Elle signifiait pour le moins une victoire sur l'influence autrichienne. L'effet le plus clair en était de ranger toute la bourgeoisie des moyens et petits Etats aux côtés de la Prusse. En dehors de la Saxe, il n'y avait aucun Etat allemand dont l'industrie se fût autant développée que celle de la Prusse. Or, cela n'était pas dû seulement aux conditions naturelles et historiques, mais encore à l'élargissement de l'Union Douanière et du marché intérieur. A mesure que l'Union Douanière s'étendit et fit passer les petits Etats à l'intérieur de ce marché, la bourgeoisie montante de ces Etats s'accoutuma à l'idée que la Prusse était leur suzerain économique, et donc aussi politique.

Il suffit que les bourgeois sifflent pour que les professeurs dansent. Ce que les Hégéliens érigèrent à Berlin en système philosophique — à savoir : une Prusse appelée à prendre la tête de l'Allemagne — les disciples de Schlosser, notamment Häusser et Gervinus le démontrèrent par l'histoire à Heidelberg. On supposait, bien sûr, que la Prusse changerait tout son système politique pour réaliser les aspirations des idéologues bourgeois *.

* C'est de ce point de vue que la *Gazette rhénane* de 1842 discuta de la question de l'hégémonie de la Prusse. Dès l'été 1843, Gervinus me dit à Ostende que la Prusse devait prendre la tête de l'Alle-

On ne s'engagea pas sur cette voie en vertu d'une prédilection particulière pour l'Etat prussien, mais, à l'exemple des bourgeois italiens, qui acceptèrent l'hégémonie de l'Etat piémontais, après qu'il ait pris ouvertement la direction du mouvement national et constitutionnel. Cela se fit à contre-cœur : la Prusse était un moindre mal pour les bourgeois, car l'Autriche les tenait à l'écart de son marché, et la Prusse, comparée à l'Autriche, avait tout de même certains traits bourgeois, ne serait-ce que sa ladrerie financière.

La Prusse avait, sur d'autres grandes puissances, l'avantage de deux bonnes institutions : le service militaire obligatoire et l'instruction scolaire pour tous. Elle les avait créées au moment du plus grand péril, et elle se contenta, aux jours meilleurs, de les dépouiller de ce qu'elles pouvaient avoir de dangereux, soit en négligeant leur administration, soit en restreignant volontairement leur champ d'application. Quoi qu'il en soit, elles continuaient d'exister sur le papier, de sorte que la Prusse gardait la possibilité de développer l'énergie potentielle qui sommeillait actuellement dans la masse populaire, mais qui, au moment voulu, dépasserait celle de tout autre pays ayant une population du même ordre.

La bourgeoisie trouvait son intérêt dans tout cela : l'obligation personnelle du service d'un an, qui touchait aussi les fils de bourgeois, était libérale et assez facile à tourner par des pots de vin dans les années 1840, d'autant plus que le gouvernement n'attachait que peu de prix aux officiers de l'armée de ligne recrutés dans les milieux commerçants et industriels [202].

L'instruction obligatoire, qui fournit à la Prusse un grand nombre d'individus pourvus de connaissances élémentaires *, était au plus haut point profitable à la bourgeoisie. Avec le pro-

magne, mais, pour cela, il fallait qu'elle fît trois choses : promulguer une Constitution, accorder la liberté de la presse, et adopter une politique extérieure énergique.

* Engels évoque en marge la nécessité de créer en outre des « Ecoles moyennes pour la bourgeoisie ».

grès de la grande industrie, elle finit même par être insuffisante *. C'est surtout la petite-bourgeoisie qui se plaignait du coût élevé de ces deux institutions et de l'aggravation fiscale consécutive. La bourgeoisie progressive calculait que les dépenses, fâcheuses, mais inévitables pour devenir une « grande puissance » seraient largement compensées par des profits accrus.

Bref, les bourgeois allemands ne se faisaient pas d'illusions sur l'amour que méritait la Prusse. Si, après 1848, l'hégémonie prussienne eut leur faveur, c'était uniquement parce que la bourgeoisie prussienne, à la suite du développement économique plus rapide, fut portée économiquement et politiquement à la tête de la bourgeoisie allemande. C'était parce que les Rotteck et Welcker du Sud à vieux régime constitutionnel étaient rejetés dans l'ombre par les Camphausen, Hansemann et Milde du Nord prussien, comme les avocats et les professeurs l'étaient par les négociants et fabricants. Le fait est qu'on sentait chez les libéraux prussiens des années 1842-1848, surtout en Rhénanie, un souffle tout autrement révolutionnaire que chez les libéraux des petits cantons du Sud. C'est à ce moment que furent composées les deux chansons populaires politiques les meilleures depuis le XVI^e^ siècle : la chanson du bourgmestre Tschech et celle de la baronne Droste-Fischering dont l'esprit criminel indigna sur leurs vieux jours ceux qui les chantaient gaillardement en 1846 :

> Qui jamais eut tant de déveine
> Que notre bourgmestre Tschech ?
> De ne pouvoir, à deux pas,
> Abattre ce gros lard ! [204]

Mais, cela changea bientôt, avec la Révolution de Février, les Journées de Mars à Vienne, et la Révolution du 18 Mars à Berlin. La bourgeoisie avait triomphé sans avoir vraiment combattu ; mais quand la bataille sérieuse arriva, elle n'en voulut pas, car elle qui avait flirté peu de temps auparavant avec le socialisme

* Encore à l'époque du *Kulturkampf* [203], certains fabricants se plaignaient, en ma présence, de ne pouvoir utiliser comme contremaîtres certains ouvriers au demeurant excellents, mais manquant de connaissances scolaires. C'était surtout le cas dans les régions catholiques.

et le communisme de l'époque (notamment en Rhénanie), s'aperçut soudain qu'elle n'avait pas seulement produit et multiplié des travailleurs, mais une *classe* ouvrière tout entière. Il est vrai que ce prolétariat était encore tout fumeux de rêves, mais il se réveille doucement et il est profondément révolutionnaire par nature. Or, ce prolétariat, qui avait remporté partout la victoire au profit de la bourgeoisie, élevait déjà, notamment en France, des revendications inconciliables avec l'ordre bourgeois dans son ensemble : la première bataille entre les deux classes s'engagea sans pitié le 23 Juin 1848 ; le prolétariat succomba après quatre jours de luttes. A partir de ce moment, la masse de la bourgeoisie passa, dans toute l'Europe, aux côtés de la réaction et s'allia avec ceux qu'elle venait tout juste d'abattre avec l'aide des ouvriers — bureaucrates, curés et féodaux absolutistes — contre les nouveaux ennemis de la société : ces mêmes ouvriers.

En Prusse, cela se passa ainsi : la bourgeoisie laissa tomber ses propres représentants élus et assista, avec une joie secrète ou avouée, à leur dispersion par le gouvernement en Novembre 1848. Le gouvernement des bureaucrates et des hobereaux, qui depuis lors s'étala en Prusse, fut bien obligé de régner sous une forme constitutionnelle, mais se vengeait en mettant au point tout un système de brimades et de chausse-trapes mesquines, inconnues jusqu'alors, même en Prusse, sous lequel la bourgeoisie pâtit plus que quiconque. Celle-ci, contrite en elle-même, supporta humblement les coups de pieds et de poings qui s'abattaient sur elle pour la punir de ses velléités révolutionnaires d'antan : elle était en train d'apprendre la dure vérité qu'elle exprima plus tard : « Des chiens, voilà ce que nous sommes ! »

Vint ensuite la Régence. Pour prouver son loyalisme à la couronne, Manteuffel avait entouré l'héritier du trône, l'actuel Empereur Guillaume Ier, de tout un essaim d'espions, comme de nos jours Puttkammer en entoure la rédaction du *Social-démocrate*. Lorsque l'héritier devint régent, Manteuffel fut aussitôt congédié à coups de pieds, et ce fut l'Ere nouvelle. Ce ne fut qu'un changement de décor. Le Prince-Régent daigna permettre aux bourgeois de redevenir libéraux. Les bourgeois, tout heureux, se mirent en devoir de profiter de cette permission, mais ils se

figurèrent qu'ils allaient désormais avoir la haute main dans la nation et mener l'Etat prussien à la baguette. Or, telles n'étaient pas du tout les intentions des « hautes sphères compétentes », comme disent ceux qui aiment ramper.

La réorganisation de l'armée était le prix que les bourgeois libéraux devaient payer pour l'Ere nouvelle. Le gouvernement demandait simplement que le service militaire obligatoire fût appliqué comme il l'était en 1816. Du point de vue de l'opposition libérale, il n'y avait pas le moindre argument à y opposer, à moins de heurter de front toute la phraséologie de la bourgeoisie elle-même sur la position hégémonique de la Prusse et sa vocation allemande. Cependant, l'opposition libérale subordonna son accord à la condition que le temps de service légal soit au maximum de deux ans. C'était, en soi, absolument rationnel, mais elle eût dû se demander si elle était capable d'obtenir satisfaction ; autrement dit, si la bourgeoisie libérale était disposée à mettre en jeu ses biens et son sang pour cette condition. Le gouvernement ne voulut pas démordre de son projet des trois ans, la Chambre s'accrocha au système des deux ans : le Conflit éclata [175]. Or, dès lors qu'*un conflit éclate à propos de questions militaires, c'est la politique extérieure qui redevient décisive pour la politique intérieure* *.

Nous avons vu comment la Prusse avait perdu ce qui lui restait d'honneur et de considération, à la suite de son attitude dans les guerres de Crimée et d'Italie. Sa pitoyable politique trouvait une certaine justification dans l'état lamentable de son armée. En effet, celle-ci manquait constamment de moyens financiers et elle déclinait en raison d'une ladrerie sans bornes. Or, avant 1848 déjà, on ne pouvait ni lever d'impôts nouveaux, ni contracter d'emprunts sans l'assentiment des états, mais jamais on ne voulut convoquer lesdits états à cet effet. L'esprit de parade et de culotte de peau, inauguré sous le règne de Frédéric-Guillaume III, fit le reste. Dans son livre, le comte de Waldersee explique combien cette armée de parade était démunie en 1848

* Engels a laissé ici un blanc pour une intercalation éventuelle.

sur les champs de bataille du Danemark. En 1850, l'ordre de mobilisation connut un échec total : on manquait de tout, et ce qu'on avait était, le plus souvent, inutilisable.

Il est vrai que les crédits votés ensuite par les Chambres remédièrent quelque peu à cette situation : l'armée fut tirée de son laisser-aller traditionnel, le service en campagne remplaça, en partie du moins, les exercices de parade. Mais, l'armée restait à son niveau de 1820, tandis que tous les autres grands Etats, la France surtout dont venait le danger dans l'immédiat, avaient considérablement accru leur puissance militaire. Avec tout cela, le service militaire obligatoire était en vigueur en Prusse. Sur le papier, tout Prussien était soldat, mais, en réalité, les cadres de l'armée étaient insuffisants pour accueillir et former plus d'un tiers des hommes en état de servir. Or, la population était passée de dix millions et demi en 1817 à dix-sept millions trois quarts en 1858.

Comme nous l'avons vu, le gouvernement réclamait en 1860 que l'on renforçât l'armée en proportion de l'accroissement de population survenu depuis 1817, et voilà que les députés libéraux se mirent à lésiner, à marchander, et refusèrent d'accorder quoi que ce soit au-delà du service de deux ans. Ces mêmes libéraux n'en réclamaient pas moins à cor et à cri que le gouvernement prît la tête de l'Allemagne, affirmât la puissance de l'Allemagne à l'extérieur, et rétablît son prestige au sein des nations ! Quoi qu'il en soit, avaient-ils la force d'imposer une volonté affichée avec tant d'obstination ? Avaient-ils l'appui de la population, ou même simplement de la bourgeoisie, prête à se battre ?

Il n'en était rien. La bourgeoisie acclamait leurs discours incendiaires contre Bismarck, mais, par ailleurs, elle organisait un mouvement qui en fait — et quoiqu'elle n'en eût pas elle-même conscience — était dirigé contre la politique de la majorité de la Chambre prussienne. Les atteintes du Danemark à la Constitution du Holstein, les tentatives de danisation par la force au Schlesvig, indignaient le bourgeois allemand. Certes, il était habitué à être brimé par les grandes puissances, mais il était furieux de recevoir les coups de pieds du petit Danemark.

On fonda la Ligue Nationale (*Nationalverein*) [205], dont la force vive était précisément constituée par la bourgeoisie des petits Etats. Or, toute pétrie qu'elle fût de libéralisme, cette Ligue Nationale commença par réclamer l'unité nationale sous la direction de la Prusse — d'une Prusse libérale si possible, et de la Prusse traditionnelle si nécessaire. Ce qui importait, c'était d'aller de l'avant une bonne fois, d'en finir avec le système qui écartait du marché mondial les Allemands traités en mortels de seconde zone, c'était de châtier le Danemark et de montrer les dents aux grandes puissances dans l'affaire du Schlesvig-Holstein. C'est là, précisément, ce que réclamait la Ligue Nationale.

La revendication de la « Prusse en tête » était ainsi débarrassée de toutes les équivoques et chimères dont elle fut infectée jusqu'en 1850. On sut, dès lors, très précisément qu'elle signifiait l'expulsion de l'Autriche hors d'Allemagne, l'élimination effective de la souveraineté des petits Etats, et que ces deux choses ne pouvaient être acquises que par la guerre civile et la division de l'Allemagne. Or, on ne redoutait plus la guerre civile, et la division de l'Allemagne sanctionnait simplement l'existence du cordon douanier séparant l'Autriche et l'Allemagne. L'industrie et le commerce de l'Allemagne avaient pris un tel essor, le réseau allemand des sociétés commerciales couvrant le marché mondial était devenu si étendu et si dense qu'on ne pouvait plus supporter le système des petits Etats à l'intérieur et l'absence de droits et de protection à l'extérieur. Or, voilà que les députés marchandaient à Berlin sur le temps de service, au moment même où la plus puissante organisation politique, dont la bourgeoisie allemande ait jamais disposé, leur opposait pratiquement un vote de défiance !

Telle était la situation lorsque Bismarck prit en mains la politique extérieure.

Bismarck, c'est Louis-Napoléon, la version allemande de l'aventureux prétendant au trône français : le junker des campagnes prussiennes doublé de l'étudiant allemand de corporation. Tout comme Louis-Napoléon, Bismarck a une grande intelligence pratique et beaucoup d'astuce. C'est un homme d'affaires né et retors qui, dans d'autres circonstances, eût, à la bourse de New

York, rivalisé avec les Vanderbilt et autres Jay Gould, et qui, d'ailleurs, a su fort bien mener ses petites affaires personnelles. Mais, à cette intelligence aiguë dans le domaine de la vie pratique il allie le plus souvent une étroitesse de vues tout aussi aiguë, et, en cela, Bismarck surpasse son devancier français. En effet, celui-ci n'a-t-il pas élucubré lui-même ses « idées napoléoniennes » au temps de sa bohème, dont, au demeurant, elles se ressentent, alors que Bismarck n'a jamais produit l'ombre d'une idée politique qui lui soit propre, mais n'a fait que combiner à propos les idées toutes faites des autres, comme nous allons le voir.

Mais, il se trouve que cette étroitesse de vues fut précisément sa chance. Sans elle, il ne fût jamais arrivé à se représenter toute l'histoire du monde d'un point de vue typiquement prussien. Et, de fait, sitôt que cette conception du monde spécifiquement prussienne présentait une faille par où pénétrait la lumière du jour, il perdait le fil de sa mission, et c'en était fait de son prestige. A la vérité, dès qu'il eût rempli à sa façon la mission particulière qui lui avait été prescrite par la force des choses, il se trouva au bout de son latin. Nous verrons que son absence totale d'idées rationnelles et son incapacité à saisir la situation historique pourtant créée par lui-même l'amenèrent aux pires égarements.

Si, de par son passé, Louis-Napoléon était habitué à ne pas être difficile dans le choix de ses moyens, Bismarck apprit de l'histoire de la politique prussienne, notamment celle du soi-disant grand Prince-Electeur (Frédéric-Guillaume) et de Frédéric II, à avoir moins de scrupules encore, ce qui lui permettait d'avoir l'exaltante conscience de rester fidèle en politique à la tradition nationale. Son sens des affaires lui apprenait à réprimer, quand il le fallait, ses lubies de hobereau ; mais, lorsque ce n'était plus indispensable, elles réapparaissaient au grand jour ; c'était là le signe de son déclin. Sa méthode politique était celle de l'étudiant de corporation. Au Parlement, il appliquait sans façons à la Constitution prussienne l'interprétation burlesquement littérale du « Code de la Bière » grâce à laquelle l'étudiant des corporations se tire d'affaire dans les réunions de beu-

veries. Toutes ses innovations en matière de diplomatie sont empruntées au système corporatif des étudiants.

Mais, si Louis-Napoléon hésitait souvent dans les moments décisifs, comme au moment du coup d'Etat de 1851, où Morny dut positivement lui faire violence pour qu'il achevât ce qu'il avait commencé, ou comme à la veille de la guerre de 1870, où son incertitude compromit toute sa position, il faut reconnaître que cela n'est jamais arrivé à Bismarck. Lui ne s'est jamais départi de sa force de volonté ; au contraire, elle se changeait en une franche brutalité. C'est en cela surtout que réside le secret de ses succès.

En Allemagne, toutes les classes dirigeantes, des bourgeois aux hobereaux, ont perdu jusqu'au dernier reste d'énergie et il est devenu si normal dans l'Allemagne cultivée de ne pas avoir de volonté, que le seul homme parmi elles qui en eût, est devenu leur grand homme et leur tyran, devant qui elles sont disposées, contre leur science et leur conscience, à « marcher à la trique », comme elles le disent elles-mêmes. A la vérité, l'Allemagne « non-cultivée » n'en est pas encore là : la masse ouvrière a montré qu'elle avait une volonté dont ne vient pas à bout celle de Bismarck, si forte soit-elle.

Une brillante carrière s'ouvrait à notre hobereau de la Vieille-Marche, pourvu qu'il eût du courage et du savoir-faire. Louis-Napoléon n'était-il pas devenu l'idole de la bourgeoisie pour avoir simplement dissous le Parlement, et augmenté ses profits ? Et Bismarck n'avait-il pas les mêmes talents d'homme d'affaires que les bourgeois admiraient tant chez la fausse copie de Napoléon ? N'était-il pas attiré par Bleichröder, comme Louis-Napoléon par Fould ? L'Allemagne de 1864 ne manifestait-elle pas une contradiction entre les députés bourgeois de la Chambre qui s'efforçaient de rogner sur le temps de service militaire, et les bourgeois de la Ligue Nationale qui voulaient à tout prix des mesures nationales impliquant l'intervention des militaires ? C'était exactement la même contradiction qu'en France, lorsqu'en 1851 les bourgeois de la Chambre voulurent brider les pouvoirs du Président tandis que dans le pays les bourgeois réclamaient l'ordre, un gouvernement fort et la paix à tout prix. Or, Louis-

Napoléon n'avait-il pas résolu tout simplement cette contradiction, en dispersant les bavards du Parlement et en donnant la paix à la masse des bourgeois ? En Allemagne, la situation était encore plus propice à un coup hardi.

La bourgeoisie n'avait-elle pas fourni elle-même tout achevé le plan de Réorganisation de l'armée, et ne réclamait-elle pas à cor et à cri de l'énergique homme d'Etat prussien qu'il l'exécutât, en excluant l'Autriche de l'Allemagne et en rassemblant les petits Etats sous la férule prussienne ? Ne pouvait-on pas violenter quelque peu la Constitution et bousculer, comme ils le méritent, les idéologues à l'intérieur et à l'extérieur de la Chambre, en s'appuyant, comme Louis-Napoléon, sur le suffrage universel ? Quoi de plus démocratique que l'instauration du suffrage universel ? Louis-Napoléon n'avait-il pas démontré qu'il est absolument sans danger, si l'on s'en sert correctement ? En outre, il se trouve que le suffrage universel offrait le moyen d'en appeler à la grande masse du peuple, et donnait l'occasion de flirter avec le mouvement social renaissant, pour le cas où la bourgeoisie se montrerait récalcitrante.

Bismarck saisit la balle au bond. Il s'agissait pour lui de répéter le coup d'Etat de Louis-Napoléon, de rendre palpables à la bourgeoisie allemande les rapports réels de force et de dissiper par la violence ses illusions libérales, afin de réaliser ses revendications nationales qui coïncidaient désormais avec les desseins de la Prusse.

C'est le Schlesvig-Holstein qui, le premier, offrit l'occasion d'agir. Le terrain de la politique extérieure était préparé. Le tsar Alexandre II était acquis, grâce au rôle de bourreau que Bismarck avait joué pour lui contre les insurgés polonais en 1863[206]. On avait également travaillé Louis-Napoléon, qui pouvait justifier son indifférence, sinon sa bienveillance tacite, pour les plans de Bismarck par son cher « principe des nationalités ». En Angleterre, Palmerston était premier ministre et n'avait placé le petit lord Russel aux Affaires Extérieures que pour qu'il s'y couvrît de ridicule. L'Autriche était en concurrence avec la Prusse pour l'hégémonie en Allemagne et, dans cette affaire,

elle pouvait d'autant moins se laisser damer le pion par la Prusse, qu'en 1850 et 1851, elle avait eu une conduite encore plus ignoble qu'elle au Schlesvig-Holstein, où elle avait joué le rôle de bourreau au profit du tsar Nicolas [207]. La situation était donc particulièrement favorable.

En dépit de la haine que Bismarck vouait à l'Autriche et en dépit de l'envie que l'Autriche ressentait de passer sa colère sur la Prusse, les deux puissances allemandes durent intervenir en commun contre le Danemark — avec l'autorisation tacite de la Russie et de la France — à la mort de Frédéric VII de Danemark. Si l'Europe restait neutre, le succès était assuré d'avance. Or, elle le resta, et les Duchés furent conquis et cédés par le traité de Paix.

Dans cette guerre, la Prusse avait eu comme but accessoire d'expérimenter devant l'ennemi son armée formée depuis 1850 selon des principes nouveaux, renforcée et réorganisée en 1860. Contre toute attente, elle s'était fort bien comportée, et jusque dans les situations militaires les plus diverses. L'engagement de Lyngby dans le Jutland, où quatre-vingt Prussiens postés derrière un rideau d'arbres et de haies avaient mis en fuite, grâce à un feu nourri, des Danois trois fois plus nombreux, prouva non seulement que le fusil à aiguille était bien supérieur au fusil à baguette, mais encore qu'on savait l'utiliser. En même temps, les Prussiens purent constater que les Autrichiens avaient appris dans la guerre d'Italie et de la manière de combattre des Français que l'important n'est pas de tirer, mais que le vrai soldat charge aussitôt l'ennemi à la baïonnette. Les Prussiens en prirent bonne note, car ils ne pouvaient souhaiter chez leur prochain adversaire une tactique plus bienvenue devant leurs fusils à tir rapide. Et, afin de mettre au plutôt les Autrichiens à même de s'en convraincre sur le terrain, le traité de paix confia les duchés à la souveraineté commune de l'Autriche et de la Prusse, ce qui créa une situation purement provisoire et grosse de conflits futurs, si bien que Bismarck eut tout loisir de fixer le moment et l'occasion de frapper un grand coup contre l'Autriche.

Selon la bonne tradition politique de Prusse qui veut que l'on « exploite sans vergogne et à fond » une situation favorable,

comme le dit M. von Sybel, il fallait que l'on annexât quelque deux cents mille Danois du Schlesvig septentrional sous prétexte de les affranchir du joug danois. Celui qui, dans l'affaire, s'en retourna bredouille, ce fut le candidat au trône du Schlesvig-Holstein proposé par les petits Etats et la bourgeoisie allemande : le duc d'Augustenbourg.

C'est ainsi que Bismarck réalisa dans les duchés la volonté de la bourgeoisie allemande... contre la volonté de celle-ci. Il en avait refoulé les Danois ; il avait bravé l'étranger, sans qu'il réagît. Mais, à peine libérés, les Duchés furent traités en pays conquis ; on ne prit même pas la peine de leur demander leur avis : on les partagea en un tour de main — tout provisoirement — entre l'Autriche et la Prusse.

La Prusse était redevenue une grande puissance ; elle avait cessé d'être la cinquième roue du char de l'Europe ; les aspirations nationales de la bourgeoisie étaient en bonne voie de réalisation, mais, ce n'était pas la voie libérale de la bourgeoisie. Le conflit militaire continua donc en Prusse, et devint même toujours plus insoluble. Le rideau se levait sur le second acte de la grande œuvre bismarckienne.

La guerre contre le Danemark avait réalisé une partie des aspirations nationales. Le Schlesvig-Holstein était « libéré », le protocole de Varsovie et de Londres, où les grandes puissances avaient scellé l'humiliation de la Prusse devant le Danemark, venait d'être déchiré et jeté à leurs pieds sans qu'elles aient bronché. L'Autriche et la Prusse faisaient de nouveau cause commune ; leurs troupes avaient vaincu côte à côte ; nul potentat ne s'aviserait plus de toucher au territoire allemand. Il n'y avait plus aucune chance pour que se réalisent les visées de Louis-Napoléon sur la rive gauche du Rhin, jusqu'ici reléguées à l'arrière-plan par d'autres tâches : la révolution italienne, le soulèvement polonais, les complications danoises et, enfin, l'expédition du Mexique. Un homme d'Etat conservateur prussien eût été fort aise d'une telle situation mondiale à l'extérieur. Mais, jusqu'en 1871 et, à plus forte raison à ce moment, Bismarck ne fut pas conservateur, et la bourgeoisie n'en était nullement satisfaite.

Les bourgeois allemands continuaient de se mouvoir dans leur fameuse contradiction : d'un côté, ils revendiquaient le pouvoir politique pour eux seuls, c'est-à-dire pour un ministère choisi par la majorité libérale de la Chambre (mais un tel ministère aurait eu besoin de dix ans de luttes contre l'ancien système représenté par la couronne pour faire reconnaître définitivement sa nouvelle position dans l'Etat, soit dix ans d'affaiblissement intérieur) ; d'un autre côté, ils réclamaient une transformation révolutionnaire des structures de l'Allemagne, ce qui ne pouvait se faire qu'à l'aide de la violence, donc par une véritable dictature.

Or, depuis 1848, la bourgeoisie avait, coup sur coup, fourni à chaque moment décisif la preuve qu'elle n'avait pas l'ombre de l'énergie nécessaire pour réaliser l'une ou l'autre de ces tâches, et encore moins les deux. *En politique, il n'y a que deux puissances décisives : la force organisée de l'Etat — l'armée — et la force élémentaire et inorganisée des masses populaires. En 1848, la bourgeoisie avait désappris d'en appeler aux masses, qu'elle craignait plus encore que l'absolutisme. Or, l'armée n'était pas à sa disposition, mais bien à celle de Bismarck.*

Dans le conflit constitutionnel qui durait toujours, Bismarck combattit à outrance les revendications parlementaires de la bourgeoisie. En revanche, il brûlait de réaliser ses aspirations nationales, qui étaient en harmonie avec les vœux les plus chers de la politique prussienne. Si Bismarck réalisait, une fois encore, la volonté de la bourgeoisie contre la volonté de celle-ci, en unifiant l'Allemagne comme la bourgeoisie le désirait, le conflit s'éteignait de lui-même, et Bismarck devenait l'idole des bourgeois, comme l'était son modèle : Louis-Napoléon.

La bourgeoisie lui fournit le but, Louis-Napoléon la voie à suivre, il restait à Bismarck d'exécuter l'ouvrage.

Pour placer la Prusse à la tête de l'Allemagne, il fallait non seulement chasser par la force l'Autriche de la Confédération allemande, mais encore se soumettre les petits Etats. La guerre fraîche et joyeuse des Allemands contre les Allemands avait été de tout temps, pour la politique prussienne, le moyen essentiel d'agrandir son domaine : un brave Prussien ne recule pas devant cette perspective. Le second moyen ne lui répugnait pas davan-

tage : s'allier avec l'étranger contre les Allemands. On avait déjà dans sa manche le sentimental Alexandre de Russie. Louis-Napoléon n'avait jamais été contre la « mission piémontaise » de la Prusse en Allemagne, et il était tout disposé à marchander avec Bismarck. Ne valait-il pas mieux, finalement, recevoir ce qu'il convoitait par une voie pacifique, sous forme de compensations ? Il ne lui fallait pas non plus toute la rive gauche du Rhin d'un seul coup. Si on lui la donnait pièce par pièce, à raison d'un morceau pour chaque nouveau progrès de la Prusse, l'opération était moins voyante et n'en conduisait pas moins au but. C'est qu'aux yeux des chauvins français, un mille carré sur le Rhin valait toute la Savoie et Nice.

On commença donc les tractations avec Louis-Napoléon afin qu'il autorisât un agrandissement de la Prusse et la création d'une Confédération de l'Allemagne du Nord *. Il ne fait pas de doute qu'on lui offrit en échange un morceau de territoire allemand sur le Rhin. Dans ses négociations avec Govone, Bismarck parla de la Bavière rhénane et de la Hesse rhénane [208]. Certes, il l'a nié plus tard. Mais, un diplomate, surtout s'il est prussien, a des idées bien à lui sur les limites dans lesquelles on a le droit — voire le devoir — de faire une douce violence à la vérité. Après tout, pense le hobereau, la vérité est femme, et elle aime qu'on lui fasse une douce violence.

Louis-Napoléon n'était pas bête au point de permettre l'agrandissement de la Prusse, sans que celle-ci ne lui promît une compensation : un Bleichröder eût plus facilement prêté de l'argent sans intérêts ! Mais, Louis-Napoléon ne connaissait pas assez ses Prussiens, et il finit par être dupé. Bref, après que l'on se soit couvert de ce côté, on s'allia avec l'Italie pour « le coup au cœur ».

Cette façon de procéder a profondément indigné le philistin de divers pays, mais, à tort : *A la guerre comme à la guerre* (Fr.). Cette expression démontre simplement que Bismarck a pris la guerre civile allemande de 1866 pour ce qu'elle fut en réalité :

* Engels a écrit ici dans l'interligne : « Partage — ligne du Main ».

une *révolution.* C'est dire qu'il était prêt à mener cette révolution avec des moyens révolutionnaires. Et c'est ce qu'il fit.

Sa façon de procéder vis-à-vis de la Diète confédérale fut révolutionnaire. Au lieu de se plier à la décision tout à fait constitutionnelle des autorités confédérales, il leur jeta à la face — pur subterfuge — que c'était elles qui bafouaient la Constitution, et il dispersa la Diète de Francfort en proclamant une Constitution nouvelle et un Reichstag élu au suffrage universel révolutionnaire. Il organisa en Haute-Silésie une légion hongroise sous les ordres du général révolutionnaire Klapka et d'autres officiers révolutionnaires, dont les troupes composées de déserteurs et de prisonniers de guerre hongrois, feraient la guerre à leur chef militaire légitime *.

La Bohême conquise, Bismarck lança « aux habitants du glorieux royaume de Bohême » une proclamation, dont le contenu heurtait de front toutes les traditions légitimes. En pleine paix, il s'empara au profit de la Prusse des possessions de trois princes légitimes de la Confédération allemande ainsi que d'une ville libre, sans que cette chasse aux princes — qui n'étaient pas moins de « droit divin » que le roi de Prusse — n'affectât en quoi que ce soit sa conscience chrétienne et légitimiste. Bref, ce fut une complète révolution, accomplie avec des moyens révolutionnaires. Nous sommes, bien sûr, les derniers à lui en faire grief. Ce que nous lui reprochons, c'est, au contraire, de ne pas avoir été suffisamment révolutionnaire, de n'avoir été qu'un Prussien faisant la révolution par le haut, d'avoir engagé une révolution complète sur une position qui ne permettait de faire qu'une demi-révolution, de s'être contenté de quatre malheureux Etats alors qu'il était bien lancé dans la voie du rattachement.

Mais, voilà que le petit Napoléon s'en vint en clopinant pour réclamer son salaire. Au cours de la guerre, il aurait pu prendre sur le Rhin tout ce qui lui plaisait : non seulement tout le territoire, mais encore ses forteresses étaient entièrement décou-

* Engels écrit ici en marge : « Serment ! ». En effet, les déserteurs autrichiens et hongrois incitèrent les soldats de l'armée autrichienne à violer le serment de fidélité à leur drapeau.

vertes. Mais, il avait hésité, en escomptant que la guerre serait longue et épuiserait les deux belligérants, alors qu'avec quelques coups rapides, l'Autriche fut vaincue en huit jours.

Il réclama d'abord ce que Bismarck avait désigné au général Govone comme compensation possible : la Bavière rhénane et la Hesse rhénane avec Mayence. Or, dans les conditions présentes, il était impossible à Bismarck de les céder, même s'il l'eût voulu. Les immenses succès de la guerre lui imposaient des obligations nouvelles. A l'heure où la Prusse prenait l'Allemagne sous son aile tutélaire, elle ne pouvait céder à l'étranger la clé du Rhin moyen : Mayence. Bismarck refusa. Louis-Napoléon consentit à traiter : il ne réclamait plus que le Luxembourg, Landau, Sarrelouis et le bassin houiller de Sarrebruck. Mais, cela non plus, Bismarck ne pouvait le céder, d'autant moins qu'on demandait cette fois des terres prussiennes. Et puis, pourquoi Louis-Napoléon ne s'était-il pas servi lui-même au bon moment, lorsque les Prussiens étaient immobilisés en Bohême ? En d'autres termes, il ne restait plus rien pour les compensations de la France. Qu'il en résulterait une guerre ultérieure avec la France, cela Bismarck le savait, mais cela lui convenait parfaitement.

Lors des pourparlers de paix avec l'Autriche, la Prusse n'exploita pas à fond et sans vergogne la situation favorable, comme elle avait coutume de le faire quand la chance la servait. Mais, ce ne fut pas sans de bonnes raisons. La Saxe et la Hesse-Darmstadt furent incorporées à la nouvelle Confédération de l'Allemagne du Nord, et c'était une raison de les épargner. La Bavière, le Wurtemberg et le Bade devaient être traités avec modération, parce que Bismarck avait besoin de conclure avec eux une alliance de caractère défensif et offensif. Quant à l'Autriche, Bismarck ne lui avait-il pas rendu service en brisant les attaches traditionnelles qui la liaient à l'Allemagne et à l'Italie ? Ne venait-il pas de lui donner enfin la position de grande puissance autonome, dont elle rêvait depuis si longtemps ? N'avait-il pas, en fait, mieux su que l'Autriche elle-même ce qui la servait, lorsqu'il la vainquit en Bohême ? L'Autriche ne reconnaîtrait-elle pas elle-même, à moins d'être aveuglée, que la situation géographique et la limitation respective des deux pays devaient faire de

l'Allemagne unifiée par la Prusse son alliée naturelle et indispensable ?

C'est ainsi que, pour la première fois dans son histoire, la Prusse put s'auréoler de magnanimité, parce qu'elle... donnait un œuf pour avoir un bœuf.

3. *L'accomplissement : 1870-71*

L'Autriche ne fut pas la seule vaincue sur les champs de bataille de Bohême, la bourgeoisie allemande le fut aussi. Bismarck lui avait administré la preuve qu'il savait mieux qu'elle ce qui lui était profitable. Il devint impensable que la Chambre poursuivît le conflit. Les aspirations libérales de la bourgeoisie étaient enterrées pour longtemps, mais ses revendications nationales se réalisaient chaque jour davantage. Bismarck exécutait son programme national avec une promptitude et une précision qui soulevaient son admiration. Après lui avoir démontré de façon tangible, *in corpore vili,* sa mollesse et son manque d'énergie, et, en fin de compte, son incapacité totale à réaliser elle-même son propre programme, il joua les magnanimes vis-à-vis d'elle, en venant solliciter de la Chambre pratiquement désarmée qu'elle amnistiât le gouvernement dans le Conflit qui l'avait opposé à la Constitution. Touché jusqu'aux larmes, le parti progressiste, désormais inoffensif, le ratifia [209].

Bismarck rappela quand même à la bourgeoisie qu'elle aussi avait été vaincue à Sadowa. La Constitution de l'Allemagne du Nord fut taillée sur le patron de celle de la Prusse conformément à l'interprétation qu'elle avait reçue lors du Conflit. Interdiction fut faite de refuser le vote de l'impôt. Le chancelier fédéral et ses ministres furent nommés par le roi de Prusse, en dehors de toute majorité parlementaire. L'autonomie de l'armée vis-à-vis du Parlement, acquise lors du Conflit, fut maintenue devant le nouveau Reichstag. En revanche, les membres du Reichstag eurent l'exaltante conscience d'être élus dorénavant au suffrage universel. Le spectacle de deux socialistes — Bebel et Liebknecht — siégeant parmi eux le leur rappela, désagréablement il est vrai.

Pour la première fois, des députés socialistes, représentant le prolétariat, paraissaient dans un corps parlementaire. Funeste présage !

Tout cela ne semblait guère tirer à conséquence. Mais, ne s'agissait-il pas maintenant d'aménager et d'exploiter l'unité retrouvée de l'Empire — du moins au Nord — dans l'intérêt de la bourgeoisie, et d'attirer par-là à leur tour les bourgeois du Sud dans la nouvelle Confédération.

La Constitution fédérale retirait pour l'essentiel aux Etats particuliers le droit de légiférer en matière économique, et en attribuait la compétence à la Confédération : Droit civil commun et liberté de circulation sur tout le territoire confédéral, droit général de citoyenneté, législation nationale pour l'industrie, le commerce, les douanes, la navigation, la monnaie, les poids et mesures, les chemins de fer, les voies fluviales, les postes et télégraphes, les patentes, les banques, la politique extérieure tout entière, les consulats, la protection du commerce à l'étranger, la réglementation de la médecine, le droit pénal, la procédure judiciaire, etc...

On légiféra rapidement — et, dans l'ensemble, d'une manière libérale — sur la plupart de ces objets. On supprima — enfin ! — les pires effets du système des petits Etats, les entraves les plus tenaces à l'évolution capitaliste d'une part, et aux visées hégémoniques de la Prusse de l'autre. Mais, ce ne fut pas une conquête marquant une date dans l'histoire universelle, comme le claironnait le bourgeois qui maintenant devenait chauvin. Ce n'était qu'une imitation, bien tardive et imparfaite, de ce que tous les autres pays civilisés avaient repris depuis longtemps. Il eût été séant, au contraire, que l'Allemagne si « hautement cultivée » eût honte d'y être arrivée bonne dernière !

Pendant toute la période de la Confédération de l'Allemagne du Nord, Bismarck se montra bien disposé à l'égard de la bourgeoisie dans le domaine économique ; qui plus est, dans le règlement des litiges parlementaires, il ne fit sentir sa poigne de fer que sous un gant de velours. Ce fut sa période la meilleure. On en vint presque à douter qu'il eût cette étroitesse de

vues prussiennes et qu'il fût incapable de saisir qu'il existe au monde des puissances autres et plus fortes que les armées et la diplomatie fondée sur elles.

Que la paix avec l'Autriche portât dans son sein la guerre avec la France, cela Bismarck non seulement le savait, mais il le voulait. En effet, cette guerre devait fournir le moyen de parfaire cet Empire prusso-allemand que la bourgeoisie lui prescrivait de réaliser *.

Les tentatives pour transformer progressivement le Parlement douanier[210] en Reichstag et pour attirer peu à peu les Etats du Sud dans la Confédération de l'Allemagne du Nord échouèrent devant le mot d'ordre lancé avec force par les députés de l'Allemagne méridionale : « Pas d'extension de compétences ! » L'état d'esprit des gouvernements qui venaient d'être vaincus sur les champs de bataille n'était pas meilleur. Il fallut donc leur administrer une nouvelle fois la preuve palpable que la Prusse non seulement était beaucoup plus puissante qu'eux, mais, encore assez puissante pour les protéger, c'est-à-dire entreprendre une nouvelle guerre panallemande, pour les amener promptement à capituler. La ligne de démarcation du Main[211], qui avait fait l'objet d'un accord secret entre Bismarck et Louis-Napoléon, ne semblait-elle pas, après les victoires de Bismarck, avoir été imposée par Napoléon III à la Prusse. Réaliser l'union avec l'Allemagne méridionale signifiait donc violer le « droit » reconnu cette fois formellement aux Français de diviser l'Allemagne.

C'était un cas de guerre.

Effectivement, Louis-Napoléon cherchait s'il ne trouverait pas

* Bien avant la guerre contre l'Autriche, interpellé par le ministre d'un Etat moyen sur sa politique allemande démagogique, Bismarck répondit qu'en dépit de tous les bavardages, il chasserait l'Autriche de l'Allemagne et dissoudrait la Confédération. — « Et les Etats moyens, croyez-vous qu'ils verront cela d'un bon œil ? » — « Vous, les Etats moyens, vous ne ferez rien du tout ! » — « Et qu'adviendra-t-il alors des Allemands ? » — « Alors, je marcherai sur Paris, et là, je ferai leur unité. » Ce fait fut rapporté à Paris avant la guerre contre l'Autriche, par l'homme d'État mentionné, et fut publié pendant cette guerre, dans le *Manchester Guardian*, par sa correspondante parisienne, Mme Crawford (Note d'Engels).

quelque part sur la frontière allemande un morceau de territoire qu'il reçût en compensation de Sadowa. Lors de la restauration de la Confédération de l'Allemagne du Nord, le Luxembourg était resté à l'écart : il formait une union personnelle avec la Hollande, mais il était, par ailleurs, tout à fait indépendant. En outre, il était presque aussi francisé que l'Alsace, et il avait un net penchant pour la France, tandis qu'il haïssait ouvertement la Prusse.

Le Luxembourg est un exemple frappant de ce que la lamentable politique de l'Allemagne depuis le moyen âge a fait des pays frontières entre l'Allemagne et la France. L'exemple est d'autant plus frappant que le Luxembourg fit nominalement partie de l'Allemagne jusqu'en 1866. Jusqu'en 1830, il avait une partie française et une partie allemande, mais la moitié allemande se laissa de bonne heure gagner par l'influence de la culture supérieure de la France. Les empereurs allemands de la maison du Luxembourg [212] étaient français de langue et d'éducation. Depuis son incorporation au duché de Bourgogne en 1440, le Luxembourg, comme le reste des Pays-Bas, ne garda qu'un lien purement nominal avec l'Allemagne ; même son admission dans la Confédération germanique en 1815 n'y changea rien. Après 1830, la partie française ainsi qu'un beau morceau de la partie allemande échurent à la Belgique. Même dans le reste du Luxembourg germanique, tout demeura sur un pied français : tout se traitait en français dans les tribunaux, l'administration et la Chambre ; tous les actes publics et privés, et tous les registres du commerce étaient rédigés en français ; tout l'enseignement secondaire se faisait en français, la langue de culture était et resta le français — naturellement un français qui souffre de la mutation consonantique du haut-allemand. Bref, on parlait deux langues au Luxembourg : un dialecte franco-rhénan et le français ; mais l'allemand tout court restait une langue étrangère. La garnison prussienne de la capitale n'améliorait rien. Tout cela est assez vexant pour l'Allemagne, mais, c'est la stricte vérité. Au reste, cette francisation volontaire des Luxembourgeois met sous leur véritable jour les faits analogues d'Alsace et de Lorraine germanique.

Le roi de Hollande, prince souverain du Luxembourg, fort bien au courant de la valeur de l'argent, se montrait tout disposé à vendre le duché à Louis-Napoléon. Les Luxembourgeois auraient accepté sans difficulté leur incorporation à la France, comme l'a prouvé leur attitude pendant la guerre de 1870. La Prusse ne pouvait rien y objecter du point de vue du droit des peuples, puisqu'elle avait provoqué elle-même l'éviction du Luxembourg de l'Allemagne. Ses troupes tenaient garnison dans la capitale, qui était une place forte fédérale. Pourquoi ne rentrèrent-elles pas dans leurs foyers, et pourquoi Bismarck ne put-il consentir à ce rattachement ?

Il ne le pouvait du simple fait que les contradictions dans lesquelles il s'était empêtré, apparaissaient maintenant au grand jour. *Avant* 1866, l'Allemagne n'était pour la Prusse qu'un territoire à annexions, que se partageaient Prussiens et étrangers. *Après* 1866, l'Allemagne était devenu un *protectorat* de la Prusse, qu'il fallait défendre des griffes de l'étranger. Certes, pour des considérations strictement prussiennes, on avait exclu des parties entières de la prétendue Allemagne restaurée. Or, le droit de la nation allemande à l'intégralité de son territoire imposait désormais à la Couronne de Prusse le devoir d'empêcher que ces territoires de l'ancienne Confédération ne fussent incorporés à des Etats étrangers, le devoir de préserver la possibilité de leur rattachement futur au nouvel Etat prusso-allemand.

C'est pourquoi, l'Italie avait été arrêtée à la frontière du Tyrol[213] ; c'est pourquoi le Luxembourg ne devait plus passer maintenant à Louis-Napoléon. Un gouvernement ouvertement révolutionnaire eût pu le proclamer ouvertement, mais non le « révolutionnaire » loyal au roi de Prusse, qui, en fin de compte, n'avait réussi qu'à transformer l'Allemagne en un « concept géographique » à la Metternich. Du point de vue du droit des peuples, il s'était mis lui-même dans son tort, et il ne pouvait plus se tirer d'affaire qu'en interprétant le droit des peuples à la manière des étudiants des corporations.

Si Bismarck n'a pas sombré dans le ridicule, c'est uniquement parce qu'au printemps de 1867, Louis-Napoléon n'était

pas prêt pour une guerre sérieuse. On tomba d'accord à la Conférence de Londres : les Prussiens évacuèrent le Luxembourg, la forteresse de la capitale fut rasée, le duché déclaré neutre [214]... la guerre était, une fois encore, ajournée.

Louis-Napoléon ne trouva donc pas d'apaisement ici. Il se serait parfaitement accommodé du renforcement de la puissance prussienne, s'il avait obtenu ses compensations sur le Rhin. Il voulait bien se contenter de peu et en aurait même rabattu. Mais, il n'avait rien touché du tout. Il avait été complètement berné. Or, un Empire bonapartiste n'était possible en France que s'il avançait graduellement la frontière jusqu'au Rhin et si la France demeurait l'arbitre de l'Europe — sinon dans la réalité du moins dans ses chimères.

Louis-Napoléon n'ayant pu déplacer la frontière sur le Rhin, sa position d'arbitre était, d'ores et déjà, compromise : la presse bonapartiste se mit à crier à la revanche de Sadowa. Si Louis-Napoléon entendait garder son trône, il devait rester fidèle à son rôle, et prendre de force ce qu'en dépit de tous les services rendus il n'obtenait pas de gré.

De part et d'autre, on se mit donc fiévreusement à préparer la guerre, du point de vue diplomatique aussi bien que militaire.

Voici ce qui se passa sur le plan diplomatique : L'Espagne cherchait un candidat au trône. En Mars 1869, l'ambassadeur de France à Berlin — Bénédetti — eut vent d'une candidature du prince Léopold de Hohenzollern. Paris le chargea d'obtenir des précisions à ce sujet. Le sous-secrétaire von Thile lui jura que le gouvernement prussien n'était au courant de rien. Lors d'une visite à Paris, Bénédetti apprit le point de vue de l'Empereur : « Cette candidature va à l'encontre de nos intérêts nationaux ; le pays ne l'admettra pas ; il faut l'empêcher ».

Soit dit en passant, Louis-Napoléon prouva qu'il était déjà fortement sur le déclin. Pouvait-on rêver, en effet, d'une plus belle « revanche de Sadowa » que le règne d'un prince prussien en Espagne, avec tous les inévitables désagréments, l'implication de la Prusse dans les affaires intérieures des partis espagnols, et peut-être même la guerre et une défaite de la minuscule flotte

prussienne ? Bref, la Prusse se serait mise devant l'Europe dans une situation des plus grotesques. Mais, Louis-Napoléon ne pouvait plus se payer le luxe d'un tel spectacle. Son prestige était déjà si ébranlé qu'il se sentait lié au point de vue traditionnel, selon lequel un prince allemand sur le trône d'Espagne placerait la France entre deux feux, ce qui est intolérable : or, depuis 1830, ce point de vue est puéril.

Bénédetti alla donc trouver Bismarck, pour obtenir plus d'éclaircissements et lui exposer le point de vue de la France (11 Mai 1869). Bismarck ne lui dit rien de précis, mais il apprit ce qu'il voulait savoir : que la candidature de Léopold provoquerait aussitôt une guerre avec la France. Ainsi, Bismarck tenait en mains l'occasion de faire éclater la guerre quand cela lui conviendrait.

Et, de fait, la candidature de Léopold fut exhumée une nouvelle fois en Juillet 1870, et déclencha aussitôt la guerre, bien qu'elle répugnât à Louis-Napoléon. Non seulement il voyait qu'il était tombé dans un piège, mais encore il savait qu'il y allait de son Empire. En effet, il n'avait guère confiance en la bande de vauriens bonapartistes, qui lui assurait que tout était prêt jusqu'au dernier bouton de guêtre, et pas confiance du tout en leurs talents militaires et administratifs. Mais, les conséquences logiques de son propre passé le poussa à sa perte ; son indécision même hâta sa ruine.

En revanche, Bismarck était fin prêt pour la guerre, et, de plus, il avait, cette fois, vraiment derrière lui le peuple, qui, à travers tous les mensonges diplomatiques des deux filous, ne voyait qu'une chose : c'est une guerre non seulement pour le Rhin, mais encore pour l'existence nationale. Pour la première fois depuis 1813, réservistes et troupes de ligne se rangèrent sous les drapeaux de bonne grâce et avec la volonté de vaincre. Qu'importait l'acheminement des événements ou la promesse vraie ou fausse de Bismarck à Louis-Napoléon de lui céder tel ou tel morceau du territoire national deux fois millénaire ! Il importait, en effet, de montrer, une fois pour toutes, à l'étranger qu'il n'avait pas à s'immiscer dans les affaires intérieures allemandes et que la vocation de l'Allemagne n'était pas de sou-

tenir le trône chancelant de Louis-Napoléon en lui cédant des terres allemandes. Dans cet élan national, on vit disparaître toutes les différences de classe. Ce fut aussi la fin de toutes les velléités des Cours d'Allemagne méridionale de former une Confédération du Rhin et de toutes les tentatives de restauration des princes détrônés et chassés.

Les deux belligérants se mirent en quête d'alliés. Louis-Napoléon pouvait compter sur l'Autriche et le Danemark, et probablement aussi sur l'Italie, Bismarck avait avec lui la Russie. Mais, comme toujours, l'Autriche n'était pas prête et ne put intervenir avant le 2 Septembre — or, ce jour-là, Louis-Napoléon était prisonnier des Allemands et la Russie avait informé l'Autriche qu'elle l'attaquerait, dès que celle-ci attaquerait la Prusse. En Italie, Louis-Napoléon expia sa politique de duplicité : il avait voulu appuyer l'unité nationale, mais, en même temps, il avait protégé le Pape contre cette même unité. Il avait fait occuper Rome par des troupes qui lui firent défaut en France même, et qu'il ne pouvait retirer sans exiger que l'Italie respecte Rome et la souveraineté pontificale. Comme c'était inacceptable pour l'Italie, celle-ci ne put lui apporter son soutien. Enfin, la Russie ordonna au Danemark de se tenir tranquille. Mais, les coups rapides des armes allemandes à Spickeren, Woerth (Reichshoffen) puis à Sedan furent plus décisifs que toutes les négociations diplomatiques pour obtenir que le conflit restât localisé. Les troupes de Louis-Napoléon furent défaites à chaque combat et les trois quarts de son armée finirent en captivité allemande. Ce n'était pas la faute des soldats, qui s'étaient bravement battus, mais bien celle des chefs et de l'administration. Mais, Louis-Napoléon n'avait-il pas édifié son Empire avec l'aide d'une bande de canailles et ne l'avait-il pas maintenu pendant dix-huit ans en livrant la France à leur exploitation ? N'avait-il pas cédé tous les postes décisifs de l'Etat aux membres de sa bande, et les postes subalternes à leurs acolytes ? Il est clair que, dans ces conditions, il ne pouvait engager de lutte à la vie et à la mort sans risquer de se voir abandonné par tout ce beau monde.

Il ne fallut pas cinq semaines pour que s'écroulât tout l'édifice impérial, si longtemps admiré par les philistins d'Europe. La

révolution du 4 Septembre ne fit qu'en balayer les débris, et Bismarck, qui était entré en guerre pour fonder l'Empire de la Petite-Allemagne, se trouva un beau matin fondateur de la République française.

D'après une proclamation de Bismarck lui-même, la guerre n'était pas dirigée contre le peuple français, mais contre Louis-Napoléon [215]. Sa chute eut dû mettre un terme à la guerre. C'est ce que se figura aussi le gouvernement du 4 Septembre — qui, par ailleurs, n'était pas si naïf — et il fut tout étonné de voir resurgir chez Bismarck le hobereau prussien.

Personne au monde ne déteste autant les Français que les hobereaux prussiens. D'abord, ceux-ci étaient exempts d'impôt jusqu'à leur arrivée en Prusse. Ensuite, ils eurent fort à souffrir de la correction que les Français leur infligèrent de 1806 à 1813 pour l'excès de leur présomption. Enfin, et c'est le plus grave, ces athées de Français ont tant et si bien tourné les têtes par leur Révolution sacrilège, que l'antique souveraineté des hobereaux en fut ruinée, même dans la Vieille-Prusse, de sorte que nos malheureux hobereaux durent mener jour après jour un dur combat pour sauver les restes de leur splendeur d'antan et qu'une grande partie d'entre eux tomba bientôt au rang de minable noblesse parasitaire.

Il fallait donc tirer vengeance de la France, et les junkers de l'armée dirigée par Bismarck s'en chargèrent. On avait confectionné la liste des contributions de guerre levées par les Français en Prusse afin de fixer le tribut à prélever dans les villes et les départements français, en tenant compte, bien sûr, du fait que la France était bien plus riche. On réquisitionna vivres, fourrages, vêtements, chaussures, etc... en affichant une impitoyable rigueur. Un maire des Ardennes reçut vingt-cinq coups de bâtons sans autre forme de procès pour avoir déclaré qu'il n'était pas en mesure d'effectuer une livraison. Le gouvernement français en a publié la preuve officielle.

Où qu'on les prît, on fusilla sans pitié les francs-tireurs, qui agissaient aussi exactement d'après les prescriptions des lois militaires prussiennes de 1813 sur le landsturm [16] que s'ils les avaient apprises par cœur. Même les histoires de pendules envoyées au

pays sont vraies, la *Gazette de Cologne* elle-même en a fait état. Certes, dans l'esprit de nos Prussiens, ces pendules n'étaient pas volées, mais simplement trouvées comme biens sans maître dans les maisons de campagne situées autour de Paris et vidées de leurs habitants ; de plus, ne furent-elles pas annexées pour les chers parents demeurés au pays.

C'est ainsi que les hobereaux, sous la direction de Bismarck, se sont employés — malgré l'attitude irréprochable aussi bien des hommes de troupe que d'une grande partie des officiers — à marquer cette guerre du sceau spécifiquement prussien, et à faire admettre aux Français que l'armée tout entière était responsable des mesquines et odieuses rancunes des hobereaux.

Mais, il fut réservé à ces hobereaux de témoigner au peuple français un honneur qui n'a pas son pareil dans toute l'histoire. Quand toutes les tentatives de débloquer Paris furent repoussées et toutes les armées françaises battues, après l'échec de la dernière offensive de Bourbaki contre les lignes de communication allemandes, quand toute la diplomatie d'Europe eut abandonné la France à son sort sans lever le petit doigt, il fallut bien que Paris affamé capitulât enfin. Les cœurs des hobereaux battirent plus fort, lorsqu'ils purent enfin pénétrer dans ce nid d'athées et tirer pleine vengeance de ces fieffés rebelles de Parisiens. La pleine vengeance qui leur avait été refusée en 1814 par Alexandre de Russie et en 1815 par Wellington, ils la tenaient maintenant, et ils allaient pouvoir châtier à cœur joie le foyer et la patrie de la révolution.

Paris capitula et paya 200 millions de tribut de guerre. Les forts furent livrés aux Prussiens. La garnison dut déposer les armes devant les vainqueurs et livrer son artillerie de campagne, tandis que les canons des remparts furent démontés de leurs affûts. Toutes les pièces pouvant servir à la résistance et appartenant à l'Etat furent saisies sans exception, *mais* on ne toucha pas aux véritables défenseurs de Paris — la Garde nationale et le peuple en armes. Personne n'osa imaginer qu'ils livreraient leurs armes, canons * aussi bien que fusils. Pour que le monde

* Le 18 Mars 1871, Thiers donna l'ordre d'aller *voler* aux Parisiens les canons appartenant à la Garde nationale, et non à l'Etat, qui

entier sût que l'armée allemande victorieuse s'était respectueusement arrêtée devant le peuple parisien en armes, les vainqueurs n'entrèrent pas dans la ville, mais se contentèrent d'occuper pendant trois jours... les Champs-Elysées, un jardin public, en étant gardés, surveillés et cernés par des Parisiens en faction ! Pas un soldat allemand ne mit les pieds dans l'Hôtel de Ville, pas un ne se risqua sur les boulevards, et les rares qui furent admis au Louvre pour y admirer les trésors artistiques avaient dû en demander l'autorisation. Agir autrement, c'eût été rompre l'accord de capitulation.

La France était écrasée, Paris affamé, mais le peuple de Paris s'était assuré *ce* respect en raison de son glorieux passé : nul n'osait le désarmer, nul n'avait le courage d'aller le trouver chez lui et de profaner ses rues — champs de bataille de tant de révolutions — par un défilé triomphal. C'était comme si l'Empereur allemand tout frais émoulu avait tiré son chapeau devant les révolutionnaires vivants de Paris, comme jadis le fit son frère à Berlin devant les combattants morts dans la révolution de Mars, comme si toute l'armée allemande, derrière lui, présentait les armes.

Mais, ce fut le seul sacrifice que Bismarck fut contraint de s'imposer. Sous prétexte que la France n'avait pas de gouvernement qui pût signer la paix avec lui — ce qui n'était ni plus vrai ni plus faux le 4 Septembre que le 20 Janvier — il avait, en bon Prussien, exploité ses succès jusqu'au bout et ne s'était déclaré prêt à faire la paix qu'après l'écrasement total de la France. Dans le traité de paix aussi, il « exploita sans vergogne et à fond la situation favorable » : non seulement il extorqua à la France la somme fabuleuse de cinq milliards comme indemnité de guerre, mais il lui arracha l'Alsace et la Lorraine germanique avec Metz et Strasbourg pour les incorporer à l'Allemagne. En procédant à ces annexions, Bismarck appliqua pour la première fois sa politique propre. Il n'exprimait plus, à sa façon, un programme prescrit de force par les conditions existantes, mais

avait livré les siens aux Prussiens. C'est ce qui occasionna l'insurrection d'où surgit la Commune. (Note d'Engels.)

traduisait dans les faits les chimères de son propre cerveau. C'est ainsi qu'il commit sa première lourde gaffe... *

4. L'annexion de l'Alsace-Lorraine

La majeure partie de l'Alsace avait été conquise par la France durant la guerre de Trente Ans. A cette occasion, Richelieu avait abandonné le solide principe de Henri IV : « Que la langue espagnole soit à l'Espagnol, l'allemande à l'Allemand ; mais où l'on parle français, c'est mon lot ». Il s'appuya sur le principe de la frontière naturelle du Rhin, frontière historique de l'ancienne Gaule. C'était évidemment absurde ; mais l'Empire germanique, qui englobait les territoires linguistiques français de Lorraine, de Belgique et même de Franche-Comté, n'avait pas le droit de reprocher à la France l'annexion de pays de langue allemande.

Certes, en 1681, Louis XIV s'empara de Strasbourg en pleine paix avec l'aide du parti français local. Mais il sied mal à la Prusse de s'en indigner, après qu'en 1796 elle eût fait le même coup — mais sans succès — à la libre ville impériale de Nuremberg, sans même y avoir été appelé par un parti prussien **.

* Engels a laissé ici un blanc dans son manuscrit.

** On reproche à Louis XIV d'avoir fait émettre en pleine paix à ses Chambres de réunion [216] des prétentions sur des territoires allemands qui ne lui appartenaient pas. L'esprit le plus envieux et le plus malveillant ne saurait lui-même reprocher un tel fait aux Prussiens ! Voyons donc ! En 1795, après qu'en violation directe de la *Constitution* d'Empire, ils eussent conclu une paix séparée avec la France et rassemblé autour d'eux, à l'abri de la ligne de démarcation, leurs petits voisins transfuges comme eux, pour former une première Confédération de l'Allemagne du Nord, ils profitèrent de la situation difficile des Etats impériaux du Sud qui continuaient désormais seuls la guerre aux côtés de l'Autriche, pour tenter d'annexer certains districts de Franconie. Ils établirent à Anspach et Bayreuth (alors prussiennes) des Chambres de réunion à l'image de celles de Louis XIV, et élevèrent sur une série de pays limitrophes des prétentions en comparaison desquelles les prétextes juridiques de Louis XIV étaient lumineusement convaincants. Lorsque les

A la paix de Vienne, en 1735, la Lorraine fut vendue par l'Autriche à la France, qui en prit définitivement possession en 1766. Depuis des siècles, elle n'appartenait plus que nominalement à l'Empire germanique, ses ducs étaient français à tous égards et s'alliaient pratiquement toujours avec la France.

Dans les Vosges, il existait jusqu'à la Révolution une série de petites seigneureries qui étaient des fiefs directs de l'Empereur allemand, mais reconnaissaient la souveraineté de la France. Elles tiraient avantage de cette situation double. Comme l'Empire germanique le tolérait, au lieu d'exiger des comptes de messieurs les dynastes, il n'avait pas à se plaindre, qu'en vertu de sa souveraineté de fait, la France prît les habitants de ces territoires sous sa protection contre les dynastes qui en avaient été chassés.

Dans l'ensemble, ce territoire allemand n'était pratiquement pas francisé jusqu'à la Révolution. En Alsace du moins, l'allemand continuait d'être la langue scolaire et administrative (dans les relations intérieures). Le gouvernement français était bienfaisant pour les provinces allemandes qui, après de longues guerres dévastatrices, n'eurent plus à subir d'invasion ennemie depuis la fin du XVII[e] siècle. Les éternelles guerres intestines qui déchiraient l'Empire germanique n'étaient vraiment pas faites pour inciter les Alsaciens à revenir au sein de la mère patrie. Avec les Français, on a au moins le calme et la paix, et on sait à quoi s'en tenir : tels sont les insondables desseins de Dieu que partagent les philistins qui donnent le ton. Après tout, le sort des Alsaciens n'était pas sans exemple : les habitants du Holstein se trouvaient aussi sous la domination étrangère du Danemark.

Allemands vaincus battirent en retraite et que les Français entrèrent en Franconie, les libérateurs prussiens occupèrent Nuremberg, y compris les faubourgs jusqu'aux murs d'enceinte et tirèrent des bons bourgeois flageolant de peur, un traité (2 Septembre 1796), par lequel la ville se soumettait à la domination prussienne, à la condition que... les Juifs ne seraient jamais admis dans ses murs ! Mais, peu après, le grand-duc Charles revenait après avoir battu les Français près de Wurzbourg les 3 et 4 Septembre. Voilà comment se dissipa en fumée cette tentative d'inculquer aux citoyens de Nuremberg l'idée d'une « mission allemande » de la Prusse.

Survint la Révolution française. Ce que l'Alsace et la Lorraine n'avaient jamais osé espérer de l'Allemagne, la France le leur donnait. Les entraves féodales furent brisées. Le paysan asservi et corvéable à merci devint un homme libre, dans bien des cas propriétaire de sa ferme et de sa terre. La domination patricienne et les privilèges corporatifs furent éliminés dans les villes. La noblesse fut chassée. Dans les domaines des petits princes et seigneurs, les paysans, suivant l'exemple de leurs voisins, chassèrent dynastes, chambres de gouvernement et noblesse, et se proclamèrent libres citoyens français. Nulle part en France, le peuple n'adhéra avec autant d'enthousiasme à la Révolution que dans les régions de langue allemande. Et lorsqu'ensuite l'Empire germanique déclara la guerre à la Révolution, et que les Allemands, non seulement continuèrent à porter docilement leurs chaînes, mais se laissèrent encore utiliser pour imposer de nouveau aux Français l'ancienne servitude et aux paysans d'Alsace les seigneurs féodaux qu'ils venaient tout juste de chasser, c'en était fait de la nationalité allemande des Alsaciens et des Lorrains. Dès lors, ils apprirent à détester et à mépriser les Allemands ; la Marseillaise fut composée à Strasbourg et chantée en premier par les Alsaciens ; bientôt, ces Franco-Allemands, malgré leur langue et leur passé, formèrent un seul peuple avec les Français de nationalité en luttant pour la révolution sur des centaines de champs de bataille.

La grande Révolution n'a-t-elle pas accompli le même miracle pour les Flamands de Dunkerque, les Celtes de Bretagne, les Italiens de Corse ? Et lorsque nous nous plaignons de ce qu'il en fut de même pour les Allemands, avons-nous donc oublié que toute notre histoire a permis cela ? Avons-nous oublié que toute la rive gauche du Rhin, qui n'avait pourtant participé que d'une manière passive à la Révolution, était francophile lorsque les Allemands y revinrent en 1814, qu'elle est restée francophile jusqu'en 1848, où la Révolution de Mars réhabilita les Allemands aux yeux des Rhénans, et enfin que l'enthousiasme de Heine pour les Français et même ses sentiments bonapartistes étaient l'écho d'un sentiment général des habitants de la rive gauche du Rhin.

Lorsque les Alliés envahirent l'Alsace et la Lorraine germanique en 1814, ils se heurtèrent à la plus franche hostilité et à la résistance la plus opiniâtre au sein du peuple : il sentait la menace de redevenir Allemand par la force. Et pourtant, on n'y parlait pratiquement que l'allemand. Mais, lorsque le danger d'une séparation d'avec la France fut passé, lorsque les romantiques chauvins d'Allemagne eurent abandonné leur velléité d'annexion, on comprit qu'il était nécessaire à l'avenir de s'intégrer plus totalement à la France, même sur le plan linguistique. On procéda à la francisation des écoles, comme les Luxembourgeois l'avait fait volontairement chez eux. Quoi qu'il en soit, l'œuvre de transformation fut très lente. Seule, l'actuelle génération de la bourgeoisie est réellement francisée ; ouvriers et paysans continuent de parler allemand. La situation est à peu près la même qu'au Luxembourg : l'allemand écrit (exception faite pour une partie de l'Eglise) est évincé par le français ; mais le dialecte germanique n'a perdu de terrain que sur la frontière linguistique et on l'emploie davantage comme parler usuel que dans la plupart des campagnes d'Allemagne.

Tel est le pays que Bismarck et les hobereaux prussiens, forts de la résurgence d'un romantisme chauvin inséparable de toute question allemande, ont entrepris de germaniser de nouveau. Vouloir rendre allemande Strasbourg, la patrie de la « Marseillaise » est aussi absurde que de vouloir rendre français le comté de Nice, la patrie de Garibaldi. Encore se trouve-t-il qu'à Nice, Louis-Napoléon observa du moins les convenances, en soumettant l'annexion à un vote — et la manœuvre réussit. Les Prussiens ont de fort bonnes raisons pour ne pas aimer ce genre de consultations car il n'est jamais arrivé que la masse du peuple ait demandé, en quelqu'endroit, son annexion à la Prusse. Qui plus est, ils savaient parfaitement que la population de ces provinces tenait à la France plus unanimement que les Français de nationalité eux-mêmes. C'est pourquoi le coup ne fut pas sanctionné par autre chose que la force. On se vengeait un peu de la Révolution française, en annexant un territoire que, précisément, la Révolution avait soudé à la France.

L'annexion a, certes, un but du point de vue militaire. Grâce

à Strasbourg et à Metz, l'Allemagne obtient un front de défense d'une force sans pareille. Tant que la Belgique et la Suisse restent neutres, la France ne peut attaquer en force que sur l'étroite bande de terre allant de Metz aux Vosges. Or, elle s'y heurtera au quadrilatère fortifié le plus important et le plus puissant du monde, celui que constituent Coblence, Metz, Strasbourg et Mayence. Comme le quadrilatère autrichien en Lombardie, il se trouve pour la moitié en pays ennemi, où les forteresses sont des moyens d'asservir la population. Il y a plus : pour le compléter, il a fallu s'emparer d'un territoire habité par un quart de million de Français nationaux, au-delà du pays de langue allemande.

L'importance de l'avantage stratégique est donc la seule excuse que l'on puisse trouver à l'annexion. Mais, cet avantage est-il en proportion quelconque avec le préjudice causé ?

Le hobereau prussien n'a point d'yeux pour le grand préjudice moral que s'est causé le jeune Empire allemand, en proclamant ouvertement et sans fard que son principe fondamental était la force brutale. Au contraire, il lui faut des sujets récalcitrants et tenus en bride par la violence. Cela ne démontre-t-il pas que la puissance prussienne, qui n'a jamais eu d'autres sujets, a encore grandi ?

Mais, ce à quoi il eut dû prendre garde, c'est aux conséquences politiques de l'annexion. Or, celles-ci sont évidentes. Avant même que l'annexion eût pris force de loi, Marx proclama à la face du monde dans une circulaire de l'Internationale : « *L'annexion de l'Alsace et de la Lorraine fait de la Russie l'arbitre de l'Europe* ». Et, du haut de la tribune du Reichstag, les sociaux-démocrates l'ont répété assez souvent, jusqu'à ce qu'enfin, Bismarck lui-même en reconnut la vérité dans son discours du 6 Février 1888, en pleurnichant devant la toute-puissance du Tsar, maître de la paix et de la guerre [217].

C'était pourtant clair comme le jour : en arrachant à la France ses deux provinces les plus fanatiquement patriotes, on la poussait dans les bras de quiconque lui ouvrirait la perspective de leur récupération, et on se faisait de la France une ennemie éternelle. Bismarck représente dignement et consciencieusement le philis-

tin allemand, lorsqu'il exige des Français qu'ils renoncent non seulement juridiquement, mais encore moralement à l'Alsace-Lorraine et qu'ils se réjouissent même de voir ces deux morceaux de la France révolutionnaire « rendus à leur vieille patrie », alors que les Alsaciens et les Lorrains ne le veulent à aucun prix. Mais, hélas ! les Français ne sont pas disposés à l'accepter, pas plus que les Allemands pendant les guerres napoléoniennes n'ont renoncé moralement à la rive gauche du Rhin, qui, pourtant, ne soupirait guère après eux. Tant que les Alsaciens et les Lorrains réclameront leur retour à la France, celle-ci devra tendre à les récupérer et chercher autour d'elle tous les moyens pour y parvenir. Pour cela, il lui faut des alliés, et, contre l'Allemagne, son allié naturel est la Russie.

Si les deux nations les plus grandes et les plus fortes du continent occidental se neutralisent réciproquement par leur hostilité, et, qui plus est, s'il y a entre elles une éternelle pomme de discorde pour les pousser à se combattre, qui en tirera avantage sinon la Russie, dont les mains n'en sont alors que plus libres ? Or, la Russie a d'autant moins à se gêner face à l'Allemagne dans ses visées de conquête qu'elle a toutes les raisons d'attendre de la France un appui inconditionnel. En effet, Bismarck n'a-t-il pas mis la France dans une posture où il lui faut mendier l'alliance de la Russie, où elle abandonnera volontiers Constantinople à la Russie, pourvu que celle-ci lui promette ses provinces, perdues ? Si, malgré tout cela, la paix a été sauvegardée pendant dix-sept ans, n'est-ce pas uniquement parce que le système militaire introduit en France et en Russie exige au moins seize ans, et même vingt-cinq, après les récentes mesures allemandes, pour mettre sur pied l'ensemble des classes ayant subi leur formation militaire ? Voilà dix-sept ans que l'annexion domine toute la politique européenne, et, en ce moment même, n'est-elle pas la cause première de toute la crise qui menace le continent entier d'une guerre ? Otez ce fait, et la paix est assurée !

Le bourgeois alsacien, ce stupide hybride qui parle français avec son accent haut-allemand, se veut plus français que n'importe quel Français de souche. Il n'a que condescendance pour Goethe et s'enflamme pour Racine, mais ne peut se débarrasser

de la mauvaise conscience de son germanisme rentré. C'est pourquoi, il se croit obligé de déblatérer contre tout ce qui est allemand. Bref, il ne peut même pas servir de médiateur entre l'Allemagne et la France. Qu'il soit manufacturier à Mulhouse ou journaliste à Paris, ce bourgeois alsacien n'est qu'un individu méprisable. Mais, qui a engendré ce bâtard, si ce n'est l'histoire de l'Allemagne des trois derniers siècles ? Jusqu'à une époque très récente, presque tous les Allemands à l'étranger, notamment les négociants, étaient de véritables Alsaciens qui, de leur plein gré, reniaient leur germanisme et s'inoculaient, au prix d'une véritable auto-vivisection, la nationalité étrangère de leur nouvelle patrie, en se rendant au moins aussi ridicules que les Alsaciens qui peuvent invoquer plus ou moins la contrainte des circonstances ? En Angleterre, par exemple, tout le négoce allemand, immigré de 1814 à 1840, est presque sans exception anglicisé. Tout ce monde ne parle guère que l'Anglais entre soi, et aujourd'hui encore, il circule à la Bourse de Manchester par exemple toute une bande de vieux philistins allemands, qui donneraient la moitié de leur fortune afin de passer pour des Anglais de souche. C'est depuis 1870 seulement qu'un changement s'est produit ici comme ailleurs : depuis que les lieutenants de réserve vont en Angleterre et que Berlin y envoie même son contingent, si bien que la servilité d'autrefois a fait place à une morgue toute prussienne qui ne nous rend pas moins ridicules à l'étranger.

Enfin, depuis 1871, a-t-on mis au goût des Alsaciens leur rattachement à l'Allemagne ? Au contraire. On les a placés sous un régime dictatorial, tandis que, tout à côté, en France, c'était la République. On a introduit chez eux l'administration prussienne des Conseils régionaux avec son pédantisme importun, en comparaison de laquelle, quoi qu'on en dise, l'administration préfectorale française, si rigoureusement réglée par la loi, est de l'or pur. On a promptement supprimé le dernier vestige de la liberté de presse, du droit de réunion et d'association. On décréta la dissolution des conseils municipaux récalcitrants et on remplaça les maires par des bureaucrates allemands. En revanche, on flatta les « notables », c'est-à-dire les nobles et les bourgeois entièrement francisés, que l'on protège dans leur exploitation des paysans et

des ouvriers, qui, s'ils ne sont pas de caractère germanique, parlent du moins l'allemand et constituent donc les seuls éléments susceptibles de servir d'amorce à une éventuelle réconciliation. Or, qu'en a-t-on tiré ? Lorsqu'en Février 1887 [218], toute l'Allemagne se laissa intimider et envoya au Reichstag une majorité bismarckienne, l'Alsace-Lorraine ne choisit que des députés résolument français et écarta quiconque était simplement soupçonné de sympathies pro-allemandes.

Ainsi donc, si les Alsaciens sont ce qu'ils sont, avons-nous le droit de leur jeter la pierre ? Nullement. Leur hostilité à l'annexion est un fait historique qu'il ne s'agit pas de briser, mais qu'il faut expliquer. Et nous devons commencer par nous demander : Combien de fautes — et de fort graves — l'Allemagne a-t-elle commises au cours de l'histoire pour que ces sentiments soient possibles en Alsace ? Quelle impression notre nouvel Empire allemand éveille-t-il à l'étranger, si après dix-sept ans de tentatives de regermanisation, les Alsaciens nous répondent en chœur : Epargnez-nous cela ? Comment imaginer que deux succès militaires et dix-sept ans de dictature bismarckienne suffisent à effacer toutes les conséquences de trois siècles d'ignominies ?

5. *L'édification et la structuration du nouvel Empire allemand*

Bismarck touchait au but. Son nouvel Empire prusso-germanique fut solennellement proclamé à Versailles dans la Galerie des Glaces de Louis XIV. La France gisait à ses pieds, désarmée ; l'indomptable Paris auquel il n'avait pas osé toucher, avait été poussé par Thiers au soulèvement de la Commune, et terrassé ensuite par les soldats de l'ex-armée impériale libérés de captivité.

Tous les philistins d'Europe admiraient Bismarck, comme ils avaient admiré son modèle — Louis Bonaparte — après 1850. Grâce à l'aide de la Russie, l'Allemagne était devenue la première puissance d'Europe, et toute la puissance de cette Allemagne se trouvait entre les mains du dictateur Bismarck. Il s'agissait main-

tenant de voir comment il saurait utiliser cette puissance. S'il avait jusqu'alors exécuté les plans d'unité de la bourgeoisie avec des moyens plutôt bonapartistes que bourgeois, ce but était maintenant plus ou moins atteint. Il fallait maintenant qu'il montre quels étaient ses propres projets et quelles idées il pouvait tirer de lui-même. C'est ce qui devait se manifester dans l'organisation intérieure du nouvel Empire.

La société allemande se compose de grands propriétaires fonciers, de paysans, de bourgeois, de petits-bourgeois et d'ouvriers. Tout cela forme, à son tour, trois classes principales.

La *grande propriété foncière* se trouve entre les mains d'un très petit nombre de magnats (notamment en Silésie) et d'un grand nombre de propriétaires moyens (surtout dans les provinces de la Vieille-Prusse, à l'Est de l'Elbe). Ce sont ces hobereaux prussiens, qui dominent plus ou moins toute la classe des propriétaires fonciers. Ils sont eux-mêmes des agriculteurs, encore qu'ils fassent cultiver leurs domaines la plupart du temps par des intendants ; en outre, ils possèdent bien souvent des distilleries d'eau-de-vie et des fabriques de sucre betteravier. Leur propriété foncière reste fixée autant que possible dans la famille, grâce au système du droit d'aînesse. Les cadets prennent du service dans l'armée ou dans l'administration civile, si bien qu'à cette petite noblesse terrienne se rattache aussi une noblesse plus basse encore d'officiers et de fonctionnaires, mais qui augmente grâce à de généreux anoblissements d'officiers et de fonctionnaires supérieurs issus de la bourgeoisie. A la limite inférieure de toute cette gente noble, il se forme tout naturellement une nombreuse noblesse parasitaire — sorte de sous-prolétariat noble — qui vit de dettes, d'expédients douteux, d'importunité, de mendicité et de mouchardage politique. Tout cela forme ce qu'on appelle la caste des hobereaux prussiens, qui constitue l'un des principaux piliers du vieil Etat prussien.

Or, il se trouve que même le noyau des propriétaires fonciers de cette caste de hobereaux repose sur une assise extrêmement fragile. Le devoir de vivre conformément à son rang devient chaque jour plus dispendieux ; il faut, en outre, de l'argent pour

entretenir les cadets jusqu'à ce qu'ils aient accédé au grade de lieutenant ou d'assesseur, et doter les filles à marier. Or, comme ces obligations passent avant toutes les autres tâches, il n'est pas surprenant que les revenus n'y suffisent pas, qu'on signe des reconnaissances de dettes et prenne des hypothèques. Bref, tout ce beau monde des hobereaux se trouve continuellement au bord de l'abîme : tout accident, que ce soit guerre, mauvaise récolte ou crise commerciale, menace de l'y précipiter. Faut-il, dès lors, s'étonner que, depuis plus d'un siècle, il n'ait été sauvé de la ruine que grâce à l'aide de l'Etat sans lequel il ne pourrait continuer de vivre. Cette classe artificiellement conservée est vouée à la ruine, et aucune aide de l'Etat ne peut à la longue la garder en vie. Or, avec elle, disparaîtra aussi le vieil Etat prussien.

Le *paysan* est un élément peu actif en politique. Quand il est lui-même propriétaire, il périclite de plus en plus, en raison des mauvaises conditions de production qui s'imposent aux cultivateurs d'une parcelle privée de l'ancien domaine collectif ou de la vaine pâture commune, sans lesquels il ne peut élever de bétail. S'il est métayer, sa situation est pire encore. La petite exploitation agricole suppose la prépondérance de l'économie naturelle. Or, elle est ruinée par l'économie monétaire. Il résulte de tout cela un endettement croissant, des expropriations massives par les créanciers hypothécaires et un recours général à l'industrie à domicile, simplement pour ne pas être chassé entièrement de la glèbe[219]. Du point de vue politique, la paysannerie est le plus souvent indifférente ou réactionnaire ; en Rhénanie, elle est ultramontaine par haine traditionnelle du Prussien ; dans d'autres régions, elle est particulariste ou protestante-conservatrice. Dans cette classe, le sentiment religieux continue d'exprimer les intérêts sociaux ou politiques.

Nous avons déjà traité de la *bourgeoisie*. Elle a bénéficié depuis 1848 d'un essor économique prodigieux. L'Allemagne a pris une part croissante dans l'extension inouïe de l'industrie après la crise commerciale de 1847, suscitée par la création de la navigation océanique à vapeur, par le gigantesque développement des chemins de fer et par les flots d'or de Californie et

d'Australie. C'est son besoin irrépressible d'éliminer les obstacles aux échanges dressés à l'intérieur de l'Allemagne par le système des petits Etats et d'obtenir l'égalité de conditions avec ses concurrents étrangers sur le marché mondial, qui a mis en branle la révolution bismarckienne. Maintenant que les milliards français ont inondé l'Allemagne, il s'est ouvert pour la bourgeoisie une nouvelle période de fiévreuse activité rémunératrice au cours de laquelle elle s'est affirmée pour la première fois comme une grande nation industrielle en subissant un krach s'étendant à toute l'Allemagne [220]. Economiquement, elle était alors déjà la classe la plus puissante de la population : il fallut donc que l'Etat obéit à ses intérêts économiques. La révolution de 1848 avait amené l'Etat à la forme constitutionnelle, qui permet le mieux à la bourgeoisie d'exercer son règne politique et d'organiser sa domination. Cependant, elle était encore fort éloignée de la domination politique véritable. Elle ne sortit pas victorieuse de son conflit avec Bismarck. Ce conflit, résolu grâce à la révolution de l'Allemagne par le haut, lui avait appris en outre que, pour le moment encore, le pouvoir exécutif ne dépendait d'elle que d'une manière très indirecte, qu'elle ne pouvait ni déposer ni imposer de ministres, ni enfin disposer de l'armée. Avec cela, elle était lâche et veule, en face d'un pouvoir exécutif énergique. Certes, les hobereaux l'étaient aussi, mais la bourgeoisie avait plus d'excuses qu'eux du fait de son opposition économique directe avec la classe révolutionnaire des ouvriers de l'industrie. Mais, il est indubitable qu'à la longue elle devait détruire économiquement la classe des hobereaux ; en effet, de toutes les classes possédantes, elle était la seule qui eût encore une perspective d'avenir.

La petite-bourgeoisie se composait premièrement de résidus de l'artisanat médiéval, résidus plus nombreux dans cette Allemagne longtemps retardataire que dans le reste de l'Europe occidentale ; deuxièmement, de bourgeois déchus ; troisièmement, d'éléments issus de la population pauvre et parvenus jusqu'au petit commerce. A mesure que la grande industrie se développait, l'existence de toute cette petite-bourgeoisie perdait ce qui lui restait de stabilité : le changement de métier ainsi

que la faillite périodique devenaient la règle. Cette classe, jadis si stable, qui avait été la troupe d'élite du philistinisme allemand, était en train de glisser de son état antérieur de satisfaction, de bien-être, de dévotion et d'honorabilité vers le relâchement, le désordre et le ressentiment vis-à-vis du sort que Dieu lui réservait. Ce qui restait de l'artisanat réclamait à cor et à cri le rétablissement des privilèges corporatifs, ou bien virait doucement au progressisme démocratique, ou enfin se rapprochait de la social-démocratie et, par endroits, adhérait même directement au mouvement ouvrier.

Enfin, les *ouvriers*. A la campagne, du moins à l'Est, de nombreux travailleurs vivaient encore dans les conditions d'un demi-servage et n'étaient pas capables de discernement. En revanche, parmi les ouvriers des villes, la social-démocratie avait fait des progrès foudroyants, et elle grandissait à mesure que la grande industrie prolétarisait les masses populaires et poussait à son paroxysme l'opposition de classe entre capitalistes et ouvriers. Quoique les travailleurs social-démocrates fussent encore divisés en deux partis qui se combattaient[221], depuis la publication du *Capital* de Marx, leur opposition de principes était, pour ainsi dire, effacée. Le *lassallisme* orthodoxe, avec sa revendication de « coopératives de production subventionnées par l'Etat » entrait progressivement en sommeil et s'avérait de moins en moins apte à former le noyau d'un parti ouvrier bonapartiste, revendiquant un socialisme d'Etat. Le bon sens des masses avait redressé les déviations que tel ou tel chef avait introduites dans ce domaine. Il était certain que, dans un avenir proche, on assisterait à l'unification des deux tendances social-démocrates, qui n'était freinée que par des questions de personnes. Or, pendant cette scission et en dépit d'elle, le mouvement avait été assez puissant pour effrayer la bourgeoisie industrielle et pour la paralyser dans sa lutte contre le gouvernement qui était encore indépendant d'elle : jamais depuis 1848, la bourgeoisie allemande n'avait pu s'affranchir du spectre rouge.

A cette division des classes correspondait la division en partis au Parlement et dans les Diètes régionales. Les grands propriétaires fonciers et une partie de la paysannerie formaient la masse

des conservateurs ; la bourgeoisie industrielle fournissait l'aile droite du libéralisme bourgeois (les nationaux-libéraux), tandis que l'aile gauche — le faible parti démocratique ou le soi-disant parti du progrès — était constituée par les petits-bourgeois, soutenus par certaines couches de la bourgeoisie et de la classe travailleuse. Enfin, les ouvriers avaient un parti indépendant des autres, la social-démocratie, à laquelle adhéraient aussi certains petits-bourgeois.

De par sa situation et son passé, un homme comme Bismarck eût dû se dire — s'il avait quelque intelligence de l'état des choses — que les hobereaux, tels qu'ils étaient, ne constituaient pas une classe viable ; que, de toutes les classes possédantes, seule la bourgeoisie pouvait prétendre à un avenir, et que, par conséquent, son nouvel Empire promettait d'avoir une existence d'autant mieux assurée qu'il préparait par degrés la transition à un Etat bourgeois moderne. (Evidemment, nous ne songeons pas à lui demander de comprendre la mission historique du prolétariat et de miser sur son avenir.) Il n'est pas davantage question de lui demander ce qui était impossible de réaliser dans les circonstances données. En effet, passer directement au régime parlementaire, avec un Reichstag doté d'un pouvoir souverain (comme en Angleterre) n'était ni possible, ni même avantageux pour le moment. La dictature exercée par Bismarck sous des formes parlementaires devait lui paraître encore nécessaire pour l'instant, et nous ne lui tiendrons pas rigueur de l'avoir laissé subsister au début ; nous demanderons seulement à quoi elle était utilisée. Or, on ne peut guère douter que l'unique moyen d'assurer une base tant soit peu solide au nouvel Empire et un développement interne paisible eût été de mettre peu à peu en place des institutions analogues à celles de la Constitution anglaise. Même s'il abandonnait à leur ruine imminente la majeure partie des hobereaux de sa caste, il lui était toujours possible de laisser se former avec le restant grossi d'éléments nouveaux une classe de grands propriétaires fonciers autonomes, qui ne serait elle-même qu'une flèche ornementale de la classe bourgeoise ; autrement dit, d'une classe à laquelle la bourgeoisie doit abandonner la représentation dans l'Etat et donc les postes

les plus gras et les plus influents, même lorsque la bourgeoisie jouit de la plénitude du pouvoir. Bref, il eût fallu faire à la bourgeoisie les concessions politiques qui ne pouvaient lui être refusées à la longue : c'est du moins le jugement qui eût dû s'imposer aux classes possédantes. En lui faisant peu à peu, et même à petites doses, ces concessions, on eût mené le nouvel Empire pour le moins sur la voie où il pouvait suivre les autres Etats d'Europe occidentale, politiquement fort en avance. Ainsi, il aurait pu secouer enfin les derniers restes du féodalisme et la tradition philistine qui dominait encore fortement la bureaucratie, et on le rendait capable de marcher tout seul le jour où ses fondateurs qui étaient loin d'être jeunes, auraient fait leur temps.

Au demeurant, tout cela n'était pas difficile à réaliser. Les hobereaux comme les bourgeois avaient une énergie plus que médiocre. Les hobereaux l'avaient démontré depuis soixante ans ; c'est l'Etat qui faisait le travail pour eux et servait leur intérêt en dépit de la propre opposition de ces Don Quichotte. La bourgeoisie, que de longs siècles d'histoire avaient déjà rendue souple, n'était pas encore remise de l'échec qu'elle avait subi dans son conflit avec Bismarck dont les succès n'avaient fait que briser encore sa force de résistance, et sa peur du mouvement ouvrier grandissant fit le reste. Dès lors, il n'était pas difficile à l'homme qui avait réalisé les aspirations nationales de la bourgeoisie, de réaliser, au rythme qu'il lui plairait, ses aspirations politiques d'ailleurs fort modestes dans leur ensemble. Il lui suffisait d'avoir une vue claire du but.

Du point de vue des classes possédantes, c'était la seule position rationnelle. Du point de vue de la classe ouvrière, il s'avère qu'il était déjà trop tard pour instaurer un pouvoir bourgeois durable. La grande industrie, et avec elle la bourgeoisie et le prolétariat, se formèrent en Allemagne à une époque où le prolétariat pouvait presqu'en même temps que la bourgeoisie entrer sur la scène politique de façon autonome, si bien que la lutte entre ces deux classes commençait avant même que la bourgeoisie ait conquis le pouvoir politique pour son compte exclusif ou pour une part prédominante. Quoi qu'il en soit, même s'il

était trop tard pour qu'un règne paisible et solide de la bourgeoisie allemande fût possible, la meilleure politique dans l'intérêt de l'ensemble des classes possédantes était de cingler après 1870 vers ce pouvoir bourgeois. C'était la seule possibilité d'en finir avec les innombrables survivances de l'époque de décomposition du féodalisme qui pullulaient encore dans la législation et l'administration. C'était la seule possibilité d'acclimater en Allemagne tous les résultats de la grande Révolution française, bref, de couper à l'Allemagne le bout de sa perruque qui était prodigieusement longue et de la mettre consciemment et définitivement sur la voie de l'évolution moderne, en adaptant ses conditions politiques à son état industriel. Si, finalement, l'inévitable affrontement entre bourgeoisie et prolétariat survenait alors, il s'effectuerait au moins dans des conditions normales, où chacun verrait clairement de quoi il s'agit, et non pas dans la confusion, l'obscurité, la convergence de certains intérêts et la perplexité que nous avions connus dans l'Allemagne de 1848. Cette fois-ci, au contraire, la désorientation serait uniquement dans le camp des possédants, la classe ouvrière sachant ce qu'elle veut.

Dans les conditions allemandes de 1871, un Bismarck était effectivement voué à mener une politique de louvoiement entre les diverses classes : il n'y avait donc rien à lui reprocher sur ce plan. La seule chose qui importait cependant, c'était de savoir quel but poursuivait sa politique. Si, quelque fût son rythme, elle allait, consciemment et résolument, vers le règne final de la bourgeoisie, elle était en harmonie avec l'évolution historique, pour autant bien sûr que celle-ci restait compatible avec l'existence de classes possédantes.

Si elle se proposait la conservation du vieil Etat prussien et la prussification graduelle de l'Allemagne, elle était réactionnaire et vouée à l'échec final. Si elle visait simplement à perpétuer le règne de Bismarck, elle était bonapartiste et devait avoir la même fin que le bonapartisme.

La première tâche était de donner une Constitution à l'Empire. Le matériel dont on disposait à cet effet était, d'une part, la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord,

d'autre part, les Traités conclus avec les Etats de l'Allemagne du Sud[222]. Les facteurs grâce auxquels Bismarck avait créé la Constitution impériale étaient, d'une part, les dynastes représentés à la Diète confédérale, d'autre part, le peuple représenté au Reichstag. La Constitution de l'Allemagne du Nord aussi bien que les Traités avaient déjà limité les prétentions des dynastes. En revanche, le peuple pouvait prétendre à une part plus grande du pouvoir politique. N'avait-il pas conquis sur le champ de bataille l'indépendance contre les immixtions de l'étranger, et l'unité nationale (dans la mesure où elle avait été réalisée, bien sûr). C'était à lui avant tout de décider à quoi devait servir cette indépendance et comment l'unité acquise devait être réalisée et mise en valeur dans le détail. Quand bien même le peuple reconnaîtrait les bases juridiques préexistantes de la Constitution de l'Allemagne du Nord et des Traités, cela n'empêchait nullement qu'il reçût une part de pouvoir plus grande dans la nouvelle Constitution que dans l'ancienne. Le Reichstag était le seul corps qui représentât en réalité la nouvelle « unité » : plus la voix du Reichstag aurait de poids, plus la Constitution serait libre par rapport aux constitutions régionales — et plus solide devait être la structure intérieure du nouvel Empire, mieux le Bavarois, le Saxon et le Prussien se fondraient dans l'Allemand.

Il suffisait de voir un peu plus loin que le bout de son nez pour que tout cela soit d'une clarté aveuglante. Mais, Bismarck ne le voyait pas ainsi. Au contraire, il profita de l'ivresse patriotique, déchaînée par la guerre pour amener le Reichstag à renoncer non seulement à toute extension, mais même à la simple fixation précise des droits du peuple, et se contenta de calquer directement la Constitution impériale sur le modèle de la Constitution de l'Allemagne du Nord et des Traités. Il repoussa toutes les tentatives des petits partis pour y faire figurer les droits de libertés populaires, jusque et y compris la proposition du Centre catholique de reprendre les articles de la Constitution prussienne concernant la garantie des libertés de la presse, d'association et de réunion, ainsi que la séparation de l'Eglise. Bien qu'elle ait subi deux ou trois amputations, la Constitution de

la Prusse restait donc plus libérale que celle de l'Empire. Les impôts ne furent pas votés chaque année, mais fixés une fois pour toutes « par la loi » : le Reichstag n'avait donc pas le pouvoir de refuser l'impôt. On appliquait ainsi à l'Allemagne la doctrine prussienne, inconcevable au monde constitutionnel non-allemand, à savoir que les représentants du peuple ont uniquement le droit de refuser les dépenses sur le papier, tandis que le gouvernement empoche les recettes en monnaie sonnante et trébuchante.

Mais, en même temps que le Reichstag était ainsi frustré des meilleurs instruments de pouvoir et rabaissé à la position humiliante où se trouva la Chambre prussienne, à la suite des révisions de 1849 et 1850, des manipulations de Manteuffel, et des coups de force du Conflit et de Sadova, le Conseil fédéral jouit d'à peu près toutes les prérogatives du pouvoir que l'ancienne Diète fédérale possédait nominalement, et il en jouit réellement, puisqu'il est affranchi des entraves qui paralysaient la Diète. En effet, il n'a pas seulement un rôle décisif à côté du Reichstag en matière législative, mais il est encore la plus haute instance administrative puisqu'il fixe les modalités d'application des lois d'Empire et statue, en outre, « sur les lacunes dans l'exécution des lois d'Empire », c'est-à-dire sur les cas où il faut une loi nouvelle dans les autres pays civilisés (art. 7, paragraphe 3, qui ressemble fort à un cas de conflit juridique).

On le voit, Bismarck n'a pas cherché à s'appuyer sur le Reichstag qui représente l'unité allemande, mais sur le Conseil fédéral qui représente la division et le particularisme. Il n'a pas eu le courage — lui qui se posait en représentant de l'idée nationale — de se mettre vraiment à la tête de la nation ou de ses représentants. Il voulut que la démocratie fût à son service, et non pas lui au service de la démocratie. Plutôt que de se fier ouvertement au peuple, il employa, dans les coulisses, des méthodes tortueuses et des artifices diplomatiques, en usant tour à tour du bâton et de la carotte, pour se fabriquer au Conseil fédéral une majorité qui demeure revêche. La mesquinerie et la bassesse de cette façon de concevoir les choses répondent entièrement au caractère de l'homme tel que nous avons

appris à le connaître jusqu'ici. Nous aurions pu, cependant, espérer que les grands succès qu'il a remportés l'élèvent, du moins pour un temps, au-dessus de lui-même.

Mais, ce qu'on voulait, c'est axer toute la Constitution d'Empire autour d'un seul pivot : le chancelier impérial. Le Conseil fédéral devait être conçu de façon à rendre impossible tout autre pouvoir exécutif responsable que celui du chancelier, en excluant la possibilité même d'une responsabilité ministérielle. De fait, toutes les tentatives en vue de réglementer l'administration d'Empire par un ministère responsable se heurtèrent à une résistance insurmontable ; on prétexta que les droits du Conseil fédéral en eussent été entravés. On s'en aperçut bientôt : la Constitution avait été « taillée sur mesure » pour Bismarck. Elle représentait un pas de plus sur la voie de sa dictature, après que fut réalisé le balancement des partis au Reichstag et assuré la prédominance des Etats particularistes au Conseil fédéral. Bref, c'était un pas de plus vers le bonapartisme.

Pour le reste, on ne peut pas dire que — sauf quelques concessions à la Bavière et au Wurtemberg — la nouvelle Constitution d'Empire opère un véritable recul, encore qu'il faille être bien indulgent pour l'affirmer. Les besoins économiques de la bourgeoisie étaient, dans l'ensemble, satisfaits ; mais, ses revendications politiques — si tant est qu'elle en eût encore — se trouvaient bloquées, comme à l'époque du Conflit. Il est indéniable, en effet, qu'entre les mains des nationaux-libéraux ces revendications avaient rétréci comme une peau de chagrin, et chaque jour rétrécissaient davantage. Loin d'exiger que Bismarck facilitât une collaboration entre eux, ces messieurs s'efforçaient de prévenir ses volontés quand c'était possible, parfois quand ce ne l'était point, ou même quand ce n'aurait pas dû l'être. Personne ne peut reprocher à Bismarck de les mépriser — tout ce qu'on peut dire, c'est que ses hobereaux ne sont pas meilleurs ni plus virils.

Dans l'immédiat, il s'agissait de faire l'unité de l'Empire dans le domaine monétaire : les lois de 1873 et de 1875 sur la monnaie et les banques s'en chargèrent. L'adoption de l'étalon-or fut un progrès considérable, mais on ne l'introduisit dans la

pratique que timidement et après de multiples hésitations, de sorte qu'aujourd'hui encore (1888) ce système n'est toujours pas bien assuré. Le système monétaire adopté — le tiers du thaler devenu l'unité appelée *mark*, avec la division décimale — est celui que Soetbeer avait proposé peu avant 1840, la pièce servant effectivement d'unité étant alors la pièce d'or de vingt marks. Il aurait suffi d'une modification de valeur presque insignifiante pour la mettre à parité avec le souverain anglais, la pièce de vingt-cinq francs-or ou la pièce américaine de cinq dollars, et assurer ainsi sa liaison avec l'un des trois grands systèmes monétaires du marché mondial. Mais, on préféra créer un système à part, en compliquant inutilement les opérations de change et le calcul des cours. Les lois sur les billets de banque et les institutions bancaires limitèrent les spéculations sur les billets des petits Etats et de leurs banques. Du fait du krach survenu entre-temps, ces lois restaient timorées, comme il fallait s'y attendre, l'Allemagne étant encore fort inexpérimentée dans ce domaine. Ici encore, les intérêts économiques de la bourgeoisie furent préservés dans l'ensemble.

Il restait enfin l'unification des lois judiciaires. La résistance des Etats moyens à l'extension de la compétence impériale dans le domaine du droit civil fut surmontée ; mais le Code civil est encore en élaboration, alors que le Code pénal, la procédure civile et criminelle, la législation commerciale, la réglementation sur les faillites et l'organisation judiciaire ont été unifiés. Il fallait supprimer d'urgence les multiples règles juridiques, formelles ou matérielles, des petits Etats pour permettre un développement progressif de la bourgeoisie. Ces lois nouvelles ne valent pas tant par ce qu'elles contiennent que par ce qu'elles ont supprimé la disparité des anciennes législations particularistes.

Le juriste anglais s'appuie sur un passé juridique, qui a sauvé, par-delà le moyen âge, toute une partie de l'ancienne liberté germanique, incompatible avec un Etat policier (étouffé dans l'œuf par les deux révolutions du XVII[e] siècle) de sorte que l'on aboutit à deux siècles de développement constant de liberté bourgeoise.

Le juriste français s'appuie sur la grande Révolution qui, après avoir entièrement détruit le féodalisme et l'arbitraire policier de l'absolutisme, a traduit les conditions de vie économiques de la société moderne dans la langue des normes juridiques : le classique Code civil proclamé par Napoléon.

En revanche, sur quelle base historique le juriste allemand peut-il s'appuyer ? Rien d'autre que sur une lente dissolution des restes du féodalisme, procès purement passif pendant des siècles pour ce qui concerne les Allemands et réalisé essentiellement sous la poussée de l'étranger, de sorte qu'il n'est pas encore achevé aujourd'hui, sur une société économiquement arriérée, hantée par le hobereau féodal et le maître-artisan des corporations en quête d'un corps nouveau, sur un appareil juridique entravé par l'arbitraire policier qui subsiste, malgré l'élimination en 1848 de l'arbitraire princier. C'est de ces écoles — les pires de toutes — que les auteurs des nouveaux codes de la justice impériale sont sortis : leur ouvrage s'en ressent évidemment.

Abstraction faite de l'aspect purement juridique, les libertés politiques sortent très éprouvées de ces codes. Si les tribunaux de métiers mettent entre les mains de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie un moyen de collaborer au maintien de l'oppression de la classe ouvrière, l'Etat se protège autant que possible contre le danger d'une nouvelle opposition bourgeoise en limitant la sphère des tribunaux de jurés. Les paragraphes politiques du Code pénal sont le plus souvent d'une imprécision et d'une élasticité telles qu'ils semblent taillés pour la juridiction impériale actuelle, et celle-ci sur eux. Même s'il se faisait circoncire, Stoecker n'arriverait plus aujourd'hui à fabriquer un code aussi abominable que celui de la Prusse, ce qui montre le progrès du droit nouveau. Mais, les provinces qui ont connu jusqu'ici le Droit français ne sentent que trop la différence entre la copie édulcorée et l'original classique. En abandonnant leur programme, les nationaux-libéraux ont permis ce renforcement du pouvoir exécutif aux dépens des libertés bourgeoises, ce qui constitue un premier et véritable recul.

Il convient de mentionner encore la législation impériale sur la presse. Le Code pénal avait déjà réglementé pour l'essentiel

la matière juridique relative à cette question. Le seul progrès que contient cette législation, c'est qu'elle instaure les mêmes dispositions formelles pour tout l'Empire et supprime les cautions et les droits de timbres qui subsistent encore çà et là.

Pour prouver, une fois de plus, que la Prusse est un Etat modèle, on y instaura ce qu'on appelle l' « autonomie administrative ». Il s'agissait d'écarter les survivances les plus choquantes du féodalisme tout en laissant subsister, en fait, le plus possible l'état de choses ancien. On créa le système des districts à cette fin. Le pouvoir domanial de police de messieurs les hobereaux étant devenu un anachronisme, on le supprima nominalement — comme privilège féodal — pour le rétablir dans son contenu, en créant des districts domaniaux autonomes, au sein desquels le propriétaire foncier lui-même dispose des pouvoirs de prévôt communal, ou bien nomme ce dernier. On confia de même l'ensemble des pouvoirs de police et de juridiction pénale du district à un préposé administratif qui, à la campagne, est naturellement presque toujours un grand propriétaire terrien de sorte que les communes rurales se trouvent placées sous sa férule. On a ainsi retiré le privilège féodal au particulier pour transférer à la classe entière les pouvoirs qui s'y rattachent. C'est par un tour de passe-passe semblable que les grands propriétaires fonciers anglais se sont transformés dans les campagnes en juges de paix et en chefs de l'administration, de la police et des juridictions subalternes et ont continué, sous un titre nouveau et moderne, à jouir des postes essentiels du pouvoir qui ne pouvaient plus subsister sous la vieille forme féodale. Mais, c'est aussi la seule ressemblance entre l'autonomie administrative anglaise et allemande. On peut imaginer l'accueil que recevrait un ministre anglais qui oserait faire ce qui est désormais légal en Allemagne, à savoir : proposer au Parlement de confirmer par sanction gouvernementale les fonctionnaires municipaux élus et les remplacer par des suppléants imposés par l'Etat en cas de ballottages répétés ; doter les fonctionnaires d'Etat des pouvoirs d'un landrat, d'un gouverneur de district ou d'un oberpraesident prussiens ; s'immiscer, comme le prévoit la réglementation prussienne de district, dans les affaires intérieures des communes, cantons et arron-

dissements, et enfin — ce qui est proprement inconcevable dans les pays de langue anglaise et de droit anglais — supprimer le droit de recours en justice, comme l'admet presque à chaque page le code des districts. En fait, les assemblées de districts aussi bien que les assemblées de province sont toujours composées, comme sous la féodalité, de représentants des trois ordres : grands propriétaires fonciers, villes et communes rurales. En Angleterre, c'est un ministère ultra-conservateur qui introduisit une proposition de loi transférant toute l'administration des comtés à des autorités élues pour ainsi dire au suffrage universel [223].

On s'aperçut que Bismarck n'avait nullement l'intention de fondre la Prusse dans l'Allemagne lorsqu'il déposa, en 1871, le projet d'organisation administrative pour les six provinces orientales. Au contraire, il tenait à consolider plus encore la solide forteresse de la Vieille-Prusse, formée justement par ces six provinces. Sous d'autres noms, les hobereaux conservaient l'essentiel de leur pouvoir, tandis que les îlotes de l'Allemagne, les ouvriers agricoles de ces régions — domestiques ou journaliers — restaient soumis à l'antique servage, et n'étaient admis qu'à deux fonctions publiques : être soldats et servir de bétail électoral aux hobereaux lors des élections au Reichstag. Le service que Bismarck a rendu par là au Parti socialiste révolutionnaire est inestimable, et nous lui adressons tous nos remerciements.

On peut juger de la stupidité de messieurs les hobereaux au fait qu'ils se mirent à taper du pied et à regimber comme des nigauds contre cette organisation administrative confectionnée dans leur seul intérêt, combinée pour sauvegarder le plus longtemps possible leurs privilèges féodaux sous des noms quelque peu modernisés. La Chambre des Pairs, ou mieux la Chambre des hobereaux, avait commencé par rejeter ce projet qui, déjà, avait été ajourné pendant une année entière. Elle ne l'adopta qu'après la création d'une fournée de vingt-quatre nouveaux « pairs ». Une fois de plus, les hobereaux prussiens s'avérèrent des réactionnaires mesquins, bornés et incurables, incapables de former, à l'instar des grands propriétaires fonciers anglais, un grand parti indépendant, ayant une vocation historique dans la vie de la nation. La démonstration était faite : ils étaient dépourvus

de toute intelligence politique et sociale. Bismarck put bientôt étaler aux yeux du monde entier leur absence totale de caractère : il suffit d'une légère pression, adroitement exercée, pour faire d'eux un parti Bismarck inconditionnel.

C'est à quoi servit le *Kulturkampf* [203].

La réalisation du plan d'Empire prusso-allemand devait nécessairement avoir pour effet de rassembler en un seul parti tous les éléments anti-prussiens, issus de l'évolution particulariste d'antan. Ces éléments bigarrés trouvèrent un drapeau commun dans l'ultramontanisme [224]. Toutes les forces militantes du catholicisme furent obligées de se regrouper plus étroitement, le bon sens d'innombrables catholiques même de stricte orthodoxie étant heurté par le dogme nouveau de l'infaillibilité du Pape d'une part, la suppression des Etats de l'Eglise et la prétendue captivité du Pape à Rome d'autre part [225]. C'est ainsi qu'au cours même de la guerre — en automne 1870 — on vit se constituer à la Diète prussienne le parti spécifiquement catholique du Centre. Il n'eut que 57 députés au premier Reichstag allemand de 1871, mais il se renforça à chaque élection nouvelle, jusqu'à dépasser la centaine. Il est formé d'éléments les plus divers. En Prusse, il tire sa force des petits paysans de la Rhénanie, qui se considèrent toujours comme des « Prussiens malgré eux », puis des grands propriétaires fonciers et paysans catholiques des évêchés de Westphalie, Münster et Paderborn, et enfin des catholiques de Silésie. Le second grand contingent est fourni par les catholiques de l'Allemagne du Sud, notamment de Bavière.

Le Centre ne tire pas tant sa force de la religion catholique que des antipathies des masses populaires contre le régime spécifiquement prussien qui prétend désormais à la domination en Allemagne. Ces antipathies sont particulièrement vivaces dans les régions catholiques ; il s'y mêle, en outre, des sympathies pour l'Autriche, maintenant chassée de l'Allemagne. Etant le reflet fidèle de ces deux courants populaires, le Centre est résolument particulariste et fédéraliste.

Cette attitude essentiellement antiprussienne du Centre fut aussitôt reconnue par les autres petites fractions du Reichstag, qui en voulaient à la Prusse pour des raisons locales, et non

générales et nationales, comme c'est le cas des social-démocrates. Le Centre ne bénéficia pas seulement du renfort des catholiques polonais et alsaciens, mais encore de l'appui direct des guelfes protestants.

Certes, la fraction libérale de la bourgeoisie ne s'est jamais clairement rendu compte des motivations réelles des prétendus ultramontains, mais elle a révélé qu'elle en avait le vague sentiment, en dénonçant le Centre comme « sans-patrie » et « ennemi de l'Empire »... *

Plan de la partie finale

LES TROIS CLASSES : deux classes minables, dont l'une décadente, l'autre ascendante, et les ouvriers qui ne demandent qu'un *fair play* bourgeois. Il peut sembler qu'on se borne à louvoyer entre ces deux classes, mais non !

En ce qui concerne la politique : fortifier le pouvoir de l'Etat en général, et *surtout* le rendre financièrement indépendant (étatisation des chemins de fer, monopoles), Etat policier et justice selon les principes du droit civil.

L'élément « libéral » et « national », cet hybride de 1848, survit dans l'Allemagne de 1870-1888.

Bismarck aurait dû s'appuyer sur le Reichstag et le peuple, et reconnaître en conséquence la pleine liberté de presse, de parole, d'association et de réunion, ne fût-ce que pour donner l'orientation.

Superstructures ** : 1° a) Législation *économique* : piètre loi monétaire.

b) *Politique* : rétablissement de l'Etat policier et lois judiciaires anti-bourgeoises (1876), mauvaises copies du Code fran-

* Le manuscrit s'interrompt ici. (N.d.R.)

** Nous avons traduit ici par *superstructures* le mot allemand *Ausbau* qui signifie *aménagement, édification, achèvement,* au sens où l'on parfait la construction d'un édifice dont on tient déjà les fondements et le gros œuvre. (N. du Tr.)

çais. Incertitudes dans le domaine juridique. Le comble : la Cour de justice impériale (1879).

2° *L'absence d'imagination éclate dans les jeux autour de Bismarck et les injures qui lui sont adressées*[226] : Kulturkampf. Le curé catholique sous l'aile du gendarme et du policier. Jubilation de la bourgeoisie ; désespoir ; marche vers Canossa[227].

Seul résultat raisonnable : le mariage civil !

Parti inconditionnel de Bismarck.

3° *Spéculation et krach :* sa participation. Bassesse et conservatisme des hobereaux, aussi vils que les bourgeois.

4° *Bismarck tourne complètement en hobereau ;*

a) Protectionnisme, etc... Coalition des bourgeois et des hobereaux, qui se taillent la part du lion.

b) Tentatives d'instaurer le monopole du tabac (1882).

c) Spéculations coloniales.

5° *Politique sociale de type bonapartiste :*

a) Loi contre les socialistes, et destruction des associations et caisses ouvrières.

b) Merde des réformes sociales.

Politique extérieure : Danger de guerre ; effet des annexions ; augmentation des effectifs de l'armée ; septennat[228] ; ensuite, retour à la circonscription d'avant 1870 pour conserver la supériorité quelques années encore.

Résultat : a) Une situation qui prend fin avec la mort de deux personnes (Bismarck et Guillaume I^er^). En effet, pas d'Empire sans empereur ! Le prolétariat poussé à la révolution. Expansion sans précédent de la social-démocratie, après l'abolition de la loi contre les socialistes — le chaos.

b) Une paix, pire que la guerre, sera, dans le meilleur des cas, le résultat de tout cela, ou encore une guerre mondiale.

FIN DE LA PHASE NATIONALE EN EUROPE OCCIDENTALE, SES DÉBUTS EN EUROPE ORIENTALE

Notice du traducteur

Le développement incessant de l'économie, la désagrégation de la Sainte-Alliance et l'affaiblissement progressif du bastion de la réaction tsariste préparent la période de succès relativement importants des efforts d'*unification nationale* en Europe centrale et méridionale. C'est la mise en place des structures politiques et sociales du capitalisme moderne : l'Allemagne est unifiée par Bismarck après la victoire de Sedan en 1870 ; il en est de même pour l'Italie [225], les Italiens recevant Rome et l'Allemagne un Empereur national. En Espagne, un grand soulèvement populaire introduisit la République en 1873. L'Angleterre et la France étaient unifiées depuis longtemps, et les Etats suisse, belge, hollandais, plus ou moins instaurés directement par la contre-révolution, sont des sociétés dont les normes, les institutions et les rapports économiques dominants sont bourgeois.

Si imparfaite que fût cette œuvre, elle était accomplie. Après 1871, c'était tant mieux si la bourgeoisie améliorait son œuvre,

mais le prolétariat révolutionnaire ne devait plus appuyer dans ces pays ce qui allait dans le sens bourgeois ; il devait mener une lutte frontale contre le système capitaliste tel qu'il était instauré en Europe occidentale [86]. En effet, les imperfections de la construction capitaliste étaient elles-mêmes utilisées désormais pour mobiliser le prolétariat au profit de sa bourgeoisie et le détourner de son opposition directe avec le système dominant. A ces sollicitations de la bourgeoisie, transmises au prolétariat par les dirigeants ouvriers plus ou moins vendus consciemment ou non, le prolétariat devait répondre : l'Europe officielle est ton œuvre propre : si la France veut récupérer l'Alsace et la Lorraine, qu'elle restitue Nice et la Corse à l'Italie ; si l'Angleterre reproche à l'Allemagne d'empiéter sur d'autres pays d'Europe et d'ailleurs, qu'elle cesse d'occuper Gibraltar, Malte, Chypre, etc...

Comme le dit Lénine, nous sommes entrés dans la *phase impérialiste* où le capitalisme, ayant atteint sa maturité, doit céder la place au socialisme. Tout cela est sanctionné par l'événement historique de la Commune de 1871, dont Marx tira la leçon suivante : 1. Il n'est plus possible de conquérir de l'intérieur les institutions et l'Etat officiels, il faut détruire la machinerie d'Etat capitaliste avant de construire l'Etat de la dictature du prolétariat ; 2. « Le plus grand effort d'héroïsme dont la vieille société soit encore capable est une guerre nationale : or, il est démontré qu'elle n'est plus désormais qu'une pure mystification des gouvernements, destinée à différer la lutte des classes. En effet, la guerre nationale s'arrête sitôt que la lutte des classes éclate en guerre civile. La domination de classe ne peut plus se cacher sous l'uniforme national : les gouvernement nationaux ne font plus qu'UN contre le prolétariat » [164].

Cependant, si les Etats nationaux et les institutions bourgeoises sont en place dans la zone d'Europe occidentale (qui domine le reste du monde, de sorte que Lénine parle désormais de *phase générale de l'impérialisme*), ces conditions préalables à la lutte frontale n'existent pas encore en 1871 dans la partie orientale de l'Europe, ni dans les continents de couleur, de sorte que la phase de systématisation nationale reste encore progressive

dans cette partie du monde : pour que triomphe le socialisme en Europe, il faut y appuyer le mouvement national progressif, dirigé d'ailleurs en grande partie contre les bourgeoisies impérialistes blanches.

L'époque de l'impérialisme capitaliste, dit Lénine, « est mûre au point de devoir céder la place au socialisme. La période qui va de 1789 à 1871 a été l'époque du capitalisme progressif et de l'absolutisme ; la libération du joug étranger figuraient à l'ordre du jour de l'histoire. C'est sur cette base, et sur cette base SEULEMENT, que l'on pouvait admettre « la défense de la patrie », c'est-à-dire la lutte contre l'oppression. Aujourd'hui encore (1916), *on pourrait appliquer cette idée à la guerre contre les grandes puissances impérialistes,* mais il serait *ABSURDE DE L'APPLIQUER A UNE GUERRE ENTRE GRANDES PUISSANCES IMPERIALISTES,* dans laquelle il s'agit de savoir qui saura spolier davantage les pays balkaniques, l'Asie mineure, etc... » [165]

La guerre russo-turque de 1877-78

Lettre de Marx à Wilhelm Liebknecht du 4 Février 1878, publiée en annexe à la brochure « A propos de la question orientale, ou l'Europe doit-elle devenir cosaque ? » de W. Liebknecht.

...Nous prenons résolument parti pour les Turcs pour deux raisons :

1. parce que nous avons étudié le *paysan turc* — et donc la masse du peuple turc — et nous avons vu en lui le représentant indubitablement le plus actif et le plus moral de la paysannerie d'Europe.

2. parce que *la défaite des Russes accélèrerait considérablement la révolution sociale en Russie, et partant la révolution dans toute l'Europe* *.

* Etant fondé sur une analyse historique, le point de vue de Marx et d'Engels est remarquablement continu et cohérent, et il tient compte de l'évolution intervenue dans les sociétés de l'Est euro-

Les événements ont pris un autre cours. Pourquoi ? En raison de *la trahison de l'Angleterre et de l'Autriche.*

L'Angleterre — ou plus exactement le gouvernement anglais — a, par exemple, sauvé les Serbes, alors qu'ils étaient battus [229]. En leur faisant miroiter toutes sortes de fausses promesses, elle a incité les Turcs à arrêter la guerre sous prétexte que (par le truchement de l'Angleterre) les Russes ont *offert un armistice, dont la première condition était l'arrêt des hostilités.* Cette manœuvre seule a rendu possible la victoire soudaine des Russes. Sans quoi, leur armée eût été décimée par la faim et le froid : seule, l'ouverture des routes menant en Rumélie où elle trouva (et rafla) de quoi se ravitailler, et où le climat était plus doux, permit à la Russie de s'échapper de la souricière bulgare où elle avait concentré ses troupes qui se déversèrent ainsi massivement vers le Sud. Disraëli a été (et est encore) paralysé au sein de son propre gouvernement par l'agent russe, le marquis de Salisbury,

péen. Alors que la grande majorité des sociaux-démocrates avaient pris position pour les nationalités serbe et montenegrine qui s'étaient révoltées contre l'oppression autrichienne et turque, en se battant courageusement, la vision de Marx et d'Engels était plus vaste : ce qui était en jeu, c'était la révolution russe qui ferait faire un grand bond en avant aux forces de progrès (à condition que le tsarisme soit battu) et porterait la société moderne jusqu'aux confins de l'Europe du Sud-Est, avec la victoire de la Turquie. On évitait ainsi l'effritement des nationalités impuissantes d'Europe centrale et des Balkans, qui empêchait tout progrès historique et économique, en même temps qu'il favorisait les manœuvres impérialistes des grandes puissances capitalistes, anglaise, française, allemande. On sait, en effet, que la défaite turque consolida le tsarisme et repoussa de plusieurs décennies la révolution russe. Tandis que l'Empire des tsars s'agrandit en direction de l'Ouest, l'Autriche s'empara de la riche Bosnie et de la Herzégovine, l'Angleterre annexa Chypre, la France occupa la Tunisie, et l'Allemagne commença sa pénétration économique et impérialiste en Turquie. Bref, la nation arabe était divisée, et réduite à l'impuissance pour longtemps. Cf. « les Causes historiques du séparatisme arabe », in « Programme communiste », n° 4, p. 9-22. Dans sa brochure « la Crise de la Social-Démocratie », de Janvier 1916, Rosa Luxembourg montre l'effet catastrophique de l'impuissance de la II^{e} Internationale devant l'impérialisme et le colonialisme, notamment en Egypte, en Tunisie et au Maroc, et son lien avec la faillite de 1914 devant le militarisme européen.

l'ami intime d'Ignatcheff, le grand-prêtre de Common place, le comte de Derby et le comte de Canarvon, aujourd'hui démis de ses fonctions.

L'*Autriche* a empêché les Turcs d'exploiter leurs victoires dans le Montenegro, etc...

Enfin — et c'est la raison principale de leur défaite — les *Turcs ont négligé de faire une révolution à Constantinople,* ce qui permit à l'incarnation de l'ancien régime de sérail — Mahmoud Damad — le gendre du sultan, de prendre en main la direction de la guerre, ce qui correspond à une situation dans laquelle *le cabinet russe aurait mené la guerre directement contre lui-même.* Ce gaillard a systématiquement paralysé et compromis les opérations de l'armée turque, et tous les détails de la campagne le prouvent. Or, chacun en est conscient à Constantinople, et *cela aggrave la faute historique des Turcs.* Un peuple qui, au moment crucial de la crise, ne sait pas agir de manière révolutionnaire, est perdu. Le gouvernement russe savait combien Damad lui rendait service : *il a usé de plus de stratégie et de tactique pour éloigner Pacha Midhat de Constantinople* et pour maintenir Damad au pouvoir que pour conquérir Plevna.[230]

A l'arrière-plan du succès russe, on trouve naturellement *Bismarck,* qui créa le Pacte des Trois Empereurs, grâce auquel l'Autriche est tenue en laisse. Même après la chute de Plevna, l'Autriche n'avait que 100 000 hommes pour entrer en campagne ; mais cela aurait suffi pour que les Russes dussent se retirer en silence ou se contenter de succès plus modestes. D'emblée, la *démission* de l'Autriche fit que la partie russophile prit le dessus en Angleterre, étant donné que la France n'existe plus pour l'Angleterre comme puissance militaire sur le continent, depuis la catastrophe *consécutive* à Sedan et la politique de l'ancien premier ministre Gladstone.

La conséquence en est le *démembrement de l'Autriche.* Il est inévitable, si les conditions de paix russes sont adoptées. Dès lors, la Turquie (du moins en Europe) n'existera plus que formellement. Or, la Turquie représentait le *barrage de l'Autriche contre la Russie* et sa suite slave. Au moment voulu, on réclamera la Bohême.

Mais la Prusse en tant que Prusse — c'est-à-dire dans son antagonisme spécifique vis-à-vis de l'Allemagne — a encore d'autres intérêts : la Prusse en tant que telle représente la dynastie en Allemagne, et *elle devenue* ce qu'elle est grâce à *l'appui* russe. Une défaite russe et la révolution en Russie sonneraient le glas pour la Prusse.

Sans cela, après la grande victoire sur la France et après que la Prusse soit devenue la première puissance militaire d'Europe, M. Bismarck n'eût sans doute pas rangé la Prusse dans la même position vis-à-vis de la Russie qu'en 1815, lorsqu'elle servit de cinquième roue à la Sainte-Alliance européenne.

Enfin, des grands hommes tels que Bismarck, Moltke, etc... ne sont pas du tout insensibles à l'importance que peut donner à leur personne la perspective qu'ouvre désormais la succession des guerres en Europe.

Il est clair que la Prusse demandera à l'occasion une « contre-partie » pour les *succès russes* qu'elle seule rend possibles. C'est ce qui ressort de l'attitude des Russes vis-à-vis du gouvernement roumain, qui a *sauvé* ces mêmes Russes à Plevna et leur a permis d'attendre les renforts moscovites. En guise de remerciement, Karl de Hohenzollern devra rendre aux Russes la partie de la Bessarabie qui fut cédée à la Prusse après la guerre de Crimée. On sait fort bien à Pétersbourg que Berlin ne peut l'admettre sans façons et les Russes sont donc prêts à une honnête compensation.

Mais, toute cette histoire a encore d'autres aspects : La *Turquie* et l'*Autriche* étaient les derniers remparts de l'ancien ordre officiel de l'Europe, qui fut de nouveau restauré en 1815 et qui s'écroulera avec *leur* ruine. Cet effondrement, qui se produira au cours d'une série de guerres localisées ou d'une guerre générale, accélèrera la *crise sociale,* en même temps que la fin de toutes ces fausses puissances qui traînent le sabre.

Ce qui attend l'Europe

Fr. Engels,
Londres, 15 Décembre 1887
in « Sozialdemokrat », 15 Janvier 1888.

Le texte des « Patriotes de la terreur » parut dès la fin de la guerre franco-prussienne dans l'organe social-démocrate *Volksstaat,* puis en brochure à part [231]. Cet ouvrage sert d'excellent antidote contre l'ivresse où la victoire a plongé les super-patriotes de l'Allemagne officielle et bourgeoise. En fait, il n'est pas de meilleur remède pour les dégriser que d'évoquer l'époque où la Prusse — que l'on porte aujourd'hui aux nues — s'effondrait lamentablement, dans la honte et le déshonneur, devant l'assaut victorieux des Français aujourd'hui méprisés pour une guerre perdue. Ce moyen agit d'autant plus énergiquement que le récit des événements tragiques en a été extrait de l'ouvrage d'un général prussien, qui est, par ailleurs, directeur de l'Ecole de guerre officielle et qui a analysé cette époque d'humiliation d'après des documents prussiens officiels, de façon objective et impartiale, comme chacun se plaît à le reconnaître.

A l'instar de toute autre grande institution sociale, il ne peut rien arriver de meilleur à une armée importante ayant subi une grave défaite que de faire retour sur soi-même et faire pénitence pour ses fautes passées. C'est ce qui advint à la Prusse après Iéna, puis une nouvelle fois en 1850, où elle ne subit pas, à vrai dire, de grave défaite, mais où il apparut clairement à elle-même et au monde — tout au long d'une série de petites campagnes au Danemark et en Allemagne du Sud — que son appareil militaire était délabré et s'effondrait à la première grande mobilisation. Son armée ne fut sauvée d'une défaite réelle que par l'humiliation politique subie par la Prusse à Varsovie et à Olmütz. Elle fut contrainte de soumettre son propre passé à une critique impitoyable pour apprendre à se mieux conduire. Cet examen de conscience, si indispensable, donna un nouvel essor à sa littérature militaire, qui avait trouvé en Clausewitz une étoile de première grandeur, mais n'avait cessé ensuite de décliner. L'un des fruits de cette prise de conscience

fut le livre de Höpfner, dont Borkheim reprit la partie documentaire dans sa brochure.

Aujourd'hui encore, il est bon de se remémorer cette époque de l'humiliation et des défaites, de l'impéritie royale et de la sotte rouerie diplomatique d'une Prusse engluée dans sa propre duplicité, qui culmina dans la plus lâche des trahisons des officiers braillards de la noblesse, dans l'effondrement complet d'un appareil d'Etat fondé sur le monsonge, l'hypocrisie et l'absence de tout lien avec le peuple. La petite-bourgeoisie philistine (dont la noblesse et les princes font partie en Allemagne) est, si possible, encore plus outrecuidante et chauvine qu'alors, les diplomates sont devenus bien plus arrogants, tout en gardant leur duplicité d'antan. Les officiers de la noblesse sont plus nombreux par le cours naturel aussi bien qu'artificiel des choses, de sorte qu'ils ont, pour ainsi dire, retrouvé leur ancienne prédominance au sein de l'armée. L'Etat devient de plus en plus étranger aux intérêts des grandes masses populaires et se transforme en un consortium des agrariens, des financiers et des grands industriels dans le but d'exploiter le peuple. Il n'en reste pas moins que s'il survenait une nouvelle guerre, l'armée prusso-allemande bénéficierait d'importants avantages sur ses adversaires aussi bien que sur ses alliés, ne serait-ce que parce qu'elle a servi de modèle d'organisation à toutes les autres. Mais, ces avantages ne seront plus aussi considérables qu'au cours des deux dernières guerres (1866 et 1870).

Ainsi, il sera difficile de retrouver, par exemple, l'unité du commandement suprême telle qu'elle existait alors, qui était due à un concours de circonstances particulièrement heureux et avait pour effet une obéissance absolue des officiers d'état-major. L'affairisme des compères de la bourse et de l'armée, qui s'étend désormais par le truchement de la noblesse agrarienne et militaire jusque dans l'intendance et la maison militaire impériale, peut rapidement devenir fatal à l'approvisionnement des armées en campagne.

L'Allemagne aura des alliés, mais, à la première occasion, elle les lâchera, comme ses alliés lâcheront l'Allemagne.

Enfin, pour la Prusse-Allemagne, il ne peut plus y avoir d'autre

guerre que mondiale, ou mieux, une guerre mondiale d'une ampleur et d'une intensité jamais connues. Huit à dix millions de soldats s'entr'égorgeront en vidant l'Europe de toute substance, comme jamais un essaim de sauterelles n'a dépouillé un pays. Les dévastations de la Guerre de Trente ans, concentrées sur trois ou quatre ans, s'étendront à tout le continent. Les famines, les épidémies et la misère aiguë ramèneront à la barbarie les armées comme les masses populaires. Le chaos indescriptible de l'activité humaine dans le commerce, l'industrie et les communications entraînera la banqueroute générale. Les vieux Etats avec leur sagesse traditionnelle s'effondreront ; des dizaines de couronnes rouleront sur le pavé, et personne ne daignera les ramasser. Il n'est pas possible de prévoir comment tout cela finira, et lequel des belligérants sortira victorieux du combat. Un seul résultat est absolument sûr : tout le monde sera épuisé, et nous aurons les conditions pour la victoire finale de la classe ouvrière.

Telle est la perspective : lorsque le système des surenchères mutuelles dans l'armement de guerre aura atteint son comble, il donnera inévitablement ses fruits. Voilà, messieurs les Princes et hommes d'Etat, où votre sagesse aura poussé la vieille Europe. Et, lorsqu'il ne vous restera plus d'autre issue que la dernière grande danse de la guerre, qu'à cela ne tienne, nous n'aurons rien à y redire. La guerre nous repoussera peut-être pour un temps à l'arrière-plan, et nous arrachera sans doute mainte position déjà conquise. Mais, lorsque vous aurez déchaîné les puissances que vous ne pourrez plus maîtriser, les choses suivront implacablement leur cours propre : à la fin de la tragédie, vous serez ruinés, et la victoire du prolétariat sera, ou bien acquise, ou bien elle sera finalement inévitable. *

* Lénine a été le fidèle continuateur de la théorie et de la prévision marxiste. En effet, il proclamait en Avril 1917 : « La révolution russe de Février-Mars a marqué le début de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Cette révolution a fait le *premier* pas vers la cessation de la guerre. Seul le *second* pas — le passage du pouvoir au prolétariat — peut en *assurer la cessation.* Ce sera, dans le monde entier, le début de la rupture du front — du front

des intérêts du Capital — et ce n'est qu'en rompant ce front que le prolétariat *peut* soustraire l'humanité aux horreurs de la guerre, lui procurer les bienfaits d'une paix durable. » (*Œuvres*, 24, p. 59-60).

Lénine ne se contente pas de dire, en bon marxiste, qu'on ne peut rien contre la bourgeoisie, si l'on n'utilise pas la violence, il montre encore que la paix à laquelle il aspire, en prenant le pouvoir en Russie, ne doit rien à un pacte de coexistence pacifique avec la bourgeoisie : « Quand le pouvoir passera aux Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, les capitalistes se prononceront contre nous : contre, le Japon ; contre, la France ; contre, l'Angleterre ; dans tous les pays, les gouvernements se prononceront contre nous. Les capitalistes seront contre nous ; nous aurons pour nous les ouvriers ». *Ibid.*, p. 432. (N. d. Tr.)

NOTES

1. *Saint Empire romain de la Nation allemande*, nom donné à l'ancien Empire germanique lors du couronnement de Otton Ier, après qu'il eût conquis l'Italie. Celui-ci renoua avec la tradition a-nationale de Charlemagne, qui voulait conjuguer l'élément tudesque et velche, comme cela se faisait au niveau historique et social antérieur à la *formation des nationalités* au moyen de pactes de fédération entre peuples de race plus ou moins proche. Déjà, l'Empire de Charlemagne s'était écroulé, parce qu'il niait le principe des nationalités particulièrement vif en France. Cf. Fr. Engels, *L'Origine de la famille* etc..., Ed. Soc., p. 140-44 et 240-43.

2. La centralisation joue un rôle essentiel dans la formation des nations. Elle est liée au phénomène de la violence pour autant qu'à l'heure du danger (guerre ,révolution, crise), la société doive prendre des mesures d'urgence pour se défendre, en faisant prévaloir certains intérêts généraux sur des intérêts locaux et particularistes. La permanence du danger extérieur exige le maintien et l'officialisation des mesures centralisatrices. Engels remarque qu'un péril intense entraîne une centralisation plus forte. La guerre d'expansion soude moins la nationalité pour une double raison : parce qu'elle renforce la classe qui l'entreprend, parce qu'elle agit moins directement sur les structures internes de la société.

3. Sur le rôle de la violence et de la monarchie absolue dans la

genèse du capitalisme, cf. « La Décadence de la féodalité et l'essor de la bourgeoisie », en annexe à *L'Anti-Dühring,* Ed. Soc., p. 464-79.

4. Engels expose la situation allemande à l'intention des ouvriers anglais dans le principal journal chartiste, comme il expose la situation anglaise et irlandaise dans différents journaux du continent. Cette activité pratique est inséparable de l'œuvre théorique. Dans les très rares pays où les œuvres (à peu près complètes) de Marx et d'Engels sont publiées, on trouve toute une littérature sur leur activité militante, leurs efforts de coordination entre les organisations ouvrières, leur activité politique à la tête de journaux de parti, leur influence sur les partis ouvriers des divers pays, etc... Cette littérature est difficilement concevable en France : une grande partie des écrits de Marx et d'Engels y étant inédite, il y manque la prémisse d'études de détail sur le contexte historique, économique et social de leur œuvre et sur l'effet de celle-ci sur le mouvement social. Ainsi, le sens et la portée des polémiques de Marx avec Hegel, Feuerbach, les « socialistes vrais », Weitling, Kriege, etc... ne peuvent, de ce fait, être vraiment saisis. Les lacunes dans la publication des œuvres de Marx et d'Engels portent souvent sur leurs activités les plus engagées dans les mouvements de leur époque. Elles facilitent les interprétations subjectives, qui détachent Marx et Engels des réalités pour en faire des faiseurs de systèmes.

5. Le duché de Bourgogne échut à la France après la défaite de Charles le Téméraire devant les Français soutenus par les Suisses et les Lorrains. Toul et Verdun furent rattachés à la France en 1552. En 1670, la France entra en possession de toute la Lorraine ; Louis XIV fit occuper les villes impériales d'Alsace en 1674 et Strasbourg en 1681.

6. La lutte en vue de détacher la Suisse de l'Empire germanique commença dès les XIII^{e} et XIV^{e} siècles. La Suisse devint indépendante lors de la paix de Bâle, signée en 1499 entre la Suisse et le Saint-Empire romain de la Nation allemande.

7. En 1477, la Belgique échut à la dynastie des Habsbourg à la suite du mariage de la fille de Charles le Téméraire avec le futur Empereur allemand Maximilien. Lorsqu'en 1516 le successeur de celui-ci — Charles-Quint — monta sur le trône d'Espagne sous le nom de Charles I^{er}, elle passa aux mains de l'Espagne. En 1555, Charles-Quint laissa la Belgique (ou mieux les Pays-Bas espagnols) à son fils Philippe II d'Espagne.

8. La Cour impériale de justice était, jusqu'à sa dissolution en 1806, le tribunal suprême en Allemagne, à côté du Conseil de la Cour impériale d'obédience autrichienne. Elle fut créée en 1495 à la suite de la proclamation d'une trêve de dieu permanente. Elle fut tout d'abord itinérante, puis s'installa à partir de 1525 à Spire et s'établit à Wetzlar de 1693 à 1806.

9. Notamment, la Constitution de 1791, qui fit de la France une monarchie constitutionnelle. La révolution restait ainsi tout à fait acceptable pour le philistin allemand.

10. Le 10 Août 1792, le peuple de Paris prit d'assaut les Tuileries ; la conséquence en fut le renversement de la monarchie française et la convocation d'une Convention nationale, élue au suffrage universel.

11. De par ses conditions de vie réelles, le prolétariat est habitué à la misère, la discipline de fer et aux sacrifices. Depuis Marx et Engels, le Parti révolutionnaire ne peut pas ne pas proclamer ouvertement que la révolution est un processus (drame social) douloureux, même pour le prolétariat érigé en classe dominante. Marx a affirmé, dès 1847 : « Plus que de son pain, le prolétariat a besoin de son courage, de sa confiance en soi, de sa fierté et de son esprit d'indépendance ». Cette formule qui rend compte de la situation historique générale de la « classe la plus nombreuse et la plus déshéritée » ne néglige pas les revendications économiques pour des conditions de vie meilleure (possible uniquement pour une fraction de la classe ouvrière des pays capitalistes développés, et seulement au cours de la phase de prospérité). En effet, pour obtenir de « hauts » salaires ou pour défendre le minimum vital, les ouvriers doivent mener une lutte acharnée, autrement dit, mettre le courage et les sacrifices avant le pain. Dans l'Internationale, Marx défendit l'idée selon laquelle il était possible aux ouvriers d'arracher des salaires meilleurs contre ceux qui déclaraient que les salaires ne pouvaient dépasser le minimum vital. Pour appuyer sa thèse, Marx mit en évidence que le rapport entre salaire et profit ne se modifiait en faveur des salaires qu'au moyen des luttes revendicatives faisant baisser le taux des profits (cf. K. Marx, *Salaire, prix et profit,* 1865). En revanche, Marx récuse la thèse selon laquelle les salaires s'élèveraient en fonction de la haute productivité des ouvriers (de l'intensification de leur travail) : dans ce cas, la valeur du travail diminue, et cette baisse ne peut être freinée que par la force.

12. Dans leurs premiers écrits, Engels et Marx insistent, avant tout, sur le caractère positif (révolutionnaire) de Napoléon Ier. A d'autres moments, ils insisteront plus sur ses aspects négatifs. Cette contradiction n'est pas due à un revirement d'opinion de Marx et d'Engels, ni à des confusions dans leur esprit ; elle est dictée par le personnage lui-même. Ainsi, Marx et Engels ont jugé positive l'action de Napoléon qu'ils ont appelé « le père de la bourgeoisie allemande », mais ils étaient réservés, voire hostiles à la politique qu'il a menée en France. Napoléon Ier était, à leurs yeux, l'expression d'une force sociale opposée à une autre force sociale. Napoléon Ier fera œuvre révolutionnaire, s'il s'oppose aux forces féodales ; il sera conservateur et contre-révolutionnaire lorsqu'il s'oppose au prolétariat.

Si, au fur et à mesure, Marx et Engels se montrent de plus en plus hostiles vis-à-vis de Napoléon, c'est que l'histoire a avancé et met de plus en plus à l'ordre du jour les revendications du prolétariat par rapport auxquelles Napoléon n'est pas révolutionnaire. Il serait donc parfaitement vain de faire une synthèse logique du personnage de Napoléon pour se former un jugement de « juste milieu ». Non seulement le personnage est contradictoire, mais ce

qu'il a de positif ne le reste pas éternellement, puisque l'histoire a atteint les buts qu'il se proposait et les a même dépassés, si bien que ceux qui revendiquent sa politique lui donnent un contenu opposé (Napoléon III par rapport à son oncle). Cependant, il arrive parfois qu'après un échec du prolétariat, l'histoire retarde par rapport à ce que se fixait la révolution au point qu'une mesure à la Napoléon constitue encore un pas en avant. La révolution bourgeoise était déjà faite lorsque Napoléon Ier commença sa carrière. Si Napoléon Ier balaya le féodalisme en Europe centrale et méridionale, c'est en relançant la révolution par rapport aux Thermidoriens et au Directoire, et en reprenant l'héritage des enragés et de Babeuf, qu'il n'appliqua qu'à l'extérieur en en faisant un programme bourgeois dirigé uniquement contre le féodalisme. Pour ce faire, il canalisa les énergies populaires en mobilisant les masses dans les appareils de l'Etat et de l'armée, afin de les tenir en main et d'éviter tout débordement. S'il accomplit le début de l'œuvre révolutionnaire en Allemagne en y balayant le féodalisme, ce ne fut pas pour la nation allemande, mais pour son propre pays, au profit de l'impérialisme français. Au commencement, Napoléon fait œuvre révolutionnaire en Allemagne, mais il devient bientôt un obstacle qu'il faut combattre — guerres de libération nationales de 1813-15 — si l'on veut achever l'œuvre commencée. Enfin, Napoléon Ier représente les limites de l'efficacité des superstructures politiques de contrainte dans la révolution bourgeoise, et la nécessité de prendre, tôt ou tard, les masses en mains, afin de ne pas outrepasser les limites tracées à l'action historique de la bourgeoisie. Cf. note n° 17.

13. Ces textes datent de 1870, et non de la période de genèse du marxisme. Si nous les avons placés ici, c'est qu'ils donnent une vue synthétique de la situation allemande de cette période. Il faut, cependant, noter que Marx et Engels considéraient en 1842-48 la situation allemande en fonction de la révolution de 1848, qui devait évoluer au socialisme, alors qu'en 1870 l'Allemagne était en pleine lutte pour l'unité nationale bourgeoise.

Hegel a théorisé la tentative de 1813-15 de révolution bourgeoise par le haut, c'est-à-dire par le moyen des forces dont dispose l'Etat prussien. Marx s'y oppose dès le début, avec sa « Critique de la philosophie de l'État de Hegel » de 1843 (qui est fondamentale en ce qui concerne la stratégie militaire) et sa « Contribution à la critique de la philosophie du Droit de Hegel », dont nous publions un extrait (où il oppose à Hegel sa théorie de la prééminence du prolétariat dans la révolution allemande). La violence et le sort des armes décidera, si l'histoire opèrera rapidement et radicalement dans le sens de Marx, ou si les accommodations de Hegel feront traîner en longueur la phase historique bourgeoise. Quoi qu'il en soit, Hegel représente un progrès partiel (mais combien chèrement payé et insuffisant) dans l'Allemagne de cette période. Dans un article du *Telegraph für Deutschland*, Engels remarque, en Janvier 1841, que Hegel passe du port paisible de la théorie à l'océan tempétueux de l'histoire concrète, lorsqu'il défend ceux qui ont

lutté en Prusse pour la libération nationale en 1813-15 contre les forces de conservation de l'ancien régime.

14. Une loi de 1868 avait créé en France une Garde nationale *mobile* et une autre *sédentaire*. La première était formée d'hommes aptes au service militaire actif et affectés à la surveillance des frontières, au service à l'arrière ou en garnison. Lorsqu'éclata la guerre de 1870-71, ce corps mobile n'existait que d'une manière embryonnaire ; pendant la guerre, un certain nombre d'hommes de 20 à 40 ans furent appelés dans la Garde mobile.

Ceux qui étaient exempts du service actif, ou les classes plus âgées, pouvaient être appelés dans la Garde nationale *sédentaire*.

C'est la Garde nationale qui constitua le noyau des troupes françaises, après la défaite de l'armée française régulière. La Garde nationale fut dissoute en 1872.

Les premiers francs-tireurs français surgirent, au cours de la révolution, à la fin du XVIIIe et début du XIXe siècle, lorsque les troupes de la Coalition envahirent la France. En France, comme ailleurs, le système militaire obligatoire pour tous a pris racine dans le soulèvement général et spontané de la population au cours de la révolution bourgeoise, qui avait à lutter contre la réaction étrangère, et marqua le début des guerres modernes qui entraînent toute la population dans la lutte. Plus tard, la bourgeoisie a peur de cette forme spontanée — et toute naturelle— de la défense militaire, parce qu'elle dégénère rapidement en lutte contre elle-même. Mais, elle est parfois assez habile pour en tirer profit : c'est ainsi que les partisans furent utilisés par la bourgeoisie française après la défaite de 1940 pour restaurer l'Etat français et l'armée officielle. De même, Hitler utilisa, en 1945, le vieux volksturm pour les travaux de fortification de l'arrière-pays et assurer une ultime défense.

Dans les conditions modernes, c'est pure hypocrisie que de vouloir localiser et « humaniser » les guerres, en prétendant les limiter aux seuls combattants en uniforme : la moindre avance, et même le premier engagement, affectent déjà la population civile. De même, est-il hypocrite d'interdire au peuple de manifester avec les armes — si besoin est — pour défendre ses propres revendications contre la classe des exploiteurs, puisque la bourgeoisie ne recule devant aucun moyen pour se défendre, à l'extérieur comme à l'intérieur.

15. Le fac-similé, dont parle Engels, se trouve aux pages 120-121 de l'édition de 1865 de l'ouvrage de G.H. Pertz, *Leben des Feldmarschalls Grafen Neithardt von Gneisenau*, vol. 2 (1810 à 1813).

C'est à la conférence de Carlsbad des ministres des Etats allemands en Août 1819 que fut lancée l'épithète de « démagogues ». L'étudiant Sand venait d'assassiner Kotzebue, un partisan de la Sainte-Alliance qui était, par ailleurs, un espion au service du tsar. Ce fut le prétexte de représailles contre ceux qui voulaient poursuivre la lutte pour la libération nationale des années 1813-15.

16. Cf. le plan de Gneisenau dans l'ouvrage ci-dessus mentionné de G.H. Pertz, p. 112-142. La loi sur le landsturm se trouve dans *Gesetz-Sammlung für die königlichen Preussischen Staaten. 1813*, Berlin, p. 79-89, et dans l'ouvrage de M. Blumenthal, *Der preussische Landsturm von 1813*, Berlin 1900, p. 163-178.

On a beaucoup écrit, de nos jours, sur les partisans, la guérilla, etc..., mais on connaît mal les « classiques » qui ont théorisé l'expérience des années 1813-15. Leur mérite est d'avoir considéré d'une pièce la genèse, le développement et l'aboutissement des mouvements de défense spontanée, leur liaison aussi bien avec les besoins élémentaires de la révolution qu'avec les institutions officielles, qui en sont issues plus tard et qui ne sont plus révolutionnaires, mais restent à l'occasion capables d'exploiter les forces populaires élémentaires. Dans l'appréciation de ces mouvements, il faut donc tenir compte de leur objectif social (de classe).

17. Le babouviste Buonarroti, par exemple, a théorisé l'extension de la révolution au-delà des frontières nationales dans son ouvrage *Conspiration pour l'Egalité dite de Babeuf*, deux tomes, Ed. Soc., Cf. aussi J. Juypers, *Buonarroti et ses sociétés secrètes. Les Egalitaires en Belgique*, Bruxelles, 1960.

18. Il s'agit de l'article publié par Kautsky dans la *Neue Zeit :* « Die Klassengegensätze in Jahre 1789. Zum hundertjährigen Jubiläum der grossen Revolution ».

19. Dans l'Introduction, nous avons vu que, dans la révolution bourgeoise, le prolétariat ne pouvait aller au-delà de sa constitution en classe distincte des autres en s'organisant en parti politique. Mais, en intervenant avec la violence dans le processus révolutionnaire, il accélère le cours de la révolution et accroît ses effets progressifs. L'immaturité des conditions économiques est donc, en quelque sorte, une arme de guerre en faveur de la bourgeoisie. Cependant, il ne faut pas généraliser abusivement cette donnée historique, comme l'a fait Kautsky en opposant aux bolcheviks que la révolution russe ne pouvait être que bourgeoise. Cf. la remarquable réponse de Trotsky à cet argument, in *Terrorisme et communisme*, 10/18, et, notamment, au chapitre « Rapport des forces ».

20. La discussion qu'Engels engage avec les autres tendances du socialisme ne doit pas aboutir à un moyen terme, le dialogue engendrant la vérité (ou une partie de celle-ci). Ce n'est pas d'un compromis intellectuel progressif que s'est dégagé le marxisme. Au contraire, celui-ci part de l'idée qu'en France, en Angleterre, en Allemagne un même communisme est né de conditions matérielles, certes différentes, mais assez semblables et développées pour créer la même théorie. Il y a deux réponses complémentaires en ce qui concerne les effets « créateurs » de la discussion : la théorie est inflexiblement le reflet intellectuel des conditions matérielles, et ne souffre pas d'être modifiée par la discussion ; cependant, il n'est pas possible à un parti de gagner les masses, si la discussion est étouffée au sein du parti lui-même où les niveaux de compréhension sont différents suivant les individus. En fait, un véritable parti révolutionnaire doit constamment convaincre et mobiliser ceux pour qui le marxisme ne représente aucune autorité, et peut même être considéré avec méfiance. Devant, jour après jour, mettre en mouvement des masses stagnantes de l'opinion, il doit jeter sur la place publique ses thèses pour en démontrer la validité et la justesse, et les voir confirmées par les événements réels.

21. Les caractéristiques de classe jouent un rôle décisif sur le champ de bataille : les revendications d'une vie meilleure ne galvanisent pas seulement l'énergie de ceux qui combattent, elles les recrutent et les suscitent, et chaque victoire renforce la position des combattants : il importe donc de les définir dans toute leur ampleur.

Dans ce texte, la critique d'Engels rejoint celle de Marx qui, dans la « Question Juive », par exemple, démystifie les valeurs politiques de liberté, de démocratie, et leur dénie une existence dans le socialisme. Nous sommes donc au niveau supérieur de la critique marxiste, qui oppose la société communiste à la société capitaliste, et non un progrès partiel à une situation sociale attardée. En se plaçant du point de vue des principes finaux, Marx, Engels et Lénine (cf. *L'Etat et la révolution*, chap. 6 : « Engels et la suppression de la démocratie ») sont des anti-démocrates, puisque appartenant à un « parti dont le but politique final est la suppression de tout Etat et, par conséquent, de la démocratie ».

On oppose à cette conception la formule de la « conquête de la démocratie » par le prolétariat (cf. « Manifeste »). Or, cette conquête ne correspond qu'à un stade transitoire de la lutte. En effet, tant qu'il y a prolétariat, il y a d'autres classes, et donc possibilité de démocratie (coexistence — tout autre que pacifique — des classes, sous la dictature du prolétariat).

Cette question étant complexe et très controversée, nous citerons encore un passage de la série d'articles d'Engels sur la « Situation de l'Angleterre : « La Constitution anglaise » (octobre 1844, in « Vorwärts ! »), où Engels n'introduit aucune opposition entre le fait de *conquérir* la démocratie et celui de la détruire : ces actes se suivent et sont liés. Ce passage montre, en outre, qu'à cette période, le prolétariat anglais était le plus avancé d'Europe du point de vue de la maturité de ses conditions sociales : « le *proche avenir* de l'Angleterre sera la démocratie. Mais, quelle démocratie ! Non pas celle de la révolution française qui s'opposait à la monarchie et au féodalisme, mais la démocratie qui s'oppose à la classe bourgeoise et aux classes possédantes. C'est ce qui découle de toute l'évolution antérieure. La classe des bourgeois et des possédants tient le pouvoir ; les pauvres sont privés de droits, opprimés et exploités, la Constitution est niée et la loi bafouée : la lutte de la démocratie contre l'aristocratie est en Angleterre la lutte des pauvres contre les riches. La démocratie vers laquelle l'Angleterre s'achemine, c'est la démocratie *sociale.* Mais, la simple démocratie est incapable de remédier aux maux sociaux. L'égalité démocratique est une chimère : la lutte des pauvres contre les riches ne peut donc être menée jusqu'à son terme ultime sur le terrain de la démocratie ou de la politique en général. Cette phase n'est donc qu'un point de transition, c'est le dernier moyen purement politique que l'on puisse employer, car, aussitôt après, il faut que se développe un élément nouveau, un principe dépassant tout élément politique : celui du socialisme ».

Chacun de ces stades détermine non seulement les alliés et les ennemis, mais, encore la stratégie à utiliser dans la lutte de

classes ; mais, toujours, le prolétariat doit avoir un programme et un parti autonomes, et se doit de critiquer ses alliés, afin de préserver, dès à présent, ses capacités de luttes futures et maintenir la liaison avec tous les stades de la lutte, en évitant les tournants qui déconcertent et embrouillent les combattants.

22. Il s'agit d'un groupe de socialistes utopistes anglais qui, en 1842, avait fondé à Ham-Common (près de Londres) une communauté du nom de « Concordium ». Ces socialistes, qui se rattachaient au mystique anglais G.P. Greeves, prêchaient la perfection morale et un mode de vie ascétique. Cette colonie ne connut qu'une brève existence.

23. Dans la *Critique du Programme de Gotha* (1875), Marx indique quelles seront les solutions au cours des différentes *phases* du socialisme. Il convient de ne pas oublier que la critique de Marx s'applique à un programme déjà rédigé et correspondant à la situation de l'Allemagne de 1875, où le prolétariat se trouvait dans la phase « idyllique » du capital et pouvait parvenir au pouvoir sans catastrophe sociale entraînant l'économie dans une ruine complète, comme cela se produit lorsque le prolétariat s'empare du pouvoir après une guerre impérialiste. Le programme n'en est pas changé pour autant, mais la révolution part de prémises économiques plus ou moins avancées.

24. *La Phalange*, organe des Fouriéristes, parut de 1832 à 1849 à Paris. Elle changea à plusieurs reprises de titre, de format et de rythme de publication (de 1840 à 1843, elle était tri-hebdomadaire). Lorsqu'en Août 1843, les Fouriéristes publièrent un quotidien *la Démocratie pacifique, la Phalange* devint leur revue théorique.

25. Les « Travailleurs Egalitaires » est le nom d'une société secrète de communistes français se rattachant à Babeuf, et créée en 1840. Elle regroupait essentiellement des ouvriers. Les « Humanitaires » appartenaient à la même tendance et se groupaient autour du journal *l'Humanitaire*. Ces sociétés étaient sous l'influence de Théodore Dézamy, dont la tendance était révolutionnaire et matérialiste.

26. Engels critique ici le babouvisme au nom du programme final du communisme, où les classes auront disparu. Le programme babouviste correspond, dans l'ensemble, aux premiers stades du socialisme (cf. les *Manuscrits parisiens de 1844*, Ed. Soc., p. 87). Pour Marx, ce communisme est une première abolition de la propriété privée et demeure un stade politique, démocratique ou despotique. Au demeurant, le marxisme révolutionnaire *se base* sur ces éléments « grossiers » dans la lutte au sein de la société capitaliste : « Seule, la partie de la nation anglaise que l'on ne connaît pas sur le continent, à savoir, la classe des ouvriers, des parias et des pauvres d'Angleterre, est vraiment respectable, en dépit de toute sa grossiéreté et de ses mœurs dissolus. C'est d'elle que viendra le salut de l'Angleterre, c'est en elle que l'on trouve encore une matière susceptible de se modeler et d'évoluer. Elle n'a aucune culture, mais elle est sans préjugés ; elle a encore la force d'accomplir une grande tâche nationale, elle a encore un avenir. » (*La situation de l'Angleterre*, in : « Annales Franco-Allemandes » de 1844.)

« L'Angleterre révèle ce fait remarquable : plus une classe est basse dans une société, plus elle est « inculte » au sens commun du terme, plus elle est proche du progrès, plus elle a donc un avenir. Dans l'ensemble, c'est la caractéristique de toute époque révolutionnaire. C'était déjà le cas, notamment, lors de la révolution religieuse qui engendra le christianisme, et qui révéla « heureux sont les pauvres », « la sagesse de ce monde est devenue folie », etc... » (« Lettres de Londres », in : *Schweizerischer Republikaner*, 16 Mai 1843). Cf. notes n^{os} 49 et 186.

27. Les 11, 12 et 13 Octobre 1843 eut lieu, à Manchester, une discussion publique entre le chartiste Jonathan Bairstow et John Watts, qui était alors un propagandiste owénite très actif. Engels a, manifestement, participé à cette discussion.

28. Engels fait sa critique à partir du communisme supérieur. Les rapports ultérieurs du marxisme et du proudhonisme confirment que le marxisme n'a pas plagié la conception d'une société sans Etat d'origine anarchiste. Cette revendication est trop fondamentale pour n'être pas propre au communisme. En effet, elle correspond à l'aspiration profonde des masses, qui, ayant quitté la société sans classes et sans Etat du communisme primitif, en gardent une nostalgie, qui s'exprime sous des couleurs utopiques tant que les conditions matérielles et les forces sociales ne sont pas réalisées pour remettre à l'ordre du jour cette revendication profondément ancrée dans les humains.

Tout logiquement et inexorablement, Proudhon devait lui-même renier la revendication de l'abolition de l'Etat en prônant le maintien d'un Etat fort (Cf. « Carnets » de Proudhon de 1848, t. II, p. 344 sq.). Mais, dès le début, son *système des échanges* de marchandises n'impliquait-il pas la machinerie étatique ? Dans un article sur « La revendication de l'abolition de l'Etat » d'octobre 1850, Engels cite un passage de la *Nouvelle gazette rhénane, Revue* (IV), qu'il avait écrit en collaboration avec Marx : « L'abolition de l'Etat n'a de sens que chez les communistes qui y voient le résultat nécessaire de l'abolition des classes. Avec leur suppression, disparaît aussi le besoin du pouvoir organisé d'une classe afin de se soumettre les autres. »

Alors que Babeuf représente, selon Marx, le parti authentiquement communiste, surgi au cours de la révolution anti-féodale, mais n'exprime qu'une phase de la lutte pour l'avènement complet du communisme, Proudhon représente la classe petite-bourgeoise et sa convergence avec le marxisme n'est qu'apparente, comme Marx le démontrera dans la *Misère de la philosophie* (1847). A l'instar de Fourier, Proudhon décrit sous une forme idéalisée ce qui est la réalité de la société bourgeoise, ou bien il donne un contenu bourgeois à une revendication socialiste. C'est ce qu'il fait de son abolition de l'Etat.

29. *Le Populaire de 1841*, organe pacifiste et utopique, publié de 1841 à 1852, à Paris, et rédigé par E. Cabet jusqu'en 1849, se distingue de l'hebdomadaire radical *Le Populaire* publié par Cabet de 1833 à 1835.

La Revue indépendante, publication mensuelle de Novembre 1841 à Février 1848 sous la direction de P. Leroux, G. Sand et L. Viardot.

30. Ces « précurseurs » du marxisme ne sont pas des représentants du parti communiste, ni du socialisme utopique. Ils sont le dernier maillon avant le communisme, d'où le jugement radical d'Engels sur leur refus de se dégager des positions bourgeoises, dont ils sont les représentants extrêmes, comme le fut Ricardo ou Robespierre, par exemple. Il est évident que cette attitude prête plus à confusion dans le domaine politique que dans celui de l'économie.

Au cours de la révolution bourgeoise de 1525, Luther fit, lui aussi, un pas vers le communisme de Münzer, mais il s'arrêta et recula bientôt. L'expérience a montré que plus ces éléments sont proches du communisme, plus ils représentent un danger s'ils acquièrent une influence : il faut donc provoquer le pas dans un sens ou dans un autre. On ne saurait, en aucun cas, considérer leur situation comme définitive, car elle risquerait de cristaliser des forces sur cette position ambiguë.

Après sa critique de Hegel, Marx s'est attaqué à tous les représentants de cette tendance au cours d'une longue polémique allant de « la Sainte-Famille » à « l'Idéologie allemande ». Cf. note n° 43.

31. Engels analyse, comme on le voit, les rapports de classes réels de l'Allemagne, dont les conditions de décomposition avancée permettent une conscience plus avancée. Ainsi, Engels put dire de l'artisan allemand de cette époque : « Bien que l'artisan allemand de ce temps-là était encore pourri d'une foule d'idées héritées des anciennes corporations, ce qui lui fait le plus honneur, c'est que n'étant pas encore un prolétaire dans toute l'acception du terme, puisqu'il constituait encore un appendice de la petite-bourgeoisie en train d'évoluer vers le prolétariat moderne, il fut déjà capable d'anticiper instinctivement son développement futur et de se constituer, bien que ce ne fût pas encore avec une pleine conscience, en parti du prolétariat, comme le fit Weitling dès 1843 ». (« Révélations sur le procès des communistes de Cologne ». Préface de 1885).

32. Engels fait allusion à un écrit anonyme qu'il publia en Avril 1842 à Leipzig, « Schelling et la Révélation. Critique de la tentative la plus récente de réagir contre la philosophie libre ».

33. Engels précise, à la page suivante, qu'il s'agit de la *Gazette Rhénane* à laquelle Marx et lui-même collaborèrent. Cela confirme la thèse, selon laquelle Marx et Engels furent, dès le début de leur activité politique, des communistes, la *Gazette Rhénane* n'étant pas un journal libéral, mais un journal de leur parti. Dans les conditions arriérées de l'Allemagne de cette époque, où les bourgeois étaient incapables d'assumer leur propre révolution, il fallait qu'ils fussent remplacés dans cette phase transitoire par des partisans de l'Etat prussien ou par des représentants du communisme. Si ceux-ci présentèrent dans l'immédiat des mots d'ordre partiels, adaptés à la réalité existante, ils les relièrent cependant aux mots d'ordre finaux du communisme. Ce difficile processus crée, certes, de nombreuses illusions et confusions du fait de l'imbrication des intérêts de diverses classes et de la communauté d'action qui peut

subsister entre les couches bourgeoises, petites-bourgeoises et ouvrières.

En ce qui concerne les détails sur la *Gazette Rhénane* et les *Annales allemandes,* cf. l'édition complète des Œuvres de Marx-Engels, préparée par Riazanof (MEGA), Première Section, volume 1.

34. Ce système de connaissances embrasse non seulement toutes les disciplines scientifiques, mais, encore, toutes les activités matérielles et productives de la société humaine : cf. Marx *Manuscrits de 1844* (Éd. Soc. p. 94-97). Ce système unitaire permet de saisir et de relier entre eux les phénomènes les plus divers et les plus complexes : il s'oppose à la division bourgeoise de la science en compartiments isolés et particuliers que relie une théorie de la connaissance, qui justifie, avec plus ou moins de bonheur, les prémisses des différentes sciences. Pour Marx, l'histoire de l'industrie et l'existence objective de celle-ci représente le livre ouvert des forces humaines essentielles. Ainsi, la psychologie humaine s'explique au moyen des produits de l'industrie en général. Cet ensemble cohérent est formé par l'histoire de la nature extérieure et de l'évolution humaine, l'homme étant issu de la nature et en étant son mode conscient. Les efforts intellectuels sont ainsi solidement reliés aux efforts productifs de l'humanité, qu'ils s'effectuent dans le procès de travail, dans la lutte de classes ou à la table de travail : la question militaire n'est pas une science particulière, ayant ses propres lois. Elle acquiert ses caractéristiques et son efficacité de l'ensemble des rapports.

35. Edgar Bauer fut condamné à quatre ans de prison, après que le gouvernement prussien eût placé sous scellé son livre *La polémique de la critique contre l'Eglise et l'Etat.*

36. Cet article, publié dans la *Gazette Rhénane,* illustre le caractère international du socialisme scientifique : il tire les leçons d'une réalité anglaise, qui reste obscure aux Anglais, et les expose aux Allemands. Il conclut à la nécessité d'une révolution violente en Angleterre. Nous ne pensons pas que cette conclusion soit en contradiction avec l'affirmation ultérieure de Marx et d'Engels, admettant qu'en Angleterre, au cours de la phase pré-impérialiste, le pouvoir pourra être conquis « pacifiquement » pendant une période historique limitée (celle où la bourgeoisie ne dispose pas d'une armée, police, bureaucratie très importantes, et où le prolétariat dispose de puissants moyens légaux, qui sont, bien souvent, une forme légale de la violence). Au demeurant, c'est seulement après 1849 que la bourgeoisie, enfin parvenue au pouvoir sans partage, a inauguré, en Angleterre, un système politique ouvrant la période limitée de conquête « pacifique » du pouvoir. Mais, même alors, ce n'est qu'un prélude : « Le suffrage universel qui fut, en 1848, en France, une *formule de fraternisation générale* est en Angleterre un *cri de guerre.* En France, le contenu immédiat de la révolution fut le suffrage universel ; en Angleterre, le contenu immédiat du suffrage universel, c'est la révolution ». (« K. Marx, *Neue Oder-Zeitung,* 8 juin 1855 »).

En effet, la conquête du pouvoir n'est *qu'une phase* de la révolution,

qui aboutit au communisme et réclame de toute nécessité la dictature du prolétariat et les mesures despotiques, que Marx cite dans le *Manifeste*. Le processus révolutionnaire dépasse de loin la simple prise du pouvoir (cf., par exemple, les dernières pages de la *Misère de la Philosophie*).

37. De récentes études ont mis en évidence que la population et le revenu national de la France dépassaient *quantitativement* ceux de l'Angleterre au début du XIX^{e} siècle. Cela explique, d'une certaine manière, que le besoin d'expansion était moins fort en France, « où l'on vivait bien ». Cf. Les Cahiers de l'ISEA, Juillet 1965, « Etude comparative entre l'économie française et anglaise de 1789 à 1913 ». Dans le VI^{e} chapitre inédit du *Capital*, Marx dresse un tableau comparatif de l'industrie anglaise et française en 1854, d'où il ressort que l'Angleterre avait une forte avance *qualitative* sur la France dans le domaine de la concentration des entreprises, des machines utilisées par nombre d'ouvriers, etc...

38. Dans le *Capital*, Marx se plaint de ce que la bourgeoisie anglaise ait mis sous le boisseau les écrits révolutionnaires du prolétariat anglais. Après ces silences et quelques autres, il sera plus facile de présenter les ouvriers anglais comme des « réformistes ».

Engels fait allusion ici à la tentative des ouvriers anglais d'organiser une grève générale dans différentes régions industrielles (Lancashire, Yorkshire, etc...) en Août 1842. Dans toute une série de localités, la troupe, la police et les ouvriers s'affrontèrent les armes à la main. Ce qu'Engels ressent comme une faiblesse du prolétariat anglais est le côté fort du prolétariat français : le maniement de l'arme politique. Engels reproche aux dirigeants ouvriers de lancer « le vieux cheval de bataille anglais de la grève générale expropriatrice », c'est-à-dire une arme purement économique, au moment où il faut renverser le pouvoir politique des bourgeois. En effet, la grève générale s'arrête devant les institutions politiques de la domination bourgeoise à laquelle elle ne touche pas, bien que la bourgeoisie soit ébranlée par l'arrêt général de l'activité économique. C'est à quoi les anarchistes petits-bourgeois rattachent leur « arme » de la grève générale expropriatrice.

39. La Charte du peuple contient les revendications des chartistes. Rédigée le 8 Mai 1838 sous forme d'un projet de loi devant être soumis au Parlement, elle présente six revendications : suffrage universel (pour les hommes de plus de vingt et un ans) ; vote parlementaire annuel ; vote au scrutin secret ; égalité des circonscriptions électorales ; abolition du cens d'éligibilité ; paiement des députés.

40. L'union de l'Irlande à l'Angleterre fut imposée par le gouvernement anglais, après l'écrasement de la révolte irlandaise de 1798. Elle entra en application le 1er Janvier 1801, détruisit les derniers vestiges d'autonomie de l'île et supprima le Parlement irlandais. Dès 1820, la revendication de l'autonomie devint très forte dans le peuple. Comme le montre Engels, O'Connell fourvoya le mouvement et n'obtint que des avantages minimes qu'usurpa la bourgeoisie irlandaise. En 1845, O'Connell fit un compromis avec les whigs

anglais et cessa toute agitation. En 1848, les chartistes tentèrent — avec O'Connor — de prendre l'agitation en main ; Engels écrivit pour *la Réforme* du 8 Janvier 1848 : « Il ne fait pas de doute que, s'il accomplit ce projet, O'Connor ne soit, en moins de six mois, à la tête du peuple irlandais. Réunissant alors dans ses mains la direction de la démocratie des trois royaumes, il se verra placé dans une position qu'aucun agitateur, pas même O'Connell, n'a occupée avant lui ».

Ainsi, dès avant 1848, les chartistes — et par eux Marx et Engels — ont connu le problème de la liaison entre le prolétariat et un peuple luttant pour disposer de lui-même. Marx posera plus tard cette question à l'ordre du jour de la Première Internationale en même temps que la question polonaise. Marx résume son point de vue sur l'importance *sociale* de la question *nationale* irlandaise dans sa lettre à Kugelmann du 29 Novembre 1869, et reproduit des textes de l'Internationale sur cette question dans sa lettre du 28 Mars 1870. Cf. Karl Marx, Lettres à Kugelmann. 1862-1847, avec une préface de Lénine, Paris, 1930. Rééd. Anthropos, 1969.

41. Marx se place à un autre niveau politique : il complète le discours d'Engels, en montrant la liaison qui existe entre l'oppression du prolétariat et celle d'une nation asservie par une bourgeoisie impérialiste. Dans le feu de la révolution de 1848, Marx et Engels lanceront le mot d'ordre selon lequel la libération nationale allemande est liée à celle de la Pologne, de la Hongrie, de l'Italie, etc... C'est le prolétariat anglais qui fournit, sur ce point, l'exemple au socialisme moderne.

42. Effectivement, le 10 Avril 1848, les chartistes engagèrent la bataille contre leur bourgeoisie, qui leur opposa une force écrasante.

Au cours de la révolution de 1848-49, Marx attribua toujours une place décisive au parti chartiste : « Ce n'est qu'au moment où les chartistes seront à la tête du gouvernement anglais que la révolution sociale passera du domaine de l'utopie à celui de la réalité. *Toute guerre européenne* où l'Angleterre se trouve mêlée, devient une guerre mondiale. Elle sera menée au Canada comme en Italie, en Inde Orientale comme en Prusse, en Afrique comme sur le Danube. Or, une guerre européenne est la conséquence directe et première d'une révolution ouvrière triomphant en France. Comme à l'époque de Napoléon, l'Angleterre sera à la tête des armées contre-révolutionnaires, mais, de par la guerre elle-même, elle sera projetée à la tête du mouvement révolutionnaire et se lavera des crimes qu'elle a commis contre la révolution du XVIII^{e} siècle ». (Karl Marx, « Le mouvement révolutionnaire », in la *Nouvelle Gazette rhénane,* 1er Janvier 1849).

43. Ce « Prussien » n'est autre qu'Arnold Ruge, publiciste allemand, jeune-hégélien et directeur, avec Marx, des *Annales Franco-Allemandes* (1844). C'était un bourgeois radical et démocrate ; en 1848, il fut membre de l'Assemblée Nationale de Francfort (aile gauche) ; après 1866, il fut national-libéral. Dans sa lettre à Marx, Engels écrit le 19 Novembre 1844 : « Nombreux sont ceux qui ne veulent pas admettre qu'il existe entre Ruge et nous une différence de principes. Ils ne voient que des divergences personnelles. Si nous leur disons

que Ruge n'est pas communiste, ils ne le croient pas vraiment, ou estiment qu'il est regrettable de jeter au rebut une « autorité littéraire aussi considérable ». Que faut-il faire ? Il faut attendre que Ruge dise une grosse bêtise pour que nous puissions le leur démontrer de manière tangible ».

44. Marx fait allusion à un décret pris par le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV le 18 Juin 1843 à la suite d'un banquet organisé par les libéraux en l'honneur de la septième session de la Diète rhénane à Dusseldorf. Il fut interdit aux fonctionnaires de participer désormais à de telles manifestations.

45. *Somerset House* est un vieux palais de l'Ouest de Londres, où l'on avait casé différents services ministériels. C'est Eugène Buret qui a créé l'expression de « ministère du paupérisme ».

46. Marx cite ici un extrait de l'ouvrage de Michel Chevalier, un saint-simonien des années 1830 : *Des intérêts matériels de la France,* publié à Paris et Bruxelles en 1838.

47. Marx connaissait bien la question de la censure : dès ses débuts à la *Gazette Rhénane,* il en fut victime. Ce ne fut pas la dernière fois qu'il fut censuré par les autorités, par la direction d'un journal ou par des « socialistes ». Marx affirme que le système allemand alliait les méthodes prussiennes de censure aux méthodes bourgeoises plus évoluées de répression des écrits « subversifs » : les amendes et les poursuites judiciaires. La loi française de 1835 intimida, en effet, la presse par des menaces d'amendes énormes et introduisit la censure pour les illustrations et les caricatures.

48. Ces revendications se rattachent à ceux du *Manifeste* et des *Principes du communisme* (cf. p. 95-97 et 152-54 de l'édition Costes du *Manifeste communiste* de 1953, qui reproduit également les revendications du Parti communiste en Allemagne, p. 220-23). Engels a eu une grande part dans leur élaboration.

On peut les comparer à celles de Lénine en Avril 1917 : cf. « Les tâches du prolétariat dans notre révolution », in : Lénine *Œuvres choisies en deux volumes,* t. II, 1re partie, p. 18-54.

On voit que toutes ces revendications tournent autour de l'instauration d'un puissant Etat central, qui, aux mains des forces révolutionnaires, est une arme efficace pour faire triompher leurs revendications et abattre, à l'intérieur et à l'extérieur, les forces d'ancien régime. Il dégage de la sorte une large base pour la diffusion et l'extension des rapports productifs nouveaux.

Certes, en Allemagne, il s'agissait d'introduire tout d'abord un Etat national bourgeois. C'était donc renforcer le prochain adversaire du prolétariat ? En réalité, comme l'expérience de la Révolution française l'avait démontré, l'instauration d'un Etat central bourgeois est le meilleur moyen d'assurer la continuation de la lutte des classes, en permettant au prolétariat (qui est bientôt la classe la plus importante de la société) de se déployer et de s'organiser à l'échelle nationale contre un ennemi concentré, que l'on peut frapper à la tête. Un Etat décentralisé ou fédéral est plus difficile à abattre et obtient plus facilement un renfort de la réaction étrangère, des organes de l'ancien Etat continuant toujours

de subsister dans quelque province éloignée qui sert de base pour la reconquête du reste du pays. L'expérience politique française a sans cesse guidé Marx et Engels dans le choix des mesures révolutionnaires à proposer au prolétariat international.

49. La question de la militarisation de la classe ouvrière est fondamentale, du fait qu'elle met aux mains des travailleurs la puissance militaire de l'État, et en fait la force décisive, non seulement dans la production, mais encore dans la société (vis-à-vis des autres classes sociales). La militarisation des bataillons du travail remet donc le pouvoir de décision au prolétariat organisé, qui a désormais le fusil en main. Dans l'actuelle société bourgeoise, les millions de travailleurs étrangers que le développement économique attire dans les grands pays capitalistes sont non seulement désarmés, mais, encore, « hors la loi », n'étant même pas admis, dans la nation où ils produisent, comme « citoyen à part entière ».

On retrouve la même idée de militarisation dans les mesures du *Manifeste* ou des *Principes du Communisme :* « Obligation de travail égale pour tous les membres de la société jusqu'à la suppression complète de la propriété privée. Formation d'armées industrielles, en particulier pour l'agriculture ». Cette militarisation des travailleurs fut revendiquée par la révolution de 1917, et, notamment, par Lénine et Trotsky.

Contrairement au socialisme utopique, le marxisme tire les moyens de l'émancipation de la réalité existante et de la structure actuelle des forces de la société. Ainsi, l'autorité et la discipline (nécessaires à la dictature du prolétariat) sont ancrées dans la nature même du prolétariat industriel, né des conditions réelles de la production moderne.

Les mesures du premier stade du socialisme tendent à propager à tous les hommes les conditions souvent « grossières » du prolétariat. Si cette perspective est effrayante, c'est surtout pour les classes autres que celle des ouvriers : d'où, entre autres, la nécessité de la dictature du prolétariat. Dans son article « De l'autorité » (1874), Engels écrivait : « Au moins durant les heures de travail, on peut écrire sur les portes de l'usine : *Vous qui entrez ici, abandonnez tout esprit d'indépendance !* Si l'homme, avec la science et le génie inventif, s'est soumis les forces de la nature, celles-ci se vengent de lui en le soumettant, indépendamment de tout ordre social, à un véritable despotisme, dès lors que l'homme les utilise ». L'homme trouvera, certes, des moyens pour réduire à fort peu de choses les heures de travail dans les grandes usines automatisées, mais on en sera loin, à l'échelle mondiale, lorsque la bourgeoisie sera renversée. Le moyen le plus rapide pour arriver à une mécanisation poussée de tous les secteurs qui s'y prêtent, c'est de mettre tout le monde au travail productif. L'armée ne cessera pas de représenter un certain modèle pour la collectivisation non seulement des forces productives, mais encore des besoins, du moins dans les premières phases du socialisme.

Marx écrivait à Engels, le 25 Septembre 1857 : « Mieux que n'importe quoi, l'histoire de l'*armée* illustre la justesse de notre conception sur la connexion entre les forces productives et les rapports

sociaux. En général, l'armée est importante pour le développement économique. Ainsi, chez les Anciens, c'est en premier dans l'armée que le salaire fut d'abord complètement développé. De même, chez les Romains, le *peculium castrense* fut la première forme juridique qui reconnut la propriété meuble de ceux qui n'étaient pas pères de famille. De même, les jurandes tiennent de la corporation des *fabri* (artisans formant un corps autonome dans l'armée, comme le génie de nos jours). On y trouve, en outre, la première utilisation en grand des machines. La valeur particulière des métaux et leur utilisation monétaire semblent à l'origine — sitôt que l'âge de pierre de Grimm est révolue — reposer, elles aussi, sur une fonction guerrière. Enfin, la division du travail *au sein* d'une même branche a été réalisée tout d'abord dans les armées. On y trouve résumée de manière frappante toute l'histoire des sociétés bourgeoises ». Cf. note n° 186.

50. Il n'y avait rien d'utopique à espérer le triomphe de la révolution allemande en Mars 1848. En effet, la victoire militaire fut bientôt remportée par le prolétariat, mais « la bourgeoisie ayant récolté la victoire dès le premier assaut donné par le prolétariat qui, en fait, avait lutté et arraché la décision, on vit partout se dresser, derrière la bourgeoisie, le spectre menaçant du prolétariat. Dès lors, la bourgeoisie se vit poussée dans les bras de l'adversaire qui venait tout juste d'être vaincu : la réaction monarchiste, bureaucratique, semi-féodale et militaire », cf. Fr. Engels, *Le rôle de la violence dans l'histoire,* 4e Section de la Théorie de la violence.

51. De Sicile, le mouvement révolutionnaire gagna bientôt Palerme, les Abruzzes, l'Apulie, la Calabre, l'Etat de Naples, enfin la Sardaigne, Turin et Gênes. En moins de quinze jours, les monarchies absolues de Naples et de Sardaigne devinrent constitutionnelles. Au même moment, le Danemark subit la même transformation. On trouvera un grand nombre d'articles sur le mouvement national italien dans le recueil : K. Marx - Fr. Engels, *Sul Risorgimento italiano,* Editori Riuniti, 1959 ; cf. notamment les deux articles « I movimento del 1847 » et « Tre nuove Costituzioni ».

52. Dès 1840, le maréchal Gérard avait préparé un plan de quadrillage et d'opérations pour les troupes gouvernementales en cas de soulèvement à Paris.

53. Dès la chute de Guizot, le 22 Février, les partisans de la maison d'Orléans voulurent créer un ministère dirigé par le comte Molé et composé de monarchistes modérés tels que les orléanistes Thiers, Billault, etc...

54. Le gouvernement provisoire, formé le 24 Février, se composait essentiellement de républicains bourgeois (Lamartine, Dupont de l'Eure, Crémieux, Arago, Marie) et des deux journalistes du *National,* cités par Engels, Marrast et Garnier-Pagès, trois membres de la « Réforme », les petits-bourgeois démocrates Ledru-Rollin et Flocon ainsi que le socialiste petit-bourgeois Louis Blanc et le mécanicien Albert (nom de famille : Martin). Ces « ministres socialistes » montrèrent qu'ils n'étaient que de piteux appendices du gouvernement bourgeois. Marx et Engels citeront souvent leur exemple pour

dénoncer la participation ministérielle de socialistes au gouvernement bourgeois.

55. L'expression est de Heine, *Un conte d'hiver,* chap. XXXI.

56. La Confédération allemande, créée en 1815 au Congrès de Vienne, consommait, en réalité, une nouvelle division de l'Allemagne. L'Assemblée des délégués d'Etat formait une Chambre fédérale sous l'égide de l'Autriche et fut le centre de la réaction en Allemagne. Après la révolution de Mai, certains réactionnaires tentèrent de donner une nouvelle vie à cette Assemblée.

57. Les troupes prussiennes de l'armée de coalition anti-napoléonienne remportèrent les batailles de Grossbeeren (13 Août 1813) et de Dennewitz (6 Septembre 1813) près de Berlin. A Grossbeeren, les fusils étant devenus inutilisables du fait de la pluie, les Poméraniens de la landwehr battirent l'ennemi à coups de crosse.

58. La bourgeoisie reconnut la menace que constituaient les quartiers ouvriers avançant jusqu'au cœur de Paris, au Nord de la Seine jusqu'à Saint-Lazare. Haussmann fit raser tout ce quartier, en chassa les ouvriers et les installa aux portes de Paris, tandis qu'il perçait un large boulevard circulaire tout autour des centres du pouvoir, afin de permettre à la troupe d'en chasser plus rapidement les insurgés montant à l'assaut de l'Hôtel de Ville, de l'Assemblée nationale ou des Tuileries.

Engels relie donc admirablement la stratégie militaire sur le terrain à la question théorique fondamentale de la conquête du pouvoir politique, en l'occurrence la prise de l'Hôtel de Ville et des Tuileries, points de convergence des colonnes d'insurgés. Ce premier succès eût donné des avantages énormes aux ouvriers et eût sans doute fait basculer le rapport de forces en leur faveur, comme l'indique Engels à plusieurs reprises.

Par ailleurs, Engels met en évidence que la bourgeoisie retourne contre les ouvriers les armes qu'elle a expérimentées dans les guerres coloniales (en l'occurrence en Algérie), montrant par là que les ouvriers subissent inévitablement les contrecoups des guerres coloniales, autrement dit qu'il existe une solidarité de fait entre le prolétariat et les peuples opprimés. Cette solidarité peut se manifester de façon positive pour le prolétariat des pays « évolués », lorsque les peuples coloniaux infligent une défaite à la bourgeoisie des métropoles, contribuant ainsi activement à la reprise de l'activité révolutionnaire du prolétariat « développé ». Cf. pour ce qui est des effets politiques et économiques de la lutte des pays coloniaux sur les structures économiques et politiques des métropoles et la radicalisation des luttes de classes, *la Crise économique et sociale de Mai-Juin 1968,* p. 65-74, collection « Fil du Temps » (ronéoté), B.P. 24, Paris-19ᵉ, J. Angot.

59. Dès le 26 Juin, Engels révélait le plan de l'insurrection parisienne du 23. Cf. : K. Marx/Fr. Engels, *la Nouvelle Gazette rhénane,* Ed. Soc., p. 155-59.

60. Un décret du gouvernement provisoire de Février 1848 avait créé les ateliers nationaux pour donner du travail aux chômeurs.

Les ouvriers y furent soumis à un régime sévère et séparés le plus souvent de leur famille. Le gouvernement prit bientôt des mesures pour fermer progressivement les ateliers nationaux. Cependant, les ouvriers utilisèrent l'organisation dont ils y disposaient pour s'aligner dans la lutte. Cf. notre note n° 49. Le gouvernement Cavaignac décréta la dissolution des ateliers nationaux le 3 Juillet 1848.

61. Cf. *Comptes rendus des séances de l'Assemblée nationale.* T. 2, Paris, 1849. Engels fit plusieurs fois allusion à ces incidents dans *la Nouvelle Gazette rhénane* pour mettre en évidence l'hostilité des représentants du peuple aux ouvriers.

62. Cette légion était formée d'étudiants et représentait l'organisation militaire la plus puissante de la bourgeoisie de Vienne.

63. Marx utilise l'expression du chef gaulois Brennus surtout au moment de la défaite des forces révolutionnaires, afin de mettre en évidence que l'on n'écrase pas le vaincu parce qu'il est désarmé, mais parce qu'il est l'ennemi. Marx fait ainsi de l'emploi de la violence une *question de principe, et non d'opportunité*, une nécessité historique, et non une question de vengeance. Etant une question de principe, il est interdit de la marchander, ni de l'escamoter, à moins de tourner le dos au marxisme. Cf. note n° 86.

64. Engels fait allusion à la relance du mouvement révolutionnaire en Italie en Novembre 1848, cf. l'article « Il movimento rivoluzionario in Italia », du 30 Novembre 1848, in : K. Marx/Fr. Engels *Sul Risorgimento italiano,* Editori Riuniti, p. 81-85. Engels y dit que les grandes dates de la révolution de 1848 ont été le 10 Avril à Londres, le 15 Mai et le 25 Juin à Paris, le 6 Août à Milan, et le 1er Novembre à Vienne.

65. Engels met ici en évidence le rapport entre la monarchie absolue et les classes sociales qu'elle représente tour à tour dans son évolution, ou dans les différents pays. On voit combien la superstructure de l'Etat est une institution mouvante et mystificatrice : son secret est toujours livré par le régime social qu'elle représente.

66. En Février 1846, les insurgés polonais s'emparèrent de Cracovie. En même temps, les paysans se révoltèrent en Galicie, mais les Autrichiens réussirent à enrôler les paysans ukrainiens contre les Polonais de Cracovie. Après avoir repris Cracovie, les Autrichiens réprimèrent férocement le mouvement paysan de Galicie. Cf. aussi note n° 70.

67. Tout au long du moyen âge, les nationalités, qui se sont formées entre le IVe et VIIIe siècle en Europe, évoluent sous l'effet du développement économique et prennent un contenu de classes. Au cours de cette période de transformation, les nations révolutionnaires ont connu un développement plus riche et plus fécond que les nations contre-révolutionnaires, qui ont stagné et n'ont fait preuve d'aucune vitalité pour évoluer et se transformer en sociétés modernes. Les catégories de *nations révolutionnaires* ou *contre-révolutionnaires* signifient donc évolution plus ou moins riche des forces productives en liaison avec le commerce international, les échanges de

produits, le développement agricole et industriel. La domination d'une nationalité (allemande ou hongroise, par exemple) sur d'autres (slaves) est une première étape vers la domination de la classe dirigeante des marchands, industriels et propriétaires fonciers : à ce niveau, c'est la société de classe qui est un progrès par rapport à la société agraire stagnante.

68. Cf. K. Marx/Fr. Engels : *la Nouvelle Gazette rhénane,* Ed. Soc., p. 389-441, « Le débat sur la Pologne à Francfort ».

69. A la bataille de Wahlstatt en Silésie, une coalition germano-slave arrêta la progression des Mongols vers l'Ouest, et les força à se retirer en direction du Sud-Est de la Hongrie.

70. Au congrès des Slaves du 2 Juin 1848 à Prague, deux tendances se dessinèrent parmi les Slaves opprimés par la maison des Habsbourg : l'aile droite, modérée, proposa de consolider l'Empire des Habsbourg, en l'organisant de manière fédérale en fonction de nationalités égales en droit ; l'aile gauche, démocratique, s'opposa violemment à l'aile droite, et réclama une action commune avec les mouvements démocratiques d'Allemagne et de Hongrie. La majorité adhéra aux thèses de l'aile modérée et s'opposa à la tendance révolutionnaire et à l'élimination de la maison des Habsbourg qui était la condition préalable du mouvement démocratique. Marx et Engels condamnèrent la bourgeoisie tchèque, parce qu'elle soutint alors la monarchie des Habsbourg et s'allia à la noblesse et à la camarilla de Vienne contre le mouvement révolutionnaire. L'aile radicale et démocratique subit d'atroces représailles.

71. Marx et Engels ne défendent pas l'Autriche officielle contre les Slaves opprimés ou les Panslavistes : ils proposent la liaison entre les mouvements démocratiques (ou nationaux) révolutionnaires contre la réaction aussi bien habsbourgeoise que tsariste, qui utiliseront le mouvement panslaviste à des fins réactionnaires.

72. L'élimination des nationalités (par exemple des Provençaux en France, des Saxons en Allemagne, des Irlandais, Polonais, Italiens, etc... aux Etats-Unis) est une œuvre (progressive) du capitalisme lui-même, au cours de sa période de formation : elle n'implique nullement le génocide (œuvre réactionnaire de l'impérialisme vieillissant). En effet, le progrès économique (qui ne va pas sans violence, même si elle n'est pas ouverte) *substitue, au cours de l'évolution, les classes modernes à la nation* (qui se vide de son contenu réel : les prolétaires modernes n'ont pas de patrie), de sorte que la nation n'est plus qu'une superstructure déterminée par le capital (comme le facteur de race) et n'est plus qu'un moyen de mystification dans la lutte des classes.

Dans sa lettre à Bernstein du 22 Février 1882, Engels avouera que dans la mesure où il avait traversé une phase de libéralisme et de radicalisme, il avait eu, lui aussi, de vives sympathies pour les peuples opprimés quels qu'ils soient. Mais, dit-il, le marxisme se doit d'analyser les luttes de classe, de nations ou d'Etats d'après les critères économiques et historiques qui déterminent la nature et le but véritables des antagonistes. Il se distingue en sens de la

philanthropie, qui, au demeurant, n'a jamais empêché aucun abus — au contraire. Le marxisme dévoile ainsi les mystifications des classes dirigeantes qui font des luttes de races, de nations et d'Etat des luttes pour le bien et le mal, en cachant leur sens de classe réel. Si le marxisme prend position pour les opprimés et les pauvres, c'est dans la mesure où ils peuvent transformer le mode de production et de société, et éliminer les causes de l'oppression et de la misère. Son jugement ne se fonde jamais sur des préjugés, mais sur la nature réelle des groupes sociaux dans l'histoire. Cf. note n° 189.

73. Extrait du discours de Kossuth, lors de la séance du parlement hongrois du 9 Novembre 1848, reproduit le journal *Közlöny* du 11 Novembre.

74. Le noir et le jaune étaient les couleurs du drapeau autrichien.

75. Le roi Charles-Albert fut contraint, sous la pression des masses révolutionnaires, de déclarer, fin Mars 1848, la guerre aux Autrichiens, qui occupaient la Lombardie et la Vénétie. Ayant signé, le 9 Septembre 1848, un armistice avec les Autrichiens après avoir mené une lutte pour le moins hésitante, Charles-Albert fut contraint d'annuler l'armistice le 12 Mars 1849 et de reprendre la lutte le 20. Dès le 23, il était battu. Charles-Albert renonça alors au trône, et Victor-Emmanuel le remplaça, après avoir signé la paix avec les Autrichiens, le 6 Août 1849.

76. Journal fondé en 1802 à Cologne. Il défendit, de 1830 à 1840, les catholiques contre les protestants prussiens. En 1848-49, il fut le porte-parole de la bourgeoisie libérale de Prusse et attaqua sans cesse *la Nouvelle Gazette rhénane* de Marx et d'Engels.

77. L'insurrection du 3 au 8 Mai 1849 à Dresde avait pour but de soutenir l'Assemblée nationale de Francfort : les ouvriers y furent à la pointe du combat.

78. Les événements confirment, tout au long de 1848-49, la thèse de Marx et d'Engels sur le caractère contre-révolutionnaire de la Prusse dans l'œuvre d'unification nationale de toute l'Allemagne.

79. Le noir et blanc étaient les couleurs du drapeau prussien.

80. Dans *la Nouvelle Gazette rhénane* (Cf. Editions Sociales, p. 304-15), Engels critique l'abolition de la milice civique et sa réorganisation prussienne. On rapprochera cette position de celle de 1865 dans le texte que nous reproduisons dans ce premier volume sur « la Question militaire prussienne et le Parti ouvrier allemand », où Engels revendique, comme en 1848, l'obligation militaire pour tous.

81. L'entrée en scène des Russes confirme la thèse selon laquelle une véritable révolution devait se heurter au bastion russe de la contre-révolution internationale. Les révolutionnaires eussent inévitablement pris l'initiative d'une guerre contre le tsarisme, si le rapport des forces leur eût été favorable.

82. Dans sa lettre à Marx du 3 Avril 1851, Engels commente, avec plus de recul, cette campagne de Hongrie, cf. *Correspondance K. Marx-Fr. Engels,* Ed. Costes, t. 2, p. 87-89.

83. Marx et Engels écriront une brève biographie de Bem pour *The New American Cyclopaedia* en 1857, cf. lettre d'Engels à Marx le 18 Août 1857. On y trouve des détails complétant le récit de la campagne hongroise de 1848-49.

84. L'intervention russe de 1849 en Hongrie, qui assurera au tsar la position d'arbitre en Europe annonce le conflit entre les puissances bourgeoises de la Sainte-Alliance et la Russie : la guerre de Crimée. Chaque conflit changeant les rapports internationaux annonce le conflit suivant.

85. Le 7 Février 1849, Marx, Engels et Korff comparurent devant les assises de Cologne, et furent acquittés. Cf. *Karl Marx devant les jurés de Cologne,* Éd. Costes. Avec fougue, Marx dénia au tribunal le droit d'interdire la révolution. « Sa prétention devient comique dès lors qu'il demande à un Parti d'abandonner son caractère révolutionnaire, qui découle irrésistiblement des conditions historiques dans lesquelles il se trouve. Il est tout aussi ridicule de le placer en dehors du droit des gens, c'est-à-dire hors la loi, au moment même où on lui demande de reconnaître les lois que l'on abolit précisément pour lui. En d'autres termes, le Parti devrait s'engager à maintenir en vie pour toute l'éternité l'ordre politique qui existe actuellement. C'est cela, et rien d'autre, que l'on demande au Parti, lorsqu'on réclame qu'il cesse d'être révolutionnaire. »

86. A la fin du *Manifeste,* Marx et Engels définissaient la stratégie à utiliser dans la révolution de 1848 et démontraient doublement qu'elle était publique et notoire : d'abord, en l'exposant dans un texte public du Parti communiste, ensuite en précisant dans le même passage : « Les communistes dédaignent de dissimuler leurs idées et leurs plans. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social, tel qu'il a existé jusqu'à présent ».

Le « généralissime » Staline croyait qu'il était habile d'annoncer aux Allemands l'heure de l'attaque sur le front russe au cours des années 1944-45, afin de leur imposer le respect de sa force. En fait, il leur donnait la possibilité de se préparer au mieux à recevoir l'assaillant, et donc de lui infliger de lourdes pertes. Il confondait ainsi la stratégie qui doit être notoire et publique, avec la tactique qui surprend l'adversaire. Il va de soi que sur le champ de bataille, dans la lutte chaude, on ne prévient pas l'ennemi de ses intentions. En revanche, sur le plan de la stratégie générale, où il s'agit de questions de principe, il en est autrement, et nul n'a le droit de la modifier, sans rompre avec toute la ligne marxiste.

Au demeurant, sur le terrain des principes (intangibles), Staline abandonna progressivement la *dictature du prolétariat* (notion marxiste, qui s'appuie sur l'analyse scientifique de l'économie et de la société et dégage la notion de *classes*, en l'occurrence le prolétariat international) au profit des démocraties populaires (où triomphe la mystification démocratique, qui falsifie la réalité sociale pour la fonder sur un consensus et une coexistence issues de la volonté). Ce faisant, Staline cessait de s'appuyer sur les forces productives et révolutionnaires fondamentales (le prolétariat) pour utiliser la

force officielle et organisée de l'Etat (superstructure reflétant la situation économique de la Russie, avec sa production mercantile en développement). Staline tourna donc complètement le dos au communisme marxiste, qui, s'appuyant sur le prolétariat international, s'efforce d'éliminer le capital, le salariat, le commerce, la monnaie, et donc les classes et les superstructures politiques et idéologiques.

Dans la lettre du 27.X.1890 à C. Schmidt, Engels explique qu'il y a le plus souvent un décalage entre la base économique et la superstructure politique (notamment l'Etat) : « L'action en retour de l'appareil d'Etat sur le développement économique peut être de trois sortes : tous deux peuvent aller dans le même sens, si bien que le développement est plus rapide ; il peut s'y opposer, et, de nos jours, chez les grands peuples, l'Etat finit par céder ; ou bien l'Etat peut entraver ou prescrire certaines directions du développement économique. Il est clair que, dans les cas 2 et 3, le pouvoir politique peut engendrer de graves dommages et gaspiller des énergies et des ressources en quantité. Il y a, en outre, le cas des conquêtes et de la destruction violente de ressources économiques, qui, dans certaines circonstances, peuvent accélérer la ruine d'un ensemble économique en évolution nationale sur le plan local. » Tout en mettant en évidence la dépendance étroite des superstructures à l'égard de l'économie (c'est toujours celle-ci qui crée les premières, et se trouve donc en avance), Engels montre néanmoins que la superstructure étatique, elle aussi, peut être « en avance », *mais seulement par rapport aux parties de l'économie qui sont en retard sur les secteurs les plus modernes,* par exemple les survivances de l'économie traditionnelle, féodale, artisanale, etc... par rapport à l'industrie moderne. Ces décalages sont les plus importants au moment du passage d'un mode de production à un autre. Ainsi, en 1789 par exemple, l'Etat révolutionnaire correspondait à l'essor capitaliste déjà développé des manufactures, etc..., mais se trouvait très en « avance » sur la production artisanale et parcellaire des villes et campagnes. Bref, les superstructures ont une action sur l'économie du fait de l'inégalité du développement économique, mais, elles n'ont pas un effet créateur, contrairement à la base économique. Cf. note n° 109.

87. Marx fait allusion aux démêlés constitutionnels entre le roi Frédéric-Guillaume et la bourgeoisie libérale. Le roi avait dissous la Chambre le 5 Décembre 1848, puis octroyé une Constitution. En Janvier 1849, les éléments bourgeois-libéraux gagnèrent les élections, mais le roi décréta la dissolution de la Chambre en Avril 1849 et promulgua une nouvelle loi électorale le 30 Mai. Il eut enfin une assemblée loyale.

88. Le tsar Alexandre Ier utilisa cette formule en 1808, lors de son entretien avec l'ambassadeur français Caulaincourt.

89. Dès Août 1848, la Russie et l'Autriche avaient demandé à la Turquie l'extradition des révolutionnaires hongrois et polonais, qui avaient trouvé asile en Turquie après l'écrasement sanglant de la révolution hongroise. La Russie et l'Autriche utilisèrent ce prétexte

pour rompre les relations diplomatiques avec la Turquie. Mais, il n'y eut pas de guerre en 1849, parce que la France et l'Angleterre appuyaient le Sultan.

90. Engels analyse, dans son article « La forteresse de Cronstadt » (cf. *Werke,* 10, p. 635-41), l'éventualité d'un débarquement anglais devant Saint-Pétersbourg. Marx reprend ce thème dans l'article que nous reproduisons à propos de la guerre de Crimée : « Le déroulement des hostilités », ici p. 310-18.

91. Dans ses notes historiques, Engels avait montré que la Suisse profita de la faiblesse de l'Allemagne pour se détacher d'elle et former un Etat indépendant. Marx et Engels attribuent aux faiblesses nationales des bourgeoisies occidentales le fait que la Suisse demeura un Etat après 1850 : « Lorsque les nations d'Europe auront de nouveau reconquis leur liberté d'action normale, elles examineront ce qu'il convient de faire de ces petits Etats « neutres », qui, d'une part, se transforment en mercenaires de la contre-révolution en marche,et, d'autre part, prétendent rester neutres vis-à-vis de tout mouvement révolutionnaire, à moins qu'ils ne lui soient directement hostiles en se proclamant des nations libres et indépendantes. Mais, lorsque la révolution recommencera, il se peut que *ces excroissances d'un corps malsain* aient déjà disparu ». (« La situation politique de la République suisse », in *New York Daily Tribune,* 17 mai 1853).

En ce qui concerne la Belgique, Engels avait remarqué qu'en 1848, « la guerre civile n'a pas gagné la Belgique, alors que la moitié de l'Europe se tenait à ses frontières et conspirait avec les rebelles, comme ce fut déjà le cas pour la France de 1793 » (in : *la Nouvelle Gazette rhénane,* 3 Septembre 1848, Ed. Soc., p. 459).

92. En 1843, sept cantons arriérés de Suisse s'unirent en une fédération séparatiste, pour résister à des mesures bourgeoises progressives et pour défendre les privilèges de l'Eglise. Cette fédération fut dissoute par décret confédéral en Juillet 1847 ; ce fut le début d'une guerre qui s'acheva par la défaite des séparatistes, le 23 Novembre 1847.

93. Dans le département du Gard, lors d'une élection complémentaire en vue de remplacer le légitimiste de Beaune décédé, le candidat de la Montagne Favaune fut élu par 20 000 voix sur 36 000.

94. La loi sur l'abolition de la législation céréalière fut votée le 26 Juin 1846. La liberté d'entrée des céréales en Angleterre fut un grand triomphe pour la bourgeoisie industrielle, car les échanges avec l'étranger augmentèrent, les salaires ouvriers baissèrent du fait que les vivres étaient moins chers, et l'aristocratie foncière perdit le plus gros de ses revenus et, en conséquence, de son pouvoir politique.

95. Tant qu'il est compatible avec les rapports sociaux capitalistes le développement des forces productives sert et renforce la puissance de la bourgeoisie, et représente entre ses mains une véritable arme de guerre, contre le féodalisme d'abord, puis contre le prolétariat : « L'extension des capitaux fournit les moyens de jeter sur le champ de bataille industriel des armées de travailleurs toujours plus énor-

mes, équipés d'engins plus formidables... L'industrie jette deux armées l'une contre l'autre ; chaque armée entretient, d'autre part, la lutte dans ses propres rangs, entre ses propres troupes. L'armée la moins affaiblie par les bagarres intestines remportera la victoire ». (K. Marx, *Travail salarié et capital*).

96. Une situation géographique favorable sur les routes commerciales internationales joue un rôle essentiel dans la période de genèse du capital et des nations bourgeoises qui dépendent de la circulation marchande et monétaire. La Russie a suivi le même développement féodal que l'Europe occidentale jusqu'au XI^e^ siècle, où les routes commerciales se déplacèrent vers le Sud. Marx y a vu l'origine du retard russe, cf. la traduction de B. Hepner *La Russie et l'Europe,* Paris, 1954. Les communes flamandes se développèrent, lorsque les croisades renouèrent avec le Moyen Orient en ouvrant de nouveau les routes commerciales du monde antique.

97. La révolution bourgeoise assura aux Anglais la prépondérance sur leurs rivaux hollandais et espagnols, en mobilisant la nation et en multipliant l'efficacité de leurs activités. Ainsi, de nos jours, la menace d'une révolution socialiste pèse sur le capitalisme, notamment au moment des crises et des guerres. La reconstruction de l'Europe après 1945 et le changement de politique vis-à-vis des pays vaincus (qui contraste avec l'attitude adoptée par les Alliés après 1919) sont certainement dus à la crainte d'une révolution sociale. La bourgeoisie démocratique et éclairée a, depuis le milieu du siècle dernier, en Angleterre, une grande tradition de corruption du prolétariat et elle gagne toujours à acheter l'adversaire. Pour les nations vaincues, la violence devient, dans ces conditions, un moyen d'obtenir l'autorisation de développer l'économie.

98. De Juillet à Août 1854, le général Espinasse entreprit une campagne contre les Russes dans la Dobroutcha. Il perdit la moitié de ses troupes par suite du choléra, sans qu'il y ait eu le moindre heurt avec l'ennemi. La campagne finit par une retraite lamentable.

99. Le 10 Octobre 1850, Louis Bonaparte avait organisé une immense parade militaire à Satory près de Versailles. Il y combla les troupes de toutes sortes d'honneurs et de cadeaux, afin de gagner soldats et officiers à son projet de coup d'Etat. Il fit tant et si bien que la cavalerie se mit à crier : « Vive l'Empereur ! ».

100. L'exemple de l' « indépendance » de l'Irlande, octroyée en 1921 par l'Angleterre démontre que la formation de nations modernes n'a de valeur progressive que si elle s'effectue dans des conditions et des époques révolutionnaires et n'est pas concédée par l'impérialisme pour servir des buts contre-révolutionnaires : diviser la nation en question afin de perpétuer les luttes *nationales* et masquer les luttes *de classes.*

101. Le 20 Juin 1853, le comte de Nesselrode avait envoyé de Saint-Pétersbourg une note annonçant que les armées russes n'évacueraient pas les principautés du Danube tant que le Sultan n'aurait pas cédé à toutes les revendications russes. Déjà, le 6 Juillet 1848, Nesselrode avait annoncé qu'il n'admettrait jamais que l'Allemagne

réalise son unité, car cela impliquerait la guerre contre la Russie. Enfin, il rappela, en Novembre 1850, que la Russie était la gardienne de l'ordre établi en Europe, et qu'elle n'admettrait pas une modification du statu quo sur le continent.

102. Cette école inspirait une association pacifiste bourgeoise qui prétendait que le maintien de la paix assurerait à l'Angleterre l'hégémonie industrielle dans le monde grâce au libre-échange.

103. Cf. l'article d'Engels du 31 Octobre 1854 sur la « Puissance militaire de la Russie », in : *Œuvres politiques,* t. V., p. 150-54.

104. Dans les *Œuvres politiques,* t. V., p. 291-2, Riazanof commente le rôle de la Pologne dans une guerre contre la Russie.

105. Les puissances occidentales avaient préparé, le 8 Août 1854, une note en quatre points sur les conditions préliminaires aux négociations de paix. La Russie devait : 1. renoncer à son protectorat sur les principautés du Danube ; 2. garantir la liberté de navigation sur le Danube ; 3. reconnaître la révision du traité du 13 Juillet 1841 « dans l'intérêt de l'équilibre des puissances en Europe » (ce point fut rejeté par la Russie) ; 4. renoncer à protéger les sujets chrétiens de Turquie. En Juillet 1853, l'Autriche avait pris l'initiative d'une conférence de paix entre la Turquie et la Russie. Ce fut le début de toute une série de tractations diplomatiques tendant à régler la question d'Orient. Cf. note n° 107.

106. Marx a écrit toute une série d'articles pour démontrer que l'idole du public, Palmerston, était vendu à la Russie, cf. *Œuvres politiques,* t. 1[er], « Palmerston », Ed. Costes.

107. En Décembre 1855, l'Autriche transmit à la Russie la note en quatre points (cf. note n° 105) en y ajoutant un cinquième, à savoir qu'au cours des négociations, les Alliés pouvaient poser de nouvelles conditions. Le tsar accepta ces propositions qui servirent de base au traité de paix de Paris, le 30 Mars 1856.

108. Après l'arrestation d'Orsini, les carbonari avaient prévenu Napoléon III qu'il répondrait corps pour corps. Lorsque Orsini fut exécuté, ils envoyèrent à l'Empereur une sentence de mort.

109. C'est en 1881 que Marx énonça longuement, dans ses brouillons de lettre à Véra Zassoulitch, sa conception d'une révolution agraire en Russie.

A un certain niveau général de la société dans son ensemble, il est possible à un pays relativement arriéré (Russie des années 1860-1870, par exemple), de faire un bond par-dessus le mode de production capitaliste, en se reliant à la révolution internationale des pays industrialisés, dont le pays arriéré bénéficierait de la technique, etc... Même un pays essentiellement agraire peut ainsi se régénérer dans des conditions données. Cf. Roger Dangeville, *Marx et la Russie* et *Lettres de Marx à Véra Zassoulitch,* p. 149-179, in : *l'Homme et la Société,* n° 5, 1967.

110. Engels publia *le Pô et le Rhin* en brochure anonyme. La lettre dans laquelle il communiqua son projet à Marx a été perdue : cf., cependant, les lettres de Marx à Engels du 25 Février 1859 et du 10 Mars 1859. La brochure d'Engels eut un grand retentissement

en Allemagne, et de nombreuses personnes crurent qu'elle avait été écrite par un général prussien connu qui tenait à conserver son anonymat. En Mai 1859, Marx et Engels estimèrent que le moment était venu de révéler au grand public quels étaient le nom et les idées politiques de l'auteur. Ils communiquèrent l'information au journal londonien *Das Volk*, qui cita le nom d'Engels dans son numéro du 4 Juin.

Déjà, en 1853, on attribuait, en Amérique, au chef suprême de l'armée de l'Union — Wilfield Scott — la paternité des articles militaires, écrits par Engels sur la guerre de Crimée et publiés dans le *New York Daily Tribune* (cf. Marx à Engels, 5 Janvier 1854).

Dans sa lettre à Engels, Marx écrit, le 10 Mars 1859, à propos de la brochure *le Pô et le Rhin :* « C'est un travail extrêmement brillant, et tu as aussi traité magnifiquement la partie politique, ce qui, en l'occurrence, était diablement difficile ».

111. L'Assemblée nationale allemande siégea du 18 Mai 1848 au 30 Mai 1849 à l'église Saint-Paul de Francfort-sur-le-Main.

112. Les Pays-Bas autrichiens correspondaient à l'actuel territoire de la Belgique et du Luxembourg. Ils appartinrent aux Habsbourg de 1714 à 1797.

113. Engels cite Heine, *Deutschland. Ein Wintermärchen*, chap. VII, strophe 6.

114. De 1494 à 1559, la France, l'Espagne et l'Empire germanique menèrent toute une série de guerres en Italie. En Septembre 1525, François I[er] remporta, à Marignan, une grande victoire sur les mercenaires suisses du duc de Milan qui, jusque-là, n'avaient jamais été battus. Le 24 Février 1525, les troupes de François I[er] furent vaincues à Pavie par une armée de mercenaires au service de Charles-Quint.

En Septembre 1706, les Italiens, sous la direction du prince Eugène de Savoie, battirent les Français, qui avaient assiégé la ville pendant 117 jours.

L'armée française, sous le commandement de Joubert, fut battue à Novi par les troupes austro-russes sous la direction de Souvoroff, le 15 Août 1799. Bonaparte triompha des Autrichiens le 14 Juin 1800 à Marengo.

Radetzky infligea aux Piémontais de cuisantes défaites à Custozza le 26 Juillet 1848 et à Novara le 23 Mars 1849.

115. La campagne d'Italie de 1800 avait commencé par une attaque victorieuse de l'armée autrichienne sous le commandement de Melas contre l'aile droite de l'armée française. Vers la fin du mois de Mai, Bonaparte fit traverser les Alpes à son armée et prit l'armée autrichienne à revers. Ayant fait son entrée à Milan le 2 Juin, il passa sur la rive méridionale du Pô et écrasa les Autrichiens à Marengo le 14 Juin 1800.

116. Un mille allemand correspond à un peu plus de sept kilomètres.

117. Un pied correspond à environ 30 centimètres.

118. Armstrong, William George, baron de Cragside (1810-1900) a été l'un des pionniers dans le domaine de la construction des tubes de canon. Dans son article sur le « canon rayé », du 5 Mai 1860, Engels fait l'éloge de l'invention d'Armstrong qui donna aux Anglais un canon supérieur à celui des Français.

119. Alexandre Souvoroff (1729-1800), prince et général russe. En 1799, il commanda les troupes russes en Italie aux côtés des Autrichiens contre les Français. Il remporta de nombreuses victoires à Cassano, Trebbia, Novi. Il occupa Alexandrie et chassa les Français de la vallée du Pô. Battu ensuite, il organisa une brillante retraite à travers les Alpes en direction de l'Allemagne, où les Français finirent par vaincre sur toute la ligne. Il mourut peu après son retour en Russie.

120 Jomini, Henri, baron (1779-1869), d'origine suisse. Conseiller militaire de Ney et de Napoléon, passa ensuite au service de la Russie. Auteur de divers écrits sur la stratégie et l'art militaire. En 1859, Napoléon III fit appel à lui pour la préparation de la campagne d'Italie. Dans son ouvrage *Précis de l'art de la guerre, ou Nouveau Tableau analytique des principales combinaisons de la stratégie, de la grande tactique et de la politique militaire,* Jomini parle de la « ligne intérieure d'opérations » pour définir une position permettant à une armée d'attaquer, avec toutes ses forces concentrées, les détachements ennemis arrivant les uns après les autres sur le champ de bataille avant d'avoir pu effectuer leur jonction.

121. Cf. le récit de la campagne d'Italie au début de l'ouvrage d'Engels sur *la Savoie, Nice et le Rhin.*

122. L'annonce de la victoire de la révolution de Vienne provoqua, le 18 Mars 1848, à Milan, un immense soulèvement populaire, qui fut le point de départ de la révolution italienne de 1848-49. Après une bataille acharnée durant cinq jours, les insurgés réussirent à chasser de Milan Radetzky et ses 15 000 Autrichiens. Le 22 Mars, un gouvernement provisoire fut constitué par des représentants de la bourgeoisie libérale.

123. Sous la pression des masses populaires, le pape Pie IX et le roi Ferdinand II de Naples durent, en Mars 1848, envoyer des troupes en Haute-Italie pour participer à la guerre contre les Autrichiens. Le 15 Mai, Ferdinand II dirigea une opération contre-révolutionnaire et réprima sauvagement l'insurrection populaire de Naples. Il rappela les troupes qu'il avait dû envoyer en renfort à l'armée révolutionnaire du Piémont, ce qui facilita la victoire de la contre-révolution autrichienne.

124. Il semble que, dans ce contexte, il s'agisse de 1809, et non de 1848. En effet, en 1809, les paysans tyroliens, sous la direction de Andreas Hofer, s'insurgèrent contre Napoléon. Lorsque l'Autriche conclut la paix avec la France en 1809, les paysans du Tyrol, qui n'avaient bénéficié d'aucun appui des milieux officiels, furent battus par les Français et les Italiens à la fin de l'année 1809.

125. En Juillet 1806, Napoléon Ier suscita la création de la Confédération rhénane en regroupant les Etats du Sud et de l'Ouest

de l'Allemagne. Il réussit à constituer ce bloc politico-militaire en Allemagne à la suite de la défaite de l'Autriche en 1805. Cette confédération groupa d'abord seize Etats, puis tous les Etats allemands, hormis la Prusse et l'Autriche. La Confédération se désagrégea en 1813, après les défaites françaises en Allemagne.

126. Engels note ici que c'est la politique anti-allemande de la France qui poussa l'Autriche à constituer une ligne de défense sur le Mincio. Tout logiquement, cette ligne de défense se serait avérée superflue pour une Allemagne unifiée.
Lors du traité de Presbourg, le 26 Décembre 1805, l'Autriche reconnut les conquêtes françaises en Italie (Piémont, Gênes, Parme, Plaisance, etc...) et abandonna au royaume d'Italie (c'est-à-dire à Napoléon Ier, qui était devenu roi d'Italie) la côte Adriatique (Vénétie, Istrie, Dalmatie). L'Autriche ne conserva que Trieste. La Bavière, qui s'était alliée à Napoléon Ier, obtint le Tyrol.

127. En Juillet 1820, des carbonari dirigèrent un soulèvement à Naples contre le régime absolutiste et obtinrent une Constitution relativement libérale. En Mars 1821, un soulèvement éclata au Piémont. Ses chefs libéraux proclamèrent une Constitution et tentèrent d'exploiter la lutte contre la domination autrichienne en Haute-Italie pour obtenir l'unification italienne sous la direction de la maison de Savoie qui régnait au Piémont. Les Etats de la Sainte-Alliance intervinrent alors et firent occuper Naples et le Piémont par des troupes autrichiennes afin de rétablir le régime absolutiste.

128. Des avant-postes prussiens et autrichiens eurent un accrochage le 8 Novembre 1850, à Bronzell, au cours du soulèvement de la Hesse Electorale. Luttant pour l'hégémonie allemande, la Prusse et l'Autriche se contestaient mutuellement le « droit » d'intervenir dans les affaires intérieures de cette province. Le Prince Electeur de Hesse s'était adressé à l'Autriche et à la Diète impériale pour demander une aide contre les insurgés, alors que la Hesse faisait partie de l'Union placée sous l'égide de la Prusse. L'Autriche ayant obtenu le soutien de la Russie, la Prusse fut obligée de céder.

129. C'est l'argument central d'Engels : faire l'unité allemande, c'est favoriser, en outre, l'unité nationale de toute une série de nations au Centre et au Sud de l'Europe, c'est le meilleur moyen d'être fort chez soi et d'assurer le développement le plus harmonieux et le plus puissant qui soit compatible avec la forme sociale bourgeoise, ce développement favorisant l'action révolutionnaire du prolétariat à qui il fournit les conditions matérielles les plus larges pour évoluer. Sur le plan théorique, le marxisme admet ainsi que ses prémisses les plus favorables sont le large développement capitaliste ; mais, dans la pratique, il constate que la bourgeoisie faillit sans cesse à sa tâche, même lorsque le prolétariat l'appuie autant qu'il le peut tout au long de la phase révolutionnaire de genèse du mode de production bourgeois.

130. Engels fait allusion à l'entrée à Paris des troupes de la coalition européenne les 30-31 Mars 1814 et les 6-7-8 Juillet 1815. Pour Engels, la stratégie moderne date de l'époque napoléonienne, qui

inaugure l'ère des guerres modernes. Engels relie le service militaire obligatoire pour tous aux institutions politiques, typiques de la domination bourgeoise : le suffrage universel démocratique, etc...

131. Engels fait allusion aux batailles de Montmirail, Château-Thierry, Reims, etc... de Février et Mars 1814, où Napoléon Ier battit les troupes supérieures en nombre de la sixième coalition anti-française.

132. Engels n'a pas seulement étudié les positions stratégiques en liaison avec telle ou telle campagne déterminée, ni avec telle ou telle force militaire absolutiste, bourgeoise ou socialiste : la bataille se déroule, en effet, sur le même terrain. On trouve ainsi une grande continuité, faite de nuances, dans les recherches militaires de Marx et d'Engels : « D'ailleurs, s'il éclate l'an prochain une révolution en France, il est certain que la Sainte-Alliance arrivera pour le moins jusqu'aux portes de Paris. Et, vu les connaissances remarquables et la rare énergie de nos révolutionnaires français, on peut fort bien se demander si les fortifications et l'enceinte de Paris seront même armés et approvisionnés. Une fois deux forts pris, par exemple, le fort Saint-Denis et le fort voisin à l'Est, Paris et la révolution sont, jusqu'à nouvel ordre, dans le lac. Je t'expliquerai tout cela, et je t'indiquerai en même temps la seule mesure que l'on puisse prendre pour contrecarrer l'invasion : l'occupation des forteresses belges par les Français et celle des forteresses rhénanes par un coup de main insurrectionnel, au demeurant très aléatoire » (Engels à Marx, le 3 Avril 1851).

133. Marx et Engels ont écrit la valeur d'un livre de cinq cents pages sur la guerre de Crimée, et, notamment, le siège de Sébastopol. Pour l'essentiel, ces analyses ne sont pas dépassées. En effet, Engels vient de montrer qu'à partir du moment où un pays ne dispose pas de l'avantage du terrain pour se défendre, il doit recourir aux procédés de l'art, en édifiant un système de forteresses conçues non pas comme une muraille de Chine (ligne Maginot qui, une fois traversée, laisse le champ découvert), mais en s'appuyant sur des positions solides de *terrain, reliées en un réseau rationnel*, de manière à permettre aussi bien des mouvements défensifs qu'*offensifs* contre un adversaire éloigné de ses bases. Au cours de la guerre de 1939-45, la forteresse de Sébastopol a, une fois encore, tenue. C'est probablement le système américain des bases fortifiées au Vietnam, qui a empêché une déroute totale des Américains, au cours de l'année 1967-68.

134. Ainsi, on pouvait espérer, en 1871, que l'armée française se ressaisirait derrière la Loire et arracherait sinon la victoire, du moins une paix « honorable », qui eût été « la meilleure issue de la guerre : les deux pays se prouvant mutuellement leur invincibilité » (Marx à Engels, 17 Août 1870). Engels a longuement décrit les combats au Sud de Paris qui laissaient espérer une telle issue à la guerre (Cf. *Notes sur la Guerre de 1870-1871* d'Engels, Ed. Costes, 1947, 304 p.).

En revanche, il était aberrant, du point de vue de la géographie stratégique de la France, de construire la ligne Maginot, en portant

tout l'effort défensif sur les frontières qui, le plus souvent, ne correspondent pas aux points stratégiques fondamentaux.

135. Au cours de la guerre de Sept Ans (1756-1763), les troupes de Frédéric II battirent à Rossbach, le 5 Novembre 1757, la coalition de la France et des Etats allemands anti-prussiens.

Le 25 Août 1758, Frédéric II livra bataille aux Russes à Zorndorf. De part et d'autre, les pertes furent très lourdes, et la victoire resta indécise, « l'infanterie russe même battue, étant incapable de prendre panique » (Engels).

Au cours de la guerre de Succession d'Autriche (1740-1748), les Prussiens, commandés par Frédéric II, battirent les Autrichiens et les Saxons à Hohenfriedberg, le 4 Juin 1745. Dans son article sur la « Cavalerie », Engels explique longuement la tactique de Frédéric II, qui s'opposait, en ce qui concerne l'infanterie, aux conceptions classiques de son temps.

136. La Guéronnière soutint ce point de vue dans une brochure anonyme, intitulée *l'Empereur Napoléon III et l'Italie*, Paris, 1859.

137. Comme on le voit, Engels étend les frontières naturelles de l'Angleterre jusqu'aux territoires qu'elle contrôle par Etats interposés. Le soulèvement des îles Ioniennes prit une ampleur considérable fin 1858 et commencement 1859. L'Angleterre y avait instauré son protectorat en 1815. En 1864, les îles furent rattachées à la Grèce. De 1857 à 1859, les Indes se soulevèrent contre l'Angleterre. Le mouvement commença au printemps 1857 dans les unités sepoys de l'armée bengale et gagna rapidement les territoires du Nord et du Centre de l'Inde. Le mouvement fut battu en raison de l'éparpillement des forces, de leur manque de coordination dans la lutte, ainsi que de la supériorité militaire des Anglais.

138. Engels reprend ici sa théorie de 1848 sur les nationalités. Il défendra tout au long de sa vie cette théorie d'application complexe, puisqu'elle repose sur l'élément économique et historique de la langue, le facteur assez fluctuant de la race, la sympathie (variable) et la vitalité (c'est-à-dire une certaine force de la communauté et la possibilité d'assurer, grâce à son dynamisme, son progrès économique et social), l'élément militaire venant (théoriquement) en dernier lieu.

Lénine et Kautsky (de la bonne époque) ont suivi la voie de Marx et d'Engels. Lénine proposait de *dépasser* la question nationale, en faisant un premier pas vers la fédération des Etats et nationalités (et d'abord en Russie soviétique). En effet, tant que la question nationale reste posée dans ses propres limites, elle demeure aussi insoluble que la question agraire, la question syndicale, la question des races, puisqu'elles laissent subsister toutes les oppositions économiques fondamentales.

Déjà, Marx écrivait : « L'histoire ne connaît pas d'autres méthode que de répondre à de vieilles questions par de nouvelles, et de les liquider ainsi ». Autrement dit, si le marxisme n'a pas de recette pour accommoder la question nationale, il a, en revanche, une solution pour la surmonter.

139. En Juillet 1858, Napoléon III et le premier ministre du Piémont, Cavour, eurent une entrevue à Plombières pour convenir des conditions de la participation française à une guerre contre l'Autriche en Italie. Ils décidèrent, notamment, d'éliminer la domination autrichienne en Lombardie et en Vénétie, de créer un royaume de Haute-Italie gouverné par la maison de Savoie, et de céder à la France les comtés de Savoie et de Nice. L'accord demeura secret jusqu'en Janvier 1859. Cf. note n° 156.

Le 3 Mars 1859, la Russie et la France signèrent un accord secret à Paris en vue d'une collaboration dans l'éventualité d'une guerre entre la France et la Sardaigne d'une part, et l'Autriche de l'autre. Certaines informations filtrèrent dans la presse; le ministre des Affaires étrangères de Russie — Gortchakoff — eut le front de démentir officiellement l'existence d'un accord quelconque entre son gouvernement et la France.

Dans son article « Quid pro quo », Marx remarque qu'en conséquence de cet accord franco-russe, Gortchakoff envoya une circulaire aux Etats allemands pour leur interdire de voler au secours de l'Autriche : « La dépêche — circulaire de Gortchakoff aux petits Etats allemands, dans laquelle il leur imposa, sous la menace du knout, de rester neutres, a pu être rendue publique dans la presse. Derby, suspect de nourrir des sympathies secrètes à l'égard de l'Autriche, dut démissionner en faveur de Palmerston ». C'est, notamment la *Gazette générale d'Augsbourg* qui publia la dépêche de Gortchakoff le 16 juin 1859. Cf. notes n[os] 152 et 161.

Le 10 Janvier 1859, Victor-Emmanuel fit devant la Chambre sarde un discours du trône manifestement influencé par Napoléon III. Il parla des cris de douleur qui montaient à ses oreilles de toutes les régions d'Italie et auxquels il ne pouvait rester insensible, tout respectueux qu'il fût des traités. En recevant le corps diplomatique le 1[er] Janvier 1859, Napoléon III glissa à l'ambassadeur autrichien Hübner qu'il regrettait de n'avoir plus avec l'Autriche les bons rapports d'antan. Dans ses « Souvenirs », Hübner rapporte que l'Empereur projetait une alliance avec la Russie contre l'Angleterre en vue du partage de la Turquie. En recevant l'offre de mariage du neveu de l'Empereur français, la princesse Clotilde, fille de Victor Emmanuel aurait répondu : « J'accepte de vous épouser afin d'assurer papa du soutien de la France » — et elle attendit d'avoir des garanties formelles avant de donner son accord officiel.

Les déclarations menaçantes pour l'Autriche suscitèrent une tension diplomatique, dont Napoléon III avait précisément besoin pour justifier la guerre qu'il avait projetée de faire en Italie.

140. L'éditeur berlinois, qui avait publié la brochure anonyme sur *le Pô et le Rhin,* se trouva en désaccord avec les idées d'Engels et lui demanda de signer cette fois-ci son ouvrage. Ne pouvant accéder à cette demande, Engels se fit publier chez G. Behrend, Berlin, en Avril 1860, avec la mention par *l'auteur de Pô et Rhin.*

141. Engels passe maintenant à l'analyse des combats qui décidèrent de la campagne d'Italie. On voit qu'il soutient l'Autriche, dont il a critiqué, par ailleurs, la présence en Italie pour des raisons

stratégiques. Cette contradiction s'explique du fait que l'Autriche représentait, dans cette guerre, l'unité allemande dont l'intérêt *historique* était plus fort que celui du Piémont, au demeurant allié à Napoléon III et à la Russie. Au reste, du point de vue du bon sens, Engels remarque à la fin de *Pô et Rhin* que les autres nations européennes devaient cesser de s'immiscer dans les affaires allemandes, si elles voulaient que l'Autriche cesse de le faire en Italie.

142. Ce conseil suprême commanda toutes les armées autrichiennes de 1556 à 1848. Etant éloigné des théâtres d'opération et s'ingérant constamment dans les décisions des généraux engagés sur place, il empêcha toute action rapide et tout mouvement correspondant au déroulement réel des combats. Marx dit à ce propos : « Dans son livre sur la campagne austro-française de 1799, le général Clausewitz note que si l'Autriche fut si souvent vaincue sur les champs de bataille, c'était parce que, du point de vue tactique et stratégique, elle n'établissait pas le plan de ses opérations militaires en vue de remporter la victoire et en fonction des conditions réelles où l'armée se battait, mais elle établissait toujours ses plans en vue d'exploiter une victoire supposée acquise à l'avance sur le papier ». (« Quid pro quo », in : *Das Volk*, 30 Juillet 1859).

143. Craignant qu'une guerre longue ne déclenchât un mouvement révolutionnaire de libération nationale en Italie et ailleurs, Napoléon III proposa, le 8 Juillet 1859, à l'Empereur d'Autriche un armistice. Ils eurent une rencontre le 12 à Villafranca sans que le roi de Sardaigne n'assistât aux préliminaires de paix. La Lombardie, à l'exception de Mantoue et de Peschiera, fut cédée à la France, qui la donna à la Sardaigne en échange de la Savoie et du comté de Nice. A Villafranca, on convint de laisser la Vénétie sous la domination autrichienne et de restaurer les duchés de Toscane et de Modène. On prévit, en outre, la formation d'une confédération italienne sous l'égide du Pape. Certaines de ces dispositions restèrent à l'état de projet ou furent modifiées (à la suite d'insurrections populaires, cf. note n° 144). Elles figurèrent cependant comme conditions dans le traité définitif, signé à Zurich le 10 Novembre 1859.

Marx avait attiré l'attention d'Engels sur le fait que les lamentables résultats de la guerre d'Italie étaient dus au manque de décision des belligérants : « Dans ton second article sur cette campagne, tu ne manqueras certainement pas de relever le manque d'énergie dans la poursuite de la victoire et les lamentables pleurnicheries de Napoléon III parvenu au point où l'Europe, par crainte de la révolution, ne lui permet plus de *jouer,* dans certaines limites, au vieux Napoléon. Il serait important d'évoquer, par comparaison, les campagnes de 1796-97, où la France n'avait pas les moyens de préparer en toute quiétude « une guerre localisée », mais devait combattre, avec des finances ruinées, aussi bien au-delà du Rhin qu'au-delà du Mincio et de l'Adige ».

144. En 1859, des soulèvements populaires chassèrent les princes des duchés de Toscane, Modène et Parme, qui cherchèrent protection chez les Autrichiens. Aussitôt, les insurgés créèrent des

Assemblées qui réclamèrent le rattachement des duchés au Piémont. Le traité de Villafranca, qui prévoyait le retour des princes, fut mis en échec, et un plébiscite populaire obtint leur rattachement au Piémont en Mars 1860. Les émeutes gagnèrent également l'Italie centrale et une partie des Etats pontificaux — la Romagne — qui obtint également son rattachement au Piémont en 1860. Tout ce qui bénéficia à l'unité italienne fut donc obtenu contre la volonté de Napoléon III.

145. A la fin de sa brochure sur *le Pô et le Rhin,* Engels avait expliqué que les nations modernes devaient se constituer dans leurs « frontières naturelles » en fonction de la langue et des sympathies, si les nationalités étaient douées de vitalité. Engels note ici que la vitalité et les sympathies se manifestent le plus clairement au moment des révolutions modernes, qui galvanisent la volonté des masses et montrent combien elles sont capables d'évoluer vers des formes modernes de production et de distribution. A certains moments privilégiés de l'histoire, les divers facteurs convergent donc pour instaurer des nations modernes. Cf. note n° 192.

Pour Engels, les consultations populaires ne sont pas du tout le moyen infaillible de mesurer les sympathies nationales des populations. Les plébiscites faits par le vainqueur donnent le plus souvent des résultats qui sont favorables au camp qui présente le plus d'avantages matériels dans l'immédiat. La Sarre a été ainsi ballotée au gré de la fortune des armes (France) et de la prospérité économique (Allemagne).

146. Loi sur la sécurité générale, votée le 19 Février 1859 par le Corps législatif en vue de donner à l'Empereur et au gouvernement des droits illimités pour emprisonner, expulser ou bannir tous ceux qui étaient soupçonnés d'être hostiles au Second Empire.

147. Engels a misé sur un dynamisme supérieur des bourgeoisies pour former de grandes nations. Ainsi, en 1873 encore, Engels pensait que la Belgique devait finir par être rattachée à la France, comme le Canada devait revenir aux Etats-Unis (cf. lettre de Fr. Engels à Sorge, 10 Juillet 1888). Engels dit à la fin de sa brochure sur *le Pô et le Rhin :* la carte des nations est loin d'être définitive et il n'excluait pas — au contraire — des accords et arrangements ultérieurs.

S'il voyait d'un mauvais œil tout agrandissement territorial de la France, c'est que ses voisins italiens et allemands étaient encore divisés et affaiblis et que les prétentions territoriales françaises compromettaient un tracé rationnel des frontières en Europe occidentale, et visaient des terres allemandes ou italiennes. Elles compromettaient donc dangereusement les efforts d'unification de ces pays et faussaient la carte des grandes nationalités en Europe. En se penchant ainsi sur l'histoire vivante et réelle, Engels fut amené, par la force des choses, à être très réservé sur les capacités progressives des bourgeoisies nationales, et l'histoire ultérieure lui a donné amplement raison. Cf. note n° 191.

148. Engels écrit parfois *Nice,* mais entend tout le comté de Nice.

C'est ce comté qui revint à la France après le plébiscite, mais le roi du Piémont put empêcher qu'une partie (Tende dont la valeur stratégique est certaine) ne soit pas rattachée à la France. Celle-ci finit tout de même par l'obtenir en 1946. Etant devenus Français (lorsque la Russie, au lieu de lutter avec le prolétariat international s'est alliée à l'impérialisme américain), les communistes firent alors partie du gouvernement, allant plus loin dans la politique bonapartiste chauvine que Napoléon III lui-même, et tout cela en se référant à Marx et Engels. Les socialistes allemands de Willy Brandt ont eu l'honnêteté de rompre avec le marxisme, et Staline avait osé s'en prendre à Engels (sur la question nationale). Cet attachement à Marx et Engels n'est évidemment possible qu'aussi longtemps que l'énorme appareil communiste peut faire passer le marxisme pour une simple théorie abstraite sans implications pratiques. La reprise révolutionnaire, amorcée en mai 1968, ne manquera pas d'actualiser le marxisme et d'obliger ces « communistes » à rejeter Marx et Engels.

Par ailleurs, la politique européenne des Six n'est en rien supranationale, se fondant sur des rivalités ultrachauvines d'hégémonie militaire, comme le montre, par exemple, l'annexion de Tende.

149. Ces îlots de langue allemande se trouvent au pied des Alpes en Vénétie : ils sont le résultat d'une colonisation allemande, effectuée dans la seconde moitié du XIII^e siècle. De nos jours, il ne reste plus que quelques villages où l'on continue à parler un dialecte allemand.

150. Engels examine ici les diverses « solutions » possibles en fonction des intérêts de la Russie, qui fournit le plus souvent la clé de la politique internationale de l'Europe du siècle dernier.

En outre, étant moins directement engagée que les autres protagonistes immédiats, la Russie pouvait se permettre facilement des solutions de rechange, d'où elle retirait toujours un avantage quelconque. L'attitude de la Russie permet donc à Engels de nuancer au maximum les diverses conséquences possibles de la campagne d'Italie de 1859.

151. Les insurgés polonais avaient réussi à mettre la main sur les archives de l'archiduc Constantin qui détenait différents documents secrets relatifs à la diplomatie secrète du tsarisme. David Urquhart, avec lequel Marx se lia pour dénoncer la politique contre-révolutionnaire russe, publia une partie de ces documents en 1835-36 dans *Portfolio; or, a Collection of State Papers,* et une autre dans un ouvrage publié à Paris en 1854 *Recueil de documents relatifs à la Russie pour la plupart secrets et inédits utiles à consulter dans la crise actuelle.* On sait que Marx a consacré toute une partie de sa vie à étudier les différents aspects de la diplomatie russe.

152. A deux reprises — en Mai et Octobre 1850 — la Russie convoqua la Prusse et l'Autriche à Varsovie au moment où la lutte entre l'Autriche et la Prusse s'était rallumée pour conquérir l'hégémonie en Allemagne. Le tsar commanda littéralement le sort de l'unité allemande, et réussit, pour un temps, à faire renoncer la Prusse à unifier les Etats allemands sous son égide politique.

153. Engels ironise sur la dette de gratitude de l'Autriche envers la Russie qui l'avait aidée en 1848-49 à abattre la révolution hongroise. A mesure que la crise d'Orient s'aggrava au début des années 1850, la politique extérieure de l'Autriche devint de plus en plus hostile à la Russie ; le ministre des affaires étrangères d'Autriche, Schwarzenberg, aimait alors à répéter : « Le monde va apprendre, avec étonnement, combien nous pouvons être ingrats ».

154. Après 1871, poursuivant la même politique, la Russie « aidera » la France non plus à conquérir la rive gauche du Rhin, mais plus modestement à récupérer l'Alsace-Lorraine. Mais, ses prétentions en ce qui concerne sa « contrepartie » n'en seront pas diminuées pour autant.

155. L'ambassadeur anglais, lord Seymour, eut des entretiens à Pétersbourg avec Nicolas Ier sur la Turquie, l' « homme malade » de l'Europe. Marx en rend compte dans ses articles « Les documents relatif au partage de la Turquie » et « La correspondance diplomatique secrète », des 5 et 11 Avril 1854 de la *New York Tribune*. Cf. *Œuvres politiques*, vol. IV (consacré à la guerre russo-turque), p. 150-196 des éditions Costes, Paris, 1929.

156. Le 25 Septembre 1857, Napoléon III rencontra le tsar Alexandre III à Stuttgart pour s'assurer du soutien de la Russie en cas de conflit avec l'Autriche.

157. La *Gazette Générale* d'Augsbourg avait publié, le 16 Juin 1859, le texte de la circulaire de Gortchakoff dépêchée le 27 Mai 1859 aux représentants diplomatiques russes des divers Etats allemands.

158. Au traité de Tilsit, le 8 Juillet 1807, le tsar adhéra au blocus continental et donna son accord à Napoléon Ier pour la cession de vastes parties du territoire prussien. La Russie obtint un territoire prussien peuplé de 186 000 habitants.

Conformément aux décisions de Tilsit, l'Etat vassal du « Grand-Duché de Varsovie » fut créé, en 1807, à partir de territoires polonais occupés auparavant par la Prusse. En 1809, après la défaite de l'Autriche, le Grand-Duché fut grossi de parties polonaises occupées auparavant par l'Autriche.

159. Le Traité confédéral allemand est le nom donné à la Constitution de la Confédération allemande, préparée, le 8 Juin 1815, par le Congrès de Vienne. Cf. note n° 56.

160. Le Congrès de Troppau et de Laibach (Octobre 1820 à Mai 1821) proclama officiellement le principe de l'intervention des puissances de la Sainte-Alliance dans les affaires intérieures des autres Etats. A ce propos, Marx souligne que la bourgeoisie a, la première, montré la vanité des principes d'autonomie des nations. De même, elle a formé, avant les ouvriers, une Internationale. A Laibach, il fut décidé que des troupes autrichiennes seraient envoyées en Italie, afin de réprimer le mouvement national bourgeois de caractère révolutionnaire et de rétablir l'ordre absolutiste.

Le Congrès de Vérone (Octobre-Novembre 1822) décida d'une intervention française en Espagne, afin d'y rétablir la monarchie absolue ; il renouvela, en outre, à l'Autriche son mandat d'occuper l'Italie et s'attaqua au soulèvement grec.

161. Engels fait allusion à la circulaire du ministre des Affaires extérieures russe Nesselrode aux Etats allemands le 6 Juillet 1848. La Russie en appelait aux conventions de 1815 sur la solidarité internationale des Etats officiels pour intervenir contre les mouvements révolutionnaires de subversion en Europe centrale. Cf. note n° 101.

162. La question de la succession au Danemark fit l'objet, le 8 Mai 1852, d'un traité signé par les représentants de la Russie, de l'Autriche, de l'Angleterre, de la France, de la Prusse ainsi que de la Suède et du Danemark. Ce traité fut conclu sur la base d'un Protocole adopté par les mêmes puissances (moins la Prusse), le 2 Août 1850, à Londres, où elles avaient convenu du principe de l'indivisibilité des possessions de la couronne danoise comprenant les territoires allemands du Schlesvig-Holstein, qui dépendaient également de la Confédération allemande. Le Protocole de Londres parlait ouvertement du tsar comme prétendant légitime au trône danois (du fait que le descendant du duc de Holstein-Gottorp — Karl Peter Ulrich — régnait en Russie sous le nom de Pierre III). Cf. note n° 207.

163. Déjà lorsque Napoléon Ier envahit la Russie, une délégation lui avait rendu visite à Smolensk pour demander s'il était disposé à appuyer un mouvement d'émancipation de serfs contre le tsarisme. Parvenu à la limite sociale de ses possibilités révolutionnaires, l'Empereur refusa cette alliance, et sa défaite fut consommée.

L'excuse de Napoléon Ier est sans doute que la masse paysanne russe était encore relativement amorphe, en raison du faible développement de l'économie de classe en Russie. Il n'en était plus ainsi en 1859, au moment où l'Allemagne devait continuer l'œuvre de la révolution française, là où celle-ci avait échoué.

Certains critiques ont prétendu que Marx souffrait de russophobie. Or, dans ce domaine comme partout ailleurs, il considérait, plus que quiconque, quel était le rapport réel des forces et la situation historique déterminée. Certes, disait-il, on hait la Russie en Allemagne, « mais haïr et comprendre sont deux choses absolument différentes ». (Marx à Lassalle, 15 Septembre 1860). Lassalle, qui était un démagogue plutôt qu'un socialiste scientifique, répondit : « Tu dis : notre peuple hait suffisamment la Russie, mais ne la comprend pas assez. Ce dernier point m'est parfaitement indifférent. Même en déployant les plus grands efforts, nous ne pourrions transformer notre peuple en analyste de la diplomatie. La haine suffit chez la masse, même si, dans le pays, nous ne sommes que cinq ou six à comprendre aussi ». (17 Septembre 1860.)

164. Cf. Karl Marx, « Adresse du Conseil Général », in : *la Guerre Civile en France,* Ed. Soc., p. 62.

165. Cf. V. Lénine, « l'Opportunisme et la faillite de la IIe Internationale », 1916, in : *Œuvres choisies,* t. Ier, 2e partie, p. 420.

166. Cf. Karl Marx, « Herr Vogt », t. II, p. 1-93, in : *Œuvres complètes de Karl Marx,* des Editions Costes, 1927.

167. Dans *Sozialisten und Krieg,* Prag, 1937, p. 152, Kautsky rapporte la résolution de Lassalle sur la Pologne, et il explique en détail

comment Lassalle passa aux côté de Bismarck, cf. : « Lassalle 1864 in Sackgasse », p. 152-57. Cf. aussi « K. Marx. Lettres à Kugelmann. 1862-74. *Introduction de E. Czobel*, p. 13.

168. En raison de l'arrêt des importations de coton en provenance des Etats américains du Sud, l'industrie textile anglaise était paralysée, et les ouvriers réduits au chômage. Marx a participé activement aux meetings ouvriers afin d'éviter que l'Angleterre n'intervienne en Amérique du Nord en faveur des Etats esclavagistes du Sud. Il écrivit toute une série d'articles sur les opérations militaires d'Amérique du Nord, et critiqua le manque d'énergie et les compromis des Nordistes.

169. Au début 1865, Marx demanda à Engels s'il voulait écrire quelque chose sur la crise militaire survenue en Prusse, et lui fournit le schéma de la question. Cette lettre a été perdue, néanmoins, on peut en suivre la rédaction dans la correspondance Marx-Engels de Janvier-Février 1865.

170. A la suite de la révolution de Juillet 1830, à Paris, il y eut des soulèvements révolutionnaires dans diverses parties de l'Allemagne, notamment en Saxe, dans le Brunsvick, la Hesse, la Bavière et le Hanovre.

171. La *Gazette militaire* de Darmstadt était l'organe d'une association d'officiers allemands. Engels y publia plusieurs articles au cours des années 1860.

172. Au cours de cette période, la France et l'Autriche avaient adopté le système d'une armée de cadres, avec un temps de service long et la possibilité de racheter l'obligation de conscription.

173. Lors du soulèvement de Bade et du Palatinat de 1849, les troupes de Bade passèrent du côté des insurgés et formèrent le noyau d'une armée révolutionnaire.

174. Marx et Engels n'ont jamais prôné un système formé *uniquement* de milices. Au Congrès de Genève de la première Internationale, après avoir critiqué les pacifistes, ils firent adopter la résolution suivante : « Nous proposons l'armement universel du peuple et son instruction complète dans le maniement des armes. Comme nécessité transitoire, nous acceptons de petites armées permanentes, pour servir d'école aux officiers de la milice, chaque citoyen étant obligé de passer un temps très court dans cette armée ».

Engels pensait : « Ce n'est que dans une société édifiée et éduquée de manière communiste que l'on pourra se rapprocher du système des milices, et, là encore, de manière asymptotique ».

175. En Octobre 1858, le prince-régent Guillaume proclama un « cours libéral », et congédia le cabinet Manteuffel. La presse bourgeoise parla de manière dithyrambique de « Nouvelle Ere ». En réalité, le roi cherchait à consolider la position de la monarchie prussienne et des hobereaux en s'appuyant sur la force *économique* de la bourgeoisie : aucune réforme bourgeoise ne fut réalisée ; déçue, elle rejeta le projet de réforme militaire du gouvernement prussien, et ce fut le début du *conflit constitutionnel* qui aboutit à la mise en place de Bismarck, coïncidant avec la fin de la « Nouvelle Ere » en Septembre 1862.

176. Manteuffel fut au pouvoir pendant la période la plus noire de la contre-révolution, de 1850 à Octobre 1858. Satisfaite de ses affaires et effrayée par le prolétariat, la bourgeoisie se rangea aux côtés de la noblesse et de la réaction, qui traitèrent sans ménagements ceux qui avaient participé à la révolution de 1848-49. Toutes les conquêtes démocratiques de la révolution — liberté d'expression, droit de réunion et d'association ainsi que liberté de la presse — furent remises en question, et, après plusieurs révisions, la Constitution n'était plus qu'une peau de chagrin. Les privilèges d'état de la noblesse furent rétablis, et le pouvoir passa aux mains des hobereaux et de la cour.

177. Schulze-Delitzsch, l'un des dirigeants du Parti du progrès, proposait la création de coopératives et de sociétés de crédit alimentées par les économies des ouvriers eux-mêmes. Il prônait l'harmonie d'intérêt entre les classes ouvrières et bourgeoises, et prétendait que la création de coopératives pouvait améliorer le sort des ouvriers sous le capitalisme et sauver les artisans de la ruine.

178. Il s'agit, en réalité, de la *Nouvelle Gazette prussienne,* fondée en Juin 1848, à Berlin. C'était l'organe de la Cour et des hobereaux prussiens. On l'appelait *Gazette de la Croix* parce qu'elle portait en en-tête une croix de fer.

179. Au cours des années 1860, la Prusse connaissait un système bureaucratique de réglementation de l'industrie. Il fallait des autorisations particulières pour fonder de nouvelles entreprises dans certains secteurs industriels. Ces mesures, de caractère féodal et absolutiste, freinaient l'essor de l'économie capitaliste.

180. Engels fait allusion à un discours du roi de Prusse, en Mars 1848, où il proposa de se mettre « à la pointe de toute la patrie pour sauver l'Allemagne ».
Triade : plan de division de l'Allemagne en trois parties, l'Autriche, la Prusse et une confédération des Etats du Centre. Ce plan défendait les intérêts particularistes, vivaces surtout en Bavière et en Saxe.

181. Dans sa lettre du 11 Février 1865, Marx recommanda à Engels de formuler ce passage sur le suffrage universel de sorte que leur position ne fût pas assimilée à celle de Lassalle, qui obtint le suffrage universel des mains de Bismarck. Cf. Ed. Costes, *Correspondance K. Marx-Fr. Engels,* t. VIII, p. 152-54.

182. Le Parti du Progrès, avec Schultze-Delitzsch et Faucher, proposèrent, en Janvier 1865, d'abolir certains paragraphes de la législation sur les métiers afin d'utiliser l'essor du mouvement ouvrier pour appuyer les intérêts industriels de la bourgeoisie. La Diète prussienne se contenta de mesures bénignes en faveur du droit de coalition des ouvriers.

183. Marx et Engels auraient voulu faire publier d'abord le texte de cette brochure par l'organe *Social-Demokrat* de von Schweitzer. Or, celui-ci avait été acheté par Bismarck, cf. K. Kautsky, *Sozialisten und Krieg,* p. 157-62. Marx et Engels envoyèrent au *Social-Demokrat*

une déclaration, le 23 Février 1865, demandant à la rédaction de parler au moins aussi haut au ministère Bismarck et au parti féodal absolutiste qu'au parti bourgeois du progrès. Afin d'obliger von Schweitzer à publier leur déclaration — en fait véritable dénonciation — Marx et Engels chargèrent Liebknecht de la faire publier par d'autres journaux allemands. De nombreux ouvriers retirèrent leur abonnement au journal de von Schweitzer à la suite de cette prise de position de Marx et d'Engels.

184. Comme on le sait, la bataille décisive de cette campagne a été livrée à Königgrätz près de Sadova, le 3 Juillet 1866. Les Autrichiens, battus, étaient pratiquement encerclés, mais le commandant suprême prussien — le prince Frédéric-Charles — manqua l'occasion, au moment décisif, de sorte que l'armée autrichienne réussit à se dégager et à se retirer derrière l'Elbe, à Olmütz.

185. Napoléon remporta sa dernière victoire à Ligny, le 16 Juin 1815, avant de succomber à Waterloo.

186. Engels a joué un rôle actif dans la direction de la campagne militaire de Bade en 1849, cf. Fr. Engels : *La campagne pour la constitution du Reich* (1850). Le 15 Novembre 1857, pressentant une crise, Engels écrit à Marx : « Je constate, dès à présent, que la crise me fait corporellement autant de bien qu'un bain de mer. En 1848, nous disions : *c'est notre temps à nous qui vient maintenant,* et il en fut ainsi en un certain sens. Mais, cette fois-ci, il vient complètement : l'enjeu est, à présent, la tête elle-même. Mes études militaires deviennent ainsi tout à fait pratiques : je me précipite derechef sur l'analyse de l'organisation et les éléments de tactique des armées prussienne, autrichienne, bavaroise et française... ». En 1871, Engels ne put accepter l'offre de diriger les forces armées de la Commune, parce qu'à la première défaite, il eût été suspecté d'être un agent prussien : or, « aucun général ne peut remporter la victoire en gagnant toutes les batailles ». On le voit, Engels s'épanouit lorsque les entreprises périclitent, et intervient, directement ou indirectement, sur les champs de bataille contre la domination bourgeoise. Mais, ceci relève de l'anecdote. Ce qui compte, c'est que le marxisme *catastrophique* trouve que son temps est celui des crises et de la misère (les deux choses sont, hélas, liées) qu'il préfère à la prospérité bourgeoise de l'expansion économique (et à la politique contre-révolutionnaire qu'elle implique le plus souvent). S'il attribue, néanmoins, un sens historique au développement de la production, c'est parce que les contradictions s'aggravent dans une économie épanouie, celle-ci produisant donc les crises les plus profondes. Cf. notes n^os 11, 49 et 26.

187. Il ne s'agit pas d'une simple phrase. La guerre progressive du côté prussien n'était pas engagée contre le peuple français, mais contre le régime *impérialiste* de Napoléon III, qui était l'adversaire numéro un de la classe ouvrière française. Tout cela se confirme au moment de la Commune. De fait, la 1^re Adresse de l'Internationale sur la Guerre franco-allemande (rédigée par Marx) prescrit officiellement au prolétariat l'attitude suivante : « La classe ouvrière anglaise tend une main fraternelle aux travailleurs de France et d'Alle-

magne. Elle se sent profondément convaincue que, quelque tournure que prenne l'horrible guerre qui s'annonce, l'alliance des ouvriers de tous les pays finira par tuer la guerre. Tandis que la France et l'Allemagne officielles se précipitent dans une guerre fratricide, les ouvriers de France et d'Allemagne échangent des messages de paix et d'amitié. Ce fait unique, sans parallèle dans l'histoire du passé, ouvre la voie à un avenir plus lumineux. » (Ed. Soc. p. 281).

Les Editions Costes ont, semble-t-il, arrêté la publication de la *Correspondance Marx-Engels* en 1869, parce que nos auteurs étaient très durs pour le prolétariat français, à la veille même de son action la plus éclatante (Commune). Est-ce une erreur, de la part de Marx et Engels ? En fait, c'est l'image fidèle du mouvement historique, bien théorisé par le marxisme. En effet, les ouvriers français furent incapables de renverser leur propre bourgeoisie (et ce fut Bismarck qui s'en chargea, cf. ici p. 571). C'est ce qui, nous semble-t-il, explique le relatif pessimisme de Marx et Engels, en même temps que le fait que la difficulté principale du prolétariat moderne est de renverser *sa propre* bourgeoisie. La juste analyse historique explique donc la « mauvaise humeur » de nos auteurs, aussi bien que leur enthousiasme ultérieur.

188. Cf. *La Guerre civile en France.1871,* Ed. Soc., Première Adresse, p. 281.

189. Comme le Manifeste de Brunsvick le signale, la tendance naturelle d'une nation est de se défendre lorsque l'ennemi envahit son territoire. Mais, cela ne signifie aucunement que sa cause devienne juste pour autant. Ce serait rompre avec les critères d'appréciation marxiste d'une guerre qu'il faut appuyer ou combattre. Les partis sociaux-démocrates ont utilisé l'argument de la défense du territoire pour justifier leur politique d'union sacrée avec leur bourgeoisie, de sorte que, dans chaque camp, la guerre se trouva justifiée. Les marxistes — et Lénine en tête — ont combattu avec force cette falsification fondamentale des positions marxistes face à la guerre. Enfin, Marx a montré qu'une guerre « défensive » (ou mieux : une guerre qui trouve l'appui du prolétariat), ne se caractérise nullement par des critères contingents et liés aux succès des armes — attaque ou défense — mais aux caractères historiques, économiques, politiques et sociaux de la guerre — et pour autant que ces caractères durent. Ainsi, la guerre nationale progressive de la Prusse se transforma en guerre impérialiste, et se heurta dès lors à l'opposition — armée si possible — du prolétariat. Cela n'a rien à voir avec la guerre défensive au sens de la défense du territoire envahi : « Kugelmann confond une guerre défensive avec des opérations militaires défensives. Ainsi donc, si un individu m'attaque dans la rue, j'ai juste le droit de parer ses coups, et non de le terrasser, parce que je me transformerais alors en agresseur ! Le manque de dialectique se lit dans chaque mot que prononcent ces gens ! » *Marx à Engels,* 17 Août 1870).

La Gauche italienne, qui a eu les mêmes positions que Lénine, a fort bien élucidé cette question au cours de la guerre de 1914-19, notamment pour les pays capitalistes développés face à la guerre

impérialiste, cf. *Storia della Sinistra comunista,* Nuova raccolta di scritti 1912-1919. Edizioni « Il Programma Communiste », 1966, Milan.

190. En théorie, l'introduction d'un mode de production nouveau implique l'utilisation de la violence pour détruire les superstructures du mode de production antérieur et mettre en place les superstructures nouvelles (Etat, armée, juridiction, police, etc...). Une période de développement économique relativement calme suit cette révolution. Pendant ce temps, le prolétariat s'organise en luttant pour ses intérêts économiques (ce qui a pour effet de faire progresser rapidement l'industrie) et pour ses intérêts politiques et sociaux. Tout ceci en théorie ; en fait, Engels dira lui-même que l'unification de l'Allemagne (à Versailles) contenait en germe la nouvelle guerre impérialiste entre la France et la Russie d'une part, l'Allemagne de l'autre.

191. En théorie, la phase de systématisation nationale devait donner naissance à de grandes nations en Europe afin de développer les forces productives à une vaste échelle. Cette phase est une condition préalable au socialisme dans la mesure où le capitalisme crée les conditions économiques du socialisme (grande industrie, etc...).

Dans la note n° 147, nous avons vu comment Marx espérait, en 1853, que les petites nations européennes « ces excroissances d'un corps malsain » disparaîtraient au cours de la phase de systématisation nationale. En théorie, il n'était pas impossible qu'au cours de la période idyllique du capitalisme de 1870 à 1914, la bourgeoisie, au moyen de marchandages, agrandisse les nations existantes et les rapproche de leurs frontières « naturelles » : il n'en a rien été. La pratique des bourgeois est toujours en-dessous de ce qu'en théorie le marxisme leur concède comme possibilité, et c'est normal.

192. Engels montre ici comment le facteur national évolue tout au long du moyen âge sous l'effet du développement économique et s'emplit au fur et à mesure d'un contenu bourgeois. Ainsi, la nationalité, née en Europe occidentale entre le IV^e^ et VIII^e^ siècle, peut se muer en nation capitaliste au moment de la révolution bourgeoise. Cf. note n° 145.

193. En Octobre 1850, le tsar rencontra l'ambassadeur de Prusse et aussi l'Empereur autrichien, et leur dicta son point de vue sur l'affaire du Schlesvig-Holstein et l'unification allemande, à propos de la Diète fédérale. Cf. note n° 198.

194. La fête de la Wartbourg avait été organisée, en Octobre 1817, pour commémorer le tricentenaire de la Réforme et le quatrième anniversaire de la bataille de Leipzig. Cette fête, organisée par les corporations estudiantines en souvenir des guerres de libération nationale de 1813-14, était dirigée contre le régime de Metternich.

195. En Octobre 1801, la France et la Russie se mirent d'accord pour donner la Rhénanie à la France : 112 Etats allemands cessèrent d'exister et passèrent sous protectorat français. D'un point de vue formel, cet accord fut sanctionné par une résolution d'une prétendue Assemblée nationale allemande, la Diète de Ratisbonne (25 Février 1803).

196. Engels fait allusion à l'accord secret conclu le 3 Mars 1859 entre la France et la Russie aux dépens de l'Autriche. En cas de guerre en Italie, la Russie s'engageait à rester neutre ; la France promit de réviser les articles du traité de paix consécutif à la guerre de Crimée sur les limitations de la souveraineté russe en mer Noire. Cf aussi notes n^{os} 156 et 162.

197. Pendant son séjour en Angleterre, en 1848, Louis Bonaparte s'engagea dans les rangs de la police auxiliaire, et participa, le 10 Avril 1848, à la démonstation de force contre les chartistes.

198. Le ministre des affaires extérieures de Prusse — von Schleinitz — qualifia de politique des mains libres la position adoptée par son pays dans le conflit entre l'Autriche, et la France et le Piémont. Il entendait ne pas s'engager aux côtés de l'un quelconque des belligérants, mais ne pas se proclamer neutre pour autant (? !), puisque l'Autriche-Allemande se battait en Italie.

199. Il s'agit du gouvernement réactionnaire du prince de Schwarzenberg, formé, en Novembre 1848, après que le soulèvement viennois, du 18 Mars 1848, amorçant la révolution bourgeoise-démocratique, ait été écrasé.

200. En Août 1863, l'Empereur François-Joseph réunit, à Francfort-sur-le-Main, un congrès des princes allemands pour discuter d'un projet de réforme de la Confédération tendant à assurer l'hégémonie autrichienne en Allemagne. Guillaume I^{er} de Prusse refusa de participer à ce congrès.

201. Engels fait allusion à l'*Union Douanière* (Zollverein) créée en 1834 sous la direction de la Prusse. En 1819, quelques petits Etats, dont le plus important était la Hesse-Darmstadt, avaient conclu des accords douaniers avec la Prusse. Le marché, ainsi créé au fur et à mesure, contribua à l'unification *politique* de l'Allemagne en 1871. Cf. note n° 210.

202. La question du recrutement des soldats et des officiers détermine plus ou moins le caractère de classe de l'armée. Avec l'obligation militaire pour tous, ce recrutement s'effectue dans toutes les couches sociales, et l'on retrouve dans l'armée la prépondérance des industriels sur les agrariens, et donc une efficacité plus grande en même temps qu'une vision et un esprit plus larges de la troupe. Avec le service militaire obligatoire, nous avons toujours, certes, affaire à une armée bourgeoise, mais elle constitue, d'une part, l'arme la plus efficace contre l'ancien régime, d'autre part, la condition préalable la plus favorable au défaitisme révolutionnaire et à sa transformation ultérieure en armée rouge, en période aiguë de crise sociale.

203. Les libéraux bourgeois qualifièrent de *Kulturkampf* l'ensemble des mesures prises par Bismarck au cours des années 1870 pour instaurer une culture laïque. En fait, l'homme d'Etat prussien visait au travers de l'église catholique le parti du Centre, qui représentait toutes les survivances des petits Etats particularistes et antiprussiens du Centre et du Sud de l'Allemagne notamment. En même temps, Bismarck utilisa cette campagne anticatholique pour opprimer les ter-

ritoires polonais occupés par la Prusse, et, dans une mesure moindre, l'Alsace-Lorraine. Enfin, Bismarck masquait les luttes de classes par des querelles religieuses, en faisant s'organiser les groupes les plus réactionnaires autour du parti du Centre en une opposition militante, si bien que les ouvriers se trouvaient pris entre deux ennemis bien organisés et combatifs : le parti bismarckien au pouvoir, et le Centre réactionnaire. Cf. note n° 227.

204. Tschech avait été maire de Storkow jusqu'en 1841. Le 26 Juillet 1844, il tira deux coups de pistolet sur Frédéric-Guillaume IV sans l'atteindre. Marx et Engels ont été parfois amenés à condamner *certains* attentats individuels, trop faciles à organiser par la police pour justifier, à l'heure de son choix, une répression et une action préventive contre le mouvement ouvrier. En outre, contrairement à certains théoriciens anarchisants, le marxisme affirme qu'on ne peut « faire » la révolution par cette seule méthode. Ceci étant, Marx et Engels ont admis les attentats et actions individuelles pour diverses raisons : comme moyen de refreiner l'ardeur de certains agents trop zélés de la bourgeoisie ou de la réaction assurés que, quoi qu'ils fassent, ils jouiraient de l'impunité ; comme moyen de faire respecter le mouvement révolutionnaire, qui ne saurait se laisser intimider par une répression à sens unique qui le démoraliserait ; comme moyen de limiter les tueries organisées par les classes dominantes. Dans son *Adresse* de Mars 1850, Marx écrivait : « Loin de s'opposer aux prétendus excès, aux exemples de vengeance populaire contre des individus haïs ou des édifices publics qui n'évoquent que des souvenirs détestables, il ne faut pas seulement tolérer de tels exemples, mais il faut encore en prendre la direction en mains ».

La chanson de la baronne Droste-Fischering est une parodie du « Saint-Suaire » de Jésus exposé à Trèves, lieu de pélerinage des fidèles.

205. La *Ligue Nationale* fut créée le 15-16 Septembre 1859 au Congrès des libéraux bourgeois de Francfort-sur-le-Main. Son but était d'unifier l'Allemagne sous l'égide prussienne, en excluant l'Autriche. Elle fut dissoute après la victoire de Sadova, de 1866, lorsque fut créée la Fédération de l'Allemagne du Nord.

206. La Prusse signa une convention avec la Russie le 8 Février 1863, lors de l'insurrection polonaise. Elle prévoyait des opérations communes contre les Polonais, permit de poursuivre les insurgés par-delà les frontières. Avant même la signature de la Convention, les troupes prussiennes occupèrent la frontière pour empêcher le passage des Polonais en zone prussienne. Si la convention ne fut pas signée, elle fut cependant appliquée.

207. Au cours de la guerre prusso-danoise de 1848, l'Autriche prit fait et cause pour le Danemark aux côtés des grandes puissances européennes qui forcèrent la Prusse à conclure la paix avec le Danemark en Juillet 1850. L'armée du Schlesvig-Holstein subit de sévères défaites devant les Danois, et au cours de l'hiver 1850-51, l'Autriche insista pour l'envoi de troupes prusso-autrichiennes au

Holstein afin de désarmer l'armée du Schlesvig-Holstein. Cf. aussi notes n[os] 195 et n° 162.

208. Engels fait allusion aux préparatifs diplomatiques de la guerre austro-prussienne de 1866. L'ambassadeur prussien — von Goltz — réussit à apprendre de la bouche de Napoléon III que la France resterait neutre, et aurait une attitude bienveillante vis-à-vis de la formation d'un confédération du Nord de l'Allemagne par la Prusse, moyennant compensations territoriales en faveur de la France. En même temps, Bismarck mena des tractations avec le général italien Govone pour mettre au point une attitude commune italo-prussienne en cas de guerre contre l'Autriche. Sachant que ses propos seraient rapportés à Napoléon III, il laissa entendre à Govone qu'il serait prêt à céder à la France le territoire allemand situé entre la Moselle et le Rhin, si Napoléon III laissait le champ libre aux Prussiens et aux Italiens. Les entretiens avec Govone se conclurent, le 8 Avril, avec la signature d'un accord de défense et d'offensive. En cas de victoire sur l'Autriche, la Vénétie devait être rattachée à l'Italie. Cf. Note n° 213.

209. En Septembre 1866, Bismarck soumit à la Diète prussienne ce qu'il est convenu d'appeler le projet d'indemnité, c'est-à-dire un projet de loi déchargeant le gouvernement de la responsabilité pour l'administration hors budget qu'il avait menée au cours du Conflit constitutionnel. Cf. note n° 175. Le Conflit s'acheva avec la capitulation pure et simple de l'opposition bourgeoise.

210. En 1867, fut créé l'organisme suprême de l'*Union Douanière*, qui fut élargie après la guerre de 1866 par la Prusse aux Etats du Sud avec la signature d'une convention le 8 Juillet 1867. Bismarck s'efforça d'étendre les compétences de cet organisme à des questions politiques, et se heurta au refus de ses partenaires sur ce point. Cf. note n° 201.

211. La ligne du Main séparait la Confédération du Nord de l'Allemagne des Etats du Sud.

212. De 1308 à 1437, la maison de Luxembourg fut à la tête du Saint Empire romain germanique, en même temps qu'elle avait la couronne tchèque et, de 1387 à 1437, celle de Hongrie.

213. Lors du traité de paix, conclu à Vienne, le 3 Octobre 1866, entre l'Autriche et l'Italie, la Vénétie fut rendue aux Italiens. Bien que l'Italie eût participé aux côtés de la Prusse à la guerre austro-prussienne de 1866, l'Autriche ne lui rendit pas les territoires du Sud-Tyrol et Trieste qui lui appartenaient. La Prusse n'avait pas intérêt à ce que l'Autriche se détourne de ses possessions étrangères et s'occupe de l'Allemagne.

214. La Conférence de Londres des représentants de l'Autriche, de la Russie, de la Prusse, de la France, de l'Italie, de la Belgique et du Luxembourg, du 7 au 11 Mai 1867, aboutit à la déclaration de neutralité du Luxembourg.

215. Von Schweitzer, qui était passé aux côtés de Bismarck, avait obtenu de celui-ci une déclaration démagogique selon laquelle la Prusse ne faisait pas la guerre aux ouvriers ni au peuple français.

216. C'était une cour de justice instaurée en 1679-80 par Louis XIV pour fonder d'un point de vue juridique et historique, les revendications françaises sur la rive gauche du Rhin. Les jugements de cette cour justifiaient le rattachement des territoires conquis aux dépens de l'Allemagne.

217. Dans son discours au Reichstag, du 6 Février 1888, au cours du débat sur le nouveau projet militaire, Bismarck tint à renforcer ses forces armées. Il reconnut, en fait, à cette occasion, que l'accord anti-allemand de la France et de la Russie était pratiquement un fait accompli.

218. Au cours de l'hiver 1886-87, à l'occasion d'une détérioration des relations franco-germaniques, Bismarck lança une campagne de presse sur le « danger de guerre » pour obtenir de nouveaux crédits militaires. Etant désavoué par la majorité, Bismarck fit dissoudre le Reichstag. Lors des élections de Février 1887, Bismarck obtint sa majorité, et le nouveau Parlement ratifia le budget de Bismarck.

219. Dans une lettre du 11 Décembre 1884 à Bebel, Engels prédit à l'Allemagne un essor industriel remarquable du fait de la nécessité pour ce pays d'exporter et, en conséquence, de rationaliser au maximum son industrie, et d'abaisser les coûts de production si possible. Les capitalistes pouvaient abaisser les salaires à un taux dérisoire du fait de la prévalence des mœurs petit-bourgeoises, qui faisaient que l'ouvrier continuait avec sa famille à cultiver son lopin de terre et exercer des activités artisanales accessoires. Le capitaliste pouvait faire cadeau à l'acheteur de la marchandise de la partie non payée des salaires. L'accumulation primitive du capital se fit donc dans des conditions quelque peu différentes de celles de l'Angleterre.

220. Engels fait allusion à la crise économique de 1873, qui mit fin à la période d'essor inouï de l'industrie après 1870 et de spéculations effrénées. L'Allemagne était devenue une nation, dont le cours vital était déterminé désormais par la production et la distribution capitalistes (fin de l'ère de la systématisation nationale).

221. En effet, il subsistait en Allemagne l'Association lassallienne et le parti social-démocrate fondé en 1869 à Eisenach. Les deux fractions s'unirent, en 1875, au Congrès de Gotha, cf. K. Marx-Fr. Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Ed. Soc., 1950.

222. En Novembre 1870, le Bade, la Hesse, la Bavière et le Wurtemberg signèrent un Traité d'adhésion à la Confédération de l'Allemagne du Nord. Certaines clauses de cette Confédération d'Allemagne du Nord durent être modifiées afin d'assurer une grande indépendance aux Etats membres de la Confédération. Certains Etats s'octroyèrent des droits particuliers (Bavière et Wurtemberg), et ils leur furent garantis par la Constitution d'Empire.

223. Engels fait allusion au gouvernement de Salisbury qui, en Mars 1888, introduisit un projet de loi sur la réforme de l'administration locale anglaise, adoptée en Août par le Parlement. Le ministère conservateur cherchait ainsi à détourner l'attention du public

sur l'augmentation des dépenses militaires pour l'armée et la flotte en vue de soutenir sa politique extérieure agressive.

224. Réaction extrémiste des catholiques contre l'indépendance des Eglises nationales et le droit pontifical d'intervenir dans les affaires intérieures de chaque nation. Cette tendance se manifesta au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle par la formation de partis catholiques dans la plupart des pays européens, et la proclamation de l'infaillibilité du Pape au Concile du Vatican en 1870.

225. Les troupes du Royaume d'Italie entrèrent, le 20 Septembre 1870, à Rome qui était sous souveraineté papale. Les Etats pontificaux demandèrent, à une majorité écrasante, leur rattachement à l'Italie, le 2 Octobre. Ils furent alors incorporés à l'Italie. L'unification italienne était ainsi terminée. La loi de garantie de 1871 ne laissa au Pape une souveraineté qu'à l'intérieur de l'Etat du Vatican et du Latran. Le Pape excommunia les responsables de la conquête de Rome et rejeta la loi de garantie pour se déclarer « prisonnier au Vatican ». Le conflit ne prit fin qu'en 1929, lors de l'accord entre le Pape et Mussolini.

226. En 1876 et 1877, Bismarck déposa plainte contre des journalistes et politiciens conservateurs, qui avaient dénoncé sa participation à des spéculations en Bourse, etc...

227. Engels ironise sur la déclaration faite par Bismarck en Mai 1872 au début du *Kulturkampf :* « Nous n'irons jamais à Canossa ! ». En fait, il dut faire les plus grandes concessions au parti du Centre de 1878 à 1887 et même au Pape Léon XIII. C'est ainsi qu'il finit par abolir toutes les lois anticatholiques. Finalement, Bismarck se sépara de ses collaborateurs les plus opposés au catholicisme. Ainsi, prit fin le *Kulturkampf.*

228. Il s'agit d'un projet de loi déposé, en 1874, par Bismarck à la suite de la campagne qu'il avait engagée à propos du « danger de guerre avec la France ». Il voulait obtenir des crédits militaires pour porter à 401 000 hommes l'effectif de l'armée prussienne de paix.

229. La Serbie et le Monténégro déclarèrent, le 2 Juillet 1876, la guerre à la Turquie, afin de soutenir le soulèvement en Bosnie et en Herzégovine. L'avance serbe fut stoppée dès le milieu de Juillet, et l'armée serbe subit défaite sur défaite. En Février 1877, l'armistice fut conclu entre la Serbie et la Turquie.

230. Le 30 Juillet 1877, les Russes tentèrent, pour la seconde fois, de conquérir Plevna. Ils ne purent s'en emparer qu'en Décembre 1877.

231. Les sociaux-démocrates publièrent la brochure de S. Borkheim sur les patriotes allemands de 1806-07 à l'initiative d'Engels. Borkheim avait utilisé la documentation préparée par Eduard von Höpfner dans son ouvrage *Der Krieg von 1806 und 1807. Ein Beitrag zur Geschichte der Preussischen Armee, nach den Quellen des Kriegs-Archiv bearbeitet,* 4 vol. 2^e éd., Berlin, 1855.

TABLE

INTRODUCTION

PAGES

Œuvres complètes et vision intégrale du marxisme 7
Naissance, essor et disparition de la violence 21
La violence dans la théorie et l'action du marxisme 55

PREPARATION DE LA REVOLUTION DE 1848

Le rapport de force en Europe avant 1848 93
Fr. Engels. — *Notes historiques sur l'Allemagne* 93
Fr. Engels. — *La situation allemande* 101
Fr. Engels. — *Faiblesses de la réaction allemande contre Napoléon* 108
Fr. Engels. — *La révolution française : le prolétariat et la guerre de propagation révolutionnaire* 113
Fr. Engels. — *Progrès de la réforme sociale sur le continent* 117
Fr. Engels. — *Les crises anglaises* 137
Fr. Engels. — *Lettre de Londres* 143
Marx et Engels. — *Discours sur le parti chartiste, l'Allemagne et la Pologne* 146

Elaboration de la stratégie révolutionnaire 151

Notice du traducteur 151
K. Marx. — *Notes critiques* 156
K. Marx. — *Critique de Hegel* 176

K. Marx et Fr. Engels. — *Les revendications du Parti communiste en Allemagne* 185

LA REVOLUTION DE 1848-49

Premiers engagements 191
Fr. Engels. — *La révolution à Paris* 191
K. Marx. — *Les héritiers de la révolution allemande de Mars* 194
Fr. Engels. — *Parodie de guerre au Schlesvig-Holstein* 195
Le sommet militaire de Juin 199
Fr. Engels. — *La Révolution de Juin* 199
Fr. Engels. — *Le 23 Juin* 209
Fr. Engels. — *Le 25 Juin* 214
La contrepartie révolutionnaire en Europe centrale et méridionale 221
K. Marx. — *La victoire de la contre-révolution à Vienne* .. 221
Fr. Engels. — *La lutte des Magyars* 225
Fr. Engels. — *La guerre en Italie et en Hongrie* 239
Fr. Engels. — *La défaite des Piémontais* 243
Fr. Engels. — *L'armée prussienne et le soulèvement révolutionnaire du peuple* 250
Fr. Engels. — *La Hongrie* 251
K. Marx. — *Interdiction de « La Nouvelle Gazette rhénane » par la loi martiale* 262
Enseignements des révolutions de 1848-49 et perspectives immédiates 267
Notice du traducteur 267
Karl Marx. — *Revue Janvier-Février 1850* 276
Karl Marx. — *Le règne des prétoriens* 289
Karl Marx. — *Le Crédit Mobilier français* 291
Prolongements militaires de 1848-49 299
Notice du traducteur 299
Karl Marx. — *Le conflit russo-turc* 306
Karl Marx. — *La guerre de Crimée* 307
Fr. Engels. — *La guerre européenne* 316

TOPOGRAPHIE ET CONFORMATION DES ETATS MODERNES

Notice du traducteur 323
Karl Marx. — *Directives du parti sur la guerre italienne de l'été 1859* 329
Fr. Engels. — *Le Pô et le Rhin* 332
Fr. Engels. — *La Savoie, Nice et le Rhin* 384

STRATEGIE DANS LA PERIODE DES LUTTES NATIONALES PROGRESSIVES

Notice du traducteur 433
Unité allemande et révolution 447
Karl Marx. — *Proclamation en faveur de la Pologne* 447
Fr. Engels. — *La question militaire prussienne et le Parti ouvrier allemand* 449

Fr. Engels. — *La guerre austro-prussienne de 1866* 491
Fr. Engels. — *Caractère de la guerre franco-prussienne de 1870* 514
Karl Marx. — *Manifeste en faveur de la paix et contre l'annexion* 517

REVOLUTION ET STRUCTURES DE L'ETAT NATIONAL

Notice du traducteur 527
Fr. Engels. — *Le rôle de la violence dans l'histoire. Violence et économie dans la formation du nouvel Empire allemand* 532
Fr. Engels. — *Plan de la partie finale* 598

FIN DE LA PHASE NATIONALE EN EUROPE OCCIDENTALE, SES DEBUTS EN EUROPE ORIENTALE

Notice du traducteur 603
Karl Marx. — *La guerre russo-turque de 1877-78* 605
Fr. Engels. — *Ce qui attend l'Europe* 609

NOTES 613

Karl MARX et Friedrich ENGELS

[1978]

LA CRISE

Traduction et notes
de Roger DANGEVILLE

Un document produit en version numérique par Diane Brunet, bénévole,
Diane Brunet, bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi
Courriel: Brunet_diane@hotmail.com
Page web dans Les Classiques des sciences sociales

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: http://classiques.uqac.ca/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: http://bibliotheque.uqac.ca/

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Claude Ovtcharenko, bénévole, journaliste à la retraite près de Bordeaux, à 40 km de Périgueux.

Courriel: c.ovt@wanadoo.fr

à partir de :

Karl MARX et Friedrich ENGELS

CRITIQUE DE MALTHUS

Traduction et notes de Roger DANGEVILLE.

Paris : Union Générale d'Éditions, 1978, 444 pp. Collection 10/18, inédit.

Le 24 mai 2012, Mme Éva Dangeville, épouse du traducteur, Roger Dangeville, accordait sa permission de diffuser ce livre, en accès libre à tous, dans Les Classiques des sciences sociales. Elle souhaite vivement que nous acceptions de rediffuser ce livre, toujours d'une grande actualité.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.
Pour les citations : Times New Roman, 12 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 20 avril 2015 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

DES MÊMES AUTEURS

DANS LA COLLECTION 10/ 18

Marx, Un chapitre inédit du capital.

Marx, *Critique de l'État hégélien.*

Marx, *Grundrisse.*

t. I. L'argent.

t. II. Le capital.

t. Il bis. (supplément gratuit).

t. III. Le capital *(suite).*

t. IV. Plus-value et profit.

t. V. Travaux annexes ; index.

Marx, *Manifeste du parti, communiste*.

Marx, *La question juive*.

Marx/Bakounine, *Socialisme autoritaire ou libertaire.*

t. I.

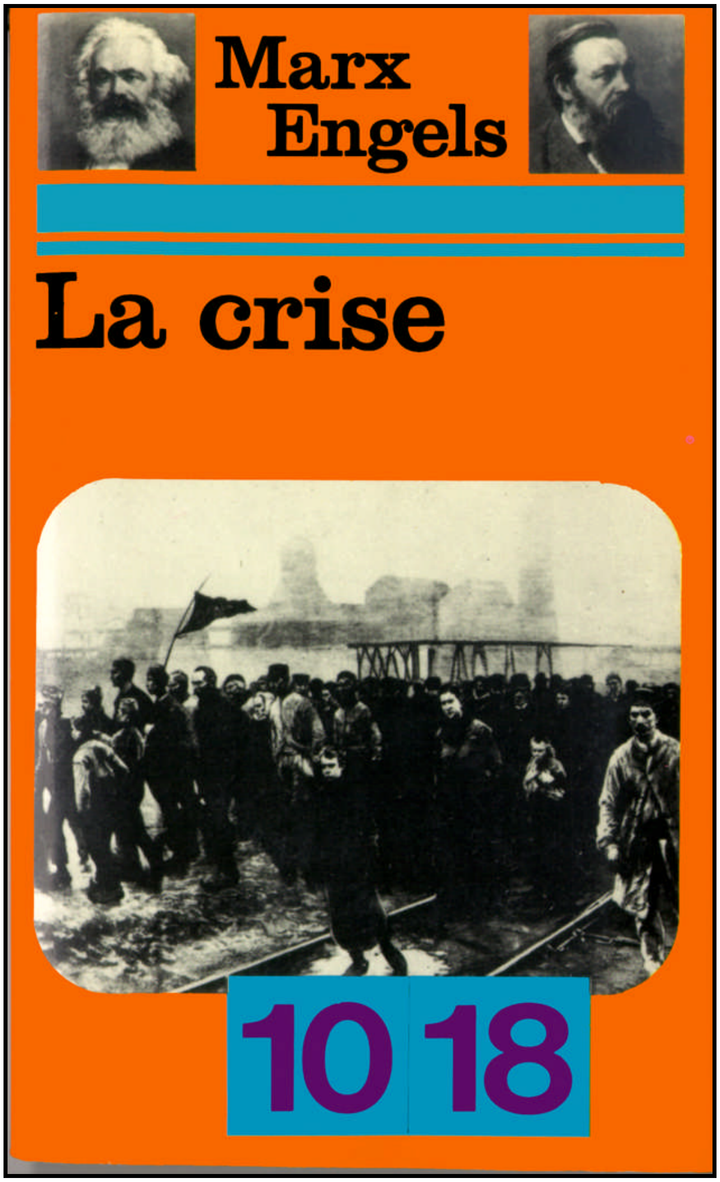
t. II.

Marx/Engels, *La Russie.*

Marx/Engels, *La social-démocratie allemande*.

Marx/Engels/Lenine/Staline, *La lutte des partisans. Marxisme et Algérie.*

Karl Marx et Friedrich Engels



Paris : Union Générale d'Éditions, 1978, 444 pp.
Collection 10/18, inédit.

[441]

Table des matières

Quatrième de couverture

PRÉFACE [9]

Négation est définition (p. 9) - Symptômes de la crise (p. 12) - L'explication de la crise chez Marx (p. 14) - La réaction en chaîne dans la crise (p. 17) - Absolues ou relatives ? (p. 24) - Crise agraire et industrielle (p. 30) - Dénégations significatives (p. 36) - Crise cyclique et crise historique (p. 39) - La crise : faillite et succès (p. 41) - La crise au passé (p.42) - La définition sous-vulgaire de la crise (p. 48) - Toujours pire (p. 50) - Crise de surproduction (p. 53) - Métamorphose de la surproduction en pénurie (p. 59) - Contradiction fondamentale entre capital et travail (p. 63) - La crise des pays dépendants (p. 66) - Matières premières et crise (p. 68) - Crise au niveau de la reproduction simple (p. 71) - Crise et limitations du capital (p. 76).

1. PARTIE DESCRIPTIVE [83]

1. LA CRISE GÉNÉRALE DE 1848 [85]

Le prélude anglais de 1847 [85]

La crise en France [87]

Crise des faibles et prospérité des forts [89]

Rebondissement de la crise en Angleterre [91]

Crise, prospérité et révolutions [93]

L'issue de la crise de 1848-49 [121]

2. LE CYCLE DE LA CRISE DE 1857 [123]

Difficultés intermédiaires [123]

La crise agricole. [125]

La crise industrielle et commerciale de 1855 [128]

La crise commerciale en Grande-Bretagne [132]

La crise monétaire en Europe [135]

Diverses questions - et la Russie [140]

La crise en Europe [145]

La loi bancaire de 1844 et la crise monétaire en Angleterre [148]

Crise reportée sur les satellites et l'État [159]

La crise commerciale en Angleterre [162]

La crise financière en Europe. [166]

La crise en Europe [173]

3. LA CRISE SURMONTÉE, MAIS GÉNÉRALISÉE [181]

La crise française [181]

Crise chronique en France : inflation et stagnation [188]

Moyens dilatoires de la crise [193]

Crises économiques et circulation monétaire [195]

Crise et crédit fictif [201]

Prolongement de la crise [205]

Guerre civile américaine et crise anglaise [206]

II. PARTIE EXPLICATIVE [213]

PRÉLIMINAIRE [215]

Les crises du capitalisme drogué (p. 215) – Croissance et cycle des crises (p. 219) - Les prolongements de la crise (p. 223) - La drogue du militarisme (p. 225) - Économie de guerre en permanence (p. 229) - La drogue de l'impé-rialisme (p. 233) - La supercrise de l'impérialisme (p. 236) - La drogue de l'étatisation (p. 237) - La drogue de l'inflation (p. 241) - La sous-consommation et l'art des profits (p 244) - Théorie du capitalisme drogué (p. 249) - Homicide des morts (p. 257) - La drogue de la consommation et du luxe (p 260) - Moyens de subsistance et industries de mort (p. 263) - Dévalo-

risation et banqueroute (p. 269) - Bilan de faillite (p. 271) - Crise mortelle du capitalisme (p. 276).

1. EXPLICATION DES CRISES À PARTIR DES DIVERSES FORMES QUI CONSTITUENT LA BASE ÉCONOMIQUE DU SYSTÈME CAPITALISTE [288]

Le problème des crises [288]

Surproduction de marchandises et surabondance de capitaux [293]

Possibilité des crises à partir des contradictions de la marchandise et de l'argent [296]

Surproduction partielle et universelle, relative et absolue. Demande solvable et besoins absolus. [302]

Transformation de la possibilité de la crise en sa réalité. La crise comme manifestation. de toutes les contradictions de l'économie bourgeoise [304]

Sur les formes de la crise [312]

Surproduction et production « proportionnée ». Contradictions entre production et consommation. dans les conditions capitalistes. Transformation de la surproduction d'articles décisifs de la consommation en surproduction générale. [317]

L'expansion du marché ne suit pas celle de la production. La conception ricardienne de l'expansion illimitée de la demande et de la consommation. [326]

La contradiction entre l'essor des forces productives et la limitation de la consommation entraîne la surproduction. La théorie apologétique de l'impossibilité d'une surproduction générale. [328]

2. BAISSE TENDANCIELLE DU TAUX DE PROFIT ET CRISES [339]

L'exaspération croissante des contradictions internes du capital [339]

Conflit entre l'accroissement de la production et la valorisation du capital [342]

Changement de prix des matières premières et crise [357]

Crises et renouvellement de l'outillage [363]

3. POINTS MERCANTILES ET MONÉTAIRES DE CRISE [365]

Taux de profit et valeurs des actions [365]
Taux de l'intérêt de crise [368]
Crédit, levier de la surproduction et facteur de crises. [370]
Capital réel et capital monétaire [370]

4. PROLONGEMENTS MULTIPLES DE LA CRISE [383]

Guerre de concurrence [383]
La guerre cachée contre les ouvriers [384]
Guerre et révolution [386]

Retour à la table des matières

NOTES [389]

Les notes en fin de texte ont toutes été converties en notes de bas de pages afin d'en faciliter la lecture. JMT.

ANNEXE [429]

TABLE DES MATIÈRES [441]

La table des matières a été insérée en début de texte pour faciliter la compréhension du livre et la navigation dans le livre. JMT.

LA CRISE

Quatrième de couverture

Retour à la table des matières

Pour Marx, la crise a deux faces. L'hégémonique Angleterre ne connaît chez elle que les *crises économiques*, et elle exporte leurs *prolongements politiques, militaires ou révolutionnaires* dans les autres pays.

Après 1870, devant la concurrence redoutable de nouveaux capitalistes, les docteurs ès économie interviennent pour débloquer la vieille machine productive, en lui injectant les *drogues* du crédit, de l'inflation, de l'impérialisme colonialiste et de la course à l'armement que centralise l'État-providence. C'est le cycle prolongé de prospérité du capitalisme « idyllique », mais c'est aussi la folle surproduction et 1914, avec ses guerres et ses révolutions.

Textes en grande partie inédits.

[7]

« Les crises commerciales, par leur retour périodique, mettent de plus en plus en danger l'existence de la société bourgeoise. Chacune de ces crises détruit, non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives existantes.

« Ces crises témoignent d'une épidémie sociale qui, à toute autre époque eût semblé absurde : l'épidémie de la *surproduction*. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée. On dirait qu'une famine, une guerre d'extermination, lui aient coupé ses moyens de vivre ; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives, dont elle dispose ne servent plus à faire avancer les rapports de la propriété bourgeoise ; elles sont, au contraire, devenues trop puissantes pour ces rapports qui ne font que les entraver. Or chaque fois qu'elles surmontent ces entraves, les forces productives sociales jettent dans le désordre toute la société bourgeoise et menacent l'existence de la propriété capitaliste. Les rapports bourgeois sont devenus trop étroits pour contenir les richesses qu'elles ont créées. » (Cf. Marx et Engels, le *Manifeste du parti, communiste*.)

[8]

[9]

LA CRISE

PRÉFACE

par Roger DANGEVILLE, 1978.

Négation est définition

Retour à la table des matières

La crise arrive comme mars en carême - au comble de la prospérité, dont elle est l'exact opposé. Elle met tout sens dessus dessous : les rythmes *positifs* de croissance de la production évoluent en indices *négatifs,* les *profits* se muent en *déficits* d'entreprise, le pouvoir d'achat - sinon les prix - qui ne cessait de *monter* durant la prospérité se met à *baisser,* la pléthore de marchandises engendre sur le marché une *pénurie qui* se généralise de plus en plus, l'essor frénétique d'usines et d'industries nouvelles débouche sur des *faillites accélérées,* le manque de main-d'œuvre avec les interminables horaires de travail fait place au travail à temps partiel et au chômage massif, etc.

Ce genre de crise ne peut se développer que sur une base déterminée, le capitalisme fondé sur des antagonismes susceptibles de produire de tels effets, là où la richesse (mieux : l'accumulation de capital, d'argent et de marchandises) repose directement sur la misère (plus précisément : la prolétarisation) et où le but de la société est la production effrénée de *plus-value extorquée* aux ouvriers salariés.

Avant la société bourgeoise, il existait aussi, bien sûr, des antagonismes et des conflits violents ; des révolutions ont éclaté, comme il y a eu accumulation de richesses en face de la [10] misère (donc des pénuries, des disettes), mais il n'y a pas eu de crises, au sens moderne, spécifique du terme [1].

Selon Engels, « la sous-consommation des masses, une consommation réduite au minimum indispensable pour leur permettre de subsister et de se reproduire, n'est hélas pas du tout un phénomène nouveau. Elle existe depuis qu'il y a des classes exploiteuses et exploitées. Même dans des périodes de l'histoire où la condition des masses était particulièrement favorable - par exemple, au xv^e^ siècle en Angleterre -, elles souffraient de sous-consommation. Si celle-ci est un phénomène historique qui dure des millénaires l'engor*gement général du marché* qui éclate en crises *par suite de l'excédent de la production*, ne se manifeste que depuis une cinquantaine d'années. Il faut donc toute la banalité de l'économie vulgaire, chère à M. Dühring, pour expliquer cette collision spécifique par la sous-consommation *vieille* de milliers d'années, et non par le phénomène *nouveau* de la *surproduction*. [L'explication finale et décisive se trouve donc pour Engels, dans le *mode de production*, dont le but est la création de *plus-value* avec la *production pour la production*. N.d.Tr.]. M. Dühring procède ici comme si, en mathématique, on voulait expliquer la variation du rapport de deux grandeurs - une constante et une variable -, non par le fait que la variable change, mais que la constante reste la même ! La sous-consommation des masses est la condition *sine qua non* de toutes les formes de société basées sur l'exploitation, et donc aussi de la capitaliste. Cependant, *seule la forme capitaliste de production aboutit à des crises*. En somme, la sous-consommation est, elle aussi, une condition préalable des crises, et elle y joue un rôle reconnu depuis longtemps. Néanmoins, elle ne nous explique pas plus les causes de l'existence actuelle des crises que celles de leur absence dans le passé [2],»

---

1 Au début de *l'Idéologie allemande* (cf. Éditions sociales, 1968, p. 48). Marx donne un exemple historique de convulsions économiques et sociales (déclin de l'industrie, de l'agriculture et du commerce, recul démographique, etc.) qui, sans être une crise, ont conduit à une révolution sociale (passage de l'esclavagisme au féodalisme) après une importante destruction de forces productives.

2 Cf. Engels, *Antidühring*, Mega, p. 298.

En ce sens, Engels parle de *crise du mode de production capitaliste,* dont elle exprime les antagonismes [11] fondamentaux : mode de production *socialisé* qui entre en conflit avec le mode de distribution *privé.* Le volcan de la production surplombe le stagnant marché solvable : « La force d'expansion de la grande industrie, à côté de laquelle celle des fluides n'est qu'un jeu d'enfant, correspond de nos jours à un *besoin* énorme d'expansion quantitative et qualitative, qui se rit de toute pression contraire. En effet, celle-ci ne repose que sur la consommation, les débouchés, bref *le marché pour les produits de la grande industrie.* Or, il se trouve que l'expansibilité quantitative et qualitative des marchés est régie par des *lois tout différentes,* dont l'action est beaucoup moins énergique que celles de l'industrie. Le marché ne peut s'étendre au même rythme que la production. Le heurt est inévitable, et comme il ne peut être trouvé de solution à la crise, tant

---

En somme, la surproduction, spécifique au mode de production capitaliste, se lit essentiellement dans l'éléphantiasis croissante de l'industrie lourde, et la sous-consommation dans le déclin relatif de l'agriculture : cf. *Fil du Temps,* no 6, sur *la Question Agraire et le Marxisme,* chapitre intitulé : *Jamais le capitalisme n'enlèvera la faim humaine,* p. 129-149.

Dans son introduction à *Travail salarié et Capital du* 30-IV-1891, in *Werke* 22, p. 209. Engels explique que la surproduction a pour corollaire nécessaire la sous-consommation. « La fécondité du travail humain qui s'accroît chaque jour dans des proportions inouïes, crée à la fin un conflit dans lequel l'économie capitaliste actuelle ne peut que sombrer : D'un côté, des richesses incommensurables et une pléthore de produits que les usagers ne peuvent absorber. De l'autre, la grande masse de la société transformée en salariés, prolétarisée, et mise par ce fait même dans l'incapacité de s'approprier cet excédent de produits. La coupure de la société en une petite fraction immensément riche et en une grande classe de salariés non possédants fait que cette société étouffe sous son propre superflu, alors que l'immense majorité de ses membres n'est presque pas, ou même pas du tout, protégée contre l'extrême misère. »

Cette disparité provient de ce que le capital a tendance à produire des marchandises spécifiques (celles de l'industrie sont les plus susceptibles de donner du profit et passent donc avant celles de l'agriculture servant à l'alimentation humaine). Il s'ensuit l'*inégalité* de développement des branches de la production sociale, les crises et les conflits. La *sous-consommation* humaine augmente en même temps que s'accroît la *surproduction* de capital. Ainsi, tout au long de cet après-guerre de records des hauts indices productifs, avons-nous déjà pu voir grossir la crise (*sous-consommation* notamment des peuples de couleur du Tiers monde en face de la *surproduction* de l'industrie lourde et d'articles de luxe dans les métropoles blanches).

qu'elle ne fait pas éclater le mode de production capitaliste lui-même, elle devient périodique. »

Ce qui déplaît souverainement aux bourgeois, c'est le renouvellement *cyclique* de la crise et le fait qu'elle devient de plus en plus grave à mesure que le capitalisme mûrit et vieillit. Cela leur suggère irrésistiblement que leur mode de production est précaire et historiquement limité, et que le cours de l'économie obéit à des lois irréfragables et à un DÉTERMINISME auquel le capital lui-même est soumis.

En ce sens, Engels ajoute : « Les crises sont si caractéristiques que Fourier les a définies toutes quand il a qualifié la première de *crise pléthorique,* crise de surproduction. Dans les crises, la contradiction entre production sociale et appropriation privée capitaliste éclate avec violence. La circulation des marchandises est momentanément détruite ; l'argent, *de moyen* de circulation devient obstacle à la circulation ; toutes les lois de la production et de la circulation marchandes se renversent en leur contraire. La collision économique atteint son paroxysme : le *mode de production se rebelle contre le mode d'échange ; les forces productives* [12] *s'insurgent contre le mode de production pour lequel elles sont devenues trop grandes* [3]. »

Marx s'amusait de la forfanterie des bourgeois au moment de la prospérité et de leur impuissance devant la crise qui exige une *solution* aux antagonismes inhérents à leur mode de production : « Le capitaliste ne comprend rien à la nature de son procès de valorisation. C'est pourtant en période de *crises* qu'il aurait vraiment intérêt à en prendre conscience ! [4] »

---

3 Cf. Engels, *Antidühring*, in Mega, p. 285-86.

4 Cf. Marx, *Grundrisse,* Ed. 10/18, t. 2, p. 168.

Symptômes de la crise

Retour à la table des matières

Il y a crise économique, quand on assiste à diverses. évolutions entrant en contradiction de plus en plus frappante avec le cours antérieur qui allait vers une prospérité croissante. Le phénomène que l'on retrouve dans toutes les crises de surproduction, générales ou partielles, c'est un *arrêt dans l'augmentation de l'indice de la production industrielle exprimée en données, physiques, puis son fléchissement, voire sa chute brutale*. La différence purement quantitative donne la mesure de l'ampleur du mal.

Ce premier phénomène a des effets variables selon la classe concernée : 1. le *licenciement massif de salariés* jetés sur le pavé, 2. la *faillite de capitalistes* qui, privés de la manne des profits, arrêtent leurs usines et leurs machines encore en état de fonctionner.

Ces évolutions sont l'effet manifeste de la surproduction de marchandises qui, sur le marché, provoque la mévente, voire la *chute des prix* (ce terme n'est pas scientifique, car il faudrait dire *valeur*, puisque les prix peuvent varier pour une même valeur). Cet indice est essentiel dans une crise qui parvient à *assainir* les rapports économiques, et à relancer ensuite la production. Cette déflation n'a aucune raison d'être majeure lorsque la crise se prolonge en une guerre de destruction de la surproduction. Le remède serait alors inadapté au mal.

[13]

Ces différents facteurs de la crise sont évidemment liés entre eux et peuvent réagir de Manière variable l'un sur l'autre. C'est ainsi que la chute des prix qui signifie dévalorisation brutale du produit du capital, peut' accélérer au maximum la faillite des entreprises, tout comme elle peut entraîner - comme cela est arrivé aux États-Unis en 1929 - une hausse du pouvoir d'achat *moyen* des ouvriers, même si l'on y inclut les chômeurs, dès lors que le prix des moyens de subsistance chute fortement, contre quoi les gouvernements s'acharnent dans cet après-guerre de capitalisme drogué, pour faire peser le fardeau de la crise sur les prolétaires, et non sur les capitalistes.

La bourgeoisie « éclairée » du capitalisme sénile truque benoîtement les données statistiques qui permettraient de mesurer très simplement la profondeur de la crise -, la baisse en quantités physiques de la production des divers secteurs [5].

Négation est ici encore détermination. En effet, les contorsions et les manipulations des économistes témoignent des contradictions et

---

[5] Dans les temps difficiles, la façon de calculer les statistiques varie au maximum : en Russie, par exemple, les récoltes étant chroniquement déficitaires - surtout après que la priorité a été donnée à l'industrie aux dépens des moyens de subsistance - le gouvernement, depuis 1933, ne publie plus que la « production *théorique* » de céréales, c'est-à-dire mm les diminutions de poids au séchage, les pertes durant la récolte, le transport et le stockage (qui sont énormes dans cet immense pays aux rudes intempéries aggravées par le manque d'infrastructures). Après la catastrophe agraire de 1931 due à la réorientation de l'économie russe à la Staline, on gonfla ainsi les chiffres par rapport aux années précédentes.

L'Occident hypocrite est plus rodé dans ses manipulations, mais il ne craint pas non plus de truquer carrément les statistiques : Il apparaît, par exemple, que, pour des raisons politiques, les États-Unis aient été très gênés par l'évolution de leur production industrielle en 1954-1955 (en pleine croisade pour le bien-être et l'émulation avec la Russie). Ainsi l'ont-ils chiffré dans un premier temps à - 7,2% pour 1954 et + 11,3% pour 1955 (O.C.D.E.), puis en un second temps à - 5,2% pour 1954 et + 11,9% en 1955 (O.N.U., *Growth of World Industry* 1938-1961 : New York 1963), tandis que les Russes (Varga) annonçaient -9,4% puis + 14,2% - chiffres probablement plus exacts, étant donné les graves changements politiques qu'ils en déduirent : coexistence pacifique avec un ennemi plus puissant que jamais et fin « entreprises armées, telles que celles de la Corée.

En général, les « pondérations » nouvelles recherchent la plus grande gloire nationale possible, ou au moins, tentent-elles de sauver la face. L'année de référence de l'indice de la production industrielle change subitement : or, la courbe varie considérablement d'allure selon que, l'année de référence est celle d'une production forte ou celle d'une production faible.

Depuis 1970, on voit apparaître de plus en plus de tirets et de barres dans les séries statistiques : « De telles séries ne peuvent être comparées les unes aux autres, même si leur période de base est identique, *(Annuaire Statistique de 1975 de l'O.N.U.*, p. XVIII. Par exemple, le ciment U.S., dont la production dégringole dangereusement, n'est plus du simple ciment, c'est : « A partir de 1976, livraisons. Non compris le ciment naturel! » Nous ne voulons pas parler ici des moyennes nationales qui noient allègrement les différences extrêmes de classe et les contradictions les plus graves de l'économie bourgeoise.

des difficultés croissantes de l'économie en crise : les réticences et les falsifications sont au moins aussi éloquentes que les chiffres officiels.

Après avoir analysé les indices de la production (dont ceux de l'industrie, l'enfant chéri de la bourgeoisie, sont les plus spectaculaires), il faut, pour lire la crise, se pencher sur les données du *revenu national*. Le voile se fait ici de plus en plus opaque. On y trouve le condensé de tout le savoir-faire de l'économie politique moderne. Les opérateurs y écrèment les revenus, effectuent des compensations et s'efforcent en même temps de, masquer les disparités criantes, inhérentes au mode de distribution capitaliste. Les produits et revenus n'y sont plus du tout calculés en simples grandeurs physiques, mais en valeurs marchandes et monétaires. Comment unifier autrement les données sur le charbon extrait par le mineur et les services rendus dans les innombrables bureaux et bordels, sans parler d'éléments [14] du revenu national, tels que les « capitaux *immobiliers* » que l'on revalorise à mesure qu'augmente la production ? L'Etat et les collectivités locales, les banques, les grandes entreprises, les « multinationales », etc. y opèrent gaillardement, en un trait de plume, des transferts qui font s'évanouir les revenus des uns et gonfler ceux, des autres. Les masses monétaires qui expriment ces données changent de valeur d'une année à l'autre, et en un sens parfois opposé selon qu'on les rapporte au mark ou au dollar. L'art de les exprimer en valeur « constante » tient de la prestidigitation. Ce qui est en crise ici, ce n'est plus seulement la production et le marché, mais encore la théorie économique, droguée elle aussi à l'âge du capitalisme parasitaire et dégénéré.

L'explication de la crise chez Marx

Retour à la table des matières

Un exemple vivant et concret - celui de la Russie de nos jours - permet de mieux suivre les explications théoriques parfois complexes du *Capital* [6]. Pourquoi la Russie ? Parce que son économie est plus

6 Le lecteur sera peut-être étonné de voir que nous mêlons dans cette *Introduction* l'actualité aux textes et aux citations de Marx d'il y a un siècle. Mais pourquoi publier aujourd'hui Marx, si - comme on s'acharne à le répéter - il

ricardienne, moins droguée que celles de l'Occident. Pour Marx, la crise est la manifestation violente de la contradiction fondamentale entre la production *devenue sociale* et le mode d'appropriation *demeuré privé,* et, en conséquence, de *l'antagonisme de classe entre prolétariat et capital,* le premier produisant, et le second s'appropriant son produit et déterminant quelle en sera la nature, la qualité et la quantité.

Lorsqu'il décrit le procès d'ensemble de la circulation du capital dans la société (livre Il, chap. xx), Marx subdivise - la production en deux sections fondamentales qui correspondent en gros aux structures de classe : 1. - la *production des moyens de production* (la fameuse section I en croissance rapide, l'industrie lourde chère à Staline), soit la production de marchandises qui forment le corps même du capital et servent à mettre [15] en action et à exploiter le travail ; 2. la *production des moyens de consommation* (la section Il toujours en difficulté et plus ou moins en perte de vitesse en Russie), soit de marchandises que consomment les individus formant les classes ouvrière, petite-bourgeoise et capitaliste, démocratiquement unies sous le terme de « peuple ».

Si la section I représente sans aucun doute le capital et ses moyens de domination, il faut diviser en deux la section II pour y trouver un sens de classe ; en II a, qui produit pour les ouvriers les *moyens de subsistance* nécessaires, et en Il b, qui produit les *articles de luxe* pour la consommation des capitalistes, des propriétaires fonciers et de leurs larbins. Notons que ces deux sous-sections admettent une petite frange d'osmose - pour les capitalistes, etc. qui, en mangeant du pain, par exemple, participent à la consommation des moyens de subsistance, et pour l'aristocratie ouvrière qui peut profiter, à certains moments du cycle, de la consommation de luxe. En somme, la section I et Il b est pour les capitalistes, les rentiers et les sous-bourgeois, et la section Il a

---

était « mort » ? S'il ne nous servait pas de clé pour déchiffrer le monde dans lequel nous vivons ? Citer Marx sans commentaire actuel et partisan (eux-mêmes le furent toute leur vie : cf. le *Parti de classe,* P.C.M., en quatre volumes sur leur conception et leur activité de parti), ce serait vider leur œuvre de toute signification pour nous. Est-ce donc un hasard, s'il a fallu attendre l'actualité pour que le public s'intéresse aux textes de Marx-Engels sur la crise ? La prétendue objectivité « marxologique » brouillerait même la compréhension des textes de Marx que le lecteur ne peut saisir que par rapport à sa propre expérience économique et politique dans la vie quotidienne.

pour les ouvriers : on est justifié, au plan politique, sinon économique, de ranger les vendus du côté de ceux qui les ont achetés.

Ce qui distingue un pays capitaliste jeune (type classique analysé par Ricardo) d'un pays capitaliste sénile (société de bien-être à la Keynes et Malthus), c'est que la zone d'interprétation des sous-sections des moyens de subsistance (section Il a) et des moyens de luxe (section Il b) est très réduite dans le premier, le gaspillage organisé et le parasitisme y étant beaucoup moins importants. Ainsi fabrique-t-on encore bien moins d'automobiles, de réfrigérateurs et autres pacotilles de luxe en Russie qu'en Occident, les ouvriers y étant ainsi moins corrompus ou aristocratisés. Malenkov et, à un moindre degré, Krouchtchev furent chassés par les « conservateurs » du pouvoir (crise économique devenue politique) pour avoir voulu forcer la croissance de la [16] section II a et b au détriment du secteur 1 de l'industrie lourde.

En somme, le capitalisme jeune augmente très peu la section des moyens de subsistance nécessaires (fournie essentiellement par l'*agriculture* qui produit pour la consommation la plus immédiate), car elle trouve ses débouchés - demande solvable - sur le marché auprès des ouvriers disposant du *capital variable* (salaire). En revanche, il gonfle fortement les sections I et II b, dont les marchandises correspondent aux revenus du capital (plus-value destinée aux investissements, etc. ou à la consommation des capitalistes et de leurs agents). D'où un déséquilibre fondamental, générateur de crise.

L'économie russe répond assez bien au schéma classique, et tend au point de rupture de la crise, parce que la section I des biens capitaux se gonfle de manière éléphantesque, et la section II des biens de consommation est constamment à la traîne et à l'intérieur de celle ci, l'agriculture l'est le plus. En somme la production sociale s'effectue toujours davantage en faveur du capital et au détriment du salariat. *L'économie engendre à la fois la surproduction et la sous-consommation.*

Voici quelques chiffres. En Russie, de 1922 à 1975, la section 1 a augmenté de 103,9 fois, alors que *l'ensemble* de la section Il augmentait de 11,9 fois. La section 1 qui représentait en 1922 les 32 % du total des deux sections avait gonflé à 74,1 % en 1975, tandis que la section H chutait de 68 % à 25,9 %. Notons que le rapport 74,1 à 25,9 est

exactement celui de 1945, où les masses se sont serrées la ceinture au maximum : au niveau actuel des forces productives, la fin de la prospérité donne le même rapport que l'économie de guerre. La boucle est bouclée.

Nous savons que la section II comprend en gros deux parties : les produits alimentaires issus de l'agriculture et les articles de jouissance issus de l'industrie. Ces derniers ont fortement participé à l'accroissement moyen de 11,9 fois des produits de la section II : certains [17] (réfrigérateurs, aspirateurs, télévisions, etc.) ont vu leur indice augmenter jusqu'à 1 000 fois, leur production étant partie de zéro, alors que celle des céréales est déprimée depuis 1913, la *production par tête* étant une année au-dessous et une autre au-dessus de celle de... l'époque tsariste, comme le confirment encore les récoltes de ces quatre dernières années : 1974 : 186,9 millions de tonnes ; 1975 : 134,7 ; 1976 : 214,3 et 1977 : 194, selon Brejnev (et 195,5 selon Balibakov, son ministre). Lorsque demain, les Russes, privés des céréales que leur procurent leurs compères capitalistes de l'Occident, se soulèveront après que leur gouvernement ait fait les pires concessions aux Américains, Marie-Antoinette Brejnev dira aux ouvriers affamés : Si vous n'avez pas de pain, mangez donc de l'acier (dont la production par tête est passée de 31 kg en 1913 à 564 kg en 1976) ! [7]

Cette évolution n'est pas spécifique à la Russie. Elle est *universelle,* comme l'ont démontré déjà les premiers signes de la crise en 1974 : dans les pays de couleur, la pénurie des produits alimentaires de base (riz, blé, légumes, fruits, sucre, café, viande, etc.) est brutale, alors qu'en Occident elle est hypocrite sous le masque de la hausse des

---

[7] Ce recueil sur la crise a été précédé par la critique de la théorie du bien-être de cet après-guerre sénile et parasitaire, cf. Marx-Engels, *la Critique de Malthus,* Petite Collection Maspéro, 1978, 317 p. C'est Keynes lui-même qui tient Malthus, le théoricien de la rente, pour l'inspirateur de l'école du bien-être. Il écrit dans *Essays in Biography,* Londres, Macmillan & Co, 1922, p. 144 : « Si seulement Malthus, à la place de Ricardo, avait été le père dont a procédé l'économie du XIX^{e} siècle ! Le monde en eût été plus riche et plus avisé. » .

Galbraith souligne, dans son ouvrage sur *l'Argent, que* la théorie du bien-être ne procède pas seulement de Keynes : « Au milieu des années 30, il existait aussi une application avant la lettre du système keynésien. C'était la politique d'Adolf Hitler. Celui-ci avait trouvé moyen de guérir le sous-emploi avant que Keynes ait fini d'expliquer comme cela se fait. »

prix qui laisse les magasins garnis. Tout converge, en somme, vers la classique crise du capitalisme décrite par Marx : « La raison - et l'aboutissement - ultime de toute véritable crise demeure toujours la pauvreté et la dérisoire consommation des masses, en face de la tendance de la production à développer (dans l'industrie surtout. N.d.Tr.) les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue de la société [8]. »

La réaction en chaîne dans la crise

Retour à la table des matières

Avant d'entrer dans les analyses de Marx sur la crise, il faut se demander quel peut bien être l'intérêt de [18] ses textes sur la crise au siècle dernier ? Car nous avons affaire aujourd'hui à une drôle de crise, aussi droguée que toute l'économie bourgeoise elle-même dans sa phase sénile, parasitaire et dégénérative. La production stagne et recule même çà et là en pleine inflation. Les prix grimpent alors que les débouchés se ferment progressivement ; les gains de productivité et les salaires en baisse devraient faire diminuer fortement les coûts de production, donc le prix des marchandises. C’est tout le contraire. La surproduction force certes à fermer des usines, mais les faillites en cascade ne se produisent pas. L'économie dopée ne réagit plus par un violent coup de fièvre à ses dérèglements cycliques pour s'assainir et amorcer un nouveau cycle de développement historique.

Les règles, normes et lois de l'économie sont faussées, et toute sensibilité fait défaut pour repérer le mal et permettre de placer le levier pour redresser la situation. La loi de la valeur s'est émoussée ; le temps de travail humain ou l'argent n'est plus un critère sûr pour mesurer les richesses, les besoins du marché et l'état de la production. Le cancer de l'inflation a rongé tous les réflexes sains.

C'est alors que la question se pose : le capitalisme drogué et dégénéré est-il parvenu à dépasser les lois fondamentales de la production telles que Ricardo les a établies et que Marx les a critiquées ? Ou bien les a-t-il simplement corrompues, truquées, contournées et faussées

8 Cf. Marx, le Capital III, in *Werke* 25, p. 501.

sans pouvoir cependant échapper à leur contrôle à la fin ? Il est clair que Marx garde raison avec sa théorie de l'invariance du capital, ne serait-ce que parce qu'il est et demeure *le seul* économiste à mettre la crise au centre du développement économique bourgeois, et la crise qui a éclaté fin 1974 a déjà apporté une confirmation foudroyante à l'auteur du *Capital* contre tous les économistes qui l'avaient exorcisée.

Les convulsions actuelles de l'économie démontrent que les lois classiques de la valeur, de la baisse tendancielle [19] du taux de profit, etc., sont certes perverties, mais qu'elles ne sont pas hors jeu. Au contraire, c'est par rapport aux saines normes du capital qu'il faut confronter la crise actuelle pour la comprendre, la définir et en saisir toute la gravité. Du reste, c'est leur marche inexorable qui dans la crise actuelle a fait éclater au grand jour tous les dévoiements, les dérèglements et la pathologie du capitalisme dégénéré.

C'est ce qui a dicté en partie le plan de ce recueil. Dans la première *Introduction,* nous considérons d'abord, sur la base des textes de Marx-Engels, quelles sont les lois et normes fondamentales du capital dont les contradictions aboutissent inévitablement au point de crise économique, qui cependant trouve une solution « pacifique ». Nous y avons décrit le mécanisme des diverses crises dans la production industrielle et agricole, sur le marché, en distinguant - selon les causes spécifiques et l'acuité des antagonismes - entre crises partielles, intermédiaires, sectorielles, commerciales, boursières, cycliques, historiques. Les crises ont bien changé aujourd'hui, et c'est pourquoi, dans la seconde *Introduction,* nous avons confronté les lois de l'économie classique, juvénile et progressive du capital à la crise, liée à des solutions de guerre du capitalisme dégénéré, de cette société du bien-être et de la consommation, dont l'explication est, au fond, la folie des records d'augmentation de la richesse, la fameuse « production pour la production » chère à Ricardo. Pour déterminer l'ampleur et l'acuité du mal, nous avons passé en revue tous les remèdes et drogues que les économistes peuvent bien injecter dans l'appareil productif pour le doper et contourner les lois normales de son fonctionnement. En somme, il faut ajouter tous ces ingrédients nouveaux aux éléments classiques de la crise pour avoir la crise actuelle.

Un simple exemple pour fixer les idées. Dans la première analyse du mécanisme de la crise qui va suivre, Marx parle, comme toujours, de chute des prix [20] (déflation), car c'est elle qui provoque les réac-

tions en chaîne des faillites. Il ne faut donc pas y voir la description de l'actuelle crise, autrement grave, que celles du siècle dernier. Ce n'est qu'un point de référence, et il importe de confronter cette déflation salutaire (qui permet de résoudre la crise et la surmonter) avec l'actuelle inflation qui endort de plus en plus tous les réflexes de défense et de santé pour glisser l'économie encore plus profondément dans la crise - sans doute jusqu'à la révolution ou la guerre, comme ce fut le cas à plusieurs reprises déjà depuis le début du siècle. En un autre sens encore, les descriptions de Marx servent de baromètre pour comparer et, mesurer, donc spécifier, les dégénérescences actuelles. Dans la crise catastrophique d'aujourd'hui, l'État, en développant l'armement, l'administration et les interventions politiques et impérialistes, a injecté d'emblée, dans l'économie les ferments politiques, militaires de la crise. Chez Marx, les choses étaient plus simples : la crise économique, avait des prolongements politiques et militaires distincts - ce qui nous permet, par opposition, de voir plus clair dans la crise actuelle et d'en spécifier tous les facteurs pathologiques.

Avant de suivre les explications de Marx sur la crise à partir des contradictions inhérentes au mode de production capitaliste, voyons comment, du haut de son bulldozer, il décrit ce phénomène au cours duquel un pan de l'économie s'effondre après l'autre, tandis que la pléthore se change en pénurie. Pour cela, il examine, sur la base des rapports de classe, les échanges entre la section I (de la *production des moyens de production)* et la section IIa et b (celle de la *production des moyens de subsistance et des articles de luxe).* Le passage de Marx est extrait du *Capital* II, chapitre xx, § 4 sur *les moyens de subsistance nécessaires et les moyens de luxe.* Il y montre comment la crise passe *de la production au marché,* ce dernier étant le révélateur de la crise.

[21]

Dans son schéma, la crise part du secteur des moyens de luxe, comme elle aurait pu partir de l'agriculture ou de l'industrie lourde. La baisse des profits, due à la surproduction générale de la phase de boom précédant la crise, suscite d'abord pour les bourgeois une mévente des articles de la section Il b de luxe - d'où une baisse de leur revenu. Nous nous trouvons encore dans le capitalisme à la Ricardo, qui ne fait pas peser automatiquement toutes les charges sur les salaires déjà maigres, en truquant les données économiques avec les transferts de richesses aux dépens des plus démunis et au profit des

plus riches, au moyen de l'*inflation.* « Toute crise réduit momentanément la consommation d'articles de luxe. L'effet en est de ralentir et de retarder la reconversion en capital-argent du capital variable ou salaires de la section Il b [celle de la production d'articles de luxe. N.d.Tr.] et de jeter sur le pavé une partie des ouvriers de luxe, ce qui freine et diminue à son tour la vente des moyens de consommation nécessaires. Nous faisons complètement abstraction ici des travailleurs improductifs, licenciés qui recevaient pour leurs services une partie des dépenses de luxe des capitalistes - car pour autant que ces travailleurs étaient eux-mêmes des articles de luxe (Marx détermine l'homme par ce qu'il fait et produit. N.d.-Tr.) - ils participaient, eux aussi, pour une large part à la consommation des moyens de subsistance nécessaire. »

Ainsi donc, la surproduction avec la mévente qui s'ensuit, fait baisser les salaires et les profits dans cette branche - ce qui provoque une diminution de la *demande* dans une autre, d'où nouvelle baisse des salaires et des profits, etc. Marx souligne que les ouvriers de luxe, payés sur les dépenses de luxe des capitalistes, vont grossir l'armée de ceux qui consomment les moyens de subsistance, étant donné leur maigre rétribution (un domestique ou un ouvrier bijoutier ne gagne jamais grand-chose). Les ouvriers productifs voient donc empirer leurs conditions de vie, de par [22] l'augmentation du prix des denrées de Première nécessité, à mesure que gonfle la production de luxe. Puis, il met en évidence que l'aristocratie ouvrière, *en période de prospérité et d'inflation,* participe *pour un temps* à la consommation de luxe propre aux capitalistes, comme ceux-ci participent de tout *temps à* la consommation des moyens de subsistance des ouvriers : « En revanche, dans la phase de prospérité, et surtout au moment où la production s'exacerbe du fait de la spéculation, la valeur relative de l'argent, exprimée en marchandises, baisse encore pour d'autres raisons sans qu'il y ait d'ailleurs véritable révolution des valeurs, autrement dit *le prix des marchandises monte indépendamment de leur propre valeur* [la fameuse inflation des temps de la prospérité. N.d.Tr.]. Non seulement on enregistre alors une augmentation de la consommation des moyens de subsistance nécessaires, mais encore là classe ouvrière, dont *toute* l'armée de réserve des chômeurs est à présent occupée dans la production [te plein emploi - mais que dire du taux de chômage de 4 à 5 % considéré comme normal par les écono-

mistes distingués des États-Unis de cet après-guerre de superprospérité et de records d'accroissement de la production ? N.d.Tr.]. La classe ouvrière participe même momentanément à la consommation d'articles de luxe qui, d'ordinaire, lui sont inaccessibles et constituent pour la plupart des moyens de consommation "nécessaires" uniquement à la classe des capitalistes. Ce qui provoque une flambée *supplémentaire* des prix [toujours l'inflation du capitalisme *prospère.* N.d.Tr.]. »

La théorie de Marx est donc parfaitement établie depuis plus d'un siècle, bien que, de son temps, on ne connût pas encore tous ces objets futiles et idiots - « de luxe [9] » - que sont les machines sophistiquées pour se rendre mobile et tourner en rond les dimanches, voire même les jours de semaine, les machines *à* voler, à geler, à congeler, à rôtir, à bouillir, à mijoter, à écraser, à piler, à bronzer, à climatiser, à couper l'herbe, à [23] sécher les cheveux, etc., etc., qui encombrent les rues, l'atmosphère et les maisons. Rien ne sert d'opposer à Marx qu'il n'a pas bu le calice jusqu'à la lie pour pouvoir connaître toutes les lois du capitalisme et ses méthodes de corruption - en bonne démocratie, le partage des conneries.

Enfin, il répond aux bons apôtres qui veulent conjurer les crises, en accroissant le pouvoir d'achat pour éviter le déséquilibre entre la surproduction et la sous-consommation et pour harmoniser production et consommation : « C'est donc une pure tautologie de prétendre que les crises proviennent d'un manque de consommateurs ou de consommation solvables [et qu'il suffirait pour conjurer la crise de distribuer de l'argent pour que les consommateurs achètent, en accroissant l'inflation déjà forte en période de boom. N.d.Tr.]. Le système capitaliste ne connaît pas de façon de consommer autre que solvable - exception faite de la façon de consommer des pauvres ou de celle des voyous. »

---

9 Est-ce du communisme grossier (dont Marx critique l'ascétisme et le nivellement des besoins lorsqu'il évoque le communisme à son stade développé) que de critiquer le luxe ? C'est une chose que de s'en prendre aux privilèges des classes dominantes et de leurs larbins dans une société qui impose, par l'argent, l'usage des choses futiles et secondaires, avant que soient satisfaits les besoins les plus essentiels des larges masses, à savoir s'alimenter sainement, se vêtir décemment, se loger pratiquement et avoir quelques heures de repos après le travail, et c'en est une autre de définir les principes de la société communiste, fondée sur l'épanouissement en tout sens de l'homme, après que soient satisfaits ses besoins élémentaires.

Le système de crédit qui a porté à l'éléphantiasis la production dans tous les secteurs, ne fait que renvoyer à plus tard l'acte du paiement cash, et si cette échéance coïncide avec la crise qui ébranle la confiance et - le crédit, la consommation et la demande en seront alors encore plus réduites - ce qui aggrave la catastrophe. Le paiement au comptant retenu par Marx est donc l'hypothèse la plus normale et aussi la plus favorable pour le système capitaliste. Au plan théorique, il fait toujours - la part belle à l'adversaire qui se charge d'aggraver son cas lui-même. Dans les crises cycliques du début du capitalisme, la liquidation des comptes facilitait considérablement l'assainissement de l'économie et la reprise des activités. C'était une solution infiniment moins douloureuse que la guerre qui prolonge les effroyables crises historiques du capitalisme sénile qui, parce qu'il vit de crédit et d'inflation, drogue l'économie de sorte qu'il perd tout contrôle et débouche [24] sans même s’en rendre compte sur la catastrophe. Mais revenons à Marx : « Dire que les marchandises restent invendues, cela signifie simplement qu'elles n'ont pas trouvé d'acheteurs susceptibles de les payer, c'est-à-dire des consommateurs solvables - et peu importe, en dernière instance, que les marchandises soient acquises pour la consommation productive ou la consommation individuelle. Cependant, pour donner à cette tautologie l'apparence d'une justification plus profonde, on prétend que la classe ouvrière reçoit une part trop faible de son propre produit et que l'on pourrait, remédier à cet inconvénient en, lui accordant une part plus grande de ce produit, grâce à l'augmentation des salaires. Or il suffit de remarquer que les crises sont chaque fois préparées précisément par une phase au cours de laquelle la hausse des salaires est générale, où la classe ouvrière obtient effectivement une part plus large du produit annuel destiné à la consommation. [Une fois de plus, rien de neuf. N.d.Tr.]. Si l'on écoutait ces chevaliers du sain et « simple » bon sens humain, il faudrait admettre que cette phase éloigne au contraire les crises. En somme, il apparait que la production capitaliste renferme des conditions tout à fait indépendantes de la bonne ou de la mauvaise volonté des capitalistes, et que ces conditions n'admettent que momentanément cette relative prospérité de la classe ouvrière - et ce, toujours comme le prélude d'une crise. »

Le capitalisme peut donc échapper un moment, dans les pays de production capitaliste développée, à la plaie de la sous-consommation, mais c'est pour y retomber plus lourdement avec la crise.

Absolues ou relatives ?

Retour à la table des matières

Marx explique que la surproduction de richesses capitalistes suppose directement la sous-consommation de ceux qui les produisent (ou sont prolétarisés et attendent [25] de pouvoir produire si le capital daigne les admettre à travailler). C'est le résultat direct de la production capitaliste qui veut que le produit du travail soit monopolisé par la classe de ceux qui ne travaillent pas, de sorte que le choix des investissements et des articles à produire correspond aux intérêts du capital et à la recherche du profit de sorte que la demande des larges masses humaines ne peut être satisfaite, les branches de l'industrie étant orientées non pas pour éviter la sous-consommation, mais pour permettre la surproduction, la production de plus-value,

Pour mesurer la surproduction aussi bien que la sous-consommation, il faut les confronter, d'une part, au développement donné des forces productives et, d'autre part, aux conditions historiques réelles du capitalisme dans lequel nous vivons. En faire abstraction, est irréel. Il faut aussi considérer ces notions du point de vue de l'économie mercantile où la *valeur d'échange, la* demande solvable, l'argent, déterminent la *valeur d'usage,* les besoins humains physiques.

Une précision s'impose ensuite pour éviter une confusion tout à fait banale. La sous-consommation et la paupérisation sont-elles relatives ou absolues ? Il serait spécieux de dire qu'elles ne peuvent être absolues parce qu'elles sont aussi relatives. *Absolu* signifie que la misère et la faim augmentent au fur et à mesure, à la fois en intensité et en quantité. La pauvreté augmente *relativement à* la masse de richesses qui se concentre à un pôle, et *absolument* en quantité et en acuité par rapport aux besoins humains. Ce rapport (tout est relatif en ce sens) engendre la paupérisation absolue, celle qui augmente de plus en plus.

La cause en est que la sous-consommation relative est déterminée *par la demande solvable,* sur la base du mécanisme mercantile et monétaire correspondant à la valeur d'échange qui est limitée par définition, tandis que la sous-consommation absolue se détermine par rapport à *l'absence de valeur d'échange* c'est-à-dire, [26] faute de mieux, pour les malheureux, à la *valeur* d'usage, aux besoins physiologiques. Or, ceux-ci sont de plus en plus mal satisfaits alors que l'humanité croît sans cesse, cependant que les besoins secondaires ou factices (produits par l'industrie lourde ou de luxe) le sont, largement et plus, pour une minorité de privilégiés. Ce sont là des notions scientifiques exprimant des rapports mesurables et corroborés dans les faits par les statistiques portant sur les revenus monétaires ou les calories parfaitement quantifiables - et notre définition se fait ici encore par opposition, relativement.

C'est de la sous-consommation (et donc aussi de la surproduction) *relative* aux conditions capitalistes qu'il faut partir. C'est indispensable, parce qu'on s'aperçoit aussitôt que même la *faible production* de moyens de subsistance signifie déjà *surproduction* eu égard à la demande solvable, la seule qui soit admise dans les rapports capitalistes. Et disons tout de suite qu'il ne suffit pas de mettre plus d'argent en circulation pour pouvoir résorber la surproduction des aliments (par exemple, la montagne de lait et de beurre de la CEE), car 1. l'argent est lié aux revenus et, directement ou indirectement, à l'emploi ; 2. la masse et la qualité de la production sont déterminées par le taux de profit qui explique que l'on produit certaines marchandises (industrielles) qui rapporte davantage que d'autres (agricoles notamment).

L'agriculture, tout famélique qu'elle soit, souffre de surproduction chronique, même dans le Tiers monde, et elle la combat *en diminuant de plus en plus son offre, sa production,* car une légère pénurie augmente les prix, la masse moindre de ses récoltes donnant un revenu monétaire supérieur. De plus, les produits agricoles et alimentaires sont grevés d'une rente qui augmente leur prix et favorise, chez ceux qui forment la demande solvable, l'achat de produits industriels qui sont en concurrence privilégiée avec les moyens de [27] subsistante élémentaires. Ainsi à mesure que-le-capitalisme se diffuse dans les continents de couleur, il accroît de plus en plus la sphère commerciale de l'agriculture et de l'alimentation : la nourriture devient moins ac-

cessible car les prix augmentent toujours plus tandis qu'une masse toujours plus grande d'humains est privée des moyens de gagner leur vie. La raison fondamentale en est que la demande d'aliments est solvable, et *que cette exigence croît à mesure que les conditions mercantiles se répandent : dans le monde*. La demande solvable est si étroite dans les continents de couleur, qu'elle impose d'emblée une limitation draconienne à la production agraire, dont le marché solvable se trouve donc pour l'essentiel dans les pays blancs. Autrement dit, dans la plus grande partie du monde, l'agriculture capitaliste surproduit, faute de demande solvable, avant même que les besoins physiologiques les plus élémentaires ne soient satisfaits. Dès lors, la paupérisation est *absolue* - et les splendeurs de l'industrie dans les pays privilégiés ne sont qu'outrage.

Dans l'industrie, nous avons aussi surproduction, mais à un niveau de développement quantitativement bien plus élevé. La demande solvable étant bien supérieure, puisqu'elle provient le plus souvent du capital lui-même, Se sentant le plus à l'aise dans l'industrie où il peut faire de fréquentes rotations, grâce auxquelles un même taux de profit donne une *masse* de profits plus grande que dans l'agriculture, le capital a donc tendance à se gonfler au maximum de produits industriels. Cependant, la surproduction y engendre aussi à la fin, dans la crise et les destructions de la guerre, la sous-consommation. Ici aussi le volcan de la production se heurte à la « faiblesse » du marché. La surproduction, commune à l'agriculture et à l'industrie, apparaît le plus nettement au cours de la crise dans cette dernière, car dans l'agriculture la « surproduction » est faible, puisqu'elle se manifeste [28] déjà lorsque, pour le plus grand nombre, les besoins physiologiques, en raison de la demande solvable limitée, ne sont pas du tout satisfaits.

Mais, voyons comment la paupérisation absolue se développe de nos jours, et l'on saisira mieux la notion de sous-consommation ou de paupérisation, si contestée par de pseudo-marxistes, au moment précis où elle est la plus manifeste. Les bourgeois. eux-mêmes, par exemple, les spécialistes de la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies) reconnaissent - mais il se gardent bien d'en tirer des conséquences pratiques - que la demande solvable détermine des distorsions ignobles dans la production et la distribution, en favorisant l'agriculture industrielle où l'utilisation de plus en plus poussée d'engrais, de pesticides, d'essence pour tracteurs, etc., élève sans cesse

les coûts de production et augmente en conséquence les prix au point de mettre rapidement les produits hors de portée des bourses modestes, les débouchés se restreignant aux détenteurs des gros revenus : « C’est ainsi que le commerce des céréales destinées à l'alimentation du bétail suscite plus d'intérêt dans les milieux financiers que celui de l'alimentation de centaines de millions d'hommes, parce que la demande d'aliments pour le bétail des pays industrialisés est solvable, alors que celle des hommes ne l'est pas [10] ». De même, les millions de chiens français constituent une meilleure demande solvable que les enfants du Tiers monde. Swift dirait que ce ne sont plus seulement les machines, mais encore les chiens qui dévorent les enfants prolétarisés.

Ces mêmes bourgeois reconnaissent - et ce n'est pas fait pour déplaire aux pingres métropoles capitalistes surdéveloppées, que si les produits n'étaient pas commercialisés, le Tiers monde lui-même pourrait satisfaire sa faim. Cela signifie en termes clairs, que *l'on y surproduit aussi* eu égard à la demande solvable tout à fait défaillante. Nous tirons encore les [29] données suivantes de la revue Cérès de la très officielle FAO. En 1943, un million et demi de Bengalis - certains disent même 3 millions - sont morts de faim alors que la production agricole avait... augmenté de 9 %. Explication : ceux qui avaient été évincés de leurs terres pour permettre cette hausse de la production, n'avaient pas d'argent pour manger et *les surplus s'accumulèrent en*

10 Cf. l'éditorial intitulé *Pas si simple* de la revue Cérès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), n° 45, p. 6.

La dégénérescence de l'agriculture industrielle capitaliste se déduit des quelques chiffres suivants, tirés de l'article de Georg Borgstroin (Cérès, n° 42, le Coût d'un tracteur) : « Avant que les machines et le combustible ne fussent utilisés dans la production agricole, environ 16 calories pouvaient être produites par calorie d'intrant » (p. 18). Or, aujourd'hui, aux États-Unis, par exemple, où le travail humain est remplacé par des machines pour augmenter prétendument la productivité, il faut pour obtenir 1 calorie « énergie alimentaire dépenser II fois plus de calories pour avoir du mais et 80 fois plus pour avoir 1 calorie de viande : « Si la population mondiale actuelle de 4 milliards suivait le régime alimentaire américain, les coûts énergétiques annuels seraient de 5,6 milliards de litres de pétrole. Faisons l'hypothèse que les réserves de pétrole connues sont utilisées uniquement aux fins de la production alimentaire. En ce cas, elles seraient épuisées au bout de treize ans, si elles devaient nourrir 4 milliards de personnes sur le modèle alimentaire américain » (Cérès, n' 59, Johan Galtung, *Du berceau à la tombe*, p. 21).

même temps que les morts par inanition [11]. « Au Bengladesh, après les inondations de 1974, 4 millions de tonnes de riz s'accumulèrent parce que personne n'avait les moyens d'acheter [12] . Et au Mexique, les paysans ont découvert « qu'ils. peuvent gagner 20 fois plus en cultivant des tomates pour les Américains [qui en ont trop] que du maïs pour les Mexicains [qui en manquent] » (p. 26). Ainsi, « les pays mêmes que l'on estime généralement pauvres en nourriture et dépendants de l'importation se révèlent être des exportateurs agricoles » (p. 26).

En somme, « quand le cercle de la pauvreté [qui se détermine par l'infecte argent. N. d. Tr.] s'élargit, le marché national des produits alimentaires stagne ou même se rétrécit » (p. 26) - et la misère fait augmenter la population aux rythmes les plus élevés : la boucle est bouclée.

Même les États-Unis sont touchés par la sous-consommation. Il n'y a pas que les 25 millions de pauvres. Depuis 1970, les U.S.A. exportent de plus en plus d'aliments, à mesure que l'inflation et le chômage grignotent le pouvoir d'achat des masses.

Cette sous-consommation n'exclut pas, à certaines phases du cycle économique, un accroissement constant de la consommation des classes riches, et tempo raire de l'aristocratie ouvrière, voire des ouvriers qui ont un travail, dont les revenus peuvent *augmenter* considérablement. Néanmoins pour le prolétariat, la sous-consommation et la paupérisation augmentent de manière *absolue*, puisqu'il inclut aussi tous les travailleurs [30] à temps partiel, les chômeurs occasionnels et permanents, ceux qui ne peuvent même pas espérer trouver du travail et sont totalement expropriés. Or, c'est, selon Marx et les statistiques, la fraction la plus grande de l'humanité qui est ainsi de plus en plus prolétarisée, donc paupérisée - et il faut dire en conséquence que la

---

11 Cf. Cérès, n° 58, Amartya Sen, *les Poulets statistiques*, p. 15. L'auteur a lui-même été témoin des tragiques événements qu'il relate. Il déduit que, dans les économies précapitalistes, « le système d'échange, pour sa part, ne dresse pas de barrière entre la nourriture et les bouches à nourrir », alors qu'aujourd'hui, ce sont « les formes de l'échange qui sont à l'origine de la sous-alimentation chronique et de la malnutrition (p. 16).

12 Cf. Fr. M. Lappé et J. Collins, *les Huit mythes de la faim*, in Cérès, n° 58, p. 24.

sous-consommation augmente absolument avec le capitalisme. Les crises de surproduction deviennent donc de plus en plus graves.

La sous-consommation ou paupérisation gagne, dans la crise, jusqu'à la petite clique des nations, classes ou individus favorisés. En période de prospérité, la sous-consommation a l'air - mais l'air seulement - d'être relative, puisque la masse de la richesse augmente à l'autre pôle (mais aujourd'hui moins que la masse de la pauvreté, car la richesse se gaspille et se détruit dans les métropoles capitalistes à l'âge du capitalisme sénile dégénéré). Dans la crise, il apparaît ouvertement qu'elle est absolue, les privilégiés eux-mêmes voyant fondre alors leurs richesses - même dans les pays développés.

Crise agraire et industrielle

Retour à la table des matières

Le déclin de l'agriculture et de la consommation de moyens de subsistance immédiats se lit, dans les statistiques de la production américaine aussi bien que russe, même si l'évolution est apparemment contraire, les Etats-Unis semblant souffrir de surproduction et exportant des céréales, et la Russie de sous-production. À la lumière de la classique distinction entre surproduction et sous-consommation tout redevient clair : l'Américain qui « surproduit », consomme indubitablement moins de céréales que le Russe. Ils *sous-consomment* tous deux : le Russe moyen consomme 140 kg de farine par tête et par an, et l'Américain 63,6 kg. Les U.S.A. peuvent donc vendre à la Russie une partie de l'« excédent » de céréales qu'ils produisent [13]. C'est ainsi que le nombre [31] de calories par jour, baisse progressivement aux U.S.A., passant de 3 520 en 1902 à 3 050 en 1975 et la Russie les suit lentement, mais sûrement ici. Cette sous-consommation, obtenue dans

---

13 En fait, les Américains sont infiniment plus dépendants de l'étranger que les Russes pour ce qui concerne leur agriculture (et donc leur alimentation). Il suffit d'un chiffre pour en donner une idée : pour fournir l'alimentation d'un seul citoyen américain, il faut 1 500 litres de pétrole. Or, les États-Unis importent désormais du reste du monde et notamment des pays arabes 41% de leur consommation de cette précieuse source d'énergie. Cf. Cérès, n° 59, l'article de D. et M. Pimentel, *Compter les kilocalories*, p. 18.

la « lutte » du capital contre la surproduction, se traduit par la hausse historique du prix des aliments qui frappe en premier les ouvriers [14].

À en croire les statistiques, dans les pays de l'Est où, par exemple, le luxe de l'automobile n'entre pas (encore) en concurrence avec les moyens de subsistance nécessaires, les salaires sont dépensés de manière moins dégénérée qu'en Occident. C'est ce qui ressort des données suivantes pour les disponibilités par an et par tête des quatre aliments essentiels. Le premier chiffre sera celui de la Pologne, le second de la riche Suisse, et le troisième et dernier, celui de l'Ouganda. Céréales : 705 kg contre 332 et 186 ; sucre : 54 kg contre 32 et 3 ; viande : 78 kg contre 67 et 9 ; lait : 502 litres contre 529 et 30. Les quatre chiffres correspondants pour le Japon supersophistiqué sont plus pruches de l'Ouganda que de la Pologne : 328, 26, 23 et 45 [15].

La même revue Cérès déclare - « Une enquête révéla, à la surprise de ses auteurs, que le statut nutritionnel d'enfants *pauvres* mexicains alimentés à partir de produits locaux était supérieur à *bien des égards* à celui des enfants américains [16]. »

Nous sommes toujours dans le problème de la crise, puisque la cause en est le développement inégal du capital pour des raisons de classe. On le constate en Russie avec l'essor fabuleux de l'industrie et le retard croissant de l'agriculture. La structure petite-bourgeoise (arriérée) de la petite propriété agraire (coexistence des coopératives de l'entreprise kolkhoz avec les lopins précapitalistes des familles

---

14 La classe des propriétaires terriens est la troisième des classes fondamentales de la société. Son poids économique est décisif pour la détermination du niveau et de la structure des prix, c'est-à-dire la préférence pour tel produit plutôt que tel autre (priorité donnée par le capital à l'industrie. lourde et au luxe sur la production alimentaire qui est grevée de la rente). La puissance des propriétaires fonciers vient de ce qu'ils dominent les deux sources de toute production : la population, dont ils commandent l'alimentation, et la terre qu'ils possèdent. Marx explique le parasitisme croissant du capitalisme sénile dans les *Théories sur la Plus-value*, cf. par exemple au chapitre : *la Thèse de Ricardo sur l'augmentation incessante du prix des céréales*. Nous y lisons, par exemple « La population croit sans cesse et avec elle la demande de produits agricoles. Ceux-ci augmentent donc de prix » (*Werke* 26.2, p. 126).

15 Cf. *Cérès*, n° 55, p. 12, les gras et les maigres. Source : F.A.O.

16 Cf. A. Bergeret et D. Théry, *Il n'y a pas de, mauvaises, herbes*, in *Cérès*, n° 50, p. 30.

kolkhoziennes) explique que le prolétariat russe - contrairement aux paysans kolkhoziens - souffre d'une sous-consommation chronique de moyens de subsistance nécessaire (logement aussi bien qu'aliments et vêtements).

[32]

Alors que la Russie venait tout juste d'introduire le capitalisme qui dépouille l'agriculture de sa main d'œuvre, des matières premières et aliments qu'elle produit au bénéfice de l'industrie et des villes en croissance, Marx constatait que la priorité accordée à l'industrie expliquait la faiblesse des moyens dont disposait le paysan russe, et donc les graves oscillations de la production : « Dès lors, les conditions climatiques favorables elles-mêmes conduisent tout droit à une année de famine du fait qu'elles accélèrent la libération et la consommation des fertilisants minéraux contenus dans le sol, tandis qu'une année de famine et, plus encore, une succession de mauvaises années, permettent aux minéraux du sol de se reconstituer afin de remplir efficacement leur rôle quand les conditions climatiques redeviendront favorables. » Dans ces conditions, conclut Marx, la nature est « le seul facteur de régulation, l'homme ne représentant pas une puissance - *faute de moyens* [17] ».

L'une des thèses majeures du marxisme est que l'économie mercantile - même si elle exploite le travail mécanisé et salarié pourtant si efficace - ne peut donner les moyens à l'agriculture d'apaiser la faim de l'humanité. Au cours de cet après-guerre, la crise agraire n'a cessé de s'aggraver en Europe de l'Est. Celle-ci était auto-suffisante en 1960. Le déficit était de - 4 en 1966 et de - 24 en 1973 (cf. *Cérès*, n° 50, p. 9). Dans la dernière décennie, la production russe de céréales, malgré des investissements croissants, a subi *des crises de plus en plus rapprochées et violentes*. En voici les fluctuations annuelles de 1966 à 1977 : -13,6 %, + 14,6 % ; -4,2 %, + 15 %, - 3 %, - 7,2 %, + 32,3%, - 12,1 %, 27,8 %, + 58,7 %, - 9,5 %. Sept baisses pour quatre hausses ! Même du point de vue militaire, cette crise de l'alimentation est catastrophique, car - comme le soulignait Engels – on ne peut engager une guerre sans d'importants stocks de vivres, à moins de créer

[17] Cf. Marx à, Danielson. 19.11.1881.

le chaos chez soi dès que la mobilisation aura diminué la main-d'œuvre [33] dans les campagnes - et alors se dresse le spectre du défaitisme et de la révolution.

La même crise économique et sociale secoue la Chine russophobe et prétendument socialiste. Alors que la production agricole par tête a reculé en 1977, l'industrie (qui a désormais clairement la priorité) a fait un bond en avant de 14 % par rapport à 1976 : « Les succès obtenus d'un côté doivent être tempérés par les déceptions enregistrées de l'autre », constate le journaliste de service qui rapporte ces données. Mais d'ores et déjà, la crise *économique* se traduit en termes *politiques :* le gouvernement se vend, morceau par morceau, aux Yankees, dont l'impérialisme se trouve renforcé. La nourriture manquante est importée des U.S.A., et c'est d'eux que dépend à longue échéance l'élévation du taux d'accroissement de l'industrie où s'obtient le mieux la plus-value. Les Américains répètent l'opération de l'époque du plan Marshall : Avec quelques boîtes de conserves pour les salariés qui font marcher toute la production, ils ont progressivement pris la direction de la partie décisive du capital européen [18]. La Chine est en retard de trente ans, mais elle s'engage dans la même voie. Qui nierait que c'est la crise agricole qui a jeté Hua Kuomfeng dans les bras de Washington, comme la disette agricole russe de 1975 avait contraint Brejnev à céder à Kissinger dans l'affaire du Sinaï - ce qui décida du camp impérialiste « choisi » par Sadate [19]. Partout la crise économique est

---

18 Pour remettre en marche les usines arrêtées par la guerre dans l'Europe ruinée de 1945, il ne fallait pas investir d'énormes masses de capitaux. Il suffisait de nourrir (plutôt mal) les ouvriers qui produisaient, en avançant le capital variable. Tel fut l'essence du plan Marshall qui assura aux Américains l'hégémonie économique sur l'Europe, dominée déjà politiquement et militairement : cf. *le Fil du Temps,* n° 12 sur *la Perspective révolutionnaire de la crise* le chapitre sur *Shylock et les boîtes de conserve,* p. 21-24 et l'article *Encore l'Amérique,* p. 54-61.

19 Pour le marxisme orthodoxe, la clé des faits aussi bien quotidiens qu'exceptionnels se trouve dans la base économique. Ce ne sont ni les politiciens ni les dictateurs qui font les événements politiques et militaires : ceux-ci sont dictés par les hauts et bas des indices de la production. L'allure de la courbe des indices de la production révèle les déterminations profondes de la politique des États.

Cette méthode est exposée et appliquée dans l'étude de parti sur le Cours du capitalisme mondial dans l'expérience historique d'hier et d'aujourd'hui confrontée à la doctrine de Marx publiée dans Il Programma Comunista de

1956 à 1961. Nous en tirons notre argumentation, l'essentiel de nos démonstrations, ainsi que les données statistiques historiques que nous avons complétées pour la période successive, en nous basant sur les sources officielles (O.N.U. O.C.D.E., B.I.T., F.A.O., F.M.I., I.N.S.E.E., etc.) ainsi que les annuaires statistiques des différents pays, dont la Russie, et les discours et comptes rendus officiels des congrès, etc.

Un exemple classique de la détermination d'un événement politique par une « courbe de production » ost donné dans ce texte à propos de la tactique de renversement des alliances, prônée par Staline au congrès de 1939, en vue de battre le capitalisme en deux temps ou deux manœuvres. L'origine s'en trouve dans la chute des indices de la production américaine de 1938. On sait que cette tactique décida de la participation de la Russie à la seconde guerre mondiale : « On commence l'année 1938 avec une brusque chute de l'indice de la production américaine qui passe de 105 à 78. C'est ce que nous appelons la « crise de Staline », qui, dans son discours de 1939, la commenta, en y trouvant « le signe de la décadence de l'impérialisme et de l'imminence de la guerre ». Un autre écart de l'indice de la production américaine dicta l'autre volteface décisive de toute la politique mondiale du cours de cet après-guerre : « La seconde partie de 1952 laisse facilement prévoir la nouvelle dépression de 1953-1954 (parce qu'elle dura de juillet 1953 à août 1954). A ce moment-là, toute la propagande russe - à la mort de Staline et sous le règne de Béria et de ses amis - est encore orientée vers la thèse que le capitalisme est sur le chemin de l'effondrement ou du moins de fortes crises, dont on se sauvera encore une fois, sinon avec la guerre générale,, du moins avec des incidents partiels qui font le tour du monde habité » (cf. *Programma Comunista,* n. 19 de 1956, *les Diagrammes des Indices : Amérique).*

Il suffit de la remontée de 14,2% de l'indice américain de 1955 pour déterminer la volte-face du XX^e^ Congrès qui reniait les « méthodes brutales » de Staline, et « lançait au monde entier la consigne de la paix générale, de là compétition amicale et de la voie pacifique aux conquêtes du socialisme ». Nous avons là, « l'évidente réaction de Moscou à la grande reprise américaine de 1955 qui se maintint en 1956 » (*ibid.*).

La prévision de la crise de 1975, dont les marxistes révolutionnaires ont eu *l'intuition* en 1926, lors du nouvel alignement des forces résultant de la défaite des révolutions socialistes en Russie, en Hongrie et en Allemagne à la suite de la Première Guerre mondiale, a été *confirmée* scientifiquement par les faits de cet après-guerre et par l'allure des courbes de production des principaux pays du monde dans la grande étude des années 1957-1961. Cette même étude déduisait alors que la récession (le 1957-58 ne pouvait se comparer à celle de l'entre-les-deux-guerres de 1929, et que le *capitalisme drogué* par l'inflation, le bien-être artificiel, la course aux armements, etc. déboucherait directement sur la crise historique de 1975. Cf. note 29.

désormais aggravée par l'impérialisme qui maintient ses esclaves en état de crise politique permanente.

Mais voyons comment la crise agricole gagne progressivement tout le reste de l'économie, Le mécanisme en est simple, et confirme que l'agriculture décide du sort de l'industrie. La terre ne produit plus assez de moyens de subsistance pour accroître la production industrielle russe dans son ensemble, ou pour valoriser pleinement telle ou telle branche particulière. Suivons le raisonnement de Marx : « Quand le capitaliste convertit UNE [34] FRACTION DE SON, CAPITAL en force de travail (autrement dit vend les moyens de subsistance nécessaires aux ouvriers), il valorise DU MÊME COUP -TOUT SON CAPITAL. Il fait d'une pierre deux coups. Il profite non seulement de ce qu'il reçoit de l'ouvrier, mais encore de ce qu'il lui donne [20]. » (Autrement dit : il réalise son profit sur la vente des moyens de subsistance à l'ouvrier, dont il tire la, plus-value, qui, en échange du salaire pour se nourrir, met au travail les ouvriers de tous les secteurs - productifs. ou improductifs - de l'économie.)

En dépit de Staline, le secteur fondamental de l'économie est l'agriculture, et sa crise devient maintenant une crise générale de toute l'économie russe. L'effectif des ouvriers qui, croissait de 4 à 5 % par an durant les années 1950, augmentera de moins de 1 % durant le prochain X^e^ plan. « La production, dit Kossyguine au XXV^e^ Congrès, devra s'accroître sans augmentation de main-d'œuvre,, voire en la réduisant. »

Désormais l'agriculture, sucée jusqu'à la moelle par l'industrie, est devenue un véritable poids mort pour l'économie russe, Il en résulte, pour 1976-1980, une baisse de 36 à 26 %, de la part, des investissements dans le produit national brut. Dans ce chiffre en forte diminution, la part de l'agriculture a augmenté de 340 % par rapport à son

---

20 Cf. Marx, *le Capital I,* in *Werke* 23, p. 598. L'importance décisive de la section des moyens de subsistance (en gros, l'agriculture) - n'en déplaise à Staline qui accordait la priorité à l'industrie lourde capitaliste - ressort aussi de la confrontation de la théorie classique de Ricardo avec celle vulgaire de Malthus. Cf. Marx-Engels, *la Critique de Malthus,* P.C.M., p. 13-19 : *Défaite de Ricardo,* et p. 168-173 sur le travail productif et improductif (de capital).

taux de 1960 et représente 33 % du total des investissements avec les récoltes que l'on sait.

Au moment où l'on manque de capitaux, voilà qu'on les prélève sur l'industrie qui les produit efficacement pour les transférer au secteur agricole qui les distille au compte-gouttes - contresens économique absolu en régime capitaliste ! Est-il. meilleur moyen pour faire chuter les hauts indices d'accroissement de la production globale ?

Dans le cycle économique, où elle exprime le heurt entre production et marché, la crise n'est cependant qu'un point fluide de passage, où toutes les contradictions non résolues du capitalisme s'exaspèrent et se nient mutuellement pour s'exclure à la fin avec violence. [35] Si la *thèse* représente l'accroissement ininterrompu de la production avec la prospérité ; *l'antithèse* en est la crise avec la chute de la production et la diffusion massive et brutale de la misère ; enfin la *synthèse* ou dépassement en est, de manière négative (avortée), la *guerre* qui liquide la surproduction pour permettre un nouveau cycle historique de croissance, de prospérité et de... crise ou, de manière positive, la *révolution* qui surmonte toutes les causes de la crise et instaure un mode de production nouveau sur la base de la socialisation déjà réalisée des forces productives existantes [21].

Si les crises *générales* mènent à la guerre ou à la révolution, où elles trouvent leur dénouement, cette guerre et cette révolution sont à leur tour spécifiques du mode de production capitaliste et n'ont plus rien à voir avec celles des modes de production antérieurs [22].

---

21 Pour Marx, les crises, si elles sont générales, se prolongent en guerre ou en révolution. En réalité, la guerre est, liée à la révolution. Pour Engels, toute guerre de la bourgeoisie est dirigée en premier contre le prolétariat. La bourgeoisie ne peut imposer sa solution - la guerre - qu'après une première défaite des ouvriers. La bourgeoisie en est parfois consciente, et, quand elle est en difficultés, elle cherche à provoquer la guerre pour parer à une révolution : Cf. Engels à P. Lafargue, 25-26-X-1886 et 3-X-1889. Déjà la guerre de Crimée de 1854-56 avait été une telle guerre de diversion, cf. Marx-Engels, Ecrits militaires, Ed. l'Herne, p. 307-320.

22 Les guerres deviennent impérialistes, dès lors qu'elles se font sur la base de l'économie capitaliste, et le prolétariat doit refuser alors son soutien à la bourgeoisie, car elles ne sont plus qu'un moyen d'élargir ou de conserver ce mode de production borné qui détruit périodiquement les forces productives pour se régénérer et survivre - comme les deux dernières guerres mondiales,

Engels souligne qu'il ne peut y avoir d'*effet dialectique*, si la *thèse* ne prépare pas déjà *l'antithèse ;* autrement dit, si la prospérité des phases des hauts indices de la production n'est pas déjà d'une espèce particulière qu'elle implique, par exemple, en conflit avec l'accumulation croissante des richesses, une prolétarisation et une expropriation progressives (de nos jours non tant dans les pays de capitalisme développé où elles sont pratiquement réalisées, que dans les pays dépendants qui fournissent aux premiers un marché, des matières premières, des moyens de subsistance variés, etc.). En ce sens encore, définition est négation. La crise est le point de rencontre de contraires qui l'ont engendrée : l'*exubérance* des indices de croissance de la production industrielle approvisionnant en machines et produits le corps éléphantiasique de Sa Majesté le Capital converge avec l'*asthénie* chronique des indices de production des moyens de subsistance destinés aux masses. À la fin, le déséquilibre double devient unique et général - et c'est le point de rupture.

Prospérité et crise, paix et guerre du capitalisme sont régis par les mêmes lois fondamentales. Au reste, la [36] prospérité prépare la crise et vice-versa - comme la paix avec la course aux armements ou la cynique « guerre froide » prépare la guerre tout court.

Dénégations significatives

---

par exemple, l'ont montré. Tous les mots d'ordre idéologiques pour justifier ces « croisades » - par exemple, la défense de la démocratie (ou les droits de l'homme) contre le fascisme (ou le soi-disant communisme russe) - ne sont alors qu'une mystification destinée à embrouiller le prolétariat et à parer de justifications morales la solution stérile que la bourgeoisie donne périodiquement à la crise de surproduction du capitalisme. Le pays qui a le plus radicalement liquidé la surproduction bénéficiant de la reprise la plus longue et la plus forte, il importe peu que les Allemands ou les Français gagnent la guerre. Il n'y a plus lieu de se battre ! Et vive alors le défaitisme révolutionnaire ! La bourgeoisie qui ne voit aujourd'hui la révolution que sous les traits du « terroriste », et prêche la non-violence, devra alors faire un virage à 180 degrés dans sa propagande contre ceux qui seront alors opposés à la violence de la guerre impérialiste et jetteront les fusils, voire les retourneront contre elle, s'ils ont enfin compris le sens des prêches vertueux des capitalistes en mal de dominer corps et esprits pour faire des profits.

Retour à la table des matières

Lorsque la crise mondiale actuelle a éclaté fin 1974, la presse a révélé la faillite complète des instituts privés et publics de l'économie politique officielle : à l’heure de l'épreuve, aucun économiste, bien ou mal stipendié, n'avait prévu la crise contre laquelle il ne pouvait donc réagir ; pire encore, pendant plus d'une année, aucun n'a pu diagnostiquer le mal - les plus réalistes dont parlé que d'une *récession* assortie d'une reprise rapide.

Cette dénégation des économistes, nous l’utiliserons, à l'instar de Marx : « Le fait que les apologistes nient la crise avec des mots nous intéresse pour autant qu’ils nous démontrent le contraire de ce qu’ils veulent prouver. Pour nier la crise, ils parlent d'unité là où il y a antagonisme et contradiction. Ce qui nous importe, c'est qu'ils, prétendent que si les contradictions - éliminées par leurs ratiocinations - n'existaient pas effectivement, il n'y aurait pas non plus de crise. Mais, en fait, il y a des crises, parce que ces contradictions existent. Chaque argument qu'ils opposent à la crise n'est qu'une contradiction résolue par leurs élucubrations, donc une contradiction réelle qui produit une crie non moins réelle. Le désir de se convaincre soi-même de l'inexistence de contradictions est du même coup le vœu pieux qu’elles, ne devraient pas exister, c'est dire que ces contradictions existent réellement. [23] »

Rien qui ne soit prévu. En 1975, messieurs les politiciens et économistes associés ont nié la *crise,* en prétendant que c'était une *récession.* - La différence entre l'une et l'autre nous permettra de définir chacune, et « abord ce qu'est une crise générale, *historique,* comme celle que nous vivons, puisqu'elle ne peut – contrairement [37] à celle de 1929 - résoudre les contradictions accumulées au cours de toute la période pour relancer de nouveau l'économie à une ère technologique supérieure.

Ainsi, dans le passé, y a-t-il eu l'époque où le textile a joué le rôle d'entraînement de toute l'économie, lorsque l'Angleterre avec ses quelque 18 millions d'habitants produisait pour le monde entier. Puis, ce fut l'ère du charbon et du fer, avec les machines à vapeur, le gaz et l’é1ectricité, la construction de villes, de routes, de canaux, de chemins de fer, et enfin, au cours de cet après-guerre *dégénéré,* le pétrole

---

23 Cf. Marx, Théories sur la plus-value, in Werke 26/2, p. 519.

avec l'automobile, les autoroutes, la chimie, le plastique, l'informatique, la robotisation des hommes et la minéralisation des choses. On nous parle pour demain de l'âge du nucléaire. Or, il ne peut y avoir d'âge technologique du nucléaire, parce qu'il ne s'agit pas là d'une matière pouvant alimenter, vêtir, abriter, etc. les hommes - contrairement, par exemple, au textile, au charbon et même au pétrole, qui pourtant a déjà fait triompher le minéral sur l'organique dans la production. Le capital ne peut exister qu'en transformant le travail vivant en capital mort et en minéralisant de plus en plus les produits de la terre [24].

La raison pour laquelle les économistes et hommes politiques ont eu une telle frayeur devant le mot de *crise* et ont cherché à l'escamoter par celui de *récession* est sans doute que nous nous trouvons devant un tournant décisif de l'histoire : ou bien le capital se hausse à une ère technologique nouvelle, ou bien il cède la place à un autre mode de production. Or, il semble bien que les bourgeois eux-mêmes se rendent compte que leur solution est presque impossible - et on ne peut stagner longtemps dans le marasme actuel. Il n’est même pas certain que l'on puisse avoir un taux de profit *moyen* encore assez élevé pour permettre une nouvelle période historique. Même les destructions folles d'une guerre, comme celles de 1914-18 et 1939-45, n'ont [38] permis que de relever momentanément un taux de profit de plus en plus bas. Certes, ce taux oseille autour de la moyenne, remonte après les ravages de la guerre pour tomber à zéro, ou en dessous, à la fin de chaque période, lorsque la prospérité se mue en crise, mais encore faut-il que sa moyenne de période soit au-dessus de zéro pour amorcer une nouvelle période longue.

Les statistiques bourgeoises sont trop imprécises, par suite d'un manque de rigueur et de la peur d'y trouver des conclusions pénibles, pour que l'on puisse avancer des chiffres précis sur le niveau exact du taux de profit moyen de la période actuelle. Mais tout laisse à penser qu'il est extrêmement bas, surtout si l’on ajoute la production agricole à l'industrielle.

---

24 Cf. *la* *Misère de la philosophie*, Ed. Soc., 1972. Marx y explique que le capitalisme tend irrésistiblement à produire des articles de plus en plus misérables. Il passe de la soie, à la laine, puis au coton, etc. car la camelote a « la prérogative fatale de servir à l'usage du plus grand nombre » et « d'être moins coûteuse à produire » (p. 72 et 73).

Quoi qu'il en soit, on ne peut actuellement alourdir encore la composition organique du capital, dont dépend le taux de profit, en lançant de grands plans d'investissement : les coûts de production, au lieu de baisser, monteraient encore plus. Tout progrès ultérieur de longue période dépend donc d'une révolution dans cette composition organique, Or, elle ne peut être obtenue sans destructions massives du capital constant par rapport auquel se détermine essentiellement le taux de profit. D'ores et déjà, on dispose des moyens d'anéantissement nécessaires.

Mais il se trouve que la crise historique, si elle débouche sur la solution bourgeoise : - la guerre d'anéantissement de la surproduction - prépare aussi la révolution qui a de plus en plus de chances de l'emporter à mesure que le capital vieillit et dégénère. Là encore les perspectives d'une ère technologique nouvelle pour le capital sont sombres, puisqu'elles passent par la révolution ou la guerre impérialiste qui risque, elle encore, de se changer en révolution.

[39]

Crise cyclique et crise historique

Retour à la table des matières

Les milieux officiels et la gauche toute aussi officielle à son service ne peuvent s'empêcher de brouiller les cartes : le dilemme est trop atroce, et le bilan catastrophique [25]. En parlant de récession et de reprise, ils mettent la discussion et les préoccupations en deçà de la crise historique qui exige une solution violente pour se dénouer - et ils ont l'air de faire déjà un pas en avant, lorsqu'ils comparent 1975 à 1929, crise intermédiaire que le capitalisme a été en mesure de surmonter sans violences majeures.

25 Est-ce à dire qu'il faut attendre en faisant l'autruche ? Spinoza (que Marx lisait avec plaisir) disait, en déterministe conséquent, que la connaissance d'un fait nécessaire permettait le mieux de réagir : « Plus nous avons d'idées adéquates, et plus nous pouvons agir » (Spinoza, *l'Ethique*, éd. 10/ 18, p. 147).

Cette manœuvre nous amène à préciser encore la *différence entre crise cyclique et crise historique*. Au milieu du siècle dernier, Marx interrogeait Engels pour savoir quelle pouvait bien être la raison strictement économique, touchant l'appareil de production, pour laquelle l'économie bourgeoise traversait une *série de* cycles avant d'en arriver à une *crise historique* qui pose l'alternative guerre ou révolution. Il pensait trouver l'explication dans la *valeur d'usage* des machines toujours plus efficaces et solides, donc durables qu'il faut remplacer d'un seul coup, à l'occasion d'un changement général de technologie [26]. Or, il se trouve que la durée de l'équipement industriel et des biens s'allonge de plus en plus. Elle est aujourd'hui, nous dit-on, de trente ans pour les usines et le matériel d'extraction, ce qui correspond en gros à la longueur du cycle de cet après-guerre, et de cinq à dix ans pour les biens de consommation durables.

Dès le siècle dernier, ces crises historiques - véritables séismes qui ébranlent le mode de production tout entier et appellent une solution violente dans un sens ou dans un autre - ponctuèrent des périodes de plus en plus longues, parce que les économies s'imbriquent toujours plus étroitement sous la direction d'une puissance hégémonique dictatorialement centralisatrice, et enfin que le capitalisme, en vieillissant, évolue à un [40]

rythme qui va en ralentissant. Déjà Engels écrivait : « Le prochain raz-de-marée ne saurait tarder maintenant, l'échéance des révolutions européennes passant de quinze à dix-huit ans durant ce siècle, à savoir 1815-1830, 1831-1848, 1852-1870 [27]. Si l'on veut être plus précis encore, on peut partir, chaque fois - comme le propose le Capital - de la

---

26 Dans sa lettre du 2-11-1858, Marx demandait à Engels quelle était la durée moyenne de vie des machines dans la branche du coton où il travaillait : « En effet, l'espace de temps après lequel les machines sont, en moyenne, renouvelées est un élément important pour l'explication du cycle de plusieurs années que parcourt le mouvement industriel depuis que la grande industrie s'est affirmée. » Engels lui répondit que les machines avaient une tendance rapide à accroître leur durée (13 ans en 1858 contre 5 ans en 1832). On dit que cette durée moyenne est de nos jours de 30 ans. Cela allonge la distance entre les crises historiques, puisque celles-ci semblent liées en partie au fait que les capitalistes doivent remplacer *tout d'un coup* leur capital fixe qui est usé *progressivement*.

27 Cf. Engels, Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes, 8-X-1885.

fin de chaque crise au début de la suivante, et l'on constatera que le cycle s'allonge régulièrement : 1815-1830 : 15 ans, 1831-1848. 17 ans, 1849-1870 : 21 ans.

Après 1871, le mode de production capitaliste s'étala dans l'espace, en s'assujettissant le monde entier et en faisant peser la crise, avec la prolétarisation, la spoliation et la misère sur les peuples de couleur, tandis que, dans les pays développés, il transformait la violence cinétique en violence potentielle ; en outre, il gonflait les indices de sa production par la course aux armements : l'intervalle entre les crises *historiques* s'allongea encore.

Cependant, les contradictions et la violence du capitalisme n'en ont pas diminué pour autant - au contraire. Il suffit de relever deux faits parmi tant d'autres. Les crises gagnèrent en extension et en intensité - d'*européennes*, elles devinrent *mondiales*, tandis que les *crises locales s'avérèrent pires que les crises européennes du siècle dernier* et se multiplièrent par dix, sinon par cent. Durant les deux guerres locales d'Indochine, on fit sauter deux fois plus de munitions que pendant la guerre *mondiale de* 1939-1945. Cent révolutions, dont chacune fut plus meurtrière que la révolution européenne de 1848-49, secouèrent les pays de couleur, etc. au cours de cet après-guerre.

La différence entre crise *historique* et crise *cyclique* décennale (ou pluriannuelle de nos jours) devrait donc être facile à faire – n'en étaient les terribles implications. Le terme moderne de récession ne signifie au fond qu'une mini-crise qui *permet de relancer*, sans difficultés ni destructions majeures, l'ensemble de l'économie. Elle [41] n'est pas l'aboutissement de toute une période économique, mais une phase intermédiaire d'un cycle ou d'une telle période – à moins de l'entendre à fa place du mot crise que les bourgeois cherchent à exorciser.

En prétendant que la crise qui dure depuis fin 1974 n'était que 1'un de ces « incidents » de parcours qui ont jalonné la longue période de prospérité des pays développés de cet après-guerre et qui, après une petite pause pour reprendre souffle, ont chaque fois relancé les indices de la production à un niveau encore plus élevé, les économistes super-vulgaires d'aujourd'hui n'ont rien fait d'autre que l'apologie du mode de production capitaliste, puisqu'ils en exaltent l'exceptionnelle force

de récupération et d'adaptation [28]. Or, c'est, de toute évidence, une crise *historique*, puisqu'elle affecte en même temps toutes les économies capitalistes - aussi bien de l'Ouest que de l'Est dont *les courbes* épousaient de plus en plus la même allure, pour le meilleur et pour le pire. La crise du capitalisme mondial qui couvait dans les « récessions » (crises) prémonitrices et explosait sporadiquement dans les convulsions et les guerres des pays de couleur, touchait en 1974 le cœur du système lui-même, d'abord les métropoles ex-colonialistes (Angleterre, France, Portugal, etc.) puis les autres, les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon et la Russie.

La crise : faillite et succès

Retour à la table des matières

Cette crise confirme doublement le marxisme : d'une part, les marxistes restés fidèles à leur doctrine de la catastrophe sans admettre que l'on y change un iota - les quelques dogmatiques impénitents qui ont résisté à la contre-révolution et la prospérité - avaient prévu cette crise historique des années 1975 plusieurs décennies avant qu'elle ait éclaté [29] ; et, d'autre part, la banqueroute des instances officielles sanc-

---

28 À la fin, les bourgeois ont admis que la reprise de 1976 n'en était peut-être pas une, puisqu'elle n'a servi en France, par exemple, qu'à gonfler les stocks qui, à la fin de 1976, étaient déjà de 20,3% au-dessus de la *moyenne normale* - contre + 26,4% au milieu de 1974 et -16,1%, après la dégringolade de la production entre les mois de juillet de 1974 et 1975 : cf. P. Dubois, *les Stocks et les saccades de la croissance*, in *le Monde*, 13-XII-1977.

29 Cette prévision de la crise - ou du tournant historique - de 1975 est le fait de tout le courant communiste resté fidèle à la vision selon laquelle on ne change pas le capitalisme sans la classique révolution internationale. On peut la relier à certaines intuitions de Lénine, parlant, par exemple, de « plusieurs générations enchainées » au cas où la révolution russe et européenne serait battue (cf. Discours de Lénine sur la *Situation mondiale* au II^e^ Congrès), puis à la polémique de 1926 contre Staline où Trotsky parlait de la possibilité de tenir cinquante ans, même si la révolution était battue. Cette prévision fut systématiquement défendue dans la brochure *Dialogue avec les Morts* (Editions *Il Programma Comunista*, 1957) dont nous extrayons le passage suivant : « Trotsky parlait à ce sujet de cinquante ans, ce qui nous aurait conduit en, 1976, date approximative de la prochaine grande crise gé-

tionne le pronostic de Marx sur l'incompétence *croissante des* tenants de [42] l'économie qui devient de plus en plus vulgaire, apologétique, puis supervulgaire et dégénérée (thème du IV^{e} Livre du *Capital sur les Théories* successives de la plus-value [30]).

Les bourgeois sont incapables d'admettre les crises et de saisir leur nature réelle, parce qu'ils reconnaîtraient du même coup que leur mode de production est intrinsèquement taré et défectueux, puisque la machine enraye périodiquement et d'une façon de plus en plus grave. À mesure que le capitalisme vieillit, l'économie bourgeoise devient

---

nérale du système capitaliste que nous prévoyons » (p. 132). Un travail collectif intense de parti sur le Cours historique du capitalisme mondial dans les années 1951-62 accumula des données statistiques sur les courbes de production des capitalismes dominants, afin de corroborer économiquement l'intuition politique, née de la lutte de classe ainsi que du pronostic fait en 1945, à savoir qu'une longue période d'essor capitaliste allait suivre la seconde guerre impérialiste. Tout le mouvement anti-impérialiste des peuples de couleur fut évalué dans la perspective selon laquelle « les cinquante ans perdus par nous, Blancs battus dans les années 1920, pourraient être compensés grâce au mouvement d'accélération de la crise décisive par nos frères jaunes et noirs, (cf. *Sur le Texte de Lénine « la maladie infantile du communisme »*, brochure ronéotée des Editions Programme Communiste, 1960, p. 21.

Pour être juste, disons que la revue qui porte encore le nom de « Programme Communiste » a curieusement rejeté la prévision de 1975 au moment où elle se... réalisait, et s'est mise - drôle d'argument - à traiter d'astrologues les camarades de *Fil du Temps qui* la revendiquent avant comme après : cf. le numéro 12 sur *la Perspective révolutionnaire de la crise actuelle* (1975) aussi bien que dans le numéro sur *la Crise économique et sociale de Mai* (1968).

30 Marx y écrit : « L'économie vulgaire se fait, de propos délibéré, *de plus en plus apologétique* et s'efforce par tous les moyens de noyer les antagonismes dans le flot d'idées qu'elle exprime. Bastiat, par exemple, ne sait que plagier et dissiper par ses arguties le côté *désagréable* de l'économie politique classique. Mais il ne représente pas encore le dernier gradin de cette involution... Le dernier degré, c'est la forme *professorale :* elle procède de manière « historique » et, avec une sage modération, glane partout ce qu'il y a de « mieux », sans se laisser arrêter par les contradictions, car elle n'a qu'un seul souci : être complète. Elle dépouille tous les systèmes de ce qui était leur âme et leur force, et tous finissent par se confondre paisiblement sur la table du compilateur » (*Werke* 26/3, p. 492).

donc de plus en plus myope : Quos deus vult perdere prius dementat, citait Marx [31].

Tout au long de cet après-guerre, la bourgeoisie n'a cessé de délirer et, à sa suite, les partis ouvriers dégénérés : il n'y a plus désormais de crise - et ce, en pleine guerre froide, au milieu des génocides des peuples de couleur et de la misère des ouvriers émigrés, en plein totalitarisme économique et policier de l'Etat, avec l'intoxication croissante de la presse et de la radio ! Le bourgeois et les aristocrates ouvriers de cet après-guerre sont plus racistes que Hitler : ils font crever à petit feu la majeure partie de l'humanité - et hurlent au bien-être général.

Les contre-révolutionnaires staliniens (ou maoïstes, etc.) participent à cet exorcisme, en en accentuant le côté religieux : la loi de la valeur, reprise en Russie comme en Chine, est baptisée de socialiste, comme le salaire, le profit, l'accumulation de capital, le marché et l'argent - et l'on croit avoir ainsi une économie excluant les crises, ce que dément de plus en plus éloquemment l'histoire de tous les jours, en ruinant du même coup la crédibilité de toute cette théorie stalinienne et poststalinienne.

La crise au passé

Retour à la table des matières

La crise de 1974 a fait ressurgir, à ses débuts, la manœuvre favorite des économistes vulgaires pour dissiper [43] la réalité : ignorer le côté désagréable des choses pour ne voir que leur côté agréable. Il nous suffit d'opposer à leurs descriptions apologétiques les tristes réalités qui les sous-tendent pour avoir une vision complète de ce qu'est une crise, cette somme hautement instable de contraires.

C'est précisément la caractéristique de la crise capitaliste - la surproduction avec l'accumulation poussée à son paroxysme, donc le maximum d'inégalités et d'antagonismes entre les secteurs fondamen-

31 Ceux que Jupiter veut perdre, il les rend d'abord fous. En d'autres termes, le capital se ruine de par son propre mouvement - en l'occurrence à la fin par la crise et la guerre qui suscitent la révolution.

taux de l'économie - qui, parce qu'elle est synonyme de pléthore, a fait douter de son existence nos contemporains blancs, plus crétinisés que jamais par une longue période de « prospérité » croissante.

Au début de la crise, l'excédent de marchandises avec l'inflation de la monnaie (donc des revenus) contraste avec l'image que la presse bourgeoise et opportuniste donne complaisamment des crises du passé pour mieux les nier... dans le présent. Ainsi dépeint-elle les crises, une fois surmontées, sous les couleurs les plus sombres - suicide des banquiers et fermeture des usines, longues files de chômeurs et soupe populaire pour les miséreux, enfants faméliques et scrofuleux, mendiants dans les rues, épidémies décimant les faibles et les vieux, etc., etc. - pour en arriver à la conclusion que le temps des malheurs est définitivement révolu (du moins pour les peuples civilisés, c'est-à-dire blancs). La crise n'est plus qu'un prétexte pour faire l'apologie de l'*actuel* capitalisme.

Cette première mystification permet une autre manœuvre : en n'admettant à la rigueur qu'une « récession », les milieux officiels et l'opposition ont habitué progressivement le publie, grâce à leurs dénégations - « ce n'est pas la crise ! ce n'est pas la crise ! ce n'est pas la crise ! » etc., etc. - à la possibilité d'une crise que l'on avait mise au rebut de l'économie et de l'histoire [32].

En ne soulignant qu'un terme de la contradiction et [44] en éliminant l'autre, la bourgeoisie s7efforce d'effacer le côté désagréable de la crise, dès lors qu'elle ne peut plus être niée par des paroles. Cette mystification a été facilitée d'abord par le fait qu'une crise *historique* n'impose pas une déflation avec son cortège de faillites, etc. qui permettrait d'assainir l'économie. Celle-ci a besoin de remèdes autrement vigoureux.

---

32 On a été éberlué, en lisant les bilans de fin d'année de la presse économique, d'apprendre subitement que nous étions en *quatrième année de crise*, alors qu'il n'avait été question jusque-là que de *récession* et de *reprise*. Pourquoi ce revirement ? C'est toujours pour faire l'apologie du système capitaliste. En effet, on peut souligner ainsi que le capital tient admirablement le coup après quatre années de crise, et que tout va même très bien pour les salariés dont le standard de vie s'est encore amélioré... comme vous l'apprend l'I.N.S.E.E. !

Dans ces conditions, au début de la crise, l'excès de marchandises ne devient pas pénurie du jour au lendemain : la baisse de demande solvable des chômeurs complets ou partiels, des vieux, etc. suscite encore un accroissement des jouissances pour une autre couche toujours très large de la population. Tant pis pour les premiers ! La contre-révolution, le culte de l'individu et des petites affaires privées ont atrophié tout réflexe de solidarité.

Les paroles rassurantes des économistes sont la réponse à la tempête du système économique : c'est toute la politique Barre. Mais, en entrant en contradiction toujours plus flagrante avec la réalité, la lénifiante économie vulgaire se fait de plus en plus sinistre. Loin d'admettre que - comme la pauvreté fonde la richesse - le long essor de la production mondiale après 1945 reposait sur les gigantesques destructions de la dernière guerre impérialiste qui a liquidé la surproduction et plus de 57 millions de surnuméraires, et que cette prospérité des pays blancs est allée de pair avec d'incessantes guerres coloniales et la misère effrayante des peuples de couleur - les infâmes apologistes du Capital y ont vu les mérites de leur théorie nouvelle du bienêtre et de leur planification reprise au Dr Schacht et à Staline[7], et restent arrogants dans une crise piteuse pour les bourgeois.

Aujourd'hui dans un univers édifié sur le crédit et les préjugés [33], l'économie et la démocratie vulgaires se trouvent liées elles-mêmes

33 Pour avoir du crédit, l'individu, plus isolé que jamais aujourd'hui, n'a pour caution que son revenu et son emploi. Il s'oblige donc vis-à-vis de son entreprise, d'une part, et de la banque, d'autre part, qui tient sa garantie de l'Etat. Le citoyen d'aujourd'hui se trouve ainsi lié par des chaînes dorées à son capitaliste à lui et à l'État, le capitaliste collectif : serf de la glèbe d'une espèce nouvelle ! Ce crédit, dit Marx, implique la confiance de tous en l'essor fructueux du capitalisme, il lui faut de surcroît vendre son âme : « Le crédit public repose sur la croyance que l'État se laisse exploiter par la finance des Juifs. En février 1848, le vieil État avait disparu, et la révolution était dirigée avant tout contre l'aristocratie financière... Déjà le *crédit privé* était paralysé, la circulation freinée et la production stagnante, quand là révolution de Février a éclaté. Mais la crise révolutionnaire poussa la crise économique à son paroxysme. On peut imaginer quel effet devait avoir la révolution, si l'on sait que le crédit, privé repose sur la confiance que, dans toute l'ampleur de leurs rapports, la production bourgeoise et l'ordre bourgeois restent intouchés et intouchables » (Marx, *Luttes des classes en France, 1848-1850*, in *Werke* 7, p. 22-23).

par leur propre bêtise qu'elles ont répandue dans le monde au cours des trente dernières années. Et tout se paie, comme le disait Marx : [45] « Tromper les autres et en les trompant se tromper soi-même - telle est, réduite à son expression la plus simple, toute leur gesse [34]. »

Engels se divertissait fort de l'alternance de dépression et euphorie chez les bourgeois en crise. C'est, disait-il, parce qu'ils ne comprennent rien à ce qui leur arrive. La crise ne montre-t-elle pas le mieux que nos braves capitalistes sont eux-mêmes le jouet des conditions économiques ? Cependant, leur réaction était alors toute spontanée, et, pour ainsi dire, ingénue, alors que les pantins d'aujourd'hui prétendent, eux, orchestrer et manipuler l'économie et le public : « Le climat général a été très plaisant à la bourse de Manchester la semaine dernière. Ma bonne humeur met tous ces gaillards dans une colère noire. La Bourse est, effectivement le seul lieu où ma morosité se mue en ressort et en gaîté. Avec cela, je fais toujours les prophéties les plus sombres, ce qui irrite doublement ces ânes. Alors que jeudi la situation était la plus lamentable, ces messieurs s'interrogeaient vendredi sur l'effet possible de la suspension de la *Loi sur les Banques* - et, comme le coton était de nouveau en hausse d'un penny, ils se disaient que le pire était maintenant passé. Or, hier, un désenchantement, vraiment fort réjouissant à voir les avait de nouveau gagnés. Tout le bel optimisme n'était plus que mirage, et nul ne voulait plus acheter, *si bien que le marché est resté aussi mauvais qu'auparavant* [35]. »

Les capitalistes, les politiciens et les économistes sont terrorisés de voir leur échapper chaque jour davantage le pouvoir, non tant sur leur bel appareil de production qu'ils pensaient avoir réglé à leur gré pendant des décennies, que sur les prolétaires qui le font tourner. Ce qui est grave c'est que perdre le contrôle de leur économie signifie perdre bientôt leur domination sur les ouvriers. C'est pourquoi, ils ne font plus confiance qu'à la police pour rétablir l'Ordre, en voyant des « terroristes » partout et en dénonçant comme saboteurs de l'économie les grévistes qui défendent simplement [46] leur pain. De par le déterminisme même du mode de production capitaliste, les bourgeois « ils sont éliminés et leurs fonctions remplies par des « agents rémunérés ».

---

34 Marx à Danielson, 10-IV-1874.

35 Engels à Marx, le 15-XI-1857.

Selon l'expression de Marx, le capitalisme prépare lui-même les conditions non seulement matérielles, mais encore subjectives (politiques) de son élimination [36].

Rien ne sert aux bourgeois de lire le *Capital* de Marx, et les Américains peuvent bien embaucher deux mille économistes radicaux dans leurs universités. Ils ne comprendront jamais ce qu'il écrivait en conclusion de son premier Livre : c'est le capitalisme lui-même qui a pour mission historique d'exproprier, d'abord la masse des petits producteurs paysans et artisans, puis les petits et moyens capitalistes, et enfin, dans des secousses plus violentes, la fleur des grands capitalistes eux-mêmes - les de Wendel, par exemple. Or, la crise constitue précisément, et par excellence, un *attentat à la Propriété*.

L'idée ne peut venir aux bourgeois que leur propre système engendre la crise, d'abord économique, puis politique et militaire, enfin sociale. En 1929, les banquiers faillis se précipitaient par la fenêtre ; aujourd'hui, tout philistin se prend pour un banquier en passe d'être ruiné et tremble devant le spectre d'une mystérieuse cinquième colonne internationale qu'il ne peut concevoir que comme une bande de malfaiteurs. En effet, ces philistins - le bourgeois, le petit-bourgeois, le rentier et l'aristocrate ouvrier - ne peuvent admettre - ce serait trop affreux - que la longue prospérité est irrémédiablement brisée de par le déterminisme de leur propre chef capitalisme et qu'il faut désormais rompre avec la douce bonbonnière du home familial, le confort douillet, la résidence secondaire, la voiture qui vous donne des ailes, les jolis, week-ends, la drogue des spectacles radios et télés, les vacances au bord de mer ou en montagne, voire les croisières autour du monde, l'absence de soucis d'argent et les denrées de plus en plus sophistiquées. Cette engeance n'a jamais pensé [47] une seule minute que son bien-être supposait une hiérarchie des salaires de 1 à 15 et plus, la mort lente des Peuples de couleur pillés par les nouveaux aristocrates :

---

36 Dans sa lettre du 29-VII-1879 à Cafiero, Marx écrit que « les conditions matérielles *nécessaires à l'émanci*pation du prolétariat sont spontanément engendrées par la marche de la production ». Dans *le Capital* I, chap. sur *la Grande Industrie XV,* ix, Marx dit encore : « En même temps que les conditions matérielles et les combinaisons sociales de la production, (l'industrie) développe les contradictions et les antagonismes de sa forme capitaliste ; en même temps que les éléments de formation d'une société nouvelle, elle développe les forces destructives de l'ancienne. »

pour un bien-être infiniment moindre, la vieille Roma était esclavagiste. C'est dire leur infamie et leur attachement à des privilèges énormes. La peur gagne cette masse veule et infecte, et elle est d'autant plus atroce - ce n'est pas par hasard que l'opulente et benoîte Allemagne a le plus peur - qu'elle ne peut rien contre le retournement du sort. Et chacun sait que lorsque le terrorisé ne fait aucun geste pour répondre aux agressions du milieu, la peur et son suc physiologique - l'adrénaline - se transforment en angoisse et en phobies, au lieu d'être l'impulsion à une action pratique. Et ces ânes de brailler à la défense de l'Ordre et de soutenir toute Répression, sans se douter que le capitalisme met ainsi la révolution sur ses rails, que - selon l'expression de Marx du *18-Brumaire* - « l'épée qui doit les protéger, ils la suspendent au-dessus de leur propre tête comme l'épée de Damoclès ».

Après avoir semé la misère, la crise pousse ainsi par la violence les classes ouvrières - émasculées par un trop long bien-être, démoralisées par la dégénérescence de leurs organisations économiques et politiques, et mystifiées par les manœuvres démocratiques - sur le terrain de la violence révolutionnaire qui permet de dénouer positivement la crise. D'économique et de politique, la crise devient révolution sociale : Bravo ! disait Engels à Bismarck qui mettait hors la loi les socialistes et les persécutait « tu travailles pour nous comme dix chameaux [37] ».

Brave Bismarck, continué par les sociaux-démocrates actuellement au, pouvoir en Allemagne, et aimable Marianne qui, depuis Thiers, « collabore » avec les forces armées de l'« ennemi héréditaire » pour mater, les ouvriers insurgés et aujourd'hui - on n'arrête pas le progrès - avant même qu'ils se rebiffent [38].

---

37 Cf. Engels à E. Bernstein, 12-13-VI-1883 trad. fr. in Marx-Engels, *la Social-démocratie a1lemande*, 10/18, p. 176. Et Engels d'expliquer : « Toute cette bande disparate de canailles doit d'abord lutter entre elle, puis se ruiner et se discréditer, et nous préparer ainsi le terrain, en démontrant leur incapacité, les - uns après les autres - chacun à sa manière. »

38 Dans le recueil sur *la Commune de 1871* (10/18, p. 140), Marx dénonce la. Sainte-Alliance bourgeoise contre les ouvriers soulevés : « La Commune de Paris a été écrasée avec l'aide, des Prussiens qui ont assumé le rôle de gendarmes pour Thiers. Bismarck, Thiers et Favre ont conspiré pour liquider la Commune. À Francfort, Bismarck a reconnu que Thiers et Favre lui ont de-

[48]

La définition sous-vulgaire de la crise

Retour à la table des matières

L'opposition de Gauche apporte, elle aussi, sa contribution pratique et « théorique » à la bêtise de l'apologétique du système capitaliste. Depuis Jésus-Christ, tout révolutionnaire considère comme ses pires ennemis ceux qui se *prétendent* les plus proches en paroles, alors qu'ils sont en fait de l'autre bord. Les faux frères de l'opposition sont au-dessous des bourgeois et - comme le montre leur attitude vis-à-vis de la crise - le sous-produit dégénéré de l'économie vulgaire bourgeoise. Si les économistes officiels nient le côté désagréable de la crise pour n'en voir que le côté agréable, la reprise, la Gauche part du *même* schéma d'idées, mais – comme il convient pour une opposition - souligne le côté « désagréable du phénomène, puisqu'elle prétend défendre .les masses exploitées et opprimées, sur lesquelles pèse la misère qui se propage de plus en plus. En revanche, ce qu'elle nie, c'est la réalité capitaliste de la surproduction avec ses conséquences *nécessaires*. Elle ne s'en prend pas au système, mais à ses *abus*, à certaines de ses excroissances, qui provoquent, à ses yeux, la sous-consommation, le chômage et la misère qu'elle se vante, en un tour de main, d'abolir. Le tour de passe-passe est connu : prendre aux riches ou, plus précisément, aux monopoles - pour les distribuer aux pauvres - les *sur*-profits, qu'elle prétend vouloir supprimer en laissant intacts les « simples et modestes » profits qui sont les plus répandus et les plus tenaces. Les masses misérables et opprimées aujourd'hui connaîtraient alors le bien-être, autre postulat bourgeois frelaté (en faillite actuellement), puisqu'il implique le mercantilisme, l'argent et, en fin de compte, le capital et l'exploitation salariée des masses.

La Gauche - les communistes faisant mine d'aller jusqu'au bout (! ?) de leur objectif (nationalisation des monopoles), et les socialistes de les suivre, en étant plus raisonnables, donc plus réalistes et efficaces - exorcise la crise de manière plus symbolique encore que l'éco-

---

mandé d'intervenir » (Marx, Exposé sur la Commune au Conseil général de l'A.I.T., le 23-V-1871).

nomie [49] officielle. Elle est au-dessous de l'économie vulgaire qui, pour une bonne raison de classe, ferme tout simplement les yeux sur le côté noir de la situation - il affecte les autres, la masse des ouvriers - pour ne s'intéresser qu'au côté agréable qui la concerne. En revanche, la Gauche prétend, elle, « réformer » les pires conséquences du système, sans toucher le moins du monde à sa base, ni aux causes de ses manifestations les plus sinistres. Un rite suffit pour accompagner ce « miracle » : mettre dans l'urne un chiffon de papier pour la porter au pouvoir. Marx appelait cela du « crétinisme parlementaire [39] ».

L'arrivée de la Gauche au pouvoir muerait l'exploitation et la misère des masses qu'elle décrit en termes noirs, en bonheur et bien-être - et ce, non seulement durant la prospérité (à laquelle participe momentanément l'aristocratie ouvrière), mais encore durant la crise ! Celle-ci n'est plus le fait du capitalisme, de l'économie monétaire et mercantile, mais d'une *clique* - la Droite. C'est ce que nous appelons du fascisme rentré, puisque les explications ne partent pas de l'économie, mais de l'influence sur les masses inertes d'une *élite* décisive, de génies bienfaisants ou malfaisants - les sauveurs de la Gauche et les naufrageurs de la Droite. Là encore les arguments de la Gauche sont les pires, car ils sont ceux de traîtres et de renégats qui parlent en faveur d'une élite dominante... au nom des masses exploitées qui doivent se taire et rester passives.

L'appliquant à la crise, la Gauche reprend les âneries sur la guerre répandues par les staliniens - tour à tour alliés et adversaires du fascisme - âneries que partagent aussi les résistants gaullistes qui sont aujourd'hui les alliés des sous-produits nazis et américains qui gouvernent la malheureuse Allemagne de cet après-guerre. La dernière tuerie n'était pas due au capitalisme, mais au fascisme, et l'on menait soi-même une guerre de « libération ».

L'économie capitaliste s'est chargée elle-même de [50] rectifier la position de la Gauche : à la première tentative d'*actualisation*, pourtant électoraliste c'est-à-dire démagogique, de son programme *commun*, elle n'a pas résisté au souffle bien réel de la crise. Mais le jeu de la Gauche est abject à faire vomir. Elle-même n'a jamais cru, ni voulu aller au pouvoir. Elle n'a fait semblant que pour tromper les masses, et

39 L'expression a été utilisée par Marx dans le *Dix-Huit Brumaire*, chap. V, Ed. Sec., 1948, p. 231.

c’est là d'ailleurs son rôle dans la gestion de la crise - depuis que la pratique des dirigeants ouvriers vendus d’Angleterre a mis en évidence que « la bourgeoisie est incapable de dominer, politiquement et socialement, la nation sans l'appui de la classe ouvrière [40] ».

[40] Cf. Engels Angleterre 1845 et 1885, trad. fr. in *le Syndicalisme*, t. II, Petite Collection Maspéro, p. 187.

Toujours pire

Retour à la table des matières

L'opposition soi-disant révolutionnaire de, l'Opposition - les trotskystes, par exemple - participe allégrement à cette dégringolade générale de, la pensée économique et politique. Elle se targue même d' « améliorer, le marxisme, et elle fait dire à Marx lu pires sottises de l'économie vulgaire, en les assaisonnant de formules d'un révisionnisme sous-bernsteinien. On est abasourdi de lire, par exemple, dès la première ligne d'un article sur les « crises »... en 1973, en plein boom (durant la prospérité, les réformistes se délectent, eux aussi, à de sombres descriptions de la misère !) : « L'inflation ni les crises de surproduction ne sont des catégories du mode de production capitaliste [41]. » Ces prétendus révolutionnaires qui ne voient pas au-delà d'une société mercantile avec leur socialisme qui perpétue le salariat, l'argent, le marché, la division du travail, etc., se placent d'emblée sur le même terrain que ceux auxquels ils s'opposent - les « communistes » du Parti français.

Leur théorie sur la *crise permanente* formule ronflante pour révolutionnaires d'opérette – n'est qu'une apologie aveugle du « socialisme russe », puisqu'elle [51] a été revendiquée aussi par Staline. Celui-ci voulait voir le capitalisme (occidental) en stagnation et en pourrissement - en crise permanente - c'est-à-dire incapable d'augmenter ses indices de production, face à la Russie baptisée socialiste qui, disait-il, surpassait tous les records. De fait, elle progressait à des rythmes élevés qui faisaient penser à Staline - et encore à Khrouchtchev - que la Russie allait bientôt rattraper, puis dépasser l'Amérique, battant ainsi le capitalisme... sur son propre terrain. Les hauts indices £accroissement devenaient - à la place de l'abolition de l'argent, du salariat, du marché, etc. - la caractéristique du socialisme, la marque de sa supériorité sur le capitalisme. Or, il s'agit là simplement d'une manifestation juvénile du mode de production bourgeois - ou de son expression exacerbée par l'impérialisme après une guerre de destruc-

41 Cf. Jean-Luc Dallemagne : Inflation et crises ou le mythe de la « stagflation», in *Critiques de l'économie politique*, 11-12, 1973 p. 139.

tion où les indices remontent momentanément. Ainsi, les indices de production de l'Allemagne « occidentale », par exemple, ne diffèrent guère de ceux qu'a obtenus l'Allemagne « communiste », et la Russie mercantile ne dépassera pas demain sa concurrente américaine, parce que ses indices diminuent au fur et à mesure, comme c'est le cas de tout banal capitalisme.

Quoi qu'il en soit, la théorie de la « crise permanente » du capitalisme - précisément à cause de ses origines et de ses intentions louches - ne donna pas aux trotskystes une sensibilité particulière pour déceler la crise historique du capitalisme qui éclata fin 1974 : pour eux, la crise est permanente quand le capital prospère, et il n'y a plus qu'une... récession quand il est vraiment en crise. De fait le théoricien Mandel ne voulait admettre qu'une « récession généralisée des années 1975-1976 » : la reprise est à l'image de la récession : limitée [42] ». Rien de neuf par rapport aux dires des économistes bourgeois supervulgaires, mais le langage est « extrémiste », car, à bien la considérer, poursuivait le même Mandel, cette *récession* « limitée » [52] est « l'imbrication de *trois* crises avec une crise approfondie de tous les rapports bourgeois » (p. 41). En somme, plus il y a de crises, moins c'est la crise. L'économie, officielle s'y prend plus simplement pour *cacher* une réalité désagréable : elle n'en parle pas. En fait plus on se dit en paroles révolutionnaire, plus on est sous-bourgeois - et c'est pourquoi, il faut parler de *dégénérescence* des organisations ouvrières qui trahissent les ouvriers, en diffusant parmi eux les positions qui conviennent le mieux à la classe dominante.

Cette constatation polémique n'a pas pour but de mettre en lumière la bêtise des autres, mais sert par oppositions successives - selon la méthode de Marx - à cerner les divers aspects de la crise. Il se trouve que la Russie, étant un pays de capitalisme jeune (ou mieux rajeuni Par des destructions massives), subit les crises de manière plus pure au sens de Marx, que les capitalismes séniles et pourris de l'Occident. Dès lors, il suffit de compléter les lénifiantes descriptions officielles par le corollaire négatif et désagréable qu'elles impliquent en pratique et en théorie, pour avoir une vision complète de la crise. Mandel, lui,

---

42 Cf. l'article de E. Mandel intitulé la Récession généralisée 1974-1976 de l'économie capitaliste internationale, p. 17, in *Critiques de l'économie politique*, n° 24-25, 1976.

foudroie ceux qui affirment que la Russie mercantile et régie, selon Staline, par la loi de la valeur, est capitaliste et doit subir toutes les vicissitudes du cycle économique bourgeois - de la prospérité et des hauts indices de la production à la crise avec la baisse et la chute de ces mêmes indices : « Parler d'une " crise économique *mondiale* ", en feignant d'ignorer le mouvement économique *fondamentalement divergent* des pays où le capitalisme existe et de ceux où il a été aboli n'en reste pas moins une mystification théorique et une imposture politique » (p. 6). Rien moins !

Toutes les études de l'Occident officiel sur la situation économique des pays « socialistes » partent du même postulat erroné : S'il doit y avoir crise dans le bloc oriental, ce ne peut être en raison des contradictions [53] internes de ces pays, mais seulement de l' « effet de résonance » ou de « contamination » de l'*extérieur* - ce qui donne, à la rigueur, une *récession.* Mandel partage sur ce point encore les préjugés les plus largement, répandus chez nos contemporains et pour admettre la crise dans le bloc soi-disant socialiste, il attendra que la bourgeoisie en parle.

Crise de surproduction

Retour à la table des matières

Les bourgeois nient plus mollement l'existence de la crise en Russie - ne serait-ce que parce qu'elle les tenaille eux-mêmes et qu'ils ne sont pas fâchés de voir leur compère russe partager leur beau souci. Pour l'heure, c'est la Gauche et l'extrême-gauche qui sont les plus enragés à défendre la paix et l'harmonie à l'Est.

Comme notre méthode est de définir par opposition, nous continuerons notre périple en direction de l'extrême-gauche, ce qui nous permettra d'avoir un contradicteur pour mettre en lumière de manière concrète et actuelle la *raison profonde, la loi capitaliste, qui provoque surproduction et crises.*

Décidément, on ne peut se faire à l'idée qu'en régime capitaliste la surproduction éclate irrémédiablement, bien avant que les besoins soient satisfaits, dès lors qu'on peut imaginer... dans l'abstrait qu'il reste encore de larges possibilités de développement pour la produc-

tion. C'est ce qui ressort implicitement de raisonnements suivants que l'on lit dans toutes les feuilles d'extrême-gauche qui font montre par ailleurs de s'opposer : Une crise générale de surproduction ne peut encore, en 1975, naître et éclater *de l'intérieur* de la Russie. Ce pays n'est-il pas immense, n'a-t-il pas un retard important à combler par rapport aux Etats-Unis ? Avec ce raisonnement, on ne voit pas pourquoi l'Angleterre fut périodiquement secouée de crises de surproduction dès le siècle dernier.

[54]

La soif ardente de capitaux occidentaux de la part des Russes semble confirmer que leur pays a des possibilités de développement encore considérables. En réalité, c'est le signe manifeste d'une crise qui affecte l'agriculture aussi bien que l'industrie, puisque la Russie importe depuis 1970 des céréales de l'Occident et que son industrie en appelle de plus en plus au cours de ces dernières années aux capitaux occidentaux. Elle s'endette donc comme tous les pays capitalistes, grands et petits. Cela coïncide même avec la crise mondiale - comme en témoigne le déficit brutal à partir de 1975 ; (- 3,3 milliards de dollars;) sa balance des paiements avec l'Occident. Des secteurs entiers de la production industrielle russe dépendent pour leur croissance des capitaux étrangers. Le plus beau fleuron de l'industrie russe - le ciment - a atteint des niveaux astronomiques. Or, plus du tiers des cimenteries a été importé clé en mains et le plus souvent à crédit. Dam ces conditions, la Russie dépassait, en 1964, les Etats-Unis pour la production de ciment : 64,9 millions de tonnes contre 64,3 ; en 1973, ce rapport était de 115 contre 77,5, et en 1976 de 123,9 contre 61,4. Le ciment n'est pas la seule production où la Russie a largement dépassé les Etats-Unis. Tandis qu'elle récolte presque autant de céréales elle produit une quantité plus grande d'acier, de ciment, de charbon et de pétrole. C'est ce qui témoigne d'une gigantesque surproduction de la portion qui revient au Capital et qui écrase le misérable produit destiné à la consommation des producteurs de toute la richesse. Quelle différence dès lors avec les Etats-Unis en crise ? Qui diable pourrait équilibrer de telles inégalités sans crises violentes, ni guerres ?

L'endettement croissant s'explique du fait que le taux de profit (et donc le 'moyen de soutenir la croissance) n'a cessé de baisser tout au long de cet après-guerre, après les sommets - légèrement inférieurs à ceux de l'Allemagne et du Japon - de la période de [55] reconstruc-

tion. Ce phénomène de déclin correspond au vieillissement de la forme de production capitaliste. Il apparaît clairement pour la Russie. En effet, le taux moyen d'accroissement annuel de sa production de 1921 à 1940 (qui aboutit à la guerre et à l'effondrement) était de 19,5 % alors que dans la période suivante (1940 à 1977), le rythme annuel moyen tombe à 8,2 %. Qui plus est, l'écart est énorme entre le rythme du début de cette période, de 22 % par an de 1947 à 1950, et le modeste 2,4 % de 1976 que l'on obtient en incluant l'agriculture. Or, dans tous ces calculs, nous prenons pour argent comptant les statistiques truquées des experts russes qui sont en émulation avec leurs collègues de l'Occident.

En fait, l'ultime souffle de développement de la production industrielle n'a été obtenu que par la drogue de l'endettement croissant vis-à-vis de l'Occident. Or, il est clair que, sans cet apport extérieur, l'ensemble de la production aurait chuté au-dessous de zéro. Il s'ensuit que la Russie suscite sa crise de par les contradictions internes de son économie et n'évite l'effondrement qu'en collaborant avec l'Occident, dont il est donc normal qu'elle partage le sort.

En fait, PLUS LE TAUX DE PROFIT DIMINUE, PLUS ARDENTE DEVIENT LA SOIF DE CAPITAUX. Et c'est ce qui explique le paradoxe suivant : le besoin de capitaux est précisément le plus violent dans les pays dont le développement capitaliste est le plus monstrueusement élevé. La Russie et l'Amérique souffrent du même mal, et ils s'endettent plus que jamais. Les Etats-Unis procèdent comme les Russes : ils droguent leur économie en prélevant des capitaux à l'étranger par de gigantesques transferts financiers qui sont autant de ponctions sur les marchandises et la monnaie (capital) des autres pays. Ainsi les Américains relancent-ils l'inflation partout avec leur fabuleux déficit commercial et budgétaire. Dans ces conditions qui ne sont pas nouvelles, la crise a touché les États-Unis [56] avant la Russie, Puisque la fameuse crise financière et monétaire qui, dans les analyses classiques de Marx, précède la crise de production, y a éclaté dès les années 1970. Pourtant cela n'a pas empêché l'Occident de prêter de plus en plus de capitaux à la Russie et à ses satellites, faisant croire aux gens de bon sens qu'il se porte bien, alors qu'il souffre, au contraire d'une irrémédiable surproduction. En effet, si les Américains « investissent » en Russie, c'est parce que le capital « ne rapporte plus » chez eux, parce qu'il ne trouve plus de branches de production

où il puisse faire du profit *(se valoriser,* selon l'expression de Marx), parce qu'il y a pléthore de capital du fait *de la surproduction.* Dans le chapitre sur « le Taux d'intérêt et la crise » de ce recueil, Marx explique que le *capital productif* se dévalorise alors en *capital de prêt, financier et spéculatif* qui ne donne que des intérêts - s'il trouve à se placer.

Avant de voir dans le chapitre suivant les explications théoriques de Marx sur *la métamorphose de la surproduction en pénurie de capitaux,* considérons comment ce phénomène se passe dans la crise actuelle. Ce passage est dialectique. C'est dire que le mouvement se poursuit, mais en sens inverse. Dans sa circulation, le capital productif se transforme en argent, se monétise, comme la monnaie se capitalise, et le point de passage est le *crédit* qui est assignation sur du travail futur. Au moment de la crise, la confiance cesse, parce que le capital productif est hors d'état de créer des profits, d'assurer que l'assignation sur un travail ou production futurs se réalise dans les faits.

La *dévalorisation du capital productif en capital de prêt pléthorique* explique le passage de la phase de *surproduction* (boom) à celle de *pénurie* de capital (crise). Ce qui caractérise ce passage, c'est la *dévalorisation,* ou *destruction de capital.* En voici le processus : le capital ne peut plus produire avec profit nulle part. D'un côté, les USA, par exemple, nous avons du capital [57] en excédent (surproduction) qui ne trouve plus à se placer dans le pays pour faire des profits : il devient capital spéculatif, de prêt. D'un autre, la Russie, par exemple, nous avons une soif de capitaux qui témoigne aussi £une surproduction, du fait que l'industrie ne produit plus de profits à investir, le taux de profit étant tombé à zéro. La situation est la même dans les deux pays : surproduction et assèchement de la source des profits.

Les réalistes Américains distribuent à l'extérieur leur capital en excédent (surproduction) mais incapable de créer du profit, c'est-à-dire *dévalorisé,* et ils laissent tomber leur production çà et là (ciment, acier, automobile, etc.) de 30 % et plus par rapport à 1973 en phagocytant chez leurs Alliés et satellites ce dont ils ont besoin grâce à des ponctions par les moyens impérialistes, financiers, etc. bien connus de tous.

Ainsi une grande partie de la masse des capitaux spéculatifs en quête de placements est épongée chez leurs alliés occidentaux de par

l'augmentation du prix du pétrole, et l'argent des pays arabes va aux instituts financiers américains qui les centralisent et en *disposent.* Toute cette masse est bel et bien du capital américain, parce qu'elle a la forme de la monnaie nationale américaine.

Mais, il se trouve que les Russes veulent à tout prix augmenter encore leur production, parce qu'ils ont la folie capitaliste de la « production pour la production » ou parce qu'ils veulent gonfler certains secteurs comme l'acier, etc. car ils craignent la guerre. Ils empruntent donc du capital (dévalorisé en Amérique comme en Russie, parce qu'il ne produit plus de profit). Ils développeront chez eux un secteur déjà dévalorisé (non porteur de profit et donc incapable de se reproduire par lui-même). En important du capital dévalorisé, ils accroissent encore leur crise et la soif future de capital. Dans l'immédiat, ils s'en fichent, mais le jour où ils devront rembourser ce capital de prêt dévalorisé, ils [58] paieront en phagocytant le capital productif encore susceptible d'être créé, du fait du développement inégal du capital, dans certains secteurs qui ne sont certainement pas ceux qui surproduisent déjà et se gonflent encore en empruntant du capital occidental. Le capital dévalorisé ne se valorise donc ni chez les Américains, ni chez les Russes. Ceux-ci propagent la crise de surproduction d'un secteur à l'autre en dopant leur économie. Ainsi la surproduction se transforme en pénurie croissante de capital productif. Comme le dit Marx : « Il n'est donc rien de plus faux que d'attribuer cet état de choses à un manque de capital productif, tant par rapport à l'échelle normale, mais momentanément contractée, de la reproduction, que par rapport à la paralysie de la consommation » (p. 372).

L'affaire pour les Russes est catastrophique, 1° ils importent directement une crise supplémentaire à la leur, en achetant ce qui s'est dévalorisé à l'Ouest ; 2° ce surplus, en s'ajoutant chez eux aux secteurs correspondants, y force la surproduction et éponge les profits qui peuvent subsister encore dans quelques branches de leur production tandis que les Occidentaux se débarrassent d'une partie de leur pléthore inutilisable ; 3° ils accroissent leurs échanges avec l'Occident au moment de la crise, et l'unifient activement à l'échelle mondiale - et font apparaître ainsi la catastrophe dans toute son acuité et avec ses conséquences nécessaires.

L'Italie qui essaie de singer les USA perd doublement en jouant ce jeu, car elle souffre de tous les effets de la crise : surproduction et

sous-consommation. D'un côté, elle exporte une partie de sa surproduction en Russie (usines de voitures FIAT) pour laquelle elle sera payée en quinze ans, d'autre part, elle emprunte de l'argent aux Américano-Allemands et vend une partie de la FIAT au capitaliste parasitaire Khadafi. Le capital applique ouvertement ses règles aux pays faibles.

[59]

Métamorphose de la surproduction en pénurie

Retour à la table des matières

La surproduction inhérente au capital créateur de plus-value est, par définition, liée à la pénurie (chez les autres, sinon chez soi) et à la sous-consommation. Elle-même se change en pénurie pendant la crise. Le phénomène est inscrit dans tout le cours du capital, car sa « productivité » - sa capacité de faire des profits - ne cesse de diminuer tout au long du cycle, au fur et à mesure de la *baisse du taux de profit.* Sur une base : technologique donnée et une composition organique déterminée du capital, une même somme de valeurs rapporte de moins en moins, de profits, de sorte que la masse énorme de capital se valorise toujours plus péniblement.

Surproduire ne signifie pas qu'il ne reste plus de secteurs à développer, mais que le capital ne peut plus continuer à se valoriser en entier : « Même dans l'hypothèse extrême que nous avons émise de surproduction absolue de capital, il n'y a pas en fait de surproduction absolue tout court, surproduction absolue de moyens de production. Il n'y a surproduction de moyens de production que dans la mesure où ceux-ci doivent *fonctionner en tant que capital*, c'est-à-dire impliquent - par rapport à, leur valeur qui s'est gonflée en même temps que leur masse - qu'ils doivent reproduire cette valeur, en créant une valeur nouvelle plus grande [43]. »

[43] Cf. Marx, *Le Capital* II, in *Werke* 24, p. 265-266.

Marx explique ensuite que le niveau du taux de profit détermine - au plan économique - s'il y a ou non crise de surproduction. La crise générale est ainsi *le tournant où la surproduction se mue en pénurie de capital*. Ce renversement s'effectue lorsque la masse de plus-value extorquée (heures de travail non payées) ne suffit plus à valoriser la masse du capital accumulé. Le capital, étant par définition production de PLUS-VALUE, ne peut plus alors fonctionner en tant que tel, se reproduire tout entier : du capital est dévalorisé, [60] c'est-à-dire détruit. La production chute, bien que l'on puisse concevoir - si l'on fait abstraction des lois de fonctionnement de l'actuelle économie - que le capital pourrait encore se développer - « Il y aurait tout de même surproduction », dit Marx, « parce que le capital serait hors d'état d'exploiter ultérieurement le travail au degré d'exploitation requis par un développement "sain et normal" du procès de production capitaliste, puisque ce degré doit au moins accroître la masse du profit à mesure que s'accroît la masse du capital employé ; autrement dit, ce degré d'exploitation doit exclure que le TAUX DE PROFIT BAISSE dans la même proportion, voire plus rapidement, que le capital n'augmente. Surproduction de capital n'a jamais signifié autre chose que surproduction de moyens de production - moyens de travail et de subsistance - qui sont susceptibles de fonctionner comme capital ou de servir à exploiter le travail au degré d'exploitation déterminé, la chute de ce taux d'exploitation au-dessous d'un certain niveau provoquant des *perturbations et des arrêts du procès de production capitaliste* - des crises et une destruction de capital » (*ibid*.).

Marx a donné ici la clé de la *crise typique de produc*tion : elle est due à un bouleversement de la composition *organique du capital*, c'est-à-dire à une révolution du rapport entre capital variable, constant et profit qu'aucune inflation ne peut empêcher d'éclater en crise.

Nous en arrivons ainsi au centre de la question, à l'explication ultime et décisive de la surproduction, des déséquilibres entre elle et la consommation, et de la crise qui s'ensuit. C'est évidemment dans la base économique du mode de production que nous la trouvons, en l'occurrence dans la loi fondamentale du capitalisme - la *baisse tendancielle du taux de profit.*

Dans le chapitre où il en traite dans le Capital III, Marx décrit le conflit sans cesse plus aigu entre l'accroissement (masse) de la production et la valorisation (capacité de faire des profits) du capital :

« La [61] masse des capitaux s'accroît à mesure que baisse le taux de profit. Cependant, la *dévalorisation* du capital existant freine cette baisse et imprime un mouvement « accélération à l'accumulation de la valeur du capital. À mesure que se développent les forces productives la composition organique du capital s'élève, de sorte que la partie variable baisse par rapport à la partie constante du capital - et le taux de profit baisse donc, tandis qu'*augmente le besoin de capitaux*. Ces influences contradictoires se manifestent tantôt simultanément dans l'espace, tantôt successivement dans le temps. Périodiquement, le conflit de ces facteurs antagoniques éclate en ; crises » (*infra*, p. 345-46).

Tout le mécanisme de la crise devient clair si l'on sait pourquoi le capital ne peut s'étendre paisiblement en continuant indéfiniment à faire des profits, mais au contraire provoque une crise violente lorsque le taux de profit tombé à zéro ne permet plus de faire augmenter la masse des profits (donc de la production). Voyons d'où provient ce heurt.

Au début du chapitre sur la baisse tendancielle, Marx explique que le taux de profit exprime aussi l'expansion ou la croissance du capital. C'est dire qu'il est l'aiguillon de la production capitaliste, car lorsque ce taux baisse, le capital réagit vivement et exaspère ses contradictions, en haussant la masse des profits. Or taux et masse évoluent en sens inverse, car à mesure que le taux baisse, le capital réagit en accroissant la masse des profits, en gonflant la production. Au début, le capital se concentre, en éliminant les petits et moyens capitaux rivaux. De même, il diminue ses frais de production en aggravant l'exploitation ouvrière en licenciant, en innovant, en économisant sur les équipements, les matières premières, en augmentant l'efficacité des machines par un nombre plus grand de ses rotations, etc. Bref, pour compenser la baisse du taux de profit, il augmente sa masse, en dilatant encore la production. Mais le résultat en est la surproduction et [62] une chute encore plus grave du taux de profit. Au comble de l'éléphantiasis de la production, c'est le renversement : pour une diminution d'un petit pourcentage du taux de profit, c'est une masse gigantesque de profits qui chute, et ce sont des milliers d'entreprises qui ne peuvent plus reproduire leur capital. Plus que le taux de profit était petit, plus le capital augmentait sa masse de façon gigantesque pour compenser la toute petite baisse du taux de profit. C'est donc la catas-

trophe quand le taux passe en dessous de la barre du zéro, quand au lieu d'être + 1, il devient - 1.

Le crédit et l'inflation ne peuvent plus alors stimuler l'essor de la production, ils sécrètent directement la crise dans la production, en la masquant dans la distribution : ils gonflent les facteurs ou coûts de la production. C'est la moderne stagflation suivie de la chuteflation, la baisse de production en pleine inflation entraînant la désagrégation finale du capital.

La *masse* croissante des profits a fait perdre de vue pendant un laps de temps très long que le *taux* de profit baisse car la masse bien tangible est une *quantité* physique absolue, et le taux un simple *rapport, le profit* rapporté au *capital à avancer* pour recommencer à produire, c'est-à-dire au salaire + capital constant d'un cycle de production. En somme, si l'énorme montagne de marchandises de la phase de prospérité extrême à la veille de la crise, comble d'aise les économistes bourgeois et impressionne tant les pseudo-révolutionnaires, elle cache aussi le minuscule *taux* de profit qui sera fatal à l'économie capitaliste.

Longtemps à l'avance, la baisse tendancielle du taux de profit annonce donc le heurt et, l'effondrement. C'est tout le sens des textes de ce recueil où Marx analyse d'abord la crise sous l'angle *potentiel, puis réel,* c'est-à-dire découvre dans tout le cycle la loi qui laisse prévoir sa fin. La crise n'est donc pas un accident, mais l'aboutissement logique de tout ce mode de production, dont la richesse est fondée sur la misère, [63] comme la propriété l'est sur l'expropriation. Elle est au centre du *Capital.*

En fin de compte, la loi de *la baisse du taux de profit* exprime aussi la contradiction fondamentale entre *capital* et *travail :* la partie constante du capital (dépenses. pour les installations, machines, matières premières. auxiliaires) augmente historiquement à un rythme plus important que le salaire (ou capital variable) qui est la seule source de la plus-value ou profit, si bien que le travail a de plus en plus de mal à reproduire la masse du capital et celle-ci croît donc de moins en moins vite. C'est pourquoi Marx a intitulé le chapitre où il expose cette loi : *Développement des contradictions internes.*

Contradiction fondamentale entre capital et travail

Retour à la table des matières

La surproduction ne cesse de croître avec l'essor des forces productives, parce que l'énorme, masse produite se dévalorise de plus en plus : le travail-valeur incorporé à une même marchandise *diminue* à mesure que la productivité des ouvriers. La baisse ici, liée à l'augmentation là, exprime une contradiction fondamentale de l'économie *mercantile du* capital : la *valeur d'échange* des marchandises évolue en sens inverse de leur *valeur d'usage*. « Une quantité plus considérable de valeurs d'usage forme évidemment une plus grande richesse matérielle : deux habits sont plus qu'un seul. Avec deux habits, on peut vêtir deux hommes ; avec un habit, on n'en, peut vêtir qu'un seul, etc. Or, une croissance de la masse de la richesse matérielle peut aller de pair avec une baisse de la somme de sa valeur. Ce mouvement contradictoire découle du *caractère double et antagonique du travail* [du fait qu'il est *valeur d'usage*, créateur de choses utiles, en même temps qu'il est *valeur d'échange*, donc créateur aussi de valeurs d'échange. [64] [N.d.T.]. En conséquence, un même travail fournit toujours dans le même laps de temps la même somme de valeurs, *quelle que soit la variation de sa force productive*, mais il fournira, dans le même laps de temps, des quantités variables, de valeurs d'usage - plus si sa force productive croît, moins si elle diminue » [44].

Dès lors que les forces productives du travail augmentent sans cesse à l'échelle historique, les valeurs d'usage (l'habit, par exemple) se dévalorisent toujours davantage, parce qu'elles renferment une valeur d'échange toujours moindre par unité de marchandise produite. Cette diminution de valeur, le capital la compense - et cela entraîne la compensation du taux de profit par sa *masse* - en augmentant la quantité de marchandises, c'est-à-dire sa production. L'essor toujours plus grand des forces productives qui entraime une dévalorisation croissante de *la* marchandise produite condamne donc le capital à produire de plus en plus frénétiquement une masse croissante de marchandises.

---

[44] Cf. *Le Capital* I, in *Werke* 23, p. 60.

C'est une contradiction issue de l'opposition au sein de la marchandise entre la valeur d'usage et la valeur d'échange. Certes, la marchandise en est l'unité, mais celle-ci est toute contradictoire, puisque les deux varient en sens inverse l'une de l'autre en production capitaliste mercantile. Or comme la demande solvable est liée à la valeur d'échange, au marché et aux besoins humains argentés, les valeurs d'usage toujours moins chères s'accumulent en montagne de surproduction - et les économistes modernes poussent chaque individu à consommer deux automobiles, trois radios, etc., s'il gagne de l'argent et a un emploi facile.

C'est là où l'économie politique moderne a trouvé un remède pire que le mal. Nous le verrons en détail dans la *Seconde Introduction* sur la crise du capitalisme drogué à propos des prix qui augmentent avec la productivité du travail ou plus exactement avec les [65] transferts de richesses qui s'effectuent au détriment des travailleurs productifs, créateurs de toute richesse, et au profit des travailleurs improductifs et autres parasites qui ont des entrées d'argent faciles et dépensent avec de la monnaie de singe, de crédit ou d'inflation.

Ceux qui paient durement ce système, ce sont donc les ouvriers productifs (souvent de couleur) qui sont bestialement exploités et les peuples de couleur dont le capitalisme ne peut satisfaire les besoins essentiels parce que toute sa production est orientée vers la production de marchandises qui conviennent essentiellement à des parasites et qui permettent l'éléphantiasis de l'appareil productif.

Tout ce système repose en somme, sur le fait, d'une part, que les ouvriers productifs ne sont pas payés de manière à vivre humainement - ce qui donnerait une tout autre orientation à la qualité et à la nature des articles produits - et, d'autre part, que les matières premières raflés aux peuples de couleur sont payées à ce vil prix qui permet de produire la camelote bon marché, absorbée par les marchés blancs. Car comment pourrait-on gaspiller autrement les valeurs d'usage qu'elles servent à produire dans l'inflation en tout genre de la société automatisée de cet après-guerre. ? Il a suffi d'ailleurs que le prix des matières premières hausse en même temps que leur coût de production qui, en économie mercantile, inclut la rente, et que les traites des pays et des consommateurs viennent progressivement à échéance pour que la crise de surproduction touche enfin les pays développés.

La crise se déplace ainsi vers les pays développés - et, dès 1957, on pouvait prévoir que les Etats-Unis, le centre du capitalisme mondial, seraient touchés les premiers par cette crise et la répandraient ensuite chez leurs alliés : « Tout l'arsenal au moyen duquel en veut amener l'ouvrier à éprouver comme réels ces besoins illusoires qui le poussent à souscrire des engagements en vue d'acquérir des montagnes [66] de marchandises devra, dans un avenir pas trop lointain, céder à l'éloquence des faits, et le caractère artificiel et drogué du mécanisme économique débouchera sur une violente e t irréparable dissolution qui, à n'en pas douter, prendra son départ dans le pays où l'on s'efforce - à des fins contre-révolutionnaires - de concentrer les bénéfices [45] ».

Cette prévision se confirma historiquement, lorsque l'impérialisme yankee entreprit la guerre du Vietnam contre les pays de couleur ' tandis que son allié israélien tenait en échec les pays arabes. En faisant appel à la contribution économique de tous ses, alliés et en finançant la, guerre avec la planche à billets du dollar, monnaie internationale, l'inflation du bien-être, tendant à créer des revenus pour écouler l'énorme production des métropoles blanches, évolua tout naturellement en crise monétaire internationale qui introduisait la crise de surproduction de 1974. ,

Depuis, la crise a gagnée métropoles capitalistes elles-mêmes, dont la guerre de concurrence s'exaspère avant de tourner à cette guerre tout court attendue depuis si longtemps par l'Amérique [46].

---

45 La crise a effectivement commencé dans les années 1970 par les convulsions économiques du monstre américain. La citation est extraite de l'étude la *Structure économique et le cours historique de la société capitaliste in Programma Comunista*, n° 4 de 1957, chapitre intitulé : *Consommation, épargne et crédit.*

46 La Seconde Guerre mondiale qui a permis aux Américains d'avancer jusqu'à Berlin, n'est qu'un prologue eu égard aux ambitions impérialistes américaines. Dès 1949, on pouvait lire dans notre presse. « C'était un épisode d'une seule et même invasion, commencée en 1917 et, comme le montre Versailles, menée en direction de Berlin. Mais l'Allemagne en est-elle le seul objectif ? Non certes, et les imbéciles qui en Europe ont applaudi alors à l'entreprise américaine se sont lourdement trompés, *car c'est toute l'Europe qui est visée, jusqu'à Moscou!* » *(Cf. Le Fil du Temps*, no 12, p. 84, l'article intitulé *Agression à l'Europe.)* Et Staline a sacrifié 23 millions de Russes pour faire avancer l'ennemi jusqu'au cœur de l'Europe ! Pauvre stratège « génial » !

La crise des pays dépendants

Retour à la table des matières

La bourgeoisie a attribué, sur le plan économique, la crise de 1974 aux pays de, couleur qui avaient haussé le prix des matières premières, et notamment le pétrole. Or, 1oin d'être un accident, un hasard, cette hausse est le produit de la folle surproduction industrielle du monde entier qui a de plus en plus de mal à s'approvisionner en ressources minérales et énergétiques.

Un autre fait le confirme : la crise de 1971 précéda le boom de 1973, le vrai fauteur de la hausse du pétrole. Avant celle-ci, il y a eu aussi l'inflation massive, les crises monétaires internationales périodiques de plus [67] en plus graves, le poids de plus en plus lourd de la dette extérieure, les catastrophes agricoles liées à la gabegie mercantile et capitaliste qui ne peut plus réagir à l'alternance des années de sécheresse et d'inondation à la suite desquelles le prix des denrées alimentaires a doublé, voire quadruplé, ce qui commençait de paralyser de nombreux pays développés, dont l'Italie et l'Angleterre. En 1971, l'abolition de la convertibilité du dollar et le cataclysme monétaire qui s'ensuivit, entraînèrent un effondrement brutal de la crédibilité du vieil ordre économique, l'accord monétaire cadre de Bretton Woods et le GATT. Bref, la crise productive et financière éclatait dès 1971 et précédait le boom de 1973, donc la crise de l'inflation pétrolière.

Expliquons celle-ci à grands traits. Le gonflement gigantesque de la production tout au long de cet après-guerre, avec l'efficacité folle et l'étendue universelle des moyens techniques en est arrivé forcément à entamer largement certaines ressources naturelles du monde, et le comble en est atteint dans 1a phase du boom où culmine la demande de matières premières. Or, la production de celles-ci se heurte aux limites naturelles de la terre. Les gisements les plus riches, mis en exploitation les premiers, s'épuisent, et le capital est contraint d'en mettre de nouveaux en chantier. Or., ceux-ci sont d'un accès plus difficile et d'une fécondité moindre - *ce qui fait augmenter le prix de leur*

produit. La même chose vaut pour les matières premières végétales (jute, caoutchouc naturel, cacao, oléagineux, etc.), dont la demande accrue oblige, pour les produire, à recourir à des terres et à des conditions de production toujours plus défavorables - ce qui augmente leurs *frais de production.* En outre, pour les produits de la terre, le mécanisme mercantile fixe le prix en fonction du coût de production de la terre *la moins féconde* - d'où *hausse générale,* puisque, en moyenne, le prix d'un même produit est unitaire sur le marché.

[68]

Cette hausse continuelle des matières premières et de l'énergie, liées à la terre, et donc au mécanisme rentier, fait maintenant corps avec le capital industriel lui-même qui consomme de plus en plus de ces biens grevés d'une rente. Au lieu de faire baisser le prix des marchandises industrielles, le capital industriel les fait monter - comme la vulgaire agriculture. Le capital tout entier est maintenant parasitaire et drogué.

Ainsi, le capital est contraint d'augmenter toujours plus ses dépenses de capital constant pour exploiter de nouveaux gisements de matières premières et créer : des énergies de substitution. La composition, organique du, capital ne cesse donc, de gonfler en même temps que les coûts de production - ce qui entraine une chute fatale du taux de profit. L'inflation ne cesse ensuite d'augmenter, en dépit de la baisse de la demande.

Matières premières et crise

Retour à la table des matières

Il en ressort que la crise est historique et qu'elle ne peut trouver de solution sans changement radical de l'actuelle composition organique du capital, de la technologie, c'est-à-dire une dévalorisation ou destruction massive de capital constant, pour *relever le taux de* profit. Or, avant ces énormes destructions, tout investissement et innovation a l'effet contraire, à savoir gonfler davantage la masse déjà trop énorme du capital constant et donc faire *baisser encore le taux de profit.*

Mais voyons à présent comment la hausse des matières premières a contribué au renversement dialectique du boom économique en crise. Nous considérerons en même temps quel est l'effet de cette hausse dans la théorie de la crise de Marx.

Aux yeux de celui-ci, l'accroissement de la production [69] donne aux matières premières un poids toujours croissant. À mesure que s'accroît la productivité de la force ouvrière avec le développement technique accumulé par le travail dans les machines, les installations productives, l'organisation et les procédés de fabrication, une même heure de travail transforme sans cesse une masse plus grande de matières premières, de sorte que c'est le prix de celles-ci qui gonfle le plus le capital constant. Dans ces conditions, le taux de profit dépend essentiellement du coût des matières premières. Quant aux machines qui deviennent toujours plus efficaces et plus durables, leur coût n'augmente pas au même rythme.

En somme, le capitalisme impérialiste se bat sur deux fronts pour réaliser la plus-value, et freiner la baisse du taux de profit : 1° contre les ouvriers exploités, dont la baisse de salaire permet une hausse proportionnelle du profit, et 2° contre les fournisseurs de matières premières, c'est-à-dire pour une bonne part les peuples de couleur. Voyons quel est le mécanisme par lequel la hausse des matières premières conduit à la crise. Nous verrons que cette hausse provient des conditions de production et agit en retour sur elles.

Quelques précisions techniques sont nécessaires pour en saisir le mécanisme.

Le profit a un taux d'autant plus bas qu'il se rapporte à des frais plus élevés de production - avances pour les salaires (v) et pour le capital constant (c), dont les matières premières forment la fraction de plus en plus importante. Comme nous l'avons dit, c'est au moment précis de la phase du boom général, lorsque le profit est à son taux (rapport) le plus bas, que ces dépenses augmentent le plus, les matières premières étant les plus demandées quand elles manquent le plus : en plein boom. Le résultat ne peut qu'en être catastrophique, la chute du taux de profit.

Dans le livre III du *Capital*, Marx explique lumineusement [70] quel est le rapport entre prix de la matière première et évolution du taux de profit : « S'il se produit des variations - soit à la suite d'une

épargne de capital constant, soit à la suite d'oscillations du prix de la matière première -, elles affectent toujours le taux de profit, même quand le salaire reste complètement inchangé. Si le prix de la matière première augmente, à se peut qu'une fois les salaires versés, il ne soit plus possible de récupérer son prix dans celui de la marchandise produite. Ainsi donc, de fortes fluctuations de prix provoquent des interruptions, de graves collisions, voire des catastrophes au sein du procès de production. Ce sont surtout les produits de l'agriculture proprement dite et les matières premières issues de la nature organique qui sont soumis à de telles fluctuations de la valeur... Le taux de profit étant $\frac{pl}{c+v}$, il est clair que tout ce qui provoquera un changement de grandeur de c entraînera du même coup une variation du taux de profit, même si *pl* et *v* et leur rapport réciproque restent inchangés. En effet, *la matière première représente la partie essentielle du capital constant... Si* le prix de la matière première hausse d'une somme égale à *d*, $\frac{pl}{c+v}$ devient $\frac{pl}{(c+d)+v}$, d'où baisse du taux de profit. Toutes choses égales par ailleurs, *le taux de* profit *est donc inversement proportionnel* au prix des matières premières. Cela explique, entre autres, l'importance particulière qu'attachent les pays industriels à obtenir des matières premières à bas prix ». [47]

Et Marx établit que la montée des prix des matières premières finit par faire diminuer leur demande, de sorte que la pléthore industrielle

---

[47] Du point de vue politique, on ne peut cependant s'attendre que ce renversement de la prospérité en crise fasse éclater aussitôt la révolution. Il faut tenir compte que la prospérité n'a pas préparé particulièrement les ouvriers à cette tâche. A ce propos, Engels écrit : « Il serait souhaitable, avant la seconde secousse *décisive,* que nous ayons cette « amélioration » qui d'aiguë rend la crise chronique. Une pression de longue durée est nécessaire pour échauffer les populations. Alors, les prolétaires frappent mieux et avec plus d'ensemble - parce qu'ils savent *pourquoi ils le font.* C'est exactement comme une charge de cavalerie qui a un bien meilleur résultat, si les chevaux ont pu d'abord parcourir une bonne distance au trot, pour lancer le rush final sur l'ennemi. Je ne voudrais pas que la seconde secousse arrive trop tôt - l'Europe tout entière doit être la proie de la crise, sinon la lutte, serait plus difficile et traînerait en longueur avec toutes sortes de hauts et de bas. Mai ou juin, ce serait encore presque trop tôt. A la suite de la longue prospérité, les masses ont forcément sombré dans une léthargie profonde » (à Marx, 15-XI-1857).

commence à se dégonfler : « Lorsque la hausse des prix commence à avoir des effets très sensibles sur l'expansion de la production et l'offre des produits, c'est que l'on est déjà arrivé [71] au tournant où, par suite de la hausse persistante du prix des matières premières et de toutes les marchandises dont elles sont partie intégrante, la demande sur le marché diminue - d'où une réaction sur le prix des matières premières » [48].

C'est, entre autres, le rapport entre la production de matières premières, organiques et inorganiques, avec le *taux de minéralisation* grandissant de notre infâme civilisation de mort, qui a conduit notre parti à prévoir que la crise historique du capitalisme éclaterait dans les années 1975 : « Si l'on trace deux courbes - celle de la production de végétaux et celle de la production de minéraux - on pourrait soutenir que, quand inexorablement la seconde aura dépassé la première, le cycle du capitalisme sera achevé. Tout à fait en gros, nous calculons vingt-deux ans pour les 22 % que la folle courbe minérale doit encore gagner pour toucher 100 - et de 1956 on arrive à 1978, année où nous espérons que le capitalisme sera en crise mortelle » [49].

---

48 Cf. Marx, *Le Capital* III, in *Werke* 25, p. 115, 116, 127, 128.Le grand capital français dévalorise dans la métropole elle-même les secteurs de base que sont les communications

(S.N.C.F.) et l'énergie (Charbonnages, G.D.F., E.D.F.) en les traitant comme la production de matières premières du Tiers monde. Ces secteurs ne sont-ils pas le nid de cette bande honnie de travailleurs productifs, et leur produit n'entre-t-il pas dans tous les produits fabriqués - ce qui, face à la concurrence étrangère, permet de se maintenir dès lors que cette « matière première » est à bas prix. Ainsi le patronat français s'oppose-t-il sournoisement à toute hausse du prix de J'énergie et des transports ferroviaires au niveau de leur coût de production. Cela maintient les tarifs préférentiels pour l'industrie et n'empêche pas l'usager moyen de payer cher le gaz, l'électricité et la S.N.C.F. La lutte contre l'inflation se mène bel et bien dans l'intérêt national bourgeois, dont les salariés font les frais.

49 Ces conclusions sont extraites de la série d'articles parus sur la production capitaliste qui dégrade irrésistiblement la nature, la vie et l'homme de par sa tendance à transformer les richesses naturelles de la terre et les forces *vivantes* du travail humain en *capital mort* qui constitue le corps monstrueux du capital, lequel ne s'anime tel un vampire, que pour sucer du sang frais nouveau : *cf.* l'étude sur *l'Expansion historique du volume de la production industrielle, Infâme civilisation minérale*, in *Programma Comunista*, n° 24, de 1958.

Crise au niveau de la reproduction simple

Retour à la table des matières

Marx étudie chaque fois les crises au niveau de la *reproduction simple*, de ce que l'on appelle aujourd'hui la croissance zéro. C'est ce point que doit rejoindre la courbe de production capitaliste pour que la crise éclate, que le capital entre en conflit aigu avec sa détermination de produire de la plus-value, c'est-à-dire sa nature même. C'en est fait alors de la *reproduction élargie* et de l'accumulation forcenée. Le comble, c'est que le capital est alors en pleine surproduction où il a exacerbé toutes ses contradictions inhérentes.

Le niveau de la reproduction simple est le lieu privilégié pour saisir le mécanisme et les lois de la crise générale et distinguer entre les *diverses crises spécifiques :* [72] *crise* de production et de marché, crise industrielle et agricole, crises monétaires et commerciales, krach financier et boursier, crise partielle ou intermédiaire [50], générale, locale ou sectorielle.

C'est quand le capital se reproduit simplement lui-même, sans se grossir d'une masse nouvelle de profits, que l'on observe le plus clairement les lois de ses échanges, de ses métamorphoses et de ses phases successives. Le caractère mercantile de ce mode de production (échanges *entre équivalents) avec* l'anarchie de la production qui en résulte, n'est pas troublé alors par l'apport, aux effets complexes, de la *plus-value* qui déséquilibre les échanges, perturbe les phases que parcourt le capital et déforme ses métamorphoses successives : nous sommes en présence du phénomène pur, le plus favorable à l'hypothèse scientifique.

---

50 Dans sa lettre à Bernstein du 31-1-1882, Engels donne une indication précieuse sur l'évolution des crises intermédiaires au cours de son siècle : « Une démonstration détaillée doit prendre également en considération les crises intermédiaires qui sont pour une part de nature locale, pour une part d'une espèce particulière. Nous sommes, pour l'heure, en train de vivre une crise intermédiaire de ce type, qui se ramène à une simple spéculation boursière. Jusqu'en 1947, elles constituaient les chaînons intermédiaires revenant à époques régulières. »

Si la crise a son centre, son foyer, dans la production, elle manifeste ses effets les plus ravageurs dans la sphère de la circulation proprement dite, où le capital trouve ses pires limitations - la distribution sur le marché, le commerce avec les banques, la bourse, etc. La crise est le point où la *production de plus-value* entre en conflit avec le mode de distribution mercantile, où l'échange avec plus-value en sus de l'ouvrier avec le capitaliste dans l'entreprise s'oppose à l'échange entre équivalents des marchandises sur le marché.

Considérons quelques-unes des métamorphoses que le capital *productif* doit subir dans sa folle course de handicap pour se valoriser : ce sont autant de points critiques où la crise peut éclater. Avec le capital qu'il avance, l'entrepreneur commence à acheter *d'abord* sur le *marché du travail* la main-d'œuvre dont il a besoin celle-ci peut être trop ou pas assez nombreuse, adaptée à sa production ou non, etc., *ensuite sur le marché du capital,* le capital constant (machines, matières premières, etc.) qui peut être acheté trop cher, en quantité et en qualité non appropriée, etc.

D'ores et déjà, il peut y avoir crise (pour tout le [73] capital) ou « crisette » (pour un seul capitaliste), ce premier échange se réalisant avec plus ou moins de bonheur. Il peut même ne pas trouver sur le marché : local ce que la production sociale a pourtant fabriqué, puisque la distribution et le marché obéissent à des lois spécifiques - celles de rappropriation privée. Au niveau social, l'adéquation de la main-d'œuvre à la production implique que la section I qui produit les moyens de production pour le capital constant et la section IIb s'harmonisent avec la section IIa (essentiellement l'agriculture) qui produit les moyens de subsistance nécessaires, au capital variable (c'est pour l'essentiel le nœud de la crise actuelle en Russie). D'où possibilité de chômage ou de tension trop forte de la main-d'œuvre. Sous le capitalisme, ces deux sections de la production ont, également, des évolutions et des lois différentes. Dans l'agriculture, par exemple, outre le profit perçu par le fermier, on a une rente pour le propriétaire foncier, ce qui renchérit l'alimentation des ouvriers et les matières premières à transformer.

Après la phase A-M sur le marché, le capital-marchandise traverse le procès de production qui peut donner lieu à de multiples accrocs : mauvaise adaptation de la main-d'œuvre aux machines ou aux matières à transformer ; installations insuffisantes ou en excédent par

rapport aux ouvriers ou à la matière première ; capacités de l'appareil productif sous-employées, comme dans la sidérurgie française, qui n'a travaillé fin 1917 qu'à 60 % de ses possibilités techniques. Et le capitaliste doit enfin transformer son capital-marchandises en argent sur le marché (M-A) : les produits fabriqués peuvent s'avérer d'une qualité impropre ; ils peuvent ne pas trouver une demande solvable correspondant à leur quantité et qualité, et ainsi de suite.

Une crise éclate, quand le capital ne parvient pas à sauter l'un de ces obstacles. Il se *dévalorise* alors - et, pour tout ou partie, est mis au rebut ou détruit : « Supposons que l'un de ces trois procès échoue - et [74] cette possibilité existe pour chaque cas particulier, du simple fait de la coupure existant entre les divers procès -, le capitaliste aura transformé son argent en un produit dénué de valeur : non seulement il n'aura gagné aucune valeur nouvelle, mais il aura perdu sa valeur primitive. Que cela se produise ou non, la dévalorisation reste un élément du procès de valorisation, ne serait-ce que parce que, dans sa forme immédiate, le produit du procès de production n'est pas *valeur*, puisqu'il doit d'abord entrer dans la circulation pour se réaliser en tant que telle. Si le procès de production crée donc le capital sous forme de valeur et de valeur additionnelle, il le crée aussi et, d'abord sous forme de *non-valeur, puisque l'échange doit par la suite le valoriser » (Grundrisse*, t. 2, p. 262).

La seconde raison pour laquelle Marx se place au niveau de la reproduction simple en vue d'étudier les crises est la plus évidente : c'est un point dialectique, comme le malheureux zéro tant honni des mathématiciens officiels, parce qu'il n'a aucun contenu et représente seulement le point de passage dialectique, où + 1 se mue en – 1 [51].

La crise est le, point où le *taux de profit tombe à zéro au moment précis où la masse de capital* (surproduction) *est la plus gigantesque*. La reproduction croissante se renverse alors en son contraire. De potentielles, les contradictions du capital deviennent cinétiques ou explosives. Il entre non seulement en contradiction stridente avec sa propre exigence de s'élargir, mais il cesse encore de *circuler en quantité, constante*, autrement dit, il *se développe régressivement* au-

51 Marx, de même, qu'Engels, utilise cet exemple pour distinguer leur méthode mathématique de celle de l'école officielle. cf. Marx, *Manuscrits mathématiques inédits,* 10/19, 1978.

dessous de la reproduction simple : ses indices de production chutent. Une partie de la valeur qui a déjà pris la forme de capital productif - industriel ou agricole - est détruite (dévalorisée), et la somme des moyens de production qui circulent dans la société comme capitaux, diminue par rapport au niveau historique précédemment atteint.

[75]

La troisième raison est que la reproduction simple constitue un terrain critique pour le capital, car c'est là où apparaissent toutes les tares de ce mode de production, et qu'elles lui sont fatales. C'est là où le capital a, plus, que jamais, un besoin impérieux de se reproduire intégralement - sous peine de manger sa propre substance, voire de se dévaloriser entièrement. Lorsque la croissance est nulle, le capital dispose de moins de ressources pour compenser les pertes de son laborieux système de circulation où, à chaque pas, il doit s'adapter à une demande ou à une production laissée à l'initiative privée qui engendre inévitablement, des faux frais et des déchets, des retards et ides ralentissements. Alors que le gaspillage et la dilapidation du capital ralentissaient simplement l'essor de la production quand le taux de profit était élevé, ils conduisent à des indices négatifs au niveau de la reproduction simple.

En se plaçant uniquement au niveau de l'échange, un apologiste enragé du système capitaliste niait purement et simplement que les crises détruisaient du capital. A ses yeux, les patrons en faillite perdaient ce que récupéraient ceux qui survivaient, et le capital se concentrait, voire se renforçait : « Il est parfaitement faux d'affirmer comme lord Overstone, authentique usurier et homme d'argent, que les crises ne signifient rien d'autre *que des profits énormes pour les uns et des pertes terribles pour les autres* [52] ».

Lord Overstone avait cependant une excuse il n'a pas connu les gigantesques effondrements des appareils productifs de l'ère impérialiste. (Par exemple, en France, où l'indice 100, en 1913 de la production industrielle est tombé à 43 en 1918, et aux U.S.A., où l'indice 103 en 1929 avait chuté à 51 en 1934 : la guerre vaut pratiquement la paix à ce compte!)

52 Cf. Marx, *Grundrisse,* t. II, p. 264.

Un cas dramatique de crise multidécennale aiguë au niveau de la reproduction simple, avec des phases agitées d'accumulation en plus et en moins, est celui de l'Allemagne qui avait atteint l'indice 100 de production [76] en 1913 et ne l'a dépassé à nouveau qu'en... 1951. C'est la période, par excellence, des guerres et des révolutions en Europe.

Enfin, le choix de Marx a une signification polémique. Il critique le « socialisme » à la Lassalle où l'on donnerait au travailleur tout le produit de son travail en supprimant le profit, de sorte qu'il n'y aurait plus d'accumulation élargie. Du même coup, il réfute à l'avance les élucubrations modernes sur « la croissance zéro » de l'économie.

Crise et limitations du capital

Retour à la table des matières

Voyons maintenant comment la loi de la baisse du taux de profit liée à l'élévation de la composition organique du capital - après avoir suscité l'éléphantiasis de la surproduction quand le capitalisme a augmenté au maximum la masse de ses profits pour compenser la baisse de leur taux - trouve sa répercussion sur le marché. En effet, nous dit Marx, le capital surproduit par rapport au mécanisme mercantile et monétaire, le débouché, la demande solvable. La crise se manifeste donc sur le marché, et à partir de celui-ci répercute sa sentence sur le procès de production.

Dans la 1re section, chapitre 2 § I sur *la Reproduction simple* du Second livre du *Capital*, Marx décrit de la façon la plus suggestive comment la mécanique capitaliste s'enraye. C'est sur le marché qu'il décèle les germes d'une crise due aux particularités mercantiles de la production capitaliste. Il y laisse de côté la consommation de l'ouvrier et du capitaliste pour ne considérer que les échanges de *capital à capital* à un niveau constant de reproduction : « Dès que le fil, par exemple, est vendu, le cycle de valorisation du capital peut recommencer pour un même montant, quel que soit le sort réservé à ce fil vendu. [Il, est, en fait, entre-les mains du grossiste qui ne le revendra [77] qu'après. N. d. Tr.] Or, tant que le produit se vend, tout procède, normalement pour le producteur capitaliste. Le cycle de la valorisation

du capital qu'il représente ne sera pas interrompu... Ainsi donc, le procès de production tout entier peut se trouver dans l'état le plus florissant [Marx dit même que, si le capitaliste investissait une partie du profit au lieu de le manger, il pourrait élargir la sphère de reproduction de son capital. N. d. Tr.]. En effet, la valeur se réalise continûment et le procès de reproduction du capital se poursuit. Cependant, une grande partie des marchandises n'est entrée qu'en apparence dans la consommation, c'est-à-dire se trouve encore sur le marché, car elle, reste invendue entre les mains des revendeurs [les grossistes ou les détaillants qui ont déjà payé le fil au capitaliste, de sorte qu'il continue de produire et de réinvestir. N. d. Tr.]. Or, voici que surgit un nouveau flot de marchandises et l'on découvre que le premier arrivage n'a été absorbé qu'en *apparence seulement* par la consommation. Les capitaux-marchandises se disputent alors réciproquement la place sur le marché. Les derniers arrivés, pour trouver acquéreur, sont vendus au-dessous de leur prix [si bien que la reproduction ne pourra plus s'effectuer au même niveau de valeur que précédemment. N. d. Tr.], tandis que les arrivages précédents de marchandises ne sont pas encore devenus fluides sur le marché, bien que l'échéance de leur paiement soit arrivée. Leurs possesseurs doivent se déclarer insolvables ou vendre à n'importe quel prix, pour pouvoir payer. Cette vente n'a absolument rien à voir avec l'état effectif de la demande, mais reflète simplement un besoin de moyen de paiement, autrement dit la nécessité absolue de convertir les marchandises en argent. À CE POINT, LA CRISE ÉCLATE [car ceux qui auront vendu à perte achèteront moins dans un autre secteur, de sorte que les ouvriers y produiront moins, et les capitalistes feront moins de profits, et investiront moins. Le cercle vicieux [78] est engagé. N. d. Tr.]. On ne pouvait pas déceler cette crise dans une diminution immédiate de la demande individuelle de consommation ; elle se manifeste dans la décroissance des échanges de capital contre capital, du procès de reproduction du capital [53] ».

---

53 Il s'agit bel et bien d'une Crise, non pas monétaire ou mercantile, mais d'une crise de la circulation et de la production de capital, celui-ci devant passer par la métamorphose de la marchandise en argent pour se reproduire - et c'est là où le capitaliste s'aperçoit qu'il a surproduit, c'est-à-dire que sa crise a pour origine la production, et non la circulation. C'est ce que Marx voulait dire, lorsqu'il a affirmé que la crise surgissait de *l'échange de capital à capital.*

En somme, il suffit de dissocier une phase de l'autre, pour que le procès de circulation du capital s'interrompe et que toute la production se bloque.

Marx dit que cet exemple illustre une *crise d'échange de capital à capital,* c'est une crise que le marché met simplement en évidence. Ce que les ventes apparentes, mais non effectives, révèlent, en effet, c'est que l'entrepreneur capitaliste ne domine pas le marché, la tâche de réaliser son produit en argent étant confiée au marchand, et que le marché est trop étroit pour le *fabricant qui a surproduit.* La crise qui éclate en conséquence, provient de l'impossibilité de *convertir du capital en capital* pour continuer le procès de reproduction au même niveau. De fait, *la production et la reproduction* du capital impliquent les métamorphoses suivantes : A (argent) qui achète M (marchandises que sont les matières premières, les machines, et la force vivante du travail) pour produire, puis la transformation de M (marchandise produite) en A (argent) pour reprendre le processus.

Cet exemple illustre aussi le dualisme grossier qui engendre gaspillage et crise : le capital doit exister à la fois comme marchandise et comme argent, dans la production et la circulation, l'industrie et le commerce, le capital étant à la fois valorisation et dévalorisation, la surproduction (surinvestissement et gaspillage) allant de pair avec la sous-consommation : « Le capital est à la fois unité de la circulation et de la production, et leur différence dans le temps et dans l'espace » [avec la possibilité de leur conflit, de la dégradation de l'un pour assurer le bon fonctionnement de l'autre. N. d. Tr.] « Un même capital apparaît à la fois sous les deux [79] formes différentes. Ainsi l'une de ses parties se trouve toujours sous la première forme, et l'autre sous la seconde - l'une est immobile, l'autre circule... Même pour le commerçant, une partie du capital est immobilisée sous forme de stocks, et l'autre roule. Certes, chacune apparaît successivement sous l'autre forme, comme cela se produit aussi pour l'industriel, mais son capital est continuellement divisé en ces deux formes. La division de ces deux déterminations *tait apparaître le procès de valorisation comme un procès de dévalorisation :* elle est en contradiction avec la tendance du capital à se valoriser le plus possible. Pour réagir, le capital

invente des EXPÉDIENTS en vue d'abréger cette phase d'immobilisation [54]. »

Parmi ces expédients, il y a le *crédit* qui appelle tout naturellement l'inflation. Mais, nous dit Marx et l'expérience des années 1970 confirme son pronostic, ces expédients pour abolir les limitations inhérentes au capital ne font que pousser à la surproduction, et donc à la *crise*, qu'ils devaient précisément éviter - et les forces productives pléthoriques entrent alors d'autant plus gravement en conflit avec la nature *mercantile* de la production capitaliste. Il apparaît alors que la surproduction, résultat nécessaire de l'économie mercantile capitaliste, est synonyme de dilapidation et de gaspillage, donc de crise, parce que le capital pose des entraves à l'essor productif démesuré qu'il suscite.

Le secret fatal au capitalisme que Marx révèle ici, c'est qu'il est un mode de production borné qui tend irrésistiblement à se dépasser ; il *surproduit* quand il cherche à surmonter ses limites et doit dilapider ou détruire une partie de la valeur du capital pour retrouver un niveau de production qui lui soit compatible. Il ne peut se valoriser qu'en se dévalorisant. C'est pourquoi aussi il produit doublement, en opposant la production à la circulation - d'où une source infinie de gaspillage, de dilapidations et de destructions, dont les crises sont l'expression la plus concentrée.

[80]

La raison profonde des crises est que l'humanité laborieuse a développé les forces productives pour ainsi dire en progression géométrique ce qui explique le phénomène de la surproduction qui se heurte toujours plus gravement à la forme d'appropriation et de distribution bourgeoise. Il faut être aveugle pour ne pas voir la cause réelle de la perpétuelle menace de surproduction qui guette le capital, dans les puissances productives prodigieuses que recèle la carcasse de l'ouvrier moderne. Son heure de travail a, en fait, une densité multipliée par le savoir-faire, l'ingéniosité et l'efficacité de toutes les générations laborieuses du passé et de tous les pays. Archimède, le barbier Arkwright, l'ouvrier anonyme chinois, africain ou sud-américain qui « inventa »

54 Cf. Marx, *Grundrisse,* t. III, p. 199-200.

telle espèce nouvelle de plantes ou mit au point tel procédé de culture sont en action dans le Prométhée qu'est l'ouvrier d'aujourd'hui.

Du volcan de la production, le travail humain éructe des masses de marchandises toujours plus grandes, et le feu du travail prolétarien consume les limites mesquines des lois régissant l'économie de classe du Capital qui ne peut tourner que s'il réalise ce profit, qui n'est pourtant qu'une mince partie du produit. Or, cette petite marge excédentaire est calculée par la valeur d'échange qui évolue en sens contraire des valeurs d'usage, puisque leur prix monétaire baisse avec le rendement croissant du travail humain : une même heure de travail donne une même valeur, mais des articles de plus en plus nombreux.

Lorsque les marchandises en surproduction se sont accumulées à la suite d'une longue période d'intense travail productif, la crise éclate ; le capital ne faisant plus de profit, si elles ne sont pas vendues et payées, il ne peut plus continuer de produire. Les profits restent alors enfouis dans la montagne de marchandises invendues, et mettre encore du travail nouveau en mouvement pour produire n'a plus de sens pour le capitaliste. Au contraire, cela ne ferait qu'aggraver ses difficultés [81] à réaliser son profit. Cependant, les ouvriers sont parfaitement capables de produire encore, toujours, mieux et davantage - ce qui se manifesterait au grand jour, s'ils pouvaient produire pour leurs besoins, sans le préalable de la petite frange du profit, la production pour la production, c'est-à-dire en dehors des limitations de l'appropriation privée, de la valeur d'échange, du marché, et donc du salariat et de l’argent. C'est alors qu'il pourrait limiter sa production à la satisfaction de ses besoins - et il n'y aurait plus ni surproduction, ni crise. La terre cesserait d'être épuisée et le travailleur frénétiquement exploité.

[82]

[83]

LA CRISE

I

PARTIE DESCRIPTIVE

Retour à la table des matières

[84]

[85]

I. Partie descriptive

1. LA CRISE GÉNÉRALE DE 1848

Le prélude anglais de 1847

Engels, *la Crise commerciale en Angleterre,*
16-X-1847.

Retour à la table des matières

La crise commerciale à laquelle l'Angleterre se voit exposée en ce moment est plus sévère qu'aucune des crises précédentes [55]. Ni en 1837, ni en 1842 la dépression n'était si universelle que dans le mo-

---

[55] Nous avons réuni sous une seule rubrique tous les textes de Marx-Engels sur la crise de 1848. Celle surgit d'emblée avec ses prolongements politiques, militaires et révolutionnaires, et en ce sens annonce des développements futurs. L'histoire procède donc toujours par anticipations fulgurantes. Des crises suivantes, notamment celle de 1857, Marx-Engels attendront avec anxiété les prolongements révolutionnaires, et on sent bien dans leurs analyses qu'ils sont tiraillés entre les Poussées révolutionnaires des masses ouvrières et le sentiment que le capitalisme juvénile et encore progressif a devant lui un long développement historique. Le lecteur attentif notera combien positivement Marx-Engels juge encore l'action révolutionnaire du capitalisme en Europe, notamment en Allemagne, bien qu'il soit pourtant en crise grave. On ne peut dire qu'il ait jamais sous-estimé l'adversaire bourgeois qu'ils considéraient pourtant sans complaisance. Ils savaient déjà qu'un mode de production ne peut être éliminé tant qu'il est encore progressif. Après la crise de 1857, Marx déclara carrément qu'une révolution sur le continent aurait toutes les chances d'être étouffée par l'hydre de la société bourgeoise en expansion en Europe de l'Est, en Asie, en Afrique aussi bien qu'en Amérique : cf. Marx-Engels, *la Chine,* 10/18, p. 36.

L'article sur *la Crise de 1847* a été rédigé en français par Engels pour la *Réforme* de Paris qui l'a publié le 26-X-1847.

ment actuel. Toutes les branches de la vaste industrie anglaise se trouvent arrêtées au milieu de leur mouvement ; partout il y a stagnation, partout on ne voit que des ouvriers mis sur le pavé. Il va sans dire qu'un tel état de choses entraîne une agitation extraordinaire parmi les ouvriers qui, exploités par les industriels pendant l'époque de prospérité commerciale, se voient maintenant congédiés en masse et abandonnés à leur sort. Aussi les meetings des ouvriers mécontents se multiplient-ils rapidement. Le *Northern Star*, organe des ouvriers chartistes, emploie plus de sept de ses vastes colonnes à rendre compte des meetings de la semaine passée ; la liste des meetings annoncés pour la semaine présente remplit encore trois colonnes. Le même journal parle d'une brochure publiée par un ouvrier, M. John Noakes [56], dans laquelle l'auteur attaque ouvertement et directement le droit de l'aristocratie à la possession de ses terres. « Le sol de [86] l'Angleterre, dit-il, est la propriété du peuple, auquel nos aristocrates l'ont arraché par force ou par ruse. Il faut que le peuple fasse prévaloir son droit imprescriptible de propriété ; il faut que la rente foncière soit déclarée propriété nationale et appliquée dans l'intérêt, du publie. Peut-être me dira-t-on que ce sont là des propos révolutionnaires. Révolutionnaire ou non, qu'importe ; si le peuple ne peut obtenir ce qu'il lui faut par la voie légale, il faut bien qu'il tente la voie illégale. »

On ne trouvera pas étonnant que, dans ces circonstances, les chartistes déploient une activité peu commune. Leur chef, l'illustre Feargus O'Connor, vient d'annoncer que sous peu à se mettra en route pour l'Ecosse, où dans toutes les villes il appellera à des *mettings* et recueillera des signatures à la pétition nationale pour la charte du peuple [57].

Mais passons au district le plus manufacturier de l'Angleterre, au Lancashire pays qui, plus qu'aucun autre souffre sous le poids de la stagnation industrielle. La situation du, Lancashire est alarmante au

---

56 John Noakes est l'auteur de *The Right of the Aristocracy to the Soil,* London, 1847. Le compte rendu en a été fait dans l'organe chartiste anglais *The Northern Star,* n^{o} 522 du 23-X-1847.

57 Engels constate que la bourgeoisie anglaise elle-même, loin de dominer toute la société anglaise, composait avec des classes surannées que l'essor du capital devait encore balayer. L'expansion du capital et les revendications démocratiques appuyées par les ouvriers contribueront progressivement à les éliminer

plus haut degré. Déjà la plupart des fabriques ont cessé entièrement de travailler, et celles qui travaillent encore n'emploient leurs ouvriers, que deux ou tout au plus trois jours par semaine. Mais ce n'est pas encore assez : les industriels d'Ashton, ville très importante pour l'industrie cotonnière, annoncent à leurs ouvriers que dans huit jours ils réduiront les salaires de 10 %. Cette nouvelle, qui jette l'alarme parmi les ouvriers se répand par tout le pays. Peu de jours après, il se tient à Manchester une réunion de délégués des ouvriers du comté tout entier ; cette réunion décide d'envoyer une députation chez les patrons pour les engager à ne pas mettre à exécution leur menace de réduction et, si cette députation n'avait aucun résultat, de proclamer la grève de tous les ouvriers employés dans l'industrie cotonnière du Lancashire. - Cette grève, accompagnée d'une grève des ouvriers [87] forgerons et mineurs de Birmingham, qui a déjà commencé, ne manquerait pas de prendre la même ampleur que la dernière grève générale de 1842. Elle pourrait même Vien devenir redoutable pour le gouvernement.

En attendant, l'Irlande affamée s'agite dans de terribles convulsions. Les maisons de travail regorgent de mendiants, les propriétaires ruinés refusent de payer la taxe des pauvres, et le peuple affamé, se rassemblant par milliers, pille les granges et les étables des fermiers, et même des prêtres catholiques que naguère encore il adorait.

Il paraît que l'hiver prochain les Irlandais ne mourront plus aussi tranquillement de faim que, l'hiver dernier [58]. L'immigration des Irlandais en Angleterre devient de jour en jour plus alarmante. On compte qu'on moyenne il arrive 50 000 Irlandais par an ; cette année, il y en a déjà plus de 220 000. En septembre, il en arrivait 345 par jour ; en octobre, il en arrive 511. De cette manière, la concurrence des ouvriers entre eux se trouve encore augmentée, et il ne serait point

58 Engels rapporte qu' « à la suite de la maladie de la pomme de terre, la famine qui s'abattit sur l'Irlande en 1847, conduisit à la tombe un million d'Irlandais se nourrissant exclusivement ou presque de ces tubercules, et en jeta deux millions de l'autre côté de l'Atlantique » (cf. *Dialectique de* la *Nature,* Editions Sociales, p. 181).

Le sort de l'Irlande annonce ici celui du Tiers Monde de nos jours, et Marx en est conscient : cf. les chapitres l'Irlande, première colonie anglaise, puis Irlande et émigration, et enfin Déportation et génocide comme bases de la richesse bourgeoise. l'Irlande, in Marx-Engels, la Critique de Malthus, Edit. Maspéro, p. 109-127.

du tout étonnant si la crise actuelle produisait une agitation telle qu'elle forçât le gouvernement à prendre des mesures de la plus haute importance.

La crise en France

Marx, les *luttes de classes en France*, 1848-50.

Retour à la table des matières

...Enfin *deux événements économiques de portée mondiale, précipitèrent* l’explosion du malaise général et portèrent les mécontents à s'insurger.

La *maladie de la pomme de terre* et les *mauvaises récoltes* de 1945 et de 1846 aggravèrent J'effervescence générale dans le peuple. La hausse du coût de la vie suscita en 1947 des conflits sanglants en France comme sur le reste du continent. Tandis, que l'aristocratie [88] financière célébrait les orgies les plus éhontées, le peuple luttait pour les moyens de subsistance les plus élémentaires ! À Buzançais, on passa par les armes les émeutiers de la faim, tandis qu'à Paris la famille royale soustrayait aux tribunaux des escrocs repus.

Le second grand événement économique qui hâta l'explosion de la révolution fut *la crise générale du commerce et de l’industrie* en Angleterre. Le prélude en était déjà, au cours de l'automne 1845, le krach massif des spéculateurs en actions de chemin de fer, enrayé pendant l'année 1846 par une série de mesures indirectes, telles que l'abolition prochaine des droits de douane sur les céréales. Elle éclata enfin à l'automne 1847, lorsque la banqueroute des grands commissaires coloniaux de Londres entraîna aussitôt la faillite des banques de province et la fermeture des fabriques dans les districts industriels anglais. La crise continuait encore de se répercuter sur le continent que déjà éclatait la révolution de février.

Les ravages causés dans le commerce et dans l'industrie par la crise économique rendirent encore plus insupportable le règne sans partage de l'aristocratie financière. L'opposition bourgeoise suscita dans toute la France *l'agitation des banquets en faveur d'une réforme électorale* qui devait lui assurer la majorité dans les Chambres et devait renver-

ser le ministère de la Bourse. A Paris, la crise industrielle eut encore comme conséquence spécifique de rejeter sur le commerce intérieur une masse de fabricants et de gros commerçants qui, dans les circonstances du moment, ne pouvaient plus faire d'affaires sur le marché extérieur. Ils créèrent de grands établissements dont la concurrence provoqua la ruine d’une masse d'épiciers et de boutiquiers. D'où un nombre inouï de faillites dans cette fraction de la petite bourgeoisie parisienne, et son intervention révolutionnaire en février...

Le *crédit public* était naturellement ébranlé, tout comme le *crédit privé.* Le *crédit public* repose sur la [89] croyance que l'Etat se laisse exploiter par les Juifs de la Finance. Or l'Etat d'avant la révolution avait alors disparu, et la révolution était dirigée avant tout contre l'aristocratie financière. Les oscillations de la dernière crise commerciale n'avaient pas encore cessé, et les banqueroutes succédaient encore aux banqueroutes.

Il se trouve que le *crédit privé* était paralysé, la circulation bloquée et la production engorgée, avant même qu'éclatât la révolution de Février. Mais la crise révolutionnaire intensifia encore la crise commerciale. Or, si le crédit privé repose sur la croyance que l'ordre bourgeois et la production bourgeoise dans toute l'ampleur de leurs rapports sont intangibles et inviolables - quel ne devait pas être l'effet d'une révolution qui remettait en question le fondement de la production bourgeoise et l'esclavage économique du prolétariat, et qui érigeait face à la Bourse le sphinx du Luxembourg ? Le soulèvement du prolétariat signifie la suppression du crédit bourgeois, car il signifie abolition de la production bourgeoise et de son régime. Le crédit public et le crédit privé sont le thermomètre économique permettant de mesurer l'intensité d'une révolution [59]. *Dans la mesure où ils diminuent, l'ardeur embrasante et la force créatrice de la Révolution montent.*

---

59 Dans *Le Capital III,* chap. xxv-xxvi sur *le Crédit et le capital fictif* (Éditions Sociales, p. 64-100), Marx décrit longuement les aspects monétaires et financiers de la crise de 1847 en Angleterre. Il trace une brève synthèse de la crise, p. 81-82.

Crise des faibles et prospérité des forts

Marx-Engels, *Revue de janvier-tévrier 1850.*

Alors que le continent était engagé au cours des deux dernières années dans les révolutions et les contre-révolutions, et dans le flot de paroles qui en est inséparable, l'*Angleterre* industrielle faisait dans un autre article : *la prospérité* [60]. La crise commerciale qui avait éclaté ici au terme prévu, en automne 1845, [90] avait été interrompue deux fois : au début de 1846 par les ordonnances du parlement sur le libre-échange [61], et au début de 1848 par la révolution de Février. Une grande quantité de marchandises déprimant les marchés d'outre-mer, finirent par trouver progressivement des débouchés : la révolution de Février élimina même sur ces marchés la concurrence industrielle du continent. L'industrie anglaise ne perdit pas plus de débouchés sur le continent du fait des révolutions qu'elle n'en eût perdu sans elles, puisque, de toute façon, la crise y sévissait. La révolution de Février

60 Dans son article du 27-VII-1857, sur *la Situation financière de la France*, Marx évoquait encore la prépondérance écrasante que le premier pays capitaliste du monde exerçait sur l'Europe en lutte pour se hausser au mode de production bourgeois de production : « Lorsqu'en 1848-1849, l'Angleterre pesait de toutes ses forces, comme un cauchemar, sur la révolution européenne, elle eut tout d'abord peur de cette révolution ; bientôt elle la considéra comme un spectacle en vue de se distraire de son ennui inné, puis elle se mit tout doucement à la trahir en flirtant çà et là avec elle, et à la fin se mit en devoir d'en tirer sérieusement de l'argent. On est fondé de dire que son bien-être industriel qui avait été gravement compromis par la crise commerciale de 1846-1847, a été rétabli dans une certaine mesure grâce à la révolution de 1848. »

61 Marx fait allusion aux lois céréalières votées le 26-VI-1847 par le parlement anglais. Ces lois expliquent en partie que le capitalisme anglais a pu surmonter aussi facilement sa crise industrielle. Les bas prix des céréales eurent pour effet de faire baisser les salaires, et en conséquence de faire hausser le taux de profit. La composition organique du capital s'en trouve améliorée. Cette hausse de la productivité du capital stimula l'industrie aussi bien que dans l'agriculture, qui fut désormais gérée de manière très moderne non seulement en Angleterre, mais encore aux États-Unis où le capitalisme connut un essor prodigieux.

qui arrêta presque entièrement l'industrie continentale pour un temps, aida donc en fin de compte les Anglais à mieux passer l'année de crise. Elle facilita l'écoulement des stocks accumulés sur les marchés d'outre-mer, ce qui permit un nouvel essor industriel dès le printemps 1849. Cette expansion, qui gagna d'ailleurs aussi une bonne partie de l'industrie continentale, a pris une telle ampleur au cours des trois derniers mois que les industriels prétendent n'avoir jamais connu une telle prospérité : or, en n'entend jamais de tels propos qu'à la veille des crises !

Les fabriques sont surchargées de commandes, et travaillent à un rythme accéléré. On cherche toutes sortes de moyens pour contourner la loi des dix heures et gagner du travail au moyen d'heures supplémentaires. On édifie de nombreuses usines nouvelles dans toutes les régions industrielles, et l'on agrandit les anciennes. L'argent liquide coule à flot sur le marché, et les capitaux inemployés sont à l'affût des profits généralisés. Le taux d'escompte atteint un niveau spéculatif, et s'étend à la production et même au commerce des produits bruts. Presque tous les prix des articles montent de manière absolue, tous de manière relative. Bref, la « prospérité » dans son plein épanouissement comble l'Angleterre, et on peut se demander combien de temps durera cette ivresse. Pas très longtemps, à notre avis [62]...

[62] La crise fut évitée finalement, ce qui brisa les reins à la révolution européenne de 1848-49 et assura un essor économique prodigieux au capitalisme hors d'Europe, outre qu'elle assura en grande partie la reprise économique en Angleterre. Ce fut la découverte des mines d'or aux U.S.A. et en Australie, qui arma la bourgeoisie de tous les pays contre le prolétariat. Le 24 août 1852, Engels écrivait à Marx : « La Californie et l'Australie sont deux cas qui ne pouvaient être prévus par le Manifeste. [qui donna dans ses dernières pages les directives aux combattants européens de la révolution qui allait éclater. N. d. Tr.]. C'est la création *ex nihilo* de nouveaux grands marchés. Il faut en tenir compte. »

[91]

Rebondissement de la crise en Angleterre ?

Marx-Engels, *Revue de mars-avril, 1850.*

Retour à la table des matières

Ce qui pour l'heure menace le plus 1' «ordre » en Angleterre, ce ne sont pas les périls qui émanent de Paris, c'est, une nouvelle conséquence tout à fait directe de l'ordre établi, un fruit de cet arbre de la liberté anglaise une *crise économique.*

Nous avons déjà fait allusion à l'approche d'une crise dans notre revue de Janvier (cahier Il) [63]. Plusieurs circonstances l'ont accélérée. Avant, la dernière crise de. 1845, le capital en excédent trouvait à s'écouler dans la spéculation sur les chemins de fer. La surproduction et la surspéculation dans ce domaine ont atteint depuis une ampleur telle que l'activité des chemins de fer en a été gênée au, cours de la phase de prospérité de 1848-49, et même les actions des plus solides entreprises de ce secteur sont encore à un niveau extraordinairement bas. Le faible prix du blé et les perspectives pour la récolte de 1850 n'offrent pas non plus d'occasions au placement des capitaux, et les différentes valeurs d'Etat sont soumises à un risque trop considérable pour faire l'objet d'amples spéculations. Ainsi donc, le capital surnuméraire de la phase de prospérité voit bouchés ses canaux de drainage. Il ne lui reste qu'à se précipiter tout entier sur la production indus-

---

63 Marx fait allusion à la revue de janvier-février 1850 de la *Nouvelle Gazette rhénane*. Revue politique et économique, n° 2. Le lecteur en trouvera la traduction française dans Marx-Engett, Ecrits militaires, l'Herne, p. 276-87.

En plein événement révolutionnaire, Marx-Engeh escomptaient alors une « reprise » de la crise économique qui aurait pu relancer la vague révolutionnaire après la défaite du prolétariat parisien en juin 1849 : cf. la Contre-partie révolutionnaire en Europe *centrale et* méridionale. p. 221-266, in *Ecrits militaires*.

Au lieu de prendre son essor vers l'Europe centrale et orientale, le capitalisme s'orienta - comme (on l'a vu - vers les États-Unis et l'Australie où il rencontrait le moins d'obstacles politiques et sociaux que sur le continent dominé par le tsarisme russe.

trielle, sur les spéculations concernant les produits coloniaux, ainsi que sur les matières premières décisives de l'industrie - le coton et la laine. Du fait qu'une grande partie du capital qui, en d'autres temps était investie ailleurs, envahit directement l'industrie, il s'en suivit tout naturellement que la production industrielle augmente extrêmement vite et, avec elle, les marchés se trouvent engorgés, de sorte que la crise devrait éclater, bien plus rapidement. D'ores et déjà, on voit apparaitre les premiers symptômes de la crise dans les secteurs les plus importants de l'industrie [92] et de la spéculation. Depuis quatre semaines, l'importante branche d'industrie qu'est le secteur lainier est complètement déprimée et, dans son sein, les activités principales du filage et du tissage d'articles ordinaires souffrent le plus. La baisse de prix des filets et des cotonnades est déjà plus importante que celle qui affecte le coton brut. On s'apprête à limiter la production ; à de rares exceptions près, les fabriques travaillent à temps partiel. On escomptait une reprise momentanée de l'activité industrielle à la suite des commandes de printemps en provenance du continent, si déjà les ordres d'achat précédents pour le marché intérieur, les Indes orientales et la Chine, le Levant ont été pour la plupart retirés, on peut s'attendre que les commandes du continent qui devaient procurer deux mois de travail seront purement et simplement annulées en raison de l'incertitude des conditions politiques.

Dans l'industrie lainière, on décèle çà et là des symptômes qui laissent deviner une prompte fin de l'activité encore relativement « saine ». La sidérurgie souffre également. Les producteurs considèrent comme inévitable une baisse rapide des prix, et cherchent à la contrecarrer en organisant un cartel. Voilà pour la situation dans l'industrie. Voyons maintenant la spéculation. Le prix du coton tombe, soit à la suite des approvisionnements accrus de ces temps derniers, soit à cause de la dépression de l'industrie. Il en va de même pour les articles coloniaux. Les approvisionnements augmentent, tandis que la consommation baisse sur le marché intérieur. Au cours des deux derniers mois, 25 navires chargés de thé sont arrivés à Liverpool. La consommation de produits coloniaux déjà faible durant la prospérité en raison de la misère qui régnait dans les districts campagnards, est d'autant plus déprimée que la misère gagne maintenant aussi dans les districts industriels. Déjà l'une des maisons coloniales les plus importantes de Liverpool a fait faillite après ce, contrecoup.

[93]

Les effets de la crise économique qui menace d'éclater seront, bien plus considérables que ceux d'une quelconque précédente crise. Elle coïncide avec la crise agraire, qui a commencé avec l'abolition des droits céréaliers en Angleterre et n'a fait que croître après les bonnes récoltes de ces dernières années. Pour la première fois, l'Angleterre subirait à la fois une *crise industrielle* et une *crise agricole*. Cette double crise anglaise sera accélérée, amplifiée et rendue incendiaire par les convulsions qui secoueront en même temps le continent. Par le contrecoup de la crise anglaise sur le marché mondial, les révolutions auront sur le continent un caractère socialiste nettement marqué. On sait qu'il n'est aucun pays d'Europe qui ne soit frappé aussi directement - avec une telle ampleur et une telle intensité - par les effets de la crise anglaise que l'Allemagne [64]. La raison en est simple - ce pays représente le plus grand débouché continental pour l'Angleterre, tandis que les principaux articles d'exportation allemands, la laine et les céréales,, trouvent en Angleterre leur premier débouché. L'histoire est pleine d'ironie et nous adressons l'épigramme suivant aux amis de l'Ordre [65] : Tandis que les classes laborieuses se révoltent à cause

---

[64] Une expansion du capitalisme vers l'Europe centrale et orientale faisait peser sur la bourgeoisie anglaise la menace de ruiner son allié féodal qui la soutenait dans sa lutte contre le prolétariat insurgé. Celui-ci avait donc un intérêt vital à l'extension de la révolution au reste de l'Europe.

[65] Ce texte est remarquable à plusieurs points de vue. Ce n'est pas par hasard que Marx s'amuse visiblement quand il décrit la crise en Angleterre où celle-ci n'est qu'économique et a des côtés burlesques, surtout chez les classes dominantes. Le drame - ses prolongements politique si militaires et révolutionnaires - demeure réservé au continent européen, et alors, tout change.

Par ailleurs, Marx découvre dans l'économie quels de vent être les tâches et -les buts de la révolution : ici, la diffusion de la société bourgeoise en Europe centrale, méridionale et orientale. C'est ce qui explique que Marx défend - Ô paradoxe pour le lecteur superficiel développement du capitalisme sur le continent. En fait, les horreurs ne se proposent jamais que des tâches possibles et réalisables dans l'histoire. Ainsi, « la révolution de 1848 a fait exécuter, en somme, la tâche de la bourgeoisie par des combattants prolétariens, sous la bannière du prolétariat » (Préface polonaise de 1892 du Manifeste). Si dans le texte suivant Marx décrit donc, sou des couleurs attrayantes, le capitalisme aux États-Unis avec la forme républicaine la plus favorable à son développement lors de la révolution politique, c'est que c'était *encore un modèle* pour l'Allemagne et les pays centraux de l'Europe.

d'une pénurie de consommation, les hautes classes font banqueroute par suite de l'excès de production.

Crise, prospérité et révolutions

Marx-Engels, *Revue de mai à octobre 1850.*

Retour à la table des matières

Au cours ces derniers six mois l'agitation politique a fortement contrasté avec, celle qui lui précédait [66] Le parti de la révolution se

---

[66] Dès 1849, Marx, conscient de ce que la base économique détermine les activités politiques et idéologiques de la superstructure, se mit en devoir de rechercher les causes précises de ce que l'on appelle la « défaite » de la révolution de 1848 : « De différents côtés, on nous a reproché de n'avoir pas exposé les rapports économiques qui constituent la base matérielle des luttes entre les classes et entre les nations d'aujourd'hui. De propos délibéré, nous n'avons évoqué ces rapports-là que s'ils se manifestaient directement en des collisions politiques.

« Il importait tout d'abord de suivre la lutte des classes dans l'événement quotidien. Il y avait plusieurs faits dont nous tenions à donner la preuve empirique, grâce à la méthode historique disponible et chaque jour renouvelée... Au cours de 1848, nos lecteurs ont vu la lutte des classes prendre des formes politiques colossales. Le moment est venu d'examiner de plus près les rapports économiques. (Travail salarié et capital, 1849.)

En ce qui concerne les buts et les aspirations de la révolution de 1848, Engels précisait qu'ils étaient déterminés par le développement historique et économique de la société : « L'une des tâches véritables de la révolution de 1848 - et les tâches véritables, et non illusoires, d'une révolution sont toujours accomplies à la suite de cette révolution - a été la restauration des nationalités opprimées et dispersées d'Europe centrale, pour autant qu'elles étaient viables et mûres pour l'indépendance » (à Kautsky, 7-11-1882).

Dans ce texte, Marx-Engels montrent clairement que la crise elle-même est un mécanisme inhérent au capitalisme, puisqu'elle lui permet - si la révolution n'abat pas le capital - de surmonter certaines de ses limitations et contradictions pour se hausser à un niveau de développement plus élevé encore des forces productives. Cette dialectique explique que la crise est un moyen violent de la reprise économique, comme, la faillite des petits capitalistes renforce encore les gros. Ainsi, les États-Unis d'Amérique furent les grands bénéficiaires - aux dépens de l'Europe centrale - de la crise de 1848. L'histoire

trouve partout rejeté de l'avant-scène, et les vainqueurs s'arrachent les fruits de la, victoire. C'est ce que font en France lm diverses fractions de la bourgeoisie, et en Allemagne [94] les multiples princes. Le conflit se déroule en plein tohu-bohu ; la rupture est ouverte, la décision par les armes parait inévitable ; mais ce qui l'est non moins, c'est que les armes reposeront dans leur fourreau et que l'indécision se dissimulera toujours derrière les traités de paix qui préparent de nouveaux simulacres de guerre.

Considérons d'abord la base *réelle* sur laquelle se produisent tous ces remous superficiels.

Les années 1843-1845 furent celles de la prospérité industrielle et commerciale, conséquences nécessaires de la dépression presque permanente de l'industrie dans la période de 1837 à 1842 [67]. Comme toujours, la prospérité lança bientôt la spéculation. Celle-ci surgit régulièrement dans les périodes où la surproduction bat déjà son plein. Elle fournit à la surproduction des débouchés momentanés. Elle hâte en même temps l'irruption de la crise et en augmente la violence. La crise elle-même éclate d'abord là où sévit la spéculation et ce n’est que plus tard qu'elle gagne la production. L'observateur superficiel ne voit pas la cause de la crise dans la surproduction. La désorganisation consécutive de la production n'apparait pas comme un résultat nécessaire de sa propre exubérance antérieure mais comme une simple réaction de la spéculation qui se dégonfle. Nous ne pouvons pas encore tracer l'histoire complète de la crise des années 1846 à 1848. Nous nous bornerons à dresser le bilan des symptômes de la surproduction.

Pendant les années de prospérité de 1843 à 1845, la spéculation s'est lancée principalement sur les chemins de fer, où elle avait pour base un besoin réel, sur le blé (céréales) à la suite de son renchérissement en 1845 et de la maladie de -la pomme de terre, sur le coton après la disette de 1846, et sur le commerce des Indes orientales et de la Chine, où elle se précipite dès l'ouverture du marché chinois par l'Angleterre.

---

se répète décidément !

67 La crise de 1836 avait éclaté en premier aux Etats-Unis et y fut très violente. Elle dura pratiquement jusqu'en 1842. En revanche, la crise de 1847 l'affecta peu ; qui plus est, les révolutions de 1848 eurent pour effet, à son profit, une forte émigration de capitaux européens, suivis par les forces de travail.

L'extension du réseau ferroviaire anglais avait commencé [95] dès 1844, mais son plein développement ne fut, atteint qu'en 1845. Dans cette seule année, le nombre des lois enregistrées pour la création de compagnies de chemin de fer s'éleva à 1035. En février 1846, après qu'un grand nombre de projets enregistrés furent de nouveau abandonnés, les fonds déposés entre les mains du gouvernement pour des projets retenus s'élevèrent à la somme énorme de L.st. 14.000.000 et encore en 18.47 la somme totale des versements effectués en Angleterre se monta à plus de L.st. 42.000.000, dont plus de 36 millions, pour les chemins de fer anglais, et plus tard 5 1/2 millions pour des chemins de fer étrangers. Cette spéculation, atteignit son point culminant en été et en automne, 1845. Le prix des actions montait, pans cesse, et les bénéfices de, la spéculation entraînèrent bientôt dans leur tourbillon toutes les classes de la société. Les comtes et les ducs rivalisaient avec les marchands et les industriels pour avoir l'avantageux honneur de siéger à la tête des diverses compagnies ; les membres des Communes, le barreau, le clergé eurent de nombreux représentants, dans ces directions. Tous ceux qui avaient mis un sou de côté, tous ceux qui disposaient d'un atome de crédit spéculèrent sur les chemins de fer. Le nombre des journaux spécialisés dans les chemins de fer monta de trois à plus d'une vingtaine. Certains grands quotidiens gagnèrent souvent dans une semaine L.st, l4.000 en annonça et publicité de chemin de fer. Les ingénieurs ne pouvaient suffire et touchaient des appointements énormes. Les imprimeurs, lithographes, relieurs, marchands de papier, etc. mis, en branle pour la confection des réclames, plans, cartes, etc., les fabricants de meubles qui équipèrent les innombrables bureaux des innombrables directeurs, comités provisoires, etc. touchèrent des sommes fabuleuses. Sur la base réelle de l'extension du système ferroviaire anglais et continental et sur la base de la spéculation correspondante, on vit [96] s'élever peu à peu durant cette période tout un édifice de filouterie, qui rappelle les temps de Law et de la Compagnie du Pacifique. On lança des plans pour des centaines de lignes qui n'avaient aucune chance de succès, où les auteurs des projets eux-mêmes ne pensaient jamais à la moindre exécution et où il ne s'agissait en général pour les directeurs que de dépenser les fonds déposés ou de faire des profits, frauduleux en vendant des, actions.

En octobre 1845 ce fut la réaction qui dégénéra bientôt en une panique totale. Avant même 1846 (échéance des fonds de dépôts à

l'Etat), les projets les plus inconsistants avaient déjà fait faillite. En avril 1846, le contrecoup avait déjà touché lès marchés des valeurs sur le continent. A Paris, Hambourg, Francfort, Amsterdam, il y eut des liquidations forcées aux prix les plus bas, suivies de faillites des banquiers et courtiers. La crise des chemins de fer se poursuivit jusqu'à l'automne 1848. Cette fois, la faillite toucha les projets moins fragiles que la dépression générale atteignait au fur et à mesure que les fonds déposés par les épargnants étaient réclamés. La crise s'aggrava encore en gagnant d'autres terrains de la spéculation, du Commerce et de l'industrie. Elle eut pour effet une baisse progressive des actions les plus anciennes et les plus solides ; en octobre 1848, leurs prix tombèrent au niveau le plus bas.

En avril 1845, l'attention du public se concentra sur la maladie de la pomme de terre qui avait fait son apparition non seulement en Angleterre et en Irlande, mais encore sur le continent : c'était le premier indice que la société existante est pourrie jusqu'à la moelle. Au même moment la presse publia des informations qui ne laissaient aucun doute sur le grave déficit, d'ailleurs attendu, de la récolte de blé. Ces deux circonstances eurent pour effet une hausse importante des prix du blé sur tous les marchés européens ; la famine générale en Irlande obligea le gouvernement anglais [97] à accorder à cette province un prêt de L.st. 8 millions, exactement une livre sterling par Irlandais. En France, où la calamité fut aggravée par les inondations (qui causèrent près de 4 millions de L.st. de dégâts), la disette prit un tour catastrophique. La même chose se produisit en Hollande et en Belgique. À la disette de 1845 succéda celle plus grave encore de 1846, où la maladie de la pomme de terre réapparut, bien qu'à un degré moindre de gravité. La spéculation sur les céréales, trouva ainsi un terrain tout à fait réel et se développa avec une frénésie d'autant plus grande que les riches récoltes de 1842-1844 avait déprimé ce marché. Dans les années 1845-1847, les importations de céréales furent plus importantes que jamais en Angleterre. Le prix du blé, ne cessa de monter jusqu'au printemps de 1847. À la suite de nouvelles contradictoires sur l'état des récoltes dans les divers pays et des mesures prises par les divers gouvernements (ouverture des ports à la libre importation du blé, etc.) les prix se mirent à fluctuer gravement pour atteindre finalement, en mai 1847, le niveau le plus élevé. Durant ce mois, le prix moyen du quarter de blé grimpa en Angleterre jusqu'à 102 1/2 sh., et certains

jours jusqu'à 115 à 124 sh. Mais bientôt les nouvelles favorables sur l'amélioration du temps et l'augmentation des récoltes firent baisser les prix et à la mi-juillet le prix moyen ne fut plus que de 74 sh. L'annonce d'un temps moins favorable dans certaines régions provoqua de nouveau une légère hausse, jusqu'au moment où, vers la mi-août, on eut la certitude que la récolte de 1847 allait dépasser le rendement moyen. Il n'y eut alors aucun frein à la baisse ; les importations vers l'Angleterre dépassèrent toute attente, et dès le 18 septembre le prix moyen était tombé à 49 1/2 sh. En conséquence, les prix moyens avaient varié de 53 sh. en seize semaines. ,

La crise ferroviaire sévit pendant tout ce temps ; lorsqu'en avril et mai 1847, le prix du blé fut le plus [98] élevé, ce fut la désagrégation complète du système de crédit et le marché monétaire se dérégla totalement. Néanmoins les, spéculateurs sur les grains résistèrent à la chute des prix jusqu'au 2 août. CC jour-là, la banque fixa à 5% le plancher du taux d'escompte et à 6 % toutes les traites de plus de 2 mois. Il s'ensuivit aussitôt une série de faillites éclatantes à la bourse des céréales - celle de Mr. Robinson, gouverneur de la Banque d'Angleterre en tête. Rien qu'à Londres, huit grandes. firmes de blé firent ban4ueroute, l'ensemble de leur passif dépassait 1 1/2 million de L.st. En province, les marchés du blé étaient complètement paralysés ; les banqueroutes, s'y succédaient à un rythme accéléré, particulièrement à Liverpool. Sur le continent, des faillites analogues se produisirent, plus ou moins rapidement selon la distance, de Londres. Il se trouve, que le 18 septembre, date à laquelle le prix des céréales tomba à son niveau, le plus bas, la crise du blé était pratiquement terminée,

Venons-en maintenant à la crise spécifiquement commerciale, celle de la monnaie. Dans les quatre premiers mois de 1847, l'état du commerce et de l'industrie semblait encore généralement satisfaisant, à l'exception de la sidérurgie et de l'industrie cotonnière. En raison des spéculations ferroviaires de 1845, la production du fer avait monté en flèche : elle pâtit naturellement dans la mesure où l'excédent de fer produit avait, comblé, les débouchés. Une réaction du même genre se produisit très vite dans l'industrie cotonnière - principale branche d'industrie pour le marché de Chine et des Indes Orientales - où la surproduction remontait à 1845. La mauvaise récolte du coton de 1846, la hausse des prix des matières premières comme des produits finis et la diminution corrélative de la demande accrurent la tension

dans cette industrie. Dans les premiers mois de 1847, on restreignit fortement la production dans tout le Lancashire, et les ouvriers du coton furent déjà touchés par la crise.

[99]

Le 15 avril 1847, la Banque d'Angleterre éleva le plancher du taux d'escompte à 5 % pour les traites à très court terme. Elle limita le montant global des traites escomptables et - fait significatif - le fit sans égard à la nature des firmes touchées ; enfin, elle annonça, péremptoirement, aux commerçants qui avaient bénéficié d'avances, qu'à l'échéance celles-ci ne seraient pas renouvelées comme de coutume, mais devaient être remboursées. Deux jours plus tard, la publication du bilan hebdomadaire du *Banking Department* révéla que son fonds de réserve était tombé à 2 1/2 millions de L.st. Par conséquent, la Banque avait pris les mesures citées pour arrêter l'hémorragie de ses réserves d'or et pour augmenter de nouveau ses fonds liquides.

La fuite de l'or et de l'argent aux dépens de la Banque avait plusieurs causes : D'abord, la forte augmentation de la consommation et des prix de la quasi totalité des articles nécessitait une circulation plus étendue, particulièrement de l'or et de l'argent pour le petit commerce. Ensuite, les continuelles dépenses pour la construction des chemins de fer, qui atteignirent pour le seul mois d'avril 4 314 000 L.st., avait provoqué le retrait d'une masse considérable de fonds déposés en banque. Une partie des sommes retirées était destinée aux chemins de fer étrangers et s'écoula directement à l'extérieur. L'importation exagérée de sucre, de café et d'autres produits coloniaux (dont la consommation, et plus encore les prix avaient augmenté à la suite de la spéculation) ainsi que du coton (à la suite d'achats spéculatifs, quand il fut certain que la récolte serait maigre) et surtout du blé après une nouvelle mauvaise récolte, dut être payée en grande partie en espèces ou en solide, ce qui provoqua encore un important écoulement d'or et d'argent à l'étranger. Cette hémorragie des métaux précieux se poursuivit d'ailleurs jusqu'à la fin d'août en dépit des mesures bancaires citées plus haut.

[100]

Les décisions de la Banque et la nouvelle du faible niveau de ses fonds de réserve provoquèrent aussitôt une tension sur le marché financier et une panique dans tout le commerce anglais ; son intensité

atteignit celle de 1845. Dans les dernières semaines d'avril et les quatre premiers jours de mai, toutes les transactions fiduciaires furent presque paralysées. Cependant, il n'y eut pas de banqueroutes exceptionnelles ; les maisons de commerce se maintinrent à un prix ruineux, au moyen d'énormes versements d'intérêts et des ventes forcées de leurs réserves, papiers d'Etat, etc. Pour échapper au premier acte de la crise, de nombreuses maisons, pourtant solides, posèrent la base de leur effondrement ultérieur. La confiance se trouva cependant renforcée du fait que ce premier péril, le plus menaçant, fut surmonté ; la tension sur le marché financier diminua sensiblement à partir du 5 mai et, vers la fin de ce mois, l'alarme était pour ainsi dite passée.

Cependant, quelques mois plus tard, au début d'août, on assista dans le commerce des céréales aux faillites déjà citées ; à peine étaient-elles terminées en septembre, que la crise éclata avec une violence accrue dans l'ensemble des échanges, et principalement dans les affaires des Indes Orientales et Occidentales, à Maurice, et simultanément à Londres, Liverpool, Manchester et Glasgow. En septembre, à Londres seule, 20 maisons firent faillite, leur passif total atteignait de 9 à 10 millions de L.st. « En Angleterre, nous avons alors assisté à la ruine de dynasties commerciales ; la surprise n'a pas été moindre que lors de l'effondrement des sociétés politiques sur le continent, dont nous n'avons que trop entendu parler ces derniers temps », déclara Disraëli aux Communes, le 30 août 1848. Les faillites des firmes d'Indes Orientales sévirent sans interruption jusqu'à la fin de l'année et redoublèrent dans les premiers mois de 1848, lorsque arrivèrent les nouvelles des faillites des [101] maisons correspondantes de Calcutta, Bombay, Madras et Maurice.

Cette série de faillites, exceptionnelle dans les annales du commerce, était causée par la spéculation excessive et générale ainsi que les importations démesurées de produits coloniaux qui en résultaient. Les prix de ces marchandises, longtemps maintenus d'une façon artificielle, avaient en partie déjà baissé avant la panique d'avril 1847, mais ce ne fut qu'après celle-ci - lorsque tout le système du crédit s'effondra et que les firmes furent contraintes tour à tour à des ventes forcées massives - que les prix tombèrent fortement Cette chute fut si importante - de juin à juillet surtout - que les firmes même les plus solides furent acculées à la faillite.

En septembre, les faillites étaient limitées exclusivement aux *maisons de commerce proprement dites.* Le 1er octobre, la Banque éleva son escompte le plus bas à 5 1/2% pour les traites à court terme, et déclara en même temps qu'elle ne ferait dorénavant plus d'avances sur les bons d'Etat quels qu'ils soient. Les *sociétés de banque* comme les *banquiers privés* ne purent dès lors résister davantage à la pression. Successivement, la *Royal Bank of Liverpool,* la *Liverpool Banking Company,* la *North and South Wales Bank,* la *Newcastle Union Joint Stock Bank,* etc., etc. succombèrent en quelques jours, tandis que nombre de petits banquiers privés furent déclarés insolvables dans toutes les provinces anglaises.

Cette suspension générale des paiements par les Banques, qui caractérise surtout le mois d'octobre, s'accompagna à Liverpool, Manchester, Oldham, Halifax, Glasgow, etc. de nombreuses faillites des agioteurs, agents de change, escompteurs de valeurs et d'actions, courtiers maritimes, intermédiaires de thé et de coton, producteurs et marchands de fer, fileurs de laine et de coton, imprimeurs sur coton, etc. Selon Mr. Tooke, des faillites étaient sans précédent dans [102] l'histoire du commerce anglais et dépassèrent de loin celles de la crise de 1825 tant par leur nombre que par la somme des capitaux. La crise avait atteint son paroxysme entre les 23 et 25 octobre : ces jours-là toutes les transactions commerciales s'arrêtèrent complètement. Une députation de la *City* obtint alors la suspension de la loi bancaire de 1844, fruit de la sagacité de feu Robert Peel. Cette suspension mit momentanément fin à la séparation de la Banque en deux départements autonomes et disposant de deux fonds comptables différents ; si l'ancien système avait duré deux jours encore, l'un de ces départements, le Banking *Department,* eût été contraint à la faillite, alors que six millions d'or s'entassaient dans l'*Issue Department.*

Dès octobre, le *continent* ressentit le contrecoup de la crise. D'importantes faillites se déclarèrent simultanément à Bruxelles, Hambourg, Brème, Elberfeld, Gênes, Livourne, Courtay, Saint-Pétersbourg, Lisbonne et Venise. À mesure que la crise s'atténuait en Angleterre, elle s'aggravait sur le continent et touchait des secteurs jusque-là épargnés. À son paroxysme, le cours du change fut favorable à l'Angleterre qui, à partir de novembre, draina vers elle des importations d'or et d'argent, non seulement de Russie et du continent mais même d'Amérique. La conséquence immédiate en fut qu'à me-

sure que le marché monétaire s'allégeait en Angleterre, il se contractait dans le reste du monde commercial, où la crise se développait. En conséquence, le nombre des faillites hors d'Angleterre augmenta en novembre ; il y eut d'importantes faillites à New York, Rotterdam, Amsterdam, Le Havre, Bayonne, Anvers, Mons, Trieste, Madrid et Stockholm. En décembre, la crise éclata aussi à Marseille et à Alger, et redoubla d'intensité en Allemagne.

Nous voici parvenus en février, lorsque la révolution éclata en France. Si l'on consulte la liste des faillites, établie par Mr. D. M. Evans en annexe à son ouvrage *Commercial crisis of 1847-48* (Londres 1848), [103] on s'apercevra qu'aucune firme importante ne fit faillite en Angleterre à la suite de cette révolution. Les seules faillites qui en résultèrent éclatèrent dans le commerce des effets, à la suite de la dévaluation soudaine de tous les papiers d'Etat du continent. De semblables faillites de courtiers d'effets publics se produisirent naturellement aussi à Amsterdam, Hambourg, etc. Les consolidés anglais tombèrent en conséquence de 6 % à 3 % après la révolution de Février. Pour les courtiers en valeurs, la République de Février a donc été deux fois plus dangereuse que la Monarchie de Juillet.

La panique, déclenchée à Paris après Février, gagna tout le continent parallèlement aux révolutions et eut dans son déroulement de grandes analogies avec la panique londonienne d'avril 1847. Le crédit disparut brusquement, et toutes les transactions s'arrêtèrent presque complètement, à Paris, Bruxelles et Amsterdam, tout le monde se précipita à la Banque pour échanger les billets contre de l'or ; en gros, il n'y eut que très peu de faillites en dehors du commerce des effets publics, et même ici elles furent rares. Il serait difficile de démontrer qu'elles furent la conséquence inévitable de la révolution de Février. Les suspensions de paiements, le plus souvent momentanées, par les banquiers parisiens affectèrent le commerce des effets publics. Elles furent souvent provoquées par pur esprit de chicane, afin de créer des difficultés au Gouvernement provisoire et lui arracher des concessions. En ce qui concerne les faillites des banquiers et des commerçants dans les autres centres du continent, il est impossible de savoir dans quelle mesure elles provinrent de la continuation et de la diffusion progressive de la crise commerciale, les circonstances furent parfois exploitées par des firmes depuis longtemps malades en vue d'une liquidation raisonnable. Il est donc ici difficile de savoir si elles

étaient effectivement la conséquence des pertes dues à la panique provoquée [104] par la Révolution. Quoi qu'il en soit, il est certain que la crise commerciale a infiniment plus fait pour déclencher les révolutions de 1848 que la révolution pour provoquer la crise. De mars à juin, l'Angleterre profitait déjà directement de la révolution ; elle vit affluer de nombreux capitaux chez elle. Dès lors la crise doit y être considérée comme achevée ; dans toutes les branches d'activité s'amorça une amélioration, et le nouveau cycle industriel commença avec une nette tendance à la prospérité. Le fait que la quantité de coton travaillée en Angleterre passa de 475 millions de L.st. en 1847 à 713 millions en 1848 montre que la révolution continentale n'a guère freiné cet essor de l'industrie et du commerce.

Ce retour à la prospérité se constatait de plus en plus nettement en Angleterre dans les trois années 1848, 1849 et 1850. Pour les huit premiers mois (janvier à août), le total des exportations anglaises se monta en 1848 à 31 633 214 L.st. à 39 263 322 L.st. en 1849 ; à 43 851568 L.st. en 1850. Des récoltes, partout abondantes ces dernières années, s'ajoutèrent à cet important essor, qui se manifeste dans toutes les branches de l'activité, sauf dans la sidérurgie. En Angleterre, le prix moyen du blé tomba en 1848-1850 à 36 sh. le quarter et en France à 32 sh. La caractéristique de cette période de prospérité, c'est que les trois principaux canaux de la spéculation se trouvèrent bouchés. La production ferroviaire était ramenée au rythme lent d'une branche d'industrie ordinaire ; le blé n'offrait plus d'occasions à la suite d'une série de récoltes abondantes ; les révolutions auraient fait perdre aux valeurs d'Etat leur caractère de sécurité, et sans celle-ci aucune grande transaction spéculative sur les effets n'est possible.

À chaque période de prospérité, le capital s'accroît et le capital existant, qui dormait pendant la crise, est tiré de son inactivité et lancé sur le marché. En 1848-1850, ce capital *additionnel* fut forcé, en raison du [105] manque de débouchés pour la spéculation, de s'engager dans l'industrie proprement dite et par conséquent d'augmenter encore plus vite la production. Ce fait que l'on ne sait pas expliquer, est frappant en Angleterre, et l'*Economist* du 19-X-1850 écrit naïvement à ce sujet :

« Il est remarquable que l'actuelle phase de prospérité se distingue essentiellement de toutes celles du passé. Dans toutes ces périodes, il y avait place pour toute spéculation, même sans fondement et sans réalisation. Tantôt, c'était des mines étrangères, tantôt plus de chemins de fer qu'il n'était opportun d'en construire en un demi-siècle. Même lorsque ces spéculations étaient bien fondées, elles s'effectuaient toujours dans la perspective d'un gain, qui ne pouvait être réalisé, qu'après un temps considérable, soit par la production de métaux, soit par la création de nouveaux marchés et communications. Ils apportaient un profit immédiat. Mais, à présent, notre prospérité est fondée sur la production de biens immédiatement utiles, qui rentrent presque aussi vite dans la consommation qu'ils arrivent sur le marché, en donnant au fabricant un profit approprié et en l'incitant à une production accrue. »

La preuve la plus frappante de l'ampleur de la production industrielle de 1848 et 1849 est attestée par l'industrie du coton. En 1849, la récolte du coton a été plus abondante que jamais aux Etats-Unis. Elle atteignit 2 3/4 millions de balles, ou environ 1 200 millions de livres. L'extension de l'industrie cotonnière marcha si bien de pair avec l'augmentation des importations qu'à la fin de 1849 les stocks étaient moindres qu'autrefois, même après les années de mauvaise récolte. En 1849, on fila plus de 775 millions de livres de coton, alors qu'en 1845 - l'année où la prospérité fut plus grande que jamais - on n'en avait filé que 721 millions. L'essor de l'industrie cotonnière est, en outre, confirmé par l'augmentation importante du prix du coton (55 %), à la suite d'un déficit relativement [106] minime dans la récolte de 1850. On constate un progrès au moins égal dans toutes les autres branches du filage et du tissage, soie, laine, tissu et lin. L'exportation de ces produits augmenta surtout en 1850 et provoqua un accroissement considérable du montant total des exportations de cette année (12 millions pour 1848 ; 4 millions pour les huit premiers mois de 1849), bien qu'en 1850 l'exportation des articles de coton ait considérablement baissé à la suite de la mauvaise récolte. En dépit d'une augmentation notable des prix de la laine, provoquée apparemment dès 1849 par la spéculation et maintenue jusqu'à ces jours, cette industrie est en constante expansion et de nouveaux métiers sont quotidiennement mis en service. L'exportation des tissus de lin se monta à 91 millions de yards d'une valeur de 2 800 000 L.st. en 1844, l'année où ces exportations atteignirent leur montant record, et à 107 millions de yards d'une valeur de plus de 3 millions de L.st. en 1849.

Une autre preuve de l'essor de l'industrie anglaise est l'augmentation constante de la consommation des principaux produits coloniaux, notamment du café, du sucre et du thé, bien que les prix s'élèvent constamment, du moins pour les deux premiers articles. L'accroissement de la consommation est une conséquence directe du développement de l'industrie, puisque le marché exceptionnel, créé depuis 1845 par les extraordinaires investissements dans les chemins de fer, est depuis longtemps ramené à une proportion normale et que les bas prix des céréales de ces dernières années ne permettent pas une consommation accrue dans les districts ruraux.

L'important essor de l'industrie cotonnière de 1849 provoqua, dans les derniers mois de cette année-là, une nouvelle tentative d'inonder les marchés de la Chine et des Indes Orientales. Mais le volume des vieux stocks, encore invendus dans ces régions, bloqua bientôt cette tentative. Comme la consommation des [107] produits bruts et des articles coloniaux avait augmenté, on essaya aussi de spéculer sur ces marchandises, mais l'augmentation passagère des importations et le souvenir de blessures encore cuisantes de 1847 y mirent bientôt un frein.

La prospérité de l'industrie s'accrut encore à la suite, de l'ouverture des colonies hollandaises, de la construction imminente de nouvelles lignes de communication dans le Pacifique et de la grande Exposition industrielle de 1851. Cette Exposition fut décidée avec un sang-froid remarquable par la bourgeoisie anglaise dès l'année 1849, lorsque tout le continent songeait encore à la révolution. Elle y convoqua tous ses vassaux, de la France à la Chine, à un grand rapport, pour qu'ils rendent Compte de la façon dont ils ont utilisé leur temps ; le tout-puissant tsar de Russie lui-même fut bel et bien forcé d'ordonner à ses sujets de se rendre en nombre à ce compte rendu. Ce grand Congrès mondial des produits et des producteurs a une tout autre importance que le Congrès absolutiste de Brégance et de Varsovie, qui cause tant de frayeurs à nos petits-bourgeois démocrates du continent, ou que les Congrès de la démocratie européenne, convoqués par les divers Gouvernements provisoires *in partibus*, afin de sauver l'univers. Cette Exposition est une preuve frappante de la force concentrée avec laquelle, la grande industrie moderne abat partout les barrières nationales et les particularismes locaux dans la production, et efface de plus en plus, dans les rapports sociaux, le caractère propre de chaque peuple. En

rassemblant toute la masse des forces productives de l'industrie moderne en un petit espace pour les exhiber au moment précis où les rapports bourgeois modernes sont minés de toutes parts, elle expose le matériel qui a été produit et se produit encore quotidiennement dans des conditions catastrophiques et qui servira à construire une société nouvelle. Avec cette Exposition, la bourgeoisie mondiale édifie, dans la Rome moderne, [108] son Panthéon où elle exhibe avec une fierté satisfaite les dieux qu'elle s'est donnés. Ainsi, elle démontre pratiquement que l'« impuissance et l'humeur chagrine » du bourgeois, dont les idéologues allemands nous rebattent les oreilles depuis des années ne sont que l'impuissance de ces Messieurs à comprendre l'évolution moderne et la peine que leur procure cette impuissance. La bourgeoisie prépare ainsi sa plus grande fête au moment où elle est menacée par l'effondrement de toute sa splendeur, effondrement qui lui montrera le plus clairement que les forces suscitées par elle échappent à son pouvoir. A l'occasion d'une future Exposition, les bourgeois ne figureront peut-être plus comme propriétaires de ces forces productives, mais seulement comme leur cicérone.

Tout comme la maladie de la pomme de terre en 1845 et 1846, le déficit de la récolte de coton répand depuis le début de l'année une frayeur générale chez les bourgeois. Cette frayeur a encore augmenté depuis que l'on sait que la récolte de 1851 ne sera guère plus abondante que celle de 1850. Le déficit, qui eût été insignifiant autrefois, est très important eu égard au développement actuel de l'industrie cotonnière et il a déjà freiné considérablement son activité. À peine remise de la constatation renversante que l'un des piliers fondamentaux de tout son ordre social, la pomme de terre, est en danger, la bourgeoisie voit maintenant qu'un second se trouve menacé : le coton. Si un simple déficit moyen de la récolte du coton et la perspective d'un second ont suffi, en pleine euphorie de la prospérité, à provoquer une sérieuse alarme, de véritables mauvaises récoltes successives rejetteraient nécessairement pour un moment toute la société civilisée dans la barbarie. L'âge de l'or et du fer est depuis longtemps révolu. Il fut réservé au XIX^{e} siècle, avec son intelligence, son marché mondial et ses colossales forces productives, d'instaurer l'*ère du coton.* En même temps, la bourgeoisie anglaise ressent de [109] façon plus oppressante que jamais la domination qu'exercent sur elle les Etats-Unis avec leur monopole jusqu'ici incontesté de la production cotonnière. Elle s'est

aussitôt mise en devoir de briser ce monopole. Non seulement en Inde Orientale, mais encore au Natal, dans la partie septentrionale d'Australie et en général dans toutes les régions du monde, où le climat et les circonstances permettent la culture du coton, elle l'encourage de toutes les façons. En même temps, la bourgeoisie négrophile anglaise découvre que « la prospérité de Manchester dépend du traitement des esclaves du Texas, d'Alabama et de la Louisiane, et que c'est là un fait aussi étrange qu'alarmant [68]. De fait, il est consternant pour des gens, qui dépensèrent il y a quelques années 10 millions de livres sterling pour l'émancipation des nègres dans leurs propres colonies de constater que la branche décisive de l'industrie anglaise repose sur l'esclavage dans les Etats du Sud de l'Union américaine et qu'une révolte de Noirs dans ces Etats pourrait ruiner tout leur système actuel de production. Mais, en même temps, ce fait conduit à la seule solution possible du problème de l'esclavagisme qui, de nouveau, a donné lieu récemment à de longs et violents débats au Congrès américain. La production cotonnière américaine repose sur l'esclavagisme. Dès que l'industrie s'est développée au point où le monopole du coton des Etats-Unis devienne insupportable, le coton sera produit massivement et avec succès dans d'autres pays, ce qui, en général, ne peut s'effectuer à présent qu'avec des *travailleurs libres*. Cependant, dès que le libre travail des autres pays industriels fournit du coton en quantité suffisante et à meilleur marché que le travail des esclaves des Etats-Unis, c'en sera terminé du monopole du coton et partant de l'esclavage américain : les esclaves seront émancipés, parce qu'ils sont devenus inutilisables en tant que tels. C'est exactement de la même façon que le travail salarié sera aboli en Europe, dès qu'il aura [110] cessé d'être non seulement une forme nécessaire pour la production, mais en sera devenu une entrave.

---

68 Marx-Engels citent *l'Economist* du 2l-IX~I850.

On notera ici que l'Angleterre était alors en concurrence directe avec sa colonie américaine, dont elle « dépendait » pour la matière première de son industrie, de base - le coton. Albion se trouvait donc dans la situation paradoxale que voici : elle devait briser la force des esclavagistes du Sud, mais était menacée encore davantage par l'essor de la production marchande du nord des États-Unis, qui visaient la suprématie économique dans le monde. D'où son attitude ambiguë au cours de la guerre de Sécession : cf. Marx-Engels, la *Guerre civile* aux *États-Unis*, 10/18.

Si le nouveau cycle du développement industriel, qui a commencé en 1848, suit le même cours que celui de 1843-1847, la crise éclaterait en 1852. Un symptôme indique déjà que la spéculation effrénée, due à la surproduction et antérieure à toute crise, ne saurait longtemps faire défaut, à savoir l'escompte de la Banque d'Angleterre qui, depuis deux ans, ne dépasse pas 2 %. Si en temps de prospérité, la Banque d'Angleterre maintient déjà son taux d'intérêt à un bas niveau, les autres marchands d'argent doivent tenir le leur à un niveau plus bas encore, tout comme ils le tinrent au-dessous de celui de la Banque, lorsque cette dernière l'éleva au moment de la crise. Comme nous l'avons vu plus haut, le capital additionnel qui, aux temps de la prospérité, est régulièrement jeté sur le marché du prêt, fait déjà baisser le taux d'intérêt en vertu des lois de la concurrence ; mais le crédit fortement accru par la prospérité générale, le déprime plus encore en diminuant la demande en capitaux. Dans ces périodes, le gouvernement est en mesure d'abaisser le taux de l'intérêt de ses obligations, et le propriétaire foncier de renouveler ses hypothèques à des conditions plus avantageuses. C'est ainsi que les capitalistes du marché des prêts voient leur revenu baisser d'un tiers et davantage à un moment où les revenus de toutes les autres classe augmentent. Plus cette période est longue, plus ils seront obligés de trouver des placements avantageux pour leur capital. La surproduction fait surgir quantité de projets nouveaux, et la réussite de quelques-uns suffit pour que toute une série de capitaux se lancent dans la même voie, jusqu'à ce que progressivement les escroqueries deviennent générales. Mais comme on le voit, la spéculation n'a que deux canaux de drainage principaux : la culture du coton et les nouvelles voies de communication du marché mondial à la suite de l'essor de [111] la Californie et de l'Australie. On voit qu'elle prendra cette fois-ci des proportions infiniment plus grandes que lors des périodes de prospérité antérieures.

Jetons un coup d'œil sur la situation des districts agricoles anglais. La tension y est générale et chronique, depuis l'abolition des droits de douane céréaliers et les abondantes récoltes. Mais elle s'est quelque peu détendue du fait de la consommation fortement accrue par la prospérité. En outre, le travail agricole, pour sa part au moins, se trouve, avec le bas prix des céréales, dans une situation relativement meilleure, bien que cette amélioration soit plus lente en Angleterre que dans les pays où prédomine la parcellarisation de la propriété fon-

cière. Dans ces conditions, l'agitation des protectionnistes pour le rétablissement des droits de douane céréaliers se poursuit donc dans les districts ruraux d'une façon plus obtuse et sourde que jamais. Il est manifeste qu'elle restera sans aucun effet tant que durera la prospérité industrielle et la condition relativement supportable des travailleurs ruraux. Mais dès qu'éclatera la crise et qu'elle se répercutera sur les districts agricoles, la dépression de l'agriculture provoquera une vive agitation à la campagne. Pour la première fois, la crise industrielle et commerciale c6incidera avec la crise agricole et, dans toutes les questions où la ville et la campagne, les fabricants et les propriétaires fonciers se combattent, les deux partis bénéficieront de l'appui de deux grandes armées : les fabricants de la masse des ouvriers industriels, et les propriétaires fonciers de celle des travailleurs agricoles.

Nous arrivons ainsi aux Etats-Unis *d'Amérique du* Nord. La crise de 1836, qui y éclata en premier et y sévit le plus violemment, dura presque sans discontinuer jusqu'en 1842 ; elle eut pour conséquence un bouleversement total du système de crédit américain. Le commerce des Etats-Unis se rétablit sur cette base plus solide ; au début, certes, très doucement, mais [112] plus tard, en 1844 et 1845, la prospérité augmenta aussi notablement. La cherté comme les révolutions en Europe furent, pour l'Amérique, autant de sources de gain. De 1845 à 1847, elle profita des énormes exportations de blé, et en 1846 de la hausse des prix du coton. La crise de 1847 toucha à peine les Etats-Unis. En 1849, la récolte de coton y fut plus abondante que jamais, tandis qu'en 1850 le déficit de la récolte de coton leur rapporta environ 20 millions de dollars, car il coïncidait avec la forte demande due au nouvel essor de l'industrie européenne du coton. Les révolutions de 1848 eurent pour conséquence une forte émigration de capitaux européens vers les Etats-Unis ; parfois ils y arrivèrent avec les émigrants eux-mêmes, parfois ils étaient placés à partir d'Europe en valeurs de l'Etat américain, Cette demande accrue de fonds américains a haussé leurs prix au point que la spéculation s'y est jetée avec frénésie. Malgré toutes les assertions contraires de la presse bourgeoise réactionnaire, nous persistons donc à penser que la seule forme d'Etat à laquelle nos capitalistes européens font confiance est la *république bourgeoise.* En général, il n'y a qu'une seule expression de la con-

fiance bourgeoise à l'égard d'un quelconque placement d'État : *sa cotation en bourse* [69].

La prospérité des Etats-Unis s'accrut néanmoins pour d'autres raisons encore. Le territoire habité - le marché - de l'Union nord-américaine s'étendit dans les deux directions avec une rapidité surprenante. L'augmentation de la population, tant par la reproduction intérieure que par l'émigration sans cesse croissante, conduisit à l'ouverture d'Etats et de territoires entiers, En quelques années, le Visconsin et le Iowa furent relativement densément peuplés et tous les Etats de la région supérieure du Mississipi reçurent un flot d'émigrants. L'exploitation des mines du Lac Supérieur et l'accroissement de la production céréalière dans toute la région des Lacs donnèrent un nouvel [113] essor au commerce et à la navigation dans ce réseau intérieur de lacs. Cet essor s'amplifiera encore à la suite d'une loi promulguée lors de la dernière session du Congrès en vue de faciliter le commerce avec le Canada et la, Nouvelle-Ecosse. Tandis que les Etats du Nord-Ouest prennent une importance toute nouvelle, l'Orégon a été colonisé en quelques années, le Texas et le Nouveau-Mexique annexés, et la Californie conquise. La découverte des mines d'or de Californie est le couronnement de la prospérité américaine. Dans le second Cahier de cette Revue et avant toutes les autres publications européennes, nous avions déjà attiré l'attention sur l'importance de cette découverte et ses effets sur tout le commerce mondial [70]. Cette importance ne réside pas dans l'augmentation de l'or grâce aux mines découvertes, bien que

---

69 Aujourd'hui, le cours des changes, qui se calcule essentiellement en fonction de l'excédent ou déficit de la balance commerciale, sanctionne à l'échelle internationale la santé ou les difficultés économiques de chaque nation.

70 Marx fait allusion à la revue de janvier-février 1850 de la *Nouvelle Gazette rhénane*. Revue politique et économique, n° 2. Le lecteur en trouvera la traduction française dans Marx-Engett, Ecrits militaires, l'Herne, p. 276-87.

En plein événement révolutionnaire, Marx-Engeh escomptaient alors une « reprise » de la crise économique qui aurait pu relancer la vague révolutionnaire après la défaite du prolétariat parisien en juin 1849 : cf. la Contre-partie révolutionnaire en Europe *centrale et* méridionale. p. 221-266, in *Écrits militaires*.

Au lieu de prendre son essor vers l'Europe centrale et orientale, le capitalisme s'orienta - comme (on l'a vu - vers les États-Unis et l'Australie où il rencontrait le moins d'obstacles politiques et sociaux que sur le continent dominé par le tsarisme russe.

cette augmentation du moyen d'échange ne puisse manquer, d'exercer une influence favorable sur le commerce en général ; elle réside dans le fait que la richesse en minéraux de la Californie a stimulé les capitaux sur tout le marché mondial ; que toute la côte ouest d'Amérique et la côte est d'Asie sont entrés en activité ; qu'un nouveau débouché a été créé en Californie et que tous les pays en ressentent l'effet. A lui seul, le marché californien est déjà considérable ; voici un an, il y vivait 100 000 habitants, aujourd'hui il y en a au moins 300 000 qui ne produisent pour ainsi dire que de l'or. Pour satisfaire leurs besoins, ils échangent cet or contre des marchandises en provenance de l'étranger. Le marché californien est insignifiant eu égard à l'incessante extension de tous les marchés du Pacifique ; de l'augmentation considérable du commerce au Chili et au Pérou, au Mexique occidental et aux Iles Sandwich, et des courants économiques qui se sont noués récemment entre l'Asie, l'Australie et la Californie. La Californie a suscité de toutes nouvelles routes mondiales. Bientôt elles dépasseront toutes les autres par leur importance. C'est par l'isthme de Panama que [114] passe désormais la principale voie commerciale vers le Pacifique, qui vient à peine de s'ouvrir à la navigation et qui est appelé à devenir l'océan le plus important du monde. À présent, le commerce mondial exige absolument que soient créées des liaisons routières, ferroviaires et maritimes. On a commencé cette entreprise par endroits. Déjà on construit le chemin de fer de Chagres à Panama. Une compagnie américaine fait déjà étudier la topographie du bassin de San Juan de Nicaragua afin d'y relier les deux mers d'abord par une route, puis par un canal. Les journaux anglais et américains signalent qu'il est question d'autres routes encore à travers l'isthme de Darien et l'Isthme de Tehuantepec, et la route d'Atrato en Nouvelle-Grenade. Comme le monde civilisé ignore les conditions de terrain de l'Amérique centrale - cette ignorance apparaît aujourd'hui subitement au grand jour -, il est impossible de prévoir quel sera le tracé le plus avantageux pour un grand canal. Les rares données dont nous disposons offrent les plus grandes chances à la route d'Aratro et le chemin par Panama. Outre ces communications par l'isthme, il est devenu urgent de développer rapidement la navigation sur les océans. Des navires à vapeur circulent déjà entre Southampton et Chagres, New York et Chagres, Valparaiso, Lima, Panama, Acapulco et San Francisco. Mais, ces quelques lignes pourvues seulement d'un petit nombre de navires sont plus qu'insuffisantes. Il devient tous les jours plus urgent d'accroître la na-

vigation entre l'Europe et Chagres. Le trafic croissant entre l'Asie, l'Australie et l'Amérique exige de nouvelles et amples lignes de navigation, de Panama et San Francisco en direction de Canton, Singapour, Sydney et la Nouvelle-Zélande, ainsi que de la principale station de l'océan Pacifique, les Iles Sandwich. Parmi les territoires de l'océan Pacifique, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont le plus progressé, tant par l'ampleur de leur colonisation que sous l'influence de la Californie ; elles ne tiennent pas [115] à rester séparées plus longtemps du monde civilisé par une navigation à voile exigeant un passage de quatre à six mois. La population des colonies australiennes (sans la Nouvelle-Zélande) passa de 170 676 en 1839 à 333 764 en 1848, autrement dit s'accrut en 9 ans de 95,5 %. L'Angleterre ne peut permettre que ces colonies manquent de communications maritimes ; le gouvernement négocie en ce moment la construction d'une ligne reliée à la poste des Indes Orientales. Que ce projet aboutisse ou non, le besoin de communications à vapeur avec l'Amérique et surtout avec la Californie, qui reçut l'an dernier 3 500 émigrants venus d'Australie, trouvera par ses propres moyens les solutions nécessaires. On peut dire que la terre commence effectivement à être ronde, depuis qu'a surgi la nécessité de la navigation universelle sur les océans [71].

---

71 Dans sa revue de janvier-février 1850, Marx avait déjà cité presque textuellement tout ce passage sur le déplacement des voies du commerce mondial vers l'Amérique, et il avait ajouté cette prévision grandiose du développement capitaliste qui allait s'achever par la déchéance de la vieille Europe au profit des États-Unis d'Amérique : L'océan Pacifique jouera à l'avenir le même rôle que l'Atlantique de nos jours et la Méditerranée dans l'antiquité, celui de grande voie d'eau du commerce mondial, et l'océan Atlantique tombera au niveau d'une mer intérieure, comme c'est le cas maintenant de la Méditerranée.

« La seule chance pour que les pays civilisés d'Europe ne tombent pas dans la même dépendance industrielle, commerciale et politique que l'Italie, l'Espagne et le Portugal actuels, c'est qu'ils entreprennent une révolution sociale qui, alors qu'il en est temps encore, transformera l'économie et la distribution conformément aux besoins de la production découlant des capacités productives modernes, afin de permettre le développement de forces de production nouvelles qui assureraient la supériorité de l'industrie européenne et compenseraient ainsi les inconvénients de la situation géographique. »Marx analyse avec tant de souci le développement vertigineux des moyens de communication mondiaux, parce qu'il y décèle des possibilités inouïes de spéculation, et donc de crise. L'essor des chemins de fer en An-

L'essor imminent de la navigation à vapeur s'amplifie encore par l'ouverture déjà mentionnée des colonies hollandaises et par l'augmentation des navires à hélice grâce auxquels les émigrants sont transportés plus vite, relativement à meilleur marché et plus avantageusement qu'avec les navires à voile, comme on le remarque de plus en plus. Déjà les navires à hélices mus à la vapeur effectuent le trajet Glasgow-Liverpool-New York ; on envisage à présent d'en affecter de nouveaux à ces lignes, en même temps qu'on envisage d'inaugurer une ligne Rotterdam-New York. L'ampleur de la tendance du capital à se lancer dans la navigation océanique est attestée par l'augmentation incessante des navires qui se concurrencent entre Liverpool et New York ; par la construction de lignes toutes nouvelles entre l'Angleterre et Le Cap, New York et Le Havre ainsi que par toute une série de projets analogues, colportés à New York.

Les bases se trouvent donc déjà posées pour une spéculation effrénée sur le capital engagé dans la navigation maritime et la canalisation de l'isthme américain [72]. Le centre de cette spéculation est nécessairement [116] New York, qui reçoit la plus grande quantité de l'or californien et qui draine l'essentiel du commerce de la Californie. Elle est devenue déjà le centre de toute la navigation transatlantique ; tous les navires à vapeur du Pacifique appartiennent à des compagnies newyorkaises, et c'est à New York que naissent presque tous les projets concernant cette branche. La spéculation sur les lignes maritimes a déjà commencé à New York ; la Compagnie de Nicaragua, dont le siège se trouve à New York, est à l'origine de la spéculation sur les canaux de l'isthme. Une spéculation effrénée se développera très rapidement. Bien que des capitaux anglais s'investissent eux aussi en niasse dans de telles entreprises ; et que la Bourse anglaise soit pleine de toutes sortes de projets de ce genre, New York restera néanmoins cette fois-ci le centre de tout le trafic et subira en premier l'effondrement, comme en 1836. D'innombrables projets feront faillite ; mais,

gleterre et en Europe n'avait-il pas suscité d'énormes transactions spéculatives et déclenché à la fin la crise de 1848 ?

72 Marx analyse avec tant de souci le développement vertigineux des moyens de communication mondiaux, parce qu'il y décèle des possibilités inouïes de spéculation, et donc de crise. L'essor des chemins de fer en Angleterre et en Europe n'avait-il pas suscité d'énormes transactions spéculatives et déclenché à la fin la crise de 1848 ?

comme pour le système ferroviaire anglais de 1845, il découlera de ces spéculations effrénées l'*ébauche* de la navigation universelle. Malgré les faillites de nombreuses compagnies, on continuera d'utiliser les navires à vapeur, qui doublent le trafic sur l'Atlantique, ouvrent le Pacifique, relient l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Singapour, la Chine avec l'Amérique, et ramènent à quatre mois les --voyages autour du monde.

La prospérité de l'Angleterre et de l’Amérique se répercuta rapidement sur le continent européen. Dès l'été 1849, les fabriques tournaient à nouveau rond en *Allemagne,* et surtout dans les provinces rhénanes. La reprise des affaires a été générale dès la fin 1849. Cette nouvel « le prospérité que nos bourgeois allemands attribuent naïvement au rétablissement de la paix et de l'ordre, repose en réalité uniquement sur le retour de la prospérité en Angleterre et sur l'accroissement de la demande de produits industriels sur les marchés américains et tropicaux. En 1850, l'industrie et le commerce se développèrent plus encore ; et en Angleterre, [117] il y eut une surabondance momentanée de capitaux avec un allègement exceptionnel sur le marché monétaire. Les rapports sur les Foires d'automne de Francfort et de Leipzig sont très réconfortants pour les bourgeois qui y ont participé. Les démêlés du Slesvig-Holstein et de la Hessse électorale, les disputes autour de l'Union et les notes menaçantes de l'Autriche et de la Prusse n'ont à aucun moment ralenti l'évolution de tous ces symptômes de la prospérité - comme l'*Economist* le fait remarquer avec l'ironie supérieure du cockney.

Les mêmes symptômes se manifestèrent en *France* à partir de 1849, et en particulier depuis le début de 1850. Les industries parisiennes sont en pleine activité, et les fabriques de cotonnades de Rouen et de Mulhouse marchent également de manière satisfaisante, bien que le prix élevé des matières premières y fasse l'effet d'un frein - comme en Angleterre. Le développement de la prospérité en France fut en outre favorisé particulièrement par la large réforme des tarifs douaniers avec l'Espagne et par l'abaissement des droits de douane avec le Mexique sui divers articles de luxe ; l'exportation des marchandises françaises vers ces deux marchés a considérablement augmenté. L'accroissement des capitaux entraîna en France une série de spéculations, dont le prétexte fut l'exploitation sur une grande échelle des mines d'or de la Californie. On vit surgir une foule de sociétés,

dont le faible montant des actions et les prospectus teintés de socialisme, faisaient directement appel à la bourse des petits bourgeois et des ouvriers. En fait, elles aboutissent toutes à cette espèce d'escroquerie toute particulière aux Français et aux Chinois. L'une de ces sociétés n'est-elle pas directement protégée par le gouvernement ? Les droits d'importation s'élevèrent en France dans les neuf premiers mois de 1848 à 63 millions de francs ; en 1849, à 95 millions ; et en 1850, à 93 millions. Au mois de septembre 1850, ils continuèrent à s'élever de plus d'un million par [118] rapport au même mois de 1849. L'exportation a également augmenté en 1849 et plus encore en 1850.

La preuve la plus frappante du retour à la prospérité est le rétablissement des paiements en espèces de la Banque par la loi du 6 septembre 1850. Le 15 mars 1848, la Banque avait été autorisée à suspendre ses paiements en espèces. La circulation des billets, y compris celle des banques de province, se montait alors à 373 millions de francs (14 920 000 L.st.). Le 2 novembre 1849, cette circulation atteignit 19 280 000 L.st., soit une augmentation de 4 360 000 Lst. ; le 2 septembre 1850, 19 840 000 L.sL, soit une augmentation d'environ 5 millions de livres sterling, Il ne s'ensuivit aucune dépréciation des billets ; au contraire, l'accroissement des billets en circulation s'accompagna d'une accumulation, sans cesse croissante d'or et d'argent dans les caves de la Banque, si bien qu'en été 1850 la réserve métallique s'élevait à quelque 14 millions de livres sterling, somme inouïe pour la France Le fait que la Banque fut en mesure d'élever sa circulation et, partant son capital actif de 123 millions de francs, soit 5 millions de livres sterling, prouve d'une façon frappante combien nous avions raison d'affirmer, dans un fascicule antérieur, que l'aristocratie financière non seulement n'a pas été renversée par la révolution, mais qu'elle en fut même renforcée. Ce résultat apparaît de manière évidente si l'on parcourt la législation bancaire française de ces dernières années : le 10 juin 1847, la Banque fut autorisée à émettre des billets de banque de 200 francs, le plus petit billet était jusque-là de 500 francs. Un décret du 15, mars 1848 déclara monnaie légale les billets de la Banque de France, tout en dispensant celle-ci de l'obligation de les rembourser en espèces. Son émission de billets fut limitée à 350 millions de francs. En même temps, elle fut autorisée à émettre des billets de 100 francs. Un décret du 27 avril ordonna la fusion des banques départementales avec la Banque de France. Un autre décret du [119] 2 mai

1848 éleva son émission de billets à 442 millions de francs. Un décret du 22 décembre 1849 porta le maximum de l'émission de billets à 525 millions de francs. Enfin, la loi du 6 septembre 1850 rétablit l'échangeabilité des billets contre espèces. Ces faits, l'augmentation continuelle de la circulation, la concentration de tout le crédit français dans les mains de la Banque ainsi que l'accumulation de tout l'or et l'argent français dans ses caves, amenèrent M. Proudhon à la conclusion que la Banque devait maintenant dépouiller sa vieille peau de serpent pour se métamorphoser en une banque populaire à la Proudhon. Même sans qu'il soit nécessaire de connaître l'histoire de la restriction bancaire anglaise de 1797-1819, il suffit d'un coup d'œil jeté sur l'autre côté de la Manche pour constater que ce fait inouï pour lui dans l'histoire de la société bourgeoise, n'est qu'un événement bourgeois tout à fait normal, bien qu'il se produit aujourd'hui pour la première fois en France. On voit que les prétendus théoriciens révolutionnaires qui, après le Gouvernement provisoire, donnèrent le ton à Paris, sont aussi ignorants de la nature et des effets des mesures prises que ces Messieurs du Gouvernement provisoire eux-mêmes.

En dépit de la prospérité industrielle et commerciale dont la France jouit momentanément, la masse de la population, les 25 millions de paysans, souffrent d'une grave dépression. Les bonnes récoltes de ces dernières années ont plus fait baisser les prix des céréales en France qu'en Angleterre, et la condition des paysans endettés, sucés jusqu'à la moelle par l'usure et écrasés d'impôts, n'est guère brillante. Cependant, l'histoire des trois dernières années a démontré à loisir que cette classe de la population est absolument incapable d'initiative révolutionnaire.

De même que la crise, la prospérité survint sur le continent plus tard qu'en Angleterre. C'est toujours en Angleterre que commence le processus initial ; elle est le démiurge du cosmos bourgeois. Les diverses [120] phases du cycle que la société bourgeoise parcourt toujours à nouveau ont une forme secondaire et tertiaire sur le continent. D'abord, le continent a exporté démesurément plus en Angleterre que dans tout autre pays. Mais cette exportation en Angleterre dépend à son tour de l'état de l'Angleterre, en particulier par rapport au marché d'outre-mer. Ensuite, l'Angleterre exporte incomparablement plus dans les pays d'outremer que l'ensemble du continent, de sorte que les quantités exportées par le continent vers ces pays dépendent toujours des exportations anglaises d'outremer.

Si, par conséquent, les crises engendrent des révolutions d'abord sur le continent, leur origine se trouve néanmoins toujours en Angleterre. C'est aux extrémités de l'organisme bourgeois que doivent naturellement se produire les commotions violentes avant d'arriver au cœur, car la possibilité d'une compensation est plus grande ici que là. La violence avec laquelle les révolutions continentales se répercutent en Angleterre est en même temps le thermomètre qui indique dans quelle mesure ces révolutions mettent réellement en danger les conditions d'existence bourgeoises, ou jusqu'à quel point elles n'atteignent que leurs formations politiques [73].

Du fait de la prospérité générale, au cours de laquelle les forces productives de la société bourgeoise se développent avec toute la luxuriance possible dans les rapports sociaux bourgeois, il ne peut être question de véritable révolution. Celle-ci n'est possible qu'aux périodes où ces *deux facteurs*, les *forces productives moder*nes et les *formes bourgeoises de production*, entrent en conflit les unes avec les autres. Les différentes querelles auxquelles s'adonnent aujourd'hui les représentants des diverses fractions du parti de l'Ordre du continent et dans lesquelles elles se discréditent les unes les autres, bien loin de fournir de nouvelles occasions de révolutions ne sont au contraire possibles que parce que les rapports sociaux sont en ce moment solidement assurés [121] sur la base *bourgeoise* - ce que la réaction ignore.

Les multiples tentatives faites par la réaction pour endiguer l'essor social de la bourgeoisie viendront à échouer contre cette base - et ce, aussi sûrement que toute l'indignation morale et toutes les proclamations, enflammées des démocrates. Une *nouvelle révolution ne sera*

---

73 Reprenant le passage qui suit dans sa *Contribution à l'histoire sur la « Ligue des communistes »*, Engels souhaitait que les partis politiques dépendent - pour ce qui est de leurs effectifs et de leur combativité, voire de leur existence - des conditions économiques, et le parti prolétarien n'échappe pas à cette détermination : « Le sort de cette organisation [la Ligue des communistes], était directement lié aux perspectives d'une reprise révolutionnaire. Or, celles-ci devenaient de plus en plus incertaines, voire contraires au cours de l'année 1850. La crise industrielle qui avait préparé la révolution de 1848, était surmontée, et il s'ouvrait une nouvelle période de prospérité industrielle sans pareille jusqu'ici. Quiconque avait des yeux pour voir, et s'en servait, s'apercevait clairement que la tempête révolutionnaire de 1848 s'apaisait progressivement » (cf. trad. fr., in Marx-Engels, *le Parti de classe*, t. II, Editions Maspéro, p. 39).

possible qu'à la suite d'une nouvelle crise : l'une est aussi certaine que l'autre [74].

L'issue de la crise de 1848-49

Engels, *l'Angleterre, 23-1-1852.*

Retour à la table des matières

Après avoir sapé en Angleterre les institutions politiques traditionnelles et révolutionné sans arrêt de fond en comble la société anglaise, la grande industrie poursuit imperturbablement son cours, sans se préoccuper de ce que la révolution ou la contre-révolution triomphe momentanément sur le continent. Et si elle avance lentement, c'est qu'elle va sûrement et *ne fait jamais un pas en arrière.* La défaite des chartistes le 10 avril 1848 était exclusivement la défaite et le rejet catégorique de l'influence politique extérieure - les grands leviers de l'évolution anglaise ne sont pas les bouleversements politiques du continent, mais les crises économiques universelles, c'est-à-dire les à-coups matériels directs qui mettent en question l'existence de chacun. Or à présent, où un évincement définitif de toutes les classes traditionnelles du pouvoir politique par la bourgeoisie industrielle - et, de ce fait, la possibilité de la bataille décisive entre la bourgeoisie industrielle et le prolétariat - est annoncé comme très proche par les symptômes les plus évidents, une perturbation de cette évolution [75], par un asservis-

---

74 Cette longue et minutieuse analyse de la crise de 1848 sert de base aux textes de Marx-Engels sur les luttes politiques et révolutionnaires de 1848-1849. C'est ainsi que Marx a repris la dernière page conclusive de ce texte dans *les Luttes de Classes en France, 1848-1850* (Ed. Soc. 1948, p. 123-124). Cf. également la remarque d'Engels en tête de la IVe Partie, p. 121.

75 Dans son discours du 14 avril 1856, Marx tire les conclusions suivantes des luttes de 1848 : « Les prétendues révolutions de 1848 n'étaient que des épisodes dérisoires, de petites fractures et fissures dans la croûte dure de la société européenne. Cependant, ils révélaient un abîme. Sous la surface en apparence solide, elles montraient un océan de laves en ébullition qui ne, demandaient qu'une pression pour faire éclater en morceaux des continents de roche solide. Dans les clameurs et la confusion, elles annonçaient l'émancipation du prolétariat, c'est-à-dire le secret du XIXe siècle et la révolution des temps modernes.

sement même momentané de l’Angleterre par les avides prétoriens du 2 décembre, aurait les conséquences les plus graves pour tout le mouvement européen.

[122]

Dans la seule Angleterre, l'industrie a acquis de telles dimensions que tout l'intérêt national et toutes les conditions de l'ensemble des classes s'y concentrent. Or, l'industrie, c'est, d'une part, la bourgeoisie industrielle, et, d'autre part, le prolétariat industriel, et c'est autour de ces deux classes que se regroupent toujours plus toutes les autres catégories qui forment la nation. Ici donc, il n'existe plus qu'une seule question : qui doit régner ? - les capitalistes industriels ou les ouvriers. Ici, plus que partout ailleurs, nous trouvons le terrain, où la lutte des classes, sous sa forme moderne, peut être mené à terme, et où le prolétariat industriel, d'une part, possède la force pour conquérir le pouvoir politique, et, d'autre part, trouve devant lui les moyens matériels, les forces productives, qui lui permettent une révolution sociale complète avec l'élimination finale des antagonismes de classe. Or, l’ensemble du parti prolétarien d'Europe a le plus grand intérêt à ce que se poursuive dans cette direction l'évolution anglaise qui témoigne de la croissance maximale de l'antagonisme des deux classes industrielles, évolution qui aboutira à l'élimination finale de la classe exploiteuse par la classe opprimée. Il importe que cette évolution ne soit pas dévoyée par une oppression étrangère qui en affaiblirait l'énergie et ajournerait la lutte décisive pour un temps indéterminé...

« Cette révolution sociale n'était cependant pas une nouveauté découverte en 1848. La vapeur, l'électricité et la machine à filer automatique qui se développèrent à cette occasion, furent des révolutionnaires bien plus dangereux que les citoyens Barbès, Raspail et Blanqui eux-mêmes » *(Werke,* 12, p. 3).

Engels évoque ici les velléités d'invasion de l’Angleterre par la soldatesque de Napoléon III qui cherchait à singer son grand oncle, en déviant les énergies populaires vers des buts nationaux fallacieux - guerre de Crimée, campagne du Mexique, etc.

[123]

I. Partie descriptive

2. LE CYCLE DE LA CRISE DE 1857

Difficultés intermédiaires

Engels à Marx, 4-II et 2-III-1852.

Retour à la table des matières

... Pour ce qui regarde la situation économique, je ne sais plus que penser. Tantôt il semble que la crise soit imminente et que la City soit à terre, tantôt tout va de nouveau pour le mieux. Je sais que tout cela n'empêchera pas la catastrophe. Quoi qu'il en soit, Londres n'est pas pour l'instant l'observatoire le meilleur pour suivre l'évolution actuelle

Hélas, il y a peu de chances pour que la crise économique coïncide avec la dissolution (du parlement anglais). Le commerce continue ici à marcher brillamment. Les nouvelles d'Amérique sont extrêmement favorables. Ce qui retarde la crise et peut la retarder encore quelque temps, c'est : 1. la Californie - aussi bien le commerce avec ce pays que la masse d'or mise en circulation et l'émigration là-bas ; en somme, toute la stimulation que la Californie exerce sur l'ensemble des Etats-Unis ; 2. les entraves que les prix élevés du coton en 1849 et en 1850 ont imposé à l'industrie cotonnière qui ne s'est remise à flot que depuis le ptintemps 1851 [76] ; 3. l'énorme chute des prix du coton

[76] Nous publions ici quelques lettres, dont l'absence altèrerait la compréhension des phénomènes de la crise que Marx-Engels expliquent dans leurs textes publiés. Elles font état souvent de détails et parfois de points centraux, et ont une importance particulière en une période où Marx Engels ne disposaient pas d'une presse à eux, mais publiaient au jour le jour - dans les

depuis un an et demi - près de 50% ... 4. le caractère timoré de la spéculation qui n'ose même pas [124] se lancer systématiquement sur les mines d'or et les compagnies maritimes.

Tout ce que je vois me conduirait à penser que six mois encore de production aussi forcée que maintenant devraient suffire à saturer le monde entier ; ajoutons quelque 4 mois pour que les marchandises atteignent leur lieu de destination et pour que revienne la nouvelle de l'engorgement définitif du marché, et aussi pour le temps de réflexion qu'il faut aux gens avant d'être pris de panique. Ce serait donc entre novembre 1952 et février 1853 que la crise aurait le plus de chance d'éclater. Mais tout cela n'est qu'hypothèse, et nous pourrions tout aussi bien l'avoir dès septembre. Mais ce sera une belle crise, puisqu'on n'a jamais lancé sur le marché d'aussi fortes quantités d'articles de toutes sortes, et jamais encore on n'a eu des moyens de production aussi gigantesques. La stupide grève des ouvriers de la construction mécanique [77] la retardera certainement pour un mois au moins : on ne construit pratiquement plus de machines à l'heure actuelle, alors qu'on en demande beaucoup. Hibbert, Platt & Sons ont des centaines de commandes, tant pour l'Angleterre que pour l'étranger, et ils ne peuvent naturellement en satisfaire aucune. Au reste, si cette tempête commerciale éclatait sous le cabinet Derby, il serait mis à mal...

---

journaux bourgeois. Le temps de crise - s'ils n'aboutissent pas à un essor révolutionnaire - sont, comme les périodes de prospérité qui dévoient les forces et le mouvement prolétariens, de sombres périodes pour les révolutionnaires.

77 La grève des constructeurs de machines avait commencé fin décembre 1851 et s'étendit à plusieurs villes du Centre et du Sud-Est de l'Angleterre. Le syndicat uni de ces ouvriers avait organisé cette grève en vue de supprimer les heures supplémentaires et améliorer les conditions de travail. Les entrepreneurs répondirent par un lock-out. La lutte dura trois mois, et s'acheva par la victoire des patrons. Les ouvriers durent reprendre leur travail dans les mêmes conditions qu'auparavant. Cependant, les capitalistes subirent de lourdes pertes, en plein boom économique.

Engels à Marx, 29-IX-1851.

... Il faut espérer que ce flot de merde d'or venu d'Australie ne retardera pas la crise économique [78]. En tout cas, il crée pour l'instant un nouveau marché, en majeure partie fictif, et fait monter le prix de la laine parce que l'on néglige les troupeaux de moutons. A part cela, l'affaire est formidable. Dans six mois, la navigation à vapeur autour du monde battra son plein, et nos prévisions sur la suprématie de l'Océan Pacifique[125] se réaliseront plus vite encore que nous pouvions le penser. À cette occasion, les Anglais seront fichus à la porte, et ces Etats-Unis peuplés de tous les déportés pour meurtre, vol par effraction, viol et vol à la tire, donneront au monde un étonnant spectacle des miracles qu'un Etat de francs scélérats est capable d'accomplir. Ils saigneront la Californie à blanc...

La crise agricole

Marx, *New York Tribune*, 15 et 30-IX- 1853.

Retour à la table des matières

La *Gazette de Breslau* annonce qu'il est désormais interdit « importer du blé de Valachie.

Actuellement, à est une question plus importante à résoudre que celle de l'Orient : la question de l'approvisionnement des aliments. Le prix du blé vient naturellement d'augmenter sur tous les marchés d'importation - Königsberg, Stettin, Dantzig, Rostock, Cologne, Hambourg, Rotterdam, Anvers, etc. Sur les Marchés provinciaux les plus importants d'Angleterre, le blé est passé de 4 à 6 sh. par quarter. Les

78 Dans le *Capital I* (Edit. Sociales, t. II, p.134-135) Marx dresse une liste des crises que l'Angleterre a connues dans sa branche de production principale de 1770 à 1863.

Notons que Marx décrit longuement les crises de l'industrie cotonnière anglaise dans le chapitre sur *le Machinisme et la grande industrie* (Edit. Sociales, t. II, p. 127-139) et dans le Capita III, au chapitre vi (*ibid.*, t. VI, p. 127-153).

prix en hausse incessante du blé et du seigle en Belgique et en France, et la hausse consécutive du blé provoquent de graves préoccupations. Le gouvernement français achète des céréales en Angleterre, à Odessa et dans les Pays baltes. Les rapports définitifs sur la récolte en Angleterre ne seront publiés que la semaine prochaine. La maladie de la pomme de terre est bien plus répandue en Angleterre qu'en Irlande. L'exportation de grains a été interdite par tous les gouvernements en Italie, y compris celui de Lombardie...

À plusieurs reprises déjà, j'ai fait allusion à l'agrandissement gigantesque des vieilles fabriques et sur l'édification plus rapide que jamais d'entreprises nouvelles. J'ai cité des cas d'entreprises nouvellement édifiées qui constituaient à elles seules de complètes villes manufacturières. [126] J'ai déclaré qu'à aucune époque antérieure on a accumulé directement pour des buts de fabrication une aussi grande partie du capital fluide qu'au cours de la présente phase de prospérité. Considérons donc ces faits, d'une part, et les symptômes d'engorgement des marchés de l'intérieur et de l'étranger, d'autre part. Pensons aussi qu'un taux de change défavorable est le moyen le plus sûr pour procéder à des exportations exagérées vers des marchés étrangers.

C'est cependant la mauvaise récolte qui fera éclater surtout les éléments, assemblés depuis longtemps, d'une grande crise commerciale et industrielle. En règle générale, tout produit, s'il renchérit, freine sa propre demande. Or, le blé, si son prix augmente, n'est demandé qu'avec plus d'empressement, alors que toute forte demande provoque une baisse du prix de toutes les autres marchandises. Le peuple le plus civilisé - tout comme le sauvage le moins développé - devrait d'abord se procurer sa nourriture avant de pouvoir penser à s'approvisionner en tout autre produit. La croissance de la richesse et le progrès de la civilisation n'avancent-ils donc pas dans la même mesure que diminuent le travail et les coûts pour se procurer des moyens de subsistance ? Une mauvaise récolte générale a, en soi, pour effet de provoquer un rétrécissement général des marchés à l'intérieur et à l'extérieur. Il se trouve que la récolte actuelle dans la partie méridionale de l'Europe, en Italie, France, Belgique et Rhénanie prussienne est au moins aussi insuffisante que dans les années 1846 et 1847. Même dans le Nord-Ouest et le Nord-Est, la récolte s'annonce médiocre. En ce qui concerne l'Angleterre, la *Mark Lane Express,* ce Moniteur de la

Bourse des céréales de Londres, annonce dans son édition de la semaine dernière :

> « Il ne fait pas de doute que la récolte de blé du Royaume-Uni sera la plus mauvaise que l'on ait eu depuis de longues années. Dans presque toutes les parties du Royaume-Uni, le rendement moyen sera sensiblement [127] moindre, à quoi s'ajoute le, fait qu'en raison du mauvais temps au moins un quart de la terre n'a pas encore été ensemencé comme à l'accoutumée. »

On ne remédiera certainement pas à cette situation avec l'illusion selon laquelle les ébranlements commerciaux, la surproduction industrielle et les mauvaises récoltes auront été éliminés dans l'intervalle par le *libre-échange. Au* contraire...

Comme en 1847, les conséquences du renchérissement commencent déjà à apparaître à l'horizon politique. À Naples, l'administration municipale est incapable de continuer à occuper les ouvriers dans les travaux publics, et, la trésorerie ne peut plus payer les salaires des fonctionnaires d'Etat. Dans l'État pontifical – à Tolontino, Terni, Ravenno, et Trastevere - la pénurie alimentaire a provoqué des bagarres, qui ne sont nullement apaisées par les récentes arrestations, l'invasion autrichienne et la menace de bastonnades. Les conséquences politiques du renchérissement et de la stagnation industrielle en Lombardie ne seront pas compensées par la taxe supplémentaire de six couronnes et demi par florin que le comte Strassoldo a imposé à tous ceux qui paient, des impôts directs (même sur leur revenu et leur traitement), et qui devra être payée entre le 20 septembre et le 10 octobre de cette année. La misère générale en Autriche s'exprime dans le fait qu'elle met en place un nouvel emprunt lancé comme d'habitude sur le marché, en affirmant que l'argent n'est nécessaire que pour diminuer ses forces armées, L'agitation fiévreuse du gouvernement se déduit des informations tronquées sur la dernière récolte, de l'inique accise sur le pain à Paris et des énormes achats, de blé sur tous les marchés. La province est mécontente, parce que Bonaparte nourrit Paris à ses dépens ; la bourgeoisie est mécontente parce qu'il intervient en faveur des prolétaires dans le commerce ; les prolétaires sont mécontents parce qu'il donne du pain blanc au lieu du pain noir aux soldats, à un [128] moment où ouvriers et paysans sont menacés de manquer com-

plètement de pain ; enfin, les soldats sont mécontents à cause de l'attitude humble, anti-nationale de la France, dans la question orientale. En Belgique, plusieurs manifestations violentes pour réclamer du pain ont fait écho à la nouvelle selon laquelle lés Cobourg avaient dilapidé, les deniers publics dans les festivités insensées organisées en l'honneur de la grande-duchesse d'Autriche. En Prusse, la frayeur du gouvernement est si grande que l'on a fait semblant d'arrêter des trafiquants de grains, et que le président de la police a convoqué les autres pour les admonester de vendre à des prix « honnêtes ».

Je conclus, en répétant ma conviction que ni les déclarations des démagogues ni le bavardage des diplomates ne pousseront la crise à éclater, mais que la détresse économique et les secousses sociales sont en train de s'aggraver, et ce sont elles qui annoncent la révolution européenne. Depuis 1849, la prospérité commerciale et industrielle a préparé à la contre-révolution le lit où elle a pu s'étaler en toute quiétude.

La crise industrielle et commerciale de 1855

Marx, *Neue Oder-Zeitung*, 11, 12 et 20-I-1855.

Retour à la table des matières

Tandis que les clubs et journaux de Londres se préoccupent des bavardages suffisants sur les « crises ministérielles », ils ne trouvent pas le temps d'admettre des, faits infiniment plus importants : *le déclenchement de l'une de ces grandes crises industrielles et commerciales anglaises,* et ce, dans des dimensions autrement catastrophiques qu'en 1847 et 1836. À la suite de la publication du rapport annuel sur le commerce et les statistiques, les exportations et les importations de ces onze derniers mois, du ministère du Commerce, il n'est plus possible de nier cette crise que l'on ne voulait [129] pas déceler dans les banqueroutes sporadiques de ces trois derniers mais, banqueroutes dont l'ampleur n'avait fait qu'augmenter en nombre et en intensité au cours de ces derniers temps. Les statistiques montrent indubitablement que les exportations ont diminué de : 1 710 677 I.st. si on les compare

aux onze mois correspondants de 1853, et de 1 856 988 I.st., si l'on compare seulement le dernier mois - du 5 novembre au 5 décembre - des deux dernières années. Nous extrayons des listes statistiques de l'exportation les données suivantes qui indiquent la chute dans certaines des branches les plus importantes de l'industrie :

	1853	*1854*
	l.st	*l.st*
Manufactures de coton	23 757 155	22 877 050
Filés de coton	6 322 639	6 055 640
Manufactures de lin	4 379 732	3 735 221
Filés de lin	1 069 812	852 763
Manufactures de laine	9 470 413	8 566 723
Manufactures de soie	1 492 785	1 144 506
Exportation de machines	1 368 027	1 271 503

Dans les *rapports commerciaux*, on s'efforce naturellement de rendre la guerre responsable de la crise de 1854, tout comme la révolution de 1848 a été tenue responsable d'une crise qui avait éclaté en... 1847. Cependant, cette fois-ci même *l'Economist* de Londres - qui, par principe se délecte à expliquer les crises à partir de circonstances qui sont étrangères au commerce et à l'industrie - a été contraint de reconnaître que les accidents et pertes de l'année 1854 sont le début d'une réaction naturelle à la « convulsive » prospérité de 1853. En d'autres termes, le cycle commercial est de nouveau arrivé au point où *surproduction et surspéculation se renversent en une crise.*

La meilleure preuve en est : les *États-Unis d'Amérique du Nord* n'ont été affectés par la guerre orientale [130] que par le fait qu'elle a donné un essor inouï à leur construction navale et au commerce maritime et leur a ouvert un débouché pour diverses matières premières qui étaient auparavant fournies exclusivement par la Russie. Or, aux

Etats-Unis, la crise a déjà commencé il y a plus de quatre mois et ne fait que s'aggraver : sur 1 208 banques, 107 sont déjà en faillite, soit environ un douzième, et l'industrie est dans un marasme tel et a déprimé à ce point les salaires dans les Etats industriels de l'Est que le mois dernier plus de quatre mille émigrés, européens ont « r*éémigré* » en Europe. La crise anglaise de 1836 avait été suivie par la crise américaine de 1837. Cette fois-ci, le cours est inversé. L'Afrique a pris l'initiative de la banqueroute. Les Etats-Unis et l'Australie sont de la même façon inondés de produits anglais. On décèle l'importance de ce fait pour le commerce anglais dans les données suivantes : sur les quelque 100 millions de l. st. de marchandises que la Grande-Bretagne a exporté en 1853, 25 millions sont allés aux Etats-Unis et 15 millions en Australie. En revanche dès l'année 1852, les Indes orientales étaient à ce point encombrées que les exportations n'ont pu se maintenir à l'ancien montant de 8 millions qu'avec le plus grand mal, et notamment par une extension toute nouvelle du commerce par le Pendjab et le Sind vers Bouchara, l'Afghanistan et le Beloutchistan et, de là, d'une part vers l'Asie centrale et, d'autre part, vers la Perse. A présent, tous les canaux de drainage sont là aussi engorgés, et ce, au point que l'on a récemment embarqué dés marchandises destinées à l'Indoustan en direction de l'Australie, portant ainsi « des hiboux à Athènes ». Le seul marché qui, depuis la guerre orientale, a été fourni un moment « avec circonspection », c'est celui du *Levant.* Dans l'intervalle, ce n'est plus un secret pour personne à la City que la crise aux Etats-Unis et l'engorgement en Australie ont forcé le commerce à se tourner anxieusement vers tous les marchés qui [131] n'étaient pas encore encombrés, et Constantinople, devint l'entrepôt de toutes les marchandises en mal d'acheteurs, et peut être considéré comme « fermé » à présent. De même, a-t-on utilisé les derniers troubles en Espagne pour y introduire en contrebande autant de marchandises anglaises que ce pays pouvait en tenir. La dernière tentative de cette sorte se fait actuellement dans les Etats d'Amérique du Sud, dont on n'a pas besoin de souligner la faible capacité de consommation solvable. Etant donné l'importance décisive de la crise anglaise pour les conditions sociales et politiques du monde entier, il convient de considérer en détail l'histoire du commerce anglais de 1854...

Les chiffres montrent que l'année 1854 constitue un tournant semblable à celui des années 1825, 1836 et 1847, et que la crise aux Etats-

Unis n'est qu'un moment de la crise anglaise. En fin de compte, la guerre de 1854 - que le Pays, *Journal de l'Empire* qualifie très justement de « guerre pacifique » - n'a exercé absolument aucune influence sur cette catastrophe sociale ou si elle n'en a jamais eu ce fut tout au plus de la freiner. En effet, diverses branches de l'industrie, par exemple, les manufactures de cuir, de fer et de laine, ainsi que la construction navale ont directement été soutenus par la demande de guerre. La frayeur occasionnée par une déclaration de guerre après 40 années de paix, a paralysé un moment l'essor de la spéculation. Les emprunts lancés à l'occasion de la guerre chez les divers Etats européens ont maintenu le taux d'escompte à un niveau qui empêcha les entreprises industrielles de s'emballer, et de la sorte ont retardé la crise [79] ...

Il faut savoir qu'un tel engorgement du marché mondial a été obtenu en dépit de l'ouverture inopinée de deux nouveaux marchés d'or - celui de l'Australie et celui de Californie -, en dépit du télégraphe électrique qui transforme - toute l'Europe en une seule grande bourse du commerce, en dépit des chemins, [132] de fer et de la navigation à vapeur qui accroissent à l'infini les communications, c'est-à-dire les échanges. La question est donc la suivante : combien plus rapidement y aurait-il eu crise, si les patrons avaient fait travailler les ouvriers 18, au lieu de 11 heures ? La solution relève du calcul élémentaire. Mais la rapidité plus grande avec laquelle la crise serait venue n'aurait pas constitué la seule différence, puisque toute une génération d'ouvriers aurait sacrifié 50 % de sa force physique, de son évolution intellectuelle et de sa capacité de vie. Et tandis que cette même école de Manchester répondrait, à nos objections par les vers de Goethe

> *Et cette douleur nous ferait-elle* souffrir
>
> *Si elle augmente dans le même temps notre plaisir ?*

toute l'Angleterre se lamente, sentimentalement, sur les sacrifices humains que lui réclame la guerre avec la Russie - sacrifices que toute

---

79 Marx est d'autant plus fondé à ne pas considérer la guerre de Crimée comme un trouble causé à l'économie, que le capitalisme commencera lui-même à se lancer délibérément dans la course à l'armement, la préparation de guerres pour maintenir la prospérité du capital tout en surproduisant.

guerre exige. Nous entendrons dans quelques jours à Leeds un discours de Mr. Cobden, protestant contre la boucherie réciproque de Chrétiens. Nous l'entendrons protester quelques jours plus tard contre les « restrictions » qui freinent la « consommation » rapide d'enfants dans les fabriques. Il semble qu'il ne tienne pour héroïque qu'un seul acte - celui de Hérode !

Nous sommes d'accord avec l'école de Manchester pour penser que les contraintes légales, apportées au temps de travail, ne sont pas précisément le signe que l'on a atteint un niveau élevé du développement social. Mais nous n’estimons pas que l'erreur soit dans les lois, mais dans les conditions matérielles qui les rendent nécessaires.

La crise commerciale en Grande-Bretagne

Marx, *New York Tribune*, 26-l-1855.

Retour à la table des matières

... D'après les principes de l'école libre-échangiste, il n'y aurait plus de crises à craindre depuis l'adoption [133] des lois abolissant les taxes sur les céréales et l'application des principes du libre-échange. Or, actuellement on n'a pas seulement des prix élevés pour les céréales, mais encore une crise économique...

Or voici que les libre-échangistes s'apprêtent à attribuer à la guerre le haut prix des céréales, ces hauts prix ayant engendré ensuite la crise.

Cependant, on se souviendra que le prix moyen du blé était plus élevé en 1853 qu'en 1854. Ainsi donc, si ces prix élevés ne sont pas responsables de la prospérité imprévue de 1853, ils ne peuvent pas non plus être tenus pour responsables de l'engorgement de 1854. Malgré ses bas prix céréaliers, l'année 1836 était caractérisée par un engorgement commercial ; tandis que 1824 et 1853 étaient des années de prospérité exceptionnelle, en dépit des prix élevés qui régnaient pour tous les prix. La vérité est que si des prix céréaliers élevés peuvent paralyser la prospérité industrielle et commerciale en limitant le marché intérieur, il se trouve que, dans un pays comme la Grande-

Bretagne, ce marché intérieur ne peut jamais être décisif tant que tous les autres marchés extérieurs ne sont pas désespérément surencombrés. C'est pourquoi, dans un tel pays, les prix céréaliers élevés ne peuvent qu'aggraver et prolonger l'engorgement, sans qu'ils puissent cependant jamais le provoquer. En outre, il ne faut pas oublier que, selon les véritables principes de l'école manchestérienne, des prix céréaliers élevés - s'ils proviennent de causes naturelles, et non du fait de protections douanières, de lois prohibitives et d'échelles mobiles des prix - perdent leur influence nuisible voire peuvent s'avérer avantageux, en favorisant les fermiers...

Si l'on nous demande comment il se fait que la Grande-Bretagne a connu des hauts prix céréaliers en dépit d'une bonne récolte, nous rappellerons que, par leurs illusions, les libre-échangistes ont suscité les plus grandes oscillations et déviations dans les transaclions [134] des céréales destinées à l'Angleterre, en déprimant les prix au-dessous de leur niveau naturel durant lei mois d'été, alors que leur augmentation seule pouvait assurer des livraisons nécessaires et des com. 1 mandes suffisantes pour des achats ultérieurs. C'est ce qui explique que les importations, dans les mois de juillet, août, septembre et octobre 1854, ne s'élevèrent qu'à 750 000 qrs par rapport à 2 132 000 qrs dans les mois correspondants de 1853.

En outre, il ne fait pas de doute qu'a la suite de l'abolition des lois céréalières de telles surfaces de terre cultivable ont été transformées en pâturages en Angleterre, que même une riche récolte serait relativement insuffisante sous le nouveau régime....

La cause de l'engorgement commercial anglais de 1954 qui n'atteindra sa véritable ampleur qu'au printemps de cette année, se trouve dans les quelques chiffres caractéristiques que voici : l'exportation de produits et d'articles manufacturiers anglais qui s'élevait à 57 786 000 I.st. en 1846 atteignait en 1853 l'énorme valeur de 98 000 000 I.st. Alors que l'Australie n'importait que pour un peu moins d'un million en 1842, elle en importait pour 3 millions en 1850 et presque 15 millions en 1853, tandis que les Etats-Unis passaient de 3,5 millions en 1842 à 15 millions en 1 850 et à là somme énorme de 24 millions en 1853. L'inévitable contrecoup de la crise américaine sur le commerce anglais et les marchés australiens désespérément sursaturés n'ont pas besoin d'autres explications. En 1837, la crise américaine suivit à la trace la crise anglaise de 1836, tandis que la crise anglaise suit main-

tenant à la trace l'américaine ; or, dans les deux cas, la crise peut se ramener à la même cause - l'effet fatal du système industriel anglais qui conduit à la surproduction en Grande-Bretagne et à la surspéculation dans fous les autres pays...

Bien que nous dénions tout rapport entre la guerre et la crise économique dont les symptômes étaient [135] déjà reconnaissables avant que l'on pense à la guerre, nous admettons volontiers que celle-ci peut considérablement aggraver la dure épreuve à laquelle la Grande-Bretagne est maintenant soumise. La poursuite de la guerre signifie un alourdissement des charges fiscales - et des impôts accrus ne sont certes pas un remède pour des revenus en voie de diminution.

La crise monétaire en Europe

Marx, *New York Daily Tribune,* 15-X- 1856.

Retour à la table des matières

La crise commerciale générale qui éclata en Europe à l'automne 1847 et dura jusqu'au printemps 1848, eut comme préliminaire une panique sur le marché financier de Londres qui commença dans les derniers jours d'avril et atteignit son paroxysme le 4 mai 1847. Toutes les transactions monétaires furent alors au point mort. Cependant, la pression se relâcha le 4 mai, si bien que journalistes et hommes d'affaires se congratulèrent sur le caractère purement fortuit et éphémère de la panique. Quelques mois après, ce fut la crise commerciale et industrielle dont la panique monétaire n'avait été que le présage et le prélude.

On observe à présent sur les marchés financiers européens, une panique évoluant comme en 1847. Cependant, l'analogie n'est pas totale. Au lieu de se déplacer, comme en 1847, d'Ouest en Est - de Londres via Paris vers Berlin et Vienne l'actuelle panique s'étend d'Est à l'Ouest ; son point de départ était l'Allemagne, d'où elle gagna Paris pour atteindre finalement Londres. En raison de sa lente progression, elle avait pris à, l'époque un caractère local, alors qu'à présent elle prend un caractère général de par la rapidité de son extension. En 1847, elle dura une semaine, alors qu'elle dure maintenant depuis trois

semaines. Autrefois, rares étaient ceux qui présageaient qu'elle fût le [136] prodrome d'une crise générale, alors que personne n'en doute aujourd'hui - hormis ces Anglais qui se figurent faire l'histoire, en lisant le *Times.* Autrefois les politiciens les plus clairvoyants redoutaient une répétition des crises de 1825 et 1836 ; aujourd'hui, ils sont persuadés qu'elle n'est qu'une édition élargie non seulement de la crise de 1847, mais encore des révolutions de 1848.

Leu préoccupations des classes dominantes d'Europe sont aussi vives que leurs déceptions. Tout était allé selon leurs vœux depuis la mi-1849, hormis le petit nuage à leur horizon social que fut la guerre de Crimée. A présent que la guerre est terminée ou tenue pour terminée, elles font partout la même découverte que les Anglais après la bataille de Waterloo et la paix de 1815, lorsque les communiqués de guerre cédèrent la place aux bulletins sur la crise agricole et industrielle. En vue de sauver leur propriété, elles avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour abattre la révolution et écraser les masses - pour se rendre compte à la fin qu'elles avaient été elles-mêmes l'instrument d'une révolution des rapports de propriété qui fut plus importante que celle que les révolutionnaires de 1849 eux-mêmes avaient pour objectif. Elles observent devant elles une banqueroute universelle qui doit coïncider - comme elles en ont le pressentiment - avec le jour où se règlent les transactions du grand Bureau de Prêt à Paris. Or si les Anglais constatèrent à leur grand étonnement après 1815 - lorsque Castlereagh, « l'homme de la stricte voie du devoir » se trancha la gorge à lui-même - qu'il avait été fou, les spéculateurs en Bourse de l'Europe commencent à se demander avant même que la tête de Bonaparte ne soit coupée, s'il a jamais été sain d'esprit. Ils savent que tous les marchés sont sursaturés de produits importés, que toutes les couches des classes possédantes, même celles qui auparavant n'en étaient pas infectées, ont été entraînées dans le tourbillon de la folle spéculation [137] à laquelle aucun pays d’Europe n'échappe plus, et que les exigences des gouvernements vis-à-vis de leurs payeurs d'impôts sont poussées à leur paroxysme. En 1848, les événements qui suscitèrent directement la révolution, avaient un caractère purement politique - par exemple, les banquets du mouvement de Réforme en France, la guerre de séparatisme suisse, les débats de la Diète unie de Berlin, les mariages espagnols, les troubles au Schlesvig-HoIstein, etc. -, et lorsque les soldats de la révolution, les ouvriers parisiens, pro-

clamèrent que la révolution de 1948 serait une révolution sociale, les généraux qui la commandaient furent aussi stupéfaits que le reste du monde. En revanche, à présent, on tient en général pour évidente une révolution sociale, qui n'est pas provoquée par des conjurations souterraines de sociétés secrètes, mais par les machinations publiques du Crédit *mobilier* des classes dominantes. C'est ce qui explique que les préoccupations des classes dominantes d'Europe soient troublées par le pressentiment que ce furent seulement leurs victoires sur la révolution qui ont servi à créer les conditions matérielles de l'année 1857 pour la réalisation des tendances idéalistes de 1848. En ce sens, toute la période allant de la mi-1849 à ce jour ne serait qu'un sursis que l'histoire aurait accordée à la vieille société européenne pour lui permettre un dernier épanouissement concentré de toutes ses potentialités. En politique, le culte de l'épée ; en morale, la corruption générale et le retour hypocrite à la superstition surannée ; en économie politique, la soif de devenir riche sans se donner la peine de travailler - telles furent les tendances que cette société manifesta au grand jour au cours de ses orgies contre-révolutionnaires de 1849 à 1856.

Par ailleurs, si nous comparons les effets de cette brève panique financière avec les effets qu'ont eues les proclamations de Mazzini et consorts, on s'aperçoit que toute l'histoire des erreurs des fameux révolutionnaires [138] depuis 1849 sera d'emblée dépouillée de ses mystères. Ils ignorent, en effet, toute vie économique des peuples ; et ignorent plus encore les conditions réelles de l'évolution historique. Lorsqu'une nouvelle révolution éclatera, ils auront un droit plus grand que Ponce Pilate à se laver les mains en toute innocence - et ils ne manqueront pas d'ailleurs de proclamer qu'ils sont innocents du sang répandu.

Nous avons dit que l'actuelle panique financière européenne a éclaté d'abord en Allemagne, et les journaux à la solde de Bonaparte se sont précipités sur ce fait pour se laver de tout soupçon d'avoir participé le moins du monde à l'explosion brutale de la panique. Ainsi lisons-nous dans le *Constitutionnel* de Paris :

« Le gouvernement s'est mis en devoir, dès la conclusion, de la paix, de juguler l'esprit d'entreprise, en remettant à plus tard Plusieurs nouvelles concessions et en interdisant l'application de nouveaux projets en bourse. Cependant, d'où proviennent ces excroissances ? Si une partie en était née sur le marché français, ce fut certainement la plus

petite. Dans leur zèle, nos sociétés ferroviaires agirent peut-être avec trop de hâte dans l'émission de bons, dont le produit était destiné à la construction de lignes secondaires. Mais cela n'aurait pas provoqué de difficultés, si les innombrables entreprises étrangères n'avaient pas poussé subitement comme de la mauvaise herbe. Avant tout, l'Allemagne qui n'avait pas pris part à la guerre, se rua inconsidérément sur tous les projets possibles. Or, comme elle ne dispose pas elle-même de ressources suffisantes, elle eut recours à celles de la France, et comme le marché officiel lui était fermé, elle se tourna vers les spéculateurs des bourses borgnes. C'est ainsi que la France devint le centre de projets cosmopolites qui offrent aux nations étrangères la possibilité d'un enrichissement aux dépens des intérêts nationaux. Les capitaux se firent en conséquence rares sur notre marché, et nos valeurs trouvant peu d'acheteurs subirent une telle dévalorisation [139] que le public en est étonné face à tant d'éléments de richesse et de prospérité. »

Après avoir donné cet exemple de l'absurdité des milieux impériaux officiels sur les causes de la panique européenne, nous ne pouvons pas ne pas citer aussi un exemple pour la conception qu'en a l'opposition tolérée par Bonaparte.

L'Assemblée nationale écrit ainsi : « L'existence d'une crise peut être niée ; cependant, nous devons admettre que la prospérité est en train de décliner quelque peu, si nous considérons la baisse récente des recettes des chemins de fer, le recul des prêts bancaires sur les traites marchandes et la baisse de 25 millions de francs des droits douaniers perçus au cours des sept premiers mois de cette année sur les produits exportés »

En Allemagne, depuis la contre-révolution de 1849, tous les éléments dynamiques de la bourgeoisie ont concentré toute leur énergie sur des entreprises commerciales et industrielles, de même que la partie pensante de la nation a abandonné les exercices philosophiques au profit des sciences de la nature. En restant neutres dans la guerre, les Allemands ont accumulé autant de capital que les Français en ont gaspillé à la guerre. Le *Crédit mobilier* qui observa cet état de fait chez les Allemands préoccupés d'accumuler rapidement du capital, pour développer une industrie nouvelle, voulut bien condescendre à se considérer comme l'objet approprié à ces opérations. En effet, l'alliance passive entre Bonaparte et l'Autriche avait déjà attiré son attention sur les domaines inexplorés de l'Autriche, de la Hongrie et de l'Italie. Ce-

pendant, bien que le Crédit mobilier ait donné l'exemple de cette spéculation et que l'on en prît l'initiative en Allemagne, il fut lui-même effrayé par là croissance inopinée des entreprises de spéculation et des institutions de crédit auxquelles il avait donné l'impulsion.

Les Allemands de 1855-1856 se virent octroyés les [140] statuts spéculateurs des Crédits mobiliers de manière aussi définitive que les Allemands de 1831 avaient reçu toutes prêtes les constitutions politiques de la France [80]. C'est ainsi qu'un Français du XVII^e^ siècle avait constaté avec surprise que la cour de Louis XIV était ressuscitée outre-Rhin avec une magnificence encore plus grande, et c'est ainsi que les Français du siècle dernier furent étonnés de trouver en Allemagne soixante-deux assemblées nationales, alors qu'ils s'étaient eux-mêmes donné tant de mal pour n'en avoir qu'une seule. Au plan économique, il se trouve que l'Allemagne n'est pas du tout un pays décentralisé, ce serait plutôt la centralisation qui serait décentralisée, si bien qu'au lieu d'un centre il en existe un très grand nombre.

Un tel pays était donc tout à fait propre à se développer dans les plus brefs délais et à tous les points de vue dans la direction indiquée par les manœuvres que lui a enseignées le Crédit mobilier, de même que les modes parisiennes se diffusent bien plus rapidement en Allemagne qu'en France. Telle est la cause immédiate de ce que la panique a éclaté d'abord, et avec le plus d'extension, en Allemagne. Dans un prochain article, nous exposerons l'histoire de cette panique ainsi que ses causes immédiates.

---

80 La révolution de Juillet 1830 eut une influence politique considérable sur l'Allemagne. Elle amorça un mouvement bourgeois, libéral et démocratique ; des constitutions turent promulguées dans une série d'États allemands - Brunswick, Saxe, Hesse Electorale, etc. Cependant, comme la charte de 1830 était un compromis entre l'aristocratie financière et foncière, cela donna en Allemagne un compromis entre bourgeois, monarchie et noblesse, et y favorisa le statu quo.

Diverses questions - et la Russie

Engels à Marx, 14-IV-1856.

Retour à la table des matières

En Allemagne, la spéculation fleurit plus que jamais. Mevissen est le roi de la Rhénanie et, de concert avec Morny, achète *l'Indépendance* et crée au Luxembourg (? !) une banque... internationale (hourra !). J'ai lu les pleurnicheries de la *Correspondance prussienne*. Cependant, on prend toutes les précautions pour que Manteuffel et von der Heydt n'étouffent pas la spéculation. [141] À Hanovre, Leipzig et partout ailleurs, on fonde des crédits mobiliers, et les affaires louches que ces derniers n'arrivent pas à faire, on les réalise en sous-main. La dernière phase de la spéculation s'ouvre maintenant : la Russie importe capital et spéculation et, étant donné l'énormité des distances et les chemins de fer longs de plusieurs centaines de mille, la spéculation va s'y épanouir au point de se rompre le cou sous peu. Dès que nous entendrons parler de la Grande Ligne Principale d'Irkoutsk avec des embranchements vers Pékin, le moment sera venu de boucler nos bagages [81]. Cette fois, le krach sera plus formidable que jamais. Tous les éléments sont rassemblés - l'intensité et l'extension universelles, et l'imbrication de tous les, éléments sociaux dominants et possédants. Les plus amusants dans cette affaire sont messieurs les Anglais qui, dans leur for intérieur, sont persuadés que rien de tel ne peut leur arriver, tant est « saine » la base commerciale qui prévaut chez eux. Il est clair qu'on ne peut s'adonner à de bien grandes spéculations dans la *production industrielle*, puisque chacun sait qu'un faible placement de capitaux dans la production proprement dite suffit à provoquer en une seule année l'engorgement de tous les marchés, et cette conclusion est vraie, notamment tant que la demande de capitaux pour les voies de

---

81 En privé, l'attention de Marx-Engels se tourne surtout vers la Russie, car : « l'évolution sociale de ce pays a une importance extrême pour la classe ouvrière d'Allemagne ». En effet, « aucune révolution ne pourra triompher définitivement en Europe occidentale, tant que subsistera à côté d'elle l'*actuel* État russe. Or, l'Allemagne est son voisin le plus immédiat » (Engels, *les Problèmes sociaux de la Russie,* in Marx-Engels, *la Russie,* 10/18, p. 237.

communication est si énorme. Mais même la production industrielle est largement tenue au-dessus de sa mesure normale par la spéculation sur les transports - quoique plus lentement que dans les années 1833-36 et 1942-45, par exemple. Cette année, le prix du coton s'est élevé rapidement si l'on tient compte de ce que la récolte a atteint cette année le montant inouï de 3 500 000 balles : ce montant ne paraît pas être plus élevé eu égard aux capacités de l'industrie que les 2,5 millions de balles en 1850, par exemple. En outre, dans les exportations anglaises, le continent absorbe cette année presque 30% de coton de plus qu'il y a trois ans. En témoigne le tableau ci-dessous [142] des exportations en provenance d'Amérique du 1er septembre au 1er avril de chaque année (en milliers de balles) :

Exportation	*1856*	*1855*	*1854*	*1853*
vers l'Angleterre en 7 mois	1 131 000	963 000	840 000	1 100 000
vers la France en 7 mois	354 000	249 000	229 000	255 000
vers d'autres ports européens en 7 mois	346 000	167 000	179 000	204 000

Ainsi donc, l'Europe continentale qui absorbait en 1853 45/110, soit 1/3 des exportations, en absorbe en 1856 70/113, soit 5/8. Il faut y ajouter encore ce que le continent a importé d'Angleterre. Tu vois que l'industrie s'est hissée sur le continent avec une rapidité extraordinaire au niveau de l'industrie anglaise, et messieurs les Anglais, étant plutôt sur le déclin, ont toutes les raisons de ne pas dépasser les capacités productives de leur industrie du coton. On peut le mieux comparer les années 1853 et 1856, parce que, pour ces deux années, la récolte a été très abondante : 3,3 et 3,5 millions de balles. Les exportations ne sont qu'en apparence considérables vers la France, car une partie en est déroutée vers la Suisse, le pays de Bade, Francfort et Anvers. Il n'en reste pas moins que le ferment le plus actif de la révolution anglaise se trouve dans cet essor énorme de l'industrie sur le continent.

Marx à Engels, 26-IX-1856.

Que penses-tu du tour que prend le marché monétaire ? Les relèvements du taux de l'escompte sur le continent résultent indubitablement en partie du fait [143] que le cours du métal argent a augmenté par rapport à celui de l'or, en raison de l'afflux d'or californien et australien (la Banque de Belgique ne donne plus que 19,40 F de métal-argent pour un napoléon-or), si bien que les négociants de lingots soustraient 1’argent aux banques partout où les deux métaux ont cours légal. Quelle que soit la raison des relèvements du taux de l'escompte, ceux-ci accélèrent en tout cas l'effondrement des énormes transactions spéculatives, et en particulier celles du grand Bureau de Prêt de Paris. Je ne crois qu'il faille attendre la fin de l'hiver 1857 pour qu'éclate une grave crise monétaire. Ces ânes bâtés de Britanniques se figurent que cette fois-ci tout est sain chez eux, contrairement à ce qui se passe sur le continent. Hormis les liens étroits qui unissent la vieille Dame de Threadneedle. Street - la Banque d'Angleterre - au konzern parisien, ces bourriques négligent le fait qu'une partie considérable du capital anglais est placée sous forme de crédits sur le continent et que leur « saine surproduction » repose sur la « malsaine » spéculation du continent - de même que leur Campagne pour la Civilisation de 1854-1856, avait pour base le Coup d'Etat de 185l. Contrairement à ce qui se passait dans les crises précédentes, la France a trouvé cette fois-ci un mode efficace pour étendre à toute l'Europe la flambée de spéculation, et s'est mis en devoir de la propager effectivement. En comparaison du raffinement gaulois du Saint-Simonisme, de la spéculation sur les valeurs et de l'impérialisme, la forme anglaise de la spéculation semble être retournée au stade primitif de la fraude pure et simple. Ainsi pour Strahan, Paul & Bates ; the Tipperary Bank de mémoire de Sadleir ; les vastes escroqueries de Davidson, Cole & Cie à la City ; maintenant la Royal British Bank, et finalement l'histoire du Palais des Glaces avec la mise en circulation de 4 000 actions fausses. Ces braves gens entendent par « situation commerciale saine » le fait que les Britanniques spéculent à l'étranger sous les [144] couleurs du continent et qu'à l'intérieur ils, en reviennent à la simple fraude.

L'affaire prendra cette fois, comme jamais auparavant, des dimensions européennes, et je ne crois pas que nous puissions rester longtemps ici comme simples spectateurs.

Engels à Marx, 27-IX-1856.

Il ne fait plus de doute maintenant que l'or a baissé par rapport à l'argent. Mais il se trouve aussi que l'argent a littéralement disparu, sans que je sache d'ailleurs où. Du fait de la situation confuse en Chine, on a dû y enterrer ou y cacher de grandes quantités. En outre, la balance commerciale a été ces derniers temps très favorable à l'Inde et à la Chine aux dépens de l'Angleterre, du continent et de l'Amérique réunis [82]. En tout cas, John Bull doit être flatté de valoir d'ores et déjà 6 pennies de moins par livre sterling.

Les nuages s'amoncellent sur le marché financier de manière préoccupante, et le vieil « horizon politique » du *Constitutionnel* va sans doute de nouveau être remis en honneur. L'affaire de la Banque d'où l'on a retiré mardi dernier un million 'en or est tout à fait caractéristique. C'est à croire que, l'affaire est en train de se déclencher, mais ce ne peut être que le prélude. En théorie, il faudrait que la Russie se soit déjà profondément enlisée dans la spéculation pour que l'effondrement puisse avoir lieu, mais il ne faut pas y compter, et c'est peut-être tant mieux. Ce qui freine encore considérablement la spéculation ici, c'est le prix élevé de toutes les matières premières - notamment de la soie, du coton et de la laine, ce n'est pas sans danger que l'on entreprend quoi que ce soit dans ce domaine. Messieurs les Anglais feront des grands yeux quand le krach se produira. J'aimerais bien savoir combien d'actions les escrocs du continent ont placé en Angleterre, [145] ce doit être une grosse quant à mon avis. Il y aura cette fois un *Dies Irae* (Jour de la Colère) comme jamais encore, avec l'écroulement de

82 Marx avait écrit que le prochain soulèvement des peuples en Europe dépendra plus de ce qui se déroule dans le Céleste Empire - au pôle opposé de l'Europe - que de toute autre cause politique actuelle » (cf, *la Révolution, en Chine et en Europe*, 14-Vl-1853 ; trad, fr. in Marx-Engels, *la Chine*, 10/18, p. 200).

Les arguments pour expliquer l'évolution politique et économique de l'Europe viennent de loin - comme on le voit.

toute l'industrie européenne, l'engorgement de tous les marchés (d'ores et déjà, on n'expédie plus rien en Inde), toutes les classes possédantes sont condamnées à l'enlisement, la bourgeoisie fera complètement banqueroute, guerres et bassesses seront portées à leur paroxysmes. Moi aussi, je crois que tout cela se réalisera en l'an 1857 - et lorsque j'ai vu que tu te rachetais des meubles, j'ai déclaré que l'affaire était fin prête, et j'ai commencé à prendre, des paris.

La crise en Europe

Marx, *New York Tribune*, 6-XII-1856.

Retour à la table des matières

Les nouvelles qui nous sont parvenues cette semaine par les deux vapeurs arrivés d'Europe semblent manifestement différer l'effondrement définitif de la spéculation et des jeux en bourse que les hommes des deux côtés de l'Océan voient venir instinctivement comme dans l'attente d'un destin irrémédiable. Cet effondrement est certain, même s'il est différé. En fait, le caractère chronique que l'actuelle crise financière a pris ne fait qu'annoncer une issue encore plus violente et désastreuse de cette crise. Plus la crise sera longue, plus les comptes seront sévères. L'Europe se trouve en ce moment dans la situation d'un homme au bord de la banqueroute qui est obligé, à la fois de continuer à exercer toutes ses entreprises qui Pont amené à la ruine et à saisir tous les moyens désespérés possibles avec lesquels il espère différer et empêcher l'ultime krach effroyable. Les hommes d'affaires lancent des appels à leurs actionnaires qui n'ont pas encore payé complètement leurs actions, celles-ci n'étant que du capital de sociétés fictives. D'énormes sommes d'argent comptant [146] sont investies en spéculations, dont elles ne pourront, jamais plus être retirées, tandis, que le taux d'intérêt, élevé actuellement de 7% à1a Banque d'Angleterre - est de même un sévère annonciateur du Jugement imminent.

Même si les manipulations financières que l'on tente en ce moment, étaient couronnées du plus grand succès, il est impossible que les innombrables spéculations en bourse puissent se poursuivre encore davantage sur le, continent. Dans la seule Rhénanie, il y a 72 nouvelles sociétés minières avec un, capital d’actions de 79 797 333 tha-

lers. En ce moment, même, le Crédit mobilier autrichien, ou mieux le Crédit mobilier français en Autriche rencontre les pires difficultés dans sa tentative d'obtenir, le paiement du second versement sur ses actions, étant donné qu'il est paralysé par les mesures du gouvernement autrichien visant la reprise des paiements au comptant. L'argent à payer au Trésor impérial pour l'achat des chemins de fer et dès mines doit, selon les termes du contrat, être payé en espèces sonnantes et trébuchantes, ce qui aura pour conséquence un drainage des ressources du Crédit mobilier de plus de 1 000 000 dollars par mois jusqu'en février 1858. Par ailleurs, les difficultés monétaires, des entreprises de chemin de fer sont si durement éprouvées en France quel réseau Grand-Central s'est vu contraint de licencier cinq cents fonctionnaires et cinq mille ouvriers sur la ligne de Mulhouse et que la société ferroviaire Lyon-Genève à dû restreindre, sinon, interrompre ses activités. *L'Indépendance Belge* a été par deux fois saisie en France, parce qu'elle rapportait ces faits. A propos de l'irritabilité du gouvernement français pour ce qui est de la moindre révélation de là situation réelle du commerce et de l'industrie français, voici quelques mots intéressants qui ont échappé à M. Petit, le représentant du procureur général lors de l'ouverture de la session des tribunaux parisiens : « Examinez les statistiques, et vous y apprendrez quelque chose d'intéressant [147] sur les tendances actuelles du commerce. Le nombre des faillites augmente d'année en année ; en 1851, il y en avait 2 305 ; en 1852, 2 478 ; en 1853, 2 671, et en 1854, 3 691. Cette élévation se constate pour les banqueroutes aussi bien frauduleuses que simples. Les premières ont augmenté depuis 1851 de 66%, et les secondes de 100%., Les falsifications portant sur la qualité et la quantité des marchandises vendues ainsi que l'utilisation de faux poids et mesures ont augmenté dans de des proportions effrayantes. En 1851, nous en avions 1 717 cas, en 1852 3 763 et en 1854 7 831. »

Et pourtant la presse britannique nous assure que ces phénomènes démontrent que le pire est passé dans la crise sur le continent. Mais nous aurions le plus grand mal à démontrer cette issue heureuse par des arguments, convaincants. Nous ne les trouvons pas dans le relèvement du taux de l'escompte à 7% par la Banque d'Angleterre, pas plus que dans le dernier bulletin de la Banque de France qui non seulement laisse clairement percevoir qu'il a été truqué, mais montre même assez clairement que la Banque, malgré les plus fortes restric-

tions des emprunts, des prêts, des escomptes et de l'émission de billets de banque n'a pas été en mesure de freiner l'hémorragie des métaux précieux ou d'éviter l'agio sur l'or. Mais quoi qu'il en soit, il est certain que le gouvernement français ne partage nullement, les perspectives optimistes qu'il s'efforce soigneusement de répandre à l'intérieur et à l'extérieur. On sait à Paris que l'Empereur, au cours de ces dernières six semaines n'a pas reculé devant les plus étonnants sacrifices d'argent pour maintenir la rente au-dessus de 66%, étant donné qu'à a non seulement la conviction, mais encore la ferme superstition que la chute en dessous des 66% sonnerait le glas de son Empire. Manifestement l'Empire français se distingue du Romain en ceci : l'un craignait sa mort de l'avance des barbares, l'autre du recul des spéculateurs en bourse.

[148]

La loi bancaire de 1844
et la crise monétaire en Angleterre

Marx, *New York Tribune*, 21-XI-1857.

Retour à la table des matières

Le 5 de ce mois la Banque d'Angleterre a fixé le taux minimum de l'escompte à 9% alors qu'il avait été établi à 8% le 19 octobre. Comme on le sait, cette augmentation est sans précédent dans l'histoire de la Banque depuis la reprise de ses paiements au comptant, mais elle n'a pas encore atteint son apogée. Cette mesure a été dictée par le drainage des métaux précieux et le, recul de ce que l'on appelle les réserves en billets. L'écoulement des métaux précieux procède dans des directions opposées - l'or est drainé vers les Etats-Unis à la suite de la banqueroute de ce pays, et l'argent vers l'Est à la suite du recul du commerce d'exportation avec la Chine et l'Inde, ainsi que les envois immédiats d'argent du gouvernement au compte de la Compagnie des Indes orientales. En échange de l'argent si fortement désiré, il faut envoyer de 1'or sur le continent européen.

En ce qui concerne la réserve des billets et le rôle déterminant qu'elle joue sur le marché financier de Londres, il faut évoquer briè-

vement la législation bancaire de 1844 de Sir Robert Peel qui n'influence pas seulement l'Angleterre, mais encore les Etats-Unis et le marché mondial tout entier [83]. Soutenu par le banquier Lloyd, l'actuel lord Overstone, et par un certain nombre d'hommes influents, Sir, Robert Peel eut pour but, au moyen de sa loi, d'introduire un principe automatique pour la circulation de la monnaie de papier, grâce auquel celle-ci devait s'étendre et se contracter exactement d'après les lois de la circulation de la monnaie purement métallique ; et - comme il affirma, lui et ses partisans - cela devait détourner toutes les crises financières à tout jamais. La Banque d'Angleterre fut divisée en deux départements, celui d'émission des [149] billets de banque, et le département bancaire, le premier et le représentant une simple manufacture de billets, second la banque proprement dite. Le département émettant les billets de banque fut habilité par la loi à mettre en circulation des billets d'une valeur de 14 millions de livres sterling, une somme devant indiquer le plancher le plus bas que ne doit jamais toucher la circulation réelle, et dont la couverture est reconnue par l'obligation de dette que le gouvernement britannique endosse par rapport à la Banque. Au-delà de ces 14 millions, aucun billet ne doit être émis qui ne soit pas couvert dans les caves du département d'émission des billets par un montant' équivalent de métal précieux. Toute la masse des billets de banque ainsi limitée, est transmise au département bancaire

---

83 Nous nous attardons un peu sur les questions monétaires qui ont aggravé la crise de 1847 par suite de la réglementation surannée et inadéquate de la législation bancaire anglaise, due à l'initiative de lord Overstone et Robert Peel. A la fin, la bourgeoisie anglaise ne pouvait pas ne pas trouver les moyens pour éviter l'aggravation des crises de production par des solutions monétaires qui étaient « normales » tant que les échanges se faisaient entre petits producteurs parcellaires qui formaient la grande masse, de la nation, ou tant que dominait le commerce avec des nations précapitalistes où l'argent doit être sonnant et trébuchant. La crise de 1857 fut un tournant à ce sujet, simplement parce que le : capital était devenu nettement prépondérant sur la petite production *marchande simple* et que l'expansion de l'industrie repose sur l'expansion monétaire le crédit et ses assignations futures. Les vantardises de cet après-guerre sur les remèdes monétaires miracles à la crise de surproduction industrielle n'ont pu empêcher que l'économie soit droguée et que l'inflation gangrène toute l'économie.

Les bourgeois ont largement exploité la bévue de la législation de 1844, par rapport à laquelle il est évidemment facile de crier à une amélioration spectaculaire, hier et aujourd'hui

qui les met en circulation. Lorsque la circulation réelle ne s'élève qu'à 20 millions, les 4 millions qui restent dans les caisses du département bancaire constituent sa réserve de billets, celle-ci constituant en fait la seule garantie pour tes dépôts qui sont confiés au département bancaire par les personnes privées et l'Etat.

Admettons qu'un écoulement de métal précieux survienne et que différentes quantités de métal précieux s'écoulent peu à peu du département d'émission des billets - par exemple, la valeur de 4 millions en or. Dans ce cas, il faut rendre non valides 4 millions de billets de banque ; la somme des billets fournis par le département d'émission des billets correspondra alors exactement à la somme des billets en circulation, et la réserve de billets disponibles dans les caisses du département bancaire aura complètement disparu. Le département bancaire n'aura, donc plus un seul sou de reste pour satisfaire les demandes des dépositaires et, en conséquence, sera obligé de se déclarer insolvable. Or ce procédé affectera les dépôts aussi bien officiels que privés et conduira donc à la suspension du paiement des dividendes trimestriels auxquels les détenteurs de valeurs d'Etat ont droit. Le département [150] bancaire pourrait ainsi tomber en faillite, alors que six millions de métal précieux se trouvent encore, dans les caves du département d'émission des billets. Ce n'est pas une simple hypothèse. Le 30 octobre 1847, la réserve du département bancaire était tombée à 1,6 million de livres sterling, tandis que les dépôts s'élevaient à 13 millions. Si la consternation régnant alors n’avait pas été amortie par une espèce de coup d'état financier de la part du gouvernement et n'avait cessé au bout de quelques jours, les réserves de la banque eussent été épuisées - et le département bancaire eût été contraint de suspendre les paiements, alors qu'il y avait encore plus de six millions de métal précieux dans les caves du département d'émission des billets.

Il en ressort manifestement que l'écoulement de métaux précieux et la diminutions d'es billets de réserve réagissent mutuellement l'un sur l'autre. Tandis que le retrait de métal précieux des caves du département d'émission de billets provoque directement une baisse des réserves du département bancaire, les directeurs serrent la vis par crainte que le département bancaire ne soit poussé à l'insolvabilité - et ils relèvent le taux d'escompte. Or, le relèvement du taux de l'escompte incite une partie des dépositaires à retirer leurs dépôts du département 'bancaire, afin de les donner en prêt au taux élevé de l'intérêt en vi-

gueur, tandis que la diminution constante des réserves rend inquiets d'autres dépositaires et les pousse à retirer leurs valeurs de ce même département. Ainsi, ce sont précisément les mesures qui doivent préserver la réserve qui l'épuisent.

Après ces explications, le lecteur comprendra l'émoi qui s'est emparé de l'Angleterre devant le recul de sa réserve bancaire, et aussi la conclusion grossièrement erronée qu'en a tirée le *Times* de Londres dans un article financier de l'un de ses derniers numéros. On y lit en effet : « Les adversaires traditionnels de la Législation bancaire commencent à s'agiter au milieu de [151] l'émotion générale, et l'on ne peut pratiquement plus se fier à rien. L'une de leurs méthodes préférées dans la diffusion de la crainte consiste à souligner le bas niveau des réserves de valeurs, comme si la Banque était contrainte, lorsque 'cette réserve est épuisée, de suspendre toute opération d'escompte. » (Comme faillie, elle y serait effectivement contrainte, en vertu de la loi en vigueur.) « Mais, en fait, la Banque pourrait continuer les opérations d'escompte en toutes circonstances dans la même proportion qu'à ce jour, parce que ses remises rapportent en moyenne chaque jour autant que l'on demande habituellement pour cette opération. La Banque ne pourrait pas en accroître les proportions, mais nul n'admettra qu'en restreignant l'affaire dans tous les domaines il puisse devenir nécessaire de les accroître. En conséquence, il n'y a pas le moindre indice pour donner prétexte à des mesures gouvernementales. »

Le tour de passe-passe auquel se réduit cette argumentation est le suivant : les dépositaires ont été intentionnellement négligés. On n'a besoin d'aucun effort de pensée pour comprendre que le département bancaire, s'il venait un jour à se déclarer failli vis-à-vis de ses créanciers, ne pourrait pas continuer à consentir des prêts à ses débiteurs sous forme de traites escomptées ou d'emprunts. En somme, la loi bancaire tant prisée de Sir Robert Peel n'a absolument aucun effet en temps normal ; dans les temps difficiles, elle n'ajoute à la panique monétaire, issue de la crise commerciale, qu'une panique monétaire produite par la loi ; et c'est précisément alors, quand elle devrait avoir des effets salutaires de par son principe, qu'elle doit être suspendue par une intervention du gouvernement. En temps normaux, le plafond le plus haut des billets que la Banque peut émettre légalement, ne pourra jamais être atteint par la circulation effective - un fait qui est démontré à suffisance par tout le cours de l'existence d'une réserve de

valeurs dans la caisse du département [152] bancaire au cours de telles périodes. On peut trouver confirmation de cette vérité, si l'on compare les rapports de la Banque d'Angleterre de 1847 à 1857, ou même si l'on compare le montant des billets qui de 1819 à 1847 ont effectivement circulé avec le taux le plus élevé fixé par la loi pour ce qui aurait pu circuler. Dans les temps difficiles, comme en 1847 et aujourd'hui, les effets d'un écoulement des métaux précieux seront aggravés de manière factice par la séparation arbitraire et absolue entre les deux départements de la même institution, la hausse des taux de l'intérêt sera artificiellement accélérée, et la perspective de l'insolvabilité ne surgira pas en raison d'une incapacité effective de la Banque à poursuivre ses paiements, mais de l'insolvabilité fictive de l'un de ses départements.

Si la véritable pénurie de moyens monétaires a ainsi été aggravée par une panique artificielle et qu'à sa suite il y a eu un nombre assez grand de victimes mises hors de combat, alors la pression du public sur le gouvernement sera assez forte, et la loi sera abolie précisément dans la période de difficultés pour laquelle elle a été créée et au cours de laquelle seulement elle trouverait à s'appliquer. C'est ainsi que le 23 octobre 1847 les banquiers les plus en vue de Londres se rendirent à Downing Street, afin d'y demander le remède de l'abolition de la législation de Peel. Lord John Russel et Sir Charles Wood adressèrent ensuite au gouverneur et aux vice-gouverneurs de la Banque d'Angleterre une missive dans laquelle ils leur recommandaient d'augmenter l'émission des billets et de dépasser en conséquence le maximum légal de la circulation, tandis qu'ils se déclaraient disposés eux-mêmes à assumer la responsabilité pour la violation de la loi de 1844 et d'introduire à la prochaine session du Parlement une loi d'indemnisation. La même farce est, cette fois encore, mise en scène, alors que les rapports ont atteint le même niveau auquel ils se trouvaient [153] dans la semaine finissant le 23 octobre 1847, quand il apparut qu'une suspension complète de toutes les activités commerciales et de tous les paiements était imminente. Le seul avantage qui découle donc de la loi Peel est que toute une société dépend entièrement d'un gouvernement aristocratique - de la grâce d'un individu sans scrupules - comme l'est par exemple Palmerston. D'où la prédilection du ministère pour la toi de 1844 qui lui confère une influence sur les fortunes privées dont il n'a jamais disposé auparavant.

Nous avons traité si longuement de la loi Peel, parce qu'elle exerce actuellement une influence même aux Etats-Unis d'Amérique et aussi parce qu'elle sera certainement rendue caduque en Angleterre. Certes, le gouvernement britannique a le pouvoir d'enlever des épaules du public anglais le fardeau de difficultés que ce gouvernement lui-même lui a imposé, mais rien ne serait plus erroné que d'admettre que le phénomène auquel on a assisté sur le marché financier de Londres - la montée et l'apaisement de la panique monétaire - est un baromètre authentique pour mesurer l'intensité de la crise que subit le monde des affaires britanniques. Cette crise se trouve en dehors de tout pouvoir gouvernemental.

Lorsque les premières nouvelles de la crise américaine atteignirent les côtes de l'Angleterre, les, économistes anglais établirent une théorie qui, certes, n'a aucune prétention d'être géniale, mais qui peut néanmoins valoir comme originale. On dit que le commerce anglais était sain, mais - horreur et damnation ! - que ses clients, et surtout les yankees étaient malsains. L'état sain d'un commerce, dont la santé n'existe que d'un côté - voilà qui est une pensée digne d'un économiste britannique. Si l'on jette un coup d'œil sur le dernier rapport semi-annuel du ministère du Commerce anglais, on trouvera que, dans la cotation des exportations britanniques de produits et d'articles manufacturés, 30% sont allés aux États-Unis, 11% vers [154] les Indes orientales et 10% vers l'Australie. Alors que le marché américain est maintenant fermé pour un certain nombre d'années, le marché indien qui fut saturé au cours de ces deux dernières années, est de toute façon pratiquement coupé de l'Angleterre par la récente révolte, tandis que le marché australien est engorgé au point que les marchandises britannique sont vendues meilleur marché à Adelaïde, Sydney et Melbourne qu'à Londres, Manchester ou Glasgow. La stabilité des industriels britanniques qui, en raison de la défaillance subite de leurs clients, ont dû être déclarés en faillite peut être mesurée à ces deux exemples.

À l'assemblée des créanciers d'un fabricant de coton de Glasgow, il apparut que le montant de ses dettes s'élevait à 116 000 L.st., tandis que ses biens atteignaient la modeste somme de 7 000 L.st. De même un expéditeur de Glasgow pouvait opposer à peine un actif de 789 Lm. à un passif de 11 800. Or, ce ne sont nullement des cas isolés. Ce qui importe, c'est que la production britannique a été étendue dans une mesure telle que le résultat devait en être, étant donné l'étroitesse des

marchés étrangers, un krach général, auquel suivra une réaction dans la vie politique et sociale de la Grande-Bretagne. La crise américaine de 1837 à 1839 provoqua une chute des exportations britanniques de 12 425 601 L.st. en 1836 à 4 965 225 L.st. en 1837, à 7 585 760 L.st. en 1838 et à 3 562 000 L.st. en 1842. Une paralysie semblable gagne déjà l'Angleterre. Elle aura provoqué des effets très importants avant même qu'elle soit passée.

Marx à Engels, 8-XII-1857.

... La *Tribune* m'a donné une marque de satisfaction. Le 6 novembre, je lui ai envoyé une correspondance, où j'exposais les grandes lignes de la loi bancaire de 1844, en expliquant que la farce de la suspension [155] aurait lieu dans quelques jours, mais qu'il n'y avait pas lieu de faire grand cas de cette panique monétaire. En effet, la véritable affaire, c'est le krach industriel qui menace. La *Tribune* en fit son éditorial. La *New-York Times* (qui a des rapports de clientèle avec le *Times* de Londres) répondit trois jours après à la *Tribune :* 1° que la loi bancaire ne serait pas suspendue faisant l'éloge de la loi à la manière des correspondants de la bourse qui ont leur siège à Printing'houst-Square, et 2° il (axait les prévisions sur le, krach industrieI d'absurdités pures et simples. C'est ce qu'il imprima le 24. Or le lendemain un télégramme de l'*Atlantic* l'informait que la loi bancaire avait été *suspendue* et qu'il y avait une crise industrielle. Au demeurant, c'est une belle chose que Lord-Overstone ait enfin révélé quel était le fondement véritable ide sa défense fanatique de la loi de 1844 : permettre aux « froids calculateurs » d'extorquer du 20-30% au monde des affaires.

Il est amusant de voir que les capitalistes qui grondaient si fort contre le « droit au travail » réclament maintenant partout aux gouvernements un l'« soutien public » et qu'à Hambourg, Berlin, Stockholm, Copenhague, voire en Angleterre (sous formé de la suspension des lois) ils fassent valoir leur « droit au profit » - aux dépens de tout le monde. Tout aussi amusant, le refus des philistins de Hambourg de continuer à verser des aumônes aux capitalistes.

Ce qui est surprenant dans tout cela, c'est l'affaire en France et la manière dont la conçoit la majorité de la presse anglaise. Si, à la suite de l'effondrement amé ricain, en a opposé John Bull - en tant que marchand qui, maître de lui-même, sait garder son sang-froid - a son frère Jonathan, c'est à présent Jacques Bonhomme que l'on oppose à John Bull. Le correspondant parisien de l'*Economist* de Londres fait à ce propos une remarque tout à fait naïve : « Il n'y a pas eu la moindre *tendance à la panique*, bien que les circonstances semblent d'une certaine manière la justifier et [156] que les Français aient été plutôt enclins jusqu'ici à céder à la panique à la moindre occasion. »

La panique qui gagne actuellement la bourgeoisie française en dépit de son tempérament sanguin à la simple idée d'une panique, montre certainement le mieux ce que veut dire cette fois-ci une panique en France. Mais l'inclination vertueuse des bourgeois parisiens n'aura pas plus d'effet que l'Association *pour la réduction de la panique* [84] de Hambourg. L'*Observer* de dimanche dernier rapporte qu'à la suite de « rumeurs écœurantes », répandues contre le Crédit Mobilier, tout le monde c'est rué à la Bourse pour brader à tout prix ses actions. Le capital français - malgré le caractère cosmopolite que M. Péreire lui a découvert - est et demeure timoré, mesquin et circonspect, comme à l'a toujours été dans les affaires. La spéculation (qui, du reste, est devenue à son tour la condition première d'un commerce et d'une industrie *sérieux)* n'existe pratiquement que dans les branches, dont l'Etat est directement ou indirectement le véritable patron. Or, il est certain que, en soi - comme dirait Hegel - un capitaliste failli de la taille du gouvernement français peut faire traîner les choses un peu plus longtemps qu'un capitaliste privé.

L'interdiction, par décret de police, de l'exportation de métal précieux qui, pratiquement, est actuellement en pleine vigueur en France, et, plus encore, l'exportation du produit de la nouvelle récolte de blé, de soie, de vin, etc. à n'importe quel prix, ont empêché pour quelques semaines les sorties de métal précieux de la Banque de France. Malgré tout, l'hémorragie aura lieu, et si elle ne s'écoule que dans les égouts

84 Marx fait allusion à la *Garantie Diskanto Verein* (Association de garantie des effets escomptés) qui fut créée pendant la crise monétaire à Hambourg, fin novembre 1857 « dans le but d'assurer la circulation des traites et effets de commerce portant le cachet de l'Association ».

(comme ce fut le cas en octobre 1856), ils seront tout de même dans la merde jusqu'au cou. Pour l'heure, les fabricants français traitent leurs ouvriers avec la même brutalité que s'il n'y avait jamais eu de révolution en France [85]. Cela produira un bon effet. Par ailleurs, M. Bonaparte fait de la Banque l'entrepreneur de ses constructions [157] ferroviaires interrompues. La prochaine mesure sera, sans doute, dès que l'hémorragie aura commencé, l'émission d'assignats. Si le gaillard a du courage et tant qu'il aura de quoi payer correctement son armée, nous pourrons assister à un très joli prélude aux événements.

Tes renseignements sur la situation à Manchester sont pour moi d'un intérêt extrême, puisque les journaux y jettent un voile épais.

Je travaille comme un dément, des nuits entières, à la synthèse de mes études économiques, de façon à en avoir au moins mis au net les linéaments essentiels (Grundrisse) avant le déluge.

Puisque Wolff a tenu constamment un compte écrit de nos prévisions sur la *crise,* raconte lui que l'*Economist* de samedi dernier déclare que, pendant les derniers mois de 1853, durant toute l'année 1854 et l'automne 1855 et du fait des changements subits en 1856, l'Europe n'a pu échapper que d'un cheveu à l'irruption de la crise.

---

85 Dans l'article sur la *Situation financière de la France* du 27-VII-1857 que nous ne reproduisons pas ici, Marx signalait que des soulèvements révolutionnaires s'étaient déjà produits à la périphérie de l'Europe - comme cela s'était passé en 1848 : « C'est précisément la situation précaire de l'Empire français qui éclaire de son véritable jour les récentes émeutes d'Espagne et d'Italie, ainsi que les troubles en cours dans les pays scandinaves. » Or tout cela, « comme les élections, les arrestations et les persécutions policières à Paris ne - s'expliquent vraiment que par rapport à la situation désastreuse de la Bourse ». Et Marx d'énoncer l'une des règles fondamentales des révolutions modernes, à savoir qu'elles sont suscitées par le capital lui-même. « Le nom sous lequel commence une révolution n'est jamais celui qu'elle portera sur ses bannières le jour de la victoire. Pour s'assurer des chances de succès, les mouvements révolutionnaires sont forcés, dans la société moderne, d'emprunter leurs couleurs au début, à ces éléments de la population qui, tout en s'opposant au gouvernement en place, vivent en totale harmonie avec la société existante. En somme, les révolutions doivent obtenir leur billet d'entrée sur la scène officielle des mains des classes dominantes elles-mêmes. »

Engels à Marx, 11-XII-1857.

... Dans cette crise, la surproduction a été plus générale que jamais. Elle est indéniable aussi bien dans les produits coloniaux que dans les céréales. Voilà qui est fameux et doit avoir des conséquences énormes. Tant que la surproduction se limitait à la seule industrie, ce n'était que demi-mal, mais dès lors qu'elle frappe l'agriculture dans les tropiques aussi bien que dans la zone tempérée, l'affaire prend un tour magnifique.

La forme sous laquelle la surproduction se cache c'est toujours plus ou moins l'extension du crédit, mais, cette fois-ci, c'est tout spécialement les *traites de cavalerie.* Sur le continent et dans les firmes anglaises qui commercent avec le continent, c'est devenu une *règle,* sinon une manie, de faire de l'argent en tirant des [158] traites sur un banquier ou une maison spécialisée dans le « courtage de traites », avec la possibilité de couvrir celles-ci avant l'échéance, ou à ne pas le faire, selon l'arrangement pris. L'usage s'en est répandu dans toutes les maisons de commission ici. Cette manie a été poussée à son comble à Hambourg, où plus de cent millions de marks de traites bancaires étaient en circulation. Mais même ailleurs, la cavalerie des traites a été bon train - et c'est ce qui a conduit à leur perte Sieveking, Sillam, Karr, Josling & Cie, Draper, Pietroni & Cie et d'autres maisons londoniennes. Sur ce plan, ces firmes étaient *celles sur qui étaient principalement tirées* les traites. Voilà comment on procédait dans le milieu d'affaires manchestérien et dans le commerce intérieur : les gens, au lieu de payer au comptant dans le mois, faisaient virer au compte de leur débiteur trois mois après échéance, et payaient les intérêts. Dans l'industrie de la soie, le procédé gagna à mesure que haussait le prix de la soie. En somme, tout le monde a travaillé au-dessus de ses moyens, en forçant les affaires. Or, si étendre ses affaires au-delà de ses possibilités n'est pas synonyme de surproduction, il lui est identique quant au fond. Une association mercantile au capital de vingt millions de livres sterling mesure en quelque sorte à ce chiffre sa capacité de production, de trafic et de consommation. Si, par le jeu des traites, elle fait avec ce capital un volume d'affaires qui implique un capital de trente millions, elle a accru sa production de 50%. Certes la consom-

mation augmente aussi avec cet essor, mais il s'en faut qu'elle augmente dans les mêmes proportions, disons qu'elle s'accroit de 25%. À la fin d'une période donnée, il y a nécessairement une accumulation de marchandise excédant de 25% les besoins réels, c'est-à-dire les besoins moyens *même de la période de prospérité.* Ce seul fait devrait faire éclater la crise - même si le marché monétaire, boussole du commerce, ne l'annonçait déjà auparavant. Dès lors que se produit [159] le krach, en plus de ces 25%, il y aura au moins encore 25% d'objets de nécessité courante qui seront invendables. La crise actuelle nous permet d'étudier, dans tous les détails, comment naît la surproduction, par l'extension du crédit et le fait de forcer les affaires. La chose elle-même n'est pas nouvelle, mais la forme sous laquelle elle se déroule est à présent étrangement claire.

Crise reportée sur les satellites et l'Etat

Marx à Engels, 25-XII-1857.

Retour à la table des matières

Comme notre première tâche est maintenant de nous faire une idée claire sur la situation en France, j'ai retravaillé tous mes extraits et notes sur le commerce, l'industrie et les crises en France, et je suis parvenu à quelques résultats que je voudrais brièvement te communiquer :

1. Les crises qui ont éclaté en Angleterre, dans les pays nordiques et en Amérique, n'ont jamais provoqué DIRECTEMENT de « crise française » ; elles n'ont eu dans ce pays que des effets passifs - marasme chronique, restriction de production, stagnation des affaires et malaise général ; La raison en est que - la France a une balance commerciale excédentaire vis-à-vis des Etats-Unis, des villes hanséatiques, de l'Angleterre, du Danemark. Elle est négative vis-à-vis de la Suède et de la Norvège, mais cela est plus que compensé par Hambourg. En conséquence, ces crises ne peuvent jamais produire en France de fuite du métal précieux, ni donc à proprement parler de panique dite monétaire. Si cependant la Banque de France relève le taux d'escompte, cela ne vise qu'à empêcher les capitalistes d'investir avantageusement leur argent dans ces autres pays. Aussi longtemps que

l'exportation de métal précieux n'est pas la conséquence nécessaire de l'état de la balance commerciale, mais seulement de l'avidité [160] des chasseurs de profit, on peut arriver à l'enrayer par quelques mesures de police, comme Bonaparte vient à nouveau de le montrer. Tant que ce pays, disposant d'une balance commerciale excédentaire, n'aura pas accordé de crédits à long terme, ni accumulé de produits en vue de les exporter dans les centres qu'affectent : les crises - et ces deux choses répugnent à l'esprit de colporteur des fabricants et commerçants français -, ce pays subira des pertes, etc., mais ne connaîtra pas de crise aiguë. Louis-Philippe s'était, lui aussi, laissé prendre au bonheur apparent avec lequel la France s'en tire au cours de la première phase d'une crise générale. Dans son discours du trône adressé aux Chambres avant la révolution de Février, il félicite la « belle France » de ce privilège.

2. Cela étant, la première phase de la crise a déjà eu sur l'industrie et le commerce français des effets plus graves que jamais auparavant en pareille circonstance.

3. La première conséquence de la crise en France - conformément à la nature des crapauds - a été la limitation la plus timorée des dépenses et des affaires, d'où l'accumulation des capitaux dans les coffres de la Banque de France en même temps qu'une chute énorme de la circulation des effets à escompter. D'où - en liaison avec le fait que les crises surviennent toujours en *automne* et que n'importe quel gouvernement craint des désordres politiques en fin d'année si, au moment du règlement des comptes, le taux d'intérêt est élevé - la décision en décembre d'abaisser le taux de l'escompte. Louis-Philippe l'avait ramené à 4% par la Banque en décembre 1847.

4. La libération du capital (en excès) dans le commerce et l'industrie suscite en même temps une plus forte remontée à la bourse. C'est encore plus le cas sous Bonaparte que sous Louis-Philippe, parce qu'il a forcé la Banque par décret de 1852 à faire des avances sur les valeurs des chemins de fer, les fonds d'Etat et les titres du *Crédit foncier*, à réescompter les [161] traites de cavalerie déjà escomptées par le Comptoir *national d'Escompte* et à refaire à celui-ci des avances sur les valeurs sur lesquelles il avait lui-même consenti des avances. C'est ce qui explique, par exemple, les cours élevés dés actions et obligations de chemin de fer, bien que les recettes des chemins de fer français soient tombées bien plus bas que celles des chemins de fer anglais

depuis que la crise a éclaté en Angleterre. Les recettes du chemin de fer d'Orléans ont baissé de 24% entre le 29 octobre et le 26 novembre, et encore plus depuis cette date. Les actions d'Orléans n'en étaient pas moins cotées à 1 355 le 22 décembre, alors qu'elles étaient à 2 995 le 29 octobre. Dans son bulletin mensuel, la Banque de France rapporte aussi que les avances sur les titres de chemin de fer ont monté tandis que les effets escomptés avaient baissé en décembre de 94 236 520 francs par rapport à octobre, et de 49 995 500 par rapport à novembre.

5. La crise française proprement dite n'éclatera que lorsque la crise générale aura atteint un certain développement en Hollande, en Belgique, les pays allemands regroupés dans l'Union douanière, en Italie (y compris Trieste), au Levant et en Russie (Odessa), du fait que la balance commerciale y est extrêmement *défavorable* pour la France si bien que leur pression provoquera directement une panique monétaire en France. Dès que la France se trouvera frappée, cela se répercutera d'une manière vraiment admirable sur ces pays. La France a la même position vis-à-vis de la Suisse que l'Angleterre vis-à-vis des Etats-Unis. La balance commerciale temporaire est toujours en faveur de la France, mais comme elle est terriblement *endettée* envers la Suisse, celle-ci - est toujours en mesure de tirer largement sur la France en temps de crise.

6. Si la véritable crise éclate en France, ce sera le chaos sur le marché des valeurs et pour l'Etat qui assure la garantie de ce marché. Le phénomène se répercutera également sur l'Angleterre qui se remet [162] à jouer de plus belle - sur les valeurs étrangères. Les spéculations auxquelles les capitalistes privés s'adonnent à Hambourg, en Angleterre et aux Etats-Unis en France, c'est l'Etat lui-même qui les pratique, - et les Français qui exercent le commerce au niveau mesquin du colportage ont toujours été par ailleurs des joueurs en bourse, Cependant le contrecoup de la crise anglo-américaine a, pratiquement acculé les chemins de fer à une impasse. Qu'a fait M. Bonaparte ? Il oblige la Banque à devenir pratiquement adjudicataire des chemins de fer et à faire à ces gaillards des avances sur les obligations...

Karl Marx

La crise commerciale en Angleterre

New York Tribune, 15-XII-1857.

Retour à la table des matières

…Si vers la fin d'une période commerciale déterminée la spéculation apparaît comme le prodrome immédiat de 1'effondrement, il ne faudrait pas perdre de vue que la spéculation a été engendrée elle-même par la phase précédente du cycle, de sorte qu'elle n'est qu'un résultat et un phénomène, et non la cause profonde et la raison. Les économistes qui prétendent expliquer les secousses régulières de l'industrie et du commerce par la spéculation, ressemblent à l'école désormais morte de la philosophie de la nature qui, considérait la fièvre comme là véritable raison de toutes les maladies.

Jusqu'ici le centre de la crise européenne est resté en Angleterre et, comme nous l'avons vu, elle a changé son mode d'apparition en Angleterre même. Si les premiers effets des secousses américaines sur la Grande-Bretagne, ont pris la forme d'une panique monétaire qui s'accompagna d'une dépression générale sur le marché des produits, laquelle fut suivie un peu plus tard [163] par la misère et la détresse dans l'industrie, c'est à présent la crise industrielle qui se tient à l'avant-scène et les difficultés financières viennent en tout dernier. Si pour un instant le foyer de l'incendie fut Londres, c'est à présent l'industrielle Manchester. L'ébranlement le plus grave auquel l'industrie anglaise ait jamais été soumise, et le seul qui ait suscité de grands changements sociaux, à savoir la crise industrielle de 1838 à 1843, avait été accompagné d'un resserrement momentané du marché financier en 1839, tandis que le taux de l'escompte est demeuré pendant longtemps à un bas niveau au cours de cette période, voire a baissé de 2,5% à 2%.

Nous ne faisons pas cette remarque, parce que nous considérons l'amélioration relative sur le marché financier de Londres comme le symptôme de sa guérison complète, mais simplement parce que nous enregistrons le fait que, dans un pays aussi industrialisé que l'Angle-

terre, les oscillations du marché monétaire n’ont pas - et de loin - l'intensité et l'extension d'une crise marchande. Il suffit pour s'en rendre compte de comparer les journaux à la même date de Londres et de Manchester. Tandis que les Londoniens n'ont d'yeux que pour le flux et le reflux des métaux précieux et sont pleins de joie lorsque la Banque d'Angleterre a « renforcé sa position » par un nouvel achat d'or. Les journaux de Manchester s'attristent à l'idée que cette force est achetée à leurs dépens et entraîne un relèvement du taux d'intérêt et une baisse des prix de leurs marchandises. C'est ce qui explique que M. Tooke, l'auteur de *History of Prices* qui a si bien traité des phénomènes du marché monétaire londonien et des marchés coloniaux, ne s'est pas seulement montré incapable de décrire les compressions au cœur de la production anglaise, mais encore n'a pas pu les comprendre...

La Banque d'Angleterre, dit-on, a augmenté ses réserves de métal précieux d'environ 700 000 L.st., cet afflux de métaux précieux étant dû en partie à l'arrêt de l'hémorragie vers l'Ecosse, en partie aux envois [164] d'Amérique du Nord et de Russie, et finalement aux expéditions australiennes. Cette évolution ne donne pas d'éléments significatifs, puisqu'il est tout, à fait clair qu'en relevant fortement le taux de l'escompte, la Banque d'Angleterre veut effectuer des coupes sombres dans les importations et forcer les exportations, retirer une partie du capital britannique investi à l'étranger et, en conséquence, renverser la balance commerciale et obtenir un afflux de certaines quantités de métal précieux. Il n'est pas moins certain qu'à l’occasion du moindre relâchement des conditions de l'escompte l'or se remettra à s'écouler vers l'étranger. La seule question qui se pose, est de savoir combien de temps la Banque sera en mesure de maintenir en posture ces conditions.

Le rapport officiel du Ministère du Commerce pour le mois d'octobre, mois où le, taux minimum de l'escompte a été successivement relevé de 6, 7 à 8%, démontre à l'évidence que le premier effet de cette opération n'a pas été d'arrêter la production, mais d'imposer leurs marchandises aux marchés étrangers et de diminuer l'importation de produits étrangers.

Malgré la crise américaine, l'exportation d'octobre 1857 donne par rapport à octobre 1856 un excédent de 318 838 L.st. ; cependant le recul considérable que mentionne le même rapport pour ce qui est de

la consommation de moyens de subsistance et d'articles de luxe, témoigne que cet excédent n'est absolument pas rentable ou constitue un effet naturel d'une industrie florissante. Le contrecoup de la crise sur l'industrie anglaise sera tout à fait apparent dans les prochains rapports du Ministère du Commerce. Une comparaison des rapports pour les différents mois de janvier à octobre 1857 montre que la production anglaise a atteint son apogée en mai, les exportations dépassant alors de 2 648 904 L.st. ceux de mai 1856.

À l'annonce du soulèvement indien, toute la production tomba en juin en-dessous du niveau du mois correspondant [165] de 1856 et l'on enregistra un recul relatif des exportations d'un montant de 30 247 L.-st. En dépit de rétrécissement du marché indien, la production n'avait pas seulement atteint de nouveau en juillet le niveau du mois correspondant de 1856, mais le dépassait même d'une somme de rien moins que 2 233 306 L.st. En conséquence, il est clair que ce mois-là les autres marchés ont dû absorber un pourcentage d'exportations bien supérieur à leur consommation normale de marchandises non seulement afin de compenser les exportations qui s'effectuaient normalement vers l'Inde, mais encore afin de produire cet important excédent pour l'Angleterre.

C'est pourquoi ce mois-ci, les marchés extérieurs semblent sursaturés au point que l'excédent des exportations doit baisser progressivement : de 2,33 millions de L.st. à 885 513 en août, à 852 203 en septembre et à 318 838 en octobre. L'étude des rapports du commerce anglais offre la seule clef sûre des mystères de l'ébranlement actuel que subit ce pays.

Engels à Marx, 15-IX-1857.

La crise évolue, cette fois-ci, de façon assez singulière. La spéculation sur les actions en France et en Allemagne se trouvait déjà en état de crise latente depuis presqu'un an, et c'est maintenant seulement que les principales affaires de filouterie sur les actions se sont effondrées, ce qui a donné le coup décisif à tout le reste. Le plus remarquable, c'est que les Yankees ont certes, comme toujours, filouté avec des capitaux étrangers, mais cette fois surtout avec des capitaux du conti-

nent. Les bureaucrates et les rentiers qui, en Allemagne, ont acheté tout ce qui était américain, vont y laisser beaucoup de plumes. La pré-crise des filouteries continentales sur les actions, et le fait qu'elles n'avaient que peu de points de contact directs avec les américaines, [166] ont différé quelque peu la réaction ruineuse des affaires de filouteries américaines sur celles du continent, mais cela ne saurait tarder.

La spéculation n'a pas seulement gagné les actions, mais encore toutes les matières premières et les denrées coloniales, donc aussi tous les produits manufacturés dans lesquels le prix de la matière première se répercute fortement - or, moins le produit est élaboré, plus y compte la matière première, et plus la spéculation s'y répercutait. Elle pesait donc plus sur les filés que sur les tissus écrus, et plus sur ces derniers que sur les tissus imprimés ou de couleur. Dans la soie, nous avions un état de pré-crise à peu près depuis août. Quelque vingt fabricants ont fait banqueroute, laissant un découvert que j'estimerais à au moins 200 000 List. et qui, dans le meilleur des cas, ne pourra être comblé qu'à 35 ou 40%, Nous y sommes engagés pour 6 000 l. st., ce qui fait pour ma part 300 L.st. !!! ou, dans la meilleure hypothèse, il me restera, après paiement des dividendes, quelque 180 L.st. Dans ces conditions, je vais certainement être obligé de conclure un nouvel accord avec mon vieux. Ceci dit en passant...

La crise financière en Europe

Marx, *New-York Tribune,* 22-XII-1857.

Retour à la table des matières

La poste qui est arrivée hier matin avec le *Canada* et l'*Adriatic* nous a mis en possession d'une chronique hebdomadaire de la crise financière européenne. Cette histoire peut être résumée en quelques mots. Hambourg a toujours constitué le centre fébrile de la crise qui se répercute ensuite avec plus ou moins de violence sur la Prusse et replonge par réaction le marché financier anglais dans le marasme dont il semblait sur le point de sortir. Un écho plus lointain de l'ouragan

[167] vint d'Espagne et d'Italie [86]. La paralysie de l'activité industrielle et la misère qui s'ensuit pour la classe ouvrière gagna rapidement toute l'Europe. Par ailleurs, la relative résistance que la France a opposée jusqu'ici à la contagion pose une énigme à ceux qui s'occupent de politique économique, énigme qui serait plus difficile à résoudre que la crise générale elle-même.

On avait pensé que la crise de Hambourg aurait dépassé son apogée le 21 novembre lorsque fut fondée l'Association de Garantie de l'Escompte [87] qui bénéficia d'un fonds d'un total de 12 millions de marks liquides afin de garantir les traites et valeurs circulant sous l'estampille de cette Association. Diverses banqueroutes et des faits tels que le suicide de l'agent en courtage Gowa montrent cependant que le mal progressait encore dans les journées qui suivirent. Lé 26 novembre, la panique était de nouveau à son comble - et si l'Association de l'Escompte était montée d'abord sur scène pour l'arrêter, c'était à présent au tour du gouvernement d'y faire son apparition. Le 27, le Sénat fit le projet - et obtint aussi l'accord et la caution des citoyens héréditaires de la ville - d'émettre des valeurs susceptibles de porter des intérêts d'un montant de 15 millions de marks pour faire des avances sur des marchandises durables ou sur les papiers d'Etat, les avances devant se monter à 50-60% de la valeur correspondante des marchandises gagées. Cette seconde tentative de normalisation du commerce échoua comme la première - toutes deux ressemblaient à l'appel au secours qui précède l'instant où le navire coule. La garantie de l'Association d'Escompte avait elle-même besoin - comme on le vit bientôt - d'une nouvelle garantie ; en outre, les avances de l'Etat qui étaient limitées tant pour ce qui est de leur montant que pour ce qui est des variétés de marchandises pour lesquelles elles pouvaient s'appliquer, s'avérèrent inutiles, précisément en raison des conditions dans lesquelles elles étaient consenties, et ce, dans la mesure où les prix tombaient.

86 Marx a utilisé les données qu'Engels lui avait fournies dans cette lettre dans l'article du 22-II-1857 que nous reproduisons dans le corps de ce recueil sous le titre *la Crise financière en Europe.*

87 Marx cite ici presque littéralement Engels, dont on trouvera la lettre du 17-XII-1857 dans *Correspondance*, t. V, p. 87 des Editions Sociales.

[168]

Or, pour tenir les prix et repousser de la sorte la cause proprement dite du mal, l'Etat eût dû les maintenir tels qu'ils étaient avant que la panique commerciale éclate, et escompter des traites qui ne représentaient plus rien d'autre que des maisons étrangères en banqueroute. En d'autres termes, la richesse de toute la société représentée par le gouvernement aurait dû compenser les pertes des capitalistes privés. Cette sorte de communisme, où la réciprocité est tout à fait à sens unique, semble exercer un grand attrait sur les capitalistes européens.

Le 29 novembre, vingt grandes firmes commerciales de Hambourg s'effondrèrent en même temps que de nombreuses maisons de commerce d'Altona. On suspendit l'escompte des traites ; les prix des marchandises et des valeurs n'étaient Plus que nominaux, et le monde des affaires était dans l'impasse. Il ressort de la liste des banqueroutes que cinq d'entre elles effectuaient des opérations bancaires avec la Suède et la Norvège, et l'on voit, par exemple, que les dettes de la firme Ulberg & Cramer se montent à 12 millions de marks. Il y eut cinq faillites dans le commerce d'articles coloniaux, quatre dans le commerce avec la Baltique, deux dans l'exportation de produits industriels, deux dans les sociétés d'assurance, une à la bourse, une dans la navigation. La Suède dépend ainsi entièrement, de Hambourg pour ce qui est de ses exportateurs, de ses agents de change et banquiers : on peut dire même que le marché de Hambourg est aussi celui de la Suède. De fait, deux jours après le krach, un télégramme annonçait que les banqueroutes de Hambourg en avaient provoqué à Stockholm et que, là aussi, un soutien du gouvernement s'était avéré inutile. Ce qui compte pour la Suède en ce domaine, compte à plus forte raison pour le Danemark, dont le centre commercial est Altona, un simple faubourg de Hambourg. On y enregistra de nombreuses suspensions de paiement, de la part notamment de deux très vieilles firmes - de la [169] maison Conrad Warneke faisant commerce colonial, notamment de sucre, au capital de 2 millions de marks liquides dont les ramifications s’étendaient à l’Allemagne, au Danemark et à la Suède, et la maison Lorent am Ende & Cie qui commerçait avec la Suède et la Norvège. Un armateur et gros marchand se suicida à la suite de ses difficultés d'argent.

On peut se faire une idée de l’extension du commerce de Hambourg d’après le simple chiffre suivant : des marchandises d7une valeur d'environ 500 millions de marks se trouvent actuellement en dé-

pôt dans les entrepôts et le port au compte des négociants de Hambourg. La république recourt maintenant au seul moyen anticrise, en décrétant qu'il est du devoir des citoyens de payer leurs dettes. Il édictera sans doute une loi accordant un moratoire d'un mois à toutes les traites venues à échéance [88].

Pour ce qui concerne la Prusse, les journaux n'apportent aucune nouvelle sur la situation précaire des districts industriels de la Rhénanie et de la Westphalie, étant donné qu'elle n'a pas encore conduit à des faillites en chaîne. Les banqueroutes sont restées limitées aux exportateurs de céréales de Stettin et de Dantzig et à une quarantaine de fabricants berlinois. Le gouvernement prussien est intervenu, en habilitant la Banque de Berlin à faire des avances sur les marchandises en stock et en abolissant la législation sur l'usure. La première mesure se révèlera tout aussi inopérante à Berlin qu'à Stockholm et à Hambourg, et la seconde ne fait que hisser la Prusse au même niveau que les autres pays marchands.

Le krach de Hambourg apporte une réponse probante à ces esprits à l'imagination fertile qui voient l'actuelle crise découler artificiellement des hauts prix suscités par la monnaie de papier. Pour ce qui concerne la circulation - monétaire, Hambourg constitue le pôle opposé aux États-Unis. L'argent métal y a seul cours. En effet, on n'y trouve pas de circulation monétaire de [170] papier, mais on se vante

88 Ce n'est pas par hasard que la France - napoléonienne - ouvre la voie aux méthodes anticrise modernes. On peut dire que ce pays - déjà passé maître dans l'art de parcellariser le grand capital dans l'agriculture, au cours même de sa révolution bourgeoise, puis de contenir l'essor de la grande industrie par la conquête, très féconde aussi de richesses, d'un vaste Empire colonial, est le virtuose de la *stérilisation du capital - ce* qui lui permet d'éviter les inconvénients de la surproduction, donc les crises, en restant dans le cadre mesquin du « bon sens »,, du « juste milieu », fortement teinté de malthusianisme, de centralisme au service de la parcellarisation.

L'État et la bourse où l'on dissipe l'argent (qui « dort ») dans des œuvres « grandioses », mais inutiles, sont le moyen par excellence de maintenir le capital dans le bon ordre. Quelques guerres de « conquête » ne sont pas plus dilapidatrices que lès crises de l'excessive production capitaliste. Tout le système de la spéculation instauré par le *Crédit mobilier* - auquel Marx a consacré de longues études que nous ne pouvons pas reprendre ici - s'explique Par cette « sage, administration du capital Individuel (parcellaire) avec la complicité de l'État Central.

au contraire de n'avoir comme moyen de circulation que de l'argent purement métallique. La panique monétaire n'y sévit pas moins violemment qu'ailleurs ; qui plus est, Hambourg est devenue - depuis le début de la crise générale, dont la découverte n'est pas aussi vieille que celle des comètes - sa scène favorite. Au cours du dernier tiers du XVIII^e^ siècle, elle offrit deux fois le même spectacle qu'aujourd'hui, et si elle se distingue de tous les autres grands centres mondiaux du monde par un signe distinctif caractéristique, c'est que les oscillations du taux d'intérêt y sont plus fréquentes et plus violentes.

Tournons-nous de Hambourg vers l'Angleterre, et nous constaterons que l'atmosphère sur le marché monétaire de Londres s'est continuellement améliorée du 27 novembre au 1^er^ décembre - jusqu'à ce qu'il y eut un contrecoup. Le 28 novembre, le prix de l'argent était effectivement tombé, mais il remonta après le 1^er^ décembre et continuera vraisemblablement de grimper, étant donné que Hambourg en a besoin de quantités considérables. En d'autres termes, on retirera de l'or de Londres pour acheter de l'argent sur le continent, et cette hémorragie renouvelée de l'or exigera que la Banque d'Angleterre serre encore la vis. Outre la demande subite de Hambourg, il y a aussi la perspective pas très éloignée de l'emprunt indien auquel le gouvernement doit nécessairement consentir, même s'il déploie tous ses efforts pour différer la venue de ce jour affreux. Le fait que de nouvelles banqueroutes se sont produites depuis le premier de ce mois, a contribué à dissiper l'erreur selon laquelle le marché monétaire aurait surmonté le pire. Lord Overstone (le banquier Loyd) observait dans la séance d'ouverture de la Chambre Haute :

> « La prochaine tension sur la Banque d'Angleterre se produira vraisemblablement avant que les cours de change soient épurés, et alors la crise sera plus violente que celle à laquelle nous venons d'échapper. [171] De graves et périlleuses difficultés menacent notre pays. »

La catastrophe de Hambourg n'a pas encore été ressentie à Londres. L'amélioration de la situation du marché du crédit avait favorablement influencé le marché des produits, mais, abstraction faite de la nouvelle diminution de la masse monétaire, il est manifeste que la chute des prix de Stettin, Dantzig et Hambourg fera nécessairement

baisser la cotation des prix à Londres. Le décret français qui abolit l'interdiction d'exporter les céréales et la farine, a forcé les grands meuniers londoniens à baisser aussitôt leurs prix de 3 shillings par 280 livres afin d'endiguer les importations de farine française. On cite quelques faillites dans le commerce des céréales, mais elles sont restées limitées à quelques petites firmes et des spéculateurs en grains qui étaient liées par des contrats de livraison à long terme.

On n'apprend rien de nouveau des districts industriels anglais, sinon le fait que les produits cotonniers adaptés aux besoins de l'Inde et les filés fabriqués spécialement pour ce marché ont pour la première fois depuis 1847 bénéficié de prix favorables en Inde. Depuis 1847, les profits réalisés par les fabricants de Manchester dans cette branche d'activité, ne proviennent pas de la vente de leurs marchandises en Indes Orientales, mais uniquement de la vente en Angleterre des marchandises importées des Indes Orientales. La diminution draconienne des exportations en direction de l'Inde depuis juillet 1857, à la suite du soulèvement, permit au marché indien de vider le stock des marchandises accumulées, et de réclamer de nouveaux approvisionnements à des prix supérieurs. Dans des conditions normales, un tel événement eût produit un effet d'animation extraordinaire sur le commerce de Manchester. Comme nous l'apprenons de lettres privées, cela a à peine fait augmenter le prix des articles les plus demandés ; en revanche, on peut appliquer de telles quantités de [172] forces productives à la fabrication de ces articles particuliers qu'elles sont suffisantes à inonder dans les plus brefs délais trois Inde avec un flot de marchandises. L'augmentation générale des forces productives a été telle au cours de ces dix dernières années que même le travail réduit aux deux-tiers de son volume dans les fabriques ne peut être maintenu qu'en accumulant d'énormes excédents de marchandises dans leurs entrepôts. La firme Du Fay & Cie rapporte, dans son bulletin commercial mensuel de Manchester, que « ce mois-ci il y a eu une pause dans les affaires, que peu de fabriques n'ont eu assez de travail et qu'en général les prix ont été bas. Jamais auparavant le montant global des affaires effectuées en un mois n'a été aussi faible qu'en novembre ».

Ce n'est pas le lieu ici d'attirer l'attention sur le fait que, pour la première fois en 1858, l'abolition des lois céréalières britanniques a été mise à l'épreuve de manière sérieuse. Tant par l'influence de l'or australien et de la prospérité industrielle que par les résultats naturels

de mauvaises récoltes, le prix moyen du blé a été plus élevé de 1847 à 1857 que de 1826 à 1836. Une vive concurrence de l'agriculture étrangère et de ses produits devra être supportée, tandis que baisse la demande intérieure, et nous aurons probablement de nouveau une crise agraire qui 'semblait avoir été enterrée dans les annales de l'histoire britannique de 1815 à 1832. Il est vrai que le relèvement des prix du blé et de la farine en France qui a suivi le décret impérial, n'aura que des effets momentanés et disparaîtra même avant que l'Angleterre ait importé de grandes quantités de céréales d'ailleurs. Mais s'il se produit une nouvelle pression sur le marché monétaire, la France sera obligée de jeter son blé et sa farine sur le marché anglais qui est en même temps pris d'assaut par la vente frénétique de produits allemands. Enfin, de pleines cargaisons arriveront des Etats-Unis au printemps et porteront l'ultime coup au marché des céréales britannique. Si, comme [173] toute l'histoire des prix nous le laisse supposer, il y aura une succession de plusieurs bonnes récoltes, nous aurons l'occasion de suivre jusque dans le détail les conséquences véritables de l'abolition des lois céréalières - en première ligne sur les journaliers agricoles, en seconde ligne sur les fermiers, et enfin sur tout le système britannique de la propriété foncière.

La crise en Europe

Marx, *New York Tribune,* 5-1-1858.

Retour à la table des matières

La poste du *Niagara* est arrivée hier, et un examen attentif de notre paquet de journaux britanniques n'a fait que confirmer l'opinion que nous avons émise récemment sur le cours probable de la crise en Angleterre. Le marché financier de Londres connaît une nette amélioration, autrement dit, l'or s'accumule dans les caves de la Banque d'Angleterre, la demande de traites à escompter par la Banque diminue, des traites de premier rang peuvent être escomptées rue Lombard depuis 9 1/2 à 9 3/4, les valeurs d'Etat restent stables, et le marché des actions participent dans une certaine mesure à ce mouvement.

Cet aspect agréable des choses est toutefois très assombri par de grandes faillites qui se sont produites il y a deux ou trois jours à

Londres, par des dépêches de Hiob sur des catastrophes dans les provinces et par le tonnerre du Times de Londres qui fulmine de plus en plus contre la corruption générale et sans espoir des milieux d’affaires britanniques. De fait, la facilité relative avec laquelle on peut escompter des traites irréprochables semble plus que compensée par la difficulté croissante de trouver des traites qui puissent valoir comme irréprochables. C'est pourquoi, nous apprenons des articles les plus récents de Londres sur les questions financières, que l'activité de la Banque d'Angleterre est [174] extraordinairement « limitée » et qu’on ne fait que très peu d’affaires rue Lombard. Cependant comme l'offre de la part de la Banque d'Angleterre et des maisons d'escompte augmente, tandis que la pression sur celles-ci - la demande de la part de leurs clients, diminue, il faut dire que le marché financier est assez calme. Il n'en reste pas moins que les directeurs de la Banque d'Angleterre n'ont pas osé baisser le taux d'escompte, étant convaincus selon toute apparence que la reprise de la crise monétaire n'est pas une question de temps, mais de taux de pourcentage, et qu'en conséquence la crise risque de s'aggraver de nouveau dès que le taux d'escompte sera abaissé.

Alors que le marché monétaire de Londres, d'une manière ou d’une autre, est devenu calme, la situation déjà tendue sur le marché anglais des produits s'aggrave sensiblement, étant donné qu'une baisse des prix n'est pas en mesure de surmonter la réserve croissante des acheteurs. Même des articles tels que le talc qui constituaient auparavant une exception à la règle, en raison des ventes forcées, sont devenus moins chers. Si l'on compare la liste des prix de la semaine qui finit le 18 décembre avec celles de novembre, on constate que le niveau le plus bas des prix qui était marquant pour le mois de novembre, est de nouveau atteint, mais cette fois ce n'est pas à la suite d'une panique, mais sous la forme méthodique d'une échelle mobile. En ce qui concerne les marchés des produits finis, on a eu un avant-goût de la crise industrielle que nous avons déjà prévue en novembre dernier, avec les faillites d'une demi-douzaine de filatures et de tissanderies du Lancashire, de trois fabriques les plus en vue de l'industrie lainière du West Riding et d'une importante firme de tapisserie.

Comme les phénomènes de cette double crise sur le marché des produits et au sein des milieux de fabricants deviennent de plus en plus sensibles, nous nous contenterons aujourd'hui de reproduire ici

l'extrait suivant [175] d'une lettre privée qui a été adressée de Manchester à notre journal :

> « On ne peut avoir idée de la tension de plus en plus grande sur les cours et ses effets terribles. Personne ne peut vendre. Chaque jour, on entend parler de prix plus bas. On en est au point que des gens respectables préfèrent ne plus offrir leurs marchandises à la vente. Les filateurs et les tisseurs sont dans une situation atroce. Il n'y a plus de courtier qui vende du fil aux fabricants, sinon contre paiement au comptant ou une double garantie. Cet état de choses ne peut durer sans finir par un terrible effondrement [89]. »

La crise de Hambourg vient à peine de finir. Elle fournit l'exemple le meilleur et le plus classique qu'il y ait jamais eu d'une crise monétaire. Tout est devenu sans valeur, hormis l'argent et l'or. De vieilles firmes font faillite parce qu'elles ne sont plus en mesure de payer au comptant la moindre traite venue à échéance, bien qu'elles avaient dans leurs comptoirs des traites d'une valeur bien supérieure qui étaient, devenues momentanément sans valeur, non parce qu'elle « n'étaient pas honorées, mais parce qu'elles ne pouvaient être escomptées. C'est ainsi que nous apprenons la banqueroute de la vieille et riche firme Ch.M. Schroeder à laquelle L.H. Schroeder, de Londres, le frère du propriétaire hambourgeois, lui avait offert deux millions, cependant il lui télégraphia en retour : « Trois millions, ou rien du tout. » Les trois millions n'arrivèrent pas, et Ch.M. Schroeder fit ban-

---

89 Ce phénomène d'augmentation des prix – inflation - qui est « normal » en période de grande prospérité, peut donc se poursuivre sans se transformer en déflation au moment de la crise aiguë qui prélude à un assainissement de l'économie, *si la crise se prolonge*, devient chronique ou si l'économie dégénère. Ce qui est nouveau pour Marx, ce n'est pas le phénomène de la « stagflation », mais le fait que le système capitaliste ne présente pas seulement des points de dégénérescence particuliers, mais universels.

Si tous les économistes français qui ont déclaré que la « stagflation » est un phénomène nouveau, étaient renvoyés pour incompétence, le chiffre des chômeurs grossirait considérablement. A cette occasion, on pourrait aussi donner ce bon conseil à ceux qui prétendent parler au nom de Marx (pour ruiner son autorité) : il ne faut pas dire que Marx ignorait tel ou tel phénomène, ou qu'il faut le « compléter » et le « réviser », avant d'avoir lu ce qu'il a écrit.

queroute. Un autre exemple est celui de Ulberg & Cie, une firme, dont la presse européenne a beaucoup parlé ; elle avait des obligations pour 12 millions de marks, y compris des traites valant 7 millions et possédait, comme on s'en aperçut ensuite, un capital de seulement 300 000 marks comme base de transactions aussi énormes.

En Suède et notamment au Danemark,, la crise a relativement augmenté de violence. La reprise du mal, après qu'il semblait déjà passé, s'explique par les [176] échéances auxquelles les traites à Hambourg, Stockholm et Copenhague sont soumises. En décembre par exemple, dès traites venues à échéance de 9 millions et tirées sur des firmes de café de Rio de Janeiro sur Hambourg furent protestées, et cela causa une nouvelle panique. En janvier, les traites pour les cargaisons de sucre de Bahia et de Pernambuco subiront vraisemblablement, le même sort, et causeront un semblable rebondissement de la crise.

Engels à Marx, 31-XII-1857.

Pour autant que je puisse en juger, tu as raison jusque dans les détails à propos de la France. La crise s'y déroule normalement jusqu'à présent. Ici c'est sur le marché intérieur que l'affaire s'étend à présent : les deux maisons de Londres impliquées dans les affaires de Manchester, appartiennent à cette catégorie. Mais ce n'est qu'un début ; cette catégorie d'entreprise n'y sera vraiment entraînée que si la pression persiste encore 8 à 10 mois. Il me semble que cette crise ressemble le plus à celle de 1837-42, mis à part qu'elle a un caractère plus universel et plus étendu. Pour l'heure, les gens se bercent ici de l'illusion que la crise est passée, parce que la première phase - la crise monétaire avec ses conséquences immédiates - est terminée. Au fond, chaque bourgeois continue de croire encore dans son for intérieur que sa branche d'activité particulière, et notamment sa propre affaire, est restée parfaitement saine. Or, comme ils prennent des escrocs tels que Montheith, Macdonald, etc., comme point de comparaison, ils ont naturellement l'impression d'être eux-mêmes des anges de vertu. Or, tout cela ne compensera pas le fait que Mr Troost a perdu les 2/3 ou 3/4 de sa fortune avec ses 35 000 sacs de café, que M. le Sénateur Merck a englouti tout son capital dans les cargaisons et autres opérations qui se

montent à [177] 22 millions de marks. L'Ecossais John Pondu, champignon ayant démesurément grandi ici en 5 ans, a, lui et 5 autres négociants, 7 000 baffes de soie sur l'eau - ce qui correspond à une perte de 300 000 L.st. Ce n'est qu'en mars ou avril que tout cela se liquidera, et les pénibles efforts que l'on fera pour faire redémarrer le marché : des produits seront régulièrement contrecarrés par l'arrivée des navires dans ces conditions. Il semble qu'il y ait maintenant le gel et le vent d'Est, de sorte que les navires n'arrivent pas. Si cela dure encore 8 ou 15 jours, tous les produits ne manqueront pas d'augmenter, pour redégringoler de plus belle au premier souffle de vent d'Ouest qui amènera toute une flotte. Voilà ce que l'on appelle, l'offre et la demande en temps de crise. Les stocks de coton commencent aussi à s'accumuler à Liverpool - 400 000 balles à l'inventaire aujourd'hui, un stock plutôt supérieur à la moyenne. Ils vont encore gonfler, et le coton baissera certainement encore au printemps. Pour l'heure, il est remonté de 1/2 d. du fait que Jersey & Cie de Manchester qui fournit presque tout le marché russe, a été avisé, la semaine dernière de toutes su commandes passées en Amérique était arrivée à temps, si bien qu'il a pu acheter environ 6 000 balles à Liverpool. C'est ce qui a ranimé le marché, et les filateurs qui disposaient de fonds, sont allés en acheter un peu pour assurer leur couverture à ces bas prix. C'est ce qui a fait prendre peur quelques firmes qui ont ainsi trouvé le courage de ne pas manquer le moment où les cours étaient au plus bas pour acheter leurs filés et tissus. Cela ne peut durer longtemps. Je crois que nous aurons ici, d'abord, de légers hauts et bas avec une tendance globale à la baisse, ou peut-être légèrement à la hausse, on ne saurait le dire exactement, jusqu'à ce que la foudre tombe de nouveau quelque part. En tout cas, c'est une méchante année qui s'ouvre pour les filateurs et les fabricants, ne serait-ce qu'en raison de la faiblesse de la demande et du surcroît d'offres. Une crise stagnante, [178] tel est le plus grand péril pour les bourgeois d'ici. Les crises financières n'ont pas un grave effet à Manchester du fait que les crédits sont en général à très court terme (2 à 6 semaines).

Engels à Marx, 6-1-1858.

Au demeurant, la crise marque en ce moment un temps d’arrêt, et prend un tournant nouveau - du moins pour ce qui est de Manchester et de l'industrie cotonnière. Un grand nombre de filateurs se sont rendus lundi à Liverpool et ont acheté 12 000 balles pour se réapprovisionner un peu, étant donné que beaucoup étaient complètement démunis de matières premières. Cela a fait monter les prix. Au même moment, des Grecs sont arrivés sur le marché et ont pas mal acheté ce qui a entraîné ici une hausse correspondante : Comme à Liverpool, nous sommes donc remontés ici aussi de 3/4 d. au-dessus du cours le plus bas (par livre). D'ores et déjà, les acheteurs ont repris peur, mais si le vent d'Est se maintient, le coton et les filés baisseront encore plus jusqu'à l'arrivée des pleines cargaisons vers février et mars. Quelle idée de faire hausser, le coton lorsque les fabriques travaillent à temps partiel ! Le seul résultat en est de restreindre pour de bon cette fois, la demande, dont la diminution n'agit pas sur les prix uniquement parce que la production monte et baisse avec la demande. Le coton de qualité moyenne oscille de nouveau de 6 1/4 à 6 3/8 et aujourd'hui peut-être même à 6 1/2 d., mais je n'ai pas encore vu le cours de clôture.

Dans les produits fabriqués, il semble que, par suite de la difficulté de placer de l'argent, les gaillards aient réalisé le tour de force de provoquer une petite hausse qui durera jusqu'à ce que le vent d'Ouest se lève.

La masse énorme de capital additionnel qui se trouve sur le marché est absolument stupéfiante, et cela montre [179] une fois de plus quelles dimensions colossales tout cela a pris depuis 1847. Je ne serais pas du tout étonné que cette pléthore de capital flottant suscite une nouvelle spéculation sur les actions, avant même que les autres phases de la crise se soient déroulées. Il ne fait pas de doute que cette surabondance de capital disponible a contribué pour sa part à soutenir les spéculations françaises, en faisant que le Crédit Mobilier se targue d'être parmi les institutions les plus solides du monde, maintenant que la panique a été surmontée.

Engels à Marx, 7-X-1858.

Les affaires marchent formidablement ici, depuis 6 semaines : pour les qualités grossières et moyennes, les filateurs gagnent 1 à 1 1/4 d. de plus par livre qu'ils n'ont gagné il y a 3 ans, et l'on vient d'assister au fait extraordinaire que le cours des fils a augmenté de 1 d. avant que les gens de Liverpool aient pu obtenir 1/4 de d. de plus pour le coton. Un léger coup d'arrêt à la hausse est perceptible depuis 10-12 jours, mais les filateurs ont des commandes pour un bon moment, et la demande et encore assez forte pour maintenir entièrement les prix. Si cela continue encore quelque temps de la sorte, il y aura des mouvements pour une hausse des salaires. En France, les ouvriers des filatures de coton gagnent également un peu plus que ces dernières années depuis quelque temps (le fait est certain, je le tiens d'un représentant en coton qui était lui-même sur le continent). Je ne sais pas quelle est la situation dans les autres branches d'affaires, mais les cours de la Bourse indiquent une amélioration sensible. Tout cela pousse sacrément à l'optimisme, et le diable seul peut savoir combien de temps cela peut encore durer, si l'on ne se met pas à surproduire avec ardeur en direction de l'Inde et de la Chine. En Inde, le commerce doit être bigrement florissant à l'heure qu'il est, [180] l'avant-dernière malle de Bombay a amené - pour 15 jours - une cargaison de 320 000 pièces de cotonnade vendues, et la dernière encore 100 000. Les gaillards ont déjà vendu d'avance ce qu'ils viennent tout juste d'acheter à Manchester et qui n'est pas encore embarqué. D'après les discours des bourgeois d'ici et l'état du marché, l'Inde et la Chine me semblent devoir fournir le prochain prétexte à la surproduction. Si l'hiver est bon, on peut être assuré qu'au printemps le crédit sera consenti de manière désordonnée, et rémission de traites de cavalerie reprendra bon train...

Le fait est que le mouvement prolétarien anglais est appelé à disparaître complètement, sous sa forme chartiste traditionnelle, pour pouvoir renaître sous une forme nouvelle et viable. Quoi qu'il en soit, on ne peut encore prévoir quelle en sera cette forme nouvelle. Il me semble du reste que la dernière manœuvre de l'ancien chef chartiste en pleine décomposition qu'est Jones se relie avec ses tentatives antérieures plus ou moins fructueuses pour réaliser une alliance avec la

bourgeoisie. Or tout cela est déterminé par le fait que le prolétariat anglais s'embourgeoise effectivement de plus en plus, de sorte que la plus bourgeoise de toutes les nations veut finalement en arriver à posséder une aristocratie (terrienne) bourgeoise et un prolétariat bourgeois à côté de la bourgeoisie. Cela s'explique d'ailleurs dans une certaine mesure pour une nation qui exploite le monde entier. Seules quelques années foncièrement mauvaises peuvent y remédier, mais il semble qu'elles ne soient pas proches depuis les découvertes de l'or. Au reste, je dois convenir que la manière dont la surproduction massive qui a été à l'origine de la crise, a été résorbée ne m'est pas claire du tout. On n'a encore jamais vu un tel raz-de-marée s'écouler aussi rapidement.

[181]

I. Partie descriptive

3. LA CRISE SURMONTÉE, MAIS GÉNÉRALISÉE

La crise française

Marx, *New York Tribune,* 12-1-1858.

Retour à la table des matières

La baisse progressive du taux d'escompte, par la Banque de France (10%, le 12 novembre ; 9%, le 26 novembre ; 8%, le 5 décembre, et 6% le 17 décembre), est naturellement présentée par les organes de presse impériaux comme la - preuve irréfutable de ce que la secousse commerciale est en train de s'atténuer et que « la France a surmonté la pénible épreuve sans subir de catastrophe ». Le système financier de Napoléon III aurait créé « cette supériorité momentanée de la situation commerciale de la France par rapport à celle des autres nations » et donné la garantie que la France, aujourd'hui et demain aussi, « sera moins touchée en temps de crise que les pays qui sont en concurrence avec elle ». Or, 6% est un taux d'escompte bancaire que l'on n'a jamais vu en France depuis le début de ce siècle, hormis dans la période critique de 1955 et de 1856 « sous le règne de Napoléon III - si l'on fait abstraction de, février 1800, pendant quelques jours, lors de la fondation de la Banque par l'Oncle. Mais si la Banque de France continuait à baisser son taux d'intérêt, mettons jusqu'à 4%, qu'en serait-il ? Le taux d'escompte a été abaissé [182] à 4% le 27 décembre 1847 au moment même où la crise universelle battait son plein et où la crise française n'avait pas encore atteint son paroxysme. Alors comme au-

jourd'hui, le gouvernement français se félicitait de son privilège de s'en tirer à chaque fois dans les crises universelles avec quelques égratignures seulement qui restaient tout à fait superficielles. Deux mois plus tard, le raz-de-marée financier balayait le trône et le sage qui l'occupait.

Nous ne contestons certainement pas le fait que la crise a eu sur le commerce français un effet moindre que celui qu'on attendait. La raison en est tout à fait simple : le bilan commercial avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les villes hanséatiques est positif pour la France, et ce, depuis longtemps. Si les crises surgies dans ces pays eussent dû avoir un effet direct sur la France, celle-ci aurait dû leur accorder des crédits considérables ou accumuler pour leur compte des marchandises d'exportation à une échelle spéculative. Or, il n'y a eu rien de tel. C'est pourquoi les, événements américains, anglais et hanséatiques n'ont pas provoqué en France un écoulement de son or, et si la Banque de France a relevé pendant quelques semaines le taux d'intérêt au niveau anglais, ce ne le fut que par crainte que des capitaux français eussent pu chercher à l'étranger des placements avantageux.

Mais on ne saurait nier que la crise générale ait fait sentir ses effets en France même dans sa phase présente, et pour ce qui est de ses relations commerciales avec les Etats-Unis, l'Angleterre et les villes hanséatiques, elle a pris une forme correspondante, à savoir la dépression chronique. Elle a forcé Bonaparte qui déclarait dans sa lettre du 11 novembre que « le mal n'existait que dans l'imagination », à faire sortir un communiqué officiel selon lequel « malgré la prudence du commerce français et la vigilance du gouvernement, la crise commerciale a obligé de nombreuses branchés de l'industrie, sinon à arrêter la production, [183] du moins à diminuer le temps de travail ou à baisser les salaires », de sorte que « de nombreux ouvriers sont condamnés à l'oisiveté » (le *Moniteur Universel*, 12-XII-1857).

En conséquence, il a ouvert un crédit d'un million de francs pour soutenir les nécessiteux et pour créer des possibilités de travail, en même temps qu'il a ordonné des mesures militaires de prévention à Lyon et en a appelé dans ses journaux à la bienfaisance privée. Les prélèvements auprès des caisses d'épargne ont commencé à dépasser de loin les dépôts. De nombreuses fabriques ont subi de lourdes pertes à la suite des banqueroutes en Amérique et en Angleterre ; la produc-

tion baisse à Paris, Lyon, Mulhouse, Roubaix, Rouen, Lille, Nantes, Saint-Etienne et d'autres centres manufacturiers, et ce, dans des proportions effrayantes, tandis que de graves difficultés sont apparues à Marseille, au Havre et à Bordeaux.

La stagnation générale du commerce dans tout le pays est particulièrement mise en relief dans le dernier rapport mensuel de la Banque de France qui fait état d'une baisse de la monnaie en circulation de 7 304 000 frs en décembre par rapport à octobre, et de 48 955 900 frs par rapport à novembre, tandis que la somme totale des traites escomptées a chuté d'environ 100 millions de francs par rapport à octobre et de 77 067 059 francs par rapport à novembre. Etant donné l'état de choses actuel dans la presse française, il n'est pas possible naturellement de déterminer le nombre exact des banqueroutes dans les villes de province, mais les banqueroutes parisiennes indiquent, même si le phénomène n'est pas encore catastrophique, une tendance à l'augmentation, non Seulement quantitative, mais encore qualitative pour ce qui est de l'importance des entreprises concernées. Dans les deux semaines du 17 novembre au 1er décembre, il y a eu 24 banqueroutes à Paris, dont pas moins de 24 fripiers, laitiers, tailleurs, fabricants de fleurs artificielles, [184] ébénistes, coffretiers, doreurs, marchands de cuir, joailliers, dentelliers, vinaigriers, bonnetiers, fruitiers, etc. Du 1er au 8 décembre, il y avait déjà 31 banqueroutes, et du 9 au 15 ce chiffre atteignit 34, parmi lesquelles certaines de plus grande importance, par exemple la banqueroute de la banque Bourdon, Dubuch et Cie, la Société Générale des voitures de remise, une société de métiers à tisser Jacquard, une huilerie, etc. Par ailleurs, Bonaparte cherche à freiner la chute fatale du prix du blé et de la farine en révoquant les décrets d'interdiction. Or ces tentatives ont échoué, car les prix n'ont cessé de baisser du 26 novembre au 21 décembre, et malgré une marge de profit tout à fait restreinte sur le marché londonien, il n'y a guère plus de 3 000 sacs de 110 kg chacun qui ont été expédiés en Angleterre jusqu'au 22 décembre.

Même si la balance commerciale avec les Etats-Unis, l'Angleterre et les villes hanséatiques est positive pour la France elle est négative pour son commerce avec la Russie méridionale, l'Union douanière allemande, la Hollande, la Belgique, les pays du Levant et l'Italie. En ce qui concerne la Suisse, sa balance commerciale est depuis longtemps passive et la France est lourdement endettée vis-à-vis d'elle -

étant donné que la plupart des fabriques alsaciennes fonctionnent avec du capital suisse - de sorte que la Suisse peut toujours exercer une forte pression sur le marché financier français en temps de pénurie monétaire. Au cours de cette période, comme dans toutes les périodes précédentes, il n'y aura pas de crise française grave tant que les difficultés économiques n'auront pas atteint un niveau déterminé dans les pays cités ci-dessus. Le fait que la Hollande, par exemple, ne puisse surmonter la tourmente actuelle provient de ce que son commerce, pourtant déjà étendu, se limite néanmoins à des espèces d'articles dont le prix est tombé de manière fatale et continuera de tomber. Dans les centres industriels de l'Union Douanière allemande [185] apparaissent déjà les symptômes avant-coureurs de la crise. Les journaux de Trèves expriment à haute voix la crainte d'un krach dans le commerce avec la Mer Noire et les pays du Levant, et les premiers éclairs qui annoncent l'orage ont suffi à mettre en faillite plusieurs grandes firmes de Marseille. Enfin, en Italie, la panique monétaire a éclaté au moment précis où elle a commencé à s'apaiser dans le Nord de l'Europe. C’est ce qui ressort de l'extrait suivant de *l'Opinione* milanais du 18 décembre :

> « Les difficultés actuelles sont extrêmement graves. Les banqueroutes prennent des proportions terribles, et après celles des Palleari, Ballabio et Cie, Cighera, Redaelli, Wechler et Mazzola, après le contrecoup des villes étrangères, après la suspension des paiements de la part des meilleures maisons de Vérone, Venise, Udine et Bergame, les entreprises les plus puissantes commencent elles aussi à chanceler et à déposer leur bilan. Or ces bilans sont attristants. Il suffit d'observer que, parmi nos grandes firmes de soie, il n'en est pas une qui ait moins de 50 000 livres de soie en dépôt, ce qui permet de calculer facilement qu'au niveau des prix actuels chacune doit perdre d'un demi à deux millions. Certaines n'ont-elles pas en réserve plus de 150 000 livres de soie ? La firme des frères Brambilla a été soutenue par un prêt d'un million et demi de francs ; Battista est en faillite ; d'innombrables patrimoines sont perdus, et d'autres sont réduits de moitié ; d'innombrables familles qui vivaient sous peu encore dans de bonnes conditions, sont rainées, et nombreux sont les ouvriers qui n'ont plus de travail, ni de moyens de vivre. »

Si la crise française a mûri en raison de la pression croissante de ces pays, elle se déroulera dans une nation de boursicotiers et de spéculateurs, sinon d'aventuriers commerciaux purs et simples, ainsi que

sous un gouvernement qui en France a joué le même rôle que le commerce privé aux États-Unis, en Angleterre [186] et à, Hambourg. Elle touchera durement le marché des actions, et mettra en péril son pilier principal l'État lui-même.

Le résultat logique de la traditionnelle restriction du commerce et de l'industrie français est de mettre des fonds à la disposition de la bourses [90]. Ainsi la Banque de France est-elle obligée d'accorder des avances sur les valeurs d'Etat et les actions des chemins de fer. Cependant, au lieu de modérer les spéculations en bourse, la stagnation actuelle de l'industrie et du commerce français n'a fait que l'exaspérer. Le dernier rapport mensuel de la Banque de France mentionne que les avances sur les actions de chemins de fer se sont accrues à mesure que diminuaient l'escompte des traites et la circulation monétaire. De même, malgré une forte diminution de leurs recettes, la plupart des chemins de fer français voient augmenter la cotation de leurs actions ; ainsi, les recettes de la ligne d'Orléans ont baissé de 22 1/20 vers la fin novembre par rapport à la même période de l'année précédente, cependant que ses actions étaient cotées à 1 355 francs le 22 décembre contre 1 310 le 23 octobre.

Lorsque commença le marasme économique en France, certaines sociétés de chemins de fer furent aussitôt obligées de suspendre leurs activités, et ce sort les menace toutes. Pour y parer, l'Empereur imposa à la Banque de France une convention avec ces sociétés qui fit pratiquement de la Banque un véritable associé des chemins de fer. Elle doit, en effet, avancer des fonds sur les nouvelles reconnaissances de dettes que ces sociétés peuvent émettre en vertu de la convention du 30 novembre 1856 pour l'année 1858, ainsi que sur les reconnaissances de dettes qui ont déjà été émises en 1857, l'émission accordée pour 1858 se montant à 42 millions de francs. Le Crédit mobilier

---

90 Ces « espiègleries » ne doivent pas cacher l'utilisation d'un autre remède à la crise et à la révolution qui peut s'ensuivre : la *préparation de la guerre.* Sans déborder du thème de la « crise économique », signalons ici que la révolution qui menaçait sérieusement en 1858, comme Marx-Engels l'avaient prévu, fut déviée par la canalisation des « forces révolutionnaires » vers des « tâches nationales 9 bourgeoises. Comme la guerre de Crimée avait bien arrangé les affaires de la bourgeoisie européenne en proie à des difficultés économique en 1853, la guerre d'Italie de 1859 sortit Napoléon III d'un bien mauvais pas.

semblait condamné à succomber à la première secousse, et le 3 décembre à perdre une partie de son gigantesque stock de valeurs. Il circule maintenant le [187] projet de le faire fusionner avec le Crédit Foncier et le Comptoir d'Escompte, afin qu'il puisse participer au privilège accordé à ces deux institutions, dont la Banque de France escompte les traites et prend les valeurs en charge. Ce plan sert manifestement à surmonter la tempête, en rendant responsable la Banque de France de toutes ces entreprises - une manœuvre qui menace la Banque elle-même de naufrage. Mais ce à quoi Napoléon Il ne pense même pas, c'est de faire financer par la Banque de France les appels de fonds des actionnaires qui n'ont pas encore payé entièrement leurs actions. Abstraction faite de, petites entreprises les appels suivants sont arrivés, à échéance, fin décembre : la Société commerciale et industrielle de Madrid (firme Rothschild avec 30 dollars par action ; la Compagnie franco-américaine de Navigation avec 10 dollars par action ; les Chemins de fer Victor Ernmanuel avec 30 dollars par action ; les. Forges Herserange, la compagnie et Cie avec 20 dollars par action, des chemins de fer de la Méditerranée avec » dollars par action ; les Chemins de fer autrichiens avec 15 dollars ; la Compagnie de Saragosse avec 10 dollars ; les Chemins de Fer Franco-Suisse avec 10 dollars ; la Société générale, de Tanneries avec 10 dollars ; la Compagnie de la Carbonisation des Houilles avec 10 dollars, etc.

Le début de l'année coïncide avec l'échéance pour le paiement de 20 dollars par action pour le Chemin de fer de Chimay à Mariembourg, de 12 I/2 dollars pour les Sociétés de Navigation belges et sud-américaines. En vertu de la convention du 30 novembre 1856, les appels des chemins de fer français s'élèveront à eux seuls à quelque 50 millions de dollars pour 1858. Il y a certes le grand risque que la France échoue en 1858 devant ces lourdes obligations comme l'Angleterre a échoué en 1846-47. En outre, des capitalistes allemands, suisses et hollandais possèdent d'importantes quantités de valeurs françaises, dont ils [188] lanceront une grande partie, sur le marché boursier français, en cas de prolongation de la crise, afin de se procurer de l'argent pour parer à toute éventualité.

Crise chronique en France : inflation et stagnation

Marx, *New York Tribune*, 12-111-1858.

Retour à la table des matières

Point n'est besoin de démontrer que le pouvoir précaire de Louis Napoléon qui s'intitule encore Empereur des Français, devra se mettre à vaciller dès lors que la crise économique, en voie de reflux dans les autres parties du monde, aura atteint son point culminant en France. Les symptômes de cette exaspération se manifestent principalement dans la situation de la Banque de France et des marchés français pour les produits agricoles. Les rapports de la Banque signalent - dans la seconde semaine de Février par rapport à la dernière semaine de Janvier - les caractéristiques suivantes :

Diminution de la circulation monétaire	8 766 400 P
Diminution des dépôts	29 018 024 -
Diminution des traites escomptées par la Banque	47 746 640 -
Diminution des traites escomptées par les filiales	23 2642 71 -
Diminution totale des traites escomptées	71 010 911 -
Augmentation des traites échues	2 761 435 -
Augmentation des réserves de métal précieux	31 500 308 -
Augmentation de l'agio sur les achats d'or et d'argent	3 284 691 -

Pour l'ensemble du monde des affaires, les réserves métalliques des banques augmentaient tandis que l'activité [189] économique diminuait. À mesure que la vie industrielle faiblit, la situation des Banques en général se consolide, de sorte que l'augmentation des réserves de

métal précieux dans les caves de la Banque de France n'est qu'un exemple de plus pour un phénomène économique, constaté à New York, aussi bien qu'à Londres et à Hambourg. Il y a cependant une caractéristique spécifique pour le mouvement des métaux précieux en France, à savoir que l'accroissement est de 3 284 691 frs pour l'agio sur l'or et l'argent achetés, alors que la somme dépensée dans ce but par la Banque de France en Février se montait à 4 438 549 frs. La gravité de cette évolution se lit dans la comparaison des chiffres suivants :

Agio payé *par la Banque de France*

l'achat de l'or et de l'argent

Février 1858	4 438 549 F
Janvier 1858	1 153 848 -
Décembre 1857	1 117 029 -
Novembre 1857	1 327 443 -
Octobre 1857	949 656 -
Du 1er janvier au 30 juin 1856	3 100 000 -
Du 1er juillet au 11 décembre 1856	3 250 000 -
Du 1er juillet au 31 décembre 1855	4 000 000 -

On voit que l'agio que la Banque a payé en Février en vue d'obtenir un afflux artificiel de réserve métallique, atteint une somme qui est presque égale à celle que la Banque avait dépensée dans le même but au cours des quatre mois d'Octobre 1957 à Janvier 1858, qui déjà dépassait l'agio de tout un semestre. En face de cela, l'ensemble de l'agio payé par la Banque, d'Octobre 1857 à Février 1858, atteint la somme de 9 045 535 frs et dépasse de près de la moitié l'agio payé pour l'année entière de 1856. Malgré cet excédent apparent, les réserves métalliques de la Banque [190] sont en conséquence moindres qu'au cours

des trois dernières années. La Banque est loin d'être surchargée de réserves métalliques ; l'approvisionnement n'est à son niveau indispensable qu'au moyen d'artifices. Ce seul fait démontre que la crise économique n'est pas encore entrée en France dans la phase que les Etats-Unis, l'Angleterre et le Nord de l'Europe ont déjà surmontée. Il règne en France une dépression économique générale que l'on constate dans la diminution parallèle de la circulation monétaire et de l'escompte des traites. Le krach est toujours tout proche. C'est ce que démontre la baisse des dépôts tandis qu'augmentent simultanément l'agio sur les métaux précieux achetés et les traites échues.

La Banque a dû aussi rendre public la vente d'une grande partie de ses propres actions nouvelles pour lesquelles les arrérages n'avaient pas été payés à terme. La Banque de France a été contrainte par le gouvernement de devenir l'associé principal des chemins de fer français, d'accorder aux sociétés ferroviaires des avances considérables dans, des délais échelonnés préalablement. Or ces avances se montèrent à 50 millions pour les seuls mois de janvier et de février. Certes, elle a obtenu des reconnaissances de dettes des sociétés pour ces avances qu'elle pourra vendre lorsqu'elle leur trouvera acquéreur. Mais le moment actuel est particulièrement défavorable à de telles transactions, et les rapports hebdomadaires des chemins de fer témoignent de la baisse constante de leurs recettes et sont donc loin de garantir de grandes perspectives à ce système. En janvier, par exemple, par rapport aux recettes correspondantes de 1857, celles du chemin de fer d'Orléans reculaient de 21%, celles du réseau de l'Est de 18%, celles de la ligne Paris-Lyon de 11% et celles du réseau de l'Ouest de 14%.

C'est un fait notoire que l'acheteur résiste vivement à l'élévation des prix tandis que le vendeur s'oppose [191] plus violemment encore à leur, baisse, et que l'on assiste à des périodes plus ou moins longues, où les ventes se font difficiles et les prix, deviennent simplement nominaux - jusqu'à ce que la tendance du marché décide, avec une force irrésistible, de l'évolution dans un sens ou dans un autre. Cette lutte temporaire entre ceux qui détiennent les marchandises et ceux qui les achètent n'a rien d'extraordinaire. Ce qui l'est, c'est plutôt que cet éternel conflit entre commerçants et consommateurs traîne sous cette forme de début novembre à ce jour en France. Apparemment, c'est un fait sans précédent, dans l'histoire, des prix. En effet, *tandis que*

l'industrie française stagne et qu'un grand nombre d'ouvriers sont privés de leur travail et, de leurs moyens de subsistance matériels, *les prix - restent toujours encore en France au niveau élevé de la période de spéculation qui précède* la *crise générale*, alors qu'ailleurs ces prix ont chuté en moyenne de 30 à 40% [91]. Si l'on nous demande à quoi ce miracle économique est dû, nous répondrons simplement que la Banque de France a été contrainte par deux fois sous la pression du gouvernement à prolonger les traites et les effets échus. Cela a été obtenu, en utilisant des expédients qui ont permis de prélever sur les ressources accumulées par le peuple français dans les caves de la Banque de France, afin de maintenir à un niveau élevé les prix contre ce même peuple.

Le gouvernement semble se figurer que, par le procès extrêmement simple de distribution des billets de banque là où chaque fois ils sont nécessaires, il pourra parer définitivement à la catastrophe. Cependant le résultat pratique de ce procédé, est d'une part, d'aggraver la misère des consommateurs (et les moyens moindres de la grande masse ne peuvent être compensés même par des prix moindres à la fin) et, d'autre part, d'accumuler dans les entrepôts des douanes des masses énormes de marchandises qui se dévalorisent à [192] mesure qu'elles s'amoncellent et qui doivent tout de même à la fin être jetées sur le marché, conformément à leur destination. Nous avons extrait d'un journal officiel français le tableau suivant sur la fluctuation des masses de marchandises entreposées dans l'« entrepôts douaniers fin Décembre des années 1851, 1856 et 1855. Ces chiffres ne laissent au-

---

91 Ce phénomène d'augmentation des prix – inflation - qui est « normal » en période de grande prospérité, peut donc se poursuivre sans se transformer en déflation au moment de la crise aiguë qui prélude à un assainissement de l'économie, *si la crise se prolonge*, devient chronique ou si l'économie dégénère. Ce qui est nouveau pour Marx, ce n'est pas le phénomène de la « stagflation », mais le fait que le système capitaliste ne présente pas seulement des points de dégénérescence particuliers, mais universels.

Si tous les économistes français qui ont déclaré que la « stagflation » est un phénomène nouveau, étaient renvoyés pour incompétence, le chiffre des chômeurs grossirait considérablement. À cette occasion, on pourrait aussi donner ce bon conseil à ceux qui prétendent parler au nom de Marx (pour ruiner son autorité) : il ne faut pas dire que Marx ignorait tel ou tel phénomène, ou qu'il faut le « compléter » et le « réviser », avant d'avoir lu ce qu'il a écrit.

cun doute sur l'autorégulation catastrophique des prix qui se produit en France :

	1857 *quintaux métriques*	1856 *quintaux métriques*	1855 *quintaux métriques*
Cacao	19 419	17 799	10 188
Café	210 741	100 758	57 644
Coton	156 006	76 322	28 766
Cuivre	15 377	1 253	3 197
Étain	4 053	1 853	1 811
Fonte	132 924	102 202	76 337
Oléagineux	253 596	198 982	74 537
Talc	25 299	15 292	11 276
Indigo	5 253	2 411	3 783
Laine	72 150	31 560	38 146
Poivre	23 448	18 442	10 682
Sucre (des colonies)	170 334	56 735	55 387
Sucre (de l'étranger)	89 607	89 807	71 913

Dans le commerce des céréales, la lutte s'est achevée avec des conséquences terribles pour les détenteurs de marchandises. Cependant, leurs pertes sont d'importance biens moindres que celles, bien plus larges, de la population rurale de France dans l'actuel moment critique. Lors d'une récente assemblée d'agriculteurs français, on a constaté que le prix moyen du blé était de 31,94 frs par hectolitre fin Janvier 1854 dans toute la France, contre 27,24 frs à la même période en 1855, de 32,46 frs en Janvier 1856, de 27,9 en Janvier 1857 et de 17,38 frs en Janvier 1858. Voici la [193] conclusion unanime de cette assemblée : « Ce niveau des prix doit se révéler, destructeur pour l'agriculture française, et l'actuel prix moyen de 17,38 frs ne laisse au producteur dans certaines parties de France qu'une marge de profit extraordinairement étroite, tandis qu'il provoque des pertes sérieuses dans d'autres parties de France. »

On pourrait penser que, dans un pays comme la France où la plus grande partie du sol appartient aux paysans eux-mêmes et où une toute petite partie seulement de la production totale prend le chemin du marché, l'excédent de blé devrait être considéré comme une bénédiction et non comme une malédiction. Il en va cependant comme Louis XVIII le déclarait dans son discours du trône le 26 novembre 1821 : « Nulle loi ne peut empêcher la misère qui résulte d'une récolte trop riche. » C'est un fait que la grande majorité de la paysannerie française n'est propriétaire que de nom, les créanciers hypothécaires et le gouvernement en étant les véritables maîtres. Ce n'est, pas la quantité, mais le prix, de ses produits qui décidera si le paysan français est en mesure de remplir les lourdes obligations pesant sur son petit lopin de terre.

La misère dans l'agriculture, combinée à la dépression économique, la stagnation de l'industrie et la catastrophe encore à venir du commerce doivent mettre le peuple français dans l'état d'esprit où il est prêt à se lancer dans de nouveaux coups d'audace politiques. Avec la fin du bien-être matériel et de son appendice habituel, l'indifférence politique, disparaît aussi tout prétexte pour laisser survivre le second Empire.

Moyens dilatoires de la crise

Marx, *New York Tribune*, 30-IV-1858.

Retour à la table des matières

... Les ridicules conférences de Louis Bonaparte avec les spéculateurs en bourse les plus considérables sur [194] les expédients à utiliser pour le commerce de l'industrie n'ont évidemment apporté aucun résultat. La Banque de France se trouve elle-même dans une mauvaise passe, étant donné qu'elle n'est pas en mesure de vendre les reconnaissances de dette des compagnies de chemins de fer qu'elle doit approvisionner en argent pour pouvoir exécuter leurs travaux. Nul ne veut acheter ces assignations à un moment où tous les biens des chemins de fer se dévalorisent rapidement et où les rapports hebdomadaires indiquent une baisse constante de leurs recettes.

Le correspondant parisien de l'*Economist* de Londres note : « La situation du commerce français reste comme elle était, c'est-à-dire *montre une tendance à l'amélioration, mais ne s'améliore pas.* »

Dans l'intervalle, Bonaparte continue de suivre ses vieilles méthodes : fourrer du capital dans des travaux improductifs. Comme monsieur Haussmann, le préfet du département de la Seine, l'a affirmé crûment, ceux-ci sont néanmoins importants du « point de vue stratégique », étant conçus pour prévenir « les événements imprévus qui peuvent mettre la société en péril ». En conséquence, Paris est voué à édifier de nouveaux boulevards et rues, dont le coût est estimé à 180 millions de F pour se protéger contre ses soulèvements. L'inauguration du boulevard Sébastopol prolongé était tout à fait en harmonie avec ce « point de vue stratégique ». Considérée d'abord comme cérémonie purement civile et municipale, elle fut soudain transformée en démonstration militaire sous le prétexte de la découverte d'un nouveau complot pour assassiner Bonaparte. Pour écarter ce quiproquo, le *Moniteur* déclare : « Il est tout à fait juste de signaler l'inauguration d'une telle artère de la capitale par une parade militaire : nos soldats doivent être les premiers, derrière l'Empereur, à fouler le sol qui porte le nom d'une victoire si glorieuse [92]. »

---

92 Ces « espiègleries » ne doivent pas cacher l'utilisation d'un autre remède à la crise et à la révolution qui peut s'ensuivre : la *préparation de la guerre.* Sans déborder du thème de la « crise économique », signalons ici que la révolution qui menaçait sérieusement en 1858, comme Marx-Engels l'avaient prévu, fut déviée par la canalisation des « forces révolutionnaires » vers des « tâches nationales » bourgeoises. Comme la guerre de Crimée avait bien arrangé les affaires de la bourgeoisie européenne en proie à des difficultés économique en 1853, la guerre d'Italie de 1859 sortit Napoléon III d'un bien mauvais pas.

[195]

Crises économiques et circulation monétaire en Angleterre

Marx, *New York Tribune*, 28-VIII-1858.

Retour à la table des matières

Il n'y a certainement pas de point en économie politique où il règne une incompréhension aussi largement répandue que sur l'effet de la circulation monétaire, à savoir qu'au travers de l'expansion ou de la contraction du moyen de circulation, on pourrait influer sur tout le niveau des prix, cette influence étant exercée par les banques d'émission dans l'opinion courante. Penser que les banques ont étendu au-delà de toute mesure la circulation monétaire et, partant, ont engendré une poussée inflationniste des prix qui, à la fin, a eu un contrecoup violent dans le krach, n'est qu'un procédé facile pour expliquer une crise dont on n'a pas vraiment envie de connaître les causes profondes. Soit dit en passant, il ne s'agit pas de savoir si les banques peuvent contribuer à développer un système fictif de crédit, mais s'il est en leur pouvoir de déterminer le montant des moyens de circulation qui passe dans les mains de la population.

Ce qui ne sera sans doute pas contesté, c'est la thèse selon laquelle chaque banque d'émission a intérêt à maintenir en circulation le montant le plus élevé possible de ses propres billets. Si l'on peut admettre qu'il est une banque qui puisse associer la puissance à sa volonté, c'est certainement la Banque d'Angleterre. Si l'on considère, par exemple, la période de 1844 à 1857, nous trouverons qu'en dehors des périodes de panique, la Banque n'a jamais été capable d'étendre sa circulation monétaire jusqu'à la limite légalement fixée, bien qu'elle disposait du privilège de jeter ses billets sur le marché en lançant des emprunts publics ou en abaissant à plusieurs reprises le taux de l'intérêt. Mais il y a encore ici un autre phénomène, bien plus significatif. Au cours de la période de 1844 à 1857, le commerce [196] général du Royaume-Uni a pratiquement triplé. Comme on le sait, les exportations britanniques

ont doublé au cours de la dernière décennie. Mais parallèlement à cet accroissement gigantesque du commerce, la circulation monétaire de la Banque d'Angleterre a effectivement, diminué, et continue de diminuer encore. Que l'on considère les données suivantes :

	Exportations	*Billets en circulation*
1845	60 110 000 1. st.	20 722 000 1. st.
1854	97 184 000 –	20 709 000 –
1856	115 826 000 –	19 648 000 –
1857	122 155 000 –	19 467 000 –

Ainsi, à un accroissement des exportations de 62 045 000 L.st., correspond une baisse de la circulation de 1 225 000 L.st., bien qu'au cours de cette même période en raison de la législation bancaire de 1844 le nombre des filiales de la Banque d'Angleterre ait augmenté et que les banques d'émission concurrentes de province aient diminué, tandis que leurs propres billets ont été convertis en moyens de paiement légaux pour les banques de province. On pourrait peut-être admettre que Les monnaies en or ont jailli de riches sources nouvelles et ont contribué à évincer une partie des billets de la Banque d’Angleterre, en remplissant les canaux de la circulation où les billets passaient auparavant. En fait, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Monsieur Weguelin, constatait en 1857, devant la commission de la Chambre basse, que les personnalités les plus compétentes ont estimé l'accroissement de la circulation d'or de 30% au cours des six dernières années. On estime à 50 millions de L.st. l'ensemble de la circulation d'or. Cet accroissement des monnaies d'or avait cependant si peu de rapport avec la diminution de la circulation des billets de banque qu'au contraire le nombre des petites [197] coupures de 5 et 10 L.st. – les seules qui, dans le petit commerce et dans la circulation – de marchandises entre détaillants et consommateurs, puissent être remplacées par des pièces de monnaie – ont pratiquement augmenté en même temps que la circulation métallique. Le tableau suivant reproduit les proportions de cet accroissement :

	Coupures de 5 et 10 1. st.		*Pourcentage de toute la circulation de billets*
1845	9 698 000	1. st.	46,9
1854	10 565 000	–	51,0
1855	10 628 000	–	53,6
1856	10 680 000	–	54,4
1857	10 659 000	–	54,7

La diminution s'est donc limitée aux grands billets de banque, ceux de 200 à 1000 L.st. qui exercent les fonctions de la circulation intérieure, que ne peuvent exercer les pièces de monnaie proprement dites. L’économie réalisée sur ces billets était si forte qu'en dépit de l’extension du commerce, de l'augmentation générale des prix et de l'accroissement de la circulation des petites coupures, l'ensemble de la circulation des billets a continué de diminuer. La quantité des billets de banque de 200 à 1000 L.st. était de 5 856 000 L.st., soit ce qu'elle comportait en 1852, et avait diminué de 3 241000 L.st. en 1857. Alors que, par rapport à la circulation totale, elle représentait encore 26% en 1844, elle ne s'élevait plus qu'à 20,5% en 1854, à 17,5% en 1855, à 16,9% en 1856, et à 16,7% en 1857.

Ce phénomène nouveau dans la circulation de papier en Grande-Bretagne est né de la concurrence croissante des banques d'actions londoniennes avec les banques privées, ainsi que de l'accumulation de sommes [198] gigantesques dans leurs mains en raison de leur pratique qui consiste à accorder des intérêts aux dépôts. Le 8 juin 1854, les banquiers privés de Londres se sont vus contraints après une longue, mais vaine résistance – d'admettre les banques par actions au système du *clearing* [93], et peu après on régla le *clearing* final dans le

---

93 *Clearing* est une expression bancaire pour la comptabilisation centrale des obligations réciproques entre les diverses banques au cours de laquelle on calcule le solde au-delà de ce qui se compense afin de le mettre en paiement.

cadre de la Banque d'Angleterre. Comme on renonçait désormais à régler les soldes quotidiennement en les reportant sur les comptes existants des différentes banques auprès de cette institution, les grosses coupures qui avaient été utilisées autrefois par' les banquiers pour compenser leurs comptes réciproques et avaient un vaste champ d'application, furent en conséquence pratiquement écartés de la circulation. Dans l'intervalle, les nouvelles banques par actions de Londres avaient augmenté leurs dépôts de 9 850 774 L.st. en 1847 à 43 100 724 L.st. en 1857, comme l'indiquent les bilans d'affaires publiés par elles. Quel que soit donc l'effet exercé par ces banques sur la tendance générale des affaires et sur les prix, il doit s'opérer au moyen de l'utilisation des dépôts, c'est-à-dire d'opérations de crédit, et non pas au moyen d'émission supplémentaires de billets qui, de surcroît, n'ont même pas atteint la limite ancienne de la circulation [94]...

L'analyse des émissions des banques new-yorkaises – mettons, des six dernières années – nous amène aux mêmes résultats que celles des banques anglaises – le montant dès billets en circulation hors du contrôle des banques elles-mêmes a effectivement diminué, précisément à une époque où le commerce s'est élargi et où les prix en général ont subi un procès d'inflation qui provoqua le krach.

La conception vulgaire selon laquelle la dernière crise et les crises en général proviennent de l'émission exagérée de billets de banque doit donc être repoussée comme étant entièrement erronée.

Avant l'introduction de ce système, les obligations se réglaient en solide de jour en jour d'une banque à l'autre.

94 En d'autres termes, il ne s'agit pas de manipulations relevant purement et simplement de la technique monétaire ou financière. Marx explique tous ces trucs par un fait tout à fait simple : l'extension de la production à une échelle toujours plus insensée va de pair avec la création d'assignations futures sur le produit du travail humain ; le capital qui anticipe et spécule sur une production future, dont il s'appropriera lorsqu'elle sera prête. C'est un moyen de développer aussi bien que de droguer la production. Tout est une question de quantité, car à un certain point le crédit se mue en inflation.

[199]

Marx, *New York Tribune,* 21-VI-1858.

... Il apparaît que les exportations britanniques au mois d'avril 1858 ont non seulement dépassé le niveau de 1856, mais se rapprochent nettement de celui de 1857, quelques mois avant qu'éclate tu crise économique aux États-Unis. On pourrait en conclure que iles dernières séquelles de la crise sont en voie de disparition rapide et que le commerce britannique entre pour le moins dans une nouvelle phase d'expansion. Une telle conclusion serait cependant totalement erronée. D'abord, il faut considérer que les statistiques officielles, puisqu'elles portent sur la valeur déclarée, n'indiquent pas les recettes réelles, mais les recettes qu'escomptent les exportateurs. Ensuite, un examen plus précis des statistiques de l'exportation révèle que l'apparente réanimation du commerce britannique est due principalement à l'exportation outrancière vers les Indes Orientales - ce qui doit provoquer une forte contraction ultérieure de ce marché...

En plus des Indes, les pays d'Europe et d'Outre-mer qui n'ont pas encore été gagnés par la crise économique, sont d'ores et déjà submerges par des marchandises britanniques – et ce, à la suite non d'une demande accrue, mais d'un procédé commercial nouveau. Les heureux bénéficiaires en étaient la Belgique, l'Espagne et ses colonies, certains États italiens – principalement le Royaume des Deux-Siciles -, l'Egypte, le Mexique, l'Amérique Centrale, le Pérou, la Chine et quelques petits marchés. Au moment même où les nouvelles les plus désastreuses arrivaient du Brésil où toutes les exportations étaient brutalement arrêtées, certaines branches de l'industrie britannique – devant la nécessité absolue de trouver un débouché à leur production excédentaire – non seulement n'ont pas restreint leurs expéditions de marchandises vers ce marché, mais encore les ont accrues. En avril, ces augmentations ont porté sur le lin, la poterie et la porcelaine [200] destinés au Brésil – tant pour la quantité que pour la valeur déclarée. On ne saurait considérer cela comme de l'exportation solide. La même chose s'applique à l'Australie qui, durant les premiers mois de la crise, a agi, comme un centre d'absorption élastique. L'Australie était, alors comme aujourd'hui encore, submergée de marchandises. Soudain, ce

fut le contrecoup : toutes les exportations devaient être restreintes. Cependant, certaines branches de l'industrie britannique ont non seulement refusé de diminuer leur approvisionnement, mais l'ont encore élargi – de manière spéculative naturellement - en dépit des avertissements de tous les journaux locaux australiens. Les statistiques des exportations d'avril ne doivent donc pas être considérées comme un baromètre solide de l'animation de l'industrie britannique, mais comme de simples ballons d'essai lancés pour constater quelle pression les marchés du monde peuvent de nouveau supporter...

Marx, *New York Tribune,* 24-VI-1858.

Tout dépend de la France, car ici la crise dans le commerce et dans l'agriculture, le coup d'État financier et l'instauration du règne de l'armée à la place du règne *au moyen de l'*armée accélèrent l'explosion. Même la presse française reconnaît à la fin qu'il faut abandonner actuellement l'espoir d'un retour de la prospérité. Le *Constitutionnel* écrit : « Nous croyons qu'il serait insensé de tourmenter le public avec l'espoir chimérique d'une réaction immédiate. » La *Patrie* écrit : « La stagnation se poursuit et malgré les éléments encourageants qui existent nous ne devons attendre aucun changement dans l'immédiat. » Dans les colonnes de *l'Union* et de *l'Univers,* nous trouvons l'écho de ces lamentations. « On reconnaît en général que, depuis la révolution de 1848, on n'a pas vécu à Paris de crise économique aussi grave qu'actuellement », écrit le [201] correspondant parisien du *Times* de Londres. Et les actions du *Crédit mobilier* sont tombées à environ 550 F, c'est-à-dire au-dessous de leur prix nominal auquel elles ont été vendues au grand public. Par ailleurs, le vide des caisses impériales pousse Napoléon à exécuter son plan de confiscation. Dans ces conditions, un journal clérical, paraissant en Anjou, déclare : « La seule chose qu'il faut se demander, c'est si la Propriété sera respectée ou non ? » Il s'agit bien de propriété ! La seule chose qu'il faut se demander actuellement, répond Bonaparte, c'est comment s'assurer de l'appui de l'armée - et il répond à cette question de la manière qui lui est habituelle. Il faut de nouveau acheter l'armée et il a ordonné une hausse générale des soldes. Dans l'intervalle, l'Angleterre est alarmée, et l'Autriche apeurée. On croit partout que la guerre est imminente.

Louis-Napoléon n'a pas d'autres moyens pour échapper à une ruine prochaine. Le commencement de la fin est proche.

Crise et crédit fictif

Marx, New York Tribune, 4-X-1858.

Retour à la table des matières

Nous en arrivons à la question de savoir quelles ont été les véritables causes de la crise ? La Commission parlementaire chargée du rapport sur la crise de 1857-58 affirme qu'elle a constaté « avec satisfaction que la récente crise économique en Angleterre comme en Amérique et en Europe septentrionale est due surtout à l'excès de la spéculation et à l'abus de crédit [95] ». La signification de cette constatation ne sera certainement pas diminuée du fait que le monde, pour la découvrir, n'a pas attendu la Commission parlementaire, et que toute l'utilité que la société aurait pu éventuellement tirer de cette découverte, est à présent complètement hors de propos. Si l'on admet que cette constatation est [202] exacte - et nous sommes loin de la contester -, le problème social se résout-il ou ne fait-on que changer la formulation de la question ?

Pour qu'un système de crédit fictif puisse naître, il faut toujours deux parties - débiteurs et créanciers. Que la première partie ait toujours tendance à faire des affaires avec le capital d'autrui et s'efforce de s'enrichir à ses dépens, cela semble si parfaitement clair que le contraire nous étonnerait. La question est plutôt comment il arrive que, dans toutes les nations industrielles modernes, les hommes, comme saisis par une rage périodique et sous l'influence d'illusions parfaitement transparentes, se séparent de leur fortune, et ce, malgré des aver-

95 Cf. *Report from the Select Committee on the Bank Acts*, together with the Proceedings of the Committee, Minutes of Evidence, Appendix and Index, Londres, 1858. Dans le livre III du *Capital*, Marx a largement utilisé ce document pour ses démonstrations théoriques, notamment au chapitre xxiii sur *les moyens de circulation dans le système du crédit*, où il analyse longuement la crise de 1858, p 181-206 (Edit. Sociales, t. VII).

tissements pressants qui se répètent tous les dix ans ? De quelle nature sont donc les rapports sociaux qui suscitent presque régulièrement ces périodes d'automystification, de surspéculation et de crédit fictif ? Dès lors qu'on l'a découverte, on en arriverait à une alternative toute simple : Ou bien la société peut contrôler les conditions sociales de la société, ou bien celles-ci sont immanentes à l'actuel système de société. Dans le premier cas, la société peut éviter les crises, dans le second, elle doit les subir comme le changement naturel des saisons, tant que subsiste le système.

Nous considérons comme une lacune essentielle, non seulement du dernier rapport parlementaire, mais encore du « Rapport sur la crise économique de 1847 » et de tous les autres rapports qui leur ont précédé, le fait que toute crise nouvelle y est étudiée comme un phénomène isolé qui apparaît pour la première fois à l'horizon de la société et, en conséquence, doit être expliqué seulement par ces faits, mouvements et facteurs qui lui sont caractéristiques ou sont considérés tels que pour une période qui se situe uniquement entre l'avant-dernière et la dernière secousse. Si les naturalistes procédaient selon la même méthode scolaire, la réapparition d'une comète surprendrait chaque fois tout le monde. Si l'on cherche à découvrir les lois [203] qui commandent les crises du marché mondial, alors il faut expliquer non seulement leur caractère périodique, mais encore les dates exactes de leur retour *périodique*. En outre, les caractéristiques distinctives, propres à chaque nouvelle crise économique, ne doivent pas masquer les aspects qui leur sont communs à toutes. Nous dépasserions les limites et le but du présent article, si nous essayions d'effectuer une telle étude, ne serait-ce que dans ses contours les plus approximatifs. Toutefois il est incontestable que la Commission de la Chambre des Communes, loin de résoudre ce problème, ne l'a même pas formulé correctement.

Les faits sur lesquels s'attarde la Commission pour illustrer le système du crédit fictif manquent évidemment du charme de la nouveauté. Le système lui-même fonctionnait en Angleterre d'après un principe très simple. Le crédit fictif fut créé avec l'aide de traites de complaisance. Celles-ci furent essentiellement escomptées par le truchement des banques par actions qui, à leur tour, les faisaient réescompter par des agents escompteurs. Les escompteurs de Londres qui ne se préoccupaient que de l'endossement de la banque et non de la traite elle-même, se fiaient pour leur part, non pas à leurs propres réserves,

mais aux privilèges qui leur avaient été accordés par la Banque d'Angleterre.

La Borough Bank de Liverpool, la Western Bank of Scotland de Glasgow et la Northumberland and Durham District Bank, dont les affaires ont été soumises à un examen très précis par la Commission, semblent avoir remporté la palme de la victoire dans la course à l'impéritie économique. La Western Bank de Glasgow qui avaient 101 filiales en Ecosse et de nombreuses relations en Amérique, permettait que l'on tire une traite sur un tiers simplement pour toucher une commission ; elle augmenta ses dividendes en 1854 de 7 à 8%, en 1856 de 8 à 9% et publia en juin 1857 un dividende de 9% alors qu'elle ne [204] détenait plus la majeure partie de son capital. Ses escomptes qui se montaient en 1853 à 14 987 000 L.st. étaient de 20 691000 L.st. en 1'857. Les réescomptes de la Banque de Londres qui se montaient à 407 000 L. st. en 1852 atteignaient 5 407 000 L.st. en 1856. Alors que tout le capital de la Banque n'était que de 1 500 000 L.st., lors de sa banqueroute de novembre 1857 on s'aperçut que les quatre établissements financiers MacDonald, Montheith, Wallace et Pattiton lui devaient à elles seules la somme de 1603 000 L.st. L'une des principales opérations de la banque consistait à donner des avances contre des « intérêts ». C'est-à-dire que des fabricants étaient fournis en capital, dont la garantie consistait en une éventuelle vente des marchandises produites grâce à une avance d'argent. La facilité avec laquelle on opérait lors des affaires d'escompte se voit dans le fait que des traites de MacDonald étaient acceptées par 127 parties différentes ; 37 seulement d'entre elles furent contrôlées, et le rapport indique que 21 en étaient insuffisantes, voire franchement mauvaises... Ces exemples extraits du rapport de la Commission éclairent d'un jour sombre la moralité et le comportement général des entreprises d'actions commerciales. Il est manifeste que ces institutions, dont l'influence croissante sur l'économie des peuples ne saurait être surestimée, sont encore bien loin d'avoir élaboré leur code de déontologie. Bien qu'elles soient le puissant levier de développement des forces productives de la société moderne, elles n'ont pas encore élaboré – comme les corporations du moyen âge – une conscience professionnelle – à la place de la responsabilité individuelle, dont elles cherchent à se débarrasser de par toute leur structure.

[205]

Prolongement de la crise

Marx, *New York Tribune,* 10-VI-1859.

Retour à la table des matières

... Considérons d'abord la base sociale sur laquelle se tiendront les princes allemands, lorsque la force des circonstances les forceront de décider à la fin d'une forme commune d'action [96]. On sait que dans la période de 1849 à 1859, l'Allemagne a connu un développement économique sans précédent. Durant cette période, elle s'est pratiquement transformée d'un pays agraire en pays industriel...

La paysannerie et la petite bourgeoisie qui constituaient encore récemment la majorité écrasante de la nation, s'en tenaient avant la révolution de 1848 à la vieille méthode asiatique de thésauriser de l'argent solide ; or, à présent, elles l'ont remplacé par toutes sorte de papiers et de valeurs portant intérêt. La crise de Hambourg de 1857 avait un peu secoué cet édifice d'une prospérité d'un genre nouveau, mais ne l'avait même pas sérieusement endommagé alors qu'au tout premier coup de canon sur le Pô et le Tessin, il s'est mis à chanceler. On se souvient sans doute encore de cet effet de la crise économique autrichienne qui avait suivi rapidement celle du reste de l'Allemagne et les banqueroutes de Leipzig, Berlin, Munich, Augsbourg, Magdebourg, Cassel, Francfort et autres centres commerciaux. Or, ces effondrements ne sont que l'expression de catastrophes périodiques dans les sphères économiques supérieures.

---

96 Dans cet article intitulé *une Opinion prussienne sur la guerre,* Marx explique que la guerre voulue et déchaînée par Napoléon III en Italie en 1859 (pour dévier l'attention de l'intérieur vers l'extérieur et pour compenser les difficultés économiques par des succès militaires suivis d'annexions) risquait fort de s'étendre à l'Allemagne – ce que nul ne put empêcher dix ans plus tard. Comme toujours, Marx déchiffre exactement le tracé de l'histoire, qui peut suivre un rythme plus ou moins lent.

Pour se faire une idée de la situation réelle, il est utile de considérer la récente circulaire publiée par le gouvernement prussien. Faisant allusion aux conséquences périlleuses du licenciement d'armées industrielles entières en Silésie, à Berlin, en Saxe et en Rhénanie prussienne, il déclare qu'il *ne* peut pas donner suite aux pétitions des chambres de commerce de Berlin, de Breslau, de Stettin, de Dantzig et de Magdebourg qui [206] lui recommandent le douteux expédient d'émettre encore plus de monnaie de papier, et repousse encore plus énergiquement la proposition selon laquelle il devrait occuper les ouvriers à des travaux publics uniquement pour qu'ils aient du travail et touchent un salaire. Cette dernière affirmation a un son étrange à un moment où le gouvernement est contraint, faute de ressources monétaires, d'interrompre subitement les travaux publics en cours. Le simple fait que le gouvernement prussien a été obligé au commencement de la guerre de faire une telle proclamation en dit long. Si l'on ajoute à ce trouble soudain de la vie industrielle une levée générale de nouveaux impôts dans toute l'Allemagne et une désorganisation générale de toutes les entreprises économiques par la mobilisation de l'armée de réserve, on peut se faire une petite idée de l'ampleur atteinte par la misère sociale dans ces derniers mois. Le temps est cependant passé où la masse du peuple allemand considérait les catastrophes terrestres comme des fléaux inéluctables venus du Ciel. On commence à entendre dans le peuple une voix encore faible mais déjà perceptible disant : « Responsabilité ! Si la révolution de 1848 n'avait pas été battue par la force et la tromperie, la France et l'Allemagne ne se feraient pas face de nouveau en armes. Si ceux qui ont brutalement vaincu la révolution allemande n'avaient pas baissé leur tête couronnée devant un Bonaparte et un Alexandre, il n'y aurait pas de guerre aujourd'hui. » Tel est le sourd grondement de la voix du peuple qui parlera à la fin d'une voix de tonnerre.

Guerre civile américaine et crise anglaise

Marx, *Die Presse*, 6-XI-1861.

Comme il y a quinze ans, l'Angleterre se trouve devant un séisme qui menace d'attaquer à la racine [207] tout son système économique. La *pomme de terre* constituait – comme on le sait – la denrée alimentaire exclusive de l'Irlande et d'une fraction non négligeable de la population ouvrière anglaise, lorsque la maladie de la pomme de terre gangrena la racine même de la vie irlandaise en 1845 et 1846. Les résultats de cette grande catastrophe sont connus. La population irlandaise diminua de deux millions, dont une partie mourut de faim, et l'autre émigra Outre-Atlantique. En même temps, ce gigantesque malheur facilita la victoire du parti libre-échangiste anglais ; l'aristocratie foncière anglaise fut contrainte de sacrifier l'un de ses monopoles le plus rentable, et l'abolition des lois céréalières assura une base plus large et plus saine pour la reproduction de la survie des millions d'ouvriers.

Or, le colon est à la prédominante industrie de la Grande-Bretagne ce que la *pomme de terre* a été pour l'Irlande. De sa transformation dépend la subsistance d'une masse de population supérieure à celle de l'Ecosse, soit les deux tiers de l'actuelle population de l'Irlande. D'après le recensement de 1861, la population de l'Ecosse s'élevait en effet à 3 061 117 têtes, celle de l'Irlande à seulement 5 764 543, tandis que plus de 4 millions de personnes vivent plus ou moins directement de l'industrie cotonnière en Angleterre et en Écosse. Certes, nous n'avons pas affaire à une maladie du coton, et sa production n'est pas non plus le monopole de quelques territoires. À l'inverse, il n'est pas une seule plante fournissant le tissu de l'habillement qui pousse sur des superficies aussi étendues en Amérique, en Asie et en Afrique. Le monopole cotonnier des États esclavagistes de l'Union américaine est un monopole non pas naturel, mais historique. Il naquit et se développa en même temps que le monopole de l'industrie cotonnière anglaise sur le marché mondial. En 1793, peu après l'époque des grandes découvertes mécaniques en Angleterre, un quaker du Connecticut - Ely

Whitney [208] – inventa la cotton-gin, la machine à hacher le coton et d'en séparer la libre de la graine. Avant l'invention de cette machine, la journée de travail la plus fatigante d'un nègre suffisait à peine pour séparer une livre de libre de la graine du coton. Après l'invention de la cotton-gin, une vieille négresse peut aisément fournir quotidiennement 50 livres de fibre de coton, et des améliorations progressives ont encore doublé par la suite la capacité productive de cette machine. Dès lors, les entraves à la culture du coton avaient sauté aux États-Unis. Elle augmenta rapidement, main dans la main avec l'industrie cotonnière anglaise, pour devenir une grande puissance commerciale. Au cours de l'évolution, l'Angleterre fit, mine, ici et là de reculer comme effrayée par le monopole américain du coton [97], comme s'il s'agissait d'un spectre menaçant. C'est ce qui se produisit, par exemple, au moment où l'émancipation des nègres pouvait être achetée avec 20 millions de L.st. dans les colonies anglaises. On trouva scabreux que l'industrie du Lancashire et du Yorkshire reposât sur la souveraineté du fouet esclavagiste en Géorgie et en Alabama, alors que le peuple anglais s'imposait de si grands sacrifices pour éliminer l'esclavage de ses propres colonies. Mais, on sait que la philanthropie n'est pas la mère de l'histoire, et encore moins la mère de l'histoire économique. On eut les mêmes scrupules à chaque fois qu'il y avait une mauvaise récolte de coton aux États-Unis, d'autant qu'un tel fait naturel était de surcroît exploité par les esclavagistes pour accroître encore artificiellement le prix du coton par une action concertée. Les filateurs et tisseurs de coton anglais menaçaient alors de se rebeller contre le « roi Coton ». Divers projets pour s'approvisionner en coton à des sources asiatiques et africaines virent le jour. Par exemple, en 1850. Mais dans l'intervalle, une bonne récolte aux États-Unis battait victorieusement en brèche de telles velléités d'émancipation. Qui plus est, le monopole cotonnier américain [209] atteignit dans les dernières années une ampleur pratiquement insoupçonnée auparavant, en partie à la suite de la

---

97 Tandis que la crise économique poussait Napoléon III dans des aventures impérialistes, les contradictions de l'industrie cotonnière anglaise qui avaient développé l'esclavagisme dans le Sud de sa colonie nord-américaine, ont fini par susciter une révolution qui détacha les États-Unis de l'influence de la métropole anglaise en une guerre commerciale indirecte. La crise, loin de s'apaiser, se prolonge dans des conflits militaires, des guerres, dont la portée économique est évidente. Marx le dévoile dans ses textes sur la *Guerre civile aux États-Unis* (Éditions 10/18, 318 p.).

législation sur le libre-échange qui abolit la taxe différentielle existant jusqu'alors sur le coton cultivé par les esclaves, en partie en raison des progrès de géant réalisés tout autant par l'industrie cotonnière anglaise que par la culture cotonnière américaine au cours de la dernière décennie. Dès 1857, l'Angleterre consommait presqu'un milliard et demi de livres de coton.

Or voilà que la guerre civile américaine menace subitement cet important pilier sur lequel repose l'industrie anglaise. Tandis que l'Union bloque les ports des États esclavagistes du Sud, afin d'empêcher l'exportation de la récolte de coton de l'année en cours et donc de couper la source principale des revenus des sécessionnistes, la Confédération confère à ce blocus une force de contrainte grâce à sa décision de ne pas exporter librement une seule balle de coton, ce qui revient à forcer l'Angleterre à aller chercher elle-même son coton dans les ports du Sud. De la sorte, on pousse l'Angleterre à rompre le blocus par la violence, à déclarer la guerre à l'Union, en jetant en conséquence son épée dans la balance des États esclavagistes.

Depuis le début de la guerre civile américaine, le prix du coton n'a cessé d'augmenter en Angleterre. Dans l'ensemble, le monde des affaires anglais semblait considérer avec flegme et condescendance la crise américaine. La raison de cette conception altière et de ce beau sang-froid était d'une évidence cristalline. Les navires ne transportent jamais le produit de la nouvelle récolte avant fin novembre, et ce, transport atteint rarement une grande ampleur avant fin décembre. Jusque4à il semblait donc relativement indifférent que les balles de coton restent dans les plantations ou qu'elles soient, tout de suite après leur emballage, expédiées vers les ports du Sud. Si le blocus cessait à un [210] moment quelconque avant la fin de l'année, l'Angleterre pouvait compter avec certitude sur le fait qu'en mars ou en avril elle recevrait son approvisionnement de coton habituel – comme si le blocus n'avait jamais eu lieu. Induite en erreur en grande partie par la presse anglaise, les milieux d'affaires anglais se laissèrent gagner à l'idée insensée qu'*une parade militaire d'environ six mois s'achèverait par la reconnaissance de la Confédération du Sud par les États-Unis.*

Cependant, vers la fin du mois d'août, des Américains du Nord firent leur apparition sur le marché de Liverpool pour y acheter du coton, soit pour des spéculations en Europe, soit pour retransport en Amérique du Nord. Cet événement inouï ouvrit les yeux aux bour-

geois anglais. Ils commencèrent à se rendre compte de la gravité de la situation. Depuis lors, le marché cotonnier de Liverpool se trouve en proie à une agitation fébrile : les prix du coton dépassèrent rapidement 100% de leur prix moyen, et la spéculation sur le coton prit la même physionomie sauvage que les spéculations sur les chemins de fer en 1845. Les filatures et les tissages du Lancashire et d'autres centres de l'industrie cotonnière anglaise ramenèrent leur temps de travail à trois jours par semaine, et une partie de ces entreprises arrêtèrent même complètement de travailler. Par contrecoup, d'autres branches d'industrie furent durement frappées, et toute l'Angleterre tremble maintenant à l'idée qu'éclate la plus grande crise économique qui l'ait menacée jusqu'ici.

La consommation de coton *indien* croît naturellement, et les prix plus élevés assureront un approvisionnement encore plus rapide à partir de la patrie originelle du coton. Cependant, il est impossible de révolutionner pour ainsi dire par résiliation de contrat en quelques mois les conditions de production et le cours de l'économie.

En fait, l'Angleterre est en train de payer maintenant [211] sa longue impéritie dans l'administration de l'Inde. Ses présentes tentatives désespérées pour remplacer le coton américain par de l'indien se heurtent à deux obstacles importants : le manque de moyens de communication et de transport en Inde, et la condition devenue misérable du paysan indien qui l'empêche d'utiliser en ce moment l'occasion favorable qui se présente à lui. Mais, abstraction de cela et de ce que la culture du coton aurait encore à parcourir tout un procès d'amélioration en Inde pour être en mesure pour prendre la place de l'américain, il faudrait, même dans les circonstances heureuses, un an pour que l'Inde puisse produire la quantité de coton nécessaire à l'exportation. Or, les statistiques démontrent que d'ici *quatre mois* les réserves de coton seront épuisées à Liverpool. Et cela ne durera qu'aussi longtemps que le temps de travail restera limité à trois jours par semaine et que la paralysie totale d'une, partie des machines continuera à prendre une extension encore plus grande qu'aujourd'hui chez les filateurs et

tisseurs britanniques. Ce processus soumet d'ores et déjà les districts manufacturiers à de grandes souffrances sociales [98].

[98] C'est à ce moment-là que Marx cesse de décrire en détail les crises économiques auxquelles il assiste ; il est lancé maintenant à fond dans la rédaction du *Capital* et sera absorbé ensuite par les luttes politiques. Comme la plupart des textes que nous avons reproduits jusqu'ici dans ce recueil étaient inédits, nous les avons donnés dans toute leur longueur. Les crises postérieures à 1858 n'ont pas fait l'objet d'études particulières, contrairement aux précédentes. Le lecteur trouvera éparses dans l'œuvre de Marx-Engels les allusions et les évaluations théoriques de ces crises. Pour lui faciliter la tâche, nous avons établi la liste des passages sur la crise dans les textes traduits en français et parfois non traduits. Nous la publions en annexe de ce recueil.

[213]

LA CRISE

II

PARTIE EXPLICATIVE

Retour à la table des matières

SECONDE PARTIE

« Dans la forme développée du capitalisme, il existe encore d’autres facteurs que les crises pour freiner ce mouvement [de la baisse du taux de profit]. Ainsi, par exemple, la constante dévalorisation d'une partie du capital existant, la transformation d'une grande partie du capital en capital fixe ne servant pas directement d7agent à la production, le gaspillage improductif d’une large portion de capital, etc.

« Comme nous l’avons vu, le capital productivement utilisé est toujours doublement remplacé, puisque la valorisation du capital productif suppose un équivalent. La consommation improductive du capital le remplace d'un côté, mais le détruit de l'autre.

« La baisse du taux de profit peut, en outre, être freinée grâce à la suppression de certains prélèvements effectués sur le profit, par exemple, une diminution des impôts, de la rente foncière, etc. » (Marx, *Grundrisse*, t. IV. P. 18.)

[214]

[215]

II. Partie explicative

PRÉLIMINAIRE

Les crises du capitalisme drogué

Retour à la table des matières

Alors que l'économie n'a connu de son temps que des « crisettes », Marx en a déduit une théorie de la crise qui explique jusques et y compris les guerres, les révolutions et la mort même du capitalisme. S'il a pu le faire, c'est qu'un organisme jeune, mieux qu'un vieux, laisse prévoir le cours de sa vie. Sa vive croissance est d'emblée en forte baisse et ne cesse de diminuer vers le point zéro en une évolution régressive : Plus un organisme croit vite et fort, moins sa vie est longue. Ainsi, le capitalisme n'est qu'un bref intermède parmi les formes de production de l'humanité ; avec lui, l'histoire s'accélère au maximum.

Au siècle dernier, la production mondiale a crû fortement et sans oscillations notables ; l'indice de 7 en 1859 devenait 100 en 1913, année qui précède le séisme de sa phase sénile, pathologique et dégénérative que Marx a pu aisément prévoir –comme le montrent clairement les textes de cette anthologie. Sous le souffle haletant des moteurs à vapeur, la production *mondiale* était multipliée par quatorze – *CE QUI NE SE REPRODUIRA PLUS* dans les 54 années suivantes, même si de jeunes capitalismes nationaux sont venus ravigoter les vieux [99] .

99 Nous extrayons les données chiffrées de caractère historique de cette introduction de l'étude sur le Cours du capitalisme mondial dans l'expérience his-

On pourrait penser que les oscillations marquant les [216] crises étaient les plus vives, lorsque les rythmes de croissance étaient les plus élevés. Or, à en croire les statistiques, l'indice général de la production ne chutait jamais alors, il stagnait seulement çà et là. Ainsi, l'Angleterre du siècle dernier pour laquelle les économistes admettent – toujours au passé seulement – qu'elle connaissait les classiques cycles décennaux de crise, a vu son rythme de croissance industrielle diminuer, une première fois en 1847 comme Marx nous l'apprend, et en 1867 où les statistiques bourgeoises annoncent que son indice passe de 32 en 1866 à 31 – une paille, si l'on pense que l'indice 100 de 1913 a dégringolé en 1921 à 57, au niveau de la production de 1888, 33 ans auparavant. Ce cours serein n'est pas dû à la position hégémonique de la Grande-Bretagne sur le marché mondial. Celui de la France et de l'Allemagne est à peine moins égal et les États-Unis n'ont reculé que deux, fois entre 1859 et 1900 : de 10 à 9 en 1874, et de 29 à 27 de 1892 à 1894- (en somme, assez tard).

Cela s'explique par le fait que l'accumulation procédait à une échelle fortement élargie. Chez un organisme en pleine croissance, un recul ou une chute dans un secteur de la production est compensé par la forte progression dans un secteur nouveau, de sorte que l'indice *moyen* reste soutenu, même s'il tend à baisser historiquement. Lorsque la manufacture textile se mit à décliner, on développa l'industrie mécanique qui produit ses propres machines - de la vapeur, on passe au gaz et à l'électricité, etc.

---

torique confrontée à la doctrine de Marx, cf, Programma Comunista de 1957 à 1960. Les statistiques sur 1'évolutionde l'industrie au siècle dernier dans les, principaux pays industriels du monde y ont été établies à partir des monographies de Jürgen Kuczynski (par exemple Studien zur Geschichte des Kapitalismus, Akademie-Verlag, Berlin). Pour. la suite, elles ont été complétées par les données extraites des annuaires statistiques de la Société dei Nations, de l'O.N.U., des différents autres-instituts nationaux (italiens, russes, allemands, anglais, français), de l'Economist et plusieurs autres revues spécialisées.

Dans *Programma Comunista*, 1957, n° 16, chap. xxi sur *l'Histoire mondiale de l'industrie*, toutes ces données statistiques ont été rassemblées en un vaste tableau qui reproduit l'indice de « la production industrielle d'année en année depuis 1850 pour l'Angleterre (et de décennie en décennie de 1761 à 1849), pour la France, l'Allemagne et les États-Unis qui y figurent dans l'ordre de leur apparition sur le marché mondial.

En somme, les crises du capitalisme juvénile ont eu surtout une incidence commerciale. Elles révèlent son caractère fondamentalement *mercantile.* Marx parle de crises d'affaires *(trade),* de crises de caractère essentiellement monétaire, bancaire, boursier. *La crise faisait croupir sur le marché l'excédent des marchandises produites* – et la surproduction apparaissait d'autant plus brutale que l'on ignorait les capacités d'absorption [217] d'un marché souvent très éloigné de la métropole et que l'on ne disposait pas de moyens de transport et de communication efficaces.

Les crises liées surtout au commerce international, restaient *limitées* à l'Angleterre et aux rares pays capitalistes ou précapitalistes qui dépendaient d'elle. Elles affectaient essentiellement les quelques branches d'industrie travaillant pour le marché mondial [100].

Dans l'industrie, au siècle dernier, on avait à faire tout au plus à des « crises *de chômage* ». On licenciait massivement à la suite d'une simple stagnation, voire d'un léger recul de la production, puisque cela suffit à rendre inutile une bonne partie des ouvriers du fait que leur productivité s'accroit, bon an mal an, de 5% en moyenne. Ainsi, un recul de, mettons, 5% de la production dans une branche jette 10% de l'effectif ouvrier sur le pavé. Le capitalisme a-t-il appris depuis lors à maîtriser ses mécanismes mercantiles ? Pas du tout, ses crises se manifestent toujours sur le marché d'abord, dans la production ensuite.

Dans le capitalisme sénile, *les crises attaquent l'appareil productif :* des pans entiers de l'économie s’effondrent, et d'innombrables entreprises ferment alors que leur potentiel productif est encore en bon état de marche. Depuis 1913, de véritables tremblements de terre

100 La masse de la population, anglaise qui était largement en dehors du circuit capitaliste, n'était guère affectée alors par les crises qui frappaient surtout les salariés. Le gouvernement, formé essentiellement par les propriétaires fonciers et leurs représentants (Palmerston, par exemple), et la petite, bourgeoisie (Carlyle) s'en prenaient, alors violemment aux capitalistes de l'industrie pour dénoncer les méfaits de « leur » industrie - d'où les sombres descriptions des crises du siècle dernier. Pour donner une idée des limites de ces crises du passé, disons qu'au plus. fort de la crise de 1932, le Japon, par exemple, n'avait que 485 7001 chômeurs sur une population totale de 63,9 millions d'habitants, alors que, pour une population totale moindre, l'Angleterre en comptait près de 3 millions, et l'Allemagne plus de, 5,5 (chiffres, bien sûr, officiels).

ébranlent toute la planète : le capitalisme est devenu mondial et résolument impérialiste.

Les maladies d'enfant ont des effets *spectaculaires* la coqueluche provoqué une très forte fièvre, le petit alité est abattu, mais il se, remet sans dommage corporel et poursuit sa croissance, alors que la pathologie sénile diminue les capacités du corps, voire les paralyse, s'il ne faut pas recourir finalement à la chirurgie : l'organisme se dégrade et régresse [101].

En fait, le capital est un organisme vicié, souffrant de maladies congénitales, de tares fondamentales - par exemple, sa contradiction entre bourgeoisie et prolétariat, capital et travail, l'inégalité de développement [218] entre ses forces productives et son mode de distribution, l'opposition entre valeur d'usage et valeur d'échange, industrie et agriculture, etc. – bref : « L'évolution de la maladie sociale dont souffre l'Angleterre [le monde entier aujourd'hui. N.d.Tr.] est la même que celle d'une maladie physiologique. Cette maladie évolue selon des lois déterminées, elle a ses *crises*, dont l'ultime et la plus violente décidera du sort du patient. C'est pourquoi, on ne peut que se réjouir de tout ce qui porte la maladie à son paroxysme, puisqu'il est impossible que la nation anglaise [ou l'humanité] succombe dans cette ultime crise, mais tout au contraire en sortira nécessairement régénérée et renouvelée » [grâce à un mode de production supérieur, le communisme, déjà développé au sein du capitalisme par le travail socialisateur du prolétariat. N.d.Tr.] [102].

Nous sommes aujourd'hui en plein dans cette crise pathologique du capitalisme sénile. La richesse des quelques nations de parvenus s'est édifiée sur les ruines des continents de couleurs et des pays pauvres de l'Est et de l'Ouest. Qui plus est du fait de l'accélération de la concentration, les pays capitalistes développés moins puissants perdent leur substance au profit de rares élus : l'Allemagne, le Japon et les U.S.A.

---

101 La bourgeoisie joue sur une équivoque banale, mais efficace : elle identifie à l'humanité, malade du capitalisme, le capitalisme tout court, en faisant croire que la mort de ce Moloch entraînera tous les hommes avec lui. En fait, le capital n'est qu'une forme de la production et des rapports sociaux humains, et l'humanité peut parfaitement s'en passer, si elle se hausse à une forme supérieure, mieux adaptée à l'essor actuel des forces productives.

102 Cf. Engels, *la Situation des classes laborieuses en Angleterre*, in MEGA 1/4, p. 99-100.

(qui accaparent, à eux seuls, chaque fois qu'il y a guerre, la moitié de la production mondiale).

Un indice permet d'établir quantitativement la santé - la jeunesse ou la sénilité, les phases de flux ou celles de reflux – de Sa Majesté le Capital - *le pouvoir d'achat de la monnaie.* Considérons la livre sterling. Son pouvoir d'achat n'a cessé de progresser de 1800 à 1870, abstraction faite de quelques oscillations mineures dans les deux sens. L'indice 150 en 1800 tombe à 100 dans la décennie de 1867-1877, ce qui signifie que les prix anglais ont diminué d'un tiers (de 150 à 100), et que la valeur d'échange de la livre a augmenté de moitié (de 100 à 150) : *l'accroissement* [219] *de la productivité du travail profite à tous ceux qui travaillaient.* Après la période de flux de 1850 à 1873, c'est le reflux 181J à 1894. Cependant la baisse des prix se poursuit, à peine ralentie par les troubles dus aux crises cycliques et à la... prospérité qui tend depuis toujours à susciter l'inflation - et on a l'indice 60 en 1900. Nous sommes au sommet de la puissance anglaise. Or, en 1922, le pouvoir d'achat de la livre a dégringolé des trois quarts ! Et on connaît la suite [103].

Croissance et cycle des crises

Retour à la table des matières

Le marxisme n'a jamais considéré comme un mode d'être invariable le cycle décennal des crises du début du capitalisme, avec sa succession de phases de marasme, de réanimation, d'activité moyenne, de franche reprise, d'accélération, de prospérité, de surchauffe (boom), d'effondrement, et de nouveau le marasme, etc. Le temps et la croissance ont une valeur toute différente chez un enfant, un adulte ou un vieillard.,

Dans sa note de 1885 du Livre III du Capital, chap. 30, Engels explique que le capitalisme a une vie et un développement organiques, si bien que les crises changent selon son âge – comme la coqueluche

---

[103] Ces données sont extraites de *Statistical Abstract* du Département du commerce américain de 1953. Elles ont été commentées dans *Structure économique et Cours historique de la société capitaliste,* in *Programma Comunista,* n° 4 de 1957.

diffère de l'artériosclérose. La crise comme les diverses phases du cycle sont des produits *historiques* du capitalisme. En Angleterre, « la grande industrie sortait tout juste de son enfance, comme le prouve déjà le fait que c'est seulement avec la crise de 1825 qu'elle inaugure le cycle périodique de sa vie moderne... C'est seulement en 1830 qu'il y eut une crise qui fin, *une fois pour toutes*, caractéristique [104]. C'est la crise pléthorique, de surproduction, dont Engels parle dans l'*Antidühring.*

La forme cyclique n'a surgi qu'à un niveau de développement déjà considérable du capital. Sans une capacité de surproduction, d'une part, et une importante [220] main-d'œuvre en surnombre, d'autre part, il ne pourrait y avoir de stagnation, de moyenne activité, ni surtout de boom. C'est cette double « élasticité » qui permet de « jeter soudainement des grandes masses humaines aux points décisifs sans léser le niveau de production dans les autres branches » (*Capital 1*, p. 661). Les convulsions de la production augmentent donc avec l'essor du mode de production capitaliste : « Ce cycle vital, caractéristique de l'industrie moderne - à savoir son cycle décennal, interrompu par de minimes oscillations, de périodes d'activité moyenne, de production à haute pression, de crise et de stagnation – dépend de la présence d'une armée industrielle de réserve ou surpopulation. Celle-ci doit se former sans cesse à nouveau, puis se trouver plus ou moins absorbée, et se reformer de nouveau. À leur tour, d'autres phases du cycle industriel créent la surpopulation et deviennent les agents les plus énergiques de 'sa reproduction.

> « Cette marche singulière de l'industrie moderne, que nous ne rencontrons à aucune époque antérieure de L'humanité, était également impossible dans la période d'enfance de la production capitaliste au cours de laquelle la composition organique du capital changeait très lentement. » *(Ibid.)*

Une première révolution s'amorce, lorsque s'est renversé le rapport entre la production et le marché (demande) : « Jusqu'en 1825 – époque de la première crise universelle –, on peut dire que les besoins de la consommation en général allaient plus vite que la production, et

104 Cf. Marx, *Postface* à la seconde édition du *Capital I*, in *Werke* 23, p. 20.

que le développement du machinisme était la conséquence forcée des besoins du marché [105] », et pas encore du mode de *production* lui-même.

On le sait, le marché mondial a été la condition préalable du capitalisme. De commerciales et monétaires, les crises tendent, au fur et à mesure, à devenir industrielles – ce qui. modifie leur rythme et leur nature. Au début, leur incidence était réduite : leur [221] terrain d'élection était Londres (centre financier), Liverpool (port marchand, lié à l’exportation) et Manchester (complexe industriel du textile), tous trois étant liés au marché mondial et aux colonies. Il s'agit de crises de croissance, de solutions violentes pour ouvrir de nouveaux débouchés, adapter la machine productive à un marché fluctuant et augmenter encore son rendement. Le capital balaie devant lui les obstacles à son essor et aggrave la dépendance des peuples coloniaux (notamment les États-Unis, la Chine et l'Inde). Les premières convulsions et crises sont, pour une bonne part, une réaction aux conditions précapitalistes sur le marché mondial, « Entre 1825 et 1857, les deux foyers des grandes crises – l'Amérique et l'Inde – se sont rapprochés de 70 à 90% des pays industriels de l’Europe grâce à la révolution des moyens de communication, et ont donc perdu une grande partie de leur force explosive, le temps de circulation s'étant réduit. » (*Capital* III, chap. iv.)

« C'est seulement depuis 1847, à cause de la production d'or en Californie et en Australie, que le marché mondial est achevé, si bien que le cycle décennal s’est clairement développé [106]. » « Pour la période de l'industrie anglaise (1815-1870) qui évolue au rythme des cycles décennaux, on voit chaque fois que le maximum de la dernière phase de prospérité *avant* la crise se présente de nouveau comme le minimum du cycle suivant qui atteint alors un nouveau maximum encore plus élevé [107]. » En somme, la surproduction proprement dite ne se manifeste vraiment que dans la phase ultime du cycle, celle de la surchauffe.

En décembre 1857, Engels écrit à Marx : « Dans la crise actuelle, le développement de la surproduction, due à l'extension du crédit et à

---

[105] Cf. Marx, *Capital Ill*, in *Werke* 25, p. 81.

[106] Cf. Engels à A. Bebel, 10-11-V-1883.

[107] Cf. Marx, le *Capital* III, in *Werke* 25, p. 517.

la surexploitation des marchés, peut être étudiée dans ses moindres détails. Il n'y a rien de neuf dans le contenu, mais jamais la forme n'est apparue aussi clairement que cette fois-ci. [222] En 1847 et 1837-42, c'était loin d'être aussi net. »

Engels signale que, dans les années 1870, la régularité du cycle dans lequel évoluait le capital se brisait déjà pour l'Angleterre vieillissante. Tant qu'elle fut le seul pays industriel du monde, le cycle était périodique et le mouvement pur : « La suppression du monopole anglais sur le marché mondial et les nouveaux moyens de communication ont contribué à mettre en pièces les cycles décennaux de la crise industrielle. » et de tirer une conclusion que vérifient les catastrophes de l'étape impérialiste du capitalisme : « Nous sommes entrés dans une période qui est infiniment plus périlleuse pour l'existence de la vieille société que le cycle des crises décennales [108] » : celle des guerres économiques.

Cependant, Marx constatait en 1880 que la crise anglaise était « escomptée » par l'évolution divergente des économies allemande, française et surtout américaine, les capitalismes les plus jeunes apportant du sang frais au vieux, sans pouvoir en faire pour autant un bébé frais et rose. Londres leur doit d'avoir évité la crise financière : « La forte hémorragie de métaux précieux anglais de 1879 a été compensée dans une large mesure par la collaboration de la Banque de France et de la Banque Impériale d'Allemagne et, par ailleurs, la reprise soudaine aux États-Unis a agi au printemps 1879 comme un *deus ex machina* [109]. »

Le capitalisme n'est pas parvenu pour autant à éliminer les crises décennales pour ne plus subir – à la rigueur – que les crises générales qui, à intervalles toujours plus longs, préludent à une guerre ou à une révolution. Engels souligne, au contraire, que le cycle de 10 ans est Passé à 9, à 8, voire à 6 dans la dernière période de sa vie. Désormais, le capital se débat contre une surproduction chronique et prend des mesures permanentes pour la combattre. Et on appelle « récessions » les crises que le capital peut surmonter pour redémarrer, en se droguant de plus en plus. En fait, ce sont des crises de chômage et de recul de la [223] production bien plus graves que celles de l'époque de

108 Cf. Engels à A. Bebel, 18-III-1886.

109 Cf. Marx à N.F. Danielson, 12-IX-1880

Marx, même si elles apparaissent mineures à une humanité ballottée de catastrophe en catastrophe. Ces « crisettes » sont moins fréquentes durant la phase de reconstruction dans les pays ravagés par la guerre de surproduction. Cependant, elles s'amplifient dès la fin de la guerre, dans le pays capitaliste hégémonique qui n'a pas « bénéficié » des dommages de la guerre et dans tous les autres pays, dès que les ruines sont relevées : on les subit alors toutes les 4, voire toutes les 3 années, et la stagnation économique devient pluriannuelle avant même qu'éclate la crise générale [110].

En 1866, pour la dernière fois, Marx analyse le cours concret d'une crise, au moment où elle se produit. Sa théorie est maintenant définitive – et plus rien ne la changera, même si les manifestations peuvent en varier.

Dans les *Classes laborieuses* (1844), Engels soulignait que la crise provoquait de graves pénuries, disettes et épidémies qui frappaient presque exclusivement les masses ouvrières. Aujourd'hui, la surproduction provoque aussi bien les dévastations de la guerre et les hécatombes pacifiques sur les routes que la faim et la misère, le diabète, l'artériosclérose et les dépressions nerveuses en série. Dans le capitalisme dégénéré, les conséquences de la crise sont plus « démocratiques » : elles touchent tout le monde – et c'est aussi un progrès.

Les prolongements de la crise

Retour à la table des matières

Après 1866, la théorie de Marx se confirme spectaculairement. Il peut cesser de scruter les nouvelles crises économiques et s'occuper de leurs prolongements : il se voue à l'organisation du prolétariat de tous les pays dans la 1re Internationale, tandis que l'Europe bascule dans la *crise politique et militaire* de 1870-1871.

110 « Le phénomène vraiment remarquable, c'est le raccourcissement de la durée périodique des cycles généraux de crise. Je n'ai jamais tenu ce chiffre pour une constante, mais au contraire pour une grandeur décroissante. » Marx à P. L. Lavrov, 1 S-VI-1875).

Les difficultés économiques de la France et de [224] l'Allemagne suscitent le conflit franco-prussien, couronné par l'acte de piraterie impérialiste de Bismarck, d'Une part, et la révolution socialiste de la Commune, d'autre part. Les solutions classiques à la crise économique – l'une bourgeoise, la guerre, l'autre prolétarienne, la révolution - s'opposent l'une à l'autre. La victoire de l'un des protagonistes – la bourgeoisie ou le prolétariat – décidera du sort des générations suivantes.

Le capitalisme devenu « idyllique » (toujours entre guillemets pour les marxistes) est secoué par des crises plus violentes que jamais. Marx – et plus encore Engels qui lui survit – se préoccuperont désormais de la *supercrise,* à savoir la guerre mondiale, à laquelle ils opposent la révolution. Ce n'est pas par hasard que le quart de leur œuvre est militaire !

Cette guerre (parfaitement prévue et décrite dans des dizaines de textes avant qu'elle n'éclate) est inscrite dès 1870 à l'ordre du jour de l'histoire de par la dialectique de toute l'abominable société économique du capitalisme : « Une guerre entre l'Allemagne et la Russie doit naître de la guerre de 1870 aussi nécessairement que la guerre de 1870 est née de celle de 1866. Je dis *fatalement,* sauf le cas peu probable où une révolution éclaterait en Russie., En dehors de ce cas peu probable, la guerre entre l'Allemagne et la Russie, peut, d'ores et déjà être considérée comme un *fait accompli* [111]. »

Cette guerre naîtra de l'accumulation de toutes les crises et surproductions successives et – paradoxe qui n'en est pas un – de *tous les « remèdes » découverts* par les économistes et hommes d'État, soi-disant pour la « retarder » et la « différer », en fait pour gonfler à l'extrême – droguer – l'appareil de production déjà pléthorique. Le premier remède est l'abrégé de tous les autres : la *course aux armements* qui fait le bonheur des capitalistes à l'âge de l'acier et du T.N.T.

---

[111] Cf. Marx au Comité exécutif du Parti ouvrier démocrate-socialiste, 5-IX-1870, in *Ecrits militaires,* p. 521.

[225]

La drogue du militarisme

Retour à la table des matières

Dans les textes de Marx-Engels postérieurs à 1870, nous trouvons la clé de tous les facteurs qui aboutissent à la supercrise mondiale de 1914, et du même coup l'anticipation – et la théorie – du capitalisme drogué, prétendument sans crises, de cet après-guerre.

En 1868, les rivaux continentaux de l'impérialisme anglais, la France et l'Allemagne, sont en proie à la crise : l'indice de la production industrielle française stagne pratiquement de 1864 à 1868 : 25, 25, 26, 26. Mais la préparation de la guerre le fait monter à 27, puis à 29 en 1869 et 1870. La défaite fera chuter l'indice à 23, mais les dévastations le feront bondir jusqu'à 45 en 1884 sans qu'aucune crise n'arrête cette vive progression. L'Allemagne régresse, de 1867 à 1870, de 15 à 13, et la préparation de la guerre ne la tire pas de l'ornière. Cependant, les dommages de guerre - les fameux cinq milliards - la feront bondir jusqu'à l'indice 18 en 1873 au krach qui lui permet d'adapter son économie à la demande du marché mondial : « A Présent, l'Allemagne n'était pas seulement un « Empire unifié », mais apparaissait encore sur la scène mondiale comme un grand pays industriel. Les milliards avaient donné un puissant essor à sa juvénile industrie lourde. Ils furent à l'origine de la brève période, pleine d'illusions, de prospérité consécutive à la guerre ainsi que du grand krach de 1873-1874 au cours duquel l'Allemagne confirma qu'elle était un pays industriel capable d'affronter le marché mondial [112]. »

Les économistes et les hommes d'État tireront de riches enseignements de cette loi économique des guerres *modernes :* celui qui prépare la guerre voit ses indices s'envoler vers des sommets radieux et celui qui subit les destructions massives par suite de la guerre voit son économie se redresser encore davantage. C'est le jeu « à qui perd gagne » de Sa Majesté le Capital qui spécule sur le dos des masses

---

[112] Engels, 10-I-l887, préface à la seconde édition de *la Question du Logement*, in Werke 21, p. 325.

non seulement exploitées [226] systématiquement, mais encore massacrées périodiquement. Le prolétariat des métropoles et les peuples des pays coloniaux et dépendants en feront l'amère expérience.

L'Angleterre, impuissante à empêcher par les armes un' rival capitaliste de surgir sur le continent manqua la *grande affaire* de la guerre. Elle resta en proie à la surproduction : « En Angleterre l'industrie a pris un autre caractère. Le cycle décennal semble rompu depuis que la concurrence allemande et américaine a mis fin dès 1870 au monopole anglais sur le marché mondial. Depuis 1868, c'est le marasme dans les principales branches d'affaires anglaises, la production ne croit que lentement - et il semble maintenant que nous soyions, en Amérique et en Angleterre, devant une nouvelle crise, sans que l'Angleterre ait connu auparavant une période de prospérité [113]. »

Le « remède » s'impose de lui-même au capital pour survivre à la crise chronique de surproduction qui menace toujours plus les économies bourgeoises développées et surtout l'anglaise : l'*impérialisme*, à l'intérieur, avec le militarisme et la course aux armements ; à l'extérieur, avec le colonialisme et les guerres locales.

L'intrusion du militarisme dans la production fera passer le capital à ce que l'on appelle l' « étape de l'impérialisme » (Lénine). Il ne s'agit pas d'une phase d'un capital de nature autre, puisqu'il est né colonialiste et agresseur des autres peuples. L'Irlande, où Cromwell s'est illustré dès la révolution bourgeoise, est, selon l'expression de Marx, la première colonie de l'Angleterre. De même, la création du marché mondial avec l'assujettissement des peuples de couleur au cours de l'accumulation dite primitive est la base préalable du mode de production bourgeois.

La militarisation d'une partie de la production signifie, en outre, l'entrée en force de la *politique* dans l'économie. La crise, due à l'excès de forces productives, [227] fait maintenant partie intégrante de l'économie. Divine panacée !

Ces interventions dans l'économie renforcent la seule institution capable d'exercer un rôle à la fois politique et économique. : l'*Etat*, violence organisée et concentrée au service d'une classe. Enfin, la politique appliquée à l'économie diffuse, selon l'expression moderne, le

113 Cf. Engels à A. Bebel, 18-I-1884.

totalitarisme dans la société. À présent, la crise économique, devenue « permanente », se manifeste virtuellement avec ses prolongements politiques et militaires, la guerre ou la révolution.

Dans l'*Antidühring*, Engels décrit ces mécanismes impérialistes - « La guerre franco-allemande représente un tournant plus important que tous les précédents... Désormais l'armée est le but principal de l'État, voire un but en soi, et les peuples ne sont plus là que pour fournir des soldats et les nourrir. Le militarisme domine et dévore l'Europe. Mais ce militarisme porte aussi en lui le germe de sa propre ruine... Il périt de la dialectique de son propre développement [114]. »

Il cite d'abord des exemples techniques de la dégénérescence croissante de l'*art* militaire. Dans le *capitalisme* mûr, la tactique et les généraux - et tout l'héroïsme ou la couardise des troupes - ne sont plus d'aucun effet : « La victoire et la défaite dépendent des conditions matérielles, c'est-à-dire économiques. » En effet, « non seulement la production, mais encore le maniement de l'instrument de la violence - le vaisseau de guerre sur mer, par exemple, sont devenus une branche de la grande industrie moderne ». Enfin, « un vaisseau coûte maintenant autant qu'auparavant toute une petite flotte, et l'État - que cela plaise ou non - doit se résigner à ce que ces coûteux navires soient déjà vieillis, donc *dévalorisés,* avant même d'avoir pris la mer » *(ibid.*).

L'armement devient inefficace au plan militaire, mais ô combien efficace au plan économique ! Le pays bourgeois le plus développé, comme la France ou les États [228] Unis, n'est-il militairement battu par un adversaire bourgeois même cent fois plus faible – si celui-ci est révolutionnaire, comme l'Indochine ? Ou bien – ce qui démontre encore la même chose – un pays développé ne gagne-t-il pas la guerre simplement parce qu'il dispose d'une économie plus forte que son rival, abstraction faite de tous les généraux et de leurs tactiques, l' « art » économique du « management » se substituant à l'art militaire : Eisenhower contre Rommel. Pourquoi cela ? parce que la guerre n'a pas pour but l'écrasement de l'ennemi héréditaire, elle est purement économique : la résorption de la surproduction créée par le prolétariat. Elle vise donc directement ce dernier, en gâchant et détruisant le produit de son travail et de ses peines.

---

114 Cf. MEGA, p. 174.

Une invention technique ruine l'autre dans le domaine militaire ; par exemple, dit Engels, le blindage des navires grossit à mesure de l'efficacité des torpilles : dans cette course, ils deviennent de plus en plus pesants et coûteux – donc de moins en moins efficaces. Ce fait militaire met à jour une loi fondamentale de l'économie moderne, guettée par la surproduction en raison du développement monstrueux des forces productives : le *capital constant doit se dévaloriser pour ne pas trop diminuer le taux, de profit.* La grande « astuce » est de prévenir la surproduction en détruisant au fur et à mesure le produit des gigantesques forces productives et de freiner la croissance du capital productif de capital. Cependant, outre qu'il développe encore une branche nouvelle de production, l'armement permet à toutes les autres industries de prospérer... jusqu'à la crise qui impose alors la guerre avec les horribles dévastations correspondant à la surproduction poussée à son comble par une économie mercantile, assoiffée de produire pour faire des profits.

Que « le militarisme meurt de par sa propre dialectique » ne veut pas dire qu'il s'éteint tout seul, mais pousse les crises économiques du capital vers la guerre, [229] où des économies et des États bourgeois s'effondrent politiquement et militairement, tandis qu'il a armé le prolétariat exaspéré et capable de s'opposer aux abus atroces du régime capitaliste et de changer de forme de société : « Ce sera le chaos, et la seule certitude, c'est une boucherie et un massacre d'une ampleur sans précédent [à la mesure chaque fois de la surproduction. N.d.Tr.] ; épuisement de toute l'Europe à un degré inouï jusqu'ici - et enfin effondrement de tout le vieux système. » Et alors, « la meilleure solution serait la révolution russe que l'on ne peut escompter cependant qu'après de très lourdes défaites de l'armée russe [115] ». Selon l'expression de Lénine, la guerre est la mère de la révolution.

Combien de camarades de parti, fort nombreux alors en Europe, ont ajouté foi à cette prévision que tentèrent de réaliser les communistes russes, hongrois, allemands, etc. Au fond, rares ont été ceux qui ont eu l'occasion de la connaître avant qu'elle se réalise, car les dirigeants social-démocrates l'avaient escamotée dans la presse et les discours du parti – « mise sous le boisseau », selon l'expression de Lénine. Ces espèces de prévisions n'étaient que des jeux pas très sérieux

115 Cf. Engels à Bebel, l3-IX-l886.

d'astrologues, aux yeux de ces esprits forts, de ces réalistes qui font montre d'être toujours réservés et « objectifs » dans leurs évaluations – surtout quant à la force du capital.

Économie de guerre en permanence

Retour à la table des matières

Il n'est pas du pouvoir des bourgeois de changer le cours de l'économie parfaitement *déterminée* par les lois inexorables du capital. Si Marx parle néanmoins de *tendance* historique de la baisse du taux de profit, et admet qu'elle puisse être *freinée*, ce n'est pas pour laisser sa petite place à l'indéterminisme et au libre-arbitre chers à nos contemporains dégénérés au plan [230] idéologique autant que physique. C'est pour souligner que cette loi – comme toute loi – est une moyenne certes « abstraite », mais inexorable qui, étant donné les contradictions infinies du capitalisme, se réalise au milieu des pires disparités. En l'occurrence, au lieu d'aplanir les inégalités, le capital fait tout pour les susciter. Ainsi, *freiner* la baisse du profit ne signifie pas changer son rythme moyen de baisse ; mais renverser la *tendance* au profit de l'un et aux dépens de l'autre, durant un temps, dans un secteur, un pays donné, ce qui provoque une chute ultérieure plus grave encore, puisque la moyenne baisse inexorablement : chaque « intervention » ici aggrave la situation là.

C'est ce qui arrive, par exemple, quand le capital accumule une *masse* croissante de profits à mesure que son *taux* décroît : il est poussé à surproduire. Cela ne diffère évidemment pas les crises. L'industrie de destruction en est l'exemple le plus clair. La surproduction y devient explosive. La violence cinétique ne se transforme en violence potentielle que jusqu'à un point déterminé de son accumulation, où elle éclate de la main du premier imbécile venu – banal assassinat en 1914 dans un coin perdu « Europe, par exemple.

La violence potentielle reste violence réelle, Et la période de paix du capitalisme manifeste des crises qui sont à peine moins graves qu'en périodes de guerre. L'Angleterre qui n'a pas subi les dévastations de la première guerre mondiale, mais en est sortie victorieuse, a vu sa production chuter de près de la moitié en... 1921. Par rapport à 100 en

l9l3, l'indice était encore à 91 en 1920, mais à 57 en 1921. Elle n'a dépassé l'indice 100 qu'en 1929-30 pour retomber aussitôt au-dessous une fois de plus par une crise de temps de paix ! De même, les U.S.A. ont plus souffert de la crise de 1929 (chute de l'indice de 205 à 116 en 1934), que la Russie ravagée par l'invasion (indice 1140 en 1940 contre 862 en 1946 [116]).

[231]

Cette opposition entre paix et guerre ne nous sert qu'à illustrer notre démonstration. En fait, les deux états ne se distinguent plus vraiment pour le capital impérialiste qui les confond de plus en Plus étroitement. La paix est celle du surarmement et des guerres locales incessantes - la France n'a-t-elle pas mené d'une seule traite les hostilités de 1939 à la fin de la guerre d'Algérie en 1962, et n'est-elle pas anxieuse de renouer avec les expéditions coloniales ?

Pour le capitalisme hégémonique - les États-Unis, de nos jours - la plus grosse affaire, c'est la guerre. Lorsque la guerre éclate, au lieu de stagner ou de chuter comme leurs rivaux bourgeois, les Yankees voient s'emballer leur production : *ils engrangent les résultats des autres.*

Durant les deux guerres mondiales, ils livrent à l'Europe non seulement des montagnes d'armes pour qu'elle s'entre-déchire, mais encore des flots de denrées alimentaires pour nourrir ses soldats et, à la fin, un océan de capitaux pour relancer son industrie sous contrôle yankee. Les États-Unis disposent alors de près de la moitié du potentiel industriel mondial d'où leur puissance après-guerre. Si l'on part de l'indice général de 100 en 1913, l'Allemagne sera à 99 en 1950, la France à100 et la Grande-Bretagne à 163 contre 430 aux États-Unis qui lui ont ravi le primat mondial.

Une paix trop longue exerce ensuite ses ravages sur l'économie américaine : de 1950 à 1975, l'accumulation du capital aux Etats-Unis mêmes s'est dangereusement ralentie : les investissements n'y sont

116 Une étude systématique de la crise de l'entre-deux-guerres de 1929 confrontée à la récession de 1957-1958 a été publiée dans *Programma comunista*, n[os] 6-9 de 1957. Les annuaires statistiques russes n'ont pas fourni les données des années de la guerre, de sorte que nous n'avons pu confronter que les chiffres de 1940 à 1946.

plus que de 13% au PNB contre 25% en Allemagne, 30% en France et 40% au Japon (capitalismes rajeunis par la guerre et irrigués par l'américain). Dans le même temps, la productivité par heure d'ouvrier dans l'industrie n'a fait que doubler aux U.S.A., alors qu'elle quadruplait dans les autres pays industriels, voire se multipliait par neuf au Japon. Le standard de vie américain qui était le double de celui des autres [232] pays industriels, s'est amenuisé, voire a été rejoint par celui de ses concurrents les plus efficaces. Le monstre américain est de nouveau assoiffé d'une guerre... chez les autres !

Car la guerre n'est « very exciting » qu'à deux conditions : d'abord, qu'elle n'entraîne pas chez soi plus d'horreurs et de ravages que les week-ends sur les routes, et ensuite qu'elle ne se transforme pas – chez les autres (ou chez soi) – en guerre civile.

Voici comment Engels voit ce péril qui guette le militarisme : « Une guerre ? Rien n'est plus facile que de la commencer. Mais ce qui suivra défie tout calcul préalable. Si Guillaume passe le Rhin comme Crésus passa le Halys, *un grand Empire sera assurément détruit* - mais lequel ? Le sien ou celui de l'ennemi ? La paix ne dure d'ailleurs que grâce au révolutionnement continuel de la production et de la technique des armes, qui fait que personne ne peut jamais se dire prêt à la guerre, et grâce à la peur de tout le monde devant les chances absolument imprévisibles d'une guerre qui ne peut plus maintenant se faire qu'à l'échelle du monde entier [117] ». Personne n'en veut peut-être. Cependant elle ne dépend pas de la volonté des individus, mais de l'aggravation inévitable des contradictions de l'économie capitaliste.

L'Empire allemand se trouva ruiné, et ce fut la révolution dans plusieurs pays du continent européen. Mais, dira-t-on, aucune révolution n'a éclaté après la seconde guerre ! C'est oublier Sétif, le 8 mai 1945 et la révolution des peuples de couleur qui a secoué trois continents durant tout cet après-guerre, avant de susciter les premiers sursauts prolétariens en Belgique, en France, au Portugal et aux États-Unis mêmes durant la guerre du Vietnam [118].

---

[117] Cf. Engels, *Et maintenant ?* in *Der Sozialdemokrat,* 8-III-1890 (trad. fr. in Marx-Engels, *la Social-démocratie allemande,* 10/18, p. 244-248).

[118] Marx a étudié l'effet en retour des révolutions bourgeoises sur la révolution prolétarienne au cours même des événements de 1848-1850 : cf. *la Contre-partie révolutionnaire en Europe centrale et méridionale,* in *Ecrits mili-*

[233]

La drogue de l'impérialisme

Retour à la table des matières

Ce qui distingue la sénilité de l'enfance du capitalisme, ce n'est donc pas la guerre ou la paix, qui se combinent toujours « subtilement », mais le ralentissement inquiétant de la croissance due à la fameuse baisse tendancielle du taux de profit : la production industrielle du capitalisme juvénile croit rapidement, et celle du capitalisme mûr et sénile de plus en plus lentement. L'impérialisme est, en somme, la réaction de la forme capitaliste à sa sénescence. C'est la TENTATIVE *d'accélérer artificiellement la course à la production.*

Marx explique que le capital dispose d'un moyen pour redresser momentanément les taux de profit et de croissance, à savoir : *les guerres qui détruisent des pans entiers de l'appareil productif qu'il faut ensuite reconstruire.* Dans la phase impérialiste, le capital se régénère ainsi périodiquement, *mais la baisse moyenne du taux de profit et de croissance de la période historique n'en changera pas pour autant.* Pour l'Angleterre, le rythme moyen d'augmentation annuelle de la production était de 3,6% pour la période de 1859 à 1877, de 2% seulement de 1878 à 1899, et de 1,5% de 1900 à 1959. Cependant, alors que l'oscillation maximale au-dessus de la moyenne de la période antérieure à 1900 était de + 11% et de - 4% d'une année à l'autre, l'oscillation maximale au-dessous de cette moyenne était de - 37% en 1921 par rapport à 1920 et de + 61% en 1927 par rapport à 1926. En somme, moins la moyenne de croissance de la période est élevée, plus fortes en sont les oscillations au-dessus et au-dessous. Les pays dépendants - notamment quand ils sont ravagés par la guerre – subissent

---

taires, p. 221-261. C'est dans cette perspective que c'est située la lutte anti-impérialiste des peuples de couleur tout au long de cet après-guerre, cf. *l'Incandescent réveil des peuples de couleur*, in *Perspective révolutionnaire de la Crise (Fil du Temps*, n° 12). Cette révolution de nos frères jaunes et noirs imprima un formidable mouvement d'accélération à la reprise et à la crise dans les pays développés ; cf. *la crise de Mai 1968 (Fil du Temps*, n° 3).

les pires fluctuations. Les pays hégémoniques, eux, souffrent plus des crises du temps de paix où l'on ferme les usines, mais on les rouvre éventuellement avec la reprise des affaires. Les pays les plus atteints [234] sont les concurrents directs dans la course à l'hégémonie mondiale – l'Allemagne et ensuite la Russie. Un pays ravagé par la guerre ne se reconstruit que lentement son appareil productif étant ruiné et anéanti dans de larges secteurs – et cela peut permettre à l'impérialisme hégémonique d'empêcher ses indices à lui de tomber après la guerre, en « aidant » les pauvres sinistrés. Sous les dehors patelins de la philanthropie, les U.S.A. ont ainsi investi les pays ruinés, en profitant, eux aussi, du relèvement momentané du taux de profit : leur surproduction se déverse alors sur le monde, aux dépens des autres rivaux. La concurrence entre nations s'accroît encore et devient guerre économique qui contient la guerre tout court. Si l'impérialisme dominant parvient à freiner la baisse de ce taux chez lui, il l'accélère chez les autres. Ses coups de force expriment simplement, en régime de concurrence impitoyable, les lois déterminées du capital. Ils ne peuvent empêcher chaque période successive d'avoir une moyenne plus basse.

En somme, l'impérialisme n'est qu'un moyen de modifier – par l'énorme force et masse de l'économie du plus fort – la *distribution* des forces productives et des masses de profit, aux dépens des plus faibles. Il exprime la loi *capitaliste de la concentration et de la centralisation croissantes* qui s'imposent avec d'autant plus de force que baisse le taux de profit et, partant, la possibilité globale de croissance. La concurrence est la plus violente entre capital sénile des métropoles et le capital juvénile des pays de couleur.

Ainsi, la naissance de nouveaux capitalismes en 1870 n'a pu accroître ni la force du capitalisme, ni ses taux de croissance : « A présent que l'Amérique, la France et l'Allemagne commencent à battre en brèche le monopole anglais sur le marché mondial et qu'en conséquence, la surproduction se fait sentir, comme avant 1847, mais plus rapidement, voilà que resurgissent aussi les crises intermédiaires quinquennales. [235] C'est la démonstration que le mode de production capitaliste s'épuise. La période de prospérité n'arrive plus à son épanouissement : c'est déjà la surproduction après 5 années. Mais cela ne signifie absolument pas que nous n'aurons pas de nouveau, de 1884

à 1887, une période économique tout à fait dynamique. » (Engels à Bebel, 10-V-1883.)

Marx était parfaitement au courant du sens économique – impérialiste – des guerres de son époque. Déjà pour éviter que la France ne supplante l'Angleterre, au début du XIX^e^ siècle après la grande révolution de 1789-1815, la Sainte-Alliance des puissances féodales et bourgeoises avait privé le rival de la capitaliste Angleterre de sa partie la plus industrialisée – la Belgique - qui restait la 5^e^ puissance industrielle du monde en 1931. La France fut ainsi, en partie frustrée des fruits économiques de sa révolution politique, alors que la masse de ses habitants et de son revenu national jouait en sa faveur dans sa rivalité séculaire avec l'Angleterre. De même, pour dépasser l'industrie française et rattraper l'Angleterre, Bismarck, annexa en 1871 l'autre partie industrielle de la France, la Lorraine [119]

Notons que, dans la phase « idyllique », la conquête des colonies par les puissances blanches n'a pas relevé leurs taux de croissance, mais a permis à certains impérialismes - notamment français - de résister à d'autres. Elle n'a pas non plus empêché la surproduction et les crises. Au demeurant, les métropoles ne tentèrent pas d'étendre leur mode de production aux colonies, elles y cherchaient simplement un débouché à leur surproduction et une source d'approvisionnement en matières premières bon marché pour relever momentanément leur taux de profit Dans ces conditions, les pays de couleur ont dû lutter les armes à la main pour se libérer du colonialisme. Cependant, ils accéderont à l'indépendance quand le taux de profit sera encore plus bas et la composition organique si [236] élevée que leur industrialisation sera infiniment difficile. La même loi de l'inégalité du développement des pays capitalistes dominants et dépendants s'applique à l'industrie lourde par rapport à l'agriculture et dans le capitalisme sénile au secteur de pacotille de luxe par rapport au secteur des moyens de subsistance. Ces disparités s'amplifient à l'intérieur de chacune de ces sections antagoniques, jusque dans les entreprises où l'une profite des malheurs de l'autre : c'est la guerre économique généralisée même entre bourgeois. Comment éviter la crise dans m conditions ?

---

119 Cf. Marx-Engels, la Belgique, État constitutionnel modèle, édité par le Fils du Temps, 1977, p. 233-234, ainsi que p. 97-1.02, l'Ere impérialiste des annexions.

La supercrise de l'impérialisme

Retour à la table des matières

L'arme suprême, dont dispose l'impérialisme pour modifier la distribution, afin d'écrémer momentanément la production et les profits à son avantage, c'est la guerre et ses destructions. Il en use avant tout là où le guette le danger l'une révolution qui pourrait renverser le capitalisme. Le général Engels observait, que la guerre était pour la bourgeoisie un moyen de prévenir la révolution : « Nous menons une guerre de siège contre notre ennemi, et tant que nos tranchées ne cessent de progresser et de resserrer l'étau, tout va bien. Nous sommes maintenant tout près du second parallèle, où nous dresserons nos batteries démontables et pourront bientôt faire taire l'artillerie adverse. Or, nous sommes déjà assez avancés pour que les assiégés ne puissent être dégagés momentanément de ce blocus que par une guerre mondiale [120]. »

Mais même de cela l'impérialisme fait une affaire - s'il l'emporte. Après le conflit, il empêche le pays de tradition révolutionnaire d'accroître ses indices de production et de regonfler au maximum ses contradictions de classe - et il accumule à sa place pour augmenter la puissance de la forteresse de la conservation bourgeoise. C'est ainsi que l'Allemagne a vu ses forces [237] productives stagner au-dessous de l'indice 100 de 1913 à 1950, jusqu'au moment où le danger révolutionnaire fut passé. En effet, les U.S.A. ne permirent la relance économique qu'à une Allemagne dépecée et solidement ligotée, investie et exploitée par les impérialismes américain, d'une part, et russe, d'autre part.

Mais, rien ne peut empêcher la fatale baisse historique. À l'heure actuelle, l'impérialisme américain souffre de se freiner et de se brimer lui-même. L'Allemagne, dont la « puissance » économique est vantée comme modèle, s'efforce de stagner depuis 1973 et espère - en vain - conserver son potentiel du sommet précédent et éviter toute secousse

---

[120] Cf. Engels à H. Schlüter, 19-III-1887, ainsi que le chapitre intitulé la Future guerre mondiale et la révolution, in Mark-Engels, *la Social-démocratie allemande*, 10/18, p. 212-218, 221-222.

désagréable. Cependant, elle a renvoyé quantité de force de travail dans leur pays d'origine - ce qui témoigne d'une forte baisse de production que *masquent les indices* officiels de plus en plus truqués partout [121]. Les États-Unis ont vu chuter leur production d'acier, par exemple, de 136 millions de tonnes en 1973 à 1,14 en 1977, tandis que leur production automobile tombait de 9 687 200 unités en 1973 à 6 717 200 en 1975. La baisse catastrophique de ces deux secteurs-clés de la production américaine montre combien les statistiques sont truquées et ce qu'il faut penser des rapports officiels sur l'état de l'économie qui prétendent que cette fois-ci il n'y a pas eu de chute de la production comme après 1929. C'est le cas de le dire : la fabrication en série de bobards et de mensonges des ministères de l'Information des démocraties occidentales atteint un rendement à faire pâlir d'envie les ministères de la Propagande fascistes !

La drogue de l'étatisation

Retour à la table des matières

L'État bourgeois moderne est ce *deus ex machina* qui permet de gonfler artificiellement l'appareil de production [238] en une éléphantiasis gigantesque – à l'image de la crise actuelle.

Le moyen en est archi-connu : la centralisation. L'État s'ingère partout et diffuse le totalitarisme ou mieux le fascisme dans l'économie, la politique, le juridique et, l'idéologique. Il ne manque jamais à l'appel.

---

121 Un autre pays modèle est la balourde Suisse, qui ressemble *à* sa voisine allemande. Sa devise est ultra forte et sa balance commerciale largement excédentaire. Qui plus est, un taux de chômage de 0,5%. Les Dieux bourgeois ont cependant des recettes très simples : vider 27% des étrangers, au point que la population active a diminué de 9% (c'est comme si la France avait un taux de chômage de 9,5%, mais ne versait d'indemnités qu'à 0,5%). Avec l'augmentation de la productivité qui résulte de cette économie de main-d'œuvre, les exportations ont augmenté de + 6% en 1977 : encore un exploit inouï. Seulement le taux de chômage en Italie, au Portugal et en Espagne a subi le contrecoup de ces sages mesures suisses.

Un excellent indice pour mesurer le degré d'étatisation de l'économie est le rapport entre les dépenses de l'État et celles de toute la nation (revenu national). Il nous permet de distinguer nettement la phase libérale de la phase monopolistique. La *guerre* et la *crise* ont le même effet : gonfler cet indice. Aux États-Unis, par exemple, il était de 1% en 1880 et ne dépassait pas encore 1,7% en 1916. La guerre le fit progresser d'année en année : 3,7%, 20,1%, 27,2% ; en 1919, l'État accaparait presque un tiers du mouvement économique. La paix fit retomber l'indice, sans jamais le ramener à son niveau d'avant-guerre : le minimum fut atteint avec 2,3% en 1925, mais la crise le fit remonter à 4% en 1929, et 9,4% en l932. De 1934 à 1941, l'indice se fixait autour de 12%, mais le nouveau conflit provoqua un nouvel envol : en 1942 : 27,4%, en 1943 : 55% ; en 1944 : 58,5% ; et en 1945 : 61,2%. En 1948, à tomba à un nouveau minimum : 15,8%. La crise qui aboutit à la guerre de Corée, le fit remonter à 26%. Il oscilla ensuite autour de 23%, et atteint déjà dans l'actuelle crise 30% en 1976.

Les interventions de l'Etat ont un effet inévitable : l'inflation. Elles font, en effet, baisser le *pouvoir d'achat de la monnaie.* De 100 en 1913, il n'était plus que 51,1 en 1920. Avec la déflation de la crise de 1930 à 1934, cet indice remonte cependant : 60,6, 62,7, 69,8 et 88,2. En faisant baisser le prix de gros (141, 118, 90, 74) pour la nourriture du prolétariat, il augmentait même d'autant le pouvoir d'achat des ouvriers, même si l'on divise la masse des salaires par [239] les nombre d'ouvriers occupés et non occupés. Les travailleurs disaient alors - cela va bien pour nous, quand cela va mal pour le patron !

Les préparatifs de la guerre, et plus encore la guerre elle-même, font chuter le dollar : de 72,4 en 1939 à 56,7 en 1944 – et en pleine prospérité d'après-guerre, il est à... 36,3 en 1958. On connaît la suite, le dollar ne cesse de dégringoler.

La panacée de l'État-providence est l'inflation qui lui permet de peser plus durement sur les masses salariées, enchaînées par le crédit et droguées par sa camelote et, à la fin, précipitées dans – le chômage massif et les massacres de la guerre où le capitalisme dopé débouche sans même s'en apercevoir. À l'époque du capitalisme « idyllique », les crises éclataient quand se manifestait la surproduction avec l'impossibilité de vendre les produits de la grande industrie. La pénurie d'argent des salariés et des capitalistes provoquait aussitôt une chute des prix. L'alarme était donnée par les prix en dégringolade affichés

dans les boutiques et, en conséquence, la chute effarante des titres en bourse, qui expriment la valeur des moyens de production des bourgeois.

Depuis l'époque des grandes guerres qui entraînent dans leur tourbillon les États les plus puissants et les plus peuplés, et même un peu avant la première guerre mondiale, les crises ont pris l'aspect à première vue opposé à celui des crises classiques : les prix et la demande de marchandises augmentent – même pour ce qui concerne la grande industrie pourtant si productive. La guerre (et sa préparation) crée un énorme consommateur, car toutes les variétés de marchandises sont demandées en masses énormes par les armées – depuis le canon à l'agrafe de bureau. Toutes les industries sont invitées à produire et à vendre au maximum pour le client de l'État qui sait trouver l'argent et l'encaisser, surtout en temps de guerre et de crise. La production s'en trouve follement [240] stimulée : les valeurs, des plus grandes branches de l'industrie montent, au lieu de baisser. Toutes les marchandises se font rares pour la consommation de la population - et tous les prix grimpent. Même au cours de cet après-guerre, le *pouvoir d'achat de la monnaie américaine*, mesuré en prix de gros ou de détail, a en moyenne baissé alors que la production augmentait. En Amérique, le chômage était moins élevé en temps de guerre qu'en temps de prospérité ou de surchauffe ! ! On en vient même à transformer – et ce aux États-Unis pourtant si riches – la paix en temps de sous-production, de chômage et de bas salaires réels pour les masses afin de surproduire d'autant plus pour le capital dans ses branches droguées.

Si la crise de la production classique signifie crise du capital et du travail, la prospérité peut parfaitement signifier crise du travail. Le dirigisme d'État avec ses interventions économiques a montré, depuis le New Deal, que le capital parvient non pas à éviter les crises, mais à obtenir que celles-ci pèsent plus durement sur les classes mal payées que sur les classes, dont les bénéfices élevés sont garantis par le mécanisme complexe des contrôles étatiques. Si les ouvriers américains semblaient gâtés aux yeux des Européens ruinés par la guerre, leur pouvoir d'achat n'a cessé de décliner, depuis quinze ans, cependant qu'une fraction énorme de la population ouvrière se transformait en une bande d'assistés.

Toute cette évolution, confrontée à l'analyse classique de Marx, faisait dire à notre parti dès 1958 : « La crise de 1929 était encore celle du chômage et des bas prix. Or la *grande crise droguée* que nous attendons aura les malédictions de la surproduction insensée et de la menace de guerre avec le chômage et la hausse impitoyable des prix. Aujourd'hui, ce n'est encore qu'une plaisanterie, mais déjà les théories du plein-emploi et du bien-être tremblent sur leurs bases en Amérique [122]. »

[241]

La drogue de l'inflation

Retour à la table des matières

La production de luxe est une solution du capitalisme dégénéré que guette la surproduction. D'abord, par son inutilité, elle démoralise l’humanité et les malheureux ouvriers qui produisent le luxe : vanité des vanités, vide du vide. Ensuite, sa consommation est un moyen de corrompre et de débiliter par excellence – et en sont le plus affectées en Europe les classes ouvrières des pays où elles sont le plus concentrées, et les plus nombreuses, voire où elles ont des traditions révolutionnaires les plus fortes – Allemagne, France, Angleterre, Italie, etc. Enfin, ces articles sont produits avec toute la frénésie propre au capital développé à la chaîne. Si la matière première coûtait un bon prix, ou mieux si elle était transformée dans ses pays d'origine pour et par ses habitants, on ne pourrait pas créer tant de camelote inutile dans les métropoles – par exemple, l'automobile qui tourne en rond stérilement avant d'être mise au « cimetière des voitures ». Et le snobisme veut toujours la voiture du modèle de la dernière année, ce qui permet une rotation et un amortissement ultra-rapide du capital.

Pour faire ce gâchis, il faut que les forces productives, soient pléthoriques et elles aussi dévalorisées – ce qui implique une composition organique extrêmement élevée du capital. Les Européens n'y sont venus qu'après la guerre qui a dévalorisé une masse énorme d'installa-

---

[122] Cf. l'Économie des États-Unis : Cours de la production et récession in Programma Comunista, n° 12 de 1958, chap. sur l'Emploi et les salaires.

tions productives. Les Russes et le bloc oriental ne sont pas encore à ce niveau. Pour y accéder, ces pays, dont l'industrie lourde est pléthorique, *ont soif d'une crise énorme* qui dévaloriserait massivement le capital constant et bouleverserait complètement la composition organique de leur capital social, c'est-à-dire la distribution et la répartition des capitaux entre les diverses branches de la production.

La demande « solvable » pour ces produits de la surproduction dégénérée du capitalisme sénile se forme [242] par de gigantesques transferts de richesse des classes productives aux classes parasitaires ; l'inflation en est le meilleur moyen - et le plus moderne.

Dans ses articles sur le *Crédit Mobilier* [123], Marx dénonce *l'inflation* comme source principale de transfert de plus-value par toutes sortes de spéculations pour stériliser le capital en le plaçant, par exemple, dans des constructions ou marchandises inutiles. C'est ce qui ressort aussi du passage que nous avons cité dans la première introduction : la participation momentanée du prolétariat aux miettes du festin bourgeois (produits de luxe), dans la phase de surchauffe, provoque *une flambée supplémentaire des prix* (p. 22), car l'exaspération de la consommation et de la demande solvable ne fait que susciter la surproduction elle n'éloigne donc pas la crise, au contraire.

L'inflation monétaire de la période de la prospérité croissante de cet après-guerre en Occident est indubitablement liée, pour une grande part, à l'éléphantiasis de la section II b. La preuve a *contrario* vient de l'Est, encore immergé dans le culte de l'industrie lourde. Une masse

---

123 Dans sa série d'articles consacrés au *Crédit Mobilier* en 1857 pour la *New York Tribune,* Marx explique de quelle manière cet institut financier s'y prenait pour stériliser le capital, en évitant de toucher à la composition organique existante du capital, et donc au taux de profit. Bien sûr, disait Marx il opérait à l'inverse des banques d'affaires qui rendent fluides le capital fixe dans les entreprises industrielles. Le *Crédit Mobilier,* lui, transformait le capital fluide en capital fixe pour entreprendre des travaux somptuaires, inutiles. Il spéculait en Bourse, par exemple, avec des actions de chemins de fer (qui ne sont que du papier, n'étaient les installations fixes ferroviaires), en donnant « un air solide à ce capital fictif » qu'il appliquait à son genre de travaux. En somme : « l'opération consiste à détourner une grande partie de *l'activité pro*ductive du capital national en *spéculations* improductives. (1-VI-1857). L'astuce, c'est, *par un transfert fictif de titres,* d'assignations sur le produit futur du travail, *de détourner pour soi du travail créateur.* L'infamie, c'est de lui faire exécuter des œuvres stériles.

énorme de monnaie fluctuante reflète la valeur éphémère de ces marchandises créées inutilement ou pour être détruites.

L'inflation systématique du capitalisme drogué a provoqué un *renversement de l'évolution historique de la valeur monétaire des produits industriels.* Ceux-ci épousent désormais l'allure des prix des moyens de subsistance qui vont aux ouvriers et sont en augmentation constante du fait de la rente qui les surcharge. Le mécanisme n'est pas nouveau, mais il ne s'appliquait jusque-là qu'aux seuls produits de la terre.

Nous avons vu qu'au siècle dernier, le pouvoir d'achat de la monnaie augmentait, tandis que les prix baissaient. Cela correspond au développement capitaliste *normal,* où les forces productives augmentent sans cesse, en multipliant pour une même valeur d'échange les valeurs d'usage produites, puisque [243] l'heure de travail devient toujours plus féconde. Cette évolution *bénéfique pour tous ceux qui travaillent* a été renversée... par la théorie du bien-être et la loi mercantile du capitalisme, selon laquelle il faut une demande « solvable » pour assurer l'écoulement de toute marchandise produite. L'économie politique sénile a sanctionné cette évolution dans sa *théorie de la « formation des prix ».* Les coûts de production doivent augmenter sans cesse, afin de *créer les revenus pour résorber les produits.* La préoccupation est claire : lutter contre la surproduction et l'engorgement du marché.

On ne calcule plus le prix de la masse produite, en divisant la somme du capital constant + salaire + profit moyen par le nombre des produits, ce qui faisait diminuer le prix lorsque le nombre d'articles produits devenait plus nombreux à coûts égaux par suite de l'accroissement de la productivité. Ce n'est plus *la production, et ses facteurs, qui déterminent les prix, mais le marché.* Dans le nouveau calcul, *l'utilité* de l'école marginaliste raillée par Engels [124] est confondue avec la valeur d'échange : la marge de l'excédent produit (la surproduction) est adaptée au prix pour lui assurer un débouché. En consé-

---

[124] Cf. lettre d'Engels à Danielson, le 5-1-1888 : « ici la mode est à la théorie de Stanley Jevons, selon lequel la valeur se détermine, d'une part, par l'utilité (de sorte que valeur d'échange égale valeur d'usage) et, d'autre part, par la grandeur de l'offre, (c'est-à-dire les coûts de production). Tout cela n'est qu'une façon confuse de dire en somme que ta valeur est déterminée par l'offre et, la demande. Encore et toujours l'économie vulgaire ! ».

quence, les prix sont fixés en fonction de la consommation, du marché, et non par la production, les facteurs effectifs qui produisent. On invente alors mille raisons de créer ou d'augmenter certains revenus. Si les rentiers justifiaient leurs revenus par le titre de propriété de la terre, les capitalistes le font en s'appuyant sur la propriété du capital constant [125], et les petits-bourgeois se mettent à exhiber mille titres nouveaux, dont la propriété intellectuelle, littéraire et industrielle, universitaire et professionnelle est la plus invoquée, et nous avons alors les experts en mille trucs, les années d'ancienneté, la hiérarchie avec les grilles de salaire plus élargies que jamais – 360 indices pour une même industrie - les zones et abattements de salaires, l'âge, le, sexe [244] qui fait des différences moyennes de salaire de 30% le gain se « personnalise ».

Les ouvriers qui font directement partie des facteurs ou coûts de production sont les plus lésés dans le nouveau partage ; cette création de revenu favorise – par définition – les secteurs improductifs (services, tertiaires, etc.) et autres parasites. En somme, on assigne, par d'énormes transferts gratuits, des montagnes de marchandises aux classes moyennes, afin de réaliser sur le marché la production pléthorique. Leur revenu augmente pour cette unique raison : le besoin de placer les marchandises de luxe que l'on produit frénétiquement.

Au fond, l'inflation des prix, suscitée et amplifiée par la pénurie dramatique des produits de première nécessité durant la dernière guerre, s'impose durablement avec la théorie du bien-être. En somme, rien n'est changé : le nécessaire est hors de prix. Mais si la camelote est bazardée d'abord à vil prix, à la fin – dans une nouvelle crise plus grave que jamais – elle coûte, elle aussi, de plus en plus cher, mettant un terme à toute cette merde.

---

125 Au début du capitalisme les industriels expliquent leur profit par l'activité de direction, l'esprit d'innovation et d'entreprise dont ils font preuve, bref par une sorte de travail ; l'économie vulgaire le motive ensuite par la possession d'instruments de production qui créeraient aussi de la richesse - à l'image de la propriété de la terre qui crée des richesses et justifie les revenus des propriétaires fonciers : dégringolade de l'économie, vulgaire du plan de la production au juridisme le plus creux, tandis que se noue l'alliance entre les deux fractions naguère antagoniques des classes dominantes capitalistes.

La sous-consommation et l'art des profits

Retour à la table des matières

Au cours de cette crise, les économistes et les politiciens poussent à son comble l'art de combiner les profits maxima et la sous-consommation des masses. C'est proprement l'inflation croissante en pleine crise de surproduction qui permet ce petit jeu.

C'est l'industrie-clé de l'automobile qui a appliqué en virtuose le « remède » : pour faire face à la surproduction, elle a augmenté ses prix de plus de 50%, ce qui restreint fortement la « consommation », mais accroît considérablement son chiffre d'affaires, et donc ses profits. Ces messieurs se sont appropriés les, secrets du mécanisme de la rente dans l'acculture : [245] *une légère pénurie est source de surprofits.* Ils ont fait le calcul : 100 articles à 5 frs chacun donnent une recette de 500 frs ; mais une légère pénurie, artificiellement créée à l'époque des monopoles ou des ententes, avec 90 articles, fait monter le prix de chacun d'eux à 7 frs, soit une rentrée d'argent de 630 frs et *un surprofit de 130 frs.* Une suroffre de 110 articles ferait, en revanche, chuter le prix unitaire à 3 frs, avec une minable recette de 330 frs seulement. C'est ainsi que l'agriculture, à force de produire toujours moins d'aliments, réalise un chiffre d'affaires toujours plus gros. Comment les fabricants d'automobiles créent-ils une pénurie ? En vendant tous cher, tandis que le besoin d'autos est devenu « pressant », maintenant que les transports en commun pratiques ont été supprimés, que les domiciles ont été éparpillés dans la nature loin du centre des villes, du lieu de travail, des marchés, etc. Et le gouvernement donne son petit coup de pouce, en augmentant le prix du métro, des chemins de fer, etc. Il participera même à l'opération en faisant hausser le prix de l'essence, etc. L'expérience a montré que l'usager n'est pas prêt de renoncer à son auto : il préfère sacrifier des articles de consommation – les plus essentiels – pour satisfaire cette « priorité ». On peut donc y aller.

Marx lui-même explique ce mécanisme des surprofits fondé sur la sous-consommation. D'abord, dit-il, on mettrait fin à la folle « production pour la production » et la recherche frénétique des surprofits et

rentes, si le travail nécessaire pour créer tel ou tel article était distribué rationnellement entre les diverses branches de la production conformément aux besoins de la société : « Si cette répartition était proportionnée, les produits des diverses branches *seraient vendus à leur valeur* ou à des prix qui sont obtenus à partir de ces valeurs ou de ces prix de production sous l'effet des lois générales. Nous entendons ici la loi de la valeur telle qu'elle régit, non point les marchandises [246] ou articles isolés, mais à chaque fois l'ensemble des produits de chaque branche particulière de la production sociale que la division du travail a rendue autonome. Cette loi de la valeur fait non seulement que l'on consacre à chaque marchandise particulière *uniquement le temps de travail* nécessaire, mais que l'on emploie encore dans les différentes branches *uniquement la proportion nécessaire de l'ensemble du temps de travail social* [126]. »

Tout le mouvement de la société capitaliste tend en fait à contourner la loi de la valeur et de la production proportionnée, en produisant non pour les besoins, mais pour la production. On surproduit pour accroître la masse de profits. Et on vend même le plus cher possible en vue d'augmenter le *taux* du profit. Dans sa lettre à Engels du 22-IV-1868, Marx explique ainsi que le taux de profit peut hausser avec la dépréciation de l'argent (inflation) dans une mesure qui dépend du volume relatif des branches particulières de la production.

À partir de ces prémisses sur la production proportionnée aux besoins et au travail nécessaire employé à chaque fois, Marx explique que tout l'excédent sur la quantité déterminée qui satisfait le besoin social, est dévalorisé : « La totalité des tissus ne se vendra que s'ils avaient été produits dans la proportion nécessaire. » Cela a aussi pour corollaire que si le tissu est *produit au-dessous des besoins* de la société, le mécanisme mercantile fait qu'il se *vendra au-dessus de sa valeur*, un transfert de valeur (argent, richesse ou capital) s'opérant des autres branches au bénéfice de celle qui ne satisfait pas toute la demande. L'exemple classique en est l'agriculture, dont les conditions particulières empêchent la péréquation des profits et s'opposent à la concurrence qui fait baisser les prix quand la production augmente. Comme la production agricole n'est pas proportionnée aux besoins, « la valeur des marchandises produites par le capital dans [247] l'agri-

126 Cf. Marx, *le Capital* III, chap. xxxvii, in *Werke* 25, p. 648.

culture se trouve par définition *au-dessus* de leur prix de production (de leur valeur), d'où la rente qui est l'excédent de valeur sur le prix de production [127] ».

Le capitalisme sénile drogué s'efforce de transférer à l'industrie aussi le parasitisme de l'agriculture. Toute branche de la production qui est en retard sur les autres, qui n'arrive pas – Ou ne tient pas, grâce à un monopole ou protection – à satisfaire les besoins de la société, touche une prime, voit une partie du profit ou capital des, autres branches transférée chez elle. Dans ces conditions, qui n'organiserait pas, avec tous les moyens dont il dispose, la sous-consommation dans le secteur des biens qu'il fabrique ? Pour y parvenir, il suffit d'arriver au monopole ou de former un cartel, une association et une entente en vue d'escroquer une rente ou des subventions à l'État ou à la C.E.E., etc., etc. - et nous savons que tout capitaliste moderne se débrouille pour en bénéficier et il trouve la complicité de l'État. On développe alors chez soi la sous-consommation, source de hauts profits.

Mais on pourrait penser que les capitalistes ne peuvent pas tous utiliser cette méthode, ne serait-ce que parce qu'il n'y aurait plus de transfert de surprofits à l'avantage des uns et au détriment des autres. C'est oublier que nous sommes dans une société de classe, où ces transferts s'opèrent, non aux dépens des capitalistes de quelque section que ce soit, mais de la masse énorme des travailleurs. Autrement dit, le transfert ne s'effectue pas de capital à capital, mais de salaire à capital. Et cette « politique économique » se fait de plus en plus actuelle, à mesure que nous nous enfonçons dans, la crise où le taux de profit est au plus bas et où le capital tend à grignoter les salaires pour maintenir un profit pour lui. C'est le couronnement de l'inflation, c'est tout le sens de la politique actuelle de Barre qui donne aux entreprises la liberté de fixer leurs prix de vente (de puiser dans la poche des autres).

[248]

Mais objectera-t-on, sous-consommation signifie sous-production. Ce serait vrai, si la production de la société tout entière formait une seule et même branche. Or, la société capitaliste - surtout si elle est sénile, donc concentrée et organisée –peut fort bien *sous-produire* en vue de faire sous-consommer les masses et faire d'énormes profits

[127] Cf. *ibid.*, chap. xxxxv, *in Werke* 25, p. 770.

grâce à ce déséquilibre tout en *surproduisant* follement dans toutes *les autres* branches de la production : l'armement, l'industrie lourde, la production de luxe, dont les prix peuvent être abordables aux hauts salaires. On a, ainsi, côte à côte, sous-consommation et surproduction, ces deux frères siamois de la société mercantile du capital. De fait, plus la sous-consommation sera forte ici, plus la surproduction sera énorme là. Mais qui financera cette énorme surproduction ? Le truc est tout simple, ce seront les richesses enlevées aux masses, dont on tire des surprofits en ne satisfaisant pas leurs besoins les plus fondamentaux (moyens de subsistance). Le capital y gagne doublement : il fait des surprofits dans les branches où il *sous-satisfait* la demande urgente des masses, et il peut développer ses affaires dans les branches où il *surproduit* pour le capital et ses laquais et où sont dépensés les surprofits faits dans la section des moyens de susbsistance : il crée ainsi une demande artificielle pour des articles inutiles, voire nocifs. On arrive alors au paroxysme du déséquilibre, de l'opposition entre surproduction (du capital) et sous-consommation (des masses).

On aurait pu penser que le capital pourrait tenter d'accroître ses profits, en diminuant les dépenses improductives ou la consommation stérile des classes moyennes dont la seule fonction est de consommer. Mais cela suppose que le capital cesse de susciter l'inflation et d'augmenter encore la production, voire la surproduction, pour se lancer dans la déflation en assainissant l'économie. Or nous sommes en capitalisme *drogué*, définitivement drogué – et si le capital [249] éliminait les secteurs improductifs, inutiles, parasitaires, voire nocifs, il se dégonflerait complètement ; des pans entiers de la production s'effondreraient les uns après les autres, comme dans les crises décrites par Marx. Des millions de salariés improductifs, de luxe, de guerre, etc. seraient sans pain, ni voiture, ni pointes Bic : ce serait la cascade des fermetures non pas seulement d'entreprises, mais de branches entières de la production. Cela n'arrivera pas, car le capitalisme drogué débouche hagard dans la guerre. Le cancer du capital est donc condamné à grossir encore, et le cadavre de cheminer, sur les forces vitales du travailleur productif qui sera sucé jusqu'à ce qu'il s’insurge contre l'ignoble capitalisme. C'est toujours lui qui paie. Il n'y a donc plus de limites à la perversion de la production qui satisfait les besoins factices avec ses drogues et ses marchandises rutilantes, mais inutiles,

avant le besoin fondamental de la vie : surproduction égale sous-consommation.

Théorie du capitalisme drogué

Retour à la table des matières

Avant d'expliquer – par Marx – le mécanisme et la théorie de ce que nous avons appelé le CAPITALISME DROGUÉ, considérons quelles en sont les principales manifestations. Nous avons le coût croissant des facteurs de production, les interventions massives de l'État et de l'impérialisme dans les rapports économiques, le gouvernement gigantesque, les dépenses improductives, la gabegie bureaucratique, la spéculation immobilière parasitaire, l'économie du bien-être frelaté et du gaspillage, la folle déprédation des richesses de la nature, les fluctuations désastreuses du prix des matières premières, la dégradation ou minéralisation croissante de la production et de la consommation, l'éléphantiasis des dépenses militaires, les énormes destructions de capital par les guerres incessantes, le gonflement [250] monstrueux des secteurs inutiles de la pacotille de ce que l'on appelle la société de consommation, etc. etc.

Le comble, c'est que tout cela est présenté comme la prospérité~ et la marque d'une société de progrès. Une telle mystification ne peut être faite qu'aux dépens d'une humanité bafouée et droguée.

Pour expliquer ce renversement effarant de toutes les lois de l'économie et de la vie ainsi que la perte de toute sensibilité aux écarts ou dévoiements de la production, il faut abandonner le terrain bourgeois, et partir du point de vue purement marxiste.

Il nous faut faire ici une longue digression pour expliquer le mécanisme économique par lequel le capitalisme sénile est devenu homicide et destructeur non seulement des richesses produites qu'il dévalorise et jette au rebut pour pouvoir recommencer un nouveau cycle de production, mais encore destructeur de la nature et des réserves de matières premières accumulées pendant des millénaires. Nous sommes ici au centre de la question : en raison des gigantesques forces productives accumulées, la crise catastrophique et la rage de destruction font désormais partie intégrante du capital lui-même.

Ricardo est incapable d'expliquer en quoi que ce soit les entorses modernes à l'économie classique, car implicitement son système les renferme. Cependant il était cohérent sur un point : il défendait avec acharnement tout ce qui favorisait la production et considérait comme un crime contre l'accumulation croissante du capital ce qui est devenu vertu pour l'économie droguée et dégénérée d'aujourd'hui : la destruction massive de richesses déjà produites en vue de détourner des capitaux du *procès de reproduction* qui s'élargit progressivement, en faisant une affaire de la dévalorisation et du gaspillage de capital.

Ce qui pousse inéluctablement les bourgeois à cette pratique diabolique, c'est la baisse du taux de profit [251] contre laquelle ils n'ont d'autre remède que la stérilisation ou la destruction du capital pléthorique de nos jours.

Aux yeux de Marx, le taux de profit détermine en effet : 1. la croissance du capitalisme (c'en est aussi la mesure) et 2. la vie ou la mort des capitaux particuliers. Il en règle les rapports quantitatifs Qu'un achetant chez l'autre le capital constant ou les moyens de subsistance), donc le degré de sa force en même temps que sa capacité plus ou moins grande de se reproduire et de s'imposer dans la concurrence universelle. Pour ce qui est du capital global, général – par exemple, le capital qui est nationalisé –, il s'en soucie moins, il lui suffit de survivre : « Le taux de profit, c'est-à-dire l'accroissement proportionnel de capital, est essentiel à tous les nouveaux surgeons de capitaux qui se regroupent de manière autonome [et doivent pouvoir, à leur tour, se valoriser, c'est-à-dire produire avec profit N. de Tr.]. Or, si la formation de capital devenait le monopole exclusif d'un petit nombre de capitaux déjà établis, pour lesquels la masse du profit compense son taux, le feu vivifiant de la production s'éteindrait ment [128]. »

Le taux de profit est un étalon d'autant plus coercitif pour l'entreprise particulière qu'elle est de petite dimension et que les échanges se font entre capitaux concurrents, nombreux, qui sont soumis le plus rigoureusement à toutes les nécessités de la loi bourgeoise du profit privé. Il y a compensation et nivellement des gains et pertes, quand le capital est concentré, l'un de ses secteurs ou départements d'activité

[128] Cf. *ibid.*, p. 269. Nous avons reproduit dans ce recueil tout le chapitre fondamental sur la baisse du taux de profit, cf. section 2, p. 339-357.

pouvant faire du profit et l'autre non. Le besoin de calculer les rapports entre profit et capital à avancer se fait moins pressant pour les éléments particuliers, bien qu'il subsiste toujours pour l'unité globale qui doit se reproduire avec profit : la masse compense ici le mieux le taux de profit. L'État est le moyen par excellence de compenser les pertes de l'un par les gains [252] de l'autre. Il est capable même, quand le taux de profit tend à zéro, de prélever de la valeur sur le capital variable pour en faire du profit – par le moyen de l'impôt, de la taxation des prix, de la politique de hausse des prix alimentaires, qui grèvent les salaires, et par son moyen préféré : l'inflation et le crédit. Représentant la confiance de tous en l'avenir de l'économie nationale, l'État peut avancer du capital fictif qui ne *deviendra réel* qu'au moment où il se sera assigné une production déterminée, surgie dans l'intervalle.

Le *capital* s'aperçoit qu'il pourrait fort bien fonctionner en dépit des lois d'appropriation privée, qu'il reprend à son compte uniquement pour justifier que le capital s'approprie tout le produit créé par l'ouvrier salarié. Il dispose alors des meilleurs moyens pour hausser le taux de profit, en dévalorisant même le capital constant par rapport auquel le taux de profit se détermine pour bonne part. Un premier moyen est de mettre en veilleuse, voire d'éteindre les parties du capital social qui ne donnent pas de profit – les autres travailleront à leur place. *L'ensemble n'y perd rien, bien que des masses considérables de capital constant (installations productives, machines, etc.) soient anéanties dans l'opération.*

Le capital applique alors à une échelle colossale la loi que le marxisme met en relief : *le capital ne peut se valoriser* (se reproduire en faisant des profits) *qu'en se dévalorisant de plus en plus.* Cette loi implique cette autre : ce n'est pas le capital constant, (les installations productives, les machines, les matières premières, la technologie, etc.) qui crée la moindre parcelle de valeur, c'est seulement et uniquement le capital variable, le travail de l'ouvrier. De cette constatation pratique, l'économie vulgaire de cet après-guerre a tiré une conclusion vicieuse qui montre à l'évidence que le capitalisme est en crise violente et dégénérative : pour que le travail produise frénétiquement, il [253] faut dévaloriser – anéantir au plan de la valeur – toutes les richesses déjà produites, celles-ci pouvant limiter le terrain de demande.

L'économie vulgaire bourgeoise repose sur l'hypothèse selon laquelle la propriété du capital constant donne droit à tout le produit [129] (y compris le capital variable que l'ouvrier doit acheter, – en vendant de nouveau sa force de travail). Ce n'est pas une loi abstraite de l'économie, ce sont les rapports de classe, qui expliquent que l'ouvrier produit tout et le capital possède tout. Ces rapports sociaux sont nés avec la prétendue accumulation primitive qui, en fait, a arraché au producteur ses moyens de production devenus la propriété juridique d'autrui. Une fois que l'ouvrier est dépouillé de tous ses instruments de travail, il suffit de lui donner simplement des moyens de subsistance pour qu'il travaille autant que l'exige le capitaliste auquel il vend sa force de travail pour pouvoir manger : dès lors le produit tout entier appartient au capital. La propriété bourgeoise repose fondamentalement sur l'expropriation et dérive de la faim et des besoins physiologiques incoercibles qu'éprouve l'organisme de l'ouvrier la richesse se fonde sur la misère.

Voilà comment le capitaliste « avance », par exemple, la partie constante. Historiquement, le capital constant (machines, etc.) est le produit du travail de l'ouvrier, et économiquement l'ouvrier crée à chaque fois dans le procès de travail la valeur de la partie constante usée qui se trouve dans le produit que le capitaliste s'approprie gratuitement. En fait, cette partie constante est détruite au cours du procès de production par le travail de l'ouvrier et donc réduite à zéro, et il la reproduit gratuitement pour son patron. En un mot, dans le procès de production, l'ouvrier doit créer de nouveau toute la valeur avancée, en y ajoutant le profit ou travail non payé : « Le capitaliste obtient gratuitement le surtravail ainsi que la conservation de la valeur des [254] matières premières et des instruments. En ajoutant une valeur nouvelle à l'ancienne, le travail conserve et éternise le capital [130]. »

Et Marx de conclure : « L'ouvrier non seulement ne sort pas plus riche du procès de production, mais en sort plus pauvre qu'il n'y est entré : Il n'a pas seulement réalisé les conditions pour que le travail nécessaire appartienne au capital, mais la possibilité, subsistant dans [les forces physiques de] l'ouvrier, de créer de la valeur existe maintenant dans la valeur additionnelle, le surproduit, bref dans le capital

129 *Cf.* Marx, *Grundrisse ;* t. II, p. 159.
130 *Cf.* Marx, *Grundrisse ;* t. II, p. 159.

qui domine, la force de travail de l'ouvrier. Il n'a pas seulement produit la richesse pour autrui et le dénuement pour lui-même, mais encore le rapport de cette richesse à la pauvreté de l'ouvrier » (t. 2, p. 271). En effet, il se trouve sans moyens de subsistance qu'il a consommés pendant qu'il travaillait et, s'il en veut de nouveaux, il est obligé de recommencer à produire pour le capital. Par conséquent : « En s'appropriant le travail présent, le capitaliste détient déjà une assignation sur le travail futur » (p. 159).

Or, qu'est-ce que cette assignation sur le travail futur du prolétariat ou ce droit permanent de soustraction du produit à l'ouvrier qui l'a créé ? C'est, en somme, Sa Majesté le Capital en action. Il suffit qu'il se présente comme de l'argent que n'importe quelle banque peut fabriquer avec le crédit : « Pour autant qu'elle existe pour elle-même, la plus-value – l'excédent du travail matérialisé – est de l'argent. Mais cet argent est en soi déjà du capital et, en tant que tel, assignation sur du travail nouveau (qu'il achète). À ce niveau, le capital n'entre plus seulement en rapport avec le travail existant, mais encore avec le travail futur... Pour repr6senter une telle assignation, son existence matérielle d'argent est indifférente et peut être remplacée par n'importe quel autre titre ou papier. À l'instar du créancier de l'Etat, chaque capitaliste possède, dans sa valeur nouvellement acquise, une assignation sur du [255] travail, futur : en s'appropriant le travail présent, il s'approprie le travail futur » (*ibid*., p. 162).

C'est là, poursuit Marx, tout *le fondement du système du crédit.* Ainsi l'inflation – et, avec elle, la « drogue » pour doper le capital et la consommation – se glisse dans le procès de production lui-même et provoque une surproduction monstrueuse. Elle crée des assignations sur un produit de plus en plus lointain, de plus en plus inutile, voire nocif, en engageant des travaux dès à présent et en accroissant au maximum la tension de la force ouvrière.

L'économie bourgeoise fait dériver le profit du capital constant qui est là, mais ne peut se mouvoir, voire irait au diable si le travail de l'ouvrier ne le conservait pas. L'économie marxiste, au contraire, fait découler le profit du seul capital variable, travail vivant En effet, le travail est la seule source et mesure de la valeur. C'est pourquoi, Marx *pose la valeur du* capital *constant comme égal à zéro* - et ce, sans que le capitalisme n'en meure, au contraire. Cette hypothèse scientifique pour analyser les lois réelles du capital est une opération courante

dans l'analyse mathématique de toutes les questions où jouent des grandeurs variables. La partie constante et fixe du capital n’a jamais créé de valeur. A ses débuts, le capitalisme admettait - avec la loi de la valeur - que la force de travail la créait et l'heure de ce travail lui servait de mesure [131]. Les machines et la matière première n'avaient de valeur que pour autant que du travail vivant y était incorporé, car la matière naturelle dont on fait les machines est gratuite, sans valeur. Dans la matière première ou dans le ter semi-élaboré, par exemple, l'ouvrier ne fait que greffer son travail sur le travail humain précédemment incorporé. Entre deux applications de ce travail nouveau, l'ancien travail d'extraction, puis celui du transport de la matière première sont devenus du travail mort, dévalorisé. En effet, sans cet apport nouveau de l'ouvrier qui le ressuscite par un double travail [256] – d'animation qui le reproduit, selon l'expression de Marx, puis d'adjonction d’un travail nouveau – il n'aurait ni valeur d'échange ni même de valeur d'usage : Que faire de la ferraille, si l'on a besoin d'un poêle ? Par exemple : « le travail du tissage conserve l'utilité. Le travail sous forme de produit, ou la valeur d'usage de ce produit du travail, se conserve du fait que la matière première subit un travail nouveau et devient l'objet du travail vivant utile » (p. 156). Selon l'expression de Marx, le travail de l'homme vivifie le travail mort : « Dans le procès de production, le travail vivant fait de l'instrument, et de la matière le corps de son âme et les éveille d'entre les morts » (p. 159). En somme. « La matière du travail se conserve sous une forme déterminée en étant transformée et soumise à la finalité du travail. Le travail est un feu vivant qui façonne la matière. Il est ce qu'il y a de périssable et de temporel en elle, c'est le façonnage de l'objet par le temps vivant » (p. 154).

---

131 Cependant, à la fin du capitalisme, avec l'automatisation, par exemple, la dévalorisation frappe l'ouvrier lui-même : le capital fixe l'énorme efficience des machines et procédés technologiques - prétend alors devenir, mais en vain, la source de la richesse, le travail vivant étant devenu dérisoire en comparaison : « Le mode déterminé du 'travail est donc ici transféré de l'ouvrier au capital sou la forme de la machine, et la force de travail vivante se trouve dévalorisée du fait de ce transfert » (p. 340).

Ce ne sont donc plus seulement les machines, les matières premières, mais encore la force de travail vivante, source et mesure de la valeur du capital, qui ont perdu toute valeur : Déchéance de l'aristocratie ouvrière qui coûte (? ! ?) tant et tant de millions par poste de travail au… capital !

Cette hypothèse du *capital constant égal à zéro* s'applique directement à l'actuelle réalité du capitalisme d'État. C'est alors que *toute la mécanique* de l'extorsion du Profit capitaliste est sur pied, voire s'emballe. L'entrepreneur n'a plus la charge juridique du patrimoine de l'entreprise : nous avons Volkswagen à la Hitler et à la Schmidt ou Renault dans sa forme d'après-guerre. Point n'est besoin d'un capitaliste *propriétaire* du capital constant ou de l'usine, pour qu'il y ait *entreprise.* Il suffit que l'ouvrier doive se vendre – et n'importe quel imbécile peut lui donner accès à l'usine, dont la propriété, si elle est impersonnelle, n'en crée que mieux des richesses. En effet, l'entreprise atteint ses meilleurs rendements, précisément lorsque le capitaliste n'a plus à se casser la tête pour préserver le capital constant dans ses biens. À la fin du capitalisme, les capitalistes privés sont déjà expropriés - et l'ouvrier, trahi par ses organisations, n'a pas encore pris possession des moyens de production.

[257]

Le fait que le capital constant est ramené à zéro s'impose même aux statisticiens bourgeois. Le revenu national, la masse du capital, ce sont les marchandises produites en un an, bref rien d'autre que de *la valeur ajoutée en un an* par le travail. ,

Mais, dira-t-on, il faut bien produire les matières premières et les machines ! Certes, mais il ne faut pas leur attribuer une double valeur : *une fois qu'elles sont produites, et une nouvelle fois quand elles sont usées.* Comme le dit l'étude sur la *Méthodologie,* publiée par les *Etudes Statistiques,* n° 3 de 1962 : « Retenir la valeur de l'équipement au stade de sa fabrication et *de nouveau* par le biais de l'amortissement, c'est créer des doubles emplois. C'est pour éviter cet inconvénient que pour construire l'indice français on retient en définitive la *valeur ajoutée nette* au. coût des facteurs » (p. 244).

Cependant, le système adopté depuis 1962 en France pour calculer ses indices de la production est celui de la valeur ajoutée brute du reste de l'Europe. En calculant deux fois le même équipement, etc., on gonfle évidemment les indices de croissance de la production au moment où ils tendent de plus en plus à baisser dramatiquement. Pour faire son apologie, l'économie bourgeoise ne peut que devenir de plus en plus vulgaire !

Homicide des morts

Retour à la table des matières

En posant systématiquement le capital constant à égalité avec zéro, le capitalisme moderne devient *l'économie des désastres et de la ruine* qui caractérisent l'étape de l'impérialisme. Les cataclysmes s'abattent d'abord sur *l'homme qui travaille et la nature qui crée.* Eux-mêmes sont pressurés comme des citrons, tandis que leur produit se dévalorise au plus vite : il est consommé ou gaspillé, voire purement et simplement anéanti – et l'ouvrier famélique et la terre épuisée sont relancés dans une nouvelle production, absurde et [258] insensée, qui minéralise de plus en plus notre monde, voire qui fabrique la bombe pour le détruire. Comment ce cercle vicieux de la production et de la reproduction serait-il possible, si la loi fondamentale de l'économie ne dictait pas à une humanité (dont le seul instinct est d'avoir au lieu de *vivre et se développer en créant)* que les richesses produites hier ne doivent plus avoir de valeur aujourd'hui pour que les ouvriers et la 'terre puissent reproduire demain le maximum de valeurs nouvelles. D'où le vrai sens du plein emploi et des horaires de travail à n'en plus finir... en pleine prospérité. Ce cercle vicieux prépare la crise catastrophique.

Le capital pratique – selon la formule de notre parti – *l'homicide des morts* [132]. Le capital fixe, créé par toute l'humanité passée – depuis les installations productives aux procédés de fabrication et à là fécondité incorporée à la terre par des races zélées de cultivateurs grâce à une culture intensive sur une terre limitée –est dévalorisé même s'il peut encore fonctionner utilement. La seule raison en est qu'il faut faire place nette à une nouvelle valorisation maximale en exploitant frénétiquement la terre et le travailleur. Selon l'expression bourgeoise, le capital doit s'amortir le plus rapidement possible.

L'expression *Homicide des Morts* peut être interprétée platement au sens où les morts sont enterrés définitivement – ce qui ne fait de mal à personne. En fait, les morts des générations passées continuent

132 Cette formule que nous explicitons dans ce chapitre en l'appuyant sur des textes de Marx est tirée de l'éditorial de *Battaglia Comunista,* n° 24 de 1951.

de vivre dans le travail, les produits, les arts, la science, la technique, la terre améliorée qu'ils nous ont transmise, etc., etc. – et c'est cette vie là de l'humanité passée que le Capital assassine, en n'attribuant de valeur qu'à *l'immédiat.*

Au lieu que les forces productives, créées laborieusement dans le passé, aident et appuient le travail vivant d'aujourd'hui, on les détruit autant que faire se peut pour créer de la valeur nouvelle en la plus grande quantité possible : le *capital tue ainsi toute l'humanité active du passé* et empêche son travail de continuer à [259] vivre et à se développer encore par une jonction féconde avec celui des ouvriers d'aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle le capital ne peut enrichir la terre et la transmettre plus fructueuse aux générations futures, en réduisant au minimum l'effort du travail actuel – seul moyen pour ne pas surproduire. Il ne peut que l'exploiter au maximum pour faire la plus grande masse de profits possibles *aujourd'hui même* – et ce, de plus en plus frénétiquement à mesure que baisse le taux de profit.

L'effet s'en observe le mieux dans les cataclysmes naturels qui s'abattent périodiquement sur le monde. L'économie de catastrophe du capital, s'avère impuissante à y remédier efficacement pour une solution organique. Elle ne peut trouver de réponse que dans la *frénésie* des rythmes de travail actuels. Un glissement de terrain à la suite d'une trombe d'eau, par exemple, ne trouve pas de solution rationnelle avec les camions, les tuyaux, les pompes hydrauliques et les pelleteuses mécaniques, etc., qui remettent la terre à sa place. Toutes les opérations *productivistes sont plus ou moins destructives de la nature :* l'eau entre d'un côté et s'échappe de l'autre. Il faut rétablir l'équilibre - marier l'eau et la, terre - avec des procédés naturels qui exigent des dizaines, voire des centaines d'années. C'est dire que le capital ne peut s'y amortir.

Le problème est insurmontable en économie capitaliste. S'il s'agissait d'un plan en vue de doter le Pentagone de l'armement de cent divisions nouvelles, la solution serait facile : Il s'agit d'opérations de cycle bref. La commande de dix mille chars est l'affaire d'un an, et non de cent, et l'État s'arrange toujours pour trouver - dans les impôts ou l'inflation - de quoi payer, puisque tout bon citoyen adore extraire dix francs de sa poche pour arriver à la fin du mois à « soutirer un franc à l'administration ». L'État intervient, et on fait marcher la fibre patriotique ou – ce [260] qui revient au même - la défense du haut re-

venu de la nation, donc du citoyen moyen, pour payer cette marchandise qui, dans l'immédiat, est moins meurtrière que l'automobile privée. On a créé pour cela le pool du charbon et de l'acier. Et puis la production des chars peut être planifiée, rationalisée, systématisée avec des procédés à la chaîne d'une folle productivité, alors que la sublime science de l'ère bourgeoise ne réussit pas à provoquer en série, comme les bombardements et guerres organisés, des glissements de terrains et des alluvions. Le capital ne peut y appliquer à la chaîne sa production droguée, dont les indices gonflent au fur et à mesure et pour de longues années, avec de riches assignations sur le futur. Car ce qu'il faudrait c'est une lente et séculaire transmission de forces passées au travail présent, l'œuvre de générations entières sans folle accélération, au contraire, les fruits naturels du travail des morts étant tutélaire du travail des vivants. Ce dont il s'agit, c'est du procès de la vie des hommes qui n'a pas de prix, et de son rythme le plus lent possible de production, et non de sa dépense maximale, comme dans la frénésie productiviste, avec ce que Marx appelle la *soif ardente* (Heisshunger) de travail vivant.

La drogue de la consommation et du luxe

Retour à la table des matières

Dès lors que les massacres et la destruction font partie des affaires et constituent un formidable débouché à la surproduction chronique et croissante, on en arrive –- et cela n'a rien de paradoxal – à la société *de consommation.* À côté du grand « remède » militaire d'anéantir les forces productives, il y a le moyen, sans doute encore plus efficace, de dissiper au fur et à mesure le *produit* des forces productives, trop dangereusement développées pour la survie du capital, grâce au gaspillage, à la dilapidation, afin de tenir la [261] demande en harmonie avec la pléthorique production. Ce que la société de consommation exprime en premier, c'est qu'il faut liquider ce qui vient d'être produit pour que l'exploitation frénétique du travail se poursuive : la montagne de marchandises d'aujourd'hui ne doit pas faire obstacle à celle de demain, etc.

Il faut consommer, non pas au wu du prolétariat productif qui mange pour produire plus, puisque son organisme, comme la nature vivante, croit et crée, contrairement aux matières et instruments qui, en eux-mêmes, sont inertes. On consomme au sens de l'idéologie dominante d'une bourgeoisie devenue rentière pour laquelle consommer le produit, c'est l'avaler et le fourrer dans la poubelle de l'individu viveur, c'est en somme le détruire.

Et devenant purement consommatrice, l'économie capitaliste montre qu'elle gère la catastrophe. Or, de nos jours, celle-ci est partout. Il s'agit de planifier les faillites des entreprises, voire la banqueroute d'industries entières. Le prétexte en est même de rationaliser et de concentrer » les forces productives. Ainsi, lorsque le pétrole s'est substitué au charbon dans les années 1960, il s'en est suivi la ruine de la moitié d'un pays –, la Wallonie – qui vivait et prospérait jusque-là sur le charbon, qui était utile avant comme après et animait toutes les autres industries du pays ; le centre industriel nouveau fut transféré dans l'autre partie, la Flandre où la main-d'œuvre est moins chère et donne donc une marge supérieure de profit [133].

Le modèle de la société de consommation ne se distingue guère de celui de l'économie de guerre. Il faut faire marcher à toute force la production, en exploitant frénétiquement le travail humain avec une portion congrue pour le prolétariat productif et grasse – à vous en écœurer – à l'industrie lourde ou au luxe. Le Dr. Schacht avait à redresser un pays ravagé par la catastrophe de la guerre, Staline une production [262] ruinée par la guerre civile, et Keynes une économie frappée de la surproduction chronique.

Lorsqu'un monstre capitaliste – comme l'américain – a accumulé, en pleine guerre de destruction de la surproduction mondiale, aux dépens de l'économie des plus faibles que lui, la moitié du capital productif de la terre entière, qu'il s'est armé jusqu'aux dents pour préparer

133 Ainsi, au plan économique, le secret de la naissance et de la désagrégation de la Belgique, est en un mot *charbon.* C'est pour arracher les fruits économiques des luttes politiques de la révolution de 1789, que la Belgique a été créée, et l'État belge s'est désagrégé lorsque le pétrole a remplacé le charbon, en enlevant à la bourgeoisie wallone la direction de l'Etat unitaire. Cf. Marx-Engels, *la Belgique. Etat constitutionnel modèle, Fil du Temps,* p. 234-237 : *le Poids de la propriété foncière.*

le massacre suivant, qu'il a déversé son excédent de capital sur tous les autres pays capitalistes – que lui reste-t-il à faire pour ne pas étouffer encore et toujours sous la masse de sa propre production ? Il lui faut trouver un *truc* qui détruise les capitaux et les empêche de fructifier, en supprimant dans l'œuf la surproduction. Il met encore plus d'ouvriers productifs au chômage... en les occupant à faire des articles vains et inutiles, de « jouissance [134] ». Le remède est vieux – et Marx le citait déjà dam le *Capital* : développer l'industrie de luxe, en dilapidant le, produit créé par l'ouvrier, au lieu de le réinvestir dans la production et la gonfler encore.

Les méthodes capitalistes deviennent ici carrément criminelles. En effet, l'humanité a besoin de toutes ses forces productives pour vivre, et celles qui sont dépensées inutilement dans les métropoles surdéveloppées pour résoudre leurs problèmes de surproduction, sont enlevées aux pays où les hommes ont faim et se multiplient d'autant plus rapidement que leur misère est atroce : la masse sans cesse croissante de la misère à un pôle de la société est tout naturellement liée à la concentration de plus en plus monstrueuse des richesses à l'autre pôle. Or là, on détruit purement et simplement la richesse, et plus encore par les principes du « bien-être » que par l'industrie de l'armement – si l'on peut dire. Engels expliquait en son temps de capitalisme non dégénéré, que la surpopulation, la masse de misère ou la sous-consommation correspondait exactement à la masse de la surproduction, mais il notait qu'avec l'essor du capitalisme la [263] surproduction portait sur des marchandises de moins en moins capables de satisfaire les besoins de l'humanité et, donc de la surpopulation de miséreux qui sous-consomment. Aujourd'hui, le capitalisme est dégénéré et corrompu, voire anti-social et criminel, parce qu'il surproduit des masses de marchandises parfaitement impropres à la consommation humaine, de sorte qu'il ne sera pas possible de déplacer demain les

134 Dans son article intitulé *Capitalism for Worse* in : *Monthley Review*, février 1974, P. M. Sweezy notait que les U.S.A. n'ont réussi à résorber let chômage, qui atteignait le taux de 19% en 1938 qu'on engageant plus de 25% des forces de travail dans l'armement qui dilapide, en outre, des masses gigantesques de matières premières, d'installations et de machines qu'il faut produire – ce qui occupe encore une forte proportion de la main-d'œuvre. Mais ce calcul est plus qu'incomplet, il faudrait y ajouter, tous les travailleurs des services, de l'industrie du luxe, des employés de l'État, etc.

richesses en excédent pour couvrir l'excès de misère – et la perspective devient sombre, car même la révolution ne pourra rétablir l'équilibre avant très longtemps en dépit du fait que les forces productives sont extraordinairement développées. Lester Brown, « grand commis du Capital américain, enregistre froidement maintenant qu'un million d'humains puissent mourir de misère chaque année dans la seule Inde, et la seule France dispose de plus de tracteurs que toute l'Asie et dilapide les forces productives à fabriquer des millions de véhicules à moteur pour les automobilistes.

Moyens de subsistance et industries de mort

Retour à la table des matières

La priorité accordée aux revenus et aux productions allant au Capital et à ses créatures sur les revenus et subsistances allant aux ouvriers exploités se déduit dé l'ensemble des rapports sociaux et économiques bourgeois.

Dans les *Théories sur la plus-value*, Marx souligne le sens de classe de ces transferts de richesses qui dépassent les plus folles entreprises spéculatives des banques : « L'anticipation du futur – si elle se réalise, – se fait uniquement aux dépens des producteurs de richesse, c'est-à-dire de l'ouvrier et de la terre. C'est là seulement que l'avenir peut effectivement être anticipé et compromis par des, efforts excessifs et par l'épuisement avec ses ravages, en troublant le métabolisme entre dépenses et recettes... Toute la sagesse des hommes d'Etat débouche sur un gigantesque [264] transfert de propriété d'une classe de personnes à une autre, en créant un énorme fonds pour financer les spéculations et les escroqueries [135]. »

« Il faut recourir, dit Marx, à des MOYENS ARTIFICIELS. Ils consistent en de lourds impôts, des dépenses pour toutes sortes de postes de sinécure dans l'État et l'Église, de grosses armées, des pensionnés, des dîmes pour les curés, une dette publique considérable [source de dépréciation de la monnaie N. d. Tr.] et, de temps en temps, des GUERRES ruineuses » (*ibid*., p. 45).

---

135 Cf. *Werke* 26/3, p. 303, 330.

Voyons rapidement quel est le mécanisme de ces transferts de richesse. Selon Marx, les ouvriers qui produisent les moyens de subsistance sont doublement exploités : leurs heures non payées donnent un surprofit, une rente outre la plus-value normale, et avec leur salaire, ils paient les aliments (et logement) plus chers que les articles industriels qui sont exempts de la redevance d'une rente pour le sol. Les capitalistes et les rentiers tirent de cette première sphère de la production une première source de revenus (profit normal plus rente) qui sont soustraits à la production et à la consommation de subsistance et vont aux produits de luxe pour la plus grande part [136]. Mais ce n’est pas tout. Il se trouve que les ouvriers produisant les moyens de subsistance sont la source de toutes les autres sections de la production sociale, parce qu'ils fournissent les moyens de mettre en action tous les autres ouvriers, ceux de la production des moyens de production aussi bien que des articles de luxe. Les ouvriers de ces deux sphères de la production sociale créent certes des richesses, mais il suffit de les approvisionner en moyens de subsistance, pour que les capitalistes disposent de leurs produits. En d'autres termes, les heures de travail payées aux ouvriers de ces deux autres sections leur permettent de payer leurs moyens de subsistance, tandis que leurs heures non payées servent à créer une demande solvable supplémentaire au profit des capitalistes pour des productions souvent accessoires, voire inutiles.

[265]

On peut dire, en conséquence, que les ouvriers improductifs des secteurs de luxe comme ceux de l’armement font du surtravail, de la plus-value, mais leur produit – contrairement aux moyens de subsistance on aux machines fabriquées dans les autres sections de la production sociale – ne retourne plus dans le cycle ultérieur de la reproduction – c'est du luxe, du travail inutile, du gaspillage de forces de travail autant que de matières naturelles. L’automobile, par exemple, est pire que les armes. On en fabrique bien plus, et les armes servent au moins à résorber la surproduction lorsque la crise sera devenue générale et qu'une guerre sera nécessaire pour détruire l’excédent produit, afin de pouvoir redémarrer un nouveau cycle – sans parler de ce que les prolétaires, qui auront enfin compris, pourront les retourner

136 Ce point est développé au plan théorique dans Marx-Engels : *la Critique de Malthus,* PCM, 173-177 et 233-240 sur *la production de luxe.*

contre leur bourgeois, afin de briser une fois pour toutes le cercle vicieux de l'économie capitaliste en putréfaction.

Si nous voulons compléter la liste des revenus grâce auxquels les bourgeois et leur appendice sous-bourgeois des classes moyennes dévient la production de la satisfaction des sains besoins élémentaires de l'humanité pour satisfaire des caprices le plus souvent vicieux et bestiaux, nous devons nous tourner vers les pays dépendants qui sont vidés de leur substance par l'impérialisme des métropoles blanches. Nous y trouvons un bon exemple de transfert de revenus au bénéfice des classes stériles ou improductives.

Les chiffres donnés par les statistiques des prix confirment, eux aussi, que c'est uniquement la valeur ajoutée (travail) qui crée des revenus et établit les coûts de production, donc la valeur des produits. Or de par la concentration historique de l'industrie dans les pays blancs, les nations développées se sont arrogé le monopole de la distribution et de l'appropriation de la valeur ajoutée. En créant le pouvoir d'achat, cette valeur ajoutée (raflée aux pays dépendants) suscite aussi le marché qui sert de but et de débouché non seulement [266] aux matières premières destinées à l'industrie, mais encore aux productions vivrières, commercialisées par les pays de couleur. Dans ces conditions, la dispersion et l'anarchie de la production jouent aux dépens des continents de couleur, tandis que la centralisation – avec les bourses marchandes qui fixent les prix – bénéficie à l'impérialisme blanc. En conséquence, les pays développés peuvent établir un « barème » qui permet aux prix d'augmenter quand ils exportent, et de baisser quand ils importent. Quelques exemples permettront de mieux saisir le mécanisme grâce auquel l'impérialisme ôte le pain de la bouche du plus grand nombre pour le fourrer dans les poubelles de la surproduction des grandes métropoles, Les matières premières sont pratiquement gratuites ou, comme on le voit, payées symboliquement – pour masquer le pillage. De 1954-55 à 1965-66, bien que la production de cacao au Ghana et au Nigéria ait triplé, passant de 290 000 t à 900 000, les deux pays n'en ont retiré que 117 millions de Lst. contre 125 millions. Ce qui compte c'est la valeur ajoutée pour créer le produit aussi bien que des revenus. Or le travail ajouté par les peuples de couleur est dérisoire. Il ne fait que masquer le pillage qui augmente à mesure que se développe la production mercantile et monétaire. En 1974, Sam Cole indiquait que la matière première n'intervient prati-

quement pour rien dans le prix de revient des produits finis : « une tonne de minerai de fer coûte 12 dollars, tandis qu'une tonne de fer revient à environ 700 dollars ; pour le bauxite et l'aluminium, les coûts sont respectivement de 8 et 1 000 dollars. Les matières plastiques ont, elles aussi, une structure de coût du même genre » (Cérès, n° 42, p. 26, *le Bilan de la dépendance).*

Tout le mécanisme des prix joue pour mettre au chômage les masses du Tiers monde et favoriser la gigantesque surproduction des pays développés, en y concentrant le travail ajouté dans l'industrie de transformation, et le marché solvable. Faut-il s'étonner à la [267] fin que crise de misère et crise de pléthore aboutissent à une même catastrophe ?

La structure des prix de détail de la banane illustre de quelle manière et dans quelle proportion la richesse est transférée dans les pays blancs qui, à l'âge de capitalisme sénile, peuvent devenir de purs et simples rentiers parasitaires. En 1971, les recettes brutes du pays producteurs représentaient seulement 11,5% de prix de vente final dans les métropoles autrement dit les entreprises étrangères qui ne font que commercialiser et apporter les bananes sur la table des Blancs percevaient 88,5% de la valeur du produit. C'est dire qu'un pouvoir d'achat correspondant était transféré aux métropoles aux dépens des *producteurs* de bananes. Or, même dans ces 11,5% pour les pays de couleur, il faudrait considérer encore la part qui revient à l'État policier local aux propriétaires fonciers, aux multinationales, et l'on s'aperçoit alors que les salariés *producteurs* ont un taux d'exploitation de 1000 pour 100 au moins, avec l'infime pouvoir d'achat correspondant. Mais voyons le détail des 88,5% touchés par les pays développés Pour découvrir la variété des parasites qui gonflent la surproduction : 11,5% vont aux capitalistes des transports et aux... assureurs des bananes, la marge brute des mûrisseurs (ceux qui remplacent le soleil par des artifices ont les dents longues) est de 19%, et il y a 26,1 '% de t, Divers » (spéculateurs, intermédiaires, douanes, Etats, etc.), puis le gros morceau pour les voraces et innombrables classes moyennes des métropoles : 31,9% de marge brute pour la vente de détail. En Suisse, par exemple, lm pourcentages de Migros et Coop sont passés de 32% en 1963 à 65% en 1971. Il fut le dire, ces braves commerçants suisses sont étroitement liés à United Fruit qui sévit en Amérique Centrale, comme chacun sait.

Voyons de l'autre côté comment cette richesse engendre une masse de misère. Si l’on fait des comptes de classe, en s'aperçoit : 1. que la valeur de la banane, [268] créée par le journalier de couleur, fait vivre celui-ci dans l'oppression et la misère. Face à lui dans son pays, les 11,5% de revenu créé par lui font vivre trois indigènes, mettons, dont chacun reçoit trois fois plus que lui de cette part, tandis que les classes parasitaires des pays blancs touchent près de neuf fois plus encore que ces derniers pris ensemble ; 2. et c'est le pire sans doute, pour maintenir ce malheureux salarié de couleur dans sa situation d'oppression, il est mis en concurrence avec vingt autres prolétaires expropriés *et sans travail*. Et cette prolétarisation a d'abord permis de leur voler les meilleures terres avant de les envoyer croupir, sous bonne garde, dans les immenses bidonvilles surburbains des pays de couleur. Cette prolétarisation sème la faim dans les pays de couleur, en faisant même diminuer – et c'est un comble – le rendement de la terre. Ainsi, lit-on dans « Cérès », p. 26, n° 58 : « Une étude menée en Argentine, au Brésil, en Colombie, en Equateur et au Guatémala, a montré que les petits agriculteurs produisent 3 à 14 fois plus par hectare que les grands. »

La hausse des prix des matières premières tirées des pays dépendants n'a pas amélioré le sort des masses indigènes. Par exemple, quand le prix du sucre a été multiplié par quatre en 1974-75, le salaire réel d'un coupeur de canne en République Dominicaine a reculé et est tombé au-dessous de ce qu'il était dix ans plus tôt, tandis que les profits accrus des propriétaires terriens les ont incité à exproprier encore plus de paysans pauvres.

Lorsque le prix des matières premières a subitement gonflé la valeur du capital constant des métropoles blanches, en faisant chuter le taux de profit, il y eut un juste retour des choses : le flot de misère des continents de couleur s'est engouffré par une brèche dans les pays capitalistes développés, en y creusant les écarts entre pays forts et pays plus faibles au sein desquels les antagonismes de classe s'aggravent nettement.

[269]

Dévalorisation et banqueroute

Retour à la table des matières

Le capitalisme d'État qui prédomine aujourd'hui dans le monde est l'antichambre du socialisme. La bourgeoisie s'avère désormais incapable de diriger ses propres forces productives sociales ; les moyens de production sociaux échappent de ses mains, selon la formule d'Engels de l'*Antidühring*. La faillite est complète. Toutes les richesses accumulées, par les générations passées – ce que l'on appelle aujourd'hui le capital fixe – sont dévalorisées. En conséquence, la loi fondamentale de la valeur du capitalisme est elle-même niée : « l'appropriation du temps de travail d'autrui cesse de représenter ou de créer la richesse [137] ». Le capital entre alors en crise plus grave encore, après avoir sapé sa propre base et ses propres lois de fonctionnement.

Le capital a désormais fait son temps, et doit céder la place au mode de production communiste qui dans sa lancée, extirpera définitivement la loi de la valeur avec le profit l'argent, le salaire, et donc le capital lui-même [138].

Que le capital soit dévalorisé complètement, la théorie nous le disait depuis longtemps, mais aujourd'hui la crise le traduit dans les faits à l'échelle universelle. C'est si évident que nous l'entendons même de la bouche de l'un des plus grands capitaines d'industrie d'Europe, G. Agnelli de la FIAT interviewé par une journaliste du *Monde* (la bourgeoisie française, préfère informer son public des catastrophes par le truchement d'un étranger qui explique que la même crise sévit des deux côtés des Alpes et que la France est au moins aussi endettée que sa sœur latine). La nouvelle est énorme, et l'on a peine à y croire : « Je ne sais pas combien vaut le capital des titres cotés à la Bourse française, mais certainement pas grand-chose. Songez que toute la Bourse italienne, on l'achète avec l'équivalent d'une semaine nationale de sa-

137 Cf. Marx, *Grundrisse*, t. III, p. 349.

138 Cf. Marx, *ibid.*, t. IV, p. 17.

laires [139]. » De fait les 757 *principales* entreprises italiennes (pour les entreprises moindres, [270] la situation est sans doute encore pire) avaient en 1975 (il y a donc 3 ans) 44 000 milliards de lires de dettes, soit à peu près leur chiffre d'affaires annuel qui correspond à la « valeur du capital ». Et, avec l'inflation, le service de cette dette mange plus que les profits réalisés [140].

C'est dire que le capital est *complètement dévalorisé :* les 40% de l'Italie qu'ils détiennent, les Américains auraient pu les avoir à meilleur compte encore à la fin de l'actuelle époque de prospérité où l'appareil de production est au moins 7 fois plus gros qu'au moment où son industrie était ruinée par la guerre.

Comment cette dépréciation inouïe s'explique-t-elle ? Par tes sombres perspectives de la croissance future, dirait Agnelli, ou mieux par la surproduction, le chômage massif et la chute consécutive du taux de profit. L'arrêt prononcé par la Bourse confirme directement la loi de Marx : la richesse capitaliste ne dérive pas du capital constant, mais du profit présent et futur que *peut produire le travail vivant en action.* En effet, le calcul de la valeur du patrimoine des entreprises ne se fait pas à partir de l'imbécile point de vue de la pro*priété* juridique, du stérile *avoir ou détenir,* mais de la valeur *économique* donnée par *l'efficacité de la production.*

Les actions étant du profit *capitalisé* de, mettons, vingt ans pour tel taux de profit, une forte chute de ce taux dans la production réelle a des effets qui *se multiplient* de façon spectaculaire. Ainsi suffit-il que le profit baisse de moitié (de 10 à 5%) pour qu'une action en bourse chute de 2 000 à 1000. Dans ces conditions, la baisse du taux de profit à zéro transforme toutes les valeurs en bourse en chiffon de papier. Ici encore, on voit que la crise peut toucher plus durement les capitalistes que les ouvriers : les premiers y étant ruinés, et les seconds ne pouvant y perdre que leurs chaînes, s'ils reprennent la lutte.

La valeur dépendant de la production, elle se dévalorise [271] au maximum en période de pléthore. C'est proprement la catastrophe : plus rien n'a de valeur, tout est bon à être jeté au rebut. La destruction

---

139 Cf. *le Monde,* 25-1-1978, Interview de G. Agnelli par Jacqueline Grapin, *Grilles du temps.*

140 Cf. H. Askenazy, Italie, l'heure des décisions approche, in Euroépargne de janvier 1977.

des valeurs étant déjà faite au plan économique, il ne reste plus qu'à amener l'artillerie lourde pour faire place nette dans la guerre.

Bilan de faillite

Retour à la table des matières

Il convient maintenant d'établir comment la crise peut éclater par suite de surproduction, dès lors que les secteurs les plus gonflés de l'actuel capitalisme 0roguë sont les industries de l'armement et de la pacotille de luxe, où l’on stérilise les forces productives en détruisant leur produit à mesure qu'elles le fabriquent. En fait, le gonflement du secteur des articles de luxe et de l'armement aboutit par une autre voie au même déséquilibre que l’éléphantiasis de l'industrie lourde en Russie : la section qui fournit les moyens de subsistance immédiats au capital variable, seule source de la richesse, ne peut plus être mise en accord, avec la surproduction gigantesque des autres sections. « L'économie politique courante est incapable de dire quoi que ce soit de sensé – même du point de vue capitaliste – sur les limites de la production de luxe. Cependant, la question devient très simple, si l'on analyse correctement les éléments du *procès de reproduction*. Du point de vue capitaliste, le luxe devient condamnable dès lors que le procès de reproduction – ou son progrès exigé par la simple progression naturelle de la population – trouve un frein dans l'application *disproportionnée* de TRAVAIL PRODUCTIF à LA CRÉATION D’ARTICLES QUI NE SERVENT PAS À LA REPRODUCTION, de sorte qu'il y a reproduction insuffisante des moyens de subsistance et des 'moyens de production nécessaires [141] ».

C’est la crise fatale de surproduction : le faible taux de profit ne peut plus produire la masse suffisante pour [272] reproduire l'hymalaya, des produits : accumulés et le « standard de vie » des pays développés chute à son tour. Les couches les plus touchées sont d'abord la petite-bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière, les troupes de choc du fascisme, maniaques de l'Ordre et d’une « politique » de répression.

---

141 Cf. Marx, *Un chapitre inédit du Capital*, Ed. 10/18, p. 235-236.

Le capitalisme sénile est drogué jusqu'à la moelle : Sa dégénérescence est pire que celle des sociétés de l'antiquité qui avaient fait leur temps et ne satisfaisaient plus les besoins élémentaires des hommes. C'est la déchéance, la pleine pathologie sociale. Même les règles normales du capitalisme sont viciées : « Naturellement nous supposions que la société suive son instinct normal. Mais elle peut aussi manger les semences, laisser les terres en friche pour construire des routes. Mais elle n'aurait pas mis en œuvre alors le travail nécessaire ; par conséquent celui-ci ne se serait pas reproduit et la force vivante du travail ne serait pas davantage conservée. Il arrive, en effet, qu'on assassine purement et simplement la force de travail vivante [142]. »

Les immenses destructions de marchandises, dues à la dévalorisation massive du capital, montrent déjà que le phénix de la *loi de la valeur* avec la baisse du taux de profit rendit de ses cendres –, au moment de la crise. La super-vulgaire économie du bien-être conjugué à la guerre a été incapable de balayer les lois classiques. Certes, elle les a corrompues, viciées, mais non abolies, car pour cela il eût fallu éliminer le capital avec tout son mécanisme de fonctionnement qui exige que soit produite une plus-value.

Pour contourner les effets désastreux pour lui de la toi du taux de profit décroissant, le capital a surproduit tout au long de cet après-guerre des masses de marchandises, donc de profits, en droguant l'économie par des productions inutiles, l'armement, le luxe, le gaspillage. Or, tout cela forme une industrie, doit être... produit et consomme des masses croissantes de forces [273] de travail, d'outillage, de matières premières, etc. Ainsi donc – ô ironie – de moyen qu'elle était de lutter contre la baisse du taux de profit en gonflant sa masse, cette industrie tombe au moment de la crise sous le coup de cette loi inexorable – et le capitalisme, assoiffé de capitaux pour reproduire son corps éléphantiasique, ne peut plus se reproduire : tout l'édifice pourri s'effondre et, en premier lieu, l'industrie lourde et son annexe, celle de luxe, où les drogues avaient fait merveille.

Les bourgeois et sous-bourgeois sont le plus durement touchés par définition, lorsque la surproduction de capitaux tourne en pénurie, parce que la plus-value ne suffit plus à faire tourner toute l'économie. Dès lors le profit devient l'unique préoccupation et ambition des capi-

---

142 Cf. Marx, *Grundrisse,* t. III, p. 40-41.

talistes. Et à quoi servent alors toutes ces entreprises et ces industries, d'où le profit a disparu et dont la valeur diminue donc de plus en plus ? Le capital révèle alors au maximum son caractère de classe : il ne produit pas pour nourrir l'humanité, mais pour faire du profit pour les capitalistes. Or, à quoi bon produire, là où il n'y a plus de profits ? On met alors les ouvriers au chômage massif et on ferme les usines – ne serait-ce que pour préserver le profit qui se fait encore dans telle branche particulière ou dans telle entreprise chanceuse.

Et c'est la réalité dramatique d'aujourd'hui. Les nations les plus concentrées et les plus productives enlèvent les débouchés aux autres ; on ferme les entreprises situées dans les pays à productivité moindre pour maintenir en activité celles qui rapportent encore, tandis que l'on *augmente* les prix pour sauver les profits qui sont épargnés – ce qui bouche encore plus le marché. Des pays entiers ont déjà été ruinés et leur production plus ou moins stoppée : les pays développés d'Amérique du Sud, le Chili et l'Argentine, ont vu, leur production chuter dans une proportion insensée. Demain d'autres pays « faibles » – c'est-à-dire, en [274] langage bourgeois, « subversifs », parce qu'il faut se méfier de ceux qui ne prospèrent pas – seront ruinés à leur tour insidieusement, et les candidats ne manquent pas, même en Europe, où l'on trouve déjà plusieurs nations galeuses.

Mais, dira-t-on, ces pays ne se laisseront pas faire ; ce sont des nations autonomes et souveraines qui ont leur propre gouvernement ! Foutaise, car les nations situées hors des Etats-Unis ont perdu depuis belle lurette leur autonomie, et leur capital, pour la partie décisive de l'économie, ne, leur appartient plus. De par son développement inexorable, il est concentré aux Etats-Unis, et ceux-ci ont entre leurs mains la direction de l'économie mondiale. Kissinger ne rappelait-il pas que les gouvernements européens avaient été mis en place par la soldatesque yankee en 1944, et n'avaient qu'à obéir au Pentagone ? Et Carter ne continue-t-il pas cette même politique, en investissant – solution de rechange pour demain – Mitterrand (le Schmidt français) et Giscard ? Il n'est pas question de changer de gouvernement, car les ministres et l'Etat sont achetés par le grand capital et l'Amérique, envers laquelle la Russie et la Chine elles-mêmes s'endettent pour éviter la chute de leur rythme de production. L'économie française est dépendante de l'américaine, et aucun gouvernement ne peut changer ce fait.

Pour rompre le cercle vicieux et changer les lois de l'économie, il faut une révolution.

En attendant, la dévalorisation du capital – devenu inutile dès lors qu'il ne produit plus de profit, voire qu'il empêche du capital d'en produire encore – appelle la destruction d'immenses masses déjà existantes de capitaux. En fait, tout le capital de l'industrie française n'est-il pas dévalorisé, et la Finance américaine – le F.M.I. qui a sévi au Chili et au Portugal – ne va-t-elle pas la déclarer en faillite ? C'est ce fait *économique* qui détermine la servilité sans nom des gouvernements de l'Europe et d'ailleurs, la vanité des [275] élections, ainsi que la dégradation inouïe des mœurs politiques quotidiennes : délation, trahison des plus faibles pour se faire bien voir des plus forts, l'argent permettant et justifiant n'importe quoi.

Le gouvernement ne peut avouer franchement qu'il traque et réprime, parce qu'il est l'huissier qui exécute les ordres du grand capital et touche sa commission pour ces basses œuvres. D'ores et déjà, la banqueroute est là – non seulement l'industrie française est dévalorisée, mais encore pourrie de dettes. La sidérurgie avec un passif supérieur à son chiffre d'affaires annuel, qui correspond en gros à la valeur de ses installations, est à l'image du reste de l'économie française et européenne, voire – comble de la déchéance – à celle des malheureuses économies des pays du Tiers monde. L’endettement gigantesque des entreprises, des banques, des collectivités locales et publiques, des personnes privées et morales sont là pour témoigner que le passif dévore l'actif, que le capital a déjà fait banqueroute, et qu'il s'effondre pan après pan. Selon les termes du *Manifeste,* il ne peut exister qu'en révolutionnant sans cesse ses propres conditions de production. Bien travaillé, vieille taupe !

Dans la tragédie qu'il suscite, il faut reconnaître au capitalisme ses mérites comme ses péchés. Ainsi, la révolution elle-même ne peut empêcher l'effondrement et le drame qui en résultent pour l'humanité entière. Nul ne peut sauver la merde que représente, par exemple, la folle production des automobiles, les machines ménagères stupides, liées à la dérisoire appropriation privée – le réformisme est mort. Ce bilan est nécessaire tant pour parer à la manœuvre de la bourgeoisie qui cherchera à mettre au compte de la subversion les malheurs accablant et torturant les masses, que pour proclamer que notre solution tourne le dos à ce que le capital a édifié : entreprises géantes à côté

des économies naines de la parcelle ; socialisation de la production et privatisation de la consommation dans les cuisines [276] et arrières-cuisines de la famille, bourgeoise augmentée par les supermarchés et le commerce de détail ; concentration de la richesse dans les gratte-ciel gigantesques et grouillement de la misère dans les bidonvilles immenses des masses expropriées ; ville étouffante et tentaculaire, entourée des villages d'ilotes ; transports individuels avec les files d'automobiles qui sont le second domicile privé ambulant, et transports en commun où l'on s'entasse et se contamine en payant les yeux de la tête ; antagonisme de l'agriculture et de l'industrie qui aboutit à la minéralisation de l'alimentation des hommes, robotisés et dégradés au niveau cochon des actuelles mœurs politiques et affairistes – par l'image de la télé, le son de la radio et la lecture de la presse vénale.

L'or et les richesses du capitalisme ne sont plus que clinquant et tape à l’œil ; ses valeurs sont en pièces ; le bourgeois drogué, vocifère, danse, bouffe et fornique par-devant et par-derrière, et réprime à contresens de l'histoire : il est devenu fou et s'acharne à sa propre perte. Dans cet effondrement, l'énorme rire homérique du vieux Marx.

Crise mortelle du capitalisme

Retour à la table des matières

Il apparaît clairement que l'actuelle crise clôt toute une période historique, et la question qui se pose maintenant est de savoir si le capitalisme pourra résoudre la grave, surproduction à laquelle il fait face pour recommencer – comme après la première et la seconde guerre mondiale – un nouveau cycle historique de croissance.

Toute notre analyse et nos conclusions sur le capitalisme drogué de l'étape sénile et parasitaire nous amènent à penser que le capital a désormais achevé son sinistre cours et que la révolution qui s'annonce longue, douloureuse et infiniment complexe, devrait l'emporter cette fois-ci.

[277]

Et pourquoi donc sommes-nous « optimistes » ? Non pas simplement, parce qu'il est de mise pour les révolutionnaires d'avoir foi en

leur cause, car ce qui apparaît dans la crise historique de 1975, c'est que le capital a terminé sa course à travers le monde et domine l'humanité entière, en ayant accumulé au maximum la richesse ici, et la pauvreté là, sans parler de ce qu'il s'est dilaté en une éléphantiasis de marchandises si énorme qu'il ne peut plus la reproduire. Or, c'est précisément dans cette démesure qu'il a perdu toute sève et toute vie : en produisant une masse gigantesque de profits, la source en est tarie – le taux du profit est tombé à zéro.

C’est pourquoi les crises ne deviennent vraiment générales et graves que lorsqu'elles frappent le cœur même du système capitaliste, les métropoles hautement développées. Au XX^e^ siècle, elles ont secoué avant tout les capitalismes les plus mûrs. La première guerre mondiale, provoquée par l'énorme crise de surproduction générale qui conclut le long essor de sa phase « idyllique », démontra que le capitalisme est désormais une économie de mort, et a besoin de massacrer et d'anéantir pour survivre. Sans ces dévastations, les forces productives eussent fait sauter dans les métropoles l'enveloppe des rapports sociaux et économiques bourgeois qui les enserrent. Les États-Unis qui avaient d'abord profité de la guerre en Europe, furent bientôt touchés eux-mêmes par une violente crise qui fit chuter la production de manière spectaculaire. Toutes ces destructions n'ayant pas résolu la surproduction chronique, la seconde guerre mondiale éclatait bientôt – des villes et des industries entières furent anéanties, sans parier des 15.7 millions de surnuméraires tués. L’Angleterre, première née des nations industrielles, fut déchue de l’hégémonie sur le monde bourgeois, et sa chute symbolise la caducité du mode de production capitaliste tout entier.

La paix qui suivit ne pouvait avoir que les mêmes [278] caractéristiques morbides et dégénérées : la folle course aux armements, engagée dès la fin de la seconde guerre mondiale pour préparer la troisième guerre de destruction générale, avait entre autres buts de maintenir l'appareil de production à un niveau pléthorique. Mais cette drogue ne suffit pas. La nouvelle théorie économique du bien-être et de la société de consommation vint à la rescousse pour aggraver encore son caractère parasitaire et dilapidateur, en robotisant la demande humaine et en orientant une production, démentielle Par sa démesure, vers la satisfaction de besoins factices, frelatés et vicieux.

Mais, dira-t-on, le capitalisme n'a pas seulement surmonté une, mais deux guerres mondiales, et pourquoi pas trois ? Qui plus est, jamais après une guerre mondiale la phase de prospérité n'a été aussi longue et le capitalisme ne s'est autant développé qu'après la dernière. En effet, les immenses continents de couleur se sont ouverts à son exploitation. Et c'est ce fait-là qui nous fait penser que désormais le capitalisme, qui a fait le plein, est historiquement condamné et qu'une victoire de la révolution ne peut plus être compromise, comme elle l'a été en Russie, par un, essor plus grand que jamais du capitalisme. L'histoire a apporté la réponse à la question angoissante que se posait Marx à savoir « sur le continent la révolution est imminente et prendra un caractère socialiste, mais ne sera-t-elle pas forcément étouffée dans ce petit coin du monde, puisque sur un terrain beaucoup plus vaste le mouvement de la société bourgeoise est encore ascendant [143] ».

En effet, les métropoles blanches sont condamnées depuis que le capital a achevé son cours progressif qui justifiait encore sa survie, grâce à la diffusion massive de rapports bourgeois aux immenses continents de couleur, où les masses durent s'arracher de haute lutte à une stagnation millénaire dans des formes précapitalistes que l'impérialisme blanc prétendait maintenir de force – démontrant encore qu'il était résolument [279] hostile à toute manifestation de vie, fût-elle bourgeoise. Ces ultimes révolutions étant réalisées, le Capital a accompli sa « mission progressive » et épuisé du même coup ses potentialités historiques.

Que le mécanisme très moderne, *de la ruine et de la régénération du capitalisme sénile qui provoquera au moment déterminé la chute du capitalisme tout entier* ait été théorisé par Marx, c'est ce dont témoigne le passage qui suit : « Les contradictions capitalistes provoqueront des explosions, des cataclysmes et des crises au cours desquels les arrêts momentanés de travail et la destruction d'une grande partie des capitaux ramèneront, *par la violence*, le capitalisme à un niveau d'où il pourra reprendre son cours. Les contradictions créent des explosions, des crises, au cours desquelles tout travail s'arrête pour un temps, tandis qu'une partie importante du capital est détruite, ramenant le capital par la force à un point où, sans se suicider, il est à même d'employer de nouveau pleinement sa capacité productive.

143 Cf. Marx à Engels, 8-X-1858.

« Cependant, ces catastrophes qui le régénèrent régulièrement, se répètent à une échelle toujours plus vaste, et *elles finiront par provoquer son renversement violent* [144]. »

La tâche de la bourgeoisie est, en fait, d'élargir sa sphère, en introduisant des rapports de production nouveaux, modernes, en expropriant les producteurs parcellaires ou les communautés archaïques, bref, en prolétarisant des masses toujours plus considérables – ce qui va de pair avec un essor tout aussi énorme des forces productives qui ne se réalise pas dans les continents de couleur, étant donné la concentration et la centralisation croissante du capital, mais dans les centres dominants du monde. Dans ces conditions, l'industrialisme des grandes métropoles des parvenus blancs bénéficiait d'un essor inouï au cours de ces trente dernières années. Le capital a même pu éviter cette fois-ci la succession de deux guerres mondiales de [280] surproduction en deux décennies et, qui plus est, il s'épargna une crise d'entre-les-deux-guerres du genre de celle de 1929 : il dilapidait les forces productives dans les guerres coloniales.

Nos déductions sont toutes tirées de l'expérience historique, théorisée en lois de manière tout à fait objective et inexorable par Marx. L'énorme surproduction de ce long après-guerre n'est pas due à des faits nouveaux – même sa détermination géographique est « familière » au marxisme, tout comme ses causes, la dévalorisation croissante du capital : « La forme de production (précapitaliste) a été finalement écrasée par la concurrence anglaise en Inde. La dernière crise de ce pays, ainsi que la forte dévalorisation des produits anglais qui lui fut liée, y ont largement contribué. Cette élasticité nouvelle du

144 Cf. Marx, *Grundrisse*, 10/18, t. IV, p. 17-18. La baisse du taux de profit étant tendancielle, il peut y avoir des renversements momentanés ou locaux du taux de profit, bien que la moyenne baisse inexorablement d'une période historique à l'autre. Une loi se réalise toujours au travers d'écarts qui en dévient sans cesse, mais sont ramenées immanquablement à la moyenne. Les « améliorations », obtenues à un point ne font qu'aggraver les choses ailleurs : « Ainsi, plus les crises intermédiaires sont aplaties, plus la crise générale sera profonde. Je souhaite que la panique américaine ne prenne pas de dimensions trop grandes et n'ait pas de contrecoup sur l'Angleterre et, par là, sur l'Europe. Les crises périodiques générales sont toujours précédées de telles crises partielles. Si elles sont trop violentes, elles escomptent simplement la crise générale et en brisent la pointe » (Marx à Sorge, 27-IX-1873, in *Werke* 33, p. 607).

marché indien, la Californie, l'Australie, ainsi que les prix peu élevés de la plupart des matières premières en l'absence de toute grande spéculation pour les faire monter, permettent de conclure que *la prospérité sera extraordinairement longue* » (Marx à A. Cluss, 22-IV-1852).

Il s'agissait alors d'une prospérité commerciale, puisque l'Angleterre était le seul atelier industriel du monde. La prospérité de ce long après-guerre reposait, elle, sur un *élargissement du marché universel, ainsi que sur la production industrielle du monde entier* – ce qui devint possib1e lorsque le verrou colonialiste des démocraties d'Europe occidentale sauta sous les assauts d'abord des Allemands, puis des Russes et des Américains qui, pourtant, ne cherchaient qu'à occuper l'Europe et à se partager le monde. Les pays coloniaux déblayèrent les obstacles au développement de rapports sociaux et économiques modernes, et le capital, désormais concentré dans les métropoles blanches, et notamment aux U.S.A., fit face avec un avantage écrasant aux faibles pays de couleur qui accédaient les uns après les autres au niveau bourgeois et s'avéraient impuissants à résister au plan économique à l'impérialisme plus [281] centralisé que jamais. Celui-ci put donc piller à loisir les ressources énergétiques, les matières premières et les productions vivrières de tous ces continents.

Loin de se rajeunir au contact de cette source de jouvence, le capitalisme sénile des grandes métropoles en devint encore plus parasitaire, prédateur et destructeur. Les guerres coloniales qu'il mena sans discontinuer contre les peuples coloniaux insurgés, lui permirent de gonfler son appareil de production avec toutes sortes d'industries de mort qui engloutissaient des montagnes de matières premières précieuses. Il put multiplier, en outre, pathologiquement des branches de, production d'un luxe de pacotille qui croissaient d'autant plus monstrueusement que les matières premières et l'énergie ne lui coûtaient pratiquement rien, et que le travail humain avait acquis un pouvoir productif inouï. C'est ce qui fait que le capitalisme développé, dont la vie s'était retirée depuis longtemps, ne put que se droguer et se dilater monstrueusement.

L'industrialisation qui se développa dans les parties du monde révolutionnairement conquises au capitalisme, se distingua elle-même de celle qui caractérisait les nations bourgeoises dans leur phase juvénile : le capital y est né vieux, c'est-à-dire avec la technologie dégénérée de sa phase sénile et, le plus souvent, sous le diktat des capita-

lismes blancs impérialistes. À nos yeux, cela laisse mal augurer des perspectives de développement futur en sens capitaliste du Tiers monde, c'est-à-dire des possibilités économiques d'une nouvelle période historique d'essor capitaliste. Au reste, une ère technologique nouvelle imposerait une centralisation encore plus formidable des capitaux.

Déjà après la première guerre mondiale, rares avaient été les pays nouveaux qui purent accéder à l'industrialisme : la Russie révolutionnaire mit près de dix ans à dépasser le niveau de l'économie tsariste et fut bientôt de nouveau ravagée par la guerre. Elle ne connut un essor gigantesque comparable à celui des pays occidentaux [282] qu'après la vague de révolutions dans les pays de couleur. Désormais, faute d'espaces nouveaux, plus gigantesques encore, à révolutionner, le capitalisme semble donc bel et bien avoir épuisé ses possibilités ultérieures de développement. Même l'industrie du Tiers monde commence à faire concurrence à celle des métropoles blanches développées. Elle a fait, elle aussi, le plein ; les usines ultra-modernes s'étirent du Japon, aux deux Corées, à Taïwan, certaines régions de la Chine, à Hongkong, Singapour, au chapelet des zones industrielles franches des multinationales pour arriver au Brésil et au Chili, en passant par le Moyen-Orient et l'Afrique du Sud. En somme, cet immense terrain défriché pour un développement capitaliste a certes prolongé le cycle économique de cet après-guerre, mais n'a pas empêché la monstrueuse surproduction d'éclater, comme prévue, en 1975, en une gigantesque crise mondiale.

Le taux élevé de croissance de ces capitalismes juvéniles n'a pas pu inverser le faible taux moyen des vieilles métropoles blanches, de même que la Russie n'a pas pu dépasser et supplanter les hégémoniques Etats-Unis, pourtant moins vastes et moins peuplés ; et d'emblée la Chine a renoncé à ce rêve, longtemps caressé par les staliniens. La production des capitalismes séniles est, et demeure, déterminante au plan mondial, et la crise descend, en piqué, les capitalismes les plus jeunes, tels que le Brésil, l'Espagne, la Turquie, la Corée, dont le taux de croissance est de 10%, et, au rase-mottes les capitalismes un peu moins jeunes de Russie et d'Europe et d'Amérique. Loin d'être l'avenir du capitalisme, ces pays sont tenus en laisse par l'impérialisme sénile, et là crise les entraîne dans la chute générale.

Les Etats-Unis qui ont supplanté l'hégémonique Angleterre au cours de cet après-guerre, ont profité de manière parasitaire de l'essor des pays de couleur qui se sont émancipés du joug du colonialisme européen, et notamment anglais : ils ne leur ont apporté aucune aide [283] dans leur lutte de libération, mais une fois accédés au niveau bourgeois, ils guident leurs premiers pais, centralisent leurs capitaux, tandis que la bourse américaine, fixe le prix de leurs matières premières et produits alimentaires commercialisés. Si l'Amérique n'a été pour rien dans l'acte de leur naissance, elle détermine néanmoins leur vie, leur production et leur croissance – comme celles de la vieille Europe. En somme, la force écrasante du capital américain lui vient – parce qu'il est capital – de la dépendance des autres, dont il suce le sang. Et nulle puissance révolutionnaire bourgeoise – il n'y en a plus désormais – et nul adversaire impérialiste – le capitalisme sénile étant incapable de susciter des rivaux puissants – ne pourra battre économiquement, donc militairement, les Etats-Unis pour leur ravir l'hégémonie dans le monde, afin d'inaugurer une nouvelle période d'essor capitaliste, en étendant l'industrialisation des pays blancs au Tiers monde. La Roumanie et la Pologne se sont glissées sous l'aile américaine – de même que la Chine, et la Russie en meurt d'envie. C'est un très mauvais présage pour la survie ultérieure du capitalisme.

Mais, il est encore une autre raison pour douter de la possibilité d'un nouveau cycle. C'est que le capital est en train de dilapider à une vitesse folle la substance et les réserves vitales, accumulées depuis des millions d'années par la Nature – au point que l'on a peine à imaginer que le capital puisse continuer, comme il l'a fait et doit le faire conformément à sa nature, à se gonfler encore pendant tout un cycle nouveau.

On sait que notre prévision de la crise de 1975 a été corroborée, entre autres, par les recherches d'un institut américain sur lm réserves de matières premières dans le monde [145]. Les résultats en ont été con-

145 « Une récente étude d'économistes bourgeois américains (du Research Institute Inc. de New York) sur la dynamique mondiale des échanges calcule que la course actuelle à la conquête des marchés (qui après le second conflit mondial s'est dissimulée derrière le louche puritanisme de la secourable Amérique) atteindra un point critique en 1977. Vingt années nous séparent encore de la nouvelle flambée de la révolution permanente conçue dans le cadre international, ce qui coïncide tant avec les conclusions du lointain dé-

firmés depuis par la publication du Club de Rome sur les perspectives de pénurie, à échéance historique assez brève, des principales matières premières et ressources pour l'industrie. La bourgeoisie riposta en soulignant quelques « exagérations », [284] imprécisions et inexactitudes, toutes relatives d'ailleurs, et en évoquant des sources de richesses négligées par les Cassandre – et cela suffit à soulager une opinion qui ne demandait rien d'autre.

L'argument est particulièrement spécieux. Les sordides matérialistes bourgeois font abstraction du contenu... matériel de la valeur d'usage de la marchandise ! Marx a montré, dès les premières pages du Capital, que la marchandise est unité entre valeur d'usage et valeur d'échange, et il explique que la surproduction est aussi due au fait que la valeur d'échange évolue en sens opposé à la valeur d'usage, celle-ci se multipliant bien plus vite que la première et exigeant donc des matières en quantités croissantes puisque les marchandises sont de plus en plus faciles à produire par la fécondité grandissante du travail.

Marx a donc répondu d'avance à l'argument des contradicteurs du Club de Rome pour lesquels l'avenir du capitalisme ne serait pas déterminé tant par la valeur d'usage (les ressources physiques) que par les rapports sociaux, parmi lesquels les capitalistes seraient les plus élastiques et les plus susceptibles d'adaptation. Or, ce qui précisément est le moins souple dans tout cela, ce sont les rapports sociaux et économiques bourgeois. Même si demain le capitalisme réussissait à se maintenir, en battant le prolétariat, il finirait par s'étioler et dégonfler pour des raisons simplement matérielles. Il ne pourrait plus être lui-même, puisqu'il est condamné à produire toujours plus, quitte à gaspiller, à détruire et à surproduire. Il ne peut avoir de croissance zéro, car il se priverait alors de sa *plus-value*, c'est-à-dire de sa raison d'être, de son existence même. Cette nécessité est de plus pressante à l'âge sénile où la faiblesse de son taux de profit l'oblige à accroître vertigineusement la *masse* de ses profits, et donc de sa production. Le capita-

---

bat de 1926 qu'avec le résultat de nos recherches de ces dernières années » (cf. *7 novembre 1917 et novembre 1957*, in Programma Comunista, n° 21 de 1957).

Dans le même article, on lisait, en outre la profession de foi suivait sur l'issue de cette crise historique : « Dans cette troisième vague historique de la Révolution, l'Europe continentale deviendra communiste politiquement et socialement – ou bien le dernier marxiste aura disparu. »

lisme, gigantesquement gonflé par l'exploitation du monde entier, devrait gonfler plus monstrueusement encore – à moins que le capital ne soit plus du [285] capital. Et, s'il est une démonstration qui est faite aujourd'hui, c'est qu'il ne puisse se réformer.

Considérons cependant l'hypothèse, bien qu'elle soit absurde, selon laquelle l'industrialisation atteinte en Europe occidentale, au Japon et puis en Europe orientale se poursuivrait dans le Tiers monde. Prenons, à titre d'illustration, le cas le plus favorable – celui de la Chine qui a fait sa révolution bourgeoise de façon radicale il y a vingt ans et remplit, en outre, les meilleures conditions économiques et naturelles en raison de sa masse physique considérable de ressources humaines et naturelles. Or, si ce pays voulait rejoindre le niveau des capitalismes blancs d'aujourd'hui, il manquerait d'abord de terre (à gaspiller) : il ne dispose que de 0,15 hectares par habitant contre 1,2 aux Etats-Unis. Avec les méthodes traditionnelles qui nécessitent une nombreuse main-d'œuvre et utilisent les ressources mises gratuitement à la disposition par la nature (énergie solaire, eau, etc.), l'agriculture précapitaliste tirait *d'une calorie seize* autres. Par exemple, dans la culture du maïs, à fallait 1 144 heures de travail plus 52 762 calories pour les instruments, de travail pour récolter 6 765 120 calories. En revanche, il ne faut que dix-sept heures de travail aux États-Unis pour le même résultat [146], mais ce formidable accroissement de la productivité – le but suprême du Capital étant d'évincer l'homme par la machine – exige un accroissement vertigineux d'énergie qui se substitue au travail de l’homme ET de la nature. En somme, pour produire ces 6 765 120 calories, il faut à présent « investir » 108 241 920 calories. En conséquence, de 1945 à 1970, la consommation d’énergie a triplé aux U.SA. pour l’agriculture. En outre, si l'on voulait manger bourgeoisement du bœuf, il faudrait, pour avoir une calorie de cet animal, dépenser huit fois plus encore que pour obtenir le même nombre de calories en céréales. Ce n'est pas nous qui l'écrivons, « dans les pays

146 Cf. Georg Borgstrom, le Coût d'un tracteur. L'industrialisation de la production alimentaire est si onéreuse que les pays pauvres ne peuvent se le permettre, in : *Cérès*, n° 42, p. 16-19.

riches, la conversion de l'énergie prend les proportions d'une épidémie [147] ».

[286]

Si l'on appliquait donc demain cette agriculture dégénérée du capitalisme développé à la Chine, celle-ci, simplement pour se nourrir, consommerait, à elle seule, en quelques décennies, toute l'énergie existant encore dans la croûte terrestre, et libérerait un demi-milliard de bras pour l'industrie qui en exploserait. C'est trop absurde.

Mais dans tout cela, on fait encore abstraction de l'essentiel – de la loi tout à fait élémentaire du capital, à savoir qu'il développe, à un pôle, une masse toujours plus grande de richesses qui se concentrent entre des mains de moins en moins nombreuses – les U.S.A. et les multinationales – et à l'autre pôle, d'une masse au moins aussi fantastique de misère, le capital étant l'unité de cette contradiction. C'est cette masse de pauvres du Tiers monde que le capital a produite dans cet après-guerre, et c'est elle qui a permis aux métropoles développées d'accumuler chez elles des masses fantastiques de richesses matérielles. Cette loi n'a rien d'abstrait, c'est celle de l'expropriation, sans

---

147 *Cf. Amory Bloch Lovins, l'Energitiasis*, in *Cérès*, n° 42, p. 42-46. La contradiction fatale au capital, c'est qu'il est marchandise, c'est-à-dire unité de la valeur d'usage : et de la valeur d'échange, et ne peut donc cesser de produire une masse plus énorme de matières, d'où un colossal gâchis de ressources et de matières. Il ne pourra donc recommencer un nouveau cycle historique que S'il trouve à transformer et à gâcher un volume encore plus gigantesque de ressources naturelles. Certes, il, parvient à économiser du travail et à diminuer le nombre d'ouvriers, puisqu'il tire la plus-value essentiellement de l'accroissement de la productivité, mais il lui, faut une matière première toujours plus considérable, à moins de cesser d'être production pour la production, production de plus-value, d'excédents. Il doit donc épuiser la terre de plus en plus, et créer une masse croissante de population surnuméraire. Il ne croit qu'en l'efficacité des machines qui sont le corps du capital – d'où surproduction de richesse ici, et surproduction de la masse de pauvreté là.

Dans le volume de Marx-Engels sur le *passage au communisme*, en préparation, nous examinerons les prolongements de la crise au plan économique avec la dissolution de capitalisme et de ses lois, selon le principe la dissolution de la forme inférieure est production de la forme supérieure qui la remplacera. Nous y examinerons les problèmes qui deviennent aigus dans la crise comme effet de celle-ci – la dévalorisation et la destruction de capital qui correspond à la dissolution de la loi de la valeur

précédent dans l'histoire, de la fraction la plus nombreuse de l'humanité, à laquelle les métropoles privilégiées ont enlevé la nourriture de la bouche [148] et qu'elles ont dépouillé de ses matières premières, de son énergie et de ses débouchés, pour les transférer chez elles.

Que le Tiers monde fût à l'origine de cette longue « prospérité », c'est ce que démontre *a contrario* le fait qu'en l'absence de ce gigantesque pôle de misère et d'expropriation qu'est le Tiers monde, le capitalisme blanc avait étouffé dans ses limites entre la première et la seconde guerre mondiale. Mais si la conquête du Tiers monde aux rapports bourgeois a bel et bien permis au capitalisme de cet après-guerre de se développer aussi monstrueusement, c'est elle aussi qui a épuisé toutes ses potentialités ultérieures de développement. Car si demain Sa Majesté le Capital voulait rééditer son exploit d'aujourd'hui, il lui faudrait trouver un nouveau Tiers monde, plus vaste encore que celui [287] qu'il vient de dévorer. Or, il n'en est plus sur la terre, et il n'y en a pas sur la Lune ni dans les étoiles.

---

148 Ainsi lit-on dans *Cérès* no 58, p. 24, les Huit mythes de *la faim :* « Les exportations des pays du Sahel ont augmenté de façon spectaculaire au début des années 1970, alors qu'empirait la sécheresse et que s'étendait la famine. Quinze millions de kilos de légumes environ étaient exportés du Sahel, principalement en Europe, pendant la sécheresse de 1971. Les enquêtes de la F.A.O. ont montré que chaque pays sahélien, sauf peut-être la Mauritanie, produisait en réalité assez de céréales pour nourrir l'ensemble de sa population, même durant les pires années de sécheresse. Si donc la famine a frappé aussi durement, ce n'était pas à cause d'une pénurie de production agricole ou même de nourriture. » Et de conclure : « la faim est beaucoup moins fonction de la quantité de terre que de son contrôle, car ceux qui ont le contrôle de la terre déterminent si, ou comment, elle sera utilisée, et qui profitera de ses fruits » (p. 25).

Si l'on fait le bilan de la société capitaliste de cet après-guerre, une conclusion s'impose. La *surproduction et la* surconsommation perverses et dégénérées ici, entraîne là une surpopulation monstrueuse pour lu peuples de couleur qui croupissent dans une misère atroce et subissent les guerres et la répression en série. Ce monde devenu dément, parce qu'il préfère l'argent à la vie, le profit au travail, le parasitisme à la production, le luxe au nécessaire, s'écroule déjà dans des convulsions terribles. La Production des hommes de demain, ne serait-ce que pour leur permettre de survivre, partira de l'essentiel, des moyens de subsistance pour tous – ce qui implique le transfert du pouvoir à « la classe la plus nombreuse et la plus misérable de la société ».

Ce n'est pas tout : le capitalisme est aujourd'hui sénile, et le plus sénile dans ses centres de décision robotisés. Moins que par le passé, cette immense accumulation de richesses peut être utilisée pour subvenir aux besoins de l'humanité. Elle est engloutie par des capitalismes plus assoiffés que jamais de profits, en mal de produire pour produire, de produire n'importe quoi, car la production a dégénéré, et les *forces productives en excédent* ici ne peuvent plus être accordées aux besoins des *bouches là*. Les marchandises produites par le Capital sont déviées de leur utilité pour l'homme : on ne mange pas des canons, des motos, des autoroutes, on les consomme inutilement, voire destructivement.

Or, cette surproduction ravageuse et morbide épuise, en une génération ou deux, la terre et les disponibilités en eau, en air, en flore, en faune et en matières premières que la nature a accumulées en des centaines de millions d'années. Le capital, ne pouvant plus reproduire ses cellules saines, ne développe plus que son cancer, et celui-ci dévore la nature et empeste l'humanité. Le capital est mort, et ne tient plus qu'en se droguant, en détruisant et en assassinant la vie de l'humanité passée, présente, et en compromettant même celle de l'humanité future. C'est pourquoi la révolution ne peut manquer de vaincre, même si c'est en un processus infiniment long et douloureux.

[288]

II. Partie explicative

1. EXPLICATION DES CRISES À PARTIR DES DIVERSES FORMES QUI CONSTITUENT LA BASE ÉCONOMIQUE DU SYSTÈME CAPITALISTE

Le problème des crises : remarques d'ordre général. Destruction de capital par les crises

Marx, *Théories sur la plus-value*

(Werke 26.2, p. 492-535)

Retour à la table des matières

Tout le procès de l'accumulation se résout avant tout en une *surproduction* qui, d'une part, répond à la croissance naturelle de la population et, d'autre part, constitue la base immanente des phénomènes qui apparaissent dans les *crises* [149]. La mesure de cette surproduction

[149] Dans ce texte ardu, Marx part des rouages essentiels de la base économique du capital pour expliquer la genèse des foyers de crise avec – pour ainsi dire – leur jaillissement, leur gonflement et leur conjugaison avec les autres points de crise qui sont partiels ou potentiels, latents ou explosifs. Il fait la part belle au capital, puisqu'il ne considère que le système théorique pur, sans nulle intervention perturbatrice de la politique et du militaire pour remédier aux déséquilibres, on les aggravant encore. Il fait une distinction fondamentale entre crise *potentielle* et *réelle (ou effective)* Le point de crise potentiel dérive, par exemple, de la séparation entre l'acte de vente et celui d'achat. Leur unité peut s'effectuer – et s'effectue – journellement, sans qu'il

est le capital lui-même, le niveau atteint par les conditions de production et le penchant démesuré des bourgeois à s'enrichir et à capitaliser. Ce n'est en aucune façon la *consommation* qui, d'emblée, est mise à mal, puisque la majeure partie de la population – la population ouvrière – ne peut accroître sa consommation que dans les limites très étroites et qu'en outre la demande de travail diminue *relativement*, même si elle croit de façon *absolue, à* mesure que le capital se développe. À cela s'ajoute que tous les réajustements ou péréquations sont *fortuits*. Bien que la proportion de capital à appliquer à telles sphères particulières s'équilibre en un procès constant, la continuité de ce [289] procès implique une perpétuelle disproportion qui est constamment – souvent de façon brutale – réajustée.

Nous n'avons à considérer ici que les formes par lesquelles le capital passe au cours de ses évolutions successives. Nous laisserons donc de côté les conditions réelles dans lesquelles se déroule le procès de production effectif. Nous supposerons toujours que la marchandise est vendue à sa valeur. Nous ne tiendrons compte ni de la concurrence entre capitaux, ni du crédit, ni de la structure réelle de la société qui

---

y ait crise. Mais elle peut fort bien se dissocier au moindre accroc dans les échanges – et c'est la crise. Pour la résoudre, il faudra réunir *de force* les deux actes dissociés. En somme, la crise est solution de violence, intervention despotique dans les rapports économiques, expropriation des petits et des moyens, raison du plus fort.

Cette première partie met en relief le caractère éminemment mercantile du mode de production capitaliste, et c'est sans ironie que Marx souligne que ce n'est finalement que dans l'acte productif, le procès de production, .où le travail est associé, que tout tourne rond, puisque la production est déjà pratiquement socialisée. En somme, la crise éclate quand la marchandise-capital doit effectuer une métamorphose que lui impose son caractère mercantile. La crise exprime la contradiction entre le caractère mercantile et privé de la distribution, et le caractère social de la production. C'est dire que la surproduction qui engendre les crises modernes, provient des limitations que l'appropriation privée, le marché solvable et la valeur d'échange imposent à la production associée.

Après cette première partie théorique sur les causes mercantiles générales des crises, nous avons repris Ica explications de Marx sur la *baisse tendancielle du taux de profit* qui régit de manière fondamentale, la mécanique capitaliste, et nous trouvons les causes fatales à la production capitaliste dans la composition organique qui gonfle de plus en plus monstrueusement à mesure que le taux de profit diminue.

n'est pas constituée uniquement d'ouvriers et de capitalistes industriels, puisque consommateurs et producteurs ne se recouvrent pas. La première catégorie, celle des consommateurs (dont les revenus ne sont pas primaires, mais en partie secondaires, dérivés du profit et du salaire) est bien plus étendue que la seconde, celle des producteurs, de sorte que la manière dont elle dépense son revenu et le volume de ce dernier déterminent des modifications considérables dans la structure de l'économie et particulièrement dans le procès de circulation et de reproduction du capital. Cependant, l'analyse de la monnaie [150] nous a montré qu'elle implique déjà la possibilité de crises pour autant qu'elle se distingue de la forme naturelle de la marchandise, ou qu'elle revêt la forme du moyen de paiement. C'est encore plus le cas du capital en général, et de ses structures internes réelles qui constituent toutes des conditions préalables du procès de production effectif.

D'après l'opinion du fade Say, reprise par Ricardo, mais appartenant en fait à James Mill, il ne peut y avoir de *surproduction* ou du moins *saturation générale du marché*, en raison de l'idée que les *produits s'échangent contre les produits* [151] ou – comme l'énonçait James Mill – qu'il y a « équilibre métaphysique entre vendeurs et acheteurs », ce qui conduit finalement à la formule que la demande est déterminée par la production et que la demande est identique à [290] l'offre. Ce principe, Ricardo l'énonçait comme suit : n'importe quelle quantité de capital peut être productivement utilisée n'importe où...

Comme Ricardo se réfère à Say, nous ferons plus tard aussi la critique des inepties de Say.

Observons simplement en passant le fait suivant : Dans la reproduction du capital tout comme dans son accumulation, il ne s'agit pas seulement de reconstituer sur une échelle égale ou supérieure la même

---

150 Marx fait allusion à son ouvrage de 1859 sur, la *Contribution à la critique de l'économie politique* (Éditions sociales, 1957, p. 65-66, 105, 108-109).

151 Cf. Say, *Traité d'économie politique*, 2e édition, vol. 2, Paris, 1814, p. 382 : « Les produits s'échangent contre les produits. » Ricardo reprend littéralement cette formule. Marx critique par ailleurs, cette conception dans le chapitre sur les *Possibilités des crises à partir des Contradictions entre marchandise et argent*, in *Werke* 26/3, p. 116 dans le chapitre intitulé *incompréhension des contradictions qui suscitent les crises dam la production capitaliste* (trad. fr. *Histoire des Doctrines Economiques*, Ed. Costes, VI, p. 178-189).

masse de valeurs d'usage dont se compose le capital, mais encore de remplacer la *valeur* du capital anticipé au taux habituel de profit (plus-value). Ainsi donc, si par suite d'une circonstance ou d'un concours de circonstances quelconques, les prix courants des marchandises (de toutes ou de la majeure partie d'entre elles, peu importe) tombent très au-dessous de leurs prix de production, la reproduction du capital se contracte d'autant, tandis que l'accumulation se bloque encore davantage. La plus-value accumulée sous forme d'argent (or ou billets) ne pouvant être convertie en capital qu'avec perte, elle reste en friche dans – les coffres des banques, voire sous forme de monnaie de crédit – ce qui, au fond, revient au même. La même chose pourrait se produire pour, des raisons inverses, si les *conditions réelles de la reproduction* venaient à manquer (par exemple, lorsque le blé renchérit ou que l'on n'a pas accumulé suffisamment de capital constant en nature). Il s'ensuit un blocage dans la reproduction, et donc dans le flux de la circulation. Achat et vente se figent l'un en face de l'autre, et du capital inemployé apparait sous forme d'argent en friche. Le même phénomène (et il précède le plus souvent les crises) peut encore se vérifier, lorsque la production d'excédent de capital, s'effectue trop rapidement et que sa reconversion en capital productif fait monter la demande de tous les éléments qui le composent au point que la production réelle ne peut plus tenir le pas, d'où hausse du prix de toutes les marchandises qui entrent dans la [291] formation du capital. Dans ce cas le taux de l'intérêt baisse considérablement même si le profit peut croître – et cette baisse du taux d'intérêt porte alors aux plus aventureuses spéculations. Le blocage de la reproduction entraîne une diminution du capital variable, une baisse des salaires et de la masse de travail employé. D'où une nouvelle chute des prix.

Il ne faut pas perdre de vue que le capital ne produit plus directement de la valeur d'usage, mais de la valeur d'échange, et plus précisément accroit sa plus-value. Telle est la cause motrice de la production capitaliste – et c'est une idée saugrenue que d'en faire abstraction pour escamoter les contradictions de la production capitaliste convertie en une économie réglée par la consommation immédiate des producteurs.

En outre, le procès de circulation ne s'accomplit pas en un jour, mais s'étend bien plutôt sur une longue période avant que le capital effectue son retour. À l'époque de ce retour, ses prix de production

doivent s'ajuster aux prix de marché. Or, comme dans ce laps de temps, le marché a subi de grands bouleversements et des modifications, que la productivité du travail a varié, et donc aussi la *valeur réelle* des marchandises, il est clair qu'entre le point de départ – l'investissement du capital – et le moment du retour, a survient maintes catastrophes où s'amassent et se développent des éléments de crise que l'on ne saurait éliminer avec la piètre formule selon laquelle des produits s'échangent contre des produits. La *confrontation* de la valeur d'une même marchandise à deux époques successives, que Mr. Bailey [152] tient pour un préjugé scholastique, constitue plutôt le principe fondamental du procès de circulation du capital.

Quand nous parlons de *destruction de capital* par les crises, il importe de distinguer deux choses.

Dans la mesure où le procès de reproduction se bloque et que le procès de travail est réduit, voire totalement arrêté en certains points, il y a destruction de [292] capital *réel*. Les machines, inutilisées ne sont pas du capital. Le travail inexploité équivaut à une perte de production. Les matières premières en friche ne sont pas. du capital. Les installations (tout comme des machines nouvellement construites) qui restent ou bien inutilisées ou bien inachevées, les marchandises qui pourrissent dans les magasins, tout cela constitue une destruction de capital. C'est à quoi se résout un blocage du procès de reproduction : les moyens de production, *existants* n'agissent pas effectivement, ne remplissent pas leur rôle de moyens de production. Leur valeur d'usage et leur valeur d'échange sen vont à vau-l'eau

---

[152] Bailey avait critiqué les idées de James Mill sur l'équilibre « nécessaire et constant » entre production et demande, entre offre et demande, ainsi qu'entre somme des ventes et somme des achats (cf. *Elements* of *Political Economy,* London, 1821, p. 186-195). Marx lui-même s'en était pris à Mill sur ce point dans *la Contribution à la critique de l'économie politique, 1.c.,* p. 66.

Marx développe à présent le fait, imposé par la baisse du taux de profit au capital, d'accroître toujours plus sa masse, en faisant des rotations rapides – d'où sa frénésie de la production qui s'aggrave à son âge sénile où il exerce ses plus grands ravages contre l'humanité et la nature. A ce point, Marx aborde la question de la *destruction* et la *dévalorisation* du capital à une échelle toujours plus grande.

Deuxièmement, cette *destruction de capital* par les crises signifie dépréciation de *masses de valeurs*. Cette dépréciation empêche de renouveler ensuite le procès de reproduction du capital à la même échelle, C'est l'effet ruineux de la chute du prix des marchandises. Il n'y a pas pour autant destruction de valeurs d'usage. Ce que l'un perd, l'autre le gagne [153]. Mais des masses de valeurs opérant comme capital sont empêchées de se renouveler comme capital entre les mêmes mains. Certains des capitalistes en place font faillite.

Supposons, que la valeur de us marchandises, dont la vente lui permet de reproduire son capital, soit égale à 12 000 L.st., y inclus 2 000 de profit, et qu'elle tombe à 6 000, le capitaliste ne pourra plus faire face aux obligations qu'il a contractées ou, s'il n'avait pas, il ne pourra plus reprendre ses affaires à la même échelle, dès lors que le prix des marchandises égale de nouveau leur prix de production. Il y a donc destruction d'un capital de 6 000 L.st., bien que l'acheteur de ces marchandises, pour les avoir acquis à la moitié de leur prix de production, s'en tire avantageusement et puisse même en tirer profit quand les affaires reprendront. Une large part du capital nominal de la société, c'est-à-dire de la *valeur d'échange du* capital existant, est à tout jamais anéantie, bien que cette destruction [293] qui n'affecte pas la valeur d'usage, puisse favoriser considérablement la nouvelle reproduction. C'est l'époque où le capitaliste financier s'enrichit aux dépens du capitaliste industriel.

En ce qui concerne la chute du capital purement fictif, les bons d'État, actions, etc. – dans la mesure où elle ne provoque pas la banqueroute de l'État, des sociétés par actions, etc. ou l'arrêt complet de la reproduction en ébranlant le crédit des capitalistes industriels qui détiennent ces valeurs – elle ne fait que transférer la richesse d'une main à une autre et, en somme, aura un effet bénéfique sur la reproduction, du fait que les *parvenus* aux mains desquelles, tombent ces actions ou bons au moment où leur cours est le plus bas, sont généralement plus entreprenants que les détenteurs précédents...

---

153 Ce simple fait explique que la crise peut accroître le pouvoir d'achat de l'argent (et de ceux qui le détiennent, voire des ouvriers qui continuent de toucher leur salaire), puisque la chute des prix accroît la valeur de la monnaie (déflation). C'est ainsi qu'en 1929-1932, la classe ouvrière américaine a vu augmenter sa capacité d'achat si elle est appliquée aux moyens de subsistance fondamentaux.

Surproduction de marchandises et surabondance de capitaux

Retour à la table des matières

Qu'aurait dit Ricardo de l'absurdité de ses successeurs qui nient la surproduction sous une forme (engorgement du marché par les marchandises) pour l'admettre – et c'est même le point essentiel de leur doctrine – sous forme de surproduction, pléthore, surabondance de capital ?

Il n'est pas d'économiste sérieux de l'époque postricardienne qui nie la pléthore de capital. Tous y trouvent, au contraire, l'explication des crises, à moins qu'ils n'en voient l'origine dans le crédit. Tous admettent donc la surproduction sous une forme, mais la nient sous une autre. Il faut donc se demander quel est le rapport entre ces deux formes de surproduction – l'une sous laquelle elle est née, et l'autre sous laquelle elle est admise ?

Ricardo n'a pas connu lui-même de crises, du moins des crises générales, mondiales, dues au procès de la [294] production elle-même. Il pouvait expliquer les crises de 1800 à 1815 par la hausse des prix du blé à la suite de mauvaises récoltes, par la dépréciation du papier monnaie et des produits coloniaux, etc., parce que le blocus continental avait contracté violemment le marché, pour des raisons non pas économiques, mais politiques. Les crises qui survinrent après 1815, il pouvait encore les expliquer soit par la disette et la pénurie de blé, soit par la chute des prix du blé, quand bien même les causes qui - selon sa propre théorie – avaient fait hausser le prix du blé durant la guerre (l'Angleterre étant coupée du continent) avaient cessé d'agir, car la transition de la guerre à la paix avait suscité « de soudains changements dans les canaux du commerce » (cf. dans ses *Principes* le chapitre XIX qui porte ce titre).

Les phénomènes historiques ultérieurs – et en particulier la périodicité quasi régulière des crises du marché mondial – ne permirent plus aux successeurs de Ricardo de nier les faits ou de les interpréter comme de simples accidents. Nous faisons abstraction ici de ceux qui expliquent tout par le crédit... puisqu'ils doivent admettre pour cela

qu'il y a surabondance de capital. Nous ne considérerons que ceux qui inventèrent la jolie distinction entre *surabondance de capital* et *surproduction*. Pour nier cette dernière, ils continuèrent d'utiliser les formules et les bonnes raisons de Ricardo et de Smith, tandis qu'ils s'efforçaient de tirer de la première des phénomènes qui autrement leur resteraient inexplicables. Wilson, par exemple, explique certaines crises par la surabondance de capital fixe, d'autres par la surabondance de capital circulant. Les meilleurs économistes, tels que Fullarton, admettent la surabondance de capital – et ce préjugé est déjà tellement répandu qu'on en retrouve l'affirmation comme allant de soi jusque dans le compendium du docte M. Roscher. Pour être juste notons que d'autres économistes – tels que Ure, Corbet, etc. – expliquent que la [295] *surproduction* est l'*état normal de la grande industrie* vis-à-vis du marché intérieur. Elle n'amène donc à des crises que dans certaines conditions – si le marché extérieur se contracte lui

Il faut donc se demander ce qu'est la surabondance de capital, et en quoi elle se distingue de la surproduction ? Selon ces mêmes économistes, le capital est identique à l'argent ou aux marchandises. La surproduction de capital est donc surproduction d'argent ou de marchandises. Or, ils nous disent que ces deux phénomènes n'ont rien de commun. Il n'y aurait même pas de surproduction d'argent, puisqu'il n'est pas, à leurs yeux, de la marchandise. En somme, tout le phénomène se résout en une surproduction de marchandises qu'ils admettent sous un nom et rejettent sous un autre. En outre, quand on dit qu'il y a surproduction de capital fixe ou circulant, on sous-entend l'existence des marchandises non plus comme telles, mais comme capital. C'est par conséquent admettre que, dans la production capitaliste et dans ses manifestations – la surproduction, par exemple – il ne s'agit pas du simple rapport où le produit se présente comme *marchandise*, mais encore du rapport social où le produit est quelque chose de plus et de différent de la marchandise.

En passant de l'expression *« surproduction de marchandises »* à celle de *« surproduction de capital »*, on réalise un progrès, car les producteurs ne se font plus face comme simples possesseurs de marchandises, mais comme capitalistes. Mais ce que les économistes veulent dire par là, c'est simplement qu'ils distinguent le nom, mais non la chose, C'est faire preuve d'une curieuse déficience intellectuelle que d'admettre le phénomène comme existant et nécessaire, s'il est appelé

a, mais de le nier dès lors qu'il est appelé *b*. C’est esquiver la difficulté de la crise, en rejetant la dénomination sous laquelle elle heurte les préjugés pour adopter seulement celle où elle ne pose pas de problèmes...

[296]

Possibilité des crises à partir des contradictions de la marchandise et de l'argent

Retour à la table des matières

C'est dans les crises du marché mondial qu'éclatent les contradictions et les antagonismes de la production bourgeoise. Or, au lieu de rechercher en quoi consistent les éléments opposés qui finissent par exploser dans la catastrophe, les apologistes se contentent de nier la catastrophe elle-même : même face au renouvellement périodique et déterminé des crises, ils s'obstinent à répéter que si la production se conformait aux règles de leurs manuels, elle n'arriverait jamais à la crise. Pour cela, ils tronquent les rapports économiques les plus simples, et ne voient qu'unité là où il y a contraste.

Ainsi, par exemple, si l'achat et la vente – c'est-à-dire le mouvement de métamorphose de la marchandise – représentent l'unité de deux procès, ou mieux le passage d’un seul procès par deux phases opposées, l'unité de ces deux phases est donc aussi essentielle que leur séparation et leur autonomisation l'une en face de l'autre. Or, comme elles vont tout de même ensemble, le fait qu'elles soient séparées et autonomes ne peut que témoigner d'une violence, d'un procès de désagrégation. Or, c'est précisément dans les *crises* que doit se réaliser leur unité, une unité de ce qui est divers. Il s'agit alors de détruire par la force l'indépendance d'éléments qui vont ensemble et doivent se compléter. La crise met ainsi en évidence l'unité d'éléments qui sont devenus indépendants l'un de l'autre. Il n'y aurait pas de crise, s'il ne fallait pas réaliser l'unité foncière de ce qui apparaît comme réciproquement indifférent. Notre apologiste dit au contraire : puisque l'unité se réalise, il n'y a pas de crise – ce qui revient à dire que l'unité de moments opposés exclut l'opposition.

Pour démontrer que la production capitaliste ne peut conduire à des crises générales, on en nie toutes les conditions et toutes les déterminations, tous les principes et les différences spécifiques – en un mot, la [297] production capitaliste elle-même. On démontre pratiquement que si le mode de production capitaliste, au lieu d'être une forme spécifique et développée de la production sociale, était un mode de production aussi rudimentaire qu'à ses débuts, ses contrastes typiques et ses contradictions ne pourraient pas éclater en crises.

> « Les produits – écrit Ricardo à la suite de Say – sont toujours achetés par des produits pu des services ; l'argent n'est qu'un *moyen* grâce auquel s'effectue l'échange.[154] »

C'est transformer en simple produit (valeur d'usage) une *marchandise qui* implique l'opposition entre valeur d'échange et valeur d'usage, et l'échange de marchandises devient simple troc de produits, de valeurs d'usage. C'est retomber non seulement au début de la production capitaliste, mais même en deçà de la simple production marchande. Et le phénomène le plus complexe de la production capitaliste – la crise du marché mondial – est escamoté par le procédé qui consiste à nier la première condition de la production capitaliste, à savoir que le produit est marchandise, et doit donc prendre la forme de l'argent et parcourir tout un procès de métamorphoses. Au lieu de parler de salariat, on parle de « services », terme qui efface la caractéristique essentielle du travail salarié et de son utilisation – à savoir : augmenter la valeur des marchandises contre lesquelles il s'échange, en produisant de la plus-value ; du même coup on biffe le rapport spécifique par lequel l'argent et la marchandise se transforment en capital. *« Service »* est le travail conçu uniquement comme *valeur d'usage* – chose secondaire dans la production capitaliste ; de la même façon, le terme de « produit » élimine l'essence même de la *marchandise* et la contradiction qu'elle implique. Dès lors, il devient logique de concevoir l'*argent* comme simple intermédiaire de l'échange des produits, et non comme une forme d'existence essentielle et nécessaire de la marchandise, [298] qui doit prendre la forme de la valeur d'échange – du travail social général. Dès lors que l'on transforme la marchandise en simple valeur

---

[154] Cf. Ricardo, On the Principles of Political Economy, London, 1818, p. 341

d'usage (produit), on efface son caractère de valeur d'échange, et rien n'est plus facile ensuite que de nier que *l'argent* soit une forme essentielle et, dans le procès des métamorphoses, *autonome* vis-à-vis de la forme primitive de la marchandise.

On élimine donc ici les crises par un raisonnement qui oublie ou nie les conditions premières de la production capitaliste l'existence du produit comme marchandise, le dédoublement de la marchandise en marchandise et argent, les éléments opposés qui en résultent dans l'échange de marchandises, et enfin le rapport entre l'argent ou la marchandise et le travail salarié.

Soit dit en passant, des économistes – John Stuart Mill, par exemple – ne font pas mieux lorsqu'ils cherchent à expliquer les crises par ces simples possi*bilités* de crise contenues dans la métamorphose des marchandises, la séparation de l'achat et de la vente. Ces déterminations expliquent bien la possibilité des crises, mais pas encore leur réalité. Elles ne nous apprennent pas *pour quelles raisons* les phases du procès de circulation du mode de production capitaliste doivent entrer dans un conflit tel qu'une crise seule, en un procès violent, puisse appliquer son unité intérieure. Cette *séparation* devient visible dans les crises, et en constitue la forme élémentaire. Vouloir *expliquer* la crise par sa forme élémentaire, c'est l'expliquer par sa forme la plus abstraite. Cela revient à expliquer la crise par la crise...

Aux époques où les hommes produisaient pour eux-mêmes, il n'y avait pas de crises, mais il n'y avait pas non plus de production capitaliste. Les Anciens – pour autant que nous le sachions – n'ont jamais connu de crises dans leur production esclavagiste, bien que certains producteurs dans l'Antiquité aient fait banqueroute. [299] Aujourd'hui l'alternative est absurde quiconque produit n'a pas le choix entre vendre ou non – il doit vendre. Or c'est précisément lors des crises qu'il arrive qu'on ne puisse pas vendre, ou qu'on doive vendre au-dessous du prix de production, voire avec une perte pure et simple. A quoi nous sert-il – à lui et à nous – de savoir qu'il a produit pour vendre ? Il importe plutôt de savoir ce qui empêche de réaliser sa louable intention.

En outre, Ricardo affirme : « Personne ne vend sinon dans le but *d'acheter une* autre marchandise qui puisse lui être « une utilité immédiate ou contribuer à la production future » Quelle sympathique

annonce des rapports bourgeois ! Ricardo en oublie même que l'on puisse aussi *vendre* pour *payer,* et que ces ventes forcées prennent une place notable dans – les crises. Dans la vente, le but le plus immédiat du capitaliste est de convertir sa marchandise, ou mieux son capital-marchandise, en *capital-argent* afin de *réaliser* son profit. La consommation – le revenu – n'est donc pas le point central de ce procès. Au contraire, elle l'est indubitablement pour celui qui ne vend des mar*chandises* que pour le transformer en moyens de subsistance, Mais cela ne correspond pas à la production capitaliste, où le revenu apparaît comme résultat, et non comme cause déterminante. Chacun y vend d'abord pour vendre, c'est-à-dire pour convertir sa marchandise en argent.

Durant la crise, un tel peut s'estimer heureux de vendre sans penser aussitôt à acheter. Certes, si la valeur réalisée doit agir de nouveau comme capital, il lui faut parcourir le procès de la reproduction, donc s'échanger de nouveau contre du travail et des marchandises. Mais la crise est justement le moment où le procès de reproduction est troublé et interrompu. Et on ne peut expliquer cette perturbation par le fait qu'elle ne se vérifie pas dans les périodes où il n'y a pas de crise. Sans aucun doute, personne « ne continue [300] de produire des marchandises pour lesquelles il n'y a pas de demande » - mais qui parle donc d'une hypothèse aussi absurde ? Du reste, elle n'a rien à voir avec -la question. L'objectif premier de la production capitaliste n'est pas d' « acquérir d'autres biens », mais de s'approprier de la valeur, de l'argent, de la richesse abstraite.

Même Ricardo reprend, au fond, da formule de James Mill sur « l'équilibre métaphysique entre achats et ventes » équilibre qui ne porte que sur l'unité, et non la séparation dans le procès de l'achat et de la vente. D'où l'affirmation de Ricardo : « On peut produire une trop grande quantité d'une marchandise *déterminée*, dont il peut y avoir ensuite une telle pléthore d'offre sur Île marché que le capital dépensé dans sa production ne peut être remboursé. Mais ce ne peut être le cas pour *toutes* les marchandises » (p. 341-342).

L'argent n'est pas seulement « le moyen d'effectuer l'échange », mais il est aussi le moyen par lequel l'échange d'un produit contre un autre se divise en deux actes qui sont autonomes et séparés dans le temps et l'espace. Chez Ricardo, cette idée fausse de l'argent provient de ce qu'il ne considère, en général, que le *côté quantitatif de* la valeur

d'échange - le fait qu'elle correspond à un quantum déterminé de temps de travail - en oubliant, en revanche, le côté qualitatif, à savoir que le travail individuel, en s'aliénant, doit prendre la forme du *travail social, abstraitement général* [155].

C'est un piètre expédient que d'affirmer que seules certaines marchandises et pas toutes peuvent engorger le marché et que, par conséquent, la surproduction ne peut jamais être que partielle. D'abord, pour ce qui est de leur caractère marchand, rien ne s'oppose à ce que toutes les marchandises – à l'exception de l'argent – soient en excédent sur le marché si bien qu'elles tombent au-dessous de leur prix. Cela ne se [301] produit évidemment qu'au moment spécifique de la crise quand toutes les marchandises sont en excédent sauf l'argent, Que la marchandise doive se transformer en argent, cela signifie simplement que cette nécessité s'applique à toutes les marchandises. Et comme cette difficulté existe pour une marchandise particulière, en existe aussi pour *toutes*. La nature générale de la métamorphose des marchandises – qui implique aussi bien la séparation de l'achat et de la vente que leur unité – loin d'exclure la possibilité d'un engorgement général, en contient bien plutôt les germes.

À l'arrière-plan des raisonnements de Ricardo et d'autres économistes, il n'y a pas seulement le rapport entre l'achat et la vente, mais aussi entre l'offre et la demande que nous aurons à considérer dans l'analyse de la concurrence entre les capitaux. Comme achat signifie vente pour Mill, offre signifie demande, mais ils peuvent tout aussi bien se rendre autonomes les uns par rapport aux autres. A un moment donné, l'offre de toutes les marchandises peut dépasser la demande de toutes les autres, parce que la demande de la *marchandise générale*, l'argent, la valeur d'échange, est supérieure à celle de toutes les marchandises particulières, ou parce que l'acte de la conversion de la marchandise en argent, c'est-à-dire de la réalisation de sa valeur d'échange, l'emporte sur l'acte de sa reconversion en valeur d'usage.

---

155 Ricardo efface tout caractère historique, donc transitoire et éphémère, de la production capitaliste dès lors qu'il considère l'argent, le moyen de circulation et la valeur d'échange comme de simples instruments utiles, et non comme des déterminations spécifiques qui conditionnent tout le mode de production dans sa forme nécessaire et particulière de capital

Si l'on approfondit et l'on détermine plus concrètement le rapport entre l'offre et la demande, on en arrive au rapport entre *production* et *consommation*. Il faudrait souligner dors l'unité fondamentale de ces deux actes qui se manifeste avec violence dans les crises face à leur *séparation* et à leur opposition non moins réelles qui sont spécifiques de la production bourgeoise.

En ce qui concerne la distinction entre la surproduction partielle et la surproduction universelle, les économistes n'admettent la première que pour mieux [302] échapper à la seconde. Nous ferons les remarques suivantes à ce propos :

1. Les crises sont généralement précédées d'une inflation générale des prix de tous les articles de la production capitaliste. Tous participent donc au krach subséquent, et au prix qu'ils avaient auparavant, ils sont tous en excédent sur le marché. Celui-ci ne peut absorber qu'à des prix moindres, des prix inférieurs à leur prix de production, une quantité de marchandises qu'il ne peut absorber à leurs anciens prix de marché. L'excès de marchandises est toujours relatif ; en d'autres termes, il y a masse exagérée à tel prix déterminé. Mais les prix auxquels les marchandises sont alors absorbées sont ruineux pour le producteur ou pour le marchand.

2. Pour qu'une crise – et donc aussi la surproduction – soient générale, il suffit qu'elle porte sur les articles de commerce décisifs.

Surproduction partielle et universelle, relative et absolue. Demande solvable et besoins absolus

Retour à la table des matières

Peut-il y avoir un raisonnement plus puéril que celui de Ricardo pour démontrer qu'on peut produire une marchandise particulière en quantité plus grande que celle qu'on peut en consommer, étant entendu que cela ne peut s'appliquer à toutes les marchandises en même temps, parce que les besoins à satisfaire n'ont pas de limite et ne sont pas tous satisfaits en même temps ? Au contraire, la satisfaction d'un

besoin en rend pour ainsi dire un autre latent. Il ne faut donc rien d'autre que les moyens de satisfaire ces besoins, et ces moyens ne peuvent être obtenus qu'en augmentant la production. En conséquence, une surproduction universelle est impossible.

À quoi cela rime-t-il ? Aux époques de surproduction, une grande partie, de la nation (spécialement la classe [303] ouvrière) dispose moins que jamais, de blé, de chaussures, etc. – pour ne pas parler du vin et du mobilier. S'il ne pouvait y avoir surproduction qu'après que tous les habitants d'une nation aient satisfaits simplement leurs besoins les plus urgents, une surproduction partielle et à plus forte raison générale eût été impossible jusqu'ici dans l'histoire de la société bourgeoise. Même si le marché est saturé de chaussures, de calicot, de vins ou de produits coloniaux, est-ce à dire que les deux tiers de la nation auront satisfait leurs besoins de ces articles ? En quoi la surproduction en général a-t-elle quelque chose à voir avec les besoins absolus ? Elle n'est liée qu'aux besoins solvables. Il ne s'agit donc pas de surproduction absolue, en soi, par rapport à une indigence absolue ou à un désir de posséder des marchandises. Dans ce sens, il n'y a surproduction ni partielle ni générale, non plus que d'opposition entre l'une et l'autre.

Mais, dira Ricardo, s'il y a tant de gens qui manquent de chaussures et de calicot, pourquoi ne se procurent-ils pas les moyens pour les obtenir en produisant quelque chose qui leur permettrait de les acheter ? Ne serait-il pas encore plus simple de dire : pourquoi ne produisent-ils pas eux-mêmes leurs chaussures et leur calicot ? Or, ce qui est encore plus curieux dans la surproduction, c’est que les vrais producteurs qui saturent le marché – les ouvriers – soient précisément ceux qui en manquent. On ne peut pas leur opposer qu'ils devraient produire pour obtenir puisqu'ils ont produit et n'ont cependant rien. On ne peut pas dire non plus que telle marchandise engorge le marché, parce qu’elle ne répond pas à un besoin. Si la surproduction partielle ne peut s'expliquer par le fait que les marchandises qui engorgent le marché sursaturent le besoin qu'on en a, alors la surproduction *universelle* ne peut être niée, en soutenant qu'il existe de grands besoins insatisfaits pour les nombreuses marchandises qui encombrent le marché.

[304]

Restons-en à l'exemple du calicot. Tant que la reproduction continuait sans encombre – c'est-à-dire dans la phase de cette reproduction où le produit existant comme marchandise vendable, le calicot, se retransformait en argent à sa valeur –la consommation durât aussi, nous voulons dire celle des ouvriers produisant le calicot. Ils en consommaient une partie – et avec l'élargissement de la reproduction – c'est-à-dire avec l'accumulation – ils en consommaient un peu plus, ou bien dans la production de calicot on occupait des ouvriers plus nombreux qui en même temps en étaient pour partie des consommateurs.

Transformation de la possibilité de la crise en sa réalité. La crise comme manifestation de toutes les contradictions de l'économie bourgeoise

Retour à la table des matières

Avant de poursuivre, notons ceci :

La possibilité de la crise qui apparaît dans la simple *métamorphose de* la marchandise [156], ne fait que se renforcer encore lorsque le procès de production immédiat se sépare du procès de circulation : la crise éclate dès que cesse le flux continu entre eux et que chacun d'eux devient autonome en face de l'autre.

Lors de la métamorphose des marchandises, la possibilité de la crise se présente comme suit :

Premièrement, la marchandise qui existe réellement comme valeur d'usage et idéalement dans le prix, comme valeur d'échange, doit être convertie en argent : M-A. Cette difficulté étant surmontée par la vente, il n'y a plus de difficulté pour l'achat, A-M, puisque l'argent peut s'échanger contre n'importe quoi. D'emblée, on implique la voleur d'usage de la marchandise, l'utilité du travail contenu en elle –

156 Le lecteur peut se reporter aux explications de. Marx sur les métamorphoses du capital, de marchandise en argent et de celui-ci en marchandise (force de travail, matières premières, etc.) dans la *Contribution* ou le *Capital 1*.

autrement ce ne serait pas une marchandise. Il est, en outre, supposé que la valeur individuelle de la marchandise est égale à sa valeur sociale, autrement dit, [305] que le temps de travail matérialisé en elle est égal au temps de travail socialement *nécessaire à* sa production. La possibilité de la crise – telle qu'elle apparaît dans la forme simple de la métamorphose – dérive donc uniquement du fait que les différentes formes ou phases décrites par la marchandise dans son mouvement 1. se complètent nécessairement, et 2. malgré leur connexion interne nécessaire, sont des parties du procès ou des formes existant indifféremment l'une par rapport à l'autre, étant distinctes dans le temps et l'espace en tant que phases séparées et séparables l'une de l'autre. Cette possibilité de crise résulte donc déjà de la séparation entre la vente et l'achat. Ce n'est que son caractère de marchandise qui fait que la marchandise se heurte à cette difficulté. Dès qu'elle a pris la forme de l'argent, elle l'a surmontée. Tout cela se ramène bel et bien à la séparation entre la vente et l'achat. Si la marchandise ne pouvait – sous la forme de l'argent – se retirer de la circulation ou différer sa reconversion en marchandise, si – comme dans le troc immédiat – l'achat et la vente coïncidaient directement, la possibilité de crises disparaîtrait. En effet, on suppose dans tous ces cas que la marchandise a une *valeur d'usage* pour d'autres possesseurs de marchandises.

Pour que la marchandise ne soit pas échangeable dans les conditions du troc, il faudrait qu'elle n'ait pas de valeur d'usage ou qu'il n'y ait pas d'autres valeurs d'usage en face d'elle qui puissent s'échanger avec elle ; autrement dit, il n'y a que deux conditions : que d'un côté on ait produit quelque chose d'inutile, ou que de l'autre côté on n'ait rien d'utile à échanger contre la première valeur d'usage. Or, dans les deux cas, l'échange n'aurait même pas lieu. Mais dès lors qu'il y a *échange,* il ne pourrait y avoir disjonction des deux phases, ni autonomisation des deux actes : l'acheteur serait vendeur, et le vendeur acheteur. En conséquence, le moment *critique* résultant de la forme de l'échange (en tant que circulation) disparaîtrait. Or, lorsque nous [306] disons que la forme simple de la métamorphose implique la possibilité de crises, nous disons simplement que cette forme suppose la possibilité de la dissociation et de la décomposition des éléments qui, par essence, se complètent l'un l'autre. Mais tout cela s'applique aussi au contenu.

Dans le troc, l'essentiel de la production tend, pour le producteur, à la satisfaction de ses propres besoins et, lorsque la division du travail est un peu plus avancée, à la satisfaction de besoins qu'il connaît chez ceux qui produisent comme lui. Ce qui peut s'échanger comme marchandise est du superflu – et peu importe au fond que cet échange se fasse ou non.

Dans la *production marchande,* en revanche, la conversion du produit en argent, la vente, est une condition *sine qua non.* La production immédiate pour ses propres besoins disparaît. Lorsque la vente s'avère impossible, il y a crise. La difficulté de transformer la *marchandise* - *produit* particulier d'un travail individuel – en son opposé, en *argent,* en travail social abstraitement général, provient de ce que l'*argent* n'est pas un produit particulier d'un travail individuel et que le vendeur qui possède la marchandise sous forme d'argent n'est pas forcé de racheter immédiatement, de reconvertir aussitôt l'argent en un produit particulier du travail individuel. Cette contradiction n'existe pas dans le troc où personne ne peut être vendeur sans être en même temps acheteur, et vice versa. La difficulté pour le vendeur – même si sa marchandise a une valeur d'usage – dérive simplement de la faculté qu'à l'acheteur de différer la reconversion de l'argent en marchandise. En somme, la difficulté de convertir la marchandise en argent, de vendre, provient simplement de ce que la marchandise doit être convertie en argent, tandis que l'argent n'a pas besoin d'être converti aussitôt en marchandise, autrement dit, de ce que la vente et l'achat peuvent être dissociés. Nous avons dit que cette *forme* renferme la *possibilité de la crise,* [307] c'est-à-dire la possibilité que des moments qui vont ensemble et sont inséparables, se dissocient, et doivent être réunis par la force : il faut la violence pour ajuster en une unité leur autonomie réciproque. La *crise* n'est rien d'autre que la réalisation violente de l'unité des phases du procès de production qui se sont rendus autonomes l'une vis-à-vis de l'autre.

La possibilité générale, abstraite de la crise n'est rien d'autre que sa *forme la plus abstraite,* sans le contenu ni le mobile concret qui la déterminent. La vente et rachat peuvent se dissocier ; ils contiennent la crise *en puissance,* et leur coïncidence reste toujours un moment critique pour la marchandise. Mais ils peuvent parfaitement bien se convertir l'un dans l'autre en un flux continu.

Il reste donc que la *forme la plus abstraite de la crise* (et donc sa possibilité formelle) est la *métamorphose de la marchandise* proprement dite qui, à l'apogée de son développement, révèle la contradiction, inhérente à l'unité de la marchandise, entre valeur d'échange et valeur d'usage, entre argent et marchandise. Mais ce qui fait que cette possibilité de la crise se réalise n'est pas contenu dans cette forme elle-même ; ce qu'elle contient, c'est seulement *la forme* pour une crise.

C'est là l'important lorsqu'on examine l'économie bourgeoise. Il faut voir dans les crises du marché mondial, la concentration réelle et rajustement violent de toutes les contradictions de l'économie bourgeoise. Les différents éléments qui éclatent dans ces crises doivent donc naître et se développer à partir de chacune des sphères de l'économie bourgeoise – et plus nous avançons dans son analyse, plus nous voyons de nouveaux aspects, de ce conflit se développer et les formes les plus abstraites revenir sans cesse, et dans les formes les plus concrètes qu'elles impliquent.

On peut donc affirmer que la crise, dans sa première forme, est la métamorphose même de la marchandise, la dissociation entre la vente et l'achat. La crise, dans [308] sa seconde forme, dérive de la fonction de L'argent comme moyen de paiement, où l'argent figure à deux moments différents, séparés dans le temps. L'une et l'autre de ces formes sont encore tout à fait abstraites, bien que la seconde soit plus concrète que la première. Lorsqu'on examine le *procès de reproduction* du capital qui coïncide avec sa circulation, il faut donc démontrer d'abord que les formes mentionnées ne font que s'y répéter ou plutôt obtiennent ici un contenu, une base sur laquelle elles peuvent se manifester concrètement.

Considérons le mouvement que parcourt le capital depuis le moment où il sort du procès de production sous forme de marchandise. Si nous faisons abstraction de tous les autres facteurs déterminants de son contenu, le capital-marchandise total et chaque marchandise particulière qui le compose, doit parcourir le procès M-A-M, la métamorphose de la marchandise. La possibilité générale de la crise qui est contenue dans cette forme la séparation entre l'achat et la vente – se retrouve donc dans de mouvement du capital, dans la mesure où celui-ci est *également* marchandise et rien d'autre que marchandise. Il résulte de cette connexion réciproque des métamorphoses des marchandises que l'une des marchandises se convertit en argent parce que

l'autre s'est reconvertie, de la forme argent en marchandise. En conséquence, la séparation entre achat et vente entraîne ici en outre, le fait qu'à la conversion d'un capital de la forme marchandise en celle de l'argent doit correspondre la reconversion de l'autre capital de sa forme argent en forme marchandise ; la première métamorphose doit correspondre à la second : un capital soit du procès de production tandis qu'un autre retourne dans le procès de production. Cet intercroissance et cet entrelacement des procès de reproduction ou de circulation des différents capitaux est, d'une part, la conséquence nécessaire de la division du travail, mais elle est, d'autre part, fortuite [309] – et c'est ainsi que s'élargit le contenu déterminé de la crise.

Mais 2. en ce qui concerne la possibilité de la crise résultant de la forme de l'argent comme *moyen de paiement,* on voit que le capital fournit une base beaucoup plus effective pour réaliser cette possibilité. Par exemple, le tisserand doit payer tout le capital constant, dont les éléments ont été fournis par le fileur, le cultivateur de lin, le constructeur de machines, le producteur de fer, de bois et de charbon, etc. Ces derniers éléments constitutifs du capital constant, qui n'entrent pas dans la marchandise finie – le tissu –, représentent les moyens de production dans l'échange de capital. Le tisserand vend son tissu pour 1000 1.st. au marchand, mais touche une traite où l'argent figure comme *moyen de paiement.* Le tisserand, lui, vend sa traite au *banquier,* en lui payant, mettons, ses dettes ou en se faisant escompter sa traite. Le cultivateur de lin a payé le filateur au moyen d'une traite – de même que tous les autres producteurs qui ont fourni le capital constant ont utilisé entre eux ce mode de paiement. Il suffit que le marchand ne paie pas pour que le tisserand ne puisse se faire payer par le banquier, et c'est le défaut de paiement en chaîne, et à tour de rôle tous ces producteurs sont hors d'état de réaliser la valeur de leur marchandise, et donc de remplacer la partie correspondante de leur capital constant. C'est ainsi qu'éclate la crise générale. Ce n'est rien d'autre que la *possibilité de la crise* suscitée par l'argent en tant que moyen de paiement : dans la production capitaliste, nous voyons ici déjà s'établir une connexion entre les créances et des obligations réciproques, les achats et les ventes – et la possibilité de la crise peut se développer en réalité.

En tout cas, si l'achat et la vente ne se figent pas l'un en face de l'autre, et n'ont donc pas besoin d'être ajustés par la force – si, d'autre

part, l'argent, comme moyen de paiement, fonctionne de façon que les [310] créances se compensent, donc que la contradiction renfermée dans l'argent, moyen de paiement, ne se réalise pas, si donc ces deux formes abstraites ne se concrétisent pas, il ne se produira pas de crise. Il ne peut y avoir de crise sans que l'achat et la vente se dissocient et se contredisent ou que se manifestent les contradictions renfermées dans l'argent, moyen de paiement. En somme, la crise se manifeste en même temps dans la forme simple de la contradiction entre achat et vente, et de la contradiction de l'argent, moyen de paiement Mais ce ne sont là que de simples formes, des possibilités générales de crise, donc des formes abstraites de la crise véritable. L'existence de la crise y apparaît dans ses formes et dans son contenu les plus simples, pour autant que cette forme même est son contenu le plus simple. Mais son contenu n'est pas encore *fondé*. La circulation simple de l'argent et même la circulation de l'argent comme moyen de paiement – et tous deux existent bien *avant* la production capitaliste, sans qu'il y ait de crises – sont possibles et réelles sans crises. A elles seules, ces seules formes ne suffisent donc pas à expliquer pourquoi elles font apparaître leur côté critique, ni pourquoi la contradiction renfermée en elle *potentiellement* se réalise effectivement.

On voit l'énorme ineptie des économistes qui, ne pouvant plus nier, avec des mots creux, le phénomène de la surproduction et des crises se rassurent, en disant que ces formes ne donnent que la possibilité des crises, que leur absence n'est que fortuite et que la venue des crises elle-même n'est qu'un pur hasard.

Les contradictions nées dans la circulation des marchandises et développées dans la circulation de l'argent – et donc la possibilité des crises – se reproduisent d'elles-mêmes dans le capital, parce qu'en réalité ce n'est que sur la base du capital qu'il y a une circulation développée de marchandises et d'argent.

Il s'agit maintenant d'analyser le développement ultérieur des crises potentielles pour autant qu'elles [311] résultent des déterminations de forme qui sont spécifiques au capital et ne sont pas impliquées dans son existence comme marchandise et argent. Notons en passant que la crise réelle ne peut être considérée qu'à partir du mouvement réel de la production capitaliste, la concurrence et le crédit.

Le simple procès de production immédiat du capital ne peut en soi rien ajouter de nouveau ici. Pour qu'il puisse exister, il faut en supposer les conditions. C'est pourquoi, aucun élément nouveau concernant la crise n'entre dans la première section du capital – son procès da production immédiat [157]. Il contient en soi cet élément, parce que le procès de production est appropriation, et donc production de plus-value. Mais cela ne peut apparaître dans le procès de production lui-même, parce qu'il n'est pas le lieu où se *réalise* la valeur reproduite, mais où se crée la plus-value.

Cela ne peut apparaître que dans le procès *de circulation* qui est en même temps – en soi et pour soi – le *procès de reproduction.*

Il convient, en outre, de noter ici que nous devons décrire le procès de circulation ou procès de reproduction *avant* de traiter du capital achevé – *capital et profit* – puisque nous avons à montrer non seulement Comment le capital produit, mais aussi comment il est produit. Or, le mouvement réel part du capital existant, de la base déjà développée de la production capitaliste qui est son propre commencement et sa propre présupposition. Le procès de reproduction et ses potentialités de crise ne peuvent donc être traités qu'incomplètement ici ; nous ne complèterons le thème que dans le Chapitre sur *le Capital et le Profit* [158].

Le procès d'ensemble de la circulation ou de la reproduction du capital constitue l'unité de ses phases de production et de circulation, le mouvement qui parcourt les deux procès comme autant de phases. Et

157 Marx analyse cette partie de la circulation bourgeoise – le procès de production capitaliste – dans le premier livre du *Capital* et le VI^e^ *Chapitre du Capital.* On notera qu'aucune crise ne se produit dans cette « métamorphose » qui crée la plus-value, et les... surproductions. Elle éclate dans la sphère des métamorphoses mercantiles de la circulation, en raison des limitations de la demande solvable et des spécificités qu'imprime cette demande à la production capitaliste – le fait, par exemple, que l'on fabrique l'armement et le luxe avant de satisfaire les besoins élémentaires de l'humanité ou, en termes plus techniques le fait que la valeur d'échange – et non la valeur d'usage – détermine la qualité et la quantité des produits à créer. En effet, surproduction est synonyme de production de choses inutilisables, gaspillage, dilapidation, une destruction et dévalorisation des forces productives.

158 Marx fait allusion ici au III^e^ livre du Capital tout entier. Cf. sa lettre à Engels du 31-VII-1865.

nous avons là une possibilité plus développée, ou une [312] forme abstraite, de la crise. Les économistes qui nient les crises, ne s'en tiennent donc qu'à l'unité de ces deux phases. Si elles étaient simplement séparées, sans constituer une unité, il n'y aurait pas lieu de rétablir par la violence leur unité – il n'y aurait pas de crise. Si elles formaient un tout, leur séparation violente serait impossible – ce qui signifie crise. Celle-ci est le rétablissement violent de l'unité entre des éléments devenus autonomes et la séparation violente d'éléments qui sont essentiellement unis.

Sur les formes de la crise

Retour à la table des matières

Ainsi donc :

1. La *possibilité* générale des crises en est donnée lors du procès même de *métamorphose du capital,* et ce doublement : en premier lieu, au moment où l'argent fonctionne comme *moyen de circulation,* du fait de la dissociation entre *achat et vente ;* en second lieu, au moment où il fonctionne comme *moyen de paiement,* du fait qu'il agit à deux titres différents – comme *mesure des valeurs* et comme *réalisation de la valeur*. Or, ces deux moments sont dissociés. Si la valeur a changé *dans l'intervalle,* la marchandise, au moment de sa vente ne vaut pas autant qu'elle valait au moment où l'argent fonctionnait comme mesure des valeurs, donc des obligations réciproques, si bien que la somme touchée ne suffit pas à faire face aux obligations contractées, ni à solder toute la série de transactions liées les unes aux autres. Même si la marchandise ne change pas de valeur, il suffit qu'elle ne puisse être vendue dans les *délais déterminés* pour que l'argent ne fonctionne plus comme moyen de paiement, car il ne peut exercer cette fonction que dans un *délai fixe et déterminé.* Or, comme cette même somme d'argent doit servir pour toute une série de transactions et d'obligations réciproques, il se produit une *insolvabilité,* [313] non seulement en un point mais en de nombreux autres – d'*où crise.*

Ce sont, là des *possibilités formelles* de crise. La première peut s'appliquer sans la dernière, C'est dire qu'il y a des crises sans crédit, sans que l'argent fonctionne comme moyen de paiement. La seconde

ne se réalise pas sans la *première* – qu'achat et vente soient dissociés. Mais dans ce dernier cas, il y a crise non seulement parce que les marchandises sont invendables, mais encore parce qu'elles *ne sont pas vendables* en un délai déterminé – et ici la crise surgit en raison de l'impossibilité, non seulement de vendre les marchandises, niais encore *de réaliser toute une série de paiements* fondés sur la vente de ces marchandises détermùi6es dans un délai précis. C'est la forme propre aux crises financières ou monétaires.

Ainsi donc, s'il y a crise parce que l'achat et la vente ne coïncide pas, elle se développe comme *crise monétaire dès* que l'argent est devenu *moyen de paiement* – et il va de soi que cette *seconde forme* de crise *éclate avec la première.* Quand nous recherchons pourquoi la possibilité générale de, la, crise devient une réalité et quand, nous examinons les conditions qui y conduisent il est donc absolument inutile de se préoccuper de la *forme* des, crises qui résultent du développement de l'argent comme moyen de paiement. C'est précisément la raison pour laquelle les économistes se plaisent à faire passer cette forme *évidente* pour la *cause* des crises. (Comme le développement de l'argent comme moyen de paiement est lié à celui du crédit et du surcrédit, il faut expliquer les, causes de ces derniers, mais nous n'en sommes pas encore, arrivés à ce point.)

2. Lorsque les crises résultent de *changements* ou de révolutions *dans les prix* qui ne correspondent pas à des *bouleversements de la valeur* des marchandises, elles ne peuvent naturellement être expliquées à partir du capital en général, qui implique que la valeur des marchandises coïncide avec son prix.

[314]

3. *La possibilité générale* des crises dérive de la *métamorphose* formelle du capital – la séparation dans le temps et l'espace de l'achat et de la vente. Mais ce n'est jamais la *cause* de la crise. Car ce n'est que *la forme la plus générale* de la crise, *l'expression la plus générale* de celle-ci. Mais on ne peut pas dire que la *forme abstraite de la crise* en soit la *cause.* Si l'on s'interroge sur ses causes, c'est précisément pour savoir pourquoi sa forme abstraite, sa forme de possibilité, devient *réalité.*

4. Les *conditions générales* des crises, pour autant qu'elles sont indépendantes des *fluctuations des prix* (liées ou non au crédit et dis-

tinctes des fluctuations de la valeur) doivent être expliquées à partir des conditions générales de la production capitaliste.

La crise peut se produire : 1. lors de la *reconversion de l'argent* en *capital productif ;* 2. lors de *changements dans la valeur* des éléments constitutifs du capital productif, notamment des *matières premières* – par exemple, lorsque la masse de coton récoltée ayant diminué, sa *valeur* monte en conséquence. Ce n'est pas encore avec des prix, mais avec des *valeurs,* que nous avons affaire ici.

Première phase : Considérons le premier de ces deux cas : la *reconversion de l'argent en capital* en supposant un degré déterminé de la *production* ou de la *reproduction.* On peut admettre que le capital fixe donné reste inchangé et n'entre pas dans le *procès de valorisation.* Comme la reproduction de la matière première ne dépend pas seulement du travail employé à la produire, mais de la productivité de ce travail liée à des *conditions naturelles,* il peut arriver même si le mode de production reste inchangé que le volume du produit diminue, pour une même quantité de travail (en raison d'une mauvaise récolte, par exemple). *La valeur de la matière première augmente* alors, tandis que diminue son volume : on a une perturbation dans le rapport selon lequel l'argent devrait se [315] reconvertir en les *divers éléments constitutifs* du capital pour continuer la production à l'ancienne échelle. Il faut dépenser davantage pour la *matière première,* et il reste moins pour *le travail vivant,* dont le capital ne peut plus absorber la même masse qu'auparavant – pour une raison *physique* d'abord : la pénurie de matière première. Ensuite, une partie plus grande de la *valeur* du produit doit être convertie en matières premières, si bien qu'à en reste moins pour le capital variable. La reproduction ne peut donc *se faire à la* même échelle. Une partie du capital fixe se trouve immobilisée, et une partie des ouvriers est jetée sur le pavé, Le *taux de profit* baisse, parce que la valeur du capital constant a augmenté par rapport au capital variable, dont la masse employée est moindre. Les charges fixes courantes – intérêt, rente – prélevées sur un *même* taux de profit et d'exploitation du travail restent les mêmes et *ne peuvent être* payées en totalité. D'où *crise – crise* de travail et crise du capital. Nous avons affaire *ici à* une *perturbation du procès de reproduction* par suite de l'accroissement de la valeur d'une partie du capital constant qu'à faut remplacer par celle du produit.

Qui plus est, bien que le *taux de profit* baisse, le *produit renchérit.* Si ce produit entre, comme moyen de production, dans d'autres sphères de production, son renchérissement y provoque le même trouble que dans la *reproduction.* S'il entre comme moyen de subsistance dans la consommation générale, il entre en partie dans celle des ouvriers, et il suscite alors les mêmes effets qu'une perturbation dm le *capital variable,* dont il sera question plus loin. Mais dans la mesure où il entre dans la *consommation générale,* il peut faire diminuer – si ce n'est la consommation elle-même, du moins – la demande d'autres produits – ce qui *empêchera leur reconversion* en argent dans des quantités correspondant à leur valeur. Cela perturbera *l'autre côté* de leur reproduction – non pas [316] la *reconversion de l'argent* en capital productif, mais celle des marchandises en argent. Dans tous les cas, la *masse du profit* et *du salaire* diminuent dans cette branche de la production et, par suite aussi les recettes nécessaires à la vente des marchandises d'autres branches de la production.

Mais cette *pénurie de matière première* peut également survenir sans qu'il y ait influence des récoltes, ni de la productivité - liée aux conditions naturelles - du travail qui fournit la matière première. Par exemple, si une *partie excessive de la plus-value,* de *capital additionnel* a été reconvertie (investie) en machines, etc. dans une branche particulière de la production, alors que la matière première, suffisante pour *l'ancienne échelle de la production,* ne l’est plus pour *la nouvelle.* Cela découle d'une transformation *disproportionnée* de capital additionnel en ses divers éléments. C'est un cas de *suproduction de capital fixe* qui suscite les mêmes phénomènes que dans le premier cas – celui du renchérissement de la matière première.

[Dans le manuscrit, une partie de la page a été arrachée ici : des neuf premières lignes du texte il ne reste plus que le côté droit de six lignes. Le texte est donc difficile à reconstituer. Mais en peut savoir que Marx parle de crises qui naissent « de révolutions dans la valeur du capital variable » : le *renchérissement des moyens de subsistance nécessaires* à la suite d'une mauvaise récolte entraîne une hausse des coûts de la main-d'œuvre, du capital variable mis en mouvement. En même temps cette élévation fait diminuer la demande « de toutes les autres marchandises, même de celles qui n'entrent pas dans la consommation de l’ouvrier ». Comme il n'est plus possible de les vendre à leur valeur antérieure, la première phase de la reproduction – la

conversion de marchandise en argent – se trouve perturbée ». En somme, le renchérissement des moyens de subsistance provoque « des crises dans d'autres branches de la production. [317] Dans les deux dernières lignes, on, trouve le résumé de ce qui précède, à savoir, que les crises, peuvent surgir comme résultat de l'augmentation de prix des matières premières « parce qu'elles entrent comme éléments constitutifs dans le capital constant ou le capital variable (moyens de subsistance)].

En d'autres termes, la crise dérive de la *surproduction de capital fixe,* d'où sous-production relative du capital circulant.

Puisque le capital fixe aussi bien que de capital *circulant* consistent en marchandises, il est ridicule pour un économiste d'admettre la *surproduction de capital fixe* et de nier la *surproduction de marchandises.*

5. Des *crises découlent de perturbations dans la première phase de la, reproduction,* soit d'un trouble dans la conversion de marchandises en argent c'est-à-dire *dans la vente.* Dans le cas résultant de l'augmentation du prix des matières premières, la crise dérive de troubles dans le retour des éléments du capital productif.

Surproduction et production « proportionnée ». Contradictions entre production et consommation dans les conditions capitalistes. Transformation de la surproduction d'articles décisifs de la consommation en surproduction générale

Retour à la table des matières

Avant d'analyser directement les nouvelles formes de la crise, il faut reprendre la citation de Ricardo avec l'exemple qui l'illustre.

« On peut produire une trop grande quantité d'une marchandise déterminée dont il peut y avoir une telle, pléthore d'offre sur le marché que le capital dépensé dans sa production ne, peut être remboursé. Mais ce ne peut être le cas pour toutes les marchandises ».

Tant que le tisseur reproduit et accumule, ses ouvriers achètent une partie de, son produit, dépensent une partie [318] de leur salaire en calicot : parce qu'il produit, ils ont des moyens d'acheter une partie de son produit, en lui donnant aussi dans une certaine mesure les moyens de vendre. Faute de valoriser son labeur pour lui-même, l'ouvrier ne peut acheter, constituer une demande que pour les marchandises entrant dans la consommation individuelle, car il ne valorise pas son travail et ne possède ni les conditions de sa réalisation, ni les moyens et matière de son travail. C'est pourquoi la plupart des producteurs (les ouvriers eux-mêmes, là où la production s'est développée sur des bases capitalistes sont exclus de la demande en tant que consommateurs, acheteurs. Ils n'achètent ni matières premières, ni moyens de travail ; ils n'achètent que des moyens de subsistances (marchandises entrant directement dans la consommation individuelle).

Il est donc parfaitement absurde de parler d'une coïncidence entre production et consommation, étant donné que, dans un nombre extraordinaire de branches d'industrie – toutes celles qui n'approvisionnent pas la consommation immédiate –, la masse de ceux qui participent à la production sont absolument exclus de l'*achat* de leurs propres produits. Ils ne sont jamais les consommateurs ou acheteurs *directs* de leurs propres produits, bien qu'ils paient une partie de la valeur de ceux-ci dans les moyens de subsistance qu'ils achètent. On constate dès lors que le terme de consommateur est ambigu, et qu'il est faux de l'identifier avec celui d'*acheteur,* Et pourtant, ce sont précisément les ouvriers, dans le procès du travail qui utilisent et consomment la machinerie et les matières premières pour produire les marchandises – mais ils ne les utilisent pas pour eux et n'en sont donc pas les acheteurs. Pour eux, ce ne sont pas des valeurs d'usage, ni même des marchandises, mais des conditions objectives d'un procès dont ils ne sont eux-mêmes que les conditions subjectives.

Mais, pourrait-on dire, l'employeur les représente [319] dans l'achat des moyens de travail et des matières premières. Cependant il les représente autrement qu'ils ne se représenteraient eux-mêmes, puisqu'il passe sur le marché. En effet, il est tenu de vendre une masse de marchandises dans le but d'avoir une plus-value, une partie de ces marchandises devant donc représenter du travail non payé. Quant aux ouvriers ils produiraient une masse de marchandises qui ne renfermerait que la valeur avancée pour leur production, la valeur des moyens

et matières du travail et de leur rémunération. Le capitaliste a donc besoin d'un débouché plus étendu que celui dont ils auraient besoin. De plus, c'est à lui, et non à eux, d'évaluer quand et si les conditions du marché sont assez favorables pour commencer la reproduction [159].

Producteurs sans être consommateurs – même si le procès de reproduction n'en est pas perturbé – les ouvriers n’ont aucune prise sur les articles consommés industriellement, et non individuellement. Aussi rien n'est-il plus absurde que de prétendre, en vue de nier les crises, que le consommateur « acheteur) s'identifie au producteur (au vendeur) dans l'économie capitaliste : ils sont totalement distincts. Eu égard au procès de reproduction, cette identité ne peut s'appliquer qu'au seul capitaliste, c'est-à-dire à un individu sur trois mille. Il est tout aussi faux d'affirmer que les consommateurs sont des producteurs. Le propriétaire qui jouit de la rente foncière ne produit rien, et consomme néanmoins. Il en est de même de ceux qui vivent de l'intérêt de leur argent.

Le fait que les apologistes nient la crise avec des mots nous intéresse pour autant qu'ils démontrent le contraire de ce qu'elles veulent prouver. Pour nier la crise, ils parlent de l'unité là où il y a antagonisme et contradiction. Ce qui nous importe, c’est qu’ils démontrent ceci ; si les contradictions – éliminées par leur ratiocination – n'existaient pas effectivement, il n’y aurait pas non plus de crise. Mais, en fait, il y a des [320] crises, parce que ces contradictions existent. Chaque argument qu'ils opposent à la crise n'est en somme, qu'une contradiction résolue par leurs élucubrations, donc une contradiction réelle qui produit une crise non moins réelle. Le désir de se convaincre soi-même de l'inexistence de contradictions est du même coup

159 En opposant une société a rationnelle », communautaire, à la société capitaliste, Marx définit par opposition l'origine de la surproduction, des crises et des déséquilibres de l’économie actuelle. Mais il ne faut pas entendre cela au mm le plus banal – à savoir que la société future augmentera le pouvoir d'achat et les capacités de production et de consommation des pays développés, par exemple, en donnant « tout le produit de son travail à l'ouvrier », formule lassalléenne, critiquée par Marx dans le Programme de Gotha. Certes, la production de moyens utiles augmentera encore globalement, mais la plus grande partie de l'inutile et nocive production (surproduction) d'aujourd'hui sera éliminée, par sa propre dialectique de destruction.

le vœu pieux qu'elles ne *devraient* pas exister ; c'est-à-dire que des contradictions existent réellement

Ce qu'en fait les ouvriers produisent, c'est la plus-value. Tant qu'ils la produisent, ils peuvent consommer. Dès qu'ils cessent de travailler, ils cessent de consommer, parce que la production s'arrête. Mais ils n'ont en aucune façon à consommer parce qu'ils produisent l'équivalent de leur consommation [mais parce qu'ils créent de la plus-value]. S'ils n'en 'produisaient que le simple équivalent, ils cesseraient de consommer – et ils n'auraient plus d'équivalent du tout. Ou bien leur travail serait stoppé, ou bien serait-il réduit – et, en tout cas, leur salaire serait abaissé. Dans ce dernier cas – même si l'échelle de la production reste identique –ils n'en consomment pas l'équivalent. Dans ces conditions, s'ils manquent de moyens de subsistance, ce n'est nullement parce qu'ils ne produisent pas assez, mais parce qu'ils reçoivent une trop faible partie de leur produit.

En somme, si l'on réduit tout au simple rapport du consommateur au producteur, on oublie que le salarié et le capitaliste sont deux types de producteurs tout à fait différents, sans parler des consommateurs qui ne produisent rien du tout. On se débarrasse de nouveau de la *contradiction* en niant les conditions antagoniques qui existent réellement dans la production. Le simple rapport entre salarié et capitaliste implique :

1. que la majeure partie des producteurs (les ouvriers) ne participent pas à la consommation (l'achat) d'une fraction considérable de leurs propres produits, à savoir les moyens du travail et les matières premières ; et 2. que la majeure partie des producteurs (les ouvriers) [321] ne peuvent consommer l'équivalent de ce qu'ils produisent tant qu'ils sont obligés de produire au-delà de cet équivalent – la plus-value ou le surproduit. Ils doivent toujours surproduire ou produire au-delà de leurs besoins pour pouvoir consommer ou acheter dans les limites de leurs besoins.

Pour cette classe de producteurs, il apparaît donc, de prime abord, qu'il ne saurait être question d'identité entre production et consommation.

Quand Ricardo dit que l'unique limite à la demande est la production elle-même, et que celle-ci est limitée par le capital, cela signifie si l'on laisse de côté les présuppositions erronées que la production capi-

taliste trouve sa mesure au seul capital, ce terme incluant ici la force de travail incorporée (achetée) par le capital en tant que condition de la production. Or en peut se demander si le capital, en tant que tel, est également la limite de la consommation. Il l'est, en tout cas, au sens négatif, puisqu'il ne peut consommer plus qu'il ne produit. Or cette limite devient positive si l'on doit et peut consommer – sur la base de la production capitaliste – ce que l'on produit ! En fait, à le considérer de près, le principe de Ricardo dit exactement le contraire de ce qu'il veut dire – à savoir que la production s'effectue sans égard aux limites existantes de la consommation et n'est limitée que par le capital lui-même. Et c'est ce qui est justement caractéristique de ce mode de production.

Ainsi, dans notre hypothèse, le marché est saturé, par exemple, de cotonnades, dont une grande partie ne peut se vendre que très au-dessous de son prix (nous disons *valeur* parce que, dans l'examen de la circulation ou du procès de reproduction, nous avons affaire à la valeur, et pas encore au prix de revient et encore moins au prix de marché).

Tout montre qu'il peut y avoir surproduction dans certaines sphères particulières et *en conséquence* sous-production dans d'autres ; des crises partielles peuvent [322] donc découler d'une production disproportionnée, (mais la production proportionnée n'est jamais que le résultat de la production disproportionnée sur la base de la concurrence), dont une forme générale pourra être ta surproduction de capital fixe, d'un côté, et de capital circulant, de l'autre. Par exemple : lorsque les métiers à filer furent inventés, il y eut surproduction de filés par rapport au temps du tissage à main. Cette disproportion disparut, lorsque l'on introduisit les métiers à tisser mécaniques [160].

C'est une condition pour les marchandises d'être vendues à leur valeur et de ne contenir que du temps de travail socialement nécessaire.

---

160 Marx donne raison ici à Boukharine qui pensait que le capital pouvait créer ses propres débouchés (dans la mesure évidemment de la demande solvable) – ce qui complète les affirmations de Rosa Luxemburg. Dans les pays coloniaux, les débouchés sont nés spontanément, et créés artificiellement par le capital. Celui-ci continue donc de naître, et de gonfler – de lui-même et des conditions précapitalistes qui se haussent au niveau bourgeois. En ce double sens, le capital est création à une échelle élargie de plus-value.

De même c'est une condition pour toute sphère de production du capital que seule la partie nécessaire du temps de travail total de la société lui soit consacrée, à savoir le temps de travail exigé pour satisfaire le besoin social, la demande. Si l'on y consacre plus de temps, bien que chaque marchandise particulière ne contienne que le temps de travail nécessaire, au total elles contiennent plus que le temps de travail socialement nécessaire – tout comme la marchandise particulière a certes une valeur d'usage, même si la somme totale en perd une partie dans les conditions données.

Cependant nous ne parlons pas ici de la crise qui dérive de la production disproportionnée, c'est-à-dire d'une disproportion dans la répartition du travail social entre les diverses sphères de production. Nous ne pouvons en traiter qu'à propos de la concurrence entre les capitaux. Nous avons déjà dit que la hausse ou la baisse de la valeur marchande, par suite de cette disproportion entraîne le retrait du capital d'une sphère de production et son transfert dans l'autre, la migration du capital d'une branche d'affaires à l'autre. Or, cette compensation implique déjà son contraire, la crise qui peut servir de moyen de compensation. Mais cette sorte de crise, Ricardo l'admet lui aussi.

L'analyse du procès de production [161] nous a montré [323] que la production capitaliste tend à accaparer le plus possible de surtravail, d'objectiver par conséquent avec un capital donné le maximum de temps de travail immédiat, soit en prolongeant le temps de travail, soit en réduisant le temps de travail nécessaire grâce au développement des forces productives du travail en leur appliquant la coopération, la division du travail, les machines, etc., bref, en produisant à une grande échelle, en masse. Par définition, la production capitaliste produit donc sans tenir compte des limites du marché.

La reproduction suppose d'abord que le mode de production reste le même un certain temps – ce qui est le cas d'ailleurs lorsque la production s'accroît. La masse des marchandises produites augmente alors parce qu'on emploie plus de capital, et non parce qu'il devient plus productif. Mais la simple augmentation quantitative du capital implique en même temps une augmentation de sa force productive. Si l'augmentation quantitative est la conséquence du développement de

---

161 Marx renvoie aux passages du Livre I du *Capital* sur la production de plus-value absolue et relative (Éditions Sociales, t. II, p. 183-192).

la force productive, celle-ci se développe, à son tour, à partir de la base plus large et plus étendue du capital. L'action est réciproque, la reproduction à une échelle plus large, l'accumulation – même si elle apparaît à l'origine comme une simple extension quantitative de la production au moyen d'un capital plus considérable à partir des mêmes conditions de production – se présente donc toujours à un certain point comme qualitative, comme fécondité plus grande des conditions de la reproduction. C'est pourquoi, l'accroissement de la masse des produits n'est pas seulement proportionnel dans la reproduction élargie, l'accumulation.

Revenons à notre exemple.

La stagnation du marché encombré de calicot perturbe la reproduction du tisserand – ce qui affecte d'abord ses ouvriers. Ceux-ci consomment donc en moins grande quantité, voire ne consomment plus du [324] tout, sa marchandise – le calicot – et les autres qui entraient jusque-là dans leur consommation. Ils ont, certes encore besoin de calicot, mais ils ne peuvent l'acheter parce qu'ils n'en ont pas les moyens – et ils n'en ont pas les moyens faute de pouvoir continuer à produire... parce qu'ils ont trop produit et encombré le marché. Il ne leur sert de rien de suivre le conseil de Ricardo d'« élargir leur production » ou de « produire autre chose ». Ils entrent dans la surpopulation temporaire, la surproduction en ouvriers, en l'occurrence des producteurs de calicot, puisqu'il y a surproduction de calicot sur le marché.

Mais en dehors des ouvriers directement employés par le capital investi dans le tissage de coton, toute une masse de producteurs est encore touchée par ce blocage. dans la reproduction du coton : fileurs, planteurs et marchands de coton, producteurs de broches et de métiers à tisser, fournisseurs de fer, de charbon, etc. La reproduction dans toutes ces sphères serait entravée, puisque la reproduction du coton est la condition de leur propre reproduction. Elle subirait ce contrecoup quand bien même elle n'aurait pas surproduit dans leurs propres sphères, c'est-à-dire ne produirait pas au-delà de ce qu'exigeait et justifiait une industrie cotonnière prospère. Toutes ces industries ont en commun quelles ne consomment pas leur revenu (salaire et profit, dans la mesure où ce dernier n'est pas accumulé, mais consommé comme revenu) dans leur propre produit, mais dans le produit des sphères qui produisent les moyens de subsistance – parmi lesquels le

calicot. En conséquence, la consommation et la demande de calicot diminuent précisément, parce qu'il y a trop de calicot sur le marché. Mais il en va de même de toutes les autres marchandises dans lesquelles le revenu de ces producteurs *indirects* de calicot est dépensé. Leur capacité d'acheter du calicot et d'autres articles de consommation se restreint, se contracte parce qu'il y [325] a trop de calicot sur le marché. Cela touche également d'autres marchandises (moyens de consommation). Il se vérifie, pour elles aussi, subitement une surproduction *relative,* parce que les moyens pour les acheter et donc leur demande se sont contractés. Combien même on n'a pas surproduit dans ces sphères, elles connaissent maintenant la surproduction.

Si la surproduction de calicot a frappé aussi le lin, la soie et la laine, on peut penser que la surproduction de ces quelques articles décisifs provoque ; à son tour, sur tout le marché une surproduction plus ou moins générale *(relative)* : d'un côté, pléthore de toutes les conditions de reproduction et de toutes sortes de marchandises invendues, de l'autre côté, capitalistes en faillites et masses ouvrières dans le plus complet dénuement.

Toutefois, cet argument n'est pas péremptoire. S'il est facile de comprendre que la surproduction de quelques articles décisifs de la consommation puisse entraîner le *phénomène* d'une surproduction, plus ou moins générale, il reste encore à expliquer comment la surproduction affecte ces produits. En effet, le phénomène de la surproduction est lié à l'interdépendance non seulement des ouvriers occupés dans ces industries, mais encore dans toutes les branches « industrie qui produisent les conditions préalables – le capital constant – du produit des premières. Pour ces industries-ci, la surproduction n'est qu'un effet. Mais d'où provient-elle pour les premières ? En effet, les secondes continuent de produire tant que les premières ne s'arrêtent pas – et cette poursuite de la production semble assurer un accroissement général des revenus, et donc aussi de leur propre consommation.

[326]

L'expansion du marché ne suit pas celle de la production. La conception ricardienne de l'expansion illimitée de la demande et de la consommation

Retour à la table des matières

On nous objectera peut-être que la production s’accroît chaque année davantage pour deux raisons : premièrement, le capital placé dans la production augmente sans cesse ; deuxièmement, il est employé de plus en plus productivement. Au cours de la reproduction et de l'accumulation, il se produit continuellement de petites améliorations qui finissent par modifier toute l'échelle de la production – ce qui a pour effet cumulatif le développement des forces productives. Dire que cette production sans cesse croissante a besoin d'un marché de plus en plus étendu, mais qu'elle s'élargit plus rapidement que celui-ci, c'est exprimé sous une forme réelle et non plus abstraite – le phénomène à expliquer.

Le marché s'élargit moins vite que la production, cela signifie qu'il arrive un moment où le marché apparaît trop étroit pour la production dans le cycle que le capital parcourt durant sa reproduction, car dans ce cycle il ne se reproduit pas simplement, mais à une échelle élargie, il n'y décrit pas un cercle, mais une spirale. C’est ce qui apparaît à la fin du cycle, et cela signifie simplement que le marché est saturé, et que la surproduction est manifeste. Si l’expansion du marché allait du même pas que l'expansion de la production, il n'y aurait ni encombrement du marché, ni surproduction.

Il suffit d’admettre simplement que le marché doit s'élargir avec la production, pour admettre la possibilité d'une surproduction, puisque le marché est géographiquement limité, que le marché intérieur est plus restreint que le marché intérieur et extérieur à la fois, et ce dernier, à son tour, est plus restreint que le marché mondial qui, tout en ayant toujours des [327] limites, peut néanmoins s'étendre. En admettant donc que le marché doive s'étendre pour éviter la surproduction,

on admet qu'à peut y avoir surproduction, car il peut arriver – étant donné que le marché et la production sont deux moments distincts l'un de l'autre, – que l'expansion de l'un ne corresponde pas avec celle de l'autre, que les limites du marché ne s'élargissent pas aussi vite que l'exige la production, ou que de nouveaux débouchés – nouvelles extensions du marché – peuvent être rapidement comblés par la production, de sorte que le marché élargi apparaisse limité et trop étroit – comme auparavant le marché moins développé.

Ricardo nie donc logiquement la nécessité d'une *expansion du marché* simultanément à l'expansion de la production et à la croissance du capital. Tout le capital existant dans un pays peut être avantageusement employé sur le marché intérieur. Ainsi polémique-t-il contre A. Smith qui, d'une part, a soutenu la même idée que Ricardo, mais l'a contredit en même temps avec son habituel instinct intelligent Smith n'a pas ou l'occasion de connaître les phénomènes de la surproduction ni les crises qui en découlent. Ce qu'il connaissait, ce sont les simples crises de crédit ou d'argent qui surviennent inévitablement avec le système des banques et du crédit. En fait, il voit dans l'accumulation du capital l'accroissement absolu de la richesse générale et du bien-être de la nation. Par ailleurs, il considère le simple fait que le marché intérieur se dilate dans le ni marché extérieur, colonial et mondial comme la preuve d'une sorte de surproduction *relative* (potentielle) sur le marché intérieur...

[328]

La contradiction entre l'essor irrésistible des forces productives et la limitation de la consommation entraîne la surproduction. La théorie apologétique de l'impossibilité d'une surproduction générale

Retour à la table des matières

Le terme même de *surproduction* peut induire en erreur. Aussi longtemps que les besoins les plus urgents d'une grande partie de la société ne sont pas satisfaits ou que seuls le sont les besoins les plus immédiats, il ne saurait naturellement être question de *surproduction de produits* – au sens où la masse des produits serait excessive par rapport aux besoins que l'on en a. Il faudrait dire au contraire, que sur la base de la production capitaliste il y a toujours, en ce sens, *sous-production,* car la production y est limitée par le *profit des capitalistes,* et non par le *besoin des producteurs.* Mais surproduction de produits et surproduction de *marchandises* sont deux choses absolument différentes. Lorsque Ricardo affirme que la forme *marchandise* n'a pas de répercussion sur le produit, que la *circulation de marchandises* ne se distingue que formellement du troc, que la valeur d'échange n'est qu'un moment éphémère dans le métabolisme des échanges et que la monnaie est donc simplement un moyen formel de circulation – il ne fait qu'exprimer la thèse selon laquelle – le mode de production bourgeois est le mode absolu, dépourvu de toute détermination spécifique plus précise et que son caractère est donc purement formel. Aussi ne saurait-il admettre que le mode de production bourgeois renferme une limite quelconque au libre développement des forces productives, limite qui se manifeste dans les crises et, entre autres, dans la *surproduction* – le phénomène qui est à la base des crises.

Dans les citations de Smith qu'il reproduit, approuve et reprend lui-même à son compte, Ricardo est amené à conclure que le « désir » sans limites des valeurs [329] d'usage les plus, diverses peut toujours

être satisfait, dès lorsque la masse des producteurs reste plus ou moins limitée à la portion congrue et plus ou, moins exclue de la consommation de richesse, dans la mesure où elle ne dépasse pas la sphère des moyens de subsistance.

Certes, il en était ainsi – et même dans une plus large mesure – dans la production antique, basée sur l'esclavagisme. Mais les Anciens ne songeaient même pas à convertir le surproduit en capital, ou du moins ne le faisaient-ils que dans une mesure fort limitée. (La grande extension prise chez eux par la thésaurisation montre combien de surproduit demeurait alors en friche.) Ils transformaient une grande partie du surproduit en dépenses improductives pour des œuvres d'art, des édifices religieux, des travaux publics. Leur production tendait encore moins à développer et à déchaîner les forces productives matérielles au moyen de la division du travail, du machinisme, de l'application de forces naturelles et de la science à la production privée. En somme, ils ne dépassèrent jamais vraiment les limites du travail manuel de l'artisan. La richesse qu'ils créèrent pour la consommation privée était donc relativement restreinte et ne paraît considérable que parce qu'elle se trouvait concentrée en quelques mains qui ne savaient d'ailleurs qu'en faire, En conséquence s'il n'y avait pas *surproduction*, il y avait *surconsommation* par les riches chez les Anciens, et dans les derniers temps de Rome et de la Grèce, elle s'étalait en une folle dissipation. Les rares peuples marchands qui se trouvaient dans leur sein, vivaient en partie aux dépens de toutes ces nations fondamentalement pauvres. La base de la surproduction moderne est le développement absolu des forces productives, donc la production effectuée en grande série par la masse des producteurs confinés au cercle étroit des moyens de subsistance, par les entraves et barrières posées par le profit des capitalistes.

[330]

Toutes les objections élevées par Ricardo, etc. contre la surproduction viennent, ou bien de ce que ces économistes voient dans la production bourgeoise un mode de production où l'achat ne se distingue pas de la vente, où l'échange est immédiat ; ou bien de ce qu'ils le considèrent comme une production *sociale,* comme si la société distribuait d'après un plan ses moyens de production et ses forces productives dans le degré et dans la mesure nécessaires à la satisfaction des besoins existants, chaque sphère de production recevant le quan-

tum de capital social correspondant au besoin à satisfaire. Cette fiction a sa source dans l'incapacité de comprendre ce qui distingue de manière spécifique la production bourgeoise, et cette incapacité provient à son tour de ce que la production bourgeoise est considérée comme la production en général. C'est ainsi que l'adepte d'une religion donnée la tient pour la religion en soi, et ne voit en dehors d'elle que de fausses religions.

À l'inverse, étant donné la base de la production capitaliste où chacun travaille pour soi, où le travail particulier est en même temps son contraire puisqu'il doit se présenter sous la forme abstraitement générale du travail social, on peut se demander comment la compensation et l'interdépendance indispensables des diverses sphères de la production ainsi que leur mesure et leur proportion réciproque sont possibles, si ce n'est par la suppression perpétuelle d'une désharmonie incessante ? C'est ce que l'on admet d'ailleurs quand on traite des compensations par la concurrence, car ces ajustements impliquent toujours qu'il y a quelque chose à compenser, et que l'harmonie n'est donc que le résultat du mouvement de l'abolition des désharmonies existantes. C'est pourquoi Ricardo admet aussi que la saturation est possible pour quelques marchandises, mais ce qu'il tient pour *impossible* c'est la saturation générale et simultanée du marché. Il ne nie pas la possibilité de la surproduction dans quelque [331] sphère particulière de la production. C'est la simultanéité de ce phénomène pour toutes les sphères de, la production qu'il tient pour impossible, et donc il ne peut y avoir pour lui saturation générale du marché (Cette expression doit toujours être prise *cum grano salis,* aux périodes de surproduction générale, la surproduction dans certaines sphères n'est jamais que le résultat, la *conséquence* de celle qui se passe dans la sphère des articles de commerce décisifs ; il n'y a de surproduction que *relative,* due à l'existence de la surproduction dans d'autres sphères.)

Les apologistes renversent ces données en leur contraire. Il y aurait surproduction dans les articles de commerce décisifs, les seuls où se manifeste la surproduction active. Il s'agit là en général d'articles qui – même dans l'agriculture – ne peuvent être produits que massivement et industriellement, si bien que la surproduction n'est que relative ou passive. En somme, il n'y a surproduction que parce qu'elle n'est pas universelle.

La relativité de la surproduction – le fait qu'elle n'est réelle que dans quelques sphères qui la reportent sur d'autres – est énoncée comme suit : il n'existe pas, de *surproduction universelle,* parce qu'elle impliquerait que toutes les sphères de la production resteraient dans le même rapport réciproque – et la surproduction *universelle* ne serait donc qu'une production *proportionnée* – qui exclut celle-là. On liquide ainsi la surproduction universelle. Etant donné qu'une surproduction universelle au sens absolu n'en serait pas une, qu'elle serait simplement due à un développement de la force productive plus important ici que dans toutes les autres sphères de la production, la *véritable surproduction* – celle qui n'est pas cette surproduction non-existante, et négatrice d'elle-même – *n*'existe *pas*. En fait, elle n'existe que parce que celle-là n'existe pas.

Si l'on y regarde de plus près, cette misérable sophistique se ramène à ceci : s'il y a, par exemple, [332] surproduction de fer, de cotonnades, de lin, de soie et de laine, on ne peut pas dire qu'elle soit due à une production insuffisante de charbon ; car cette surproduction de fer, etc., implique une surproduction de charbon, comme, par exemple, la surproduction de tissu implique celle de filés. (Ce qui serait possible, ce serait une surproduction de filés par rapport au tissu, du fer par rapport aux machines, etc. Ce serait toujours une surproduction relative de capital constant.) On ne saurait donc parler de sous-productiom des articles dont la surproduction est implicite, parce qu'ils entrent comme éléments, matières premières, matières instrumentales ou moyens de production dans les articles (la « marchandise déterminée dont en a trop produit, dont le marché connaît ensuite une sur-offre telle que le capital ne puisse en retirer ce qu'elle lui a coûté »), dont la surproduction positive est précisément ce qu'il s'agit d'expliquer. Mais on parle d'autres articles qui n'appartiennent pas directement à la sphère de production et ne peuvent être rangés dans les articles de commerce décisifs, dont, par hypothèse, il y a eu surproduction ; ils ne rentrent pas non plus dans les sphères *préliminaires* où la production doit avoir atteint au moins le degré des phases de finition du produit – encore que rien ne s'oppose à ce qu'elle puisse l'avoir dépassé – une surproduction ayant alors eu lieu dans la surproduction.

Par exemple, bien qu'on ait produit assez de charbon pour faire marcher toutes les industries où il entre comme condition nécessaire de la production, si bien qu'il y a eu *surproduction* de charbon au sein

de la *surproduction* de fer, de filés, etc. (autrement dit, que l'on a produit du charbon en quantité proportionnée à celle de la production de fer et de filés), il est possible *également* qu'on ait produit plus de charbon que n'en exigeait la surproduction du fer, des filés, etc. Ce n'est pas seulement possible, mais encore fort probable. En effet, la *production de charbon et* [333] *de filés* et de tous les autres produits qui ne sont que la condition ou le préliminaire d'un article à. achever dans une autre sphère, ne se règle pas d'après la demande, la production ou la reproduction immédiates, mais d'après le *degré, la mesure, le rapport* (proportion) dans lesquels celles-ci continuent, de se développer. Et il est pour ainsi dire évident que, dans ce calcul, on dépasse le but. Mais on nous dit que cette sur production provient du fait que l'on n'a pas produit assez de pianos, de pierres précieuses, etc., par exemple. (Quoi qu'il en soit, à est des cas où la surproduction d'articles non décisifs n'est pas le résultat de la surproduction, mais où, au contraire, la sous-production est la cause de la *surproduction* – par exemple, la disette de blé ou de coton à la suite d'une mauvaise récolte, etc.)

L'absurdité de cette affirmation devient évidente lorsqu'elle se donne un vernis d'internationalisme – comme c'est le cas chez Say [162] et d'autres économistes après lui. Ainsi, l'Angleterre n'a pas *surproduit*, mais l'Italie a *sous-produit*. Si l'Italie avait en premier lieu, assez de capital pour reconstituer le capital anglais qui a été exporté en Italie sous forme de marchandises, et, en second lieu, si elle avait placé ce capital de façon à produire les articles particuliers dont le capital anglais avait besoin, soit pour se reconstituer lui-même, soit pour reconstituer le revenu auquel il donne naissance – il n'y aurait pas eu de surproduction. Ainsi n'y aurait-il pas en Angleterre cette surproduction *réelle* en relation avec une production tout aussi *réelle* en Italie, mais seulement une *sous-production imagi*naire en Italie – et nous disons imaginaire pour deux raisons : parce que 1° on suppose en Italie un capital et un développement des forces productives qui n'y existent pas, et 2° en suppose de manière tout aussi fantaisiste que ce capi-

[162] Marx fait allusion aux considérations de Say (cf. Lettres à M. Malthus, Paris, Londres, 1820, p. 15), selon lequel la cause de l'engorgement du marché italien provenait de ce que l'Italie ne produisait pas assez de marchandises susceptibles d'être échangées contre des marchandises anglaises. Cf. également le volume I des Editions Sociales de Marx, *Théories sur la plus-value*, p. 304.

tal qui n'existe *pas* en Italie y est justement employé de façon que l'offre de l'Angleterre et la demande de l'Italie, la production anglaise [334] et la production italienne se complètent. En d'autres termes, il n'y aurait pas de surproduction, si l'offre et la demande correspondaient l'une à l'autre, si le capital était réparti entre toutes les sphères de production de façon si proportionnée que la production d'un article impliquât la consommation d'un autre, donc la sienne propre. Il n'y aurait pas de surproduction, s'il n'y avait pas de surproduction. Or, comme la production capitaliste ne peut se donner libre cours que dans certaines sphères et dans des conditions déterminées, aucune production capitaliste ne serait en somme possible, si elle devait se développer *simultanément* et *également* dans toutes les sphères. Dès lors qu'il y a surproduction absolue dans une sphère, il y a surproduction *relative* dans d'autres, même si l'on n'y a pas surproduit.

Expliquer la surproduction dans un domaine par la sous-production dans un autre, revient donc à dire qu'il n'y aurait pas surproduction, s'il y avait production proportionnée. Il en serait de même si l'offre correspondait à la demande, et si toutes les sphères de la production offraient les mêmes possibilités d'expansion à la production capitaliste – division du travail, machinisme, exportation vers des marchés lointains, etc., production en grande série – ; ou encore si tous les pays commerçaient entre eux et disposaient de la même capacité de production, en fabriquant, des articles différents et complémentaires. Or s'il y a tout de même surproduction, c'est que tous ces vœux pieux ne se réalisent pas. Ou enfin – et de façon plus abstraite – il n'y aurait pas de surproduction d'un côté, si la surproduction se faisait uniformément de tous les côtés. Mais le capital n'est pas assez grand pour surproduire aussi universellement – et c'est pourquoi il y a surproduction partielle.

Considérons cette élucubration de plus près.

On admet que l'on puisse surproduire dans chaque *branche particulière.* La seule circonstance qui, d'après [335] l'hypothèse, pourrait empêcher la surproduction simultanée dans *toutes* les branches, c'est que la marchandise s'échange contre de la marchandise – ce qui suppose le recours au troc. Mais cet expédient échoue précisément parce que, dans les conditions capitalistes où le commerce n'est pas du troc, le vendeur d'une marchandise n'est pas nécessairement en même temps l'acheteur d'une autre. Tout cela revient donc à faire abstraction de l'argent et du fait qu'il ne s'agit pas d'un échange direct de produits,

mais de la circulation des marchandises dans laquelle la dissociation de l'achat et de la vente est essentielle.

La circulation du capital renferme ces possibilités de perturbation. Par exemple, lors de la reconversion de l'argent en ses conditions de production, il ne s'agit pas seulement de transformer l'argent en la même espèce de valeurs d'usage, mais il est essentiel, pour la répétition du procès de reproduction, que ces valeurs d'usage puissent être achetées à leur ancienne valeur (ou mieux, au-dessous). Mais une partie très importante de ces éléments de la reproduction – celle qui consiste en matières premières – peut augmenter pour deux raisons : 1. parce qu'on peut accroitre : les instruments de production dans une proportion si forte que les matières premières ne peuvent pas suivre en temps voulu ; 2. à cause du caractère variable des saisons. Comme le note fort justement Tooke, le climat (le temps) joue un rôle essentiel dans l'industrie moderne. (Cela vaut également pour les salaires qui sont liés aux moyens de subsistance.) La reconversion de l'argent en marchandises peut donc se heurter à des difficultés et créer des possibilités de crise, tout autant que la conversion de marchandises en argent. Ces difficultés n'apparaissent pas tant qu'il ne s'agit que de la circulation simple, et non de la circulation, du capital.

Il existe, en outre, toute une série de facteurs, de conditions, de possibilités de crise, dont nous ne pourrons [336] nous occuper qu'en examinant les conditions concrètes – notamment la concurrence des capitaux et le crédit.

Enfin, on nie la *surproduction de marchandises* mais on admet *celle du capital.* Or, le capital lui-même consiste en marchandises ou, s'il se compose d'argent celui-ci doit d'une manière ou d'une autre être reconverti en marchandises pour qu'à puisse fonctionner comme capital. Que signifie donc *surproduction de capital ?* Surproduction de masses de valeur destinées à produire de la plus-value ou, si l'on ne considère que le contenu matériel, surproduction de marchandises destinées à la reproduction, donc *reproduction à une trop grande échelle* – ce qui est la même chose que surproduction tout court.

À y regarder de plus près, cela signifie simplement : produire trop afin de *s'enrichir*, ou encore, une partie trop grande du produit est retirée du revenu destiné à la consommation *pour faire plus d'argent* (pour l'accumulation) ; ne pas satisfaire les besoins personnels du pos-

sesseur, mais créer de la richesse sociale abstraite, de l'argent, qui accroit la puissance sur le travail d'autrui, en accroissant le capital et la puissance de celui-ci. C'est ce que l'on dit d'un côté. (Ricardo le nie.) Et de l'autre côté, comment explique-t-on la surproduction de marchandises ? En disant que la production n'est pas assez diversifiée, que certains objets de consommation ne sont pas produits en quantités assez massives. Il saute aux yeux que l'on n'a pas en vue ici la consommation de produits industriels : on pense que le fabricant qui surproduit de la toile augmente nécessairement du même coup sa demande en filés, machines, travail, etc. Il s'agit donc de consommation privée : on a produit trop de toile, mais peut-être pas assez de mandarines. Jusque-là on avait nié l'argent pour ne pas voir la dissociation entre l'achat et la vente. Maintenant, en nie le capital pour faire des capitalistes de braves gens qui accomplissent la [337] simple opération M-A-M en vue de la consommation individuelle, sans produire, en *tant* que capitalistes, dans le but de s'enrichir, en reconvertissant une partie de la plus-value en capital. Dire qu'il y a *trop de capital* ne signifie au fond rien d'autre que trop peu de capital est – et peut être – consommé comme *revenu* dans les conditions données (Sismondi [163]). Comme si la surproduction ne provenait pas de la reproduction élargie dans l'appareil de production capitaliste ! Mais pourquoi donc vient-il à l'idée du producteur de toile de demander au producteur de blé de consommer plus de toile ? Et à celui-ci de demander à celui-là de consommer plus de blé ? Pourquoi le producteur de toile ne réalise-t-il pas une plus grande partie de son revenu (plus-value) en toile, et le fermier en blé ? Chacun d'eux rétorquera qu'il lui faut accroître la part de ce qu'il investit ou capitalise (sans se préoccuper des limites de la demande et des besoins). Notons-le, on l'admet pour chacun d'eux, mais pas pour tous pris ensemble.

---

163 Sismondi expliquait la crise par la « disproportion croissante entre la production et la consommation ». Cf. *Nouveaux principes d'économie politique ou de la richesse dans ses rapports avec la population,* Paris. 1827, p. 371. Dans *la Misère de la Philosophie,* Marx souligne que, pour Sismondi, « la diminution du revenu est proportionnelle à l'accroissement de la production » (Editions Sociales, 1972, p. 43-44. Marx revient longuement sur les idées de Sismondi qui, avec Rodbertus, fait la transition aux modernes idées de Keynes pour résorber la surproduction : cf. Marx-Engels, *Critique de Malthus,* Petite Collection Maspéro, p. 43-44.

Nous ne traitons pas ici de l'élément des crises qui dérive de ce que les marchandises sont reproduites meilleur marché qu'elles ont été produites, c'est-à-dire de la dévalorisation des marchandises qui se trouvent sur le marché.

En somme, toutes les contradictions de la production bourgeoise éclatent ensemble dans les crises mondiales, et de façon isolée, dispersée, unilatérale dans les crises *particulières* (pour ce qui est de leur contenu et de leur extension).

La *surproduction* est spécifiquement conditionnée par la loi générale de la production du capital : produire en proportion des forces productives (c'est-à-dire de la possibilité d'exploiter la masse de travail la plus grande possible avec la masse donnée de capital), sans tenir compte des limites existantes du marché ni des besoins solvables. Tout cela s'effectue moyennant une expansion continuelle de la reproduction et de [338] l'accumulation, c'est-à-dire d'une constante reconversion du revenu en capital, alors que de l'autre côté la masse des producteurs reste limitée et doit - conformément à la nature et aux tendances de la production capitaliste – rester limitée à la quantité moyenne des besoins

[339]

II. Partie explicative

2. BAISSE TENDANCIELLE DU TAUX DE PROFIT ET CRISES

L'exaspération croissante des contradictions internes du capital

Marx, *le Capital* III, chap. xv (*Werke* 25, p. 251-270).

Retour à la table des matières

Le taux qui exprime l'expansion du capital total – à savoir le taux de profit - est l'aiguillon de la production capitaliste, tout comme la valorisation du capital est son unique fin [164]. Dans ces conditions, la baisse du taux de profit ralentit le jaillissement de nouveaux capitaux autonomes et se présente comme un obstacle à l'essor du procès de production capitaliste ; elle engendre la surproduction, la spéculation, les crises, l'excédent de capital aussi bien que de population. Les éco-

164 Marx donne ici l'explication centrale, décisive des crises du système capitaliste : la baisse tendancielle du taux de profit. Nous nous sommes longuement attardé sur ce point dans l'*Introduction.*

Le point décisif, c'est que le taux de profit baisse avec l'accumulation élargie du capital, et que le bourgeois avide de profits, ne peut compenser cette baisse relative (du taux) que par une augmentation absolue de la quantité des profits – ce qui l'oblige à augmenter de plus en plus frénétiquement la production. Au point où le taux du profit ne permet plus de reproduire l'énorme masse de la production, c'est le blocage, la crise. L'essor même du capital fait sauter toutes ses jointures – tous ces points vulnérables de ses échanges mercantiles répertoriés dans le texte précédent.

nomistes qui, tels Ricardo, considèrent comme absolu le mode de production capitaliste, sentent ici que ce mode de production crée lui-même ses limites ; cependant ils en attribuent la cause, non pas à la production, mais à la nature (cf. la théorie de la rente). Quoi qu'il en soit, ce qui est essentiel dans l'horreur qu'ils éprouvent devant le taux de profit décroissant, c'est le sentiment qu'il constitue une limitation au développement des forces productives sous leur forme capitaliste, limite qui n'a rien à voir avec la production de richesse en tant que telle. Or cette limitation spécifique témoigne du caractère historiquement borné, transitoire [340] du mode de production capitaliste. Elle témoigne qu'il n'est pas *un* mode absolu de la production de richesses, mais qu'au contraire il entré en conflit avec son propre développement ultérieur à un certain niveau de son évolution...

Le but du procès de production immédiat est d'obtenir de la plus-value dans les limites précitées [la masse de plus-value ou du profit *pl* augmente, tandis que baisse le taux de profit]. La *plus-value* est produite, dès que la quantité de surtravail qu'il est possible d'extorquer se trouve matérialisée en marchandises. Cependant, ce n'est là que le premier acte du procès de production capitaliste – le terme du procès de production immédiat. Le capital a absorbé en lui une quantité déterminée de travail non payé, dont la masse va s'enfler sans limites à mesure que se développe le procès qui se traduit par la baisse du taux de profit. A présent, s'ouvre le deuxième acte du procès : il s'agit de vendre toute la masse des marchandises, le produit total, soit aussi bien la fraction qui remplace le capital constant et variable que celle qui représente la plus-value, Si cette vente ne peut se produire ou n'est que partielle, voire s'effectue à des prix inférieurs au prix de production, l'ouvrier a certes été exploité, mais pour le capitaliste cette exploitation se réalise partiellement ou pas du tout, et peut même aller de pair avec la perte d'une partie ou de la totalité de son capital. Il n'y a pas coïncidence entre les conditions de l'exploitation immédiate et celles de sa réalisation ; elles ne diffèrent pas seulement dans le temps et l'espace, mais encore dans leur contenu. Les premières ne sont limitées que par les forces productives de la société, les secondes que par la proportionnalité qui existe entre les diverses branches de la production et la capacité de consommation de la société. Or, cette dernière n'est déterminée ni par la force productive absolue, ni par la capacité de consommation absolue, elle l'est par les rapports de distribution

antagoniques [341] qui réduisent la consommation de la grande masse de la société à un minimum susceptible de ne varier qu'entre des limites plus ou moins étroites. Ainsi, est-elle limitée par la tendance à l'accumulation, le besoin du capital de s'agrandir et de produire de la plus-value à une échelle élargie. Cette loi de la production capitaliste est conditionnée par les perpétuelles révolutions dans les méthodes de production, par la dévalorisation du capital qui en résulte, par la lutte générale de la concurrence et par la nécessité d'améliorer la production et d'en élargir l'échelle – ne fût-ce que pour la maintenir et échapper à la ruine.

En conséquence, le marché doit s'agrandir sans cesse, si bien que ses rapports et les conditions qui le règlent, apparaissent de plus en plus comme des lois de la nature indépendante des producteurs, hors de tout contrôle. Cette contradiction interne entre circulation et production, le capital cherche à la résoudre, en étendant toujours plus le volume de la sphère extérieure de la production. Mais, plus les forces productives se développent, plus elles entrent en conflit avec la base étroite sur laquelle se fondent les rapports de consommation. Etant donné cette base antagonique, il n'est nullement contradictoire qu'un excès de capital coïncide avec une surpopulation croissante, car s'il est vrai que ces deux facteurs réunis permettent d'accroître au maximum la masse de la plus-value produite, ils aggravent en même temps la contradiction entre les conditions dans lesquelles cette plus-value est produite et celles où elle est réalisée.

Étant donné un taux de profit déterminé, la masse de la plus-value dépend toujours de la grandeur du capital avancé [165] ...

---

[165] Le taux de profit évolue en sens inverse de la masse des profits : le premier tend à diminuer alors que la seconde ne fait que gonfler. Or, les forces productives croissent en raison de la masse des profits, c'est-à-dire de la production, de sorte que la surproduction et la crise de pléthore guette toujours plus le capital, qui s'avère trop étroit pour contenir les forces productives épanouies. La chute du mode de production bourgeois ne signifie donc pas la fin du progrès des forces productives ; il sera éliminé, au contraire, parce qu'elles sont trop fortes et qu'elles ne cessent de grandir. C'est ce qui ressort du passage suivant de Marx sur les *Théories de la plus-value :* « Le taux de profit tombe – bien que la masse de plus-value reste la même, voire augmente – parce que le capital variable diminue avec l'essor des forces productives du travail par rapport au capital constant avancé. Il ne diminue donc

Ainsi, la masse de capital que l'ouvrier met en mouvement, et dont il conserve la valeur par son travail en la faisant réapparaître dans le produit, cette masse est tout à fait distincte de la valeur qu'il lui ajoute. Si cette masse de capital est de 1 000, et le travail [342] ajouté de 100, le capital reproduit sera de 1 100. En revanche, si cette masse n'était que de 100 et que le travail ajouté était de 20, le capital reproduit serait de 120. Dans le premier cas, le taux de profit n'est que de 10%, et dans le second de 20%. Or, avec 100 on peut procéder à une accumulation plus grande qu'avec 20. (Notons, en passant, que le capital se dévalorise au fur et à mesure de l'accroissement des forces productives [166].)

Le flot du capital ou son accumulation se gonfle en fonction de la puissance qu'il a déjà et non du taux de profit... La masse du profit augmente donc avec le volume du capital investi, tandis que le taux de profit en diminue. C'est ce qui entraîne aussi la *concentration* du capital, puisque les conditions de production exigent maintenant l'emploi de capitaux massifs. Le taux de profit conditionne de même la centralisation, c'est-à-dire l'absorption' des petits capitalistes dans les gros par la décapitalisation des premiers.

---

pas parce que le travail perd de sa force productive, parce que l'ouvrier est moins exploité, mais parce qu'il l'est plus – soit du fait que le temps de surtravail absolu augmente, soit, si l'État (par des lois restreignant la durée du temps de travail. N. d. Tr.) le freine, parce que la production capitaliste signifie par définition que la valeur relative du travail baisse, et donc que le temps de surtravail monte » (Werke, 26/2, p. 441).

166 C'est un moyen de freiner la baisse tendancielle de taux de profit. Or, dévalorisation signifie aussi destruction de capital. Faut-il s'étonner dès lors que le capitalisme sénile, avec son faible taux de profit, ait une tendance de plus en plus marquée à détruire du capital, parce qu'il ne peut plus contenir autrement l'essor des forces productives du travail ?

Conflit entre l'accroissement de la production et la valorisation du capital

Retour à la table des matières

…Avec le développement du mode de production capitaliste, le taux de profit diminue, bien que sa masse croisse à mesure qu'augmente le volume du capital employé. Cependant, *si la masse absolue dont s'accroît le capital, dépend de son volume, c'est le taux de profit qui déterminera le prorata auquel il croîtra, le taux de sa croissance.* L'augmentation des forces productives – qui, d'ailleurs, va toujours de pair avec une dévalorisation du capital existant – ne peut pas accroitre directement le volume de *valeur* du capital, car cela impliquerait une hausse du taux de profit, l'augmentation de la portion de valeur du produit annuel qui se reconvertit en capital. Pour ce qui est de la force productive du travail (mais celle-ci [343] n'a rien à voir directement avec la *valeur* du capital existant), ce résultat ne pourrait se produire qu'en lui extorquant davantage de plus-value relative ou en diminuant la valeur du capital constant, c'est-à-dire en baissant le prix des marchandises entrant, ou bien dans la reproduction de la force de travail, ou bien dans les éléments constitutifs du capital constant. Or, c'est ce qui entraîne, dans les deux cas, une dévalorisation du capital existant et une diminution simultanée du capital variable par rapport au capital constant.

En fait, la masse de travail que le capital peut commander *dépend non pas de la valeur du travail,* mais de la masse des matières premières et auxiliaires, des machines ainsi que des éléments du capital fixe et des moyens de subsistance qui le constituent, quelle que soit la valeur de ces composantes. C'est dans ces conditions que s'accroit la masse du travail employé, donc du surtravail, et que s'accroissent aussi la valeur du capital reproduit ainsi que la valeur de la partie ajoutée en plus.

Ce sont ces deux éléments qui forment le procès de l'accumulation, et il ne faut pas les considérer, à la manière de Ricardo, comme s'ils vivaient côte à côte sans que l'un trouble l'autre. Ils renferment une

contradiction qui se manifeste en tendances et phénomènes opposés, les facteurs antagoniques agissant les uns contre les autres.

Tandis que se manifestent les tendances à *augmenter véritablement la population ouvrière* en raison de la proportion du produit social total qui fonctionne comme capital, certains facteurs créent une *surpopulation seulement relative.*

Tandis que baisse le taux de profit, s'accroit la masse des capitaux, cependant que la dévalorisation du capital existant freine cette baisse mais imprime un mouvement d'accélération à l'accumulation de la valeur du capital.

Tandis que se développent les forces productives, [344] s'élève la composition organique du capital, de sorte que la partie variable baisse par rapport à sa partie constante, si bien que *le taux de profit baisse, alors qu'augmente le besoin de capitaux.*

Ces influences contradictoires se manifestent tantôt simultanément dans l'espace, tantôt successivement dans le temps. Périodiquement, le conflit de ces facteurs antagoniques se décharge en crises. Celles-ci ne sont jamais que des solutions violentes, toutes momentanées, des contradictions existantes, de violentes éruptions qui rétablissent pour un temps l'équilibre rompu.

La contradiction – exprimée en termes généraux – se trouve dans le fait que le mode de production capitaliste renferme une tendance à un développement absolu des forces productives, en ne tenant compte mi de la valeur et de la plus-value y contenues, ni des rapports sociaux dans le cadre desquels s'effectue la production capitaliste ; tandis que, d'autre part, il a pour but de conserver la valeur du capital existant et de le valoriser au maximum (c'est-à-dire d'accroître toujours plus vite cette valeur). Son caractère spécifique le porte à utiliser la valeur existante du capital comme moyen de la valoriser au maximum. Les méthodes par lesquelles il atteint ce but sont la diminution du taux de profit, la dévalorisation du capital existant et le développement des forces productives du travail aux dépens de celles qui sont déjà produites [167].

---

167 En d'autres termes, en détruisant les forces productives et les richesses produites dans le passé – ce que nous avons appelé l'*homicide des morts.*

La dévalorisation périodique du capital existant qui est un moyen immanent au mode de production capitaliste de freiner la baisse du taux de profit et d'accélérer l'accumulation de la valeur du capital par la constitution de capital additionnel nouveau, perturbe les conditions données dans lesquelles s'effectue le procès de circulation et de reproduction du capital et s'accompagne donc de brusques blocages et de crises du procès de production.

La diminution relative du capital variable qui coïncide avec l'essor des forces productives stimule [345] l'accroissement de la population ouvrière tout en créant constamment, de façon artificielle, une surpopulation relative, L'accumulation du capital se ralentit du point de vue de la valeur par suite de la baisse du taux de profit, tandis que s'accélère encore l'accumulation de la valeur d'usage [168] et que celle-ci accélère à son tour le flot de l'accumulation pour ce qui est de sa valeur.

La production capitaliste s'efforce sans cesse de surmonter ces limites qui lui sont immanentes, mais elle n'y parvient qu'avec des moyens qui, à leur tour, lui imposent ces limites à une échelle encore plus gigantesque...

La baisse du taux de profit fait augmenter le minimum de capital, dont le capital individuel doit disposer pour utiliser productivement le travail, ce minimum étant exigé pour exploiter du travail en général et pour obtenir que le temps de travail employé corresponde au temps de travail nécessaire à la production de marchandises, c'est-à-dire ne dépasse pas la moyenne du temps de travail socialement, nécessaire pour les produire. Cette baisse accroit aussi la concentration, parce, qu'au-delà de certaines limites, un capital considérable à faible taux de profit accumule plus vite et davantage qu'un petit à taux de profit élevé. Or, cette concentration croissante entraîne, à son tour, à un certain niveau, une nouvelle chute du taux de profit. La masse éparpillée des petits capitaux devient le champ ouvert aux aventuriers, avec la spéculation, lei escroqueries sur le crédit, les actions – et c'est la crise à la fin.

Il y a ce que l'on appelle pléthore de capital, à une part, surtout quand elle n'est pas en mesure de compenser la chute du taux de profit

---

168 C'est l'opposition entre la montagne de valeurs d’usage (produits) qui ne cesse de grossir face à une valeur stagnante – ce qui entraîne une dévalorisation folle de tout ce qui est produit, soit un avilissement de toutes les choses – et y compris la marchandise qu'est la force de travail.

par une augmentation de la masse des profits – et cela se vérifie par les bourgeons de capital frais qui poussent sans cesse – et, d'autre part, quand, sous forme de crédit, ils sont incapables de fonctionner efficacement dans les mains [346] de ceux qui dirigent les grands secteurs économiques. Cette pléthore de capital est déterminée par les mêmes circonstances qui provoquent une surpopulation relative, et c'est donc un phénomène qui vient compléter celle-ci, bien que les deux se situent à des pôles opposés – capital inemployé, d'un côté, population inemployée, de l'autre.

Surproduction de capitalisation de marchandises particulières – quoique la surproduction de capital implique toujours surproduction de marchandises –signifie donc tout bonnement suraccumulation de capital. Pour comprendre en quoi consiste cette suraccumulation (dont on trouvera plus loin l'étude détaillée), il suffit de supposer qu'elle est absolue. Quand peut-on considérer que la surproduction de capital est absolue ? C'est-à-dire qu'elle ne s'étend pas seulement à telle ou telle branche de la production, voire à quelques branches-clés, mais qu'elle est absolue de par son volume lui-même, autrement dit qu'elle affecte toutes les branches de la production [169].

Il y a surproduction absolue de capital, dès que le capital nouvellement créé en vue de la production capitaliste devient égal à zéro. Or, le but de la production capitaliste est la valorisation du capital, c'est-à-dire l'appropriation de surtravail pour produire encore de la plus-value, du profit. En conséquence, dès que le capital aurait augmenté par rapport à la population ouvrière dans un rapport tel que, ni le temps de travail absolu fourni par cette population, ni le temps de surtravail relatif ne pourraient être prolongés – ce qui, de toute façon serait impossible dans une situation où la demande de travail serait si forte qu'elle déterminerait une tendance des salaires à augmenter. En somme, si la croissance du capital faisait qu'il ne pouvait valoriser qu'une masse de plus-value tout au plus égale et même moindre qu'avant, alors il y aurait surproduction absolue de capital. Autrement

---

169 Il y a surproduction générale quand le taux – et donc la masse – du profit tombe à zéro. C'est ce qui se produit à la fin de toute longue période économique avec la crise ou la guerre. Nous entendons évidemment, la surproduction absolue... relativement aux normes de production capitalistes. D'ailleurs, la production reprend de nouveau, lorsque la crise sera résorbée – jusqu'à l'ultime crise.

dit, le capital accru C + ΔC produirait une masse de plus-value simplement équivalente, [347] voire inférieure à celle que le capital C produisait avant sa croissance en ΔC. En d'autres termes, le capital accru C + ΔC ne produirait plus de profit ou moins de profit que le capital C avant sort accroissement en ΔC. Ce qui l'explique, c'est une forte baisse générale du taux de profit provoquée cette fois par un changement dans la composition organique du capital qui ne dérive plus à présent du développement des forces productives, mais d'une hausse de la valeur monétaire du capital variable (en raison des salaires plus élevés) et de la diminution correspondante du rapport entre surtravail et travail nécessaire.

En fait, il s'ensuivrait qu'une partie du capital resterait totalement ou partiellement en friche (parce que, pour pouvoir simplement se valoriser, il lui faudrait d'abord évincer du capital déjà en fonction), tandis que 1'autre partie, sous la pression du capital inutilisé totalement ou en partie, se valoriserait à un taux de profit plus bas. Dès lors, à importerait peu qu'une partie du capital additionnel supplantât l'ancien capital et que ce dernier fût inutilisé : nous aurions toujours, d'un côté, la même somme de capital en fonction, et de l'autre la même somme en friche. La chute du taux de profit s'accompagnerait cette fois-ci d'une baisse absolue de la masse du profit, étant donné que, dans notre hypothèse, la masse de la force de travail utilisée ne pourrait être augmentée, ni le taux de la plus-value accru, de sorte que la masse de la plus-value non plus ne pourrait être augmentée. Or, cette masse de profit réduite, il faudrait la calculer sur un capital total accru.

Mais à supposer même que le capital occupé continue de se valoriser à l'ancien taux de profit si bien que la masse de profit reste la même, elle se calculerait toujours par rapport à un capital total augmenté – ce qui implique aussi une baisse du taux de profit. Si un capital de 1 000 donnait un profit de 100 et, après son augmentation, passait à 1 500 et produisait toujours [348] 100 de profit, dans le second cas, 1 000 ne rapporterait que $66^2/3$ (contre 100 auparavant) : la valorisation de l'ancien capital aurait donc baissé en valeur absolue. Le capital de 1 000 ne rapporterait pas plus, dans les conditions nouvelles, qu'auparavant un capital de $666^2/3$.

Il est évident cependant que cette dévalorisation effective de l'ancien capital ne pourrait s'effectuer sans lutte, que le capital additionnel ΔC ne pourrait trouver une place pour tourner comme capital sans se

battre. Mais ce n'est pas la concurrence qui, à la suite de la surproduction, ferait baisser le taux de profit, mais, à l'inverse la lutte de concurrence s'engagerait parce que la chute du taux de profit et la surproduction de capital dérivent de la même cause.

La portion de ΔC qui se trouve entre les mains des premiers capitalistes, ils la laisseraient plus ou moins inoccupée pour ne pas dévaloriser eux-mêmes leur capital primitif et ne pas restreindre son champ d'activité au sein de la production, ou bien ils l'utiliseraient pour faire supporter aux intrus et, d'une façon générale, à leurs concurrents – même au prix d'une perte momentanée de leur part – la mise en friche de leur capital additionnel.

La portion de ΔC qui se trouve dans des mains nouvelles chercherait à s'imposer aux dépens de l'ancien capital et pourrait y réussir en réduisant à l'inactivité une partie de l'ancien capital qui se verrait contraint de lui céder la place pour se substituer au capital additionnel partiellement ou complètement inoccupé.

Quoi qu'il en soit, une partie de l'ancien capital devrait rester en friche et ne plus agir comme capital qui se valorise en tant que tel. C'est la concurrence qui déciderait de la portion restant en friche... En toute occurrence, l'équilibre se rétablirait par la mise en friche, voire la destruction de masses plus ou moins grandes de capital. Cela affecterait même en partie la substance matérielle du capital ; c'est dire qu'une partie [349] des moyens de production – capital fixe et circulant – ne fonctionnerait plus comme capital ; une partie des installations productives déjà en fonction serait fermée. Comme le temps attaque et détériore tous les 'moyens de production – sauf la terre –, l'interruption d'activité provoquerait ici une destruction effective plus considérable encore de moyens de production. Sous cet aspect, l'effet principal serait donc que ces moyens de production cesseraient d'agir en qualité de moyens de production pour un temps plus ou moins long.

La destruction la plus importante et la plus grave porterait sur le capital en tant que valeur, la valeur-capital. La portion de la valeur-capital qui existe simplement sous forme de titre sur des participations futures à la plus-value ou profit – c'est-à-dire de simples créances sur la production sous ses différentes formes serait aussitôt dévaluée du fait de la chute des recettes à partir desquelles elle est calculée. Une

partie de l'or et de l'argent en espèces serait gelée, ne faisant : plus office de capital. Une partie des marchandises se trouvant sur le marché ne pourrait aller au terme de son procès de circulation et de reproduction qu'en baissant fortement de prix, donc à travers une dévalorisation du capital qu'elle représente. De même, les éléments constitutifs du capital fixe seraient plus ou moins dévalorisés. A cela s'ajoute que le procès de reproduction implique des conditions de prix déterminés, fixés à l'avance, et que la chute des prix le bloque et le perturbe – ce qui paralyse la fonction de moyen de paiement de l'argent qui repose sur un niveau de prix déterminé à l'avance et correspondant au développement du capital. À maints endroits, la chaîne des obligations de paiement à échéances déterminées s'interrompt, ce qu'aggrave l'effondrement du système de crédit développé au fur et à mesure de l'essor du capital. On aboutit ainsi à des crises aigue et violentes, à de soudaines et brutales dévalorisations et [350] à un blocage et désordre réels du procès de reproduction qui entraînent une baisse effective de la reproduction.

Mais, en même temps, d'autres facteurs interviendraient. La stagnation de la production aurait mis au chômage une partie de la classe ouvrière, ce qui oblige la partie occupée à accepter un abaissement de salaire même au-dessous de la moyenne – pour le capital, l'effet en est le même que si on élevait la plus-value relative ou absolue avec un salaire moyen inchangé. La phase de prospérité aurait favorisé les mariages ouvriers et réduit la mortalité infantile. Ces faits – quelque accroissement réel de la population qu'ils impliquent – ne provoquent pas encore une augmentation de la population travaillant réellement, mais influent sur le rapport des ouvriers au capital comme si le nombre des ouvriers vraiment en activité avait augmenté.

Par ailleurs, la baisse des prix et la lutte de concurrence auraient stimulé chaque capitaliste à augmenter – grâce à l'introduction de machines nouvelles, de techniques plus élaborées de travail et de combinaisons et méthodes supérieures -la valeur individuelle de son produit au-dessus de la valeur générale ; autrement dit, à accroître la productivité d'un quantum de travail donné, à abaisser la proportion de capital variable par rapport au capital constant et – ce faisant – à libérer des ouvriers, bref, à créer une surpopulation artificielle. En outre, la dévalorisation des éléments constitutifs du capital constant représenterait elle-même un facteur « qui provoquerait une élévation du taux de pro-

fit. La masse du capital constant utilisé aurait augmenté proportionnellement au capital variable, mais la valeur de cette masse pourrait avoir diminué. L'arrêt de la production qui s'ensuivrait, aurait préparé un élargissement ultérieur de la production dans les limites capitalistes.

Et la boucle serait ainsi de nouveau bouclée. Une [351] partie du capital bloquée dans sa fonction, retrouverait sa valeur primitive. Pour le reste, le même cercle vicieux recommencerait sur la base de conditions de production rénovées, d'un marché élargi et de forces productives accrues.

Cependant, même dans l'hypothèse que nous avons poussée à l'extrême, il n'y a pas de surproduction absolue et générale de capital, surproduction absolue de moyens de productions. Il n'y a surproduction de moyens de production que dans la mesure où ceux-ci doivent *fonctionner en tant que capital* et donc qu'ils impliquent – par rapport à leur valeur qui s'est gonflée en même temps que leur masse – qu'ils doivent reproduire cette valeur en créant une, valeur nouvelle plus grande.

Ce serait tout de même de la surproduction, parce que le capital serait hors d'état d'exploiter le travail au degré requis par un développement « sain et normal » du procès de production capitaliste, ce degré d'exploitation devant au moins accroître la masse du profit à mesure que s'accroît celle du capital employé, autrement dit, ce degré d'exploitation devant exclure que le taux de profit baisse dans la même proportion, voire plus rapidement, que le capital augmente.

Surproduction de capital ne signifie jamais que surproduction de moyens de production – moyens de travail et subsistances – qui sont susceptibles de fonctionner comme capital ou de servir à exploiter le travail au degré d'exploitation déterminé, la chute de ce taux d'exploitation au-dessous d'un certain ; niveau provoquant des perturbations et des arrêts du procès de production capitaliste – des crises et une destruction de capital.

Il n'est pas contradictoire que cette surproduction de capital s'accompagne d'une surpopulation relative plus ou moins grande. Ce qui a augmenté les forces productives du travail, multiplié la masse des marchandises produites, élargi les marchés, accéléré l'accumulation [352] du capital, en masse et valeur, et abaissé le taux de profit, tout en ayant engendré aussi une surpopulation relative et l'engendre en

permanence, une surpopulation d'ouvriers que le capital en excédent ne peut employer par suite du faible degré d'exploitation du travail auquel il serait contraint de l'employer, ou du moins par suite du faible taux de profit qu'elle procurerait pour un degré d'exploitation donné.

Si l'on exporte du capital, ce n'est pas parce qu'il ne peut absolument pas être utilisé dans le pays. C'est parce qu'il peut travailler à l'étranger à un taux de profit plus élevé. Mais ce capital constitue un excédent absolu, eu égard à la population ouvrière occupée et, plus généralement, au pays en question. Il coexiste avec la population relativement surnuméraire – et cet exemple montre comment tous deux se tiennent l'un l'autre et se conditionnent réciproquement.

Au reste, la baisse du taux de profit liée à l'accumulation suscite nécessairement la lutte de la concurrence. Ce n'est qu'au niveau du capital total de la société et pour les grands capitalistes déjà solidement en place, que la baisse du taux de profit peut être compensée par la hausse de la masse des profits. Le nouveau capital additionnel qui opère indépendamment, ne trouve pas de telles compensations : il faut d'abord les conquérir – et, de la sorte, c'est la baisse du taux de profit qui suscite la concurrence entre les capitaux, et non l'inverse. Cette concurrence s'accompagne, bien sûr, de hausses de salaire passagères et, partant, d'une nouvelle chute du taux de profit. C'est ce qui se produit aussi lorsqu'il y a surproduction de marchandises, avec la saturation du marché.

Comme le but du capital est de produire du profit et non, de satisfaire les besoins, le capital n'atteignant ce but que par des méthodes qui règlent la masse de sa production à l'échelle de sa production et non inversement, il est inévitable qu'il y ait sans cesse discordance entre les dimensions réduites de la consommation [353] sur la base capitaliste et une production qui tend toujours à outrepasser cette barrière inhérente à son système. Au demeurant, on sait que le capital consiste en marchandises si bien que la surproduction de capital inclut celle des marchandises. Il est donc étrange que les économistes qui nient toute surproduction de marchandises reconnaissent la surproduction de capital. Dire qu'il n'y a pas surproduction générale, mais disproportion au sein des différentes branches de production, cela revient à dire que, dans le cadre de la production capitaliste, la proportionnalité entre les diverses sections de la production dérive d'un continuel procès disproportionné, car la connexion de l'ensemble de la produc-

tion s'impose aux agents de la production comme une loi aveugle, au lieu d'être une loi comprise et dominée par l'intelligence des producteurs associés qui auraient soumis le procès de production à leur contrôle commun.

En outre, le raisonnement de ces économistes implique que les pays, où le mode de production capitaliste n'est pas développé, doivent maintenir leur consommation et leur production au niveau qui convient aux pays de production capitaliste. Il est tout à fait exact de dire que la surproduction n'est que relative, – à condition d'entendre par là que le mode de production capitaliste tout entier n'est qu'un mode relatif, dont les limites, pour n'être pas absolues, ont pour lui, sur sa propre base, une valeur absolue. Comment, sinon, serait-il possible que soit insuffisante la demande de ces mêmes marchandises, dont manque la masse du peuple, et qu'il faille rechercher cette demande à l'étranger, sur de lointains marchés, pour pouvoir payer aux ouvriers du pays le montant moyen des articles de subsistance indispensables ? C'est possible uniquement parce que, dans ce système de rapports spécifiquement capitalistes, le surproduit acquiert une forme où le détenteur de la marchandise ne peut l'offrir à la consommation que si, pour lui, elle s'est reconvertie [354] en capital. Dire enfin que les capitalistes n'ont qu'à échanger et à consommer entre eux leurs marchandises, c'est perdre de vue toutes les caractéristiques particulières de la production capitaliste ; c'est oublier aussi qu'il s'agit de valoriser le capital, et non de le consommer.

En somme, toutes les objections que l'on oppose aux phénomènes palpables de la surproduction (phénomènes qui sont eux-mêmes – et pour cause – indifférents à ces objections) se réduisent finalement à l'assertion que les limites de la production *capitaliste* ne sont pas des limites de la *production en soi,* et donc ne sont pas non plus des limites au mode de production spécifique qu'est le capitalisme. Or la contradiction immanente à ce mode de production capitaliste se trouve précisément dans sa tendance au développement absolu des forces productives qui entrent sans cesse en conflit avec les *conditions* spécifiques de production dans lesquelles le capital évolue, les seules dans lesquelles il puisse évoluer.

Le capital ne produit pas trop de subsistances par rapport à la population existante. Tout au contraire, il en produit trop peu pour satisfaire décemment et humainement les exigences du grand nombre.

Le capital ne produit pas trop de moyens de production pour occuper la partie de la population qui est apte à travailler. Tout au contraire. Premièrement, le capital produit une trop grande partie de la population qui ne peut pas travailler effectivement, se trouvant obligée – de par les conditions qui lui sont faites – d'exploiter le travail d'autrui ou d'effectuer des activités qui ne peuvent être tenues comme telles qu'au sein d'un mode de production misérable. Deuxièmement, le capital est incapable de produire assez de moyens de production pour permettre à toute la population apte au travail de le faire dans les conditions les plus productives donc pour permettre que son temps de travail absolu soit raccourci grâce à la masse et à l'efficacité [355] du capital constant employé durant les heures de travail.

Mais, par ailleurs, le capital produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistances pour qu'ils puissent être appliqués à l'exploitation des ouvriers au taux déterminé de profit. Il produit trop de marchandises pour que la valeur et la plus-value qu'elles renferment puissent être réalisées et reconverties en capital nouveau dans les conditions de distribution et de consommation données, c'est-à-dire pour que ce procès ait lieu sans provoquer sans cesse des explosions.

Il ne produit pas trop de richesses. Mais il produit périodiquement trop de richesses eu égard à ses formes capitalistes, antagoniques.

Le mode de production capitaliste révèle qu'il est limité :

1. Parce que le développement des forces productives du travail, aiguillonné par la loi de la baisse du taux de profit, fait que celle-ci à un certain point entre en conflit aigu avec le propre développement de cette productivité, ce conflit ne pouvant être surmonté chaque fois que par des crises.

2. Parce que l'expansion ou la contraction de la production sont. déterminées, non par le rapport entre la production et les besoins sociaux, c'est-à-dire les besoins d'êtres humains socialement développés, mais par l'appropriation de travail non payé, et le rapport de ce travail non payé avec le travail objectivé en général ou – pour parler en langage capitaliste – par le profit, ou mieux le rapport entre ce profit et le capital utilisé ; autrement dit, c'est un niveau déterminé du taux de profit qui décide de l'extension ou de la limitation de la production. C'est pour cette raison que le mode de production capitaliste suscite lui-même des limites à un certain degré de son expansion qui, dans

d'autres conditions, apparaîtrait encore insuffisant, et de loin. Il se met à stagner, non au point où les besoins [356] sont satisfaits ; mais là où la production et la réalisation de profit l'y obligent.

Si le taux de profit baisse, il s'ensuit des phénomènes de deux ordres : dune part, le capital suscite des tensions pour inciter le capitaliste individuel à abaisser, par de meilleures techniques, etc., la valeur individuelle de ses marchandises au-dessous de leur valeur sociale Moyenne et de réaliser même un surprofit par rapport au prix courant de marché ; d'autre part, la spéculation se développe, étant favorisée par de frénétiques tentatives de trouver de nouvelles techniques de production, accompagnées de nouveaux investissements en capitaux, afin de s'assurer si possible un surprofit par rapport à la moyenne générale.

Le taux de profit, c'est-à-dire l'accroissement proportionnel de capital, est essentiel surtout pour tous les nouveaux surgeons de capitaux qui se regroupent de manière autonome. Or, si la formation de capital devenait le monopole exclusif d'un petit nombre de capitaux déjà établis, pour lesquels la masse du profit compense son taux, le feu vivifiant de la production s'éteindrait progressivement. Celle-ci s'assoupirait. Le taux de profit est la force motrice de la production Capitaliste : on ne produit que ce qui peut l'être avec profit et pour, autant que cela procure dit profit. D'où l'angoisse des économistes anglais devant la chute du taux de profit, Le fait que la simple possibilité de cette baisse ait fait frémir Ricardo démontre son intelligence profonde des conditions de la production capitaliste. Ce qui est. le plus fondamental chez lui, c'est précisément ce qu'on lui reproche, à savoir de considérer la production capitaliste sans se soucier des « hommes », en n'ayant d'yeux que pour le développement des forces productives – de quelque sacrifice en hommes et en *valeurs*-capital que soit payé ce progrès.

Le développement des forces productives du travail social est la mission historique et la raison d'être du capital. Ce faisant, il crée précisément, sans le savoir, [357] les conditions matérielles d'une forme de production supérieure. Ce qui tourmente Ricardo, c'est que le taux de profit – aiguillon de la production capitaliste,, en même temps que condition et moteur de l’accumulation – est compromis par le développement même de la production. Or, ici tout est dans le rapport quantitatif. En fait, il y a, au fond de tout cela, quelque chose de plus important, dont Ricardo n'a que l'intuition. On constate ici – en termes

purement économiques, c'est-à-dire au Plan bourgeois, dans le cadre de l'argumentation capitaliste du point de vue de la production capitaliste elle-même – les limites de celle-ci, sa relativité. Il saute aux yeux qu'il ne s'agit pas d'un mode de production au sens absolu, mais d'un simple mode historique qui correspond à une époque bornée et bien déterminée du développement des conditions matérielles de la production.

Changement de prix des matières premières et crise

Marx, *le Capital* III, chap. VI
(Werke, 25, pp.127-31, 116-17).

Retour à la table des matières

Faisons simplement l'observation suivante : la richesse naturelle en fer, charbon, bois, etc., Ces éléments principaux de la fabrication et de l'application du machinisme apparaît comme une fertilité naturelle du capital, et intervient dans la détermination du taux de profit comme un élément indépendant du niveau bas ou élevé des salaires [170].

Comme le taux de profit se détermine par le rapport entre la plus-value et la somme de capital avancé en salaires et en capital constant, soit $\frac{pl}{C}$ ou $\frac{pl}{c+v}$ il saute aux yeux que tout ce qui provoque un changement de *c*, et donc de *C*, entrainera aussi [358] une modification du taux de profit, même si *pl* et *v* et leur rapport réciproque restent inchangés.

170 Nous en arrivons ici à des points particuliers qui, dans le mécanisme déterminé du capital, suscitent des crises. L'effet sur la crise de fortes oscillations du coût des matières premières qui est d'une grande actualité, s'explique de par sa répercussion sur le taux du profit qui est précisément le plus bas dans la période de surchauffe où le prix des matières premières augmente à la suite de la forte demande et de leur production tendue à l'extrême parce qu'il faut ouvrir des gisements moins riches et d'un accès plus difficile.

Il se trouve que la matière première constitue un élément essentiel du capital constant. Même dans les branches d'industrie qui ne travaillent pas directement la matière première, celle-ci entre comme matière auxiliaire ou comme partie constitutive des machines, etc., et ses variations de prix se répercutent proportionnellement sur le taux de profit. Si le prix de la matière diminue d'un montant égal à *d*, $\frac{pl}{c+v}$ devient $\frac{pl}{C+d)+v}$ d'où hausse du taux de profit. Et vice versa, si le prix de la matière première augmente. En conséquence, toutes autres conditions restant égales, le taux de profit varie en sens inverse du prix de la matière première.

C'est ce qui explique l'importance décisive pour les pays industrialisés d'avoir des matières premières à bas prix. C'est vrai même si les fluctuations du prix des matières premières ne s'accompagnaient pas de changements dans la sphère de la vente du produit, donc tout à fait indépendamment du rapport de l'offre et de la demande [171]. On constate donc que le commerce extérieur influe sur le taux de profit, en dehors même de ses effets sur le salaire, par la diminution du prix des moyens de subsistance, car il affecte, le prix des matières premières ou auxiliaires employées dans l'industrie ou l'agriculture...

Abstraction faite du salaire, c'est-à-dire du capital variable, l'élément primordial dans le prix de production est la matière première, les matières auxiliaires ; on peut y inclure les matières auxiliaires, dont l'importance apparaît surtout dans les secteurs de la production qui ne travaillent pas de matière première, par exemple, [359] les mines et, en général, l'industrie extractive. La partie du prix qui doit compenser

---

171 À ce propos, Marx remarque dans les *Théories sur la Plus-value (Werke*, 26-2, p. 440) : « Ricardo ne voit pas l'importance fondamentale qu'a, par exemple, pour l'Angleterre, la fourniture de matières premières bon marché à son industrie. Comme je l'ai souligné déjà à ce propos, cela permet au *taux de profit de monter, bien que les prix des produits en général baissent*, alors que dans le cas inverse le taux de profit peut baisser lorsque ces prix haussent, même si dans les deux cas le salaire demeure le même. » En somme, que les prix courants soient bas ou qu'ils soient élevés, il y a une constante : l'impérialisme capitaliste a besoin de matières premières à vil prix – sur le dos des pays dépendants pour les gaspiller allègrement.

l’usure des machines ne représente, tant que la machinerie est en mesure de fonctionner, qu'un poste virtuel ; il importe guère de savoir si cette somme sera payée aujourd'hui ou demain ou à quelle section donnée du temps de circulation du capital elle sera payée et remplacée en argent. Il en va autrement de la matière première. Si le prix de la matière première monte, il peut arriver qu'il soit impossible de la remplacer complètement pour recommencer le procès de reproduction suivant, après avoir prélevé le salaire sur valeur de la marchandise. Ainsi donc, de violentes fluctuations de prix des matières premières provoquent des interruptions, de graves perturbations et même des catastrophes dans le procès de reproduction.

Ce sont surtout les produits de l’agriculture proprement dits, les matières de nature organique, qui sont soumis à de telles oscillations de valeur du fait des résultats variables des récoltes, etc. Par suite de conditions naturelles tout à fait incontrôlables, de saisons favorables ou non, etc., une même quantité de travail peut se représenter dans des quantités fort différentes de valeurs d'usage, et une quantité déterminée de ces valeurs d'usage pourra donc avoir un prix très différent...

Il est dans la nature des choses que des matières végétales et animales, dont la croissance et la production sont soumises à des lois organiques bien déterminées, en rapport intime avec des espaces de temps naturels, ne puissent être soudainement multipliées au même rythme que les machines, par exemple, ou tout autre capital fixe, charbon, minerais, etc. dont on peut accroître la production en un temps très court dans un pays industrialisé, en faisant abstraction des conditions, naturelles. Il est donc possible et même Inévitable – lorsque l'économie capitaliste est développée – que la production et l'accroissement de la [360] partie du capital constant, formée par le capital fixe, l’outillage, etc., prenne une avance considérable sur la partie constituée par les matières premières organiques, de sorte que la demande de ces matières premières augmente plus vite que l'offre, et donc que leur prix s'élève. Cette hausse de prix a, en pratique, comme conséquence : 1. que l'on importe ces matières premières de contrées plus lointaines dès lors que l'augmentation de prix compense les frais de transports accrus ; 2. que l'on s'efforce d'augmenter leur production – ce qui, par la nature des choses, ne peut cependant avoir d'effet réel sur la masse des produits qu'un an plus tard, et 3. que l'on utilise de plus en plus toutes sortes de produits de remplacement qu’on négli-

geait jusqu'ici. Ainsi se préoccupe-t-on de l'usage de plus en plus systématique des sous-produits ou déchets [172].

Lorsque l'augmentation des prix commence à exercer une influence assez sensible sur l'extension et l'offre de la marchandise, c'est que l'on a déjà atteint la plupart du temps le tournant où, par suite de l'augmentation persistante de la matière première et de ; toutes les marchandises dont elle forme un élément important, la demande baisse - ce qui se répercute aussi sur le prix des matières premières. Ces convulsions n'entraînent pas seulement une dévalorisation du capital sous ses diverses formes, mais encore d'autres conséquences que nous allons considérer maintenant.

Plus la production capitaliste est développée, et plus considérables sont en conséquence les moyens d'accroître de façon subite et durable la fraction du capital constant constituée par, les machines, etc., et plus rapide est l'accumulation (ce qui se produit surtout aux époques de prospérité). Il s'ensuit donc une surproduction relative de machines et autre capital fixe. Or elle sera d'autant plus forte que sera fréquente la sous-production relative des matières premières animales et végétales – et la hausse de leurs prix et le [361] choc en retour correspondant seront donc d'autant plus marqués. Plus fréquentes seront donc les révulsions qui proviennent de ces violentes fluctuations de prix de l'un des éléments les plus importants du procès de reproduction...

Dès que la situation permet l'application du principe général de la concurrence – « acheter sur le marché où les prix sont le plus bas » on laisse au « prix » le soin de régulariser l'offre des matières premières. Toute idée d'un contrôle commun, général et préventif, de la production des matières premières – contrôle qui en pratique est parfaitement inconciliable avec les lois de la production capitaliste et restera en conséquence un vœu pieux ou se limitera à des démarches communes de caractère exceptionnel aux moments de grave péril immédiat et de

---

172 La folie de la recherche du plus bas coût de production, sous la stupide loi capitaliste de la baisse du taux de profit, conduit ainsi à tous les progrès techniques grâce auxquels on minéralise de plus en plus les produits que l'on jette aussi vite que possible pour réamorcer la production. C'est le sens des économies systématiques au sens capitaliste : on gâche la matière, en bousille le produit, et on recommence.

grand désarroi – fait place à la croyance que demande et offre se régulariseront mutuellement.

Les capitalistes sont si superstitieux sur ce point que même les inspecteurs de fabrique ne cessent de lever les bras au ciel à ce sujet dans leurs rapports.

L'alternance de bonnes et de mauvaises années amène aussi temps à autre un meilleur marché des matières premières. L'effet immédiat que cela provoque sur la demande, dont le volume augmente, est aggravé par l'action de stimulation qu'exerce ici le taux de profit. Et cela reproduit à une échelle encore plus grande la disparité, dont nous avons parlé plus haut : le fait que la production de machines, etc, dépasse celle de matières premières à une échelle toujours plus grande.

L'amélioration réelle de la matière première, de façon qu'elle soit fournie non seulement en quantité adéquate, mais encore dans la qualité requise – par exemple, que l'Inde fournisse du coton de qualité américaine – impliquerait une demande européenne continue, en progression régulière sans à-coups (et ce, en faisant abstraction des conditions économiques auxquelles [362] le producteur hindou est soumis dans son pays). En fait, la sphère de production des matières premières subit sans cesse des à-coups imprévus : tantôt elle s'élargit brusquement, tantôt elle se rétrécit de nouveau brutalement. La crise cotonnière qui sévit de 1861 à 1865 fournit une excellente matière pour vérifier ces faits qui témoignent de l'état d'esprit de la production capitaliste en général. A cette occasion, le coton, matière première qui constitue l'élément essentiel de la reproduction, vint à manquer complètement pendant un temps.

Il peut arriver aussi que le prix monte alors que l'approvisionnement suffit aux besoins, mais avec du mal. Il peut y avoir enfin une véritable pénurie de la matière première – et c'est ce qui s'est produit au début de la crise cotonnière.

Ainsi donc, plus nous nous approchons de la période contemporaine, plus nous constatons – notamment dans les secteurs clés de l'industrie – la répétition régulière de cette alternance constante entre renchérissement relatif et dépréciation successive des matières premières tirées de la nature organique. Les rapports des inspecteurs de fabrique illustrent parfaitement cette évolution.

La morale de toute cette histoire – que l'on peut tirer aussi des autres observations de l’agriculture – est que le système capitaliste, bien qu'il en favorise l'essor technique, répugne à donner un caractère rationnel à l'agriculture, voire est incompatible avec elle ; cette agriculture est rationnelle, ou bien entre les mains du petit paysan qui travaille lui-même, ou bien sous le contrôle des producteurs associés.

[363]

Crises et renouvellement de l'outillage

Marx, *le Capital* II, chap. VII et IX
(Werke, 24, pp. 171, 178, 185-6 et 188).

Le progrès de l'industrie ne cesse de changer les moyens de travail. On ne les remplace cependant pas sous la forme qu'ils avaient, mais sous une forme meilleure. Mais. la masse du capital fixe, placée sous une forme naturelle déterminée et devant durer sous cette forme pendant une période moyenne déterminée, représente une raison de n'introduire que graduellement les machines nouvelles, etc. et fait donc obstacle à l'adoption universelle rapide des moyens de travail perfectionnés [173]. Mais, d’autre part, la lutte de la concurrence, notamment lorsqu'il en va de changements décisifs, impose le remplacement des vieux moyens de production par les nouveaux avant que ceux-ci n'aient atteint le terme naturel de leur existence. Ce sont principalement' les catastrophes, les crises qui contraignent à ce renouvel-

[173] Cette rubrique traite du rapport entre la composition organique liée au taux de profit, et partant, du rapport entre capital constant et capital variable. C’est ce qui détermine la longueur des cycles économiques, dont les grandes périodes s'allongent à mesure que les différents cycles qui les composent se rétrécissent – comme nous l'avons expliqué dans l'*Introduction.* La durée de plus en plus longue des machines et installations est évidemment pour une bonne part dans le prolongement, à l'âge sénile du capital, de ses périodes : le taux de profit est de plus en plus bas, et la composition organique du capital de plus en plus élevée (haute efficacité et grande durabilité des instruments de production avec une forte consommation de matières premières).

lement prématuré de l'outillage des entreprises à la vaste échelle de la société [174]…

Si l'on considère la question au niveau de la société entière, on peut dire qu'il faut une constante surproduction – c'est-à-dire une production à une échelle plus grande que ne l'exigeraient le simple remplacement et la reproduction de la richesse actuelle, abstraction faite de l'accroissement de la population – pour se donner des moyens de production et aussi pour compenser les destructions extraordinaires causées par les accidents et les forces naturelles (ainsi que le renouvellement prématuré de l'outillage en raison du bouleversement technique de ceux-ci)...

Avec l'essor du mode de production capitaliste, on assiste à une augmentation de la valeur et de la durée du capital fixe investi en même temps qu'à un allongement de nombreuses années, mettons en moyenne [364] à dix ans, du cycle vital de l'industrie et du capital industriel pour chaque placement particulier. Or si, d'une part, ce cycle de vie est allongé par le développement du capital fixe, il est, d'autre part, raccourci par le continuel révolutionnement des moyens de production qui s'accélère, lui aussi, continuellement avec l'essor du mode de production capitaliste. D'où le renouvellement des moyens de production et la nécessité de les remplacer sans cesse en raison de leur usure « morale », bien avant leur usure physique complète [175].

On peut admettre que, pour les branches les plus décisives de la grande industrie, ce cycle vital est présentement en moyenne de dix ans. Cependant, ce qui compte ici n'est pas la précision de ce chiffre, mais ceci : l'une des bases matérielles des crises périodiques est formée par ce cycle qui englobe pour une série &années des rotations liées les unes aux autres et au cours desquelles le capital est prisonnier de son élément fixe. Au cours de ce cycle, les activités passent par des phases successives de calme plat, d'animation moyenne, de précipitation et de crise. Ainsi donc, les périodes au cours desquelles le capital

---

174 Cet après-guerre a confirmé de manière flagrante cette déduction de Marx : les catastrophes périodiques (crises, guerres) ou permanentes (armement) font progresser la fausse technique du capitalisme sénile à pas de géant : la crise et la mort, facteurs de progrès !

175 En termes moins techniques, on met les machines et les installations productives au rebut, bien qu'elles soient encore tout à fait en état de marcher.

est investi sont très différentes les unes des autres et ne coïncident pas. Or, la crise représente toujours le point de départ d'un puissant mouvement d'investissements nouveaux [176]. Elle fournit donc la nouvelle base matérielle pour le prochain cycle économique, si l'on considère les choses à l'échelle de la société entière...

Le système du crédit auquel se réfère Scrope, de même que le capital commercial ne modifient la rotation que pour le capitaliste individuel. À l'échelle de la société, ils ne la modifient que dans la mesure où ils accélèrent non seulement la production, mais encore la consommation.

---

176 Le taux de profit qui était tombé à zéro à la fin de la période précédente, c'est-à-dire bien au-dessous de la moyenne de celle-ci, se redresse dès que la crise a fait baisser le niveau de vie des populations et remonter le taux de profit – ce qui permet de nouveaux investissements massifs qui durent toute la phase de reconstruction. Ainsi, les à-coups du renouvellement du capital fixe aggravent encore les conditions de vie des masses, les à-coups expliquant aussi en partie les fluctuations du taux de profit (donc de la croissance) au-dessus ou au-dessous de la moyenne de période. Le crédit facilite cette opération pour messieurs les capitalistes.

[365]

II. Partie explicative

3. POINTS MERCANTILES ET MONÉTAIRES DE CRISE

Taux de profit et valeurs des actions

Marx, *le Capital* III, chap. XIX
(*Werke*, 25, pp. 485-86, 556).

Retour à la table des matières

Dès lors qu’ils sont devenus des valeurs en soi, les titres de propriété, non seulement des papiers d’État, mais encore des actions, renforcent l'illusion qu'ils constituent du véritable capital à côté du capital ou de l'assignation qu'ils prétendent représenter sur la richesse future [177]. Es deviennent, en effet des marchandises, dont le prix est fixé et évolue de manière spécifique. Leur valeur de marché est déterminée autrement que leur valeur nominale, indépendamment d'une variation de la valeur (sinon de la valorisation) du capital réel. Leur valeur de marché fluctue selon le montant et la bonne marche, les recettes du capital qu'ils représentent. Si la valeur nominale dune action, c'est-à-dire de la somme versée lors de son émission, est mettons de 100 L.st., et si, au lieu de rapporter 5%, l'affaire rapportera maintenant 10%, la valeur de marché de l'action s'élèvera, toutes choses restant égales par ailleurs. Pour un taux d'intérêt de 5% à 200 L.st., elle repré-

[177] Pour passer aux extraits sur les points et, aspects monétaires et mercantiles des crises, nous reproduisons un passage qui explique comment la bourse *décuple* les effets de la baisse du taux de profit – et sert ainsi de signal d'alarme de la crise

sentera désormais un capital fictif de 200 L.st. capitalisé à 5%. En effet, quiconque l'achète 200 L.st. touchera un revenu de 5% sur ce [366] placement de capital. Mais l'inverse se produit lorsque le rendement de l'entreprise diminue. Qui plus est, la valeur de marché de ces titres est, en partie, spéculative, puisqu'elle ne sera pas déterminée par le rendement réel de l'entreprise, mais par celui qu'on en attend et qu'on calcule à l'avance. Or donc, si l'on suppose que la valorisation du capital réel reste constante, ou encore qu'il n'existe pas du tout de capital, comme dans le cas de la dette publique où le rendement annuel du titre est fixé par la loi et suffisamment garanti, la valeur de ces titres haussera ou baissera en raison inverse du taux de l'intérêt. Si celui-ci monte de 5 à 10%, le titre qui assure un revenu de 5 L.st., ne représente plus qu'un « capital » de 50 L.st. En revanche, si le taux d7intérêt chute à 2,5%, le même titre représentera un capital de 200 Lst. Sa valeur n'est jamais que celle de son rendement capitalisé, c'est-à-dire un revenu sur la base du taux d'intérêt existant, rapporté à un capital illusoire.

En temps de crise du marché monétaire, ces titres subiront une double chute de prix : d'abord, parce que le taux de l'intérêt s'élève, et ensuite parce qu'ils sont jetés en masse sur le marché en vue de les convertir en argent liquide. Cette chute des prix a lieu, indépendamment du fait que le rendement assuré par ces titres à leur détenteur est constant (comme c'est le cas des bons d’État) ou que la valorisation du capital qu’ils représentent (comme dans le cas des entreprises industrielles) a été affectée par les perturbations du procès de reproduction. Mans ce cas, une nouvelle dépréciation viendrait encore s'ajouter à la précédente. Dès que l'orage est passé, ces titres remontent à leur cours antérieur, à moins qu'ils ne représentent des affaires de spéculation frauduleuse ou des entreprises balayées par la crise. Leur dévalorisation durant la crise agit comme un puissant moyen de centralisation de la richesse financière.

Si la chute ou la montée des cours de ces titres est [367] indépendante du mouvement de valeur du capital réel qu'ils représentent, la richesse d'une nation est aussi grande avant la dépréciation ou la hausse de leur valeur qu'après.

« Le 23 octobre 1847, les fonds publics et les actions des chemins de fer et des canaux avaient déjà subi une dépréciation de 114 752 225 L.st. » (Morris, gouverneur de la Banque d'Angleterre. Déposition

consignée dans le rapport sur la Crise commerciale de 1847-48). Si la dévalorisation ne reflétait pas une stagnation réelle de la production et des communications dans les chemins de fer et les canaux, l'abandon d'entreprises déjà en chantier ou la dilapidation de capital dans des affaires positivement sans valeur, l'éclatement de ces bulles de savon gonflées de capital monétaire nominal n'appauvrirait pas la nation d'un centime.

En fait, toutes ces valeurs ne représentent pas autre chose que des assignations et titres juridiques accumulés sur une production à venir, dont la valeur en argent ou en capital, tantôt ne représente pas de capital du tout (comme c'est le cas de la dette publique), tantôt est régie par des lois indépendantes de la valeur du capital réel qu'elles prétendent représenter.

Dans tout les pays de production capitaliste, il y a une masse énorme de capital de cette sorte qu'on appelle *moneyed capital* (capital monétaire ou financier) porteur d'intérêt. Tout au plus faut-il entendre par accumulation de capital monétaire l'accumulation de ces prétentions sur la production, l'accumulation de leur prix de marché, de leur valeur fictive de capital [178].

La masse des traites en circulation est, en définitive, déterminée uniquement par les besoins du commerce, comme c'est le cas par ailleurs des billets de banque. En temps normaux, dans les années 1850 à 1860, il circulait dans le Royaume-Uni, en plus de 39 millions de billets de banque, à peu près 300 millions de traites, dont 100 à 120 millions sur la seule place de Londres. Le volume de circulation de ces traites n'influe en rien [368] sur celui de la circulation des billets de banque, cette dernière n'influe sur la première qu'en période de pénurie monétaire, lorsque augmente la quantité des traites et que se détériore leur qualité. Enfin, au moment de la crise, la circulation des traites s'effondre complètement ; personne ne se satisfait plus de pro-

---

[178] Ainsi, par exemple, le fait que les Américains expédient de plus en plus de capitaux dans le bloc oriental ne signifie pas du tout que leurs affaires marchent bien, mais qu'ils sont en crise (de surproduction), n'ont pas d'emploi profitable chez eux pour leurs capitaux. Ceux-ci ne sont donc rien d'autre que du capital américain dévalorisé par la surproduction et la crise. Napoléon Ill, avec son Crédit Mobilier, faisait des constructions somptuaires ou des expéditions militaires avec un tel capital. Où est la nouveauté ?

messes de paiement étant donné que tout le monde ne veut accepter que des paiements en espèces. Seul le billet de banque conserve – du moins a conservé jusqu'ici en Angleterre sa capacité de circulation, car derrière la Banque d'Angleterre se tient la nation entière avec toutes ses richesses.

Taux de l'intérêt et crise

Marx, *le Capital* III (*Werke* 25, p. 371-72).

Retour à la table des matières

Comme le taux du profit est inversement proportionnel au développement de la production capitaliste, il s'ensuit que le taux d'intérêt plus ou moins élevé dans un pays est, lui aussi, inversement proportionnel au développement industriel - pour autant, bien sûr, que la variation du taux d'intérêt exprime effectivement celle des taux de profit, ce rapport n'étant pas nécessaire, comme on le verra plus loin. En ce sens large, on peut dire que l'intérêt est réglé par le profit, ou plus exactement par le taux général de profit, cette détermination jouant en moyenne.

Quoi qu'il en soit, il faut considérer le taux moyen de profit comme la limite extrême qui détermine en fin de compte l'intérêt.

Considérons tout de suite comment l'intérêt se rapporte effectivement au profit moyen. Lorsqu'il s'agit de partager un tout donné, tel le profit, entre deux personnes, ce qui importe en tout premier, c'eu bien entendu le volume du total à partager – et ce volume du profit est déterminé par son taux moyen. Si nous [369] supposons que te taux qui donne le volume du profit pour un capital d'un volume donné est, mettons, de 100, les variations de l'intérêt sont évidemment inversement proportionnelles aux variations de la portion de profit qui reste au capitaliste travaillant avec du capital emprunté. Or les circonstances qui déterminent le volume du profit à partager – à savoir la valeur produite par le travail non payé – sont extrêmement différentes de celles qui déterminent son partage entre les deux espèces de capitalistes, et fréquemment elles opèrent en sens tout à fait opposé : « Dans la pre-

mière période, immédiatement consécutive à la crise, l'argent se trouve en abondance et sans qu'il y ait spéculation ; dans la seconde, l'argent est abondant, mais la spéculation intense ; dans la troisième, la spéculation commence à fléchir et l'argent est recherché ; dans la quatrième, l'argent se fait rare – et c'est la crise. » (Cf. Gilbart, *A Practical Treatise on Banking*, 5e édition, Londres, 1849, T. premier, p. 149.)

Si l'on suit les cycles économiques dans lesquels évolue l'industrie moderne : calme plat, animation croissante, prospérité, surproduction, krach, stagnation, calme plat, etc., cycle dont l'analyse n'a pas sa place ici, on s'aperçoit qu'un niveau peu élevé de l'intérêt correspond en gros aux périodes de prospérité et de surprofit, qu'une hausse de l'intérêt correspond à la transition de la prospérité à son opposé, et qu'enfin le maximum de l'intérêt, jusqu'à l'extrême limite de l'usure, à la crise. Une prospérité certaine se fit jour à partir de l'été 1843 : le taux d'intérêt qui, au printemps *1842*, avait été encore de 4 1/2%, tomba au cours du printemps, et de l'été suivants à 2%, et en septembre même à 1 1/2%, après quoi il remonta à 8% et plus au cours de la crise de 1847.

Il peut arriver, certes, que le taux de l'intérêt soit peu élevé lorsque les affaires se ralentissent, et monte un peu avec leur animation.

Le taux de l'intérêt atteint sa cote la plus élevée [370] pendant les, crises, lorsqu'il faut emprunter à n’importe quel prix pour pouvoir payer. Comme la hausse de l'intérêt coïncide avec une baisse des titres, C'est aussi une excellente occasion – pour ceux qui disposent de capital-argent – de s'emparer à vil prix de ces titres portant intérêt qui, si les, choses se passent normalement [179], remonteront au moins à leur prix moyen lorsque le taux de l'intérêt baissera de nouveau.

---

179 On dira que les lois financières que Marx énonce ici ne sont pas tout à fait celles qui ont régi l’économie au cours de cet après-guerre. C'est vrai en un sens. En tout cas, au plan théorique, Marx devait énoncer les normes et les lois du capital, et il est inévitable qu'au déclin du capitalisme, ces lois soient faussées et dégénèrent. Néanmoins, ce n'est que par rapport aux règles « normales » que l’on peut saisir ce qui dévie, et l'ampleur de cette déviation. En somme, pour surmonter la crise, il faudrait réintroduire dans l'économie le jeu normal (eu égard à la production bourgeoise) des lois. Au contraire, de nos jours, les remèdes appliqués sont eux-mêmes des drogues qui ne font qu’amplifier la dégénérescence, en gonflant et en anesthésiant le malade.

Crédit, levier de la surproduction et facteur de crises

Marx, *le Capital* III
(*Werke* 25, p. 420-421).

Retour à la table des matières

Déjà en 1834, Gilbart savait que « tout ce qui facilite les. activités économiques favorise aussi la spéculation, affaires et spéculation étant le plus souvent si étroitement liées qu'il est impossible de dire où cesse l'activité économique et où commence la spéculation ».

Plus il est facile d'obtenir des avances sur des marchandises non vendues, plus est forte la tentation de telles avances, et plus grande est la tentation de produire des marchandises ou d'envoyer celles qui sont déjà produites en excédent sur des marchés lointains – ne serait-ce que pour obtenir des avances d'argent sur elles. L'histoire du commerce anglais de 1845 à1847 nous donne un exemple frappant de la sorte de vertige qui gagne l'ensemble du monde des affaires d'un pays, et de ce qu'il en advient à la fin [180].

Un exemple donné par Marx lui-même l'illustre. Il explique qu'après la crise, l'argent est facile avec tout ce que cela implique pour la relance. La base économique de cette loi est que le capital S'est assaini pour atteindre de nouveaux sommets. Or, comment ces crises sont-elles surmontées de nos jours ? Par d'énormes destructions de la guerre qui engendrent misère et pénurie de capital dans les pays vaincus par l'impérialisme dominant. En fait, l'argent demeure facile pour le vainqueur resté à l'abri des destructions – ce qui facilite la main-mise impérialiste. Et pour masquer cela, on le couvre du nom hypocrite de l'aide Marshall.
Evidemment, l'économie politique officielle se tient à jour. Elle suit la réalité là où elle va : nous lui souhaitons bonne chance !

180 C'est encore par rapport aux lois « normales » que Marx peut définir... par extension l'inflation et les manœuvres spéculatives.

Capital réel et capital monétaire

Marx, *le Capital* III (*Werke* 25, p. 500-10).

Retour à la table des matières

Tant que le procès de reproduction est fluide, si bien que le capital reflue pour assurer un nouveau procès, [371] le crédit se poursuit et s'étend. Son expansion est alors fondée sur celle du procès de reproduction lui-même. Dès que survient un blocage de la production à la suite d'un retard dans les retours, d'une saturation du marché, de la chute des prix, il y a pléthore de capital industriel, mais c'est seulement sous une forme où il ne peut pas accomplir sa fonction. Il y a une masse de capitaux sous forme de marchandises, mais elle est invendable. De même, il y a une masse de capital fixe, mais elle est en grande partie inemployée par suite du blocage du procès de reproduction. Dès lors le crédit se contracte : 1. parce que ce capital est inactif, c'est-à-dire bloqué dans l'une des phases du procès de reproduction du fait qu'il ne peut effectuer ses métamorphoses ; 2. parce que la confiance dans la continuité du procès de reproduction est brisée ; 3. parce que décroît la demande de ce crédit commercial. Le filateur qui restreint sa production et tient dans ses dépôts une masse de filés invendus n'a pas besoin d'acheter de nouvelles marchandises à crédit s'il n'a pas vendu les précédentes.

Si cette expansion est perturbée ou si simplement la tension normale du procès de reproduction se relâche, il s'ensuit une pénurie de crédit : il devient plus difficile &obtenir à crédit des marchandises. Mais c'est surtout la demande de paiements en argent liquide et la prudence dans l'octroi du crédit qui caractérise la phase du cycle industriel consécutive au krach (celle de stagnation et de calme plat). Durant la crise où chacun a quelque chose à vendre, mais ne peut le faire tout en étant pourtant obligé de vendre pour faire face à ses engagements, ce n'est pas la masse du capital inoccupé et cherchant à se placer, mais bien plutôt la masse de capital bloqué dans son procès de reproduction, qui est la plus grande – au moment précis où la pénurie de crédit est la plus aiguë (et partant le taux d'escompte du crédit ban-

caire le plus élevé). Le capital investi est alors, en fait, massivement [372] inactif parce que le procès de reproduction stagne. Les usines sont arrêtées, les matières premières s'accumulent, les produits finis, sous forme de marchandises, encombrent les marchés. Il n'est donc rien de plus faux que d'attribuer cet état de choses à un manque de capital productif. C'est alors précisément qu'il y a surabondance de capital productif, tant par rapport à l'échelle normale, mais momentanément contractée, de la reproduction, que par rapport à la paralysie de la consommation.

Supposons que toute la société soit composée uniquement de capitalistes industriels et d'ouvriers salariés, et faisons abstraction, en outre, des fluctuations de prix, qui empêchent de larges fractions du capital total de se reproduire dans les conditions moyennes, et qui – du fait de la connexion générale de tout le procès de reproduction telle que la développe notamment le crédit – doivent toujours provoquer momentanément des blocages généraux. Négligeons enfin les affaires fictives et les spéculations suscitées par le système du crédit. Dès lors, la crise ne pout s'expliquer que par la disproportion entre les diverses branches de la production, d'une part, et entre la consommation des capitalistes eux-mêmes et leur accumulation, d'autre part. Mais, dans l'état de choses actuel, le remplacement des capitaux investis dam la production dépend pour la plus large part de la capacité de consommation des classes non productives, la capacité de consommation des ouvriers étant limitée en partie par les lois du salaire, en partie par le fait qu'ils ne trouvent d'emploi qu'aussi longtemps que la classe capitaliste peut utiliser le travail avec profit. La raison ultime de toutes les véritables crises demeure toujours la pauvreté et la capacité limitée de consommation des masses, face à la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue de la société.

[373]

On ne peut parler de véritable pénurie de, capital productif, du moins dans les nations de capitalisme développé, qu'à l'occasion de mauvaises récoltes générales,, c'est-à-dire pour ce qui est des produits alimentaires essentiels ou des principales matières premières, nécessaires à l'industrie.

Cependant, à ce crédit commercial vient s'ajouter le crédit monétaire proprement dit. Les avances que les industriels et marchands s'accordent entre eux se combinent avec celles que leur consentent banquiers et prêteurs d'argent. Dans l'escompte des traites, l'avance est purement nominale. Un fabricant vend son produit contre une traite et la fait escompter par un courtier. Pratiquement celui-ci ne lui avance que le crédit de son banquier qui, à son tour, lui avance le capital monétaire déposé chez lui, non seulement par les industriels et les commerçants, mais encore par les ouvriers (par l'intermédiaire des caisses d'épargne), les propriétaires de la rente foncière et les autres classes improductives. De la sorte, chaque fabricant ou marchand individuel tourne la nécessité de posséder un capital de réserve important en même temps qu'il évite de dépendre des retours réels de son capital. Au demeurant, par le simple jeu des traites de cavalerie ou par les opérations sur des marchandises qui ne visent qu'à fabriquer des traites, tout le procès se complique au point que les affaires peuvent continuer tranquillement à donner l'illusion d'une grande stabilité et d'une grande fluidité des rentrées, alors que depuis longtemps déjà ces retours ne se font plus qu'aux dépens des prêteurs floués ou des producteurs escroqués. C'est pourquoi, juste avant le krach, les affaires semblent toujours bien plus saines qu'elles ne le sont. La meilleure preuve en est fournie par les rapports sur la législation bancaire de 1857 à 1858 : à peine un mois avant que n'ait éclaté la crise d'août 1857, tous les directeurs de banque, commerçants, bref, tous les experts cités – et à leur tête lord Overstone – se [374] félicitent de la prospérité et de là santé des affaires. Chose curieuse, dans son *History of Prices*, Tooke cède à cette illusion à chaque crise qu'il décrit. Les affaires sont toujours parfaitement saines et elles se développent de la façon la plus prospère jusqu'à l'arrivée brutale et inopinée du krach.

Mais revenons maintenant à l'accumulation du capital monétaire.

Toute augmentation du capital de prêt n'exprime pas une accumulation réelle de capital ou une expansion du procès de reproduction. C'est ce qui apparaît le plus clairement dans la phase du cycle industriel immédiatement consécutive à la crise, où le capital de prêt est massivement en friche. Dans de tels moments où le procès de production est réduit (dans les districts industriels de l'Angleterre, la production avait diminué d'un tiers après la crise de 1847), lorsque les prix des marchandises sont à leur niveau le plus bas, que l'esprit d'entre-

prise est engourdi, le taux d'intérêt est très bas – ce qui indique uniquement l'accroissement du capital prêté à la suite de la contraction et de la paralysie du capital industriel. Il est évident qu'il faut moins de moyens de circulation, lorsque le prix des marchandises tombe, le nombre des transactions diminue et le capital avancé en salaires se contracte ; qu'il ne faut pas d'argent additionnel dans la fonction de monnaie universelle, lorsque les dettes à l'étranger ont été liquidées, soit par un drainage d'or, soit par des banqueroutes ; et enfin que le volume des opérations d'escompte des traites diminue à mesure que baissent le nombre et le montant de ces traites elles-mêmes. En somme la demande de capital monétaire de prêt – pour servir de moyen de circulation ou de paiement (il ne s'agit pas encore de recommencer à investir du capital nouveau) – diminue, si bien qu'il devient relativement abondant. Et, effectivement, l'offre de capital monétaire de prêt augmente aussi dans ces conditions.

[375]

C'est ainsi qu'après la crise de 1847, il y eut « une contraction des affaires et un excédent considérable d'argent » (*Commercial Distress*, 1847-1848, n° 1664. Le taux d'intérêt était très bas « en raison de la ruine presque totale du commerce et de l'impossibilité presque totale de placer son argent » (*ibid.*)...

Une expansion du capital monétaire provient également de ce qu'à la suite de l'extension du réseau bancaire, l'argent qui était naguère thésaurisé en privé ou mis de côté, se transforme pour un temps déterminé en capital de prêt. Cela n'exprime pas un accroissement de capital productif, pas plus que ne l'a traduit l'augmentation des dépôts dans les, banques par actions de Londres, à partir du moment où elles se mirent à payer un intérêt pour ces dépôts. Aussi longtemps que l'échelle de la production reste la même, cette expansion ne fait que provoquer une pléthore de capital monétaire de prêt par rapport au, capital productif. D'où un faible taux d'intérêt.

Dès lors que le procès de reproduction a de nouveau atteint la phase de la prospérité qui précède celle de la surtension, le crédit commercial connaît une très grande extension, celle-ci formant alors la base « saine » pour la fluidité des retours et un essor de la production. Dans cette phase, le taux d'intérêt reste encore bas, même s'il s'élève au-dessus de son minimum. C'est en fait le seul moment où

l'on puisse dire qu'un faible taux d'intérêt – et donc une abondance relative de capital de prêt coïncide avec une expansion réelle du capital industriel. Le fait que les rentrées refluent avec régularité, en liaison avec un large crédit commercial, garantit l'offre de capital de prêt, en dépit de la demande accrue, et empêche que le taux de l'argent ne s'élève. Du reste, c'est maintenant qu'entre en scène une foule de chevaliers d'industrie qui travaillent sans capital de réserve, voire sans aucun capital, bref, qui opèrent sur la seule base du crédit monétaire. À cela s'ajoute une expansion [376] considérable du capital fixe sous toutes ses formes, et le lancement massif de nouvelles et importantes entreprises. L'intérêt monte alors, atteignant son niveau moyen. Il atteint son maximum dès qu'éclate la nouvelle crise : le crédit se bloque brusquement, les paiements sont suspendus, le procès de reproduction se trouve paralysé et – sauf les exceptions que nous avons notées plus haut – on a une pléthore de capital industriel, à côté d'une pénurie presque totale de capital de prêt.

Dans l'ensemble, le capital de prêt – tel qu'il s'exprime dans le taux de l'intérêt – évolue en sens inverse de celui du capital industriel. Il n'y a que deux phases où l'abondance de capital de prêt coïncide avec une expansion du capital industriel : la phase où le taux d'intérêt peu élevé, mais supérieur au minimum va de pair avec l'« amélioration » et la confiance croissante qui suivent la crise, et surtout la phase où le taux d'intérêt atteint son niveau moyen, à distance égale entre le minimum et le maximum. Mais, au début du cycle industriel, le faible taux d'intérêt coïncide avec la contradiction du capital industriel, tandis qu'à la fin du cycle le taux élevé d'intérêt coïncide avec sa surabondance. Le faible taux d'intérêt qui accompagne l'« amélioration », signifie que le crédit commercial, encore solidement appuyé sur ses propres moyens, n'a besoin du crédit bancaire que dans une mesure restreinte.

Ce qui caractérise ce cycle industriel, c'est qu'une fois la première impulsion reçue, il doit se reproduire périodiquement. Dans la phase de dépression, la production descend au-dessous du niveau qu'elle avait atteint dans le cycle précédent et pour lequel la base technique est désormais posée. Durant la prospérité – la période intermédiaire – la production se développe continûment sur cette base. Dans la période de la surproduction et de la spéculation, elle tend les forces pro-

ductives jusqu'à dépasser les limites capitalistes du procès de production.

[377]

Il est évident qu'en période de crise, il y a pénurie de « moyens de paiement ». La convertibilité des traites, s'est substituée à la métamorphose des marchandises – et ce, d'autant plus qu'à ces moments-là une plus grande partie des entreprises travaille uniquement à crédit. Une législation bancaire ignorante et absurde, comme celle de 1844-1845, peut aggraver cette crise monétaire, mais il n'est pas de législation bancaire qui puisse éviter la crise.

De toute évidence, la crise, avec la ruée sur les moyens de paiement, éclate nécessairement, dans un système de production où toute la continuité du procès de reproduction repose sur le crédit et dès lors qu'il vient à cesser subitement et que seuls sont valables les paiements en espèces, C'est pourquoi toute crise se présente, à première vue, comme une simple crise monétaire ; une crise de crédit. Et, de fait, il s'agit uniquement de la convertibilité des traites en argent. Certes, ces traites représentent pour la plupart de véritables achats et ventes, mais il se trouve que leur extension au-delà des besoins de la société est à la base de toute la crise. En même temps, il apparaît qu'une masse énorme de ces traits sont spéculatives et, lorsqu'elles apparaissent à1a lumière du jour, elles crèvent comme des bulles, de même pour les spéculations manquées avec le capital d'autrui et, enfin, pour les capitaux-marchandises dévalorisés ou invendables de sorte que les retours ne peuvent plus s'effectuer. Tout ce système artificiel d'extension violente du, procès de reproduction ne peut, certes, pas être amendé, parce qu'une banque – par exemple, la Banque d'Angleterre – s'avise de compenser, en papier-monnaie émis par elle, le capital qui manque à tous les spéculateurs, en achetant à leur ancienne valeur nominale la totalité des marchandises dévalorisées. Soit dit en passant, tout est sens dessus dessous dans le monde de papier, où le prix réel, et ses éléments véritables n'apparaissent jamais, puisqu'il n'y est jamais question que de lingots, [378] d'argent en espèce, de billets de banque, de traites et de valeurs. C'est ce qui est le plus sensible dans les centres comme Londres où se concentrent toutes les transactions monétaires du pays : tout ce mécanisme y devient opaque, mais il l'est moins dans les centres de production.

Notons, à propos de la pléthore de capital industriel qui se vérifie dans les crises, que le capital-marchandise est en même temps capital-argent, c'est-à-dire une somme déterminée de valeurs, exprimée par le prix des marchandises. Comme valeur d'usage, c'est une quantité déterminée de certains articles d'usage, dont il y a surabondance au moment de la crise. Or, en tant que capital-argent en soi, en puissance, il est sujet à une expansion et à une contraction continuelle. La veille de la crise et pendant celle-ci, le capital-marchandise subit une contraction sous sa forme de capital-argent potentiel : pour son possesseur et les créanciers de celui-ci (de même qu'en tant que gage et garantie des traites et des prêts), il représente moins de capital-argent qu'au temps où il a été acheté et où l'on a opéré sur lui des escomptes et des prêts sur gages. Affirmer que le capital-argent d'un pays se trouve réduit en période de crise revient à dire que les prix des marchandises ont baissé. Or, cet effondrement des prix ne fait que compenser leur gonflement antérieur.

Les revenus des classes improductives et de tous ceux qui vivent de revenus fixes, restent en général stationnaires au cours de la phase où le gonflement des prix va de pair avec la surproduction, et la spéculation effrénée. Leur capacité de consommation diminue donc relativement, en même temps que leur capacité de remplacer pour le procès de reproduction d'ensemble la part qui entre normalement dans leur consommation : même si leur demande reste nominalement la même, en réalité, elle diminue.

Les exportations et les importations font apparaître ; [379] que tous les pays sont successivement entraînés dans la crise – et l'on constate alors qu'à quelques exceptions près, ils ont tous trop exporté et importé, si bien, qu'*ils ont tous une balance des paiements défavorable.* On ne saurait en rechercher donc la cause dans – la balance des paiements [181]. Par exemple, l'Angleterre souffre d'hémorragies d'or, parce

181 L'explication de cet apparent paradoxe trouve, en effet, dans l'appareil de production – dans le taux de profit tombé au-dessous de zéro, qui fait que tous les capitaux sont endettés et dévorent leur substance pour survivre : Que fait donc telle nation quand elle importe plus qu'elle n'exporte ? L'inflation opère un transfert honteux de revenus : elle dévore les salaires, puis le capital productif. M. Henry, président du Centre de développement de l'O.C.D.E., le constate lui-même : « La cause de l'inflation est évidente : c'est une dégénérescence des systèmes de production industrielle qui

quelle a trop importé. Mais, en même temps, tous les autres pays sont saturés de marchandises anglaises, parce qu'ils ont également trop importé ou qu'on leur a imposé des importations trop massives. (A vrai dire, il faut distinguer entre un pays qui a exporté, en faisant crédit et ceux qui n'exportent pas ou exportent peu à crédit. Car ces derniers importent alors à crédit, et ce n'est pas seulement le cas lorsqu'ils reçoivent en consignation les marchandises qu'elles importent.) La crise peut éclater d'abord en Angleterre, parce que c'est le pays qui accorde le plus de crédit et en demande le moins – et que la balance des paiements venue à échéance et à régler immédiatement lui est *défavorable,* bien que la balance commerciale générale lui soit *favorable.* Ce fait s'explique, soit par le crédit qu'elle accorde, soit par le volume des capitaux prêtés à l'étranger, de sorte qu'une masse de marchandises revienne pour s'ajouter aux rentrées commerciales proprement dites. (Il est arrivé cependant que la crise éclate d'abord en Amérique, le pays qui absorbe le plus de crédit commercial et de capitaux anglais). Le krach en Angleterre, précédé et accompagné d'une hémorragie d'or, solde la balance des paiements de l'Angleterre, en partie par la faillite des importateurs, en partie par l'expédition, à bas prix, d'une portion de son capital-marchandise à l'étranger et aussi par la vente de valeurs étrangères, l'achat de valeurs anglaises.

C'est alors que vient le tour de l'autre pays, dont la balance des paiements était positive. Or, voici que la crise a supprimé ou du moins abrégé l'intervalle [380] existant normalement entre les échéances de la balance des paiements et celles de la balance commerciale : tous les paiements doivent être réglés en même temps. Le coup se répète maintenant dans ce pays. L'Angleterre voit son or refluer, l'autre pays en subit l'hémorragie : ce qui apparaissait dans un pays comme surimportation est, dans l'autre, surexportation – et vice versa. En réalité, il y a eu surimportation et surexportation dans tous les pays. Nous ne parlons pas ici des mauvaises récoltes, etc., mais d'une crise générale. C'est dire qu'il y a eu surproduction stimulée par le crédit et l'inflation générale des prix qui l'accompagne.

En 1857, la crise éclatait aux Etats-Unis. L'or s'écoula d'Angleterre vers l'Amérique. Mais dès que l'excès s'y fut dégonflé, la crise sub-

---

« s'autoconsomment » et « s'autodétruisent » (Cérès, n° 41, *Civilisations mortelles,* p. 21).

mergea l'Angleterre, et l'or reflua d'Amérique vers l'Angleterre. Il en fut de même entre l'Angleterre et le continent. En période de crise générale, tous les pays – du moins ceux qui sont commercialement développés – ont une balance des paiements défavorable, et cela apparaît toujours au fur et à mesure, comme dans un feu de peloton, dès que son tour vient de payer. Or, une fois qu'elle a éclaté en Angleterre, par exemple, la crise fait que ces échéances successives sont condensées sur une période extrêmement courte. Il saute alors aux yeux que tous ces pays ont, à la fois, surexporté (c'est-à-dire surproduit) et surimporté (c'est-à-dire trop commercialisé) et que, chez tous, il y a eu inflation des prix et excès de crédit et le même effondrement se produit chez tous. L'un après l'autre, ces pays subiront le phénomène de l'hémorragie d'or, et sa généralisation démontre précisément : 1. que cette hémorragie est le signe et non la cause de la crise ; 2. que l'ordre de succession dans lesquels chaque pays est frappé ne fait que montrer quand leur tour est venu de clore leurs comptes avec le ciel, lorsque arrive l'échéance fatale de la crise et que les éléments latents de celle-ci éclatent au grand jour. [182]

[381]

Il est significatif que les économistes anglais, en dépit du tour pris par le cours des changes, n'étudient l'exportation de métaux précieux en période de crise qu'en examinant le cas de l'Angleterre, comme s'il s'agissait d'un phénomène purement local. Ils ferment obstinément les yeux sur le fait que, si leur Banque augmente le taux d'intérêt en période de crise, toutes les autres banques d'Europe en feront autant, de sorte que le cri d'alarme, poussé aujourd'hui chez eux, à la suite de l'hémorragie d'or, retentira demain en Amérique, après-demain en Allemagne et en France.

En 1847, « l'Angleterre dut acquitter ses engagements (surtout pour le blé). Hélas, elle y fit face dans bien des cas par des faillites. (La riche Angleterre se déchargea de ses obligations, en se déclarant faillie vis-à-vis du continent et de l'Amérique.) Mais, dans la mesure où on

---

182 C'est ici que les sophismes des économistes ont toutes les apparences de l'évidence, la solidité de 1 et 1 font 2, mais n'en sont pas moins des sophismes. En effet, ils affirment que le passif de l'un est forcément l'actif de l'autre, si bien que tout s'annule. Ce n'est plus la dialectique du capitalisme, c'est le règne de la Raison et de l'économie du bon sens.

ne les liquida pas par la banqueroute, on y satisfit en exportant du métal précieux » (*Report of Committee of Bank Acts*, 1857).

Pour autant que la législation bancaire aggrave la crise en Angleterre, c'est un moyen, en période de disette, de frustrer les pays exportateurs de blé – d'abord de leur blé, puis de l'argent dû pour ce blé. Un moyen très rationnel pour contrer ce plan de la Banque d'Angleterre, d'acquitter, « par la banqueroute », les obligations contractées pour l'importation de blé, c'est donc, pour les pays qui souffrent eux-mêmes plus ou moins du renchérissement des prix anglais, d'édicter une interdiction d'exporter du blé. En somme, il vaut mieux que les producteurs de blé et les spéculateurs perdent une portion de leur bénéfice au profit de leur pays, plutôt que leur capital au profit de l'Angleterre.

En conclusion, le capital-marchandise perd en grande partie sa faculté de représenter du capital-argent potentiel en temps, de crise et, en général, aux périodes de dépression. La même chose vaut pour le capital fictif, les titres portant intérêt pour autant qu'ils circulent [382] à la Bourse comme capital monétaire. Leur valeur baisse, quand l'intérêt hausse ou quand la pénurie générale de crédit contraint leurs détenteurs à les jeter massivement sur le marché pour trouver de l'argent. Enfin, le prix des actions baisse, soit parce que les recettes qu'elles procurent diminuent, soit parce que les entreprises qu'elles représentent très souvent s'avèrent frauduleuses. Les crises diminuent fortement ce capital fictif et, en conséquence, le pouvoir de ceux qui le détiennent de prélever de l'argent sur le marché. La baisse nominale subie par ces valeurs à la cotation est toutefois sans effet sur le capital réel qu'elles représentent ; en revanche, elle influe de manière décisive sur la solvabilité des détenteurs de ce genre de capital.

[383]

II. Partie explicative

4. PROLONGEMENTS MULTIPLES DE LA CRISE

Guerre de concurrence

Marx, *New York Tribune*, 3-11-1958.

Retour à la table des matières

L'excédent des importations britanniques sur les exportations, qui atteint une somme de 97 000 000 L.st. en trois ans, ne saurait en aucune façon justifier les lamentations des Britanniques, qui se plaignent maintenant de « faire des affaires au prix d'une perte annuelle de 33 000 000 L.st. », et de n'avantager par leur commerce que les pays étrangers [183]. Les masses gigantesques et croissantes de capital bri-

---

183 Il faut entendre les prolongements de la crise en un double sens historique. Disons qu'une première crise économique se prolonge en (ou produit) des troubles politiques, militaires et sociaux. – Pour résoudre cette crise, l'État intervient en prenant des mesures politiques et militaires, etc. pour remettre la machine économique en marche. Désormais, les facteurs de. crises politiques, militaires, etc. avec des nationalisations, des fixations de prix autoritaires, l'armement, etc. - sont directement incorporés à l'économie et tendront à rendre la prochaine crise directement politique, etc. C'est l'étape impérialiste.

Ainsi, dans ce passage, Marx explique que l'Angleterre qui a exporté ses crises politiques et militaires en 1848, a fini par, les inclure tout de même dans ses propres rapports économiques et sociaux. Voici un exemple, parmi beaucoup d'autres : l'Angleterre évitait de graves crises chez elle tant qu'elle exportait sa surproduction, son excédent de capital. Mais, ce faisant, elle a donné naissance à de redoutables concurrents là où elle investissait pour écrémer du profit – aux Etats-Unis notamment, sans parler de la France et de

tannique, investies dans toutes les partie du monde, doivent rapporter des intérêts, des dividendes et des profits qui doivent tous dans une large mesure être payés par des produits étrangers, et allonger en conséquence la liste des importations britanniques. Outre les importations correspondant à leurs exportations, il doit y avoir un excédent d'importations fournies non pas en paiement de marchandises exportées, mais comme *revenu du capital.* En général, -la prétendue balance commerciale doit donc, dans l'ensemble, être toujours positive pour le reste du monde et négative pour l'Angleterre [184]. Le reste du monde-paie annuellement à l'Angleterre non seulement les marchandises qu'il lui achète, mais encore les intérêts de la dette, qu'il lui doit.

Mais l'aspect le plus inquiétant pour l'Angleterre des constatations qui précèdent est qu'elle a manifestement, [384] le plus grand, mal à trouver chez elle un champ d'utilisation suffisant pour son énorme capital ; qu'elle doit en conséquence le prêter en masses toujours croissantes, et – semblable en cela la Hollande, Venise et Gênes, à l'époque de leur déclin – forger elle-même les armes de ses concurrents. Ainsi est-elle obligée, en accordant de larges crédits, d'entretenir la spéculation dans d'autres pays pour trouver une sphère d'utilisation

---

l'Allemagne. Or, les Etats-Unis finiront par la détrôner de son rang de première puissance mondiale. Dans cette décadence, Marx voit le signe de la chute du système capitaliste tout entier. Cf. Marx-Engels, *la Critique de Malthus*, p. 127.

Les États-Unis assurent aujourd'hui la relève de l'Angleterre. C'est ce que Marx savait le mieux – le premier peut-être, comme en, l'a vu. Mais cela ne sauve pas le capital, car, à leur tour, les États-Unis sont en proie aujourd'hui au même déclin que l'Angleterre de la fin du siècle dernier – et le fait de tourner en rond n'avance pas.

184 Il était normal, à l'époque où le mode de production capitaliste était révolutionnaire, que le premier pays bourgeois du monde industrialisât les autres continents, en y exportant une partie de sa production (excédentaire) – d'où sa balance des paiements toujours déficitaire. Lorsque le capital devint parasitaire et saccagea l'Europe industrialisée, l'Angleterre décadente se mit à manger parasitairement les capitaux exportés à l'étranger, en suçant les pays en voie de développement par ses intérêts usuraires. Cette pratique est celle-là même de l'Amérique qui a désormais un déficit de sa balance commerciale et de paiement, parce qu'elle vit – en tant que pays capitaliste le plus développé du monde qui a concentré chez lui les richesses accumulées sur le dos du monde entier – comme parasite des pays plus pauvres. La mauvaise copie du premier modèle témoigne toujours d'une déchéance irrémédiable.

pour son capital en excédent, et de mettre en péril sa richesse acquise... en vue de l'augmenter et de la conserver.

En étant obligée d'accorder de larges crédits aux pays industriels étrangers, et notamment à ceux du continents européen, elle avance elle-même à ses rivaux industriels les moyens de lui faire concurrence pour les matières premières, et contribue, en conséquence, elle-même au renchérissement des matériaux utilisés par ses propres fabriques. La faible marge de profit, ainsi laissée au fabricant britannique, est encore réduite par la nécessité constante, pour un pays dont l'existence même est liée à la situation de monopole qui en fait l'atelier du monde, de vendre constamment m oins cher que le reste du monde. Or, ce faible taux de profit ne peut être compensé que, par la réduction des salaires de la classe ouvrière et par la création, à l'intérieur, de la misère à une échelle rapidement croissante. Tel est le prix naturel payé par l'Angleterre, pour sa suprématie commerciale et industrielle [185].

La guerre cachée contre les ouvriers

Engels, *Situation des classes laborieuses*.

Chap. *Concurrence.*

Retour à la table des matières

L'industrie anglaise doit disposer d'une réserve d'ouvriers sans emploi pour être en mesure de produire les quantités de marchandises que le marché exige [385] précisément pendant les mois où il est le plus animé. Cette armée de réserve est plus ou moins nombreuse, selon que l'état du marché permet d'en occuper une partie plus ou moins grande. Et même si les districts agricoles – l'Irlande et les parties de l'économie moins dépendantes du cycle et de la phase de prospérité extrême du marché – peuvent fournir un certain nombre de bras, ceux-

185 Ce prix élevé que le capital paie démontre qu'il est encore juvénile et remplit une fonction révolutionnaire et progressive – ce qui n'est plus le cas, lorsque devenu sénile, il vit comme un cancer sur les forces vives du capitalisme dernier-né des pays de couleur.

ci ne constituent tout de même qu'une minorité et, par ailleurs font partie eux aussi de l'armée de réserve, à cette seule différence près que ce n'est que la phase d'essor qui montre, à chaque fois qu'elle revient, s'ils en font encore partie. Lorsqu'ils passent dans les branches les plus animées de l'industrie, on s'impose des restrictions dans leur région d'origine pour moins ressentir le vide que cause leur départ : on emploie les femmes et les jeunes gens, et lorsque survient la crise ils sont licenciés et reviennent pour s'apercevoir que leur place est occupée et qu'ils sont superflus –du moins la plupart d'entre eux.

Les chômeurs ne peuvent compter que sur la sympathie des ouvriers qui savent par expérience ce qu'est la faim, et qui peuvent à tout moment tomber dans la même situation. De fait, cette prière muette, mais d'autant plus émouvante, ne se manifeste que dans les rues fréquentées par les ouvriers et aux heures où ils y passent. Mais, c'est surtout le samedi soir, que les quartiers populaires révèlent leurs « mystères » dans les rues principales, et que les bourgeois s'écartent autant que possible de ces endroits malpropres. Et si l'un de ces « hommes en surnombre » a assez de courage et de passion pour entrer en *conflit ouvert* avec la société, pour répondre par une guerre *ouverte* à la guerre *cachée* que lui livre la bourgeoisie, celle-ci crie au vol, au pillage et à l'assassinat [186].

186 La crise est, en somme, la manifestation au grand jour de cette « guerre *cachée* » que livrent les bourgeois aux prolétaires dans la vie économique de tous les jours. Le fait que cette guerre soit « cachée » est tout à fait dans la manière bourgeoise. Ainsi décline-t-elle toute responsabilité dans les crises catastrophiques pour les masses humaines, salariées ou en chômage, non seulement dans les pays blancs, mais encore dans les continents de couleur qui sont sous sa coupe. Les lois de l'économie ne sont-elles pas aveugles et ne s'imposent-elles pas même à leurs serviteurs bourgeois ? Néanmoins, les capitalistes ont mis en place toute une superstructure juridique, politique et idéologique de contrainte légale et illégale sur les esprits et les corps pour forcer la malheureuse humanité à se soumettre à son odieux système. C'est ce qui a fait dire à Marx : « Les terroristes par la grâce de Dieu et du Droit, s'ils sont brutaux, méprisables et vulgaires dans la pratique, sont lâches, sournois et hypocrites en théorie : bref, dans les deux cas, ils n'ont pas d'honneur » (la *Nouvelle Gazette rhénane,* 18-V-1849, trad. fr. in *Ecrits militaires,* Edit. l'Herne, p. 262-266).

[386]

Guerre et Révolution

Engels, *Le socialisme en A1lemagne,* in :
Die Neue Zeit, I, 1891-1892, n° 19.

Retour à la table des matières

En cas de guerre, l'Allemagne d'abord, la France ensuite en seront le théâtre principal ; ces deux pays surtout en payeront les frais sous forme de dévastations. Il y a plus. Cette guerre, dès l'abord, se distinguera par une série de trahisons entre alliés comme même les annales de la traîtresse diplomatie ne nous en ont pas fourni de pareilles jusqu'ici ; la France ou l'Allemagne, ou toutes les deux, en seront les principales victimes. Il est donc presque sûr que ni l'un ni l'autre de ces deux pays, en vue des risques à courir, ne provoquera la lutte ouverte...

Aucun socialiste, de n'importe quel pays, ne peut désirer le triomphe guerrier, soit du gouvernement allemand actuel, soit de la république bourgeoise française ; encore moins celui du tsar, qui équivaudrait à la subjugation de l'Europe. Voilà pourquoi les socialistes demandent partout que la paix soit maintenue. Mais si néanmoins la guerre doit éclater, une chose est certaine. Cette guerre, où quinze à vingt millions d'hommes armés s'entr'égorgeraient et dévasteraient l'Europe comme jamais elle n'a été dévastée, cette guerre ou bien amènerait le triomphe immédiat du socialisme, ou bien elle bouleverserait tellement l'ancien ordre des choses et laisserait partout après elle un tel monceau de ruines que la vieille société capitaliste deviendrait plus impossible que jamais, et que la révolution sociale, retardée de dix à quinze ans, n'en serait que plus radicale et plus rapidement parcourue.

Engels à Bebel, 16-XII-1879.

…L'histoire suit son cours sans se préoccuper des sermons philistins de modération et de sagesse... Ou [387] bien l'absolutisme s'écroulera en Russie, et alors, dès la chute du grand foyer de la réaction, un vent tout nouveau soufflera sur l'Europe, ou bien une guerre européenne éclatera et celle-ci enterrera le parti allemand *actuel* sous la fureur de la lutte inévitable de chaque nation pour son existence nationale. Une telle guerre serait pour nous le plus grand malheur ; elle nous rejetterait en arrière d'une vingtaine d'années. Cependant, le nouveau parti qui se formera inévitablement, sera dans tous les pays d'Europe libéré de cet esprit mesquin et timoré de compromis et d'hésitation qui freine partout le mouvement.

[388]

[389] à [428]

Les notes en fin de textes ont toutes été converties en notes de bas de pages afin d'en faciliter la lecture. JMT.

[429]

LA CRISE

ANNEXE

Retour à la table des matières

Nous dressons ici une liste d'articles, de lettres et d'ouvrages de Marx-Engels que nous n'avons pas repris et dans lesquels le lecteur trouvera des descriptions ou des explications théoriques sur la crise. Nous attirons notamment son attention sur la *Correspondance* des Éditions Sociales pour l'époque 1846-1860 où Marx-Engels ont traité en détail des crises successives (pour lesquelles nous avons reproduit surtout les écrits inédits en français) et l'ouvrage, des Editions Sociales également, relatif aux *Lettres sur le « Capital »* pour ce qui est de la description des quelques crises que Marx-Engels n'ont décrites que très brièvement après 1860.

Cette liste ne peut être exhaustive, car il est difficile de délimiter la crise économique par rapport aux conflits politiques, militaires et révolutionnaires qu'elle suscite – sans parler de ce que l'économie du capitalisme développé implique mille interventions politiques et militaires, ne serait-ce que de la part de l'Etat ; la crise, c'est aussi la révolution elle-même qui se résout finalement en un bouleversement des rapports économiques.

Comme nous avons donné la préférence aux textes inédits en français dans notre recueil, le lecteur trouvera la plupart des autres passages sur la crise en traduction française dans l'une ou l'autre édition de Marx-Engels. Nous résumons brièvement chaque passage non re-

pris, de sorte que le lecteur pourra, déjà en connaissance de cause, se reporter au texte complet, s'il désire éclaircir un point de détail ou de théorie qui l'intéresse particulièrement.

[430]

1845

Engels, *la Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, trad. fr. Editions Sociales 1961. Cf. le chapitre sur *la Concurrence*, pp. 122-133 qui décrit le mécanisme général des crises commerciales cycliques et leurs effets sur la classe ouvrière, notamment « l'armée industrielle de réserve ».

Engels, Préface de 1892 à la seconde édition de *la Situation...*, trad. fr., *ibid.*, pp. 390-397. Sur les *cycles* des crises : de 1825 à 1842, cycle de 5 ans ; de 1842 à 1868 de 10 ans. Dans une esquisse sur l'évolution de l'économie anglaise jusqu'en 1892, Engels souligne que sa prévision d'une période critique pour l'industrie anglaise, à la suite de la concurrence continentale et surtout américaine, s'est vérifiée. Avec la perte de la suprématie industrielle de l'Angleterre, la classe ouvrière de ce pays perdra sa position privilégiée et se trouvera alignée sur les ouvriers de l'étranger.

Engels, Appendice à l'édition américaine, 25-II-1886, in *Werke* 21, pp. 255-256. Les cycles de crise et les prévisions de 1844.

1847-1849

Marx, *la Misère de la philosophie*, tr. fr. Ed. sociales 1972, pp. 77-79 : L'illusion de la juste proportion entre l’offre et la demande sous le capitalisme. La production dans les proportions justes implique que la demande commande l'offre, c'est-à-dire la petite industrie des siècles passés. Dans la grande industrie, la production (l'offre) force la demande. Nécessité vitale d'abandonner le système basé sur les échanges individuels, source d'anarchie, de crises et de misère.

Pp. 177-179 : Sur la formation et l'organisation des classes - bourgeoises et prolétariennes et leur lutte à mort.

Engels, Préface de 1885 à *la Misère de la Philosophie,* trad. fr. in Ed. sociales, 1972, pp. 35-37 : La production capitaliste se règle en un mouvement de dévalorisation et de surélévation des produits. L'équilibre [431] entre les différentes productions s'établit par des crises violentes. Engels, *la Situation en Belgique,* 18 mars 1848. Publié en Marx-Engels, *la Belgique – Etat constitutionnel modèle,* pp. 186-188, Ed. Fil *du Temps :* La Belgique *indépendante* et *neutre* subit fortement le contrecoup de la crise financière française. Il s'ensuit stagnation et banqueroute du moyen et petit commerce, dépréciation universelle, baisse des cotations en bourse, etc. La crise industrielle suscite chômage et agitation ouvrière.

Engels à Marx, 18-3-1848. Trad. fr., *ibid.*, p. 205-206 : « Il y a en Belgique une crise financière, boursière, industrielle et commerciale sans pareille... »

Marx-Engels : *la Situation commerciale en Angleterre, la Nouvelle Gazette rhénane*, 7-3-1849. Trad. fr. in : La Nouvelle Gazette Rhénane, vol. III, Ed. Sociales, pp. 132-138., L'Angleterre industrialisée détermine la prospérité de l'Allemagne attardée qui souffre de l'arriération imposée par ses gouvernements précapitalistes. Marx démontre en outre, que l'Angleterre n'a pas souffert – au contraire – des révolutions sur continent.

1852-1855

Marx, *Paupérisme et libre-échange – La crise industrielle qui menace,* N.Y.D.Tr. 1-XI-1852. Marx démontre, statistique à l'appui, que l'introduction du libre-échange, en exaspérant la production de richesse, a augmenté au maximum le paupérisme et la criminalité – et ce en pleine prospérité. C'est ainsi que le capital prépare ses crises.

Marx, *La Note de Vienne - les Etats-Unis et l'Europe - Lettre de Schumla - la loi bancaire de Robert Peel.,* N.Y.D.Tr., 24-IX-1853. Explication des grandes lignes de la législation Robert Peel. in *Werke 9,* pp. 306-311.

Marx, *Les puissances occidentales et la Turquie - la crise économique imminente - Construction de chemins de fer aux Indes,* N.Y.D.Tr. 20-IX-1853, in *Werke* 9, pp., 326-329.

[432]

Marx, *Grèves, chômage et crise économique,* N.Y.D.Tr., 16-XII-1853.

Marx, *Effets politiques de la crise économique,* N.Y.D.Tr., 24-111-1855. L'Angleterre sera entraînée dans le même mouvement que le continent, si la crise tourne à la révolution.

Marx, *Symptômes d'une crise économique,* N.Y.D.Tr, 7-X-1853.

Marx, *Panique à la bourse de Londres – Grèves,* N.Y.D.Tr., 17-X-1853.

Marx, *le Manifeste turc – la situation économique de la France,* N.YD.Tr., 31-X-1853 : Mauvaise récolte de blé en France.

Marx, *la Victoire russe – la situation de l'Angleterre et de la France,* N.Y.D.Tr., 27-XII-1853, in *Werke* 9, pp. 552-554 : En France, hausse des prix alimentaires, arrêt du commerce et épuisement du trésor impérial. Les crises industrielles ne peuvent ni être empêchées par un despotisme militaire, ni être atténuées par des dépenses publiques dilapidatrices. Cela entraîne à la fin une crise financière dans le sillage de la crise industrielle.

Marx, *Questions financières,* « Neue Oder-Zeitung », 22-V-1855, in *Werke* 11, p. 228 : Augmentation des réserves d'or dans les caves de la Banque d'Angleterre ; du capital y dort et ne peut être valorisé en ce moment. D'où diminution du taux d'intérêt.

Marx, *la Situation commerciale et financière,* 28-IX1855, in *Werke* 11, p. 539. Développement et essor des banques et du crédit en France.

1856-1858

Marx, la *Crise économique en Europe,* éditorial, N.Y.D.T'r, 9-X-1856, in *Werke* 12, pp. 49-52 : La phase économique se caractérise par l'extension, la généralisation et la centralisation de la filouterie

spéculative Dans les grandes crises commerciales de 1817, 1825, 1836, 1847/48, la spéculation – bien que générale – était encore étroitement liée aux différentes branches de la production. –La spéculation entraîne [433] la surproduction et un commerce frénétiques. – A la spéculation continentale raffinée, correspond un retour à l'escroquerie pure et simple en Angleterre. Description d'affaires frauduleuses entreprises par plusieurs banques anglaises, en particulier la Royal British Bank.

Marx, *les Causes de la crise monétaire en Europe,* Marx, N.Y.D.Tr., 27-X-1856.

Marx, *la Crise économique en France,* N.Y.D.Tr., 22XI-1856. Spéculations sur les chemins de fer et manœuvres malthusiennes de l'Etat français.

Marx, *La crise monétaire en Europe - Aperçu historique sur la circulation monétaire,* N.Y.D.Tr., 1-XI-1856.

Marx, *Les Affaires financières britanniques,* N.Y.D. Tr., 16-V-1857, in *Werke* 12, pp. 198-201. Arrêt de l'enquête sur les secrets de la Banque royale britannique devant le tribunal des faillites. Révélation de la brutalité, de l'hypocrisie, des escroqueries et des infamies qui se cachent derrière la façade de la société respectable.

Marx, *le Crédit mobilier,* N.Y.D.Tr. 1-VI-1857, in *Werke* 12, pp. 35-38, 202-209. La situation du crédit mobilier dans la crise financière européenne de 1856. Spéculations improductives et transactions frauduleuses.

Marx, *la Situation en Europe (la Situation financière de la France),* N.Y.D.Tr. 27-VII-1857, in *Werke* 12, pp. 234-237 : Crise financière profonde – dévalorisation inouïe des valeurs en bourse. Prodromes d'une nouvelle révolution en France. Mouvements révolutionnaires en Espagne et en Italie.

Marx, *le Crédit mobilier français,* N.Y.D.Tr., 26-IX1857, in *Werke* 12, pp. 289-292 : Description du principal facteur de spéculation en France.

Marx, *l'Ebranlement du commerce britannique,* N.Y.D.Tr., 30-XI-1857, in Werke 12, p. 320-326. Pression sur le commerce monétaire et marchand de Londres et de Liverpool ; panique bancaire en Ecosse, et krach industriel dans les districts manufacturiers.

Marx, *le Commerce britannique*, N.Y.D.Tr., 3-II-1858, in *Werke* 359-368.

Marx, *l'Emprunt imminent pour l'Inde*, N.Y.D., Tr. 9-II-1858, in *Werke* 12, pp. 378-381. Les dépenses [434] *militaires* extraordinaires de la Compagnie des Indes orientales pour abattre les soulèvements en Inde imposent un emprunt d'Etat. La première conséquence financière du soulèvement en Inde sera donc une augmentation de la dette nationale en Angleterre qui frappe les masses.

Marx, *la Loi bancaire anglaise de 1844*, N.Y.D.Tr., 23-VIII-1858, in *Werke* 12, pp. 539-543. Les principes de la loi bancaire de 1844 ; l'influence d'une émission – causes de billets de banque sur les crises commerciales, générales de la crise de *1858.*

Marx, *le Projet de réglementation du prix du pain en France*, N.Y.D.Tr., 15-XII-1858, in *Werke* 12, pp. 644-648.

1862-1880

Marx, *À propos de la crise cotonnière, « Die Presse »*, 8-II-1862, in *Werke* 15, pp. 461-463.

Engels, *le Socialisme de Monsieur de Bismarck, l'Égalité,* 3 et 24-III-1880. Tr. fr. in Marx-Engels : *la Social-démocratie allemande,* Ed. 10/18, pp. 153-154 et 157-160. Gigantesques spéculations surtout dans les chemins de fer et la sidérurgie allemandes. Surproduction et krach de 1873. Escroqueries boursières entreprises par le gouvernement de Bismarck.

Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, 1880, in *Werke* 19, pp. 218-219. Trad. fr. Ed. sociales, 1959, pp. 73-77, 80-81 : Surproduction, crises et concentration capitaliste.

1881

Engels, *Denrées alimentaires américaines et la question du sol, The Labour Standard,* 2-VII-1881. Effet des importations de blé américain sur les crises anglaises.

Engels, *Coton et fer, The Labour Standard,* 30-VII- 1881 : Formation de cartels dans les principales branches de l'industrie moderne pour tenir les prix élevés et déprimer les salaires.

[435]

1888

Engels, *Protectionnisme et libre-échange,* Préface à l'édition américaine du discours de K. Marx sur *la Question du libre-échange,* in *Werke* 21, pp. 362-363. Essor inouï des forces productives – cycles toujours répétés de prospérité, de surproduction, crise, panique, encombrement, marasme et reprise lente des affaires.

1892

Engels, *Élection présidentielle américaine, Vorwärts,* 16-XI-1892. L'Amérique menace de détrôner bientôt l'Angleterre de sa primauté industrielle, si elle instaure le libre-échange.

1894

Engels, *la Révolution italienne future et le Parti socialiste,* in *Werke* 22, p. 439. L'Italie souffre non seulement du développement capitaliste, mais encore de son manque de développement, c'est-à-dire des vestiges du passé. Cette situation pousse à la crise.

Pour les très nombreux passages traitant de la crise dans *le Capital*, les *Grundrisse* (Ed. 10/18) et *les Théories sur la plus-value*, le lecteur peut se référer aux index analytiques de ces ouvrages – aux termes de crise, surproduction, dévalorisation, contradictions de classe, etc.

CORRESPONDANCE

Marx à J. Weydemeyer, 19-XII-1849 : Marx prévoit l'approche d'une crise industrielle, agricole, commerciale et révolutionnaire. Tant que les affaires suivent un cours ascendant, les masses ouvrières, boutiquiers, etc. ne sont pas révolutionnaires – sauf en paroles. Cf. également la lettre *d'Engels à Marx* du 15-X-1851 et de *Marx* à *F. Freiligrath* du 27-XII-1851.

[436]

Marx et. Engels, 3-11-1851 : Théorie de la circulation, système du crédit et crise.

Engels à J. Weydemeyer, 27-II-l852 ; Les raisons, de la prospérité actuelle.

Engels à Marx, 20-IV et 24-VIII-1852. Prodrome d'une crise qui devra être intense pour déclencher une révolution. Vastes marchés nouveaux : Australie et Californie.

Marx à J. Weydemeyer, 30-IV-1952 : Des circonstances extraordinaires diffèrent la crise. Pas de révolution, sans crise.

Marx à Engels, 19-VIII-1852. Mauvaise récolte en France en vue.

Engels à Marx, 24-IX-1852 : *Embourgeoisement* des ouvriers à la suite de la prospérité,

Engels à Marx, 29-XI-1852 : Sur les nouveaux marchés australiens et californiens.

Marx à Engels, 12-X-1853 : Endettement des collectivités locales.

Marx à Engels, 10-IV-1856 : Extension de la spéculation à l'Allemagne.

Engels à Marx, 17-XI-1856 : La crise financière s'aggrave. Les versements à des sociétés fictives fixent le capital flottant et aggravent la crise. – Les manœuvres du bonapartisme discréditeront de plus en plus son système.

Marx à Engels, 24-XI-1857. La panique monétaire s'est apaisée à Londres. Opérations bancaires et leur influence sur les différentes

transactions. Phénomène nouveau par rapport à 1847 : Banques par actions maintiennent encore un peu le « marché monétaire ». Royal British Bank s'est effondrée trop tôt pour susciter une pagaille générale.

Engels à Marx, 7-XII-1857 *:* Baisse des prix du coton et des filés. Nombreux fabricants au bord de la faillite. Descriptions détaillées de la situation à Manchester. Banqueroutes et panique à Hambourg : « Tout est dévalorisé, absolument sans valeur – sauf l'or et l'argent. »

Engels à Marx, 9-XII-1857 : Détails confidentiels sur la crise à Hambourg, les maisons de commerce de Liverpool et de Londres.,

[437]

Engels à Marx, 17-II-1857 : Les prix chutent, les fabricants ne peuvent vendre. Faillites en vue. Krach en France inévitable. La misère commence à se répandre dans le prolétariat, mais la longue prospérité a suscité des effets démoralisateurs dans les masses.

Engels à Marx, 31-XII-1857 : *Circonstances* qui influent sur le prix des matières premières. Le déroulement de la crise de 1857 ressemble à celui de 1837/42, mais sa nature est beaucoup plus générale.

Engels à Marx, 6-I-1858. Arrêt et tournant de la crise dans l'industrie du coton. Surabondance de capital disponible. Le Crédit mobilier a pu se maintenir grâce à cela.

Engels à Marx, 25-1-1858 *:* Perspective de ruine pour nombre de bourgeois français.

Marx à Engels, 22-II-1858 : Stocks énormes de marchandises dans les entrepôts des douanes françaises. Si elles étaient lancées sur le marché, un krach s'ensuivrait. En Italie : crise industrielle et disette agricole.

Engels à Marx, 17-III-1858 : Explication des buts *du Crédit mobilier.*

Engels à Marx, 2-XI-1864. Crise commerciale intermédiaire.

Marx à Engels, 4-XI-1864 : *Les* crises substituent la fréquence à leur manque d'intensité, trad. fr. in Marx-Engels, *Correspondance,* Ed. du Progrès, Moscou, 1971.

*Marx à Lion Ph*ilips, 29-XI-1864 : La crise s'est émoussée depuis longtemps.

Marx à Engels, 17-V-1866 : Crise financière particulière en 1866.

Engels à Marx, 25-V-1866 : Crise financière particulière, en 1866 ; elle arrive prématurément.

Engels à Marx, 25-V-1866 : La panique a éclaté trop tôt et pourrait gâter la crise qui pourrait arriver en 1867 ou 1868.

Engels à Marx, 13-111-1867 : Prévision de la crise de surproduction.

Engels à Marx, 11-XII-1868 : Pure crise de surproduction à Manchester.

Engels à, Marx, 26-I-1860 : Une crise se prépare aux Indes.

Engels à Hermann Engels, 2-XI-1864 : La crise [438] monétaire est passée, Sur l'évolution du prix des matières premières.

Engels à Marx, 10-V-1869 : Surproduction.

Engels à P. L. Lawrow, 12-17-XI-1875 : Il y a surproduction, parce que les masses sont écartées artificiellement de leurs moyens d'existence.

Marx à N. Fr. Danielson, 15 et 28-XI-1878 et 10-IV-1-879 : Sur les crises de 1873 et 1878.

Engels à W. Liebknecht, 10-I-1880 : La chute du prix des cotonnades par suite de la surproduction est faussement attribuée à un phénomène monétaire par les exportateurs britanniques. La baisse de l'argent par rapport à l'or a contribué à cette confusion.

Marx à N. Fr. Danielson, 12-IX-1880. Crise de 1880 et crise agricole anglaise.

Marx à N. Fr. Danielson, 19-II-1881 : Vicissitudes de la production agricole en Russie – Pillage des Indes.

Engels à E. Bernstein, 25-31-I-1882 : Crise intermédiaire de 1882 à la suite d'une simple spéculation boursière.

Engels à Marx, 30-XI-1882 : Crise intermédiaire de 1882.

Engels à Bebel, 22-XII-1882 : Marasme industriel en Allemagne.

Engels à A. Bebel, 10/11-V-1883 : La période de prospérité n’arrive plus à plein épanouissement : c'est déjà la surproduction après 5 années.

Engels à A. Bebel, 18-I-1884 et 28-X-1885 : Une surproduction si colossale qu'elle ne peut même pas éclater en une crise.

Engels à N. Fr. Danielson, 13-XI-1885 : La crise de 1879 était vraiment exceptionnelle ; elle dure encore en 1885 ; toute l'Europe et l'Amérique en souffrent jusqu'à ce jour.

Engels à A. Bebel, 20-23-1-1886 : Depuis que l’Angleterre a trouvé des rivaux sur le marché mondial, la période des crises au sens qu'elles ont eu jusqu'ici est révolue. Les crises, au lieu d'être aiguës, deviennent chroniques.

Engels à F. Kelley-Wischnewetzky, 3-II-1886 : Il n'est plus possible que se reproduisent les conditions [439] relativement favorables qui existaient pour l'Angleterre de 1848 à 1870.

Engels à N. Fr. *Danielson,* 8-II-1886 : Il y aura une crise a peu près tous les –, c'est-à-dire pratiquement une crise sans fin.

Engels à Bebel, 18-III-1886 : Cycle décennal rompu depuis la fin du monopole anglais sur le marché mondial et la création de nouvelles voies de communication.

Engels à A. Bebel, 15-11-1886 : L’effondrement progressif du monopole anglais sur le marché mondial a fait finalement que la crise dure sans interruption depuis 1878.

Engels à C. Schmidt, 27-X-1890. Les bourgeois voient, dans le reflet inversé du marché de l'argent et des valeurs, la cause et non pas l’effet de la production. – Remarques sur le développement historique du marché de l'argent, des moyens d'échange.

Engels à M. Oppenheim, 24-III-1891 : Aucune crise ne fait retomber les ouvriers, s'ils sont organisés, de façon durable, au-dessous ou simplement au point zéro.

Engels à P. Lafargue, 2-IX-1891 : La Russie travaille fortement à la création d'une grande industrie nationale : il y aura une crise agricole doublée d'une crise industrielle.

Engels à A. Bebel, 1-XII-1891 : La famine se développe de manière incroyable en Russie. – Petite crise en Allemagne.

Engels à A. Bebel, 8-III-1892 : Cri de désespoir des filateurs et tisseurs allemands.

Engels à V. Adler, 30-VIII-1892 : La concurrence de l'Europe et de l'Amérique (voire de l'Inde) a enfin provoqué une crise au Lancashire.

Engels à Ch. Bonnier, 3-XII-1892 : Panama en France, crise irlandaise en Angleterre.

Engels à Fr.-A. Sorge, 2-XII-1893 : L'abolition de la loi sur la vente de l'argent métal a préservé l'Amérique de la grave crise monétaire. Le système protectionniste et le marché intérieur en croissance a suscité chez les ouvriers américains une prospérité inouïe.

Engels à Fr.-A. Sorge, 21-III-1894 : Dès que les droits de douane sur les matières premières seront supprimés, la crise américaine diminuera.

[440]

Engels à C. Schmidt, 12-III-1895 : Dans les crises, une partie de la plus-value est donnée gratuitement aux acheteurs, lorsque le prix des marchandises baisse. Elles réduisent la surproduction à leur contenu réel de travail social nécessaire.

FIN

Karl MARX et Friedrich ENGELS

[1972]

LE SYNDICALISME

TOME I

Théorie, organisation, activité.

Introduction, traduction et notes
de Roger DANGEVILLE

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC
http://classiques.uqac.ca/

http://classiques.uqac.ca/

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

http://bibliotheque.uqac.ca/

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean Manaud, bénévole, professeur d'histoire en France
Courriel: jean.manaud@hotmail.fr
Page web dans Les Classiques des sciences sociales

à partir de :

Karl MARX et Friedrich ENGELS

LE SYNDICALISME.
TOME I. Théorie, organisation, activité.

Introduction, traduction et notes de Roger DANGEVILLE, 1972. Paris : Petite collection Maspero, no 96, 1972, 221 pp.

Le 24 mai 2012, Mme Éva Dangeville, épouse du traducteur, Roger Dangeville, accordait sa permission de diffuser ce livre, en accès libre à tous, dans Les Classiques des sciences sociales. Elle souhaite vivement que nous acceptions de rediffuser ce livre, toujours d'une grande actualité.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.
Pour les citations : Times New Roman, 12 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

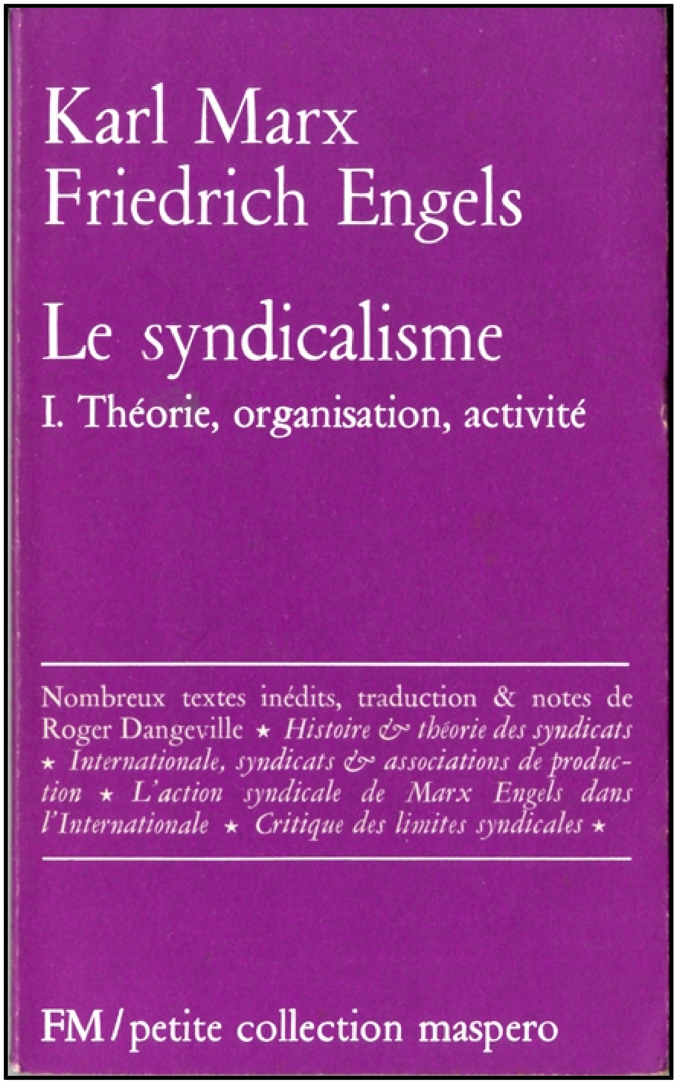
Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 4 avril 2108 à Chicoutimi, Québec.

Karl Marx et Friedrich Engels

LE SYNDICALISME.
TOME I. Théorie, organisation, activité.



Introduction, traduction et notes de Roger DANGEVILLE, 1972. Paris : Petite collection Maspero, no 96, 1972, 221 pp.

Karl Marx et Friedrich Engels

Le syndicalisme
I. Théorie, organisation, activité

Introduction, traduction et notes de Roger Dangeville. Paris : Petite collection Maspero, 1972, 221 pp. No 96.

Nombreux textes inédits, traduction et notes de Roger Dangeville.

* Histoire et théorie des syndicats

* Internationale, syndicats et associations de production

* L'action syndicale de Marx et Engels dans l'Internationale

* Critique des limites syndicales.

PARIS

FRANÇOIS MASPÉRO, ÉDITEUR, 1972

LE SYNDICALISME
tome II

Contenu et signification des revendications

— Différences de salaires et classes
— Réduction de la journée de travail
— Droits du travail

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[219]

LE SYNDICALISME
TOME I. Théorie, organisation, activité.

SOMMAIRE

INTRODUCTION [5]

1. Histoire et théorie des syndicats [17]
2. Internationale, syndicats et associations de production [57]
3. Action syndicale de Marx-Engels dans l'Internationale [113]
4. Critique des limites syndicales [171]

LE SYNDICALISME
TOME I. Théorie, organisation, activité.

Table des matières

INTRODUCTION [5]

Syndicalisme et environnement [5]
Syndicalisme et revendications [8]
Syndicalisme et politique [11]

1. Histoire et théorie des syndicats [17]

La concurrence [19]
Phases successives du mouvement ouvrier [26]
Rôle économique immédiat des syndicats [49]
Syndicats et socialisme [52]
Préambule des statuts de la 1re Internationale [55]

2. Internationale, syndicats et associations de production [57]

Présentation [58]
Résolution de l'Association internationale des travailleurs sur les syndicats [68]
Attache des organisations ouvrières anglaises à l'Association internationale des travailleurs [74]
La solidarité avec les ouvriers des pays dépendants [77]
Sur les relations entre les sections irlandaises et le Conseil général de l'A.I.T. [78]
Adresse de la Ligue de la terre et du travail aux ouvriers et ouvrières de Grande-Bretagne et d'Irlande [81]
De l'action combinée des travailleurs occupés et non occupés [82]
Syndicats et associations de production des travailleurs [85]

Sur l'agitation de J.-B. von Schweitzer en vue de la création de syndicats [87]
Coopératives bourgeoises et patrie [94]
L'Internationale, couronnement des organisations et revendications économiques dans le but de la conquête du pouvoir politique [95]
Travail coopératif [98]
Remarque sur le caractère politique des luttes syndicales [99]
Adresse du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs aux sections, aux sociétés coopératives et à tous les travailleurs [106]
La forme future de l'association [111]

3. Action syndicale de Marx-Engels dans l'Internationale [113]

Aide de l'Internationale au mouvement syndical [114]
Activité syndicale de Marx et Engels et du Conseil général de l'A.I.T. [115]
Avertissement [119]
Le lock-out des vanniers de Londres [121]
La grève de Charleroi [123]
Aux ouvriers d'Europe et des États-Unis ! [123]
La grève de Sotteville-lès-Rouen [128]
Rapport annuel du Conseil général au Congrès de l'A.I.T. de Bâle [132]
Le lock-out des ouvriers du bâtiment de Genève [146]
La grève des corps de métier du bâtiment à Genève. Appel du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs aux travailleurs et travailleuses de l'Europe et des États-Unis [147]
Aux ouvriers en grève dans la vallée de la Ruhr [150]
Rapports internationaux des sociétés ouvrières de résistance au capital [153]
La grève des ouvriers agricoles anglais [154]
L'exemple de deux conseils municipaux [161]
La grève des mineurs de la Ruhr. 1889 [164]
Les syndicats, début du mouvement de masse [168]

4. Critique des limites syndicales [171]

Présentation [172]
Contre les limitations du rôle des syndicats [176]
Les syndicats (I) [177]
Les syndicats (II) [181]
Organisation rétrograde des vieux syndicats [184]
Angleterre 1845 et 1885 [185]

Syndicats et aristocratie ouvrière [193]
Le 4 mai à Londres [194]
Le Congrès ouvrier international de 1891 [201]
Unité du parti et syndicats [211]

[5]

LE SYNDICALISME
TOME I. Théorie, organisation, activité.

INTRODUCTION

---

par Roger DANGEVILLE, 1972.

Syndicalisme et environnement

Retour à la table des matières

Selon Marx, on ne résout un problème qu'en empêchant qu'il se pose à nouveau. Pour cela, on doit agir sur les causes qui débordent le champ étroit où le problème se manifeste.

*La conception bourgeoise suggère, elle, que plus un individu restreint sa sphère d'action et de connaissance en se spécialisant, plus il est efficace. C'est le cas de l'*expert *moderne qui limite sa compétence à son propre domaine et affirme ne rien connaître à celui du voisin, avec lequel il a passé implicitement le pacte suivant : nous devons empêcher à tout prix qu'on s'aperçoive que nous sommes gonflés du vide le plus complet, même dans nos secteurs respectifs.*

Contrairement à l'expert, le syndicaliste doit être plus qu'un syndicaliste, car son domaine d'activité s'étend jusqu'aux conditions économiques et sociales du capitalisme et même du socialisme. En effet, le syndicalisme est par excellence le terrain où s'exerce ce que Marx appelait l'activité autonome du prolétariat, voulue et animée par les ouvriers eux-mêmes au niveau de leurs conditions réelles de vie et de travail pour leurs intérêts immédiats, aussi bien que futurs et généraux, de classe.

Le syndicalisme se relie à une phase déterminée de l'évolution des forces productives de l'humanité. Les luttes et revendications syndicales sont nées de l'exploitation capitaliste, et le syndicalisme ne se concevait pas avant l'existence du capital. La première condition en a donc été la séparation du producteur d'avec ses moyens de production, soit la condition préalable même de la production capitaliste. Le syndicalisme s'étend avec l'expropriation de plus en plus complète et générale des producteurs, lorsque celui-ci ne dispose plus que de sa force de travail, qu'il vend au capitaliste contre un salaire. Il ne lui reste plus alors qu'un seul moyen pour se défendre et s'affirmer : s'associer avec les autres salariés de la même condition [6] *pour des actions communes de résistance en vue du but final : s'approprier de nouveau, à l'échelle collective, les moyens de production.*

À l'intérieur de cet immense arc historique, le syndicalisme évolue considérablement. Au début du capitalisme, par exemple, les syndicats surgissaient directement des mouvements de protestation et de revendications locaux, partiels et momentanés : aussitôt après l'agitation, l'organisation se désagrégeait. Beaucoup plus tard, les syndicats prirent d'autres proportions, s'organisant en associations plus générales et complexes, durables. Les comités d'action, les organisations d'entraide et de solidarité, les sociétés de secours mutuel, les caisses de résistance, les chambres syndicales évoluèrent progressivement vers le syndicat de métier celui-ci, à son tour, se transforma en fédération corporative, puis, sous l'effet du développement de la production, en syndicat d'industrie, et enfin en confédération (nationale ou internationale) de syndicats d'industrie, eux-mêmes rattachés au parti politique du prolétariat, voire à l'Internationale.

Au bout du cycle, après la conquête révolutionnaire du pouvoir politique par le travail, le syndicat se généralise au fur et à mesure de la réappropriation de la production par les ouvriers, et finit par se fondre dans l'organisation communautaire de la production et de la société, débarrassée des rapports mercantiles, de la division du travail, des classes et de l'État.

L'évolution de la nature et des fonctions des syndicats est étroitement liée au développement de la production, et l'économie ne procède pas par sauts. Contrairement à ce qui se passe en politique,

qui est le domaine des superstructures d'organisation où se heurtent les forces organisées ou non, légales ou non, coiffées par l'État, violence concentrée, l'économie ne procède pas par bonds. Sur le plan économique, l'extension des forces productives ou d'une entreprise dépend uniquement d'un travail suivi, et lui est proportionnelle.

Dans le domaine syndical, les revendications et les formes d'organisation sont, plus que partout ailleurs, évolutives, se développant sur de terrain solide des réalités matérielles. Cependant, elles sont confrontées à toutes les contradictions du capitalisme dont le développement est au plus haut point inégal. Même dans les pays les plus avancés, on voit en effet subsister des secteurs entiers de travail [7] *encore semi-capitalistes, à côté des formes les plus socialisées. Il est donc inévitable que les syndicats d'industrie - ceux de la métallurgie, de la chimie, du bâtiment et de l'alimentation, par exemple - prennent le pas sur les syndicats de métier de type corporatif - ceux des charpentiers, couvreurs, verriers, par exemple - qui correspondent à un développement caractérisé non par la spécialité productive du* capital*, mais par la qualification du* travail humain.

Cependant, la coordination des divers types de syndicats ouvriers ne s'effectue pas à l'image capitaliste. Les bourgeois, eux, surmontent la division du travail à la façon des capitaux, ceux des secteurs de pointe prédominant sur tous les autres, grâce à l'énorme concentration des forces productives qu'ils représentent. La liaison se fait ensuite par le réseau des banques d'affaires et d'investissement et par l'État avec sa force organisée. Il s'ensuit une coordination spécifique de classe qui évolue en liaison étroite avec les forces les plus concentrées et les plus dynamiques : l'ordre hiérarchique de la société civile bourgeoise se retrouve accentué dans l'organisation de la classe dominante en oligarchie toute-puissante et despotique.

Dans une page vibrante du Capital*, synthèse de l'expérience tirée des luttes acharnées du prolétariat anglais pour des conditions de vie meilleures et marquées par des conquêtes sociales remarquables, Marx définit les conditions non pas de la coordination, mais de l'unité du prolétariat : « Il faut que les ouvriers ne fassent qu'une seule tête et un seul cœur. » Cette union des forces engagées dans le procès de production social se réalise de manière élémentaire dans les luttes*

économiques et les mouvements syndicaux. Elle implique, selon Marx, l'opposition la plus catégorique au monde bourgeois, l'abolition de la concurrence des ouvriers entre eux, la lutte contre les hiérarchies et le particularisme corporatif. Enfin, grâce à la généralisation des mots d'ordre et des actions, la fusion des revendications économiques et politiques, l'association internationale des travailleurs s'emparera du pouvoir politique, expropriera les expropriateurs capitalistes et instaurera le règne du travail sur la production et la société.

C'est tout cet ensemble qui constitue l'environnement et la trame des syndicats, et détermine leurs rôles et leurs fonctions multiples.

[8]

Syndicalisme et revendications

Contrairement à ce que suggèrent les conditions actuelles de triomphe arrogant du capitalisme, l'activité syndicaliste n'est pas un éternel recommencement, l'acquis d'hier se défaisant au cours de la nuit et tout étant chaque fois à recommencer. Marx a toujours combattu cette conception du syndicalisme, en prévenant qu'on y cédait lorsque les syndicats limitaient leur action et leurs revendications au seul plan économique.

Si l'on s'y enferme, les mécanismes du capitalisme obligent les syndicats à un véritable travail de Sisyphe : le développement général de la production capitaliste implique qu'une conquête acquise, même si elle n'est pas bientôt remise en question purement et simplement, ne constitue même plus un minimum supportable aux ouvriers au bout de quelques années.

Marx en donne un exemple dans Le Capital : « *Pendant trente ans, les concessions que la classe ouvrière arracha restèrent purement nominales. De 1802 à 1833, le Parlement émit trois lois sur le travail, mais il eut bien soin de ne pas voter un centime pour les faire exécuter* [1]. » *Marx poursuit en disant que les ouvriers anglais n'avaient cependant pas lutté en vain, puisque la journée de travail normale passait de 15-16 heures à 12 (loi de 1833) et à 10 (loi de*

1 Cf. *Le Capital*, 1. 1, Éditions sociales, t. 1, p. 272.

1847). Et de remarquer aussitôt que le développement technique de l'industrie rendait bientôt cette nouvelle journée de travail intolérable, car, dans l'intervalle, le capital avait introduit le machinisme à une grande échelle et intensifié le rythme de travail au point d'extorquer davantage de plus-value en dix heures qu'en quinze ou seize auparavant [2]. *Les ouvriers anglais furent donc contraints, simplement pour défendre leur intégrité physique, à revendiquer la journée de huit heures, revendication que Marx et Engels n'estiment pas particulièrement exagérée en 1865.*

Loin de s'arrêter, les luttes ne font donc que s'intensifier [9] *avec le développement du capitalisme et gagner des secteurs de contestation ignorés au début de l'ère industrielle. Tant que le capital n'est pas renversé, chaque conquête, au lieu d'amenuiser les contradictions sociales ou de diminuer les causes de la lutte de classe, ne fait que multiplier les fronts de bataille, fournissant un mobile permanent à une lutte plus âpre et plus décisive. Dès que les travailleurs salariés forment la grande majorité de la population, leurs revendications dépassent de loin le plan économique des conditions de travail immédiates au sein de l'entreprise et la fixation du niveau entre plus-value et salaires.*

La classe ouvrière s'aperçut en effet que « les maîtres de la terre et les capitalistes utilisent leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques [3] *». Elle commença donc à exiger que l'État promulgue des lois réglant la journée de travail et impose, de manière coercitive, leur respect aux capitalistes assoiffés de surtravail aussi bien qu'aux ouvriers récalcitrants qui ne voient qu'un moyen de gagner un peu plus : prolonger leur journée de travail, déprimant ainsi les salaires de la grande masse des travailleurs de leur catégorie* [4].

---

2 Dans Le Capital, Marx cite le témoignage d'un capitaliste lui-même qui, dès 1836, déclarait : « Comparé à celui d'autrefois, le travail à exécuter dans les fabriques est aujourd'hui considérablement accru, par suite de l'attention et de l'activité supérieures que la vitesse très augmentée des machines exige de l'ouvrier. » (Ed. soc., t. 2, p. 95.)

3 Cf. Marx, *Adresse inaugurale* de l'Association Internationale des travailleurs, rédigée en septembre 1864.

4 « Quant à la législation de fabriques, en tant que première condition pour que la classe ouvrière ait les coudées franches afin de se développer et agir, je demande qu'elle soit faite par l'État, sous la forme de lois coercitives, diri-

[10]

Bientôt, la classe ouvrière devait réclamer également une part du pouvoir politique (chartisme), car composant maintenant la force principale (et la seule productive) de la population, elle ne pouvait plus admettre que les forces de l'Ordre intervinssent systématiquement contre elle, au moindre appel de n'importe quel patron ou juge à la solde du capitaliste local, pour briser une grève, en invoquant la « liberté du travail ». Elle ne pouvait supporter plus longtemps que les ouvriers ne pussent se réunir et s'associer pour débattre de leurs intérêts et des meilleurs moyens pour les réaliser, ni que les ouvriers

---

gées non seulement contre les fabricants, mais aussi contre les ouvriers. » Voir *Le Capital*, livre I [Éditions sociales, Paris 1948, t. 1, p. 225, note 3, où Marx fait allusion à la résistance des tisseuses et dévideuses empressées de faire des heures supplémentaires]. Cf. Marx à Kugelmann, le 17 mars 1868.

Chaque revendication s'inscrit dans un contexte historique et économique bien déterminé. On ne saurait trouver dans cette citation la prémisse de l'intégration des syndicats dans l'État totalitaire du capitalisme *développé*. En effet, Marx insiste sur le fait que la législation de fabrique est une *première* condition pour que le prolétariat ait les *coudées franches* pour agir. Elle ne lie donc pas les mains, comme cela se passe avec les contrats et conventions collectives signées catégorie par catégorie ou par branches d'industrie avec le patronat.

Historiquement, la législation de fabrique est une mesure de la bourgeoisie qui unifie objectivement le prolétariat. Elle appartient « à ce stade où les ouvriers forment une masse disséminée à travers le pays et divisée par la concurrence. Parfois, ils se rapprochent pour former un seul bloc. *Cette action n'est cependant pas encore le résultat de leur propre union, mais de l'union de la bourgeoisie* qui, pour atteindre ses fins politiques, doit mettre en branle le prolétariat tout entier, et est encore capable de le faire. A ce stade, les prolétaires ne combattent pas encore leurs propres ennemis, mais, tout au contraire, les ennemis de leurs ennemis, les résidus de la monarchie absolue, les propriétaires fonciers, les bourgeois non industriels, les petits bourgeois. Tout le mouvement est ainsi concentré entre les mains de la bourgeoisie *toute victoire remportée dans ces conditions est une victoire de la bourgeoisie* ». (*Manifeste* de 1848, chap. 1, « Bourgeois et prolétaires »: nous n'avons pas voulu reprendre tout ce passage dans notre recueil, étant donné qu'il est bien connu et facilement accessible. Sa place serait parmi les textes qui font la transition, dans notre première partie, entre *l'histoire* et *la théorie du syndicalisme*.)

La question de l'intégration des syndicats dans l'État est traitée dans la dernière notice du second volume dans le contexte du capitalisme développé qui hypertrophie les fonctions de la machine d'État.

soient tenus à l'écart de l'école, en étant privés du plus élémentaire des moyens de communication intellectuels. Il devenait inadmissible que les ouvriers ne pussent s'exercer au métier des armes pour défendre leur cause avec les moyens adéquats, cependant que le patron était le maître absolu, non seulement dans son usine, mais encore dans les quartiers ouvriers, où maisons et magasins lui appartenaient, etc. Mieux, on s'aperçut que la vie de l'ouvrier ne se déroulait pas seulement au milieu des machines de l'entreprise, mais qu'elle était conditionnée par toute l'organisation politique et sociale qui le maintient de force dans son statut de travailleur salarié.

En accord avec le développement social réel, la conception marxiste du syndicalisme ne peut être qu'historique et économique. C'est pourquoi, même du point de vue de la forme, Marx et Engels n'ont jamais traité à part la question syndicale. Aussi, pour rassembler les textes sur cette question, avons-nous dû choisir dans toute leur œuvre les passages, études, articles, manifestes et résolutions relatifs au syndicalisme [5]*. Il ne faudrait pas en conclure que le* [11] *marxisme ne s'en soit pas véritablement préoccupé. Au contraire, ce n'est qu'en procédant de la sorte qu'il a traité cette question à fond et avec sérieux.*

---

5 Ce n'est que pour des raisons d'édition et d'ordre de présentation que nous publions les textes que nous avons recueillis - il en existe bien d'autres - en deux volumes séparés. Le premier traite de la théorie et de l'organisation des syndicats en liaison avec l'activité syndicale de Marx-Engels, notamment au sein de la 1e Internationale. Le second volume porte plus spécialement sur le contenu et la portée des revendications syndicales.

Nous avons été obligé de multiplier les notes et les introductions afin de tenir compte des nombreux textes, déjà publiés ou non, que nous n'avons pu reprendre. Nous renvoyons autant que possible aux textes que nous avons écartés, même parfois si la traduction française n'en existe pas encore.

Nous avons multiplié les références aux situations actuelles, parce que nos préoccupations *actuelles* sont toujours plus ou moins influencées par le marxisme, ce « guide de l'action prolétarienne ».

Dans l'introduction du second volume, au chapitre « Actualité des textes de Marx-Engels », nous avons exposé plus longuement la liaison objective entre les écrits de Marx-Engels d'il y a un siècle et les revendications d'aujourd'hui.

Syndicalisme et politique

Par définition, l'économie a toujours été jusqu'ici politique : n'importe quel acte productif implique un certain système de rapports sociaux (politiques dans les sociétés de classe) et a un effet politique de conservation, de renforcement ou de bouleversement des rapports sociaux établis. Cependant, au début du capitalisme, l'action économique ou revendicative du prolétariat n'avait pas - et ne pouvait pas avoir - d'effet politique de caractère directement prolétarien. Cet effet ne pouvait être qu'indirect, restant enfermé dans les limites de l'ordre économique, politique et social du capitalisme, du moins tant que son mode de production restait progressif pour l'humanité et constituait une phase de développement nécessaire de la société. Dans ces conditions, les capitalistes s'appropriaient non seulement le produit du travail ouvrier, mais encore les résultats politiques des luttes ouvrières, déformant et maltraitant, au niveau des institutions, la volonté et les aspirations des masses au point de les retourner finalement contre elles, ce qui ne manquait pas de susciter un certain apolitisme au sein de la classe ouvrière, apolitisme hélas tenace au niveau syndical.

Ce n'est qu'à un stade de développement plus avancé du capitalisme et de l'organisation du prolétariat que Marx-Engels insisteront avant tout sur le caractère politique *des* [12] *luttes revendicatives, concentrant tous leurs efforts pour démontrer que le prolétariat doit arracher à la bourgeoisie le monopole de la politique, grâce auquel elle règne sans conteste non seulement sur la production, mais encore sur la société tout entière. Ils expliqueront en outre que,* pour le prolétariat*, l'économie ne devient politique qu'à un certain niveau quantitatif de l'action : par exemple, lorsqu'une grève est générale ou pose des revendications sociales intéressant toute la classe ouvrière. C'est dire qu'ils demandent aux ouvriers de dépasser les actions et revendications purement catégorielles et partielles pour généraliser leur champ de lutte et de programme, s'ils ne veulent pas être réabsorbés par la politique et l'économie bourgeoises : cf.* infra*, p. 99-100.*

Marx-Engels ont ainsi centré toute leur lutte, d'abord en Angleterre, puis dans les pays devenus pleinement capitalistes en Europe occidentale après 1871, sur la nécessité de la lutte politique, d'où leurs attaques violentes contre l'apolitisme des anarchistes et la politique réformiste d'une large fraction social-démocrate.

À première vue, il semble paradoxal que le réformisme, qui fleurit surtout dans le domaine politique et plus particulièrement au Parlement, rejoigne la position de l'anarchisme qui rejette toute action politique. En fait, les deux courants ont en commun qu'ils nient la nécessité, réelle et actuelle, d'une politique indépendante et antibourgeoise du prolétariat.

D'emblée, les anarchistes nient la nécessité d'une politique, abandonnant la sphère politique à la bourgeoisie. Quant aux réformistes, ils la nient, en pratiquant une politique en dernière analyse bourgeoise, puisqu'ils ne défendent qu'une politique du possible dans le cadre des institutions bourgeoises et, s'ils revendiquent les buts finaux du socialisme ou du communisme, ce n'est jamais qu'en paroles, puisque pour eux seules comptent les réalisations immédiates. En somme, en politique, l'anarchisme s'identifie au réformisme en général mieux, il le complète là où ne sévit pas le réformisme, par exemple dans l'action syndicale, à côté des grands syndicats passés au réformisme. Tous deux, quoique de manière opposée, sabotent, consciemment ou non, l'action révolutionnaire du prolétariat, en niant la nécessité de ce parti politique par lequel, selon Marx, le prolétariat se constitue en classe autonome et distincte de toutes les autres classes de la société bourgeoise, [13] *il fixe pour but à toutes ses actions le renversement du capitalisme et l'instauration du socialisme, faute de quoi le prolétariat n'est qu'une classe enfoncée et perdue dans la société bourgeoise.*

Cependant, si le parti de classe doit exercer une influence politique et révolutionnaire sur le mouvement économique du prolétariat, le mouvement économique du prolétariat doit constituer la base vitale du parti politique de classe.

Le simple bon sens suggère qu'il ne devrait pas exister de séparation entre revendications immédiates et revendications finales ou, si l'on veut, entre action directe et révolution. Il est absurde, en

effet, de supposer qu'un communiste (ou un socialiste) puisse ne pas être révolutionnaire, puisque, être communiste (ou socialiste) veut dire reconnaître par définition que l'ordre social actuel doit subir une profonde révolution. Pourtant cette division existe, et elle repose sur la plus ou moins grande importance que l'on attribue soit aux revendications immédiates – réformes - qui sont le levier, soit à la révolution communiste, qui est le but. *L'antagonisme entre le travail quotidien, pratique, et les aspirations révolutionnaires, finales, du prolétariat n'existe que dans l'esprit de ceux qui se méprennent sur le mouvement socialiste ou le déforment. Les révolutionnaires accordent donc la plus grande importance au but final, sans négliger pour autant les conquêtes quotidiennes du prolétariat. Les réformistes, eux, accordent en pratique toute leur attention aux réalisations immédiates, mais négligent tout ce qui se rattache au but final, ce qui n'est d'ailleurs pas sans résultat sur l'issue des luttes immédiates elles-mêmes.*

On ne répétera donc jamais assez qu'il faut donner une énorme importance à toutes les manifestations de la lutte de classe du prolétariat, y compris, bien entendu, à celles qui visent à des améliorations immédiates, c'est-à-dire à celles qui servent à préparer la conscience révolutionnaire des masses [6]*. Mais, en même temps, il ne faut cesser de répéter que toutes les améliorations que le prolétariat* [14] *conquiert au sein de la société capitaliste sont tôt ou tard remises en question par une réaction bourgeoise ou par un développement ultérieur de la production, de sorte que le prolétariat doit prendre une conscience toujours plus profonde de l'antagonisme de classe et se préparer à des combats plus décisifs. Comme dit le* Manifeste : *« Parfois les ouvriers sont victorieux, mais leur triomphe est éphémère. Le vrai résultat de leur lutte, ce n'est pas le succès immédiat, mais l'union grandissante des ouvriers* [7]*. » Dans ces conditions, l'erreur impardonnable des réformistes ou opportunistes*

---

6 « Sans revendications économiques, sans amélioration directe et immédiate de sa situation, la masse des travailleurs ne consentira jamais à se représenter un « progrès » général du pays. La masse participe de plus en plus au mouvement, y prend énergiquement part, l'apprécie hautement et développe des qualités d'héroïsme, d'abnégation, d'endurance et de fidélité à une grande cause dans le seul cas où la situation économique du travailleur s'améliore. » Cf. LÉNINE, *Grève économique et grève politique*, *Œuvres*, t. 18, p. 82.

réside dans le fait qu'ils font croire aux ouvriers que les améliorations, toujours minimes et limitées, représentent quelque chose de stable, un acquis définitif, bref une fin.

Le parti révolutionnaire ne suscite pas les luttes des ouvriers : l'origine et la cause de la lutte de classe se trouvent spontanément dans les contradictions économiques et sociales du mode de production et de distribution capitaliste. En revanche, le succès de ces luttes est conditionné essentiellement par l'organisation de la classe surgie du sein même de ces luttes, c'est-à-dire par le niveau de conscience et les directives politiques, tactiques et sociales. Que le parti du prolétariat soit révolutionnaire ou non, c'est ce qui déterminera le résultat final des luttes de classe « spontanées ». En d'autres termes, les luttes du prolétariat ne suivent pas une impulsion accidentelle, intemporelle et irrationnelle elles obéissent à des facteurs à la fois économiques et politiques, des facteurs productifs autant que des facteurs de conscience, de méthode et d'organisation, que le parti politique concentre et assure au maximum.

À côté de la lutte pour les améliorations immédiates et pour la constitution de noyaux organisés de résistance, ce [15] *parti doit donc entretenir chez les ouvriers la conscience du caractère relatif de tout ce qu'ils peuvent conquérir dans les limites imposées par l'économie bourgeoise. Il doit leur rappeler avec insistance les grandes difficultés, les multiples luttes, les conflits qui attendent la société avant que puisse être instauré un système social meilleur. Il doit leur faire comprendre que, tout en défendant leurs intérêts et leurs idéaux propres, il faut qu'ils soutiennent le prolétariat d'autres régions et*

---

7 Dès 1847, Marx affirmait : « Plus que de son pain, le prolétariat a besoin de son courage, de sa confiance en soi, de sa fierté et de son esprit d'indépendance. » Cette formule rend compte de la situation historique en général de la « classe la plus nombreuse et la plus déshéritée de la société », mais ne néglige pas - au contraire - les revendications économiques pour des conditions de vie meilleures. En effet, pour obtenir de « hauts » salaires comme pour défendre le minimum vital, les ouvriers doivent mener une lutte acharnée, autrement dit, mettre le courage et les sacrifices au service de la conquête du pain.

Ce n'est pas le résultat immédiat, même s'il est positif, des luttes revendicatives qui est le plus sûr gage d'un avenir meilleur, mais la capacité de faire prévaloir ses intérêts, c'est-à-dire la plus grande organisation possible des ouvriers, la force unie du grand nombre.

pays dans son assaut contre la société bourgeoise. Il doit profiter de chacune de leurs tentatives d'améliorer leur sort pour leur montrer comment - même quand ils l'auraient amélioré - ils demeurent, selon l'expression d'Engels, des esclaves salariés, des déshérités, des objets de dérision, des ouvriers produisant la richesse pour toutes les autres classes de la société, qui sont et demeurent privilégiées, matériellement, culturellement, politiquement et socialement. Il doit leur montrer comment la société qui les présente maintenant, eux aussi, comme des « privilégiés », réserve à leurs enfants un avenir d'insécurité économique et d'humiliations sociales et politiques. Il doit rappeler que le succès limité des revendications économiques - par exemple, la semaine des quarante heures en 1936 - ne résout pas les problèmes politiques de la société, à savoir la guerre qui détruit non seulement un capital productif gigantesque, mais encore et surtout des travailleurs par millions et paupérise des pays et continents entiers [8].

[16]

En somme, il doit susciter et entretenir, non pas un illusoire sentiment de satisfaction, mais, au contraire, un vif sentiment de révolte qui pousse à la solidarité de tous les exploités et de tous les

---

8 « L'apolitisme des « syndicalistes-révolutionnaires » ne veut considérer les ouvriers que comme producteurs et comme syndiqués. Si cela signifiait seulement que, comme électeurs, ils ne peuvent que se faire rouler par la bourgeoisie, ce serait fort bien. Mais c'est oublier que les manifestations politiques suprêmes ne sont nullement [...] les élections (comme le proclament les réformistes), mais les *guerres* et les *révolutions*. Le plus bel « apolitisme » du monde s'écroule devant ce simple fait que ce sont principalement les ouvriers qui fournissent les effectifs des armées impérialistes et que ce sont eux qui font les révolutions. Les cinquante dernières années se résument vite : une guerre impérialiste mondiale une révolution ouvrière dans le pays le plus arriéré d'Europe une tentative des ouvriers des autres pays d'étendre cette révolution, qui s'exprime dans la constitution de la IIIe Internationale l'échec de cette tentative une seconde guerre impérialiste mondiale.

« Qu'est-ce que ces événements formidables pouvaient bien laisser debout du tranquille schéma sorélien du XIXe siècle : renforcement croissant de la puissance ouvrière par et dans le syndicat, et affaiblissement croissant de la puissance économique et politique de la bourgeoisie sous la pression de l'activité syndicale ? »

(Cf. *Critique du syndicalisme révolutionnaire*, *Programme communiste*, oct.-déc. 1960, N°13, p.54).

opprimés et représente le premier ressort de la pensée et de l'action socialistes. Tout cela les réformistes négligent de le faire, non seulement parmi les couches sociales non ouvrières qu'ils prétendent conquérir et qui sont difficiles à convertir au socialisme même s'il s'agit d'intellectuels, mais encore et surtout parmi les ouvriers auxquels ils appliquent les critères de la mesquine quiétude petite-bourgeoise.

Ce n'est pas la méthode marxiste de la lutte de classe qui a fait faillite dans la politique réformiste, c'est cette méthode qui y est déformée. Telle est l'origine du malaise et de la faillite des réformistes de tous les temps.

Pour être révolutionnaire, le parti marxiste n'a pas besoin de tricher avec la réalité. Contrairement à la méthode réformiste, la méthode marxiste nourrit sa propagande et l'action des masses de la réalité des choses, car c'est justement la réalité - les antagonismes de classe existants - qui rend les masses révolutionnaires. Aujourd'hui, l'action directe des larges masses non encore organisées et les innombrables grèves sauvages qui débordent régulièrement et partout les garde-fous des directions syndicales portent témoignage de ce que l'environnement social n'est pas toujours de couleur jaune ou rose.

[17]

1

HISTOIRE ET THÉORIE DES SYNDICATS

Retour à la table des matières

[18]

Il n'en reste pas moins que les syndicats et les grèves qu'ils entreprennent ont une importance fondamentale, parce qu'ils sont la première tentative faite par les ouvriers pour *supprimer la concurrence*. Ils impliquent, en effet, la conscience que la domination de la bourgeoisie repose nécessairement sur la concurrence des ouvriers entre eux, c'est-à-dire sur la division du prolétariat et sur l'opposition entre groupes individualisés d'ouvriers. Et s'ils sont si dangereux pour l'ordre social établi, c'est précisément parce qu'ils s'en prennent - quoique par un biais seulement et de façon fort limitée encore - à la concurrence, ce nerf vital de la société actuelle. Mais l'ouvrier ne saurait attaquer la bourgeoisie et, avec elle, toute l'organisation sociale existante à un point plus vulnérable.

Friedrich ENGELS,
La Situation des classes laborieuses en Angleterre,
1844.

Dans la lutte du capital et de la propriété foncière contre le travail, les deux premiers éléments bénéficient, par rapport au travail, d'un avantage particulier : le concours de la technique [9]. En effet, dans les conditions actuelles, celle-ci se retourne, elle aussi, contre le travail, Ainsi, presque toutes les machines ont été inventées et introduites dans l'industrie par suite du manque de main-d'œuvre, notamment les machines à filer de Hargreaves, de Crompton et d'Arkwright. Jamais on n'a cherché de main-d'œuvre sans qu'il s'ensuive une invention multipliant considérablement la force de travail.

C'est ce que démontre continuellement l'histoire de l'Angleterre de 1770 à nos jours. La dernière grande invention dans le filage du coton - la broche automatique a été suscitée uniquement par la demande en ouvriers et par l'augmentation des salaires qui s'ensuivit : elle doubla le travail des machines et réduisit en conséquence de moitié le travail manuel, si bien qu'elle priva la moitié des ouvriers de leur travail et diminua en conséquence le salaire de la seconde moitié des ouvriers.

9 Cf. ENGELS, « Éléments d'une critique de l'économie politique » 1844. Les notes non signées sont du traducteur.

Qui plus est, elle liquida une conjuration des ouvriers contre les fabricants et détruisit [19] le dernier reste d'énergie, avec lequel le travail résistait encore au capital dans une lutte inégale. (Cf. Dr. URE, *La Philosophie des manufactures,* vol. II.)

Certes, les économistes affirment que le résultat final du machinisme sera bénéfique pour les ouvriers : la production se faisant à moindres frais, les produits sont plus nombreux et trouvent un nouveau marché plus vaste encore, si bien qu'en fin de compte les ouvriers privés de leur emploi trouvent de nouveau du travail. C'est parfaitement juste, mais les économistes oublient seulement que la production de forces de travail est, elle aussi, réglée par la concurrence et que les forces du travail pèsent constamment sur les moyens du travail, de sorte qu'au moment où ces avantages doivent survenir, il y a de nouveau un surnombre d'ouvriers en concurrence, si bien que l'avantage en devient illusoire, alors que l'inconvénient - la brusque suppression des moyens de subsistance pour les uns, la chute du salaire pour les autres - n'est aucunement illusoire.

Les économistes oublient, en outre, que le progrès des inventions ne s'arrête jamais, si bien que l'inconvénient se perpétue. Ils oublient enfin qu'à la suite de la division du travail poussée à l'extrême par notre civilisation, un ouvrier ne peut vivre que s'il peut servir telle machine déterminée pour tel travail précis, et que le passage d'un emploi à un autre, nouveau, est pratiquement toujours impossible pour un ouvrier adulte.

La concurrence

Retour à la table des matières

Dans l'introduction [10], nous avons vu comment dès le début du développement de l'industrie, la concurrence agit sur le prolétariat, en faisant d'abord hausser le salaire des tisseurs par suite d'une demande accrue en tissus qui poussa les paysans tisserands à délaisser l'agriculture afin de gagner davantage à leur métier à tisser nous avons vu comment le système de la grande culture évinça les petits paysans,

10 Cf. ENGELS, *La Situation des classes laborieuses en Angleterre*, Londres, 1845.

les réduisant à l'état de prolétaires et poussant un grand nombre d'entre eux dans les villes [20] comment encore elle ruina la majeure partie des petits bourgeois, les abaissant aussi, au niveau du prolétariat comment elle concentra le capital dans quelques mains et la population dans les grandes villes. Tels sont les différents moyens grâce auxquels, parvenue dans l'industrie moderne à son plein développement et au libre essor de ses conséquences, la concurrence a suscité et multiplié le prolétariat.

Nous allons maintenant examiner quel a été son effet sur le prolétariat déjà formé, et tout d'abord sur les prolétaires entre eux.

La concurrence est l'expression la plus achevée de la guerre de tous contre tous qui domine toute la société bourgeoise moderne. Cette guerre, livrée pour la vie, pour l'existence, pour tout, autrement dit une lutte à mort dans certains cas, met aux prises non seulement les diverses classes de la société, mais encore les différents membres de ces classes. Chacun se dresse sur la route de l'autre, et chacun s'efforce donc d'évincer ceux qu'il trouve sur sa route pour prendre leur place.

La concurrence joue entre les travailleurs, comme entre les bourgeois.

Le tisseur à la machine concurrence le tisserand à la main le tisserand sans travail ou mal payé concurrence celui qui travaille ou est mieux payé, et cherche à l'évincer. Or, la concurrence qui oppose les travailleurs entre eux est l'aspect le plus néfaste pour les ouvriers dans la société actuelle, l'arme la plus acérée de la bourgeoisie contre les prolétaires. D'où l'effort des ouvriers pour abolir cette concurrence en formant des associations d'où la rage de la bourgeoisie contre ces associations et son triomphe à chaque échec qu'elle leur fait subir.

Le prolétaire est sans défense : de par ses propres moyens, il ne peut subvenir un seul jour à ses besoins. La bourgeoisie a usurpé le monopole de tous les moyens d'existence au sens le plus large du terme. Ce dont le prolétaire a besoin, il ne peut le recevoir que de cette bourgeoisie, dont le monopole est garanti par le pouvoir d'État. En droit comme en fait, le prolétaire est donc l'esclave de la bourgeoisie, qui a pouvoir de décision sur sa vie et sa mort. Elle lui offre ses moyens de subsistance, mais uniquement contre un « équivalent », contre son travail qui plus est, elle lui laisse même l'impression de traiter de plein gré, par libre accord, sans contrainte aucune, [21]

comme une personne majeure passant contrat. Belle liberté, qui ne laisse au prolétaire d'autre choix que de souscrire aux conditions imposées par la bourgeoisie, ou d'être torturé par la faim, le froid, et d'aller vivre aussi nu qu'elles avec les bêtes des bois! Bel équivalent, dont le montant dépend de la volonté de la bourgeoisie! Quoi qu'il en soit, si le prolétaire est assez fou pour préférer mourir de faim plutôt que de se plier aux sordides stipulations du bourgeois, son « supérieur naturel », celui-ci en trouvera facilement un autre. Il y a assez de prolétaires de par le monde, et tous ne sont pas insensés au point de préférer la mort à la vie.

C'est ce que représente la concurrence des prolétaires entre eux. Si tous les prolétaires proclamaient leur volonté de souffrir de la faim plutôt que de travailler pour la bourgeoisie, celle-ci serait bien obligée de rétrocéder son monopole, mais ce n'est pas le cas, c'est même un cas pratiquement impossible. C'est pourquoi la bourgeoisie se porte si bien.

Il n'y a qu'*une* barrière à cette concurrence entre les ouvriers : aucun d'eux n'acceptera de travailler pour moins qu'il ne lui faut pour vivre. Quitte à mourir de faim, autant le faire oisif qu'actif. En fait, cette barrière est toute relative : l'un a plus de besoins que l'autre, l'un est habitué à plus d'aises que l'autre. L'Anglais, qui reste encore un peu plus civilisé, a plus de besoins que l'Irlandais, qui va en haillons, mange des pommes de terre et dort dans une porcherie, ce qui n'empêche pas l'Irlandais de concurrencer l'Anglais [11] et de déprimer

[11] Le capital rend ce problème toujours plus universel et aigu. Les pays développés utilisent un pourcentage croissant de main-d'œuvre étrangère, blanche ou de couleur. D'abord, le capital crée surtout un excédent de population à l'extérieur des métropoles industrielles, où le capital a privé les masses de leurs moyens de production traditionnels, tant pour y créer des marchés que pour y piller les richesses en matières premières et y exporter ses produits manufacturés.

Pour Marx, c'est aux syndicats, parce qu'ils sont les organisations *économiques* du prolétariat, qu'il revient d'affronter les problèmes surgis du chômage et de la concurrence entre travailleurs occupés et inoccupés cf. *Le Capital*, 1. I, Ed. soc., t. 3, p. 83 : la traduction française ne fait pas mention des syndicats dans ce contexte. En effet, le texte allemand dit : « quand ils organisent, grâce à leurs syndicats, un plan d'action commune entre les ouvriers qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, afin d'atténuer les effets funestes de cette loi « naturelle » de la production capitaliste sur l'ensemble de la classe ouvrière... », là où la traduction française affirme : « dès qu'afin

au niveau irlandais le [22] salaire - et avec lui le degré de civilisation - de l'ouvrier anglais.

Certains travaux exigent un niveau déterminé de civilisation, et c'est le cas le plus fréquent dans l'industrie. C'est pourquoi, ne serait-ce que dans l'intérêt de la bourgeoisie, le salaire doit être assez élevé pour permettre à l'ouvrier de se maintenir à ce niveau. L'Irlandais fraîchement immigré campe dans la première porcherie venue ou, s'il habite un logement convenable, il est bientôt jeté à la rue, parce qu'il boit tout et ne peut payer son loyer. C'est donc un mauvais ouvrier d'usine. Aussi faut-il donner aux ouvriers d'usine un salaire suffisant pour inculquer à leurs enfants l'habitude de travailler comme il convient, mais pas plus qu'il n'est nécessaire pour qu'ils ne puissent se passer du salaire de leurs enfants et en faire autre chose que de simples ouvriers. Là encore, la limite - le minimum de salaire - est relative. Si tous les membres de la famille travaillent, chacun a besoin de gagner d'autant moins, et la bourgeoisie a largement exploité la possibilité fournie par le travail mécanique d'occuper et de rentabiliser les femmes et les enfants, en vue d'abaisser les salaires [12].

---

d'affaiblir l'effet funeste de cette loi « naturelle » de l'accumulation capitaliste, ils s'unissent pour organiser l'entente et l'action commune entre les occupés et les non-occupés... » Cf. tout le passage, sous le titre « De l'action combinée des travailleurs occupés et non occupés », *infra*, p. 82-85.

12 Engels suppose ainsi que le salaire n'est pas déterminé par la productivité de chaque travailleur, comme le capitalisme le suggère avec le système du salaire au rendement, aux pièces. En théorie, le marxisme affirme que le prix du travail de l'ouvrier est déterminé par celui des moyens de subsistance indispensables pour le produire, soit les moyens de sa production qui englobent les frais pour « remplacer les travailleurs usés par de nouveaux » (sa famille), ainsi que les frais pour former 1'ouvrier à son travail.

C'est cependant une loi historique, car le machinisme, en précipitant les femmes et les enfants dans les fabriques, déprécie la valeur de la force de travail, au point que le salaire moyen ne correspond plus qu'aux moyens de subsistance du travailleur individuel : il s'ensuit une diminution croissante de la natalité. Lorsque le capitalisme a épuisé les sources de main-d'œuvre de l'agriculture, il se trouve confronté à une véritable pénurie de travailleurs. En gros, le système des allocations familiales permettra alors de maintenir tous les salaires ouvriers au niveau des besoins individuels du travailleur, et de satisfaire au plus juste les besoins de la reproduction.

L'économie croissante des frais de production s'applique en premier à la force de travail. En reversant les sommes retenues sur le salaire, sous forme d'allocation de la femme au foyer, de l'allocation maternité ou des alloca-

Naturellement, toute la famille ne [23] peut aller travailler. D'ailleurs, elle serait en bien mauvaise posture si elle voulait travailler au minimum de salaire calculé pour une famille tout entière apte au travail. En fait, le salaire tourne autour d'une moyenne, grâce à laquelle une famille où tous travaillent se trouve assez bien, et celle qui compte moins de membres aptes au travail, assez mal. Cependant, au pis-aller, l'ouvrier préférera renoncer au peu de luxe ou de civilisation auquel il était habitué pour pouvoir simplement survivre. Il préférera une porcherie que pas de toit du tout, des haillons que pas de vêtements du tout, de simples pommes de terre que la mort par inanition. Dans l'espoir de temps meilleurs, il aimera mieux se contenter d'un demi-salaire, que de rester dans la rue et de mourir au milieu des passants, comme tant de chômeurs l'ont déjà fait. Ce peu - mieux que rien - est donc le minimum de salaire.

S'il y a plus de travailleurs que la bourgeoisie ne juge utile d'en occuper, autrement dit : si au terme de la lutte des concurrents il reste encore un certain nombre de sans-travail, ceux-là sont voués à la mort. En effet, le bourgeois ne leur donnera pas de travail, s'il ne peut

---

tions pour enfants, le capital (qui préside aux Caisses correspondantes) non seulement ne distribue pas un centime de plus qu'il ne le faut, mais encore oriente une partie des salaires vers le paiement de tel ou tel usage bien déterminé. Pour Marx, « il n'est pas indifférent pour l'ouvrier de ne recevoir plus que 4 francs de salaire, le blé étant meilleur marché d'un franc, quand auparavant il a reçu 5 francs ». En effet : « tant que le prix du blé était encore plus élevé, le salaire l'étant également, *une petite épargne faite sur la consommation du pain suffisait pour lui procurer d'autres jouissances* » (*Discours sur le libre-échange*, 1848).

Un certain réformisme peut aisément se retourner contre la classe ouvrière qui plus est, il peut contribuer à rendre le capitalisme encore plus totalitaire, en s'immisçant dans la vie ouvrière jusque hors du temps de travail en régentant ses dépenses, pour mieux le voler. D'où, par exemple, son succès jusque dans les fractions de gauche des partis gouvernementaux et dans certains pays fascistes.

Il en va des victoires remportées par les ouvriers dans la lutte de classe comme de celles remportées sur les champs de bataille : de nombreux succès sur le terrain, attribués à tel camp par les historiens, ont été en réalité une défaite, faute d'avoir été exploités comme il fallait. Dans la lutte entre ouvrier et patron, il importe de savoir lequel des deux consolidera par la suite les résultats acquis, et tant que le capitalisme n'est pas renversé, le patronat dispose d'atouts majeurs sur ce point. Les ouvriers ne peuvent donc se satisfaire d'une première victoire, toujours partielle.

vendre avec profit les produits de leur activité. Tel est le minimum de salaire.

Le maximum se détermine par la concurrence qui oppose les bourgeois entre eux. Le bourgeois ne peut accroître [24] son capital que par le commerce ou l'industrie, et il lui faut des ouvriers pour l'un comme pour l'autre. S'il place son argent à intérêt, il les lui faut indirectement, car sans commerce ni industrie nul ne pourrait lui donner des intérêts pour son capital, qui resterait inutilisé. Ainsi donc, le bourgeois a besoin du prolétaire, non pour vivre - il pourrait manger son capital -, mais comme on a besoin d'un article de commerce ou d'une bête de somme, pour s'enrichir.

Le prolétaire produit les marchandises que le bourgeois vend avec profit. Dès lors que la demande en augmente suffisamment pour que tous les travailleurs en concurrence mutuelle soient occupés, voire qu'il y en ait trop peu, la concurrence entre ouvriers cesse, et c'est au tour des bourgeois d'entrer en concurrence les uns avec les autres. Le capitaliste à la recherche d'ouvriers sait fort bien qu'une forte demande, en faisant monter les prix, procure plus de profit : il préférera donc payer un salaire un peu plus élevé que de laisser échapper tout ce profit. Il est disposé à donner un œuf pour un bœuf, et pourvu qu'il reçoive celui-ci, il fait volontiers cadeau de l'œuf au prolétaire.

Dans ces conditions, *un capitaliste va faire la chasse aux ouvriers de l'autre*, et le salaire grimpe, mais autant seulement que la demande accrue le permet. Si le capitaliste est disposé à sacrifier une parcelle de son surprofit extraordinaire, il se garde bien de sacrifier quoi que ce soit de son profit ordinaire, c'est-à-dire de son profit moyen, en payant des salaires supérieurs à la moyenne.

Cela nous permet de déterminer le salaire moyen. Dans les conditions moyennes, c'est-à-dire lorsque ni les ouvriers ni les capitalistes n'ont de raison spéciale de se faire une concurrence, les travailleurs étant exactement au nombre qu'on peut employer pour produire les marchandises demandées, le salaire s'élèvera légèrement au-dessus du minimum. Il le dépassera suivant les besoins moyens et le degré de civilisation des travailleurs. Si les ouvriers sont habitués à manger de la viande plusieurs fois par semaine, les capitalistes devront se résoudre à leur verser un salaire suffisant pour obtenir une

telle alimentation, tout simplement parce que les ouvriers, s'ils ne se concurrencent pas entre eux, n'ont aucune raison de se contenter de moins mais ils ne toucheront pas plus, car l'absence de concurrence entre capitalistes fait que ceux-ci n'ont pas [25] à attirer à eux les ouvriers par des avantages extraordinaires [13].

Par suite de la complexité des conditions de l'industrie anglaise actuelle, il est très difficile de déterminer le degré moyen des besoins et de la civilisation, au demeurant très variable selon les catégories d'ouvriers. Toutefois, la plupart des travaux industriels exigent une certaine régularité qui, elle-même, implique un degré bien déterminé de civilisation : le salaire moyen doit donc permettre à l'ouvrier d'acquérir cette adresse et de s'adapter à cette régularité de travail. C'est ce qui explique que le salaire des ouvriers de l'industrie soit en moyenne plus élevé que celui des simples coltineurs, journaliers, etc., plus élevé notamment que celui des travailleurs ruraux, la cherté des vivres dans les villes contribuant au reste à ce résultat.

Pour parler clairement l'ouvrier est, en droit comme en fait, l'esclave de la classe possédante, de la bourgeoisie - et ce, au point qu'on l'achète comme une marchandise, son prix s'élevant et s'abaissant comme n'importe quel article de commerce. Lorsque la demande en ouvriers augmente, le prix des ouvriers monte si elle baisse, leur prix aussi. Baisse-t-il au point qu'un certain nombre d'ouvriers ne trouvent plus à se vendre, « demeurent en réserve », ils restent littéralement en suspens et, comme ils ne peuvent vivre de l'air du temps, ils crèvent de faim. En effet, pour parler la langue des économistes, le capital consacré à leur entretien « ne se reproduirait

---

13 Engels suppose tel qu'il existe une mobilité parfaite des ouvriers qui, en théorie, permet aux ouvriers de changer de patron à la moindre différence de salaire. Or, dans la réalité, cette différence doit être assez sensible, ne serait-ce que pour compenser les frais de déplacement de l'ouvrier et de sa famille. Dans les pays à forte concentration industrielle, une marge relativement faible peut entraîner une mobilité assez forte pour les ouvriers habitant cette zone elle doit être plus forte pour les ouvriers ou paysans qui habitent dans le reste du pays. La question est donc liée à celle du logement. La mobilité augmente avec la progression du capitalisme. Marx notait qu'elle n'existait vraiment qu'aux États-Unis où les capitalistes ont manqué longtemps de main-d'œuvre, si bien qu'ils devaient se résigner à proposer des salaires plus élevés. Cf. Marx, *Un chapitre inédit du « Capital »,* 10/18, p. 216.

pas », ce serait de l'argent jeté par la fenêtre, et personne ne fait cela avec son capital...

Au lieu de diminuer, le nombre des habitants de l'Empire britannique s'accroît donc à vive allure et sans arrêt.

[26]

Ainsi, malgré l'extension continuelle de l'industrie et l'augmentation consécutive d'ouvriers en général, l'Angleterre a néanmoins - de l'aveu de tous les partis officiels : tories, whigs et radicaux - un excédent, un superflu de population, si bien que *la concurrence entre les ouvriers continue dans l'ensemble à être plus forte que la concurrence des capitalistes pour les ouvriers.*

Phases successives du mouvement ouvrier

Retour à la table des matières

... L'ouvrier anglais n'est plus un Anglais, c'est-à-dire un homme d'argent, intéressé et calculateur, comme son vis-à-vis, le possédant [14]. Il est tout pétri de sentiments son flegme inné d'homme du Nord est neutralisé par ses passions que rien n'empêche de se développer et de le dominer. L'éducation rationaliste, en exacerbant les dispositions égoïstes du bourgeois anglais, a fait de l'égoïsme sa passion dominante et concentré toutes ses pulsions sur un seul point : la soif d'argent. Or l'ouvrier ne reçoit pas cette éducation, et c'est pourquoi ses passions sont aussi fortes et puissantes que chez l'étranger [15]. La nationalité anglaise est détruite dans l'ouvrier.

Dès lors qu'il ne reste à l'ouvrier pour tout champ d'activité humaine que l'opposition à toutes ses conditions de vie, il est naturel qu'il apparaisse le plus sympathique, le plus noble et le plus humain,

14 Cf. ENGELS, *La Situation des classes laborieuses en Angleterre*, 1845. Dans ce chapitre, Engels montre comment les ouvriers anglais, en se forgeant un parti politique, lié indissolublement à leurs luttes et revendications économiques, ont tenté, sur le plan social maintenant, d'arracher à la bourgeoisie le pouvoir et le fruit de leur travail.

15 La réponse marxiste aux oppositions existant entre nationalités dans le prolétariat est l'internationalisme : le prolétaire n'a pas de patrie. Cf. infra, *La Solidarité avec les travailleurs des pays dépendants*, p. 77-81.

lorsqu'il se rebelle contre elles. C'est vers ce seul point que tendent toute l'énergie et toute l'activité des ouvriers, et même les efforts pour acquérir par ailleurs une culture humaine sont tous en rapport direct avec ce point unique.

Certes, nous aurons parfois affaire à des violences individuelles et même des brutalités, mais il ne faut pas perdre de vue que l'Angleterre est en guerre sociale ouverte et que, si les bourgeois ont intérêt à mener cette [27] guerre hypocritement sous les apparences de la paix et même de la philanthropie, l'ouvrier, lui, ne dispose que d'un moyen pour dissiper cette hypocrisie : considérer la situation réelle sans fard. Autrement dit, même les actes d'hostilité les plus violents des ouvriers contre les bourgeois et leurs laquais ne sont que l'expression franche et directe de ce que la bourgeoisie inflige aux ouvriers de manière sournoise et voilée.

La révolte des ouvriers a commencé dès que l'industrie s'est développée, et elle est passée par plusieurs stades.

La première - la plus brutale et la plus stérile - de cette révolte fut le crime. Vivant dans la misère, l'ouvrier voyait que d'autres jouissaient d'un sort meilleur que lui. Il ne pouvait saisir pourquoi, précisément lui, qui faisait plus pour la société que le riche oisif, devait souffrir de l'état de choses existant. En outre, le besoin impérieux venait vaincre chez lui le respect traditionnel de la propriété - il se mit à voler. On sait que la criminalité a augmenté avec le développement de l'industrie : le nombre de ceux qui sont appréhendés chaque année est en proportion constante avec celui des balles de coton produites.

Mais bientôt les ouvriers se rendirent compte que cela ne les servait pas. En volant, les délinquants ne pouvaient protester contre l'ordre social existant qu'à titre individuel et particulier la société tout entière tombait de toutes ses forces sur chacun d'eux pris isolément, et l'écrasait dans un combat tout à fait inégal. Au reste, le vol est la forme la plus grossière et la plus inconsciente de protestation. C'est pourquoi il ne pouvait être l'expression universelle de la conscience des ouvriers, quoiqu'ils aient pu l'approuver tacitement.

Les ouvriers, en tant que *classe,* ne commencèrent à s'opposer à la bourgeoisie que lorsqu'ils résistèrent par la force à l'introduction du machinisme, comme ce fut le cas dès la naissance de l'industrie. Les

premiers inventeurs - Arkwright et d'autres - subirent aussitôt un mauvais parti, et leurs machines furent brisées. Longtemps encore il y eut de nombreux soulèvements contre les machines, au cours desquels se déroulaient les scènes vécues lors de l'émeute des typographes de Bohême en juin 1844 : les fabriques furent démolies, les machines mises en pièces.

Cependant, même cette sorte d'opposition était strictement limitée, car elle restait cantonnée localement et ne [28] visait qu'un aspect de l'ordre social existant. Le but immédiat atteint, les délinquants étaient livrés sans défense aux coups de l'État tout-puissant qui les châtiait à son gré, cependant que les machines étaient tout de même introduites. Il fallut donc trouver une nouvelle forme d'opposition.

C'est ce que permit une loi votée en 1824 par le vieux parlement oligarchique et conservateur. Cette loi ne serait jamais passée à la chambre des Communes après le vote de loi de Réforme de 1832 [16], grâce à laquelle la bourgeoisie s'éleva au rang de classe dirigeante et qui sanctionna l'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat. La loi votée en 1824 annula tous les textes législatifs qui jusqu'alors avaient interdit les associations formées entre ouvriers pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que les ouvriers reçurent *le droit de libre association,* jusqu'alors réservé uniquement à l'aristocratie et la bourgeoisie.

Certes, des associations secrètes avaient existé depuis toujours parmi les ouvriers, mais elles n'avaient pu donner de grands résultats. Comme Symons le rapporte *(Arts and Artisans, p.* 137 et s.), en Écosse, par exemple, les tisserands de Glasgow organisèrent, grâce à une association secrète, une grève générale dès 1812. Ils recommencèrent en 1822 à cette occasion, deux ouvriers qui n'avaient pas voulu adhérer à l'association furent déclarés traîtres à leur classe par les affiliés et vitriolés, et perdirent ainsi l'usage de leurs yeux. De

16 La loi de Réforme électorale, adoptée en 1831 par les Communes fut définitivement ratifiée par la chambre des Lords le 7 juin 1832. Cette réforme, dirigée contre le monopole politique de l'aristocratie foncière et financière, élimina les pires survivances féodales dans le système électoral anglais et ouvrit aux représentants de la bourgeoisie Industrielle l'accès au Parlement. Le prolétariat et la petite-bourgeoisie qui s'étaient placés à la pointe du combat pour la Réforme, furent trompés par la bourgeoisie libérale et n'obtinrent pas le moindre droit électoral.

même, l'association des mineurs écossais était assez puissante en 1818 pour réussir un arrêt général du travail. Ces associations exigeaient de leurs membres un serment de fidélité et de secret [17], tenaient, selon toutes les règles, des listes, des caisses et une comptabilité, et avaient des ramifications locales. Toutefois le [29] secret qui entourait toute chose entravait leur développement.

En revanche, lorsqu'on 1824 les ouvriers reçurent le droit de s'associer librement, leurs syndicats prirent un rapide essor dans toute l'Angleterre et gagnèrent en puissance. Dans toutes les branches d'industrie, on créa de telles associations *(trade-unions)* avec le dessein avoué de protéger l'ouvrier isolé contre la tyrannie et l'incurie de la bourgeoisie. Leurs buts étaient les suivants :

- régler les salaires en traitant en *masse* [18], de puissance a puissance, avec les patrons pour fixer leur niveau d après les profits patronaux
- les faire hausser, si l'occasion s'en présente, et les tenir partout au même niveau pour chacun des corps de métier. Aussi ces unions se mirent-elles à négocier avec les capitalistes l'institution d'une échelle de salaires qui serait partout observée, et à refuser de travailler pour tout patron qui refuserait d'accepter cette échelle. Par ailleurs, maintenir constamment une forte demande en ouvriers - et donc des salaires élevés - en limitant l'embauche d'apprentis
- contrecarrer, autant que possible, les réductions sournoises de salaires par les capitalistes, lorsque ceux-ci introduisaient des machines et outillages nouveaux.
- enfin, prêter une aide pécuniaire aux ouvriers privés de leur gagne-pain. Celle-ci s’effectue, soit directement par la caisse de l'association, soit au moyen d'une carte portant les indications utiles d'identité et sur présentation de laquelle le travailleur

17 Ces premiers syndicats reprenaient, entre autres, l'une des formes de la constitution de la Marche, la ghilde ce mot signifie association ou confrérie, dans laquelle tous les membres promettaient par serment de se défendre l'un l'autre, et de s'entraider comme des frères. Cf. *Fil du temps*, N° 4, janvier 1969, p. 95-99. (Gérance J. Angot, B. P. 24, Paris 19e).

18 En français dans le texte.

> voyageant d'une localité à l'autre est assisté par ses confrères et renseigné par eux sur les meilleures chances de se procurer du travail. Les travailleurs appellent ces déplacements le *trimard*, et celui qui voyage dans ces conditions le *trimardeur*.

Pour parvenir à ses fins, l'association nomme un président et un secrétaire appointés - car il faut s'attendre qu'aucun patron ne veuille embaucher ces gens-là ! - ainsi qu'un comité, qui perçoit les cotisations hebdomadaires et veille à leur emploi conformément aux buts de l'association.

Des que cela était possible et utile, les travailleurs de différents districts se groupaient aussi en fédération et tenaient, à certaines époques de l'année, des assemblées [30] de délégués. À plusieurs reprises, les compagnons d'un même corps de métier tentèrent de s'organiser en une seule grande ligue s'étendant à toute l'Angleterre et - en 1830 pour la première fois - de créer une association générale de tous les travailleurs du royaume, où chaque corps de métier avait son organisation propre. Toutefois, ces associations ne subsistèrent jamais bien longtemps qui plus est, elles ne fonctionnaient jamais au même moment, étant donné que seule une effervescence extraordinaire et générale est en mesure de rendre une telle fédération possible et efficace [19].

Pour atteindre leur but, ces associations emploient généralement les moyens suivants : si un des patrons (ou plusieurs) refuse de payer le salaire fixé par l'association, on lui envoie une délégation ou une pétition (cela démontre que les ouvriers savent que leur patron est souverain tout-puissant et absolu dans son petit État). Si cela ne suffit pas, l'association donne l'ordre aux ouvriers de cesser le travail, et tous les ouvriers rentrent chez eux. Cet arrêt du travail (ou grève) est soit partiel, soit général, selon qu'un ou plusieurs patrons, ou bien tous ensemble, refusent de fixer les salaires d'après les propositions de l'association. L'association utilise des moyens légaux, jusque-là, à

---

19 À un stade plus avancé de la lutte de classe, l'organisation permet, aux périodes de reflux, de résister et, en général, de mener le combat autrement qu'en réponse improvisée à l'attaque de l'adversaire. Marx proposera au Conseil général de l'Internationale de créer de nouvelles organisations « que le public considère ensuite comme étant nées spontanément ».

condition toutefois que la grève se produise après dépôt d'un préavis, ce qui n'est pas toujours le cas. Mais il se trouve que ces moyens légaux sont très peu efficaces tant que des ouvriers restent en dehors de l'association, ou qu'ils s'en laissent séparer par des avantages éphémères, concédés par -le bourgeois. Dans les grèves partielles surtout, le fabricant peut facilement recruter parmi ces brebis galeuses (briseurs de grève, ou même ouvriers qui travaillent pour un salaire moindre que celui fixé par convention générale), afin de réduire à néant les efforts des ouvriers organisés. En général, les ouvriers organisés utilisent alors la menace, l'invective, les coups ou même la violence et l'intimidation sous toutes ses formes à l'encontre des jaunes. Plainte est alors déposée, et comme la bourgeoisie, si avide de légalité, dispose toujours du pouvoir, elle trouve [31] moyen presque à chaque fois de briser, -au premier acte contraire à la loi, la puissance de l'association, en déposant simplement plainte contre ses membres devant les tribunaux.

L'histoire de ces associations est une longue suite de défaites ouvrières, interrompue par quelques victoires isolées. Il est évident que tous ces efforts ne peuvent modifier la loi économique qui règle les salaires en fonction de l'offre et de la demande sur le marché du travail. Autrement dit : ces associations sont impuissantes contre toutes les grandes causes qui déterminent le rapport entre cette offre et cette demande. Lorsque sévit la crise des affaires, l'association elle-même est contrainte, ou bien de réduire les salaires, ou bien de se dissoudre complètement. De même, lorsque la demande en ouvriers augmente fortement, elle ne peut faire monter les salaires à un taux beaucoup plus élevé que celui que détermine de toute façon la concurrence entre capitalistes.

En revanche, elles ont effectivement la force d'agir sur les causes qui ont un effet particulier. Si le fabricant n'avait pas à tenir compte d'une opposition massive et concentrée de la part des ouvriers, il réduirait toujours plus les salaires à son profit qui plus est, la lutte qu'il doit soutenir contre la concurrence des autres fabricants l'y forcerait même, et les salaires tomberaient bientôt à un minimum. Mais cette concurrence des patrons entre eux est, dans les conditions normales moyennes, freinée par l'opposition des ouvriers. Chaque fabricant sait qu'une grève serait la conséquence d'une réduction de salaires non justifiée par des conditions auxquelles ses concurrents

sont eux aussi soumis. Or, elle lui causerait un préjudice certain, du fait que son capital resterait inactif pendant tout ce temps et que ses machines se rouilleraient, d’autant qu'en pareil cas il n'est même pas sûr de pouvoir imposer aux ouvriers sa réduction de salaire, alors qu'il sait d'avance que, s'il y parvient, ses concurrents l'imiteront, en comprimant le coût de leurs produits, de sorte qu'ils lui retireraient aussitôt le bénéfice de son opération.

En outre, sitôt que la crise est terminée, les associations parviennent effectivement à relever les salaires plus rapidement que cela ne se ferait autrement. En effet, le patron a intérêt à ne pas augmenter les salaires avant [32] qu'il n'y soit contraint par la concurrence des autres patrons, tandis que les ouvriers eux-mêmes réclament un salaire plus élevé, maintenant que le marché s'améliore et que les conditions leur permettent de contraindre les patrons à un relèvement grâce à un arrêt de travail, puisque le nombre des travailleurs disponibles est faible.

Mais, comme dit, les associations sont impuissantes à contrecarrer les causes principales qui modifient le marché du travail. Lorsque celles-ci se manifestent, la faim pousse graduellement les ouvriers à reprendre le travail à n'importe quelle condition, et il suffit de la reprise de quelques-uns pour que la force de l'association soit brisée, car cette poignée de briseurs de grève et les quelques stocks de marchandises restés sur le marché permettent à la bourgeoisie de neutraliser les conséquences les plus graves du dérèglement des affaires. Les fonds de l'association sont rapidement épuisés par la masse des gens à secourir quoiqu'il ne soit accordé que moyennant de gros intérêts, le crédit est à la longue refusé aux ouvriers par les boutiquiers - et la misère force les grévistes à retourner sous le joug de la bourgeoisie.

En résumé, dans leur propre intérêt, les fabricants doivent éviter toutes les réductions de salaire inutiles, parce que l'opposition des ouvriers fait que c'est leur intérêt en revanche, à chaque baisse de salaire déterminée par la conjoncture, les ouvriers subissent une aggravation de leur situation, ce qui les oblige à se défendre du mieux qu'ils peuvent, mais fait que la plupart des grèves ont lieu dans de mauvaises conditions et tournent au désavantage des ouvriers.

On peut dès lors se demander pourquoi les ouvriers cessent de travailler dans des conditions où, de manière évidente, leur initiative s'avère inutile. C'est simple : ils sont *obligés* de protester contre la diminution de leur salaire, et même contre la nécessité de cette diminution. Ils ne peuvent pas ne pas proclamer que ce n'est pas à eux, qui sont les hommes, de se régler sur les conditions matérielles, mais à ces conditions de se régler sur *eux*. En outre, se taire équivaudrait à accepter ces conditions, à reconnaître le droit dont jouit la bourgeoisie d'exploiter les ouvriers pendant les périodes de bonnes affaires, et de les laisser mourir de faim aux époques de mauvaises affaires.

Les ouvriers doivent s'élever contre cette situation, tant [33] qu'ils n'ont pas encore perdu tout sentiment humain et s'ils protestent *de cette façon* et non d'une autre, c'est parce qu'ils sont anglais, gens pratiques, qui manifestent leur protestation par un *acte* et ne vont pas, comme les théoriciens allemands, se coucher tranquillement une fois leur protestation dûment enregistrée et portée aux archives pour y dormir aussi tranquillement que les protestataires.

Quoi qu'il en soit, l'acte de protestation de l'Anglais a son effet : il maintient dans certaines limites l'âpreté au gain de la bourgeoisie, et entretient vivace l'opposition des ouvriers contre la toute-puissance sociale et politique des classes possédantes. Qui plus est, il leur arrache en fin de compte l'aveu qu'il *faut quelque chose de plus que des syndicats ouvriers et des grèves pour briser la domination de la bourgeoisie.*

Il n'en reste pas moins que les syndicats et les grèves qu'ils entreprennent ont une importance fondamentale, parce qu'ils sont la première tentative faite par leurs ouvriers *pour supprimer la concurrence.* Ils impliquent, en effet, la conscience que la domination de la bourgeoisie repose nécessairement sur la concurrence des ouvriers entre eux, c'est-à-dire sur la division du prolétariat et sur l'opposition entre groupes individualisés d'ouvriers. Et s'ils sont si dangereux pour l'ordre social établi, c'est précisément parce qu'ils s'en prennent - quoique par un biais seulement et de façon fort limitée encore - à la concurrence, ce nerf vital de la société actuelle. Mais l'ouvrier ne saurait attaquer la bourgeoisie et, avec elle, toute l'organisation sociale existante à un point plus vulnérable. Si la concurrence entre les travailleurs est détruite, si tous les ouvriers sont résolus à ne pas se laisser exploiter plus longtemps par la bourgeoisie,

c'en est fait du règne de la propriété. Le salaire ne dépend du rapport entre offre et demande et de la situation fortuite du marché du travail, que parce que les ouvriers se sont laissé traiter jusqu'à présent comme des choses qu'on vend et achète. Qu'ils décident de ne plus se laisser acheter et vendre, qu'ils s'imposent, dans la détermination de la valeur proprement dite du travail, comme des *êtres humains,* qui, en plus de leur force de travail, ont aussi une volonté, - et c'en, est fait de toute l'économie politique moderne et des lois régissant le salaire.

Cependant, les lois du salaire se remettraient à la longue en vigueur, si les ouvriers en restaient à la suppression de [34] la concurrence *entre eux.* Mais ils ne peuvent en rester là, sans abandonner tout ce qui a été leur mouvement jusqu'ici. La nécessité les contraint à supprimer non seulement une *partie* de la concurrence (celle qui se déroule entre eux), mais encore la concurrence en général - et c'est ce qu'ils feront.

Dès maintenant les ouvriers se rendent compte chaque jour davantage de ce que la concurrence signifie pour eux mieux que les bourgeois, ils savent qu'en suscitant les crises commerciales, la concurrence pèse aussi sur les ouvriers, et qu'il faut donc éliminer celle-ci. Ils ne tarderont pas à comprendre *comment* ils peuvent y parvenir [20].

Est-il besoin de dire que ces associations contribuent fortement à nourrir la haine et le ressentiment des ouvriers contre les classes possédantes ? Lors des périodes d'effervescence extraordinaire, c'est de ces associations que partent - avec ou sans la connivence des membres dirigeants - des actes isolés qui ne s'expliquent que par une haine poussée jusqu'au désespoir et une passion sauvage rompant tous les barrages. Nous avons déjà cité des cas d'arrosage au vitriol et toute une série d'autres. Ainsi, en 1831, au cours d'une violente agitation ouvrière, un jeune fabricant de Hyde près de Manchester – Ashton -

20 La première démarche historique des ouvriers est de s'organiser en un seul corps pour mettre autant que possible un terme à la concurrence et aux hiérarchies qui en résultent au sein de la classe ouvrière puis, de renverser l'appareil politique bourgeois qui défend et maintient de force l'ordre et les privilèges capitalistes dans la société enfin, d'éliminer la concurrence dans la production en brisant la compétition entre les entreprises ou groupes d'entreprises, bref en organisant rationnellement la production à l'échelle de la collectivité tout entière.

fut tué d'un coup de revolver, un soir alors qu'il traversait les champs. On ne retrouva jamais trace du meurtrier. Il s'agit indubitablement d'une vengeance ouvrière... Que disent de cette histoire nos braves Allemands [21] ?

[35]

La classe possédante - notamment sa fraction industrielle qui est en contact direct avec les ouvriers - s'emporte violemment contre ces associations et s'efforce sans cesse d'en démontrer l'inanité par des arguments qui sont tout à fait justes en économie politique, mais, par cela même, faux et absolument inopérants sur une conscience ouvrière. Le simple zèle de la bourgeoisie démontre déjà qu'elle n'est pas désintéressée dans l'affaire : abstraction faite des dommages immédiats que lui cause une grève, il se trouve que l'argent qui passe dans les poches du fabricant doit nécessairement sortir des mains de l'ouvrier. Même si les ouvriers ne savaient pas que leurs associations refrènent quelque peu la rage d'émulation qu'ont les patrons de réduire les salaires, ils persisteraient à faire grève, ne serait-ce que parce qu'ils font ainsi tort au patron, leur adversaire. A la guerre, le mal de l'un fait

---

21 « Quelle sorte de « sauvage justice » n'y a-t-il pas dans le cœur de ces hommes, qui les porte, délibérant de sang-froid, assemblés en conclave à juger tel de leurs frères ouvriers ayant déserté sa classe et trahi sa cause, à le condamner à la mort des traîtres et déserteurs, puis à le faire exécuter, faute d'un juge et d'un bourreau public qui le fassent, par l'un d'entre eux ? Voilà que, sous nos yeux étonnés, vos vieilles cours de la Sainte-Vehme ou ce tribunal secret de la chevalerie ressuscitent soudain sous une forme nouvelle, portant non plus cottes de mailles, mais vêtements de travail, et se réunissant non point dans les forêts de Westphalie, mais sur le pavé de la Gallowgate de Glasgow ! - Faut-il que ce sentiment soit largement répandu et virulent dans les masses pour qu'il puisse prendre une telle forme extrême chez quelques-uns ! » (CARLYLE, *Chartism*, Londres, 1840, p. 4). [Note d' Engels.]

Le terrorisme individuel n'est pas forcément un acte privé. Il peut être lié à la volonté et aux intérêts d'un groupe social à un certain niveau de la lutte de classe ou dans un rapport de forces défavorable, c'est l'expression limitée d'une masse qui n'a pas encore pris ses propres affaires en main. C'est pourquoi, au moment où les masses ouvrières sont solidement organisées, Engels rejette les actions individuelles, soutenant qu'il est du devoir des organisations ouvrières, conscientes et organisées, de défendre les intérêts physiques et moraux de la classe, avec les moyens adéquats qui incluent évidemment la violence. (Cf. MARX-ENGELS, « Écrits militaires », *L'Herne*, 1970, p. 655, note 204.)

le bien de l'autre. En effet, comme les ouvriers sont en état de guerre contre leurs patrons, tout se passe exactement comme lorsque ces hauts potentats en viennent mutuellement aux mains [22]...

Ces sages bourgeois font exactement comme certains gouvernements : l'origine de tous les mouvements qu'ils ne comprennent pas, ils l'attribuent à l'influence de méchants agitateurs, de mécréants, de démagogues, de braillards, de jeunes. Ils affirment que les agents appointés de ces associations ont intérêt à l'agitation, parce qu'ils en vivent - comme si la bourgeoisie ne rendait pas cet [36] appointement nécessaire puisqu'elle ne veut pas employer ces gens-là [23] !

L'incroyable fréquence des grèves démontre le mieux a quel point la guerre sociale a déjà envahi l'Angleterre. Il ne se passe pas de semaine, voire de jour, sans qu'une grève n'éclate en quelque endroit - en raison tantôt d'une réduction, tantôt d'un refus d'augmentation de salaire, tantôt de l'emploi de jaunes, tantôt du refus de supprimer certains abus ou des installations défectueuses, tantôt de l'application de nouvelles machines, bref pour cent motifs différents.

Ces grèves ne sont d'abord, il est vrai, que des escarmouches d'avant-postes, mais parfois ce sont des engagements plus importants. Elles ne peuvent absolument pas arracher la décision, mais elles sont la preuve la plus certaine que la bataille décisive entre prolétariat et bourgeoisie approche. Les grèves sont pour les ouvriers l'école de guerre où ils se préparent au grand combat qui est inéluctable [24] ; elles

---

22 C'est en temps de paix et vis-à-vis du prolétariat que la bourgeoisie se défend d'être violente et s'appuie sur une théorie morale pacifiste. Il suffit que la guerre entre États ou entre classes éclate, pour que la bourgeoisie cesse d'être hypocrite et n'ait plus, pour théorie de la violence, que l'efficacité la plus grande possible dans la lutte contre l'adversaire.

23 La bourgeoisie a su apprendre, par l'expérience, qu'elle peut appointer les fonctionnaires syndicaux et les employer à ses fins, d'où les subventions aux syndicats modernes, etc. Engels décèle un tournant dans l'attitude de la bourgeoisie vis-à-vis des syndicats dès les années 1850-60 en Angleterre.

24 Pour la théorie marxiste de la violence, la guerre n'est pas le prolongement de la politique (Clausewitz), mais de l'économie (des sociétés de classes), la politique étant elle-même déjà violence organisée. La stratégie militaire du prolétariat prend donc ses racines, comme Engels le dit ici, dans les luttes économiques (syndicales) de la classe ouvrière. En ce sens, les *Écrits* de Marx-Engels sur le syndicalisme prennent place à côté et même

sont l'acte par lequel les ouvriers proclament leur refus d'obéir, d'abord dans une branche d'industrie puis dans plusieurs, et adhèrent au grand mouvement ouvrier. Si l'on suit les numéros de cette année du *Northern Star,* le seul journal qui rende compte de tous les mouvements du prolétariat, on trouvera que tous les ouvriers des villes et de l'industrie rurale se sont déjà groupés en associations et, à certains moments, se sont élevés contre la domination bourgeoise, en faisant grève ensemble. Comme école de guerre, les grèves ont une action incomparable. Le courage bien anglais s'y développe.

On dit sur le continent que les Anglais, et particulièrement les ouvriers, manquent de courage, qu'ils ne sont pas capables de faire une révolution, parce qu'ils ne font [37] pas, comme les Français, des émeutes à tout bout de champ et parce qu'ils ont l'air de s'accommoder tranquillement du régime de la bourgeoisie. C'est tout à fait faux ! Les ouvriers d'Angleterre ne le cèdent en courage à aucune nation : ils sont tout aussi remuants que les Français, mais ils luttent d'une autre manière.

Ayant une nature foncièrement politique, les Français luttent même contre les maux sociaux avec des moyens politiques les Anglais, aux yeux desquels la politique n'existe qu'en fonction de l'intérêt et du monde bourgeois, au lieu de lutter contre le gouvernement, luttent directement contre la bourgeoisie, et cela ne peut d'abord se faire que par la voie pacifique [25].

La crise industrielle - et la misère qui s'ensuivit - suscita en 1834 à Lyon une émeute pour instaurer la République et en 1842, à Manchester, une grève générale pour réclamer la Charte du peuple et des salaires plus élevés. Il va de soi que, pour une grève, il faut aussi du courage, beaucoup de courage. Il faut souvent même plus de courage, de décision, d'audace et de fermeté que pour une émeute. A la vérité, il n'est pas facile à l'ouvrier, qui connaît la misère par

---

pour certains aspects, parmi leurs *Écrits militaires*.

25 La lutte *directe* contre la bourgeoisie correspond à une phase peu avancée, tout à fait partielle et locale, de la lutte des classes, celle où les ouvriers s'opposent directement à leur patron. Cependant, sitôt que les bourgeois industriels participent au pouvoir politique, Ils poussent eux-mêmes à l'élargissement de cette lutte, en faisant intervenir contre les grévistes les forces de l'ordre (politique et social) : d'économique, la lutte devient politique de pacifique, elle devient violente.

expérience, de décider d'aller au-devant d'elle avec femme et enfants, de supporter des mois durant la faim et la misère, et de rester tout de même ferme et inébranlable. Qu'est-ce que la mort ou les galères qui guettent le révolutionnaire français, en face du dénuement croissant, du spectacle quotidien d'une famille affamée, de la certitude qu'un jour ou l'autre la bourgeoisie se vengera, ce que l'ouvrier anglais préfère plutôt que de se soumettre au joug de la classe possédante ?

Nous verrons plus loin un exemple de ce courage opiniâtre et insurpassable de l'ouvrier anglais, qui ne se résout à la violence que lorsque toute résistance est devenue inutile et insensée. C'est dans cette endurance inébranlable et cette fermeté patiente, dont chaque jour apporte cent preuves, que l'ouvrier anglais déploie le côté le plus digne d'estime de sa personnalité. S'il sait endurer tant de maux [38] pour faire fléchir un seul bourgeois, c'est qu'il sera aussi en mesure de briser le pouvoir de la bourgeoisie tout entière.

Mais, même en dehors de cela, l'ouvrier anglais a souvent fait preuve de courage. Si la grève de 1842 ne fut pas suivie de résultats, c'est en partie parce que les ouvriers y avaient été acculés par la bourgeoisie, en partie parce qu'ils n'étaient eux-mêmes ni bien fixés ni unanimes sur le but à atteindre. Mais par ailleurs ils ont fait assez souvent preuve de leur courage lorsqu'ils poursuivaient des buts *sociaux* bien déterminés. Nous ne parlerons pas ici de l'insurrection galloise de 1839 j'ai vu, pendant mon séjour à Manchester en mai 1843, s'y livrer une bataille en règle...

À ce propos, quelques mots sur le caractère sacré qu'a la loi en Angleterre. La loi est tout naturellement sacrée pour le bourgeois, car elle est son œuvre propre, promulguée avec son accord en vue de sa protection et de son avantage. Il sait que, même si telle ou telle loi devait lui causer un préjudice particulier, l'ensemble du système de lois protège néanmoins ses intérêts. Mais c'est surtout le respect sacré de la loi et l'intangibilité de l'ordre établi une fois pour toutes en vertu de la volonté exprimée explicitement par une partie de la société, implicitement par l'autre, qui sont les soutiens les plus solides de sa position sociale. C'est parce que le bourgeois anglais se retrouve lui-même dans sa loi comme dans son dieu, qu'il la tient pour sacrée. Grâce à tout cela, il pense que le bâton du policeman - autrement dit : son propre bâton - a un pouvoir miraculeux d'apaisement.

Mais il en va tout autrement de l'ouvrier. Celui-ci sait trop bien, et l'a trop souvent éprouvé, que la loi, c'est la trique que le bourgeois y a attachée s'il n'y est pas obligé, il ne s'adresse pas à la loi. Il est ridicule de prétendre que les ouvriers anglais ont peur de la police : à Manchester, ils rossent des policiers chaque semaine et, il y a un an, les ouvriers tentèrent même de prendre d'assaut une gare défendue par des portes de fer et de lourds contrevents. Lors de la grève de 1842, la force de la police résida dans l'irrésolution des ouvriers.

Comme on le voit, les ouvriers ne respectent pas la loi ils ne font que laisser s'exercer sa force quand eux- [39] mêmes ne sont pas assez forts pour la changer. Cependant il est tout à fait naturel qu'ils fassent au moins des pétitions pour la modifier et veuillent mettre une loi du prolétariat à la place de la loi bourgeoise. Ce projet de loi des prolétaires, c'est la *Charte du peuple,* oui dans sa forme est purement politique et réclame une base démocratique à la chambre des Communes. Le *chartisme* est une forme condensée de l'opposition à la bourgeoisie.

Dans les associations et les grèves, l'opposition était toujours restée isolée, des ouvriers ou des groupes d'ouvriers luttant isolément contre des bourgeois privés. Lorsque la lutte devenait générale, c'était rarement de par la volonté des ouvriers, et lorsque cette volonté existait, elle se fondait sur le chartisme. En effet, dans le chartisme, c'est la classe ouvrière *tout entière* qui se dresse contre la bourgeoisie et plus particulièrement le pouvoir politique de celle-ci, autrement dit : le mur de lois dont elle s'entoure [26].

---

26 Bien qu'il y ait historiquement liaison et cohérence entre la lutte économique et politique du prolétariat, entre syndicat et parti, il ne peut y avoir fusion des deux organisations. Le chartisme systématise, concentre et radicalise les revendications des syndicats anglais au point qu'il semble y avoir continuité parfaite, sinon osmose, entre ces deux types d'organisations. Cependant, le parti ne considère pas seulement les intérêts économiques professionnels, comme le font les syndicats. Il représente toute la gamme des conditions et des activités du prolétaire et intègre les intérêts économiques (syndicaux) de la classe ouvrière : c'est à son niveau que s opère l'unité de classe.

De ce fait, le parti a une vision et une fonction plus larges que les syndicats, même si ses effectifs sont bien plus restreints. Le parti doit donc, par définition, être centralisé, et admettre dans son sein tous ceux qui reven-

[40]

Le chartisme est issu du parti *démocratique* qui s'est développé depuis 1780 *à la fois aux côtés et dans* le prolétariat [27], a pris de la force pendant la Révolution française, s'est manifesté après la paix sous forme de parti « radical », ayant son siège principal à Birmingham et Manchester comme auparavant il l'avait eu à Londres. En s'unissant à la bourgeoisie libérale, il arracha le *reform bill* à l'oligarchie de l'ancien Parlement, et depuis il s'est constitué de façon de plus en plus nette en parti ouvrier, face à la bourgeoisie.

---

diquent le socialisme et sont prêts à lutter pour sa réalisation avec les moyens adéquats.

Les syndicats, en revanche, ont une forme d'organisation de type fédératif où l'adhérent - qui doit avoir tel métier - n'est pas relié directement un centre unique, mais à un organisme ayant une nature particulière, calquée sur la division du travail au sein de la production, et formant une unité propre. L'ensemble de ces organismes du premier degré forme la base de la centrale syndicale, cependant que l'appartenance aux organismes de premier degré détermine et caractérise l'action des adhérents.

C'est en ce sens qu'aujourd'hui encore le Parti travailliste anglais est de type fédératif. De même, un parti basé sur le système des cellules d'entreprise ne peut être un véritable parti politique et centralisé au sens marxiste. Tout naturellement, les travailleurs d'une usine donnée seront portés à ne discuter que des questions particulières de caractère économique et professionnel, et lorsqu'ils agiront de concert avec d'autres ouvriers, ils ne pourront dépasser les barrières professionnelles. Cf. *Bilan,* Bulletin théorique mensuel de la fraction de gauche du P. C., N° 4, février 1934, p. 138, et *Fil du Temps,* N° 8, sur le Parti.

27 « Le parti démocratique s'est formé parallèlement à la révolution Industrielle. En 1769, J. Horne Tooke fonda la *Society of the Bill of rights*, dans laquelle on discuta d'abord des principes démocratiques dans une vision républicaine. Comme en France, les démocrates étaient uniquement des gens ayant une formation philosophique. Mais ils se rendirent bientôt compte que les classes moyennes et supérieures leur étaient hostiles et que leurs idées ne trouvaient d'écho que dans les classes laborieuses. Parmi celles-ci ils trouvèrent dès 1794 un parti relativement fort, quoique pas assez, pour pouvoir agir autrement que par à-coups, Il ne fut plus question de lui de 1797 à 1816 au cours des années agitées de 1816 à 1823, il redevint actif, mais il retomba en léthargie jusqu'à la révolution de juillet 1830. Depuis lors, il a conservé son importance aux côtés des vieux partis et il progresse régulièrement. » (ENGELS, « La Situation anglaise », in *Vorwärts !*, septembre 1844.)

En 1838, une commission de l'*Association générale des travailleurs,* ayant William Lovett à sa tête, rédigea la *Charte du peuple,* comprenant les « Six Points » suivants :

1. suffrage universel pour tout homme majeur, sain de raison et qui n'est convaincu d'aucun crime
2. renouvellement annuel du Parlement
3. indemnités parlementaires afin que des candidats sans fortune puissent aussi accepter un mandat
4. scrutin à bulletins secrets pour éviter la corruption et l'intimidation de la part des bourgeois
5. redécoupage des circonscriptions électorales pour assurer une représentation équitable
6. abolition de l'éligibilité exclusive - d'ailleurs illusoire - réservée aux propriétaires fonciers d'au moins 300 livres sterling, de façon que tout électeur soit éligible.

Bien qu'ils s'appliquent tous uniquement à la chambre des Communes, ces six points sont, tout innocents qu'ils paraissent, suffisants pour bouleverser la Constitution anglaise, royauté et chambre haute comprises. L'élément dit « monarchique et aristocratique » ne peut se maintenir que parce que la bourgeoisie trouve un intérêt à son maintien [41] purement *apparent.* Or, tous deux n'ont plus rien d'autre qu'un semblant d'existence. Dès lors que toute l'opinion publique se tiendra derrière la chambre des Communes et que celle-ci exprimera non plus seulement la volonté de la bourgeoisie, mais celle de toute la nation, elle concentrera si complètement en elle tout le pouvoir que disparaîtra le reste d'aura sacrée entourant le monarque et l'aristocratie. L'ouvrier anglais ne respecte ni les lords ni la reine en revanche, la bourgeoisie, qui n'en tient aucun compte dans ses affaires, met leurs personnes au rang des dieux. Politiquement le chartiste est républicain, bien qu'il n'ait jamais, ou rarement, à la bouche le mot de République. En fait, il sympathise avec les partis républicains de tous les pays, et se nomme lui-même plus volontiers démocrate. Cependant, c'est plus qu'un simple républicain, et sa démocratie n'est pas simplement politique.

D'une manière effective, le chartisme fut, dès son début en 1838, un mouvement agissant principalement parmi les ouvriers, mais il n'était pas encore nettement séparé de la petite bourgeoisie radicale. Le radicalisme ouvrier marchait main dans la main avec le radicalisme bourgeois, la Charte étant leur commun mot d'ordre de reconnaissance en même temps que la pierre de touche de chacun d'eux. Ils tenaient ensemble leur « convention nationale » chaque année et paraissaient ne former qu'un parti. À cette époque, la petite bourgeoisie était d'humeur batailleuse et sanguinaire, du fait qu'elle avait été déçue des résultats du *reform bill* et avait souffert des mauvaises affaires de 1837 à 1839. Bref, elle vit d'un très bon œil la violente agitation chartiste.

On n'a aucune idée en Allemagne de la violence de cette agitation. On invita le peuple à s'armer, et tout uniment à s'insurger. On se mit à fabriquer des piques, comme au temps de la Révolution française. En 1838, il y avait entre autres dans le mouvement un certain Stephens - prêtre méthodiste - qui harangua en ces termes le peuple de Manchester rassemblé : « Vous n'avez pas à craindre la force du gouvernement, des soldats, des baïonnettes et des canons dont disposent vos oppresseurs. Vous disposez d'un moyen bien plus puissant, une arme contre laquelle baïonnettes et canons ne peuvent rien et qu'un enfant de dix ans pourrait manier : il vous suffit de prendre quelques allumettes et une botte de paille trempée [42] dans la poix, et je voudrais voir ce que le gouvernement et ses cent mille soldats feraient contre cette seule arme, si elle est employée avec audace. » Nous avons vu comment les ouvriers se saisirent de ce conseil [28].

Mais déjà se manifestait le côté spécifique - *social* - du chartisme ouvrier. Le même Stephens disait devant deux cent mille personnes rassemblées sur la lande de Kersall, au lieu-dit « Mont Sacré » de Manchester : « Le chartisme, mes amis, n'est pas une question politique où il s'agisse de savoir si vous aurez le droit de vote, etc. Le chartisme est, au contraire, une question *de couteau et de fourchette* la charte, cela veut dire logement décent, boire et manger satisfaisants, bien-être et journée de travail moins longue. »

28 Cf. E. DOLLEANS, *Le Chartisme* (1831-1848), Rivière, Paris, 1949, p. 92, 17.

Aussi, depuis lors, l'agitation contre la nouvelle loi d'assistance aux pauvres et le mouvement en faveur de la loi de la journée de travail de dix heures furent-ils en liaison la plus étroite avec le chartisme. Le tory Oastler participait à tous les meetings de cette époque à côté de la pétition nationale pour la Charte du peuple adoptée à Birmingham, des centaines de pétitions furent votées en faveur de l'amélioration des conditions sociales des travailleurs. En 1839, l'agitation restait encore vive mais, lorsqu'à la fin de l'année, elle commença à décroître quelque peu, Bussey, Taylor et Frost s'empressèrent de susciter une émeute simultanément dans le nord de l'Angleterre, le Yorkshire et le pays de Galles. Leur projet ayant été trahi, Frost dut déclencher son action plus tôt, si bien qu'elle échoua la nouvelle de cet échec arriva assez tôt dans le Nord pour que la consigne de l'action y fût levée deux mois plus tard - en janvier 1840 - plusieurs émeutes suscitées par des agents provocateurs à la solde de la police éclatèrent dans le Yorkshire, par exemple à Sheffield et Bradford [29]. L'agitation diminua peu à peu.

Entre-temps la bourgeoisie se lança dans des projets plus pratiques et plus profitables pour elle, à savoir les lois céréalières. L'association contre les taxes à l'importation [43] des céréales fut fondée à Manchester et eut pour effet de relâcher les liens entre la bourgeoisie radicale et le prolétariat. Les ouvriers se rendaient compte qu'une abolition des taxes sur les céréales importées ne leur procurerait que très peu d'avantages, tandis qu'elle serait très profitable à la bourgeoisie : ils ne se rallièrent donc pas uniment à ce projet.

La crise éclata en 1842 et l'agitation redevint aussi vive qu'en 1839. Mais cette fois la riche bourgeoisie industrielle y prit part elle aussi, du fait qu'elle eut beaucoup à souffrir de la crise. Dès lors, la *Ligue contre les lois céréalières,* comme s'appelait l'Association créée par les fabricants de Manchester, adopta une tendance radicale prononcée. Ses journaux et agitateurs tinrent un langage ouvertement révolutionnaire, qui s'expliquait au reste par le fait que le parti conservateur était au pouvoir depuis 1841.

---

29 Dès la formation du mouvement ouvrier, la bourgeoisie emploie les méthodes de corruption et de provocation qu'elle généralise et organise systématiquement dans les pays de capitalisme développés, exigeant en retour du parti ouvrier, s'il est révolutionnaire, une vigilance et une discipline croissantes.

Comme auparavant les chartistes, ils en appelaient directement à la révolte, et les ouvriers, qui avaient le plus à souffrir de la crise, ne restèrent pas non plus inactifs, comme le montre la pétition nationale de cette année-là avec ses trois millions et demi de signatures. Enfin, après qu'ils se soient quelque peu différenciés, les deux partis radicaux s'allièrent de nouveau. Lors d'une réunion commune entre libéraux et chartistes le 15 février 1842, une pétition réclamant à la fois l'abolition des lois sur les céréales et l'adoption de la Charte fut rédigée, et adoptée le lendemain par les deux partis. Une violente agitation et une misère toujours plus profonde marquèrent le printemps et l'été de 1842. La bourgeoisie était résolue à obtenir l'abolition des lois céréalières, en exploitant la crise, la misère et l'agitation générale. Comme les conservateurs étaient au pouvoir, elle se permit même d'abandonner à moitié le terrain légal : elle voulut révolutionner, mais avec l'aide des ouvriers. Ceux-ci devaient tirer les marrons du feu et se brûler les doigts pour le plus grand profit de la bourgeoisie. Déjà on adoptait dans les cercles les plus divers l'idée déjà antérieurement (1839) suggérée par les chartistes, d'un « mois saint », d'une grève générale de tous les ouvriers [30]. Mais cette fois ce ne furent [44] pas les ouvriers qui voulurent arrêter le travail ce furent les fabricants qui proposèrent de fermer leurs usines, d'envoyer les ouvriers dans les communes rurales et les propriétés de l'aristocratie foncière, afin de forcer ainsi le Parlement conservateur et le gouvernement à abolir la législation sur les céréales. Naturellement tout cela eût abouti à une émeute, mais la bourgeoisie se tenait en toute sécurité à l'arrière-plan et pouvait attendre l'issue, sans même se compromettre, si les choses tournaient mal.

À la fin de juillet, ce fut le début de la reprise des affaires : il était grand temps ! Pour ne pas laisser passer l'occasion, trois entreprises de Stalybridge décidèrent une baisse de salaire *alors que la conjoncture s'améliorait* (cf. les rapports commerciaux de Manchester et Leeds,

30 L'idée d'une grève générale durant jusqu'à ce que le gouvernement bourgeois tombe est liée à une étape tout à fait primitive du mouvement ouvrier anglais, celle du grand syndicat national fondé par Owen et Fielden en 1833. L'étape *owenienne* fut dépassée dans les années 1840 par les chartistes. Aujourd'hui les anarcho-syndicalistes ont repris « ce vieux cheval de bataille anglais de la grève expropriatrice » (Engels), en tant que moyen et fin de la lutte ouvrière. Cette arme n'entame même pas le pouvoir d'État bourgeois, puisqu'elle l'ignore.

fin juillet et début août). Peu importe de savoir s'ils le firent de leur propre initiative ou de concert avec les autres fabricants, notamment avec la ligue. Les deux premiers reculèrent, mais les autres - William Bailey et frères - s'entêtèrent et dirent aux ouvriers qui protestaient que si cela ne leur plaisait pas ils feraient bien d'aller se faire voir ailleurs. Les ouvriers accueillirent par des hourras cette invective : ils quittèrent l'usine, parcoururent la ville et invitèrent tous les ouvriers à faire grève avec eux. En quelques heures, toutes les usines étaient arrêtées, et les ouvriers se dirigèrent en rangs serrés vers Mottram Moor afin d'y tenir un meeting. C'était le 5 août. Le 8, plus de 5 000 ouvriers marchèrent sur Ashton et Hyde, arrêtèrent tout travail dans les usines et les mines, et organisèrent des meetings non pas pour faire abolir les lois sur les céréales comme l'espérait la bourgeoisie, mais pour obtenir « un salaire honnête pour une journée de travail honnête ».

Le 9, ils se rendirent à Manchester sans que les autorités, toutes de tendance libérale, ne les en empêchent, afin d'y faire arrêter les usines. Le 11, ils allèrent à Stockport, où on leur opposa pour la première fois une résistance, lorsqu'ils assaillirent l'ouvroir des indigents, cet enfant chéri de la bourgeoisie. Le même jour, il y eut un arrêt de travail général et des troubles à Bolton, sans [45] que les autorités puissent opposer de résistance. Bientôt, la révolte gagna tous les districts industriels toutes les activités furent suspendues, à l'exception des travaux de récolte et de l'industrie alimentaire.

Cependant, les ouvriers restaient calmes, même en étant ainsi révoltés. En effet, ils avaient été poussés à cette révolte sans le vouloir. A l'exception d'un seul - le tory Birley de Manchester -, les patrons n'avaient pas réagi à la grève, *contrairement à leur habitude de toujours.* L'affaire avait commencé sans que les ouvriers aient eu un but défini. Certes, ils étaient tous bien d'accord pour ne pas se faire massacrer pour le plus grand profit des industriels antiprotectionnistes mais pour le reste, certains voulaient l'application de la Charte du peuple, et d'autres, qui tenaient cette revendication pour prématurée, voulaient simplement arracher un taux de salaire correspondant à celui de 1840. Toutes ces indécisions firent échouer l'insurrection.

Si, dès le début, l'insurrection ouvrière avait été consciente de ses intentions et de ses buts, elle eût effectivement réussi. Mais des

masses poussées dans la rue par leurs patrons sans l'avoir voulu et sans but précis ne pouvaient rien obtenir. Entre-temps, la bourgeoisie, qui n'avait pas remué le petit doigt pour confirmer l'alliance du 15 février, s'aperçut bien vite que les ouvriers n'étaient pas disposés à lui servir d'instrument, et que l'abandon inconséquent du terrain légal de sa part risquait de devenir dangereux pour elle. Elle revint donc à sa bonne légalité traditionnelle et se rangea du côté du gouvernement contre les ouvriers qu'elle avait d'abord poussés puis forcés à la révolte.

Elle s'engagea, elle et ses fidèles laquais, dans les forces spéciales, et même les négociants allemands de Manchester se mirent de la partie et paradèrent bien inutilement avec leurs grosses cannes, le cigare à la bouche, à travers la ville. A Preston, elle fit tirer sur le peuple. De la sorte, la révolte involontaire du peuple trouva subitement devant elle, non seulement les forces armées du gouvernement, mais encore toute la classe possédante.

Les ouvriers, qui de toute façon ne poursuivaient pas de but précis, se dispersèrent peu à peu, et la révolte s'apaisa sans conséquences graves. Lorsque tout fut achevé, la bourgeoisie continua d'être infâme : elle essaya de sortir blanchie de l'aventure, en manifestant pour les violences du peuple une horreur qui s'accordait mal avec son verbe [46] révolutionnaire du printemps. Elle rejeta la responsabilité de l'insurrection sur des « agitateurs» et « meneurs » chartistes, alors qu'elle-même avait fait bien plus qu'eux pour déclencher l'insurrection. Bref, elle reprit avec une impudence sans pareille sa traditionnelle position de respect sacré pour la loi. En s'efforçant d'exploiter une occasion, les chartistes, qui n'avaient pas suscité l'insurrection, n'avaient pas agi autrement que la bourgeoisie. Cependant, ils furent jugés et condamnés, tandis que la bourgeoisie s'en tirait sans dommage, et avait même vendu avantageusement ses stocks pendant l'arrêt du travail.

L'insurrection eut pour effet de séparer complètement le prolétariat de la bourgeoisie. Les chartistes n'avaient jamais caché qu'ils poursuivraient la réalisation de leur charte par tous les moyens, et même par une révolution. Or, la bourgeoisie sentit subitement que tout bouleversement violent menacerait sa position, et elle ne voulut plus entendre parler de « violence physique ». C'est par la « force morale » qu'elle prétendit désormais parvenir à ses propres fins, comme si

celle-ci était autre chose que la menace directe ou indirecte d'une violence physique. Tel fut le premier point de dissension. Cependant, des chartistes déclarèrent par la suite qu'eux non plus ne faisaient pas appel à la « violence physique », et ne sont-ils pas après tout aussi dignes de foi que la bourgeoisie libérale ?

Mais le second, le plus important, des points de dissension - la question des lois céréalières - fit précisément apparaître le chartisme dans toute sa pureté. La bourgeoisie y avait le plus grand intérêt, mais non le prolétariat. Le parti chartiste se scinda ici en deux partis, dont les principes politiques formellement déclarés concordent entièrement, mais sont en fait absolument distincts et inconciliables.

Au congrès national de Birmingham de janvier 1843, Sturge, le représentant de la bourgeoisie radicale, demanda de supprimer le terme de *Charte* dans les statuts de l'association, sous prétexte que l'insurrection avait lié ce nom à des souvenirs de violences révolutionnaires - liaison qui, du reste, existait depuis de longues années et contre laquelle M. Sturge n'avait lien eu à objecter jusque-là. Les ouvriers n'acceptèrent pas d'abandonner ce nom, et Sturge, ayant été désavoué par la majorité, quitta la salle avec la minorité et, devenu subitement un loyal quaker, il fonda l' « Association pour le suffrage complet » avec des éléments de la bourgeoisie radicale. Les « souvenirs » étaient devenus si [47] choquants pour ce bourgeois, la veille encore jacobin, qu'il changea le nom de suffrage *universel* en son ridicule *suffrage complet* ! Les ouvriers se moquèrent de lui et poursuivirent tranquillement leur chemin.

Dès lors, le chartisme représenta une cause purement ouvrière, étant libéré de tous les éléments bourgeois. Les journaux « complets » - *Weekly Dispatch, Weekly Chronicle, Examiner,* etc. - tombèrent progressivement dans la douce torpeur des autres feuilles libérales, qui préconisent la liberté de commerce, attaquent la loi de la journée de travail de dix heures et toutes les revendications purement ouvrières, ne laissant plus guère apparaitre de radicalisme.

Dans tous les conflits, la bourgeoisie radicale s'unit aux libéraux contre les chartistes et fit de la question céréalière, qui est pour les Anglais celle de la libre concurrence, la première de ses revendications. Elle tomba ainsi sous la dépendance de la bourgeoisie libérale de sorte qu'elle joue aujourd'hui un rôle des plus lamentables.

En revanche, les ouvriers chartistes, redoublèrent d'ardeur dans toutes les luttes du prolétariat contre la bourgeoisie. La libre concurrence a fait assez de mal aux ouvriers pour qu'ils l'abhorrent : ses représentants - les bourgeois - sont leurs ennemis déclarés. L'ouvrier ne peut attendre que préjudice de la libération complète de la concurrence [31]. Qui [48] plus est, c'est directement contre la concurrence et la liberté de commerce que se dirigent jusqu'ici toutes leurs revendications : loi des dix heures, protection de l'ouvrier contre le capitaliste, bons salaires, garantie de l'emploi, abolition de la nouvelle loi sur les pauvres, toutes choses qui font partie intégrante du chartisme au même titre, sinon plus, que les « six points ». Il n'est donc pas étonnant - même si la bourgeoisie anglaise est incapable de le comprendre - que les ouvriers ne veuillent rien entendre de libre concurrence, de liberté du commerce, d'abolition des lois sur les céréales et manifestent vis-à-vis de ces dernières pour le moins une

---

31 Contrairement à la revendication des six points tout à fait démocratiques et bourgeois de la Charte, qui donnent en principe les mêmes droits *à tous*, la revendication de l'abrogation des taxes sur les céréales ne profite qu'à la bourgeoisie et, qui plus est, elle heurte les intérêts immédiats des ouvriers. Dans son *Discours sur le Libre-échange* (1848), Marx traite de cette question qui déborde l'économie et implique une vision politique et sociale d'ensemble pour trouver une réponse : « Les ouvriers anglais ont très bien compris la signification de la lutte entre les propriétaires fonciers et les capitalistes industriels. Ils savent très bien qu'on voulait rabaisser le prix du pain pour rabaisser le salaire, et que le profit industriel augmenterait de ce que la rente diminuerait. [...] Les ouvriers anglais ont fait sentir aux libre-échangistes qu'ils n'étaient pas dupes de leurs illusions et de leurs mensonges. Si *malgré tout* ils se sont associés à eux contre les propriétaires fonciers, c'était pour détruire les derniers restes de féodalité et pour n'avoir plus affaire qu'à un seul ennemi. Les ouvriers ne se sont pas trompés dans leurs calculs. En effet, les propriétaires fonciers, pour se venger des fabricants, ont fait cause commune avec les ouvriers pour faire passer la loi sur la journée de travail de dix heures, que ces derniers avaient vainement demandée depuis trente ans, et qui passa immédiatement après l'abolition des taxes sur les céréales. »

Dans le même texte, Marx explique que le libre-échange fut le moyen pour l'Angleterre, d'étendre sa domination « impériale » à d'autres nations. « Si les libre-échangistes ne peuvent pas comprendre comment un pays peut s'enrichir aux dépens d'un autre, nous ne devons pas en être étonnés. En effet, ces mêmes messieurs ne veulent pas non plus comprendre comment, dans l'intérieur d'un pays, une classe peut s'enrichir aux dépens d'une autre classe. » (*Discours sur le libre-échange*, 1848.)

grande indifférence, *encore qu'ils aient plus d'animosité à l'encontre de leurs défenseurs.* C'est précisément sur cette question que le prolétariat s'est séparé de la bourgeoisie le chartisme, du radicalisme. Une intelligence bourgeoise ne peut évidemment pas saisir cela, puisqu'elle est incapable de comprendre le prolétariat.

C'est en quoi réside aussi la différence entre démocratie chartiste et tout ce qui a été jusqu'ici démocratie politique bourgeoise. *Le chartisme est de nature essentiellement sociale.* Si, pour le bourgeois, les « six points » forment une unité et un tout, et provoqueront à la rigueur quelques réformes constitutionnelles, ils ne sont qu'un moyen pour le prolétariat. En effet, le mot d'ordre électoral clairement énoncé aujourd'hui par les chartistes est : « Le pouvoir politique est notre moyen, le bonheur social notre but. »

Si en 1838 la « question de couteau et de fourchette » du prédicateur Stephens était une vérité pour une partie des chartistes seulement, elle l'est en 1845 pour tous. Il n'y a plus de politiciens purs et simples parmi les chartistes. Même si leur socialisme n'est pas encore bien défini, comme le montre leur remède principal contre la misère, à savoir le morcellement de la propriété foncière (remède dépassé par le développement de l'industrie moderne), ainsi que, d'une façon générale, la plupart de leurs propositions pratiques (par exemple, la protection du travailleur) sont en apparence réactionnaires, il n'en reste pas moins que, d'une part, ces mesures mêmes impliquent nécessairement, [49] ou bien que l'on retombe sous le coup de la concurrence et de restaurer le vieil état de choses, ou bien que l'on parvienne à éliminer la concurrence en général.

Quoi qu'il en soit, le programme encore peu clair des chartistes actuels ainsi que leur séparation d'avec le parti purement politique font précisément que le chartisme est désormais contraint de souligner ses *caractères spécifiques,* qui résident dans sa nature sociale. Il ne peut manquer de se rapprocher du socialisme si, au plus tard en 1847 [32] et peut-être même déjà plus tôt, survient la crise qui, après l'actuelle activité fiévreuse de l'industrie et du commerce, doit dépasser toutes les précédentes en violence et en intensité, de sorte que les ouvriers, par suite même de leur misère, seront toujours davantage orientés vers les moyens plutôt sociaux que politiques. Les ouvriers réaliseront leur

32 Dans l'édition de 1892 : « la crise est arrivée à point nommé.»

charte tout naturellement, mais d'ici là ils se rendront compte qu'elle leur permettra de réaliser bien d'autres objectifs encore dont ils n'ont guère conscience a l'heure actuelle...

Rôle économique immédiat des syndicats

Retour à la table des matières

La *valeur de la force de travail* constitue la base rationnelle et déclarée des syndicats, dont il importe de ne pas sous-estimer l'importance pour la classe ouvrière [33]. Les syndicats ont pour but d'empêcher que le *niveau* des salaires ne descende *au-dessous* du montant payé traditionnellement dans les diverses branches d'industrie, et que le *prix* de la force de travail ne tombe au-dessous de sa valeur.

Ils savent, certes, que si le rapport entre l'offre et la demande change, le prix de marché change aussi. Mais un tel changement est loin d'être le simple fait unilatéral de l'acheteur, dans notre cas, du capitaliste en outre, il [50] existe une grande différence entre, d'une part, le montant du salaire déterminé par l'offre et la demande (c'est-à-dire le montant résultant de l'opération « honnête » de l'échange de marchandises, *lorsque acheteur et vendeur traitent sur un pied d'égalité*) et, d'autre part, le montant du salaire que le vendeur - l'ouvrier - est bien forcé d'accepter, lorsque le capitaliste traite avec chaque ouvrier *pris isolément* et lui impose un bas salaire, en exploitant la détresse exceptionnelle de l'ouvrier isolé, indépendamment du rapport général de l'offre et de la demande.

En conséquence, les ouvriers *se coalisent* afin de se placer en quelque sorte sur un pied d'égalité avec le capitaliste *pour ce qui est du contrat de vente de leur travail*. Telle est la *raison* (la base logique) des syndicats [34]. Ce qu'ils recherchent, c'est d'éviter que, sous la pression directe d'une détresse qui lui est particulière, l'ouvrier ne soit contraint de se satisfaire d'un salaire inférieur à celui qui était fixé auparavant par l'offre et la demande dans la branche d'activité déterminée, de sorte que la valeur de la force de travail tombe au-

---

33 Cf. Marx, extrait de *Archiv Marksa i Engelsa*, vol. Il (VII). « Kapital. Erstes Buch. Der Produktionsprozess des Kapitals. Sechstes Kapitel. Resultate des unmittelbaren Produktionsprozess », Moscou, 1933.

34 Cf. T. J. DUNNING, secrétaire de l'association des relieurs londoniens : *Trade's Unions and Strikes*, Londres, 1860, p. 6 et 7. (Marx.)

dessous de son niveau traditionnel dans cette industrie. Remarquons que cette valeur de la force de travail « représente pour l'ouvrier lui-même le minimum de salaire, et pour le capitaliste le salaire uniforme et égal pour tous les ouvriers de l'entreprise [35] ».

[51]

Les syndicats ne permettent donc jamais à leurs membres de travailler au-dessous de ce minimum de salaire. Ce sont des sociétés de sécurité créées par les ouvriers eux-mêmes.

L'exemple suivant montre comment ces organisations formées par les ouvriers eux-mêmes s'y prennent pour défendre la *valeur* de la force de travail. Dans toutes les entreprises de Londres, il existe ce qu'on appelle des *sweaters*. Un *sweater*, c'est quelqu'un qui se charge de fournir à un premier entrepreneur une certaine quantité de travail

35 On comprend que les capitalistes dénoncent ce *taux uniforme* du travail comme une atteinte à la liberté individuelle de l'ouvrier, et comme un obstacle qui empêche le capitaliste de suivre l'élan de son cœur en récompensant le talent particulier de tel ou tel ouvrier. M. Dunning, dont l'ouvrage susmentionné, non seulement touche au cœur de la question, mais en traite avec une ironie sereine, répond que les syndicats ne permettent pas au capitaliste de « payer autant qu'il lui plaît une spécialisation exceptionnelle ou une habileté particulière au travail », mais qu'ils l'empêchent d'abaisser les 99 % de la masse salariale, c'est-à-dire le salaire de l'ouvrier moyen de son industrie, au-dessous du « minimum de salaire ». Bref, ils l'empêchent d'abaisser la valeur traditionnelle de la force de travail moyenne. Il est normal que les associations d'ouvriers contre le despotisme du capital soient dénoncées par un journaliste d'Édimbourg (cf. *On Combination of Trades*, Londres, 1834, p. 42) comme un esclavage auquel les Britanniques, libres de par leur naissance, se soumettent volontairement avec un incroyable aveuglement ! L'adversaire ne souhaite-t-il pas, dans la guerre, que les armées d'en face ne se soumettent pas au despotisme de la discipline ? Mais notre journaliste, en proie à l'indignation morale, découvre pire encore. Les syndicats sont un sacrilège, car ils portent atteinte aux lois du *libre commerce*.

Quelle horreur ! Dunning répond entre autres : « On n'aurait donc pas un libre-échange de coups, si l'une des parties avait un bras lié ou invalide, tandis que l'autre dispose de ses deux bras. [...] L'employeur désire traiter un par un avec ses ouvriers, afin qu'il puisse donner aux *sweaters* le prix de leur travail chaque fois que cela lui plait. Lorsqu'ils marchandent, leur bras droit est lié dans la vente par leurs besoins. C'est ce qu'il appelle le libre commerce, la liberté étant tout entière de son côté. Qu'on appelle cela du commerce si l'on veut, mais ce n'est pas du libre-échange » (loc. cit., p. 47). (Marx.)

au salaire habituel en le faisant exécuter par d'autres à un prix moindre, de sorte que la différence - son profit - est *prise sur la sueur* des ouvriers qui en fait exécutent l'ouvrage.

Ce profit ne représente rien d'autre que la différence entre la valeur de la force de travail *payée* par l'entrepreneur et le prix *inférieur* à la valeur de la force de travail payée aux ouvriers par l'intermédiaire qui fait suer ceux qui travaillent [36].

[52]

Syndicats et socialisme

Retour à la table des matières

La théorie de la population a, entre autres, pour argument qu'elle peut *diminuer* la concurrence parmi les ouvriers [37]. Les coalitions ouvrières, elles, ont pour but de *l'éliminer* en lui substituant *l'association entre les travailleurs.*

---

36 « On a créé à Londres une association philanthropique ayant pour but de conclure des contrats d'achat pour l'habillement militaire. Elle fixe le même prix que celui que le gouvernement paie actuellement à ses adjudicataires, mais paie aux couturières affamées 30 % de plus que leurs salaires actuels. Elle obtient ce résultat en éliminant les « intermédiaires », dont le profit revient maintenant au « matériel humain » à qui il était enlevé jusqu'ici. Avec tous les avantages consentis par cette Association, une couturière ne peut pas gagner plus de 1 sh pour 10 heures de travail ininterrompu de confection de chemises pour les militaires, à savoir pour deux chemises par jour. Pour d'autres pièces d'habillement, elles ne gagnent guère plus de 1 sh 6 d par jour, pour un travail de 12 heures. Dans les conditions actuelles de contrat, leurs salaires oscillent entre 5 et 8 d pour un travail de 10 heures, et encore doivent-elles fournir le fil », etc. (Cf. *Times*, 13 mars 1860.) (Marx.)

37 Cf. MARX, manuscrit sur le *salaire*, en annexe de *Travail salarié et capital* (1849).

Tout le dernier chapitre sur les *Grèves et coalitions des ouvriers* qui conclut la *Misère de la philosophie*, aurait sa place Ici. Nous n'avons pas voulu le reprendre dans notre recueil, étant donné qu'il est bien connu et facilement accessible. Marx y développe, à partir des actions économiques du prolétariat, comment le prolétariat passe progressivement - nous sommes au niveau économique où tout se passe de manière suivie - à une organisation de parti, puis au socialisme lui-même. En ce sens, ce chapitre est tout à fait essentiel.

Les économistes n'ont pas tort lorsqu'ils opposent aux syndicats les critiques suivantes :

1. Les frais qu'ils occasionnent aux ouvriers dépassent souvent les augmentations de salaires qu'ils cherchent à obtenir. A la longue, ils ne peuvent résister aux lois de la concurrence. En effet, ces coalitions suscitent l'introduction de nouvelles machines, une division du travail accrue, le déplacement des travailleurs d'un lieu de production à un autre, le tout entraînant une diminution des salaires.

2. Si les coalitions parvenaient à élever durablement les salaires dans un pays en y faisant baisser sensiblement le profit par rapport au profit moyen des autres pays, ou en y arrêtant le capital dans sa croissance, la stagnation et le recul de l'industrie qui s'ensuivraient entraîneraient la ruine des ouvriers et de leurs patrons. En effet, la situation de l'ouvrier est telle qu'elle s'aggrave par bonds lorsque le capital productif s'accroit, et qu'il est ruiné lorsque le capital diminue ou reste stationnaire [38].

[53]

3. Comme nous l'avons dit toutes ces objections des économistes bourgeois sont exactes, mais uniquement de leur point de vue. S'il ne s'agissait vraiment pour ces associations que de ce qui les fait agir en apparence, à savoir la fixation des salaires, si le rapport capital-travail était éternel, ces coalitions échoueraient piteusement devant le cours inéluctable des choses. En fait, elles représentent un moyen d'unifier la classe ouvrière qui se prépare ainsi à renverser la vieille société tout entière avec ses contradictions de classe.

---

38 En surmontant la concurrence entre ouvriers, les syndicats commencent par retourner cette concurrence contre les capitalistes. Toute augmentation réelle du salaire tend à réduire la plus-value, et par contrecoup l'accumulation du capital. Certes, toute la plus-value n'est pas réinvestie, en outre, elle est, de nos jours, investie en grande partie dans des branches d'industrie inutiles, voire antisociales.

Cependant, Marx montre ici qu'à un niveau donné les revendications économiques du prolétariat peuvent compromettre le développement, voire l'existence même du capitalisme : le mot d'ordre économique doit se changer alors en mot d'ordre politico-économique : abolition du salariat et instauration du règne du travail.

De ce point de vue, les ouvriers ont bien raison de se moquer des conseilleurs bourgeois si futés qui leur font les comptes de ce que cette guerre civile leur coûte en morts, blessés et sacrifices d'argent : qui veut battre son adversaire ne discute pas avec lui des frais de guerre !

Et ce qui démontre aux économistes que les prolétaires ne sont pas pusillanimes, c'est que les ouvriers d'usine les mieux payés sont les premiers à organiser des coalitions c'est que les ouvriers emploient tout ce qu'ils peuvent prélever sur leur maigre salaire pour former des associations politiques et industrielles et couvrir les frais de ces organisations.

Et si messieurs les bourgeois et leurs économistes, ces philanthropes hypocrites, sont assez bons pour inclure un peu de thé ou de rhum, de sucre et de viande dans leur minimum de salaire [39] - en fait, un minimum vital -, il doit leur sembler aussi scandaleux qu'incompréhensible que les ouvriers prélèvent sur ce minimum une partie des frais de leur guerre contre la bourgeoisie, et qu'ils attendent de leur activité révolutionnaire la suprême satisfaction de leur vie.

De par son simple développement [40], l'industrie moderne fait nécessairement pencher toujours davantage la balance en faveur du capitaliste et au détriment de l'ouvrier, la production capitaliste tendant en général à rabaisser, et non à élever, le niveau moyen du salaire, c'est-à-dire à *ramener plus ou moins la valeur du salaire à sa limite minimale.* Mais si telle est bien la tendance des choses dans ce système, [54] est-ce à dire que la classe ouvrière doive renoncer à résister aux empiétements du capital et abandonner ses efforts pour arracher une amélioration passagère de sa situation dans les occasions qui peuvent se présenter ? Si elle le faisait, elle se *dégraderait au* niveau d'une masse informe, paupérisée, d'êtres faméliques pour lesquels il n'y aurait plus de salut. Je pense avoir démontré que les luttes pour des salaires normaux sont des épisodes inséparables du système du salariat dans son ensemble, que dans 99 cas sur 100 ses

39 Afin d'éviter toute confusion entre ce *minimum de salaire* et la loi d'airain du salaire de Lassalle, Engels a ajouté une note significative à l'édition allemande de la *Misère de la philosophie*, chap. I, 2.

40 Cf. MARX, *Salaire, prix et profit*, 1865.

efforts pour relever les salaires ne sont que des tentatives pour maintenir la valeur donnée du travail, et que la nécessité d'en disputer le prix avec le capitaliste est inhérente à la condition qui l'oblige à se vendre elle-même comme marchandise.

Lâcher pied, sans courage, dans ce conflit quotidien avec le capital, ce serait perdre irrémédiablement la faculté de se lancer un jour dans un mouvement plus vaste.

Cependant, et tout à fait en dehors de l'asservissement général qu'implique le système du salariat, les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de ces luttes quotidiennes. Ils ne doivent pas oublier qu'ils combattent les effets et non les causes, qu'ils ne peuvent que ralentir la chute mais non en changer la direction, qu'ils appliquent des palliatifs, mais ne guérissent pas le mal.

Ils ne doivent donc pas se laisser absorber complètement par ces escarmouches inévitables qui naissent sans arrêt des empiétements du capital ou des oscillations du marché. Ils doivent comprendre que le système actuel, avec toute la misère qu'il leur inflige, engendre en même temps les *conditions matérielles* et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de la société.

Au lieu du mot d'ordre conservateur : « Un juste salaire quotidien pour une juste journée de travail » , *ils doivent inscrire sur leur bannière le mot d'ordre révolutionnaire : Abolition du salariat.*

Les syndicats agissent utilement en formant des centres de résistance aux empiétements du capital. Ils manquent en partie leur but quand ils font un usage peu judicieux de leur force. Ils le manquent entièrement lorsqu'ils se contentent de mener une guerre d'escarmouches contre les effets du système actuel, au lieu d'essayer en même temps de le changer, en se servant de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation finale de la classe ouvrière, c'est-à-dire pour abolir une fois pour toutes le salariat.

[55]

Préambule des statuts de la 1re Internationale [41]

CONSIDÉRANT

Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

Que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux [42], et pour l'élimination de tout régime de classe

Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de la servitude sous toutes ses formes, la misère sociale, l'avilissement intellectuel et la dépendance politique

Que par conséquent l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen

Que tous les efforts tendant à ce but ont jusqu'ici échoué, faute de solidarité et d'unité entre les travailleurs des différentes professions dans le même pays et d'une union fraternelle entre les classes ouvrières de divers pays

Que l'émancipation du travail, n'étant un problème ni local ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la

---

41 Texte élaboré par Marx, septembre 1864.

42 Marx parle à contrecœur de *droit* et de *devoir*, comme en témoigne sa lettre à Engels, du 4 novembre 1864 :

« J'ai été obligé d'accueillir dans le Préambule des Statuts, deux tirades sur le *droit* et le *devoir*, ainsi que *la vérité, la morale et la justice*, mais je les ai placées de telle sorte qu'elles ne causent pas de dommage. » Le 20 octobre 1882, Engels écrivait à ce sujet à Bernstein : « Les Considérants *communistes* de 1880 sont remplacés (chez Malon et Brousse] par ceux des Statuts de l'Internationale de 1864 qui durent être ainsi rédigés parce que les proudhoniens français étaient tout à fait arriérés et ne pouvaient cependant être exclus du mouvement ».

société moderne, et nécessite pour sa solution le concours théorique et pratique des pays les plus avancés

Que le mouvement qui vient de renaître parmi les ouvriers des pays les plus industriels de l'Europe, tout en réveillant de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs et d'unifier le plus tôt possible les efforts encore épars

Pour ces raisons,

l'Association internationale des travailleurs a été fondée.

[56]

[57]

2

INTERNATIONALE, SYNDICATS ET ASSOCIATIONS DE PRODUCTION

Retour à la table des matières

[58]

Dans les années 1864 à 1871, Marx et Engels soumettent leur programme révolutionnaire à l'épreuve du feu, et nous assistons à la formation consciente et organisée de la classe ouvrière par-delà les frontières nationales, avec la naissance du parti politique de classe de tout le prolétariat : la 1re Internationale.

Dans la vague de faits qui entoura cet événement, nous verrons plus particulièrement le rôle que Marx et Engels ont attribué aux syndicats dans l'organisation internationale du prolétariat, c'est-à-dire dans la naissance et le développement d'une nouvelle classe sur la scène mondiale.

L'une des conditions pour le déroulement révolutionnaire de la lutte de classe jusqu'à la victoire, c'est l'existence d'une Internationale de la classe ouvrière qui plonge des racines solides dans la production et les conditions de vie matérielles du prolétariat, grâce à ce que Marx appelle « l'*organisation de la classe ouvrière par le moyen des syndicats ».*

L'organisation syndicale de classe, extérieure *au parti politique du prolétariat, mais solidement liée à lui, représente la prémisse objective à une action fructueuse de ce dernier. Le parti de classe a pour tâche principale de pénétrer, d'organiser et de diriger les syndicats, sans limiter son action aux frontières de telle nation, ni à telle ou telle branche d'activité particulière. Conscient du développement social et international du capitalisme, il développe son action sur le plan international en se basant économiquement sur les centres industriels les plus développés et politiquement sur les conditions de tous les autres pays. Ainsi, aux yeux de Marx, la direction de l'action révolutionnaire ne sera pas le privilège du prolétariat ou du parti de la nation économiquement la plus avancée* – l'*Angleterre du siècle dernier -, mais sera confiée à la direction de l'Internationale qui, seule, peut défendre efficacement les intérêts généraux du mouvement révolutionnaire : « Ce serait pure folie, pour ne pas dire un crime, que de laisser [ce grand levier de la révolution prolétaire que sont les syndicats] entre des mains purement anglaises ».*

Ce n'est pas là une prétention exorbitante, ni une soif abusive de pouvoir du red terror doctor *Marx. Pour que le prolétariat triomphe, il faut unifier toutes ses luttes, en un développement cohérent, de façon à ce qu'elles aient un objectif et une méthode communs, grâce à quoi seulement on peut parler d'une classe, par-delà les situations* [59] *locales, les diverses catégories professionnelles, les frontières et les races.*

Cette unité est le fruit d'efforts historiques et ne se réalise qu'au travers d'une modification de l'action spontanée des individus ou groupes, grâce à l'action et aux directives du parti, de sorte que les masses éprouvent le sentiment et la conscience de constituer véritablement un seul et même corps, en ayant un but et un programme communs : l'abolition du salariat*, comme le répètent inlassablement Marx et Engels. Même si le parti ne regroupe physiquement qu'une fraction de travailleurs, c'est cependant par lui que se réalise l'unité du prolétariat, en ce sens que les ouvriers de différents métiers, de diverses localités et nationalités y participent sur le même plan, avec la même finalité, les mêmes méthodes et les mêmes règles d'organisation.*

Cette union est purement formelle avec la fédération des syndicats des divers métiers ou industries, voire avec l'alliance des partis politiques ouvriers, même s'il en résulte des effectifs supérieurs à ceux du parti de classe. Toutes ces formes d'organisation ne satisfont pas au postulat fondamental de l'union de tous les ouvriers, parce qu'elles n'ont ni cohésion ni unicité des buts et des méthodes.

Cependant, telle quelle, l'organisation syndicale est le premier stade de la conscience et de la pratique associatives des ouvriers, du fait qu'elle les oppose aux patrons, même si ce n'est que localement et partiellement.

En outre, justement parce qu'elle est un stade premier de conscience et d'organisation des masses, c'est elle qui les conduit sur le terrain de la lutte concentrée et centralisée contre le régime capitaliste, car elle rassemble les ouvriers, en raison de leur condition commune d'exploitation économique, et les rapproche de ceux qui se trouvent dans d'autres localités ou d'autres métiers, contribuant ainsi à former une conscience de classe. Étant transition, l'organisation syndicale doit être unifiée, et il est absurde de la

scinder en raison d'une conception particulière du programme d'action général du prolétariat. De même, il est absurde de demander aux ouvriers qui s'organisent pour la défense de leurs intérêts quelle est leur vision générale de la lutte prolétarienne, quelle est leur opinion politique. L'ouvrier peut ne pas avoir de positions politiques, ou en avoir de fausses, sans que cela soit incompatible avec l'action du syndicat c'est au contraire de celle-ci qu'il tirera les éléments de son orientation politique ultérieure. Or, plus [60] *l'organisation est vaste, plus le champ de l'expérience et de la conscience est propice.*

C'est ce qui explique que les marxistes révolutionnaires soient par définition contre la scission des syndicats, lorsque la majorité des adhérents ou la direction opportuniste leur donnent une orientation peu révolutionnaire. De même, ils travaillent à réunification des organisations syndicales lorsqu'elles sont divisées, et tendent à avoir dans chaque pays - sinon dans tous - une centrale syndicale unique. Quelle que puisse être l'influence des chefs opportunistes, l'unité syndicale est un coefficient favorable à la diffusion de l'idéologie et de l'organisation révolutionnaire de nature politique, et c'est au sein du syndicat unique que le parti de classe recrute le mieux, comme il peut y développer le mieux sa campagne contre des méthodes de lutte erronées que d'autres proposent au prolétariat.

Ceux qui freinent les luttes revendicatives, en prônant des grèves articulées et partielles, sont ceux-là mêmes qui défendent l'autonomie des syndicats, leur spécificité et leur diversité. Ils craignent que la généralisation de la lutte ne radicalise les revendications et les sentiments des masses, et portent celles-ci sous les directives révolutionnaires du parti de classe.

C'est pourquoi, avant même que l'unité ne se réalise, les marxistes révolutionnaires soutiennent énergiquement la nécessité de l'action d'ensemble de tout le prolétariat. Pour éviter que l'unité ne se fasse que d'une manière purement formelle, sans contenu révolutionnaire, le processus d'unification doit aller de pair avec un élargissement et un approfondissement des luttes revendicatives. En effet, si le but final est unique, la tactique doit tendre à le devenir aussi, car les différences de tactique et de méthode de lutte se ramènent finalement à des frottements, des hésitations, un manque de continuité et une perte d'énergie dans une lutte contre un patronat toujours uni lorsqu'il est menacé par son ennemi de classe.

En termes modernes : c'est du front unique *du prolétariat* syndicalement organisé *que se développera l'union du prolétariat sur le programme politique du parti de classe, après avoir démontré, dans les luttes mêmes, que tout autre programme est pour le moins insuffisant. Mais c'est une équivoque extrêmement grave que de confondre la formule du front unique qui se propose l'unification des luttes et des organisations syndicales, et celle qui se propose la* [61] *formation d'un bloc de partis « prolétariens », c'est-à-dire la direction de l'action des masses par un comité issu d'un compromis entre divers partis ou courants, Comme l'expérience l'a montré, la seconde formule - celle du bloc des partis prolétariens - empêche l'unification du mouvement ouvrier, manque son but dans la lutte contre le fascisme et aboutit à la thèse de la pluralité des partis après la « conquête » du pouvoir politique, soit à une simple copie conforme du parlementarisme et du régime bourgeois.*

Il est tout simplement absurde d'affirmer que plusieurs partis « ouvriers » puissent unifier le prolétariat en une seule *classe par un seul but véritable - non démagogique et mensonger -, par exemple pour l'abolition du salariat, soit le socialisme. Dans le* Manifeste, *Marx et Engels attribuaient une fonction vitale au parti, celle de constituer le prolétariat en classe autonome, avec sa manière d'être et son but spécifiques. Durant toute leur vie, Marx et Engels n'ont pas admis de partage avec d'autres partis sur le plan politique et social, mais se sont attachés, au contraire, à dissoudre les sectes et pseudo-partis socialistes et à lier les syndicats au seul parti politique communiste, en réalisant l'union des luttes revendicatives et des luttes politiques.*

Pour faire triompher son programme, bien distinct de celui de tous les autres, le parti marxiste doit non seulement lancer des mots d'ordre clairs et radicaux, mais encore dénoncer nettement les trahisons des socialistes (ou communistes dévoyés), et même les erreurs syndicalistes et anarchistes.

Seul le parti marxiste peut souhaiter véritablement (parce qu'il s'agit pour lui d'un principe programmatique et d'une nécessité pratique vitale) l'unification de la classe ouvrière, et donc des syndicats et organisations économiques ouvrières. Au cours des interminables discussions sur l'unité syndicale en France, l'accent a toujours été mis sur des questions morales de bonne ou de mauvaise

foi. Mais le problème est objectif. Les réformistes ou laquais de la bourgeoisie ne peuvent pas réaliser l'unité de la classe ouvrière, parce que celle-ci n'est possible que sur le terrain de classe, c'est-à-dire révolutionnaire et anticapitaliste. En effet, en restant sur le terrain bourgeois, la classe ouvrière ne peut s'unifier, étant pratiquement déchirée en corps de métier et d'industrie, catégories, hiérarchies qui correspondent à l'économie bourgeoise. L'unité non révolutionnaire [62] *des syndicats, si elle était réalisable, serait purement formelle et non effective.*

L'expérience a montré que ce sont toujours les partis réformistes qui provoquent les scissions syndicales. Dans la situation actuelle, les syndicats sont tout à fait divisés, et cette situation correspond à une situation de dégénérescence profonde du mouvement de la classe ouvrière qui, selon la formule de Marx, est révolutionnaire ou n'est rien.

La révolution n'est pas une question d'organisation, disait Marx, au sens où, avant de la déclencher, il faudrait disposer obligatoirement de la direction des syndicats unifiés ou d'un réseau fidèle de conseils ouvriers (soviets) ou de 50 % + 1 des membres de la classe ouvrière. En effet, la révolution est provoquée par les contradictions de la société bourgeoise, notamment de l'appareil productif. L'unification de la classe ouvrière, c'est-à-dire de tous les travailleurs individuels, ne sera réalisée qu'après plusieurs décennies de socialisme : la question syndicale continue donc de se poser après la conquête du pouvoir. Auparavant, l'unification politique par le moyen du parti au travers des organisations syndicales ne rassemble évidemment que les éléments décisifs dans la lutte contre le capitalisme et suppose une masse certes combative, mais qui ne peut avoir le niveau de conscience du militant. Il est donc possible qu'une partie des syndicats reste entre les mains des réformistes le jour de la révolution ; en revanche, ce qui est impossible, c'est que les éléments décisifs et, au travers d'eux, la masse ouvrière soient sous leur emprise, car cela signifierait que la révolution a déjà échoué. La condition essentielle n'est pas « la révolution éclatera-t-elle ? », mais « vaincra-t-elle ? ». La réponse marxiste est la suivante : « Pour qu'au jour de la décision, le prolétariat soit assez fort *pour* VAINCRE, *il est nécessaire qu'il se constitue en un parti autonome, un parti de classe conscient, séparé de tous les autres. C'est ce que*

Marx et moi nous n'avons cessé de défendre depuis le Manifeste *de 1848 ». (Engels à Trier, 18-12-1889.)*

Le parti est donc la question première et fondamentale, parce que c'est celle du programme et du socialisme. Ce parti historique ne peut cependant exister formellement que s'il agit concrètement au sein de la classe ouvrière pour arracher partout - jusque dans les syndicats réactionnaires - les ouvriers aux directions contre-révolutionnaires. Marx et Engels nous ont fourni un modèle brûlant [63] *de cette liaison avec la 1re Internationale dans ses rapports avec les syndicats, les coopératives et les sociétés ouvrières de toute sorte. Mieux que nos mots, la polémique d'Engels avec les possibilistes (cf. les textes de 1890-92 à la fin de ce volume) illustre l'attitude à prendre vis-à-vis des syndicats réformistes, en cas de lutte d'influence avec un parti « ouvrier » non révolutionnaire. Partant du programme maximum, Marx et Engels n'ont donc pas admis de partage. Grâce à cela, en dix années de vie opérante de la 1re Internationale, les premières sociétés de résistance des ouvriers urbains et agricoles se transformèrent en organisations de combat du prolétariat qui se pressait de plus en plus autour de son parti international de classe et de son programme révolutionnaire, intervenant dans tous les secteurs. Marx et Engels en feront une puissance - non pas numérique, mais socialement explosive - devant laquelle trembleront les grands États européens.*

L'histoire de l'Internationale est un exemple admirable de conjonction de la classe et de son parti ; dans cette union fertile, le « paupérisme » devient une classe, le philanthropisme d'Owen et des sociétés de secours mutuel se transforme en instruments organisés et conscients de la lutte de classe ; en se fondant avec le politique, l'économique prend un caractère social et révolutionnaire.

L'Internationale est à la tête de tout le mouvement ouvrier et marque de son empreinte chaque lutte, même si elle n'y est pas physiquement présente avec ses sections et ses militants. Pour Marx et Engels, la guerre entre prolétariat et capitalisme se traduit en fin de compte par une guerre entre parti révolutionnaire de classe et tous les autres partis, pour gagner l'influence sur le mouvement ouvrier. Celui qui réussit à l'emporter dans cette guerre s'assure, au moment de la crise, la victoire dans le gigantesque heurt social.

C'est en posant parfaitement le problème de la conquête de la grande masse des ouvriers comme objectif de l'Internationale que Marx et Engels ont œuvré à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs en même temps qu'à leur organisation et préparation révolutionnaires. C'est en prêtant la plus grande attention aux luttes économiques et aux intérêts généraux de la classe ouvrière qu'ils ont posé la question syndicale dans toute son acuité, au cœur de l'action révolutionnaire. Cette position contraste avec celle des partis réformistes, toujours à l'affût de succès électoraux, [64] *qui, pour gagner de l'influence sur d'autres couches de la société - alors que les larges masses laborieuses demeurent solidement sous l'influence des partis plus ou moins bourgeois - établissent des programmes de réforme avantageant les non-salariés : les compromis et les dosages remplacent alors les méthodes de lutte qui, seules, transforment réellement les conditions sociales.*

Dans les périodes de crise sociale aiguë, les masses ont tout naturellement tendance à créer des organisations économiques capables d'entamer la lutte pour une renaissance productive au moyen du contrôle exercé par les travailleurs sur la production. Depuis 1917, certains admettent que les conseils ouvriers ou soviets sont seuls capables de remplir une fonction révolutionnaire et que les syndicats ont cessé de jouer ce rôle. Telle n'a pas été la position de Lénine et de l'Internationale communiste, qui ont établi la hiérarchie d'organisations suivante : parti (international), soviets, syndicats, ces derniers étant les plus proches de la production et de son évolution. Aux côtés des syndicats qui existent essentiellement dans l'industrie, c'est-à-dire surtout dans les pays développés, les soviets sont, en période prérévolutionnaire*, un type d'organisation embrassant les masses laborieuses indépendamment de leur métier et du niveau de leur culture politique.* Lorsque le prolétariat a conquis le pouvoir politique*, les soviets sont les organisations d'État de la classe ouvrière et des paysans pauvres, autrement dit le premier degré du réseau administratif, qui culmine dans le gouvernement des soviets, dirigé par le parti communiste. Ce caractère politico-économique à l'échelle régionale, car ils forment l'assise territoriale de l'État, leur confère le second degré dans la hiérarchie, celui qui correspond à ce que Marx définit si bien dans* La Guerre civile en France *: « Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le*

temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme politique *même des plus petits hameaux de campagne. [...] Les communes rurales de chaque département devaient administrer leurs affaires communes par une assemblée de délégués au chef-lieu du département, et ces assemblées de département devaient à leur tour envoyer des députés à la délégation nationale à Paris : ces délégués devaient être à tout moment révocables et liés par le mandat impératif de leurs électeurs. Les fonctions, peu nombreuses, mais importantes qui restaient encore au gouvernement* [65] *central, ne devaient pas être supprimées, comme on l'a dit faussement... » (Ed. soc., 1953, p. 43.)*

Il faut absolument distinguer entre la phase pré- et post-révolutionnaire, mais ce qui importe toujours le plus, c'est l'autonomie des organisations économiques, quelles qu'elles soient, vis-à-vis de la politique des partis et de l'État bourgeois, autrement dit leur liaison avec le socialisme révolutionnaire. Le processus révolutionnaire ne peut être mené à terme que par une action collective et centralisée du prolétariat, en subordonnant toutes les mesures adoptées à l'intérêt général de classe et au sort final du socialisme. Dans ce but, les organisations rassemblant des groupes de prolétaires et reflétant leurs intérêts particuliers (conseils d'usine, syndicats d'industrie, syndicats de catégorie, organisations de consommateurs) doivent être subordonnées aux directives lancées par l'Internationale ou, dans le pays où le prolétariat a triomphé, par le système des soviets politiques qui, de par leur nature et leur constitution, sont plus à même de représenter les intérêts généraux. Il n'y a pas, en effet, de coïncidence directe entre les intérêts particuliers des groupes et associations de travailleurs issus du système technico-économique de la production capitaliste et les intérêts généraux et collectifs du prolétariat. Cette coïncidence tendra à se réaliser seulement à un stade très avancé de la révolution communiste, lorsque la production sera socialisée et toutes les activités particulières qui la constituent, harmonieusement subordonnées et inspirées par les intérêts généraux et collectifs. Avant ce stade, durant toute la phase de transition du capitalisme au communisme, les regroupements de producteurs traversent une période de transformation continuelle, et leurs intérêts peuvent

parfois se heurter aux intérêts généraux et collectifs du mouvement tout entier.

Les conseils d'usine, soviets, etc., ne surgissant qu'en période de crise sociale aiguë, ont un double avantage apparent sur les syndicats : d'une part, ils semblent révolutionnaires par essence, alors qu'en réalité ils sont plus fragiles et exigent, pour rester révolutionnaires, que le parti soit bientôt au pouvoir ; d'autre part, ils forment un réseau ou forme d'organisation qu'il est relativement facile d'étendre à toute la population industrielle ou agricole, libérale ou commerciale, bureaucratique ou militaire. Le risque en est alors double que ce réseau veuille se substituer au Parti qui défend les intérêts généraux, futurs et internationaux [66] *du prolétariat, et délaisse tout ce qui n'est pas économique, alors que les tâches révolutionnaires, militaires et politiques sont primordiales, surtout au lendemain de la victoire dans un seul pays.*

Le contrôle de la production par les syndicats - dans la mesure où ils existent et sont favorables à la révolution - a, en revanche, l'avantage de faire cesser, de manière plus satisfaisante, la concurrence entre les unités de production qui, entre les mains de chaque comité d'usine, continueraient de se concurrencer. De fait, les syndicats favorisent moins le transfert de la propriété à des groupes particuliers et concurrents même s'il s'agit d'ouvriers, voire à une classe particulière. Ainsi, Marx disait : « Transférer la terre à des travailleurs agricoles associés, ce serait livrer toute la société à une classe particulière de producteurs. » (MARX, « La Nationalisation de la terre », trad. française dans Fil du temps*, n° 7, p. 167-170.)*

Enfin, les syndicats permettent une solution plus satisfaisante, à l'échelle de la société, du contrôle de la production des échanges et de la distribution des produits (machines, matières premières, moyens de subsistance, etc.)

Les syndicats représentent des unités plus vastes que les conseils d'usine et, de ce fait, sont plus capables - en principe - de représenter un pas vers les intérêts généraux de la classe ouvrière, même et surtout à l'échelle internationale. La 5^e^ thèse des résolutions du II^e^ Congrès de l'Internationale communiste sur Le Mouvement syndical, les comités de fabrique et d'usines *dit en conséquence : « Les conseils ouvriers de fabrique ne sauraient remplacer les syndicats. [...] Les*

syndicats ont organisé les masses ouvrières dans le but d'une lutte pour la hausse des salaires et pour la réduction des journées de travail, et l'ont fait sur une large échelle. Les conseils d'usine s'organisent pour le contrôle ouvrier de l'industrie et la lutte contre la désorganisation économique ; ils englobent toutes les organisations ouvrières, mais la lutte qu'ils soutiennent ne peut revêtir que très lentement un caractère politique général. Mais ce n'est que dans la mesure où les syndicats arriveront à surmonter les tendances contre-révolutionnaires de leur bureaucratie et deviendront des organismes conscients de la révolution que les communistes auront le devoir de soutenir les conseils d'usine dans leur tendance à devenir des groupes syndicaux industriels *».*

Ces préoccupations et ces thèses en général correspondent [67], *comme on le verra dans les pages de Marx-Engels qui suivent, aux principes formulés par le programme marxiste originel et fondamental. Malgré la prétendue nouveauté du mouvement des conseils ouvriers et paysans, le phénomène est aussi vieux que les révolutions où interviennent les travailleurs. Des conseils ont surgi chez les soldats au temps de Charles Ier d'Angleterre, dans les districts et sections de Paris en 1793, en Allemagne en 1849, durant la Commune de 1871, en Russie en 1917, etc. Mais l'essentiel n'est pas dans la nouveauté ou l'ancienneté du phénomène ; il est dans le rôle de ces mouvements spontanés dans le cycle général de la révolution socialiste, et ce rôle, le marxisme l'a établi sans ambiguïté possible.*

[68]

« Le Congrès déclare que tous les ouvriers doivent s'efforcer avec énergie de créer des syndicats dans les différents métiers.

« Lorsque de tels syndicats auront été formés, les sections, les groupes affiliés et les centrales devront en être informés, afin qu'ils puissent s'attacher à la création de fédérations nationales de syndicats. Ces fédérations seront chargées de rassembler tout ce qui concerne leur branche d'industrie, de débattre en commun des mesures à prendre afin d'œuvrer à leur application et à leur succès jusqu'à ce que l'actuel système de salariat soit remplacé par l'association du libre travail.

« Le Congrès charge le Conseil général d'assurer la liaison internationale entre les syndicats. »

(Résolution du IVe Congrès de l'Association internationale des travailleurs, Bâle, 1869.)

Résolution de l'Association internationale des travailleurs sur les syndicats

Retour à la table des matières

A. *Leur passé*. Le capital est une force sociale concentrée, tandis que l'ouvrier ne dispose que de sa force productive individuelle [43]. Donc le contrat entre le capital et le travail ne peut jamais être établi sur des bases équitables, même en donnant au mot « équitable » le sens altéré qu'on lui connaît dans une société où les conditions matérielles sont d'un côté, et l'énergie vitale productive de l'autre.

La seule puissance sociale que possèdent les ouvriers, c'est leur nombre. Mais la force du nombre est annulée par la désunion. Cette désunion des ouvriers est engendrée et perpétuée par la concurrence

43 Cette résolution a été élaborée par Marx et adoptée au 1er Congrès de l'Internationale à Genève en septembre 1866.

inévitable qu'ils se font les uns aux autres. Les syndicats sont nés des efforts spontanés d'ouvriers luttant contre les ordres despotiques du capital, pour empêcher ou du moins atténuer les effets de cette concurrence que se font les ouvriers entre eux. Ils voulaient changer les termes du contrat de telle sorte qu'ils pussent au moins s'élever au-dessus de la condition de simples esclaves.

[69]

L'objet immédiat des syndicats était toutefois limité aux nécessités des luttes journalières, à des expédients contre l'usurpation incessante du capital, en un mot, aux questions de salaire et d'heures de travail. Cette activité n'est pas seulement légitime, elle est nécessaire. On ne peut y renoncer tant que dure le système actuel ; qui plus est, *les syndicats ouvriers doivent généraliser leur action en s'unissant dans tous les pays* [44].

D'un autre côté, les syndicats ouvriers ont formé à leur insu des centres organisateurs de la classe ouvrière, de même que les communes et les municipalités du Moyen Age en avaient constitué pour la classe bourgeoise. Si les syndicats sont indispensables dans la guerre d'escarmouches du travail et du capital, ils sont encore plus importants comme force organisée *pour supprimer et remplacer le système du travail salarié* [45].

B. *Leur présent*. Les syndicats s'occupent trop exclusivement des luttes locales et immédiates contre le capital. Ils ne sont pas assez conscients de tout ce qu'ils peuvent faire contre le système lui-même de l'esclavage salarié. Ils se sont tenus trop à l'écart des mouvements plus généraux et des luttes politiques. Néanmoins, dans ces derniers temps, ils ont commencé à s'apercevoir de leur grande mission historique. Donnons-en pour exemple leur participation, en Angleterre, aux récents mouvements politiques ; l'idée qu'ils se font de leur fonction aux États-Unis ; et la résolution suivante, récemment adoptée par la grande conférence des délégués des syndicats à Sheffield :

---

44 Souligné par nous.

45 Idem.

« Cette conférence, appréciant à leur juste valeur les efforts faits par l'Association internationale des travailleurs pour unir dans une confédération fraternelle les ouvriers de tous les pays, recommande très sérieusement à toutes les sociétés représentées de s'affilier à cette organisation, dans la conviction que l'Association internationale forme un élément nécessaire au progrès et à la prospérité de toute la communauté ouvrière. »

C. *Leur avenir*. À part leur œuvre immédiate de réaction contre les manœuvres tracassières du capital, ils doivent [70] maintenant agir comme foyers d'organisation de la classe ouvrière dans le grand but de son émancipation radicale. Ils doivent aider tout mouvement social et politique tendant dans cette direction.

En se considérant et en agissant comme les champions et les représentants de toute la classe ouvrière, ils réussiront à regrouper dans leur sein tous ceux qui ne sont pas encore organisés ; en s'occupant des industries les plus misérablement rétribuées, comme l'industrie agricole, où les circonstances exceptionnellement défavorables ont empêché toute résistance organisée, ils feront naître la conviction dans les grandes masses ouvrières qu'au lieu d'être circonscrites dans des limites étroites et égoïstes, leur but tend à l'émancipation des millions de prolétaires foulés aux pieds.

Syndicats et grèves

Le Congrès déclare [46]

1. Que les grèves ne sont pas un moyen d'émanciper complètement le travailleur, mais qu'elles sont une nécessité dans la situation actuelle de lutte entre le travail et le capital.

2. Qu'il convient de soumettre les grèves à certaines règles d'organisation, d'opportunité et de légitimité.

3. En ce qui concerne l'organisation des grèves : dans les branches de production où il n'y a pas encore de syndicats, de sociétés de

46 Résolution du III^e^ Congrès de l'A.I.T., élaborée par Marx et adoptée à Bruxelles en septembre 1868.

résistance, de secours mutuel, il importe d'en créer, puis de solidariser entre eux tous les syndicats de toutes les professions et de tous les pays, en instituant, dans chaque fédération locale, une caisse destinée à soutenir les grévistes. En un mot, il faut continuer dans ce sens l'œuvre entreprise par l'Association internationale des travailleurs et s'efforcer de faire entrer le prolétariat en masse dans cette Association.

4. En ce qui concerne l'opportunité et la légitimité des grèves, il importe de nommer dans la fédération une commission de délégués des différents syndicats et sociétés [71] ouvrières qui jugerait s'il y a lieu d'organiser une grève. Au reste, il est nécessaire de laisser, pour le mode de formation de ce conseil d'arbitrage, une certaine latitude aux différentes sections, suivant les mœurs, les habitudes et les législations particulières.

5. Le Congrès sera nanti chaque année d'un rapport sur les syndicats émanant de chaque groupe ou de chaque section, afin de se rendre compte de ses progrès.

Question de la séparation du Conseil général d'avec le Conseil régional pour l'Angleterre

Longtemps avant la fondation de *l'Égalité,* cette proposition [de séparer le Conseil général de l'A.I.T. et le Conseil régional] se faisait périodiquement au sein même du Conseil général par un ou deux membres anglais [47]. Elle a toujours été rejetée presque unanimement [48]

Quoique l'initiative révolutionnaire partira probablement de France [49], l'Angleterre seule peut servir de levier à une révolution

---

47 Extrait du texte rédigé le 1er janvier 1870 par Marx. Sous le titre « Le Conseil général au Conseil fédéral de la Suisse romande », il fut incorporé au pamphlet sur *Les Prétendues Scissions dans l'Internationale*, Genève, 1872.

48 Cf. les protocoles de séance du Conseil général de l'A.I.T., in *Documents of the First International*, Progress Publishers, Moscow, Lawrence et Wishart, London, en 6 volumes.

49 Marx et Engels n'ont jamais pensé que la révolution éclaterait en premier dans le pays où les contradictions capitalistes sont le plus développées. Gramsci, par exemple, était si fermement persuadé du contraire qu'il crut que la révolution russe de 1917 constituait une exception au marxisme. En

sérieusement *économique.* En effet, c'est le seul pays où il n'y ait plus de grandes masses paysannes et où la propriété foncière soit concentrée en peu de mains. C'est le seul pays où la *forme capitaliste,* c'est-à-dire le travail combiné sur une grande échelle sous la domination de capitalistes, se soit emparée de presque toute la production. C'est le seul pays où *la grande majorité de la* [72] *population consiste en ouvriers salariés*. C'est le seul pays où la lutte des classes et *l'organisation de la classe ouvrière par le moyen des syndicats* aient acquis un certain degré de maturité et d'universalité.

À cause de sa domination sur le marché mondial, c'est le seul pays où chaque révolution dans les faits économiques doive réagir immédiatement sur le reste du monde. Si le landlordisme et le capitalisme ont leur siège classique dans ce pays, par contrecoup *les conditions matérielles de leur destruction* y sont aussi les plus mûres.

Le Conseil général étant placé dans la *position heureuse d'avoir la main directement sur ce grand levier de la révolution prolétaire* - les syndicats -, quelle folie, pour ne pas dire quel crime, que de le laisser tomber dans des mains purement anglaises !

Les Anglais ont toute la *matière* nécessaire à la révolution sociale. Ce qui leur manque, c'est *l'esprit généralisateur et la passion révolutionnaire*. C'est seulement le Conseil général qui peut y suppléer et accélérer ainsi le mouvement vraiment révolutionnaire dans ce pays, et en conséquence *partout*.

Les grands effets que nous avons déjà produits dans ce sens sont attestés jusque par les journaux les plus intelligents et les mieux accrédités auprès des classes dominantes, comme par exemple la *Pall Mall Gazette*, la *Saturday Review*, le *Spectator* et la *Fortnightly Review*, pour ne pas parler des membres, prétendus radicaux, de la chambre des Communes et de celle des Lords qui, il y a peu de temps, exerçaient encore une grande influence sur ceux qui dirigent les

---

fait, la crise frappe toujours plus violemment les petites entreprises et les pays moins développés, car les gros disposent de plus de réserves et surmontent donc mieux la crise ; mieux, ils en profitent pour absorber les plus petits. La révolution serait un processus mécanique, si la forteresse centrale était ébranlée avant que ne le soient les avant-postes.

Au reste, Marx précise que le maniement de l'arme politique est un facteur d'accélération du processus révolutionnaire, tandis que l'arme économique en assure le triomphe final.

ouvriers anglais. Ne nous accusent-ils pas publiquement d'avoir empoisonné et presque éteint l'esprit anglais de la classe ouvrière, et de l'avoir poussée dans la voie du socialisme révolutionnaire ?

La seule manière de produire ce changement est d'agir comme l'a fait le Conseil général de l'Association internationale. En tant que Conseil général, nous pouvons prendre l'initiative de mesures (par exemple, la fondation de la *Land and Labour League* [50]), qui plus tard, aux yeux du [73] public, se produisent dans l'exécution comme des mouvements spontanés de la classe ouvrière anglaise.

Si un *Conseil régional* était formé en dehors du Conseil général, quels en seraient les effets immédiats ?

Placé entre le *Conseil général* et le Conseil général des syndicats, le *Conseil régional* n'aurait aucune autorité. En outre, le *Conseil général de l'Internationale* perdrait le maniement du *grand levier*. Si à notre action sérieuse et souterraine nous voulions substituer l'éclat des tréteaux, nous serions amenés à commettre la faute de répondre publiquement à la question de l'« Égalité » : pourquoi le *Conseil général* « subit ce cumul si fâcheux de fonctions » ?

L'Angleterre ne doit pas être traitée comme un pays parmi d'autres pays. Elle doit être considérée comme la *métropole du capital*.

Lorsque Marx fonda l'Internationale [51], il rédigea les Statuts généraux de manière que tous les socialistes de la classe ouvrière de

---

50 La *Ligue de la terre et du travail* fut fondée en octobre 1869 à Londres grâce à l'action du Conseil général. Le comité exécutif de la Ligue comprenait plus de dix membres du Conseil général. Eccarius en élabora le programme d'après les directives de Marx : outre les revendications de caractère général (réforme de l'impôt et de la finance, questions d'éducation, etc.), la Ligue réclamait la nationalisation de la terre, la réduction du temps de travail, ainsi que l'instauration du suffrage universel et la formation de colonies agricoles.

En reprenant en quelque sorte les revendications chartistes, Marx espérait contribuer à une prise de conscience révolutionnaire de la classe ouvrière anglaise. La Ligue devait, à ses yeux, ouvrir la voie à un parti prolétarien en Angleterre. Cependant, l'influence des éléments bourgeois y prévalut dès l'automne 1870. La Ligue finit par perdre toute attache avec l'Internationale.

51 Cf. Engels à Florence Kelley-Wischnevetzky, 27 janvier 1887.

cette époque pussent y participer : proudhoniens, pierre-lerouxistes, et même la partie la plus avancée des *syndicats* anglais [52]. Ce n'est que par cette large base que l'Internationale est devenue ce qu'elle est : le [74] moyen de dissoudre et d'absorber progressivement ces petites sectes, à l'exception des anarchistes dont la soudaine apparition dans les différents pays n'a été que la réaction violente de la bourgeoisie contre la Commune, et c'est pourquoi nous pouvions les laisser tranquillement décliner - ce qui arriva effectivement.

Si, de 1864 à 1873, nous avions tenu à ne collaborer qu'avec ceux qui reconnaissent ouvertement notre programme, où en serions-nous aujourd'hui ? Je pense que notre pratique a montré qu'il est possible de travailler avec le mouvement général de la classe ouvrière à chacune de ses diverses étapes, sans abandonner ni cacher notre position distincte, voire notre organisation.

---

52 Pour Engels, les syndicats anglais n'ont donc pas fait partie, au sens propre, de l'Internationale. Marx explique qu'il s'est efforcé de les rattacher à l'organisation politique internationale des travailleurs en « élargissant » les possibilités d'adhésion, sans pour autant qu'il y ait fusion. En fait, les syndicats furent rattachés à l'Internationale par l'adhésion de dirigeants syndicalistes. Engels déclara tout net à la séance du Conseil général, le 31 octobre 1871 : « On ne peut soutenir le moins du monde que les syndicats aient formé des branches de l'Internationale. Ces branches doivent, en effet, soumettre leurs statuts à l'approbation du Conseil général, alors que les syndicats ont leurs propres règlements sans qu'aucun contrôle ne s'exerce sur eux. En outre, ils engagent des actions sans consulter l'Association. Autre chose encore : ils n'ont pas payé une aussi forte cotisation que les membres, mais ont versé des contributions globales. »

Engels précise d'ailleurs que Marx avait « élargi » ce programme (qui devait nécessairement se « rétrécir » avec le développement de l'A.I.T.) dans le but : 1° de dissoudre certaines sectes ; 2° de *collaborer* avec certains syndicats et les influencer.

Attache des organisations ouvrières anglaises à l'Association internationale des travailleurs

Retour à la table des matières

L'inhabituel sérieux avec lequel la presse anglaise, et notamment londonienne, traite de l'Association internationale des travailleurs et de son Congrès de Bruxelles (le *Times* à lui tout seul a consacré 4 éditoriaux à ce thème) a provoqué une véritable danse du sabbat dans la presse bourgeoise allemande [53]. Elle, presse allemande, se met en devoir d'enseigner aux journaux anglais qu'ils commettent une erreur en croyant à l'importance de l'Association internationale des travailleurs en Angleterre ! Elle découvre que les syndicats anglais qui, par le truchement de l'Association internationale des travailleurs, ont envoyé des subsides considérables aux ouvriers de Paris, de Genève et de Belgique en lutte contre le capital, n'ont absolument *aucune* liaison avec cette même Association internationale des travailleurs !

« Apparemment tout' cela se fonde, nous écrit-on de Londres, sur l'assertion d'un certain M. Hirsch [54] que Schulze-Delitzsch a envoyé spécialement à Londres pour [75] préparer un petit scandale. M. Hirsch le dit, et M. Hirsch est un personnage honorable ! Cet honorable Hirsch éveilla la méfiance des unionistes (membres des *trades unions,* autrement dit : des syndicats) de Londres, parce qu'il ne disposait d'*aucune* lettre d'introduction de la part de l'Association internationale des travailleurs. Ceux-ci se fichèrent tout simplement de lui. Pas étonnant que M. Hirsch accumulât dès lors les gaffes ! En effet, si on l'avait pris tant soit peu au sérieux, on lui aurait communiqué sans faire preuve de confiance excessive ce que tout le monde sait à Londres, et notamment que le Conseil général des

53 Article de Marx publié dans *Demokratisches Wochenblatt,* 17 octobre 1868.

54 Référence au Dr Max Hirsch, le « fameux » économiste de la *Volkszeitung* de Duncker. Jusqu'à son voyage exploratoire dans les régions inconnues pour lui d'Angleterre, on ne semble pas avoir eu à Londres la moindre idée de l'existence de ce nouveau sauveur de la société. [note de Marx]

syndicats [55] siégeant à Londres se compose de 6 à 7 membres, dont 3 font partie du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs : *Odger* (secrétaire de la direction centrale et délégué des cordonniers), *R. Applegarth* (délégué du syndicat des charpentiers et menuisiers) et *Howell* (délégué du syndicat des maçons et secrétaire de la Ligue pour la Réforme).

En outre, il eût découvert que le reste des syndicats affiliés (il y en a 50 rien que pour Londres, sans compter les syndicats de province) est représenté au Conseil général de l'Association internationale des travailleurs par *cinq* autres membres : *R. Shaw, Buckley, Cohn, Hales* et *Maurice,* sans parler de ce que chaque Union a le droit - et en use - d'envoyer des délégués au Conseil général dans certaines circonstances déterminées. De plus, les organisations anglaises suivantes sont représentées au Conseil général de l'Association internationale des travailleurs :

[76]

- les sociétés coopératives, qui ont envoyé 3 délégués au Congrès de l'Internationale à Bruxelles, par *Weston* et *Williams* ;

55 Le Conseil général des syndicats de Londres fut créé en mai 1860 lors d'une Conférence de délégués syndicaux qui représentaient plusieurs milliers de syndicalistes. Ce Conseil dirigea les manifestations d'ouvriers anglais contre l'intervention envisagée par le gouvernement anglais contre les Nordistes durant la guerre de Sécession (cf. MARX-ENGELS, *La Guerre civile aux États-Unis, 1861-1865,* 10/18*,* 1970, 'p.139-214), en faveur de l'Indépendance de la Pologne et de l'Italie, et, plus tard, pour la reconnaissance légale des syndicats. Les dirigeants des syndicats les plus puissants qui siégeaient aussi au Conseil général de l'A.I.T., y jouèrent un rôle prédominant : le syndicat des charpentiers (Cremer, puis Applegarth), des cordonniers (Odger), des maçons (Coulson et Howell) et des mécaniciens (Allan, qui, seul ne faisait pas partie du Conseil général de l'A.I.T.).

Le 14 janvier 1867, le Conseil général des syndicats de Londres adopta une résolution selon laquelle il se ralliait aux principes de l'Internationale, mais s'opposait à toute fusion organisationnelle. La liaison entre les deux organisations fut assurée par les dirigeants syndicalistes qui faisaient partie du Conseil général.

- la *Ligue pour la Réforme* par *Dell*, *Cowell Stepney* et *Lucraft,* tous trois membres de la commission exécutive de la Ligue ;
- *l'Association pour une Réforme nationale* [56], créée par l'agitateur feu Bronterre O'Brien, et représentée au Conseil général par son président *A. E. Walton* et *Milner* ;
- enfin le mouvement populaire *athéiste*, par la célèbre oratrice Mrs *Harriet Law* et Mr *Copeland*.

Comme on le voit, il n'est pas d'organisation importante du prolétariat britannique qui ne soit pas directement représentée par ses propres dirigeants, au sein du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs. Enfin, le *Bee-Hive*, sous la direction de George Potter, l'organe officiel des syndicats anglais, est en même temps l'organe officiel du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs, dont il fournit chaque semaine le compte rendu de séance.

Les découvertes de l'honorable Hirsch et les cris de joie consécutifs de la presse bourgeoise d'Allemagne ont fourni pour leur part une ample matière au correspondant londonien de la *Weser Zeitung* et de la *Augsburger Allgemeine Zeitung*. Cette personne - c'est une seule et même personne qui fait l'affaire pour les deux journaux - habite, pour des raisons connues d'elle seule, dans un coin perdu, à quelques heures de Londres. Elle y mijote ses extraits éhontés du *Times*, *Morning Star* et *Saturday Review* en y incorporant une esthétique sauce de poisson selon le goût de son public. De temps en temps, comme c'est le cas ici, elle remâche le salmigondis de la presse allemande sous une fausse date pour la *Weser Zeitung* et la *Augsburger Zeitung*.

---

56 La Ligue nationale pour la Réforme fut créée en 1849 à Londres par des dirigeants chartistes, tels que Bronterre O'Brien, Reynolds. Elle lutta pour le suffrage universel et des réformes sociales. En 1866, elle s'affilia à l'A.I.T. Elle travailla sous la direction du Conseil général, après sa transformation en branche de la Ligue pour la Réforme, fondée à l'initiative du Conseil général de 1'A.I.T. au début 1865, pour inciter les syndicats à abandonner autant que possible leur apolitisme traditionnel.

Ledit correspondant n'est autre que le fameux lumpen-prolétaire et littérateur Elard Biscamp. Exclu depuis longtemps [77] de tout milieu décent, l'infortuné cherche dans la bouteille un remède à son cœur brisé à la suite de l'annexion par la Prusse de sa patrie, la Hesse électorale, et de son ami Edgar Bauer.

La solidarité avec les ouvriers des pays dépendants

Retour à la table des matières

Trente mille personnes au moins assistaient à la manifestation ; plus de la moitié portait un ruban vert ou une feuille verte à la boutonnière afin de mettre en évidence sa nationalité irlandaise, le reste était composé d'Anglais, d'Allemands, de Français [57]. La foule était trop nombreuse pour pouvoir suivre les discours, et c'est pourquoi on organisa une autre assemblée à côté de la première pour que d'autres orateurs puissent développer les mêmes arguments à tous. On adopta des résolutions énergiques qui réclamaient l'amnistie générale ainsi que l'abolition des lois d'exception qui imposaient à l'Irlande un état de siège permanent. Vers 5 heures, les cortèges se formèrent, et la foule quitta Hyde Park, après avoir foulé aux pieds les ordonnances du ministère Gladstone.

C'est la première fois qu'une manifestation irlandaise eut lieu à Hyde Park. Son succès fut total : la presse bourgeoise de Londres elle-même ne put le nier. C'est la première fois que des éléments anglais et irlandais de notre population ont manifesté de concert. Ces deux fractions de la classe ouvrière, dont l'inimitié mutuelle servait essentiellement les intérêts du gouvernement et des classes riches se tendent désormais la main. Ce splendide résultat, nous le devons avant tout à l'ancien Conseil général de l'Internationale qui a toujours fait

57 Cf. ENGELS, « Lettres de Londres. La manifestation à Hyde Park », La *Plèbe, 17* novembre 1872.

On sait que pour l'Angleterre, l'Irlande représente plus qu'un pays étranger : une colonie. Sa position est tout à fait comparable à celle de l'Algérie vis-à-vis de la France, avant l'indépendance, et même après, pour les ouvriers émigrés.

porter tous ses efforts sur la préparation de l'alliance entre les ouvriers des deux nations sur la base d'une égalité complète. La manifestation du 3 novembre inaugure une ère nouvelle pour le mouvement ouvrier de Londres...

[78]

Sur les relations entre les sections irlandaises et le Conseil général de l'A.I.T.

Retour à la table des matières

Le citoyen Engels dit que le sens véritable de cette motion [58], une fois dépouillée de tout son voile d'hypocrisie, est de placer les sections irlandaises sous la sujétion du Conseil fédéral britannique, ce à quoi les sections irlandaises ne se résoudront jamais et ce que le Conseil général n'a ni le droit ni le pouvoir de leur imposer. Conformément aux Statuts et aux Règlements, ce Conseil n'a pas non plus le pouvoir de forcer une section ou une branche à reconnaître la suprématie d'un quelconque Conseil fédéral. Certes, il a le devoir, avant d'admettre ou de rejeter toute nouvelle branche qui se trouve sous la juridiction d'un

58 Extrait du *Protocole* de la séance du Conseil général du 14 mai 1872. Le citoyen Hales propose : « Dans l'opinion du Conseil la formation de branches *irlandaises* nationalistes en Angleterre est en opposition aux Statuts généraux et aux principes de l'Association ». Il ajoute qu'il ne présente pas cette motion dans un esprit antagonique vis-à-vis des membres irlandais ; il estime que la politique qu'elle vise présenterait les plus graves périls pour l'Association, abstraction faite de ce qu'elle serait en opposition avec ses Statuts et principes. En effet, le principe fondamental de l'Association est de détruire toute velléité de doctrine nationaliste, et de détruire toutes les barrières qui séparent un homme de l'autre : la formation de branches irlandaises ou anglaises quelconques ne pourrait que retarder le mouvement, au lieu de le servir. La formation de branches *irlandaises* en Angleterre ne pourrait qu'aviver cet antagonisme national qui a malencontreusement existé si longtemps entre les peuples de ces deux pays. (Extrait du *Protocole* de la même séance.)

Il est évident que, sous une phraséologie internationaliste de caractère humanitaire, Hales ne tolérait que des sections *anglaises* en Angleterre, bref refusait aux Irlandais le droit à une existence au même titre que les Anglais.

quelconque Conseil fédéral, de consulter ce Conseil, mais le citoyen Engels soutient avec force que les sections irlandaises en Angleterre ne se trouvent pas plus sous la juridiction du Conseil fédéral britannique que les sections françaises, allemandes, italiennes ou polonaises. Les Irlandais forment à tous égards une nationalité propre, distincte de toutes les autres, et le fait qu'ils usent de la langue anglaise ne saurait en aucune façon les dépouiller de droits valables pour tous.

Le citoyen Hales a dépeint les rapports entre l'Angleterre et l'Irlande sous un jour tout à fait idyllique, comme si la plus grande harmonie régnait entre elles. Or ce sont [79] exactement les mêmes rapports qui ont existé entre la France et l'Angleterre au moment de la guerre de Crimée, lorsque les classes dominantes des deux pays ne trouvaient pas assez de mots pour se congratuler, et que tout respirait l'harmonie la plus parfaite. Mais le cas est tout différent. Il y a le fait de sept siècles de conquête et d'oppression de l'Irlande par l'Angleterre. Or tant que durera cette oppression, c'est insulter les ouvriers irlandais que de leur demander de se soumettre à un Conseil fédéral anglais. La position de l'Irlande vis-à-vis de l'Angleterre n'est en rien celle de l'égalité, mais bien plutôt celle de la Pologne vis-à-vis de la Russie. Que dirait-on si le Conseil général exigeait des sections polonaises qu'elles reconnaissent la suprématie du Conseil fédéral russe de Petersburg, ou s'il demandait aux sections de la Pologne prussienne, du Schleswig septentrional et de l'Alsace de se soumettre au Conseil fédéral berlinois ? Or, c'est exactement ce que l'on demande aux sections irlandaises.

Lorsque les membres de l'Internationale appartenant à une nation conquérante demandent à ceux appartenant à une nation opprimée, non seulement dans le passé, mais encore dans le présent, d'oublier leur situation et leur nationalité spécifiques, d'« effacer toutes les oppositions nationales », etc., ils ne font pas preuve d'internationalisme. Ils défendent tout simplement l'assujettissement des opprimés et tentent de justifier et de perpétuer la domination du conquérant sous le voile de l'internationalisme. En l'occurrence, cela ne ferait que renforcer l'opinion déjà trop largement répandue parmi les ouvriers anglais selon laquelle, par rapport aux Irlandais, ils sont des êtres supérieurs et représentent une sorte d'aristocratie, comme les

Blancs des États esclavagistes américains se figuraient l'être par rapport aux Noirs.

Dans un cas comme celui des Irlandais, le véritable internationalisme doit nécessairement se fonder sur une organisation nationale autonome : les irlandais, tout comme les autres nationalités opprimées, ne peuvent entrer dans l'Association ouvrière internationale qu'à égalité avec les membres de la nation conquérante et en protestant contre cette oppression. En conséquence, les sections irlandaises n'ont pas seulement le droit, mais encore le devoir de déclarer dans les Préambules à leurs Statuts que leur première et plus urgente tâche, en tant qu'Irlandais, est de conquérir leur propre indépendance nationale.

[80]

L'antagonisme entre les ouvriers anglais et irlandais a toujours été l'un des moyens les plus puissants pour maintenir la domination de classe en Angleterre. Que l'on se souvienne du temps où Feargus O'Connor et les chartistes anglais ont été expulsés par des Irlandais de la Salle des sciences à Manchester. Or, à présent, il existe pour la première fois une bonne occasion de faire œuvrer de concert travailleurs anglais et irlandais en vue de leur émancipation commune, ce qui est un résultat qu'aucun autre mouvement n'a jamais atteint dans un quelconque pays. Or, avant même que l'on se soit assuré de ce résultat, on nous demande de dire et d'imposer aux Irlandais de ne pas prendre eux-mêmes les choses en main et de se soumettre à la direction d'un Conseil anglais ! En fait, cela reviendrait à introduire dans l'Internationale l'assujettissement des Irlandais par les Anglais. Si les initiateurs de cette motion sont à ce point remplis d'un authentique esprit internationaliste, qu'ils en fassent donc la preuve en transférant le siège du Conseil fédéral britannique à Dublin et en le plaçant sous la direction d'Irlandais !

En ce qui concerne les prétendus heurts entre branches irlandaises et branches anglaises, ils ont été suscités uniquement par les membres du Conseil fédéral anglais qui ont tenté de s'immiscer dans les affaires des sections irlandaises dans le but de les amener à renoncer à leur caractère national spécifique et à se soumettre à la direction du Conseil anglais. Si elles se laissaient faire, les sections irlandaises d'Angleterre ne seraient plus reliées aux sections irlandaises d'Irlande.

Il n'est pas possible de faire dépendre certains Irlandais d'un Conseil fédéral de Londres, et d'autres d'un Conseil fédéral de Dublin. Les sections irlandaises en Angleterre sont notre base d'opération vis-à-vis des ouvriers irlandais en Irlande. Ils sont plus progressistes, parce qu'ils disposent de conditions plus favorables et que le mouvement ne peut être propagé et organisé en Irlande que par leur truchement. Or, faut-il délibérément anéantir soi-même cette base d'opération et renoncer au seul moyen grâce auquel l'Irlande peut être gagnée efficacement pour l'Internationale ?

Quoi qu'il en soit, il ne faut pas perdre de vue que les sections irlandaises n'accepteraient jamais - et elles ont parfaitement raison - de renoncer à leur organisation nationale autonome pour se subordonner au Conseil anglais.

Tout se ramène donc à l'alternative : doit-on permettre [81] aux Irlandais d'être leurs propres maîtres, ou les chasser de l'Association ? Si la motion était acceptée, le Conseil général devrait informer les ouvriers irlandais qu'après la domination de l'aristocratie anglaise sur l'Irlande, qu'après la domination de la bourgeoisie anglaise sur l'Irlande, ils doivent s'attendre maintenant à une domination de l'aristocratie ouvrière anglaise sur l'Irlande.

Adresse de la Ligue de la terre et du travail aux ouvriers et ouvrières de Grande-Bretagne et d'Irlande

Retour à la table des matières

... La domination de classe est possible aussi longtemps seulement que les opprimés sont préservés de la misère la plus extrême [59]. Or,

59 Cette *Adresse*, élaborée par Marx, fut publiée en brochure en 1869. S'appuyant sur les statistiques de l'évolution des revenus des diverses classes sociales en Angleterre, Marx mit en évidence, au début de ce texte, que la classe ouvrière dans son ensemble a subi une diminution importante de son standard de vie et une dégradation générale de son statut social. Cette démonstration chiffrée étant parallèle à celle que Marx a faite dans l'*Adresse inaugurale* de la Ire Internationale dans sa polémique bien connue avec Gladstone, nous l'avons écartée et n'en donnons ici que les conclusions.

dans leurs meilleures années, les classes dominantes n'ont pas réussi à protéger les ouvriers salariés de l'industrie de la misère et de la mort par inanition. Leurs mesures ont totalement échoué, et leurs promesses ne se sont pas réalisées. Elles avaient promis de réduire les dépenses publiques ; au lieu de cela, elles les ont augmentées de manière gigantesque. Elles avaient promis de décharger les ouvriers d'un fardeau fiscal exagéré ; cependant, les riches ne paient qu'une fraction des impôts encore augmentés, le reste étant prélevé sur les articles de première nécessité - les billets de gage eux-mêmes sont imposés -, et tout cela pour entretenir une armée permanente qui est constituée par des hommes tirés de vos propres rangs et qui doit servir à vous tirer dessus dès lors que vous donnez des signes de mécontentement.

Elles avaient promis de ramener le paupérisme à un minimum ; cependant elles ont fait de la pauvreté et de la misère le lot de votre vie quotidienne : la fameuse grosse miche de pain s'est réduite comme une peau de chagrin. Chaque moyen qu'elles ont appliqué n'a fait qu'aggraver [82] encore vos malheurs, et elles n'ont plus rien à proposer. Leur règne est donc voué à la ruine.

Continuer ainsi, ce serait mener tout le monde à la faillite. Il n'y a plus qu'un seul recours : le secours est en vous-mêmes ! Et vous ne devez plus supporter davantage cette condition horrible. Agissez d'après votre propre jugement, et vous mettrez fin à cet état de choses [60].

Il y a quelques semaines, un groupe d'ouvriers londoniens a délibéré de cette question. Les ouvriers en vinrent à la conclusion que la racine de tous les maux se trouve dans les bases mêmes de l'actuelle société, qu'il n'est pas d'autres recours qu'un bouleversement de l'ordre social et politique existant, et qu'une telle révolution ne peut être effectuée que par les millions d'ouvriers eux-mêmes. Ils formulèrent leurs conclusions dans une série de résolutions et convoquèrent une conférence de représentants ouvriers, conférence à laquelle ils soumirent leurs résolutions. Dans trois réunions successives, ils

60 Aux yeux de Marx, il n'y a aucune opposition entre, d'une part, l'autodécision et l'initiative ouvrières, et d'autre part, l'organisation concertée des syndicats et du parti. Les organisations ouvrières ont pour but de défendre et d'animer les actions du prolétariat en tant que classe autonome et indépendante de toutes les autres.

discutèrent ces résolutions et les adoptèrent à l'unanimité. Pour les réaliser, ils fondèrent une nouvelle organisation ouvrière, la *Ligue de la terre et du travail.*

De l'action combinée des travailleurs occupés et non occupés

Retour à la table des matières

La condamnation d'une partie de la classe salariée à l'oisiveté n'impose pas seulement à l'autre un surcroît de travail qui enrichit certains capitalistes individuels, mais du même coup elle maintient, au bénéfice de la classe capitaliste tout entière 1'armée industrielle de réserve en rapport avec les besoins de l'accumulation progressive [61]...

Dans l'ensemble, le taux général des salaires ne varie pas exclusivement en fonction de *l'expansion et de la contraction de l'armée de réserve industrielle* au cours des différentes phases du cycle industriel. Autrement dit, il n'est [83] pas déterminé *par l'évolution de la masse absolue de la population ouvrière,* mais par le *rapport variable* dans lequel la classe ouvrière se décompose en armée active et en armée de réserve, par l'augmentation ou la diminution de la surpopulation relative, par le degré où elle se trouve tantôt absorbée, tantôt dégagée à nouveau...

Pendant les périodes de stagnation et d'activité moyenne, l'armée de réserve industrielle pèse sur l'armée active, pour en refréner les prétentions pendant la période de surproduction et de paroxysme productif. *La surproduction relative forme donc l'arrière-plan sur lequel tourne la loi de l'offre et de la demande de travail, et elle limite la marge de jeu de la frénésie d'exploitation et du despotisme du capital* qui autrement ne connaîtraient plus aucun frein.

C'est le lieu ici de parler de ce que les économistes et apologistes du capital présentent comme un haut fait. On se souvient [cf. la *Théorie de la compensation,* chap. XV, partie VI] qu'à l'occasion de l'introduction de machines nouvelles ou de l'agrandissement du parc de machines existantes, lorsqu'une partie du capital variable se transforme en capital constant, l'apologiste du capital interprète à rebours cette opération qui « fixe » du capital et « libère » des

61 Cf. MARX, *Le Capital*, I, chap. XXV, IV. Le texte allemand différant assez considérablement du français, nous en donnons une traduction nouvelle.

travailleurs. En effet, ils affirment qu'elle libère du capital *pour les travailleurs*. Nous avons montré qu'aucune partie de l'ancien capital ne devient alors disponible pour les ouvriers déplacés, mais qu'eux-mêmes deviennent, au contraire, disponibles pour des capitaux nouveaux, s'il y en a.

C'est à présent seulement que l'on peut se rendre compte de l'impudence de ces apologistes. Les travailleurs qui sont directement rendus disponibles, ce ne sont pas seulement ceux qui sont directement chassés par les machines, mais encore ceux qui, sans l'introduction de ces machines, eussent normalement été absorbés par cette industrie dans son état ordinaire d'extension. Ils sont maintenant tous « libérés », et tout capital en quête d'emploi nouveau peut en disposer. Qu'il les attire, eux, ou qu'il en attire d'autres, l'effet produit sur la demande générale du travail restera toujours nul, tant que ce capital est juste suffisant pour retirer du marché autant de bras que les machines qui le composaient, y ont jetés. S'il en emploie moins, le nombre des ouvriers en excédent augmentera encore ; s'il en emploie davantage, la demande générale du travail ne s'accroîtra que de l'excédent des bras qu'il « engage » sur ceux qu'il a [84] « dégagés ». L'impulsion que les capitaux additionnels en quête d'emploi auraient autrement donnée à la demande générale de bras se trouve donc en tout cas neutralisée, jusqu'à concurrence des bras jetés par les machines sur le marché du travail.

En d'autres termes donc, le mécanisme de la production capitaliste lui-même fait que *l'accroissement absolu* du capital *ne s'accompagne pas d'une augmentation correspondante de la demande générale de travail*. Et c'est ce que les apologistes du capital appellent une compensation pour la misère, les souffrances et la ruine possible des ouvriers déplacés pendant la période de transition où ils sont cantonnés dans l'armée industrielle de réserve !

La demande de travail ne va pas de pair avec l'accroissement du capital, ni l'offre de travail avec l'accroissement de la classe ouvrière : ces deux facteurs agissent indépendamment l'un de l'autre. Les dés sont pipés. En effet, le capital agit des deux côtés à la fois. Si son accumulation augmente d'un côté, la demande de travail, elle, augmente, de l'autre côté, l'offre de travailleurs en les « libérant », alors qu'au même moment la pression des chômeurs contraint ceux qui travaillent à mettre en mouvement plus de travail ; bref, elle rend

dans une certaine mesure *l'offre d'emplois indépendante de l'offre de travailleurs*. Dans ces conditions, la loi de l'offre et de la demande de travail va parachever le despotisme du capital.

Aussi, quand les ouvriers commencent à s'apercevoir - comme cela se produit maintenant - que plus ils travaillent, plus ils enrichissent leurs patrons, et que plus leur force productive augmente, plus leur fonction de simples instruments de valorisation du capital devient précaire ; quand ils découvrent que l'intensité de la concurrence qu'ils se font les uns les autres dépend entièrement de la pression exercée par les travailleurs en surnombre ; quand ils organisent, grâce à leurs syndicats, un plan d'action commune entre les ouvriers qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, afin d'atténuer les effets funestes de cette *loi « naturelle » de la production* capitaliste sur l'ensemble de la classe ouvrière - à ce moment-là -, le capital et son sycophante, l'économiste, se mettent à crier au sacrilège, à la violation de la loi « éternelle » et, pour ainsi dire, « sacrée »de l'offre et de la demande. *E n effet, toute concertation entre ouvriers occupés et ouvriers inoccupés trouble le jeu « pur » de cette loi.*

[85]

Il est vrai que, dans les colonies, par exemple, lorsque la formation d'une réserve industrielle est freinée par des circonstances particulières, de sorte que la *dépendance absolue* de la classe ouvrière vis-à-vis des capitalistes s'en trouve atténuée (comme c'est le cas aux États-Unis), le capital et ses défenseurs stipendiés vitupèrent eux-mêmes contre cette loi « sacrée » et demandent à l'État d'intervenir afin d'en modifier les effets les plus gênants pour les capitalistes.

Syndicats et associations de production des travailleurs

Retour à la table des matières

Dans les publications de l'Association fraternelle des ouvriers s'entremêlent [62], en un fouillis inextricable, des idées exposées dans le *Manifeste communiste,* des réminiscences et revendications datant des vieilles corporations, des bribes du système de Proudhon et de Louis Blanc, des théories protectionnistes, etc. ; bref, on voulait de tout partout. On lança des grèves, des coopératives ouvrières, des associations de production, en oubliant qu'il s'agissait avant tout de conquérir d'abord, par des victoires *politiques,* un terrain sur lequel seulement tout cela pouvait être réalisé à long terme [63].

Lorsque les victoires de la réaction firent comprendre aux dirigeants de *l'Association fraternelle des ouvriers* qu'il était nécessaire d'intervenir directement dans la lutte révolutionnaire, ils furent naturellement abandonnés par la masse confuse de ceux qu'ils avaient regroupée autour d'eux.

Comme la monarchie de juillet fut obligée en apparence de s'entourer *d'institutions républicaines*, la république de février (1848) dut s'entourer *d'institutions sociales*. Le prolétariat parisien *arracha* aussi cette Concession [64].

Un ouvrier – Marche - dicta le décret par lequel le [86] Gouvernement provisoire, à peine formé, s'engageait à assurer l'existence des travailleurs grâce au travail, à fournir du travail à tous

62 Cf. ENGELS, *Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes,* 1885.

63 Les textes suivants abordent la question des associations ou coopératives de production par lesquelles les producteurs tentent de reconquérir le contrôle, la propriété et la direction de la production. C'est la question toute moderne de la gestion ouvrière, des conseils ouvriers d'entreprise, des soviets et de l'extension du rôle des syndicats qui, de sociétés de résistance, tendent à reconquérir la direction de l'appareil de production.

64 Cf. MARX, *Les luttes de classe en France, 1848-1850*, chap. I.

les citoyens, etc. Or, comme quelques jours après, il avait déjà oublié ses promesses et semblait avoir perdu de vue les revendications du prolétariat, une masse de 20 000 ouvriers marcha sur l'Hôtel de Ville aux cris de : « Organisation du travail ! Constitution d'un ministère spécial du Travail ! » A contrecœur et après de longs débats, le Gouvernement provisoire nomma une Commission spéciale permanente, chargée de découvrir les moyens d'améliorer la situation des classes laborieuses ! Cette commission fut formée de délégués des corps de métiers de Paris et fut présidée par Louis Blanc et Albert. On lui assigna comme siège le Luxembourg. *De cette façon, les représentants de la classe ouvrière étaient bannis du siège du Gouvernement provisoire, la fraction bourgeoise de celui-ci conservait dans ses seules mains le pouvoir d'État réel et les rênes de l'administration.* Bref, à *côté* des ministères des Finances, du Commerce, des Travaux publics, à *côté* de la Banque et de la Bourse, s'éleva une *synagogue socialiste* dont les grands prêtres - Louis Blanc et Albert - avaient pour tâche de découvrir la Terre promise, de proclamer le nouvel évangile et de procurer du travail au prolétariat parisien.

À la différence de tout pouvoir d'État ordinaire, ils ne disposaient d'aucun budget, d'aucun pouvoir exécutif. C'est avec l'esprit qu'ils devaient renverser les piliers de la société bourgeoise. Tandis que le Luxembourg cherchait la pierre philosophale, l'Hôtel-de-Ville battait la monnaie sonnante et trébuchante.

C'est de concert avec la bourgeoisie que les ouvriers avaient fait la révolution de février. C'est *aux côtés* de la bourgeoisie qu'ils cherchèrent à faire prévaloir leurs intérêts, de même que c'était à côté de la majorité bourgeoise qu'ils avaient installé un ouvrier dans le Gouvernement provisoire même [65].

65 « Après février 1848, les démocrates socialistes français (« Réforme », Ledru-Rollin, Louis Blanc, Flocon, etc.) ont commis la faute d'accepter volontairement la responsabilité de toutes les infamies votées et commises par la majorité, de toutes les trahisons de la classe ouvrière à l'intérieur. Et pendant que tout cela se passait, la classe ouvrière était paralysée par la présence au gouvernement de ces messieurs qui prétendaient l'y représenter. » (Engels à Turati, 26-1-1894.) Cf. MARX-ENGELS, *La Commune de 1871*. Lettres et déclarations pour la plupart inédites, 10/18, Paris, 1971, p. 249-250.

[87] *Organisation du travail !* Mais c'est le salariat qui est l'organisation bourgeoise, actuellement existante, du travail. Sans lui, point de capital, point de bourgeoisie, point de société bourgeoise.

Un ministère spécial du Travail ! Mais les ministères des Finances, du Commerce et des Travaux publics ne sont-ils pas les ministères du Travail *bourgeois ?* A côté d'eux, un ministère du Travail prolétarien ne pouvait être qu'un ministère de l'Impuissance, un ministère des Vains Désirs : une Commission du Luxembourg.

Comme les ouvriers croyaient s'émanciper aux côtés de la bourgeoisie, ils pensaient pouvoir accomplir une révolution prolétarienne à côté des autres nations bourgeoises, à *l'intérieur des frontières nationales* [66] de la France.

Sur l'agitation de J.-B. von Schweitzer en vue de la création de syndicats

Retour à la table des matières

Ci-joint la lettre que von Schweitzer m'a adressée. Que dois-je répondre à ce rusé de Schweitzer [67] ? Tu as pu constater, en lisant [dans le *Sozialdemokrat]* les débats du Congrès de l'Association générale des ouvriers allemands, que les lassalliens « orthodoxes » ont flairé que leur Monsieur le Président abandonne les eaux lassalliennes en

66 Souligné par nous.

67 Cf. Marx à Engels, 19 septembre 1868.

La polémique avec von Schweitzer et les lassalliens fait passer la question théorique des coopératives sur le plan pratique et organisationnel. L'aspiration d'une appropriation collective (coopérative) des moyens du travail est encore particulièrement vivace chez les artisans qui détiennent individuellement leurs moyens de production, mais sont menacés de les perdre par l'évolution capitaliste, ainsi que chez les couches ouvrières encore proches de cet état (paysans parcellaires prolétarisés). La liaison de von Schweitzer avec Bismarck explique, d'une part, qu'il faisait miroiter aux yeux de ses partisans l'octroi de crédits d'État pour créer des coopératives et, d'autre part, qu'ayant pris ainsi pied dans le mouvement ouvrier (le plus rétrograde) il cherchait maintenant à créer des syndicats ouvriers, inféodés à l'État, pour battre de vitesse les marxistes, Liebknecht, Bebel, etc., dans la tâche d'organisation de la classe ouvrière allemande.

convoquant une espèce de Congrès pour la création de syndicats et la réglementation des grèves. Ce n'est qu'en menaçant de démissionner de son poste qu'il obtint l'autorisation [88] d'entreprendre cette agitation indépendamment de l'Association générale des ouvriers allemands.

Son but est, naturellement, de battre Liebknecht de vitesse (dans la course pour former des syndicats). En outre, il s'est aperçu que le développement en Allemagne d'une *véritable* organisation ouvrière, fondée sur des syndicats, ficherait par terre tout son système artificiel de sectes. Ce qu'il vient maintenant de définir comme la somme des inventions lassalliennes dans son éditorial (n° 104), à savoir : « crédits d'État pour la création d'associations de production », est une copie littérale du programme du socialisme *catholique* français, exposé par Buchez dans *L'Atelier* à l'époque de Louis-Philippe.

Je devrai répondre à Schweitzer de manière diplomatique, et j'aimerais bien avoir ton opinion.

Je te renvoie ci-inclus la lettre de von Schweitzer [68]. C'est une bourrique de croire qu'il puisse te corrompre avec une telle lettre. En faisant de toi le chef de l'« Europe » en général, il indique délicatement que ton Empire ne s'étendra donc sur aucun pays en particulier, ton règne n'étant pas à proprement parler de ce monde. Il t'élève à la papauté pour que tu le couronnes empereur d'Allemagne, Liebknecht glissant alors dans les oubliettes.

De toute façon, un point précieux c'est que *tu* aies *sa* lettre en main. À mon avis, tu feras observer d'abord à ce philistin que son Congrès ouvrier n'aura de sens que s'il s'agit d'un *véritable* congrès ouvrier, et non d'une simple reproduction de son Congrès de Hambourg [69] ; autrement [89] dit, si Schweitzer fait en sorte que des

68 Réponse d'Engels, 21 septembre 1868, à la lettre précédente de Marx. Engels explique brillamment que l'unité dans l'organisation syndicale est la voie maîtresse pour le mouvement ouvrier.

69 L'Association générale des ouvriers allemands (A.G.O.A.), de tendance lassallienne et sous la direction de von Schweitzer, organisa son congrès à Hambourg (22-26 août 1868). Les ouvriers se préoccupant toujours plus de luttes réelles, économiques et politiques, les dirigeants de l'A.G.O.A. *manœuvrèrent* afin de ne pas perdre leur influence. Aussi ce congrès aborda-t-il

éléments autres que lassalliens y soient aussi représentés. Jusqu'à présent, il ne semble pas qu'il veuille s'engager dans cette voie, car il n'a pris aucune mesure de ce genre. La question n'est pas du tout de savoir s'il peut ou non « se lier d'amitié » avec Liebknecht et les autres : dans *une telle affaire, il doit aller avec eux.* Ensuite, pour ce qui concerne les Statuts, tu pourrais lui écrire que l'important n'est pas dans ce qui s'y trouve inscrit, mais dans ce qui s'en trouve réalisé.

Il est tout à fait évident que cet animal cherche à évincer Liebknecht, Bebel, etc. Mais, pour cela, il voudrait pouvoir s'appuyer sur un écrit de toi. Cela doit beaucoup compter à ses yeux, sinon il ne t'aurait jamais écrit cette lettre qui le livre entièrement à ta merci pour toujours. Enfin, tu as raison de dire que les quelques formules lassalliennes ne sont plus du tout suffisantes et qu'il doit les étendre...

…D'abord, en ce qui concerne l'association de Lassalle, elle a été fondée durant une période réactionnaire [70]. Après un sommeil de quinze ans, le mouvement ouvrier a été réveillé en Allemagne par Lassalle - tel est son mérite impérissable. Cependant, il commit de grosses fautes, se laissant par trop dominer par les circonstances. Il fit d'un point de départ insignifiant - son opposition à un nain tel que Schulze-Delitzsch - le point central de son agitation : aide de l'État. En échange de l'action autonome. Bref, il reprit simplement la formule

des problèmes qui n'avaient rien à voir avec le programme lassallien de l'A.G.O.A. C'est pourquoi von Schweitzer se heurta à une résistance farouche de ses partisans lorsqu'il proposa de convoquer un Congrès syndical à Berlin. C'est dans ces conditions que le Congrès de Hambourg prit des décisions importantes : il ratifia le principe des grèves, reconnut à l'unanimité que *Le Capital* de Marx avait rendu un service inappréciable à 1a classe ouvrière, et finalement qu'il était nécessaire d'engager des actions en commun avec les ouvriers des autres pays. En fait cependant, von Schweitzer et ses partisans empêchèrent l'affiliation de l'A.G.O.A.à l'Internationale et continuèrent à défendre leurs anciennes positions. Enfin, von Schweitzer empêcha l'organisation de Bebel et Liebknecht de participer au congrès syndical de Berlin, si bien qu'il brisa l'unité du mouvement ouvrier sur le plan syndical, unité à laquelle tendaient Bebel et Liebknecht en accord avec Marx. L'organisation de Bebel et Liebknecht s'affilia à l'A.I.T. en 1868 et constitua le Parti ouvrier social-démocrate à Eisenach en août 1869.

70 Marx à J.-B. von Schweitzer, 13 octobre 1868.

que Buchez chef du socialisme français *catholique,* avait lancée dès 1843 contre le mouvement ouvrier réel en France.

Trop intelligent pour considérer cette formule comme autre chose qu'un pis-aller transitoire, Lassalle ne put la justifier que par sa *prétendue* utilité immédiate. En vue de cela, il devait affirmer que cette formule pouvait se réaliser [90] dans un avenir immédiat. Or donc, l'État en général se transforma en l'État prussien. C'est ce qui l'obligea de faire des concessions à la royauté prussienne, à la réaction prussienne (parti féodal) et même aux cléricaux. Enfin, il combina la formule de Buchez - assistance de l'État aux sociétés ouvrières - à la revendication chartiste du suffrage universel, sans s'apercevoir que les conditions n'étaient pas les mêmes en Allemagne qu'en Angleterre : il oublia les leçons du Bas-Empire sur le suffrage universel français [71].

Comme tous ceux qui prétendent avoir dans leur poche une panacée pour les souffrances des masses, il donna d'emblée à son agitation une allure sectaire de type religieux. En effet, toute secte est religieuse. Précisément parce qu'il était le fondateur d'une secte, il nia, en outre, tout rapport naturel avec le mouvement antérieur d'Allemagne ou de l'étranger. Il tomba dans l'erreur de Proudhon, en ne cherchant pas la base de son agitation dans les éléments réels du mouvement de classe, mais en voulant prescrire à ce dernier sa marche d'après une recette doctrinale déterminée.

Ce que je dis ici après coup, je l'avais en grande partie prédit à Lassalle, lorsqu'il vint me rendre visite à Londres en 1862 et me demanda de me mettre avec lui à la tête de ce nouveau mouvement.

C'est dans votre propre personne que vous avez expérimenté l'opposition qui existe entre un mouvement de secte et un mouvement de classe. La secte cherche sa raison d'être et son point d'honneur, non pas dans ce qu'il y a de commun, au sein du mouvement ouvrier, mais dans sa *recette particulière* qui la *distingue* de ce mouvement. Ainsi lorsque vous avez proposé à Hambourg de convoquer un congrès en vue de fonder des syndicats, vous n'avez pu briser la résistance des sectaires qu'en menaçant de démissionner de votre poste de président. En outre, vous avez été contraint de dédoubler votre personne, en déclarant que l'une agissait en tant que chef de secte, et l'autre en tant qu'organe de mouvement de classe.

71 Cf. note 14 dans le second volume p. 213.

La dissolution [par la police] de l'Association générale des ouvriers allemands vous a fourni l'occasion de réaliser un grand progrès et de déclarer - de prouver, s'il le fallait - qu'une nouvelle phase de développement venait [91] de s'ouvrir, que le mouvement sectaire était désormais mûr pour se dissoudre dans le mouvement de classe et pour mettre fin à tout « personnalisme ». Le contenu réel de la secte eût dû être transféré comme élément enrichissant dans le mouvement général, comme ce fut le cas de toutes les sectes ouvrières du passé. Au lieu de cela, vous avez en fait mis en demeure le mouvement de classe de se subordonner à un mouvement sectaire particulier. Ceux qui ne sont pas vos amis en ont conclu que vous teniez absolument à conserver votre « propre mouvement ouvrier ».

En ce qui concerne le Congrès de Berlin, le temps ne pressait pas, puisque la loi sur les coalitions n'était pas encore votée [72]. Il vous eût donc fallu vous entendre d'abord avec les chefs *extérieurs* au cercle lassallien, afin d'élaborer un plan en commun avec eux, puis de convoquer le Congrès. Au lieu de cela, vous ne leur avez laissé qu'une alternative : se rallier publiquement à vous, ou faire front *contre vous*. Quant au Congrès, il n'apparaissait que comme une édition élargie du Congrès de Hambourg.

En ce qui concerne le projet de statuts, j'en tiens les principes pour fondamentalement faux, et je crois avoir autant d'expérience dans le domaine syndical que n'importe quel autre contemporain. Sans vouloir entrer ici dans les détails, j'observe simplement que *l'organisation centralisée,* qui s'applique si bien aux sociétés secrètes et aux sectes, est en contradiction avec la nature même des syndicats [73].

---

72 Marx fait allusion à la loi accordant aux ouvriers le droit de coalition et de grève, loi votée le 29 mai 1869 par la Diète de l'Allemagne du Nord. Dans sa lettre du 8 octobre 1868 - donc avant le vote de cette loi -, von Schweitzer s'était adressé à Marx, en tant que « secrétaire de l'Internationale », pour se plaindre de Bebel et Liebknecht et pour proposer une action « dans le cadre légal ».

73 Pour Marx, l'organisation des syndicats diffère donc de l'organisation centralisée du parti. Les syndicats tirent leur force de ce qu'ils mobilisent des masses immenses sur la base des intérêts matériels immédiats qui se calquent sur l'activité professionnelle. Seule une minorité plus décidée, plus disciplinée, plus consciente, bref un parti trempé dans la lutte, inflexible, sachant saisir l'état d'esprit de la masse et influer sur lui, est en mesure de se

[92]

Même si elle était possible - *or je la tiens tout bonnement pour impossible* -, elle ne serait pas souhaitable, et surtout en Allemagne. En effet, les ouvriers y sont dressés dès l'enfance par la bureaucratie à croire en l'autorité et l'instance supérieure, si bien qu'il faut avant tout qu'ils *apprennent à se tirer d'affaire tout seuls.*

Par ailleurs, votre plan manque de sens pratique. La « fédération » comprendrait trois puissances d'origines diverses : 1° *Le bureau* élu par les associations de métier. 2° Le *président*, élu au suffrage universel, soit un personnage tout à fait superflu ici. (Dans les statuts de l'Association internationale des travailleurs, il est également fait mention d'un président de l'association. En réalité, il n'a jamais eu d'autre fonction que de présider aux séances du Conseil général. J'ai refusé le poste de président en 1866 et proposé de le supprimer complètement en 1867 afin de le remplacer par un président de séance qui était choisi à chaque réunion hebdomadaire du Conseil général. Le

---

battre pour des intérêts plus lointains, essentiellement politiques et sociaux, qui se résument dans la destruction de l'État bourgeois. Contre von Schweitzer, Marx affirme que l'on mélange tout, si l'on donne une structure de parti aux organisations immédiates de la classe ouvrière. Qui plus est, on enlève toute efficacité à la lutte aussi bien économique (contre l'exploitation dans la production) que politique (la monopolisation par la bourgeoisie de la vie sociale).

Marx démontre sans peine que la dictature des chefs est le propre des partis ouvriéristes de masse, qui mélangent parti et syndicat en créant une organisation hybride. S'il y a dictature dans le parti, c'est celle des principes (qui sont acceptés volontairement par les militants, libres d'entrer ou de sortir de l'organisation). Or, les principes du programme sont le bien commun de tous, et non de la direction, qui a le devoir de les défendre et de les appliquer aux diverses situations. Les anarchistes reprendront plus tard les conceptions ouvriéristes et anticentralistes, et Engels leur répondra : « Au lieu et place de notre comité exécutif, nous aurions un simple bureau de statistique et de correspondance, qui ne saurait venir à bout de sections autonomes au point qu'elles n'auraient jamais à reconnaitre d'autorité dirigeante née de leur propre consentement. Le comité - ou mieux : le bureau de statistique et de correspondance - ne devrait surtout pas défendre son existence, car ce serait instituer un type d'organisation hiérarchique et autoritaire, et surtout pas de sections disciplinées, surtout pas de discipline de parti, pas de concentration des forces sur un objectif, surtout pas d'armes de combat ! Et ce, après la Commune ! » (Cf. Engels, « Le Congrès de Sonvilier et l'Internationale », *Volksstaat*, 10-1-1872.)

bureau londonien des syndicats n'a, lui aussi, qu'un président de séance. Son seul permanent est le *secrétaire,* qui se charge des affaires courantes.) 3° Le Congrès, élu par les sections locales. Cela signifie des heurts partout ; or, on prétend rechercher une « action rapide » ! Lassalle commît une lourde faute lorsqu'il emprunta à la Constitution française de 1852 le « président élu au suffrage universel », et précisément pour le mouvement syndical ! Or, celui-ci se préoccupe en grande partie de questions d'argent, et vous découvrirez bientôt que toute velléité de dictature s'arrête ici.

[93]

Cependant, quelle que soit l'erreur d'organisation, vous pouvez peut-être l'éliminer dans une grande mesure en agissant rationnellement. Comme secrétaire de l'Internationale, je suis prêt à jouer l'intermédiaire entre vous et la majorité de Nuremberg qui vous a directement exclu de l'Internationale : j'entends, bien entendu, agir sur une base rationnelle. J'ai écrit en ce sens à Leipzig (à Wilhelm Liebknecht). Je ne méconnais pas les difficultés de votre situation, et je n'oublie pas que chacun d'entre nous dépend plus des circonstances extérieures que de sa volonté.

Je vous promets en toute occurrence d'être impartial, comme c'est de mon devoir. Cependant je ne peux pas vous promettre qu'un jour je ne serai pas amené à critiquer ouvertement les superstitions lassalliennes comme je l'ai fait autrefois pour les proudhoniennes, dès lors que je préciserai mes *positions personnelles,* dictées absolument par l'intérêt du mouvement ouvrier.

En attendant, soyez assuré personnellement de ma meilleure volonté à votre égard.

votre dévoué K. M.

Marx à J.-B. von Schweitzer

Londres, le 13 février 1865

... Les coalitions qui donnent naissance aux syndicats ne sont pas seulement de la plus haute importance en tant que moyen d'organisation de la classe ouvrière dans sa lutte contre la bourgeoisie, comme il ressort entre autres de ce que les ouvriers des États-Unis ne peuvent s'en passer, malgré le suffrage universel et la république [74]. En outre, en Prusse et en Allemagne en général, le droit de coalition bat en brèche le régime policier et bureaucratique, et met en pièces les survivances du servage et de l'économie féodale dans les campagnes, bref c'est une mesure d'émancipation des « sujets » que le parti du progrès, c'est-à-dire tout parti d'opposition bourgeois en Prusse, pourrait - s'il n'était pas débile - autoriser cent fois plus facilement que le gouvernement prussien, et surtout celui de Bismarck !

En revanche, l'aide aux sociétés coopératives de la part du royal gouvernement prussien - et quiconque est au [94] courant des conditions de la Prusse en sait d'avance l'insignifiance - est égale à zéro en tant que mesure économique, cependant qu'elle aggrave du même coup le régime de tutelle, corrompt une fraction de la classe ouvrière et émascule le mouvement ouvrier.

Le parti bourgeois s'est déconsidéré en Prusse et a été lui-même l'artisan de son actuelle déchéance parce qu'il croyait vraiment qu'avec la « Nouvelle Ère » le gouvernement lui était tombé du ciel par la grâce du prince régent. Mais le parti ouvrier se discréditerait bien plus encore s'il s'imaginait qu'avec l'ère de Bismarck ou une quelque ère prussienne les alouettes lui tomberont toutes rôties dans la bouche. Il ne fait absolument aucun doute qu'une déception suivra la funeste illusion de Lassalle croyant à une action socialiste d'un gouvernement prussien. La logique des choses le démontrera. Cependant, *l'honneur* du parti ouvrier exige qu'il repousse de telles chimères, avant que l'expérience n'en ait montré l'inanité. La classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est rien...

---

74 Marx à J.-B. von Schweitzer, 13 février 1865.

Coopératives bourgeoises et patrie

Retour à la table des matières

Mazzini a décidé de conseiller à la classe ouvrière italienne de se grouper sous sa bannière pour former une ligue contre l'Internationale, en faisant confiance aux lendemains de l'Italie, en œuvrant pour l'avenir et la gloire de la patrie et en créant ses propres magasins de consommation (pas même des coopératives de production), enfin que tout le monde puisse obtenir le plus grand profit possible [75].

Il importe que les ouvriers italiens prennent conscience de ce que le grand conspirateur et agitateur Mazzini ne leur adresse jamais qu'un seul conseil : *Éduquez-vous, instruisez-vous aussi bien que vous le pouvez* (comme si c'était réalisable sans moyens), *employez-vous à créer des coopératives de consommation* (pas même de production) et... faites confiance à l'avenir [76] !!!

[95]

L'Internationale, couronnement des organisations et revendications économiques dans le but de la conquête du pouvoir politique

Après une lutte de trente ans, conduite avec la plus admirable persévérance, la classe ouvrière d'Angleterre, bénéficiant d'un désaccord momentané entre les maîtres de la terre et les maîtres de l'argent, réussit à conquérir la *loi de dix heures de travail* [77]. De tous

---

75 Cf. ENGELS, extrait du protocole de séance du Conseil général, exposé sur les rapports de Mazzini et de l'Internationale, à la réunion du 25 juillet 1871.

76 Cf. ENGELS, « La Prise de position de Mazzini contre l'Internationale », *Il Libero Pensiero,* 11 août 1871.

77 Cf. MARX, *Adresse de l'Association internationale des travailleurs,* établie le 28 septembre 1864, dans une assemblée publique tenue à Londres,

côtés, on a reconnu les immenses avantages, physiques, moraux et intellectuels, qui en résultèrent pour les ouvriers, et les rapports semestriels des inspecteurs des fabriques en font état à chaque fois depuis lors. Qui plus est, la plupart des gouvernements du continent durent adopter la loi anglaise des fabriques sous une forme plus ou moins modifiée, et le Parlement anglais lui-même se voit contraint d'en étendre chaque année le domaine d'application.

Outre son importance pratique, le succès de cette mesure ouvrière eut encore un autre effet. Par ses porte-parole scientifiques les plus autorisés - le Dr Ure, le Pr Senior et autres sages de même acabit -, la bourgeoisie avait prédit et prouvé à l'envi que la moindre réduction légale du temps de travail sonnerait le glas de l'industrie anglaise, qui, tel un vampire, ne peut pas vivre sans sucer le sang, et surtout le sang des enfants. Jadis le sacrifice d'un enfant était un rite mystérieux du culte de Moloch, mais il n'était pratiqué qu'en des occasions particulièrement solennelles, peut-être une fois par an, et puis Moloch n'avait pas une prédilection particulière pour les enfants des pauvres.

La lutte pour la limitation légale fut d'autant plus acharnée qu'à part la menace qu'elle faisait peser sur la cupidité bourgeoise, elle portait sur la grande querelle entre l'aveugle loi de l'offre et de la demande qui forme l'essentiel de l'économie politique de la classe bourgeoise, et le contrôle de la production sociale par l'action et la prévision collectives, qui forme 1'essentiel de l'économie politique de la classe ouvrière. C'est ce qui explique que la loi de dix heures n'a pas été seulement un succès pratique, mais [96] encore la victoire d'un principe. Pour la première fois, l'économie politique de la classe bourgeoise succombait au grand jour devant l'économie politique de la classe ouvrière.

Mais une victoire plus grande encore de l'économie politique du travail sur l'économie politique du capital allait se produire.

Nous voulons parler du mouvement coopératif et surtout des fabriques coopératives, organisées, avec bien des efforts et sans aide officielle aucune, par quelques bras audacieux. On ne saurait exagérer l'importance de ces grandes expériences sociales. Par des actes et non des arguments, elles ont prouvé que la production à une grande échelle et en harmonie avec les exigences de la science moderne peut

---

à St-Martin's Hall, à Long Acre.

être effectuée sans qu'une classe de maîtres emploie une classe de bras ; que les moyens de travail, pour porter des fruits, n'ont pas besoin d'être monopolisés pour dominer et exploiter le travailleur ; et que le *travail salarié* - tout aussi bien que le travail des esclaves et des serfs - n'est qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé, exécutant sa tâche, de son plein gré, l'esprit alerte et le cœur content.

En Angleterre, la graine du système coopératif a été semée par Robert Owen [78]. Les expériences tentées par les travailleurs sur le continent sont en fait une application pratique de théories qui n'ont pas été inventées en 1848, mais seulement proclamées hautement alors.

En même temps, l'expérience de la période de 1848 à 1864 a démontré sans aucun doute possible *ce que les plus clairvoyants des chefs de la classe ouvrière ont déjà exprimé dans les années 1851 et 1852 à propos du mouvement coopératif en Angleterre*, à savoir : pour excellent qu'il soit en principe, et utile dans la pratique, le travail coopératif, s'il reste circonscrit dans un secteur étroit, lié à des tentatives et efforts isolés et épars de travailleurs, ne sera jamais capable d'arrêter la progression géométrique des monopoles, ni de libérer les masses, ni même d'alléger de manière sensible le poids de la misère.

[97]

C'est sans doute parce qu'ils l'ont compris, que les lords beaux parleurs, des bourgeois philanthropes et moralisateurs, voire certains froids économistes coquettent à présent avec ce système de travail coopératif qu'ils avaient dans le temps cherché vainement à tuer dans l'œuf, en le raillant comme une utopie de rêveurs ou comme un sacrilège de socialistes.

Pour pouvoir affranchir les masses laborieuses, le système coopératif doit être développé à l'échelle nationale, ce qui implique qu'il dispose de moyens nationaux. Mais jusque-là, les propriétaires de

---

78 Owen a eu le mérite de démontrer : 1° que le travail associé permet l'utilisation des machines et des procédés techniques modernes ; 2° que le système capitaliste de propriété et de direction de la production peut être avantageusement remplacé par le travail associé des ouvriers ; 3° que la réduction générale de la journée de travail constitue le premier pas sur la voie de l'émancipation de la classe ouvrière : cf. Marx, *Salaire, prix et profit*.

la terre et du capital useront sans cesse de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques. Loin de favoriser l'émancipation des travailleurs, ils s'évertueront à semer sur sa voie tous les obstacles possibles et imaginables.

Lord Palmerston exprima le fond de leur pensée quand il interpella les partisans du projet de loi sur les droits des fermiers irlandais à la dernière session du Parlement en s'écriant : « La Chambre des Communes est une chambre de propriétaires fonciers ! »

Dans ces conditions, le grand devoir de la classe ouvrière, c'est de conquérir le pouvoir politique. Il semble que les ouvriers en prennent conscience. En effet, on assiste à une reprise du mouvement aussi bien en Allemagne qu'en France et en Italie, où l'on tente pareillement de restaurer le parti ouvrier. Un élément de son succès, c'est le *nombre*. Toutefois, le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par une claire conscience. L'expérience du passé a amplement démontré que si l'on dédaigne de nouer ce lien fraternel entre les travailleurs des différents pays afin de les entraîner à faire front ensemble dans leurs luttes pour l'émancipation, la sanction en sera l'échec commun de ses assauts désordonnés. C'est cette conviction qui a poussé les travailleurs de différents pays à fonder *l'Association internationale*, lors de l'assemblée publique tenue le 28 septembre 1864 à St. Martin's Hall.

Que les ouvriers veuillent instaurer les conditions de la production coopérative à l'échelle de la société - et tout d'abord chez eux, à l'échelle nationale - cela ne signifie qu'une seule chose : les ouvriers œuvrent à la révolution des conditions de production actuelles. Cela n'a rien à voir avec la création de sociétés coopératives avec l'aide de [98] l'État [79]. En ce qui concerne les sociétés coopératives actuelles, elles n'ont de valeur *que* dans la mesure où elles sont des créations

79 Marx critique à l'avance la partie du programme social-démocrate de Gotha (1875) relative aux coopératives de production, notamment l'affirmation suivante : « Pour préparer la solution de la question sociale, le Parti ouvrier allemand réclame l'instauration de coopératives de production, avec l'aide de l'État et sous le contrôle démocratique du peuple travailleur. Les coopératives de production doivent être créées en si grand nombre dans l'industrie et dans l'agriculture que l'organisation socialiste de toutes les activités en résulte. »

autonomes des travailleurs et ne sont protégées ni par le gouvernement ni par les bourgeois.

Travail coopératif

Retour à la table des matières

L'œuvre de l'Association internationale est de généraliser et d'unifier les mouvements spontanés de la classe ouvrière, mais non de leur prescrire ou de leur imposer un système doctrinaire quel qu'il soit [80]. Par conséquent, le Congrès ne doit pas proclamer un système spécial de coopération, mais doit se limiter à l'énonciation de quelques *principes* généraux.

a) Nous reconnaissons le mouvement coopératif comme une des forces transformatrices de l'actuelle société, fondée sur l'antagonisme des classes. Son grand mérite est de montrer pratiquement que le système actuel de subordination du travail au capital, despotique et paupérisateur, peut être supplanté par le système républicain de l'association de producteurs libres et égaux.

b) Mais le système coopératif, restreint aux formes minuscules issues des efforts individuels des esclaves salariés, est impuissant à transformer par lui-même la société capitaliste. Pour convertir la production sociale en un large et harmonieux système de travail coopératif, des changements généraux sont indispensables. Ces changements ne seront jamais obtenus sans l'emploi des forces organisées de la société. Donc, le pouvoir d'État, arraché des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, doit être manié par les producteurs eux-mêmes.

[99]

c) Nous recommandons aux ouvriers d'encourager la coopérative de production plutôt que la coopérative de consommation, celle-ci touchant seulement la surface du système économique actuel, l'autre l'attaquant dans sa base.

80 Résolution élaborée par Marx et adoptée par le Congrès de l'Association internationale des travailleurs, tenu à Genève en septembre 1866.

d) Nous recommandons à toutes les sociétés coopératives de consacrer une partie de leurs fonds à la propagande de leurs principes, de prendre l'initiative de nouvelles sociétés coopératives de production et de faire cette propagande aussi bien par la parole que par la presse.

e) Dans le but d'empêcher les sociétés coopératives de dégénérer dans les sociétés ordinaires bourgeoises (sociétés par actions), tout ouvrier employé, qu'il soit *associé ou non doit recevoir le même salaire.* Comme compromis purement temporaire, nous consentons à admettre un bénéfice très minime aux sociétaires.

Remarque sur le caractère politique des luttes syndicales

Retour à la table des matières

Le but final du mouvement politique de la classe ouvrière est naturellement la conquête du pouvoir politique à son profit, ce qui implique de toute nécessité qu'au préalable une organisation suffisamment développée de la classe ouvrière naisse et grandisse à partir de ses luttes économiques mêmes [81].

Cependant, pour devenir politique, un mouvement doit opposer aux classes dominantes les ouvriers agissant en tant que classe pour les faire céder au moyen d'une pression de l'extérieur. Ainsi, l'agitation est purement économique, lorsque les ouvriers tentent, par le moyen de grèves, etc., dans une seule usine ou même dans une seule branche d'industrie, d'obtenir des capitalistes privés une réduction du temps de travail ; en revanche, elle est *politique,* lorsqu'ils arrachent de force *(erzwingen)* une loi fixant à huit heures la journée de travail, etc. [82].

81 Cf. Marx à F. BoIte, 23 novembre 1871.

82 Lénine apporte la précision suivante sur ce point : « La classe ouvrière, pendant une grève politique, apparaît comme la classe dirigeante du peuple entier. Le prolétariat joue en de telles circonstances non seulement le rôle d'une des classes de la société bourgeoise, mais encore celui de force dominante, c'est-à-dire de dirigeant, de guide et d'avant-garde. Les idées politiques qui s'expriment dans un tel mouvement ont un caractère valable pour toute la nation, c'est dire qu'elles touchent aux conditions fondamentales les plus profondes de tout le pays. » (Cf. *Ökonomischer und politischer Streik*, 31 mai 1912, in *Lenin, Über Gewerkschaften*, Verlag für Literatur und Poli-

C'est de cette manière [100] que de tous les mouvements économiques isolés des ouvriers se développe partout un mouvement *politique,* autrement dit un mouvement de *classe* en vue de réaliser ses intérêts sous forme générale qui ait force de contrainte pour la société tout entière. Ces mouvements supposent une certaine organisation préalable en même temps qu'ils sont à leur tour un moyen de développer cette organisation.

Là où la classe ouvrière n'est pas encore assez avancée dans son organisation pour lancer une campagne décisive contre la violence collective - le pouvoir politique - des classes dominantes, il faut en tout cas qu'elle soit éduquée [83] à cette fin par une agitation incessante contre la politique hostile des classes dominantes. Dans le cas contraire, elle reste un jouet entre les mains de ces dernières, comme l'a démontré la révolution de septembre en France et comme le démontre dans une certaine mesure le jeu qui, jusqu'ici, réussit encore à MM. Gladstone et Cie en Angleterre.

Le droit de coalition, avec tout ce qui s'y rattache, dérange trop le règne de la police, la réglementation servile, la noblesse terrienne qui distribue si vaillamment des coups de pied au cul et la tutelle bureaucratique en général [84]. C'est pourquoi, dès que les citoyens - ou une partie d'entre eux - font mine de le revendiquer sérieusement, le

---

tik, 1927, Vienne et Berlin.)

À propos des grèves apolitiques, mais progressives durant la toute première période du mouvement ouvrier, cf. LÉNINE, *Le Parti socialiste et le révolutionnarisme sans-parti*, décembre 1905. in *Œuvres*, t. 10, p. 71-79. Pour Lénine, l'action économique possède alors aussi un caractère politique, mais ce dernier est bourgeois et profite à la bourgeoisie : « Le prolétariat russe exige à cette heure, immédiatement, non pas ce qui porte atteinte au capitalisme, mais ce qui l'épure, le fortifie et en hâte le développement. » (*Loc. cit*., p. 73.)

83 L'expression fameuse : « les syndicats sont l'école du socialisme » a un double sens : 1° les ouvriers y acquièrent une expérience des luttes revendicatives immédiates ; 2° le parti du prolétariat y apporte son expérience générale des luttes et « éduque » ainsi les masses dans le feu des luttes prolétariennes. Marx adressait, le 10 novembre 1871, à K. Speyer la directive suivante pour le mouvement ouvrier américain : « Pour ce qui concerne les syndicats, vous devez chercher à les gagner *à tout prix*. » (Cf. *Correspondance Fr.Engels - K.Marx* publiée par F.-A.Sorge, Editions Costes, t. I, p. 55.)

84 Cf. Marx à Engels, 13 février 1865.

gouvernement fait aussitôt volte-face : l'État prussien *ne peut pas* tolérer les coalitions et les syndicats. C'est absolument certain. En revanche, ce qui arrange bien ses sales affaires, c'est d'accorder des *subventions gouvernementales* [101] à quelques misérables sociétés coopératives. Cela permettra aux fonctionnaires de fourrer encore davantage leur nez partout, de contrôler ces « nouveaux » investissements, de corrompre les ouvriers les plus actifs, bref d'émasculer tout le mouvement. Cependant, étant donné l'impécuniosité générale de l'actuel gouvernement prussien, ces plans ne sont guère plus redoutables que la création d'un ordre honorifique pour dames patronnesses dans le bon vieux temps.

Là où je ne suis plus d'accord [85], c'est lorsque vous affirmez que vous êtes avant tout un *parti économique*. Vous - ou certains d'entre vous - vous avez vanté jadis l'énorme supériorité du parti dans les questions économiques. Or, à la première question économique qui s'est pratiquement posée à vous - celle des droits de douane protecteurs -, vous avez eu les pires divergences. Si cela doit se renouveler à chaque question économique, à quoi bon toute la fraction parlementaire du parti ?

Du point de vue des principes, il faut voter contre [le projet de subvention à la navigation à vapeur]. C'est ce que j'ai dit très clairement à Liebknecht. Mais que faire si la majorité de la fraction devait voter pour ce projet ? Tout ce qui resterait à faire alors, c'est de lier de telles conditions à son vote qu'elle y trouverait une excuse, afin qu'elle ne soit pas ridiculisée aux yeux de toute l'Europe, ce qui est inévitable autrement. Toutefois, ces conditions sont, et doivent être, telles que le gouvernement ne puisse les accepter, si bien que la

85 Engels à Bebel, 30 décembre 1884. Wilhelm Liebknecht publia dans le *Sozialdemokrat* du 8 janvier 1885 un article intitulé « A propos de la subvention de la navigation à vapeur », où il faisait allusion à l'autorité d'Engels pour combattre la majorité de la fraction parlementaire du Parti social-démocrate qui était disposée à voter les crédits pour la création d'une ligne de navigation maritime, prémices d'une politique coloniale de l'Empire allemand. Le gouvernement allemand avait eu l'« habileté » de faire miroiter aux yeux de la fraction social-démocrate la perspective de subventions ouvrières, et cela suffit à entraîner l'adhésion de la majorité de la fraction parlementaire social-démocrate ! Engels réussit finalement à contrecarrer ce projet, en intervenant auprès de Liebknecht et Bebel.

majorité de la fraction, si elle accepte de lier son vote à ces conditions, ne puisse voter pour le projet gouvernemental.

Il va de soi qu'il est impensable de voter sans conditions un projet impliquant que les ouvriers fassent cadeau de leur [102] argent à la bourgeoisie. Mais nous ne pouvons pas davantage poser à cette occasion la question politique de la scission du parti.

Dans toutes les questions de ce genre, où l'on veut tenir compte des préjugés petit-bourgeois de l'électeur, la meilleure voie à prendre est, à mon avis, de déclarer : En principe nous sommes contre, mais comme vous nous demandez de faire des propositions positives, et affirmez que ces problèmes intéressent aussi les ouvriers - ce que nous contestons, puisque seule une fraction microscopique en tirerait un avantage -, alors nous déclarons : soit, mais placez les ouvriers et les bourgeois sur un pied d'égalité 1 Pour chaque million que vous tirez, directement ou indirectement, de la poche des ouvriers pour le mettre dans celle des bourgeois, vous donnerez aussi un million aux travailleurs ; de même pour les subventions de l'État. Cela donnerait à peu près ceci (à titre d'indication seulement, car pour la forme précise qu'il faudrait adopter, je ne connais pas assez la législation particulière de l'Allemagne) :

1. Octroi de subventions et d'avances aux coopératives ouvrières, non pas tant pour en créer de nouvelles (car ce serait là un projet à la Lassalle avec toutes les défectuosités qui le caractérisent), mais plus particulièrement :

a) pour prendre à bail des domaines (ou, même d’autres bien-fonds) et les gérer en coopération ;

b) pour acheter et gérer en coopération des fabriques, etc., dont les propriétaires ont fermé les portes à la suite de la crise ou de la faillite, et commencer ainsi le passage graduel de toute la production à la forme coopérative.

2. Donner la préférence aux coopératives plutôt qu'aux entreprises capitalistes, lors de toutes les adjudications de travaux, à conditions égales ; autrement dit, en principe, adjuger autant que possible tous les travaux aux coopératives.

3. Supprimer tous les obstacles légaux qui continuent d'entraver le développement de coopératives libres ; autrement dit, rétablir avant tout pour la classe ouvrière le droit commun - si piètre soit-il - par l'abolition de la loi antisocialiste [86] qui ruine tous les syndicats et coopératives.

[103]

4. Liberté pleine et entière pour les syndicats et reconnaissance *de leur personnalité juridique* avec tous les droits que cela comporte.

En demandant cela, vous demandez simplement l'égalité de droit aussi bien pour l'ouvrier que pour le bourgeois, et si les dons faits aux bourgeois doivent accroître le développement industriel, ceux que l'on accorde aux travailleurs le feront encore bien plus. Sans une telle contrepartie je ne comprends absolument pas pourquoi la fraction social-démocrate voterait pour un tel projet. Si vous lancez de telles revendications parmi le peuple, les manœuvres relatives à l'aide de l'État pour l'industrie sous forme de dons cesseront bientôt, même auprès des électeurs. Toutes ces choses peuvent être introduites d'un jour à l'autre et mises en route au bout d'un an, et le gouvernement et la bourgeoisie seuls les empêchent. Quoi qu'il en soit, ce sont des mesures importantes que les ouvriers doivent aborder tout autrement que sous forme d'une subvention à la navigation à vapeur, de droits douaniers protecteurs, etc. Et les Français demandent en gros la même chose.

Mais, il y a encore autre chose qui se révèle à cette occasion seulement : il est possible que par leur vote les social-démocrates allemands décident de la voie dans laquelle s'engageront les partis ouvriers des autres pays. Vous vous couvririez de honte, si l'affaire de dons à la bourgeoisie se réalisait *grâce à vos suffrages* ! - et cela sans aucune contrepartie ! Je ne sais vraiment pas ce que je dirai alors aux Français et aux Anglais. Et quel triomphe chez les anarchistes, qui jubileraient : « Nous vous le disions bien, ce sont tous des philistins ! »

---

86 Engels fait allusion à la loi d'exception contre les socialistes, votée le 19 octobre 1878 au Reichstag. Elle interdisait toutes les organisations du parti et des syndicats *poursuivant des objectifs socialistes.* La durée d'application de la loi prit fin le 30 septembre 1890.

Ma proposition relative à la création de coopératives de production sur les domaines de l'État [87] n'avait pour but que d'indiquer à la majorité de quelle manière elle pouvait se tirer décemment du mauvais pas où elle s'était mise elle-même, en se montrant favorable à l'octroi de subventions aux compagnies maritimes. Mais, à mon avis, ma proposition est tout à fait correcte sur le plan des principes. En outre, il est tout à fait exact que nous ne devons faire que des propositions *réalisables*, si nous projetons quelque chose de positif. Mais, en substance, il n'est pas [104] nécessaire que nos propositions soient *réalisables* par le gouvernement existant. Je vais encore plus loin : si nous proposons des mesures - comme celle des coopératives - susceptibles de renverser la production capitaliste, alors ce ne doivent être que des mesures qui soient *effectivement réalisables,* bien que *le gouvernement existant soit dans l'impossibilité de les réaliser.* En effet, ce gouvernement ne ferait que gâcher toutes ces mesures, et s'il les réalisait ce serait uniquement pour nous ruiner. Quoi qu'il en soit, aucun gouvernement de hobereau ou de bourgeois ne réalisera jamais notre projet, car il ne lui viendra jamais à l'esprit d'indiquer ou d'ouvrir la voie au prolétariat agricole des provinces orientales afin qu'il détruise l'exploitation des hobereaux et des fermiers, en mettant précisément en mouvement la population qui fournit les régiments sur lesquels repose tout le règne de la Prusse, bref de détruire la Prusse de l'intérieur, et jusqu'à la racine ! C'est une mesure que nous devons absolument proposer tant que subsiste la grande propriété foncière, mesure que nous devrons réaliser nous-mêmes *lorsque nous serons au pouvoir,* à savoir : transférer - d'abord en affermage - les grands domaines aux coopératives gérant la terre elle-même sous la direction de l'État, de sorte que l'État reste propriétaire de la terre [88].

---

87 Cf. Engels à Bebel, 20-23 janvier 1886.

88 Engels parie ici des mesures de *transition au socialisme*, sous la dictature du prolétariat. La propriété se concentre progressivement en des unités plus importantes, les paysans individuels étant regroupés en coopératives locales, les coopératives locales en coopératives régionales, puis en branches de la production nationale. (Cf. MARX, *Le Capital*, III, Ed. soc., vol. VII, p. 105-106.)

Lénine estimait en 1917 : « Par un seul décret, le gouvernement prolétarien peut et doit transformer ces employés [des banques, des cartels, du commerce, etc.] en fonctionnaires de l'État, tout comme les chiens de garde du capitalisme, les Briand et autres ministres bourgeois, assimilent par un seul décret les cheminots en grève aux agents de l'État [...] Il suffit de

[105]

Cette mesure a le grand avantage d'être réalisable dans la pratique, mais aucun parti, en dehors du nôtre, ne peut s'y attaquer, ce qui veut dire qu'aucun autre parti ne peut la galvauder. Or, cette simple mesure suffirait à ruiner la Prusse, et plus vite nous la populariserons, mieux cela vaudra pour nous.

Ainsi donc, cette mesure n'a rien à voir avec ce que proposent Schulze-Delitzsch et Lassalle. En effet, tous deux prônaient la création de petites coopératives, l'un avec l'aide de l'État, l'autre sans elle ; mais tous deux estimaient que les coopératives ne devaient pas se substituer à la propriété *déjà existante* des moyens de production, mais réaliser de nouvelles coopératives *à côté* de la production capitaliste existante. Ma proposition tend à substituer la production coopérative à celle qui existe. *Il faut donner aux coopératives une terre qui autrement serait exploitée de manière capitaliste,* comme la Commune de Paris [89] a exigé que les ouvriers fassent fonctionner en coopératives les usines arrêtées par les capitalistes. C'est là toute la différence.

Marx et moi, nous n'avons jamais douté que, pour passer à l'économie pleinement communiste, la gestion coopérative à une grande échelle constituait une étape intermédiaire. Or, il faudra en

prendre la liste des directeurs, des membres des conseils d'administration, des gros actionnaires, etc. Ils sont quelques centaines, tout au plus quelques milliers dans *toute* la Russie ; auprès de chacun d'eux, l'État prolétarien, disposant de l'appareil des soviets, des associations d'employés, etc., peut préposer une dizaine, une centaine de contrôleurs, si bien que, au lieu d'avoir à « briser leur résistance », on réussira peut-être, grâce au *contrôle ouvrier* (sur les capitalistes) à rendre toute résistance *impossible.* » (Cf. *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?*, (*Œuvres*, t. 26, p. 102, 103.) Il est autrement difficile de contrôler les petits propriétaires innombrables « à cause du renouvellement spontané et continu, de la régénération du capitalisme et de la bourgeoisie par les petits producteurs de marchandises dans le pays *qui a renversé sa bourgeoisie* » *ibid.,* (Lénine, *La Maladie infantile,* etc., (*Œuvres*, t. 31, p. 66.)

89 Dans le premier essai de rédaction de *La Guerre civile en France.* (La Commune. 1. - Mesures en faveur de la classe ouvrière), Marx parle de la transformation en coopératives ouvrières, des ateliers et manufactures abandonnés par les bourgeois. (Ed. soc., 1953, p. 199.) Cf. également, *ibid*., p. 46, le projet de la Commune relatif aux « associations coopératives devant régler la production nationale selon un plan commun ».

prévoir l'organisation de sorte que la société - donc tout d'abord l'État - conserve la propriété des moyens de production et que les intérêts particuliers des coopératives ne puissent pas se consolider vis-à-vis de la société dans son ensemble [90].

---

90 Dans une note sur la *Nationalisation d e l a terre*, préparée pour le Congrès de l'Internationale de Bâle (1869), Marx fait la même distinction qu'Engels entre coopératives sous le régime capitaliste et sous le régime socialiste [en tant que stade intermédiaire au plein communisme] : « Nationaliser la terre sous un gouvernement bourgeois pour l'affermer par petites parcelles à des travailleurs isolés ou à leurs associations ne ferait que déchainer une concurrence impitoyable entre eux, provoquer un accroissement progressif de la rente et donner à *ceux qui détiennent* le sol des possibilités nouvelles de vivre aux dépens des producteurs...

« Transférer la terre à des travailleurs agricoles associés, ce serait livrer toute la société à une classe particulière de producteurs. La nationalisation de la terre (c'est-à-dire la propriété du sol entre les mains de l'État et son affermage aux coopératives) opérera une transformation complète des rapports entre le travail et le capital, et elle éliminera enfin toute la production capitaliste dans l'industrie aussi bien que dans l'agriculture. C'est alors seulement que les différences et les privilèges de classe disparaîtront, en même temps que la base économique sur laquelle ils reposent, et la société se transformera alors en une association de « producteurs ». Vivre du travail d'autrui ne sera plus qu'un rapport du passé ! Il n'y aura plus alors ni gouvernement ni État en opposition à la société ! » (Cf. « Le Marxisme et la Question agraire (suite) », *Fil du temps*, N° 7, novembre 1970, p. 167-170.

[106]

Adresse du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs aux sections, aux sociétés coopératives et à tous les travailleurs

Retour à la table des matières

Prolétaires !

Dans les correspondances que nous recevons, nous lisons que les membres de l'Association persévèrent dans la propagande de nos principes et augmentent le nombre des sections de l'Association, particulièrement en Suisse où la plupart de nos sections sont activement engagées dans l'établissement de sociétés de crédit et de secours mutuel, de coopératives de production, etc., qu'elles mettent en relation avec notre Association [91].

Après les massacres de Marchiennes [92], nos sections belges font les efforts les plus louables pour amener tous les prolétaires sous notre bannière.

Toutefois, dans d'autres pays, différentes causes ont entravé notre propagande.

L'Allemagne, qui, avant 1848, a manifesté un intérêt si profond pour l'étude des questions sociales, voit ses forces entièrement absorbées par le mouvement d'unification qui se déroule à l'intérieur.

Du fait du peu de liberté dont la classe ouvrière dispose en France, la généralisation de nos principes et l'extension de notre Association sont loin de correspondre dans ce pays à ce que nous pourrions espérer dans d'autres conditions. En effet, nous étions fondés à croire que les secours obtenus [107] par les sociétés ouvrières françaises

91 Marx a rédigé cette *Adresse,* qui fut approuvée par le Conseil général dans sa séance du 9 juillet 1867, à la veille du Congrès de l'Internationale à Lausanne. Lafargue fut chargé de traduire l'*Adresse* en français, parce que la direction proudhonienne de la section de Paris avait préparé son programme pour le Congrès en dehors du Conseil général.

92 En février 1867, la troupe ouvrit le feu, tuant et blessant de nombreux mineurs et ouvriers métallurgistes belges à Marchiennes.

(lors des grèves des ouvriers du bronze et des compagnons tailleurs de Paris en mars et février) de la part des syndicats ouvriers anglais grâce à notre intermédiaire, auraient pour résultat de gagner les ouvriers français à notre cause. Maintenant qu'en France la lutte entre la classe capitaliste et la classe ouvrière est entrée dans la phase que nous appelons « anglaise », autrement dit que la lutte a pris un caractère clairement marqué, les ouvriers comprendront sans doute bientôt que, pour combattre avec succès contre le pouvoir des capitalistes, il faut de toute nécessité une association puissante qui unisse dans ses rangs tous les éléments de la communauté ouvrière.

L'Angleterre, qui était absorbée par la réforme électorale, avait laissé un instant de côté l'agitation économique. Or, à présent que la question de la réforme est provisoirement réglée par l'enquête ouverte contre les syndicats [93] et que la puissance de la classe ouvrière s'est confirmée en même temps que les ouvriers ont pris conscience de leur force, nous pensons que l'heure est venue pour les sociétés ouvrières de comprendre l'utilité de notre Association. À diverses reprises déjà, on a reconnu comme il convient la valeur de notre Association dans les assemblées de délégués des sociétés et syndicats ouvriers, et de nombreuses sociétés se sont déjà formées dans notre sein. Grâce à la puissante organisation de la classe ouvrière, l'Angleterre est sans doute appelée à être l'une de nos plus fortes bases.

Les États-Unis d'Amérique semblent jouir d'une nouvelle jeunesse grâce à la guerre sanglante qu'ils viennent de traverser. La classe ouvrière est déjà largement centralisée, et son activité, s'exerçant sur le pouvoir bourgeois en vigueur actuellement, a déjà contraint divers États et Parlements à adopter la *loi de la journée de huit heures*. A l'occasion de l'élection du futur président, les divers partis politiques ont été obligés de faire leur profession de foi. Par la bouche de Wales, le parti radical a reconnu la nécessité de se consacrer plus particulièrement à la question du travail et du capital, et s’est clairement exprimé en faveur d'une transformation de la propriété du

93 En février 1867, une commission royale fut chargée d'enquêter sur les syndicats anglais afin d'enrayer leur activité croissante, soit en les interdisant, soit en apportant des entraves à leur fonctionnement. Les syndicats répondirent en organisant des meetings dans tout le pays et en convoquant une réunion nationale du 5 au 8 mars 1867 à Londres. La Commission royale ne put rien entreprendre contre les syndicats.

capital et de la [108] terre. Comme la classe ouvrière de ce pays possède déjà une force appréciable grâce à son organisation, elle est déjà en mesure de faire valoir sa volonté.

À l'heure actuelle, la progression de la classe ouvrière s'effectue de manière satisfaisante dans tous les pays civilisés, et particulièrement là où, comme en Amérique et en Angleterre, l'industrie est la plus avancée, l'organisation de la classe ouvrière la plus dense, et la lutte contre la bourgeoisie la plus acharnée.

En face de la force du capital, la force humaine individuelle a disparu, et l'ouvrier n'est plus qu'un rouage de la machine dans les usines. Pour reconquérir leur individualité, les ouvriers doivent s'unir et constituer des syndicats pour défendre leur salaire et leur vie. Jusqu'ici ces associations ont gardé un caractère plus ou mains local ; seul le capital voit sa force croître quotidiennement grâce aux découvertes et progrès nouveaux de l'industrie, par quoi un grand nombre de syndicats nationaux entrent dans un état d'impuissance ; si l'on étudie les luttes de la classe ouvrière anglaise, on apprend que les patrons des fabriques, pour résister à leurs ouvriers, font venir de l'étranger des travailleurs pour leur faire produire des marchandises à des salaires moins élevés. Face à cette situation, la classe ouvrière, si elle veut poursuivre sa lutte avec quelques chances de succès, doit transformer ses associations nationales en associations internationales [94].

---

94 Les pages du *Manifeste* et de *Misère de la philosophie*, où Marx retrace le développement historique des syndicats depuis le début du capitalisme, sont trop connues pour que nous les reproduisions ici. Ce qu'il importe de retenir, c'est qu'à l'instar de l'économie qui ne progresse que pas à pas, les syndicats sont des organismes d'une évolution extrêmement souple et malléable.

Dans *La Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*,Lénine indique, sur la lancée de Marx, les mutations progressives des syndicats en liaison, d'une part, avec le développement productif et, d'autre part, avec l'instauration du socialisme après la conquête du pouvoir politique : « Les syndicats ont marqué un progrès gigantesque de la classe ouvrière au début du développement du capitalisme ; ils ont marqué le passage de l'état de dispersion et d'impuissance où se trouvaient les ouvriers, aux premières *ébauches* de groupement de classe. Lorsque commença à se développer la forme suprême de l'union de classe des prolétaires, le *parti révolutionnaire du prolétariat* (qui ne méritera pas ce nom tant qu'il ne saura lier les chefs, la classe et les masses en un tout homogène, indissoluble), les syndicats révé-

[109]

Que les ouvriers considèrent ce point nouveau de l'évolution de la question, en prennent bien conscience et comprennent que, s'ils se rassemblent sous notre bannière, c'est pour défendre leur pain et celui de leurs enfants.

[110]

---

lèrent inévitablement certains traits réactionnaires, une certaine étroitesse corporative, une certaine tendance à l'apolitisme, un certain esprit de routine, etc. Mais nulle part au monde le développement du prolétariat ne s'est fait et ne pouvait se faire autrement que par les syndicats, par l'action réciproque des syndicats et du parti de classe. » (*Œuvres*, t. 31, p. 45.)

La conquête du pouvoir politique par le parti révolutionnaire du prolétariat permet aux syndicats de sortir de l'impasse et des contradictions où se trouvait l'économie capitaliste : « Le capitalisme laisse nécessairement en héritage au socialisme, d'une part, les vieilles distinctions professionnelles et corporatives, qui se sont établies durant des siècles entre ouvriers, et, d'autre part, des syndicats qui ne peuvent se développer et ne se développeront que très lentement, pendant des années et des années, en des syndicats d'industrie plus larges, moins corporatifs (s'étendant à des industries entières, et non pas simplement à des corporations, des corps de métiers et des professions). Par l'intermédiaire de ces syndicats d'industrie, on supprimera plus tard la division du travail entre les hommes ; on passera à l'éducation, à l'instruction et à la formation d'hommes universellement *développés, universellement préparés,* et sachant tout faire. C'est là que va, doit aller et arrivera le communisme, mais seulement au bout de longues années » (*Loc. cit*., p. 44-45.) On retrouve ici les idées de Marx exprimées dès 1844 dans les *Manuscrits parisiens*.

« Aussi le parti doit-il, plus encore que par le passé, à la manière nouvelle et pas seulement à l'ancienne, éduquer les syndicats, les diriger, sans oublier toutefois qu'ils restent et resteront longtemps l'indispensable « école du communisme », l'école préparatoire des prolétaires pour l'application de leur dictature, le groupement nécessaire des ouvriers, afin que la gestion de toute l'économie du pays passe graduellement d'abord aux mains de la classe ouvrière (ET NON DE TELLES OU TELLES PROFESSIONS), puis à l'ensemble des travailleurs » (*loc. cit*., p. 45-46).

Reprenant exactement les conceptions d'Engels sur la valeur irremplaçable de l'action dans la révolution des structures économiques, politiques et sociales, Lénine relie solidement l'action des syndicats à celle du parti dans l'édification du socialisme : « La révolution n'est possible qu'à la condition que nous réussissions à faire passer le pouvoir aux mains d'une nouvelle classe, de sorte qu'à la place de la bourgeoisie, des esclavagistes capitalistes,

Nous, Conseil général, nous en appelons à tous pour que le prochain congrès qui s'ouvre le 2 septembre 1867 à Lausanne devienne une manifestation éclatante de la classe ouvrière.

Il est facile de prévoir quel serait le sort de la population travailleuse, si chacune de ses actions restait isolée et soumise à l'initiative des individus [95]. L'implacable loi de l'offre et de la demande, si on ne la mettait pas en échec, réduirait les producteurs de toute richesse à un niveau de famine, puisque, dans les conditions

---

des intellectuels bourgeois, des représentants de tous les propriétaires, apparaisse, du haut en bas, une nouvelle classe, dans tous les domaines de la gestion de l'État, dans toute l'édification de l'État, dans toute la direction de la vie nouvelle.

« C'est seulement lorsque cette nouvelle classe sera éduquée, non par les livres, non par les meetings, non par les discours, mais par l'expérience de la gestion de l'État, *c'est seulement lorsqu'elle entraînera dans cette œuvre les masses les plus larges de travailleurs,* c'est seulement lorsqu'elle élaborera les formes susceptibles de s'adapter facilement à la gestion de l'État et à la création d'une organisation de l'État, que la révolution socialiste PEUT ÊTRE SOLIDE, et c'est seulement à cette condition qu'elle ne peut manquer d'être solide...

« Telle est la psychologie nouvelle qui se crée dans la classe ouvrière, telle est la mission nouvelle d'une portée historique gigantesque, échue au prolétariat, et *qui doit avant tout pénétrer dans la conscience des syndicats et des militants du mouvement syndical.* Ce ne sont plus seulement des organisations professionnelles. Ce sont maintenant des syndicats, dans la mesure où ils sont unis aux seuls cadres possibles sous le vieux capitalisme et groupent le plus grand nombre de travailleurs. Leur rôle est de pousser en avant ces millions et ces dizaines de millions de travailleurs, à partir d'une activité plus simple vers une activité plus élevée, sans jamais se lasser de puiser de nouvelles couches dans la réserve de travailleurs, et sans jamais se lasser de les stimuler aux travaux les plus ardus ; de former de cette manière des masses de plus en plus vastes pour la gestion de l'État, de fusionner avec la lutte du prolétariat qui a pris la dictature entre ses mains, et qui la détient aujourd'hui à la face du monde, en attirant dans tous les pays, chaque jour, les uns après les autres, les détachements ouvriers industriels et de socialistes qui, hier encore, toléraient les directives des social-traîtres et des social jusqu'au-boutistes, et qui maintenant se rapprochent de plus en plus du drapeau du communisme et de l'Internationale communiste. » (LÉNINE, « Rapport au IIe Congrès des syndicats de Russie », *Œuvres,* t. 28, p. 441, 448-49.)

Pour Marx comme pour Lénine, le but suprême est évidemment de relier en un tout homogène et indissoluble toutes les activités économiques, politiques et sociales du prolétariat de tous les pays, par-delà les frontières des

actuelles de la société, toute amélioration des forces productives et toute diminution du travail ouvrier ne tendent à rien d'autre qu'à faire baisser les salaires et à augmenter les heures de labeur. Cependant, il est certain que les pauvres qui travaillent et produisent toute la richesse ont une prétention humaine, immédiate et naturelle, sur les fruits de leur propre travail, mais cette revendication ne peut être affirmée et réalisée que par l'union de tous. Des efforts fractionnés sont d'un faible secours, et tout succès partiel n'est qu'éphémère. Seules une union profonde et une combinaison de toute la masse laborieuse de tous les pays peuvent donner une solution satisfaisante de la question du travail. Bien des [111] choses ont déjà été faites dans cette direction, mais il reste encore beaucoup à faire. Une réunion périodique de tous les délégués ouvriers des différents pays a pour effet de surmonter les antipathies nationales traditionnelles, de cimenter l'amitié et d'*ouvrir la voie à un mode de travail commun en direction d'un but commun.*

La forme future de l'association

Retour à la table des matières

Les associations spontanées ou même organisées tendaient jusqu'ici, en substance, à des fins économiques, mais ces fins étaient cachées et enfouies, sous un amas idéologique accessoire [96]. La *polis* antique, la ville ou corporation du moyen âge, les liens féodaux de la noblesse terrienne avaient tous des buts idéologiques accessoires, qui sanctifiaient ces associations et qui - pour ce qui concerne les liens familiaux des patriciens et la corporation tout autant que l'antique

professions, catégories, nations et même des modes de production, précapitalistes, bourgeois et socialistes, pour ne plus avoir qu'une seule classe internationale, formant « une seule tête et un seul cœur » *(Le Capital)* face à toutes les autres classes.

95 Cette dernière partie ne se trouve que dans la version anglaise de *l'Adresse.*

96 Cf. ENGELS, page extraite du manuscrit préparatoire de *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, 1884.

polis - avaient surgi des souvenirs, traditions et modèles de la société gentilice. Il fallut attendre les compagnies d'affaires capitalistes pour que l'association devienne prosaïque et objective, quoique vulgaire. L'association du futur unira le prosaïsme et l'objectivisme de ces dernières au souci du bien-être social de toutes les associations du passé. C'est ainsi qu'elle pourra remplir son but.

[112]

[113]

3

ACTION SYNDICALE DE MARX-ENGELS DANS L'INTERNATIONALE

Retour à la table des matières

[114]

« En Posnanie - comme l'annonce Zabicki - des ouvriers polonais (charpentiers, etc.) ont victorieusement mené à terme une grève grâce à l'aide de leurs collègues de Berlin. Cette lutte contre Monsieur le Capital [en français dans le texte] - même sous la forme élémentaire d'une grève - balaie tout autrement les préjugés nationaux que toutes les déclamations pacifistes de messieurs les bourgeois. »

[Marx à Engels, 18 août 1869.]

Aide de l'Internationale au mouvement syndical

Retour à la table des matières

Voici un exemple de cette aide. L'un des moyens qu'utilise le plus fréquemment le mouvement d'émancipation, c'est la grève [97]. Quand une grève éclatait jadis dans un pays, elle était étouffée par l'importation de main-d'œuvre étrangère. L'Internationale a pratiquement mis un terme à ces procédés. Après qu'on l'a informée de la grève qui se prépare, elle transmet la nouvelle à ses membres, qui apprennent ainsi que le lieu de la lutte est un terrain défendu. Ainsi les fabricants ne peuvent plus compter que sur leurs propres ouvriers. Dans la plupart des cas, les grévistes dont pas besoin d'une autre aide. Leurs propres fonds ou les collectes faites par d'autres associations auxquelles ils sont plus ou moins directement affiliés leur fournissent une assistance. Cependant, si leur situation devient trop difficile et si la grève a trouvé l'appui de l'Internationale, les ressources nécessaires sont tirées d'une

97 Cf. KARL MARX, Interview au correspondant du *World*, in *Woodhull & Claflind's Weekly*, 12 août 1871.

caisse commune. C'est ainsi que la grève des ouvriers des usines textiles de Barcelone [98] a été couronnée de succès il y a quelques jours.

Toutefois, l'Internationale n'a pas intérêt à fomenter des grèves : elle les soutient dans certaines conditions [99]. Elle [115] n'y gagne rien du point de vue pécuniaire, au contraire. Résumons tout cela en un mot. La classe ouvrière reste pauvre au milieu d'un accroissement de richesse et végète misérablement au milieu d'un luxe toujours croissant. La misère matérielle débilite l'ouvrier, moralement aussi bien que physiquement. La classe ouvrière n'a rien à espérer d'une autre classe. C'est pourquoi il est absolument nécessaire qu'elle défende elle-même sa cause. Elle doit modifier son attitude envers les capitalistes et les propriétaires fonciers, et cela signifie qu'elle doit transformer toute la société. Tel est, pratiquement, le but général de toute organisation ouvrière ; les ligues ouvrières et paysannes, les syndicats et sociétés de secours mutuel, les coopératives de production et de consommation ne sont tous que des moyens pour atteindre ce but.

L'Association internationale des travailleurs a pour devoir de réaliser une solidarité authentique et effective entre ces organisations. Son influence commence à se faire sentir partout.

---

98 Le correspondant du *World* a écrit par erreur : grève des cigariers. Or, celle-ci a eu lieu, en 1871, à Anvers et autres villes belges.

99 Dans le passage précédent, Marx avait affirmé : « Les objectifs de l'Internationale doivent être assez vastes pour embrasser toutes les formes d'activité de la classe ouvrière. Leur donner un caractère particulier, ce serait les adapter aux besoins d'une seule section ou aux besoins des travailleurs d'une seule nation. Mais alors comment demander à tous de s'unir pour atteindre les buts de quelques-uns ? Si notre Association agissait de la sorte, elle n'aurait plus le droit de s'appeler Internationale. L'Association ne dicte aucune forme déterminée aux mouvements politiques : elle exige seulement que ces mouvements tendent vers un seul et même but final. Elle embrasse un réseau de sociétés affiliées qui s'étend à l'ensemble du monde du travail. Dans chaque partie du monde surgissent des aspects particuliers du problème général, et les ouvriers doivent en tenir compte dans leurs actions et leurs revendications. »

Activité syndicale de Marx et Engels et du Conseil général de l'A.I.T.

Retour à la table des matières

À la séance du 21 février 1865 du Conseil général, lecture est donnée d'une lettre des ouvriers tuiliers demandant leur adhésion à l'Internationale [100]. Le 28 mars 1865, une délégation du Conseil général rend compte de sa visite à la conférence du syndicat des cordonniers qui se déclare d'accord avec les principes de l'Association internationale [116] des travailleurs et promet « de consacrer tous ses efforts à propager les excellentes idées de liberté parmi nos adhérents ». Le 1er avril 1865, la confédération des charpentiers de Chelsey demande au Conseil général de lui envoyer un représentant afin de faire connaître les principes de l'A.I.T. Weston rend compte de la visite d'une délégation au syndicat des mineurs.

Le 25 avril 1865, on donne lecture d'une lettre des typographes de Leipzig qui informent le Conseil général de leur grève et expriment le vœu que les typographes de Londres leur apporteront une aide. Le Conseil général envoie une délégation formée de Fox, Marx et Cremer, qui doivent se rendre à la réunion du syndicat des typographes londoniens afin de l'informer de la lettre de Leipzig. A la séance du 9 mai, Fox rend compte de la visite faite chez les typographes londoniens qui ont déclaré qu'il leur était, hélas, impossible de prêter de l'argent pour un délai de 3 mois, de sorte que les efforts de la délégation sont restés sans résultat.

---

100 Cf. Extrait du protocole des séances du Conseil général de l'A.I.T., d'après A. Losowsky, *Karl Marx und die Gewerkschaften*, p. 46-47, 65-66, 110-111. Il s'agit d'une liste tout à fait fragmentaire, mais néanmoins significative, des activités de Marx, Engels et du Conseil général. Il suffit, pour s'en rendre compte, de constater qu'elle omet certaines adresses, comptes rendus, etc., de Marx pourtant bien connus, que nous reproduisons dans ce volume.

Marx n'a pas attendu d'être à la tête de l'Internationale pour défendre les ouvriers en grève et faire connaître leur point de vue dans la presse ouvrière ou bourgeoise : cf. par exemple dans notre volume II, l'article du 17 octobre 1853.

Le 23 mai 1865, on lit une lettre de Lyon envoyée par les ouvriers d'une fabrique de tulle qui parlent d'une offensive contre leurs salaires. Le 25 juin 1865, c'est l'annonce de l'adhésion du syndicat des tisserands de Lille à l'A.I.T. On lit, dans la même séance, une lettre de Lyon annonçant que les ouvriers ont dû battre en retraite et interrompre leur grève parce qu'ils manquaient de moyens pour vivre.

Le 4 juillet 1865, on lit une lettre de Lyon, confirmant la réception de 400 cartes d'adhésion et donnant de plus amples détails sur l'échec de la grève.

Le 30 janvier 1866, le Conseil général discute des débats du syndicat londonien sur la question des chambres de conciliation. Le 27 mars 1866, le Conseil central est informé d'une grève des tailleurs londoniens et du projet des patrons de faire venir du continent des briseurs de grève. Le Conseil général décide d'informer les travailleurs de divers pays du continent de s'opposer à l'envoi de main-d'œuvre pendant toute la durée de la grève. Le 3 avril 1866, le comité exécutif du syndicat des tailleurs anglais remercie le Conseil général en termes chaleureux, et annonce son adhésion à l'A.I.T. Au même moment, les tisserands de Coventry annoncent leur adhésion.

Le 4 avril 1866, un délégué des tréfileurs remercie le Conseil général, qui s'est efforcé d'empêcher l'importation [117] de main-d'œuvre continentale en vue de briser leur grève. A la séance du Conseil général du 10 avril 1866, communication est donnée de l'envoi par le syndicat des cordonniers de la somme d'une livre sterling, ainsi que d'une demande de ce syndicat pour que le président du Conseil général, Odger, le représente au Congrès. Le 17 avril 1866, ce syndicat est admis dans l'A.I.T. comme groupe local. A la même date, on annonce que Weston et Young, membres du Conseil général, doivent représenter les stucateurs à la séance du Comité.

Le 1er mai, Young informe le Conseil général de sa visite au groupe local du syndicat des ouvriers tuiliers, visite effectuée en compagnie de Lafargue. Ils furent accueillis dans l'enthousiasme, et on leur promit un soutien. Le 15 mai 1866, la section Darlington de l'association unifiée des tailleurs fut admise dans l'Internationale.

Le 22 mai, le Conseil général reçoit une lettre de Genève annonçant le début d'une grève des cordonniers et demandant que l'on en informe tous les ouvriers. Le même jour, on choisit une délégation qui

doit se rendre chez les tuiliers et les ébénistes qui ont promis d'adhérer à l'Internationale, non seulement en paroles, mais encore en acte.

Le 17 juillet 1866, le Conseil général est informé de ce que l'association Böttcher « Hand in Hand » est désireuse d'adhérer à l'Internationale et a promis de verser 1 shilling par membre pour le financement du Congrès de Genève. A la même séance, on apprend que l'assemblée de charpentiers a reçu une délégation de l'Internationale et a décidé de verser une livre sterling pour couvrir les frais du Congrès de l'A.I.T.

Le 17 août 1866, le Conseil général est informé de ce que l'association londonienne des typographes a désigné son secrétaire comme délégué au Congrès de Genève. L'Association unifiée des mécaniciens refuse l'envoi d'un délégué au Congrès et refuse à une délégation du Conseil général l'autorisation de prendre contact avec le groupe local des mécaniciens.

Le 28 septembre 1869, le Conseil général est informé par une lettre de Marseille d'un lock-out des vanniers qui demandent un secours. Le secrétaire est chargé de répondre que le Conseil général n'a pas les moyens d'envoyer une aide financière pour le moment, mais il s'adresse en même temps au syndicat des vanniers de Londres. Le même jour, le Conseil général reçoit une lettre des ouvriers d'une imprimerie [118] de New York, demandant que l'on empêche des briseurs de grève de les priver de leur travail durant la grève. Le même jour, le Conseil général reçoit une lettre des typographes et graveurs de Hildon, qui demandent un soutien pour leur grève.

Le 12 octobre 1869, le Conseil général est informé par Obery d'une grève des tisserands d'Elbeuf, qui demandent un soutien. Les tisserands demandent la fixation d'un tarif salarial ; des tisserands d'autres localités se sont joints au mouvement, et s'ils n'obtiennent pas satisfaction, la grève sera déclenchée dans les quinze jours.

Le 26 octobre, le Conseil général est informé d'un procès engagé contre les délégués de 28 branches professionnelles de Paris à l'occasion des événements sanglants d'Auban qui ont fait 42 tués et 36 blessés. Il est informé, en outre, des luttes des mineurs en France.

Le 2 novembre 1869, les ébénistes d'une entreprise genevoise se mettent en grève parce qu'on voulait leur imposer de faire des heures

supplémentaires. Le Conseil général est informé de ce que le gouvernement français a mis à la disposition des patrons de jeunes fillettes de l'Assistance publique afin qu'elles travaillent à la place des vendeuses des blanchisseries qui s'étaient mises en grève parce qu'elles refusaient de travailler le dimanche.

Le 9 novembre 1869, Jung informe le Conseil général de ce que 2 000 doreurs parisiens avaient décidé de refuser, quelles que soient les circonstances, de travailler au-delà de dix heures par jour. L'association des lithographes, comprenant 300 adhérents, et celle des Klemmer, comprenant 200 adhérents, sont admises dans l'Internationale.

Le 26 novembre, Marx informe le Conseil général qu'il a reçu une lettre de Hanovre lui annonçant que les mécaniciens font une grève qui dure déjà depuis six semaines pour protester contre une prolongation de leur temps de travail et une réduction de leurs salaires.

Le 4 janvier 1870, en réponse à une demande de prêt de la direction du Parti social-démocrate en faveur des mineurs en grève dans les charbonnages de Waldenburg, le secrétaire du Conseil général est chargé de rédiger une déclaration annonçant qu'« il n'y a aucune perspective de recevoir une aide de Londres ».

Le 11 janvier 1870, le Conseil général reçoit une lettre de Neville-sur-Saône lui demandant un soutien pour les imprimeurs de coton en grève. Le secrétaire est chargé de [119] prendre contact avec le syndicat correspondant de Manchester. Les ouvriers parisiens des ateliers de fabrication d'instruments chirurgicaux, s'étant mis en grève, demandent un soutien au Conseil général. Celui-ci décide de leur apporter son soutien et s'adresse aux professions similaires de Sheffield.

Le 6 avril 1870, Marx exprime le désir que l'on ajourne la publication d'une déclaration jusqu'à ce que les débats du tribunal du Creusot soient terminés. De toutes parts, les fonds affluent, et il ne faudrait pas donner l'impression que Londres ne prodigue que des paroles.

Le 10 avril 1870, le Conseil général reçoit une lettre de Paris, dans laquelle Varlin annonce qu'il revient de Lille où il a créé une section syndicale sous le contrôle de l'A.I.T. Un Conseil fédéral pourrait prendre la tête des différents syndicats. Il attire l'attention du Conseil général sur les condamnations très sévères à l'encontre des mineurs du Creusot incarcérés à la suite de grève, et demande que le Conseil gé-

néral prépare une Adresse à ce sujet. Dupont et Marx sont chargés de la rédiger.

Le 31 mai 1870, le Conseil général reçoit une délégation des fondeurs parisiens en grève. Il décide de mettre la délégation en contact avec le même corps de métier anglais et, pour faciliter le contact, choisit une délégation issue du Conseil général pour l'accompagner. Le 14 juin 1870, le secrétaire informe le Conseil général que l'association unifiée des mécaniciens a collecté parmi ses membres une contribution de 2 d. en faveur des fondeurs parisiens en grève. Le Conseil général décide d'envoyer le secrétaire de l'association des mécaniciens à Paris pour verser les fonds collectés aux fondeurs en grève, et ce non seulement pour assurer la remise des fonds, mais encore pour obtenir le meilleur effet moral.

Avertissement

Retour à la table des matières

Il y a peu de temps, les ouvriers tailleurs de Londres ont constitué une Association générale [101] pour faire valoir leurs revendications contre les maîtres tailleurs, qui sont [120] pour la plupart des capitalistes [102]. Il s'agissait non seulement de mettre les salaires en équilibre

101 Marx rédigea cet *Avertissement* à la demande du Conseil central de l'Internationale, dans sa séance du 27 mars 1866, à l'occasion du recrutement de compagnons tailleurs allemands et danois pour des patrons écossais. Le 1er mai 1866, Engels avait informé Marx de l'arrivée de 57 tailleurs allemands à Édimbourg et de l'annonce de deux autres cargaisons. Le Conseil central fut informé le même jour par un vieil ami de Marx – Lessner - que les patrons londoniens s'efforçaient de recruter de la main-d'œuvre allemande. Les tailleurs allemands de Londres formèrent alors un comité et décidèrent d'intervenir, en accord avec le Conseil central. Celui-ci envoya deux émissaires à Édimbourg qui réussirent à amener les immigrés à déchirer leur contrat et à retourner dans leur pays.

En mars 1866, les tailleurs londoniens en grève créèrent une association, dont le comité exécutif, en liaison avec le Conseil central, dirigea efficacement la grève. L'organisation s'affilia à l'Internationale en avril 1866, et un délégué des tailleurs participa aux travaux du Congrès de Genève de l'A.I.T.

102 Ce texte de Marx fut reproduit le 15 mai 1866 dans *Oberrheinischer Courier*.

avec le prix sans cesse croissant des denrées alimentaires, mais encore de faire cesser un traitement exceptionnellement brutal des travailleurs de ce corps de métier.

Les patrons tentèrent de briser cette association, en recrutant des ouvriers tailleurs, surtout en Belgique, en France et en Suisse. Les secrétaires du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs publièrent aussitôt un avertissement dans les journaux belges, français et suisses, dont le résultat fut un plein succès. La manœuvre des patrons londoniens échoua : ils durent s'incliner et satisfaire les justes revendications de leurs ouvriers.

Battus en Angleterre, les patrons essaient maintenant de préparer une contre-attaque à partir de l'Écosse. A la suite du mouvement londonien, ils furent en effet contraints d'accorder également une augmentation de salaire de 15 % d'abord à Édimbourg. Toutefois, en sous-main, ils envoyèrent des agents en Allemagne afin de recruter des ouvriers tailleurs, surtout dans la région de Hanovre et dans le Mecklembourg. La première cargaison en a déjà été expédiée à Édimbourg. Le but de cette importation est le même que celui qui est poursuivi avec l'envoi de coolies indiens vers la Jamaïque : perpétuation *de l'esclavage salarié.*

Si les patrons d'Édimbourg réussissaient, grâce à cette importation allemande, à annuler les concessions déjà faites, il se produirait inévitablement une réaction en Angleterre. *Nul n'aurait plus à en souffrir que les ouvriers allemands eux-mêmes,* dont le nombre est plus élevé en Grande-Bretagne que celui des ouvriers de toutes les autres nations du continent. Quant aux ouvriers fraîchement importés, ils [121] tomberaient bientôt au niveau des parias, étant donné qu'ils sont sans défense aucune dans un pays étranger.

C'est, en outre, un point d'honneur pour les travailleurs allemands que de démontrer à l'étranger qu'ils savent représenter l'intérêt général et commun de leur classe, comme l'ont fait leurs frères de France, de Belgique et de Suisse, et que, dans la lutte du capital contre le travail, ils ne sont pas disposés à être utilisés comme des *mercenaires dépourvus de conscience.*

Au nom du Conseil général
de l'Association internationale
des travailleurs, Karl Marx.

Londres, le 4 mai 1866.

Les ouvriers tailleurs allemands qui désirent avoir des renseignements plus précis sur la situation en Angleterre sont priés d'adresser leur courrier à la branche allemande de l'association des tailleurs de Londres, au nom de. Albert F. Haufe, Crown Public House, Hedden Court, Regent Street, London.

Le lock-out des vanniers de Londres

Retour à la table des matières

Le capital ne considère l'ouvrier que comme une machine à production, rien de plus [103]. Le dernier *lock-out* de Londres en offre un

103 Extrait du *Rapport du Conseil général de l'Association internationale au Congrès de Lausanne. 1867*, élaboré par Marx et adopté par le Conseil général dans sa séance du 20 août.

Nous ne reproduisons, dans ce volume, qu'une petite partie seulement des adresses et appels, rédigés par Marx et Engels, à l'occasion de mouvements de grève. C'est à titre d'illustration que nous reproduisons parfois les discussions qui ont préparé au Conseil général l'élaboration d'un appel. C'est presque toujours à l'initiative de Marx que fut décidée au Conseil général l'aide aux grévistes.

Comme on le sait, Marx s'attacha à faire ou à parfaire l'éducation politique ou économique des membres anglais du Conseil général. Ainsi, dès juin 1865, après toute une polémique, Marx entreprit d'exposer, devant les membres du Conseil général, les idées directrices de la lutte syndicale, pu-

exemple frappant. Voici les faits. Les patrons vanniers de Londres déclarèrent à leurs ouvriers qu'ils [122] devaient dissoudre leur association et accepter une diminution de salaire dans un délai de trois jours, les informant que, faute de ce faire par eux, à l'expiration de ce délai, les ateliers leur seraient fermés.

Devant un fait aussi brutal, les ouvriers se révoltèrent et déclarèrent qu'ils n'acceptaient pas ces conditions. Mais les patrons avaient prévu cette éventualité, car ils avaient envoyé des agents en Belgique pour ramener des ouvriers. [...] Ces ouvriers furent parqués sous les arches du chemin de fer, dans un quartier de Londres (Bermondsey). Là, ils devaient travailler, manger et dormir, sans sortir, afin d'éviter tout contact avec les autres ouvriers.

Mais le Conseil général parvint à franchir le cordon sanitaire institué par les patrons et, par un stratagème, s'introduisit auprès des ouvriers belges. Le lendemain, ces ouvriers ayant compris leur devoir retournaient en Belgique, indemnisés de leur temps perdu par la société des vanniers de Londres. Tandis qu'ils partaient, arrivait justement un autre bateau chargé d'autres ouvriers ; mais cette fois ils furent reçus par nous, et ils repartirent par le bateau suivant. Après cela, il fut impossible aux patrons de se procurer d'autres ouvriers : le résultat fut que les patrons se virent forcés de laisser les choses telles qu'elles étaient précédemment.

En conséquence de l'appel lancé par le Conseil aux sociétés anglaises, les bronziers de Paris reçurent un appui moral et matériel dans leur grève ; d'un autre côté, les tailleurs de Londres reçurent un appui semblable des ouvriers du continent.

Le Conseil intervint avec autant de succès dans la grève des terrassiers, treillageurs, coiffeurs, zingueurs et graveurs sur bois [104].

[123]

---

bliées sous le titre *Salaires, prix et profits*, Éditions Sociales, Paris, 1960.

104 Le 4 mai 1866, Marx écrivait à ce sujet à W. Liebknecht : « La propagande a pris un nouvel essor à Londres, et ce essentiellement parce que le succès des grèves des compagnons tailleurs et des treillageurs était dû à notre intervention, qui a empêché l'importation d'ouvriers français, suisses et belges, projetée par les patrons. Cette démonstration directement pratique et efficace de notre Association n'a pas manqué d'impressionner l'esprit pratique des Anglais. »

La grève de Charleroi

Retour à la table des matières

Les patrons des mines du bassin de Charleroi [105], après avoir poussé à bout les ouvriers mineurs par leurs exactions incessantes, demandèrent au gouvernement de leur prêter l'armée contre la masse désarmée [106]. Lors de ces troubles, la section belge de l'Association internationale des travailleurs se rangea aux côtés des mineurs et défendit leur cause. Les bourgeois belges essayèrent en vain de faire de l'Internationale le bouc émissaire de leurs propres infamies. L'Internationale dénonça la misérable condition économique imposée aux mineurs, elle secourut les familles des morts et des blessés, et procura des défenseurs aux prisonniers, qui finalement furent tous acquittés. Après, l'affaire de Charleroi, le succès de l'Internationale était assuré en Belgique. Le ministre de la Justice, Bora, dénonça l'Internationale du haut de la tribune de la Chambre des députés et fit de son existence le motif principal du renouvellement de la loi contre les étrangers. Il menaça même d'empêcher que l'Internationale tienne son congrès à Bruxelles. Le gouvernement belge devrait comprendre que les petits États n'ont pas d'autre raison d'être en Europe que celle de servir d'asile à la liberté.

105 En mars 1868, la troupe était intervenue contre les grévistes de Charleroi.

106 Extrait du *Quatrième rapport annuel du Conseil général de l'A.I.T.* au Congrès de Bruxelles, septembre 1868. Ce rapport, élaboré par Marx, fut ratifié par le Conseil général dans sa séance du 1er septembre 1868.

Aux ouvriers d'Europe et des États-Unis !

Retour à la table des matières

En Angleterre, il ne se passe pas de semaine sans grèves - et des grèves magnifiques [107]. Si le gouvernement utilisait ces occasions pour lâcher ses soldats contre les ouvriers, ce pays des grèves deviendrait bientôt le pays du carnage ; mais cela ne pourrait durer des semaines, car après quelques [124] tentatives de violences brutales, l'actuel pouvoir d'État disparaîtrait.

Aux États-Unis, les grèves ne cessent de se multiplier et de s'étendre au cours de ces dernières années et ont parfois menacé l'ordre établi. Cependant le sang n'a pas coulé.

Dans plusieurs grands États militaires du continent européen, le début de l'ère des grèves coïncide avec la fin de la Guerre civile américaine, mais ici non plus, le sang n'a pas coulé.

Il n'existe qu'un seul petit pays du monde civilisé où les forces armées sont là pour massacrer des ouvriers en grève, où toute grève est saisie avec avidité et malignité comme prétexte pour massacrer officiellement les ouvriers. Ce petit pays unique et béni, c'est la *Belgique,* l'État modèle du constitutionnalisme continental, le confortable paradis et la chasse gardée des propriétaires fonciers, des capitalistes et des curés. Comme la terre fait sa révolution annuelle, ainsi est-on assuré que le gouvernement belge effectue son massacre annuel d'ouvriers. La tuerie de cette année ne se distingue de celle de l'an passé [108] que par le nombre plus effroyable encore des victimes de la boucherie, par de plus sauvages exactions de la soldatesque, par ailleurs ridicule, ainsi que par l'allégresse tapageuse de la presse, de la prêtraille et des capitalistes, et par l'inanité du prétexte qui a fait sévir les bouchers de l'État officiel.

---

107 Cette *Adresse*, intitulée aussi « Les Massacres en Belgique. Manifeste du Conseil général de Londres. A tous les membres de l'A.I.T. », a été rédigée par Marx. Elle fut publiée dans *L'Internationale*, Bruxelles, 15 mai 1869, et en anglais sous forme de tract. La présente traduction est faite à partir du texte allemand publié dans les *Vorbote* de juin 1869. Marx évoqua cette question dans ses lettres du 8-5 à Engels et du 11 mai 1869 à Kugelmann.

108 Voir page 123*, La grève de Charleroi.*

Il s'avère désormais, même au travers des rapports impudemment publiés par la presse capitaliste, que la grève toute légale des ouvriers des fonderies de Cockerill à Seraing ne s'est transformée en émeute qu'à la suite de l'intervention de la cavalerie et de la gendarmerie qui y furent envoyées pour provoquer le peuple. Du 9 au 12 avril, ces valeureux guerriers ne s'attaquèrent pas seulement aux ouvriers sans défense avec leurs sabres ou leurs baïonnettes : ils tuèrent ou blessèrent sans distinction de paisibles passants, envahirent brutalement les maisons des particuliers et, à diverses reprises, s'amusèrent même à attaquer comme des déments les voyageurs qui se trouvaient à l'intérieur de la gare de Seraing.

Lorsque ces jours de frayeur furent passés, on se souvint que M. Kamp, le maire de Seraing, était un agent des usines Cockerill, que le ministre de l'Intérieur, un certain [125] Pirmez, était le principal actionnaire d'une mine de charbon voisine, également en grève, et que Sa Majesté Royale, le prince de Flandre, avait placé 15 millions de francs dans les usines Cockerill. D'où l'étrange conclusion que le massacre de Seraing était au niveau des sociétés par actions, une sorte de coup d'état, perpétré avec une joie maligne par la société Cockerill et le ministre de l'Intérieur à seule fin de terroriser leurs sujets.

Cette calomnie fut cependant démentie par les incidents qui se déroulèrent au Borinage - le district charbonnier - où ce même ministre, le fameux Pirmez, ne semble pas être le principal capitaliste. À la suite d'une grève quasi générale, des troupes nombreuses, pourvues d'un fusil de modèle nouveau, y furent concentrées. Celles-ci ouvrirent leur campagne à Frameries par une fusillade qui tua 9 mineurs et en blessa grièvement une vingtaine d'autres. Après ce petit prologue héroïque, on promulgua la loi contre les séditions, comiquement appelée « les sommations préalables », et l'on poursuivit la tuerie.

Divers politiciens attribuent à ces faits inouïs des motifs d'un patriotisme élevé. Ils prétendent qu'après avoir négocié avec le voisin gaulois sur certains points délicats, c'est le devoir du gouvernement de mettre hors de doute le courage de son armée. C'est grâce à un envoi d'armes minutieusement préparé que la cavalerie belge réalisa son irrésistible et fougueux assaut à Seraing et que l'infanterie belge fit montre de son ferme courage à Frameries. N'y a-t-il pas de moyen plus infaillible, pour inspirer la crainte et le respect à l'étranger, que de mener à l'intérieur des batailles où l'on sait que l'on ne perdra pas en

ouvrant des champs de bataille dans sa propre maison, où des centaines d'ouvriers abattus, mutilés et faits prisonniers jettent une gloire éclatante sur les guerriers sains et saufs qui, jusqu'au dernier homme, s'en tirent sans une égratignure.

D'autres politiciens ont soupçonné les ministres belges d'être à la solde des Tuileries et d'avoir monté personnellement cet affreux spectacle d'un semblant de guerre civile pour donner à Bonaparte un prétexte : sauver la société en Belgique comme il l'avait sauvée auparavant en France. Mais a-t-on jamais accusé l'ex-gouverneur Eyre d'avoir organisé des massacres de Noirs à la Jamaïque pour arracher cette île à l'influence de l'Angleterre et pour la faire passer entre les mains du bourreau ? Pour nous, il ne fait pas de [126] doute que les ministres belges sont d'excellents patriotes, dans le genre d'Eyre. Comme il était l'instrument sans scrupules des planteurs, ils sont les instruments sans scrupules du capitalisme belge.

Le capitalisme belge s'est acquis une grande réputation dans le monde par sa passion de la prétendue « liberté du travail ». Il est si imbu de la liberté de ses ouvriers qu'il les fait travailler pour lui sans distinction d'âge ni de sexe, à toutes les heures du jour et de la nuit, si bien qu'il a toujours rejeté avec la plus vive indignation toute restriction de cette liberté par l'introduction d'une législation sur les fabriques. L'idée le fait frémir qu'un simple ouvrier puisse être assez scélérat pour tendre à un autre but que celui d'enrichir son patron et maître. Non seulement, il tient absolument à ce que son ouvrier reste un misérable domestique qui se tue à la tâche pour un salaire de famine, mais encore, comme tout esclavagiste, il veut que ses sujets rampent, fassent preuve de soumission en ayant des mœurs serviles, une religion d'humilité et le cœur contrit. C'est ce qui explique sa colère folle contre les grévistes, car la grève est pour lui un blasphème, une révolte d'esclaves et le signal d'un déluge social.

Si de tels hommes, cruels parce que lâches, ont entre leurs mains, sans partage et sans nul contrôle, le pouvoir absolu d'État, comme c'est le cas en Belgique, il ne faut pas s'étonner que le sabre, la baïonnette et le fusil soient utilisés pour faire baisser les salaires et monter les profits.

Mais à quels autres buts pouvait en fait servir l'armée belge ? Quand, sur l'ordre de l'Europe officielle, la Belgique fut déclarée un

État neutre, il aurait fallu avoir assez de bon sens pour lui interdire le luxe coûteux d'une armée, à l'exception peut-être d'une poignée de soldats de parade, indispensables aux jeux des marionnettes royales. Or, en fait, la Belgique renferme, dans les 30 507 kilomètres carrés qu'elle occupe, une armée plus importante que la Grande-Bretagne ou les États-Unis. Le temps de service de cette armée se calculera fatalement en fonction de ses razzias contre la classe ouvrière.

Dans ces conditions, il est normal que l'Association internationale des travailleurs ne soit pas la bienvenue en Belgique. Excommuniée par les curés, diffamée par la presse bourgeoise, elle entra bientôt en conflit avec le gouvernement, et celui-ci mit tout en œuvre pour s'en débarrasser, en cherchant à la rendre responsable des grèves de Charleroi [127] de 1867 à 1868 - grèves qui, d'après la règle belge, s'achevèrent par une tuerie officielle et la poursuite des victimes devant les tribunaux. Non seulement cette cabale du gouvernement échoua, mais, grâce à l'intervention active de l'Association internationale des travailleurs, tous les ouvriers mis en accusation furent acquittés, tandis que le gouvernement belge fut déclaré coupable par un jury belge.

Ulcéré par cette défaite, le gouvernement belge se soulagea, en dénonçant violemment l'Association internationale des travailleurs du haut de la tribune de sa deuxième Chambre et en déclarant solennellement qu'il n'admettrait jamais que le Congrès général se réunisse à Bruxelles. Or ce Congrès se tint néanmoins à Bruxelles. Mais, finalement, il faut que l'Internationale succombe tout de même à la toute-puissance des 30 507 kilomètres carrés belges. En effet, sa coresponsabilité pénale dans les événements récents s'étale au grand jour. Les émissaires du Comité central belge et d'autres comités locaux ont été pris en flagrant délit de diverses atrocités : ils ont tenté d'apaiser les ouvriers et de les prévenir contre les pièges du gouvernement. Dans quelques localités, ils ont même réussi à éviter que le sang coule. Enfin, ces messagers du Mal ont fait une enquête sur place et ont soigneusement enregistré et fait certifier par des témoins ce qu'ils ont vu, et publiquement dénoncé les caprices sanguinaires des défenseurs de l'ordre. Par le simple procès de l'incarcération, les émissaires furent transformés d'accusateurs en accusés.

Dans ces conditions, les logements des membres du Comité bruxellois furent envahis brutalement, leurs papiers mis sous séquestre et certains d'entre eux arrêtés sous l'inculpation d'appartenir à une so-

ciété créée dans le but d'attenter à la vie et à la propriété des personnes. En d'autres termes, on les accusa d'appartenir à une société d'étrangleurs appelée Association internationale des travailleurs !... Excité par les capucinades des curés et les hurlements sauvages de la presse bourgeoise, le gouvernement nain des mégalomanes s'efforce anxieusement, après s'être roulé dans un bain de sang, de se noyer dans une mer de ridicule.

Le Comité central de Bruxelles a déjà révélé son intention d'effectuer une enquête complète sur les massacres de Seraing et du Borinage, et d'en publier les résultats. Nous diffuserons ces révélations dans les différentes langues et dans tous les pays, afin d'ouvrir les yeux du monde sur [128] la vantardise préférée des capitalistes belges : « La liberté, pour faire le tour du monde, n'a pas besoin de passer par ici. »

Le gouvernement belge, qui obtint un délai de grâce après les révolutions de 1848 et 1849, en devenant l'agent politique de la police des gouvernements réactionnaires, se flatte peut-être de pouvoir détourner le danger qui le guette aujourd'hui en devenant ouvertement le gendarme du capital contre le travail. Au lieu d'arrêter la catastrophe, il ne fait que l'accélérer. Si la Belgique devient pour les masses populaires le synonyme et le symbole de l'infamie, on aura levé le dernier obstacle qui s'oppose aux envies des despotes qui cherchent à rayer son nom de la carte européenne.

Le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs appelle tous les ouvriers d'Europe et des États-Unis à organiser des collectes pour soulager la misère des veuves, des femmes et des enfants, pour organiser la défense des accusés et soutenir l'enquête projetée.

Pour le Conseil général de l'Association
internationale des travailleurs :

R. Applegarth, président. J. Shaw, secrétaire pour l'Amérique. B. Bernard, secrétaire pour la Belgique. Eugène Dupont, secrétaire pour la France. Karl Marx, secrétaire pour l'Allemagne. Johannard, secrétaire pour l'Italie. A. Zabicki, secrétaire pour la Pologne. Cowell Stepney, caissier. J. Goerg Eccarius, secrétaire général. (Bureau du Conseil général, 256 High Holborn, London W.C.)

Londres, le 4 mai 1869.

La grève de Sotteville-lès-Rouen

Retour à la table des matières

Marx lut le rapport du sous-comité [109]. « On vient de nous informer qu'en France les manufacturiers du coton ont passé entre eux un accord afin de concurrencer les manufacturiers anglais en vendant moins cher qu'eux. Les fabricants français auraient reconnu qu'en dépit de la supériorité des machines et du capital dont disposent les fabricants [129] anglais [110], ils sont en mesure de les concurrencer, du fait des bas salaires qu'ils versent aux ouvriers en France. Qui plus est, ils espèrent vendre leurs produits meilleur marché que les Anglais en procédant à de nouvelles baisses de salaires.

M. Bertel, maire de Sotteville-lès-Rouen et l'un des plus grands fabricants de cette ville, a, le premier, ouvert cette nouvelle croisade contre la classe ouvrière. Il a proposé de baisser les salaires de 3 1/2 pence par jour. Les ouvriers qui avaient rejeté ces conditions, ont été mis à la porte et se sont adressés à l'Association internationale des travailleurs pour lui demander son aide.

Après discussion, la résolution suivante, proposée par le citoyen Appelgarth et soutenue par Marx, a été adoptée à l'unanimité [111] :

---

109 Extrait du protocole de la séance du Conseil général du 5 janvier 1869.

110 Marx fonde ses directives sur de minutieuses recherches économiques. En effet, il avait entrepris une étude comparative sur l'industrie textile en France et en Angleterre (cf. *Un chapitre inédit du « Capital »*, p. 288-95) où il arrivait à la conclusion suivante : « Ainsi donc, on trouve *plus* d'ouvriers [dans le textile] en France qu'en Angleterre, mais c'est uniquement parce que les statistiques anglaises ignorent les métiers à main. En revanche, les entreprises emploient en moyenne deux fois plus d'ouvriers en Angleterre qu'en France. [...] Par tête d'ouvrier, les fabriques anglaises ont bien plus de machines mécaniques ou automatiques et, dans un même temps, l'ouvrier anglais transforme donc plus de matières premières que le Français. »

Les réductions de salaires devaient donc compenser la faiblesse du capital français.

111 Résolution publiée dans *The Bee-Hive,* 16 janvier 1869.

« Les patrons de Rouen, du Nord et des autres départements de France s'efforcent de réduire les salaires de leurs travailleurs dans le but avoué de concurrencer, par des prix plus bas, les manufacturiers d'Angleterre sur leur propre marché. Le Conseil général dénonce cette manœuvre qui mérite la réprobation des ouvriers et des employeurs de toutes les nations. Tout en reconnaissant les droits de la libre concurrence livrée par des moyens légitimes, nous condamnons formellement que l'on accroisse ses affaires en réduisant les salaires de travailleurs qui sont déjà sous-payés [112].

C'est pourquoi nous décidons d'inviter les diverses sociétés à envoyer leurs délégués à la prochaine réunion du [130] Conseil, qui se tiendra le mardi 19 janvier à huit heures du soir, afin de mettre au point les moyens les meilleurs pour contrecarrer les tentatives inqualifiables des manufacturiers français, et pour apporter aux ouvriers concernés l'assistance dont ils peuvent avoir besoin. »

Dupont dit qu'à Vienne (Dauphiné) 400 fileurs ont été congédiés parce qu'ils n'avaient pas accepté la réduction de salaires.

Marx estime qu'il faut envoyer des secours immédiats aux ouvriers de Sotteville-lès-Rouen. Il propose que les 20 livres sterling prêtées par l'association des charpentiers et menuisiers aux ouvriers du bronze en grève à Paris pourraient être prêtées, sous notre garantie, aux ouvriers de Rouen, par les ouvriers du bronze de Paris [113].

Applegarth dit qu'à chaque fois que les syndiqués anglais ont avancé de l'argent à une société ouvrière du continent, ils l'ont fait sur recommandation de l'Internationale, en d'autres termes : ils considèrent que l'argent a été prêté à l'Internationale. Applegarth estime donc que

---

112 Le capitalisme moderne utilise cette méthode de la réduction des salaires à l'échelle nationale en dévaluant la monnaie, afin de diminuer les prix de vente de ses produits à l'étranger pour rivaliser avec les autres pays capitalistes : les questions monétaires sont au fond des questions de production et de salaire.

113 À propos de la grève des ouvriers du bronze de l'entreprise Barbedienne de Paris en février 1867, Marx écrit : « Notre Internationale vient de remporter une grande victoire. Nous avons procuré aux ouvriers du bronze qui viennent de faire grève à Paris des fonds fournis par les syndicats de Londres. Aussitôt après, les patrons ont dû céder. L'affaire a fait grand bruit dans la presse française, et nous sommes désormais une puissance en France. » (A Engels, 2 avril 1867.)

nous sommes parfaitement justifiés à le transférer d’une société ouvrière à l'autre.

On adopta à l'unanimité la proposition : on demanderait aux ouvriers du bronze de Paris de transférer l'argent à Sotteville-lès-Rouen, et Johannard fut chargé de transmettre la résolution à Paris et de la communiquer aux ouvriers du bronze.

Jung dit ensuite qu'un grand nombre de fileurs ont été congédiés à Bâle, mais que l'information était encore si sommaire qu'il ne pouvait en dire davantage.

Marx dit que 200 ouvriers ont été renvoyés pour avoir pris un congé d'un quart de journée, comme cela se fait dans toute la Suisse. Il fait observer que ces ouvriers ont été renvoyés sans préavis, alors que l'usage veut, à Bâle, qu'on donne, de part et d'autre, un préavis de 14 jours. Marx propose ensuite que l'on vote une motion de censure contre le comité central de Suisse qui a laissé le Conseil central de l’A.I.T. sans information appropriée sur un sujet [131] aussi grave. La proposition, appuyée par Dupont, est adoptée à l'unanimité.

La réunion s'ajourne ensuite.

Johannard fait son rapport sur sa mission à Paris. Les ouvriers du bronze de Paris lui ont donné les 20 livres sterling, qu'il a portées à Rouen [114]. Nos hommes, à Paris aussi bien qu'à Rouen, s'adonnent à une propagande active.

Johannard ajoute qu'à Paris aussi bien qu'à Rouen nos membres attendent avec impatience le programme du prochain Congrès.

Réunion du Conseil, le 26 janvier 1869 : lecture d'une lettre de remerciements envoyée de Rouen pour remercier le Conseil de ce qu'il a fait en faveur des fileurs congédiés.

Vers la fin de décembre 1868, le comité de Rouen s'adressa au Conseil général à un moment où sévissaient une détresse extrême dans tous les districts cotonniers de l'Angleterre, ainsi qu'une misère sans

114 Extrait du protocole de la séance du Conseil général, 19 janvier 1869.

pareille à Londres et une dépression générale dans toutes les branches de l'industrie anglaise [115]. Cet état de choses dure encore. Malgré des circonstances aussi défavorables, le Conseil général estima que le caractère particulier du conflit rouennais forcerait les ouvriers anglais à agir. C'était une grande occasion pour montrer aux capitalistes que leur guerre internationale, soutenue grâce à l'abaissement des salaires tantôt dans un pays, tantôt dans un autre, allait être enfin arrêtée par l'union internationale des ouvriers.

À notre demande, les ouvriers anglais répondirent immédiatement par une première contribution envoyée à Rouen ; et la direction des syndicats de Londres, d'accord avec le Conseil général de l'A.I.T., résolut de convoquer un meeting monstre en faveur de leurs frères normands. Mais la soudaine nouvelle de la cessation de la grève de Sotteville arrêta les préparatifs. L'insuccès matériel de cette révolte économique fut largement compensé par ses résultats [132] moraux. Elle enrégimenta les ouvriers cotonniers de la Normandie dans l'armée révolutionnaire du travail, elle donna naissance à des syndicats à Rouen, Elbeuf, Darnetal et les environs, et scella de nouveau le pacte d'alliance des classes ouvrières anglaise et française.

Rapport annuel du Conseil général au Congrès de l'A.I.T. de Bâle

Retour à la table des matières

Les délégués des diverses sections vous feront un compte rendu détaillé sur les progrès de notre Association dans leurs pays respectifs [116]. Le rapport de votre Conseil général a essentiellement trait à la guerre de guérilla entre capital et travail, c'est-à-dire aux *grèves* ayant agité le continent européen dans l'année qui vient de s'écouler et dont on prétend qu'elles n'ont surgi ni de la misère des ouvriers ni du des-

---

115 Extrait du rapport du Conseil général au IV^e^ Congrès international de l'A.I.T., tenu à Bâle en septembre 1869.

116 Ce rapport a été élaboré par Marx, et publié dans *Vorbote*, Zentralorgan der Sektionsgruppe deutscher Sprache der Internationalen Arbeiter Assoziation, N° 9, septembre 1869.

potisme des capitalistes, mais des intrigues ourdies par notre Association.

Quelques semaines après la tenue de notre dernier Congrès, une grève mémorable a éclaté à Bâle parmi les rubaniers et les teinturiers de soie. Cette ville a conservé jusqu'à nos jours bien des traits d'une ville médiévale, avec ses traditions locales, ses préjugés surannés et mesquins, ses patriciens boursicoteurs et son rapport patriarcal entre patrons et ouvriers. Il y a quelques années à peine, un fabricant bâlois se vantait, en présence d'un secrétaire d'ambassade anglais, de ce que « la position respective du maître et de ses gens est bien plus favorable ici qu'en Angleterre », qu'« en Suisse un ouvrier qui abandonne son bon maître pour un salaire plus élevé est méprisé par ses propres collègues » et que « notre avantage par rapport à l'Angleterre consiste surtout dans le fait que le temps de travail est plus long et les salaires plus modérés ». On le voit, le régime patriarcal, dans sa forme modifiée sous l'influence moderne, se ramène à ce que l'ouvrier s'y sent comme un vassal féodal et travaille dur comme un esclave salarié moderne.

[133]

On peut juger, en outre, de ce patriarcalisme d'après une enquête suisse officielle sur l'emploi des enfants dans les fabriques et l'état des écoles publiques élémentaires. Il en ressort que « l'atmosphère des écoles bâloises est la plus irrespirable du monde, que si le gaz carbonique ne représente que 4 volumes sur 10 000 à l'air libre et ne doit pas dépasser 10 volumes sur 10 000 dans les locaux fermés, il atteint de 20 à 81 le matin, et de 53 à 94 l'après-midi dans les écoles ordinaires de Bâle ». À ce propos, M. Thurneisen, membre du Grand Conseil de Bâle, remarquait sans aménité : « Ne vous laissez pas effrayer. Les parents ont suivi l'école dans des locaux tout aussi mauvais que leurs enfants à présent, et ils vivent tout de même. »

On comprendra tout de suite qu'une révolte économique de la part des ouvriers bâlois fait époque dans l'histoire sociale de la Suisse. Rien n'est plus caractéristique que le point de départ de ce mouvement ! D'après la coutume ancestrale, les ouvriers de Bâle ont un quart de jour de congé, le dernier jour de la Foire d'automne. Or donc, lorsque, le 9 novembre 1868, les ouvriers de la rubanerie Debary et fils demandèrent comme de coutume à en bénéficier, l'un des patrons

de la fabrique leur déclara d'un ton sec et d'un air impératif : « Quiconque s'en va et ne continue pas tout de suite son travail, est renvoyé définitivement ! »

Après de vaines protestations, 104 tisserands sur les 172 quittèrent la fabrique, sans croire d'ailleurs à un licenciement définitif, ne serait-ce que parce qu'il implique, d'après le contrat écrit, un délai de préavis mutuel de quinze jours. A leur retour, le lendemain matin, ils trouvèrent la fabrique cernée par des gendarmes, qui en interdisaient l'accès aux rebelles. Même les tisserands qui n'avaient pas pris le congé d'un quart de jour ne voulurent pas rentrer. Le mot d'ordre général fut : « Tout ou personne !»

Déjà dépouillés de leur gagne-pain, les tisserands furent ensuite expulsés de leurs logements, que leur louaient les fabricants. Ces derniers envoyèrent aussitôt des circulaires aux bouchers, boulangers, épiciers, leur demandant de couper tout crédit aux rebelles pour l'achat de produits d'alimentation. La lutte ainsi ouverte dura du 9 novembre 1868 jusqu'au printemps 1869. Les limites de notre rapport ne nous permettent pas d'entrer dans d'autres détails. Mais suffit ! Le mouvement naquit d'un acte tout aussi frivole que haïssable du satrape capitaliste, d'un cruel [134] lock-out, et il aboutit à des grèves, interrompues de temps à autre par des compromis sans cesse de nouveau violés par les patrons, et culminant dans la vaine tentative du tout-puissant Grand Conseil bâlois d'intimider les ouvriers par des mesures militaires et une espèce d'état de siège.

Durant ce soulèvement, les ouvriers furent soutenus par l'Association internationale des travailleurs. Dans l'opinion des patrons, cette Association avait fait passer en contrebande dans la bonne vieille ville impériale de Bâle l'esprit de rébellion moderne. C'est pourquoi leur but fut désormais d'expulser de Bâle ces fâcheux envahisseurs. Ils tentèrent d'imposer comme condition de paix à leurs sujets de quitter l'Association. Mais en vain. Lorsqu'en général ils eurent le dessous dans leur guerre contre l'Internationale, ils manifestèrent leur mauvaise humeur par d'étranges prises de position. Ces républicains, propriétaires de grandes fabriques dans la ville-frontière badoise de Lörrach, toute proche de Bâle, incitèrent le magistrat de cette localité à dissoudre notre section, mesure qui fut cependant bientôt révoquée par le gouvernement de Bade.

Lorsque la *Gazette générale* d'Augsbourg se permit d'informer sans parti pris le public des événements de Bâle, nos « respectables » fabricants menacèrent dans des lettres démentielles de suspendre leur abonnement. Ils envoyèrent à Londres un émissaire chargé d'une mission absurde : mesurer le volume de la caisse où le Conseil général cachait son argent. Si ces bons chrétiens orthodoxes avaient vécu aux premiers temps du christianisme, ils eussent fait espionner l'apôtre Paul à Rome pour savoir de quels crédits bancaires il pouvait bien disposer.

Leurs procédés maladroits et barbares leur valurent de la part de leurs confrères capitalistes de Genève quelques sermons ironiques sur la sagesse du monde. Quelques mois plus tard, les petits bourgeois de Bâle eurent la satisfaction de pouvoir rendre avec un fort intérêt la monnaie de leur pièce aux sages bourgeois de Genève.

En effet, au mois de mars, deux grèves éclataient à Genève, chez les ouvriers du bâtiment et chez les linotypistes, dont les deux associations font partie de l'Internationale. La grève des travailleurs du bâtiment fut provoquée par les patrons qui rompirent le contrat passé solennellement l'année précédente avec leurs ouvriers. La grève des linotypistes était le dernier argument d'un différend vieux de dix ans que les ouvriers avaient tenté de résoudre [135] vainement par le moyen de cinq commissions de conciliation successives. Tout comme à Bâle, les patrons transformèrent aussitôt leur querelle privée avec les ouvriers en une croisade du pouvoir d'État contre l'Association internationale des travailleurs.

Le Conseil d'État genevois utilisa ses laquais policiers pour accueillir sur le quai des gares les travailleurs importés de l'étranger par les patrons et pour leur éviter tout contact avec les grévistes. Il permit à la jeunesse dorée de Genève, armée de révolvers, d'agresser les ouvriers et les ouvrières dans les rues et autres places publiques, et lança ses propres voyous policiers contre les ouvriers à différentes reprises, notamment le 24 mai, lorsqu'on joua à Genève, à une échelle plus réduite certes, les scènes parisiennes que Raspail avaient stigmatisées comme *les orgies infernales des casse-tête* [117]. S'étant réunis en assem-

117 En français dans le texte.

Cette connivence, secrète ou avouée, entre la police officielle et les bandes contre-révolutionnaires n'a fait que se développer plus tard. Sur un autre plan, mais encore plus terrible, l'histoire de l'opportunisme a confirmé

blée publique, les ouvriers genevois préparèrent une adresse au Conseil d'État, dans laquelle ils réclamaient une enquête sur les orgies infernales de la police, mais le Conseil d'État repoussa sèchement leur demande. On avait manifestement l'intention de pousser les ouvriers genevois à une émeute, afin de les écraser par la force, de balayer l'Internationale du sol suisse et de soumettre les prolétaires à un régime analogue à celui de décembre en France. Le plan échoua grâce aux mesures énergiques et à l'influence modératrice de notre comité fédéral suisse. Les patrons durent, finalement céder.

Écoutez quelques-unes des invectives des capitalistes genevois et de leur clique de la presse contre l'Internationale ! Dans les réunions publiques, ils lancèrent une Adresse au Conseil d'État dans laquelle on lit notamment : « On ruine le canton de Genève par décrets de Londres et de Paris ; on veut subjuguer tout travail et toute industrie. » Et une [136] feuille suisse d'écrire que les chefs de l'Internationale étaient « des agents secrets de l'empereur Napoléon, qui, le moment venu, s'érigeront en accusateurs publics contre notre petite Suisse ».

Et tout cela est dit par ces mêmes messieurs qui viennent tout juste de montrer qu'ils s'efforcent avec zèle de transplanter le régime de Décembre sur le sol suisse, par ces mêmes agents de la finance qui subjuguent Genève comme les autres villes suisses et dont toute l'Europe sait que ces citoyens de la République suisse se sont transformés depuis bien longtemps déjà en agents stipendiés du Crédit mobilier bonapartiste et d'autres associations internationales de filouterie.

Les massacres d'ouvriers par lesquels le gouvernement belge a répondu pendant le mois d'avril à la grève des puddleurs, de Seraing et des mineurs du Borinage, ont été dénoncés avec force dans une *Adresse du Conseil général aux ouvriers d'Europe et des États-Unis.* Nous considérons que cette Adresse est, d'autant plus urgente que,

---

le pronostic affreux d'Engels : « la bourgeoisie est incapable de dominer, politiquement et socialement, la nation, sans l'appui de la classe ouvrière » (*infra*, p. 187). D'où la nécessité, bien comprise par Lénine par exemple, de commencer la lutte contre la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière elle-même, contre les éléments jaunes ou roses. Cf. également notre tome II, p. 28.

dans cet État constitutionnel modèle, les massacres d'ouvriers ne sont pas le fait du hasard, mais une véritable institution.

L'horrible drame militaire fut aussitôt suivi d'une farce judiciaire. Au cours de l'enquête contre les membres de notre Comité général belge à Bruxelles, dont les domiciles furent brutalement envahis, plusieurs des nôtres furent arrêtés. Le juge d'instruction trouva une lettre d'un ouvrier où il était question de « 500 Internationale », et d'en conclure aussitôt qu'il avait demandé 500 casseurs comme renfort sur les lieux de combat. Or, ces « 500 Internationale » étaient tout simplement 500 exemplaires de *L'Internationale,* l'organe hebdomadaire du comité bruxellois. Il renifle ensuite un télégramme envoyé à Paris pour demander une certaine quantité de poudre. Après de longues perquisitions, on découvrit la dangereuse substance à Bruxelles : c'était de la mort aux rats.

Enfin, la police belge se flatte d'avoir fait main basse sur ce spectre de trésor qui hante les esprits des capitalistes du continent et dont le siège principal se trouverait à Londres, d'où les colis sont continuellement envoyés par mer vers tous les sièges centraux de nos sections. L'enquêteur officiel belge le croit caché dans une caisse en fer [137] dans un obscur sous-sol de Bruxelles. Ses hommes de main se précipitent sur la caisse, l'éventrent et trouvent... quelques boulets de charbon. Peut-être au contact d'une main policière, ce charbon se transformera-t-il aussitôt en pur or international.

Parmi les grèves qui éclatèrent en décembre 1868 dans les divers centres de l'industrie cotonnière française, la plus importante fut celle de Sotteville-lès-Rouen. Les fabricants du département de la Somme s'étaient réunis peu auparavant à Amiens pour délibérer sur la manière dont ils pourraient vendre leurs produits moins cher sur le marché anglais que leurs rivaux anglais eux-mêmes. Ils s'étaient mis d'accord pour constater qu'outre les droits de douane, c'était surtout les bas salaires qui avaient protégé la France contre les produits cotonniers anglais. Ils en conclurent tout naturellement qu'une réduction encore plus forte du salaire permettrait d'envahir l'Angleterre avec les produits cotonniers français. Ils ne doutèrent pas un seul instant que les ouvriers français du coton seraient fiers de payer les frais de la guerre

de conquête que leurs patriotes de patrons avaient décidé de mener outre-Manche.

On apprit peu après que les fabricants de Rouen et des environs, réunis en conclave secret, avaient conclu le même accord. Aussitôt après, il y eut subitement une importante réduction de salaire à Sotteville-lès-Rouen, et c'est alors que les tisserands normands se soulevèrent pour la première fois contre les empiétements du capital. Ils agirent sous l'impulsion du moment. Jamais auparavant ils n'avaient constitué de syndicat ni se s'étaient souciés de prévoir des moyens de résistance quels qu'ils soient. Ne sachant que faire, ils firent appel au Comité international de Rouen qui leur procura la première aide indispensable de la part des ouvriers de Rouen, des villes environnantes et de Paris.

Vers la fin décembre, le Comité de Rouen s'adressa au Conseil général, à un moment où les centres anglais de l'industrie cotonnière se trouvaient en proie à la misère la plus noire, où une détresse sans précédent régnait à Londres et une stagnation générale s'étendait à toutes les branches de la production. Cet état dure encore aujourd'hui en Angleterre.

Malgré ces circonstances tout à fait défavorables, le Conseil général estima que le caractère particulier du conflit [138] rouennais inciterait les ouvriers anglais à un effort exceptionnel. En effet, c'était la grande occasion pour démontrer aux capitalistes que leur guerre industrielle internationale, conduite grâce aux réductions de salaire tantôt dans un pays, tantôt dans un autre, devait se briser à la fin sur l'association internationale des classes ouvrières. Les ouvriers anglais répondirent aussitôt à notre appel par une première contribution en faveur de Rouen, et le Conseil central londonien des syndicats résolut de concert avec nous de convoquer un meeting monstre en faveur de nos frères normands. La nouvelle de la brusque cessation de la grève de Sotteville empêcha toute action ultérieure.

L’échec matériel de cette révolte économique fut compensé par d'importants résultats moraux. Elle enrôla les ouvriers cotonniers de Normandie dans l'armée révolutionnaire du travail, donna le coup d'envoi à la création de syndicats à Rouen, à Elbeuf, Darnétal, etc., et scella de nouveau l'entente fraternelle entre les classes ouvrières française et anglaise. Durant l'hiver et le printemps 1869, notre propa-

gande en France fut paralysée par la répression qui s'abattit en 1868 sur notre comité parisien, les chicanes policières se firent nombreuses dans les départements, et l'intérêt se porta avant tout sur les élections générales.

À peine celles-ci furent-elles passées que de nombreuses grèves éclatèrent dans les districts houillers de la Loire, à Lyon et de nombreuses autres localités. Les tableaux hauts en couleur et tout à fait imaginaires de la prospérité des ouvriers sous le second Empire furent estompés par la nuée des dures réalités économiques que ces luttes entre capitalistes et ouvriers firent brusquement surgir. Les revendications des ouvriers étaient si modestes qu'il était pratiquement impossible de les rejeter. Aussi durent-elles être satisfaites, après quelques tentatives tout à fait éhontées de résistance. Il n'y avait absolument rien de remarquable à ces grèves, sinon que subitement elles explosaient coup sur coup avec une rapidité inattendue après une période de calme plus apparent. Pendant les élections, les ouvriers s'étaient rebellés avec succès contre leur despote publie. Quoi de plus naturel qu'ils se rebellent à présent contre leurs despotes privés ?

Les élections avaient mis les esprits en effervescence. Il est tout à fait normal que la presse gouvernementale, payée comme elle l'est pour falsifier les faits, ait trouvé la clé pour déchiffrer les mystérieux mots d’ordre du Conseil [139] général de Londres qui envoie ses émissaires d'une ville à l'autre pour apprendre aux ouvriers français, qui auparavant étaient parfaitement heureux et satisfaits de leur sort, que c'est une mauvaise chose de s'échiner au travail, d'être mal payé et traité avec brutalité. Dans son numéro du 3 août, un organe policier français qui paraît à Londres - *l'International* - révèle ainsi au monde quel est le mobile secret de notre néfaste activité :

« Ce qu'il y a de plus remarquable, c'est qu'on ait ordonné de déclencher des grèves dans les pays où la misère était encore loin de se faire sentir. Ces explosions inattendues arrivèrent si extraordinairement à point pour un certain voisin de la France qui avait justement à craindre une guerre, que beaucoup de gens se demandent si ces grèves n'ont pas surgi à la demande d'un Machiavel étranger, qui a su conquérir la faveur de cette Association toute puissante ». Au moment même où cette fripouille de policier français nous accuse de tracasser le gouvernement français avec des grèves dans sa maison afin de décharger le comte Bismarck du poids d'une guerre étrangère, un journal de fa-

bricants de la Prusse rhénane insinue que nous ébranlons la Fédération d'Allemagne du Nord par des grèves qui paralysent l'industrie allemande au profit de fabricants étrangers.

Deux cas tout à fait typiques nous permettront d'éclairer les rapports qui existent entre l'Internationale et les grèves françaises. Dans un cas - celui de la grève de Saint-Etienne - comme dans le second - celui du massacre consécutif de Ricamarie -, le gouvernement français lui-même n'osera plus parler d'une immixtion quelconque des Internationaux.

Dans les événements de Lyon, ce n'est pas l'Internationale qui jeta les ouvriers dans la grève, mais au contraire les grèves qui jetèrent les ouvriers dans les bras de l'Internationale.

Les ouvriers des houillères de Saint-Etienne, de Rive-de-Gier et de Fumery avaient calmement, mais fermement, demandé aux directeurs des compagnies minières une révision des taux de salaires et une diminution de la journée de travail qui comptait 12 heures bien sonnées d'un dur travail effectué sous terre. N'ayant obtenu aucun résultat dans leur tentative d'arrangement amiable, ils annoncèrent qu'ils se mettraient en grève le 11 juillet.

[140]

C'était naturellement pour eux une question vitale de *s'assurer la collaboration de leurs camarades qui travaillaient encore.* Afin d'empêcher que ces derniers entrent eux aussi dans le mouvement de grève, les directeurs des mines demandèrent et obtinrent du préfet de la Loire une forêt de baïonnettes. Le 12 juin, les grévistes trouvèrent les houillères fortement occupées par la troupe. Afin de s'assurer du zèle des soldats que le gouvernement leur prêtait, les compagnies minières payèrent chaque soldat un franc par tête. Les soldats, en échange, firent prisonniers une soixantaine de mineurs qui avaient tenté de rejoindre leurs camarades dans les puits.

Ces prisonniers, escortés par 150 soldats du 4e régiment de ligne, furent conduits dans l'après-midi du même jour à Saint-Etienne. Avant que la troupe des vaillants guerriers ne s'ébranle, un ingénieur de la compagnie Dorian leur distribua 60 bouteilles de cognac, et insista vivement auprès d'eux enfin qu'ils tiennent bien à l'œil les prisonniers.

Ces mineurs n'étaient-ils pas des sauvages, des barbares, d'anciens galériens ?

Cet alcool et ce sermon servirent d'introduction à la collision sanglante. Durant leur marche, suivis par une foule de mineurs accompagnés de leurs femmes et enfants, les soldats furent encerclés au moment où ils abordaient un couloir étroit dans les hauteurs de Moncel, quartier Ricamarie ; la foule leur demanda alors de relâcher les prisonniers ; ayant essuyé un refus elle se mit à jeter une grêle de pierres sur les soldats qui, sans sommation préalable, se mirent à tirer dans le tas, tuant quinze personnes, parmi lesquelles deux femmes et un bébé, et en blessant un grand nombre. Les tortures des blessés étaient atroces ; parmi eux se trouvait une pauvre fillette de 12 ans, Jenny Petit, dont le nom vivra pour toujours dans le martyrologe de. la classe ouvrière. Elle avait été touchée de dos par deux balles, dont l'une resta enfoncée dans la hanche tandis que l'autre lui traversa le côté, lui brisa le bras et sortit par l'épaule droite : « Les chassepots avaient fait merveille ».

Mais, cette fois, le gouvernement découvrit bientôt qu'il n'avait pas seulement commis un crime, mais encore une faute. Il ne fut pas salué par la classe moyenne comme le sauveur de la société. Le conseil municipal de Saint-Etienne fit connaître publiquement sa réprobation dans un document accusant la soldatesque d'inhumanité et réclamant le transfert [141] du régiment dans une autre ville. La presse française poussa un cri d'horreur. Même les journaux conservateurs comme *Le Moniteur universel* firent des collectes pour les victimes. Le gouvernement dut retirer le régiment honni de Saint-Etienne.

Dans ces conditions difficiles pour le gouvernement, ce fut une idée lumineuse de sacrifier un bouc émissaire sur l'autel de réprobation publique : l'Association internationale des travailleurs. Lors des débats des tribunaux contre les prétendus instigateurs, l'acte d'accusation les divisa en dix catégories, nuançant très artistement le degré de leur culpabilité. La première classe, la plus sombre, était formée de 5 travailleurs, accusés notamment de préméditation, parce qu'ils auraient reçu leur mot d'ordre secret de l'extérieur, de l'Internationale. Les preuves étaient, bien sûr, tout à fait irréfutables, comme le montre l'extrait suivant de *La Gazette des tribunaux* . « L'audition des témoins n'a pas permis d'établir avec précision la participation de l'Association internationale.

« Les témoins assurent *simplement* qu'il y avait à la tête de la bande des *inconnus*, vêtus de camisoles et de casquettes blanches. Mais *aucun de ces inconnus* n'a été arrêté, et *aucun ne figure sur le banc des accusés.* À la question, « Croyez-vous à l'immixtion de l'Association internationale ? », le témoin répondit : « *J'y crois, mais je n'en ai absolument aucune preuve.* »

Après le massacre de Ricamarie, la valse des révoltes économiques s'ouvrit à Lyon par la section du dévidage de la soie, qui se compose essentiellement de femmes. Dans leur désarroi, elles firent appel à l'Internationale, qui surtout grâce à l'action de ses membres en France et en Suisse leur permit de vaincre. Malgré toutes les tentatives d'intimidation de la part de la police, elles déclarèrent publiquement qu'elles adhéraient à notre Association et y entrèrent formellement, en versant la cotisation statutaire au Conseil général. A Lyon comme à Rouen auparavant, les *ouvrières* ont joué un rôle éminent avec la plus grande générosité.

D'autres branches d'activité de Lyon suivirent bientôt le mouvement des dévideuses, de sorte que notre Association gagna en quelques semaines plus de dix mille partisans dans cette héroïque population qui, il y a plus de 30 ans, inscrivait sur la bannière du prolétariat moderne son mot d'ordre ; « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ».

[142]

Dans l'intervalle, le gouvernement français poursuivit ses misérables tracasseries contre les Internationalistes. A Marseille, il interdit à nos membres de se réunir pour choisir " délégué pour le congrès de Bâle. Il renouvela le même coup dans d'autres villes, mais les ouvriers du continent, comme les autres, commencent *enfin à se rendre compte que l'on conquiert le mieux ses droits naturels lorsqu'on les exerce sans autorisation, chacun à ses propres risques.*

Les ouvriers d'Autriche, notamment de Vienne, occupent déjà l'avant-scène, bien qu'ils ne soient entrés dans le mouvement qu'après les événements de 1866. Ils se rassemblèrent aussitôt sous la bannière du socialisme et de l'Internationale dans laquelle ils entrèrent en masse grâce à leurs délégués au récent Congrès d'Eisenach.

Plus que partout ailleurs, c'est en Autriche que la classe bourgeoise libérale oppose à la classe ouvrière ses instincts égoïstes, son infériorité intellectuelle et son ressentiment mesquin. Son pouvoir, ébranlé par la constitution du Reich allemand, se trouve menacé par la lutte des races et des nationalités, mais n'en continue pas moins à persécuter les ouvriers qui, seuls, proclament la fraternisation de toutes les races et nationalités. La bourgeoisie elle-même, qui ne doit pas sa position nouvelle à sa bravoure, mais uniquement aux malheurs qui se sont abattus sur l'armée autrichienne, est tout juste capable - et elle le sait fort bien elle-même - de défendre ses nouvelles conquêtes contre les attaques de la dynastie, de l'aristocratie et du clergé. Or cette bourgeoisie trouve moyen de gaspiller ses quelques forces dans la tentative misérable de priver la classe ouvrière du droit de coalition, de réunion publique et de la presse.

En Autriche, comme dans tous les États du continent, l'Internationale s'est substituée au *spectre rouge* d'antan. Lorsque, le 13 juin, un massacre d'ouvriers fut improvisé sur une petite échelle à Brünn, capitale cotonnière de Bohême, on expliqua l'événement par les manœuvres secrètes de l'Internationale, dont les agents sont bien entendu en possession d'une cape de fumée qui les rend invisibles. Lorsque certains chefs populaires viennois furent trainés devant les tribunaux, l'accusateur public les stigmatisa comme agents de l'étranger. Pour prouver combien il se fondait sur un dossier solide, il commit une petite erreur : il confondit la [143] *Ligue bourgeoise pour la paix et la liberté* de Berne avec l'*Internationale* prolétarienne.

Lorsqu'on poursuit le mouvement ouvrier en Autriche cisleithane, on lui fait la chasse ouvertement et sans vergogne en Hongrie. Le Conseil général dispose sur ce point de rapports les plus dignes de confiance venant de Pest et de Presbourg. Il nous suffit d'un exemple pour montrer comment les ouvriers hongrois sont traités par les autorités. M. de Wenckheim, ministre de l'Intérieur du gouvernement royal en Hongrie, a reçu à Vienne une délégation hongroise. Depuis plusieurs mois, les ouvriers de Presbourg n'ont plus le droit de tenir des réunions et on leur a même interdit d'organiser une fête dont les recettes devaient servir à la création d'une caisse de maladie. Il y a quelques jours, une délégation de plusieurs ouvriers de Presbourg, parmi lesquels le fameux agitateur Niemtzik, arrivait à Vienne pour présenter ses doléances au ministre de l'Intérieur. Elle prit beaucoup

de peine pour atteindre ce Monsieur si haut placé, et lorsque enfin la porte du bureau ministériel s'ouvrit, les ouvriers furent reçus d'une façon qui contredit toute bienséance : *Êtes-vous ouvriers ? Travaillez-vous avec zèle ?,* demanda le ministre, en tournant dans sa bouche un cigare fumant. *Vous n'avez à vous préoccuper de rien d'autre. Vous n'avez pas besoin d'associations, et si vous faites de la politique, nous saurons vous opposer les moyens adéquats. Je ne ferai rien du tout pour vous. Peu importe que les ouvriers maugréent !*

À la question de savoir si tout dépendait de la bonne grâce des autorités, le ministre répondit : « *Oui, sous mon ministère.* »Après de longues et vaines discussions, les ouvriers quittèrent enfin le ministère, après avoir fait la déclaration suivante : - *Étant donné que les conditions de l'État déterminent la situation des ouvriers, les ouvriers doivent s'occuper de politique, et ils le feront.*

En *Prusse* et dans le reste de l'Allemagne, l'année écoulée fut marquée par la création de syndicats dans tout le pays. Au récent Congrès d'Eisenach, les délégués de plus de 150 000 ouvriers de l'Allemagne proprement dite, de l'Autriche et de la Suisse fondèrent un nouveau Parti social-démocrate avec un programme qui reprend littéralement les principes directeurs de notre Association. La loi interdisant à leurs sections d'adhérer directement à notre Association, [144] on décida de réclamer des cartes d'adhésion individuelles au Conseil général.

De nouvelles branches se sont formées à Naples, en Espagne et en Hollande. Des feuilles hebdomadaires paraissent à Barcelone et Amsterdam.

Les lauriers du gouvernement belge cueillis sur les glorieux champs de bataille de Seraing et Frameries semblent troubler le sommeil de nos grandes puissances. Dès lors faut-il s'étonner que l'Angleterre puisse se vanter cette année aussi de son massacre d'ouvriers ? Les mineurs gallois du Leeswood Great Pit à proximité de Mold dans le Deubigshire ont été subitement informés d'une réduction de salaire par le directeur de la mine qui depuis longtemps se comporte comme un incorrigible tyranneau et est haï en conséquence. Les mineurs rassemblèrent les travailleurs des entreprises voisines, le chassèrent de sa

maison et transportèrent ses meubles jusqu'à la gare voisine. Dans leur candeur d'enfant, les malheureux crurent ainsi s'en être débarrassés pour toujours. Le 28 mai, deux dirigeants furent conduits au tribunal de Mold par la police et sous l'escorte d'une section du 4° régiment, « the king own ». Durant le trajet, un groupe de mineurs tenta de les délivrer. S'étant heurtés à la résistance de la police et des soldats, ils les bombardèrent de pierres. Sans aucune sommation préalable, les soldats se mirent à mitrailler les mineurs. Cinq personnes, dont deux femmes et un enfant, furent tués, et il y eut, en outre, de nombreux blessés. Il y a jusqu'ici une grande analogie entre le massacre de Mold et celui de Ricamarie, mais elle s'arrête là. En France, les soldats ne sont responsables que devant leur commandant ; en Angleterre, il leur faut passer par le purgatoire d'un *Coroner's jury.* Or, le coroner était un vieil homme sourd et à moitié gâteux, à qui il fallut distiller les témoignages à travers un cornet acoustique ; en outre, le jury gallois était un jury de classe mesquin et plein de préjugés. L'assassinat fut qualifié de « meurtre autorisé ». En France, les dirigeants écopèrent de peines de prison allant de 3 à 18 mois, et furent amnistiés aussitôt après ; en Angleterre, ils furent condamnés à 10 ans de bagne, et mis aux fers.

Dans toute la presse française, ce fut *un* cri de colère contre la troupe. En Angleterre, la presse n'eut que des murmures de satisfaction pour la soldatesque, et de réprobation [145] pour ses victimes. Néanmoins, les ouvriers anglais y ont gagné quelque chose, en perdant l'une de leurs plus grandes et plus dangereuses illusions. Ils se croyaient jusqu'ici plus ou moins protégés par la formalité de la loi sur les émeutes et la subordination des militaires aux autorités civiles. Ils en savent maintenant plus long sur ce point.

Mr Bruce, ministre libéral de l'Intérieur, déclara aux Communes que tout magistrat - le premier curé ou chasseur de perdreaux venu - peut faire tirer sur une foule qui lui semblera rebelle, sans même avoir besoin de lire au préalable les textes de loi sur les émeutes. En outre, les soldats peuvent tirer comme ils le veulent, sous prétexte d'autodéfense. Le ministre libéral a oublié seulement d'ajouter que, dans ces circonstances, *chacun devrait être armé aux frais de l'État en vue de son autodéfense contre les soldats.*

La résolution suivante fut adoptée le 30 août par le Congrès général des syndicats, tenu à Birmingham :

« Considérant que l'organisation locale du travail s'est pratiquement effacée devant l'organisation de caractère national ; que l'extension du principe du libre-échange suscite une concurrence accrue entre capitalistes si bien que, dans cette chasse internationale au profit, les intérêts des ouvriers sont perdus de vue et sacrifiés ; que l'Association ouvrière doit encore être étendue et rendue internationale ; considérant, en outre, que l'Association ouvrière internationale a pour but la représentation commune des intérêts ouvriers et que les intérêts des classes ouvrières sont *partout identiques* - ce Congrès recommande de tout cœur cette Association aux ouvriers du Royaume-Uni, et tout spécialement aux corps ouvriers organisés afin qu'ils lui apportent leur appui et s'affilient à cette Association. Le Congrès est également convaincu que la réalisation des principes de l'Internationale conduira à une paix durable entre les nations de la terre. »

La guerre a menacé d'éclater en mai dernier entre les États-Unis et l'Angleterre. Votre Conseil général a donc envoyé une Adresse à Mr Sylvis, président de la National Labour Union américaine, dans laquelle il demandait à la classe ouvrière des États-Unis de défendre la paix en face des hurlements belliqueux de ses classes dominantes...

[146]

Le lock-out des ouvriers du bâtiment de Genève

Retour à la table des matières

Le citoyen Jung fit ensuite un exposé sur le lock-out des ouvriers du bâtiment de Genève [118]. Après une brève récapitulation des faits ayant provoqué le lock-out, il précisa que le ministre de la Justice et de la Police, M. Camperio, avait été interpellé depuis lors par trois membres du Grand Conseil lui demandant ce qu'il comptait faire : il leur avait répondu qu'il ferait respecter la liberté du travail.

Un comité a été formé pour soutenir les ouvriers lockoutés : il est composé de membres d'autres corps de métiers, mais les lockoutés peuvent y intervenir. Les entrepreneurs du bâtiment sont passés à l'at-

118 Extrait du protocole de séance du Conseil général, 21 juin 1870.

taque et ont pris des mesures entravant la liberté de travail de ceux de leurs ouvriers qui veulent aller travailler dans d'autres secteurs d'activité.

Certains propriétaires qui avaient passé des contrats de construction avec les entrepreneurs du bâtiment ont invité les ouvriers à venir travailler comme à l'accoutumée : ce qui fut fait.

Il estime que la position des syndicats n'est pas assez favorable pour que l'on puisse s'attendre à un succès, si on lance un appel. Cependant, s'il n'était pas lancé, cela ferait mauvais effet. A présent que les Genevois ont fait leur devoir, il faut faire quelque chose.

Le président fait observer que le Conseil ne ferait pas son devoir, s'il ne lançait pas l'appel.

Le citoyen Harris dit qu'il n'est pas syndicaliste, mais que le Conseil général devait pour le moins lancer un appel aux syndicats d'Angleterre. Il propose que l'on adresse un appel aux organisations syndicales pour leur demander une aide.

M. Sarrel, délégué du syndicat des maçons, soutient cette proposition.

Le citoyen Weston pense que les grèves et lock-outs entravent l'action du Conseil général. Mais, comme il s'est formé un lien étroit avec les syndicats des différents pays, il ne peut pas ne pas admettre qu'il faut faire quelque chose, et donne son soutien cordial à la proposition.

Le président dit que le Conseil ne provoque *ni ne donne l'ordre* de grève et de lock-out, mais lorsqu'ils se produisent [147] il faut faire son devoir. C'est la première fois que te système anglais du lock-out est expérimenté sur le continent. Les constructeurs londoniens n'y ont rien gagné.

Le citoyen Jung exprime le désir que la proposition soit assez large pour y inclure les syndicats et branches de l'Association sur le continent et aux États-Unis.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Le président suggère que le citoyen Marx soit chargé de rédiger l'*Adresse,* ce que Weston propose et ce que Lessner appuie. Adopté à l'unanimité.

Le citoyen Lullier fait observer que d'ici une quinzaine il présenterait des remarques et propositions afin de mener la lutte contre le capital sans recourir à la grève [119].

La grève des corps de métiers du bâtiment à Genève.

Appel du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs aux travailleurs et travailleuses de l'Europe et des États-Unis.

Retour à la table des matières

Prolétaires !

Les entrepreneurs du bâtiment de Genève, après mûre réflexion, en sont arrivés à la conclusion que *la liberté* [148] *de travail illimitée* est le moyen le plus approprié pour promouvoir le bonheur de la population laborieuse [120]. Afin d'assurer ce bienfait aux ouvriers, ils ont décidé de mettre en pratique, le 11 juin, une découverte d'origine anglaise :

---

119 Dans son ouvrage *Karl Marx und die Gewerkschaften* (Moskau-Leningrad, 1934), A. Losovsky écrit à propos de la « théorie syndicale » de Proudhon : « On sait que Proudhon est le fondateur de l'anarcho-syndicalisme. Du moins c'est ce que disent et écrivent les anarcho-syndicalistes qui le placent plus haut que Marx qui avait le « culte de I' État ». Mais les anarcho-syndicalistes cachent que Proudhon était un ennemi acharné du droit de coalition et des grèves. Il détestait les grèves au point de justifier *l'assassinat des grévistes*. Dans son ouvrage, *Philosophie de la misère*, il écrivait en 1846 : « On peut tolérer que chaque ouvrier ait la libre disposition de sa personne et de ses bras, mais *la société ne peut permettre* que des bandes d'ouvriers, au mépris des grands intérêts sociaux et des prescriptions de la loi, créent des coalitions pour faire violence à la liberté et aux droits des entrepreneurs. Faire violence aux entrepreneurs, désorganiser les ateliers, arrêter le travail et mettre en danger le capital, cela signifie *provoquer une conjuration dans le but de la ruine générale*. Les autorités qui ont fait tirer sur les mineurs de Rive-de-Gier en étaient profondément malheureuses, mais elles ont agi comme le vieux Brutus en conflit entre son amour de la patrie et son devoir de consul : il dut sacrifier ses enfants pour sauver la République. Brutus n'hésita point, et la postérité ne s'arrogea pas le droit de le condamner. » (Cité d'après PROUDHON, *De la capacité politique des classes ouvrières*, Marcel Rivière, Paris, 1923, t. I, p. 323.)

décider la fermeture des chantiers à tous les ouvriers qui jusqu'ici travaillaient chez eux, bref le *lock-out*.

Les syndicats étant de formation récente en Suisse, ces mêmes entrepreneurs les avaient dénoncés avec indignation comme étant un produit importé d'Angleterre. Il y a deux ans, ils raillaient leurs ouvriers pour leur manque de patriotisme : ne voulaient-ils pas transplanter sur le sol suisse une plante aussi étrangère que la limitation de la journée de travail et la fixation d'un salaire horaire moyen ? Il ne faisait alors aucun doute pour eux que de malins agitateurs tiraient les ficelles de l'extérieur, puisque les travailleurs locaux, par leur propre mouvement, auraient trouvé tout naturel de se crever au travail de 12 à 14 heures par jour en échange de n'importe quel salaire que le bon cœur des entrepreneurs voudrait bien leur accorder. Aussi déclarèrent-ils publiquement que les ouvriers aveuglés ne pouvaient agir que sous la dictée de Londres et de Paris, à peu près comme les diplomates suisses sont habitués à exécuter les ordres de Saint-Pétersbourg, de Berlin et de Paris.

Quoi qu'il en soit, ni les cajoleries, ni les sarcasmes, ni les menaces ne purent convaincre les ouvriers que la limitation de la journée de travail à dix heures et la fixation d'un salaire horaire entachaient la dignité d'un libre citoyen suisse ; ils ne se laissèrent pas davantage entraver par des provocations à des méfaits qui eussent fourni aux entrepreneurs un prétexte plausible pour appliquer des mesures de répression publiques contre les syndicats ouvriers.

En fin de compte, en mai 1868, M. Camperio, le ministre de la Justice et de la Police d'alors, mit au point un accord, selon lequel la journée de travail serait réduite à 9 heures en hiver et à 11 en été, et que les salaires oscilleraient entre 45-50 centimes l'heure. Cet accord fut contresigné, en présence du ministre, par les entrepreneurs du bâtiment et les ouvriers. Au printemps 1869, plusieurs entrepreneurs du bâtiment refusèrent de payer pour les 11 heures de travail un salaire supérieur à celui qu'ils [149] avaient payé pour les 9 heures en hiver. On chercha à remettre en question le compromis qui avait établi à 45 centimes le salaire horaire pour tous les corps de métiers du bâtiment. Bien que les plâtriers et les peintres aient été manifestement compris

---

120 Adresse rédigée par Karl Marx et publiée en français, allemand et anglais.

dans ces conventions, ils furent obligés de continuer de travailler dans les conditions antérieures à 1868, parce qu'ils n'étaient pas assez organisés pour conquérir les conditions nouvelles.

Le 15 mai, ils demandèrent à être mis sur le même pied que tous les autres corps de métiers du bâtiment, mais, se heurtant tout net à un refus des entrepreneurs, ils arrêtèrent le travail la semaine suivante. Le 4 juin, les entrepreneurs décidèrent que « si les plâtriers et les peintres ne retournaient pas, sans réserve aucune, à leur travail le 9 juin, tous les ouvriers du bâtiment seraient mis en chômage le 11 juin ». Et ils mirent leur menace à exécution. Non contents de ce lock-out de leurs ouvriers, les entrepreneurs du bâtiment firent poser des affiches demandant au gouvernement fédéral de dissoudre par la force l'Association internationale et de chasser les étrangers de Suisse [121]. Leurs efforts bienveillants et véritablement libéraux pour rétablir *la liberté de travail illimitée* échouèrent devant un meeting monstre et une protestation des ouvriers locaux de métiers autres que le bâtiment.

Les syndicats genevois autres que ceux du bâtiment ont formé un comité pour défendre les intérêts des ouvriers mis en chômage. Certaines firmes qui avaient signé des accords avec les entrepreneurs pour la construction de bâtiments, considérant que leurs contrats ont été rompus, invitèrent les ouvriers qui y étaient employés à continuer de travailler comme si rien n'était arrivé. Ces propositions furent aussitôt acceptées. Les célibataires quittèrent Genève aussi rapidement que possible. Cependant il reste environ deux mille familles qui sont privées de leurs moyens d'existence. C'est pourquoi le Conseil général appelle tous les travailleurs et travailleuses du monde civilisé à venir en aide, par des moyens moraux et matériels, aux ouvriers [150] du bâtiment dans leur juste lutte contre le despotisme capitaliste.

---

121 Marx fait allusion à la déclaration, publiquement affichée, de l'Union des entrepreneurs du bâtiment du canton de Genève le 2 juin 1870. L'Internationale y était chargée de toute la responsabilité des grèves de Genève, et les entrepreneurs du bâtiment y exigèrent l'application d'un article de la Constitution autorisant le gouvernement fédéral à expulser « les étrangers qui compromettent la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse ».

Par ordre du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs :

B. Lucraft, président,
John Weston, trésorier,
J. George Eccarius, secrétaire général,
Hermann Jung, secrétaire pour la Suisse.

256, High Holborn,
Londres W.C., le 5 juillet 1870.

Aux ouvriers en grève dans la vallée de la Ruhr

Retour à la table des matières

La presse capitaliste allemande [122] demande que vous laissiez tomber vos revendications relatives à la journée de huit heures et à une augmentation de 25 % des salaires, et que vous repreniez le travail afin que l'industrie allemande ne soit pas obligée d'importer son charbon d'Angleterre, autrement dit d'envoyer l'argent allemand à l'étranger au lieu qu'il serve à payer du travail allemand [123].

Ce sont toujours les mêmes lamentations des bourgeois, sitôt que les ouvriers se dressent pour leur propre compte et s'efforcent d'arracher quelques concessions. En Angleterre, où cette rengaine se joue depuis plus de quarante ans, il n'y a plus personne pour y prendre garde. Mais, dans le cas précédent, il vaut la peine de démontrer que la presse capitaliste cherche délibérément à vous leurrer, lorsqu'elle vous raconte qu'il suffit aux propriétaires et aux patrons des fonderies d'écrire en Angleterre pour recevoir autant de charbon qu'ils le désirent.

Depuis 1869, la consommation de charbon a augmenté en Angleterre à un rythme sans précédent, en raison de l'essor général de l'industrie anglaise, de la multiplication des fabriques, des besoins crois-

122 Cf. KARL MARX, *Der Volksstaat*, 27 août 1872.

123 La grève des mineurs de la Ruhr immobilisa 20 000 travailleurs. Elle commença le 13 juin 1872 et s'acheva au bout de cinq semaines par une défaite des grévistes. Marx et Engels poursuivront leur action de soutien aux ouvriers en grève après la fin de la 1re Internationale, même en l'absence d'une organisation formelle.

sants des chemins de fer, de l'accroissement vertigineux de la navigation à vapeur, en [151] d'autres termes de l'extension énorme de la sidérurgie qui, au cours de ces trois dernières années, a dépassé de loin les progrès enregistrés lors de toutes les périodes antérieures de prospérité. Le *Daily News,* feuille capitaliste libérale, dit à ce propos dans son numéro du 15 juillet :

« L'une des causes essentielles de l'actuel renchérissement du charbon est indubitablement l'essor soudain et sans précédent de la sidérurgie. Le nord de l'Angleterre fournit à peu près le quart de tout le charbon extrait dans l'ensemble du pays. La majeure partie en est expédiée à Londres, dans le sud et dans l'est de l'Angleterre ; une grande quantité sert à la navigation à vapeur. Mais le tout récent essor de la sidérurgie dans le Cleveland (à proximité immédiate des mines) a créé une soudaine demande locale de charbon. Cette croissance d'une branche d'industrie, qui dépense aujourd'hui pour le moins *cinq à six millions de tonnes*, donne évidemment une impulsion gigantesque à l'extraction du charbon. A cela s'ajoute le rapide développement dans le district du minerai de fer hématiste, situé sur la côte Ouest. Les hauts fourneaux du Cumberland et du Lancashire tirent leur énergie presque exclusivement des bassins miniers de Durham et ont besoin, d'après une évaluation moyenne, d'*un million et demi de tonnes* par an. A eux seuls, les hauts fourneaux en construction dans le nord de l'Angleterre auront besoin de *trois quarts de million de tonnes* par an. A tout cela il convient d'ajouter les nouveaux laminoirs et hauts fourneaux de la côte Ouest. Aussi n'est-il pas étonnant que la question du charbon devienne une question vitale pour tout le nord de l'Angleterre, et l'on comprend que le prix du charbon ait monté rapidement. Dans le Sud-Staffordshire, en Écosse, dans les Galles du Sud, le Derbyshire, le West-Yorkshire et d'autres régions, les mêmes causes ont provoqué une montée des prix du charbon. »

Dans ces conditions, les mineurs anglais ont fait la même chose que vous : ils ont réclamé des salaires plus élevés et un temps de travail moins long. Les propriétaires anglais de mines, toujours supérieurs à leurs concurrents allemands en intelligence et en expérience du monde, n'opposèrent pas de résistance sérieuse, mais acceptèrent leurs revendications. Voyons ce que le *Daily News* en dit :

« De temps en temps les salaires ont été augmentés. [...] Les mineurs exigeaient en outre une diminution systématique du temps de

travail. Des experts affirment qu'un [152] mineur n'extrait plus que les 3/5 du quantum de charbon qu'il extrayait lorsque les affaires marchaient moins bien et que les salaires étaient bas. C'est pourquoi on pourrait embaucher plus de mineurs, mais il se trouve que ceux-ci ne sont pas disponibles pour le moment. Certes, on en a fait venir certains des districts agricoles, mais les mineurs ont besoin d'un long apprentissage, et le remède ne peut donc être que très lent et progressif. Pour l'heure, les mineurs ont *arraché,* dans certains districts, *la limitation du temps de travail à huit heures par jour,* tandis que *partout des augmentations de salaires se succèdent si rapidement* qu'il n'y a pas d'autre issue que l'augmentation du prix du charbon. »

À cela s'ajoute une autre circonstance. Les *veines carbonifères supérieures sont épuisées dans presque toute l'Angleterre,* et il faut aller travailler toujours plus profondément. Voyons encore l'article du *Daily News* :

« Les couches les meilleures de ces précieuses veines carbonifères du Sud-Staffordshire sont vidées de leur contenu. Dans beaucoup de districts de ce filon jadis si riche en charbon, les mines sont épuisées, et les haldes sont transformées sans cesse en terre de culture ou en pâturages, bien que des milliers d'acres restent toujours en friche. Cependant, les ressources auxiliaires du district ne sont pas encore épuisées. On ouvre des puits toujours plus profonds tout autour de l'ancienne région carbonifère. [...] Mais, dans ces conditions, les moyens les plus modernes d'extraction du charbon deviennent eux-mêmes de plus en plus onéreux, à quoi s'ajoute encore que les mines sont plus distantes des usines sidérurgiques. [...] Ce que nous avons dit du Sud-Staffordshire vaut également pour de nombreux autres districts. Il faut aller chercher le charbon à de plus grandes profondeurs et le transporter vers des destinations plus lointaines. »

La conséquence en est que le prix du charbon « a doublé au départ de la mine », comme le dit le *Daily News,* et qu'on fait face à une *véritable pénurie de charbon,* ce qui préoccupe le pays tout entier. Un autre journal - la principale feuille économique des capitalistes anglais, l'*Economist* - dit, le 13 juillet :

« Depuis le début de l'année, le prix du charbon a augmenté d'une manière inouïe : il est aujourd'hui de 60 à 100 % plus cher qu'il y a un an. [...] Avant une ou deux semaines, il se peut que l'augmentation at-

teigne 100 %, [153] sans que l'on observe à un signe sérieux quelconque que cela ne continuera pas de la même façon. En juin de cette année, l'exportation de charbon a dépassé de 4 %, soit 1 108 000 tonnes, celle de juin de l'année dernière, mais en valeur la différence a atteint 758 000 livres sterling, soit 53 %. Cette année, la valeur du charbon exporté en juin a été en moyenne de 13 sh 9 d [soit 4 talers 17 1/2 gr] contre 9 sh 4 d l'an dernier [soit 3 talers 3 1/3 gr]. »

Le *Spectator,* une troisième feuille capitaliste, mentionne également, le 10 juillet, qu'à Londres le bon charbon ménager est passé de 23 sh ou 7 talers 20 gr à 35 sh ou 11 talers 20 gr.

Ces faits montrent ce que valent les menaces des propriétaires allemands de mines et de fabriques qui prétendent importer leur charbon d'Angleterre. *M. Alfred Krupp peut promulguer autant d'ukases qu'il lui plaira, il devra payer le charbon anglais plus cher que le charbon de la Ruhr, et encore peut-on se demander s'il en recevra.*

En tant que secrétaire du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs pour l'Allemagne, j'ai estimé qu'il est de mon devoir de porter ces faits à votre connaissance.

Karl Marx.

Londres, le 21 juillet 1872.

Rapports internationaux des sociétés ouvrières de résistance au capital. [124]

Retour à la table des matières

Le Conseil général de l'A.I.T. appuiera, comme par le passé, la tendance croissante des syndicats d'un pays à se mettre en rapport avec les syndicats du même métier dans tous les autres pays. L'efficacité de sa fonction d'intermédiaire international entre les syndicats ouvriers nationaux dépendra essentiellement du concours que ceux-ci prêteront à l'Internationale dans l'élaboration de la statistique générale du travail.

124 Ces résolutions de la Conférence de l'Association Internationale des travailleurs, réunie à Londres du 17 au 23 septembre 1871, ont été rédigées par Marx.

Les directions des syndicats de tous les pays sont invitées à communiquer au Conseil général les adresses de leurs sections locales.

[154]

VIII. *Les producteurs agricoles*

Les bureaux des sociétés de résistance [syndicats] de tous les pays sont invités à envoyer au Conseil général leur adresse.

1. La Conférence invite le Conseil général et les conseils ou comités fédéraux à préparer, pour le prochain Congrès, des rapports sur les moyens d'assurer l'adhésion des producteurs agricoles au mouvement du prolétariat industriel.

2. En attendant, les conseils ou comités fédéraux sont invités à envoyer des délégués dans les campagnes pour y organiser des réunions publiques, faire de la propagande pour l'Internationale et fonder des sections agricoles.

La grève des ouvriers agricoles anglais

Retour à la table des matières

Londres, le 20 avril 1872 [125]

Le mouvement ouvrier en Angleterre a fait un grand progrès ces derniers jours : il a plongé des racines solides parmi les ouvriers agricoles. On sait qu'en Grande-Bretagne toute la terre appartient à un nombre très limité de grands propriétaires, les plus « pauvres » d'entre eux touchant une rente annuelle de 100 000 lires, et les plus riches de plusieurs millions. Le marquis de Westminster jouit d'une rente annuelle de plus de dix millions.

Les terres sont divisées en grands lots travaillés pour le compte de grands fermiers par une poignée de paysans à l'aide de machines agri-

125 Engels a envoyé cette correspondance à Bignami, afin qu'elle soit publiée par le journal *La Plèbe*. Le but évident en est d'informer les ouvriers agricoles, les Italiens, dont les conditions sociales se rapprochaient beaucoup de celles de l'agriculture anglaise, de l'expérience du mouvement syndical et socialiste d'Angleterre.

coles. Il n'y existe pas de petits paysans. Le nombre d'ouvriers agricoles, déjà petit en proportion à la superficie des terres cultivées, diminue chaque année par suite de l'introduction de machines nouvelles. Comme ils sont ignorants et asservis à la glèbe comme jamais paysans ne le furent, et en outre victimes de la concurrence, ils forment la classe la plus mal payée de la population.

À plusieurs reprises, ils se sont rebellés contre leur dur sort : en 1831, dans le sud de l'Angleterre, ils incendièrent [155] les granges de blé et de foin de leurs fermiers [126] ; il y a quelques années, ils firent la même chose dans le comté de York ; de temps en temps, ils essaient de se grouper entre eux, grâce à des sociétés de résistance. Cependant, l'actuel mouvement a pris, en quelques semaines, une ampleur qui lui assure une réussite immense.

Ce mouvement a commencé chez les ouvriers agricoles du comté de Warwick, qui demandaient que leurs salaires hebdomadaires soient augmentés de 11 ou 12 shillings à 16 shillings, et pour obtenir satisfaction s'organisèrent en sociétés de résistance et se mirent en grève [127]. La consternation fut générale chez les grands propriétaires fonciers, les fermiers et les conservateurs du comté : les ouvriers agricoles, esclaves de corps et d'esprit, osaient se rebeller contre l'autorité de leurs maîtres et seigneurs, en place depuis plus de mille ans ! Et ils se rebellèrent effectivement, faisant grève avec tant de décision qu'au bout de deux à trois semaines, non seulement les ouvriers de tout le Warwick, mais encore tous ceux des huit comtés limitrophes se joignirent à la rébellion.

---

126 Engels fait allusion au mouvement *swing* (partie supérieure mobile du fléau) dans les comtés du sud et sud-est de l'Angleterre. Les paysans en révolte furent écrasés sans pitié par la troupe dépêchée sur les lieux par le ministère whig de lord Grey.

127 L'Union des ouvriers agricoles vit le jour dans le Warwickshire, en mars 1872. Elle prit aussitôt la tête d'une grève qui s'étendit rapidement aux comtés voisins. Les ouvriers des villes soutinrent activement l'agitation. L'aide financière des syndicats industriels, ainsi qu'une forte demande de main-d'œuvre dans les villes en raison de l'essor industriel, contribuèrent au succès du mouvement des ouvriers agricoles. En mai 1872, sous la présidence de l'ouvrier Joseph Arch, on fonda l'Union nationale des ouvriers agricoles, qui rassembla environ 100 000 travailleurs, fin 1873. Les grèves durèrent jusqu'en 1874 et s'achevèrent par une série de victoires.

Ce que l'Internationale est pour les gouvernements réactionnaires d'Europe : un spectre dont le seul nom les frappe de terreur, c'est ce qu'est devenue pour les propriétaires terriens et les fermiers épouvantés l'Union des ouvriers agricoles. Les patrons organisèrent leur opposition, mais en vain : l'Union, soutenue par les conseils et l'expérience des syndicats ouvriers de l'industrie, se consolida et s'étendit chaque jour ; qui plus est, elle trouva l'appui de l'opinion publique, même bourgeoise. Malgré son pacte d'alliance politique avec l'aristocratie terrienne, la bourgeoisie lui fait toujours en sous-main une sorte de petite guerre économique [156] et, comme elle se trouve en ce moment dans une phase de prospérité industrielle où elle a besoin d'une main-d'œuvre considérable, presque tous les ouvriers agricoles en grève furent transportés dans les villes, où ils sont employés et payés à des conditions bien meilleures que ne l'aurait pu l'agriculture. Ainsi donc, la grève a parfaitement réussi, de sorte que les propriétaires et les fermiers de toute l'Angleterre durent augmenter les salaires des ouvriers agricoles de 25 à 30 %. De cette première grande victoire date une nouvelle ère de la vie intellectuelle et sociale du prolétariat agricole qui entre désormais en masse dans le mouvement des prolétaires des villes en lutte contre la tyrannie du capital.

La semaine dernière, le Parlement anglais s'est préoccupé de l'Internationale. Un réactionnaire enragé - M. Cochrane - a accusé la terrible Association internationale des travailleurs d'avoir donné l'ordre à la Commune d'assassiner l'archevêque et d'incendier la cité ! Il demanda aussitôt des mesures de représailles contre le Conseil général, fixé actuellement à Londres. Naturellement, le gouvernement lui répliqua que les Internationalistes - comme tous les habitants de l'Angleterre - sont responsables devant la seule loi et, comme jusqu'alors ils ne l'ont pas violée, il n'y avait pas de raison de sévir contre eux. On peut être assuré que le Conseil général de l'Association répondra aux mensonges de M. Cochrane [128].

128 Cf. la réponse de Marx dans *La Commune de 1871*, 10/18, p. 174-180.

L'Arcadie en grève

Londres, le 5 juin 1872.

Le mouvement socialiste chez les paysans du centre de l'Angleterre, dans le comté de Warwick qui renferme des villes comme Coventry et Birmingham, s'était assoupi un moment, mais donne des signes çà et là de réveil. Les *trop heureux travailleurs des champs* [129] ne connaissent pas leur bonheur, et réagissent. L'Arcadie en grève : quel spectacle étrange ! Une sorte de pastorale d'un genre tout nouveau, et d'une poésie singulière et poignante dans son [157] réalisme. Cela aussi est un signe des temps, et des plus graves : le paysan occupe son poste aux côtés de l'ouvrier dans le monde conscient et émancipé - ce qui ne s'était jamais vu.

Jusqu'ici, la protestation des gueux, des prolétaires, des affamés était restée passive. Le cortège interminable de familles déguenillées se profilait jour après jour à l'horizon doré de la *high life* anglaise, morne image reproduite par la lanterne magique horrible de la faim : c'étaient les *fenians* irlandais portés en terre par ceux qui pouvaient, un moment encore, se maintenir en vie chichement ; c'étaient les hommes abrutis par la misère rampante ; c'étaient les femmes qui maudissaient le pays qui les avait vues naître ; c'étaient les enfants qui n'avaient jamais appris à balbutier le nom de leur terre natale. C'était la protestation silencieuse de l'émigration.

Mais désormais la scène a bien changé : le paysan se souvient qu'il est et veut rester un homme, et il réclame sa part de pain, de bonheur et de vie.

Le mouvement, s'il se développe uniformément et simultanément, sera terrible, et puis on aura recours, qu'on le veuille ou non, à de sanglantes représailles contre les jacquous : l'arc de la patience des masses est déjà trop tendu... Attention, si on y ajoute la moindre pression, attention !

---

129 Engels extrait cette expression des *Géorgiques* de Virgile, II, 458 : *0 fortunatos nimium, sua si bona norint, agricolas.*

En ce moment, un courant de sympathie pour leurs frères de la campagne gagne les ouvriers des villes. C'est l'aube de la marche finale qui s'annonce.

Le télégraphe se charge d'informer le monde entier chaque jour de la question de l'*Alabama,* et je n'en dirai donc pas un mot, puisque les nouvelles arrivent avant les commentaires. Mais ce qui vaut la peine d'être dit, c'est que les jours du ministère Gladstone sont comptés, et que Disraeli se réjouit déjà à l'idée de revenir au pouvoir.

Les paysans anglais et leur participation aux luttes politiques

Londres, le 5 juin 1877

Lors d'une réunion des délégués de l'Union agricole, qui s'est tenue il y a quelques jours à Exeter-Hall, Joseph Arch a exprimé fortement son opposition à la guerre, et il fut vigoureusement applaudi. Le chef du parti des travailleurs [158] des champs se déclare ouvertement un fauteur de paix, notamment parce que les sacrifices exigés par la guerre pèsent toujours plus lourdement sur les travailleurs que sur les autres classes sociales.

Les travailleurs agricoles d'Angleterre ne participent pas encore suffisamment à la vie politique de leur pays, mais leurs imposantes manifestations contre la guerre ne peuvent manquer d'avoir une certaine influence jusque sur les classes dont dépend la politique de la nation. Qui plus est, les paysans commencent à sentir le besoin d'avoir une part directe à cette politique, comme le démontrent la réunion d'Exeter-Hall et aussi l'élargissement des droits électoraux. Pourtant, ils constituent encore une caste de pauvres parias, non seulement sur le plan économique, mais encore sur le plan politique. C'est pourquoi ils frappent à la porte du Parlement et demandent à y entrer : ils ne veulent plus accepter leur condition d'antan.

Il est facile d'imaginer que ces revendications ne sont pas vues d'un bon œil par tous ceux - et ils ne sont pas rares, notamment dans le clergé - qui considèrent que l'assujettissement des travailleurs de la campagne constitue la base de tout le système politico-économique de l'Angleterre.

Cependant, l'opposition parlementaire bourgeoise se précipite déjà pour prendre la direction de ce mouvement des paysans afin de battre en brèche ses adversaires politiques, aujourd'hui au pouvoir. A la tête de cette opposition bourgeoise se trouve le libéral Bright, qui a pris la parole à Exeter-Hall, et - négligeant habilement la grande question économico-sociale - a fait un ronflant réquisitoire *politique* contre l'équipe qui est aujourd'hui au pouvoir.

Il est évident que le terrain économico-social est toujours difficile et brûlant pour la bourgeoisie, alors que l'aristocratie y évolue traditionnellement avec plus d'aisance en Angleterre, étant donné que sa position sociale ne l'oblige pas, comme la bourgeoisie, à spéculer sur tout et sur tous pour s'enrichir. C'est ce que les ouvriers comprennent parfaitement et, de fait, lorsqu'ils veulent arracher quelques concessions, ils se tournent avec plus d'espoir vers les nobles que vers les bourgeois, comme l'a encore démontré la récente pétition adressée à lord Beaconsfield. Or, tant que les choses en seront là et que les ouvriers pourront faire ce jeu de bascule entre bourgeois et aristocrates avec quelque profit pour eux, l'Angleterre n'aura certes pas de violentes [159] commotions socialistes, comme c'est le cas dans d'autres pays où les classes dirigeantes ne constituent encore qu'une grande masse réactionnaire, compacte et inexorable, face aux ouvriers.

Mais le jour où la classe ouvrière ne pourra plus tirer le moindre avantage de la concurrence rivale que se font les intérêts de l'aristocratie foncière et ceux de la bourgeoisie industrielle parce que cette concurrence n'existera plus, alors nous aurons aussi en Angleterre le début d'une véritable période révolutionnaire. Jusqu'à ce jour, l'aristocratie fait bon ménage avec les masses ouvrières grâce à des concessions philanthropiques. Or, c'est à présent la bourgeoisie qui tente cette manœuvre, en appuyant les tendances politiques des travailleurs et en s'efforçant de s'en emparer, afin d'en prendre la direction. Il y a encore des limitations dans le domaine du suffrage universel, et sur ce terrain la bourgeoisie s'apprête à faire des concessions politiques pour soutenir ses intérêts économiques à elle et pour distancer l'aristocratie.

Quoi qu'il en soit, tout le mécanisme de la vie des trois classes de la société - les prolétaires, les bourgeois et les propriétaires fonciers - implique que les prolétaires ne se comportent plus de manière puérile ou sentimentale, mais - comme l'a si bien dit un orateur d'Exeter-Hall -

que leurs rapports avec la bourgeoisie et l'aristocratie ne peuvent être que des relations d'intérêts.

On le voit, le mouvement social d'Angleterre est lent et procède par évolution plus que par révolutions, mais il avance tout de même.

L'Union agricole anglaise et le mouvement collectiviste dans les campagnes

Londres, le 14 juin 1877

Je m'aperçois que ma dernière correspondance est incomplète, c'est pourquoi je continue aujourd'hui.

Je vous ai parlé de l'Union agricole, fondée il y a six ans par le citoyen Arch, désormais célèbre en Angleterre pour cette initiative et les particularités de son art oratoire : c'est un véritable tribun, un peu rude, mais puissant par sa rudesse même.

[160]

Il a commencé sa propagande avec la question des salaires. Les ouvriers ne touchaient guère plus de 16 lires [italiennes] par semaine. Avec l'aide vigoureuse de quelques camarades, Arch fit qu'en 3 ou 4 années l'Union agricole compta plus de 50 000 adhérents et put organiser une grève de 30 000 ouvriers. La grève réussit, et les salaires augmentèrent dans les provinces de l'Est de 2 lires et 50 centimes par semaine. Au même moment, on adopta des mesures pour faire émigrer les paysans en Amérique, en Australie, ou pour les faire passer d'une province anglaise à une autre. Avec ces transferts, on entendait faire hausser les salaires là où la main-d'œuvre était insuffisante. Cette lutte fut expérimentée avec succès jusqu'en 1874.

Après cette date, la situation se modifia. On voulut en arriver à l'expropriation des terres au bénéfice de l'État, comme l'avait déjà proposé le célèbre économiste Stuart Mill. On souleva, en outre, les questions du suffrage universel et de l'instruction du peuple. Il faut noter un point très significatif : le mouvement en faveur de la propriété collective était l'œuvre presque exclusive de ceux qui s'étaient séparés du citoyen Arch, car celui-ci n'avançait toujours que des questions ne touchant pas à la sacro-sainte propriété individuelle du sol. Cepen-

dant, face à ce fort mouvement collectiviste, il se montra disposé à prêcher une sorte de conciliation entre les paysans et leurs exploiteurs. Mais, par rapport à l'idée révolutionnaire, il se sentait finalement conservateur, car il limitait son hostilité à la haute aristocratie.

Il crut utile de faire un peu la cour aux fermiers afin qu'ils ne deviennent pas ses ennemis acharnés lors des élections politiques [130]. Il n'est donc pas difficile de prévoir que nous verrons Arch à la Chambre des Communes : il existe déjà une certaine agitation en ce sens, et Arch est tout disposé à accepter une députation.

Néanmoins, tout cela n'empêche pas le mouvement collectiviste d'avancer : en fait, il en fut question même dans le récent meeting de l'Union agricole. Après avoir mis en évidence la nécessité de grandes améliorations dans l'agriculture, on y exprima le désir qu'une loi mette toute la terre cultivable entre les mains d'un Corps représentatif, après indemnisation des propriétaires : on souligna que cette [161] expropriation devrait s'effectuer au bénéfice du peuple travailleur entre les mains duquel se trouve tout l'avenir d'une agriculture prospère.

J'ai tenu à vous informer de tout cela, car il importe que les socialistes italiens aient une idée exacte de l'esprit de l'Union agricole et du mouvement qui s'agite autour d'elle.

L'exemple de deux conseils municipaux

Retour à la table des matières

Nous avons promis à nos lecteurs de les tenir au courant du mouvement ouvrier aussi bien étranger qu'anglais [131]. Il y a peu de temps, nous avons eu l'occasion de rapporter ici quelques nouvelles d'Amérique ; aujourd'hui, nous disposons de quelques informations de France, informations assez importantes pour mériter de figurer dans notre éditorial.

130 C'est souvent en liaison plus ou moins directe avec le système électoral que la bourgeoisie introduit la corruption chez les dirigeants ouvriers des pays de capitalisme avancé.

131 Cf. ENGELS, *The Labour Standard,* 25 juin 1881.

On ne connaît pas en France les nombreux systèmes de votation qui sont traditionnellement en usage en Angleterre. Au lieu d'une forme de vote et d'élection pour le Parlement, d'une autre pour les conseils des villes et d'une autre pour les communes rurales, la règle y est partout le suffrage universel et le vote à bulletin secret. Lors de la fondation du Parti socialiste ouvrier en France, il fut décidé de présenter des candidats ouvriers non seulement aux élections à la Chambre, mais encore aux élections communales. Et de fait, le jeune parti triompha dans bon nombre de villes industrielles et rurales, surtout dans les communes des régions minières, lors du renouvellement des conseils municipaux en France, le 9 janvier de cette année. Il parvint non seulement à faire passer certains de ses candidats, mais dans diverses localités il obtint même la majorité du conseil, et au moins un conseil municipal est formé tout entier d'ouvriers, comme il ressort de ce qui suit.

Il y a peu de temps, les ouvriers d'usine déclenchaient une grève à Roubaix, à proximité de la frontière belge. Le gouvernement envoya aussitôt la troupe afin d'occuper la ville sous le prétexte de vouloir maintenir l'ordre (qui n'a jamais été troublé) ; il s'efforça de provoquer chez les grévistes des actes susceptibles de « justifier » l'intervention de la troupe.

[162]

Mais la population garda son calme, et l'une des raisons principales qui firent quelle résista aux provocations, ce fut l'attitude du conseil municipal. Celui-ci était formé en majorité d'ouvriers. On lui avait exposé les raisons de la grève, et il en avait discuté amplement. Le résultat fut que le conseil non seulement déclara que les grévistes avaient raison, mais *accorda encore aux grévistes la somme de 50 000 francs, soit 2 000 livres, à titre de secours.* Cette aide ne put leur être payée, étant donné que, selon le droit français, le préfet du département est habilité à annuler toute décision des conseils municipaux dès qu'il considère qu'elle outrepasse leurs droits. Néanmoins, la puissante aide morale dont la grève bénéficia ainsi de la part de la représentation officielle de la ville fut d'une très grande valeur pour les ouvriers.

Le 8 juin, la société minière de Commentry dans le centre de la France (département de l'Allier) licencia 152 travailleurs, qui avaient refusé de se soumettre à de nouvelles conditions de travail très désavantageuses. Comme cette mesure faisait partie de tout un système appliqué de longue date déjà pour introduire progressivement des conditions de travail plus mauvaises, quelque 1 600 mineurs soit la totalité du personnel ouvrier, se mirent en grève. Comme à son habitude, le gouvernement y dépêcha aussitôt la troupe, afin d'intimider les grévistes, voire de provoquer quelque incident. Mais ici aussi le conseil municipal intervint en faveur des ouvriers. Dans sa séance du 12 juin (qui plus est, un dimanche), il adopta la résolution suivante :

1. Considérant qu'il est du devoir de la société d'assurer l'existence de ceux grâce au travail desquels l'existence de tous est possible, et que les municipalités sont tenues de le faire quand l'État refuse d'accomplir son devoir, le conseil décide, sous la garantie des citoyens les plus imposés, de consentir un prêt de 25 000 francs (1000 livres) au profit des mineurs qui ont été obligés de se mettre en grève a la suite du licenciement injustifié de 152 des leurs.

Adopté à l'unanimité contre le seul veto du maire.

2. Considérant que, par la vente des précieux biens nationaux, l'État a cédé les mines de Commentry à une société par actions et du même coup livré les ouvriers qui y sont employés à la bonne grâce de ladite société, il a le devoir de veiller à ce que la pression exercée par la société sur [163] les mineurs n'atteigne pas un degré qui menace littéralement leur existence ; considérant que l'État, en mettant la troupe à la disposition de la société au cours de la présente grève, n'a même pas préservé sa neutralité, mais a pris directement parti pour la société minière,

- le Conseil, au nom des intérêts de la classe ouvrière qu'il a le devoir de protéger, demande au sous-préfet de l'arrondissement :

1. de retirer immédiatement la troupe, dont la présence, tout à fait déplacée, ne constitue rien d'autre qu'une provocation, et

2. de se présenter auprès de la direction de la société minière afin de l'amener à rendre caduque la mesure qui a suscité la grève.

Adopté à l'unanimité.

Dans une troisième résolution, adoptée également à l'unanimité, le conseil, craignant que le secours prévu ne puisse être versé du fait de la pauvreté de la commune, ouvre une souscription publique pour soutenir les grévistes et invite tous les autres conseils municipaux de France à envoyer des secours dans le même but.

Nous avons donc ici un exemple frappant de ce que signifie la présence d'ouvriers non seulement au Parlement, mais encore dans les conseils municipaux et tous les autres organismes. C'est de tout autre façon que finiraient bien des grèves en Angleterre, si elles avaient le soutien des conseillers municipaux locaux. Les conseils municipaux anglais et les comités locaux, qui sont pour la plupart élus par les voix ouvrières, se composent actuellement presque exclusivement d'entrepreneurs, de leurs agents directs ou indirects (avocats, etc.), et dans le meilleur des cas de boutiquiers. Dès qu'éclate une grève ou un lock-out, toute la force morale et matérielle des autorités locales est employée au profit des patrons contre les ouvriers. Même la police, payée avec l'argent des ouvriers, est utilisée comme en France pour provoquer les ouvriers à des actes illégaux afin de les tenir ensuite à leur merci.

Les caisses pour les pauvres refusent dans la plupart des cas de soutenir des hommes qui, à leurs yeux, pourraient travailler s'ils le voulaient vraiment. Pour cette espèce de gens, qui constituent les autorités locales avec l'accord des ouvriers, la grève est une rébellion ouverte contre l'ordre de la société, une révolte contre les droits sacrés de la propriété. C'est pourquoi aussi, à chaque grève et à chaque [164] lock-out, tout l'immense poids moral et physique des autorités locales sera jeté dans la balance pour les patrons tant que la classe ouvrière acceptera d'envoyer les patrons et les représentants patronaux dans les corps électifs locaux.

Nous espérons que la façon d'agir des deux conseils municipaux français ouvrira les yeux de beaucoup de gens. Que les ouvriers anglais le sachent bien : « En France, on fait mieux les choses sur ce

point. » Avec sa vieille et puissante organisation, ses libertés politiques anciennes, sa longue expérience de l'activité politique, la classe ouvrière anglaise jouit d'avantages énormes par rapport à tout autre pays du continent. Bien qu'ils n'aient rien de tout cela, les Allemands ont réussi à envoyer douze représentants de la classe ouvrière au Reichstag, et en Allemagne aussi bien qu'en France les représentants de la classe ouvrière disposent de la majorité dans de nombreux conseils municipaux.

Certes, le droit de vote est limité en Angleterre ; mais à présent la classe ouvrière constitue la majorité dans toutes les grandes villes et centres industriels. Il lui suffit de vouloir, et cette majorité potentielle deviendra aussitôt un pouvoir véritable dans l'État, un pouvoir dans toutes les localités où est concentrée une population ouvrière. Et dès lors que les ouvriers seront au Parlement, dans les conseils municipaux, les caisses de prévoyance locales, etc., il faudra peu de temps pour que vous ayez, vous aussi, dans ces organismes des représentants de la classe ouvrière, capables de jeter dans les jambes de vos arrogants despotes le bâton qu'ils utilisent si souvent aujourd'hui pour battre le peuple.

La grève des mineurs de la Ruhr. 1889

Retour à la table des matières

La grève des mineurs allemands est un événement important pour nous [132]. Comme les mineurs anglais de l'époque chartiste, les ouvriers des mines de charbon ont rejoint les derniers le mouvement en Allemagne, et nous assistons maintenant à leur premier démarrage [133].

132 Cet article, écrit par Engels sous forme de lettre au dirigeant ouvrier anglais James Keir Hardie, fut publié par ce dernier dans son journal *The Labour Leader* à la rubrique intitulée « Nouvelles sur les mineurs », N° 5, juin 1889.

133 Pour le marxisme, les mouvements de revendications et de lutte réelle forment le champ de recrutement par excellence du parti révolutionnaire.

Dans un *Chapitre inédit du Capital* (10/18, p. 214-15), Marx explique qu'il y a une grande différence entre le versement des salaires en nature et leur versement en monnaie : « L'esclave reçoit en nature, les moyens de subsistance nécessaires à son entretien sous forme fixe, tant pour ce qui

[165]

L'agitation a commencé dans les mines du nord de la Westphalie - un district qui produit annuellement 45 millions de tonnes, quoiqu'il ne soit exploité qu'à moitié. Actuellement, on extrait le charbon d'une profondeur de 500 yards. Ces mineurs étaient jusqu'à présent de bons sujets, patriotes, obéissants et religieux, et ils constituaient les meilleurs soldats pour l'infanterie du VIIe corps d'armée (je les connais fort bien, puisque je suis né dans une localité située à 6 ou 7 milles au sud de ce bassin minier). Or voici qu'ils ont été violemment secoués par l'exploitation capitaliste.

Tandis que les mines - pour la plupart entre les mains de sociétés par actions - versaient d'énormes dividendes, le *salaire réel* des ouvriers baissait constamment. Certes, le salaire hebdomadaire nominal était maintenu, voire apparemment haussé dans certains cas, du fait que l'on amenait les mineurs à faire de nombreuses heures supplémentaires : au lieu de travailler par tournées de huit heures, ils faisaient des journées de 12 à 16 heures, si bien qu'ils effectuaient de 9 à 16 tournées de travail par semaine. Partout les patrons possèdent les magasins de vivres - camouflés en coopératives -, si bien que les ouvriers touchent pratiquement leurs salaires en nature [134]. La tromperie sur le

---

concerne la quantité que la qualité, bref, en *valeur d'usage*. L'ouvrier libre les reçoit en monnaie, en valeur d'échange, forme sociale abstraite de la richesse. Même si le salaire n'est que la forme *en or ou en argent, en cuivre ou en papier*, des moyens de subsistance, en lesquels il se résout toujours en fin de compte, l'argent n'étant ici qu'un *simple moyen de circulation*, forme purement fugitive de la valeur d'échange, il n'en reste pas moins que, dans l'*idée* de l'ouvrier, le but et le résultat de son travail sont toujours de la *richesse abstraite, valeur d'échange*, et non telle valeur d'usage limitée par la tradition et la localité.

La grève des mineurs de la Ruhr, engagée le 4 mai 1889, fut la grève la plus importante de l'Allemagne du XIXe siècle. Le 15 Mai, 90 000 mineurs étaient en grève. Cette grève, en pleine période de la loi antisocialiste, contribua fortement à sa levée.

134 « L'ouvrier transforme lui-même son argent en valeurs d'usage, marchandises de son choix : comme possesseur d'argent et acheteur, il se trouve vis-à-vis des vendeurs de marchandises dans le même rapport que tous les autres acheteurs [...] Il se comporte en agent libre et doit s'en tirer tout seul : il est lui-même responsable de la manière dont il dépense son salaire. Il apprend à se dominer lui-même, contrairement à l'esclave qui a besoin de son maître. »

poids du charbon extrait par chaque mineur est pratique courante : des chargements de wagons entiers de charbon [166] extrait ne sont pas comptabilisés au compte des mineurs, sous prétexte qu'il s'agit de charbon de mauvaise qualité ou que les wagonnets ne sont pas remplis à mesure.

Depuis l'hiver dernier, les mineurs ont déclaré qu'ils feraient grève si la situation ne changeait pas ; mais, la direction ne donnant aucune suite à leurs revendications, ils finirent par se mettre en grève, après avoir rendu publique leur décision. Les patrons de mines mentent, lorsqu'ils affirment le contraire. En une semaine, 70 000 mineurs arrêtèrent le travail, et *les patrons de mine durent payer les grévistes*. En effet, ne payant qu'un seul salaire par mois et retenant toujours un mois de salaire, *ils durent payer maintenant* le mois échu. Ainsi, les patrons furent pris dans leurs propres filets.

Les mineurs envoyèrent, on le sait, une délégation auprès de l'empereur Guillaume II - un jeune imbécile, vantard et imbu de lui-même - qui les reçut avec des menaces : il ferait tirer sur eux sans pitié s'ils s'adressaient aux social-démocrates et outrageaient les autorités. (Et, de fait, c'est ce que l'on a tenté à Bochum, lorsqu'un *garnement de 19 ans* - un lieutenant en second - donna l'ordre à ses soldats de tirer sur les grévistes ; toutefois la plupart des soldats tirèrent en l'air.)

Quoi qu'il en soit, tout l'Empire se mit à trembler devant les mineurs en grève. Le gouverneur militaire du district - Emil von Albedyll - se rendit dans la Ruhr, accompagné du secrétaire d'État à l'Intérieur - E. L. Herrfurth -, et tout fut entrepris pour inciter les patrons des mines à faire des concessions. L'empereur lui-même leur conseilla d'ouvrir leurs caisses, et déclara en Conseil des ministres : « Mes soldats sont sur place pour assurer le maintien de l'ordre, non pour ménager des profits élevés aux patrons des mines. »

Grâce à l'intervention de l'opposition libérale (qui avait perdu un siège après l'autre au Parlement, parce que les ouvriers étaient venus à nous), on finit par mettre sur pied un compromis, et le travail reprit. Cependant, au moment même où les ouvriers retournaient à la mine, les patrons violèrent leurs engagements : certains meneurs de la grève furent congédiés (bien que la convention d'accord assurât à tous leurs anciens postes de travail), et ils refusèrent de s'entendre avec les ouvriers sur la question du temps de travail. La grève menaça de recom-

mencer, et je suis certain que le gouvernement, qui se trouve dans une situation [167] désagréable, incitera les patrons des mines à céder pour le moment. En effet, la grève s'est étendue aux bassins houillers n° 2 et 3, situés dans une région qui avait échappé jusqu'ici à l'influence socialiste, car quiconque eût voulu y faire de l'agitation était assuré d'écoper d'autant d'années de prison que de mois partout ailleurs en Allemagne, dès lors qu'il était pris dans les rets de la loi.

Certes, le gouvernement a fait des concessions, mais il faut attendre pour savoir si elles sont suffisantes. Car plus à l'est - dans les bassins houillers de Saxe et les deux bassins silésiens - les mineurs ont suivi le mouvement, si bien que cent vingt mille mineurs au moins ont fait grève au cours des trois dernières semaines en Allemagne. Même les mineurs de Belgique et de Bohême ont été gagnés par l'agitation, cependant qu'en Allemagne d'autres corps de métiers qui avaient envisagé de faire grève au printemps, ont d'ores et déjà arrêté le travail [135].

Il ne fait donc absolument pas de doute que les mineurs allemands soutiennent leurs frères en lutte contre le capital. Or, ils constituent une magnifique phalange, et presque tous ont fait leur service militaire actif. Ils forment une importante force d'appoint dans nos rangs. Leur foi en l'empereur et le clergé a été ébranlée, et quoique le gouvernement puisse entreprendre, nul gouvernement ne pourra satisfaire leurs revendications, sans renverser le système capitaliste. Or, cela, le gouvernement allemand ne peut ni ne veut le faire.

C'est la première fois que le gouvernement affirme prendre une position impartiale dans une grève en Allemagne. Cela suffit à lui enlever son innocente virginité sociale pour toujours, et tous deux, Guillaume et Bismarck, ont dû plier devant les rangs serrés des 100 000 mineurs en grève. Cela seul est un merveilleux résultat.

---

135 Malgré toutes les manœuvres et représailles, la grève des mineurs s'étendit, d'abord en Silésie, où la grève dura du 14 au 24 mai et toucha environ 20 000 mineurs ; en Saxe, 10 000 ouvriers se mirent en grève ; en Sarre, l'agitation gagna plusieurs houillères, et 12 000 mineurs étaient en grève le 23 mai ; les 8 000 mineurs de la région industrielle de Wurm se joignirent au mouvement et ne reprirent le travail que le 31 mai. Le mouvement gagna même le district de Cladno en Bohême. D'autres métiers suivirent : 20 000 maçons firent grève le 25 mai à Berlin, des cheminots arrêtèrent le travail à Freienwalde, des maçons et charpentiers à Stettin et Königsberg, etc.

[168]

Les syndicats, début du mouvement de masse

Le mouvement aux États-Unis, tout comme ici en Angleterre et maintenant aussi dans les districts houillers d'Allemagne, ne se suscite pas uniquement par des prêches [136]. Les faits eux-mêmes doivent le faire entrer dans le crâne des gens. Dès lors, les choses vont vite, et naturellement le plus vite là où, comme en Allemagne, il existe déjà au sein du prolétariat, une fraction consciente des questions de théorie et d'organisation.

Les mineurs des houillères nous appartiennent, en puissance, par la force des choses : dans la Ruhr, le processus avance à grands pas ; puis ce seront les districts, houillers d'Aix-la-Chapelle et de la Sarre, ceux de Saxe et de Basse-Silésie, et enfin ceux de Haute-Silésie, qui sont à moitié polonais *(Wasserpolacken).* Avec la position qu'occupe notre parti en Allemagne, il suffit d'une impulsion venant des conditions de vie réelles, propres aux mineurs, pour que le mouvement naisse irrésistiblement.

Il en va de même en Angleterre. Le mouvement que je tiens à présent pour irrépressible surgit de la grève des dockers, et ce purement et simplement à partir de la nécessité absolue, pour les travailleurs de se défendre. Mais ici aussi le terrain était préparé par les multiples agitations de ces huit dernières années au point que les gens, sans être eux-mêmes socialistes, ne veulent plus avoir pour chefs que des socialistes. Sans même le remarquer eux-mêmes, ils s'engagent dans la voie théoriquement juste, mieux : *ils y sont poussés,* et le mouvement est si puissant, à mon avis, qu'il surmontera sans dommage essentiel les in-

136 Cf. Engels à Sorge, 8 février 1890. Engels critique ici ce que l'on appellerait aujourd'hui le « volontarisme », ou « éducation révolutionnaire » de la classe ouvrière, séquelles de l'esprit défaitiste qui règne dans la classe ouvrière et surtout dans l'aristocratie ouvrière aux temps de prospérité du capital, à quoi l'on veut *réagir* en apprenant aux ouvriers que le système capitaliste les exploite et qu'il faut le renverser. Engels pose ici lui aussi, le problème de la « conscience », mais il l'envisage comme une affaire de *parti* et de *théorie dans un contexte de lutte*.

évitables gaffes et leurs conséquences, ainsi que les frictions entre les divers syndicats et dirigeants (sur quoi je reviendrai plus loin).

Je crois qu'il en ira de même chez vous en Amérique. Les originaires du Schlesvig-Holstein et leur descendance [169] en Angleterre et en Amérique ne peuvent être convertis par l'enseignement, il faut bien s'en rendre compte. C'est une bande, aussi bornée que prétentieuse, qui tient à apprendre dans sa propre chair. Et les occasions sont d'année en année de plus en plus nombreuses. De plus, elle est ultra-conservatrice, si bien qu'elle ne se débarrasse du vieux fatras d'idées traditionnelles qu'au travers de la pratique. C'est encore plus vrai en Amérique du fait que tout y est purement bourgeois et que l'on y est si fier de son organisation purement bourgeoise, en l'absence de tout passé féodal. En conséquence, *c'est avec les syndicats, etc., qu'il faut commencer si l'on veut avoir un mouvement de masse.* Mais, dès lors que le premier pas sera fait par-delà la conception bourgeoise, tout ira bien vite, comme tout ce qui se fait en Amérique, où la vitesse imprimée au mouvement par la force même des choses met le feu au derrière des Anglo-Saxons du Schlesvig-Holstein par ailleurs si lents, sans compter que les éléments étrangers à la nation se distinguent par une mobilité plus grande.

[170]

[171]

4

CRITIQUE DES LIMITES SYNDICALES

Retour à la table des matières

[172]

Dans cette dernière partie, Marx et Engels critiquent l'étroitesse et le conservatisme des syndicats, qui ne regroupent qu'une mince frange de la classe ouvrière et limitent leurs revendications à la défense des intérêts de cette aristocratie ouvrière, divisant ainsi la classe ouvrière en une fraction privilégiée d'une part, et une grande masse de délaissés et de pauvres hères, d'autre part.

Engels a des paroles terribles pour ces syndicats conservateurs : elles sont à la mesure de l'horreur des ravages qu'ils occasionnent dans le prolétariat et la société entière. En effet, à l'arrière-plan de la lutte de Marx et Engels contre la prédominance de l'aristocratie ouvrière sur la masse des ouvriers non encore organisés, mais révolutionnaires par instinct, se profilent le honteux abandon et la lâche trahison de la Seconde Internationale, qui livra le prolétariat international à la boucherie impérialiste de 1914-1918 et prépara le recul inouï du niveau de vie général des masses qui s'ensuivit. En effet, c'est dans ce contexte que se situent désormais la question syndicale et la lutte acharnée de Marx et Engels contre la corruption et les trahisons des chefs ouvriers, liées à la prospérité des pays capitalistes les plus évolués qui exploitent presque le monde entier.

Toute la démonstration de Marx et d'Engels dans la question syndicale se résume en une affirmation simple et claire : seule une position générale de classe, révolutionnaire sur le plan politique et social, permet aux syndicats de remplir leur but et même de défendre tout simplement les intérêts immédiats de tous les travailleurs.

*Ainsi Marx et Engels demandent, par exemple, aux syndicats de lier le but final de l'*abolition du salariat *à la revendication immédiate de la* journée de travail légale de huit heures, *qui doit être revendiquée pour l'ensemble du prolétariat international et fixée, non par convention particulière avec chaque employeur ou catégorie d'employeurs, mais par une loi coercitive s'imposant à tous, employeurs et ouvriers, et ne liant pas le prolétariat au patronat dans un processus de contrats ou de conventions « librement souscrits ». En pratique, la se-*

conde revendication est entièrement conditionnée par la première, car elle intéresse le prolétariat dans son ensemble et élimine la concurrence entre les ouvriers pour les heures de travail, plaçant chaque ouvrier ou chaque catégorie d'ouvriers sur le même pied, face au patronat. *Outre que cette mesure unitaire, conquise* [173]*dans la lutte économico-politique, unifie le prolétariat en une classe révolutionnaire, elle prépare, en quelque sorte, l'organisation communiste de la société future : « Ce qui explique la résistance opiniâtre que les fabricants anglais opposèrent à la loi de dix heures, c'est qu'ils savaient fort bien qu'une diminution de travail de deux heures accordée aux femmes et aux enfants devait également entraîner une diminution du temps de travail pour les adultes, car il est dans la nature de la grande industrie que le temps de travail soit égal pour tous. Ce qui est aujourd'hui le résultat du capital et de la concurrence des ouvriers entre eux sera demain, si vous retranchez le rapport du travail au capital (en abolissant le salariat),* le fait d'une convention basée sur le rapport de la somme des forces productives à la somme des besoins existants [137]. *»*

Le recul inouï dans les conditions et horaires de travail que nous enregistrons dans cet après-guerre est lié, entre autres, à un événement de politique générale : la guerre accompagnée de la collaboration de classe avec la grande bourgeoisie des principales puissances occidentales. C'est ainsi qu'on a vu les « communistes » participer au gouvernement, et que fut lancé aux mineurs du Nord en grève le mot d'ordre : « Retournez au travail et retroussez les manches » (pour reconstruire la société capitaliste qui venait de faire faillite une seconde fois à l'échelle sociale entière, en moins d'une génération). Il s'ensuivit tout naturellement une longue dépression générale de la condition ouvrière : abrogation, en pratique, de la journée de travail de huit heures précédemment acquise, relèvement odieux de l'âge de la retraite, accroissement des droits patronaux dans tous les domaines, et notamment au sein des entreprises où règne un despotisme de fabrique encore jamais vu, avec des rythmes de travail échevelés.

La dégénérescence politique et sociale des organisations ouvrières a déterminé la situation actuelle de recul général des conquêtes sociales, dont l'ampleur est frappante lorsqu'on confronte les revendica-

---

137 Cf. MARX, *Misère de la philosophie, I. 2.* Voir, pp. 181-183, comment la lutte entre salaire et profit se prolonge directement en lutte pour le pouvoir *politique* et l'abolition du salariat.

tions actuelles avec celles que Marx et Engels lançaient il y a plus d'un siècle déjà.

Comme pour sanctionner ce recul, la C.G.T. a modifié l'article premier de ses statuts, celui-là même qui était [174] *l'expression la plus directe de la conception marxiste révolutionnaire : « La C.G.T. a pour but de grouper, sans distinction d'opinions politiques, philosophiques et religieuses, toutes les organisations composées de salariés conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat, et désireux de défendre leurs intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels. »*

Dans le nouvel article, « la C.G.T. s'assigne pour but la suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange ». *Ce faisant, les dirigeants de la C.G.T. ont purement et simplement* renié le communisme*, qui est synonyme d'*abolition du salariat*, et c'est l'idéal de la société des démocraties populaires qui a incité les actuels dirigeants cégétistes à modifier le premier article des statuts : pour eux, le socialisme se ramène à un système général du salariat, celui-là même qu'Engels décrit comme étant l'ultime phase du capitalisme : « D. - Reconnaissance partielle du caractère social des forces productives s'imposant aux capitalistes eux-mêmes. Appropriation des grands organismes de production et de communication, d'abord par des sociétés par actions, puis par des trusts, ensuite par l'État. La bourgeoisie s'avère une classe superflue ; toutes ses fonctions sociales sont maintenant remplies par des agents rémunérés. » (*Anti-Dühring*, Ed. Soc., 1950, p. 323.)*

Un aveu de taille est ainsi arraché aux dirigeants cégétistes sous la pression des faits et - à bien y regarder - du prolétariat international, car comment les syndicats des pays capitalistes développés de l'Occident lutteraient-ils dès à présent pour l'abolition du salariat, alors que, dans les pays « socialistes », cette question n'est plus à l'ordre du jour officiel, bien qu'elle le reste sans doute dans les aspirations des larges masses ? En effet, dans ces curieux pays « socialistes », il existe, plus de cinquante ans après la révolution socialiste*, une hiérarchie croissante des salaires, des différenciations infinies de qualification, des salaires proportionnels au rendement, en un mot toute la gamme des inégalités sociales qui constituent, dans la société capitaliste, non seulement les bases matérielles de la misère des ou-*

vriers, mais encore les causes directes de leur division, de leur faiblesse, de leur aliénation.

L'erreur des dirigeants conservateurs de la C.G.T. est de croire que le prolétariat a cessé d'être révolutionnaire ; ils rejoignent ainsi l'erreur de certains « gauchistes » qui cherchent [175] *les révolutionnaires ailleurs que dans la classe ouvrière, et proposent de déserter les syndicats. Selon l'expression d'Engels, le prolétariat révolutionnaire saura rejeter jusqu'à l'idée même de se laisser guider par des « gens pour lesquels le système du salariat vaut comme une institution éternelle et inébranlable », autrement dit pour lesquels le communisme est impossible, et le capitalisme éternel.*

[176]

En France, le manque de formation théorique et de sens pratique est très sensible. En Angleterre, le seul mouvement qui progresse est celui des ouvriers agricoles. Quant aux ouvriers de l'industrie, ils doivent, avant tout, se débarrasser de leurs dirigeants actuels. Lorsque j'ai dénoncé ces individus au Congrès de l'Internationale à La Haye, je savais que je m'attirerai impopularité, calomnie, etc., mais cela ne m'impressionne pas. Ici et là, on commence à comprendre qu'en les dénonçant, je ne faisais que mon devoir.

Marx à Kugelmann, 18 mai 1874.

Contre les limitations du rôle des syndicats

Retour à la table des matières

M. Brentano répète inlassablement que la législation de protection ouvrière et les organisations syndicales sont en mesure d'améliorer le sort de la classe ouvrière, or cela, il ne l'a pas inventé [138]. De *La Situation des classes laborieuses en Angleterre* et de la *Misère de la philosophie* au *Capital* et à mes écrits les plus récents, Marx et moi nous l'avons dit cent fois, *mais avec de fortes restrictions.*

Premièrement, les effets favorables des sociétés de résistance notamment se limitent aux périodes où les affaires marchent bien ou très bien ; aux périodes de stagnation ou de crise, les syndicats échouent dans leurs efforts. L'affirmation de M. Brentano selon laquelle les syndicats « ont le pouvoir de paralyser les effets funestes de l'armée de réserve » est une ridicule vantardise.

Deuxièmement - abstraction faite d'autres limitations moins importantes -, ni la protection de la législation ouvrière, ni les organisations de métier n'éliminent l'essentiel de ce qui doit être éliminé, à savoir le système capitaliste, qui recrée sans cesse l'antagonisme entre la classe

138 Cf. ENGELS, Affaire *Brentano contre Marx, à propos de prétendues fausses citations*, brochure parue aux éditions Otto Meissner, Hambourg, 1891, p. 1 et 2.

capitaliste et la classe ouvrière salariée. Ainsi, la masse des ouvriers salariés se trouverait condamnée à perpétuité au travail salarié et, qui plus est, à mesure que la grande industrie s'empare de toutes les branches de la production, l'abîme se creuse, en largeur et en profondeur, entre salariés et capitalistes.

[177]

Mais comme M. Brentano veut faire de l'ouvrier salarié un esclave *satisfait*, il faut qu'il exagère à l'infini les effets positifs de la protection ouvrière, des syndicats professionnels, de la législation sociale de rafistolage, etc. Or, comme ces exagérations ne peuvent absolument pas tenir devant les simples faits réels, il, se met en rage.

Les syndicats (I)

Retour à la table des matières

Dans notre dernier article, nous avons considéré comment les syndicats exercent une action de force contre les patrons, afin de les obliger à appliquer la loi économique du salaire [139]. Nous revenons sur ce thème, car il importe au plus haut point que la classe ouvrière comprenne à fond cette question.

Nous pensons que, de nos jours, aucun ouvrier anglais n’a besoin qu'on lui apprenne que l'intérêt du capitaliste individuel aussi bien que collectif est de diminuer le plus possible les salaires. Comme Ricardo l'a prouvé de manière irréfutable, le produit du travail, après déduction de toutes les dépenses, se divise en deux fractions, la première représentant le salaire des ouvriers, et la seconde le profit des capitalistes. Or, comme le produit net du travail constitue dans chaque cas individuel une somme déterminée, il est évident que la fraction appelée profit ne peut augmenter sans que diminue la fraction appelée salaire. Nier que le capitaliste a intérêt à diminuer les salaires équivaudrait à affirmer qu'il n'a pas intérêt à accroître son profit.

139 Cf. ENGELS, in *The Labour Standard,* organe des syndicats anglais, 28 mai et 4 juin 1881.

Nous savons fort bien qu'il existe d'autres moyens d'accroître immédiatement le profit ; mais, quoi qu'il en soit, ils n'affectent pas la loi générale, de sorte que nous pouvons ne pas en tenir compte ici.

Cependant, comment les capitalistes peuvent-ils abaisser les salaires, si le salaire moyen est réglé par une loi économique spécifique et bien déterminée ? La loi économique des salaires existe, et elle est formelle. Mais, nous l'avons vu, elle est élastique, en un double sens. Le salaire moyen peut être abaissé dans une branche particulière, soit directement par une graduelle accoutumance des ouvriers de cette [178] branche à un standard de vie plus bas, soit indirectement par l'augmentation du nombre d'heures de travail par jour (ou de l'intensité du travail durant un même temps de travail), sans qu'il en résulte une augmentation de salaire.

L'intérêt qu'a tout capitaliste individuel d'accroître son profit en abaissant les salaires de ses ouvriers est constamment stimulé par la concurrence entre capitalistes d'une même branche d'industrie. Chacun d'eux s'efforce de vendre moins cher que l'autre, afin de mettre son rival en difficulté, et s'il ne veut pas sacrifier son profit, il doit tenter d'abaisser les salaires. Ainsi, la concurrence entre capitalistes accroît considérablement, dans l'intérêt de chaque capitaliste individuel, la pression sur le salaire moyen. Ce qui était auparavant une simple question de profit plus ou moins élevé devient dans ces conditions une question de nécessité impérative.

Les ouvriers non organisés ne disposent d'aucun moyen de résistance efficace contre cette pression constante et répétée. C'est ce qui explique que, dans les branches où les ouvriers ne sont pas organisés, les salaires tendent sans cesse à baisser et le nombre d'heures de travail à augmenter. Lentement, mais sûrement, ce procès se poursuit. Les périodes de prospérité peuvent çà et là l'interrompre pour un temps, mais les périodes de dépression qui suivent l'accéléreront d'autant plus. Les ouvriers s'habituent progressivement à un standard de vie de plus en plus misérable. Tandis que la durée de la journée de travail tend à se rapprocher de plus en plus de son maximum, les salaires, eux, s'approchent de plus en plus de leur minimum absolu, de la somme au-dessous de laquelle il devient absolument impossible à l'ouvrier de vivre et de se reproduire.

Au début du XIX^e^ siècle, il y a eu en Angleterre une exception – momentanée - à cette règle. Le développement rapide du machinisme et de l'utilisation de la vapeur ne suffisait pas à satisfaire une demande encore plus rapide de ces produits. Dans ces branches d'industrie, les salaires - à l'exception de ceux des enfants vendus aux fabricants par les maisons du travail - étaient généralement élevés. Les salaires pour un travail qualifié - dont on ne pouvait se passer - étaient très élevés : un teinturier, un mécanicien, un tailleur et un fileur avaient alors des gains qui paraîtraient aujourd'hui mirobolants. Au même moment, les métiers supplantés par le machinisme étaient progressivement voués à disparaître. Mais les machines nouvellement [179] inventées ne tardèrent pas à supplanter à leur tour ces ouvriers bien payés. On inventa la machine à fabriquer des machines à un rythme tel que l'offre en machines non seulement égala, mais dépassa la demande. Lorsque la paix générale de 1815 eut rétabli le trafic normal, le cycle décennal de prospérité, surproduction et crise commença à se manifester. Tous les avantages que les ouvriers avaient conservés de l'ancien temps prospère, voire améliorés durant la période de frénésie surproductive, leur furent alors ravis du fait d'une période de mauvaises affaires et de panique. La population laborieuse d'Angleterre ne tarda pas à être soumise à la loi générale, selon laquelle les salaires des ouvriers non organisés tendent sans cesse vers le minimum absolu.

Dans l'intervalle cependant, les syndicats légalisés en 1824 entrèrent en action, et il était grand temps. Les capitalistes, eux, sont toujours organisés, et le plus souvent ils n'ont pas même besoin d'une organisation formelle avec statuts et fonctionnaires, etc. Leur nombre restreint en comparaison de celui des ouvriers, le fait de constituer une classe particulière et d'entretenir des relations sociales et commerciales suivies leur tiennent lieu d'organisation. Ce n'est que plus tard, lorsqu'une branche de production devint prédominante dans une région, par exemple l'industrie du coton dans le Lancashire, qu'un syndicat capitaliste formel s'avéra nécessaire.

En revanche, les ouvriers, dès le début, ne peuvent s'en tirer sans une organisation puissante, dotée de statuts bien définis et déléguant son autorité à des fonctionnaires et autres services. La loi de 1824 reconnut ces organisations, et de ce jour les ouvriers sont devenus une puissance en Angleterre. La masse, auparavant sans force parce que divisée en fractions opposées, n'était plus frappée d'impuissance. À la

force conférée par l'union et l'action commune, vint bientôt s'ajouter celle d'une caisse bien remplie : l' « argent de résistance », comme l'appellent suggestivement nos camarades français. Dorénavant, toute la situation se présentait autrement. Il devenait risqué pour le capitaliste d'essayer d'abaisser les salaires ou d'augmenter les heures de travail.

C'est ce qui explique les explosions de haine de la classe capitaliste de cette époque contre les syndicats. Cette classe ne considérait-elle pas depuis toujours ses pratiques vexatoires et exploiteuses vis-à-vis des ouvriers comme un droit [180] acquis et un privilège légal ? Or, il fallait désormais y mettre un frein. Il n'est donc pas surprenant que les capitalistes aient poussé les hauts cris, puisqu'ils se sentaient au moins autant lésés dans leur droit et leur propriété que les propriétaires fonciers irlandais de nos jours.

Soixante ans d'expériences de lutte les ont ramenés à plus de bon sens. A présent, les syndicats sont des institutions reconnues, et leur action est admise comme facteur de régulation des salaires ainsi que de la durée du travail, comme en témoigne la législation de fabriques. Qui plus est, les patrons cotonniers du Lancashire viennent tout récemment d'arracher une page du livre des ouvriers, en démontrant qu'ils savaient, si tel est leur intérêt, organiser une grève aussi bien, sinon mieux, que n'importe quel syndicat.

C'est donc grâce à l'action syndicale que la loi des salaires est imposée de force aux patrons capitalistes. En effet, les ouvriers de toutes les branches d'industrie bien organisées sont capables d'obtenir - tout au moins approximativement - la pleine valeur de la force de travail dont ils louent l'usage aux entrepreneurs, et, avec l'aide de la législation de l'État, le temps de travail est fixé pour qu'il n'excède pas trop la durée maximum au-delà de laquelle la force de travail s'épuise prématurément. C'est là, cependant, le maximum de ce que les syndicats - tels qu'ils sont actuellement organisés - peuvent espérer obtenir, et ce au travers d'une lutte opiniâtre et d'une immense dépense de force et d'argent ; et encore, les fluctuations économiques, une fois tous les dix ans au moins, anéantissent en un tournemain ce qui a été arraché de haute lutte, et la lutte doit être reprise par le commencement. C'est un cercle infernal auquel il n'y a pas d'issue. La classe ouvrière demeure ce qu'elle était, et ce que nos ancêtres chartistes ne craignaient pas d'appeler une *classe d'esclaves salariés*. Cela doit-il représenter à ja-

mais le but suprême des travailleurs anglais ? Ne doivent-ils pas plutôt s'efforcer au moins de briser ce cercle infernal, en se fixant comme but de leur mouvement *la lutte pour l'abolition du système salarial tout entier* ?

La semaine prochaine, nous verrons quel est le rôle des syndicats dans l'organisation de la classe ouvrière.

[181]

Les syndicats (II)

Retour à la table des matières

Même en considérant jusque dans le détail les fonctions assumées par les syndicats, nous avons vu qu'ils se bornent à régulariser le salaire moyen et à fournir aux ouvriers, dans leur lutte contre le capital, quelques moyens de résistance.

Nous disons bien la lutte des ouvriers contre le capital. En effet, cette lutte existe même si les apologistes du capital affirment le contraire. Elle subsistera tant qu'une réduction des salaires demeurera le moyen le plus sûr et le plus facile d'accroître le profit et, par-delà, tant que durera le système salarial en général. La simple existence des syndicats en est la preuve suffisante : s'ils ne luttaient pas contre les empiétements du capital, à quoi serviraient-ils ? A quoi bon tourner autour du pot ?

Aucun euphémisme ne peut cacher le fait désagréable que la société actuelle est, pour l'essentiel, divisée en deux grandes classes antagonistes : en capitalistes qui possèdent tous les moyens pour l'emploi du travail, d'un côté ; et en ouvriers qui ne possèdent rien d'autre que leur force de travail, de l'autre. Le produit du travail de ces derniers doit être divisé entre les deux classes, et c'est autour de cette ligne de fracture que tourne une lutte incessante, chaque classe essayant d'obtenir une part aussi grande que possible. Le plus curieux est que la classe ouvrière, qui lutte pour obtenir seulement une fraction de son propre produit, soit bien souvent accusée de voler littéralement les capitalistes !

Quoi qu'il en soit, la lutte entre les deux grandes classes de la société devient nécessairement une lutte politique. Il en fut ainsi de la longue bataille entre la bourgeoisie (ou classe capitaliste) et l'aristocratie foncière, et il en est de même de la lutte entre la classe ouvrière et ces mêmes capitalistes.

Dans toute lutte qui oppose une classe à une autre, le but immédiat est la conquête du pouvoir politique : la classe dominante défend ses prérogatives politiques, c'est-à-dire sa majorité assurée dans les corps législatifs ; la classe inférieure lutte d'abord pour une part, puis pour la totalité du pouvoir, afin d'être en mesure de changer les lois existantes, conformément à ses intérêts et besoins propres.

Ainsi, durant des années, la classe ouvrière d'Angleterre a lutté avec ardeur et même avec violence pour la Charte [182] du peuple, qui devait lui assurer ce pouvoir politique. Elle subit une défaite, mais la lutte avait eu un effet tel sur la bourgeoisie victorieuse que, depuis lors, elle n'est que trop heureuse d'obtenir un armistice prolongé, au prix de concessions renouvelées au peuple travailleur.

Dans la lutte politique de classe contre classe, l'organisation est désormais l'arme la plus importante. Au fur et à mesure que l'organisation purement politique - le parti chartiste - était mise en pièces, l'organisation des syndicats devenait de plus en plus puissante et, à ce jour, elle a atteint un degré de force encore inégalé par aucune organisation ouvrière des autres pays. De grands syndicats, regroupant d'un à deux millions d'ouvriers, soutenus par des sections locales ou des associations plus petites, représentent une puissance dont le gouvernement de la classe dirigeante, qu'il soit libéral ou conservateur, ne peut pas ne pas tenir compte.

Conformément aux traditions de leur origine et de leur développement dans ce pays, ces puissantes organisations se sont jusqu'ici cantonnées presque exclusivement dans leur fonction de régulateur des salaires et du temps de travail, s'efforçant par ailleurs d'imposer l'abrogation de lois ouvertement hostiles aux ouvriers. Comme nous l'avons déjà dit, elles ont eu exactement le résultat que l'on pouvait escompter d'une telle action. Cependant, elles obtinrent quelque chose de plus : la classe dominante, qui connaît mieux leur force qu'elles-mêmes, leur a fait volontairement des concessions plus larges. En étendant le suf-

frage universel à tous les niveaux de l'administration [140], Disraeli a donné le droit de vote à la plus grande partie de la classe ouvrière organisée. Mais l'aurait-il proposé s'il avait pensé que ces nouveaux électeurs manifesteraient une volonté politique et cesseraient d'être à la remorque des politiciens libéraux de la bourgeoisie ? Aurait-il pu faire passer cette loi, si la classe ouvrière, en organisant ces gigantesques organisations syndicales, n'avait pas démontré qu'elle était apte aux tâches administratives et politiques ?

[183]

Précisément cette mesure a ouvert de nouvelles perspectives à la classe ouvrière. Elle lui procura la majorité à Londres et dans tous les centres industriels, ce qui lui permettait d'entrer en lutte contre le capital avec des armes nouvelles, en envoyant au Parlement des hommes issus de la classe ouvrière. Et ici, il nous faut dire, hélas, que les syndicats ont oublié leur devoir d'avant-garde de la classe ouvrière.

La nouvelle arme se trouve entre leurs mains depuis plus de dix ans, mais ils l'ont rarement dégainée. Ils ne devraient pas oublier qu'ils ne pourront tenir à la longue la position qu'ils occupent maintenant, s'ils ne marchent pas véritablement à la tête de la classe ouvrière. Dès lors qu'elle a le pouvoir d'envoyer quarante à cinquante ouvriers au Parlement, il est contre nature qu'elle semble se contenter à tout jamais de s'y faire représenter par des capitalistes ou par les auxiliaires de ceux-ci, les avocats, journalistes, etc.

Qui plus est, de nombreux symptômes indiquent que la classe ouvrière de ce pays commence à se rendre compte qu'elle s'est engagée depuis quelque temps sur la mauvaise voie. En effet, elle commence à comprendre que l'agitation actuelle, parce qu'elle tourne exclusivement autour de questions d'augmentation de salaires et de diminution d'horaires de travail, la maintient dans un cercle vicieux sans issue, car le mal fondamental ne réside pas dans le bas niveau des salaires, mais dans le système du salariat lui-même. Si elle se répand largement au sein de la classe ouvrière, cette prise de conscience doit changer

140 La Seconde loi du Parlement de 1867 abaissa le cens et étendit le droit de vote aux fermiers qui payaient au moins 12 livres sterling de fermage par an ; dans les villes, le droit de vote fut accordé à tous les propriétaires de maison, ainsi qu'aux locataires habitant au moins depuis un an dans la même maison et payant plus de 12 livres de loyer par an. Une grande partie des ouvriers qualifiés obtint ainsi le droit de vote.

considérablement la position des syndicats : ils ne jouiront plus longtemps du privilège d'être les seules organisations de la classe ouvrière. A côté ou au-dessus des syndicats de chaque branche d'industrie surgira une Union générale, une organisation politique de la classe ouvrière dans son ensemble.

En conséquence, les organisations syndicales feraient bien de considérer les deux points suivants : premièrement, le moment approche à grands pas où la classe ouvrière de ce pays réclamera, d'une façon claire et nette, sa pleine participation au Parlement ; deuxièmement, le moment approche aussi où la classe ouvrière aura compris que la lutte pour de hauts salaires et la réduction de la durée de travail - à quoi se résout toute l'action syndicale à l'heure actuelle - n'est pas une fin en soi, mais un moyen, certes très nécessaire et efficace, mais un moyen seulement parmi de [184] multiples autres pour tendre à une fin plus haute : *l'abolition du système salarial dans son ensemble.*

Pour que le travail soit pleinement représenté au Parlement et pour préparer l'abolition du système salarial, les syndicats doivent être organisés, non seulement, comme sections correspondant à chaque branche d'industrie, mais encore comme corps unique de la classe ouvrière. Et plus tôt ils le feront, mieux cela vaudra. Il n'est pas de pouvoir au monde qui puisse un jour résister à la classe ouvrière anglaise, organisée en un corps unique.

Organisation rétrograde des vieux syndicats

Retour à la table des matières

Une forte pression s'exerce sans discontinuer sur toutes les branches d'industrie décisives en Angleterre aussi bien qu'en France et en Amérique [141]. C'est une situation inouïe, encore qu'elle soit la conséquence inévitable du système capitaliste lui-même : une surproduction si énorme qu'elle ne débouche même pas sur une crise. La surproduction de capital disponible en quête d'un placement est si forte que le taux d'escompte oscille effectivement en Angleterre entre 1 et 1,5 % par an, et qu'il est possible de se procurer des liquidités à court terme à moins de 1,2 % l'année, soit dans les conditions d'un paiement

141 Cf. Engels à Bebel, 28 octobre 1885.

au jour le jour ou à vue (*money on call*). Le fait que les banquiers préfèrent placer ainsi leur argent plutôt que de l'investir dans des entreprises industrielles nouvelles prouve qu'ils reconnaissent que toutes les affaires leur semblent véreuses. Cette crainte d'entreprendre des placements nouveaux et de spéculer à une large échelle qui s'est déjà manifestée lors le la crise de 1867, explique essentiellement pourquoi on n'aboutit pas à une crise aiguë.

Finalement, elle devra éclater cependant, et il faut espérer qu'elle mettra fin alors aux vieux syndicats. Ceux-ci ont tranquillement conservé les caractéristiques corporatives de leurs débuts, et celles-ci deviennent de jour en jour plus insupportables. Vous croyez peut-être que n'importe quel ouvrier de la profession peut adhérer sans façon aux syndicats de mécaniciens, de charpentiers, de maçons, etc. ? Absolument pas. Pour pouvoir adhérer, il faut avoir été [185] attaché comme apprenti pendant un certain nombre d'années (le plus souvent sept) à quelqu'un qui appartient au syndicat. Cette mesure, qui devait limiter le nombre des ouvriers, s'est cependant avérée tout à fait inefficace, sans parler du fait que le maître de l' « apprenti » touchait un argent pour lequel il ne travaillait pas. Cela pouvait se concevoir à la rigueur jusqu'en 1848. Mais il y a eu depuis un essor inouï de l'industrie, qui a produit une classe d'ouvriers aussi nombreuse, sinon plus, que celle des ouvriers « qualifiés » des syndicats. Or, ces ouvriers nouveaux sont aussi actifs, sinon plus, que les ouvriers « qualifiés », mais ne peuvent faire partie des syndicats.

Les ouvriers « qualifiés » se développent littéralement en vase clos, grâce aux règlements corporatifs des syndicats. Tu t'imagines sans doute que ces syndicats pensent qu'il faut abolir toutes ces stupidités ? Pas le moins du monde. Je n'ai pas souvenir d'avoir jamais lu la moindre proposition en ce sens à un quelconque congrès syndical. Ces têtes folles, au lieu de suivre le développement de la société, veulent que la société s'adapte à eux. Ils s'accrochent à leurs superstitions traditionnelles, qui ne font que leur nuire à eux-mêmes, au lieu de se débarrasser de tout ce fatras, en doublant du même coup leur nombre et leur puissance, afin de redevenir effectivement ce qu'ils sont de moins en moins chaque jour, à savoir : des associations regroupant contre les capitalistes tous les ouvriers du métier. Tout cela te fera mieux comprendre bien des choses dans l'attitude de ces ouvriers privilégiés.

Angleterre 1845 et 1885.

Retour à la table des matières

Il y a quarante ans, l'Angleterre faisait face à une crise que la violence seule semblait appelée à dénouer [142]. Le développement rapide et gigantesque de l'industrie avait largement dépassé la capacité d'absorption des marchés étrangers, la demande. Le cours de la production était brutalement interrompu tous les dix ans par une crise commerciale générale, suivie, après une longue période de dépression chronique, de quelques brèves années de prospérité [185] qui s'achevaient toujours par une surproduction fiévreuse et un nouvel effondrement.

La classe capitaliste réclamait bruyamment le libre-échange des céréales, et menaçait de l'arracher de force, en renvoyant la population affamée des villes dans les campagnes d'où elles étaient venues. Cependant, comme le dit John Bright : elle n'y alla pas « en mendiant son pain, mais en prenant ses quartiers en territoire ennemi, comme une armée ».

En effet, les masses ouvrières des villes réclamaient leur part du pouvoir politique, avec la *Charte du peuple* ; elles étaient soutenues par la plupart des petits bourgeois, mais ce qui les séparait, c'était de savoir si la Charte devait être instaurée par la violence ou par des moyens légaux. C'est alors que survint la crise économique de 1847 et la famine irlandaise, et avec elles la perspective de la révolution.

La Révolution française de 1848 sauva la bourgeoisie anglaise. Les proclamations socialistes des ouvriers français victorieux effrayèrent les petits bourgeois anglais et désorganisèrent les rangs des ouvriers anglais, dont les revendications avaient un caractère certes plus limité, mais plus directement pratique. Au moment même où le chartisme devait se déployer dans toute sa force, il s'affaissa de lui-même avant qu'il ne fût écrasé par les forces extérieures le 10 avril 1848 [143]. L'acti-

---

142 Cf. ENGELS, in *Die Neue Zeit*, juin 1885

143 Les chartistes décidèrent de tenir, le 10 avril 1848, un meeting monstre dans la plaine de Kennington, et de se rendre au Parlement afin d'y déposer la troisième pétition pour l'adoption de la Charte du peuple. Le gouvernement rassembla une foule de policiers spéciaux, recrutés à cette occasion et

vité politique de la classe ouvrière se trouva reléguée à l'arrière-plan, et la classe capitaliste triompha sur toute la ligne.

La Réforme parlementaire de 1831 avait été la victoire de l'ensemble de la classe capitaliste sur l'aristocratie qui possédait la terre. L'abolition des taxes céréalières représentera la victoire des capitalistes *industriels,* non seulement sur la grande propriété foncière, mais encore sur les fractions capitalistes dont les intérêts s'identifiaient ou se rattachaient plus ou moins à ceux des propriétaires terriens : banquiers, boursicoteurs, rentiers, etc.

[187]

Introduire le libre-échange, c'était bouleverser toute la politique intérieure et extérieure de l'Angleterre sur le plan financier et commercial, conformément aux intérêts des capitalistes industriels, de la classe qui dorénavant représentait la nation. Et cette classe se mit sérieusement à la besogne.

Elle écarta impitoyablement toutes les entraves à la production industrielle. Les taxes douanières et le système fiscal furent entièrement refondus. Tout fut subordonné à un but unique, essentiel pour les capitalistes industriels : rendre bon marché toutes les matières premières, et particulièrement tous les moyens d'existence de la classe ouvrière, en maintenant à un bas niveau - voire en abaissant - les salaires. L'Angleterre devait devenir « l'atelier du monde », autrement dit, tous les pays devaient devenir pour l'Angleterre ce qu'était déjà l'Irlande : des marchés pour les produits de ses manufactures, des sources d'approvisionnement en matières premières et en denrées alimentaires pour son industrie. Quelle grandiose perspective : l'Angleterre, le grand centre industriel d'un monde agricole, avec un nombre sans cesse croissant de satellites producteurs de blé et de coton et gravitant autour du soleil industriel !

Les capitalistes industriels s'appliquèrent à réaliser ce vaste programme avec le vigoureux bon sens et le mépris des principes traditionnels, qui les ont toujours distingués de leurs concurrents philistins

---

armés de triques, qui grossirent les 100 000 hommes commandés par le duc de fer, Wellington. Seuls 30 à 40 000 manifestants furent au rendez-vous ; dans ces conditions, les chartistes freinèrent eux-mêmes la manifestation. La classe ouvrière anglaise resta dès lors à l'écart du grand mouvement révolutionnaire de 1848-49.

du continent. Le chartisme se mourait. Le retour, normal et quasi automatique, à la prospérité économique dès lors que le krach de 1847 était achevé, fut porté exclusivement au compte du libre-échange.

La conséquence de ces deux événements fut que la classe ouvrière anglaise devint politiquement la queue du « grand Parti libéral », dirigé par les industriels. Une fois cet avantage acquis par la bourgeoisie, il s'agissait de le conserver à tout jamais. Cependant, les chartistes s'étaient moins opposés au libre-échange qu'à la volonté de la bourgeoisie de transformer le libre-échange en seule question vitale pour la nation : cela avait suffi à faire comprendre aux industriels - et chaque jour ils le comprenaient mieux - que la bourgeoisie est incapable de dominer, politiquement et socialement, la nation sans l'appui de la classe ouvrière.

Aussi vit-on se modifier progressivement l'attitude des deux classes à l'égard l'une de l'autre. La législation des [188] fabriques, jadis épouvantail de tous les industriels, fut désormais non seulement respectée de bon gré, mais encore étendue pour ainsi dire à toute l'industrie. Les syndicats, honnis comme œuvres du diable il y a peu de temps encore, furent désormais courtisés et protégés par les industriels comme des institutions hautement légitimes et des moyens utiles de propager parmi les ouvriers de saines idées économiques. Même les grèves, vouées à l'exécration avant 1848, furent désormais considérées à l'occasion comme tout à fait utiles, particulièrement quand messieurs les industriels les suscitaient eux-mêmes au moment favorable pour eux. On abolit les lois - du moins les plus révoltantes - qui avaient ravi aux ouvriers l'égalité de droits vis-à-vis des patrons.

Ainsi, la Charte du peuple, jadis si redoutée, devint alors, pour l'essentiel, le programme politique de ces mêmes industriels qui s'y étaient opposés encore tout récemment. L'*abolition du cens électoral* et le *vote secret* furent instaurés par la loi. Les réformes parlementaires de 1867 et 1884 se rapprochent fort du *suffrage universel*, du moins tel qu'il existe actuellement en Allemagne. Le projet - actuellement en discussion au Parlement - sur le *découpage des circonscriptions électorales* crée l'égalité en ce domaine, ou du moins dans l'ensemble une inégalité pas plus grande que celle qui existe en France et en Allemagne. On considère que, dans un proche avenir, on obtiendra une indemnité pour les parlementaires et une *réduction de leur man-*

dat, à défaut d'élections annuelles au Parlement. Et néanmoins certains affirment que le chartisme est mort.

La révolution de 1848, comme nombre de celles qui l'ont précédée, a connu un sort étrange. Ceux-là mêmes qui l'ont écrasée, sont devenus - comme Marx avait coutume de le dire - ses exécuteurs testamentaires. Ainsi Louis Napoléon fut-il contraint de créer une Italie une et indépendante, et Bismarck, à sa manière certes, de faire une révolution en Allemagne et de rendre une certaine indépendance à la Hongrie. Quant aux industriels anglais, ils n'eurent rien de mieux à faire que de donner force de loi à la Charte du peuple.

Les effets de cette domination des capitalistes industriels sur l'Angleterre furent stupéfiants au début. L'industrie prit un nouvel essor et s'étendit à un niveau inouï, même pour ce berceau de l'industrie moderne. Les résultats considérables, enregistrés jusqu'ici grâce à l'application de la vapeur [189] et des machines, s'évanouissent en face de l'essor immense de la production au cours des vingt années qui vont de 1850 à1870. C'est à des hauteurs vertigineuses que s'élevèrent le montant des importations et des exportations, l'amoncellement des richesses aux mains des capitalistes et la concentration des forces du travail humain dans les villes géantes. Certes, la progression fut interrompue, comme auparavant, par le retour d'une crise tous les dix ans : en 1857 comme en 1866. Mais on considère désormais ces à-coups comme des phénomènes normaux et inévitables par lesquels il faut bien passer et qui finissent par se résorber.

Quelle fut la situation de la classe ouvrière durant cette période ? Par moments, il y eut une amélioration, même pour la grande masse. Mais celle-ci finit toujours par être ramenée à l'ancien niveau, en raison de l'afflux de la grande masse des travailleurs sans emploi, de l'éviction constante d'ouvriers par les machines nouvelles, et de l'exode vers les villes des ouvriers agricoles, eux aussi remplacés de plus en plus par les machines.

On ne trouve une amélioration durable que pour deux catégories protégées de la classe ouvrière. La première est celle des ouvriers des fabriques. La fixation légale en leur faveur d'une journée de travail normale - sinon relativement rationnelle - leur a permis de rétablir dans une certaine mesure leur santé physique, et leur a conféré une supériorité morale, encore renforcée par leur concentration dans les

villes. Leur condition est indubitablement meilleure qu'avant 1848. La preuve en est que, sur dix grèves, neuf sont provoquées par les industriels eux-mêmes, qui le font dans leur propre intérêt, comme seul moyen de limiter la production. En effet, vous n'amènerez jamais les fabricants à s'entendre pour diminuer le temps de travail, quelques difficultés qu'ils éprouvent à vendre leurs produits ; mais amenez les ouvriers à faire grève, et les capitalistes ferment leurs usines jusqu'au dernier.

La seconde de ces catégories est celle des ouvriers organisés dans les grands syndicats, il s'agit d'organisations des branches de production où le travail d'*hommes adultes* est seul utilisable ou du moins prédominante. Ni la concurrence du travail des femmes et des enfants, ni celle des machines n'ont été jusqu'ici en mesure de briser leur force organisée. Les mécaniciens, les charpentiers et menuisiers, les ouvriers du bâtiment constituent, chacun pour soi, une puissance telle qu'ils ont pu s'opposer victorieusement à l'introduction [190] de machines, comme le démontrent les ouvriers du bâtiment. Leur condition s'est, à n'en point douter, remarquablement améliorée depuis 1848. La meilleure preuve en est que, depuis plus de quinze ans, non seulement leurs patrons sont satisfaits d'eux, mais eux-mêmes sont très contents de leurs patrons. Ils forment une aristocratie au sein de la classe ouvrière. Ayant réussi à conquérir une condition relativement confortable, ils acceptent cette situation comme définitive. Ce sont les ouvriers modèles de MM. Leone Levi et Giffen (ainsi que de notre brave philistin de Lujo Brentano), et effectivement ce sont des gens très gentils et nullement intransigeants pour un capitaliste intelligent en particulier, et pour la classe capitaliste en général.

Mais pour ce qui est de la grande masse des ouvriers, leur degré de misère et d'insécurité est aussi bas, sinon plus bas aujourd'hui que jamais. Le quartier Est de Londres est un marais toujours plus vaste où croupissent, dans la misère, le désespoir et la faim, ceux qui ne travaillent pas et, dans l'avilissement moral et physique, ceux qui travaillent. Et, à la seule exception de la minorité privilégiée d'ouvriers, il en va de même dans toutes les autres grandes villes, et jusque dans les villes de moindre importance et dans les campagnes. La loi selon laquelle la valeur de la force de travail correspond au prix des moyens de subsistance nécessaires, et celle complémentaire, selon laquelle le prix moyen de la force de travail tombe, en règle générale, au mini-

mum de ces moyens de subsistance, ces deux lois agissent sur les masses ouvrières avec la force irrésistible d'une machine automatique qui les écrase entre ses rouages.

Telle fut donc la situation créée par la politique de libre-échange de 1847 et par vingt années de domination des capitalistes industriels. Mais les choses se mirent à changer. En effet, la crise de 1866 fut suivie en 1873 par un faible essor industriel qui ne dura pas. Certes, au moment où on l'attendait - 1877 ou 1878 - la crise ne fut pas totale, mais depuis 1876 toutes les branches essentielles d'industrie connaissent un état d'enlisement chronique. On ne voit venir ni l'effondrement complet, ni la phase de prospérité longtemps souhaitée des affaires, sur laquelle on se croyait en droit de compter, tant avant qu'après le krach. Une pression mortelle et une saturation chronique de tous les marchés pour toutes les industries, telle est la situation que nous subissons depuis près de dix ans. D'où cela vient-il ?

[191]

La théorie du libre-échange reposait sur l'hypothèse selon laquelle l'Angleterre devait devenir le seul grand centre industriel d'un monde par ailleurs agricole. L'évolution a entièrement démenti cette hypothèse : les conditions de l'industrie moderne - force-vapeur et machinisme - peuvent être créées partout où il existe du combustible, notamment du charbon. Or, d'autres pays que l'Angleterre ont du charbon : la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Amérique, et même la Russie. Et les peuples de ces pays n'étaient pas d'avis qu'il fût de leur intérêt de devenir des métayers faméliques à la mode irlandaise, uniquement pour la plus grande gloire et richesse des capitalistes anglais. Ils se mirent à produire des articles industriels, non seulement pour eux-mêmes, mais encore pour le reste du monde, et la conséquence en fut que le monopole industriel, détenu par l'Angleterre durant près d'un siècle, est maintenant irrémédiablement ruiné.

Or, il se trouve que le monopole industriel de l'Angleterre est le pivot du système social anglais. Même durant la période où subsistait ce monopole, les marchés ne pouvaient suivre le même rythme d'accroissement que la productivité de l'industrie anglaise, et la conséquence en était les crises décennales. De nos jours, les nouveaux marchés se font si rares qu'il faut imposer aux Noirs du Congo la civilisation qui dé-

coule des cotons de Manchester, des poteries du Staffordshire et des produits sidérurgiques de Birmingham.

Qu'adviendra-t-il si les marchandises du continent, et surtout d'Amérique, affluent en masses toujours croissantes, si la part du lion qui échoit encore aujourd'hui aux fabriques anglaises dans l'approvisionnement du monde, se réduit d'année en année ? Réponds, ô Panacée du libre-échange !

Je ne suis pas le premier à évoquer cette éventualité. Dès 1883, lors d'une réunion à Southport de la British Association, M. Inglis Palgrave, président de la commission économique, affirma sans ambages « que le temps des hauts profits était révolu pour l'Angleterre, et qu'un arrêt était survenu dans le développement de diverses branches de la grande industrie. On pourrait presque affirmer, disait-il, que l'Angleterre en arrive à une situation où il n'y aurait plus de progrès ».

Mais comment tout cela finira-t-il ? La production capitaliste *ne peut pas* devenir étale : elle doit s'accroître et [192] se développer, sinon c'est la mort. Dès à présent, la simple réduction de la part du lion empochée par l'Angleterre dans l'approvisionnement du marché mondial entraîne une stagnation dans les affaires, la misère et la surabondance de capitaux, d'une part ; un excédent de travailleurs sans emploi, de l'autre. Qu'en sera-t-il lorsque la production annuelle aura complètement cessé de s'accroître ? Nous touchons là le point vulnérable, le talon d'Achille, de la production capitaliste. Sa condition vitale, c'est de toute nécessité une expansion continuelle, or celle-ci devient maintenant impossible [144]. La production capitaliste s'engage donc dans une impasse. Chaque année rapproche l'Angleterre de cette

144 Il est exact que la production capitaliste tend effectivement à s'effondrer lorsqu'elle a atteint le paroxysme de la prospérité, mais si le prolétariat n'intervient pas activement, le capital se régénère : « Une destruction périodique de capital est devenue une condition nécessaire de l'existence de tout taux de profit moyen. Si on les considère sous cet angle, ces épreuves épouvantables que nous envisageons habituellement avec tant d'appréhension et d'inquiétude, et que nous brûlons tellement de détourner de nous, peuvent n'être rien d'autre que le correctif naturel et nécessaire d'une opulence excessive et boursouflée. C'est la *vis mediatrix*, la force grâce à laquelle notre système social, tel qu'il existe actuellement, a le pouvoir de se soulager de temps en temps d'une pléthore sans cesse renouvelée, qui menace son existence, afin de retrouver une condition saine. » (FULLARTON, cité par Marx dans les *Fondements,* etc., t. II, p. 399-400.)

alternative : ou bien la nation, ou bien la forme capitaliste, va périr. Laquelle des deux y passera ?

Et la classe ouvrière ? On sait qu'elle connut aussi des périodes de misère durant l'essor inouï du commerce et de l'industrie de 1848 à 1868, car même alors sa grande masse bénéficia tout au plus d'une amélioration passagère de sa condition, et seule une petite minorité privilégiée et protégée jouit d'avantages durables. Or donc, qu'en sera-t-il si la conjoncture éclatante prend définitivement fin, si la présente stagnation pesante non seulement s'aggrave, mais si cet état aggravé de pression mortelle devient l'état durable, normal, de l'industrie anglaise ?

La vérité, la voici : aussi longtemps qu'a duré le monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise a participé jusqu'à un certain point aux avantages de ce monopole. Certes, ces avantages se répartissaient fort inégalement en son sein : la minorité privilégiée en empocha la plus grande partie, mais même la grande masse en avait, du moins par-ci par-là, sa portion. C'est ce qui explique [193] qu'il n'y a plus eu de socialisme en Angleterre depuis la mort de l'owenisme [145].

Avec la ruine de la suprématie industrielle, la classe ouvrière d'Angleterre va perdre sa condition privilégiée. Dans son ensemble, y compris donc sa minorité privilégiée et dirigeante, elle se verra alignée au niveau des ouvriers de l'étranger. Et c'est pourquoi le socialisme renaîtra en Angleterre.

---

145 Au moment où le chartisme se décomposait sous l'effet de la prospérité industrielle du capitalisme anglais, Engels écrivait à Marx, à propos des tentatives d'alliance d'un ancien chef chartiste avec la bourgeoisie : « Au reste, il me semble que la dernière manœuvre de Jones s'apparente aux tentatives plus ou moins fructueuses d'antan pour réaliser une telle alliance (avec la bourgeoisie), mais tout cela est déterminé par le fait que le prolétariat anglais est embourgeoisé au point que la plus bourgeoise de toutes les nations veut finalement en arriver à posséder une aristocratie (terrienne) bourgeoise, et un prolétariat bourgeois à côté de la bourgeoisie. Cela s'explique d'ailleurs d'une certaine manière pour une nation qui exploite le monde entier. Seules quelques années foncièrement mauvaises peuvent y remédier, et il semble qu'elles ne soient pas à portée de main depuis les découvertes de l'or. Il faut tout de même observer que je ne saisis pas encore clairement le mécanisme grâce auquel la bourgeoisie a réussi à intégrer les masses qui étaient excédées par le surtravail et avaient suscité la crise : on n'a encore jamais vu un reflux aussi rapide après une tempête aussi violente. » (7 octobre 1858.)

Syndicats et aristocratie ouvrière.

Retour à la table des matières

Verrycken dit qu'une résolution sur la fédération des syndicats a déjà été prise au Congrès de Bâle [146], que cette forme d'organisation existe déjà, mais seulement pour les métiers d'un même pays. Il a mandat de demander à la Conférence de décider que la fédération des métiers soit internationale. Il est porteur d'un mandat des mécaniciens de Belgique pour faire fédération avec ceux d'Angleterre. Il y a cette lacune que toutes les fédérations n'ont pas adhéré à l'Association internationale.

Marx croit que cette résolution n'a pas été prise au Congrès de Bâle. Après vérification, il reconnaît qu'une décision y a été prise en ce sens, mais que ce n'est qu'un vœu pieux. Lui-même croyait, à ce moment-là, que la chose [194] était possible, mais il est persuadé que les syndicats n'accepteront pas aujourd'hui cette fédération. En Angleterre, les syndicats existent depuis un demi-siècle, et la grande majorité des ouvriers est en dehors des syndicats, qui forment une minorité aristocratique. Les ouvriers les plus pauvres ne peuvent en faire partie : la grande masse des ouvriers, que le développement économique chasse chaque jour vers les villes, reste longtemps en dehors des syndicats, et la masse la plus malheureuse n'en fait jamais partie. Ce ne sont pas seulement les ouvriers des campagnes, mais encore leurs familles qui n'ont pas d'argent pour former des syndicats. Il en est de même pour les ouvriers nés dans le quartier Est de Londres : un sur dix appartient aux syndicats. Les paysans, les journaliers ne font jamais partie de ces sociétés.

À eux tout seuls, les syndicats sont impuissants et resteront une minorité. Ils n'ont pas la masse des prolétaires derrière eux, alors que l'Internationale agit directement sur eux. L'Internationale n'a pas forcément besoin de l'organisation des syndicats pour gagner à elle les ouvriers ; les idées de l'Internationale enthousiasment directement les

146 Protocole des débats de la Conférence de l'Association Internationale des travailleurs, réunie à Londres du 17 au 23 septembre 1871.

masses. C'est la seule organisation qui inspire pleine confiance aux ouvriers.

La langue s'oppose également à une union internationale avec les syndicats. La division du travail est l'une des causes principales de la division des ouvriers.

Marx ne partage pas les craintes de Steens relativement aux syndicats : ils n'ont jamais pu faire quoi que ce soit sans s'adresser à nous, même les mieux organisés, même ceux qui ont des branches aux États-Unis. Ils sont restés en dehors du plus grand mouvement révolutionnaire d'Angleterre.

Depuis que l'Internationale existe, c'est différent : s'ils veulent faire usage de leur force, ils peuvent tout faire avec notre aide. Leurs statuts contiennent un paragraphe qui leur interdit de se mêler de politique. Ce n'est que sous l'influence de l'Internationale qu'ils ont entrepris des actions politiques. Le Conseil général a été durant plusieurs années en rapport avec les syndicats. Il existait un comité de liaison. Actuellement encore, il entretient une liaison avec les syndicats de trois grandes villes : Manchester, Birmingham et Sheffield.

[195]

Le 4 mai à Londres.

Retour à la table des matières

Mais Vienne a été surpassée par Londres le 4 mai [147]. Et je considère comme la partie la plus importante et la plus magnifique de toutes ces commémorations que, le 4 mai [148], *le prolétariat anglais se soit réveillé d'un sommeil hivernal de 40 ans et se soit de nouveau engagé dans le mouvement de classe.* Pour le comprendre, il faut évoquer les faits qui ont précédé le 4 mai.

À la fin de l'année dernière, le quartier ouvrier le plus grand et le plus misérable du monde - le quartier Est de Londres - entra progressivement dans le mouvement. Le 1er avril 1889, ce fut la création du syndicat des gaziers et des manœuvres *(Gas Worker's and General Labourer's Union)* qui compte à l'heure actuelle environ 100 000 adhérents [149]. C'est surtout sous l'impulsion de ce dernier syndicat - dont les adhérents sont en grande partie gaziers l'hiver et dockers l'été - que la grande grève des dockers se déclencha et que la couche la plus basse des prolétaires de l'Est londonien se mit en mouvement. En effet, c'est alors qu'un syndicat après l'autre se créa parmi les ouvriers les moins qualifiés ; quant à ceux qui y existaient déjà et ne faisaient que végéter, ils s'épanouirent rapidement.

Cependant, ces nouveaux syndicats diffèrent grandement des anciens. Ceux-ci ne comprenant que les ouvriers « qualifiés »pratiquent l'exclusivisme : ils n'admettent pas les ouvriers qui n'ont pas appris réglementairement un métier, et créent de la sorte une situation corpora-

147 Cf. ENGELS, in *Arbeiter-Zeitung,* 23 mai 1890. Nous avons omis le début de cet article où Engels félicite les social-démocrates autrichiens, car ce sont eux qui, sur le continent, ont célébré avec le plus d'éclat la Fête du travail : « Qui prétendra que Paris ne peut faire ce que Vienne a fait ? »

148 Les partis socialistes fêtèrent pour la première fois en 1890 le 1er mai, conformément à la décision du Congrès international des ouvriers socialistes de Paris, de juillet 1889. Le but était la journée de travail de huit heures.

149 Le *syndicat des gaziers et des manœuvres* fut le premier syndicat anglais d'ouvriers non qualifiés. La fille de Marx, Eléanore, et son mari, Edward Aveling, jouèrent un rôle important dans l'organisation de ce syndicat.

tive sans concurrence. Ils sont riches, et plus ils sont riches, plus ils dégénèrent en de simples caisses de maladie et de décès. Ils sont conservateurs et ne veulent rien avoir à faire avec le socialisme, du moins pour autant et aussi longtemps qu'ils le peuvent.

[196]

En revanche, les nouveaux syndicats « non spécialisés » admettent *n'importe quel* ouvrier de telle branche de métier : ils sont essentiellement - et même les gaziers le sont exclusivement - des syndicats et des caisses de solidarité, et si les travailleurs qui les composent ne sont pas de purs socialistes, du moins ne veulent-ils pour dirigeants que des socialistes, à l'exclusion de tout autre. En fait, la propagande socialiste a été très active durant ces dernières années dans l'est de Londres, et c'est notamment Mme E. Marx-Aveling et son mari Edward qui ont découvert depuis 4 ans dans les « clubs radicaux », formés presque uniquement d'ouvriers, le meilleur terrain de propagande qu'ils ont d'ailleurs travaillé avec opiniâtreté et, comme on le constate aujourd'hui, avec le plus grand succès.

Durant la grève des dockers, Mme Aveling a été l'une des trois femmes qui s'occupèrent de la distribution des secours et qui, en guise de remerciement, furent calomniées par M. Hyndman, le déserteur de Trafalgar Square [150], parce qu'elles se seraient fait payer 3 livres sterling par semaine par la caisse de grève. C'est encore Mme Aveling qui, pratiquement seule, dirigea l'hiver dernier la grève de Silvertown [151] dans les quartiers Est, et représente, dans le Comité du syndicat gazier, une section féminine qu'elle y a créée.

Les gaziers avaient conquis de haute lutte la journée de travail de huit heures cet automne à Londres, mais, dans les quartiers Sud, ils l'avaient de nouveau perdue après une grève malheureuse, démontrant clairement que cette conquête n'était nullement assurée pour toujours dans la partie Nord de Londres. Est-il étonnant dans ces conditions qu'ils aient accepté très volontiers la proposition faite par Mme Ave-

150 Hyndman n'assista pas à la manifestation de masse organisée par les socialistes anglais le 13 novembre 1887, où les heurts avec la police furent si violents que ce jour resta gravé dans les annales du mouvement ouvrier anglais comme le « dimanche sanglant ».

151 Cette grève dura de septembre à décembre 1889. Elle fut entreprise par des ouvrières d'une usine de câbles et de caoutchouc. La grève échoua, ne bénéficiant pas du soutien des autres syndicats.

ling : faire commencer à Londres l'action proposée par le Congrès de Paris en faveur de la journée de travail légale de huit heures ? En commun avec les quelques groupes socialistes, les clubs radicaux et les autres syndicats de l'Est, ils formèrent un Comité central qui fut chargé d'organiser [197] une grande manifestation dans ce but à Hyde Park. Comme il s'avérait que toute tentative de tenir la manifestation le jeudi 1er mai devait nécessairement échouer cette année, on décida de la reporter au dimanche 4 mai.

Afin que *tous* les ouvriers londoniens puissent y participer, le Comité central invita aussi, en toute naïveté, la Centrale syndicale de Londres. Il s'agit d'un corps de délégués des syndicats londoniens, et surtout des syndicats « spécialisés » les plus anciens, corps dans lequel on peut même s'attendre à ce que les éléments antisocialistes forment la majorité. Mais la Centrale syndicale s'aperçut qu'elle risquait d'être dépassée par la journée de travail de huit heures. Certes, les vieux syndicats se prononcent également pour une journée de travail de huit heures, mais ils ne tiennent pas à ce qu'elle soit fixée par la loi. Par journée de travail de huit heures, ils entendent qu'un salaire journalier normal - tant par heure - soit payé pour huit heures, mais qu'il soit permis de travailler chaque jour, un nombre quelconque d'heures supplémentaires, étant admis que chaque heure supplémentaire est payée plus cher, disons autant qu'une heure et demie ou deux heures normales.

Il s'agissait donc pratiquement d'entraîner la manifestation dans le sillage de la revendication d'une journée de travail à fixer, après une chaude lutte, au moyen d'une « libre » convention, et non d'une loi du Parlement, obligatoire pour tous. La Centrale syndicale s'allia dans ce but à la Fédération social-démocrate du susmentionné M. Hyndman, une société qui fait mine d'être la seule église procurant le salut socialiste en Angleterre et qui, en conséquence logique, a conclu une alliance à la vie, à la mort avec les possibilistes français [152]. Observons que le congrès de ces derniers a décrété à l'avance que la fête du 1er Mai, décidée au congrès marxiste, devait être considérée comme un péché contre le Saint-Esprit. La Fédération social-démocrate se trou-

152 Les possibilistes formèrent un courant sous la direction de Brousse, Malon, etc., après avoir fait scission du parti ouvrier en 1882. Les dirigeants développèrent la théorie réformiste, selon laquelle le but du mouvement était le possible.

vait donc elle aussi dépassée par le mouvement : s'associer au Comité central signifiait se placer sous la direction des « marxistes » ; en revanche, si la Centrale syndicale prenait l'affaire en main et si la manifestation avait lieu le 4 au lieu du 1er mai, ce n'était plus du tout [198] le méchant 1er Mai « marxiste », et l'on pouvait donc y participer. Bien que la Fédération social-démocrate réclamât dans son programme la journée *légale* de huit heures, elle s'empara avec joie de la main tendue par la Centrale syndicale.

Les deux alliés, camarades de lit si étranges qu'ils fussent, montèrent aussitôt un coup contre le Comité central, coup qui dans la pratique politique de la bourgeoisie anglaise n'est pas seulement permis, mais est même considéré comme très habile, encore que les ouvriers européens et américains le tiendraient certainement pour extrêmement vil. Les organisateurs de manifestations populaires à Hyde Park doivent à l'avance communiquer leur projet au ministère des Travaux publics et se mettre d'accord avec lui sur les détails d'organisation ; bref, ils doivent demander une autorisation pour faire passer sur l'herbe les voitures devant servir de tribunes. La coutume veut que, si une manifestation a été prévue, une seconde ne puisse plus avoir lieu le même jour. Le Comité central n’avait pas encore fait une pareille demande, mais à peine les organisations alliées contre lui l'apprirent-elles, qu'elles firent la déclaration d'une manifestation le 4 mai au Park et se firent accorder sept tribunes, tout cela dans le dos du Comité central.

Ce faisant, la Centrale syndicale et la Fédération crurent avoir loué le Park pour le 4 mai et avoir la victoire en poche. La première convoqua donc une réunion des délégués syndicaux, parmi lesquels aussi les deux délégués du Comité central ; trois délégués de celui-ci, dont Mme Aveling, répondirent à la convocation. La Centrale syndicale montra avec ostentation qu'elle était maîtresse de la situation. Elle déclara que *seuls* les syndicats pouvaient participer à la manifestation et porter des drapeaux. Autrement dit, les associations socialistes ou les clubs politiques en étaient exclus. Comment dans ces conditions la Fédération social-démocrate pouvait-elle manifester elle aussi ? C'est ce qui demeure un mystère. Elle avait à l'avance rédigé les résolutions à présenter à la réunion, et on put constater que la revendication de la journée de travail *légale* de huit heures *en était éliminée.* La proposition de l'y inclure de nouveau ne fut admise ni à la discussion ni au

vote. Enfin, elle refusa d'admettre Mme Aveling comme déléguée, parce que ce n'était pas une travailleuse manuelle (ce qui est faux), et bien que son propre président, M. Shipton, n'ait plus travaillé de ses mains depuis plus de 15 ans.

[199]

Les ouvriers du Comité central étaient indignés du mauvais tour qu'on venait de leur jouer. La manifestation semblait irrémédiablement glisser des mains des deux organisations qui ne représentent que de très faibles minorités parmi les ouvriers de Londres. Il ne restait, semble-t-il, plus d'autre antidote que d'exécuter la menace des gaziers : prendre d'assaut les tribunes de la Centrale syndicale.

Cependant, Edward Aveling alla au ministère et, malgré le règlement qui empêche deux manifestations de se tenir le même jour, y arracha l'autorisation pour le Comité central d'amener, lui aussi, sept tribunes sur le Park. C'était l'échec de la tentative d'escamotage de la manifestation au profit de la minorité : la Centrale syndicale rentra ses cornes et fut toute contente de pouvoir négocier sur un pied d'égalité avec le Comité central sur l'agencement de la manifestation.

Il faut évidemment connaître tous ces faits préalables pour se rendre compte du caractère et de l'importance de la manifestation. Suscitée par les ouvriers des quartiers de l'Est nouvellement entrés dans le mouvement, la manifestation trouva partout un écho tel que les deux éléments, si opposés lors de l'organisation de la manifestation, furent contraints de s'allier, afin d'arracher à eux deux la direction et d'exploiter en ce sens la manifestation. D'un côté, les syndicats conservateurs qui prêchent l'égalité de droit pour le capital et le travail et, de l'autre, la Fédération social-démocrate aux allures radicales, qui dans toutes les occasions non dangereuses exhibe la révolution sociale, - et tous deux s'allièrent en vue d'un mauvais coup : se constituer un capital en exploitant une manifestation qu'au fond tous deux honnissaient.

En raison de ces incidents, la manifestation du 4 mai fut divisée en deux parties : d'une part, les ouvriers conservateurs, dont l'horizon ne dépasse pas le système du salariat, ayant à leurs côtés une secte socialiste rachitique, mais avide de dominer ; d'autre part, la grande masse des ouvriers entrant tout juste dans le mouvement, qui ne veulent plus rien entendre des théories manchestériennes de la libre concurrence

des vieux syndicats, et s'efforcent de conquérir par la lutte leur émancipation pleine et entière, en choisissant leurs alliés eux-mêmes, et non sous la dictée d'une minuscule coterie socialiste. D'un côté, la stagnation représentée par les syndicats qui ne se sont pas encore libérés de l'esprit corporatif, ainsi que par une secte mesquine qui s'appuie sur les plus misérables alliés ; de l'autre côté, [200] le mouvement libre et vivant du prolétariat anglais qui s'éveille de nouveau.

Et, dans cette double manifestation, le spectateur le moins averti voyait clairement de quel côté se trouvait la fraîcheur de la vie, et de quel côté la stagnation. Autour des 7 tribunes du Comité central se groupaient à perte de vue les colonnes de plus de cent mille manifestants entraînés par la musique et les drapeaux, auxquels vint se joindre un nombre presque aussi grand de manifestants venus isolément. Partout régnaient l'unanimité et l'enthousiasme, en même temps que l'ordre et l'organisation.

En revanche, dans les tribunes des alliés réactionnaires, tout semblait terne. Leur cortège, bien moins puissant que l'autre, était mal organisé, désordonné et retardé au point que, par endroits, on y commençait seulement, alors que les manifestants du Comité central avaient déjà fini.

Tandis que les dirigeants libéraux de certains clubs radicaux et les fonctionnaires de divers syndicats se joignirent à la Centrale syndicale, les membres de ces associations, et même quatre sections de la Fédération social-démocrate marchèrent avec le Comité central. Malgré tout cela, la Centrale syndicale recueillit un succès d'estime, mais le Comité central obtint un triomphe.

Mais ce que les nombreux politiciens bourgeois, venus en observation, ramenèrent chez eux comme impression globale, c'est que le prolétariat anglais, après avoir été durant ces quarante dernières années la queue du grand Parti libéral ainsi que son bétail électoral, s'était enfin réveillé à une vie et à une action autonomes et nouvelles. Il n'est absolument plus possible d'en douter : le 4 mai 1890, la classe ouvrière anglaise est entrée dans la grande armée internationale. C'est là un événement qui fait date dans l'histoire.

Le prolétariat anglais se fonde sur le développement industriel le plus avancé, et c'est pourquoi il dispose de la liberté de mouvement politique la plus grande. Son long sommeil hivernal - conséquence,

d'une part, de l'échec du mouvement chartiste de 1838-1850, d'autre part, du formidable essor industriel de 1848-1880 - est enfin interrompu. Les petits-fils des vieux chartistes montent sur le champ de bataille. Depuis huit ans, cela bouge dans les larges masses, tantôt ici, tantôt là. Des groupes socialistes ont surgi, mais aucun d'eux n'a pu dépasser le stade de la secte : les agitateurs et les prétendus chefs de parti - parmi [201] lesquels se trouvaient aussi de simples spéculateurs et ambitieux - tous, ils restèrent des officiers sans troupes. Cela rappelle presque la fameuse colonne de Robert Blum lors de la campagne badoise de 1849 : un colonel, onze officiers, un clairon et un simple soldat. Et, au sein de cette colonne, les chamailleries sur la direction de la future armée prolétarienne étaient rien moins qu'édifiantes ! Mais maintenant, tout cela va bientôt cesser comme en Allemagne et en Autriche.

Le gigantesque mouvement des masses sonnera le glas de toutes ces sectes, de ces petits détachements, en leur faisant absorber les soldats, de sorte que les dirigeants obtiendront la place qui leur revient. Si cela n'est pas du goût de tel ou tel, qu'il se retire. Cela n'ira pas sans frictions, mais avant longtemps l'armée prolétarienne anglaise, qui est tout aussi unie, aussi organisée et aussi décidée que n'importe quelle autre, sera accueillie avec des cris d'allégresse par tous ses camarades du continent et d'Amérique.

Le congrès ouvrier international de 1891.

Retour à la table des matières

Au Congrès des syndicats anglais à Liverpool (septembre 1890), le Conseil national du Parti ouvrier belge a invité les syndicats au Congrès international qui doit se tenir l'an prochain en Belgique [153].

153 Cf. ENGELS, message confidentiel, écrit entre le 9 et le 15 septembre 1890, en réponse à une lettre de Charles Bonnier, qui avait attiré l'attention d'Engels sur la manœuvre qui s'esquissait. On retrouve des éléments de cette réponse dans la lettre d'Engels à Paul Lafargue, 15 septembre 1890. (Cf. F. ENGELS, P. et L. LAFARGUE, *Correspondance,* t. II, p. 410-412, Ed. soc., Paris, 1956) et à F.-A. Sorge, 27 septembre 1890 (cf. *Correspondance Fr. Engels-K. Marx et divers* publiée par F.-A. Sorge, t. II, Ed. Costes, Paris, 1950, p. 213-216.)

Les Belges ont été chargés, par le Congrès des possibilistes, de convoquer un Congrès international en Belgique. Le Congrès marxiste (j'utilise cette épithète pour être concis) avait donné pour mission *aux Belges ainsi qu'aux Suisses* de ne convoquer le Congrès *qu'en commun ;* le lieu du Congrès n'a pas encore été fixé.

Dans la mesure où il ne s'agit pas d'une ambiguïté intentionnelle, les Belges ont donc invité les Anglais au congrès des possibilistes, le seul congrès qu'ils aient été [202] chargés de préparer. Et les Anglais ont accepté avec enthousiasme.

Il sera impossible de faire comprendre aux jeunes syndicats de simples travailleurs manuels qu'on a abusé de leur confiance, qu'il y aura deux congrès en 1891 : l'un bon, l'autre mauvais, et qu'ils ont promis de se rendre justement au mauvais. Ce n'est pas seulement mon opinion personnelle, mais aussi celle de personnes qui se sont le plus préoccupées d'attirer les syndicats dans le mouvement international. La campagne que le *Sozialdemokrat* a engagée en 1889 contre les amis des possibilistes en Angleterre [154], ne pourrait être recommencée aujourd'hui avec le même succès. Puisqu'il y aura deux congrès, pourquoi ne nous a-t-on pas invités aussi à l'autre, afin que nous puissions choisir ? Maintenant il est trop tard. C'est en tout cas ce que diront ces gens de sens pratique. Ils ont accepté l'invitation des Belges, et ils iront au Congrès qui aura lieu en Belgique. C'est absolument certain, à moins que les Belges et les possibilistes ne les repoussent en faisant des sottises invraisemblables, ce qui est pour le moins improbable.

Cette situation est la conséquence inévitable de l'erreur commise par le congrès marxiste : on a laissé sans réponse la question la plus importante, à savoir celle du prochain Congrès. Pire encore, on en a rendu presque impossible toute solution, en confiant la convocation du Congrès à *deux* comités nationaux, le belge et le suisse, sans avoir pu entreprendre la moindre démarche pour obtenir leur accord préalable. C'est le moyen le plus sûr pour que rien ne soit entrepris. En outre, les Belges se sont laissé guider, cette fois-ci, comme après le Congrès de La Haye [155], par leurs propres intérêts, au lieu de s'en tenir au cadre de la mission qui leur était confiée. Ils ont voulu s'assurer un [203]

154 Engels fait allusion à la campagne lancée par les possibilistes lors de la convocation du Congrès International des ouvriers socialistes de Paris et notamment à deux pamphlets, rédigés par Bernstein à la demande d'Engels, pour dénoncer les intrigues possibilistes.

congrès en Belgique, et ils le convoquent sans se préoccuper de ceux qui étaient chargés de la même mission, les Suisses. Je n'ai nullement l'intention de mettre en doute la sincérité et les bonnes intentions du Comité national belge, mais en fait, par son attitude, il favorise le projet des possibilistes à nos dépens. Mais, au lieu de s'en prendre aux autres, nous devons reconnaître que c'est la conséquence de nos propres erreurs. (Ne les blâmons pas trop : le mandat que nous leur avons donné les a littéralement incités à ne pas l'exécuter à la lettre.)

Nous nous sommes engagés d'une certaine manière dans une impasse, dans une situation où nous ne pouvons plus bouger, tandis que nous rivaux agissent. Comment sortir de là ?

Tout d'abord, il ne fait pas de doute que ce n'est pas seulement d'un côté que l'on tentera d'éviter le « scandale » de deux congrès ouvriers rivalisant entre eux. Mais nous avons le plus grand intérêt à ce que la responsabilité de ce « scandale » - s'il devait se reproduire - retombe sur les possibilistes et leurs alliés. Il suffit d'avoir la moindre expérience du mouvement international pour savoir qu'en cas de scission celui qui l'a provoquée - ou semble l'avoir provoquée - aura toujours tort aux yeux des ouvriers. Au cas où il y aurait deux congrès en 1891, il faut donc agir en sorte que l'on ne puisse nous en attribuer la faute.

S'il ne fait pas de doute qu'il y aura de telles tentatives d'union, faut-il les attendre passivement ? Ce que nous risquerions alors, c'est que les possibilistes et leurs alliés nous présentent à la dernière minute un ultimatum truffé de pièges (bien connus de nous), des pièges qui, sous un flot de paroles assourdissantes, sont dissimulés de manière que le large public n'y voie rien de mal, mais que nous ne puissions les accepter. Nous nous trouverions alors dans la situation désagréable où nous devrions, ou bien accepter la proposition et tomber les yeux grands ouverts dans le filet, ou bien la rejeter et endosser devant les

---

155 La Conférence internationale des socialistes se tint à La Haye le 28 février 1889. Les représentants du mouvement socialiste d'Allemagne, de France, de Belgique, de Hollande et de Suisse y participèrent. La conférence avait été préparée à la demande d'Engels par les dirigeants social-démocrates allemands afin de préparer les conditions de convocation du Congrès socialiste international à Paris. Les possibilistes refusèrent de prendre part à la Conférence, bien qu'ils y eussent été invités. Ils n'acceptèrent donc pas les décisions de la Conférence, et se séparèrent du mouvement ouvrier international.

ouvriers la responsabilité d'avoir empêché l'unité socialiste par notre inexplicable obstination !

Bref, la situation est insupportable pour nous. Nous devons trouver une issue. Mais comment ? En agissant. Nous ne nous fierons plus au mandat confié aux Belges et aux Suisses, et prendrons nous-mêmes l'affaire en main.

Faudrait-il regretter l'unification des deux congrès ? Examinons la question.

[204]

Nous pouvons compter avec certitude sur : 1° les collectivistes et blanquistes français (même si le nombre de ces derniers a diminué : certains sont passés dans le camp des boulangistes) ; 2° les Allemands ; 3° les Autrichiens ; 4° les socialistes espagnols ; 5° les « révolutionnaires » danois ; 6° les Suédois, et peut-être quelques Norvégiens ; 7° les Suisses, les émigrés russes et polonais.

Le congrès rival serait composé par : 1° les possibilistes français ; 2° les syndicats anglais qui seraient représentés en masse, et la Fédération social-démocrate, qui a profité de l'essor général du mouvement en Angleterre ; 3° les Belges ; 4° les Hollandais ; 5° les syndicats espagnols de Barcelone ; 6° probablement, les syndicats portugais ; 7° les Italiens ; 8° les « réformistes » danois, soit les 4/5 des socialistes du Danemark, qui attireraient peut-être quelques Norvégiens.

Selon les circonstances, les Belges et les Hollandais pourraient aussi envoyer leurs délégués chez nous ; en revanche, on peut supposer que les Suisses enverraient quelques délégués au Congrès possibiliste.

Il s'ensuit que les possibilistes auraient cette fois-ci une armée bien plus respectable qu'en 1889. Si nous avons les Allemands, les possibilistes compenseront cela par les Anglais, qui ont été perdus pour nous par suite de notre passivité et de notre maladresse ; pour tout le reste, ils auront autant de nationalités que nous, sinon plus. Et, étant donné leur virtuosité dans la fabrication de mandats et de délégués fictifs, ils nous surpasseront de loin. Ajoutons à cela que nous continuions à pratiquer le système passif adopté jusqu'ici, et la faute de la scission retomberait certainement sur nous, ce qui aurait pour conséquence une nouvelle diminution du nombre des participants à notre Congrès.

Admettons maintenant que l'unité soit réalisée. Dès lors, nos forces seraient renforcées de tous les éléments qui ont été incités jusqu'ici par le « scandale » de la scission à rester neutres : les Belges, les Hollandais et les Italiens. Ils attireront immanquablement à nous les nouveaux syndicats anglais, avec leur montant élevé d'adhérents qui ne sont pas encore très entraînés dans la lutte contre le capital, mais sont bien disposés et actifs. Nous y avons déjà plongé nos racines : le contact avec les collectivistes français et les Allemands suffirait à les inciter à se rapprocher encore davantage de nous, d'autant plus qu'ils abhorrent les allures [205] dictatoriales de la Fédération social-démocrate, alliée fanatique des possibilistes.

Les Belges ne veulent rien d'autre qu'un congrès où ils puissent jouer les premiers rôles, et ils tiennent plus que tout à avoir un *grand* congrès à Bruxelles. Si nous les aidons pour que l'unité se réalise *chez eux,* les Flamands - le meilleur élément dans leurs rangs - passeront de notre côté et compenseront la tendance possibiliste des Bruxellois. Les Hollandais sont de fanatiques partenaires de l'unité, mais ils sont loin d'être des possibilistes.

Quelles sont pour nous les conditions indispensables ?

1. Que le congrès commun soit convoqué par les mandataires des deux congrès de 1889. Les Belges le convoqueront en vertu du mandat possibiliste, et les Belges et les Suisses le convoqueront en commun, en vertu de notre mandat. La forme reste à déterminer.

2. Que le congrès soit son propre maître. Les règlements, les ordres du jour et les résolutions des précédents congrès n'existent pas pour lui. Il détermine lui-même son règlement, le mode de contrôle des mandats et son ordre du jour, sans se laisser lier les mains par quelque précédent que ce soit. Nul comité - qu'il soit nommé par un congrès précédent ou qu'il se soit constitué au cours des débats d'unification - n'a le droit de lier le congrès à quoi que ce soit.

3. Les conditions pour la représentation des différentes sociétés ouvrières et les proportions dans lesquelles elles seront représentées doivent être fixées à l'avance (il serait souhaitable de faire des propositions concrètes sur ce point, mais ce n'est pas à moi de les faire).

4. Un comité, dont la composition est à déterminer, sera chargé de préparer un projet de règlement et mode de contrôle des mandats ainsi qu'un projet d'ordre du jour qu'il faudra soumettre à l'approbation du congrès.

Chers camarades,

Le Congrès de Glasgow des syndicats anglais a adopté dans sa séance du 8 septembre une résolution que les socialistes du continent européen ne peuvent laisser passer sous silence [156].

[206]

Le comité de Zurich qui, conformément aux décisions du Congrès de Bruxelles de 1891, fut chargé de la préparation du prochain Congrès de l'Internationale en 1893, avait envoyé une invitation au Congrès des syndicats [157]. Malgré les demandes répétées du secrétaire du syndicat des gaziers, le camarade Will Thorne, cette lettre ne fut pas lue lors des trois premières journées de session du Congrès, si bien que le Congrès n'eut pas l'occasion de se prononcer sur l'invitation du comité de Zurich.

Finalement, Matkin proposa une résolution, selon laquelle le comité parlementaire du Congrès des syndicats devait être chargé de convoquer un congrès international afin de discuter de l'introduction, à l'échelle internationale, de la journée de travail légale de huit heures, et d'adopter une résolution en ce sens.

Les camarades Parnell (qui participa au Congrès de Paris en 1889) et Quelch répondirent que, pour 1893, deux congrès ouvriers étaient déjà convoqués – l'un à Zurich, l'autre à Chicago [158] -, que le comité provisoire de Zurich avait invité le Congrès des syndicats et qu'il

156 Lettre d'Engels au Comité national du Parti ouvrier socialiste d'Espagne, 16 septembre 1892.

157 Engels s'efforce de contrecarrer les tentatives de sabotage du 3e Congrès de la IIe Internationale par les syndicalistes réformistes anglais qui cherchaient à diviser le mouvement ouvrier international. Dans sa réponse, le Comité national espagnol informa Engels qu'il protesterait contre les agissements des syndicats anglais.

158 Le Congrès de la Fédération américaine du travail eut lieu à Chicago en décembre 1893. Ce Congrès reconnut la nécessité de l'action politique de la classe ouvrière et revendiqua la journée légale de huit heures.

convenait d'accepter l'invitation de Zurich plutôt que de convoquer un troisième congrès.

Les représentants des vieux syndicats conservateurs rétorquèrent à cela que les Congrès de Zurich et de Chicago n'avaient pas été convoqués par les syndicats, que les ouvriers du continent étaient mal organisés, faibles et impuissants en comparaison des ouvriers anglais, que les Anglais n'avaient pas à endosser la responsabilité de toutes les folles théories (*wild theories*) du socialisme sur le continent, etc. C'est alors seulement qu'on donna lecture de l'invitation de notre comité de Zurich.

Finalement, l'invitation du comité de Zurich fut rejetée par 189 voix contre 97, et la proposition adoptée de convoquer « immédiatement » un congrès international qui discuterait de l'introduction à l'échelle internationale de la [207] journée de travail légale de huit heures et adopterait une résolution en ce sens.

Ces deux résolutions constituent une insulte pour le prolétariat socialiste des organisations de tout le continent européen. Nous espérons que les éléments les plus avancés du prolétariat anglais, qui sont déjà socialistes de par leurs *sentiments,* mais craignent pour l'heure encore cette étiquette, et qui se sont laissé circonvenir par les vieux conservateurs, bref que les éléments les plus conscients et les plus résolus sauront de nouveau réparer leur erreur au prochain congrès.

Cependant, il serait nécessaire que les ouvriers du continent défendent leur honneur contre les insultes que renferment les résolutions ci-dessus mentionnées. J'ai informé nos amis en France et en Allemagne des événements de Glasgow, et j'espère qu'ils se mettront d'accord sur la ligne d'action à adopter et à laquelle ils se tiendront. Comme les camarades français tiendront dans quelques jours leur congrès à Marseille, ils pourront déjà donner une première réponse aux syndicats.

A titre d'ancien correspondant pour l'Espagne au sein du Conseil général de l'Internationale de glorieuse mémoire, je considère qu'il est de mon devoir d'informer le comité national espagnol de cet événement qui n'intéresse pas moins les camarades espagnols que les camarades des autres pays.

Salut et révolution sociale !

Certes, il ne faut pas prendre l'affaire au tragique [159]. Les syndicalistes nouveaux étaient si ravis de ce que les vieux adoptent la journée de travail légale de huit heures qu'ils se sont laissé duper dans l'affaire de la convocation du Congrès international. La plupart d'entre eux le regrettent déjà, et tous le regretteront sans doute lorsqu'ils se rendront compte de ce qu'ils ont fait. À mon avis, c'est aux continentaux qu'il revient de leur en faire prendre conscience et, s’ils agissent tous ensemble, l'affaire peut mal tourner pour les « vieux ».

1. La France et l'Allemagne doivent agir de concert, et tout le reste suivra. Par le truchement de Laura [208] Lafargue [160] je propose donc aujourd'hui aux Français de se mettre en relation avec vous, pour que vous adoptiez une résolution semblable, si possible même *littéralement,* à vos Congrès de Marseille et de Berlin. Pour autant que j'aie pu jusqu'ici en juger (je n'ai pas encore vu Aveling qui était présent à Glasgow, et n'ai délibéré avec personne), le mieux serait que vous *rejetiez* catégoriquement, en termes résolus, mais calmes et dépourvus d’animosité, l'idée d’un nouveau congrès pour la journée de huit heures, et que vous renouveliez votre invitation aux divers syndicats d'assister au Congrès de Zurich. (Le comité de Zurich devrait faire également ce geste, sous forme de circulaire. Tussy [161] vous écrira également à ce sujet, mais un coup de pouce de votre part est toujours utile.)

2. Mais si l'on voulait aller plus loin et charger de charbons ardents la tête des jeunes incapables qui ne savent pas ce qu'ils font, il faudrait y déléguer *un* Français et *un* Allemand, afin de leur expliquer la situation, et déposer une protestation contre la résolution de Glasgow. Chacun de ces délégués devrait être mandaté par la Direction de la Centrale syndicale et devrait être ou avoir été un authentique ouvrier, car sinon *il ne serait pas admis.*

Si Marseille et Berlin sont unanimes, l'Autriche, l'Espagne et l'Italie suivront. La Suisse est sûre, car elle a reçu le coup le plus direct ; la Belgique suivra certainement, de même les Scandinaves. Dès lors,

159 Cf. Engels à Bebel, 11 septembre 1892. Il s'agit de la même affaire du Congrès des syndicats anglais de Glasgow.

160 Laura Lafargue était la fille de Marx.

161 Tussy était le surnom d'Eléanore, fille de Marx.

M. Nieuwenhuis, les possibilistes et les blanquistes pourront passer aux syndicats, et ils seront alors vraiment en dehors du grand mouvement européen.

Voilà pour l'heure mon opinion. J'écrirai de nouveau sitôt que j'aurai d'autres nouvelles. Dans l'intervalle, vous pouvez réfléchir sur cette affaire. En tout cas, grâce à l'arrogance des « vieux » et la mollesse des « nouveaux », vous tenez une superbe occasion de mettre au clair notre position pour les Anglais, en leur montrant qu'il ne vient même pas à l'idée du prolétariat conscient du continent d'accepter la direction de gens pour lesquels le système du salariat vaut comme une institution éternelle et inébranlable. [...] Vos congrès syndicaux se doivent aussi de protester.

[209]

Les ouvriers anglais sont contaminés par l'esprit parlementaire de compromis, au point qu'ils ne peuvent avancer d'un pas sans reculer aussitôt de 3/4 ou de 7/8 de pas [162]. C'est pourquoi ce brusque enthousiasme pour la journée de huit heures (qui était tenue, comme tu le sais, pour une impossibilité il y a trois ans encore par ceux-là mêmes qui la revendiquent le plus bruyamment aujourd'hui) donne presque un caractère réactionnaire à cette revendication. La journée de huit heures doit être la panacée universelle, la seule et unique préoccupation. Dans la joie de s'être assuré si vite une majorité aussi grande et inattendue, la masse des partisans de la journée de travail de huit heures sacrifie maintenant tout ce qui va au-delà de cette revendication pour plaire aux « vieux » syndicalistes fraîchement convertis aux huit heures. On peut se permettre d'autant plus facilement ce sacrifice que les éléments « nouveaux » ne sont pas unis et n'ont pas d'organisation commune, ne se connaissent pas personnellement les uns les autres et n'ont pas encore eu le temps de former des gens qui jouissent de la confiance de tous. Comme tu le sais, en Grande-Bretagne, on ne peut obtenir cela qu'*à force de se montrer en public,* selon le mot de Ruge, ce qui veut dire qu'il faut parader sans cesse et pendant des années sur la scène publique, comme l'ont fait Shipton, Cremer, Howell, etc.

---

162 Cf. Engels à Laura Lafargue, 11 septembre 1892.

Quoi qu'il en soit, le fait est là. En votant délibérément par 189 voix contre 97, soit à peu près par deux voix contre une, le Congrès des syndicats s'est placé en dehors du mouvement ouvrier international et a décidé de faire bande à part. C'est de la manière la plus injurieuse qu'il a foulé aux pieds notre invitation. Le Comité parlementaire n'a même pas été prié de faire une réponse polie. On n'a même pas mis aux voix, pour la bonne forme, une résolution répondant à notre invitation, pas plus qu'on n'a déposé une contre-résolution. C'est sous forme d'amendement que l'on a été contraint de glisser l'invitation, sinon elle serait passée tout à fait inaperçue. En lisant le compte rendu intégral que je t'enverrai, tu verras quel mal Thorne a dû se donner *pour qu'elle soit simplement présentée devant le congrès.* Vraiment, l'insulte ne saurait être plus grave.

[210]

Comme les syndicats anglais ne reconnaissent que des ouvriers authentiques [163], et encore uniquement ceux qui sont organisés dans les syndicats, il serait de la plus haute importance que non seulement le Congrès du parti ouvrier, mais aussi et surtout celui des chambres syndicales françaises, qui se réunit quelques jours avant le nôtre, se prononçât carrément contre la prétention des Anglais à vouloir ignorer le mouvement international existant pour en susciter un autre sous leur direction et dans leur sens. A n'en point douter, les syndicalistes français protesteront contre ce qu'on a dit à Glasgow sur leur compte et celui des autres ouvriers du continent.

Le député Woods dit que « les organisations existant sur le continent européen étaient fort peu efficaces, mais qu'il était convaincu que, si la puissante organisation anglaise voulait bien tendre une main cordiale, sympathique et fraternelle (excusez du peu !) à ses amis du continent, ceux-ci éprouveraient moins de difficultés », etc.

Le mineur Foster, de Durham, « a été très touché par les remarques de M. Woods, selon lequel les efforts déployés en Angleterre ont été contrecarrés dans une certaine mesure par les camarades ouvriers des autres pays, qui sont moins bien organisés qu'en Angleterre : leur posi-

163 Cf. Engels à Paul Lafargue, 17 septembre 1892.

tion dans la lutte sociale ne se compare pas à la nôtre. [!!!] [...] Si l'on pouvait amener les camarades ouvriers du continent à faire preuve de la même unanimité que les travailleurs anglais, lorsqu'ils décidèrent d'engager une action particulière (il s'agit de la journée de travail de huit heures. Or, vous savez jusqu'à quel point ces mêmes Anglais l'ont combattue, alors que le continent était déjà unanime - ce qui ne les empêche, individuellement, de crier si fort maintenant !), ils se rendraient compte alors que la puissance de la classe ouvrière lui permettrait d'atteindre son but », etc.

Le tisserand de coton Holmes, de Burley, fraîchement converti à la journée de travail de huit heures et avide de démontrer que son changement de position n'a pas fait de lui un bouffeur de socialiste : « Existe-t-il seulement, ce mouvement de progrès ou, comme ils disent, socialiste, dans lequel on voudrait nous entraîner [à Zurich] ? » Il demande à ces Messieurs « s'ils désiraient, au nom de notre organisation, aller à ce congrès où sont défendues, comme [211] on ne le sait que trop bien, tant de folles théories qui ont cours sur le continent » ?

Conner, de Londres : « Bien que deux congrès internationaux soient déjà prévus [à Zurich et Chicago], ni l'un ni l'autre n'ont été *organisés par le Congrès des syndicats, ni sous son autorité* [!!] ».

Voilà. Ces insultes devraient suffire à faire bouillir le sang des syndicalistes français.

Je le répète : en ce qui concerne *l'effet moral ici en Angleterre*, une résolution du Congrès des syndicats qui repousserait la tentative de division contenue dans la résolution de Glasgow serait bien plus importante que celle d'un *Congrès socialiste*. Faites donc pour le mieux. Tussy a envoyé le compte rendu d'un journal à Delcluze.

Saluez les camarades de ma part. Faites du bon travail, comme à Lille, où Tussy dit avoir assisté au congrès ouvrier le plus préoccupé d'efficacité qu'elle ait jamais vu.

Le congrès des syndicats qui s'est tenu à Marseille *avant* celui du Parti ouvrier a décidé de ne pas participer au congrès pour la journée de travail de huit heures convoqué par les syndicats anglais réunis à Glasgow ; en revanche, ils ont demandé à ces syndicats de venir à Zu-

rich [164]. Le congrès du Parti ouvrier, annonce Lafargue, adoptera la même résolution. Si vos syndicats prenaient des résolutions dans le même sens, cela ferait son effet ici en Angleterre, car il se trouve que les résolutions des congrès ouvriers politiques ne sont pas pleinement valables pour ces messieurs en baudruche des vieux syndicats !

Unité du parti et syndicats.

Retour à la table des matières

Il n'est pas étonnant que Malon ait un grand public pour son pauvre bouillon des considérants sans programme [165]. Or, il n'y a plus de parti du tout, dès lors que l'on fonde un parti sans programme, dont tout le monde peut être. Les vieux sectaires, pour qui Malon-Vollmar ont [212] de si tendres égards, ont depuis des années prouvé leur impuissance ; le mieux est de les laisser tranquillement se mourir. Si l'on compte comme parti ouvrier les *chambres syndicales* [166] et les associations de grève qui luttent exclusivement, comme les syndicats anglais, pour un haut salaire et une réduction du temps de travail, mais par ailleurs se moquent du mouvement, on forme en réalité un parti pour la *conservation* du salaire, et non pour son abolition. Et comme me le dit Marx, la plupart de ces chambres syndicales sont plus incolores encore que les syndicats anglais eux-mêmes. Supprimer tout programme de parti, pour plaire à de telles gens, n'est pas le moyen de les pousser en avant. A-t-on jamais vu un parti sans programme, un parti dont les considérants délavés (tout à fait dans le genre du communiste Miquel qui, lui aussi, croit à la « possibilité » du communisme dans cinq cents ans) ont pour conclusion que chaque groupe fabriquera son programme particulier à lui !

Que tire Malon des chambres syndicales ? Elles ne paient pas de cotisations ; elles n'envoient pas de délégués au Conseil fédéral : avant la scission, elles faisaient nominalement partie de l'Union fédérative et elles y sont restées nominalement ; elles sont, comme le dit Lafargue,

164 Cf. Engels à Victor Adler, 27 septembre 1892.

165 Cf. Engels à Bernstein, 28 novembre 1882. Le phénomène anglais se reproduit à peu de chose près en France, et le jugement d'Engels est le même.

166 En français dans le texte.

complètement platoniques [167]. Elles ne sont là que pour la figuration. Quels sont les autres groupes de Malon ? Voilà ce qu'en dit Lafargue : « Dans le XVII^e^ arrondissement, nos amis ont organisé, après le congrès, un groupe qui immédiatement s'est trouvé composé de 29 membres. Pour nous faire pièce, les possibilistes ont *subdivisé* leur groupe qui, à ce que l'on me dit, ne se composait que d'une vingtaine de membres, en *cinq sous-groupes,* réunis par un comité fédéral de quartier. Le tour est joli, mais ne trompe que les indifférents et ceux qui sont éloignés. » C'est tout à fait ce que faisaient les bakouninistes. D'après Lafargue, les possibilistes ne sont réellement forts qu'à Montmartre, où ils sont bien organisés.

Il vaut toujours mieux être momentanément dans la minorité avec le vrai programme - *quo ad organisation* - que d'avoir apparemment une grande clientèle, mais presque nominale, sans programme. Toute notre vie, nous avons été dans la minorité et nous nous en sommes très bien trouvés. La force moindre (au cas où elle le serait réellement, ce [213] qui est pour moi loin d'être évident - les possibilistes n'ont pas osé aller à la conférence contradictoire des « Roannais » sur les deux congrès), la force moindre dans l'organisation de Paris est compensée en double et au triple par l'influence de la presse.

Il est pour moi tout à fait incompréhensible comment vos correspondants de Paris peuvent voir dans les gens de Saint-Etienne le « véritable parti ouvrier ». Premièrement, ils ne sont pas un parti du tout, et moins que tout un parti *ouvrier,* pas plus qu'ils ne sont les « ouvriers » d'ici. En revanche, ils sont en germe ce que ceux d'ici sont devenus en plein : *la queue du parti radical bourgeois !* Tout ce qui les unit, c'est le radicalisme bourgeois ; ils n'ont aucun programme ouvrier. Les dirigeants ouvriers qui s'appliquent à fabriquer un bétail d'ouvriers en vue des élections au profit des radicaux, commettent à mes yeux une *véritable trahison.*

Au Conseil fédéral anglais, Hales a causé un grand scandale en collant à Marx un vote de blâme parce qu'il avait affirmé que les chefs ouvriers anglais étaient vendus [168]. Mais les sections anglaise et irlan-

---

167 Idem.

168 Cf. Engels à F.-A. Sorge, 21 septembre 1872. Le compte rendu de séance (3 septembre 1872) du Congrès de La Haye mentionne à ce propos :

daise de Londres ont déjà protesté, et donnent raison à Marx. Les gaillards - Hales, Mottershead, Eccarius, etc. - sont furieux parce qu'on leur a enlevé le Conseil général.

Les innombrables petits congrès minables, que l'on prend au sérieux simplement parce que le *Bee-Hive,* qui est vendu à la bourgeoisie, les présente comme sérieux, n'ont pas d'autre but que celui de préparer les élections législatives imminentes [169]. Toutes les associations pour la Réforme que l'on y énumère sont absolument dépourvues de toute importance, et se composent souvent des *mêmes personnes*. Et lesquelles ? A de rares exceptions près, il s'agit précisément [214] des chefs ouvriers que Marx a stigmatisés à La Haye parce qu'ils sont vendus à la bourgeoisie. Sur le continent, on ne peut s'imaginer ce qu'est le mouvement anglais en se fondant sur le *Bee-Hive* et le *Reynold's*. Il ne suffit pas que certains syndicalistes participent à de tels congrès pour que les syndicats se politisent, ce que d'ailleurs ils ne *pourraient* faire sans bouleverser de fond en comble leurs statuts, du moins pour ce qui est de la plupart d'entre eux ou des plus importants. En réalité, le mouvement anglais est plus misérable que jamais, comme il faut d'ailleurs s'y attendre, étant donné la prospérité de l'industrie britannique.

Hales a déclenché ici contre Marx et moi une vaste campagne de calomnie qui, d'ailleurs, se retourne déjà contre lui-même, sans que nous ayons à bouger le petit doigt [170]. Le prétexte en a été la déclaration [à La Haye] de Marx au sujet de la corruption des chefs ouvriers anglais. Certaines sections de Londres et tout Manchester ont déjà protesté très énergiquement, et Hales a perdu son ancienne majorité au Conseil fédéral, si bien qu'il en sera bientôt totalement éjecté.

« Marx répond [à Mottershead] que cela ne regarde personne de savoir qui les sections choisissent comme délégué au Congrès. D'ailleurs, il est tout à l'honneur de Barry de ne pas être un des prétendus chefs des travailleurs anglais, car tous sont plus ou moins vendus à la bourgeoisie et au gouvernement. On a attaqué Barry [au Congrès] uniquement parce qu'il ne voulait pas se faire l'instrument de Hales. »

169 Cf. Engels à Adolf Hepner, le 30 décembre 1872.

170 Engels à F.-A. Sorge, 5 octobre 1872.

Depuis un certain nombre d'années, le mouvement ouvrier anglais s'agite sans trouver de solution dans le cercle étroit de grèves pour obtenir une augmentation de salaires et une diminution des heures de travail, et ce non pas comme moyen de lutter contre la misère ou comme moyen de propagande et d'organisation, mais comme but ultime [171]. Qui plus est, les syndicats excluent même par principe, dans leurs statuts, toute action politique et, de ce fait, s'interdisent de participer à toute activité générale de la classe ouvrière en tant que classe.

Sur le plan politique, les ouvriers se divisent en conservateurs et en radicaux libéraux, en partisans du ministère Disraeli (Beaconsfield) et en partisans du ministère Gladstone. On ne peut donc parler ici de véritable mouvement ouvrier, puisque les grèves qui se déroulent ici, qu'elles soient victorieuses ou non, ne font pas avancer le mouvement d'un seul pas. À mon avis, elles ne peuvent être que [215] nuisibles les grèves qui, dans cette situation, ont assez souvent été suscitées intentionnellement par les capitalistes au cours des dernières années de mauvaises affaires, afin d'avoir un prétexte pour fermer leurs usines, ou les grèves qui ne font pas avancer d'un pouce en direction de luttes ayant une portée universelle et historique, bref de grèves qui se font dans la « liberté » telle qu'elle existe ici. On ne peut se dissimuler qu'il n'existe pas ici en ce moment de véritable mouvement ouvrier, au sens où on l'entend sur le continent. C'est pourquoi j'estime que vous ne perdez pas grand-chose si vous n'obtenez pas en ce moment de comptes rendus sur les agissements des syndicats anglais.

À moins d'un événement inattendu, il n'y aura pas ici de véritable mouvement ouvrier général tant que les ouvriers n'éprouveront pas eux-mêmes que le monopole mondial de l'Angleterre est en pièces [172]. *La base économique de la nullité politique des ouvriers anglais était - et est encore - leur participation à la domination du marché mondial.* Bien que ne formant que la queue de la bourgeoisie dans l'exploitation économique de ce monopole, ils n'en participent pas moins aux avantages de celle-ci, si bien qu'ils sont tout naturellement aussi la queue politique du « grand Parti libéral » qui, au reste, leur fait la cour

171 Engels à Bernstein, 17 juin 1879.

172 Cf. Engels à A. Bebel, 30 août 1883.

pour des questions de détail, en reconnaissant les syndicats et les grèves comme des facteurs légitimes, en renonçant à lutter pour la durée illimitée de la journée de travail et en concédant le bulletin de vote à la masse des ouvriers jouissant d'une situation avantageuse. Mais tu seras témoin d'événements surprenants lorsque l'Amérique et la concurrence unie des autres États industriels auront percé une large brèche dans ce monopole (et on en est assez près dans la sidérurgie, mais beaucoup moins dans l'industrie cotonnière).

Vous me demandez ce que les ouvriers anglais pensent de la question coloniale [173]. Eh bien, exactement la même chose que ce qu'ils pensent de la politique en général, [216] soit exactement ce qu'en pensent les bourgeois : il n'existe pas ici de parti ouvrier, mais uniquement des conservateurs et des radicaux libéraux, et les ouvriers mangent allégrement leur part du monopole anglais sur le marché mondial et les colonies.

---

173 Cf. Engels à Kautsky, le 12 septembre 1882. Non seulement une fraction de la classe ouvrière peut constituer l'aristocratie ouvrière, mais toute la classe ouvrière d'un pays peut occuper cette position privilégiée et corrompue. Marx et Engels n'expliquent pas seulement cette situation par l'avance technique et industrielle qu'un pays peut avoir acquise par rapport aux autres, mais encore par la possession d'un empire colonial.

La question syndicale n'est donc pas étrangère à tout cela, du moins pour Marx et Engels. La question de la corruption de l'aristocratie ouvrière se relie finalement à la guerre impérialiste, et au reniement du socialisme révolutionnaire par une social-démocratie qui, en 1914, réalisa l'union sacrée avec sa bourgeoisie respective : la farce nationaliste de l'aristocratie ouvrière se transforma alors en tragédie et massacre pour les masses prolétariennes du monde :

« À propos de la délégation syndicale : lorsqu'au congrès des possibilistes, les Français ont entonné la Marseillaise en leur honneur, l'honorable Shipton et consorts crurent qu'il fallait leur rendre la pareille, et ils entonnèrent d'une seule voix le *God save the Queen*. » (Engels à Marx, le 8 décembre 1882.)

[217]

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.
TOME I. Tactique dans la révolution permanente

TABLE

[218]

[219]

INTRODUCTION [5]

1. Histoire et théorie des syndicats [17]
2. Internationale, syndicats et associations de production [57]
3. Action syndicale de Marx-Engels dans l'Internationale [113]
4. Critique des limites syndicales [171]

Karl Marx et Friedrich Engels

LE SYNDICALISME.

SOMMAIRE DÉTAILLÉ DES VOLUMES I ET II

Volume I : Théorie, organisation, activité

INTRODUCTION [5]
Syndicalisme et environnement [5]
Syndicalisme et revendications [8]
Syndicalisme et politique [11]

1. Histoire et théorie des syndicats [17]

La concurrence [19]
Phases successives du mouvement ouvrier [26]
Rôle économique immédiat des syndicats [49]
Syndicats et socialisme [52]
Préambule des statuts de la 1re Internationale [55]

2. Internationale, syndicats et associations de production [57]

Présentation [58]
Résolution de l'Association internationale des travailleurs sur les syndicats [68]
Attache des organisations ouvrières anglaises à l'Association internationale des travailleurs [74]
La solidarité avec les ouvriers des pays dépendants [77]
Sur les relations entre les sections irlandaises et le Conseil général de l'A.I.T. [78]
Adresse de la Ligue de la terre et du travail aux ouvriers et ouvrières de Grande-Bretagne et d'Irlande [81]
De l'action combinée des travailleurs occupés et non occupés [82]

Syndicats et associations de production des travailleurs [85]
Sur l'agitation de J.-B. von Schweitzer en vue de la création de syndicats [87]
Coopératives bourgeoises et patrie [94]
L'Internationale, couronnement des organisations et revendications économiques dans le but de la conquête du pouvoir politique [95]
Travail coopératif [98]
Remarque sur le caractère politique des luttes syndicales [99]
Adresse du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs aux sections, aux sociétés coopératives et à tous les travailleurs [106]
La forme future de l'association [111]

3. Action syndicale de Marx-Engels dans l'Internationale [113]

Aide de l'Internationale au mouvement syndical [114]
Activité syndicale de Marx et Engels et du Conseil général de l'A.I.T. [115]
Avertissement [119]
Le lock-out des vanniers de Londres [121]
La grève de Charleroi [123]
Aux ouvriers d'Europe et des États-Unis ! [123]
La grève de Sotteville-lès-Rouen [128]
Rapport annuel du Conseil général au Congrès de l'A.I.T. de Bâle [132]
Le lock-out des ouvriers du bâtiment de Genève [146]
La grève des corps de métier du bâtiment à Genève. Appel du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs aux travailleurs et travailleuses de l'Europe et des États-Unis [147]
Aux ouvriers en grève dans la vallée de la Ruhr [150]
Rapports internationaux des sociétés ouvrières de résistance au capital [153]
La grève des ouvriers agricoles anglais [154]
L'exemple de deux conseils municipaux [161]
La grève des mineurs de la Ruhr. 1889 [164]
Les syndicats, début du mouvement de masse [168]

4. Critique des limites syndicales [171]

Présentation [172]
Contre les limitations du rôle des syndicats [176]
Les syndicats (I) [177]
Les syndicats (II) [181]
Organisation rétrograde des vieux syndicats [184]
Angleterre 1845 et 1885 [185]
Syndicats et aristocratie ouvrière [193]
Le 4 mai à Londres [194]
Le Congrès ouvrier international de 1891 [201]
Unité du parti et syndicats [211]

Volume II
Contenu et portée des revendications syndicales

INTRODUCTION [5]
Actualité des textes de Marx-Engels [5]
Salaire, prix… et profit [11]
Salaire. Prix. Profit et aristocratie ouvrière [19]
Aristocratie ouvrière. Agriculture et colonialisme [23]

1. Différence de salaires et classes [30]

La démission de la bourgeoisie [30]
La grève des dockers londoniens [36]
Classes sociales nécessaires et superflues [37]
Effets de l'épargne sur le salaire [41]
Les illusions du salaire aux pièces [50]
La théorie du salaire de la Ligue anticéréalière [55]
Hiérarchie des salaires [60]
Effets de l'introduction des machines sur le salaire [68]
Détermination du salaire dans le capitalisme développé [69]
Travail simple et éducation professionnelle [74]
L'enseignement général dans la société moderne [76]
Instructions pour les délégués du Conseil central provisoire à propos de diverses questions [79]

L'abolition du salariat [84]

2. Réduction de la journée de travail [91]

Réduction de la journée de travail [92]
Temps de travail capitaliste et communiste [99]
Généralisation du travail manuel [104]
Lutte pour la journée de travail normale. Limitation légale coercitive du temps de travail. La législation manufacturière anglaise de 1833 à 1864 [108]
Limitation de la journée de travail et avantages pour la classe capitaliste [118]
De la manufacture et du travail à domicile à la grande industrie [127]
L'effet du machinisme [133]
L'effet de la réduction du temps de travail [139]
La loi anglaise de la journée de travail de 10 heures [140]
Conjoncture économique et niveau des luttes revendicatives [152]
Le clergé et la lutte pour la loi des 10 heures [157]
La lutte pour la loi de 10 heures [160]
La lutte pour la journée de travail normale. Contrecoup de la législation anglaise sur les autres pays [163]
Législation de fabrique appropriée par les capitalistes [169]
La législation de fabrique au profit du prolétariat [173]
Législation de fabrique : clauses n'ayant pas trait à la durée du travail [174]
Statistique ouvrière [181]

3. Droits du travail [191]

Légalité et évolution économique du capitalisme [192]
Droit de grève et État [194]
La situation anglaise [198]
Effet des luttes revendicatives sur le développement de l'État et de l'idéologie capitalistes [204]
La Constitution anglaise [207]
Un acte d'administration bourgeoise [217]
Légalité bourgeoise et droit d'association [221]

Caisses d'assurance et de retraite [223]
Rapport du Conseil général de l'A.I.T. sur les sociétés d'assurance mutuelle des mineurs des houillères de Saxe [225]
La grève des ouvriers de la verrerie lyonnaise [233]
Grève générale et barricades [234]

4. Index [237]

FIN

Karl MARX et Friedrich ENGELS

LA COMMUNE DE 1871

LETTRES ET DÉCLARATIONS POUR LA PLUPART INÉDITES

(Traduction et présentation de Roger Dangeville)

Table des matières

PRÉSENTATION

- Le Pape et Marx
- Le « parti Marx » et la Commune
- Théorie, histoire et action révolutionnaire

RAPPORT DES FORCES ET CONDITIONS PRÉALABLES

- Analyse de l'opposition au bonapartisme
- Effet de la guerre franco-prussienne

LE DRAME

- Notice du traducteur
- Conjuration de la bourgeoisie internationale
- Réponse de la Commune

COMBATS D'ARRIÈRE-GARDE

- Notice du traducteur
- Défense de la Commune
- Aide à la Commune
- Aide aux réfugiés

PROLONGEMENTS HISTORIQUES ET THÉORIQUES DE LA COMMUNE

- Enseignements de la Commune
- La Question du Parti
- La Question de l'État
- Vivante Commune

PRÉSENTATION

Le Pape et Marx

Au Concile du Vatican de 1870, l'Église était déjà embourgeoisée et dut réviser sa doctrine traditionnelle pour proclamer le dogme de l'infaillibilité du Pape.

Que le Dieu des Cieux, créateur de toutes choses, détienne la vérité est, somme toute, logique et affaire de croyance ; mais l'affirmation qu'un homme ne se trompe jamais relève de la doctrine bourgeoise des Lumières des encyclopédistes et libres penseurs, incarnées par la déesse Raison, qui éclaire l'humanité, force les convictions, transforme le monde et fait le tour de l'univers, à l'instar des principes sacrés de liberté, d'égalité, et de fraternité de la Révolution bourgeoise de 1789.

Lorsque les idées toutes-puissantes descendent ainsi sur terre, elles sont personnifiées par le grand Architecte des francs-maçons, le Pape, les chefs d'État capitalistes et, pour les marxistes embourgeoisés, Par Marx, Lénine [1] *et Staline.*

Marx voulait que l'on ne parlât pas de marxisme, mais de socialisme scientifique, pour éviter qu'on attribuât à sa personne ce qui est le patrimoine théorique du prolétariat. Cependant, l'idéologie bourgeoise imprègne le mode de vie et l'éducation modernes au point qu'on ne petit se faire à l'idée d'une théorie qui ne soit pas liée à un auteur, mais produite par l'activité pratique et intellectuelle d'une collectivité, à l'instar de la Bible, par exemple.

Certes, le nom de socialisme scientifique est bien pompeux, niais c'est - avec les méthodes de la science, telles qu'elles se pratiquent dans le domaine de la physique, chimie, biologie, etc. - un effort de théorisation des relations et du devenir de la société qui, déjà sous nos yeux, exige une coordination et une organisation de plus en plus étroites. Confondre cet effort prodigieux qui incombe tout naturellement à la classe des producteurs, avec les élucubrations de l'esprit d'un seul homme (qu'il faut dès lors doter de vertus surhumaines) *dérive de l'esprit de propriété, soit la domination aussi bien physique que spirituelle du monde et des masses par quelques privilégiés.*

Les efforts théoriques de Marx ne peuvent être que déformés et détournés de leur but par ceux qui les divinisent: les masses devront-elles attendre un nouveau Marx ou Lénine pour qu'une révolution ait une chance de succès? L'histoire moderne ne se complaît-telle pas à détrôner et à ridiculiser les géants de l'histoire, déboulonnant les Staline, etc.?

Enfin, il est commode de citer tel écrit traitant de telle période et de tel mouvement particuliers pour justifier n'importe quelle thèse ou action, ou pour mettre le génie [2] *en contradiction avec lui-même!*

---

[1] Amadeo Bordiga, le premier secrétaire du Parti communiste d'Italie, évoquait souvent le désespoir et la colère de Trotsky, disant: « Mais, c'est du pharaonisme, du pharaonisme ! », quand il passa pour la première fois devant le mausolée de Lénine, construit par les créateurs du culte de la personnalité.

[2] La publication des manuscrits préparatoires de l'œuvre connue de Marx a l'utilité, entre autres, de ramener Marx au nombre des humains, en mettant en évidence ses méthodes de recherche et son zèle infatigable.

La question: «Est-il arrivé que Marx se trompe? » ne mérite pas de réponse.

Le « parti Marx » et la Commune

Retour à la table des matières

C'est probablement pour ne pas vexer les ouvriers français de notre génération et pour ne pas déprécier Marx que la publication de la correspondance Marx-Engels s'arrête en 1868, au moment où, dans leurs écrits privés, les « fondateurs » du socialisme scientifique affirmèrent leur conviction que les ouvriers français s'étaient trop ramollis pour renverser un bonapartisme pourtant décrépit et avaient besoin d'une bonne volée [1]*, alors qu'ils étaient à la veille d'accomplir la plus grande épopée de tous les temps:* la Commune de Paris.

Qui plus est, Marx et Engels s'acharnèrent à déconseiller au prolétariat français de prendre l'initiative d'une révolution sociale, mais revendiquèrent la Commune comme la confirmation et la victoire définitives de leur théorie et de leur parti. En outre, dans la première Adresse *de l'Internationale, Marx avait défini la guerre comme défensive du côté allemand et, dans la* seconde, il *la dénonçait comme expansionniste. Bref, du point de vue de la logique rationnelle, Marx et Engels se seraient contredits d'un événement à l'autre, rectifiant à chaque tournant leur jugement antérieur, pour faire aussitôt une nouvelle bévue!*

Les marxistes imprégnés de la mentalité bourgeoise, s'ils sont bien intentionnés à l'égard de Marx, préfèrent ne pas trop insister sur cette partie de l'œuvre du maître, d'autres, moins bien intentionnés, en tirent prétexte pour l'escamoter, car Marx et Engels s'y révèlent de farouches partisans de la violence et d'ardents révolutionnaires.

Lénine qui prépara la révolution russe sur le modèle de la Commune, s'acharna au contraire à étudier les quelques textes de Marx et Engels sur la guerre civile en France, dont il pouvait disposer, comme il ressort de sa Préface de 1907 [2] *qu'il termine en disant: « Nous arrêterons ici le bref aperçu des leçons de politique, d'une politique digne du prolétariat, que nous donne Marx dans ses lettres à Kugelmann ». Lénine tira de cette partie de l'œuvre de Marx-Engels ses ouvrages les plus importants dit point de vite théorique et pratique:* l'État et la révolution, la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, *les* Tâches du prolétariat dans notre révolution, *etc.*

Dans leur correspondance, Marx et Engels tâtonnent parfois et font des hypothèses qui font partie de la recherche et de l'étude de l'évolution historique, mais ne sont pas des jugements définitifs à partir desquels ils donneront leurs directives aux partis ouvriers. Ainsi à la question de savoir si la Russie interviendrait dans le conflit de 1870-1871, Marx répondra finalement qu'elle ne le peut pas, parce qu'elle n'est pas militairement prête, du fait de difficultés intérieures.

1 De fait, la Prusse renversa le régime bonapartiste, et Marx affirmera: « Quelle que soit l'issue de la guerre, elle aura exercé le prolétariat français au maniement des armes, et c'est là la meilleure garantie pour l'avenir» (lettre à Kugelmann, 13 décembre 1870). Marx n'eut jamais l'occasion, ni l'envie de s'abaisser à la vile et hypocrite autocritique.

2 Cf. V. Lénine, *la Commune de Paris,* Éditions en Langues Étrangères, Moscou, 110 p. La citation que nous avons reproduite se trouve page 10.

Le lecteur se reportera en outre aux ouvrages de Lénine sur les enseignements de la Commune, ainsi qu'aux textes classiques de Marx-Engels sur la *Guerre Civile en France.* 1871, Paris, Éditions Sociales, 1953, 358 *p.*

Lénine a compris tout le sens de la formule en Marx: « Les principes de la Commune sont éternels et ne peuvent être détruits. Ils resurgiront toujours de nouveau jusqu'à ce que la classe ouvrière soit émancipée ».

La victoire de la révolution russe confirma ses prévisions, tirées de l'étude de Marx-Engels confrontée au développement économique et social de la Russie: « Aujourd'hui (avril 1920), nous sommes déjà en présence d'une expérience internationale appréciable, qui atteste explicitement que certains traits essentiels *de notre révolution ont une portée non point locale, non point particulièrement nationale, non seulement russe, mais internationale » et de préciser qu'il entend par portée internationale « la répétition historique inévitable, à l'échelle internationale, de ce qui s'est passé chez nous [1]. »*

Lénine savait parfaitement que le marxisme n'était pas une simple création intellectuelle de Marx, niais l'enregistrement de l'expérience historique des luttes du prolétariat dans les grandes batailles décisives qui représentent les sommets et les tournants de l'évolution humaine. [2] Il savait que le socialisme scientifique avait été conditionné d'abord par l'expérience historique de luttes de masses populaires immenses au cours de la révolution bourgeoise et par l'affirmation -possible seulement après cette vague de faits historiques - que la révolution ne devait pas être théorisée comme elle l'avait fait elle-même, mais d'une manière scientifique, sur la base du matérialisme économique, historique et dialectique. Enfin la révolution de juin 1848 eut déjà un caractère nettement prolétarien et socialiste, et permit à Marx-Engels de prévoir dans leurs grandes lignes les conditions de la future Commune.

Théorie, histoire et action révolutionnaire

Retour à la table des matières

La lecture des trois Adresses de l'Internationale, rédigées par Marx en 1870-1871, peuvent donner l'impression de contradictions et de rectifications progressives. En effet, elles ne permettent pas de comprendre les raisons des prises de positions successives de Marx, ni de saisir la complexité, la succession et parfois l'imbrication du développement historique et social. Dans ses ouvrages sur cette période, Lénine a toutefois montré la cohérence des jugements de Marx-Engels, d'une part, avec leur propre théorie, d'autre part, avec les situations objectives, qui au cours de la crise de 1870-1871 furent celles des étapes les plus importantes de toute l'époque capitaliste, du début à sa fin:

1° *révolution bourgeoise et formation de l'unité nationale (en Allemagne), c'est-à-dire phase progressive du capitalisme;*

---

1 Lénine, le Gauchisme, maladie infantile du communisme, en Œuvres choisies, 1953, 11/2, p. 345, ainsi que le commentaire de la Gauche communiste italienne: Sur le texte de Lénine, la maladie infantile du communisme (« le Gauchisme »), Éd. « Programme communiste », (B. P. 24, Paris 19e) qui rappelle le mot de Lénine, selon lequel on guérit plus facilement d'une maladie infantile que sénile.

2 Engels note que cette expérience fut particulièrement nette en *France.* « Le développement économique et politique de la France depuis 1789 a fait que, depuis 50 ans, aucune révolution n'a pu éclater à Paris sans revêtir un caractère il prolétarien [cf. Marx-Engels, *Écrits militaires,* l'Herne, 1970, pp. 113-117, où Engels tire les leçons de la *Commune* de 1793-17941, de sorte qu'après la victoire le prolétariat, qui l'avait achetée de son sang, entrait en scène avec ses revendications propres. Ces revendications étaient plus ou moins fumeuses, selon le degré de maturité atteint par les ouvriers parisiens, mais. en définitive, elles visaient toutes à la suppression de l'antagonisme de classe entre capitalistes et ouvriers. » Cf. *la Guerre civile en France. 1871,* p. 292-293. Voir aussi notre note nº 104.

2° transformation de la guerre nationale révolutionnaire bourgeoise en guerre impérialiste pour ce qui est de l'Allemagne;

3° unification du prolétariat allemand à l'échelle, non plus de petites fractions d'État, mais d'un État national unitaire;

4° constitution du prolétariat en classe, et donc en parti politique, non seulement à l'échelle nationale, mais encore internationale,

5° transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, avec le renversement de la bourgeoisie en France et l'érection du prolétariat en classe dominante (instauration de l'État de la dictature du prolétariat).

Tous ces niveaux historiques très divers du développement social qui s'étalent sur des siècles, puisque la première révolution nationale bourgeoise date de 1659 en Angleterre et le capitalisme dure encore aujourd'hui, se succèdent et s'imbriquent au cours de la grave crise sociale de 1870-1871, à un rythme prodigieux. C'est ce qui donne à la guerre civile *en France une importance fondamentale pour le marxisme d'hier et d'aujourd'hui.*

Mais il se trouve que la progression historique de la lutte n'a nullement été rectiligne; elle a connu des périodes d'avance et de recul qui semblent chaotiques. Ainsi la formation de l'unité nationale bourgeoise de l'Allemagne provoque le renversement de l'État français et produit une sorte de vacance de pouvoir, qui facilite l'instauration de la dictature du prolétariat en France, c'est-à-dire l'érection du prolétariat français en classe dominante. Or, à un moment où, selon Marx, le prolétariat allemand vient tout juste d'accéder à une existence à l'échelle nationale, il est pratiquement aussi fort que le prolétariat français, qui s'érige déjà en classe dominante en France.

Les directives du « parti Marx » au prolétariat dans cette période dense et complexe dérivent à la fois de principes théoriques et de l'analyse du rapport des forces, qui permet de déterminer le moment et les modalités de l'application de ces principes. C'est l'appréciation de l'ensemble de la situation politique, économique et sociale internationale *qui explique les directives du « parti Marx » aux ouvriers allemands, français etc. et à la Commune. C'est sur ce plan que le présent recueil complète les textes classiques sur* la Guerre civile en France.

La correspondance de Marx et d'Engels et leurs déclarations sur la Commune permettent, par exemple, de mieux saisir pourquoi ils ont déconseillé au prolétariat français de prendre l'initiative de la Commune (en fait, la bourgeoisie prit l'initiative de l'attaque):

1° *l'analyse du rapport de forces vers la fin du règne de Napoléon III révéla à Marx que l'opposition républicaine et même les ouvriers ne pourraient renverser le bonapartisme, et lui fit comprendre que le prolétariat français ne pouvait* vaincre *dans la révolution sociale* [1].

C'est avec angoisse qu'ils suivirent le processus entraînant le prolétariat héroïque de Paris vers une défaite, d'autant qu'ils estimaient que la crise sociale mûrissait rapidement à l'échelle internationale de sorte que la bataille décisive eût pu s'engager dans des conditions Plus favorables et avec de plus fortes chances de succès (cf. p. 53 et 130 sqq., et les notes nos 39 et 121). Au reste, la correspondance privée et les déclarations qui reflètent l'activité de Marx et d'Engels, mettent en évidence qu'ils pouvaient certes déchiffrer l'histoire et conseiller les quelques camarades de leur parti, mais que leurs moyens d'intervention directe étaient dérisoires.

[1] Marx et Engels ne furent pas surpris lorsqu'elle éclata: depuis des mois, ils prévoyaient qu'elle devait survenir.

2° *Une amère expérience historique avait appris à Marx et à Engels que le prolétariat pouvait, certes, faire une révolution sans être bien organisé ni conduit par un parti puissant, mais qu'il ne pouvait* vaincre *dans ces conditions.* [1] *Or, ils étaient particulièrement bien placés, à la tête de l'Internationale, pour connaître le degré d'organisation du prolétariat français et pour juger que la révolution échouerait parce qu'elle n'avait pas été suffisamment préparée. (cf. p. 53 et 130 sqq.)*

Si la révolution est un drame social et donc lutte impitoyable, la théorie révolutionnaire est, elle aussi, terrible et inflexible. Marx et Engels le montrèrent aussi bien avant, pendant qu'après la Commune, aux côtés de laquelle ils luttèrent à tous les niveaux du combat. [2] *Sur le plan de la tactique militaire préconisée par Marx-Engels, la Commune a confirmé que le prolétariat part avec un lourd handicap lorsqu'il attend la défaite militaire pour attaquer le pouvoir bourgeois. En effet, la révolution a le plus de chances de vaincre, si elle parvient à arrêter la mobilisation et la guerre dès le début des hostilités.*

Si demain les premières fusées devaient partir, l'avenir serait sombre. Mais ce n'est pas une fatalité. En tout cas, ce n'est pas en restant passif et en invoquant la paix que le prolétariat arrête les carnages cycliques des guerres: cela le marxisme l'a affirmé depuis toujours, et l'histoire l'a amplement confirmé.

---

1 Pour qu'au jour de la décision, le prolétariat soit *assez fort* pour VAINCRE, il est nécessaire qu'il se constitue en un Parti autonome, un parti de classe conscient, séparé de tous les autres. C'est ce que Marx et moi nous avons cessé de défendre depuis le *Manifeste* de 1848 ». (Engels à G. Trier, le 18 décembre 1889).

2 Dans leur *Kart Marx* (Gallimard, 1937 et 1970), O. Maenchen-Helfen et B. Nicolaïevski (qui avaient eu accès aux Archives Marx-Engels à Moscou) rapportent qu'Engels avait eu l'intention d'aller organiser la défense en France afin de préserver, autant que possible, les forces du prolétariat, mais il dut renoncer à son projet, car au premier revers, il eût été considéré comme traître, étant « Prussien ». Or le meilleur général ne peut remporter la victoire, sans essuyer quelque défaite. Des centaines de lettres précieuses attestant de l'activité inlassable de Marx-Engels en faveur de la Commune n'ont pu être retrouvées, cf. notes *nos* 33 et 113.

RAPPORT
DES FORCES
ET CONDITIONS PRÉALABLES

Retour à la table des matières

Analyse de l'opposition au bonapartisme

Retour à la table des matières

> « Que la paix avec l'Autriche [en août 18661 portât dans son sein la guerre avec la France, cela Bismarck non seulement le savait, mais il le voulait [1]. En effet, cette guerre devait fournir le moyen de parfaire cet Empire prusso-allemand que la bourgeoisie lui prescrivait de réaliser. » Fr. Engels, *Rôle de la violence et de l'économie clans l'instauration de l'Empire allemand moderne.*

ENGELS À MARX

Manchester, le 10 août 1866

Cher Maure,

... La note de Bonaparte semble prouver qu'il y a une fêlure dans ses relations avec Bismarck, sinon sa revendication n'eût sans doute pas été formulée en des termes si grossiers, de façon si imprévue et juste à l'instant le plus mal choisi pour Bismarck [2]. Celui-ci se ficherait sans doute de la satisfaire, mais comment le pourrait-il désormais? Que dirait l'armée victorieuse? Et le parlement allemand, les chambres, et les Allemands du Sud? Et cette vieille bourrique [Guillaume 1er] qui a un air aussi stupidement béat que mon chien Dido lorsqu'il a le ventre trop plein, et qui a déclaré qu'il ne céderait pas un pouce de territoire allemand, etc.?

L'envoi de cette dépêche est une grosse bêtise de Bonaparte, mais les clameurs de l'opposition et probablement aussi de l'armée l'auront forcé, je pense, à précipiter les choses. Or, cela peut devenir très dangereux pour lui. Ou bien Bismarck s'arrange pour pouvoir céder, et alors il est obligé, à la première occasion, de faire la guerre à Bonaparte afin de prendre sa

---

1 Chaque crise *profonde* - *guerre* ou révolution - entraîne une restructuration des institutions sociales et un changement des rapports de force entre classes ou nations, qui préfigurent l'évolution future et annoncent les conflits ultérieurs. Vers la fin des hostilités entre la Prusse et l'Autriche en 1866, Marx écrivait à Engels: « Il est évident que tout ce qui centralise la bourgeoisie est favorable aux ouvriers. De toute façon, même si la paix est conclue demain, elle sera encore plus provisoire que celle de Villa-franca et de Zurich [en 1859]. Dès que l'on aura procédé, de part et d'autre, à une « réforme militaire », on recommencera à se taper dessus, comme le disait Schapper. En tout cas, d'ores et déjà, Bonaparte a essuyé une défaite, bien que la formation de royaumes militaires, à droite et à gauche, correspondent au programme de « démocratie générale » à la Plon-Plon. En Angleterre, le gouvernement a presque suscité une émeute. (Marx à Engels, le 27 juillet 1866)

2 Au début du mois d'août 1866 - peu avant la signature de la paix entre la Plusse et l'Autriche, à Prague - l'ambassadeur français à Berlin, Vincent Benedetti transmit à Bismarck une note définissant les revendications de la France comme prix de sa neutralité lors de la guerre austro-prussienne. Elle exigeait notamment la Bavière rhénane et la Hesse rhénane avec les places fortes de Landau et de Mayence, la ville de Sarrelouis ainsi que l'abrogation du droit de garnison des Prussiens à Luxembourg. Quoique Bismarck n'ait opposé aucun refus aux prétentions de Napoléon III avant la guerre, si celui-ci ne s'opposait pas à une alliance prusso-italienne, il repoussa ces revendications le 7 août. Sentant que le rapport de force, militaire et politique, lui était favorable, Bismarck commença à préparer la guerre franco-prussienne, tout comme son compère, Napoléon III.

revanche; ou bien il n'est pas en état de céder, et alors c'est la guerre à plus brève échéance encore. Dans les deux cas, Bonaparte court le risque d'être obligé de faire la guerre malgré lui, sans la préparation diplomatique voulue, sans alliances sûres, et nettement en vue de conquêtes. Au reste, il y a déjà quelques années, Bismarck a déclaré au ministre hanovrien Platen qu'il placerait l'Allemagne sous le casque prussien, puis la conduirait contre les Français pour « la bien souder ensemble ». [1]

Meilleures salutations à ta femme et aux filles.
Ton F. E.

ENGELS À MARX

Manchester, le 4 avril 1867

Cher Maure,

... Il n'y a plus le moindre doute que Bismarck soit l'allié des Russes. [2] Mais jamais ceux-ci n'ont eu à payer aussi cher l'alliance prussienne. En effet, ils ont dû lui sacrifier toute leur politique allemande traditionnelle. Si, comme de coutume, ils se figurent que cette fois encore c'est tout à fait momentané, ils se trompent sans doute lourdement. D'ores et déjà, il semble bien qu'en dépit des simagrées impériales, etc., que l'unité allemande s'impose comme force contraignante qui déborde la volonté particulière de Bismarck et de tous les Prussiens. C'est pourquoi les Russes sont obligés d'accélérer leur progression en Orient, car la présente conjoncture favorable ne durera certainement pas longtemps. Mais, on peut mesurer en Russie la crise financière et les difficultés du développement industriel - s'il y en *a* (Fr.) - au fait que, onze ans après la guerre de Crimée, il n'existe toujours pas de ligne de chemin de fer en direction d'Odessa et de la Bessarabie, ce qui équivaudrait à deux armées dans les conditions actuelles. Si tout marche au gré des Russes, on peut penser que le conflit éclatera cette année encore.

L'affaire du Luxembourg semble suivre le même cours que celles de Sarrelouis et de Landau. [3] Il est certain qu'en 1866 Bismarck a offert de vendre le Luxembourg à Bonaparte, [*]

---

[1] Le journal parisien le *Monde* du 8 août 1866 rapporta ce propos de Bismarck. Dans son manuscrit inachevé sur le *Rôle de la violence dans l'histoire. Violence et économie, dans la formation du nouvel Empire allemand,* Engels fait l'historique de tous les rapports entre la France et l'Allemagne de 1866 à 1871, et même des événements de la Commune: cf. Marx-Engels, *Écrits militaires,* Éditions de l'Herne, 1970, p. 532-599. Engels y mentionne, lui aussi, que Bismarck envisageait, avant 1866 même, de souder l'unité allemande grâce à une guerre extérieure (p. 566).

[2] Cette alliance remonte aux origines mêmes de la Prusse. À l'époque de Bismarck, elle reposait essentiellement sur le partage de la Pologne. Lors de l'insurrection de 1863, Bismarck fut le seul à prendre ouvertement parti contre les insurgés polonais et pour les bourreaux russes. En 1866, la Prusse « mit dans sa manche » le tsar russe pour faire la guerre contre l'Autriche, qui fut boutée hors de l'Allemagne: cf. Fr. Engels, *Rôle de la Violence,* etc., p. 561.

[3] Le roi de Hollande, prince souverain du Luxembourg, était tout disposé à vendre le duché à Louis-Napoléon, et les Luxembourgeois n'étaient pas opposés, semble-t-il, à leur rattachement à la France. Cependant, à la conférence de Londres de mai 1867, les représentants de la France, de l'Autriche, de la Prusse, de l'Italie, de la Belgique et du Luxembourg déclarèrent que le Duché serait neutralisé. Dès 1860, dans son article sur *l'Alliance franco-russe (New York Tribune,* du 13 août 1860), Marx dénonçait le projet d'annexion du Luxembourg par la France et sa transformation en « département des Forêts ».

mais celui-ci ne semble pas avoir manifesté assez d'empressement, espérant sans doute se voir offrir plus tard davantage à *titre gracieux.* Or, je sais maintenant de *source sûre* que l'ambassadeur prussien Bernstorff a déclaré, il y a quelques jours, au ministre plénipotentiaire de la Hanse à Londres (Geffcken) que, d'après une dépêche reçue, la Prusse ne céderait en aucun cas dans l'affaire luxembourgeoise. Il s'agit de la dépêche qui est mentionnée par l'hebdomadaire *Owl* et qui demande à l'Angleterre d'user de son influence à La Haye, à la suite de quoi la Hollande se serait abstenue dans l'affaire (du Luxembourg).

En fait, il se trouve que, dans la situation actuelle, Bismarck ne peut absolument pas permettre aux Français d'annexer un territoire allemand, sans que tous ses exploits et conquêtes tombent dans le ridicule. Et puis, le vieil âne de Guillaume n'a-t-il pas déclaré: « pas un seul village allemand », de sorte qu'il est personnellement engagé. Cependant, il n'est pas exclu que le marché se fasse tout de même: la *Gazette de Cologne* ne clame-t-elle pas hystériquement qu'on ne peut faire la guerre pour le Luxembourg et que la Prusse n'a aucun droit sur ce pays, le Luxembourg ne devant pas être considéré comme appartenant à l'Allemagne, etc. jamais elle n'a eu une attitude aussi vile.

Bismarck n'est certes pas Faust, mais il a cependant son Wagener. C'est à mourir de rire que de voir comment ce malheureux traduit à la Wagener les faits et intentions de son maître et seigneur. Dernièrement, Bismarck a utilisé une tournure métaphorique où figurait un cheval. Voulant l'imiter cri ceci comme en tout, notre Wagener s'écrie à la fin de son discours:

---

* Marx, de son côté, estimait dans sa lettre du 2 avril 1867 à Engels: « L'affaire luxembourgeoise me semble arrangée entre Bismarck et Bonaparte. Pourtant il est possible, mais non probable, que le premier ne puisse ou ne veuille tenir sa parole. L'immixtion des Russes dans les affaires allemandes crève les yeux. En effet: 1° la Prusse a signé, avant toutes les autres puissances, la convention du Wurtemberg le 13 août; 2° l'attitude de Bismarck vis-à-vis des Polonais. (2)

2 Marx voit en Bismarck - ses intentions et ses actes - une contradiction vivante, du fait qu'il représente deux forces, certes convergentes, mais opposées: en tant que chef du gouvernement prussien, il représente toutes les limitations de la Prusse et les intérêts dynastiques bornés, le junker prussien; en tant qu'instrument des intérêts nationaux bourgeois de l'Allemagne, il représente une force progressive, œuvrant, à sa façon certes, pour les ouvriers en centralisant l'économie et la politique allemandes. Engels compare Bismarck à Napoléon III et en fait une version bonapartiste allemande, parce qu'ils représentent tous deux l'armée. Toutefois en France, l'armée nationale n'a plus que des tâches réactionnaires et impérialistes, tandis qu'en Prusse elle a encore une tâche nationale progressive à accomplir. Or, il se trouve que les deux seules institutions démocratiques qui aient fait vraiment la force de la Prusse ont été l'obligation pour tous d'aller à l'école et à l'année. De la sorte, les aspirations à l'unité nationale allemande pouvaient se manifester au travers de l'armée prussienne, dont les soldats se sentaient plus allemands que prussiens. Cf. Fr. Engels. *la Question militaire prussienne et le Parti ouvrier allemand,* in Marx-Engels, *Écrits militaires, op. cit., pp. 449-490.*

En somme, le hobereau prussien Bismarck était tout disposé à poursuivre la politique dynastique de la Prusse, à savoir brader un territoire allemand à l'étranger pour agrandir la puissance de la Prusse; mais, après 1865, les aspirations nationales allemandes devinrent si puissantes que Bismarck dut tenir compte des intérêts plus généraux de l'Allemagne.

Les Russes sont plus actifs que jamais: ils s'efforcent d'envenimer les choses entre la France et l'Allemagne (3). L'Autriche est assez paralysée par ses propres problèmes. Messieurs les Anglais ont fini leur petit jeu aux États-Unis. »

3 Marx et Engels espéraient qu'à l'instar de la révolution française, la révolution nationale allemande - ne serait-ce que pour secouer le prussianisme - affronterait le gendarme de la réaction féodale en Europe: la Russie - cf. la Brochure d'Engels sur *le Pô et le Rhin (op. cit.,* p. 429) - et non la France. Dans le premier cas, c'était l'hypothèse de l'unité allemande effectuée de manière directe, ment révolutionnaire. Dans le second cas, c'était la solution prussienne de l'unification allemande. De toute façon, le *résultat obtenu,* l'Allemagne unifiée - même partiellement - devait entrer en opposition avec la Russie, parce que, devenue bourgeoise elle brisait ses liens avec les puissances féodales à l'intérieur et à l'extérieur. De fait, Marx ne dit pas que les Russes *gâtent la soupe* entre la France et la Prusse, mais entre la France et *l'Allemagne.*

Messieurs, cessons d'enfourcher nos dadas, et *montons la noble jument pur-sang: la Germanie. À* l'époque de la Terreur, les Parisiens disaient: montez *mademoiselle* ! [1]...

MARX À ECCARIUS ET LESSNER

Instruction pour le Congrès de l'Internationale de Bruxelles en septembre 1868

Londres, le 10 septembre 1868

Chers Eccarius et Lessner,

... Les histoires de la guerre intéressent naturellement le publie au plus haut point. Des déclarations ronflantes et de grands mots ne feraient pas de mal ici. La résolution [2] qu'il faudrait adopter me semble très simple: la classe ouvrière n'est pas encore suffisamment organisée pour peser dans la balance de manière tant soit peu efficace, mais que le Congrès proteste et dénonce les fauteurs de guerre au nom de la classe ouvrière, qu'il proclame que la guerre entre la France et l'Allemagne serait une guerre civile, ruineuse pour les deux pays et l'Europe en général. Il me semble que l'on peut arriver à faire admettre à messieurs les Français et Belges la remarque selon laquelle la guerre ne peut servir que le gouvernement russe...

Si l'on aborde la question du crédit *mutuel,* etc., Eccarius devra déclarer simplement que les ouvriers d'Angleterre, de France et des États-Unis n'ont aucun intérêt à ces dogmes proudhoniens et qu'il faut traiter la question du crédit comme secondaire. [3]

---

[1] Dans cet humour féroce, Mademoiselle, c'est la guillotine.

[2] D'après les comptes rendus du Congrès de l'Internationale à Bruxelles, Eccarius manifesta un grand courage en défendant les thèses de Marx. à plusieurs reprises, il suscita l'hostilité, voire les huées. La résolution « allemande », proposée par Eccarius, fut reproduite littéralement dans les comptes rendus du Congrès et divers journaux ouvriers du continent. Dans sa lettre à Engels du 16.IX. 1868, Marx se plaint néanmoins de l'attitude d'Eccarius, sur la foi d'un article du *Times: « Nous* sommes très mécontent d'Eccarius. Mardi prochain [à la réunion du Conseil général], il y aura un violent orage qui lui fera du bien. Les points d'accusation sont les suivants: il n'est presque pas intervenu au Congrès, mais se pose par la suite comme *l'esprit dirigeant* dans le *Times...* Enfin, il y a falsifié la résolution allemande sur la guerre. Il prétend qu'une guerre européenne serait une guerre civile, alors que la résolution allemande affirme *qu'une guerre entre la France et l'Allemagne serait une guerre civile qui profiterait à la Russie.* Or, il élimine complètement ce dernier point. En revanche, il fait assumer aux Allemands et aux Anglais l'ineptie belge: faire la grève contre la guerre. »

Certaine guerres, prolongeant la révolution, sont nécessaires et progressives aux yeux du marxisme, même si leur nature est bourgeoise et nationale (dans les époques et les zones où le capitalisme est encore progressif). L'unité nationale de caractère bourgeois était encore progressive pour l'Allemagne jusqu'en 1870, Marx et Engels eussent préféré, de beaucoup, qu'elle se prolonge par une guerre contre la Russie féodale, dans certaines conditions, sous certaines formes et tant que la lutte des classes modernes n'avait pas commencé en Russie (cf. note nº 37). Au reste, comme le note Marx (p. 60), tant que la bourgeoisie n'a pas réalisé l'unité allemande, le prolétariat n'est pas assez fort pour intervenir de manière décisive. Enfin, dès 1846, Engels avait critiqué l'idée de faire la révolution ouvrière au moyen d'une grève générale, la « grève expropriatrice » des anarchistes. Ce moyen n'est pas à rejeter, pour appuyer la révolution ou s'opposer à la guerre impérialiste, il faut au contraire l'utiliser à fond dans ces moments, mais il ne suffit pas à lui tout seul.

[3] Eccarius se fit le porte-parole fidèle de Marx sur ce point, appliquant la méthode constante de Marx et d'Engels: s'appuyer sur les revendications des organisations économiques et politiques des ouvriers des pays

MARX À ENGELS

Londres, le 11 septembre 1867

Cher Fred,

... Au prochain Congrès de Bruxelles, je tordrai moi-même le cou à ces ânes de Proudhoniens. J'ai préparé toute l'affaire de Manière diplomatique et je n'ai pas voulu paraître personnellement avant que mon livre (le *Capital)* ne fût publié et que notre Internationale n'eût pris racine. Dans le rapport officiel du Conseil général (où, malgré tous leurs efforts, les bavards parisiens n'ont pu empêcher notre réélection), je ne manquerai pas de les fustiger comme il faut.

Dans l'intervalle, notre Association a fait de grands progrès. Le misérable *Star, qui* voulait nous ignorer totalement, a déclaré dans son éditorial d'hier que nous étions plus importants que le Congrès de la Paix. À Berlin, Schulze-Delitzsch n'a pu empêcher sa « société ouvrière » d'adhérer à notre Association. Ces cochons d'Anglais des trade-unions, pour qui nous avions des positions trop avancées, courent maintenant après nous. Outre le *Courrier français, la Liberté* de Girardin, *le Siècle, le Monde, La Gazette, de France,* etc. ont donné des comptes rendus de notre Congrès. *Les choses marchent* (Fr.). Et à la prochaine révolution - moins éloignée peut-être qu'on ne le croit - nous aurons (toi et moi) cette puissante organisation entre les mains. * Compare nos résultats avec ceux que Mazzini a obtenus avec ses machinations depuis trente ans! Et cela sans ressources financières! Malgré les intrigues des Proudhoniens à Paris, de Mazzini en Italie, les velléités d'Odger, de Cremer, de Potter à Londres, les obstacles de Schulze-Delitzsch et des Lassaliens en Allemagne, nous pouvons nous déclarer très satisfaits...

---

les plus avancés de l'époque (Angleterre, Amérique, Allemagne, etc.) pour répondre aux formules des mouvements socialistes de caractère petit-bourgeois, proudhonien, bakouniste, lassallien, anarchiste, qui trouvaient alors racine dans les pays peu développés (Suisse, Italie, Espagne, etc.).

* « L'Internationale a été fondée pour mettre à la place des sectes socialistes ou semi-socialistes l'organisation réelle de la classe ouvrière en vue de la lutte. Les Statuts provisoires ainsi que l'Adresse inaugurale le démontrent, au premier coup d’œil. Au demeurant, l'Internationale n'eût pu s'affirmer, si l'évolution historique n'avait pas déjà mis en pièces le phénomène des sectes. Le développement des sectes socialistes et celui du mouvement ouvrier réel se font toujours en sens inverse l'un de l'autre. Tant que les sectes se justifient (historiquement), la classe ouvrière n'est pas encore mûre pour une organisation historique indépendante. Mais, sitôt qu'elle est arrivée à maturité, toutes les sectes deviennent essentiellement réactionnaires. C'est ainsi que l'histoire de l'Internationale a reflété ce que l'histoire révèle partout: ce qui est périmé cherche constamment à se reconstituer sous une forme nouvelle pour se perpétuer.

Ainsi l'histoire de l'Internationale a été une *lutte continuelle dit Conseil général* contre les sectes et les intrigues d'amateurs, qui tentèrent toujours de s'affirmer au sein de l'Internationale elle-même, en opposition au mouvement réel de la classe ouvrière. Cette lutte a été menée dans les Congrès, mais bien davantage encore dans les tractations privées du Conseil général avec chaque section particulière.

Étant donné que les Proudhoniens (mutuellistes) avaient participé à la fondation de l'Association internationale des travailleurs, *ils* tinrent tout naturellement la barre à Paris, durant les premières années. Plus tard, des groupes collectivistes, positivistes, etc. commencèrent à se créer *en* opposition aux Proudhoniens. » (Marx à F. BoIte, 23..XI. 1871).

MARX À KUGELMANN

Londres, le 9 octobre 1866

Cher ami,

... J'avais de vives appréhensions pour le premier Congrès de l'Internationale à Genève. Son effet en France, en Angleterre et en Amérique a été inespéré. Je ne pouvais ni ne voulais m'y rendre, mais j'ai élaboré le programme des délégués londoniens. À dessein, je l'ai limité aux points susceptibles d'un accord immédiat et d'une action commune des travailleurs, afin de donner un aliment et une impulsion directe aux exigences de la lutte de classe et de l'organisation des travailleurs en classe.

Messieurs les Parisiens avaient la tête pleine de *phrases proudhoniennes* les plus creuses: ils bavardent sur la science, et ne savent rien eux-mêmes; ils dédaignent toute action *révolutionnaire,* surgissant directement de la lutte des classes, tout mouvement social centralisé, donc réalisable aussi par des moyens *politiques* (par exemple, la diminution *légale* de la journée de travail), sous *prétexte* de liberté, d'anti-gouvernementalisme ou d'individualisme anti-autoritaire. Ces messieurs qui, depuis seize ans, ont supporté et supportent tranquillement le despotisme le plus vil, prônent en fait une vulgaire économie bourgeoise, mais enjolivée d'idéalisme proudhonien.

Proudhon a fait un mal énorme. Son semblant de critique et son simulacre d'opposition aux utopistes - il n'est lui-même qu'un utopiste petit-bourgeois, alors que les utopies d'un Fourier, Owen, etc. sont l'intuition et l'expression imaginaire d'un monde nouveau - ont d'abord séduit et corrompu la jeunesse brillante (Fr.), les étudiants, puis les ouvriers, surtout parisiens qui, en qualité d'ouvriers de luxe, restent sans le savoir fortement attachés à toutes ces vieilleries [*]. Ignorants, vaniteux, arrogants, bavards, emphatiques, ils étaient sur le point de tout gâcher, car ils étaient au Congrès en un nombre qui ne correspond absolument pas à celui de leurs adhérents. Dans le rapport, je leur taperai sur les doigts, en sous-main...

---

* Dans sa lettre du 12 février 1870, Marx justifie cette opinion par des considérations de rapports de force déterminés par la maturité sociale du mouvement ouvrier: « Ce n'est pas par hasard que Proudhon a été le socialiste de l'époque impériale. J'en ai la conviction profonde: bien que la première impulsion doive partir de France, l'Allemagne est bien plus mûre pour un mouvement social et pour dépasser de loin les Français. Ceux-ci se trompent lourdement et se font de grandes illusions sur eux-mêmes, s'ils continuent à se prendre pour le « peuple élu ». »

Dans le Capital, Marx dit qu' « en France ni le système du crédit, ni la grande industrie ne s'étaient développés au point d'atteindre le niveau moderne. » (Éditions Sociales, livre troisième, vol. VII, p. 265).

Cependant, Marx et Engels ne sous-estiment pas les ,qualités intrinsèques du prolétariat français, ni la force exceptionnelle de ses traditions révolutionnaires: « L'attitude des ouvriers français est admirable. Ils sont maintenant de nouveau dans l'action, et c'est là leur élément. Dans ce domaine, ils sont maîtres. » (Engels à Marx, le 18 mai 1870).

ENGELS À MARX

Manchester, le 11 septembre 1867

Cher Maure,

... Puisque tu es en relation avec Vermorel, ne pourrais-tu atténuer les sottises qu'il écrit sur l'Allemagne? Il abuse vraiment lorsqu'il demande à Bonaparte de devenir libéral - au sens bourgeois - et d'entreprendre ensuite une guerre pour libérer l'Allemagne de la tyrannie de Bismarck. Même s'ils font une révolution, ces crapauds devront prendre des gants avec l'Allemagne. Mais comment peuvent-ils se figurer qu'il suffira d'un léger tournant libéral pour qu'ils puissent jouer de nouveau leur ancien rôle? Je tiens pour très important - surtout dans le cas d'une révolution - d'habituer ces messieurs à traiter avec nous d'égal à égal. [1] À les en croire, le bismarckisme en Allemagne est une propriété naturelle de l'Allemand, que leur intervention est appelée à faire disparaître, tandis que chez eux le bonapartisme est un pur accident, qu'un simple changement de ministère suffirait à écarter, et même à changer en son contraire...

ENGELS A MARX

Manchester, le 21 juillet 1869

Cher Maure,

... Monsieur Bonaparte semble perdre complètement l'esprit. Il fait gaffe sur gaffe. D'abord le message, avec un simulacre de concessions, puis ajournement soudain, maintenant ce ministère burlesque. [2] Il ne pouvait pas mieux s'y prendre pour faire comprendre, même au Français le plus borné, qu'il cherche à ridiculiser la France aux yeux du monde entier. C'est la meilleure méthode pour semer le désarroi parmi sa majorité, ses ministres et préfets, ses juges et officiers. Et comme tout ce beau monde ne lui est attaché que parce que le succès lui a souri et qu'il l'a grassement payé, il en sera encore plus vite lâché que ne le fut Napoléon Ier par le Sénat et le Corps législatif en 1814 et 1815. En effet, il ne faut vraiment plus grand-chose pour que ce beau monde n'ait plus aucun *respect pour* monsieur Louis.

Que devient le 18-Brumaire ? Je n'en ai absolument plus aucune *nouvelle*...

---

[1] Marx ne revendique pas l'égalité entre le prolétariat de France et celui d'Allemagne, en vertu du principe de l'autonomie des partis nationaux ou de la non immixtion dans les affaires d'un autre parti, mais en vertu d'un rapport de force et, finalement, pour compenser certaines faiblesses nationales: « Ce qui est le plus nécessaire à la classe ouvrière [allemande], c'est qu'elle cesse d'agir uniquement sous la haute permission de ses supérieurs. Une race aussi bureaucratiquement éduquée doit passer par toute une phase qui lui apprendra à se tirer d'affaire toute seule. »

[2] Lors des élections du Corps législatif (mai-juin 1869), l'opposition obtint un succès important. En juillet, 116 députés de l'opposition libérale et du centre-gauche signèrent une déclaration sur la nécessité de constituer un ministère responsable et d'élargir les droits du Corps législatif. Aux séances des 5 et 8 juillet, le député Raspail dénonça les entraves bonapartistes aux libertés électorales. Pans son message du 12 juillet, Napoléon III promit d'élargir les droits du Corps législatif et de nommer des ministres issus du parlement, mais ne répondit pas aux autres revendications. Le 13 juillet, il ajourna *sine die* les séances du Corps législatif, et renouvela la moitié des membres du gouvernement, le 17. Comme d'habitude, il fit un pas en avant, puis recula aussitôt, mécontentant tout le monde. Il fit une concession en appelant au gouvernement des personnalités, mécontentant la grande bourgeoisie et le clergé, irais n'apaisant nullement l'opposition.

MARX A KUGELMANN

Londres, le 3 mars 1869

Cher Kugelmann,

... Une évolution très intéressante se dessine en France.

Les Parisiens se remettent sérieusement à étudier leur passé révolutionnaire récent. ils se préparent ainsi à la *nouvelle entreprise révolutionnaire* qui se rapproche. Ce fut d'abord *l'Origine de l'Empire, puis* le Coup *d'État de Décembre.* Tout cela était complètement oublié, tout comme en Allemagne la réaction a réussi à *effacer complètement le souvenir* de 1848-1849.

C'est ce qui explique que les livres de Ténot sur le Coup d'État aient fait si grande sensation, à Paris comme en province. En un rien de temps, dix Éditions ont été épuisées. Puis il y eut des douzaines d'études sur *cette période*. *C'était la rage* (Fr.), une véritable spéculation pour les maisons d'édition.

Ces ouvrages émanaient de l'opposition. Ténot, par *exemple, est* un homme du *Siècle* (bien sûr, le journal bourgeois libéral, et non notre siècle). Toute la fripouille libérale et illibérale de l'opposition offi*cielle favorise* ce mouvement. La démocratie républicaine fait de même; par *exemple, Delescluze,* ancien bras droit de Ledru-Rollin, qui, à titre de patriarche républicain, rédige maintenant *le Réveil* à Paris.

Jusqu'à *ce* jour, tout *ce* qui n'est pas bonapartiste s'est grisé de ces révélations posthumes, ou plutôt de ces réminiscences.

Mais voici le *revers de* la médaille. D'abord, le gouvernement français lui-même a fait publier *les Massacres de juin 1848* du renégat Hippolyte Castille. C'est un soufflet pour les Thiers, Falloux, Marie, jules Favre, jules Simon, Pelletan, etc., bref les chefs de ce qu'on appelle en France *l'Union libérale,* ces vieux chiens infâmes, qui cherchent à escamoter les prochaines élections. [1]

Puis, ce fut le Parti socialiste, qui fit des « révélations » sur l'opposition et les démocrates républicains de vieille souche. Entre autres, Vermorel avec les *Hommes de 1848* et *l'Opposition. Vermorel est* proudhonien.

Enfin, ce furent les blanquistes, avec G. Tridon: *Gironde et Girondins.*

C'est ainsi que l'histoire fait bouillir son chaudron de sorcière.

---

[1] *L'Union libérale* représentait une coalition de républicains bourgeois, d'orléanistes et d'une fraction de légitimistes. C'est sur elle que s'appuya l'ensemble de l'opposition à l'Empire, lors des élections au Corps législatif de 1863. Lors de la campagne de 1869 les tentatives pour la réorganiser échouèrent du fait des divergences survenues entre ces diverses formations depuis 1863. Les républicains bourgeois de tendance modérée (jules Favre, Jules Simon) proposèrent en 1869 une alliance avec les monarchistes et soutinrent la candidature de l'orléaniste jules Armand Dufaure qui ne fut pas élu. L'histoire de l'opposition bourgeoise avant la chute du bonapartisme fut pitoyable; après la chute du bonapartisme, elle fut vile et lâche vis-à-vis des Prussiens aussi bien que des ouvriers.

Quand en serons-nous là en Allemagne?

Comme vous allez le voir, la police française fonctionne bien: J'avais l'intention d'aller rendre visite à ma fille, au début de la semaine prochaine à Paris. Samedi dernier, un agent de police est venu demander à Lafargue si M. Marx était déjà arrivé: il avait une commission à lui faire. Nous voilà prévenus.

Mes *meilleures salutations* à votre chère femme et au petit François.
Votre K. M.

MARX À ENGELS

Londres, le 14 novembre 1868

Cher Fred,

... Les fantômes hantent Paris: l'affaire Baudin rappelle sérieusement le mouvement des banquets sous Louis-Philippe. [1] *Seulement la* Garde nationale fait défaut, et Bugeaud (dans la *mesure où* la violence intervient) est désormais prêt dès le premier jour, alors qu'en février 1848 l'armée est intervenue le dernier jour, et à un moment où il n'y avait plus de *ministère,* c'est-à-dire lorsqu'il n'y avait aucun gou*vernement.* D'ailleurs, il ne faut pas miser sur l'édification de barricades. Abstraction faite du banni Weber-Pyat, je ne vois pas comment une révolution pourrait réussir à Paris, à moins que l'armée se détache du pouvoir et le trahisse, ou qu'elle se fractionne [*]…

---

[1] Le 3 décembre 1851, le député Baudin avait appelé les ouvriers du faubourg Saint-Antoine à l'insurrection contre le coup d'État de Napoléon III. Il tomba sur les barricades. Les républicains manifestèrent sur sa tombe. Certains journaux ouvrirent une souscription pour lui ériger un monument, mais ils furent traînés devant les tribunaux et condamnés en 1868.

Le mouvement des banquets qui exigea une réforme électorale, fut le prélude de la révolution libérale bourgeoise de Février 1848.

[*] Marx ajoute le 18 novembre 1868: « Il ressort aussi des lettres de Lafargue que la situation est très sérieuse en France. Le gouvernement souhaite forcer les gens à descendre dans la rue pour ensuite *laisser faire merveille* (Fr.) aux chassepots et canons rayés. Estimes-tu qu'une bataille de rues ait une chance quelconque de succès? Il ne semble pas que l'armée se détache du pouvoir sans qu'il y ait eu au préalable des fissures. »

ENGELS A MARX

Manchester, le 20 novembre 1868

Cher Maure,

... *Militairement parlant,* les Parisiens n'ont pas la moindre chance de succès s'ils déclenchent la révolution maintenant. On ne se débarrasse pas si facilement du bonapartisme. Rien à faire sans révolte des militaires. À mon avis, il faut au moins que la garde mobile hésite entre le peuple et l'armée pour que l'on risque un coup. Il saute aux yeux que Bonaparte *souhaite* une telle tentative, mais les révolutionnaires *seraient des* ânes s'ils réalisaient ses vœux. Il y a en outre que les fusils: 10 peuvent être rendus très facilement inutilisables (enlever l'aiguille), et 20 même s'ils tombent entre les mains des insurgés, ne valent rien tant qu'on n'a pas les munitions spécifiques que l'on ne peut fabriquer soi-même, comme cela se faisait pour les cartouches d'antan. Même pourquoi devraient-ils déclencher un moment juste maintenant? La prolongation de *cet* état de choses nuit chaque jour davantage à Bonaparte, et puis il n'y a pas de raison déterminée de déclencher les choses. Bonaparte lui-même se garde bien de fournir une raison, les révolutionnaires seuls pouvant en avoir besoin...

MARX À ENGELS

Londres, le 14 décembre 1868

Cher Fred,

Samedi soir, nous avons reçu Ténot (« Paris » et « Provinces ») et les débats du procès Baudin. Je t'envoie aujourd'hui Ténot («Paris») et Baudin. Tu auras le Ténot (« Provinces ») d'ici quelques jours. Tu pourras rapporter le tout à l'occasion, étant donné qu'à part moi personne d'autre ici ne lit ces papiers.

Dans le « Paris » de Ténot - je n'ai pas encore lu ses « Provinces» - je ne trouve pas grand-chose de neuf, hormis des détails. L'effet extraordinaire de sensation que ce livre a occasionné à Paris et même dans toute la France prouve un fait intéressant, à savoir que la génération qui a grandi sous Badinguet, [1] ne sait absolument rien de l'histoire du régime dans lequel elle vit. Tout le monde se frotte les yeux à présent, et tombe des nues. Si l'on veut comparer le petit avec le grand, ne peut-on dire qu'à notre manière la même chose s'est produite pour nous? En Allemagne, c'est maintenant une nouveauté que Lassalle n'est qu'un de nos satellites et qu'il n'a pas *découvert* la « lutte des classes ».

Je ne trouve rien de marquant dans le discours de *Gambetta,* qui fait maintenant figure de lion en France. Sa façon de faire évoque de manière frappante celle de Michel de Bourges. Cette médiocrité s'est également fait connaître au grand public grâce à un procès politique. Quelques mois avant la révolution de Février, ce Michel avait déclaré qu'il était revenu de ses illusions démocratiques, étant donné que la « démocratie » se transformait toujours en « démagogie». Naturellement, cela ne l'empêcha pas, *après* Février, de briller comme *républicain de la veille* (Fr.) et, *nolens volens*, de rendre de signalés services à Bonaparte,

[1] Surnom de Napoléon III qui s'évada de prison en 1846 sous les habits d'un maçon du nom de Badinguet.

notamment dans l'affaire de la questure [1]. Il était également plus ou moins en liaison avec le républicain Plon-Plon [*].

Je me suis littéralement délecté en suivant pas à pas les débats des républicains modérés qui siègent dans l'assemblée législative du 10e arrondissement [2]. Je ne crois pas que l'on puisse retrouver une pareille tragi-comédie dans toute l'histoire *universelle, du* moins dans une exécution aussi pure. Le Parlement de Francfort, et même celui de Stuttgart [3] n'étaient rien en comparaison. Seuls les Français savent mettre en scène des Assemblées ou des parlements croupions où ne siègent que des salauds... [4]

ENGELS À MARX

Manchester, le 11 février 1870

Cher Maure,

... C'est une bonne chose que Rochefort le bien nanti-ou *Rushforth* [**]*,* comme l'appelle Lizzie fasse maintenant un séjour en prison [5]. La petite presse marche déjà bien, mais si elle supplantait tout le reste, je ne la trouverais plus à mon goût. Toute cette espèce de gens porte encore toujours en elle ses origines du *bas-empire. Lorsque* Rochefort prêche l'harmonie entre bourgeois et ouvriers, c'est proprement divertissant. D'autre part, les chefs « sérieux » du mouvement sont vraiment trop sérieux. C'est véritablement étrange. La provision de cerveaux, dont le prolétariat a bénéficié des autres classes, semble depuis lors totalement tarie, et cela dans tous les pays. Il semble que les ouvriers doivent désormais faire de plus en plus les choses eux-mêmes.

---

[1] Service chargé d'ordonner les dépenses et de veiller au maintien de l'ordre et de la sécurité.

[*] Sobriquet du fils de Jérôme Bonaparte et cousin de Napoléon III, surnommé aussi le prince rouge, parce qu'il faisait mine de prendre des positions avancées.

[2] Le 2 décembre 1851, les députés du parti de l'Ordre de l'Assemblée nationale se réunirent dans le 10e arrondissement de Paris et adoptèrent à l'unanimité une résolution destituant Louis-Napoléon Bonaparte de la présidence et transférant tous les pouvoirs à l'Assemblée nationale. Cependant, les députés refusèrent l'appui du peuple. La tentative échoua évidemment, et les députés furent arrêtés. Eugène Ténot rapporte en détail ce fait dans son ouvrage *Paris en décembre 1851. Étude historique sur le coup d'État,* Paris, 1868, pp. 142-164.

[3] Au cours de la révolution de 1848-1849, Mani et Engels suivirent avec attention les débats du parlement de Francfort et en rendirent compte dans *la Nouvelle Gazette Rhénane (vol. 1* et II, en traduction française, aux Éditions Sociales). Lorsque les grands États de l'Allemagne de 1849 retirèrent leurs députés du parlement de Francfort et que l'administration de la ville interdit aux autres députés de l'aile gauche de continuer à siéger dans cette ville, ils allèrent s'installer à Stuttgart. L'armée les dispersa le 18 juin 1849.

[4] D'où la conclusion de Marx dans sa seconde ébauche de la *Guerre Civile en France:* «Tel était le pouvoir d'État sous sa forme dernière et la plus prostituée, dans sa suprême et vile réalité, celui-là que la classe ouvrière parisienne devait renverser, et que seule cette classe pouvait extirper de la société. Quant au parlementarisme, il avait été tué par ses propres ouailles et par l'Empire. La seule chose que la classe ouvrière avait à faire, c'était de ne pas le ressusciter. » (Éditions Sociales, 1953, p. 260 et aussi 213).

[**] Prononcé avec l'accent anglais *Rochefort* donne *Rushforth* et signifie alors: qui *fonce en avant.*

[5] Le rédacteur en chef de la *Marseillaise,* Henri Rochefort, fut arrêté le 8 février 1870, lors d'une réunion électorale dans un quartier ouvrier de Paris. Le 22 janvier 1870, il avait été condamné à six mois de prison pour son article sur l'assassinat de Victor Noir.

Que fait l'illustre Gaudissart [*] ? Je ne vois et n'entends absolument rien de lui. N'a-t-il pas repris ses affaires ?

Meilleures salutations.
Ton F. E.

MARX A ENGELS

Londres, le 18 mai 1870

Cher Fred,

... Les membres français de l'Internationale démontrent devant nos yeux au gouvernement français la différence qu'il y a entre une société politique secrète et une véritable association ouvrière. À peine a-t-il jeté en prison tous les *membres des* comités de Paris, Lyon, Rouen, Marseille, etc. (dont une partie s'est réfugiée en Suisse et en Belgique), que les journaux annoncent que des sections deux fois plus nombreuses les remplacent, en faisant les déclarations les plus insolentes et les plus provocantes (en prenant même soin d'indiquer leurs adresses privées) [1]. Le gouvernement français a enfin fait ce que nous désirions depuis si longtemps, à savoir transformer la question politique: Empire ou République, en une question de vie ou de mort pour la classe ouvrière [2] !

En somme, le plébiscite donne à l'Empire un coup fatal. Comme tant d'électeurs se sont déclarés pour l'Empire grâce à la formule constitutionnelle, Boustrapa croit pouvoir restaurer impunément l'Empire sans aucune formule, c'est-à-dire le régime de Décembre. D'après toutes les nouvelles personnelles, la société du 10 Décembre est entièrement restaurée et très active [*].

Salut. Ton K.M.

---

[*] Sobriquet pour Sigismund Borkheim.

[1] Marx met en évidence, face à la veulerie de l'opposition bourgeoise contre l'Empire, le courage des ouvriers. Mais, dit-il, « on peut difficilement compter sur le seul héroïsme révolutionnaire » (p. 53). Lors de la préparation du plébiscite, il y eut une vague d'arrestations d'ouvriers dans tout le pays, fin avril. Ils furent accusés d'appartenir à l'Internationale et d'avoir participé à un complot contre Napoléon III mis en scène par le préfet de police de Paris.

[2] Dans ces premiers textes, Marx recherche les conditions matérielles d'ordre historique, politique et économique, dans lesquelles le changement de régime politique s'imposera comme une nécessité aux ouvriers. Marx dénie d'ores et déjà à l'opposition bourgeoise ou petite-bourgeoise la capacité de renverser le bonapartisme, et l'histoire confirmera ce verdict.

[*] Dans sa lettre du 1" février 1870, Engels écrit à Marx que le bonapartisme se sentait encore assez fort, grâce à l'armée, pour passer à l'attaque contre les ouvriers: « C'est une véritable chance que rien n'ait été déclenché lors de l'enterrement de Victor Noir, malgré les efforts de G. Flourens. La terrible désillusion des bonapartistes perce dans la rage du *Pays*. Ils ne pouvaient pas souhaiter mieux que de saisir en flagrant délit toute la masse révolutionnaire de Paris, en rase campagne, à l'extérieur de Paris, et même *en dehors* des murs fortifiés, qui n'ont que de rares points de passage. Une demi-douzaine de canons placés aux portes des murs, un régiment d'infanterie en position de tirailleurs et une brigade de cavalerie pour disloquer et poursuivre les ouvriers eussent suffi pour vaincre, massacrer et capturer en une demi-heure la foule désarmée, puisqu'on ne peut compter sur les quelques revolvers que certains ont pu avoir sur eux. Qui plus est, comme on disposait de 60 000 soldats, on pouvait même les faire entrer dans les fortifications, et une fois celles-ci occupées faire charger la foule et la canonner sur le terrain libre des Champs-Élysées et de l'avenue de Neuilly. Quelle occasion bienvenue! 200 000 ouvriers sans armes eussent dû, en partant de la campagne extérieure, conquérir Paris occupé par 60 000 soldats. »

Effet de la guerre franco-prussienne

Retour à la table des matières

> « Il ne fallut pas cinq semaines pour que s'écroulât tout l'édifice impérial, si longtemps admiré par les philistins d'Europe. La révolution du 4 septembre ne fit qu'en balayer les débris, et Bismarck, qui était entré en guerre pour fonder l'Empire de la Petite-Allemagne, se trouva un beau matin fondateur de la République française [1]. » Fr. Engels, *Rôle de la violence et de l'économie dans l'instauration de l'Empire allemand moderne (op. cit., p*p. 571-572).

MARX À ENGELS

Londres, le 20 juillet 1870

Cher Fred,

Ci-inclus la lettre de Kugelmann qui t'éclairera sur les mystères politiques de la guerre actuelle [2]. Il a raison de critiquer l'appel de l'Assemblée de Brunsvick, [3] dont je t'envoie

---

1 C'est ce que dit Engels dès le 7 septembre 1870 dans sa lettre à Marx; « les Prussiens ont fait cadeau à la France d'une république, mais laquelle! » Cf. l'article de Lénine sur la difficile question de la dualité du pouvoir, in V. Lénine, la Commune de Paris, p. 22-26, article écrit entre la révolution de Février et d'Octobre 1917, soit à un moment où se réalisait la prévision de Marx selon laquelle la Commune et ses problèmes resurgiront sans cesse de nouveau jusqu'à ce que ses principes se réalisent.

2 Dans sa lettre du 18 juillet 1870, à la veille de la déclaration de la guerre par la France à la Prusse, Kugelmann estimait que la guerre avait été arrangée, comme en 1866, entre Bismarck et Napoléon III: « Le prix en serait, d'un côté, la Belgique, de l'autre, l'entrée des États méridionaux de l'Allemagne dans la Confédération du Nord, autrement dit la réalisation d'une Allemagne unie, dirigée par Guillaume *Ier* devenu Empereur de l'Allemagne, dont l'Autriche serait exclue. Dans cette hypothèse, l'Allemagne méridionale, et plus particulièrement le Wurtemberg et la Bavière, auraient représenté le champ de bataille, de sorte que ces pays eussent été ouverts à l'instauration de structures administratives et étatiques prussiennes. L'opposition susceptible de se former aurait été balayée, et on aurait préparé des Chambres dociles pour les élections ultérieures. En même temps, les énergies révolutionnaires des deux côtés du Rhin eussent trouvé un *exutoire propice* aux classes dominantes. »

Cette hypothèse n'est ni fausse ni absurde. D'une part, elle repose sur l'expérience historique, notamment pour ce qui est de Napoléon 111, expression de l'armée, qui mena tant de guerres de parodie, avec l'autorisation de l'Europe officielle, c'est-à-dire dans les limites de l'ordre établi: guerre de Crimée, guerre d'Italie, expédition du Mexique, etc. D'autre part, le plan d'une telle guerre comblait les intérêts dynastiques aussi bien du chef d'État prussien, le hobereau Bismarck, que de Napoléon III, l'aventurier et l'affairiste. Cependant Marx et Engels noteront bientôt que les apprentis sorciers sont dépassés par des forces qui débordent largement le cadre des puissances établies: pour ce qui est de Bismarck, par les forces populaires allemandes qui s'efforcent de réaliser l'unité nationale; pour ce qui est de Napoléon III, par les forces prussiennes qui balaieront son régime d'autant plus facilement qu'il manque de tout soutien d'énergies saines et progressistes en France.

3 Cette assemblée populaire avait été convoquée à l'initiative du Comité du parti ouvrier social-démocrate, le 16 juillet 1870. Kugelmann critiqua une résolution de l'assemblée formulant le vœu que le prolétariat français élimine l'Empire afin de préserver l'Europe d'une guerre, et promettant, imprudemment, que les ouvriers allemands tueraient dans l'œuf toute provocation de la part de l'Allemagne.

plusieurs copies. Ci-joint aussi *le Réveil.* Tu y trouveras la première moitié de l'acte d'accusation dressé par la haute cour de Blois. Si on les compare aux Fenians, les conspirateurs français font piètre figure et se transforment sans aucune raison en mouchards [1]. Mais, l'éditorial du vieux Delescluze y est également intéressant. Bien qu'il soit en opposition au gouvernement, il exprime le chauvinisme le plus effréné, car *la France est le seul pays de l'idée* (de l'idée qu'elle a d'elle-même!). Ces chauvins républicains enragent simplement parce que l'expression réelle de leur idole - Louis-Napoléon, le boursicoteur aux longues oreilles - ne correspond pas à l'idée qu'ils s'en font. Les Français ont besoin de recevoir une volée. Si les Prussiens gagnent, la centralisation du pouvoir d'État sera utile à la classe ouvrière allemande. Si l'Allemagne l'emporte, le centre de gravité du mouvement ouvrier européen se déplacera de France en Allemagne, et il suffit de comparer le mouvement dans les deux pays de 1866 à nos jours pour voir que, du point de vue de la théorie et de l'organisation, la classe ouvrière allemande est supérieure à la française. Son poids accru sur la scène mondiale signifiera aussi que notre théorie l'aura emporté sur celle de Proudhon, etc.

ENGELS À MARX

Manchester, le 22 juillet 1870

Cher Maure,

Bravo à Kugelmann! On voit que ses études lui ont profité. L'hypothèse qu'il envisage 23 est tout à fait dans l'esprit des acteurs, et elle explique tout. Mais si elle est effectivement juste, le moins qu'on puisse dire, c'est que les événements prennent déjà un cours qui échappe à Bismarck. Ces messieurs ont manifestement réussi à susciter en Allemagne une guerre tout à fait nationale. Les nombreux tâtonnements dans la cession de territoires allemands - du Luxembourg par exemple - par quoi L. Bonaparte, selon sa coutume, voulait commencer par habituer le public à l'imminent fait accompli, ont eu un effet tout opposé sur le Michel

---

Dans la *Première Adresse du Conseil général sur la guerre franco-allemande,* Marx cite le passage de l'appel de l'assemblée de Brunsvick s'opposant aux guerres dynastiques, mais affirmant que les Allemands sont *a forcés de subir une guerre défensive comme un mai inévitable » (op. cit., p.* 280). A la même page, Marx trace les limites de cette guerre défensive du côté allemand: « Si la classe ouvrière allemande permet à la guerre actuelle de perdre son caractère strictement défensif et de dégénérer en une guerre *contre le peuple français,* victoire ou défaite, ce sera tout autant un désastre. » Historiquement, l'unité allemande, tâche encore progressive, fut acquise le 4 septembre après Sedan, lors de la proclamation de la République française. Bismarck avoua qu'il transformait la guerre nationale progressive en guerre impérialiste, lorsqu'il déclara au Reichstag de l'Allemagne du Nord, le 16 octobre, qu'il poursuivrait la guerre contre la France jusqu'à ce que celle-ci lui cède l'Alsace-Lorraine.

Marx n'attendit pas cet aveu de Bismarck pour dénoncer le caractère nouveau pris par la guerre: fin août-début septembre, il envoya aux camarades de Brunsvick les directives pour le *Manifeste en faveur de la paix et contre l'annexion, du Comité exécutif du parti ouvrier démocrate-socialiste, lancé à tous les travailleurs allemands.* Cf. en traduction française: Marx-Engels, *Écrits militaires, op, cit., p*p. 517-523.

[1] De juillet à août 1870, 72 personnes furent jugées à Blois pour avoir préparé un attentat et un coup d'État contre Napoléon III. La Cour condamna la plupart d'entre elles à de fortes peines de prison et de bannissement. Parmi elles se trouvaient les blanquistes C. Jaclard, E. Tridon, G. Flourens, T. Ferré, etc., ainsi que F. Pyat. Cependant, 32 accusés furent relaxés, parmi eux se trouvaient de nombreux mouchards.

Les Fenians formaient une organisation secrète ayant pour but l'instauration de la république indépendante d'Irlande. En septembre 1865, de nombreux chefs furent arrêtés (T. Luby, O'Leary, J.O.'Donovan Rossa) et furent atrocement maltraités. Cependant, le gouvernement anglais ne put briser de cette façon la lutte contre sa politique coloniale en Irlande.

allemand [*]. Manifestement, cette fois il s'est mis d'accord avec lui-même sur la nécessité d'en finir une fois pour toutes avec ce genre d'escroquerie. En conséquence, pour les deux armées et le vieux borné de Guillaume, il n'est pas possible de feindre une guerre, on ira au fond (Fr.).

Les hésitations et la subite modification des opérations françaises, initialement prévues, semble-t-il, pour le milieu de cette semaine, démontrent que Louis Bonaparte comprend qu'il s'est trompé dans ses calculs. L'intervention rapide des Allemands du Sud, puis la certitude qu'il aura affaire avec le peuple allemand lui-même ont déjà fait échouer l'attaque surprise de Mayence par un bombardement et *une* pointe lancée en direction de Wurzbourg avec des forces à moitié concentrées seulement. S'il persiste à vouloir attaquer, il devra le faire avec toutes ses forces. Or, cela exige encore du temps.

L'ordre n'a été donné que le 15 ou., 16 de former les quatrièmes bataillons de régiments, dont les cadres consistent en 4 compagnies de 3 bataillons de campagne par régiment. Or, il faut d'abord les élever à 6 ou 8 compagnies et les compléter par des réservistes. Le rappel des permissionnaires a eu lieu à Paris le 19 et 20 juillet, celui des premiers réservistes le 21 et 22 juillet, celui des autres demain. Les deux premières catégories doivent d'abord arriver à leurs régiments pour que ceux-ci soient complets. En conséquence, l'ouverture de la campagne - abstraction faite d'escarmouches - est reportée au moins jusqu'au milieu de la semaine prochaine. Mais, alors, les Allemands peuvent être assez forts pour que Bonaparte juge nécessaire d'attendre la formation des quatrièmes bataillons, ce qui fait encore un délai de 8 à 15 jours. Et alors il est foutu.

Hier, un philistin allemand m'a raconté qu'il a voyagé samedi en Westphalie dans le train en compagnie d'un général prussien qui l'a pris pour un Anglais et avec lequel il a conversé en anglais. Le général dit: « Certes, il est vrai que nous avons dix jours de retard, mais si, d'ici dix jours, vous n'apprenez pas que nous avons subi une grande défaite, alors nous aurons bientôt vos sympathies. » A la question de savoir ce qu'il entendait par *sympathies,* il dit: « Comme vous le savez, les sympathies des Anglais vont au vainqueur. »

La mobilisation a commencé en Allemagne du Nord le 16, en Bavière le *17.* La réserve et l'infanterie de landwehr peuvent être prêtes d'ici huit jours, le reste sera prêt huit jours plus tard. Toute l'infanterie sera donc sur pied de guerre le 25, et tout sera prêt le 30. Or, comme les réservistes se présentent en masse sans même avoir été convoqués, l'armée de campagne sera prête avant cette date.

Sur le Rhin, il y a déjà, c'est sûr, les *7e, 8e, 11e* et 12e corps d'année. La Garde a, elle aussi, quitté Berlin - comme me le dit Borchardt, qui est venu me rendre visite - pour la Bavière afin de passer sous le commandement du kronprinz Frédéric Guillaume. Les armées de l'Est ont commencé hier à traverser Berlin. S'il attend dimanche ou lundi, Bonaparte pourra tout au plus occuper le Palatinat, mais ne pourra plus passer le Rhin, à moins d'une grosse erreur de l'adversaire. À partir de la fin de la semaine prochaine, les Allemands pourront attaquer et faire entrer en France une armée qui écrasera tout ce que Bonaparte lui opposera, même si le combat sera rude et plusieurs batailles nécessaires. Dans l'état de choses actuel, j'estime qu'un succès est impossible pour Bonaparte.

J'ai bien envie de faire chaque semaine deux articles sur la guerre pour la *Pall Mall Gazette* [1] contre un *bon* paiement comptant. J'en préparerai un premier sur l'organisation

---

[*] Michel allemand: terme péjoratif pour l'Allemand moyen, moutonnier, un peu épais et simple.

militaire à titre d'essai, il faudrait en tirer de 3 à 4 guinées, le *Guardian* m'en donnait deux autrefois. Si tu peux régler cette affaire demain, fais-le-moi savoir aussitôt. Aller au Quartier général prussien comme correspondant de guerre n'irait pas sans anicroche, dont le moindre n'est pas le policier Stieber. Quoi qu'il en soit, j'y aurais une vue moins critique.

Les coupures de journaux ci-incluses te renseigneront sur ce que nous avons fait ici. Le compte rendu du *Guardian* a été fait par nous-mêmes, et tu peux voir ce qu'en a fait un plumitif dans le *Courrier:* de quoi mourir de rire. C'est certainement la première fois que des ouvriers français ont été applaudis à tout rompre par des philistins et commerçants allemands.

Je viens d'écrire à Dupont, que je pense rencontrer ce soir.

Où veux-tu aller à la mer? Il n'y a rien sur la côte orientale, au Sud de Humber. Au Nord, il y a Scarborough qui est cher et très couru, ainsi que Bridlington Quay. Si tu te décides pour cette dernière ville, nous pourrions nous y retrouver. Je t'envoie les *40 livres* sterling dès que tu voudras.

J'aimerais que cette damnée panique cesse, car je dois vendre des actions.

J'ai encore été obligé de supporter Roesler.

L'ultime numéro du *Volksstaat* de Liebknecht ne m'est pas encore parvenu. C'est embêtant, juste en ce moment.

Meilleures salutations à Lizzie et à vous tous.
Ton F. E.

Ci-inclus je te retourne la lettre de Kugelmann.

J'ai lu que Bonaparte flirte maintenant avec la *Marseillaise,* et la noble Thérèse [Emma Valadon] la chante tous les soirs *avec sa grosse voix de sapeur* (Fr.). La *Marseillaise,* dans la bouche de Thérèse, c'est l'image directe du bonapartisme. Cela vous soulève le cœur !

MARX À ENGELS

Londres, le 28 juillet 1870

Cher Fred,

J'ai tout de suite envoyé ton article au directeur de la *Pall Mall Gazette* (F. Greenwood), en lui demandant de me le retourner aussitôt s'il ne veut pas le publier. Dans ce cas, je ne doute pas un instant que je trouverai à le caser au *Times ou Daily News.*

---

[1] De fin juillet 1870 à février 1871, Engels écrivit une soixantaine d'articles militaires sur la guerre franco-prussienne. Cf. en traduction française: *Notes d'Engels sur la guerre de 1870-1871,* avec une préface de Bracke, Éditions Costes, 1947, XXVIII-307 p.

Par le truchement d'Eccarius, le *Times* nous avait donné l'assurance qu'il publierait notre (Première) *Adresse internationale.* Mais, il n'en a rien été, sans doute à la suite d'une intervention russe. Après cela (lundi dernier), j'envoyai aussitôt l'Adresse à la *Pall* Mall en même temps que j'écrivai à son directeur pour la correspondance militaire, après avoir obtenu l'accord de son correspondant de guerre (Thieblin, actuellement au Luxembourg). Pas de réponse. *L'Adresse, elle* aussi, n'a pas été publiée. À la suite de tout cela, j'ai envoyé une lettre très sèche au directeur de la *Pall Mall,* en ne parlant que de la correspondance de guerre et en y joignant ton article. Autrement dit, je lui ai demandé carrément si oui ou non?

Le Conseil général a décidé, mardi dernier, de tirer *l'Adresse* à 1000 exemplaires. J'en attends aujourd'hui les épreuves.

Le chant de la *Marseillaise* en France n'est qu'une parodie, comme tout le Second Empire. Mais, du moins, l'animal [*] sent-il à présent qu'il ne réussira pas son coup avec sa rengaine « Partons pour la Syrie! » [1] En revanche, de tels trucs ne sont pas nécessaires en Prusse: la Marseillaise allemande, c'est « Jésus, ma foi et mon salut », chanté par Guillaume 1er, ayant Bismarck à sa droite, et Stieber le policier à sa gauche. Tout comme en 1812, etc., le philistin allemand semble littéralement séduit et ravi: ne peut-il pas donner libre cours, sans retenue aucune, à sa servilité innée. Qui aurait pu penser que, 22 ans après 1848, une guerre nationale aurait une *telle* expression théorique en Allemagne !

Heureusement, toutes ces manifestations partent de la classe moyenne. La classe ouvrière - à l'exception des partisans les plus immédiats de Schweitzer - n'y participe aucunement. Heureusement, la *guerre des classes* dans les deux pays - France et Allemagne - est assez développée pour qu'aucune guerre *extérieure* ne puisse faire tourner sérieusement en arrière la roue de l'histoire.

En faisant publier (par le *Times)* l'affaire de la convention (sur la Belgique), Bismarck s'est surpassé [2]. La gent respectable de Londres elle-même n'ose plus parler maintenant de l'honnêteté de la Prusse: Macaire et Ciel Au reste, je me souviens d'avoir lu, peu avant 1866, que le journal du digne Brass *[Norddeutsche Allgemeine Zeitung]* dénonçait la Belgique comme un « nid de jacobins» et recommandait son annexion à la France. Enfin, l'indignation morale de John Bull n'est pas moins comique. le droit des traités! Au diable! depuis que Palmerston a élevé à la hauteur d'une maxime de l'État anglais le fait que signer une convention n'était pas du tout s'engager à respecter sa signature, et que l'Angleterre a toujours agi de la sorte depuis 1830 ! De tous côtés, il n'y a que guerres et ignominies!

La *Kreuz-Zeitung* en a de bonnes: demander à l'Angleterre de ne plus fournir de charbon à la France, autrement dit: dénoncer l'accord commercial franco-anglais de 1860, voire déclarer la guerre aux Français. De fait, à l'époque, l'opposition anglaise fit valoir avec force à Palmerston que le charbon pouvait être une marchandise de-guerre, mais il se débarrassa

---

[*] Napoléon III.

[1] Chant militaire français. Pendant la Restauration, les bonapartistes l'utilisaient comme signe de ralliement. Au cours du second Empire, ce fut le chant officiel lors de toutes les fêtes de Napoléon III.

[2] Le 25 juillet 1870, le *Times* publia le projet d'une convention secrète, présentée par la France à la Prusse en 1866. Il prévoyait que la Prusse reconnaîtrait l'annexion de la Belgique et du Luxembourg par la France et soutiendrait la France dans cette affaire en cas de conflit avec d'autres puissances européennes. En contrepartie, la France s'engageait à rester neutre dans la guerre austro-prussienne de 1866. Manifestement, Bismarck avait préparé la publication de cette convention dans le *Times,* pour monter l'opinion publique belge et anglaise contre la France, afin d'entraîner l'Angleterre dans la guerre contre la France, ou du moins s'assurer sa neutralité bienveillante.

d'elle au moyen de quelques mauvaises plaisanteries. Ce point n'a donc pas été négligé, lors de la conclusion de l'accord. Urquhart l'attaqua avec violence pendant les négociations. Bref, si l'Angleterre ne déclare pas *de prime abord* (Fr.) la guerre à la France, elle est obligée de lui fournir le charbon. Toutefois, s'il y avait une telle déclaration de guerre, les choses pourraient s'envenimer gravement entre les pouvoirs établis et le prolétariat de Londres. L'état d'esprit des ouvriers est décidément hostile ici à une semblable action d'éclat de l'État. [*]

J'ai eu finalement une lettre, ci-incluse, des Russes de Genève. Renvoie-la-moi rapidement, mettons lundi prochain, car je dois y répondre.

En parcourant la lettre ci-jointe de E. Oswald - Urquhartite, mais relativement rationalisé à la manière continentale - tu verras que l'on veut également agir du côté démocratique. [1] Je lui ai répondu que j'avais déjà signé *l'Adresse* de l'Internationale, *qui - pour autant* qu'elle est purement politique - développe en substance le même point de vue. Il insiste dans ses lettres d'hier et d'aujourd'hui pour que je me rende au meeting tenu à son domicile (il habite tout près de chez moi). Il m'envoie aussi un passage d'une lettre de L. Blanc. Mais, pour l'heure, cela m'est impossible. Qui peut me garantir que là où se trouve Louis Blanc il n'y ait pas aussi Karl Blind?

Je vais tout de suite chez Smith pour trouver à te loger.

Salut. Ton K. M.

---

[*] À ce sujet, Marx écrit à Engels, le 1er août 1870: « L'oligarchie anglaise souhaite que l'Angleterre entre en guerre aux côtés de la Prusse. Après avoir rampé pendant 18 ans aux pieds de Bonaparte en l'utilisant au maximum pour la sauvegarde de ses rentes et profits, elle pense maintenant trouver dans la Prusse monarchique, solide et tremblant devant Dieu, un gendarme plus respectable et plus fidèle sur le continent. Mais qu'elle prenne garde! Dans le peuple circule déjà le mot d'ordre: cette sacrée dynastie allemande qui règne ici veut nous entraîner dans une guerre sur le continent.

Ci-inclus le *Figaro,* dont Dupont m'a donné un numéro caractéristique. C'est un journal *anglais,* fondé par l'ambassade française.

Pour sa part, Bismarck a acheté toute une partie de la presse anglaise, entre autres *Lloyds* et *Reynolds's.* Ce dernier journal, dans son numéro d'hier, réclame le démembrement de la France: ce cochon ne ménage pas les transitions; après avoir injurié sans cesse les Allemands et chanté les louanges des Français, voilà qu'il se transforme subitement en une espèce de Blind (2). En ce qui concerne ce dernier, il espère se faire élire au prochain Reichstag, en se joignant au chœur des patriotes et en sacrifiant « provisoirement » son esprit républicain sur l'autel de la patrie. »

[1] E. Oswald, à la tête d'un groupe d'émigrés allemands et français, prépara un Appel contre la guerre franco-prussienne, et le soumit à Marx, le 18 juillet. Marx était soucieux d'éviter que Bismarck ne tire profit de cet Appel rédigé par des démocrates fumeux et bien intentionnés. De fait, Blind se prêta à cette manœuvre.

2 Marx reproche à cette fraction de la presse anglaise, libérale et démocratique, de défendre subitement les intérêts de Bismarck, comme le fit Blind, ancien insurgé de 1848-1849, chef de l'émigration libérale allemande en Angleterre, puis national-libéral en 1869.

ENGELS À MARX

Manchester, le 31 juillet 1870

Cher Maure,

Tu trouveras ci-inclus le plan *de campagne prussien* [1]. Je te prie de prendre tout de suite un fiacre pour l'apporter à la Pall Mall, afin qu'il puisse *paraître lundi soir. Il* procurera une très grande réputation à là Pall Mall et à moi. Mardi, les opérations seront peut-être si avancées que n'importe quel âne y verra clair. J'ignore si mon second article a été publié samedi, étant donné que la Pall *Mall* n'est pas arrivée aujourd'hui dans les clubs. Le présent état de choses montre qu'il n'est vraiment pas facile de deviner quel est le plan de la campagne. Ce qui fut décisif pour moi, ce fut la nouvelle qu'un cousin de Gumpert - commandant une compagnie du 77e régiment qui forme l'avant-garde du VIIe corps d'armée - a quitté Aix-la-Chapelle le 27 juillet pour Trèves. Dès lors tout est devenu clair pour moi.

Par ailleurs, il est nécessaire que tu conviennes avec Greenwood que je lui envoie directement les articles, afin qu'ils puissent paraître *le jour même.* Toute perte de temps est désormais fatale à ce genre d'article. Je pense t'envoyer en moyenne deux articles par semaine, dans des cas urgents davantage, dans des périodes d'accalmie moins, voire un seul. Dans l'intervalle, peut-être de brèves informations, utilisables à l'occasion.

Certes, nous sommes de plus en plus blâmables de faire la guerre sous les ordres de Guillaume. Cependant, il est utile qu'il se rende aussi complètement ridicule avec sa mission divine et son policier Stieber, sans lequel l'unité allemande ne verrait pas la lumière, Le journal conservateur *Courrier* a publié samedi *l'Adresse* de l'Internationale; à un moment différent, d'autres journaux l'eussent imité, mais c'était le jour des annonces du samedi. *L'Adresse* apprendra à toutes les classes du peuple que les ouvriers ont dorénavant, eux aussi, *leur propre politique étrangère.* Elle est excellente, et le *Times l'a* sans doute refusée *uniquement sous* la pression des Russes. Les gouvernements tout comme la bourgeoisie, seront bien étonnés, lorsque, après la guerre, les ouvriers reprendront tranquillement leur action interrompue, comme si rien ne s'était passé.

Je mise chaque jour davantage sur les chances militaires des Allemands. Nous avons vraiment remporté le premier engagement sérieux. Les Français ne semblent pas du tout savoir quelle arme représentent les fusils se chargeant par la culasse.

Le Jeu prévu par Moltke est osé. D'après mes calculs, il n'aura pas achevé de concentrer ses troupes avant mardi ou mercredi. D'Aix-la-Chapelle à la frontière, il y a environ vingt mille allemands, soit 4 à 5 *grandes* marches, pénibles par ces chaleurs. Il sera donc difficile au VIIe corps de se trouver au complet sur la Sarre avant demain. Or, c'est aujourd'hui peut-être déjà la bataille décisive. Quoi qu'il en soit, tout est si strictement combiné que 24 heures de plus ou de moins ont une importance extraordinaire. La véritable bataille se déroulera sans doute sur la Sarre, entre Merzig et Sarrebruck. [2]

---

[1] Cf. *Notes sur la Guerre,* d'Engels, article III, cf. Éd. Costes, pp. 14-20.

[2] L'une des premières batailles eut effectivement lieu près de Forbach: le lie corps d'armée sous Frossard y fut vaincu, près de Spickeren, le 6 août.

C'est une bonne chose que les Français aient fait la première attaque en territoire allemand. Si les Allemands attaquent l'adversaire après avoir repoussé l'invasion, cela ne fera pas le même effet en France que s'ils pénètrent en France sans avoir été eux-mêmes envahis au préalable. Cela donnera, du côté français, un aspect plus bonapartiste à la guerre.

Le succès final des Allemands ne fait absolument aucun doute pour moi: le plan de Moltke trahit qu'il a la *certitude absolue* d'entrer en scène avec une supériorité écrasante dès la première bataille. Nous saurons sans doute mardi soir déjà si ses calculs sont justes. Moltke fait trop ses plans, sans tenir compte des interventions de Guillaume.

Plus le philistin allemand se prosternera devant son Guillaume, qui, lui, se confie à Dieu et rampe devant le Très-Haut, plus il sera effronté vis-à-vis de la France. Le vieux vacarme fait autour de l'Alsace et de la Lorraine a déjà repris avec vigueur, et nous trouvons en tête la *Gazette d'Augsbourg.* Mais les paysans lorrains sauront faire sentir aux Prussiens que les choses ne vont pas aussi simplement.

Pour ce qui est du traité, tu as tout à fait raison. Les gens ne sont pas aussi bêtes que Bismarck se le figure. L'affaire a du bon en ce sens qu'elle fera apparaître au grand jour toute cette salade, et qu'alors c'en est fini des combinaisons entre Bismarck et Bonaparte. 23

Dans toute l'affaire de la neutralité, y compris le charbon, les Allemands ont un comportement puéril, comme tout au long de leur histoire. De tels problèmes ne se sont jamais encore posés à *ce* peuple. Qui les aurait jamais soulevés?

Je te renvoie la lettre des Russes. Un Russe reste un Russe. Quelle affaire: six Russes se chamaillent entre eux, comme si le sort du monde en dépendait. Et l'on n'y trouve toujours pas d'accusations contre Bakounine, mais seulement des pleurnicheries sur les dissensions en Suisse. De toute façon, nos partisans semblent être honnêtes, pour autant qu'un Russe peut l'être; pour ma part, je serais prudent avec eux. Pour l'heure, c'est une bonne chose d'être au courant de tous les ragots: cela ne fait-il pas partie de la diplomatie du prolétariat?

C'est à cause de la poste que le Volksstaat me parvient très irrégulièrement. Le numéro du 23 portait la date du 19 sur le tampon de la poste: voilà comment ces gaillards trafiquent le courrier. De nombreux numéros n'arrivent pas du tout. Dans ses deux derniers numéros, Wilhelm Liebknecht ne s'est pas montré trop actif dans la bêtise: il s'est retiré derrière le mot d'ordre de la fraternisation des ouvriers allemands et français.

Schorlemmer a deux frères dans la division de Hesse, des sous-officiers en service d'un an.

Je n'ai aucune nouvelle de Smith. Je te remercie bien pour ce que tu as fait. Si je n'ai pas de nouvelles cette semaine, j'écrirai à Smith sur un ton plus rude. Quelle mouche a piqué ce propriétaire d'aller faire une enquête sur moi jusqu'à Manchester! S'il en avait chargé son banquier, il aurait eu toutes les informations en trois jours. Il doit se prendre pour un homme d'affaires, l'animal!

Meilleures salutations à vous tous. Le genou de Lizzie va un peu mieux.

Ton F. E.

ENGELS À MARX

Manchester, le 3 août 1870

Cher Maure,

Ci-inclus: W/286.721, Manchester, 20 juin 1869: 20 £; W/277.454, Manchester, 23 janvier 1869: 20 £ et S/11 13.062, Liverpool, 17 mai 1869: 5 £ à titre de souscription de Moore à l'Internationale. Tu recevras la mienne au début de septembre, car je manque plutôt d'argent liquide en ce moment, et j'attends des rentrées d'argent. Je devrai vendre des actions, car j'ai des dépenses à faire. Qu'en penses-tu? Dois-je attendre encore un peu, ou faut-il m'exécuter? Je peux encore vendre sans perte.

Je me réjouis de ce que les Français aient attaqué et occupé Sarrebruck (qui n'était tenue que par un bataillon, quatre escadrons et sans doute un peu d'artillerie). D'abord pour des raisons morales. Ensuite, parce que, dans la première bataille, les Allemands se battront en position défensive, et la défensive est fortement renforcée par les fusils se chargeant par la culasse. Comme, selon mes calculs, les Allemands se trouvent en formation stratégique dès hier soir, je pense que la bataille -dont les premiers engagements locaux commencent probablement aujourd'hui - se déclenchera sans doute demain sur la ligne Ottweiler-Neunkirchen-Hombourg: l'armée de Frédéric-Charles et celle du kronprinz tiendront la ligne frontale, et Steinmetz attaquera le flanc (gauche) des Français. Ou l'inverse.

C'est idiot que Greenwood n'ait publié l'article qu'hier soir, alors qu'une série de confirmations était déjà arrivée. En outre, il a bêtement modifié la terminologie employée, révélant qu'il n'avait pas la moindre idée du jargon militaire. Cependant, l'article a déjà produit son effet. Le Times a publié aujourd'hui un éditorial démarquant tout à fait mes deux articles 2 et 3. J'envoie une déclaration à Greewood à ce propos. [1]

Tu aurais dû recevoir l'argent dès hier, mais ta lettre ne m'est arrivée que par le second courrier, et je ne l'ai eue que vers 4 heures.

Ton affaire avec Blind est assez amusante. Ton Oswald est-il l'un de ceux que j'ai connu en Bade en 1849 ? Il y en avait trois de ce nom.

Il subsiste toujours un certain risque que les Français ne tombent sur les Allemands alors qu'ils sont encore engagés dans les mouvements d'alignement. Si le noble Bonaparte avait livré bataille vendredi, *peut-être serait-il* encore arrivé jusqu'au Rhin. Mais mardi l'alignement devrait être achevé. La meilleure chance d'offensive lui a échappé par sa propre faute, autrement dit par celle du bas *empire,* de la gabegie dans l'intendance militaire, qui lui a fait perdre cinq jours et l'a probablement obligé à se présenter aujourd'hui avec une armée qui n'est pas encore tout à fait prête.

Si, contre toute attente, les Allemands devaient perdre cette première bataille, d'ici 4 semaines ils pourraient de nouveau être plus forts qu'aujourd'hui: la ligne du Rhin protège les Allemands d'une défaite *complète,* mais aucun obstacle ne protège les Français,

---

[1] Cette déclaration n'a pu être retrouvée.

Accuse réception dès que tu auras touché l'argent; il arrive que des lettres recommandées se perdent. Meilleures salutations à vous tous.

Ton F. E.

MARX À ENGELS

Londres, le 3 août 1870

Cher Fred,

A l'instant - 7 heures du soir - le pauvre Oswald m'a quitté; bien que l'heure de la poste soit passée, je te raconte la chose maintenant, car je risque fort d'être empêché de le faire demain.

Celui qui a accompagné Blind est le prof. Goldstucker, un libéral national de toujours. Les choses s'envenimèrent bientôt. L'ex-étudiant Blind alla jusqu'à mentir: le Dr Jacoby serait de son côté (cela dit pour les Français de l'assistance). Lorsque ceux-ci s'en allèrent, il laissa entendre, non pas ouvertement, mais par insinuations, qu'Oswald était « vendu» à Bonaparte.

Cela fit sortir de ses gongs le pauvre Oswald, qui vint me voir. *Je* devais signer, pour le soutenir. Autrement sa position à Londres se trouverait gravement compromise. Il portait sur lui *l'Adresse* imprimée (sur épreuves). D'abord, je lui ai répété tout ce que je lui avais déjà dit. Ensuite, je lus le papier -faible et verbeux - qui, par courtoisie vis-à-vis de ses amis français, ne parlait même pas du caractère défensif de la guerre du côté de *l'Allemagne* (je ne dis même pas: de la *Prusse).*

Je lui proposai de laisser tomber toute cette affaire, puisque de toute façon son effet ne sera pas « si considérable », puisque la *classe ouvrière* seule constitue une véritable force active de résistance contre les duperies nationales, ainsi que je le lui avais déjà expliqué en réponse à sa lettre.

Il rétorqua d'abord qu'un certain nombre de Français avaient déjà *signé* et Louis Blanc a déclaré qu'il voulait y adhérer (par quoi il entendait qu'il n'avait pas participé à la rédaction de *l'Adresse).* Ensuite, que s'il ne la publiait pas, Blind écrirait à tous les journaux allemands qu'il avait réussi à empêcher la publication de cette adresse de caractère hautement antinational et défaitiste. Bref, il valait mieux la publier.

Le second argument est juste. Je dois avouer que le pauvre garçon me faisait de la peine. Je lui posais donc l'ultimatum suivant:

Je voulais bien adhérer (à la manière de Louis Blanc) à deux conditions:

1° que l'on accompagne ma signature de la remarque suivante: « J'adhère à la présente adresse pour autant que ses grandes lignes coïncident avec celles du manifeste lancé par le Conseil général de l'Association Internationale des travailleurs ».

2° que l'on y insère - même sous une forme modeste et diplomatique - l'affirmation selon laquelle la guerre a un caractère défensif du côté allemand.

Il accepta ces conditions. Demain vers 5 h., il y a une nouvelle réunion chez lui, et j'y assisterai.

Il demanda encore: Est-ce qu'Engels ne signerait pas, *avec les mêmes réserves?*

Je lui répondis qu'il s'agissait d'une Adresse lon*donienne.* Je signe sous condition, par pure courtoisie à son égard et tout à fait contre mon esprit critique. Je ne vois absolument pas pourquoi tu te compromettrais de surcroît, parce que Oswald a eu le tort de vouloir mêler à cette affaire l'ex-étudiant Blind. *Les* choses en sont restées là.

Au reste, dans une lettre toute récente, j'avais signalé à Oswald une autre manœuvre de Blind. En effet, j'avais lu dans *Rappel,* une correspondance (par exception, intelligente) de Francfort, dans laquelle l'auteur se révèle trop anti-chauviniste pour être un Français. Toutefois, il observe *contre* les Allemands: la *Gazette de Francfort* a publié une correspondance de Londres, selon laquelle « les républicains français ont invité *tous les* républicains allemands connus afin d'élever une protestation commune *contre cette guerre napoléonienne,* mais que les républicains allemands ont refusé parce que la guerre est défensive du côté allemand. » Il s'agit d'une manœuvre de l'ex-étudiant, qui écrit toujours sur et pour K. Blind et ses exploits. [1]

L'administration de la Pall Mall m'a envoyé hier un chèque de 2 guinées et demi pour le premier article (de juillet) sur la guerre, en faisant observer que ses correspondants sont toujours payés à la fin du mois. *La* branche la *plus* jeune de la famille Marx, consistant en la féroce fille et l'illustre Williams, [2] a aussitôt déclaré qu' « elle se saisirait de ce premier butin de guerre qui lui revient tout naturellement ». Si tu veux protester, il faut le faire de manière énergique auprès de ces « puissances neutres ». Ci-joint une coupure de la *Pall Mall,* qui proteste contre les plagiats du *Times. Si* la guerre dure un certain temps, tu seras reconnu comme la *première autorité militaire de Londres.*

En dépit de tous ses côtés négatifs, la Pall *Mall* a deux avantages:

1° C'est le seul journal respectable qui fasse une certaine *opposition contre la Russie.*

---

[1] Dans sa lettre du 2 août à Oswald, Marx cite un passage du *Rappel,* journal de tendance républicaine de gauche, fondé par Victor Hugo et Rochefort en 1869: « Extrait d'une correspondance de Francfort-sur-le-Main, 27 juillet: la ville est pleine de gens stipendiés pour maintenir l'esprit belliqueux et gallophobe [sic]. Une lettre de Londres adressée à la « Gazette de Francfort » contient entre autres choses un aveu très intéressant. Des Français de Londres ayant eu l'intention de lancer une proclamation contraire à cette guerre *napoléonienne,* avaient convoqué à cet effet les principaux républicains allemands résidant à Londres également. Les Allemands auraient refusé de se joindre à leur protestation, en déclarant que la guerre était une lutte *défensive* du côté de l'Allemagne. » Et Marx d'ajouter que Blind était l'auteur de ce faux, qui servait manifestement les intérêts de Bismarck. Par ailleurs, celui-ci s'était assuré le concours de J. B. von Schweitzer, directeur du *Social-Demokrat* et membre influent de l'Association ouvrière générale d'Allemagne, pour lancer un Manifeste déclarant que la Prusse ne faisait pas la guerre au peuple français, mais uniquement au régime bonapartiste.

[2] Jenny, la fille de Marx, écrivit, sous le pseudonyme de Williams, huit articles sur la question irlandaise dans la *Marseillaise,* de février à avril 1870.

2º Comme journal des *gentlemen* par excellence, il donne le ton dans tous les clubs, et surtout dans les clubs militaires.

3º C'est la seule feuille non vénale de Londres.

À propos: achète le dernier *London Illustrated News,* simplement pour le portrait du filou Brunnow: sa face incarne la diplomatie russe.

Soit dit en passant : Disraëli en vient à invoquer la ridicule garantie de la Saxe prussienne au bénéfice de la Prusse en vertu de l'alliance anglo-russe (il oublie seulement que l'autonomie de la *Pologne* était la condition de cette garantie de la part de l'Angleterre). Ce n'est toutefois qu'un ballon d'essai. Mais, effectivement, c'est aussi le plan de Gladstone: *l'alliance anglo-russe.* Les membres anglais de l'Internationale doivent intervenir énergiquement sur ce point. J'enverrai à ce sujet une lettre au Conseil pour la réunion de mardi prochain.

Salut.
Ton K. M.

ENGELS À MARX

Manchester, le 5 août 1870

Cher Maure,

En toute hâte. La provision est honnêtement méritée.

Que dis-tu de nos soldats, qui s'emparent à la baïonnette d'une position fortifiée contre mitrailleuses et fusils à chargement par la culasse. Des braves! Je te parie que demain Bonaparte fabriquera une victoire pour faire oublier l'événement.

Si cela peut t'arranger et si le temps le permet encore, tu peux mettre mon nom sous *l'Adresse* d'Oswald, avec les mêmes réserves.

Greenwood m'écrit aujourd'hui très courtoisement. Je peux lui envoyer autant d'articles que je veux. C'est ce qui lui arrivera.

Meilleures salutations.
Ton F. E.

Demain ou dimanche, c'est la bataille principale; maintenant tout près de la frontière de Lorraine, probablement. [1]

---

[1] L'une des premières batailles eut effectivement lieu près de Forbach: le lie corps d'armée sous Frossard y fut vaincu, près de Spickeren, le 6 août.

MARX À ENGELS

Londres, le 8 août 1870

Cher Fred,

Ayant été retenu par les affaires de l'Internationale, je ne partirai que demain, mais non pour Brighton mais Ramsgate, car, selon des informations que je viens de recevoir, il fait trop chaud dans la première de ces deux villes, sans parler de ce qu'Arnold Winkelried Ruge hante les lieux.

L'Empire, c'est-à-dire l'Empire allemand, est réalisé. D'une façon ou d'une autre, ni par la voie que nous avions voulue, ni de la manière que nous avions imaginée. Il semble que les manigances du second Empire aient abouti finalement à réaliser les buts « nationaux » de 1848, en Hongrie, Italie et Allemagne ! [1] J'imagine que ce mouvement ne trouvera son terme qu'au moment où un *conflit éclatera entre les Prussiens et les Russes*. [2] Les journaux du parti moscovite (j'en ai vu divers exemplaires chez Borkheim) s'en sont pris au gouvernement russe pour son attitude amicale à l'égard de la Prusse avec la même violence qu'en 1866 la presse française a attaqué Bonaparte, dans le sens de Thiers, à cause de son flirt avec la Prusse. Seuls le tsar Alexandre II, le parti germano-russe et l'officiel *journal de Saint-Pétersbourg* sonnèrent la charge contre la France, mais ils ne s'attendaient pas à un succès germano-prussien aussi décisif. Comme Bonaparte en 1866, ils croyaient que les puissances belligérantes s'affaibliraient mutuellement au cours d'une longue lutte, de sorte que la sainte Russie pourrait intervenir souverainement, comme arbitre suprême.

Mais voilà! Si Alexandre ne souhaite pas être empoisonné, il doit faire quelque chose pour calmer le parti national. Le prestige de la Russie est manifestement plus « atteint » par un Empire germano-prussien, que le prestige du second Empire ne le fut par la Confédération de l'Allemagne du Nord. [3]

La Russie manigancera donc avec la Prusse pour obtenir des concessions du côté turc, exactement comme Bonaparte l'a fait, de 1866 à 1870, et tous ces marchandages *finiront par une guerre* entre les trafiqueurs, malgré la religion russe des Hohenzollern. L'Allemand moyen - si bête soit-il et si gonflé soit-il par le sentiment national tout récent - ne pourra pas facilement se laisser pressurer *au service de la Russie,* dès lors qu'il ne subsiste plus la

---

[1] Dans la préface polonaise de 1892 au *Manifeste communiste,* Engels écrivait: « La révolution de 1848 qui, en fin de compte, fit exécuter la tâche de la bourgeoisie par des combattants prolétariens sous l'enseigne du prolétariat, instaura aussi par ses *exécuteurs testamentaires* - Louis Bonaparte et Bismarck - l'indépendance de l'Italie, de l'Allemagne et de la Hongrie. Cependant, la Pologne qui, depuis 1792, avait plus fait pour la révolution que toutes ces trois nations réunies, fut abandonnée à elle-même, lorsqu'elle succomba en 1863 sous l'assaut des Russes dix fois plus nombreux que les insurgés Polonais. »

[2] Au moment où l'Empire s'écroula, Marx estima un instant que les Russes, ne pouvant tolérer l'unification de l'Allemagne, entreraient en conflit avec Bismarck, instrument de cette unification: « Ce que ces ânes de Prussiens ne voient pas, c'est que l'actuelle guerre mène aussi nécessairement à une guerre entre l'Allemagne et la Russie que la guerre de 1866 a mené à la guerre entre la Prusse et la France. C'est le *meilleur résultat* que j'en *escompte* pour l'Allemagne. Le « prussianisme » spécifique n'a jamais existé et ne pourra jamais exister autrement que par l'alliance et l'assujettissement russes. De même, cette guerre nº 2 sera l'accoucheuse de l'inévitable révolution sociale en Russie. » (Marx à Sorge, l.IX.1870). Cf. aussi la lettre de Marx à Engels, du 2.IX.1870 dans laquelle Marx rectifie son jugement, la Russie n'étant pas prête à cette guerre.

[3] L'analyse de la situation intérieure de la Russie confirme Marx dans son hypothèse que la Russie allait changer de politique en Allemagne, sitôt que ce pays serait unifié.

moindre raison, voire le moindre prétexte pour le faire, et ce d'autant qu'on ne peut plus désormais lui faire accroire qu'il doit tolérer n'importe quoi pour obtenir l'unité allemande. Qui *vivra verra! Si* notre beau Guillaume vit encore quelque temps, nous pouvons nous attendre à ce qu'il fasse sa proclamation aux Polonais. [1] Comme le dit le vieux Carlyle, lorsque Dieu veut faire quelque chose de particulièrement grand, il choisit toujours les hommes les plus bêtes.

Mais, c'est la situation de la France elle-même qui me donne les plus vives inquiétudes en ce moment. La prochaine grande bataille ne pourra pas ne pas s'achever autrement que par une défaite française. Et alors? Si l'armée battue se retire sur Paris sous la direction de Bonaparte, ce sera la paix la plus humiliante pour la France, et peut-être la restauration des Orléans. Si une révolution éclatait à Paris, on peut se demander si elle aurait les moyens et les chefs pour opposer une résistance sérieuse aux Prussien? On ne peut se dissimuler que les vingt années de farce bonapartiste ont créé une démoralisation profonde. On peut difficilement compter sur le seul héroïsme révolutionnaire. Qu'en penses-tu?

Je ne comprends rien à l'aspect militaire, mais il me semble que rarement une campagne ait été menée avec autant de laisser-aller, de gabegie et de médiocrité que celle de Badinguet. En outre, quel beau spectacle que l'inauguration mélodramatique de la Porte Saint-Martin du bas Empire, le père se tenant avec son fils derrière un canon; quelle infamie, si l'on relie cette « oeuvre sublime » au bombardement de Sarrebruck! C'est tout à fait caractéristique.

Au conseil de guerre improvisé à Metz, Mac-Mahon insista pour que l'on mène des opérations rapides, mais Lebœuf fut d'un avis contraire.

A propos: une lettre de Vienne (du cousin d'Eccarius, âgé de 72 ans), nous apprend que *Bismarck* s'est rendu en cachette dans cette ville.

Tout à fait dans le même esprit de bas Empire, cette guerre, son intendance et sa diplomatie s'effectuent suivant la formule: s'escroquer et se mentir mutuellement, si bien qu'en France tout le monde - du ministre au citoyen, du maréchal au simple soldat, de l'Empereur à son cireur de bottes - est profondément consterné sitôt que le feu du canon lui apprend le véritable état de choses.

Mr John Stuart Mill a fait de grands éloges de notre *Adresse.* En général, elle a eu un grand effet à Londres. Entre autres, dans une lettre, la philistine *Société de la Paix* de Cobden a offert de la diffuser.

---

[1] Marx estimait que le terrain où l'Allemagne se heurterait concrètement à la Russie serait la Pologne que se partageaient la Russie, l'Autriche et la Prusse, l'Allemagne *véritablement unifiée* n'ayant plus de raison de s'annexer la Pologne, contrairement à la Prusse.

Toutefois, Marx avait en vue une solution plus optimiste: « Si les Allemands concluent une paix honorable avec la France, cette guerre aura délivré l'Europe de la dictature moscovite, permettra à l'Allemagne d'absorber la Prusse, et à l'Europe occidentale de se développer librement, elle hâtera enfin l'avènement de la révolution sociale en Russie - qui n'attend qu'une impulsion du dehors - et, de la sorte, cette guerre servirait même au *peuple* russe », Cf. Marx-Engels, *Écrits militaires, p.* 521, lettre au Comité *de* Brunsvick, fin août-début septembre.

La pratique des bourgeois est toujours en dessous de ce que, *en théorie,* le marxisme leur concède, et c'est normal. La phase de systématisation nationale bourgeoise resta non seulement limitée en 1871 à l'Europe occidentale, mais elle y laissa subsister quantité de problèmes irrésolus, sources de graves conflits ultérieurs, qui ralentiront le cours de l'histoire et prolongeront donc le règne de la bourgeoisie.

À propos de *l'Adresse d'Oswald,* je me suis prévalu de ton autorisation; en fait, il me déplaisait d'y figurer sans « toi ». Naturellement, tirée ainsi en longueur, *l'Adresse* devient encore plus bête. Mais, cela nous est égal, puisque nous n'y souscrivons que pour les idées générales, etc. et que dans la mesure où, etc. Malgré le ridicule, il n'est pas possible de nous retirer maintenant, car Louis Blanc et Cie croirait que nous le faisons à cause des victoires prussiennes.

À propos: il y a huit jours, le vieux Ruge a écrit à Oswald qu'il ne pouvait pas signer. Pourquoi? Farce qu' « il est persuadé que les *Prussiens* proclameront la République française à Paris ». [1] On reconnaît, dans toute sa splendeur, ce vieil animal toujours aussi constructif que confus.

Ci-inclus quelque chose du prophète Urquhart.

Salut.
Ton K. M.

ENGELS À MARX

Manchester, le 10 août 1870

Cher Maure,

C'est aujourd'hui le 10 août. Les Parisiens l'auraient-il oublié? [2] D'après la *Pall Mall* de ce soir, il semblerait que non. Le bas Empire semble partir comme en un pet. Badinguet abdique la direction de l'armée et doit la confier à Bazaine (!!), qui, n'ayant pas encore été battu, est son meilleur homme. Mais, cela signifie pratiquement qu'il abdique tout. La révolution en sera rendue très facile à ceux qui la feront: tout se désagrège tout seul, comme on pouvait s'y attendre. Les quelques jours qui viennent en décideront sûrement.

Je crois que les Orléanistes - sans l'armée - ne sont pas assez forts pour tenter tout de suite une restauration. Étant maintenant l'unique dynastie possible, ils préféreront sans doute un interrègne républicain. Dans ce cas, n'est-ce pas l'ex-Marseillaise qui viendrait au pouvoir?

Je crois que, face à une République, les Prussiens acquiesceraient à une paix relativement honorable. Ils n'ont pas intérêt à susciter un nouveau 1793-1794. Tout le discours du trône de Guillaume laissait entendre qu'on spécule sur une révolution et qu'on ne veut pas pousser les

---

1 La position de Ruge est diamétralement opposée à celle de Marx et d'Engels qui affirment certes aussi que «Bismarck se trouva un beau matin fondateur de la République française ». La révolution du 4 Septembre balaya les débris bonapartistes et proclama la République (qui ouvrit la phase de la lutte entre les ouvriers et les bourgeois et de l'alliance de ceux-ci avec Bismarck). En fait, Ruge donnait sa caution, puis son appui à Bismarck, tandis que Marx et Engels espéraient que le prussien Bismarck serait débordé par les forces allemandes et, pour ce qui concerne la France, que celle-ci retrouverait, après la ruine du bonapartisme, son énergie traditionnelle et son *autonomie d'action,* ce qui est tout différent de l'octroi d'un régime républicain par les Prussiens.

2 Le 10 août 1792, le peuple de Paris prit d'assaut les Tuileries. La conséquence en fut l'instauration de la Convention nationale qui renversa la monarchie et proclama la ire République, le 22 septembre 1792. Anxieusement, Marx et Engels attendront dans les premiers jours de septembre 1870 un sursaut révolutionnaire en France. Mais l'occasion favorable ne sera pas exploité à fond.

choses à l'extrême. En revanche, une rage nationale s'est emparée de l'Allemagne, et tout le monde réclame à cor et à cri l'Alsace et la Lorraine. Toutefois, on ne peut compter sur Guillaume. Mais, pour le moment, je crois encore qu'ils se contenteront de moins. La France y perdra sans doute un peu de son territoire. Pour que se reproduise l'élan de 1793, et de manière *efficace,* il faudrait les ennemis de 1793 et aussi, comme tu le dis justement, des Français un peu différents de ceux qui sortent du bas Empire.

Je pense, du reste, que les Prussiens ont déjà commencé des tractations avec les Orléans.

Il me semble que la visite de Bismarck à Vienne n'est qu'une rumeur de la Bourse. Vienne est très forte en la matière.

Ce que tu dis des Russes est tout à fait mon avis. Et il ne faudra pas beaucoup de temps pour y arriver. Je suis convaincu que, pour cette raison, Bismarck voudra se ménager d'emblée les Français. [1]

Sur la stratégie de Badinguet, j'ai fait hier un éditorial, et ce soir un article dans la Pall Mall. Depuis j'ai découvert qu'il a fait de nouvelles bêtises. Le 7e corps de Félix Douay n'a été déplacé que très lentement de Belfort à Altkirch, le 1er août. Or, comme la ligne de Strasbourg-Nancy a été occupée par les Allemands près de Saverne, il devra passer par Vesoul et Chaumont pour rejoindre Metz ou ChâIons. On n'a jamais vu de gâchis pareil. Excellent que ce soient justement les Allemands qui démasquent d'un coup toute cette imposture!

Les lettres du capitaine Jeannerod que le *Temps* publie depuis dimanche, montrent quelle est l'idée que l'armée française s'est faite de son adversaire. Ce brave capitaine a été fait prisonnier à Sarrebruck et a vu le 8e corps (rhénan). Son étonnement prête à rire. La seule vue du camp prussien lui a fait une impression énorme: «Une belle et bonne armée, une nation fortement organisée pour la guerre », c'est ce qui ressort de tout ce que l'on voit, et jusqu'au sous-officier prussien, dont « la valeur morale est malheureusement digne d'être enviée par nous » (Fr.). Et c'est l'un des plus intelligents, qui sait bien parler l'allemand. En outre, il reconnaît que les Prussiens tirent bien mieux au fusil que les Français.

Les Allemands ont maintenant 1/4 de million de soldats sous les armes, si bien que même 100 000 - 200 000 Italiens (= à la moitié des Français) ne représentent qu'une faible différence.. L'Autriche, si elle bouge, risque une révolution à Vienne. La Russie se tiendra probablement tranquille jusqu'à la conclusion de la paix ou l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire à Paris, puisque ce sont là des faits qui ne se prêtent pas à ses intrigues. Tout le monde se garde bien d'exciter la rage dans laquelle se trouve actuellement le Michel allemand. Mais, tu vois combien j'avais raison de voir dans cette organisation militaire prussienne une force tout à fait gigantesque qui, en cas d'une guerre nationale comme l'actuelle, est absolument invincible.

Officiellement, on parle désormais de la 1re, 2e, 3e armée *allemande.*

---

[1] Marx et Engels pouvaient raisonnablement admettre que, si les Français eussent réagi, Bismarck eût dû leur ménager une paix honorable, afin de ne pas se mettre à dos, et les Français et les Russes, autrement dit d'être obligé de combattre sur deux fronts à la fois dans la prochaine guerre. Ce qui empêcha la paix honorable, ce fut certes le prussianisme borné de Bismarck, l'égoïsme anglais et la bourgeoisie française, lâche et servile, qui avait déjà abdiqué son pouvoir politique à Bonaparte, et céda à Bismarck au point que celui-ci ne sentit plus d'obstacles à ses prétentions.

Je vais retourner à l'institut Schiller pour prendre connaissance des derniers télégrammes. Meilleures salutations à vous tous.

Ton F. E.

MARX À ENGELS

Ramsgate, le 15 août 1870

Cher Fred,

Tu liras dans le *Daily News - et* reproduit dans la Pall Mall d'aujourd'hui - qu'un éminent écrivain *vient de lancer un pamphlet anglais* en faveur de l'annexion de l'Alsace à l'Allemagne.

L'éminent homme de lettres qui a réussi à insérer lui-même cette nouvelle dans le *Daily News,* n'est naturellement personne d'autre que l'ex-étudiant Karl Blind. Cette misérable fripouille peut faire beaucoup de mal en ce moment avec ses intrigues dans la presse anglaise.

Comme tu as maintenant des rapports avec la Pall Mall, il faut que tu prennes note de cet animal afin de l'étriller sérieusement, sitôt qu'il lancera son pamphlet.

Soit dit *entre nous,* les Prussiens pourraient faire un grand coup diplomatique, sans réclamer pour eux le moindre pouce de territoire français, s'ils demandaient que la Savoie et Nice soient restituées à l'Italie et que la bande de territoire neutralisée par les accords de 1815 soit rendue à la Suisse. [1] Personne n'aurait rien à y objecter. Mais *ce n'est* pas à nous de donner des conseils pour des échanges de territoires.

Toute la famille s'amuse royalement ici. Tussy et la petite Jenny ne veulent pas quitter la mer et se font de belles réserves de force et de santé. En revanche, je reste plus ou moins immobilisé à cause de rhumatismes et d'insomnies.

Salut.
Ton K. M.

---

[1] Dans ses brochures *Pô et Rhin* ainsi que *Savoie, Nice et Rhin* de 1859 et 1860, Engels dénonçait l'impérialisme de Napoléon III qui annexa des territoires italiens au moment où se faisait l'unité de l'Italie, afin de se ménager une position de force sur le Rhin: cf. *Écrits militaires,* p. 332-429. La thèse de Marx n'était pas anti-française. En effet, dit Engels, « si l'on veut assurer la paix internationale, il faut d'abord que soient éliminées toutes les frictions nationales qui sont évitables; il faut que chaque peuple soit indépendant et maître chez lui » (et non sur des parties de territoire d'autrui) (op. *cit., p.* 533).

ENGELS À MARX

Manchester, le 15 août 1870

Cher Maure,

Après avoir souffert durant trois jours de violents maux de ventre, avec des poussées de fièvre, je vois que même une lente amélioration ne me procure pas beaucoup de plaisir à m'étendre sur la *politique* de Liebknecht. Comme il te faut tout de même cette salade, la Voici. [1]

J'ignore dans quelle mesure le très faible Bracke s'est laissé entraîner par l'enthousiasme national et comme en 15 jours j'ai reçu tout au plus un numéro du Volksstaat, je ne suis pas en mesure de juger le Comité sur ce point, sauf à partir de la lettre de Bonhorst à Wilhelm [Liebknecht], qui est plutôt réservée, mais révèle des incertitudes théoriques. Par contraste, l'assurance bornée et l'invocation pédante des principes de la part de Liebknecht font, bien sûr, meilleur effet, comme nous le savons tous.

Il me semble que les choses se présentent comme suit: l'Allemagne a été entraînée par Badinguet dans une guerre pour son existence nationale. Si elle succombait, le bonapartisme serait consolidé pour longtemps, et l'Allemagne serait fichue pour des années, voire des générations. Il ne pourrait plus être question d'un mouvement ouvrier indépendant en Allemagne, la revendication de l'existence nationale absorbant toutes les énergies. Les ouvriers allemands seraient pris en remorque, dans le meilleur des cas, par les ouvriers français.

Si l'Allemagne triomphait, le bonapartisme français serait fichu en toute occurrence; les sempiternelles chamailleries autour de la réalisation de l'unité allemande étant enfin écartées, les ouvriers allemands pourraient s'organiser à l'échelle nationale, ce qu'ils ne pouvaient faire jusqu'ici, et les ouvriers français - quel que soit le gouvernement issu de ce bouleversement - auraient certainement les coudées plus franches que sous le bonapartisme. Toute la masse du peuple allemand et toutes les classes ont reconnu qu'il y allait avant tout de l'existence nationale, et elles ont aussitôt réagi. Il me semble que, dans ces conditions, il ne soit pas possible qu'un parti politique allemand prêche l'obstruction totale, en plaçant toutes sortes de considérations secondaires au-dessus de l'essentiel, comme le fait Wilhelm [Liebknecht].

Il y a, en outre, le fait que Badinguet n'eût pu mener cette guerre sans le chauvinisme des masses de la population française, des bourgeois et petits-bourgeois, aussi bien que des paysans et du prolétariat impérial du bâtiment, issu de paysans chargés dans les villes de réaliser les plans à la Haussmann. Tant que ce chauvinisme n'en prend pas un bon coup, il n'est pas de paix possible entre l'Allemagne et la France. On aurait pu s'attendre à ce qu'une

---

[1] Dans cette lettre, Engels répond à Marx qui lui avait demandé de définir la guerre franco -prussienne et l'attitude à observer par les ouvriers. En Allemagne, Liebknecht avait défendu une thèse fondamentale juste (niais à partir de motivations erronées), celle-là même défendue par Marx dans sa *Première Adresse: « les* ouvriers allemands et français ne se font pas la guerre, mais échangent des messages de paix et d'amitié » (op. *cit., pp.* 280-281). Cependant, Liebknecht négligeait le fait que, du côté allemand, la guerre était défensive, ou mieux: qu'elle était encore progressive puisqu'elle permettait à l'Allemagne de se constituer en nation moderne. Mais Engels entrevoit déjà le tournant que va prendre la guerre du côté allemand: de défensive elle devient impérialiste. Il faut obtenir dès lors une paix honorable pour la France, une fois la République instaurée. Telle était, en gros, la position du Comité exécutif du parti social-démocrate allemand de Brunsvick: cf. Marx-Engels, *Écrits militaires, pp.* 517-523.

révolution prolétarienne se. charge de cette œuvre, mais depuis qu'il y a la guerre, il ne reste plus aux Allemands qu'à s'en charger eux-mêmes dès à présent.

Venons-en maintenant aux considérations secondaires: si cette guerre est dirigée par Lehmann, Bismarck et Cie, et sert, pour le moment du moins, leur gloire; s'ils parviennent à la gagner, nous le devons à cette lamentable bourgeoisie allemande. Certes, c'est écœurant, mais il n'y a rien à y changer. Dans ces conditions, il serait absurde, pour cette seule raison, de faire de l'anti-bismarckisme le principe directeur unique de notre politique.

Tout d'abord, jusqu'ici - et notamment en 1866 - Bismarck n'a-t-il pas accompli une partie de notre travail, à sa façon et sans le vouloir certes, mais en l'accomplissant tout de même. Il nous procure une place plus nette qu'auparavant. Et puis, nous ne sommes plus en l'an 1815. Les Allemands du Sud ne manqueront pas, à présent, d'entrer au Reichstag, ce qui créera un contrepoids au prussianisme. En outre, il y a des devoirs nationaux qui lui incombent et - comme tu l'as déjà écrit - empêchent d'emblée une alliance avec la Russie. Bref, il est absurde de vouloir, comme Liebknecht, que l'histoire tout entière fasse marche arrière jusque 1866, parce qu'elle lui déplaît. Ne connaissons-nous pas les citoyens modèles que sont les Allemands du Sud. Tout cela est absurde.

J'estime que nos gens peuvent:

1° se joindre au mouvement national dans la mesure où il se limite à la défense de l'Allemagne et tant qu'il s'y tient (ce qui n'exclut pas, au demeurant, l'offensive jusqu'à la paix). [*] Dans sa lettre, Kugelmann a montré combien ce mouvement national est puissant.

2° souligner la différence entre les intérêts nationaux de l'Allemagne et les intérêts dynastiques et prussiens.

3° s'opposer à toute annexion de l'Alsace-Lorraine (Bismarck laisse percer maintenant son intention de la rattacher au pays de Bade et à la Bavière).

4° agir en faveur d'une paix honorable, dès l'instauration à Paris d'un gouvernement républicain, non chauvin.

5° mettre sans cesse en évidence l'unité d'intérêts des ouvriers allemands et français, qui n'ont pas approuvé la guerre, et ne se font pas la guerre.

6° la Russie, comme il en est question dans l'Adresse internationale [1]. Wilhelm [Liebknecht] est amusant lorsqu'il déclare que la véritable position, c'est de rester neutre, parce que Bismarck a été dans le temps le compère de Badinguet. Si telle était l'opinion générale en Allemagne, nous en serions de nouveau à la Confédération rhénane, [2] et notre noble Wilhelm serait étonné de voir quel rôle il pourrait y jouer, et ce qui resterait du mouvement ouvrier. L'idéal pour faire la révolution sociale, ce serait alors un peuple qui

---

[*] Cf. lettre de Marx à Engels, 17 août 1870.

[1] Cf. la Première Adresse, op. cit., p. 281.

[2] En juillet 1806, Napoléon *1er* avait créé la Confédération rhénane, en regroupant les États du Sud et de l'Ouest de l'Allemagne pour y assurer l'hégémonie française et former un bloc militaire contre la Prusse et l'Autriche.

Marx et Engels ne cessent de juger des événements en fonction, non pas de la bourgeoisie allemande, mais du prolétariat allemand et français.

ne reçoit que des coups de pied et des coups de bâton et se trouve coincé dans la série de ces petits États chers à Wilhelm !

As-tu remarqué comment le misérable cherche à me dénoncer pour quelque chose qui est paru dans la *Gazette d'Elberfeld!* [1] Pauvre bête!

La débâcle en France semble terrible. Tout se décompose, s'achète et se vend. De mauvaise fabrication, les chassepots lâchent dans la bataille; comme il n'y en a plus, il faut aller chercher les vieux fusils à silex. Malgré tout, un gouvernement révolutionnaire - s'il vient rapidement - n'a pas à désespérer. Mais, il devra abandonner Paris à son sort et continuer la guerre dans le Sud. Il sera toujours possible alors de tenir assez longtemps pour acheter des armes et organiser des armées nouvelles, grâce à quoi l'ennemi sera progressivement repoussé jusqu'aux frontières. Ce serait en réalité la meilleure issue de la guerre, *les deux pays se prouvant mutuellement leur invincibilité.* Mais, si cela ne se produit pas bientôt, la comédie sera finie. Les opérations de Moltke sont tout à fait exemplaires; il semble que le vieux Guillaume lui laisse les mains libres pour tout, et les quatrièmes bataillons viennent déjà grossir l'armée, alors que les français n'existent pas encore.

Si Badinguet n'a pas déjà évacué Metz, cela pourrait mal tourner pour lui.

Les bains de mer sont excellents pour les rhumatismes. Mais Gumpert - qui est en Galles pour un mois - soutient que l'air marin est un remède particulièrement efficace. J'espère que tu seras bientôt libéré de cette maladie vraiment infâme. Quoi qu'il en soit, il n'y a pas le feu et le plus important pour toi c'est de rétablir ta santé.

Meilleures salutations.
Ton F. E.

P.-S. - Au reste, tu as sans doute remarqué que ce misérable Wilhelm Liebknecht intrigue continuellement avec les particularistes réactionnaires (Wulster, Obermuller, etc.) et compromet le parti.

Liebknecht a manifestement compté sur une victoire &,Bonaparte, simplement pour que Bismarck casse la pipe. Tu te souviens qu'il le menaçait toujours avec les Français. Tu es, *toi aussi,* évidemment *du côté de Wilhelm!*

MARX À ENGELS

Ramsgate, le 17 août 1870

Cher Fred,

Mes meilleurs remerciements *(idem* de Mme Marx, pour ta lettre) pour le mal que tu t'es donné, dans des *conditions aussi graves.* Ta lettre concorde pleinement avec le projet de réponse que j'ai préparé. Mais je ne voulais pas agir sans t'avoir préalablement consulté, dans

---

[1] Dans sa lettre du 13 août 1870 à Marx, Liebknecht demandait: « Est-il vrai qu'Engels soit gagné par la fièvre patriotique? La *Elberfelder Zeitung* en aurait fait état. »

une affaire aussi importante, car il ne s'agit pas de Liebknecht, mais *d'instructions à donner sur l'attitude des ouvriers allemands.*

Wilhelm déduit qu'il est d'accord avec moi:

1° en raison de *l'Adresse de l'Internationale,* qu'il a naturellement traduite au préalable en langage wilhelmien;

2° du fait que j'ai approuvé la déclaration de Bebel et la sienne au Reichstag [1]. C'était le « moment » d'enfourcher les principes et de faire véritablement preuve de *courage;* mais, il ne s'ensuit pas que ce moment continue de durer et, moins encore, que la position du prolétariat allemand, dans une guerre qui est devenue nationale, se résume en les antipathies que Wilhelm éprouve à l'égard de la Prusse. C'est tout à fait comme si nous eussions voulu annuler la relative indépendance obtenue par l'Italie à la suite de la guerre [de 1859], parce qu'au moment voulu nous avons élevé notre voix pour protester contre la libération « bonapartiste » de l'Italie.

Les visées sur l'Alsace-Lorraine semblent prédominer dans deux milieux: dans la camarilla prussienne et chez les patriotiques buveurs de bière d'Allemagne méridionale. Ce serait le plus grand malheur qui puisse frapper l'Europe, et tout particulièrement l'Allemagne. Tu as sans doute vu que la plupart des journaux russes parlent déjà de la nécessité d'une intervention diplomatique européenne, afin de préserver l'équilibre en Europe.

Kugelmann confond une guerre défensive avec des opérations militaires défensives. Ainsi donc, si un individu m'attaque dans la rue, j'ai juste le droit de parer ses coups, et non de le terrasser, parce que je me transformerais alors en agresseur! Le manque de dialectique se lit dans chaque mot que prononcent ces gens. [2]

---

[1] Marx déclara au Conseil général le 26-7-1870: « Au parlement de l'Allemagne du Nord, deux membres de notre Association, Liebknecht et Bebel, se sont abstenus de voter les 120 000 000 de crédits de guerre en donnant pour raison, dans une déclaration écrite, qu'ils ne pouvaient les voter, parce qu'il s'agissait d'une guerre dynastique et qu'un vote favorable eut impliqué qu'ils fassent confiance au premier ministre, tandis qu'un vote hostile eut été interprété comme favorable aux plans criminels de Napoléon III » cf. *Documents of the First International.* 1870-1871, vol. IV, Lawrence & Wishart, Londres p. 32. C'était l'attitude à adopter au cours de la phase « défensive : l'abstention du vote des crédits de guerre.

Après que la guerre eut pris un tour impérialiste du côté allemand, Bebel et Liebknecht, lors du débat du 26 novembre 1870 au Reichstag sur le vote de nouveaux crédits pour la guerre *contre la France,* refusèrent cette fois de s'abstenir et votèrent contre, en réclamant la conclusion immédiate de la paix avec la République française et en s'opposant à toute annexion. Bebel fut arrêté le 17 décembre, et Liebknecht peu après. Le gouvernement ne put empêcher Bebel d'être élu au Reichstag, en mars 1871.

[2] Cf. Engels à Marx, le 15 août 1870. Le 4 février 1871 encore, Marx écrivait à Kugelmann : « Malgré toutes les apparences, la situation de la Prusse est rien moins que facile. Si la France résiste, utilise l'armistice pour réorganiser ses armées et donner enfin à la guerre un caractère véritablement révolutionnaire, l'Empire néo-germanique et borussien pourrait encore recevoir à son baptême une raclée à laquelle il ne s'attend absolument pas. » Mais, « Trochu a jugé plus important de tenir en échec les Rouges que de battre les Prussiens. Tel est le *véritable secret* des défaites, non seulement à Paris, mais dans toute la France, où la bourgeoisie a agi selon le même principe, en accord avec la plupart des autorités locales. »

Selon Marx, la bourgeoisie française choisit délibérément la collaboration avec les Prussiens. Dans ce cas, les ouvriers devaient-ils « relever le drapeau national, jeté dans la fange par la bourgeoisie », en appliquant la formule de Staline proposée aux ouvriers pendant la guerre 1940-1945 afin de remettre la bourgeoisie au pouvoir? Engels répond catégoriquement: « Ce serait folie que de se battre pour les bourgeois contre les Prussiens » (lettre à Marx du 12 septembre 1870).

Jamais Marx et Engels n'ont renversé leur initiale formule de la guerre défensive du côté prussien en guerre défensive du côté français, car à la première grande victoire française, cette dialectique absurde se fût transformée de nouveau en son contraire. Marx et Engels souhaitèrent une paix honorable et firent tous leurs

C'est la quatrième nuit consécutive que je ne dors pas à cause de mes rhumatismes, et je passe tout ce temps à m'exalter et à broder sur Paris, etc. Je me ferai préparer ce soir le soporifique prescrit par Gumpert.

Le second Empire est donc mort comme il est né, dans la parodie. C'est bien ce que j'avais prévu avec mon Bonaparte. [1] Peut-on s'imaginer de parodie plus belle de la campagne napoléonienne de 1814 ? Je crois que nous avons été les seuls à ne pas nous laisser impressionner et fourvoyer par les succès momentanés et à considérer, dès le début, Boustrapa *dans toute sa médiocrité,* comme un simple illusionniste.

À propos: la *Société* bourgeoise *de la Paix* a envoyé 20 £ au Conseil général de l'A.I.T. pour la publication du Manifeste en français et en allemand. [2]

Salut.
Ton K. M.

ENGELS À MARX

Manchester, le 20 août 1870

Cher Maure,

J'espère que tes rhumatismes sont en voie de guérison. Le chloral te fera sans doute du bien; dans le cas contraire, consulte un médecin, qui te prescrira quelque chose pour dormir. Gumpert est au pays de Galles, tu ne peux donc le consulter.

---

efforts pour l'obtenir. Et même si les Prussiens annexent un morceau de territoire français, cela vaut mieux qu'une renaissance du chauvinisme français (cf. *Seconde Adresse,* Éd. Soc., p. 288 et le commentaire de Lénine en note, p. 289), de toute façon, « les frontières ne sont pas éternelles » cf. Engels à Marx le 12 septembre 1870 et Engels à Bernstein, le 22 février 1882 *(Écrits militaires, p.* 530).

Engels voulait cependant éviter une défaite trop grande, en raison de ses conséquences sur le moral, la force et l'organisation du prolétariat français.

Ce que Marx et Engels entendent par guerre défensive, ce n'est pas le contraire d'une guerre d'agression, (cf. p. 63), mais une guerre historiquement progressive parce qu'elle permet à une société de passer à une forme supérieure d'organisation.

C'est exactement ainsi que l'entendait Lénine: « On sait que K. Marx et Fr. Engels considéraient comme un devoir absolu pour la démocratie d'Europe occidentale, *et à plus forte raison pour la social-démocratie,* de soutenir activement la revendication de l'indépendance de la Pologne. Pour les années 1840-1850 et 1860-1870, époque de la révolution bourgeoise en Autriche et en Allemagne, époque de la «réforme paysanne » en Russie, ce point de vue était parfaitement juste et représentait le seul point de vue démocratique et prolétarien. [...] Dans l'Europe occidentale, continentale, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises embrasse un intervalle de temps assez précis, qui va à peu près de 1789 à 1871. Cette époque a été celle des mouvements nationaux et de la création d'États nationaux. Au terme de cette époque, l'Europe occidentale s'est trouvée transformée en un système d'États bourgeois, généralement homogènes au point de vue national. Aussi bien, chercher à l'heure actuelle le droit de libre détermination dans les programme des socialistes d'Europe occidentale, c'est ne rien comprendre à l'a b c du marxisme. En Europe orientale et en - Asie, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises n'a fait que commencer en 1905. » Cf. Du *droit des nations à disposer d'elles-mêmes,* en *Œuvres choisies* en 3 volumes, Moscou, tome I, pp. 733 et 706.

[1] Cf. K. Marx, *le 18 Brumaire de Louis Bonaparte,* Éd. Soc., Paris, 1949. Marx fait allusion à la dernière phrase de cet ouvrage.

[2] Avec cet argent, J.-Ph. Becker fit tirer *l'Adresse* à Genève, en allemand et en français à 30 000 exemplaires.

J'ai écrit aujourd'hui sur un ton énergique à Smith pour la maison. Je ne veux pas être lanterné plus longtemps par cet aristocrate chasseur de perdrix: je devrais être installé depuis un mois. Il y a eu cinq semaines hier que j'ai convenu de l'affaire avec Smith, et j'attends toujours sa réponse!

Je crois que l'annexion des Franco-Germaniques est maintenant décidée. On aurait encore pu faire quelque chose, si un gouvernement révolutionnaire s'était formé la semaine dernière. Il arrive trop tard *maintenant,* et ne peut que se rendre ridicule, en parodiant la Convention. [1] Je suis convaincu que Bismarck aurait conclu une paix sans cession de territoire avec un gouvernement révolutionnaire, s'il s'était formé en temps voulu. Mais, la France s'étant comportée comme elle l'a fait, il n'a aucune raison pour résister aux pressions de l'extérieur et à sa propre vanité vis-à-vis de l'intérieur. C'est un grand malheur, mais je ne crois pas qu'on puisse l'éviter. Si l'Allemagne formait un État comme la France, elle serait plus facilement excusable. Mais, comme les conquêtes devront être partagées entre les trois pays-frontières, la chose devient ridicule. Et le ridicule atteint son comble dès lors que les Allemands veulent s'annexer à l'Ouest une Vénétie de langue *allemande.* Je vais essayer de me procurer le gros pamphlet de ce lourdaud de Blind; mais je crains d'arriver trop tard.

Que dis-tu de Mack-Bazaine ? Mack-Mahon était déjà un médiocre, mais voici venir Mack (d'Ulm) *tout court.* Ce serait vraiment trop idiot que 120 000 Français soient obligés de rendre les armes; or, c'est *ce* qui se produira sans doute. [2] Cette vieille bourrique de Guillaume qui, sur *ses* vieux jours, voudrait déflorer *Metz la pucelle!* Mais, il n'y a jamais eu une *dégringolade* comme celle du second Empire. Je suis curieux de savoir si les Parisiens ne vont pas enfin réagir une bonne fois, lorsqu'ils auront appris la vérité sur ce qui s'est passé durait cette dernière semaine. [3] Certes, cela ne servira plus à grand-chose. Les démolitions gigantesques, entreprises tout autour de Paris, afin de permettre sa défense, je ne peux pas croire qu'elles aient été bien exécutées. La population y a presque triplé depuis 1840, et avec cela les problèmes d'approvisionnement. Enfin tout le trafic marchand dépend maintenant si étroitement des chemins de fer qu'après la destruction de quelques ponts sur chacune des lignes ferroviaires, il sera pratiquement impossible d'amener des wagons de vivres à la ville, même si le blocus n'est pas total.

Les pertes de ces dernières semaines ont dû être gigantesques. Durant toute la guerre, les Allemands ont attaqué à la baïonnette avec une grande énergie, et maintenant ils lancent la cavalerie contre une infanterie ébranlée: avec de telles méthodes, les hommes doivent tomber comme des mouches. Le beau Guillaume ne souffle mot de tout cela. Mais, ce qui est sûr, c'est que homme contre homme, bataillon contre bataillon, les Allemands se sont montrés supérieurs aux Français. D'abord, ce fut près de Spickeren où 27 bataillons se sont opposés à

---

[1] Le 10 août 1792, le peuple de Paris prit d'assaut les Tuileries. La conséquence en fut l'instauration de la Convention nationale qui renversa la monarchie et proclama la ire République, le 22 septembre 1792. Anxieusement, Marx et Engels attendront dans les premiers jours de septembre 1870 un sursaut révolutionnaire en France. Mais l'occasion favorable ne sera pas exploité à fond.

[2] Engels fait allusion à l'encerclement de l'armée française de Bazaine à Metz, où les assiégés capituleront le 27 octobre 1870. Il compare cette défaite à celle de Mac Mahon à Woerth le 6 août 1870 et à la capitulation du général autrichien Mack von Leiberich en 1805 à Ulm devant Napoléon 1er.

[3] Cette dure vérité, c'étaient les défaites de l'année française, le 14 août 1870 près de Colombey-Nouilly (bataille de Borny), le 16 près de Mars-la-Tour (bataille de Vionville), et le 18 près de Gravelotte (bataille de Saint-Privat).

42 bataillons français (au moins), qui tenaient une position quasi imprenable. Après la bataille de jeudi [1] la démoralisation ne sera plus à contenir dans le camp français. [*]

Kugelmann sera-t-il à Karlsbad ? Je ne sais où lui envoyer le portrait.

Meilleures salutations de Lizzie et de moi-même à vous tous. J'espère que tu m'enverras bientôt des nouvelles de tes rhumatismes.
Ton F. E.

Freiligrath se met à crier « Hourrah Germania ! » [2] Même « Dieu » et les « Gaulois » ne manquent pas dans le chant qu'il a pété à grand-peine. Je préférerais être un petit chat, et miauler, plutôt que d'être un semblable rimailleur vénal.

MARX A ENGELS

Londres, le 2 septembre 1870

Cher Fred,

Nous sommes revenus ici avant-hier soir. J'irai aujourd'hui même chez le Dr Madison.

Hier soir, j'ai reçu le billet et le chèque ci-inclus de la *Pall Mall Gazette.* Dois-je endosser ce dernier et l'expédier à Manchester, ou l'encaisser et t'envoyer l'argent?

Après la brillante confirmation de ton premier article sur Mac-Mahon, il est temps maintenant que tu commences ton prochain article, en *résumant* tes *Notes sur la guerre. Tu* sais que les Anglais ont besoin qu'on leur mette le nez sur les faits essentiels et qu'une modestie et sobriété excessives ne sont pas de mise avec le fort en gueule John Bull. Les dames de la famille enragent de voir ton article pillé par tous les journaux londoniens sans qu'ils ne le citent jamais.

À mon avis, toute la défensive de Paris n'est qu'une farce policière pour obtenir que les Parisiens se tiennent tranquilles jusqu'à ce que les Prussiens soient aux portes et pour préserver *l'Ordre,* c'est-à-dire la dynastie et ses mamelucks.

Le spectacle piteux qu'offre Paris en ce moment - ou plus exactement: durant toute la guerre -montre combien il fallait une leçon tragique pour sauver la France.

---

1 Il s'agit de la bataille de Saint-Privat où les troupes allemandes battirent l'armée française du Rhin.

* Réponse de Marx à Engels, le 22 août 1870, sur la situation à Paris. « À Paris, on semble n'avoir qu'une seule préoccupation: tenir la population en haleine jusqu'à ce qu'on ait pris les dispositions nécessaires pour assurer l'intérim des hommes de confiance des Orléans...

As-tu la lettre éhontée de Louis Blanc? Le grand patriotisme consiste à rester sans rien faire, afin de laisser *toute la responsabilité* aux bonapartistes.

L'âne écossais d'Elcho semble se prendre pour le Moltke britannique. »

2 Ferdinand Freiligrath, poète de la révolution bourgeoise démocratique allemande de 1848-1849, fut très longtemps l'ami de Marx et d'Engels après avoir collaboré à la *Gazette rhénane.* Émigré à Londres de 1851 à 1868, il se retira peu à peu du combat révolutionnaire. Freiligrath écrivit son poème « Hourrah Germania ! », le 25 juillet 1870. La *Pall Mall Gazette le* publia le 20 août.

C'est bien une déclaration typiquement *prussienne* que d'interdire à quiconque de défendre sa propre « patrie », s'il n'est pas en uniforme! Les Prussiens devraient savoir de leur propre histoire qu'on ne peut obtenir de garantie « éternelle » vis-à-vis de l'adversaire vaincu, en démembrant son territoire, etc. Or, même après la perte de la Lorraine et de l'Alsace, la France sera encore loin d'être aussi abattue que ne l'était la Prusse après le traitement de cheval de Tilsit. Et quel en a été le résultat pour Napoléon 1*er ?* Cela n'a fait que remettre la Prusse sur pied.

Je ne pense pas que la Russie intervienne *activement* dans cette guerre même. Elle n'y est pas préparée. Mais c'est un coup de maître diplomatique que de s'annoncer dès maintenant comme le *sauveur* de la France. [1]

Dans mon ample réponse au Comité de Bruns*vick,* [2] j'ai éliminé une fois pour toutes l'odieuse identification entre nous et Wilhelm [Liebknecht] dont ce dernier abuse dès que cela sert ses intérêts. C'est très bien que son initiative m'ait fourni l'occasion de m'expliquer une bonne fois officiellement sur ce malentendu qu'il entretient intentionnellement et de mauvaise foi.

Mais, que dis-tu du poète des familles Freiligrath ? De véritables catastrophes historiques comme l'actuelle lui servent simplement à chanter sa propre marmaille. [3] À cette occasion, *l'infirmier* volontaire est transformé pour les Anglais en chirurgien.

La correspondance de l'ex-séminariste souabe Strauss et l'ex-élève des jésuites Renan est un épisode comique. [4] Un curé reste un curé. Le cours historique de M. Strauss semble avoir ses racines chez Kohlrausch ou un semblable manuel scolaire.

Addio !

Ton K. M.

En ce qui concerne le bombardement de Sarrebruck, il semble que les Prussiens aient grossièrement menti.

---

1 Marx voit ici le tournant politique que la Russie amorce, en abandonnant la Prusse pour s'allier à la France. Dans une audience accordée le 30 août à l'ambassadeur français, le général Fleury, Alexandre II promit d'envoyer à son oncle Guillaume 1er une lettre personnelle lui demandant de ne pas blesser l'honneur national de la France.

2 Dans cette lettre, Marx dénonce, en outre, l'annexion de l'Alsace-Lorraine, et prévoit: « Quiconque n'est pas complètement étourdi par les clameurs du moment et n'a pas *intérêt* à égarer le peuple allemand comprendra *qu'une guerre entre l'Allemagne et la Russie doit naître de la guerre de 1870 aussi fatalement que la guerre de 1870 elle-même est née de la guerre de 1866. Je dis fatalement, sauf le cas peu probable où une révolution éclaterait auparavant en Russie. En dehors de ce cas peu probable, la guerre entre l'Allemagne et la Russie peut, d'ores et déjà, être considérée comme un fait accompli.* La guerre actuelle sera un bien ou un mal, selon l'attitude qu'adopteront les vainqueurs allemands. S'ils prennent l'Alsace et la Lorraine, la *France s'alliera à la Russie,* pour combattre l'Allemagne. Inutile d'insister sur les funestes conséquences d'une telle éventualité » Cf. Marx-Engels, *Écrits militaires, p. 521.*

La Commune, n'ayant pu vaincre, n'a pu changer le cours de l'histoire. Cf. lettre d'Engels à Danielson, 17 octobre 1893.

3 Marx fait allusion au poème, écrit le 30 août par Freiligrath, « An Wolfgang im Felde » (à Wolfgang sur le champ de bataille), en l'honneur de son fils aîné.

4 La *Gazette générale* d'Augsbourg avait publié, le 18 août 1870, une lettre de David Friedrich Strauss adressée « A Ernest Renan » le 12 août 1850.

À Paris, une farce dépasse l'autre. Mais la plus belle, c'est celle des soldats sortant par une porte et entrant par une autre.

Ci-inclus une lettre de Laura. Ces imbéciles hésitent, de manière impardonnable, à se retirer à Bordeaux.

ENGELS À MARX

Manchester, le 4 septembre 1870

Que m'importe ma femme, que m'importe mon fils, Moi, mon idéal va bien plus haut.

Qu'ils aillent mendier, s'ils ont faim!

Mon Empereur, mon Empereur est prisonnier! [1]

L'histoire universelle est bien la plus grande poétesse, puisqu'elle a réussi à parodier Heine lui-même: Mon Empereur, mon Empereur est fait prisonnier! Et c'est un comble: par ces « porcs de Prussiens » ! Le pauvre Guillaume 1er assiste à tout cela et assure pour la centième fois qu'il n'est vraiment pour rien dans tout ce qui arrive et que c'est simplement la volonté divine. Guillaume a l'air d'un gamin d'école, à qui on demanderait: qui a créé le monde? « - C'est moi, monsieur l'instituteur, qui l'ai fait, mais en vérité je ne le referai plus! »

Et voici venir ce misérable jules Favre qui propose que Palikao, Trochu et autres Arcadiens [2] forment le gouvernement. On n'a jamais encore vu une bande de minables pareils. Il faut tout de même s'attendre à ce qu'il se passe quelque chose, lorsque les nouvelles arriveront à Paris. Je ne peux pas m'imaginer que la douche glacée de nouvelles, qui doivent être connues aujourd'hui ou demain, ne provoquera pas une quelconque réaction. Peut-être un gouvernement de gauche qui, après quelques opérations de résistance, fera la paix.

La guerre est finie. Il n'y a plus d'armée en France. Sitôt que Bazaine aura capitulé, ce qui arrivera probablement cette semaine, [3] une moitié de l'armée allemande avancera jusqu'aux portes de Paris, et l'autre passera la Loire et nettoiera le pays de tous les centres armés.

En ce qui concerne mes articles, tu auras vu que j'ai fait le nécessaire dans celui d'avant-hier. Cependant, mon pire ennemi dans la presse anglaise, c'est Mr Greenwood lui-même. Cet imbécile me rature régulièrement tous les petits coups que je porte à ses concurrents qui me plagient; qui plus est, dans sa revue de la presse, il rassemble des articles copiés du mien de la veille avec une parfaite bonhomie et sans ironiser le moins du monde sur le plagiat. Ce gaillard ne veut pas renoncer au plaisir personnel d'avoir sa propre opinion militaire, ce qui est pure imbécillité.

---

1 Engels a repris ici, en les modifiant légèrement, quelques vers tirés du poème de Heinrich Heine, *Die Grenadière,* in *Buch der Lieder.*

2 Arcadiens, allusion ironique à la majorité bonapartiste du Corps législatif. Ce nom Correspond à celui d'un club bonapartiste de la rue des Arcades, mais sans doute aussi à celui des habitants de l'Arcadie, célèbres dans la mythologie grecque pour leur naïveté et leur candeur.

3 Engels fait allusion à l'encerclement de l'armée française de Bazaine à Metz, où les assiégés capituleront le 27 octobre 1870. Il compare cette défaite à celle de Mac Mahon à Woerth le 6 août 1870 et à la capitulation du général autrichien Mack von Leiberich en 1805 à Ulm devant Napoléon 1er.

De même que c'est un point d'honneur pour tout philistin de savoir monter à cheval, de même c'en est un d'entendre quelque chose à la stratégie. Mais ce n'est pas tout. Il y a quelques jours -simplement pour remplir toute la colonne - il a glissé dans mon article quelques passages absolument idiots sur le siège de Strasbourg. A la première occasion, j'écrirai un article sur ce sujet, et je dirai exactement le contraire. [1] Mais que veux-tu? En temps de paix, le journalisme n'est rien d'autre qu'une continuelle exposition de choses que l'on n'a pas apprises, et c'est pourquoi je n'ai pas le droit, en fait, de me lamenter.

Encaisse le chèque, et garde l'argent. Une moitié te revient de droit, et l'autre est une avance sur la prochaine échéance pour laquelle je t'enverrai donc encore 70 £. [2]

Abstraction faite du facteur typiquement teuton, la filouterie alsacienne est principalement de nature stratégique: s'assurer comme champ avancé la ligne des Vosges et la Lorraine germanique. (Frontière linguistique: si, du Donon ou de Schirmeck dans les Vosges, tu tires une ligne droite d'une heure à l'Est de Longwy, où se rencontrent les frontières de la France, du Luxembourg et de la Belgique, cela colle pour ainsi dire exactement; du Donon à la frontière suisse, le long des Vosges.) En fait, les Vosges du Donon, au Nord, ne sont pas aussi hautes et escarpées que les Vosges au Sud. Mais, il n'y a que les ânes du *Staatsanzeiger* et les Brass et Cie qui soient assez stupides pour croire que la France sera matée, si on lui enlève cette mince bande de territoire peuplée d'environ 1 million 1/4 d'habitants. Les criailleries des philistins qui réclament des « garanties » sont toujours absurdes, mais il se trouve qu'elles arrangent les petites affaires de la camarilla et de la cour.

Je n'ai pas encore lu le poème de l'infirmier. Ça doit être beau. À de rares exceptions près, les infirmiers sont les plus grands lambins et traînards qui soient; ils ne sont jamais à leur poste, lorsqu'on a besoin d'eux, mais ils mangent et boivent comme quatre et la ramènent au point qu'ils sont repérés dans toute l'armée.

À Sarrebruck, les Français ont causé autant de dommages qu'ils ont pu. Naturellement, le bombardement n'a duré que quelques heures, et non jour et nuit durant des semaines comme à Strasbourg.

Je te renvoie ci-inclus la très intéressante lettre de Cacadou. À moins d'un événement extraordinaire, la défense de Paris sera un épisode comique. On comprend mieux le régime de la terreur grâce à ces éternelles petites paniques, qui sont toutes dues à la peur du moment où l'on doit enfin apprendre la vérité. Nous, nous entendons par ce terme le règne de gens qui inspirent la terreur; pour les autres, en revanche, c'est le règne de gens qui sont eux-mêmes terrorisés. Il s'agit alors de cruautés en grande partie inutiles, commises par des gens qui ont peur et ont besoin de se rassurer. Je suis convaincu que les *fautes* du régime de terreur de l'année 1793 retombent presque exclusivement sur le bourgeois follement apeuré et jouant au patriote, sur le petit-bourgeois philistin qui fait dans ses culottes de peur, et sur la racaille du sous-prolétariat, qui faisait ses petites combines grâce à la terreur. Dans la petite terreur actuelle, il s'agit précisément de nouveau de ces classes [3].

---

1 Dans son article *Sur la guerre* (cf. *Notes d'Engels,* etc., op. *cit., p.* 93-98), Engels exposa, dans leur vérité, les motifs et le déroulement du siège de Strasbourg par les troupes allemandes.

2 Pour permettre à Marx d'œuvrer à la théorie et de faire vivre sa nombreuse famille, Engels lui apportait un soutien financier.

3 Dans son ouvrage *Terrorisme et communisme. Contribution à l'histoire naturelle (sic!) de la révolution, Karl* Kautsky mentionne ce passage (p. 40 de l'édition allemande), pour « démontrer), que Marx et Engels avaient modifié leur attitude, « naguère favorable» au terrorisme. En fait, même dans ce passage, Engels distingue entre le terrorisme qu'il revendique lui-même et qui inspire la terreur (aux autres), et le terrorisme

Meilleures salutations de nous tous - y compris Jollymeyer et Moore - à vous tous.
Ton F. E.

MARX À ENGELS

Londres, le 6 septembre 1870

Cher Fred,

À peine m'étais-je « installé » pour t'écrire que Serraillier arrive et m'annonce qu'il quittera Londres demain pour se rendre à Paris, mais qu'il n'y restera que quelques jours. Objectif principal: arranger les affaires avec l'Internationale de là-bas (Conseil fédéral de Paris). C'est d'autant plus nécessaire que toutes *la branche française* s'en va à Paris pour y commettre des bêtises au nom de *l'Internationale. « Ils » veulent* renverser le gouvernement provisoire, établir la commune de Paris, nommer Pyat ambassadeur français à Londres, etc.

J'ai reçu aujourd'hui du Conseil fédéral de Paris une proclamation au peuple allemand (que je t'enverrai demain) en même temps qu'une demande insistante au Conseil général de lancer un nouveau Manifeste tout exprès pour les Allemands. Aie l'obligeance de m'envoyer aussi vite que possible, en anglais, des notes militaires, susceptibles d'être utilisées pour le manifeste.

J'ai longuement répondu aujourd'hui même au Conseil fédéral, en assumant du même coup la tâche très désagréable de leur ouvrir les yeux sur le véritable état de choses. [1]

J'ai reçu une réponse de Brunsvick aujourd'hui: ils organiseront l'agitation en suivant exactement mes instructions.

À propos: Longuet m'a télégraphié dimanche la proclamation de la République. Le télégramme est arrivé à 4 heures du matin.

---

vil de ceux qui tremblent eux-mêmes de peur et terrorisent les autres d'autant plus. Dans le premier cas, c'est le terrorisme du prolétariat, conscient du cadre, de l'effet, de la raison et du but de la terreur et, dans l'autre cas, c'est la terreur bourgeoise, instinctive, désordonnée et aveuglée. L'ouvrage de Kautsky a une pure valeur polémique *contre* la révolution russe, le prétexte en étant l'analyse de la Commune de Paris en opposition à la révolution de 1789. Trotsky lui répondit dans son brillant *Communisme et terrorisme* (Paris, Union Générale d'Éditions, 10/18,1963). Le seul reproche que l'on puisse adresser à Trotsky, c'est ne pas avoir systématiquement cité Marx et Engels eux-mêmes, abondamment utilisés par Kautsky, pour démontrer que, non seulement celui-ci choisissait des citations isolées de leur contexte littéraire et historique et écartait tout ce qui ne lui convenait pas, mais encore qu'il falsifiait la pensée de Marx dans les passages qu'il citait, comme on l'a vu ci-dessus. Mais il faut dire à la décharge de Trotsky que, lorsqu'il répondit à Kautsky, ce ne fut pas dans la paix d'un cabinet de travail pourvu de tous les moyens matériels et de la documentation voulue.

Terrorisant ses propres troupes, Engels estimait que « les gaillards qui ont abandonné le fort d'Issy, sans même avoir été attaqués, méritent d'être fusillés. La situation militaire [de la Commune] s'est gravement détériorée à la suite de cet acte de lâcheté ». Engels à H. Jung, le 10 mai 1871.

[1] Cette lettre contenant des instructions représente une forme d'intervention du « parti Marx » dans le cours des événements dramatiques de la période révolutionnaire en France. Comme tant d'autres, elle n'a pu être retrouvée.

Jules Favre, voyou notoire et homme de Juin, [1] est pour le moment bien à sa place comme ministre, des Affaires extérieures. Il a toujours combattu la vieille politique de Thiers et s'est toujours prononce en faveur de l'unité italienne et allemande.

Le seul qui me chagrine, c'est Rochefort qui est entré dans un gouvernement au côté de l'infâme Garnier-Pagès. Cependant, étant membre du comité de défense, il ne pouvait guère refuser d'agir. [2]

Vifs remerciements pour l'argent. Les dieux eux-mêmes ignorent en quoi je pourrais prétendre à la moitié de tes honoraires.

Salut.
Ton K. M.

Paul, Laura et Schnappy sont bien arrivés à Bordeaux, le 2 septembre. Tant mieux, car Paul n'aurait jamais quitté Paris, dans les circonstances actuelles.

Il y a ici une véritable invasion de *réfugiés qui ont sauvé leur bourse* (Fr.). Comme je te l'ai écrit, les habitations pour gentlemen sont en train d'augmenter de prix.

Si le temps qui en France est, paraît-il, horrible en ce moment, continue de durer comme il est probable après la longue période de sécheresse exceptionnelle, ne crois-tu pas que les Prussiens auront des motifs pour entendre raison, d'autant qu'il y a la menace d'une alliance anglo-russo-autrichienne ?

Dupont qui entretient depuis fort longtemps une, correspondance avec Pigott, devrait écrire à cet animal une lettre bien sentie, au nom des Républicains français. Encourage-le dans cette voie.

ENGELS À MARX

Manchester, le 7 septembre 1870

Cher Maure,

(Suite). Le chauvinisme est monté horriblement à la tête du philistin allemand, à la suite de victoires inespérées et auxquelles il n'a aucun mérite. Il est grand temps de faire quelque chose pour y remédier. Ah! si le *Volksstaat* n'était pas aussi misérable! Avant que mon Introduction à la *Guerre des Paysans* ne paraisse comme brochure, les événements seront depuis longtemps passés. Le nouveau manifeste de l'Internationale (dont tu devras écrire aussi le texte allemand cette fois) est donc d'autant plus nécessaire.

---

[1] La mémoire historique des événements et des personnages permet à Marx-Engels d'établir et d'étayer leur prévision sur l'attitude des personnages dans le drame de la Commune. C'est particulièrement évident pour Jules Favre, dont le rôle sinistre fut dénoncé avec vigueur par Marx. Si ce « voyou » de Favre est bien à sa place dans la République du 4 Septembre, c'est que Marx a une piètre idée du nouveau régime.

[2] Après la chute du second Empire, Rochefort fut chargé de diriger la « Commission des barricades », responsable de l'aménagement des défenses (barricades et tranchées dans les rues de Paris).

Si l'Appel international des Parisiens a été télégraphié fidèlement ici, cela démontre qu'ils se trouvent encore complètement sous la domination de la phraséologie. Après avoir toléré Badinguet pendant 20 ans, après avoir été incapables, il y a six mois encore, d'empêcher qu'il obtienne 6 millions de voix contre 11/2 et les lance contre l'Allemagne sans aucune raison et sans aucun prétexte, ces gens prétendent aujourd'hui, parce que les victoires allemandes leur ont *fait cadeau* d'une république - mais laquelle! -, que les Allemands doivent quitter immédiatement le sol sacré de la France, sinon: *guerre à outrance!* (Fr.) C'est en tout et pour tout la vieille idée de la supériorité de la France, du sol sanctifié par 1793 qu'aucune autre cochonnerie française ne peut profaner ultérieurement, bref: la sainteté du mot république. En fait, cela évoque la façon de faire des Danois qui, en 1864, laissaient approcher les Prussiens jusqu'à 30 pas de distance pour lâcher leur salve sur eux, puis déposaient les armes en espérant que cette formalité leur éviterait qu'on leur rende la monnaie de leur pièce.

Je veux espérer que, sitôt passée la première ivresse, ces gens reprendront leur esprit, autrement il deviendrait bigrement difficile d'avoir des rapports internationaux avec eux.

Toute cette république dont l'origine est exempte de luttes, est jusqu'à présent une farce pure et simple. Comme je l'attends depuis 15 jours et davantage, les Orléanistes veulent une république intérimaire pour conclure une paix déshonorante, de sorte que la responsabilité n'en retombe pas sur les Orléans qui seront restaurés dans un second temps. Les orléanistes détiennent pratiquement le pouvoir: Trochu le commandement militaire et Kératry la police, les messieurs de la Gauche ont les postes de bavards. Comme les Orléans sont maintenant la seule dynastie possible, ils peuvent attendre tranquillement jusqu'au moment opportun leur réel avènement au pouvoir.

Dupont vient de s'en aller. Il a passé la soirée ici, et il est furieux à cause de ce bel Appel parisien. Il s'est quelque peu calmé lorsque je lui ai appris que Sermillier rejoignait Paris et avait parlé avec toi auparavant. Son opinion sur le cas est très claire et parfaitement juste: il faut utiliser les libertés consenties inévitablement par la République pour organiser le parti en France, agir, une fois l'organisation mise sur pied, si l'occasion s'en présente; réserver l'Internationale en France jusqu'à ce que la paix soit conclue.

À en juger par la correspondance du *Daily News,* ces messieurs du gouvernement provisoire et les bourgeois de Paris savent fort bien que la poursuite de la guerre n'est qu'une belle parole. La pluie ne gênera guère les Allemands, les soldats qui sont actuellement au front y sont maintenant habitués et se portent mieux qu'avec la forte chaleur. Certes, des épidémies peuvent se déclarer, notamment lors de la capitulation de Metz, où des foyers d'épidémie existent *déjà* sûrement, mais 'tout cela ne jouera guère. Une guerre de guérilla, qui obligerait les Prussiens à fusiller massivement, est plutôt improbable, encore que des actions de guérilla pourraient surgir çà et là, sous la première impression de la révolution. Nous pourrons juger de l'évolution ultérieure du conflit, lorsque nous aurons appris quel est le contrecoup de la capitulation de Metz, qui aura lieu ait plus tard la semaine prochaine. [*] jusqu'ici les mes-ores - ou plus exactement les phrases - des nouveaux gouvernants me semblent promettre peu de chose, sinon la reddition prochaine.

Rochefort ne restera probablement pas longtemps avec cette bande de vauriens: lorsque la *Marseil*laise reparaîtra. il y aura bientôt un heurt avec eux. [1]

---

[*] Metz capitule le 27 octobre.

[1] Après la chute du second Empire, Rochefort fut chargé de diriger la « Commission des barricades », responsable de l'aménagement des défenses (barricades et tranchées dans les rues de Paris).

Schorlemmer est parti aujourd'hui avec Wehner, afin de porter à Sedan, directement par la Belgique, une grande quantité d'alcool, de vin, de couvertures, de chemises de flanelle, etc. aux blessés de la part du Comité d'Assistance de Manchester. S'il trouve un peu de temps, il passera te voir; mais il a encore quantité de choses à régler, car les achats et l'emballage des affaires ont commencé hier matin seulement. De Sedan ils veulent aller, si possible, à Metz où chacun d'eux a un frère dans l'armée.

Ce qui caractérise le piteux gouvernement de Paris c'est qu'il n'a pas non plus le courage de dire au public de manière franche où en sont les choses. Je crains - s'il ne se produit pas un miracle -qu'un moment de domination bourgeoise *directe sous* les Orléans ne soit inévitable, afin que la lutte puisse se dérouler sous sa forme pure. Sacrifier maintenant les ouvriers serait une stratégie à la Bonaparte et Mac-Mahon; en aucun cas, ils ne peuvent faire quoi que ce soit avant la paix; ensuite, ils auront besoin, en tout premier, de temps pour s'organiser.

La menace d'une alliance exercera probablement une légère pression sur les Prussiens. Mais, ils savent que les fusils à chargement par la culasse des Russes ne valent rien, que l'Angleterre n'a pas d'armée et que les Autrichiens sont extrêmement faibles. En Italie, Bismarck semble avoir rendu impossible à cause du Pape toute résistance de la part des gouvernants (puisque le gouvernement de Florence annonce officiellement qu'il ira à Rome avant même la fin de septembre), et aussi à cause de la promesse de la Savoie et de Nice: le coup est bien monté. Du reste, il semble que Bismarck n'attende qu'une pression pour se contenter d'argent et de la ville de Strasbourg et alentours. Il a encore besoin des Français, et il s'imagine peut-être qu'ils considéreront cela comme de la générosité.

Adieu, mes meilleures salutations.
Ton F. E.

MARX À ENGELS

Londres, le 10 septembre 1870

Cher Fred,

Toi-même et Dupont, vous devez m'excuser si je vous réponds avec un tel retard. Je suis surcharge de tâches politiques.

Les âneries ci-incluses, en provenance de deux points opposés - Brunsvick et Paris - te montreront comment on s'ingénie à me rendre les choses agréables.

Tu sais que j'avais envoyé des instructions à Brunsvick. Je supposai - à tort - que je n'aurai pas affaire à des polissons, mais à des gens intelligents qui doivent savoir que le langage brutal des lettres n'est pas destiné « à la publication », et en outre que, dans des instructions, on convient de signaux discrets dont on tient compte, mais qu'il ne faut pas *trahir* en les criant sur les toits. Fort bien! Ces ânes, non seulement publient « littéralement » des passages de ma lettre, mais insistent, comme des lourdauds, sur le fait que *je suis* l'auteur de la lettre. En outre, ils *publient* des phrases, comme celle sur « le déplacement, de France en Allemagne, du centre de gravité du mouvement ouvrier continental », etc., qui devaient leur servir

d'aiguillon, mais ne devaient en aucun cas être rendues publiques en ce moment. Probablement faut-il encore que je leur sois reconnaissant de *ne pas* avoir publié au moins ma critique des ouvriers français. Et par-dessus le marché, ils envoient, en toute hâte, leur compromettante élucubration... à *Paris!* (Sans parler de Bruxelles et de Genève !). [1]

Je leur passerai un savon, mais la bêtise est faite. Il y a, d'autre part, ces imbéciles de Paris! Ils m'envoient, en grande quantité, leur manifeste ridiculement chauviniste, qui a suscité ici, parmi les ouvriers anglais, la risée et l'indignation, que *j'ai* eu toutes les peines du monde à ne *pas* laisser se manifester publiquement. Il faudrait que j'en envoie des quantités en Allemagne, probablement pour faire comprendre aux Allemands qu'ils doivent d'abord « se *retirer au-delà du Rhin » pour* être *chez eux* à la maison! Au lieu de répondre rationnellement à ma lettre, ces gaillards se permettent, en outre, de m'envoyer des instructions par télégraphe (des instructions de l'ex-étudiant Longuet!) sur la manière dont je dois faire l'agitation *en Allemagne!* Quel malheur! (Fr.).

J'ai mis tout en œuvre ici pour que les ouvriers forcent leur gouvernement à reconnaître la République française (une série de manifestations a commencé lundi). [2] Gladstone était assez bien disposé tout au début, mais il en est autrement de la reine, influencée par des instructions prussiennes, ainsi que de la fraction oligarchique du cabinet.

Je déplore que ce bavard, importun, vaniteux et ambitieux Cluseret se soit acoquiné avec Grousset de la *Marseillaise,* qui est un homme très capable, ferme de caractère et courageux.

La nouvelle *Adresse* (merci pour la contribution que tu as fournie) sortira mardi. Je n'ai pu éviter qu'elle ne soit longue.

Tes articles sur les fortifications de Paris et le bombardement de Strasbourg sont magistraux. [3]

Dis à Dupont que je partage tout à fait son opinion, et que j'ai chargé *expressément* Serraillier de lui écrire qu'il *ne* doit *pas* quitter Manchester pour *le moment.*

Schorlemmer est venu nous rendre visite avant-hier soir.

---

[1] Dans cette lettre, Engels répond à Marx qui lui avait demandé de définir la guerre franco -prussienne et l'attitude à observer par les ouvriers. En Allemagne, Liebknecht avait défendu une thèse fondamentale juste (niais à partir de motivations erronées), celle-là même défendue par Marx dans sa Première Adresse: « les ouvriers allemands et français ne se font pas la guerre, mais échangent des messages de paix et d'amitié » (op. cit., pp. 280-281). Cependant, Liebknecht négligeait le fait que, du côté allemand, la guerre était défensive, ou mieux: qu'elle était encore progressive puisqu'elle permettait à l'Allemagne de se constituer en nation moderne. Mais Engels entrevoit déjà le tournant que va prendre la guerre du côté allemand: de défensive elle devient impérialiste. Il faut obtenir dès lors une paix honorable pour la France, une fois la République instaurée. Telle était, en gros, la position du Comité exécutif du parti social-démocrate allemand de Brunsvick: cf. Marx-Engels, Écrits militaires, pp. 517-523.

[2] Le Conseil général, et Marx plus particulièrement, furent très dévoués, parmi les ouvriers anglais, dans l'action de soutien de la République française et dans la lutte pour obtenir sa reconnaissance diplomatique par l'Angleterre. Dès le 5 septembre, il y eut de puissantes manifestations, soutenues par les syndicats, à Londres, Birmingham, Newcastle et autres grandes villes; les ouvriers y adoptèrent des résolutions de sympathie pour la République française. Un mouvement s'amorça même pour proclamer la République en Angleterre. Les hautes sphères gouvernementales anglaises redoutèrent alors la contagion de la crise révolutionnaire et temporisèrent. Ce n'est qu'après la formation du gouvernement contre-révolutionnaire de Thiers, en février 1871, que le gouvernement anglais reconnut la République française.

[3] Cf. *Notes sur la guerre de 1870-1871* d'Engels, op. *cit.,* articles XVI et XVII, pp. 88-97.

Salut.
Ton K. M.

À propos: le prof. Schaeffle de Tubingen a publié un livre volumineux et idiot (il coûte 12 1/2 sh !) contre moi.

ENGELS À MARX

Manchester, le 12 septembre 1870

Cher Maure,

Nos amis d'Outre-Manche - en Allemagne comme en France - se surpassent tous pour ce qui est de l'habileté politique. Ces ânes de Brunsvick ! Ils tremblaient a l'idée de te fâcher s'ils avaient donné une autre forme à ce que tu as exprimé, de sorte qu'ils ont publié le texte à la lettre. La seule chose vraiment déplaisante, c'est le passage sur le déplacement du centre de gravité. C'est un manque de tact invraisemblable de leur part. Cependant, il faut espérer qu'en ce moment les Parisiens ont d'autres choses à faire que de se consacrer à l'étude de ce Manifeste, d'autant qu'ils ne savent pas l'allemand. Leur allemand dans l'appel est beau. Et, dans sa feuille, Wilhelm. [Liebknecht] chante les louanges de cette salade chauvine. Longuet est bon lui aussi. Parce que Guillaume 1er *leur* a fait cadeau d'une République, il faut faire aussitôt maintenant la révolution en Allemagne. Pourquoi n'en ont-ils pas fait une après l'espagnole? [1]

La *Zukunft* d'aujourd'hui a reproduit le passage du Manifeste sur l'Alsace et la Lorraine, mais comme s'il émanait des Brunsvickois. Envoie-moi deux - ou même plus - exemplaires de la nouvelle *Adresse,* dès sa parution.

S'il nous était possible de faire quoi que ce soit à Paris, il faudrait empêcher que les ouvriers déclenchent un mouvement avant la paix. Bismarck sera bientôt en condition pour conclure la paix, soit parce qu'il aura pris Paris, soit parce que la situation européenne l'obligera à mettre fin à la guerre. De quelque manière que se fasse la paix, elle doit être conclue avant que les ouvriers puissent faire quelque chose. S'ils vainquent à présent - au service de la Défense nationale -, ils doivent assumer l'héritage de Bonaparte et de l'actuelle misérable république, puis ils seront inutilement battus par les armées allemandes et rejetés vingt ans en arrière. Eux-mêmes n'ont rien à perdre s'ils attendent. Les éventuelles modifications de frontière ne seront jamais que provisoires et seront de nouveau annulées. *Ce serait folie que de se battre pour les bourgeois contre les Prussiens.* Du simple fait de conclure la paix, un gouvernement - quel qu'il soit - perd toute chance de durer longtemps et l'armée qui revient de captivité ne sera pas très redoutable dans les conflits internes.

Après la paix, toutes les chances pour les ouvriers seront plus favorables qu'elles ne l'ont été avant. Mais, ne se laisseront-ils pas entraîner, sous la pression de l'attaque extérieure, à

[1] Engels fait allusion à la révolution espagnole bourgeoise, déclenchée en septembre 1868 par un soulèvement de la marine, suivi de l'abdication d'Isabelle IL Les masses populaires luttèrent avec énergie. La bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers embourgeoisés arrivèrent au pouvoir, mais ils instaurèrent une monarchie constitutionnelle, en opposition à la volonté populaire. Ce n'est qu'en 1873 que fut proclamée la première République espagnole.

proclamer la République sociale à la veille de l'assaut contre Paris? Il serait horrible que les armées allemandes, comme dernier acte de guerre, aient à livrer une bataille de barricades contre les ouvriers parisiens. Cela nous rejetterait 50 ans en arrière et fausserait toutes les données, chacun et chaque chose se trouvant dans une position double, sans parler de la haine nationale et du règne de la phraséologie qui, *dans ce* cas, surgiraient parmi les ouvriers français!

C'est un grand malheur qu'il y ait si peu de gens à Paris qui aient le courage et la volonté de considérer, dans la situation actuelle, les choses telles qu'elles *sont réellement.* Quel est celui qui, à Paris, a simplement le courage de *penser* que la force d'une résistance active de la France dans cette guerre est brisée de sorte que s'écroule pour ainsi dire la perspective de chasser l'envahisseur grâce à une révolution. Mais, justement parce que les gens ne *veulent* pas entendre la vérité telle qu'elle est, il faut craindre qu'on en vienne tout de même là. En effet, on peut penser que l'apathie des ouvriers d'avant la chute de l'Empire va cesser maintenant.

Pourrais-tu m'indiquer le titre du livre de Schaeffle? Voilà un véritable adversaire. Il a été membre du parlement douanier, [1] c'est un économiste vulgaire tout à fait ordinaire, plutôt du type Faucher, mais c'est un Souabe. Cc livre te divertira sûrement.

Comme, selon toute vraisemblance, *quelque chose* sera annexé, le moment est venu de penser aux points sur lesquels les ouvriers allemands et français pourraient s'entendre afin de déclarer l'annexion comme nulle et non avenue et de l'annuler le moment voulu. Il nie semble qu'il eût été utile de le faire dès le moment où la guerre a éclaté; mais c'est indispensable maintenant que la question de cessions territoriales touche les Français, autrement ils crieront à mort.

Dis à Tussy que ma femme lui est très reconnaissante pour sa lettre, et qu'elle lui répondra ces jours-ci. Avec mes meilleures salutations à vous tous.

Ton F. E.

MARX À CÉSAR DE PAEPE

Londres, le 14 septembre 1870

Cher citoyen,

Ci-inclus deux exemplaires de notre *Adresse,* l'un pour *l'Internationale,* l'autre pour *la Liberté.* Je n'ai pas le temps de la traduire, et Dupont est à Manchester, Serraillier à Paris, comme délégué du Conseil général. Mon temps est absorbé par la correspondance avec l'Allemagne et l'agitation parmi les ouvriers anglais.

---

[1] Organe suprême de *l'Union Douanière,* créée en 1834 sous la direction de la Prusse et réorganisée en juillet 1867 par une convention entre la Confédération du Nord et les États du Sud. Le parlement douanier contribua à l'unité *économique* de l'Allemagne et prépara son unité *politique* en 1871.

Notre Comité central de Brunswick a publié le 5 septembre un appel aux « Ouvriers allemands,) contre l'annexion de territoire français et pour la paix avec la République. Sur l'ordre du général Vogel von Fackenstein, l'infâme Prussien qui s'est distingué en 1866 par son vandalisme à Francfort, les manifestes n'ont pas seulement été confisqués, mais tous les membres du Comité -et même le malheureux imprimeur du manifeste - ont été arrêtés, chargés de fers comme des criminels et transportés à Lötzen, ville de Prusse orientale. Vous savez que, sous prétexte d'un débarquement français, toute la côte de l'Allemagne du Nord a été mise en état de guerre, de manière à ce que messieurs les militaires puissent arrêter, juger, fusiller, comme bon leur semble. Cependant, même dans les parties de l'Allemagne où l'état de guerre n'a pas été proclamé, les Prussiens ont établi un régime de terreur, soutenu par la classe moyenne, contre toute opinion indépendante. Les ouvriers allemands se comportent admirablement, malgré cette terreur et les hurlements patriotiques es bourgeois.

Je regrette de ne pas pouvoir dire la même chose des camarades français. Leur manifeste [1] est une absurdité: «Repassez le Rhin! », mais ils oublient que, pour arriver chez eux, les Allemands n'ont pas besoin de repasser le Rhin, il leur suffit de se retirer dans le Palatinat et la Province rhénane (prussienne). Vous comprendrez comment cette phrase chauvine a été exploité-- par les journaux officiels de Bismarck! Tout le ton de ce manifeste est absurde et pas du tout dans l'esprit de l'Internationale.

Je n'ai pas le temps de vous copier toute la lettre de Serraillier, mais le passage suivant suffira à vous éclairer sur l'état des choses à Paris. C'est notre devoir de ne pas nous tromper nous-mêmes par des illusions:

« C'est incroyable de penser que des gens peuvent pendant six ans être internationaux, abolir les frontières, ne plus connaître d'étrangers, et en arriver au point où ils en sont venus pour conserver une popularité factice et dont, tôt ou tard, ils seront les victimes. Quand je m'indigne de leur conduite, ils répondent eue s'ils parlaient autrement, ils seraient boulés! Ainsi, il leur paraît plus convenant de tromper ces malheureux sur la véritable situation de la France, que de chercher, au risque d'y perdre leur popularité, a les ramener à la raison, ce que je crois serait bien plus utile à notre France. Il y a plus: par leurs discours ultra-chauvins, quelle situation font-ils à l'Internationale ? Combien faudra-t-il de générations pour effacer l'antagonisme profond de nationalité qu'ils cherchent à faire renaître par tous les efforts que leur pauvre imagination leur suggère! Ce n'est pas qu'ils soient sots, loin de là. Mais comme moi, ils savent qu'ils trompent le peuple en le flattant; ils sentent qu'ils creusent un abîme sous eux; je dis plus, ils ont peur de s'avouer franchement International, et comme cela est bête, il s'ensuit qu'ils ne peuvent rien trouver d'autre que de parodier la révolution de 1793 ! ».

Tout cet état de choses disparaîtra, je l'espère, devant la capitulation prochaine et inévitable de Paris. Le malheur des Français, même des ouvriers, ce sont les *grands souvenirs!* Il faudra, une fois pour toutes, que les événements brisent ce culte réactionnaire du passé!

Le manifeste imprimé dans le supplément de la *Solidarité* [2] ne m'a pas étonné. Je sais fort bien que ceux qui prêchent l'abstention absolue de la politique - comme si les ouvriers étaient

[1] Il s'agit de l'appel « Au peuple allemand, à la démocratie socialiste de la nation allemande » du Conseil fédéral de l'Internationale de Paris, adressé par Henri Bachruch à Marx le 5 septembre 1870. Cet appel fut publié le 11 septembre par le *Volksstaat* de W. Liebknecht.

[2] Marx fait allusion au « Manifeste aux Sections de l'Internationale », rédigé par les bakounistes James Guillaume et Gaspard Blanc, et publié le 5 septembre 1870 dans la *Solidarité* de Neuchâtel.

des moines qui établissaient leur monde à eux *cri* dehors du grand monde - retombent toujours, au premier tocsin historique, dans Ici politique bourgeoise.

La presse anglaise - à l'exception de bien peu de journaux - est vendue, la majorité à Bismarck, la minorité à L. Bonaparte, qui a sauvé assez d'argent pour acheter tout une armée. Néanmoins, j'ai trouvé les moyens pour faire une guerre à mort à messieurs les Prussiens. [1]

Nos amis de Paris m'ont bombardé de télégrammes qui m'informent sur ce que j'ai à faire en Allemagne. Je crois connaître un peu mieux que les Parisiens la manière dont il faut traiter mes compatriotes.

Vous m'obligeriez en m'écrivant quelques lignes sur l'état des choses en Belgique.

Salut et fraternité
Karl Marx.

ENGELS À MARX

Manchester, le 13 septembre 1870

Cher Maure,

Quels ânes incorrigibles que ces Prussiens! Voilà que, sur ordre de Vogel von Falckenstein, ils ont arrêté et conduit en wagon clos à Loetzen (Prusse orientale) tout le malheureux Comité social-démocrate de Brunsvick et jusqu'à l'imprimeur de cet appel bien intentionné et vraiment encore très mesuré. [2] Tu sais sans doute que, sous prétexte d'un débarquement français, presque toute l'Allemagne du Nord est déclarée en état de guerre de sorte que les autorités militaires peuvent procéder à des arrestations comme elles l'entendent. Par bonheur, la déportation immédiate en Prusse orientale démontre qu'elles veulent les tenir en prison jusqu'au moment de la paix seulement, mais non les déférer devant un tribunal de guerre, auquel cas l'officier chargé de les foudroyer pour le compte du pouvoir leur aurait certainement flanqué dix années de forteresse ou de bagne. Mais on voit comment le simple mot de république effraie ces esprits pusillanimes, et comment le monde officiel se sent mal à l'aise sans prisonniers d'État.

En général, la guerre prend une forme déplaisante, avec le temps qui passe. Les Français n'ont pas encore reçu assez de coups, et les ânes d'Allemands ont déjà remporté une trop grande victoire. Victor Hugo écrit des bêtises en français, [3] et le beau Guillaume maltraite la langue allemande: « Et alors, adieu avec le cœur ému à la fin d'une telle lettre » !! Et cela se

---

1 Marx fait allusion à la campagne du Conseil général en faveur de la reconnaissance de la République française et à ses diverses relations « privées » qui avaient accès aux journaux anglais, Eccarius, Edward Spencer Beesly, etc. Cf. note…

2 Le 9 septembre 1870, les membres du Comité exécutif de Brunsvick du parti ouvrier social-démocrate allemand Wilhelm Bracke, L. von Bornhorst, S. Spier, A. Kühn et H. Gralle ainsi que l'imprimeur Sievers furent arrêtés et internés dans la forteresse de Boyen.

3 Engels fait allusion à l'appel de Victor Hugo « Aux Allemands », publié dans le *Rappel* et dans le *Moniteur universel,* le 10 septembre 1870.

prétend roi, qui plus est, de la nation la plus « cultivée » [*] du monde! Et sa femme admet la publication d'une chose pareille! [1] Si cela continue encore ainsi pendant huit jours, on en arrivera à la conclusion que tous les deux partis nous...[**]

Or donc, adieu, le cœur ému ou pas, à la fin d'une telle lettre.
Ton F. E.

---

[*] La plus cultivée est écrit suivant l'argot berlinois.

[1] Le *Königlich Preussischer Staatsanzeiger* du 10 septembre publia une lettre de Guillaume *II,* à sa femme, Augusta-Marie-Louise-Catherine.

[**] Traduction littérale du texte.

LE DRAME

Retour à la table des matières

Notice du traducteur

Retour à la table des matières

On ne peut séparer radicalement les textes de Marx et d'Engels sur la première phase dit drame de la Guerre civile en France, celle où les événements sont positifs, comme l'affirme le «parti Marx », de ceux de la seconde phase où la guerre nationale allemande - après avoir fait l'unité de l'Allemagne, renversé le bonapartisme, et préparé la République en France - se change en guerre contre-révolutionnaire et impérialiste, avec l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Si, en théorie et dans la logique impitoyable de l'histoire, la rupture est nette, elle ne l'est ni dans les textes de la correspondance et les manifestes de Marx et d'Engels, ni dans les événements pris ait jour le jour où elle est parfois anticipée.

En effet: 1° *Marx et Engels ont pour tâche de* prévoir *le cours des événements, afin de définir les positions du parti et transmettre ses instructions aux quelques éléments qu'il influence. Ainsi, Marx rédige dès la fin du mois d'août - lorsqu'il tient pour acquise la défaite militaire* de Napoléon *III, mais pas du tout celle d'une France républicaine* [1] *-, un appel ait*

---

[1] Cf. Engels à Marx, le 15 août 1870. Le 4 février 1871 encore, Marx écrivait à Kugelmann : « Malgré toutes les apparences, la situation de la Prusse est rien moins que facile. Si la France résiste, utilise l'armistice pour réorganiser ses armées et donner enfin à la guerre un caractère véritablement révolutionnaire, l'Empire néo-germanique et borussien pourrait encore recevoir à son baptême une raclée à laquelle il ne s'attend absolument pas. » Mais, « Trochu a jugé plus important de tenir en échec les Rouges que de battre les Prussiens. Tel est le véritable secret des défaites, non seulement à Paris, mais dans toute la France, où la bourgeoisie a agi selon le même principe, en accord avec la plupart des autorités locales. »

Selon Marx, la bourgeoisie française choisit délibérément la collaboration avec les Prussiens. Dans ce cas, les ouvriers devaient-ils « relever le drapeau national, jeté dans la fange par la bourgeoisie », en appliquant la formule de Staline proposée aux ouvriers pendant la guerre 1940-1945 afin de remettre la bourgeoisie au pouvoir? Engels répond catégoriquement: « Ce serait folie que de se battre pour les bourgeois contre les Prussiens » (lettre à Marx du 12 septembre 1870).

Jamais Marx et Engels n'ont renversé leur initiale formule de la guerre défensive du côté prussien en guerre défensive du côté français, car à la première grande victoire française, cette dialectique absurde se fût transformée de nouveau en son contraire. Marx et Engels souhaitèrent une paix honorable et firent tous leurs efforts pour l'obtenir. Et même si les Prussiens annexent un morceau de territoire français, cela vaut mieux qu'une renaissance du chauvinisme français (cf. Seconde Adresse, Éd. Soc., p. 288 et le commentaire de Lénine en note, p. 289), de toute façon, « les frontières ne sont pas éternelles » cf. Engels à Marx le 12 septembre 1870 et Engels à Bernstein, le 22 février 1882 (Écrits militaires, p. 530).

Engels voulait cependant éviter une défaite trop grande, en raison de ses conséquences sur le moral, la force et l'organisation du prolétariat français.

Ce que Marx et Engels entendent par guerre défensive, ce n'est pas le contraire d'une guerre d'agression, (cf. p. 63), mais une guerre historiquement progressive parce qu'elle permet à une société de passer à une forme supérieure d'organisation.

C'est exactement ainsi que l'entendait Lénine: « On sait que K. Marx et Fr. Engels considéraient comme un devoir absolu pour la démocratie d'Europe occidentale, et à plus forte raison pour la social-démocratie, de soutenir activement la revendication de l'indépendance de la Pologne. Pour les années 1840-1850 et 1860-1870, époque de la révolution bourgeoise en Autriche et en Allemagne, époque de la «réforme paysanne » en Russie, ce point de vue était parfaitement juste et représentait le seul point de vue démocratique et prolétarien. [...] Dans l'Europe occidentale, continentale, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises embrasse un intervalle de temps assez précis, qui va à peu près de 1789 à 1871. Cette époque a été celle des mouvements nationaux et de la création d'États nationaux. Au terme de cette époque, l'Europe occidentale s'est trouvée transformée en un système d'États bourgeois, généralement homogènes au point de vue national. Aussi bien, chercher à l'heure actuelle le droit de libre détermination dans les programme des

Comité de Brunsvick dénonçant la volonté de Bismarck d'annexer l'Alsace et la Lorraine, c'est-à-dire de transformer la guerre défensive en guerre impérialiste que les ouvriers d'Allemagne et de France *doivent combattre. En fait, ce n'est que le 16 octobre 1870 que Bismarck prendra la décision ferme d'annexer l'Alsace-Lorraine et annoncera publiquement à la nation allemande qu'il poursuivra la guerre contre la France jusqu'à ce qu'il ait atteint ce but.*

20 *Dès avant le changement de la politique de guerre bismarckienne, certains événements annoncent et portent déjà la marque de la seconde phase, et vice versa; certains faits ne produisent leur effet qu'au bout d'un certain temps, si bien qu'un enchevêtrement et une certaine confusion sont inévitables pendant un laps de temps donné. Au reste, Bismarck a intérêt à brouiller les cartes autant qu'il le peut, d'une part, pour préparer ses troupes et ses concitoyens et, d'autre part, pour entretenir les illusions dans le camp adverse. Enfin, un sursaut français, parfaitement possible, pouvait encore changer et inverser l'issue de la guerre durant quelques mois: Trochu, ait lieu de trahir, eût pu se battre, et le gouvernement de la Défense nationale, disposant encore d'un vaste territoire, eût pu ordonner la mobilisation générale, levant assez de troupes pour arrêter Bismarck, et obtenir une paix avantageuse pour les deux* nation*s.*

En, tant que correspondant de guerre de la Pall Mall Gazette, *Engels suivit ait jour le jour l'évolution tics opérations militaires de la guerre franco-prussienne et ne s'était pas trompé dans l'évaluation du rapport des forces, ni dans ses prévisions militaires. Dans ces articles, il exprime en de multiples occasions sa conviction qu'un redressement français était possible pour obtenir ait moins une paix honorable, si le gouvernement de la Défense nationale l'avait vraiment voulu et avait pris les mesures de stratégie et de mobilisation adéquates.*

Après la première défaite grave de Sedan qui balaya le bonapartisme, ce ne furent pas simplement les armes qui décidèrent de l'issue fatale de la guerre, niais un fait politique de classe, à peine décelable ait début, mais confirmé massivement et ouvertement par la suite: la bourgeoisie française, menacée d'une révolution où, au bout d'un certain temps, le prolétariat eût pris l'avantage, préféra être battue par la bourgeoisie allemande et s'assurer de la sorte la survie pour toute une période historique. Là encore, les faits évoluèrent très progressivement, accompagnés d'actions et déclarations contradictoires. Certes, ce ne fut pas une politique consciemment voulue par tous les membres de la classe bourgeoise, ni arrêtée clairement et publiquement, mais ce fut la politique qui s'imposa progressivement au gouvernement bourgeois, dans ses actes, ses alliances et même dans certaines de ses déclarations publiques.

Comme la correspondance échangée régulièrement entre Marx et Engels s'arrête en septembre, du fait qu'Engels va s'installer à Londres non loin de son ami, nous utiliserons pour la période ultérieure une correspondance moins directe et suivie, puisqu'elle s'adresse à de multiples destinataires de tendance souvent diverse et de pays plus ou moins affectés par le drame qui se noue. Nous extrairons des passages significatifs des Notes d'Engels sur la guerre de 1870-1871 *des éditions Costes: le lecteur en trouvera le texte complet dans cette traduction française, difficile à trouver aujourd'hui. Engels y suit le rapprochement progressif*

---

socialistes d'Europe occidentale, c'est ne rien comprendre à l'a b c du marxisme. En Europe orientale et en - Asie, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises n'a fait que commencer en 1905. » Cf. Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, en Œuvres choisies en 3 volumes, Moscou, tome I, pp. 733 et 706.

entre la bourgeoisie française et les vainqueurs prussiens qui finirent par conclure une véritable alliance de brigands.

Les lettres de Marx et d'Engels sur la répression anti-ouvrière en Allemagne laissent présager ce revirement de Bismarck.

Il n'est pas non plus possible de séparer, dans les textes écrits par Marx et Engels au fur et à mesure du déroulement de la crise, la phase de transformation de la guerre de défense allemande en guerre impérialiste d'une part, de celle de la transformation de la guerre impérialiste bonapartiste en guerre civile dit prolétariat de Paris et de province (masquée par la collaboration de fait *entre le gouvernement de la Défense nationale et Bismarck) d'autre part. En effet, le caractère de plus en plus accentué de la guerre impérialiste va de pair avec le développement de la guerre civile.*

Avant de reproduire les textes relatifs à ces questions, nous traduirons une correspondance sur la situation en Angleterre, nullement étrangère ait drame qui est en train de se nouer. En effet, la crise continentale se répercute sur la politique anglaise et provoque un renversement d'alliance, au détriment de la France. Le gouvernement anglais, quoique divisé, est en majorité favorable à la victoire allemande et peu enclin à reconnaître la République française, proclamée le 4 septembre. Le Conseil général de l'Internationale, sous l'impulsion de Marx, et les ouvriers, soutenus par leurs syndicats, organiseront de puissantes manifestations de sympathie à la République française: le mouvement ira si loin que certains demanderont l'instauration d'une république en Angleterre (que Marx et Engels ne conçoivent tas en régime bourgeois).

Le gouvernement anglais, après toutes sortes de louvoiements, raidira sa position et s'engagera dans une voie de plus en plus contre-révolutionnaire. Au moment de la crise sociale de la Commune, l'Angleterre bourgeoise aura rejoint, en fait, le camp des bourgeoisies française et allemande et contribué à leur rapprochement: toute la bourgeoisie internationale sera liguée contre les ouvriers parisiens insurgés.

Marx et Engels espéreront jusqu'au dernier moment que le front de la bourgeoisie internationale, jamais exempt de contradictions internes, ne se soucie pas: ils ne ménageront pas leurs efforts sur ce plait à Londres. Mais, à cette époque, l'Angleterre est ait faîte de sa puissance: elle peut sauver les apparences d'une politique libérale et démocratique, tout en œuvrant à la contre-révolution et en soutenant la réaction et le despotisme sur le continent. Déjà, en 1849, Mary écrivait: « Ce n'est qu'au montent où les chartistes seront à la tête du gouvernement anglais que la révolution sociale passera du domaine de l'utopie à celui de la réalité. » (Nouvelle Gazette rhénane, *1er janvier 1849).*

L'Angleterre eût pu empêcher Bismarck d'annexer l'Alsace-Lorraine, si bien que la guerre franco-prussienne se fût achevée de manière positive - l'Allemagne étant unifiée et disposant de structures politiques modernes, la France étant débarrassée du despotisme bonapartiste -, et l'Europe occidentale eût connu une phase de développement accéléré dans un climat de paix pratiquement assurée pour vit temps suffisant pour organiser les ouvriers afin de vaincre.

Mais l'Angleterre ne voulait à aucun prix que de fortes nations bourgeoises se développent sur le continent et lui fassent concurrence. L'annexion de l'Alsace-Lorraine constituait précisément une pomme de discorde entre les nations les plus puissantes du

continent qui, divisées, permettaient à l'Angleterre d'assurer pour une longue période son hégémonie sur le marché mondial.

Le pays capitaliste le plus puissant de l'époque eut donc son mot à dire dans le drame qui allait éclater. L'Angleterre officielle joua à fond la crise sur le continent, d'abord en exaspérant la tension franco-prussienne, puis en liguant les bourgeoisies franco-allemandes contre le prolétariat insurgé de Paris: la lointaine Amérique bourgeoise participa elle-même à l'assassinat de prolétaires parisiens comme Marx le montre, en dénonçant les agissements de l'ambassadeur des États-Unis, Mr Washburne. Le Pape lui-même dénoncera les révolutionnaires (tout en demandant que l'on prie pour leur salut).

Toute la période qui suivit immédiatement la Commune renforça encore l'Internationale bourgeoise qui fit durement sentir au prolétariat son activité contre-révolutionnaire, lâche, hypocrite et sanguinaire, lors de la chasse aux Communards à travers toute l'Europe et leur déportation jusque dans plusieurs continents.

Le drame de la Commune a donc, pour premier épisode, la réaction de toutes les bourgeoisie, puis *leur rapprochement. Hélas, les classes ouvrières d'Europe ne seront pas en mesure de concerter leur action et de renforcer leurs organisations au même rythme, à mesure que la crise sociale s'aggrave.*

Conjuration de la bourgeoisie internationale

Retour à la table des matières

> « Il y a quinze jours, les Anglais supputaient les conséquences possibles d'une victoire française dans la première grande bataille. Ils craignaient avant tout qu'un tel succès initial fournit à Napoléon III une occasion de conclure une paix rapide, dont la Belgique eût fait les frais. [1] Ils furent vite rassurés sur ce point » (Fr. Engels, la *crise de la guerre,* in Pall Mall *Gazette,* 20 août 1870).

MARX À ENGELS

Londres, le 14 septembre 1870

Cher Fred,

En même temps que cette lettre, 12 exemplaires de *l'Adresse.* Diverses erreurs typographiques, omissions de petits mots, etc., mais rien ne fausse le sens. Ce sera corrigé à la 2e édition. Il ne faut pas oublier que le Conseil général se heurte de toutes parts aux susceptibilités, et il ne peut donc écrire comme nous le ferions en notre nom.

La nouvelle de Brunsvick nous est arrivée hier soir de la part de Liebknecht; mais, comme toujours, l'imprécision de Wilhelm la rend inutilisable. J'ai envoyé aujourd'hui des notes à ce sujet à la *Pall Mall,* l'Écho, etc.

Le fait est excellent. Cette fois la chasse aux démagogues [2] commence *avant même que la guerre ne soit terminée* et se fait contre les ouvriers, au lieu des étudiants fumeux d'antan. C'est une très bonne chose que les Prussiens révèlent ce qu'ils sont, et qu'ils détruisent toute illusion possible dans la classe ouvrière, avant même que la paix ne soit conclue. En outre, la classe ouvrière ne peut être poussée dans le feu du combat que sous la persécution directe de l'État.

La « république » - même le simple mot - a donc donné une tournure nouvelle aux événements. En Angleterre, par exemple, Mr George Potter - ce « héros » de l'ouvrier -

---

[1] Au cours de la révolution française, l'occupation de la Belgique incita les Anglais à entrer en guerre contre la France, car ils ne pouvaient supporter qu'une France puissante occupât la Belgique qui fait directement face à la capitale anglaise et représente là un revolver braqué en plein cœur de l'Angleterre». Cette question est traitée en détail dans *l'État et la nation belge, produits de la contrerévolution,* in *Fil du Temps,* nº 1 et 3 (J. Angot, B.P. 24, Paris 19e).

[2] La réaction allemande appela *démagogues* les éléments progressistes du mouvement libéral et démocratique parmi les intellectuels et les étudiants allemands, après la guerre de libération allemande contre Napoléon 1er. La chasse aux démagogues commença en 1819, et reprit après la révolution française de 1830, s'organisant alors en véritable système judiciaire et policier de terreur.

professe publiquement qu'il est républicain. Cela te fera comprendre l'état d'âme de Londres. J'espère que la politique prussienne de la Cotir déclenchera le mécanisme. L'ingérence inconstitutionnelle de la petite-fille de George III et de la belle-mère du Fritz, c'est un fameux levier.

Dans tout cela, Bismarck est un âne. Comme tout lui a réussi tant qu'il fut l'instrument des aspirations allemandes à l'unité, il a perdu la tête au point de croire maintenant qu'il peut faire, sans pudeur et sans fard, une politique spécifiquement prussienne, non seulement à l'extérieur, mais encore à l'intérieur.

Hier, il y a eu un meeting ouvrier dans un local de Lincolns Fields. Nous étions réunis comme chaque mardi à notre siège, lorsqu'est arrivé un télégramme nous appelant à la rescousse. Les partisans de la Société *de la* Paix qui ont fait des « achats de grand style » parmi les ouvriers (par exemple Cremer) s'étaient presque assurés d'une toute petite majorité. Notre arrivée à l'improviste a fait tourner le vent. Il s'agissait notamment de diverses résolutions en faveur de la République française qui, comme le soutenait la Société *de* la *Paix,* auraient pu conduire à la guerre contre la Prusse. J'ai écrit aujourd'hui longuement pour donner des instructions, en Belgique et en Suisse, ainsi qu'aux États-Unis. [1]

La lettre ci-incluse de Serraillier t'intéressera ainsi que Dupont. Je ne t'envoie qu'un fragment, car le reste contient des nouvelles de la famille et est donc demeuré aux mains de madame Serraillier.

Salut.
Ton K.M., Secrétaire pour la Russie!

Le livre de Schaeffle s'intitule: *Capitalisme et socialisme,* etc.

MARX À ENGELS

En toute hâte.

Londres, le 16 septembre 1870

Cher Fred,

Charge Dupont de répondre - au nom du Conseil général - aux Marseillais (ci-inclus leur manifeste et lettre) pour leur passer un savon, et leur faire parvenir en même temps notre *Adresse* [*]. *S'il* le faut, je lui enverrai d'autres *Adresse.*

En dehors du *Spectator,* qui a écrit un article perfide sur notre *Adresse,* et de la *Pall Mall qui* en a publié un bref passage, toutes les feuilles de Londres se sont appliquées à la passer sous silence.

---

[1] Pour ce qui est des instructions de Marx adressées à la section belge, il s'agit sans doute de la lettre à de Paepe du 14 septembre (cf. supra, p. 81). Les lettres envoyées en Suisse et aux États-Unis n'ont pas été retrouvées.

[*] Il s'agit de la Seconde Adresse du Conseil général sur la guerre franco-allemande, rédigée par Marx. Cf. La Guerre Civile en France 1871. Éd. Soc., pp. 277-281.

Salut. [**] Ton K.M.

MARX À EDWARD SPENCER BEESLY

Londres, le 12 septembre 1870

Très estimé monsieur Beesly,

A. Serraillier, membre du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs et chargé des pleins pouvoirs du Conseil, est parti mercredi dernier pour Paris. Il tenait pour son devoir d'y aller, non seulement pour participer à la défense, mais encore pour user de son influence sur notre Conseil fédéral de Paris, car il possède effectivement de remarquables qualités intellectuelles. Sa femme vient d'être informée de ce projet. Hélas, elle n'est pas seulement sans le sou, elle et son enfant, mais les créanciers de Serraillier, qui ont des traites s'élevant à quelque 12 livres, menacent de faire vendre ses meubles et de la jeter à la rue. Dans ces conditions, mes amis et moi, nous avons décidé de lui venir en aide, et c'est pour cela que je me permets d'en appeler, par cette lettre, également à vous et à vos amis.

Vous remarquerez que *l'Adresse* que j'ai présentée vendredi dernier au Conseil général et qui est actuellement sous presse, coïncide sur bien des points presque littéralement avec votre pamphlet. [1]

Mon opinion est que Paris devra capituler; de lettres personnelles que je reçois de Paris, il ressort clairement que plusieurs membres influents du Gouvernement provisoire sont préparés à une telle issue.

Serraillier m'écrit aujourd'hui que la hâte avec laquelle les Prussiens marchent sur Paris est la seule chose au monde qui puisse prévenir une nouvelle *insurrection de juin.* Si Paris tombe, la France est loin d'être perdue si les provinces font leur devoir.

Le Conseil fédéral de Paris me bombarde de télégrammes, ayant tous pour seul but d'obtenir la *reconnaissance de la République française par l'Angleterre.* C'est effectivement d'une *importance primordiale pour la France.* C'est le seul moyen de l'aider à présent. Le roi de Prusse traite officiellement Bonaparte comme le souverain régnant de la France. Il voudrait le rétablir sur le trône. La République française n'existera pas tant que le gouvernement britannique ne l'aura pas reconnue. Mais il n'y a pas de temps à perdre. Permettrez-vous à votre reine et à votre oligarchie, sous la dictée de Bismarck, d'abuser de l'immense influence de l'Angleterre?

Respectueusement,
votre Karl Marx

À propos. En ce moment, la presse anglaise bavarde bien inutilement sur les mesures pour assurer la « défense » de l'Angleterre. En cas de guerre avec la Prusse ou d'autres puissances militaires du continent, vous disposez d'un moyen d'attaque, mais celui-là imparable: la destruction du commerce maritime des pays du continent européen. Vous ne l'obtiendrez

---

[**] Marx et Engels cessent désormais de s'écrire régulièrement, car Engels s'installe à Londres vers le 18 septembre, à quelque dix minutes du domicile de Marx. Dorénavant, les deux amis se rencontreront pour ainsi dire chaque jour, sauf à l'occasion de quelques rares voyages de *l'un ou* de l'autre.

[1] Cf. Edward Spencer Beesly, A Word for France: Addressed to the Workmen of London.

qu'en remettant en vigueur vos « droits maritimes [1] » qui ont été abandonnés à la Russie en 1856 par le traité de Paris, à la suite d'une intrigue ministérielle, sans aucune ratification du parlement. La Russie attribue à cette affaire une telle importance qu'elle a poussé la Prusse, tout au début de la guerre, à revendiquer officiellement ces clauses de l' « accord » de Paris. Il va de soi que la Prusse n'y était que trop disposée. D'abord, elle n'a *aucune* marine. Ensuite, il est incontestablement de l'intérêt commun des puissances militaires du continent d'amener l'Angleterre, seule grande puissance maritime d'Europe, à renoncer aux moyens les plus efficaces de la guerre maritime, sous prétexte d'humanitarisme. Le privilège de l'inhumanité - et l'on ne peut faire la guerre d'une façon « humaine » - sera donc réservé aux forces terrestres! En outre, cette « philanthropie » diplomatique présume que la propriété - toujours sur mer, et non sur terre - est plus précieuse que la vie humaine. Telle est la raison pour laquelle les fabricants et marchands anglais que l'on prend pour des imbéciles, ont permis eux-mêmes qu'on les berne par les clauses de Paris sur la guerre maritime - pour eux sans effet pratique, puisque non reconnues par les États-Unis. En effet, ce n'est que dans une guerre contre ces derniers qu'une telle condition pourrait être de quelque valeur pour les marchands d'argent d'Angleterre. Le mépris que vouent désormais à l'Angleterre la Prusse aussi bien que la Russie (qui avance tranquillement vers les Indes) provient uniquement de ce qu'elles savent que l'Angleterre n'est bonne à rien dans une guerre offensive sur terre, et que pour une guerre maritime, décisive pour elle, l'Angleterre s'est désarmée elle-même, ou mieux: a été désarmée par le geste arbitraire de Clarendon, agissant sur les instructions secrètes de Palmerston. Déclarez demain que ces clauses du traité de Paris - qui n'ont même pas reçu la forme de clauses de traité -sont des chiffons de papier, et je vous garantis que les matamores continentaux baisseront aussitôt le ton.

MARX À EDWARD SPENCER BEESLY

Londres, le 16 septembre 1870

Très estimé monsieur Beesly,

Veuillez m'excuser de vous importuner encore avec une lettre, mais à *la guerre comme* à la *guerre* (Fr.).

Les prévisions les plus pessimistes des deux *Adresses* du Conseil général de l'Internationale se sont déjà réalisées.

Après avoir déclaré qu'elle faisait la guerre à Louis Bonaparte et non au peuple français, voilà que la Prusse combat maintenant le peuple français et fait la paix avec Bonaparte. [2] Elle

---

[1] Le gouvernement Gladstone signa la Déclaration sur le droit maritime - sans en informer le Parlement, ni la faire sanctionner par un acte officiel quelconque - renonçant à son arme militaire la plus efficace contre tout ennemi continental, et surtout russe: le droit de course et de saisie en mer de biens ennemis sous pavillon neutre, cf. Marx et Engels, *la Guerre civile aux États-Unis,* Union Générale d'Éditions, 10/18, 1970, p. 174-178.

[2] Dans sa lettre du 2 août à Oswald, Marx cite un passage du Rappel, journal de tendance républicaine de gauche, fondé par Victor Hugo et Rochefort en 1869: « Extrait d'une correspondance de Francfort-sur-le-Main, 27 juillet: la ville est pleine de gens stipendiés pour maintenir l'esprit belliqueux et gallophobe [sic]. Une lettre de Londres adressée à la « Gazette de Francfort » contient entre autres choses un aveu très intéressant. Des Français de Londres ayant eu l'intention de lancer une proclamation contraire à cette guerre

vient de libérer l'assassin et de proclamer son intention de le rétablir, lui ou quelqu'un de sa famille, aux Tuileries. L'infâme *Times* tente aujourd'hui de présenter cette nouvelle comme un simple cancan. Elle sait, ou devrait savoir que l'information provient de l'officiel *Staatsanzeiger* de Berlin, le *Moniteur* prussien. D'après les journaux prussiens semi-officiels, telle que la *Gazette de Cologne,* je vois que ce vieil âne de roi Guillaume, fidèle aux traditions de famille des Hohenzollern, se prosterne déjà aux pieds du tsar et l'implore d'être assez magnanime pour l'employer comme sa créature contre les Turcs. Bref, la réaction a déjà commencé en Allemagne. Nos gens de Brunsvick, pour commencer par eux, ont été transportés, enchaînés comme de vulgaires criminels, vers la frontière orientale, comme je vous l'ai déjà écrit. Mais, ce n'est qu'un fait parmi tant d'autres.

Après la première guerre d'indépendance allemande contre Napoléon 1er, le gouvernement fit, vingt ans durant, une chasse féroce aux prétendus démagogues, [1] mais alors elle n'eut lieu qu'après la fin de la guerre. Or, maintenant, elle commence avant la conclusion de la paix.

À l'époque les persécutions visaient des idéalistes soufflés et la jeunesse exubérante (les étudiants des universités) de la bourgeoisie, de la bureaucratie et de l'aristocratie. Elles visent désormais la classe ouvrière.

Pour ma part, *je suis enchanté* de tous ces méfaits du gouvernement prussien. C'est ce qui mettra l'Allemagne en mouvement. Je pense que vous devriez faire maintenant la chose suivante: la première *Adresse* du Conseil général sur la guerre n'a été publiée en entier que par la *Pall Mall Gazette,* d'autres journaux n'en ayant donné que des extraits ou l'ayant simplement évoquée dans leurs éditoriaux. Cette fois, bien que *l'Adresse* ait été envoyée à tous les journaux de Londres, aucun n'en a soufflé mot, à l'exception de la Pall Mall, qui en a donné un très bref extrait.

Soit dit en passant, ce journal, qui, dans son numéro d'hier, parle de vous en termes fort élogieux, a certaines obligations personnelles à mon égard. En effet, ne lui ai-je pas proposé les *Notes sur la guerre* de mon ami Engels? Je l'ai fait à la demande de Nicolas Léon Thieblin qui passait parfois en contrebande quelques passages sur l'Internationale dans la Pall Mall. C'est pourquoi notre seconde *Adresse* n'a pas été entièrement étouffée dans ce journal.

Sur le continent, jusqu'à Moscou et St-Pétersbourg, et même dans les journaux français sous le règne bonapartiste et actuellement à Berlin, les gens avaient et ont l'habitude de voir les manifestes de l'Internationale traités sérieusement et reproduits en entier par un journal ou l'autre, si bien qu'on nous reproche souvent de ne pas « user » avec assez de zèle de la « libre» presse londonienne. On n'a certes aucune idée de la totale corruption de cette vile engeance,

---

napoléonienne, avaient convoqué à cet effet les principaux républicains allemands résidant à Londres également. Les Allemands auraient refusé de se joindre à leur protestation, en déclarant que la guerre était une lutte défensive du côté de l'Allemagne. » Et Marx d'ajouter que Blind était l'auteur de ce faux, qui servait manifestement les intérêts de Bismarck. Par ailleurs, celui-ci s'était assuré le concours de J. B. von Schweitzer, directeur du Social-Demokrat et membre influent de l'Association ouvrière générale d'Allemagne, pour lancer un Manifeste déclarant que la Prusse ne faisait pas la guerre au peuple français, mais uniquement au régime bonapartiste.

[1] La réaction allemande appela démagogues les éléments progressistes du mouvement libéral et démocratique parmi les intellectuels et les étudiants allemands, après la guerre de libération allemande contre Napoléon 1er. La chasse aux démagogues commença en 1819, et reprit après la révolution française de 1830, s'organisant alors en véritable système judiciaire et policier de terreur.

flétrie depuis longtemps déjà par William Cobbett pour sa « vénalité, son infamie et son inculture »: on ne peut pas y croire sur le continent.

J'estime que vous rendriez le plus grand service à l'Internationale - et je me préoccuperai de faire reproduire votre article dans nos journaux en Espagne, Italie, Suisse, Belgique, Hollande, Danemark, Hongrie, Allemagne, France et États-Unis -, si vous publiez dans la *Fornightly Review,* quelque chose sur l'Internationale, les manifestes du Conseil général relatifs à la guerre et le traitement que nous avons subi aux mains de ce modèle de presse qu'est la « libre » information anglaise. [1] (83) Cette espèce est en fait plus asservie à la police prussienne que la presse de Berlin.

Lafargue, qui dirige en ce moment un journal à Bordeaux, vous envoie, à vous et à madame Beesly, ses meilleurs compliments.

Votre dévoué
Karl Marx

EXTRAITS DU PROTOCOLE DE LA RÉUNION DU CONSEIL GÉNÉRAL DU 17.1-1871. MARX

Exposé sur le gouvernement de la Défense nationale à la réunion du 17 janvier 1871 [2]

Le citoyen Marx, constatant qu'un assez grand nombre de membres anglais étaient présents, dit qu'il désirait faire une importante observation: les déclarations faites par Odger, président de l'Association, au dernier meeting public de St. James' Hall ne correspondent pas à la vérité. Nous affirmions, dans notre seconde Adresse, que plusieurs membres du gouvernement provisoire français étaient marqués d'une ineffaçable flétrissure depuis la révolution de 1848. Ce qui n'a pas empêché Odger d'affirmer qu'aucune faute ne pesait sur qui que ce soit.

Et Marx de poursuivre: on ne peut accueillir Favre que comme représentant de la République, et non comme un patriote sans reproche. Or, la manière avec laquelle on parle aujourd'hui de Favre le pousse sur l'avant-scène, tandis qu'on perd pour ainsi dire de vue la République. Un exemple des agissements de Favre: après la révolution de 1848, Favre fut choisi par Ledru-Rollin comme ministre de l'Intérieur, Flocon étant tombé malade. L'une des premières mesures de Favre fut de ramener l'armée à Paris, ce qui permit ensuite à la

---

[1] Edward Spencer Beesly utilisa les indications données par Marx pour son article intitulé *The International Working Men's Association,* publié le 1er novembre 1870.

[2] Marx répond ici à Odger, ex-président de l'Internationale qui avait fait l'éloge du gouvernement de la Défense nationale, lors d'une réunion publique, organisée à St. James'Hall. Marx entendait que le Conseil général affirmât nettement et publiquement son opposition au gouvernement bourgeois de la Défense nationale, afin d'éviter toute équivoque possible dans les interventions des membres de l'Internationale lors des manifestations en faveur de la République française, non celle de la Défense nationale mais celle qui a hissé « l'étendard de la révolution sociale du XIXe siècle ».

bourgeoisie de faire tirer sur les ouvriers et les écraser. Plus tard, lorsque le peuple se fut convaincu que l'Assemblée nationale était composée d'hommes issus de la bourgeoisie, il manifesta sa sympathie à la Pologne, et envahit, à cette occasion, l'Assemblée constituante. [1] Le président de celle-ci supplia Louis Blanc de s'adresser aux manifestants et de les tranquilliser, ce qu'il ne manqua pas de faire. Une guerre contre la Russie eût sauvé la République.

La première chose que jules Favre entreprit quelques jours après, ce fut de réclamer les pleins pouvoirs afin de poursuivre Louis Blanc comme complice *des manifestants*. L'Assemblée nationale était convaincue que Favre avait reçu à cet effet un mandat du gouvernement, mais les a.-Litres membres du gouvernement déclarèrent que cette mesure était une initiative personnelle de Favre tendant à faire croire que le gouvernement provisoire aurait conspiré pour provoquer l'insurrection de juin 1848.

Après que la troupe eut tiré sur les manifestants et les eut terrassés, Favre proposa d'éliminer la Commission exécutive. [2] Le 27, il promulgua le décret selon lequel les prisonniers pouvaient être « transportes » sans procès ni jugement des tribunaux. [3] Il y eut 15 000 déportés. En novembre, l'Assemblée constituante fut contrainte d'examiner certains cas de déportés. Dans la seule ville de Brest, on dut libérer 1000 prisonniers. Il fallut aussi relâcher un grand nombre de personnes arrêtées et mises en accusation par la Commission militaire comme étant particulièrement dangereuses; d'autres ne purent être condamnées qu'à des peines de prison légères. On proposa l'amnistie par la suite: Favre s'y opposa sans relâche. Il prétendait être de ceux qui avaient demandé la création d'une commission d'enquête sur toute la révolution, à l'exception de Février.

Il a participé à l'élaboration des lois de presse les plus infâmes [4] qui aient jamais existé, et que Napoléon III sut habilement exploiter. Sous la monarchie de juillet, Favre entretint certaines liaisons avec les bonapartistes et mit en œuvre toute son influence pour accueillir Napoléon à l'Assemblée nationale. Il fit tout ce qui était en son pouvoir pour réaliser l'expédition de Rome, [5] qui fut le premier pas vers l'instauration de l'Empire.

---

[1] Le 15 mai 1848, les clubs révolutionnaires de Paris organisèrent une manifestation rassemblant près de 150 000 hommes, surtout des ouvriers. Les manifestants envahirent l'Assemblée nationale qui débattait de la question polonaise, et ils demandèrent une aide militaire en faveur des Polonais luttant pour leur indépendance. En outre, ils réclamèrent des mesures contre le chômage et la misère. Ces revendications ayant été repoussées, les manifestants tentèrent de dissoudre l'Assemblée nationale et de former un nouveau gouvernement provisoire. La troupe et des sections de la Garde nationale dispersèrent les manifestants.

[2] Il s'agit de la Commission exécutive - gouvernement de la République française - créée par l'Assemblée constituante le 15 mai 1848. Elle prit la place du gouvernement provisoire qui avait renoncé à ses pleins pouvoirs. Cette Commission subsista jusqu'à l'instauration de la dictature de Cavaignac, le 24 juin 1848.

[3] En fait, le gouvernement choisit le terme de « transporter » au lieu de « déporter », car la loi exigeait un jugement pour « déporter » un prisonnier, mais non pour le « transporter ».

[4] Ces lois anti-presse furent votées par l'Assemblée constituante, les 9 et Il août 1848: lors de l'enregistrement d'un journal, il fallut déposer une forte caution, ce qui empêcha la création d'une presse ouvrière. En outre, de graves peines de prison et des amendes furent prévues contre les articles qui attaquaient la propriété privée, le gouvernement et l'ordre existant. Ces lois complétaient celles qui. furent prises sous la Restauration et la monarchie de juillet.

[5] En avril 1849, en accord avec l'Autriche et Naples, le gouvernement français expédia des troupes en Italie pour liquider la République romaine et rétablir l'autorité temporelle du Pape. Après avoir assiégé Rome et bombardé la ville, les troupes françaises écrasèrent l'héroïque résistance des républicains italiens.

ENGELS

Projet de résolution
sur l'attitude de la classe ouvrière anglaise
vis-à-vis de la guerre franco-prussienne dans
l'actuelle phase

(réunion du Conseil général
du 31.1.1871)

1) Que le mouvement ouvrier, pour le soutien de la République française, aurait dû en premier concentrer ses efforts pour obliger le gouvernement britannique à reconnaître la République,

2) Que l'intervention militaire de l'Angleterre en faveur de la France - telle qu'elle était envisagée par ceux qui la proposaient - n'aurait pu avoir d'effet qu'à un moment bien déterminé, moment qui est maintenant dépassé;

3) Que l'Angleterre non seulement demeure incapable d'intervenir efficacement dans les affaires continentales, mais qu'elle ne peut même pas se protéger contre le despotisme militaire du continent, tant qu'elle n'aura pas reconquis la faculté de disposer de sa véritable force militaire, sa flotte de guerre. Elle ne le peut qu'en dénonçant la Déclaration de Paris. [1]

MARX ET ENGELS

Exposé sur le mouvement
républicain en Angleterre, à la réunion
du 28 mars 1871

Le citoyen Engels dit que la question n'est pas de savoir s'il faut soutenir le mouvement républicain, mais si, dans les conditions actuelles, il s'engagerait dans notre vole. Des hommes tels que Peter Taylor et d'autres réclament simplement la république; mais, il faut tenir compte de ce que l'abolition de la monarchie entraînerait l'élimination de l'Église d'État, de la Chambre des Lords et de beaucoup d'autres institutions. [2] En Angleterre, nul mouvement républicain ne peut se développer sans transcroître en un mouvement de la classe ouvrière. Lorsqu'un tel mouvement prend naissance, il importe donc de savoir aussi comment il continuera de se développer. Il faut que la république soit instaurée pour que nos idées passent dans la réalité. Il s'agit donc de suivre avec la plus grande attention la manière dont évolue le mouvement républicain; et il est juste que des membres de l'Internationale y prennent part et lui donnent la direction adéquate. Si le mouvement républicain devait prendre une forme bourgeoise, il deviendrait l'affaire d'une clique. La classe ouvrière ne peut pas ne pas rompre avec toutes les formes traditionnelles.

---

[1] Le gouvernement Gladstone signa la Déclaration sur le droit maritime - sans en informer le Parlement, ni la faire sanctionner par un acte officiel quelconque - renonçant à son arme militaire la plus efficace contre tout ennemi continental, et surtout russe: le droit de course et de saisie en mer de biens ennemis sous pavillon neutre, cf. Marx et Engels, la Guerre civile aux États-Unis, Union Générale d'Éditions, 10/18, 1970, p. 174-178, et note nº 106.

[2] Engels cite ici un exemple concret où la violence (renversement de la monarchie) s'avère, selon la formule marxiste, « un agent économique », puisqu'elle entraîne des modifications considérables dans les rapports de propriété et le statut économique du clergé et de la grande propriété foncière.

Le citoyen Engels ajoute que l'oppression est aussi grande en Amérique qu'en Angleterre, mais que la république offre à la classe ouvrière de larges possibilités d'agitation. Dans les États à population de forte densité, le mouvement ouvrier est organisé, mais l'immensité d'un pays faiblement peuplé l'empêche de se renforcer.

Le citoyen Marx exprime sa conviction qu'aucun mouvement républicain ne petit devenir une force réelle s'il ne se transforme en mouvement social. Ceux qui tirent les ficelles de l'actuel mouvement n'ont évidemment aucune intention de ce genre.

ENGELS A CARL KLEIN ET FRIEDRICH MOLL

122, Regent's Park Road, N.W.
Londres, le 10 mars 1871

Chers amis Klein et Moll

... Une dure période commence maintenant pour les ouvriers allemands. Il semble bien qu'on ait décidé de les sacrifier sur l'autel de la réconciliation entre les hobereaux et la bourgeoisie. Mais, cela ne fait rien. Le mouvement ouvrier n'est-il pas désormais trop puissant pour être liquidé à la suite de quelques manœuvres prussiennes. Bien au contraire, les persécutions, auxquelles nous devons nous attendre, nous procurerons des forces accrues et, dès lors que l'ivresse du bourgeois plein de sa victoire se sera dissipée et que les pleurnicheries recommenceront, alors il se trouvera de nouveau une occasion où notre parti trouvera son mot à dire. En tout cas, les ouvriers allemands ont démontré par leur attitude exemplaire au cours de la guerre, qu'ils savent fort bien quel est l'enjeu. De tous les partis le leur seul sait déchiffrer justement l'histoire de notre temps, alors que l'ivresse de la victoire embrouille complètement les bourgeois.

J'habite à Londres depuis 5 mois. Il est douteux que vous puissiez longtemps encore faire partie, autrement qu'en principe, de l'Association internationale des travailleurs, étant donné qu'en Allemagne on semble vouloir considérer une telle adhésion comme un crime. En tout cas, attendez-vous à ce que nous fassions ici tout ce qui est humainement possible pour éviter que se brise de nouveau le lien entre le prolétariat de toute l'Europe et de l'Amérique que nous avons établi il y a 7 ans. Et c'est ce qui importe.

Salut fraternel et poignée de main
votre F. Engels

ENGELS À RUDOLF ENGELS

Londres, le 10 mars 1871

Cher Rudolf,

... Je doute fort que les sympathies que vous éprouvez pour la France dans votre région (et qui sont répandues à peu près dans le monde entier) proviennent de ce que la France a essuyé

les coups les plus durs. Quoi qu'il en soit, ce qui est sûr, c'est que si la Prusse recevait à l'occasion d'événements futurs une bonne raclée (ce qui n'est pas si improbable), elle ne bénéficierait d'aucune sympathie, mais on rirait d'elle. Tout bonnement, vous ne voyez pas plus loin que le bout de votre nez; les jérémiades feront bientôt suite aux ivresses de la victoire: vous serez alors tout marris de vous trouver dans votre peau. Avec toute votre puissance et votre gloire, vous êtes dans la même situation qu'à Olmütz, cet Olmütz qui a été conclu à Varsovie [1] où votre maître suprême - le tsar de toutes les Russies - vous a donné l'ordre de vous incliner bien humblement devant l'Autriche et la Diète Impériale. À présent que vous avez fait de la France (qui demeure de toute façon à votre frontière) votre ennemie pour longtemps, la Russie reste votre seul rempart et vous fera bientôt payer sa protection. Car vous êtes plus que jamais sous la domination russe.

Veux-tu transmettre à maman mes meilleures salutations, et lui dire que je lui écrirai bientôt. Salue ta femme, tes enfants, les frères et sœurs, ainsi que tout ce qui se rattache à la famille et s'y balance.

Ton Frédéric

ENGELS

Le sort de Metz

Pall Mall Gazette, le 17 octobre 1870

Metz est une forteresse infiniment plus forte que Paris... La reddition de Metz aurait une répercussion morale infiniment moindre, mais un effet matériel bien plus considérable sur le cours ultérieur de la guerre que la chute de Paris. Si Paris est perdu, la France cédera peut-être, mais cela ne s'imposerait pas plus à ce moment-là qu'à présent. En effet, la majeure partie des troupes prussiennes qui encerclent aujourd'hui Paris continueraient d'être nécessaires pour tenir Paris et ses environs. Il est donc plus que douteux que les Allemands disposent alors d'assez de troupes pour avancer jusqu'à Bordeaux.

En revanche, si Metz capitulait, les Prussiens pourraient disposer de 200 000 soldats devenus libres; dans l'actuelle situation des troupes françaises en ligne, cette armée suffirait amplement pour gagner le pays non fortifié, quand il lui plaira et jusqu'où elle le voudra. L'occupation du reste de la France qui est empêchée par les deux grands camps retranchés, commencerait aussitôt et toutes les tentatives d'une guerre de guérilla qui, actuellement, pourraient être très efficaces, seraient alors rapidement écrasées. [*]

---

[1] En octobre 1850, le tsar Nicolas *1er* arbitra à Varsovie le conflit surgi entre la Prusse et l'Autriche pour l'hégémonie en Allemagne. Le tsar, sentant que la Prusse était la plus capable d'unifier l'Allemagne, prit parti contre elle. Le conflit trouva une conclusion à Olmutz, lors d'une rencontre entre le ministre prussien von Manteuffel et le premier ministre autrichien von Schwarzenberg- la Prusse fut contrainte de signer une déclaration affirmant qu'elle renonçait à l'hégémonie en Allemagne.

[*] Dans son article du 29 octobre 1870 sur *la Chute de Metz,* Engels écrit: « Nous apprendrons certainement que, dans cette guerre, les motifs politiques ont paralysé, *ici* comme partout, l'action militaire. »

ENGELS

Sur la Guerre

Pall Mall Gazette, le 6 octobre 1870

Les bataillons des faubourgs de Paris, composés d'ouvriers, sont résolus à se battre; ils obéiront et manifesteront une espèce de discipline *instinctive s'ils sont conduits par des hommes ayant personnellement et politiquement leur confiance.* Envers tous les autres chefs, ils seront rebelles. En outre, ils n'ont ni instruction, ni officiers entraînés et, à moins qu'il n'y ait une bataille finale derrière les barricades, leurs excellentes qualités de combat ne seront pas utilisées.

En revanche, le gros des Gardes nationaux, armés par Palikao, se compose de bourgeois, particulièrement de la classe des petits boutiquiers, et ces hommes-là répugnent par principe à se battre. Sous les armes, leur affaire est de garder leurs boutiques et leurs maisons: si celles-ci sont attaquées à distance par les obus ennemis, leur enthousiasme martial s'évanouira probablement. *C'est une force organisée plutôt contre un ennemi intérieur qu'extérieur.* Toutes ses traditions vont en ce sens, et neuf sur dix d'entre eux sont convaincus qu'un tel ennemi intérieur est dès maintenant embusqué en plein cœur de Paris, n'attendant qu'une occasion pour lui tomber dessus ... [*]

MARX À EDWARD SPENCER BEESLY

Londres, 19 octobre 1870

Très honoré monsieur Beesly,

Deak est hostile aux ouvriers. En fait, c'est la version hongroise d'un whig anglais.

En ce qui concerne Lyon, [1] j'ai reçu des lettres qui ne sont pas faites pour être publiées. Au commencement, tout a bien marché. Sous la pression de la section de l' « Internationale », on

---

[*] Dans son article du 26 janvier 1871, Engels écrit: « Toutes les informations de Paris rapportent unanimement que l'absence de succès est due au manque de confiance des soldats dans le haut commandement. Nous ne devons pas oublier que Trochu est orléaniste et, en tant que tel, il vit dans la peur constante de la Villette, de Belleville et des autres quartiers révolutionnaires de Paris, qu'il craint plus que les Prussiens. Ce n'est pas une simple hypothèse ou conclusion de notre part. Nous le savons d'une source qui ne laisse aucun doute: une lettre... » Cf. la lettre de Marx à Lafargue du 4 février 1871, un peu plus loin.

[1] Le 4 septembre, une insurrection avait éclaté à Lyon. Arrivé dans cette ville le 15 septembre, Michel Bakounine s'efforça de prendre la direction du mouvement et de réaliser son programme anarchiste. Dans sa critique du programme bakouniste du Congrès de Sonvilier (Volksstaat, 10.1.1872), Engels reprochera aux anarchistes de vouloir réaliser leur société sans classes, immédiatement, en niant la nécessité d'une dictature *du* prolétariat, et du parti autoritaire et centralisé: « Au lieu de notre Comité exécutif, ils veulent un simple bureau de statistique et de correspondance, qui n'a plus qu'à se débrouiller avec les sections autonomes, disposant d'une autonomie telle qu'elles ne doivent même pas reconnaître d'autorité directrice, même créée avec leur libre assentiment, car elles violeraient alors leur premier devoir, à savoir: être une préfiguration fidèle de la société future! Il n'est plus question de regroupement des forces, ni d'action commune. Si, dans chacune des sections, la minorité se pliait à la majorité, ce serait un crime contre les principes de liberté et la reconnaissance d'un principe tendant à l'autorité et à la dictature ! Si le policier Stieber avec tous ses chenapans, si tout le cabinet noir, si tous les officiers prussiens, entraient, sur ordre supérieur, dans

proclama la République, avant même que Paris n'ait fait ce pas. On forma aussitôt un gouvernement révolutionnaire - la *Commune -,* composé en partie d'ouvriers appartenant à l' « Internationale », en partie de républicains radicaux de la bourgeoisie. On abolit immédiatement les octrois, et ce avec raison. Les intrigants bonapartistes et cléricaux furent intimidés. On prit des mesures énergiques pour l'armement de tout le peuple. La bourgeoisie commençait, sinon de sympathiser vraiment avec le nouvel ordre des choses, du moins à le tolérer passivement. L'action lyonnaise eut aussitôt un effet sensible à Marseille et Toulouse, où les sections de l' « Internationale » sont fortes.

Mais, les ânes de Bakounine et de Cluseret arrivèrent à Lyon et gâchèrent tout. Comme tous deux appartiennent à l' « Internationale », ils eurent hélas suffisamment d'influence pour fourvoyer nos amis. Ils s'emparèrent de la mairie - pour peu de temps - et proclamèrent les lois les plus insensées sur *l'abolition de l'État* et autres bêtises du même genre. Vous comprendrez que le simple fait qu'un Russe - présenté comme un agent de Bismarck par la presse bourgeoise - ait la prétention de jouer au chef d'un *Comité de Salut de la France,* suffise à faire revirer l'opinion publique. Pour ce qui est de Cluseret, il se comporta à la fois en fou et en lâche. Tous deux ont quitté Lyon après leur échec.

A Rouen, comme dans la plupart des autres villes industrielles de France, les sections de l'Internationale, en suivant l'exemple de Lyon, ont imposé que l'on reconnaisse officiellement des corps d'ouvriers dans les « comités de défense ».

Malgré tout, je suis bien obligé de vous dire que, d'après toutes les informations que j'ai reçues de France, la bourgeoisie préfère la conquête prussienne à la victoire d'une République de tendance socialiste.

Votre très dévoué
Karl Marx

Je vous envoie un exemplaire de la *New York Tribune* arrivé hier. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me le renvoyer après lecture. Vous y trouverez un article sur l'Internationale. Je n'en connais pas l'auteur, mais à en juger par le style et la manière, je suppose qu'il s'agit de Mr. Dana. Ci-joint également trois exemplaires de la *Défense nationale* de la part de Lafargue qui vous adresse ses salutations.

MARX À LAFARGUE

Londres, le 4 février 1871

Cher Paul,

Il faut créer de nouveaux défenseurs à la France (Fr.). Vous - toi et Laura - vous semblez sérieusement et efficacement préoccupés de cette tâche patriotique. Toute la famille a été

---

l'organisation social-démocrate pour la ruiner, le Comité directeur - ou mieux: le bureau de statistique et de correspondance - ne pourrait pas les en empêcher, car ce serait instituer une organisation hiérarchisée et autoritaire ! Et surtout pas de sections disciplinées, ni de discipline de parti, ni de centralisation des forces en un point, ni d'armes de lutte! Que deviendrait la préfiguration immédiate de la société future? »

Marxistes et anarchistes régleront leurs comptes sur le plan organisationnel et programmatique, après, la Commune, où, sur le terrain concret, chacune des deux écoles avaient fait ses preuves.

heureuse d'apprendre que notre chère Laura a victorieusement surmonté ce moment critique et que la suite *se* présente favorablement.

Embrassez de ma part le petit Schnappy et dites-lui que Old Nick est très fier des deux photographies de sa succession. Dans la pose « grave », notre petit bonhomme exprime davantage ses qualités de sérieux, tandis que dans celle où il prend l'attitude d'un franc-fileur il fait preuve de charme, d'esprit et d'espièglerie.

Vous savez que j'ai une triste opinion des héros de la bourgeoisie. Mais il se trouve que jules Favre et Cie ont encore dépassé mes pires attentes. Lorsque Trochu a exécuté son « plan » secret, [*] autrement dit lorsque ce « sabre orthodoxe », ce « crétin militaire » eut poussé la résistance *passive* de Paris jusqu'au point extrême où il ne restait plus d'autre alternative que de mourir de faim ou se rendre, jules Favre et Cie n'eurent plus qu'à suivre l'exemple du commandant Je la place fortifiée de Toul. Il ne *capitula* pas après que sa force de résistance se fut effondrée. Il informa simplement les Prussiens de la situation, en déclarant que le manque de vivres le forçait à renoncer à la défense et qu'ils pouvaient faire ce qui leur plairait. Il ne rechercha aucune concession, mais reconnut simplement un fait accompli. jules Favre et Cie ne se bornèrent pas à signer une capitulation. formelle, [1] ils eurent l'impudence d'ajouter qu'ils *agissaient au non, de la Farce !oui entière,* bien qu'ils ignoraient totalement la situation de la France *en dehors de Paris* (Fr), étant donné qu'ils en étaient réduits aux informations partiales que Bismarck avait la grâce de leur communiquer. Qui plus est: après qu'ils eurent capitulé et qu'ils furent devenus *les prisonniers du roi de Prusse, ils* allèrent jusqu'à déclarer que la fraction encore libre du gouvernement de Bordeaux [2] avait perdu ses pleins pouvoirs et ne pouvait plus agir sans le consentement de *messieurs les prisonniers du roi de Prusse.* Lorsqu'il capitula et fut fait prisonnier à Sedan, Louis Bonaparte lui-même déclara à Bismarck qu'il ne pouvait engager la m. oindre négociation, puisqu'il ne pouvait plus agir selon sa volonté propre et qu'il ne disposait plus d'aucune autorité en France, du fait qu'il était *prisonnier de la Prusse.*

Même l. Bonaparte avait eu plus de pudeur que Favre et Cie.

---

* Dans sa lettre du 4 février 1871 à Kugelmann, Marx relate les mêmes faits, mais il ajoute, à ce point, la précision suivante: « Il ne s'agit pas là de conjectures de ma part. J'ai eu connaissance d'une lettre écrite par jules Favre à Gambetta; il s'y plaint de ce que lui-même et, les autres membres du gouvernement installés à Paris n'ont pu amener Trochu à entreprendre une offensive sérieuse, ce dernier répondant toujours que la. « démagogie parisienne » prendrait alors le dessus. Gambetta lui répondit: *« Vous avez prononcé votre propre condamnation ! » (Fr.*). Plutôt que de battre les Prussiens, Trochu préfère brider les Rouges à Paris, grâce à sa garde bretonne qui lui rend les mêmes services que la garde corse à Louis Bonaparte. C'est le véritable secret des défaites essuyées à Paris comme partout en France, la bourgeoisie agissant d'après ce même principe en accord avec la plupart des autorités locales. »

1 Le 28 janvier 1871, Bismarck et jules Favre signèrent une convention relative à l'armistice et à la capitulation de Paris. Une Assemblée nationale, élue à bref délai, devait décider s'il fallait poursuivre la guerre ou conclure un traité de paix. Les élections eurent lieu le 8 février 1871. Louis-Adolphe Thiers, qui fut nommé à la tête de l'Exécutif par l'Assemblée nationale, entama aussitôt des négociations de paix. Le 26 février 1871, la France et l'Empire allemand signèrent à Versailles un traité de paix préliminaire; le 10 mai 1871, ce fut la signature *du* traité de paix proprement dit à Francfort-sur-le-Main.

2 Une délégation du gouvernement de la Défense nationale formé le 4 septembre fut envoyée à la mi-septembre à Tours pour organiser la résistance en province et pour susciter l'intervention de puissances étrangères en faveur de la France. Cette délégation s'installa le 6 décembre à Bordeaux. Du 6 octobre à la fin de la guerre, Gambetta, ministre de la Guerre et de l'Intérieur, dirigea la délégation. Le gros du gouvernement de la Défense nationale, resté à Paris, était dirigé par Louis-Jules Trochu.

Favre pouvait tout au plus convenir d'un armistice *sous condition,* c'est-à-dire sous réserve de ratification de la part du gouvernement de Bordeaux. Quoi qu'il en soit, il eut dû laisser le soin de déterminer les *clauses de cet armistice* à des hommes qui n'étaient pas prisonniers du roi de Prusse. En tout cas, ils n'eussent pas permis que le théâtre de guerre *oriental* fût exclu de l'armistice, de sorte que les Prussiens peuvent invoquer l'armistice pour arrondir leur zone d'occupation d'une manière aussi avantageuse pour eux.

Rendu insolent par les abus de pouvoir et la servilité des délégués du gouvernement parisien qui continuent de jouer au gouvernement français, après que ces messieurs les capitulards soient prisonniers du roi de Prusse, Bismarck se considère *de facto* comme l'autorité suprême en France et se met à agir en conséquence. Il *proteste,* le *noble,* contre le décret de Gambetta relatif aux élections générales, sous prétexte *qu'il* porte atteinte aux « libertés » électorales. [1] Il dicte les conditions dans lesquelles l'Assemblée nationale doit être élue! En fait, Gambetta aurait dû répondre par une protestation contre toutes les entraves qui suppriment la liberté des élections au Reichstag. Pour rendre *libres* ces élections, il devrait même réclamer que Bismarck lève - ou du moins suspende - l'état *de siège* imposé à la majeure partie de la Prusse. Pour vous donner un exemple de la *liberté* des élections en Allemagne: à Francfort-sur-le-Main, un ouvrier *(qui* n'est pas domicilié à Francfort) se présente comme candidat, et commence sa campagne électorale dans cette ville. Que font les autorités prussiennes? Elles expulsent ce candidat de Francfort, en mettant la police à ses trousses. [2]

Je souhaite que les Prussiens maintiennent inflexiblement leur « modeste » contribution de guerre de 400 millions de livres sterling, soit la moitié de la dette publique anglaise ! [3] Cela pourrait, en effet, mettre en colère les bourgeois français, dont les intrigues menées de concert avec les autorités locales (laissées en grande partie par Gambetta entre les mains des bonapartistes, des orléanistes, etc.) donnent la véritable explication des défaites subies jusqu'ici dans la guerre. Peut-être la bourgeoisie pourrait-elle comprendre enfin qu'elle a plus à perdre si elle cède que si elle combat.

Par ailleurs, si la France résiste encore quelque temps. la situation internationale évoluera bien plus favorablement pour sa cause. En Angleterre, le cabinet Gladstone semble enfin menacé. Il se peut qu'il soit bientôt chassé du gouvernement. L'opinion publique s'affirme de plus en plus favorable à la guerre. Ce revirement a été suscité par les revendications de la Prusse, et surtout par ses visées sur Pondichéry et les vingt meilleurs navires de guerre français. L'Anglais moyen y voit une menace contre l'Angleterre et une manœuvre de la Russie (de fait, cette revendication a été suggérée à la Prusse par le cabinet de Saint-Pétersbourg. [*])

---

[1] Le 31 janvier 1871, le gouvernement de Bordeaux prit un décret privant du droit de vote les personnalités ayant occupé de hautes fonctions sous le second Empire, etc. Le 3 février, dans un télégramme envoyé à Gambetta, Bismarck protesta contre ce décret. Le gouvernement de Paris ne prévit aucune restriction au droit de vote dans son décret du 28 janvier. Le 4 février 1871, un décret du gouvernement de Paris annula celui de la délégation gouvernementale de Bordeaux et Gambetta démissionna.

[2] Marx fait allusion à l'arrestation de l'ouvrier francfortois joseph Schneider, candidat au Reichstag et élu le 3 mars 1871. Le Volksstaat révéla son arrestation le 1er février 1871.

[3] Le Times avait publié, le 2 février 1871, les conditions de la paix fixées par Bismarck.

[*] Dans sa lettre à Kugelmann, Marx donne à ce point la précision suivante: « La racaille, distinguée ou non, juge le résultat immédiat d'après les apparences, la façade. Elle a porté aux nues Louis Bonaparte dans le monde entier pendant vingt ans. En tait, même à son apogée, je l'ai toujours considéré comme une *canaille médiocre.* J'ai la même opinion du hobereau Bismarck. Toutefois, je ne tiens pas Bismarck pour aussi sot

En Russie même, il semble que de grands bouleversements soient imminents. Depuis que Guillaume s'est métamorphosé en Empereur d'Allemagne, le parti anti-allemand - ce que l'on appelle le parti de la vieille Russie - à la tête duquel se trouve l'héritier présomptif du trône, a repris complètement le dessus. On peut donc s'attendre à ce que le tsar actuel ou bien accepte le diktat et renverse complètement l'orientation de sa politique extérieure, ou bien qu'il partage le sort de ses prédécesseurs et morde la poussière. Si ce bouleversement s'opérait en Russie, la Prusse, dont les frontières avec la Russie et l'Autriche sont entièrement dégarnies de troupes, serait gravement exposée, sans résistance possible, si bien qu'elle ne pourrait maintenir en France ses forces militaires actuelles.

Cela amènera Bismarck à modérer son ton et le rendra plus conciliant.

Si la France résiste, utilise l'armistice pour réorganiser ses armées et comprend enfin que pour mener une guerre révolutionnaire il faut des mesures et des énergies révolutionnaires, elle peut encore être sauvée dans le rapport de forces actuel. Bismarck sait fort bien qu'il est en posture difficile. Il espère s'en sortir, en usant de l' « intimidation.» et en faisant confiance au soutien actif de tous les éléments réactionnaires de la France.

Votre Old Nick

---

qu'il le paraît, mais il n'a pas les mains *libres* en diplomatie. La chancellerie russe l'a pris dans des rets, dont seul un lion pourrait se dégager, or, ce n'est pas un lion ».

Réponse de la commune

MARX

La formation de la Commune et le Comité Central

Première ébauche de la Guerre Civile en France. 1871

Retour à la table des matières

Après Sedan, la Commune fut proclamée à Lyon, puis à Marseille, Toulouse, etc. Gambetta fit de son mieux pour l'écraser. [1]

À Paris, les différentes actions de début octobre visaient à instaurer la Commune en tant que mesure de défense contre l'invasion étrangère, concrétisant véritablement l'insurrection du 4 septembre. Si l'action du 31 octobre n'aboutit pas à l'instauration de la Commune, c'est que Blanqui, Flourens et les autres chefs du *mouvement firent* confiance aux *gens de parole* (Fr) qui avaient donné leur *parole d'honneur* (Fr) de démissionner et de céder la place à une Commune librement élue par tous les arrondissements de Paris. Elle échoua parce que ses chefs sauvèrent la vie de gens qui ne cherchaient qu'à tuer leurs sauveurs. Ils laissèrent Trochu et Ferry s'échapper, mais ceux-ci les assaillirent avec les Bretons de Trochu. Il importe de rappeler que, le 31 octobre, le « gouvernement de la Défense », nommé par lui-même, n'existait que parce qu'on voulait bien le supporter. Encore n'avait-il pas décidé d'entreprendre la farce du plébiscite. [2]

Dans ces conditions, rien n'était plus facile que de donner une image fausse de la nature du mouvement, de le dénoncer comme une conspiration nouée avec les Prussiens, d'utiliser la démission du seul de ces hommes [Rochefort] qui ne voulût point manquer à sa parole, afin de renforcer les Bretons de Trochu (qui furent pour le gouvernement de la Défense ce que les spadassins corses avaient été pour L. Bonaparte), en nommant Clément Thomas commandant en chef de la Garde nationale. Rien n'était plus facile à ces fauteurs de panique éprouvés que

---

[1] A la nouvelle de la catastrophe de Sedan et de la révolution du 4 septembre consacrant l'effondrement du Second Empire, il y eut de grandes manifestations d'ouvriers révolutionnaires dans de nombreuses villes françaises. Des organes du pouvoir - communes - furent créés à Lyon, Marseille et Toulouse. Le gouvernement de la Défense nationale ne put tolérer cet État rival et entreprit de le réprimer par tous les moyens. Dans les provinces, les Communes instaurèrent, malgré leur brève existence, une série de mesures révolutionnaires importantes: remplacement de l'appareil administratif et policier, libération des prisonniers politiques, introduction de l'instruction laïque, forte imposition des grandes fortunes, restitution des objets - au-dessous d'une certaine valeur - mis en gage aux monts-de-piété.

[2] Le 3 novembre, le gouvernement de la Défense nationale, fortement ébranlé par les actions révolutionnaires du 31 octobre, organisa en toute hâte, dans Paris assiégé, au milieu d'un climat de peur et de contrainte et sous l'action d'une intense propagande démagogique, un véritable plébiscite sur la question de savoir si la population acceptait, « oui ou non », de maintenir les pouvoirs du gouvernement.

de solliciter les lâches frayeurs qu'éprouvaient les classes moyennes à l'égard des bataillons ouvriers qui venaient de prendre l'initiative, que de semer la suspicion et la dissension au sein même des bataillons ouvriers en en appelant au patriotisme, afin de préparer les conditions d'une de ces journées de réaction aveugle et d'équivoques fatales, grâce auxquelles les usurpateurs ont toujours su se maintenir au pouvoir. Tout comme ils s'étaient glissés furtivement à ce pouvoir, ils étaient maintenant en mesure de lui donner une justification fallacieuse grâce à un plébiscite de pur style bonapartiste dans un climat de terreur réactionnaire.

Si la Commune avait remporté la victoire au début de novembre 1870 à Paris (à un moment où elle était déjà instaurée dans les grandes villes du pays), elle aurait sûrement trouvé un écho et se serait étendue à toute la France. Non seulement elle aurait arraché la défense des mains des traîtres et lui aurait insufflé l'enthousiasme, comme le démontre l'héroïque guerre que Paris mène actuellement, mais encore *elle aurait changé complètement la nature de la guerre.*

Elle serait devenue la guerre de la France républicaine, hissant l'étendard de la révolution sociale du XIXe siècle contre la Prusse, porte-drapeau de la conquête et de la contre-révolution. Au lieu d'envoyer le vieil intrigant usé (jules Favre) mendigoter dans toutes les cours d'Europe, on aurait électrisé la masse des producteurs de l'Ancien et du Nouveau-Monde. En escamotant la Commune le 31 octobre, les jules Favre et Cie ont assuré la capitulation de la France devant la Prusse et suscité l'actuelle guerre civile.

Mais la preuve est faite: la Révolution du 4 septembre n'a pas simplement rétabli la République, du fait que la place de l'usurpateur était devenue vacante à la suite de la capitulation de Sedan, ni conquis cette République sur l'envahisseur étranger grâce à la résistance prolongée de Paris qui luttait pourtant sous la direction de ses ennemis, cette révolution s'est frayé un chemin jusqu'au cœur des classes ouvrières. La République avait cessé d'être un nom pour une cause du passé: elle était grosse d'un monde nouveau. Sa tendance véritable fut masquée aux yeux du monde par les supercheries, les mensonges et les platitudes d'une bande d'avocats intrigants et de phraseurs impénitents, mais elle ne cessait de reparaître à la surface au cours des actions spasmodiques de la classe ouvrière de Paris et du Midi de la France, dont le mot d'ordre fut toujours le même: la *Commune!* [1]

La Commune, forme positive de la révolution contre l'Empire et les conditions de son existence, fut d'abord instaurée dans les villes du Midi de la France et fut sans cesse proclamée au cours des actions spasmodiques durant le siège de Paris. Mais, elle fut tenue en échec et brisée par les agissements du gouvernement de la Défense et par les Bretons de Trochu, le héros du «plan de capitulation ». Elle finit par triompher le 26 mars, mais elle n'est pas née brusquement ce jour-là. C'était l'invariable but des révolutions ouvrières.

La capitulation de Paris, la conspiration ouverte à Bordeaux contre la République, le coup d'État déclenché par l'attaque nocturne sur Montmartre ont rallié autour d'elle tous les Parisiens ouverts à la vie: les hommes de la Défense n'étaient plus en mesure de la réduire à des tentatives isolées des éléments révolutionnaires les plus conscients de la classe ouvrière de Paris.

---

[1] La *Ligue du Midi* fédéra les mouvements des départements du Sud-Est, qui s'efforcèrent d'épurer le personnel bonapartiste, de lutter contre l'envahisseur et d'instaurer la République sociale. Elle subsista du 18 septembre à novembre 1870.

Le gouvernement de la Défense n'avait été toléré que comme un *pis-aller* (Fr), né de la première surprise, une sorte de nécessité de la guerre. La vraie réponse du peuple de Paris au Second Empire, règne du mensonge, ce fut la Commune.

Aussi le soulèvement de tout le Paris ouvert à la vie - à l'exclusion des piliers du bonapartisme et de son opposition officielle, des grands capitalistes, des boursicoteurs, des escrocs, des oisifs, des traditionnels parasites de l'État - contre le gouvernement de la Défense ne date-t-il pas du 18 mars, bien qu'il ait remporté ce jour-là sa première victoire sur la conjuration. Il date du, 31 janvier, du Jour même de la capitulation.

La Garde nationale - c'est-à-dire tous les Parisiens armés - s'est organisée et a vraiment gouverné Paris à partir de ce jour-là, indépendamment du gouvernement usurpateur des capitulards (Fr), mis en place par la grâce de Bismarck. [1] Elle a refusé de livrer ses armes et son artillerie, qui lui appartenaient et qui lui avaient été laissées à la capitulation, parce qu'elles étaient sa propriété. Ce n'est pas la magnanimité de jules Favre qui a sauvé ces armes des mains de Bismarck; c'est la promptitude des combattants parisiens à les arracher à jules Favre et Bismarck. [2] ...

EXTRAITS DU PROTOCOLE DES RÉUNIONS DU CONSEIL GÉNÉRAL

ENGELS

Exposé sur la révolution du
18 mars 1871 à la réunion du 21 mars 1871

Le citoyen Engels décrit la situation à Paris. Il dit que les lettres reçues de Paris cette semaine et déjà citées par Serraillier, ont expliqué ce qui était incompréhensible auparavant. Il semblait qu'un certain nombre d'hommes s'étaient soudainement emparés de plusieurs canons et les avaient gardés. Toute la presse et les correspondants ont écrit qu'il eut fallu leur demander des comptes, mais que le gouvernement français était demeuré dans l'expectative. Notre Comité parisien nous a informé que les Gardes nationaux avaient payé pour fabriquer ces canons et tenaient à les conserver. Ils ont compris que sous l'Assemblée nationale qui venait d'être élue, [3] la République n'était pas du tout garantie. Lorsque les Prussiens pénétrèrent dans Paris, ces canons avaient été transportés hors de leur portée, dans un autre faubourg de la ville. Par la suite, le gouvernement réclama les canons et tenta de les enlever à la Garde nationale. Aurelle de Paladine aurait été nommé commandant en chef de la Garde

---

1 C'est ce que dit Engels dès le 7 septembre 1870 dans sa lettre à Marx; « les Prussiens ont fait cadeau à la France d'une république, mais laquelle! » Cf. l'article de Lénine sur la difficile question de la dualité du pouvoir, in V. Lénine, la Commune de Paris, p. 22-26, article écrit entre la révolution de Février et d'Octobre 1917, soit à un moment où se réalisait la prévision de Marx selon laquelle la Commune et ses problèmes resurgiront sans cesse de nouveau jusqu'à ce que ses principes se réalisent.

2 Engels décrit cet épisode dans le Rôle de la violence dans l'histoire... -, in Écrits militaires, pp. 573-574.

3 Engels fait allusion aux élections du 8 février qui aboutirent à l'Assemblée nationale réactionnaire, réunie pour la première fois le 12 février 1871 à Bordeaux.

nationale et préfet de police [*]. Sous Napoléon III, il avait été colonel de gendarmerie et un défenseur des curés. Sur l'ordre de l'évêque d'Orléans - Dupanloup -, il aurait fait pénitence à l'église pendant 5 heures, tandis que son armée se faisait battre dans un engagement avec les Allemands. Cette nomination ne laisse subsister aucun doute sur les intentions du gouvernement.

Dès lors, la Garde nationale organisa la résistance. Sur 260 bataillons, 215 - des soldats aux officiers - ont constitué un Comité Central. Chaque compagnie a choisi un délégué, les délégués ont formé des sous-comités d'arrondissement ou de quartier, qui ont ensuite élu le Comité Central.

Sur les vingt arrondissements, cinq seulement n'ont pas élu de délégués. Lorsque l'Assemblée nationale se transporta à Versailles, le gouvernement tenta de nettoyer Paris des révolutionnaires et de leur enlever les canons. Les troupes qui venaient d'arriver à Paris, furent placées sous le commandement de Vinoy, sous les ordres duquel les soldats, lors du coup d'État de 1851, tirèrent sur la foule des boulevards. Aux toutes premières heures de la journée, ces troupes enregistrèrent quelques succès, mais lorsque la Garde nationale s'aperçut du tour que prenait l'affaire, elle se mit en devoir de reconquérir les canons, et les soldats se mirent à fraterniser avec le peuple. A présent, la ville se trouve aux mains du peuple; les troupes qui ne sont pas passées du côté du peuple se sont repliées sur Versailles, et l'Assemblée nationale ne sait plus ce qu'il faut entreprendre.

Aucun des hommes du Comité Central n'est célèbre; il n'y a pas parmi eux de Félix Pyat et individus de son espèce; mais ces hommes sont bien connus de la classe ouvrière. Quatre membres de l'Internationale font partie du Comité.

Le lendemain, ce fut l'élection de la Commune. [1] Le Comité Central proclama qu'il respecterait la liberté de presse, mais ne tolérerait pas la presse pourrie des bonapartistes. La résolution la plus importante qu'il adopta, déclarait que les préliminaires de paix seraient respectés. Les Prussiens sont toujours encore à proximité immédiate et les chances d'un succès seraient plus grandes, si l'on pouvait réussir à les tenir à l'écart de la lutte.

---

[*] A la réunion suivante du Conseil général du 28 mars 1871, Engels déclara que dans le compte rendu de son exposé du 21 mars, il s'était glissé une erreur: il avait confondu les généraux Aurelle de Paladine et Valentin. En fait, c'est ce dernier qui a été nommé préfet de police.

[1] Dans sa première ébauche de l'Adresse sur la guerre civile, Marx écrit a ce propos: « Sur la base existante de son organisation militaire, Paris édifia une fédération politique, selon un plan très simple. Elle consistait en une association de toute la Garde nationale, unie en toutes ses parties par les délégués de chaque compagnie, désignant à leur tour les délégués de bataillons, qui, à leur tour, désignaient des délégués généraux, les généraux de légion - chacun d'eux devant représenter un arrondissement et coopérer avec les délégués des 19 autres arrondissements. Ces 20 délégués, élus à la majorité par les bataillons de la Garde nationale, composaient le Comité central, qui, le 18 mars, prit l'initiative de la plus grande révolution de notre siècle... » (cf. Éd. Soc., p. 209).

La forme prise dès le début par la Commune confirme ainsi les idées de Marx et d'Engels sur la dictature du prolétariat, dont l'État est une superstructure de force, violence concentrée de la classe au pouvoir: « La révolution tout court - c'est-à-dire le renversement du pouvoir existant et la désagrégation des anciens rapports sociaux - est un *acte politique.* Le socialisme ne peut se réaliser sans cette révolution. Il lui faut cet acte politique dans la mesure où il a besoin de détruire et de dissoudre. Mais le socialisme repousse l'enveloppe politique *là où* commence son activité *organisatrice, là où il* poursuit son but *à lui, là où il* est lui-même. » (Marx, le 10 août 1844, in *Écrits militaires,* p. 175-176). La Commune représentant tout cela, n'est donc plus un État au sens propre, cf. Engels *à* Bebel, 16-18 mars 1875.

ENGELS

Exposé sur la Commune de Paris, à la réunion du 11 avril 1871

Le citoyen Engels dit qu'il a encore un autre fait à mentionner. Récemment, la presse était pleine des miracles que l' Association aurait accompli, mais le dernier miracle dont relate un journal parisien est que Marx aurait été le secrétaire privé de Bismarck en 1857.

Engels dit, en outre, qu'on lie peut admettre d'assister au déroulement des événements de Paris sans en dire quelque chose. Tant que le Comité Central de la Garde nationale a dominé la situation, les choses se sont bien passées; mais après les élections, [1] il y eut plus de bavardages que d'actions. Il eût fallu foncer sur Versailles, lorsque celle-ci était faible. Or cette occasion a été manquée, et il semble maintenant que les Versaillais prennent le dessus et repoussent les Parisiens. Le peuple ne tolérerait pas longtemps qu'on le conduise à la défaite. Les Parisiens semblent avoir perdu du terrain, leurs munitions ont été utilisées sans grande efficacité et leur approvisionnement en vivres décline. Tant que Paris a eu un accès vers l'extérieur, on ne pouvait pas obtenir sa reddition en l'affamant. Favre aurait rejeté l'offre d'un soutien prussien. [2] En juin 1848, la lutte a été terminée en quatre jours, mais les ouvriers ne disposaient pas alors de canons. Aujourd'hui, les choses ne peuvent aller aussi vite. Louis-Napoléon a fait construire de larges avenues pour pouvoir tirer sur les ouvriers à coups de canon. Or, aujourd'hui, ce plan tourne à l'avantage des ouvriers qui peuvent balayer à coups de canon leurs adversaires dans ces avenues. Les ouvriers - 200 000 hommes - sont bien mieux organisés que lors de tous les soulèvements précédents. Cependant, la situation est difficile, et les chances moins bonnes qu'il y a 15 jours.

MARX

Exposé sur la Commune de Paris,
à la réunion du 25 avril 1871

Marx... ou journaux. [3] On a trouvé une solution pour l'avenir, étant donné qu'un homme d'affaires qui circule entre Londres et Paris, se charge aussi d'établir la liaison entre la Commune et nous.

Serraillier et Dupont se sont portés candidats pour les sièges vacants du XVIIe arrondissement. [4] Serraillier nous a informés que Dupont serait certainement élu, mais il n'a

---

1 Il s'agit des élections *à* la Commune du 26 mars, qu'il faut distinguer de l'élection des délégués du Comité central de la Garde nationale. Marx critiqua l'organisation des élections du 26 mars qui fit perdre du temps aux Communards, affaiblit leur capacité de décision, mieux représentée par le Comité Central, et enfin installa au pouvoir des éléments encore moins énergiques et homogènes.

2 Allusion à un discours de Favre devant l'Assemblée nationale, le 10 avril 1871. Il s'y efforça de disculper le gouvernement de Versailles accusé d'avoir conclu pratiquement une alliance avec les Prussiens. Il affirma, mensongèrement, que le gouvernement avait repoussé une offre d'aide de Bismarck.

3 Le début de cet exposé de Marx n'a pu être retrouvé dans le cahier contenant les comptes rendus de séance du Conseil général, la page en ayant été arrachée. Comme le Conseil publiait les débats les plus importants dans *Eastern Post* quand il en avait l'occasion, nous avons - à l'instar de Marx-Engels, W*erke, vol. 17 - utilisé* le texte de *Eastern Post pour* compléter celui des comptes rendus de séance, rédigés plus sommairement.

4 Serraillier fut élu le 16 avril 1871 *à* la Commune, lors d'élections complémentaires dans le 2e arrondissement. Eugène Dupont, membre du Conseil général, présenta sa candidature, mais elle ne put

plus écrit depuis les élections. Peut-être a-t-il envoyé sa lettre à Manchester. On s'aperçoit qu'il y a plus de lettres expédiées que de lettres arrivées à bon port.

Félix Pyat et Vésinier ont calomnié Serraillier et Dupont, à Paris; mais ils se sont récusés, lorsque Serraillier les a menacés de les poursuivre en justice. Il est tout à fait urgent d'écrire immédiatement à Paris pour révéler les raisons secrètes qui ont poussé Pyat à calomnier Serraillier et Dupont. (Le citoyen Mottershead propose que le citoyen Marx soit chargé de rédiger cette lettre.) [1]

Lafargue a posté les lettres à l'extérieur des lignes de défense parisiennes, leur réexpédition par chemin de fer explique leur retard; les lettres ont été ouvertes aussi bien par les autorités françaises que prussiennes. La plupart des nouvelles qu'elles contenaient avaient vieilli; mais les journaux n'ont pas mentionné certains faits. Les lettres disaient que la province était aussi peu au courant de ce qui se passe à Paris qu'au temps du siège. Dès lors que les combats s'arrêtent, Paris est aussi calme qu'auparavant.

Une grande partie de la classe moyenne a rallie la Garde nationale de Belleville. Les gros capitalistes se sont enfuis, mais les petits commerçants et artisans se sont joints aux ouvriers. L'enthousiasme du peuple et des gardes nationaux est indescriptible, et les Versaillais sont insensés de s'imaginer qu'ils peuvent envahir Paris. Les Parisiens ne croient pas à un soulèvement dans les provinces et savent que l'ennemi concentre des forces supérieures contre la capitale, mais ils ne les redoutent pas. Ils sont néanmoins préoccupés par une éventuelle intervention prussienne et par la pénurie de vivres. Les décrets sur les loyers et les dettes sont vraiment des mesures magistrales, sans elles les trois quarts des petits commerçants et artisans eussent fait faillite. [2] L'assassinat de Duval et de Flourens ont suscité un désir de vengeance. La famille de Flourens et la Commune ont chargé des fonctionnaires judiciaires de rechercher quelles ont été les causes de sa mort, mais sans résultat. Flourens aurait été tué dans sa propre maison.

On a obtenu quelques informations sur la manière dont on fabrique les dépêches. Lorsque Brutto contrôla les comptes du gouvernement de la Défense nationale, il découvrit qu'on avait dépensé de l'argent pour réaliser une guillotine plus perfectionnée et transportable. Cette guillotine aurait été retrouvée par la Commune et brûlée. La société du gaz se serait endettée pour plus d'un million de francs auprès de l'administration municipale, mais n'aurait pris aucune disposition pour la rembourser. Ce n'est que lorsqu'on confisqua ses biens qu'une traite de cette somme fut adressée à la Banque de France. Toutes les dépêches et nouvelles de correspondants ne donnent qu'une version tronquée de ces faits. Ce qui tracasse le plus tous ces gens, c'est que la Commune administre à si peu de frais. Ses employés du plus haut poste ne reçoivent que 6 000 francs par an, les autres le salaire d'un ouvrier.

L'Adresse [sur la Guerre Civile] serait prête pour la prochaine réunion.

---

devenir effective, car, étant en Angleterre, il ne put atteindre Paris. Pyat calomnia Serraillier, membre du Conseil général de l'Internationale et homme de confiance de Marx, qui, après son élection, fut nommé *à* la Commission du travail, de l'industrie et du commerce. Les intrigues de Pyat avaient un sens nettement politique: ruiner l'influence du Conseil général de l'Internationale au sein de la Commune. Frankel, ministre du Travail de la Commune et correspondant de Marx, s'attacha à réfuter les calomnies de Pyat.

1 Marx rédigea cette lettre le 26 avril, afin de fournir à Frankel des éléments pour répondre à Pyat.

2 Le lecteur trouvera le détail des mesures prises par la Commune dans l'ouvrage des Éditions Sociales consacré à la *Guerre Civile en France.* Marx y note en particulier comment les mesures économiques, prises en faveur de la petite-bourgeoisie, réussirent *à* la détourner de sa traditionnelle alliance avec la bourgeoisie.

ENGELS

Exposé sur la Commune de Paris,
à la réunion du 9 mai 1871

Le citoyen Engels dit alors que *l'Adresse* n'est pas encore terminée. Le citoyen Marx a été très souffrant, et l'élaboration de *l'Adresse* a encore aggravé son état. Toutefois, elle serait achevée samedi, et le Comité permanent pourrait passer chez Marx dans l'après-midi à n'importe quelle heure après 17 heures. Un émissaire de la Commune serait passé à Londres et aurait apporté de bonnes nouvelles. Des mesures sévères viennent d'être prises pour empêcher quiconque d'entrer en ville sans laissez-passer. On s'est aperçu que des espions versaillais se promenaient librement à Paris. L'attaque principale a été repoussée. L'armée de Versailles a tenté de percer les lignes de défense des gardes nationaux et le système des fortifications; mais désormais elle ne peut plus attaquer qu'à un seul point, et précisément là où elle a déjà subi un échec. La défense se renforce. La Commune a perdu un peu de terrain. Clamart a été reconquis. Même si l'armée versaillaise réussissait à s'emparer des remparts, elle se heurterait ensuite aux barricades. Il n'y a jamais eu encore de combat comme celui qui se prépare maintenant: pour la première fois, des barricades seront défendues au moyen de canons, de fusils militaires et de troupes régulières organisées. Les armées en présence sont pratiquement de force égale à présent. Versailles ne peut pas se procurer des troupes en province; une partie de ses propres forces a dû y être détachée pour maintenir l'ordre dans plusieurs villes. Thiers ne peut même pas tolérer que les conseillers municipaux se réunissent pour discuter de questions politiques à Bordeaux. Pour les en empêcher, il est obligé d'appliquer la loi napoléonienne. [1]

MARX A LEO FRANKEL

Londres, vers le 26 avril 1871

Cher citoyen,

Le Conseil général m'a charge, en son nom, de démentir avec la dernière énergie les basses calomnies répandues sur Serraillier par le citoyen F. Pyat. L'infamie de cet homme s'alimente à une seule source. *sa haine contre l'Internationale.* Grâce à la *prétendue* Section française de Londres que le Conseil général a exclue et dans laquelle s'étaient faufilés des mouchards, d'anciens gardes impériaux et autres chenapans, Pyat tenta de se faire passer aux yeux du monde comme le chef secret de notre Association, alors qu'il n'en faisait même pas partie. Son but était de nous rendre responsables de ses manifestations grotesques à Londres et de ses indiscrétions compromettantes à Paris, ce pour quoi le citoyen Tridon lui a donné la réponse qu'il méritait, lors de son séjour à Bruxelles. [2] Le Conseil général s'est donc vu

---

[1] Il s'agit, sans doute, de la loi municipale de 1831, qui limita de manière draconienne les droits des communes, ainsi que de la loi de 1855 qui interdit aux conseils municipaux d'établir des contacts entre eux.

[2] Edme-Marie-Gustave Tridon, ami et conseiller de Blanqui, publia dans la *Cigale* une lettre, intitulée la Com*mune révolutionnaire de Paris, où il* attaquait Félix Pyat, *à* un moment *où* en France la Commune était en butte *à* une critique et une opposition de plus en plus violentes. Cette lettre répondait *à* un appel lancé par Pyat lors d'une réunion, tenue *à* Cleveland Hall le 29 juin 1868, pour commémorer l'insurrection ouvrière de juin 1848 de Paris. Pyat se fit le porte-parole d'une prétendue *commune révolutionnaire,* société parisienne

contraint de désavouer publiquement ce vulgaire intrigant. D'où sa colère contre Dupont et Serraillier. Lorsque dans la prétendue Section française Serraillier menaça les misérables comparses de Pyat de les citer devant un tribunal anglais, pour juger des calomnies que Pyat répète maintenant à Paris, ils furent désavoués par la Section française et flétris comme calomniateurs. Comme la vie politique de Serraillier n'offre pas la moindre prise à la calomnie, on s'est tourné vers sa vie privée. Si Pyat avait une vie privée aussi propre que celle de Serraillier, il n'aurait pas eu à essuyer quelques affronts sanglants à Londres.

Le Conseil général publiera ces jours-ci une *Adresse* sur la Commune. Il en a remis jusqu'ici la publication, car il attendait jour après jour des informations précises de la Section parisienne. En vain! Pas un mot! Le Conseil ne pouvait hésiter plus longtemps, étant donné que les ouvriers attendaient avec une impatience croissante les explications de notre part.

Cependant, nous n'avons pas perdu notre temps. Grâce aux correspondances des différents secrétaires aux Sections du continent et des États-Unis, les ouvriers ont obtenu partout l'explication du véritable caractère de cette sublime révolution de Paris.

J'ai reçu la lettre des mains du citoyen. * Il était au courant de l'envoi que vous savez pour moi. On a eu tort à Paris, lorsqu'on n'a pas expédié les papiers susceptibles de faciliter les opérations. Vous devez maintenant avoir des titres à 3 %, en cote libre, négociables au cours du jour. Le citoyen vous fournira toutes les autres explications utiles. On peut lui confier les valeurs: elles sont en parfaite sécurité dans ses mains.

MARX À LEO FRANKEL ET LOUIS-EUGÈNE VARLIN
(Brouillon)

Londres, le 13 mai 1871

Chers citoyens Frankel et Varlin,

J'ai eu des entrevues avec le porteur.

Ne serait-il pas utile de mettre en lieu sûr les papiers compromettants pour les canailles de Versailles? Une telle précaution ne peut jamais être nuisible.

On m'a écrit de Bordeaux que quatre Internationaux ont été élus aux dernières élections municipales. Les provinces commencent à fermenter. Malheureusement leur action est localisée et « pacifique ».

---

et proposa une résolution déclarant qu'il était du devoir le plus sacré des Français d'assassiner Napoléon III. Tridon répondit simplement que cet appel était le produit de l'imagination de Pyat, qui était loin des rives de la Seine.

Dans le même numéro, la *Cigale* publia la résolution du Conseil général, rédigée par Marx, contre les agissements de Félix Pyat.

* Il s'agit probablement de N. Eilau, homme d'affaires, qui servit d'intermédiaire à Marx et ses correspondants de la Commune.

J'ai écrit plusieurs centaines de lettres pour exposer et défendre votre cause à tous les coins du monde où nous avons des branches [1]. La classe ouvrière était du reste pour la Commune dès son origine.

Même les journaux bourgeois de l'Angleterre sont revenus de leur première réaction de férocité. Je réussis à y glisser de temps en temps des paragraphes favorables.

La Commune me semble perdre trop de temps à des bagatelles et à des querelles personnelles. On voit qu'il y a d'autres influences que celles des ouvriers. Tout cela ne serait rien, si vous disposiez de temps pour rattraper le temps perdu. [2]

Il est absolument nécessaire de faire vite pour tout ce que vous voudriez faire en dehors de Paris, en Angleterre ou ailleurs. Les Prussiens ne livreront pas les forts aux Versaillais, mais après la conclusion définitive de la paix (le 10 mai [3]), ils permettront au gouvernement de cerner Paris avec ses gendarmes. Étant donné que Thiers et Cie avaient, comme vous le savez, stipulé un grand pot-de-vin [4] dans leur traité conclu par Pouyer-Quertier, ils refusèrent d'accepter l'aide des banquiers allemands offerte par Bismarck. Dans ce cas, ils auraient perdu le pot-de-vin. La condition préalable de la réalisation de *leur* traité étant la conquête de Paris, ils ont prié Bismarck d'ajourner le paiement du premier terme jusqu'à l'occupation de Paris. Bismarck a accepté cette condition. La Prusse, ayant elle-même un besoin très pressant de cet argent, donnera donc toutes les facilités possibles aux Versaillais pour accélérer l'occupation de Paris. Ainsi, prenez garde!

---

[1] Cette lettre ainsi que la précédente donne une idée de la correspondance de Marx avec des amis politiques, liés à la Commune. La plupart de ces lettres n'ont pu être retrouvées. Marx y aborde des questions très importantes, d'ordre financier en vue d'assurer des moyens matériels à la Commune, d'ordre militaire en vue de sa défense, et d'ordre politique pour la mettre en garde contre des ennemis avoués ou camouflés, et pour lui conseiller telle ou telle mesure sociale.

La plupart des lettres « écrites aux quatre coins du monde » pour exposer et défendre la cause de la Commune n'ont pas été retrouvées.

[2] Leo Frankel, ministre du travail de la Commune, écrivit à Marx, fin avril 1871: « Je souhaiterais vivement que vous m'aidiez de quelque façon que ce soit, de vos conseils, car je suis actuellement pour ainsi dire seul, et notamment seul responsable pour les réformes que je veux introduire et que j'introduirai dans le domaine du travail. Faites tout votre possible pour expliquer à tous les peuples, à tous les ouvriers, et notamment aux Allemands, que la Commune de Paris n'a rien de commun avec les communes petites-bourgeoises d'antan. C'est, d'ailleurs, ce qui ressort déjà des quelques lignes de votre dernière lettre. Avec cela, vous rendrez en tout cas un grand service à notre cause. »

Lénine, lui-même, poursuivit la polémique sur ce point contre Bernstein et accusa Plékhanov et Kautsky de se taire sur ce point. En effet, Bernstein prétendait que la Commune de Paris était une sorte de fédération de municipalités, l'État s'éteignant au fur et à mesure de l'accroissement du pouvoir de celles-ci. Et Lénine de s'indigner: Voilà qui est tout simplement monstrueux: confondre les vues de Marx sur la *destruction du pouvoir d'État parasite* avec le fédéralisme de Proudhon », et Lénine de citer les passages de *l'Adresse* de Marx sur l'organisation et la centralisation de la nation, cf. *l'État et la Révolution,* en *Œuvres choisies, op. cit.,* tome II, pp. 376-377.

[3] Le traité du 10 mai aggrava les conditions de paix: augmentation des indemnités de guerre à payer par la France, prolongation de l'occupation du territoire français. En fait, c'était le prix pour le soutien fourni par Bismarck au gouvernement de Versailles pour écraser la Commune.

[4] Selon des informations de presse, Thiers et d'autres membres du gouvernement auraient prévu de déduire une « provision » de plus de 300 millions de francs sur l'emprunt national. Thiers reconnut plus tard que les milieux financiers avec lesquels il avait négocié cet emprunt, avaient posé comme condition la liquidation la plus rapide possible de la révolution. De fait, le décret sur l'emprunt fut ratifié le 20 juin, après la défaite de la Commune.

ENGELS

Résolution du Conseil général
sur l'exclusion de Tolain

The Eastern Post, 29 avril 1871

Attendu que le Conseil général a été prié de confirmer la décision du Conseil fédéral des sections parisiennes qui a exclu le citoyen Tolain de l'Association parce qu'ayant été élu pour représenter la classe ouvrière à l'Assemblée nationale, il y a trahi sa cause de la manière la plus lâche;

Attendu que la place de tout membre français de l'Association internationale des travailleurs est indubitablement au côté de la Commune de Paris, et non dans l'Assemblée usurpatrice et contre-révolutionnaire de Versailles, [1] le Conseil général confirme la décision du Conseil fédéral de Paris et déclare que le citoyen Tolain est chassé de l'A.I.T.

Le Conseil général n'a pu régler cette affaire plus tôt, parce que la version authentique de la décision ci-dessous mentionnée du Conseil fédéral de Paris ne lui est parvenue que le 25 avril.

MARX À KUGELMANN

Londres, le 12 avril 1871

Cher Kugelmann,

Tes conseils médicaux ont eu pour effet que Je suis allé consulter le Dr Maddison et que je suis maintenant la cure qu'il m'a prescrite. Il déclare toutefois que mes poumons sont en parfait état et que la toux est d'origine bronchitique, etc. Sa médication agira aussi sur le foie.

Nous avons reçu hier la nouvelle peu rassurante que Lafargue - sans Laura - était en ce moment à Paris.

Si tu relis le dernier chapitre de mon *18-Brumaire,* tu verras que j'y prévois que le prochain assaut révolutionnaire en France devra s'attacher non plus à faire passer la machine bureaucratico-militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la *détruire,* et que c'est là la condition préalable de toute révolution véritablement populaire sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de Paris. De quelle souplesse, de quelle initiative historique, de quelles capacités de sacrifice ont fait preuve ces Parisiens! Après six mois de famine et de destructions dues à la trahison intérieure plus encore qu'à l'ennemi

[1] Le 17 avril, le *Times* fit allusion à la résolution du Conseil fédéral de Paris. Tolain avait refusé de quitter l'Assemblée de Versailles, comme l'exigeait la Commune. La trahison de Tolain marqua le glissement de la droite proudhonienne vers la contre-révolution.

extérieur, ils se soulèvent, sous le règne de la baïonnette prussienne, comme s'il n'y avait jamais eu de guerre entre la France et l'Allemagne, comme si l'ennemi n'était pas toujours aux portes de Paris! L'histoire n'a pas connu à ce jour d'exemple aussi grand!

S'ils succombent, la faute en sera uniquement à leur « magnanimité». Il eût fallu marcher aussitôt sur Versailles, après que Vinoy d'abord, les éléments réactionnaires de la Garde nationale parisienne ensuite, eurent eux-mêmes laissé le champ libre. On laissa passer le moment propice par scrupule de conscience: on ne voulait pas *déclencher la guerre civile,* comme si le méchant avorton de Thiers ne l'avait pas déjà déclenchée lorsqu'il tenta de désarmer Paris! Deuxième faute: le Comité Central abandonna trop tôt le pouvoir en cédant la place à la Commune. [1] Encore par un excessif scrupule d' « honneur » !

Quoi qu'il en soit, même si elle est en train de succomber devant les loups, les porcs et les chiens de la vieille société, l'actuelle insurrection de Paris est le plus glorieux exploit de notre Parti depuis l'insurrection parisienne de juin 1848. Que l'on compare ceux qui, à Paris, sont montés à l'assaut du ciel avec ceux qui sont les esclaves du céleste Saint-Empire romain de la Germanie prussienne, avec ses mascarades posthumes et ses relents de caserne et d'église, de féodalité et surtout de philistinisme.

K. M.

MARX À KUGELMANN

Londres, le 17 avril 1871

Cher Kugelmann,

Ta lettre est bien arrivée. En ce moment j'ai du travail par-dessus la tête. Aussi quelques mots seulement. Je ne peux absolument pas comprendre que tu compares les manifestations petites-bourgeoises à la *13 juin 1849,* etc. avec l'actuelle lutte à Paris. [2]

Il serait évidemment fort commode de faire l'histoire du monde, si l'on n'engageait le combat qu'avec des chances infailliblement favorables. Au demeurant elle serait de nature très mystique, si les « hasard » n'y jouaient aucun rôle. Ces hasards eux-mêmes font naturellement partie du cours- général de l'évolution et se trouvent compensés par d'autres hasards. Or, l'accélération ou le ralentissement de l'évolution sont très dépendants de tels « hasards », parmi lesquels figure aussi le « hasard » du caractère des gens qui se trouvent d'abord à la tête du mouvement.

---

1 Il s'agit des élections à la Commune du 26 mars, qu'il faut distinguer de l'élection des délégués du Comité central de la Garde nationale. Marx critiqua l'organisation des élections du 26 mars qui fit perdre du temps aux Communards, affaiblit leur capacité de décision, mieux représentée par le Comité Central, et enfin installa au pouvoir des éléments encore moins énergiques et homogènes.

2 Le 13 juin 1849, la Montagne petite-bourgeoise organisa une manifestation pacifique à Paris pour protester contre l'envoi de troupes françaises à. Rome: l'article IV de la Constitution française n'interdisait-il Pas d'envoyer des soldats français lutter contre la liberté d'autres peuples? L'échec de cette manifestation, dispersée par la troupe, rendit évident la banqueroute de la démocratie petite-bourgeoise.

Pour cette fois, il ne faut pas rechercher le plus décisif des « hasards » défavorables dans les conditions générales de la société française, mais dans la présence des Prussiens en France et dans le fait qu'ils encerclaient étroitement Paris. Les Parisiens le savaient fort bien, mais c'est aussi ce que savaient les canailles bourgeoises de Versailles. C'est exactement pour cela qu'elles placèrent les Parisiens devant l'alternative ou de relever le défi, ou de succomber sans lutter. Dans le dernier cas, la démoralisation de la classe ouvrière eût été un malheur infiniment plus grand que la liquidation d'un nombre quelconque de « chefs ». [1]

Grâce à la lutte des Parisiens, la bataille de la classe ouvrière contre la classe et l'État capitalistes est entrée dans une phase nouvelle. Quelle qu'en soit l'issue, c'est la conquête d'un nouveau point de départ d'une importance historique universelle.

Addio.
K. M.

MARX À WILHELM LIEBKNECHT

Londres, le 6 avril 1871

Cher Liebknecht,

Le Conseil général a accueilli avec joie la nouvelle de ta libération, ainsi que de celle de Bebel et des Brunsvickois.

Il semble que les Parisiens aient le dessous. C'est de leur faute, mais une faute qui provient en fait de leur trop grande honnêteté. Le Comité Central et plus tard la Commune laissèrent le temps au méchant avorton Thiers de concentrer les forces ennemies: 1° parce qu'ils avaient la folle volonté de ne pas déclencher la *guerre civile,* comme si Thiers ne l'avait pas déjà engagée en essayant par la force de désarmer Paris, comme si l'Assemblée nationale, convoquée seulement pour décider de la guerre ou de la paix avec la Prusse, n'avait pas aussitôt déclaré la guerre *à la République?* 2° parce qu'ils ne voulaient pas laisser planer sur eux le doute d'avoir usurpé le pouvoir, ils perdirent un temps précieux du fait de l'élection de la Commune, dont l'organisation etc. coûta beaucoup de temps, alors qu'il eût fallu foncer directement sur Versailles après la défaite des réactionnaires à Paris. [2]

Ne crois pas un seul mot de tout ce que tu peux apprendre par les journaux sur les événements qui se sont déroulés à Paris. Tout n'est que mensonge et tromperie. jamais la presse bourgeoise n'a aussi brillamment fait étalage de sa bassesse.

---

[1] Dans sa lettre du 15 avril 1871 à Marx, Kugelmann affirmait: « La défaite privera de nouveau les ouvriers pour longtemps de ses chefs, ce qui est un malheur qu'il ne faut pas sous-estimer. Il me semble que, pour l'instant, le prolétariat a plus besoin de s'éduquer que de lutter les armes à la main. Attribuer l'échec à tel ou tel fait du hasard, n'est-ce pas tomber dans l'erreur reprochée avec tant de vigueur aux petits-bourgeois dans les premières pages du *Dix-huit Brumaire ?* »

[2] Des monarchistes tentèrent, le 22 mars 1871, un putsch contre-révolutionnaire à Paris, lors d'une manifestation « pacifique », sous la direction de Henri de Pène, du baron de Heeckeren, etc. Les con - jurés ouvrirent le feu sur la Garde nationale, place Vendôme; ils furent mis en fuite, mais ne subirent ni pertes ni dommages.

Il est tout à fait symptomatique que l'Empereur unique de l'Allemagne, l'Empire unitaire et le Parlement de l'unité ne semblent *même pas exister* à Berlin aux yeux du monde extérieur: le moindre coup de vent à Paris suscite plus d'intérêt.

Vous devriez suivre avec attention les événements dans les *Principautés danubiennes. Si* la révolution est momentanément écrasée en France, le mouvement ne peut être bloqué cependant que pour très peu de temps, et une nouvelle période de guerre s'ouvrira pour l'Europe à partir de l'Est: la Roumanie en fournira le premier prétexte à l'orthodoxe tsar. Donc attention de ce côté-là!... [1]

K. M.

MARX À EDWARD SPENCER BEESLY

1, Maitland Park Road, N.W., 12 juin 1871

Cher Monsieur,

Lafargue, sa famille et mes filles sont dans les Pyrénées près de la frontière espagnole, mais du côté français. [2] Étant né à Cuba, Lafargue a pu se procurer un passeport espagnol. Mais, j'aimerais qu'il s'établisse définitivement du côté espagnol, du fait qu'il a joué à Bordeaux un rôle de premier plan.

J'estime beaucoup vos articles du Bee-Hive. [3] Mais vous me permettrez de vous faire remarquer qu'en étant homme de parti j'ai une position tout à fait hostile à l'égard du comtisme, et en tant qu'homme de science j'en ai une très mince opinion. Cependant, je vous considère comme le seul comtiste, aussi bien en Angleterre qu'en France, qui ne traite pas les crises et tournants historiques en sectaire, mais en historien au sens le meilleur du terme. En conséquence, je déplore presque de trouver votre nom dans ce journal. Le Bee-Hive se fait passer pour un journal ouvrier, mais c'est en réalité l'organe de renégats, vendu à Samuel Morley et Cie. Lors de la récente guerre franco-prussienne, le Conseil général de l'Internationale a été obligé de rompre toute relation avec cette feuille et de déclarer publiquement que c'est un organe pseudo-ouvrier. Les grandes feuilles londoniennes se refusèrent toutefois à publier cette déclaration, à l'exception de l'Eastern Post, journal local de

---

[1] Si Marx déconseille aux ouvriers français de prendre l'initiative d'une révolution sociale, ce n'est pas qu'il était pacifiste, ni qu'il pensait ajourner la révolution *sine die.* Comme le montrent le passage de la lettre à Liebknecht, p. 131 et la note nº 39, Marx s'attendait à de graves conflits entre les grandes puissances (notamment entre l'Allemagne, désormais pratiquement unifiée, et la Russie, avec l'enjeu polonais, conflit qui eût mis à l'ordre du jour la question nationale dans l'Est et le Sud-Est européen et eût affaibli la position des classes dominantes en général. La Commune, provoquée par Thiers et Bismarck, a scellé pour un temps l'alliance de l'Europe officielle et retardé le conflit, qui éclata cependant dans les Balkans en 1876, avec le soulèvement de Bosnie et de Herzégovine et se prolongea par *la Guerre russo-turque de 1877-1878,* cf. *Écrits militaires, p.* 605-611 et la note nº 229, p. 658.

[2] Marx (dans une lettre adressée à Charles Dana du journal américain *Sun)* et Jenny Marx (dans un article à l'hebdomadaire *Woodhull 6 Clafflin's Weekly)* racontent l'arrestation des filles de Marx, Jenny et Éléonore à Luchon par la police française et leur expulsion de France. Paul Lafargue fut arrêté en Espagne le 11 août 1871, à la demande de Thiers, puis relâché peu de temps après.

[3] Marx fait allusion aux articles de Beesly sur la Commune de Paris, des 25 mars, 1er, 15 et 22 avril, 20 et 27 mai et 3 et 10 juin 1871. Marx porta des commentaires en marge de certains de ces articles.

Londres. Dans ces conditions, votre collaboration au Bee-Hive n'est pas une contribution à notre bonne cause.

Une de mes amies part dans trois ou quatre jours pour Paris. Je lui confierai trois passeports en règle pour certains membres de la Commune qui doivent se cacher à Paris. Si vous, ou l'un de vos amis, avez des commissions à y faire, écrivez-moi, je vous prie.

On m'envoie régulièrement de Paris les absurdités que la petite presse publie chaque jour sur mes écrits et mes relations avec la Commune. Tout cela m'amuse. En outre cela démontre que la police versaillaise éprouve un besoin impérieux de se procurer des documents véritables. Un marchand allemand qui voyage toute l'année pour affaires entre Paris et Londres, a assuré la liaison entre la Commune et moi. Tout était réglé oralement, sauf pour deux affaires.

Par cet intermédiaire, j'ai envoyé premièrement aux membres de la Commune une lettre de réponse à la question qu'ils me posaient sur la possibilité de négocier certaines valeurs à la bourse de Londres.

Deuxièmement, le 11 mai, dix jours avant la catastrophe, j'ai envoyé par le même canal tous les détails de l'accord secret entre Bismarck et Favre à Francfort. [1]

L'information m'avait été transmise par un collaborateur direct de Bismarck [2] qui appartint jadis à une société secrète (1848-1852), que je dirigeais. Cet homme sait que je détiens encore tous les rapports qu'il m'a expédiés d'Allemagne sur la situation de ce pays, en sorte qu'il dépend de ma discrétion. D'où ses efforts pour me prouver encore ses bonnes intentions. C'est celui-là même qui, comme vous le savez, m'a fait prévenir que Bismarck était décidé à me faire arrêter, si j'avais été rendre visite cette année au Dr Kugelmann à Hanovre.

Quant à la Commune, que n'a-t-elle écouté mes avertissements! J'ai conseillé à ses membres de fortifier le côté nord des hauteurs de Montmartre, (le côté prussien), alors qu'il en était encore temps. Je leur ai dit à l'avance qu'ils risquaient autrement d'être pris dans une souricière. En outre, je les ai mis en garde contre Pyat, Grousset et Vésinier. Enfin, je leur ai demandé d'envoyer aussitôt à Londres les papiers compromettants pour les membres de la Défense nationale pour pouvoir grâce à ce moyen tenir quelque peu en échec la férocité des ennemis de la Commune. Bref, tout cela eût pu faire échouer en partie le plan des Versaillais.

Si les Versaillais avaient trouvé ces documents, ils n'auraient pas publié de faux.

L'Adresse de l'Internationale ne paraîtra pas avant mercredi. Je vous ferai parvenir aussitôt un exemplaire. Un texte couvrant 4 à 5 feuilles d'imprimerie a été publié sur 2 feuilles. D'où d'innombrables corrections, révisions et coquilles. Tout cela a causé du retard.

Votre fidèle, Karl Marx

---

[1] Lors de la signature du traité de paix à Francfort le 10 mai 1871, Bismarck et jules Favre conclurent un accord secret prévoyant une collaboration franco-prussienne contre la Commune. Les négociations avaient commencé dès le 6 mai. L'accord établissait que les troupes de Versailles seraient autorisées à traverser les lignes allemandes en vue « de rétablir l'ordre à Paris », à restreindre l'approvisionnement de Paris en vivres et à imposer, par le truchement du commandement allemand, à la Commune le désarmement des fortifications qu'elle tenait autour de Paris.

[2] Il s'agit de Johannes Miquel, ancien membre de la Ligue des communistes.

MARX

Mr. Washburne, l'ambassadeur américain à Paris
Au Comité central new-yorkais de la Section de l'Association internationale des travailleurs aux États-Unis

Londres, juillet 1871

Citoyens,

Le Conseil général de l'Association estime devoir vous éclairer sur l'attitude prise par l'ambassadeur américain, Mr. Washburne, au cours de la guerre civile en France. [1]

I

Un premier témoignage émane de Mr Robert Reid, un Écossais qui a vécu dix-sept ans à Paris et qui fut le correspondant du *Daily Telegraph* de Londres et *du Herald* de New York durant la guerre civile. Notons, en passant, que le *Daily Telegraph* poussa la connivence avec le gouvernement versaillais au point de falsifier les brèves dépêches télégraphiques que lui transmettait Mr Reid.

Étant de retour en Angleterre, Mr Reid est disposé à témoigner sous serment.

« Le fracas du tocsin d'alarme, mêlé aux grondements du canon, se poursuivit toute la nuit. Impossible de dormir. Mais où sont donc - me disais-je - les représentants d'Europe et d'Amérique? Est-il possible qu'ils ne fassent pas le moindre geste de conciliation, alors que le sang des innocents coule à flots? Ne pouvant supporter plus longtemps cette idée et sachant que Mr Washburne était en ville, je décidai d'aller lui rendre visite. C'était, je pense, le 17 avril; quoi qu'il en soit, la date exacte peut être établie par ma lettre à lord Lyons, auquel j'écrivis le même jour. En passant sur les Champs-Élysées pour aller trouver Mr Washburne, je croisai de nombreuses ambulances transportant des blessés et des morts. Des bombes éclataient tout autour de l'Arc de Triomphe, et toujours plus d'innocentes personnes venaient s'ajouter à la longue liste des victimes de M. Thiers.

À mon arrivée au 95 rue de Chaillot, je m'adressai au portier de l'ambassade qui m'envoya au second étage. L'étage de l'appartement que vous habitez à Paris est une indication presque infaillible de votre fortune et de votre rang, une sorte de baromètre social. Tout de suite au premier étage, nous trouvons un marquis, au fond du cinquième un modeste artisan. Les étages qui les séparent symbolisent l'abîme social qui existe entre eux. En montant les

---

[1] À son retour de Paris, le journaliste Reid prit contact avec Marx et le Conseil général pour exprimer son indignation sur certaines attitudes prises contre la Commune. Le Comité central new-yorkais fit publier l'Adresse contre Washburne dans le journal Sun, très lu dans les couches populaires de New York. Sorge, ami de Marx, y fit précéder l'Adresse d'une note où il expliquait la véritable nature de la Commune et mettait les ouvriers américains en garde contre les mensonges publiés par la presse bourgeoise des États-Unis sur la Commune.

Le gouvernement Thiers prit des mesures pour empêcher la publication de l'Adresse contre Washburne dans la presse française.

escaliers, je ne vis pas de laquais ventrus, en culottes rouges et bas de soie, et je me dis: « Eh bien! les Américains placent leur argent mieux que nous, qui le gaspillons. »

Dans le bureau du secrétaire, je m'informai de Mr Washburne: « Désirez-vous le voir personnellement? » - « Certainement! » On m'annonça, et je lui fus présenté. Il était vautré nonchalamment dans son fauteuil et lisait le journal. je m'attendais à ce qu'il se lève, mais il resta assis, en continuant à lire son journal: un acte d'une telle grossièreté choque dans un pays où tout le monde est si poli.

Je dis à Mr Washburne que nous trahirions la cause de l'humanité, si nous ne faisions pas tout ce qui est en notre pouvoir pour aboutir à une conciliation. Que nous réussissions ou non, il était de notre devoir d'essayer, et le moment semblait des plus favorables, puisque les Prussiens étaient pressés d'arriver à une conclusion définitive avec Versailles. L'influence concurrente de l'Amérique et de l'Angleterre eussent pu faire pencher la balance en faveur de la paix.

Mr. Washburne répondit: *« Les Parisiens sont des rebelles. Ils doivent déposer les armes l » Je* lui fis observer que la Garde nationale était en droit de les garder, mais que ce n'était pas là la question. En effet, lorsque l'humanité est foulée aux pieds, le monde civilisé a le droit d'intervenir, et je vous prie de coopérer avec lord Lyons dans ce but. - Mr Washburne: « Ces Versaillais ne voudront rien entendre. » - « Si vous refusez, vous en porterez la responsabilité morale. » - Mr. Washburne: « Je ne pense pas. Je ne puis rien dans cette affaire. Voyez plutôt Mr Lyons. »

Ainsi prit fin notre entrevue. Je quittai Mr Washburne profondément déçu. J'étais tombé sur un personnage grossier et arrogant, n'ayant rien de cette fraternité que l'on s'attend à trouver chez un représentant d'une République démocratique. J'ai eu l'honneur de rencontrer deux fois lord Cowley, alors qu'il représentait l'Angleterre en France. Sa courtoisie et sa simplicité forment un contraste frappant avec la froideur, la prétention et les airs pseudo-aristocratiques qu'affiche l'ambassadeur américain.

Je m'efforçai maintenant de convaincre lord Lyons qu'il était de l'intérêt de l'humanité que l'Angleterre tentât un effort sérieux pour obtenir une réconciliation, car j'étais convaincu que le gouvernement anglais ne pouvait assister sans broncher aux atrocités et aux massacres de Clamart et de Moulin-Saquet, sans parler des scènes d'horreur de Neuilly, si elle ne voulait pas encourir la malédiction de tout ami de l'humanité. Lord Lyons me fit savoir oralement par son secrétaire, Mr Edouard Malet, qu'il avait transmis ma lettre au gouvernement et qu'il était disposé à en faire autant pour tout ce que j'aurais à y ajouter. Un instant, les conditions furent extrêmement favorables à la conciliation et, si notre gouvernement avait jeté tout son poids dans la balance, il eût épargné au monde le bain de sang de Paris. En tout cas, ce ne fut pas par la faute de lord Lyons que le gouvernement anglais manqua à ses devoirs.

Mais, revenons à Mr Washburne. Dans l'après-midi du mercredi 24 mai, comme je passais sur le boulevard des Capucines, quelqu'un m'appela par mon nom et, en me retournant, je vis Mr Hossart, au côté de Mr Washburne dans une calèche, entouré d'un grand nombre d'Américains. Après les politesses d'usage, j'entrai en conversation avec le Dr Hossart.

La conversation roula aussitôt sur les scènes d'horreur qui se déroulaient non loin de là, et chacun dit son mot. Mr Washburne, se tournant vers moi, dit d'un ton profondément pénétré: « Tous *ceux qui appartiennent à la Commune et tous ceux qui sympathisent avec elle seront*

fusillés. » Hélas! Je ne savais que trop bien qu'on tuait jeunes ou vieux pour le seul crime de sympathiser avec la Commune; mais je n'imaginais pas de l'entendre dire semi-officiellement par Mr Washburne. Au moment où il prononçait cette phrase sanguinaire, il était encore temps pour lui de sauver l'archevêque. [1]

II

« Le 24 mai, le secrétaire de Mr Washburne alla proposer à la Commune qui siégeait à la mairie du XIe arrondissement, un compromis préparé par les Prussiens en vue d'un règlement entre Versailles et Fédérés. Les conditions en étaient les suivantes: suspension des hostilités; réélection de la Commune d'une part, et de l'Assemblée nationale de l'autre; les troupes versaillaises quittent Paris et s'installent dans les forts; la défense continue d'être assurée par la Garde nationale; personne ne pourra être poursuivi parce qu'il a servi ou sert dans l'armée fédérale.

Lors d'une séance extraordinaire, la Commune accepta ces propositions, sous réserve que la France aurait deux mois pour se préparer aux élections générales de l'Assemblée constituante.

Une seconde entrevue eut lieu avec le secrétaire de l'ambassade américaine. Le 25 mai, dans sa séance du matin, la Commune décida d'envoyer cinq plénipotentiaires - parmi lesquels Vermorel, Delescluze et Arnold - à Vincennes, où devait se trouver un représentant de la Prusse, selon les indications du secrétaire de Mr Washburne. Mais la délégation fut repoussée par les Gardes nationaux à la porte de Vincennes. Lors d'une dernière entrevue avec le même secrétaire américain, celui-ci transmit un sauf-conduit au citoyen Arnold pour se rendre le 26 mai à Saint-Denis, où il ne fut pas reçu par les Prussiens.

Cette médiation américaine eut pour résultat de faire croire à un armistice et à une position de neutralité de la Prusse à l'égard des belligérants: au moment le plus critique, elle servit à paralyser la défense durant deux jours. Malgré les mesures prises pour garder secrètes les négociations, elles vinrent à la connaissance des Gardes nationaux qui, se fiant à la neutralité de la Prusse, se rendirent dans les lignes prussiennes pour se constituer prisonniers. On sait comment leur confiance fut trompée par les Prussiens, qui les reçurent à coups de fusil et livrèrent les survivants au gouvernement de Versailles.

Tout au long de la guerre civile, par le truchement de son secrétaire, Mr Washburne ne cessa d'assurer la Commune de ses plus vives sympathies, que seule sa position diplomatique empêchait de manifester publiquement, tandis qu'il prétendait réprouver fermement le gouvernement de Versailles. »

Ce second témoignage provient d'un membre de la Commune de Paris, qui est prêt - comme Mr Reid - à confirmer ses assertions par serment.

---

[1] Washburne avait, en fait, refusé d'intervenir auprès du gouvernement Thiers pour lui soumettre la proposition de la Commune, à savoir échanger le seul Blanqui contre l'archevêque Darboy et d'autres personnes prises en otage après que des Communards aient été fusillés. Après l'exécution de l'archevêque, Washburne utilisa hypocritement, dans ses articles et ses conférences, cette mesure prise par la Commune pour répondre au terrorisme des Versaillais, afin de salir les Communards. Marx traite de la question des otages dans son *Adresse* sur la Guerre civile en France, cf. p. 61 (Éd. Soc.).

Pour juger vraiment de l'attitude de Mr Washburne, il faut lire le témoignage de Mr Robert Reid et celui du membre de la Commune comme un tout unique, deux faces d'une seule et même affaire.

Tandis que Mr Washburne déclarait à Mr Reid que les communards étaient des «rebelles » qui méritaient leur châtiment, il assurait la Commune qu'il sympathisait avec sa cause et prétendait mépriser le gouvernement de Versailles. *Le même 24* mai, il informai! Mr Reid que, non seulement les Communards, mais tous ceux qui sympathisaient avec eux méritaient purement et simplement la mort, tandis qu'il chargeait son secrétaire de persuader la Commune que non seulement ses membres, mais encore tous les soldats de l'armée fédérée auraient la vie sauve.

Nous vous prions, chers citoyens, de soumettre ces faits à la classe ouvrière des États-Unis afin qu'elle décide si Mr Washburne mérite de représenter la République américaine.

Londres, le 11 juillet 1871.

Le Conseil général de l'Association
internationale des travailleurs (suivent les signatures)

EXTRAITS DU PROTOCOLE DES RÉUNIONS DU CONSEIL GÉNÉRAL

MARX

Exposé sur la Commune de Paris,
le 23 mai 1871

Le citoyen Marx déclare qu'il est malade et n'est donc pas en mesure de terminer *l'Adresse* promise, mais il espère qu'elle sera prête mardi prochain. En ce qui concerne les combats de Paris, il craint que la fin ne soit proche; mais si la Commune est battue, le combat est simplement différé. Les principes de la Commune sont éternels et ne peuvent pas être détruits: *ils resurgiront toujours dé nouveau jusqu'à ce que la classe ouvrière soit émancipée.*

La Commune de Paris a été écrasée avec l'aide des Prussiens, qui ont assumé le rôle de gendarmes de Thiers. Bismarck, Thiers et Favre ont conspire pour liquider la Commune. A Francfort, Bismarck a reconnu que Thiers et Favre lui ont demandé d'intervenir. Le résultat démontre qu'il est disposé à faire tout ce qui est en son pouvoir pour les aider -, sans risquer la vie de soldats allemands, non parce qu'il ménage les vies humaines lorsque s'ouvre à lui la perspective d'un butin, mais parce qu'il veut humilier encore davantage les Français qui se battent entre eux pour pouvoir leur extorquer encore plus de choses. Bismarck a autorisé Thiers à utiliser plus de soldats que n'en prévoyait la convention; en revanche, il n'a permis qu'un approvisionnement limité de Paris en vivres.

Tout cela n'est que la répétition de pratiques anciennes. Les classes supérieures se sont toujours mises d'accord, lorsqu'il s'agissait de mater la classe travailleuse. Au XIe siècle, lors d'une guerre entre les chevaliers français et normands, les paysans se soulevèrent et organisèrent une insurrection. Aussitôt les chevaliers oublièrent leurs différends et s'allièrent pour écraser le mouvement paysan. Pour montrer comment les Prussiens firent office de policiers, il suffit de rappeler que, dans la ville de Rouen qu'ils occupent, ils firent arrêter 500 hommes sous prétexte qu'ils appartiennent à l'Internationale. On redoute l'Internationale. Tout récemment, le comte de Jaubert - momie desséchée, ministre en 1834, bien connu pour avoir prôné des mesures dirigées contre la presse - a déclaré dans un discours à l'Assemblée nationale française, qu'une fois l'ordre de nouveau rétabli, il serait du devoir du gouvernement d'enquêter sur l'activité de l'Internationale et de la liquider.

COMBATS D'ARRIÈRE-GARDE

Retour à la table des matières

Notice du traducteur

Retour à la table des matières

Marx et Engels n'ont pas arrêté le combat pour la Commune le jour où elle fut vaincue. Sur le simple plan militaire *de la lutte des classes, il importe que le parti organise les forces révolutionnaires, non seulement quand elles passent à l'attaque, mais encore lorsqu'elles battent en retraite: la défaite est plus ou moins lourde selon la manière dont le vaincu y réagit, physiquement et moralement; en outre, les conditions de la reprise de la lutte et la chance de vaincre dans la prochaine guerre de classes sont fortement déterminées par la capacité de sauver et d'organiser les forces révolutionnaires après la défaite. La Seconde Internationale n'aurait pu surgir plus forte que la Première, si elle n'avait pas été reliée par un fil ininterrompu, quoique ténu, sur le plan théorique aussi bien que politique et militant. On ne construit pas une Internationale dans l'enthousiasme et la volonté révolutionnaires, retrouvés un beau jour. Même lorsqu'elle eut cessé d'exister « formellement », le petit « parti Marx » continua de défendre ses principes avec une continuité totale et sur des positions invariables. De même Lénine, en fondant la Troisième Internationale, mena sans interruption une dure lutte, toujours contre le révisionnisme, et parfois à contre-courant des masses, par exemple après la débâcle de la Seconde Internationale, le 14 août 1914.*

Du plan militaire de l'agencement de la retraite, on arrive tout de suite au plan politique, en passant par le problème organisationnel. Mais ce qui est toujours fondamental, c'est la lutte théorique qui oriente et le caractère et le but de la lutte politique.

Marx et Engels avaient déconseillé aux ouvriers parisiens d'engager la bataille décisive, parce qu'un rapport de forces défavorable et la faiblesse de leur organisation les empêchaient de vaincre. On devait retrouver, après la dure défaite, un rapport de force général au moins aussi défavorable et une organisation amoindrie. Cependant, Marx avait saisi que les ouvriers, acculés à la bataille par la bourgeoisie, avaient eu le juste instinct de se battre plutôt que de succomber sans lutter devant la bourgeoisie, car « dans le dernier cas, la démoralisation de la classe ouvrière eût été un malheur infiniment plus grand » (cf. supra p. 130).

Si l'Internationale remporta encore des victoires lors de la bataille d'arrière-garde, ce fut l'immense mérite de Marx et d'Engels, ainsi que des ouvriers courageux et combatifs. Il existe toujours un rapport, non pas direct, mais dialectique, entre la force et la valeur du prolétariat et celles de son parti, entre les conditions objectives et les conditions « subjectives ».

Les textes de la dernière partie de ce volume sur la Commune sont, grosso modo, subdivisés logiquement et chronologiquement, selon les rubriques suivantes:

1° Défense immédiate de la Commune. *Marx et Engels intensifient encore la lutte après la défaite de Mai, en dénonçant avec énergie les ennemis déclarés et cachés de tout l'univers officiel: gouvernements, presse, partis réactionnaires, oppositionnels, petits-bourgeois, républicains, etc. Parallèlement, la presse libérale anglaise, par exemple, découvre son véritable visage: son hostilité croît à chaque Adresse de l'Internationale et, elle se fait la complice de Thiers dans la chasse aux Communards.*

La grande peur de toutes les classes privilégiées atteint son paroxysme après *la Commune et gagne tout le monde civilisé. Elle va de pair avec le terrorisme de la bourgeoisie à l'encontre des ouvriers, des Communards, et des membres de l'Internationale. La répression va des fusillades et déportations à la délation, la fabrication de faux, la provocation, la diffamation et la falsification des principes et des buts de la Commune et du socialisme. Le spectre du communisme hante toute l'Europe voire l'Amérique, et l'attitude courageuse de l'Internationale sous la direction de Marx et d'Engels atteint un résultat que l'on pouvait difficilement espérer après l'écrasement de la Commune et le déchaînement de la réaction:* faire de l'Internationale une véritable puissance en Europe.

En rendant coup pour coup avec les moyens dont elle disposait, l'Internationale fit connaître et respecter partout la Commune et elle-même. Marx définit sa méthode, en accord avec les blanquistes: « Nous devons mener une action non seulement contre les gouvernements, mais encore contre l'opposition bourgeoise qui n'est pas encore arrivée au gouvernement. Comme le propose Vaillant, il faut que nous jetions un défi à tous les gouvernements, partout, même en Suisse, en réponse à leurs persécutions contre l'Internationale. La réaction existe sur tout le continent: elle est générale et permanente, même aux États-Unis et en Angleterre, quoique sous une autre forme » (p. 213).

La condition sine qua non du succès, c'était que l'Internationale reste unie. C'est pourquoi Marx s'efforça, autant qu'il le put, de concilier les multiples tendances et de dissimuler les dissensions qui déchiraient l'Internationale.

Dès 1844, Engels dit que les persécutions ne contribuèrent pas à détruire le communisme, mais tout au contraire le servirent (ce qui n'empêche que l'on combatte et dénonce la répression par tous les moyens): la même chose se produisit après la Commune, et Marx-Engels le répéteront souvent.

Ce fut surtout un fait économique - le développement pacifique du capitalisme en Europe occidentale *de 1871 à 1914 - qui diminua la capacité et l'initiative révolutionnaires du prolétariat, cependant que le centre de gravité du mouvement révolutionnaire se déplaçait vers la Russie, comme Marx l'entrevit dans la Préface russe du* Manifeste Commu*niste, et Kautsky et Lénine le remarqueront souvent.*

Le reflux de la vague révolutionnaire dans les pays capitalistes occidentaux atteignit d'abord l'Angleterre, les États-Unis, puis la France et à un degré moindre l'Allemagne (qui eut une grave défaillance en 1914, mais se ressaisit magnifiquement en 1919-1921). Le « parti Marx », puis les marxistes de la Seconde Internationale tentèrent de contrecarrer cette évolution: en l'absence de grands mouvements révolutionnaires, la licite se déplaça vers la défense du programme marxiste à l'intérieur de l'Internationale, puis de la social-démocratie et se limita à des revendications syndicales et politiques, ne dépassant pas le cadre du régime existant.

La lutte politique et organisationnelle au sein de l'Internationale éclata entre marxistes et anarchistes, à propos des méthodes et des principes révolutionnaires, proposés et utilisés par chacune de ces tendances durant et après la Commune. Elle porte sur les enseignements de l'un de ces grands événements qui ont permis de théoriser et de confirmer l'un des trois points fondamentaux du marxisme: la dictature du prolétariat. *En même temps, la divergence portait sur les tâches immédiates des ouvriers au cours de la période qui s'ouvrait.*

2° La phase politique et théorique *tourne essentiellement autour de la nature et la fonction du* parti et de l'État. *Après l'échec de la tentative du prolétariat de se constituer* en classe dominante *pour réaliser ses buts socialistes, c'est-à-dire de se forger un* État *susceptible de réduire par la violence les survivances capitalistes, puis de s'éteindre progressivement, le prolétariat battu rétrogradait au niveau de la* classe existant pour soi, *c'est-à-dire dotée d'un parti. En prétendant que le prolétariat ne devait pas s'organiser en parti, les anarchistes faisaient tomber le prolétariat plus bas encore: au lieu d'exister comme classe consciente d'elle-même et luttant ensemble pour ses propres intérêts, les prolétaires n'eussent plus été qu'une classe pour les capitalistes qui les exploitent. C'était retomber au niveau historique du prolétariat à l'aube du capitalisme. Tels furent le contexte et l'enjeu de la polémique sur l'abstention en matière politique et sur l'autoritarisme.*

Les textes, comme les événements, ont un caractère à la fois théorique et pratique: d'une part, les anarchistes, consciemment ou inconsciemment au service de la bourgeoisie en pleine fureur répressive, s'acharnèrent à minimiser d'abord l'importance et le rôle de l'Internationale, puis à nier toute organisation *militante unitaire; d'autre part, Marx et Engels affirmèrent avec une netteté et une vigueur accrues la nécessité et la fonction du parti. Parallèlement, se déroula la lutte politique concrète au sein de l'Internationale, dont le procès de dissolution s'amorça irrésistiblement deux ans après la chute de la Commune et s'acheva - pour sauver l'honneur et les principes - par soit transfert à New York et sa mise en veilleuse. En apparence, Marx et Engels sont vaincus, comme le lut la Commune, par suite du «manque de centralisation et d'autorité » (p. 218).*

Pourtant, ce n'est pas par un aveugle optimisme de commande qu'Engels affirme, lors des différentes commémorations de la Commune, que le prolétariat était plus fort et mieux organisé qu'au montent de la Ire Internationale: les traditions révolutionnaires restaient vivaces et conservaient leur prestige, en outre, le développement même de l'économie capitaliste concentre et discipline les ouvriers, de manière élémentaire, tandis que le gonflement de l'appareil politique de l'État, les menaces en politique extérieure et l'intensification des luttes de partis ait sein dit Parlement, par exemple, développèrent le sens politique des ouvriers en général. La formation de la Seconde Internationale en 1885 confirme l'optimisme de Marx et d'Engels: de grands et puissants partis ouvriers formèrent la nouvelle Internationale.

Marx dit que la Commune avait démontré la faillite du proudhonisme et de l'anarchisme en général, et confirmé le marxisme. Lénine ajoute que la victoire du marxisme fut si éclatante que désormais les ennemis dit prolétariat, les pseudo-socialistes, revendiqueraient eux-mêmes le marxisme, en paroles, pour le trahir en fait.

3° *La dernière phase expose les positions dît marxisme sur* le rapport entre parti prolétarien et État existant. *Marx et Engels théorisent ici encore l'expérience de la Commune: le prolétariat et son parti doivent détruire par la violence l'État bourgeois avant d'instaurer la dictature du prolétariat. Cependant, pour se préparer à cette lutte, les prolétaires doivent revendiquer au sein du système capitaliste pour des conditions de vie meilleures au moyen - des syndicats, de même qu'ils doivent faire de la politique sans s'insérer dans le système bourgeois.*

Les textes théoriques s'imbriquent étroitement aux écrits traitant de problèmes immédiats et d'actualité brûlante: détermination de la politique et de l'action des organisations ouvrières. Marx et, après lui, Engels jouent le rôle de conseiller et d'arbitre dans les conflits

opposant les multiples courants de la social-démocratie des divers pays. La phase idyllique de développement du capitalisme suggère avec force la possibilité et l'efficacité d'une politique de réformes et, par voie de conséquence, de révision du marxisme révolutionnaire.

Les novateurs prônent l'abandon de la violence et l'utilisation de la démocratie en politique et des revendications graduelles en économie, et scindent le mouvement unitaire du prolétariat en deux secteurs poursuivant en fait des buts différents avec des moyens et des organisations particuliers, contrairement au modèle de la Ire Internationale de Marx. Les améliorations progressives des conditions de vie du prolétariat (surtout en Amérique, en Angleterre et en Allemagne) et le gonflement des appareils syndicaux et politiques de la classe ouvrière font illusion et sont exploités par le révisionnisme qui déclare qu'une nouvelle phase sociale s'ouvrait, exigeant un changement de doctrine et de politique. La partie militaire du marxisme et ses méthodes de lutte violente, tirées de l'expérience des luttes de classes en France et confirmées par l'histoire des autres pays, sont évidemment les plus contestées par les novateurs. Or, la théorie marxiste et la stratégie à appliquer dans la guerre de classes ne sont pas le patrimoine de chefs, niais l'expérience théorisée des luttes des classes ouvrières: nul Comité directeur, ni Congrès n'ont le droit, ni le pouvoir de changer les lois historiques inexorables.

Certains dirigeants de la social-démocratie allemande mirent sous le boisseau une grande partie de l'œuvre de Marx-Engels, choisirent les écrits qui leur convenaient et en tronquaient d'autres, les accompagnant de commentaires tendancieux. Ils allèrent jusqu'à demander au vieil Engels de modifier lui-même certains passages en fonction de situations contingentes et, si cela ne suffisait pas, en supprimaient certains, dans l'espoir de démontrer qu'il s'était converti au réformisme et au révisionnisme, en devenant un démocrate. La dernière tentative porta sur le dernier texte important écrit par Engels et présenté en quelque sorte comme la conclusion de toute son œuvre et de son expérience militante: la Préface de 1895 aux Luttes de classes en France. *Or, ces luttes représentent le modèle classique de l'action politique pour les ouvriers du monde entier.*

Dans cette Préface, Engels - expert militaire - dit, par exemple, que les luttes de barricades sont aujourd'hui dépassées. Mais il ne commande pas pour autant de ne jamais plus utiliser cette méthode de combat, mais constate simplement que, face aux armées modernes, ce moyen est dérisoire pour s'emparer du pouvoir. De même, affirmer qu'on ne peut renverser le régime capitaliste au moyen d'une grève générale, n'est pas renoncer aux grèves.

À ce point, Engels ne peut concéder davantage, même si les ouvriers allemands doivent être prudents à un moment très court où le gouvernement cherche un prétexte pour les surprendre et les attaquer à l'heure et dans les conditions choisies par lui: « J'estime que vous n'avez rien à gagner si vous prêchez le renoncement absolu à l'intervention violente. Personne ne vous croira, et aucun *parti d'aucun pays ne va aussi loin dans le renoncement au droit de recourir à la résistance armée.*

« Qui plus est, je dois tenir compte des étrangers - Français, Anglais, Suisses, Autrichiens, Italiens, etc. - qui lisent ce que j'écris: je ne peux me compromettre aussi complètement à leurs yeux. » (p. 260).

Retour à la table des matières

> « Le Conseil général est fier du rôle éminent que les sections parisiennes de *l'Internationale* ont assumé dans la glorieuse révolution de Paris. Non point, comme certains faibles d'esprit se le figurent, que la section de Paris, ni aucune autre branche de l'Internationale, ait reçu un mot d'ordre d'un centre. Mais, comme dans tous les pays civilisés la fleur de la classe ouvrière adhère à l'Internationale et est imprégnée de ses principes, elle prend partout, à coup sûr, la direction des actions de la classe ouvrière. » (K. Marx, *Deuxième. ébauche de la Guerre civile en France.)*

MADAME MARX À WILHELM LIEBKNECHT

Dimanche, le 26 mai 1872

Mon cher Library,

... Vous ne pouvez avoir idée de ce que nous avons enduré ici à Londres, depuis la chute de la Commune. Toute cette misère indescriptible et ce malheur infini. Et en plus le travail presque insoutenable pour l'Internationale! Toute la racaille s'est tue, tant que notre Maure a réussi à grand-peine par son travail, sa diplomatie et ses louvoiements, à tenir ensemble - aux yeux du monde et de la multitude de nos ennemis - les éléments récalcitrants, à sauver l'Association du ridicule et à inspirer crainte et terreur à la masse de ceux qui tremblaient, tout en ne participant à aucun congrès officiel et en prenant sur lui toute la peine sans en avoir l'honneur. À présent que nos ennemis l'ont tiré de l'ombre et l'ont placé à l'avant-scène en pleine lumière, la meute se rassemble, et policiers et démocrates clament le même refrain à propos de son « despotisme, de son autoritarisme et de son ambition » ! Certes, il se fût infiniment mieux porté s'il avait continué tranquillement son travail et élaboré pour les combattants la théorie de la lutte à mener. Mais il n'a eu ni trêve ni repos, jour et nuit! Et pour nos affaires privées, ce fut ruineux: la gêne - et quelle gêne - s'est installée chez nous. Précisément au moment où nos filles avaient besoin d'aide...

Jenny MARX

ENGELS

L'Adresse sur la Guerre Civile en France et la presse anglaise

Londres, le 30 juin 1871

Depuis que Londres existe, aucun imprimé n'a eu un retentissement aussi profond que *l'Adresse* du Conseil général de l'Internationale. La grande presse a éprouvé pour commencer son moyen de prédilection: tuer une idée en faisant le silence le plus complet sur elle. Mais il suffit de quelques jours pour établir que cette méthode ne convenait pas. Le *Telegraph,* le *Standard,* le *Spectator,* la *Pall Mall Gazette* et le *Times* durent se résoudre les uns après les autres à parler dans leurs éditoriaux de ce « remarquable document ». Ensuite, ce furent les lettres de lecteurs aux journaux pour souligner tel ou tel point particulier. Puis de nouveau des éditoriaux, et ce weekend les hebdomadaires revinrent une fois de plus sur ce sujet. Toute la presse unanime a dû reconnaître que l'Internationale était une grande puissance européenne, avec laquelle il fallait compter et que l'on ne pouvait éliminer, en faisant le silence sur elle. Tout le monde a dû reconnaître la maîtrise de style de l'Adresse - une langue aussi puissante que celle de William Cobbett, à en croire le *Spectator.*

Il fallait s'attendre à ce que cette presse bourgeoise dans sa quasi-unanimité tombe à bras raccourcis sur un exposé aussi radical des positions prolétariennes et sur une justification aussi éclatante de la Commune de Paris. De même, on pouvait s'attendre a ce que la presse policière de Paris fabrique des faux sur le modèle de Stieber et que jules Favre exhibe les écrits de l'Alliance de la démocratie socialiste de Bakounine (qui n'a rien à voir avec notre Association) pour nous les attribuer, malgré les dénégations publiques du Conseil général. Cependant, tout ce tapage finit par agacer les philistins eux-mêmes. Le *Daily News* commença à se modérer, et *l'Examiner,* la seule feuille qui se comporta vraiment comme il faut, prit nettement parti pour l'Internationale dans un article de fond.

Deux membres anglais du Conseil général, dont l'un - Odger - entretenait depuis longtemps des rapports trop étroits avec la bourgeoisie, et l'autre - Lucraft - se montrait bien plus compréhensif aux idées des gens « respectables » depuis son élection au conseil scolaire de Londres, se laissèrent aller, par suite de tout le tapage de la presse, à déclarer qu'ils quittaient le Conseil, ce dont il prit acte à l'unanimité. Ils sont déjà remplacés par deux autres ouvriers anglais - J. Roach et A. Taylor - et ils se rendront bientôt compte des conséquences de leur trahison à l'heure de la décision pour le prolétariat.

Un curé anglais - Llewellyn Davies - pleurnicha dans le *Daily News* sur les accusations portées par *l'Adresse* contre jules Favre et Cie; il estimait qu'il serait souhaitable de faire constater ce qui est vrai ou faux, en organisant par exemple un procès du gouvernement français contre le Conseil général. Dès le lendemain, *Karl Marx déclara, dans la même feuille, qu'il se tenait personnellement pour responsable de ces accusations,*- mais, il semble que l'ambassade française n'ait donné aucun ordre d'engager une action en diffamation. À la fin, la *Pall Mall Gazette* déclara qu'elle ne s'imposait pas, la personne privée d'un homme d'État étant sacrée et ses actes publics seuls pouvant être attaqués. Bien sûr, il suffirait de mettre à la lumière du jour la vie privée des hommes d'État *anglais* pour que ce monde oligarchique et *bourgeois* vive sa dernière heure.

Un article de et sur la fripouille de Netchaeïv dans le *Wanderer* de Vienne a fait le tour de la presse allemande, qui magnifie ses œuvres en même temps que celles de Serebrenikof et d'Elpidine. Pour l'heure, il suffit de remarquer que cet Elpidine est notoirement un *espion russe.*

EXTRAIT DU PROTOCOLE DES RÉUNIONS DU CONSEIL GÉNÉRAL

MARX

Exposé sur les calomnies répandues par la presse bourgeoise
sur l'Internationale et la Commune de Paris
à la réunion du 6 juin 1871

Marx attire l'attention du Conseil sur les mensonges éhontés, répandus par la presse anglaise sur la Commune: ces - mensonges sont fabriqués par la police française et prussienne, qui redoutent que la vérité n'arrive à la lumière du jour. On affirme que Millière a été l'un des membres les plus fanatiques de la Commune. Or, il n'a jamais fait partie de celle-ci; cependant, comme il était député de Paris, il a fallu trouver un prétexte pour le faire fusiller.

La presse anglaise accomplit pour Thiers un rôle de policier et de chien de chasse sanguinaire. Pour justifier la politique répressive de Thiers, elle invente 'des calomnies sur la Commune et l'Internationale. Pourtant, les buts et les principes de l'Internationale sont bien connus de la presse. Elle a beaucoup écrit sur les persécutions auxquelles l'Internationale fut soumise à Paris sous l'Empire. Des correspondants *de* presse ont assisté aux différents Congrès de *l'As*sociation et ont rendu compte de leurs débats. Tout cela ne l'empêche pas de faire circuler des rumeurs selon lesquelles la fraternité des Fenians, les carbonari, Marianne [1] et d'autres sociétés secrètes appartiennent à l'Association; Elle s'adresse au colonel Henderson pour lui demander s'il sait où se trouve le Conseil général, quel est son siège à Londres et quel est sa dénomination. Tout est inventé à seule fin de justifier n'importe quelle mesure prise à l'encontre de l'Internationale. Les « classes supérieures » ont peur des principes de l'Internationale.

Marx attire, en outre, l'attention sur le fait que Mazzini a publié, dans *Contemporary Review,* un article où il calomnie la Commune. On ne sait pas assez que Mazzini a toujours été hostile au mouvement ouvrier. Mazzini a diffamé les insurges de juin 1848, au point que Louis Blanc - jadis plus courageux qu'aujourd'hui - l'attaqua à son tour. C'est Mazzini qui dénonça Pierre Leroux, père d'une nombreuse famille, lorsqu'il trouva du travail à Londres.

Le fait est que Mazzini, avec son républicanisme de style ancien n'a rien compris et n'a jamais obtenu le moindre résultat. Son mot d'ordre tapageur de nationalité a contribué à la formation en Italie d'un despotisme militaire. L'état forgé par son imagination est tout pour lui, tandis que la société réelle n'est rien. Plus vite le peuple se débarrassera d'un tel homme, mieux cela vaudra.

---

[1] Marianne, nom d'une société secrète républicaine, fondée en 1850 pour combattre Napoléon III.

MARX-ENGELS

**Déclaration du Conseil général relative
à la circulaire de jules Favre
(au directeur du Times)**

Londres, 17 juin 1871

Monsieur,

Le 6 juin 1871, monsieur jules Favre a adressé une circulaire [1] à toutes les puissances européennes, pour les sommer de faire une chasse à mort à l'Association internationale des travailleurs. Quelques mots suffisent à caractériser ce document.

Comme l'indique déjà le Préambule de nos Statuts, l'Internationale a été fondée le 28 septembre 1864, lors d'un meeting publie tenu à St. Martin's Hall, Long Acre, Londres. Pour des motifs qui lui sont tout personnels, Jules Favre reporte cette date en 1862.

Pour expliquer nos principes, il prétend mentionner la feuille (de *l'Internationale)* du 25 mars 1869. Et que cite-t-il ? La feuille d'une société qui *n'est pas* l'Internationale. Il utilisa déjà ce tour de passe-passe au commencement de sa carrière d'avocat, lorsqu'il défendit le *National,* journal de Paris, poursuivi par Cabet pour diffamation. Il glissa des passages de son propre cru dans les extraits de pamphlets de Cabet qu'il lut au tribunal. Toutefois, ce petit jeu fut découvert en pleine séance du tribunal et Favre aurait été radié du barreau, sans l'indulgence de Cabet. De tous les documents qu'il cite comme pièces à conviction contre l'Internationale, *aucun* n'appartient à l'Internationale. Il dit, par exemple:

« L'Alliance se proclame athée, comme le dit le Conseil général constitué à Londres, en juillet 1869. »

Le Conseil général n'a jamais publié de pareil document. Au contraire, il a publié un document qui s'oppose aux statuts créant l' « Alliance » - l'Alliance *de la Démocratie Socialiste* de Genève - citée par Jules Favre.

De bout en bout de sa circulaire, dont il prétend qu'elle est dirigée aussi contre l'Empire, Jules Favre ne fait que répéter contre l'Internationale les inventions policières des procureurs impériaux, inventions qui se sont écroulées lamentablement même devant les tribunaux de l'Empire.

Chacun sait que le Conseil général de l'Internationale a dénoncé les visées de conquête prussiennes aux dépens de la France, dans ses deux *Adresses* de juillet et septembre dernier. Par la suite, M. Reitlinger, secrétaire personnel de Jules Favre, s'adressa - naturellement en vain - à quelques membres du Conseil général pour organiser une manifestation de masse hostile à Bismarck et favorable au gouvernement de la Défense nationale, en les priant de ne jamais y mentionner la République. On mit en train les préparatifs d'une manifestation, à l'occasion de l'arrivée attendue de Jules Favre à Londres - certainement avec les meilleures

---

[1] Le 6 juin 1871, jules Favre adressa à tous les gouvernements européens une circulaire leur demandant de participer à l'action contre l'Internationale. Le sous-comité du Conseil général évoqua ce problème dans sa séance du 11 juin. Marx et Engels furent chargés de répondre à Favre, et, après ratification du Conseil général, la déclaration fut publiée en Angleterre et dans la presse ouvrière du continent.

intentions du monde, mais contre la volonté du Conseil général qui, dans son *Adresse* du 9 septembre, avait expressément mis en garde les ouvriers de Paris contre Jules Favre et ses collègues.

Que dirait Jules Favre, si l'Internationale adressait à son tour une circulaire sur Jules Favre à tous les cabinets européens pour attirer tout particulièrement leur attention sur les documents publiés à Paris par leu M. Millière?

Je demeure, Monsieur, votre dévoué serviteur.

John Haies
Secrétaire du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs

MARX

À la rédaction dit « Daily News »

Londres, le 26 juin 1871

Monsieur,

Un Conseil formé de plus de 30 membres ne peut évidemment rédiger directement ses propres documents. Aussi doit-il confier ce soin à tel ou tel de ses membres, en se réservant le droit de repousser ou de compléter le projet. L'Adresse sur la *Guerre Civile en France* que j'ai rédigée a été adoptée à l'unanimité par le Conseil général de l'Internationale et est, en conséquence, l'expression officielle de sa pensée. Toutefois, il en va autrement des accusations personnelles portées contre jules Favre et Cie. Sur ce point, la grande majorité du Conseil a dû faire confiance à ma parole. C'est exactement pour cette raison que je soutins un autre membre du Conseil, qui proposa que Mr John Hales indique dans sa réponse à Mr Holyoake, que je suis l'auteur de l'Adresse. Je me déclare personnellement responsable pour ces accusations, et je somme, par la présente, jules Favre et *Cie* de m'intenter une action en diffamation. Mr Llewelly Davies affirme dans sa lettre: « Il est triste de lire les accusations personnelles d'infamie que les Français se lancent à la face les uns les autres. »

Cette phrase n'évoque-t-elle pas ce philistinisme propre à certains Britanniques, comme William Cobbett l'a dit avec humour? Nous demandons à Mr Llewellyn Davies: la petite presse française de boulevard, qui est au service de la police contre les communards - qu'ils soient morts, emprisonnés ou qu'ils se cachent - et qui fabrique les plus odieuses calomnies, est-elle pire que la presse anglaise, qui, malgré son prétendu mépris pour cette presse, en reprend chaque jour les mensonges? Est-ce une marque d'infériorité des Français, si des accusations aussi graves que celles par exemple qu'un homme comme Mr David Urquhart a soutenues pendant tout un quart de siècle contre feu lord Palmerston, ont pu être passées totalement sous silence en Angleterre, et non en France.

Karl Marx

MARX

***Au* rédacteur de la « Pall Mail Gazette»**
Frederic Greenwood

Publié dans The Eastern Post du 8 juillet 1871

Monsieur,

J'ai écrit au Daily News - et vous l'avez reproduit dans votre Pall Mail - que je me déclarai personnellement responsable pour les accusations que j'ai portées contre jules Favre et *Cie.*

Dans votre édition d'hier, vous prétendez que ces « accusations » sont des « calomnies ». Or, je déclare que c'est vous le calomniateur. Ce n'est pas de ma faute, si vous êtes aussi ignorant qu'arrogant. Si nous vivions sur le continent, je vous en demanderais raison de toute autre manière.

Votre dévoué
Karl Marx

ENGELS

Résolution du Conseil général sur l'exclusion de Durand

Attendu que le Conseil général possède la preuve irréfutable que Gustave Durand de Paris -ouvrier orfèvre, ex-délégué des ouvriers orfèvres au comité de la chambre fédérale des Sociétés ouvrières de Paris, ex-chef de bataillon de la Garde nationale, ex caissier-chef du ministère des Finances sous la Commune, actuellement réfugié à Londres - s'est mis *au service* de la police française pour moucharder le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs, de même qu'il a servi et sert encore d'indicateur de police contre les anciens communards réfugiés à Londres, et qu'il a touché la somme de 725 frs pour les basses besognes;

Gustave Durand est stigmatisé comme traître et exclu de l'Association internationale des travailleurs.

Toutes les sections de l'Association internationale des travailleurs doivent être informées de cette décision.

Londres, le 9 octobre 1871

Au nom du Conseil général:
Karl Marx, secrétaire pour l'Allemagne

MARX

Déclaration du Conseil général relative à l'utilisation abusive par Netchaïev du nom de l'Internationale

Der Volkstaat, le 1er novembre 1871

La Conférence des délégués de l'A.I.T. tenue à Londres du 17 au 23 septembre 1871 a chargé le Conseil général de déclarer publiquement:

que Netchaïev n'a jamais été membre ou agent de l'Association internationale des travailleurs;

que ses déclarations (portées à la connaissance du publie par le procès politique de Saint-Pétersbourg), [1] selon lesquelles il aurait fondé une section de *l'Internationale* à Bruxelles et aurait été chargé par une section bruxelloise d'une mission à Genève, sont mensongères;

que le susdit Netchaïev a usurpé le nom de l'Asso*ciation internationale des travailleurs* et l'a exploité pour faire des dupes et des victimes en Russie. Londres, le 25 octobre 1871

Au nom du Conseil général:
Karl Marx, Secrétaire pour l'Allemagne et la Russie

---

[1] Netchaïev entra en liaison avec Bakounine en 1869 et obtint de celui-ci un certificat de pleins pouvoirs pour représenter une prétendue « Alliance révolutionnaire européenne » qui cherchait à s'identifier avec l'Internationale, provoquant des malentendus et une grave confusion.

Lorsque l'organisation de Netchaïev fut détruite en Russie, ses membres passèrent en jugement à St. Pétersbourg, en été 1871. Les méthodes de l'organisation (chantage, provocation, escroquerie) y furent évoquées, mais la presse bourgeoise falsifia sciemment les documents du procès pour compromettre l'Internationale, avec laquelle Netchaïev n'avait rien de commun.

EXTRAIT DU PROTOCOLE DU CONSEIL GÉNÉRAL

MARX

Exposé contre Odger, à la réunion du 1er août 1871

The Eastern Post, le 5 août 1871

Le citoyen Marx dit qu'il lui reste à parler d'un autre sujet. Il se trouve que, dans une réunion de la *Land and Labour League,* un certain Mr Shipton, - un illustre inconnu, mais qui passe pour être le bras droit de Mr Odger - a critiqué *l'Adresse sur la Guerre civile en France* et a déclaré qu'il [le Dr Marx] aurait répudié toute attache avec le Conseil général. Une telle remarque montre simplement l'ignorance de Mr Shipton et n'est pas signe de son intelligence, même s'il agit peut-être en tant qu'homme de paille d'Odger. En effet, comment Marx se serait-il désolidarisé du Conseil, alors qu'il a pris sur lui toute la responsabilité des accusations formulées dans l'Adresse? Qui plus est, le Conseil général a approuvé cette initiative, afin que des individus tels que Mr Odger, qui chantent les louanges de MM. Thiers et Favre, ne puissent plus dire que les accusations formulées dans l'Adresse sont sujettes à caution. En effet, dans la lettre où Marx déclara qu'il était l'auteur de l'Adresse, il mit les personnes incriminées en demeure d'engager contre lui un procès en diffamation afin qu'un tribunal éclaircisse les faits. Mais, cela ne les intéresse pas, car elles savent fort bien quel serait le résultat.

Il est facile de comprendre pourquoi Mr Odger n'est pas content. Dans les affaires de politique extérieure, il a fait preuve d'une ignorance qu'un simple lecteur des journaux ne pourrait avoir. Odger a dit que jules Favre est un homme irréprochable, alors que l'on sait fort bien qu'il a été, toute sa vie durant, un ennemi acharné de la classe ouvrière française et de tout ce qui est ouvrier. Il a été le principal instigateur du bain de sang de Juin 1848 et de l'expédition contre Rome en 1849. C'est lui qui réussit à faire expulser Louis Blanc de France, et c'est l'un de ceux qui ont contribué à ramener Bonaparte sur le trône. Malgré tout, Mr Odger a proclamé sans sourciller: « On ne peut rien reprocher à jules Favre, dans tout ce qu'il a fait. »

Si Mr Odger qui prétend avoir été l'un des membres les plus actifs de l'Internationale, avait simplement fait son devoir, il saurait qu'une telle déclaration est dénuée de tout fondement. Ou bien c'est un mensonge, ou bien Odger témoigne d'une ignorance impardonnable. Au cours des cinq dernières années, Mr Odger a complètement ignoré l'Internationale et n'a jamais rempli les devoirs de sa charge. Le poste *de* président du Conseil général a été supprimé par le Congrès, parce qu'il était inutile et purement fictif. Mr Odger a été le premier et le seul président de l'Internationale [1]. Il n'a jamais rempli ses devoirs, et le Conseil général a très bien pu agir sans lui, c'est pourquoi le poste de président a été supprimé. [*]

---

[1] Le Congrès de Bâle de septembre 1869 ratifia la décision de supprimer le poste de président du Conseil général. En effet, Marx avait soumis cette proposition au Conseil général dès le 24 septembre 1867.

[*] A la Conférence de Londres, Marx ajoute: « Le travail du Conseil est devenu immense. Il est obligé de faire face aux questions générales et aux questions nationales. Il s'est opposé jusqu'ici à l'organisation nationale,

ENGELS

Déclaration du Conseil général relative à la lettre de Holyoake à la rédaction du Daily News

Londres, le 20 juin 1871

Monsieur,

En réponse à la lettre de Mr Georges Jacob Holyoake [1] publiée dans l'édition de mardi du *Daily News* le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs m'a chargé de vous faire la déclaration suivante:

1º A propos de l'insinuation selon laquelle *l'Adresse* publiée par le Conseil « pourrait servir de prétexte à Versailles pour condamner certains prisonniers à mort ou à la déportation », le Conseil estime que ses amis parisiens sont mieux à même d'en juger que Mr Holyoake.

2º Le Conseil a pour règle d'apposer le nom de tous ses membres, présents ou absents, au bas de tous les documents officiels. Toutefois dans ce cas, on s'est contenté, par exception, d'enregistrer officiellement l'approbation de tous les membres présents.

3º A propos de l'affirmation selon laquelle cette Adresse « ne saurait être un produit anglais, bien qu'elle ait été manifestement revue par une plume anglo-saxonne ou celte », le Conseil fait observer qu'il va de soi que les produits d'une société internationale ne peuvent porter aucune marque nationale particulière. Quoi qu'il en soit, le Conseil n'a rien à cacher -en l'occurrence. Comme de nombreuses publications antérieures du Conseil, *l'Adresse* a été mise au point par le secrétaire correspondant pour l'Allemagne, le Dr Karl Marx, et, après avoir été adoptée à l'unanimité, elle ne fut « révisée » par personne.

4º Au cours de l'année dernière, Mr George Jacob Holyoake a posé sa candidature au Conseil, mais elle n'a pas été acceptée.

Je demeure, Monsieur, votre dévoué serviteur John Hales Secrétaire du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs

---

parce qu'il faut obliger les Anglais à venir s'inspirer de l'esprit socialiste international. Au Conseil général, actuellement, cette éducation est faite. Le Conseil général craint, en outre, que la bourgeoisie s'empare du mouvement; aujourd'hui, il y a un soi-disant mouvement en faveur de la République à la tête duquel il y a Odger et Bradlaugh qui sont payés par des membres du Parlement et qui veulent devenir présidents de la République. La République sera bleue. Nous sommes contents de ce mouvement, mais ne le serions pas s'il s'emparait du pouvoir ». Séance du 22 septembre 1871.

[1] Le Daily *News* du 20 juin 1871 publia une lettre de Holyoake, ex-chartiste et représentant du mouvement coopératif, qui attaquait *l'Adresse* sur la guerre civile en France, afin de discréditer la Commune aux yeux des ouvriers anglais. Holyoake dit le plus grand bien des chefs trade-unionistes, en faisant notamment allusion à Odger et Lucraft, qui finirent par prendre position contre l'Adresse de l'Internationale.

Déclaration du Conseil général relative aux lettres de Holyoake et Lucraft

The Daily News, le 29 juin 1871

Monsieur,

Le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs m'a chargé de répondre comme il convient aux lettres de MM. G.J. Holyoake et B. Lucraft que vous avez publiées dans votre édition de lundi dernier. En relisant le protocole du Conseil général, je constate qu'on a autorisé Mr Holyoake à assister à une réunion du Conseil, le 16 novembre 1869 et qu'il y formula le vœu d'appartenir au Conseil et de participer au Congrès général de l'Internationale qui devait avoir lieu en septembre 1870 à Paris. Après son départ, Mr John Weston présenta cette candidature aux membres du Conseil qui lui firent un tel accueil que Mr Weston n'insista pas et retira sa proposition.

En ce qui concerne l'affirmation de M. Lucraft, selon laquelle il n'était pas présent lors du vote sur *l'Adresse,* on peut constater qu'il assista à la réunion du Conseil du 23 mai 1871, où l'on annonça officiellement que le projet d'Adresse sur la *Guerre Civile en France* serait lu et discuté à la prochaine session ordinaire du Conseil, le 30 mai. Mr Lucraft put donc décider en connaissance de cause s'il voulait ou non être présent à cette occasion. En outre, non seulement il savait que le Conseil avait pour règle d'apposer les noms de tous ses membres, présents ou non, au bas des documents officiels, mais encore il avait été l'un des défenseurs les plus zélés de cette règle, et il s'opposa, à plusieurs occasions - par exemple le 23 mai - aux tentatives pour l'abolir. À cette occasion, il informa de son propre chef le Conseil que « toutes ses sympathies allaient à la Commune de Paris ». Lors d'une réunion du Conseil, mardi soir le 20 juin, Mr Lucraft fut obligé d'admettre qu'il n'avait même encore lu *l'Adresse,* et qu'il tenait toutes ses opinions des nouvelles de la presse.

En ce qui concerne le démenti de M. Odger, tout ce qu'on peut dire, c'est qu'on lui a rendu visite pour l'informer personnellement de l'intention du Conseil de publier une *Adresse* et pour lui demander également s'il était opposé à ce que son nom y figure.

Il répondit que non. Le publie en jugera. Je voudrais ajouter que l'exclusion de MM. Lucraft et Odger a été approuvé à l'unanimité.

Je demeure, Monsieur, votre dévoué serviteur
John Hales
Secrétaire du Conseil général de, l'Association internationale des travailleurs.

EXTRAIT DU PROTOCOLE DU CONSEIL GÉNÉRAL

MARX ET ENGELS

Exposés sur les rapports de
Mazzini et de l'Internationale, à la réunion du
25 juillet 1871

Le citoyen Marx dit qu'un personnage tel que le Pape lui-même [Pie IX] s'est préoccupé de l'Internationale. En réponse à une délégation de la Suisse qui lui adressait ses vœux lors d'une audience, il répondit: « Votre pays jouit de grandes libertés, mais il donne refuge à beaucoup d'hommes mauvais. Je pense aux membres de l'Internationale, qui veulent subvertir tout l'ordre et toutes les lois, et s'efforcent d'instaurer dans toute l'Europe cela même que l'on s'est efforcé de réaliser à Paris. Oui, ces messieurs de l'Internationale - qui ne sont pas des messieurs - sont l'incarnation du Mal, et la seule chose que nous puissions faire pour eux, c'est de prier pour eux. »

Le citoyen Engels dit qu'après le pape, c'est le tour de l'anti-pape. Il tient à informer le Conseil que Giuseppe Mazzini a attaqué l'Internationale dans les colonnes de son journal. Mazzini y a décrété que le peuple italien l'aimait, et qu'à son tour il aimait le peuple. Ensuite, il a poursuivi:

« Il s'est formé une Association qui menace de détruire l'ordre tout entier » (le Pape a tenu le même langage). « Elle a été fondée il y a quelques années, et j'ai refusé dès le début d'y participer. Elle est dirigée par un Conseil, dont le siège se trouve à Londres et dont l'âme est Karl Marx, esprit doué, mais destructeur comme Proudhon, nature dominatrice, jalouse de son influence sur autrui. Le Conseil lui-même, formé d'hommes de différentes nationalités, est incapable, dans le traitement des maux dont souffre la société, de poursuivre un but collectif et d'avoir une conscience commune des moyens pour éliminer ces maux. C'est pourquoi, j'ai quitté l'Internationale, comme l'a fait ensuite la section italienne de l'Alliance démocratique (Londres). Les trois principes essentiels de l'Internationale sont: 10 la négation de Dieu, c'est-à-dire de toute morale; 20 la négation de la patrie, qu'elle veut dissoudre en un conglomérat de communes, dont le destin fatal serait d'entrer en conflit les unes avec les autres; 30 la négation de la propriété, c'est-à-dire le dépouillement de chaque travailleur des fruits de son travail, car le droit à la propriété personnelle n'est rien d'autre que le droit de chacun sur ce qu'il a produit. »

Après qu'il se soit étendu en long et en large sur ces points, Mazzini a décidé de conseiller à la classe ouvrière italienne de se grouper sous sa bannière pour former une ligue contre l'Internationale, en faisant confiance aux lendemains de l'Italie, en œuvrant pour l'avenir et la gloire de la patrie et en créant ses propres magasins de consommation (pas même des coopératives de production), afin que tout le monde puisse obtenir le plus grand profit possible.

Voyons maintenant comment Mazzini se contredit lui-même sur un point important: d'abord, il dit qu'il a « refusé dès le début de participer à l'Internationale »; puis qu'il s'en est retiré par la suite. Or, comment peut-il quitter une organisation à laquelle il n'a jamais appartenu? Le public des lecteurs de Mazzini peut toujours se casser la tête pour imaginer comment il a pu réaliser ce tour de force. Le fait est que Mazzini n'a jamais fait partie de

l'Internationale, mais qu'il a tenté d'en faire son instrument. Il a rédigé un projet de programme qui a été soumis au Comité provisoire, mais rejeté. Il y eut ensuite l'échec de plusieurs tentatives dans le même sens du major Wolff, qui, dans l'intervalle, a été démasqué comme mouchard de police. Depuis lors et jusqu'à l'incident le plus récent, Mazzini s'est abstenu de toute immixtion dans l'Internationale.

Quant à ses accusations contre l'Internationale, elles sont, ou bien fausses ou bien absurdes. La première, à savoir que l'Internationale voudrait rendre l'athéisme obligatoire, est un mensonge, qui a déjà été réfuté dans la réponse du secrétaire du Conseil général à la circulaire de jules Favre. La seconde accusation est absurde: en ne reconnaissant aucune patrie, l'Internationale tend à l'unité de l'humanité, et non à sa dissolution. Elle est contre le mot d'ordre de la nationalité, parce que cette formule tend à diviser les peuples et est exploitée par les tyrans pour créer des préjugés et semer la haine; la rivalité entre les races latine et germanique a conduit à la récente guerre catastrophique et a été invoquée aussi bien par Napoléon que par Bismarck.

La troisième accusation révèle que Mazzini ignore jusqu'aux questions les plus élémentaires d'économie .politique. L'Internationale n'a nullement l'intention d'abolir la propriété personnelle qui garantit à chacun les fruits de son travail, mais elle veut au contraire l'instaurer. Actuellement, les fruits du travail des masses vont dans la poche de quelques individus, et ce système de la production capitaliste, Mazzini entend le laisser inchangé, alors que l'Internationale s'efforce de le détruire. L'Internationale veut que les ouvriers reçoivent le produit de leur travail. Les lettres d'Italie démontrent que les ouvriers Italiens marchent dans le sillage de l'Internationale et ne se laissent pas fourvoyer par les sophismes creux de Mazzini.

ENGELS

La prise de position de Mazzini contre l'Internationale

Il Libero Pensiero, le 31 août 1871

Dans son manifeste aux ouvriers italiens, Mazzini affirme:

« Cette Association fondée à Londres voilà des années et à laquelle j'ai refusé dès le début ma collaboration... Un petit noyau d'individus qui a la prétention de gouverner directement une multitude considérable d'hommes divers par la patrie, les tendances, les conditions politiques, les intérêts économiques, les moyens d'action, en viendra finalement à devenir tout à fait impuissant ou à devoir opérer de manière tyrannique. C'est pourquoi je me suis retiré et la section ouvrière italienne m'a suivi peu après, etc. »

Venons-en maintenant aux faits. Après l'assemblée inaugurale de l'Association internationale des travailleurs le 28 septembre 1864, le Conseil provisoirement élu tint une réunion, où le major l. Wolff proposa un Manifeste et un projet de Statuts, rédigés tous deux par Mazzini. Dans son Projet, non seulement il ne craignait pas de « gouverner *directement*

une multitude considérable », mais il n'envisageait ,même pas que « ce *petit noyau d'individus en viendrait finalement à devenir tout à fait impuissant ou à devoir opérer de manière tyrannique ».* Au contraire, ses statuts étaient établis dans l'esprit d'une conspiration centralisée qui attribuait des pouvoirs *tyranniques* à l'organe central. Le manifeste était dans le style habituel de Mazzini: démocratie bourgeoise qui offre des *droits politiques* aux ouvriers dans le but de maintenir les *privilèges sociaux* des classes moyennes et supérieures.

Ce manifeste et ce projet de statuts furent évidemment rejetés. Les Italiens restèrent membres jusqu'à ce que certains bourgeois français qui voulaient utiliser l'Internationale à leurs fins, eurent soulevés une nouvelle fois certaines questions. Après qu'on leur eût infligé une défaite, Wolff d'abord puis les autres se retirèrent. C'est ainsi que l'Internationale en finit avec Mazzini. Quelque temps après, le Conseil central provisoire, répondant à un article de Vésinier dans le *journal de Liège,* déclara que Mazzini n'avait jamais été membre de l'Association internationale des travailleurs et que son projet de manifeste et de statuts avait été rejeté.

Mazzini a furieusement attaqué la Commune de Paris, jusque dans la presse anglaise. Il a toujours agi ainsi, lorsque les prolétaires se sont soulevés. Après l'insurrection de juin 1848, il s'est mis aussitôt à dénoncer les ouvriers révoltés, et de manière si infâme que Louis Blanc, qui pourtant avait déclaré à diverses reprises que l'insurrection de juin avait été fomentée par des agents bonapartistes, lui répondit par un pamphlet.

Mazzini appelle Marx « un *esprit doué... dissolvant, un tempérament dominateur »,* etc. C'est sans doute parce que Marx s'est entendu fort bien à déjouer la cabale ourdie par Mazzini aux dépens de l'Internationale, en surclassant, par son *tempérament dominateur,* la soif de pouvoir mal refrénée du vieux conspirateur, en sorte qu'il le rendit inoffensif. L'Internationale ne peut donc que se féliciter de posséder dans ses rangs un homme assez « doué », « dissolvant » et « dominateur » pour la tenir sur pied pendant sept ans et pour œuvrer sans relâche - plus que quiconque - pour la hausser à sa fière position actuelle.

A propos du démembrement de l'Association qui, selon Mazzini, aurait déjà commencé en Angleterre, il s'agit tout simplement de ce que deux des membres anglais du Conseil qui étaient devenus trop intimes avec la bourgeoisie, ont trouvé que notre *Adresse* sur la Guerre civile était trop radicale et nous ont quittés pour ces raisons. Nous les avons remplacés par quatre nouveaux membres anglais et un irlandais, et le Conseil général s'estime renforcé en conséquence.

Au lieu de se désagréger, l'internationale est pour la première fois reconnue publiquement par toute la presse anglaise comme une grande puissance européenne, et jamais à Londres un petit opuscule n'a fait aussi grosse impression que *l'Adresse* du Conseil général sur la Guerre civile en France, qui en est déjà à sa troisième édition.

Il importe que les ouvriers italiens prennent conscience de ce que le grand conspirateur et agitateur Mazzini ne leur adresse jamais qu'un seul conseil: *Éduquez-vous, instruisez-vous aussi bien que vous le pouvez* (comme si c'était réalisable sans moyens)..., *employez-vous à créer des coopératives de consommation* (pas même de production) - et *faites confiance à l'avenir !*

MARX

Lettre du Conseil général à la rédaction du « Standard »

Londres, le 20 juin 1871

Au Directeur du *Standard,*

Vous affirmez dans votre éditorial (du 19 juin) sur *l'Internationale: « Des* deux programmes (l'un de Londres, l'autre de Paris) qui viennent d'être publiés, celui de la section parisienne de l'Association a le mérite d'être plus honnête et plus sincère. »

Malheureusement pour vous, le manifeste « parisien » n'a pas été publié par notre section de Paris, mais par la « police versaillaise ».

Vous affirmez: « Les Internationalistes de Londres expriment pour le moins aussi fermement que leurs frères de Paris « la volonté et la nécessité de détruire la vieille société ». Ils parlent d'incendier les édifices publics et de fusiller les otages en tant que « gigantesque effort pour abattre la société » - et, même après un échec, ils entendent poursuivre cela jusqu'à ce que le but soit atteint. »

Le Conseil général de cette Association vous met au défi de nous indiquer dans notre *Adresse* la page et les lignes exactes où l'on trouve les mots que vous nous attribuez.

K. M.

ENGELS

Lettre du Conseil général à la direction du « Spectator » et de l' « Examiner »

Londres, le 21 juin 1871

Monsieur,

Le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs vous serait très obligé de bien vouloir informer le public que tous les prétendus manifestes et autres publications de l' « Internationale » de Paris, dont la presse anglaise fourmille en ce moment (et qui tous ont d'abord été publiés par le fameux *Paris-journal)* sont, sans exception aucune, l'œuvre de la police versaillaise.

Votre dévoué
F. E.

MARX

À la direction du « Morning Advertiser »

Londres, le 13 juillet 1871

Monsieur,

Dans votre éditorial d'aujourd'hui, vous citez une série de phrases telles que: « Londres, Liverpool et Manchester en effervescence contre le Capital honni », etc. et vous m'en attribuez généreusement la paternité.

Permettez-moi de vous déclarer que toutes les citations sur lesquelles repose votre article, sont de bout en bout des faux. Vous avez sans doute été induit en erreur par les inventions de la police parisienne que l'on fait passer quotidiennement sous mon nom dans les journaux, afin d'obtenir des pièces à conviction contre les Internationaux emprisonnés à Versailles.

Je demeure votre...
Karl Marx

MARX

À la rédaction du « Times »

Londres, le 7 août 1871

Monsieur,

La lettre ci-jointe ne manquera pas d'intéresser vos lecteurs puisque le *Journal Officiel* français s'inscrit en faux contre l'article du *Times* sur les procédés dilatoires employés par les Versaillais pour juger les Communards, article largement commenté par la presse du continent. La lettre en question provient d'un avocat chargé de la défense de certains emprisonnés.

Je demeure, Monsieur, votre respectueux
Karl Marx

À la rédaction du « Times »

Les observations du *Times* sur les continuels reports du procès des prisonniers communistes à Versailles ont indubitablement porté juste et exprimé les sentiments de l'opinion française. La note rageuse du *Journal Officiel* en réponse à ces observations ne fait que confirmer encore cette évidence. L'article du *Times* a suscité de nombreuses protestations de lecteurs aux journaux parisiens. Or, elles n'eussent eu aucune chance d'être portées devant le public dans d'autres conditions. J'ai devant les yeux la lettre d'un Français, dont la charge fait qu'il connaît bien les actes qu'il relate et dont le témoignage devrait vous éclairer sur les motifs de l'invraisemblable atermoiement du procès. En voici quelques extraits:

« Personne ne sait, à ce jour, quand la troisième cour martiale commencera à siéger. Il semble que la raison en soit le remplacement du capitaine Grimal, le *commissaire de la République* (accusateur public), par quelqu'un de plus docile; à la dernière minute, en relisant attentivement l'acte d'accusation qu'il devait lire à la cour, on s'aperçut qu'il avait l'air d'être un peu celui d'un républicain qui avait servi sous Faidherbe, etc. dans l'armée du Nord, etc. Quoi qu'il en soit un autre officier se présenta subitement; le pauvre capitaine en fut si surpris qu'il en fut tout retourné...

Monsieur Thiers a la prétention de tout faire lui-même; il pousse cette manie jusqu'à heurter toutes les règles de la convenance, en convoquant les juges d'instruction dans son cabinet; qui plus est, il va jusqu'à exiger de fixer lui-même la composition du public admis à assister aux séances de la cour. Il fait distribuer les cartes d'admission par monsieur de Saint-Hilaire...

Entre-temps, les prisonniers meurent comme des mouches à Satory - l'implacable mort travaille plus vite que la justice du mesquin homme d'État... Dans la prison cellulaire de Versailles, on a enfermé un gros homme qui ne parle pas un mot de français, on suppose que c'est un aliéné. Comment il est tombé dans cette misère reste un mystère. Parmi les emprisonnés il y a un monsieur très honorable, nommé... Il se trouve depuis deux mois déjà en cellule, et n'a toujours pas été interrogé. C'est infâme. »

Je demeure, Monsieur, votre respectueux serviteur,
Justitia
Londres, le 7 août 1871.

MARX

Déclaration dit Conseil général de l'A.I.T. sur l'intervention de Cochrane aux Communes

Les exploits de la Chambre versaillaise des ruraux et des Cortès espagnols qui cherchent à détruire l'Internationale, n'ont pas manqué de susciter une noble émulation dans les cœurs des représentants des dix mille privilégiés aux Communes britanniques. Le 12 avril 1872, dans cet esprit, l'un des personnages les plus représentatifs pour ce qui est de l'intellect des classes supérieures, Mr Cochrane attira l'attention de l'Assemblée sur les paroles et les actions de notre terrible Association. Comme notre homme fait peu de cas de la lecture, il se mit en devoir l'automne dernier d'effectuer une tournée d'inspection dans les quartiers généraux de l'Internationale sur le continent, et à son retour il se ménagea aussitôt, grâce à une lettre au *Times,* une sorte de réservation temporaire de priorité pour traiter de ce thème. Son discours au Parlement témoigne de ce qu'on appellerait chez tout autre une ignorance consciente et préméditée du sujet qu'il traite. Toutes les publications officielles de l'Internationale, à l'exception d'une seule, lui sont inconnues. A la place de celles-ci, il cite un mélange d'extraits de publications insignifiantes d'individus privés de Suisse, pour lequel l'Internationale, en tant qu'organisation, est aussi peu responsable que le Cabinet britannique pour le discours de Mr Cochrane.

Celui-ci déclare: « L'immense majorité de ceux qui appartenaient à cette Association en Angleterre - il s'agit de 180 000 personnes - se trouvait dans l'ignorance complète des principes que cette organisation s'efforçait de réaliser et qu'elle leur tenait soigneusement cachés au moment de l'adhésion. »

En fait, les principes que l'Internationale entend réaliser se trouvent énoncés dans le préambule aux Statuts généraux, et Mr Cochrane ignore béatement que nul ne peut adhérer à l'Association s'il ne reconnaît pas expressément ses principes.

Puis, il prétend. « Cette Association reposait à l'origine sur les principes des trade-unions et n'avait alors aucun caractère politique. »

Non seulement le préambule aux Statuts provisoires ont un caractère nettement politique, mais les tendances politiques de l'Association sont formulées expressément dans *l'Adresse inaugurale* qui a été publiée en 1864 en même temps que ces Statuts.

Une autre découverte étonnante est que Bakounine fut « chargé » de répondre, au nom de l'Internationale, aux attaques de Mazzini, ce qui est purement et simplement faux. Citant la brochure de Bakounine, Cochrane poursuit: « Ces absurdités tonitruantes prêteraient à rire; cependant, lorsque ces écrits partirent de Londres » (d'où *ne* sont-ils *pas* partis!), faut-il s'étonner de ce que les gouvernements étrangers se mirent à être inquiets? »

Faut-il s'étonner de ce que Mr Cochrane s'en fasse le porte-parole en Angleterre? Une autre accusation tout aussi fausse est que l'Internationale a commencé, à Londres précisément, de publier un « journal ». Mais que Mr Cochrane se console: l'Internationale possède un grand nombre d'organes en Europe et en Amérique, dans les langues de la plupart des pays civilisés.

Néanmoins, c'est dans le passage suivant que l'on trouve le noyau de tout son discours: Il *est en mesure de montrer* que la Commune et l'Association internationale sont en réalité une et que l'Association internationale de la Commune qui se trouve à Londres (!), a donné à la Commune l'ordre de brûler tout Paris et d'assassiner l'archevêque de cette ville.

En voici les preuves: Eugène Dupont, président du Congrès de Bruxelles en septembre 1868, a affirmé de manière authentique que l'Internationale se proposait la révolution sociale. Et quel est le maillon secret entre cette constatation d'Eugène Dupont en 1868 et les actes de la Commune? « Eugène Dupont a été arrêté la semaine dernière seulement à Paris, où il s'était rendu par des voies secrètes. Or, ce monsieur Eugène Dupont a été membre de la Commune aussi bien que de l'Association Internationale. »

Il est regrettable pour cette façon si convaincante d'établir une preuve que *Anthime* Dupont, membre de la Commune, qui vient d'être arrêté à Paris, n'a jamais fait partie de l'Internationale, et qu'Eugène Dupont, membre de l'Internationale, n'a jamais fait partie de la Commune.

La seconde preuve, c'est que Bakounine a affirmé que « le Congrès a proclamé son athéisme, lorsqu'il s'est réuni sous sa présidence à Genève, en juillet 1869 ».

Or, il n'y a jamais eu de Congrès international à Genève en juillet 1869. Bakounine n'a jamais présidé un quelconque Congrès international et n'a jamais été chargé de faire des déclarations en son nom.

La troisième preuve est extraite de *Volksstimme,* l'organe de l'Internationale à Vienne: « Bien que le drapeau rouge soit le symbole de l'amour universel, que nos ennemis prennent garde à ce que ce symbole ne se transforme en terreur universelle. » Qui plus est, le même journal affirma à plusieurs reprises que le Conseil général de Londres est effectivement le Conseil général de l'Internationale, c'est-à-dire son organe d'administration central et mandaté.

Quatrième preuve: lors des débats d'un tribunal français contre l'Internationale, Tolain s'est moqué 'de l'affirmation du procureur selon laquelle « il suffirait au président de l'Internationale » (fonction qui n'existe pas) « de lever le petit doigt pour s'assujettir le monde entier ». L'esprit confus de Mr Cochrane fait d'une négation de Tolain une affirmation.

Cinquième preuve: De *l'Adresse* du Conseil général sur la Guerre civile en France, Mr Cochrane cite le passage justifiant les représailles contre des otages et l'utilisation du feu comme mesure de guerre nécessaire dans les circonstances données. Comme Mr Cochrane approuve les massacres commis par les Versaillais, devons-nous en conclure qu'il a donné *l'ordre* de les entreprendre, bien qu'il soit établi qu'il n'a jamais trempé dans une affaire quelconque d'assassinat, si ce n'est de gibier?

Sixième preuve: « Avant l'incendie de Paris, il y eut une réunion entre les chefs de l'Internationale et de la Commune. » Cela est tout aussi vrai que la nouvelle qui a circulé récemment dans la presse italienne, à savoir que le Conseil général de l'Internationale a envoyé son très cher et honnête ami Alexandre Baillie Cochrane en tournée d'inspection sur le continent et que celui-ci lui a envoyé des rapports tout à fait satisfaisants sur le développement de l'organisation, ayant constaté qu'elle comptait 17 millions de membres.

Preuve finale: « Dans le décret de la Commune ordonnant la destruction de la colonne de la place Vendôme, il est fait état de l'approbation de l'Internationale. » Le décret ne fait mention de rien de semblable, bien que la Commune ait su indubitablement que, dans le monde entier, toute l'Internationale approuverait cette mesure.

Telles sont donc, pour le *Times,* les preuves irréfutables de l'affirmation de Cochrane selon laquelle l'archevêque de Paris a été tué et Paris incendié sur ordre direct du Conseil général de l'Internationale à Londres. Si l'on compare ce flux de paroles incohérentes avec le rapport de monsieur Sacaze à Versailles sur la loi contre l'Internationale, on s'apercevra de la distance qui continue de séparer un authentique rural français et un dogberry britannique.

Du fidèle compagnon de Mr Cochrane, Mr Eastwick, il suffit de dire, comme Dante: « Suis ton chemin et laisse-le dire. » Il reste l'affirmation absurde selon laquelle l'Internationale est responsable pour *le Père Duchêne* de M. Vermersch, que le très cultivé Mr Cochrane appelle Vermouth.

Si c'est un vrai plaisir d'avoir un adversaire comme Mr Cochrane, il est un affligeant de jouir de la bienveillance de Mr Fawcett, pour autant qu'on puisse parler de bienveillance. En effet, s'il pousse l'audace jusqu'à défendre l'Internationale contre des mesures de répression que le gouvernement britannique ne prendra pas, soit parce qu'il n'ose pas aller si loin, soit par ce qu'il n'est pas de son intérêt de le faire, il possède néanmoins un sens du devoir et un

courage moral si élevés qu'il se sent obligé de prononcer contre l'Internationale un jugement professoral de condamnation sans appel. Hélas, les prétendus enseignements de l'Internationale qu'il prend pour cible ne sont que des inventions de son pauvre esprit.

Ainsi, il affirme: « l'État devrait s'efforcer par tous les moyens de rassembler de l'argent pour exécuter tous les projets de l'Internationale. Le premier point de ce programme demande à l'État de racheter toutes les terres ainsi que tous les instruments de production pour les affermer ensuite au peuple contre un prix raisonnable et honnête. »

Pour ce qui est de l'achat des terres par l'État dans certaines conditions et leur affermage au peuple à un prix juste et raisonnable, que Mr Fawcett se mette d'accord avec son maître théorique Mr John Stuart Mill et son chef politique Mr John Bright.

Le second point « propose que l'État doit réglementer le temps de travail ». L'étude historique de notre professeur brille de tous ses feux, lorsqu'il attribue à l'Internationale la paternité de la législation de fabrique et l'atelier, et ses capacités scientifiques sautent aux yeux lorsqu'il se déclare favorable à l'établissement de telles lois.

Troisième point: « l'État devrait permettre l'éducation gratuite. » Que sont des faits aussi généralement connus que l'existence d'un enseignement gratuit aux États-Unis et en Suisse par rapport aux sombres prophéties du professeur Fawcett?

Quatrième point: « l'État devrait avancer du capital aux coopératives. » Il y a ici une petite erreur: Mr Fawcett confond les principes de l'Internationale avec les revendications de Lassalle, qui est mort avant la fondation de l'Internationale. C'est lui l'initiateur des prêts de l'État que les grands propriétaires fonciers se sont si généreusement octroyés au Parlement anglais sous prétexte d'améliorations agricoles de leurs terres.

Cinquième point: « Pour couronner le tout, on propose que tous les revenus du pays proviennent d'un impôt hiérarchisé sur la propriété. » il est trop affreux de faire des propositions de Robert Gladstone et de ses réformateurs financiers tout bourgeois de Liverpool la « couronne » de l'Internationale!

Tout le mérite et la gloire du grand représentant de l'économie politique qu'est Mr Fawcett est de vulgariser pour les enfants des écoles le manuel d'économie politique de Mr John Stuart Mill, et il confesse que « les prédictions faites il y a 25 ans par les libre-échangistes ont été contredites par les faits ».

En même temps, il s'estime en état d'endiguer le gigantesque mouvement prolétarien actuel, en répétant sous une forme de plus en plus affadie les lieux communs sur lesquels reposent les prédictions faites il y a vingt-cinq ans et démenties aujourd'hui. Il faut espérer que son hypocrite défense de l'Internationale - il veut en réalité se faire pardonner ses prétendues sympathies d'antan pour les classes laborieuses - ouvrira les yeux des ouvriers anglais, s'ils se laissent encore toucher par le sentimentalisme sous lequel Mr Fawcett s'efforce de cacher sa médiocrité scientifique.

Si aux Communes Mr B. Cochrane représente l'intelligence politique et Mr Fawcett la science économique, que faut-il dès lors penser de ce « club londonien le plus agréable de tous », si on le compare avec la Chambre des représentants américaine, qui a adopté le 13

décembre 1871 une loi instituant un Bureau statistique du travail [1] et a déclaré que cette loi a été promulguée conformément au souhait exprès de l'Association internationale des travailleurs, ce que l'Assemblée considérait comme l'un des faits les plus importants de notre époque?

Londres, le 17 avril 1872
Signature de tous les membres du Conseil général

MARX

Ait directeur de « Public Opinion »

Monsieur,

Dans votre édition d'aujourd'hui, vous traduisez un article publié par la *National-Zeitung* de Berlin, l'organe bien connu de Bismarck. Il contient des calomnies d'une bassesse insigne sur l'Association internationale des travailleurs, et notamment le passage suivant:

« Le Capital - aux dires de Karl Marx - fait commerce de la force et de la vie des travailleurs. Mais, ce nouveau Messie a été incapable de faire mieux: il tire de la poche de l'ouvrier l'argent que le capitaliste lui a payé pour son travail et lui donne en échange une traite sur un État qui sans doute n'existera même pas encore d'ici mille ans. Chacun a été édifié par les Congrès et les journaux de ce parti: affaires scandaleuses sur la basse corruption des agitateurs socialistes; détournements éhontés des fonds qu'on leur confie, et accusations réciproques des pires malversations. De tout cet immense volcan d'ordures il ne pouvait rien sortir d'autre qu'une Commune de Paris. »

En réponse à l'auteur stipendié de la *National Zeitung, il* suffit de déclarer que je n'ai jamais demandé ni reçu le moindre centime de la classe ouvrière de quelque pays que ce soit.

À l'exception du secrétaire général qui touche un salaire de 10 shillings par semaine, tous les membres du Conseil général de l'Internationale accomplissent leur travail *gratuitement.* Le rapport financier du Conseil général, présenté chaque année devant le Congrès général de l'Association, a toujours été approuvé à l'unanimité, sans jamais susciter la moindre discussion.

Je demeure, monsieur, votre respectueux

Karl Marx
Haverstock Hill, 19 août 1971.

---

[1] Afin de gagner des voix pour assurer sa réélection, le président américain Grant promit qu'en cas de succès, il prendrait des mesures radicales pour améliorer le sort des ouvriers. Le 13 décembre 1871, il déposa un projet de loi sur la création d'une Commission statistique du travail auprès de la Chambre des représentants, en affirmant que l'Internationale avait expressément demandé cette mesure. La Chambre des représentants adopta le projet, mais le Sénat le rejeta.

MARX

A la direction de l' « Evening Standard »

Monsieur,

Dans *l'Evening Standard du 2* septembre, votre correspondant berlinois publie la «traduction d'un article intéressant de la *Gazette de Cologne* sur l'Internationale », où l'on m'accuse de vivre aux frais de la classe ouvrière. Or, jusqu'au 30 août, date de la lettre de votre correspondant, la *Gazette de Cologne* n'avait pas publié un tel article. En conséquence, votre correspondant était bien empêché de le traduire. En revanche, l'article en question fut publié il y a déjà plus de quinze jours dans la *National-Zeitung* de Berlin, et une traduction anglaise - qui correspond mot pour mot à celle de votre correspondant - en a été publiée dès le 19 août dans l'hebdomadaire anglais *Public Opinion.* Le numéro suivant de *Public Opinion* contenait ma réponse à ces crachements, et je vous mets en demeure par la présente de la publier dans le prochain numéro de votre journal. Vous en trouverez une copie ci-inclus. Le gouvernement prussien a des raisons évidentes pour obtenir par tous les moyens dont il dispose que la presse anglaise diffuse de telles calomnies. Ces articles ne sont que l'annonce des persécutions que les gouvernements ont l'intention de faire subir bientôt à l'Internationale. Je demeure, Monsieur, votre dévoué

Karl Marx Haverstock
Hill, 4 septembre 1871.

Aide à la commune

Retour à la table des matières

MARX À WILHELM LIEBKNECHT

Londres (vers le 10 avril) 1871

Cher Wilhelm

En toute hâte: deux nouvelles seulement, que tu pourras sans doute utiliser pour le *Volksstaat:*

1º Dans les « Papiers et Correspondance de la famille impériale » qui sont maintenant officiellement publiés, on trouve à la lettre V (ceux qui touchaient de l'argent sont, en effet, classés par ordre alphabétique) littéralement: « Vogt, il lui *est remis* en *août* 1859 40 000 frs. » [1]

2º Tandis qu'en Allemagne le gouvernement de Bismarck fait de ma correspondance un cas d'urgence tout à fait dramatique (voir le procès de Brunsvick, tout comme autrefois au procès des communistes de Cologne), elle cherche, en France, à faire peser sur moi un soupçon (et, par moi, sur l' « *Internationale » à* Paris, car tel est le but de toute la manœuvre), à savoir que je suis *un agent de monsieur Bismarck.* La tentative est entreprise par les éléments de l'ancienne police bonapartiste, qui continuent - plus que jamais sous le régime Thiers - d'avoir une liaison internationale avec la police de Stieber.

Ainsi, j'ai été obligé de démentir dans le *Times* divers mensonges de *Paris-journal,* du *Gaulois,* etc., car ces imbécillités étaient transmises *par télégraphe* aux feuilles anglaises. Le tout dernier vient du *Soir* (journal d'About, partisan bien connu de Plon-PIon) que la Commune vient tout récemment d'interdire. *Du Soir,* elle est passée dans toutes les feuilles réactionnaires de province. De Laura (à propos, Lafargue est en ce moment à Paris comme délégué de Bordeaux) je reçois aujourd'hui, par exemple, l'extrait suivant du journal *la Province* (hier, j'ai eu le même, d'un journal clérical belge):

« Paris. 2 avril. Une découverte en provenance d'Allemagne a fait sensation ici. On a constaté de manière authentique maintenant que Karl Marx, l'un des chefs les plus influents

---

[1] La rédaction du *Volksstaat* fit précéder cette nouvelle du commentaire suivant: « Les camarades qui nous ont reproché de ne pas mentionner les articles de Vogt contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine et qui n'étaient pas convaincus par la brochure de Marx, *Herr Vogt,* seront maintenant satisfaits. Nous prions nos camarades parisiens de nous envoyer toute la liste, car nous sommes persuadés que nous y trouverons quelques connaissances, qui se firent les comparses de Vogt au service du bonapartisme et qui, aujourd'hui, pour les mêmes motivations et avec un même enthousiasme, jouent les patriotes aux côtés de Bismarck. »

de *l'Internationale* a été *le secrétaire privé dit comte de Bismarck* en 1857 et n'a cessé depuis lors de rester en relations avec son ancien *patron.* » *

Ce Stieber devient vraiment « terrible ».

Salut.
Ton K. M.

ENGELS À ÉLISABETH ENGELS

Londres, le 16 juin 1871

Chère mère,

En ce qui concerne ma visite, c'est une chose délicate. Comme tu le sais, depuis l'affaire de Paris, on nous fait, à nous les « Internationaux », une chasse systématique. N'avons-nous pas fomenté toute cette révolution depuis Londres, ce qui est aussi vrai que si l'on disait que j'ai semé la zizanie entre mes frères, et Adolphe. Quoi qu'il en soit, les choses en sont là et nous savons de source sûre que Marx, qui devait aller à Hanovre, devait y être arrêté. Certes, on ne, pourrait rien me faire de bien grave, mais il pourrait toujours y avoir de petits heurts. Or, pour rien au monde, je ne voudrais que cela se passe sous ton toit. De plus, ces misérables Belges réclament toujours des visas. Je crois donc qu'il vaut mieux attendre que les choses se tassent un peu, jusqu'à ce que la police et les philistins se soient de nouveau calmés...

Salue tout le monde bien cordialement,
ton fils fidèlement attaché
Frédéric

---

* Dans sa lettre du 3 août 1870, Marx avait confié à Engels que c'est d'abord dans l'Internationale qu'on avait commencé à le faire passer pour un agent prussien: « Lopatine a quitté Brighton où il mourait d'ennui pour aller s'installer à Londres. C'est l'unique Russe « solide » que j'aie connu jusqu'ici, et j'aurai tôt fait de *lui* enlever ce qui *lui* reste de préjugé national. J'ai appris de *lui* que Bakounine répand la rumeur selon laquelle je suis un *agent de Bismarck:* chose étonnante à dire! C'est vraiment drôle, le même soir (mardi dernier), Serraillier me communiquait que Chatelain, membre de la Branche française et ami particulier de Pyat, avait informé la Branche française, réunie en assemblée générale, du *montant* que Bismarck m'avait payé, rien moins que 250 000 francs! Si l'on considère, d'une part, l'idée que l'on se fait en France d'une telle somme et, d'autre part, le radinisme prussien, c'est pour le moins une estimation de qualité! » (1)

1 Engels affirme à diverses reprises que l'organisation politique ouvrière n'est pas imperméable aux influences bourgeoises (cf. pp. 217, 220): elle peut même dégénérer tout entière et passer aux côtés de la bourgeoisie. C'est au sein même de l'Internationale, dès 1870, que Marx fut accusé d'être au service de Bismarck, et les journaux bourgeois répandirent la nouvelle en 1871. Marx mit toujours les ouvriers en garde contre les renégats et les chefs corrompus et vendus à la bourgeoisie.

Dans sa lettre du 5 octobre 1872 à Serge, Engels écrivit: « Hales a entrepris ici une vaste campagne de diffamation, qui se retourne contre lui, sans que nous ayons à lever le petit doigt. Le prétexte en est que Marx a dénoncé la corruption des chefs ouvriers anglais.

« Ici toute la masse des dirigeants ouvriers achetés par la bourgeoisie, notamment par Samuel Morley, veulent à toute force être choisis par les *bourgeois* pour se faire élire au parlement comme *candidats des ouvriers.* Mais, ils n'y arriveront probablement pas, encore que je souhaiterais vivement que toute la bande y entre... car ils s'y discréditeraient » (Engels à W. Liebknecht, le 27 janvier 1874).

ENGELS À ÉLISABETH ENGELS

Londres, le 21 octobre 1871

Chère mère,

Si je ne t'ai pas écrit depuis si longtemps, c'est que je désire répondre à tes dernières observations sur mon activité politique d'une façon qui ne te choque point. En effet, quand je lisais encore et encore les mensonges infâmes de la *Gazette de Cologne,* en particulier les bassesses de ce voyou de Wachenhusen, quand je voyais comment ceux-là mêmes qui, pendant toute la guerre, ne voyaient que mensonge dans toute presse française, claironnent en Allemagne, comme parole d'Évangile, chaque invention de la police, chaque calomnie de la feuille de chou la plus vénale de Paris contre la Commune, tout cela ne me mettait pas dans des dispositions qui me préparaient à t'écrire. On a fait grand bruit autour de quelques otages qui ont été fusillés selon le modèle prussien, autour de quelques palais qui ont été brûlés, toujours selon le modèle prussien: tout le reste est mensonge. Mais, personne ne souffle mot des 40 000 hommes, femmes et enfants que les Versaillais ont massacrés et passés par les armes, *après* qu'ils eurent été désarmés. Bien sûr, vous ne pouvez pas le savoir, puisque vous en êtes réduits à la lecture de la *Gazette de Cologne* et du *journal d'Elberfeld,* qui vous bourrent la tête de leurs mensonges. Pourtant, au cours de ta vie, tu as déjà entendu traiter certaines gens de véritables mangeurs d'hommes les gens du *Tugendbund sous* le vieux Napoléon, les Démagogues de 1817 à 1831, les gens de 1848, alors qu'il s'est toujours trouvé par la suite qu'ils n'étaient pas si terribles, une rage intéressée de persécution leur ayant attribué depuis le début toutes ces horreurs qui, par la suite, se sont envolées en fumée. J'espère, chère mère, que tu y penseras et que tu en feras bénéficier aussi les gens de 1871, lorsqu'il sera question à leur sujet de semblables forfaits imaginaires.

Tu sais fort bien que je n'ai pas changé d'opinions, d'autant qu'elles sont miennes depuis quelque trente ans. Il faut donc t'attendre à ce que non seulement je les défende, mais encore que je les exécute dûment, sitôt que les circonstances m'y poussent. Tu aurais, bien plutôt, à avoir honte de moi, si je n'agissais pas ainsi. Si Marx n'était pas ici, voire s'il n'existait pas du tout, cela n'aurait rien changé à l'affaire. Il est donc parfaitement injuste de l'en charger. Au reste, je me souviens de ce qu'autrefois la famille de Marx prétendait que c'était moi qui l'avais perverti...

De tout mon cœur. ton Frédéric

Aide aux réfugiés

Retour à la table des matières

MARX À ADOLPHE HUBERT

(Brouillon)

Londres, le 10 août 1871

Cher citoyen,

Je pense qu'il y a un malentendu.

D'abord, ce n'est pas un éditeur, mais mon ami E. Glaser de Willebrord qui a bien voulu se charger lui-même des frais de publication du rapport à Bruxelles.

Avant-hier, j'ai reçu une lettre de lui, me disant ceci : « Dimanche, j'ai reçu la lettre ci-incluse (de M. Bigot), à laquelle j'ai répondu qu'étant donné le montant élevé des frais de publication, je ne peux assumer par-dessus le marché une dépense quotidienne de 100 frs. Cependant, je ne poursuis aucun but de profit et je propose de payer le sténographe et le correspondant avec les recettes escomptées. N'ayant pas obtenu de réponse, je pense que ma proposition n'a pas été acceptée. Je m'en réjouis beaucoup, parce que le *Figaro* et la *Gazette des Tribunaux* se sont mis d'accord pour publier *in extenso* le compte rendu du procès qui a commencé hier à Versailles. Au reste, en raison de mon séjour prolongé à Londres, je n'aurais pas trouvé le temps de préparer les mesures qui s'imposent. »

M. Willebrord ajoute qu'à l'avenir toute lettre est à envoyer directement à son adresse: « E. Glaser de Willebrord, 24, rue de la Pépinière, Bruxelles. »

À Versailles, le procureur a exhibé un acte d'accusation grotesque contre *l'Internationale.* [1] Peut-être conviendrait-il, dans l'intérêt de la défense, d'informer M. Bigot des faits suivants:

1° Ci-inclus (sous n° 1) les deux *Adresses* du Conseil général sur la guerre franco-prussienne.

Dans sa première *Adresse* du 23 juillet 1870, le Conseil général déclarait que la guerre

---

[1] Des milliers de Communards furent jetés en prison ou entassés dans les pontons après la chute de la Commune. Après que le gouvernement Thiers eût retardé le plus possible le moment où ils seraient jugés, le premier procès commença le 7 août 1871 devant la 3e cour militaire de Versailles et s'acheva le 2 septembre. Il y eut en tout 26 tribunaux d'exception en France. Marx s'efforça de défendre ces Communards par tous les moyens.

L'acte d'accusation grotesque, dont parle Marx, fut rédigé par le procureur Gaveau qui fut interné dans un asile d'aliénés peu après le procès. Parmi les accusés, il y avait des dirigeants de la Commune tels que Th. Ferré, A. Assi, Fr. Cournet, Francis Jourde. Deux accusés, dont Ferré, furent condamnés à mort, treize à la déportation et au bagne à vie, deux seulement furent acquittés.

n'était pas faite par le peuple français, mais par l'Empire, et qu'au fond Bismarck en était tout aussi responsable que Bonaparte. En même temps, le Conseil général appelait les ouvriers allemands à ne pas permettre au gouvernement prussien de transformer la guerre de défense en guerre de conquête.

2º La seconde *Adresse* du 9 septembre 1870 (5 jours après la proclamation de la République) condamne très fermement les visées de conquête du gouvernement prussien. Cet appel invite les ouvriers allemands et anglais à prendre parti *pour la République française.*

De fait, les ouvriers appartenant à *l'Association Internationale* s'opposèrent en *Allemagne avec une* telle énergie à *la* politique de Bismarck qu'il fit arrêter illégalement les principaux représentants allemands de l'Internationale sous la mensongère accusation de « conspiration » avec l'ennemi, et les fit jeter dans des forteresses prussiennes. [1]

À l'appel du Conseil, les ouvriers anglais tinrent à Londres de grands meetings pour forcer leur gouvernement à reconnaître la République française et pour s'opposer, par tous les moyens, à un morcellement de la France.

3º Le gouvernement français ignore-t-il aujourd'hui que *l'Internationale* a fourni son soutien à la France au cours de la guerre? Absolument pas. Le consul de M. jules Favre à Vienne - M. Lefaivre - commit l'indiscrétion - au nom du gouvernement français - de publier une lettre de remerciement à MM. Liebknecht et Bebel, les deux représentants de *l'Internationale* au Reichstag allemand. Dans cette lettre, il dit entre autres (je retraduis le texte à partir d'une traduction allemande de la lettre de Lefaivre): « C'est vous, Messieurs et *Votre Parti* (c'est-à-dire *l'Internationale) qui* maintenez la grande tradition allemande (c'est-à-dire l'esprit humanitaire) », etc. [2]

Or, cette lettre figure dans les pièces du *procès pour haute trahison,* que le gouvernement saxon, sous la pression de Bismarck, a intenté contre Liebknecht et Bebel, procès qui est encore actuellement en cours. Il servit à Bismarck de prétexte pour faire arrêter Bebel après l'ajournement du Reichstag allemand.

Au moment même où d'infâmes journaux me dénonçaient à Thiers comme agent de Bismarck, ce même Bismarck emprisonnait mes amis pour haute trahison vis-à-vis de l'Allemagne, [3] et donnait l'ordre de me faire arrêter sitôt que je mettrai les pieds en Allemagne.

---

[1] Le 9 septembre 1870, les membres du Comité exécutif de Brunsvick du parti ouvrier social-démocrate allemand Wilhelm Bracke, L. von Bornhorst, S. Spier, A. Kühn et H. Gralle ainsi que l'imprimeur Sievers furent arrêtés et internés dans la forteresse de Boyen.

[2] Dans sa lettre du 4 décembre 1870, A. Lefaivre, au nom de la République française, remercia Bebel et Liebknecht pour leur attitude au Reichstag d'Allemagne du Nord, où ils avaient déclaré publiquement leur opposition à la guerre de Bismarck. La lettre fut publiée par la *Boersenzeitung,* la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung,* et par le *Volksstaat* du 17 décembre 1870.

[3] Marx montre ici que l'accusation de trahison vis-à-vis de son pays est non seulement hypocrite, mais absurde (non parce que les prolétaires révolutionnaires respectent leur patrie, mais qu'ils n'en ont pas, selon la formule du *Manifeste.* Au reste cette accusation n'a pas de sens, car les bourgeois eux-mêmes *ne peuvent plus avoir de patriotisme,* celui-ci n'ayant plus de réalité, ni de contenu historiques, après que l'unité nationale soit faite, et que la nation soit déchirée par les classes sociales antagoniques. De fait, les bourgeois forment une Internationale capitaliste plus solide que la communauté nationale avec les autres classes du même pays, et les ouvriers de même.

Dans sa première ébauche de *la Guerre civile en France* Marx écrit: « Alors que leurs *bourgeois chauvins* (Fr.) ont démembré la France et agissent sous la dictature de l'envahisseur étranger, les ouvriers

4º Peu de temps avant l'armistice, le brave jules Favre nous demanda - comme le Conseil Général le déclare dans sa lettre du 12 juin * au *Times* (dont vous trouverez copie ci-inclus sous nº Il) - par l'intermédiaire de son secrétaire privé, le Dr. Reitlinger, d'organiser à Londres des manifestations publiques en faveur du « gouvernement de la Défense nationale ». Comme le Conseil général l'écrit dans sa lettre au *Times,* Reitlinger ajoutait qu'il ne fallait pas, à cette occasion, parler de « la *République »,* mais « de la France ». Le Conseil Général refusa de contribuer à des manifestations de *ce genre.* Mais, tout cela prouve que le gouvernement français lui-même considérait « l'Internationale *» comme* l'alliée de la République française contre les conquérants prussiens: et, de fait, c'était la seule alliée de la France pendant la guerre.

Salutations fraternelles
K.M.

MARX À ADOLPHE HUBERT

(Brouillon)

[Londres, après le 14 août 1871]

Cher citoyen,

D'abord, je n'ai pas l'adresse de M. Bigot, et ne puis donc lui écrire directement; ensuite, je tiens pour plus sûr de lui faire parvenir mes lettres par VOUS.

Je n'ai pas sous la main les journaux allemands qui relatent l'incident Lefaivre, mais, dans le numéro du *Volksstaat* (paraissant à Leipzig sous la direction de Liebknecht), M. Bigot trouvera la lettre de Lefaivre, précédée d'un commentaire de la rédaction. Au reste, les poursuites dont Liebknecht et Bebel ont fait l'objet sont bien connues du public.

---

parisiens ont battu l'ennemi étranger en portant leurs coups contre leur propre classe dominante; ils ont aboli leurs différenciations, conquérant une position d'avant-garde parmi les travailleurs de toutes les nations.

« Le patriotisme authentique de la bourgeoisie - si naturel chez les vrais propriétaires des divers biens « nationaux » - n'est qu'une pure comédie, par suite du caractère cosmopolite qui marque leurs entreprises financières, commerciales et industrielles. Dans des circonstances semblables, cette baudruche éclaterait dans tous les pays, tout comme elle a éclaté en France » (p. 226-227).

Certes, dans le *Manifeste,* Marx dit: « Le prolétariat doit tout d'abord s'emparer du pouvoir politique, s'ériger en classe nationale, se constituer lui-même en tant que nation. Par cet acte, il est, sans doute, encore national, mais nullement au sens de la bourgeoisie». Mais: 1º le prolétariat n'est pas patriote tant que règne la bourgeoisie ; 2º le socialisme ne connaît pas de nations, ni donc de patriotes prolétariens. Marx veut dire simplement que le prolétariat de chaque pays est français, allemand, italien, etc., de par ses conditions historiques, de par sa langue, certaines de ses mœurs et le cadre de la société où il vit; en outre, le prolétariat lutte dans l' « arène » nationale contre sa propre bourgeoisie; enfin, si le prolétariat triomphe de sa bourgeoisie, sa dictature ne dépasse pas pour autant les frontières de sa « nation». il règne d'abord dans le cadre national tracé par la bourgeoisie, mais il s'efforcera de dépasser bien vite ce stade tout formel de la nation pour appuyer la révolution dans les autres pays.

Dans la première des trois Adresses de l'Internationale, Marx montre que la naissance d'une nation est un fait progressif (après une longue lutte la bourgeoisie regroupe les petits « rings » féodaux en un « stade » unique, où elle doit désormais lutter elle-même contre le prolétariat), et dans la dernière que « les guerres nationales ne sont plus qu'une mystification des gouvernements, destinée à retarder la lutte des classes » (op. *cit., p.* 62).

* Cf. la Déclaration du Conseil général relative à la circulaire de J. Favre, p. 155 sqq.

Dans le nº 63 du *Volksstaat (*5 août 1871), M. Bigot verra à l'endroit marqué par moi, que le procès contre Liebknecht, Bebel, etc. porte sur *la préparation d'un acte de haute trahison* et que la lettre de Lefaivre joue un rôle parmi les pièces à conviction.

Veuillez trouver ci-inclus la déclaration d'un Anglais, Mr. Wm Trate, sur l'incendie du ministère des finances [1]: elle peut servir à la défense de Jourde.

Je vais écrire à Willebrord afin qu'il nous garde les papiers provenant de M. Bigot.

Salut fraternel
K.M.

MARX À ADOLPHE HUBERT

Londres, 15 septembre 1871

Cher citoyen

Allez demain (avant dix heures) chez monsieur Fuisse, 35, Richmond Terrace, Clapham Road.

Monsieur Fuisse est français, c'est un marchand, réfugié, à Londres depuis longtemps. Je l'ai entretenu hier de votre affaire, et je lui ai dit qu'il me ferait grand plaisir en vous aidant. Il m'a répondu qu'il pouvait peut-être arranger la vente de certaines de vos toiles. Présentez la carte ci-jointe, en arrivant chez M. Fuisse.

Salut fraternel
Karl Marx

MARX À ENGELS

Brighton, le 21 août 1871

Cher Fred,

Tu as le temps jusqu'à mercredi. Jung est ici depuis samedi; il revient aujourd'hui. Je vais recevoir un peu d'argent pour les réfugiés par l'intermédiaire d'un curé (français) nommé Pascal. [2]
Salut

---

[1] Francis, Jourde, président de la commission des finances sous la Commune, fut condamné à mort (cf. note plus haut). À partir de faux fabriqués par la police, il fut accusé d'avoir donné l'ordre d'incendier le ministère des Finances, alors que le feu fut déclaré par une bombe lancée par les Versaillais.

[2] Marx et Engels, à titre personnel et comme membres du comité d'aide aux réfugiés de la Commune, déployèrent une activité inlassable pour venir, en aide, de mille manières, aux victimes et aux persécutés de la réaction versaillaise et bourgeoise en général.

Ton K.M.
La plume est trop mauvaise pour écrire.

MARX À EUGÈNE OSWALD

Londres, le 21 juillet 1871

Cher Oswald,

Je dois encore vous ennuyer pour une histoire de passeport *, qui a été visé par le consulat français.

(Le dernier est déjà à Paris.) Grâce à votre aide, nous avons pu sauver jusqu'ici 6 personnes, et une œuvre aussi noble est la meilleure récompense de vos efforts.

Votre tout dévoué
Karl Marx

MARX À EUGÈNE OSWALD

Londres, le 24 juillet 1971

Cher Oswald,

Je vous recommande vivement mon ami joseph Rozwadowski. Il a été chef d'état-major sous le général Wroblewski. C'est un jeune homme remarquable, mais sans le sou. Ce qu'il cherche tout d'abord c'est a donner des leçons de français. Sitôt qu'il aura appris l'anglais, il lui sera possible de chercher un emploi d'ingénieur.

Il habite au 9 Packington Street, Essex Road, Islington.

Votre tout dévoué
K.M.

* Cf. la lettre de Marx à Beesly du 12 juin 1871, plus haut.

ENGELS À MARX

Londres, le 23 août 1871

Cher Maure,

... Toute la séance [du Conseil général] a de nouveau été consacrée au débat de la question suivante: Weston, Hales, Applegarth et encore un autre Anglais de G. Potter à inviter à une séance où assisterait aussi le Dr Engländer ! Potter raconta que Sir Ed. Watkin avait convenu d'un plan avec le gouvernement canadien: les prisonniers de Versailles seraient envoyés au Canada [1] et y recevraient 1 acre de terre par tête. Je suppose que Thiers est derrière cette affaire pour se débarrasser de ces gens. Weston s'enthousiasma pour ce plan: *il radote de plus en plus* (Fr.). La chanson trouva une fin, fort bien motivée par Longuet, Theiz et Vaillant.

EXTRAIT DU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU CONSEIL GÉNÉRAL DU 22 AOÛT 1871

Le secrétaire dit qu'il a assisté dans l'après-midi a une réunion tenue au bureau du journal *Bee-Hive* où l'on discuta d'un plan ayant pour objet l'émigration de 35 000 communistes, prisonniers à Versailles, dans la partie francophone du Canada. Il avait été préparé par Sir E. Watkin, et le gouvernement canadien, après consultation, avait répondu favorablement. On avait dit que les prisonniers eux-mêmes étaient favorables à ce projet.

Le citoyen Eccarius s'oppose à ce plan tramé par le gouvernement de Versailles. Celui-ci s'était déjà mis auparavant en rapport avec le gouvernement américain pour la même question: on avait envisagé un plan de transfert des communistes dans une partie des Montagnes Rocheuses où ils auraient formé une colonie destinée à faire contrepoids à la population mormonne de l'Utah. On ne peut guère attendre autre chose de la direction du *Bee-Hive.*

Le citoyen Vaillant se réjouit de ce que la proposition émane d'un membre du parlement anglais. S'il était accepté par le gouvernement de Versailles, celui-ci admettrait qu'il détient illégalement ces prisonniers.

Le citoyen Engels dit que le Conseil général aurait une attitude indigne s'il intervenait de quelque façon dans cette question.

Le citoyen Lessner estime que le Conseil n'a pas à accepter ce plan, alors qu'il a pris la défense de la Commune.

---

[1] Dès 1847, Marx et Engels étaient opposés, en principe, au transfert d'éléments révolutionnaires en Amérique, soit pour y fonder des communautés imaginées par des socialistes utopiques, soit pour y être installés parce qu'indésirables pour les gouvernements européens: le mouvement révolutionnaire européen était privé ainsi de ses meilleurs éléments. Certes, ces révolutionnaires jouèrent un rôle important au cours de la guerre anti-esclavagiste (cf. Marx-Engels, *la Guerre Civile aux États-Unis, pp.* 267-268 et note nº 58) et dans la diffusion du socialisme en Amérique, cf. par exemple Weydemeyer et Sorge (qui dirigea l'Internationale après son transfert à New York). Quoi qu'il en soit, le Conseil général ne pouvait en aucune manière donner sa caution à une mesure punitive quelle qu'elle soit, sans se discréditer.

Le citoyen Weston dit qu'il valait mieux l'accepter plutôt que de permettre qu'on envoie ces gens à Cayenne.

Le citoyen Longuet dit que ce serait aussi mal pour les prisonniers d'être envoyés au Canada qu'à Cayenne. Il est plus probable que si l'on jugeait ces prisonniers, ils seraient bientôt amnistiés.

Le citoyen Theiz est du même avis. Il faut laisser les gens régler la question eux-mêmes.

Après une brève discussion, le citoyen Longuet propose la résolution suivante, soutenue par le citoyen Vaillant et le citoyen Hales, et adoptée à l'unanimité:

Considérant que si le Conseil général donnait la moindre approbation au projet de Sir E. Watkin, il formulerait du même coup une condamnation morale contre des hommes qui, selon les propres jugements exprimés publiquement par le Conseil général, ont mené la bataille pour la classe ouvrière européenne.

Considérant en outre que le Conseil général n'a pas à servir d'intermédiaire entre les soldats vaincus de la révolution et leurs assassins versaillais, il y a lieu de passer à la discussion de l'ordre du jour.

MARX À ENGELS

Londres, le 8 septembre 1871

Cher Fred,

L'adresse de Allsop est: Pegwell Bay. Je ne sais pas le numéro, mais ce n'est pas nécessaire. Tout le monde peut vous dire où se trouve Pegwell Bay. C'est une bonne chose que tu lui parles, car il arrive mardi à Londres avec de l'argent et m'a invité à venir le voir. Je lui ai écrit longuement, et je lui ai déclaré que je ne peux que continuer d'être le collecteur d'argent auprès de lui et de ses amis, a condition qu'on me laisse une libre disposition complète et que l'on ne me torture pas en exigeant que je produise des listes sur les différents niveaux de misère des réfugiés...

MARX A MONCURE DANIEL CONWAY

Londres, le 29 août 1871

Sir,

À mon retour de Brighton, j'ai trouvé votre mot du 24 août. La prochaine réunion du Conseil général a lieu aujourd'hui, mais il n'admet aucun visiteur après la résolution qu'il a

adoptée mardi dernier pour la durée de la session de la Cour martiale en France. [1] Il a été nécessaire de prendre cette mesure sévère en raison de l'infiltration d'espions de la police française.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint une liste de collecte en faveur des réfugiés français dont le nombre (ils sont de 80 à 90 maintenant) augmente journellement, tandis que nos ressources financières sont entièrement taries. Leur situation est vraiment pitoyable. Le mieux ce serait de constituer, si possible, un comité spécial qui serait chargé de trouver un emploi pour ces personnes, dont la grande majorité est formée d'ouvriers spécialisés et d'artistes.

Votre tout dévoué
K.M.

MARX À FANTON

Londres, le *1er* février 1873

Mon cher Fanton,

Je viens vous écrire sur les affaires de notre ami Dupont, Depuis votre départ, il a travaillé consciencieusement et régulièrement. Il avait la bonne chance de trouver un ouvrier allemand habile et honnête qui possède l'outillage nécessaire coûtant à peu près £ 500, de manière que Dupont était à même d'établir avec lui un petit atelier où ils font ensemble non seulement des instruments d'après l'invention de Dupont, mais fabriquent aussi des instruments de vieille façon perfectionnée. J'ai vu leur œuvre en train.

Malheureusement ils sont au bout de leurs ressources. J'ai procuré hier à Dupont un prêt de £ 8, mais ne peux l'aider plus efficacement comme des déboursés pour les réfugiés français (plus de £ 150) m'ont complètement mis à sec. Le moment est critique pour leur entreprise.

J'espère que vous n'abandonnerez pas notre ami. Si vous venez à son secours, je vous promets que je me chargerai de ne lui transmettre les fonds qu'au fur et à mesure des besoins de la fabrication laquelle se ferait sous mon contrôle.

Recevez les salutations cordiales de toute ma famille.

Votre tout dévoué
Karl Marx

---

[1] Face à la répression, aux provocations et au système de mouchardage mis au point par les gouvernements bourgeois, le Conseil général dut renforcer sa discipline et prendre des mesures autoritaires de sauvegarde et de lutte. En ce sens aussi, les persécutions policières incitent les révolutionnai-es à durcir leurs positions et à s'organiser davantage.

ENGELS À LA SUPÉRIEURE DU COUVENT DES SŒURS DE LA PROVIDENCE À HAMPSTEAD

Londres, début août 1871

Madame,

À la suite d'un entretien que j'ai eu hier avec l'une des sœurs de votre institution, je me permets de vous adresser ces lignes.

Il s'agit de faire admettre chez vous trois petites fillettes: Eugénie Dupont (9 ans), Marie Dupont (7 ans) et Clarisse Dupont (3 ans). Leur père [1] travaille comme appareilleur dans une fabrique d'instruments de musique de Mr joseph Higham à Manchester; comme leur mère est morte il y a quelque 18 mois, monsieur Dupont croit qu'il ne peut pas élever ses enfants chez lui comme il convient, et m'a prié de chercher pour eux un abri convenable.

La dame qui m'a reçu hier, m'informa que vous avez de la place pour les petits et que le prix de la pension s'élève à £ 13 par enfant pour la première année et £ 12 pour la seconde; puis, elle me demanda de vous informer par écrit de ma demande.

Je vous prie donc, madame, d'avoir l'amabilité de me faire savoir, si vous êtes disposée à accueillir chez vous les enfants. Dans ce cas, j'en avertirai le père, afin qu'il vienne directement à Londres, afin de vous les apporter. Si vous aviez besoin d'autres informations, je vous prierais de me faire savoir quand je pourrai venir vous les donner.

C'est Mr Clarkson de Maitland Park qui a bien voulu me communiquer l'adresse de votre institution.

Veuillez croire, Madame, à l'assurance de mon profond respect.
F.E.

---

[1] Il s'agit de Dupont (Eugène) qui participa à l'insurrection de juin 1848 et émigra en Angleterre. Membre de la Première International,- dont il fut le secrétaire-correspondant pour la France de 1865 à 1871, il participa à tous les Congrès et conférences où il défendit les positions de Marx et d'Engels. Il s'installa en 1870 à Manchester, y créa une section de l'A.I.T. et fut membre du Conseil fédéral britannique de 1872 à 1873; il émigra aux États-Unis en 1874.

JENNY MARX * À L. ET G. KUGELMANN

Londres, le 21 décembre 1871

Chers amis,

Je voudrais tout d'abord vous remercier pour votre aimable lettre, mon cher Docteur, et vous prier de me pardonner si je ne vous ai pas répondu plus tôt. Si vous saviez combien j'ai eu à faire ces derniers temps, vous me pardonneriez. Pendant toutes ces trois dernières semaines, j'ai couru d'une banlieue de Londres à une autre (et ce n'est pas une mince entreprise que de traverser toute cette immense cité) et j'ai ensuite écrit des lettres souvent jusqu'à une heure du matin. Le but de ces déplacements et de ces lettres, c'est trouver de l'argent pour les réfugiés. jusqu'ici tous nos efforts n'ont guère été fructueux. Les calomnies écœurantes de la presse vénale éhontée ont insufflé aux Anglais tant de préjugés contre les Communards qu'ils sont considérés en général avec un dégoût non dissimulé. Les entrepreneurs ne veulent rien avoir affaire avec nous. Les hommes qui ont réussi à décrocher un emploi sous un nom d'emprunt, sont congédiés, sitôt que l'on s'aperçoit de leur identité. Le pauvre monsieur et la pauvre madame Serraillier, par exemple, avaient trouvé du travail comme professeur de français. Mais, il y a quelques jours, on les a informés de ce qu'on n'avait plus besoin des services d'un ex-membre de la Commune et de sa femme. Je peux parler de cela par expérience personnelle. Les Monroes, par exemple, ont rompu toute relation avec moi, parce qu'ils ont fait l'horrible découverte que j'étais la fille du « pétroleur en chef », qui défend le maudit mouvement de la Commune.

Dès lors que les réfugiés ne peuvent trouver du travail, vous pouvez vous imaginer dans quelle misère ils tombent: leurs souffrances sont indescriptibles. Ils meurent littéralement dans les rues de cette grande cité, de cette cité qui développe jusqu'à sa perfection le principe *chacun* pour soi (Fr). Il ne faut pas s'étonner de ce que les Anglais ne soient guère impressionnés par la misère sans nom d'étrangers pour lesquels ils n'éprouvent aucune espèce de sympathie. Ils considèrent que mourir de faim est inséparable de leur Constitution, et considèrent que la liberté de mourir de faim est quelque chose dont on doit être fier.

Voilà depuis plus de six mois, que l'Internationale soutient la grande masse des bannis, autrement dit les tient tout juste en vie. Mais, à présent, nos ressources sont épuisées. Face à cette misère extrême, nous avons fait imprimer la circulaire privée ci-jointe. Je l'ai rédigée et, comme vous le verrez, j'ai soigneusement évité tout mot ou toute expression pouvant choquer le philistin.

Mes chers amis, vous pouvez vous imaginer combien ces difficultés et ces soucis torturent notre pauvre Maure. Il ne doit pas seulement lutter contre tous les gouvernements des classes dominantes, mais il doit par-dessus le marché tenir tête à l'assaut de propriétaires du type « gros, gras et jovial », qui l'attaquent parce que l'un ou l'autre des communards n'a pas payé son loyer. A peine s'est-il plongé dans ses *recherches abstraites,* voilà que madame Smith ou Brown lui tombe dessus. Si le «Figaro » le savait, quel feuilleton il pourrait offrir à ses lecteurs...

---

* Fille de Marx.

Les successeurs des Alliancistes qui ont fait scission ne laissent pas un instant de tranquillité au Conseil général. Pendant plusieurs mois, ils ont réussi à porter l'intrigue dans tous les pays. Ils ont mis tant d'énergie farouche à ce travail que les choses ont mal tourné pour l'avenir de l'Internationale à ce moment donné. L'Espagne, l'Italie, la Belgique se tenaient *apparemment* aux côtés des abstentionnistes de Bakounine et s'opposaient à la résolution sur la nécessité de l'action politique de l'Internationale. Ici, en Angleterre, la clique des abstentionnistes intrigua avec les Bradlaugh, Odger et leurs partisans, qui n'eurent aucun scrupule à utiliser même des mouchards et des agents provocateurs de Thiers et de Badinguet. Leurs organes - le Qui *vive!* de Londres et la *Révolution Sociale* de Genève - se surpassèrent dans les calomnies du genre: « ces autoritaires », « ces dictateurs », ces « bismarckiens » du Conseil général (Fr). Mr Bradlaugh a eu recours aux pires falsifications pour calomnier « le grand chef de ce conseil » (Fr). Depuis plusieurs semaines, il a d'abord insinué dans des rencontres privées, puis déclaré ouvertement dans une réunion publique que Karl Marx avait été et est un bonapartiste. Il fonde son assertion sur un passage de la *Guerre Civile où il* est dit que l'Empire « était la seule forme de gouvernement possible », et ici Bradlaugh s'arrête, sans citer la suite. « à une époque où la bourgeoisie a déjà perdu la capacité de régner sur une nation et où la classe ouvrière n'a pas encore acquise cette capacité ». Néanmoins le succès de ces intrigants ne fut qu'ap*parent,* en réalité leur échec est complet. Toutes leurs manœuvres et conjurations ne leur ont rien rapporté du tout.

À Genève - cette serre chaude de l'intrigue -, un congrès représentant trente sections de l'Internationale s'est déclaré en faveur du Conseil général et a adopté une résolution tendant à ce que la fraction séparatiste ne puisse plus se prévaloir à l'avenir d'une appartenance à l'Internationale, étant donné que ses activités ont démontré que leur seul but est de désorganiser l'Association, que ces sections qui ne sont qu'une fraction de la vieille clique allianciste sous un autre nom, agissent contre les intérêts de la fédération en semant partout la discorde. Cette résolution fut adoptée à l'unanimité par une assemblée composée de 500 membres. Les bakounistes qui ont tous fait le chemin de Neuchatel pour y assister, auraient été sérieusement malmenés s'ils n'avaient pas été sauvés par les hommes qu'ils appellent « des Bismarckiens », « des autoritaires » - Outine, Perret, etc. - et qui ont demandé à l'assistance de leur permettre de s'exprimer. (Outine sachant naturellement fort bien que le meilleur moyen pour les tuer complètement c'était de les laisser tenir leur discours.)...

Pour la nouvelle année, je vous souhaite à tous santé et bonheur, et j'espère surtout que nous aurons l'occasion de nous voir. Comme notre famille ne peut courir le risque d'aller sur le continent, il n'y a donc aucun espoir que nous vous rendions visite en Allemagne; il faudrait donc de toute façon que vous fassiez la traversée pour nous voir. Je peux vous dire que si vous ne vous décidez pas à venir à Londres au printemps ou en été prochain, il est bien possible que vous ne nous verrez plus, car le gouvernement anglais prépare en grand secret un projet de loi sur l'expulsion des communistes et des Internationalistes. La perspective d'aller nous installer au pays du Yankee Doodle Dandy n'est pas réjouissante pour nous. Quoi qu'il en soit, à chaque jour ses soucis...

Votre Jenny Marx

PROLONGEMENTS HISTORIQUES ET THÉORIQUES DE LA COMMUNE

Retour à la table des matières

Enseignements de la commune

Retour à la table des matières

> « Pour qu'une révolution sociale puisse triompher, deux conditions au moins sont nécessaires: des forces productives hautement développées et un prolétariat bien préparé. Mais en 1871 ces deux conditions faisaient défaut. Le capitalisme était encore peu développé et la France était surtout un pays de petite bourgeoisie (artisans, paysans, boutiquiers, etc.). Il n'existait pas de parti ouvrier; la classe ouvrière n'avait ni préparation ni long entraînement et, dans sa masse, elle n'avait même pas une idée très claire de ses tâches et des moyens de les réaliser. Il n'y avait ni sérieuse organisation politique du prolétariat, ni syndicats et associations coopératives de masse. » Lénine, A la *mémoire de la Commune,* in la *Commune de Paris,* pp. 18-19.

MARX

Discours de commémoration du septième anniversaire de l'Association internationale des travailleurs, le 25 septembre 1871 à Londres [1]

The World, le 15 octobre 1871

A propos de l'Internationale, Marx dit que le grand succès qui a couronné jusqu'alors ses efforts, est dû à des circonstances qui dépassent le pouvoir de ses membres eux-mêmes. La fondation de l'Internationale elle-même a été le résultat de telles circonstances et n'est pas due aux efforts des hommes qui se sont attachés à cette œuvre. Ce n'est donc pas le fruit d'une poignée de politiciens habiles: tous les politiciens du monde réunis n'auraient pu créer les conditions et les circonstances qui furent nécessaires pour assurer le succès de l'Internationale.

L'Internationale n'a propagé aucun credo particulier. Sa tâche a été d'organiser les forces de la classe ouvrière et de coordonner les divers mouvements ouvriers afin de les unifier. Les conditions qui ont donné une impulsion si formidable à l'Association, sont celles-là mêmes qui ont opprimé de plus en plus les travailleurs à travers le monde: tel est le secret de son succès.

Les événements des dernières semaines ont montré de manière indubitable comment la classe ouvrière doit lutter pour son émancipation. Les persécutions organisées par les gouvernements contre l'Internationale évoquent celles des premiers chrétiens de la Rome antique. Ils ont été, eux aussi, peu nombreux au début, mais les patriciens ont senti d'instinct que l'Empire romain serait ruiné si les chrétiens triomphaient. À Rome, les persécutions n'ont

[1] À la clôture de la Conférence de Londres de septembre 1871, Marx tint ce discours lors d'une manifestation organisée pour commémorer le septième anniversaire de la fondation de l'A.I.T. Marx présidait la réunion à laquelle assistaient des membres du Conseil général et des Communards. Ce discours a été reproduit dans ses grandes lignes par le journal new-yorkais *The World.*

pas sauvé l'Empire; de nos jours, les persécutions dirigées contre l'Internationale ne sauveront pas davantage les conditions sociales de l'époque actuelle.

Ce qui fait l'originalité de l'Internationale, c'est qu'elle a été créée par les travailleurs eux-mêmes. Avant la fondation de l'Internationale, toutes les diverses organisations étaient des sociétés fondées pour les classes ouvrières par quelques radicaux issus des classes dominantes. En revanche, l'Internationale a été créée par les travailleurs eux-mêmes. En Angleterre, le mouvement chartiste a été formé avec l'accord et le concours de radicaux bourgeois. Cependant, s'il avait connu le succès, il n'eût pu tourner qu'à l'avantage de la classe ouvrière. L'Angleterre est le seul pays où la classe ouvrière est assez développée pour pouvoir utiliser le suffrage universel à son profit.

Ensuite, Marx évoque la révolution de Février et rappelle que ce mouvement a été soutenu par une fraction de la bourgeoisie contre le parti au pouvoir. La révolution de Février s'est contentée de faire des promesses aux ouvriers et de remplacer une équipe d'hommes de la classe dominante par une autre. En revanche, la révolution de juin 1848 a été une révolte contre toute la classe dominante, y compris la fraction la plus radicale. Les ouvriers qui, en Février 1848, avaient porté au pouvoir des hommes nouveaux, ont senti instinctivement qu'ils avaient simplement substitué un groupe d'oppresseurs à un autre, et *qu'ils* étaient trahis.

Le dernier mouvement a été le plus grand de tous ceux qui se sont produits jusqu'ici, et il ne peut y avoir deux opinions à son égard: la Commune a été la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. Il y a eu de nombreux malentendus sur la Commune. Celle-ci ne devait pas asseoir une nouvelle forme de domination de classe. Lorsque les présentes conditions d'oppression seront éliminées grâce au transfert des moyens de production aux travailleurs productifs et à l'obligation faite à tous les individus physiquement aptes de travailler pour vivre, on aura détruit l'unique raison d'être d'une quelconque domination de classe et d'oppression.

Mais, avant de réaliser un changement socialiste, il faut une dictature du prolétariat, dont une condition première est l'armée prolétarienne. Les classes ouvrières devront conquérir sur le champ de bataille le droit à leur propre émancipation. La tâche de l'Internationale est d'organiser et de coordonner les forces ouvrières dans le combat qui les attend.

MARX

Résolutions du meeting de commémoration du premier anniversaire de la Commune de Paris

13-18 mars 1872

L'assemblée réunie en l'honneur de l'anniversaire du 18 Mars 1871 a adopté les résolutions suivantes:

I

Nous considérons le glorieux mouvement du 18 Mars comme l'aube de la grande révolution sociale, qui libérera les hommes à tout jamais du régime des classes.

II

Nous déclarons que les actes démentiels et les crimes perpétrés par les classes bourgeoises liguées dans toute l'Europe, par haine des ouvriers, ainsi que par la vieille société, quelles que puissent en être les formes de gouvernement, monarchique ou républicain, sont voués à l'échec.

III

Nous proclamons que la croisade de tous les gouvernements contre l'Internationale et les mesures terroristes des assassins versaillais et de leurs vainqueurs prussiens témoignent de l'inanité de leurs efforts et confirment que l'armée menaçante du prolétariat mondial se tient derrière l'héroïque avant-garde écrasée par les forces liguées de Thiers et de Guillaume.

MARX

Au directeur de *la Liberté*

La Liberté, le 17 mars 1872

Monsieur le Directeur,

Dans le livre du citoyen G. Lefrançais, *Étude sur le mouvement communaliste à Paris, en 1871,* dont j'ai eu connaissance il y a quelques jours seulement, je lis, page 92, le passage suivant:

« Dans sa lettre sur les élections du 8 février, envoyée au citoyen Serraillier, Karl Marx, le principal inspirateur de la section allemande de l'Internationale, critique avec une certaine amertume la participation de la section française aux élections. Cela démontre à satiété qu'à tort ou à raison, l'Internationale était alors peu encline à s'immiscer activement dans la politique. »

Aussitôt après la publication de ma prétendue lettre à Serraillier dans le *Times,* le *Courrier de l'Europe l'Avenir* de Berlin, etc., j'ai déclaré qu'il s'agissait d'une fabrication de *Paris-journal.* Pour sa part, Serraillier a révélé publiquement que le véritable auteur de cette lettre est un journaliste travaillant avec la police. Comme presque tous les organes de l'Internationale et même certains journaux parisiens ont publié nos déclarations, je suis très étonné de ce que le citoyen Lefrançais ait repris à son compte les canards de journaux inventés par Henri de Pène.

Je reste, Monsieur, votre très dévoué
Karl Marx

ENGELS

Sur l'action politique de la classe ouvrière

Compte rendu, rédigé par l'auteur lui-même,
de son discours à la séance du 21 septembre 1871 à
la Conférence de Londres

Il est absolument impossible de s'abstenir des a aires politiques. Même les journaux qui ne font pas de politique ne manquent pas, à l'occasion, d'attaquer le gouvernement, et se mêlent donc de politique. La seule chose dont il s'agit, c'est de savoir quelle politique on pratique et avec quels moyens ? Au demeurant, pour nous l'abstention est impossible. Le parti ouvrier existe déjà comme parti politique dans la plupart des pays. Ce n'est certes pas à nous de le ruiner en prêchant l'abstention. La pratique de la vie réelle et l'oppression politique que les gouvernements en place font subir aux ouvriers - à des fins politiques, aussi bien que sociales -contraignent les ouvriers à faire de la politique, qu'ils le veuillent ou non. Leur prêcher l'abstention en matière politique reviendrait à les pousser dans les bras de la politique bourgeoise. Plus que jamais après la *Commune de* Paris, qui a mis à l'ordre *du* jour *1, action politique* du prolétariat, l'abstention politique est tout à fait impossible.

Nous voulons abolir les classes. Par quel moyen y parviendrons-nous? Par la domination politique du prolétariat. Or, maintenant que tout le monde est d'accord sur ce point, on nous demande de ne pas nous mêler de politique! Tous les abstentionnistes se nomment des révolutionnaires, et même des révolutionnaires par excellence. Mais la révolution n'est-elle pas l'acte suprême en matière politique? Or, qui veut la fin doit vouloir aussi les moyens - l'action politique qui prépare la révolution, éduque l'ouvrier et sans elle le prolétariat sera toujours frustré et dupé le lendemain de la bataille par les Favre et Pyat. Cependant, la politique qu'il faut faire doit être celle du prolétariat: le parti ouvrier ne doit pas être à la *queue de* quelque parti bourgeois que ce soit, mais doit toujours se constituer en parti autonome ayant sa propre politique et poursuivant son propre but.

Les libertés politiques, le droit de réunion et d'association, la liberté de la presse, telles sont nos armes. Et nous devrions accepter de limiter l'armement et faire de l'abstention, 'lorsqu'on essaie de nous en priver? On prétend que toute action politique signifie reconnaître l'ordre existant. Or, si ce qui existe nous donne les moyens pour protester contre l'état existant, dès lors l'utilisation de ces moyens n'est pas une reconnaissance de l'ordre établi.

MARX

Notes *d'un discours* sur l'action politique *de la* classe ouvrière

(Séance du 20 septembre de la Conférence de Londres)

Le citoyen Lorenzo nous a rappelés à l'observation du règlement, et le citoyen Bastelica l'a suivi dans cette voie. Si je prends les statuts originaux et l'Adresse inaugurale de notre Association, je lis dans les deux que le Conseil général a été chargé de soumettre à la

discussion des Congrès un programme ouvrier. [1] Le programme que le Conseil général soumet à la discussion de la Conférence traite de l'organisation de notre Association, et la proposition de Vaillant se rapporte elle aussi à cette question: l'objection de Lorenzo et de Bastelica n'est donc pas fondée.

Dans la plupart des pays, certains Internationaux, en invoquant la déclaration tronquée des Statuts votés au Congrès de Genève [2] ont fait de la propagande en faveur de l'abstention dans les affaires politiques, propagande que les gouvernements se sont bien gardés d'enrayer. En Allemagne, Schweitzer et autres, à la solde de Bismarck, ont essayé de raccrocher l'activité de nos sections au char de la politique gouvernementale. En France, cette abstention coupable a permis aux Favre, Trochu, Picard et autres de s'emparer du pouvoir le 4 septembre. Le 18 mars, cette même abstention permit à un Comité dictatorial - le Comité central - composé en majeure partie de bonapartistes et d'intrigants, de s'établir à Paris et de perdre sciemment, dans l'inaction, les premiers jours de la révolution, alors qu'il aurait dû les consacrer à son affermissement. [3] *En* France, le mouvement a échoué, parce qu'il n'avait pas été assez préparé.

En Amérique, un congrès, tenu récemment et composé d'ouvriers, (149) a décidé de s'engager dans les affaires politiques et de substituer aux politiciens de métier des ouvriers comme eux, chargés de défendre les intérêts de leur classe.

Certes, il faut faire la politique en tenant compte des conditions de chaque pays. En Angleterre, par exemple, il n'est pas facile à un ouvrier d'entrer au parlement. Les parlementaires ne recevant aucun subside et l'ouvrier n'ayant que les ressources de son travail pour vivre, le parlement est inaccessible pour lui. Or, la bourgeoisie qui refuse obstinément une allocation aux membres du parlement, sait parfaitement que c'est le moyen d'empêcher la classe ouvrière d'y être représentée.

Il ne faut pas croire que ce soit d'une mince importance d'avoir des ouvriers dans les parlements. Si l'on étouffe leur voix, comme à De Potter et Castiau ou si on les expulse comme Manuel, l'effet de ces rigueurs et de cette intolérance est profond sur les masses. Si, au contraire, comme Bebel et Liebknecht, ils peuvent parler de cette tribune, c'est le monde entier qui les entend. D'une manière comme d'une autre, c'est une grande publicité pour nos principes. Lorsque Bebel et Liebknecht ont entrepris de s'opposer à la guerre qui se livrait contre la France, leur lutte pour dégager toute responsabilité de la classe ouvrière dans tout ce qui se passait, a secoué toute l'Allemagne; Munich même, cette ville où l'on n'a jamais fait de

---

[1] Marx fait allusion aux Statuts de l'Internationale publiés à Londres en 1867, ainsi qu'aux Statuts provisoires de 1864 qui précèdent l'Adresse inaugurale de l'A.I.T.

[2] Le texte original fut rédigé par Marx en anglais. Le Congrès de Genève (1866) l'approuva en lui donnant quelques ajouts et l'accompagna d'un Règlement. Lafargue et Marx traduisirent le tout en français, mais ce texte ne fut guère diffusé. La traduction de 1866, faite par le proudhonien de droite Tolain (qui passa aux Versaillais pendant la Commune: cf. p. 127 et note nº 117), tronquait l'importante résolution sur le rôle de la lutte politique dans l'émancipation de la classe ouvrière. Pour remettre de l'ordre dans tout cela, la Conférence de Londres adopta une résolution sur une édition authentique nouvelle des Statuts et des Règlements, en anglais, en allemand et en français.

[3] Marx fait allusion à l'intrusion d'éléments douteux et de traîtres dans le Comité central de la Garde nationale parisienne, qui comprenait des blanquistes, des néo-jacobins, des proudhoniens, etc. La composition disparate de ce Conseil fut à l'origine d'hésitations, de mollesse et de diverses erreurs (par exemple: ne pas attaquer Versailles, au moment où la réaction ne s'y était pas encore organisée, etc.). Marx attribue ici ces erreurs à la doctrine proudhonienne de l'abstention en matière politique: on notera que Tolain, proudhonien de droite, ne craignit pas de siéger dans l'Assemblée versaillaise. La Commune, élue le 26 mars, fut encore plus disparate, et prit encore moins d'initiatives.

révolution que pour des questions de prix de la bière, se livra à de grandes manifestations pour réclamer la fin de la guerre.

Les gouvernements nous sont hostiles. Il faut leur répondre avec tous les moyens que nous avons à notre disposition. Envoyer des ouvriers dans les parlements équivaut à une victoire sur les gouvernements, mais il faut choisir les hommes, et ne pas prendre les Tolain.

Marx appuie la proposition du citoyen Vaillant, ainsi qu'un amendement de Frankel relatif à la traduction erronée des Statuts et tendant à faire précéder d'un considérant explicatif la raison d'être de cette déclaration; en effet, cette question a déjà été résolue par les Statuts et ce n'est pas d'aujourd'hui que l'Association demande aux ouvriers de faire de la politique, mais de toujours. *

MARX - ENGELS

Résolutions de la Conférence de l'A.I.T., Londres, 17-23 septembre 1871

IX. L'action politique de la classe ouvrière

Vu les considérants des *statuts* originaux où il est dit: « L'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme *moyen »;*

Vu l'Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs (1864) qui dit: « Les seigneurs de la terre et les seigneurs du capital se serviront toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques. Bien loin de pousser à l'émancipation des travailleurs, ils continueront à y opposer le plus d'obstacles possible... La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière »;

Vu la résolution du Congrès de Lausanne (1867) à cet effet: « L'émancipation sociale des travailleurs est inséparable de leur émancipation politique »;

---

* Le lendemain, Marx précisa encore une fois son point de vue sur l'abstention: « Les gens qui propageaient dans le temps la doctrine de l'abstention étaient de bonne foi, mais ceux qui reprennent le même chemin aujourd'hui ne le sont pas. Ils rejettent la politique après qu'ait eu lieu une lutte violente (Commune de Paris), et poussent le peuple dans une opposition bourgeoise toute formelle, ce contre quoi nous devons lutter en même temps que contre les gouvernements. Nous devons démasquer Gambetta, afin que le peuple ne soit pas, une fois de plus, abusé. Nous devons mener une action non seulement contre les gouvernements, mais encore contre l'opposition bourgeoise qui n'est pas encore arrivée au gouvernement. Comme le propose Vaillant, il faut que nous jetions un défi à tous les gouvernements, partout, même en Suisse,, en réponse à leurs persécutions contre l'Internationale. La réaction existe sur tout le continent; elle est générale et permanente, même aux États-Unis et en Angleterre, sous une autre forme.

Nous devons déclarer aux gouvernements: nous savons que vous êtes la force armée contre les prolétaires. Nous agirons contre vous pacifiquement là où cela nous sera possible, et par les armes quand cela sera nécessaire. »

Vu la déclaration du Conseil général sur le prétendu complot des internationaux français à la veille du plébiscite (1870) où il est dit: «D'après la teneur de nos statuts, certainement toutes nos sections en Angleterre, sur le continent et en Amérique, ont la mission spéciale, non seulement de servir de centres à l'organisation militante de la classe ouvrière, mais aussi de soutenir dans leurs pays respectifs, tout mouvement politique tendant à l'accomplissement de notre but final: l'émancipation économique de la classe ouvrière;

Attendu que des traductions infidèles des statuts originaux ont donné lieu à des interprétations fausses qui ont été nuisibles au développement et à l'action de l'Association internationale des travailleurs;

En présence d'une réaction sans frein qui étouffe par la violence tout effort d'émancipation de la part des travailleurs, et prétend maintenir par la force brutale les différences de classes et la domination politique des classes possédantes qui en résulte;

Considérant en outre:

Que contre ce pouvoir collectif des classes possédantes le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes;

Que cette constitution de la classe ouvrière en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême: *l'abolition des classes;*

Que la coalition des forces ouvrières déjà obtenue par les luttes économiques doit aussi servir de levier aux mains de cette classe dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploiteurs,

la Conférence rappelle aux membres de l'Internationale que, dans l'état militant de la classe ouvrière, son mouvement économique et son action politique sont indissolublement unis.

X. Résolution générale relative aux pays où l'organisation régulière de l'Internationale est entravée par les gouvernements

Dans les pays où l'organisation régulière de l'Association internationale des travailleurs est momentanément devenue impraticable par suite de l'intervention gouvernementale, l'Association et ses groupes locaux pourront se constituer sous diverses dénominations, mais toute constitution de *section internationale sous* forme de société secrète est et reste formellement interdite.

XI. Résolutions relatives à la France

La Conférence exprime sa ferme conviction que toutes les persécutions ne feront que doubler l'énergie des adhérents de l'Internationale et que les branches continueront à s'organiser sinon par grands centres, du moins par ateliers et fédérations d'ateliers correspondant entre eux par leurs délégués.

En conséquence, la Conférence invite toutes les branches à continuer sans relâche à propager les principes de notre Association en France et à y importer le plus grand nombre possible d'exemplaires de toutes les publications et des statuts de l'Internationale.

MARX - ENGELS

Résolution relative aux Statuts au Congrès général de La Haye du 2-7 septembre 1872

L'article suivant qui résume le contenu de la résolution de la Conférence de Londres (Septembre 1871) sera inséré dans les Statuts après l'article 7.

Art. 7a: Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes.

Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême: *l'abolition des classes.*

La coalition des forces ouvrières, déjà obtenue par la lutte économique doit aussi servir de levier aux mains de cette classe, dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploiteurs.

Les seigneurs de la terre et du capital se servant toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et asservir le travail, *la conquête du pouvoir politique devient le grand devoir du prolétariat.*

MARX - ENGELS

Préface de 1872 au Manifeste Communiste

La Commune notamment a démontré que « la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine d'État, telle qu'elle est et l'utiliser pour ses propres fins ». (Voir *la Guerre Civile en France.* Adresse du Conseil général de l'A.I.T., où cette idée est plus longuement développée.) *

---

* *Dès 1852,* Marx avait prévu qu'on ne pouvait s'emparer de la machine gouvernementale toute faite, et qu'il fallait briser l'appareil politique bourgeois avant d'instaurer l'État de la dictature du prolétariat, la Commune « *qui* n'est plus un État au sens propre » puisqu'il est capable de se dissoudre lui-même, alors que le véritable État (féodal, bourgeois) ne peut se supprimer lui-même. En effet, dans sa lettre à Kugelmann, Marx écrit, le 12 avril *1871:*

« Si tu relis le dernier chapitre de mon *18-Brumaire,* tu verras que j'affirme qu'à la prochaine tentative de révolution en France, il ne sera plus possible de faire passer d'une main dans l'autre la machine bureaucratico-militaire, mais qu'il faudra la *briser* et que c'est là la condition préalable de toute révolution

ENGELS À C. TERZAGHI

Londres, le 14 janvier 1872

Mon cher Terzaghi

... D'abord, les anarchistes nous cherchent querelle sous le prétexte que nous avons tenu une Conférence; ensuite, ils nous attaquent parce que nous appliquons les résolutions de Bâle, résolutions que nous sommes tenus d'exécuter. Ils ne veulent pas que le Conseil général dispose d'autorité, *même si elle est librement consentie par tous.* J'aimerais bien savoir comment, sans cette autorité (comme ils l'appellent), il eût été possible de faire justice des Tolain aussi bien que des Durand et Netchaïev, et comment avec la belle phrase d'autonomie des sections, comme vous l'expliquez dans votre circulaire, vous entendez empêcher l'intrusion de mouchards de police et des traîtres. Certes, personne ne conteste l'autonomie aux sections, mais une fédération n'est pas possible, si les sections ne cèdent pas certains pouvoirs aux comités fédéraux et, en dernière instance, au Conseil général.

Mais, savez-vous quels furent les initiateurs et les zélateurs de ces résolutions autoritaires? Peut-être les délégués du Conseil général? Pas du tout. Ces mesures autoritaires ont été proposées par les délégués de Belgique, et les Schwitzguébel, Guillaume et Bakounine en furent les *protagonistes les* plus acharnés. Voilà comment les choses se présentent.

Il me semble que vous faites un grand abus des mots d'autorité et de *centralisation.* Je ne connais pas d'affaire plus autoritaire qu'une révolution, et quand on impose sa volonté aux autres avec des bombes et des fusils comme cela se fait dans toutes les révolutions, il me semble que l'on fasse preuve d'autorité. Ce fut *le manque de centralisation et* d'autorité *qui a* coûté *la vie à la Commune de Paris.*

Faites ce que vous voulez de l'autorité, etc. après la victoire, mais pour la lutte nous devons réunir toutes nos forces en un seul faisceau et les concentrer sur le même point d'attaque. Enfin, quand j'entends parler de l'autorité et de la centralisation comme de deux choses condamnables dans toutes les circonstances possibles, il me semble que ceux qui parlent ainsi, ou bien ne savent pas ce qu'est une révolution, ou bien ne sont des révolutionnaires qu'en paroles.

Si vous voulez savoir ce que les auteurs de la circulaire ont fait dans la pratique pour l'Internationale, lisez leur propre rapport officiel sur l'état de la confédération jurassienne au Congrès (cf. la *Révolution sociale* de Genève du 23 novembre 1871), et vous *verrez à* quel état de dissolution et d'impuissance, ils ont réduit une fédération bien établie il y a un an. [1] Or, ces gens-là prétendent réformer l'Internationale !

Salut *fraternel,* votre Fr. Engels

---

véritablement populaire sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques *camarades de parti* de Paris. » Cf. Lénine, *l'État et la révolution,* chap. III.

[1] Il s'agit du *Rapport du Comité fédéral romand* de tendance bakouniste. Marx et Engels le critiquèrent dans la circulaire privée du Conseil général: cf. p. 232 sqq.

ENGELS À A. BEBEL

Londres, le 20 juin 1873

... Bien sûr, toute direction d'un parti veut avoir des résultats, et c'est normal. Mais il y a des circonstances où il faut avoir le courage de sacrifier le succès *momentané à* des choses plus importantes. Cela est surtout vrai pour un parti comme le nôtre, dont le triomphe final doit être complet et qui, depuis que nous vivons et sous nos yeux encore, se développe si colossalement, que l'on n'a pas besoin à tout prix et toujours de succès momentanés. Prenez, par *exemple,* l'Internationale: après la Commune *elle connut* un succès immense. Les bourgeois, comme frappés par la foudre, la croyaient toute-puissante. La grande masse de ses membres crurent que cela durerait toujours. Nous savions fort bien que la bulle *devait* crever. Toute la racaille s'accrochait à nous. Les sectaires qui s'y trouvaient, s'épanouirent, abusèrent de l'Internationale dans l'espoir qu'on leur passerait les pires bêtises et bassesses. Mais nous ne l'avons pas supporté. Sachant fort bien que la bulle crèverait tout de même, il ne s'agissait pas pour nous de différer la catastrophe, mais de nous préoccuper de ce que l'Internationale demeure pure et attachée à ses principes sans les falsifier, jusqu'à son terme.

La bulle creva au Congrès de La Haye, et vous savez que la majorité des membres du Congrès rentra chez elle, en pleurnichant de déception. Et pourtant presque tous ceux qui étaient si déçus, parce qu'ils croyaient trouver dans l'Internationale l'idéal de la fraternité universelle et de la réconciliation, n'avaient-ils pas connu chez eux des chamailleries bien pires que *celles qui* éclatèrent à La Haye! Maintenant les *sectaires brouillons* se mirent à prêcher la réconciliation et nous dénigrèrent en nous présentant comme des intraitables et des dictateurs.

Or, si nous nous étions présentés à La Haye en conciliateurs et si nous eussions étouffé les velléités de scission, quel en eût été le résultat? Les sectaires - notamment les bakounistes - eussent disposé d'un an de plus pour commettre, au nom de l'Internationale, des bêtises et des infamies plus grandes encore; les ouvriers des pays les plus avancés se fussent écartés avec dégoût. La bulle n'éclata pas, elle se dégonfla doucement, sous l'effet de quelques coups d'aiguille, et le Congrès suivant qui eût tout de même apporté la crise se fût déroulé au niveau des scandales mettant en cause les individus, puisqu'on avait déjà quitté le terrain des *principes* à La Haye. Dès lors, l'Internationale était déjà morte, et l'eût été même si nous avions tenté de faire l'union de tous. Au lieu de cela, dans l'honneur, nous sommes débarrassés des éléments pourris. Les membres de la Commune présents à la dernière réunion décisive ont dit qu'aucune réunion de la Commune ne leur avait laissé un sentiment aussi terrible que cette séance du tribunal jugeant les traîtres à l'égard du prolétariat européen. Nous avons permis pendant dix mois qu'ils rassemblent toutes leurs forces pour mentir, calomnier et intriguer, - et où sont-ils? Eux, les prétendus représentants de la grande majorité de l'Internationale, déclarent eux-mêmes à présent qu'ils n'osent plus venir au prochain Congrès. Pour ce qui est des détails, ci-joint un article destiné au Volks*staat.* Et si nous avions à le refaire, nous agirions en gros de la même façon, étant entendu que l'on commet toujours des erreurs tactiques.

En tout cas, je crois que les éléments sains parmi les lassalliens viendront d'eux-mêmes à vous au fur et à mesure, et qu'il ne serait donc pas clairvoyant de cueillir les fruits avant qu'ils soient mûrs, comme le voudraient les partisans de l'unité.

Au reste, le vieil Hegel a déjà dit: un parti éprouve qu'il vaincra, en ce qu'il se divise et supporte une scission. Le mouvement du prolétariat passe nécessairement par divers stades de développement. À chaque stade, une partie des gens reste accrochée, ne réussissant pas à passer le cap. Ne serait-ce que pour cette raison, on voit que la prétendue solidarité du prolétariat se réalise en pratique par les groupements les plus divers de parti, qui se combattent à mort, comme les sectes chrétiennes dans l'Empire romain, et ce en subissant tous les pires persécutions...

Aussi ne devons-nous pas oublier, lorsque par exemple le *Neue Social-Democrat* a plus d'abonnés que le *Volksstaat,* que toute *secte* est forcément fanatique et obtient, en raison même de ce fanatisme des résultats momentanés bien plus considérables, surtout dans des régions où le mouvement ne fait que commencer (par exemple l'Association générale des ouvriers allemands au Schlesvig-Holstein). Ces résultats dépassent ceux du parti, qui, sans particularités sectaires, représente simplement le mouvement réel. En revanche, le fanatisme ne dure guère...

La question du parti

Retour à la table des matières

> « Se souvenant des enseignements de la Commune, il [le prolétariat russe] savait que le prolétariat ne doit pas négliger les moyens de lutte pacifiques - ces derniers servent ses intérêts quotidiens et sont indispensables en période de préparation de la révolution - mais qu'il ne doit jamais oublier non plus que dans certaines circonstances la lutte de classe se transforme en lutte armée et en guerre civile: il est des moments où les intérêts du prolétariat exigent l'extermination implacable de ses ennemis dans des combats déclarés. » V. Lénine, *la Commune de Paris, p. 14.*

ENGELS

Le programme des réfugiés blanquistes de la Commune

Der Volksstaat, le 26 juin 1874

Durant la contre-révolution qui suit chaque révolution vaincue, les réfugiés qui ont pu en réchapper, développent une activité fiévreuse. Les différentes tendances de parti se regroupent, s'accusent mutuellement d'avoir fait échouer le navire dans la vase, d'avoir trahi ou commis toutes les vilenies possibles et imaginables. Par ailleurs, on maintient avec son pays une liaison étroite, on organise, on conspire, on lance des tracts et des journaux, on jure que le mouvement va se déclencher une nouvelle fois dans les quarante-huit heures, que la victoire est certaine et, dans cette perspective, on distribue déjà des postes gouvernementaux. Naturellement, c'est aller de déception en déception. Or, comme on attribue tous les déboires à des erreurs contingentes, et non à des circonstances historiques inévitables que l'on ne veut pas considérer en face afin de les comprendre, on n'en finit plus de s'accuser mutuellement, et tout cela débouche dans des lamentations générales. C'est le sort de toute émigration, depuis celle des royalistes de 1792 à celle de réfugiés politiques d'aujourd'hui. Ceux parmi les réfugiés qui ont une claire vision et conscience de la situation se retirent des chamailleries stériles, dès qu'ils peuvent le faire décemment, et se consacrent à des tâches meilleures.

L'émigration française de la Commune n'a pas échappé à ce sort inévitable. Le Conseil général de l'Internationale a été contraint, pendant les deux premières années, d'escamoter, du moins aux yeux du monde, les dissensions internes qui le déchiraient, parce que toute l'Europe officielle avait lancé une campagne de diffamation contre toutes les tendances quelles qu'elles soient, mais surtout contre le point central commun que représentait Londres en particulier. Cependant, au cours de ces deux dernières années, le Conseil général ne fut plus en mesure de dissimuler le processus de décomposition qui s'étendait de plus en plus rapidement. La polémique ouverte éclatait de toutes parts. En Suisse, une fraction, influencée essentiellement

par Malon, l'un des fondateurs de l'Alliance secrète, [1] se joignit aux bakounistes. Ce furent, ensuite, les prétendus blanquistes de Londres qui se retirèrent de l'Internationale et constituèrent un groupe à part sous l'appellation: la *Commune révolutionnaire.* À côté de cela, il se forma toute une kyrielle d'autres groupes, qui sont en voie de formation et de réorganisation constantes et n'ont pas fait grand-chose même dans leurs proclamations, alors que les blanquistes viennent de porter à la connaissance du monde leur programme dans un manifeste aux « Communeux ».

Ces blanquistes ne portent pas ce nom parce qu'ils forment un groupe fondé par Blanqui; seuls quelques-uns des trente-trois signataires de ce programme ont peut-être eu l'occasion de parler avec Blanqui. Ils prétendent bien plutôt vouloir agir dans son esprit et dans sa tradition. Blanqui est essentiellement un révolutionnaire politique. Socialiste simplement de par sentiment, sympathisant avec les souffrances du peuple, il ne possède pas de théorie socialiste, ni des solutions pratiques bien déterminées pour remédier aux maux sociaux. De par son activité politique, c'est essentiellement un « homme d'action », étant persuadé qu'une petite minorité bien organisée doit, au bon moment, tenter un coup de main révolutionnaire et réussir, à la suite de ce premier succès, à entraîner les masses populaires et assurer ainsi le triomphe de la révolution.

Sous Louis-Philippe, il ne put évidemment constituer ce noyau que sous la forme d'une société secrète, et c'est alors que se produisit ce qui arrive habituellement lors des conjurations: excédés d'être sans cesse sous le collier en s'entendant promettre sans résultat que le moment était tout proche de passer à l'action, ses partisans finirent par perdre patience et se rebiffèrent, si bien qu'il ne resta qu'une alternative: ou bien laisser tomber la conjuration, ou bien déclencher une action sans les prémisses extérieures. On passa à l'action (le 12 mai 1839), et l'on fut écrasé en Un clin d'œil. Au reste, ce fut la seule conspiration blanquiste dans laquelle la police ne réussit pas à prendre pied, ayant été surprise comme par la foudre dans un ciel serein.

Étant donné que Blanqui conçoit toute révolution comme un coup de main, il s'ensuit, de toute nécessité, l'instauration d'une dictature après son triomphe, j'entends bien, non pas une dictature de la classe révolutionnaire - la dictature du prolétariat -, mais la dictature de la poignée de ceux qui ont fait le coup de main et qui *eux-mêmes étaient* déjà, auparavant, organisés sous la dictature d'un seul homme ou de plusieurs.

Comme on le voit, Blanqui est un révolutionnaire de la génération précédente. Ses idées sur le cours des événements révolutionnaires sont depuis longtemps dépassées, du moins pour le parti ouvrier allemand et même en France elles ne peuvent plus guère avoir de résonance qu'auprès d'ouvriers, peu nombreux, qui ne sont pas très formés et ne savent contenir leur impatience. Qui plus est, nous allons voir que ces conceptions ne sont pas reprises sans quelques restrictions dans le programme en question. Chez nos blanquistes de Londres circule aussi le principe selon lequel les révolutions en général ne se font pas toutes seules, mais doivent être faites; cependant, selon eux, elles doivent être faites par une minorité relativement restreinte d'après un plan conçu au préalable, et ils pensent qu'elle peut « éclater » à n'importe quel moment.

---

[1] Il s'agit de *l'Alliance internationale de la démocratie socialiste,* fondée en octobre 1868 à Genève par Bakounine.

Il va de soi qu'avec de tels principes, on est livré, pieds et poings liés, à toutes les déceptions personnelles de la vie de réfugié, étant voué à se précipiter d'une folie dans une autre. On veut, avant tout, jouer à être Blanqui, l' « homme d'action». Mais, ici la bonne volonté n'est pas d'un grand secours: chacun n'a pas l'instinct révolutionnaire, l'énergie et J'esprit de décision rapide de Blanqui, et Hamlet peut parler d'énergie à perdre haleine, il n'en reste pas moins Hamlet. Or, lorsque nos trente-trois hommes d'action ne trouvent absolument rien à faire au niveau de ce qu'ils appellent Faction, nos trente-trois Brutus entrent avec eux-mêmes dans une contradiction plus comique que tragique, contradiction dont le tragique n'est nullement accru par les mines sombres qu'ils affichent, comme s'ils étaient tous des « Meuros, cachant le poignard sous son manteau », [1] ce qu'ils n'ont pas l'intention de faire, soit dit en passant.

Que faire dès lors? Ils préparent le « prochain grand coup », en dressant des listes de proscription pour l'avenir, afin que les rangs de ceux qui ont participé à la Commune soient épurés, ce pour quoi ils sont appelés les « purs » parmi les autres réfugiés. Je ne suis pas en mesure de dire s'ils se sont affublés eux-mêmes de ce titre, qui, au reste, irait assez mal à un certain nombre d'entre eux. Leurs réunions se passent à huis clos, et leurs décisions doivent être tenues secrètes, ce qui n'empêche nullement que l'écho s'en répercute le lendemain dans toute la colonie française.

Il arrive à ces sérieux hommes d'action ce qui arrive toujours lorsqu'il n'est pas possible d'agir: ils se sont engagés d'abord dans une polémique personnelle, puis littéraire, avec un digne adversaire, l'un des plus malpropres personnages de la petite presse parisienne, un certain Vermersch, qui publia sous la Commune le *Père Duchêne,* une lamentable caricature du journal d'Hébert de 1793. Ce noble personnage répond à leur indignation morale, en les traitant tous, dans un pamphlet, de « voyous et de complices de voyous » et les inonde d'un flot épais d'injures ordurières:

> Chaque mot
> Est un pot de chambre,
> Et qui n'est pas vide. [2]

C'est avec un pareil adversaire que nos trente-trois Brutus jugent nécessaire de se mesurer devant le publie.

Si une chose est certaine, c'est que le prolétariat parisien - après une guerre épuisante, après la famine de Paris, et surtout après l'atroce saignée des journées de Mai 1871 - a besoin de toute une période de repos, afin de rassembler de nouveau ses forces, toute tentative prématurée d'un soulèvement ne pouvant avoir pour conséquence qu'une défaite nouvelle, si possible plus terrible encore. Nos blanquistes ne sont pas de cet avis. La désagrégation de la majorité monarchiste à Versailles leur annonce « la chute de Versailles et la revanche de la Commune. En effet, nous arrivons à ce grand moment historique, cette grave crise, où le peuple qui semble noyé dans sa misère et voué à la mort, va reprendre sa marche révolutionnaire avec une force nouvelle ».

Cela va donc barder de nouveau, et bientôt. Or, cet espoir d'une imminente « revanche de la Commune » n'est pas seulement une illusion de réfugié, c'est un acte de foi nécessaire de

---

1 Meuros est un personnage de la ballade *Die Bürgschaft* de Schiller.
2 Cf. Heine, *Romancero, vol. 3:* Mélodies hébraïques.

gens qui se sont mis de toute force en tête qu'ils doivent jouer aux « hommes d'action », à un moment où il n'y a absolument rien qui permette de faire quoi que ce soit dans ce sens, celui d'un coup de main révolutionnaire. Mais que leur importe! Si le mouvement est déclenché, ils estimeront « que le moment est venu, que tout ce qui, parmi les réfugiés, a encore en soi de la vie, va se manifester». Ainsi donc, les Trente-Trois nous déclarent qu'ils sont: 1° athées; 2° communistes; 3° révolutionnaires.

Nos blanquistes ont en commun avec les bakounistes qu'ils veulent représenter la tendance la plus avancée et la plus extrémiste. C'est pour cela que, soit dit en passant, ils marchent souvent ensemble, pour ce qui est des moyens employés, bien que leurs buts soient opposés. Il s'agit donc, pour ce qui est de l'athéisme, d'être plus radicaux que tous les autres. Par bonheur, il est très facile aujourd'hui d'être athée. En général, l'athéisme est à peu près une évidence pour les partis ouvriers européens, encore que, dans certains pays, il puisse subsister un parti comme celui des bakounistes espagnols, qui proclame: croire à Dieu est contraire à tout socialisme, mais croire en la Vierge Marie, c'est tout autre chose, et il va de soi qu'un socialiste courant y croit. Chez la plupart des ouvriers sociaux-démocrates allemands, on peut même dire que le problème de l'athéisme est dépassé, ce terme purement négatif n'ayant plus d'effet sur eux, puisqu'ils n'ont plus vis-à-vis de la foi en Dieu une opposition théorique, mais pratique: ils en ont *tout simplement fini avec Dieu,* car ils vivent et pensent dans le monde réel et sont, de ce fait, des matérialistes.

C'est certainement aussi le cas en France. Mais, s'il n'en était pas ainsi, rien ne serait plus simple que de s'attacher à diffuser massivement parmi les ouvriers la brillante littérature matérialiste française du siècle dernier,. L'esprit français, tant du point de vue de la forme que du contenu, y a atteint ses plus hauts sommets. Même si l'on considère le niveau scientifique actuel, cette littérature dépasse de très loin la substance des écrits d'aujourd'hui; pour ce qui est de sa forme, elle n'a jamais plus été atteinte. Mais, cela ne convient pas à nos blanquistes. Afin de démontrer qu'ils sont plus radicaux que quiconque, ils abolissent Dieu par décret, comme en *1793:*

« La Commune doit avoir libéré l'humanité de ce fantôme de la misère d'autrefois » [Dieu] « et de cette cause » [Dieu qui n'existe pas devient une cause!!!] « de sa misère présente. - Il n'y a pas de place pour les curés dans la Commune; toute manifestation religieuse, toute organisation religieuse doit être interdite. »

Cette revendication, à savoir transformer les gens en athées par ordre du mufti, est signée par deux membres de la Commune qui ont pourtant eu l'occasion d'apprendre par l'expérience: 10 que l'on peut ordonner tout ce que l'on veut sur le papier, sans que pour autant cela soit appliqué, et *20* que les persécutions sont le meilleur moyen pour faire naître des croyants inopportuns. Une chose est sûre: le seul service que l'on puisse rendre aujourd'hui à Dieu, c'est de déclarer que l'athéisme est un article de foi obligatoire, et de surenchérir sur les lois anticléricales du *Kulturkampf* de Bismarck [1] en interdisant la religion en général.

[1] Au cours des années 1870, Bismarck inaugura une campagne anticléricale, appelée *Kulturkampf* par les libéraux bourgeois. En attaquant l'Église catholique, Bismarck visait en réalité le parti du Centre qui représentait les survivances et nostalgies des petits États anti-prussiens du centre et du sud de l'Allemagne. Cette campagne anti-catholique masquait aussi la répression dans les territoires polonais occupés par la Prusse et, dans une mesure moindre, en Alsace-Lorraine. Enfin, Bismarck dévoya la lutte de classe grâce à des querelles religieuses.

Le second point du programme, c'est le communisme. Nous nous sentons ici plus chez nous, car le navire sur lequel nous voguons s'appelle: *Manifeste du Parti communiste,* publié en février *1848.* Dès l'automne *1872,* les cinq blanquistes sortis de l'Internationale ont professé un programme socialiste qui dans tous ses points essentiels était celui-là même de l'actuel communisme allemand, et motivé leur départ uniquement par le fait que l'Internationale refusait de jouer à la révolution comme ils l'entendaient. [1] À présent, le comité des Trente-Trois a adopté ce programme avec toute la conception matérialiste de l'histoire qu'il implique, encore que sa traduction en français blanquiste laisse à désirer sur bien des points, dès lors que le *Manifeste* n'est pas reproduit pour ainsi dire littéralement. C'est ce que montre, par exemple, le passage suivant:

« Comme expression ultime de toutes les formes d'asservissement, la bourgeoisie a dépouillé l'exploitation du travail de son voile mystique, qui l'enveloppait autrefois: les gouvernements, religions, familles, lois, institutions du passé comme du présent se réduisent enfin, dans cette société, au simple antagonisme entre capitalistes et ouvriers salariés, en étant les instruments de l'oppression, grâce auxquels la bourgeoisie maintient sa domination et assujettit le prolétariat. »

Que l'on compare à ce passage le texte du *Manifeste communiste,* « En un mot, à la place de l'exploitation voilée par des illusions religieuses et politiques, la bourgeoisie a mis l'exploitation franche, éhontée, directe, dans toute sa sécheresse. Elle a dépouillé de leur sainte auréole toutes les activités jusqu'alors vénérables et considérées avec un pieux respect. Elle a changé en salariés à ses gages le médecin, le juriste, le curé, le poète, l'homme de science. Elle a arraché aux relations familiales leur voile de touchante sentimentalité et les a transformées en un simple rapport d'argent, etc. »

Mais à mesure qu'ils descendent de la théorie à la pratique, les Trente-Trois affirment de plus en plus leur originalité: « Nous sommes communistes, parce que nous voulons arriver à notre but, sans nous arrêter à des stades intermédiaires, à des compromis qui ne font que différer la victoire et prolonger l'esclavage. »

Les communistes allemands sont communistes, parce qu'ils passent par tous les stades intermédiaires et compromis, qui ne sont pas faits par eux, mais par le développement historique, en ayant toujours clairement devant les yeux le but final qu'ils poursuivent sans cesse: l'abolition des classes et l'instauration d'une société où n'existe plus de propriété privée du sol et des moyens de production.

Les Trente-Trois sont communistes, parce qu'ils s'imaginent que l'affaire est réglée, pourvu qu'ils aient la bonne volonté de sauter les stades intermédiaires et les compromis: comme il est convenu, s'ils « passent tel jour à l'attaque » et arrivent au pouvoir, le « communisme est instauré » le surlendemain. Si cela n'est pas possible tout de suite, alors nous ne sommes pas des communistes. Il est puéril et naïf d'ériger l'impatience en fondement de la conviction théorique!

---

[1] Un groupe de blanquistes, parmi lesquels figuraient Arnould, Vaillant et Cournet, quitta l'Internationale après le Congrès de La Haye en septembre 1872. Il publia ensuite à Londres une brochure intitulée *Internationale et Révolution. À propos du* congrès de La Haye, par des réfugiés de la Commune, ex-membres du Conseil général de l'International:* cf. réédition dans *Cahiers de l'Institut de science appliquée,* Série M, nº 7, août 1964, pp. 162-176.

Enfin, nos Trente-Trois sont des « révolutionnaires ». Comme on le sait, dans ce domaine, les bakounistes ont déjà battu tous les records possibles, pour ce qui est des formules creuses et enflées. Toutefois, les blanquistes se font un devoir de les surpasser encore. Et comment? Comme on le sait, tout le prolétariat socialiste - de Lisbonne et New York à Pest et Belgrade - a tout de suite assumé en bloc la responsabilité des actes de la Commune de Paris. Mais, ce n'est pas assez pour nos blanquistes:

« En ce qui nous concerne, nous revendiquons notre part de responsabilité dans les exécutions qui [sous la Commune] ont frappé les ennemis du peuple » [suit la liste des fusillés]; « nous revendiquons notre part de responsabilité dans les incendies qui ont anéanti les instruments de l'oppression monarchiste ou bourgeoise ou qui ont protégé les combattants ».

Dans toute révolution, il arrive inévitablement toutes sortes de bêtises, comme d'ailleurs dans toute autre période, et lorsqu'on a enfin de nouveau repris un peu son calme, on en vient nécessairement à la conclusion: Nous avons fait beaucoup de choses que nous eussions mieux fait de ne pas faire, et nous avons omis de faire beaucoup de choses que nous eussions dû faire, et c'est pour cela que nous avons essuyé un revers. Mais quel manque d'esprit critique que de sanctifier littéralement la Commune, de la déclarer infaillible, d'affirmer que chaque maison brûlée, chaque otage fusillé a subi, exactement et jusque dans le dernier détail, ce qui lui était dû. [1] Cela ne revient-il pas à affirmer que, durant la semaine de Mai, le peuple a fusillé exactement les gens qui devaient être fusillés - et pas plus et pas moins -, et qu'il a incendié exactement les bâtiments qu'il fallait, et pas plus et pas moins. Enfin, n'est-ce pas comme si l'on affirmait à propos de la première révolution française: tous ceux qui ont été guillotinés l'ont été à bon escient, aussi bien ceux que Robespierre a fait décapiter que ceux qui ont ensuite décapité Robespierre? Voilà les enfantillages auxquels aboutissent des gens, au fond tout à fait débonnaires, qui veulent faire un effet terrible!

Mais, il suffit! Malgré toutes les excentricités de réfugiés et toutes les tentatives - qui se changent en leur contraire - de vouloir faire apparaître Charles ou Édouard comme des terreurs, il y a incontestablement un progrès fondamental dans ce programme: c'est le premier manifeste, par lequel *des ouvriers français professent l'actuel communisme allemand.* [2] Qui plus est, des ouvriers de la tendance qui tient les Français pour le peuple élu de la révolution et Paris pour la Jérusalem révolutionnaire. C'est le mérite incontesté de *Vaillant - cosignataire* du programme et excellent connaisseur de la langue allemande et de notre littérature socialiste - que de les avoir amené à faire ce pas. Les ouvriers socialistes allemands, qui ont démontré qu'ils étaient totalement affranchis de tout chauvinisme national, peuvent considérer comme un symptôme de bon augure le fait que des ouvriers français adoptent des principes théoriques justes, bien qu'ils viennent d'Allemagne.

---

[1] Washburne avait, en fait, refusé d'intervenir auprès du gouvernement Thiers pour lui soumettre la proposition de la Commune, à savoir échanger le seul Blanqui contre l'archevêque Darboy et d'autres personnes prises en otage après que des Communards aient été fusillés. Après l'exécution de l'archevêque, Washburne utilisa hypocritement, dans ses articles et ses conférences, cette mesure prise par la Commune pour répondre au terrorisme des Versaillais, afin de salir les Communards. Marx traite de la question des otages dans son Adresse sur la Guerre civile en France, cf. p. 61 (Éd. Soc.).

[2] Marx et Engels attribuaient au prolétariat anglais l'apport économique au marxisme, au prolétariat français l'apport politique, et au prolétariat allemand l'apport théorique: d'où l'expression, nullement chauvine, de socialisme allemand. En d'autres termes, le côté fort du prolétariat français du siècle dernier était son génie des luttes politiques, et son côté faible la théorie et les luttes revendicatives économiques. Avec le développement historique, ces particularités doivent normalement s'atténuer.

MARX - ENGELS

Les prétendues scissions dans l'Internationale

Circulaire privée de l'A.I.T., rédigée au début de 1872.

Jusqu'à ce - jour, le Conseil général s'est imposé une réserve absolue quant aux luttes intérieures de l'Internationale et n'a jamais répondu publiquement aux attaques publiques, lancées durant plus de deux ans contre lui par des membres de l'Internationale.

Tant que ce ne sont que quelques intrigants qui persistent à entretenir à dessein une confusion entre l'Internationale et une société 150 qui, dès son origine, lui a été hostile, le Conseil général peut encore garder le silence, mais dès lors que la réaction européenne s'appuie sur les scandales provoqués par cette société au moment même où l'Internationale traverse sa crise la plus grave, il se voit contraint de faire l'historique de toutes ces intrigues.

Après la chute de la Commune de Paris, le premier acte du Conseil général fut de publier son manifeste sur la *Guerre civile en France,* dans lequel il se solidarisa avec tous les actes de la Commune, qui à ce moment précis servaient à la bourgeoisie, à la presse et aux gouvernements d'Europe à accabler sous les calomnies les plus infâmes les vaincus de Paris. Même une partie de la classe ouvrière n'avait pas encore compris que sa cause venait de subir un échec. Le Conseil en acquit une preuve, entre autres, par les démissions de deux de ses membres, les citoyens Odger et Lucraft, qui se désolidarisèrent d'avec ce Manifeste. On peut dire que l'unité des vues de la classe ouvrière sur les événements de Paris date de la publication de ce Manifeste dans tous les pays civilisés.

Par ailleurs, l'Internationale trouva un moyen de propagande des plus puissants dans la presse bourgeoise, notamment d'Angleterre, qui se vit contrainte par ce Manifeste à s'engager dans une polémique entretenue par les répliques du Conseil général.

L'arrivée à Londres de nombreux réfugiés de la Commune obligea le Conseil général à se constituer en Comité de secours et à exercer, durant plus de huit mois, cette fonction tout extérieure à ses attributions normales. Il va sans dire que les vaincus et les exilés de la Commune n'avaient rien à espérer de la bourgeoisie. D'autre part, les demandes de secours venaient à un moment difficile pour la classe ouvrière. La Suisse et la Belgique avaient déjà reçu leur contingent de réfugiés qu'elles devaient soutenir et aider à passer en Angleterre. Les sommes collectées en Allemagne, en Autriche et en Espagne étaient envoyées en Suisse. En Angleterre, c'était la grande lutte pour la journée de travail de neuf heures à Newcastle [1] et elle absorbait aussi bien les contributions individuelles des ouvriers que les fonds réunis par les syndicats, fonds qui, du reste, ne peuvent être affectés qu'aux luttes revendicatives.

---

[1] Les ouvriers anglais commencèrent la lutte pour la journée de travail à 9 heures dans les années 1860. En Mai 1871, les ouvriers du bâtiment et de la construction mécanique de Newcastle commencèrent une importante grève, dirigée pour la première fois par la Ligue en faveur de la journée de neuf heures, créée peu avant. La grève fut particulièrement dure, car la Ligue entraîna dans la lutte des ouvriers non syndiqués. Le président de la Ligue, John Burnett, s'adressa au Conseil général, lui demandant d'intervenir pour éviter que les patrons ne fassent venir des briseurs de grève de l'étranger. Le Conseil général envoya deux de ses membres - Eccarius et Cohn - sur le continent, afin d'y expliquer aux ouvriers le sens de la grève de Newcastle. Les patrons durent cesser l'importation de travailleurs étrangers pour briser la grève. En octobre 1871, la grève s'acheva par la victoire des ouvriers, dont la semaine de travail fut ramenée à 54 heures.

Cependant grâce à des démarches et des correspondances incessantes, le Conseil put réunir par petites sommes l'argent qu'il distribuait chaque semaine. Les ouvriers américains ont répondu le plus généreusement à son appel. Il est bien dommage que le Conseil n'ait pu disposer des millions que l'imagination terrifiée de la bourgeoisie voit magnanimement dans les coffres-forts de l'Internationale!

Après Mai 1871, un certain nombre de réfugiés de la Commune furent appelés à remplacer au Conseil l'élément français qui, par suite de la guerre, ne s'y trouvait plus *représenté. Parmi* les membres ainsi cooptés, il y avait d'anciens Internationaux et une majorité d'hommes connus pour leur *énergie révolu*tionnaire: leur élection fut un hommage rendu à la Commune de Paris.

Les *mesures répressives à* l'encontre de l'Internationale par le gouvernement bonapartiste avaient empêché la réunion du Congrès de l'Internationale à Paris, prescrite par le Congrès de Bâle. Usant du droit conféré par l'article 4 des Statuts, le Conseil général, dans sa circulaire du 12 juillet 1871, convoqua le Congrès à Mayence. [1] En même temps, le Conseil général adressa des lettres aux différentes fédérations afin de leur proposer le transfert du siège du Conseil général d'Angleterre en un autre pays et pour demander que les délégués soient pourvus de mandats impératifs sur *cette question*. Les Fédérations se déclarèrent à l'unanimité pour son maintien à Londres. La *guerre franco-allemande,* éclatant peu de jours après, rendit tout congrès impossible. C'est alors que les Fédérations consultées nous donnèrent le pouvoir de fixer la date du prochain Congrès selon les événements.

Dès que la situation parut le permettre, le Conseil général convoqua une Conférence restreinte, en s'appuyant sur les précédents de la Conférence de 1865 [2] et les séances administratives internes de chaque Congrès.

Un Congrès publie était impossible et n'eût fait que de dénoncer les délégués du continent. En effet, c'était le moment où la réaction européenne célébrait ses orgies: jules Favre demandait l'extradition des réfugiés comme criminels de droit commun à tous les gouvernements, même à celui de l'Angleterre; Dufaure proposait à l'Assemblée rurale une loi mettant l'Internationale hors la loi [3] et dont Malou servit aux *Belges une* contrefaçon hypocrite; en Suisse, un réfugié de la Commune fut arrêté préventivement, en attendant la décision du gouvernement fédéral sur la demande d'extradition, la chasse aux Internationaux était la base manifeste de l'alliance entre Beust et Bismarck, dont Victor-Emmanuel s'empressa d'adopter la clause dirigée contre l'Internationale, le gouvernement espagnol, se mettant entièrement à la disposition des bourreaux de Versailles, contraignit le Conseil fédéral de Madrid à chercher *refuge au* Portugal. Bref, c'était le moment où l'Internationale avait pour premier devoir de *resserrer son* organisation et de *relever le* gant jeté par les gouvernements.

---

[1] Le 17 mai 1870, le Conseil général décida de tenir son prochain Congrès à Mayence, et non à Paris. Le 12 juillet 1870, Marx proposa au Conseil général le programme du Congrès de Mayence. Celui-ci ne put se réunir du fait de la guerre.

[2] Au lieu de tenir son Congrès à Bruxelles, comme prévu, le Conseil général de l'A.I.T. décida, à la demande de Marx, de tenir une conférence à Londres du 25 au 29 septembre.

[3] Après la circulaire de Favre demandant à tous les gouvernements, par l'intermédiaire de la représentation diplomatique française, de procéder à l'extradition des réfugiés de la Commune, en mai 1871, Dufaure proposa à une commission spéciale de l'Assemblée nationale d'élaborer une loi prévoyant l'emprisonnement des personnes appartenant à l'Internationale. Cette loi fut adoptée le 14 mars 1872.

Toutes les sections en rapports réguliers avec le Conseil général furent convoquées en temps opportun à la Conférence qui, bien que n'étant pas un Congrès public, se heurta à de sérieuses difficultés. Il va sans dire que, dans l'état où elle se trouvait, la France ne pouvait élire de délégués. En Italie, la seule section, organisée alors, était celle de Naples: au moment de nommer un délégué, elle fut dissoute par la force armée. En Autriche et en Hongrie, les membres les plus actifs furent emprisonnés. En Allemagne, quelques-uns des *membres les* plus connus furent poursuivis pour crime de haute trahison, d'autres étaient en prison, et les moyens pécuniaires étaient absorbés par la nécessité de venir en aide à leurs familles. Les Américains, tout en adressant à la Conférence un mémoire détaillé sur la situation de l'Internationale dans leur pays *employèrent les* frais de délégation au soutien des réfugiés. Du reste, toutes les fédérations reconnurent la nécessité de substituer une Conférence restreinte au Congrès public.

Après avoir siégé à Londres du 17 au 23 septembre 1871, la Conférence laissa au Conseil général le soin de publier ses résolutions, de codifier les règlements administratifs et de les publier avec les Statuts généraux, revus et corrigés, en trois langues, d'exécuter la résolution substituant les timbres d'adhésion aux cartes de membres, de réorganiser l'Internationale en Angleterre, et enfin de subvenir aux dépenses nécessitées par ces divers travaux. Dès la publication des travaux de la Conférence, la presse réactionnaire, de Paris à Moscou, de Londres à New York, dénonça la résolution sur la politique de la classe ouvrière [1] comme renfermant des desseins si dangereux - le Times l'accusa « d'une audace froidement calculée - qu'il était urgent de mettre l'Internationale hors la loi. D'autre part, la résolution faisant justice des sections sectaires qui s'étaient glissées dans nos rangs 161 lut le prétexte pour la police internationale aux aguets de revendiquer bruyamment la liberté et l'autonomie des ouvriers, ses protégés, contre le despotisme avilissant du Conseil général et de la Conférence. La classe ouvrière se sentait si « gravement opprimée » que le Conseil général reçut d'Europe, d'Amérique, d'Australie et même des Indes orientales des adhésions et des avis de formation de nouvelles sections...

La première phase de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie se caractérise par la formation de sectes. Elles ont leur raison d'être à une époque où le prolétariat n'est pas encore assez développé pour agir en tant que classe. Çà et là des penseurs font la critique de la société et de ses antagonismes, et en donnent des solutions imaginaires que la masse des ouvriers n'a qu'à accepter, à propager et à mettre en pratique. De par leur nature, les sectes formées par ces initiateurs s'abstiennent de faire de la politique et sont étrangères à toute action pratique, aux grèves, aux coalitions, en un mot à tout mouvement d'ensemble. La grande masse des ouvriers reste toujours indifférente, voire hostile, à leur propagande. Les ouvriers de Paris et de Lyon ne voulaient pas plus des Saint-Simoniens, des Fouriéristes et des Icariens, que les chartistes et les trade-unionistes anglais ne voulaient des Owenites.

Or, ces sectes qui, à l'origine, représentaient les leviers du mouvement, lui font obstacle dès que le mouvement les dépasse. Elles deviennent alors réactionnaires, La preuve en est les sectes en France et en Angleterre, et récemment les Lassalliens en Allemagne qui, après avoir entravé pendant des années l'organisation du prolétariat, ont fini par devenir de purs et simples instruments de la police. En somme, elles représentent l'enfance du mouvement prolétarien, comme l'astrologie et l'alchimie sont l'enfance de la science. Pour que la fondation de l'Internationale fût possible, il fallait que le prolétariat eût dépassé cette phase.

[1] Il s'agit de la résolution IX de la Conférence de Londres de septembre 1871, cf. pp. 213-215.

En face des organisations fantaisistes et antagonistes des sectes, l'Internationale est l'organisation réelle et militante de la classe prolétaire dans tous les pays, liés les uns avec les autres, dans leur lutte commune contre les capitalistes, les propriétaires fonciers et leur pouvoir de classe organisé dans l'État. Aussi les statuts de l'Internationale ne connaissaient-ils que de simples sociétés « ouvrières » poursuivant toutes le même but et acceptant toutes le même programme qui se limite à tracer les grands traits du mouvement prolétarien et en laisse l'élaboration théorique à l'impulsion donnée par les nécessités de la lutte pratique, et à l'échange des idées qui se fait dans les sections, admettant indistinctement toutes les convictions sociales dans leurs organes et leurs Congrès.

De même que, dans toute nouvelle phase historique, les vieilles erreurs reparaissent un instant pour disparaître bientôt après, de même l'Internationale a vu renaître dans son sein des sections sectaires, quoique sous une forme peu accentuée.

Le fait même que l'Alliance considère comme un progrès immense la résurrection des sectes, est une preuve concluante que leur temps est dépassé. Car, tandis qu'à leur origine elles représentaient les éléments du progrès, le programme de l'Alliance - à la remorque d'un « Mahomet sans Coran » - ne représente qu'un ramassis d'idées d'outre-tombe, déguisées sous des phrases sonores, ne pouvant effrayer que des bourgeois idiots, ou servir de pièces à conviction contre les Internationaux aux procureurs bonapartistes ou autres... [*]

Depuis la chute de la Commune, les obstacles légaux n'ont fait que s'accroître dans divers pays: ils rendent encore plus indispensable l'intervention du Conseil général pour tenir les éléments douteux en dehors de l'Association. Tout dernièrement, les comités de France ont demandé que le Conseil général intervienne pour les débarrasser des mouchards; dans un autre grand pays (l'Autriche), les Internationaux l'ont requis de ne reconnaître aucune section n'étant fondée par ses mandataires directs ou par eux-mêmes. Ils motivaient leur demande par la nécessité d'éloigner aussi des agents provocateurs dont le zèle bruyant se manifestait par la formation rapide de sections d'un radicalisme sans pareil...

Si la guerre franco-allemande a eu pour effet pratique de créer la *désorganisation* des sections, en enrôlant un grand nombre d'ouvriers dans les deux armées, il n'en est pas moins vrai que la chute de l'Empire et la proclamation ouverte de la guerre de conquête de Bismarck provoquèrent en Allemagne et en Angleterre une lutte passionnée entre la bourgeoisie prenant parti pour *les* Prussiens et le prolétariat affirmant plus que jamais ses sentiments internationaux. Par cela même, l'Internationale devait gagner du terrain dans ces deux pays. En Amérique, le même fait produisit une scission dans l'immense émigration prolétaire allemande: le parti international se sépara nettement du parti chauviniste.

D'un autre côté, l'avènement de la Commune de Paris a donné un essor sans précédent au développement apparent de l'Internationale et à la revendication virile de ses principes par les sections de toutes nationalités - excepté cependant les jurassiens...

---

* Les documents policiers, publiés ces derniers temps sur *l'Internationale,* sans en excepter ni *la* circulaire de jules Favre aux puissances étrangères, ni le rapport du rural Sacaze sur le projet Dufaure, (1) fourmillent de citations empruntées aux pompeux manifestes de l'Alliance. La phraséologie de ces sectaires, dont tout le radicalisme est purement verbal, sert à merveille les desseins de la réaction (Note de Marx et d'Engels).

1 Après la circulaire de Favre demandant à tous les gouvernements, par l'intermédiaire de la représentation diplomatique française, de procéder à l'extradition des réfugiés de la Commune, en mai 1871, Dufaure proposa à une commission spéciale de l'Assemblée nationale d'élaborer une loi prévoyant l'emprisonnement des personnes appartenant à l'Internationale. Cette loi fut adoptée le 14 mars 1872.

MARX A SORGE

Londres, le 27 septembre 1873

Cher Sorge,

... Les conditions en Europe me donnent à penser qu'il est absolument nécessaire de faire passer pour le moment l'organisation formelle de l'Internationale à l'arrière-plan, en ayant soin cependant, si c'est possible, de ne pas lâcher le point central de New York simplement pour éviter que des idiots comme Perret ou des aventuriers comme Cluseret s'emparent de la direction et compromettent la cause. Les événements, l'inévitable évolution et enchaînement des choses pourvoiront d'eux-mêmes à une résurrection de l'Internationale sous une forme améliorée. En attendant, il suffit de ne pas laisser échapper des mains la liaison avec les meilleurs éléments dans les divers pays. Pour le reste, il ne faut pas se soucier le moins du monde des décisions locales de Genève: on peut les ignorer totalement. La seule bonne résolution qui y ait été prise - celle de remettre le Congrès à deux ans - facilite notre façon d'agir. Au reste, nous faisons totalement échec aux calculs des gouvernements du continent, qui veulent, utiliser le spectre de l'Internationale pour *engager une croisade réactionnaire,* les bourgeois tenant partout ce spectre pour heureusement enterré.

À propos: il faut absolument que vous nous renvoyiez le livre de comptes pour l'administration des fonds consacrés aux réfugiés de la Commune. Nous en avons absolument besoin pour nous justifier contre des insinuations calomnieuses. Ce livre n'a aucun lien avec les fonctions générales du Conseil général et, selon moi, il n'aurait jamais dû sortir de nos mains...

MARX À SORGE

Londres, le 4 août 1874

En Angleterre, l'Internationale est pour le moment pour ainsi dire morte. Le Conseil fédéral de, Londres n'a plus qu'une existence purement nominale, quoique quelques-uns de ses membres soient actifs individuellement. Le grand événement est ici le réveil des travailleurs agricoles [1]. L'échec de leurs premières tentatives n'est pas un malheur, *au contraire* (Fr). En ce qui concerne les ouvriers des villes, c'est bien dommage que tout le paquet des chefs ne soit pas entré au Parlement. C'est le moyen le plus sûr de se débarrasser de cette racaille.

---

[1] En mars 1872, le syndicat des ouvriers agricoles, récemment fondé, prit la tête d'une grève dans le comté de Warwickshire. Le mouvement s'étendit rapidement aux comtés voisins du centre et de l'est de l'Angleterre. Les syndicats des ouvriers de l'industrie soutinrent les grévistes et leur apportèrent une aide financière. Une demande accrue de main-d'œuvre dans l'industrie à la suite de l'essor de la production contribua en outre au succès de la grève des ouvriers agricoles. Cf. l'article d'Engels sur la *Grève des ouvriers agricoles anglais,* in Marx-Engels, *Les Syndicats,* Éd. Maspero, Paris, 1971.

En mai 1872, ce fut la création de la *National Agricultural Labourer's Union,* présidée par l'ouvrier Joseph Arch, qui regroupa environ 100 000 ouvriers agricoles. La lutte pour la diminution de la journée de travail et l'augmentation des salaires dura jusqu'en 1874 et s'acheva, dans plusieurs comtés, par la victoire des grévistes.

En France, nous assistons à l'organisation de syndicats ouvriers dans les différentes grandes villes, et ils correspondent entre eux. Ils se limitent à des questions *purement professionnelles,* et ils ne peuvent faire autrement, sinon ils seraient supprimés sans autre forme de procès. Les ouvriers se donnent ainsi en tout cas une sorte d'organisation, un point de ralliement pour le moment où une plus grande liberté de mouvement redeviendra possible...

Pour juger des conditions françaises, et spécialement parisiennes, il ne faut pas oublier que, à côté des autorités officielles de la police et de l'armée, il y a aussi l'action en secret d'une meute de chiens épauletiers bonapartistes, avec lesquels le grand républicain Thiers a formé les *Conseils de guerre* pour massacrer les communards. Ils constituent une sorte de tribunal terroriste secret, dont les mouchards sont partout et rendent peu sûrs les quartiers ouvriers de Paris.

ENGELS À SORGE

Londres, 12 septembre 1874

Avec ton départ, la *vieille* Internationale est complètement finie. [1] Et c'est une bonne chose. Elle appartenait à la période du Second Empire où l'oppression qui régnait dans toute l'Europe prescrivait au mouvement ouvrier qui était en train de se réveiller de s'unir et de s'abstenir de toute polémique interne. C'était le moment où les intérêts cosmopolites communs du prolétariat pouvaient passer au premier plan. L'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, le Danemark venaient à peine d'entrer dans le mouvement ou étaient en train d'y entrer. En 1864, la conscience théorique du mouvement était encore très confuse dans les masses d'Europe, c'est-à-dire dans la réalité le communisme allemand n'existait pas encore sous la forme d'un parti ouvrier, le proudhonisme était encore trop faible pour enfourcher ses marottes particulières, les dernières élucubrations de Bakounine n'avaient pas encore germé dans son esprit, même les chefs des syndicats anglais croyaient pouvoir entrer dans le mouvement sur la base du programme formulé dans les Considérants des statuts.

Le premier grand succès devait briser cette naïve collaboration de toutes les fractions. Ce succès fut la Commune qui intellectuellement était sans contredit fille de l'Internationale, bien que l'Internationale n'eût pas remué un doigt pour la faire, et de laquelle l'Internationale fut, dans cette mesure aussi, rendue responsable à juste titre. Lorsque la Commune fut devenue, grâce à la Commune, une puissance morale en Europe, ce fut le commencement des discordes. Chaque tendance voulut exploiter le succès a son profit, et ce fut l'inévitable dislocation. La jalousie envers la force croissante des seuls gens qui étaient réellement résolus à travailler sur le vieux programme général - les communistes allemands - poussa les proudhoniens belges dans les bras des aventuriers bakounistes.

Le Congrès de La Haye marqua effectivement la fin - et cela pour les deux partis. Le seul pays où il était encore possible de faire quelque chose au nom de l'Internationale était l'Amérique, et un heureux instinct y transféra la haute direction. Son prestige y est maintenant

---

[1] Le 14 août 1874, F.-A. Sorge, qui dirigeait le Conseil général de l'Internationale transféré à New York, annonça à Engels qu'il avait résilié ses fonctions de secrétaire général et quitté le Conseil général.

épuisé, et tout effort ultérieur pour y insuffler une vie nouvelle serait folie et gaspillage de force. L'Internationale a dominé dix années d'histoire européenne en l'orientant vers un côté - celui de l'avenir. Elle peut considérer le travail accompli avec fierté.

Quoi qu'il en soit, elle ne faisait que se survivre sous sa forme ancienne. Pour susciter une nouvelle Internationale du type de l'ancienne - une alliance de tous les partis prolétariens de tous les pays -, il faudrait un écrasement général du mouvement ouvrier tel qu'il avait régné de 1849 à 1864. Pour cela, le monde prolétarien est devenu trop vaste et trop profond. Je crois que la prochaine Internationale sera directement communiste et arborera d'emblée nos principes, lorsque les écrits de Marx auront produit leur effet durant quelques années...

L'émigration française est tout à fait divisée. Les émigrés se sont tous brouillés entre eux et avec tout le monde en plus, pour des *motifs purement personnels,* affaires d'argent presque toujours, et nous en sommes à peu près débarrassés. Ces gens veulent souvent vivre sans vraiment travailler, ils ont la tête pleine de prétendues inventions qui doivent produire des millions, pourvu qu'on les mette seulement en état d'exploiter ces inventions, ce qui demande simplement quelques livres sterling. Mais si l'on est assez naïf pour marcher, on est refait de son argent et pardessus le marché traité de bourgeois. Le Moussu s'est comporté le plus misérablement, se révélant à la fin comme un escroc. La vie de bohème menée durant la guerre, la Commune et l'exil a terriblement démoralisé ces gens, et seule l'amère nécessité peut refaire d'un bohème français un homme rangé. Par contre, la grande masse des ouvriers français, politiquement inconnus, a pour le moment laissé de côté la politique et a trouvé du travail ici.

Mes meilleures salutations.
Ton Fr. E.

ENGELS
À FLORENCE KELLEY-WISCHNEVETZKY

Londres, le 27 janvier 1887

... Lorsque Marx fonda l'Internationale, il rédigea les Statuts généraux de manière que tous les socialistes de la classe ouvrière de cette époque pussent y participer: Proudhoniens, Pierre Lerouxistes et même la partie la plus avancée des syndicats anglais. Ce n'est que par cette large base que l'Internationale est devenue ce qu'elle fut: le moyen de dissoudre et d'absorber progressivement ces petites sectes, à l'exception des anarchistes, dont la soudaine apparition dans les différents pays n'a été que la réaction violente de la bourgeoisie contre la Commune, et c'est pourquoi nous pouvions les laisser tranquillement décliner, ce qui arriva effectivement. Si, de 1864 à 1873, nous avions tenu à ne collaborer qu'avec ceux qui reconnaissaient ouvertement notre programme, où serions-nous aujourd'hui? Je pense que notre pratique a montré qu'il est possible de travailler avec le mouvement général de la classe ouvrière à chacune des diverses étapes, sans abandonner ni cacher notre propre position distincte, voire à notre organisation. Je crains que les Allemands d'Amérique commettraient une grave erreur, s'ils s'engageaient dans une autre voie...

La question de l'État

Retour à la table des matières

ENGELS À BEBEL

Londres, 16-18 mars 1875

[Le projet de programme de Gotha] a transformé le libre État populaire en État libre. Du point de vue grammatical, un État libre est celui *qui* est libre à l'égard de ses citoyens, autrement dit un État à gouvernement despotique. Il faudrait laisser tomber un tel bavardage sur l'État, *surtout après la Commune qui n'était plus un État au sens propre.* l'État populaire, les anarchistes nous l'ont assez jeté à la tête, bien que l'ouvrage de Marx contre Proudhon et ensuite le *Manifeste* disent expressément *qu'avec l'instauration du régime socialiste l'État se dissout de lui-même et finit par disparaître.*

L' « État » n'étant qu'une institution transitoire, dont on se sert dans la lutte durant la révolution pour réprimer de force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler de « libre État populaire ».

En effet, si le prolétariat a *besoin* de l'État, ce n'est point pour instaurer la liberté, mais pour réprimer ses adversaires, et sitôt qu'il pourra être question de liberté, l'État aura cessé d'exister en tant que tel. En conséquence, nous proposerions de mettre partout à la place du mot « État » le mot « communauté », *(Gemeinwesen),* excellent vieux mot allemand répondant fort bien au mot français « Commune »...

ENGELS À PH. VAN PATTEN

Londres, le 18 avril 1883

En réponse à votre lettre du 2 avril sur la position de Karl Marx vis-à-vis des anarchistes en général et de Johann Most en particulier, je serai concis et clair.

Depuis 1845, Marx et moi, nous avons pensé que *l'une des* conséquences finales de la future révolution prolétarienne sera l'extinction progressive des organisations politiques appelées du nom d'État. De tout temps, le but essentiel de cet organisme a été de maintenir et de garantir, par la violence armée, l'assujettissement économique de la majorité travailleuse par la stricte minorité fortunée. Avec la disparition de cette stricte minorité fortunée disparaît aussi la nécessité d'un pouvoir armé d'oppression, ou État. Mais, en même temps, nous avons

toujours pensé que, pour parvenir à ce résultat et à d'autres, bien plus importants encore de la future révolution sociale, la classe ouvrière devait d'abord s'emparer du pouvoir politique de l'État, afin d'écraser grâce à lui la résistance de la classe capitaliste et de réorganiser les structures sociales. C'est ce que l'on peut lire déjà dans le *Manifeste communiste de* 1847, chapitre II, fin. [1] (104)

Les anarchistes mettent les choses sens dessus dessous. Ils déclarent que la révolution prolétarienne doit *commencer* en abolissant l'organisation politique de l'État. Or, la seule organisation dont le prolétariat dispose après sa victoire, c'est précisément l'État. Certes, cet État doit subir des changements très considérables avant de pouvoir remplir ses nouvelles fonctions. Mais, le détruire à ce moment, ce serait détruire le seul organisme grâce auquel le prolétariat victorieux puisse précisément faire valoir la domination qu'il vient de conquérir, écraser ses adversaires capitalistes et entreprendre la révolution économique de la société, faute de quoi toute victoire devra s'achever par une nouvelle défaite et par un massacre général des ouvriers, *comme ce fut le cas de la Commune de Paris.*

Faut-il que je vous donne expressément l'assurance que Marx s'est opposé à cette stupidité anarchiste dès l'instant où elle lui apparut sous la forme que lui donne actuellement Bakounine? Toute l'histoire interne de l'Association internationale des travailleurs en témoigne. Les anarchistes tentent depuis 1867 avec les procédés les plus infâmes de s'emparer de la direction de l'Internationale, et Marx fut l'obstacle principal à leur projet. Le résultat d'une lutte de cinq ans, ce fut, au Congrès de La Haye en septembre 1872, l'exclusion des anarchistes de l'Internationale, et l'homme qui fit le plus pour obtenir cette exclusion, ce fut Marx. A ce propos, notre vieil ami, F.A. Sorge de Hoboken, qui y assista en tant que délégué, peut vous fournir des détails, si vous le souhaitez...

ENGELS À Ed. BERNSTEIN

Eastbourne, 17 août 1883

... Dans la lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie, la monarchie bonapartiste (dont Marx a défini les caractéristiques dans le 18-Brumaire, et moi-même dans la Question du logement Il, etc) joue un rôle semblable à celui de la monarchie absolue dans la lutte entre

[1] Dans sa première ébauche de l'Adresse sur la guerre civile, Marx écrit a ce propos: « Sur la base existante de son organisation militaire, Paris édifia une fédération politique, selon un plan très simple. Elle consistait en une association de toute la Garde nationale, unie en toutes ses parties par les délégués de chaque compagnie, désignant à leur tour les délégués de bataillons, qui, à leur tour, désignaient des délégués généraux, les généraux de légion - chacun d'eux devant représenter un arrondissement et coopérer avec les délégués des 19 autres arrondissements. Ces 20 délégués, élus à la majorité par les bataillons de la Garde nationale, composaient le Comité central, qui, le 18 mars, prit l'initiative de la plus grande révolution de notre siècle... » (cf. Éd. Soc., p. 209).

La forme prise dès le début par la Commune confirme ainsi les idées de Marx et d'Engels sur la dictature du prolétariat, dont l'État est une superstructure de force, violence concentrée de la classe au pouvoir: « La révolution tout court - c'est-à-dire le renversement du pouvoir existant et la désagrégation des anciens rapports sociaux - est un acte politique. Le socialisme ne peut se réaliser sans cette révolution. Il lui faut cet acte politique dans la mesure où il a besoin de détruire et de dissoudre. Mais le socialisme repousse l'enveloppe politique là où commence son activité organisatrice, là où il poursuit son but à lui, là où il est lui-même. » (Marx, le 10 août 1844, in Écrits militaires, p. 175-176). La Commune représentant tout cela, n'est donc plus un État au sens propre, cf. Engels à Bebel, 16-18 mars 1875.

forces féodales et bourgeoisie. Or, ce combat ne peut être livré jusqu'au bout sous l'ancienne monarchie absolue. mais seulement sous la monarchie constitutionnelle (Angleterre, France de 1789-1792 et 1815-1830). De même, en ce qui concerne le combat entre bourgeoisie et prolétariat, c'est sous la République qu'il est mené à son terme. Comme des conditions favorables et les traditions révolutionnaires ont contribué à ce que les Français renversent le bonapartisme et instaurent la république bourgeoise, ils possèdent déjà la forme où le combat doit être mené jusqu'à son terme. Ils ont donc un avantage sur nous qui sommes embourbés dans un mélange de semi-féodalisme et de bonapartisme, puisque nous avons a conquérir la forme où se déroulera la lutte finale. Bref, du point de vue politique, ils nous devancent de toute une étape. Une restauration monarchiste aurait pour conséquence de remettre à l'ordre du jour la lutte pour la restauration de la république bourgeoise, tandis que la poursuite de la république signifie une exacerbation croissante de la lutte de classe directe et non dissimulée. En conséquence, le premier résultat immédiat de la révolution, pour ce qui est de la forme, peut et doit être chez nous, la république bourgeoise [1]. Mais, ce ne peut être alors qu'un bref point de passage, étant donné que nous avons la chance de ne pas avoir un parti bourgeois purement républicain. La république bourgeoise, ayant à sa tête le parti du progrès peut-être, nous servira d'abord à conquérir la grande masse des ouvriers pour le socialisme révolutionnaire. C'est ce qui se règle en un an ou deux, tous les partis de milieu encore

---

[1] La domination économique de la bourgeoisie se complète par une domination politique, qui étend le règne de la bourgeoisie à toute la nation et à toutes les activités. Les superstructures de l'État bourgeois ont un caractère à la fois historique et économique: « La violence (c'est-à-dire le pouvoir étatique) est elle aussi une puissance économique », écrit Engels à Schmidt, le 27 octobre 1890.

La bourgeoisie n'est pleinement développée qu'à partir du moment où elle ne domine pas seulement la production sociale, mais a écarté du pouvoir les classes féodales ou a cessé de partager le pouvoir avec elles, autrement dit lorsqu'elle a instauré la République. Mais le mot de République prête à confusion. De nos jours, la bourgeoisie anglaise domine parfaitement avec la monarchie constitutionnelle et gouverne sans partage. Mais tant que l'État bourgeois n'a pas atteint son plein épanouissement, Marx et Engels admettaient que le prolétariat puisse utiliser l'État faiblement développé de la bourgeoisie, « le mouvement républicain ne peut se développer sans transcroître en mouvement de la classe ouvrière » (cf. *supra, p. 104).* Autrement dit, il était possible d'aménager l'État bourgeois peu développé, en le modifiant dans le sens des intérêts ouvriers, en dictature du prolétariat. C'est dire qu'il était possible de prendre pacifiquement le pouvoir. Cette hypothèse historique ne s'est pas vérifiée, et partout, il faut maintenant commencer à briser par la violence l'appareil d'État bourgeois, comme l'a enseigné la Commune. Lénine en explique les raisons: « la dictature révolutionnaire du prolétariat, c'est la *violence* exercée contre la bourgeoisie; et cette violence est nécessitée *surtout,* comme Marx et Engels l'ont expliqué maintes fois et de la façon la plus explicite (notamment dans *la Guerre civile en France* et dans la préface de cet ouvrage), par l'existence du *militarisme* et de la *bureaucratie.* Or, ce sont justement ces institutions, justement en Angleterre et en Amérique, qui, justement dans les années 70, époque à laquelle Marx fit sa remarque, *n'existaient pas.* Maintenant, elles *existent* et en Angleterre et en Amérique. Cf. *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky,* in V. Lénine, *la Commune de Paris,* p. 100. En effet, dans un discours tenu après le Congrès de La Haye en Septembre 1872, Marx avait fait la remarque qu'il était *possible* de prendre le pouvoir pacifiquement en Hollande, Angleterre, etc.

La lutte contre le fascisme a été faussée, en Italie et en Allemagne, par l'idée qu'il fallait défendre la démocratie bourgeoise, en s'alliant avec les sociaux-démocrates (qui avaient pourtant assassiné Rosa Luxembourg et Liebknecht) ainsi que les démocrates et républicains bourgeois ou petits-bourgeois, qui furent en réalité les complices - conscients ou inconscients - du fascisme: sur une base aussi erronée, la lutte des communistes fut impuissante à empêcher l'avènement des régimes fascistes. Pour la définition de la stratégie de lutte efficace contre le fascisme, cf. *Communisme et fascisme,* Éditions « Programme communiste », 1970, p. 35-158. La préface à ce choix de textes des années 20 est erronée, car elle cite pêle-mêle des déclarations et actes de la droite du centre et de la gauche du parti communiste allemand, dont elle exagère l'incohérence, tandis qu'elle présente l'attitude du parti communiste italien comme infiniment plus cohérente en ne citant que des textes de la Gauche. Cette introduction dénigre ainsi systématiquement les camarades et les ouvriers allemands, qui luttèrent les armes à la main et furent soumis a une forte pression idéologique extérieure (Zinoviev, Radek, Staline, etc.) qui changea sans arrêt la direction du parti communiste allemand, en même temps que sa politique et sa stratégie: cf. Trotsky, *l'Internationale communiste après Lénine,* Paris, P.U.F. 1969, 2 vol.

possibles sans nous s'usant et se ruinant eux-mêmes pendant ce laps de temps. C'est alors seulement que ce sera notre tour, et avec succès. La grande erreur des Allemands, c'est de se représenter la révolution comme quelque chose qui se règle en une nuit [1]. En fait, c'est un processus de développement des masses dans des conditions accélérées, processus s'étendant sur des années. Chacune des révolutions qui s'est faite en une nuit (1830) s'est bornée à éliminer une réaction d'emblée sans espoir ou a conduit directement au contraire de ce qu'elle s'efforçait de réaliser (cf, 1848, France).

Votre F.E.

ENGELS A Ed. BERNSTEIN

Londres, le 1er janvier 1894

... En ce qui concerne votre question sur le passage de la Préface du Manifeste se référant à la Guerre civile en France [*], vous serez sans doute d'accord avec la réponse que j'en donne dans ma préface de Mars 1891. [2] (165) Je vous en envoie un exemplaire pour le cas où vous n'en auriez pas. Il s'agit tout simplement de prouver que le prolétariat victorieux doit commencer par donner une forme nouvelle à l'ancien État et administration bureaucratiques et centralisés, avant de pouvoir utiliser l'État à ses fins. À l'inverse. depuis 1848 *toits* les bourgeois républicains, si violemment aient-ils attaqués cette machine, tant qu'ils étaient dans l'opposition - ont, sitôt qu'ils sont parvenus au gouvernement, repris sans aucun changement cette machine pour l'utiliser, soit contre la réaction, soit le plus souvent contre le prolétariat.

---

1 Cf. la traduction française in la Guerre civile en France. 1871, op. cit., p. 291-302.

* Cf. plus haut à la « Préface de 1872 au Manifeste Communiste » où Marx et Engels affirment que l'une des leçons essentielles de la Commune a été qu'on ne peut utiliser l'appareil d'État *bourgeois:* il faut le briser et créer un État prolétarien pour faire des transformations socialistes. Cela exclut la participation de communistes marxistes à un gouvernement bourgeois. Engels le dit expressément, et ce dans deux hypothèses: 1° en cas de victoire de la démocratie dans la révolution: « Après la victoire commune, on pourrait nous offrir quelques sièges au gouvernement - mais TOUJOURS en minorité. Cela est le plus grand danger. Après Février 1848, les démocrates socialistes français (« Réforme », Ledru-Rollin, L. Blanc, Flocon, etc.) ont commis la faute d'accepter de pareils sièges. Minorité au gouvernement des républicains purs (« National », Marrast, Bastide, Marie), ils ont partagé volontairement la responsabilité de toutes les infamies votées et commises par la majorité, de toutes les trahisons de la classe ouvrière à l'intérieur. Et pendant que tout cela se passait, la classe ouvrière était paralysée par la présence au gouvernement de ces messieurs, qui prétendaient l'y représenter. » Engels, à F. Turati, le 26 janvier 1894 ;

2° En cas de victoire électorale des seuls socialistes: « Avant tout, je n'ai pas dit que « le parti socialiste obtiendra la majorité et prendra ensuite le pouvoir ». J'ai dit expressément, au contraire, qu'il y a dix probabilités contre une que ceux qui sont au pouvoir utiliseront auparavant la force contre nous; cela nous ramènerait du terrain de la majorité sur celui de la révolution. » Fr. Engels, à G. Bosio, le 6 février 1892.

2 Marx estimait que la Commune était fort éloignée d'introduire le socialisme en France. En fait, elle inaugurait une longue phase de dictature du prolétariat et de luttes de classes farouches: telle était aussi la conception de Lénine pour lequel la révolution russe était le premier acte de la révolution mondiale, contrairement à Staline qui y vit le moyen de construire, dans un seul pays, le socialisme, au sens économique et social. Dans sa première ébauche de la Guerre civile en France, Marx écrit: « La Commune ne supprime pas les luttes de classes, par lesquelles la classe ouvrière s'efforce d'abolir toutes les classes et, par suite, toute domination de classe.... mais elle crée l'ambiance rationnelle dans laquelle cette lutte de classe peut passer par ses différentes phases de la façon la plus rationnelle et la plus humaine. Elle peut être - le point de départ de réactions violentes et, de révolutions tout aussi violentes » (op. cit., pp. 215-216).

Si, dans *la Guerre civile en France 1871* nous avons porté au compte de la Commune des plans plus ou moins conscients, alors que ses tendances lui étaient plus ou moins inconscientes, ce n'est pas seulement parce que les circonstances le justifiaient, mais encore parce que c'est ainsi qu'il faut procéder. Les Russes ont fait preuve d'un grand bon sens, en mettant ce passage de la *Guerre civile* en annexe à leur traduction du *Manifeste. Si* le cours des choses n'avait pas été aussi rapide, on aurait pu faire davantage encore à l'époque...

ENGELS À BERNSTEIN

Londres, le 14 mars 1884

Cette notion de *démocratie* change avec chaque *demos* (peuple) donné à chaque fois, et ne nous fait donc pas avancer d'un pas. Ce qu'il y avait à dire, à mon avis, c'est que le prolétariat a besoin de formes démocratiques pour s'emparer du pouvoir politique, mais comme toutes les formes politiques, elles ne sont que des moyens. Cependant, si l'on veut aujourd'hui, en Allemagne, la démocratie comme *but il* faut s'appuyer sur les paysans et les petits bourgeois, autrement dit des classes en voie de disparition, c'est-à-dire réactionnaires, par rapport au prolétariat, si l'on veut les maintenir artificiellement. En outre, il ne faut pas oublier que la forme *conséquente* de la domination bourgeoise est précisément la république démocratique, devenue trop risquée à la suite du développement déjà atteint par le prolétariat, mais qui reste une forme encore possible de la domination bourgeoise pure, comme le montrent la France et les États-Unis.

Le principe du libéralisme comme « un état de choses déjà atteint historiquement » n'est en fait qu'une inconséquence. La monarchie constitutionnelle libérale est une forme adéquate de la domination bourgeoise: 1° au début, lorsque la bourgeoisie n'a pas encore réglé complètement ses comptes avec la monarchie absolue; 2° à la fin, lorsque le prolétariat rend déjà trop risquée la république démocratique. Quoi qu'il en soit, la république démocratique restera toujours la forme *ultime* de la domination bourgeoise, forme dans laquelle elle crèvera. Mais, il suffit sur cette salade.

Nim me prie de te saluer. Je n'ai pas vu Tussy hier.

Ton F.E.

ENGELS À A. BEBEL

Londres, le 6 juin 1884

Nous ne pouvons détourner les masses des partis libéraux, tant que ceux-ci n'ont pas eu l'occasion de se ridiculiser dans la pratique, en arrivant au pouvoir et en démontrant qu'ils sont des incapables. Nous sommes toujours, comme en 1848, l'opposition de l'avenir et nous devons donc avoir au gouvernement le plus extrême des partis actuels avant que nous puissions devenir vis-à-vis de lui l'opposition actuelle. La stagnation politique c'est-à-dire la lutte sans effet ni but des partis officiels telle qu'elle se pratique à l'heure actuelle - ne *peut pas*

nous *servir* à *la* longue, comme le ferait un combat progressif de ces partis tendant au fur et à mesure à un glissement vers la gauche. C'est ce qui se produit en France, où la lutte politique se déroule comme toujours sous forme classique. Les gouvernements qui se succèdent sont de plus en plus orientés à gauche; le ministère Clemenceau est déjà en vue, et ce ne sera pas le ministère de la bourgeoisie extrême. À chaque glissement à gauche, des concessions tombent en partage aux ouvriers (voir la dernière grève de Decazeville où, pour la première fois, la *soldatesque n'est pas intervenue).* Ce qui importe avant tout, c'est que le champ soit de plus en plus net pour la bataille décisive et la position des partis claire et pure. Dans cette évolution lente, mais irrésistible de la république française, je tiens pour inévitable ce résultat final: opposition *entre les* bourgeois radicaux jouant aux socialistes et les ouvriers vraiment révolutionnaires. *Ce* sera l'un des événements les plus importants, et j'espère qu'il ne sera pas interrompu. Je me réjouis de ce que nos gens ne soient pas encore assez forts à Paris (et ils le sont d'autant plus en province) pour se laisser aller à des putschs, par la force du verbe révolutionnaire.

Évidemment, dans la confuse Allemagne, l'évolution ne se poursuit pas d'une manière aussi classiquement pure qu'en France. Elle a trop de retard pour cela, nous n'arrivons à ce stade que quand les autres l'ont déjà dépassé. Mais, en dépit de la mesquinerie de nos partis officiels, la vie politique, quelle qu'elle soit, nous est bien plus favorable que l'actuel désert politique où ne joue que le faisceau des intrigues de politique extérieure...

Londres, le 11 décembre 1884

... Pour ce qui est de la démocratie pure et de son rôle à l'avenir, je ne partage pas ton opinion. Il est évident qu'en Allemagne, elle jouera un rôle bien plus insignifiant que dans les pays de développement industriel plus ancien. Mais, cela n'empêche pas qu'elle acquerra, au moment de la révolution, une importance momentanée en tant que *parti bour*geois extrême: c'est ce qui s'est déjà passé en 1849 à Francfort, du fait qu'elle représentait la dernière bouée de sauvetage de toute l'économie bourgeoise et même féodale. À ce moment, toute la masse des réactionnaires se range derrière lui et le renforce: tout ce qui est réactionnaire se dorme alors des allures démocratiques. De mars à septembre 1848, toute la masse féodale et bureaucratique renforça ainsi les libéraux, afin de mater les masses révolutionnaires et, le coup réussi, les libéraux furent éconduits à coups de pied, comme il fallait s'y attendre. C'est ainsi qu'en France, de mai 1848 aux élections de Bonaparte en décembre, ce fut le parti républicain pur du *National,* le parti le plus faible de tous, qui régna du simple fait qu'il avait derrière lui toute la masse organisée de la réaction.

C'est ce qui s'est passé à chaque révolution: le parti le plus bénin qui puisse encore régner, arrive au pouvoir, simplement parce que le vaincu voit en lui la dernière chance de salut. Or, on ne peut pas s'attendre à ce qu'au moment de la crise, nous ayons derrière nous la majorité des électeurs, c'est-à-dire de la nation. Toute la classe bourgeoise et les vestiges des classes féodales possédantes, une grande partie de la petite-bourgeoisie et de la population des campagnes se rangeront alors derrière le parti bourgeois extrême qui se donnera des allures révolutionnaires extrémistes, et je tiens pour très possible qu'il soit représenté dans le gouvernement provisoire, voire qu'il en forme Lin moment la majorité. La minorité social-démocrate du gouvernement parisien de Février a montré comment il ne fallait pas agir lorsqu'on est en majorité. Cependant, pour l'heure, c'est une question encore académique.

Néanmoins, les événements peuvent se dérouler tout autrement en Allemagne, et ce sont pour des raisons militaires. Dans l'état actuel des choses, l'impulsion, si elle vient de l'extérieur, ne peut venir que de Russie; mais si elle vient de l'Allemagne elle-même, la révolution ne peut alors partir que de l'armée. Un peuple sans armes contre une armée moderne est, du point de vue militaire, une grandeur purement évanescente. Dans ce cas,. nos réservistes de 20 à 25 ans, qui ne votent pas mais qui sont exercés dans le maniement des armes, entreraient en action, et la démocratie pure pourrait être sautée. Mais, présentement, cette question est également académique, bien que je sois obligé de l'envisager, étant pour ainsi dire le représentant du Grand Quartier général du Parti. En tout cas, notre seul ennemi, le jour de la crise et le lendemain, ce sera *l'ensemble de la réaction groupée autour de la démocratie pure,* et cela, me semble-t-il, ne doit pas être perdu de vue...

MARX À F. DOMELA NIEUWENHUIS

Londres, le 22 février 1881

A propos du prochain Congrès de Zurich, la question que vous me posez [sur les mesures législatives à prendre en vue d'assurer la victoire du socialisme en cas d'arrivée au pouvoir des socialistes] me semble des plus maladroites. Ce qu'il faut faire *immédiatement* à un moment bien déterminé de l'avenir dépend naturellement tout à fait des circonstances historiques dans lesquelles il faut agir. Votre question se pose au pays des nuages et représente donc pratiquement un problème fantasmagorique, auquel on ne peut répondre qu'en faisant la cri*tique de la question elle-même. Nous* ne pouvons résoudre une équation que si elle inclut déjà dans ses données les éléments de sa solution.

Au demeurant, l'embarras dans lequel se trouve un gouvernement subitement formé à la suite d'une victoire populaire n'a rien de spécifiquement « socialiste ». Au contraire. Les politiciens bourgeois victorieux se sentent aussitôt gênés par leur « victoire », quant aux socialistes, ils peuvent au moins intervenir sans se gêner et, vous pouvez être sûr d'une chose: un gouvernement socialiste n'arriverait jamais au pouvoir si les conditions n'étaient pas développées au point qu'il puisse avant toute chose prendre les mesures nécessaires à intimider la masse des bourgeois de sorte qu'il conquiert ce dont il a le plus besoin: du temps pour une action durable.

Vous me renverrez peut-être à la Commune de Paris. Mais, abstraction faite de ce qu'il s'agissait d'un simple soulèvement d'une ville dans des conditions exceptionnelles, la majorité de la Commune n'était pas socialiste, et ne pouvait pas l'être. [1] Avec une faible dose de bon sens, elle aurait pu néanmoins obtenir avec Versailles un compromis utile à toute la masse du peuple, seule chose qu'il était possible d'atteindre à ce moment-là. En mettant simplement la

---

[1] Marx fait allusion à l'intrusion d'éléments douteux et de traîtres dans le Comité central de la Garde nationale parisienne, qui comprenait des blanquistes, des néo-jacobins, des proudhoniens, etc. La composition disparate de ce Conseil fut à l'origine d'hésitations, de mollesse et de diverses erreurs (par exemple: ne pas attaquer Versailles, au moment où la réaction ne s'y était pas encore organisée, etc.). Marx attribue ici ces erreurs à la doctrine proudhonienne de l'abstention en matière politique: on notera que Tolain, proudhonien de droite, ne craignit pas de siéger dans l'Assemblée versaillaise. La Commune, élue le 26 mars, fut encore plus disparate, et prit encore moins d'initiatives, cf. notes nos 104 et 105.

main sur la Banque de France, elle aurait pu effrayer les Versaillais et mettre fin à leurs fanfaronnades.

Les revendications générales de la bourgeoisie française avant 1789 étaient à peu près établies - *mutatis mutandis* - comme le sont de nos jours toutes les mesures à prendre uniformément par le prolétariat dans tous les pays à production capitaliste, Mais, la façon dont les revendications de la bourgeoisie française ont été appliquées, un quelconque Français du XVIIIe siècle en avait-il la moindre idée a *priori?* L'anticipation doctrinaire et nécessairement fantasmagorique du programme d'action d'une révolution future ne ferait que dévoyer la lutte présente. Le rêve de la ruine tout à fait imminente du régime enflammait les Chrétiens primitifs dans leur lutte contre l'Empire romain et leur donnait la certitude de vaincre. La compréhension scientifique de la dissolution inéluctable et toujours plus grave sous nos yeux de l'ordre social dominant et les masses poussées à coups de fouet à la passion révolutionnaire par les vieux simulacres de gouvernements, en même temps que par le prodigieux développement positif de moyens de production, tout cela suffit à garantir qu'au moment où éclatera une véritable révolution prolétarienne, nous aurons également les conditions de leur *modus operandi* immédiat, qui ne s'avérera certainement pas idyllique.

Je suis convaincu que la conjoncture de crise n'existe pas encore pour une nouvelle Association internationale des travailleurs. En conséquence, je considère que tous les congrès ouvriers ou socialistes - pour autant qu'ils ne se préoccupent pas des conditions données immédiates de telle ou telle nation - ne sont pas seulement inutiles, mais encore nuisibles. Ils se perdront toujours en fumée, en rabâchant mille fois des généralités banales.

Amicalement
votre dévoué Karl Marx

ENGELS À J. MESA

Londres, le 24 mars 1891

Mon cher Mesa,

Nous avons été très heureux d'apprendre, par votre lettre du 2 courant, la publication imminente de votre traduction espagnole de la *Misère de* la *Philosophie* de Marx. Il va sans dire que nous nous associons avec empressement à cette œuvre qui ne manquera pas de produire un effet des plus favorables sur le développement du socialisme en Espagne.

La théorie proudhonienne, démolie dans ses bases par le livre de Marx, a certainement été balayée de la surface depuis la chute de la Commune de Paris. Mais, elle forme toujours le grand arsenal dans lequel les bourgeois radicaux pseudo-socialistes d'Europe occidentale puisent les formules propres à endormir les ouvriers. Or, comme les ouvriers de ces mêmes pays ont hérité, de leurs devanciers, de semblables phrases proudhoniennes, il arrive que, chez beaucoup d'entre eux, la phraséologie des radicaux trouve encore un écho. C'est le cas en France, où les seuls proudhoniens qu'il y ait encore, sont les bourgeois radicaux soi-disant socialistes. Et si je ne m'abuse, vous en avez aussi, dans vos Cortès et dans votre presse, de ces républicains qui se prétendent socialistes, parce qu'ils voient dans les idées

proudhoniennes un moyen plausible tout trouvé d'opposer au vrai socialisme, expression rationnelle et concise des aspirations du prolétariat, un socialisme bourgeois et de faux aloi.

Salut fraternel
Fr. Engels

ENGELS A N. F. DANIELSON

Londres, le 17 octobre 1893

... Si l'Europe occidentale avait été pour une telle révolution (socialiste) entre 1860-1870, si un tel bouleversement social avait été *entrepris à* ce moment en Angleterre, France, etc., alors c'eût été aux Russes de montrer ce qu'ils auraient pu faire de leurs communautés (agraires), [1] qui étaient *encore plus* ou moins intactes. Or, l'Occident resta immobile. Aucune révolution de ce genre n'ayant été entreprise, le capitalisme s'y développa au contraire à un rythme accéléré. Ainsi donc, comme il était manifestement impossible de hausser les communautés à une forme de production dont elles étaient séparées par une série de stades historiques, il ne leur *reste plus* qu'à se *développer de* manière capitaliste, ce qui me semble-t-il, est leur *seule évolution* possible...

ENGELS À LAFARGUE

[Reproduite dans *le Socialiste, le 24* novembre 1900]

« Ah, mais nous avons la république en France », nous diront les ex-radicaux, « chez nous, c'est autre chose. Nous pouvons utiliser le *gouvernement pour* des *mesures* socialistes! » [2]

---

1 Dans une lettre du 8 mars 1881 à Véra Zassoulitch, Marx expliquait que le passage par le capitalisme *n'était une fatalité que pour les pays d'Europe occidentale.* Les autres pays - et notamment la Russie - eussent pu, *en théorie,* sauter la phase capitaliste pour arriver directement au socialisme, si la révolution socialiste s'était réalisée en Europe occidentale, de sorte qu'elle aurait apporté son aide technique, fraternelle aux pays non encore développés, Cf. l'article *Marx et la Russie* et *Lettres de Marx à Véra Zassoulitch,* in *l'Homme et la Société,* nº 5, pp. 149-180.
L'échec de la Commune aura donc eu pour conséquence de forcer la Russie à passer par l'enfer capitaliste; les communautés rurales, au lieu de pouvoir se transformer en unités de production socialistes, étant condamnées à prendre des formes plus ou moins capitalistes d'oppression de la masse paysanne russe.

2 Vers la fin de 1893, les députés marxistes de la Chambre française se trouvèrent subitement débordés par l'arrivée du groupe Millerand-Jaurès, transfuges du groupe radical. Les millerandistes (qui furent pour la participation au gouvernement bourgeois et furent durement fustigés par Engels et Lénine) eurent la majorité absolue dans le groupe socialiste et prirent la tête du seul quotidien « socialiste ». Outre les 12 marxistes, le groupe socialiste comptait aussi 3 ou 4 allemanistes, 2 broussistes et 4 ou 6 blanquistes contre environ 30 millerandistes. Cf. la lettre de Fr. Engels à Sorge, 30 décembre 1893, in *Correspondance Fr. EngelsK. Marx et divers,* publiée par F.-A. Sorge, Éditions Costes, 2 vol., 1950, tome Il, pp. 307-311. Comme on le voit, l'idée de la participation de socialistes ou de communistes à un gouvernement bourgeois est étrangère à

La république, vis-à-vis du prolétariat, ne diffère de la monarchie qu'en ceci *qu'elle est* la forme politique *toute faite* pour la domination future du prolétariat. Vous avez sur nous l'avantage de l'avoir là; nous autres, nous *devrons perdre vingt-quatre heures pour la faire.*

Mais la république, comme toute autre forme de gouvernement, est déterminée par ce qu'elle contient; tant qu'elle est la forme de la démocratie *bourgeoise,* elle nous est tout aussi hostile que n'importe quelle monarchie (sauf les formes de cette hostilité). C'est donc une illusion toute gratuite que de la prendre pour une forme socialiste par son essence; que de lui confier, tant *qu'elle est* dominée par la bourgeoisie, des missions socialistes. Nous pourrons lui arracher des concessions, mais jamais la charger de l'exécution de notre besogne à nous. Encore si nous pouvions la contrôler par une minorité assez forte pour *qu'elle pût* se changer en majorité d'un jour à l'autre...

Londres, le 3 avril 1895

Llebknecht vient de me jouer un vilain tour. * Il a pris de mon introduction aux articles de Marx sur la France de 1848-1850 tout ce qui a pu lui servir pour soutenir la tactique, à *tout prix paisible et anti-violente,* qu'il lui plaît de prêcher depuis quelque temps, surtout en ce moment où on prépare des lois *coercitives à* Berlin. Mais cette tactique, je ne la prêche que pour *l'Allemagne d'aujourd'hui* et encore *sous bonne réserve.* Pour la France, la Belgique, l'Italie, l'Autriche, *cette tactique* ne saurait être suivie dans son ensemble, et pour *l'Allemagne elle* pourra devenir inapplicable demain...

F. E.

ENGELS À RICHARD FISCHER

Londres, le 8 mars 1895

Cher Fischer,

J'ai tenu compte autant qu'il était possible de vos préoccupations, bien que, avec la *meilleure volonté, j*e ne comprenne pas pourquoi vos réticences commencent à la moitié. * Je ne peux tout de même pas admettre que vous ayiez l'intention de prescrire, de tout votre corps et de toute votre âme, la légalité absolue, la légalité en toutes circonstances, la légalité même vis-à-vis de ceux qui frisent la légalité, bref la politique qui consiste à tendre la joue gauche à celui qui vous a frappé la joue droite. Dans le *Vorwärts,* toutefois, certains prêchent parfois la révolution, avec la même énergie que d'autres la repoussent, comme cela se faisait autrefois et se fera peut-être encore à l'avenir. Mais, je ne peux considérer cela comme une position compétente.

Marx aussi bien qu'à Engels et à Lénine; elle contredit l'enseignement fondamental de la Commune: briser la machine d'État bourgeoise comme première mesure de la révolution socialiste.

* A propos de la Préface d'Engels (1895), à *Luttes de classes en France.*

* Engels fait allusion à sa Préface du 3 mars 1895, cf. *les Luttes de classes en France, le 18-Brumaire de Louis Bonaparte,* Paris, Éd. Soc., 1948, pp. 21-38.

J'estime que vous n'avez rien à gagner si vous prêchez le renoncement absolu à l'intervention violente. Personne ne vous croira, et aucun parti d'aucun pays ne va aussi loin dans le renoncement au droit de recourir à la résistance armée, à l'illégalité. [1]

Qui plus est, je dois tenir compte des étrangers - Français, Anglais, Suisses, Autrichiens, Italiens, etc. - qui lisent ce que j'écris: je ne peux me compromettre aussi complètement à leurs yeux.

J'ai donc accepté vos modifications avec les exceptions suivantes-

1º Épreuves 9, chez les masses, il est dit: « elles doivent avoir compris pourquoi elles interviennent »;

2º Le passage suivant: « barrer *toute* la phrase de: «le, déclenchement sans préparation de l'attaque », votre proposition contenant une inexactitude flagrante: le *mot d'ordre* « déclenchement de l'attaque » est utilisé par les Français, Italiens, etc. à tout propos, mais ce n'est pas tellement sérieux;

3º Épreuve: « Sur la révolution *(Umsturz)* sociale-démocrate qui vit *actuellement* en s'en tenant à la loi », vous voulez enlever « actuellement », autrement dit transformer une tactique valable momentanément et toute relative, en une tactique permanente et absolue. (168) Cela je ne peux pas le faire, sans me discréditer. à tout jamais. J'évite donc la formule de l'opposition, et je dis: « Sur la révolution sociale-démocrate, à qui il convient si bien en ce moment précisément de s'en tenir à la loi».

Je ne comprends absolument pas pourquoi vous trouvez dangereuse ma remarque sur l'attitude de Bismarck en 1866, lorsqu'il viola la Constitution. Il s'agit d'un argument lumineux, comme aucun autre ne le serait. Mais, je veux cependant vous faire ce plaisir.

Mais, je ne peux *absolument* pas continuer de la sorte. J'ai fait mon possible pour vous épargner des désagréments dans le débat. Mais vous feriez mieux de préserver le point de vue selon lequel l'obligation de respecter la légalité est de caractère juridique, et non moral, comme Bogoulavski vous l'a si bien montré dans le temps, et qu'elle cesse complètement lorsque les détenteurs du pouvoir violent la législation. Mais vous avez eu la faiblesse - ou du moins certains d'entre vous -de ne pas contrer comme il fallait les prétentions de l'adversaire: reconnaître l'obligation légale du point de vue *moral,* c'est-à-dire obligatoire dans toutes les circonstances, au lieu de dire: vous avez le pouvoir et vous faites les lois, si nous les violons, vous pouvez nous traiter selon ces lois, cela nous devons le supporter, et c'est tout; nous n'avons pas d'autre devoir, vous n'avez pas d'autre droit, C'est ce qu'ont fait les catholiques sous les lois de Mai, les vieux luthériens à Meissen, le soldat memnonite qui figure dans tous les journaux, et vous ne devez pas désavouer cette position. Les projets anti-séditieux sont de toute façon voués à la ruine: ce genre de choses ne peut même pas se formuler et, moins

---

[1] Même au temps où le prolétariat pouvait prendre le pouvoir pacifiquement, il devait utiliser la violence pour transformer l'économie capitaliste en économie socialiste (cf. les mesures despotiques du *Manifeste communiste* de 1848). Mais il se trouve que les violences exercées par l'État sont légales et, de ce fait, considérées comme justes. Même si le grand nombre est de cet avis, le marxisme estime que l'État est toujours violence concentrée, et la justice violence légalisée. Même la démocratie n'est pas le *but* du communisme, *puisqu'elle signifie que la minorité s'incline devant la majorité, dont le gouvernement s'appuie sur la force:* cf. Marx-Engels, *Écrits militaires, p.* 127, Un parti étant un premier pas vers le gouvernement, forme concentrée de la violence, ne peut donc se taxer de parti de la paix et de la non-violence sans nier sa raison d'être. Fidèle disciple de Marx-Engels, Lénine considérait le communisme comme l'abolition des classes et de l'État, et donc la fin de la démocratie, cf Lénine, *l'État et la révolution,* chap. 6: « Engels et la suppression de la démocratie ».

encore, se réaliser, lorsque ces gens sont au pouvoir, ils répriment et sévissent de toute façon contre vous d'une manière ou d'une autre.

Mais si vous voulez expliquer aux gens du gouvernement que vous n'attendez que parce que vous n'êtes pas encore assez forts pour vous débrouiller tout seuls et parce que l'armée n'est pas encore complètement sapée, mais alors, mes braves, pourquoi ces vantardises quotidiennes dans la presse sur les progrès et succès gigantesques du Parti? Tout aussi bien que nous ces gens savent que nous avançons puissamment vers la victoire, que nous serons irrésistibles dans quelques années, et c'est pour cela qu'ils veulent passer à l'attaque maintenant, mais hélas pour eux, ils ne savent pas comment s'y prendre. Nos discours ne peuvent rien changer à cela: ils le savent aussi bien que nous et ils savent tout autant que, si nous avons le pouvoir, nous l'utiliserons comme cela nous servira à nous, et non à eux.

En conséquence, si la question est débattue au Comité central, pensez un peu à ceci: préservez le droit de résistance aussi bien que Bogouslavski nous l'a préservé; de vieux révolutionnaires -français, italiens, espagnols, hongrois, anglais - figurent parmi ceux qui vous entendent, et que -sait-on jamais combien rapidement - le temps peut revenir où les choses deviennent sérieuses avec l'élimination de la légalité, qui fut réalisée autrefois à Wyden. Regardez donc les Autrichiens qui aussi ouvertement que possible menacent de la violence, si le suffrage universel n'est pas bientôt instauré. Pensez à vos propres illégalités sous le régime des lois anti-socialistes auquel on voudrait vous soumettre de nouveau. Légalité aussi longtemps que cela nous arrange, mais pas de légalité à tout prix, même en paroles!

Ton F. E.

Retour à la table des matières

MARX - ENGELS

Ait président du meeting slave, convoqué
le 21 mars 1881 pour commémorer
la Commune de Paris

Citoyens,

A notre grand regret, nous devons vous informer que nous ne sommes pas en mesure d'assister à votre meeting.

Lorsque la Commune de Paris finit par succomber et fut massacrée par les défenseurs de l' « ordre », les vainqueurs ne se doutaient pas, certes, qu'il ne passerait pas dix ans avant que, dans la lointaine Pétersbourg il se déroule un événement qui, sans doute, après un long et violent combat, ne manquera pas d'aboutir lui aussi à l'instauration d'une Commune russe.

Ils ne se doutaient pas non plus que le roi de Prusse avait préparé la Commune en assiégeant Paris et en forçant le pouvoir bourgeois à armer le peuple, que ce même roi de Prusse, dix ans après, serait assiégé dans sa propre capitale par les socialistes, et qu'il ne pourrait sauver son trône qu'en proclamant l'état de siège dans la capitale berlinoise.

De même, en persécutant systématiquement, après la chute de la Commune, l'Association internationale des travailleurs pour l'obliger à abandonner son organisation formelle et extérieure, les gouvernements du continent croyaient pouvoir détruire, par décrets et lois d'exception, le grand mouvement international des travailleurs et ne se doutaient pas que ce même mouvement ouvrier international serait, dix ans plus tard, plus puissant que jamais et s'étendrait non seulement aux classes ouvrières d'Europe, mais encore à celles d'Amérique, et que la lutte commune pour des intérêts communs contre un ennemi commun les réunirait spontanément en une nouvelle et plus grande Internationale, qui dépasse de loin ses formes extérieures d'organisation.

Ainsi, la Commune que les puissances du vieux monde croyaient avoir exterminée vit plus forte que jamais, et nous pouvons nous écrier avec vous: Vive la Commune!

ENGELS

Discours de commémoration du quinzième anniversaire de la Commune de Paris

Le Socialiste, le 17 mars 1886

Citoyens,

Ce soir, avec vous, les ouvriers du monde entier commémorent l'événement le plus glorieux et le plus terrible des annales du prolétariat. En 1871, pour la première fois dans l'histoire, la classe ouvrière d'une grande capitale conquit le pouvoir politique. Hélas, cela ne dura que le temps d'un rêve. Écrasée entre les mercenaires de l'ex-Empire bourgeois français d'un côté, et les Prussiens de l'autre, la Commune ouvrière fut bientôt étouffée dans un bain de sang qui reste sans exemple et que nous n'oublierons jamais. Après la victoire, les orgies de la réaction ne connurent plus de bornes: le socialisme semblait noyé dans le sang et le prolétariat réduit à tout jamais à l'esclavage. Quinze années se sont écoulées depuis cette défaite. Pendant ce temps, dans tous les pays, le pouvoir au service de ceux qui possèdent la terre et le capital n'a reculé devant aucun moyen pour étrangler les derniers sursauts de révolte des ouvriers. Or, quel en fut le résultat?

Regardez autour de vous! Le socialisme révolutionnaire des ouvriers, plus vivant que jamais, est aujourd'hui une puissance qui fait trembler tous les pouvoirs établis, les radicaux français aussi bien que Bismarck, les rois américains de la bourse aussi bien que le tsar de toutes les Russies.

Mais, ce n'est pas tout.

Nous sommes arrivés au point où tous nos adversaires - quoi qu'ils fassent - travaillent pour nous.

Ils ont cru tuer l'Internationale. Eh bien! aujourd'hui l'union internationale du prolétariat, la fraternité des ouvriers révolutionnaires de tous les pays est mille fois plus forte, plus vivante qu'avant la Commune de Paris. L'Internationale n'a plus besoin d'une organisation formelle; elle vit et grandit grâce à la coopération spontanée, cordiale des ouvriers d'Europe et d'Amérique.

En Allemagne, Bismarck a épuisé tous les moyens et jusqu'aux plus infâmes pour tuer le mouvement ouvrier. Avant la Commune, il avait en face de lui quatre députés socialistes; ses persécutions ont si bien fait qu'ils sont maintenant vingt-cinq. Les ouvriers allemands rient de leur Chancelier qui, même s'il était payé, ne ferait pas mieux la propagande révolutionnaire.

En France, on vous a imposé le scrutin de liste, système bourgeois par excellence, inventé expressément pour assurer l'élection exclusive des avocats, journalistes et autres aventuriers politiques, ces porte-parole du Capital. Or qu'a-t-il fait ce système électoral, conçu par les riches de la bourgeoisie? Il a créé au sein du Parlement français un Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, qui par sa seule apparition sur la scène, a porté le désarroi dans les rangs de tous les partis bourgeois.

Nous en sommes là! Tout ce qui arrive tourne à notre avantage. Les mesures les plus raffinées pour enrayer la marche du prolétariat ne font qu'en accélérer la progression. Nos ennemis eux-mêmes, quoi qu'ils fassent, sont condamnés à travailler pour nous. Et ils ont si bien rempli cette tâche qu'aujourd'hui - le 18 mars 1886 - des mines de Californie et de l'Aveyron à celles des bagnes de Sibérie, des millions de travailleurs font retentir ce cri:

Vive la Commune! Vive l'union internationale dit prolétariat de tous les pays!

ENGELS

À l'adresse des ouvriers français en l'honneur du 20e anniversaire de la Commune de Paris

Le Socialiste, le 25 mars 1891

Citoyennes et citoyens,

Il y a vingt ans, le peuple ouvrier de Paris se soulevait comme un seul homme contre le sinistre complot des bourgeois et des ruraux dirigés par Thiers. Ces ennemis du prolétariat tremblaient à l'idée que les ouvriers parisiens s'étaient armés et organisés pour défendre leurs droits. Thiers voulut leur voler les armes qu'ils avaient utilisées glorieusement contre l'invasion étrangère et qu'ils utilisèrent plus glorieusement encore contre les attaques des mercenaires versaillais. Pour vaincre Paris insurgée, les bourgeois et les ruraux implorèrent l'aide des Prussiens et l'obtinrent. Après une lutte héroïque, Paris fut écrasée par un ennemi supérieur en nombre et en armement, et fut désarmée.

Voilà maintenant vingt ans que les ouvriers de Paris sont sans armes, comme c'est le cas partout ailleurs: dans tous les grands pays civilisés, le prolétariat est dépouillé des moyens matériels de sa défense. Partout, ce sont les ennemis et les exploiteurs de la classe ouvrière qui disposent de toutes les forces militaires et de l'armement.

Où cela nous conduit-il?

À ce que tout homme valide pisse aujourd'hui par l'armée: celle-ci reflète de plus en plus les sentiments et les opinions du peuple en sorte que le moyen d'oppression essentiel qu'est l'armée devient de jour en jour une institution moins sûre. Déjà les hommes qui sont à la tête de tous les grands États voient venir avec terreur le jour où les soldats qui sont sous les drapeaux refuseront de massacrer leurs frères et leurs pères. C'est ce qui est arrivé lorsque le Tonkinois (jules Ferry) eut le toupet de prétendre à la présidence de la République française; c'est ce que nous voyons aujourd'hui à Berlin, où le successeur de Bismarck (Caprivi) réclame au Reichstag les moyens de renforcer dans l'armée l'esprit d'obéissance des sous-officiers que l'on cherche à acheter avec des primes de zèle, et ce parce qu'il y a trop de socialistes parmi eux! Quand on en est là, quand jusque dans l'armée, l'aube commence à pointer, c'est que la fin du vieux monde n'est plus très éloignée.

Que les destins s'accomplissent ! Que la bourgeoisie décadente démissionne ou sombre, niais que vive le prolétariat ! Vive la révolution sociale internationale !

ENGELS

À l'adresse des ouvriers français en l'honneur du 21e anniversaire de la Commune de Paris

Le Socialiste, le 26 mars 1892

Citoyennes et citoyens

Il y a vingt et un ans aujourd'hui, le peuple de Paris brandit le drapeau rouge et déclara la guerre à la fois au drapeau tricolore français flottant à Versailles et au drapeau tricolore allemand, hissé sur les forts occupés par les Prussiens.

Avec ce drapeau rouge, le prolétariat de Paris se dressait à une hauteur surplombant de loin les vainqueurs aussi bien que les vaincus.

Ce qui fait la grandeur historique de la Commune, c'est son caractère éminemment international, c'est le défi qu'elle lança hardiment à tout sentiment de chauvinisme bourgeois. Le prolétariat de tous les pays ne s'y est pas trompé. Que les bourgeois célèbrent leur 14 juillet ou 21 Septembre, la fête du prolétariat sera toujours le 18 Mars.

C'est pourquoi l'infâme bourgeoisie n'a pas cessé d'amonceler les pires calomnies sur la tombe de la Commune. C'est pourquoi aussi l'Association internationale des travailleurs fut la seule qui ait osé s'identifier, dès le premier jour, avec les insurgés parisiens, et, jusqu'au dernier jour et au-delà, avec les prolétaires vaincus. Cela est si vrai que lorsque la Commune fut écrasée, l'Internationale ne put lui survivre: au cri de « Sus aux Communards », l'Internationale fut abattue d'un bout à l'autre de l'Europe.

Eh bien ! il y a aujourd'hui 21 ans qu'eut lieu la reprise des canons de la butte Montmartre. Les enfants nés en 1871 sont aujourd'hui majeurs et, grâce à l'imbécillité des classes dirigeantes, ils sont *soldats* et apprennent le maniement des armes ainsi que l'art de s'organiser et de se défendre le fusil à la main. La Commune que l'on a déclarée morte, l'Internationale que l'on a cru anéantie à tout jamais, toutes deux vivent au milieu de nous avec une force vingt fois plus grande qu'en 1871. L'union du prolétariat mondial que la vieille Internationale a su prévoir et préparer, est aujourd'hui une réalité. Qui plus est, les fils des soldats prussiens qui occupèrent en 1871 les forts cernant le Paris des Communards, luttent aujourd'hui par millions, au premier rang, bras dessus bras dessous, avec les fils des communards parisiens, pour l'émancipation totale et finale de la classe ouvrière.

Vive la Commune! Vive la révolution sociale internationale!

ENGELS

Au Comité national dit Parti
Ouvrier français en l'honneur du
23e anniversaire de la Commune de Paris

Londres, le 18 mars 1894

Je lève mon verre avec vous pour la venue prochaine d'un 18 mars international, qui assure le triomphe du prolétariat et, en conséquence, abolisse les antagonismes de classe et fasse que la paix et le bonheur deviennent une réalité dans les pays civilisés.

Karl MARX et Friedrich ENGELS

1973

LA CHINE

Traduction et préface
de Roger DANGEVILLE

Un document produit en version numérique
par un bénévole qui souhaite conserver l'anonymat

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: http://classiques.uqac.ca/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: http://bibliotheque.uqac.ca/

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par un nouveau bénévole, qui souhaite conserver l'anonymat à partir de :

Karl MARX et Friedrich ENGELS

LA CHINE

Traduction et Prèface de Roger DANGEVILLE. Paris : Union Générale d'Éditions, 10/18, 1973, 447 pp.

Les ayant-droit de Roger Dangeville, traducteur, nous accordaient le 17 mai 2013 leur permission de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.
Pour les citations : Times New Roman, 12 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

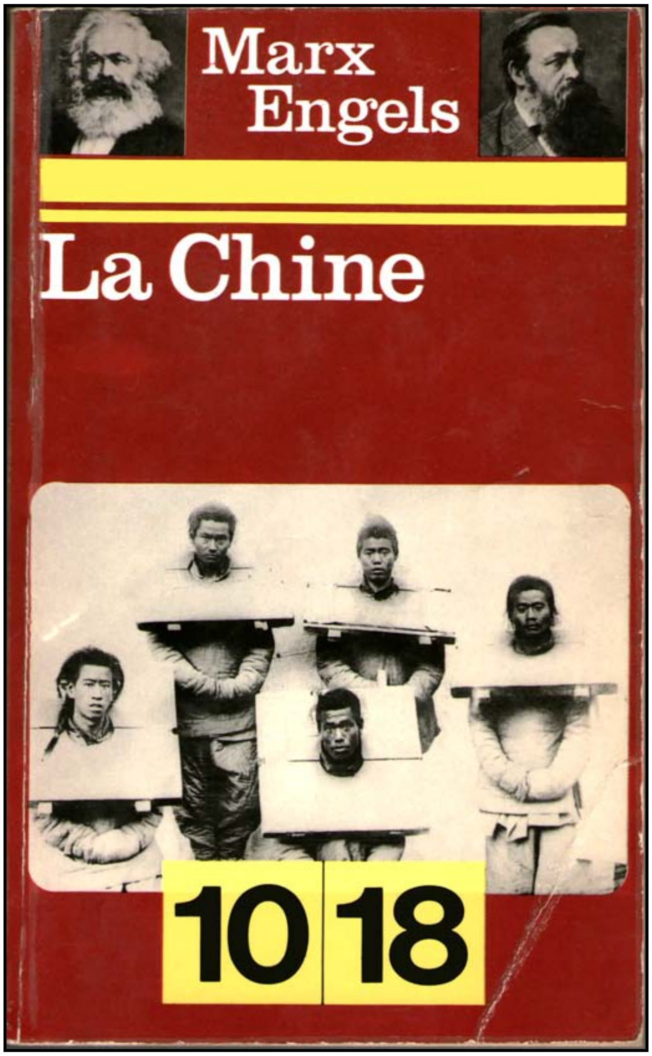
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 2 mars 2014 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Fait avec Macintosh

Karl Marx et Friedrich Engels

LA CHINE



Traduction et Prèface de Roger DANGEVILLE. Paris : Union Générale d'Éditions, 10/18, 1973, 447 pp.

Table des matières

PRÉFACE [5]

I. LE CÉLESTE EMPIRE ET LES DÉMONS CAPITALISTES. [7]

Allemagne et Chine [7]
Races et modes de production [11]
Facteurs de race et de nation [13]
Modes de production valables pour toutes les races [18]
Mode de production asiatique en Europe [20]
La terre et le Céleste Empire [28]
Retard millénaire de l'Asie [35]
Retard séculaire de l'Europe [45]
Voie unique de la contre-révolution [49]

II. BOND PAR-DESSUS LE CAPITALISME [61]

Économie et révolution [61]
Pourquoi le stade capitaliste ? [68]
Révolution bourgeoise et ouvriers [74]
Schéma international de la révolution socialiste [80]
Au centre : la violence révolutionnaire, L'État et la dictature [84]
Progression et bond [91]
Schéma de la révolution double [94]
Dissolution des sociétés précapitalistes extra-européennes [101]
Accumulation primitive en Angleterre et Outre-mer [104]
Double renversement du passé [107]
Les crimes bourgeois Outre-mer [117]
Marx et l'exemple russe d'un petit saut par-dessus le capitalisme [122]

III. RÉVOLUTION CHINOISE ET NATURE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA CHINE [143]

Crise et révolution [143]
Guerres et révolution [146]
La révolution russe et le parti chinois [150]
La pire défaite se déroule progressivement [156]
La révolution chinoise de Mao-Tsé-toung [159]
La réforme agraire [162]
Industrialisation petite-bourgeoise en Chine [168]
Question coloniale et question syndicale [172]
Anti-impérialisme et socialisme [177]

TEXTES DE MARX-ENGELS [191]

I. LA CHINE, L'ANGLETERRE ET LA RÉVOLUTION [191]

Karl Marx - Déplacement du centre de gravité mondial [193]
Karl Marx - La révolution en Chine et en Europe [199]
Karl Marx - Le conflit anglo-chinois [213]
Frédéric Engels - Perse-Chine [223]
Frédéric Engels - La nouvelle campagne anglaise en Chine [233]
Karl Marx - La Russie et la Chine [239]

II. DISSOLUTION PARLEMENTAIRE ET GUERRES COLONIALES [255]

Karl Marx – Débats parlementaires sur les hostilités en Chine [255]
Karl Marx – La défaite du ministère Palmerston [265]
Karl Marx – Les élections anglaises [277]
Karl Marx – La situation des ouvriers de fabrique [281]
Karl Marx – Quel est le fauteur d'atrocités en Chine ? [285]
Karl Marx – Extraits de la correspondance officielle [293]
Karl Marx – Palmerston et les élections générales [301]

III. LE POISON CAPITALISTE EN CHINE [313]

Karl Marx – L'histoire du commerce de l'opium [315]
Karl Marx – Les effets du traité de 1842 sur le commerce sino-britannique [327]
Karl Marx – Le nouveau traité avec la Chine [335]
Frédéric Engels – Opium, alcool et révolution [345]
Frédéric Engels – La pénétration russe en Asie centrale [349]
Frédéric Engels – Les gains de la Russie en Extrême-Orient [361]

IV. RUINE DE LA CHINE TRADITIONNELLE [373]

Karl Marx – La nouvelle guerre chinoise [375]
Karl Marx – Le commerce avec la Chine à la lumière des structures sociales de ce pays [405]
Karl Marx – Politique anglaise [413]
Karl Marx – Affaires chinoises [Taïpings] [423]
Karl Marx – Le commerce britannique du coton [429]
Frédéric Engels – Le traité de commerce avec la France [433]
Frédéric Engels – Marché colonial et marché mondial [435]
Frédéric Engels – La guerre sino-japonaise [437]

[5]

LA CHINE

PRÉFACE

par Roger DANGEVILLE, 1973.

Retour à la table des matières

[6]

[7]

PRÉFACE

I. LE CÉLESTE EMPIRE ET LES DÉMONS CAPITALISTES

ALLEMAGNE ET CHINE.

Retour à la table des matières

Marx et Engels ont souvent comparé l'Allemagne, divisée après l'échec des tentatives révolutionnaires de 1525 et de 1848-1849, à la Chine, dissoute et démembrée par les impérialismes. La situation intérieure y était semblable : « *Enfin, l'Allemagne, privée de ses territoires périphériques, ou dominée par eux, devint la proie des autres États européens (France, Suède, Russie, etc.), une sorte de concession européenne. Désormais la faiblesse économique se combina à la faiblesse politique : un avantage économique ne pouvait plus venir au secours de la débilité politique de l'Allemagne. Il n'y avait plus de guerre heureuse pour ce pays ni de conjoncture économique qui pût la remettre dans la bonne voie du développement* [1]. » Le salut devait venir de l'extérieur, d'où était venue la ruine : ce fut d'abord la révolution française, puis la tentative [8] héroïque du prolétariat français de 1848, et enfin l'unité allemande après la guerre franco-prussienne en 1871.

La révolution de la société chinoise devait, elle aussi, suivre en gros le cours de la révolution allemande. Et l'analogie est assez manifeste pour que l'on puisse l'étendre — dès lors que le centre du mou-

---

[1] Cf. Engels, Notes manuscrites sur l'histoire de l'Allemagne, in *Ecrits militaires*, p. 97. Dans leurs articles sur la Chine, Marx et Engels dénonceront avec force la conjonction de l'impérialisme capitaliste anglais et l'expansionnisme tsariste qu'ils ont bien connus en Allemagne même.

vement ouvrier, en Allemagne vers la fin du siècle, s'est déplacé en Asie après la révolution d'Octobre — jusqu'au prolétariat chinois lui-même qui, dès sa prime enfance, y annonçait — comme en Allemagne de 1844 — un développement gigantesque, tant du point de vue théorique que politique et organisationnel. Qui plus est, quoique faiblement développé, puisque l'industrie était encore en germe et disséminée dans un espace immense, ce prolétariat devait être capable de produire un Marx-Engels, comme les conditions arriérées de Russie avaient produit un Lénine.

Tous ces pays « arriérés » ont ceci en commun que la conscience révolutionnaire du communisme — c'est-à-dire d'une solution radicale à la décomposition de la société existante — n'est pas venue au prolétariat dans le prolongement d'une révolution bourgeoise et au fur et à mesure du développement des conditions économiques et sociales du capitalisme, mais à la suite de révolutions antiféodales manquées en raison de l'impuissance de la bourgeoisie locale et de la violence dissolvante et stérilisante de l'impérialisme étranger. Les conditions préalables de la société moderne y étaient donc déjà mûres, mais seule la violence contre-révolutionnaire en empêchait l'avènement. D'où l'importance du facteur [9] révolutionnaire dans ces pays où la violence explique le retard économique, et les nécessités économiques suggèrent l'emploi de la violence pour briser les ultimes entraves à l'essor social.

Du point de vue théorique, le prolétariat de ces pays — représenté sur la scène sociale par son parti — doit donc avoir conscience non seulement des tâches immédiates, c'est-à-dire du passage de la société précapitaliste au capitalisme, mais encore — en liaison avec le prolétariat international des pays développés — du passage ultérieur à la société socialiste. Bref, il lui faut une conscience universelle, ou internationale, du processus révolutionnaire.

Or ce sont les conditions matérielles de la société qui fournissent, toujours, les éléments d'une prise de conscience marxiste radicale et militante. Ces sociétés en dissolution constituent un amas de toutes les formes de société et de production de l'histoire — du communisme primitif au capitalisme le plus concentré dans les quelques rares villes —, puisqu'aucune révolution n'y a vraiment balayé de la scène sociale les vestiges des modes de production et d'échange du passé, toutes les couches et classes continuant d'y subsister et se superposant les unes

aux autres pour exploiter et opprimer les masses laborieuses, notamment le prolétariat industriel et agricole. Ce dernier ne connaît donc pas seulement l'expérience du capitalisme et de l'impérialisme, mais encore celle des multiples autres formes historiques d'asservissement du travail, dont il peut juger dialectiquement les effets et rapports respectifs.

Ces pays sont aussi particulièrement bien [10] placés pour saisir que les classes trouvent leur prolongement dans les États organisés et que l'impérialisme international se greffe, dans les pays arriérés, sur l'exploitation de classe. Dans ces conditions, la vie de ces pays est particulièrement sensible aux fluctuations de la politique internationale et de l'économie des grandes puissances mondiales. Les pays « attardés » ne forment-ils pas le terrain de chasse et l'enjeu direct des guerres de rivalité impérialiste [2].

Si, dans les pays de capitalisme développé, l'ordre social devient proprement insupportable au prolétariat, surtout au moment de la crise économique ou de la guerre qui en est le prolongement, il l'est en permanence dans les pays « attardés », où plus qu'ailleurs il est ressenti douloureusement, comme un état qui pousse constamment à la révolte. La violence révolutionnaire qui est le seul recours immédiat, ne peut cependant s'exercer à volonté, car elle dépend de conditions économiques, politiques et sociales de crise. D'où la nécessité d'une vision critique de ces conditions et d'une organisation rationnelle et systématique de la violence.

Cette préface, assez longue, s'efforce d'établir quelle est la position du marxisme vis-à-vis des sociétés orientales en général, et de la Chine en particulier. On trouvera une analyse des structures productives asiatiques et leur place dans la série des modes de production de l'humanité dans un ouvrage collectif, intitulé la *Succession des formes*

2 Ce n'est pas par hasard si les *Écrits militaires* forment environ un quart de l'œuvre énorme de Marx et d'Engels, et si ce dernier fut peut-être le plus grand esprit militaire de tous les temps : cf. le premier volume de Marx-Engels, *Ecrits militaires*, Paris, 1970, Ed. de l'Herne, 361 p. Ce premier volume porte sur l'expérience historique du prolétariat dans la *révolution anti-féodale* de l'Europe du siècle dernier et traite en conséquence des problèmes de la violence qui se posent à tous les pays traversant la même phase historique, donc aussi à la Chine.

de la production sociale dans la théorie marxiste in *Fil du Temps* n° 9 (Impression-Gérance : Jacques Angot, B.P. 24, Paris [3].

[11]

Le but n'en est pas tant de définir la base sociale de la Chine de l'époque où Marx-Engels relatent les graves événements qui bouleversent cet immense pays, mais, à partir de critères marxistes, de répondre aux questions soulevées par la révolution chinoise moderne, afin d'en déterminer — au travers de sa genèse et de sa nature — les effets sur les conditions économiques, politiques et sociales de la Chine, d'une part, et les réactions sur le monde extérieur, c'est-à-dire sur l'impérialisme, les pays « sous-développés » et le prolétariat en général. S'agissant en toute occurrence d'un ensemble de faits décisifs pour l'évolution de l'humanité, le marxisme ne peut pas ne pas nous fournir les moyens théoriques pour les saisir et les comprendre, sans qu'il faille — même à un siècle de distance — recourir à la méthode de l'extrapolation.

RACES ET MODES DE PRODUCTION.

Retour à la table des matières

On ne saurait lier la réalisation du programme socialiste au destin d'un rameau historique d'une seule des grandes races de l'espèce humaine, par exemple celle des Blancs caucasiens, aryens ou indo-européens, même si celle-ci a désormais atteint le terme de son cycle économique et social, avec le capitalisme développé. D'abord, cela heurte directement les faits — les Nippons ne forment-ils pas aujourd'hui la troisième puissance économique du monde ? Ensuite, une telle sélection d'une race ou d'un peuple « élu » constitue le fonds commun de tous les racismes et nationalismes qui sévissent plus que jamais [12] dans la société contemporaine. De fait, loin de contredire l'idéo-

[3] Divers *Fils du Temps* traitent également de questions qui se sont posées, à un moment ou à un autre, au mouvement révolutionnaire chinois. Par exemple, *Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste* n° 5, *la Question agraire dans la théorie marxiste*, n° 2, 6 et 7, *l'État et la nation dans la théorie marxiste*, n° 1 et 4, et les Rapports du *Parti communiste d'Italie avec l'Internationale communiste (1919-1925)*, n° 8.

logie bourgeoise, incarnée par la déesse Raison qui illumine et guide la pensée et l'action des hommes, toutes les variétés de nationalismes et de racismes y culminent en fin de compte.

Dans l'Antiquité, c'était un Dieu supraterrestre qui investissait un peuple, une nation ou une race de la mission de guider le monde. Pour la pensée bourgeoise classique, cette mission revient au peuple qui, le premier, a découvert non dans l'histoire, mais *en soi,* la nouvelle morale et civilisation. Erigée en « culture nationale », cette « raison » est assimilée aux lois naturelles et biologiques, ainsi qu'à la pratique morale de ce peuple, qui se charge d'illuminer de ses « conquêtes » les peuples « arriérés » et, si nécessaire, d'exterminer les récalcitrants.

À chaque révolution bourgeoise, le processus recommence et grossit : la révolution de Cromwell assura le bonheur et le bien-être maximum pour tous, Écossais et Irlandais y compris. Napoléon I^er^, l'épée de la révolution et des principes universels de la Raison et des Droits de l'homme, mit rigoureusement en pratique l'idéal de 1789. Bismarck qui réalisa l'unité allemande, s'empressa de magnifier les vertus de fer allemandes, en fait prussiennes. L'impérialisme blanc se chargea d'évangéliser et de civiliser les peuples de couleur de quatre continents, en écrivant la page la plus sinistre de l'humanité. De même, la dégénérescence de la révolution socialiste de 1917 et de l'Internationale communiste au niveau *bourgeois* ne manqua pas de produire ses effets avec, d'une part, la Russie guidant les [13] peuples du monde vers le socialisme et, d'autre part, Staline pilotant génialement la Russie et le prolétariat.

À mesure que le capitalisme se développe, la race élue ou super-race se barde de machines de plus en plus perfectionnées et d'armes de plus en plus destructives pour « ordonner » le monde sur son modèle.

Toute la hiérarchie insensée des peuples a pour corollaire nécessaire, au niveau des individus, la hiérarchie des chefs, avec ses caporaux, ses présidents et ses héros. Or, tous les systèmes aboutissent à cette double caricature, dès lors qu'ils ne voient plus la source de l'action humaine dans la dynamique matérielle du développement économique et social, si riche et si divers, de l'humanité tout entière, d'hier et d'aujourd'hui.

Le marxisme a été déformé au point que l'on oublie généralement aujourd'hui que l'œuvre de la révolution socialiste est bel et bien de

détruire l'individualisme et la personnalité des races ou peuples particuliers, en les arrachant à ce qui, matériellement, les fixe à leurs qualités et mœurs *privés,* à leur destin singulier. Or, l'agent de cette transformation radicale ne peut-être que le prolétariat, classe universelle, qui n'a pas de patrie et qui, s'il y est cantonné, ne l'est que par la pression physique du capital.

FACTEURS DE RACE ET DE NATION.

Retour à la table des matières

Les facteurs de race et de nation sont liés aux conditions de genèse ou de « *naissance* » [14] *(natio)* des hommes, et à leur *reproduction.* À l'aube de l'histoire, dans la famille plus ou moins large, les liens du sang formaient les conditions et rapports sociaux de production entre les producteurs d'une part, et entre ceux-ci et le milieu ambiant (la nature), de l'autre. Mais, toujours, la production implique reproduction, et en premier des producteurs. Dans toute analyse, il faut tenir compte de ces deux faces du déterminisme économique, et le marxisme les utilise, par exemple, dans sa définition fondamentale du producteur moderne, le *prolétaire* (au sens historique : celui qui perpétue et nourrit la race). En effet, sa force de travail vivante et *prolifique* engendre, d'une part, une richesse croissante *pour autrui,* et, d'autre part, son espèce, dans tout son dépouillement, *pour lui-même.* La théorie renvoie donc toujours aux conditions matérielles réelles.

Dans la question des races et des nations, la méthode et la conception marxistes se distinguent le plus nettement de toutes les autres. Ces facteurs s'y retrouvent à leur véritable rang dans l'histoire, parmi les conditions de production. Ils font ainsi l'objet d'une analyse scientifique bien précise et délimitée. Dès lors qu'ils sont reliés au développement historique des forces productives, on constate que l'importance du facteur racial diminue au fur et à mesure qu'augmente celui de la nation et enfin, que tous deux sont déchirés par les antagonismes de classes lorsque le capital est développé. À partir du moment de la révolution bourgeoise, les nations et les « races » — fortes ou faibles — sont déterminées par les rapports capitalistes, et elles prennent dès lors un caractère toujours plus contradictoire et aberrant, [15] comme

le montrent les heurts, sans cesse plus nombreux et violents de nos jours, entre races et nations, car elles voilent les rapports capitalistes.

Mais voyons la place qu'Engels et Marx assignent aux conditions matérielles en général et aux facteurs de race en particulier dans l'évolution des forces productives de l'humanité :

« *Nous considérons les conditions ou rapports économiques comme la base déterminante de l'évolution de la société. Nous entendons par là la manière dont les hommes d'une société donnée produisent leurs moyens d'existence et échangent leurs produits entre eux (dans la mesure où existe la division du travail). Nous y incluons donc toute la technique de la production et des transports. Dans notre conception, cette technique détermine également le mode d'échange (ou de distribution) ainsi que la répartition des produits et donc aussi, après la dissolution de la société consanguine [raciale], les rapports de domination et d'esclavage, autrement dit l'État, la politique. Dans les rapports économiques, le droit, etc. nous incluons naturellement la base géographique sur laquelle ceux-ci évoluent, ainsi que les vestiges hérités des stades de développement économique antérieurs qui survivent, simplement par tradition ou force d'inertie, sans oublier aussi le milieu ambiant qui entoure cette forme de société*.

« *Si, comme on le prétend, la technique dépend, pour une large part, du niveau de la science, cette dernière dépend encore beaucoup plus du niveau et des besoins de la technique. En effet, lorsqu'une société a des besoins techniques, la science en reçoit une impulsion dix fois plus* [16] *grande que ne peuvent lui donner dix universités* [4].

---

4 Dans le *Capital*, Marx attribue aux conditions matérielles la découverte des grandes idées ou lois scientifiques [54] : « C'est la nécessité de calculer les périodes des débordements du Nil qui a créé l'astronomie égyptienne et, en même temps, la domination de la caste sacerdotale à titre de directrice de l'agriculture : « *Le solstice est le moment de l'année où commence la crue du Nil, et celui que les Egyptiens ont dû observer avec le plus d'attention... C'était cette année tropique qu'il leur importait de marquer pour se diriger dans leurs opérations agricoles Ils durent donc chercher dans le ciel un signe apparent de son retour*. » (CUVIER, *Discours sur les révolutions du globe*, édit. Hœfer, Paris, 1863, p. 141). » Editions Sociales livre I°, t.II, p. 187.

« *Toute l'hydrostatique (Torricelli, etc.) est née du besoin vital de régulariser les torrents des montagnes en Italie aux XVIe et XVIIe siècles. Nous ne savons quelque chose de rationnel de l'électricité que depuis que l'on a découvert son utilisation technique. Hélas, en Allemagne, on a pris l'habitude d'écrire l'histoire des sciences comme si elles étaient tombées du ciel.*

« *Nous considérons les conditions économiques comme ce qui détermine, en dernier ressort, l'évolution historique. Or, la race est elle-même un facteur économique* [5]. »

La race, en tant que facteur économique, n'est pas tombée du ciel, elle est d'abord le produit de conditions du milieu, c'est-à-dire de climat, de topographie, de nourriture, d'activité productive, etc., etc. Avant de naître Chinois, par exemple, on devient chinois et, pour se reproduire en tant que tel, il faut vivre dans des conditions chinoises, sans se mêler à d'autres races.

La formation des races est liée, aux yeux du marxisme, au stade le plus primitif de la vie et de l'économie humaines. À l'aube de l'humanité, les facteurs biologiques étaient prépondérants, la reproduction des êtres humains étant directement liée aux structures familiales consanguines qui constituaient le rapport de production fondamental des sociétés primitives. Mais plus tard, « *l'acte de la reproduction même modifie non seulement les conditions objectives (par exemple : le village devient ville, la nature sauvage terre de culture), mais encore les producteurs eux-mêmes, qui manifestent des qualités nouvelles, en* [17] *se développant et en se transformant dans la production, grâce à laquelle ils façonnent des forces et des idées nouvelles ainsi que des modes de communication, des besoins et un langage nouveaux* [6]. »

C'est en Asie que ce premier développement de l'humanité a sans doute été le plus fécond, non seulement au sens où il y a atteint ses formes les plus épanouies, mais encore où il a donné naissance aux civilisations d'autres continents. Certains ethnologues modernes si-

---

5 Cf. Engels à W. Borgius, 25-1-1894.

6 Cf. Karl Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique,* Editions Anthropos, 1967, tome I°, p. 451 et éditions 10/18. Cet extrait est tiré du chapitre sur la *Succession des formes économiques de la société,* p. 422-480.

tuent l'origine des Incas en Asie, et Marx liait les premiers éléments de civilisation de l'Europe à l'Asie : « *L'hypothèse que j'avais établie, à savoir que partout en Europe les débuts sont constitués par les formes d'appropriation asiatiques, notamment indiennes, vient de trouver une nouvelle confirmation dans les ouvrages les plus récents du vieux Maurer (bien que celui-ci n'ait pas eu conscience de la portée de sa découverte). Les Russes perdent ainsi les derniers éléments pour fonder leur prétention à l'originalité, même sur ce plan* [7]. »

L'Asie fournit sans doute le premier exemple, et le plus grandiose, de création d'un nouveau mode de production et de civilisation pour un autre continent. Marx s'est attaché à le découvrir non seulement à une époque où l'ethnologie était peu développée, mais encore là où les préjugés des savants bourgeois déformaient leurs propres études et conclusions. Au cours de minutieuses recherches, il établit, en outre, que l'ancien Germanique se retrouvait dans le djat (caste de paysans propriétaires d'Inde septentrionale), et l'ancien Grec dans le brahmane [8]. La reconnaissance [18] de cette filiation nous fournit un précieux fil conducteur pour suivre la transformation et le passage de cette forme-mère indienne aux modes de production ultérieurs de type germanique et antique classique qui, dans le schéma marxiste de l'évolution des modes de production, donnèrent à leur tour naissance au féodalisme européen, en se combinant en une synthèse sociale plus haute.

---

7 Cf. Marx à Engels, 14-III-1868.

8 Cf. Marx, *les Résultats éventuels de la domination britannique en Inde*, in : *New York Tribune*, 8-VIII-1853.

Dans la *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859), Marx écrivait, par exemple : « *C'est un préjugé ridicule, répandu ces derniers temps, de croire que la propriété collective primitive est une forme spécifiquement slave voire exclusivement russe. C'est la forme primitive dont on peut établir la présence chez les Romains, les Germains, les Celtes, mais dont on rencontre encore, aux Indes, un échantillonnage aux spécimens variés, bien qu'en partie à l'état de vestiges. Une étude rigoureuse des formes de propriété collective en Asie, et spécialement aux Indes montrerait qu'en se dissolvant, les différentes formes de la propriété primitive ont donné naissance à différentes formes de propriété. C'est ainsi que l'on peut, par exemple, déduire les différents types originaux de propriété privée à Rome et chez les Germains de différentes formes de propriété collective aux Indes*. » (Ed. Soc., 1957, p. 13 note).

MODES DE PRODUCTION VALABLES POUR TOUTES LES RACES.

Retour à la table des matières

Étant tout à la fois matérialiste, dialecticien, économiste et historien, Marx ne considère pas les qualités raciales, individuelles ou intellectuelles, comme le ressort de l'évolution et du progrès humains. Au contraire, il soumet ces facteurs réels aux conditions matérielles de milieu en général qui, elles, forment la cause première. Il renverse ainsi le problème tel que le pose en général l'idéologie bourgeoise, notamment blanche, qui veut que la race ou les qualités humaines — l'Homme ou l'Esprit — soient l'explication première.

Même s'il est impuissant face à ce préjugé — qu'il faudra renverser avec les conditions matérielles de vie bourgeoise —, rien n'est plus facile à Marx que de démontrer que, par-delà les pays ou continents, *c'est le mode social de la production matérielle qui détermine les particularités de l'évolution d'une société et son imbrication avec les autres.*

C'est encore poser le problème de manière non marxiste que d'écrire, par exemple : « *Certes, le* [19] *marxisme de Marx contient, beaucoup plus que ne veut l'admettre l'interprétation dite « orthodoxe », les germes d'une adaptation aux conditions d'Orient [sic]. Mais ce ne sont que des jalons. Qui plus est, si Marx lui-même était prêt à donner à l'Asie un rôle plus important dans la révolution mondiale que beaucoup de ses disciples [ou Judas ?], sur le plan de la culture [sic], il ne voyait qu'une seule voie de salut pour l'Orient : 1'« européanisation* » [9]. »

9 Cf. *le Marxisme et l'Asie. 1853-1964.* Par H. Carrère et St. Schramm. Collection U, A. Colin, 1965, p. 9. Le mérite de cette vaste compilation est d'avoir mis en évidence toutes les déviations successives qu'a subies le programme marxiste originel, déviations qui ont abouti de nos jours au renversement total du programme marxiste dans la question coloniale.

D'abord le marxisme n'a pas à être « adapté » aux conditions des pays extra-européens, en le forçant, le distordant, voire le modifiant. Ensuite, si en 1853, Marx a utilisé le terme d' « européanisation » dans sa correspondance privée ou dans le jargon journalistique, c'est qu'en théorie — et c'est ce qui importe aujourd'hui, si l'on considère les positions marxistes à un siècle de distance — il entendait par là *l'extension du capitalisme à d'autres continents*. Enfin, comme Marx-Engels le répètent à longueur de pages, cette intrusion du capitalisme par la force s'est faite à coups de canon, en massacrant de paisibles populations, en les empoisonnant par l'opium, en les spoliant et en les escroquant de mille façons infâmes, ce qui est tout autre chose que de considérer que « *sur le plan de la culture*, il [Marx] ne voyait qu'UNE SEULE voie de salut pour l'Orient : l'« européanisation ».

Qui plus est, la solution proposée par Marx a toujours été socialiste, bien qu'il admît que la destruction d'un mode de production précapitaliste et l'introduction du capitalisme pussent constituer un certain progrès, *en l'absence de l'intervention du prolétariat* agissant sur la base [20] du programme d'action dégagé par Marx-Engels. À plus forte raison, cette « européanisation » n'a-t-elle rien à voir avec le programme du socialisme scientifique. En effet, celui-ci s'oppose d'emblée aux tentatives d'extension du capitalisme européen aux pays précapitalistes et invite les peuples de couleur à se soulever dès la première heure contre les empiétements des colonialistes et autres impérialistes.

MODE DE PRODUCTION ASIATIQUE EN EUROPE.

Retour à la table des matières

Marx-Engels ont théorisé cette stratégie à partir de l'expérience historique encore toute fraîche pour eux : la guerre du peuple espagnol contre 1'« européen » Napoléon qui voulait exporter le capitalisme Outre-Pyrénées, où dominait alors un mode de production précapitaliste ou plus exactement « asiatique » : « *La monarchie absolue trouvait en Espagne une matière qui, par toute sa nature, répugnait à la centralisation, et elle fit tout ce qui était en son pouvoir pour empê-*

cher l'essor d'intérêts communs, tels qu'ils résultent d'une division du travail national ainsi que de la multiplicité et de la densité d'un réseau de communication intérieur. Elle alla jusqu'à détruire la base même d'où pouvait surgir un système unitaire d'administration et une législation, générale. Aussi faut-il placer la monarchie absolue espagnole au niveau des formes de domination asiatiques plutôt qu'au niveau des monarchies absolues du reste de l'Europe, avec lesquelles elle ne présentait que fort peu de ressemblance. Comme la Turquie, l'Espagne [21] *resta un conglomérat de provinces disposant d'une administration autonome, dirigée par un souverain purement symbolique. Dans chaque province, le despotisme revêtit des formes différentes, selon la manière dont vice-rois et gouverneurs interprétaient à leur gré les lois générales. Mais, si despotique qu'il fût, le gouvernement n'empêchait pas que, dans les différentes provinces, régnait la plus grande diversité en matière de législation, fiscalité, monnaie, couleurs et insignes militaires. Le despotisme oriental ne s'attaque aux gouvernements autonomes des municipalités que s'ils heurtent de front ses intérêts immédiats, mais il n'est que trop enclin à tolérer la survivance de ces institutions, tant qu'elles lui laissent ses prérogatives, le déchargent de l'obligation de faire lui-même quelque chose et lui évitent les ennuis d'une gestion ordonnée des affaires.*

« C'est ce qui explique que Napoléon, à l'instar de tous ses contemporains, ne voyait dans l'Espagne qu'un cadavre sans vie et fut très péniblement surpris, lorsque les événements lui firent découvrir que l'État espagnol était, certes, bel et bien mort, mais que la société espagnole était pleine de vie et de santé, et recélait dans toutes ses parties une force de résistance et une énergie débordantes...

« C'est ainsi que l'Espagne fut préparée à sa récente carrière révolutionnaire [1854] et jetée dans les combats qui seront décisifs pour toute son évolution durant ce siècle. À grands traits, nous avons signalé les faits et influences qui déterminent aujourd'hui encore son histoire et dirigent les impulsions de son peuple. Nous les [22] *avons mentionnés, parce qu'ils sont indispensables à la compréhension, non seulement de la crise actuelle, mais encore des faits glorieux ou douloureux, vécus par les Espagnols depuis l'usurpation napoléonienne. Cette période de près d'un demi-siècle — fertile en épisodes tragiques et en tentatives héroïques — renferme l'un des chapitres les plus sai-*

sissants et les plus riches d'enseignement de l'histoire du monde moderne [10]. »

Dans l'Allemagne féodale, Marx et Engels découvrirent la même dialectique spontanée : « *Le régime de la Terreur ayant fait son œuvre en France, Napoléon l'appliqua aux autres pays, en leur faisant la guerre. Or, l'Allemagne avait un besoin urgent d'un tel règne de terreur. Napoléon liquida le Saint-Empire romain et réduisit le nombre des petits États, en en formant de plus grands* [11]... *L'Espagne guida alors glorieusement les autres nations sur la voie de la résistance à une armée d'invasion. Tous les chefs militaires imitèrent cet exemple pour désigner à leurs compatriotes le chemin à suivre. Scharnhorst, Gneisenau et Clausewitz étaient unanimes sur ce point. Gneisenau se rendit même en Espagne pour participer à la lutte contre léon* [12]... *Jusqu'en 1813, sans jamais se lasser, Gneisenau prépara non seulement l'armée régulière, mais encore la résistance populaire comme moyen de secouer le joug français. Lorsqu'enfin la guerre éclata, elle fut aussitôt accompagnée d'insurrections, de mouvements de résistance des paysans et des francs-tireurs. En avril, de la Weser à l'Elbe, tout le pays courut aux armes* [13]. »

Mais le roi de Prusse et les couches réactionnaires [23] qu'il représentait sabotèrent les tentatives de la révolution allemande. Déjà, Engels dénonce l'impérialisme (anglais) qui soutint les classes dirigeantes réactionnaires d'Allemagne et permit aussi bien la défaite de Napoléon que celle des forces révolutionnaires allemandes. Il s'en prend également aux petit-bourgeois philistins et bornés : « *Ils saluèrent comme leurs amies les classes dirigeantes anglaises qui, précisément, étaient les véritables fauteuses de guerre, car les hostilités étaient pour elles une affaire rapportant gros. L'Angleterre se mo-*

---

10 Cf. Marx, *l'Espagne révolutionnaire,* in : *New York Tribune,* 9-IX-1854.

11 Cf. Engels, *la Situation allemande,* in : *The Northern Star,* 25-X-1845 (traduction française in : Marx-Engels, *Ecrits militaires,* Ed. l'Herne, 1970, p. 107).

12 Cf. Engels, *les Combats en France,* in : *Pall Mail Gazette,* 11-XI-1870 (trad. fr. ibid., p. 108-109).

13 Cf. Engels, *les Francs-tireurs prussiens,* in : *Pall Mail Gazette,* 9-XII-1870 (trad. fr. *ibid.,* p. 112-113).

quait éperdument de ses laquais allemands, non seulement pendant ces guerres, mais surtout quand fut signée la paix [14]. »

En Allemagne, Marx relève que les alliances réactionnaires ont été conclues entre les mêmes classes qu'en Espagne [15], et, au même stade historique, en Chine : il notera plus tard que la dynastie manchoue oscille d'abord entre ses sujets opprimés et le fructueux commerce avec l'Angleterre capitaliste, avant de tomber définitivement dans les bras de l'impérialisme.

La dialectique de la régénération sociale est générale et classique pour tous les pays ayant atteint le même stade de développement et, pour les pays coloniaux, Marx nous l'expose à propos de l'Inde : « *Tout ce que la bourgeoisie anglaise peut être obligée de faire en Inde n'émancipera pas la masse du peuple, ni n'améliorera effectivement sa condition sociale, puisque cela dépend non seulement du niveau des forces productives, mais encore de leur appropriation par le peuple. Cependant, ce qu'elle ne manquera pas de faire, c'est de créer les conditions matérielles pour réaliser les deux* [16]. »

[24]

Cette action est surtout destructive : « *Les effets dévastateurs de l'industrie anglaise, considérés par rapport à l'Inde, un pays aussi vaste que l'Europe et d'une superficie de 150 millions d'acres, sont palpables et terrifiants* » (*ibid.).*

---

14 Cf. Engels, *la Situation allemande, ibid.*, p. 108.

15 Cf. aux Editions Costes, *Œuvres Politiques* de Marx et Engels, dont la dernière partie du tome VIII est consacrée à la révolution espagnole, p. 130-147. Marx met en évidence (p. 163) comment l'orientation des alliances de classes a influé directement sur le cours de la lutte armée, donc sur l'effet social de la tentative révolutionnaire : « Si l'on compare les trois périodes de la guerre de guérillas avec l'histoire politique de l'Espagne, on constate qu'elles représentent les trois degrés correspondants auxquels *le gouvernement contre-révolutionnaire avait peu à peu ramené la conscience du peuple*. Au début, toute la population s'était soulevée, puis des bandes de guérillas firent une guerre de francs-tireurs dont les réserves étaient constituées par des provinces entières, et enfin il y eut des corps sans cohésion, toujours sur le point de se muer en bandits ou de tomber au niveau de régiments réguliers. »

16 Cf. Marx, *Les résultats éventuels de la domination britannique en Inde*, in : *New York Tribune*, 8-VIII-1852.

Marx ne prévoit d'effets positifs *qu'en opposition à l'impérialisme capitaliste*, aussi bien dans l'hypothèse d'une révolution bourgeoise de l'Inde contre les colonialistes anglais, mais alors ce ne sera que le progrès capitaliste avec ses horreurs et ses contradictions internes, que dans celle de la révolution socialiste : « *Les Indiens ne récolteront pas les fruits des éléments de la nouvelle société semés de-ci de-là chez eux par la bourgeoisie anglaise, tant qu'en Angleterre elle-même les classes dominantes bourgeoises n'auront été évincées du pouvoir par le prolétariat industriel ; ou bien tant que les Indiens eux-mêmes ne seront pas devenus assez forts pour rejeter définitivement le joug anglais. Dans tous les cas, nous pouvons nous attendre à voir, dans un délai plus ou moins éloigné, la régénération de ce grand et intéressant pays* » *(ibid.).*

Dans tous les continents, la lutte pour l'instauration d'une société moderne, capitaliste ou socialiste, n'a commencé qu'à partir du moment où le capital — né spontanément ou importé de l'extérieur par l'impérialisme — est devenu une menace sérieuse pour les structures sociales traditionnelles. Aussitôt la bourgeoisie, aidée de ses alliés intérieurs et extérieurs, s'est mise en devoir d'imposer son mode de production et de vie à toute la collectivité, tandis que, de son côté le prolétariat s'efforçait, avec ses moyens et dans [25] le rapport de force donnés, de réaliser ses objectifs à lui.

C'est pourquoi, le marxisme affirme avec force que, dans ces luttes gigantesques de masses immenses, la nature des modes de production — précapitaliste à renverser, et capitaliste ou socialiste à instaurer — a un caractère général, et que la « voie de salut » est valable pour tous les pays, sauf que le processus en est décalé dans le temps d'un pays et d'un continent à l'autre [17]. C'est en ce sens que Lénine, par exemple, parlait de portée universelle de la révolution d'Octobre en ce qui concerne la révolution socialiste, malgré le caractère double de la révolution de 1917 (Février et Octobre) [18]. Les lois des révolutions sont

---

17 Cf. Marx-Engels, *Ecrits militaires,* Introduction, chapitre : *Sans stratégie, pas de parti révolutionnaire,* p. 79-87.

18 Cf. Lénine, *la Maladie infantile du communisme (le gauchisme),* in *Œuvres,* tome 31, chap. I° : *Dans quel sens peut-on parler de la portée internationale de la révolution russe ?* p. 15-16. Lénine y cite des exemples classiques d'alternance des différents peuples au centre de gravité du mouvement interna-

claires et rigoureuses ; la difficulté, c'est de les appliquer avec énergie et netteté dans le rapport des forces déterminé. De fait, l'expérience de toutes les révolutions manquées a montré que les compromis, les demi-mesures et les louvoiements ne font que retarder et rendre encore plus douloureux le dénouement final. Comme Marx l'a si souvent répété, la méthode la plus efficace est d'appliquer le fer avec énergie et décision, la violence révolutionnaire étant la meilleure accoucheuse d'une société nouvelle.

En voyant la cause de l'évolution sociale dans les conditions matérielles et le jeu complexe des forces productives qui déterminent les rapports de force, la nature, le but et la stratégie des *différentes* forces en présence, le marxisme détient la clé pour expliquer l'alternance des races, des peuples et États à la pointe de l'évolution sociale et, par contrecoup, l'hégémonie que certains exercent sur des parties déterminées du monde.

[26]

Dans les *Fondements etc.*, par exemple, Marx suit le cheminement complexe de la formation du mécanisme capitaliste, dont un élément se développe en premier dans tel pays avant de resurgir plus loin combiné à tel autre élément, plus avancé, tandis que le pays précédent stagne et vit dans les souvenirs de sa grandeur passée. Par exemple, l'Italie a connu le premier capitalisme au XIII^{e} siècle, en jetant la base de l'élément *commercial* ou *marchand*, né de la production des communes artisanales du moyen âge et du commerce entre l'Orient, d'une part, les Communes italiennes, provençales, rhénanes et flamandes, de l'autre ; puis, ce fut le commerce maritime et international et la création d'Empires coloniaux avec l'Espagne, le Portugal, etc. ; la rivalité pour l'hégémonie mondiale entre la Hollande et l'Angleterre ; enfin la naissance *économique* du premier capitalisme productif en Angleterre, et la révolution bourgeoise classique en France qui forgea les institutions *politiques* bourgeoises. Les contradictions du capitalisme font qu'il se développe non seulement par secteurs inégaux d'un pays à l'autre, mais encore par usurpations successives de l'acquis des autres nations.

---

tional, en reprenant un texte de Kautsky qui, lui-même, ne faisait que répéter Marx et Engels.

La dégénérescence des Partis communistes, dirigés par Moscou a eu pour effet la mise au rancart de tous les textes de Marx sur la *Succession des divers modes de production dans l'histoire humaine* ou leur déformation, au gré de la politique suivie au jour le jour [19].

On a souvent perdu de vue que, pour réaliser le programme communiste, la méthode marxiste exige que l'on prévoit concrètement les tâches révolutionnaires qui s'imposent, au travers de la [27] lutte, dans un champ de forces qu'il importe de connaître. Marx-Engels ont consacré un quart de leur écrits à ce qu'il faut bien appeler *l'Œuvre militaire* [20] où ils relient la violence révolutionnaire aux conditions de milieu, au rapport des forces entre classes et États, ainsi qu'aux buts des

---

19 Staline a éliminé Riazanov qui avait été chargé par Lénine de publier intégralement l'œuvre de Marx-Engels (MEGA). C'est ce qui retarda jusqu'à la seconde guerre mondiale la publication du texte fondamental sur les *Formes qui précèdent la production capitaliste,* contenu dans le grand manuscrit des *Grundrisse* que nous avons traduit en français sous le titre *Fondements de la Critique de l'économie politique,* Ed. Anthropos, Paris, 1967, 518 p. ; 1968, 762 p. et éditions 10/18.

En ce qui concerne plus particulièrement la Chine : à un autre tournant, ce fut l'éviction de A.Wittfogel, sinologue attaché au service du Kominform pour les questions d'Asie. Mais, déjà Wittfogel avait centré tous ses travaux relatifs à la Chine sur la démonstration de l'inéluctabilité de la *stagnation* des sociétés asiatiques, [56] ce qui justifiait les interventions et empiétements du stalinisme en Asie, puis la politique impérialiste déclarée des États-Unis.

Après le massacre de la Commune de Canton et l'élimination de la courageuse opposition du grand internationaliste Trotsky, qui dénonça les méfaits du stalinisme en Chine, ce fut une longue période de silence.

Après la victoire de Mao Tsé-toung en 1949 1' « amitié russo-chinoise » fit fleurir toute une littérature marxiste sur le colonialisme et l'Asie. Aujourd'hui, on peut déduire les diverses interprétations des écoles, chapelles ou laboratoires de recherches « marxistes », de l'attitude qu'ont vis-à-vis de la Chine les puissances économiques auxquelles ils sont liés plus ou moins directement.

20 En général, il est question d'une *théorie de la violence* marxiste. En fait, cette théorie englobe nécessairement l'élément *militaire*, organisé et structuré, ne serait-ce que parce que le prolétariat, d'une part, affronte l'armée et les puissances militaires du capitalisme et que, d'autre part, en s'érigeant lui-même en classe dominante avec la conquête du pouvoir politique, il organise sa violence dans le cadre étatique de la dictature ouvrière pour affronter les autres classes et États.

classes : capitalisme ou socialisme, par exemple. Dans cette recherche, le marxisme n'a jamais manqué de déterminer la voie géographique par laquelle passe l'avènement du socialisme — l'épicentre de la révolution —, comme résultat de ses études économiques, historiques et sociales, afin d'en déduire concrètement les mots d'ordre de lutte du prolétariat.

Les textes traduits ci-après sur la Chine situent d'emblée ce pays dans le champ de forces international, et Marx y montre aussitôt comment le Céleste Empire pouvait amorcer par ricochet la révolution européenne escomptée pour les années 1858, avec la crise économique. À nos yeux, cette analyse n'a pas été démentie par l'histoire, même si sa réalisation en a été retardée de plus d'un siècle.

Etant donné la nature dialectique du développement de l'économie et des formes de société, le marxisme ne néglige jamais les luttes qui se déroulent dans des territoires et des peuples « inattendus », parce qu'elles influent, souvent de manière déterminante, quoiqu'indirectement en apparence, sur l'évolution sociale générale des formes de vie de l'humanité.

Plongeant ses recherches jusque dans le mode de production de chaque société et considérant les luttes des grandes masses et classes à partir de leurs conditions et besoins vitaux réels, le [28] marxisme est plus fécond que toutes les théories bourgeoises actuelles sur les blocs ou l'hégémonie des grandes puissances sorties victorieuses de la dernière guerre et dominant désormais le monde par leur énorme pouvoir concentré, leur culture et leur technique supérieures. Les quelques éléments de la Gauche, demeurés sur les positions de l'Internationale dissoute par Staline et sur la ligne marxiste de toujours, n'ont pas été surpris de ce que, par exemple l'impérialisme français à Dien Bien Phu, puis l'impérialisme américain dans tout le Viêt-Nam aient pu être battus par les forces en apparence dérisoires de leur adversaire jaune [21]. Tout allemand ou européen qu'il fut, de par ses conditions de genèse géographiques ou historiques, le marxisme ne versera aucune larme sur la décadence inévitable de la civilisation occidentale, liée au déclin du mode de production capitaliste, si l'impulsion de la révolution internationale, libératrice de toute l'humanité, vient de l'Asie,

21 Cf. *le Marxisme et la Question Agraire (Suite),* n° 7 de novembre 1970, p. 35, p. 28-29, p. 114-115.

premier maillon de la victoire révolutionnaire du communisme, et non de la construction *nationale* d'une société et d'une économie « socialistes ».

LA TERRE ET LE CÉLESTE EMPIRE.

Retour à la table des matières

Le capitalisme se distingue au plus haut point par une capacité extraordinaire de se révolutionner constamment lui-même et de produire dans son propre sein toutes les conditions matérielles d'un mode de production et de société supérieur. À l'inverse, les modes de [29] production précapitalistes se caractérisent par une capacité inouïe d'autoconservation [22].

Aux yeux de Marx, ce qui distingue la forme de production asiatique, notamment en Chine, c'est qu'elle a été capable, à un niveau des forces productives encore très faible, de donner une expansion inouïe à toutes les virtualités qu'elle renfermait, en créant et maintenant en activité une communauté hautement civilisée dans un pays englobant à lui tout seul près d'un tiers de l'humanité.

Le secret, « la véritable clé du ciel oriental », Marx le découvre dans l'absence de la propriété privée de la terre, ou mieux dans la prédominance écrasante de la propriété collective du sol sur la propriété privée qui, tenue dans certaines limites infranchissables, ne peut exer-

---

22 On connaît la formule du *Manifeste :* « *La bourgeoisie ne peut exister sans bouleverser constamment les instruments de production, donc l'ensemble des conditions sociales. Au contraire, la première condition d'existence de toutes les classes industrielles antérieures était de conserver inchangé l'ancien mode de production* » (chap. *Bourgeois et Prolétaires).*

Dans le *Capital,* Marx montre que le capitalisme produit en fin de compte non seulement les agents de sa propre dissolution, mais encore les conditions matérielles du mode de production et d'échange socialiste : « *Avec les conditions matérielles et les combinaisons sociales de la production, (il) développe en même temps les contradictions et les antagonismes de sa forme capitaliste, avec les éléments de formation d'une société nouvelle, les forces destructives de l'ancienne* » (Editions Sociales, livre I°, tome II, p. 178).

cer son action dissolvante sur les vieux rapports de propriété et de production, ni susciter un mode de production nouveau.

Le mode de production asiatique, plus que tout autre, confirme la formule du Capital : « *C'est la nécessité de diriger socialement une force naturelle, de s'en servir, de l'économiser, de se l'approprier en grand par des œuvres d'art, en un mot de la dompter, qui joue le rôle décisif dans l'histoire de l'industrie* [23]. » « *Le climat et les conditions géographiques, surtout la présence de vastes espaces désertiques, qui s'étendent du Sahara, à travers l'Arabie, la Perse, l'Inde et la Tatarie, aux plateaux les plus élevés de l'Asie, ont fait de l'irrigation artificielle à l'aide de canaux et d'autres ouvrages hydrauliques la base de l'agriculture orientale* [24]. »

Du point de vue physique, le procès de [30] production asiatique dispose essentiellement de deux éléments naturels : la terre et l'eau. Comme Marx le souligne, ce n'est pas tant la terre que l'eau qui détermine la nature d'un mode de production à un niveau inférieur du développement des forces productives. En effet, c'est l'eau qui *forme* ou façonne le procès de travail. Non seulement elle apporte à la terre aux plantes et aux animaux l'humidité sans laquelle il n'y a aucun apport de corps nutritifs ni métabolisme mais elle exprime encore le mouvement de la terre, donc le mode déterminé de son appropriation. En effet, en tant que mouvement, l'eau exprime les éléments déterminants que sont le climat, la température, la pluie et la configuration du terrain (cours d'eau, plaines, vallées, montagne, mers et terres), mieux, elle relie entre eux tous ces éléments. Par exemple, la pluie est un élément lié aux mouvements du vent, au climat aux saisons.

Selon que l'eau est fournie ou non en quantité et en temps voulus pour le procès de travail agricole, il faudra recourir à l'irrigation qui, au stade primitif, ne peut être que l'œuvre de travailleurs associés sous l'égide de l'État : « *Les conditions collectives de l'appropriation réelle dans le travail, telles les canalisations d'eau (très importantes pour les peuples d'Asie) et les moyens de communication, apparaissent ain-*

---

23 Cf. Livre I°, Editions Sociales, t. II, p. 187.

24 Cf. Marx, *la Domination britannique en Inde,* in : *New Work Tribune* 25-VI-1853.

si comme l'œuvre de l'Unité suprême, du gouvernement despotique situé au-dessus des petites communautés [25]. »

L'histoire de la Chine démontre effectivement que la domination sociale de l'État central est allée de pair avec la domestication progressive [31] des cours d'eau et la canalisation de l'énergie hydraulique. Limitée d'abord à l'arrière-pays des fleuves, la culture gagna en étendue à mesure que les habitants purent endiguer les grands cours d'eau et compenser le déficit d'eau saisonnier grâce à l'irrigation artificielle, qui exigeait des ouvrages publics énormes. Avec la généralisation de ces travaux, la culture put se diversifier et s'intensifier. L'homme, grâce au travail collectif associé, avait trouvé une « machine naturelle » dont l'application judicieuse permit de donner au travail de la terre un caractère horticole (jusqu'à quatre récoltes par an), soit un rendement ignoré des pays agricoles où la pluie tombe tout naturellement en suffisance et en temps voulu. Cependant à mesure que la production s'intensifiait dans les régions irriguées, les surfaces nécessaires à l'entretien des producteurs immédiats rapetissaient, tandis que l'utilisation de bêtes de somme (ou d'esclaves) devenait moins avantageuse et que la population augmentait considérablement.

« *Il se peut que la propriété soit concédée aux individus au travers d'une commune déterminée par l'Unité suprême, incarnée par le despote, père des innombrables petites communautés. Le surproduit du travail qui, au demeurant, est déterminé par la loi en fonction de l'appropriation réelle dans le travail, revient alors automatiquement à l'Unité suprême. Au cœur du despotisme oriental où, juridiquement, la propriété semble absente, on trouve en réalité comme fondement la propriété tribale ou collective, produite essentiellement par une combinaison de la manufacture et de l'agriculture au sein des* [32] *petites communautés qui subviennent ainsi à la totalité de leurs besoins, et renferment toutes les conditions de la reproduction et de la production de surplus. Une partie de leur surtravail revient à la collectivité suprême qui, en fin de compte, a l'aspect d'une personne* » (*ibid.*, p. 438-38).

---

25 Cf. Marx, *Fondements, etc.*, t. I°, p. 438.

La dynamique qui a unifié l'immense Chine, au lieu de produire les contradictions suscitant une forme de production nouvelle, tourna finalement sur elle-même, ne faisant que se reproduire sans cesse. Cette œuvre gigantesque et unique dans les annales de l'humanité, reposait sur la faculté matérielle des Chinois de travailler dans et par l'unité. Sur cette scène immense, nous ne voyons en effet agir toujours *qu'un seul et même* acteur tant du point de vue ethnique que national. Or cette scène a l'étendue de l'Europe entière, et une population aussi nombreuse y évolue. En chiffres bruts, elle a dix millions de kilomètres carrés et sept cents millions d'hommes, un quinzième des terres émergées de la planète, un dixième des terres effectivement habitables et plus d'un quart de toute l'humanité.

En Europe, l'État n'a conservé, au travers du bouleversement révolutionnaire de ses formes de production, qu'une même base raciale. En effet, *depuis que l'État existe,* le continent a appartenu, en gros, au même rameau indo-européen, dont la prépondérance ne fut jamais entamée par les incursions dévastatrices des Mongols, Arabes ou Turcs. Mais la continuité *raciale* de l'État ne *s'y* accompagne pas d'une continuité *nationale.* Nous voyons alterner diverses nations dans les mêmes lieux géographiques [26]. Des peuples nomades chassent les populations autochtones de leurs territoires, [33] ou bien encore les absorbent ; des nations conquérantes envahissent les anciens envahisseurs, et un nou-

---

[26] Ces facteurs de race et de nation, de nos jours, ne subsistent plus que comme des vestiges hérités du passé, mais pèsent néanmoins sur l'idéologie et la vie matérielle de nos contemporains, ces facteurs eux-mêmes [57] étant désormais déterminés et orientés par la base matérielle du capitalisme, qui les utilise pour brouiller les notions de classe, en opposant telle région à une autre, et en éveillant tous les particularismes et racismes surannés. Cf. *Fil du temps,* n° 1 et 4 sur *l'État et la nation dans la théorie marxiste.* Cf. dans le n° 4 (p. 66-83), le triple processus, lié à différents facteurs ethniques qui ont donné naissance à la nationalité française moderne. De même, la citation d'Engels : « *La nationalité de la France du Midi, ou vulgairement, provençale, avait non seulement un précieux développement, mais elle était encore à la pointe du développement européen.... Pourtant, comme la Pologne, elle fut partagée, d'abord entre la France du Nord et l'Angleterre, et plus tard entièrement assujettie par les Français du Nord. Depuis la guerre des Albigeois jusqu'à Louis XI, les Français du Nord qui, dans le domaine de la culture, étaient aussi en retard sur leurs voisins du Sud que les Russes sur les Polonais, menèrent des guerres d'asservissement ininterrompues contre les Français du Sud, et finirent par se soumettre tout le pays* » (p. 81).

vel État s'élève sur les ruines de l'État vaincu. C'est dire que l'État change à la fois de forme politique et de contenu ethnique, quand ce ne sont pas les rapports de production eux-mêmes qui changent. La défaite et la destruction physique de la nation — qui disparaît en cédant son territoire aux vainqueurs — se produit alternativement dans chaque secteur géographique du continent ; malgré les superpositions des différentes dominations, l'élément racial reste en gros, le même en Europe, où nations et États, seuls, naissent et périssent successivement.

L'histoire des Amériques est encore plus violente. L'Afrique et même l'Asie — si l'on excepte l'Extrême-Orient — représentent un cas intermédiaire.

La Chine est le seul cas historique où la zone géographique, la race, la nation et l'État ont coïncidé de la préhistoire à nos jours, pendant plusieurs millénaires. Il n'existe pas, en fait, d'autre exemple d'un édifice étatique qui, malgré de profonds bouleversements internes et des invasions de peuples étrangers, ait conservé la base territoriale, nationale et raciale sur laquelle il s'était élevé à l'origine. La nation chinoise n'a jamais changé de demeure au cours de son existence plurimillénaire ; les dynasties étrangères — mongoles et mandchoues — ne réussirent qu'à s'emparer d'une manière transitoire des sommets de l'État. Chaque fois, l'immense océan physiologique de la nation a englouti ses hôtes gênants, qui disparurent sans réussir à altérer les [34] traits distinctifs — physiques et culturels — du peuple envahi.

Aujourd'hui il est prouvé, contrairement à ce que l'on croyait auparavant, que les Chinois n'entrèrent pas en conquérants dans le bassin inférieur du Fleuve Jaune, mais qu'ils y habitaient depuis la préhistoire. Ainsi on peut dire que l'histoire nationale des Chinois est le prolongement *géologique* de l'Extrême-Orient. On est vraiment impressionné par l'extraordinaire vitalité d'une nation qui, en se tournant vers son passé, peut voir ses origines se confondre avec celles du territoire qu'elle habite depuis des millénaires.

Certes, ce géant, mû par des forces judicieusement organisées, finit par s'assoupir, s'arrêtant, pour des siècles et des siècles, juste avant le point où la race et la nation commencent à être irrémédiablement déchirées par les classes en conflit, et où l'histoire connaît une accélération sans pareille. Aux yeux de Marx et d'Engels, il eût suffi d'un choc

venu de l'impérialisme extérieur pour provoquer le point de rupture. En théorie, en effet, on pouvait espérer que, comme 1'« usurpateur Napoléon » en Espagne, les impérialismes anglais et occidentaux se heurteraient en Chine à un État bel et bien mort, mais que l'immense, société active et productrice serait pleine de vie et de santé, recélant, dans toutes ces parties, une force de résistance et une énergie débordantes.

Est-il besoin de dire que la forme de production asiatique ne s'opposait pas en soi à l'évolution vers des formes modernes, bourgeoise ou socialiste. L'histoire démontre, qu'il existe, au contraire, un gigantesque potentiel créateur au [35] sein de la nation chinoise, que la révolution industrielle devra transformer en puissantes réalisations historiques.

RETARD MILLÉNAIRE DE L'ASIE.

Retour à la table des matières

Aux yeux de Marx-Engels, depuis l'échec de la révolution socialiste en Europe occidentale de 1848, les peuples blancs stagnent dans le capitalisme qui ne fait que reproduire, à une échelle élargie certes, ses classes et contradictions en même temps que ses prouesses techniques de plus en plus insensées et ses méfaits sociaux de plus en plus douloureux et sanglants pour l'humanité. Depuis lors, la dynamique de la société est liée au potentiel historique immense qu'ont en réserve ou en acte les peuples de couleur, que l'idéologie bourgeoise présente, au contraire, comme attardés, oubliés de Dieu ou laissés pour compte du char publicitaire de la culture, de la science et de la richesse bourgeoises.

En filigrane, on lit dans le *Manifeste* que toute la dynamique ou la force vitale du système capitaliste, créateur de plus-value et de surproduction, se déplacera de plus en plus hors des métropoles bourgeoises dans la transformation des peuples précapitalistes en nations bourgeoises, sous l'effet *initial* de l'impérialisme, puis par l'action en retour des peuples encore révolutionnaires.

Dans cet ordre d'idée, Marx s'interrogeait en 1858 sur les chances de la révolution socialiste face au potentiel d'énergie dont le capita-

lisme disposait encore : « *Comme le monde est rond, cette* [36] *mission — la création par la bourgeoisie du marché mondial — semble achevée depuis la colonisation de la Californie et de l'Australie ainsi que l'ouverture du Japon et de la Chine. Dès lors, la question difficile pour nous est celle-ci : sur le continent la révolution est imminente et prendra un caractère socialiste, mais ne sera-t-elle pas forcément étouffée dans ce petit coin du monde ? En effet, sur un terrain beaucoup plus vaste, LE MOUVEMENT DE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE EST ENCORE ASCENDANT* » (Marx à Engels, 8.X.1858).

Depuis que la révolution russe de 1917, comme premier maillon de la victoire du prolétariat international, s'est enlisée dans le marais de la production mercantile, le fait le plus révolutionnaire de l'histoire contemporaine est la rupture de l'immobilité sociale traditionnelle de la Chine d'abord, puis de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique centrale et méridionale.

Ce processus en lui-même a été prévu par la théorie marxiste, et il y a plus d'un siècle déjà Marx l'a diagnostiqué lorsqu'il se demandait « *si l'humanité pouvait accomplir sa destinée sans une révolution fondamentale dans l'état social de l'Asie ?* » [27]

Dans le *Capital*, il explique les raisons pour lesquelles les sociétés orientales stagnaient dans un régime millénaire : « *La loi qui règle la division du travail de la communauté agit ici avec l'autorité inviolable d'une loi physique, tandis que chaque artisan exécute chez lui, dans son atelier, d'après le mode traditionnel, mais avec indépendance et sans reconnaître aucune autorité, toutes les opérations qui sont de son ressort. La* [37] *simplicité de l'organisme productif de ces communautés qui se suffisent à elles-mêmes, se reproduisent constamment sous la même forme, et, une fois détruites accidentellement, se reconstituent au même lieu et avec le même nom [cf. Th. St. Raffles, The History of Java, 1817, t. I, p. 285] nous fournit la clé de l'immutabilité des sociétés asiatiques, immutabilité qui contraste d'une manière si étrange avec la dissolution et la reconstruction incessantes des États asiatiques, les changements violents de leurs dynasties. La structure*

[27] Cf. K. Marx, *la Domination britannique en Inde*, in : *New York Tribune*, 10-VI-1853.

des éléments économiques fondamentaux de la société reste hors des atteintes de toutes les tourmentes de la sphère politique [28]. »

En Chine, les communautés de village se sont finalement dissoutes pour évoluer, ça et là, vers une forme privée de propriété héréditaire du paysan cultivateur. Dans les *Fondements*, etc. (t. I, p. 435 sq.), Marx explique qu'en Asie cette transition s'est effectuée très lentement sans produire de révolution profonde dans la base économique, en raison de l'importance des grands travaux hydrauliques ; grâce à eux, les biens de la communauté (ou propriété collective) sont prépondérants eu égard aux biens des producteurs individuels, même si ceux-ci, dans leur ensemble, apparaissent comme copropriétaires des moyens de production collectifs. Là où les moyens de production le permettent, la dissolution de la commune s'effectue lorsque tous les propriétaires font prévaloir leurs droits sur ceux de la commune pour la soumettre à leurs intérêts particuliers. Mais en Asie, et notamment en Chine, ces droits ne peuvent s'étendre, dans les formes précapitalistes, qu'aux terres de culture [38] et aux instruments immédiats de travail, l'eau et les travaux hydrauliques restant, de par leur nature et les exigences de la production, conditions collectives de l'activité de tous, donc dépendantes de l'unité centrale, l'État. Ce n'est que dans une sphère relativement étroite et – qui plus est – subordonnée que certains propriétaires peuvent ensuite accumuler les terres des autres, et concentrer entre leurs mains les moyens de production, bref procéder à l'accumulation initiale du capital.

Il n'en reste pas moins qu'on trouve très tôt, en Chine, des paysans-cultivateurs possédant leur lopin à titre héréditaire, et donc menacés de passer sous la coupe de la classe usurière des propriétaires fonciers ou mandarins du fisc, plus ou moins dépendants de l'État. Cependant, selon la formule de Marx, il ne pouvait s'ensuivre que des luttes continuelles dans la sphère politique, la base économique collective de l'État, n'en étant pas affectée [29].

---

28 Cf. K. Marx, *le Capital,* livre I° (Editions Sociales, Paris, 1951, t. II, p. 47-48).

29 Dans *l'Origine de la Famille, etc.,* Engels évoque cette lutte de classe en Grèce, et met en évidence qu'il fallut la révolution bourgeoise pour trouver à cette lutte en surface une issue dans le mode de production : « *La vieille organisation gentilice ne connaissait ni argent, ni avance, ni dette. C'est*

Le retard de la Chine, plus encore que celui de la Russie tsariste, était dû, en d'autres termes, à la relative faiblesse des oppositions de classes, notamment entre ce qu'il convient d'appeler la bourgeoisie et les couches traditionnelles, réactionnaires. La bourgeoisie chinoise ne s'est pas développée, comme la bourgeoisie d'Europe occidentale sous le féodalisme, dans les villes, à la différence et en opposition aux autres classes de la vieille société, mais en simple appendice de celles-ci. En effet, elle restait greffée sur la caste des mandarins, même pour le commerce du sol. À la différence du serf, le paysan chinois a pu très tôt vendre, acheter ou louer sa terre. Les gros [39] propriétaires fonciers n'étaient pas une classe privilégiée en face d'un tiers-état indépendant comme dans l'Europe des communes du moyen âge, mais ils restaient étroitement liés à la classe des marchands et des usuriers [30].

---

pourquoi la domination financière toujours plus florissante et plus étendue de la noblesse élabora aussi un nouveau droit coutumier pour protéger le créancier contre le débiteur, pour consacrer l'exploitation du petit paysan par le possesseur d'argent. Tous les champs de l'Attique furent (bientôt) hérissés de stèles hypothécaires... le paysan devait s'estimer heureux d'y rester comme fermier et de vivre d'un sixième du produit de son travail... Dans la grande Révolution française, la propriété féodale fut sacrifiée pour sauver la propriété bourgeoise ; dans la Révolution de Solon, ce fut la propriété des créanciers qui dut faire les frais au profit de la propriété des débiteurs. Les dettes furent simplement annulées » (Ed. Soc., 1962, p. 104, 107).

30 Grâce à son schéma des modes successifs de la production sociale, Marx est en mesure de comparer entre elles les diverses catégories de l'économie et d'évaluer le niveau d'évolution. Ainsi, il situe *l'usure* au niveau suivant de la genèse du capital : « Le *capital usuraire* avance au producteur immédiat des matières premières [58] et des instruments de travail, en nature ou sous forme monétaire ; les gigantesques profits qu'il retire et, en général, les intérêts — de quelque montant qu'ils soient — qu'il arrache aux producteurs immédiats ne sont rien d'autre que de la plus-value. En effet, son argent se transforme en capital du fait qu'il extorque du travail non payé — du surtravail — au producteur immédiat *Toutefois, il ne s'immisce pas dans le procès de production en tant que tel, celui-ci fonctionnant toujours et dehors de lui, selon le mode traditionnel.* De fait, le capital usuraire se développe lorsque le mode de production traditionnel s'étiole ; qui plus est, c'est un moyen *de l'étioler et de le faire végéter* dans les conditions les plus défavorables. *Ce n'est donc pas encore la soumission formelle du travail au capital* (premier stade du capitalisme) », cf. Marx, *un Chapitre inédit du Capital*, 10/18 p. 198.

La Chine n'a donc connu – à l'échelle sociale du mode de production – ni propriété féodale, ni esclavage, ni servage au sens classique. Les servitudes du paysan chinois ne venaient pas de l'attachement à la glèbe d'une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci par le seigneur. Il s'agissait presque toujours d'une dette contractée par le paysan pour continuer à cultiver un lopin de terre rare et précieux. La diffusion d'une rente en nature ou en travail n'a rien à voir avec la rente bourgeoise. En Chine elle était la conséquence extrême de la dissolution du mode asiatique de production (qu'une révolte de paysans pouvait régénérer) et d'un développement exclusivement usuraire de la rente capitaliste. C'est pourquoi une révolution agraire, menée par la bourgeoisie contre les « féodaux » était exclue en Chine : il n'y avait point de « tiers état » libérant le paysan de la glèbe, car, ce faisant, la bourgeoisie eût agi contre son propre intérêt de classe puisqu'elle disposait aussi du capital marchand et usuraire ou y était liée.

En somme, les conditions de la future révolution chinoise sont très proches de celles de l'Allemagne de l'époque de Marx-Engels. En Chine, la bourgeoisie, de par ses rapports avec les autres classes, sera incapable de prendre la direction de sa propre révolution.

La Chine connut cependant d'innombrables révoltes paysannes au cours de son histoire. [40] Comme la bourgeoisie ne pouvait en prendre la tête, le paysan se souleva avec ses propres moyens. Or l'histoire a démontré que, pas plus que l'esclave, le paysan ne peut conquérir véritablement et efficacement le pouvoir pour instaurer, sur son modèle, un mode de production nouveau, supérieur au précédent [31].

Dans sa polémique contre Staline, Trotsky répond à l'objection qui pourrait venir de l'histoire chinoise au sujet de la possibilité d'une ré-

---

31 « *En Allemagne, elle (la bourgeoisie) se trouve, coincée, à la remorque de la monarchie absolue et du féodalisme, avant même qu'elle ait réalisé les premières conditions vitales pour ses propres libertés civiles et SA domination*. » Cf. Marx, *la Victoire de la contre-révolution à Vienne,* in : *la Nouvelle Gazette rhénane,* 7-XI-1848.

Avec la maturation des forces productives, la révolution bourgeoise se fera tout de même sous la direction de Bismarck, d'une fraction de l'État de l'armée nationale etc., sous des mots d'ordre plus ou moins démocratiques. Mais « *pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'i se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur la conscience qu'elle a d'elle même* » (Préface à la *Contribution,* etc. de 1849).

volution « socialiste » dirigée par les paysans, et rappelle que la paysannerie ne peut agir qu'à la suite des classes urbaines qui sont appelées à diriger la société nouvelle (la bourgeoisie ou le prolétariat) [32] : « *Certes, dans la Chine antique, il y eut des révolutions qui portèrent les paysans au pouvoir ou, plus exactement, les chefs militaires des insurrections paysannes. Cela conduisit à chaque fois à une redistribution de la terre et à l'érection d'une nouvelle dynastie « paysanne », après quoi l'histoire recommençait de la même façon : nouvelle concentration des terres, nouvelle aristocratie, nouvel épanouissement de l'usure, et nouveaux soulèvements. Tant que la révolution conserve son pur caractère paysan, la société ne peut émerger de ce tourbillon sans issue. Telle a été la base de l'histoire antique de l'Asie, y compris la Russie. En Europe, après le déclin du moyen âge, chacune des insurrections victorieuses de la paysannerie porta au pouvoir non pas un gouvernement paysan, mais un parti urbain de gauche. Plus précisément : tout soulèvement paysan triompha dans la mesure exacte où il parvint à renforcer la position de l'aile la plus révolutionnaire de la population* [41] *urbaine. En conséquence, dans la Russie bourgeoise du XXe siècle, il ne pouvait être question d'une prise de pouvoir de la part d'une paysannerie révolutionnaire* [33]. »

Trotsky reprend ainsi la vieille polémique, engagée par Marx-Engels contre Tkatchev, puis développée par Lénine contre les populistes et socialistes révolutionnaires qui proclamaient que l'on pouvait

---

32 C'est ce que Marx dit, par exemple dans le *18 Brumaire de Louis Bonaparte* : « *Cette nouvelle classe [des paysans parcellaires] était le prolongement universel du régime bourgeois au-delà des portes des villes, sa réalisation à l'échelle nationale. Elle constituait une protestation partout présente contre l'aristocratie foncière qu'on venait précisément de renverser*. »

Engels dit dans son article *la Lutte des Magyars* de *la Nouvelle Gazette* rhénane du 13-1-1849 : « *La bourgeoisie des villes acquit toujours plus de richesses et d'influence, et, l'agriculture progressant au fur et à mesure de l'industrie, les paysans se trouvèrent dans une position nouvelle vis-à-vis des propriétaires fonciers. Le mouvement des bourgeois et des paysans contre la noblesse se fit toujours plus menaçant. Cependant, comme les paysans représentent partout les limitations locales et nationales, leur mouvement est lui aussi, nécessairement, local et national, de sorte qu'ils rallument les vieilles luttes nationales.* »

33 Cf. L. Trotsky, *Stalin, Ein Bild seines Lebens*, Verlag Rote Weissbücher, 1953, p. 544. *Anhang : Drei Konzeptionen der russischen Revolution.*

renverser le tsarisme féodal grâce à une révolution paysanne qui instaurerait ensuite le socialisme sur une base agraire. Mais en 1930 Trotsky l'oppose à Staline qui prétend instaurer le socialisme dans les campagnes russes en donnant la terre aux groupements de paysans de kolkhoz, alors que le marxisme révolutionnaire prétend que le socialisme est dépassement de la propriété marchande et privée des personnes aussi bien que des groupes, classes (paysannes ici).

Pour le marxisme, l'alliance des paysans et des prolétaires a pour but essentiel la conquête du pouvoir politique et implique non pas l'égalité entre les partenaires, mais l'hégémonie du prolétariat et de son programme sur l'allié paysan, trop borné pour avoir des horizons sociaux propres. Cette alliance a un but et un contenu essentiellement révolutionnaires. En d'autres termes, après la conquête du pouvoir par le prolétariat, la paysannerie se hausse au niveau du prolétariat, politiquement aussi bien qu'économiquement, ou bien elle passe à la contre-révolution et est traitée en conséquence ; dans l'intervalle, le prolétariat compose avec elle, en la faisant participer aux avantages — dans la [42] mesure où la guerre civile le permet — du nouveau mode de production.

Marx et Engels n'ont cessé de répéter tout cela aussi bien dans les différentes critiques des programmes des partis ouvriers allemand et français [34] que dans la *Guerre des Paysans,* qui est sans doute l'un des textes de base les moins compris. Dès le début, Engels rappelle son actualité : « *Trois siècles se sont écoulés depuis [la guerre des paysans de 1525], et bien des choses ont changé. Et cependant, la Guerre des paysans n'est pas si loin de nos luttes d'aujourd'hui, et les adversaires sont, en grande partie, restés les mêmes qu'autrefois. Les classes et les fractions de classes qui ont trahi partout en 1848 et 1849, nous les retrouvons, dans le même rôle de traîtres, déjà en 1525, quoique à une étape inférieure de développement* [35]. »

C'est un exemple de l'implacable rigueur des lois historiques et de la position marxiste vis-à-vis des différentes classes de la société ! Et

---

[34] Cf. *la Question paysanne en France et en Allemagne* de Fr. Engels (1894), Editions Sociales, Paris 1956, et les commentaires, in : *Fil du Temps,* n° 7 consacré à *la Question Agraire et marxisme,* p. 121-161.

[35] Cf. Engels, *la Révolution démocratique bourgeoise en Allemagne. La Guerre des Paysans,* etc.. Ed. Soc., Paris, 1951, p. 25.

Engels de rappeler à ceux qui ne jurent que par les progrès modernes qu'en 1525 déjà, « les paysans *et* les plébéiens allemands caressèrent des idées et des projets dont leurs successeurs s'effraient assez souvent aujourd'hui encore ».

Les projets caressés par les révolutionnaires du « parti communiste réellement agissant » [36] de 1525 et les résultats obtenus par eux furent effectivement plus grandioses que ceux du mouvement allemand du XIXe siècle : « *La victoire de la révolution n° 1 — celle de 1525 — a été plus européenne que la révolution anglaise, et fut d'emblée plus révolutionnaire que la française. Elle consolida ses effets en Suisse, en Hollande, en* [43] *Écosse, en Angleterre, dans une certaine mesure aussi en Suède dès le règne de Gustave Vasa et au Danemark, sous une forme d'abord orthodoxement absolutiste* [37]. »

La révolution bourgeoise allemande ne triompha définitivement qu'en 1871, comme celles d'Italie avec Cavour, d'Espagne, d'Autriche et de Hongrie, tandis que la Pologne restait asservie. Marx commenta comme suit l'unification allemande réalisée par le révolutionnaire Bismarck [38] : « *L'Empire, c'est-à-dire l'Empire allemand est réalisé. D'une façon ou d'une autre, ni par la voie que nous avions voulue, ni de la manière que nous avions imaginée. Il semble que les manigances du Second Empire aient abouti finalement à réaliser les buts « nationaux » de 1848, en Hongrie, Italie et Allemagne !* [39] »

Il fallut donc plus de trois siècles pour que les aspirations de la première révolution européenne trouvent une réalisation limitée à

---

[36] Cf. Marx-Engels, *Ecrits militaires*, Paris, l'Herne, 1970, p. 73-74.

[37] Cf. Engels, brouillon de la *Guerre des Paysans*, in : Marx-Engels-Lenin-Stalin, *Zur Deutschen Geschichte*, 1/1, p. 279.

[38] Dans le *Rôle de la violence, etc.*, Engels écrit : « *Bismarck a pris la guerre civile allemande de 1866 pour ce qu'elle fut en réalité : une révolution. C'est dire qu'il était prêt à mener cette révolution avec des moyens révolutionnaires. Et c'est ce qu'il fit... Ce que nous lui reprochons, c'est, au contraire, de ne pas avoir été suffisamment révolutionnaire, de n'avoir été qu'un Prussien faisant la révolution par le haut, d'avoir engagé une révolution complète sur une position qui ne permettait de faire qu'une demi-révolution, de s'être contenté de quatre malheureux États, alors qu'il était bien lancé dans la voie du rattachement*. » Cf. *Ecrits militaires*, p. 562.

[39] Cf. Marx à Engels, 17-VIII-1870, trad. française, in : Marx-Engels, *la Commune de 1871*, Union Générale d'Editions, 10/18, 1971, p. 52.

l'Europe occidentale. Car Marx ajoute : « *J'imagine que ce mouvement ne trouvera son terme qu'au moment où un conflit éclatera entre les Prussiens et les Russes* », en vue d'instaurer des nations bourgeoises indépendantes dans le reste de l'Europe.

Mais quelle était la solution voulue par Marx-Engels ? Ce n'était certes pas la voie bourgeoise qui prévalut après l'échec du prolétariat dans sa tentative de subversion de toute l'Europe en 1848-49. C'était, dans les conditions économiquement arriérées de l'Allemagne d'alors, une révolution faite par la masse pauvre des paysans sous la direction du prolétariat : « *Toute l'affaire en Allemagne dépendra de la possibilité d'appuyer la révolution prolétarienne sur une sorte de* [44] *réédition de la guerre des paysans. L'affaire serait alors formidable* [40]. »

Tout cela a un rapport direct avec la Chine, où il importe avant tout de savoir si la révolution paysanne a été dirigée par la bourgeoisie (ou par un agent d'exécution de celle-ci, comme Bismarck en Allemagne) ou par un parti authentiquement communiste. Selon le cas, la révolution aboutit au capitalisme ou au socialisme.

Les textes de Marx-Engels montrent à l'évidence que la seule paysannerie chinoise ne pouvait assurer la transformation de la Chine en quelque sens que ce soit. Cf. notamment l'article de Marx sur l'échec du mouvement taïping [41].

En théorie pure, on peut concevoir que la Chine eût pu s'acheminer, au bout d'une période très longue, vers le capitalisme par ses propres moyens, à la suite du développement du commerce, de l'artisanat, des manufactures et des rapports mercantiles en général. Mais, dans la pratique historique, la vieille Chine paysanne fut ruinée par l'assaut conjugué des capitalismes occidentaux — ce qui hâta l'évolution capitaliste et démontre, d'emblée, l'incapacité de la seule paysannerie à introduire un mode de production supérieur.

Néanmoins, comme il ressort nettement des premiers textes de Marx-Engels sur la Chine, la révolution bourgeoise y était possible dans les délais les plus rapides : « *Lorsque nos réactionnaires européens, dans leur fuite prochaine, seront enfin parvenus à la Muraille de Chine, aux portes qu'ils croiront s'ouvrir sur la citadelle de la*

---

40 Marx à Engels, 26-IV-1856.

41 Cf. *Infra*, p. 390-394.

réaction et du conservatisme, — qui sait s'ils n'y liront pas : « République Chinoise. Liberté, Égalité, [45] *Fraternité* [42] », soit la devise de toute révolution bourgeoise.

L'impérialisme a su retarder d'un siècle le triomphe de la révolution chinoise. Mais l'Europe centrale n'a-t-elle pas attendu de 1525 à 1870 une révolution qui déchira l'Allemagne, par exemple, en plusieurs lambeaux d'État et prépara, avec l'annexion de l'Alsace-Lorraine, la guerre de 1914-1918 qui porta un coup fatal au prolétariat d'Europe occidental et y consolida le capitalisme pour longtemps.

Dès 1911, la révolution démocratique bourgeoise de Sun Yat-sen a mis en évidence l'hégémonie sur les paysans de la bourgeoisie chinoise de l'industrie naissante et du commerce, avec son appendice habituel d'intellectuels, d'étudiants et d'artisans. Dans la phase successive, l'action du prolétariat a été déterminante, et elle a été étroitement liée au sort du mouvement ouvrier international, et notamment aux victoires et aux défaites du prolétariat européen.

Dans tous les cas, l'évolution des sociétés précapitalistes, quel que soit le niveau d'évolution qu'elles aient atteint dans la succession des formes de production sociale, ne peut se faire qu'en sens capitaliste ou socialiste. Il n'est pas d'autre alternative, et il est aussi aberrant de parler de révolution paysanne ou bureaucratique que de processus d'européanisation ou de voie originale du tiers monde.

RETARD SÉCULAIRE DE L'EUROPE.

Retour à la table des matières

Tandis que la Chine rattrapera en cent ans ce [46] que l'Europe centrale et orientale a mis plusieurs siècles à réaliser, l'Europe — au dire de certains faux marxistes, l'avant-garde du monde — en perdait honteusement cent autres depuis 1870 à reproduire sans cesse de nouveau le capitalisme et ses structures antagoniques et freinait, de toutes ses forces, le mouvement émancipateur des peuples coloniaux ou dépendants, en annulant le bouleversement grandiose vers le socialisme

42 Cf. *Infra*, p. 197. Marx escomptait une révolution à la suite de la crise économique générale de 1857-58.

auquel ils tendent, puisqu'un pays ne peut y passer par ses propres ressources à partir du niveau précapitaliste, à moins qu'il ne trouve l'aide d'un pays développé.

Dans une lettre à Lafargue, Engels écrit qu'après la révolution de 1848, il avait entrepris une longue étude pour expliquer « *pourquoi nous étions justifiés de compter alors sur une victoire imminente et définitive du prolétariat, mais pourquoi elle n'est pas intervenue, et dans quelle mesure les événements ont contribué à ce que nous voyions les choses autrement qu'alors* » [43].

On oublie souvent que dans le *Manifeste* déjà, Marx-Engels évoquaient des crises périodiques de surproduction bien avant 1848, et n'hésitaient pas à affirmer, au chapitre « Bourgeois et Prolétaires » qu'en Europe « *la société a trop de civilisation, trop d'industrie, trop de commerce, et les forces productives dont elle dispose ne jouent plus en faveur de la propriété bourgeoise ; elles sont devenues trop puissantes pour les institutions bourgeoises qui ne font plus que les entraver, et dès qu'elles surmontent ces entraves, elles précipitent dans le désordre toute la société bourgeoise et mettent en péril l'existence de la* [47] *propriété bourgeoise. Les institutions bourgeoises sont devenues trop étroites pour contenir la richesse qu'elles ont créée* » [44]. Tout ce trop-plein se déverse sur les pays de couleur, suscitant l'impérialisme anglais, puis américain, français, allemand, nippon, etc.

Face à cette interdépendance de tous les pays, développés ou non, du monde capitaliste, Marx et Engels ne peuvent concevoir le socialisme moderne autrement que de façon internationale : « *Mais le triomphe de la classe ouvrière européenne ne dépend pas seulement de l'Angleterre (où l'économie capitaliste est pleinement développée) : il ne pourra être obtenu que par la coopération au moins de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne* » [45]. Ce dont le prolétariat ne dispose pas dans son propre pays, il le trouve dans un autre, avec l'extension de la révolution. De la sorte, Marx et Engels ont pu poser la candidature au socialisme du prolétariat des pays précapitalistes au

---

[43] Cf. Engels à Paul Lafargue, in *Werke*, Dietz Berlin, vol. 39 p. 412.

[44] Cf. Marx-Engels, *le Manifeste communiste*, 1848.

[45] Cf. Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, 1892, Ed. Soc., Paris, 1960, p. 40.

cours de la révolution antiféodale, comme ce fut le cas, dès 1848, pour l'Allemagne, puis en 1917 pour la Russie de Lénine, et enfin pour la Chine, etc.

La bourgeoisie a eu, hélas, le temps de souffler après sa révolution libérale, et elle s'est employée à arrêter le cours de l'histoire à son mode de production spécifique, malgré d'innombrables crises, parmi lesquelles les destructions immenses des deux dernières guerres mondiales, où elle a réussi à faire combattre les prolétaires à son service grâce aux partis communistes dégénérés [46].

La première guerre mondiale, avec la trahison des organisations ouvrières, avait déjà saboté, en Europe avancée, toutes les énergies tendues en [48] direction du programme marxiste révolutionnaire. La contre-attaque vint de la Russie « arriérée », au nom de la III° Internationale et de Lénine. Cependant, avec l'échec de la révolution dans les pays « avancés » et la théorie de la possibilité de construction d'une économie socialiste dans la Russie isolée, sans les bases d'un capitalisme avancé, le stalinisme tourna le dos à l'objectif premier — la révolution internationale — pour demander au prolétariat mondial de se mettre au service de l'État et de l'économie russes : ce fut la seconde vague de l'opportunisme. Celle-ci submergea le prolétariat du monde entier, qui se battit une seconde fois pour la bourgeoisie mondiale, d'abord sous le drapeau hitlérien, puis sous celui des démocraties occidentales, qui opprimaient les pays de couleur. Au cours de cette alliance monstrueuse avec le capitalisme mondial, la société russe s'identifia complètement avec lui, non seulement du point de vue économique, mais encore politique, sans que les prolétaires des pays « avancés » réagissent autrement que sporadiquement ou isolément. C'est ainsi qu'après la seconde guerre mondiale, le prolétariat du monde entier se vit substituer à son programme révolutionnaire de

---

[46] Dès le siècle dernier, Engels constatait, dans l'Angleterre embourgeoisée que « la bourgeoisie est incapable de dominer politiquement et socialement, la nation, sans l'appui de la classe ouvrière » (*Angleterre 1845 et 1885*, in : *Neue Zeit*, juin 1885). La conséquence en est, non pas que le capitalisme ou l'impérialisme est un « tigre de papier », mais que la lutte du parti marxiste doit commencer contre les millions de complicités objectives et sournoises dont le capitalisme bénéficie au sein du *« peuple »* et parmi les *salariés*, avant de s'attaquer efficacement [60] au système bourgeois lui-même, le premier pas étant le condition *sine qua non* du second.

classe un programme national-populiste, qui comporte en bonne place la sauvegarde de la propriété privée des petits paysans, commerçants, artisans, petits et moyens industriels, soit la grande masse des propriétaires, sans parler de la défense de la démocratie, de la Constitution et du parlement bourgeois.

L'œuvre du stalinisme a été, en fait, d'*asiatiser* l'Europe, non pas au sens niais de la propagande [49] occidentale, née à l'époque de Lénine, mais au sens où on cherche à emprisonner le prolétariat des pays de plein capitalisme pour des siècles dans la *forme sociale bourgeoise*, comme les peuples d'Orient ont été emprisonnés jadis dans la forme féodale despotique, dont l'Europe était sortie grâce à des révolutions sanglantes et une dictature révolutionnaire.

Mais aujourd'hui l'Asie est sortie de sa stagnation sociale traditionnelle. Elle est en ébullition, et elle lutte les armes à la main. Honneur à l'Asie, honte à l'Europe !

VOIE UNIQUE DE LA CONTRE-RÉVOLUTION.

Retour à la table des matières

Pour le marxisme, l'enseignement donné en Europe par l'histoire du XIX^e^ siècle en ce qui concerne l'attitude des autres « classes urbaines de gauche » vis-à-vis du prolétariat, s'applique également à l'Asie, et notamment à la Chine du XX^e^ siècle.

La révolution française classique et la révolution chinoise sont une série de faits qui expriment la même séquence de lois historiques de la lutte de classe, celles-là mêmes qui ont été découvertes et énoncées de manière insurpassable par Marx-Engels dans leurs ouvrages classiques.

L'Angleterre avait été le premier pays où triompha la forme sociale pour laquelle la France de 1789 se battit : avant les Français, les Anglais ont mis à mort leur roi et appliqué ouvertement la Terreur et la Dictature. Dans la construction marxiste, la première guerre « impérialiste » a été la guerre antijacobine, puis antinapoléonienne, [50] au cours de laquelle l'Angleterre bourgeoise prit la tête de la coalition des

féodaux européens pour restaurer l'absolutisme. Cependant, le marxisme considère que cette guerre fut également la continuation des guerres *commerciales,* menées par l'Angleterre contre les rois Louis de France.

Lorsqu'en 1848, les paysans chinois engagèrent la lutte contre l'aristocratie foncière et la monarchie sur la base de « cahiers de doléances » qui, en France, avaient d'abord agité les campagnes, puis lancé les masses à l'assaut de la Bastille, on constata que l'Angleterre et la France libérale ne sympathisaient nullement avec une Chine qui se voulait constitutionnelle et parlementaire, avec le mot d'ordre *Liberté, Égalité, Fraternité.* Au contraire, elles aidèrent la dynastie féodale « asiatique » à abattre la révolution, en recommençant une guerre antijacobine en Asie, dans laquelle les motifs commerciaux apparaissent sans pudeur aucune, comme Marx l'écrit avec force à chaque page des textes sur la Chine.

Après le retour des Bourbons — obtenue par les Anglais à Waterloo bien plus que par les Russes — les Parisiens se soulevèrent une première fois en 1831 pour renverser la monarchie restaurée, et formèrent un *bloc des quatre classes :* bourgeoisie, salariés et artisans, commerçants, de la ville et paysans : on parvint à hisser au pouvoir une monarchie orléaniste, constitutionnelle et bourgeoise ; mais la tentative des ouvriers de proclamer la république fut, une première fois, étouffée dans le sang.

C'est avec la même situation qu'on arriva à 1a [51] république, en 1848. Une fois de plus, les ouvriers, après avoir combattu pour elle, demandèrent qu'elle fut *sociale* et ouvrière (socialiste), mais ils furent massacrés une seconde fois par leurs « alliés » bourgeois et petit-bourgeois, qui, dans la construction marxiste, ne sont pas des alliés, mais des ennemis que l'ont fait avancer avec le fusil dans le dos, dans la même direction pour une brève étape historique.

En 1871, les ouvriers payèrent le même tribut du sang, après qu'ils eussent renversé le second Empire, né d'un coup d'État et mort sur les champs de bataille de Sedan : les bourgeois et petit-bourgeois qui

avaient proclamé la république, conclurent un pacte avec l'envahisseur pour noyer la Commune de Paris dans le sang [47].

Par trois fois le prolétariat a joué la partie avec la contre-révolution pour déchaîner la « gauche des villes » et pour la juguler ensuite ; par trois fois, les révolutionnaires de l'Europe du XIXe siècle ont perdu la partie.

Et les travailleurs et communistes chinois l'ont perdu de la même manière : en avril 1927, après la victoire de l'expédition contre le bloc militariste du Nord, Tchang Kaï-chek retourna son fusil contre ses alliés et noya les ouvriers communistes à Canton dans un bain de sang.

La Moscou de Staline qui déjà n'était plus révolutionnaire, avait demandé aux communistes chinois de faire cause commune avec les bourgeois, en fondant leur parti dans le leur et en substituant le programme d'une révolution socialiste chinoise à un programme ouvertement populaire et petit-bourgeois. Cette même Moscou les lança à la contre-attaque, et ils furent écrasés [52] une seconde fois, malgré l'héroïsme des grévistes des grands centres.

La Chine bourgeoise du Kouomintang consolida ainsi sa position, mais fit glisser son programme toujours plus à droite, allant jusqu'à préférer — comme il l'était facilement prévisible — se mettre à l'école de Thiers à Versailles, en pactisant avec l'envahisseur étranger, les Japonais, plutôt que de voir triompher la Commune de Changhaï ou de Nankin.

Ceux qui ont trahi ont commencé par fouler aux pieds les leçons du marxisme révolutionnaire *internationaliste*, qui ne peut admettre que les voies nationales au socialisme soient différentes d'un pays à l'autre et que le socialisme se construise dans chaque pays avec les moyens dont il dispose. Certes, ils n'ont pas manqué de vanter comme une victoire sur les Japonais et sur Tchang Kaï-chek (qu'ils ont tout juste chassé du continent chinois) le fait qu'ils ont simplement réalisé le programme de front bourgeois du Kouomintang et de Sun Yat-sen, en faisant une Chine bourgeoise de gauche qui a renoncé à la révolution socialiste, et en appelant socialisme ce qui n'est qu'un capitalisme

---

[47] Tous les faits résumés ici sont écrits de Marx Engels, cf. *Ecrits militaires*, Ed. l'Herne, p. 113-117 ; 191 219 ; 291-97 ; 514-532 ; 554-587, ainsi que *la Commune de 1871*, 10/18, p. 35-140.

d'État de stade inférieur puisqu'il ne vise que la seule industrie abandonnée, pour environ 50 %, à la gestion d'une bourgeoisie privée, formant encore pour toute une période la quatrième classe du bloc national.

La leçon du marxisme en Europe du XIX^e^ siècle est parfaitement valable pour la Chine du XX^e^ siècle, autrement dit, le programme communiste est universel et n'est le patrimoine d'aucun pays particulier. Certes, dans la lutte contre les puissances précapitalistes, la grande bourgeoisie [53] industrielle, commerciale ou agraire, ainsi que la petite-bourgeoisie paysanne et artisanale avec ses prolongements d'employés et d'intellectuels de gauche sont encore *transitoirement révolutionnaires.* Mais la question qui se pose et qui est déterminante, c'est de savoir si le prolétariat révolutionnaire se met à leur service et ne peut alors qu'instaurer le capitalisme au bout d'une longue lutte ; ou bien s'il les dirige et les soumet à sa dictature pour réaliser son propre programme qui n'a rien d'équivoque, comme l'a montré l'exemple de Lénine en Russie, avec la création de l'Internationale et la flambée révolutionnaire qui gagna alors le prolétariat du monde entier, luttant pour ses propres fins.

[61]

PRÉFACE

II. BOND PAR-DESSUS LE CAPITALISME

ÉCONOMIE ET RÉVOLUTION.

Retour à la table des matières

Toutes les théories récentes sur les nouvelles catégories ou classes — bureaucratie, couches d'intellectuels et de techniciens, etc. — qui ouvriraient une voie originale à des formes de révolution ou de société supérieures échouent sur l'écueil suivant : pour porter une forme de société et de production nouvelle, il faut une classe jouant le rôle fondamental et décisif dans la production et son développement. L'histoire a démontré que les esclaves, serfs et paysans étaient incapables d'une révolution économique et sociale, et le marxisme l'a fermement établi en théorie aussi, comme nous l'avons vu.

Les études économiques de Marx, notamment le *Capital*, n'ont pas du tout pour but de rechercher comment se gère la production capitaliste. Elles tendent, au contraire, à démontrer que le capitalisme sécrète en son sein tous les éléments de sa dissolution en même temps que d'une forme [62] de production supérieure, et que la force qui est à la source de l'essor de la production capitaliste et des conditions matérielles de la production socialiste est le prolétariat, force productive par excellence. Même lorsque le prolétariat n'intervient pas de manière autonome, avec ses propres revendications et buts de classe communistes, et qu'il travaille, sans conscience ni but de classe propres, comme esclave salarié au profit des entreprises capitalistes, il reste, physiquement, la classe révolutionnaire, car son surtravail y crée

la plus-value, donc la surproduction et la concentration, autrement dit, il prépare les crises qui ébranlent périodiquement les bases mêmes du mode de production capitaliste et aggravent sans cesse la contradiction fondamentale entre *l'appropriation privée* des moyens de production et la *socialisation croissante* de la production grâce au travail associé d'innombrables prolétaires sans réserve.

Néanmoins, le capitalisme ne s'effondrera pas de lui-même pour faire place au socialisme. L'activité productive dans la base économique doit se prolonger en une activité théorique, politique et organisationnelle dans les superstructures, institutions, formes d'organisation et d'activité de la société tout entière : « *À un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production et d'échange existants ou — ce qui n'en est que l'expression juridique — les rapports de propriété au sein desquels elles évoluaient jusqu'ici. De formes de développement qu'ils étaient, ces rapports deviennent des entraves au développement des forces productives*.

[63] « *Alors s'ouvre une époque de révolution sociale*.

« *Avec les changements de la base économique, toute l'énorme superstructure est PLUS OU MOINS rapidement ébranlée. Quand on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel des conditions économiques de la production — qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse — et les formes politiques, juridiques, religieuses, artistiques ou philosophiques [qui forment la superstructure], bref les formes idéologiques A TRAVERS LESQUELLES LES HOMMES PRENNENT CONSCIENCE DE CE CONFLIT ET LE MENENT JUSQU'AU BOUT* [48]. »

En conséquence, la succession historique des modes de production englobe, dans les sociétés de classe, les révolutions et superstructures, qui accélèrent ou freinent la dynamique de l'histoire, « non pas ce qui est, mais ce qui *passe* et *devient* » (*Anti-Dühring*). Ce qui importe en premier lieu, c'est ce qui développe la base économique et se donne ensuite une activité superstructurelle : « *De tous les instruments de production, le plus grand pouvoir productif, c'est la classe révolu-*

48 Cf. Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859).

tionnaire elle-même [49]. » Le prolétariat n'est vraiment une classe pour soi — et non plus simplement une classe pour les capitalistes qui l'exploitent — qu'à partir du moment où il a une activité spécifique, politique et théorique, qui prolonge, de manière complexe et dialectique, son travail productif. La classe révolutionnaire part d'une situation et d'un rôle déterminés dans la production existante, avant de pouvoir détruire la forme de celle-ci et d'en façonner — d'abord théoriquement, puis politiquement et enfin économiquement — [64] une nouvelle, d'après le programme et le cours déterminés par les forces historiques.

Pour cela, le prolétariat doit s'attaquer matériellement et critiquement, à l'ordre capitaliste, concentré dans les superstructures politiques et idéologiques de violence de l'État, l'armée, la police, la bureaucratie et les institutions administratives ; puis se donner une première forme d'organisation d'abord économique, ensuite politique de parti, sur la base de son programme historique de classe, et enfin s'ériger lui-même en classe dominante, en brisant le pouvoir des classes privilégiées et en créant l'État de la dictature du prolétariat, prémisse à l'essor des forces productives en sens socialiste, à un niveau économique donné.

La question d'une révolution sociale ne se pose jamais qu'à un niveau déterminé dans la série des modes de production, lors de crises économiques et sociales, où éclatent les antagonismes de classe.

La relation entre infrastructure économique et superstructure politique ne serait jamais claire, en théorie et en pratique, sans une profonde observation et un relevé systématique des faits qui, non seulement déterminent la superstructure, mais expriment son activité. Affirmer qu'à l'histoire des États et des peuples, le marxisme substitue celle des classes ne signifie donc en rien qu'il élimine de la scène historique les phénomènes liés à l'État, les couches productives précapitalistes évoluant encore dans leurs conditions propres, comme vestiges, ou dans l'ambiance de la production capitaliste, tels les paysans parcellaires, artisans, boutiquiers, et [65] enfin des couches plus ou moins hybrides, improductives, parasitaires, voire antisociales, sécrétées par la production et l'administration capitalistes, surtout au stade sénile. Mieux, le marxisme implique une connaissance des méca-

---

49 Cf. Marx, *la Misère de la Philosophie*, dernière page.

nismes et formations précapitalistes, ainsi qu'une vision claire de la société socialiste que Marx a évoquée dans des centaines de passages, notamment dans ses écrits économiques, en opposition au développement capitaliste (ce que certains appellent peu dialectiquement *trans-croissance du capitalisme).*

Les armées que l'historien conventionnel voit sur l'avant-scène avec leurs états-majors et leurs grands capitaines qui jouent le sort de l'humanité sur les champs de bataille, ne sont qu'un prolongement direct des États politiques, et indirect des antagonismes économiques. Ces armées représentent l'une des formes (ou activités) organisées que revêt l'État de la classe dominante (ou des classes qui tentent de conquérir le pouvoir politique). Quant aux États eux-mêmes, ils sont l'expression de la classe dominante, donc de la division de la société en classes, la classe au pouvoir n'ayant pas seulement organisé sa domination sur les travailleurs exploités, mais encore sur toute la société, et ce à la différence voire en opposition à elle.

Toutefois, une classe n'organise sa forme propre dans un État que si, au préalable, elle s'est constituée en parti politique, au cours d'une série de luttes sociales suscitées par les rapports dans lesquels elle vit et produit, ce parti politique étant un organe, un premier stade, pour la conquête et l'exercice du pouvoir.

[66]

L'histoire se déchiffre si l'on suit donc les anneaux successifs de la chaîne des causes et des effets, qui mettent en forme et en mouvement les masses humaines et leur imposent l'emploi de l'une des forces motrices principales, la violence, l'accoucheuse de l'histoire : les armées et polices organisées de l'État ; le parti politique dirigeant l'organisation de l'État qui enserre la société, puis la classe qui a commencé dans l'histoire à s'organiser dans ce parti, sa position au sein des rapports de production, ses antagonismes avec les autres classes ou ses intérêts plus ou moins convergents avec d'autres, le marxisme n'admettant jamais l'idée simpliste que l'on a à faire à un antagonisme entre deux seules classes, par exemple la bourgeoisie et le prolétariat.

Tout au long de l'histoire passée et présente, telle classe se substitue à telle autre dans la direction sociale de la politique et de l'économie, à travers des heurts entre masses ou États de diverses aires géographiques et origines raciales, dans lesquels se déchaîne le maximum

d'énergie et de rayonnement dont les classes sont capables de par leur position dans la production intérieure et leur rapport avec d'autres classes socialement alliées neutres ou hostiles. Dans ce long parcours, il se présente une immense richesse de situations et de formes sociales que le marxisme a classifié en une série historique et causale de types ou modèles. On ne saurait parler d'une théorie, système ou conception marxiste du devenir historique, si ces modèles n'étaient pas capables de former une série continue, la grande série des formes de société et de production successives qui jettent comme un immense pont à arcs [67] multiples entre l'origine de l'humanité — la première forme de vie associée des groupes humains à peine sortis de l'état animal — et le but actuel de la classe universelle du prolétariat — la société communiste supérieure.

En fait, cette vision théorique, loin de s'opposer à une immense multiplicité de combinaisons, de progressions et même d'inversions dans lesquelles se déroulent et s'entrecroisent les séries dans leurs diverses assises géographiques et historiques, implique au contraire une analyse profonde, aiguë et détaillée de leur devenir *réel*. Ceux qui raillent notre assurance d'avoir trouvé finalement un sens unique à la voie de l'histoire, mais usent, lorsque cela leur convient, de tel ou tel critère marxiste, en le déformant dans un contexte non-marxiste, sont précisément ceux qui actuellement, par exemple, ne peuvent saisir la riche fécondité des heurts d'États et de classes mettant aux prises des dizaines de millions d'hommes de couleur qui vivent depuis des décennies dans une activité volcanique jurant avec la passivité de la société blanche, tombée dans la plus grande dégénérescence sociale de son histoire.

Ce n'est qu'en reliant ces luttes gigantesques au cours général de l'humanité, en considérant les conditions et les enjeux matériels, que l'on peut en saisir toute la grandeur dramatique et l'effet régénérateur sur le mouvement de toute l'humanité, plus particulièrement sur le prolétariat des grandes métropoles d'Europe et d'Amérique.

Le marxisme est riche d'une gamme de brillantes hypothèses sur le cours des sociétés contemporaines qu'il tire de sa vision unitaire de [68] la *grande série* des modèles de production : la révolution peut être alors une force qui ouvre une voie même aux formes sociales qui se sont figées ou sont tombées dans un cul de sac.

POURQUOI LE STADE CAPITALISTE ?

Retour à la table des matières

La dégénérescence de la révolution russe a fait croire qu'il suffisait au peuple, à un quelconque stade de la succession des modes de production, de prendre le pouvoir pour que l'on puisse instaurer une *économie socialiste*. Cette vision du socialisme reprend la perspective populiste et socialiste-révolutionnaire, combattue par Lénine, ou ce que Marx appelait le socialisme petit-bourgeois de Proudhon, Lassalle, Bakounine, etc., qui laisse subsister, voire développe, la base du capitalisme — l'argent, le capital, les échanges mercantiles, le marché — pour instaurer un prétendu égalitarisme qui supprimerait l'exploitation de l'homme par l'homme. Ce serait un jeu d'enfant de clore l'histoire millénaire des classes : on prend toute la terre, on prend tout le capital, et on les divise en autant de parties égales (ou en ses entreprises qui le constitue), qu'on remet à chaque producteur ou groupe de producteurs. Il suffirait de construire dans les campagnes une telle société paysanne et de créer, dans les villes, une sorte de société par actions étendue à tous les producteurs qui travaillent dans l'entreprise ou à l'ensemble du peuple, pour que l'exploitation soit abolie et le socialisme édifié.

Lénine avait attaqué, en Russie même, après la conquête du pouvoir, la notion de « gouvernement [69] des producteurs » comme une déviation anarcho-syndicaliste petite-bourgeoise que certains voulaient substituer à la *dictature du prolétariat* et de son parti, en démontrant que cela ne pouvait se traduire que par une démocratie économique sans couleur définie, pratiquement impuissante (mais on lui adjoindra — dans l'utopie stalinienne — une puissante armée techniquement à la hauteur, qui engloutira durablement une grande partie du produit de l'industrie lourde) : « *D'abord la notion de « producteur » englobe le prolétaire avec le semi-prolétaire et le petit producteur de marchandises ; elle s'écarte ainsi, foncièrement, de l'idée essentielle de la lutte de classes et de la règle essentielle qui veut qu'une distinction rigoureuse soit faite entre les classes*.

« *En second lieu, miser sur les masses sans-parti ou flirter avec elles — ce qu'implique la thèse ci-dessus — c'est non moins s'écarter foncièrement du marxisme*.

« *Le marxisme enseigne — et ces enseignements ont été non seulement confirmés de façon formelle par l'ensemble de l'Internationale communiste dans la résolution du Congrès de l'I.C. (1920) sur le rôle du parti politique du prolétariat — à savoir que seul le parti politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire le Parti communiste, est en mesure de grouper, d'éduquer et d'organiser l'avant-garde du prolétariat et de toutes les masses laborieuses, laquelle est seule en mesure de résister aux inévitables oscillations petite-bourgeoises de ces masses, aux inévitables traditions et récidives de l'étroitesse corporatiste ou des préjugés corporatistes dans le prolétariat, et de diriger toutes les activités de l'ensemble du [70] prolétariat, c'est-à-dire de le diriger politiquement et, par son intermédiaire, diriger toutes les masses laborieuses. Autrement, la dictature du prolétariat est impossible* [50]. »

Pour Lénine, comme pour Marx, l'économie socialiste ne s'instaure pas à n'importe quel niveau du développement des forces productives, car socialisme signifie, du point de vue économique, l'abolition progressive — et non gonflement — de la monnaie, des échanges mercantiles, du salariat, de la différence entre ville et campagne, entre industrie et agriculture, entre travail manuel et intellectuel. Nous pourrions citer des dizaines de passages de Marx-Engels, mais nous préférons nous référer ici à Lénine, afin de montrer qu'il y a un demi-siècle, les communistes envisageaient tout cela comme des tâches qu'il fallait réaliser dans des délais prévisibles : « *Le capitalisme laisse nécessairement en héritage au socialisme, d'une part, les vieilles distinctions professionnelles et corporatives qui se sont établies durant des siècles entre ouvriers, et, d'autre part, des syndicats qui ne peuvent se développer et ne se développeront que très lentement, pendant des années et des années, en des syndicats d'industrie plus larges, moins corporatifs (s'étendant à des industries entières, et non pas simplement à des corporations, des corps de métiers et des professions). Par l'intermédiaire de ces syndicats d'industrie [qui impliquent une croissance*

50 Cf. *Œuvres Choisies,* 1954, t. II, 2e partie, p. 515 : *Avant-projet de la résolution du Xe congrès.*

économique considérable pour exister. N.d.R], on supprimera plus tard la division du travail entre les hommes ; on passera à l'éducation, à l'instruction et à la formation d'hommes universellement préparés et sachant tout faire.

[71]

C'est là que va, doit aller et arrivera le communisme, mais seulement au bout de longues années [51]. »

Lénine escomptait l'aide du prolétariat des pays avancés pour réaliser le socialisme en Russie. En attendant, le rôle de la Russie était de maintenir solidement le pouvoir de la dictature du prolétariat, de développer dans la mesure du possible les forces productives, et de soutenir la lutte du prolétariat international. La Russie était le premier maillon de la *révolution mondiale politique*, non le modèle de *l'économie et de la société* socialistes dans un pays isolé et arriéré.

Staline inventa plus tard la théorie du socialisme dans un seul pays, et il entreprit la « collectivisation de l'agriculture » comme s'il s'agissait d'introduire immédiatement le socialisme dans l'agriculture, alors qu'il livrait la terre et le ravitaillement alimentaire à la *classe* des paysans, auxquels il attribua un lopin de terre, des instruments et un bétail privés.

Lénine, lui, n'entendait pas construire le socialisme en Russie, mais en jeter les bases matérielles, c'est-à-dire développer le capitalisme dans la mesure où il était compatible avec la dictature du prolétariat, en attendant la révolution dans les pays avancés [52].

---

51 Cf. Lénine, *Œuvres*, t. 31, p. 44-45.

52 En 1924 encore, Staline lui-même ne pouvait pas ne pas dire : « Lénine n'a jamais regardé la République des Soviets comme un but en soi. Il l'a toujours considérée comme un chaînon indispensable pour renforcer le mouvement révolutionnaire dans les pays d'Occident et d'Orient, comme un chaînon indispensable pour faciliter la victoire des travailleurs du monde entier sur le capital. Lénine savait que cette conception était la seule juste, au point de vue international *comme un point de vue de la sauvegarde de la République soviétique* », cf. Discours prononcé au IIe Congrès des Soviets de l'U.R.S.S., le 24 janvier 1924, in : Lénine, *Œuvres choisies*, 1954, t. I, I° partie, p. 19.

C'est là l'un des points difficiles du marxisme, et rares sont ceux qui saisissent que le capitalisme, malgré ses horreurs, est un stade de production progressif pour l'humanité.

Ainsi Marx défendait contre les forces réactionnaires l'économie bourgeoise (théorisée par Ricardo), en expliquant la nécessité d'un stade capitaliste dans l'évolution humaine : « *À juste* [72] *titre, Ricardo considère, pour son époque du moins, que la production capitaliste EST LA PLUS AVANTAGEUSE pour la production de richesse. Il veut la production pour la production, et en cela il a raison. S'il voulait prétendre- comme le font certains de ses adversaires sentimentaux- que la production, en tant que telle, ne peut être le but, cela reviendrait à oublier que la production pour la production signifie simplement poser le développement de toutes les forces productives humaines comme but en soi. Opposer à un tel but le bien-être de l'individu, c'est prétendre que le développement de l'espèce doit être arrêté pour assurer le bien-être de l'individu, que par exemple, il ne faut jamais faire la guerre, parce que ce serait tuer des individus. On ne comprend pas alors que le développement des capacités de l'espèce humaine, bien qu'elle se fasse d'abord au détriment de la majorité des individus et de classes entières, BRISERA FINALEMENT CETTE CONTRADICTION et s'identifiera avec le développement de l'individu. En somme, le développement supérieur des individus ne se conquiert qu'au travers d'un procès historique dans lequel les individus sont continuellement sacrifiés* [53]. »

Le capitalisme lui-même met à l'ordre du jour le socialisme dont il a préparé les conditions matérielles, lorsqu'il arrive au dernier stade capitaliste, défini par Engels dans *l'Anti-Dühring* : « *Reconnaissance partielle du caractère social des forces productives s'imposant aux capitalistes eux-mêmes* [54]. *Appropriation des grands organismes de*

---

[53] Cf. Marx, *Theorien über den Mehrwert,* Dietz, Berlin vol. 2, p. 107.

[54] On assimile à tort la socialisation de la production à du socialisme : « Non seulement la combinaison du travail, mais encore le *caractère social des conditions de travail* — parmi lesquelles il faut compter, entre autres, la forme qu'elles acquièrent dans la machinerie et le [134] capital fixe quel qu'il soit — semblent être absolument autonomes et distincts des ouvriers, un *mode d'existence* du capital ; ainsi il semble qu'il soit arrangé par le capitaliste, indépendamment des ouvriers. Mais plus encore que le caractère social de leur propre travail, le caractère des conditions de production, deve-

production et de communication, d'abord par des sociétés par actions, puis par des trusts, [73] *enfin par l'État. La bourgeoisie s'avère comme une classe superflue : toutes ses fonctions sociales sont maintenant remplies par des employés rémunérés* » (Ed.Soc., p. 323).

En somme, la bourgeoisie a pour mission historique d'exproprier les individus et d'extorquer la plus-value, en la concentrant à un pôle de la société, ce qui est tout autre chose que la conception qui voit simplement la bourgeoisie vivre grassement de ses profits (en fait, cette part de la plus-value est très réduite, surtout au début du capitalisme). La bourgeoisie remplit cette mission historique en dominant la société grâce aux superstructures politiques. L'apologie bourgeoise lui attribue, en revanche, dans la production un rôle essentiel (qui ne peut être que l'affaire du *travail*). Bref, la bourgeoisie accumule et exproprie, et elle sera elle-même expropriée finalement par la révolution socialiste.

En conséquence, dans le socialisme, les travailleurs ne seront pas remis en possession des moyens de production à titre privé – individuellement ou par groupes ou associations de producteurs – comme l'ont été dans le passé les artisans des corporations ou les paysans travaillant eux-mêmes leur parcelle de terre, selon les désirs du socialisme petit-bourgeois. La société tout entière s'appropriera les conditions ainsi que le produit de tout le travail (soit donc aussi l'ancienne plus-value), et nous pourrons avoir la formule des rapports d'échange communistes : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon des besoins. »

Du point de vue politique, la révolution prolétarienne ne crée pas de forces productives [74] matérielles, qui ne se développent que progressivement, en contact avec le travail, et à son rythme. Sa tâche est de rompre les entraves qui empêchent un nouvel essor des forces productives. En ce sens, *le socialisme ne se construit pas,* il se développe par évolution — l'ère des révolutions étant passée — à partir des con-

nues *collectives,* apparaissent comme capitalistes, indépendamment des ouvriers. » Cf. un *Chapitre inédit du Capital,* cf. p. 247. En fait, le socialisme consiste à résoudre l'antagonisme entre le mode privé d'appropriation, de distribution et d'échange et les caractères sociaux de la production, en les mettant en harmonie par une synthèse supérieure.

ditions matérielles, développées par le capital ; en d'autres termes, le capitalisme développé — avec la socialisation des moyens de communication, de production et le travail associé sur la base du marché mondial — constitue la base matérielle du socialisme, l'accoucheuse en étant la violence : « *Les innombrables formes contradictoires de l'unité sociale ne sauraient être éliminées par de paisibles métamorphoses. Au reste, toutes nos tentatives de les faire éclater seraient du donquichottisme, SI NOUS NE TROUVIONS PAS ENFOUIES DANS LES ENTRAILLES DE LA SOCIETE TELLE QU'ELLE EXISTE, LES CONDITIONS DE PRODUCTION MATERIELLES ET LES RAPPORTS DE DISTRIBUTION DE LA SOCIETE SANS CLASSE* [55]. »

RÉVOLUTION BOURGEOISE ET OUVRIERS.

Retour à la table des matières

Les bourgeois et les révisionnistes mélangent l'ultime stade du capitalisme, soit la socialisation et les nationalisations, avec le début de l'ère post-capitaliste, voire avec le socialisme lui-même. Du point de vue politique, la même confusion se fait en ce qui concerne les révolutions de cet après-guerre que l'on a fait passer pour des révolutions socialistes. Le rôle — insignifiant — que joue la [75] bourgeoisie dans ces révolutions facilite ce tour de passe-passe. En effet, dans la production comme dans la révolution, les capitalistes ne jouent pas un rôle directement actif : au bout du processus ils monopolisent les conquêtes et produits dus aux efforts des autres. Même lorsque la bourgeoisie a fait une révolution radicale — ce qui ne s'est guère produit qu'en Angleterre et en France — la plèbe, la paysannerie et le prolétariat ont occupé l'avant-scène révolutionnaire, toutes les classes de la société étant en lutte, sauf en gros celle des banquiers, des industriels et autres opérateurs du capital de l'époque. Paysans, serfs, faubouriens, étudiants, intellectuels, poètes, ouvriers des premières manufactures formaient les bataillons de la guerre révolutionnaire. Or toutes les révolutions dites socialistes de cet après-guerre ont eu ces mêmes protagonistes. Mais, comme on l'a vu, ce ne sont pas ces combattants

---

[55] Cf. Marx, *les Fondements, etc.*, t. I, p. 96-97.

qui déterminent la nature et le but de la révolution, mais le programme de la classe qui en prend la tête.

De fait, la révolution bourgeoise n'est consciente ni de ses buts économiques et sociaux ni du déroulement de son cours. C'est parce que, étant finalement exploitée par une seule couche — les bourgeois — qui frustrent toutes les autres couches révolutionnaires à leur seul profit, elle se caractérise par le fait qu'à chacune de ses phases, elle « se retourne contre elle-même » et qu'elle tue et renie ses « pères » [56]. Les « parvenus » bourgeois ne firent-ils pas déterrer le révolutionnaire bourgeois Cromwell pour lui enfoncer une pique dans le cœur, afin de le tuer une seconde fois, définitivement ? Une [76] fois arrivés au pouvoir, les bourgeois ne veulent plus entendre parler de violence autre que la leur, officielle, et voient dans tout mouvement révolutionnaire, même bourgeois, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, un ennemi à combattre. Enfin, dès lors que la liberté, l'égalité et la fraternité, affirmées dans le combat révolutionnaire, sont constitutionnalisées, elles deviennent des droits purement formels, en contradiction flagrante avec les conditions de vie et de production des individus, où elles devraient *se réaliser.*

Les conditions matérielles font que la révolution aboutit entre les mains capitalistes : « *C'est pourquoi, si le prolétariat renverse le pouvoir politique de la bourgeoisie, sa victoire ne sera qu'éphémère, qu'un moment au service de la révolution bourgeoise elle-même, comme cela se produisit en 1794 [en France]. Et ce sera le cas au cours de l'histoire et de son mouvement tant que ne seront pas encore créées les conditions matérielles qui rendent nécessaire l'abolition du mode de production capitaliste, donc aussi le renversement définitif de la domination politique de la bourgeoisie. Le règne de la Terreur dut donc servir simplement à balayer les vestiges féodaux du sol français. Il eût fallu des décennies à la bourgeoisie craintive et hésitante pour venir à bout de cette tâche. L'intervention sanglante du peuple lui ouvrit donc la voie* [57]. »

---

56 Ces parodies se trouvèrent aussi en Russie en voie d'embourgeoisement, et ce jusque dans l'état-major du parti stalinien.

57 Cf. Marx, *la Critique moralisante et la Morale critique,* in *Deutsche Brüsseler-Zeitung,* 28-X-1847.

La révolution bourgeoise, bien que se distinguant radicalement de la révolution prolétarienne, a cependant suffisamment de points en commun avec elle pour que, de nos jours par exemple, on puisse faire passer systématiquement la première pour la seconde. En effet, en un sens [77] et pour la première fois au cours de l'histoire de l'humanité, les révolutions que déchaîne la bourgeoisie capitaliste ont la forme de mouvements et de poussées mettant en action toute la masse du peuple. Mais seuls les *principes* — abstraits — de cette révolution sont universels.

Un autre point permettant la confusion, c'est que le prolétariat intervient dans les deux révolutions, et même qu'il y proclame, de manière plus ou moins claire et ferme, ses propres revendications de classe. Comme Marx l'a souligné pour toutes les révolutions bourgeoises qu'il a analysées, il s'y présente toujours un moment où le prolétariat domine la scène révolutionnaire. Il suffit d'en faire un moment caractéristique, un sommet, un idéal de la révolution pour jeter la confusion sur l'ensemble — au reste dans l'intérêt de la bourgeoisie, puisque cela lui permet de faire croire qu'elle est arrivée au pouvoir dans la société de manière démocratique, de par la volonté et l'action du prolétariat lui-même. En somme, la révolution bourgeoise est une révolution *populaire* par excellence.

En revanche, la révolution prolétarienne est une claire révolution dominée de bout en bout par une *classe.* Ses principes aussi bien que son action en sont constamment déterminés. Pour la première fois dans l'histoire, c'est une révolution universelle (c'est pourquoi, dans un seul pays, il n'est pas de construction socialiste possible, seule la révolution politique s'y réalisant, comme premier maillon de la révolution internationale). Contrairement à la bourgeoise, la révolution prolétarienne est pleinement consciente de ses [78] buts économiques et sociaux, ainsi que du cours historique de la révolution tout entière qui part de la constitution du prolétariat en classe, donc en parti, et s'achève par l'extinction de l'État de la dictature du prolétariat, et ce, sous peine d'échouer dans sa tentative [58]. La conscience, à l'échelle de

---

[58] Cf. Marx-Engels, *la Commune de 1871,* Paris, 10/18, p. 205-243. Si l'on fait abstraction de l'Internationale et de ses sections parisiennes, la Commune a éclaté sans organisation de parti. Marx-Engels en ont conclu que la révolution ne peut vaincre sans un véritable parti communiste : « *Pour qu'au jour de la décision, le prolétariat soit assez fort pour vaincre, il est nécessaire*

la classe ouvrière, ne peut être que le fait d'une avant-garde, du parti, tant que subsistent les conditions matérielles de l'aliénation des travailleurs [59]. Ce parti, dans tous les cas, doit proclamer les principes d'action universels de tous les ouvriers du monde, et ce même dans le cas d'une révolution double [60], sous peine d'opérer une coupure dans la classe internationale, coupure qui entraînerait un désintérêt, des frictions, voire des oppositions d'intérêts et des conflits entre les ouvriers des divers pays.

Même si la révolution est double, c'est-à-dire commence au niveau de la lutte armée antiféodale, il ne doit pas y avoir de discontinuité tant dans le programme que dans la nature de classe du parti révolutionnaire : « *Dans les diverses luttes nationales des prolétaires, les communistes mettent en avant et font valoir les intérêts communs du prolétariat tout entier, sans considération de nationalité, et dans les diverses phases de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils représentent l'intérêt commun du mouvement dans son ensemble* » (*Manifeste).* La création de l'Internationale a précédé la Commune de Paris, comme elle fit partie intégrante de la révolution bolchévique, tout le programme de Lénine reliant la II° Internationale révolutionnaire à la III° Internationale Communiste.

---

qu'il se constitue en un Parti autonome, un parti de classe, séparé de tous les autres. C'est ce que Marx et moi nous n'avons cessé de défendre depuis le Manifeste de 1848 » (Engels à G. Trier, 18-XII-1889). *L.c.*, p. 14-15.

59 « *La révolution n'est pas seulement nécessaire, parce qu'il n'y a pas d'autre moyen de renverser la classe dominante, mais encore parce que la classe [c'est-à-dire tous les ouvriers] ne peut réussir que par une révolution à se débarrasser de tout le vieux fatras et devenir ainsi capable de fonder une nouvelle société* » (Marx, *l'Idéologie allemande*, 1845-1846).

60 Au début de *la Maladie infantile, etc.*, Lénine écrit que « *l'exemple russe montre à tous les pays quelque chose de tout à fait essentiel de leur inévitable et prochain avenir », ce qui n'empêche « qu'après la victoire de la révolution prolétarienne, si même elle n'a lieu que dans un seul des pays avancés, il se produira, selon toute probabilité un brusque changement, à savoir : la Russie redeviendra, bientôt après, un pays non plus exemplaire, mais retardataire (au point de vue « soviétique et socialiste* ». Cf. *Œuvres*, tome 31, p. 16, 15.

Comme tous les marxistes, Lénine a toujours séparé les deux phases *internationales :* la révolution politique et l'instauration du socialisme dans l'économie.

[79]

On ne trouve pas trace de cet internationalisme prolétarien dans les révolutions anti-impérialistes de cet après-guerre. L'organisation et les principes internationaux sont, formellement même, dissous depuis bien longtemps déjà par Staline, et chaque « victoire » dans un nouveau pays n'a fait que désagréger davantage le bloc du faux socialisme.

La clarté et la continuité de programme sont une condition *sine qua non* de la révolution socialiste, non seulement pour des raisons d'efficacité (liaison des forces à l'échelle internationale, face au capital toujours international ; cohérence entre les luttes dans les divers pays, et aux divers niveaux (économique, politique, idéologique) afin que leurs effets ne se contredisent ni ne s'annulent ; continuité entre les diverses étapes de la révolution, afin d'éviter les tâtonnements face aux situations soudaines, dites « nouvelles », tâtonnements qui deviennent rapidement hésitations, louvoiements, avances et reculs faisant perdre du temps et des énergies, et exigeant des rectifications de cours entraînant des polémiques, des fractions, des scissions, des exclusions, dont l'ennemi profite toujours, et dont les masses font les frais.

Le programme du parti révolutionnaire doit être clair et cohérent dans toutes les phases de l'intervention révolutionnaire pour une autre raison encore qui met en lumière le facteur théorique de conscience, essentiel dans le socialisme : le prolétariat a pour mission historique d'instaurer le socialisme qui est gestion consciente à l'échelle collective de la production et de la société, contrairement à ce qui se passe [80] sous le capitalisme où les lois de l'économie s'imposent aux hommes avec une force aveugle. Or, il ne peut renverser la praxis en *économie,* s'il ne l'a pas déjà effectué dans le programme et l'action *politique,* ce qui se traduit par une action conforme aux principes tout au long du processus révolutionnaire, la lutte s'effectuant dès lors contre tous les obstacles matériels et idéologiques qui s'opposent à la réalisation pratique du programme communiste. En ce sens, Engels affirmait que « *toute erreur commise, toute défaite subie, sont la con-*

séquence nécessaire de conceptions théoriques erronées dans le programme fondamental » [61].

Dès le début, nous avons un renversement de la praxis, par rapport à la manière de procéder des bourgeois que les conditions matérielles, qu'ils ne comprennent pas, mènent par le bout du nez [62].

SCHÉMA INTERNATIONAL DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE.

Retour à la table des matières

Les lois de la révolution socialiste de 1848 ont été *prévues* dans le *Manifeste du Parti communiste* (aux dernières pages, Marx-Engels donnent les directives communistes pour les pays « attardés » aussi bien que pour les pays « avancés », avant que la crise secoue toute l'Europe). C'est l'acte de naissance du socialisme scientifique moderne, qui a renversé la praxis dans l'histoire, la conscience précédant l'action — au niveau de la classe.

Lénine explique dans les *Trois sources et les trois parties constitutives du marxisme* [63] que le [81] programme historique du communisme a surgi de la confluence de l'élément économique, politique et théorique, dont chacun était représenté par l'action historique du prolétariat d'un pays différent, anglais, français, allemand, pays développé et sous-développés. Même dans ses fondements matériels, le marxisme ne pouvait être qu'international. Expliquant la genèse du communisme moderne, Engels écrivait : « *Ainsi les trois grands pays civilisés d'Europe — l'Angleterre, la France et l'Allemagne — arrivent, chacun de son côté, à la conclusion [communiste et universelle] qu'une révolution sociale des rapports sociaux sur la base de la propriété communautaire est devenue, dès à présent, une nécessité inéluctable. Ce résultat est d'autant plus frappant que chacune des trois nations l'a atteint indépendamment des autres. Peut-il y avoir de dé-*

---

61 Cf. Engels à Fl. Kelley-Wischnewetzsky, 28-XII-1886.

62 Cf. Marx-Engels, *le Parti de classe,* Paris, 1972, 4 volumes, Petite collection Maspero.

63 Cf. Lénine, *Œuvres,* tome 19, p. 13-18.

monstration plus frappante que le communisme n'est pas seulement la conséquence particulière de l'Angleterre ou d'une quelconque autre nation, mais encore une conclusion nécessaire que l'on est bien obligé de tirer à partir des conditions générales de la civilisation moderne ? [64] »

La perspective que Marx-Engels traçaient à la révolution de 1848 ne pouvait être qu'internationale (non pas au sens où c'est une donnée immédiate ou une vertu propre à tout ce que fait et touche le prolétariat, bref, en quelque sorte une étiquette, comme Staline la posait à tout ce qu'il fabriquait). L'élément *économique* était matériellement représenté par le prolétariat anglais dans ses luttes politico-syndicales, correspondant à un développement historique déterminé de la production capitaliste, concentrée à [82] l'époque en Angleterre, comme l'élément *politique* l'était par le développement spécifiquement politique de la France, surtout depuis la révolution bourgeoise classique de 1789, qui mit en place, pour la première fois dans l'histoire, les superstructures politiques de l'État capitaliste sous la forme la plus achevée ; enfin l'élément *théorique* était représenté par les luttes révolutionnaires du prolétariat allemand (depuis la guerre des paysans de 1525), le « philosophe du mouvement ouvrier ».

Dans la pratique, chacun de ces éléments correspondait donc à un côté fort de chacun des prolétariats correspondants, tandis que les deux autres éléments en représentaient le côté faible : la révolution *en acte* devait en faire l'unité et la synthèse au cours de la lutte. Dès 1844, Marx écrivait : « *Lorsque toutes les conditions inhérentes à la révolution seront remplies, le jour de la résurrection allemande sera annoncé par le chant de ralliement du coq gaulois* [65]. » Le prolétariat allemand fournit le programme communiste, *théorique,* de la révolution européenne de 1848, en indiquant au prolétariat de chaque pays quelles étaient ses tâches, ses alliances éventuelles et ses ennemis, et il s'efforça d'établir la liaison entre tous les éléments et organisations révolutionnaires des différents pays. Le prolétariat français déclencha

64 Cf. Engels, *Progrès de la réforme sociale sur le continent,* 4-XI-1843, trad. fr. in : *Ecrits militaires,* Ed. de l'Herne, Paris, 1970, p. 117-18 ; cf. en outre les chapitres intitulés *Préparation de la révolution de 1848* et *Élaboration de la stratégie révolutionnaire,* pp. 93-149 et 151-189.

65 Cf. Marx, *Contribution à la critique de la Philosophie du Droit. Introduction, l.c.,* p. 185.

effectivement le processus révolutionnaire par l'acte *politique* de l'assaut insurrectionnel contre le pouvoir d'État bourgeois. Mais c'est seulement en Angleterre que « la révolution ne serait pas seulement politique, mais encore sociale » [66] — et Marx le répétera en pleine crise : « *C'est seulement lorsque les chartistes [83] seront à la tête du gouvernement anglais que la révolution sociale passera du domaine de l'utopie à celui de la réalité* [67] », autrement dit, que les efforts révolutionnaires se réaliseront en socialisme.

Ce fut l'échec de la révolution double en Europe centrale aussi bien que de la révolution directement socialiste en Angleterre et en France « avancées », mais le mot d'ordre, puisqu'il n'était pas réalisé, restera jusqu'à la fin du siècle : « *Le triomphe de la classe ouvrière ne dépend pas seulement de l'Angleterre : il ne pourra être assuré [et c'est alors que se réalise le socialisme] que par la coopération au moins de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne* [68] », soit, à l'époque, les trois pays déterminants du monde.

L'expérience historique a confirmé que la révolution n'éclate jamais que dans un pays et gagne successivement les autres, jusqu'à ce que le rapport des forces bascule et accélère au maximum le processus. Victoire est donc synonyme d'internationalisation. Mais, le processus est substantiel et dialectique : le prolétariat unilatéralement développé d'un pays trouve un complément, parfois qualitatif — économie supérieure ou complémentaire — dans l'internationalisation de la révolution politique. L'économie russe se fût sans doute mieux développée qu'avec les plans quinquennaux successifs, si Staline avait soutenu les efforts révolutionnaires (politiques) du prolétariat international dans les pays avancés et même arriérés.

---

66 Cf. Engels, *les Crises anglaises,* in : *la Gazette rhénane,* 9-XII-1842, *l.c.,* p. 143.

67 Cf. Marx, *le Mouvement révolutionnaire,* in : *la Nouvelle Gazette rhénane,* 1-1-1849, *l.c.,* p. 625.

68 Cf. Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique,* 1892, Ed. Soc., p. 40. Nous nous sommes permis de traduire *sichergestellt* (littéralement : mis en sécurité) par *assuré* au lieu *d'obtenu.*

AU CENTRE :
LA VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE,
L'ÉTAT ET LA DICTATURE.

[84]

Retour à la table des matières

La question qui se pose à présent, c'est de savoir comment se fait le passage brusque, radical et complet — la mutation — d'une forme de production à l'autre. La clé en est la violence révolutionnaire qui est seule capable de faire passer une société dans les douleurs, d'un mode de production social donné à un autre supérieur. En somme, c'est la dialectique du mouvement de la base économique par l'effet de la superstructure politique et idéologique de contrainte, avec l'État et la dictature, mieux, le rapport entre économie et politique dans la succession des modes de production sociaux.

Cette question se pose doublement pour les sociétés extra-européennes qui ne se sont pas développées spontanément vers le capitalisme. D'abord, dans la zone asiatique, il s'agit de passer, soit à la formation de niveau quatrième du capitalisme, soit à la formation de niveau cinquième du socialisme (au moyen d'une révolution double). Du point de vue théorique, on peut se demander si la formation asiatique correspond au niveau second ou troisième ; en d'autres termes, si elle peut passer directement au capitalisme ? La question a reçu une claire réponse de Marx : même très rapidement la Chine pouvait faire sa révolution bourgeoise, comme il ressort de la conclusion du premier article sur la Chine dans notre recueil. L'essentiel est ainsi réglé. Au reste, on pourra toujours débattre pour savoir si la formation asiatique est une forme secondaire (auquel cas, elle aurait de grandes originalités, [85] puisqu'elle pourrait rapidement passer au capitalisme, quoique, du point de vue historique, elle ne l'ait pas fait spontanément, puisque le capitalisme européen et américain, ayant atteint ce niveau plus rapidement, durent l'y importer) ou bien s'il s'agit d'une forme tertiaire, la difficulté étant alors de déterminer quelle a été la forme secondaire dans la zone asiatique, et en quoi cette forme pouvait déboucher sur le capitalisme.

Quoi qu'il en soit, le moyen — et le seul — pour passer d'une formation inférieure à une formation supérieure est l'utilisation de la force révolutionnaire. Mais on ne peut concevoir qu'une révolution permette de sauter une phase, faire passer, par exemple, de la forme troisième à la forme cinquième, à moins que cette révolution ne s'ajoute à une autre dans un pays plus avancé, dont les forces productives sont assez abondantes pour aider le premier à rejoindre rapidement son niveau, abrégeant au maximum la phase de transition *économique* du pays « arriéré ». C'est encore la force, avec la dictature et l'utilisation consciente de l'État qui permettront ce double saut, — ce qui implique la collaboration d'une seule et même classe — le prolétariat — dans les deux pays. Une telle aide désintéressée ne se pose même pas chez d'autres classes, la bourgeoise par exemple. En sommé, seul le socialisme scientifique moderne de Marx-Engels pouvait se poser la question du bond révolutionnaire par-dessus une forme de production, ce qui implique une claire vision de la succession des formes de production sociale de l'humanité, notamment du passage révolutionnaire du capitalisme au socialisme, et une connaissance réelle du mécanisme grâce auquel [86] un mode de production subit un changement qualitatif brusque au moyen d'une révolution politique.

La clé, la solution, est donné par *l'État.*

L'exemple de la révolution prolétarienne illustre de manière limpide cette question en soi si difficile. En période de crise, la production s'arrête en même temps que la distribution et la circulation marchandes, les rapports sociaux capitalistes, en panne dans la base économique, n'alimentent plus de leur énergie les superstructures officielles de l'État, celles-ci tournant sur elles-mêmes. C'est pourquoi, la révolution peut agir de manière brusque et violente sur ce que Marx appelle les superstructures juridiques et politiques surannées qui pèsent sur le développement des forces productives, devenues trop grandes pour elles. De fait, l'État, c'est-à-dire le pouvoir politique d'une classe, est une superstructure que l'on peut fort bien briser pour ainsi dire instantanément, pour mettre à sa place une institution analogue mais opposée, l'État de dictature du prolétariat substitué à l'appareil étatique bourgeois.

Si la conquête du pouvoir a cette place centrale chez Marx-Engels, c'est qu'elle garantit le changement *qualitatif* des structures produc-

tives et sociales qui, elles, ne se développent que lentement et progressivement sous la forme nouvelle, socialiste, en se greffant non pas sur l'État prolétarien, mais sur les forces productives déjà socialisées, ou en voie de socialisation, au sein de la vieille forme capitaliste.

Le but de l'État révolutionnaire est — selon l'expression du Manifeste « d'intervenir despotiquement [87] dans les rapports de production sociaux ». Marx a défini les mesures à prendre aussi bien dans les pays avancés que dans les pays devant effectuer une révolution double en liaison avec le prolétariat international [69].

Avant de passer aux révolutions doubles, voyons comment s'effectue le passage brusque (révolutionnaire) du mode de production capitaliste à un mode de production qualitativement différent, le socialisme. Nous aurons en même temps une définition de ce que Marx-Engels appellent le socialisme en opposition au capitalisme. Dans *la Critique du programme de Gotha* (1875) Marx distingue évidemment différents stades du socialisme, puisque les forces productives n'évoluent que lentement et progressivement, et non par bonds ; cependant, il montre à l'évidence que la rupture avec le capitalisme et ses catégories fondamentales s'effectue dès le premier stade, par un bond qualitatif révolutionnaire. Toutes les mesures qu'il propose au premier stade confirment que ce pas est essentiel, puisqu'il permet de parler d'économie et de société socialistes. Toutes les interventions despotiques de l'État révolutionnaire le confirment.

En premier lieu, il s'agit de supprimer (acte de force purement négatif, non « constructif », mais hautement révolutionnaire) les revenus liés à la terre (rentes foncières) ou au capital (profit) : les classes ou groupes correspondants disparaissent, du fait que « chacun doit travailler pour vivre ». Par cet acte, la société dispose de tous les moyens de production ainsi que du produit du travail collectif. Du point de vue économique, il est évident que le prolétariat ne peut prendre ces [88]

---

69 Marx a établi les mesures à prendre pour les pays où s'effectue une révolution double dans les *Revendications du Parti communiste en Allemagne* en 17 points, cf. *le Manifeste communiste,* Editions Costes, 1953, p. 220-223 ; Marx-Engels, *Ecrits militaires,* p. 185-187. Ces mesures ne sont pas socialistes, et ne peuvent l'être, en effet, elles règlent les échanges monétaires, et telle mesure « est finalement nécessaire pour river les *intérêts de la bourgeoisie conservatrice à la révolution* » (l.c., p. 186).

mesures simples et claires que si les conditions matérielles du socialisme — à savoir : le capitalisme industriel et agricole — existent déjà. Ces mesures ne peuvent être prises dans une société essentiellement agraire. Certes, on pourra toujours y réquisitionner la récolte, c'est-à-dire le produit du travail, au stade de la *distribution,* mais on ne peut en socialiser la PRODUCTION parcellaire et dispersée, vivant repliée sur elle-même, surtout si elle représente 80 à 90% des producteurs : rassembler en un local les producteurs avec leurs outils ne ferait que créer des manufactures, bref, cette socialisation n'atteindrait que la distribution, et nous aurions un communisme de consommation.

Mais revenons aux mesures socialistes, proposées dans le programme de Gotha pour un pays capitaliste développé. Les revenus autres que ceux découlant du travail étant abolis, « chacun doit travailler pour vivre » [70], et il n'existe plus qu'un seul revenu, qui n'est plus salaire, ni profit, ni rente, et n'est plus versé sous forme d'argent ni distribué par l'intermédiaire du marché. Bref, toutes les catégories capitalistes fondamentales ont cessé d'exister. En effet, chaque travailleur reçoit « *de la société un bon certifiant qu'il a fourni telle somme de travail (après déduction du travail effectué pour le fonds collectif) et, avec ce bon, il retire des réserves sociales exactement autant d'objets de consommation que lui a coûtés son travail : le même quantum de travail qu'il a donné à la société sous une forme, il le reçoit en retour sous une autre forme* ». Cependant, « *en dépit de ce progrès, ce droit égal reste prisonnier d'une limitation bourgeoise* [89] *[c'est donc bien du niveau bourgeois qu'on est parti pour le dépasser]. Le droit des producteurs est proportionnel au travail qu'ils fournissent* », l'élément social du travail revenant à l'ensemble de la collectivité.

À ce stade déjà, la monnaie et le salariat ont, en fait, déjà disparu, comme Marx l'indique dans le deuxième livre du *Capital :* « *Le capi-*

---

70 C'est grâce à ce principe, proclamé par la I° Internationale, qu'on en arrive à la *généralisation* du travail manuel pour tous les membres de la société, donc à l'abolition de l'opposition entre travail intellectuel et travail manuel. Ce qu'il ne faut pas confondre avec l'alternance entre travail manuel et travail de bureau ou de professeur, d'ingénieur, etc. telle qu'elle se pratique parfois à Cuba ou en Chine, alternance qui laisse subsister la division du travail dans ces pays, les fonctions en étant simplement remplies, à tour de rôle par des agents différents.

tal-argent disparaît en production socialisée. La société répartit la force de travail et les moyens de production entre les diverses branches d'industrie. Les producteurs pourront, si l'on veut, recevoir des bons en échange desquels ils prélèveront sur les dépôts sociaux de consommation une quantité correspondant à leur temps de travail. Ces bons ne sont pas de l'argent. Ils ne circulent pas » (Ed. Soc., t. V, p. 14).

Après la suppression des rentiers et profiteurs de toute sorte, la rétribution du travail elle-même a déjà subi de fortes restrictions qui tendent à faire disparaître la classe des prolétaires salariés eux-mêmes : « *Ce droit égal est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, puisque tout homme est un travailleur comme les autres ; mais il reconnaît tacitement comme un privilège de nature le talent inégal des travailleurs et, par suite, l'inégalité de leur capacité productive*. »

Dans la société bourgeoise, le salaire devait pourvoir à la reproduction de la force de travail — c'est-à-dire à la famille du travailleur — ainsi qu'aux frais de formation, d'éducation de santé et de sa survie au moment où l'ouvrier âgé quitte son travail. En revanche, dès le premier stade du socialisme, la rémunération du travail ne sert [90] plus qu'à subvenir aux besoins strictement personnels de chaque travailleur [71], étant donné que la société prend en charge le fonds destiné à la satisfaction communautaire de besoins auxquels correspondent les écoles, les crèches, les hôpitaux, bref l'hygiène publique, etc., ainsi que le fonds destiné à ceux qui sont dans l'incapacité de travailler, etc., autrement dit, les caisses de retraite, de maladie, de vieillesse, de maternité, etc., déjà revendiquées par les ouvriers sous le capitalisme. Elles seront alors systématisées en un ensemble qui abolit les diffé-

---

71 En d'autres termes, les différences de salaires de 1 à 8 en France, et de 1 à 12 et plus en Russie, par exemple, ne se justifient pas, si l'on tient compte de ce que dit Engels à propos du travail simple et complexe (payé plus cher) : « *Dans la société des producteurs privés, ce sont les personnes privées ou leurs familles qui supportent les frais de formation de l'ouvrier qualifié ; c'est aux personnes privées que revient donc d'abord le prix plus élevé de la force de travail qualifiée : l'esclave habile se vend plus cher, le salarié habile se rétribue plus cher. Dans la société à organisation socialiste, c'est la société qui supporte ces frais, c'est donc à elle qu'en [136] appartiennent les fruits*. » (*Anti-Dühring*, Ed. Soc., p. 233).

rences de catégories et les conditions mercantiles d'attribution, en vue de satisfaire les besoins d'après les moyens dont dispose la collectivité. Et Marx ajoute que, dans ces sphères intéressant une fraction considérable de la population (enfants, adolescents, malades, vieillards, mères), « *le travail lui-même ne mesure plus ce que l'on touche, et cette sphère s'accroîtra à mesure que se développe la société nouvelle* ».

En revanche, Marx précise que « la fraction destinée aux frais généraux d'administration qui ne concernent pas la production, *diminuera* à mesure que se développera la société nouvelle » : nous allons vers l'extinction de l'État.

La société, détenant les moyens de production et le produit (l'ancienne plus-value) du travail collectif de tous, retranchera de ce que chacun touche pour ses besoins immédiats : 1° un fonds destiné au remplacement des moyens de production usés ; 2° une fraction additionnelle pour élargir la production ; 3° un fonds de réserve et d'assurance contre les accidents, les perturbations dues aux phénomènes naturels, etc.

[91]

Dès le début, les principes du capitalisme sont renversés, et les nouveaux sont instaurés, ceux-ci se reliant déjà au but final du communisme : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. »

PROGRESSION ET BOND.

Retour à la table des matières

Nous n'avons ni fusées ni missiles à ajouter à l'arsenal des armes de la lutte de classe fourni par Marx-Engels, qui ont théorisé le cours de l'humanité, de ses origines au socialisme dans lequel le progrès ne s'effectue plus par révolutions mais par évolutions successives. Nous ne voulons pas dire par là que l'histoire s'est arrêtée depuis l'époque de Marx-Engels, mais que la société a continué à s'enliser dans la dégénérescence, surtout si l'on considère les pays blancs. Les efforts du prolétariat pour tirer l'humanité de l'impasse ayant été suivis d'échecs,

la diffusion du mode de production capitaliste aux cinq continents tout entiers n'a fait que reproduire ce même capitalisme à une nouvelle échelle, en lui donnant une force juvénile toute relative dans les terres nouvelles, là où il se heurte aux formations sociales précapitalistes.

Si, dans la série des modes de production de la société, le capitalisme représente le niveau quatrième, le socialisme, qui n'en est pas un prolongement — par exemple, quatre et un tiers, quatre et demi — représente le niveau cinquième, soit un mode qualitativement différent, séparé du capitalisme par un bond, une négation qui, à l'échelle de la société, se manifeste par une révolution [92] qui substitue aux anciennes classes privilégiées une classe nouvelle, le prolétariat travailleur.

Toujours en termes chiffrés, le socialisme serait cependant le niveau sixième, s'il apparaissait une forme — non prévue par le schéma marxiste du déterminisme historique et économique — qui serait déjà du post-capitalisme, mais pas encore le communisme avec ses caractéristiques spécifiques, valables pour tout son cours. Ainsi, certains trotskystes compromettent le grand Trotsky, en prétendant que l'État soviétique ayant dégénéré, la Russie est actuellement en *régime bureaucratique* post-capitaliste, soit au-delà du niveau cinquième, en fait *sixième,* puisqu'il ne s'agit ni de capitalisme ni de socialisme, de sorte que ce dernier doit être repoussé au niveau *septième* en Russie. Ces simples chiffres montrent qu'en acceptant de telles nouveautés par rapport aux critères classiques du marxisme, on fait perdre à l'histoire son déterminisme, et au capitalisme ainsi qu'au socialisme leurs caractéristiques spécifiques ainsi que la dialectique de leur enchaînement.

Le principe de l'unicité des séries historiques permet également de réfuter toute la *théorie de la construction du socialisme dans un seul pays,* inventée par Staline en 1926 et démentie jusque dans la pratique par les conflits qui opposent et déchirent le monde prétendument socialiste. Selon Staline, la Russie tsariste, précapitaliste (dont l'économie était, en outre, ruinée par la guerre et la contre-révolution) pouvait passer, grâce à la révolution socialiste de Lénine, du précapitalisme (soit du niveau troisième) au cinquième, au socialisme, ce qui est proprement absurde.

[93]

Dans le schéma marxiste de la révolution double, le pays « attardé », où le prolétariat a pris le pouvoir (en fonction de la situation internationale qui réagit même, et surtout, sur les pays attardés), ne peut faire un bond par-dessus le capitalisme qu'en s'accrochant à un pays ou un groupe de pays « avancés », où le prolétariat a triomphé, de sorte que l'évolution des forces productives s'effectue progressivement — comme seul c'est possible — à partir de l'aide des pays avancés, soit des conditions de niveau quatrième. Dans le saut, en toute occurrence, il doit y avoir progression. Or, ce n'est pas le cas dans la théorie de Staline qui prévoit l'évolution du socialisme dans un seul pays arriéré : il y a l'abîme de toute une époque historique.

Le cas de la révolution double — ou de ce que Marx, appelait pour l'Allemagne de 1850, la révolution *permanente* jusqu'au socialisme — ne peut s'effectuer qu'à l'échelle *internationale*.

Après 1945, Staline a appliqué la même théorie irréelle et insensée du socialisme édifiable dans les limites de chaque pays socialiste, à quelque niveau économique et social qu'il se trouve, aux pays de l'Est européen libérés du « joug nazi » par l'effort de guerre conjoint des Russes, Américains, etc. aussi bien qu'aux mouvements anticolonialistes des pays précapitalistes des continents de couleur. En fait, le schéma stalinien niait le caractère révolutionnaire du passage violent à la révolution nationale bourgeoise des peuples de couleur qu'il condamnait, par un tribunal de fantaisie, à l'immobilité et la passivité jusqu'à ce qu'ils aient pu faire le saut stalinien qui consiste à passer du niveau précapitaliste [94] troisième au socialiste cinquième, en improvisant à partir du néant la lutte entre entrepreneurs capitalistes et prolétaires, à moins que, plus simplement, ils ne se soient fait injecter de l'extérieur le socialisme, ce qui ne peut se produire qu'en passant sous les fourches caudines de Moscou.

SCHÉMA DE LA RÉVOLUTION DOUBLE.

Retour à la table des matières

En fait, la question de la révolution double ne peut se poser historiquement qu'en liaison avec la révolution internationale à un certain niveau économique — capitaliste — de la société. L'une des caracté-

ristiques essentielles de la forme capitaliste est le passage de l'objectif interne — création du marché national, c'est-à-dire indépendance nationale, avec l'instauration d'un État national bourgeois — à l'objectif externe qui est le marché international. Il s'ensuit qu'avec l'apparition du mode de production bourgeois dans des parties déterminées du monde, le mouvement général de la société *s'accélère* grandement, et que les écarts de temps pour le passage d'une forme sociale à l'autre — précapitaliste à capitaliste, et de capitaliste à socialiste — deviennent moindres. Cela se manifeste de manière tangible au simple fait qu'à l'époque moderne les révolutions se font le plus souvent directement à l'échelle d'un continent, par exemple celle de 1848 où la révolution bourgeoise se greffa sur la révolution socialiste, engagée à Paris et la vague atteignit aussitôt Naples, Milan, Berlin, Vienne, Budapest, etc.

[95]

La révolution double s'impose dans les pays arriérés où le capitalisme est encore progressif, mais où la bourgeoisie est *politiquement* incapable de prendre la direction de la société : « *La révolution de 1848 devait faire exécuter dans la plupart des pays les TACHES BOURGEOISES par des combattants prolétariens, SOUS LA BANNIERE DU PROLETARIAT* [72]. »

Le déterminisme social est tel que les tâches progressives s'imposent aux hommes, qu'ils le veuillent ou non, et rien ne sert de vouloir les changer en inversant les classes qui les réalisent : les tâches restent progressives tout en étant pénibles, voire douloureuses. Ainsi, Engels constatait qu'après la défaite des prolétaires en 1848-49, la contre-révolution fut contrainte, dans certaines conditions, bien sûr, de réaliser les tâches encore progressives de la bourgeoisie qui sont les prémisses objectives à la domination future du prolétariat socialiste : la révolution de 1848 « *a réalisé, par l'intermédiaire de Napoléon III et de Bismarck — ses exécuteurs testamentaires — l'indépendance de l'Italie, de l'Allemagne et de la Hongrie. Quant à la Pologne qui, depuis 1792, avait fait plus pour la révolution que ces trois nations réunies, elle a été laissée pour compte, et elle succomba en 1863 devant les Russes dix fois supérieurs en nombre aux insurgés polonais* » (l.c.).

---

[72] Cf. Engels, Préface à l'édition polonaise de 1892 du *Manifeste.*

Sans jamais avoir soutenu ni Napoléon III, ni Bismarck — au contraire [73] —, Marx et Engels considéreront donc qu'une fois la phase de systématisation nationale et bourgeoise achevée en 1871 en Europe occidentale, l'histoire aura fait un grand pas en avant, les conditions matérielles [96] et sociales existant désormais dans cette aire géographique pour un affrontement direct entre prolétariat et bourgeoisie. Des 17 revendications « encore contradictoires en elles » du Parti communiste pour la double révolution en Allemagne, on passe alors au Programme de Gotha pour l'instauration du socialisme.

Dans un cas comme dans l'autre, bien que plus ou moins rapidement, la voie historique doit être parcourue, et finalement le prolétariat y trouve un avantage énorme aux yeux du marxisme révolutionnaire : « *Bourgeoisie et prolétariat sont enfants d'une époque nouvelle, et tous deux tendent dans leur action sociale à éliminer le fatras hérité de l'ancien régime. Ils ont, il est vrai, à mener une lutte très sérieuse, mais cette lutte ne peut être livrée à fond qu'à partir du moment où ils se trouvent en face l'un de l'autre. Le vieux bataclan doit être jeté par-dessus bord pour que le navire soit « paré pour le combat », à cela près que le combat ne se livre pas, cette fois, entre deux navires, mais à bord du même bâtiment, entre officiers et page* [74]. »

Dans ces conditions, ce que le marxisme appelle *révolution double*, autrement dit, le passage rapide de la formation précapitaliste troisième à la forme capitaliste quatrième et puis — en cas de victoire dans un pays de capitalisme pleinement développé — passage à la forme socialiste cinquième, devient une éventualité historique de plus en plus probable pour tous les pays non encore capitalistes du simple fait de l'accélération historique qu'imprime à la société tout entière le mode de production capitaliste. Après que Marx-Engels l'aient théorisée pour l'Allemagne en 1848-1849, [97] ils la prévirent après 1871 pour la Russie, où Lénine réussit à la réaliser effectivement avec les révolutions de Février, puis d'Octobre 1917. Après cette première victoire, l'Internationale de Lénine la prévit d'abord pour les pays d'Asie, puis pour tous les autres pays dominés par l'impérialisme blanc, lors

---

73 Cf. Marx-Engels, *Ecrits militaires*, chapitre *Stratégie dans la période des luttes nationales progressives*, p. 433 sq.

74 Cf. Marx-Engels, *Écrits militaires*, p. 488.

du premier Congrès des peuples opprimés convoqué à Bakou en septembre 1920 à l'instigation du IIe Congrès de l'Internationale communiste [75].

Pour ce qui concerne le passage à l'économie socialiste dans les pays de révolution double, la condition en est donc *internationale*, c'est dire qu'elle implique la révolution politique et la transformation sociale dans les pays de capitalisme déjà mûr. Dès lors, étant donné que les révolutions socialistes de l'Occident ont échoué et ont été trahies, et qu'il n'y a pas eu de passage de la forme cinquième à la forme socialiste sixième, la révolution russe a dû se limiter à la forme capitaliste [76], jusqu'à la relève en Occident qui n'a pas eu lieu. En fait,

---

75 Cf. *les Thèses et additions sur les questions nationale et coloniale* du IIe Congrès de l'I.C., in *Quatre premiers Congrès mondiaux de l'I.C. 1919-1923* (réimpression en fac-similé, Fr. Maspero, 1969), p. 57-60. La conclusion en est la suivante : « *Ainsi les masses arriérées, conduites par le prolétariat conscient des pays capitalistes développés, arriveront au communisme sans passer par les différents stades du développement capitaliste* » (p. 60).

76 Telle a été l'ample vision de Lénine et de l'Internationale Communiste : « *Une fois qu'il aura conquis le pouvoir, le prolétariat russe a toutes les chances de le garder et de conduire la Russie au triomphe de la révolution en Occident* » (*Œuvres*, 26, p. 33 : *la Révolution russe et la guerre civile*, 16-IX-1917). Le but n'est pas le socialisme en Russie arriérée, où le capitalisme constitue déjà un immense progrès, c'est la victoire du prolétariat mondial sur le capitalisme et l'impérialisme.

« *L'Allemagne et la Russie incarnent en 1918, avec une évidence particulière, la réalisation matérielle des conditions du socialisme : des conditions économiques, productives et sociales, d'une part, et des conditions politiques, d'autre part. Une révolution prolétarienne victorieuse en Allemagne briserait d'emblée, avec la plus grande facilité, toutes les coquilles de l'impérialisme (faites, malheureusement, de l'acier le meilleur, et que ne peuvent de ce fait briser les efforts de n'importe quel... poussin) et assurerait la victoire du socialisme mondial, sans difficultés ou avec des difficultés insignifiantes, à condition évidemment de considérer les « difficultés » à l'échelle de l'histoire mondiale, et non à celle de quelque groupe de philistins.*

« *Tant que la révolution tarde encore à « éclore » en Allemagne, notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'État des Allemands, de nous appliquer de toutes nos forces à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés dictatoriaux pour l'implanter en Russie...* » (Cf. *Sur l'infantilisme de « gauche » et les idées petites-bourgeoises*, 5-V-1918, in : *Œuvres*, 27, p. 355-356).

l'histoire a confirmé que Moscou a abandonné la voie du socialisme par une lente dégénérescence, et la Russie est désormais condamnée à l'enfer bourgeois et impérialiste et devra passer par une nouvelle révolution politique prolétarienne pour arriver au socialisme.

Le diagnostic sur la nature capitaliste des pays dits socialistes s'impose maintenant aux dirigeants de ces pays eux-mêmes : les faits les obligent à cet aveu. Dans un article du 5 décembre 1971 dans la *Pravda,* M. Fedoseiev démontre que le régime maoïste, à l'intérieur de la Chine, et indépendamment même de ses manifestations [98] sur le plan de la politique étrangère, n'est plus communiste, quelle que soit la spécificité des conditions historiques en Chine. La crise entre la Russie et la Tchécoslovaquie n'a pas duré assez longtemps pour que les dirigeants russes aient à employer l'argument de la restauration du capitalisme en Tchécoslovaquie.

Les dirigeants chinois, quant à eux, qualifient couramment les Russes de révisionnistes, puis de social-impérialistes, ce que ne peut être assurément un pays socialiste au sens de Marx et Engels. Même si ces définitions n'ont rien de scientifique si l'on considère les critères à partir desquels elles sont établies, elles ne correspondent pas moins à la réalité. L'aveu se fait, non pas à partir de concepts logiques, mais sous la pression de la réalité. Il se fait par la bouche même des faux

---

Comme pour démontrer l'invariance de ses propres positions, Lénine reprit toute cette partie de sa brochure de 1918 dans son article sur l'introduction de la NEP de mai 1921 *(sur l'Impôt en nature)* où il analyse les différents [137] niveaux de la production sociale qui existaient en Russie soviétique.

Le « crime » de Staline n'a pas été de construire le capitalisme en Russie de manière accélérée, mais d'avoir renversé sa politique : la dictature du prolétariat dégénéra en Russie, parce qu'elle se mit au service de la construction économique (capitaliste) à l'intérieur, au lieu d'être au service de la révolution internationale du prolétariat, et, qui plus est, exigea du prolétariat mondial de se mettre au service de la Russie, qui, seule, ne pouvait être que capitaliste.

Malgré le caractère capitaliste de son économie (ou mieux de certaines de ses parties, là où le salariat fait face au capital monétaire, financier et industriel), la Russie pouvait tenir, aux yeux des marxistes, durant 50 ans en attendant la révolution mondiale, à condition de demeurer fidèle au programme international du prolétariat : cf. la session de Décembre 1926 de l'Exécutif Elargi de l'Internationale communiste, discours de Zinoviev, Trotsky d'une part, de Staline et d'Ercoli-Togliatti, d'autre part.

marxistes, sous une forme parodique et grotesque. Le long débat sur la Yougoslavie en témoigne.

De 1945 à 1947, selon Mao Tsé-toung, l'économie yougoslave est socialiste ; selon les Albanais, elle est impérialiste et fasciste. De 1949 à 1953, selon Staline, la Yougoslavie est un pays nazi ; de 1949 à 1957, selon Khrouchtchev et Mao Tsé-toung, le péril d'une restauration capitaliste subsiste en Yougoslavie. En 1963, selon Mao Tsé-toung, la Yougoslavie est capitaliste, et selon Khrouchtchev c'est un pays socialiste, etc., etc.

En somme, même s'il n'existe aujourd'hui aucun pays socialiste au monde, il faut distinguer entre les pays de l'Est européen et ceux des pays ex-coloniaux, les premiers ayant déjà été capitalistes avant l'arrivée des Russes et l'étant restés par la suite, et les seconds s'étant haussés du [99] niveau précapitaliste au niveau capitaliste, en une lutte révolutionnaire, d'autant plus acharnée qu'elle n'avait pas pour seul ennemi les forces précapitalistes intérieures, mais encore et surtout l'alliance plus ou moins directe de tous les impérialismes du monde, et qu'elle ne put jamais compter sur aucune véritable aide extérieure.

Tant qu'il n'y aura pas d'authentiques révolutions politiques et sociales des ouvriers dans les pays développés, il ne peut donc y avoir de passage au socialisme dans quelque pays que ce soit (ce qui n'empêche pas la possibilité de révolutions prolétariennes, comme maillon de la révolution politique du prolétariat mondial). Désormais, la tâche est donc la formation de partis prolétariens organisés en vue de la conquête du pouvoir politique, puisque la dictature du prolétariat n'existe plus nulle part actuellement. Or la condition préalable de ces partis est le juste programme révolutionnaire.

En ce qui concerne les pays de couleur en général, et la Chine en particulier, le résultat en est que ces pays qui évoluaient dans des formes précapitalistes, n'ont pu faire qu'une révolution *nationale,* un pas dans la forme économique et sociale bourgeoise. Et l'expérience a démontré que, dans ces pays aussi bien que dans les pays de l'Occident, le prolétariat est resté absent *comme classe dirigeante* — donc avec son parti et son programme spécifique.

Dans la mesure où le parti est présent, il lui faut : sur le plan de la *doctrine,* développer une critique complète du programme national et

démocratique, comme Marx l'a fait au cours des années 1860 [77] ; sur le plan de *l'organisation,* [100] empêcher toute confusion de son parti avec ceux de la petite-bourgeoisie ; sur le plan *politique historique,* lutter aux côtés de la « bourgeoisie », de ceux que Lénine appelait les « nationalistes révolutionnaires » au IIe Congrès de l'Internationale Communiste, uniquement dans l'action violente de l'insurrection pour renverser les pouvoirs féodaux ou impérialistes.

Dans la dernière page du *Manifeste,* Marx-Engels ont prévu la stratégie — depuis lors classique — à utiliser pour un pays précapitaliste : « *En Allemagne [de 1848], le parti communiste lutte ensemble avec la bourgeoisie, lorsque celle-ci agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété féodale et les ambitions de la petite-bourgeoisie. Mais ce parti ne néglige aucune occasion de dégager chez les travailleurs la conscience aussi claire que possible de l'antagonisme radical de la bourgeoisie et du prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent tourner aussitôt en autant d'armes contre la bourgeoisie les conditions sociales et politiques [qu'on ne saurait créer par l'astuce, fût-elle paysanne ou stalinienne] que la bourgeoisie doit introduire en même temps que sa domination. Ainsi, dès la chute des classes réactionnaires en Allemagne, la lutte pourra s'engager contre la bourgeoisie elle-même*. »

Dans la *Nouvelle Gazette rhénane* du 15.11.1849, Engels rappelle qu'il s'agit bien d' « *une alliance qui ne se conclut pas sur le papier, mais sur les champs de bataille* », et Marx écrivit à Kugelmann, le 23.11.1865 : « *Il s'avéra très vite que Lassalle avait, en fait, trahi le parti, et nous en reçûmes bientôt la preuve. Il avait conclu un* [101] *accord formel avec Bismarck*... » Et pourtant Bismarck fut bien un « nationaliste révolutionnaire » : non seulement il réalisa l'unité allemande, mais renversa encore l'État bonapartiste, déblayant même le terrain d'un obstacle matériel majeur pour la Commune de Paris [78].

---

77 Cf. Marx-Engels, *Ecrits militaires,* chapitre intitulé *Stratégie dans la période des luttes nationales progressives,* p. 433-523.

78 Cf. Marx-Engels, *la Commune de Paris,* 1971, Union générale d'Editions, 10/18, p. 19, 35, ainsi que *Rôle de la violence et de l'économie dans l'instauration de l'Empire allemand moderne,* trd. fr. in *Ecrits Militaires,* p. 532-99, notamment p. 560-62.

Logiquement, toutes ces normes valent pour les insurrections et révolutions des pays de couleur, qu'elles soient « xénophobes », c'est-à-dire dirigées contre les puissances impérialistes blanches ou japonaises alliées aux pouvoirs locaux traditionnels, ou qu'elles visent même la grande bourgeoisie locale déjà en développement.

Cependant, la rivalité entre impérialismes — parmi lesquels il faut ranger désormais aussi les grandes puissances dites socialistes — n'est en aucun cas une raison pour ne pas appuyer les révoltes des peuples de couleur contre les impérialismes de l'Occident. Cet argument serait aussi spécieux que celui auquel Lénine se heurtait en 1914-15 lorsqu'il prônait le défaitisme révolutionnaire et qu'on lui disait qu'en luttant contre sa propre bourgeoisie, on courait le risque de tomber sous la domination d'une bourgeoisie étrangère. Mais dans les deux cas, le marxisme exige qu'on ne sacrifie ni le programme ni l'organisation autonomes de classe.

DISSOLUTION DES SOCIÉTÉS PRÉCAPITALISTES EXTRA-EUROPÉENNES.

Retour à la table des matières

Ce chapitre serait sec s'il ne reproduisait pas les pages les plus hautes et les plus denses du marxisme.

[102]

Dans le *Manifeste des Communistes,* la critique la plus féroce de chaque superstructure bourgeoise exprime en même temps le plus grand hymne à la fonction révolutionnaire de la bourgeoisie. Cette apparente contradiction aboutit à des solutions tout à fait révolutionnaires et, contrairement à ce que l'on admet généralement, ne conduit jamais à abandonner le terrain de classe du prolétariat.

« *La découverte de l'Amérique, la circumnavigation de l'Afrique offrirent à la bourgeoisie naissante un nouveau champ d'action. Les marchés des Indes orientales et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, les échanges avec les colonies, l'accroissement des moyens d'échange et des marchandises en général donnèrent au commerce, à la navigation, à l'industrie un essor inconnu jusqu'alors. Du même*

coup, ils hâtèrent le développement de l'élément révolutionnaire au sein de la société féodale en décomposition. »

« *La grande industrie a fait naître le marché mondial, que la découverte de l'Amérique avait préparé. Le marché mondial a donné une impulsion énorme au commerce, à la navigation, aux voies de communication. En retour, ce développement a entraîné l'essor de l'industrie. À mesure que l'industrie, le commerce, la navigation, les chemins de fer prirent de l'extension, la bourgeoisie s'épanouissait, multipliant ses capitaux et refoulant à l'arrière-plan toutes les classes léguées par le moyen âge*. »

« *Par suite du perfectionnement rapide des instruments de production grâce à l'amélioration incessante des communications, la bourgeoisie précipite dans la civilisation jusqu'aux nations les* [103] *plus barbares. Le bas prix de ses marchandises est la grosse artillerie avec laquelle elle démolit toutes les murailles de Chine* [79] *et obtient la capitulation des barbares les plus opiniâtrement xénophobes. Elle contraint toutes les nations, sous peine de courir à leur perte, d'adopter le mode de production bourgeois. Elle les contraint d'importer chez elles la prétendue civilisation, autrement dit, elle en fait des nations de bourgeois. En un mot : elle crée un monde d'après sa propre image*. »

---

79 Dans les *Principes du communisme*, projet de programme rédigé en juin 1847 par Engels pour la Ligue des communistes et dont certaines idées furent reprises dans le *Manifeste* de 1848, ce point est explicité comme suit : « *C'est ainsi que des pays qui, depuis des siècles, n'avaient fait aucun progrès, l'Inde par exemple, ont été complètement révolutionnés, et que la Chine elle-même marche maintenant à une révolution. Il en est résulté qu'une machine nouvelle, inventée aujourd'hui en Angleterre, enlève en une année le pain à des millions de travailleurs en Chine. De cette façon, la grande industrie a mis en relation mutuelle tous les peuples de la terre, confondu tous les petits marchés mondiaux en un marché mondial, ouvert partout à la civilisation et au progrès, et fait que tout ce qui arrive dans les pays civilisés a nécessairement sa répercussion dans tous les autres pays. C'est au point que si les ouvriers s'émancipent aujourd'hui en Angleterre ou en France, cela doit forcément entraîner dans tous les autres pays des révolutions qui, tôt ou tard, amèneront également l'émancipation des travailleurs de ces pays-là*. » Cf. *Le Manifeste communiste,* [138] suivi des *Principes du communisme,* Editions Costes, Paris, 1953, p. 143.

Cet exposé des fonctions révolutionnaires du capitalisme est terriblement dialectique. En effet, lorsque Marx-Engels disent que la haine des barbares capitule devant la toute-puissance du capital, le marxiste se place non pas au côté du Blanc *civilisé*, mais du rebelle *barbare* dans cette lutte dont le dénouement est historiquement utile au cours général de l'humanité tout entière.

En effet, s'il en était autrement, comment pourrait-on, un peu plus tard, demander au prolétariat de se révolter contre la domination bourgeoise ?

Après avoir applaudi sa bourgeoisie déversant dans les colonies ouvertes de force le trop plein de sa production extorquée au prolétariat pour y ouvrir des marchés et y piller les matières premières et les denrées alimentaires, comment pourrait-on mobiliser les masses aussitôt après, au moment de la crise cyclique qui va paralyser l'économie et mettre les forces ouvrières au chômage. Bref, comment les prolétaires anticapitalistes pourraient-ils s'ébahir devant les « merveilles » de la civilisation mécanique et de la technique capitalistes qui, en tant qu'incarnation [104] directe du capital, sont les armes de guerre aussi bien contre le prolétariat que contre les peuples précapitalistes ?

On ne saurait confondre les invectives de Marx avec les stériles protestations des petit-bourgeois et bourgeois bien pensants contre les mille infamies perpétrées contre les peuples de couleur, protestations qui aboutissent toutes à plier finalement genou devant la toute-puissance du Capital après avoir mis en évidence l'impuissance des bonnes volontés devant ce monstre bien matériel. Ce n'est qu'en lisant ces pages avec un sens de classe que l'on saisit ce qu'entend Marx lorsqu'il exalte le renversement de la muraille de Chine d'une part et a des paroles d'indignation terribles contre les méthodes de la guerre de l'Opium et les massacres de Canton, d'autre part.

Aujourd'hui, l'horreur de la civilisation capitaliste n'a que des motifs d'être décuplée, centuplée. Le bras levé contre le brigand capitaliste, même s'il ne brandit que la sagaie mau-mau, est celui d'un frère du prolétaire communiste.

ACCUMULATION PRIMITIVE EN ANGLETERRE ET OUTRE-MER.

Retour à la table des matières

À vingt ans de distance, le *Capital* de Marx suit la même trace rigoureuse que le *Manifeste du Parti Communiste.* Tout en étant un traité de science économique, c'est une bataille livrée au capitalisme mondial, car les conclusions auxquelles l'auteur parvient à chaque démonstration sont autant de principes et de mots d'ordre d'action du parti révolutionnaire.

Nous considérerons ici les chapitres fondamentaux [105] qui traitent de l'accumulation initiale, ou primitive, du capital. La thèse de l'adversaire — les économistes bourgeois de toute école — dit que le mode de production du capital et du salariat est « naturel » dans l'économie humaine, tout comme le mode mercantile d'échange des produits du travail humain, et que l'histoire qui a abouti à l'ère bourgeoise moderne a pour but la libération progressive de l'humanité du fléau des forces arriérées qui tiennent l'économie enserrée dans des formes traditionnelles, incultes et contre-nature.

Marx démolit une fois pour toutes cette thèse et, au niveau de la théorie, la sienne n'a plus besoin d' « enrichissements » ultérieurs tant elle est lumineuse : le mode de production capitaliste n'a pas présidé à la naissance de l'humanité, mais au contraire a eu besoin, pour se développer, d'un moyen aussi antinaturel qu'antihumain : les violences de l'expropriation des travailleurs et leur réduction au statut salarié.

L'un des secteurs de la démonstration de Marx sur cette épopée bourgeoise de brigandage que fut l'accumulation primitive porte sur les hauts faits de la classe dominante blanche : *les dévastations, exterminations et pillages dans chacun de ses pays d'origine vont de pair avec ses crimes dans les continents d'outre-mer parmi les infortunés peuples de couleur. Dans tous les cas, Marx est dans le camp des travailleurs* et s'oppose aux classes dirigeantes des sociétés précapitalistes et capitalistes, sans confondre toutefois ces deux dernières comme une seule et même « masse » réactionnaire, à l'instar des anarchistes petit-bourgeois.

[106]

Effacer du marxisme ces pages pour soutenir que le mouvement de la révolution anticapitaliste n'est qu'un fait interne à la race blanche et se réduit à l'antagonisme entre bourgeois et prolétaires de la métropole est insensé et revient à justifier, d'une façon ou d'une autre, une collaboration de classe blanche aux dépens de l'humanité de couleur.

Dans la traduction française du *Capital*, la huitième section traite de *l'Accumulation dite primitive* qui se divise en les chapitres historiquement successifs que voici : 1. *le Secret de l'accumulation primitive* ; 2. *l'Expropriation de la population campagnarde ;* 3. *la Législation sanguinaire contre les expropriés à partir de la fin du XVe siècle* (en Angleterre, mais le processus se répétera, dans ses grands traits, au fur et à mesure dans tous les pays) ; 4. *la Genèse du fermier capitaliste ;* 5. *Contrecoup de la révolution agricole sur l'industrie. Création du marché intérieur pour le capital industriel ;* 6. *la Genèse du capitaliste industriel* qui englobe le régime colonial, le système des dettes publiques, etc., etc. Le septième chapitre est tout à fait fondamental et a fait l'objet d'interprétations spécieuses dès l'époque de Marx-Engels et qu'Engels a dû réfuter dans sa Théorie de la Violence, magistralement exposée dans 1 *'Anti-Dühring*. Ou bien le marxisme ne vaut que pour le siècle dernier et l'Angleterre, et il est tout à fait dépassé et différent dans les autres pays et de nos jours ; ou bien nous trouvons dans ces chapitres la loi du passage au capitalisme valable pour tous les pays qui traversent cette phase de l'histoire.

Nous ne nous laisserons pas arrêter non plus [107] par l'objection selon laquelle « après Marx », dans les autres pays gagnés par l'accumulation capitaliste, les petits producteurs agricoles et les artisans n'ont pas tous disparu, comme en Angleterre, et que le modèle anglais ne renferme pas de parti prolétarien révolutionnaire, celui-ci en fait n'y ayant jamais été puissant. Marx a eu soin lui-même de déclarer que le modèle anglais donnait à l'avance l'histoire du cours capitaliste dans les pays qui s'engageaient dans l'enfer capitaliste [80]. La leçon du modèle est et demeure que toutes les structures, développées au cours

80 « *Le pays le plus développé industriellement (l'Angleterre) ne fait que montrer à ceux qui le suivent l'image de leur propre avenir industriel*. » (Préface de 1867 au *Capital).*

de l'histoire et constitutives de notre société contemporaine tout entière, indiquent la solution historique pour le prolétariat universel.

Marx fait passer la voie au capitalisme par deux grandes étapes : d'abord la formation du marché intérieur avec la création de prolétaires dépouillés de la propriété à la suite de l'expropriation des producteurs qui travaillaient en disposant de leurs propres conditions de production, puis la formation du marché mondial grâce à l'expropriation et l'extermination, avec les mêmes méthodes, des populations d'outre-mer. Or, lorsqu'il décrit ces phases sauvages, Marx se place aux côtés des petits producteurs expropriés et des populations coloniales de couleur asservies et opprimées.

DOUBLE RENVERSEMENT DU PASSÉ.

Retour à la table des matières

Les pages de Marx sur l'accumulation primitive témoignent d'un double renversement du passé au moment de l'élimination des sociétés précapitalistes [108] en général : l'avènement du mode de production et de la société capitalistes, d'une part, la naissance du socialisme moderne, d'autre part. Tout le monde s'accorde pour fixer à cette date la naissance de la société bourgeoise, mais bien peu admettent que c'est aussi celle de la naissance du socialisme moderne. Or c'est justement ce point qui est fondamental pour la théorie marxiste en général, et pour la révolution des pays de couleur en particulier. Il faut donc revenir encore aux textes classiques de Marx-Engels.

« *La première manifestation d'un parti communiste réellement agissant [qui n'est donc pas utopique] se produit au cours de la révolution bourgeoise, au moment où la monarchie constitutionnelle est détruite* [81]. » *C'est ce que dit Marx, et Engels de poursuivre : « A chaque grand mouvement bourgeois surgissent aussi des mouvements de la classe qui est la devancière plus ou moins développée du prolétariat moderne. Ainsi, au temps de la Réforme et de la guerre des paysans, la tendance de Thomas Münzer ; dans la grande révolution an-*

---

81 Cf. Marx, *la Critique moralisante et la morale critisante*, in : *Deutsche Briisseler Zeitung*, ll-XI-1847.

glaise, les nivelers ; dans la Révolution française, Babeuf. A ces levées de boucliers révolutionnaires d'une classe encore embryonnaire, correspondaient des manifestations théoriques : au XVIe et au XVIIe siècles, c'étaient encore des descriptions utopiques d'une société idéale, au XVIIIe siècle des théories déjà franchement communistes [82]. »

C'est au moment des crises sociales, décisives pour toute une ère historique de l'humanité, que le prolétariat prend aussi conscience de sa nature et de son programme spécifiques. En général, [109] c'est lors des véritables révolutions que surgissent aussi les *modèles de la société future* (capitaliste pour les bourgeois, communiste pour les travailleurs), et qu'ils s'imposent aux classes qui les réalisent.

Dès la *révolution antiféodale*, nous assistons à un double phénomène. Premièrement, la crise fait apparaître l'esquisse des rapports, structures, institutions et lois de la société bourgeoise, car, d'une part, les forces productives du capital, enfouies dans la base économique, se heurtent à l'ordre féodal et apparaissent d'autant plus clairement à la conscience qu'elles forment un contraste frappant avec ceux du féodalisme, et, d'autre part, les rapports de production bourgeois (déjà élaborés au sein du féodalisme dans le tiers-état et les premières manufactures, par exemple), émergent de la base économique et se prolongent maintenant par la révolution en institutions politiques et sociales correspondantes, nouvelles. En d'autres termes, la bourgeoisie organisée d'abord en parti politique, s'érige en classe dominante, en prenant le pouvoir et la direction de toute la société pour le façonner à son image.

Deuxièmement, au cours de la même phase historique, le prolétariat lui-même entrevoit ses propres formes d'organisation communiste de la société, parce qu'il est amené à agir tout seul, étant en conflit avec l'ordre féodal et, au cours de la révolution même, avec la bourgeoisie naissante. Cependant, l'expérience historique a montré qu'en *Europe* l'immaturité des conditions économiques faisait pencher le rapport des forces en faveur de la bourgeoisie contre le prolétariat (qui ne put dépasser le stade d'organisation en parti [110] politique et conquérir solidement le pouvoir en s'érigeant en classe dominante). Néanmoins, Marx-Engels et après eux, l'Internationale communiste de

82 Cf. Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Ed. Soc., p. 43.

Lénine pensaient qu'en liaison étroite avec le prolétariat développé des pays déjà pleinement capitalistes, l'embryon de l'authentique parti communiste, surgi dès les premiers heurts avec le colonialisme capitaliste dans les pays « arriérés », pouvait bénéficier du rapport des forces plus favorable, et triompher sur le plan politique (dictature du prolétariat), comme ce fut le cas de la Russie de 1917, en attendant sur le plan économique (instauration du socialisme) le soutien de la production des pays développés avec l'extension de la révolution prolétarienne.

La démonstration de Marx selon laquelle, dès l'écroulement des sociétés précapitalistes, il existe dans les pays arriérés un prolétariat authentiquement communiste et agissant, suppose une vision de classe unitaire et une conception générale de l'histoire et de l'économie humaines, l'alliance des prolétariats se faisant au niveau d'une seule et même classe ayant les mêmes aspirations sociales en dépit de ce que dans les pays « arriérés » l'avènement du capitalisme lui-même puisse être encore un fait révolutionnaire et progressif, comme Marx le souligne dans l'épisode de la destruction des murailles de la Chine traditionnelle.

Dans les écrits de Marx, le programme du parti communiste et la description, aux contours tranchés, de la société communiste se lisent donc *aussi bien dans ses invectives que dans ses apologies* des entreprises capitalistes *depuis l'aube de l'histoire,* entreprises qui forment un pas [111] nécessaire dans la série des modes de production pour autant que le capitalisme est progressif, voire nécessaire, par rapport aux modes de production antérieurs et comme base matérielle de la révolution socialiste (création de prolétaires, machinisme, etc.), lorsque les tentatives communistes échouent.

Afin de démontrer l'invariance du programme marxiste, notre exposé se base sur des citations de Marx-Engels groupées à la fois en ordre logique, comme les maillons d'une chaîne causale, et en ordre historique et économique, comme des jalons marquant la progression de l'humanité.

Nous analyserons la phase de l'accumulation primitive, décrite par Marx dans le *Capital* pour une double raison : l'exploitation coloniale fait partie intégrante de l'économie capitaliste concentrée dans les mé-

tropoles, et elle s'identifie à l'exploitation des producteurs des métropoles à l'aube du capitalisme.

Le secret que Marx révèle d'un seul coup et qui n'a plus à être complété par la suite, c'est que la *dissolution* du mode féodal (servage dans les campagnes et corporations dans les villes) donne naissance aux éléments constitutifs de la société capitaliste. Autrement dit, c'est la forme tertiaire (féodalisme) qui donne naissance à la forme quaternaire (capitalisme) : « *Le mouvement historique qui convertit les producteurs en salariés se présente donc comme leur affranchissement du servage et de la hiérarchie industrielle [corporations]. De l'autre côté, ces affranchis ne deviennent vendeurs d'eux-mêmes qu'après avoir été dépouillés de tous les moyens de production et de* [112] *toutes les garanties d'existence offertes par l'ancien ordre des choses. L'histoire de leur expropriation n'est pas matière à conjecture : elle est écrite dans les annales de l'humanité en lettres de sang et de feu indélébiles* » (p. 155) [83].

Marx en conclura que, dans sa forme communiste, la société garantira l'existence de tous, et qu'il n'y aura plus de vendeurs de soi-même, autrement dit, ni salariat ni monnaie.

Durant la sauvage expropriation des paysans au XV[e] siècle, la société anglaise « *n'avait pas encore atteint ce haut degré de civilisation où la richesse nationale (wealth of the nation), c'est-à-dire l'enrichissement des capitalistes, l'appauvrissement et l'exploitation éhontée de la masse du peuple, passe pour le sommet de la sagesse d'État* » (p. 159). L'État ne passera pour tel *aux yeux des bourgeois* qu'en 1865 seulement avec Gladstone, et, *aux yeux des « communistes »* en 1926 avec la fausse théorie de la construction du socialisme dans un seul pays, grâce à l'État de Staline qui réalisa l'œuvre à la fois grandiose et féroce — mais nullement socialiste — de l'accumulation primitive du capital avec la création d'une industrie moderne en Russie. Par contre, aux yeux des marxistes, l'État — dictature de la bourgeoisie ou du prolétariat — est violence concentrée, moyen d'intervention despo-

83 Cf. Marx, *le Capital,* livre I. Les pages indiquées sont celles du volume III des Editions Sociales, Paris 1969.

tique dans les rapports sociaux et la production, mais il cesse d'exister dans l'économie socialiste [84].

Au moment de la naissance de l'État capitaliste, tout le monde s'accordait à reconnaître le fond véritable de l'État, ce monstre froid au service d'intérêts tout aussi froidement calculés. Les bourgeois d'alors ne revendiquaient-ils pas [113] eux-mêmes un gouvernement bon marché et la liberté de commerce et d'industrie, rejetant l'État dans la sphère des « maux inévitables » qu'il fallait limiter au maximum ? Il fallut plusieurs vagues de réformisme et la théorie de l'État-providence des travaillistes anglais, dégénérés jusqu'à l'embourgeoisement, pour que les organisations ouvrières syndicales et « communistes » puissent faire admettre, après 1944, aux yeux des travailleurs que, des États-Unis à la Russie, leur bien-être dépendait de la croissance du *revenu national,* donc de leur travail au service du capital national.

Et pourtant, écrit Marx « *le XVIIIe siècle ne comprit pas aussi bien que le XIX*e *l'identité de ces deux termes : richesse de la nation = pauvreté du peuple* » (p. 165). Contrairement donc à tout ce que prétend l'idéologie bourgeoise, répandue aujourd'hui jusque dans les rangs de la classe ouvrière par les soi-disant « communistes », accroissement du revenu national ou de la richesse nationale équivaut à appauvrissement de la masse des travailleurs. En fait, cela signifie davantage encore pour le marxisme : les horreurs initiales du capitalisme ne font que s'amplifier avec son développement ultérieur, même si le capital fonctionne alors en apparence sans violence, comme cela se produit dans les pays capitalistes développés où l'on constate tous les jours que les ouvriers salariés offrent pacifiquement et spontanément leur force de travail aux capitalistes, ce dont les économistes profitent pour parler de « lois naturelles et éternelles » du salariat et des échanges monétaires et les faux pays socialistes pour reprendre ces catégories.

[114]

---

84 « *Le socialisme ne peut se réaliser sans révolution Il lui faut cet acte politique dans la mesure où il a besoin de détruire et de dissoudre. Mais le socialisme repousse l'enveloppe politique, là où commence son activité organisatrice, là où il poursuit son but à lui, là où il est lui-même.* » Cf. Marx, *Notes critiques, etc.,* Août 1844 ; trad. fr., in : *Ecrits militaires,* p. 176.

Marx nous prévient lui-même contre cette illusion : « *Cette mystification, propre au rapport capitaliste en général, va se développer désormais beaucoup plus que ce ne pouvait être le cas dans la simple soumission formelle du travail au capital. Au reste, c'est à ce niveau [initial] seulement que la signification historique de la production capitaliste apparaît d'une manière frappante (spécifique)* [85]. » D'où l'intérêt de son analyse pour saisir nos conditions actuelles.

La transition révolutionnaire du féodalisme au capitalisme — si importante pour la prise de conscience communiste ainsi que les traditions, instincts et réflexes du prolétariat de chaque pays — manque pour une large part aux États-Unis, par exemple, du fait que le capitalisme y a été importé en même temps que la main-d'œuvre de sorte que le mouvement ouvrier américain souffre d'un relatif retard politique [86].

Systématiquement, le matérialisme historique de Marx analyse les structures actuelles en suivant le processus de leur formation dans l'économie, leur genèse, ce qui lui permet, par exemple, de comprendre le caractère explosif du rapport social capital-salariat, ainsi que de la plus-value, expression du capital en activité dans la production, et de la marchandise, produit du capital sur le marché. Même si l'impérialisme exporte pacifiquement du capital, et même s'il l'investit à la demande des pays attardés, en « *un rapport libre et égal, comme celui de tout échangiste, il s'avère que c'est là une illusion et une mystification* » [87]. Le capital est la somme des éléments qui se sont formés

---

[85] Cf. Marx, un Chapitre inédit du Capital, 10/18, p. 200.

[86] « *Les originaires du Schleswig-Holstein et leur descendance en Angleterre et en Amérique ne peuvent être convertis par l'enseignement, il faut bien s'en rendre compte. C'est une bande, aussi bornée que prétentieuse, qui tient à apprendre dans sa propre chair. Et les occasions sont d'année en année plus nombreuses. De plus, elle est ultraconservatrice, si bien qu'elle ne se débarrasse du vieux fatras d'idées traditionnelles (bourgeoises) qu'au travers de la pratique. C'est encore plus vrai en Amérique du fait que tout y est purement bourgeois et que l'on est si fier de son organisation purement bourgeoise, en l'absence de tout passé féodal.* » Cf. Engels à Sorge, 8-II-1890 ; trad. fr. in : Marx-Engels, *le Syndicalisme*, tome I, p. 168 (Editions Maspero, Petite Collection, 1972).

[87] Cf. Marx, *les Fondements*, etc., t. I, p. 428. Marx cite souvent la définition du capital établie par les économistes classiques : le capital est une *force sociale concentrée* qui fait face aux travailleurs individuels.

au cours de son devenir, et Marx en donne une synthèse saisissante en conclusion du chapitre [115] sur l'expropriation de la population des campagnes : « *La spoliation des biens d'église, l'aliénation frauduleuse des domaines de l'État, le pillage des terrains communaux, la transformation usurpatrice et terroriste de la propriété féodale ou même patriarcale en propriété moderne privée, la guerre aux chaumières, voilà les procédés idylliques de l'accumulation primitive. Ils ont conquis la terre à l'agriculture capitaliste, incorporé le sol au capital et livré à l'industrie des villes les bras dociles d'un prolétariat sans feu ni lieu* » (p. 174).

Le capital est et reste fait de ces violences ; lorsqu'il tourne « normalement » d'après ses lois propres, c'est parce que l'adversaire a été battu et que le capital règne sans conteste, en souverain absolu. Mais sa violence inhérente demeure, et elle s'affirme le plus clairement au contact de modes de production qui ne sont pas encore capitalistes, par exemple dans les campagnes françaises de cet après-guerre avec l'expropriation massive des paysans parcellaires, mais surtout dans les pays coloniaux où le capital donne libre cours à son développement frénétique et dissolvant.

Un parallèle historique illustre la supériorité de la violence économique du capital sur sa violence politico-militaire. Napoléon, « père de la bourgeoisie allemande », selon l'expression de Marx, a tenté de liquider le féodalisme dans toute l'Europe, mais il fut finalement battu, bien qu'il eût disposé de toutes les superstructures de force d'une nation bourgeoise (État, armée, police, administration, législation et propagande de l'idéologie révolutionnaire nouvelle) mais sa base économique capitaliste était encore relativement [116] peu développée. En Angleterre, les superstructures politiques étaient, en revanche, déjà solidement appuyées sur l'infrastructure économique. Précédés de quelques canons, certes, ses marchandises *bon marché* — c'est-à-dire son capital concentré, ses machines perfectionnées, sa haute technique et sa main-d'œuvre diversifiée et salariée — se lancèrent à l'assaut de continents entiers, et réussirent à l'échelle du monde, alors que les puissantes armées de Napoléon avaient échoué à l'échelle du continent européen. Certes, le capital ne se heurta pas à des armées aussi formidables que celles qui vainquirent Napoléon, mais il eut raison de millions de traditionnels producteurs, dont les innombrables cadavres

jonchèrent les plaines de l'Inde et d'autres malheureux pays. C'est à un tel adversaire — il ne faut jamais l'oublier — que la Chine eût à faire.

Dans les pays coloniaux vers les XIX^e^ et XX^e^ siècles, comme en Angleterre, le processus initial est le même : Avant l'apparition de capitalistes industriels, nous avons la formation de fermiers capitalistes et la création du marché intérieur : « *Les événements qui transforment les cultivateurs en salariés et leurs moyens de subsistance et de travail en élément matériels du capital, créent à celui-ci son marché intérieur... C'est ainsi que l'expropriation des paysans, leur transformation en salariés, amène l'anéantissement de l'industrie domestique des campagnes, le divorce de l'agriculture d'avec toute sorte de manufacture [le mode de production asiatique se définit, au contraire, comme la combinaison de ces deux éléments]. Et, en effet, cet anéantissement de l'industrie domestique du paysan peut seul donner* [117] *au marché intérieur d'un pays l'étendue et la constitution qu'exigent les besoins de la production capitaliste* » (p. 189-190).

Les écrivains socialistes du XVII^e^ et XVIII^e^ siècles ont théorisé avec plus de bonheur et de clarté sans doute que ceux d'aujourd'hui qui se trouvent confrontés avec les gigantesques métropoles urbaines et entreprises industrielles d'une part, et la barbarie des campagnes arriérées de l'autre, les grandes lignes de la société communiste dans laquelle seront abolies les différences entre ville et campagne, industrie et agriculture, travail manuel et intellectuel, bref la féroce division du travail qui repose — à l'Est comme à l'Ouest, depuis la naissance du capital jusqu'à sa mort — sur l'économie de marché [88].

---

88 Cf. Socialisme utopique et socialisme scientifique, où Engels démontre que le marxisme « absorbe le contenu *réel* de la littérature utopiste comme élément enrichissant dans le socialisme scientifique », c'est-à-dire en haussant l'intuition historique au niveau scientifique.

LES CRIMES BOURGEOIS OUTRE-MER.

Retour à la table des matières

Nous en arrivons maintenant au chapitre de *la Genèse du capitaliste industriel*, au passage du marché interne (national) au *marché mondial*. Marx y met en évidence les nouvelles accumulations de férocités et de spoliations qui vont se développer hors de la métropole anglaise du capitalisme : « *La découverte des contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, la réduction des indigènes en esclavage, leur enfouissement dans les mines ou leur extermination, les commencements de conquête et de pillage aux Indes orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste* [118] *à son aurore. Aussitôt après, éclate la guerre mercantile : elle a le globe entier pour théâtre. S'ouvrant par la révolte de la Hollande contre l'Espagne, elle prend des proportions gigantesques dans la croisade de l'Angleterre contre la Révolution française et se prolonge, jusqu'à nos jours, en expéditions de pirates, comme les fameuses guerres de l'Opium contre la Chine* » (p. 193).

On le voit, tous les pays du monde et pas seulement une race — blanche — ou un pays — l'Angleterre — ont contribué à la formation du capitalisme. Il s'ensuit que les richesses accumulées aujourd'hui dans les métropoles industrielles sont le patrimoine commun de l'humanité tout entière. Cela aussi l'histoire vivante l'a inscrit dans le programme communiste, et demain la dictature internationale du prolétariat permettra de réaliser cette revendication objective, comme se le promettait déjà l'Internationale communiste de Lénine, avant le triomphe de la théorie nationaliste du socialisme dans un seul pays.

Un passage mémorable indique la série des déplacements des centres impérialistes : Portugal, Espagne, Hollande, France et Angleterre « *jusqu'à ce que celle-ci combine toutes [les méthodes d'accumulation primitive], au dernier tiers du XVII^e^ siècle, dans un ensemble systématique, embrassant à la fois le régime colonial, le crédit public, la finance moderne et le système protectionniste.*

Quelques-unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale [ou violence pure] et utilisent le pouvoir de l'État, force concentrée et organisée de la société, afin de hâter le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abréger les phases de transition. Et, en effet, la force est l'accoucheuse [119] *de toute vieille société en travail. La force est un agent économique* » (p. 193).

Le jugement que Marx formule dans ce passage fondamental ne peut être plus explicite, et il oppose, depuis lors, le mouvement révolutionnaire *du prolétariat* aux infâmes entreprises coloniales des puissances bourgeoises mondiales.

Marx dresse ensuite une liste impressionnante de toutes les abominations commises par les conquérants européens. On frémit d'horreur devant les forfaits des Hollandais dans l'actuelle Indonésie. Ils s'y ouvrirent un premier accès en corrompant le gouverneur portugais de Malacca : une fois entrés dans la ville, ils l'assassinèrent pour ne pas payer le prix convenu de 21875 £ ; les razzias de main-d'œuvre furent si féroces que l'une des provinces de la très fertile Java qui avait 80 000 habitants en 1750 n'en comptait plus que 8 000 en 1811. Le monopole de la Compagnie anglaise des Indes orientales sur le thé, le tabac, le riz et le commerce en général, ruina les populations chinoises et indiennes au moyen d'exactions et d'abus sans nom, en provoquant des famines exterminatrices accélérant l'accumulation.

Mais il y eut pire que les méthodes employées par les aventuriers colonialistes vis-à-vis de peuples déjà denses et même civilisés, aux dépens desquels ils voulaient créer un commerce d'exportation de produits tropicaux indigènes et d'importation de produits manufacturés européens. Il y eut pire même que le système des plantations dans lesquelles on s'acharna à intensifier la production locale de denrées alimentaires et de matières premières pour les populations [120] et l'industrie européennes [89], en occupant d'immenses étendues de territoire où l'on employait la main-d'œuvre locale à un prix dérisoire, sinon au travail purement et simplement forcé. Ce furent les horreurs

89 *La bourgeoisie* corrompit en Europe, non seulement une frange d'aristocrates ouvriers, mais des classes ouvrières entières en les faisant participer au festin colonial : cf. Marx-Engels, *Sur le Syndicalisme*, tome I, p. 215-216, et tome II, p. 26-28.

perpétrées dans les « colonies proprement dites » dans lesquelles, comme en Amérique du Nord, puis en Australie, en Afrique du Sud et, en partie, en Algérie, on expédia l'excédent de population créé par le machinisme en Europe, en même temps que l'excédent de capital productif métropolitain. On vida des pays entiers de leurs habitants originaires. Après les avoir refoulés progressivement dans l'arrière-pays, en semant la mort et la dévastation dans tout le pays, on parqua les quelques survivants dans des réserves ou territoires clos. Les Espagnols et Portugais se mirent à l'œuvre en Amérique centrale et méridionale, et les Anglais et Français au Nord.

Marx évoque des épisodes colonialistes où « *le caractère chrétien de l'accumulation primitive ne se démentait point* » (p. 195). On sait comment, au début du capitalisme, on justifiait les massacres de ces innocents tout à fait désarmés, sous le prétexte que, n'étant pas compris parmi les trois branches de Sem, Cham et Japhet qui, d'après la Bible, forment « tous les peuples de la terre », les Peaux-Rouges n'avaient pas d'âme.

« *Les austères intrigants du protestantisme, les puritains, allouèrent en 1703 par décret de leur assemblée, une prime de 40£ par scalp d'Indien, et autant par chaque Peau-Rouge fait prisonnier ; en 1744, Massachusetts-Bay ayant déclaré rebelle une certaine tribu, on offrit 105 £ par prisonnier mâle, 55 £ par femme ou enfant pris, et* [121] *50 £ pour leurs scalps !* » (p. 195). Quand les pieux pèlerins, trente ans plus tard, se rebellèrent à leur tour contre l'Angleterre, celle-ci leur appliqua des mesures semblables : des chiens furent utilisés pour les chasser et des Indiens payés pour les scalper !

En conclusion, Marx souligne l'importance du colonialisme pour le développement du mode de production capitaliste : « *Le régime colonial donna un essor à la navigation et au commerce. Il enfanta les sociétés marchandes, dotées par les gouvernements de monopoles et de privilèges, et servant de puissants leviers à la concentration des capitaux. Il assurait des débouchés aux manufactures naissantes, dont la facilité d'accumulation redoubla, grâce au monopole du marché colonial. Les trésors extorqués directement hors de l'Europe par le travail forcé des indigènes réduits en esclavage, par la concussion, le pillage et le meurtre refluaient à la mère patrie pour y fonctionner comme capital* » (p. 195-196).

La concomitance de l'exploitation ouvrière et coloniale ressort de cet ultime passage que nous donnerons en conclusion : « *Dans le même temps que l'industrie cotonnière introduisait en Angleterre l'esclavage salarié des enfants, aux États-Unis elle transformait le traitement plus ou moins patriarcal des Noirs en un système d'exploitation mercantile. En somme, il fallait pour piédestal à l'esclavage dissimulé des salariés en Europe, l'esclavage sans phrase dans le nouveau monde* » (p. 201).

Au moment où Marx écrivait ces lignes du *Capital,* la guerre civile sévissait aux États-Unis, montrant l'actualité du lien établi dès ses [122] origines par le capital entre exploitation coloniale et salariale. Ce lien direct continue d'exister aujourd'hui, où le système capitaliste affame la plus grande partie de l'humanité et engendre des guerres mondiales exterminatrices. Ce lien objectif devra être systématiquement utilisé par le futur Parti communiste mondial, pour unir les efforts des ouvriers des métropoles blanches et des populations de couleur, dont la vitalité impétueuse a su maintenir, face au capital dissolvant, le mode de vie et de production traditionnel.

MARX ET L'EXEMPLE RUSSE D'UN PETIT SAUT PAR-DESSUS LE CAPITALISME.

Retour à la table des matières

Après l'analyse du processus de l'accumulation primitive dans les pays où le capitalisme ne s'est pas développé de manière spontanée, nous passons à la question de la nature du bouleversement politique et social, indispensable dans ces pays pour instaurer le mode de production socialiste. Marx a abordé cette question en liaison avec les problèmes de la *révolution* russe après 1870.

« *Ce qui distingue la bourgeoisie de toutes les classes qui régnèrent jadis, c'est cette particularité que, dans son développement, il y a un tournant à partir duquel tout accroissement de ses moyens de puissance, donc, en premier lieu, de ses capitaux, ne fait que contribuer à la rendre de plus en plus inapte à la domination politique : derrière*

les grands bourgeois, il y a les prolétaires ! La bourgeoisie engendre le prolétariat dans la mesure où se développe son industrie, son [123] *commerce et ses moyens de communication. Et, à un certain moment — qui n'est pas nécessairement le même partout et ne doit pas absolument arriver au même degré de développement —, elle commence à s'apercevoir que son double, le prolétariat, la dépasse à vive allure. A partir de ce moment, elle perd la force de maintenir exclusivement sa domination politique ; elle cherche des alliés avec lesquels elle partage son pouvoir ou auxquels elle le cède complètement selon les circonstances. En Allemagne, ce tournant a été atteint par la bourgeoisie dès 1848. Et, à ce moment-là, la bourgeoisie allemande prit peur, bien plus du prolétariat français d'abord que du prolétariat allemand : les combats de juin 1848 à Paris lui montrèrent ce qui l'attendait* [90]. »

De fait, dans tous les pays du monde, la bourgeoisie s'ingénie, *depuis 1848*, à ralentir le cours de l'évolution historique, et ce, non seulement dans les grandes métropoles où les crises cycliques et les guerres dévastatrices détruisent périodiquement et la main-d'œuvre et l'appareil industriels (déjà en grande partie sous-employés ou employés à des industries improductives, voire anti-productives, en temps de paix), mais encore et surtout dans les pays de couleur, où l'impérialisme s'oppose par la force au développement de structures productives modernes, même capitalistes.

Même là où les conditions matérielles sont archi-mûres, tant en ce qui concerne la main-d'œuvre, la technique, les matières premières existantes, le colonialisme blanc empêche par mille moyens l'essor d'une industrie locale.

---

90 Cf. Engels, *Préface de 1874 à la Guerre des Paysans*, p. 15.

Le modèle classique, c'est-à-dire le plus achevé, de la révolution française a imposé son image de la révolution bourgeoise dans les esprits, au point que beaucoup de marxistes ne savent pas distinguer ce qui fait le fond véritable d'une révolution bourgeoise. La publication systématique des textes de Marx-Engels à ce sujet (révolution bourgeoise en Allemagne, aux États-Unis, en Italie, en Pologne, en Irlande, les inédits sur la révolution française, les révolutions dans les colonies, etc.) lèverait bien des ambiguïtés sur ce grave problème : « *Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi*. » (Préface à la *Contribution*, etc.). Cf. les *Écrits militaires*, p. 267-276 ; 433-446 ; 561-562 ; 556 et 560.

[124]

C'est beaucoup plus dans ce fait que dans les conditions géographiques et historiques spécifiques du mode de production asiatique, qu'il faut, depuis plus d'un siècle en tout cas, chercher la cause première de l'arriération économique des pays de couleur des différents continents.

Au cours du dernier tiers du XIX[e] siècle, les révolutionnaires russes, inquiets du retard de leur pays, s'adressèrent à Marx pour lui demander s'il fallait absolument attendre que la bourgeoisie se décide à effectuer sa révolution ou s'il n'était pas possible de sauter par-dessus la phase capitaliste. C'est en ces termes que Véra Zassoulitch posa la question à Marx : « *Mieux que quiconque, vous savez avec quelle urgence cette question se pose en Russie, et notamment à notre Parti socialiste « russe ». Ces derniers temps, on a prétendu que la communauté rurale, étant une forme archaïque, était vouée à la ruine par l'histoire... Vous comprenez donc, citoyen, quel grand service vous nous rendriez, si vous nous exposiez votre opinion sur les destins possibles de nos communautés rurales et sur la théorie qui veut que tous les peuples du monde soient contraints par la nécessité historique de parcourir toutes les phases de la production sociale* [91]. »

Il faut distinguer entre les deux questions — celle des unités agraires de communisme primitif, et celle de l'inéluctabilité du passage par le mode de production et de société capitaliste.

Pour la seconde, la plus générale, Marx nous renvoie du *Capital* : « En analysant la genèse de la production capitaliste, j'ai dit : « *Au fond du système capitaliste, il y a donc séparation radicale du producteur d'avec les moyens de* [125] *production... La base de toute cette évolution, c'est l'expropriation des cultivateurs. Elle ne s'est accomplie d'une manière radicale qu'en Angleterre... Mais tous les autres pays de l'Europe occidentale parcourent le même mouvement* » (Ed. fr„ p. 325).

« *J'ai donc expressément restreint la « fatalité historique » de ce mouvement aux pays de l'Europe occidentale*.

91 Cf. R. Dangeville, *Marx et la Russie,* article suivi des lettres (en français) de Marx à Véra Zassoulitch, in : *l'Homme et la Société,* n° 5, 1967, p. 179.

« *Et pourquoi ? Référez-vous au chapitre XXXII, où l'on lit : « Le mouvement d'élimination transformant les moyens de production individuels et épars en moyens de production socialement concentrés, faisant de la propriété naine du grand nombre la propriété colossale de quelques-uns, cette douloureuse expropriation du peuple travailleur, voilà les origines, la genèse du capital... La propriété privée capitaliste, fondée sur l'exploitation du travail d'autrui, sur le salariat » (p. 340). Dans ce mouvement occidental, il s'agit donc de la transformation d'une forme de propriété privée (féodale) en une autre forme de propriété privée (capitaliste c'est-à-dire fondée sur le salariat).* »

La réponse de Marx au point le plus général et essentiel est donc tout à fait claire. En ce qui concerne les communautés primitives Marx conclut : « *L'analyse donnée par le Capital ne fournit donc de raisons ni pour ni contre la vitalité de la commune rurale, mais l'étude spéciale que j'en ai faite, et dont j'ai cherché les matériaux dans les sources originales* [92]*, m'a convaincu que cette commune est le point d'appui de la régénération sociale en Russie. Mais, afin qu'elle puisse fonctionner comme telle, il faudrait* [126] *d'abord éliminer les influences délétères qui l'assaillent de tous les côtés, et ensuite lui assurer les conditions normales d'un développement spontané* » (p. 179).

Dans les notes ou brouillons préparatoires à sa lettre, Marx étudie la question sous ses différents angles. Tout d'abord, le communisme primitif subsistant dans l'agriculture peut-il résister aux effets dissolvants du capitalisme (qui commençait à se diffuser dans l'immense Empire tsariste depuis l'abolition du servage en 1861), afin de servir de levier pour passer au communisme supérieur ?

« *Si la Russie se trouvait isolée dans le monde, elle devrait élaborer à son propre compte les conquêtes économiques que l'Europe occidentale n'a acquises qu'en parcourant une longue série d'évolutions depuis l'existence de ses communautés primitives jusqu'à son état pré-*

92 En recensant l'héritage littéraire de Marx, Engels s'aperçut de l'ampleur inouïe du matériel original en langue russe étudié par Marx pour déterminer la situation concrète de la Russie : « *S'il n'y avait pas eu l'énorme matériel sur l'évolution de la Russie et des États-Unis (plus de deux mètres cubes rien qu'en documentation et statistiques russes), le deuxième livre du Capital serait depuis longtemps à l'impression* » (Engels à Sorge, 19-VI-1883).

sent. Il n'y aurait, au moins à mes yeux, point de doute que ses communautés seraient fatalement condamnées à périr avec le développement de la société russe » (p. 174).

En conséquence : pas de socialisme dans un seul pays à partir d'une forme autre que le capitalisme ; pas de bond par-dessus ce mode de production, sans les acquisitions techniques de la grande industrie, dans le pays même ou les autres pays.

La liaison entre le communisme primitif des communes agraires russes et la forme supérieure de communisme ne peut se faire sans les moyens modernes : « *Une circonstance très favorable, au point de vue historique, à la conservation de la « commune agricole » par voie de son développement* [127] *ultérieur, c'est qu'elle est non seulement la contemporaine de la production capitaliste occidentale de sorte qu'elle pourrait s'en approprier les fruits sans s'assujettir à son modus operandi (bourgeois), mais qu'elle a encore survécu à l'époque où le capitalisme se présentait encore intact, le trouvant en Europe occidentale aussi bien qu'aux États-Unis en conflit et avec les masses travailleuses et avec la science et les forces productives qu'il a engendrées, en un mot, qu'il se trouve dans une crise qui finira par son élimination et par un retour des sociétés modernes à une forme supérieure d'un type « archaïque » de la propriété et de la production collectives* » (p. 169-170).

Le communisme supérieur a deux prémisses : *premièrement*, l'humanité doit renouer avec les rapports sociaux du communisme primitif, ou régénérer ceux-ci lorsqu'ils existent encore. (En ce sens l'instinct, l'idéologie, le désir spontanés du communisme, ainsi que le sens de la solidarité, de l'intérêt général, le goût de l'association dans le travail et la vie sont le plus solidement ancrés dans les populations laborieuses qui sont encore toutes proches des traditions précapitalistes, comme le démontre *a contrario* l'exemple des États-Unis où toute l'idéologie est, spontanément, imprégnée d'individualisme, du sens privé de l'intérêt, caractéristiques du capitalisme. Le sens du communisme s'oppose d'emblée à celui du capitalisme et ne lui doit rien, au contraire). *Deuxièmement*, les acquisitions de la grande industrie et de l'agriculture modernes, la science, la technique, bref, la socialisation des *moyens de productions matériels*, créés par le travail salarié [128] exploité par le capital.

Les rapports communistes, sous leur forme archaïque certes, existent donc en 1881 dans l'agriculture russe. Ceci étant, Marx se demande : « *Mais l'outillage, les engrais, les méthodes agronomiques, etc. tous les moyens indispensables au travail collectif, — où les trouver ? Voilà la grande supériorité de la « commune rurale » russe sur les communes archaïques de même type* [93]*. Elle seule, en Europe, s'est maintenue sur une échelle vaste, nationale. Elle se trouve ainsi placée dans un milieu historique où la contemporanéité de la production capitaliste lui prête toutes les conditions du travail collectif [et, comme Marx-Engels le préciseront dans les textes publiés à l'intention des révolutionnaires russes, à condition que le prolétariat prenne la tête de cette paysannerie dans la révolution* [94]*]. Elle est à même de s'incorporer les acquis positifs élaborés par le système capitaliste sans passer par ses fourches caudines* » (p. 171).

Voici comment Marx décrit le processus qui permettra aux communes archaïques d'évoluer vers la pleine forme supérieure du communisme, après avoir arrêté le procès de leur décomposition actuelle et s'être incorporé les formes déjà privées ou semi-privées existant déjà dans l'agriculture russe : la commune agraire russe « *est à même de s'incorporer les acquis positifs élaborés par le système capitaliste sans passer par ses fourches caudines. La configuration physique de la terre russe invite l'exploitation agricole à l'aide des machines, organisée sur une grande échelle entre les mains du travail associé. Elle peut donc devenir le point de départ direct du* [129] *système économique auquel tend la société moderne et faire peau neuve sans commencer par se suicider... Il est de prime abord évident qu'un de ses caractères fondamentaux, la propriété commune du sol, forme la base naturelle de la production et de l'appropriation collectives. De plus,*

---

93 Cette forme n'est pas spécifiquement russe, et la démonstration de Marx est donc aussi valable ailleurs qu'en Russie : « *On rencontre la « commune rurale » aussi en Asie, chez les Afghans, etc., mais elle se présente partout comme le type le plus récent, et, pour ainsi dire, comme le dernier mot de la formation archaïque des sociétés* » (p. 177).

En Chine, elle était déjà en dissolution depuis fort longtemps, et nous avions affaire à une forme secondaire de la propriété commune. Dans son article consacré à l'échec des Taïpings (cf. p. 390-4), Marx met en évidence le caractère irrémédiable de la défaite du mouvement communautaire paysan.

94 Cf. Marx-Engels : *la Russie*, en préparation aux Editions 10/18.

la familiarité du paysan russe avec le contrat d'artel [95] *lui faciliterait la transition du travail parcellaire au travail collectif, qu'il pratique déjà à un certain degré dans les prairies indivises, dans les assèchements et autres entreprises d'intérêt général. Mais afin que le travail collectif puisse supplanter, dans l'agriculture proprement dite, le travail parcellaire — forme de l'appropriation privée — il faut deux choses : le besoin économique d'une telle transformation et les conditions matérielles pour l'accomplir* » (p. 170).

Et Marx passe en revue, les conditions d'évolution réelle de l'agriculture russe depuis 1861, pour déterminer si elles évoluent vers la dissolution ou la régénération des communes archaïques : « *Mais vis-à-vis d'elles se dresse la propriété foncière tenant entre ses mains presque la moitié, et la meilleure partie, du sol, sans mentionner les domaines de l'État. C'est par ce côté-là que la conservation de la « commune rurale » par voie de son évolution ultérieure se confond avec le mouvement général de la société russe, dont la régénération est à ce prix... Or, dès la soi-disant émancipation des paysans, la*

---

95 Engels définit ainsi l'artel, dans *les Problèmes sociaux en Russie* (1875) : « *L'une des caractéristiques essentielles de l'artel — la responsabilité solidaire des membres vis-à-vis des tiers — reposait à l'origine sur un lien consanguin de parenté, comme chez les anciens Germains, le Gewere, la garantie du sang, etc. En Russie, le [140] mot artel est utilisé, en outre, pour qualifier toutes les formes d'activité communautaires ainsi que toutes les installations communautaires. Il est de règle, dans les artels de travailleurs, que l'on choisisse un préposé (starosta, le plus âgé) qui s'occupe des tâches de trésorerie, de comptabilité, etc. et, le cas échéant, de la direction commerciale. Il touche alors une rémunération spéciale.*

« *Il existe les types d'artel suivants : a) activités provisoires qui, sitôt terminées, sont dissoutes ; b) association des membres d'une seule et même industrie, par exemple les portefaix ; c) entreprises véritablement industrielles et permanentes. Ces artels se forment par contrat signé de tous les membres. » Et Engels poursuit, en montrant comment l'artel peut servir de transition à l'entreprise capitaliste : « Si ceux-ci ne peuvent réunir le capital nécessaire — ce qui se produit très souvent, par exemple dans les fromageries et les pêcheries (pour les filets, les bateaux, etc.) — l'artel tombe entre les griffes de l'usurier qui avance la somme qui fait défaut, à un taux d'intérêt élevé, et qui empoche la majeure partie du produit du travail. Mais les artels qui se louent en bloc, comme personnel salarié à un entrepreneur, sont exploités plus férocement et épargnent même au capitaliste les frais de surveillance*. »

commune russe fut placée par l'État dans des conditions économiques anormales et, depuis ce temps-là, il n'a cessé de l'accabler, au moyen des forces sociales qu'il concentre entre ses mains. Exténuée par ses exactions fiscales, elle devint une matière [130] *inerte, facile à exploiter par le trafic, la propriété foncière et l'usure. Cette oppression venant du dehors a déchaîné au sein de la commune même, le conflit d'intérêts déjà présent, et rapidement développé ses germes de décomposition. Mais cela n'est pas tout. Aux frais et dépens des paysans, il a poussé comme en serre chaude des excroissances les plus faciles à acclimater du système capitaliste : la bourse, la spéculation, les banques, les sociétés par actions, les chemins de fer, dont il solde les déficits et dont il avance les profits pour leurs entrepreneurs, etc., etc., bref, les branches du système capitaliste occidental qui, sans développer aucunement les prémisses productives de l'agriculture, sont les plus propres à faciliter et précipiter le vol de ses fruits par des intermédiaires improductifs... On ne peut se dissimuler que, d'un côté, la « commune rurale » est presque réduite à la dernière extrémité et, de l'autre, qu'une conspiration puissante se tient aux aguets afin de lui donner le coup de grâce. Pour sauver la commune russe, il faut une révolution russe* [96] » (p. 170, 171, 172).

---

96 Dans *les Problèmes Sociaux en Russie* (1875), Engels précise que cette révolution sera la prémisse de la révolution en Occident : « *Ce sera une révolution qui, pour toute l'Europe, aura une importance extrême du fait qu'elle détruira d'un seul coup l'ultime réserve de toute la réaction européenne demeurée intacte jusqu'à ce jour*. » La question de la révolution internationale est préalable à un développement socialiste en Russie : « *On constate qu'en Russie, la propriété communale a depuis longtemps derrière elle sa période de floraison et va selon toute vraisemblance vers sa dissolution. Il est cependant indéniable que cette forme sociale peut se hausser à une forme supérieure, si elle se maintient assez longtemps pour que les conditions adéquates aient mûri, et si elle est capable d'évoluer de manière à ce que les paysans ne cultivent plus leurs terres séparément, mais en commun... Hausser cette commune rurale à une forme supérieure sans que les paysans russes aient à traverser l'étape intermédiaire de la propriété parcellaire bourgeoise n'est possible que si, avant sa dissolution complète, la révolution prolétarienne triomphe en Europe occidentale afin de fournir au paysan russe les conditions préalables à ce passage, à savoir les conditions matérielles dont il a besoin, ne serait-ce que pour effectuer une révolution correspondante dans l'ensemble de son* [141] *système de culture de la terre.* » Dans sa Préface de 1894 au précédent article, Engels déclare : « Afin de

Dans ces manuscrits de *recherche personnelle,* Marx énonce pour la Russie ce que nous avons relevé, dans le *Capital,* à propos de l'accumulation primitive, à savoir que la résistance communiste commence dès l'aube du capitalisme, dans les métropoles blanches aussi bien que chez les pays arriérés ou coloniaux, et que cette résistance rejoint la lutte et les objectifs du prolétariat moderne pour l'instauration d'une société communiste supérieure. Au lieu de considérer la « stagnation » séculaire des peuples de couleur dans les formes de production archaïques comme [131] un symptôme de faiblesse et d'impuissance, Marx la considère comme la preuve de leur vitalité et comme un moyen d'abréger le passage international au socialisme [97].

Dans la Préface russe de 1882 au *Manifeste,* Marx trace publiquement la voie du socialisme scientifique pour les révolutionnaires russes sur la question de la possibilité d'une transition au socialisme sans passer par les fourches caudines du capitalisme : « *Le Manifeste communiste avait pour tâche de proclamer la disparition inévitable et imminente de la propriété bourgeoise moderne. En Russie cependant, à côté des filouteries capitalistes en pleine expansion, et de la propriété foncière bourgeoise en voie de développement, nous constatons que près de la moitié du sol est propriété commune des paysans*.

pouvoir juger en *connaissance de cause des développements économiques de la Russie contemporaine, j'en ai appris la langue pour étudier pendant des années les publications, officielles ou non, sur ce sujet. J'en suis arrivé à la conclusion suivante : si la Russie continue à suivre la voie sur laquelle elle s'est engagée depuis 1861, elle perdra la plus belle occasion que l'histoire ait jamais offerte à un peuple et subira toutes les péripéties du régime capitaliste.* »

97 Dans ses notes manuscrites, on voit revenir sans cesse les termes de *régénération de toute la société* par le communisme primitif qui subsiste dans l'agriculture, ainsi que de *vitalité des communes rurales.* Marx dit, par exemple, que si l'on considérait vraiment les choses « *tout le monde reconnaîtrait (en elles) l'élément de régénération de la société russe et un élément de supériorité sur les pays encore asservis par le régime capitaliste* ». De même, après avoir fait un bref historique de toutes les formes plus ou moins communautaires de production dans les diverses sociétés, Marx remarque qu'il fallut d'innombrables guerres pour éliminer les communes rurales et que, dans son propre pays natal, près de Trêves, il en subsistait encore au début du XIX^e siècle et de conclure, c'est ce qui prouve « sa vitalité naturelle » (p. 167).

« *Dès lors la question se pose : l'obchtchina russe, forme de l'archaïque propriété collective du sol, pourra-t-elle, alors qu'elle est déjà fortement ébranlée, passer directement à la forme supérieure, à la forme communiste de la propriété collective ? Ou bien devra-t-elle, au contraire, parcourir auparavant le même processus de dissolution qui caractérise le développement historique de l'Occident ?*

« *Voici la SEULE réponse que l'on puisse faire présentement à cette question : si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que toutes deux se complètent, l'actuelle propriété collective de Russie pourra servir de point de départ à une évolution communiste.* »

La révolution éclate toujours au maillon le plus faible du système économique mondial du [132] capitalisme, comme un pas essentiellement *politique.* Le capitalisme résiste, évidemment le plus dans ses grandes métropoles, où il concentre le pouvoir économique et politique : avant d'attaquer la forteresse, il faut prendre les avant-postes. L'internationalisme prolétarien n'a rien à voir avec la juxtaposition bourgeoise d'États et d'intérêts nationaux. Le socialisme part, certes, des éléments épars et divisés de l'ordre social bourgeois, mais il n'est lui-même que lorsqu'il unit des éléments complémentaires qui réagissent sur tous les autres pour donner une synthèse nouvelle et supérieure.

Le champ d'intérêt de Marx-Engels ne se limite jamais à un pays ou groupe de pays, de capitalisme développé par exemple. *Cette vision exclurait tout simplement la révolution.* En effet, de façon générale, le passage d'un mode de production à un autre a une double prémisse : d'une part, les *conditions matérielles* de production de la forme sociale doivent avoir éclos au sein du mode de production précédent, plus précisément là où il atteint son ou ses points culminants ; d'autre part, les *forces révolutionnaires* ont un terrain plus facile — qu'il faut donc exploiter à fond — là où le mode de production antérieur n'a pas atteint son développement optimum, le tiers-monde, par exemple, où, pour commencer, les pressions révolutionnaires et les chances de subversion sont les plus fortes.

L'expérience historique a montré qu'au milieu du siècle dernier, lorsque l'Angleterre était développée du point de vue capitaliste, la France donnait le signal de la révolution économique et sociale par

une révolution politique. Le 13-2-1863, [133] Marx, écrivait à Engels qu'il n'y avait pas de peuple « élu » de la révolution et que, contrairement à l'économie capitaliste qui s'étendait d'Ouest en Est, *la révolution venait de l'Est pour incendier l'Ouest.* La révolution de Lénine a confirmé, dans la pratique, cette vision du processus révolutionnaire qui n'est en rien fortuite, mais essentielle, puisqu'elle repose aussi sur la distinction et la complémentarité dialectique de la base économique et des superstructures de la conscience et de la politique.

Staline a trahi la révolution en séparant les deux processus : le socialisme ne pouvait vaincre que si la dictature *politique* du prolétariat russe gagnait les conditions *économiques* développées de l'Ouest, en une révolution internationale.

[143]

PRÉFACE

III. RÉVOLUTION CHINOISE ET NATURE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA CHINE

CRISE ET RÉVOLUTION.

Retour à la table des matières

La société bourgeoise ne se meut pas dans un cercle immuable, marqué par les divers cycles de l'activité normale, la production fiévreuse, la crise et la stagnation, et de nouveau la reprise, etc. A la fin de chaque période, la société dans son ensemble ne se retrouve pas identique à elle-même, bien au contraire, par le jeu de sa dynamique propre, le capitalisme parcourt une spirale qui s'amincit de plus en plus, réduisant constamment sa base de développement. La bourgeoisie dispose, cependant, d'un moyen pour se régénérer momentanément : « *Les destructions violentes de capital dues, non à des conditions extérieures, mais aux conditions de sa propre conservation, cependant telle est la forme la plus frappante de l'avertissement qui lui est donné* [144] *de céder la place à un mode de production supérieur et de disparaître* » [98].

Dès lors que le capitalisme a atteint le maximum de son développement, il sécrète de plus en plus les crises, les guerres, et même les révolutions qui sont une réponse aux violences des classes privilégiées. Le capitalisme, en déversant sa surproduction dans les pays

98 Cf. Marx, *les Fondements, etc.*, t. II, p. 276-277.

précapitalistes, y a le même effet, comme Marx le souligne pour la Chine dans son article de 1850.

Au moment de la crise de surproduction, la violence des classes privilégiées cherchera à liquider le trop plein de forces productives, en vue de régénérer leur mode de production ; celle des classes travailleuses s'exerce en sens révolutionnaire d'un changement du mode de production. Révolution et guerres sont les deux faces d'une même situation, la réaction opposée de l'une ou de l'autre des classes fondamentales. Elles peuvent donc s'imbriquer ou se succéder, selon le rapport des forces. En effet, si le prolétariat est puissant, il peut prévenir la guerre par son action révolutionnaire. En revanche, s'il est faible ou s'il est trahi ou vaincu, la bourgeoisie résorbe la crise de surproduction par une guerre. Dans les pays de faible développement économique, le rapport des forces n'est pas, en général, le plus favorable au prolétariat. C'est pourquoi, jusqu'ici, le prolétariat n'a pas réussi à prévenir et empêcher la guerre par une révolution, mais a fait sa révolution dans le prolongement d'une guerre impérialiste (1871, 1917) ou d'une révolution bourgeoise (1794, et février-juin 1848, en France).

Aussi bien, pour les pays d'Orient — et surtout [145] la Chine —, la dernière guerre impérialiste a-t-elle créée les conditions *objectives* immédiates de la révolution. Les masses populaires, entraînées par le double objectif de la destruction des structures sociales surannées et de la lutte contre l'exploitation colonialiste, ont pu s'engouffrer après la guerre de 1939-1945, dans la brèche creusée par l'effondrement des superstructures de force (administration, police, armée, bref, État existant) à la suite de la défaite militaire du Japon, à un moment où l'impérialisme mondial était affaibli, à la suite d'une part, de l'effort de guerre prolongé et d'autre part, de la substitution de nouveaux impérialismes aux anciens (France, Angleterre, Hollande, etc.).

La propagande impérialiste s'est efforcée de nier la profondeur et de la crise de son système mondial et de la volonté de lutte des pays de couleur, née de l'exploitation féroce du capitalisme colonialiste, afin de masquer sa propre impuissance à circonscrire et à étouffer les mouvements d'indépendance nationale des peuples de couleur. La thèse officielle de Washington — et, à sa suite, Londres, Paris, etc. — affirmait que la *révolution anticolonialiste* qui éclata en premier en Chine, se réduisait à une opération de la « cinquième colonne » russe (ou communiste) qui aurait fourni les armes et les chefs aux troupes

de Mao Tsé-toung : bref, c'était en quelque sorte le pendant asiatique de la révolution de palais de 1948 en Tchécoslovaquie, dans le but d'étendre la domination soviétique jusqu'aux confins de l'Asie.

Cette thèse atlantique fut acceptée *mutatis mutandis* par la propagande russe, trop heureuse [146] de cet argument du « camp ennemi » pour entonner les louanges de 1 »« éternelle amitié des peuples russe et chinois » et se faire passer pour un foudre révolutionnaire et le messie socialiste des peuples du monde entier, au lieu et place du prolétariat mondial.

Mais le cadre et l'ampleur même de la lutte des pays de couleur démentaient cette « explication » : les révolutions anti-impérialistes ont gagné tous les pays dépendants, les colonies et peuples de couleur. Mais même pour ce qui concerne l'Asie « rouge », la Russie n'a pas apporté d'aide efficace à la révolution, bien au contraire, au même titre que les autres nations impérialistes, elle a constitué l'un des obstacles majeurs à la réalisation de l'indépendance nationale de la Chine, où, passé le cap décisif de la révolution chinoise en 1927 avec l'intervention du prolétariat des Communes de Canton et de Nankin, la Russie soviétique a hérité de la politique tsariste fondamentalement chinoise, dont Marx nous décrit les premiers empiétements impérialistes au siècle dernier dans les articles ci-après.

Pour trouver la véritable « explication » la méthode marxiste classique part de l'analyse des conditions matérielles générales et de la lutte des grandes masses définie par leur objectif historique de classe.

GUERRES ET RÉVOLUTION.

Retour à la table des matières

La question que Marx posait en 1853 demeure, à nos yeux, actuelle et permet ainsi de guider [147] l'investigation vers l'essentiel : « *Maintenant que l'Angleterre a déchaîné la révolution en Chine, nous devons nous demander quelle réaction cette révolution va entraîner dans ce pays et, d'ici quelque temps, en Angleterre et, de là, en Europe* » (*infra*, p. 200).

La révolution de 1911, dirigée par ce qui deviendra le Kouomintang, avec Sun Yat-sen à sa tête, fut le début de la révolution nationale bourgeoise qui triompha en 1949. Née en pleine décadence du capitalisme mondial, la bourgeoisie chinoise ne pouvait assumer sa tâche historique avec le radicalisme et la puissance que déployèrent les premières bourgeoisies, notamment la française au XVIII^e siècle. Elle se compare plutôt à la bourgeoisie allemande du siècle dernier dont la révolution s'étira de 1848 à 1871, sur un terrain certes bien plus petit et dans des difficultés certainement moindres. L'impérialisme qui avait ruiné l'économie traditionnelle, rendant ainsi indispensable une révolution bourgeoise, s'avéra l'adversaire principal de la bourgeoisie chinoise. Or, celle-ci n'ayant jamais pu accéder aux branches essentielles de la production et étant rejetée vers les secteurs les moins productifs, se trouvait de surcroît étroitement liée à la finance et à la production internationales. Aussi était-elle débile sur le plan politique, car elle dépendait trop des conditions générales du capitalisme de la phase sénile.

Trois grands événements — chacun à sa façon — détermineront la marche de la Chine vers la constitution d'une véritable unité nationale, nécessité vitale pour l'affermissement et le développement de la production et de la société [148] capitalistes : la guerre, la révolution bolchevique de 1917, et la dégénérescence du mouvement communiste international.

En 1911, l'économie capitaliste mondiale était toute proche de la crise de *surproduction* mondiale qui devait faire éclater la première guerre impérialiste. En Chine, les bases matérielles de la révolution capitaliste étaient donc relativement développées. La guerre de 1914-18 devait donner un nouveau coup de fouet à l'économie chinoise, tandis que l'attention des grandes puissances était détournée de cette région et leur influence se desserrait quelque peu du fait de la guerre en Europe. Seul le Japon y jouissait d'une relative liberté d'action. Quoi qu'il en soit, les hostilités, l'effort d'armement et d'équipement (la Chine entrera en guerre aux côtés de l'Entente en 1917), le ralentissement du trafic international contribuèrent à diminuer l'entrée des capitaux et des marchandises occidentales en Chine. Par contrecoup, le volume des investissements chinois dans les banques *et l'industrie* augmentera considérablement. Non seulement la banque se charge du placement des emprunts, mais encore en investit-elle une partie en

titres d'État — ce qui a pour effet de lier étroitement l'État à la banque, comme le montre, par exemple, le rôle dominant du capitalisme bancaire dans la vie politique chinoise : Soong, président du Comité de direction de la Banque centrale, fut également ministre des finances du gouvernement nationaliste ; Koung fut successivement ministre de l'industrie, des finances et même président du gouvernement de Nankin.

Voici quelques chiffres [99] :

[149]

INVESTISSEMENTS

Année	Dans les banques chinoises :	Dans l'industrie :
1914	72 837 351 $	62 108 000 $
1915	78 599 447 $	106 901 000 $
1916	284 032 953 $	132 780 000 $
1917	217 529 984 $	128 244 000 $

99 Chiffres cités par Jean Chesnaud, *Transformations sociales de la Chine,* in : *Annales,* n° 3, 1954.

PRODUCTION (en millions de tonnes)

Années	Charbon		Fer	
	Production totale	Sous contrôle étranger en %	Production totale	Sous contrôle étranger en %
1912	9.1	52.4	0.2	100
1914	14.2	50.4	0.5	100
1915	13.5	56.5	0.6	100
1916	16.0	47.6	0.6	100
1917	17.0	49.0	1.0	100
1918	18.4	46.6	1.0	100
1919	20.1	48.1	1.3	100

NOMBRE DE BROCHES DE COTON [100]

CAPITAL CHINOIS	1896	8 usines	225 267 broches
	1919	30 usines	721 105 broches
	1925	76 usines	1 600 000 broches
CAPITAL ÉTRANGER	1896	5 usines	204 342 broches
	1916	11 usines	400 146 broches
	1925	37 usines	890 000 broches

100 Extrait du recueil statistique publié à Pékin en 1955, sous le titre : *Histoire du développement économique de la Chine (1840-1948).*

On peut noter que l'industrie lourde reste presque dans sa totalité sous le contrôle des [150] capitaux étrangers, et que le développement y est aussi très faible. Dans les seules années de 1917 à 1920, le Japon n' « investit » pas moins de 600 millions de dollars pour appuyer la rébellion des généraux chinois. La bourgeoisie chinoise reste faible, malgré les progrès dus à la guerre de 1914 : les mouvements de paysans la rejettent dans les bras des « seigneurs de la guerre », tandis que les progrès du mouvement ouvrier la poussent en direction des impérialistes occidentaux, dont elle sollicitera directement l'aide, lors des Communes ouvrières de 1927.

LA RÉVOLUTION RUSSE ET LE PARTI CHINOIS.

Retour à la table des matières

Après la poussée économique en Chine de 1914 à 1919, le second fait déterminant pour la future révolution chinoise fut la victoire d'Octobre qui lui donna son programme et — grâce à l'Internationale communiste, « tête de pont » de la révolution prolétarienne mondiale — suscita le parti communiste chinois, premier pas *actif* dans le renversement des vestiges du passé et la conquête révolutionnaire du pouvoir. Aux yeux de tous, à l'époque, la signification première de la révolution russe fut, en effet, la *création de l'Internationale communiste* qui déclara ouvertement la guerre au capitalisme et à l'impérialisme du monde entier, en posant la question du pouvoir dans tous les pays, « avancés » ou « attardés ».

La perspective stratégique de l'Internationale reposait sur deux forces essentielles : dans les pays capitalistes développés (Europe et Amérique [151] du Nord), il s'agissait de déchaîner la lutte de classe directement contre le capitalisme en vue de détruire l'État bourgeois et de lui substituer la dictature du prolétariat ; dans les pays « arriérés » de faible développement capitaliste (en Asie d'abord, puis dans tous les autres continents de couleur), la lutte devait d'abord passer par un appui aux mouvements nationaux (donc bourgeois), dirigés contre l'impérialisme.

Naturellement, il ne s'agissait pas de deux stratégies interchangeables, d'une alternative : si l'on échouait d'un côté, on se rabattait tout simplement sur l'autre. C'était un seul et même mouvement *sous la direction du prolétariat révolutionnaire* et confluant vers un but unique : l'instauration de la dictature *internationale* du prolétariat, par une action directe, frontale, dans les pays développés, par une action indirecte, révolution double, dans les pays attardés. Comme le parti de Lénine l'avait montré en Russie, il ne s'agissait en aucun cas de se mettre à la remorque de la bourgeoisie ou de la paysannerie, voire de s'effacer devant cette dernière.

L'appui des mouvements nationaux-révolutionnaires ne peut se concevoir sans l'encadrement du prolétariat communiste de Russie et des pays développés (donc de son programme et de son *action* révolutionnaires). Si, au travers de l'Internationale communiste, il prend la direction de la *lutte,* c'est que son action est décisive pour les pays « attardés », soumis à l'impérialisme, car ses attaques contre sa propre bourgeoisie dans les grandes métropoles colonialistes peuvent seules avoir définitivement raison de ce tigre qui n'est pas de papier. Dans ces conditions, le Parti [152] communiste des pays coloniaux, distinct de tous les autres partis nationaux et solidement intégré dans l'Internationale, peut, malgré sa faiblesse numérique, prendre la tête de la lutte dans les pays dépendants.

La tactique « orientale » de l'Internationale fut définie en Septembre 1920 par le *Congrès des Peuples d'Orient* de Bakou : « *La révolution dans les colonies, dans son premier stade, ne peut pas être une révolution communiste ; mais si, dès son début, la direction en est aux mains d'une avant-garde communiste, les masses ne seront pas égarées et, dans les différentes .périodes du mouvement, leur expérience révolutionnaire ne fera que grandir.*

« Ce serait certainement une grosse erreur que de vouloir appliquer immédiatement dans les pays orientaux les principes communistes dans le domaine agraire. Dans son premier stade, la révolution dans les colonies doit avoir un programme comportant des réformes petites-bourgeoises, telles que la répartition des terres. Mais il n'en découle pas nécessairement que la direction de la révolution doive en être abandonnée à la démocratie bourgeoise. Le parti prolétarien doit, au contraire, développer une propagande puissante et systématique en faveur des Soviets et organiser des Soviets de paysans et

d'ouvriers. Ces Soviets devront travailler en étroite collaboration avec les Républiques soviétistes des pays avancés pour atteindre à la victoire finale sur le capitalisme dans le monde entier.

« Ainsi les masses des pays arriérés, conduites par le prolétariat conscient des pays capitalistes [153] *développés, arriveront au communisme sans passer par les différents stades du développement capitaliste* [101]. »

Les mouvements auxquels le prolétariat donne son appui dans les colonies sont clairement définis comme nationalistes-révolutionnaires ; ils regroupent des représentants de classes non-prolétariennes — paysans, petite bourgeoisie radicale, intellectuels — et se placent sur le terrain de la *lutte armée* contre les colonialistes. Conformément à la classique conception marxiste de la révolution double, il n'est donc pas question de conclure des *alliances* avec les partis de la bourgeoisie locale, le Kouomintang par exemple, ni d'avancer des revendications « démocratiques » ou « populaires » (compromis entre les classes et les partis ; coexistence des organisations ouvrières avec d'autres classes ; front populaire ou national, unique). Les mouvements coloniaux devaient avoir un caractère insurrectionnel, armé, subversif et anti-constitutionnaliste, afin d'éliminer les compromis avec la bourgeoisie locale aussi bien qu'avec l'impérialisme.

En d'autres termes, les peuples d'Orient, s'appuyant sur la lutte du prolétariat industriel d'Occident et de Russie, devaient s'engager dans une révolution permanente, afin de sauter d'abord l'étape du pouvoir bourgeois, en se retournant, *dès la victoire sur l'impérialisme et les forces précapitalistes,* contre les forces nationalistes-révolutionnaires, pour instaurer la dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre ; puis en s'efforçant de sauter l'étape économique du capitalisme, grâce à l'apport fraternel — c'est-à-dire non monétaire — des pays industrialisés, [154] dès lors que le prolétariat s'y était rendu maître des moyens de production.

Cette perspective était celle-là même de la révolution double en Russie, — et ce que Lénine en avait dit en 1905 s'appliquait mainte-

---

[101] Cf. *Manifestes, Thèses et Résolutions des Quatre Premiers Congrès mondiaux de l'Internationale Communiste,* Réimpression Fr. Maspero, 1969, p. 60.

nant aux pays d'Orient : « *L'issue de la révolution dépend de ceci : la classe ouvrière jouera-t-elle le rôle d'un auxiliaire de la bourgeoisie, puissant par l'assaut qu'il livre à l'autocratie, mais impuissant politiquement ; ou jouera-t-elle le rôle de dirigeant de la révolution populaire* [102] *?* »

Dès lors que le choix politique allait à l'hégémonie ouvrière, la révolution n'en devenait pas socialiste pour autant, mais restait double et *même* dans la première phase bourgeoise, (plus ou moins brève, selon le rapport des forces). Le rôle du parti ouvrier y était clair : « *Un dernier conseil : prolétaires et semi-prolétaires des villes et des campagnes, organisez-vous séparément. Ne faites confiance à aucun petit propriétaire, même petit, même « travailleur »... Nous soutenons entièrement le mouvement paysan, mais nous devons nous souvenir que c'est le mouvement d'une autre classe, non pas celle qui peut accomplir et qui accomplira le bouleversement socialiste* [103]. » Au point de vue de l'organisation et du programme (instauration de la dictature du prolétariat), la ligne est donc la même dans la révolution double que dans la révolution directement socialiste. « *On ne peut en aucun cas concevoir l'alliance du prolétariat et de la paysannerie comme la fusion de classes diverses ou comme celle des partis du prolétariat et de la paysannerie. Non seulement une fusion, mais même un accord du-*

---

102 Cf. Lénine, *Œuvres choisies en deux volumes,* Moscou 1953, t. I, 2e Partie, Préface aux *Deux tactiques,* p. 9.

« *Nous commençons par soutenir jusqu'au bout, par tous les moyens, jusqu'à la confiscation, le paysan en général contre le propriétaire foncier ; nous soutenons [185] ensuite (ou plutôt en même temps) le prolétariat contre le paysan en général. Evaluer dès maintenant le rapport des forces au sein de la paysannerie, « au lendemain » de la révolution (démocratique), est une vaine utopie. Sans donner dans l'esprit d'aventure, sans trahir notre conscience scientifique, sans courir après une popularité facile, nous ne pouvons dire et ne disons qu'une chose : de toutes nos forces, nous aiderons la paysannerie à faire la révolution démocratique, afin qu'il nous soit d'autant plus facile, à nous, parti du prolétariat, de passer aussi vite que possible à une tâche nouvelle et supérieure : à la révolution socialiste.* » Cf. Lénine, *l'Attitude de la social-démocratie à l'égard du mouvement paysan,* in *Œuvres,* 9, 1905, p. 244.

103 Cf. Lénine, *Œuvres complètes,* t. IX, 1906, p. 410.

rable serait funeste au parti [155] *socialiste de la classe ouvrière et affaiblirait la lutte démocratique révolutionnaire* [104]. »

Lénine qui connaissait bien cette question, en donne cette synthèse lapidaire : « *Si le paysan ne suit pas les ouvriers, il marche à la remorque de la bourgeoisie. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de milieu*. »

Ces questions d'organisation n'ont rien de technique. Elles expriment, à ce niveau, les rapports de force au sein d'une société et l'hégémonie d'une classe sociale sur l'autre, soit des conditions en fin de compte économiques. L'opposition qui est restée après 1926 sur les positions de Marx et de Lénine, n'a pas eu à modifier une seule fois son jugement, et nous pouvons donc la reprendre telle quelle aujourd'hui encore, puisqu'elle s'inscrit tout droit dans la ligne du marxisme révolutionnaire classique. En revanche, lorsque le prolétariat fut battu dans les pays développés d'Europe, Staline, au lieu de maintenir les positions traditionnelles après une défaite en Allemagne et en Hongrie, les modifia au point de transformer une bataille perdue sur le terrain armé en une défaite programmatique, fondamentale. En d'autres termes, après avoir été battu, le prolétariat fut trahi, et ce, non seulement dans les pays développés, mais encore — en dépit des apparences — dans les pays coloniaux et dépendants. C'est ce qu'exprime ce jugement lapidaire : « *De même qu'en 1926-27, le centrisme [stalinien] capitula devant la bourgeoisie [avec la théorie nationale-bourgeoise du socialisme dans un seul pays], aujourd'hui, il capitule en Chine devant le paysannerie, concentre tout son travail autour* [156] *de la guerre des partisans rouges des régions soi-disant soviétiques, abandonne tout le travail dans les villes, en un mot, dissout le parti dans les masses paysannes* [105]. » Et de dénoncer à l'avance le « concept antimarxiste du village assiégeant la ville », cette stratégie qui sanctionne la défaite du prolétariat jusque dans la révolution bourgeoise, tant sur le terrain de la lutte armée que sur celui du programme

---

[104] Cf. Lénine, *Œuvres complètes,* t. XI, 1908, p. 75. Cité par Trotsky, in *l'Internationale communiste après Lénine*, PUF, 1969, t. II, p. 355, 356. Trotsky développe la *Question chinoise* dans le second tome, p. 287-445.

[105] Cf. *Bilan,* Bulletin théorique/mensuel de la fraction de Gauche en Belgique, 1931, n° 9, p. 319, *la Chine soviétique.* Cette opposition est d'autant plus importante et précieuse qu'elle réalise la jonction entre l'Internationale communiste révolutionnaire et le mouvement actuel en Europe occidentale, le fil théorique ne pouvant subsister sans une présence vivante et militante.

et de la direction politique des classes engagées dans le processus révolutionnaire.

LA PIRE DÉFAITE SE DÉROULE PROGRESSIVEMENT.

Retour à la table des matières

Les premières défaites du prolétariat en Allemagne d'abord, en Chine ensuite, furent transformées en une déroute irrémédiable, avec la méthode stalinienne des reniements progressifs du programme et de l'organisation du prolétariat. En effet, pour compenser la perte subie sur le terrain de classe, on élargissait à chaque fois 1' « influence » des communistes sur d'autres couches ou classes de la société au moyen de manœuvres tactiques qui les rapprochaient progressivement de la position de l'adversaire jusqu'à la rejoindre finalement.

Ainsi Staline proclamait dans les *Questions du Léninisme :* « *Les communistes doivent passer de la politique du front unique national à celle du bloc révolutionnaire des ouvriers et de la petite-bourgeoisie. Dans de tels pays, ce bloc peut prendre la forme d'un parti unique, parti ouvrier et paysan, dans le genre du Kouomintang* » (p. 264).

[157]

Or, Trotsky avait défini objectivement ce mouvement d'après sa nature de classe et son action historique : « *L'attitude du Kouomintang envers l'impérialisme fut, dès le début, non pas révolutionnaire, mais toute de collaboration : le Kouomintang cherchait à battre les agents de certaines puissances impérialistes pour entamer des marchandages avec ces mêmes puissances ou avec d'autres, à des conditions plus avantageuses. C'est tout* [106]. »

Le Parti communiste chinois fut donc conduit à adopter une position qui affaiblissait même la future révolution démocratique, en entrant dans une formation politique bourgeoise que tout, de surcroît, condamnait à devenir, au moment de la crise sociale, le bourreau de l'insurrection ouvrière. — Au plénum de décembre 1926, le Comité

106 Cf. Trotsky, *l'Internationale après Lénine,* p. 296.

Exécutif de l'Internationale adopta une résolution sur la question paysanne. Il n'y est pas fait la moindre allusion à un programme ou à une lutte agraire. Tout y tournait pourtant autour de la question du « pouvoir paysan », qui reçut alors une réponse négative : *« Il ne faut pas lancer le mot d'ordre de pouvoir paysan, afin de ne pas épouvanter la petite-bourgeoisie*. » Après le plénum de mai 1927, la direction de la révolution étant confiée au... Kouomintang de gauche, celui-ci se mit à l'œuvre et massacra les paysans insurgés.

En systématisant une politique défaitiste — parce que ne misant pas en premier sur la force révolutionnaire du prolétariat– l'Internationale étouffa, à chaque occasion révolutionnaire, toutes les tendances radicales. Son entrée dans le Kouomintang prépara non seulement la défaite [158] de la Commune de Canton, mais entérina encore, sur le plan du parti et du programme, la future politique défaitiste de la coexistence des classes, proclamée par le fameux *bloc des quatre classes,* réalisé en 1949 dans toute la Chine.

Après le coup de force de Tchang Kaï-chek qui clôt la phase révolutionnaire du prolétariat chinois, l'Internationale prit des positions pseudo-gauchistes. Une scission se produit au Kouomintang, et les communistes entrent dans le Kouomintang de gauche, — et l'on proclame alors qu'il faut, partout où c'est objectivement possible, organiser des insurrections. »

Ainsi s'achevait, trahie et noyée dans le sang, la tentative héroïque du *prolétariat* chinois de prendre le pouvoir à la faveur du soulèvement des peuples jaunes contre l'impérialisme. Survenant en plein recul de la vague révolutionnaire internationale, cette tentative mit en évidence l'opportunisme de l'Internationale stalinienne qui livra les insurgés désarmés à leur bourgeoisie. Cette dernière montra, en écrasant sauvagement les ouvriers, qu'elle était vraiment une bourgeoisie de la phase décadente du capitalisme : lâche et veule devant les grandes puissances spoliatrices, mais haineuse et féroce en face de son prolétariat.

Pour le mouvement ouvrier international, comme pour la lutte des peuples de couleur, la tragédie chinoise marque un tournant décisif. *C'est en Chine que fut menée la dernière lutte politique d'envergure du prolétariat agissant en tant que classe autonome.*

Dès le lendemain de l'insurrection de Canton, la contre-révolution stalinienne se mit à exterminer [159] méthodiquement les authentiques communistes, liquidant la vieille garde bolchevique et déportant des dizaines de milliers de militants. Désormais Moscou optera définitivement pour la solution de la conservation sociale, et elle entrera même en conflit avec les mouvements révolutionnaires bourgeois, notamment en Chine. Telle est la véritable origine de l'actuel conflit sino-russe, tant il est vrai qu'un mouvement bourgeois, une fois installé au pouvoir est incapable d'appuyer un autre mouvement bourgeois s'il est encore révolutionnaire.

LA RÉVOLUTION CHINOISE DE MAO TSÉ-TOUNG.

Retour à la table des matières

La dégénérescence de l'Internationale Communiste, qui aboutit en 1944 à son autodissolution lors de la collaboration de guerre entre Russes et Américains, fut le troisième fait déterminant pour la révolution chinoise puisqu'il condamnait celle-ci à ne pas dépasser le niveau bourgeois. En effet, à l'ère impérialiste, il ne subsiste plus que deux solutions, la prolétarienne et la bourgeoise, comme très justement l'Internationale l'avait proclamé à Bakou, en subordonnant les peuples de couleur aux côtés du prolétariat à une seule stratégie internationale, sous une direction universelle sous peine de glisser dans l'ornière bourgeoise.

La dégénérescence de l'Internationale n'a donc pas seulement abouti à effacer le prolétariat des pays avancés, en tant que force autonome et consciente, de toute une période historique, mais encore à provoquer un important recul [160] dans le mouvement des peuples de couleur. Certes, la révolution renaîtra, là même où le prolétariat mondial subit sa défaite ultime, en Chine, avec Mao Tsé-toung, mais celui-ci fut un partisan, un stratège, un lutteur et un homme l'État aussi éminent que l'on voudra, mais non un marxiste, ni un communiste. La conséquence la plus désastreuse en est donc la rupture du lien unissant le prolétariat révolutionnaire des pays avancés à la lutte des peuples de couleur contre l'impérialisme, ces derniers ne formant plus qu'un

mouvement nationaliste et bourgeois en opposition aux puissances impérialistes blanches ou nipponnes sous la poussée irrésistible des rapports mercantiles, importés par l'impérialisme lui-même.

Si le parti de Mao Tsé-toung a finalement réalisé la révolution chinoise, c'est parce qu'après 1927 il avait saisi qu'il fallait soulever le paysan chinois pour réaliser l'unité nationale, en devenant le véritable Kouomintang, le seul porte-drapeau de la révolution bourgeoise. C'est pourquoi il a vécu si longtemps — et vit peut-être encore — dans l'espoir de l'unité avec Tchang Kaï-chek, faisant appel à son « patriotisme » devant l'invasion japonaise, par exemple, le 22 septembre 1937, lorsqu'il lui offrit une nouvelle alliance de type « front populaire » [107], ou en s'asseyant à la même table, sous la présidence du général Marshall, pour conclure un accord en douze points sur le gouvernement futur de la Chine [108].

Cependant, rien ne pouvait plus sauver le régime décrépit de Tchang Kaï-chek, ni la politique chinoise du général Marshall et du maréchal [161] Staline. Certes, des tentatives de replâtrage furent encore imposées au parti chinois par l'impérialisme russo-américain :

---

107 Le communiqué du Parti « communiste » chinois disait entre autres : « *Pour priver l'ennemi (japonais) de tout prétexte d'agression et pour dissiper toute équivoque, le C.E. du P.C.C. déclare solennellement ce qui suit :*

« 1° Les trois principes du peuple énoncés par le docteur Sun Yat-Sen représentent la base suprême de la Chine d'aujourd'hui. Notre parti est prêt à faire tout son possible pour les renforcer.

« 2° Notre parti abandonne la politique visant au renversement du Kouomintang, ainsi que le mouvement de soviétisation et suspend la confiscation des terres.

« 3° Notre parti abolit l'actuel gouvernement soviétique et s'engage, afin d'unifier l'appareil gouvernemental de l'État, à renforcer la démocratie basée sur les droits du peuple.

« 4° Notre parti dissout l'Armée Rouge, la réorganise en Armée Nationale Révolutionnaire, la place sous le contrôle direct de la Commission des Affaires Militaires du Gouvernement National et attend les ordres de mobilisation pour pouvoir partager la responsabilité de la résistance à l'invasion étrangère. »

108 Cf. l'accord en douze points du 28 août 1945 afin [186] « *de maintenir une étroite collaboration sous la direction du président Tchang Kaï-chek, et d'éviter les conflits internes pour qu'une Chine nouvelle, indépendante, libre et prospère puisse être construite et que les trois principes du peuple deviennent une réalité.* »

accords de Yalta, traité « d'amitié et d'alliance sino-soviétique » d'août 1945, par lequel l'U.R.S.S. reconnaissait le gouvernement de Tchang Kaï-chek comme le seul gouvernement national de la Chine. Il ne s'agit pas d'habiles compromis : les hésitations de Mao Tsé-toung et la politique même du parti chinois favorisaient les manœuvres des impérialistes et de Staline [109].

Mais le degré de décomposition du régime de Tchang Kaï-chek était tel que le seul gouvernement de coalition possible était celui de Mao Tsé-toung qui assura effectivement la jonction entre le mouvement paysan dans les campagnes et l'agitation ouvrière dans les villes, à la suite de la dégradation rapide de la situation économique et sociale en Chine. En Mandchourie, les troupes soviétiques s'étaient livrées à un véritable pillage de l'énorme potentiel économique mis en place par les Japonais. La production de charbon tomba de 21,5 millions de tonnes en 1945 à moins de 4,5 millions, tandis que la production d'électricité ne représentait plus que le quart de ce qu'elle avait été. Paradoxalement, ce fut le parti de Mao Tsé-toung qui apparut comme le seul capable d'arracher la Mandchourie aux griffes de Staline et d'obtenir des ouvriers chinois les sacrifices nécessaires à la reconstruction.

La résolution du plénum de mars 1949 du C.C.E. du P.C.C. indique clairement le sens du déplacement de la lutte des campagnes vers les villes en vue de la conquête du pouvoir. Elle est de la plus belle eau bourgeoise : « *La session* [162] *plénière est d'avis que le point-clé de l'administration et de la reconstruction des villes est la restauration et le développement de la production industrielle : 1° la production des entreprises du domaine public ; 2° celle des entreprises privées ; 3° la production artisanale. Les autres tâches urbaines, telles que le travail d'organisation du parti, le travail de construction gouvernementale, le travail syndical, le travail des diverses organisations populaires, etc., devraient servir cette œuvre centrale de restauration et de développement de la production industrielle*. »

Il ne s'agissait donc nullement de venger la Commune de Canton, ni de montrer au prolétariat le chemin vers sa dictature. Le P.C. Chinois lui demandait de s'atteler à la production pour rebâtir une Chine

---

[109] Par exemple, l'instauration des sociétés mixtes sino-russes en Chine, sanctionnant les conquêtes russes en Extrême-Orient et en Mandchourie, etc.

nouvelle et cimenter le « bloc des quatre classes ». Il n'y a pas eu de dictature du prolétariat dans la Chine de 1949, et depuis aucune révolution n'a balayé le pouvoir instauré alors : il n'a fait que s'aménager et s'adapter aux diverses crises successives.

LA RÉFORME AGRAIRE.

Retour à la table des matières

Dans la révolution chinoise « agraire », on retrouve le même trait que dans toutes les révolutions bourgeoises classiques : la victoire s'accompagne d'une répression des excès de l'aile révolutionnaire avancée, en l'occurrence de la paysannerie pauvre et du prolétariat agricole et urbain, dans la mesure où il eut son mot à dire. Entre le programme du 10 octobre 1947 et la *loi* agraire du 28 juin 1950, les différences vont [163] toutes dans le sens de la modération aux dépens des paysans pauvres.

Tandis que le premier texte proclame l'abolition des droits des propriétaires fonciers (art. 2), le second se borne à confisquer leurs « excédents » de terre (art. 2). L'article 4 de la loi de 1950 déclare encore qu'aucune atteinte ne sera portée aux propriétés commerciales ou industrielles.

Mao Tsé-toung, porté au pouvoir par la paysannerie, fut dès le début partisan d'une voie moyenne, petite-bourgeoise, du développement économique de l'industrie et de l'agriculture. Il ne réussit pas à maintenir la fascination exercée par les rythmes accélérés des fameux plans quinquennaux russes. C'est ce qui distingue, en fin de compte, le cours de l'économie en Chine de celui de l'économie en Russie. Dans ce dernier pays, la production resta longtemps marquée par ses débuts prolétariens. Contrairement aux maoïstes, les bolcheviks ont commencé par *nationaliser* la propriété *juridique* de la terre (qui n'a rien à voir avec la nationalisation de la production, laquelle suppose un niveau infiniment plus élevé de concentration et de développement des *forces productives).* Au fur et à mesure du développement de la production industrielle et agricole, les moyens de production et d'échange, sur le plan économique, devaient ensuite être haussés et combinés au niveau national entre les mains de l'État ouvrier. Rien de

tout cela en Chine, où le prolétariat est d'emblée remplacé par le peuple, soit la coexistence des diverses classes.

Dans l'industrie, ce procès de concentration et [164] de centralisation est évidemment le plus facile à réaliser : les pays capitalistes de l'Occident ont même développé des sociétés et des entreprises internationales et ont montré que les nationalisations étaient souvent le moyen plus commode et le plus rationnel, non seulement pour éviter la concurrence et le déclin d'une industrie (charbonnage, chemins de fer), mais encore pour stimuler la production (gaz et électricité, automobile, par exemple, Renault et Volkswagen). La politique de Lénine impliquait à long terme (vingt ans au moins) l'abolition de la petite-propriété (des individus et des groupes de producteurs associés) et la transformation de tous les travailleurs agricoles en salariés purs comme dans l'industrie. C'est sur cette base que se réalisa l'expansion inouïe des forces productives en Russie.

Toute la politique de Staline, en revanche, consista à favoriser la propriété et les couches petite-bourgeoises dans l'agriculture, en freinant le développement agricole russe, et, par contrecoup, la production en général, comme il apparaît aujourd'hui où les dirigeants russes ont abandonné l'espoir de voir la Russie dépasser la production des États-Unis.

La politique de Mao Tsé-toung fut, dès le début, petite-bourgeoise, comme celle de Staline, mais il ne bénéficiait pas de l'apport radical d'une révolution prolétarienne, comme la Russie stalinienne qui reste son grand modèle.

La Chine de Mao Tsé-toung eut donc dès le début des traits plus clairement capitalistes que la Russie de Staline elle-même. De fait, elle proclama sans ambiguïté qu'il fallait un bloc des [165] quatre classes, et qu'elle ne s'en prenait pas au capitalisme. En décembre 1947, Mao Tsé-toung déclara au C.C. du P.C. chinois : « *Partout où s'étend le pouvoir politique de la Nouvelle Démocratie, la petite et moyenne bourgeoisie doivent être protégées fermement et sans hésitation [contre qui ?]. Tout ce que la Nouvelle Démocratie vise à éliminer est le féodalisme et le capitalisme de monopole, la classe des propriétaires terriens et la bourgeoisie bureaucratique, non le capitalisme en général, ni la petite et moyenne entreprise*. »

Il concevait le développement économique comme suit : « *Maintenant le gouvernement est capable d'aider les paysans pauvres à résoudre leurs difficultés, en leur accordant des avances destinées à compenser [sic] les désavantages résultant du fait qu'ils possèdent moins de terres que les paysans riches. Il nous faut modifier notre politique à l'égard des paysans riches en transformant la politique de réquisition des terres en une politique de préservation de l'économie des paysans riches, afin d'assurer une prompte reprise de la production agricole, de faciliter l'isolement des propriétaires fonciers et de protéger les paysans moyens et les petits fermiers* » (Discours au 3e plénum du C C. du P.C. chinois).

On répartit donc près de la moitié seulement de la surface cultivée entre 300 millions de paysans, ce qui donnait environ 15 ares pour chacun d'eux. On distribua seulement trois millions de bêtes de trait, alors que la Chine en comptait environ 50 millions. En somme, les paysans et couches inférieures des paysans [166] moyens représentaient encore de 60 à 70% de la population.

Cette situation aboutit à une double contradiction et, finalement, à une crise sociale : ou bien, les paysans pauvres devaient s'endetter et vendre leur propriété si bien que le fléau de l'usure allait s'étendre et la propriété se concentrer aux mains d'une couche de paysans riches et influents, ce qui développait une nouvelle base d'accumulation pour le capitalisme dans l'agriculture et l'industrie ; ou bien les paysans pauvres endettés ne vendaient pas leurs terres, mais s'accrochaient à la glèbe, et alors ni les villes, ni l'industrie qui devait s'y développer avec le prolétariat industriel, ne pouvaient croître du fait que les campagnes mangeaient toute leur récolte. C'est ce dilemme qu'exprime le *Journal du Peuple* du 11.4.1953 : « *Par suite de la réforme agraire et en raison de la division des exploitations et du développement consécutif d'une économie de petits paysans se suffisant à eux-mêmes, la quantité de denrées alimentaires mises sur le marché peut diminuer, ce qui influerait sur l'approvisionnement des villes », et cela est vrai, ajouterions-nous, même dans le cas où la production agricole globale augmenterait (puisque les paysans mangeraient plus).*

Cette crise devait aboutir aux réformes des années 1953-1958, grâce auxquelles on se promettait de grands progrès. Mao Tsé-toung aussi eut conscience de la nature de la crise : « Comme chacun l'a remarqué au cours de ces dernières années, la tendance spontanée au

capitalisme dans les campagnes grandit de jour en jour, et l'on voit apparaître partout de nouveaux paysans [167] *riches. Beaucoup de paysans pauvres manquant de moyens de production suffisants n'ont pas encore échappé à l'étreinte de la misère ; certains ont des dettes ; d'autres sont obligés de vendre ou de louer leur terre. Si on laisse se développer cette tendance, la division de la campagne en deux pôles extrêmes ira inévitablement en s'aggravant de jour en jour* [110]. »

Il s'agissait donc de conjurer une véritable crise. Le mouvement *de création de coopératives* mit pratiquement fin aux ventes de terres : dans 11 districts de la province de Hopeï, les paysans pauvres avaient vendu 7 199 ha en 1951, 5 714 en 1952, 4 903 en 1953, 2 265 en 1954, et 518 seulement en 1955. Pour combattre l'usure et aider les paysans à entrer dans les coopératives, l'État organisa un transfert de la plus-value nationale au bénéfice des campagnes. Le crédit agricole prit de grandes proportions en quelques années, le montant annuel des prêts de l'État passa de 302 millions de yuans en 1951 à 3 200 millions en 1956.

La révolution politique de la paysannerie se transformait en révolution économique petite-bourgeoise à la campagne, avec un faible développement capitaliste dans les villes : la part de la plus-value nationale transférée par l'État vers les campagnes allait freiner l'industrialisation capitaliste.

Le lancement des *communes populaires* — c'est-à-dire la fusion par région des coopératives développées depuis 1955 — intervint à un moment où la crise agraire sévissait en Russie, du fait que la production kolkhozienne ne fournissait pas un excédent suffisant pour entretenir [168] l'expansion de la production industrielle en vue de dépasser les États-Unis : la productivité y étant trop faible, l'agriculture mobilisait trop de bras qui faisaient défaut à l'industrie. Cette crise revêtit la forme idéologique suivante : le groupe « antiparti » de Molotov demanda s'il ne convenait pas « de transformer la propriété coopérative en propriété de tout le peuple » (ce qui reste purement juridique). Khrouchtchev répliqua qu'il ne fallait pas y toucher [111], et il acheta du

---

110 Cf. Mao Tsé-toung, Discours du 31-VII-1935 sur *la Coopération agricole*.

111 Staline s'était déjà heurté aux mêmes objections. Il y fit allusion lors du XIXe Congrès du P.C.R. d'octobre 1952. Certains économistes et opposants en étaient alors arrivés à la conclusion qu'en Russie le taux d'expansion de

blé américain pour remédier aux défaillances de la production kolkhozienne. Finalement, Kossyguine lançait un plan quinquennal pour 1970 prévoyant des rythmes de développement plus lents de l'économie russe [112].

l'industrie était lié à la capacité productive de l'agriculture qui elle-même dépend de la structure de la propriété dans les campagnes, bref ils constataient, par ce biais de technique capitaliste, la justesse de l'affirmation de Marx : « *Transférer la terre à des travailleurs agricoles associés, ce serait livrer toute la société à une CLASSE particulière de producteurs* » *(Remarques à propos de la nationalisation de la terre,* 1869). Staline leur avait répondu, comme un vulgaire Khrouchtchev quelques années plus tard : « *L'État ne peut donc disposer que de la production des entreprises d'État, les kolkhoz ne veulent pas aliéner leurs produits autrement que sous la forme de marchandises en échange de celles dont ils ont besoin. Les kolkhoz n'acceptent pas aujourd'hui d'autres relations économiques avec la ville que celles intervenant dans les échanges par achat et vente de marchandises* » (*les Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.,* Ed. Soc., 1952, p. 17-18).

112 L'opposition entre agriculture et industrie est typique du mode de production capitaliste, et explique ses crises sociales. En favorisant l'agriculture, Staline et Mao Tsé-toung n'ont fait que ralentir l'expansion du capitalisme industriel et, partant, de l'économie nationale tout entière, ce qui se répercute finalement aussi sur l'agriculture elle-même. Comme on le voit, ce moyen ne permet pas de résorber le déséquilibre fondamental de l'évolution économique et sociale.

En Russie, les mesures au profit de l'agriculture ont eu pour effet de permettre aux kolkhoziens de vivre mieux, mais non d'augmenter le volume des produits pour le marché général. L'évolution russe demeure de toute façon typique du capitalisme, comme en témoignent les taux de croissance de la production russe de 1969, par exemple : + 15% pour les produits pharmaceutiques ; 4-12% pour la chimie ; + 9% pour l'énergie électrique, le gaz, les machines-outils, etc. etc. — 1,3% [187] pour la production agricole. Ces chiffres témoignent en toute occurrence que la paysannerie de propriété privée (individuelle ou coopérative) est une couche petite-bourgeoise qui est à la remorque du capital industriel, comme toutes les couches détenant leurs petits moyens de production.

INDUSTRIALISATION PETITE-BOURGEOISE EN CHINE.

Retour à la table des matières

La grande mystification consiste à faire croire que les communes chinoises sont la forme de transition au communisme : « *Quoique la propriété dans les communes ne soit pas encore de caractère collectif, quoique la répartition (jours de travail ou salaires) soit faite d'après le principe « à chacun selon son travail » et non « à chacun selon ses besoins », les communes réalisent la meilleure forme d'organisation pour achever l'édification socialiste et passer graduellement au communisme. Elles seront donc l'unité sociale de base de la société communiste* [113]. »

En fait, le système des communes n'atteint le niveau de la nationalisation, ni sur le plan juridique, ni à plus forte raison sur le plan économique et productif. En août 1958, une résolution [169] du P.C. chinois déclarait déjà : « *La création d'une commune n'est pas un motif pour transformer immédiatement la propriété collective en propriété du peuple tout entier*. » Les textes officiels définissent la propriété communale comme une « propriété à trois échelons ». À la base, on retrouve l'équipe de production (traditionnelle équipe d'entraide mutuelle en Chine) qui groupe de 20 à 30 foyers ; puis la brigade coopérative à laquelle sont attribués pour l'année en cours terre et moyens de production ; enfin, coiffant le tout, l'organisation communale ou départementale qui est moins une unité de production qu'une entité administrative.

La commune présente une synthèse des réformes agraires successives et un effort pour les rationaliser. Parmi ses buts immédiats, celui des grands travaux d'irrigation, de voirie et d'infrastructure, est certes nécessaire, d'autant plus que la coopérative est à la fois trop bornée, trop faible et trop directement attachée à la petite propriété de chacun, pour les entreprendre. Les communes ont donc mobilisé entre 1958 et

---

[113] Cf. Résolution du P.C. chinois du 29 août 1958 sur les communes populaires.

1961 des dizaines de millions d'hommes pour la réalisation de travaux hydrauliques et artisanaux, mais elles les ont, de ce fait, détournés de leurs tâches agricoles directes ; ce fut 1'« échec du bond en avant », à la fois dans l'agriculture et l'industrie.

L'échec des communes populaires montre qu'en Chine les lois objectives de l'économie échappent au contrôle des hommes, s'imposent à eux comme des forces aveugles et dominatrices, et continuent de dominer la production et la vie sociale, et ces lois le marxisme les [170] qualifie de capitalistes lorsqu'il y a accumulation sous forme monétaire, salaire, production de marchandises, et que subsistent les échanges mercantiles sur le marché intérieur aussi bien qu'extérieur. Cet échec démontre — a contrario — que la transition au communisme se fait suivant le processus énoncé par Marx dans le programme de Gotha, dont nous avons esquissé précédemment les grands traits. D'ailleurs, les promoteurs des communes chinoises s'y réfèrent négativement et sur un seul point (le principe n'en est pas encore « à chacun selon ses besoins », mais « à chacun selon son travail »), ignorant tous les autres, à savoir l'abolition de la monnaie, des salaires, du profit, de la rente, du marché et du commerce.

Tout ce que les communes populaires ont d'anticapitaliste, c'est qu'elles freinent le développement frénétique du capital dans l'agriculture aussi bien que dans l'industrie ; mais, étant de nature paysanne, cet anticapitalisme est contradictoire en ce que la petite bourgeoisie moderne se meut en ambiance capitaliste, et se trouve menacée par un essor puissant du capital. C'est donc essentiellement un agent de stabilité sociale, et elle a de quoi faire dans un pays aussi gigantesque que la Chine, à l'époque où le capitalisme fractionne de plus en plus les continents, les peuples, et les classes, et divise au maximum les branches de la production nationale [114].

---

114 L'un des lieux communs que l'on attribue au marxisme, c'est qu'en régime et en économie capitalistes, la bourgeoisie ou les capitalistes détiennent nécessairement le pouvoir. En réalité, Marx-Engels se sont acharnés à démontrer que la bourgeoisie préférait le plus souvent ne pas se montrer au pouvoir, ce qui est en tout cas un moyen de détourner le prolétariat de l'idée de l'en déloger. En France même, la bourgeoisie a préféré régner très souvent par personne, classe ou force interposée, ce qui n'a pas manqué de freiner quelque peu l'essor industriel (ce n'est qu'après la dernière guerre que la production industrielle a enfin dépassé irrémédiablement la production agricole). Mais

Le système des communes ne fut appliqué qu'à la campagne, les villes et les grands centres industriels se révélant hostiles ou inaptes à cette forme d'organisation. Les communes qui « réalisent la meilleure forme pour achever l'édification [171] socialiste et passer graduellement au communisme » furent une initiative de l'État et du parti *paysans.* La voie chinoise au « socialisme » passe donc par l'initiative des paysans, non seulement sur le plan de l'organisation et des structures « socialistes », mais encore sur le plan de leur réalisation économique et sociale, le prolétariat industriel se faisant, ici encore, investir par les campagnes et se révélant incapable de suivre les progrès à rebours des couches non salariées de l'agriculture. En Chine, la position marxiste est totalement renversée, mais l'évolution des forces productives se chargera de la rappeler aux promoteurs du faux socialisme.

Ce qui en ressort à l'évidence, c'est que, dans la société maoïste qui se présente comme un modèle pour les pays du « tiers monde », le prolétariat n'est pas au pouvoir, mais est assujetti économiquement, politiquement et idéologiquement à d'autres classes qui ne peuvent être que celles d'une société capitaliste à ses débuts.

De fait, le plus grand silence règne encore sur l'état de l'industrie, et les chiffres dont on dispose montrent que si les résultats du premier plan quinquennal de 1953-1957 ont été en tous points comparables, sinon supérieurs parfois, à ceux du premier plan quinquennal russe (qui se déroulait au moment de la catastrophe agraire de la collectivisation), c'est certainement parce qu'à l'époque le caractère capitaliste du « bloc des quatre classes » était plus nettement affiché et réalisé.

---

la France ne bénéficiait-elle pas de la plus-value extorquée à ses colonies, pour faire figure de grande puissance sur la scène mondiale ?

Le passage suivant de Marx est d'autant plus classique qu'il a trait au pays capitaliste qui a développé avec le plus de pureté les superstructures politiques du capitalisme : « *Ce sont certes des classes différentes qui ont régné sous l'Empire, la Restauration, Louis-Philippe et la République de 1848. Sous le premier prédominait la paysannerie, fruit de la Révolution de 1789 ; sous la seconde, la grosse propriété foncière ; sous la troisième, la bourgeoisie, et dans la dernière — non pas conformément aux intentions de ses fondateurs mais en fait — on assista (avec le bonapartisme) à une tentative prématurée de partager le pouvoir en parts égales entre les hommes de la monarchie légitime et ceux de 1a monarchie de Juillet. Quoi qu'il en soit, tous ces régimes s'appuyaient pareillement sur l'armée.* » Cf. Marx, *le Régime des prétoriens,* in *New York Tribune,* 12-111-1858.

Mais les bouleversements consécutifs à cette phase de « libéralisme » des cents fleurs furent si grands que la réalisation petite-bourgeoise ne cessa de s'aggraver, en vue de [172] stabiliser au maximum le régime, l'économie et les multitudes chinoises, si agitées et difficiles à contrôler, comme Mao Tsé-toung le sait mieux que quiconque de par toute son expérience de partisan aussi bien que d'homme d'État.

QUESTION COLONIALE ET QUESTION SYNDICALE.

Retour à la table des matières

Lorsque l'Angleterre, au cours du siècle dernier, conquit l'hégémonie industrielle et commerciale, elle put tempérer l'exploitation féroce à laquelle elle avait soumis son prolétariat durant la phase initiale de l'accumulation, dont Marx nous a rendu compte dans le 1e livre du *Capital*. La bourgeoisie jeta alors quelques miettes du festin colonial d'abord à une mince couche d'aristocrates ouvriers, puis à une couche de plus en plus dense. Marx et Engels luttèrent avec acharnement contre les dirigeants corrompus de l'aristocratie ouvrière, en étant conscients de la nécessité ou bien d'une lutte des peuples coloniaux contre les privilèges exorbitants du régime colonial et monopolistique de l'Angleterre, ou bien de l'apparition d'un rival capitaliste — américain en l'occurrence — pour saper la base matérielle de la dégénérescence du prolétariat anglais [115].

Même s'il est bourgeois, le mouvement anti-impérialiste de cet après-guerre, dont les partisans de Mao Tsé-toung furent les initiateurs et le glorieux exemple, est donc révolutionnaire et intéresse même le prolétariat des pays « développés » qu'il sort de sa léthargie en accentuant les rivalités impérialistes au sein des vieilles puissances capita-

115 Cf. Engels, *Angleterre 1845 et 1885*. Trad. fr„ in : Marx-Engels, le *Syndicalisme*, t. I, p. 193. Toute la dernière partie de ce volume (p. 171-216) ainsi que le début du second (p. 11-107) traitent de la question de l'aristocratie ouvrière.

listes, privées de leur coussin [173] colonial, et en aggravant les antagonismes entre prolétariat et bourgeoisie [116].

La lutte des peuples de couleur contre l'impérialisme accélère, pour les masses des pays avancés, l'augmentation générale du prix des denrées alimentaires, typique du mode de production capitaliste. Elle exerce donc une action profonde sur le train de vie quotidien et, partant, sur la conscience réelle du prolétariat. Le simple fait que le prix des produits exotiques, du thé, du café, du vin, de l'essence, du cuivre est débattu d'après des critères mercantiles avec les producteurs étrangers d'États bourgeois, et .non coloniaux et dépendants, a pour effet, à long terme, un plus « juste prix » ou une reconversion des cultures au profit de l'économie ou de l'alimentation des peuples de couleur. Par réaction, la concurrence entre nations blanches en est considérablement aggravée, donc aussi les antagonismes impérialistes qui aboutissent à la crise profonde du système capitaliste mondial [117].

---

116 Cf. *Fil du Temps,* n° 3, *la Crise économique et sociale de Mai 1968,* à propos notamment du mouvement de reprise *en France* à la suite de la perte de l'Empire colonial, comme effet de l'indépendance algérienne sur l'agriculture (la partie la plus productive en était transférée en Algérie sous le régime colonial), sur l'industrialisation [188] et la prolétarisation (pour compenser la perte du régime colonial), sur le commerce (recherche de débouchés sur le marché mondial pour compenser la perte du marché colonial privilégié pour la métropole), etc., etc.

117 C'est évidemment lorsque ce mouvement anti-impérialiste est révolutionnaire et, selon l'expression d'Engels, « lutte les armes à la main » que ses effets sur les métropoles sont les plus subversifs. Ainsi, ce que la guerre de Corée, dernière marque — combien faible et indirecte — d'une solidarité de Staline avec Mao Tsé-toung et les peuples coloniaux, n'a pu faire, justement à cause de ses faibles buts révolutionnaires, l'Indochine l'a réussi en grande partie, parce qu'on y lutte les armes à la main dans une lutte de libération populaire contre l'impérialisme : ébranler l'adversaire yankee et lancer le mouvement d'agitation *à l'intérieur* de la forteresse impérialiste. Pour parler platement : les combattants vietcongs sont parvenus à mettre au bord de la faillite le dollar et, par son truchement, le système financier et monétaire de l'Occident tout entier. Quant à elle, la presse spécule sur les préoccupations des stratèges vietcongs relatives aux effets des opérations militaires sur les élections partielles ou présidentielles aux États-Unis, donnant aux opérations militaires en Indochine une ridicule teinture parlementariste. Ces parodies ne doivent pas masquer l'influence démoralisatrice profonde et réelle de cette lutte sur l'armée yankee (drogue, désertions, refus de combattre, agita-

Engels en résumait ainsi les conséquences *pour le socialisme :* « *A moins d'un événement inattendu, il n'y aura pas ici de véritable mouvement ouvrier général tant que les ouvriers ne ressentiront pas eux-mêmes que le monopole mondial de l'Angleterre est en pièces. La base économique de la nullité politique des ouvriers anglais était — et est encore — leur participation à la domination du marché mondial. Bien que ne formant que la queue de la bourgeoisie dans l'exploitation économique de ce monopole, ils n'en participent pas moins aux avantages de celle-ci... Mais tu seras témoin d'événements surprenants, lorsque l'Amérique et la concurrence* [173] *unie des autres États industriels auront percé une large brèche dans ce monopole (et on en est assez près dans la sidérurgie, mais beaucoup moins dans l'industrie cotonnière)* [118] ».

Le mouvement anti-impérialiste qui vient de s'achever, a provoqué un bouleversement, sur le plan économique et social, par rapport à la situation antérieure en Asie et les autres continents de couleur, même si la révolution russe a finalement dégénéré au niveau bourgeois et entraîné dans sa chute toutes les révoltes des peuples de couleur, et de la Chine y compris. Mais, à l'époque du capitalisme sénile en général, cette révolution, au lieu d'aggraver au maximum les difficultés du capitalisme, cherchera à les atténuer, comme Staline et Mao Tsé-toung l'ont démontré, en opposition au mouvement qui les portait à l'origine.

Au plan économique, Staline n'a pu empêcher la roue de l'histoire d'avancer, mais il ne fut que 1'« exécuteur testamentaire » contre-révolutionnaire (bourgeois) de l'héroïque prolétariat d'octobre. Il n'a donc pu procéder à l'industrialisation au sens de Lénine et des bolché-

---

tion politique, notamment chez les Noirs, etc.). Notre mouvement est sans doute le seul qui ait relié aussi clairement et fermement, du point de vue théorique seulement hélas, les effets de la lutte des peuples coloniaux, de l'Algérie par exemple, sur l'économie, la politique de la métropole, et plus encore sur le mouvement d'agitation en métropole, cf. *Fil du Temps*, n° 2 sur *les Conséquences économiques et sociales de Mai 1968.*

118 Cf. Engels à Bebel, 30 août 1883.

L'Allemagne dépassa le niveau de production anglais en 1913, — et ce fut la crise mondiale de la première guerre de 1914-18, qui finit par la révolution en Russie et les tentatives révolutionnaires en Allemagne, Hongrie, etc. Le prolétariat anglais, durement touché par la crise économique, se mit finalement, lui aussi, en branle en 1926, mais il fut trahi par le fameux Comité anglo-russe.

viks, puisqu'il l'effectua finalement au travers de l'alliance du capitalisme d'État *industriel* avec la petite-bourgeoisie des *campagnes.* Ce faisant, Staline n'a même pas réussi à donner toute sa pointe révolutionnaire au capitalisme qui, non seulement à l'intérieur de chaque nation, mais encore dans le monde entier, ne peut « *exister sans révolutionner constamment les instruments de production, donc les rapports de production, donc l'ensemble des conditions sociales* » *(Manifeste).*

[174]

Au plan révolutionnaire, le marxisme n'a pas cessé de répéter que toute nouvelle nation capitaliste compromettait l'équilibre social réalisé. C'est pourquoi, Napoléon I° s'était heurté non seulement au féodalisme en France et sur le continent, mais encore à l'Angleterre bourgeoise, et sa défaite a retardé d'un demi siècle l'expansion de l'industrie sur le continent et le renversement de l'hégémonie anglaise dans le monde. En ce qui concerne le socialisme, cette défaite a empêché la liaison du prolétariat anglais avec celui du continent. Il fallut attendre que l'Allemagne prenne le relais de la France, vaincue dans la compétition, pour qu'une Internationale ouvrière effective puisse organiser la collaboration entre les prolétariats des différentes nations existantes.

Aujourd'hui, on peut être assuré — hélas — que la Russie ne rejoindra pas le niveau américain, détrônant et ébranlant enfin l'impérialisme yankee. Mais la question se pose pour la Chine de Mao Tsé-toung avec ses 750 millions d'hommes et son savoir-faire technique et mercantile exceptionnel. L'enthousiasme des bourgeois, conservateurs mais lucides, pour le régime maoïste semble indiquer qu'ils n'en attendent pas un bouleversement du système capitaliste mondial, mais, au contraire, le modèle de la stabilisation économique et sociale pour l'ensemble des « pays sous-développés » qui forment la base du système hiérarchisé des nations capitalistes, dont la base est écrasée et étouffée dans la misère par les riches et opulentes nations, essentiellement blanches : « *Mao Tsé-toung fait parfois penser à Gandhi au rouet. Tout révolutionnaire* [176] *qu'il soit, sa prudence devant les machines reste dans la tradition de la Chine ancienne. Mao le révolutionnaire révolutionne les campagnes, mais en même temps, Mao le paysan sauve le paysan. La Chine ne peut pas permettre que sa modernisation s'accompagne d'un dépeuplement des campagnes. Si elle le faisait, il lui faudrait recueillir dans des villes gigantesques les multitudes déracinées. Il faudrait faire surgir à plusieurs exemplaires des*

« mégapolis » comme celle que le Japon voit naître au bord du Pacifique. Elle ne pourrait faire vivre ces villes surpeuplées qu'avec un établissement industriel de type japonais, mais multiplié par dix, qui ne ferait tourner ses usines qu'à la condition d'inonder la planète de ses exportations. [119] » On sent la panique gagner le nanti bourgeois, mais : « *le schéma de développement maoïste est à l'opposé de tout cela, heureusement. Il devrait conduire à faire de la Chine de l'an 2000 une nation qui sera puissamment agricole et paysanne ; une agriculture et une paysannerie « révolutionnées » sans doute, mais qui maintiendront implantées sur la terre de grandes masses de population.* »

Ainsi, la Chine servirait en fin de compte à stabiliser l'excédent de population créé par le machinisme capitaliste et la dissolution des anciennes structures asiatiques. En récompense, elle entrera à l'O.N.U., elle contestera le leadership russe dans le monde « socialiste », servira de partenaire commercial aux capitalismes occidentaux, et, ayant mis toutes ses forces dans l'agriculture, rivalisera sur le plan de la production industrielle avec l'Inde qui, elle, laisse son [177] agriculture à l'abandon et ne mise que sur l'industrie [120].

Telles sont sur le plan économique et social, la grandeur et la limite du mouvement anti-impérialiste enserré dans le cadre strictement bourgeois, ou mieux, petit-bourgeois. Nous passons maintenant aux effets politiques de ce mouvement sur le prolétariat en général, et celui des pays développés en particulier.

---

119 Cf. Henri Guillain, *la Chine après la révolution culturelle. I. — Un autre monde,* in *le Monde,* 21-IX-1971, p. 5, col. 1-2.

120 Dans *Indien oder China ?* (Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 1961), H. Bechtoldt démonte le jeu impérialiste [189] de la Russie et définit le cadre où s'affrontent aujourd'hui les jeunes impérialismes de l'Inde et de la Chine : « *L'Occident veut apporter la preuve avec l'Inde qu'il n'est besoin d'aucune révolution communiste [sic] pour mener un pays sous-développé au point de démarrage industriel moderne. Le plus grand pays sous-développé non-communiste, l'Inde, doit donc être mis en état d'égaler sur le plan matériel, grâce à une progression continue, le plus grand des pays communistes sous-développés [re-sic], la Chine. Mais les chances de l'Inde augmentent infiniment, du moment que l'Union soviétique l'aide à poursuivre cette expérience...* ».

ANTI-IMPÉRIALISME ET SOCIALISME.

Retour à la table des matières

L'interprétation marxiste des bouleversements économiques et sociaux vise toujours le futur, car elle se transforme dialectiquement, entre les mains du mouvement ouvrier révolutionnaire, en une arme politique décisive pour la compréhension des luttes et la définition de la tactique à y adopter, afin d'assurer le triomphe de la révolution socialiste. Dans l'espace géo-social libéré de la tutelle colonialiste, la révolution industrielle qui s'amorce aujourd'hui, va créer un nouveau rapport de forces, au sein duquel se produira demain l'affrontement révolutionnaire. Définir la nature et la portée des bouleversements qui viennent de s'effectuer dans cette immense aire géographique et ces masses humaines gigantesques revient à prévoir, avec une méthode scientifique, l'influence qu'exerceront demain sur le développement de la lutte générale entre capitalisme et socialisme les forces qui sont issues de la lutte anti-impérialiste. C'est en somme, jeter les bases du programme révolutionnaire de la future Internationale pour son action dans le [178] secteur afro-asiatique et sud-américain. Toute exagération ou sous-estimation du mouvement anti-impérialiste de cet après-guerre est donc pernicieuse pour l'avenir du socialisme international.

La chute du colonialisme a ouvert, en Afrique et en Asie, une nouvelle ère. Même s'il tend à la formation d'États nationaux et à la transformation industrielle des économies locales sur la base du salariat, ce mouvement dépasse le cadre bourgeois et *cette* révolution bourgeoise — parce que violente, dit Lénine — intéresse le prolétariat et le socialisme. Ne crée-t-elle des prolétaires qui seront demain les « fossoyeurs du capital. »

Dans la mesure où elle se développera, la révolution industrielle des pays « attardés » engendrera obligatoirement, comme conséquence sociale de l'expansion du mode de production capitaliste, une société divisée en classes sociales antagoniques ainsi que les bases de la future société communiste (socialisation des forces productives et liaison de l'économie locale avec l'économie de tous les autres pays par l'intermédiaire du marché mondial). Il s'ensuit que la future Inter-

nationale disposera d'un potentiel révolutionnaire accru, constitué par le prolétariat agricole et industriel de toutes ces nouvelles nations.

Mais il est tout aussi évident qu'elle devra entrer en lutte contre un alignement de forces bourgeoises plus important.

Sur le plan mondial, la révolution anticolonialiste est donc destinée à accroître tout à la fois les forces de la révolution prolétarienne et celles de la contre-révolution bourgeoise. Cette perspective est en parfait accord avec la conception [179] de la destruction finale du capitalisme, telle qu'elle est défendue par le marxisme. En effet, le capitalisme ne cédera pas sa place au socialisme à la suite d'une paralysie progressive ou d'un écroulement subit de la production, mais à la suite d'une crise et d'une révolution. C'est pourquoi, la société capitaliste atteindra des niveaux toujours plus élevés de capacité productive et d'organisation politique de l'État, et elle ne sera détruite que par le heurt armé entre les classes qui constituent la société bourgeoise. Or ce heurt sera d'autant plus violent et généralisé qu'il tardera historiquement à se produire [121]. Si elle avait triomphé en 1848, la révolution l'eût fait dans une bataille où les protagonistes eussent été infiniment moins nombreux, moins armés et moins acharnés au combat que ceux de la future révolution mondiale.

Il serait défaitiste de s'illusionner. La révolution anticolonialiste qui introduit le capitalisme et la division en classes sur le modèle bourgeois, élargira considérablement le théâtre de la lutte armée entre

---

[121] Après la Commune de Paris, Marx déclarait à l'adresse de l'Internationale : « *Avant de réaliser un changement socialiste, il faut une dictature du prolétariat, dont une condition première est l'armée prolétarienne. Les classes ouvrières devront conquérir sur le champ de bataille le droit à leur propre émancipation. La tâche de l'Internationale est d'organiser et de concerter les forces ouvrières dans le combat qui les attend.* » *(Discours à l'occasion du* 7e *anniversaire de la I° Internationale. 1871).*

La lutte du prolétariat gagne en intensité et en extension à chaque stade de son développement : pour commencer, la lutte se limite aux moyens *d'un parti* (grâce auquel le prolétariat se constitue en classe autonome face à toutes les autres classes et institutions de la société bourgeoise) ; puis, elle gagne le niveau de l'État, lorsque le prolétariat se constitue *en classe dominante* et utilise la machine de l'État pour intervenir dans les rapports sociaux et économiques et défendre la révolution contre tous les États capitalistes alliés du monde. En théorie, le champ de la violence s'élargit donc sans cesse, jusqu'à la défaite finale du capitalisme.

bourgeoisie et prolétariat. Elle prépare de nouvelles troupes pour la guerre des classes et, en définitive, la dureté et la violence de la lutte finale en seront accrues. Il est légitime de dire qu'en *ce sens* la révolution afro-asiatique alourdira la tâche future de la révolution prolétarienne.

Mais la lutte se déroule en deux sens : *Premièrement,* elle gagne en acharnement, les deux adversaires disposant de forces et d'armes plus puissantes, dans une lutte qui finit par l'anéantissement social de l'un des camps, alors que la révolution bourgeoise, moins radicale, admettait [180] le compromis, voire l'impliquait [122]. Mais cet alourdissement est relatif, en ce qui concerne les chances de victoire du prolétariat. Selon Lénine, « *la révolution bourgeoise est, dans un certain sens, plus avantageuse au prolétariat qu'à la bourgeoisie. Voici en quel sens précis cette affirmation est incontestable : il est avantageux pour la bourgeoisie de s'appuyer sur certains vestiges du passé contre le prolétariat, par exemple sur la monarchie, l'armée permanente, etc. Il, est avantageux pour la bourgeoisie que la révolution bourgeoise ne balaie pas trop résolument tous les vestiges du passé, qu'elle en laisse subsister quelques-uns, autrement dit que la révolution ne soit pas*

---

122 Rosa Luxembourg qui était mieux au courant des faits révolutionnaires que tous les députés « communistes » réunis de l'époque actuelle de la voie parlementaire au socialisme, écrivait dans *Que veut l'Union de Spartakus :* « *C'est une illusion insensée de croire que les capitalistes se soumettraient de bon gré au verdict socialiste d'un parlement ou d'une assemblée nationale, qu'ils renonceraient tranquillement à la propriété, aux bénéfices, à leurs privilèges d'exploitation... La classe capitaliste impérialiste, en sa qualité de dernier rejeton de la classe des exploiteurs, dépasse tous ses prédécesseurs en brutalité, en cynisme et en bassesse. Elle défendra son Saint des Saints, ses bénéfices et ses privilèges d'exploitation du bec et des ongles par toutes les méthodes de froide cruauté, dont elle a fait preuve dans toute l'histoire de sa politique coloniale et de la [190] dernière guerre mondiale. Elle mettra en branle ciel et enfer contre le prolétariat. Elle mobilisera les campagnes contre les villes, elle excitera les couches retardées des ouvriers contre l'avant-garde socialiste, elle organisera des massacres avec l'aide des officiers, elle cherchera à paralyser toutes les mesures socialistes par mille moyens de résistance passive, elle soulèvera contre la révolution une vingtaine de Vendées, elle invoquera pour son salut l'invasion étrangère, le fer exterminateur de Clemenceau, de Lloyd George et de Wilson. Elle préférera transformer le pays en montagnes de ruines fumantes plutôt que de renoncer de bon gré à l'esclavage salarié.* »

tout à fait conséquente, n'aille pas jusqu'au bout, ne se montre pas résolue et implacable... Pour la classe ouvrière, il est plus avantageux que les transformations nécessaires dans le sens de la démocratie bourgeoise soient acquises précisément par la voie révolutionnaire [celle de Mao ou de Ben Bella] et non par celle des atermoiements, des tergiversations et de la mort lente et douloureuse des parties gangrenées de l'organisme national [celle de Nehru ou de Bourguiba]. Les prolétaires et les paysans sont ceux qui souffrent les premiers et le plus de cette gangrène [123]. »

Deuxièmement, la lutte s'engagera directement entre prolétariat et bourgeoisie. Certes, cette dernière est la mieux armée, la mieux organisée et la plus acharnée, mais elle aura perdu ses alliés de l'époque précapitaliste, comme le dit Lénine. En outre, la lutte directe à l'échelle mondiale permettra une solution infiniment plus prompte que les révolutions directement socialistes flanquées [181] de révolutions doubles (bourgeoise, puis socialiste). En effet, l'économie arriérée constitue toujours une arme contre la révolution socialiste entre les mains de la bourgeoisie et de la réaction. Et celles-ci ont su s'en servir efficacement, comme l'histoire le prouve depuis l'échec de la révolution socialiste accompagnée de révolutions doubles et bourgeoises en 1848.

Même en cas de victoire socialiste en Europe et en Amérique du Nord vers la fin du siècle dernier, la tâche restait délicate, voire embarrassante pour le prolétariat socialiste à l'échelle universelle car le marxisme ne saute pas les époques historiques comme un généralissime Staline ! Engels le souligne : « *A mon avis, les colonies proprement dites, c'est-à-dire les pays occupés par une population européenne — le Canada, l'Afrique-du-Sud, l'Australie — deviendront toutes indépendantes ; en revanche, les pays habités par des indigènes qui sont directement assujettis — l'Inde, l'Algérie, les possessions hollandaises, portugaises, espagnoles — devront être provisoirement pris en mains par le prolétariat et conduits aussi rapidement que possible à l'indépendance. Il est difficile de prédire comment ce processus se développera.*

---

[123] Cf. Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique,* in *Œuvres, 9,* p. 45, 46.

« L'Inde fera peut-être, ou même probablement, une révolution, et comme le prolétariat en train de s'émanciper lui-même ne peut point engager de guerres coloniales, il faudrait sans doute laisser faire les choses, et cette révolution ne s'effectuerait pas, bien entendu, sans toutes sortes de destructions. Mais ce genre de choses est inséparable de toutes les révolutions.

« La même chose pourrait se produire ailleurs, [182] *en Algérie et en Egypte par exemple, et ce serait certainement la meilleure chose pour nous. Nous aurons assez à faire chez nous. Une fois l'Europe et l'Amérique du Nord réorganisées, cela représentera une puissance si énorme et un exemple tel que les pays semi-civilisés se mettront eux-mêmes à la remorque : les simples besoins économiques l'imposeront déjà. Quant à savoir quelles phases sociales et politiques ces pays devront traverser alors, avant d'arriver eux aussi à une organisation socialiste, je crois qu'aujourd'hui nous ne pouvons qu'émettre des hypothèses assez vaines. Une seule chose est certaine : le prolétariat victorieux ne pourra imposer des bienfaits quelconques à une nation étrangère quelle qu'elle soit, sans miner du même coup sa propre victoire. Ce qui n'exclut évidemment en aucune façon des guerres défensives de type divers*[124]. »

La révolution prolétarienne traverse deux phases principales : la conquête du pouvoir politique par la classe opprimée, et la suppression des rapports de production capitalistes au moyen d'interventions despotiques de l'État ouvrier dans l'économie. Naturellement dans l'histoire réelle, vivante, ces deux phases sont indissolublement liées : la démolition de l'État bourgeois est organiquement liée à l'introduction forcée des mesures économiques post-insurrectionnelles. Entre ces deux étapes, il existe un rapport de cause à effet.

I1 peut arriver cependant, comme nous l'avons déjà vu, que les deux phases n'aient pas de continuité dans l'espace, par exemple dans la Russie de 1917, le capitalisme n'y étant pas [183] encore développé et la révolution n'ayant pas encore gagné les pays développés. Les bolchéviks ne purent donc opérer des interventions despotiques dans les rapports de production *bourgeois*, ceux-ci n'existant qu'à une faible échelle. Il fallut au contraire développer le salariat et le capital, là où il n'existait pas encore, et remettre la tâche de transition *économique* au

---

124 Cf. Engels à Kautsky, 12-IX-1882.

socialisme jusqu'à ce que les conditions matérielles existent à cet effet. La conquête du pouvoir en Allemagne aurait marqué le début de la deuxième phase de la révolution socialiste : le communisme aurait pu faire tache d'huile jusqu'en Russie et dans les autres pays arriérés de l'Europe danubienne.

Les ex-colonies constituaient, elles aussi, une sorte de vide dans les conditions historiques qui précèdent le socialisme. Ce « hiatus », les nouveaux États nationaux des continents de couleur sont en train de l'effacer, et lorsque ce sera fait, la révolution socialiste se trouvera en face d'une situation analogue à celle des pays où la transformation capitaliste de l'économie est un fait accompli. En ce sens, la révolution anti-impérialiste dans les pays de couleur, même si elle est purement bourgeoise, jette les bases indispensables, d'une manière ou d'une autre, à l'introduction de la production socialiste et favorise donc la politique économique du futur État ouvrier international.

À la fin de sa vie, Engels saluait les violences et les bouleversements économiques en Extrême-Orient : « *La guerre entre la Chine et le Japon signifie la fin de la vieille Chine, la révolution complète de toute la base économique — même [184] si elle ne s'accomplit que progressivement —, ainsi que la dissolution de la traditionnelle liaison entre agriculture et industrie grâce à la grande industrie, les chemins de fer, d'où une émigration massive des coolies chinois même vers l'Europe ; autrement dit, en ce qui nous concerne, une accélération de la débâcle et une aggravation des antagonismes qui déclenchent la crise. C'est de nouveau une ironie merveilleuse de l'histoire : en somme, il ne reste plus à la production capitaliste qu'à s'emparer de la Chine ; or, en effectuant enfin cette conquête, elle se rend la vie impossible à elle-même dans sa patrie d'origine* [125]. »

En bon stratège, Engels a ainsi déterminé les conditions objectives de la révolution socialiste. Certes, le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul, il s'évertue même par tous les moyens de freiner l'échéance,

125 Cf. Engels à Karl Kautsky, 23-IX-1894.

ne reculant devant aucune guerre, destruction, spoliation, en économie, et corruption dans le camp adverse en politique. Néanmoins, au sens d'Engels, la Chine est en marche, et c'est au prolétariat révolutionnaire de porter le coup décisif au vieux capitalisme.

[191]

TEXTES DE MARX-ENGELS

Retour à la table des matières

[191]

TEXTES DE MARX-ENGELS *

I

LA CHINE, L'ANGLETERRE ET LA RÉVOLUTION

Retour à la table des matières

« *Une nation ne peut pas s'émanciper, en asservissant d'autres nations*.

« *De tous les pays, l'Angleterre est celui où l'antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie est le plus développé. La victoire des prolétaires anglais sur la bourgeoisie anglaise est donc décisive pour le triomphe de tous les opprimés sur leurs oppresseurs. Vous autres chartistes, vous n'avez donc pas à formuler de vœux pieux pour la libération des nations. Triomphez de vos ennemis intérieurs, et vous pourrez avoir la fière conscience d'avoir battu toute la vieille société* »

(Engels et Marx, *discours en faveur de la Pologne au meeting international de Londres du 29.XI.1847, à l'occasion de la commémoration du soulèvement polonais de 1830*).

* [Sauf indication contraire, les notes sont du traducteur.]

[192]

Les textes sur la Chine, rédigées dans le feu de l'action par Marx-Engels, sont un modèle de la politique à suivre dans les métropoles au cours des guerres coloniales, voire de toutes les guerres modernes : lutte en premier contre sa propre bourgeoisie des métropoles. C'est sous cet angle particulier de l'engagement militant que Marx-Engels ont abordé les problèmes de la Chine, en dénonçant leur bourgeoisie anglaise et tous ses complices européens et américain. Hélas, ils ne disposaient pas d'une presse ouvrière et durent agir par le truchement de journaux bourgeois de gauche.

Les thèses fondamentales du marxisme anti-impérialiste — par exemple, qu'un peuple oppresseur ne peut s'émanciper — trouvent ici une confirmation pratique, lorsque Marx démontre le *mécanisme* par lequel les institutions politiques des métropoles dégénèrent et se totalitarisent, lorsque la bourgeoisie mène des guerres à son gré. Il montre, par exemple, en analysant les balances commerciales et leurs excédents, que la crise en Chine déterminera en retour la crise générale, économique, et peut- être politique, en Europe. Ces écrits de circonstance ont donc une signification non seulement théorique, mais encore générale pour le monde d'aujourd'hui. Il suffit de confronter ces textes à l'actualité pour s'en rendre compte.

[193]

I. LA CHINE, L'ANGLETERRE ET LA RÉVOLUTION

[Déplacement du centre de gravité mondial]

Karl Marx

Nouvelle Gazette rhénane. Revue politique et économique. N° 2, février 1850.

Retour à la table des matières

Nous en venons maintenant à l'*Amérique*, où est survenu un fait plus important que la révolution de *février* [1848] : la découverte des mines d'or californiennes [126]. Dix-huit mois après 1'événement, on peut déjà prévoir qu'elle aura des résultats plus considérables que la découverte de l'Amérique elle-même. Trois siècles durant, tout le commerce d'Europe en direction du Pacifique a emprunté, avec une longanimité touchante, le cap de Bonne-Espérance ou le cap Horn. Tous les projets de percement de l'isthme de Panama ont échoué en raison des rivalités et des jalousies mesquines des peuples marchands. Dix-huit mois après la découverte [194] des mines d'or californiennes, les Yankees ont déjà entrepris la construction d'un chemin de fer,

[126] Ce texte est la conclusion d'un exposé sur les conséquences économiques et sociales de la révolution européenne de 1848-1849. Marx y prévoit le déplacement des courants économiques qui s'esquissait alors dans le monde et ne prit corps que bien plus tard, avec le développement des forces productives correspondantes. Comme le colonialisme s'est ingénié à contrecarrer et à freiner cette évolution, afin de conserver le système social capitaliste, les prévisions de Marx étaient finalement [244] très en avance sur son siècle et ont encore aujourd'hui *mutatis mutandis*, un intérêt certain. À propos de la Chine, il nous a semblé opportun de commencer par la situer dans ce nouveau contexte international qui explique son ouverture au monde moderne.

d'une grande route et d'un canal dans le Golfe du Mexique. Déjà il existe une ligne régulière de navires à vapeur de New York à Chagres, de Panama à San Francisco, et le commerce avec le Pacifique se concentre à Panama, la ligne par le cap Horn étant surannée. Le littoral californien, large de 30 degrés de latitude, l'un des plus beaux et des plus fertiles du monde, pour ainsi dire inhabité, se transforme à vue d'œil en un riche pays civilisé, densément peuplé d'hommes de toutes les races, du Yankee au Chinois, du Noir à l'Indien et au Malais, du Créole et Métis à 1'Européen. L'or californien coule à flot vers 1'Amérique et la côte asiatique du Pacifique, et les peuples barbares les plus passifs se trouvent entraînés dans le commerce mondial et la civilisation [127].

Une seconde fois, le commerce mondial change de direction [128]. Ce qu'étaient, dans l'Antiquité, Tyr, Carthage et Alexandrie, au Moyen

---

127 La révolution de 1848 a été le second tournant, décisif, de l'histoire mondiale moderne et, comme Marx le montre, elle a entraîné dans un tourbillon universel — celui du capitalisme, puisque la révolution socialiste venait d'être battue — non seulement l'Europe et l'Amérique, *mais encore l'Asie méridionale et orientale*.

Si, de 1848 à 1849, Marx-Engels se sont penchés avant tout sur les faits politiques, c'est que la révolution constitue un moment objectif— dans la vision marxiste, un « facteur économique, en dernière analyse » — dans la transformation des modes *de production et d'échange* de l'humanité. En effet, le développement historique passe tour à tour par une phase particulière — économique, politique —, privilégiée, par rapport aux autres qui s'en trouvent déterminés en retour : « *De différents côtés, on nous a reproché de n'avoir pas exposé les rapports économiques qui constituent la base matérielle des luttes de classes et des luttes nationales d'aujourd'hui. De propos délibéré, nous n'avons évoqué ces rapports-là que lorsqu'ils se manifestaient en liaison directe avec les heurts politiques. Il importait, en effet, de suivre avant tout la lutte de classes dans l'événement quotidien... Maintenant le moment est venu d'examiner de plus près les rapports économiques proprement dits* » (Marx, *Travail salarié et capital*, 1849).

128 À l'aube du capitalisme, le champ de forces social eut pour centre l'Angleterre qui, pour s'assurer l'hégémonie industrielle par rapport à la Hollande, grande puissance mondiale au XVII° siècle, s'allia avec la Russie tsariste. Très longtemps, cette alliance entre capitalisme avancé et féodalisme rétrograde joua non pas tant au bénéfice de 1'Angleterre que de la réaction tsariste, qui constituait une menace de *régression* sociale pour l'Europe occidentale et centrale (comme le montre la défaite finale des efforts d'extension du capitalisme français par Napoléon I° à l'Allemagne, la Pologne, la Hon-

âge, Gênes et Venise, et jusqu'ici Londres et Liverpool, à savoir les emporia du commerce mondial, c'est ce que seront désormais New York et San Francisco, San-Juan-de-Nicaragua et Léon, Chagres et Panama. Le centre de gravité du marché mondial était l'Italie au Moyen âge, l'Angleterre à 1'ère moderne, c'est maintenant la partie méridionale de la péninsule nord-américaine.

L'industrie et le commerce de la vieille Europe devront faire des efforts terribles pour ne pas tomber en décadence comme l'industrie et le commerce de l'Italie au XVI[e] siècle, si l'Angleterre et la France ne veulent pas devenir ce que sont [195] aujourd'hui Venise, Gênes et la Hollande [129]. D'ici quelques années, nous aurons une ligne régulière de transport maritime à vapeur d'Angleterre à Chagres, de Chagres et San Francisco à Sydney, Canton et Singapour.

Grâce à l'or californien et à l'énergie inlassable des Yankees, les deux côtes du Pacifique seront bientôt aussi peuplées, aussi actives dans le commerce et l'industrie que l'est actuellement la côte de Bos-

---

grie, l'Italie, etc.). En ce qui concerne l'Asie, la Russie réactionnaire formait écran entre l'Europe avancée et la Chine et l'Inde, par exemple. (Cf. Marx-Engels, *la Russie*, en préparation aux Editions 10/18, notamment l'article de Riazanov sur *Karl Marx sur l'origine de l'hégémonie de la Russie en Europe*.)

La question asiatique, comme celle de l'Afrique, se trouve ainsi liée à celle de la Russie réactionnaire. Marx-Engels avaient fondé de grands espoirs sur la Turquie pour la diffusion de structures modernes au Moyen Orient et en Afrique du Nord. Cependant la Russie tsariste sut contrecarrer son action, en liaison notamment avec l'impérialisme anglais (en Perse, puis en Egypte, etc.). Dans ces conditions, la révolution russe d'Octobre devait avoir pour effet de saper, au profit des peuples coloniaux, l'un des piliers essentiels de la réaction européenne et de l'impérialisme blanc.

129 La rivalité entre l'Europe et l'Amérique tire sa lointaine origine économique du déplacement des routes commerciales vers le nouveau-monde. Mais ce fut au début du XX° siècle seulement que les États-Unis ravirent à l'Angleterre l'hégémonie sur le marché mondial.

L'échec aussi bien de la révolution socialiste en France que de la révolution bourgeoise en Allemagne, Italie, Hongrie, Pologne, etc. en 1848-1849 contribua à ralentir le développement de l'Europe. L'Angleterre développée profita de l'ouverture de la Californie et de l'Australie puis força les portes de la Chine, afin de trouver des débouchés à la mesure de sa production. Désormais, l'histoire est véritablement universelle, et les continents de couleur représentent le terrain de régénération du capitalisme à 1'étroit en Europe.

ton à New Orléans. L'Océan Pacifique jouera à l'avenir le même rôle que l'Atlantique de nos jours et la Méditerranée dans 1'Antiquité : celui de grande voie d'eau du commerce mondial, et l'Océan Atlantique tombera au niveau d'une mer intérieure, comme c'est le cas aujourd'hui de la Méditerranée.

La seule chance pour que les pays civilisés d'Europe ne tombent pas dans la même dépendance industrielle, commerciale et politique que l'Italie, l'Espagne et le Portugal modernes, c'est qu'ils entreprennent une révolution sociale [130] qui, alors qu'il en est temps encore, adaptera l'économie à la distribution, conformément aux exigences de la production et des capacités productives modernes, et permettra le développement des forces de production nouvelles qui assureraient la supériorité de l'industrie européenne et compenseraient ainsi les inconvénients de sa situation géographique.

Enfin une curiosité caractéristique de la Chine, rapportée par le missionnaire allemand bien connu Gutzlaff. Une surpopulation lente mais régulière de ce pays avait provoqué, depuis longtemps déjà, une violente tension des rapports sociaux pour la grande majorité de la nation [131].

[196]

Il y eut ensuite l'arrivée des Anglais qui ouvrirent de force cinq ports à la liberté de commerce [132]. Des milliers de navires anglais et

---

130 Dans ses études historiques, Marx avait mis en évidence que l'Angleterre l'emporta sur sa rivale hollandaise en opérant à l'intérieur une révolution (bourgeoise) qui lui permit d'accéder à des moyens de production et de puissance supérieurs. Tout logiquement, Marx propose à l'Europe de procéder à la révolution socialiste comme moyen de vivre et de produire sans exploiter les autres continents et d'éviter une décadence historique irrémédiable sous le règne du capitalisme.

131 Le ferment social dont Gutzlaff se fait l'écho en Europe aboutit en 1850 à la grande révolte des Taïpings, dont Marx parle dans ses articles *Perse-Chine* et *les Anglais en Chine, etc.* En même temps il se développa dans le sud une violente campagne xénophobe, suscitée par la première guerre sino-britannique et les continuelles provocations et spoliations anglaises.

132 Le traité de Nanking de 1842 et les Protocoles Additionnels de 1843, imposés à la Chine par la Grande-Bretagne à la suite de la première guerre de l'Opium (commencée en 1839), ouvrirent au commerce britannique les cinq ports de Canton, Changhaï, Amoy, Ning-po et Foutchéou, sanctionnèrent la

américains cinglèrent vers la Chine qui, en peu de temps, fut inondée de produits britanniques et américains bon marché. L'industrie chinoise, essentiellement manufacturière, succomba à la concurrence du machinisme. L'inébranlable Empire du Milieu subit une crise sociale. Les impôts n'entrèrent plus, l'État se trouva au bord de la faillite, la grande masse de la population sombra dans le paupérisme, et se révolta. Cessant de vénérer les mandarins de l'Empereur et les bonzes, elle se mit à les malmener et à les tuer. Le pays se trouve maintenant au bord de 1'abîme, et même sous la menace d'une révolution violente.

Bien plus. Au sein de la plèbe insurgée, certains dénonçaient la misère des uns et la richesse des autres, en exigeant une nouvelle répartition des biens, voire la suppression totale de la propriété privée — et ils continuent aujourd'hui encore de formuler ces revendications. Après vingt ans d'absence, lorsque Mr. Gutzlaff revint parmi les civilisés et les Européens, et qu'il entendit parler du socialisme, il s'écria horrifié : « Je ne pourrais donc nulle part échapper à cette pernicieuse doctrine ? C'est exactement là ce que prêchent depuis quelque temps beaucoup de gens de la populace en Chine ! »

Il est bien possible que le socialisme chinois ressemble à l'européen comme la philosophie chinoise à l'hégélianisme. Quoi qu'il en soit, on peut se réjouir que l'Empire le plus ancien et le plus solide du monde ait été entraîné en huit [197] ans, par les balles de coton des bourgeois anglais, au seuil d'un bouleversement social qui doit avoir, en tout cas, les conséquences les plus importantes pour la civilisation. Lorsque nos réactionnaires européens, dans leur fuite prochaine, seront enfin parvenus à la Muraille de Chine, aux portes qu'ils croiront

---

cession de Hong Kong à l'Angleterre et son statut de « nation la plus favorisée » (étendue par le traité de Wangsia de 1844 [246] aux États-Unis et par le traité de Whampoa de la même année à la France), extorquèrent une indemnité de 21 millions de dollars, dont 6 pour les 20 000 caisses d' opium réquisitionnées et détruites en 1839 à Canton par le gouverneur chinois Ling Tsé-séou — ce qui constitua le prétexte officiel de la guerre. Enfin la Chine dut admettre l'immunité des citoyens britanniques vis-à-vis des lois chinoises et la fixation de nouveaux tarifs pour les marchandises étrangères.

s'ouvrir sur la citadelle de la réaction et du conservatisme — qui sait s'ils n'y liront pas :

République Chinoise
Liberté, Egalité, Fraternité [133].

[133] En *théorie*, Marx admet donc la possibilité rapide du passage de la forme de production asiatique à la capitaliste. En fait, le passage au capitalisme s'est avéré infiniment difficile non seulement dans les colonies, mais même en Europe, l'Allemagne fit sa première tentative de révolution bourgeoise en 1525 et ne réalisa son unité nationale qu'en 1870, avec un retard presque séculaire sur la révolution française.

[199]

I. LA CHINE, L'ANGLETERRE ET LA RÉVOLUTION

La révolution en Chine et en Europe

Karl Marx

New York Daily Tribune, 14. VI.1853.

Retour à la table des matières

Un esprit des plus profonds, mais quelque peu fantasque [134], après avoir consacré toute son existence à la découverte des lois régissant l'évolution de l'humanité, tenait la loi de l'unité des contraires pour l'un des mystères dominant la nature. À ses yeux, le bon vieux proverbe selon lequel « les extrêmes se touchent » représentait la vérité suprême et efficace dans tous les domaines de la vie, un axiome auquel le philosophe ne pouvait pas davantage renoncer que l'astronome aux lois de Kepler ou à la grande découverte de Newton.

Que ce fameux principe soit universel ou non, on peut en trouver une illustration frappante dans l'effet que la révolution chinoise semble [200] être appelée à exercer sur le monde civilisé. Il peut paraître très étrange et paradoxal d'affirmer que le prochain soulèvement des peuples européens en faveur de la liberté républicaine et d' un gouvernement bon marché dépendra probablement plus de ce qui se déroule dans le Céleste Empire — au pôle opposé de l'Europe — que de toute autre cause politique actuelle. En tout cas, il en dépend plus que des menaces de la Russie et de la perspective qui en découle d'un

134 Allusion à Hegel.

conflit européen généralisé [135]. En fait, il n'y a là rien de paradoxal, et c'est ce que ne peut manquer de reconnaître celui qui considère de plus près les circonstances de cet état de choses.

Quelles que soient les causes qui aient pu déterminer les révoltes chroniques de ces dix dernières années en Chine, révoltes qui confluent aujourd'hui vers un bouleversement gigantesque, et quelle que puisse être la forme qu'il revête — religieuse, dynastique ou nationale — il ne fait de doute pour personne que la cause de son déclenchement en est que les canons anglais ont imposé à la Chine la drogue soporifique que l'on appelle l'opium [136].

Devant les armes britanniques, l'autorité de la dynastie mandchoue [137] est tombée en pièces ; la foi superstitieuse en l'éternité du

---

135 Marx prévoit ici la guerre de Crimée que la France et l'Angleterre déclareront à la Russie en mars 1854. Ce conflit était déjà en germe dans la tension russo-turque que Marx entrevit dès 1850 dans la Revue de la Nouvelle gazette rhénane (cf. édition Bittel, p. 117).

Marx développera, au cours de la guerre de Crimée, 1'idée qu'il exprime ici à l'avance, à savoir que l'Europe officielle ne peut plus mener chez elle que des actions et guerres réactionnaires, stériles : « *Depuis qu'il y a des guerres, jamais courage plus magnifique, n'a été gaspillé pour d'aussi piètres résultats que dans cette campagne de Crimée. Jamais encore on a sacrifié de telles masses de soldats de haute valeur, et en si peu de temps, pour obtenir des résultats aussi douteux*. » Cf. Marx-Engels. *Ecrits militaires*, p. 319.

136 Marx analyse les conséquences du commerce de 1'opium imposé à la Chine dans l'article *Commerce ou Opium* ? (cf. p. 297 sq.). En 1858, l'opium introduit en Chine surtout par des navires britanniques et américains représente un bon tiers des valeurs totales importées dans ce pays.

Cette marchandise capitaliste qui infesta d'abord les pays de couleur, revient tout naturellement aujourd'hui au berceau du capitalisme blanc et témoigne de 1' ébranlement de la civilisation bourgeoise, figée dans ses structures sociales surannées et totalitaires.

137 Vers 1430, les Mandchous fondèrent un petit Empire à l'est de Moukden sur la frontière sino-coréenne. Ils l'étendirent progressivement aux autres branches mandchoues, puis se soumirent des tribus mongoles, chinoises et coréennes, et s'installèrent enfin en Mandchourie méridionale chinoise, où Nourhatchi, [247] nommé empereur, fixa sa résidence à Moukden. Son successeur poursuivit ses conquêtes. En 1635, il fut reconnu par les Mongols et soumit la Corée en 1637. En 1636, il prit le titre dynastique de T'sin. Son fils s'attaqua ensuite à la Chine où il établit sa domination en 1644. Cette con-

Céleste Empire a disparu ; le barbare isolement hermétique vis-à- vis du monde civilisé est rompu ; une brèche est ouverte pour des rapports d'échange qui se sont développés rapidement grâce aux séductions de 1'or de la Californie et de l'Australie. En même temps, la monnaie d'argent, sang vital de 1' Empire, s'écoule vers les Indes orientales britanniques.

Jusqu'en 1830, la balance commerciale a été [201] continuellement favorable aux Chinois, un flux ininterrompu d'argent se déversant en Chine à partir des Indes, de l'Angleterre et des États-Unis. Mais depuis 1833 et plus encore depuis 1840, l'exportation d'argent vers les Indes a pris de telles proportions que le Céleste Empire s'en trouve exsangue. D'où les décrets rigoureux de 1'Empereur contre le commerce de l'opium, auxquels répond une résistance plus ferme encore. Mais, outre cette conséquence économique directe, la corruption surgie autour de la contrebande de l'opium a totalement ruiné le prestige traditionnel des fonctionnaires de l'Empire dans les provinces méridionales. Tout comme on se plaisait traditionnellement à considérer l'Empereur comme le père de toute la Chine, on voyait dans ses fonctionnaires les gardiens des liens unissant le père à ses provinces respectives. Or cette autorité patriarcale — le seul lien moral embrassant la gigantesque machine de l'État — a été progressivement minée par la corruption des fonctionnaires qui ont amassé des fortunes considérables de connivence avec les trafiquants d'opium.

Les provinces méridionales, où précisément la révolte a éclaté, en sont les plus touchées. Est-il besoin d'ajouter qu'à mesure que l'opium étend son pouvoir sur les Chinois, l'Empereur et sa suite de mandarins pédants sont, pour leur part, dépossédés de leur pouvoir ? Il semble que l'histoire doive d'abord enivrer tout un peuple avant qu'elle puisse le tirer de sa torpeur, millénaire.

Après avoir été pour ainsi dire nulle dans le passé, l'importation de cotonnades anglaises et, [202] à un degré moindre, de lainages anglais a augmenté rapidement après 1833 — année où le monopole du commerce avec la Chine est passé de la Compagnie des Indes orientales au

quête fut facilitée par les dissensions internes, l'éparpillement quasi féodal et le mécontentement paysan latent.

commerce privé [138] - et plus rapidement encore après 1840, année où d'autres nations, notamment la nôtre [139], ont obtenu à leur tour de participer au commerce avec la Chine. Cette pénétration de marchandises étrangères a eu les mêmes effets sur l'artisanat indigène que jadis en Asie Mineure, en Perse et aux Indes. En Chine, ce sont surtout les fileurs et les tisserands qui ont souffert de la concurrence étrangère et par réaction toute la communauté s'en trouva bouleversée. Le tribut à payer à l'Angleterre après la guerre malheureuse de 1840 [140], l'énorme consommation improductive de l'opium, l'hémorragie des métaux pré-

---

[138] La Compagnie des Indes orientales fut créée par une lettre de franchise royale le 31 décembre 1600. Elle fonda des comptoirs permanents à Surat, Bombay, Madras et Calcutta. Charles II lui conféra en 1661 le droit de juridiction, et Jacques II des pouvoirs militaires et le droit de conduire elle-même la guerre en Indes orientales. En 1686, elle obtint le droit de lever des troupes et de battre monnaie. En 1715, elle fut chargée du commerce avec la Chine. En 1784, elle passa sous le contrôle de l'État anglais qui créa un ministère des Indes. Le monopole commercial de la Compagnie s'éteignit le 22 avril 1834. Après le grand soulèvement en Inde de 1857-58, la Couronne britannique elle-même prit le pouvoir en charge, et la compagnie fut dissoute.

Dans son article du ll-VII-1853 (*La Compagnie des Indes orientales, son histoire et son action*, in *New York Tribune*), Marx décrit le processus classique de l'expansion commerciale dans les colonies grâce à l'appui de 1'État dans une première phase, et grâce au libre mouvement des marchandises et des capitaux ensuite : « *Dès 1813, la Compagnie des Indes orientales n'était plus en état de résister à la pression du commerce non-monopolisé. Le commerce avec l'Inde devint libre pour les entreprises privées dans certaines conditions et le monopole ne subsiste plus que pour le commerce avec la Chine. Après le renouvellement du privilège en 1833, les dernières restrictions au commerce privé tombèrent en 1834. Tout commerce fut alors interdit à la Compagnie.* »

[139] Allusion aux États-Unis, l'article paraissant dans la *New York Tribune*.

[140] Marx fait allusion à la première guerre de l'Opium (1839-40) grâce à laquelle l'Angleterre prit pied en Chine. Le commerce de l'opium joua un rôle prédominant dans cette pénétration. Dès le début du siècle, l'Angleterre favorisa le commerce illégal de l'opium produit en Inde, afin de compenser le déficit de sa balance commerciale avec la Chine. Le gouvernement chinois défendit de toutes ses forces la population contre le poison étranger : en 1859, il réquisitionna tous les stocks d'opium à bord des navires étrangers à Hong-Kong et les fit brûler.

Ce fut le prétexte de la première guerre de l'Opium, qui s'acheva par la défaite des Chinois.

cieux par suite du commerce de 1'opium, l'action dévastatrice de la concurrence étrangère sur la production indigène et l'état de démoralisation de l'administration publique, ont eu un effet double : les impôts traditionnels se firent plus lourds et plus oppressifs, et de nouveaux vinrent s'ajouter aux anciens. Ainsi, dans un décret daté de Pékin le 5 janvier 1853, 1'Empereur a donné l'ordre aux vice-rois et aux gouverneurs des provinces méridionales du Wouchang et de l'Hanyang de différer et de remettre les impôts et, surtout, de ne jamais encaisser plus que le montant prescrit, car, dit le décret, « comment la population pauvre pourrait- elle le supporter ? » Et l'Empereur de poursuivre : « Et ainsi peut-être, dans une période de misère et de pénurie générales, on épargnera à mon peuple les poursuites et les tortures des [203] collecteurs d'impôts. » Nous nous souvenons avoir entendu un tel langage et vu appliquer de semblables concessions en Autriche, la Chine de 1'Allemagne, en 1848.

Tous ces facteurs dissolvants agirent simultanément sur les finances, les mœurs traditionnels, 1'industrie et la structure politique de la Chine et atteignirent leur paroxysme sous le feu des canons anglais qui ruinèrent l'autorité de l'Empereur et établirent par la force violente le contact entre le Céleste Empire et le monde terrestre. L'isolement total était la condition nécessaire à la préservation de la vieille Chine. Aujourd'hui que cet isolement a brutalement cessé par l'action de 1'Angleterre, la dissolution de la vieille Chine est tout aussi certaine que celle d'une momie soigneusement conservée dans un sarcophage hermétiquement clos que l'on expose au grand air. Maintenant que l'Angleterre a déchaîné la révolution en Chine, nous devons nous demander quelle réaction cette révolution va entraîner dans ce pays et, d'ici quelque temps, en Angleterre et, de là, en Europe. La réponse n'est pas difficile.

L'attention de nos lecteurs a souvent été retenue par la croissance sans précédent de 1'industrie manufacturière britannique depuis 1850. Cependant, au milieu de cette prospérité étonnante, il n'est pas difficile d'observer d'ores et déjà des symptômes très nets de l'approche d'une crise industrielle. Malgré la Californie et 1'Australie [141], malgré

---

[141] Marx fait allusion à la découverte de riches gisements aurifères en Californie (1848) et en Australie (1851). L'ouverture de ces deux territoires à l'industrie et au commerce donna une impulsion gigantesque à la production in-

une émigration massive sans précédent, il est inévitable qu'à un certain point, mis à part tout incident particulier, le moment arrive où l'extension des marchés ne pourra plus tenir le pas avec le développement [204] des manufactures anglaises, et ce déséquilibre produira une nouvelle crise avec la même nécessité qu'il le fit dans le passé. Mais si, par dessus le marché, l'un des débouchés les plus vastes vient subitement à se fermer, la crise s'en trouvera inévitablement accélérée. Or, au point où en sont les choses, le soulèvement chinois doit précisément produire cet effet sur l'Angleterre.

La nécessité d'ouvrir des marchés nouveaux ou d'élargir les anciens, a été l'une des causes principales de la réduction des tarifs anglais du thé [142], car on escompte qu'une plus forte importation de cet article s'accompagnerait d'une plus forte exportation de produits industriels en Chine.

La valeur des exportations annuelles du Royaume-Uni vers la Chine s'élevait seulement à 600 000 £ en 1834, avant l'abolition du monopole commercial de la Compagnie des Indes Orientales. Or, en 1836, il atteignait déjà 1 336 388 £, et il se montait à quelque 3 000 000 £ en 1852. La quantité de thé importé de Chine atteignait à peine 16 167 331 livres [143] en 1793, mais en 1845 elle s'élevait déjà à 50 714 657 livres et en 1846 à 57 584 561 livres ; aujourd'hui, elle se monte à 60 000 000 livres.

La dernière récolte de thé en Chine dépassera d'au moins 2 000 000 de livres celle de l'année dernière, comme les listes d'exportation de Shanghai le montrent d'ores et déjà. Cet excédent s'explique par deux raisons. D'une part, le marché était très déprimé vers la fin de 1851, et un excédent considérable d'invendu est proposé à 1'exportation de

dustrielle et au commerce du monde capitaliste tout entier, et Marx se rendait parfaitement compte que ces découvertes, ainsi que l'émigration de populations européennes vers ces pays et les colonies en général, servaient de soupape de sécurité au système capitaliste lors de ses grandes crises. Dans sa lettre à Engels, le 21-VIII-1852, Marx écrivait : « *La Californie et 1'Australie sont deux cas que nous ne pouvions prévoir dans le Manifeste : création à partir du néant de nouveaux grands marchés. Il faut en tenir compte*. »

142 Le budget de Gladstone pour 1853 prévoyait une réduction de moitié des impôts frappant le thé. Cette diminution s'étalait sur trois ans.

143 Une livre anglaise représente 454 grammes.

l'année 1852. D'autre part, les nouvelles parvenues en Chine à propos des modifications de tarifs de douane britanniques sur le [205] thé ont fait affluer tout le thé disponible, à des prix sensiblement accrus, sur un marché avide de l'absorber. Mais en ce qui concerne la prochaine récolte, la perspective est toute différente. C'est ce qui ressort des extraits suivants de la correspondance d'une grande firme de thé londonienne :

« *La plus grande consternation régnerait à Shanghai. La valeur de l'or a augmenté de 25% du fait qu'on le recherche avidement pour le thésauriser ; l'argent a disparu au point qu'on n'en trouve plus pour payer les droits chinois sur les navires britanniques qui arrivent dans les ports ; c'est pourquoi monsieur le Consul Alcock a dû se déclarer garant auprès des autorités chinoises pour le paiement de ces sommes contre des traites de la Compagnie des Indes orientales, ou d'autres cautions et valeurs reconnues. La pénurie de métaux précieux est l'un des facteurs les plus négatifs en ce qui concerne les perspectives d'avenir immédiates du commerce, d'autant que leur raréfaction survient précisément à un moment où leur usage est le plus nécessaire afin de permettre aux acheteurs de thé et de soie de procéder dans l'arrière-pays à leurs achats pour lesquels une partie considérable doit être payée d'avance en or et en argent, en sorte que les producteurs puissent poursuivre leur travail...*

« A cette période de l'année, il est d'usage de commencer les tractations pour le thé nouveau. Or comme il n'est question actuellement que des moyens de protéger les personnes et les biens, toutes les affaires restent en suspens... Si l'on ne prend pas les mesures pour s'assurer les feuilles de thé en avril et mai, la prime récolte qui donne toutes les espèces les plus fines du thé noir et [206] *vert, sera perdue aussi certainement que le blé qui serait encore sur pied à Noël.* »

Dans ces conditions, les moyens d'assurer la récolte de thé ne seront certainement pas fournis par les escadres anglaises, américaines ou françaises stationnées dans les mers de Chine. Au contraire, en intervenant, ces dernières peuvent facilement créer des complications qui amèneront la rupture de toute relation commerciale entre les régions de l'intérieur, productrices de thé, et les ports maritimes d'exportation. Ainsi, on peut s'attendre à une montée des prix pour la présente récolte, et la spéculation a déjà commencé à Londres. Or, pour la prochaine récolte, on peut être assuré d'un important déficit. Mais il y a

plus, tout en étant disposés — comme tous les peuples en période de convulsions révolutionnaires — à vendre précipitamment aux étrangers tous les produits encombrants qu'ils ont sur les bras, les Chinois vont commencer à thésauriser — comme ont coutume de le faire les Orientaux — dans l'attente anxieuse de grands bouleversements, n'acceptant que des espèces sonnantes et trébuchantes en échange de leur thé et de leur soie.

L'Angleterre doit donc s'attendre à une hausse de prix de l'un de ses premiers articles de consommation, à une fuite des métaux précieux, et à une forte réduction de l'important marché de ses cotonnades et lainages.

L'*Economist* lui-même, pourtant toujours optimiste et prêt à exorciser tout ce qui menace la paix des âmes de la communauté marchande, est obligé de confesser :

« *Il ne faut plus se flatter de trouver pour nos* [207] *exportations en Chine un marché aussi étendu que par le passé... Il est plus que probable que notre commerce d'exportation vers la Chine doive en pâtir et que les articles produits à Manchester et Glasgow soient moins demandés*. »

N'oublions pas que la hausse de prix d'un article aussi indispensable que le thé et la contraction d'un marché aussi important que la Chine vont coïncider avec des récoltes déficitaires en Europe occidentale et, donc, avec une augmentation de prix de la viande, du blé et autres denrées agricoles. Par réaction, le marché des articles manufacturés se contractera, chaque hausse de prix des produits de première nécessité entraînant, à l'extérieur comme à l'intérieur, une diminution correspondante de la demande de produits manufacturés. Dans toutes les parties de la Grande-Bretagne, on déplore un déficit pour les diverses récoltes. L'*Economist* écrit à ce propos :

Dans le Sud de l'Angleterre, « non seulement de nombreuses terres resteront en friche jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour un quelconque emblavage, mais encore sur une grande partie des terres la récolte pourrit sur pied ou est en très mauvais état pour la culture de céréales ». Sur les terres humides ou pauvres, destinées au blé, tout indique que la récolte sera mauvaise : « D'ores et déjà, il est trop tard pour planter la betterave fourragère. Or, on en a planté fort peu, cependant que le temps pour préparer la terre pour le turneps passe ra-

pidement, sans qu'aucune préparation adéquate pour un produit aussi important n'ait été entreprise... Les semailles de 1'avoine ont été fortement perturbées par la pluie [208] *et la neige. L'avoine précoce est rare, et 1'avoine tardive ne donne que rarement d'abondantes récoltes. Dans de nombreux districts, le bétail d'élevage a enregistré des pertes sensibles. Le prix des denrées agricoles autres que les céréales, est supérieur de 20 à 30 et même 50% à celui de l'an dernier. Sur le continent, le prix des céréales a monté dans des proportions encore plus fortes qu'en Angleterre. En Belgique et en Hollande, le seigle a augmenté d'un plein 100%. Le blé et les autres céréales suivent de près.* »

Dans ces conditions et étant donné que 1'industrie britannique a déjà parcouru la majeure partie de son cycle économique normal, on peut prévoir avec certitude que la révolution chinoise va faire jaillir l'étincelle dans la poudrière surchargée de l'actuel système industriel, et provoquera l'explosion de la crise générale depuis longtemps mûre [144]. Celle-ci après avoir gagné l'Angleterre, sera suivie à brève échéance de révolutions politiques sur le continent.

Ce serait en vérité un spectacle curieux que celui de la Chine exportant le désordre dans le monde occidental, au moment même où les puissances occidentales, avec la flotte de guerre britannique, française et américaine, rivalisent de zèle pour instaurer l'ordre à Changhaï, Nankin et l'embouchure du Grand Canal [145]. Ces Puissances, faisant

---

144 La crise générale éclatera effectivement en 1857, dix ans après la précédente (qui avait en partie trouvé sa cause dans les perspectives exagérées d'expansion du marché chinois pour les produits manufacturés de l'Angleterre et de l'Europe. Marx en tirera un ample matériel pour son troisième livre du *Capital*, où il traite amplement du commerce anglais avec l'Extrême-Orient.

Cependant les premiers symptômes de la grande crise de 1857 s'étaient manifestés déjà en 1852 et la situation devint alarmante dès 1855. Cf. l'article de Marx du 24-111-1855 dans la *New York Tribune* où il évoque déjà les effets de la crise sur la politique intérieure de 1' Angleterre.

145 Le 9 juin, le *Times* écrivait que des navires britanniques, américains et français avaient consenti « à la demande pressante des autorités impériales à protéger les grands centres du commerce chinois contre l'armée rebelle ». Des actions militaires tripartites furent menées aussitôt et, fin 1853, les Anglais obtinrent que l'administration des douanes chinoises à Changhaï fût soumise à leur contrôle. C'était le point de départ de la prise en possession par les Anglais et les Européens de tout l'appareil de perception des droits de

trafic d'ordre et promptes à soutenir la chancelante dynastie mandchoue, ont-elles donc oublié que la xénophobie et l'exclusion des étrangers hors de l'Empire — jadis simple effet de la situation géographique et ethnographique de la Chine — sont devenus un principe politique [209] précisément depuis la conquête du pays par les Tartares Mandchous ? [146]

Il n'est pas douteux que les violentes dissensions entre les nations européennes concurrentes ont donné une forte impulsion à la politique isolationniste, adoptée dans les dernières années du XVII^e^ siècle par les Mandchous. Mais ce qui y contribua au moins autant, c'est le fait que la nouvelle dynastie craignait que les étrangers ne stimulent le mécontentement existant dans de larges couches de la population chinoise durant le premier demi-siècle de la domination tartare. Pour toutes ces raisons, les étrangers se virent interdire toute communication avec les Chinois, sauf par Canton, ville située à grande distance de Pékin et des districts producteurs de thé, et leur commerce fut restreint au négoce avec les marchands Hong [147], auxquels le gouvernement a octroyé expressément le privilège de commercer avec l'extérieur, excluant de la sorte le reste de ses sujets de tout contact avec les odieux intrus. Quoi qu'il en soit, une immixtion des gouvernements occidentaux dans ce contexte précis ne ferait que rendre la révolution encore plus violente, et aggraver l'engorgement du commerce.

---

douane chinois sur les marchandises en provenance de l'extérieur. Ainsi, 1'administration des douanes de Changhaï resta hors du contrôle chinois jusqu'en 1943.

146 Au début du XVII° siècle, les tribus manchoues unies commencèrent à menacer la Chine (on les appelait, comme les peuples turco-mongols, Tartares, du nom d' une tribu mongole habitant, sous Gengis khan, le Nord-Est de la Mongolie et de la Mandchourie. Les envahisseurs mandchous instaurèrent en Chine la domination de la dynastie Ts'in (1644-1912). Les Chinois opposèrent, certes, une vive résistance aux envahisseurs, mais la crise latente facilita la tâche des conquérants.

147 En 1720, des négociants chinois de Canton fondèrent une corporation de marchands sous le nom de Ko-Hong, afin d'obtenir un monopole sur les prix. En 1760, elle obtint une lettre de franchise, mais elle fut dissoute en 1771. En 1782, le gouvernement octroya à un groupe de marchands, numériquement déterminé, une lettre de franchise leur accordant le contrôle sur le commerce d'exportation et d'importation. Le Ko-Hong fut liquidé aux termes du traité de Nankin (1842) pour avoir fermé les marchés intérieurs aux étrangers et refusé la contrebande anglaise de l'opium.

En même temps, il convient d'observer que le gouvernement britannique tire, en Inde, un bon septième de ses revenus de la vente de l'opium aux Chinois, tandis qu'une fraction considérable de la demande indienne de produits manufacturés britanniques dépend de la production de cet opium en Inde. Que les Chinois renoncent à 1'usage de l'opium est aussi peu probable que de voir les Allemands s'abstenir de fumer leur tabac. Mais comme le nouvel Empereur semble [210] favorable à la culture du pavot et à la préparation de l'opium en Chine même [148], il est clair qu'un coup mortel va être porté aussi à la culture de 1'opium en Inde, aux recettes de l'État indien et aux ressources commerciales de l'Hindoustan. Même s'il n'est pas ressenti immédiatement par les intérêts en cause, ce coup produirait néanmoins tous ses effets à la longue et contribuerait à aggraver et à prolonger la crise financière générale, dont nous venons d'établir le schéma prévisible.

Depuis le début du XVIII^e^ siècle, il n'y a pas eu en Europe de révolution sérieuse qui ne fût pas précédée d'une crise commerciale et financière. Ceci ne s'applique pas moins à la révolution de 1789 qu'à celle de 1848. Il est vrai qu'on observe des symptômes de conflits chaque jour plus menaçants entre les autorités et leurs sujets, l'État et la société, les différentes classes ; qui plus est, les conflits entre puissances existantes sont tout près d'atteindre le point où l'épée doit être tirée et où l'on recourt à *l'ultima ratio* des princes. Dans les capitales européennes, chaque jour apporte des dépêches grosses d'un conflit général, effacées par les dépêches du lendemain, apportant la garantie de la paix pour huit ou dix jours. Quoi qu'il en soit, nous pouvons être assurés que si grave que puisse devenir le conflit entre les puissances européennes, si menaçant que puisse paraître 1' horizon diplomatique et quelque action que puisse tenter telle ou telle fraction dynamique d'une nation donnée, la rage des princes et la colère populaire sont également aveulies par le souffle de la prospérité. Il est peu probable que [211] des guerres ou des révolutions mettent l'Europe aux prises, si elles ne résultent pas d'une crise générale, commerciale et industrielle, dont le signal — comme toujours — doit être donné par

148 En réalité, comme il ressort des articles suivants, 1' Empereur s'opposa avec énergie à la contrebande de 1'opium, et ce ne fut qu'après la seconde guerre de 1'Opium de 1859 qu'il envisagea l'éventualité qu'une légalisation du commerce et de la production de l'opium. Ce fait contribua, pour sa part, à retarder la crise en Angleterre.

1'Angleterre, le représentant de l'industrie européenne sur le marché mondial.

Point n'est besoin d'insister sur les conséquences politiques qu'une telle crise pourrait produire de nos jours — avec la vertigineuse expansion des fabriques en Angleterre et la décomposition totale de ses partis officiels [149], avec 1'énorme machinerie de l'État français transformée en une seule et immense agence de spéculation et d'escroquerie des fonds publics, avec l'Autriche à la veille de la banqueroute, avec les méfaits accumulés partout qui crient vengeance au peuple, avec les intérêts en conflit au sein des puissances réactionnaires elles-mêmes, avec les rêves russes de conquête qui apparaissent une fois de plus au grand jour.

149 Marx s'étendra longuement dans les articles ultérieurs sur la décomposition des partis officiels anglais par suite des guerres coloniales, qui introduira en Angleterre la « longue dictature de Palmerston ». Cf. aux Editions Costes, *Œuvres Politiques, I, Palmerston, VI, la chute du ministère de coalition. Le ministère Palmerston*.

[213]

I. LA CHINE, L'ANGLETERRE ET LA RÉVOLUTION

[Le conflit anglo-chinois]

Karl Marx

New York Daily Tribune, 23. I. 1857.

Retour à la table des matières

Le courrier arrivé hier matin par l'*America* nous apporte de nombreux documents sur le différend surgi à Canton entre les Britanniques et les autorités chinoises et sur les opérations militaires de l'amiral Seymour [150]. La conclusion qui s'impose à tout esprit impartial, après lecture attentive de la correspondance officielle entre autorités britanniques et chinoises à Hong-Kong et Canton, est à notre avis que les Britanniques ont tous les torts dans cette affaire.

Pour se justifier, ces derniers allèguent que le conflit a sa source dans le comportement de certains officiers chinois qui, au lieu d'en

150 La série d'articles de Marx dans la bourgeoise *New York Tribune* commence alors que la seconde Guerre de 1'Opium est déjà engagée (l'incident de l'Arrow date d'octobre 1856 et fut suivi de peu par le bombardement de Canton). Le déclenchement des hostilités suscita de vifs débats parlementaires ainsi que la chute de Palmerston, qui revint cependant au pouvoir après les élections. Les articles de 1857 sont une féroce satire de la vie parlementaire anglaise, une impitoyable dénonciation de l'hypocrisie de la propagande belliciste, une première analyse des effets de l'intervention britannique sur la progression russe en Sibérie orientale jusqu'au Pacifique et la prévision du fait que les contingents européens se heurteront à une résistance farouche dans la guerre de défense qui enflamme maintenant toute la Chine.

référer au consul britannique, ont arrêté de force quelques brigands chinois à bord d'une lorcha [151] [214] ancrée dans la rivière de Canton, puis ont amené le pavillon britannique qui flottait au mât.

Mais, comme l'écrit le *Times* de Londres, « *en vérité, certains points sont sujets à caution : par exemple, si la lorcha... battait vraiment pavillon britannique, et si le consul était bien en droit d'entreprendre sa démarche* ». Le doute ainsi énoncé est encore renforcé quand on se souvient que le consul s'appuie sur une clause du traité concernant uniquement les navires britanniques [152], alors qu'il est amplement prouvé que la lorcha en question n'était pas britannique en quelque sens juridique que ce soit.

Mais, pour que nos lecteurs puissent avoir une idée d'ensemble de l'affaire, nous publions ci- après les passages les plus importants de la correspondance officielle. Nous avons tout d'abord une note datée du 21 octobre, signée par Mr. Parkes, consul britannique à Canton, adressée au gouverneur-général Yeh, et ainsi conçue :

« *Dans la matinée du 8 courant, la lorcha britannique Arrow ancrée dans le port au milieu d'autres navires, a été arraisonnée, par un important détachement d'officiers et de soldats chinois en uniforme, sans que le consul anglais n'en ait été informé au préalable. En dépit des protestations du commandant anglais, il se saisit de douze des quatorze hommes d'équipage chinois, les ligotèrent et les emmenèrent, puis ils amenèrent les couleurs du navire.*

« J'ai transmis le jour même à Votre Excellence tous les détails sur cet affront public, subi par les couleurs britanniques, et sur cette grave violation de l'article IX du Protocole Additionnel [153] *en vous*

---

[151] Petit voilier construit d'après le modèle européen, mais à la chinoise.

[152] Il s'agit du traité du 8 octobre 1843 complétant celui de Nankin, signé par la Chine et l'Angleterre, le 29 août 1842. Le Protocole Additionnel de 1843 assurait le droit aux étrangers d'ouvrir des comptoirs dans les ports ouverts, l'exterritorialité, c'est-à-dire le privilège pour les étrangers de ne pas être soumis à la juridiction et aux tribunaux chinois ; l'application du principe de la nation la plus privilégiée, c'est-à-dire le transfert automatique à l'Angleterre de tous les avantages consentis par le gouvernement chinois à une autre nation.

[153] L'Article IX du Protocole Additionnel prévoit que les Chinois commerçant avec les Anglais bénéficiaient également de l'exterritorialité.

demandant de réparer l'insulte et de veiller au [215] *respect le plus scrupuleux des clauses prévues dans ce cas.*

« *Or, manifestant un mépris étrange pour le droit aussi bien que pour les engagements souscrits, Votre Excellence n'a fourni ni réparation ni excuse pour l'affront. En retenant prisonnier l'équipage, vous avez témoigné que vous approuviez cette violation des accords et ne laissiez pas au gouvernement de Sa Majesté la moindre garantie que de tels abus ne se répéteraient pas*. »

Il semble bien que les officiers impériaux aient arrêté les Chinois à bord de la lorcha, parce qu'ils avaient appris qu'une partie de l'équipage avait participé à un acte de piraterie contre un navire de commerce chinois. Or, le consul britannique reproche au gouverneur-général d'avoir arrêté les coupables, d'avoir amené le pavillon anglais, de refuser de présenter des excuses et de retenir sous sa garde les hommes arrêtés.

Dans une lettre adressée à l'amiral Seymour, le gouverneur chinois assure qu'ayant constaté que neuf des détenus étaient innocents, il avait chargé, le 10 octobre, un officier de les ramener à bord de leur navire, mais que le consul Parkes avait refusé de les accueillir. En ce qui concerne la lorcha, il y a tout lieu de penser qu'au moment où les Chinois se trouvant à bord ont été arrêtés, 1'embarcation était chinoise, et ce, à bon droit, puisqu'un Chinois l'avait construite, qu'elle appartenait à un Chinois qui avait frauduleusement obtenu l'octroi du pavillon britannique en inscrivant l'*Arrow* sur le registre colonial britannique — méthode d'usage courant, paraît-il, chez les contrebandiers chinois.

[216]

En ce qui concerne le prétendu affront subi par les couleurs britanniques, le gouverneur observe :

« *C'est une règle constante que les lorchas de la nation de Votre Excellence baissent leur pavillon, lorsqu'elles jettent l'ancre, et le hissent de nouveau lorsqu'elles quittent le port. Il est amplement prouvé qu'aucun pavillon ne flottait sur la lorcha lorsqu'elle fut arraisonnée pour la capture des malfaiteurs. Dans ces conditions, comment aurait-il pu être amené par nos hommes ? Pourtant le consul Parkes*

persiste, d'une dépêche à l'autre, à demander réparation pour l'affront infligé aux couleurs anglaises. »

Dans ces conditions, le gouverneur chinois conclut qu'il n'y a eu aucune violation des accords. Néanmoins, le plénipotentiaire britannique revint à la charge le 12 octobre, en exigeant non seulement la remise de tout l'équipage arrêté, mais encore la présentation d'excuses. A quoi le gouverneur répondit :

« *Aux premières heures de la matinée du 22 octobre, j'ai écrit au consul Parkes et, au même moment, je lui ai fait envoyer les douze hommes, notamment Li Ming-Taï et Li Chi-Fou, reconnus coupables à la suite de l'enquête que j'avais ordonnée d'entreprendre. Le témoin Wu Ai-ya accompagnait les neuf prisonniers que je vous avais fait envoyer précédemment. Mais M. le consul Parkes ne voulut recevoir ni les douze prisonniers, ni ma lettre*. »

Or donc, Parkes aurait pu récupérer ses douze hommes au complet, en même temps qu'une lettre contenant sans doute des excuses, mais qu'il n'a pas ouverte. Le soir du même jour, le [217] gouverneur Yeh s'enquit de nouveau des raisons pour lesquelles, d'une part, les prisonniers qu'il désirait rendre n'avaient pas été recueillis et, d'autre part, sa lettre était demeurée sans réponse. Cette démarche ne fut pas prise en considération. En revanche, les Anglais ouvrirent le feu sur les forts de Canton, et en occupèrent plusieurs.

C'est seulement le 1er novembre que l'amiral Seymour expliqua, dans son message au Gouverneur, le comportement apparemment incompréhensible de Parkes. Les hommes de l'équipage ont, certes, été remis au consul, « *mais non de manière publique à bord de leur navire, de même les excuses réclamées pour l'infraction aux lois consulaires n'ont pas été présentées* ».

Toute l'affaire se réduit donc à des formalités — à la question de savoir si l'on a remis ou non avec toute la solennité voulue un groupe d'hommes, parmi lesquels figurent trois criminels convaincus !

Le gouverneur de Canton répondit à tout cela, en rappelant que les douze hommes avaient effectivement été remis au consul et qu'il n'avait « *absolument pas refusé de ramener les hommes à bord de leur navire* ». En fait, le gouverneur chinois apprit ce que le plénipoten-

tiaire britannique voulait vraiment, lorsque la ville fut bombardée sans arrêt durant six jours.

Enfin, pour ce qui est des excuses, le gouverneur Yeh [154] déclara qu'il ne pouvait en présenter aucune, puisque nulle faute n'avait été commise. Citons ses propres paroles

« *Etant donné qu'au moment de la capture, mon émissaire n'a aperçu aucun pavillon étranger* [218] *et, en outre, qu'au cours de l'interrogatoire des prisonniers par le fonctionnaire chargé de cette affaire, il n'est jamais apparu que la lorcha était, d' une manière ou d'une autre, un navire étranger, je persiste à maintenir qu'aucune faute n'a été commise*. »

En fait, ce Chinois a si parfaitement résolu toute l'affaire par la force de sa dialectique — et il ne subsiste aucun autre point de litige — qu'il ne resta plus d'autre ressource à l'amiral Seymour, que de déclarer : « *Je me vois positivement contraint de repousser toute discussion contradictoire sur l'affaire de l'Arrow. Les faits que M. le consul Parkes a exposés à Votre Excellence me sont plus que suffisants*. »

Mais, les forts ayant été enlevés, les murs de la ville éventrés et Canton bombardée six jours durant, l'amiral découvrit soudain une raison toute nouvelle à ses entreprises, comme il ressort de sa lettre du 30 octobre au gouverneur chinois :

« *C'est maintenant à Votre Excellence, par des consultations immédiates avec moi-même, qu'il importe de mettre un terme à l'état de choses, dont l'incident actuel n'a déjà rien de négligeable, mais qui ne manquera pas d'aboutir à une catastrophe de plus grande envergure encore, s'il n'est pas réglé*. »

---

[154] Yeh Ming-sh'in, gouverneur du Kouang-toung, faisait fonction de ministre des affaires extérieures de 1'Empire. Par la suite, il fut capturé par les Anglais et mourut à Calcutta en 1860.

La correspondance entre Seymour et Yeh, citée par Marx, a été rendue publique par la *London Gazette* du 6 janvier, elle fut reprise ensuite dans les *Papers relating to the Proceedings of H. M. Naval Forces at Canton*, 1857, publiés par le Parlement.

Un brillant exposé sur les guerres de l'Opium dans le cadre de la théorie marxiste de l'accumulation capitaliste est l'œuvre de Rosa Luxembourg, *l'Accumulation du capital*, trad. française aux Editions Maspero, Paris, 1870, vol. II, p. 57-64.

Le gouverneur chinois répondit que la convention de 1848 ne l'autorisait pas à solliciter une telle consultation, et de poursuivre :

« *En ce qui concerne l'entrée [des étrangers] dans la ville, je dois faire observer qu'en avril 1848, son Excellence le Plénipotentiaire Bonham* [219] *a adressé une note publique aux comptoirs de ce pays, pour en interdire l'accès aux étrangers. Cette note ayant paru dans les journaux de l'époque, je dois admettre que Votre Excellence en a pris connaissance. Il convient d'ajouter que 1'interdiction faite aux étrangers d'accéder dans les villes a l'assentiment unanime de la population du Kouang-Toung. On peut penser que la population n'a guère été édifiée par l'assaut donné aux forts et par la destruction de ses habitations. Étant préoccupé des maux qui pourraient s'ensuivre pour les fonctionnaires et les citoyens de la nation de Votre Excellence, je ne peux que suggérer comme voie à suivre, que nous continuions la politique du plénipotentiaire Bonham. En ce qui concerne la consultation proposée par Votre Excellence, j'ai déjà transmis les pleins pouvoirs il y a quelques jours à Tchang, le préfet de Lioutchéou*. »

L'amiral Seymour écarte d'un revers de main toutes ces objections, en déclarant qu'il n'a cure de la Convention signée par Mr. Bonham :

« *La réponse de Votre Excellence me renvoie à la note de l'année 1849 du Plénipotentiaire britannique qui interdit aux étrangers l'accès de Canton. Or, je dois vous rappeler que nous avons de bonnes raisons de nous plaindre du Gouvernement chinois qui n'a pas tenu sa promesse faite en 1847 d'admettre les étrangers dans la ville de Canton au bout d'un délai de deux ans. Cependant ma présente demande n'a absolument aucun rapport avec les précédentes négociations sur ce sujet. C'est pourquoi je ne réclame 1'admission de personne d'autre que celle des fonctionnaires étrangers, et ce, uniquement pour les* [220] *raisons simples et suffisantes mentionnées ci-dessus.*

« En ce qui concerne ma proposition de conférer en personne avec Votre Excellence, vous me faites l'honneur d'observer que vous m'avez envoyé un préfet il y a quelques jours. Je suis donc obligé de considérer toute la lettre de Votre Excellence comme insatisfaisante à l'extrême, et il ne me reste qu'à ajouter qu'au cas où je ne recevrais pas immédiatement l'assurance formelle de votre accord à ma proposition, je ferai reprendre aussitôt les opérations offensives. »

Dans sa réplique, le gouverneur Yeh mit en évidence les détails de la Convention de 1849 [155] : « *Mon prédécesseur Lin Dseu-tsu et le Plénipotentiaire britannique Mr. Bonham ont échangé en 1848 une correspondance longue et serrée sur ce thème. Mr. Bonham, reconnaissant qu'il ne pouvait absolument pas être question d'une entrevue dans la ville, lui adressa en avril 1849 une lettre disant : « Désormais je n'ai plus à avoir de discussion à ce sujet avec Votre Excellence. » À la suite de quoi, il rédigea une ordonnance interdisant à quelque étranger que ce soit l'accès de la ville et, après en avoir informé son gouvernement, la fit publier par les journaux dans les comptoirs. Nul Chinois ni étranger quel qu'il soit n'ignore que cette question n'a plus à être soulevée dans les discussions*. »

À bout d'arguments, l'amiral britannique força 1'accès de la ville de Canton et pénétra jusque dans la résidence du gouverneur, détruisant en même temps la flotte impériale ancrée dans le fleuve.

Comme on le voit, il faut distinguer deux actes [221] dans ce drame diplomatique et militaire : le premier prélude au bombardement de Canton, sous prétexte que le gouverneur chinois aurait violé le traité de 1842 ; le second étend le bombardement à une échelle encore plus grande, sous prétexte que le gouverneur s'en tient obstinément à la Convention de 1849. Canton est bombardée une première fois parce que le traité a été violé, et une seconde fois parce que ce traité est respecté. Qui plus est, on n'affirme même pas que, dans le premier cas, il

---

155 Après la première guerre de l'Opium, le principal point de litige entre les Anglais et le gouvernement chinois fut la prétention des marchands britanniques au droit de commerce et de résidence à Canton, l'article II du traité de Nankin n'ayant pas prévu un droit exprès des étrangers à cet égard. Si les Anglais insistaient sur ces points, c'est aussi parce que leurs rapports diplomatiques avec la Chine dépendaient étroitement de Canton, les puissances étrangères étant toujours privées du droit d'ouvrir des représentations diplomatiques à Pékin. La question fut soulevée à diverses reprises, car la population chinoise s'opposait à l'admission d'étrangers à Canton. En avril 1846, l'Angleterre parvint à arracher aux autorités chinoises une convention accordant aux étrangers la liberté d'accès à Canton. Cependant, les véhémentes protestations de la population cantonaise empêchèrent la ratification de cette convention. En 1847, les Anglais, extorquèrent la promesse que l'accès de Canton leur serait garanti dans un délai de deux ans. Mr. Bonham, demanda aux autorités chinoises de [251] s'exécuter, la crainte d'un soulèvement populaire fit renoncer tout le monde à ce projet.

n'y ait pas eu d'offre de réparation, mais seulement qu'elle n'a pas été présentée dans les formes prescrites.

L'interprétation des faits selon le *Times* de Londres lui-même est, tout à fait digne du général William Walker au Nicaragua [156] : « *Le déclenchement des hostilités », écrit cette feuille, « annule les traités existants, et nous laisse libres de donner à nos rapports avec l'Empire chinois la forme qui nous plaît... Les événements de Canton sont pour nous un avertissement : nous devons arracher de force le droit de libre accès aux pays et dans les villes reconnues ouvertes par le traité de 1842. Nous ne devons plus tolérer à l'avenir qu'on nous dise que nos représentants ne peuvent être reçus par le gouverneur-général chinois, parce que nous avons renoncé à l'application de là clause permettant aux étrangers de dépasser les limites de nos concessions* [157] ».

En d'autres termes, « nous » avons déclenché les hostilités pour rompre une convention existante et pour faire valoir un droit auquel « nous » avions renoncé par un accord exprès.

---

[156] Au milieu du XIX° siècle, l'américain William Walker, ancien propriétaire d'esclaves, entreprit une série d'expéditions pour conquérir divers États d'Amérique centrale. En 1855, au cours de la guerre civile au Nicaragua, Walker saisit l'occasion qui s'offrait à lui d'occuper Granada, et se proclamer président de la république. Il exerça une nouvelle dictature et chercha à instaurer 1'esclavage au Nicaragua, jusqu'à ce qu'il en fût chassé en 1857. Une autre de ses expéditions l'amena plus tard au Honduras, où il fut fait prisonnier et fusillé en 1860. Walker était la créature des magnats américains Vanderbilt et Morgan qui luttaient pour exercer leur hégémonie au Nicaragua où l'on prévoyait la construction d'un canal reliant l'Atlantique au Pacifique.

En ce qui concerne l'épisode au cours duquel l'impérialisme américain s'efforce d'introduire l'esclavagisme en Amérique centrale, cf. Marx-Engels, *la Guerre civile aux États-Unis* (1861-1865), Editions 10/18, 1970, p. 45, 258-259.

[157] Cf. *Times*, 2-I-1857. Le 8, le même *Times* déclarait : « *Nous sommes actuellement en guerre avec la Chine », ce pays doit payer « des indemnités considérables », « notre honneur et nos intérêts nous imposent de placer nos relations avec l'Empire chinois sur un pied nouveau ». Dans l'intérêt « de l'humanité et de la civilisation il importe de ne pas laisser tomber cette affaire », mais de renforcer le droit des pays civilisés à la liberté de commerce et de communications avec toutes les parties de cet immense pays. Rien ne sert de traiter avec cette puissance comme si elle faisait partie de la communauté des peuples éclairés d'Europe* ».

Nous sommes heureux d'entendre qu'un autre organe éminent de l'opinion britannique s'exprime [222] sur un ton plus humain et décent : « *C'est un fait monstrueux », écrit le Daily News du 2 janvier 1857, « que pour venger l'orgueil blessé d'un fonctionnaire britannique et punir la folie d'un gouverneur asiatique, nous prostituions notre force dans la triste besogne de porter le fer et le feu, la désolation et la mort dans les foyers pacifiques d'hommes inoffensifs et sur les rivages que nous avons abordés en envahisseurs. Quel que puisse être l'issue des bombardements de la ville de Canton, le fait en soi est vil et déplorable — un gaspillage délibéré et éhonté de vies humaines sur l'autel d'une cause fallacieuse et d'une politique erronée* ».

On pourrait peut-être se demander si les nations civilisées du monde approuveront cette façon d'envahir un pays tranquille sans déclaration de guerre préalable, pour une prétendue infraction au code fantaisiste de l'étiquette diplomatique. Les autres Puissances, impassibles, ont assisté à la première Guerre chinoise — malgré son prétexte infâme — parce qu'elle leur ouvrait la perspective d'une ouverture du marché chinois. Vont-elles faire de même pour la seconde qui risque de leur fermer ce même marché pour une période indéterminée ? Son premier effet n'est-il pas, en effet, d'isoler Canton de la zone de culture du thé qui se trouve encore en majeure partie aux mains des Impériaux [158]. Cela ne revient-il pas à avantager les marchands de thé russes au pôle opposé de la Chine ?

Pour ce qui est de la destruction violente d'un fort chinois par la frégate américaine *Portsmouth*, nous ne disposons pas encore d'informations suffisantes pour exprimer un jugement [159].

---

[158] Au début de l'année, les Taïpings occupèrent le centre de la Chine, le long du cours moyen du Yang-tsé, soit les régions les plus fertiles et les plus riches.

[159] Cette dernière phrase a sans doute été ajoutée par la rédaction de la *New York Tribune*. Marx ne disposant pas le plus souvent de ce journal à Londres, ne commenta pas cet épisode intéressant en premier le public américain.

[223]

I. LA CHINE, L'ANGLETERRE ET LA RÉVOLUTION

Perse-Chine

Frédéric Engels

New York Daily Tribune, 5. V1. 1857 [160]

Retour à la table des matières

En Asie, les Anglais ont à peine fini une guerre qu'ils en commencent une autre [161]. La résistance fournie par les Persans et celle que les Chinois ont opposée jusqu'ici à l'invasion britannique forment un contraste qui mérite de retenir toute notre attention.

En Perse, le système européen d'organisation militaire a été greffé sur la barbarie asiatique ; en Chine, le plus vieil État semi-civilisé du monde, tombé en décadence, lutte contre les Européens avec ses propres moyens. La Perse a subi une défaite écrasante, tandis que la Chine ébranlée et déchirée a adopté un système de résistance qui, s'il

160 Article écrit par Engels à la demande de Marx : cf. lettres du 8 et 20 mai 1857. Cette série d'articles traite des aspects militaires du conflit sino-anglais.

161 La guerre anglo-persane (décembre 1856 à mars 1857) est l'un des épisodes de la longue rivalité qui opposa la Grande-Bretagne à la Russie pour le contrôle du Haut-Plateau iranien. Encouragés par la Russie, les Perse rompirent un traité conclu en 1853 et assiégèrent Hérat qui faisait nominalement partie de l'Afghanistan, mais était pratiquement indépendante. Après la prise d'Hérat par la Perse, l'Angleterre intervint directement, s'empara de Bouchir, et battit l'armée persane à Koutchad et Mohammera. La paix fut conclue le 4 mars 1857. Marx écrivit trois articles sur la guerre anglo-persane, dans la *New York Tribune* des 7-1, 12-XI et 24-VI-1857, cf. Marx-Engels, *Textes sur le colonialisme*, Editions en langues étrangères, Moscou.

est appliqué jusqu'au bout, rendrait impossible [224] le renouvellement des marches triomphales de la première guerre anglo-chinoise.

La Perse se trouvait dans une situation analogue à celle de la Turquie au cours de la guerre de 1828-29 contre la Russie [162]. Les officiers anglais, français et russes s'étaient tour à tour attaqués à la réorganisation de son armée. Un système succéda à l'autre, et chacun fut rendu inopérant par les jalousies, les intrigues, l'ignorance, la cupidité et la corruption des Orientaux que l'on voulait transformer en officiers et soldats européens. La nouvelle armée régulière n'avait jamais eu l'occasion d'éprouver sur le champ de bataille la valeur de son organisation et sa force. Ses rares exploits se limitèrent à quelques campagnes contre les Kurdes, les Turcomans et les Afghans, où elle servit en quelque sorte de noyau ou de réserve à la nombreuse cavalerie d'irréguliers persans. Ces derniers avaient aussi la plus grande part dans les combats réels, les réguliers n'ayant en général pour seule fonction que d'impressionner l'adversaire par l'effet démonstratif de leur alignement en apparence formidable. Enfin, la guerre éclata avec la Grande-Bretagne.

Les Anglais attaquèrent Bouchir et se heurtèrent à une résistance courageuse, mais inefficace. Cependant les soldats qui combattaient à Bouchir ne faisaient pas partie de l'armée régulière ; c'étaient des levées d'irréguliers parmi les populations iraniennes et arabes de la côte. Les troupes régulières étaient concentrées à quelque soixante milles dans les montagnes. Elles se mirent finalement en branle et tombèrent sur 1' armée anglo-indienne à mi-chemin. Bien que les Persans firent un usage honorable de leur [225] artillerie et se formèrent en carré d'après les principes reconnus, il suffit néanmoins d'une seule attaque

162 Cette guerre s'inscrit dans la longue série des guerres entre la Russie et la Turquie. Le prétexte en fut l'insurrection des Grecs chrétiens contre les Turcs. Les troupes ottomanes, bien armées et réorganisées en partie par les instructeurs européens, opposèrent une résistance victorieuse sur le Danube (Silistrie, Choumla, Varna). Cependant, les Russes finirent par l'emporter, et la Turquie dut céder aux exigences russes, lors du traité d'Andrinople. La Russie obtint les îles de l'embouchure du Danube, la côte orientale de la Mer Noire ; elle étendit son protectorat sur les Principautés danubiennes (Moldavie et Valachie, la future Roumanie) et s'octroya le droit de passage par le Bosphore et les Dardanelles. La Turquie reconnut, enfin, l'indépendance de la Grèce.

d'un seul régiment indien de cavalerie pour mettre en déroute toute l'armée persane, y compris la Garde et la ligne. Or, pour savoir de quelle réputation jouit cette cavalerie indienne au sein de sa propre armée, il suffit de se référer au livre du capitaine Nolan consacré à ce sujet [163] : à en croire les officiers anglo-indiens, elle est pire qu'inutile et de loin inférieure à la cavalerie d'irréguliers anglo-indiens. Le capitaine Nolan est incapable de citer une seule bataille où elle se soit comportée honorablement. Et pourtant ce sont ces mêmes six cents soldats qui ont mis en déroute dix mille Persans !

La panique qui s'est répandue parmi les troupes régulières persanes fut telle qu'à l'exception de 1'artillerie, elles n'ont jamais accepté le combat. À Mohammera, elles se tinrent hors de portée de 1'adversaire, laissant à l'artillerie le soin de défendre les batteries. Dès que celles-ci furent réduites au silence, elles se retirèrent. Quand les Britanniques débarquèrent trois cents fusiliers et quelque cinquante cavaliers irréguliers pour effectuer une reconnaissance, toute l'armée persane se replia, laissant armes et bagages aux mains — non pas des vainqueurs, car on ne peut les appeler ainsi — mais des envahisseurs.

Tout ceci ne permet cependant ni de flétrir les Persans comme une nation de couards, ni de condamner l'introduction de la tactique européenne dans le monde oriental. Les guerres russo-turques de 1809-12 [164] et de 1828-29 offrent d'innombrables exemples de ce genre. La plus vive résistance opposée aux Russes fut celle des [226] contingents d'irréguliers des villes fortifiées ainsi que des régions montagneuses. À chaque fois qu'elles se présentaient au combat en rase campagne, elles étaient dispersées et s'enfuyaient souvent dès le premier coup de feu, tandis qu'une seule compagnie d'irréguliers arnautes résista victorieusement à l'assaut des Russes dans un défilé, à Varna, durant des semaines entières. Tout cela n'empêcha pas, durant la dernière guerre (de Crimée), 1'armée turque régulière de battre les Russes à chaque engagement, depuis Oltenitsa et Cetatea jusqu'à Kars et l'Ingour.

---

163 Cf. L.E. Nolan, *Cavalry ; its History and Tactics*, Londres, 1851.

164 En fait cette guerre commença dès 1806. Des troupes russes envahirent les Principautés Danubiennes pour soutenir une insurrection des Serbes. Napoléon I° proposa sa médiation, mais la guerre traîna en longueur et resta longtemps indécise. En 1811, elle tourna en faveur de la Russie qui signa avec la Turquie le traité de Bucarest en 1812.

En fait, l'introduction de l'organisation militaire européenne dans les pays barbares est loin d'être achevée lorsque la nouvelle armée est subdivisée, équipée et exercée d'après le modèle européen. Ce n'est qu'un premier pas. Même 1'application du code de l'art militaire européen ne suffit pas : elle ne fera pas plus régner la discipline européenne qu'un code d'instruction européen ne donne directement la tactique et la stratégie suivies en Europe. Le principal, et aussi le plus difficile, est de créer un corps d'officiers et de sous-officiers formés d'après le système européen moderne, affranchis des vieux préjugés et des réminiscences d'antan de gloire militaire et aptes à insuffler la vie aux troupes nouvelles. Mais cela exige beaucoup de temps et se heurtera, à coup sûr, à la plus tenace opposition de l'ignorance, de l'impatience et des préjugés, sans parler des alternances de fortune et de faveur qui sont inséparables des Cours orientales. Un sultan ou un chah n'est que trop enclin à croire que son armée est à la hauteur de toutes les situations pour peu que les troupes exécutent le pas de parade, [227] tournent, se déploient et forment une colonne, sans tomber pour autant dans un désordre fatal.

Quant aux écoles de guerre, leurs fruits sont si longs à mûrir que, dans les conditions d'instabilité des gouvernements orientaux, on ne peut guère espérer les cueillir un jour. Même en Turquie, les officiers véritablement formés sont peu nombreux, et l'armée turque n'aurait pu obtenir le moindre résultat au cours de la dernière guerre, sans les nombreux renégats [165] et officiers européens qui vinrent grossir ses rangs.

La seule arme qui fait partout exception, est 1'artillerie. Dans ce domaine, les Orientaux sont si démunis et si faibles qu'ils sont obligés d'en laisser tout le maniement aux instructeurs européens. C'est ce qui explique qu'en Turquie, comme en Perse, l'artillerie soit très en avance sur l'infanterie et la cavalerie.

Dans ces conditions, on comprend que l'armée anglo-indienne — la première armée orientale qui ait été organisée d'après le modèle européen et la seule qui ne soit pas soumise à un gouvernement oriental, mais à un gouvernement exclusivement européen, et qui soit commandée presque totalement par des officiers européens — que cette

---

165 Il s'agit de sujets ottomans, primitivement chrétiens, qui avaient renié leur foi pour embrasser l'islam.

armée, soutenue par un fort contingent de soldats britanniques, ne trouve guère de difficultés à mettre en fuite les réguliers persans. La défaite sera d'autant plus salutaire pour la Perse qu'elle aura été plus complète. Si le peuple se convainc, comme les Turcs l'ont déjà fait, que l'uniforme européen et le dressage anglais pour la parade ne sont pas un talisman magique, il est possible que d' ici une vingtaine d'années les Persans soient [228] aussi redoutables que les Turcs qui viennent de remporter plusieurs victoires [166].

Les troupes qui ont conquis Bouchir et Mohammera seront, paraît-il, envoyées directement en Chine. Mais un tout autre adversaire les y attend. Elles y trouveront non pas une caricature des évolutions à l'européenne, mais le déploiement sans ordre de masses asiatiques. Certes, elles pourront aussi prendre le dessus contre elles, mais qu'adviendra-t-il si les Chinois engagent contre elles une guerre nationale et populaire, si les barbares, faisant taire leurs scrupules, utilisent les seules armes qu'ils savent manier ?

Aujourd'hui il règne manifestement parmi les Chinois un état d'esprit tout différent de celui qui les animait au cours de la guerre de 1840 à 1842. Alors le peuple demeura calme, laissant aux soldats de l'Empereur le soin de combattre l'envahisseur et, après la défaite, se soumettant, avec un fatalisme oriental, à la loi du vainqueur. Mais à présent, du moins dans les districts du Sud auxquels la lutte se limite jusqu'à présent, les masses populaires participent activement, voire fanatiquement, à la lutte contre les étrangers. Avec une froide préméditation et à une large échelle, les Chinois empoisonnent maintenant le pain de la colonie européenne de Hong-Kong. (Liebig a pu analyser quelques miches de pain. Il y a trouvé uniformément de fortes quantités d'arsenic : preuve indubitable que le poison avait été mélangé à la pâte. Toutefois la dose était si forte qu'elle agit comme un émétique, et annula donc les effets mortels du poison). Des Chinois avec des armes cachées, montent à bord de navires de commerce et, en cours de route, massacrent [229] l'équipage et les passagers européens, pour s'emparer du bâtiment. Ils enlèvent et tuent tout étranger qui leur tombe entre

[166] Après avoir fait la part pour ainsi dire technique de ce que les peuples de couleur peuvent apprendre des capitalistes blancs pour retourner ces armes contre eux, Engels passe à l'apologie de la guerre populaire. Cf. Marx-Engels, Etudes *sur l'histoire de la guerre*, en préparation dans la Petite Collection Maspero.

les mains. Même les coolies embarqués pour l'étranger, se mutinent, par accord secret, semble-t-il, à bord des navires transportant les émigrants ; ils luttent pour s'en emparer et, plutôt que de se rendre, préfèrent couler ou périr dans les flammes. Même hors de Chine, les colons chinois —jusqu'ici les plus soumis et les plus doux des sujets — conspirent et se soulèvent au cours d'insurrections éclatant brusquement de nuit, comme ce fut le cas à Sarawak ou à Singapour : seuls la force et un sévère contrôle policier peuvent les contenir. C'est la politique de brigandage du gouvernement anglais qui a provoqué cette révolte générale contre l'étranger et l'a transformée en une guerre d'extermination.

Que peut une armée contre un peuple qui recourt à de telles méthodes de lutte ? À quel endroit et jusqu'à quel point peut-elle avancer en territoire ennemi, et comment s'y maintenir ? Ceux qui font commerce de civilisation peuvent bien qualifier ces méthodes de lâches, de barbares, d'atroces, après avoir eux-mêmes lancé leurs bombes incendiaires sur des villes sans défense et ajouté le viol à l'assassinat. Quoi qu'il en soit, peu en chaud aux Chinois, si cela leur assure le succès. Puisque les Britanniques les traitent de barbares, ils ne peuvent leur dénier le droit d'exploiter à fond leur barbarie. Si les enlèvements, les coups de main et massacres nocturnes sont considérés comme lâches, ceux qui font commerce de civilisation ne devraient pas oublier, comme eux-mêmes l'ont démontré, que [230] les Chinois ne sauraient résister par les moyens de guerre ordinaires aux moyens de destruction européens.

En somme, au lieu de moraliser sur les horribles cruautés des Chinois, comme le fait la chevaleresque presse britannique, il vaudrait mieux reconnaître que c'est une guerre *pro aris et focis* [167], une guerre populaire pour la survie de la nation chinoise — avec toutes ses prétentions altières, sa bêtise, sa docte ignorance et sa barbarie pédante, si vous voulez, mais néanmoins une guerre populaire. Et, dans une guerre populaire, les moyens employés par la nation insurgée ne peuvent être mesurés d'après les critères courants d'une guerre normale, ni d'après nulle autre règle abstraite, mais d'après le niveau de civilisation de la nation insurgée.

---

167 Pour ses autels et ses foyers.

Les Anglais se trouvent, cette fois, dans une position difficile. Jusqu'ici il semble que le mouvement national de fanatisme chinois n'ait pas encore gagné ces provinces du Sud qui n'ont pas adhéré à la grande rébellion [168]. Mais la guerre pourra-t-elle rester circonscrite dans ces limites ? Dans ce cas, elle n'obtiendrait sans doute pas de résultat, aucun centre vital de l'Empire n'étant menacé. En revanche, si le fanatisme s'étendait aux populations de l'intérieur, la guerre serait très dangereuse pour les Anglais.

---

168 Engels fait allusion à la révolte des Taïpings (1851-1864) qui s'insurgèrent à la fois contre le joug féodal- asiatique, la dynastie T'sing et l'envahisseur européen. Comme en Espagne et en Allemagne sous le I° Empire, ce mouvement national dut bientôt affronter à la fois les forces du passé de l'intérieur (bureaucratie, monarchie absolue, clergé et propriétaires féodaux, etc.) et les forces impérialistes du capitalisme moderne. La révolte des Taïpings était née de la confluence de facteurs d'origine diverse et contradictoire : la haine de l'étranger, [253] la réaction à la corruption de la dynastie mandchoue et à la pression de la propriété foncière et de l'usure ; la première vague de mouvements paysans partit des provinces centrales du Kouangsi et du Kouangtoung ; elle gagna rapidement le Nord. Le 1° janvier 1851, les « rebelles » proclamèrent « le Céleste Empire de la Paix » (Taïping Kien-Kuo) et, sous la direction de Houng Tchou-kouan, avancèrent avec leurs armées improvisées, mais combatives, jusqu'à proximité de Pékin.

Au moment où Marx écrivait ses articles pour la New York Tribune, la base sociale du mouvement l'emportait encore, lui assurant une poussée qui allait au-delà de la revendication d'un simple changement de dynastie et d'une violente réaction nationaliste tant contre le gouvernement mandchou que contre les ingérences étrangères de l'Occident, et lui assurait l'appui efficace et enthousiaste des paysans auxquels les dirigeants taïpings avaient promis une réforme agraire radicale.

La situation commença à changer au cours de seconde moitié de la décennie quand il s'esquissa une fracture interne de classe parmi les insurgés : les éléments conservateurs imposèrent le renvoi à plus tard de la réforme agraire, l'idéologie du mouvement s'imprégna d'évangélisme chrétien et de traditionalisme nationaliste, tandis que les représentants du Céleste Empire de la Paix ne dédaignaient pas de lier des rapports commerciaux avec les Britanniques et Français, cependant que les actions militaires aboutissaient à de simples actes de terrorisme perpétrés souvent par des éléments issus des masses populaires.

Quoi qu'il en soit, lorsqu'Engels écrivit son article Perse et Chine en 1857, la révolte représentait un sérieux danger non seulement pour la dynastie mandchoue, mais pour les armées franco-britanniques, engagées dans la Seconde Guerre de l'Opium. Il ne fut vraiment écarté qu'en 1864.

Même si les Anglais détruisaient Canton de fond en comble et s'emparaient de tous les points possibles sur la côte, toutes leurs forces qu'ils pourraient mettre en jeu ne suffiraient pas pour conquérir et tenir les deux provinces de Kouang-toung et de Kouang-si. Disposent-ils encore d'autres moyens ? Le pays, du nord de Canton [231] jusqu'à Changhaï et Nankin, est aux mains des insurgés chinois, et il serait de mauvaise politique de les provoquer : au Nord de Nankin, le seul point d'attaque qui soit payant et décisif dans ses résultats, c'est Pékin. Mais où trouver l'armée pour former, sur la côte, une base d'opérations fortifiée et garnie de troupes, pour surmonter tous les obstacles qui se dressent sur la ligne d'attaque, pour détacher assez de forces afin d'assurer les communications et enfin pour paraître, avec une puissance qui suffise à inspirer la crainte, devant les murs d'une cité de la taille de Londres, située à une centaine de milles du point de débarquement de cette armée ? Au reste, une victorieuse démonstration militaire contre la capitale ne ferait qu'ébranler jusque dans ses fondements l'État chinois, accélérant encore la chute de la dynastie T'sing et aplanissant la voie à un progrès non pas des Anglais, mais des Russes.

La nouvelle guerre de l'Opium est lourde de tant de complications qu'il est absolument impossible de prévoir vraiment le tour qu'elle prendra. Pour quelques mois encore, le manque de soldats et, pour plus longtemps encore, le manque de décision maintiendront les Britanniques pratiquement inactifs, sauf peut-être en certains points sans importance, parmi lesquels on peut, dans les conditions actuelles, ranger Canton.

Une chose est certaine : bientôt sonnera le glas de la vieille Chine. Déjà la guerre civile a séparé le Sud du Nord de l'Empire, et le roi rebelle [169] semble être autant à l'abri des troupes impériales (sinon des intrigues de ses propres partisans) à Nankin, que l'Empereur céleste lui aussi est à l'abri des rebelles à Pékin. Canton [232] mène jusqu'à présent une sorte de guerre séparée contre les Anglais et tous les étrangers en général. Cependant que les flottes et troupes anglaises et françaises affluent vers Hong-Kong, les Cosaques de Sibérie implan-

---

169 Engels fait allusion à Houng Tchou-kouan, le chef des Taïpings, issu d'une famille de paysans qui, en 1851, proclama l'insurrection au Hou-Nan, où se créa l'État taïping. Après la prise de Nankin en mars 1853, celle-ci devint la nouvelle capitale, et Houng Tchou-kouan prit le titre d'Empereur.

tent progressivement, mais sûrement, leurs stanitzas [170] depuis les monts Daours jusqu'aux rives de l'Amour, et l'infanterie de marine russe ceinture de fortifications les magnifiques ports de Mandchourie.

Le fanatisme même dont font preuve les Chinois du Sud dans leur lutte contre les étrangers semble exprimer la conscience aiguë qu'ils ont du péril mortel qui plane sur la vieille Chine. Avant longtemps nous serons témoins de l'agonie du plus vieil Empire du monde et de l'aurore d'une ère nouvelle pour toute l'Asie.

---

170 Les *sanitzas* étaient des sortes de villages militaires. A partir de 1851, les colons russes, à l'Est du lac Baïkal, durent effectuer certaines tâches militaires comme condition de leur maintien sur leurs terres ; en d' autres termes, ils devinrent cosaques. En 1854, 6 000 Cosaques reçurent s l'ordre de quitter la colonie du lac Baïkal pour s'installer à la frontière de la Mandchourie. [254] Les monts Daours se trouvent entre le lac Baïkal et la frontière mandchoue. Comme l'affirme Engels, la progression russe en direction du Pacifique se fit sans coup férir, ni déclaration de guerre, au moment où 1'État chinois se trouvait aux prises avec d'autres ennemis.

[233]

I. LA CHINE, L'ANGLETERRE ET LA RÉVOLUTION

La nouvelle campagne anglaise en Chine

Frédéric Engels

New York Daily Tribune, 17. IV. 1857.

Retour à la table des matières

Si les Anglais vont au fond de la querelle qu'ils viennent de chercher aux Chinois, il faut s'attendre à ce qu'ils lancent une nouvelle expédition navale et terrestre, semblable à celle qui leur permit de mener la guerre de l'Opium de 1841 et 1842 [171]. Le succès facile que les Anglais ont alors remporté en extorquant une somme d'argent fabuleuse aux Chinois, les incite à engager une nouvelle expérience de ce genre. N'oublions pas que les Anglais forment un peuple qui malgré l'horreur que leur inspire leur propre penchant aux actes de piraterie — ont conservé, de nos jours encore et à un degré non négligeable, ce vieil esprit de rapine des boucaniers qui caractérisait leurs ancêtres du XVI^e^ et XVII^e^ siècles.

[234]

Cependant les changements notables, intervenus dans la société chinoise depuis cette triomphale et fructueuse razzia menée au nom et dans 1'intérêt du commerce de l'opium, rendent fort douteux qu'une semblable expédition s'accompagne désormais de résultats analogues.

La nouvelle expédition a toutes les chances de partir de l'île de Hong-kong, comme celle de 1841-1842, qui s'appuyait sur une flotte

171

de deux vaisseaux de 74 canons, de huit frégates, de nombreux sloops et bricks de guerre, de douze vapeurs et de quarante transporteurs ayant à bord quinze mille hommes, troupes de marine comprises. Il serait difficile de tenter la nouvelle expédition avec une puissance militaire moindre. De fait, certaines indications, que nous allons exposer maintenant, semblent prouver que cette campagne sera de bien plus grande envergure.

L'expédition de 1841-1842, partie de Hong-Kong le 21 août 1841, enleva d'abord Amoy, puis le 1er octobre l'île de Tschou-chan qu'elle utilisa comme base pour la campagne ultérieure. Le but de ces opérations était de forcer l'accès au grand fleuve central de la Chine et de le remonter jusqu'à Nankin, située à deux cents milles de son embouchure. Il se trouve que le Yang-tsé-Kiang divise la Chine en deux parties tout à fait distinctes : le Nord et le Sud. À quarante milles environ en aval de Nankin, le Canal Impérial débouche sur le grand fleuve et poursuit son cours, formant ainsi pour le commerce la grande artère reliant les provinces du Nord à celles du Sud.

Le plan de campagne visait l'occupation de cette importante voie de communication, qui [235] devait porter un coup fatal à Pékin et contraindre 1'Empereur à conclure la paix, sans délai. Le 13 juin 1842, le gros de la flotte anglaise, sous le commandement de sir Henry Pottinger, parut au large de Wousoung, à l'embouchure de la rivière de ce nom. Cette rivière descend du Sud et se jette dans l'estuaire du Yang-tsé-Kiang, tout près de la Mer Jaune. L'embouchure de la rivière de Wousoung constitue la baie de Changhaï, qui se trouve à faible distance en amont. Les rives du Wousoung étaient hérissées de batteries, qui furent toutes enlevées d'assaut sans difficulté. Une colonne des forces d'invasion avança alors sur Changhaï qui se rendit sans résistance. Si les tranquilles et paisibles populations des rives du Yang-tsé n'opposèrent guère de résistance, c'est parce qu'il s'agissait de leur premier baptême du feu, après une période de paix prolongée de deux cents ans environ. Il n'en reste pas moins que 1'estuaire lui-même et ses approches du côté de la mer présentaient de grands obstacles.

Le très large estuaire du Yang-tsé coule entre des rives à demi couvertes de vase et à peine reconnaissables du fait que la mer, sur de nombreuses lieues, est d'un jaune bourbeux, d'où son nom. Pour pénétrer dans le Yang-tsé, les navires doivent longer prudemment la rive méridionale, en naviguant constamment à la sonde pour éviter les

bancs de sable mouvant qui obstruent le passage. Ces bancs s'étendent en amont de 1'estuaire jusqu'à l'extrémité supérieure de la grande île de Tsongmin qui se trouve en son milieu et le divise en deux bras. En amont de 1'île d'une superficie de quelque trente milles, les rives commencent à émerger, mais le cours du [236] chenal devient très sinueux. La marée est très sensible jusqu'à Tchen-Kiang, à mi-chemin de Nankin, au point où ce qui avait été jusque-là un estuaire ou un bras de mer commence, pour les navires qui le remontent, à être un fleuve.

La flotte anglaise se heurta à de sérieuses difficultés avant d'aborder ce point. Il ne lui fallut pas moins de quinze jours pour parcourir une distance de quatre-vingt milles, depuis son point de mouillage à Tchsou-chan. Plusieurs gros vaisseaux s'échouèrent près de l'île de Tsongmin, mais réussirent à se dégager grâce à la marée montante. Après avoir surmonté ces difficultés, les Anglais, parvenus aux approches de la ville de Tchen-Kiang, durent se rendre compte que, si déficients que fussent en l'art militaire les soldats tartares-chinois, ils ne manquaient pas de courage ni d'allant au combat. Ces soldats, au nombre de quinze cents à peine se battirent avec l'énergie du désespoir, et se firent tuer jusqu'au dernier. Avant 1'attaque, comme s'ils en anticipaient l'issue fatale, ils étranglèrent ou noyèrent toutes leurs femmes et tous leurs enfants, dont les nombreux cadavres furent plus tard retirés des puits où ils les avaient jetés. Lorsque le commandant vit que la bataille était perdue, il mit le feu à sa demeure et périt dans les flammes.

Les Anglais perdirent 185 hommes dans la bataille, et ils se vengèrent de cette perte, en mettant la ville à sac, au milieu des plus effroyables excès. De bout en bout, cette guerre fut menée par eux avec une brutalité et une férocité, en conformité parfaite avec l'esprit de fraude et de rapine qui les caractérise depuis leurs origines. Mais si l'envahisseur s'était heurté [237] partout à une résistance aussi farouche, il n'eût jamais pu atteindre Nankin. Ce ne fut cependant pas le cas. La ville de Koueï-tchéou, sur la rive opposée du fleuve, fit sa reddition et paya une rançon de trois millions de dollars, que les brigands anglais empochèrent naturellement avec la plus vive satisfaction.

Plus en amont, le chenal du fleuve est profond de 180 pieds, et la navigation devient aisée pour ce qui est des fonds, mais, en certains points, le courant atteint une vitesse supérieure à six ou sept milles à

l'heure. Il n'y avait donc rien qui empêchât les vaisseaux de ligne de remonter jusqu'à Nankin, sous les murs de laquelle les Anglais jetèrent finalement l'ancre le 9 août. L'effet produit correspondait exactement à celui qu'on en avait attendu. Saisi de frayeur, l'Empereur signa le traité du 29 août, dont la prétendue violation sert aujourd'hui de prétexte à de nouvelles exigences qui font planer la menace d'une nouvelle guerre.

Cette nouvelle guerre, si elle a lieu, sera certainement menée sur le modèle de la précédente. Mais, il y a plusieurs raisons pour lesquelles les Anglais ne peuvent compter sur un succès aussi facile. On peut admettre que 1'expérience de la dernière guerre n'a pas été perdue pour les Chinois. Au cours de récents engagements militaires sur la rivière de Canton, ils ont fait preuve d'un tel progrès dans le maniement de l'artillerie et les opérations défensives que d'aucuns ont émis l'hypothèse de la présence d'Européens parmi eux.

Dans toutes les choses de la pratique — et la guerre est éminemment pratique — les Chinois [238] surpassent de loin tous les autres Orientaux, et il ne fait pas de doute qu'en matière militaire les Anglais trouveront en eux des élèves très doués.

En outre, il est vraisemblable que, s'ils tentent une nouvelle fois de remonter le Yang-tsé, les Anglais se heurteront à des obstacles artificiels qui ne les attendaient pas la première fois. Cependant — et c'est-là, entre toutes, la plus sérieuse des considérations — une nouvelle occupation de Nankin ne semble pas devoir produire sur la Cour impériale de Pékin une alarme et une terreur comparables à celle qu'avait causée la première. En effet, Nankin, ainsi que de grandes parties des provinces avoisinantes se trouvent depuis un certain temps déjà aux mains des rebelles, mieux, un ou plusieurs chefs rebelles y ont installé leur quartier général. Dans ces conditions, son occupation par les Anglais ne ferait que rendre un bon service à l'Empereur, puisqu'ils chasseraient les rebelles d'une ville dont l'occupation, après sa conquête, se révélerait difficile, épineuse voire périlleuse. L'expérience récente ne vient-elle pas de prouver qu'elle peut être tenue par une puissance hostile, sans qu'il en résulte aussitôt une conséquence fatale pour Pékin ou le pouvoir impérial ?

[239]

I. LA CHINE, L'ANGLETERRE ET LA RÉVOLUTION

La Russie et la Chine

Karl Marx

New York Daily Tribune, 7. IV. 1857.

Retour à la table des matières

En ce qui concerne le trafic commercial avec la Chine, dont lord Palmerston et Louis Napoléon ont entrepris d'assurer l'extension par la force, il est évident que l'on considère non sans une pointe de jalousie la position occupée par la Russie [172]. En effet, il est tout à fait possible qu'à la suite du conflit en cours avec la Chine, la Russie — sans dépenser un sou, ni engager la moindre force militaire — finisse par gagner bien plus que les nations belligérantes.

---

172 Ce n'est pas, évidemment, par russophobie que Marx s'en prend notamment aux empiétements russes en Asie. Dans le *Capital*, III, Marx a démontré que les échanges commerciaux entre deux pays non industrialisés, tels que la Russie et la Chine, au lieu d'avoir un effet corrosif sur les structures précapitalistes, favorisaient leur maintien et leur survie réactionnaires. De même, si Marx a dénoncé le commerce de l'opium, c'est aussi parce qu'il se faisait au détriment du commerce d'articles qui ruinaient le mode de production asiatique. La collusion que Marx dénonce entre Palmerston et la Russie trouve donc une base économique, puisque Palmerston était l'homme des trafiquants d'opium, et non des capitalistes industriels. Allié à la Russie, Palmerston est donc l'homme de la réaction, et l'allié de la Russie contre-révolutionnaire. En outre, la Russie bénéficie tout naturellement des faveurs de l'Empereur de Chine — et en profite — comme contrepoids contre 1'Angleterre.

En général, les rapports entre la Russie et le Céleste Empire sont de nature tout à fait particulière. Alors que les Anglais et les Américains — en ce qui concerne la participation aux hostilités en cours, les Français ne sont guère [240] plus que des amateurs, puisqu'ils n'ont pratiquement pas de rapports commerciaux avec la Chine — se voient refuser le privilège d'une communication directe même avec le vice-roi de Canton, les Russes jouissent de l'avantage d'avoir une ambassade à Pékin. Il est vrai, nous dit-on, que la Russie paie cet ouvrage en acceptant par contrepartie que la Russie reconnaisse qu'elle compte parmi les États vassaux de la Chine et lui verse un tribut. Quoi qu'il en soit, cela permet à la diplomatie russe de se procurer, aussi bien en Europe qu'en Chine, une influence qui ne se limite pas à de pures et simples opérations diplomatiques.

Etant exclus du commerce maritime avec le Céleste Empire, les Russes ne sont impliqués ni de près ni de loin dans les conflits passés on présents sur cette question. Aussi échappent-ils à cette antipathie que les Chinois manifestent depuis des temps immémoriaux à tous les étrangers qui abordent leur pays par la mer et qu'ils assimilent — non sans quelque raison — à des pirates assoiffés d'aventure et de richesse qui semblent avoir infesté les côtes chinoises depuis toujours. Cependant, en contrepartie de cette exclusion du commerce maritime, les Russes jouissent d'une forme toute particulière de commerce intérieur et extérieur, dont il semble qu'ils soient absolument les seuls à jouir sans qu'ils aient jamais à craindre de concurrents.

Ces échanges, réglés par un traité conclu en 1787 sous Catherine II, ont leur principal centre d'opérations — sinon le seul — à Kiatcha, à la frontière entre la Sibérie méridionale et la Tartarie (mongole) chinoise, sur l'un des confluents [241] du lac de Baïkal, à quelque cent milles au sud de la ville d'Irkoutsk. Le commerce se déroule comme une espèce de foire annuelle sous le contrôle d'une douzaine d'agents — six russes et six chinois — qui se rencontrent à Kiatcha pour établir les rapports grâce auxquels les produits fournis par les deux parties s'échangent, étant donné que ce trafic se pratique uniquement sous la forme du troc.

Les principaux articles vendus sont le thé, du côté chinois, et des lainages ou cotonnades, du côté russe. Ces dernières années, ce commerce semble avoir augmenté sensiblement. Les caisses de thé vendues par la Chine à Kiatcha il y a dix ou douze ans n'excédaient pas en

moyenne le chiffre de quarante mille ; en 1853, il atteignit cent soixante quinze mille, dont la plus grande partie était de la qualité supérieure que connaissent bien les consommateurs du continent sous le nom de « thé de caravane », pour le distinguer de l'article de qualité inférieure importé par mer.

En outre, les Chinois vendent, en quantités très limitées, du sucre, du coton, de la soie grège ou travaillée, tandis que les Russes donnent en contrepartie, eux aussi, des cotonnades et des lainages en y ajoutant de modestes quantités de cuirs de Russie, d'articles en métal, des peaux et même de l'opium. La valeur totale des marchandises échangées, dont les prix, à en juger d'après les statistiques officielles, sont fixés à un niveau très bas, dépasse tout de même le chiffre non négligeable de 15 millions de dollars.

En 1853, à la suite des troubles intérieurs en Chine et de l'occupation par des bandes de rebelles pillards de la route venant des provinces [242] du thé, la quantité de thé envoyée à Kiatcha tomba à 50 000 caisses, et la valeur globale des échanges à environ six millions de dollars. Dans les deux années suivantes, toutefois, le commerce se ranima, et le thé expédié à Kiatcha pour la foire de 1855 oscilla autour des 120 000 caisses.

Par suite de l'augmentation du commerce, Kiatcha qui se trouve en territoire russe, de simple fort et marché local qu'elle était est devenue une cité considérable. Elle fut désignée comme chef-lieu de cette partie de la zone frontalière, et il semble qu'elle aura bientôt l'honneur d'abriter un commandant de l'armée et un gouverneur civil. En outre, un service de poste direct et régulier vient d'y être installé pour la transmission des dépêches officielles entre Kiatcha et Pékin, qui est distante de la cité marchande de quelque 900 milles.

Il est évident que, si les hostilités en cours provoquaient la suspension du commerce maritime, l'approvisionnement en thé de l'Europe devrait se faire exclusivement par cette voie. On peut supposer que, même lorsque le commerce par mer sera rétabli, la Russie, une fois complété son réseau ferroviaire, devienne un concurrent dangereux des nations maritimes pour l'approvisionnement des marchés euro-

péens [173]. Ces lignes ferroviaires établiraient une communication directe entre les ports de Cronstadt, Libau et la vieille cité de Nijni-Novgorod, au centre de la Russie, où résident les marchands qui exercent le commerce avec Kiatcha. L'approvisionnement de 1'Europe en thé par cette voie continentale est, de toute façon, plus probable que l'utilisation à ce même but de la *Pacific Railroad* projetée en [243] Amérique. Même la soie, seconde en importance parmi les articles d'exportation de la Chine, est un article d'un volume si modeste par rapport à son prix que son transport par terre ne serait nullement impossible, tandis que les échanges avec le Céleste Empire ouvriraient aux articles manufacturés russes un débouché sans pareil dans toute autre partie du monde.

Nous pouvons cependant observer que les efforts de la Russie ne se limitent nullement à 1'extension du commerce par terre. Il y a quelques années déjà, elle prit possession des deux rives du fleuve Amour, patrie d'origine de l'actuelle dynastie régnant sur la Chine. S'il est vrai que ses efforts dans cette direction ont marqué un temps d'arrêt durant la dernière guerre, il ne fait pas de doute qu'ils seront repris et développés avec énergie à l'avenir. La Russie possède déjà les îles Kouriles et la péninsule du Kamchatka et entretient une flotte dans ces mers. On peut être assuré qu'elle saisira la première occasion favorable pour obtenir au moins une participation au commerce maritime avec la Chine. Celui-ci demeure cependant d'une importance secondaire pour la Russie eu égard à l'expansion des échanges par la voie de terre, dont elle détient le monopole.

173 Dans le *Capital*, livre III, vol. VII des Editions Sociales, Marx explique les raisons pour lesquelles il s'oppose davantage au commerce de la Russie, qu'au commerce des autres pays capitalistes, avec la Chine : « *À l'inverse du commerce anglais, le commerce russe laisse intacte la base économique de la production asiatique* » page 365. Le parallèle vaut, en gros, pour le commerce de l'opium par rapport aux articles du commerce légal. Ce qui intéresse Marx, c'est donc l'effet de subversion des formes précapitalistes de production.

[255]

TEXTES
DE MARX-ENGELS *

II

DISSOLUTION PARLEMENTAIRE ET GUERRES COLONIALES

« *On se souviendra que la Chine et les tables commencèrent à danser, lorsque tout le reste du monde semblait ne pas bouger — pour encourager les autres*. »

Cf. K. Marx, *Le Capital*, I, chap. I, IV).

Retour à la table des matières

* [Sauf indication contraire, les notes sont du traducteur.]

[255]

II. DISSOLUTION PARLEMENTAIRE ET GUERRES COLONIALES

Débats parlementaires sur les hostilités en Chine

Karl Marx

New York Daily Tribune, 16. III.1857.

Retour à la table des matières

Selon les journaux, deux motions condamnant l'intervention en Chine ont été déposées le 24 février à la Chambre des Pairs par lord Derby, [256] et le 26 février à la Chambre des Communes par Mr. Cobden. Les débats à la Chambre des Lords se sont achevés le jour où ils ont commencé aux Communes. Les premiers ont porté un coup sévère au ministère Palmerston qui ne put obtenir qu'une majorité relativement faible de vingt-six voix. Les seconds peuvent se conclure par son renversement [174]. Mais quel que soit l'intérêt que 1'on puisse

174 Dans cette série d'articles sur les débats parlementaires relatifs à la Chine, Marx met en évidence l'incidence des guerres coloniales sur les structures politiques de la métropole. Même récemment, les « observateurs politiques » n'ont guère établi un lien entre le déclin des partis français traditionnels et la guerre d'Algérie, par exemple. Parce qu'il était au cœur de la lutte, cette liaison n'a pas échappé à Fanon : « *Pour la quatrième fois depuis le 1° novembre 1954, la France se trouve sans gouvernement. Après les équipes Edgar Faure, Guy Mollet, Bourgès-Maunoury et la dernière en date, dite d'union nationale de M. Félix Gaillard, voici une nouvelle crise que les uns et les autres s'accordent à juger extrêmement grave. Et certes, personne ne saurait ignorer [308] aujourd'hui que la guerre d'Algérie est à l'origine de cette instabilité gouvernementale en France.*

porter à la discussion aux Communes, les débats à la Chambre des Lords ont déjà épuisé la partie polémique du litige, les remarquables discours de lord Derby et lord Lyndhurst ayant déjà magistralement anticipé sur l'éloquence de Mr. Cobden, sir E. Bulwer, lord John Russel et *tutti quanti*.

La seule autorité en matière juridique du côté gouvernemental, le lord Chancelier Cranworth a déclaré : « Si l'Angleterre ne peut exhiber de bases juridiques dans le cas de l'Arrow, toutes les mesures qu'elle a prises sont injustifiées du commencement à la fin. » Or Derby et Lyndhurst ont démontré sans aucun doute possible que, dans l'affaire de l'Arrow, l'Angleterre a agi sans aucune base légale. Leur argumentation coïncide à ce point avec ce que nous avons exposé dans la *Tribune* après la publication des premières dépêches anglaises, que nous pouvons la résumer en quelques lignes.

De quoi accuse-t-on le gouvernement chinois sur lequel on rejette la responsabilité des massacres de Canton [175] ? D'avoir violé l'article IX du Protocole Additionnel de 1843 qui prescrit que tout délinquant chinois se trouvant soit dans la colonie de Hong-Kong, soit à bord d'un navire de guerre ou de commerce britannique ne peut [257] être arrêté par les autorités chinoises elles- mêmes, mais doit être recherché au consulat anglais qui leur remettra le coupable. Or, des pirates

---

« Cette faiblesse idéologique d'une grande partie des formations politiques françaises éclaire le conflit qui existe dans le corps politique français depuis 1° novembre 1954. Le parti radical pulvérisé depuis l'historique congrès de Lyon, le parti socialiste au sein duquel des tendances de plus en plus hétérogènes apparaissent, le M.R.P. qui vient de révéler ses contradictions par son récent refus de cautionner la tentative de M. Bidault, jusqu'au P.C.F. que sa structure monolithique n'a pas préservé des divergences et des oppositions sur le thème de la guerre d'Algérie, chacun de ces partis, selon son style propre, manifeste l'incohérence des positions, la violence des conflits, le désaccord fondamental. (Bref), les partis politiques français se trouvent le plus souvent dans une situation d'indétermination, d'exacerbation passionnelle sans thème directeur, d'inquiétude, toutes choses qui ne sont pas sans évoquer des conduites d'autodestruction » (*Pour la révolution africaine*, Ed. Maspero, 1969, p. 110-111, 113).

175 En octobre 1856, le plénipotentiaire anglais en Chine, John Bowring, donna l'ordre de faire bombarder Canton, ce qui fut fait sans annonce préalable ni déclaration de guerre. C'était le prélude à la seconde guerre de l'Opium (1856-1858).

chinois ont été arrêtés sans l'intervention du consul britannique par des fonctionnaires chinois à bord de l'Arrow, sur le fleuve qui traverse Canton. La question qui se pose est donc de savoir si l'Arrow était un navire anglais ?

Comme lord Derby l'a démontré, c'était « un navire construit par des Chinois, armé par des Chinois, vendu et acheté par des Chinois, monté d'un équipage chinois et en possession de Chinois. » Comment a-t-on pu, dans ces conditions, convertir cette embarcation chinoise en un navire de commerce britannique ? En achetant à Hong-Kong une licence de navigation au registre maritime anglais. La légalité de ces licences repose sur une ordonnance de la législation locale de Hong-Kong datant de mars 1855 qui, non seulement viole le traité existant entre 1'Angleterre et la Chine, mais contredit encore la législation anglaise. Elle est donc nulle et non avenue. Elle eut pu, à la rigueur, avoir un semblant de légalité britannique du fait du *Merchant Shipping Act*. Mais celui-ci ne fut adopté par la Chambre que deux mois après la délivrance de la licence. De toute façon la licence ne peut être mise en accord avec les dispositions légales de cet *Act*. En conséquence, la licence qui montre que la lorcha Arrow est inscrite au Registre n'est qu'un simple chiffon de papier.

Mais même d'après ce chiffon de papier, l'Arrow aurait perdu tout droit de protection, du fait qu'elle avait violé les termes de l'ordonnance et que sa licence était expirée. C'est ce que [258] reconnaît lui-même Sir J. Bowring [176]. Mais, dit-on, que l'Arrow fût un navire anglais ou non, il battait pavillon anglais, et ce pavillon a été outragé. D'abord si ce pavillon était hissé, ce n'était pas légalement. Mais était-il vraiment hissé ? Sur ce point, les déclarations anglaises divergent entièrement des chinoises.

Mais il se trouve que les déclarations des Chinois ont été corroborées par les dépositions — enregistrées par le consul — du commandant et de l'équipage de la lorcha n° 83. À ce propos, le *Friend of China* du 13 novembre fait observer : « *Chacun sait à Canton que le pavillon britannique n'était pas hissé à bord de la lorcha durant les six*

[176] La première partie de cet article a été conservée, à 1'état de brouillon, et cette phrase y continue par « *qui a écrit au consul Parkes que l'Arrow n'a aucun droit légal au pavillon britannique comme il ressort de sa lettre du 11 octobre de Hong-Kong* ».

jours précédant sa saisie. » C'est ce qui fait tomber l'argument de l'honneur blessé aussi bien que de la faute juridique.

Il se trouve que Lord Derby ne truffa pas son discours de ses facéties habituelles, mais lui donna un caractère strictement juridique. Il n'eut cependant pas à faire de grands efforts pour imprégner son discours d'une ironie profonde.

Le comte de Derby, leader de l'aristocratie héréditaire d'Angleterre, plaidait contre l'ex-docteur et l'actuel sir John Bowring [177], le disciple favori de Bentham : ô ironie, il invoqua l'humanitarisme contre le philanthrope de profession. Il défendit les véritables intérêts de la nation contre l'utilitarisme systématique, qui s'accrochait aux points les plus formels de l'étiquette diplomatique ! Il en appelait à la « vox *populi vox dei* » contre l'homme du « bien-être maximum pour le plus grand nombre ! » Le descendant des conquérants prêchait la paix alors qu'*un* [259] *partisan de la Société de la Paix* prônait le feu et le sang !

Derby stigmatisait les actes de la flotte britannique comme « de vils procédés » et des « opérations ignominieuses » alors que Bowring félicitait la *Royal Navy* pour ses lâches coups de force contre une population sans défense, en parlant « de brillants faits d'armes, d'héroïsme incomparable et de merveilleuse association du courage et des capacités militaires ».

---

[177] Sir John Bowring (1792-1872) était l'un des plus fervents disciples de la théorie du libre-échange de Cobden et Bright, dont Marx résumait toute la science, comme suit dans son *Discours sur le libre-échange* : « *Jésus est le libre-échange, et le libre-échange est Jésus*. » Nommé consul à Canton, en 1849, puis plénipotentiaire, gouverneur et commandant de la place de Hongkong, Bowring devint l'un des plus ardents défenseurs des intérêts britanniques en Extrême-Orient, confirmant la prévision de Marx sur la parabole du libre-échange et sur l'harmonie entre États, classes, dérivant de la liberté de commerce : « *Tous les phénomènes destructifs que la concurrence fait naître à l'intérieur d'un pays se reproduisent dans des proportions encore plus gigantesques sur le marché universel* »

Bowring était également secrétaire de la « Société de la Paix », et dans ses *Autobiographical Reflections* (1877), il écrivait : « *Personne n'a été plus pacifiste que moi... Mais, avec des nations barbares et — hélas, même parfois [309] avec des nations civilisées — les paroles de paix sont bien souvent emportées par le vent* » (p. 217). Palmerston destitua Bowring de son poste, et lui substitua le comte de Elgin qui signa le traité du Tien-tsin en 1858.

Tous ces contrastes avaient un effet d'autant plus comique que lord Derby semblait ne pas en avoir la moindre conscience. Il avait pour lui cette grande ironie de l'histoire qui n'est pas faite de l'humour des personnes, mais de la comédie des situations historiques. Dans toute l'histoire du Parlement anglais, on n'a jamais vu pareil triomphe intellectuel d'un aristocrate sur un parvenu.

Pour commencer, lord Derby dit « qu'il était contraint de se référer aux déclarations et documents fournis exclusivement par le camp dont il devait critiquer le comportement », mais qu'il voulait bien « fonder son réquisitoire sur de tels papiers ». Puis il fit observer avec raison que les documents présentés au public par le gouvernement permettaient à ce dernier de se décharger de toute responsabilité aux dépens d'agents subalternes. C'est si vrai que les attaques de l'opposition parlementaire du gouvernement se sont dirigées exclusivement contre Bowring et consorts, et que le gouvernement lui-même eût pu y souscrire, sans affaiblir le moins du monde sa position. Je cite lord Derby :

« *Je n'ai pas l'intention de dire quoi que ce* [260] *soit d'irrespectueux à propos du Dr. Bowring II se peut qu'il soit un homme d'une haute culture. Quoi qu'il en soit, il me semble qu'en ce qui concerne l'autorisation de l'entrée dans Canton, il fasse preuve d'une véritable monomanie. (Ecoutez, écoutez ! Rires). Il rêve de faire son entrée à Canton. Je crois que c'est là sa première pensée le matin, et sa dernière le soir, et même la nuit, s'il lui arrive de se réveiller. (Rires). Je crois qu'il n'estimerait trop grand aucun sacrifice, trop douloureux aucune interruption du commerce, trop regrettable aucun versement de sang, par rapport à l'immense avantage que sir J. Bowring tirerait d'un accueil officiel au Jemun de Canton. (Rires).* »

Lord Lyndhurst prit ensuite la parole :

« *Sir J. Bowring qui est un éminent philanthrope doublé d'un diplomate (Rires) reconnaît lui-même que l'acte d'enregistrement est dépourvu de valeur et que la lorcha n'avait aucun droit au pavillon anglais. Or, écoutez ce qu'il en dit : « Le navire ne jouissait d'aucune protection légale, mais cela, les Chinois ne le savaient pas et, pour l'amour du Ciel, ne le leur faites pas savoir. (Écoutez, écoutez !). Et il poursuit dans ce sens, en disant en substance : Nous savons que les Chinois ne se sont rendus coupables d'aucune violation du traité, mais nous ne leur ferons pas savoir. Nous persisterons à exiger d'eux*

une réparation et la remise des hommes qu'ils ont arrêtés, en insistant pour que les formes les plus rigoureuses soient respectées. À quels moyens devons-nous recourir si les hommes ne nous sont pas rendus en bonne et due forme ? C'est tout simple : nous nous attaquons à une jonque, une [261] *jonque de guerre. Et si cela ne suffit pas, nous nous attaquerons à plusieurs jusqu'à ce qu'ils plient, bien que nous sachions que le droit et la justice sont de leur côté, et non du nôtre. (Ecoutez, écoutez !)… A-t-on jamais mené une politique plus abominable et plus éhontée dans laquelle un homme politique au service du Gouvernement britannique a présenté des faux prétextes — je ne veux pas dire frauduleux, car dans notre pays cela se vaut ! (Écoutez, écoutez !)... Nous sommes plus qu'étonnés que sir J. Bowring s'imagine pouvoir déclarer la guerre. Je peux comprendre qu'un homme, dans sa situation, doive nécessairement pouvoir mener des opérations défensives ; mais conduire des opérations offensives sur cette base, sous ce prétexte, est l'un des faits les plus stupéfiants que 1'on puisse trouver dans l'histoire du monde. Il ressort clairement des documents que l'on nous a présentés hier, que dès le moment où sir J. Bowring a occupé sa charge, il a mis son point d'honneur à obtenir ce que tous ses prédécesseurs n'ont jamais pu obtenir : faire son entrée dans la ville de Canton... Tout entier tendu vers ce but, il a précipité le pays dans une guerre sans aucune nécessité véritable. Et avec quel résultat ? Des biens d'une valeur gigantesque de 1 500 000 dollars appartenant à des citoyens britanniques se trouvent placés actuellement sous réquisition dans la ville de Canton ; qui plus est, nos comptoirs ont été détruits par le feu. Tout cela nous le devons à la politique pernicieuse de 1'un des hommes les plus pernicieux que nous ayons.*

[262]

« — Mais l'homme, l'homme d'orgueil,

Drapé dans sa mince et précaire autorité,

Tout à fait ignorant de ce dont il est le plus sûr,

Avec la fragilité du verre,

Tel un singe en rage, joue des tours

Si fantastiques, face au ciel,

Que les anges en pleurent [178]. »

Et enfin lord Grey :

« *Si la noble assemblée daigne consulter les documents, elle constatera que le gouverneur Yeh, lorsque sir John Bowring lui demanda une entrevue, était disposé à le rencontrer, mais désigna à cet effet la demeure du marchand Ha-Kouan qui se trouve hors des murs de Canton... La dignité de sir John Bowring lui interdit de se rendre en tout autre lieu que la résidence officielle du Gouverneur... Du vote de la motion, j'attends, mis à part tout autre résultat, au moins ce geste positif : le rappel immédiat de sir J. Bowring*. »

Sir J. Bowring a été traité de la même façon aux Communes, et Mr. Cobden a ouvert son discours en répudiant même solennellement une « amitié vieille de vingt années ».

Les citations littérales des discours des lords Derby, Lyndhurst et Grey prouvent que, pour parer l'attaque, il suffit au gouvernement Palmerston de se désolidariser de sir John Bowring et de lâcher ce « philanthrope distingué ». S'il peut s'en tirer à si bon compte, il ne le doit ni à l'indulgence ni à la tactique de ses adversaires, mais exclusivement aux documents officiels soumis au Parlement. C'est ce qui ressort aussi [263] bien d'un rapide coup d'œil sur ces documents que des débats auxquels ils ont donné lieu.

Peut-il subsister le moindre doute sur la « monomanie » de sir J. Bowring, en ce qui concerne son entrée dans Canton ? Selon le *Times* de Londres, cet individu « *s'est engagé dans une voie tracée entièrement par lui-même, sans avoir consulté ses supérieurs en Angleterre et sans se référer le moins du monde à leur politique* ». Pourquoi donc lord Palmerston. au moment où son gouvernement vacille, où tous les obstacles possibles encombrent sa voie — difficultés financières, difficultés de la guerre de Perse, difficultés surgies des traités secrets, difficultés liées à la Réforme électorale [179], difficultés au sein de sa propre coalition — et où il sait pertinemment que « *les yeux de la Chambre le fixent avec beaucoup d'ardeur, mais beaucoup moins d'admiration que jamais* », pourquoi devrait-il choisir précisément ce

[178] Cf. Shakespeare, *Mesure pour mesure*, Acte II, scène 2.

[179] La bataille pour la seconde réforme électorale de 1867 (extension du suffrage universel) commença dès 1850 en Angleterre.

moment-là pour témoigner, pour la première fois de toute sa vie politique, une fidélité inflexible à un autre homme — qui plus est, subalterne —au risque non seulement d'affaiblir plus encore sa position personnelle, mais même la ruiner complètement ? Pourquoi devrait-il pousser 1'enthousiasme, tout neuf, à s'immoler lui-même comme victime expiatoire pour les péchés d'un simple docteur Bowring ?

Evidemment il n'est pas un homme sensé qui estime le noble Vicomte capable de telles aberrations romantiques. La ligne politique qu'il a suivie dans le conflit chinois fournit la preuve incontestable des faits qu'il a omis dans les documents qu'il a soumis au Parlement. En dehors des papiers publiés, il existe sans doute [264] des documents secrets ainsi que des instructions secrètes qui prouveraient que, si le docteur Bowring était possédé par 1'« idée fixe » de faire son entrée à Canton, il y avait derrière lui le froid cerveau du centre directeur de Whitehall pour entretenir cette idée fixe et, pour ses buts propres, transformer le feu qui couvait ainsi en un incendie dévorant.

[265]

II. DISSOLUTION PARLEMENTAIRE ET GUERRES COLONIALES

La défaite du ministère Palmerston

Karl Marx

New York Daily Tribune, 25. III.1857.

Retour à la table des matières

Après avoir fait rage pendant quatre nuits, les débats sur la Chine se sont conclus finalement par une motion de censure des Communes contre le cabinet Palmerston. À cette censure, Palmerston répond par une « dissolution punitive » : il sanctionne les députés des Communes en les renvoyant dans leurs foyers [180].

L'excitation qui régnait le dernier soir des débats au sein de la Chambre aussi bien que dans la foule assemblée dans les rues avoisinantes était due non pas tant à l'ampleur des intérêts en jeu, mais encore et surtout au caractère de la partie mise en cause. Les méthodes de gouvernement de Palmerston ne sont pas celles d'un gouvernement ordinaire, mais d'une dictature.

[266]

Depuis le début de la guerre contre la Russie, le Parlement, si l'on peut dire, a abdiqué toutes ses fonctions constitutionnelles, et même,

---

[180] En dissolvant les Communes, Palmerston était sûr de son fait : il savait qu'il exprimait les intérêts de la moyenne et grosse bourgeoisie. En effet, les élections le ramenèrent triomphalement au pouvoir : La défaite de Palmerston, dont Marx parle, est un vote de défiance.

après la conclusion de la paix, il n'a plus osé les réaffirmer. Suivant un processus de déclin graduel, quasi imperceptible, il était tombé au niveau d'un *Corps Législatif*, qui ne se distingue de 1'authentique édition bonapartiste que par des jeux de passe-passe solennels et des prétentions grandiloquentes.

La simple formation d'un gouvernement de coalition dénote le fait que les vieux partis, dont les frictions déterminent le fonctionnement de la mécanique parlementaire, avaient cessé de vivre. L'impuissance des partis se manifesta d'abord par la constitution d'un cabinet de coalition, puis devint une réalité grâce à la guerre et prit corps dans la toute-puissance d'un seul homme qui, tout au long d'un demi-siècle d'activité politique, n'appartint jamais à aucun parti politique, mais n'avait jamais manqué d'utiliser toutes les formations politiques existantes.

Sans l'intervention de la guerre contre la Russie, le déclin de tous les partis officiels eût, à lui tout seul, entraîné un bouleversement de la scène politique. Un sang nouveau eût été infusé au Parlement par l'accès aux droits politiques d'une petite fraction du peuple au moins, fraction qui n'a toujours pas le droit de vote et de représentation politique. Cette évolution naturelle fut brutalement interrompue par la guerre, grâce à laquelle la neutralisation des anciens antagonismes parlementaires profita exclusivement à un seul homme, au lieu de tourner à l'avantage des masses. Faute de l'émancipation politique du [267] peuple anglais, nous avons eu la dictature de Palmerston.

La guerre fut le puissant levier grâce auquel on obtint ce résultat. Bien plus, elle fut le seul moyen pour le consolider. C'est pourquoi, la guerre fut la condition première de la dictature de Palmerston. Chez les Anglais, la guerre contre la Russie fut beaucoup plus populaire que la paix de Paris. Pourquoi, dans ces conditions, 1'Achille britannique, sous les auspices duquel se produisirent les honteuses défaites de Redan et la reddition de Kars, ne fut-il pas mis à l'épreuve par ces événements ? Apparemment parce que 1'alternative échappait à son pouvoir. D'où le traité de Paris, provoqué par ses divergences avec les

États-Unis ; d'où l'expédition de Naples, ses polémiques ouvertes avec Napoléon III, son invasion de la Perse, et ses massacres en Chine [181].

Avec cette motion de censure sur le conflit chinois, les Communes mettent en pièces les moyens et les instruments de son pouvoir usurpé. Il ne s'agit donc pas d'un simple vote parlementaire, mais d'une rébellion — d'une tentative du Parlement de reprendre de force ses attributions constitutionnelles. C'est ce sentiment qui dominait la Chambre. Quels que soient les sentiments qui aient pu animer les diverses fractions d'une majorité hétéroclite — composée des partisans de Derby, de Peel, de Russel, des Manchestériens et des soi-disant Indépendants —, tous avaient la conviction de ne pas former une simple faction unie par la volonté de changer simplement de ministère. Tel fut cependant l'argument central de la défense de Palmerston. Il couvrit la faiblesse de sa position derrière un *argumentum ad* [268] *misericordiam*, en se présentant comme la victime d'une conspiration sans principes.

Nul ne pouvait mieux que Mr. Disraeli réfuter efficacement cette défense typique des détenus d'Old Bailey [182].

« *S'il est un homme* », *fit-il observer*, « *qui ne puisse supporter une coalition, c'est bien le Premier Ministre. Que voulez-vous, n'est-il pas précisément le prototype d'une coalition politique sans aucun principe reconnu ? Regardez comment est composé son ministère. Il y a un an à peine qu'un membre de son Cabinet a présenté dans cette Chambre un projet de loi émanant, je crois, d'un, de ses anciens collègues, tandis que, dans l'autre Chambre, ce projet de loi fut combattu par un membre du gouvernement qui, pour excuser son apparente inconsé-*

181 La bataille de Redan et le long siège de Kars (cf. Ed. Costes, *Œuvres politiques*, t. VIII) furent les épisodes les plus sanglants de la guerre de Crimée. A propos de dissensions avec les États-Unis, l'Angleterre avait tenté d'enrôler des « volontaires » américains pour servir en Crimée, bien que les États-Unis aient tenu à rester neutres dans ce conflit, de son côté, l'Angleterre avait menacé de rompre ses relations diplomatiques avec les États-Unis, dont elle craignait l'expansion en Amérique centrale, à la suite de l'expédition de l'aventurier William Walker au Nicaragua. À propos des dissensions avec la France, il s'agit essentiellement du rapprochement de la France et de la Russie lors du Congrès de Paris de 1856, en conclusion de la guerre de Crimée, au cours de laquelle la France et l'Angleterre avaient été alliées.

182 Cour pénale et prison de Londres.

quence, eut l'audace d'affirmer qu'en acceptant sa fonction, le Premier Ministre ne lui avait demandé aucune prise de position ferme sur quelque problème que ce soit (Rires). Néanmoins le noble Lord s'est montré alarmé, voire scandalisé, de ce que la présente opposition ne soit liée par aucun principe ! Le noble Lord ne peut supporter de coalition, mais le noble Lord n'a jamais agi autrement que par ce truchement : c'est en leur sein qu'il s'est éveillé à la vie politique et s'y est formé (Applaudissements et Rires). Ce petit Hercule (pointant le doigt vers lord Palmerston) a surgi directement de la nichée whig, et sa vie politique se développa en conséquence ! (Eclats de rire). En jetant un coup d'œil rétrospectif sur le dernier demi-siècle, nous constatons qu'il a professé presque tous les principes possibles et s'est lié avec presque tous [269] *les partis. Il n'empêche que le noble Lord a élevé ce soir un solennel avertissement contre les coalitions. Ne craint-il pas, en effet, qu'une majorité des Communes formée par certains des membres les plus illustres de la Chambre — dont certains anciens collègues du noble Lord — ne désapprouve sa politique chinoise qui a commencé dans l'infamie et, si elle se poursuit, s'achèvera dans la ruine. (Vive approbation). Telle est, messieurs, la position dans laquelle se trouve le noble Lord. Et le noble Lord a-t-il exhibé un seul principe d'après lequel notre politique à l'égard de la Chine serait déterminée ? A-t-il posé une seule maxime politique qui pourrait nous guider en ce moment de perplexité et de péril ? Au contraire, il a voulu masquer la faiblesse et l'inconsistance de sa position, en disant — quoi ? — qu'il est victime d'une conjuration. (Applaudissements. Rires). Il n'a pas été en mesure de défendre son action avec fermeté, dignité, virilité, en homme d'État. Il ne bredouille que de mesquines observations portant sur le déroulement du débat que je croyais, à vrai dire, déjà réglé ; puis, faisant la pirouette, il déclare que tout cela est une conjuration ! Accoutumé à des majorités obtenues sans aucune déclaration de principe, majorités qui étaient le fruit de convergences occasionnelles et dérivaient du seul fait que le noble Lord trônait sur le banc du gouvernement sans exprimer la moindre opinion en matière de politique intérieure ou extérieure qui tienne au cœur du pays ou influence l'opinion publique de la nation, le noble Lord découvre enfin que le moment est venu où, pour être un homme d'État, il lui faut avoir une* [270] *politique. (Approbations). Il ne suffit plus alors, pour émouvoir le pays, de se présenter comme la victime d'une conjuration. On découvre, en effet, les méfaits du cabinet, et tous ceux*

qui déterminent généralement l'opinion de la Chambre, sont unanimes à le condamner. (Approbations) ».

Il ne faudrait pas s'imaginer pour autant que le fait de toucher des intérêts aussi puissants ait conféré de l'intérêt aux débats. Une nuit de débats a suivi l'autre, sans qu'une coupure décisive ne se soit produite au sein du Parlement. Durant la plus grande partie de la bataille, la voix des gladiateurs s'est le plus souvent perdue dans les murmures de la salle ou le tumulte des conversations privées. Soir après soir, les porte-parole des partis faisaient de l'obstruction au moyen de discours vaseux afin de gagner encore vingt-quatre heures pour des manœuvres de couloir et autres intrigues.

Au cours de la première nuit, Mr. Cobden tint un discours pénétrant, et de même Bulwer et lord John Russell. Mais le Procureur Général fit observer non sans raison à n'en pas douter qu' « *il ne pouvait à aucun moment comparer leurs déclarations où arguments sur ce sujet avec ceux qu'ils avaient avancés dans des discours tenus ailleurs* ».

La soirée suivante fut occupée par les pesants plaidoyers des juristes des deux parties, le Procureur de la Couronne, Mr. Whiteside, et le Procureur Général. Certes, sir James Graham s'efforça d'élever le niveau du débat, mais en vain. Lorsque cet homme — le virtuel assassin des frères Bandiera [183] — s'exclama hypocritement qu'il entendait « se laver les mains du sang [271] innocent qui avait été versé » [184], des sourires mi-ironiques firent écho à ce pathos.

La troisième nuit fut encore plus ennuyeuse. Il y eut d'abord le Procureur de la Couronne *in spe* [candidat], sir F. Thesiger, qui répondit au Procureur Général *in re* [en place], et sir William Shee

---

183 James Graham, secrétaire à l'Intérieur, avait ordonné à l'administration des Postes d'ouvrir le courrier des émigrés politiques italiens, et fit prévenir le gouvernement de Naples et d'Autriche du projet des frères Bandiera. En 1846, Graham dut démissionner, parce que 1'opinion publique était choquée de son initiative.

Les frères Bandiera débarquèrent, à la tête d'une petite troupe, sur les côtes de Calabre, afin de susciter une insurrection contre les Bourbons de Naples et la domination autrichienne. Ils furent arrêtés dès leur débarquement et fusillés, avec sept de leurs compagnons, en Juillet 1844 à Cosenza.

184 Extrait du discours de sir James Graham à la Chambre, cf. le *Times* du 27-XI-1857.

chercha à répondre à F. Thesiger. Ce fut ensuite le morceau d'éloquence agreste de sir John Pakington, et l'audition du général Williams qui s'est illustré à Kars, que la Chambre n'écouta en silence que quelques minutes, pour le laisser froidement parler dans le vide ensuite, lui signifiant clairement qu'il n'était pas l'homme pour lequel on le prenait. Il y eut, enfin, sir Sidney Herbert, l'élégante pousse de l'art gouvernemental à la Peel.

Son discours était certes piquant, bien léché et plein de contrastes, mais s'attaquait plutôt aux discours des obstructeurs qu'au sujet lui-même en ce qui concerne les arguments nouveaux et personnels. Au cours de la dernière nuit, les débats se hissèrent au niveau compatible avec le sens naturel de la mesure propre aux Communes. Roebuck, Gladstone, Palmerston et Disraeli furent magnifiques, chacun à sa manière.

La difficulté consistait à faire passer le comparse, sir J. Bowring, de l'avant-scène à 1'arrière plan des débats, afin de diriger leurs attaques contre le Premier Ministre et le rendre personnellement responsable pour ce qu'on appelle « le massacre des innocents [185] ». On y arriva finalement. Comme les imminentes élections générales en Angleterre tourneront certainement sur ce point, on est bien obligé d'en discuter un peu. Cela suffit à renverser le [272] gouvernement. Le lendemain, soit la veille de 1' annonce de la dissolution de la Chambre des Communes, le *Times* de Londres s'aventura à dire :

« *La nation... sera plutôt dans l'ignorance de la question précise à laquelle il faut répondre... Le cabinet de lord Palmerston a-t-il perdu la confiance du peuple pour une série d'actes commis à l'autre bout de la terre six semaines avant qu'on en ait eu même connaissance ici, par des fonctionnaires appointés par le gouvernement précédent ? [À Noël seulement les ministres furent mis au courant de ce qui se passait, et jusque-là ils n'en savaient pas plus que le public] En vérité, l'actuel gouvernement ne pouvait y être mêlé plus que si la scène s'était déroulée sur la lune ou dans un chapitre des Mille et Une Nuits... Le gouvernement de lord Palmerston doit-il être condamné et démis pour quelque chose qu'il n'a jamais fait, ni ne pouvait faire, pour quelque chose dont il n'a pas eu connaissance avant les autres, pour quelque chose qui a été commis par des fonctionnaires nommés*

185 Allusion au bombardement de Canton.

par d'autres et avec lesquels il n'avait jusqu'alors pas le moindre contact ? »

À cette impudente rodomontade d'un quotidien qui n'a manqué de justifier le massacre de Canton comme un haut fait de la diplomatie palmerstonienne, nous pouvons opposer quelques faits qui ont émergé à grand peine du long débat et n'ont pas été démenti une seule fois, ni par lord Palmerston ni par ses subordonnés.

À peine avait-il pris la tête du ministère de 1' Extérieur en 1847, que lord Palmerston envoya une dépêche menaçante sur l'admission des [273] représentants britanniques à Hong-Kong. Cependant, ses ardeurs furent quelque peu tempérées par le comte Grey, son collègue aux Colonies, qui opposa un refus catégorique aux commandants de la flotte pour des opérations à Hong-Kong aussi bien que Ceylan, et leur ordonna de n'engager en aucune circonstance une offensive contre la Chine sans l'autorisation expresse du gouvernement de Londres. Cependant, le 18 août 1849, peu avant son éviction du ministère Russel, lord Palmerston écrivait au plénipotentiaire britannique à Hong-Kong :

« *Que les hauts fonctionnaires de Canton et le gouvernement de Pékin ne se fassent pas d'illusions... La prudence dont le gouvernement britannique a fait preuve jusqu'ici, ne dérive pas d'un sentiment de faiblesse, mais d'une conscience de la supériorité de ses forces. Le gouvernement britannique sait fort bien qu'en cas de besoin les forces militaires britanniques seront capables de détruire la ville de Canton jusqu'à la dernière pierre et d'infliger de la sorte un châtiment exemplaire à sa population.* »

Comme on le constate, le bombardement de Canton survenu en 1856, sous lord Palmerston dans ses fonctions de premier ministre d'Angleterre, était déjà annoncé à l'avance dans la dépêche de 1849 envoyée à Hong-Kong par lord Palmerston, ministre de l'Extérieur du cabinet Russell. Tous ses successeurs — le comte de Granville dans le ministère Russell, aussi bien que le comte de Malmesbury dans le ministère Derby, et le duc de Newcastle dans le ministère Aberdeen — se refusèrent à atténuer de quelque façon que ce soit l'interdiction faite aux [274] représentants britanniques d'insister sur la liberté d'accès à Canton. En 1852, enfin, le docteur Bowring, jusque-là consul à Canton, devint plénipotentiaire. Or Mr. Gladstone nous apprend que sa

nomination fut l'œuvre de lord Clarendon, fidèle instrument de Palmerston, à l'insu et sans 1'approbation du ministère Aberdeen. En outre, lorsque Bowring souleva pour la première fois la question en discussion aujourd'hui, Clarendon, dans une dépêche en date du 5 juillet, lui répondit qu'il avait raison, mais le pria d'attendre jusqu'à ce que les forces navales soient disponibles pour son projet, l'Angleterre étant alors en guerre avec la Russie. L'incident de l'Arrow se produisit lorsque Bowring fut informé de la conclusion de la paix, une flotte faisait alors route vers la Chine. Aussitôt il saisit le prétexte de sa querelle avec Yeh. Le 10 janvier, après avoir été informé de tout ce qui se passait, Clarendon informa Bowring que « *le gouvernement de Sa Majesté approuvait pleinement la ligne suivie par sir M. Seymour et vous-même.* »

L'approbation formulée en ces termes n'eut pas besoin de directives ultérieures. Mr. Hammond, dans une lettre au Ministre de la Marine, exprima à l'amiral, au nom de lord Clarendon, l'admiration du Gouvernement pour « *la modération avec laquelle il avait agi et le respect avec lequel il avait traité la vie et la propriété des Chinois !* »

Il ne peut donc subsister l'ombre d'un doute sur le fait que le massacre de Canton ait été préparé à l'instigation de Palmerston. Sous quelles couleurs il entend maintenant rallier les électeurs du Royaume-Uni, est une question à laquelle j'espère qu'il me sera permis de répondre [275] dans une correspondance ultérieure, la présente ayant déjà dépassé les limites de l'habituelle.

[277]

II. DISSOLUTION PARLEMENTAIRE ET GUERRES COLONIALES

Les élections anglaises

Karl Marx

New York Daily Tribune, 6. IV.1857.

Retour à la table des matières

Le futur historien qui devra écrire l'histoire de 1'Europe de 1848 à 1858 sera frappé par la similitude entre l'appel de Bonaparte à la France en 1851 et celui de Palmerston au Royaume-Uni en 1857. Tous deux donnèrent l'impression de s'adresser de la tribune du Parlement à la nation, par-delà la perfide coalition des partis, à l'honnête opinion publique. Tous deux présentèrent les mêmes arguments. Bonaparte voulait sauver la France d'une crise sociale, Palmerston veut sauver 1'Angleterre d'une crise internationale. Comme Bonaparte, Palmerston justifie la nécessité d'un renfort de l'exécutif pour réagir contre les vains discours et éliminer l'immixtion inopportune du pouvoir législatif.

[278]

Bonaparte s'adressait aussi bien aux conservateurs qu'aux révolutionnaires [186], à ceux-ci en tant qu'ennemis des aristocrates, à ces derniers en tant qu'ennemis de 1'« usurpation » bourgeoise. Palmerston

---

186 Allusion aux manœuvres du futur Napoléon III lors de son coup d'État de 1851 : cf. Karl Marx, *le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, chapitres VI et VII.

n'a-t-il pas flétri tout gouvernement despotique ? Il ne peut donc pas heurter un libéral. Cependant, n'a-t-il pas trahi chaque révolution ? Ne doit-il pas être l'élu des conservateurs ? Il s'est opposé à toute réforme : comment les conservateurs pourraient-ils ne pas le soutenir ? Il écarte les conservateurs de tous les postes : comment les arrivistes libéraux pourraient-ils l'abandonner ?

Bonaparte porte un nom inspirant la terreur à l'étranger et s'identifie à la gloire française. Cela ne s'applique-t-il pas aussi à Palmerston en ce qui concerne l'Empire britannique et le Royaume-Uni ? À part quelques brèves interruptions, n'a-t-il pas été en Angleterre à la tête du ministère des Affaires étrangères depuis 1830 aux jours de la Réforme, soit en gros depuis les débuts de l'histoire moderne anglaise. En conséquence, la position internationale de l'Angleterre — si « terrible » pour l'étranger et si « glorieuse » pour la métropole — a son point central en la personne de lord Palmerston. D'un seul coup, Bonaparte balaya tous les grands hommes officiels de la France. Les Russell, Graham, Gladstone, les Roebuck, Cobden, Disraeli et tutti quanti ne sont-ils pas « mis en pièces » par Palmerston ? Bonaparte ne tenait à aucun principe et n'admettait aucun obstacle, mais promettait de donner au pays ce dont il avait besoin : un homme. Palmerston, de même. Ses pires ennemis n'osent lui reprocher d'avoir un seul principe...

[279]

Dans ces conditions, on comprend que Palmerston pousse à des élections proches. Il ne peut vaincre que par surprise. Or, le temps détruit la surprise [187].

---

[187] Commentant la victoire électorale de Palmerston, dans l'article *la Défaite de Cobden, Bright et Gibson*, Marx écrivait : « Le grand événement de cette bataille électorale est la déroute complète de l'école libérale de Manchester — Brighi et Milner Gibson de Manchester, Cobden de Huddersfìeld, sir E. Armitage de Salford, Fox d'Oldham et Miall de Rochdall n'ont obtenu aucun siège — la véritable signification des élections à Manchester a été fournie par un adversaire excité de Bright qui hurla avant le vote : « *Nous ne voulons pas de politique intérieure ; nous voulons une politique extérieure ! » En d'autres termes : Qu'on nous délivre des questions de Réforme et de lutte des classes ! C'est la bourgeoisie qui représente la majeure partie de l'électorat, et elle a tout ce dont elle a besoin. Le mot d'ordre contre l'aristocratie est devenu ennuyeux et inutile, et il n'a d'effet que sur les ouvriers. Nous avons obtenu la liberté de commerce, et nous nous sentons tout à fait à l'aise, surtout depuis que l'on a baissé l'impôt sur le revenu pour la guerre. Pour tout cela, nous aimons tendrement notre lord. « Nous ne voulons pas de politique intérieure ; nous voulons une politique extérieure ! ». Unissons-nous tous sur la base sur laquelle nous sommes tous égaux, sur la base nationale. Soyons tous des Anglais, d'authentiques John Bull, sous la direction d'un véritable ministre britannique : lord Palmerston. »*

« Le véritable secret des élections à Manchester est donc la renonciation à la direction révolutionnaire des patrons de l'industrie, direction qu'ils avaient usurpée (aux ouvriers) durant l'agitation de la Ligue anti-céréalière » (*New York Tribune*, 17-IV-1857).

[281]

II. DISSOLUTION PARLEMENTAIRE ET GUERRES COLONIALES

[La situation des ouvriers de fabrique]

Karl Marx

Retour à la table des matières

Les rapports des inspecteurs de fabrique que 1'on vient de publier pour la période de six mois allant jusqu'au 31 octobre, forment une remarquable contribution à l'étude de l'anatomie de la société anglaise [188]. Ils expliquent, dans une mesure non négligeable, l'attitude réactionnaire, adoptée par les patrons de l'industrie au cours des récentes élections parlementaires.

Au cours de la session de 1856, une loi sur les fabriques passa en contrebande au Parlement. Elle prévoyait tout d'abord une modification des mesures de protection en ce qui concerne les installations et les machines, et ensuite l'introduction du principe d'un tribunal d'arbitrage pour les différends opposant les patrons aux ouvriers. Le but en est, d'une part, une meilleure protection des organes et de la vie des ouvriers des fabriques et, d'autre part, un transfert de [282] cette protection aux instances juridiques communes. En fait, on cherche à spolier les ouvriers de leurs droits et à les opprimer dans leur chair...

---

188 Marx analyse maintenant les effets de la guerre coloniale sur la situation des ouvriers et leurs conditions de travail. Nous ne citons que des extraits d'un seul article. Mais toute la série de la *New York Tribune* est également significative. Par exemple, l'article du 10-IV-1857 sur le *Système de fabrique anglais*, où Marx commente les statistiques respectives de la production industrielle et du commerce de l'Angleterre durant la période de 1838 à 1856.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner de ce que le nombre des accidents dus aux machines, entraînant la mort, l'amputation de mains, de bras, de pieds ou de jambes, ainsi que des blessures, des fractures, des défigurations, des déchirures, des contusions, etc., ait atteint un chiffre effrayant au cours de la période de six mois antérieurs au 31 Octobre. Pour ce semestre, le bulletin industriel signale vingt cas mortels, causés par les machines, soit environ vingt fois plus que les pertes de la marine britannique lors de son « glorieux massacre de Canton ». Non seulement les propriétaires de fabrique ne se préoccupent nullement de protéger la vie et le corps de leurs ouvriers, mais ils ne recherchent qu'une seule chose : échapper à l'obligation de dédommager pécuniairement les ouvriers pour les bras et les jambes perdus à leur service, et de se décharger sur le dos des ouvriers des frais d'usure de leurs « machines » vivantes. Dans ces conditions, faut-il s'étonner de ce que, selon les rapports officiels eux-mêmes, « le travail supplémentaire est en croissance grâce à la violation de la législation sur les fabriques »...

Ces vampires qui s'engraissent de la chair et du sang des jeunes générations ouvrières de leur propre pays ; ne sont-ils pas les compagnons naturels des trafiquants d'opium anglais et les partisans indispensables à tout « ministère vraiment anglais ? »...

Les rapports fournissent des données statistiques intéressantes et méritent très justement [283] une grande attention. Ils nous permettent de comprendre directement que les esclavagistes de 1'industrie du Lancashire ont besoin d'une politique extérieure susceptible de détourner l'attention des problèmes de politique intérieure.

[285]

II. DISSOLUTION PARLEMENTAIRE ET GUERRES COLONIALES

[Quel est le fauteur d'atrocités en Chine ?]

Karl Marx

New York Daily Tribune, 10. V.1857.

Retour à la table des matières

Il y a quelques années, quand l'horrible système de tortures en vigueur en Inde fut dénoncé au Parlement, l'un des directeurs de la très honorable Compagnie des Indes orientales, sir James Hogg, eut l'impudence de soutenir que les accusations faites à ce sujet étaient sans fondement [189]. Néanmoins une enquête ultérieure établit qu'elles reposaient sur des faits que ne pouvaient manquer de connaître les directeurs, et sir James n'eut plus d'autre choix que d'admettre soit une « ignorance volontaire », soit une « connaissance criminelle » de l'horrible charge portée contre la Compagnie.

---

189 Certains passages et notamment le dernier alinéa de cet article ont été remaniés par la rédaction de la *New York Tribune* afin de l'utiliser pour sa campagne de non-intervention dans les affaires chinoises.

Dona Torr qui a présenté et annoté l'édition anglaise (*Marx on China 1853-1860*, Lawrence § Wishart, Londres 1968) affirme dans la première note à cet article : « *Après la première phrase du troisième paragraphe, cet article résume largement les faits déjà mentionnés à propos de 1'affaire de la lorcha Arrow, et semble avoir été écrit à partir de données envoyées par Marx à la New York [311]Tribune, son but général étant de soutenir le mouvement en faveur de la politique de non-intervention américaine, comme cela ressort clairement du passage final* » (p. 36).

Dans une position semblable et, en vérité, tout autre qu'enviable, semblent aujourd'hui se trouver [286] aussi lord Palmerston, l'actuel Premier ministre d'Angleterre, et le comte de Clarendon, le ministre de l'extérieur. Dans un récent discours au banquet offert le 21 mars 1857 par le Lord Maire (de Londres), le Premier a déclaré pour tenter de justifier les atrocités perpétrées contre la population, chinoise : — « *Le gouvernement, s'il avait approuvé dans ce cas des actes injustifiables, aurait indubitablement adopté une conduite méritant d'encourir la censure du parlement et du pays. Mais nous sommes convaincus, tout au contraire, qu'il s'agit d'actes nécessaires et vitaux pour nous. Nous avions le sentiment qu'un grand tort avait été infligé à notre pays, et que nos compatriotes, dans un angle reculé du monde, avaient été exposés à une série d'affronts, d'outrages et d'atrocités que nous ne pouvions passer sous silence. (Approbation). Nous avions le sentiment que les droits souscrits dans les traités en faveur de notre pays avaient été violés, et que les responsables locaux de la sauvegarde de nos intérêts en cette partie du monde avaient non seulement des raisons, mais encore le devoir, de répondre à de tels outrages dans les limites des pouvoirs dont ils disposaient. Nous avions le sentiment que nous aurions trahi la confiance des citoyens de notre pays, si nous n'avions pas approuvé les actes que nous estimons justes, et que nous-mêmes, dans les mêmes circonstances, nous aurions cru de notre devoir d'accomplir.* » (Applaudissements).

Même si les peuples d'Angleterre et du monde entier se laissent induire en erreur par des déclarations aussi « convaincantes », Sa Seigneurie elle-même n'y croit, certainement pas [287] elle-même ; ou, si elle y croit, elle fait preuve d'une ignorance volontaire des faits, ignorance qui est pratiquement aussi criminelle que la « connaissance criminelle ».

Depuis que nous est parvenu le premier rapport sur les hostilités en Chine, les journaux gouvernementaux d'Angleterre et une partie de la presse américaine n'ont cessé d'accuser les Chinois de multiples crimes et méfaits : accusations sommaires de violation des obligations des traités ; insulte au drapeau britannique ; attitude offensante à l'égard des étrangers résidant dans ce pays, etc. [190]. Cependant, on n'a

---

[190] Marx dénonce ici l'hypocrisie de l'impérialisme qui accuse les peuples coloniaux de cruautés et de crimes barbares pour justifier ses interventions.

avancé nulle charge précise, ni un seul fait déterminé pour étayer ces accusations, sauf l'incident de la lorcha Arrow et, dans ce dernier, la rhétorique parlementaire a distordu et faussé les circonstances au point que ceux qui désiraient vraiment comprendre ce qui s'était passé dans cette affaire ne pourraient qu'être égarés.

La lorcha Arrow était un petit bâtiment chinois, monté par des Chinois, mais au service de certains Anglais. Une licence temporaire lui permettait de battre pavillon anglais mais elle était expirée avant la prétendue « insulte ». À ce que l'on dit, la lorcha servait à la contrebande du sel, et avait à bord de sinistres figures — pirates et contrebandiers chinois — que les autorités recherchaient depuis longtemps pour de vieux comptes à régler. Or donc, alors qu'elle était ancrée dans le port de Canton, toutes voiles et pavillon baissés, la police eut vent de la présence à bord de ces malfaiteurs, et procéda à leur arrestation, comme le fait notre police [288] portuaire lorsqu'elle apprend que des écumeurs de fleuve et des contrebandiers se cachent dans un navire autochtone ou étranger, ancré dans les parages. Mais leur arrestation gênant les affaires des propriétaires, le capitaine alla protester auprès du Consul anglais. Le consul — un jeune homme, récemment nommé et, à ce que l'on sait, passablement impulsif et coléreux — se précipita *in propria persona* à bord de la lorcha et s'engagea dans une violente diatribe contre les policiers qui n'avaient fait que s'acquitter de leur tâche ; en conséquence, il n'obtint aucun résultat. Puis, il revint en toute hâte au consulat où il rédigea une lettre exigeant restitution et excuses au Gouverneur général de la province de Kouang-Toung, ainsi qu'une note à sir John Bowring et à l'amiral Seymour à Hong-Kong, déclarant que lui-même et les couleurs de son pays avaient subi un affront intolérable, et laissant entendre en termes suffisamment clairs

Comme toujours, l'horreur est du côté du dey de Tunis qui commit 1'abomination de donner un coup d'éventail à l'ambassadeur européen, et non de ceux qui ont envahi un pays paisible pour le mettre sous sa botte. En réalité, la plus grande horreur est chez le public blanc qui mit le monde à feu et à sang, prétextant de semblables balivernes, et qui ne fut que le lâche complice de ses classes dominantes exploiteuses. C'est sur de telles bassesses que repose la prétendue supériorité de l'homme blanc moderne. La seule clé pour comprendre les victoires blanches sur les peuples de couleur, c'est la supériorité du mode de production capitaliste sur les modes de pré-capitalistes.

que le moment, si longtemps attendu, d'une démonstration militaire contre Canton était arrivé.

Le gouverneur Yeh répondit avec calme et politesse aux exigences arrogantes du jeune et exalté consul britannique. Il exposa la raison de 1'arrestation, déplora les malentendus qui ont pu surgir dans cette affaire, mais nia avec énergie que les autorités impériales aient pu avoir la moindre intention d'offenser les couleurs britanniques, il restitua même les hommes, préférant ne pas les garder plutôt que de soulever de graves complications, bien que leur arrestation fût parfaitement légale. Mais, pour Mr. le consul Parkes, tout cela n'était pas suffisant : il lui fallait des excuses officielles et une restitution non moins [289] rituelle, ou le gouverneur Yeh devait en subir les conséquences.

Ce fut ensuite l'arrivée de l'amiral Seymour avec la flotte britannique, et le début d'un nouvel échange de notes, formalistes et menaçantes de la part de l'amiral, fraîches, sans passion et courtoises de la part du gouverneur. L'amiral Seymour exigea une entrevue personnelle dans 1'enceinte de la ville de Canton. Yeh rappela que c'était contraire à tous les précédents, et que sir George Bonham avait reconnu qu'on ne pouvait élever une telle prétention. S'il le fallait, il était tout disposé, comme de coutume, à une rencontre hors des remparts de la ville ou à tout autre contact au choix de l'amiral, mais non contraire à l'usage ou à l'étiquette traditionnelle de la Chine. Or cela n'eut pas l'heur de plaire au belliqueux représentant de la puissance britannique en Orient.

La guerre la plus inique a été entreprise pour les motifs que nous venons d'exposer brièvement et que les comptes rendus officiels présentés au peuple anglais confirment entièrement. Les habitants inoffensifs et les paisibles marchands de Canton ont été massacrés, leurs habitations rasées par l'artillerie, et les droits de l'humanité violés, sous le prétexte futile que la « menace des agresseurs chinois pesait sur la vie et la propriété britanniques ! » Le gouvernement et le peuple britanniques — ou du moins ceux qui se sont donnés la peine de suivre la question — savent combien ces accusations sont fausses et creuses. De fait, on a tenté de détourner l'attention du public du problème principal pour lui faire accroire qu'une longue série d'offenses [290] antérieures à l'incident de l'Arrow constituait un *casus belli* suffisant. Or ces affirmations sommaires sont dénuées de tout fondement.

Les Chinois ont au moins quatre-vingt-dix-neuf affronts à opposer à un seul subi par les Anglais.

La presse anglaise passe complètement sous silence les violations flagrantes des traités, accomplies jour après jour par les étrangers qui vivent en Chine sous la protection britannique. On ne souffle mot du commerce illicite de l'opium qui alimente chaque année le Trésor britannique aux dépens de vies humaines et des règles de morale. On ne souffle mot de la corruption régnant parmi les fonctionnaires subalternes, grâce à laquelle le gouvernement chinois est dépouillé frauduleusement de ses droits légitimes sur les marchandises qui entrent dans les ports ou en sortent. On ne souffle mot des souffrances « qui vont parfois jusqu'à la mort », dont sont victimes les émigrants chinois abusés et réduits à la condition d'esclaves, vendus et voués à un sort pire que l'esclavage sur la côte du Pérou et à Cuba. On ne souffle mot des méthodes d'intimidation exercées sur les Chinois d'un naturel réservé et timide, du vice introduit par les étrangers dans les ports ouverts à leur commerce. On n'écrit rien de tout cela et de bien d'autres choses encore, en premier lieu, parce que la grande majorité des hommes hors de Chine se soucie peu des conditions sociales et morales de ce pays ; en second lieu, parce que politique et prudence demandent que l'on n'agite pas de problèmes dont on ne se promette un avantage pécuniaire. Ainsi les Anglais de la métropole qui ne voient pas au-delà de la boutique où ils achètent [291] leur thé, sont disposés à avaler tous les mensonges, dont le gouvernement et la presse jugent bon de gaver l'opinion publique.

Dans l'intervalle, le feu de la haine contre les Anglais, allumé par la guerre de l'Opium et assoupi quelque peu, va maintenant rejaillir dans une flambée d'hostilité que nulle offre de paix et d'amitié ne pourra sans doute éteindre [191].

---

191 La direction de la *New York Tribune* a donné la version suivante de ce dernier aliéna : « *Dans l'intervalle, en Chine, le feu dévorant de la haine allumée contre les Anglais par la guerre de l'Opium se transforme en incendie qu'aucune offre de paix et d'amitié ne sera en mesure d'éteindre. Pour sauvegarder les échanges chrétiens et commerciaux avec la Chine, il est hautement désirable que nous nous tenions à l'écart du conflit, et que les Chinois ne soient pas induits à penser que toutes les nations du monde occidental sont unies contre eux en une seule conspiration.* »

[293]

II. DISSOLUTION PARLEMENTAIRE
ET GUERRES COLONIALES

Extraits de la correspondance officielle

Karl Marx

New York Daily Tribune, 2. VII.1857.

Retour à la table des matières

Parmi les documents relatifs à la Chine que lord Palmerston a soumis à l'examen des Communes, nous découvrons certains extraits de la correspondance entre le docteur Parkes et le gouverneur Yeh, et il nous semble que notre docteur y a nettement le moins beau rôle. Voici par exemple comment Yeh répond à sa lettre de protestation dans l'affaire de l'empoisonnement du pain à Hong-Kong :

« *J'ai reçu de Votre Excellence, la note du 16 courant par laquelle j'apprends que le consul américain, arrivé à Macao en provenance de Hong-Kong, vous a personnellement informé de ce qu'il y a deux ou trois jours certains Chinois de Hong-Kong avaient mêlé du poison* [294] *au pain fourni au public de toutes les nationalités. Ceux qui en ont mangé ont été gravement malades, et certains en sont peut-être morts.*

« En apprenant cette nouvelle, ma surprise a été grande. Les Chinois et les Américains ont toujours entretenu de bons rapports réciproques, et les échanges commerciaux entre la Chine et les autres nations se sont toujours développés jusqu'à ce jour de manière amicale. Il n'empêche qu'il y a quelques mois, les Anglais, sans y avoir été en

rien provoqués, ont envoyé leurs troupes en Chine et engagé les hostilités, mettant à diverses reprises le feu aux magasins et aux maisons de nos compatriotes, détruisant un grand nombre d'immeubles et ruinant des familles entières. Cela a sans doute suscité la haine de nombreux Chinois contre les Britanniques — si détestable que soit l'empoisonnement de gens avec des moyens aussi sournois. Quoi qu'il en soit, s'agissant de faits survenus à Hong-Kong, il m'est tout à fait impossible de les contrôler dans le détail. Ces actes sont imputables aux innombrables vexations subies par les Chinois de la part des Anglais, et les citoyens de ce district ont choisi ce moyen de se venger pour les malheurs qui se sont abattus sur eux.

« Comme les Américains n'ont jamais fait de tort aux Chinois, je n'y vois, en vérité, absolument aucune raison pour troubler la bonne harmonie entre nos deux pays. Votre Excellence pourrait utilement prévenir et exhorter les Américains dans les formes appropriées afin qu'ils poursuivent en paix leurs occupations. Dès lors, les Chinois ne manqueront pas de les traiter toujours de manière civile. Qu'est-ce qui aurait [295] *bien pu amener les Chinois à les empoisonner en cachette ? C'est sur cette question que j'attire l'attention de Votre Excellence. Voilà ce que je vous réponds, en même temps que je vous souhaite une paix durable*. »

On ne saurait mieux exprimer la suggestion que nous avons mise en italiques ci-dessus, à savoir que le Dr Parkes et ses compatriotes feraient mieux de s'occuper de leurs propres affaires que de s'immiscer dans le conflit déchaîné par les Anglais.

Cependant, au lieu de suivre un conseil aussi sage, le docteur Parkes s'est cru obligé d'écrire une lettre à Yeh, dans laquelle il s'efforce de justifier les Américains et lui-même pour avoir fait cause commune avec les Anglais. Voici un passage de sa missive :

« *Si le soussigné était invité à formuler son jugement sur la question de savoir qui a tort et raison dans l'actuel différend, il souhaiterait si possible établir s'il n'eût pas été plus juste, quand l'occasion des graves troubles est née, que les hautes autorités des deux gouvernements se rencontrent en tête à tête et résolvent le problème dans un esprit de raison et de justice, afin d'éviter l'immense destruction de biens matériels et l'horrible effusion de sang, simplement parce que Votre Excellence a omis de suivre la voie de la sagesse. Il aimerait de*

même rechercher la vérité sur ce qui a transpiré dans le public au sujet du droit d'accès à la ville de Canton et qui diverge sensiblement de ce que le soussigné, résidant depuis de longues années en Chine, a constaté comme étant les faits véritables.

[296]

« Qu'il soit permis au soussigné, dans un esprit de véritable amitié, d'exprimer à Votre Excellence sa conviction que la source de toutes les difficultés entre la Chine et les autres nations est votre aversion à reconnaître l'Angleterre, la France, l'Amérique et les autres grandes nations occidentales comme ses pairs et ses amis sincères, et à les traiter en conséquence. En ce qui concerne la présente grave affaire, le Gouvernement Américain est assuré que les Anglais sont dans leur droit, et il est décidé à collaborer avec eux. »

On ne nous communique pas la réponse de Yeh, mais on peut admettre qu'il n'a pas négligé de répondre à notre Docteur comme il le mérite. Ce dernier sait mieux que quiconque que la véritable cause des « difficultés » passées et présentes n'est pas dans l'aversion de la Chine à reconnaître l'Angleterre, la France et les autres grandes nations occidentales comme ses pairs, mais l'aversion des autorités chinoises à autoriser que leurs sujets soient impunément empoisonnés par l'opium pour la plus grande gloire et le profit de la Compagnie anglaise des Indes Orientales et par une poignée de commerçants britanniques, américains et français, dépourvus de scrupules.

Comment les Chinois pourraient-ils considérer ces « grandes nations occidentales » comme des « amis sincères » et les « traiter en conséquence », quand ils savent pertinemment que l'objectif premier de ces grandes nations en Chine était et demeure la vente, la diffusion de l'opium, drogue empoisonnée, introduite en Chine par ces mêmes étrangers, il y a un siècle, et inconnue [297] auparavant des Chinois [192], drogue dont l'usage a augmenté avec une rapidité terrifiante,

---

[192] Dans diverses éditions, on note à ce propos que l'opium était déjà connu longtemps auparavant en Chine. Il existe, par exemple, des descriptions sur l'utilisation de sa semence à des fins médicales dans le livre des herbes de l'année 973. Il convient cependant de remarquer que Marx parle de l'usage de l'opium à des fins non médicales. Ce furent les Portugais qui importèrent les premiers de l'opium en Chine. Dès 1589, 1'opium fut taxé aux frontières de la Chine.

drogue fatale aussi bien aux mœurs et traditions qu'à la prospérité économique et à la santé physique des Chinois ? C'est seulement lorsque ces « grandes nations » prouveront leur amitié sincère en collaborant avec les autorités chinoises pour mettre un terme à ce trafic scandaleux, qu'ils pourraient se plaindre de ce que les Chinois ne soient pas disposés à reconnaître leur « amitié sincère ».

Au demeurant, d'autres fonctionnaires chinois semblent tout aussi doués que Yeh dans l'art de la correspondance diplomatique. Le 9 décembre 1856, sir J. Bowring transmit au vice-roi de Foukien, etc. la liste de ses doléances contre Yeh, en le priant d'en informer la cour de Pékin. Le vice-roi répondit entre autres :

« *Le document que vous m'avez envoyé étant en anglais, j'ignore son contenu, car je n'ai pas les moyens de le déchiffrer.*

« En conclusion, j'ai le devoir d'ajouter qu'étant donné que nos deux nations entretiennent depuis de très longues années des rapports amicaux, j'ose espérer que si elles continuent d'observer l'une et l'autre les termes du traité de Paix, elles auront l'avantage de renforcer encore les bonnes relations existantes. »

Le vice-roi d'une autre province auquel avait été envoyée une lettre similaire, répondit comme suit :

« *Je me réjouis des assurances de paix que m'envoie Votre Excellence. Toutefois il nuirait aux intérêts de la paix, auxquels Votre Excellence semble si attachée, que je communique à l'Empereur* [298] *qu'en raison de l'attitude de Yeh, vous avez si précipitamment rompu une paix qui devait, selon le Traité, être éternelle. Un autre motif pour ne pas informer la Couronne est que Yeh — et lui seul — est compétent pour traiter des questions commerciales et, s'agissant d'affaires concernant des étrangers, il ne peut s'agir que de telles questions*. »

L'édit impérial du 27 décembre 1856 que nous reproduisons ci-dessous, ne laisse percer nulle part que l'Empereur soit actuellement disposé à céder aux exigences des Anglais :

« *Ce jour même, nous avons informé Yeh qu'au cas où les barbares* [193] *anglais abandonneraient le cours actuel de leur politique, la colère (ou haine) ne serait pas portée à son extrême. Toutefois, s'ils persistaient dans leurs extravagances et leur obstination, nous n'engagerions pas les négociations de paix dans un esprit de conciliation qui ouvrirait la voie à de nouvelles et substantielles concessions de notre part. Yeh Ming-Tsin gouverne depuis si longtemps les provinces du Kouang qu'il est parfaitement au courant des affaires barbares et saura sans doute très bien définir la ligne à suivre dans la pratique.*

« Par ailleurs, nous constatons que les côtes du Kiangsi, du Chekiang et du Foukien sont, par suite d'une longue expérience, bien connues des navires barbares, et puisqu'il faut prendre les mesures nécessaires pour les protéger aussi contre les Barbares qui, s'ils constatent qu'ils ne peuvent imposer leur loi dans la province de Canton, chercheront à semer le trouble dans d'autres ports le long de la côte, nous ordonnons à Aï Liang, Chaou et Aï Lo de donner des [299] *instructions secrètes aux autorités locales afin qu'au cas où des navires de Barbares s'approcheraient des districts soumis à leur juridiction, ils prennent les mesures indispensables à leur sécurité, sans bruit ni signaux (qui puissent attirer leur attention). Si les Barbares prétendent justifier les circonstances de la violation de la paix à Canton, il importe de les réduire au silence avec des arguments rationnels, en sorte qu'ils n'aient plus d'échappatoire : peut-être qu'en constatant cela, se décideront-ils à abandonner une entreprise désespérée ? Mais les autorités concernées ne doivent pas s'alarmer, afin de ne pas jeter le trouble et la confusion dans l'esprit de tous*. »

---

193 Il était d'usage dans le Céleste Empire de désigner comme « barbares » les citoyens et représentants officiels des autres nations : « affaires barbares » équivalait ainsi à « affaires étrangères ».

[301]

II. DISSOLUTION PARLEMENTAIRE ET GUERRES COLONIALES

Palmerston et les élections générales

Karl Marx

New York Tribune, 31. III.1857.

« *Tenez-vous, mon bon seigneur, entre deux hommes d'église,*
Et je vais improviser là-dessus une sainte mélodie [194]. »

Retour à la table des matières

Palmerston ne suit pas à la lettre ce précepte de Buckingham à l'adresse de Richard III. Il se tient entre le clergé, d'une part, et le trafiquant d'opium, de l'autre. Les évêques de la Basse Église [195], dont ce fieffé coquin a ratifié la nomination par le truchement du comte de Shaftesbury, son parent, témoignent combien il est « loyal », tandis que les marchands du « doux poison pour le règne du fin bec [196] » té-

---

[194] Cf. Shakespeare, *Le Roi Richard III.* Acte III, scène 7.
La direction du journal américain avait modifié le titre de cet article. Nous avons repris celui de Marx.

[195] La Basse Église était le second courant de l'église anglicane à laquelle appartenaient surtout la bourgeoisie et le bas clergé. Son enseignement correspondait en gros à l'éthique bourgeoise. La Haute Eglise, en revanche, recrutait essentiellement dans l'aristocratie, et s'efforçait de sauvegarder les magnificences de 1'ancien rituel et de trouver un rapprochement avec le catholicisme.

[196] Cf. Shakespeare, *le roi Jean,* acte II, scène 1.

moignent qu'il est un zélé serviteur de 1'« utilité privée, [302] cette inclination particulière de l'humanité [197] ». Burke, l'Ecossais, était fier des « lève-toi-et marche » londoniens [198], Palmerston, quant à lui, est fier des « empoisonneurs » de Liverpool. Ces messieurs au visage glabre sont les dignes représentants d'une ville qui doit directement sa grandeur au commerce des esclaves [199]. Liverpool qui, par ailleurs, ne brille pas par ses productions artistiques, peut néanmoins revendiquer le mérite original d'avoir enrichi la poésie d'odes au commerce des esclaves. Alors que Pindare commence son hymne aux vainqueurs olympiques avec les mots « l'eau est l'idéal suprême », on peut attendre d'un moderne Pindare de Liverpool qu'il entame son hymne à celui qui trône à *Downing Street* [200] avec le vers spirituel : « l'opium est l'idéal suprême ».

Marchant la main dans la main avec les saints évêques et les profanes trafiquants d'opium, les grands marchands de thé participent la plupart, directement ou indirectement, au commerce de 1'opium. Tout ce beau monde a évidemment intérêt à déchirer les traités actuellement en vigueur avec la Chine. Ne sont-ils pas poussés à le faire par les plus profonds ressorts de l'âme ? Depuis un an, ils se sont lancés dans les spéculations les plus gigantesques sur le thé, et toute prolongation des hostilités en Chine fait grimper chaque jour davantage les prix des énormes stocks de cette précieuse marchandise, leur permettant d'ajourner le paiement des sommes colossales qu'ils doivent à leurs fournisseurs chinois de Canton.

---

197 Cf. Shakespeare, *le roi Jean*, acte I, scène 1.

198 « Lève-toi et marche », nom donné en Angleterre à ceux qui déterraient en secret les cadavres dans les cimetières, afin de les vendre aux fins d'autopsie et de dissection. Lorsque la demande prit de l'ampleur dans les premières décennies du XIXe siècle, on recourut souvent à la « méthode, inventée par William Burke d'Edimburg : on étranglait des malheureux de manière à ne laisser aucune trace de strangulation.

199 Dans la *Guerre civile aux États-Unis* (Edition 10/ 18, p. 268), Marx avait déjà dénoncé Liverpool (ville portuaire réactionnaire parce que ne vivant pas de l'industrie, mais du commerce mondial et colonial, à 1'instar de New York) qui avait cherché un compromis entre l'Angleterre et le Sud esclavagiste.

200 Rue du centre de Londres où se trouve le siège du Premier ministre anglais (Palmerston).

De même la guerre leur permettra d'escroquer à la fois leurs acheteurs britanniques et leurs [303] vendeurs chinois et, partant, de réaliser leur idéal de la « gloire nationale » et des « intérêts commerciaux ». En général, les fabricants britanniques ne sont pas d'accord avec cet enseignement du catéchisme de Liverpool à cause du principe non moins sublime de l'école de Manchester selon lequel le prix du coton doit rester bas, ce qui les oppose à ces messieurs de Liverpool pour lesquels il doit être élevé.

Au cours de la première guerre anglo-chinoise qui dura de 1839 à 1842, les industriels britanniques s'étaient bercés d'espérances illusoires, en s'attendant à un essor gigantesque de leurs exportations. Déjà, ils avaient calculé tous les yards de cotonnades dont ils couvriraient les habitants du Céleste Empire. L'expérience mit en pièces le voile d'illusion que le politicien Palmerston avait jeté sur leur esprit. De 1854 à 1857, les exportations de produits manufacturés anglais vers la Chine ne dépassèrent pas en moyenne la valeur de 1 250 000 £. Or cette somme avait souvent été atteinte au cours des années précédant la première guerre avec la Chine.

Mr. Cobden, porte-parole des fabricants britanniques à la Chambre des Communes déclarait en effet : « *Depuis 1842, nous (Royaume-Uni) nous n'avons pratiquement pas augmenté le volume de nos exportations vers la Chine, en ce qui concerne les produits manufacturiers. Nous avons augmenté notre consommation de thé, c'est tout* [201]. »

C'est ce qui explique que les fabricants britanniques sont en condition de se former sur la politique chinoise une conception plus claire que le clergé, les trafiquants d'opium et les négociants [304] de thé britanniques. Nous avons fait ainsi le compte de tous les fidèles partisans de Palmerston, si nous faisons abstraction des budgétivores et des chasseurs de sinécure qui pendent aux basques de tout gouvernement,

---

201 Cela montre la faiblesse des échanges commerciaux, sur la base de la production et de l'industrie des colonies et de la métropole blanche, et, du même coup le niveau dérisoire de l'industrialisation en résultant pour les colonies à la suite de l'irruption du capitalisme européen. La recherche de surprofits, extorqués par la spoliation ou la spéculation au profit du commerce et de la finance, est sans doute le moteur principal du colonialisme du moins à ses débuts.

ainsi que des sots patriotes de cabaret qui s'imaginent que, sous la direction de Pam [202], « la nation se galvanisera ». Toutefois, nous ne devons pas oublier le *Times* de Londres et le *Punch*, le grand Cophta [203] et clown de la presse britannique qui sont tous deux liés à l'actuel gouvernement par des liens dorés et officiels qui font qu'ils applaudissent avec un enthousiasme emprunté le héros des massacres sanglants de Canton.

Cependant, il ne faut pas négliger le fait que le vote aux Communes n'est pas seulement une révolte contre la personne de Palmerston, comme 1'écrit le *Times*. Les prochaines élections ne décideront donc pas seulement si Palmerston s'emparera de tout le pouvoir de l'État, mais encore s'il attribuera au *Times* un monopole dans la fabrication de l'opinion publique.

Voyons quel est le thème susceptible d'inspirer 1'appel de Palmerston pour les élections à la Chambre des Communes. Conduira-t-il la bataille avec le mot d'ordre de l'extension du commerce avec la Chine ? Mais n'a-t-il pas détruit précisément le port, dont dépendait ce commerce ? Pour un temps plus ou moins long, il a transféré ce commerce de mer sur terre, et des cinq ports chinois vers la Sibérie. Dans tout le Royaume- Uni, il a augmenté les droits de douane sur le thé, ce qui constitue le plus grand obstacle à une extension du commerce avec la Chine. Utilisera-t-il l'argument de la sécurité des spéculateurs [305] commerciaux britanniques ? Le livre bleu, intitulé *Correspondance relative aux outrages subis en Chine*, que le cabinet lui-même a glissé sur la table de la Chambre des Communes, démontre pourtant qu'au cours des sept années passées on a pu enregistrer à peine sept cas injurieux, dont trois sont à mettre au compte des Anglais, et quatre sont le fruit des efforts des autorités chinoises pour procurer à l'administration britannique la satisfaction de châtier les coupables.

---

202 Sobriquet de Palmerston.

203 *Punch, or the London Charivari* hebdomadaire satirique anglais de tendance libérale.

Au XVIIIe siècle, le comte Cagliostro (Giuseppe Balsamo) avait inventé ce nom et l'avait attribué à un prêtre égyptien qu'il disait avoir inspiré une loge maçonnique égyptienne dont Cagliostro se prétendait le fondateur et le dirigeant, après avoir été initié à ses mystères au cours d'un voyage en Egypte et s'être inspiré dans son action par l'esprit du tout-puissant et omniscient grand Cophta, dont il se prétendait 1' incarnation.

En somme, si les biens et la vie des négociants anglais sont actuellement menacés à Hong-Kong, Singapour, etc., c'est par la faute de Palmerston lui- même. Mais qu'en est-il de l'honneur du drapeau anglais ? Palmerston en a vendu 50 £ la pièce aux contrebandiers de Hong-Kong, et l'a souillé par le « gigantesque massacre de clients sans défense de l'Angleterre ».

Quoi qu'il en soit, ces arguments sur l'extension du commerce, la sécurité des spéculateurs britanniques et l'honneur du drapeau anglais sont les seuls qu'il ait fait porter devant les électeurs par les sages du gouvernement. Il se garde prudemment d'aborder un point quelconque de politique intérieure, car il n'y a rien à attendre de mots d'ordre tels que « Pas de réformes » et « Davantage d'impôts ». Un membre du cabinet Palmerston, lord Murgrave, chancelier de l'Echiquier, raconte à ses électeurs qu'il « n'a aucune théorie politique à présenter ». Un autre, Bob Lowe, persifle, dans son discours de Kidderminsten, le suffrage secret, l'extension du droit de vote et autres semblables « balivernes ». Un troisième, Mr. Labouchere, ce même fieffé garnement [306] qui s'est fait le défenseur du bombardement de Canton en arguant que, si les Communes le flétrissaient comme injuste, il faudrait que le peuple anglais s'attende à devoir payer la somme d'environ 5 000 000 £ aux marchands étrangers, dont les biens ont été détruits à cette occasion — ce même Labouchere ignore complètement la politique dans son discours électoral à Taunton, et fonde simplement ses prétentions sur les hauts faits des Bowring, Parkes et Seymour.

Un journal de province note fort justement que Palmerston ne représente « non seulement aucune bonne solution pour la tribune électorale, mais encore aucune solution du tout ». Mais son cas n'est nullement désespéré. Depuis le vote de la Chambre des Communes, les circonstances ont complètement changé. Le forfait local perpétré contre Canton a mené à une guerre générale avec la Chine. La seule question qui se pose maintenant est donc de savoir qui assurera la poursuite de la guerre ? Or l'homme qui prétend que cette guerre est juste n'est-il pas mieux placé pour la conduire avec énergie que ses adversaires qui la condamnent au cours de la campagne électorale. Au reste, durant son interrègne, Palmerston saura créer un tel désordre dans les affaires, qu'il apparaîtra comme le sauveur irremplaçable.

Dans ces conditions, le simple fait qu'il y ait bataille électorale ne décide-t-il pas de la question en sa faveur ? Pour la majeure partie de

l'électorat britannique dans sa composition actuelle, voter signifie choisir entre conservateurs et libéraux. Il est la véritable tête des libéraux, [307] puisque sa chute porterait les conservateurs au pouvoir, il s'ensuit que la majeure partie des prétendus libéraux votera pour Palmerston, afin de faire échec à Derby ?

Telles sont les véritables raisons qui poussent les partisans du cabinet à faire leur choix. Si leurs calculs se réalisent, la dictature de Palmerston subie jusqu'ici en silence serait proclamée ouvertement. La nouvelle majorité parlementaire devrait son existence à la reconnaissance expresse d'une obéissance passive au ministère.

L'appel de Palmerston au peuple à la tribune du parlement pourrait alors être suivi le moment venu d'un coup d'État, comme cela se produisit après l'appel à la nation de Bonaparte devant 1'Assemblée nationale. Ces mêmes personnes pourraient alors apprendre à leurs dépens que Palmerston est un ancien frère d'armes du cabinet Castlereagh-Sidmouth qui abolit la loi sur l'*habeas corpus*, vota les pleins-pouvoirs au gouvernement pour qu'il emprisonne et expulse à son gré, et fit massacrer finalement le peuple de Manchester, parce qu'il protestait contre les lois céréalières.

[313]

TEXTES DE MARX-ENGELS *

III

LE POISON CAPITALISTE EN CHINE

« *La Chine était si faible et si ébranlée, qu'elle n'eut même plus la force de supporter la crise d'une révolution populaire. En conséquence, la révolte aiguë même s'y est transformée en une maladie chronique et apparemment incurable* » (Engels, *New York Tribune*, 18.IX.1858).

Karl Marx

Retour à la table des matières

* [Sauf indication contraire, les notes sont du traducteur.]

[315]

III. LE POISON CAPITALISTE EN CHINE

L'histoire du commerce de l'opium

Karl Marx

New York. Tribune, 20. IX.1858 [204].

Retour à la table des matières

Les rumeurs concernant le nouveau Traité [205] arraché à la Chine par les plénipotentiaires des Alliés, ont apparemment suscité les

[204] Marx reprend ses articles sur la Chine après un an d'interruption. Si, entre-temps, la scène parlementaire a changé, avec le cabinet conservateur de lord Derby, la guerre n'en a pas moins continué en Chine où des contingents franco-anglais ont occupé Canton en décembre 1857 et Takou au printemps 1858. En juin 1858, ce fut la conclusion du traité de Tsien-tsin, suivi quelques jours plus tard de traités analogues entre la Chine, la Russie et les États-Unis.

La nouvelle série d'articles de Marx commence dès 1'arrivée de la nouvelle de la conclusion diplomatique de la seconde guerre de l'Opium. En exposant l'histoire du commerce anglo-indo-chinois, Marx étudie les perspectives de son prochain accroissement ou — comme il l'admet finalement — de sa stagnation et de son recul, d'où l'éventualité d'un nouveau conflit.

[205] Marx analyse le contenu de ce traité dans un autre article intitulé *le Nouveau Traité avec la Chine*. Celui-ci ouvrit à l'Angleterre, France, Russie et États-Unis de nouveaux ports sur le Yang-tsé, en Mandchourie, Formose et Hainan. Pékin dut admettre l'installation [369] permanente de représentations diplomatiques occidentales, le droit de navigation sur le Yang-tsé jusqu'à Hankéou, la liberté d'entrée et de déplacement des étrangers en Chine, la reconnaissance des missions chrétiennes. Le traité prévoyait, en outre, la révision des traités de commerce et une indemnité de guerre. Des traités ana-

mêmes espérances lumineuses sur l'extension gigantesque du commerce que celles qui avaient ébloui les marchands en 1845, après la conclusion de la première guerre chinoise. Mais, en admettant que le télégraphe de Pétersbourg ait dit vrai est-il certain que l'augmentation des villes ouvertes au commerce doive nécessairement entraîner un développement des échanges commerciaux avec la Chine ? Existe-t-il, en fait, une probabilité quelconque que la guerre de 1857-1858 conduise à de meilleurs résultats que celle de « 1839-1842 ?

Tout ce qu'il y a de sûr, c'est que le traité de [316] 1843, au lieu de promouvoir les exportations britanniques et américaines en Chine, n'a fait qu'aggraver et précipiter la crise commerciale de 1847. De même, en entretenant de faciles illusions sur les possibilités illimitées du marché chinois et en alimentant des spéculations exagérées, le nouveau traité peut contribuer à préparer une nouvelle crise au moment même où le marché mondial émerge doucement du récent chaos [206].

À part ce résultat négatif, la première guerre de l'Opium avait stimulé le commerce de cette drogue aux dépens du commerce normal et légalement reconnu. On peut s'attendre à ce que la seconde guerre de l'Opium ait les mêmes conséquences, à moins que l'Angleterre, sous la pression générale du monde civilisé, ne soit contrainte à abandonner la culture du pavot qu'elle impose à l'Inde ainsi que sa propagation en Chine par la violence. Nous nous abstiendrons de nous étendre sur la moralité de ce commerce, dont Montgomery Martin — un Anglais — parle dans les termes suivants :

« *Bien sûr, le commerce des esclaves avait quelque chose de miséricordieux par rapport au commerce de l'opium : nous ne ruinions pas l'organisme des Africains, car il était de notre intérêt immédiat de les maintenir en vie ; nous ne dépravions pas leur nature, ni ne corrompions leur esprit, ni ne tuions leur âme. Or, le vendeur d'opium tue le corps après avoir perverti, dégradé et ruiné l'âme des malheu-*

---

logues furent conclus avec la France, les États-Unis et la Russie qui obtint, de surcroît, toute la vallée de 1'Amour et d'autres privilèges.

206 Marx a commenté la crise de 1857 dans les articles de la *New York Tribune* des 16 et 30 mai, 27 juillet, 27 septembre, 21 et 28 novembre, 15 et 22 décembre 1857. Il l'a également analysée dans la section V du livre III du Capital avec de nombreuses références à l'influence exercée sur elle par le commerce chinois et indien.

reux pêcheurs. À chaque heure qui passe, on sacrifie de nouvelles victimes à cet insatiable Moloch : l'assassin anglais et le [317] *candidat chinois au suicide rivalisent d'ardeur sur son autel toire* [207]. »

Les Chinois ne peuvent acheter à la fois des produits manufacturés et de l'opium ; dans les circonstances actuelles, l'extension des échanges commerciaux avec la Chine tend à accroître le trafic de l'opium. L'augmentation de ce dernier est incompatible avec l'essor du commerce légal. C'est ce qui était il y a deux ans encore, un théorème généralement admis. Une commission parlementaire, désignée par les Communes en 1847, concluait ainsi son rapport :

« *Nous déplorons que le commerce avec ce pays ne soit pas satisfaisant depuis quelques années et que le résultat de nos efforts pour élargir nos échanges n'ait pas correspondu aux légitimes espoirs que faisait naître tout naturellement la liberté d'accès à un marché aussi fantastique... Nous estimons que les difficultés commerciales ne dérivent ni d'une trop faible demande chinoise en articles manufacturiers anglais, ni de la concurrence croissante des autres nations... L'achat de l'opium absorbe tout l'argent, aux dépens du trafic général des Chinois ; le thé et la soie doivent payer le reste* [208]. »

The Overland Friend of China du 28 juillet 1849, généralisant ces considérations, dit clairement : « *Le commerce de l'opium s'étend toujours davantage. Une demande accrue de thé et de soie de la part de la Grande-Bretagne et des États-Unis ne ferait qu'accroître le commerce de l'opium : le cas des fabricants est sans espoir*. »

Dans un article de janvier 1850 du *Merchant's Magazine*, l'un des plus importants exportateurs américains en Chine ramène toute la question du [318] commerce avec la Chine à l'alternative suivante :

---

207 Cf. China. *Political, Commercial and Social Report to H.M. Governement*, 1847, II, p. 261. Auteur de nombreux ouvrages sur l'Irlande, l'Inde et de nombreuses parties de l'Empire britannique, Martin était trésorier des services consulaires en Chine et membre du Conseil législatif de Hong-Kong. Il fut obligé de démissionner de son poste en 1845, en raison de son opposition à la politique de la Grande-Bretagne en Extrême-Orient, et en particulier au commerce de l'opium.

208 Extrait de : *Select Committee on Commercial Relations with China. Report and Minutes of Evidence*, juillet 1847, p. III, IV.

« *Quelle branche commerciale faut-il éliminer : le trafic de l'opium ou l'exportation des produits de l'industrie américaine ou anglaise ?* »

Les Chinois partagent la même opinion. Montgomery Martin rapporte à ce propos : « *J'ai demandé à un haut fonctionnaire de Changhaï quel serait le meilleur moyen d'élargir notre commerce avec la Chine, et voici la réponse qu'il m'a donnée en présence du capitaine Balfour, consul de Sa Majesté : Cessez de nous envoyer tout cet opium, et nous pourrons acheter vos produits manufacturiers*. »

Au cours des huit dernières années, l'histoire du commerce général illustre également cette conclusion d'une manière éclatante. Cependant, avant d'analyser les effets funestes du commerce de l'opium sur le commerce légalement reconnu, nous devons jeter un coup d'œil rapide sur les origines et l'essor de ce trafic surprenant qui occupe une place à part dans les annales du genre humain, tant parce qu'il constitue, pour ainsi dire, l'axe autour duquel tournent les tragiques conflits successifs, que parce qu'il influence 1'ensemble des rapports entre l'Occident et 1'Orient.

Avant 1767, la quantité d'opium exportée de 1'Inde ne dépassait pas deux cents caisses d'environ 133 livres chacune. L'opium était admis légalement en Chine à titre de médicament contre paiement d'un droit de près de 3 dollars par caisse. A cette époque, le quasi monopole de son exportation dans le Céleste Empire était détenu par les Portugais qui se procuraient la drogue en Turquie. Mais en 1773, le colonel Watson et le [319] vice-président Wheeler — qui n'ont pas volé leur place aux côtés des Hermentier, Palmer et autres empoisonneurs de réputation mondiale — suggérèrent à la Compagnie des Indes l'idée de participer aussi au trafic d'opium avec la Chine. À la suite de cette proposition, on installa un dépôt d'opium à bord de navires ancrés dans une baie au sud-ouest de Macao. Mais le coup ne réussit pas. En 1781, le gouvernement du Bengale envoya en Chine un vaisseau armé, chargé d'opium, et en 1794 la Compagnie en fit stationner un autre à Whampoa, point de mouillage du port de Canton. Il semble que le choix de Whampoa fut plus judicieux que celui de Macao. En effet, deux ans après seulement, le gouvernement chinois se vit obligé de promulguer une loi menaçant ceux qui introduisaient l'opium par contrebande d'être fouettés avec des verges de bambou et exposés sur la voie publique avec une cangue de bois autour du cou.

Vers 1798, la Compagnie des Indes cessa d'exporter directement de l'opium en Chine, mais se fit exclusivement producteur. On établit le monopole de l'opium en Inde, et tandis que 1'on interdisait hypocritement aux navires de la Compagnie d'exercer le trafic de la drogue, on délivra aux navires privés commerçant avec la Chine une licence qui renfermait une clause prévoyant une forte pénalité pour le cas où ils transporteraient de l'opium produit par d'autres.

En 1800, les importations en Chine atteignirent 2 000 caisses. Après avoir présenté, durant le XVIIIe siècle, les traits propres aux heurts classiques entre marchands étrangers et douane nationale, la lutte entre la Compagnie des Indes [320] orientales et la Chine prit au début du XIXe siècle un tour particulier et hors du commun. Tandis que l'Empereur de Chine, pour mettre fin au suicide de son peuple, interdisait à la fois l'importation de ce poison par les étrangers et sa consommation par les indigènes, la Compagnie des Indes orientales faisait rapidement de la culture du pavot en Inde et de la contrebande de 1'opium en Chine le pilier intangible de tout son système financier.

Ainsi, tandis que le semi-barbare s'accrochait au principe de la morale, le civilisé lui opposait le principe du Mammon. Qu'un Empire gigantesque, englobant presqu'un tiers du genre humain, végétant malgré les impératifs du temps, se tenant artificiellement à l'écart des relations générales du monde et s'illusionnant lui-même avec le mythe de sa perfection céleste —, qu'un tel Empire soit finalement surpris par le destin et entraîné dans un duel à mort dans lequel le représentant du monde antique semble mû par des motifs éthiques, tandis que le représentant de la société moderne lutte pour le privilège de trafiquer sur les marchés où l'on achète le moins cher et l'on vend le plus cher, cela vraiment est une tragédie si étrange qu'un poète n'eût jamais osé en rêver de pareille.

[321]

III. DISSOLUTION PARLEMENTAIRE ET GUERRES COLONIALES

New York Tribune, 25. IX.1858.

Retour à la table des matières

L'instauration du monopole de l'opium en Inde par le gouvernement britannique entraîna la prohibition du commerce de l'opium en Chine. Les peines cruelles infligées par le législateur chinois à ses sujets indociles furent aussi inopérantes que les rigoureuses normes prohibitives appliquées par la douane chinoise. Le second effet de la résistance morale des Chinois fut que les Anglais corrompirent les autorités impériales, les fonctionnaires de la douane et les mandarins en général. La corruption qui s'infiltra jusqu'au cœur de la bureaucratie céleste et détruisit les assises de l'ordre patriarcal, fut introduite en contrebande dans l'Empire, en même temps que les caisses d'opium des transporteurs britanniques, ancrés à Whampoa.

Alimenté par la Compagnie des Indes orientales, [322] vainement combattu par le gouvernement central de Pékin, le commerce de l'opium prit graduellement des proportions toujours plus vastes et finit par absorber dans les deux millions et demi de dollars en 1816. La liberté de commerce instaurée cette année-là en Inde — à l'exception du seul commerce de thé resté monopole de la Compagnie des Indes orientales — donna une nouvelle et puissante impulsion aux entreprises des contrebandiers anglais. Le nombre de caisses introduites frauduleusement en Chine s'éleva à 5 147 en 1820, à 7 000 en 1821, à 12 639 en 1824. Durant tout ce temps le gouvernement chinois adressait des notes de protestation et de menace aux marchands étrangers,

sévissait contre les marchands Hong, convaincus d'avoir aidé les Anglais, faisait preuve d'une énergie extraordinaire dans la chasse aux consommateurs chinois d'opium et ne cessait de renforcer les contrôles aux douanes.

Le résultat final fut le même que celui auquel étaient parvenus des efforts entrepris depuis 1794 : les dépôts d'opium furent transférés vers des bases d'opération moins précaires et plus adaptées aux besoins de l'heure. Macao et Whampoa furent abandonnées pour l'île de Lingting, à 1'embouchure de la rivière de Canton, où l'on établit des dépôts permanents à bord de navires pourvus d'équipages nombreux et armés jusqu'aux dents. De même, lorsque le Gouvernement chinois réussit à juguler momentanément l'activité des vieilles corporations marchandes de Canton, le commerce ne fit que changer de mains, passant à une couche plus basse d'hommes prêts à l'exercer en dépit de tous les risques et avec n'importe quels moyens. Grâce à ces facilités [323] plus grandes, le commerce de l'opium passa de 12 639 à 21 785 caisses en dix ans (de 1824 à 1834).

Comme les années 1800, 1816 et 1824, l'année 1834 marque un tournant dans l'histoire du commerce de l'opium. La Compagnie des Indes orientales perdit alors le privilège commercial pour le thé chinois et dut, en outre, s'abstenir de toute activité commerciale en général. Grâce à cette transformation d'un établissement marchand en pure administration étatique, le commerce avec la Chine, désormais ouvert, devint l'affaire privée d'Anglais qui lui donnèrent une impulsion si vigoureuse qu'en 1837 39 000 caisses d'opium évaluées à 25 000 000 de dollars furent transportées en contrebande en Chine, malgré la résistance désespérée du gouvernement du Céleste Empire. Deux faits méritent ici d'être soulignés : premièrement, depuis 1816, toute nouvelle progression du commerce d'exportation avec la Chine entraîne une augmentation sans cesse croissante de la part revenant à la contrebande de l'opium ; deuxièmement, à mesure que disparaissait l'intérêt purement mercantile du gouvernement anglo-indien dans le commerce de l'opium, augmentait son intérêt fiscal à ce trafic illicite [209].

---

[209] L'*Economist* du 30 avril 1853 reconnaissait lui-même : « *Les recettes de notre gouvernement en Inde dépendent de la vente de l'opium en Chine, comme le peuple d'Angleterre dépend pour ses breakfasts et ses repas du soir des produits de cet Empire ; tous deux, notre vie familiale et notre*

En 1837, le gouvernement chinois était arrivé au point où il ne pouvait plus différer l'action décisive. Le drainage ininterrompu de l'argent par suite de l'importation de l'opium commençait à désorganiser les finances et la circulation monétaire du Céleste Empire. You Nechi, l'un des plus habiles hommes d'État chinois, proposa alors de légaliser le commerce de l'opium et d'en faire une source de revenu pour l'Empire. Mais après une discussion approfondie, à laquelle participèrent [324] durant un an tous les hauts fonctionnaires impériaux, le gouvernement chinois décida qu' « il ne fallait pas légaliser ce trafic infâme, étant donné les maux qu'il inflige au peuple ».

Dès 1830, un droit de douane de 25% aurait assuré un revenu de 3 850 000 dollars, et le double en 1837. Mais le barbare céleste ne put se résoudre à imposer une taxe qui devait inévitablement augmenter en proportion de la dégénérescence physique et morale du peuple. En 1853, 1'actuel Empereur, Hien-Fong persévéra dans la politique intransigeante d'autodéfense de ses prédécesseurs, bien qu'il se trouvât en butte à une situation encore plus préoccupante et eût pleinement conscience de l'inanité de tout effort pour arrêter les importations croissantes d'opium. Remarquons au passage qu'en châtiant la consommation de l'opium comme un acte hérétique, l'Empereur donnait à ce trafic tous les avantages d'une propagande religieuse interdite.

Les mesures exceptionnelles du gouvernement chinois en 1837, 1838 et 1839, qui culminèrent avec l'arrivée à Canton du commissaire Lin, qui fit confisquer et détruire l'opium de contrebande, fournirent le prétexte à la première guerre anglo-chinoise, dont les conséquences furent la révolte (des Taïpings), l'épuisement complet du Trésor impérial, les empiétements croissants de la Russie dans le nord du pays et un essor inouï du commerce de l'opium dans le sud. Bien que proscrit dans le traité par lequel l'Angleterre mit fin à une guerre commencée et poursuivie pour la défense du trafic de l'opium, celui-ci a joui pratiquement depuis 1843 d'une impunité totale. Les importations d'opium ont été évaluées en 1856 à près [325] de 35 000 000 de dollars, tandis que, la même année, le gouvernement anglo-indien en tira un revenu de 25 000 000 de dollars, soit exactement le sixième de tous ses revenus. Les prétextes grâce auxquels on a entrepris la seconde guerre de

---

grandeur politique en tant que nation, sont maintenant étroitement orientées vers la Chine. »

l'Opium, sont encore trop récents pour qu'il soit nécessaire de les rappeler.

Nous ne pouvons pas abandonner cet aspect de la question, sans relever une contradiction flagrante du gouvernement britannique qui se drape dans ses vertus chrétiennes tout en trafiquant de la civilisation. Sous le manteau du gouvernement impérial, il feint d'être tout à fait étranger à la contrebande de l'opium et va jusqu'à conclure avec la Chine des traités qui l'interdisent. Sous le manteau du gouvernement indien, cependant, il impose au Bengale la culture du pavot, au grand dommage des forces productives de ce pays : il contraint une partie des petits paysans indiens à en pratiquer la culture et y pousse une autre en lui faisant des avances d'argent ; il tient d'une main le monopole rigoureux de la production de cette drogue pernicieuse et, de l'autre, il entretient toute une armée d'espions officiels qui en surveillent la production, sa livraison aux endroits prévus, sa manipulation et sa préparation suivant le goût des consommateurs chinois, son emballage dans des paquets spécialement adaptés aux besoins de la contrebande et, finalement, son transport à Calcutta, où elle est vendue aux enchères et livrée au plus offrant par des fonctionnaires de l'État pour passer enfin des mains des spéculateurs dans celles des contrebandiers qui l'introduisent en Chine.

La caisse d'opium qui coûte au maximum [326] 250 roupies au gouvernement britannique est vendue aux enchères de Calcutta à un prix allant de 1 210 à 1 600 roupies. Mais, non content de cette complicité de fait, ce même gouvernement participe directement jusqu'à ce jour aux pertes et profits des opérations des marchands et armateurs qui se lancent dans l'entreprise hasardée d'empoisonner tout un Empire.

En réalité, les finances du gouvernement britannique en Inde dépendent désormais du commerce de l'opium avec la Chine et, qui plus est, de son caractère illégal. Si le gouvernement chinois légalisait le commerce de l'opium et, en même temps, admettait en Chine la culture du pavot, le Trésor anglo-indien serait sans doute ruiné. C'est pourquoi, tandis qu'il prêche officiellement la liberté de commerce de ce poison, le gouvernement britannique défend en secret le monopole de sa production. À chaque fois que 1'on considère de près la nature

du libre-échange britannique, on peut s'attendre à trouver que cette « liberté » repose sur le monopole forcé.

[327]

III. LE POISON CAPITALISTE EN CHINE

Les effets du traité de 1842 sur le commerce sino-britannique

Karl Marx

New York Tribune, 5. X.1858.

Retour à la table des matières

Le traité chinois signé par sir Henry Pottinger le 29 août 1842, comme tous les nouveaux traités dictés à la Chine sous le feu des canons, s'est avéré un échec sur le plan commercial. C'est ce que reconnaît maintenant l'*Economist* du 4 septembre 1858 lui-même, l'éminent organe du libre-échange britannique. Etant l'un des apologistes les plus enragés de la récente invasion en Chine, ce journal éprouve maintenant le besoin de « tempérer » les vifs espoirs nourris dans divers secteurs de l'opinion publique : il considère les effets du traité de 1842 sur le commerce d'exportation britannique comme « un précédent qui doit nous mettre en garde contre l'issue d'actions erronées ». À n'en pas douter, le conseil est sage, mais les raisons alléguées par M. Wilson pour [328] expliquer l'insuccès de la première tentative d'élargir par la force le marché chinois pour la production occidentale semblent rien moins que concluantes.

La première cause importante de cet échec retentissant est, dit-on, la saturation du marché chinois sur une base spéculative, au cours des trois premières années qui ont suivi le traité de Pottinger, et le peu de

cas que font les hommes d'affaires anglais des besoins spécifiques de la demande chinoise.

Les exportations anglaises en Chine s'élevèrent à 1 326 388 £ en 1836 et seulement à 969 000 £ en 1842. Au cours des quatre années suivantes, il y eut une augmentation rapide et continue, comme il ressort des chiffres suivants :

1842	969 000 £
1843	1456 000 £
1844	2 305 000 £
1845	2 395 000 £

Pourtant, non seulement la chute des exportations en 1846 au-dessous de leur niveau de 1836, mais encore les faillites enregistrées parmi les firmes chinoises de Londres durant la crise de 1847 ont prouvé que la valeur *nominale* des exportations de 1843 à 1846, telle qu'elle ressort des statistiques officielles, ne correspondait nullement à leur valeur *réelle*. Si les exportateurs britanniques se sont trompés sur la quantité livrée à la consommation chinoise, leur erreur n'est pas moins grande en ce qui concerne leur qualité. Pour étayer cette affirmation, l'*Economist* cite le passage suivant, écrit par Mr. W. Cooke, ancien correspondant du *Times* à Changhaï et Canton :

[329]

« *Au cours des années 1843, 1844 et 1845, à la suite de l'ouverture des ports septentrionaux, les Anglais furent saisis d'une folle excitation. Une importante firme de Sheffield y envoya une grande quantité de couteaux et de fourchettes, se déclarant prête à fournir toute la Chine en couverts. Ils furent vendus à un prix qui couvrit à peine les frais de transport. Une firme réputée de Londres expédia un énorme lot de pianos qui connurent le même sort. Ce qui advint aux pianos et aux couverts se reproduisit, à une échelle un peu moindre, pour les lainages et les cotonnades. Au moment de l'ouverture des ports, Manchester avait fait un effort considérable, mais à l'aveuglette, et ce fut l'échec. Depuis, la ville est plongée dans l'apathie, et ne compte plus que sur ce qui se présentera*. »

Enfin, pour prouver que la diminution, le maintien et l'augmentation du commerce dépendent de la connaissance des besoins des consommateurs, l'*Economist* emprunte à la même source les données suivantes pour 1856 :

	1845	1846	1856
Tissus en laine peignée (en pièces)	13 569	8 415	7 428
Camelot	13 374	8 034	4 470
Long ells	91 530	75 784	36 642
Lainages	62 731	56 996	88 583
Cotonnades imprimées	100 615	81 150	281 784
Cotonnades unies	2 998 126	1 854 740	2 817 624
Filés de coton (en livres)	2 640 098	5 324 050	5 579 600

[330]

Cependant, tous ces arguments et données n'expliquent rien, sinon la réaction consécutive à 1'inondation du marché de 1843 à 1845. Ce phénomène ne se limite nullement au commerce avec la Chine ; de fait, en général, une expansion soudaine des échanges est suivie de leur brusque contraction ou, en d'autres termes, un marché nouveau se gonfle aussitôt de produits pour lesquels on n'a pas tenu compte, au fond, des besoins réels ou de la capacité d'achat des consommateurs. C'est, en réalité, un phénomène constant dans l'histoire du marché mondial.

Après la chute de Napoléon, alors que le continent européen s'ouvrit au commerce, les exportations britanniques s'avérèrent si disproportionnées vis-à-vis de là capacité d'absorption du marché nouveau, que la « transition de la guerre à la paix » représenta une catastrophe pire que le blocus continental lui-même. Pareillement, la reconnaissance, par Canning, de l'indépendance des colonies espagnoles en Amérique contribua à déchaîner la crise de 1825, des marchandises prévues pour le climat de Moscou ayant été expédiées au Mexique ou en Colombie. De nos jours, enfin, 1'Australie elle-même, malgré les capacités d'expansion de son marché, n'a pas échappé au sort commun à tous les marchés nouveaux et s'est trouvée saturée de marchandises

qu'elle ne peut absorber faute de consommateurs et de moyens de paiement disponibles.

Tout ce qu'il y a de particulier au marché chinois c'est que, depuis son ouverture par le traité de 1842, les exportations de thé et de soie chinois ont constamment augmenté, tandis que dans leur ensemble, les importations de produits manufacturés [331] en Chine sont restées stationnaires. On pourrait tirer un parallèle entre la balance commerciale sans cesse positive au profit de la Chine et la balance commerciale entre la Russie et la Grande-Bretagne. Mais, dans ce dernier cas, tout s'explique par la politique protectionniste de la Russie, alors qu'en Chine, au contraire, les droits d'importation sont plus bas que dans tout autre pays commerçant avec la Grande-Bretagne. La valeur totale des exportations chinoises vers 1'Angleterre qui, avant 1842, s'élevait à environ 7 000 000 £, atteint en 1856 quelque 9 500 000 £ ; tandis que le thé importé en Grande-Bretagne n'a jamais dépassé 50 millions de livres, il atteignit 90 millions en 1856. D'autre part, les importations britanniques de soie chinoise ne sont devenues considérables qu'à partir de 1852, et leur progrès est attesté par les chiffres suivants :

Importations de soie en livres : en £ :

1852	2 418 343	—
1853	2 838 047	—
1854	4 576 706	3 318 112
1855	4 436 862	3 013 396
1856	3 723 693	3 676 116

Exportations anglaises vers la Chine en £ :

1834	842 852
1835	1 074 708
1836	1 326 388
1838	1 204 356

[332]

Pour la période qui a suivi l'ouverture du marché en 1842 et la conquête de Hong-Kong par les Anglais, nous avons les données suivantes en £ :

1845	2 359 000
1846	1 200 000
1848	1 445 950
1852	2 508 599
1853	1 749 597
1854	1 000 716
1855	1 122 241
1856	plus de 2 000 000

L'*Economist* s'efforce d'expliquer par la concurrence étrangère la stagnation et le relatif déclin des exportations de produits manufacturés en Chine, et il s'appuie de nouveau sur le témoignage de Mr. Cooke pour le démontrer. Selon cette source autorisée, les Anglais seraient battus dans plusieurs branches dans la lutte concurrentielle. Les Américains, écrit-il, l'emportent dans le secteur du coutil et de la toile à drap. En 1856, les Américains ont exporté à Changhaï 221 716 pièces de coutil et 14 420 pièces de toile contre 8 745 et 1 240 exportées par les Anglais. D'autre part, il semble que, pour les lainages, l'Allemagne et la Russie talonnent leurs rivaux anglais.

Tout cela suffit à nous convaincre que Mr. Cooke et l'*Economist* se trompent tous deux dans leur évaluation du marché chinois. Ils attribuent au seul commerce anglo-chinois des caractéristiques que l'on retrouve en fait dans les échanges entre les États-Unis et le Céleste Empire. En 1837, les exportations chinoises vers les États-Unis dépassaient les exportations américaines vers la Chine de quelque 860 000 £. Dans la période consécutive au traité de 1842, les États-Unis importèrent en moyenne des marchandises chinoises d'une valeur [333] d'environ 2 000 000 £, contre 900 000 £ seulement de marchandises américaines. Sur une valeur totale de 1 602 849 £, en ce qui concerne les importations à Changhaï en 1855, abstraction faite des métaux précieux et de l'opium, la part de l'Angleterre était de 1 122 241 £, celle de l'Amérique de 272 708 £, et celle des autres pays de 207 900 £, alors que les exportations se montaient à un total de

12 603 540 £, dont 6 405 040 £ constituaient la part de l'Angleterre, 5 396 406 celle de l'Amérique, et 102 088 celles des autres pays. En conséquence, les exportations américaines à Changhaï d'une valeur de 272 708 £ font face à des importations correspondant à une valeur de plus de 5 millions : si, malgré cela, la concurrence américaine a porté au commerce britannique un préjudice tant soit peu sensible, il faut bien reconnaître que la marge de manœuvre offerte par le marché chinois au commerce des nations étrangères en général est tout à fait réduite.

La dernière cause que l'on invoque pour expliquer l'importance minime du marché chinois pour les exportations anglaises depuis son ouverture en 1842, c'est la révolution taïping. Or, malgré cette révolution, les exportations vers la Chine ont suivi, dans une certaine mesure, en 1851-1852, l'essor général du commerce alors que, durant toute la période révolutionnaire, le commerce de l'opium, loin de diminuer, a pris rapidement des proportions gigantesques. Quoi qu'il en soit, il faut bien admettre au moins ceci : tous les obstacles aux importations étrangères dus aux désordres internes de l'Empire, au lieu de diminuer, ne feront augmenter à la suite de la dernière guerre de rapine et des [334] atteintes portées au prestige de la dynastie en place.

Après une étude attentive de l'histoire du commerce chinois, nous pensons que l'on a fortement surestimé, en général, la capacité de consommation et le pouvoir d'achat des habitants du Céleste Empire. De fait, l'actuelle structure de la société chinoise qui repose sur deux piliers —1'agriculture parcellarisée au maximum et l'industrie artisanale domestique — exclut la possibilité d'importations tant soit peu considérables de produits manufacturés étrangers. Néanmoins, la Chine aurait pu absorber des produits anglais et américains jusqu'à concurrence des 8 millions qui, selon un calcul sommaire, représentent la balance positive de la Chine dans son commerce avec 1'Angleterre et les États-Unis, *si l'on supprimait le trafic de l'opium*. On aboutit fatalement à cette conclusion si l'on retient que les finances et la circulation monétaire de la Chine, malgré l'actif de sa balance commerciale, sont dans une situation désespérée à cause des importations de l'opium qui atteignent un montant d'environ 7 millions £.

Mais John Bull qui affiche comme toujours des prétentions hautement morales, préfère compenser le passif de sa balance commerciale en extorquant périodiquement à la Chine des indemnités de guerres

qu'il engage sous des prétextes de brigand. Il oublie que la méthode carthaginoise et la méthode romaine de faire payer les peuples étrangers [210], si elles sont réunies dans les mêmes mains, entrent inévitablement en collision et se détruisent mutuellement.

[210] Les Carthaginois reconstituaient leur trésor au moyen de razzias dans des pays étrangers, tandis que les Romains levaient régulièrement des impôts parmi les populations soumises à leur domination.

[335]

III. LE POISON CAPITALISTE EN CHINE

Le nouveau traité avec la Chine

Karl Marx

New York Tribune, 15. X. 1858.

Retour à la table des matières

Dans l'ensemble, le sommaire officiel du traité sino-britannique que le gouvernement de Londres a finalement présenté au public n'ajoute pas grand-chose à ce que l'on savait déjà par d'autres sources [211]. Au fond, les points qui intéressent exclusivement la Grande-Bretagne y sont le premier et le dernier mot.

Le premier article abroge « le Protocole Additionnel et les Prescriptions générales du commerce », stipulés après la conclusion du Traité de Nankin. Ce Protocole Additionnel obligeait les consuls britanniques de Hong-Kong et des cinq ports ouverts au commerce de collaborer avec les autorités chinoises au cas où des navires anglais ayant [336] un chargement d'opium à bord étaient entrés dans leur sphère de juridiction. Il était donc formellement interdit aux marchands anglais d'importer la drogue de contrebande, et le gouvernement de Sa Majesté s'érigeait, en quelque sorte, en haut fonctionnaire des douanes du Céleste Empire. Or, que la seconde guerre de l'Opium

---

211 Ce compte rendu fut publié seulement le 27-IX-1858 par le *Times*, et commenté par l'*Economist* du 2-X-1858. Cependant, la presse anglaise avait repris certaines informations de source française les 15, 16 et 17 septembre. On pouvait en déduire que la guerre en Chine avait trouvé une fin.

devait se conclure par la suppression des entraves auxquelles la première prétendait encore avoir soumis le commerce de l'opium, nous paraît un résultat tout à fait logique puisque tel était le but le plus intime des milieux d'affaires qui avaient applaudi si frénétiquement au feu d'artifice de Palmerston à Canton. Cependant, ou bien nous nous trompons lourdement ou bien 1'abandon officiel par l'Angleterre de l'hypocrite opposition au trafic de l'opium est destiné à produire des conséquences diamétralement opposées à celles auxquelles on s'attend.

En engageant le gouvernement britannique à collaborer à l'élimination de ce commerce, le gouvernement chinois a reconnu qu'il était impuissant à le juguler avec ses propres forces. Le Protocole Additionnel de Nankin représentait un dernier effort désespéré, et finalement vain, pour se débarrasser du trafic de l'opium avec l'aide étrangère. Cet effort ayant échoué, comme on le reconnaît à présent ouvertement, et le commerce de l'opium étant devenu légal, du moins pour ce qui concerne l'Angleterre, il ne peut plus faire le moindre doute que le gouvernement chinois va recourir à une méthode que toutes les considérations politiques et financières lui suggèrent, à savoir légaliser la culture du pavot en Chine et [337] taxer à ses frontières la drogue en provenance de 1'étranger [212]. Quelles que soient les inten-

---

[212] Le commerce de l'opium fut tacitement légalisé en automne par la Convention du Changhaï réglant les nouveaux tarifs douaniers de l'Empire.

À propos du sort réservé à ses articles par la *New York Tribune*, Marx écrivait à Engels le 17-XII-1858 : « *La [370] Tribune m'a procuré une satisfaction. Cette feuille de chou a reproduit, durant des mois en éditorial mes articles sur la Chine (une histoire du commerce sino-anglais, etc.), et s'est même fait des éloges à elle- même. [cf. l'article du 10-V-1857, en partie rédigé par la rédaction de la Tribune et notamment les passages qui soulignent les mérites de l'auteur dont le point de vue est confirmé par des événements ultérieurs]. Or, lorsqu'enfin fut publié le texte officiel du traité sino-anglais, j'écrivis un article [Marx fait allusion au présent article] où j'affirmais, entre autres, que les Chinois légaliseraient maintenant la culture du pavot, c'est-à-dire frapperaient 1'opium de taxes douanières et, finalement, autoriseraient probablement aussi la culture du pavot en Chine même, de sorte que, tôt ou tard, la seconde guerre de 1'Opium porterait un coup fatal au trafic de 1'opium des Anglais, et notamment aux finances indiennes. Or, Mr. Dana [rédacteur en chef de la Tribune] imprime cet article comme émanant de notre « correspondant occasionnel » de Londres, et écrit un éditorial vaseux dans lequel il réfute son correspondant « occasionnel ».*

tions de 1'actuel gouvernement impérial, les circonstances dans lesquelles l'a placé le traité de Tsien-tsin le contraignent à elles seules à s'engager dans cette voie.

Une fois ce changement réalisé, il est inévitable que le monopole indien de l'opium et, avec lui, les finances indo-britanniques en recevront un coup fatal, tandis que le trafic anglais de la drogue se réduira aux proportions minimes d'un trafic ordinaire et s'avérera bientôt passif. Jusqu'à présent, John Bull a utilisé des dés pipés — et le résultat le plus tangible de la guerre numéro 2 est, manifestement, qu'elle n'a pas atteint le but qu'elle s'était fixé.

Ayant déclaré à la Russie une « guerre juste » [213], la magnanime Albion s'abstint, à la conclusion de la paix, de réclamer une contribution de guerre pour l'indemniser des frais occasionnés par le conflit. En revanche, comme elle proclame à tout propos qu'elle vit en paix avec la Chine, il lui faut naturellement exiger une indemnité pour des frais de guerre qui, au dire même des ministres en poste actuellement, ont été occasionnés par les actes de piraterie anglais. Quoi qu'il en soit, les premières nouvelles relatives au paiement des quinze ou vingt millions de £ à débourser par les habitants du Céleste Empire ont eu pour effet d'apaiser les scrupules de la délicate conscience britannique : l'*Economist* et la plupart des auteurs d'articles financiers se lancèrent dans de joyeux calculs sur les effets bénéfiques du *syceesilver*— l'argent en barre des Chinois — sur [338] la balance commerciale anglaise et les réserves de métaux précieux de la Banque d'Angleterre. Mais les premières impressions, produites et manipulées avec tant de peine par la presse de Palmerston, étaient trop faibles pour résister à l'épreuve des faits qui se manifestent déjà.

Une clause du Traité de Tien-tsin prévoit le paiement d'une indemnité de deux millions de taels pour les pertes qu'ont subies les citoyens britanniques par la faute des autorités chinoises à Canton. Une somme

---

Or, voici que Fitzgerald et Stanley, au nom du ministère, ont littéralement confirmé mes prévisions. J'ai donc écrit mardi (soit mi-décembre 1858), en tant que « correspondant occasionnel » pour me moquer un peu — naturellement sur un ton modéré — de mon correcteur ». L'éditeur allemand de la correspondance de Marx-Engels (*Werke*, 29, Dietz, Berlin) affirme, p. 700, note 325, que l'article sur *le Traité de paix anglo-chinois* ne fut pas publie par la *Tribune*.

213 Marx fait allusion à la guerre de Crimée (1855-1856).

de deux millions supplémentaires doit être versée en outre pour les frais de guerre.

Au total, ces sommes représentent seulement 1 334 000 £ [214], alors qu'en 1842 l'Empereur de Chine eut à payer 4 200 000 £, soit 1 200 000 £ pour l'opium de contrebande qui avait été confisqué et 3 000 000 £ à titre d'indemnité de guerre. Or, tomber de 4 200 000 £ — avec Hong-Kong en plus — à ces minables 1 334 000 ne témoigne pas, tout compte fait, d'affaires florissantes : mais il y a pire encore.

Comme votre guerre, dit l'Empereur de Chine, n'est pas une guerre contre la Chine, mais seulement une « guerre provinciale contre Canton », il vous revient d'imaginer comment vous extorquerez à la province de Kouang-toung l'indemnité de guerre que les gracieux navires de Sa Majesté britannique m'ont forcé de reconnaître. En attendant, votre illustre général Straubenzee [215] peut occuper Canton, comme garantie matérielle, et continuer à faire des armes anglaises l'objet de risée de nos braves Chinois.

[339]

L'euphorique John Bull devient dolent à l'idée des pénibles conditions liées au paiement de cette mesquine indemnité de 1 334 000 £. C'est ce que laisse entendre la plainte d'un journal londonien : « *Au lieu de voir revenir nos 53 navires de guerre dans la mère patrie avec un trophée de millions de syceesilver, nous voilà dans l'agréable nécessité d'y envoyer 5 000 hommes afin de reconquérir et d'occuper Canton, et de soutenir la flotte dans la poursuite d'une guerre provinciale que le vice-consul a déclarée. Or cette guerre aura-t-elle pour seul effet de détourner notre commerce avec Canton vers d'autres ports ?... La continuation [de cette guerre provinciale] n'aura-t-elle pas pour effet de faire passer la majeure partie du commerce de thé entre des mains russes ? L'Europe et l'Angleterre elle-même vont-elles*

214 Depuis 1'épisode de 1'Arrow, les Anglais réclamaient indemnité à la ville de Canton.

215 Sir C.T. van Straubenzee (1812-1892) commandait le contingent anglais en Chine, après avoir participé a la guerre de Crimée.

rendre leurs fournitures de thé dépendantes de la Russie et des États-Unis ? » [216]

L'anxiété de John Bull relative aux effets de la « guerre provinciale » sur le commerce du thé n'est pas sans fondement. Il ressort des statistiques de MacGregor [217] que, dans la dernière année de la guerre, la Russie a reçu 120 000 caisses de thé à Kiachta. Une année après la conclusion de la paix avec la Chine, la demande russe baissa de 75% et ne s'élevait plus qu'à 30 000 caisses. En tout cas, les frais que la Grande-Bretagne devra supporter pour occuper le Kouang-toung ne pourront qu'accroître si rapidement le passif de sa balance commerciale que cette seconde guerre chinoise ne pourra même pas payer ses dépenses — ce qui est bien la pire des choses qui puisse arriver aux yeux d'un Anglais, comme Mr. Emerson le remarque très justement.

[340]

Un autre grand succès de l'invasion anglaise, on le trouve dans l'article 51, selon lequel il ne faut plus que « le terme de barbare soit utilisé à propos du gouvernement ou des sujets anglais dans aucun document officiel publié par les autorités chinoises ». Ces autorités se qualifiant elles- mêmes de *Célestes*, on peut s'imaginer combien John Bull doit apparaître modeste à leurs yeux, s'il se contente de rayer dans les documents chinois l'idéogramme représentant le terme de *barbare*, au lieu d'insister pour se faire appeler *Divin* ou *Olympien*.

Les articles ayant trait au commerce ne font bénéficier l'Angleterre d'aucun privilège particulier par rapport à ses concurrents, mais, du moins pour l'heure, se ramènent à de vagues promesses dont la plupart ne valent même pas le parchemin sur lequel on les a inscrites. L'article 10 stipule, par exemple, que « *les navires de commerce britanniques doivent être autorisés à remonter le Grand Fleuve (Yang-tsé) à des fins marchandes, mais que, dans l'état actuel de désordre dans la haute et basse vallée, aucun port ne devra être ouvert au trafic à l'exception de Chinkiang qui devra l'être un an après la signature du traité. Lorsque la paix sera rétablie, les navires britanniques devront être*

[216] Cf. *The Free Press*, journal bourgeois anglais, publiée à Londres de 1855 a 1865 par Urquhart et ses partisans.

[217] Cf. John MacGregor. *Commercial Statistics. A Digest*, 1843-1850, vol. II, p. 467 et 504. L'auteur (1797-1857) fut ministre du commerce en 1840 et directeur de la Banque d Angleterre en 1849.

admis à commercer dans des ports aussi éloignés que Hankéou, mais dont le nombre ne dépassera pas trois et que déterminera l'ambassadeur britannique, après consultation avec le secrétaire d'État impérial ».

Grâce à cet article du traité, les Anglais sont pratiquement exclus du trafic sur la grande artère commerciale de l'Empire, « la seule voie par [341] laquelle nous pouvons introduire nos produits à 1'intérieur du pays », comme le *Morning Star* le remarque avec justesse. Si les Anglais sont gentils et s'ils aident le gouvernement impérial à déloger les rebelles de la zone qu'ils occupent actuellement [218], ils pourront peut-être un jour naviguer sur le grand fleuve, mais en ne faisant escale que dans certains ports.

Quant aux ports de mer ouverts par le traité, sur « tous » ceux qui furent annoncés par les premières nouvelles, il n'en reste plus que cinq qui viennent s'ajouter aux ports du traité de Nankin et — comme l'observe un journal londonien — ils sont « généralement situés à l'écart et dans des îles ». Soit dit en passant, il serait bon de ne pas s'accrocher plus longtemps à l'illusion trompeuse selon laquelle les échanges augmentent en proportion des ports ouverts au commerce. Si l'on considère les ports des côtes anglaises, françaises ou américaines, il en est bien peu qui soient devenus de véritables centres commerciaux.

Avant la première guerre chinoise, les Anglais commerçaient exclusivement avec Canton. L'ouverture de cinq nouveaux ports n'eut pas pour effet la création de cinq centres marchands nouveaux, mais le transfert progressif des échanges commerciaux à Changhaï, comme il ressort des chiffres extraits du Livre Bleu du Parlement pour les années 1856-1857 et portant sur le volume des échanges dans les diverses places. À ce propos, il faut tenir compte du fait que les échanges à Canton englobent aussi celles de Fou-tchéou et d'Amoy, dont le transbordement s'effectue à Canton :

---

[218] De fait, les troupes britanniques et françaises ont combattu aux côtés des armées impériales pour briser la résistance des Taïpings en 1862-64 à Changhaï et leur ont porté le coup de grâce.

[342]

	EXPORTATIONS ANGLAISES VERS		IMPORTATIONS ANGLAISES PAR	
Année	Canton Changhaï (en dollars)		Canto Changhaï (en dollars)	
1844.	15 500 000	2 500 000	17 900 000	2 300 000
1845.	10 700 000	5 100 000	27 700 000	6 000 000
1846.	9 900 000	3 800 000	15 300 000	6 400 000
1847.	9 600 000	4 300 000	15 700 000	6 700 000
1848.	6 500 000	2 500 000	8 600 000	5 000 000
1849.	7 900 000	4 400 000	11 400 000	6 500 000
1850.	6 800 000	3 900 000	9 900 000	8 000 000
1851.	10 000 000	5 400 000	13 200 000	11 500 000
1852.	9 900 000	4 600 000	6 500 000	11 400 000
1853.	4 000 000	3 900 000	6 500 000	13 300 000
1854.	3 300 000	1 100 000	6 000 000	11700 000
1855.	3 600 000	3 400 000	2 900 000	19 900 000
1856.	9 100 000	6 200 000	8 200 000	25 800 00

Les « clauses commerciales du traité ne sont pas satisfaisantes », telle est la conclusion à laquelle est parvenue le *Daily Telegraph*, le plus abject des sycophantes de Palmerston, mais il se réjouit du « point le plus lumineux du programme », à savoir la perspective qu'un ambassadeur britannique s'installera à Pékin, tandis qu'un mandarin s'établira à Londres et peut-être, un jour, invitera la Reine à un bal à Albert Gate.

Cependant, combien même John Bull rirait de ces facéties, il ne fait pas le moindre doute que si quelqu'un est en état d'exercer une influence politique sur le Céleste Empire, c'est la Russie, à laquelle le récent traité a cédé un nouveau territoire de la taille de la France et dont les frontières ne sont guère qu'à 800 milles de distance [343] de Pékin. Ce n'est certes pas une consolation pour John Bull de se dire que c'est lui-même qui a procuré à la Russie, par sa première guerre de 1'Opium, un traité grâce auquel elle obtint le droit de navigation sur l'Amour et la liberté de commerce aux frontières, tandis que la seconde guerre de l'Opium lui permit d'entrer en possession d'une pré-

cieuse bande de territoire située entre le golfe de Tartarie et le lac Baïkal et ardemment convoitée par la Russie, du tsar Alexis Michaïlovitch à Nicolas. Le *Times* de Londres s'est senti si profondément choqué que, lors de la publication des nouvelles de Pétersbourg — dans lesquelles on exagérait les avantages obtenus par la Grande-Bretagne — elle s'est donné le plus grand mal pour supprimer la partie du télégramme annonçant l'acquisition par la Russie de la vallée de l'Amour en vertu du traité d'Aigoun [219].

---

219 À ce propos Marx écrivait à Engels le 8-X-1858 ; « *L'actuel traité, de 1'Angleterre avec la Chine qui, à mon avis, a été élaboré par Palmerston de connivence [371] avec le cabinet de Pétersbourg et fut donné à lord Elgin pour l'apporter en Chine, est une provocation du commencement à la fin*. »

[345]

III. LE POISON CAPITALISTE EN CHINE

Opium, alcool et révolution

Frédéric Engels

Volksstaat, 25. II, 1.III.1876.

Retour à la table des matières

Ce ne serait pas la première fois que l'eau-de-vie sauverait l'État prussien [220].

La seule industrie qui ait eu des effets directs encore plus dévastateurs — et ce, non pas contre son propre peuple, mais contre des étrangers — a été l'industrie de l'opium anglo-indien destiné à empoisonner la Chine...

C'est à l'échelle universelle que s'exerce l'influence bénite de l'huile empyreumatique du schnaps prussien, car, avec l'eau de vie de patate, elle entre dans toute boisson. Depuis le vin léger et acidulé, tiré des

---

220 Dans cette série d'articles, Engels dénonce le lien direct entre la production d'eau-de-vie et l'État prussien — ou les classes réactionnaires de hobereaux et de propriétaires fonciers qui en étaient la base. À la suite de ces articles le gouvernement prussien interdit la diffusion des écrits d'Engels en Allemagne.

Le marxisme met en évidence, comme on l'a vu pour ce qui concerne l'opium, que le capitalisme, sitôt installé au pouvoir, favorise la production et la consommation de toutes les méchantes drogues que la morale bourgeoise réprouve tant. Dans les passages que nous traduisons ici Engels montre l'effet de l'alcool sur les masses.

vignobles mal situés le long du Rhin et de la Moselle que l'on transforme, par un coup de baguette magique, en Brauneberger et Niersteiner ou les méchants vins dont on inonde l'Angleterre à la suite des récents [346] traités de commerce et que l'on baptise « Gladstone », jusqu'aux Château Lafitte, champagnes, portos et madères que les bourgeois boivent en Inde, Chine, Australie et Amérique, il n'est pas de boisson à laquelle on n'incorpore un peu d'huile empyreumatique prussienne...

Chacun sait, de par l'expérience des autres, voire de la sienne propre, que le vin, et même les différentes sortes de vin, la bière ou l'eau-de-vie provoquent des ivresses spécifiques et ont une action variable sur le cerveau. Plus on y a incorporé d'huile empyreumatique et plus malsaine est cette huile, plus cette ivresse est terrible et sauvage. Or, comme on le sait, l'eau de vie de patate, toute fraîche et non purifiée, contient la plus forte quantité d'huile empyreumatique de la composition la plus néfaste. L'effet de fortes quantités, inhabituelles, de cette boisson sur une population aussi passionnée et irritable que celle du comté de Berg était d'autant plus impressionnant. La nature de l'ivresse y varie considérablement. Toute libation qui, autrefois, se terminait par une aimable griserie et rarement par des excès, dans lesquels au reste il n'était pratiquement jamais fait usage de couteau, toute libation dégénère à présent en éclat sauvage et s'achève immanquablement en bagarres qui entraînent bien souvent des blessures parfois mortelles, à la suite d'échanges de coups de couteau.

Les curés attribuent cela à l'athéisme croissant, les juristes et autres philistins aux bals de cabarets. La véritable cause en est le flot soudain d'eau-de-vie contenant de l'huile empyreumatique prussienne, qui exerce tout simplement ses effets [347] physiologiques normaux et conduit des centaines de pauvres gars en prison ou au bagne.

Cet effet aigu du schnaps bon marché a duré pendant de longues années jusqu'à ce qu'enfin il diminue de plus en plus. Mais son action sur les mœurs ne disparut pas totalement. Pour la classe ouvrière, l'eau-de-vie resta plus que jamais un besoin vital, même si sa qualité s'améliora légèrement, encore qu'elle n'atteignit jamais celle de la vieille eau-de-vie de céréales d'autan.

Et ce qui se passa dans le comté du Berg se produisit ailleurs aussi. À aucun moment, les pleurnicheries des philistins sur l'augmentation

croissante de la consommation d'alcool chez les ouvriers ne furent aussi générales, unanimes et bruyantes que de 1825 à 1835.

On peut se demander si l'abrutissement des ouvriers, notamment d'Allemagne septentrionale, et leur réaction toute passive aux événements révolutionnaires de 1830 ne sont pas dus en grande partie à la vague d'alcoolisme qui les avait alors submergés. Il n'y eut de soulèvements sérieux et efficaces que dans les régions viticoles ou dans les États plus ou moins protégés du fléau de l'alcool prussien par leur système douanier.

[349]

III. LE POISON CAPITALISTE EN CHINE

La pénétration russe en Asie centrale

Frédéric Engels

New York Tribune, 3. XI.1858.

Retour à la table des matières

Il y a quelques semaines, nous avons rendu compte de la progression inouïe réalisée par la Russie au cours de ces dernières années en Asie orientale, sur la côte occidentale du Pacifique. Nous attirons aujourd'hui l'attention de nos lecteurs sur une semblable progression de la même puissance dans une autre région en Asie centrale.

Depuis que l'Angleterre et la Russie ont envoyé simultanément des troupes en Asie centrale en 1839 [221], on discute souvent de l'éventualité d'un heurt entre ces deux grandes puissances — Russie et Angleterre — à mi-chemin entre la Sibérie et 1'Inde, d'un conflit opposant cosaques et cipayes sur les rives de l'Oxus. L'étrange défaite de ces deux armées — défaite de toutes deux en [350] conséquence de la rudesse du pays et de la rigueur du climat — enleva pour un temps tout intérêt à ces spéculations. Les Anglais se vengèrent de leur défaite en entreprenant une marche réussie, mais sans résultat, sur Caboul [222]. La

221 Engels fait allusion à l'expédition manquée des Russes pour conquérir Chiva sous le commandement du général Pérovski en 1839, et à la première guerre anglo-afghane de 1838-1842.

222 Les Anglais tentèrent de coloniser l'Afghanistan de 1838 à 1842 et réussirent à occuper Caboul en août 1839, mais l'insurrection de novembre 1841 les

Russie fit mine d'encaisser l'affront, cependant nous verrons bientôt qu'elle n'abandonna pas pour autant ses projets et même qu'elle obtint certains succès dans sa politique d'expansion.

Lorsqu'éclata la guerre qui vient de se terminer, la question se posa de nouveau : les Russes peuvent-ils entreprendre une marche en direction de l'Inde ? Mais l'opinion publique n'était alors guère au courant des mouvements des avant-postes russes et n'était pas capable de reconnaître avec précision leur progression. À l'occasion, des journaux indiens apportaient des nouvelles sur des conquêtes russes en Asie centrale, mais on n'y prenait pas garde. Finalement, c'est au cours de la guerre anglo-afghane de 1856 que toute la question revint sur le tapis. Mais, dans l'intervalle, la situation a considérablement évolué et prend actuellement un tour aigu.

Je citerai quelques extraits documentaires à propos de la récente progression de la Russie en Asie centrale [223]. Une partie en est peut-être nouvelle pour vous, car, pour autant que je sache, les documents officiels, publiés à Saint Pétersbourg en langue russe n'ont pas été divulgués jusqu'ici en Angleterre.

La liaison entre la politique de lord Palmerston et l'invasion de l'Asie centrale par la Russie saute aux yeux, dès lors que l'on considère simplement [351] les événements par ordre chronologique. Par exemple : 1839, progression russe vers Khiva malgré la défaite militaire ; en 1854, succès définitif à Khiva, bien que la Russie n'ait procédé qu'à une simple démonstration militaire, sans tirer le moindre coup de feu ; en 1856, lors de la rapide avance à travers la steppe kirghize en direction du Sud-Est du plateau de Touran, il y eut un mouvement convergent contre l'insurrection indienne.

---

força à se replier en janvier 1842 vers l'Inde. Ce fut une véritable débandade : un seul homme atteignit la frontière. Pour se venger, les Anglais incendièrent Caboul quelques mois plus tard, mais ne réussirent pas à s'assujettir le pays. Cf. Marx-Engels, *Textes sur le colonialisme*, Editions en Langues Etrangères, Moscou, p. 100-102, 110-114, 137-149, 158-167.

223 Les trois paragraphes suivants que nous introduisons dans l'article de la *New York Tribune* sont tirés du même article publié le 24-XI-1858 dans la *Free Press* dont le directeur Urquhart ouvrait les colonnes à Marx et Engels lorsqu'il s'agissait de dénoncer les empiétements russes.

Dans les documents officiels russes, il n'est jamais question que de faits accomplis ; l'activité souterraine est — comme on le conçoit — soigneusement passée sous silence, si bien que les forces armées qui pourtant n'occupaient qu'une petite partie de la scène lors du drame, y sont présentées comme unique protagoniste. Comme vous êtes parfaitement au courant de l'histoire diplomatique de cette affaire, je me limiterai à l'exposé des faits tels qu'ils sont présentés par la Russie elle-même. J'y ajouterai simplement quelques considérations sur la portée militaire de la pénétration russe en Asie centrale pour ce qui concerne l'Inde.

On pourrait se demander pour quelle raison Alexandre II a publié des documents sur les empiétements russes en Asie septentrionale et centrale, alors que Nicolas avait coutume de les cacher anxieusement aux yeux du monde. Il convient de répondre, premièrement, que le tsar Alexandre se trouve dans une position que son père n'a jamais occupée, position qui l'autorise à initier l'Europe aux mystères de la mission « asiatique » de la Russie, en faisant de l'Europe sa collaboratrice déclarée dans la réalisation de [352] cette mission. Deuxièmement, ces documents ne sont en réalité accessibles qu'aux savants allemands qui chantent les louanges d'Alexandre, parce qu'il daigne contribuer à la diffusion des connaissances géographiques. Enfin le vieux parti moscovite était assez ingénu pour se plaindre d'une prétendue perte de prestige de la Russie après la guerre de Crimée. Alexandre leur répondit en publiant des documents, dont il ressort clairement que non seulement la Russie a effectué des progrès matériels inouïs au cours du siècle écoulé, mais encore que leur simple publication est déjà une provocation qui affirme le « prestige » sur un ton que Nicolas lui-même n'eût osé employer.

Lorsque d'un trait, Napoléon entoura Moscou sur sa carte en 1812, afin d'en faire la base d'opérations contre l'Inde, il ne faisait que suivre 1'exemple de Pierre-le-Grand. Dès 1717, ce prince qui voyait loin, détermina à l'intention de ses successeurs quelles étaient toutes les directions possibles pour opérer des conquêtes, et y fit figurer en bonne place l'expédition contre Khiva qui devait demeurer naturellement pendant très longtemps sans résultat. Durant une longue période, la Russie fut incapable de toucher aux steppes de Touran. Cependant, dans l'intervalle, le territoire entre la Volga et le fleuve de l'Oural fut peuplé par les Cosaques qui fixèrent la ligne des cosaques tout au long

de ce fleuve. Mais au-delà de ce fleuve, la souveraineté de la Russie sur les trois hordes ou peuples kirghizes demeurait purement nominale, et les caravanes russes furent pillées par eux et par les Khivaniens jusqu'à ce que la Russie envoyât le général Vassili Perovski comme commandant en chef à Orenbourg. Celui-ci [353] découvrit que les relations commerciales de la Russie avec l'intérieur du pays et le sud de 1'Asie étaient complètement interrompues par les pillards nomades, et que les escortes militaires qui accompagnaient l'année précédente les caravanes afin d'assurer leur protection, ne suffisaient plus. Afin d'y mettre bon ordre, il organisa d'abord des colonnes mobiles contre les Kirghiz, puis il se mit en devoir d'installer des postes militaires de Cosaques sur leur territoire. Au bout de quelques années, il les plaça effectivement sous le contrôle et la domination de la Russie, puis il prit ses dispositions pour réaliser le vieux plan de Pierre-le-Grand contre Khiva.

Après avoir obtenu l'autorisation du tsar, il organisa une troupe de la force d'une division d'infanterie environ (8 000 hommes), soutenue par de nombreuses unités de semi-réguliers cosaques, d'irréguliers bachkires et de cavalerie kirghize. Quinze cents chameaux furent regroupés pour assurer le transport des bagages à travers les steppes désertiques. Il n'était pas question d'entreprendre une telle expédition l'été en raison du manque d'eau. Perovski opta donc pour une campagne d'hiver, et quitta Orembourg en novembre 1839. On connaît le résultat. Des tempêtes de neige et une froidure exceptionnelle détruisirent sa troupe. Les chameaux et les chevaux périrent, et il fut contraint à la retraite en subissant des pertes très lourdes. Néanmoins 1'entreprise atteignit son but à l'extérieur. En effet, alors que l'Angleterre ne fut jamais en état de venger la mort de ses ambassadeurs Stoddart et Conololy à Bouchara, la tentative russe suffit pour que le khan de Khiva délivrât les prisonniers [354] russes et dépêchât une délégation à Saint-Pétersbourg pour implorer la paix.

Pérovski se mit donc à l'œuvre, et organisa une ligne d'opérations à travers les steppes kirghizes. Après une période de dix-huit mois à peine, des expéditions de savants et d'ingénieurs établissaient des plans et des cartes de tout le pays au nord du Jaxarte (Syr-Daria), sous protection de 1'armée. On détermina la configuration du sol, les meilleurs terrains pour les routes et les meilleures places pour les grand puits. On creusa ces puits en des points de plus en plus rapprochés et

on les entoura de fortifications assez puissantes pour résister à n'importe quel assaut des hordes nomades, et assez grandes pour abriter des stocks considérables. Karaboutak et Irghiz, sur le fleuve du même nom, servirent de centres défensifs au nord des steppes kirghizes. Entre ces villes et celles du fleuve Oural, les routes furent jalonnées de fortins tous les dix ou vingt milles.

Le pas suivant fut accompli en 1847, lorsqu'on édifia un fort sur le Syr-Daria à environ 45 milles de son embouchure. Le fort fut appelé Aralsk, et put contenir l'effectif d'un bataillon et même davantage. Il devint bientôt le centre d'une vaste colonie russe de paysans installés dans la partie inférieure du fleuve et aux confins du lac Aral. La Russie prit maintenant formellement possession de tout le pays au nord de ce lac et du delta du Syr-Daria. Au cours des années 1848 et 1849, le lac fut pour la première fois repéré et jalonné on découvrit un nouveau groupe d'îles où l'on installa aussitôt le quartier-général de la flottille à vapeur de l'Aral, dont on entreprit sur l'heure la [355] construction. En même temps, on se mit en devoir de renforcer et de compléter les lignes de communication entre Orembourg et le lac Aral.

Pérovski qui avait quitté son poste de commandant en chef d'Orembourg en 1842, le reprit maintenant et marcha au printemps 1853 sur Aralsk avec une armée puissante. Le désert fut traversé sans grandes difficultés, puis l'armée remonta le Syr-Daria, tandis qu'un navire à vapeur d'un faible tirant d'eau suivait les troupes dans leur progression. Arrivés à Akmetchet les Russes prirent d'assaut, à environ 450 milles en amont, une position fortifiée appartenant au khan de Cocande, et la transformèrent aussitôt en leur propre forteresse si bien qu'une armée arrivée de Cocande subit une défaite écrasante lorsqu'elle s'attaqua à Akmetchet au mois de décembre suivant.

Alors que l'Europe portait toute son attention sur les batailles livrées sur le Danube et en Crimée en 1854, Pérovski poussa son avance contre Khiva, avec une armée forte de 17 000 hommes partie de la base d'opérations du Syr-Daria. Cependant, le khan n'attendit pas son arrivée sur 1'Oxus. Il envoya un émissaire dans le camp des Russes qui signèrent un traité par lequel *le khan de Chiva reconnaissait la souveraineté de la Russie*. Celui-ci fut dépouillé du pouvoir de décider de la guerre et de la paix, de la vie et de la mort ainsi que du droit de fixer les itinéraires des caravanes, les taxes et droits douaniers et, pour toujours, de régler le commerce en général dans tout le Chiva.

Un consul russe s'installa au Chiva et occupa les fonctions d'arbitre suprême dans toutes les affaires politiques du Chiva, cet [356] arbitre dépendant lui-même, bien entendu, du gouvernement russe.

Avec la soumission du Chiva, le Touran est pratiquement conquis. Peut-être est-ce déjà chose faite à l'heure qu'il est. Les khans de Cocande et de Boukhara ont également envoyé des ambassadeurs à Saint Pétersbourg. On a eu soin de ne pas divulguer les traités conclus avec eux, mais, il n'est pas difficile d'en deviner le contenu. Quelle que soit l'indépendance que la Russie daigne concéder à ces minuscules États, dont la seule force résidait dans leur indétermination qui n'existe plus aujourd'hui, du moins vis-à-vis de la Russie, cette indépendance ne peut avoir qu'un caractère purement nominal, puisqu'une armée de quelque 20 000 hommes, envoyés du Khiva ou d'Akmetchet vers les fertiles vallées du haut Touran, suffirait largement à écraser toute velléité d'opposition et à traverser le pays d'un bout à 1'autre. Dans ces conditions, c'est un fait certain que la Russie n'est pas restée inactive dans ces régions depuis 1845, bien qu'elle ne soit que trop encline à faire le silence sur ses agissements. On peut être assuré maintenant qu'après sa progression rapide, silencieuse et obstinée dans le Touran au cours des quinze dernières années, son drapeau flottera bientôt sur les cols de l'Hindou-Kouch et du Bolor Tagh.

L'importance énorme de ces conquêtes, du point de vue militaire, tient dans le fait qu'elles constituent le noyau d'une base d'opérations contre l'Inde. De fait, après une telle progression des Russes en Asie centrale, le plan d'attaque de l'Inde à partir du nord quitte le royaume des spéculations et prend certaines formes précises.

[357]

Les régions tropicales d'Asie sont séparées de ces territoires appartenant à la zone tempérée par une large bande désertique qui part des côtes du golfe Persique et traverse ce continent jusqu'aux sources de l'Amour. En faisant abstraction ici du territoire de l'Amour, cette bande désertique était jusqu'à présent pratiquement infranchissable par des armées, la seule route concevable étant celle qui conduit d'Astrabad sur la mer Caspienne par Hérat vers Caboul et l'Indus. Or, étant donné que les Russes tiennent le cours inférieur du Jaxarte (Syr-Daria) et l'Oxus (Amou-Daria), et que des routes militaires et positions fortifiées permettent de ravitailler en eau et en vivres une armée en

marche, le désert de l'Asie centrale ne constitue plus un obstacle militaire. Au lieu d'une route incommode allant d'Astrabad par Hérat vers l'Indus, la Russie dispose maintenant de trois routes différentes qui, dans un proche avenir, peuvent être entièrement prêtes pour la marche d'une armée.

Il y a, en premier lieu, la vieille route passant par Hérat qui, dans les conditions actuelles, ne restera pas longtemps fermée aux Russes. Il y a, en second, la vallée de l'Oxus qui va du Khiva vers Balch, et enfin la vallée de Jaxarte qui va d'Akmetchet vers le Cocande, d'où une troupe peut avancer transversalement dans un pays bien pourvu en eau et relativement peuplé, en direction de Samarcande et Balch. Hérat, Samarcande et Balch constitueraient alors la base d'opérations principale contre l'Inde. Balch n'est éloignée que de 500 milles de Peshawar, l'avant-poste situé au nord-ouest de l'Empire anglo-indien. Samarcande et Balch appartiennent au khan de Boukhara, qui [358] vient précisément de tomber au pouvoir de la Russie. Or dès lors qu'Astrabad (que les Russes occupent maintenant ou qu'ils peuvent occuper le jour qui leur plaira) et Balch se trouvent aux mains de la Russie, Hérat ne peut plus se soustraire à son emprise, pour peu que la Russie le veuille. Lorsque cette base d'opérations sera effectivement entre les mains de la Russie, l'Angleterre devra combattre pour son Empire indien. Balch n'est pas plus éloignée de Caboul que celle-ci ne l'est de Peshawar, et ce simple fait met en évidence que l'espace neutre entre la Sibérie et 1'Inde est devenu très mince.

Si la progression des Russes continue au même rythme et avec une énergie et une obstination semblables à celles qu'ils ont manifestées durant les vingt-cinq dernières années, il est certain que nous entendrons les Moscovites frapper à la porte de l'Inde d'ici une dizaine ou une quinzaine d'années. Dès lors qu'ils ont traversé les steppes kirghizes, ils arrivent dans les régions fertiles et relativement bien cultivées du sud-est du Touran, dont on ne peut empêcher la conquête par les Russes qui y trouveront aisément de quoi ravitailler durant des années une armée forte de 50 à 60 000 hommes, soit une force suffisante pour avancer éventuellement jusqu'à l'Indus.

En dix ans, une telle armée peut facilement s'assujettir entièrement le pays, assurer ses lignes de communication en colonisant ce gigantesque territoire avec des paysans de la Couronne russe (comme cela se produit actuellement près du lac d'Aral), insuffler la terreur à tous

les États avoisinants et préparer la base et la ligne d'opérations pour une campagne militaire contre l'Inde. Cependant, les circonstances politiques décideront si l'on entreprendra effectivement une telle campagne. À l'heure actuelle, on ne peut que faire de vagues spéculations sur ce point [224].

[224] Dans la *Free Press*, nous lisons au lieu de cette dernière phrase : « *Un militaire connaissant la topographie de ces lieux, ne nous démentirait certainement pas. Or si nos déductions sont exactes, la bataille entre Cosaques et Cipayes (si ceux-ci se battront encore pour 1'Angleterre) n'aura pas lieu, comme on l'admet généralement, sur l'Oxus, mais sur la ligne de Caboul et de 1'Indus*. »

[361]

III. LE POISON CAPITALISTE EN CHINE

Les gains de la Russie en Extrême-Orient

Frédéric Engels

New York Tribune, 18. IX.1858.

Retour à la table des matières

La Russie avait une revanche à prendre sur la France et l'Angleterre pour sa défaite à Sébastopol. Cette seconde manche est en train de se jouer. Certes, les longs et opiniâtres combats en Crimée ont tempéré quelque peu la fierté nationale des Russes. Ils ont même arraché à la Russie une petite bande de terre, mais ils lui ont laissé tout de même un avantage indubitable à la fin des hostilités. En effet, l'état de 1'« homme malade » [225] a considérablement empiré : la population chrétienne de la Turquie d'Europe — les Grecs aussi bien que les Slaves — brûlent plus que jamais de secouer le joug turc et considèrent encore davantage la Russie comme leur seule protectrice. Il ne fait pas de doute que des agents russes trempent [362] dans tous les soulèvements et conjurations de Bosnie, Serbie, Candie et Monténégro. Mais il se trouve que l'affaiblissement et l'impuissance extrêmes

---

[225] Dans un entretien avec l'ambassadeur anglais Seymour le 9 janvier 1853, le tsar Nicolas I° appela la Turquie 1' « homme malade » de l'Europe, et proposa, en conséquence, de partager l'Empire turc entre la Russie et l'Angleterre. Mais celle-ci déclina l'offre, parce qu'elle ne souhaitait pas un tel renforcement de la [372] Russie et avait intérêt à la conservation du *faible* royaume ottoman.

de la Turquie, qui sont devenus manifestes du seul fait de la guerre, peuvent encore être aggravés par les obligations imposées à ce pays par la paix. Et cela explique suffisamment la fermentation générale parmi les sujets chrétiens du sultan. Dans ces conditions — en dépit de la perte temporaire d'une étroite bande de territoire que la Russie récupérera évidemment à la première occasion favorable — la réalisation de ses plans vis-à-vis de la Turquie a fait de sensibles progrès. Lorsque la guerre éclata, Russie se fixa pour but d'accélérer le déclin de la Turquie et d'étendre son protectorat sur les sujets chrétiens de 1'« homme malade ». Il est indéniable que la Russie exerce aujourd'hui plus que jamais un tel protectorat.

Dès lors, c'est la Russie qu'il faut considérer comme la seule gagnante de cette malheureuse guerre. Néanmoins, elle devait une revanche ; pour jouer la seconde manche, sur le terrain diplomatique où elle est sans rivale, elle a choisi un autre continent. Tandis que l'Angleterre et la France avaient engagé une lutte onéreuse contre la Chine, la Russie resta neutre, et n'intervint qu'à la fin. Le résultat en fut que l'Angleterre et la France ont fait la guerre contre la Chine dans l'intérêt exclusif de la Russie. Sur ce plan, la position de la Russie était on ne peut plus favorable.

La Chine fait partie de ces chancelants Empires asiatiques qui, l'un après l'autre, tombent sous la coupe de l'entreprenante race européenne. La [363] Chine était si faible et si ébranlée, *qu'elle n'eut même plus la force de supporter la crise d'une révolution populaire*. En conséquence, la révolte aiguë même s'y est transformée en une maladie chronique et apparemment incurable. Cet Empire est à présent si amorphe que son gouvernement n'est pratiquement nulle part en état de régner sur son propre peuple ou d'offrir une résistance à 1'agression étrangère.

Tandis que les Anglais se battaient à Canton avec des fonctionnaires chinois subalternes et discutaient sur le point de savoir si le commissaire Yeh avait ou non agi conformément à la volonté de l'Empereur, les Russes occupaient le territoire situé au nord de l'Amour ainsi que la majeure partie des côtes mandchoues situées au sud de ce fleuve. Ils y installèrent des positions fortifiées et se mirent à élaborer des plans pour la construction de chemins de fer et l'implantation de villes et de ports. Lorsque finalement l'Angleterre se décida à porter le problème de la guerre à Pékin et que la France s'y associa, la

Russie parvint à éveiller auprès du faible chinois l'impression d'être un protecteur désintéressé et à jouer presque le rôle d'un arbitre lors de la conclusion de la paix, bien qu'elle vînt tout juste de dépouiller la Chine d'un territoire grand comme la France et l'Allemagne réunies, et long comme le Danube. Lorsque nous comparons entre eux les différents traités conclus à cette occasion, nous ne pouvons pas ne pas constater qu'il est clair pour tout le monde que la guerre n'a pas été profitable à la France et l'Angleterre, mais à la Russie.

Les avantages concédés aux puissances belligérantes, et auxquels la Russie aussi bien que les [364] États-Unis participent, ont un caractère purement commercial et — comme nous avons déjà eu l'occasion de le démontrer dans ces colonnes — sont tout à fait illusoires. Dans les conditions actuelles, le commerce de la Chine — exception faite de l'opium et d'un peu de coton tirés des Indes orientales — continuera de se ramener, en gros, à l'exportation de marchandises chinoises (thé et soie). Ce commerce d'exportation dépend plus de la demande étrangère que des facilités plus ou moins grandes, accordées par le gouvernement chinois. N'importe quel pays du monde pouvait acheter du thé et de la soie à la Chine, même avant le traité de Nankin [226]. Celui-ci, en ouvrant cinq nouveaux ports au commerce, eut pour principal effet de déplacer une partie des échanges de Canton à Changhaï. Les autres ports ne font pratiquement pas de commerce et, de fait, Sou-tcheou, le seul qui ait une certaine importance, ne compte pas parmi ces cinq ports ouverts. On a sagement remis l'ouverture du commerce sur le Yang-tsé-Kiang à plus tard, lorsque sa majesté aura rétabli sa pleine souveraineté sur le pays en rébellion de part et d'autre de ce fleuve, soit un temps qui correspond aux calendes grecques.

Cependant, on peut encore émettre d'autres doutes sur la valeur de ce nouveau traité. D'aucuns prétendent que les taxes de transit, dont il est question dans l'article XXVIII du traité anglo-chinois, sont tout à fait illusoires. On peut admettre, en effet, que ces taxes ont été instaurées uniquement parce que les Chinois ne désirent pas trop de marchandises anglaises et surtout veulent empêcher leur pénétration dans l'intérieur du [365] pays. Mais, au même moment, une variété déter-

---

226 Ce traité fut signé le 29 août 1842. Il eut pour effet de transformer la Chine en un pays semi-colonial plutôt qu'en un partenaire commercial, contrairement à ce qu'affirment les civilisateurs blancs.

minée d'étoffe russe qui répond à un besoin des Chinois et passe par le Kiachta ou le Tibet, s'est frayée un chemin jusque sur la côte. On a oublié de préciser si ces taxes — au cas où elles sont effectivement perçues — touchent aussi bien les marchandises anglaises que russes. Ce qui est certain, c'est que Mr. Wingrove Cooke, envoyé à cet effet dans l'intérieur du pays, n'a pas été en mesure de découvrir l'existence de ces prétendues « taxes de transit ». Il a dû admettre, lorsqu'on l'a interrogé publiquement sur ce sujet, qu'il en était venu à la conviction désolante que « notre ignorance de la Chine a des effets tangibles ». D'autre part, dans une réponse publique à la question de savoir « si l'on a la preuve de l'existence de tels droits douaniers intérieurs », Mr. J.W. Henley écrivit carrément : « Je ne suis pas en mesure de vous donner l'information souhaitée sur 1'existence de taxes douanières à l'intérieur de la Chine. »

Certains craignent que lord Elgin n'ait convenu d'un dédommagement sans fixer d'échéance pour le paiement, et que la guerre n'ait été portée de Canton dans la capitale que pour conclure un traité qui renvoie les troupes britanniques à Canton pour y reprendre le combat. John Bull est gagné par de sombres appréhensions : ne devra-il pas payer de sa poche le dédommagement prévu, étant donné que l'article XXVIII incite vivement les autorités chinoises à imposer une taxe douanière intérieure de 7 ½ % sur les produits manufacturés britanniques, taxe qui peut se transformer sur demande en un droit d'importation général de 2 ½ % ? Afin de détourner l'attention [366] de John Bull du détail de ce traité, le *Times* de Londres a estimé qu'il convenait de simuler une grande colère contre l'ambassadeur américain et de l'attaquer violemment, parce qu'il aurait tout gâché, bien qu'il soit aussi étranger au fiasco de la seconde guerre anglo-chinoise que l'homme de la lune.

Ainsi, le traité de paix, en ce qui concerne le commerce britannique, a eu pour résultat d'introduire une nouvelle taxe d'importation et une série de stipulations qui, ou bien ne sont d'aucune valeur pratique, ou bien ne sont pas respectées par les Chinois, mais peuvent, cependant, à tout moment servir de prétexte à une nouvelle guerre. L'Angleterre n'a profité d'aucun accroissement de territoire — elle ne pouvait y prétendre sans permettre à la France d'en faire autant. Or, une guerre menée par l'Angleterre et aboutissant à 1'instauration de

possessions françaises sur la côte chinoise, serait tout à fait défavorable à l'Angleterre. Le cas est différent pour ce qui est de la Russie.

Abstraction faite de ce qu'elle participe à tous les avantages tangibles — quels qu'ils puissent être — concédés à la France et à l'Angleterre, la Russie s'est assurée de tout le pays sur l'Amour, dont elle s'était emparé en catimini. Non contente de ce résultat, elle a réussi à mettre sur pied une commission russo-chinoise pour la fixation des frontières. Or, chacun sait ce que devient une telle Commission aux mains de la Russie. Nous en avons vu une à l'œuvre sur les frontières asiatiques de la Turquie, où durant plus de vingt ans elle n'a cessé de dépouiller ce pays d'une bande de territoire après l'autre, et ce jusqu'à ce que la dernière guerre éclate et que tout recommence dès la fin de celle-ci.

Il y a, en outre, l'article réglant le service postal entre Kiachta et Pékin. Ce qui n'était auparavant qu'une ligne de communication irrégulière et simplement tolérée s'organise maintenant et obtient un statut légal. On veut, semble-t-il, organiser une liaison postale mensuelle, le parcours de près de 1 000 milles exigeant une quinzaine de jours ; en outre, une caravane doit parcourir le même trajet tous les trois mois. Or, il est manifeste que les Chinois, ou bien délaisseront ce service, ou bien ne seront pas en état de l'accomplir. Comme la liaison est désormais garantie légalement à la Russie, il est clair qu'elle leur tombera entre les mains.

Nous avons vu comment les Russes avaient avancé leurs liaisons postales à travers les steppes kirghizes [227] ; nous ne doutons pas un seul instant que d'ici quelques années une semblable ligne traversera le désert de Gobi. Dès lors, les Britanniques pourront abandonner tous leurs rêves actuels en ce qui concerne l'hégémonie britannique en Chine, puisque, à tout instant, une armée russe peut faire son entrée à Pékin.

On peut imaginer facilement les conséquences que peut avoir l'installation d'ambassades permanentes à Pékin. Il suffit de regarder ce qui se passe à Constantinople ou Téhéran ! Partout où la diplomatie russe rencontre l'anglaise ou la française, elle leur est supérieure. Dès lors que l'ambassadeur russe a la perspective de posséder au bout de

227 Cf. le précédent article.

quelques années une armée prête à n'importe quelle tâche à Kiatcha — éloignée d'un mois de marche de Pékin — ainsi qu'une route déjà [368] prête sur toute la longueur pour une telle campagne, qui douterait qu'il ne soit tout-puissant à Pékin ?

C'est un fait que la Russie sera bientôt la première puissance asiatique, et voudra bientôt éclipser l'Angleterre dans ce continent. La conquête de l'Asie centrale et l'annexion de la Mandchourie agrandit ses possessions d'un territoire qui est aussi grand que l'Europe moins l'Empire russe, et s'étend de la zone tempérée à la Sibérie enneigée. Bientôt les vallées des fleuves d'Asie centrale et l'Amour seront peuplées de colons russes.

Ces positions stratégiques sont aussi importantes pour l'Asie que la Pologne l'est pour 1'Europe. La conquête de Touran menace l'Inde, celle de la Mandchourie menace la Chine. La Chine et l'Inde, avec leurs 450 millions d'habitants, sont actuellement les pays décisifs d'Asie.

[373]

TEXTES
DE MARX-ENGELS *

IV

RUINE DE LA CHINE TRADITIONNELLE

« *Le dernier marché nouveau, dont 1'ouverture apporterait une réactivation temporaire au commerce anglais, c'est la Chine. C'est ce qui explique que les capitalistes anglais tiennent à construire des chemins de fer en Chine. Ces chemins de fer signifient destruction de toute la base de l'agriculture parcellaire et de l'industrie domestique chinoises. Or, comme il n'y aura pas de grande industrie chinoise à la place, des centaines de millions d'hommes ne pourront plus gagner leur vie... Si le mode de production n'est pas encore révolutionné jusque-là, cela rendra la révolution nécessaire* » (Engels à N.Fr. Danielson, 22.IX. 1892).

Karl Marx

Retour à la table des matières

* [Sauf indication contraire, les notes sont du traducteur.]

[375]

IV. RUINE DE LA CHINE TRADITIONNELLE

La nouvelle guerre chinoise

Karl Marx

New York Tribune, 27. IX. 1859.

I

Retour à la table des matières

À l'époque où tout le monde congratulait 1'Angleterre pour avoir extorqué au Céleste Empire le traité de Tien-tsin (juin 1858), je m' efforçais de démontrer que la Russie était en fait la seule puissance qui eût profité de la guerre des brigands anglais contre la Chine, et que les avantages économiques apportés à 1'Angleterre par le traité étaient plutôt minces et — du point de vue politique — , loin d'instaurer la paix, ce traité rendait au contraire une nouvelle guerre inévitable. Le cours des événements a entièrement confirmé ce point de [376] vue. Le traité de Tsien-tsin appartient déjà au passé, et le mirage de la paix s'est dissipé devant les dures réalités de la guerre [228].

228 En septembre 1859, Marx reprend ses articles sur la Chine. Le début — ou le prétexte — de la troisième guerre de l'Opium (été 1860) est l'incident survenu sur 1'embouchure du Pei-ho. En violation des accords de 1'année précédente, qui prescrivaient aux diplomates arrivés pour ratifier les traités de 1858 de prendre la voie terrestre pour aller à Pékin, les plénipotentiaires anglais et français prétendirent remonter le Pei-ho à bord de navires de guerre. Les batteries chinoises de Takou ouvrirent le feu, coulant trois navires et tuant de nombreux soldats opérant sous les ordres de l'amiral sir Henry

Permettez-moi d'abord d'exposer les événements tels qu'ils sont relatés par le dernier courrier continental. En compagnie de M. de Bourboulon, plénipotentiaire français, l'honorable Mr. Bruce partit avec une escadre britannique qui devait remonter le Peï-ho et accompagner les deux diplomates dans leur mission à Pékin. La flotte, commandée par l'amiral Hope, comprenait sept vapeurs, dix canonnières, deux transporteurs de vivres, et avait à bord plusieurs centaines de soldats de la marine et du génie. Or, les Chinois prévinrent la mission qu'ils s'opposaient à ce qu'elle emprunte justement cette voie. En conséquence, l'amiral Hope trouva 1'entrée de Peï-ho bloquée par des chaînes et des pièces de bois. Après une attente de neuf jours, du 17 au 25 juin, à l'embouchure de ce fleuve, il tenta de forcer le passage, après que les plénipotentiaires aient rejoint l'escadre le 20. À son arrivée près du Peï-ho, l'amiral s'aperçut que les forts de Takou, rasés pendant la dernière guerre, avaient été reconstruits, ce que — soit dit en passant — il aurait déjà pu savoir, puisque la *Gazette de Pékin* l'avait très officiellement annoncé.

Lorsque les Anglais tentèrent de forcer le Peï- ho, le 25 juin, les batteries de Takou se démasquèrent et ouvrirent un feu meurtrier sur les navires britanniques, en même temps que surgissaient les soldats d'une armée mongole, forte de près de 20 000 hommes. La bataille fît rage sur terre et sur mer, et elle s'acheva par la [377] défaite complète des agresseurs. L'expédition dut se retirer, après avoir perdu trois navires anglais — le *Cormorant*, le *Lee* et le *Plover* —, ainsi que 464 hommes tués ou blessés du côté anglais, et 14 tués ou blessés sur les 60 Français présents. Cinq officiers anglais furent tués, vingt-trois blessés, et l'amiral lui-même fut touché. Après cette défaite, Mr. Bruce et M. de Bourboulon regagnèrent Changhaï, et l'escadre britannique mouilla à Ning-Po, près de Chinhae.

Lorsque ces désagréables nouvelles parvinrent en Angleterre, toute la presse de Palmerston enfourcha aussitôt le lion britannique et cria vengeance en chœur. Le *Times* de Londres s'appliqua à envelopper ses

---

Hope et contraignant les diplomates à se retirer précipitamment sur Changhaï.

Les articles de Marx constituent, d'une part, une violente satire de la diplomatie et la vie parlementaire anglaise de cette période, d'autre part, une étude de la structure sociale chinoise et des résistances qu'elle oppose au commerce capitaliste.

appels à l'instinct sanguinaire de ses compatriotes d'un vernis de dignité, mais les feuilles palmerstoniennes de 1'espèce plus basse jouèrent de manière tout à fait grotesque le rôle de Roland Furieux. Ainsi, par exemple, le *Daily Telegraph* de Londres :

« *La Grande-Bretagne se doit d'attaquer le littoral de la Chine sur toute son étendue, puis envahir la capitale, expulser l'Empereur de son palais, et s'assurer de solides garanties contre de futures attaques... Il faut donner du chat à neuf queues à tout fonctionnaire portant l'emblème du dragon qui se permettrait de regarder nos symboles nationaux avec mépris... Chacun d'eux— les généraux chinois — doit être pendu comme pirate et assassin aux vergues de nos navires de guerre. Ce serait un spectacle réconfortant et salutaire que celui d'une douzaine de gredins aux vêtements de guignols cousus de boutons avec leur face d'ogre, se balançant au vu de toute la population. D'une manière ou d'une* [378] *autre, nous devons inspirer la terreur, car nous n'avons été que trop indulgents... Il s'agit maintenant d'apprendre aux Chinois à respecter les Anglais qui sont leurs supérieurs et devraient être leurs maîtres... Nous devons au moins essayer de nous emparer de Pékin, et pour peu que nous soyons courageux, nous devons occuper Canton pour toujours. Nous pourrions garder Canton, comme nous tenons Calcutta, et en faire le centre de notre commerce en Extrême-Orient, afin de compenser l'influence de la Russie sur les frontières tartares de l'Empire — et jeter les fondements d'un dominion nouveau*. »

Permettez-moi maintenant d'arrêter là les divagations des plumitifs de Palmerston et revenons aux faits, afin de chercher à saisir les motifs profonds de ce fâcheux événement, pour autant qu'on le puisse avec les quelques informations dont nous disposons actuellement.

Même si l'on part du fait que le traité de Tien-tsin prévoit l'accès direct à Pékin de 1'ambassadeur britannique, il faut se demander d'abord si le gouvernement chinois a violé ce traité imposé par une guerre de brigandage, en s' opposant à la remontée en force du Peï-ho par 1'escadre britannique. Comme il ressort des nouvelles transmises par le courrier continental, les autorités chinoises n'interdisaient pas l'envoi de la mission britannique à Pékin, mais la remontée du Peï-ho par la flotte de guerre britannique. Elles proposaient que Mr. Bruce voyage par terre, sans l'appui de ces forces armées, dont la population du Céleste Empire avait en mémoire le récent bombardement de Can-

ton : sa présence massive ne pouvait que [379] suggérer une invasion. Le droit de résider à Londres habilite-t-il l'ambassadeur français à forcer la Tamise à la tête d'une expédition armée française ?

Il faut bien reconnaître que la conception anglaise de l'admission de leur ambassadeur à Pékin est pour le moins aussi étrange que la découverte faite au cours de la dernière guerre chinoise, à savoir que le bombardement d'une ville de l'Empire ne signifie pas lui faire la guerre, mais simplement avoir un conflit local avec l'une de ses provinces.

En réponse aux protestations des Chinois, les Anglais, selon leur propre affirmation, « ont pris toutes les mesures pour obtenir, si nécessaire, 1'accès par la force à Pékin » et ont remonté effectivement le Pei-ho avec une escadre assez puissante. Même si les Chinois étaient tenus de recevoir à Pékin un ambassadeur pacifique, ils avaient indubitablement le droit de s'opposer à une expédition militaire des Anglais à cette occasion. En agissant comme ils l'ont fait, ils n'ont pas violé un traité, mais au contraire se sont opposés à sa violation.

Mais il y a plus. Même si le traité de Tien-tsin reconnaissait aux Anglais le droit à une ambassade, il reste à éclaircir le point de savoir si lord Elgin n'a pas renoncé, pour le moment du moins, à l'exercice effectif de ce droit ? La lecture de la *Correspondance relative à la mission spéciale du comte Elgin en Chine, publiée sur ordre de Sa Majesté* convaincra tout homme de bonne foi que, d'abord, l'admission à Pékin de 1'Ambassadeur anglais ne devait pas avoir lieu en ce moment, mais bien plus tard, ensuite, que [380] son droit de résidence à Pékin s'accompagnait de diverses clauses restrictives, et enfin que l'article III relatif à l'admission de l'ambassadeur, était rédigé sous forme impérative dans le texte anglais du traité, mais avait été modifié dans le texte chinois à la demande du plénipotentiaire chinois. Cette divergence entre les deux versions du traité est admise par lord Elgin lui-même qui cependant, comme il le dit, « *a été obligé, de par des instructions qu'on lui avait transmises, de demander aux Chinois d'accepter, comme version valable d'une convention internationale, un texte dont ils ne comprenaient pas la moindre syllabe*. »

Peut-on imputer aux Chinois d'avoir agi conformément au texte chinois du traité, au lieu de l'anglais qui diffère quelque peu « du sens exact de la convention », comme le reconnaît lord Elgin lui-même ?

En conclusion, je citerai la déclaration formelle de Mr. Th. Chisholm Anstey, ancien attorney général britannique à Hong-Kong, que j'extrais d'une lettre adressée au directeur du *Morning Star* : « *Le traité, quel qu'il puisse être, est depuis longtemps abrogé par les actes de violence du gouvernement britannique et de ses subordonnés, du moins pour ce qui confère à la Couronne de Grande-Bretagne des avantages ou privilèges*. »

La nouvelle catastrophe chinoise, préparée selon toute vraisemblance par Palmerston lui- même, menace gravement l'Angleterre, déjà en butte à de graves difficultés en Inde, d'une part, et en plein réarmement pour faire face à l'éventualité d'une guerre européenne, d'autre part [229].

[381]

La conséquence directe doit en être la chute du gouvernement actuel, dont le chef — Palmerston — porte déjà la responsabilité de la précédente guerre chinoise, d'autant que les principaux, membres du cabinet ont déjà voté une motion de censure contre leur Premier sur cette question. En tout état de cause, Mr. Milner Gibson et l'école de Manchester doivent ou bien abandonner l'actuelle coalition libérale, ou bien, chose peu probable, obliger leur chef à se soumettre à leur politique, en s'unissant avec lord Russell, Mr. Gladstone et ses collègues peelites.

---

229 Les Français menaçaient, à cette époque, d'envahir 1'Angleterre.

[383]

II

New York Tribune, l. X.1859.

Retour à la table des matières

On annonce pour demain un conseil des ministres pour décider de l'attitude à prendre vis-à-vis de la catastrophe de Peï-ho. Les élucubrations du *Moniteur* français et du *Times* de Londres ne laissent aucun doute sur le fait que Palmerston et Bonaparte sont résolus à déclencher une nouvelle guerre en Chine.

Mais il ressort de source certaine qu'au cours du prochain conseil, Mr. Milner Gibson récusera, pour commencer, la valeur des arguments en faveur de la guerre, et ensuite renouvellera ses protestations contre toute déclaration de guerre entreprise sans la ratification préalable des deux Chambres du Parlement. S'il est mis en minorité, il quitterait le cabinet, donnant ainsi le signal d'une nouvelle offensive contre le gouvernement de Palmerston et d'une rupture de la coalition [384] libérale qui déjà avait entraîné la chute du gouvernement Derby [230].

On prétend que Palmerston éprouve une certaine appréhension à la suite des projets de Mr. Militer Gibson, le seul de ses collègues qu'il redoute et dont il ait dit que « c'est un homme particulièrement doué pour découvrir les défauts de la cuirasse ».

Il se peut qu'en même temps que cette correspondance, vous receviez de Liverpool les dernières nouvelles sur les résultats du conseil des ministres. En attendant, pour découvrir le véritable fond de l'af-

---

230 Entre la fin de la seconde guerre de l'Opium et les événements de Peï-ho, un changement ministériel s'était produit en Angleterre : Derby avait été renversé dans le débat sur le projet de loi de réforme électorale, et Palmerston avait repris le pouvoir avec l'appui de nombreux ex-opposants qui, comme Marx le note, avaient voté contre Palmerston lors du débat sur la seconde guerre de l'Opium.

faire, il vaut mieux laisser de côté ce qui a été imprimé pour se pencher sur ce qui a été sciemment omis dans les commentaires de la presse de Palmerston relatifs à la nouvelle transmise par le dernier courrier continental.

Tout d'abord, elle a supprimé la nouvelle selon laquelle le traité entre la Chine et la Russie était déjà ratifié, et que l'Empereur avait donné l'instruction d'escorter à Pékin la délégation américaine en vue d'échanger les instruments de ratification avec les États-Unis. Cela permet d'écarter le soupçon plus que légitime, selon lequel ce n'est peut-être pas la Cour impériale, mais les délégués franco-britanniques qui sont responsables des obstacles auxquels ils se sont heurtés, obstacles que leurs collègues russes et américains n'ont pas trouvés sur leur chemin. Ensuite, et c'est la circonstance la plus grave que le *Times* et les autres journaux de Palmerston en général sont eux-mêmes obligés de reconnaître, à savoir que les autorités chinoises avaient déclaré qu'elles étaient tout à fait [385] disposées à accompagner les ambassadeurs anglais et français à Pékin ; qu'elles les avaient effectivement attendus à l'une des embouchures du fleuve et leur avaient offert une escorte, s'ils consentaient à se séparer des troupes et de leurs navires. En outre, comme le traité de Tien-tsin ne prévoyait, dans aucun de ses articles, le droit des Anglais et Français d'envoyer une escadre navale en amont du Peï-ho, il est clair que ce ne sont pas les Chinois, mais les Britanniques qui ont violé le traité, et que ces derniers ont délibérément provoqué un incident juste à la veille de l'échange des instruments de ratification du traité.

Nul n'ira penser que l'honorable Mr. Bruce [231] ait agi de sa propre initiative, en vue de faire échec au but évident de la seconde guerre de Chine. Il est clair qu'il n'a fait qu'exécuter les instructions secrètes du gouvernement de Londres. Certes, il est exact que Mr. Bruce a été envoyé en Chine, non par Palmerston, mais par Derby. Toutefois, il suffit de rappeler aux lecteurs que, sous le premier cabinet Peel, lorsque lord Aberdeen était ministre des Affaires extérieures, l'ambassadeur anglais à Madrid, sir Henry Bulwer, entra en conflit avec la cour d'Espagne et fut contraint d'abandonner son poste. Or, les débats à la Chambre des Lords sur cet « événement fâcheux » révélèrent qu'au

[231] Mr. Bruce était le frère de lord Elgin, plénipotentiaire anglais en Chine de 1857 à 1858 et de 1860 à 1861.

lieu d'obéir aux instructions officielles d'Aberdeen, il avait suivi les directives secrètes de Palmerston, alors dans l'opposition.

Au demeurant, l'attitude de la presse de Palmerston, ces derniers jours, ne laisse aucun doute — du moins pour celui qui connaît [386] l'histoire secrète de la diplomatie anglaise de ces trente dernières années — sur le véritable responsable de la catastrophe de Peï-ho et de 1' imminente troisième guerre de l'Opium. Selon le *Times*, les canons des forts de Takou qui causèrent de tels ravages dans l'escadre britannique, étaient d'origine russe et sous commandement russe. Une autre feuille palmerstonienne est encore plus explicite. Je cite :

« *Nous voyons maintenant combien la politique de la Russie est étroitement liée à celle de Pékin. Nous observons des grandes opérations militaires sur l'Amour, des grands mouvements de troupes cosaques au-delà du lac Baïkal, dans le féerique pays du gel, sur les frontières crépusculaires du vieux monde ; nous suivons les traces d'innombrables caravanes ; nous découvrons que 1'envoyé spécial russe (le général Mouraviev, gouverneur de la Sibérie orientale) a quitté 1' Extrême-Orient sibérien et se trouve en route vers l'inaccessible capitale chinoise, avec des plans secrets ; et l'opinion publique de ce pays a ainsi toutes les raisons de frémir à l'idée que des influences étrangères ont contribué à notre disgrâce et au massacre de nos soldats et marins* [232]. »

Eh bien, c'est un vieux truc de lord Palmerston. Lorsque la Russie voulut conclure un traité de commerce avec la Chine, il poussa cette dernière dans les bras de son voisin du nord, avec la guerre de l'Opium [233]. Lorsque la Russie demanda la cession de l'Amour, il exauça ce vœu, en déclenchant la seconde guerre de l'Opium [234], et à présent que la Russie s'efforce de consolider son influence sur Pékin, il improvise une troisième guerre de [387] l'Opium. Dans tous ses rapports avec les faibles États asiatiques, tels que la Chine, la Perse, 1' Asie centrale, la Turquie, sa règle constante et invariable est de résis-

---

[232] Cf. *Daily Telegraph*, 16. IX. 1859.

[233] À la suite de cette guerre (1839-1842), la Chine se rapprocha de la Russie, grâce à quoi cette dernière obtint, en juillet 1851, par le traité de Kouldja, des conditions avantageuses pour son commerce avec la Chine occidentale.

[234] En mai 1858, l'accord d'Aigoun entre la Chine et la Russie livra à cette dernière divers territoires sur la rive septentrionale de l'Amour.

ter publiquement aux manœuvres russes, en engageant la lutte, non pas contre la Russie, mais contre tel ou tel État asiatique, afin de le dresser contre la Grande-Bretagne à la suite d'une guerre de brigandage des Anglais et de l'amener, par cette voie détournée, à concéder à la Russie ce qu'il ne voulait absolument pas lui accorder auparavant.

Il est certain qu'à cette occasion, toute la politique passée de Palmerston en Asie sera de nouveau mise sur la sellette, et j'attire par conséquent votre attention sur les *Documents afghans* [235], dont la publication eut lieu sur ordre de la Chambre des Communes, le 8 juin 1859. Ils jettent une lumière plus grande sur la sinistre politique de Palmerston et l'histoire diplomatique des trente dernières années, que n'importe quel document publié auparavant. En bref, voici 1' affaire : en 1838, Palmerston entreprit une guerre contre Dost Mohammed, émir de Caboul, guerre qui provoqua l'anéantissement de toute une armée anglaise [236] après avoir été déclenchée sous le prétexte que Dost Mohammed avait conclu une alliance secrète entre la Perse et la Russie contre l'Angleterre [237].

Pour étayer cette accusation, Palmerston présenta en 1838 au Parlement un Livre Bleu [238], dont le contenu essentiel était la correspondance entre sir Alexander Burnes, envoyé britannique à Caboul, et le gouverneur de Calcutta. Burnes fut assassiné à Caboul durant un soulèvement [388] contre les envahisseurs britanniques, toutefois, comme il se méfiait du ministre des Affaires extérieures, il avait envoyé la copie de certaines de ses lettres officielles à son frère, le Dr Burnes, à Londres. Lorsque les *Documents afghans*, mijotés par Palmerston, furent rendus publics en 1839, le docteur Burnes accusa le ministre d'avoir « mutilé et déformé les dépêches de feu sir Alexander Burnes » et, pour corroborer son affirmation, fit publier quelques-unes

---

235 *East India (Cabul and Afghanistan). Ordered by the House of Commons to be Printed*, 8 Juin 1859.

236 Marx fait allusion au désastre de la première guerre anglo-afghane (1838-1842).

237 Marx a consacré une série de huit articles à la politique et au personnage de Palmerston, cf. *Œuvres politiques*, tome 1 des Editions Costes.

En ce qui concerne la collaboration contre-révolutionnaire entre la Russie tsariste et l'Angleterre officielle, cf. Marx-Engels, l*a Russie*, en préparation aux Editions 10/18.

238 *Correspondence relating to Persia and Afghanistan*, Londres, 1839.

des dépêches authentiques. Mais la vérité ne se fit jour qu'en été dernier, quand, sous le ministère Derby, la Chambre des Communes ordonna, sur l'initiative parlementaire de Mr. Hadfield, de publier en entier les *Documents afghans*. L'ordre fut exécuté de façon à démontrer, même aux moins perspicaces, combien était fondée l'accusation de mutilation et de déformation dans *l'intérêt de la Russie*. La page de titre indique : « *Nota bene*. La correspondance, publiée en partie seulement dans les éditions précédentes, est reproduite ici dans son intégralité, et les passages omis sont placés entre crochets. » Le nom du haut fonctionnaire cité comme garant de la fidélité de la publication est « J.W. Kaye, secrétaire aux départements politiques et confidentiels et « historien authentique de la guerre afghane ».

Il suffit d'un exemple pour illustrer les relations réelles entre Palmerston et la Russie, contre laquelle il avait feint d'avoir préparé la guerre en Afghanistan. L'agent russe Vitkevitch, se présenta en 1837 à Caboul, avec un message personnel adressé par le tsar à Dost Mohammed. Sir Alexander Burnes réussit à s'en procurer une copie qu'il expédia à lord Auckland, alors [389] gouverneur général de l'Inde. Or, ses dépêches, comme les documents publiés en annexe, ne cessent de se référer à ce fait. Toutefois, la copie de la lettre du tsar ne figure point dans le Livre Bleu de Palmerston, et toutes les dépêches qui y font allusion sont manipulées de façon à dissimuler la liaison existant entre 1'« empereur de Russie » et la mission de Caboul. Ce faux fut donc commis pour soustraire au public la preuve des rapports entre l'autocrate et l'agent secret que Nicolas, à son tour à Pétersbourg, crut opportun de désavouer formellement. Ainsi, à la page 82 du Livre Bleu, on peut trouver la traduction d'un message à Dost Mohammed qui dit, lorsque les mots supprimés par Palmerston sont rétablis entre crochets dans le texte :

« *Un émissaire [du tsar] de Russie est arrivé [de Moscou] à Téhéran avec pour mission d'attendre le serdar de Kandahar* [239] *et de se rendre ensuite à une audience chez l'émir... Il est porteur [de messages confidentiels de l'Empereur et] de lettres de l'ambassadeur russe à Téhéran. L'ambassadeur russe recommande cet homme comme une personne digne de la plus grande confiance et pleinement*

[239] Kohal Dil khan.

autorisée à mener toute négociations [pour le compte de l'Empereur et de lui- même], etc., etc. »

Ces faux et d'autres semblables, commis par Palmerston pour protéger l'honneur du tsar ne sont pas les seules curiosités des *Documents Afghans*. Par exemple, Palmerston justifiait l'invasion de l'Afghanistan sous prétexte qu'elle avait été recommandée par sir S. Burnes comme un acte susceptible de déjouer les manœuvres russes en Asie Centrale. Or, sir A. Burnes avait [390] fait tout juste le contraire, ce qui explique que tous ses appels en faveur de Dost Mohammed furent éliminés de l'édition palmerstonienne du Livre Bleu, et le contenu de la correspondance mutilé et déformé pour le changer en son contraire.

Tel est donc l'homme qui est sur le point de déclencher une troisième guerre en Extrême-Orient, sous le prétexte transparent de faire échouer les desseins de la Russie dans cette partie du monde.

[391]

III

New York Tribune, 10. X. 1859.

Retour à la table des matières

La majeure partie de la presse britannique semble à présent considérer comme décidée une nouvelle guerre de la civilisation contre le Céleste Empire. Mais depuis le conseil des ministres de samedi soir, les journaux qui étaient les plus assoiffés de sang, ont complètement changé de ton.

D'abord le *Times* de Londres — apparemment dans un accès de rage patriotique — avait tonné contre la double trahison, d'une part, des couards Mongols qui avaient attiré l'amiral anglais si *bonhomme* (Fr.) dans une embûche, en camouflant soigneusement leurs positions et en masquant leur artillerie, d'autre part, de la Cour de Pékin qui, avec un machiavélisme encore plus noir, avait encouragé ces monstres de Mongols à recourir à cette diabolique ruse de guerre. Par [392] une curieuse coïncidence, le *Times*, bien qu'emporté dans l'océan de ses passions, réussit à expurger, dans les textes officiels qu'il reproduisait,

tous les passages favorables aux Chinois voués aux gémonies. La passion peut entraîner la confusion, mais il faut avoir la tête froide pour déformer les choses. Quoi qu'il en soit, le 16 septembre, soit exactement la veille du conseil des ministres, le *Times* vira de bord et, de sang-froid, coupa en deux le Janus bicéphale de son accusation.

« *Nous craignons », écrivit-il, « de ne pouvoir accuser de trahison les Mongols qui ont résisté à notre assaut contre les forts de Peï-ho* ». Mais, aussitôt après, pour rattraper un aveu aussi désagréable, il accusa avec d'autant plus d'acharnement la *Cour de Pékin* d'avoir violé un « traité solennel », avec préméditation et perfidie.

Enfin, trois jours après le conseil des ministres, de nouvelles considérations ont poussé le *Times* « *à ne pas douter que rien n'eût empêché la ratification du traité si Mr. Bruce et M. de Bourboulon avaient prié les mandarins de les accompagner à Pékin* ».

Dans ces conditions, que reste-t-il de la trahison de la cour de Pékin ? Pas même une ombre, Après cela, deux doutes continuent d'affliger le *Times* : « *Il est peut-être douteux qu'il ait été sage, du point de vue militaire, de tenter de se frayer la voie de Pékin au moyen d'une telle escadre. Il est encore plus douteux qu'il fût désirable, du point de vue diplomatique, d'employer la force en général*. »

Telle est la conclusion peu reluisante de toute la tempête d'indignation soulevée par le « leader » [393] de la presse britannique. Quoi qu'il en soit, avec sa logique toute particulière, le *Times* a jeté par-dessus bord les raisons de la guerre, mais il ne renonce pas pour autant à la guerre elle-même. Un autre journal officieux, l'*Economist*, qui s'était distingué par son apologie chaleureuse du bombardement de Canton, semble vouloir adopter un point de vue plus économique et moins rhétorique, depuis la nomination de Mr. J. Wilson au poste de chancelier de l'Echiquier indien. Il vient de publier deux articles — l'un politique, l'autre économique —, dont le premier s'achève comme suit :

« *Tout bien considéré, il est évident que l'article prévoyant le droit de notre plénipotentiaire de se rendre à Pékin ou d'y résider a été littéralement imposé au gouvernement chinois. Mais, si l'on jugeait que le respect de cette clause était absolument indispensable à nos intérêts, nous pensons que l'on pouvait en toute occurrence agir avec modération et patience. On dira, sans doute, que la modération et la pa-*

tience peuvent être interprétées par un gouvernement tel que celui de la Chine comme des signes d'une faiblesse fatale, et que ce serait donc poursuivre la politique la plus néfaste qui soit. Mais jusqu'à quel point et sur la base de quelle argumentation, avons-nous le droit d'adopter, dans nos rapports avec des gouvernements asiatiques, des principes opposés à ceux que nous soutenons avec les gouvernements civilisés ? Il est possible qu'après leur avoir arraché une concession malgré leur volonté sous 1'empire de la crainte, la meilleure politique soit de leur extorquer, toujours sous l'empire de la crainte, l'exécution immédiate du traité dans un [394] *sens favorable à nos intérêts. Mais si nous avons échoué dans cette tentative et si, entre-temps, les Chinois ont surmonté leur crainte et insistent avec une démonstration de force à l'appui, pour que nous les consultions sur les modalités d'application du traité, — pouvons-nous alors les accuser de trahison, avec la moindre apparence de justice ? Ne pratiquent-ils pas bien plutôt notre égard les méthodes de persuasion que nous utilisons nous-mêmes ? Il est possible, et même probable, que le gouvernement chinois nous ait entraîné délibérément dans ce guet-apens meurtrier et qu'en général il n'ait jamais eu l'intention d'exécuter ce traité. Si cela était prouvé, nous aurions le droit et le devoir d'exiger réparation. Mais il se peut aussi que la volonté de défendre 1'embouchure du Peï-ho afin d'empêcher le renouvellement de l'acte de force exécuté l'an dernier par lord Elgin, n'accompagne aucun désir de violer les clauses générales du traité. Puisque 1'initiative des hostilités était entièrement de notre côté et que nos commandants pouvaient à tout moment donner l'ordre de repli devant le feu meurtrier qui n'avait été ouvert que pour défendre les forts, nous ne pouvons absolument pas prouver avec certitude que les autorités chinoises avaient l'intention de violer le traité. Et tant que cette volonté préméditée d'enfreindre le traité n'est pas prouvée, nous devons suspendre notre jugement et réfléchir si, dans notre comportement vis-à-vis des barbares, nous n'avons pas utilisé des principes qui diffèrent à peine de ce qu'ils pratiquent à notre égard*. »

Dans le second article sur le même thème, l'*Economist* analyse l'importance, directe et [395] indirecte, du commerce entre la Grande-Bretagne et la Chine. En 1858, les exportations britanniques en direction de la Chine se sont élevées à 2 876 000 £, tandis que la valeur des importations britanniques venant de Chine, pour chacune des trois

dernières années, a été de plus de 9 millions de £, de sorte que l'on peut évaluer à quelque 12 millions de £ l'ensemble du commerce direct entre l'Angleterre et la Chine. Mais à ces transactions directes viennent s'ajouter au moins trois autres sphères de commerce importantes avec lesquelles l'Angleterre est plus ou moins intimement liée dans le cadre des échanges : le commerce entre l'Inde et la Chine, entre la Chine et 1'Australie, entre la Chine et les États-Unis.

« *L'Australie », écrit l'Economist, « reçoit annuellement de grandes quantités de thé chinois, et n'a rien à donner en échange au marché chinois. L'Amérique, elle aussi, importe de grandes quantités de thé et un peu de soie pour une valeur qui excède de loin celle de ses exportations directes en Chine.* »

Ces deux passifs de la balance commerciale en faveur de la Chine doivent être compensés par la Grande-Bretagne qui, en échange, reçoit de l'or de l'Australie et du coton des États-Unis. C'est pourquoi, elle est obligée, en plus de ses propres dettes vis-à-vis de la Chine, de payer à ce pays de grosses sommes pour l'or importé d'Australie et le coton importé d'Amérique. Mais ces sommes dues à la Chine par l'Angleterre, l'Australie et les États-Unis passent, dans une large mesure, de la Chine en Inde, au compte des sommes que la Chine doit à ce pays pour l'opium et le coton [240]. Soit dit en passant, les importations indiennes [396] de produits chinois n'ont jamais encore atteint le montant de 1 000 000 £, tandis que les importations chinoises en provenance de l'Inde représentent au total 10 000 000 £. De ces observations d'ordre économique, l'*Economist* conclut que toute interruption sérieuse du commerce britannique avec la Chine serait « *une calamité d'une ampleur beaucoup plus grande que ne le peuvent suggérer à première vue les chiffres des exportations et des importations* », et que le préjudice financier causé par cette perturbation, outre qu'il se répercuterait sur le commerce direct du thé de la soie de l'Angleterre, aurait aussi des « incidences » sur les transactions britanniques avec l'Australie et les États-Unis.

L'*Economist* n'est pas sans savoir que, durant la dernière guerre chinoise, les hostilités n'ont pas dérangé le commerce aussi fortement

240 Dans *le Capital*, livre III, chap. XXXV, Marx traite du mouvement des échanges avec l'Asie et la balance commerciale de l'Angleterre, cf. Ed. Soc., vol. VII, p. 234-252.

qu'on l'avait redouté et que le port de Changhaï n'a enregistré aucune baisse de trafic. Mais, ici, l'*Economist* met en relief « deux aspects exceptionnels de l'actuel différend », qui pourraient modifier de façon substantielle l'effet de la nouvelle guerre chinoise sur le commerce, à savoir le caractère « impérial », et non plus « local », de la guerre en cours, et le « *succès sans précédent que les Chinois ont remporté pour la première fois dans leur lutte contre les forces européennes* ».

Ce langage nous change complètement des hymnes à la guerre que l'*Economist* entonnait avec tant de zèle à l'époque de la lorcha Arrow.

Comme je l'avais prévu dans la précédente correspondance, le conseil des ministres a entendu la protestation de Mr. Milner Gibson et sa [397] menace de démissionner si Palmerston agissait conformément à ce qu'avait laissé entendre le *Moniteur* français. Pour l'heure, Palmerston a prévenu la scission du cabinet et de la coalition avec les libéraux, en affirmant que les forces indispensables à la protection du commerce britannique seraient concentrées dans les eaux chinoises et qu'on n'adopterait aucune décision sur la question de la guerre, tant que l'on ne disposerait pas de rapports plus détaillés de la part de 1'ambassadeur britannique. De la sorte, il a différé la question brûlante.

Pourtant, les véritables intentions de Palmerston se lisent entre les lignes de son journal intime, le *Daily Telegraph* : « *Si, au cours de l'année prochaine, un événement quelconque entraînait un vote de défiance au gouvernement, il faudrait sans doute en appeler aux urnes... Les Communes feront voir le résultat de leurs activités d'après le verdict sur la question chinoise, puisqu'à présent il faut ajouter aux oppositionnels habituels de Mr. Disraeli les cosmopolites qui proclament que les Mongols ont eu parfaitement raison*. »

J'aurai peut-être l'occasion de revenir sur la situation embarrassante dans laquelle se sont mis les conservateurs, en acceptant la responsabilité des événements préparés méticuleusement par Palmerston et deux de ses agents, lord Elgin et le frère de ce dernier, Mr. Bruce.

[399]

IV

New York Tribune, 18. X.1859.

Retour à la table des matières

Dans l'un de mes articles précédents, j'ai soutenu que le conflit de Pei-ho n'était pas un incident involontaire, mais, au contraire, qu'il avait été préparé méticuleusement par lord Elgin qui, agissant en fonction d'instructions secrètes, combinées de longue date par Palmerston, parvint à attribuer à lord Malmesbury, ministre des Affaires extérieures, les projets du noble vicomte, alors leader de l'opposition.

Tout d'abord, l'idée qu'un « incident chinois » soit le fruit d'« instructions » émanant de l'actuel Premier britannique est si peu nouvelle et saugrenue, que ce fut un personnage aussi bien informé que Mr. Disraeli qui l'insinua dans un débat des Communes sur la guerre de la lorcha et — aussi curieux que cela puisse paraître — trouva confirmation auprès de Mr. Palmerston lui-même. [400] Le 3 février 1857, Mr. Disraeli lança 1'avertissement suivant :

« *Je ne peux me défendre de penser que ce qui s'est passé en Chine n'est pas dû aux fait allégués, mais a son origine dans les instruction reçues d'Angleterre il y a fort longtemps déjà. S'il en était ainsi, j'estime que le moment serait venu pour la Chambre, si elle ne veut pas manquer à ses devoirs, de se demander sérieusement si elle possède les moyens de contrôler un système qui, s'il persiste, sera fatal aux intérêts de notre pays*. »

Et lord Palmerston de répondre froidement : « *Le très honorable gentleman affirme que le cours des événements semble être le résultat d'une politique élaborée de longue date par le gouvernement britannique. C'est parfaitement exact*. »

Pour ce qui est de l'actuel conflit, il suffit de jeter un coup d'œil rapide dans le Livre Bleu intitulé *Correspondance relative aux missions spéciales de lord Elgin en Chine et au Japon, 1857-59,* pour constater que l'événement survenu le 25 juin sur le Peï-ho, avait été envisagé

par lord Elgin dès le 2 mars. A la page 484 de ladite correspondance, on trouve les deux dépêches, suivantes :

« *Comte d'Elgin au contre-amiral sir Michad Seymour*

Le Furious, 2 mars 1859

« Sir, Eu égard à ma dépêche à Votre Excellence en date du 17 février, je me permettrai de remarquer que je garde quelque espoir que la décision [401] *adoptée par le gouvernement de Sa Majesté au sujet de la résidence permanente d'un ambassadeur britannique à Pékin, dont je vous ai fait part hier au cours de notre entretien, peut inciter le gouvernement chinois à accueillir de manière appropriée le représentant de Sa Majesté, quand celui-ci se rendra à Pékin pour l'échange des instruments de ratification du traité de Tien-tsin. Cependant, il est parfaitement possible que cet espoir ne se réalise point et, en toute hypothèse, je retiens que le gouvernement de Sa Majesté désire que des forces imposantes accompagnent notre ambassadeur durant son voyage à Tien-tsin. Dans ces conditions, je me permets d'attirer l'attention de Votre Excellence sur la question de savoir s'il ne serait pas opportun de concentrer à Changhaï, à la première occasion favorable, une flottille de canonnières suffisamment forte pour une telle entreprise, car je suppose que l'arrivée de Mr. Bruce en Chine ne saurait tarder plus longtemps. J'ai l'honneur, etc.*

Elgin et Kincardine. »

« Comte de Malmesbury au comte d'Elgin

Ministère des Affaires extérieures, 2 mai 1859.

« Milord, J'ai reçu la dépêche de Votre Excellence en date du 7 mars 1859, et je suis chargé de vous informer que le gouvernement de Sa Majesté approuve la note, dont Votre Excellence nous a transmis copie et dans laquelle Votre Excellence a communiqué au chargé d'affaires impérial que [402] *le gouvernement de Sa Majesté n'insisterait pas pour qu'on fixe la résidence du ministre de Sa Majesté à titre permanent à Pékin.*

« Le gouvernement de Sa Majesté approuve également la suggestion de Votre Excellence au contre-amiral de réunir à Changhaï une

flottille de canonnières afin d'accompagner Mr. Bruce sur le cours du Peï-ho. J'ai l'honneur, etc.

Malmesbury. »

En conséquence, lord Elgin sait à l'avance que le gouvernement britannique « désire » que son frère, Mr. Bruce, soit accompagné de « forces imposantes » de « canonnières » en amont du Pei-ho, et il ordonne au contre-amiral Seymour de se tenir prêt à « cette mission » : à son tour, dans une dépêche datée du 2 mai, le comte de Malmesbury approuve la suggestion de lord Elgin à Seymour. Toute la correspondance fait apparaître que lord Elgin commande et lord Malmesbury obéit. Tandis que le premier a constamment l'initiative et se fonde sur les instructions qu'il a reçues au préalable de Palmerston, sans même attendre de nouvelles instructions de *Downing Street*, lord Malmesbury se contente d'entériner les « désirs » que son subalterne autorisé lui attribue par anticipation. Il opine du bonnet, quand Elgin proclame que, le traité n'étant pas encore ratifié, les Anglais n'ont aucun droit de remonter les fleuves chinois ; il opine du bonnet, quand Elgin soutient qu'il faut faire preuve de grande patience avec les Chinois, en ce qui concerne l'application de la clause relative à l'installation à Pékin d'une ambassade britannique, [403] et, sans sourciller, il opine encore du bonnet, quand, en contradiction formelle avec ses affirmations précédentes, Elgin réclame le droit de forcer le passage du Pei-ho avec une « imposante flottille de canonnières ». Il opine du bonnet, comme Dogberry en réponse aux propositions du bedeau [241].

On comprend aisément que le comte de Malmesbury fasse si piètre figure et se comporte si humblement, si l'on se remémore les clameurs du *Times* et d'autres journaux influents à l'avènement au pouvoir du cabinet conservateur lorsqu'un grand péril menaça les brillants succès que lord Elgin, suivant les instructions de Palmerston, était sur le point de remporter en Chine, mais que l'administration conservatrice — ne serait-ce que par dépit et pour justifier son vote de défiance à l'occasion du bombardement de Canton par Palmerston — se proposait apparemment de faire échouer. Malmesbury se laissa intimider par ces criailleries. Au reste, il avait présent devant les yeux et dans le

[241] Cf. Shakespeare, Beaucoup de bruit pour rien, acte IV, scène 2.

cœur le sort de lord Ellenborough qui s'était permis de contrecarrer ouvertement la politique indienne du noble vicomte et qui, en récompense de son courage patriotique, fut sacrifié par ses propres collègues du cabinet Derby [242].

En conséquence, Malmesbury a cédé l'initiative à lord Elgin, en permettant à ce dernier d'exécuter le plan de Palmerston et d'en rendre responsables ses adversaires officiels, les conservateurs. Pour la même raison, ceux-ci se sont trouvés placés dans la désagréable alternative de décider quelle devait être leur attitude dans l'affaire de Pei-ho : ou bien emboucher la trompette [404] de guerre avec lord Palmerston, et maintenir celui-ci au pouvoir ; ou bien tourner le dos à Malmesbury qu'ils avaient couvert de tant d'écœurantes flatteries durant la dernière guerre italienne [243].

Cette alternative est d'autant plus scabreuse qu'un troisième conflit en Chine est rien moins que populaire chez les hommes d'affaires anglais. En 1857, ils enfourchèrent le lion britannique parce qu'ils escomptaient de grands profits de 1'ouverture violente du marché chinois. Aujourd'hui, au contraire, ils sont assez désappointés de se voir frustrés subitement des fruits du traité. Ils savent que les affaires en Europe et en Inde vont déjà assez mal sans qu'une nouvelle guerre de grand style avec la Chine vienne encore aggraver cette situation.

Ils n'ont pas oublié qu'en 1857 les importations de thé — article provenant presqu'exclusivement de Canton, alors unique théâtre de guerre — baissèrent de plus de 24 millions. Or ils redoutent aujourd'hui que cette interruption des échanges ne s'étende à Changhaï et autres ports marchands du Céleste Empire.

---

242 Au printemps 1858 lord Ellenborough, président des autorités de Contrôle des Affaires indiennes, entra en conflit avec le gouverneur général de l'Inde, lord Canning. Dans sa dépêche du 19 avril 1858, Ellenborough, partisan d'un assouplissement de la politique vis-à-vis des grands féodaux indiens, blâma la décision de Canning relative à la confiscation des domaines des féodaux de l'Aoudh, alliés à l'insurrection nationale. Les milieux gouvernementaux anglais n'ayant pas approuvé la dépêche d'Ellenborough, celui-ci démissionna en mai 1858. Le cabinet de Derby espéra se maintenir au pouvoir en se séparant d'Ellenborough.

243 Malmesbury déploya une intense activité diplomatique en tant que médiateur entre l'Autriche, le Piémont et la France, avant et pendant la guerre d'Italie de 1859.

Après la première guerre déclarée à la Chine par la Grande-Bretagne dans l'intérêt de la contrebande de l'Opium, après la seconde menée pour la défense d'une lorcha de pirates, il ne manque plus qu'une guerre montée de toutes pièces dans le but d'infliger aux Chinois le fléau d'ambassades permanentes dans leur capitale [244].

---

244 Les événements ultérieurs peuvent se résumer comme suit : reprise des hostilités en juin 1860 ; le corps expéditionnaire anglo-français s'empare de Takou en juillet et parvient à Pékin en septembre où il incendie le Palais d'Eté, détruisant ainsi de précieuses œuvres d'art, et saccage ensuite toute la ville. En octobre, le nouveau traité de Pékin aggrave les conditions du précédent traité de Tien-tsing : il stipule l'ouverture de nouveaux ports au commerce européen, double l'indemnité de guerre à verser par les Chinois, permet d'enrôler la main-d'œuvre chinoise pour les colonies anglaises et françaises et cède la partie méridionale de la péninsule de Kieou-long à l'Angleterre. En novembre, un nouveau traité sino-russe stipule la cession de la côte Pacifique de l'embouchure de l'Amour à l'actuelle Vladivostok. Deux ans plus tard, en 1862, l'administration européenne des douanes est étendue définitivement à tout l'Empire. En 1863, l'offensive des troupes du gouvernement impérial se poursuit, avec l'aide franco-britannique, contre Changhaï, occupée par les Taïpings. En juillet 1864, l'action conjointe de l'impérial Tseng Kouo-fan et du général anglais Gordon, le futur « héros national » anglais de Khartoum, donne le coup de grâce aux Taïpings : les fondations pour l'ultérieur impérialisme étaient jetées en Chine.

[405]

IV. RUINE DE LA CHINE TRADITIONNELLE

[Le commerce avec la Chine à la lumière des structures sociales de ce pays]

Karl Marx

New York Tribune, 3. XII. 1859.

Retour à la table des matières

Au temps où les idées les plus fantaisistes sur 1'impulsion que le commerce américain et britannique recevrait immanquablement de ce que l'on appelle l'ouverture des ports du Céleste Empire, nous avions entrepris de démontrer, grâce à une étude relativement élaborée du commerce extérieur de la Chine depuis le début du siècle, que ces précisions optimistes ne reposaient sur aucune base solide.

Abstraction faite du trafic de l'opium qui, comme nous l'avons démontré, croît en raison inverse de la vente des produits manufacturés de l'Occident, nous avons trouvé que l'obstacle [406] majeur à une augmentation rapide des exportations en Chine était constitué par la structure économique de cette société, fondée sur la combinaison de l'agriculture parcellaire avec l'industrie domestique. Pour corroborer notre thèse, nous pouvons maintenant renvoyer le lecteur au Livre Bleu, intitulé *Correspondance relative à la mission spéciale de lord Elgin en Chine et au Japon*.

À chaque fois que la demande effective de marchandises importées dans les pays asiatiques ne correspond pas à la demande prévue —

qui, dans la plupart des cas, est calculée sur la base de données tout à fait superficielles sur l'extension du nouveau marché, le nombre des habitants et la faveur que les marchandises étrangères ont trouvée dans quelques ports importants —, les commerçants, dans leur zèle à s'assurer des débouchés plus vastes, ne sont que trop enclins à expliquer leurs désillusions par des mesures artificieuses, imaginées par des gouvernements barbares, prompts à leur mettre des bâtons dans les roues, et qu'il faut donc combattre par la force. C'est précisément cette illusion qui, à 1'époque moderne, a transformé les marchands anglais en partisans sans pudeur de tout ministère leur promettant, au moyen d'agressions de pirate, d'extorquer aux barbares un traité de commerce. C'est ainsi que les obstacles artificiels que les autorités chinoises auraient opposés au commerce ont fourni le grand prétexte qui justifiait, aux yeux du monde des affaires, toutes les violences contre le Céleste Empire. Les précieuses informations contenues dans le livre bleu de lord Elgin serviront, à tout homme sans [407] idées préconçues, à disperser des illusions aussi néfastes.

Le Livre Bleu contient un rapport que Mr Mitchell, agent britannique à Canton, envoya en 1852 à Sir George Bonham. Nous en citons quelques extraits :

« *Notre traité de commerce avec ce pays (la Chine) est maintenant (1852) en vigueur depuis près d'une décennie. Tous les obstacles prévus ont été écartés. Environ mille kilomètres de côte nous sont devenus accessibles, et de nouveaux marchés se sont ouverts directement au seuil des districts de production et aux points les plus favorables du littoral. Or, quel en est le résultat en ce qui concerne l'accroissement escompté de la consommation de nos produits manufacturés ? Eh bien, tout simplement le suivant : au terme de dix années, les statistiques du ministère du Commerce nous montrent que Sir Henry Pottinger, lorsqu'il signa les Protocoles Additionnels de 1843, trouva en activité un commerce bien plus intense que celui que présente (?!) son traité de fin 1850, c'est-à-dire pour ce qui concerne les produits manufacturés anglais, le seul point que nous considérions ici*. »

Mr. Mitchell reconnaît que le commerce entre l'Inde et la Chine, formé presque exclusivement d'un échange entre argent et opium, s'est considérablement développé depuis le traité de 1842, mais même à propos de ce commerce, il écrit : « *Il s'est développé, de 1834 à 1844, à un rythme aussi rapide que celui de 1844 à nos jours, alors que*

cette dernière période a connu la prétendue protection du traité. Or, les statistiques du ministère du Commerce nous montrent à l'évidence [408] que l'exportation de nos produits manufacturés en Chine restait au-dessous du niveau qu'elle atteignait à la fin de 1844 avec près de trois-quarts de millions de £. »

Il ressort du tableau suivant que le traité de 1842 n'a aucunement stimulé le commerce d'exportation anglais en Chine :

Valeur déclarée en £

	Cotonnades	Lainages	Autres produits	Total
1849	1001 283	370 878	164 948	1 537 109
1850	1020 915	404 797	148 433	1 574 145
1851	1598 829	373 399	189 040	2 161 268
1852	1905 321	434 616	163 662	2 503 599
1853	1408 433	203 875	137 289	1 749 597
1854	640 820	156 959	202.937	1 000 716
1855	883 985	134 070	259 889	1 277 944
1856	1544 235	268 642	403 246	2 216 123
1857	1731 909	286 852	431 221	2 449 982

Or, si l'on compare ces chiffres avec la demande chinoise de produits manufacturés britanniques, évalués en 1843 à une valeur de 1 750 000 £ par Mr. Mitchell, on constate qu'au cours des neuf dernières années, les exportations britanniques sont tombées à un chiffre très inférieur à celui de 1843, et ne représente plus que les 10/17° de la valeur atteinte cette année-là. Mr. Mitchell explique ce fait surprenant, en premier lieu, par des raisons qui semblent d'un ordre trop général pour prouver quoi que ce soit de particulier :

« *Les Chinois sont si parcimonieux et attachés à leur mode de vie traditionnel qu'ils portent tout* [409] *juste ce que leurs pères ont porté avant eux, c'est-à-dire que le strict nécessaire et rien de plus, même si on leur offre toutes les marchandises au prix le plus bas qui puisse s'imaginer... Nul Chinois vivant de son travail ne peut se payer le luxe de se procurer un habit nouveau qui ne dure au moins trois ans et ne résiste durant cette période à l'usage et au traitement le plus impi-*

toyable. Or, un habit de ce genre doit contenir au moins trois fois plus de coton grège que nous n'en mettons dans les articles les plus épais exportés en Chine ; en d'autres termes, il doit être trois fois plus lourd que les étoffes courantes que nous jetons ici sur le marché. »

Une faible demande et une préférence pour les modes traditionnels de se vêtir sont des obstacles que le commerce des nations civilisées doit rencontrer sur tous les marchés nouvellement ouverts. Quant à l'épaisseur et à la résistance des tissus, les manufacturiers anglais et américains ne pourraient-ils pas s'adapter aux exigences particulières de la clientèle chinoise ? Cela nous amène au cœur du problème : en 1844, Mr. Mitchell envoya en Angleterre des échantillons de tissu chinois de toutes les qualités avec les prix correspondants. Mais ses collègues lui déclarèrent qu'aux prix indiqués par lui, Manchester ne serait jamais en état de les produire et, en plus, de les envoyer en Chine. Comment s'explique l'incapacité du système industriel le plus développé du monde de battre, sur le prix, les étoffes tissées par les métiers à main les plus primitifs ? Ce mystère est résolu par la combinaison de la petite agriculture avec l'industrie domestique, à laquelle nous avons déjà fait allusion.

[410]

Nous citons encore Mr. Mitchell : « *Lorsqu'on procède à la récolte, tous les bras de la famille paysanne, jeunes et vieux, se mettent à carder, filer et tisser le coton ; avec le filé de la production domestique, on tisse de lourds vêtements de coton qui résistent aux traitements les plus rudes auxquels on les soumet durant deux ou trois ans ; la famille étant vêtue, les excédents de coton sont portés à la ville voisine où le marchand les achète pour l'usage de la population urbaine et des habitants des sampans ancrés dans le fleuve* [245]. *Ce coton tissé à la maison habille neuf chinois sur dix ; le tissu, dont la qualité va du dungaree le plus grossier au nankin le plus fin, est toujours fabriqué dans les foyers paysans : il ne coûte absolument rien au producteur,*

[245] La population flottante sur le fleuve des Perles a Canton était arrivée, il y a près d'un demi-millénaire, du Nord surpeuplé ; n'obtenant pas l'autorisation de s'installer à terre, elle demeura sur ses embarcations dans le port, où elle forma une ethnie à part, ayant ses propres traditions, costumes, chants, etc. Elle ne fut admise de plein droit dans la citoyenneté chinoise qu'après la révolution de 1949.

hormis la matière première, ou mieux le sucre — produit dans sa propre exploitation — contre lequel il l'échange. Il suffit à nos fabricants de considérer un instant l'admirable économie de ce système et, pour ainsi dire, son heureuse combinaison avec toutes les autres activités du paysan pour qu'ils comprennent aussitôt qu'ils n'auront jamais la moindre chance de pouvoir concurrencer avec succès les tissus ainsi produits, surtout les plus grossiers. La Chine est peut-être le seul pays au monde où l'on rencontre un métier à tisser dans tout foyer paysan décent. Dans tous les autres pays, les gens se contentent de carder et de filer, laissant le soin à un tisserand de métier de transformer le filé en tissu. Il demeurait réservé aux parcimonieux chinois de porter le système à sa perfection : non seulement ils cardent et filent le coton, mais ils le tissent encore à la maison avec l'aide des femmes et enfants, en ne se limitant que rarement [411] *à produire pour les seuls besoins de la famille, puisque le plus souvent la production d'une certaine quantité de tissu pour l'approvisionnement des villes ou des habitants des fleuves voisins fait partie intégrante de leurs activités saisonnières.*

Le petit cultivateur du Fou-Kien n'est donc pas seulement agriculteur, mais paysan et artisan en une seule personne. Il fabrique ce tissu pratiquement pour rien, sous son propre toit, avec le travail de toute la famille. Cela ne lui coûte ni force de travail supplémentaire, ni temps de travail extra. Il fait filer et tisser les membres de sa famille, pendant que les récoltes mûrissent dans les champs, qu'il pleut ou que les activités agricoles sont interrompues. En somme, tout au long de l'année, ce modèle de zèle domestique accomplit sans interruption ses tâches et se consacre à quelque chose d'utile. »

Pour compléter cette description de Mr. Mitchell, voici le récit de lord Elgin sur la population campagnarde qu'il a appris à connaître lors de son voyage sur le Yang-tsé :

« *Ce que j'ai vu m'incite à penser que la population rurale de la Chine est en général frugale et satisfaite. Je me suis donné le plus grand mal — et avec des résultats médiocres — pour obtenir des informations précises sur l'extension de leurs exploitations, le régime de leur propriété foncière, les impôts et autres choses semblables. J'en suis arrivé à la conclusion que, pour la majeure partie, ils reçoivent de la Couronne en usufruit complet, contre versement de rentes annuelles non excessives, les parcelles de terre qu'ils cultivent, et que*

ces circonstances [412] *favorables, auxquelles vient s'ajouter leur zèle inlassable*, satisfont largement leurs modestes besoins en aliments et vêtements. »

Cette combinaison de l'activité agricole et de 1'industrie artisanale domestiques a fait obstacle pendant très longtemps à l'exportation de produits manufacturés britanniques en Indes orientales et aujourd'hui encore la freine considérablement, bien que les Britanniques, comme propriétaires fonciers suprêmes, purent attaquer et détruire finalement cette combinaison, en transformant une partie des communautés hindoustanes qui se suffisaient à elles-mêmes en fermes qui produisirent de l'opium, du coton, de l'indigo, du chanvre et d'autres matières premières en échange de tissus anglais.

En Chine, les Anglais ne détiennent pas encore ce pouvoir, et il est probable qu'ils ne le conquerront jamais [246].

[246] Sur la résistance de la structure économique et sociale chinoise à la pénétration du commerce capitaliste, cf. lettre de Marx à Engels, 8 octobre 1858, et *le Capital*, livre III, section IV, chap. XX (Editions sociales, tome VI, p. 341-342).

[413]

IV. RUINE DE LA CHINE TRADITIONNELLE

Politique anglaise

Karl Marx

New York Tribune, 14. II.1860.

Retour à la table des matières

Les points les plus intéressants soulevés au Parlement par le discours de la Couronne ont été la troisième guerre en Chine, le traité de commerce avec la France et les complications en Italie [247].

Il faut bien se rendre compte que la question chinoise a une importance primaire en tant que problème non seulement international, mais encore constitutionnel. Entreprise à l'instigation personnelle de Palmerston, la seconde guerre en Chine avait entraîné d'abord un vote de censure contre son précédent gouvernement, puis une dissolution forcée des Communes. Bien qu'ayant été élue sous les auspices de Palmerston, la nouvelle Chambre n'a jamais été invitée à casser le [414]

---

[247] Sur le traité commercial franco-britannique, préparé par Cobden. cf. la *New York Tribune* du 28-I-1860. Marx y commente le rapprochement entre l'Angleterre de Palmerston et la France de Napoléon III. Le 21-XI-1860, la *New York Tribune* publiait un article d'Engels sur la Savoie et Nice, où il montrait que Napoléon III cherchait à « instaurer sa domination en Italie et en Suisse, en donnant à la France l'hégémonie sur les Alpes », et il prévoyait qu'ensuite la France chercherait à étendre sa souveraineté sur le Rhin. Cf. Marx-Engels, *Ecrits militaires, la Savoie, Nice et le Rhin*, p. 384-424.

jugement émis par la précédente, de sorte que la seconde expédition chinoise du noble vicomte reste jusqu'à ce jour condamnée par un verdict parlementaire. Mais ce n'est pas tout.

Le 16 septembre 1859, on eut connaissance à Londres du revers militaire de Peï-ho. Au lieu de convoquer le Parlement, lord Palmerston s'adressa à Louis Bonaparte et discuta avec l'autocrate de 1'éventualité d'une nouvelle expédition franco- britannique en Chine. Trois mois durant, « les ports et les arsenaux britanniques résonnèrent du fracas des préparatifs », comme l'a dit lord Grey, et l'on prit toutes les mesures pour expédier en Extrême-Orient de l'artillerie, des munitions, des canonnières, sans parler du contingent d'au-moins 10 000 hommes destinés à renforcer ces forces navales. De la sorte, le pays était allègrement embarqué dans une nouvelle guerre à la suite d'un accord avec la France et des immenses charges financières, assumées sans communication préalable au Parlement. Mieux, on invite aujourd'hui ce dernier avec effronterie à « remercier Sa Majesté de l'avoir informé des événements survenus et des préparatifs pour une expédition en Chine » ! N'est-ce pas exactement le même style que celui de Louis Napoléon s'adressant à son *Corps Législatif*, ou celui du tsar Alexandre s'adressant à son Sénat ?

Dans le débat sur le discours du trône de 1857, Sir Gladstone, actuel chancelier de l'Échiquier, avait exprimé en ces termes son indignation à propos de la guerre contre la Perse : « *Je dirai, sans crainte d'être démenti, que la méthode qui consiste à ouvrir des hostilités sans associer le Parlement aux premières mesures de guerre* [415] *contredit ouvertement la pratique en vigueur dans notre pays, est dangereuse pour la Constitution et exige de manière absolue l'intervention de la Chambre, afin de rendre impossible le renouvellement d'une procédure aussi lourde de risques.* »

Or, lord Palmerston a non seulement renoué avec une pratique « dangereuse pour la Constitution », mais il l'a fait, cette fois, avec l'appui du puritain Gladstone et — comme s'il voulait démontrer toute l'ampleur de l'irresponsabilité ministérielle — en jouant les droits du Parlement contre ceux de la Couronne, les prérogatives de la Couronne contre celles du Parlement, et les privilèges des deux contre le peuple. Qui plus est, il a eu l'audace de renouveler sa dangereuse pratique sur la même question. Après que le Parlement ait condamné sa première guerre, il en déclare une autre sans consulter ce Parlement.

Une seule voix a osé s'élever, dans les deux Chambres, pour protester contre l'usurpation gouvernementale, celle de lord Grey, un homme qui appartient, chose curieuse, non pas à l'aile démocratique du Parlement, mais à son aile aristocratique. L'amendement qu'il présenta (le 24 janvier) proposait que l'expédition n'aurait pas dû être entreprise tant que les deux Chambres ne s'étaient pas prononcées à son sujet.

L'accueil réservé à l'amendement Grey tant par le porte-parole du parti gouvernemental que par le chef de l'opposition de Sa Majesté est tout à fait caractéristique de la crise politique vers laquelle glissent les institutions et corps politiques de l'Angleterre. Lord Grey concédait que, du [416] point de vue formel, la Couronne jouissait de la prérogative de déclarer la guerre ; cependant, comme il est interdit aux ministres de dépenser le moindre centime pour une entreprise quelconque sans l'approbation préalable du Parlement, la loi et la pratique constitutionnelles exigent que les représentants responsables de la Couronne ne décident d'aucune expédition militaire tant qu'ils n'en ont pas avisé le Parlement afin de lui demander de prévoir toutes les mesures pour couvrir les frais qui peuvent en découler. De la sorte, si nécessaire, le conseil suprême de la nation peut empêcher dès le début toute guerre injuste ou impopulaire, préparée par des ministres.

Le noble lord cita alors quelques exemples en vue de montrer avec quelle rigueur on respectait jadis ces règles. Lorsqu'en 1790 quelques voiliers anglais furent saisis par des Espagnols au large de la côte nord-ouest de l'Amérique, Pitt envoya aux deux Chambres, un message de la part de la Couronne afin de solliciter des crédits pour couvrir les frais à engager. Lorsqu'en décembre 1826, la sœur de Dom Pedro fit appel à l'Angleterre pour l'assister contre Ferdinand VII d'Espagne qui se proposait d'envahir le Portugal afin d'appuyer Dom Miguel, Canning présenta au Parlement une adresse l'informant des circonstances précises du conflit et du montant probable des dépenses. En conclusion, lord Grey a accusé le ministère d'avoir osé imposer des charges fiscales au pays sans le moindre accord du Parlement, étant donné que les importantes dépenses déjà engagées devaient être couvertes d'une manière ou d'une autre, et ne pouvaient l'être sans [417] détourner des fonds prévus à des fins toutes différentes.

Or, quelle a bien pu être la réponse fournie par le ministère à lord Grey ? Le duc de Newcastle, qui fut le premier de tous à avoir attaqué

la légalité de la deuxième guerre chinoise de lord Palmerston, répondit tout d'abord qu'au cours de ces dernières années, il s'était créée « la *pratique tout à fait salutaire* … de ne jamais proposer d'amendement au discours du trône... à moins qu'il n'y ait enjeu un grand *objectif de parti* ».

Comme lord Grey n'était pas animé de motifs partisans et n'aspirait pas à renverser le ministère pour se mettre à la tête d'un nouveau, que diable voulait-il donc avec ses attaques contre « la pratique tout à fait salutaire » de ces dernières années ? Avait-il perdu tout sens commun pour se figurer que l'on rompait une lance pour autre chose que des motifs partisans ? En second lieu, n'est-il pas de notoriété publique que lord Palmerston se situe bien au-dessus de la pratique constitutionnelle à laquelle Pitt et Canning étaient anxieusement attachés ? Le noble vicomte n'a-t-il pas conduit une guerre toute sienne en 1831 au Portugal, en 1850 en Grèce et, comme le duc de Newcastle aurait pu poursuivre, en Perse, en Afghanistan et dans d'autres pays encore ? En conséquence, si le Parlement a reconnu à Lord Palmerston le droit de déclarer la guerre, de conclure des traités de paix et de lever des impôts sans restriction tout au long de trois décennies, pourquoi se permettrait-il de rompre subitement avec une tradition de servilité désormais solidement établie ? Le droit constitutionnel peut certes être du côté de lord Grey, mais la [418] prescription joue à coup sûr pour lord Palmerston. Et pourquoi exiger précisément aujourd'hui que lord Palmerston rende gorge, alors qu'il n'a jamais été puni auparavant pour de semblables innovations « salutaires » ? En vérité, le duc de Newcastle s'est montré presque trop indulgent en n'accusant pas de rébellion ouverte la tentative de lord Grey de briser le privilège coutumier de lord Palmerston de faire tout ce qui lui plaît avec ses biens — c'est-à-dire l'armée et les finances de la Grande-Bretagne.

Non moins originaux sont les arguments utilisés par Newcastle pour démontrer la légalité de l'expédition de Pei-ho. Il existe un traité anglo-chinois de 1843, en vertu duquel les Britanniques jouissent de tous les droits concédés par le Céleste Empire à la nation la plus favorisée. Or, dans son récent traité, la Russie s'est fait reconnaître le droit de remonter le Peï-ho. En conséquence, sous le traité de... 1843, les Anglais bénéficiaient déjà du même droit. Le duc de Newcastle a affirmé qu'on pouvait prétendre à ce droit « sans avoir à l'étayer davantage ». Mais il aurait dû le faire, en vérité ! On s'apercevrait alors,

d'une part, du fait désagréable que le traité avec la Russie n'a été ratifié que tout récemment, soit bien après la catastrophe de Pei-ho — mais ce n'est là qu'un simple petit « renversement de la série naturelle » —, et, d'autre part, du fait notoire que l'état de guerre suspend les traités existants. Si donc, à l'époque de l'expédition de Pei-ho, la Grande-Bretagne était en guerre avec la Chine, elle ne pouvait en appeler ni au traité de 1843, ni à n'importe quel autre. En revanche, si elle n'était pas en état de guerre, le cabinet Palmerston a pris la liberté de commencer une guerre sans attendre la sanction expresse du Parlement.

Pour échapper à cette dernière alternative, le pauvre Newcastle assure que depuis le bombardement de Canton, soit depuis deux ans, « il n'y a jamais eu de paix entre l'Angleterre et la Chine », et, en conséquence, il n'y en a pas davantage aujourd'hui. Le ministère n'a pas commencé les hostilités, il n'a fait que les poursuivre, et en conséquence il pouvait, sans avoir à étayer davantage ses droits, s'appuyer sur les traités qui ne sont valables qu'en temps de paix. Et pour augmenter encore le charme de cette dialectique originale, lord Palmerston, le chef du cabinet, assure en même temps, à la Chambre des Communes, que 1'Angleterre ne « s'est jamais trouvée en guerre avec la Chine ». Et c'est encore le cas maintenant. Il y a eu, certes, le bombardement de Canton, la catastrophe de Peï-ho et les expéditions franco-britanniques, mais pas de guerre, car la guerre n'a jamais été déclarée, et l'Empereur, jusqu'ici, a permis que les affaires continuent à se traiter à Changhaï [248].

Le fait même d'avoir ignoré, dans ses rapports avec les Chinois, toutes les formes de guerre reconnues par le droit international devient, dans la bouche de Palmerston, un motif pour liquider par rapport au Parlement toute forme d'action constitutionnelle. De même le

---

248 Cette absence de déclaration de guerre à un peuple colonial révèle, en outre, que la guerre impérialiste a, du côté des pays de couleur, un caractère de guerre civile, puisque les hostilités ne sont pas ouvertes contre l'administration en place, ni, par exemple, contre les classes marchandes, financières, etc. Cette absence de formalisme permet à la bourgeoisie du pays colonial ou dépendant de rester « neutre », tout en continuant de vaquer à ses affaires, délaissant sa mission révolutionnaire qui devra être assumée par d'autres forces. Ici comme ailleurs, il faut chercher la lutte de classes même dans les conflits entre peuples et États, qu'ils soient officialisés ou non.

speaker de la Chambre des Lords, le comte Granville, proclame avec hauteur qu' « en ce qui concerne la Chine, *la consultation du Parlement de la part du gouvernement avait un caractère purement, technique* ». [420] C'est donc, un point de pure technique que de consulter le Parlement !

Qu'est-ce qui fait dès lors la différence entre le Parlement britannique et le Corps Législatif français ? En France au moins c'est l'héritier imaginaire d'un héros national qui se permet de se mettre à la place de la nation, et doit donc affronter à visage ouvert les risques d'une telle usurpation. En Angleterre, c'est un porte-parole subalterne, un misérable chasseur de poste, une anonyme nullité d'un prétendu gouvernement qui, s'appuyant sur un Parlement simiesque et obtus et sur les élucubrations fumeuses d'une presse anonyme elle aussi, sans courir aucun risque, en silence, s'ouvre la voie à un pouvoir irresponsable. II suffit de comparer, d'une part, le complot suscitant un Sylla avec, d'autre part, les manœuvres « d'affaires » frauduleuses d'un directeur d'une banque par actions, d'un président d'une association de bienfaisance ou d'un secrétaire communal, pour avoir la différence entre l'usurpation impériale en France et l'usurpation ministérielle en Angleterre.

Conscient du fait que les deux factions parlementaires ont un même intérêt à l'impuissance et à l'irresponsabilité ministérielles, lord Derby ne peut naturellement « se joindre au noble comte (Grey) dans ses considérations sévères sur les *omissions* du gouvernement ». Il ne peut se joindre sans restriction aux doléances de lord Grey selon lequel « le gouvernement eut dû convoquer le Parlement et suivre son avis sur la question chinoise », mais « il ne lui apporterait certainement pas sa voix, s'il insistait pour faire voter son amendement ».

[421]

En conséquence, l'amendement n'a même pas été mis aux voix, et tout le débat parlementaire sur la troisième guerre chinoise s'évapora dans de grotesques compliments adressés par les deux factions à l'ami-

ral Hope pour avoir aussi glorieusement traîné dans la boue l'armée et la marine de la Grande-Bretagne [249].

[249] Marx envoya encore trois autres articles — dont nous ne disposons pas, hélas — à la *New York Tribune* qui ne les publia point. Ce n'est donc pas Marx qui a cessé de s'intéresser à la Chine. Peut-être trouverons-nous ces articles parmi les vingt mille pages de Marx-Engels que Moscou a promis de publier d'ici l'an 2005, privant ainsi notre siècle des articles censurés par la rédaction bourgeoise de la *New York Tribune*.

[423]

IV. RUINE DE LA CHINE TRADITIONNELLE

Affaires chinoises

Karl Marx

Die Presse, 7. V11.1862.

Retour à la table des matières

Peu de temps avant que les tables n'aient commencé à danser, la *Chine* — ce fossile vivant — était entrée en révolution [250]. En soi, il

[250] Cet article est rédigé au cours de la dernière phase de la lutte contre les Taïpings qui s'étaient révoltés en 1851 et menèrent une grande guerre des paysans contre l'ordre précapitaliste en Chine, et l'impérialisme capitaliste. Pas plus que les paysans de l'Allemagne de 1525 et [443] ceux de Russie du XIX^e siècle, les Taïpings ne réussirent à s'imposer, mais dégénérèrent.

Au bout de plusieurs années de lutte acharnée, le mouvement taïping commença à souffrir de ses propres contradictions internes. Dans l'État taïping, il se forma une couche féodale qui tendait à un compromis avec les classes régnantes chinoises et cherchait même à commercer avec les impérialistes étrangers. Il y eut bientôt une aile conservatrice et une aile paysanne populaire. Le représentant de la première — le gros propriétaire foncier Wei Chang-hui — avait tué l'un des dirigeants les plus actifs de la seconde — Yang Tchou-sin — mais fut tué à son tour par Houng Siou-ts'uen.

La cause de l'échec du mouvement taïping se trouva en premier dans ses propres contradictions internes, ainsi que dans l'inconsistance finale du mouvement paysan luttant tout seul. Cependant, la révolution taïping fut frappée à mort par l'intervention de l'Angleterre, des États-Unis et de la France qui avaient commencé par soutenir la dynastie mandchoue, sous couleur de « neutralité », avant de se liguer ouvertement avec elle et de com-

n'y a rien d'exceptionnel à ce phénomène, car les Empires d'Orient font toujours preuve du plus grand immobilisme dans leur infrastructure sociale, tandis que la superstructure politique est agitée d'incessants changements de personnes et de dynasties au pouvoir. La Chine est dominée par une dynastie étrangère. Pourquoi, après trois siècles, n'y aurait-il pas un mouvement cherchant à l'abattre ?

L'agitation a eu d'emblée une coloration religieuse, mais cela n'est-il pas propre à tous les mouvements orientaux. Les causes immédiates de cette agitation sont évidentes : immixtion européenne, [424] guerres de l'Opium et ébranlement consécutif du gouvernement existant, fuite de l'argent vers l'étranger, déséquilibre économique à la suite de l'importation de marchandises étrangères etc. Le paradoxe, à mes yeux, c'est que l'opium n'ait pas agi comme somnifère, mais comme excitant. En réalité, la seule chose originale de cette révolution, ce sont ses représentants. À part le changement de dynastie, ils ne se posent pas de problème. Ils n'ont aucun mot d'ordre. Ils sont un fléau bien plus cruel pour les masses populaires que pour les gouvernants traditionnels Leur mission semble se réduire à opposer au marasme conservateur une destruction sous des formes repoussantes et grotesques, une destruction sans aucun germe de régénération.

Pour définir ces « fléaux de Dieu », voici quelques extraits de la correspondance de Mr. Harvey, consul anglais à Ning-po, à Mr. Bruce, l'ambassadeur anglais à Pékin [251].

Depuis trois mois, écrit-il, Ning-po se trouve aux mains des révolutionnaires taïping. Ici, comme partout ailleurs où ces brigands exercent leur règne, le seul résultat en est la dévastation. Poursuivent-ils

---

battre de 1862 à 1863 aux côtés des troupes chinoises des grands propriétaires contre les Taïpings qui furent écrasés définitivement en 1864.

L'article de Marx peut frapper par sa sévérité pour le mouvement communautaire et révolutionnaire paysan. En fait, il ne fait qu'enregistrer l'impuissance objective de la paysannerie, tant qu'elle ne lutte pas pour les buts du socialisme *sous la direction du prolétariat*, ou pour les buts du capitalisme sous la direction de la bourgeoisie, de la petite-bourgeoisie ou de l'armée de l'État, qui s'appuie sur un certain mode de production social. Les paysans, comme les esclaves, sont historiquement incapables d'instaurer un mode de production à leur image et de l'étendre à la société entière.

251 Cette lettre a été publiée par le *Times* du 17-VI-1862. Marx la publie telle quelle, sans modifier les termes réactionnaires et choquants de son auteur.

encore d'autres buts ? Le pouvoir avec ses abus illimités et arbitraires leur semble en fait aussi important que la destruction de la vie d'autrui. Cette opinion ne coïncide certes pas avec les illusions de missionnaires anglais [252] qui déraisonnent manifestement lorsqu'ils parlent de « salut de la Chine », de « régénération de l'Empire », de « rédemption du peuple » et d'« introduction du christianisme » grâce aux Taïpings. Après avoir bruyamment fait semblant d'agir pendant dix ans, ils ont tout détruit et n'ont rien produit.

[425]

Toutefois, au dire de Mr. Harvey, dans les relations officielles, les Taïpings se distinguent des mandarins par une attitude franche et directe, voire une décision brutale. Mais, c'est leur seule vertu en tout et pour tout.

Comment les Taïpings rémunèrent-ils leurs troupes ? Celles-ci n'obtiennent aucune solde, mais vivent uniquement de leur butin. Si les villes conquises sont riches, elles vivent dans le luxe et le superflu ; si elles sont pauvres, le soldat doit faire preuve d'ascétisme. Mr. Harvey demanda à un soldat taïping bien vêtu si son métier lui plaisait ? Il répondit : « Pourquoi n'aimerais-je pas mon métier ? Je mets la main sur tout ce qui me plaît, et si je me heurte à une résistance, je fais ainsi — », et de faire de la main le geste de couper une tête. Telle est sa façon de parler. Pour un Taïping, une tête humaine ne vaut guère plus qu'une tête de chou.

L'armée révolutionnaire compte un noyau de troupes régulières, formées de vieux partisans parfaitement exercés depuis de longues années. Le reste se compose de recrues plus jeunes ou de paysans qui ont été incorporés de force à 1'occasion d'expéditions militaires. Les chefs envoient systématiquement les recrues enrôlées de force dans une province se battre dans une autre, au fond du pays. En consé-

252 Après 1855, le mouvement taïping imprégna progressivement son communisme d'évangélisme chrétien grâce au zèle des missionnaires blancs. Ainsi, Gutzlaff, dont Marx cite le témoignage sur la situation du mouvement révolutionnaire chinois, (cf. p. 195) était-il missionnaire protestant, connu sous le nom d'apôtre des Chinois. A côté d'intenses activités missionnaires et commerciales dans sa « patrie d'adoption », il contribua à la diffusion de l'idéologie chrétienne en Chine, en traduisant, pour la première fois la Bible en chinois.

quence, on parle actuellement quelque quarante dialectes différents parmi les rebelles à Ning-po, tandis, que l'on entend pour la première fois le dialecte de Ning-po à l'autre bout de la Chine. Tous les vagabonds, les fripouilles, et mauvaises têtes d'un district s'engagent volontairement. Le mariage comme l'opium sont interdits sous peine de mort chez les Taïpings. Le mariage ne sera admis qu'« à partir du moment où l'Empire sera instauré ». En compensation, [426] les Taïping obtiennent carte blanche pour exercer n'importe quel forfait sur les femmes et les jeunes filles, durant les trois jours qui suivent la conquête d'une ville dont les habitants n'ont pas pris la fuite. Ces trois jours passés, toutes les personnes du sexe féminin sont chassées de la ville.

Toute la tactique des Taïpings consiste à répandre la terreur. Leurs succès sont dus essentiellement à cette méthode. Les moyens de cette terreur sont tout d'abord la masse énorme sous laquelle ils apparaissent à un endroit donné. Ils envoient pour commencer quelques émissaires, afin de tâter le terrain, de semer des fausses nouvelles et d'allumer quelques incendies. Si les mandarins parviennent à s'emparer d'eux et à les faire exécuter, d'autres émissaires les remplacent aussitôt, jusqu'à ce que les mandarins et la population quittent la ville en toute hâte, ou que la démoralisation facilite la victoire des insurgés, comme ce fut le cas à Ning-po.

Un autre moyen de terreur, c'est l'attifement bariolé et grotesque des Taïpings. Cela ferait rire un Européen, mais cela agit sur les Chinois comme un talisman dans les batailles. Ces tenues grand-guignolesques procurent aux rebelles plus d'avantages que ne le pourraient des canons rayés. À quoi s'ajoutent leur chevelure, longue, hirsute, noire ou peinte en noir, leurs yeux féroces, leurs cris plaintifs et leurs accès de rage ou de fureur simulée, bref, plus qu'il n'en faut pour glacer de terreur le Chinois du commun qui est si calme, doux et maniéré.

Lorsque les émissaires ont répandu la panique, les premiers habitants des villages s'enfuient, et [427] ce sont eux qui se chargent de répandre des bruits exagérés sur le nombre, la puissance et la méchanceté de l'armée d'invasion. Tandis que les flammes jaillissent au centre de la ville et que ses défenseurs marchent en direction de l'ennemi sous 1'impression de ces scènes de terreur, on voit apparaître de loin en loin quelques-unes de ces figures terrifiantes, dont l'effet est fou-

droyant. Au moment voulu, ce sont alors cent mille Taïpings, armés de sabres, d'épieux et d'armes à feu, qui se précipitent sur leur adversaire sans énergie, et balaient tout sur leur passage, s'ils ne se heurtent pas à une résistance comme ce fut le cas récemment à Changhaï.

« Les Taïpings sont », aux yeux de Mr. Harvey, « une masse énorme de gens de rien ».

Le Taïping est manifestement le diable en personne, comme doit se le représenter l'imagination chinoise. Mais il est vrai aussi que c'est en Chine seulement qu'un diable de cette sorte est possible. *C'est le produit d'une vie sociale fossilisée*.

[429]

IV. RUINE DE LA CHINE TRADITIONNELLE

[Le commerce britannique du coton]

Karl Marx

New York Tribune, 14. X. 1861.

Retour à la table des matières

... Même sur le marché chinois, on assiste à une dépression des prix due à l'accumulation des stocks de marchandises importées [253].

---

253 Cet article évoque les grands courants commerciaux entre la Grande-Bretagne et ses colonies. Marx y met en [444] évidence que la grande industrie exige dans les colonies une évolution des rapports sociaux dans le sens d'une augmentation de productivité des forces du travail produisant les matières premières. L'esclavage dans les plantations de coton du Sud des États-Unis, par exemple, ou le simple pillage des matières premières ou produits exotiques ne suffisent plus à satisfaire les besoins croissants de l'industrie. Cependant, cette évolution des forces productives en sens capitaliste se heurte au caractère réactionnaire du colonialisme lui-même, qui a pour tendance — comme le capitalisme en ses débuts dans la métropole — d'exploiter les formes sans défense du travail humain (enfants, femmes). Dans les métropoles, ce sont les grèves et l'agitation ouvrière qui ont finalement réglementé le travail et limité les heures de travail, tandis que dans les colonies ce sont les révolutions successives qui ont progressivement introduit des formes moins directement esclavagistes et plus productives du travail humain.

Une autre tendance réactionnaire se développe surtout au stade ultérieur de l'impérialisme : faire produire des articles de plus ou plus inutiles, mauvais, voire nocifs, pour les pays dépendants, opium, coton au lieu de laine et de soie, aujourd'hui plastiques, pétrole, acier et béton, alors que les hommes souffrent de plus en plus de la faim. La culture purement européenne du vin

Dans ces conditions, et la demande de coton manufacturé britannique diminuant, le prix des cotonnades ne peut, certes, aller de pair avec l'augmentation croissante des prix du coton brut ; au contraire, dans de nombreux cas, le filage, le tissage et 1'impression du coton cessent de payer les frais de production. Prenons, par exemple, le cas suivant que nous communique l'un des plus grands fabricants de Manchester, pour ce qui concerne le filage brut :

[430]

	Par livre	Marge de vente	Coût du filage par livre
En date du 17. IX.1860			
Coût du coton	6 ¼ d	4 d	3 d
Trame 16 vendue pour	10 ¼ d	—	—
Profit :			1 d par livre

	Par livre	Marge de vente	Coût du filage par livre
En date du 17.IX.1861			
Coût du coton	9 d	2 d	3 ½ d
Trame 16 vendue pour	11 d	—	—
Perte			1 ½ d par livre

La consommation de coton indien augmente rapidement. Si les prix continuent de monter, les approvisionnements indiens augmenteront. Cependant, il est impossible de changer en quelques mois toutes

en Algérie a ainsi gravement retardé l'essor économique de ce pays, tandis que le pétrole rattache ce pays au néo-impérialisme français ou américain, en faisant miroiter les royalties, d'un côté, et en se reliant à l'automobile de chaque citoyen, démocratiquement, de l'autre.

les conditions de production et de modifier le cours des échanges commerciaux. L'Angleterre elle-même est ainsi en train de payer très cher sa longue et odieuse administration du vaste empire indien.

Les deux principaux obstacles auxquels se heurteront ses tentatives de remplacer le coton américain par l'indien [254] sont le manque de moyens de transport et de communication sur tout le territoire indien, et la situation misérable du paysan indien qui le rend inapte à exploiter les conditions favorables qui peuvent se présenter à lui. Les Anglais eux-mêmes sont à l'origine de ces deux difficultés.

L'industrie moderne de l'Angleterre repose en général sur deux axes misérables. L'un est la [431] pomme de terre, qui était le seul moyen d'alimentation de la population irlandaise et d'une grande partie de la classe ouvrière anglaise. Cet axe se brisa, lors de la maladie

---

254 Dans *le Capital* (livre I, Ed. Soc., t. II, p. 115-116), Marx établit le résultat des perfectionnements mécaniques amenés dans les fabriques de coton par la guerre civile américaine sur la base de statistiques confirmant le mouvement de concentration et de modernisation de 1'industrie cotonnière britannique. Ainsi, la lutte anti-impérialiste n'a pas seulement pour effet d'introduire des rapports de production modernes dans la colonie, mais elle profite même à l'industrie de la métropole, en affaiblissant les couches les plus réactionnaires de la bourgeoisie (marchands, financiers et autres spéculateurs) et en renforçant son aile industrielle. La lutte anti-impérialiste doit donc se relier à celle du prolétariat socialiste pour produire tous ses effets révolutionnaires, car tant que le capitalisme n'est pas renversé, il assimile finalement tous les côtés positifs des mouvements révolutionnaires.

Marx montre, de même, que la lutte anti-esclavagiste aux États-Unis, a permis virtuellement aux autres colonies — en l'occurrence l'Inde — de passer à un mode [445] d'exploitation moins stérilisant qu'auparavant, à condition que l'impérialisme réactionnaire, battu ici, ne se renforce pas là. Autrement dit, que la lutte anti-impérialiste se généralise.

En ce qui concerne la lutte anti-impérialiste dans les pays colonisés par les Blancs, cf. Marx-Engels, la *Guerre civile aux. États-Unis*, 10/18, 1970, 318 p. La fermeté dans la lutte anti-impérialiste, surtout pendant les hostilités elles-mêmes, détermine en grande partie l'évolution sociale et économique ultérieure de la colonie. Ainsi, Marx écrivait dans *le Capital* : « *Le développement économique des États-Unis est lui-même un produit de la grande industrie européenne, et plus particulièrement de 1' industrie anglaise. Dans leur forme actuelle, on doit les considérer encore comme une colonie de l'Europe.* » Et Engels d'ajouter en 1890, le passage suivant : « *Depuis, ils sont devenus le deuxième pays industriel du monde sans avoir cependant perdu tout à fait leur caractère colonial.* »

de la pomme de terre et de la catastrophe qui en résulta pour l'Irlande [255]. Il faut trouver maintenant une base plus large pour la reproduction et la conservation de millions de travailleurs.

Le second axe de l'industrie anglaise était le coton cultivé par les esclaves des États-Unis. L'actuelle crise américaine [guerre de Sécession : 1861-1865] force l'industrie anglaise à élargir le champ de son approvisionnement et à libérer le coton de oligarchies productrices et consommatrices d'esclaves [256]. Aussi longtemps que les fabricants de

---

255 Marx fait allusion à la disette de pommes de terre en 1845-1847. À la suite de cette catastrophe, les petits tenanciers irlandais, incapables de payer les métayages, furent chassés en masse par leurs propriétaires. La colère paysanne éclata lors de la révolte de 1848. La répression de ce soulèvement entraîna une émigration massive vers les États-Unis. Marx en conclut que les Irlandais installés en Amérique vengeraient leurs frères tués en Irlande, en luttant pour briser les derniers liens coloniaux unissant les États-Unis à la Grande-Bretagne, prélude à la ruine du primat anglais sur le marché mondial et à son remplacement par les États-Unis à la direction du monde capitaliste. De fait, ces émigrés eurent l'occasion de se battre et de remporter une première victoire au cours de la guerre civile américaine de 1861-1865.

Dans l'exposé du 16-XII-1867 au Conseil général de 1' Internationale sur la question irlandaise, Marx dit à propos de la disette de 1847 qui dépeupla l'Irlande : « *Plus de 1 100 000 d'humains furent remplacés par 9 600 000 moutons. Ce fait est inouï dans les annales de l'Europe. Les Russes remplacent les Polonais qu'ils déportent par des Russes, et non par des moutons. Ce n'est que parmi les Mongols en Chine que l'on discuta un jour de la question de démolir les villes pour faire place aux moutons*. »

256 Dans le chapitre sur *le Machinisme et la grande industrie*, Marx met en évidence le lien existant entre la grande industrie capitaliste et le colonialisme : « *D'une part, les machines exigent directement une augmentation des matières premières travaillées, par exemple, la machine à dévider le coton a augmenté la production de coton ;* [446] *d'autre part, le bas prix des produits de fabrique et le perfectionnement des voies de communication et de transport fournissent les armes pour la conquête des marchés étrangers. En ruinant par la concurrence leur main-d'œuvre indigène, l'industrie mécanique les transforme forcément en champs de production des matières premières dont elle a besoin. C'est ainsi que l'Inde a été contrainte de produire du coton, de la laine, du chanvre, de l'indigo, etc. pour la Grande-Bretagne.*

En rendant surnuméraire là où elle réside une partie de la classe productive, la grande industrie nécessite l'émigration, et par conséquent, la colonisation de contrées étrangères qui se transforment en greniers de matières premières pour la mère-patrie ; c'est ainsi que 1'Australie est devenue un immense magasin de laine pour 1'Angleterre... Dans l'Inde, au contraire,

coton anglais dépendaient du coton cultivé par des esclaves, on pouvait affirmer en vérité qu'ils s'appuyaient sur un double esclavage : l'esclavage indirect de l'homme blanc en Angleterre, et l'esclavage direct de l'homme noir de l'autre côté de 1'Atlantique.

l'importation de calicots anglais fabriqués mécaniquement amena une crise des plus spasmodiques. Il n'y a pas d'exemple d'une misère pareille dans l'histoire du commerce, dit dans son rapport de 1834-35, le gouverneur général, les os des tisserands blanchissent les plaines de l'Inde » (*le Capital*, I, Ed. Soc., vol. II, p. 131432, 112-113).

[433]

IV. RUINE DE LA CHINE TRADITIONNELLE

[Le traité de commerce avec la France]

Friedrich Engels

The Labour Standard, 18. VI.1881.

Retour à la table des matières

Il ne fait absolument pas de doute que notre génération sera encore témoin de ce que les cotonnades américaines concurrenceront les anglaises en Inde et en Chine et gagneront progressivement du terrain sur ces deux marchés de tête, et de ce que les machines et produits métalliques américains rivaliseront avec ces productions anglaises dans toutes les parties du monde, Angleterre y compris. La même nécessité inéluctable qui fit passer les manufactures flamandes en Hollande, puis les hollandaises en Angleterre, fera sous peu que le centre de l'industrie mondiale sera transféré d'Angleterre aux États-Unis. Or sur le terrain d'activité limité qui lui restera encore [434] alors, l'Angleterre trouvera des concurrents redoutables dans plusieurs États d'Europe [257].

---

[257] En théorie, on peut escompter qu'après l'Angleterre, 1'Amérique peut être supplantée à la tête du monde capitaliste par une nouvelle puissance surgie de l'immense lutte pour l'indépendance nationale au cours de cet après-guerre, par exemple la Chine. Et que ce déplacement du centre de gravité de la société entraînera des bouleversements considérables, susceptibles de favoriser la révolution socialiste internationale.

On ne saurait fermer les yeux longtemps sur le fait que l'Angleterre est en train de perdre rapidement le monopole industriel. Si la bourgeoisie « éclairée » croit qu'il est de son intérêt de cacher ce fait, la classe ouvrière se doit de le considérer hardiment, car elle y est encore bien plus intéressée que les classes « supérieures ». Celles-ci peuvent encore rester pour un temps très long les banquiers et prêteurs d'argent du monde, comme l'étaient avant elles les Vénitiens et les Hollandais dans la phase de leur déclin. Mais que deviendront les ouvriers lorsque le gigantesque commerce d'exportation de l'Angleterre commencera à se contracter chaque année davantage, au lieu de croître ? Si le transfert des chantiers de construction de navires métalliques de la Tamise vers la Clyde a suffi à condamner tout le quartier Est de Londres à la misère chronique, que signifiera alors pour l'Angleterre le transfert effectif de tout son commerce maritime outre-Atlantique ?

Il en résultera un fait considérable : la rupture du dernier lien qui rattache encore la classe ouvrière anglaise à la classe bourgeoise anglaise. Ce lien, c'était leur collaboration à toutes deux pour obtenir un monopole national. Dès lors que ce monopole est en pièces, la classe ouvrière britannique sera obligée de prendre elle-même en main ses intérêts et l'œuvre de sa propre émancipation, en mettant un terme au système du salariat. Nous souhaitons qu'elle n'attendra pas jusque-là.

[435]

IV. RUINE DE LA CHINE TRADITIONNELLE

[Marché colonial et marché mondial]

Friedrich Engels

Introduction à l'édition anglaise
du Socialisme utopique et socialisme scientifique (1892).

Retour à la table des matières

Et même en affaires la suffisance du chauvinisme national est un piètre conseiller. Jusque tout dernièrement, les fabricants anglais en général considéraient comme au-dessous de la dignité d'un Anglais de parler une autre langue que la sienne, et ils étaient fiers que de « pauvres diables d'étrangers » s'établissent en Angleterre pour les décharger des tracas de la vente de leurs produits à l'extérieur. Jamais ils ne songèrent que ces étrangers — pour la plupart, des Allemands — s'empareraient de la sorte d'une grande partie du commerce extérieur anglais — importation aussi bien qu'exportation — et que le commerce [436] extérieur de l'Angleterre finirait par se limiter presqu'exclusivement aux colonies, à la Chine, aux États-Unis et à l'Amérique du Sud [258]. Ils ne remarquèrent pas davantage que ces Alle-

[258] Dans son article du 16-XI-1892 sur l'élection présidentielle américaine, Engels notait : « *Si vous lisez la Neue Zeit n°2 d'octobre, p.56, vous constaterez que les produits cotonniers et liniers américains refoulent progressivement les mêmes articles anglais du marché intérieur ; que les importations anglaises n'ont jamais pu atteindre depuis 1881 le niveau américain, dont elles*

mands commerçaient avec d'autres Allemands à l'étranger et qu'ils organisaient progressivement tout un réseau de comptoirs commerciaux sur toute la surface du globe. De fait, lorsque l'Allemagne commença sérieusement à produire pour l'exportation, il y a quarante ans, ce réseau la servit à merveille pour accomplir sa transformation, en un temps si court, d'un pays exportateur de céréales en un pays industriel de première importance [259]...

ne représentent plus que le tiers en 1891. Or, la Chine est, a côté de l'Inde, le marché principal de ces articles. »

259 L'une des raisons objectives de la faiblesse des bourgeoisies coloniales est qu’elles ne trouvent pas ou peu de débouchés extérieurs à l’expansion d’une industrie nationale, contrairement à la plupart des bourgeoisies blanches qui se développèrent un siècle plus tôt, voire davantage. Il n'en reste pas moins qu'arrivées au pouvoir, ces bourgeoisies tendent aussitôt à une expansion impérialiste que leur dicte toute leur nature capitaliste.

[437]

IV. RUINE DE LA CHINE TRADITIONNELLE

[La guerre sino-japonaise]

Friedrich Engels

Lettre à Laura Lafargue, septembre 1894.

Retour à la table des matières

La guerre entre la Chine et le Japon me semble avoir été tramée par le gouvernement russe qui utilise le Japon pour parvenir à ses fins [260]. Mais quoi qu'il en soit, une chose est inévitable : 1'effondrement complet de tout le système social de la Chine antique. Dans ce pays, subsiste encore un système combinant artificiellement l'agriculture à l'industrie domestique, puisqu'il élimine impitoyable-

260 Engels insiste aussitôt sur l'alignement des impérialismes (russe et japonais) contre la Chine, et donc sur le lien de cette guerre entre Asiatiques avec les guerres entre Chinois et Européens.

Depuis 1885, le Japon exerçait pratiquement un protectorat (théoriquement en commun avec la Chine) sur la Corée. Au cours de l'été 1894, le Japon provoqua la guerre sino-japonaise pour s'assujettir entièrement la Corée et prendre pied en Chine du Nord. Les troupes chinoises subirent des défaites écrasantes, tant sur terre que sur mer. Et la Chine dut littéralement capituler. Par le traité de Shimonoseki (1895), la Corée fut déclarée « indépendante », mais le Japon y assura sa souveraineté. Taiwan (Formose) ainsi que diverses îles furent annexées par le Japon, et la Chine dut payer au vainqueur une indemnité de guerre de 200 millions de taels. Enfin, le Japon obtint le droit de créer des entreprises en Chine et d'ouvrir quelques nouveaux ports au commerce.

ment tout élément qui le perturberait. Cette exclusion de tout ce qui est étranger a été, en partie, contrecarrée par les guerres contre les Anglais et les Français, et elle doit être menée à terme par cette guerre entre Asiatiques, contre un rival qui est le plus proche voisin des Chinois. Les Chinois, battus sur terre et sur mer, devront [438] s'européaniser, ouvrir leurs ports au commerce universel, construire des chemins de fer et des fabriques et, par conséquent, mettre complètement en pièces l'antique système qui permettait de nourrir tant de millions d'êtres humains.

La Chine ressentira subitement sa surpopulation sans cesse croissante ; les paysans chassés de leur terre afflueront vers les côtes, afin de chercher leurs moyens de subsistance dans les pays étrangers. Jusqu'ici des milliers de Chinois ont émigré. Or à présent des millions seront candidats à l'émigration. Dans ces conditions, les coolies chinois iront partout, en Europe, Amérique et Australie, et ils auront pour effet d'y faire baisser les salaires et d'adapter le niveau de vie de nos ouvriers à celui des Chinois. Alors le moment sera venu pour nos ouvriers européens. Or, les Anglais seront les premiers à souffrir de cette invasion, et ils devront de nouveau lutter [261]. Je compte absolument

---

261 L'instinct de conservation de la bourgeoisie a su éviter une telle migration massive bouleversant tous ses rapports sociaux fondamentaux. Mais, du point de vue théorique, l'affirmation d'Engels est à retenir parce qu'elle établit une liaison objective entre les peuples de couleur et le prolétariat, entre la « question coloniale » et la « question syndicale » : « *La vérité, la voici : aussi longtemps qu'a duré le monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise a participé jusqu'à un certain point aux avantages de ce monopole. Certes, ces avantages se répartissaient fort inégalement en son sein, la minorité privilégiée en empocha la plus grande partie, mais même la grande masse en avait, du moins par-ci par-là, sa portion. C'est ce qui explique qu'il n'y a plus eu de socialisme en Angleterre depuis la mort de 1'owenisme.*

« Avec la ruine de la suprématie industrielle, la classe ouvrière d'Angleterre va perdre sa condition privilégiée. Dans son ensemble — y compris donc sa minorité privilégiée —, elle se verra alignée au niveau des ouvriers de l'étranger. Et c'est pourquoi le socialisme renaîtra en Angleterre. » Cf. Engels, *Angleterre 1845 et 1885*, in : *Die Neue Zeit*, revue théorique de la social-démocratie allemande, juin 1885. Trad. française dans Marx-Engels, *le Syndicalisme*, t. I, p. 192-193, Editions Maspero 1971. Toute la dernière partie de ce premier volume (p.171-216), ainsi que le début du second (p.11-107), traitent de la question de l'aristocratie ouvrière.

sur cette guerre sino-japonaise pour accélérer d'au moins cinq ans notre victoire en Europe, sans parler de ce qu'elle la facilitera considérablement, étant donné qu'elle rejettera toutes les classes non capitalistes dans notre camp. Seuls les grands propriétaires fonciers et les fabricants seront *prochinois* [262].

Engels à Kautsky, 22. IX. 1894.

La guerre entre la Chine et le Japon signifie la fin de la vieille Chine, la révolution complète de toute la base économique — même si elle ne s'accomplit que progressivement —, ainsi que la dissolution de la traditionnelle liaison entre agriculture et industrie grâce à la grande industrie [439] et les chemins de fer, d'où une émigration massive des coolies chinois jusque vers l'Europe ; autrement dit, en ce qui nous concerne, une accélération de la débâcle capitaliste et une aggravation des antagonismes qui déclenchent la crise. C'est de nouveau une ironie merveilleuse de l'histoire : en somme, il ne reste plus à la production capitaliste qu'à s'emparer de la Chine ; or, en effectuant *enfin* cette conquête, elle se rend la vie impossible à elle-même dans sa patrie d'origine.

Engels à Fr. A. Sorge, 10. X1.1894.

La guerre en Chine a donné un coup fatal à la Chine antique. Son isolement est devenu impossible, et l'introduction du chemin de fer, des machines à vapeur, de l'électricité et de la grande industrie devient dès lors une nécessité, ne serait-ce que pour des raisons militaires. Ainsi, s'effondre tout le vieux système économique de la petite culture paysanne, où l'on produisait aussi les articles industriels pour toute la famille, donc tout le système social traditionnel qui permettait de faire vivre une population relativement dense. Des millions de Chinois seront donc privés de tout moyen de gagner leur vie et contraints d'émi-

262 En d'autres termes, dans une lutte où le prolétariat lui-même n'est pas engagé, le marxisme désigne toujours comme progressives les forces qui détruisent l'ordre précapitaliste. En ce sens, il n'est pas de nation élue, privilégiée.

grer, et ces millions finiront par trouver le chemin qui mène à l'Europe, et ce, massivement. Mais la concurrence chinoise, dans la mesure où elle sera massive, poussera les choses à leur paroxysme, chez vous [en Amérique] et chez nous : ainsi la conquête de la Chine par le capitalisme sera en même temps le prélude à la chute du capitalisme en Europe et en Amérique.

FIN

Karl MARX et Friedrich ENGELS

[1972]

LE SYNDICALISME

TOME II

Contenu et signification des revendications.

Introduction, traduction et notes
de Roger DANGEVILLE

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC
http://classiques.uqac.ca/

http://classiques.uqac.ca/

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

http://bibliotheque.uqac.ca/

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean Manaud, bénévole, professeur d'histoire à Toulouse en France
Courriel: jean.manaud@hotmail.fr
Page web dans Les Classiques des sciences sociales

à partir de :

Karl MARX et Friedrich ENGELS

LE SYNDICALISME.
TOME II. Contenu et signification des revendications.

Introduction, traduction et notes de Roger DANGEVILLE, 1972. Paris : Petite collection Maspero, no 97, 1972, 249 pp.

Le 24 mai 2012, Mme Éva Dangeville, épouse du traducteur, Roger Dangeville, accordait sa permission de diffuser ce livre, en accès libre à tous, dans Les Classiques des sciences sociales. Elle souhaite vivement que nous acceptions de rediffuser ce livre, toujours d'une grande actualité.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.
Pour les citations : Times New Roman, 12 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

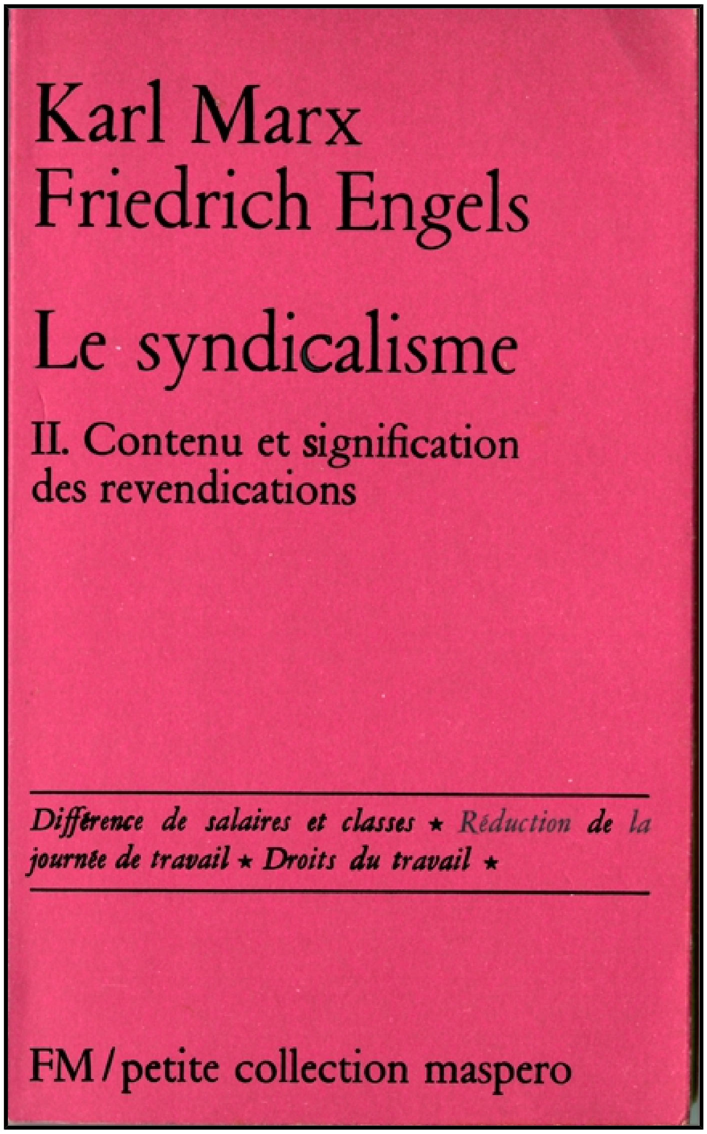
Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 5 avril 2108 à Chicoutimi, Québec.

Karl Marx et Friedrich Engels

LE SYNDICALISME.
TOME II. Contenu et signification des revendications.



Introduction, traduction et notes de Roger DANGEVILLE, 1972. Paris : Petite collection Maspero, no 97, 1972, 249 pp.

Karl Marx et Friedrich Engels

LE SYNDICALISME
II. Contenu et signification des revendications

Introduction, traduction et notes de Roger DANGEVILLE, 1972. Paris : Petite collection Maspero, no 97, 1972, 249 pp.

— Différences de salaires et classes
— Réduction de la journée de travail
— Droits du travail

PARIS
FRANÇOIS MASPÉRO, ÉDITEUR, 1972

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[219]

LE SYNDICALISME
TOME II. Contenu et signification des revendications.

SOMMAIRE

Volume I

INTRODUCTION [5]

1. Histoire et théorie des syndicats [17]
2. Internationale, syndicats et associations de production [57]
3. Action syndicale de Marx-Engels dans l'Internationale [113]
4. Critique des limites syndicales [171]

Volume II

Introduction [5]
1. Différence de salaires et classes [30]
2. Réduction de la journée de travail [91]
3. Droits du travail [191]
4. Index [237]

LE SYNDICALISME
TOME II. Contenu et signification des revendications.

TABLE

INTRODUCTION [5]

Actualité des textes de Marx-Engels [5]
Salaire, prix… et profit [11]
Salaire. Prix. Profit et aristocratie ouvrière [19]
Aristocratie ouvrière. Agriculture et colonialisme [23]

1. Différence de salaires et classes [29]

La démission de la bourgeoisie [30]
La grève des dockers londoniens [36]
Classes sociales nécessaires et superflues [37]
Effets de l'épargne sur le salaire [41]
Les illusions du salaire aux pièces [50]
La théorie du salaire de la Ligue anticéréalière [55]
Hiérarchie des salaires [60]
Effets de l'introduction des machines sur le salaire [68]
Détermination du salaire dans le capitalisme développé [69]
Travail simple et éducation professionnelle [74]
L'enseignement général dans la société moderne [76]
Instructions pour les délégués du Conseil central provisoire à propos de diverses questions [79]
L'abolition du salariat [84]

2. Réduction de la journée de travail [91]

Réduction de la journée de travail [92]
Temps de travail capitaliste et communiste [99]
Généralisation du travail manuel [104]

Lutte pour la journée de travail normale. Limitation légale coercitive du temps de travail. La législation manufacturière anglaise de 1833 à 1864 [108]
Limitation de la journée de travail et avantages pour la classe capitaliste [118]
De la manufacture et du travail à domicile à la grande industrie [127]
L'effet du machinisme [133]
L'effet de la réduction du temps de travail [139]
La loi anglaise de la journée de travail de 10 heures [140]
Conjoncture économique et niveau des luttes revendicatives [152]
Le clergé et la lutte pour la loi des 10 heures [157]
La lutte pour la loi de 10 heures [160]
La lutte pour la journée de travail normale. Contrecoup de la législation anglaise sur les autres pays [163]
Législation de fabrique appropriée par les capitalistes [169]
La législation de fabrique au profit du prolétariat [173]
Législation de fabrique : clauses n'ayant pas trait à la durée du travail [174]
Statistique ouvrière [181]

3. Droits du travail [191]

Légalité et évolution économique du capitalisme [192]
Droit de grève et État [194]
La situation anglaise [198]
Effet des luttes revendicatives sur le développement de l'État et de l'idéologie capitalistes [204]
La Constitution anglaise [207]
Un acte d'administration bourgeoise [217]
Légalité bourgeoise et droit d'association [221]
Caisses d'assurance et de retraite [223]
Rapport du Conseil général de l'A.I.T. sur les sociétés d'assurance mutuelle des mineurs des houillères de Saxe [225]
La grève des ouvriers de la verrerie lyonnaise [233]
Grève générale et barricades [234]

4. Index [237]

[5]

LE SYNDICALISME
TOME II. Contenu et signification des revendications.

INTRODUCTION

---

par Roger DANGEVILLE, 1972.

Actualité des textes de Marx-Engels

Retour à la table des matières

L'œuvre de Marx et Engels datant du siècle dernier, la première question qui se pose lorsqu'on aborde ce volume consacré aux revendications syndicales, c'est de savoir si des textes aussi anciens sont encore valables aujourd'hui, surtout si on passe des principes de la théorie et de l'organisation aux problèmes concrets de l'amélioration des conditions matérielles de travail.

Ces textes ont tout d'abord le mérite de faire partie d'un ensemble historique, économique et politique plus vaste avec lequel ils sont en parfaite cohérence, cet ensemble formant le programme d'action du prolétariat eu lutte pour son émancipation. Ce n'est pas là une simple construction de l'esprit, mais la théorisation de l'expérience séculaire du prolétariat de nombreux pays, expérience qui va bien au-delà de la société capitaliste dans laquelle nous vivons actuellement, puisqu'elle rend compte des efforts du prolétariat pour instaurer la société socialiste (1794, 1848, 1871)... que nous avons encore à construire.

Marx et Engels sont toujours partis des données et besoins qui existent concrètement, pour en tirer leur théorie ou programme d'ac-

tion ; on ne peut donc séparer les revendications matérielles élémentaires de celles qui sont plus générales. Ce n'est pas par hasard que les textes sur le syndicalisme portent essentiellement sur les luttes du prolétariat anglais, du pays le plus développé qui dominait alors le monde entier et qui est remplacé aujourd'hui à ce poste par les États-Unis. Là aussi Marx a pu dire aux ouvriers de tous les autres pays : c'est votre histoire qu'on raconte là !

Qu'on le veuille on non, le marxisme représente le programme historique *du prolétariat, et tous les mouvements s'y réfèrent, les uns pour le contester, les autres pour le revendiquer. En ce sens, il forme le patrimoine international de base de tous les mouvements révolutionnaires,* [6] *un acquis, une pensée, un langage communs qui existent même en dehors de tout contact personnel entre marxistes* [1]. *Les textes de Marx et Engels sur le syndicalisme y représentent le fonds commun de l'expérience concrète des luttes revendicatives du prolétariat. S'étendant aux luttes ouvrières qui accompagnent les débuts de l'industrialisation (accumulation) aussi bien que la phase mûre de la grande industrie, les phases de crise que celles de prospérité, les périodes où le capitalisme est encore progressif que celles où il s'agit de le renverser, ces textes concernent l'activité du prolétariat de tous les pays, développés ou non. Cette méthode est nécessaire même pour les pays développés, où le capital retraverse dans certains secteurs (encore à industrialiser) tout le cycle de son développement.*

La théorie marxiste est faite des lois dégagées de la progression économique et historique de la société, ce qui implique que le mouvement économique et social lui-même obéisse à des lois déterminées, celles-là mêmes qui forment la théorie marxiste. En conséquence, le développement prévu par le marxisme va dans le même sens que le mouvement réel. Marx pouvait donc dire sans verser dans l'utopie : « Les principes de la Commune sont universels et ne peuvent être détruits. Ils resurgiront toujours de nouveau jusqu'à ce que la classe ouvrière soit émancipée. »

---

[1] Le marxisme constitue le principe d'explication majeur des phénomènes *actuels* auxquels il est sans cesse confronté, ce que nous faisons systématiquement dans nos notes de traduction. Procéder autrement serait faire monter Marx et Engels au Panthéon des auteurs académiques, en les vidant de toute vie.

Extrait des conditions matérielles les plus substantielles et les plus profondes de la vie et de l'expérience sociales, le programme marxiste propose ensuite ses solutions, qui permettent d'éviter les erreurs qui rejettent dans le passé [2].

[7]

Les deux phases de la théorie - celle où elle s'élabore à partir des conditions matérielles, et celle où elle réagit sur elle - se retrouvent dans nos deux volumes sur le syndicalisme. Dans le premier, Marx et Engels sont partis des faits historiques pour aboutir aux principes théoriques qui doivent guider le prolétariat dans ses revendications. Dans le second, les textes partent de nouveau d'événements concrets, mais cette fois les faits ne donnent plus la théorie ; ils sont déjà en quelque sorte filtrés par une théorie désormais établie, qui saisit aussitôt le cours des événements en même temps qu'elle indique ses solutions aux ouvriers en lutte.

Dans le premier texte sur la Démission de la bourgeoisie, *il n'est pas encore question d'un parti ou d'une organisation marxiste qui interviendrait dans l'agitation (ce n'est qu'à un certain degré ultérieur de développement de la IIe Internationale que la possibilité en sera donnée) :* c'est le cours même des événements qui met à l'ordre du jour les revendications marxistes. *Et de fait, dans cet article, plusieurs actions ouvrières jaillissent directement sans liens entre elles quoique convergeant toutes de par leur logique interne vers une seule et même grandiose revendication historique : déchéance de la bourgeoisie et instauration du règne du travail, ce qui - en termes syndicaux – rejoint la vieille revendication lancée par Marx, à la suite des ouvriers parisiens, dans* Les Luttes de classes en France (1848-1850) *: renver-*

[2] Dans les notes de l'Anti-Dühring, Engels définit le socialisme scientifique comme une théorie dépouillée des contingences historiques secondaires et troubles, c'est « un miroir corrigé certes, mais d'après les lois qui nous sont fournies par le cours historique réel lui-même, dont chaque moment peut être considéré à partir du point tout à fait mûr de son développement, bref de sa forme classique. »

Cette forme pure – classique - du capitalisme se dégage de plus en plus clairement, débarrassée de ses contingences secondaires et troubles, à mesure que le capitalisme mûrit. On peut donc affirmer sans paradoxe que les lois dégagées par le marxisme deviennent *de plus en plus actuelles* à mesure que le capitalisme approche de sa crise définitive. De fait, c'est alors que les rapports sociaux de classe sont les plus tranchés et les plus nets.

sement du pouvoir d'État bourgeois et instauration de la dictature du prolétariat.

Aujourd'hui plus que jamais, les réalités dans lesquelles nous vivons suggèrent et imposent cette conclusion tirée par Engels à la fois des rapports concrets entre capitalistes et ouvriers anglais des années 1880 et du programme théorique du socialisme. Aujourd'hui, en effet, la bourgeoisie n'assure plus à l'humanité un développement social progressif et est de plus en plus incapable de faire fonctionner même la source de ses profits et de ses privilèges : l'appareil productif, développé pourtant sous sa domination par les esclaves salariés. Il n'est pas de jour qui passe sans que des capitalistes ferment tel atelier ou telle usine qu'ils ne sont plus en état de gérer, jetant sur le pavé des centaines, voire des milliers d'ouvriers et livrant à la rouille machines et installations productives encore en état de marche.

Les faits qui ont entraîné le pronostic radical d'Engels [8] *peuvent sembler bien minces, à côté des faits énormes et brutaux qui aujourd'hui l'imposent aux masses, même lorsqu'elles sont encore inconscientes de leurs buts finaux de classe, surtout après la dégénérescence politique et syndicale de leurs organisations. La théorie, véritable force physique surgie des fondements matériels de la société, pousse cependant les masses à agir dans un sens antibourgeois, avant même qu'elles en aient la claire conscience et se donnent les organisations révolutionnaires indispensables.*

Le caractère, le mot d'ordre, tout à fait objectif et actuel, de déchéance de la bourgeoisie est apparu dans la récente agitation ouvrière des arsenaux de la Clyde. La part dans la construction navale mondiale de la production navale anglaise, la première du monde jusqu'en 1950, étant tombée en 20 ans de 48% à 10%, la bourgeoisie anglaise elle-même avouait ne plus être capable de l'« exploiter », lâchant tout un pan de la production industrielle du monde.

Dans ces conditions, les ouvriers des arsenaux de la Clyde, vilipendés par tous et trahis par leurs organisations syndicales et politiques traditionnelles, ont tenté, avec leurs seuls bras, de prendre en charge cette gigantesque branche d'industrie, en appliquant les vieilles consignes ouvrières de 1848, de la Commune de Paris et de Marx- Engels : faire marcher eux-mêmes les ateliers fermés par les capitalistes, ce premier pas révolutionnaire que la théorie, confirmée

par mille faits historiques, nous enseigne comme bien précaire et plus qu'incertain, s'il n'est pas relayé et renforcé par la bataille pour la déchéance de la bourgeoisie et l'instauration du règne politique, économique et social du prolétariat.

Le radicalisme qui imprègne toutes les revendications d'inspiration marxiste leur donne précisément, à l'heure du capitalisme sénile et totalitaire, une actualité pleine et entière, ainsi qu'une supériorité réelle sur les solutions partielles, proposées de nos jours aux masses par les prétendus novateurs et spécialistes de la technique syndicale, avec leurs grèves perlées et tournantes, surprises et minutées. Au reste, ce radicalisme foncier leur donne la marque de classe, puisqu'elles intéressent le prolétariat tout entier, d'hier aussi bien que d'aujourd'hui. Ce qui ne signifie nullement, répétons-le, que le marxisme dédaigne les revendications limitées, de par leur contenu, de par le nombre des ouvriers qui les posent ou de par le résultat obtenu. Chaque pas en avant est un résultat appréciable, s'il est [9] *relié à la lutte générale et au but final, c'est-à-dire obtient non seulement des résultats concrets, mais élève la conscience de ceux qui luttent en ce qu'ils prennent une position plus tranchée contre leurs exploiteurs, resserrent les rangs des exploités, pour qu'au moment de la crise ils passent tout naturellement à une forme de lutte plus élevée.*

Dans ce second volume, l'imbrication de l'économie et de la politique est au moins aussi étroite que dans le premier, car les textes consacrés aux revendications syndicales ne complètent pas seulement les textes sur la théorie, mais en sont encore directement conditionnés. Les revendications syndicales sont, pour ainsi dire, traversées par un fil qui les relie chacune à la lutte générale du prolétariat contre le capital et au but socialiste, ce qui détermine aussi leur contenu. Par-delà, les textes sur le syndicalisme se rattachent aux écrits dits politiques, philosophiques, économiques ou militaires de Marx et Engels.

Enfin, et c'est sans doute ce qui distingue le mieux les revendications d'inspiration marxiste, il existe un lien étroit entre les différentes revendications elles-mêmes, qui ont une sorte d'unicité générale. La réalité de tous les jours confirme, en effet, que les revendications s'articulent entre elles et réagissent directement les unes sur les autres : par exemple, la diminution de la journée de travail est inséparable de la question de l'intensité du travail, donc du salaire horaire.

Non seulement l'une détermine l'autre, mais peut encore apporter ou faciliter la solution à son problème. Ainsi, une diminution générale de la journée de travail doit s'accompagner d'une augmentation du salaire horaire, d'un rétrécissement de la hiérarchie des salaires issue de la division et de l'éparpillement des luttes ouvrières, sans parler d'un aménagement des modalités d'assurance, de chômage et de retraite des mutuelles ouvrières. Le capitalisme moderne a parfaitement compris cette loi objective, qu'il retourne d'ailleurs contre les travailleurs, reprenant d'une main ce qu'il est contraint de donner de l'autre : par exemple, en augmentant l'intensité de la journée de travail, s'il doit diminuer la durée de celle-ci ; en retardant l'âge de la retraite, en cas de diminution générale des heures de travail ; en augmentant une catégorie professionnelle, particulièrement combative ou favorisée par l'expansion industrielle, pour ne pas augmenter les autres, etc.

[10]

Dans Le Capital*, Marx montre à longueur de pages que les conditions infernales de travail et de rétribution des femmes et des enfants finissent par dégrader les conditions de vie et de travail des ouvriers adultes de la production, et vice versa que la lutte pour l'amélioration des conditions de travail des femmes et des enfants réagit sur le sort des ouvriers industriels adultes. De même, en se généralisant dans l'industrie, les améliorations profitent par réaction aux travailleurs agricoles.*

Cette vision de la lutte de classe s'oppose à celle des modernes syndicats roses ou jaunes, avec leurs actions partielles, à l'endroit prétendument sensible, qui impliquent la passivité du gros des combattants et aboutissent à des différences croissantes dans les conditions de travail et de rémunération, donc à une division et un affaiblissement de la classe ouvrière dans son ensemble. Pendant ce temps, les partis dits ouvriers (surtout électoralistes) claironnent que toute action et tout programme de la classe ouvrière profitent aux autres classes ou groupes sociaux du peuple, notion qui noie toutes les différences et oppositions de classe. Ils renforcent ainsi les

couches les plus surannées et pratiquent objectivement la politique bourgeoise la plus réactionnaire [3].

Quoi qu'en disent les actuels inventeurs de recettes nouvelles, les revendications s'obtiennent par la force massive, par « un grand effort collectif de classe ». Plus le prolétariat sera fort, plus les autres classes le respecteront, et ce d'autant plus qu'il ne se dépensera pas pour les autres, mais pour ses propres intérêts matériels et sociaux – et [11] *si les éventuels alliés doivent en tirer avantage, c'est à la façon des oiseaux de la Bible : de surcroît, sans qu'il lui en coûte rien.*

Quoi qu'en disent les actuels pourfendeurs verbaux des monopoles, il n'y a pas trente-six moyens pour être fort, et le capital l'a bien montré : il faut combiner et coordonner ses efforts, agir donc avec décision et cohésion, bref comme un seul grand corps. Tout naturellement, les revendications doivent avoir le même caractère massif de classe. Ce n'est qu'en étant communes qu'elles ont un effet profond et unificateur sur chacun des corps de métier développés et entretenus par la division capitaliste du travail *dans la production, puis dans la société.*

---

3 Au Japon où les syndicats sont particulièrement liés au patronat et à l'État, l'évolution des conditions de vie a été spécialement favorable à la stabilité sociale, représentée par le renforcement des *classes moyennes* : ces dix dernières années, le revenu global de celles-ci a progressé environ six fois plus vite que celui des ouvriers de l'industrie.

Les intérêts matériels du prolétariat ne s'opposent pas seulement à ceux de la bourgeoisie, mais aussi - bien que de façon plus complexe - à ceux des classes dites, moyennes. Ainsi, lorsque le gouvernement japonais a augmenté le riz de 3 à 4 fois, il a non seulement augmenté le revenu des paysans et boutiquiers (sans parler des spéculateurs et autres intermédiaires plus ou moins bureaucratisés), mais encore diminué le pouvoir d'achat du *salaire* des ouvriers qui mangent ce riz.

Avec leur agitation en faveur des petits producteurs ou détaillants, les agitateurs dits de gauche rejoignent, par des voies apparemment contraires, l'action des partis ouvriers officiels et dégénérés. De fait, leur mot d'ordre commun est le *peuple*, et ils tournent tous le dos à la *classe*.

Salaire, prix... et profit

À diverses reprises, Marx a préparé à l'usage des ouvriers des textes expliquant la nature et la mécanique des catégories de l'économie politique. Nous ne pouvons les reproduire tous ici, mais on les trouvera facilement dans les éditions courantes [4]*. Il faut néanmoins en tenir compte et, pour cela, nous en évoquerons les grandes lignes qui commandent la question syndicale. Ces textes sont précieux, en outre, comme arme de combat pour percer les mystifications intéressées de l'économie capitaliste, jamais à court d'arguments pour « démontrer » les conséquences catastrophiques des revendications ouvrières, jusques et y compris pour les travailleurs eux-mêmes.*

Le dirigeant de la C.F.D.T. vient de faire connaître la « nouvelle » tactique syndicale (toujours la même en réalité) [5] *: harceler sans relâche le patronat par des mouvements partiels, lancés successivement par de nouveaux groupes ou catégories d'ouvriers, afin de ne pas s'épuiser* [12] *dans des grèves massives de longue durée qui imposeraient trop de sacrifices aux masses. Marx a répondu d'avance à cette argumentation : « Toutes ces objections des économistes bourgeois sont exactes, mais uniquement de leur point de vue, et les ouvriers ont bien raison de se moquer des conseillers bourgeois si futés qui leur font les comptes de ce que cette guerre civile leur coûte en morts, blessés et sacrifices d'argent : qui* veut *battre son adversaire ne discute pas avec lui des frais de guerre ! » (Cf. vol. 1, p. 56.) Au reste, le dirigeant en question avoue lui-même qu'il propose cette tactique pour éviter au patronat et au gouvernement l'horreur des grèves sau-*

---

4 Cf. notamment Travail salarié et capital (1848), *Salaire, prix et profit* (1865) qui, dans les Éditions sociales, sont accompagnés en annexe du texte remarquable sur *le Salaire*. Voir, en outre, la *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt* (1875, 1891) qui définit les mesures économiques et sociales à prendre par la classe ouvrière au pouvoir, mesures qui se rattachent, en les complétant, aux revendications actuelles des ouvriers en lutte contre le capital.

5 Cf. *Le Monde,* 17 août 1971, p. 16 : M. Edmond Maire (C.F.D.T.) : les grèves de longue durée ne sont pas les plus adaptées à nos objectifs.

vages revendicatives, qui dérangent l'ordre totalitaire de l'économie et de la politique.

L'argumentation de ceux qui dévoient le mouvement ouvrier - les dirigeants roses et jaunes - est toujours la même : faites confiance à notre expérience et à notre intelligence pour tirer le maximum avec le minimum de frais. Cette sagesse est captieuse. Pour obtenir satisfaction, les ouvriers ne savent que trop qu'il ne faut pas seulement payer le prix exact, mais bien plus encore. Ce raisonnement, qui a un caractère de classe, est donc objectif. Ne correspond-il pas à la situation quotidienne des prolétaires : pour gagner un salaire de 800 francs par exemple, ils doivent fournir à leur ennemi capitaliste un bénéfice double, triple et même décuple dans certains cas.

Malgré cela, on fait croire aux ouvriers qu'il suffit qu'une petite poignée d'entre eux fasse grève pour que, grâce aux élucubrations de leurs stratèges syndicaux, l'effet en soit le même, voire plus grand, que si toute la masse se mettait en branle. Il est regrettable que des dirigeants aussi futés ne mettent pas au point une méthode ultra-efficace pour surmultiplier l'effet d'une grève générale, totale et illimitée. Mais, sans doute, dans leur esprit, cette méthode est-elle stérile et à rejeter (sauf, bien sûr, lorsque, mis devant le fait accompli, il s'agit de prendre la direction d'une grève générale pour l'amener à reddition).

La méthode du marxisme n'est pas déterminée par les intelligences géniales de Marx-Engels-Lénine, etc. Elle est dictée par les conditions matérielles de vie et de production du prolétariat, et si la théorie des ouvriers est supérieure, c'est parce qu'elle correspond à la supériorité du mode social de production que les travailleurs forgent eux-mêmes, à la sueur de leur front, dans les fabriques aussi bien que [13] *dans la lutte des classes. Les principes et la théorie socialistes à partir desquels tout un monde sera transformé, ne sont nullement inaccessibles au cerveau ouvrier moyen : ils le sont bien plutôt aux têtes bien formées des bourgeois et sous-bourgeois.*

On sait que les choses les plus difficiles se mettent en petites formules simples, mais qu'il faut ensuite expliciter et plier aux terribles réalités [6]*. Dans notre monde en décadence, tout le prestige de l'intelli-*

6 Dans la lettre à Weydemeyer en date du 5 mars 1852, Marx ramène à trois points tout ce qu'il a fait de nouveau en matière historique ; dans la lettre à Engels en date du 8 janvier 1868, il résume également en trois points

gence provient, au contraire, de ce qu'elle prétend toujours avoir une solution facile et rapide à tous les problèmes... à condition, bien sûr, de trouver de substantiels crédits. En politique, ce charlatanisme des techniciens et spécialistes sévit au moins autant qu'en économie.

En tant que science de la société, le marxisme a établi toute une série de formules simples, aisément assimilables qui, non seulement synthétisent l'expérience historique, politique et économique, mais encore constituent des mots d'ordre d'action pratique (la dictature du prolétariat, par exemple, qui implique toute une vision du devenir social basé sur des rapports déterminés, de classe, de parti et d'État, ainsi que sur l'idée de la violence de classe, etc.).

Dans la brochure élémentaire, c'est-à-dire fondamentale, Salaire, prix et profit*, Marx procède de même. Sa formule est que tous les rapports entre prix et salaires sont dominés par le profit ou capital.*

Pour les bourgeois, au contraire, prix et salaires sont directement liés ; l'augmentation des salaires entraîne une hausse du coût de la vie annulant l'amélioration du pouvoir d'achat des ouvriers. Inutile de préciser tout ce que cette démonstration contient d'intéressé.

Par cette argumentation fort simple, Marx répond à deux questions sempiternelles que déjà Weston posait au Conseil central de la Ie Internationale : 1° Le standard de vie matériel et social peut-il être amélioré par les augmentations [14] *de salaires ? A quoi Weston répondait non. 2° Les efforts des syndicats pour améliorer les salaires n'ont-ils pas un effet nuisible sur les autres branches de l'industrie ? A quoi Weston répondait oui. Il rejoignait ainsi la position petite-bourgeoise de Proudhon qui demandait à la « société » d'interdire les grèves et les syndicats (cf.* Misère de la philosophie, *dernier chapitre sur « Les Grèves et les coalitions ouvrières », où Marx cite Proudhon lui-même).*

Dans ces cas, reliés entre eux en théorie et en pratique, Marx dit qu'on oublie tout simplement... le profit, *c'est-à-dire le* capital *qui, en fait, commande le rapport entre salaires et prix, et il répond que*

---

les éléments nouveaux apportés par *Le Capital*. Il écrit à propos du salaire : « Pour la première fois, le salaire y est analysé comme la forme phénoménale *irrationnelle* d'un rapport que cette forme dissimule sous le salaire horaire et le salaire aux pièces. Le fait que de telles formules se rencontrent assez souvent dans les mathématiques supérieures m'a aidé. »

l'augmentation des salaires, au lieu de se répercuter sur les prix en annulant tout effet positif sur le pouvoir d'achat des salaires, peut et doit *affecter les profits. En général, le phénomène des prix est un effet plutôt qu'une cause et soumis à d'autres facteurs, tels le marché, l'offre et la demande, tandis que le rapport salaire-profit est essentiel, puisqu'il détermine le mode de production tout entier et exprime la division de la société en capitalistes et en travailleurs.*

En somme lorsque les choses sont ramenées au rapport fondamental, tout devient simple et clair, même si la société capitaliste met en œuvre toutes ses ressources matérielles et intellectuelles pour les embrouiller dans la réalité.

Passons donc à la démonstration de Marx, en nous demandant de quoi est faite la valeur d'une marchandise, par exemple d'un costume ? Elle se compose :

1. de la valeur de la toile, fils, aiguilles, etc., utilisés, mettons 50 francs. Tout cela - matière première et moyens de production - a une valeur bien déterminée pour le tailleur qui les achète sur le marché, d'où son nom : capital constant ;

2. de la valeur ajoutée par le tailleur (que Marx appelle parfois valeur additionnelle), mettons 100 francs. Ce costume, qu'il soit fait par le patron ou par son ouvrier, vaudra donc 150 francs.

Il n'est pas nécessaire qu'un salaire soit payé dans la confection d'un costume pour déterminer sa valeur. La marchandise n'avait-elle pas déjà une valeur bien avant d'être le produit du travail salarié ? Donc, si le patron-artisan a fait lui-même le travail, il empoche la valeur ajoutée de 100 francs. Mais supposons qu'il ait un ouvrier. Il avancera, comme précédemment, le prix de la matière première, etc. (50 francs), mais il avancera en outre 50 francs [15] *pour le salaire de son ouvrier* [7]*, ce qui lui laissera un profit de 50 francs, le costume coûtant 150 francs, avant comme après. Bref, le capitaliste prélève*

[7] En fait, le capitaliste ne paie l'ouvrier qu'après l'utilisation de sa force de travail, autrement dit l'ouvrier fait crédit au patron, et Marx d'ajouter qu'aux temps de crise et en cas de banqueroute, on constate que ce perpétuel crédit de l'ouvrier au capitaliste n'est pas une simple vue de l'esprit. (Cf. *Un chapitre inédit du « Capital »*, 10/18, 1971, p. 274-75.)

Le capitaliste avance la valeur du capital constant et variable, par rapport au marché, jusqu'à ce qu'il ait trouvé à vendre son produit.

son profit sur le travail - ou valeur - ajouté par l'ouvrier. Si nous restons dans la sphère étroite des rapports capitalistes, comme le font les syndicats conservateurs, tout le conflit entre ouvriers et capitalistes porte sur le partage de cette valeur ajoutée. Dans la perspective du socialisme marxiste, qui part de la même réalité, il constitue un maillon du conflit pour l'appropriation de toute *la valeur ajoutée par les producteurs et, par contrecoup, l'abolition de toute valeur, de toute monnaie et de tout marché, donc du capital et du salariat.*

Pour reprendre notre exemple chiffré, si le tailleur promu capitaliste est contraint de hausser à 70 francs le salaire de son ouvrier, il ne pourra pas pour autant vendre son habit 170 francs : les 20 francs que lui a arrachés l'ouvrier, il ne les touchera plus sous forme de plus-value, et celle-ci tombera à 30 francs.

Il saute aux yeux que Weston a tort d'affirmer que, devant une soupière contenant une quantité donnée de soupe pour un nombre donné de personnes, l'augmentation de la largeur des cuillers ne procure pas davantage de soupe aux ouvriers, puisque ceux-ci peuvent récupérer une part de ce que mangeaient les capitalistes.

En effet, la soupière ne contient pas seulement les moyens de subsistance des ouvriers, mais encore les moyens de subsistance et les produits de luxe des capitalistes. L'augmentation des salaires permet donc aux ouvriers d'acquérir plus de marchandises, puisqu'ils peuvent désormais acheter des objets qui ne figuraient pas auparavant dans leur consommation, mais dans la section des produits destinés aux capitalistes, dont les profits ont diminué corrélativement à l'augmentation des salaires.

Dans ce premier cas, ni la production ni la demande de marchandises dans son ensemble *n'a augmenté, il y a eu un simple* changement de répartition : *la demande croissante* [16] *d'un côté est compensée par la demande décroissante de l'autre côté.*

D'ores et déjà, Marx constate que « la question se résout en celle de la puissance de l'un ou de l'autre combattant ». *Autrement dit, c'est la violence - sainte, dans ce cas - qui fait augmenter la valeur des salaires et baisser celle des profits : en ce sens, la violence est, elle aussi, un facteur économique* [8].

[8] Cf. Engels à Conrad Schmidt, 27 octobre 1890.

Comme il sied à la classe révolutionnaire par excellence, sa violence a des effets bénéfiques sur le développement des forces productives (hélas, appropriées aujourd'hui par la bourgeoisie). En voici le mécanisme : la hausse générale des salaires provoquera pour commencer une augmentation de la demande de moyens de subsistance. Les capitalistes qui fabriquent ces marchandises plus demandées élèveront leurs prix et, de cette façon, compenseront l'augmentation des salaires. Mais qu'advient-il des autres capitalistes qui ne fabriquent pas des objets de première nécessité ? Le taux de leur profit aura déjà baissé par suite de l'augmentation générale des salaires, et ils ne peuvent se rattraper en augmentant leurs prix, puisque la demande pour leurs marchandises n'a pas augmenté ; qui plus est, C'est avec un revenu moindre qu'il leur faudra payer davantage pour obtenir la même quantité d'articles de première nécessité, puisque leur prix a augmenté.

Mais ce n'est pas tout. Leur revenu diminuant, ils auront également moins à dépenser en objets de luxe, si bien que la demande pour ces articles diminuera aussi. En somme, dans les branches de production de luxe, le taux des profits baissera en proportion non seulement de l'élévation générale des salaires, mais encore de l'action combinée de la hausse générale des salaires, de l'augmentation des prix des objets de nécessité courante et de la baisse de prix des objets de luxe.

En somme, pour les capitalistes, le taux des profits sera différent dans ces deux branches de la production sociale. La conséquence classique en est que du capital et du travail vont être transférés de la branche (luxe) où le taux de profit est bas vers la branche (consommation courante) où il est plus élevé. Ce transfert durera jusqu'à ce que l'offre dans la branche des moyens de subsistance ait [17] *augmenté proportionnellement à la demande accrue, autrement dit que la production des denrées courantes ait augmenté après qu'elle eut baissé dans la branche des articles de luxe en raison de la moindre demande bourgeoise. Ce changement étant réalisé, le taux général des profits s'égalisera de nouveau dans* toutes *les branches. Cependant, au lieu d'être limitée à quelques branches d'industrie, la baisse du taux de profit à la suite de l'augmentation générale des salaires sera à présent générale, au grand dam des bourgeois.*

Le résultat final en est donc que la production elle-même a changé de forme, même si dans notre cas elle n'a pas changé de quantité, la

masse des prix étant toujours la même. À présent, une plus grande partie de la production est consacrée aux articles de première nécessité, et une partie moindre reste aux objets de luxe. En d'autres termes : la hausse générale des salaires, après une perturbation momentanée dans les prix du marché (permettant au reste le transfert ultérieur de capital) n'amènera qu'une baisse générale du taux moyen des profits, sans aucun changement durable dans le prix des marchandises.

L'accroissement des salaires ayant pour conséquence d'augmenter la production des moyens de subsistance nécessaires à la masse ouvrière, au détriment de la production d'articles de luxe, la revendication par les ouvriers d'un niveau de vie meilleur - par le moyen de force des grèves et des actions syndicales - a un sens utile pour l'humanité qui, plus que jamais *sous le capitalisme, par le jeu* spontané *de ce système, souffre du paupérisme, du chômage et de la faim.*

Certes, Marx conclut dans Salaire, prix et profit *que cet infléchissement du cours naturel du capital ne peut être que momentané, « la tendance générale de la production capitaliste n'étant pas d'élever le salaire moyen normal, mais de l'abaisser ». Il n'en reste pas moins cependant qu'un tel infléchissement est compatible avec le système capitaliste ; qui plus est, il agit aussi bien sur la répartition des produits que sur le contenu de la production.*

En luttant - *et cela est essentiel -, le prolétariat peut parfaitement améliorer son sort et arracher au capital des conditions meilleures et une part supérieure du produit. Comment pourrait-il sinon arracher un jour aux capitalistes* tout *le profit et, par là, tout le produit et tous les moyens de production ? Tel est le fond de la polémique de* [18] *Marx contre la « loi d'airain des salaires » de Lassalle ou les substituts innombrables de celle-ci, chez Weston, les proudhoniens ou les partisans d'une aveugle loi de la « paupérisation absolue », aveugle dès lors qu'on prétend qu'elle s'applique fatalement et automatiquement, du début du capitalisme à la fin et jour après jour, aux ouvriers impuissants donc, comme le font les révolutionnaires d'opérette ou faux révolutionnaires.*

En fait, il se produit une rupture à l'échelle historique, au moment où les améliorations arrachées au capital ne peuvent plus être préservées contre sa tendance naturelle à les reprendre, et ce au sommet de

la prospérité, lorsque le capital tombe alors en crise. Pour Marx, il faut alors étendre encore la lutte et les revendications, en les portant du niveau économique au niveau politique de la révolution, avec le moi d'ordre actuel de l'abolition du salariat, c'est-à-dire la destruction des rapports capitalistes.

C'est parce qu'il dénie aux syndicats conservateurs la possibilité d'améliorer vraiment le sort de la classe ouvrière que Marx demande aux ouvriers de former des syndicats révolutionnaires luttant pour l'émancipation des travailleurs du joug capitaliste. Il démontre par là même que les syndicats, s'ils luttent uniquement pour une amélioration dans le cadre capitaliste, sans attaquer celui-ci, manquent même leur but, du fait des lois historiques de la production capitaliste.

Aujourd'hui, la réalité économique et sociale confirme cette loi, en montrant que le capital ne peut survivre qu'en paupérisant les masses à l'échelle universelle. Dans les pays développés eux-mêmes, non seulement la prospérité actuelle a été gagnée au prix de dizaines de millions de cadavres dans la crise mondiale de la guerre 1939-1945 et au prix de la misère actuelle des trois quarts de l'humanité, mais même en pleine prospérité la masse ouvrière sous-payée vit dans des conditions dramatiques et travaille à des cadences infernales, tandis que seule une minorité d'aristocrates ouvriers se gave, mais tremble de voir ses privilèges s'évanouir à l'approche de la prochaine grande crise économique et sociale, la guerre ou la révolution.

Ce résultat catastrophique est dû, pour une bonne part, aux syndicats qui ne s'opposent pas vraiment au capital, dès lors qu'ils ont renoncé au but révolutionnaire, à l'abolition du salariat, en dépit d'un développement inouï des forces productives et d'une lutte immédiate d'un prolétariat [19]- surtout le plus pauvre - qui ne lâche pas pied dans son conflit quotidien avec le capital. S'il est vrai que les syndicats non révolutionnaires ne peuvent même plus arracher de réformes ou d'améliorations générales pour la classe ouvrière, ils parviennent néanmoins à entretenir une mince couche d'aristocrates ouvriers, en s'appuyant, d'une part, sur ces privilégiés et, d'autre part, sur l'ordre et l'État capitalistes.

Salaire, prix, profit et aristocratie ouvrière

Considérons maintenant l'effet d'une augmentation générale des salaires selon le cœur de l'aristocratie ouvrière qui ne cherche pas à infléchir la distribution et la production dans un sens favorable à la classe ouvrière tout entière*, mais se contente d'améliorer son propre sort. Nous reprendrons le schéma précédent pour déterminer quel sera l'effet d'une augmentation générale du salaire. Mais, cette fois, au lieu de réduire les écarts de salaire entre les ouvriers de la même catégorie et même de toutes les catégories, elle en accentuera les différences, en vertu du fameux principe de la hiérarchie des salaires, si bien que, par exemple, une augmentation de salaire de 10% procurera un surplus de 100 francs à celui qui touche 1000 francs, et 300 francs à celui qui a déjà 3 000 francs !*

Quel en sera l'effet général ? Comme précédemment, la hausse des salaires provoquera tout d'abord une augmentation de la demande des moyens de subsistance. Les capitalistes qui fabriquent ces marchandises plus demandées augmenteront leurs prix et, de cette façon, compenseront en grande partie, cette fois, l'augmentation moyenne des salaires. Pour les capitalistes qui ne fabriquent pas les objets de première nécessité, le taux de profit baisse d'abord autant que pour les autres capitalistes, mais va-t-il baisser davantage du fait de la mévente des produits revenant aux bourgeois, ce qui entraînerait un transfert de travail et de capitaux dans le secteur des moyens de subsistance de première nécessité ? Certes, les capitalistes, du fait de la baisse de leurs profits, disposeront de moins d'argent pour acheter leurs moyens de subsistance et produits de luxe, mais il faut remarquer que : 1. les capitalistes produisant les moyens de subsistance pour les ouvriers ont sauvé, en [20] majeure partie, leurs revenus puisqu'ils ont augmenté leurs prix ; 2. l'aristocratie ouvrière, dont les salaires ont fortement augmenté en valeur absolue, par rapport aux salaires moyens, prendra le relais de la demande moindre en moyens de subsistance et en articles de luxe par les capitalistes, empêchant une baisse de prix dans ces secteurs, qui sanctionnerait, comme dans le premier cas, la diminution des profits patronaux due à l'augmentation générale des salaires.

Par rapport au premier cas, l'augmentation des salaires a toujours un effet positif sur le pouvoir d'achat des ouvriers, mais minime pour la grande masse, et considérable pour le petit groupe d'aristocrates

ouvriers. En ce qui concerne les profits, la répercussion est toujours négative, mais moins que dans le premier cas ; en ce qui concerne la production, elle demeure pratiquement inchangée, ou si elle est affectée, c'est dans le sens normal du développement capitaliste : diminution de la part qui revient aux moyens de subsistance, et augmentation de la part qui revient aux articles produits normalement pour la classe capitaliste et auxquels l'aristocratie ouvrière participe.

Cette évolution souligne que la corruption des aristocrates ouvriers et leur esprit de collaboration de classe ont une base matérielle. Dans le livre II du Capital, *Marx montre que, dans les pays développés au cours de la phase de prospérité une fraction de la classe ouvrière participe à la consommation des produits de luxe : « Ce n'est pas seulement la consommation des subsistances nécessaires qui s'accroit alors : la classe ouvrière, dans laquelle est alors entrée activement son armée de réserve* tout entière *[réalisant le plein emploi. N. d. T.], prend aussi part momentanément à la consommation des articles de luxe qui, d'ordinaire, lui sont inaccessibles, et en outre aussi à la catégorie d'articles de consommation nécessaires qui, dans leur majorité, ne constituent d'ordinaire que des moyens de consommation « nécessaires » que pour la classe capitaliste, phénomène qui, à son tour, provoque une flambée des prix* [9]. »

[21]

En ce qui concerne la production, Marx précise aussitôt qu'aux moments de prospérité, le système capitaliste multiplie les ouvriers improductifs, « dont le paiement des services représente une partie des dépenses de luxe des capitalistes, ces ouvriers *eux-mêmes étant dans cette mesure des articles de luxe »* (ibid.).

En consommant des produits de luxe, l'aristocratie ouvrière, elle aussi, participe non seulement au superflu de la production capitaliste, mais encore à la dilapidation de la force de travail ouvrière, rendant improductifs ceux qui pourraient œuvrer utilement.

---

9 Cf. KARL MARX, *Le Capital*, t. II (Ed. soc., t. V, p.63). L'analyse de Marx est complète et ne néglige pas le phénomène de la flambée des prix qui, en période de prospérité, peut même abaisser le standard de vie de la masse des ouvriers, ou le tient à un niveau très bas vis-à-vis de celui des autres catégories sociales.

On ne peut dire que tous les salariés en général, quelle que soit la nature de leur activité, forment la classe ouvrière, classe productive par excellence et donc porteuse de la société socialiste. Il faut préciser à chaque fois leur place et leur rôle aussi bien dans la société et le domaine politique et idéologique que dans la production et le secteur économique, surtout à l'heure actuelle, où les catégories professionnelles sont de plus en plus nombreuses et différenciées, les activités de plus en plus improductives de par le jeu spontané du capitalisme sénile et la longue passivité des syndicats conservateurs.

Cette corruption d'une fraction de la classe ouvrière, Engels l'a dénoncée violemment à une époque où le gouvernement - agent économique par ses interventions despotiques dans la production - se chargeait de l'opérer. Il est significatif que ce gouvernement se para aussitôt de l'étiquette ouvrière, en l'occurrence le « socialisme impérial » de Napoléon III : « Une partie de la bourgeoisie, comme des ouvriers, est directement achetée. *L'une par les filouteries colossales du crédit, qui font passer l'argent des petits capitalistes dans la poche des grands ; l'autre, par des grands travaux nationaux, qui concentrent dans les grandes villes, à côté du prolétariat normal et indépendant, un prolétariat artificiel et impérial, soumis au gouvernement* [10]*. »*

Pourtant même a contrario, *la classe ouvrière est la classe déterminante de la société de par son rôle dans la production en général. Son attitude qui, dans l'économie, se manifeste essentiellement au travers de ses* organisations *syndicales,* [22] *est toujours décisive, même lorsque celles-ci se cantonnent dans l'abstention ou la passivité, abandonnant la direction de l'économie au patronat et à l'État capitaliste. Comme Marx l'a amplement démontré* [11]*, les modifications survenues dans la distribution ou la répartition du produit général influencent au plus haut point l'orientation de la* production *vers tel ou tel secteur. Et c'est par ce mécanisme que les revendications syndicales - conservatrices ou révolutionnaire - exercent une influence non négligeable sur la qualité de la production.*

---

10 Cf. ENGELS, La Question militaire prussienne et le Parti ouvrier allemand ; trad. fr. in MARX-ENGELS, Écrits militaires, p. 483.

11 Cf. MARX, *Fondements,* etc., t. I, p. 23-27 : « Distribution et production. »

Aujourd'hui, dans les pays développés, le phénomène de la corruption *de la classe ouvrière est matériellement lié au pourrissement social de l'appareil de production qui devient de plus en plus antisocial, comme en témoignent l'industrie de l'inutile et le pourcentage croissant de l'armement dans la production générale. La bourgeoisie a répandu avec complaisance des déclarations proprement révoltantes de leaders syndicalistes américains, entre autres, qui préfèrent qu'une guerre coloniale se poursuive plutôt que de tolérer un chômage parmi les ouvriers « antiproductifs » de la guerre (le fait qu'ils ne voient que cette alternative en dit long sur l'idée qu'ils se font du cours de l'industrie, implacablement capitaliste pour eux).*

Marx, Engels et Lénine ont établi la loi selon laquelle la violence révolutionnaire devient de plus en plus nécessaire, dure et douloureuse, à mesure que le capitalisme gonfle son appareil d'État et de gestion pour maintenir un ordre dépassé par le niveau social des forces productives. Qui plus est, l'appareil productif connaît une hypertrophie de fonctions et d'activités inutiles et antisociales, au point de créer un mur d'opposition entre pays riches et pays pauvres qui sont pourtant tous capitalistes. Dans les pays développés, la production a pris un sens proprement dégradant pour la consommation, mais la racine du mal se trouve dans la production et la politique des partis, notamment ouvriers, qui couvrent cette évolution abrutissante et débilitante pour la société tout entière, qui demain devra subir un procès de dictature *d'autant plus long et impitoyable que les partis et organisations ouvrières dégénérés ont permis, voire soutenu, un cours aussi contre nature et antihumain de la société actuelle.*

[23]

Sans doute, Marx et Engels n'ont-ils pas vécu ni connu des phénomènes aussi aberrants, mais en s'attaquant au mal dès sa formation, à sa racine, *ils nous ont fourni tout l'arsenal théorique pour juger et condamner la dégénérescence dans laquelle sont tombés les syndicats conservateurs, véritables âmes damnées de la bourgeoisie.*

Aristocratie ouvrière, agriculture et colonialisme

Dans les textes de la fin de notre premier tome, Marx et Engels dénonçaient à l'avance la collusion de l'aristocratie ouvrière avec sa bourgeoisie pour la défense de la patrie commune dans le carnage impérialiste. Ils accusaient l'aristocratie ouvrière de participer à l'exploitation coloniale, ce qui est bien un comble pour une fraction de la classe ouvrière, seule classe réellement productive du capitalisme développé.

Le mécanisme économique par lequel le colonialisme et l'impérialisme débordent jusque dans la question syndicale est simple, et classique pour le marxisme. Le petit schéma du chapitre précédent nous a montré qu'une hausse de salaire particulièrement sensible pour la fraction privilégiée de la classe ouvrière fait participer celle-ci à la consommation de luxe réservée jusque-là à la classe bourgeoise ou petite-bourgeoise ; elle favorise, en outre, la tendance « naturelle » du capitalisme, qui est de développer l'industrie et d'abandonner autant que possible l'agriculture, celle-ci satisfaisant moins efficacement la soif de profit et d'accumulation du capital. L'agriculture intéresse en premier le prolétariat, qui a besoin avant tout de manger et, de fait, convertit la majeure partie de son salaire en moyens de subsistance au sens large (y compris le logement, lié à la terre, donc à la rente foncière).

Si l'agriculture est un terrain ingrat pour le capital, c'est qu'il doit y attendre un an en général pour une seule rotation, se trouvant immobilisé improductivement pendant plusieurs saisons, alors que dans l'industrie les rotations peuvent être multipliées, si bien qu'un capital de 1000 francs par exemple, s'il donne 10% de profit à chaque rotation procure 100 francs dans l'agriculture, tandis que dans l'industrie il peut donner - toujours à 10% - un profit annuel de 500 francs au moins, si le capital y tourne [24] *cinq fois. En outre, pour se placer dans l'agriculture, le capital doit verser une rente au propriétaire de la terre, autrement dit abandonner une partie de la plus-value au rentier terrien* [12]*. Tout cela a pour résultat historique que le capitalisme vend les produits industriels bon marché et les denrées alimentaires à un prix élevé, contrairement au féodalisme, par exemple, où l'alimen-*

12 Cf. MARX, *Misère de la philosophie*, chap. II, § 4. Au chap. I, § 2, il souligne que cette même loi aboutit à une dégradation croissante de la qualité des denrées produites, le coton, la pomme de terre et eau-de-vie devenant les pivots de la société bourgeoise.

tation était peu chère, contrairement aux produits des manufactures et de l'artisanat.

Si l'industrie produit moins cher que l'agriculture, c'est que le prix moyen, *courant, de l'article industriel est déterminé en fin de compte par la production de l'entreprise la plus moderne et la plus productive, soit par le coût de production le plus bas, tandis que, dans l'agriculture, le terrain le moins fertile détermine le prix moyen, tout ce qui favorise la productivité constituant la rente qui alourdit le prix moyen des denrées alimentaires* [13].

L'Angleterre du siècle dernier n'avait donc qu'une ambition : devenir l'atelier du monde entier et abandonner l'agriculture pour se procurer les moyens de subsistance à bas prix dans les colonies. *En faisant cela, le capitalisme anglais évitait toutes les limitations naturelles auxquelles il se heurte dans la terre et pouvait se développer à un rythme vertigineux* [14]. *Ainsi, la bourgeoisie pouvait jeter quelques miettes du festin à l'aristocratie ouvrière.*

La production capitaliste a pour tendance et résultat, dit Marx [15]*, d'augmenter sans cesse la productivité du travail. Autrement dit, il accroît constamment la masse des moyens de production transformés en produits par* un même *travail additionnel qui se répartit donc sur une* [25] *masse de produits* toujours plus grande, *de sorte que* diminue le prix de chaque marchandise, *sans que la masse ou le taux de profit n'en baisse pour autant.*

Cela nous ramène encore à l'aristocratie ouvrière. Comme nous l'avons vu, une hausse de salaire hiérarchisée lui permet de participer à la consommation de luxe des bourgeois. Or, maintenant il ne lui faut même plus nécessairement une augmentation de salaire pour que son pouvoir d'achat augmente, puisque les produits industriels, auxquels

---

13 Cf. « Le Marxisme et la question agraire (suite) », *Fil du temps* N° 6, « La meilleure fabrique et le pire terrain » (p. 137-143).

14 Marx considérait cette évolution comme révolutionnaire *tant* que le *jeune* capitalisme anglais bouleversait les rapports sociaux du monde entier, et notamment des pays figés dans une immobilité millénaire, pour les faire entrer dans le mouvement l'histoire, en se retournant contre le capitalisme.

15 Cf. MARX, *Un chapitre inédit du « Capital »*, p. 91. Dans ce même ouvrage, Marx démontre que l'augmentation de productivité bénéficie - au début du capitalisme surtout - à l'ensemble de la société, y compris parfois aux ouvriers. (Cf. p. 29-32 ; p. 85-98. Cf. également *Le Capital*, I., chap. XV.)

elle a accès, baissent de prix pour tous, « démocratiquement » - dit Marx -, ce qui exclut tout de même la grande masse des ouvriers qui n'en achète pas ou peu [16].

L'aristocratie ouvrière - à un degré moindre, certes, que les capitalistes - voit donc augmenter son niveau de vie du simple fait que la production industrielle s'accroît, d'où son culte de la production nationale qu'il faut augmenter et défendre contre les grèves sauvages ou prolongées qui perturbent l' « essor général » de la richesse. Désormais, l'aristocratie ouvrière épouse plus étroitement encore la conception des bourgeois que celle de la masse ouvrière, d'ailleurs formée le plus souvent d'étrangers immigrés ou d'ouvriers de couleur. C'est ce qui explique que, dans les pays développés, l'éventail des salaires puisse être moins large que dans des pays moins développés, sans que l'aristocratie ouvrière soit vraiment « lésée » : elle y est, sans doute, encore plus florissante [17].

[26]

Engels prévoyait, dans le cas classique de l'Angleterre, qu'avec la perte de l'Empire colonial et la crise, les aristocrates ouvriers anglais retomberaient dans le prolétariat : l'expérience historique ultérieure nous a confirmé ce fait objectif, mais du point de vue subjectif (poli-

---

16 Dans *L'Industrie française face aux plans*, Éditions d'organisation, les auteurs en viennent à la conclusion que les écarts de revenus des patrons de l'industrie sont d'autant plus importants que la hiérarchie des salaires est forte, « sans que pour autant l'efficacité progresse forcément ». Ce lien direct illustre la collusion entre aristocratie ouvrière et bourgeoisie.

17 La France connaît cet « avantage » des pays développés, tandis que s'élargit encore, plus que dans tout autre pays développé comparable, l'éventail des salaires - en grande partie grâce à la politique de la hiérarchie des salaires, pratiquée par la C.G.T. depuis la Libération. De 1956 à1966, « une fois la hausse des prix défalquée, l'inégalité des progrès en pouvoir d'achat apparaît assez considérable : + 48,70% en 10 ans pour les traitements mensuels des cadres ; 32,62% pour les employés ; 32,83% pour les techniciens et agents de maîtrise ; 31,59% pour les gains ouvriers moyens, et... 3,76 à 6% pour les smigards. » Cf. GILBERT MATHIEU, *Le Monde,* 25 novembre 1969. Les smigards sont très nombreux, puisque « 56% des Français ne paient pas l'impôt sur le revenu » (*ibid.*, 26 janvier 1971). Cela ne veut pas dire qu'ils n'en paient pas du tout, mais seulement qu'ils ne gagnent pas assez pour payer des impôts directs. Ils gagnent en effet, suffisamment pour payer les lourds impôts indirects qui « démocratiquement » pèsent sur les articles de consommation courante.

tique) les traditions petites-bourgeoises restent si fortement enracinées que cette fraction, alors devenue radicale et combative, tend à se ranger directement (dans les rangs fascistes) ou indirectement (dans les rangs social-démocrates) du côté de la bourgeoisie et de l'ordre établi. Les traditions révolutionnaires générales et la longueur de la crise peuvent, dans une certaine mesure, contrecarrer cette évolution. Les grèves - ces écoles de guerre qui préparent à la révolution - sont le test le plus sûr pour déterminer l'évolution future de l'aristocratie ouvrière [18]*. Mais l'expérience historique nous rend pessimiste à cet égard.*

De nos jours les prix agricoles montent à un rythme échevelé, non seulement pour des raisons de conjoncture (phase de prospérité), mais surtout pour des raisons historiques, qui rendent plus évident que le capitalisme est incapable de résoudre la question agraire, alimentaire. L'Angleterre, la France, etc., avaient réussi pendant près d'un siècle à trouver des produits alimentaires à bon marché dans les colonies, et ce moyen, avec l'expansion de l'industrie, a permis à la bourgeoisie d'émousser le mordant révolutionnaire des ouvriers anglais d'abord, français ensuite. Mais cette période de relatif bon marché des aliments est définitivement close maintenant, du fait des luttes révolutionnaires des peuples coloniaux contre l'impérialisme blanc. La classe ouvrière française, au travers de ses partis et syndicats ouvriers dégénérés, n'a pas apporté son soutien à ceux qui attaquaient alors sa bourgeoisie, comme en témoigne l'épisode de la guerre d'Algérie [19]*. Ce ne sont* [27] *donc que des faits économiques encore plus*

18 Le capitalisme est obligé de résister de plus en plus aux revendications particulières des catégories privilégiées à mesure que la crise s'approfondit, que la concurrence internationale s'accroît, bref que la bourgeoisie est plus près de ses sous. C'est donc l'évolution économique du capital lui-même qui attaque les positions particulières des catégories et lance celles-ci dans des actions qui, pour être efficaces, doivent être de plus en plus unitaires. *Or, ces actions ne doivent pas aller dans le sens des catégories privilégiées, mais dans le sens de la masse déshéritée et du socialisme révolutionnaire.* Cette différence est capitale pour l'issue de la lutte.

19 Si l'on ne reconnaît pas toute l'ampleur de la faillite et de la déformation des organisations ouvrières actuelles dans la lutte contre l'impérialisme, on ne peut avoir de diagnostic juste sur la situation de la classe ouvrière et le rapport de forces réel. Il ne s'agit pas d'une question d'appréciation, mais de conception - donc de principes - qui détermine directement la vision de la théorie et de l'action révolutionnaires à mener. Seule une théorie radicale est

massifs el dramatiques qui pourront changer l'attitude de l'aristocratie ouvrière blanche, voire d'une fraction de celle-ci, ou politiser la large fraction déshéritée du prolétariat.

Marx avait prévu, dès 1848, que le capitalisme finirait par ne plus trouver de terres chez les autres pour nourrir à bon marché la population blanche. Ce qu'il n'a pas vu, c'est que les peuples de couleur ont dû chasser tout seuls les affameurs au milieu de l'apathie monstrueuse des classes ouvrières blanches, et créer pour celles-ci les conditions qui doivent les rendre de nouveau révolutionnaires, à savoir la nécessité de lutter pour manger.

Tous les efforts de la bourgeoisie en vue d'organiser le marché agricole n'ont désormais plus d'autre but que de planifier l'augmentation du prix des denrées alimentaires [20]*. Marx avait prévu ce dernier stade : « A mesure que la population s'accroit, le grain étranger ne pouvant entrer dans le pays, on est bien forcé de faire valoir les terres les moins fertiles, dont la culture exige plus de frais, et dont le produit est par conséquent plus cher. [Cf. les terres vierges de Khrouchtchev et le retour à la terre en Angleterre]. Le grain étant d'une vente forcée [il faut bien manger], le prix s'en réglera sur le prix des produits des terrains les plus coûteux. La différence qu'il y a entre ce prix et les frais de production des meilleurs terrains constituera la rente foncière* [21]*. » Autrement dit, la rente parasitaire augmente avec les difficultés que l'humanité trouve à s'alimenter.*

Lorsque les prolétaires réclameront un réajustement des salaires pour compenser la diminution de la baisse de leur niveau de vie, la bourgeoisie et ses innombrables laquais, [28] *économistes, journalistes et bonzes syndicaux, leur rétorqueront, comme toujours, que l'augmentation des salaires fera monter les prix et annulera l'effet de la hausse des salaires. Face à toutes les richesses accumulées, à*

---

en mesure de juger les déformations, déviations, louvoiements et hésitations qui égarent le prolétariat ou freinent son action.

20 Nous n'avons pu recueillir, par exemple, l'article de Marx sur le « Projet de réglementation du prix du pain en France », in *New York Daily Tribune,* 15 décembre 1868. Marx y dénonce l'intervention du gouvernement français qui, sous prétexte, de bloquer le prix du pain à un niveau relativement bas pour le consommateur, ne fait qu'augmenter la spéculation et, en dernière analyse, le coût de la vie.

21 Cf. MARX, Discours sur le libre-échange (1848).

toutes les capacités productives inouïes développées aujourd'hui, cet argument est absurde. Néanmoins chaque centime d'augmentation des salaires doit être arraché à la plus-value, et exige une lutte acharnée : tout l'appareil de l'État, de la propagande, de la corruption, du chantage est mobilisé pour empêcher que la moindre parcelle de plus-value ne soit perdue pour ceux qui, innombrables, en vivent et représentent l'ordre établi. Ce sont ces millions de complicités, objectives et sournoises dans le « peuple » et parmi les « salariés » qu'il faut d'abord dénoncer et briser, avant de s'attaquer efficacement au système capitaliste lui-même, ce premier pas étant le plus difficile, mais constituant la condition sine qua non *du second.*

[29]

1

DIFFÉRENCES DE SALAIRES ET CLASSES

Retour à la table des matières

[30]

> La scission que nous attendions depuis si longtemps en France vient de se produire. Certes, on ne pouvait éviter, lors de la fondation du Parti, que Guesde et Lafargue marchent de concert avec Melon et Brousse ; mais, Marx et moi, nous n'avons jamais eu l'illusion que cela durerait. En effet la divergence est de principe : doit-on mener la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie sous forme de lutte de classe ; ou est-il admissible, à la manière opportuniste (ou en langage socialiste : possibiliste), de laisser tomber le caractère de classe du mouvement et du programme à chaque fois qu'il est possible de gagner quelques voix ou quelques partisans ? Malon et Brousse ont opté pour cette dernière voie [22], sacrifiant ainsi le caractère de classe du mouvement et rendant la scission inévitable. C'est une bonne chose. Le développement du prolétariat s'effectue partout au milieu de luttes internes, et la France, où vient de se constituer pour la première fois un parti ouvrier, ne fait pas exception à cette règle.
>
> Engels à Bebel, 28 octobre 1882.

La démission de la bourgeoisie.

Retour à la table des matières

Il est incontestable que, de toutes les bourgeoisies nationales, c'est l'anglaise qui a fait preuve jusqu'ici de la plus grande intelligence de classe, c'est-à-dire de sens politique [23]. Notre bourgeoisie allemande

---

22 Cette scission dans le Parti ouvrier est en rapport direct avec la question syndicale : « Il est manifeste que c'est précisément pour l'amour des *chambres syndicales* [en français dans le texte] que Malon et Cie ont sacrifié le programme et tout le passé du mouvement depuis le Congrès de Marseille. La force apparente de Malon et Cie représente donc en réalité leur véritable faiblesse. Si l'on rabaisse son programme au niveau du syndicalisme le plus ordinaire, il est certes facile d'avoir un « grand public ». » (Engels à Marx, 23 novembre 1882.)

23 Cf. ENGELS, in *Der Sozialdemokrat*, 5 octobre 1889.

Nous avons disposé l'ordre des textes d'après la méthode préconisée par Marx *dans* l'*Introduction des Fondements de la critique de l'économie poli-*

est bête et lâche : elle n'a même pas su s'emparer et retenir en 1848 le pouvoir politique que la classe ouvrière avait conquis de haute lutte, et la classe ouvrière a été contrainte de balayer en Allemagne les survivances du féodalisme et de l’absolutisme [31] patriarcal, que notre bourgeoisie avait depuis longtemps le devoir d'éliminer du monde. La bourgeoisie française, la plus cupide et la plus jouisseuse de toutes, est aveuglée par sa soif d'argent qui lui cache ses propres intérêts futurs : elle ne voit pas au-delà du jour présent. Sa rage de faire des profits la précipite dans la corruption et les scandales ; un impôt sur le revenu est à ses yeux une haute trahison socialiste ; elle ne peut faire face à une grève autrement qu'avec des salves d'infanterie, si bien qu'elle trouve moyen, en pleine République et avec le suffrage universel, de ne laisser pratiquement aux ouvriers qu'une seule arme de victoire : la révolution violente.

La bourgeoisie anglaise n'est pas aussi sottement cupide que la française, ni aussi sottement lâche que l'allemande. A l'époque de ses plus grands triomphes, elle n'a cessé de faire des concessions aux ouvriers. Même sa fraction la plus bornée - l'aristocratie foncière et financière - n'a pas eu peur d'étendre le droit de vote aux ouvriers des villes, au point que c'est bien la faute de ces ouvriers eux-mêmes, s'ils n'ont pas envoyé au Parlement 40 à 50 des leurs après 1868. Depuis lors, la bourgeoisie entière - conservateurs unis aux libéraux - a étendu le droit de vote jusqu'aux districts campagnards, a égalisé approximativement la grandeur des circonscriptions électorales, si bien qu'elle a mis à la disposition de la classe ouvrière au moins trente autres circonscriptions électorales. Alors que la bourgeoisie allemande n'a jamais eu d'aptitude à diriger - et à représenter la nation en tant que classe dominante, alors que la bourgeoisie française démontre quotidiennement, et tout récemment encore lors des élections [24] qu'elle a

---

tique (Ed. Anthropos, 1967, t. I, p. 35), à savoir qu'il faut partir de la forme la plus développée pour expliquer les formes inférieures (« l'anatomie de l'homme donne la clé de l'anatomie du singe »). De fait, les revendications suprêmes - déchéance de la bourgeoisie, par exemple - éclairent et relient entre elles toutes les autres revendications et sont en ce sens, actuelles. (Les notes sont du traducteur, sauf indication contraire.)

24 Engels fait allusion au premier tour des élections législatives du 22 septembre 1889 : les républicains obtinrent en tout 215 sièges, les différents groupes monarchistes (légitimistes, bonapartistes, boulangistes) en eurent 140.

complètement perdu cette aptitude [25] - qu'elle possédait jadis plus que toute autre bourgeoisie -, la bourgeoisie anglaise (qui comprend ce qu'on appelle l'aristocratie, puisque celle-ci a fini par se confondre avec elle) a montré [32] jusqu'à ces derniers temps qu'elle était assez douée pour remplir, au moins dans une certaine mesure, ses tâches de classe dominante.

Mais cela semble vouloir changer de plus en plus maintenant.

À Londres, tout ce qui relève de la vieille gestion urbaine - la Constitution et l'administration de la City proprement dite - est purement moyenâgeux. Or, le port de Londres - le premier du monde - en fait précisément partie. Les propriétaires des lieux de chargement, les bateliers, les mariniers constituent de véritables corporations dotées de privilèges exclusifs et, parfois même, de costumes médiévaux. Dans les années 1870, on a couronné ces privilèges corporatifs archaïques par le monopole des sociétés de docks, de sorte que l'on a confié la responsabilité de tout le grand port de Londres à l'exploitation systématique et impitoyable d'un petit nombre de corporations privilégiées. Et tous ces avortons privilégiés sont perpétués et rendus pour ainsi dire intouchables par une série infinie d'actes parlementaires embrouillés et contradictoires, qui les ont créés et développés - tant et si bien que ce labyrinthe juridique est devenu leur plus solide rempart.

Tandis que, face au public commerçant, ces corporations se targuent de leurs privilèges médiévaux, faisant de Londres le port le plus cher du monde, les membres de ces sociétés se sont transformés en purs bourgeois, qui en plus de leurs clients exploitent encore de la manière la plus indigne leurs ouvriers, de sorte qu'ils empochent les avantages de la société du Moyen Age et des corporations, ainsi que de la société capitaliste moderne.

Cependant, comme cette exploitation s'effectue dans le cadre de la société capitaliste moderne, elle demeure soumise aux lois de cette société en dépit de son travestissement médiéval. Les gros mangent

25 Engels fait allusion au gouvernement Freycinet (7 janvier au 3 décembre 1886) composé essentiellement de radicaux bourgeois et de républicains modérés, à la différence de la plupart des autres cabinets précédents qui tenaient les radicaux dans l'opposition. Fin janvier 1886, 2000 mineurs, firent grève à Decazeville, le gouvernement y envoya la troupe. La grève dura jusqu'à la mi-juin. A la suite de cette grève, se constitua à la Chambre des députés une petite fraction ouvrière qui défendit les mineurs.

donc les petits, ou pour le moins les enchaînent à leur char de triomphe. Les grandes compagnies des docks se rendirent maîtres des corporations de propriétaires de lieux de chargement, de bateliers et de mariniers, autrement dit de tout le port de Londres. Ils entrevoyaient ainsi la perspective de profits infinis. Cette perspective les a éblouis. Ils jetèrent des millions par la fenêtre pour les installations les plus insensées, et comme il y avait plusieurs de ces compagnies, elles se lancèrent dans une guerre de concurrence mutuelle, qui leur coûta plusieurs millions supplémentaires, suscita la [33] construction de nouvelles installations absurdes et poussa les compagnies au bord de la banqueroute, jusqu'à ce qu'enfin elles fusionnent il y a quelque deux ans.

Entre-temps, le commerce londonien avait atteint son point culminant. Le Havre, Anvers, Hambourg et, depuis la construction du nouveau canal maritime, Amsterdam attiraient une fraction croissante du trafic, qui jadis avait son centre à Londres. Liverpool, Hull et Glasgow prirent également part à ce trafic. Bref, les docks nouvellement construits restèrent vides, les dividendes se firent rares et disparurent même parfois ; les actions se mirent à baisser, les directeurs des docks - parvenus insolents, gâtés par le bon vieux temps et bouffis d'argent - ne savaient plus à quel saint se vouer. Ils ne voulaient pas reconnaître les véritables causes du recul absolu et relatif du trafic dans le port de Londres. Or ces raisons, pour autant qu'elles ont une nature locale, proviennent purement et simplement de leur anachronisme insolent et d'un monopole, leur statut privilégié, à savoir de la Constitution plus que surannée de la City et du port de Londres, qui aurait normalement sa place au British Museum, à côté des momies égyptiennes et des monstres de pierre assyriens.

Nulle part ailleurs au monde on ne tolérerait pareille insanité. À Liverpool, où on s'était efforcé de créer les mêmes conditions, elles furent étouffées dans l'œuf et tout le règlement portuaire fut modernisé. Cependant, à Londres, les commerçants souffrent des règles anachroniques, ils grognent, mais les supportent patiemment. La bourgeoisie, dont la masse doit payer les frais de ses aberrations, se plie au monopole, certes en rechignant, mais elle plie. Elle n'a plus l'énergie pour balayer ces fantômes, qui menacent à terme les conditions de vie de Londres tout entier.

C'est alors que les ouvriers des docks déclenchèrent la grève [26]. Ce n'est pas la bourgeoisie pillée par les compagnies [34] des docks qui se rebelle, ce sont les ouvriers qu'elle exploite, les plus pauvres des pauvres, la couche la plus basse des prolétaires de l'East End qui jettent le gant aux magnats des docks. C'est alors qu'enfin la bourgeoisie se souvient qu'elle a, elle aussi, son ennemi dans les magnats des docks, que les ouvriers en grève ont engagé la lutte non seulement dans leur propre intérêt, mais indirectement aussi dans l'intérêt de la classe bourgeoise. C'est là que réside le secret de la sympathie du public pour cette grève et des contributions financières incroyablement généreuses de la part des cercles bourgeois. Mais, on en reste là !

Les ouvriers allèrent au feu, certes avec les encouragements et sous les applaudissements de la bourgeoisie, mais ils se battirent tout seuls jusqu'au bout et prouvèrent que les fiers magnats des docks n'étaient pas invincibles. En outre, leur combat et leur victoire remuèrent toute l'opinion publique au point que le monopole des docks et la réglementation portuaire féodale ne tiendront maintenant plus très longtemps, et sans doute les accrochera-t-on bientôt au British Museum.

Cette tâche, la bourgeoisie aurait dû l'accomplir depuis longtemps. Elle ne l'a pas pu, ou ne l'a pas voulu. Maintenant les ouvriers ont pris l'affaire en main, et elle sera réglée à présent. En d'autres termes : dans cette affaire, la bourgeoisie a résigné ses fonctions, au profit des ouvriers.

Mais voici un autre fait. Du port médiéval de Londres, transportons-nous dans les modernes filatures de coton du Lancashire. Là, c'est la période où la récolte de coton de 1888 est sur le point d'être épuisée et où celle de 1889 n'est pas encore arrivée sur le marché ; bref, c'est la période où la spéculation sur les matières premières a les meilleures chances de se développer. Un riche Hollandais du nom de Steenstrand a fondé, avec plusieurs autres compères, un « cercle » pour acheter tout le coton disponible et pour en faire monter les prix comme il convient. Les fileurs de coton n'ont qu'un moyen de réagir : restreindre leur consommation, c'est-à-dire arrêter leurs fabriques plusieurs jours par semaine ou complètement, jusqu'à ce que le nouveau coton soit en vue. C'est à quoi aussi ils se sont attachés depuis six semaines. Mais cela ne marche pas, comme déjà cela n'a pas marché à

26 Cf. l'article d'Engels, *infra*, p. 36.

plusieurs reprises dans le passé. En effet, certains fileurs sont endettés au point qu'un arrêt total ou partiel les pousse au bord de la faillite. D'autres souhaitent, au contraire, que la plupart des fileurs arrêtent leur [35] production, afin de faire monter le prix du fil, mais eux-mêmes veulent continuer de travailler, afin de profiter de ces prix plus élevés du fil.

Il est apparu à l'évidence depuis dix ans qu'il n'y a qu'un moyen pour imposer un arrêt total de toutes les fabriques de coton - et ce, quel que soit le but final recherché, à savoir que l'on diminue les salaires de 5% par exemple : on a alors une grève, voire un lock-out de la part des fabricants eux-mêmes ; puis, dans la lutte contre les ouvriers, c'est l'unanimité pleine et entière des fabricants, et même de ceux qui arrêtent leurs machines sans savoir s'ils seront encore en mesure de les remettre en marche un jour.

Dans l'état actuel des choses, une diminution de salaires est cependant à déconseiller. Mais, sans elle, comment réaliser la fermeture générale des fabriques, sans que les fileurs soient livrés pieds et poings liés aux spéculateurs durant six mois ? Grâce à une démarche unique dans les annales de l'industrie moderne.

Les fabricants, par le truchement de leur Comité central, s'adressent « officieusement » à la Centrale des syndicats de métier des ouvriers, en la priant de déclencher une grève afin que les ouvriers organisés contraignent les fabricants récalcitrants d'arrêter le travail dans l'intérêt collectif des patrons. Reconnaissant leur propre incapacité d'aboutir à une action unitaire, messieurs les fabricants prient les syndicats ouvriers, si détestés jadis, de bien vouloir être assez aimables pour exercer une contrainte sur les fabricants, afin que ceux-ci, sous l'amère pression des ouvriers, soient enfin conduits à agir unitairement comme classe, dans leur propre intérêt de classe. Forcés par les ouvriers, car ils n'y arrivent pas tout seuls !

Les ouvriers donnèrent leur accord. Et la simple menace des ouvriers a été suffisante ! En 24 heures, le « cercle » des spéculateurs du coton était brisé. Cela montre ce que peuvent les fabricants, et ce que peuvent les ouvriers.

Ainsi donc, la bourgeoisie est incapable de réaliser ses propres intérêts de classe, aussi bien dans la plus moderne de toutes les grandes industries modernes que dans le Londres féodal. Qui plus est, elle le

confesse ouvertement : en se tournant vers les ouvriers organisés pour les prier d'arracher de force à des fabricants une revendication touchant à un intérêt essentiel de toute la classe des fabricants, non seulement elle démissionne, mais elle reconnaît que la classe ouvrière organisée est appelée à exercer le pouvoir et à [36] lui succéder, avec toute la compétence voulue. Elle proclame enfin que, même si chaque fabricant individuel peut encore diriger sa propre fabrique, seuls les ouvriers organisés sont désormais capables d'assurer la direction de l'ensemble de l'industrie cotonnière. Et cela signifie en langage clair que les fabricants n'ont plus d'autre vocation que de devenir les gestionnaires payés au service des ouvriers organisés.

La grève des dockers londoniens.

Retour à la table des matières

Je vous envie pour le travail que vous avez accompli durant la grève des dockers. C'est le mouvement le plus prometteur que nous ayons connu ici depuis des années, et je suis fier et heureux de l'avoir vécu avec vous tous. Si seulement Marx vivait encore pour assister à cet événement [27] ! Dès lors que ces pauvres esclaves - qui forment la couche sédimentaire la plus profonde du prolétariat et la catégorie la plus misérable de toutes, étant contrainte de lutter tous les matins devant les portes des docks pour trouver du travail - trouvent moyen de former un syndicat et de faire trembler par leur esprit de décision les puissantes sociétés des docks, nous n'avons plus en vérité à douter de quelque groupe que ce soit au sein de la classe ouvrière.

C'est le commencement d'une véritable vie dans les quartiers Est de Londres, et si le mouvement est victorieux, toute la partie Est s'en trouvera transformée. Étant donné le traditionnel manque d'organisation et de confiance en soi de ces pauvres diables qui végètent dans une misère perpétuelle, on pouvait dire : « Voi ch'intrate, lasciate ogni speranza » (Vous qui entrez ici, abandonnez toute espérance !) [28]. Si les

27 Ce petit article, extrait d'une lettre d'Engels à Eléanor Marx, a été publié dans le numéro 35 du *Labour Elector,* 31 août 1889, puis, en langue allemande, dans la *New Yorker Volkszeitung*, 5 septembre 1889, et la *Berliner Volkszeitung,* 26 octobre 1889.

28 Cf. DANTE, *La Divine Comédie*, 1re partie, « L'Enfer », 3e chant.

ouvriers des docks s'organisent, toutes les autres catégories suivront. C'est un magnifique mouvement, et une fois encore : j'envie tous ceux qui ont pu prendre part à cette œuvre.

[37]

Classes sociales nécessaires et superflues.

Retour à la table des matières

On pose souvent la question de savoir dans quelle mesure les différentes classes de la société sont utiles, voire indispensables [29]. La réponse change évidemment pour chaque période historique [30]. Il y a eu indubitablement un temps où l'aristocratie foncière a été un élément inéluctable et nécessaire de la société. Cependant, il y a de cela longtemps, très longtemps. Puis ce fut le temps où la classe capitaliste - la *bourgeoisie,* comme l'appellent les Français - surgit avec une nécessité tout aussi inéluctable : elle lutta contre l'aristocratie foncière dont elle brisa le pouvoir politique pour conquérir à son tour l'hégémonie économique et politique. Toutefois, depuis qu'il existe des classes, il n'y a jamais eu d'époque où la société put se passer de la classe travailleuse. Le nom et le statut social de cette classe ont changé : le serf s'est substitué à l'esclave, jusqu'à ce que le travailleur libre ait pris le relais. (Par travailleur libre, il faut entendre le travailleur libéré du servage ainsi que de toute propriété ici-bas, en dehors de sa force de travail.)

Une chose est donc tout à fait claire : quels que soient les changements qui puissent se produire parmi les couches supérieures, non productives, de la société, nulle société n'a jamais pu vivre sans une classe de producteurs. Une telle classe est donc nécessaire en toutes circonstances - même s'il doit arriver un temps où elle n'existera plus sous forme de classe, mais s'étendra à la société tout entière.

29 Cf. ENGELS, in *The Labour Standard,* 6 août 1881.

30 Cet article est le dernier de la série écrite par Engels pour *The Labour Standard.* Il rejoint la conclusion de Marx dans Le *Capital* à propos des classes superflues, productives et improductives. (Cf. *Un Chapitre inédit du « Capital »*, 10/18, 1971, p. 224, 40, et l'*Introduction*, chap. « Fonctions du capitaliste », p.50-53, 58-62.)

Cependant, quelle nécessité y a-t-il aujourd'hui à l'existence de chacune de ces trois classes ?

C'est pour le moins un euphémisme de dire qu'en Angleterre l'aristocratie foncière est une classe inutile sur le plan économique, alors qu'elle est devenue un cancer qui ronge l'Irlande et l'Écosse, dont elle dépeuple la terre et les campagnes. Le seul mérite que peuvent revendiquer les propriétaires fonciers d'Irlande et d'Écosse est qu'ils [38] provoquent des famines qui chassent les expropriés outre-Atlantique ou dans l'au-delà pour les remplacer par des moutons ou du gibier. Pour peu que la concurrence des denrées alimentaires, végétales ou animales, se poursuive encore, et l'aristocratie des propriétaires fonciers d'Angleterre - du moins la fraction qui pourra se le permettre parce qu'elle s'appuie sur la grande propriété foncière des villes - suivra la même voie. Quant au reste, la concurrence américaine des denrées alimentaires nous en débarrassera. Et nous ne nous en plaindrons pas, car leur action politique - tant à la chambre des Communes qu'à la chambre des Lords - est une véritable plaie pour la nation.

Mais qu'en est-il de la classe capitaliste, de cette classe éclairée et libérale qui a fondé l'Empire colonial britannique et a créé la liberté britannique ; de cette classe qui a réformé le Parlement en 1831, a aboli les lois anticéréalières et a abaissé les taxes douanières les unes après les autres ; de cette classe qui a donné vie aux gigantesques entreprises industrielles, à une immense flotte commerciale et au réseau ferroviaire toujours plus étendu d'Angleterre, et qui continue à diriger tout cela ? Cette classe n'est-elle pas au moins aussi nécessaire que la classe ouvrière, qu'elle dirige et qu'elle conduit de progrès en progrès ?

La fonction économique de la classe capitaliste résidait effectivement dans le fait qu'elle créa le système moderne des industries mues à la vapeur et des moyens de communication, et qu'elle balaya sur sa route tous les obstacles économiques et politiques, qui freinaient ou entravaient le développement de ce système. Tant que la classe capitaliste remplit cette fonction, elle était indubitablement une classe nécessaire, étant donné les circonstances mentionnées. Mais la question est de savoir si aujourd'hui encore elle est nécessaire. Continue-t-elle de remplir sa fonction spécifique, qui est de diriger et d'élargir la production sociale au profit de toute la société ? Voyons cela de plus près.

Considérons tout d'abord les moyens de communication, qui représentent l'infrastructure du mode de production capitaliste. Nous constatons que le télégraphe se trouve aux mains du gouvernement. Les chemins de fer ainsi qu'une grande partie des vapeurs de haute mer ne sont pas la propriété de capitalistes individuels, qui dirigent leur [39] propre entreprise, mais de sociétés par actions, dont la gestion est confiée à des *employés salariés*, qui sont des fonctionnaires occupant, à tous les points de vue, la position de travailleurs plus élevés et plus payés que la moyenne.

En ce qui concerne les directeurs et actionnaires, ils savent fort bien tous deux que le trust fonctionne d'autant mieux que les premiers ne se mêlent pas de la direction de l'entreprise et que les seconds ne s'immiscent pas dans le contrôle des affaires. De fait, un contrôle très lâche et le plus souvent superficiel est la seule fonction qui reste aux propriétaires de l'entreprise. Ainsi donc, nous constatons que les propriétaires capitalistes de ces entreprises gigantesques n'ont plus à assurer aucune fonction, en dehors de celle qui consiste à encaisser deux fois par an leurs dividendes. La fonction sociale du capitaliste est passée ici aux mains d'agents rémunérés, cependant que le capitaliste continue d'empocher sous forme de dividendes la rémunération pour les fonctions qu'il a cessé d'exercer depuis longtemps.

Mais le capitaliste, que le développement des grandes entreprises en question a forcé de « se retirer » de leur direction, conserve néanmoins une autre fonction. Celle-ci consiste à spéculer en bourse avec ses actions. Ne sachant que faire d'autre, nos capitalistes « retraités » - ou plus exactement : devenus superflus - spéculent à cœur-joie dans les temples de Mammon. Ils s'y rendent avec l'intention délibérée de faire de l'argent, justifiant ainsi les sommes qu'ils raflent. Malgré cela, ils affirment que le travail et l'épargne sont la source de toute propriété - source peut-être, mais sûrement pas point d'arrivée ! Quelle hypocrisie de fermer quelques petites maisons de jeu par décret de police, alors que la société capitaliste ne peut se passer d'une gigantesque maison de jeu, où se gagnent et se perdent des millions et des millions, et qui représente son nerf vital le plus important. Mais, ici, l'existence du capitaliste retraité qu'est le propriétaire d'actions n'est pas seulement superflue, mais encore ouvertement nuisible.

Ce qui est vrai pour les chemins de fer et la navigation à vapeur le devient chaque jour davantage pour toutes les grandes entreprises in-

dustrielles et commerciales. Le lancement de grandes affaires par la transformation de grandes entreprises privées en sociétés par actions a été à l'ordre du jour durant ces dix dernières années et continue [40] de l'être. Depuis les grandes maisons de la City de Manchester aux grandes entreprises sidérurgiques et mines de charbon du Pays de Galles et du nord de l'Angleterre, ainsi qu'aux fabriques du Lancashire, tout était ou est objet de lancement de grandes affaires. C'est à peine s'il reste une seule fabrique de coton entre les mains privées dans tout Oldham. Qui plus est, le commerçant privé est de plus en plus remplacé par les magasins en coopératives, dont la grande majorité n'ont de coopératives que le nom - mais nous y reviendrons une autre fois. Tout cela nous montre que c'est précisément le développement du système de production capitaliste qui rend le capitaliste aussi superflu que l'artisan tisserand, à cette seule différence près que le tisserand a été condamné à mourir lentement de faim et que le capitaliste, devenu superflu, est condamné à mourir lentement de suralimentation. Ils n'ont qu'une chose en commun : ni l'un ni l'autre ne savent ce qu'ils vont devenir.

Quoi qu'il en soit, le résultat est le suivant : le développement économique de la société moderne tend à une concentration toujours plus forte, à une socialisation de la production sous forme d'entreprises gigantesques qui ne peuvent plus être dirigées par des capitalistes privés.

Tout le bavardage autour de l' « œil du maître » et des miracles qu'il accomplit devient pur non-sens, dès lors qu'une entreprise a atteint une certaine ampleur. Que l'on imagine l' « œil du maître » au chemin de fer de Londres et du Nord-Ouest ! Mais ce que le maître ne peut plus faire, ce sont les travailleurs, les employés salariés de la compagnie qui peuvent le faire, et avec succès.

Ainsi donc, à l'avenir, le capitaliste ne pourra plus justifier son profit comme « salaire de direction et de contrôle », car il ne dirige et ne contrôle plus rien. Souvenons-nous de tout cela, lorsque les défenseurs du capital nous écorchent les oreilles avec cette phrase creuse !

Dans le numéro de la semaine dernière [31] nous nous sommes déjà efforcés de montrer que la classe capitaliste est devenue incapable, en

31 Engels fait allusion à l'article intitulé « Coton et fer », publié le 30 juillet 1881 dans le même journal.

outre, de diriger l'immense système productif de notre pays : d'une part, la production a pris une extension telle que tous les marchés sont périodiquement engorgés de marchandises ; d'autre part, elle est devenue de plus en plus inapte à faire face à la concurrence [41] étrangère. En somme, nous estimons non seulement que nous sommes tout à fait en mesure de diriger la grande industrie du pays sans que la bourgeoisie s'en mêle, mais encore que son immixtion provoque des ravages croissants.

Nous lui disons donc : « Démissionnez ! Donnez à la classe ouvrière l'occasion de montrer ce dont elle est capable ! »

> « S'il faut beaucoup de temps avant que l'histoire parvienne à déchiffrer le secret du salaire du travail, rien n'est au contraire plus facile à comprendre que la nécessité et les raisons d'être des formes sous lesquelles il se présente. »
>
> (MARX, *Le Capital*, l. I, chap. XIX.)

Effets de l'épargne sur le salaire.

Retour à la table des matières

Dans l'échange, l'ouvrier touche pour sa force de travail un équivalent en argent, sous forme de richesse générale : il est - du moins *en apparence* - l'égal du capitaliste, comme c'est le cas de tous les échangistes [32]. En fait, cette égalité est déjà rompue, puisque cet échange, apparemment si simple, implique à l'avance le rapport entre l'ouvrier et le capitaliste, qui se tiennent par avance dans un rapport économique tout différent, extérieur à celui de l'échange, qui par définition est indifférent à la nature particulière de la valeur d'usage des marchandises échangées.

Néanmoins, cette apparence existe comme illusion du côté de l'ouvrier et, dans une certaine mesure aussi, de l'autre côté : elle modifie considérablement l'attitude des travailleurs modernes par rapport à celle des travailleurs de tous les autres modes de la production sociale.

32 Cf. MARX, *Fondements*, etc., t. I, p. 233-238.

En réalité, pourtant, l'essentiel, c'est que l'échange ait pour but la satisfaction des besoins de l'ouvrier. Ce n'est pas la valeur d'échange en tant que telle, qui détermine l'échange, mais la satisfaction de ses besoins. Il obtient [42] certes de l'argent, mais celui-ci est du simple numéraire, c'est-à-dire un intermédiaire qui s'évanouit bientôt. Ce qu'il recherche dans cet échange, ce n'est donc pas la valeur d'échange, ni la richesse, mais les moyens de subsistance et les denrées indispensables à la conservation de son organisme et à la satisfaction de ses besoins physiques, sociaux, etc. Il reçoit un certain équivalent en denrées alimentaires, mesuré d'après les coûts de production de son travail. Ce qu'il cède, c'est la disposition de son travail [33].

Il est vrai que le numéraire devient argent, même à partir de la circulation simple. Ce numéraire obtenu dans l'échange, l'ouvrier peut donc le transformer en argent si, au lieu de l'utiliser comme moyen d'échange éphémère, il l'accumule, c'est-à-dire le retire de la circulation pour le garder en réserve, sous la forme générale de la richesse. En ce sens, on peut donc affirmer que, dans l'échange de l'ouvrier avec le capital, son objet - et donc aussi le produit qu'il obtient par l'échange - n'est pas une valeur d'usage, moyen de subsistance, mais la richesse, valeur d'échange proprement dite.

On sait que la seule manière de saisir et de conserver la richesse comme valeur, c'est de retirer le produit de la circulation simple où s'échangent les équivalents. L'ouvrier ne peut donc faire de son *produit* une valeur d'échange que s'il sacrifie la satisfaction substantielle de ses besoins à la *forme* de la richesse, s'il pratique l'abstinence, c'est-à-dire fait des économies et rogne sur sa consommation, en retirant plus de *denrées* de la circulation qu'il n'en met : c'est le seul moyen de s'enrichir sur la base de la circulation.

L'abstinence peut prendre une forme encore plus active, mais ne repose plus alors sur la circulation simple, s'il sacrifie davantage de son temps de repos, et donc de sa vie en dehors du travail, en opérant

33 « L'ouvrier lui-même achète des *services* avec son argent, ce qui est une façon de le dépenser, mais non de le convertir en capital. Nul n'achète des « prestations de service » juridiques ou médicales comme moyen de transformer son argent en capital [et en tirer une plus-value]. De nombreux services font partie des frais de consommation des marchandises : par exemple, le service de la cuisinière. » (MARX, *Un chapitre inédit du « Capital »*, p. 238.)

le plus possible comme ouvrier, c'est-à-dire en renouvelant plus souvent l'acte de l'échange, ou en donnant plus de tension à son [43] travail par un *zèle* accru. C'est surtout pour cette raison que le capitaliste demande dans la société actuelle que l'ouvrier - et non le capitaliste, bien sûr - fasse du zèle, et se mette à *épargner,* en pratiquant *l'abstinence*. Bref, la société actuelle formule cette revendication paradoxale : doit pratiquer l'abstinence celui qui ne s'enrichit pas pour autant, celui pour qui l'objet de l'échange est la denrée alimentaire.

L'idée selon laquelle le capitaliste est devenu capitaliste en s'abstenant s'avère aujourd'hui une illusion. Cela pouvait à la rigueur avoir un sens à l'aube des temps modernes, lorsque le capital s'est développé à partir de rapports féodaux : tous les économistes tant soit peu sérieux l'admettent volontiers de nos jours.

Néanmoins, l'ouvrier doit faire des économies, et l'on fait grand bruit autour des caisses d'épargne, etc. [34]. (Les économistes reconnaissent eux-mêmes, au sujet de ces dernières, que leur véritable but n'est pas d'enrichir, mais d'étaler et de répartir plus rationnellement les dépenses pour éviter, lorsque surviennent l'âge, la maladie, la crise, etc., que ces ouvriers soient à la charge des maisons de pauvres de l'État, voire réduits à la mendicité ; en un mot, ils doivent être à la charge de la classe ouvrière et non des capitalistes, c'est-à-dire végéter avec leurs propres moyens et économiser pour les capitalistes, ces derniers bénéficiant ainsi d'une diminution des coûts de production des ouvriers.)

Notons en passant : ce que l'ouvrier peut réaliser, ou réalise, individuellement pour dépasser sa condition, en se différenciant de ceux de

---

34 Après 1848, la bourgeoisie allemande qui s'était jetée dans les bras du féodalisme, par crainte de prendre le pouvoir face au prolétariat, dut trouver des moyens d'amadouer les ouvriers : « Cette sainte terreur des ouvriers était traditionnelle chez les bourgeois jusqu'au jour où M. Schulze-Delitzsch. commença sa campagne des *tirelires*. Il entendit démontrer aux ouvriers qu'ils ne pouvaient avoir de bonheur plus grand que d'être exploités toute leur vie, eux et même leurs enfants, par la bourgeoisie industrielle. On leur demandait de contribuer eux-mêmes à cette exploitation, en se procurant par toutes sortes d'associations industrielles, un salaire d'appoint pour donner ainsi aux capitalistes la possibilité d'abaisser leurs salaires. » (Cf. ENGELS, « La Question militaire prussienne et le Parti ouvrier allemand, in MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, Ed. de l'Herne, p. 466.)

son espèce, ne constitue qu'une exception et non une règle, du simple fait que ce n'est pas une caractéristique de son état [35].

[44]

Nul économiste ne peut nier que, si les ouvriers en faisaient leur mot d'ordre *général*, ils devraient utiliser des moyens qui iraient à l'encontre du but proposé. En effet, ils causeraient tout d'abord un préjudice énorme à la consommation générale, donc aussi à la production et à la masse de leurs échanges avec le capital, c'est-à-dire à eux-mêmes. Ils seraient dégradés au niveau des Irlandais, c'est-à-dire de salariés pour lesquels ce ne serait plus qu'un minimum bestial de besoins et de moyens de subsistance qui représenterait le but et le contenu de leur échange avec le capital. En se fixant pour seul but la richesse et non les valeurs d'usage, ils en viendraient donc à manquer et de cette richesse et de ces valeurs d'usage.

En règle générale, si l'ouvrier fait le maximum de zèle et de travail en même temps qu'il restreint sa consommation jusqu'au minimum, c'est-à-dire s'il s'abstient le plus possible et ne cherche qu'à faire de l'argent, *il touchera un minimum de salaire pour un maximum de travail.*

Il déprimerait, par ses propres efforts, le *niveau moyen* du coût de production de son propre travail, donc le prix qu'il en obtient en général. C'est par exception seulement qu'un ouvrier pourra, à force de volonté, de travail, d'endurance, d'avarice, etc., transformer sa valeur en argent : il sera une exception, eu égard à sa classe et aux conditions de vie générales de celle-ci.

Dans l'industrie moderne, et surtout dans les branches les plus importantes et les plus développées de la production, le zèle ne dépend guère de la volonté des ouvriers. Cependant, si tous les ouvriers - ou la plupart d'entre eux - faisaient le maximum de zèle, ils n'augmente-

35 Les illusions de promotion sociale sont tenaces dans le prolétariat. La bourgeoisie les entretient avec un art consommé, jouant même sur le fait que, si un ouvrier sait pertinemment qu'il n'a rien à espérer pour lui-même, il ne peut s'empêcher d'espérer pour ses enfants. Marx constate ainsi que, dans la grande industrie, « l'ouvrier évolué est plus ou moins inapte à changer d'activité ; néanmoins, il considère que cette éventualité subsiste pour la génération montante des ouvriers qui est disponible pour un transfert ou une redistribution dans les branches nouvelles ou en expansion ». (*Un chapitre inédit du » Capital »*, p. 216.)

raient pas la valeur de leur propre marchandise, mais sa quantité, c'est-à-dire le rendement qu'on exige d'eux en tant que valeur d'usage.

S'ils économisaient tous, les salaires ne tarderaient pas à être ramenés au niveau adéquat par une réduction générale, [45] car les capitalistes s'apercevraient que les salaires sont en général trop élevés, que les ouvriers touchent plus que l'équivalent pour leur marchandise et disposent de plus de travail qu'ils n'en fournissent.

On sait que les ouvriers sont engagés dans l'échange simple avec le capitaliste ; or, par définition, on ne peut mettre plus dans la circulation qu'on n'en retire, de même qu'on ne peut en retirer plus qu'on n'y a mis. Tel ouvrier ne dépasse, par son zèle, le niveau de vie ouvrier que si tel autre plus paresseux, se situe au-dessous de lui : il ne peut économiser que si et parce qu'un autre gaspille. Le maximum qu'il obtiendra, en moyenne, avec ses économies, c'est de mieux supporter les oscillations des prix - hauts et bas de la circulation -, c'est d'établir un meilleur équilibre de ses jouissances, mais ce n'est pas la richesse.

A proprement parler, c'est une revendication favorable aux capitalistes : les ouvriers doivent mettre suffisamment de côté pendant les périodes de bonnes affaires pour subsister, tant bien que mal, durant les périodes où elles sont mauvaises, pour tenir lorsque *les heures de travail diminuent* et les salaires baissent, etc. (Dans le cas de l'épargne, ils tomberaient plus bas encore.)

Au fond, cela revient à leur demander de rester toujours au minimum des jouissances de la vie et d'aider les capitalistes à surmonter les crises, etc. Les ouvriers ne se comporteraient plus que comme de simples machines de travail, et ils paieraient de leur poche *leurs propres frais d'entretien et de réparation.* En fin de compte, ils seraient ravalés au niveau animal, et il leur serait impossible d'espérer simplement acquérir, par leurs efforts, la richesse sous sa forme universelle d'argent amassé.

Tout au contraire, la participation de l'ouvrier à des jouissances plus élevées, voire d'ordre intellectuel, l'agitation pour ses intérêts propres, la presse et les conférences, l'éducation de ses enfants, le développement de ses goûts, etc., bref, la simple participation possible à la civilisation - par quoi il se distingue de l'esclave -, tout cela n'est possible économiquement qu'à l'époque où les affaires marchent bien

et à condition que l'ouvrier accroisse la sphère de ses jouissances. Or, c'est alors qu'on lui demande d'économiser [36].

[46]

Au reste, s'il économise de manière ascétique, il crée des primes pour le sous-prolétariat et pour les voyous, qui augmentent proportionnellement à la demande. S'il place ses économies dans ces tirelires que sont les caisses d'épargne officiellement créées pour lui, il touchera un minimum d'intérêts, tandis que les capitalistes en tireront le maximum de bénéfice ou que l'État s'en gavera ; bref, il augmente la puissance de ses ennemis, en même temps que sa propre dépendance à leur égard. S'il veut conserver et faire fructifier ses économies en les déposant à la banque, il risque de les perdre en temps de crise, alors qu'en période de prospérité il aura renoncé à jouir de la vie pour accroître la domination du capital : quoi qu'il fasse, il économisera non pour lui, mais pour le capital [37].

Mais tout cela n'est, au fond, qu'une hypocrisie des bourgeois « philanthropes » qui nourrissent l'ouvrier de « pieux désirs ». En effet, chaque capitaliste demande, bien sûr, à ses ouvriers d'économiser,

---

36 Dans son manuscrit du « Salaire » (Cf. Travail salarié et Capital, annexes, Ed. soc., p. 52), Marx explique : « Le système des caisses d'épargne est une *triple* machine de despotisme :

37 Toutes les théories modernes de l'actionnariat ouvrier, avec la participation ou l'intéressement, ne sont que de vieilles idées, nées dans les cerveaux d'artisans qui, expropriés par le capital, rêvent de rentrer dans leur bien. Proudhon, le théoricien classique de la petite bourgeoisie, avait élucubré une telle théorie qui fit dire à Engels : « Proudhon fait honte au socialisme : d'après lui, les ouvriers doivent racheter le capital. » (Cf. LÉNINE, (*Œuvres*, t. 19, p. 597.)

« Ces gens, dit Engels, ne cherchent rien moins qu'à *racheter toute la France*, plus tard peut-être le reste du monde, au moyen des économies prolétariennes et en renonçant à faire des profits ou à toucher des intérêts pour le capital qu'ils possèdent déjà. Jamais rien plus fumeux n'a été inventé : pour réaliser ce tour de force, le plus court chemin ne serait-il pas de confectionner tout de suite des pièces de 5 francs avec les reflets d'argent de la lune ? Et il se trouve que les gros bêtas d'ouvriers - je fais allusion aux Allemands - croient à cette merde, eux qui ne peuvent garder six sous en poche ni s'empêcher d'aller le soir chez le marchand de vin lorsqu'ils rencontrent leurs camarades. Voilà qu'ils veulent acheter *toute la belle France* avec leurs économies. » Engels à Marx, 16-9-1846.

mais il ne s'adresse qu'aux *siens,* parce que ce sont eux qui lui font face dans le rapport capital-salaire. Pour rien au monde, il ne s'adresserait [47] au reste de la *classe des ouvriers*, car ce sont des consommateurs pour lui. En dépit de ses « pieuses » paroles, il s'efforcera donc par tous les moyens possibles de les stimuler à la consommation, en cherchant à convaincre les travailleurs qu'ils ont des besoins nouveaux, etc. Or, c'est précisément cette possibilité du rapport entre capital et travail qui est un élément fondamental de civilisation, et c'est la justification historique du capitalisme, en même temps que la source de sa puissance actuelle.

L'analyse du rapport entre la production et la consommation a sa place dans le chapitre *du capital et du profit*, etc., ou encore de *l'accumulation et de la concurrence des capitaux.*

Mais toutes ces considérations sont de pure propagande pour le grand public : nous les examinons uniquement pour montrer que les phrases de l'hypocrite philanthropie bourgeoise sont contradictoires dans les termes et confirment justement ce qu'elles veulent réfuter, à savoir que l'échange de l'ouvrier avec le capital fait partie de la circulation simple, autrement dit l'ouvrier n'y reçoit pas de la richesse, mais seulement des moyens de subsistance, utilisés pour sa consommation directe. On voit que leur formule est en contradiction avec la réalité du rapport capitaliste.

Récemment, on a lancé avec beaucoup de fatuité le mot d'ordre d'une certaine participation des ouvriers au profit : nous en parlerons dans la section du *salaire*.

Les *primes particulières* n'atteignent leur but que comme exception à la règle ; elles ne servent en fait qu'à acheter tel ou tel contremaître, etc., dans l'intérêt du patron *contre* l'intérêt de sa classe, ou elle s'appliquent à des commis, etc., bref, à des individus qui ne sont plus de *simples ouvriers* et ne participent donc pas au rapport général. C'est, enfin, un procédé spécial pour escroquer les ouvriers, *en retenant une partie de leur salaire* sous la forme précaire d'un profit lié à la marche des affaires.

La simple réflexion montre déjà que les économies de l'ouvrier sont un pur produit de la circulation, c'est-à-dire de l'argent mis de côté pour être réalisé tôt ou tard en utilités, richesse de contenu substantiel.

Si c'était du capital, l'argent amassé devrait acheter du travail et l'employer comme valeur d'usage. Ce serait supposer que le travail n'est pas du capital, et que le travail est devenu son contraire : du non-travail.

En fait, pour se transformer en capital, le travail doit [48] faire face au capital en tant que tel. Bref, *l'antagonisme aboli à un point doit se reproduire à un autre.*

Enfin, le travail ne ferait plus face au capital comme travail et non-capital, mais comme capital, dès lors que, dans l'échange, l'objet et le *produit* de l'ouvrier ne sont pas des valeurs d'usage, des moyens de subsistance pour satisfaire un besoin immédiat, c'est-à-dire un simple retrait de ce qui a été introduit dans la circulation, soit des choses qui se détruisent au cours de la consommation. Or, nous savons que le produit de la consommation ne peut être d'une autre nature.

Or, le capital ne peut se faire face à lui-même : il doit avoir devant lui du travail, puisque, par définition, le capital est non-travail et rapport antagonique, sinon la notion et le rapport du capital n'existeraient pas ou seraient détruits. Nous ne cherchons pas du tout à nier qu'il existe des cas où des propriétaires travaillent eux-mêmes et échangent entre eux ; mais c'est justement parce qu'ils existent que le développement capitaliste les détruit partout où il les trouve devant lui. Le capital doit nécessairement poser le travail comme non-capital et comme valeur d'usage pure.

L'esclave avait une *valeur d'échange,* tandis que l'ouvrier libre *n'a pas de valeur* : seule la disposition de son travail a une valeur, s'il trouve à l'échanger. Ce n'est donc pas lui, mais le capitaliste, qui représente la valeur d'échange dans cette confrontation. Cette *absence de valeur* et cette *dévalorisation* sont la présupposition du capital et la condition du *travail libre* en général.

Linguet considère cela comme un recul. Or, il oublie que c'est ainsi que le travailleur est posé formellement comme une personne qui existe pour soi *en dehors de son travail,* et qui aliène sa vie comme moyen de sa propre vie. Tant que le travailleur est lui-même une *valeur d'échange,* il ne peut exister de capital *industriel,* c'est-à-dire développé. Or, en face de celui-ci, le travailleur doit apparaître comme *pure valeur d'usage,* offerte sous forme de marchandise par son possesseur lui-même contre la *valeur d'échange* (monnaie) qui, dans les

mains de l'ouvrier, n'est qu'un moyen d'échange général et disparaît de la sorte.

L'ouvrier entre donc uniquement dans le rapport de la circulation simple : en échange de sa valeur d'usage, il ne touche que du numéraire, c'est-à-dire des moyens de subsistance sous une forme médiate d'argent. Cette forme [49] de médiation est essentielle et caractéristique de tout le rapport, comme nous l'avons vu [38].

---

38 Le simple fait qu'en échange de sa force de travail l'ouvrier ne touche pas directement des valeurs d'usage (denrées pour sa subsistance) implique l'existence d'un double marché, celui des produits et le marché du travail - le plus important, et la condition du marché des produits, sous le capitalisme. Le prolétaire y vend sa force de travail au capitaliste en échange d'un salaire qu'il touche une fois le travail réalisé, par tranches hebdomadaires, bimensuelles ou mensuelles. Le principe de l'inéquivalence règne sur ce marché, puisque le capitaliste empoche la plus-value, créée par le surtravail ouvrier. On notera aussi que, sur ce marché, l'ouvrier se présente toujours comme vendeur (de sa force de travail) et le capitaliste comme acheteur et payeur, alors qu'en principe dans les échanges mercantiles chacun doit alternativement se présenter comme acheteur puis comme vendeur ; comme détenteur d'une marchandise, puis de l'argent. S'il en est autrement dans le rapport de capitaliste et d'ouvrier, c'est que la production capitaliste conditionne leur rapport d'acheteur et de vendeur. De fait, l'acheteur de la capacité de travail n'est que la personnification du travail objectivé du capital, dont une fraction est cédée à l'ouvrier sous forme de moyens de subsistance pour que la force vivante du travail s'incorpore à l'autre fraction, et qu'au moyen de cette incorporation le capital se conserve tout entier et croisse même au-delà de sa masse initiale.

En fin de compte, ce n'est pas l'ouvrier qui acquiert les moyens de subsistance et de production, ce sont les moyens de subsistance qui achètent l'ouvrier, cela afin d'incorporer sa force de travail aux moyens de production, l'argent (de son salaire) n'étant qu'un moyen d'échange éphémère, si bien que, lorsque commence le procès de production, la force de travail est déjà vendue, et les moyens de subsistance sont déjà passés - juridiquement du moins - dans le fonds de consommation : l'ouvrier se trouve ainsi dépouillé de tout, et le capital est maître de toutes les conditions de production.

C'est pourquoi, dit Marx, « non seulement l'ouvrier ne sort pas plus riche du procès de production, mais en sort plus pauvre qu'il n'y est entré. En effet, il n'a pas seulement réalisé les conditions pour que le travail nécessaire appartienne au capitaliste, mais la possibilité, subsistant pour l'ouvrier, de créer de la valeur existe maintenant dans la valeur additionnelle, le surproduit, qui est une valeur autonome, douée de force et de volonté, en face de sa pauvreté abstraite et privée de toutes les choses, pure subjectivité. Il n'a

La possibilité même de transformer le numéraire en argent - moyen d'épargner - montre que l'opération relève de la circulation simple : l'ouvrier peut économiser une somme plus ou moins grande, mais il ne peut faire [50] davantage. S'il réalise ses économies, c'est pour augmenter à un autre moment la sphère de ses jouissances.

Ce qui importe pour le rapport du capital, c'est qu'au cours de l'échange l'ouvrier ait l'illusion de toucher l'argent sous forme de richesse générale : c'est ce qui le pousse à travailler et le rend industrieux. C'est pourquoi, ce n'est pas seulement de manière formelle qu'il existe une marge pour sa volonté de réaliser [39] ...

---

pas seulement produit la richesse pour autrui et le dénuement pour lui-même, mais encore le rapport de cette richesse à la pauvreté de l'ouvrier : en consommant la force de travail, le capital bénéficie de nouveaux esprits de vie et s'enrichit de nouvelles valeurs » (cf. *Fondements*, etc., t. I, p. 416).

Le capital tout puissant, après avoir ainsi démontré que le travail n'engendre que pauvreté pour l'ouvrier, va lui faire croire maintenant qu'en participant au capital avec ses économies, il pourra vivre de ses intérêts et du travail d'autrui, comme un vrai capitaliste !

39 Le marxisme n'utilise pas n'importe quel argument pourvu qu'il porte, contrairement à la mentalité parlementariste et manœuvrière. Marx et Engels se sont toujours efforcés de répondre avec le plus grand sérieux à tous les arguments - même les plus spécieux - des bourgeois, cherchant même à y découvrir ce qui pouvait leur donner une apparence de vérité. Ils savaient trop bien l'importance du facteur de la conscience dans la lutte des classes : « Si l'ouvrier découvre que les produits du travail sont les siens, condamne la dissociation de ses conditions de travail et juge qu'on lui impose une situation intolérable, il aura acquis une immense conscience, qui découle d'ailleurs du mode de production reposant sur le capital. » (Marx, *Fondements*, etc., t. 1, p. 426-27.)

Cette conscience est directement reliée aux faits les plus journaliers et les plus élémentaires de la vie économique des travailleurs. En effet, la vision de 1'ouvrier change du tout au tout, dès qu'il juge - et que les organisations ouvrières lui répètent - que toute la plus-value est extorquée de son travail, autrement dit qu'il ne peut y avoir de juste salaire et qu'il faut donc abolir le salariat sur lequel repose tout système de profit actuel. Il est infâme que des journaux prétendument ouvriers abandonnent, par exemple, leurs colonnes à la publicité, se faisant le truchement des pires mensonges bourgeois sur les avantages du crédit (qui lient les ouvriers pour des années, souvent), des articles antisociaux (alcools, etc.), qui font croire aux ouvriers que le système capitaliste peut les rendre heureux, alors qu'il ne cherche qu'à les « rouler » et à les exploiter, non seulement dans la production, mais encore jusque dans la consommation. Sur ce point aussi, c'est au travers de l'aristo-

Les illusions du salaire aux pièces

Retour à la table des matières

Le système du travail payé aux pièces introduit l'apparence d'une certaine participation de l'ouvrier au produit [40]. En fait, ce n'est qu'une autre manière de mesurer le temps (au lieu de dire : tu travailles pendant 12 heures, on dit : tu auras tant par pièce ; mais cela revient à mesurer le [51] temps que tu mets à produire ce nombre de pièces). Cela n'affecte pas le rapport général du salariat [41].

Il est évident que l'ouvrier travaille avec plus de continuité pour le capitaliste que l'artisan pour ses clients occasionnels ; son travail n'est pas limité par les besoins fortuits d'acheteurs particuliers, mais seulement par les besoins d'exploitation du capital qui l'emploie. Par rapport au travail de l'esclave, celui de l'ouvrier libre est plus productif, parce que plus intense. L'esclave ne travaille que sous l'empire de la crainte, et ce n'est pas son existence même qui est en jeu, puisque celle-ci lui est *garantie,* même si elle ne lui appartient pas. L'ouvrier libre, en revanche, est poussé par ses *besoins*. La conscience (ou mieux : *l'idée)* d'être uniquement déterminé par lui-même, d'être libre, ainsi que le sentiment (sens) de la *responsabilité* qui s'y rattache font de lui un travailleur bien meilleur, parce que, à l'instar de tout vendeur de marchandise, il est responsable de la marchandise - sa propre force de travail - qu'il fournit et il est tenu de la fournir d'une certaine qualité, au risque d'être évincé par les autres vendeurs de la même marchandise.

La *continuité du rapport* de l'esclave et de l'esclavagiste était assurée par la contrainte subie directement par l'esclave. En revanche, l'ouvrier libre est obligé d'assurer lui-même la continuité de son rapport, car son existence et celle de sa famille dépendent du renouvellement continu de la vente de sa force de travail.

---

cratie ouvrière, qui a un peu d'argent pour ces dépenses, que s'étend la contamination de l'idéologie bourgeoise et l'intoxication du prolétariat.

40 Cf. MARX, *Un chapitre inédit du « Capital »*, p. 211-214, 285-287.

41 Nous ne pouvons reproduire ici les développements de Marx dans *Le Capital* (l. I, Ed. soc., t. 2) sur le salaire en général (p. 206-213), le salaire au temps (p. 214-221) et le salaire aux pièces (pp. 222-229) en particulier.

Pour l'esclave, le *minimum de salaire* est une grandeur constante, indépendamment de son travail. Pour l'ouvrier libre, la *valeur de sa force de travail* et le *salaire moyen correspondant* ne sont pas déterminés à l'avance, indépendamment de son travail, ni maintenus dans les limites fixes de ses besoins purement physiologiques. Certes, pour l'ensemble de la classe, la moyenne est plus ou moins constante, comme il en est de la valeur de n'importe quelle marchandise. Mais *elle n'apparait pas sous une réalité aussi immédiate à chaque ouvrier en particulier, dont le salaire se tient au-dessus ou au-dessous de ce minimum*. Comme on le sait, le prix du travail est tantôt au-dessous, tantôt au-dessus de la *valeur de la force de travail.*

[52]

En outre, il existe - *dans des limites étroites* - *une marge de jeu pour l'individualité de l'ouvrier, d'où des différences de salaire, aussi bien dans les diverses branches d'activité qu'à l'intérieur de chacune d'elles, selon le zèle, l'adresse, la force, etc. de l'ouvrier, ces différences étant, en partie, concrétisées par un rendement variable de son travail.* Dans ces conditions, le montant de son salaire apparaît alternativement à l'ouvrier comme le résultat de son travail, et comme le fruit de ses qualités *individuelles.*

C'est ce que le salaire aux pièces développe plus que tout autre, bien qu'il ne change en rien le rapport général entre capital et travail, entre surtravail et travail nécessaire. Cependant, il exprime différemment ce rapport pour *chaque ouvrier à part,* du fait qu'il mesure le rendement de chacun. Chez l'esclave, une force ou une habileté particulière peut accroître son *prix d'achat,* mais cela ne le concerne pas. Ce n'est pas le cas de l'ouvrier libre, qui est propriétaire de sa force de travail.

En outre, la valeur plus grande de sa force de travail est payée à l'ouvrier lui-même, pour qui elle s'exprime éventuellement en un salaire plus élevé. Il règne donc une grande diversité de salaires, selon qu'un travail particulier exige, ou non, une capacité de travail supérieure au coût de production moyen. C'est ce qui, d'une part, ouvre une marge de jeu aux diversités individuelles et, d'autre part, aiguillonne le développement des forces de travail personnelles.

Certes, dans son ensemble, le travail est formé, à peu de choses près, de travail *non spécialisé,* si bien que la masse des salaires est dé-

terminée par la valeur de la force de travail *simple,* mais les individus peuvent, grâce à leur énergie et leur talent particuliers, s'élever aux sphères supérieures d'activité. De même, il est théoriquement possible qu'un ouvrier devienne capitaliste et exploiteur du travail d'autrui [42].

[53]

L'esclave appartient à un patron bien déterminé, tandis que l'ouvrier doit certes se vendre au capital, mais non à tel ou tel capitaliste. Il peut donc, dans une branche donnée, « choisir » celui à qui il veut se vendre, et changer de patron.

Toutes ces conditions nouvelles rendent l'activité de l'ouvrier libre plus intense, plus continue, plus mobile et plus capable que celle de l'esclave, sans parler de ce qu'elles lui permettent une action historique d'une tout autre envergure.

Comme expression immédiate du rapport de valeur, le salaire aux pièces est tout aussi irrationnel que le salaire au temps, forme la plus directe du salaire. Il y a, par exemple, dans *une* marchandise (abstraction faite du capital constant qu'elle renferme) une heure de travail ob-

---

42 Pour la classe ouvrière *en tant que classe*, il est évidemment absurde d'affirmer que les ouvriers peuvent s'élever, eux aussi, au niveau des capitalistes. Comme Marx le remarque, cette possibilité n'est réelle que pour le cas tout à fait particulier de l'ouvrier *individuel*. Il n'empêche que cette éventualité peut germer comme n'étant pas absurde dans toutes les têtes.

Les mystifications, qui reposent sur une possibilité réelle - a l'échelle uniquement individuelle - dans le système capitaliste, peuvent toucher, en effet, la classe ouvrière, lorsqu'elles sont généralisées par la presse bourgeoise et même « ouvrière », par exemple avec les spéculations sur la promotion des travailleurs. A l'époque des trusts et des monopoles qui entraînent la ruine de la majeure partie des capitalistes individuels, la promotion sociale est proprement une contre-vérité. Néanmoins, la propagande bourgeoise en fait plus que jamais son cheval de bataille : « De même pour l'Église catholique au Moyen Age, le fait de recruter sa hiérarchie sans considération de condition sociale, de naissance, de fortune, parmi les meilleurs cerveaux du peuple, était l'un des principaux moyens de renforcer la domination du clergé et d'assurer le maintien des laïcs sous le boisseau. Plus une classe dominante est capable d'accueillir dans ses rangs les hommes les plus importants de la classe dominée, plus son oppression est solide et dangereuse. » (MARX, *Le Capital*, l.III chap. XXII, Ed. soc., t. VIII, p. 260.)

jectivé, soit 6 d. Or l'ouvrier obtient 3 d., autrement dit, pour l'ouvrier, la *valeur d'une marchandise* n'est pas déterminée par la *valeur* mesurée par le temps de travail qu'elle renferme. En fait, son salaire aux pièces n'exprimera donc *directement* aucun rapport de valeur.

Comme on le voit, la valeur de cette marchandise n'est pas mesurée par le temps de travail qu'elle renferme. A l'inverse, c'est cette marchandise qui mesure le temps de travail nécessaire, effectué par l'ouvrier. En conséquence, le salaire touché par l'ouvrier est du *travail au temps,* puisque cette marchandise est uniquement appelée à mesurer le temps pour lequel l'ouvrier reçoit le salaire et à garantir qu'il a utilisé uniquement du *temps de travail nécessaire,* bref, que le travail a été exécuté avec l'intensité voulue et, de plus, possède (en tant que valeur d'usage) la qualité requise.

Le *salaire aux pièces* n'est donc rien d'autre qu'une forme *déterminée* du salaire au temps qui, lui, n'est qu'une autre forme de la valeur de la force de travail, soit qu'il corresponde quantitativement à cette valeur, soit qu'il sen écarte.

[54]

Si le salaire aux pièces tend à laisser une grande marge de jeu à l'individualité des ouvriers, et donc à élever au-dessus du niveau moyen le salaire de quelques-uns d'entre eux, il pousse tout autant à abaisser au-dessous de ce niveau le salaire des autres ouvriers, diminuant ce niveau en général sous l'aiguillon de la concurrence tendue à l'extrême parmi les ouvriers.

Si l'intensité du travail - les autres facteurs restant les mêmes - se mesure d'après la masse du produit fourni par l'ouvrier en un temps donné, il faut - pour avoir une idée du salaire au temps des différents pays, par exemple le salaire d'une journée de travail d'une longueur donnée - comparer ce salaire à ce qu'il représente lorsqu'il est exprimé en salaire aux pièces. C'est ainsi seulement qu'on obtiendra le véritable rapport entre travail nécessaire et surtravail, ou entre salaire et plus-value.

On constate alors que le salaire aux pièces est souvent plus élevé dans les pays pauvres, et le salaire apparent plus élevé dans les pays riches. De fait, l'ouvrier exige dans les pays pauvres, une plus grande partie de la journée de travail pour reproduire son salaire : le taux de

plus-value est donc plus petit, et le salaire relatif plus élevé. Le prix réel du travail y est donc supérieur.

Si l'on considère différentes nations, abstraction faite de la productivité due à chacun des ouvriers, l'intensité varie tout autant que la durée du temps de travail. La journée de travail nationale plus intense est égale à la journée de travail moins intense plus x. Si l'on prend pour étalon de la journée internationale de travail celle des pays producteurs d'or et d'argent, la très intense journée de travail anglaise de 12 heures s'exprime en plus d'or que celle moins intense d'Espagne : c'est dire qu'elle est plus élevée que la journée de travail moyenne réalisée en or et en argent [43].

43 Cf. Dans *Le Capital*, 1.I, chap. XXII, « La Différence dans le taux des salaires nationaux », Ed. soc., t.II, p. 230-34.

[55]

La théorie du salaire de la Ligue anticéréalière.

Retour à la table des matières

Nous avons publié ailleurs une lettre de M. P. Noble [44] qui n'est pas d'accord avec les quelques observations que nous avons présentées dans notre éditorial du *Labour Standard* du 18 juin [45]. Bien qu'il soit évident que nous ne pouvons remplir les colonnes de nos articles avec des polémiques sur des faits historiques ou des théories économiques, nous voulons pour une fois répondre tout de même à un homme qui manifestement pense honnêtement ce qu'il dit, encore qu'il défende une position officielle de parti.

Nous avions affirmé que les partisans de l'abolition des lois céréalières poursuivaient le but de susciter une « baisse du prix du pain et partant, des salaires ». Or M. Noble prétend que c'est là une « hérésie protectionniste » que la Ligue a inlassablement combattue, et, pour preuve, il cite quelques passages d'un discours de Richard Cobden et d'un mémoire du Conseil de la Ligue.

---

44 Cet article fait partie d'une série de huit articles écrits par Engels pour *The Labour Standard*, organe des syndicats anglais. On y trouve les articles sur les syndicats, le juste salaire, les classes nécessaires et superflues, et les deux conseils municipaux exemplaires, que nous avons repris dans notre recueil.

Nous ne pouvons reproduire, faute de place, les articles suivants : *Le Traité commercial avec la France*, 18 juin 1881, qui fit miroiter aux classes ouvrières une diminution du coût de la vie et signifiait en réalité une concurrence accrue entre l'Amérique et l'Europe ; *Un parti ouvrier*, 23 juillet 1881, où Engels combat l'apolitisme, dénonce le fait que les ouvriers anglais forment l'appendice du parti libéral, et leur propose l'exemple du parti ouvrier allemand ; l'article *Bismarck et le parti ouvrier allemand*, 23 juillet 1881,complète le précédent ; *Le Coton et l'acier,* enfin, sont, d'après Engels, les produits caractéristiques du capitalisme et de la libre concurrence ; pour les ouvriers, ils produisent une succession impitoyable de crises de surproduction, puis de dépression.

45 Cf. ENGELS, in *The Labour Standard,* 9 juillet 1881.

L'auteur du présent article vivait à l'époque à Manchester - comme fabricant parmi les fabricants. Il connaît naturellement fort bien la doctrine officielle de la Ligue. Ramenée à son expression la plus concise et la plus généralement admise - car il en existait de nombreuses variantes -, c'était : l'abolition des droits douaniers sur les céréales augmentera le volume de notre commerce extérieur ; elle accroîtra directement nos importations, en [56] échange de quoi nos clients étrangers achèteront nos produits manufacturés, si bien que la demande de produits de notre industrie s'en trouvera augmentée ; de cette façon, la demande de travail de nos ouvriers de l'industrie va augmenter, en conséquence de quoi les salaires monteront.

Grâce à la répétition, continuée jour après jour et année après année, de cette théorie, les représentants officiels de la Ligue - économistes superficiels, s'il en fut - purent finalement se produire au grand jour avec cette étonnante affirmation : les salaires montent ou baissent en raison inverse non des profits, mais du prix des denrées alimentaires ; le pain cher signifie bas salaire, et le pain bon marché haut salaire. C'est ce qui permit aux porte-parole de la Ligue de présenter les crises économiques se renouvelant tous les dix ans, crises qui ont existé aussi bien avant qu'après l'abolition des droits céréaliers, comme de simples effets des lois céréalières, qui sont voués à disparaître sitôt que ces lois seraient abolies ; les lois céréalières seraient le seul grand obstacle entre les fabricants britanniques et les pauvres étrangers qui, par manque de tissus anglais, s'en vont nus et grelottants de froid et sont affamés de produits anglais.

Et c'est ainsi que Cobden put effectivement, au passage cité par M. Noble, faire valoir que la dépression économique et la baisse des salaires de 1839 à 1842 avaient été la conséquence du prix très élevé des céréales de ces années-là. En fait, il ne s'agissait de rien d'autre que d'une des phases régulières de dépression économique qui se sont répétées tous les dix ans avec la plus grande régularité jusqu'à ce jour, d'une phase qui, certes, fut prolongée et aggravée par de mauvaises récoltes et par d'absurdes interventions du législateur en faveur des avides propriétaires fonciers.

Quoi qu'il en soit, telle a été la théorie officielle de Cobden qui, en dépit de toute son habileté d'agitateur, a été un mauvais homme d'affaires et un économiste superficiel. Il ne fait absolument aucun doute qu'il croyait alors tout aussi sincèrement à ce qu'il disait que M. Noble

y croit encore aujourd'hui. La majorité de la Ligue était cependant composée d'hommes d'affaires pratiques, qui avaient plus que Cobden le sens des affaires et, en général aussi, y réussirent mieux que lui. Or, ils voyaient les choses tout autrement aussi. Naturellement, dans les réunions publiques, devant les étrangers et surtout devant leurs « bras » [57] et autres auxiliaires, ils présentaient la théorie officielle comme « la cause ». En général, lorsque des hommes d'affaires ont une affaire en vue, ils ne portent pas leur cœur sur leur langue devant les clients, et si M. Noble est d'un autre avis, il vaut mieux qu'il se tienne à l'écart de la Bourse de Manchester.

Lorsqu'on se renseignait un peu plus en détail sur ce que l'on entendait par la formule selon laquelle le libre échange de céréales conduit à une élévation des salaires, on s'apercevait que l'on entendait par là *une augmentation du pouvoir d'achat des salaires,* par quoi on admettait comme tout à fait possible que le montant en monnaie des salaires ne monterait même pas - mais au fond cela n'est-il pas aussi une augmentation de salaire ? Si l'on creusait encore un peu plus avant, on s'apercevait d'habitude que les salaires pouvaient même baisser, tandis que les commodités que l'ouvrier obtiendrait pour cette somme d'argent moindre seraient toujours encore plus importantes que celles dont il jouissait auparavant. Et si l'on se faisait encore plus pressant dans ses recherches sur la voie par laquelle l'énorme extension escomptée du commerce devait se réaliser, on était sûr de s'entendre dire bientôt : une baisse du montant des salaires liée à une baisse du prix du pain qui ferait plus que compenser celle des salaires.

Au demeurant, il y en avait beaucoup qui ne se donnaient même pas la peine de cacher leur opinion : le pain à meilleur marché était tout simplement nécessaire pour faire baisser le montant monétaire des salaires, afin de battre ainsi sur son terrain la concurrence étrangère. Et ce véritable but des efforts de la majorité des fabricants et hommes d'affaires qui formaient le gros de la Ligue était facile à détecter pour quelqu'un qui avait tant soit peu l'habitude de pratiquer les hommes d'affaires, et donc avait aussi l'habitude de ne pas prendre chacune de leurs affirmations pour parole d'Évangile. C'est ce que nous avons dit alors, et c'est ce que nous disons aujourd'hui encore. Nous n'avons pas perdu un seul mot sur la doctrine officielle de la Ligue. C'était une « hérésie » du point de vue économique, et une simple couverture pour des buts intéressés du point de vue pratique,

même si certains dirigeants de la Ligue les répétaient si souvent qu'ils finirent par y croire eux-mêmes.

Proprement divertissante est la référence de M. Noble à la phrase de Cobden relative à la classe ouvrière qui, à [58] la perspective d'un prix du blé de 25 sh. le boisseau « se frottait les mains avec satisfaction ». La classe ouvrière de cette époque ne crachait absolument pas sur du pain bon marché. Cependant, sa « satisfaction » à propos des agissements de Cobden et Cie était si grande que, durant plusieurs années, elle s'opposa à ce que la Ligue tienne la moindre réunion publique dans tout le nord du pays.

L'auteur de cet article eut la « satisfaction » d'assister en 1843, dans la salle municipale de Salford, à la dernière tentative de la Ligue pour organiser une telle réunion : elle fut dispersée, pour avoir simplement introduit un amendement en faveur de la Charte du peuple. Après cela, on convint que, pour toutes les réunions de la Ligue, l'admission se ferait « uniquement sur carte d'entrée », carte que le premier venu ne pouvait pas recevoir ! Dès lors - et pour cause -, il n'y eut plus d'« obstruction chartiste ». Les masses laborieuses avaient atteint leur but : apporter la preuve que contrairement à ce qu'elle affirmait, la Ligue ne représentait *absolument pas* les intérêts des masses [46].

Et, pour finir, quelques mots sur la théorie du salaire de la Ligue. Le prix moyen d'une marchandise est égal à ses coûts de production ; l'effet de l'offre et de la demande consiste à le ramener à ce niveau, autour duquel il oscille. Ce qui vaut pour toutes les marchandises vaut aussi pour la marchandise qu'est le travail (ou plus exactement : la force de travail). Dès lors, le montant du salaire est déterminé par le prix des marchandises qui entrent dans la consommation habituelle et

46 Cet article complète et nuance, sans les démentir, la série d'articles de Marx et Engels sur le libre-échange des années 1848, qui reposaient sur l'idée que la suprématie *économique* de la bourgeoisie (par rapport aux classes féodales) est aussi nécessaire que sa domination *politique* pour préparer la victoire du prolétariat, et que la libre concurrence hâte l'union des travailleurs (en les forçant à se coaliser), donc leur émancipation politique et économique. Le Parti ouvrier ne reprend donc nullement les arguments spécieux de la bourgeoisie, selon lesquels la libre concurrence des denrées alimentaires fait augmenter le niveau de vie des ouvriers en général ! Engels précise, en effet, qu'en votant pour le libre-échange, Marx n'appuyait nullement les illusions sur le salaire, répandues par les libre-échangistes.

nécessaire de l'ouvrier. En d'autres termes : toutes choses égales d'ailleurs, les salaires montent et baissent en même temps que le prix des moyens de subsistance nécessaires. C'est une [59] loi de l'économie politique contre laquelle tous les Perronet Thompson, Cobden et Bright resteront éternellement impuissants. Cependant, tous les autres facteurs ne restent nullement toujours les mêmes, et c'est pourquoi l'action de cette loi se trouve en pratique modifiée par d'autres lois économiques.

La loi du salaire est obscure et, dans certains cas, à un point tel qu'il faut vraiment se donner du mal pour la découvrir. C'est ce qui servit de prétexte aux économistes plus ou moins vulgaires, depuis l'époque de la ligue anti-céréalière, pour affirmer que d'abord le travail, puis toutes les autres marchandises étaient des valeurs que l'on ne peut pas déterminer véritablement car leur prix oscille indépendamment des frais de production, bref qu'il est plus ou moins réglé par l'offre et la demande. En somme, pour augmenter les prix ainsi que les salaires, il suffit d'augmenter la demande. De cette manière, on réussit à glisser sur la désagréable liaison entre montant des salaires et prix des denrées alimentaires, et l'on peut froidement claironner la thèse, sotte et ridicule selon laquelle pain cher est synonyme de bas salaires, et pain bon marché de salaires élevés.

Mais peut-être M. Noble demandera-t-il si les salaires, étant donné l'actuel bon marché du pain en général, ne sont pas aussi élevés, voire plus élevés qu'ils ne l'étaient avec le pain enchéri par les taxes douanières avant 1847 ? Pour répondre à cette question, il faudrait procéder à une enquête approfondie. Cependant, ce qui est d'ores et déjà certain, c'est que là où une branche d'industrie est florissante et où les ouvriers disposent en même temps d'une puissante organisation pour défendre leurs intérêts, les salaires en général n’ont pas baissé, mais ont peut-être même augmenté. Mais cela ne prouve rien d'autre que ces ouvriers étaient sous-payés auparavant. Là où une branche d'industrie est tombée en décadence et où les ouvriers ne sont pas organisés en syndicats puissants, les salaires sont tous tombés sans exception, et ce souvent à un niveau de famine. Il suffit d'aller dans les quartiers Est de Londres pour s'en convaincre de ses propres yeux !

[60]

Hiérarchie des salaires.

Retour à la table des matières

Le temps permet de saisir le mouvement comme quantité ; le *temps de travail* exprime donc le travail sous l'angle quantitatif [47]. La qualité du travail étant donnée, il ne peut se différencier que par sa durée. Le temps de travail trouve donc son étalon dans les mesures du temps : heure, journée, semaine, etc. [48].

---

47 MARX, *Zur Kritik der politischen Ökonomie*, Verlag JHW Dietz Nachf., Berlin, 1947, p. 22-24.

La question de la hiérarchie du salaire est aujourd'hui brûlante. La division actuelle de la classe ouvrière repose sur de puissantes bases matérielles - qualification professionnelle, hiérarchie des catégories, des salaires, etc. - qui suscitent et encouragent la concurrence entre ouvriers, qui est elle-même le fruit de la division du travail. En justifiant et en renforçant, par la politique de catégorie et le culte de la hiérarchie salariale, les bases matérielles de la division ouvrière, les syndicats - C.G.T. en tête - s'opposent en fait aux luttes générales véritablement unitaires. Un effet, entre mille autres, de la hiérarchie des salaires, c'est de donner une base matérielle aux illusions de la promotion sociale par la formation professionnelle et les cours de recyclage.

48 Ceux qui justifient la fameuse hiérarchie des salaires ont le front de se fonder sur l'autorité de Marx et Engels, parce que ceux-ci distinguent, comme tous les économistes, entre travail simple et travail complexe, ce dernier étant mieux rétribué. Or, Marx a eu bien soin de préciser dans le livre 1er du *Capital* que, dans la pratique, ces notions ne déterminent pas « le salaire ou la valeur que l'ouvrier reçoit pour un jour de travail, mais la valeur de la *marchandise* dans laquelle se réalise cette journée de travail » (Ed. soc, t. 1, note p. 59). En effet, le montant du salaire se détermine par rapport à la plus-value - par exemple, 4 heures de travail étant payées contre 6 heures non payées (plus-value) dans une journée de travail totale de 10 heures. Comment justifier le salaire - le plus bas - du travail simple, dès lors que, dans le capitalisme moderne, la plus grande partie des heures de travail n'est pas payée ? Ce serait réclamer la justice... aux dépens des ouvriers et en faveur de l'exploitation capitaliste, la justice divisant dans ce cas la classe ouvrière et sanctionnant le profit capitaliste.

Dans les textes qui vont suivre, Engels précise, à l'usage des syndicats, qu'ils ne doivent plus revendiquer *un salaire juste pour une journée de travail juste*, ce qui, à la rigueur, justifierait un calcul sur les différences quali-

[61]

Le temps de travail, c'est le travail vivant, mais indifférent à sa forme, son contenu et sa spécificité ; c'est du travail vécu sous son aspect quantitatif et mesurable.

Pour comprendre la mesure de la valeur d'échange par le temps de travail, il faut retenir les points essentiels que voici : la réduction au travail simple ; la manière spécifique dont le travail créateur de valeur d'échange, c'est-à-dire des marchandises, est du travail social ; enfin, la différence entre le travail qui s'exprime dans des valeurs d'usage, et le travail qui s'exprime dans des valeurs d'échange.

Pour mesurer les valeurs d'échange des marchandises d'après le temps de travail qu'elles contiennent, il faut que les différents travaux soient à leur tour réduits à un travail indifférencié, homogène, simple, bref à un travail ayant une seule et même qualité et ne se distinguant donc que par la quantité.

Cette réduction apparaît comme une abstraction, mais c'est une abstraction qui se traduit quotidiennement en actes dans le procès de la production sociale. Au reste, la résolution de toutes les marchandises en temps de travail n'est pas une abstraction plus grande, ni moins réelle, que la résolution de tous les corps organiques en air. De fait, le travail ainsi mesuré par le temps n'apparaît pas comme le travail de multiples individus, mais ce sont ces individus qui apparaissent comme de simples organes du travail ; ou bien, on pourrait encore exprimer le travail tel qu'il se manifeste dans les valeurs d'échange comme du *travail humain général.*

---

tatives entre les salaires.

Certes, tant qu'il y aura capitalisme, les salaires seront hiérarchisés en pratique. Cependant, ni le marxisme, ni même l'économie politique bourgeoise n'ont jamais fondé de manière cohérente une quelconque théorie de la hiérarchie des salaires sur les notions de travail simple et complexe. Au reste, la forme salaire est une forme irrationnelle, mystificatrice, puisqu'elle cache la réalité fondamentale de l'opposition entre travail nécessaire et surtravail (cf. *Le Capital*, I, Ed. soc., t. 2, p. 206-10).

Les réformistes rétorqueront qu'en attendant, ils veulent de hauts salaires. C'est pure démagogie : le syndicalisme marxiste défend les conditions matérielles de vie, non d'une couche privilégiée d'aristocrates ouvriers, mais de *tous* les prolétaires.

Cette abstraction du travail humain général *existe* dans le travail moyen que chaque individu moyen d'une société donnée peut accomplir et qui est une dépense productive déterminée de muscle, de nerf, de cerveau humains, etc. C'est du *travail simple* auquel chaque individu moyen peut être dressé et qu'il doit accomplir sous une forme ou sous une autre.

Le caractère de ce travail moyen varie lui-même selon les pays et les niveaux de civilisation, mais dans toute société, c'est une donnée. Le travail simple constitue la masse de beaucoup la plus importante de l'ensemble du travail de la société bourgeoise, ainsi que l'on peut s'en convaincre par n'importe quelle statistique.

Que A produise du fer pendant 6 heures et de la toile pendant 6 heures, et que B, produise également du fer [62] pendant 6 heures et de la toile pendant 6 heures, ou bien encore que A produise du fer pendant 12 heures et B de la toile pendant 12 heures, il n'y a là de toute évidence qu'un emploi différent d'un *même* temps de travail.

Mais qu'en est-il du travail complexe qui dépasse le niveau moyen, travail d'intensité supérieure, de poids spécifique supérieur ? Ce travail se résout en un composé de travail simple, en travail simple d'une plus grande puissance, si bien qu'une journée de travail complexe équivaut, par exemple, à trois journée de travail simple. Ce n'est pas encore le lieu ici de parler des lois qui règlent cette réduction, mais il est évident qu'elle s'opère. En effet, en tant que valeur d'échange, le produit du travail le plus complexe est, dans des proportions déterminées, l'équivalent du produit du travail moyen simple, donc mis à égalité avec un quantum de ce travail simple.

Le passage de Marx qui suscite ce « violent courroux » de M. Dühring est très bref [49]. Marx y analyse ce qui détermine la valeur des *marchandises,* et répond : le travail qu'elles renferment. Il poursuit : « C'est une dépense de la force de travail simple, que tout homme ordinaire, sans formation spéciale, possède en moyenne dans l'organisme de son corps. [...] Le travail complexe n'est qu'un travail plus

49 Cf. ENGELS, « Travail simple et travail composé ». *Anti-Dühring*, 2e partie, chap. VI.

puissant, ou mieux : du travail simple multiplié, de sorte qu'une quantité donnée de travail complexe correspond à une quantité plus grande de travail simple. L'expérience montre que cette réduction s'opère constamment. Lors même qu'une marchandise est le produit du travail le plus complexe, sa valeur la ramène dans une proportion déterminée au produit d'un travail simple, dont elle ne représente donc qu'une quantité donnée. Les proportions variables dans lesquelles les différentes espèces de travail sont réduites au travail simple comme à leur unité de mesure, s'établissent dans la société à l'insu des producteurs et leur semblent des conventions traditionnelles [50] … »

[63]

Ainsi le travail n'est pas toujours une dépense ordinaire de force de travail humaine simple ; un très grand nombre de genres de travail implique l'emploi de talents et de connaissances acquis avec plus ou moins de peine, en plus ou moins de temps, à plus ou moins de frais. Ces genres de travail composé créent-ils dans le même temps la même valeur marchande, que le travail simple, la dépense de force de travail toute simple ? Apparemment non !

Le produit de l'heure de travail composé est une marchandise de valeur plus grande, double ou triple, par comparaison avec le produit de l'heure de travail simple. La valeur des produits du travail composé s'exprime grâce à cette comparaison en quantités déterminées de travail simple, mais cette réduction du travail composé se fait par un processus social qui se déroule à l'insu des producteurs, par une opération que nous ne pouvons que constater dans l'exposé de la théorie de la valeur, mais que nous n'avons pas encore à expliquer...

Il est vrai que, d'après la théorie de M. Dühring, seul le temps de travail utilisé peut mesurer la valeur des produits économiques dans sa communauté économique, mais il y faudra estimer *a priori* le temps de travail de chacun comme parfaitement égal, tout temps de travail sans exception et par principe étant parfaitement équivalent, sans même que l'on ait à tirer d'abord une moyenne. Que l'on confronte maintenant ce socialisme radicalement égalitaire avec l'idée nébuleuse de Marx, selon laquelle le temps de travail de tel homme aurait en soi plus de valeur que celui de tel autre, parce qu'une quantité de travail

---

50 Cet extrait est tiré du *Capital*, I ; cf. trad. Roy, t. 1, p. 59-60, Ed. soc., 1950.

plus grande y serait condensée. C'est une idée dont il est prisonnier, étant donné la manière de penser traditionnelle des classes cultivées, auxquelles il parait forcément monstrueux de reconnaitre que le temps de travail d'un manœuvre et celui d'un architecte sont pleinement équivalents d'un point de vue économique !

Malheureusement, Marx fait suivre le passage du *Capital* cité ci-dessus de la petite note suivante : « Le lecteur aura noté qu'il n'est pas question ici du *salaire* ou de la valeur que l'ouvrier *reçoit* pour un jour de travail, mais de la *valeur de la marchandise* dans laquelle se réalise cette journée de travail. » (*Ibid.*)

Marx, qui semble avoir flairé son Dühring, se prémunit d'emblée contre toute utilisation de ses thèses même pour le salaire à payer en échange du travail composé dans [64] l'actuelle société. Mais M. Dühring, non content de le faire malgré Marx, donne encore ces thèses pour les principes selon lesquels Marx voudrait que l'on règle la distribution des moyens de subsistance dans la société à organisation socialiste ; c'est là une impudence dans la falsification qui ne trouve son égale que dans la littérature de chantage [51].

---

51 Jusqu'en 1926, date de la théorie du socialisme dans un seul pays, il n'était pas question que l'économie russe fût socialiste puisqu'elle utilisait la monnaie, les salaires, l'accumulation élargie, le marché et même de larges secteurs de production précapitalistes. Il n'y avait là rien d'anormal, puisque la dictature du prolétariat implique des contradictions économiques et classistes, surtout dans un pays arriéré, premier maillon de la révolution internationale et non premier pays d'économie socialiste.

Lénine l'a toujours répété. Citons simplement un exemple : « Parmi les gens qui se sont intéressés à l'économie de la Russie personne, semble-t-il, n'a nié le caractère transitoire de cette économie. Aucun communiste non plus n'a nié, semble-t-il, que l'expression République socialiste des Soviets traduit la volonté du pouvoir des Soviets d'assurer la transition au socialisme, mais n'entend nullement signifier que le nouvel ordre économique soit socialiste. » (*Œuvres*, t.27, p. 350.)

Voulant - et devant - montrer que les réalisations « socialistes » en Russie - accroissement du nombre des salariés, donc du capital ; extension de la hiérarchie des salaires, de l'autonomie des entreprises, donc des classes ; approfondissement de la division du travail, donc opposition entre manuel et intellectuel, industrie et agriculture, etc. - sont un modèle pour les ouvriers du monde entier, le prétendu mouvement communiste est tout naturellement amené à fausser les revendications économiques du prolétariat mondial en substituant aux mots d'ordre marxistes les mots d'ordres bourgeois conservateurs.

Cependant, considérons d'un peu plus près la théorie de l'équivalence. Tout temps de travail est parfaitement équivalent, celui du manœuvre et celui de l'architecte. Cela veut dire que le temps de travail, donc le travail a lui-même, une valeur.

Mais le travail produit toutes les valeurs. C'est lui qui donne aux produits existant dans la nature une valeur au sens économique, la valeur elle-même n'étant rien d'autre que l'expression du travail humain socialement nécessaire, matérialisé dans un objet. *Le travail ne peut donc pas avoir de valeur.* Parler d'une valeur du travail et vouloir la déterminer, n'a pas plus de sens que de parler de la valeur de la valeur, ou vouloir déterminer le poids non pas d'un corps pesant, mais de la pesanteur elle-même.

M. Dühring se débarrasse de gens comme Owen, Saint Simon et Fourier, en les qualifiant d'alchimistes sociaux.

[65]

En ratiocinant sur la valeur du temps de travail - ou du travail -, il démontre qu'il est encore bien au-dessous de ces véritables alchimistes. On mesure le toupet de M. Dühring, qui fait dire à Marx que le temps de travail de l'un aurait en soi plus de valeur que celui de tel autre, comme si le temps de travail - donc le travail - avait une valeur. Et Dühring fait dire cela à Marx qui, le premier, a exposé que le travail ne *peut* avoir de valeur et a expliqué pourquoi !

Pour le socialisme qui veut émanciper la force de travail humaine de son état de *marchandise, il* est très important de bien comprendre que le travail n'a pas de valeur et ne peut en avoir, car cela signifie la ruine de toutes les tentatives que M. Dühring a héritées du socialisme ouvrier primitif, qui voudrait régler la future répartition des moyens d'existence par le moyen d'une rétribution plus élevée, en même temps que cela permet de comprendre que la répartition - dans la mesure où elle est dominée par des considérations purement économiques - se réglera selon l'intérêt de la production, celle-ci étant favorisée au maximum par un mode de répartition qui permet à *tous* les membres de la société de se développer, de maintenir et d'exercer leurs facultés avec le maximum d'universalité.

Pour la manière de penser des classes cultivées, dont M. Dühring - et non Marx - a hérité, c'est forcément une monstruosité que de

croire qu'un jour il *n'y aura plus de manœuvre ni d'architecte de profession,* et que l'homme qui, pendant une demi-heure, aura donné des directives d'architecture, poussera aussi quelque temps la, brouette, jusqu'à ce qu'on fasse de nouveau appel à son activité d'architecte. Quel beau socialisme que celui qui éternise les manœuvres de profession !

Si l'équivalence du temps de travail doit signifier que chaque ouvrier produit des valeurs égales dans des temps de travail égaux sans qu'il y ait lieu de prendre d'abord une moyenne, cela est faux de toute évidence. Selon l'intensité du travail et l'habileté, le produit de l'heure de travail sera toujours différent en valeur chez deux ouvriers, fussent-ils de la même branche. Il n'est pas de communauté économique, du moins dans notre corps céleste, qui puisse jamais remédier à cet inconvénient, qui n'en est d'ailleurs un que pour des gens à la Dühring.

Que reste-t-il dans ces conditions de toute l'équivalence du travail de tous et de chacun ? Rien de plus qu'un [66] simple battage où tout ce qui reste d'économique est l'incapacité de M. Dühring à *distinguer entre la détermination de la valeur par le travail et la détermination de la valeur par le salaire* - rien de plus que cet oukase, loi fondamentale de la nouvelle communauté économique : à temps de travail égal salaire égal !

Les vieux communistes ouvriers de France et Weitling donnaient tout de même de bien meilleures raisons pour justifier leur égalité des salaires [52].

Comment se résout dès lors l'importante question de la rétribution plus élevée du travail composé ? Dans la société des producteurs privés, ce sont les personnes privées ou leurs familles qui supportent les frais de formation du travail qualifié ; c'est aux personnes privées que revient donc d'abord le prix plus élevé de la force de travail qualifiée :

52 Dans son article sur les *Progrès de la réforme sociale sur le continent*, où Engels rend compte aux ouvriers anglais du développement socialiste sur le continent, il précise : « Un républicain allemand, Börne, a opposé avec raison que le talent, au lieu d'être rémunéré, devait bien plutôt être considéré comme un avantage naturel et, de ce fait, venir en déduction de la part de celui qui est ainsi avantagé, ne serait-ce que pour restaurer l'égalité. » (4 novembre 1843.)

l'esclave habile se vend plus cher, le salarié habile est rémunéré plus cher [53].

Dans la société à organisation socialiste, c'est la société qui supporte ces frais. C'est donc à elle qu'en appartiennent les fruits, une fois que sont produites les valeurs plus grandes du travail composé. L'ouvrier lui-même n'a pas de droit supplémentaire. Et, en passant, la morale de cette histoire est encore que le droit de l'ouvrier au « produit intégral du travail », quelle qu'en soit la vogue, ne va pas toujours sans anicroches.

[67]

Nous avons noté précédemment qu'eu égard au procès de valorisation, il est tout à fait indifférent que le travail approprié par le capitaliste soit du *travail simple et moyen* ou du *travail complexe d'un poids spécifique supérieur* [54]. Le travail qui est considéré comme travail supérieur et complexe par rapport au travail social moyen, est *l'expression d'une force de travail* dont le coût de formation est plus élevé et qui a, par conséquent, une valeur supérieure à celle de la force de travail simple. Si la valeur de cette force est plus élevée, elle s'exprime évidemment, *pour un même laps de temps*, en des *valeurs* proportionnellement supérieures.

---

53 Dans les pays au stade du capitalisme d'État, ce ne sont plus les personnes privées qui supportent en général ces frais, du fait du système très répandu des bourses d'études. Quoiqu'il en soit, le marxisme n'a pas à gérer l'industrie et les fonctions capitalistes, antiproductives ou improductives, ni à justifier les revenus des autres classes, auxquelles il oppose les intérêts ouvriers. De fait, Engels ne parle ici que de la formation du travail qualifié. De même, dans les motions sur l'enseignement, Marx et la I^ere^ Internationale ne se préoccupent que de la classe productive et préconisent un système d'éducation strictement de classe. L'enseignement supérieur ne fait pas l'objet de la sollicitude des organisations ouvrières : il n'a pas à être gratuit, dit Marx. Même si la collectivité en prenait la charge, les salaires touchés par cette couche privilégiée continueront d'être plus élevés que les salaires ouvriers, comme l'expérience le montre en Suède aussi bien qu'en Russie.

54 Cf. MARX, Le Capital, I, traduit d'après l'original allemand, car tout ce premier paragraphe manque dans la traduction française de Roy. (Cf. Ed. soc., t. 1, p. 197).

Quel que soit le degré de différence entre le travail du fileur [travail simple] et celui du bijoutier [travail complexe], la portion de travail où le bijoutier produit de la plus-value pour son patron ne diffère en rien qualitativement de la portion de travail où il ne fait que remplacer la valeur de son propre salaire. Après comme avant, la plus-value ne provient que de la durée prolongée du même procès de travail, qu'il s'agisse du procès de production de fil ou du procès de production de bijoux.

La distinction entre travail complexe et travail simple repose *en partie* sur de pures illusions, ou du moins sur des différences qui n'ont plus depuis longtemps aucune réalité et ne survivent plus que par convention traditionnelle ; *en partie* sur la situation sans défense de certaines couches de la classe ouvrière qui leur permet moins qu'à d'autres d'arracher la valeur de leur force de travail.

Des circonstances fortuites jouent même ici un si grand rôle que les mêmes types de travaux ont un sort différent. Lorsque, par exemple, la constitution physique de la classe ouvrière est diminuée ou relativement épuisée, comme cela se passe dans tous les pays de production capitaliste développée, on constate que des travaux de force brute, demandant beaucoup de force musculaire, changent d'appréciation et montent dans l'échelle tandis que des travaux plus délicats tombent au rang de travail simple. Ainsi le travail d'un maçon occupe en Angleterre un rang bien plus élevé que celui d'un damassier. D'un autre côté, le travail d'un coupeur de futaie figure comme [68] travail simple, bien qu'il exige beaucoup plus d'efforts corporels et de plus qu'il soit très malsain.

De toute façon, il ne faut pas s'imaginer que le travail prétendu supérieur occupe une place importante dans le travail d'une nation. D'après le calcul de Laing, il y avait en 1843, en Angleterre, y compris le pays de Galles, 11 millions 350 000 habitants dont l'existence reposait sur le travail simple. En déduisant 1 million d'aristocrates et 1 million de pauvres, de vagabonds, de criminels, de prostituées, etc., des 18 millions qui composaient la population au moment où il écrivait, il reste 4 millions 650 000 pour la classe moyenne, y compris les petits rentiers, les employés, les écrivains, les artistes, les instituteurs, etc. Pour obtenir ces 4 millions 2/3, il compte dans la partie *travailleuse* de la classe moyenne, outre les banquiers, financiers, etc., les ouvriers de fabrique les mieux payés ! Les maçons eux-mêmes figurent parmi

les travailleurs élevés à la seconde puissance ; il lui reste alors les 11 millions 300 000 susmentionnés qui tirent leur subsistance du travail simple. (Cf. S. LAING, *National Distress,* etc., Londres, 1844, p. 51 et s.). « La grande classe qui n'a à donner pour sa nourriture que du travail ordinaire forme la grande masse du peuple. » (Cf. JAMES MILL, Art. « Colony », *Supplement to the Encyclopaedica Britannica,* 1831, p. 8.)

Effets de l'introduction des machines sur le salaire.

Retour à la table des matières

La *valeur de la force de travail* était déterminée [55] par les frais d'entretien de l'ouvrier et de sa famille [56]. En jetant la famille sur le marché, en distribuant ainsi sur plusieurs forces la valeur d'une seule, la machine la déprécie. Il se peut que les quatre forces, par exemple, qu'une [69] famille ouvrière vend maintenant *lui rapportent plus que jadis la seule force de son chef ;* mais aussi quatre journées de travail en ont remplacé une seule, et leur prix a baissé en proportion de l'excès de surtravail de quatre sur le surtravail d'un seul.

Il faut maintenant que quatre personnes fournissent non seulement du travail, mais encore du travail extra au capital, afin qu'une seule famille vive.

C'est ainsi que la machine, *en augmentant la matière humaine exploitable, élève en même temps le degré d'exploitation.*

55 Selon Marx, le salaire évolue au plus haut point. En effet, dans *Travail salarié et capital*, il définissait le prix de la force de travail comme les frais à engager pour que le travailleur subsiste en tant que travailleur, c'est-à-dire puisse se reproduire et se former au travail. Dans ces frais entrent donc aussi ceux de la famille. Or, l'introduction du machinisme déprécie ces éléments constitutifs de la force de travail, en individualisant toujours plus le travailleur et sa rétribution.

56 Cf. MARX, *Le Capital*, IVe section, chap. XIII, 3.

Détermination du salaire dans le capitalisme développé.

Retour à la table des matières

Chacune des marchandises produites n'est pas seulement une partie matérielle du produit total du capital, mais une partie aliquote du *lot* produit [57]. Il ne s'agit plus d'une marchandise particulière et simple, d'un produit existant à lui tout seul devant nous ; le procès n'a plus pour résultat de simples marchandises particulières, mais une *masse de marchandises* dans laquelle sont reproduites la valeur du capital avancé + la plus-value (surtravail approprié), dont chacune contient et la valeur du capital et celle de la plus-value produite.

Le travail utilisé pour chacune des marchandises en particulier *ne peut plus être déterminé, sinon par un calcul de moyenne ;* bref, par une estimation idéelle. On évalue d'abord la fraction du capital constant qui n'entre dans la valeur du produit total que dans la mesure où il est usé, puis les conditions de production consommées collectivement, et enfin *le travail directement social et* [70] *moyen d'une foule d'ouvriers coopérant dans la production.* Bref, c'est un travail dont on calcule la valeur par péréquation, car on ne peut plus calculer le travail dépensé pour chaque marchandise en particulier. On l'estime donc *idéellement,* comme partie aliquote de la valeur totale ; et, *dans la détermination du prix de la marchandise,* ce n'est plus qu'une partie idéale du produit total dans lequel se reproduit le capital.

57 Cf. MARX, *Un chapitre inédit du « Capital »*, p. 81 et 278.
Dès la *Misère de la philosophie* (1848) Marx a mis en évidence que le capital concentre une masse d'ouvriers dans l'atelier automatique où ils ne forment plus qu'un seul corps productif. De même dans *Un chapitre inédit du « Capital »*, il écrit : « Si l'on considère le travailleur collectif qui forme l'atelier, son activité combinée s'exprime matériellement et directement dans un produit global, c'est-à-dire une masse de marchandises. Dès lors, il est parfaitement indifférent de déterminer si la fonction du travailleur individuel - simple maillon du travailleur collectif - consiste plus ou moins en travail manuel simple. » (p. 226.)

D'ailleurs, en théorie comme en pratique, on part de la *valeur* de la force de travail comme d'une *grandeur donnée.* Par exemple, si un individu fortuné veut convertir son argent en capital - en capital d'exploitation d'une fabrique de coton, mettons -, il s'informera tout d'abord du niveau moyen des salaires de la localité où il a l'intention de s'établir. Il sait que le salaire - tout comme le prix du coton - s'écarte sans cesse de la moyenne, mais que ces oscillations finissent par se compenser. Dans l'établissement de ses comptes, il prend donc le salaire comme une grandeur donnée de valeur [58].

À mesure que la grande industrie se développe, la création de richesses dépend de moins en moins du temps de travail et de la quantité de travail utilisée, et de plus en plus de la puissance des agents mécaniques qui sont mis en mouvement pendant la durée du travail [59]. L'énorme efficience de ces agents est, à son tour, sans rapport aucun avec le temps de travail immédiat que coûte leur production. Elle dépend bien plutôt du niveau général de la science et du progrès de la technologie, ou de l'application de cette science à la production. (Le développement des sciences - parmi lesquelles celle de la nature ainsi que toutes les autres - est, bien sûr, fonction du développement de la production matérielle.)

La richesse réelle se développe maintenant, d'une part, grâce à l'énorme disproportion entre le temps de travail utilisé et son produit et, d'autre part, grâce à la disproportion qualitative entre le travail, *réduit à une pure abstraction,* et la puissance du procès de production qu'il surveille : c'est ce que nous révèle la grande industrie.

[71]

Le travail ne se présente plus tant comme une partie constitutive du procès de production. L'homme se comporte bien plutôt comme surveillant et régulateur vis-à-vis du procès de production...

Avec ce bouleversement, ce n'est ni le temps de travail utilisé, ni le travail immédiat effectué par l'homme qui apparaissent comme le fondement principal de la production de richesse : c'est l'appropriation de

58 Si les syndicats font prévaloir, jusqu'au sein de la classe ouvrière, le principe de la hiérarchie des salaires, en vertu duquel le plus grand nombre d'ouvriers se trouve dans la catégorie la moins payée, le capitaliste considérera que « la grandeur donnée des salaires » est la meilleure possible.

59 Cf. MARX, *Fondements,* etc., t. II, p. 221-222.

sa force productive générale, son intelligence de la nature et sa faculté de la dominer, dès lors qu'il s'est constitué en un corps social ; en un mot, le développement de l'individu social représente le fondement essentiel de la production et de la richesse.

Le vol du temps de travail d'autrui sur lequel repose la richesse actuelle apparaît comme une base misérable par rapport à la base nouvelle, créée et développée par la grande industrie elle-même.

Dès que le travail, sous sa forme immédiate, a cessé d'être la source principale de la richesse, *le temps de travail cesse - et doit cesser - d'être sa mesure,* et la valeur d'échange cesse donc aussi d'être la mesure de la valeur d'usage. *Le surtravail des grandes masses* a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale, tout comme le *non-travail de quelques-uns* a cessé d'être la condition du développement des forces générales du cerveau humain. La production basée sur la valeur d'échange s'effondre de ce fait, et le procès de production matériel immédiat se voit lui-même dépouillé de sa forme mesquine, misérable et antagonique.

Le capital est une contradiction en procès... D'une part, il éveille toutes les forces de la science et de la nature ainsi que celles de la coopération et de la circulation sociales, afin de rendre la création de la richesse indépendante (relativement) du temps de travail utilisé pour elle. D'autre part, *il prétend mesurer les gigantesques forces sociales ainsi créées d'après l'étalon du temps de travail,* et les enserrer dans des limites étroites, nécessaires au maintien, en tant que valeur, de la valeur déjà produite.

La confusion entre profit d'entreprise et salaire de surveillance et d'administration naquit à l'origine de la forme contradictoire que prend l'excédent du profit par [72] rapport à l'intérêt [60]. Cette confusion fut encore accrue dans le but apologétique de présenter le profit comme salaire du travail accompli par le capitaliste, et non comme plus-value tirée du travail non payé.

60 Cf. MARX, *Le Capital*, III, chap. 23. Dans ce chapitre (cf. Ed. soc., t. VII, p. 43-54), ainsi que dans *Un chapitre Inédit du « Capital »* (p. 50-53), Marx démontre que le capitaliste n'a pas de fonction productive dans le procès de production, dont il est à rayer comme superflu.

Les socialistes ripostèrent en demandant que le profit soit effectivement réduit à ce qu'il prétend être en théorie, à savoir un simple salaire de direction. Cette exigence heurta d'autant plus les apologistes du système capitaliste que, d'une part, le salaire de direction - comme tout autre salaire - approche de plus en plus le niveau et prix de marché courants, par suite de la formation d'une classe nombreuse de managers industriels et commerciaux [61], et que, d'autre part, *ce salaire - comme celui de tout travail qualifié - diminue de plus en plus par suite du progrès général qui abaisse le coût de formation de la force de travail qualifiée* [62].

Le développement des coopératives ouvrières ainsi que des entreprises par actions bourgeoises a fait disparaître le dernier prétexte pour confondre le profit d'entreprise avec le salaire de direction, et le profit s'est révélé dans la pratique ce qu'il était incontestablement en théorie : simple plus-value, valeur pour laquelle aucun équivalent n'est payé, travail objectivé gratuitement. Bref, le capitaliste en fonction exploite réellement le travail, et le fruit de son exploitation - s'il travaille avec du capital emprunté - se divise en intérêt et en profit d'entreprise, c'est-à-dire cette fraction du profit qui excède l'intérêt.

[73]

Sur la base de la production capitaliste, dans les sociétés par actions, un nouveau genre de filouterie se développe avec le salaire d'administration : à côté et au-dessus du véritable dirigeant apparaît une foule de conseils de gestion et de direction pour qui l'administration et la gestion deviennent en réalité de simples prétextes pour plumer les

61 « Les maîtres sont des travailleurs comme leurs compagnons. En ce sens, leur intérêt rejoint celui de leurs salariés. Mais ils sont, en outre, soit des capitalistes, soit des agents des capitalistes et, en ce sens, leur intérêt s'oppose résolument à celui des ouvriers. Les grands progrès de l'instruction parmi les ouvriers industriels de ce pays diminuent tous les jours la valeur du travail et la qualification de presque tous les maîtres et entrepreneurs, en multipliant le nombre de gens qui en possèdent les connaissances techniques. » Hodgskin, *Labour defended against the Claims of Capital*, etc., London, 1825, p. 27, 30. (Note de Marx.)

62 « Le relâchement général des barrières conventionnelles et les plus grandes facilités de s'instruire ont pour effet d'abaisser les salaires des ouvriers qualifiés, au lieu d'élever ceux des travailleurs non qualifiés. » (Cf. JOHN STUART MILL, *Principles of Political Economy*, 2° édit., Londres, 1849, 1, p. 463.) (Note de Marx.)

actionnaires et pour s'enrichir eux-mêmes. On trouvera, sur ce point, des détails édifiants dans *The City or the Physiology of London Business with Sketches on Change, and the Coffee Houses,* Londres, 1845 :

« L'exemple suivant montre ce que banquiers et hommes d'affaires peuvent gagner en participant à la direction de huit ou neuf sociétés différentes : le bilan privé de Mr Timothy Abraham Curtis, déposé au tribunal des banqueroutes, révèle un revenu annuel de 800 à 900£ comme rémunération de charges directoriales. Mr Curtis ayant été directeur de la Banque d'Angleterre et de la Compagnie des Indes orientales, chaque société par action était trop heureuse de l'avoir comme directeur. » (p. 81-82.) La rémunération de ces directeurs de sociétés pour chaque séance hebdomadaire est d'au moins une guinée.

Les débats devant le tribunal des faillites montrent que ce salaire de direction est en général en proportion inverse de l'activité réellement exercée par les directeurs nominaux.

Quand il s'agit de productions « immatérielles », la quantité requise de travail pour obtenir un certain résultat est *tout aussi conjecturale que le résultat lui-même.* Vingt prêtres réunis « produiront » peut-être une conversion là où un seul échoue ; six médecins assemblés en consultation trouveront peut-être le remède qu'un seul ne trouve pas. Un collège de juges produira peut-être plus de justice que ne le ferait un seul qui est son propre maître. La masse de soldats nécessaires pour défendre un pays, de policiers pour y maintenir l'ordre, de fonctionnaires pour « bien le gouverner », etc., tout cela est problématique. On fixe leur nombre d'après des discussions qui ressemblent à celles qui se font par exemple dans les parlements anglais, bien qu'on sache fort bien en Angleterre combien il faut de travail de tisserands pour tisser 1 000 livres de fil.

[74]

La masse considérable des travailleurs dit « supérieurs » - tels les fonctionnaires, les militaires, les virtuoses, les médecins, les curés, les juges, les avocats, etc. - est formée de gens qui, la plupart, non seulement ne sont pas productifs, mais sont foncièrement destructifs [63]. Elle

63 Cf. MARX, *Theorien über den Mehrwert*, t 1, p. 231 et 137-138.

sait néanmoins s'approprier une grande partie de la richesse « matérielle », soit en vendant ses marchandises « immatérielles », soit en les imposant de vive force. Ces gens-là n'ont guère été flattés de se voir relégués, du point de vue économique, dans la même classe que les bouffons et les domestiques, et d'être considérés comme des consommateurs qui vivent de manière parasitaire aux dépens des producteurs proprement dits. Cette profanation fut d'autant plus remarquable qu'elle touchait des fonctions qui, précisément, étaient jadis entourées d'une vénération superstitieuse. Dans sa période classique, l'économie politique - tout comme la bourgeoisie à son apogée - se montre très sévère et critique à l'égard de la machine d'État, etc. Plus tard, elle apprend par l'expérience que la nécessité de toutes ces classes improductives traditionnelles découle, pour elle aussi, de l'existence de l'ordre social établi...

La société bourgeoise reproduit dans sa propre forme tout ce qu'elle avait combattu dans la forme féodale ou absolutiste. Dès lors, c'est la tâche des sycophantes de cette société, surtout de ses couches supérieures, de réhabiliter théoriquement la fraction purement parasitaire de ces « travailleurs improductifs », voire de défendre les prétentions exorbitantes de la fraction dont elle ne peut plus se passer.

Travail simple et éducation professionnelle.

Retour à la table des matières

Une autre réforme très appréciée des bourgeois est l'éducation, et particulièrement l'éducation professionnelle générale [64].

---

64 Cf. MARX, manuscrit annexe à *Travail salarié et capital* (1849) et intitulé Le Salaire.

Ce texte est en rapport direct avec la question de la hiérarchie des salaires que l'on justifie par un travail complexe, c'est-à-dire une formation professionnelle particulière.

[75]

Nous n'observons pas, seulement, qu'elle est absurde et en contradiction avec le fait que l'industrie moderne remplace de plus en plus le travail complexe par le travail simple pour lequel il n'est besoin d'aucune formation professionnelle, et qu'elle pousse de plus en plus d'enfants dès la septième année derrière la machine, en en faisant une source de profits tant pour la classe bourgeoise que pour leurs propres parents prolétaires. Le système de fabrique met en échec la législation scolaire, comme la Prusse en témoigne.

Pas plus que nous ne ferons observer que la formation intellectuelle, si l'ouvrier la possédait, serait sans influence directe sur son salaire ; que l'instruction en général dépend des conditions de vie et que la bourgeoisie entend par éducation morale le gavage de principes bourgeois, et qu'enfin la bourgeoisie n'a ni les ressources ni l'envie d'offrir au peuple une éducation véritable.

Nous nous bornerons donc à considérer la question sous l'angle purement économique.

La signification réelle de l'éducation pour les économistes philanthropes, c'est la formation de chaque ouvrier au plus grand nombre d'activités industrielles possibles, de sorte que, s'il est évincé d'une branche par l'emploi d'une nouvelle machine ou par une modification dans la division du travail, il puisse trouver à se caser ailleurs le plus facilement possible.

Admettons que ce soit possible. La conséquence en serait que si la main-d'œuvre était en excédent dans une branche d'industrie, cet excédent se déverserait aussitôt dans les autres branches d'industrie, si bien que la baisse de salaire dans une branche entraînerait encore plus sûrement qu'auparavant une réduction générale des salaires.

En dehors de cela, l'industrie moderne - en rendant partout le travail beaucoup plus simple, donc plus facile à apprendre - fait déjà qu'une augmentation de salaire dans une branche d'industrie provoque aussitôt un afflux de travailleurs dans cette branche, si bien que la baisse de salaire devient, de manière plus ou moins directe, générale.

Nous ne pouvons naturellement nous arrêter ici aux nombreux petits palliatifs préconisés par les bourgeois eux-mêmes.

[76]

L'enseignement général dans la société moderne.

I

Retour à la table des matières

Le citoyen Marx dit qu'une difficulté d'un ordre particulier est liée à cette question [65]. D'une part, il faut un changement des conditions sociales pour créer un système d'instruction nouveau ; d'autre part, il faut un système d'instruction déjà nouveau pour pouvoir changer les conditions sociales. En conséquence, il faut partir de la situation actuelle.

Les Congrès de l’A.I.T. ont déjà soulevé la question de savoir si l'enseignement devait être étatique ou privé [66]. Par enseignement étatique, on entend celui qui s'effectue [77] sous le contrôle de l'État ; ce-

65 Exposé de Marx à la séance des 10 et 17 août 1869 au Conseil général. Marx aborde à présent la question sous l'angle des intérêts du prolétariat.

Faute de place, nous ne pouvons recueillir ici les exposés de Marx sur le *droit d'héritage,* qui révèlent que le prolétariat s'intéresse aux questions économiques les plus générales, non pour leur donner une solution actuelle, mais pour éviter que le prolétariat ne donne son appui à telle ou telle solution, en apparence plus populaire. Cf. trad. fr. dans *La Première Internationale*, Cahiers de l’ISEA, août 1964 (S 8/152), p. 205-208. Dans ce numéro et le suivant, on trouvera un très utile historique des problèmes traités au Conseil central de l'Internationale, sous le titre : « Karl Marx et la Première Internationale. Une chronologie. »

66 Pour Marx, l'enseignement pose de graves questions. Le prolétariat, en tant que classe porteuse du socialisme, doit déterminer lui-même le caractère de l'enseignement, à l'instar de ce que fait la bourgeoisie aujourd'hui. C'est donc la classe « la moins cultivée de la société » qui en fixe les conditions. Il n'est donc pas question d'abandonner chaque secteur d'activité à 1a direction des producteurs qui y travaillent (« la terre aux paysans », « les usines aux ouvriers », « les navires aux marins », etc.). Ce socialisme « gestionnaire » ne serait qu'une pâle copie du capitalisme, dont il maintiendrait pour l'éternité la division du travail et les professions unilatérales et mutilantes.

pendant, l'intervention de l'État n'est pas absolument indispensable. Dans le Massachusetts, chaque municipalité est obligée d'assurer l'enseignement élémentaire pour tous les enfants. Dans les villes de plus de 5 000 habitants, il doit y avoir des écoles moyennes pour la formation polytechnique ; dans les villes plus grandes, des écoles supérieures. L'État contribue à leur financement, mais très modestement. Au Massachusetts, 1/8 des impôts locaux est dépensé pour l'enseignement ; à New York, 1/5. Les comités d'école qui gèrent les établissements sont des organisations locales ; ils nomment les maîtres et choisissent les livres scolaires. La faiblesse du système américain réside dans son caractère local trop marqué, l'enseignement se trouvant trop étroitement lié au développement culturel de chaque région. D'où la nécessité de revendiquer un contrôle central. La fiscalité au profit des écoles est obligatoire, mais il n'y a pas d'obligation scolaire pour les enfants. La propriété ayant été imposée, les hommes qui paient ces impôts souhaitent que l'argent soit employé utilement.

L'enseignement peut être étatique sans se trouver sous le contrôle du *gouvernement.* Le gouvernement pourrait nommer des inspecteurs, dont le devoir serait de veiller à ce que la loi soit respectée, sans qu'ils aient le droit de s'immiscer directement dans l'enseignement. Ce serait comme pour les inspecteurs de fabrique qui veillent au respect des lois de fabrique.

Le Congrès peut décider, sans la moindre hésitation, que l'enseignement doit être obligatoire. Pour ce qui concerne le fait que les enfants ne devraient pas être forcés de travailler, ce qui est sûr, c'est que cela n'entraînerait pas une baisse des salaires, et tout le monde s'y ferait.

Les proudhoniens affirment que l'enseignement gratuit est un nonsens, puisque l'État doit payer. Il est évident que l'un ou l'autre doit

---

Enfin, dans la société capitaliste actuelle, le marxisme ne se préoccupe que du sort des ouvriers, et abandonne la gestion du capital au capital, ayant à concentrer ses forces pour le renverser.

La polémique de Marx contre les tendances proudhoniennes ou positivistes de la 1e Internationale permet de mieux délimiter les positions révolutionnaires, notamment sur la combinaison du travail *productif* avec la formation intellectuelle, le développement omnilatéral de l'homme dans la société communiste, les rapports entre femmes et hommes, filles et garçons. Marx part toujours des données présentes de l'évolution industrielle et historique, tout en s'opposant radicalement aux conditions capitalistes actuelles.

payer, mais il ne faut pas que ce soit ceux qui sont le moins en état de le faire. L'enseignement supérieur ne doit pas être gratuit.

En ce qui concerne le système d'enseignement prussien, dont on a tant parlé, l'orateur observe, pour finir, que ce système ne poursuit qu'un seul but : former de bons soldats.

[78]

II

Le citoyen Marx dit que tout le monde est d'accord sur certains points déterminés.

La discussion s'est engagée après que l'on eut proposé de ratifier la résolution du Congrès de Genève, qui réclame que l'on combine l'enseignement intellectuel au travail physique, les exercices gymnastiques à la formation polytechnique. Nul n'a opposé d'objection à ce projet.

La formation polytechnique, qui a été soutenue par des écrivains prolétariens, doit compenser les inconvénients résultant de la division du travail qui empêche les apprentis de s'assimiler une connaissance approfondie de leur métier. Sur ce point, on est toujours parti de ce que la bourgeoisie elle-même entend par formation polytechnique, et c'est ce qui a provoqué des interprétations erronées. En ce qui concerne la proposition de Mme Law [67] relative au budget de l'Église, il serait à souhaiter, du point de vue politique, que le Congrès fasse sienne cette position qui est dirigée contre l'Église.

La proposition du citoyen Milner ne se prête pas à une discussion qui porte sur la question scolaire [68]. C'est dans la lutte quotidienne pour la vie que les jeunes gens devraient recevoir cette éducation de la part des adultes. L'orateur n'accepte pas Warren comme parole d'Évangile. Au demeurant, c'est là une question qui ne fera que très difficilement

67 Harriet Law avait proposé à la séance du 17 août que les biens et les revenus de l'Église soient utilisés pour l'enseignement général.

68 Milner avait proposé que les écoles publiques enseignent l'économie politique, pour que chacun soit familiarisé avec les notions de « valeur », de « salaire », etc. En fait, cet enseignement n'aurait fait que renforcer l'idéologie bourgeoise dans toutes les classes.

l'unanimité. On peut ajouter qu'une telle formation ne peut être transmise par l'école ; elle intéresse bien plutôt les adultes.

Dans les écoles élémentaires et plus encore dans les écoles supérieures, il ne faut pas autoriser de disciplines qui admettent une interprétation de parti ou de classe. Il ne faut enseigner dans les écoles que les matières telles que la grammaire, les sciences naturelles. Les règles grammaticales ne changent pas, que ce soit un conservateur clérical ou un libre penseur qui les enseigne. Des matières qui admettent une diversité de conclusion ne doivent pas [79] être enseignées dans les écoles ; les adultes peuvent s'en occuper sous la direction d'une institutrice telle que Mme Law qui fait des conférences sur la religion [69].

69 Dans *Bee-Hive,* ce passage est rédigé comme suit : « Pour ce qui concerne l'économie politique, la religion et d'autres matières, on ne peut les introduire ni dans les écoles élémentaires ni dans les écoles supérieures. La matière de cet enseignement intéresse les adultes et doit être professée sous la forme d'exposés par des maîtres du genre de Madame Law. »

Instructions pour les délégués du Conseil central provisoire à propos de diverses questions.

1. Organisation de l'Association internationale

Dans l'ensemble, le Conseil central provisoire recommande le *plan d'organisation* prescrit dans les Statuts provisoires [70]. Une expérience de deux ans a démontré qu'il est juste et qu'il peut être appliqué aux divers pays sans nuire à l'unité d'action...

2. Combinaison internationale des efforts, par le moyen de l'Association, pour la lutte du travail contre le capital

a) D'un point de vue général, cette question embrasse toute l'activité de l'Association internationale, dont le but est d'unifier et de généraliser les efforts, encore [80] dispersés, que la classe ouvrière accomplit dans les différents pays pour son émancipation.

b) Une des principales fonctions de l'Association, fonction remplie déjà avec grand succès dans différentes circonstances, est de contrecarrer les machinations des capitalistes, qui sont toujours prêts, dans

70 Marx a élaboré ces instructions qui devinrent, après leur adoption, les résolutions du Premier Congrès de l'A.I.T, réuni à Genève du 3 au 9 septembre 1866. À leur propos, Marx écrivit à Kugelmann, le 9 octobre 1866 : « J'ai limité à dessein le programme des délégués envoyés par Londres aux points qui permettent un accord immédiat et une action concertée des travailleurs, de manière à donner une impulsion directe aux exigences de la lutte de classe et de l'organisation des ouvriers en classe. »

Le texte officiel de ces résolutions a été édité par le Conseil général de l'A.I.T. en 1868 ; il est précédé par la remarque suivante : « Certaines des résolutions adoptées au 1e Congrès peuvent être considérées comme partie intégrante des principes de l'Association Internationale des travailleurs. Les comptes rendus de ce congrès n'ayant eu qu'une diffusion limitée, le Conseil général a jugé utile de les publier de nouveau, en même temps que les résolutions adoptées au dernier Congrès. »

les cas de grèves ou de lock-out, à se servir des travailleurs d'un pays étranger comme instrument contre les travailleurs de leur pays. C'est un des grands buts de l'Association de susciter chez les travailleurs des différents pays non seulement le *sentiment,* mais encore les *actes* de la fraternité et de la camaraderie dans l'armée de l'émancipation.

c) Nous proposons au Congrès d'adopter, comme « grande tâche internationale », une *statistique des conditions de la classe ouvrière de tous les pays,* faite par les ouvriers eux-mêmes. Pour agir de manière efficace, il faut connaître la matière sur laquelle on veut agir. Les travailleurs, en prenant l'initiative d'une si grande tâche, montreront qu'ils sont capables de tenir leurs destinées entre leurs mains. C'est pourquoi nous proposons :

Dans chaque localité où il existe des branches de notre Association, le travail doit être commencé immédiatement, et les faits doivent être rassemblés sur les différents points spécifiés dans le sommaire ci-après [71].

Le Congrès invite tous les ouvriers d'Europe et d'Amérique à collaborer pour rassembler tous les éléments de cette statistique sur la classe ouvrière et envoyer les rapports et documents au Conseil central. Celui-ci les condensera en un rapport suivi d'un appendice contenant la documentation à l'appui.

Ce rapport et cet appendice seront prêts pour le prochain Congrès annuel. Après en avoir reçu la sanction, ils seront publiés aux frais de l'Association.

3. Limitation de la journée de travail

Nous déclarons que la *limitation légale de la journée de travail* représente la condition préalable sans laquelle toutes les tentatives ultérieures d'amélioration et d'émancipation avorteront.

[81]

Elle est indispensable pour rétablir l'énergie et la santé physique des classes laborieuses qui forment la grande masse de chaque nation.

71 Nous reproduisons les éléments de cette statistique in extenso p. 181-190.

Elle n'est pas moins indispensable pour leur fournir la possibilité de se développer intellectuellement, de s'ouvrir au monde extérieur, et de déployer une activité politique et sociale.

Nous proposons *huit heures de travail comme limite légale* de la journée de travail. Cette limite étant généralement demandée par les ouvriers des États-Unis d'Amérique [72], le vote du Congrès en fera l'étendard commun de toutes les revendications des classes ouvrières de l'univers.

Pour l'instruction des membres de l'Association sur le continent, dont l'expérience sur les lois régissant les fabriques est d'une date plus récente que celle des ouvriers anglais, nous ajoutons que toute loi sur la limitation de la journée de travail avortera et sera brisée par les capitalistes, si l'on ne prend pas soin de déterminer précisément la période du jour qui doit englober les huit heures de travail. La longueur de cette période doit être déterminée par les huit heures de travail plus les pauses pour les repas. Par exemple, si les différentes interruptions pour les repas s'élèvent à une heure, il faudra limiter à neuf heures la période légale du travail, mettons de 7 heures du matin à 4 heures de l'après-midi, ou de 8 heures du matin à 5 heures de l'après-midi, etc. [73]

Le travail de nuit ne doit être permis qu'exceptionnellement dans des métiers ou industries spécifiés très exactement par la loi. Il *faut tendre à supprimer tout travail de nuit.*

Ce paragraphe ne concerne pas seulement les adultes des deux sexes ; les femmes doivent être rigoureusement exclues de n'importe quel *travail de nuit,* et de toute sorte de travail qui serait nuisible pour l'organisme féminin si sensible et où leur corps serait exposé à des poisons [82] ou a d'autres agents délétères. Par personne adulte, nous entendons toute personne ayant atteint l'âge de dix-huit ans.

---

72 Aussitôt après la guerre de Sécession le prolétariat, débarrassé des tâches encore bourgeoises de l'unité et de la lutte anti-impérialiste et anti-esclavagiste, s'attaqua à la question de la loi de la journée de travail de huit heures. La *Ligue des Huit-Heures* étendit la lutte à tout le pays, et l'*Union ouvrière nationale* participa à ce mouvement et déclara en août 1866 à Baltimore que la journée de travail de 8 heures était la condition nécessaire de l'émancipation des travailleurs du joug capitaliste.

73 Tout ce paragraphe, qui figurait dans le rapport de Marx, a été omis dans les résolutions.

4. Travail des adolescents et des enfants des deux sexes

Nous considérons la tendance de l'industrie moderne à faire coopérer les enfants et les adolescents des deux sexes dans la grande œuvre de la production sociale comme un progrès légitime et salutaire, quoique la façon dont cette tendance se réalise sous le règne du capital, soit tout simplement abominable.

Dans une société rationnelle, *n'importe quel enfant,* dès l'âge de neuf ans, doit être un travailleur *productif,* de même qu'un adulte en possession de tous ses moyens ne peut s'exempter de la loi générale de la nature, selon laquelle *celui qui veut manger, doit aussi travailler non seulement avec son cerveau, mais encore avec ses mains.* Mais, pour l'heure, nous n'avons à nous occuper que des enfants et jeunes gens des classes ouvrières. Nous jugeons utile de les diviser en *trois* catégories qui doivent être traitées différemment.

La première comprend les enfants de 9 à 12 ans ; la seconde, ceux de 13 à 15 ans ; la troisième, ceux de 16 et 17 ans. Nous proposons que l'emploi de la première catégorie, dans tout travail, en usine ou à domicile, soit légalement restreint à *deux* heures ; celui de la seconde, à *quatre* heures, et celui de la troisième à *six*. Pour la troisième catégorie, il doit y avoir une interruption d'une heure au moins pour le repas et la récréation [74].

Il serait désirable que les écoles élémentaires commencent l'instruction des enfants avant l'âge de neuf ans ; mais pour le moment, nous ne nous préoccupons que des contrepoisons absolument indispensables pour contrecarrer les effets d'un système social qui dégrade l'ouvrier au point de le transformer en un simple instrument d'accumulation de capital, et qui fatalement change les parents en marchands d'esclaves de leurs propres enfants. Le droit des enfants et des adultes doit être défendu, puisqu'ils ne peuvent le faire eux-mêmes. C'est pourquoi il est du devoir de la société d'agir en leur nom.

---

74 Ces données concrètes correspondent évidemment au développement des forces productives du siècle dernier.

[83]

Si la bourgeoisie et l'aristocratie négligent leurs devoirs envers leurs descendants, c'est leur affaire. L'enfant qui jouit des privilèges de ces classes est condamné à souffrir de leurs préjugés.

Le cas de la classe ouvrière est tout différent. Le travailleur individuel n'agit pas librement. Dans de très nombreux cas, il est trop ignorant pour comprendre l'intérêt véritable de son enfant ou les conditions normales du développement humain. Cependant, la partie la plus éclairée de la classe ouvrière comprend pleinement que l'avenir de sa classe, et par conséquent de l'espèce humaine, dépend de la formation de la génération ouvrière qui grandit. Elle comprend, avant tout, que les enfants et les adolescents doivent être préservés des effets destructeurs du système actuel. Cela ne peut être accompli que par la transformation *de la raison sociale en force sociale* et, dans les circonstances présentes, nous ne pouvons le faire que par des lois générales imposées par le pouvoir d'État. En imposant de telles lois, les classes ouvrières ne fortifieront pas le pouvoir gouvernemental. Au contraire, elles transformeraient le pouvoir dirigé contre elles en leur agent. Le prolétariat fera alors par une mesure générale ce qu'il essaierait en vain d'accomplir par une multitude d'efforts individuels.

Partant de là, nous disons que la société ne peut permettre ni aux parents ni aux patrons d'employer au travail les enfants et les adolescents, à moins de *combiner ce travail productif avec l'éducation.*

Par *éducation,* nous entendons trois choses :

1. Éducation *intellectuelle* ;
2. Éducation *corporelle,* telle qu'elle est produite par les exercices gymnastiques et militaires ;
3. Éducation *technologique,* embrassant les principes généraux et scientifiques de tous les procès de production, et en même temps initiant les enfants et les adolescents au maniement des instruments élémentaires de toutes les branches d'industrie.

À la division des enfants et des adolescents en trois catégories, de 9 à 18 ans, doit correspondre un cours gradué et progressif pour leur

éducation intellectuelle, corporelle et polytechnique. Les frais de ces écoles polytechniques doivent être en partie couverts par la vente de leurs propres productions.

Cette combinaison du travail productif, payé avec l'éducation [84] intellectuelle, les exercices corporels et la formation polytechnique, élèvera la classe ouvrière bien au-dessus du niveau des classes bourgeoise et aristocratique.

Il va de soi que l'emploi de tout enfant ou adolescent de 9 à 18 ans, dans tout travail de nuit ou dans toute industrie dont les effets sont nuisibles à la santé, doit être sévèrement interdit par la loi.

L'abolition du salariat.

I. Un juste salaire quotidien pour une juste journée de travail

Tel fut le mot d'ordre du mouvement de la classe ouvrière anglaise au cours des cinquante dernières années [75]. Il rendit d'abord de grands services à l'époque où les syndicats prirent leur essor après l'abrogation, en 1824, de la loi infâme contre le droit de coalition [76] puis de meilleurs services encore au temps du glorieux mouvement chartiste,

75 Engels rédigea une série de onze articles traitant de la nécessité pour les syndicats de s'unir au parti politique du prolétariat pour rejoindre ses buts socialistes finaux, et notamment celui de l'abolition du salariat. Il envoya ces articles à G. Shipton, rédacteur en chef du *Labour Standard,* organe hebdomadaire des syndicats anglais. (Les articles suivants parurent les 7 et 21 mai 1881.)

À la demande de Shipton, Engels rédigea ces onze articles du 7 mai au 6 août 1881, mais il dut interrompre sa collaboration, s'étant aperçu que Shipton amendait son texte qui lut paraissait trop tranchant : Engels reproche en effet aux syndicats anglais de ne pas revendiquer l'abolition du salariat. Cf. Engels à Marx, 11 août 1881.

76 La législation contre les coalitions interdisait la création et l'activité de toute organisation ouvrière. Elle fut abolie par un acte du Parlement en 1824, mais fut pratiquement rétablie en 1825 par de nouvelles lois sur les associations. Celles-ci considéraient comme « abus » et « violence » le recrutement pour l'entrée dans les syndicats et l'agitation pour la participation à une grève, et les assimilaient à un délit criminel.

lorsque les ouvriers anglais marchaient à la tête de la classe ouvrière d'Europe.

Cependant, l'histoire progresse, et beaucoup de choses qui étaient désirables et utiles il y a 50 ans, voire il y a 30 ans, ont maintenant vieilli et ont complètement passé d'usage. Cet ancien et vénérable mot d'ordre en fait partie. Un juste salaire quotidien pour une juste journée de [85] travail ? Mais qu'est-ce qu'un juste salaire, et qu'est-ce qu'une juste journée de travail ? Comment sont-ils déterminés par les lois sous lesquelles vit et se développe la société moderne ? Pour répondre à cette question, nous ne devons pas faire appel à la morale, au droit ou à l'équité, ni même à un quelconque sentiment d'humanité, de justice, voire de charité. En effet, ce qui est équitable du point de vue de la morale ou même du droit peut être loin d'être équitable du point de vue social. Ce qui, du point de vue social, est juste ou ne l'est pas est déterminé par une seule science : celle qui traite des faits matériels de la production et de la distribution, la science de l'économie politique.

Or, que signifient un juste salaire quotidien et une juste journée de travail pour l'économie politique ? Tout simplement le taux de salaire ainsi que la longueur et l'intensité du travail d'un jour, tels qu'ils sont déterminés par la concurrence entre employeurs et ouvriers sur le marché libre. Et à quel niveau sont-ils fixés ?

Dans des circonstances normales, un juste salaire quotidien est la somme qu'il faut à l'ouvrier pour se procurer les moyens de subsistance nécessaires à le maintenir en état de travailler et de propager son espèce, conformément aux conditions de vie de son milieu et de son pays. Selon les fluctuations de l'économie, le salaire réel est soit au-dessus, soit au-dessous de cette somme ; ainsi, dans de justes conditions, cette somme est la moyenne de toutes les oscillations.

Une journée de travail équitable correspond à une durée et à une intensité de la journée de travail absorbant la pleine force de travail d'un jour de l'ouvrier sans mordre sur ses facultés de produire, le lendemain et les jours suivants, la même somme de travail.

En conséquence, la transaction peut se décrire comme suit : l'ouvrier cède au capitaliste toute sa force de travail, c'est-à-dire tout ce qu'il peut donner sans rendre impossible le renouvellement constant de la transaction ; en échange, il obtient juste autant de moyens de subsistance - et pas plus - qu'il lui en faut pour recommencer chaque

jour le même travail. L'ouvrier donne le maximum, et le capitaliste le minimum de ce qu'admet la nature de la transaction. C'est là une espèce fort singulière d'équité !

Mais considérons les choses d'un peu plus près encore. Comme, selon les économistes, le salaire et la journée de [86] travail sont déterminés par la concurrence, l'équité semble exiger que les deux parties jouissent au départ de conditions égales. Or, il n'en est rien. S'il n'arrive pas à s'entendre avec l'ouvrier, le capitaliste peut se permettre d'attendre, puisqu'il peut vivre de son capital. L'ouvrier n'a pas cette possibilité. Pour vivre, il n'a que son salaire, si bien qu'il est obligé d'accepter le travail quand, où et comment il se présente. Déjà le point de départ n'est pas équitable pour l'ouvrier. La faim représente pour lui un terrible handicap. C'est là pourtant le sommet de l'équité, aux yeux de l'économie politique capitaliste !

Mais là n'est pas du tout l'essentiel. L'introduction des moyens mécaniques et du machinisme dans les branches d'industrie nouvelles ainsi que l'application de machines plus perfectionnées aux branches déjà soumises au machinisme jettent toujours plus d'ouvriers sur le pavé, et cela s'effectue à un rythme bien plus rapide que celui où l'industrie peut absorber et réemployer les bras devenus superflus. Cette main-d'œuvre en surnombre représente une véritable armée de réserve pour le capital. Lorsque les affaires sont mauvaises, les chômeurs peuvent crever de faim, mendier, voler ou aller dans les bastilles que sont les maisons de travail ; lorsqu'elles sont bonnes, ils constituent un réservoir où les capitalistes puisent pour augmenter la production. Et aussi longtemps que le dernier homme, la dernière femme, le dernier enfant n'a pas trouvé de travail - ce qui n'arrive qu'aux moments de surproduction échevelée -, les salaires sont comprimés par la concurrence de cette armée de réserve dont la seule existence assure au capital un surcroît de puissance dans sa lutte contre le travail. Dans la compétition avec le capital, la faim n'est pas seulement un handicap pour le travail, c'est un véritable boulet de canon rivé à ses pieds. Et c'est ce que l'économie politique capitaliste appelle l'équité !

Voyons maintenant avec quoi le capital paie ces salaires si équitables. Évidemment avec du capital. Pourtant le capital ne crée aucune valeur, puisqu'en dehors de la terre, le travail est la seule source de richesse. En effet, le capital accumule uniquement le produit du travail.

Il en découle que les salaires du travail sont payés avec du travail, l'ouvrier étant rémunéré avec le produit de son propre travail.

Selon ce que l'on appelle communément l'équité, le salaire de l'ouvrier devrait correspondre à la totalité du [87] produit de son travail, mais selon l'économie politique cela ne serait pas équitable. En effet, le capitaliste s'approprie le produit du travail de l'ouvrier, et celui-ci ne reçoit pas plus qu'il ne lui en faut pour continuer de subsister. Et le résultat de cette concurrence si « équitable » est que le produit de ceux qui travaillent s'accumule invariablement dans les mains de ceux qui ne travaillent pas et y devient l'arme la plus puissante pour renforcer l'esclavage de ceux qui sont les seuls et véritables producteurs.

Qu'en est-il dès lors du juste salaire quotidien pour une juste journée de travail ? Il y aurait beaucoup de choses à dire encore sur la juste journée de travail, qui est tout aussi « juste » que le salaire quotidien. Mais nous laisserons cela pour une autre fois. Mais, d'ores et déjà, la conclusion est tout à fait claire pour nous : le *vieux mot d'ordre a fait son temps, et il ne tient plus aujourd'hui.*

L'équité de l'économie politique, telle que la déterminent les lois réelles qui régissent l'actuelle société, cette équité est tout entière d'un seul côté : celui du capital. Il faut donc enterrer une fois pour toutes cette vieille formule et la remplacer par cette autre :

La classe ouvrière elle-même doit prendre possession des moyens de travail, c'est-à-dire des matières premières, fabriques et machines.

II. Le système du salariat

Dans l'article précédent, nous avons examiné le mot d'ordre qui a dignement fait son temps : un juste salaire quotidien pour une juste journée de travail, et nous sommes arrives à la conclusion que, dans les conditions sociales actuelles, le plus juste des salaires quotidiens équivaut nécessairement à la plus injuste répartition du produit de l'ouvrier, la plus grande partie en allant dans la poche du capitaliste et l'ouvrier en recevant tout juste de quoi lui permettre de rester en état de travailler et de perpétuer son espèce.

C'est là une loi de l'économie politique, c'est-à-dire une loi de l'organisation économique de l'actuelle société, qui est plus forte que tout le droit coutumier ou écrit d'Angleterre réunis, y compris la cour de la Chancellerie [77].

[88]

Aussi longtemps que la société est divisée en classes opposées - d'un côté, les capitalistes qui monopolisent l'ensemble des moyens de production, la terre, les matières premières et les machines ; de l'autre, les ouvriers qui travaillent et sont privés de toute propriété sur les moyens de production, et ne disposent que de leur force de travail - et que subsiste cette organisation sociale, la loi du salaire restera toute-puissante et resserrera chaque jour davantage les chaînes qui rendent le travailleur esclave du produit de ses propres mains, produit que monopolise le capitaliste.

Depuis près de soixante ans, les syndicats anglais ont lutté contre cette loi capitaliste. Or, quel en a été le résultat ? Ont-ils réussi à libérer la classe ouvrière anglaise de l'esclavage dans lequel la tient le capital, qui n'est pourtant que le produit du travail des ouvriers ? Ont-ils permis, ne serait-ce qu'à une petite fraction de la classe ouvrière, de s'élever au-dessus de sa condition d'esclave salarié, en devenant propriétaire des moyens de production, matières premières, instruments et machines nécessaires à son industrie, et en conséquence aussi du produit de son propre travail ? Il est de notoriété publique que, non seulement ils n'ont jamais atteint ce but, mais qu'ils ne l'ont jamais poursuivi.

Nous ne voulons absolument pas prétendre par là que les syndicats ne sont d'aucune utilité, parce qu'ils ne l'ont pas fait. Au contraire, les syndicats - aussi bien en Angleterre que dans tout autre pays industriel - sont indispensables à la classe ouvrière pour lutter contre le capital. Le salaire moyen est égal à la somme des moyens de subsistance nécessaires aux ouvriers d'un pays donné pour conserver leur espèce, conformément au standard de vie traditionnel de ce pays. Ce standard de vie est très variable selon les diverses catégories d'ouvriers. Le grand mérite des syndicats, dans leur lutte pour le maintien de ce taux de salaire et la diminution des heures de travail, est qu'ils s'efforcent de maintenir, voire d'augmenter ce standard de vie.

77 La cour de la chancellerie était la cour de justice suprême.

Dans les quartiers Est de Londres, il y a de nombreux ouvriers dont le travail n'exige pas moins d'expérience et est pour le moins aussi pénible que celui des maçons et de leurs compagnons, et pourtant les premiers gagnent à peine la moitié de ce que gagnent les seconds. La raison de cette différence est toute simple : une forte organisation [89] permet à ces derniers d'imposer aux capitalistes une norme de salaires considérablement plus élevée que les premiers qui, étant inorganisés et impuissants, doivent subir non seulement l'exploitation inévitable de leurs patrons, mais leur arbitraire, par-dessus le marché. Leur standard de vie se dégrade de plus en plus, et ils apprennent à vivre avec un salaire toujours plus bas, leurs salaires naturels tombant à un niveau auquel ils ont fini par s'accommoder eux-mêmes.

La loi du salaire n'est donc pas de nature telle qu'elle trace une ligne rigide et immuable. Dans certaines limites, elle n'est pas inflexible. Pour chaque métier, il y a, à tout moment - sauf aux périodes de dépression extrême -, une certaine marge où les salaires peuvent varier, selon le résultat de la lutte entre ouvriers et capitalistes. Dans chaque cas, le salaire est fixé par contrat, or, dans un contrat, celui qui résiste le plus longtemps et le mieux a la plus grande chance d'obtenir plus que ce qui lui reviendrait autrement. Si chaque ouvrier passe isolément le marché avec le capitaliste, il est facilement battu et contraint de se soumettre à discrétion.

En revanche, si une profession entière d'ouvriers forme une organisation puissante, collecte parmi eux des fonds pour tenir tête à leurs patrons le cas échéant et devient ainsi capable de traiter de puissance à puissance, alors - et alors seulement - les ouvriers ont une chance d'obtenir le peu qu'ils reçoivent aux termes du statut économique de la société actuelle, ce que l'on appelle « un juste salaire quotidien pour une juste journée de travail ».

Cependant, la lutte des syndicats n'enfreint pas la loi du salaire ; au contraire, elle ne fait que l'appliquer. Sans l'arme syndicale de résistance, l'ouvrier ne recevrait même pas ce qui lui est dû conformément au statut du salariat. Ce n'est pas parce qu'il craint directement les syndicats que le capitaliste se trouve contraint de payer à l'ouvrier la pleine valeur marchande de sa force de travail. La preuve ? Comparez les salaires payés aux membres des grands syndicats avec ceux payés aux innombrables petites professions de cette mare stagnante que sont les quartiers Est de Londres.

Ainsi donc, les syndicats n'attaquent pas le système salarial lui-même. Or, la dégradation économique de la classe ouvrière n'est pas due au niveau, bas ou élevé, des salaires, mais au fait qu'au lieu de percevoir le produit [90] intégral de son travail, la classe ouvrière doit se satisfaire d'une fraction de son produit, celle que l'on appelle salaire. En effet, comme le capitaliste est propriétaire des instruments des moyens de travail, il empoche tout le produit, et paie là-dessus l'ouvrier.

En conséquence, il n'y a pas de véritable émancipation pour la classe ouvrière tant qu'elle ne sera pas en possession de tous les moyens de travail - terre, matières premières, machines, etc. - et, donc, en possession de tout le produit de son travail.

[91]

2

RÉDUCTION DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL

Retour à la table des matières

[92]

Réduction de la journée de travail

Retour à la table des matières

Toutes les luttes de classe du prolétariat vont dans le sens d'une revendication de la diminution de la journée de travail, avec une rigueur et une nécessité implacables. De même, c'est aussi sur la prolongation de cette journée que le capital concentre ses efforts de la façon la plus systématique, car c'est le point chaud de l'exploitation capitaliste et de l'extorsion de plus-value.

Le capital est moins affecté par une hausse de salaires qui entame la plus-value déjà produite, mais, toutes proportions gardées, ne touche pas au volume de la production ni au taux de croissance du capital, alors qu'une réduction du temps de travail diminue le temps où le capital produit et extorque de la plus-value.

C'est sur ce point que les porte-parole du capital - oubliant que la journée de travail est faite de sa durée et *de son intensité* [78] *- se prodiguent en louanges, ressassant que la condition ouvrière s'est grandement améliorée depuis un siècle, puisqu'on ne travaille plus aujourd'hui 14 ou 16 heures, mais 8 heures. Il serait aisé de répondre que ce « progrès » n'est pas dû à la bienveillance de Sa Majesté capitaliste.*

---

78 Dans *Le Capital*, Marx démontre qu'au début du capitalisme lorsque prédominent les manufactures utilisant peu de machines et beaucoup de bras, c'est surtout la durée de travail qui intéresse le capital, d'où les journées de 12 et même 15 et 16 heures : « Mais cela change avec le raccourcissement légal de la journée. L'énorme impulsion qu'il donne au développement du système mécanique et à l'économie des frais contraint l'ouvrier aussi à dépenser, au moyen d'une tension supérieure, plus d'activité dans le même temps, à resserrer les pores de sa journée, et à condenser ainsi le travail à un degré qu'il ne saurait atteindre sans ce raccourcissement. Dès lors, on commence à évaluer la grandeur du travail doublement, d'après sa durée ou son extension, et d'après son degré d'intensité, c'est-à-dire la masse qui en est comprimée dans un espace de temps donné, une heure par exemple. » (Ed. soc., t. 2, p. 92.)

Les ouvriers durent se battre des décennies entières pour arracher une simple diminution d'une heure, voire même moins. En outre, il faudrait également répondre que si le capital ne prolonge pas davantage la journée de travail, c'est qu'il se heurte à une vive résistance de l'ensemble des travailleurs.

Plus que jamais, la situation actuelle confirme que le prolétariat ne doit rien aux bonnes grâces du capital, pour riche et intelligent qu'il soit. En effet, après des luttes gigantesques [93], *la bourgeoisie dut concéder la journée de 8 heures, ce qui semblait - et était effectivement - une très grande conquête, mais cette conquête date aujourd'hui de plus de cinquante ans, au cours desquels les progrès tant vantés de la technique productive n'ont pas fait diminuer d'une minute le temps de travail moyen actuel, mais au contraire l'ont fait augmenter,* a fortiori *en France qui, parmi les pays européens de développement comparable, est celui où actuellement la journée de travail est la plus longue et dépasse de beaucoup ce fameux « maximum légal ».*

Non seulement l'ouvrier est contraint en période « normale » de faire des heures supplémentaires pour vivre, mais le temps qu'il devrait consacrer au repos (ce qui ne signifie pas seulement dormir, mais vivre et s'occuper de ses intérêts personnels autant que collectifs de classe) est rogné par les transports, ainsi que par les exigences arbitraires de la « formation professionnelle », de la « qualification » et autres « recyclages ».

Même en ce qui concerne la durée du travail dans la production, le marxisme a démontré que la durée ne rend pas compte, à elle seule, de la longueur de la journée de travail. L'intensification du travail allonge, en effet, la journée de travail. *Tout le monde sait qu'aujourd'hui un ouvrier fabrique en huit heures infiniment plus que ce qu'il fabriquait 100 ans auparavant en dix heures. De fait, le capitalisme réagit à chaque hausse de salaire ou à chaque diminution de la durée de travail par une intensification des cadences, et s'il mécanise le procès de production, c'est que la machine est un moyen matériel permettant* « d'extorquer une plus grande quantité de travail dans le même temps ».

Si au « minimum légal » et aux heures supplémentaires (à l'usine, dans les transports, etc.), soit à la durée effective *de travail, on ajoute le temps condensé par les progrès techniques et sociaux du tra-*

vail des ouvriers, on en arrive à une augmentation vertigineuse de l'exploitation de la force de travail actuelle. Sans risque de se tromper, on peut dire que cette journée réelle d'efforts a, au moins, augmenté de moitié dans les cinquante dernières années, ce qui nous ramène aux fatigues des fameuses vieilles journées de travail de 12 ou 13 heures et plus.

C'est précisément sur ce point capital que les directions syndicales opposent le moins de résistance sérieuse et générale au capitalisme. Ce n'est pas fortuitement que le rythme [94] *d'exploitation s'est accéléré au cours de ces vingt dernières années avec le travail aux pièces et l'augmentation des cadences, le durcissement des normes, le jumelage des machines, tous ces actes de piraterie étant perpétrés avec une sauvagerie accrue d'année en année et développant les formes de surexploitation de la force humaine de travail, qui n'usent pas seulement les énergies musculaires, mais aussi nerveuses, vitales. En effet, les directions syndicales leur ont donné une impulsion supplémentaire, en défendant les primes de productivité, en liant le salaire au rendement, en se battant pour tout un attirail de primes, en acceptant l'intéressement de l'ouvrier à l'entreprise, et, plus généralement, en apprenant aux ouvriers à identifier leurs propres intérêts de classe avec ceux de la production de l'entreprise et de la nation, de la civilisation et de la patrie* [79]*.*

---

79 On opère aujourd'hui la même confusion entre revenu national et salaires qu'entre prix et salaires, en oubliant dans les deux cas le facteur déterminant : la part du profit ou mieux, le capital, sur lequel se répercute l'effet d'une hausse des salaires.

Le revenu national n'a qu'un rapport tout à fait indirect et fort lointain avec les salaires ouvriers. En termes marxistes, c'est le produit social, c'est-à-dire l'équivalent en argent de la totalité des produits mis sur le marché par l'ensemble des entreprises d'un pays. Le produit social est ce qui *entre* sous forme d'argent dans la poche des capitalistes, tandis que les salaires sont au contraire ce qui en *sort*. L'important, c'est la différence qui reste entre les mains des capitalistes.

En parlant sans répit du salaire comme si son augmentation était liée à celle du « revenu national », les bourgeois tendent à faire oublier les différences sociales et à escamoter les antagonismes de classe. En reprenant cet argument, les politiciens de toute espèce - les « communistes » en premier - et les dirigeants du syndicalisme de collaboration de classe reprennent non seulement l'argument de Weston et des proudhoniens sur l'impossibilité pour les ouvriers d'augmenter leurs salaires, mais ils les poussent encore au tra-

Nous ne pouvons développer ici le mécanisme par lequel cette capacité infinie de production de plus-value qui se trouve dans la carcasse humaine de l'ouvrier permet à une quantité croissante d'improductifs, de non-productifs, d'antiproductifs et autres parasites de se développer en même temps que les industries inutiles voire antisociales, mais [95] *toujours les plus modernes, qui les font vivre et font travailler les ouvriers à des rythmes effrénés.*

Pour Marx, deux tendances s'entrecroisent sans cesse sous le capitalisme : d'une part, celle d'employer de moins en moins de bras pour produire autant ou plus de marchandises, ce qui revient à diminuer le nombre d'ouvriers dans chaque fabrique et industrie données, le capitalisme traitant l'ouvrier comme un indésirable et cherchant à l'éliminer ; d'autre part, la tendance qui consiste à employer le plus de bras possible, parce que les ouvriers sont la source de la richesse, et qu'à un certain degré de la force productive, la masse de la plus-value et du surproduit augmente avec celle du travail employé. La première tendance jette l'ouvrier sur le pavé et crée une double surpopulation, les chômeurs, d'un côté, et les parasites qui vivent du nouveau surtravail, de l'autre ; tandis que la seconde absorbe ces ouvriers et ne cesse d'élargir le salariat et l'exploitation. Mais Marx insiste sur ce point que les économistes bourgeois laissent de côté : « L'augmentation continuelle des classes moyennes qui, placées entre les ouvriers et les capitalistes, vivent presque directement du revenu, pèse sur la classe ouvrière et accroît la puissance et la sécurité des classes supérieures [80] *» : c'est à ces classes liées au capital par leurs intérêts que se heurtent donc aussi les revendications ouvrières.*

Ces classes contribuent directement à l'exploitation ouvrière, et leur prolifération au fur et à mesure du développement capitaliste explique en partie la capacité de résistance du système bourgeois. Ces classes, qui absorbent la plus-value en trouvant un emploi au service

vail, en invitant les ouvriers à accroître la production, à défendre certaines branches d'industrie et, qui plus est, les *ligotent au char de l'État*, en substituant à la défense du programme de classe, celle de la défense de la nation et de la patrie. Nous sommes alors en plein syndicalisme fasciste, national-socialiste et tout est en place pour l'intégration des syndicats dans l'État, sous une forme, naturellement, qui permette de faire semblant de défendre les intérêts des ouvriers.

80 Cf. MARX, « Histoire des doctrines économiques », *Le Capital*, l. IV, Ed. Costes, t. V, p. 161-162.

du capital auquel les lient leurs intérêts directs, s'opposent elles aussi au prolétariat lorsqu'il demande une augmentation de salaire qui entame la plus-value. L'odieux système capitaliste économise sur le dos des ouvriers productifs pour gaver ces classes superflues, mais indispensables à l'ordre capitaliste qu'à divers degrés elles représentent matériellement et défendent idéologiquement.

« Plus le travail gagne en force productive, plus la journée de travail peut diminuer. Or, plus la journée de travail diminue, plus son intensité peut croître. Au niveau social, la productivité croissante du travail entraîne une économie [96] *de travail, en supprimant toute dépense inutile en moyens de production aussi bien qu'en forces vitales. Alors que le mode de production capitaliste impose cette économie dans chaque entreprise prise à part, en faisant de la folle dépense de la force ouvrière un moyen d'économie pour l'exploiteur individuel, il crée par ailleurs, en raison de son système anarchique de concurrence, la dilapidation la plus effrénée du travail productif et des moyens de production sociaux, et de plus il crée une multitude de fonctions parasitaires qu'il rend désormais plus ou moins indispensables* [81]*. »*

Le capital peut, grâce à sa mobilité et sa capacité surprenante d'adaptation, entremêler les éléments productifs aux improductifs, multipliant les catégories hybrides ou ambiguës. Ainsi, le producteur de tabac est productif (puisqu'il crée de la plus-value), mais la consommation de tabac est improductive (cf. MARX, Fondements, *etc., Ed. Anthropos, t. 1, p. 253, note).*

De façon générale, le capitalisme développe de plus en plus la loi selon laquelle plus un travailleur est engagé dans un travail productif et travaille dur, moins son sort est enviable et moins il gagne par rapport à ceux qui s'activent dans les secteurs moins productifs. Il existe, aussi, des syndicats qui regroupent les travailleurs improductifs et même inutiles. La pression que le capital - par nature, puisqu'il exproprie même l'immense masse des petits, moyens et même grands capitalistes - exerce sur ces « salariés » est moindre que celle qu'il impose aux ouvriers productifs. Leur « syndicalisme » s'en ressent : c'est celui-là même, avec ses comités paritaires, où salariés et employeurs conviennent des questions de recrutement, de mutation, de création de

---

81 Cf. MARX, *Le Capital*, l. I, (cf. trad. Roy, Ed, soc., t. 2, p. 201).

postes, d'organisation du service, soit la quintessence du syndicat aclassiste et de collaboration avec le patronat, que l'on propose aujourd'hui comme modèle aux syndicats ouvriers. C'est une véritable serre chaude pour les méthodes syndicales réformistes.

L'unité du mouvement syndical suppose l'élimination de tous les syndicats de catégories qui n'existent que pour capter des privilèges par rapport à la grande masse. Pour Marx-Engels, cette unité passe par l'activation maximale des couches les plus défavorisées qui sont justement celles [97] *qui sont les plus productives, donc porteuses de la société future. Les éléments révolutionnaires doivent tendre tous leurs efforts pour les organiser et les politiser en développant leur activité et leur initiative propres. Les mots d'ordre qui unifieront le prolétariat devront donc commencer par avantager massivement ces couches profondes. C'est exactement l'inverse de ce que pratiquent les directions opportunistes actuelles. Seuls des mots d'ordre révolutionnaires peuvent unifier le prolétariat, et le plus efficace est la réduction de la journée de travail avec l'écrasement des hiérarchies et un salaire moyen qui écarte toutes les tentations des heures de zèle supplémentaires.*

De nos jours, la semaine de travail ne doit pas être simplement réduite d'une demi-heure. En effet, la diminution du temps de travail doit être fonction du temps que le progrès technique - l'élément social du travail - économise. Nous estimons [82] *que cela réduit la* journée de

82 Nous ne démontrerons pas ici, au moyen de statistiques de production, que la journée de travail a augmenté effectivement d'un pourcentage tout à fait déterminé. En effet, il n'est pas possible d'utiliser les chiffres bourgeois sur ce point, étant donné qu'ils ne rendent pas compte du travail inutile croissant que l'ouvrier productif est obligé de faire et que *le capitalisme peut se permettre par suite de l'augmentation de la productivité du travail*. Nous nous plaçons, en effet, sur le plan qualitatif, non quantitatif.

Un autre point qu'il suffit de mentionner, au passage, tant il est classique, c'est que, outre l'augmentation de la productivité, toute production de richesse est due au seul travail, le capital étant par définition *non-travail*. En fait, le travail est formé de *deux éléments* qui tous deux sont le produit du travail en *général* : 1° l'élément de l'activité laborieuse du travail *individuel actuel* ; 2° l'élément *social* de caractère historique et économique en général qui englobe le niveau atteint par la science, la technique, la combinaison et l'association des travailleurs, etc. Cet élément social est *capitalisé* aujourd'hui (approprié par le capital), mais il n'en est pas moins le produit général du travail, non seulement actuel, mais de toutes les générations passées et

travail de moitié au moins*, et ce, pour rétablir uniquement le* statu quo ante *et éliminer la surexploitation qui s'est développée depuis cinquante ans. En fait, le capital est incapable de satisfaire cette revendication qui annulerait des branches d'activités inutiles entières et porterait un coup décisif à l'hypertrophie productive, à la folle croissance* [98] *des rythmes de production, à la production pour la production, c'est-à-dire au capital. Cet objectif est directement lié à l'abolition du salariat, donc du système capitaliste tout entier. Elle a le même sens que la revendication de l'Internationale de Lénine après 1919 : la journée de six heures.*

Une réduction massive de la journée de travail implique tout d'abord que les salaires perçus restent à leur niveau, ce qui correspondrait à une augmentation générale de l'actuel salaire horaire. *Cette majoration est indispensable pour permettre la suppression complète des heures supplémentaires, des primes de production, du travail aux pièces et des innombrables incitations à un rendement accru. Étant donné qu'il s'agît d'une mesure de classe, les couches défavorisées devraient en bénéficier relativement plus que les autres. En effet, les couches qui travaillent le plus durement et sont les plus mal payées ont en général l'horaire de travail le plus long, de même, les privilèges des salariés non productifs et des aristocrates ouvriers ne sont pas seulement d'ordre salarial, mais aussi d'ordre horaire. Si l'on maintenait simplement le même montant de salaire pour une durée de travail ramenée à un même horaire pour tous, le salaire horaire des couches défavorisées serait déjà proportionnellement augmenté plus que celui des autres, mais ce serait insuffisant.*

Le mot d'ordre de la réduction générale et massive des heures de travail est également inséparable de la lutte contre les directions syndicales qui subordonnent les intérêts des travailleurs à ceux de la production nationale, de la démocratie et de la légalité. Il implique donc la conquête de la direction syndicale par le parti révolutionnaire marxiste, qui lie toutes ses revendications même immédiates, à l'objectif

---

présentes du travail. (Cf. *Un chapitre inédit du « Capital »*, p. 250-252.) Les apologistes du capital se fondent sur cet élément pour justifier la domination bourgeoise en même temps que le revenu des capitalistes et la plus-value en général. Les syndicats conservateurs qui ne veulent qu'augmenter la *ration* des ouvriers *dans le partage* partent du même principe justifiant l'éternité du capital.

de la destruction violente de l'État et de la forme de production capitaliste. Si le système capitaliste est incapable de satisfaire des revendications, il faut tout simplement lui substituer le socialisme, c'est-à-dire poser clairement et énergiquement le problème de la révolution.

La lutte pour la réduction de la journée de travail est capitale, parce qu'elle synthétise toutes les autres revendications [83] *: lutte contre la surexploitation et les conditions* [99] *particulières dans lesquelles se trouvent certaines catégories ouvrières du fait de la division du travail qui les tient à l'écart du mouvement général ; organisation de la production d'après les critères des travailleurs, avec l'arrêt des installations productives aux heures légales, soit un premier coup de frein à la domination des machines sur le travail vivant ; suppression des privilèges de l'aristocratie ouvrière, toujours en quête de hauts salaires même limités à une seule couche d'ouvriers et qui est liée par mille fils, primes de fidélité, de rendement, de commandement, de participation, etc. à l'entreprise particulière ; pas décisif vers l'uniformisation des conditions de travail, de rémunération et, par contrecoup, d'assurance, de maladie, de retraite et de pension ; bref, c'est un coup sérieux porté au particularisme, aux hiérarchies de toutes sortes et à la soif d'argent et d'objets, autrement dit à la propriété privée, d'autant plus redoutable et virulente qu'elle est diffuse en des millions de têtes, et concentrée en quelques entreprises géantes.*

83 Pour Marx, la réduction générale du temps de travail a le même résultat sur le capital qu'une baisse générale des salaires : une baisse du profit dans toutes les branches de la production.

La seule différence, c'est que la réduction du temps de travail obtient ce résultat par d'autres moyens, en développant, par exemple, l'intensité du travail grâce au développement du machinisme, l'économie des matières et moyens du travail, une organisation plus poussée de la coopération et des procédés techniques, toutes choses qui se traduisent à plus ou moins longue échéance par une baisse du taux de profit, comme on sait.

Temps de travail capitaliste et communiste

Retour à la table des matières

Plus une forme de société vieillit, plus ses rapports sociaux et politiques se figent et se sclérosent, tandis que les forces productives continuent de se développer, en faisant craquer les structures sociales dépassées [84]*. Ainsi, plus le travail devient souple, inventif, fertile, moins les conditions dans lesquelles il agit admettent le mouvement. Au cours de l'ultime phase de développement capitaliste, la* [100] *société officielle, foncièrement conservatrice, se fait donc totalitaire et hiérarchisée, comme la société féodale en son temps. « C'est le mérite indiscutable de Fourier d'avoir prévu cette forme pyramidale de l'industrie moderne qu'il appelait féodalisme industriel* [85]*. »*

Le capitalisme sénile impose aussi cette hiérarchisation aux travailleurs qui sont de plus en plus divisés et encadrés strictement dans un réseau étanche de fonctions, de postes de travail et de rémunération. Le salaire de chaque ouvrier est divisé en toutes sortes de rémunérations différées, qui *sont autant de déductions sur le salaire actuel : allocations familiales, de la femme au loyer, de logement, de transport, de maladie, d'ancienneté, sans compter des hiérarchies et grilles de salaires évaluant de manière arbitraire et sournoise la qualification et le rendement de chaque travailleur. Une seule entreprise peut avoir ainsi une grille des salaires comportant plus de 400 taux différents, grille variant d'une entreprise, d'une branche d'industrie, voire même d'une localité à l'autre. Tout est pesé : âge, ancienneté dans la formation, dans l'usine, sexe, vie de la famille, éloignement de l'usine,*

84 C'est de la contradiction entre la socialisation de forces productives du travail et l'appropriation privée des moyens et du produit du travail que naissent toutes les crises de la société bourgeoise et la crise révolutionnaire finale. C'est donc dans les usines, en produisant une masse croissante de plus-value, que le prolétariat commence son travail révolutionnaire de sape qui consiste à faire voler le capitalisme en éclats sous la pression des forces productives sur les rapports sociaux capitalistes dépassés. C'est parce que le prolétariat est la classe productive par excellence qu'il est aussi la classe révolutionnaire capable de forger une société supérieure.

85 Cf. MARX, *New York Daily Tribune,* 11 juillet 1856.

etc. L'économie capitaliste, tout à fait totalitaire, s'empare de toutes les particularités naturelles de chaque individu pour les ficher, les cataloguer et leur fixer un prix qui n'a aucun rapport avec l'activité créatrice de valeur qui doit faire un effort déterminé dans le procès de production.

Or, le mérite historique du capitalisme a été précisément d'avoir tout réduit à une seule valeur universelle et simple : l'heure de travail, *non pas individuelle, mais moyenne et sociale, qui mesure la valeur de toute marchandise et règle la production de chaque branche, en indiquant non seulement ce qu'il faut produire, mais encore combien et dans quelles conditions il faut produire pour que la marchandise soit rentable, profitable.*

« Le travail est, semble-t-il, une catégorie toute simple, et l'idée du travail en général - travail tout court - est vieille comme le monde. » Mais, poursuit Marx, « cet état de choses n'atteint son plus grand développement que dans la forme la plus moderne des sociétés bourgeoises : aux États-Unis. C'est donc là seulement que la catégorie abstraite du « travail », « travail en général » , travail [101] sans phrase, *point de départ de l'économie moderne, devient vraie dans la pratique »* [86].

Depuis lors, l'économie européenne a rejoint et même dépassé ce niveau des États-Unis, mais au lieu que cette simplification du travail sans phrase *contribue à serrer les rangs de la classe ouvrière, seule classe du travail, le capital a étendu le salariat à toutes les formes d'activité, improductives, antiproductives, antisociales, voire aux apparences d'activité des exploiteurs, puisque tout le monde est désormais salarié, du président de la République au dernier sbire de la police* [87]*; qui plus est, le travail tout court a été scindé en mille fractions qui écartèlent et broient l'individu qui a le malheur d'être un travailleur productif aussi bien que la classe ouvrière moderne.*

---

86 Cf. MARX, *Fondements, etc*., Ed. Anthropos, t. 1, p. 34.

87 Marx qualifie cette extension du salariat, qu'il a prévue dès le siècle dernier, de « mystification capitaliste » qui sert à confondre le salaire du travail productif avec tous les autres revenus quels qu'ils soient, afin d'effacer le caractère de classe de l'actuelle société. Ce point est traité en détail dans *Un chapitre inédit du « Capital »*, 10/18, Paris, 1970, p. 65-67, 224-265.

La revendication de la réduction du temps de travail, en portant un coup à tout l'éparpillement artificiel du travail, se fonde donc sur un aspect de la réalité développée par le capital lui-même, mais niée par lui pour des raisons de conservation. En mettant cette revendication au centre de ses préoccupations, la classe ouvrière s'empare donc d'un levier solide qui lui permet finalement de renverser l'ordre social capitaliste et d'instaurer une forme communiste d'organisation de la production et de la société. Cette revendication a un caractère permanent, car elle se relie directement au but suprême du socialisme, à la différence d'autres revendications immédiates qui ont un contenu transitoire, non seulement parce qu'elles sont finalement remises en question par la société capitaliste, mais encore parce qu'elles ne se posent plus dans la société communiste qui ignore le salaire, l'argent, l'État et la démocratie.

« En fait, dit Marx, aucune forme de société ne peut empêcher que, d'une manière ou d'une autre, le temps de travail *disponible de la société ne règle la production.* [88] *»* « *Même après la suppression du mode de production* [102] *capitaliste, la détermination de la valeur sera toujours au premier plan, parce qu'il faudra plus que jamais régler le temps de travail et la répartition du travail social entre les différents groupes de production, et plus que jamais il faudra tenir une comptabilité sur ces choses, plus importantes que jamais* [89]. »

« La comptabilité, comme contrôle et résumé mental du procès de production, devient d'autant plus nécessaire que le procès se passe davantage à l'échelle sociale et perd son caractère purement individuel. Elle est donc plus nécessaire dans la production capitaliste que dans la production parcellaire des artisans et paysans, plus nécessaire dans la production communautaire que dans la production capitaliste. Mais les frais de la comptabilité se réduisent avec la concentration et à mesure qu'elle se transforme en une comptabilité sociale [90]. »

---

88 Cf. Marx à Engels, 8 janvier 1868. Le lecteur notera que Marx utilise dans les citations qui suivent les catégories capitalistes, qu'il transpose dans le régime socialiste. Il est clair qu'elles changent alors de contenu, voire se métamorphosent au point de s'abolir.

89 Cf. MARX, Le Capital, livre III (Ed. Costes, t. XIV, p. 165-166).

90 Cf. MARX, Le Capital, livre II (Ed. Costes, t. V, p. 230).

« Supposons, dit Marx, rien que pour faire un parallèle avec la production marchande, que la part accordée à chaque travailleur soit en raison de son temps de travail, *le temps de travail jouerait alors un double rôle. D'un côté, sa distribution dans la société règle le rapport exact des diverses fonctions aux divers besoins ; de l'autre, il mesure la part individuelle de chaque producteur dans le travail commun, et en même temps la portion qui lui revient dans la partie du produit commun réservée à la consommation* [91]. »

Mais, dans la société socialiste, la production changera qualitativement, et nous allons voir maintenant les modifications que cela entraîne pour l'heure de travail. Tant que la régulation de la durée de travail ne s'effectue pas sous le contrôle direct et conscient de la société, les articles à produire seront déterminés par leur moindre coût de production, ce qui signifie que les denrées alimentaires passent après les produits industriels, que les produits ont tendance à se dégrader de plus en plus, « les produits les plus misérables ayant la prérogative de servir à l'usage du plus grand nombre » [92].

Dans la société socialiste, le rapport entre la terre et l'industrie sera renversé et, dès aujourd'hui, le prolétariat, lorsqu'il obtient une hausse générale de salaire, tend, nous [103] *l'avons vu, à réorienter la production vers le secteur fondamental de l'agriculture. Le principe économique en sera que les articles produits seront déterminés en fonction de leur* degré d'utilité sociale, *et non plus de leur moindre coût de production.*

Le rapport qui subsistera, dit Engels, c'est celui qui existe entre les besoins de la consommation et les capacités de production : « Dans un état digne de l'humanité il n'y aura pas d'autre concurrence que celle-là. La communauté devra calculer ce qu'elle peut produire étant donné les moyens dont elle dispose et elle déterminera, d'après le rapport de ses forces de production à la masse de ses consommateurs, dans quelle mesure elle pourra satisfaire les besoins de luxe ou devra les limiter [93]. »

« *Dans la société communiste, il sera facile de connaître aussi bien la production que la consommation. Comme on sait ce dont une*

---

91 Cf. MARX, *Le Capital*, livre I (Ed. Costes, t. 1, p. 102).

92 Cf. MARX, *Misère de la philosophie*, Ed. soc., p. 54.

93 Cf. ENGELS, Umrisse zu einer Kritik der Nationalökonomie, 1844.

personne a besoin en moyenne, il est facile de calculer ce qu'un nombre donné de personnes a besoin, et comme la production ne sera plus entre les mains de quelques acquéreurs privés, mais entre celles de la communauté et de son administration [l'État étant aboli] il sera aisé de régler la production d'après les besoins [94]*. »*

La société a fait alors un pas de plus. La véritable économie porte sur le temps de travail, ce que le capitalisme effectue en réduisant le travail nécessaire à la production au minimum et en diminuant les frais de production. Mais pour cela, il réduit la classe des travailleurs à n'être qu'une machine à produire la plus grande quantité possible de temps disponible. « Si le temps de travail est la mesure de la richesse, c'est que la richesse est fondée sur la pauvreté, et que le temps libre résulte de la base contradictoire du surtravail. » En fait, « la richesse véritable signifie le développement de la force productive de tous les individus. Dès lors ce n'est plus le TEMPS DE TRAVAIL, mais le TEMPS LIBRE qui mesure la richesse ». *Dans la société socialiste donc, « économiser du temps de travail, c'est accroître le temps libre, c'est-à-dire le temps servant au développement complet de l'individu,* ce qui agit en retour sur la force productive et l'accroît [95]. »

[104]

Dans le premier volume, nous avons cité Lénine qui attribuait tout naturellement aux organisations économiques du prolétariat que sont les syndicats la tâche, une fois le pouvoir conquis par le prolétariat, de transformer l'homme aliéné du capitalisme en communiste : « Par l'intermédiaire de ces syndicats d'industrie, on supprimera plus tard la division du travail entre les hommes, on passera à l'éducation, à l'instruction et à la formation d'hommes universellement développés et préparés, sachant tout faire. C'est là que va, doit aller et arrivera le communisme, mais seulement au bout de longues années. » (p. 109.)

Dans ses articles sur les tâches des syndicats (p. 36, 87, 90 de ce volume), Engels pose comme but aux syndicats de prendre possession des moyens de production : nul doute qu'ils aient une part prépondérante dans le processus de contrôle des travailleurs organisés. Marx, lui, met en évidence, à propos de la lutte des syndicats pour la dimi-

---

94 Cf. ENGELS, *Zwei Reden in Elberfeld,* 1845 (*Werke*, 2, p. 539).

95 Cf. MARX, *Fondements*, etc., t. 2, p 226 et 229-230.

nution de la journée de travail, que le prolétariat, même au sein de la société capitaliste et jusque dans les revendications qui semblent les plus immédiates, déploie ses efforts pour la réalisation des buts finaux les plus élevés du communisme, un fil ténu mais solide reliant toutes les revendications de classe entre elles et ce programme suprême (p. 177-181).

« Étant donné l'intensité et la productivité du travail, le temps que la société doit consacrer à la production matérielle est d'autant plus court, et le temps disponible pour le libre développement des individus d'autant plus grand, que le travail est distribué plus également entre tous les membres de la société et qu'une couche sociale a moins le pouvoir de se décharger sur une autre de cette nécessité imposée par la nature. Dans ce sens, le raccourcissement de la journée de travail trouve sa dernière limite dans la généralisation du travail manuel [96]. »

Généralisation du travail manuel

Retour à la table des matières

Dans le système capitaliste, la fécondité croissante du travail productif engendre, au contraire, la formation d'une couche de plus en plus grande de « parasites qu'il rend [105] plus ou moins indispensables » [97]. *Ce n'est donc pas dans le système capitaliste que la réduction de la journée de travail, revendiquée par les syndicats, peut aboutir à la généralisation du travail manuel et, par contrecoup, du travail intellectuel, autrement dit à l'épanouissement total de l'individu qui combine ces deux types d'activité. Pour obtenir ce résultat, les ouvriers doivent se hausser à une forme de lutte politique, en renversant le système de domination capitaliste. Lorsque le pouvoir politique sera entre les mains ouvrières, les revendications que le capital ne saurait satisfaire peuvent alors continuer de se réaliser, atteignant un point de non-retour. La tâche principale sera d'abolir les différences de classe, soit de revenu, de catégorie, de formation intellectuelle ou manuelle pour obtenir précisément « une association où le*

96 Cf. MARX, Le Capital, 1. I (Ed. soc., t. II, p. 201).
97 Ibid.

libre épanouissement de chacun *est la condition du libre épanouissement* de tous » (Manifeste *de 1848).*

Dans la Critique du programme de Gotha, *Marx définit le processus qui assure le passage au mode de vie et de travail communiste, après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. En premier lieu, nous avons la suppression des revenus liés à la terre (rentes foncières) ou au capital (profit) : les classes ou groupes correspondants disparaissent du fait que* chacun doit travailler pour vivre *et que la société dispose de tous les moyens de production et du produit du travail collectif. Chaque travailleur reçoit « de la société un bon certifiant qu'il a fourni telle somme de travail (après déduction du travail effectué pour le fonds collectif) et, avec ce bon, il retire des réserves sociales exactement autant d'objets de consommation que lui a coûtés son travail : le même quantum de travail qu'il a donné à la société sous une forme, il le reçoit en retour sous une autre forme ». Cependant, « en dépit de ce progrès, ce droit égal reste prisonnier d'une limitation bourgeoise. Le droit des producteurs est proportionnel au travail qu'ils fournissent », l'élément social du travail revenant à l'ensemble de la collectivité.*

A ce stade, la monnaie et le salariat ont, en fait, déjà disparu, comme Marx l'indique dans le deuxième livre du Capital : *« Le capital-argent disparaît en production socialisée. La société répartit la force de travail et les moyens de production entre les diverses branches d'industrie. Les* [106] *producteurs pourront, si l'on veut, recevoir des bons en échange desquels ils prélèveront sur les dépôts sociaux de consommation une quantité correspondant à leur temps de travail. Ces bons ne sont pas de l'argent. Ils ne circulent pas.* [98] »

La rétribution du travail elle-même a donc déjà subi de fortes restrictions qui tendent à faire disparaître la classe des prolétaires salariés elle-même : « Ce droit égal est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, puisque tout homme est un travailleur comme les autres ; mais il reconnaît tacitement comme un privilège de nature le talent inégal des travailleurs et, par suite, l'inégalité de leur capacité productive. » Dans la société bourgeoise, le salaire devait pourvoir à la reproduction de la force de travail - c'est-à-dire à la famille du travailleur - ainsi qu'aux frais de for-

98 Cf. MARX, *Le Capital*, l. II (Ed. soc., p. 233).

mation, d'éducation, de maladie, de retraite ; en revanche, dès le premier stade du socialisme, la rémunération du travail ne sert plus qu'à subvenir aux besoins strictement personnels de chaque travai1leur [99] *étant donné que la société prend en charge le fonds destiné à la satisfaction communautaire de besoins tels que les écoles, l'hygiène publique, etc., ainsi que le fonds destiné à ceux qui sont dans l'incapacité de travailler, etc., autrement dit les caisses de retraite, de maladie, de vieillesse, de maternité, etc., revendiquées par les ouvriers déjà sous le capitalisme. Elles seront systématisées en un ensemble qui abolit les différences de catégories et les conditions mercantiles d'attribution, après avoir été arrachées aux griffes de l'argent ainsi qu'à celles de l'État et du capital, si les syndicats ouvriers n'ont pas été capables de les gérer eux-mêmes en toute indépendance, comme Marx et Engels le proposaient afin de les soustraire à la domination du patronat (cf. le texte sur les Caisses d'assurance et de retraite, pages 225-235). Et Marx ajoute que, dans ces sphères intéressant une fraction considérable de la* [107] *population (enfants, adolescents, malades, vieillards, mères), « le travail lui-même ne mesure plus ce que l'on touche et cette sphère* s'accroîtra *à mesure que se développe la société nouvelle ».*

En revanche, Marx précise que « la fraction destinée aux frais généraux d'administration qui ne concernent pas la production, diminuera à mesure que se développera la société nouvelle » : nous allons vers l'extinction de l'État.

La société, détenant les moyens de production et le produit du travail collectif de tous, retranchera de ce que chacun touche pour ses besoins immédiats : 1° un fonds destiné au remplacement des moyens de production usés ; 2° une fraction additionnelle pour élargir la production ; 3° un fonds de réserve et d'assurance contre les accidents, les perturbations dues aux phénomènes naturels, etc.

99 Dans la société capitaliste, les différences de salaire ne se justifient, à la rigueur au début, que parce que, « dans la société des producteurs privés, ce sont les personnes privées ou leurs familles qui supportent les frais de formation de l'ouvrier qualifié ; c'est aux personnes privées que revient donc d'abord le prix plus élevé de la force de travail qualifiée : l'esclave habile se vend plus cher, le salarié habile se rétribue plus cher. Dans la société à organisation socialiste, c'est la société qui supporte ces frais, c'est donc à elle qu'en appartiennent les fruits... » (Cf. ENGELS, *Anti-Dühring*, Ed. soc., p. 233.)

On est tout près de la société dont le principe est : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. »

[108]

Il n'est pas d'innovation importante, de mesure décisive qui ait jamais pu être introduite en Angleterre sans cette *pression extérieure* de la classe ouvrière, soit que l'opposition en ait eu besoin contre le gouvernement, soit que le gouvernement en ait eu besoin contre l'opposition.

MARX, *Un meeting ouvrier à Londres,*
22 janvier 1862.

On pourrait écrire toute une histoire au sujet des inventions faites depuis 1830 pour défendre le capital contre les émeutes ouvrières [...] et des machines qu'une grève a fait inventer.

MARX, « Le machinisme et la grande Industrie »,
Le Capital, 1. I.

Lutte pour la journée de travail normale. Limitation légale coercitive du temps de travail. La législation manufacturière anglaise de 1833 à 1864.

Retour à la table des matières

Après des siècles d'efforts, le Travail parvint à prolonger la journée de travail jusqu'à sa limite normale maximale et au-delà du jour naturel de douze heures [100]. C'est alors [109] que naquit la grande industrie,

100 Cf. MARX, *Le Capital*, 1. I, IIIe section, chap. X, VI.

Nous avons dû puiser largement dans *Le Capital*, parce que Marx y développe des points essentiels pour le syndicalisme. Comme cet ouvrage est d'un accès facile, nous n'en avons reproduit que ce qui est strictement nécessaire à l'exposé des mécanismes d'exploitation et d'oppression dans l'industrie et des revendications ouvrières immédiates et leur prolongement politique direct qui en découle par réaction nécessaire.

Engels déjà se plaignait de ce que précisément le chapitre sur la législation des fabriques ait été vidé de sa « vigueur, de sa sève et de sa vie » dans la traduction française : « Sauf tout le respect que j'ai pour l'art avec lequel on a transformé ce chapitre en français élégant, cela me fait mal au cœur pour ce beau chapitre. » (Engels à Marx, 29 octobre 1873.) Dans l'édition de

qui amena, dans le dernier tiers du XVIIIe, un bouleversement violent qui emporta comme une avalanche toute barrière imposée par la nature et les mœurs, l'âge et le sexe, le jour et la nuit [101]. Les notions mêmes de jour et de nuit, d'une simplicité rustique dans les anciens statuts, s'obscurcirent au point qu'en l'an de grâce 1860, un juge anglais dut faire la preuve d'une sagacité talmudique pour pouvoir décider « en connaissance de cause » ce qu'était la nuit et ce qu'était le jour. *Le capital était en pleine orgie.*

Dès que la classe ouvrière abasourdie par le tapage de la production fut tant soit peu revenue à elle-même, sa résistance commença, et tout d'abord dans le pays même où s'implantait la grande industrie, c'est-à-dire en Angleterre. Cependant, durant trente ans, les concessions qu'elle arracha restèrent purement nominales. De 1802 à 1833, le Parlement émit trois lois sur le travail, mais il eut bien soin de ne pas voter un centime pour les faire exécuter [102] ; aussi restèrent-elles lettre

la Pléiade, par exemple, toute cette partie est rejetée hors du texte et placée en annexe, parce que les développements de Marx « y sont encombrés de matériaux statistiques et descriptifs qui appartiennent, comme on le dit avec raison, à l'histoire. Ces pages ont rebuté maint lecteur, et sans doute l'auteur lui-même (sic) ; il voulait faire gros. » (T.I, des *Œuvres*, « Économie », p. 540.)

En réalité, Marx a laissé la parole aux ouvriers anglais eux-mêmes et à l'histoire de leur lutte de classe grandiose et exemplaire pour le prolétariat du monde entier dans la phase d'industrialisation. Il n'avait pas à en rajouter : les faits étaient parlants d'eux-mêmes.

Les pages que nous avons extraites du livre 1 du *Capital* démontent tous les mécanismes de la progression de l'économie, en liaison avec les revendications ouvrières qui surgissent à la fois de la situation industrielle et, en réaction contre elle, transforment les méthodes et techniques de production par une action sur le capitalisme, d'une part ; sur l'État capitaliste, d'autre part. Ce qui est le plus difficile à saisir et donne lieu aux pires confusions, c'est que chaque progrès imposé par la lutte ouvrière est aussitôt retourné contre les travailleurs par une réaction capitaliste qui aggrave de nouveau les conditions de travail et pousse les ouvriers à une revendication encore plus radicale. Ce n'est que dans les pages classiques du *Capital* que nous trouvons un exposé aussi lié des revendications ouvrières avec les conditions économiques, sans cesse bouleversées par le mode de production capitaliste. D'où leur valeur irremplaçable pour éclairer la lutte syndicale.

101 Cf. MARX, *Le Capital*, l. I, IIIe section, chap. X, VI.

102 Un fait qui caractérise on ne peut mieux le gouvernement de Louis-Philippe, le roi bourgeois, c'est que l'unique loi manufacturière promulguée sous son règne, la loi du 22 mars 1841, ne fut jamais mise en vigueur. Et

morte. « Le fait est qu'avant la loi de 1833 les enfants et les jeunes gens [110] étaient épuisés par le travail toute la nuit, tout le jour, jour et nuit, au choix [103]. »

C'est seulement à partir du *Factory Act* de 1833 s'appliquant aux manufactures de coton, de laine, de lin et de soie que date pour l'industrie moderne une *journée de travail normale.* Rien ne caractérise mieux l'esprit du capital que l'histoire de la législation manufacturière anglaise de 1833 à 1864...

Le législateur était si éloigné de vouloir *toucher à la liberté du capital dans son exploitation* de la force de travail adulte ou, suivant la manière bourgeoise de parler, *à la liberté du travail,* qu'il créa un système particulier pour prévenir les conséquences effroyables qu'aurait pu avoir en ce sens le *Factory Act* : « Le plus grand vice du système des fabriques, tel qu'il est organisé à présent, est-il dit dans le premier Rapport du Conseil central de la Commission du 25 juin 1833, *c'est qu'il crée la nécessité (?!)* de prolonger le travail des enfants jusqu'à l'extrême limite de celui des adultes. Pour corriger ce vice sans diminuer le travail de ces derniers - ce qui produirait un mal plus grand que celui qu'il s'agit de prévenir - le meilleur plan à suivre semble être d'employer une *double* série d'enfants. »

C'est donc sous la forme du *système de relais* (ce mot signifie, en anglais comme en français, le changement des chevaux de poste fatigués ou leur renforcement par des chevaux frais) que ce « plan » fut exécuté. Ainsi, par exemple, on attela au travail de 5 h 1/2 du matin jusqu'à 1 h 1/2 de l'après-midi une série d'enfants âgés de 9 à 13 ans,

---

cette loi n'a trait qu'au travail des enfants. Elle l'établit à 8 heures pour les enfants entre 8 et 12 ans, 12 heures pour les enfants entre 12 et 16 ans, etc., avec un grand nombre d'exceptions qui accordent le travail de nuit, même pour les enfants de 8 ans. Dans un pays où le, moindre rat est administré policièrement, la surveillance et l'exécution de cette loi furent confiées à la bonne volonté des « amis du commerce ». C'est depuis 1853 seulement que le gouvernement paie un inspecteur dans un seul département, celui du Nord. Un autre fait qui caractérise également le développement de la société française, c'est que, dans cette immense fabrique de lois qui enserre toutes choses en France, la loi de Louis-Philippe resta seule et unique jusqu'à la révolution de 1848. (Note de Marx.)

103 *Rep. Insp.*, 30 avril 1860, p. 50. (Note de Marx.)

et une autre série de 1 h 1/2 de l'après-midi jusqu'à 8 h l/ 2 du soir, et ainsi de suite [104].

Pour récompenser messieurs les fabricants d'avoir ignoré de la façon la plus insolente toutes les lois promulguées sur le travail des enfants pendant les vingt-deux dernières années, on se crut obliger de leur dorer la pilule...

Néanmoins le capital, parfaitement insensible à toutes les concessions qu'on lui faisait, commença alors à s'agiter bruyamment et ouvrit une campagne qui dura plusieurs années. De quoi s'agissait-il ? De déterminer l'âge des catégories qui, sous *le nom d'enfants,* ne devaient travailler que huit heures et étaient, de plus, obligées à fréquenter l'école. L'anthropologie capitaliste décréta que l'enfance ne devait durer que jusqu'à dix ans, tout au plus jusqu'à onze ans.

Plus s'approchait le terme fixé pour l'entière mise en vigueur de l'acte de fabrique, la fatale année 1836, plus les fabricants faisaient rage. Ils parvinrent en fait à intimider le gouvernement au point que

104 Une fois de plus, Marx remarque que le capital est incapable de céder purement et simplement à la pression ouvrière : s'il est parvenu à entraîner femmes et enfants dans le procès productif, il augmente au maximum les heures de travail de tous ses esclaves salariés. Ce maximum se heurtant à une résistance ou à l'obstacle insurmontable de la physiologie, le capital prolonge la durée du travail au-delà du jour jusques et y compris la nuit aussi, inventant le système des relais. Le capital manifeste ainsi que la démesure est sa loi immanente. En effet, il ne peut se maintenir et se conserver simplement, mais doit toujours augmenter et croître, sous peine de mort. Pour Marx, le capital ne peut pas se reproduire simplement, c'est-à-dire à la même échelle ou même quantité de produits. En effet, capital signifie production de plus-value, de valeur plus grande. Sur le plan social, cela signifie que le capitalisme ne peut tolérer ni entraves ni résistance. La lutte des classes ne peut donc s'arrêter sur un compromis ; à chaque conquête de la classe ouvrière, le capital repart à l'attaque, soit pour la remettre en question, soit pour compenser la perte qu'il subit par un nouvel avantage.

Si le capital se heurte à une limitation de son exploitation chez les ouvriers adultes, organisés en syndicats traditionnels de métier, il leur oppose les machines qui emploieront massivement les femmes et les enfants. Si la législation de fabrique limite la durée du travail des enfants, le capital prolonge au maximum la journée de travail des adolescents et des femmes. Marx ne cessera donc de répéter que les travailleurs ne doivent pas réagir par une action limitée, de catégorie, mais d'ensemble, s'ils veulent éviter que les conquêtes des uns ne soient aussitôt compensées par une aggravation de la situation d'autres catégories de travailleurs.

celui-ci proposa en 1835 d'abaisser la limite d'âge des enfants de treize à douze. Sur ces entrefaites, la pression ouvrière devenait de plus en plus menaçante. La Chambre des communes sentit le cœur lui manquer. Elle refusa de jeter plus de huit heures par jour des enfants de treize ans sous la roue du Djaggernaut capitaliste, et l'acte de 1833 fut appliqué. Il ne subit aucune modification jusqu'au mois de juin 1844...

Dans une entrevue avec le ministre de l'Intérieur (1844), les inspecteurs de fabrique démontrèrent qu'ils étaient hors d'état de contrôler les conditions de travail des enfants et adolescents du fait du système de relais nouvellement mis en pratique. Et pourtant les circonstances s'étaient grandement modifiées. En effet, les ouvriers des [112] manufactures, surtout en 1838, avaient fait de la loi des dix heures leur cri de ralliement économique, comme ils avaient fait de la Charte leur cri de ralliement politique.

Même des fabricants qui avaient réglé leurs fabriques d'après la loi de 1833 adressèrent au Parlement mémoire sur mémoire pour dénoncer la « concurrence » immorale des « faux frères » auxquels plus d'impudence et des circonstances locales plus favorables permettaient de violer la loi. En outre, en dépit du désir que tout fabricant avait de laisser libre cours à sa cupidité naturelle, leur classe reçut comme mot d'ordre de ses directeurs politiques de *changer de manière et de langage à l'égard des ouvriers*. Elle avait besoin en effet de leur appui pour triompher dans la campagne qui venait de s'ouvrir pour l'abolition de la loi sur les céréales. On promit donc non seulement de « doubler la ration de pain », mais encore d'appuyer la loi de dix heures, laquelle ferait désormais partie du règne millénaire du libre-échange... Pour la première fois, le législateur se vit contraint de contrôler directement et officiellement le travail de personnes majeures. Dans le rapport de fabrique de 1844-45, il est dit ironiquement : « Jusqu'ici nous n'avons point connaissance que des femmes parvenues à majorité se soient plaintes une seule fois de cette atteinte portée à leurs droits [105]. »

Le travail des enfants au-dessous de treize ans fut réduit à six heures et demie par jour et, dans certains cas, à sept heures [106].

105 *Rep. Insp.*, septembre 1844, p. 15. (Note de Marx.)

106 La loi permet d'employer des enfants pendant 10 heures quand, au lieu de travailler tous les jours, ils travaillent seulement un jour sur deux. En général, cette clause resta sans effet. (Note de Marx.)

Pour contrecarrer les abus du « faux » système de relais, la loi établit quelques règlements de détail d'une grande importance, entre autres les suivants : « La journée de travail pour enfants et adolescents doit être comptée à partir du moment où, soit un enfant, soit un adolescent, commence à travailler le matin dans la fabrique. » De sorte que si A, par exemple, commence son travail à 8 h du matin et B à 10 h, la journée de B doit finir à la même heure que pour A : « Le commencement de la journée de travail doit être indiqué par une horloge publique, par l'horloge du chemin de fer voisin [113] par exemple, sur laquelle la cloche de la fabrique doit se régler. Il faut que le fabricant affiche dans la fabrique un avis imprimé en grosses lettres dans lequel se retrouvent fixés le commencement, la fin et les pauses de la journée de travail. Les enfants qui commencent leur travail avant midi ne doivent plus être employés après 1 h de l'après-midi. La série d'après-midi sera donc composée d'autres enfants que celle du matin [107]. L'heure et demie pour les repas doit être accordée à tous les travailleurs protégés par la loi aux mêmes périodes du jour, une heure au moins avant 3 h de l'après-midi. Aucun enfant ou adolescent ne doit être employé avant 1 h de l'après-midi plus de cinq heures sans une pause d'une demi-heure au moins pour son repas. Aucun enfant, adolescent, ou femme, ne doit rester pendant un repas quelconque dans l'atelier de la fabrique, tant qu'il s'y fait n'importe quelle opération, etc. »

On le voit, *ces édits minutieux qui règlent militairement et au son de cloche la période, les limites et les pauses du travail, ne furent point le produit d'une fantaisie parlementaire, ils naquirent des circonstances et se développèrent peu à peu comme lois naturelles du mode de production moderne.*

Il fallut une longue lutte sociale entre les classes avant qu'ils fussent formulés, reconnus officiellement et promulgués au nom de l'État.

---

107 L'esprit de chicane, de contestation et de tricherie des capitalistes ne se relâche jamais, puisqu'ils ne peuvent s'empêcher de retirer d'une main ce qu'ils ont été contraints de donner de l'autre. C'est ce qui oblige à renforcer et à étendre sans cesse jusque dans les moindres détails la réglementation du travail sur les lieux de production. Comme Marx l'indique, ces édits de plus en plus minutieux ne doivent pas s'opérer par voies d'exception, mais comme mesures générales, valables pour tous les ouvriers, le capital ayant toujours intérêt aux situations particulières.

Une de leurs conséquences la plus immédiate fut que, dans la pratique, la journée de travail des ouvriers adultes du sexe masculin se trouva du même coup limitée, parce que dans la plupart des travaux de la grande industrie la coopération d'enfants, d'adolescents et de femmes est indispensable. La journée de travail de douze heures resta donc en vigueur *généralement et uniformément* pendant la période de 1844-47 dans toutes les fabriques soumises à la législation manufacturière.

[114]

Néanmoins, les fabricants ne permirent pas ce « progrès » sans qu'il fût compensé par un « recul ». Sur leurs instances, la Chambre des communes réduisit de neuf à huit ans l'âge minimum des exploitables, pour assurer au capital « l'approvisionnement additionnel d'enfants de fabrique » qui lui est dû de par Dieu et de par la Loi [108].

Les années 1846-47 font époque dans l'histoire économique de l'Angleterre : abrogation de la loi des céréales, abolition des droits d'entrée sur le coton et autres matières premières, proclamation du libre-échange comme guide de la législation commerciale ! En un mot, le règne millénaire commençait à point. D'autre part, c'est dans les mêmes années que le mouvement chartiste et l'agitation des dix heures atteignirent leur point culminant. Ils trouvèrent des alliés dans les tories qui ne respiraient que vengeance. Malgré la résistance fanatique de l'armée libre-échangiste parjure, en tête de laquelle marchaient Bright et Cobden, *la loi des dix heures,* objet de tant de luttes, fut adoptée par le Parlement...

Le capital entreprit alors une campagne préliminaire, dont le but était d'empêcher la mise en pratique de la loi du 1er mai 1848. C'étaient les travailleurs eux-mêmes qui, censés être instruits par l'expérience, devaient, d'après le plan des patrons, servir d'auxiliaires *pour la destruction de leur propre ouvrage* [109]: « On doit se souvenir

---

108 « Comme une réduction des heures de travail des enfants serait cause qu'un grand nombre d'entre eux serait employé, on a pensé qu'un approvisionnement additionnel d'enfants de 8 à 9 ans couvrirait l'augmentation de la demande. »(*Loc. cit.*, p. 13.) (Note de Marx.)

109 Dans le mécanisme capitaliste, tout concourt à dissimuler aux yeux des ouvriers que c'est leur *lutte* qui a arraché une concession aux capitalistes. Si, par exemple, dans une période momentanée de sous-production, le capital consent une réduction du temps de travail, il faut exiger une réduction lé-

[115] que, par suite de la terrible crise de 1846-47, il régnait une profonde misère, provenant de ce qu'un grand nombre de fabriques avaient raccourci le travail et que d'autres l'avaient complètement suspendu. Beaucoup d'ouvriers se trouvaient dans la gêne et étaient endettés. I1 y avait donc toute apparence qu'ils accepteraient volontiers un surcroît de travail pour réparer les pertes passées, payer leurs dettes, retirer leurs meubles engagés, remplacer leurs effets vendus, acheter de nouveaux vêtements pour eux-mêmes et pour leurs familles, etc. [110]. Messieurs les fabricants se mirent en devoir d'augmenter encore l'effet de ces circonstances en abaissant d'une manière générale les salaires de 10%. C'était pour payer la bienvenue de l'ère libre-échangiste. Une seconde baisse de 8 1/3% se fit lors de la réduction de la journée à onze heures, et une troisième de 15% quand la journée descendit définitivement à dix heures. Partout où les circonstances le permirent, les salaires furent réduits d'au moins 25%. Avec des chances si heureuses, on commença à semer l'agitation parmi les ouvriers pour l'abrogation de la loi de 1847. Aucun des moyens que peuvent fournir le mensonge, la séduction et la menace ne fut dédaigné. Mais tout fut inutile...

Le ballon d'essai du capital creva, et la loi de dix heures entra en vigueur le 1er mai 1848. Mais la défaite du parti chartiste, dont les chefs furent emprisonnés et l'organisation détruite, venait d'ébranler la confiance de la classe ouvrière anglaise en sa force. Bientôt après, l'insurrection de Juin à Paris, noyée dans le sang, réunit sous le même drapeau, en Angleterre comme sur le continent, toutes les fractions des classes régnantes - propriétaires fonciers et capitalistes, loups de

gale, c'est-à-dire générale et durable, du temps de travail, sans se plier simplement aux aléas de conjoncture.

Le capital tient à faire passer aux yeux des ouvriers toute réforme comme un geste spontané et normal du mécanisme capitaliste, voire comme un don de Sa majesté le Capital au nom de l'entreprise, ou du Parlement ou gouvernement, qui octroie gracieusement ses bienfaits au peuple travailleur. Il insistera sur le fait que c'est un geste de bonne volonté et de sagesse librement consentie, ou le résultat d'une discussion entre gens raisonnables, mais il niera que c'est sous la contrainte de la force des ouvriers. Il faut en effet que la recette des réformes sociales demeure secrète... même pour ceux qui l'ont inventée et l'utilisent. La conscience et l'intelligence des conditions économiques et sociales sont, en effet, des facteurs actifs de la transformation matérielle de la production et de la société.

110 *Reports...,* 31 octobre 1848, p. 16. (Note de Marx.)

bourse et rats de boutique, protectionnistes et libre-échangistes, gouvernement et opposition, calotins et esprits forts, jeunes catins et vieilles nonnes -, et leur cri de guerre fut : sauvons la caisse, la propriété, la religion, la famille et la société.

La classe ouvrière, déclarée criminelle, fut frappée d'interdiction et placée sous la « loi des suspects ». Dès lors, Messieurs les fabricants n'eurent plus besoin de se gêner. Ils se déclarèrent en guerre ouverte, non seulement contre la loi de dix heures, mais encore contre [116] toute la législation qui, depuis 1833, cherchait à réfréner dans une certaine mesure la « libre » exploitation de la force de travail. Ce fut une rébellion esclavagiste en miniature, poursuivie pendant plus de deux ans avec l'effronterie la plus cynique, la persévérance la plus féroce et le terrorisme le plus implacable, à d'autant meilleur compte que le capitaliste révolté ne risquait que la peau de ses ouvriers.

Les fabricants commencèrent par congédier çà et là une partie et parfois la moitié des adolescents et des ouvrières employés par eux ; puis ils rétablirent en revanche parmi les ouvriers adultes le travail de nuit presque tombé en désuétude : « La loi de dix heures, ne nous laisse pas d'autre alternative [111]. »

Leur seconde agression eut pour objet les intervalles légaux prescrits pour les repas...

Cette façon de s'accrocher à la lettre de la loi, en tant qu'elle règle le travail des enfants, n'avait pour but que de préparer la révolte ouverte contre la même loi... Ils firent donc entendre aux inspecteurs avec le plus grand sang-froid qu'ils sauraient se placer au-dessus de la lettre de la loi et rétabliraient l'ancien système de leur propre autorité. Ils agissaient ainsi, du reste, *dans l'intérêt même des ouvriers mal conseillés,* « *pour pouvoir leur payer des salaires plus élevés* [112] ». C'était en outre le seul et unique moyen de conserver, avec la loi de dix heures, *la suprématie industrielle de la Grande-Bretagne...*

La révolte du capital, après avoir duré deux années, fut enfin couronnée par l'arrêt d'une des quatre hautes cours d'Angleterre, la cour de l'Échiquier. A propos d'un cas qui lui fut présenté le 8 février 1850, cette cour décida que les fabricants agissaient, il est vrai, contre la

111 *Reports...,* octobre 1848, p. 133, 134. (Note de Marx.)
112 Op. cit.

sens de la loi de 1844, mais que cette loi elle-même contenait certains mots qui la rendaient absurde. « Par suite de cette décision, la loi des dix heures fut en réalité abolie. [113] » Une foule de fabricants qui jusqu'alors n'avaient [117] pas osé employer le système des relais pour les adolescents et les ouvrières y allèrent désormais des deux mains à la fois [114].

Mais ce triomphe du capital, en apparence définitif, fut aussitôt suivi d'une réaction. Les travailleurs avaient opposé jusqu'alors une résistance passive, quoiqu'indomptable et sans cesse renaissante. Ils se mirent maintenant à protester dans le Lancashire et le Yorkshire, par des meetings de plus en plus menaçants... Ils se plaignirent de ce que, « grâce aux décisions contradictoires des magistrats, il régnait une véritable anarchie. Telle loi était en vigueur dans le Yorkshire, telle autre dans le Lancashire, telle autre dans une paroisse de ce dernier comté, telle autre enfin dans le voisinage immédiat. Si les fabricants des grandes villes pouvaient éluder la loi, il n'en était pas de même des autres qui ne trouvaient point le personnel nécessaire pour le système de relais, et encore moins pour le ballottage des ouvriers d'une fabrique dans une autre, et ainsi de suite ». Or, le premier droit du capital n'est-il pas *l'égalité dans l'exploitation de la force du travail ?*

Ces diverses circonstances amenèrent un compromis entre fabricants et ouvriers, lequel fut scellé parlementairement par la loi additionnelle sur les fabriques, le 5 août 1850. La journée de travail fut élevée de dix heures à dix heures et demie dans les cinq premiers jours de la semaine, et restreinte à sept heures et demie le samedi pour « les adolescents et les femmes ». Le travail doit avoir lieu de 6 h du matin à 6 h du soir [115], avec des pauses d'une heure et demie pour les repas, lesquelles doivent être accordées en même temps, conformé-

113 Cf. ENGELS, *La Loi anglaise de la journée de travail de dix heures* [traduit infra, p. 140]. Cette même « haute » cour découvrit aussi, pendant la guerre civile américaine, une ambigüité de mots qui changea complètement le sens de la loi dirigée contre l'armement des navires de pirates, et la transformait en sens contraire. (Note de Marx.)

Marx traite de ce point dans l'article « Le Cabinet de Washington et les puissances occidentales », *Die Presse*, 25 décembre 1861 ; cf. MARX-ENGELS, *La Guerre civile aux États-Unis*, Paris, 1870, 10/18, p. 174-178.

114 *Reports..,.* 30 avril 1850. (Note de Marx.)

115 En hiver, de 7 h du matin à 7 h du soir, si l'on veut. (Note de Marx.)

ment aux prescriptions de 1844, etc. Le système des relais fut ainsi aboli une fois pour toutes [116]. Pour ce qui est du travail des enfants, la loi de 1844 resta en vigueur...

[118]

Néanmoins, grâce à la victoire dans les grandes branches d'industrie qui sont la création spécifique du mode de production moderne, le principe avait définitivement triomphé. Leur développement merveilleux de 1853 à 1860, marchant de pair avec la renaissance physique et morale des travailleurs, frappa les yeux des moins clairvoyants. Les fabricants eux-mêmes, auxquels la limitation légale et les règlements de la journée de travail avaient été arrachés lambeau par lambeau *par une guerre civile d'un demi-siècle,* firent ressortir avec ostentation le contraste qui existait entre les branches d'exploitation encore « libres » et les établissements soumis à la loi [117].

Les pharisiens de l'« économie politique » se mirent à proclamer que la découverte nouvelle et caractéristique de leur « science » était d'avoir reconnu la nécessité d'une limitation légale de la journée de travail. On comprend facilement que, lorsque les magnats de l'industrie se furent soumis à ce qu'ils ne pouvaient empêcher et se furent même réconciliés avec les résultats acquis, la *force de résistance du capital faiblit graduellement, tandis que la force d'attaque de la classe ouvrière grandit* avec le nombre de ses alliés dans les couches de la société qui n'avaient dans la lutte aucun intérêt immédiat. De là, comparativement, des progrès rapides depuis 1850 [118].

---

116 La présente loi [de 1850] a été un compromis par lequel les ouvriers employés livraient le bénéfice de la loi de dix heures en retour d'une période *uniforme*, pour le commencement et la fin du travail de ceux dont le travail est restreint. » *Report...,* avril 1852, p. 14. (Note de Marx.)

117 Ainsi par exemple E. Potter, dans une lettre du 24 mars 1863 adressée au *Times*. Le *Times* lui rafraîchit la mémoire et lui rappelle l'opposition des fabricants à la loi de dix heures. (Note a Marx.)

118 La réduction de la journée de travail a pour effet de briser pour les ouvriers les barrières qui séparent chaque catégorie de métier l'une de l'autre, c'est-à-dire d'unir économiquement et socialement le prolétariat, en plaçant tous les ouvriers dans une même position en face des capitalistes et contre eux, grâce à l'uniformisation et à la généralisation de leurs conditions de travail.

Limitation de la journée de travail et avantages pour la classe capitaliste.

Retour à la table des matières

Dès que la révolte grandissante de la classe ouvrière força l'État à imposer une journée normale [119], en premier lieu à la fabrique proprement dit, c'est-à-dire à partir du moment où il interdit la méthode qui consiste à [119] accroître la production de la plus-value par l'accroissement progressif des heures de travail, le capital se jeta avec toute son énergie et en pleine conscience sur la *production de la plus-value relative* [120], au moyen du développement accéléré du machinisme.

En même temps, ce genre de plus-value subit un changement de caractère. En général, la plus-value relative est gagnée par une augmentation de la fécondité (productivité) du travail qui permet à l'ouvrier de produire davantage dans le même temps avec la même dépense de force. Le même temps de travail continue alors à rendre la même valeur d'échange, bien que celle-ci se réalise en plus de produits dont chacun, pris séparément, est par conséquent d'un prix moindre.

En réalité, cela change avec le raccourcissement légal de la journée. L'énorme impulsion qu'il donne au développement du machinisme et à l'économie des frais *contraint l'ouvrier à dépenser, au moyen d'une tension supérieure, plus d'activité dans le même temps,* à resserrer les pores de la journée, et à condenser ainsi le travail *à un degré qu'il ne saurait atteindre sans ce raccourcissement.*

---

119 Cf. MARX, *Le Capital*, I, 4e section, chap. XV, II

120 Le capital utilise deux méthodes pour augmenter les heures de travail : 1°) à l'échelle *individuelle*, il prolonge la journée de travail des ouvriers, par exemple de 12 à 14 ou 15 heures par jour ; 2-) à l'échelle *sociale*, en exploitant de nouveaux bras, soit par la ruine des travailleurs indépendants de l'artisanat et de l'agriculture, soit par le travail des femmes et des enfants. C'est la prolétarisation croissante des masses qui se vérifie à l'échelle de la société tout entière. Ces deux méthodes correspondent à ce que Marx appelle la production de la plus-value absolue, qui caractérise la première phase du capitalisme *dans un pays* : « Je nomme *plus-value absolue* la plus-value produite par la simple prolongation de la journée de travail, et *plus value relative* la plus-value qui provient au contraire de l'abréviation du temps de travail nécessaire et du changement correspondant dans la grandeur relative des deux parties dont se compose la journée. » (*Loc. cit.*, chap. XII.)

Dès lors, on commence à évaluer la grandeur du travail doublement : d'après sa durée ou son extension, et d'après son degré d'intensité, c'est-à-dire la masse qui en est comprimée dans un espace de temps donné, une heure par exemple. *L'heure plus dense de la journée de dix heures contient autant ou plus de travail, plus de dépense en force vitale que l'heure plus poreuse de la journée de douze heures.* Une heure de celle-là produit par conséquent autant ou plus de valeur qu'une heure et un [120] cinquième de celle-ci. Trois heures ou un tiers de surtravail, sur Six heures soit deux tiers de travail nécessaire fournissent donc au capitaliste au moins la même masse de plus-value relative qu'auparavant quatre heures de surtravail sur huit heures de travail nécessaire.

Comment le travail est-il rendu plus intense ?

Le premier effet du raccourcissement de la journée procède de cette loi évidente que la capacité d'action de toute force animale est en raison inverse du temps pendant lequel elle agit. Dans certaines limites, on gagne en efficacité ce qu'on perd en durée.

Dans les manufactures, telles que la poterie par exemple, où le machinisme ne joue aucun rôle ou un rôle insignifiant, l'introduction des lois de fabrique a démontré d'une manière frappante qu'il *suffit de raccourcir la journée pour augmenter merveilleusement la régularité, l'uniformité, l'ordre, la continuité et l'énergie du travail.* [121]

Ce résultat paraissait cependant douteux dans la fabrique proprement dite, parce que la subordination de l'ouvrier au mouvement continu et uniforme de la machine y avait créé depuis longtemps la discipline la plus sévère. Lors donc qu'il fut question en 1844 de réduire la journée au-dessous de douze heures, les fabricants déclarèrent presque unanimement « que leurs contremaîtres veillaient dans les divers ateliers à ce que les bras ne perdissent pas de temps », « que le degré de vigilance et d'assiduité déjà obtenu était à peine susceptible d'élévation », et que toutes les autres circonstances, telles que marche des machines, etc., restant les mêmes, « c'était une absurdité d'attendre dans des fabriques bien dirigées le moindre résultat d'une augmentation de la vigilance, etc., des ouvriers [122]. » [...] L'expérience d'un an environ démontra que « le même quantum de produit était obtenu aux

121 *Reports....* octobre 1865. (Note de Marx.)

122 *Reports...,* 1844, p. 20, 21. (Note de Marx.)

mêmes frais et qu'en onze heures les ouvriers ne gagnaient pas un salaire moindre qu'auparavant en douze heures [123]. » Je ne mentionne pas les expériences faites dans les salles de filage et de cardage, attendu que la vitesse des machines y avait été augmentée de 2%...

[121]

Dès que la loi abrège la journée de travail, la machine se transforme aussitôt entre les mains du capitaliste en moyen systématique d'extorquer à chaque moment plus de labeur. Mais pour que le machinisme exerce cette pression supérieure sur ses servants humains, il faut la perfectionner, sans compter que le raccourcissement de la journée de travail force le capitaliste à tendre tous les ressorts de la production et à économiser les frais [124]...

Le travail des ouvriers employés dans les opérations de fabrique est aujourd'hui trois fois plus important qu'il ne l'était au moment où ce genre d'opération a été établi. Le machinisme a sans aucun doute accompli une œuvre qui demanderait les tendons et les muscles de plusieurs millions d'hommes ; mais il a aussi prodigieusement augmenté le travail de ceux qui sont soumis à son mouvement terrible... En 1825, le fileur avait à faire, dans l'espace de douze heures, 820 mouvements du bras pour chaque mule, ce qui, pour la paire, faisait en tout 1 640. En 1832, il en faisait 2 200 pour chaque mule, soit en tout 4 400 ; en 1844, 2 400 pour chaque mule, soit en tout 4 800, et dans quelques cas le travail est encore plus considérable...

Cette intensité remarquable que le travail avait déjà atteinte en 1844 sous le régime de la loi de douze heures, parut justifier les fabricants anglais déclarant que toute diminution ultérieure de la journée de travail entraînerait nécessairement une diminution proportionnelle de la production... « Il arrive que le fabricant exagère le mouvement. La vitesse est alors plus que balancée par les pertes que causent la casse et la mauvaise besogne, et il est bien forcé de modérer la marche des machines. Or, comme un fabricant actif et intelligent sait trouver

123 *Loc cit.*, p. 19. Comme chaque mètre fourni était payé aux ouvriers au même taux qu'auparavant, le montant de leur salaire hebdomadaire dépendait du nombre de mètres tissés. (Note de Marx.)

124 La question de l'hygiène, de la salubrité des lieux et des procédés de travail, de la santé des ouvriers en général, se trouve ainsi liée à celle de la diminution des heures de travail parce qu'elle provoque, par réaction, chez les capitalistes, une augmentation des cadences de travail.

le maximum normal, j'en ai conclu qu'il est impossible de produire autant en onze heures qu'en douze [125]. » Dix ans après, Horner cite lui-même ses doutes de 1845 pour démontrer qu'il ne pouvait soupçonner alors l'élasticité du machinisme *et de la force humaine,* susceptibles d'être tous [122] deux tendus à l'extrême par la réduction forcée de la journée de travail.

« Il est hors de doute qu'une machine à vapeur de même poids qu'autrefois, et souvent même des engins identiques, auxquels on s'est contenté d'adapter les améliorations modernes, exécutent en moyenne 50% de plus d'ouvrage qu'auparavant et que, dans beaucoup de cas, les mêmes engins à vapeur qui, lorsque leur vitesse se bornait à 220 pieds par minute, fournissaient 50 chevaux vapeur, en fournissent aujourd'hui plus de 100 avec une consommation moindre de charbon [126]...

« Les grandes améliorations introduites dans les machines de toute espèce ont augmenté de beaucoup leur force productive. Il est hors de doute que c'est le raccourcissement de la journée de travail qui a stimulé ces améliorations. Unies aux efforts plus intenses de l'ouvrier, elles ont amené ce résultat que, dans une journée réduite de deux heures ou d'un sixième, il se fait pour le moins autant de besogne qu'autrefois [127]. »

En 1863, le rapport concluait : « Il n'y a pas le moindre doute que la tendance du capital à se rattraper sur l'intensification systématique du travail (dès que la prolongation de la journée de travail lui est définitivement interdite par la loi) et à transformer chaque perfectionnement du système mécanique en un nouveau moyen d'exploitation, doit conduire à un point où une nouvelle diminution des heures de travail deviendra inévitable [128]. »

Enfin, la période, depuis 1848, où le travail est de dix heures, se caractérise par une progression de l'industrie anglaise bien supérieure à celle de la période de 1833 à 1847 où le travail était de douze heures ; or, celle-ci avait connu elle-même déjà une progression supérieure à celle du demi-siècle écoulé depuis l'introduction du système

---

125 *Reports...,* 1845, p. 10. (Note de Marx.)

126 *Reports....* octobre 1856, p. 11. (Note de Marx.)

127 *Reports...,* octobre 1861, p. 25, 26. (Note de Marx)

128 L'agitation pour les 8 heures commença en 1867 dans le Lancashire parmi les ouvriers de fabrique. (Note de Marx.)

de fabrique, c'est-à-dire de la période où la durée du travail était illimitée [129].

[123]

Le but constant du machinisme perfectionné est de diminuer le travail manuel, ou d'achever un chaînon dans le procès de production en substituant des appareils de fer à des appareils humains... « Partout où un procédé exige beaucoup de dextérité et une main sûre, on le retire au plus tôt des mains de l'ouvrier *trop* habile, et souvent enclin à des irrégularités de plusieurs genres, pour en charger une machine particulière, dont l'opération automatique est si bien réglée qu'un enfant peut la surveiller [130]. »

« Non seulement les machines perfectionnées n'exigent pas l'emploi d'un aussi grand nombre d'ouvriers adultes pour arriver à un résultat donné, mais elles substituent encore une classe d'individus à une autre, le moins adroit au plus habile, les enfants aux adultes , les femmes aux hommes. Tous *ces changements occasionnent* des fluctuations constantes dans le taux des salaires [131]. » [...]

---

129 Dans le Lancashire, le nombre des fabriques s'est accru entre 1839 et 1850 de 4% seulement ; entre 1850 et 1856, de 19% ; entre 1856 et 1862, de 33%. Tandis que, dans les deux périodes de 11 ans, le nombre d'ouvriers employés a grandi en nombre absolu, il a diminué en nombre relatif, c'est-à-dire en comparaison de la production et du nombre des machines... (Note de Marx.)

130 Cf. A. URE, The *Philosophy of Manufactures...,* Londres. 1835, t. 1, p. 19. « Le grand avantage des machines pour la cuisson des briques, c'est qu'elles rendent les patrons tout à fait indépendants des ouvriers habiles. » (*Child. Empl. Comm., V Report,* 1866, p. 130, n° 46.) M.-A. Sturrock, surveillant du département des machines (locomotives, etc.) du *Great Northern Railway*, dit devant la commission royale d'enquête : « Les ouvriers dispendieux sont de jour en jour moins employés. En Angleterre, la productivité des ateliers est augmentée par l'emploi d'instruments perfectionnés, et ces instruments sont à leur tour fabriqués par une catégorie inférieure d'ouvriers... Auparavant, il fallait des ouvriers habiles pour produire toutes les parties des machines ; maintenant ces parties de machines sont produites par un travail de qualité inférieure, mais avec de bons instruments... Par instruments, j'entends les machines employées à la construction de machines. » (*Royal Commission on Railways...,* 1867.) (Note de Marx.)

131 Cf. A. URE, *loc. cit*., p. 20. (Note de Marx.)

La machine n'agit pas seulement comme un concurrent dont la force supérieure est toujours sur le point de rendre le salarié superflu. C'est comme puissance ennemie de l'ouvrier que le capital l'emploie, et il le proclame hautement. *Elle devient l'arme de guerre la plus irrésistible pour réprimer les grèves, ces révoltes périodiques du travail contre l'autocratie du capital* [132].

[124]

D'après Gaskell, la machine à vapeur fut dès le début un antagoniste de la « force de l'homme » et permit au capitaliste d'écraser les prétentions croissantes des ouvriers qui menaçaient d'une crise le système de fabrique à peine naissant [133]. On pourrait écrire toute une histoire au sujet des inventions faites depuis 1830 pour défendre le capital contre les émeutes ouvrières.

Dans son interrogatoire devant la commission chargée de l'enquête sur les syndicats, M. Nasmyth, l'inventeur du marteau à vapeur, énumère les perfectionnements du machinisme auquel il a eu recours par suite de la longue grève des mécaniciens en 1851 :

« Le trait caractéristique de nos perfectionnements mécaniques modernes, c'est l'introduction d'outils automatiques. Tout ce qu'un ouvrier mécanicien doit faire, et que chaque garçon peut faire, ce n'est pas travailler, mais surveiller le beau fonctionnement de la machine. Toute cette classe d'hommes dépendant exclusivement de leur dextérité a été écartée. J'employais quatre garçons pour un mécanicien. Grâce à ces nouvelles combinaisons mécaniques, j'ai réduit le nombre d'hommes adultes de 1 500 à 750. *Le résultat fut un accroissement de mon profit* [134]. »

---

132 « Les rapports entre patrons et ouvriers dans les opérations de soufflage du flintglass et du verre de bouteille sont caractérisés par une grève chronique. » De là, l'essor de la manufacture de verre pressé dans laquelle les opérations principales sont exécutées mécaniquement. Une raison sociale de Newcastle, qui produisait annuellement 350 000 livres de flintglass soufflé, produit maintenant à leur place 3 000 500 livres de verre pressé. » (*Child. Empl. Comm., IV Report,* 1865. p. 262, 268.) (Note de Marx.)

133 Cf. GASKELL, *The Manufacturing Population of England,* 1833, p. 3, 4. (Note de Marx.)

134 Par suite de grèves dans son atelier de construction, M. Fairbairn a été amené à introduire de grandes innovations mécaniques dans la construction des machines. (Note de Marx.)

Et Ure de s'écrier, à propos d'une machine pour l'impression des indiennes, « enfin *les capitalistes cherchèrent à s'affranchir de cet esclavage insupportable* (c'est-à-dire des conditions gênantes du contrat de travail), en s'aidant des ressources de la science, et ils furent réintégrés dans leurs droits légitimes, ceux de la tête sur les autres parties du corps. Dans toutes les grandes entreprises, aujourd'hui, il y a des machines à 4 ou 5 couleurs qui font de l'impression en calicot un procédé expéditif et infaillible ».

Il dit *d'une machine* pour parer la chaîne des tissus, *qu'une grève avait fait inventer :* « *La horde des mécontents, qui se croyaient retranchés d'une manière invincible derrière les anciennes lignes de la division du travail* [135], s'est vue prise de flanc, et ses moyens de défense [125] ayant été annulés par la tactique moderne des machinistes, elle a été forcée de se rendre à discrétion. »

Il dit encore à propos de la mule automatique qui marque une nouvelle époque dans le système mécanique : « Cette création - *l'homme de fer,* comme l'appellent avec raison les ouvriers - était destinée à rétablir l'ordre parmi les classes ouvrières... La nouvelle de la naissance de cet Hercule-fileur répandit la consternation parmi les syndicats ; et longtemps avant d'être sorti de son berceau, il avait déjà étouffé l'hydre de la sédition... Cette invention vient à l'appui de la doctrine déjà exposée par nous ; c'est que, lorsque le capital enrôle la science, la main rebelle du travail apprend toujours à être docile [136]... »

Dans un appel lancé en juillet 1866 *aux syndicats d'Angleterre* par des ouvriers que les fabricants de chaussures avaient jetés sur le pavé, il est dit : « Depuis environ vingt ans, la cordonnerie a été bouleversée en Angleterre, par suite du remplacement de la couture par la rivure. On pouvait autrefois gagner de bons salaires. Bientôt cette nouvelle industrie prit une grande extension. Une vive concurrence s'établit entre, les diverses entreprises : c'était à qui fournirait l'article du meilleur goût. Mais il s'établit peu à peu une concurrence d'un genre détestable : c'était maintenant à qui vendrait au plus bas prix. On en vit bientôt les funestes conséquences dans les réductions de salaire, et

135 Le machinisme est, en outre, une arme pour dissoudre les syndicats de métier - comme Engels le fait remarquer à propos des syndicats conservateurs anglais - qui reposent précisément sur « les anciennes lignes de la division du travail ».

136 Cf. A. Ure, *op. cit.*, p. 141, 142, 382, 140. (Note de Marx.)

la baisse du prix du travail fut si rapide que beaucoup d'entreprises ne paient aujourd'hui encore que la moitié du salaire primitif. Et cependant, bien que les salaires tombent de plus en plus, les profits semblent croître avec chaque changement de tarif du travail. »

Les fabricants tirent même parti des périodes défavorables de l'industrie pour faire des profits énormes au moyen d'une réduction exagérée des salaires, c'est-à-dire d'un vol direct commis sur les moyens d'existence les plus indispensables au travailleur...

La *réduction des salaires* est bien plus forte qu'il n'est nécessaire pour stimuler la demande. « C'est un fait que, pour beaucoup d'espèces de rubans, la réduction du [126] salaire n'a pas entraîné la moindre réduction dans le prix de l'article. » (Rapport du commissaire F. D. Longe dans *Child. Empl. Comm., V Report,* 1866, p. 114, n° 1.)...

Au milieu de ces circonstances malheureuses, le génie inventif des fabricants abondait en prétextes pour imaginer des *retenues sur ces maigres salaires.* C'étaient parfois des amendes que l'ouvrier avait à payer pour les défauts de la marchandise dus à la mauvaise qualité du coton, à l'imperfection des machines, etc. Lorsque le fabricant était propriétaire des cottages des ouvriers, il commençait par se payer le prix du loyer sur le salaire nominal.

Mais quelque chose d'encore plus affreux, c'est la manière dont *les changements dans les procédés de production s'effectuaient aux dépens* de l'ouvrier. C'étaient de véritables expériences *in corpore vili,* comme celles des vivisecteurs sur les grenouilles et autres animaux à expérience.

Dans les ateliers de reliure, on rencontre les mêmes excès et les mêmes victimes, surtout parmi *les jeunes filles et les enfants* [137].

« J'ai démontré dans mon quatrième rapport (1863) comment il est pratiquement impossible aux travailleurs de faire valoir ce qu'on peut appeler leur *droit à la santé,* c'est-à-dire d'obtenir que, quel que soit l'ouvrage pour lequel on les rassemble, l'entrepreneur débarrasse leur travail, tant que cela dépend de lui, de toutes les conditions insalubres qui peuvent être évitées. J'ai démontré que les travailleurs, pratique-

137 Le commissaire fait cette remarque fort juste que si, ailleurs, la machine remplace l'homme, ici l'adolescent remplace la machine. (Note de Marx.)

ment incapables de se procurer par eux-mêmes cette justice sanitaire, n'ont *aucune aide efficace à attendre des administrateurs de la police sanitaire...* La vie de myriades d'ouvriers et d'ouvrières est aujourd'hui inutilement torturée et abrégée par les souffrances physiques interminables qu'engendre seul leur mode d'occupation [138]. »

[127]

De la manufacture et du travail à domicile à la grande industrie.

Retour à la table des matières

La dépréciation de la force de travail par le seul emploi abusif de femmes et d'enfants, par la brutale spoliation des conditions normales de vie et d'activité, par le simple effet de l'excès de travail et du travail nocturne, se heurte à la fin contre des obstacles physiologiques infranchissables [139]. Là s'arrêtent également par conséquent la réduction du prix des marchandises obtenues par ces procédés et l'exploitation capitaliste fondée sur eux. Pour atteindre ce point, il faut de longues années ; alors sonne l'heure des machines et de la transformation désormais rapide du travail domestique et de la manufacture en fabrique...

La marche de cette révolution industrielle est forcée par l'application des lois de fabrique à toutes les industries employant des femmes, des adolescents et des enfants. La réglementation légale de la journée de travail, le système des relais pour les enfants, leur exclusion au-dessous d'un certain âge, etc., obligent l'entrepreneur à multiplier le nombre de ses machines [140] et à substituer comme force motrice la va-

---

138 Cf. *Public Heath, VI Report*, 1864, p. 29, 31.

139 Cf. *Le Capital*, 1.I, section IV, chap. XV, VIII-5.

140 Ainsi, par exemple, dans la poterie, « pour maintenir notre quantité de produits, dit la maison Cochrane de la *Britain Pottery*, nous avons eu recours à l'emploi en grand de machines qui rendent superflus les ouvriers habiles, et chaque jour nous démontre que nous pouvons produire beaucoup plus qu'avec l'ancienne méthode. » (*Reports*..., octobre 1865, p. 13.) « La loi de fabrique a pour effet de pousser à l'introduction de machines. » (*Loc. cit*., p. 13, 14.) (Note de Marx.)

peur aux muscles [141]. D'autre part, on cherche à *gagner dans l'espace ce qu'on perd dans le temps* (avec la réduction du temps de travail), en accumulant les moyens de production collectifs tels que les fours, bâtiments, etc., si bien que leur plus grande concentration entraîne comme corollaire forcé une agglomération croissante de salariés. De fait, toutes les fois qu'une manufacture est menacée par la loi de fabrique, on s'égosille à démontrer que, pour continuer l'entreprise sur le même pied, il faudrait avoir recours à des avances [129] plus considérables de capital. Quant au travail à domicile et aux ateliers intermédiaires entre lui et la manufacture, leur seule arme, offensive et défensive, dans la guerre de concurrence, c'est l'exploitation sans bornes des forces de travail à bon marché. Dès que la journée est limitée *et le travail des enfants restreint,* ils sont donc condamnés à mort.

L'heure des machines avait sonné, et la machine révolutionnaire qui attaque à la fois les branches innombrables de cette sphère de production, chapellerie, cordonnerie, couture, etc., c'est la machine à coudre.

Son effet immédiat sur les ouvriers est, à peu de chose près, celui de tout machinisme qui, dans la période de la grande industrie, s'empare de nouvelles branches. Les enfants du plus bas âge sont mis de côté. Le salaire des travailleurs à la machine s'élève proportionnellement à celui des ouvriers à domicile, dont beaucoup appartiennent aux « plus pauvres d'entre les pauvres ». Le salaire des artisans placés dans de meilleures conditions, mais auxquels la machine fait concurrence, baisse. Les travailleurs aux machines sont exclusivement des jeunes filles et des jeunes femmes. À l'aide de la puissance mécanique, elles anéantissent le monopole des ouvriers du sexe masculin, et chassent des plus faciles une masse de vieilles femmes et de jeunes enfants. Quant aux manouvriers les plus faibles, la concurrence les écrase...

Le régime de fabrique, surtout après qu'il est soumis à la réglementation légale du travail, réclame comme première condition que le résultat à obtenir se prête à un calcul rigoureux, de telle sorte qu'on puisse compter sur la production d'un quantum donné de marchan-

---

141 Ainsi, après l'extension de la loi de fabrique aux poteries, les tours à main ont été en grande partie remplacés par des tours mécaniques. (Note de Marx).

dises dans un temps donné. Les intervalles de loisir prescrits par la loi supposent en outre que l'intermittence périodique du travail ne porte pas préjudice à l'ouvrage commencé. Cette certitude du résultat et cette faculté d'interruption sont naturellement bien plus faciles à obtenir du travail dans des opérations purement mécaniques que là où des procès chimiques et physiques interviennent, comme dans les poteries, les blanchisseries, les boulangeries, etc., et la plupart des manufactures du métal. La routine du travail illimité, du travail de nuit et de la dilapidation sans limites et sans gêne de la vie humaine, a fait considérer le premier obstacle venu comme une barrière éternelle imposée par la nature des choses. *Mais* [129] *il n'y a pas d'insecticide aussi efficace contre la vermine que l'est la législation de fabrique contre ces prétendues « barrières naturelles ».* Personne qui exagérât plus ces « impossibilités » que les patrons potiers ; or, la loi de fabrique leur ayant été appliquée en 1864, seize mois après, toutes ces « impossibilités » avaient déjà disparu.

Les améliorations provoquées par cette loi, telles « la méthode perfectionnée de substituer la pression à l'évaporation, la construction de fourneaux nouveaux pour sécher la marchandise humide, etc., sont autant d'événements d'une importance exceptionnelle dans l'art de la poterie et y signalent un progrès supérieur à tous ceux du siècle précédent... La température des fours est considérablement diminuée et la consommation du charbon est moindre, en même temps que l'action sur la pâte est plus rapide [142] ».

En dépit de toutes les prédictions de mauvais augure, *ce ne fut pas le prix,* mais la quantité des articles qui augmenta, si bien que l'exportation de l'année commençant en décembre 1864 fournit un excédent de valeur de 138 628 livres sterling sur la moyenne des trois années précédentes.

Dans la fabrication des allumettes chimiques, on tenait pour une loi de la nature que les jeunes garçons, au moment même où ils avalaient leur dîner, soient obligés de continuer à plonger les brins de bois dans une composition de phosphore réchauffée, dont les vapeurs empoisonnées leur montaient à la tête. En obligeant d'économiser le temps, la

142 *Loc. cit.*, p. 96, 127. (Note de Marx.)

loi de fabrique de 1864 amena l'invention d'une machine à immersion, dont les vapeurs ne peuvent plus atteindre l'ouvrier [143].

De même, on entend encore affirmer dans ces branches de la manufacture de dentelles, qui jusqu'ici n'ont pas encore perdu leur liberté, « que les repas ne pourraient être réguliers à cause des longueurs de temps différentes qu'exigent pour sécher les diverses matières, différences qui varient de trois minutes à une heure et même davantage ». Mais, répondent les commissaires de l'enquête [130] sur l'emploi des enfants et des femmes dans l'industrie, « les circonstances sont exactement les mêmes que dans les fabriques de papiers peints où les principaux fabricants faisaient vivement valoir qu'en raison de la nature des matériaux employés et de la variété des opérations, il était impossible, sans un préjudice considérable, d'interrompre le travail pour les repas... En vertu de la sixième clause de la VI° section du *Factory Acts Extension Act* de 1864, en leur accorda, à partir de la promulgation de cette loi, un sursis de dix-huit mois, passé lequel ils devraient respecter les heures de repas qui s'y trouvaient spécifiées [144] ».

Qu'arriva-t-il ? La loi avait à peine obtenu la sanction parlementaire que Messieurs les fabricants reconnaissaient s'être trompés : « Les inconvénients que l'introduction de la loi de fabrique nous faisait craindre ne se sont pas réalisés. Nous ne trouvons pas que la production soit le moins du monde paralysée ; en réalité, nous produisons davantage dans le même temps [145]. »

On le voit, le Parlement anglais, *que personne n'osera taxer d'esprit aventureux, ni de génie transcendant,* en est arrivé par l'expérience seule à cette conviction qu'une *simple loi coercitive* suffit pour faire disparaître tous les obstacles naturels qui s'opposent à la réglementation et à la limitation de la journée de travail. Lorsqu'il soumet à la loi de fabrique une nouvelle branche d'industrie, il se borne donc à accorder un sursis de six à dix-huit mois pendant lequel c'est l'affaire des fabricants de se débarrasser des difficultés techniques. Or, la tech-

143 L'introduction de cette machine avec d'autres dans les fabriques d'allumettes chimiques a, dans un seul département, fait remplacer 230 adolescents par 32 garçons et filles de 14 à 17 ans. Cette économie d'ouvriers a été poussée encore plus loin en 1865 par suite de l'emploi de la vapeur. (Note de Marx.)

144 *Child. Empl. Comm., II Reports,* 1864, p. IX, N° 50. (Note de Marx)

145 *Reports...,* octobre 1865, p. 22. (Note de Marx.)

nologie moderne peut s'écrier avec Mirabeau « Impossible ! Ne me dites jamais cet imbécile de mot ! »

En activant ainsi le développement des éléments matériels nécessaires à la transformation du régime manufacturier en régime de fabrique, la loi, dont l'exécution entraîne des avances considérables, *accélère simultanément la ruine des petits chefs d'industrie et la concentration des capitaux* [146].

[131]

Outre les difficultés purement techniques qu'on peut écarter par des moyens techniques, la réglementation de la journée de travail en rencontre d'autres dans *les habitudes d'irrégularité des ouvriers eux-mêmes,* surtout là où prédomine le salaire aux pièces et où le temps perdu une partie du jour ou de la semaine peut être rattrapé plus tard par un travail supplémentaire ou un travail de nuit. Cette méthode, qui abrutit l'ouvrier adulte, ruine ses compagnons d'un âge plus tendre et d'un sexe plus délicat [147].

Bien que cette irrégularité dans la dépense de la force vitale soit une sorte de réaction naturelle et brutale devant l'ennui d'un labeur fatigant par sa monotonie, elle provient à un bien plus haut degré de l'anarchie de la production qui, de son côté, présuppose l'exploitation effrénée du travailleur. A côté des variations périodiques, générales, du cycle industriel, et des fluctuations du marché particulières à chaque branche d'industrie, il y a ce qu'on nomme la *saison,* qui repose soit sur la mode, soit sur la périodicité de la navigation, soit enfin sur la coutume des commandes soudaines et imprévues qu'il faut exé-

146 « Dans un grand nombre d'anciennes manufactures, les améliorations nécessaires ne peuvent être pratiquées sans un déboursé de capital qui dépasse de beaucoup les moyens de leurs propriétaires actuels... L'introduction des lois de fabrique est nécessairement accompagnée d'une désorganisation passagère, qui est en raison directe de la grandeur des inconvénients auxquels il faut remédier. » (*Loc. cit*., p. 96, 97.) (Note de Marx)

147 Dans les hauts fourneaux, par exemple, « le travail est généralement très prolongé vers la fin de la semaine, en raison de l'habitude qu'ont les hommes de chômer le lundi et de perdre aussi tout ou partie du mardi » . *(Child. Empl. Comm., III Reports,* p. VI.) (Note de Marx.)

« Les petits patrons ont en général des heures très irrégulières. Ils perdent 2 ou 3 jours et travaillent ensuite toute la nuit pour rattraper le temps perdu... Ils emploient leurs propres enfants quand ils en ont. » (*Loc. cit*., p. VII) (Note de Marx.)

cuter dans le plus bref délai, coutume qu'ont surtout développée les chemins de fer et la télégraphie...

Dans les fabriques et les manufactures non soumises à la loi, il règne périodiquement pendant la *saison,* et irrégulièrement à l'arrivée de commandes soudaines, un surcroît de travail réellement effroyable. Dans la sphère du travail à domicile, où d'ailleurs l'irrégularité forme la règle, l'ouvrier dépend entièrement pour ses matières premières et son occupation des caprices du capitaliste, qui là n'a à faire valoir aucun capital avancé en construction, machines, etc., et ne risque, par l'intermittence du travail, absolument rien que la peau de ses ouvriers. Là, il peut donc recruter d'une manière systématique une [132] armée industrielle de réserve, toujours disponible, qu'un travail inhumain et forcé décime pendant une partie de l'année et que, pendant l'autre moitié, le chômage réduit à la misère...

De même que les obstacles techniques que nous avons mentionnés plus haut, ces pratiques que la routine des affaires a implantées ont été et sont encore présentées par les capitalistes intéressés comme des barrières naturelles de la production. C'était là le refrain des doléances des lords du coton dès qu'ils se voyaient menacés de la loi de fabrique. Quoique leur industrie dépende plus que toute autre du marché mondial et, par conséquent, de la navigation, l'expérience leur a donné un démenti. Depuis ce temps-là, les inspecteurs des fabriques anglaises traitent de fariboles toutes ces difficultés *éternelles* de la routine. Les enquêtes consciencieuses de ladite commission ont démontré par l'expérience que dans quelques industries *la réglementation de la journée de travail a distribué plus régulièrement sur l'année entière la masse de travail déjà employée* [148]*,* qu'elle est le premier frein rationnel imposé aux caprices frivoles et homicides de la mode, incompatibles avec le système de la grande industrie [149], que le développement de la navigation maritime et des moyens de communication en général a suppri-

148 Child. Empl. Comm., 1 Reports, p. XVIII, n° 118. (Note de Marx.)

149 « L'incertitude des modes, disait Bellers déjà en 1699, accroît le nombre des pauvres nécessiteux. Elle produit en effet deux grands maux : 1° les journaliers sont misérables en hiver par suite de manque de travail, les merciers et les maîtres tisseurs n'osant pas dépenser leurs fonds pour tenir leurs gens employés avant que le printemps n'arrive et qu'ils sachent quelle sera la mode ; 2° au printemps, les journaliers ne suffisent pas, et les maîtres tisseurs doivent recourir à mainte pratique pour pouvoir fournir le commerce du royaume dans un trimestre ou une demi-année... » (Note de Marx.)

mé, à proprement parler, la raison technique du travail de saison [150], et qu'enfin toutes les autres circonstances qu'on prétend ne pouvoir maîtriser, peuvent être éliminées au moyen de bâtisses plus vastes, de machines supplémentaires, d'une augmentation du nombre des ouvriers employés simultanément [151], et du contrecoup de tous ces [133] changements dans l'industrie sur le système du commerce en gros [152].

Néanmoins, comme il l'avoue lui-même par la bouche de ses représentants, le capital ne se prêtera jamais à ces mesures si ce n'est « sous la pression d'une loi générale du Parlement [153] », imposant une journée de travail normale à toutes les branches de la production à la fois.

L'effet du machinisme.

Retour à la table des matières

---

150 Child. Empl. Comm., V Reports, p. 171, n° 34. (Note de Marx.)

151 On lit par exemple dans les dépositions de quelques agents d'exportation de Bradford cités comme témoins : « Il est clair que, dans ces circonstances, il est inutile de faire travailler dans les magasins les jeunes garçons plus longtemps que de 8 h du matin à 7 h ou 7 h 1/12 du soir. Ce n'est qu'une question de dépense extra et de nombre de bras extra. Les garçons n'auraient pas besoin de travailler si tard dans la nuit si quelques patrons n'étaient pas aussi affamés de profit. Une machine supplémentaire ne coûte que 16 ou 18 £. [...] *Toutes les difficultés proviennent de l'insuffisance d'appareils et du manque d'espace. » (Loc. cit.,* p. 171, n° 35, 36 et 38.) (Note de Marx.)

152 *Loc. cit.* Un fabricant de Londres, qui considère d'ailleurs la réglementation de la journée de travail comme un moyen de protéger non seulement les ouvriers contre les fabricants, mais encore les fabricants contre le grand commerce, s'exprime ainsi : « La gêne dans nos transactions est occasionnée par les marchands exportateurs qui veulent, par exemple, envoyer des marchandises par un navire à voiles, pour se trouver en lieu et place dans une saison déterminée et, de plus, pour empêcher la différence du prix de transport entre le navire à voiles et le navire à vapeur, ou bien qui, de deux navires à vapeur, choisissent celui qui part le premier pour arriver avant leurs concurrents sur le marché étranger. » (*Loc. cit.*, p. 8, n° 32.) (Note de Marx.)

153 C'est ce que dit un fabricant lui-même : « On pourrait obvier à cela au prix d'un agrandissement des locaux de travail *sous la pression d'une loi générale du Parlement*. » (*Loc. cit.*) (Note de Marx.)

Marx ouvre la discussion sur le thème « les conséquences de l'application du machinisme par les capitalistes » [154]. Il dit que ce qui frappe le plus, c'est que le résultat de l'introduction des machines a contredit tout ce que l'économie politique considérait comme inévitable. Au lieu de diminuer la journée de travail, celle-ci a été prolongée jusqu'à seize et dix-huit heures. Autrefois, la journée de travail normale était de dix heures ; pendant les cent dernières années, la durée du travail a été prolongée légalement, aussi bien en Angleterre que sur le [134] continent. Toute la législation des fabriques du siècle dernier tendait à contraindre les ouvriers, par les lois, à travailler plus longtemps.

C'est en 1833 seulement que le temps de travail pour les enfants a été ramené à douze heures : par suite de la durée de travail excessive, il ne leur restait pas de temps pour se former intellectuellement. Leur condition physique se dégradait également, et des maladies contagieuses sévissaient périodiquement parmi eux ; c'est ce qui incita certains représentants des classes supérieures à se préoccuper d'eux.

L'un des premiers à attirer l'attention sur ce mal criant fut sir Robert Peel. Robert Owen fut le premier industriel qui réduisit les heures de travail dans sa fabrique. La loi des dix heures fut la première à limiter la durée du travail à dix heures et demie par jour pour les femmes et les enfants, mais elle ne fut appliquée qu'à certaines fabriques.

C'était là un progrès, dans la mesure où les ouvriers disposèrent de plus de temps libre. Pour ce qui est de la production, cette limitation fut bientôt compensée à nouveau : grâce à des machines perfectionnées et à une intensité plus grande du travail des ouvriers, on fait aujourd'hui plus d'ouvrage dans une journée courte qu'autrefois dans une journée longue, si bien que les travailleurs sont de nouveau surmenés au point qu'il sera bientôt nécessaire de réduire la journée de travail à huit heures.

Une autre conséquence de l'utilisation du machinisme fut d'obliger les femmes et les enfants à travailler dans les fabriques. Ainsi la femme est devenue un agent actif de notre production sociale. Jadis le travail des femmes et des enfants se confinait au cercle de la famille. Je ne dis pas que c'est un mal que les femmes et les enfants participent

154 Extrait du protocole de la séance du Conseil général, 28 juillet 1868.

à notre production sociale. Je pense que tous les enfants, à partir de l'âge de neuf ans, devraient être employés une partie de leur temps à un travail productif ; cependant, la façon dont on les oblige à travailler dans les conditions actuelles est tout simplement abominable.

Une autre conséquence de l'utilisation du machinisme, c'est que les rapports du capital avec la campagne ont été complètement bouleversés. Autrefois, il y avait de riches patrons et de pauvres ouvriers, qui travaillaient avec leurs propres instruments. Ils étaient, dans une certaine mesure, des agents libres, qui avaient la possibilité d'opposer une [135] résistance efficace à leurs employeurs. Pour l'ouvrier moderne des usines, pour les femmes et les enfants, une telle liberté n'existe pas : ils sont les esclaves du capital.

Sans cesse retentit le cri du capitaliste réclamant l'invention d'une machine qui le rende indépendant de l'ouvrier : la machine à filer et le métier à tisser mû par la vapeur lui ont donné une certaine indépendance, en transférant dans ses mains la puissance motrice de la production. Le pouvoir du capitaliste s'en est trouvé immensément accru. Le patron de l'usine dicte maintenant sa loi et détermine lui-même les sanctions à l'intérieur de son entreprise, infligeant arbitrairement des pénalités dans le but, le plus souvent, de s'enrichir. Le seigneur féodal était lié, dans ses rapports avec le serf, à des traditions et règles déterminées, le seigneur des fabriques n'est assujetti à aucune espèce de contrôle.

L'un des plus importants résultats du machinisme est le travail associé et organisé qui, tôt ou tard, portera ses fruits. En entrant en concurrence avec le travail humain, les machines ont un effet désastreux sur les ouvriers. En Angleterre comme en Inde, l'introduction du métier à tisser mû par la vapeur a eu pour conséquence la mort d'innombrables tisseurs à main.

On nous répète sans cesse que les souffrances engendrées par les machines sont purement temporaires. Or, le développement du machinisme est constant, et si par moments il procure un emploi à un grand nombre de bras, il prive constamment, par ailleurs, autant de travailleurs de leur emploi. Il y a un constant excédent de travailleurs chassés de leur travail, et non, comme l'affirment les partisans de Malthus, une surpopulation par rapport à la production du pays. En effet,

les machines, plus productives, créent une masse de gens dont le travail est devenu superflu.

L'utilisation des machines à la campagne engendre une surpopulation sans cesse croissante, qui ne trouve même pas d'emploi temporaire. Cette surpopulation afflue dans les villes et exerce une pression constante sur le marché du travail, pression qui déprime les salaires. La situation dans les quartiers Est de Londres, à la suite de la crise de 1866, en est un exemple.

Les conséquences pratiques de l'utilisation des machines se voient le plus clairement dans les branches d'activité où les machines ne sont pas utilisées.

[136]

En conclusion, en peut dire que le machinisme conduit, d'une part, au travail associé et organisé ; d'autre part, à la dissolution de tous les rapports sociaux et familiaux ayant existé jusqu'ici.

Considéré exclusivement comme moyen de rendre le produit meilleur marché, l'emploi des machines rencontre une limite [155] : le *travail dépensé dans leur production doit être moindre que le travail évincé par leur usage.* Cependant, pour le capitaliste, cette limite est plus étroite. Comme il ne paie pas le travail, mais la force de travail qu'il emploie, il est dirigé dans ses calculs par la différence de valeur entre les machines et les forces de travail qu'elles peuvent déplacer.

Or, la division de la journée en travail nécessaire et surtravail diffère, non seulement en divers pays, mais aussi dans le même pays à diverses périodes, et dans la même période en diverses branches d'in-

155 Cf. Marx, *Le Capital*, IV° section, XV, II. Marx démontre dans ce chapitre que les machines ont pour effet de rendre le travail meilleur marché, au point que le travail des ouvriers non qualifiés, des femmes et enfants concurrence les machines : cf. ci-dessous p. 138. De fait, le début du machinisme coïncide avec une dégradation du travail humain en général et le travail des femmes et des enfants à une grande échelle. Le mécanisme par lequel les luttes ouvrières donnent une impulsion au développement des machines est simple : en empêchant une dévalorisation du salaire moyen et en opposant un obstacle à la libre exploitation de la main-d'œuvre (par limitation de la journée de travail, par exemple), l'introduction de nouvelles machines redevient avantageuse même dans les conditions capitalistes.

dustrie. En outre, le salaire réel du travail monte tantôt au-dessus, et descend tantôt au-dessous de la valeur de sa force. De toutes ces circonstances, il résulte que la différence entre le prix d'une machine et celui de la force de travail peut varier beaucoup, lors même que la différence entre le travail nécessaire à la production de la machine et la somme de travail qu'elle remplace reste constante [156]. Mais c'est la première différence seule qui détermine le prix [137] de revient pour le capitaliste, et dont la concurrence le force à tenir compte. Aussi voit-on aujourd'hui des machines inventées en Angleterre qui ne trouvent leur emploi que dans l'Amérique du Nord [157]. Pour la même raison, l'Allemagne, aux XVI° et XVII° siècles, inventait des machines dont la Hollande seule se servait ; et mainte invention française du XVIII° siècle n'était exploitée que par l'Angleterre.

En tout pays d'ancienne civilisation, *l'emploi des machines dans quelques branches d'industrie produit dans d'autres une telle surabondance d'ouvriers que la baisse du salaire au-dessous de la valeur*

---

156 Dans la société communiste, le machinisme occupera, par conséquent, une tout autre place que dans la société bourgeoise. (Note de Marx pour la 2° édition allemande.)

157 Marx a observé plusieurs fois dans *Le Capital* que les États-Unis ont bénéficié de conditions particulièrement favorables au développement de l'industrie moderne, du fait que le capitalisme n'y disposait pas d'une main-d'œuvre qu'il pouvait gaspiller : d'où la plus grande rationalisation de la production, que les syndicats cherchent à réaliser ailleurs en diminuant a concurrence entre ouvriers.

Ainsi, Marx note (IV° section, chap. XV, VIII) : « Aux États-Unis, il est courant que le métier se reproduise en prenant pour base l'emploi des machines. Sa conversion ultérieure en fabrique étant inévitable, la concentration s'y effectuera avec une rapidité énorme, comparativement à l'Europe et même à l'Angleterre. »

Le lecteur trouvera des précisions sur le processus qui aboutit au renversement de la suprématie industrielle du capitalisme anglais (qui préfigure la mort du capital, en montrant ses limitations historiques) par le capitalisme américain, dans l'appendice à l'édition américaine de la *Situation des classes laborieuses en Angleterre,* Ed. soc., 1961, p. 377-385. Cf. également *Une grève anglaise*, p. 363-376.

Engels remarque que les conditions américaines étaient éminemment favorables à la formation d'une aristocratie ouvrière (par rapport à la masse des nouveaux immigrants et des Noirs). Pour cela, il propose à tous de dépasser les conditions étroites qui sont celles du capitalisme et de briser la « condamnation à vie au travail salarié ».

de la force de travail met obstacle à leur usage et le rend superflu, souvent même impossible au point de vue du capital, dont le gain provient en effet de la diminution, *non du travail qu'il emploie, mais du travail qu'il paie.*

Pendant ces dernières années, le travail des enfants a été considérablement diminué, et même çà et là presque supprimé dans certaines branches de la manufacture de laine anglaise. Pourquoi [158] ?

[138]

La *loi de fabrique* forçait d'employer une double série d'enfants : l'une travaillait six heures, l'autre quatre, ou chacune cinq heures seulement. Or, les parents ne voulurent point vendre les *demi-temps* meilleur marché que les *temps complets. Dès lors, les demi-temps furent remplacés par une machine* [159]...

Les Anglais n'emploient pas la machine à casser et broyer les pierres inventée par les Yankees, parce que le « vilain »(*wretch*, tel est le nom que donne l'économie politique anglaise à l'ouvrier agricole) qui exécute ce travail reçoit une si faible partie de ce qui lui est dû *que l'emploi de la machine enchérirait* pour le capitaliste.

En Angleterre, on se sert encore, le long des canaux, de femmes au lieu de chevaux pour le halage [160], parce que les frais des chevaux et des machines sont des quantités données mathématiquement, tandis que ceux des femmes rejetées dans la lie de la population échappent à tout calcul [161].

---

158 « Il arrive souvent que la machine ne peut être employée, à moins que le travail [il veut dire le salaire] ne s'élève. » (RICARDO, *loc. cit.*, p. 479.) (Note de Marx.)

159 Contrairement à ce qu'affirment les apologistes du capital, ce ne sont pas les machines qui ont diminué ou supprimé la main-d'œuvre dans les fabriques. Tout démontre, au contraire, qu'elles ont eu pour effet de les peupler d'enfants et de femmes Et ce sont les luttes ouvrières qui ont fait diminuer l'emploi des enfants et des femmes. Les luttes ouvrières n'ont pas pour but direct (mais indirect) de moderniser la production capitaliste : elles s'attachent en premier à défendre les *conditions de vie* de la classe ouvrière.

160 Cf. Report of the Social Science Congress of Edinburgh, octobre 1863. (Note de Marx.)

161 En France, il y a une filiation directe entre l'exploitation des travailleurs immigrés des pays d'Europe méridionale et celle des travailleurs tirés des colonies. La tâche des syndicats aurait été de défendre les intérêts de cette

Aussi c'est en Angleterre, le pays des machines, que la force humaine est prodiguée pour des bagatelles avec le plus de cynisme.

[139]

Effet de la réduction du temps de travail.

Retour à la table des matières

Le citoyen Marx dit qu'il ne pouvait être de l'avis de Milner, qui prétend que la réduction du temps de travail conduit à une diminution de la production [162]. En effet, c'est faux, puisque là où la limitation de la journée de travail avait été appliquée, les instruments de production se sont développés beaucoup plus que dans les autres métiers.

La limitation de la journée de travail conduira à l'utilisation de plus de machines, et la production à une petite échelle deviendra toujours plus impossible, ce qui au demeurant est nécessaire pour le passage à une production sociale. Son effet bénéfique sur l'hygiène et la santé est évident.

De toute façon, une réduction du temps de travail est indispensable pour que la classe ouvrière ait plus de temps pour son développement intellectuel. Les limitations légales de la journée de travail représentent le premier pas vers un essor intellectuel et corporel et l'émancipation définitive de la classe ouvrière. De nos jours, nul ne nie plus la nécessité d'une intervention de l'État dans l'intérêt des femmes et des enfants. Cependant, une limitation de leur journée de travail a mené, dans la plupart des cas, à une réduction de la journée de travail des hommes [163].

---

couche surexploitée de travailleurs, du simple point de vue de l'intérêt bien compris de toute la classe ouvrière. Mais ce n'est pas cet intérêt qui prévaut dans l'esprit des syndicats de catégorie, le racisme d'une bonne partie de l'aristocratie ouvrière française est lié au mépris capitaliste pour les branches d'industrie les plus sales qui sont bonnes pour les étrangers et qui ignorent la mécanisation, les salaires de famine y concurrençant la machine.

162 Cf. MARX, extrait du protocole de séance du Conseil général, 11 août 1868.

163 Dans *Le Capital* (IV° section, chap. XV, III), Marx remarque à ce propos : « Comme le capital est de par sa nature niveleur il exige, au nom de son Droit Inné, que dans toutes les sphères de production les conditions de

L'Angleterre s'est engagée la première sur la voie de la réduction du temps de travail ; les autres pays seront contraints de suivre plus ou moins son exemple. L'agitation a commencé sérieusement en Allemagne, et l'on attend du Conseil londonien qu'il se charge de la direction de ce mouvement. Sur le plan des principes, la question a été résolue aux congrès précédents : le temps est venu maintenant d'agir.

l'exploitation du travail soient égales pour tous. La limitation légale du travail des enfants dans une branche d'industrie entraîne donc sa limitation dans une autre. » Marx suppose que l'action ouvrière fait partie intégrante de ce mécanisme.

[140]

La loi anglaise de la journée de travail de dix heures.

Retour à la table des matières

Les ouvriers anglais viennent de subir une importante défaite, et celle-ci est venue du côté d'où ils l'attendaient le moins [164]. La *Cour de l'Échiquier,* l'une des quatre hautes cours d'Angleterre, a rendu il y a quelques semaines un verdict par lequel elle abolissait pratiquement les prescriptions les plus importantes de la loi de la journée de travail de dix heures, promulguée en 1847.

L'histoire de la loi de dix heures fournit un exemple frappant du mode de développement particulier des contradictions de classe en Angleterre, et à ce titre elle mérite que l'on s'y attarde.

On le sait, avec l'avènement de la grande industrie, on a assisté à une exploitation tout à fait nouvelle, illimitée et éhontée, de la classe ouvrière par les patrons de fabrique. Les machines nouvelles ont rendu superflu le travail des hommes adultes ; pour leur surveillance, elles réclament simplement des femmes et des enfants, plus adaptés à cette tâche et meilleur marché que les hommes. L'exploitation industrielle s'est donc emparée bientôt de toute la famille ouvrière, et l'a enfermée dans la fabrique. Les femmes et les enfants ont été contraints de travailler jour et nuit sans arrêt, jusqu'à ce que l'exténuation physique la plus complète les eût abattus. Les enfants des *maisons de travail,* étant donné la demande croissante d'enfants, devinrent littéralement un article de commerce ; dès l'âge de quatre ans, voire de trois

164 Cf. ENGELS, *Nouvelle Gazette rhénane. Revue économique et politique*, 1850. Cet article, écrit pour le public allemand, fait pendant à un autre sur le même sujet, écrit pour les ouvriers anglais. Les articles écrits pour la presse ouvrière ou démocratique complètent souvent d'une manière immédiate les développements du Capital. Ils permettent de comprendre plus complètement certains points, souvent les plus vivants, qui sont rattachés à l'actualité. Engels explique dans cet article que la bourgeoisie a fait marche arrière dès qu'elle l'a pu, en utilisant les subtilités de la loi pour mettre en échec la loi de dix heures, montrant que l'aspect juridique est dépendant du rapport des forces.

ans, des groupes en étaient vendus aux enchères par le biais de contrats d'apprentissage aux plus offrants des fabricants.

Le souvenir de l'exploitation brutale et éhontée des enfants et des femmes de cette époque, exploitation qui ne cessait tant qu'il restait un muscle, un nerf, une goutte de sang à extorquer, est encore vivant dans les vieilles [141] générations ouvrières d'Angleterre, et de nombreux ouvriers et ouvrières portent encore gravé en eux ce souvenir sous forme d'une déviation de la colonne vertébrale ou d'un membre estropié ou mutilé, tous traînent avec eux leur santé ruinée à jamais. Le sort des esclaves dans les pires plantations américaines était doré, en comparaison de celui des ouvriers anglais de cette époque.

Très tôt, l'État dut prendre des mesures afin de discipliner quelque peu la rage d'exploitation la plus totale et la plus impitoyable des fabricants, qui foulaient aux pieds toutes les conditions de la société civilisée. Néanmoins, ces premières limitations légales étaient plus qu'insuffisantes, et elles furent bientôt contournées. Ce n'est qu'un demi-siècle après l'avènement de la grande industrie, lorsque le flot du développement industriel eut trouvé son lit normal vers 1835, qu'il devint possible d'instaurer une législation efficace, du moins pour s'opposer quelque peu aux excès les plus criants.

Dès le début du siècle, il s'était formé, à l'instigation de philanthropes, un parti qui revendiquait la limitation légale du temps de travail à dix heures par jour dans les fabriques. Ce parti poursuivit son agitation pour l'application pratique de la loi de dix heures au cours des années 1820, sous la direction de Sadler, puis à sa mort sous celle de lord Ashley et R. Oastler. Progressivement, il regroupa sous son drapeau, en plus des ouvriers, l'aristocratie ainsi que toutes les fractions de la bourgeoisie hostiles aux fabricants. Cette association des travailleurs avec les éléments les plus hétérogènes et les plus réactionnaires de la société anglaise aboutit nécessairement à ce que l'agitation des ouvriers révolutionnaires demeura à l'écart du mouvement pour les dix heures. Certes, les chartistes étaient, jusqu'au dernier homme, favorables à la loi de dix heures : ils constituèrent la masse, le chœur, dans tous les meetings pour les dix heures ; ils mirent leur presse à la disposition du Comité pour les dix heures. Mais aucun chartiste ne fit l'agitation en commun avec les partisans aristocratiques ou bourgeois des dix heures, ni ne siégea au Comité pour les dix heures *(Short-Time Committee)* de Manchester. Ce Comité était constitué uniquement

d'ouvriers et de contremaîtres d'usine. Mais ces ouvriers étaient des êtres totalement séparés de leur classe, abrutis par le travail, pacifiques, dévots et respectables, qui avaient une sainte terreur du chartisme et du socialisme [142], considéraient le trône et l'Église avec un respect sacré et, trop débilités pour haïr la bourgeoisie industrielle, n'étaient plus capables que de vénérer humblement l'aristocratie, parce qu'elle au moins faisait mine de s'intéresser à leur misère. Le conservatisme ouvrier de ces partisans des dix heures faisait écho à cette première opposition au progrès industriel de la part des travailleurs qui cherchaient à rétablir l'ancien ordre patriarcal et dont les manifestations de vie les plus énergiques n'allaient pas au-delà du bris des machines.

Les chefs bourgeois et aristocratiques étaient tout aussi réactionnaires que ces ouvriers. Ils étaient tous sans exception des sentimentaux conservateurs à l'idéologie souvent échevelée, car ils étaient remplis de souvenirs de la petite exploitation campagnarde de type patriarcal avec son cortège de piété, de vertus et étroitesses familiales. Leurs petits cerveaux étaient pris de vertige à la vue du tourbillon de la révolution industrielle. Leur esprit petit-bourgeois était saisi de panique devant l'essor quasi miraculeux des nouvelles forces productives, qui balayaient en quelques années les classes les plus vénérées, les plus intangibles et les plus essentielles de l'ancienne société et leur substituaient de nouvelles classes jusqu'ici inconnues, classes dont les intérêts, les sympathies et toute la conception de vie et d'esprit étaient en opposition avec les institutions de la société anglaise traditionnelle. Ces idéologues au cœur tendre ne manquèrent pas de partir en campagne, avec des arguments de morale, d'humanité et de compassion, contre l'impitoyable dureté et le manque de scrupules avec lesquels la nouvelle forme de société procédait par révolutions successives, par rapport à quoi ils dépeignaient les mœurs paisibles et douillettes du patriarcalisme en déclin comme un idéal social.

Au temps où la question des dix heures concentrait toute l'attention du public, ces éléments groupèrent autour d'eux toutes les fractions de la société dont les intérêts étaient lésés par la révolution industrielle et qui se sentaient menacées jusque dans leur existence. En ces temps, les banquiers, les boursicoteurs, les armateurs et les négociants, l'aristocratie foncière, les grands propriétaires fonciers des Indes occiden-

tales, les petits bourgeois s'unirent de plus en plus sous la direction des agitateurs pour les dix heures.

La loi de la journée de travail des dix heures fournit [143] à ces classes et groupes réactionnaires un terrain merveilleux pour s'allier avec le prolétariat contre la bourgeoisie industrielle. D'une part, cette loi freinait considérablement la concentration rapide de la richesse et de l'influence politique et sociale des fabricants ; d'autre part, elle ne donnait qu'un avantage purement matériel, voire physique, aux ouvriers, en les protégeant de la ruine rapide de leur santé. En effet, elle ne leur donnait rien qui puisse menacer leurs alliés réactionnaires ; elle ne leur donnait pas le pouvoir politique, ni ne changeait leur position sociale de travailleurs salariés. Au contraire, l'agitation pour les dix heures maintint les ouvriers sous l'influence et même, en partie, sous la direction de leurs alliés nantis, dont ils s'efforçaient de se détacher de plus en plus depuis la loi de Réforme (1832) et l'essor de l'agitation chartiste (1838).

Mais il était tout à fait naturel qu’au début de la révolution industrielle, les ouvriers, dans leur combat direct contre la seule bourgeoisie industrielle, se soient joints à l'aristocratie et aux autres fractions de la bourgeoisie par lesquelles ils n'étaient pas directement exploités et qui luttaient, elles aussi, contre la bourgeoisie industrielle. Cependant, cette alliance altérait le mouvement ouvrier en le chargeant de forts relents réactionnaires, qui ne disparurent que progressivement ; elle renforçait au sein du mouvement ouvrier la position des travailleurs réactionnaires, ceux dont l'activité tient encore de la manufacture et est donc menacée par le progrès industriel, par exemple celle des tisserands à main.

Ce fut donc une chance pour les ouvriers, dans cette période confuse de 1847, où tous les vieux partis parlementaires étaient en dissolution et où les nouveaux n'étaient pas encore constitués, que la loi de la journée de travail de dix heures fût enfin adoptée. Elle passa au milieu d'une série de votes les plus embrouillés et apparemment dominés par le seul hasard, dans lesquels - à l'exception des fabricants les plus ouvertement libre-échangistes, d'une part, les propriétaires fonciers les plus enragés à défendre le système protectionniste, d'autre part - aucun parti ne vota en bloc de manière conséquente. Elle passa, comme s'il s'agissait d'un simple épisode, d'une chicane cherchée aux fabricants par l'aristocratie, une partie des Peelites et des whigs, qui

voulaient prendre leur revanche après la grande victoire remportée [144] par les premiers lors de l'abolition des lois céréalières.

La loi de dix heures ne satisfaisait pas seulement un besoin physique absolument essentiel des ouvriers, en les protégeant quelque peu de la frénésie d'exploitation des fabricants. Elle libéra encore les ouvriers de ceux qui rêvaient avec nostalgie des coopératives et de la solidarité avec toutes les classes réactionnaires d'Angleterre. Les fadaises patriarcales d'un Oastler, les émouvants témoignages de sympathie d'un lord Ashley ne trouvèrent plus d'auditoire, dès lors que la loi de dix heures ne constitua plus la pointe avancée de leurs tirades. C'est alors seulement que le mouvement ouvrier put se concentrer pleinement sur l'instauration du règne politique du prolétariat comme premier moyen de révolutionnement de toute la société existante. Et dès lors, l'aristocratie et les fractions réactionnaires de la bourgeoisie qui, la veille encore, avaient été les alliées des ouvriers, se rangèrent aux côtés de la bourgeoisie industrielle pour s'allier avec elle et s'opposer avec un égal acharnement aux travailleurs.

La révolution industrielle, qui avait permis à l'Angleterre de conquérir le marché mondial et de le soumettre à une longue domination, était devenue la branche décisive de l'économie anglaise. L'Angleterre vit et meurt de son industrie : elle s'élève et retombe au rythme de ses fluctuations. L'industrie ayant conquis une position décisive, les bourgeois industriels, les fabricants devinrent la classe décisive de la société anglaise, si bien que la nécessité s'imposa à eux de s'emparer du pouvoir politique et d'éliminer toutes les institutions politiques et sociales qui barraient la voie au développement de la grande industrie. La bourgeoisie industrielle se mit à l'œuvre. L'histoire de l'Angleterre, de 1830 à nos jours, est l'histoire des victoires successives qu'elle remporta sur la coalition de ses adversaires réactionnaires.

Tandis qu'en France l'aristocratie financière arriva au pouvoir grâce à la révolution de Juillet, la loi de Réforme qui fut adoptée peu après, en 1832, marqua le renversement de l'aristocratie financière en Angleterre. Les banques, les détenteurs de bons de crédit nationaux, les boursicoteurs, en un mot ceux qui faisaient commerce d'argent et vis-à-vis desquels l'aristocratie était endettée jusqu'au cou, avaient jusque-là dominé presque exclusivement l'Angleterre, sous le manteau multicolore du monopole électoral. Mais plus la grande industrie et le mar-

ché [145] mondial gagnaient en extension, plus intolérable devenait leur domination politique, malgré toutes les concessions de détail. L'alliance de toutes les fractions de la bourgeoisie avec le prolétariat anglais et le paysannat irlandais entraîna leur renversement. Le peuple menaça de recourir à la révolution, la bourgeoisie rapporta massivement dans les banques les billets et l'argent dont elle disposait et mit ces institutions au bord de la faillite. L'aristocratie financière céda juste à temps, épargnant à l'Angleterre une révolution de Février.

La loi de Réforme fit participer au pouvoir politique toutes les classes possédantes du pays jusques et y compris les petits boutiquiers. Toutes les fractions de la bourgeoisie disposaient dès lors d'une assise légale, sur laquelle elles pouvaient faire valoir leur pouvoir et leurs revendications. Les combats que les diverses fractions de la bourgeoisie se livrèrent entre elles sous la République après la victoire de juin 1848 en France, ces combats se livraient au Parlement en Angleterre depuis la loi de Réforme. Mais on comprend qu'étant donné la diversité des conditions respectives, les résultats en soient aussi tout à fait différents dans les deux pays.

Dès lors que la loi de Réforme lui eut assuré la maitrise de l'arène parlementaire, la bourgeoisie industrielle ne devait plus quitter ce terrain pour remporter victoire sur victoire. On lui sacrifia la cohorte des financiers par le vote d'une loi limitant les sinécures, les indigents par la loi sur les pauvres de 1833, les financiers et les propriétaires par les lois abaissant les taxes, instituant l'impôt sur le revenu et restreignant les franchises fiscales. Chaque victoire des industriels grossit le nombre de leurs vassaux. Le commerce de gros et de détail devint leur tributaire. Londres et Liverpool plièrent le genou devant le libre-échange, ce Messie des industriels. Mais, en même temps que leurs victoires, augmentaient aussi leurs besoins et leurs prétentions.

La grande industrie moderne ne peut exister qu'à la condition qu'elle se développe sans cesse et conquière toujours des marchés nouveaux. L'agilité infinie de la production la plus massive, le développement et la progression incessants du machinisme et la concentration croissante des capitaux et des ouvriers l'y contraignent. Tout arrêt est dès lors synonyme de ruine. Or, l'essor de l'industrie est conditionné par l'extension des marchés. Et, [146] comme l'industrie, à son niveau actuel de développement, accroît infiniment plus vite ses forces productives qu'elle ne peut augmenter ses marchés, il en résulte ces

crises périodiques dans lesquelles, en raison de l'excès des moyens de production et des produits, la circulation dans le corps social se bloque subitement, et l'industrie et le commerce s'arrêtent presque complètement jusqu'à ce que l'excédent de produits ait trouvé à s'écouler par de nouveaux canaux.

L'Angleterre est le foyer de ces crises, dont l'effet paralysant gagne immanquablement les coins les plus reculés et les plus cachés du marché mondial, entraînant partout à la ruine une partie importante de la bourgeoisie industrielle et commerciale. Dans toutes ces crises qui, au reste, font percevoir de manière tangible la dépendance de toutes les fractions de la société anglaise vis-à-vis des fabricants, il n'est qu'un moyen de salut : extension des marchés, soit par la conquête de nouveaux, soit par l'exploitation plus systématique des anciens. Abstraction faite de rares exceptions, parmi lesquelles un marché jusque-là obstinément clos, tel celui de la Chine en 1842, auquel le capital s'ouvre une brèche par la force des armes, il n'existe qu'un moyen de créer de nouveaux marchés ou d'exploiter davantage les anciens par la voie industrielle : baisser les prix, c'est-à-dire réduire les frais de production.

Les frais de production s'abaissent grâce à des méthodes de production nouvelles et plus perfectionnées, grâce à une diminution du profit ou du salaire. Or, l'adoption de modes de production plus perfectionnés ne peut pas sauver les capitalistes de la crise, puisqu'elle augmente encore la production, c'est-à-dire rend elle aussi nécessaires de nouveaux marchés. Il n'est même pas question de réduction du profit pendant la crise, chacun étant déjà content s'il parvient à vendre à perte. Il en est de même du salaire qui, au reste, comme le profit, est régi par des lois tout à fait indépendantes de la volonté ou de l'opinion des fabricants. Et cependant le salaire représente une fraction importante des frais de production : son abaissement durable est le seul moyen d'extension du marché - et de salut en période de crise. Or, le salaire baissera si les moyens de subsistance du travailleur sont produits à meilleur marché.

Il se trouve que les moyens de subsistance des travailleurs avaient renchéri en Angleterre en raison des droits [147] de protection douanière frappant les céréales, les produits coloniaux, etc., ainsi que des impôts indirects. D'où l'agitation si longue, si violente et si générale des industriels en faveur du libre-échange, notamment pour l'abolition

des taxes sur les céréales. D'où ce fait caractéristique : depuis 1842, toute nouvelle crise commerciale et industrielle leur apporte une nouvelle victoire.

En abolissant les droits de douane sur les céréales, on leur a sacrifié les propriétaires fonciers anglais ; en abolissant les droits de douane différentiels sur le sucre, etc., on leur a sacrifié les propriétaires fonciers des colonies ; en abolissant les lois sur la navigation, on leur a sacrifié les armateurs. Leur agitation visait en même temps à limiter les dépenses de l'État et à diminuer les impôts, ainsi qu'à favoriser l'accession d'une fraction ouvrière à un droit de vote qui leur offrait le plus de garanties possible. En effet, les industriels doivent se créer de nouveaux alliés au Parlement, et ce, à un rythme d'autant plus rapide qu'ils parviennent à conquérir directement le pouvoir politique, grâce auquel seul ils peuvent en finir avec les appendices traditionnels, si coûteux, de la machine d'État anglaise, avec l'aristocratie, l'Église, les sinécures et la magistrature semi-féodale. Il est indubitable que la nouvelle crise commerciale, toute proche maintenant, coïncidera, avec de nouvelles et formidables collisions sur le continent, et suscitera au moins ce progrès dans l'évolution anglaise.

Au milieu de ces victoires incessantes de la bourgeoisie industrielle, les fractions réactionnaires réussirent à lui mettre au pied le boulet de la loi de dix heures. Cette loi fut adoptée à un moment qui n'était caractérisé ni par la crise ni par la prospérité, à un de ces moments où l'industrie est encore travaillée par les effets de la surproduction au point qu'elle ne peut mettre en action qu'une partie de ses ressources ; bref, à une période où les fabricants eux-mêmes sont donc incapables de faire travailler leurs ouvriers à plein temps. C'est seulement à un moment où la loi de dix heures limitait la concurrence entre les fabricants eux-mêmes qu'elle était supportable. Mais ce moment fit bientôt place à une prospérité renouvelée. Les marchés vidés de leurs surplus réclamaient un approvisionnement nouveau ; la spéculation se ranimait et redoublait la demande : les fabricants ne pouvaient plus produire suffisamment.

[148]

À présent, la loi de dix heures devenait une entrave intolérable pour l'industrie, qui exigeait plus que jamais la plus complète indépendance et la disposition la plus libre de toutes ses ressources. Que de-

viendraient les industriels au cours de la prochaine crise, si on ne leur permettait pas d'exploiter de toutes leurs forces la brève période de prospérité ? La loi de dix heures devait tomber, et si l'on n'était pas assez fort pour la faire révoquer par le Parlement, en s'efforcerait de la contourner.

La loi limitait à dix heures la durée de travail des jeunes gens de moins de dix-huit ans ainsi que de toutes les ouvrières du sexe féminin. Comme ces enfants et ces femmes constituaient la classe décisive des travailleurs, la conséquence nécessaire en était que les fabriques ne pouvaient travailler en général que dix heures par jour. Cependant les fabricants à qui la prospérité faisait sentir le besoin d'augmenter les heures de travail, trouvèrent une issue. Comme ils l'avaient fait jusqu'ici pour les enfants de moins de quatorze ans dont le temps de travail était encore plus limité, ils engagèrent de nouveaux jeunes gens et femmes comme main-d'œuvre d'appoint, en vue d'assurer les relèves.

Ils purent ainsi faire travailler leurs fabriques et leurs ouvriers adultes pendant treize, quatorze, quinze heures, sans qu'un seul individu tombant sous le régime de la loi ne travaillât plus de dix heures par jour. Cela contrevenait en partie à la lettre de la loi, mais plus encore à tout son esprit et à l'intention du législateur. Les inspecteurs de fabrique portèrent plainte, mais les juges de paix n'étaient pas d'accord entre eux et tranchaient diversement selon les cas. Plus la prospérité croissait, plus les industriels élevaient la voix contre la loi de dix heures et les interventions des inspecteurs de fabrique.

Le ministre de l'Intérieur - Sir G. Grey - donna l'ordre aux inspecteurs de tolérer le système des relais *(relay* ou *shift system)*. Mais un grand nombre d'entre eux, s'appuyant sur la loi, ne se laissèrent pas influencer pour autant. Enfin, un cas marquant fut porté jusqu'à la haute cour de justice, et celle-ci trancha en faveur des fabricants. Ce jugement abolit pratiquement la loi de dix heures, et les fabricants sont devenus entièrement maîtres de leurs fabriques : ils peuvent faire travailler deux, trois ou six heures en période de crise, et de treize à seize heures en période de prospérité, sans que les [149] inspecteurs de fabrique aient à s'en mêler. Comme la loi de dix heures a été prônée surtout par les classes réactionnaires et exclusivement appliquée par

elles, nous voyons qu'elle s'est révélée comme une mesure tout à fait *réactionnaire dans son mode d'application.*

Toute l'évolution sociale de l'Angleterre étant liée au développement et au progrès de son industrie, toutes les institutions qui freinent ce progrès le limitent ou prétendent le régler et le dominer par des mesures extérieures, ne peuvent tenir à la longue et doivent plier devant lui. La force révolutionnaire qui a mis fin, comme en se jouant, à toute la société patriarcale de la vieille Angleterre, à l'aristocratie et à la bourgeoisie financière, ne tient absolument pas à se laisser endiguer dans le lit modéré de cette loi de dix heures. Toutes les tentatives de lord Ashley et consorts pour rétablir la loi déchue par une déclaration authentique resteront sans résultat ou, dans le cas le plus favorable, ne donneront que des résultats éphémères.

La loi de dix heures n'en demeure pas moins absolument indispensable pour les ouvriers. C'est une nécessité physique pour eux. Sans cette loi de dix heures, toute la génération d'ouvriers anglais est ruinée physiquement. Mais il y a une différence gigantesque entre la loi de dix heures que réclament aujourd'hui les ouvriers, et celle qui a été propagée par les Sadler, Oastler et Ashley et appliquée par la coalition réactionnaire en 1847.

Par la brève existence de la loi, par sa facile destruction - une simple décision de tribunal, pas même un acte du Parlement, a suffi pour l'annuler -, par l'attitude ultérieure de leurs alliés réactionnaires d'antan, les ouvriers ont appris de quelle valeur est une alliance avec la réaction. Ils ont appris par l'expérience de quel secours sont les mesures partielles qu'ils réalisent contre les bourgeois industriels. Ils ont appris que les bourgeois industriels sont, pour l'heure encore, la seule classe encore capable dans la situation actuelle de prendre la tête du mouvement ; qu'il serait vain de travailler contre cette mission progressive.

Malgré leur inimitié directe, et nullement assoupie, contre les industriels, les ouvriers seront donc maintenant plus enclins à les soutenir dans leur agitation en vue de la réalisation complète du libre-échange, de la réforme financière, et de l'extension des droits électoraux, qu'à se [150] laisser entraîner une nouvelle fois par les chants de sirène des philanthropes sous la bannière du bloc des réactionnaires. Ils sentent que leur temps ne pourra venir que lorsque les industriels

se seront usés ; c'est pourquoi ils ont le juste instinct qu'il faut accélérer le processus de développement qui donnera le pouvoir à ces bourgeois, et du même coup préparera leur chute. Mais ils n'en oublient pas pour autant qu'avec les industriels ils portent au pouvoir leur ennemi le plus particulier et le plus direct, et qu'ils ne peuvent parvenir à leur véritable libération qu'en conquérant le pouvoir politique. C'est ce qu'une fois de plus l'annulation de la loi de dix heures leur a rappelé, de la manière la plus frappante. Le rétablissement de cette loi ne prendra son véritable sens que sous le règne du suffrage universel, car le suffrage universel, dans l'Angleterre peuplée aux deux tiers par les prolétaires industriels, signifie la domination politique exclusive de la classe ouvrière avec tous les changements révolutionnaires des conditions sociales qui en sont inséparables.

La loi de dix heures que les ouvriers revendiquent aujourd'hui est toute différente de celle que la Cour de justice suprême vient de révoquer. Ce n'est plus une tentative *isolée* qui paralyse le développement industriel, mais un maillon d'une longue chaîne de mesures qui révolutionnera toute la forme actuelle de société et détruira progressivement les antagonismes de classe actuels. Ce n'est plus une mesure réactionnaire, mais révolutionnaire.

L'abolition de fait de la loi de dix heures, d'abord par les fabricants eux-mêmes, puis par la haute cour de justice, contribuera surtout à raccourcir la période de prospérité et à aggraver la crise. Or, ce qui accélère les crises, c'est ce qui accélère aussi l'essor industriel de l'Angleterre et sa conséquence immédiate : le renversement de la bourgeoisie industrielle par le prolétariat industriel.

Les moyens dont disposent les industriels pour accroitre les marchés et écarter les crises sont très limités. La réduction des dépenses d'État, envisagée par Cobden, ou bien est une mesure verbale à la manière wigh, ou bien, même si elle ne peut apporter qu'un secours momentané, représente une révolution complète.

Dans l'hypothèse où elle trouverait l'application la plus étendue et la plus révolutionnaire - dans la limite, bien sûr, où les industriels anglais peuvent encore être [151] révolutionnaires -, comment abordera-t-on la prochaine crise ? Il est évident que les industriels anglais, dont les moyens de production possèdent une force d'expansion infiniment supérieure à leurs débouchés, avanceront à pas rapides vers le point où

leurs ressources seront épuisées, où la période de prospérité, qui jusqu'ici a toujours suivi chaque crise, disparaîtra complètement sous la pression des forces productives qui se seront accrues irrésistiblement jusqu'à la démesure, où les crises ne seront plus séparées les unes des autres que par de brèves périodes de morne activité industrielle, et où l'industrie, le commerce et toute la société moderne tomberont en ruine parce que, d'un côté, ils disposent d'un excédent de produits et de moyens productifs qu'ils sont hors d'état d'utiliser et, d'un autre côté, ont épuisé complètement ses forces vitales. Cependant, cet état anormal porte en lui son propre remède, car l'évolution industrielle a engendré en même temps une classe qui peut alors s'emparer toute seule de la direction de la société : le prolétariat. La révolution prolétarienne est alors inévitable, et sa victoire certaine.

De fait, c'est le cours normal et régulier des événements, tel qu'il ressort avec une nécessité implacable de toutes les conditions sociales actuelles de l'Angleterre. On verra bientôt dans quelle mesure ce cours normal peut être abrégé par des collisions sur le continent et par des bouleversements révolutionnaires en Angleterre même. Et qu'en est-il de la loi de dix heures ?

A partir du moment où les frontières du marché mondial deviennent elles-mêmes trop étroites pour le plein développement de toutes les ressources de l'industrie moderne, rendant nécessaire une révolution sociale pour redonner la liberté de mouvement aux forces sociales productives, à partir de ce moment la limitation du temps de travail ne peut plus avoir un caractère réactionnaire, car elle n'est plus une entrave à l'industrie. Au contraire, elle s'instaure absolument toute seule.

La première conséquence de la révolution prolétarienne en Angleterre sera la centralisation de la grande industrie entre les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat au pouvoir. Cette centralisation de l'industrie fera tomber toutes les formes de la concurrence qui, de nos jours, opposent réglementation du temps de travail et progrès de l'industrie. C'est pourquoi la seule solution au problème de la diminution du temps de travail, comme de [152] tous les autres grands problèmes qui opposent aujourd'hui capital et salariat, se trouve dans la *révolution prolétarienne.*

Conjoncture économique et niveau des luttes revendicatives.

Retour à la table des matières

Tandis que le ciel éclatant de la prospérité commerciale et industrielle s'obscurcit de nuées menaçantes, les *grèves* continuent d'être un phénomène important dans notre situation industrielle et le resteront encore pour un certain temps [165]. Toutefois, leur caractère tend à se modifier parallèlement à l'évolution actuelle de la situation générale de l'Angleterre.

Les fileurs de Bury ont demandé une augmentation de salaire de 2 sous par paquet de mille étoupes. Comme les fabricants refusaient d'examiner leur revendication, ils ont arrêté le travail, et les tisserands les imiteront dès qu'ils auront épuisé le stock de filé. Alors qu'à Preston les tisserands sont en train de demander une augmentation de 10% de leurs salaires et que les ouvriers des environs leur apportent leur soutien, six fabricants ont déjà fermé leurs ateliers ; les autres feront sans doute de même. Ainsi deux mille ouvriers se trouvent privés de leur travail.

À Blackburn, les mécaniciens des fonderies de Mr Dickinson continuent de faire grève. À Wigan, les dévideurs d'une filature se

165 MARX, *New York Daily Tribune*, 17 octobre 1853. Le recueil de textes de Marx et Engels sur le syndicalisme, publié aux éditions Tribüne de Berlin-Est par une commission de l'Institut Marx-Engels-Lénine-Staline, n'a pas reproduit les textes de Marx et Engels de cette période.

Ces articles sur l'agitation ouvrière (que nous ne pouvons pas publier tous ici, tant ils sont nombreux et détaillés) montrent que Marx et Engels n'ont cessé de participer, avec les moyens dont ils disposaient, aux luttes revendicatives des ouvriers et n'ont pas attendu la formation de la I° Internationale pour s 'occuper des grèves et des syndicats.

En ce qui concerne ces articles, le lecteur doit tenir compte que Marx s'adressait au large public d'un journal bourgeois, afin de lui faire connaître dans la mesure du possible la position des ouvriers. Il ne pouvait donc s'y exprimer aussi librement que dans la presse ouvrière : il arrivait assez souvent que la direction élimine des passages, modifie certaines idées, introduise même des tirades de son cru. Marx dut parfois arrêter une collaboration qui avait perdu tout sens.

sont mis en grève pour obtenir une [153] augmentation de salaire d'un sou par vingt pièces, et les fileurs, occupés aux machines de filage hydraulique d'une autre filature, ont refusé de reprendre le travail tant que leurs salaires ne seront pas augmentés. Dans la même localité, les mineurs de charbon poursuivent une grève qui intéresse environ 5 000 travailleurs. Le comte de Crawford et d'autres grands propriétaires de mines des environs ont licencié leur personnel mercredi soir. Aussitôt, les ouvriers tinrent à Scales Orchard un meeting qui connut un grand afflux de mineurs.

À Manchester, 5 000 métiers à tisser sont arrêtés ; en outre, de nombreuses petites grèves se poursuivent : celles des teinturiers de futaine et de fil, des feutriers, etc. Plusieurs réunions d'ouvriers des filatures de coton ont eu lieu pour réclamer une augmentation des salaires. Les ouvriers des fabriques de chaussures de Trentham, Bridgewater, etc., font grève ; les conducteurs de fiacre de Glasgow font grève, ainsi que les ouvriers des carrières de pierre de Kilmarnock ; une grève menace dans la police d'Oldham, etc. Les cloutiers de Birmingham demandent une augmentation de 10%, les charpentiers de Wolverhampton de 6 d par jour ; de même les charpentiers de Londres, et ainsi de suite.

Tandis que les ouvriers des principales villes industrielles du Lancashire, du Cheshire, du Derbyshire, etc., tiennent des meetings publics pour demander des mesures de soutien de leurs frères des organisations ouvrières, les fabricants, pour leur part, sont décidés à fermer leurs usines pour un temps indéterminé afin d'obliger leurs ouvriers à se soumettre lorsqu'ils seront affamés.

Le *Sunday Times* de Londres écrit : « Nous constatons qu'en ce qui concerne la revendication de l'augmentation des salaires, elle ne dépasse pas, au fond, les six d par jour, et lorsque nous jetons un coup d'œil sur les prix actuels des denrées alimentaires, en peut difficilement affirmer que cette demande est exagérée. Nous savons que l'un des buts des ouvriers qui font maintenant grève est d'obtenir une sorte de *participation communiste* au profit réel ou supposé des fabricants. Cependant, la comparaison entre les demandes sans cesse croissantes d'augmentation de salaires avec le renchérissement de prix des principales denrées alimentaires contredit entièrement cette accusation. »

Lorsque les ouvriers demandent quelque chose de plus que les « denrées alimentaires essentielles », lorsqu'ils [154] demandent de « vouloir participer » au profit créé par leur propre travail, ils sont aussitôt accusés de tendances *communistes.* Or, le prix des denrées alimentaires, qu'a-t-il à faire avec « la loi suprême et éternelle de l'offre et de la demande » ? Lorsque, dans les années 1839, 1840, 1841 et 1842, les prix des denrées alimentaires étaient en augmentation constante, les salaires baissèrent jusqu'à un niveau de famine. A ce moment, nos mêmes industriels disaient que « les salaires ne dépendent absolument pas du prix des denrées alimentaires, mais de la loi éternelle de l'offre et de la demande ». Le *Sunday Times* écrit que « les revendications des ouvriers pourraient être satisfaites si elles étaient faites sur un ton respectueux ».

Mais le *respect,* qu'a-t-il à voir avec l' « éternelle loi de l'offre et de la demande » ? A-t-on jamais entendu dire que le prix du café avait augmenté à Mincing Lane parce qu'il avait été offert ou demandé « sur un ton *respectueux »* ? Le commerce de chair et de sang humains s'effectue d'après les mêmes méthodes que le commerce d'autres articles, ou du moins devrait-il avoir les mêmes chances que ce dernier.

Le mouvement des salaires dure maintenant depuis six mois. Veut-on l'examiner grâce à la méthode qui a été reconnue par les fabricants eux-mêmes, celle de la « loi éternelle de l'offre et de la demande », ou bien veut-on nous faire accroire que les lois éternelles de l'économie politique doivent s'interpréter de la même manière que les traités de paix que la Russie signe avec la Turquie ?

Même si les ouvriers n'avaient pas vu leur position renforcée il y a six mois du fait de l'augmentation de la demande de main-d'œuvre et de la forte et durable vague d'émigration vers les champs aurifères et l'Amérique, ils en seraient venus à la conclusion que les profits des industriels ont fortement augmenté, à la suite des clameurs sur la prospérité générale qui s'élèvent dans la presse bourgeoise au travers des louanges dithyrambiques sur le libre-échange. Il va de soi que les ouvriers demandèrent leur part de la prospérité si bruyamment divulguée, mais les fabricants s'y opposèrent avec force.

Alors les ouvriers se coalisèrent, menacèrent de faire grève et présentèrent leurs revendications de façon plus ou moins pacifique. Sitôt qu'une grève éclate, l'ensemble des fabricants ainsi que leur porte-pa-

role de la Chancellerie, des Chambres et des organes de presse s'emportent [155] dans des diatribes sans fin sur « l'effronterie et la bêtise que de telles tentatives *dictent aux ouvriers ».*

Or, les grèves ne démontrent rien d'autre que ceci : les ouvriers préfèrent recourir à leur propre méthode pour régler le rapport entre l'offre et la demande, plutôt que d'attacher foi aux promesses « désintéressées » de leurs patrons.

Dans certaines circonstances, les ouvriers n'ont qu'un moyen de vérifier si leur travail est payé ou non à sa véritable valeur marchande : se mettre en grève ou menacer de le faire. En 1852, la marge entre le coût de la matière première et le prix de l'article fini - par exemple, la marge entre le coût du coton brut et le fil achevé, entre le prix du fil et celui du tissu de coton - était en moyenne plus grande qu'en 1853. En conséquence, les profits des propriétaires de filature et des fabricants étaient incontestablement plus élevés.

Ni le fil ni les articles finis n'ont autant augmenté jusqu'à ce jour que le coton. Pourquoi donc les fabricants n'ont-ils pas aussitôt augmenté les salaires en 1852 ? Le rapport entre l'offre et la demande, disent-ils, n'aurait pas justifié une telle augmentation de salaires. En était-il vraiment ainsi ? Voilà un an, il y avait plus de chômeurs qu'aujourd'hui. Cependant, la proportion n'est nullement en rapport avec les augmentations de salaires soudaines et répétées qui ont été arrachées aux fabricants grâce à la loi de l'offre et de la demande, comme les grèves l'ont démontré. Certes, il y a plus de fabriques en marche qu'il y a un an, et un plus grand nombre d'ouvriers robustes a émigré depuis ; cependant, en même temps, jamais il n'y a eu, au cours de ces derniers douze mois, autant d'ouvriers à demander un emploi, venant soit de l'agriculture, soit d'autres branches d'activité pour affluer dans les « ruches de l'industrie ».

C'est un fait que, comme d'habitude, les ouvriers ont remarqué trop tard que la valeur de leur force de travail s'était accrue de 30% depuis plusieurs mois déjà ; alors - et alors seulement -, l'été de cette année, ils ont commencé à faire grève ; d'abord pour une augmentation de salaires de 10%, puis de 10 autres, afin d'obtenir, bien sûr, autant qu'ils le pouvaient. Les victoires successives contribuèrent à étendre le mouvement de revendication à l'ensemble du pays, et elles sont la meilleure justification [156] de ces grèves : leur succession rapide

dans la même branche d'industrie par les mêmes ouvriers a pleinement démontré qu'en vertu de l'offre et de la demande, les ouvriers auraient eu droit depuis longtemps déjà à des augmentations de salaires qu'ils n'ont pas obtenues simplement parce qu'on leur avait caché la situation du marché du travail. Lorsque finalement ils en eurent connaissance, les fabricants, qui avaient pendant tout ce temps prêché la « loi éternelle de l'offre et de la demande », retournèrent à la doctrine du « despotisme éclairé » et émirent la prétention de vouloir user de leur propriété comme bon leur semblait ; ils déclarèrent, sous forme d'un *ultimatum,* que les ouvriers n'étaient, pas capables de comprendre où était leur intérêt.

Le renversement des perspectives économiques générales doit lui aussi conduire à un changement dans le rapport entre les ouvriers et leurs patrons. Le changement intervenu subitement coïncide avec les nombreuses grèves qui ont déjà commencé et avec celles, plus nombreuses encore, que les ouvriers s'apprêtent à faire. Il est absolument certain que la vague de grèves se poursuivra malgré la dépression économique, et elles continueront d'avoir pour but une augmentation des salaires ; en effet, à l'argument des fabricants selon lequel ils ne seraient pas en mesure de payer des salaires plus élevés, les ouvriers répondront que les denrées alimentaires sont devenues plus chères - et les deux arguments sont de même poids.

Cependant, si la dépression persiste - comme je le pense -, les ouvriers en ressentiront bientôt tout le poids, et ce sera sans aucune perspective de succès qu'ils lutteront alors contre des *diminutions de salaire.* Toutefois, leur mouvement débordera dès lors sur *le plan politique, où les organisations syndicales nouvelles, créées au cours des grèves, leur seront d'une utilité sans pareille.*

… J'ai dit à plusieurs reprises que les grèves - lorsque les ouvriers les déclenchent tardivement, notamment lorsque les possibilités favorables suscitées par une prospérité exceptionnelle sont de nouveau à leur déclin - ne peuvent se montrer efficaces du point de vue économique ou pour ce qui est de leur objectif immédiat [166]. Mais elles remplissent [157] néanmoins leur tâche : elles révolutionnent le prolétariat

166 Cf. MARX, « La Crise Industrielle », *New York Daily Tribune,* 16 décembre 1853.

industriel et - provoquées par l'enchérissement des denrées alimentaires et le bon marché du travail - auront des conséquences politiques au moment voulu. De fait, la presse bourgeoise est déjà saisie de panique à la simple idée d'un parlement du travail, qui en réalité n'est rien d'autre que l'appel aux ouvriers de se grouper de nouveau sous la bannière du chartisme [167].

Le clergé et la lutte pour la loi des dix heures.

Retour à la table des matières

Qu'il nous suffise aujourd'hui de rappeler que, depuis 1802, la classe ouvrière anglaise a mené une lutte ininterrompue pour une réglementation légale du temps de travail, jusqu'à ce qu'enfin ait été adoptée en 1847 la fameuse loi de dix heures de John Fielden interdisant aux femmes et adolescents de travailler plus de dix heures par jour dans une fabrique [168]. Les patrons libéraux eurent [158] tôt fait de

167 Marx rapporte, dans son article Intitulé « La Question ouvrière », *New York Daily Tribune,* 28 novembre 1853, un extrait du discours du leader chartiste Ernest Jones, qui laissait effectivement présager une renaissance du chartisme : « Seul un mouvement de masse des ouvriers de toutes les professions, seul un mouvement national de toute la classe ouvrière, peut conduire à un résultat triomphal. [...] Dispersés, isolés et localisés, vous ne pourrez que perdre la bataille que vous avez engagée. Menez-la à l'échelle nationale et la victoire sera certaine. »

Dans un article ayant le même titre (30 novembre 1853), Marx écrit : « Ernest Jones poursuit sa tournée d'agitation dans les districts manufacturiers, dans le but de constituer un « parlement ouvrier ». Il propose qu' « une délégation de tous les ouvriers se constitue en centre d'action au Lancashire, à Manchester, et ne se sépare pas tant qu'une victoire réelle ne sera pas acquise ». Ce serait une expression si autoritaire et générale de l'opinion que l'écho s'en répercuterait dans le monde entier, et St-Stephen se partagerait les pages des journaux avec elle. [...] Dans la grave crise actuelle, le monde prêterait plus l'oreille aux paroles du plus humble de ces délégués qu'à celles des nobles sénateurs de la Chambre la plus haute. »

168 Cf. MARX, *New York Daily Tribune*, 15 mars 1853.

Ici, Marx développe les conditions dans lesquelles le Parlement anglais a été amené à voter la loi de dix heures dans son intégralité. Il montre de quelle manière les luttes ouvrières sont la cause objective de cette loi, mais que les classes dominantes exécutent à leur façon, au travers de leurs contradictions, la volonté des travailleurs, tout en la déformant autant que possible.

découvrir que cette loi ouvrait toutes grandes les portes au travail par journées successives (relais). En 1849, un procès alla jusqu'à la Cour de l'Échiquier, et le juge trancha : le travail par relais est légalement admis, lorsque les enfants travaillent en deux tournées aux côtés d'adultes, ceux-ci ne travaillant cependant qu'aussi longtemps que les machines tournent. Il fallut donc revenir une fois de plus devant le Parlement : celui-ci condamna le système des relais en 1850, mais en retour transforma la loi de dix heures en loi de dix heures et demie. En ce moment même, la classe ouvrière réclame le rétablissement de la loi de dix heures dans son intégralité, *mais pour donner son efficacité à cette revendication, ils demandent aussi une limitation du temps de fonctionnement des machines.*

Telle est, en bref, l'histoire publique de la loi de dix heures. Ses dessous sont les suivants : l'aristocratie foncière avait subi une défaite à la suite de l'adoption de la loi de Réforme de 1831 au profit de la bourgeoisie, ses « intérêts les plus sacrés » étant menacés par la revendication des fabricants relative à l'instauration du libre-échange et à l'abolition des lois céréalières. Elle décida donc de contrecarrer la bourgeoisie, en prenant parti pour les revendications et la cause des ouvriers, notamment en les soutenant dans la question de la limitation du temps de travail.

Ainsi on put voir de soi-disant lords philanthropiques à la tête de chaque réunion en faveur de la journée de travail de dix heures. Qui plus est, lord Ashley se tailla même une certaine « renommée » par ses performances dans cette action. En fait, l'aristocratie foncière, qui avait reçu un coup mortel avec l'abolition des lois céréalières votée en 1846, se vengea en imposant au Parlement la loi de dix heures en 1847. Toutefois, la bourgeoisie industrielle se procura de nouveau ce que le législateur parlementaire lui avait enlevé, en en appelant à l'autorité du juge de la Cour de l'Échiquier.

La colère des propriétaires fonciers s'était progressivement apaisée, et en 1850 ils signèrent un compromis avec les patrons de fabrique, condamnant certes le système des relais, mais imposant en même temps, comme punition à la classe ouvrière pour avoir arraché la loi de dix heures, de faire une demi-heure de surtravail par jour. En ce

Tout en sachant cela, Marx souhaitait qu'une loi règle la durée du travail, parce qu'elle peut être l'émanation de la volonté ouvrière comme mesure publique qui n'implique pas une collaboration de classe.

moment même, où ils voient se rapprocher la lutte décisive avec les partisans de l'école libérale de Manchester, ils cherchent de nouveau à prendre la tête du mouvement [159] en faveur de la diminution du temps de travail. Mais comme ils n'osent se montrer ouvertement, ils s'efforcent de saper les positions des magnats du coton en ameutant contre eux la force populaire par l'entremise du *clergé de l'Église d'État.*

Voici quelques exemples qui montrent avec quelle violence ces saints hommes mènent leur croisade contre les patrons de l'industrie. A Crampton a eu lieu un meeting pour les dix heures, sous la présidence du pasteur Dr Brammel (de l'Église d'État). Le pasteur J. R. Stephens, titulaire de la sinécure de Stalybridge, y déclara :

« A certaines époques, les nations étaient gouvernées par des théocraties. [...] Ces temps sont révolus. [...] L'esprit de la loi est cependant toujours un et le même. [...] Avant tout, le travailleur devrait avoir une part aux fruits de la terre qui sont produits par lui. La législation de fabrique a été violée sans vergogne au point que l'inspecteur en chef de ce district usinier a cru devoir écrire au ministre de l'Intérieur pour l'informer de ce qu'il ne pouvait ni ne voulait se risquer d'envoyer l'un quelconque de ses sous-inspecteurs dans des districts déterminés, à moins qu'il ne soit assuré de la protection de la police. [...] Et protection contre qui ? Contre les patrons des fabriques ? Contre les plus riches et les plus influents des patrons du district, contre ces messieurs qui sont chargés par Votre Majesté de représenter la Couronne au siège des tribunaux locaux. [...] *Faut-il donc que les patrons de fabrique restent impunis lorsqu'ils violent la loi ?*[...] Dans notre district, l'une des coutumes bien établies désormais, c'est que la plus grande partie des ouvriers et même des ouvrières restent au lit le dimanche jusqu'à 9, 10, voire 11 heures, parce que le travail de toute la semaine les a complètement épuisées. Le dimanche n'est-il pas le seul jour où ils puissent reposer leurs membres fatigués ? [...] Avec cela, il est de règle que, plus le temps de travail est long, moins élevé est le salaire. [...] *Il vaut mieux être esclave en Caroline du Sud qu'ouvrier d'usine en Angleterre ! »*

Lors du grand meeting pour les dix heures à Burnley, le pasteur E. A. Verity, titulaire de la sinécure de Habbergham Eaves, raconta, entre autres, à son auditoire :

« Où se tiennent Mr Bright et Mr Cobden, ainsi que les autres messieurs de l'école de Manchester, lorsqu'on exploite le peuple du Lancashire ? [...] À quoi ces riches [160] pensent-ils vraiment ? [...] À rien d'autre qu'aux moyens de voler une ou deux heures de plus aux ouvriers. C'est à quoi tendent tous les plans de l'école prétendument libérale de Manchester. C'est ce qui explique que ce sont de tels *méchants hypocrites* et de tels *roués coquins.* À titre de pasteur de l'Église anglaise d'État, je proteste contre de tels procédés. »

Nous avons déjà fait allusion aux raisons qui poussent subitement ces messieurs de l'Église anglaise d'État à se transformer en autant de fougueux zélés chevaliers des droits de la classe ouvrière. Ils ne veulent pas seulement se préparer une réserve de popularité pour les sombres journées de la démocratie qui se profilent à l'horizon ; ils ne sont pas seulement conscients de ce que l'Église d'État est une institution essentiellement aristocratique, qui se maintient ou sombre en même temps que l'oligarchie des propriétaires fonciers. Il y a plus : les manchestériens sont les adversaires de l'Église d'État, dont ils ne font pas partie, étant *dissenters,* mais ils sont surtout amoureux des 13 millions de livres sterling que, bon an mal an, à la seule Église d'État d'Angleterre et de Galles, ils donnent en cadeau. Aussi sont-ils bien décidés à réaliser la séparation entre ces millions profanes et l'État spirituel pour que ce dernier s'avère plus digne du royaume céleste. C'est pour toutes ces raisons que cette pieuse gent lutte *pour le foyer et l'autel.*

Mais cet intermède devrait apprendre aux manchestériens qu'ils ne réussiront pas à arracher le pouvoir politique des mains de l'aristocratie, s'ils ne se décident pas - même à leur corps défendant - à donner aussi au peuple sa part de pouvoir.

La lutte pour la loi de dix heures.

Retour à la table des matières

Il y a quelques mois, j'ai eu l'occasion de faire pour vous quelques remarques sur les succès de l'agitation en vue de la journée de travail de dix heures dans les districts industriels [169]. Le mouvement n'a fait que se développer [161] et a trouvé finalement un écho chez le législateur. Le 5 courant, Mr Cobbett, membre du Parlement pour Oldham, a pu déposer un projet de loi demandant que le travail dans les fabriques se limite dans les cinq premiers jours de la semaine à dix heures, et le samedi à sept heures et demie. Ce projet de loi fut approuvé.

Lors des discussions préliminaires, lord Palmerston, dans le feu du débat, laissa échapper une menace significative et précise : si l'on s'opposait à toute mesure de protection des femmes et des enfants dans les fabriques, il proposerait de *limiter la durée de fonctionnement des machines.* A peine ces paroles étaient-elles sorties de sa bouche que ce fut une tempête générale d'indignation contre le maladroit homme d'État Les plus indignés n'étaient pas seulement les représentants directs du patronat des fabriques, mais surtout des amis whig de ceux-ci et de Palmerston, tels sir George Grey, Mr Labouchère.

Après un aparté que lord J. Russel eut avec Palmerston, il lui fallut, après une demi-heure de pourparlers privés, mener encore un rude combat pour calmer la tempête. Il dut donner l'assurance qu' « il lui semblait que son honorable ami avait été tout à fait mal compris, et que son ami, lorsqu'il s'était prononcé *en faveur* d'une limitation de la durée de fonctionnement des machines, voulait dire en réalité qu'il était *contre* ».

De tels compromis absurdes sont le pain quotidien de la coalition. De toute façon, ils ont le droit de dire une chose et d'en penser une autre. Pour ce qui concerne lord Palmerston lui-même, il ne devrait pas oublier qu'il y a quelques années, ce vieux dandy du libéralisme a

169 Cf. MARX, *New York Tribune*, 22 juillet 1853. Marx fait allusion notamment à l'article précédent.

chassé de ses « possessions » quelques centaines de familles irlandaises en utilisant exactement les mêmes procédés que la comtesse de Sutherland avec les membres du clan qui étaient fixés à demeure depuis des temps immémoriaux [170]...

Le *Times* s'efforce de compenser son humilité vis-à-vis du tsar russe en étant d'autant plus éhonté vis-à-vis des ouvriers anglais ; il vient de publier sur le projet de Mr Cobbett un éditorial qui se veut extraordinaire, mais n'est rien d'autre qu'absurde. Il ne peut contester que la [162] limitation de la durée de fonctionnement des machines serait le seul moyen d'obliger les lords des fabriques à se soumettre aux lois existantes sur la longueur de la journée de travail dans les fabriques. Cependant, il est incapable de comprendre comment un homme raisonnable et ambitieux puisse proposer cela comme un moyen efficace.

L'actuelle loi sur la journée de travail de dix heures et demie - comme toutes les autres lois de fabrique - n'est qu'une concession apparente des classes dirigeantes aux ouvriers, et les ouvriers, qui ne sont pas satisfaits d'un semblant de concession ont l'audace de demander qu'elle soit mise en pratique. Le *Times* n'a jamais entendu parler d'une affaire plus ridicule, plus mal venue. Si le Parlement empêche un fabricant de faire travailler ses ouvriers 12, 16 ou plus d'heures encore, alors, dit le *Times,* « l'Angleterre n'est plus le lieu où un homme libre puisse vivre ». Il réagit exactement comme le gentleman de Caroline du Sud qui a été traîné devant un tribunal anglais et condamné parce qu'il avait fait fouetter en public un Noir qu'il avait amené avec lui d'outre-Atlantique. Étant complètement dérangé, dans sa petite tête, il s'écria : « Vous ne pouvez tout de même pas appeler libre un pays où il est interdit à un homme de rosser le nègre qui lui appartient ? »

Lorsqu'un homme devient ouvrier de fabrique, il passe un contrat avec un fabricant pour se vendre, seize ou dix-huit heures par jour, au lieu de pouvoir se reposer comme les mortels mieux lotis : il faut appeler cela - nous dit le *Times - « le* jeu naturel qui adapte constamment

170 Dans *Le Capital*, 1. 1 (Ed. soc., t. 3, p. 170-71), Marx cite l'exemple particulièrement odieux des méthodes avec lesquelles la duchesse de Sutherland avait exproprié 15 000 personnes de sa campagne écossaise.

l'offre à la demande et fait que le peuple trouve *les occupations les plus agréables et les plus adéquates ».*

Bien sûr, le législateur ne doit pas s'immiscer dans ce « travail attrayant ». Réduire la durée de fonctionnement des machines à une partie déterminée de la journée, mettons de 6 h du matin à 6 h du soir, ce serait - selon le *Times* - comme si l'on supprimait purement et simplement les machines. Si l'on arrête l'éclairage au gaz dans les rues sitôt que le soleil se lève, il faut aussi maintenir l'obscurité pendant la nuit.

Le *Times* veut interdire à la loi de se mêler des affaires privées et pour cette raison peut-être défend aussi l'impôt sur le papier, sur les annonces et les journaux, qui pèse sur les affaires privées de ses concurrents, en même temps qu'il demande à la loi de protéger ses intérêts à lui, en l'exonérant de tel ou tel impôt. Il exprime une profonde [163] répulsion pour l'immixtion du Parlement dans les affaires sacrées des lords de fabrique, où la vie et les mœurs de générations entières sont en jeu, tandis qu'il se mêle lui-même avec résolution des affaires des cochers de fiacre salariés et des propriétaires de fiacre, où rien d'autre n'est en jeu que la commodité de quelques gras boursicoteurs et peut-être de quelques gentlemen de *Printing House Square* [siège du *Times*].

Jusqu'à présent, les économistes bourgeois nous ont raconté que la principale utilité des machines était de diminuer le temps de travail et d'éliminer le travail et l'effort physiques. Or, voilà que le *Times* avoue que, dans les conditions de classe actuelles, les machines, au lieu de réduire le temps de travail, le prolongent ; qu'elles dépouillent d'abord le travail individuel de sa qualité, puis obligent les travailleurs à compenser cette perte de qualité par une quantité accrue. Ainsi, on prolonge la journée de travail d'heures entières ; on complète le travail de jour par le travail de nuit, et ce processus n'est interrompu que par les crises de l'industrie : on refuse alors de donner tout travail à l'ouvrier, on lui ferme au nez les grilles des fabriques, si bien qu'il peut prendre des vacances ou aller se pendre - comme il lui plaira.

La lutte pour la journée de travail normale. Contrecoup de la législation anglaise sur les autres pays.

Retour à la table des matières

Le lecteur sait que la *production ou l'extorsion de plus-value* représente le contenu et le but spécifiques de la *production capitaliste,* abstraction faite de tous les bouleversements que ce mode de production subit du fait de la subordination du travail au capital [171]. Il se souvient que nous ne sommes parvenus dans notre étude qu'au niveau où le travailleur indépendant, donc *légalement émancipé,* passe contrat avec le capitaliste. Ce n'est donc qu'au niveau historique suivant que l'industrie moderne joue le rôle essentiel et que le travailleur est devenu mineur, aussi bien physiquement que juridiquement, alors qu'auparavant cette [164] industrie n'était encore qu'une sphère particulière, et ce travail un exemple particulièrement frappant de la dévalorisation du travail et de son « vidage » par le capital. Sans empiéter sur le développement ultérieur, voici ce qui résulte du simple exposé logique des faits historiques.

Premièrement, la tendance du capital à *prolonger la journée de travail* sans trêve ni merci trouve d'abord un aliment dans les industries révolutionnées par l'emploi de l'eau, de la vapeur et de la mécanique, dans les premières créations du mode de production moderne, telles que les filatures de coton, de laine, de lin et de soie. La révolution du mode de production matériel et les changements correspondants dans les rapports sociaux [172] sont la cause première de l'effervescence et de la démesure productives qui, par réaction, exigent de la société qu'elle les contrôle, en limitant, réglementant et uniformisant la journée de travail, ainsi que les temps d'arrêt [173]. Cette intervention se

---

171 Cf. MARX, *Le Capital*, l. I, chap. X, VII.

172 « Le comportement de chacune de ces classes (capitaliste et ouvrière) est le résultat de la situation relative dans laquelle elles ont été placées. » (*Reports*.... octobre 1848, p. 113) (Note de Marx.)

173 « Les secteurs d'activité qui ont été touchés par la réglementation sont ceux où l'on produit des textiles avec l'aide de l'énergie hydraulique et de la

présente, pendant toute la première moitié du XIX^e^ siècle, comme *législation d'exception.*

À peine eut-elle conquis ce terrain primitif du mode de production nouveau, que non seulement beaucoup d'autres branches de production étaient déjà entrées dans le *régime de fabrique proprement dit,* mais encore que des *manufactures* ayant un mode d'exploitation plus ou moins suranné, telles les verreries, les poteries, etc., des *métiers* à l'ancienne mode, telle la boulangerie, et enfin même les *travaux à domicile* disséminés dans les campagnes et villes, tel celui de cloutier [174], étaient tombés dans le champ d'exploitation capitaliste, tout aussi bien que la fabrique elle-même. La législation fut donc contrainte d'effacer son caractère d'exception, ou de procéder, comme en Angleterre, suivant la casuistique romaine, en déclarant, si cela [165] lui convenait, que n'importe quelle maison où l'on travaille est une fabrique [175].

Deuxièmement, l'histoire de la réglementation de la journée de travail, d'abord dans quelques branches de la production, puis dans d'autres, la lutte qui dure encore au sujet de la réglementation démontrent à l'évidence que le travailleur *isolé,* le travailleur en tant que « libre » vendeur de sa force de travail, succombe sans résistance possible dès que la production capitaliste a atteint un certain niveau de développement.

La création d'une journée de travail normale est en fait le résultat d'une guerre civile longue, opiniâtre et plus *ou moins dissimulée* entre la classe capitaliste et la classe ouvrière. Devant commencer dans le cercle de l'industrie moderne, la lutte fut donc livrée en premier dans la patrie même de cette industrie : l'Angleterre [176].

vapeur. Deux conditions sont requises pour qu'un travail soit soumis à la protection de l'inspection de fabrique : il faut qu'on y utilise la force hydraulique ou la vapeur, et qu'on y fabrique tel ou tel tissu nommé expressément par le texte de loi. » (*Reports....* octobre 1864, p. 8.) (Note de Marx.)

174 Les derniers rapports de la *Childrens Employment Commission* fournissent de très nombreux renseignements sur la situation de ce genre d'industrie. (Note de Marx.)

175 « Les lois de la dernière session (1864) embrassent une foule d'industries, dont les procédés sont très différents, et l'usage de la vapeur pour mettre en mouvement les machines n'est plus comme précédemment un des éléments nécessaires pour constituer ce que légalement on appelle une fabrique. » *Reports...,* octobre 1864, p. 8. (Note de Marx.)

Les ouvriers des fabriques anglaises furent les premiers champions de la classe ouvrière moderne, et leurs théoriciens furent les premiers qui attaquèrent la théorie du capital [177]. Aussi le philosophe des manufactures, le [166] docteur Ure, déclare-t-il que c'est pour la classe ouvrière anglaise une honte ineffaçable d'avoir inscrit sur ses drapeaux l' « *esclavage de la législation de fabrique* », tandis que le capital luttait virilement pour la « *liberté pleine et entière du travail* [178].

La France marche à pas lents sur les traces de l'Angleterre. Il lui faut la révolution de Février [1848] pour enfanter la loi des douze heures [179], bien plus médiocre que son original anglais. Toutefois, la

176 La Belgique, ce paradis du libéralisme continental, ne laisse voir aucune trace de cette évolution. Même dans ses houillères et ses mines de métal, les travailleurs des deux sexes et de tout âge sont exploités avec une « liberté » complète, sans aucune limite de temps et de durée. Sur 1000 personnes employées, il y a 733 hommes, 88 femmes, 135 garçons et 44 jeunes filles de moins de 16 ans. Dans les hauts fourneaux, sur 1000 également, Il y a 688 hommes, 149 femmes, 98 garçons et 85 jeunes filles de moins de 16 ans. Ajoutons à cela que le salaire est très bas, en comparaison de l'exploitation énorme des forces de travail parvenues ou non à maturité : il est par jour, en moyenne, de 2 sh 8 d pour les hommes, 1 sh 8 d pour les femmes, et 1 sh 2 1/2 d pour les garçons. Aussi la Belgique a-t-elle à peu près doublé en 1863, par rapport à 1850, la quantité et la valeur de son charbon, fer, etc. exportés. (Note de Marx.)

177 Quand Robert Owen, peu après 1810, ne soutint pas seulement en théorie qu'il fallait limiter la journée de travail, mais établit encore en pratique la journée de dix heures dans sa fabrique de New Lanark, on se moqua de cette innovation comme d'une utopie communiste. On persifla sa « combinaison du travail productif avec l'éducation des enfants », et les coopératives ouvrières, qu'il appela le premier à la vie. Aujourd'hui, la première de ses utopies est une loi de l'État, la seconde figure comme phrase officielle dans toutes les lois de fabrique, et la troisième va jusqu'à servir de manteau pour couvrir des manœuvres réactionnaires. (Note de Marx.)

178 Cf. URE, *Philosophie des manufactures*, Paris, 1836, t. II, p. 39, 40, 67, etc. (Note de Marx.)

179 Dans le compte rendu du Congrès international de statistique, tenu à Paris en 1855, on lit entre autres : « La loi française, qui restreint à 12 heures la durée du travail quotidien dans les fabriques et les ateliers, *n'établit pas d'heures fixes entre lesquelles ce travail doit s'accomplir*. Ce n'est que pour le travail des enfants que la période entre 5 heures du matin et 9 heures du soir est prescrite. Aussi des fabricants usent-ils du droit que leur accorde ce fatal silence pour faire travailler sans interruption tous les jours, excepté peut-être le dimanche. Ils emploient pour cela deux séries différentes de tra-

méthode révolutionnaire française a aussi ses avantages particuliers. Elle dicte d'un seul coup à tous les ateliers et à toutes les fabriques, sans distinction, une même limite de la journée de travail, tandis que la législation anglaise, cédant malgré elle à la pression des circonstances, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, prend toujours le meilleur chemin pour faire éclore toute une nichée de difficultés juridiques [180]. Au reste, la loi française proclame, au nom des principes, ce qui n'est conquis en Angleterre qu'au nom des enfants, des mineurs et des femmes, et n'a été réclamé que depuis peu de temps à titre de droit universel [181].

[167]

Aux *États-Unis d'Amérique* du Nord, toute velléité d'indépendance de la part des ouvriers est restée paralysée aussi longtemps que l'esclavage souillait une partie du sol de la République. Le travail sous peau blanche ne peut s'émanciper là où le travail sous peau noire est stigmatisé et flétri. Mais la mort de l'esclavage fit éclore immédiatement une vie nouvelle. Le premier fruit de la guerre fut l'agitation pour la *journée de travail de huit heures* qui courut, avec la vitesse d'une lo-

vailleurs, dont aucune ne passe plus de 12 heures à l'atelier ; mais l'ouvrage dans l'établissement dure jour et nuit. La loi est satisfaite, mais l'humanité l'est-elle également ? »

Outre l'influence destructive du travail de nuit sur l'organisme humain, le compte rendu souligne encore : « La fatale influence de la confusion pendant la nuit des deux sexes dans les mêmes ateliers très mal éclairés ». (Note de Marx.)

180 « Dans mon district, par exemple, un même fabricant est, dans les mêmes établissements, blanchisseur et teinturier, et comme tel soumis à la législation qui règle les blanchisseries et les teintureries ; de plus, il est imprimeur, et comme tel soumis à la législation de fabrique. » (*Report of M. Baker* dans *Reports....* octobre 1861, p. 20.) Après avoir énuméré les divers articles de ces lois et fait ressortir la complication qui en résulte, M. Baker ajoute : « On voit combien il doit être difficile d'assurer l'exécution de ces trois règlements parlementaires, s'il plaît au fabricant d'éluder la loi. » Mais ce qui est assuré par là à Messieurs les juristes ce sont les procès. (Note de Marx.)

181 Enfin les inspecteurs de fabrique se sentent le courage de dire : « Ces objections [du capital contre la limitation légale du temps de travail] doivent succomber devant le grand principe des droits du travail. [...] Il y a un temps où le droit du patron sur le travail de son ouvrier cesse, et où celui-ci reprend possession de lui-même... » (*Reports....* octobre 1862, p. 54) (Note de Marx.)

comotive, de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique, de la Nouvelle-Angleterre à la Californie.

Le Congrès général des ouvriers à Baltimore (août 1866) fit la déclaration suivante : « La première et la plus grande exigence du présent, pour délivrer le travail de ce pays de l'esclavage capitaliste, est la promulgation d'une loi d'après laquelle la journée de travail doit être de huit heures dans tous les États de l'Union américaine. Nous sommes décidés à mettre en œuvre toutes nos forces pour atteindre ce glorieux résultat [182]. »

Au même moment (début septembre 1866), le congrès de l'Association internationale des travailleurs, à Genève, sur la proposition du Conseil général de Londres, adoptait la résolution suivante : « Nous déclarons que la limitation de la journée de travail est la condition préalable sans laquelle tous les efforts en vue de l'émancipation doivent échouer. Nous proposons huit heures pour limite légale de la journée de travail. »

C'est ainsi que le mouvement de la classe ouvrière, issu directement des conditions de production elles-mêmes, d'un côté comme de l'autre de l'Atlantique, sanctionne la formule de l'inspecteur de fabrique anglais, R. J. Saunders :

[168]

« Il est impossible de faire un pas vers la réforme de la société avec quelque chance de réussite si la journée de travail n'est pas d'abord limitée, et si la limitation prescrite n'est pas strictement et obligatoirement observée [183]. »

---

182 « Nous, travailleurs de Dunkirk, déclarons que la longueur du temps de travail requise sous le régime actuel est trop grande, et que, loin de laisser à l'ouvrier du temps pour se reposer et s'instruire, elle le plonge dans un état de *servitude qui ne vaut guère mieux que l'esclavage*. C'est pourquoi nous décidons que huit heures suffisent pour une journée de travail et doivent être reconnues légalement comme suffisantes nous appelons à notre secours la presse, ce puissant levier [...] et nous considérons tous ceux qui nous refuseront cet appui comme ennemis de la réforme du travail et des droits du travailleur. » *Résolutions des travailleurs de Dunkirk*, État de New York, 1866. (Note de Marx.)

183 *Reports...*, octobre 1848, p. 112. (Note de Marx.)

De toute évidence, le travailleur sort de la serre chaude de la production autrement qu'il n'y est entré. Comme possesseur d'une marchandise, la « force de travail », il s'est présenté sur le marché aux côtés et en face de possesseurs d'autres marchandises tel un marchand parmi d'autres marchands. Le contrat par lequel il vend sa force de travail semble résulter d'un accord entre deux volontés libres, celle du vendeur et celle de l'acheteur.

L'affaire une fois conclue, il découvre qu'il n'est point un agent « libre », que le temps pour lequel il est « libre » de vendre sa force de travail est le temps pour lequel il est *forcé* de la vendre [184], et qu'en réalité le vampire qui suce sa force de travail ne le lâche point « tant qu'il reste un muscle, un nerf, une goutte de sang à extorquer [185] ».

Pour se défendre contre « le serpent de leurs tourments [186] », *il faut que les ouvriers s'unissent et ne fassent plus qu'une seule tête et un seul cœur pour former une classe et arracher une loi d'État de sorte que, par un gigantesque effort, par une pression de classe, ils dressent une barrière infranchissable, un obstacle social qui interdise, à eux et à leur progéniture, de se vendre au capital par « libre contrat » jusqu'à la mort et l'esclavage* [187].

---

184 « Ces procédés [les manœuvres du capital, par exemple de 1848 à 1850] ont fourni la preuve incontestable de la fausseté de l'assertion, si souvent mise en avant, d'après laquelle les ouvriers n'ont pas besoin de protection, mais peuvent être considérés comme des agents libres de disposer de la seule propriété qu'ils possèdent, le travail de leurs mains et la sueur de leur front. » *Reports...,* avril 1850, p. 45.

« Le travail libre - si on peut l'appeler ainsi, même dans un pays libre - requiert le bras puissant de la loi pour le protéger. » (*Reports...,* octobre 1864, p. 34)

« Permettre, c'est la même chose que forcer de travailler 14 heures par jour, avec ou sans repas. » *Reports....* avril 1861, p. 40. (Notes de Marx.)

185 ENGELS, La loi anglaise de la journée de travail de dix heures, p. 5. (Voir infra, p. 140.)

186 La formule est de HENRI HEINE, *Zeitgeschichte*.

187 Dans les branches d'industrie qui lui sont soumises, la loi de la journée de travail de dix heures « a sauvé les ouvriers d'une dégénérescence complète et a protégé leur condition physique ». (*Reports...*, octobre 1859, p. 47.)

« Le capital [dans les fabriques] ne peut jamais entretenir les machines en mouvement au-delà d'une période de temps déterminée sans porter atteinte à la santé physique et morale des ouvriers, et ceux-ci ne sont pas en

[169]

Le pompeux catalogue des « Droits de l'homme » est ainsi remplacé par une modeste « Grande Charte » qui détermine légalement la journée de travail et « indique enfin clairement quand finit le temps que vend le travailleur, et quand commence le temps qui lui appartient [188] ». Quel changement !

Législation de fabrique appropriée par les capitalistes.

Retour à la table des matières

La nécessité de généraliser la loi de fabrique, de la transformer d'une loi d'exception pour les filatures et les tisseranderies mécaniques en loi de la production sociale [189], [170] s'est imposée à l'Angleterre

---

position de se protéger eux-mêmes » (*Loc. cit*., p. 8.) (Notes de Marx.)

188 « Un bienfait encore plus grand, c'est la distinction enfin clairement établie entre le temps propre de l'ouvrier et celui de son patron. L'ouvrier sait maintenant quand le temps qu'il a vendu finit, et quand commence celui qui lui appartient ; et cette connaissance le met à même de disposer d'avance de ses propres minutes suivant ses vues et projets. » (*Loc. cit.,* p. 52)

« En rendant les ouvriers maîtres de leur propre temps, la législation de fabrique leur a donné une énergie morale qui les conduira un jour peut-être à la possession du pouvoir politique. » (*Loc. cit.*, p. 47.)

Avec une ironie contenue et en termes très circonspects, les inspecteurs de fabrique donnent à entendre que la loi actuelle de dix heures n'a pas été sans avantages pour le capitaliste.

Elle l'a délivré, jusqu'à un certain point de cette brutalité primitive qui lui venait de ce qu'il n'était qu'une simple personnification du capital, et lui a octroyé quelque loisir pour sa propre « éducation ». Auparavant, « le patron n'avait de temps que pour l'argent, le serviteur que pour le travail » (*Loc. cit.,* p. 48.) (Note de Marx.)

189 Cf. MARX, *Le Capital*, l. I, chap. XV, IX. L'autre face de la capacité sans pareille du mode de production capitaliste de révolutionner sans arrêt ses instruments, procédés, techniques, produits et rapports sociaux, c'est sa capacité d'absorber toutes les mesures que lui impose l'action révolutionnaire du prolétariat tant qu'elle ne parvient pas à renverser la classe bourgeoise au pouvoir.

Dans cette partie, Marx aborde la question de la législation de fabrique sous un angle double : d'abord, la bourgeoisie industrielle exploite, comme

comme on l'a vu, par l'action en retour que la grande industrie exerça sur la manufacture, le métier et le travail à domicile contemporains [190].

Les barrières mêmes que l'exploitation des femmes et des enfants rencontra dans les industries *réglementées* par la loi poussèrent à l'exagérer d'autant plus dans les industries prétendues *libres.*

Enfin, les « réglementés » réclament hautement l'égalité légale dans la concurrence, c'est-à-dire le droit d'exploiter le travail.

Écoutons à ce sujet deux cris partis du cœur. MM. Cooksley, fabricants de clous, de chaînes, etc., à Bristol, avaient adopté volontairement les prescriptions de la loi de fabrique : « Mais comme l'ancien système irrégulier se maintient dans les établissements voisins, ils sont exposés au désagrément de voir les jeunes garçons qu'ils emploient attirés ailleurs à une nouvelle besogne après six heures du soir. C'est là, s'écrient-ils naturellement, une injustice à notre égard et de plus une perte pour nous, car cela épuise une partie des forces de notre jeunesse dont le profit entier nous appartient [191]. »

M. J. Simpson, fabricant de boîtes et de sacs de papier, à Londres, déclare aux commissaires de la *Child. Empl. Commission,* « qu'il veut bien signer toute pétition pour l'introduction des lois de fabrique. Dans l'état actuel, après la fermeture de son atelier, il sent du malaise et son sommeil est troublé par la pensée que d'autres font travailler plus longtemps et lui enlèvent les commandes à sa barbe [192] ».

« Ce serait une injustice à l'égard des grands entrepreneurs, dit en se résumant la commission d'enquête, que de soumettre leurs fa-

---

on l'a vu, la législation de fabrique contre la production artisanale, le métier à domicile, la manufacture, afin de les supplanter ; ensuite, à un certain niveau historique, la bourgeoisie industrielle accepte plus facilement la législation de fabrique et en étend le champ d'application.

Dans cette nouvelle phase, la bourgeoisie, solidement installée au pouvoir politique, fait des concessions économiques à la classe ouvrière, reconnaît et légalise les syndicats, et cherche à dissocier dans le prolétariat *les revendications politiques finales et les revendications économiques, partielles et immédiates.*

190 « Le travail de fabrique peut être pur et bienfaisant comme l'était jadis le travail domestique, et même à un plus haut degré. » (*Reports...*, octobre 1865, p. 127.) (Note de Marx.)

191 *Child. Empl. Comm. V Report*, N° 35, p. IX. (Note de Marx.)

192 *Loc. cit.*, N° 28. (Note de Marx.)

briques au règlement, tandis que dans leur propre partie la petite industrie n'aurait à subir aucune limitation légale du temps de travail. Les grands fabricants n'auraient pas seulement à souffrir de cette inégalité dans les conditions de la concurrence au sujet des heures de travail, leur personnel féminin et enfantin serait en outre détourné à leur préjudice vers les ateliers *épargnés par la loi.* Enfin, cela pousserait à la multiplication des [171] petits ateliers qui, presque sans exception, sont les moins favorables à la santé, au confort, à l'éducation et à l'amélioration générale du peuple [193]. »

La commission propose, dans son rapport final de 1866, de soumettre à la loi de fabrique plus de 1 400 000 enfants, adolescents et femmes dont la moitié environ est exploitée par la petite industrie et le travail à domicile : « Si le Parlement acceptait notre proposition dans toute son étendue [...], il est hors de doute qu'une telle législation exercerait l'influence la plus salutaire, non seulement sur les jeunes et les faibles dont elle s'occupe en premier lieu, mais encore sur la masse bien plus considérable des ouvriers adultes qui tombent directement (les femmes) et indirectement (les hommes) dans son cercle d'action. Elle leur imposerait des heures de travail régulières et modérées, les amenant ainsi à économiser et accumuler cette réserve de force physique dont dépend leurs prospérité aussi bien que celle du pays ; elle préserverait la génération nouvelle des efforts excessifs dans un âge encore tendre, qui minent leur constitution et entraînent une décadence prématurée ; elle offrirait enfin aux enfants, du moins jusqu'à leur treizième année, une instruction élémentaire qui mettrait fin à cette ignorance incroyable [...] dont les rapports de la commission présentent une si fidèle peinture et qu'on ne peut envisager sans une véritable douleur et un profond sentiment d'humiliation nationale [194]. »

Les conditions sociales ayant changé, on n'osait plus rejeter par une simple fin de non-recevoir les demandes de la commission d’enquête de 1863, comme on l'avait fait avec celles de la commission de 1840. Dès 1864, alors que la nouvelle commission n'avait encore publié que ses premiers rapports, les manufactures d'articles de terre (y inclus les poteries), de tentures, d'allumettes chimiques, de cartouches,

---

193 *Loc. cit.,* N° 165-167, p. XXV. Sur les avantages de la grande industrie comparée à la petite, cf. *Child. Empl. Comm., III Report*, N° 144, p. 25 ; N° 121, p. 26 ; N° 125, p. 27 ; N° 140, etc. (Note de Marx.)

194 *Child. Empl. Comm., V Report*, 1866, N° 169, p. XXV. (Note de Marx.)

de capsules et la coupure de la futaine furent soumises à la législation en vigueur pour les fabriques textiles.

Dans le discours de la Couronne du 5 février 1867, le ministre tory d'alors annonça des lois puisées dans les [172] propositions ultérieures de la commission qui avait fini ses travaux en 1866.

Le 15 août 1867 fut promulgué le *Factory Acts Extension Act,* loi pour l'extension des lois de fabrique et, le 21 août, *le Workshop Regulation Act,* loi pour la réglementation des ateliers, l'une ayant trait à la grande industrie, l'autre à la petite.

La première réglemente les hauts fourneaux, les usines de fer et de cuivre, les ateliers de construction de machines à l'aide de machines, les fabriques de métal, de gutta-percha et de papier, les verreries, les manufactures de tabac, les imprimeries (y compris celles des journaux), les ateliers de relieurs, et enfin *tous les établissements industriels* sans exception, où 50 individus ou davantage sont simultanément occupés, au moins pour une période de 100 jours dans le cours de l'année. [...]

La *loi pour la réglementation des ateliers,* misérable dans tous ses détails, resta lettre morte entre les mains des autorités municipales et locales, chargées de son exécution. Quand, en 1871, le Parlement leur retira ce pouvoir pour le conférer aux inspecteurs de fabrique, au ressort desquels il joignit d'un seul coup plus de 100 000 ateliers et 300 briqueteries, on prit soin en même temps de n'ajouter que *huit subalternes* à leur corps administratif, déjà beaucoup trop faible [195].

Ce qui nous frappe donc dans la législation anglaise de 1867, c'est d'un côté la nécessité imposée au Parlement des classes dirigeantes d'adopter en principe des mesures si extraordinaires et sur une si large échelle contre les excès de l'exploitation capitaliste, et de l'autre côté l'hésitation, la répugnance et la mauvaise foi avec lesquelles il s'y prêta dans la pratique. [...]

---

195 Ce personnel se composait de deux inspecteurs, deux inspecteurs adjoints et quarante et un sous-inspecteurs. Huit sous-inspecteurs additionnels furent nommés en 1871. Tout le budget de cette administration, qui embrasse l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande en 1871-72 qu'à 25 347 £, y inclus les frais légaux causés par des poursuites judiciaires des patrons en contravention. (Note de Marx.)

La loi très défectueuse passée par le Parlement en 1872 règle la première le temps de travail des enfants occupés dans les mines et rend les exploiteurs et propriétaires dans une certaine mesure responsables pour les prétendus accidents.

[173]

Une commission royale, chargée en 1867 de l'enquête sur l'emploi des enfants, des adolescents et des femmes dans l'agriculture, a publié des rapports très importants. Plusieurs tentatives faites dans le but d'appliquer aussi à l'agriculture, quoique sous une forme modifiée, les lois de fabrique n'ont jusqu'ici abouti à aucun résultat. Tout ce que nous avons à signaler ici, c'est la tendance irrésistible qui doit en amener l'application générale [196].

La législation de fabrique au profit du prolétariat.

Retour à la table des matières

Cette généralisation de la législation de fabrique, devenue indispensable pour protéger physiquement et moralement la classe ouvrière, hâte en même temps, nous l'avons déjà indiqué, la métamorphose du travail isolé, disséminé et exécuté à une petite échelle, en travail socialement organisé et combiné en grand, et par conséquent aussi la concentration des capitaux et le régime exclusif de fabrique. Elle détruit tous les modes traditionnels et de transition, *derrière lesquels se dissimule encore en partie le pouvoir du capital,* pour les remplacer par son autocratie directe.

Elle généralise du même coup la *lutte directe,* engagée contre la domination capitaliste. Tout en imposant à chaque entreprise industrielle, prise à part, l'uniformité, la régularité, l'ordre et l'économie, elle multiplie - par l'énorme impulsion que la limitation et la régularisation de la journée de travail donnent au développement technique - *l'anarchie et les catastrophes de la production capitaliste en général ;*

---

196 Dans la 4° édition allemande du *Capital*, Engels fait le point de cette législation. Cf. Ed. soc.. t. 2, p. 179, note.

elle aggrave l'intensité du travail et augmente la concurrence entre l'ouvrier et la machine.

En écrasant la petite industrie et le travail à domicile, elle supprime le dernier refuge d'une masse de travailleurs, ce qui les rend surnuméraires, et par cela même enlève la soupape de sûreté à tout le mécanisme social.

Avec les conditions matérielles et les combinaisons sociales de la production, elle développe en même temps les contradictions et les antagonismes de la forme capitaliste [174], avec les éléments de formation de la société nouvelle, les forces destructives de l'ancienne [197].

Législation de fabrique : clauses n'ayant pas trait à la durée du travail.

Retour à la table des matières

La législation de fabrique, cette *première* réaction consciente et méthodique de la société *contre* son propre organisme tel que l'a fait le mouvement spontané de la production capitaliste, est, nous l'avons vu, un fruit aussi naturel de la grande industrie que les chemins de fer, les machines automatiques et la télégraphie électrique [198]. Avant d'examiner comment elle va se généraliser en Angleterre, il convient de jeter un coup d'œil sur celles de ses clauses qui n'ont pas trait à la durée du travail.

---

197 Robert Owen, le père des fabriques et des boutiques sous forme de coopératives, qui cependant, nous l'avons déjà remarqué, était loin de partager les *illusions de ses imitateurs sur la portée de ces éléments de transformation isolés*, ne prit pas seulement le système de fabrique pour point de départ de ses essais ; il déclara en outre que c'était là théoriquement le point de départ de la révolution sociale.

M. Vissering, professeur d'économie politique à l'Université de Leyde, semble en avoir quelque pressentiment. En effet, dans son ouvrage *Handboek van Praktische Staatshuishoudekunde* (1860-1862), où il reproduit sous une forme ad hoc les platitudes de l'économie vulgaire, il prend fait et cause pour le métier artisanal contre la grande industrie. (Note de Marx.)

198 Cf. MARX, *Le Capital*, l. I, chap. XV, IX.

La réglementation sanitaire rédigée d'ailleurs de telle sorte que le capitaliste peut aisément l'éluder, se borne en fait à des prescriptions pour le blanchiment des murs et à quelques autres mesures de propreté, de ventilation et de précaution contre les machines dangereuses. Nous reviendrons dans le troisième livre sur la *résistance fanatique des fabricants* contre les articles qui leur imposent quelques débours pour la protection de leurs ouvriers. Nouvelle preuve incontestable du dogme libre-échangiste d'après lequel, dans une société fondée sur l'antagonisme des intérêts de classes, chacun travaille fatalement pour l'intérêt général en ne cherchant que son intérêt personnel ! ...

Le docteur White, chirurgien des fabriques de Downpatrick, déclare dans son Rapport officiel du 15 décembre [175] 1865 : « Les accidents dans les fabriques de transformation du lin sont du genre le plus terrible. Dans beaucoup de cas, c'est un quart du corps entier qui est séparé du tronc. Les blessures ont pour conséquence ordinaire, soit la mort, soit un avenir d'infirmité et de misère. L'accroissement du nombre des fabriques dans ce pays ne fera naturellement qu'étendre davantage d'aussi affreux résultats. Je suis convaincu *qu'avec une surveillance convenable de la part de l'État,* ces sacrifices humains seraient en grande partie *évités* [199]. »

Qu'est-ce qui pourrait mieux caractériser le mode de production capitaliste que cette nécessité de lui imposer par des lois coercitives et au nom de l'État les mesures sanitaires les plus simples ?

« La loi de fabrique de 1864 a déjà fait blanchir et assainir plus de deux cents poteries où, pendant vingt ans, on s'était consciencieusement abstenu de toute opération de ce genre ! (Voilà la fameuse *abstinence* du capital.) Ces établissements entassaient 27800 ouvriers, exténués de travail la nuit et le jour, et condamnés à respirer une atmosphère méphitique imprégnant de germes de maladie et de mort une besogne d'ailleurs relativement inoffensive. *Cette loi a multiplié également les moyens de ventilation* [200]. »

Cependant, *elle a aussi prouvé qu'au-delà d'un certain point, le système capitaliste est incompatible avec toute amélioration rationnelle.* Par exemple, les médecins anglais déclarent d'un commun accord que, dans le cas d'un travail continu, il faut au moins 500 pieds

199 *Loc. cit.,* p. XV, N° 72 et s. (Note de Marx.)

200 *Reports...,* octobre 1865, p. 127. (Note de Marx.)

cubes d'air pour chaque personne, et que même cela suffit à peine. Eh bien, si par toutes ses mesures coercitives, *la législation pousse d'une manière indirecte au remplacement des petits ateliers par des fabriques, empiétant par là sur le droit de propriété des petits capitalistes et constituant aux grands un monopole assuré, il suffirait d'imposer à tout atelier l'obligation légale de laisser à chaque travailleur une quantité d'air suffisante pour exproprier d'une manière directe et d'un seul coup des milliers de petits capitalistes ! Cela serait attaquer la racine même de la production capitaliste,* c'est-à-dire la mise en valeur du capital, grand ou petit, au moyen du *libre* achat et de la *libre* consommation de [176] la force de travail. Aussi ces 500 pieds d'air suffoquent la législation de fabrique. La police de l'hygiène publique, les commissions d'enquêtes industrielles et les inspecteurs de fabrique en reviennent toujours à la nécessité de ces 500 pieds cubes et à *l'impossibilité de les imposer au capital...*

Si minces que paraissent dans leur ensemble les articles de la loi *de fabrique sur l'éducation,* ils proclament néanmoins l'instruction primaire comme condition obligatoire du travail des enfants [201]. Leur succès était la première démonstration de la possibilité d'unir l'enseignement et la gymnastique avec le travail manuel, et, vice versa, le travail manuel avec l'enseignement et la gymnastique.

En consultant les maîtres d'école, les inspecteurs de fabrique reconnurent bientôt que les enfants de fabriques qui fréquentent seulement pendant une moitié du jour apprennent autant que les élèves réguliers, souvent même davantage.

« Et la raison en est simple. Ceux qui ne sont retenus qu'une demi-journée à l'école sont toujours frais, dispos et ont plus d'aptitude et de meilleure volonté pour profiter des leçons. Dans le système mi-travail et mi-école, chacune des deux occupations repose et délasse de l'autre, et l'enfant se trouve mieux que s'il était cloué constamment à l'une d'elles. Un garçon qui est assis sur les bancs depuis le matin de bonne

201 *D'après la loi de fabrique,* les parents ne peuvent envoyer leurs enfants au-dessous de 14 ans dans les fabriques « contrôlées » sans leur faire donner en même temps l'instruction élémentaire. Le fabricant est responsable de l'exécution de la loi. « L'éducation de fabrique est obligatoire, elle est une condition du travail. » (*Reports*.... octobre 1865, p. 111.) (Note de Marx.)

heure, surtout par un temps chaud, est incapable de rivaliser avec celui qui arrive tout dispos et allègre de son travail [202]. »

On trouve de plus amples renseignements sur ce sujet dans le discours de Senior au congrès sociologique d'Édimbourg en 1863. Il y démontre combien la journée d'école [177] longue, monotone et stérile des enfants des classes supérieures augmente inutilement le travail des instituteurs, « tout en faisant perdre aux enfants leur temps, leur santé et leur énergie, non seulement sans fruit mais à leur absolu préjudice ».

Il suffit de consulter les livres de Robert Owen pour être convaincu que le système de fabrique a le premier fait germer l'éducation de l'avenir, éducation qui unira pour tous les enfants au-dessus d'un certain âge *le travail productif avec l'instruction et la gymnastique,* et cela non seulement comme méthode pour accroître la production sociale, mais comme la seule et unique méthode pour produire des *hommes complets...*

La technologie découvrit le petit nombre de formes fondamentales dans lesquelles, malgré la diversité des instruments employés, tout mouvement productif doit s'accomplir, de même que le machinisme le plus compliqué ne cache que le jeu des puissances mécaniques simples [203].

L'industrie moderne ne considère et ne traite jamais comme définitif le présent mode de production. Sa base est donc révolutionnaire, tandis que celle de tous les modes de production antérieurs était essen-

202 *Reports..., loc. cit.*, p. 118. Un fabricant de soie déclare naïvement aux commissaires d'enquête de la *Child. Empl. Comm. :* « Je suis convaincu que le véritable secret de la production d'ouvriers habiles consiste à faire marcher ensemble dès l'enfance le travail et l'instruction. Naturellement, le travail ne doit ni exiger trop d'efforts, ni être répugnant ou malsain. Je désirerais que mes propres enfants pussent partager leur temps entre l'école d'un côté et le travail de l'autre. » (Cf. *Child. Empl. Comm., V Rep.,* N° 36, p. 82. (Note de Marx.)

203 Aux yeux de Marx, la technique a créé la possibilité matérielle de l'abolition, même au niveau de l'individu, de la différence entre travail manuel et travail intellectuel, autrement dit la possibilité de la formation de l'homme développé en tous sens.

tiellement conservatrice [204]. Au moyen de machines, de procédés chimiques et d'autres méthodes, elle bouleverse avec la base technique de la production les fonctions des travailleurs et [178] les combinaisons sociales du travail, dont elle ne cesse de révolutionner la division établie en lançant sans interruption des masses de capitaux et d'ouvriers d'une branche de production dans une autre.

Si la nature même de la grande industrie nécessite le changement dans le travail, la fluidité des fonctions, la mobilité universelle du travailleur, elle reproduit d'autre part, sous sa forme capitaliste, l'ancienne division du travail avec ses particularités ossifiées. Nous avons vu que cette contradiction absolue entre les nécessités techniques de la grande industrie et les caractères sociaux qu'elle revêt sous le régime capitaliste, finit par détruire toutes les garanties de vie du travailleur, toujours menacé de se voir retirer, avec le moyen de travail, les moyens d'existence [205] et d'être rendu superflu par la suppression de sa fonction parcellaire ; nous savons aussi que cet antagonisme fait naître la monstruosité d'une armée industrielle de réserve, tenue dans la misère, afin d'être toujours disponible pour la demande capitaliste ; qu'il aboutit aux hécatombes périodiques de la classe ouvrière, à la dilapidation la plus effrénée des forces productives et aux ravages de l'anar-

204 « La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de travail et partant les rapports de production et l'ensemble des rapports sociaux. La conservation de leur mode traditionnel de production était au contraire la première condition d'existence de toutes les classes industrielles antérieures. Ce qui distingue donc l'époque bourgeoise de toutes les précédentes, c'est la transformation incessante de la production, l'ébranlement continuel des situations sociales, l'agitation et l'incertitude perpétuelles. » Cf. ENGELS-MARX, *Manifest der Kommunistischen Partei*, 1848, p. 5.

Les syndicats trouvent un terrain révolutionnaire dans le développement capitaliste lui-même, du moins tant que celui-ci est un mode de production progressif. Après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, les syndicats retrouveront ce terrain dans l'économie de transition au socialisme. C'est ce qui fait l'originalité du syndicalisme. Pour cette raison, Lénine a insisté, après 1917, sur les tâches d'« éducation » des syndicats dans le socialisme : formation professionnelle massive, enseignement polytechnique dans la production, développement omnilatéral.

205 « Tu me prends la vie, si tu me ravis les moyens grâce auxquels j'existe. » Cf. Shakespeare. (Note de Marx.)

chie sociale, qui fait de chaque progrès économique une calamité publique. C'est là le côté négatif.

Mais si la variation dans le travail ne s'impose encore qu'à la façon d'une loi physique, dont l'action, en se heurtant partout à des obstacles [206], les brise aveuglément, les catastrophes mêmes que fait naître la grande industrie imposent la nécessité de reconnaître le travail varié et, par conséquent, le plus grand développement possible des diverses aptitudes du travailleur, comme une loi de la production moderne, et il faut à tout prix que les circonstances [179] s'adaptent au fonctionnement normal de cette loi. C'est une question de vie ou de mort.

Oui, la grande industrie oblige la société, sous peine de mort, à remplacer l'individu morcelé, porte-douleur d'une fonction productive de détail, par l'individu intégral qui sache tenir tête aux exigences les plus diversifiées du travail et puisse donner, dans ses fonctions alternées, un libre essor à la diversité de ses capacités naturelles ou acquises.

La bourgeoisie qui, en créant pour ses fils les écoles polytechniques, agronomiques, etc., ne faisait pourtant qu'obéir aux tendances intimes de la production moderne, n'a donné aux prolétaires que l'ombre de *l'enseignement professionnel.*

Or, si la législation de fabrique, première concession *arrachée de haute lutte au capital,* s'est vue contrainte de combiner l'instruction élémentaire, si misérable qu'elle soit, avec le travail industriel, *la conquête inévitable du pouvoir politique par la classe ouvrière* va in-

---

206 Un ouvrier français écrit à son retour de San Francisco :

« Je n'aurais jamais cru que je serais capable d'exercer tous les métiers que j'ai pratiqués en Californie. J'étais convaincu qu'en dehors de la typographie, je n'étais bon à rien. [...] Une fois au milieu de ce monde d'aventuriers qui changent de métier plus facilement que de chemise, ma foi ! j'ai fait comme les autres. Le métier de mineur ne me donnant pas assez, je suis allé à la ville, où j'ai fait tantôt de la typographie, tantôt de la toiture, etc. Cette expérience m'a donné la conviction qu'en aucune circonstance je ne me tiendrais pour sérieusement embarrassé si le travail d'une profession quelconque venait à me manquer. Je me sens moins mollusque et beaucoup plus homme. » (Cf. A. Corbon, *De l'enseignement professionnel*, 1860, p. 50.) (Note de Marx.)

troduire l'enseignement de la technologie - pratique et théorique - dans les écoles du peuple [207].

Il est hors de doute que de tels ferments de transformation, dont le terme final est la suppression de l'ancienne division du travail, se trouvent en contradiction flagrante avec le mode capitaliste de l'industrie et le milieu économique où il place l'ouvrier. Or, la seule voie réelle, par laquelle un mode de production et l'organisation sociale qui lui correspond marchent à leur dissolution et à leur métamorphose, est le développement historique de leurs antagonismes immanents. [...]

Par les règlements qu'elle impose aux fabriques, aux manufactures, etc., la législation ne semble s'ingérer que dans les droits seigneuriaux du capital, mais dès qu'elle [180] touche au travail à domicile, il y a empiétement direct, avoué, sur la *patria potestas,* en langue moderne : sur l'autorité des parents. Les pères conscrits du Parlement anglais ont longtemps affecté de reculer avec horreur devant cet attentat contre la sainte institution de la famille. Néanmoins, on ne se débarrasse pas des faits par des déclamations. Il fallait enfin reconnaître qu'en sapant les fondements économiques de la famille ouvrière, la grande industrie en a bouleversé toutes les autres relations. Le *droit des enfants* dut être proclamé.

« C'est un malheur, est-il dit à ce sujet dans le rapport final de la *Child. Empl. Commission,* publié en 1866, c'est un malheur, mais il résulte de l'ensemble des dépositions des témoins que les enfants des deux sexes ont autant besoin de protection contre leurs parents que contre qui que ce soit d'autre. »

Le système de l'exploitation du travail des enfants en général et du travail à domicile en particulier « se perpétue par l'autorité arbitraire et

207 Vers la fin du XVII° siècle, John Bellers, l'économiste le plus éminent de son temps, disait de l'éducation qui ne renferme pas le travail productif : « La science oisive ne vaut guère mieux que la *science de l'oisiveté*. Le travail du corps est une institution divine, primitive. Le travail est aussi nécessaire au corps pour le maintenir en santé que le manger pour le maintenir en vie ; la peine qu'un homme s'épargne en prenant ses *aises*, il la retrouvera en *malaises*. [...] Le travail remet de l'huile dans la lampe de la vie ; la pensée y met la flamme. Une besogne enfantine et niaise laisse à l'esprit des enfants sa niaiserie. » Cf. J. BELLERS, *Proposals....* 1696, p. 12, 14, 18.) (Note de Marx.)

funeste, sans frein ni contrôle, que les parents exercent sur leurs jeunes et tendres rejetons. [...] Il ne doit pas être permis aux parents de pouvoir, d'une manière absolue, faire de leurs enfants de pures machines, à seule fin d'en tirer chaque semaine tant et tant de salaire. [...] Les enfants et les adolescents ont le droit d'être protégés par la législation contre l'abus de l'autorité paternelle qui ruine prématurément leur force physique et les fait descendre bien bas dans l'échelle des êtres moraux et intellectuels [208]. »

Ce n'est pas cependant l'abus de l'autorité paternelle qui a créé l'exploitation de l'enfance, c'est tout au contraire l'exploitation capitaliste qui a fait dégénérer cette autorité en abus. Du reste, la législation de fabrique n'est-elle pas l'aveu officiel que la grande industrie a fait de l'exploitation des femmes et des enfants par le capital, de ce dissolvant radical de la famille ouvrière d'autrefois, une nécessité économique, l'aveu qu'elle a converti l'autorité paternelle en un appareil du mécanisme social, destiné à fournir, directement ou indirectement, au capitaliste les enfants du prolétaire lequel, sous peine de mort, doit jouer son rôle d'entremetteur et de marchand d'esclaves ? Aussi [181] tous les efforts de cette législation ne peuvent-ils prétendre qu'à réprimer les excès de ce système d'esclavage.

Si terrible et si dégoûtante que paraisse dans le milieu actuel la dissolution des anciens liens de famille [209], la grande industrie, grâce au rôle décisif qu'elle assigne aux femmes et aux enfants, en dehors du cercle domestique, dans des procès de production socialement organisés, n'en crée pas moins la nouvelle base économique sur laquelle s'élèvera une forme supérieure de la famille et des relations entre les sexes. Il est aussi absurde de considérer comme absolu et définitif le mode germano-chrétien de la famille que ses modes oriental, grec et romain, lesquels forment d'ailleurs entre eux une série progressive. Même la composition de la collectivité travailleuse en individus des deux sexes et de tout âge, cette source de corruption et d'esclavage sous le règne capitaliste, porte en soi les germes d'une nouvelle évolution sociale.

208 *Child. Empl. Comm., V Rep.,* p. XXV, N° 162, et *II Report,* p. XXXVIII, n° 285, 289 ; p. XXXV, n° 191. (Note de Marx.)

209 Cf. ENGELS, *loc. cit.*, p. 162, 178-183. (Note de Marx.)

Dans l'histoire, comme dans la nature, la pourriture est le laboratoire de la vie.

Statistique ouvrière

Retour à la table des matières

Aucun gouvernement (monarchiste ou républicain bourgeois) n'a osé entreprendre une enquête sur la situation de la classe ouvrière française [210]. Mais, en revanche, que d'enquêtes sur les crises agricoles, financières, industrielles, commerciales politiques.

[182]

Les infamies de l'exploitation capitaliste, révélées par l'enquête officielle du gouvernement anglais ; les conséquences légales que ces révélations ont produites (limitation de la journée légale de travail à dix heures, lois sur le travail des femmes et des enfants, etc.) ont rendu la bourgeoisie française encore plus craintive des dangers que pourrait présenter une enquête impartiale et systématique.

En attendant que nous puissions amener le gouvernement républicain à imiter le gouvernement monarchique de l'Angleterre à ouvrir une vaste enquête sur les faits et méfaits de l'exploitation capitaliste, nous allons essayer d'en commencer une, avec les faibles moyens dont nous disposons. Nous espérons être soutenus, dans notre œuvre, par tous les ouvriers des villes et des campagnes, qui comprennent qu'eux

210 Cf. MARX, *La Revue socialiste*, N° 4, 20 avril 1880. Ce questionnaire a été tiré en 1880 à 25 000 exemplaires et distribué aux associations ouvrières, groupes et cercles socialistes, ainsi qu'à la plupart des journaux français. Marx a proposé cette enquête non seulement pour attirer l'attention de toutes les classes ainsi que des pouvoirs publics, etc., sur la situation de la classe ouvrière à des fins de propagande et de réformes, mais encore pour mettre en pratique le principe selon lequel, « pour agir de manière efficace, il faut connaître la matière sur laquelle on agit », et ce à l'usage des organisations syndicales et du parti ouvrier.

L'intérêt - et non le moindre - de cette enquête, c'est, en effet, de faire prendre conscience à l'ouvrier qui remplit ce questionnaire du détail et des imbrications complexes de sa propre condition de travailleur, en attirant surtout son attention sur la cadre tout entier du système immédiat d'exploitation.

seuls peuvent décrire les maux qu'ils endurent, qu'eux seuls, et non des sauveurs providentiels, peuvent appliquer énergiquement les remèdes aux misères sociales dont ils souffrent ; nous comptons aussi sur les socialistes de toutes les écoles qui, voulant une réforme sociale, doivent vouloir une connaissance *exacte* et *positive* des conditions dans lesquelles travaille et se meut la classe ouvrière, la classe à qui l'avenir appartient.

Ces *cahiers du travail* sont l'œuvre première qui s'impose à la démocratie socialiste pour préparer la rénovation sociale.

Les cent questions qui suivent sont les plus importantes. Les réponses doivent porter le numéro d'ordre de la demande. Il n'est pas nécessaire de répondre à toutes les questions ; mais nous recommandons de faire les réponses aussi abondantes et détaillées que possible.

Le nom de l'ouvrière ou de l'ouvrier répondeur ne sera pas publié, à moins d'autorisation spéciale ; mais il doit être donné, ainsi que son adresse, pour qu'au besoin on puisse communiquer avec lui.

Les réponses doivent être envoyées à l'administrateur de *La Revue socialiste,* M. Lécluse, 28, rue Royale, à Saint-Cloud, près Paris.

Les réponses seront classées et fourniront les éléments de monographies spéciales qui seront publiées par *La Revue socialiste* et plus tard réunies en volume.

[183]

I

1. Quel est votre métier [211] ?

2. Est-ce que l'atelier dans lequel vous travaillez appartient à un capitaliste ou à une compagnie d'actionnaires ? Donnez les noms des capitalistes qui vous emploient ou dirigent la Compagnie.

3. Donnez le nombre des personnes employées.

4. Donnez leur âge et leur sexe.

5. Quel est le plus jeune âge auquel les enfants (garçons et filles) sont admis ?

6. Donnez le nombre des surveillants et autres employés qui ne sont pas des salariés ordinaires.

7. Y a-t-il des apprentis ? Combien ?

8. Outre les ouvriers ordinairement et régulièrement employés, y en a-t-il d'autres qui viennent du dehors et à certaines saisons ?

9. Est-ce que l'industrie de votre patron travaille exclusivement ou principalement pour les chalands de la localité, pour le marché intérieur général ou pour l'exportation étrangère ?

10. L'atelier est-il situé dans la campagne ou à la ville ? Nommez l’endroit.

11. Si votre atelier est situé à la campagne, est-ce que votre travail industriel suffit à vous faire vivre, ou bien le combinez-vous avec un travail agricole ?

12. Est-ce que votre travail est fait à la main ou avec l'aide de machines ?

---

211 L'ordre des rubriques et des questions suit celui que Marx a exposé dans *Le Capital,* 1. I, sur *l'achat et la vente de la force de travail* et *la journée de travail,* chap. VI et X, notamment. Marx propose tout simplement aux ouvriers des différents pays d'inspecter eux-mêmes le travail dans les fabriques. Ce projet est un premier pas vers le contrôle ouvrier de la production, même s'il ne peut se réaliser qu'après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

13. Donnez des détails sur la division du travail dans votre industrie.

14. Emploie-t-on la vapeur comme force motrice ?

15. Énumérez le nombre de locaux dans lesquels les différentes activités de l'industrie sont pratiquées.

Décrivez la spécialité dans laquelle vous êtes employé ; parlez non seulement de la partie technique, mais encore de la fatigue musculaire et nerveuse qu'elle impose et de ses effets généraux sur la santé des ouvriers.

[184]

16. Décrivez les conditions de l'atelier : dimension des pièces, place assignée à chaque ouvrier ; ventilation, température, blanchiment des murs à la chaux, lieux d'aisances, propreté générale, bruit des machines, poussières métalliques, humidité, etc.

17. Existe-t-il une surveillance municipale ou gouvernementale sur les conditions hygiéniques des ateliers ?

18. Dans votre industrie, y a-t-il des émanations délétères spéciales engendrant des maladies spécifiques parmi les ouvriers ?

19. L'atelier est-il encombré de machines ?

20. La force motrice, les appareils de transmission et les machines sont-ils protégés de manière à prévenir tout accident ?

21. Énumérez les accidents survenus durant votre expérience personnelle.

22. Si vous travaillez dans une mine, énumérez les mesures préventives prises par votre employeur pour assurer la ventilation et empêcher les explosions et autres dangereux accidents.

23. Si vous travaillez dans une fabrique de produits chimiques, dans une usine, dans une manufacture d'objets métalliques ou toute autre industrie présentant des dangers spéciaux, énumérez les mesures de précaution prises par votre employeur.

24. Quels sont les moyens d'éclairage de votre atelier (gaz, pétrole, etc.) ?

25. En cas d'incendie, les moyens de fuite sont-ils suffisants ?

26. En cas d'accident, l'employeur est-il obligé légalement d'indemniser l'ouvrier ou sa famille ?

27. Sinon, a-t-il jamais indemnisé ceux à qui il est arrivé malheur pendant qu'ils travaillaient à l'enrichir ?

28. Y a-t-il un service médical dans votre atelier ?

29. Si vous travaillez à votre domicile, décrivez l'état de votre chambre de travail. Vous servez-vous seulement d'outils ou de petites machines ? Vous faites-vous aider par vos enfants ou d'autres personnes (adultes ou enfants, du sexe masculin ou féminin) ? Travaillez-vous pour des clients particuliers ou pour un entrepreneur ? Traitez-vous directement avec lui ou par un intermédiaire ?

[185]

II

30. Énumérez les heures de travail quotidiennes et les jours de travail pendant la semaine.

31. Énumérez les jours fériés pendant l'année.

32. Quelles sont les interruptions de la journée de travail ?

33. Les repas sont-ils pris à des intervalles déterminés ou irrégulièrement ? Sont-ils pris en dehors de l'atelier ?

34. Travaille-t-on pendant les heures de repas ?

35. Si l'on emploie la vapeur, quand la donne-t-on, quand l'arrête-t-on ?

36. Y a-t-il du travail de nuit ?

37. Énumérez les heures de travail des enfants et des jeunes gens de moins de 16 ans.

38. Y a-t-il des relais d'enfants et d'adolescents se remplaçant mutuellement durant les heures de travail ?

39. Les lois sur le travail des enfants sont-elles mises en vigueur par le gouvernement ou la municipalité ? Les employeurs s'y soumettent-ils ?

40. Existe-t-il des écoles pour les enfants et les adolescents employés dans votre métier ? S'il y en a, quelles sont les heures d'école ? Qui les dirige ? Qu'y enseigne-t-on ?

41. Quand le travail est-il de nuit, et de jour ? Quel est le système de relais ? Le relais se fait-il de manière qu'un groupe d'ouvriers en remplace à chaque fois un autre ?

42. Quelle est la prolongation moyenne des heures de travail pendant les périodes de grande activité industrielle ?

43. Les machines sont-elles nettoyées par des ouvriers spécialement engagés pour ce travail ; ou le sont-elles gratuitement par les ouvriers travaillant aux machines pendant leur journée de travail ?

44. Quels sont les règlements et les amendes pour les retards ? Quand la journée de travail commence-t-elle ; quand recommence-t-elle après les repas ?

45. Quel temps perdez-vous pour vous rendre à l'atelier et pour rentrer chez vous ?

III

46. Quels sont les contrats que vous passez avec votre employeur ? Êtes-vous engagé à la journée, à la semaine, au mois, etc. ?

[186]

47. Quelles sont les conditions stipulées pour donner ou recevoir congé ?

48. Dans le cas de rupture de contrat, quelle est la pénalité si l'employeur en est la cause ?

49. Quelle est la pénalité prévue si l'ouvrier en est cause ?

50. S'il y a des apprentis, quels sont les termes de leur contrat ?

51. Votre travail est-il régulier ou irrégulier ?

52. Dans votre métier travaille-t-on seulement pendant certaines saisons ; ou est-ce que le travail, en temps ordinaire, est distribué plus ou moins également sur toute l'année ? Si vous ne travaillez qu'à certaines saisons, comment vivez-vous dans l'intervalle ?

53. Êtes-vous payé au temps ou à la pièce ?

54. Si vous êtes payé au temps, êtes-vous payé à l'heure ou à la journée ?

55. Y a-t-il des salaires extra, pour du travail extra ? Quels sont-ils ?

56. Si vos salaires sont payés à la pièce, comment les fixe-t-on ? Si vous êtes employé dans des industries où le travail exécuté est mesuré par la quantité ou le poids, comme c'est le cas dans les mines, votre employeur ou ses commis ont-ils recours à des tricheries pour vous frustrer d'une partie de vos gains ?

57. Si vous êtes payé à la pièce, fait-on de la qualité de l'article un prétexte pour des déductions frauduleuses de vos salaires ?

58. Que vous soyez à la pièce ou au temps, quand êtes-vous payé ? En d'autres termes, de quelle longueur est le crédit que vous faites à votre patron avant de recevoir le prix du travail exécuté ? Êtes-vous payé après une semaine, un mois, etc. ?

59. Avez-vous observé que le retard dans le paiement de vos salaires vous oblige à recourir fréquemment aux monts-de-piété, où vous payez un intérêt élevé et où l'on vous dépouille de choses dont vous avez besoin ; de faire des dettes chez les boutiquiers, dont vous devenez la proie parce que vous êtes leur débiteur ? Connaissez-vous des cas où des ouvriers ont perdu leurs salaires par la faillite ou la banqueroute de leurs patrons ?

60. Les salaires sont-ils directement payés par le patron ou par des intermédiaires (marchandeurs, etc.) ?

61. Si les salaires sont payés par des marchandeurs ou [187] d'autres intermédiaires, quels sont les termes de votre contrat ?

62. Quel est le taux de votre salaire en argent, au jour et à la semaine ?

63. Quels sont les salaires des femmes et des enfants coopérant avec vous dans le même atelier ?

64. Quel a été dans votre atelier le salaire à la journée le plus élevé pendant le mois dernier ?

65. Quel a été le salaire à la pièce le plus élevé pendant le mois dernier ?

66. Quel a été votre salaire pendant le même temps, et si vous avez une famille, quels sont les salaires de votre femme et de vos enfants ?

67. Les salaires sont-ils payés entièrement en argent ou autrement ?

68. Si c'est votre employeur qui vous loue votre domicile, quelles en sont les conditions ? Est-ce qu'il déduit le loyer de vos salaires ?

69. Quels sont les *prix des objets nécessaires,* tels que :

a) Loyer de votre habitation ; conditions de location nombre de pièces qui la composent ; personnes qui y demeurent ; réparations, assurances ; achat et entretien du mobilier, chauffage, éclairage, eau, etc.

b) Nourriture : pain, viande, légumes, pommes de terre, etc., laitage, œufs, beurre, huile, saindoux, sucre, sel, épicerie, café, chicorée, bière, cidre, vin, tabac, etc.

c) Habillement pour les parents et les enfants, blanchissage, soins de propreté, bains, savons, etc.

d) Frais divers : port de lettres, emprunts et dépôts aux monts-de-piété ; frais d'école et d'apprentissage ; achats de journaux, de livres, etc. ; contributions à des sociétés de secours mutuel, pour des grèves, des coalitions, des sociétés de résistance, etc.

e) Frais, s'il y en a, occasionnés par l'exercice de votre métier ?

f) Impôts.

70. Essayez d'établir le budget hebdomadaire et annuel de vos revenus et de ceux de votre famille, de vos dépenses hebdomadaires et annuelles.

71. Avez-vous remarqué, durant votre expérience personnelle, une plus grande hausse dans les objets nécessaires à la vie, tels que le logement, la nourriture, etc., que dans le salaire ?

[188]

72. Énumérez les variations de salaires qui vous sont connues.

73. Mentionnez les réductions de salaires dans les temps de stagnation et de crise industrielle.

74. Mentionnez la hausse des salaires dans les prétendus temps de prospérité.

75. Mentionnez les interruptions dans le travail par suite de changements dans la mode et des crises particulières et générales. Racontez vos propres chômages involontaires.

76. Comparez *le prix des articles que vous produisez* ou des services que vous rendez, avec le prix de votre travail.

77. Citez les cas que vous connaissez d'ouvriers déplacés du fait de l'introduction des machines ou autres perfectionnements.

78. Avec le développement des machines et la productivité du travail, l'intensité et la durée du travail ont-elles augmenté ou diminué ?

79. Connaissez-vous aucune élévation de salaire comme conséquence des progrès de la production ?

80. Avez-vous jamais connu des ouvriers ordinaires qui aient pu se retirer à l'âge de 50 ans, et vivre de l'argent gagné dans leur qualité de salarié ?

81. Quel est, dans votre métier, le nombre d'années pendant lequel un ouvrier de santé moyenne peut continuer à travailler ?

IV

82. Existe-t-il des sociétés de résistance (syndicats) dans votre métier, et comment sont-elles conduites ? Envoyez leurs statuts et règlements.

83. Combien de grèves se sont produites dans votre métier pendant le cours de votre expérience ?

84. Combien de temps ces grèves ont-elles duré ?

85. Étaient-elles générales ou partielles ?

86. Avaient-elles pour but une hausse des salaires ou étaient-elles faites pour résister à une réduction des salaires ; ou se rapportaient-elles à la longueur de la journée de travail, ou étaient-elles causées par d'autres motifs ?

87. Quels ont été leurs résultats ?

[189]

88. Parlez de l'action des prud'hommes.

89. Votre métier a-t-il soutenu des grèves d'ouvriers appartenant à d'autres corps de métiers ?

90. Parlez des règlements et pénalités établis par votre employeur pour le gouvernement de ses salariés.

91. Y a-t-il eu des coalitions d'employeurs pour imposer des réductions de salaires ou des augmentations de travail, pour entraver les grèves et généralement pour imposer leurs volontés ?

92. Connaissez-vous des cas où le gouvernement ait abusé des forces publiques pour les mettre au service des patrons contre leurs employés ?

93. Connaissez-vous des cas où le gouvernement soit intervenu pour protéger les ouvriers contre les exactions des patrons et leurs coalitions illégales ?

94. Le gouvernement fait-il exécuter, contre les patrons, les lois qui existent sur le travail ? Est-ce que ses inspecteurs accomplissent leur devoir ?

95. Existe-t-il dans votre atelier ou métier des sociétés de secours mutuel pour les cas d'accident, de maladie, de mort, d'incapacité temporaire (le travail, de vieillesse, etc. ? Envoyez leurs statuts et règlements.

96. Est-ce que l'entrée dans ces sociétés est volontaire ou obligatoire ? Est-ce que les fonds sont exclusivement sous le contrôle des ouvriers ?

97. Si les contributions sont obligatoires et sous le contrôle des patrons, ceux-ci les retiennent-ils sur les salaires ? Est-ce qu'ils paient des intérêts pour ces retenues ? Est-ce qu'elles sont rendues à l'ouvrier quand il donne congé ou est chassé ? Connaissez-vous des cas où des ouvriers ont bénéficié de prétendues caisses de retraite contrôlées par les patrons, mais dont le capital constituant est prélevé sur les salaires des ouvriers ?

98. Y a-t-il des sociétés coopératives dans votre métier ?

Comment sont-elles dirigées ? Est-ce qu'elles emploient des ouvriers du dehors, de la même façon que les capitalistes ? Envoyez leurs statuts et règlements.

99. Existe-t-il dans votre métier des ateliers où les rétributions des ouvriers sont payées partie sous le nom de salaire et partie sous le nom de prétendue coparticipation aux profits ? Comparez les sommes reçues par d'autres ouvriers où il n'existe pas de prétendue coparticipation aux profits. Énumérez les engagements des ouvriers vivant sous ce régime. Peuvent-ils faire des grèves, etc., ou leur est-il [190] seulement permis d'être les humbles serviteurs de leurs patrons ?

100. Quelles sont les conditions générales, physiques, intellectuelles, morales, des ouvriers et ouvrières employés dans votre métier ?

101. Observations générales.

[191]

3

DROITS DU TRAVAIL

Retour à la table des matières

[192]

Légalité et évolution économique du capitalisme

Retour à la table des matières

La question de la légalité des syndicats et du droit de grève est liée par définition à celle de l'État bourgeois. Elle constitue la prémisse du très grave problème actuel, celui de l'intégration des syndicats dans les institutions étatiques capitalistes. À l'inverse, elle pose le problème fondamental, pour le marxisme, de l'autonomie des organisations économiques et politiques du prolétariat, l'émancipation de la classe ouvrière étant son œuvre à elle.

Durant la première période de sa domination, tout était clair et simple : la bourgeoisie interdisait systématiquement les syndicats, comme Marx et Engels le montrent dans les textes qui suivent, à l'exemple de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la France. Au début du capitalisme, ne disposant pas de la moindre réserve, la classe ouvrière ne soupçonnait même pas un état capitaliste où ses conditions seraient sensiblement améliorées. Nulle illusion sur un proche avenir meilleur ne pouvait donc la retenir aux heures de crise aiguë, et la lutte économique débouchait tout naturellement sur le terrain politique, dans la rue, sur les barricades, contre les bastions de l'État bourgeois. La bourgeoisie, ne disposant pas encore d'une accumulation considérable d'installations productives et de machines qui augmentent l'intensité du travail, donc la productivité, n'avait qu'un moyen sûr et éprouvé d'extorquer la plus-value : allonger autant que possible la journée de travail. Dans ces conditions, à l'heure de la crise de surproduction périodique, la bourgeoisie devait réduire les heures de travail jusqu'à ce que le marché soit désengorgé ; autrement dit : elle jetait sur le pavé ses ouvriers qui n'avaient plus d'autre recours que la force et la lutte frontale contre le régime bourgeois.

Cette relative pénurie de réserves chez la bourgeoisie explique aussi qu'elle se soit lancée, dès sa naissance, à la conquête d'un em-

pire colonial dont les richesses devaient lui servir d'amortisseur et de volant de sécurité et lui donner une certaine marge de manœuvre dans la lutte des classes à l'intérieur.

Ce n'est finalement qu'au cours de la phase idyllique du capitalisme que naîtront, d'abord dans une mince couche d'ouvriers, les illusions réformistes : la capacité de production capitaliste est maintenant assez grande pour [193] *améliorer quelque peu le sort de la classe ouvrière, « pour lui lancer quelques miettes du festin bourgeois ». Un développement politique et social relativement calme peut s'amorcer dans les pays industrialisés, le capital exerçant sa rage sauvage dans les colonies.*

À l'époque de Marx, cette phase idyllique était plus marquée en Angleterre que sur le continent, où le capitalisme était moins développé et s'était étendu un peu plus tard. Le capitalisme n'en changea pas pour autant de nature, étant tout à fait incapable d'améliorer durablement le niveau moyen de toute la classe ouvrière. Les crises et les guerres, plus dévastatrices et plus longues que jamais, feront retomber périodiquement les masses dans une misère atroce. Quoi qu'il en soit, la bourgeoisie pourra tout juste entretenir une frange de la classe ouvrière, une aristocratie privilégiée par rapport à la masse des travailleurs. Il se trouve, toutefois, que cette aristocratie bénéficie d'une position dominante, car c'est elle qui est la plus formée politiquement, mieux organisée, plus libre de ses mouvements, bref la plus influente au sein de la classe. D'où l'importance de la lutte que Marx et Engels ont menée contre ces traîtres et déserteurs. De fait, à l'heure de la crise aiguë, l'aristocratie ouvrière est parvenue à prendre la direction politique de la classe ouvrière tout entière, et à décider du sort du mouvement ouvrier pour des décennies.

Même lorsqu'il se prétend apolitique, le réformisme est toujours à la fois économique, politique et social. Sur le simple plan économique, il n'a jamais réalisé véritablement une amélioration générale et durable de la classe ouvrière dans son ensemble. Dès le début, il a défendu les intérêts hiérarchisés, la catégorie professionnelle particulière. Le réformisme se heurte, en fait, à un double obstacle qui a provoqué sa faillite historique : d'une part, à la tendance générale de l'économie capitaliste qui est d'abaisser, non d'élever, le niveau moyen des salaires ; d'autre part, aux mouvements de masse qui débordent

les revendications limitées du réformisme et s'engagent dans la voie révolutionnaire.

Marx et Engels, qui souhaitaient véritablement une amélioration progressive et générale des conditions de vie des travailleurs, devaient tout logiquement proposer au mouvement ouvrier l'utilisation de moyens révolutionnaires et la lutte pour l'abolition du salariat, puisque le [194] *capitalisme est incapable d'assurer durablement cette amélioration. Celle-ci ne compromet-elle pas tout le système bourgeois à l'heure de la plus grande surproduction, où précisément le capitalisme tombe en crise ou conjure une guerre dévastatrice ? Le réformisme de Marx et Engels passe donc inévitablement par la révolution anticapitaliste, mais à ce compte ce n'est plus du réformisme, mais du communisme révolutionnaire.*

Droit de grève et État

Retour à la table des matières

Le droit bourgeois affirme en principe que le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois en général, simplement parce qu'il est garanti par la Constitution. Le fameux préavis de grève ne fait que rappeler ce fait, en faisant un pas de plus, mais de taille : l'immixtion directe dans l'action et les revendications ouvrières.

À première vue, le droit se manifeste simplement en des lois ou des prescriptions ordonnant de faire ou de ne pas faire, en droits actifs ou passifs, valables pour tous. Mais l'ensemble de ces droits forme justement la législation d'un État qui est bourgeois et qu'il ne suffit pas d'affubler de l'étiquette démocratique pour qu'il perde son caractère de classe et cesse de défendre finalement la bourgeoisie. En fait, les lois ont pour but non seulement de défendre l'État bourgeois et les intérêts anti-ouvriers qu'il couvre, mais encore de justifier les mesures légales.

Cela signifie-t-il que le droit de grève *défende la propriété privée, la classe et les intérêts bourgeois ? C'est absolument évident de nos jours, si dans cette formule on considère le* droit, *et non la* grève. *Si bonne qu'elle puisse paraître, la loi défend en dernière analyse l'État bourgeois, et plus une loi est* populaire, *plus elle sert à défendre et à*

protéger la propriété privée, dans la mesure où elle intéresse des couches plus vastes et tente de les englober dans l'ordre bourgeois [212].

[195]

En pratique, ce qui est grave dans cette formulation, *c'est qu'on fasse admettre que* la grève est soumise à des règles émanant de l'État bourgeois, non de la classe prolétarienne. *Et pourquoi la Constitution ne prévoirait-elle pas aussi les règles suivant lesquelles la révolution devra se dérouler ? Dans les textes qui suivent, Engels exprime le principe : « l'Anglais n'est pas libre grâce à la loi, mais en dépit de la loi », « la lutte des pauvres contre les riches ne peut donc être menée jusqu'à son terme ultime sur le terrain de la démocratie ou de la politique en général »* [213]. *À la fin de sa vie, pressé par la direction social-démocrate allemande de soutenir la légalité (que l'État bourgeois voulait rompre pour surprendre les socialistes), Engels résista de toutes ses forces : « Je ne peux tout de même pas admettre que vous ayez l'intention de prescrire, de tout votre corps et de toute votre âme, la légalité absolue, la légalité en toutes circonstances, la légalité même vis-à-vis de ceux qui froissent la légalité, bref la politique qui consiste à tendre la joue gauche à celui qui vous a frappé la joue droite. » Et de rappeler la conception traditionnelle du marxiste pour lequel les lois n'engagent en rien les ouvriers, mais représentent l'état d'une force que l'on est ou non en mesure de contrer, d'utiliser pour un répit ou une manœuvre : « Légalité aussi longtemps que cela nous arrange, mais pas légalité à tout prix, même en paroles* [214] *! »*

Marx a certes défendu la thèse selon laquelle il fallait lutter pour arracher à l'État une loi limitant les heures de travail, loi qui s'impose aussi bien aux patrons rebelles qu'aux ouvriers récalcitrants (ceux, par exemple, qui veulent faire des heures supplémentaires).

---

212 Marx-Engels ont dû, eux aussi, utiliser les mots de droit et de justice, sous la pression de gens « arriérés » et pour des raisons pratiques tout à fait transitoires. Ils ont éprouvé néanmoins le besoin de se justifier en théorie, afin de ne pas semer la confusion dans la conscience des prolétaires. Cf. notre note p. 55 dans le premier volume.

213 Cf. Engels, « Les Crises anglaises », *La Gazette rhénane*, 9 décembre 1842. Trad. franç. in MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, Ed. de L'Herne, p. 137-143.

214 Cf. Engels à R. Fischer, 8 mars 1895. Trad. franç. in MARX-ENGELS, *La Commune de Paris*, 10/18, 1971, p. 259-262.

L'avantage d'une telle loi, dit-il, c'est : 1° qu'elle s'applique à tous sans distinction et n'exige aucune contrepartie ni des patrons ni, surtout, des ouvriers. Autrement dit : aucun accord ou convention ne lie les uns aux autres, engageant la parole et limitant l'action des uns contre les autres, comme c'est le cas dans les conventions actuelles, signées par les syndicats et patrons. En contrepartie, les ouvriers n'ont [196] *jamais eu* a fortiori *à s'engager, moralement ou formellement, à respecter le droit de l'État ; 2° qu'elle est le reflet d'un rapport de forces : même un Parlement conservateur peut être contraint de voter une telle loi, qui n'engage pas le parti ouvrier vis-à-vis de l'État, contrairement à ce qui se passe dans le parlementarisme ouvrier dégénéré, avec ses compromis et ses astuces. L'État, violence concentrée, appliquera ou non la loi (suivant ses intérêts de classe), mais les choses restent claires : dans les deux cas, c'est en conséquence d'un rapport de forces. Dans tous les cas, le prolétariat n'aliène pas sa liberté d'action.*

La limite entre l'utilité pour le prolétariat de revendiquer une loi réglementant le travail est fixée par le principe qu'il faut préserver à tout prix l'autonomie d'action du prolétariat. Celui-ci ne doit absolument pas se laisser lier les bras, voire même laisser supposer qu'il est engagé avec le pouvoir. Un exemple montre le prix que Marx et Engels paient pour cette autonomie du prolétariat : « La racine de tout le mal se trouve justement dans le fait que les capitalistes cotisent d'une façon ou d'une autre *[aux mutuelles]. Tant que cela durera, on ne pourra leur retirer la direction de la Société et de la Caisse de mutuelle. Pour être de véritables sociétés ouvrières, les mutuelles doivent reposer uniquement sur les cotisations des ouvriers. C'est ainsi seulement qu'elles pourront se transformer en syndicats qui protègent les ouvriers de l'arbitraire des patrons individuels. » (Cf.* infra, *p. 231.)*

En revanche, les ouvriers doivent exiger que la loi réglemente la responsabilité des patrons pour les accidents de travail. *Cette responsabilité légale, dont l'État bourgeois tend systématiquement à exonérer les patrons individuels, n'engage en rien la parole et l'action du prolétariat, c'est une mesure de salubrité publique contre la négligence qui coûte cher à tous les points de vue.*

L'État et sa police ne toléreront jamais une grève pour de simples raisons juridiques : leur attitude dépendra toujours, et de ce qui les arrange, et des forces dont ils disposent, sans parler de celles qu'ils

trouvent en face d'eux. Certes, une grève a ses règles, mais ce ne sont pas les règlements de police. La grève doit satisfaire les intérêts prolétariens, et organiser une grève signifie disposer les forces ouvrières dans les conditions les meilleures pour atteindre non seulement un résultat immédiat, mais encore et surtout pour unifier la classe ouvrière contre les classes [197] *bourgeoises, en portant un coup aux intérêts économiques et sociaux, donc politiques aussi, du capitalisme.*

Le prolétariat ne saurait admettre une limitation contractuelle, légale, de son action. Or, c'est à quoi visent les règles qu'implique le droit de grève. Ce qui est appelé hypocritement « règle » est en réalité une limitation pure et simple du mouvement de grève, et sous sa pire forme, celle de l'autolimitation *par les syndicats qui s'y plient. Avec le préavis de grève, ces syndicats n'attendent même plus que l'État intervienne, ils s'imposent à eux-mêmes des règles qui, au lieu de surprendre l'adversaire et de saboter ses plans, consistent à l'avertir huit jours à l'avance de l'éventualité d'une grève. Le patron trouve alors le temps de préparer les moyens de sa défense, d'organiser la délation, ainsi que la corruption parmi les ouvriers, de prendre ses dispositions pour les stocks et les clients, de prendre toutes les mesures nécessaires pour ménager au maximum les installations productives (que ces mêmes syndicats se vantent d'ailleurs de préserver, alors que les capitalistes ferment tous les jours des usines encore en état de marcher) et, enfin, de prévenir les forces répressives de l'État et de la police.*

Dans ces conditions, la grève n'est plus une arme de lutte, mais une simple abstention de travailler, une simple protestation civile, une démonstration pacifique, un cortège compact et ordonné, même s'il est néanmoins attaqué avec férocité par les forces de l'ordre bourgeois ou, mieux, de l'ordre du droit de grève bourgeois.

Enfin, reconnaître et respecter ce « *droit » équivaut à revendiquer la défaite perpétuelle de la classe ouvrière, sa subordination éternelle à l'État capitaliste, son inféodation aux partis opportunistes et à la direction capitularde des bonzes syndicaux. C'est abandonner la politique à la bourgeoisie, et se cantonner, avec le succès que l'on sait, dans les requêtes purement économiques, bref, selon l'expression d'Engels, c'est reconnaître l'éternité du capital et du salariat.*

[198]

La seule idée qui animait à la fois les ouvriers et les chartistes était celle d'une *révolution pacifique par la voie légale*, ce qui représente une contradiction dans les termes, une impossibilité pratique : ils échouèrent à vouloir l'exécuter.

Et, de fait, la première mesure qui leur était commune à tous - l'arrêt du travail dans les fabriques - était déjà *violente et illégale*.

ENGELS, « Les Crises anglaises »,
La Gazette rhénane, 9 décembre 1842.

La situation anglaise.

Retour à la table des matières

En apparence, le siècle de la révolution est passé sur l'Angleterre sans y opérer de grands changements [215]. Alors que sur le continent

[215] Cf. ENGELS, « Le XVIII° siècle », *Vorwärts !*, 31 août 1844.

Engels montre d'abord comment l'ambiance et la mentalité capitalistes se développèrent, mieux qu'ailleurs et pour des raisons économiques, en Angleterre. Il montre, en outre, que le syndicalisme ne doit pas s'imprégner, bien au contraire, de cet esprit d'intérêt bourgeois. Si les luttes ouvrières ont néanmoins contribué à développer cette ambiance et cette mentalité, c'est que les résultats *politiques et idéologiques* des luttes économiques ouvrières ont été détournés de leur but premier et exploités par les bourgeois au pouvoir dans l'usine et l'État. Même au niveau syndical, où le prolétariat cherche à améliorer ses conditions matérielles de vie, les ouvriers ne doivent pas participer de l'esprit bourgeois d'intérêt mercantile.

Pour Marx et Engels, la bourgeoisie a réussi à s'approprier tous les efforts des ouvriers, en monopolisant l'État et en privant les prolétaires de tout droit social réel. L'amélioration des conditions de vie matérielles du prolétariat va donc tout d'abord de pair avec la reconquête de ses traditionnels droits politiques et sociaux (droit de coalition, de presse, de réunion) ; mais l'expérience démontre que, sous le règne de la bourgeoisie, une garantie juridique n'est rien. Tout dépend du rapport de forces.

Dès 1842, Marx s'est attaqué à l'étude du droit et de l'État, notamment en critiquant Hegel. Il ne s'agit pas d'un exercice philosophique. Ses conclusions ont, au contraire, une portée pratique immense pour déterminer la po-

tout un monde suranné fut mis en pièces et que l'atmosphère fut purifiée par une guerre longue de vingt-cinq ans, tout resta calme en Angleterre ; ni l'État ni l'Église ne furent menacés d'une façon ou d'une autre.

Il n'en reste pas moins que, depuis le milieu du XVIII° siècle, l'Angleterre a traversé une révolution plus considérable que n'importe quel autre pays. Cette révolution [199], d'autant plus féconde qu'elle fut silencieuse, atteindra selon toute probabilité son but dans la pratique avant les révolutions de caractère politique en France et philosophique en Allemagne.

La révolution anglaise est de nature sociale, et donc plus ample et plus profonde que n'importe quelle autre. Il n'est pas de domaine - si isolé soit-il - du monde de l'esprit et de la vie des hommes qui n'ait contribué à l'opérer et n'en ait été bouleversé en retour. La véritable révolution transforme la société : la révolution politique ou philosophique y tend seulement. En Angleterre, cette révolution de la société est en cours depuis soixante-dix à quatre-vingts ans, et elle avance maintenant à grands pas au-devant de sa crise.

Le XVIII^e^ siècle a réalisé la connexion et l'agglomération de l'humanité, morcelée et isolée par le christianisme. C'est l'étape qui précède l'émancipation et la conscience de soi de l'humanité ; c'est pourquoi elle se trouve encore prise dans une contradiction unilatérale. Le XVIII^e^ siècle a opéré la synthèse des résultats de toutes les histoires antérieures qui, jusque là, n'avaient procédé que par bonds singuliers et contingents ; qui plus est, il en a développé la nécessité et l'enchaînement interne. Le fouillis des innombrables acquisitions du savoir, il l'a ordonné et mis en relation de causalité : le savoir devint science, et les sciences se rapprochèrent de leur point de perfection en se rattachant, d'une part, à la philosophie et, de l'autre, à la pratique.

Il n'existait pas de science avant le XVIII^e^ siècle. Ce n'est qu'au XVIII^e^ siècle ou peu avant, dans quelques branches, que la connaissance de la nature prit une forme scientifique. Newton créa la science de l'astronomie grâce à la loi de la gravitation universelle, la science

sition des révolutionnaires marxistes face aux institutions de l'État bourgeois. En outre, la critique du fétichisme de l'État est une prémisse à la détermination du rôle et des tâches de l'État prolétarien qui doit dépérir finalement.

de l'optique grâce au théorème du binôme et à la théorie de l'infini, et la science de la mécanique grâce à la connaissance de la nature des forces. La physique acquit, elle aussi, un caractère scientifique au XVIII^{e} siècle ; la chimie fut créée par Black, Lavoisier et Priestley ; la géographie se haussa au rang d'une science grâce à la détermination de la forme terrestre et aux voyages désormais utiles à la science. Buffon et Linné fondèrent les sciences naturelles, et la géologie commença progressivement à se dégager du tourbillon d'hypothèses imaginaires dans lequel elle végétait. La pensée encyclopédique [200] caractérise le XVIII^{e} siècle. Elle repose sur la conscience selon laquelle toutes les sciences sont liées entre elles ; toutefois, n'étant pas encore capable d'assurer les transitions, elle ne pouvait que les juxtaposer l'une à l'autre...

La lutte contre le subjectivisme abstrait du christianisme poussa la philosophie du XVIII^{e} siècle à l'unilatéralité inverse. Elle opposa l'objectivisme au subjectivisme, la nature à l'esprit, le matérialisme au spiritualisme, la généralité abstraite et la substance à la singularité abstraite. Le XVIII^{e} siècle produisit une renaissance de l'esprit antique face au chrétien. Le matérialisme et la république, la philosophie et la politique du monde antique furent ressuscités, et les Français qui représentaient le principe antique *au sein* du christianisme, prirent un temps l'initiative historique.

Le XVIII^{e} siècle ne résolut donc pas la grande contradiction qui préoccupe l'histoire depuis ses débuts et dont le développement constitue la trame de l'histoire : la contradiction entre la substance et le sujet, la nature et l'esprit, la nécessité et la liberté. Cependant, il développa complètement les deux côtés de la contradiction et les opposa dans toute leur violence, si bien qu'il rendit nécessaire leur abolition...

Il est communément admis que l'Allemagne, la France et l'Angleterre sont les trois pays qui commandent l'histoire moderne, les Allemands représentant le principe spiritualiste chrétien, les Français le principe matérialiste antique, en d'autres termes : les premiers la religion et l'Église, les seconds la politique et l'État. C'est un fait évident, ou il apparaîtra comme tel le moment voulu. L'importance des Anglais dans l'histoire moderne est moins manifeste, mais elle est décisive pour le thème que nous traitons.

La nation anglaise fut constituée par l'élément germanique et roman, à un moment où ces deux nations venaient tout juste de se séparer l'une de l'autre et où leur développement vers les deux pôles de l'antagonisme commençait à peine. En Angleterre, les éléments germanique et roman se développèrent côte à côte et finirent par former une nationalité portant directement en elle les deux unilatéralités [216]. L'idéalisme germanique conserva une telle [201] marge de jeu qu'il put même se changer en son contraire : l'extériorité abstraite ; la possibilité, encore déterminée par la loi, de vendre femme et enfants, et en général l'esprit de négoce des Anglais sont nettement à mettre au compte de l'élément germanique. Quant au matérialisme roman, il se changea en idéalisme abstrait, intériorité et religiosité ; d'où le phénomène de la survie du catholicisme romain *au sein* du protestantisme germanique, de l'Église d'État, de la papauté des princes et de la manière toute catholique d'accompagner la religion de rites formels.

Ce qui caractérise la nationalité anglaise, c'est la contradiction non résolue, l'association des contrastes les plus violents. Les Anglais forment le peuple le plus religieux du monde, en même temps que le plus irréligieux ; plus que tout autre, l'Anglais s'échine pour les choses d'ici-bas, tout en vivant comme si l'au-delà était sa seule et entière préoccupation. Son espoir du paradis ne l'empêche pas le moins du monde de croire dur comme fer que « l'enfer, c'est ne pas gagner d'argent ». C'est ce qui explique la perpétuelle agitation intérieure des Anglais, qui est simplement le sentiment de ne pouvoir résoudre la contradiction, ce qui les pousse à s'extérioriser dans l'activité.

---

216 Les analyses d'Engels n'ont rien de philosophique ou d'idéaliste ; elles font leur part aux qualités de vie et d'esprit de la nature humaine. En ce sens, Marx disait : « La nature humaine n'est pas une abstraction inhérente à l'individu isolé. Dans sa réalité, elle est l'ensemble des conditions sociales. » (*Thèses sur Feuerbach.)* Par ces conditions sociales, les marxistes entendent le milieu géographique, l'outillage, l'organisation technique et intellectuelle d'un groupe donné, tous ces facteurs matériels réagissant les uns sur les autres au cours de l'évolution historique. Cf. « Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste », *Fil du temps,* N° 5, octobre 1969, p. 27. (Jacques Angot, B. P. 24, Paris 9°.)

Si, pour Engels (cf. lettre du 25 janvier 1894 à H. Starkenburg), « la race elle-même est un facteur économique », c'est que « la formation des cinq sens est le travail de toute l'histoire d'une société » (MARX, *Manuscrits parisiens*).

Le sentiment de cette contradiction est une source d'énergie, d'une énergie qui ne peut se déverser qu'à l'extérieur. De fait, ce sentiment de la contradiction fut la source de la colonisation, de la navigation maritime, de l'industrie et, en général, de l'énorme activité pratique des Anglais. L'incapacité de résoudre la contradiction traverse toute la philosophie anglaise, et pousse les Anglais à l'empirisme en même temps qu'au scepticisme...

[202]

Comme les Anglais présentaient ensemble les deux éléments qui développaient l'histoire sur le continent, ils furent capables, bien que ne commerçant guère avec le continent, d'avancer d'un même pas que lui, et même de le devancer parfois. La révolution anglaise du XVII° siècle est l'exact prototype de la Révolution française de 1789. Il est facile de distinguer dans le « Long Parlement » les trois degrés qui apparaissent en France comme Assemblée constituante, Législative et Convention nationale. Le passage de la monarchie constitutionnelle à la démocratie, puis au despotisme militaire, à la restauration et à la révolution de juste-milieu est nettement délimité à chaque fois dans la révolution anglaise. Cromwell est Robespierre et Napoléon en une seule personne ; la Gironde, la Montagne, les hébertistes et les babouvistes correspondent aux presbytériens, indépendants et niveleurs. Le résultat politique est relativement faible dans les deux cas, et tout le parallèle, que l'on pourrait tirer jusque dans les détails, montre en outre que la révolution religieuse ou athée, pour autant qu'elle reste politique, aboutit en fin de compte à *une même* situation...

Cependant, les Français opposèrent au spiritualisme le matérialisme qu'ils justifièrent comme un absolu qui, en conséquence, assuma dans l'État la forme éternelle des intérêts généraux. Mais les Anglais n'ont pas d'intérêts généraux : ils ne peuvent en parler sans toucher leur point vulnérable. C'est leur désespérance : ils n'ont que des intérêts particuliers. Cette subjectivité absolue et le parcellarisme de la généralité en d'innombrables singuliers sont certes d'origine germanique, mais, comme nous l'avons dit, ils sont séparés de leur racine, donc uniquement efficaces sur le *plan empirique.*

L'empirisme social des Anglais se distingue de l'empirisme politique des Français. L'activité de la France a toujours été nationale, les Français étant conscients d'emblée de leur unité et totalité ; l'activité

de l'Angleterre fut le travail d'individus indépendants les uns des autres et coexistant simplement, le mouvement d'atomes autonomes qui n'agissent ensemble que rarement, et encore uniquement en raison d'intérêts *individuels* : c'est précisément aujourd'hui que ce manque d'unité éclate à la lumière du jour dans la misère généralisée et dans la ségrégation complète.

En d'autres termes, l'Angleterre est le seul pays qui ait [203] une histoire *sociale*. C'est en Angleterre seulement que les individus en tant que tels, bien que ne revendiquant consciemment aucun principe général, ont poussé au développement national et l'ont mené tout près de son terme. C'est ici seulement que la masse a agi en tant que masse, au nom de ses propres intérêts privés. C'est ici seulement que les principes ont été mués en intérêts, avant même qu'ils aient pu avoir d'effet sur l'histoire. Les Français et les Allemands en arrivent aussi progressivement à l'histoire sociale, mais ils n'en sont pas encore là...

L'intérêt est de nature essentiellement subjective, égoïste, privée et, en tant que tel, c'est le sommet extrême du principe germano-chrétien de la subjectivité et de la dispersion des parcelles [217]. Dès lors que l'intérêt est directement subjectif et simplement égoïste, l'intérêt devient le lien connectif de l'humanité, et il s'ensuit de toute nécessité une parcellarisation générale, les individus se tournant et se concentrant sur eux-mêmes. C'est l'isolement, la transformation de l'humanité en une masse d'atomes se repoussant mutuellement. Or, cette parcellarisation est elle-même l'ultime effet du principe chrétien de la subjectivité, l'achèvement de l'ordre chrétien du monde.

En outre, tant que subsiste l'extériorisation (aliénation) fondamentale - la propriété privée -, l'intérêt doit nécessairement avoir un caractère privé, et son règne apparaît comme le règne de la propriété. La

217 Cette idéologie du propriétaire individuel a sa lointaine base économique dans le mode de production germanique qui fut transporté en Angleterre. Dans les *Fondements de la critique de l'économie politique* (Éditions Anthropos, t. 1, 1967, p. 444), Marx définit comme suit la forme germanique : « Chez les Germains, les chefs de famille s'établissaient dans les forêts, séparés les uns des autres par des distances considérables. Ne serait-ce que d'un point de vue extérieur, la commune [collectivité] n'y existe qu'à l'occasion des réunions périodiques de ses membres, bien qu'*en soi* l'unité de ceux-ci découle de la généalogie, de la langue, d'un passé commun, de l'histoire, etc. La commune n'y apparaît donc pas comme *unité*, mais comme *association*, accord des sujets autonomes que sont les propriétaires fonciers. »

dissolution du servage féodal a fait « du paiement comptant le seul lien entre les hommes ». C'est alors que la propriété - élément naturel et privé d'esprit en face de l'homme et de son esprit - est hissée sur le trône, et enfin, pour parachever cette aliénation, l'argent - expression extérieure purement abstraite - devient le maître du monde.

[204]

L'homme a cessé d'être l'esclave de l'homme : il est devenu l'esclave de la *chose* [218]. Le renversement de tous les rapports humains est total ; l'asservissement propre au monde affairiste moderne, la vénalité développée, achevée et universelle sont plus inhumains, omnipotents, que le servage du féodalisme ; la prostitution générale est plus immorale et plus bestiale que le droit de cuissage seigneurial...

Effet des luttes revendicatives sur le développement de l'État et de l'idéologie capitalistes.

Retour à la table des matières

Pour instaurer sa domination, la propriété dut forcément se tourner d'abord contre l'État, ou du moins devait-elle le noyauter puisqu'elle ne peut se passer de lui [219]. Adam Smith a commencé ce travail de sape au moment même où se déroulait la révolution industrielle, en publiant son *Analyse sur la nature et les causes de la richesse nationale* (1776) et en créant du même coup la science financière. Jusque-là, cette dernière avait été exclusivement nationale, l'économie étatique n'étant qu'une branche annexe de l'État, auquel elle était tout naturel-

[218] L'argent, défini comme chose, n'est pas un concept philosophique, mais bel et bien économique : « La notion de l'argent est particulièrement difficile à saisir lorsqu'il assume toutes ses fonctions [l'actuelle crise monétaire internationale en témoigne] ; c'est un rapport social et une relation déterminée entre les hommes, alors qu'il se présente comme une chose, sous la forme d'un métal, d'une pierre, d'un objet extérieur aux individus, et qu'on le trouve tout achevé dans la nature [or, argent]. » (Cf. MARX, *Fondements, etc*., t. 1, p. 185.)

[219] Cf. ENGELS, in *Vorwärts !*, 11, 18, 25 septembre et 16, 19 octobre 1844.

lement subordonnée. Adam Smith rendit le cosmopolitisme tributaire des intérêts nationaux et fit de l'économie nationale le fondement et le but de l'État, réduisant la politique, les partis, la religion et tout le reste à des catégories économiques : il fit de la propriété la nature de l'État, et de l'enrichissement son but.

D'autre part, William Godwin (*Political Justice,* 1783) développa le système républicain en politique et créa, en même temps que J. Bentham, le principe de l'utilité, de sorte que le bien public trouva sa loi suprême jusque dans ses derniers effets et sa légitimité. Il attaqua l'État [205] lui-même, avec sa formule : « l'État est un mal. » Godwin conçoit encore le principe d'utilité de manière tout à fait générale comme devoir du citoyen, qui néglige l'intérêt individuel et ne vit que pour le bien en général.

En revanche, Bentham développe davantage la nature sociale de ce principe, en faisant - conformément à l'orientation prise par la nation - de l'intérêt privé la base de l'universalité en identifiant ces deux principes dans la formule, exprimée par son disciple Mill : l'amour des autres n'est rien d'autre qu'un égoïsme éclairé, substituant ainsi au « bien général » le plus grand bonheur du plus grand nombre.

Bentham commet ici la même erreur que Hegel en théorie : il ne se préoccupe pas de surmonter les contradictions et met tout sens dessus dessous, en faisant du sujet le prédicat et en subordonnant le tout à la partie. D'abord, il affirme que l'intérêt général est inséparable de l'intérêt privé, et ensuite il s'en tient à l'un des pôles, celui de l'intérêt privé le plus tranché. En fait, il exprime simplement que l'individu est l'humanité, mais, comme c'est un empirique, il n'attribue pas les droits de l'espèce à l'homme libre, conscient et créateur, mais à l'homme aveugle, à l'état brut, enfermé dans les contradictions. Il fait de la libre concurrence l'essence de la moralité et règle les relations de l'humanité d'après les lois de la propriété, de la chose, devenues des lois naturelles : c'est l'achèvement du vieux monde chrétien et primitif, le sommet de l'aliénation, et nullement le début du monde à créer par l'homme conscient, en toute liberté. Il ne va pas au-delà de l'État, mais lui enlève tout son contenu, remplace les principes politiques par des principes sociaux [220], en donnant au contenu social une forme d'or-

220 En Angleterre, Engels découvre déjà, sous sa forme *achevée*, l'État bourgeois instrument et comité d'administration de la bourgeoisie en général, et

ganisation [206] politique, si bien que la contradiction atteint son comble...

Le résultat le plus important du XVIIIe siècle fut que l'Angleterre créa le prolétariat grâce à la révolution industrielle. L'industrie nouvelle exigeait une masse d'ouvriers toujours disponibles pour les innombrables branches nouvelles de la production. Or, ces ouvriers diffèrent totalement de ceux du passé.

Il y avait peu de prolétaires en Angleterre avant 1780, et il ne pouvait en être autrement dans les conditions sociales données de cette nation. L'industrie concentra le travail dans les fabriques et les villes ; l'association d'un métier artisanal avec une activité cultivatrice devint impossible, et la nouvelle classe travailleuse dut dépendre uniquement de son travail. Ce qui n'était jusque-là qu'une exception devint la règle, qui s'étendit progressivement hors des villes. L'agriculture parcellaire fut évincée par la grande culture, dirigée par les fermiers et

---

ce au sens tout à fait moderne où « ce qui est bon pour la General Motors l'est aussi pour tout le pays ». Hegel séparait encore nettement l'économie de la politique, faisant de l'État politique un absolu planant au-dessus de la société civile. De même, la Révolution française (de caractère politique) n'avait pu réaliser cette jonction. Napoléon, par exemple, considérait encore l'État comme une fin en soi, et la bourgeoisie comme un bailleur de fonds, un subordonné qui ne devait pas avoir de volonté propre... Le mépris qu'il professait à l'égard des hommes d'affaires industriels venait compléter son mépris des idéologues. Même à l'intérieur, il combattait la société bourgeoise comme un adversaire de l'État qui était encore à ses yeux un absolu en soi. Cependant, l'économie devait se venger du politique : « Des commerçants français préparèrent l'événement qui donna le premier coup à la puissance de Napoléon. Des agioteurs parisiens, en provoquant artificiellement une famine, l'obligèrent à reculer de près de deux mois l'ouverture de la campagne de Russie et à la remettre ainsi à une date *trop avancée. »* (Cf. K. MARX, *La Sainte Famille*.)

L'État français a tenté jusqu'à une date récente de maintenir sa préséance sur l' « intendance ». L'une des circonstances aggravantes des grandes grèves de mai-juin 1968, à la suite de la crise financière internationale, a sans doute été la thésaurisation des milliards tirés de l'excédent de la balance commerciale française, soustraits à la reproduction *élargie* de l'économie pour assurer le prestige traditionnel de la monnaie nationale et l' « indépendance politique » de la France. Après les grèves, l'or qui dormait stérilement dans les caves de la Banque de France fondit rapidement, et la production fit un bond en avant. (Cf. « La Crise économique et sociale de Mai-Juin, » *Fil du temps,* N° 3, octobre 1968, p. 48-55).

pratiquée par une nouvelle classe de journaliers salariés. Les villes triplèrent de volume et quadruplèrent de population, leur accroissement étant dû à l'afflux de simples ouvriers. En outre, l'augmentation des mines exigea un nombre plus grand de travailleurs nouveaux [221] et ceux-ci aussi vivaient uniquement de leur salaire.

[207]

De l'autre côté, la bourgeoisie devint la classe privilégiée décisive. Avec la progression industrielle, les fabricants multipliaient leur capital à un rythme rapide, comme par miracle. Les marchands eurent, eux aussi, leur part, et le capital créé par cette révolution fut le moyen grâce auquel l'aristocratie anglaise combattit la Révolution française [222].

---

221 Au début du capitalisme, les secteurs d'activité exigeant le plus de main-d'œuvre sont ceux qui élaborent l'infrastructure du mode de production bourgeois (routes, canaux, chemins de fer, etc.) et ceux qui fournissent à l'industrie sa matière première (charbon, fer, etc.). Bientôt, cependant, la productivité devient si forte que la demande en matières premières croît de façon gigantesque et pousse toujours plus les pays de capitalisme développé à s'emparer des richesses naturelles des pays coloniaux (impérialisme) où la main-d'œuvre est bon marché : « La productivité sans cesse croissante du travail fait que le capital trouve un obstacle dans le non-accroissement des matières premières et des machines. Aussi l'industrie s'engage-t-elle dans le développement suivant : la production devient de plus en plus production de matières premières pour l'industrie - matières premières pour l'instrument aussi bien que pour le matériel de travail -, et en même temps le matériel de travail se rapproche de plus en plus de la simple matière première : c'est dans ces branches que se développent le travail une grande échelle et l'utilisation des machines. Le filage prend ainsi le pas sur le tissage, le tissage sur la teinture, etc. On voit passer au premier rang la production des métaux, qui sont la matière principale des instruments de travail. » (Cf. MARX, *Fondements, etc.,* t. II, p. 308.)

222 La supériorité de la révolution économique de l'Angleterre l'est manifestée, entre autres, par la victoire anglaise de 1815 sur la révolution politique française. On vérifie ainsi sur le plan militaire ce qui se produit sur le plan économique.

Déjà au XVII° siècle, la bourgeoisie anglaise avait effectué une véritable révolution contre le féodalisme à l'intérieur, comme prémisse à sa victoire commerciale sur sa rivale hollandaise, installée sur le continent et disposant pourtant d'un formidable empire colonial et d'un réseau marchand mondial. (Cf. B. HEPNER, *Marx, L'Europe et la Russie*, Paris, 1954.)

Le résultat de tout cela, c'est que l'Angleterre est maintenant scindée en trois classes, l'aristocratie de la terre, l'aristocratie de l'argent, la démocratie ouvrière. Ce sont là les seuls partis anglais - les seules forces motrices - qui soient actifs, et nous essaierons de montrer *comment* ils agissent, dans l'article suivant.

La Constitution anglaise.

Retour à la table des matières

La situation de l'Angleterre a semblé jusqu'ici enviable à tous les autres peuples d'Europe, et elle l'est effectivement pour ceux qui ne voient les choses qu'en surface, avec des yeux de politiques. L'Empire britannique domine le monde avec les moyens de notre temps, mais cette domination ne diffère guère de celle des empires qui ont existé auparavant, car l'Empire d'Alexandre et de César [208] représentait aussi la domination des peuples civilisés sur les barbares et les colonies [223].

Aucun pays au monde ne peut rivaliser avec l'Angleterre pour ce qui est de la puissance et de la richesse, mais celles-ci ne sont pas aux mains d'un despote unique : elles appartiennent à la fraction cultivée

223 L'impérialisme et le colonialisme ont existé avant le capitalisme industriel qui, pour se développer, suppose déjà l'existence d'un réseau marchand à l'échelle mondiale. De fait, ces phénomènes sont liés au besoin d'expansion des classes dominantes : patriciens en quête d'esclaves, seigneurs féodaux en quête de terres et de serfs. Engels écrit par exemple : « Au XV° siècle, c'était la guerre des paysans qui fut un échec et s'acheva par la victoire de la noblesse, qui s'était renforcée en colonisant l'Est européen, où elle introduisit le servage. » (Cf. *Écrits militaires*, Éditions de L'Herne, 1970, p. 94.)

Le colonialisme des époques précapitalistes et celui du début du capitalisme ont en commun que les terres furent conquises par la force des armes et occupées physiquement. En revanche, l'impérialisme moderne peut être, dans une certaine mesure, « téléguidé », le pays oppresseur pouvant exploiter un autre pays sans présence militaire directe, du simple fait de l'action de ses capitaux et du transfert de plus-value. Cependant, lorsque se manifeste une certaine résistance, l'impérialisme revient à ses bonnes vieilles méthodes, comme l'a montré l'exemple de l'Indochine et l'intervention militaire américaine.

de la nation. Depuis plus d'un siècle, l'Angleterre a cessé de craindre l'absolutisme et a lutté contre le pouvoir de la couronne. L'Angleterre est indubitablement le pays le plus libre - ou mieux, le moins soumis à l'arbitraire - de tous les pays du monde, y compris l'Amérique du Nord, si bien que l'Anglais cultivé possède à un haut degré un sens inné de l'indépendance privée, dont nul Français - ne parlons pas des Allemands - ne peut se glorifier.

L'activité politique, la liberté de la presse, la domination des mers et la gigantesque industrie anglaise ont encore développé chez presque tous les individus l'énergie inhérente à leur caractère national, joignant le dynamisme et l'esprit de décision à l'assurance tranquille, de sorte que sur ce plan aussi les peuples du continent se trouvent loin derrière l'anglais. L'histoire de l'armée et de la flotte anglaises est faite d'une série de victoires éclatantes, alors que depuis le XVIII° siècle c'est à peine si l'Angleterre a aperçu un ennemi sur ses côtes. Seules les littératures de la Grèce antique et de l'Allemagne peuvent rivaliser avec celle de l'Angleterre ; la philosophie anglaise peut se targuer d'au moins deux grands noms - Bacon et Locke -, et les sciences empiriques d'une kyrielle de [209] grands noms. Nul ne peut nier que les Anglais sont le peuple qui a *fait* plus que n'importe quel autre peuple...

Puisque l'on a considéré jusqu'ici l'Angleterre sous l'angle politique, commençons par son analyse politique. Examinons la Constitution anglaise qui, selon l'expression des conservateurs, est « le produit le plus parfait de la raison anglaise », et nous procéderons tout d'abord de manière totalement empirique, pour faire plaisir aux politiques.

Le parti du juste milieu trouve que, si la Constitution anglaise est si belle, c'est qu'elle a suivi une évolution « historique ». Pour parler net : on a conservé la base créée par la révolution de 1688, et on a continué à bâtir sur ce fondement, comme ils le disent. Mais nous allons voir quel caractère la Constitution anglaise a obtenu avec cela.

Une simple comparaison entre l'Anglais de 1688 et celui de 1844 suffit à prouver qu'il est absurde et exclu d'affirmer que la Constitution soit la même pour chacun d'eux. Même en faisant abstraction du progrès général de la civilisation, la simple nature politique de la nation est tout autre qu'autrefois. Le *Test-Act, l'Habeas Corpus Act, les*

Bill of Rights [224] étaient des lois du parti libéral destinées à pallier les insuffisances des conservateurs et à dépasser leurs conceptions, bref elles s'opposaient à la monarchie absolue et au catholicisme franc ou masqué. De fait, au bout de cinquante ans, les vieux conservateurs disparurent, et les nouveaux conservateurs reprirent les principes qui avaient été ceux des libéraux. Dès le début du règne de George Ier (1714), les conservateurs royalistes et catholiques devinrent un parti aristocratique du haut clergé ; depuis la Révolution française, qui fit prendre conscience de l'évolution, les formules positives du conservatisme [210] se firent de plus en plus vagues et abstraites, devenant un conservatisme préoccupé purement et simplement de défendre l'ordre existant avec n'importe quel moyen. Mais nous n'en sommes déjà plus là : avec sir Robert Peel, les conservateurs ont dû se résoudre à suivre le mouvement, en reconnaissant que la Constitution anglaise était intenable : ils ne capitulent plus que pour maintenir l'ancien ordre des choses aussi longtemps que possible...

C'est ce qui explique, par exemple, qu'à mesure que l'importance de l'élément monarchique disparaît dans la réalité, il acquiert pour les Anglais une importance plus grande : comme chacun sait, nulle part ailleurs qu'en Angleterre on n'adore avec autant de ferveur un roi qui ne règne pas. Les journaux anglais sont infiniment plus serviles que les slaves ou les allemands. Cet écœurant culte de la royauté en tant que telle, l'adoration d'un objet dépouillé de tout contenu, n'est pas le simple fruit de l'imagination qui brode autour de la notion de « royauté », c'est l'achèvement de la monarchie, tout comme l'adoration du simple mot « Dieu » est l'achèvement de la religion. En effet, le mot *roi* est l'essence de l'État, comme le mot *Dieu* est celle de la religion, même si ces deux mots ne signifient strictement rien dans la réalité...

Nous voyons, de même, que la Couronne et la chambre des Lords ont perdu leur importance et que la toute-puissante chambre des Communes se recrute dans des conditions absurdes et surannées. Qui règne

---

224 Les *Test-Act* de 1673 obligèrent les fonctionnaires de l'État à abjurer l'obédience papale et à reconnaître les règles de l'Église anglicane. Cette législation devint ensuite un moyen de lutte contre les divers courants et sectes religieuses, qui échappaient à l'emprise de l'Église anglicane.

L'*Habeas-Corpus-Act* de 1679 reconnaissait à tout accusé - sauf en cas de haute trahison - le droit de rester en liberté jusqu'à son procès, moyennant le versement d'une caution.

donc vraiment en Angleterre ? C'est la propriété. La propriété permet à l'aristocratie de diriger et de dominer les élections dans les petites villes et dans les villages ; la propriété permet aux commerçants et aux fabricants de nommer les députés dans les grandes villes et même parfois les petites. La propriété leur permet en outre d'accroître leur influence, grâce à la corruption. Mais la pratique est en contradiction flagrante avec la théorie, les deux sont si étrangères l'une à l'autre qu'elles n'ont plus rien de commun. Ici une trinité qui fait la loi, là une tyrannie de la bourgeoisie ; ici un système bicaméral, là une chambre des Communes toute-puissante ; ici la prérogative royale, là un ministère élu par les Communes ; ici une chambre des Lords indépendante, avec des législateurs héréditaires, là une chambre d'invalides pour [211] députés surannés. Chacune des trois parties formant le pouvoir législatif a dû transmettre son pouvoir à une autre : la Couronne aux ministres (soit à la majorité des Communes) ; les Lords au parti tory (soit à un élément populaire) ainsi qu'aux pairs qui nomment le ministère (soit au fond encore à un élément populaire) ; enfin, les Communes aux classes bourgeoises (ce qui n'est possible que *parce que le peuple n'a pas encore atteint sa maturité politique*).

Il a été fort peu question dans tout cela des droits du citoyen. En vertu de la Constitution proprement dite, l'individu ne jouit d'aucun droit en Angleterre ; les droits existent soit par la coutume, soit en vertu de statuts qui n'ont aucun rapport avec la Constitution. Nous verrons plus loin comment cet étrange divorce s'est produit, mais pour l'heure nous passons à la critique de ces droits.

Le premier de ces droits veut que chacun puisse exprimer son opinion sans entrave et sans autorisation préalable du gouvernement : liberté de la presse. Il est vrai, dans l'ensemble, que l'Angleterre a une liberté de la presse plus grande que partout ailleurs, et cependant cette liberté y est encore très limitée. Les lois réprimant les pamphlets, la haute trahison et les blasphèmes pèsent lourdement sur la presse. Or si la presse n'est guère poursuivie en justice, ce n'est pas en raison de la loi, mais de la crainte du gouvernement de devenir impopulaire s'il s'en prend à la presse. Les journaux anglais de tous les partis enfreignent chaque jour la loi, parce qu'ils attaquent soit le gouvernement, soit les personnes privées, mais on laisse faire tranquillement jusqu'à ce qu'on soit en mesure d'engager un procès politique, et l'on

saisit alors l'occasion qui se présente dans la presse [225]. C'est ce qui s'est produit avec les chartistes en 1842, et plus récemment avec les séparatistes irlandais. La liberté de la presse anglaise vit, depuis un siècle, tout autant de la bonne Grâce que la liberté de la presse en Prusse en 1842.

Le second « droit naturel » de l'Anglais est le droit de réunion du peuple, un droit dont aucun peuple n'a [212] autant joui en Europe. Bien que surgi de la nuit des temps [226], il n'a été codifié que beaucoup plus tard en un statut donnant « au peuple le droit de se rassembler pour discuter de ses doléances et adresser ses pétitions au législateur ». Comme on le voit, il s'y trouve maintenant une restriction : si la réunion n'aboutit pas à une pétition, elle devient en quelque sorte illégale, ou du moins trouble. Au procès d'O'Connell, la Couronne insista particulièrement sur le fait que les réunions prétendument illégales n'avaient pas pour but de discuter de pétitions.

Mais la limitation principale est d'ordre policier ; n'importe quel gouvernement central ou local peut interdire à l'avance, voire interrompre et dissoudre n'importe quelle réunion, et c'est ce qui s'est produit non seulement à Clontarf, mais très souvent en Angleterre, surtout

---

225 Les lois bourgeoises n'obéissent pas à des critères supérieurs de justice, mais sont un rapport de force codifié. Il faut non seulement arracher de force une loi, mais encore la faire appliquer de force. Qui plus est, un droit ou une liberté d'action acquis par un acte de force est déterminé par l'intérêt économique d'un groupe ou d'une classe au détriment d'autres.

226 Le droit d'association qui permit aux ouvriers anglais de s'organiser en syndicats, remonte, comme le répète Engels, à la constitution de la Marche germanique, qui se maintint en Angleterre pour les classes féodales dominantes, mais fut supprimée pour les paysans asservis ; *les ouvriers salariés durent reconquérir ce droit sous le régime bourgeois.* Engels définit ainsi les anciennes traditions de la Marche : « De même que les membres de la communauté avaient des lopins de terre égaux, des droits d'usage égaux, ils avaient également, à l'origine, une part égale à la législation, à l'administration et à la justice au sein de la Marche. A des époques déterminées, et plus souvent si c'était nécessaire, ils se réunissaient en plein air, pour traiter les affaires de la Marche et juger les délits et différends. C'était, en petit, la très ancienne assemblée germanique du peuple... » (Cf. « La Marche », *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Ed. soc., 1962, p. 277.) A la fin de cet article (p. 285), Engels invite les ouvriers modernes à renouer avec ces traditions de la Marche, traditions de solidarité et de collectivisme, en les élargissant aux conditions développées par l'industrie moderne.

lors de meetings chartistes et socialistes. Cela n'est pas considéré toutefois comme une atteinte au droit naturel des Anglais, parce que les chartistes et les socialistes sont de pauvres bougres, donc privés de tout droit ; mais personne ne s'en plaint, en dehors des journaux socialistes tels que *Northern Star* et *New Moral World,* si bien que tout le monde l'ignore sur le continent.

Il y a ensuite le *droit d'association.* Sont autorisées aujourd'hui toutes les associations qui poursuivent des buts légaux avec des moyens légaux. De plus, il leur faut à chaque fois former de grandes sociétés, sans associations annexes. La constitution de sociétés se divisant en branches locales pourvues d'une organisation particulière n'est [213] autorisée que si elles poursuivent des buts philanthropiques ou si elles ont en général un caractère pécuniaire, ce qui doit être certifié par un fonctionnaire nommé spécialement à cet effet.

On a donné un tel certificat aux socialistes pour leur association qui, à les en croire, poursuit de tels buts ; on l'a refusé aux chartistes, bien qu'ils aient copié littéralement leurs statuts sur ceux des socialistes [227]. Ils sont donc obligés aujourd'hui de, contourner la loi, et se trouvent dès lors dans une situation où la moindre faute d'écriture d'un seul membre de l'association chartiste peut faire tomber toute la société dans les pièges de la loi.

Mais, même en faisant abstraction de cela, le droit d'association, dans toute son étendue, est le privilège des seuls riches : une association a, pour commencer, un grand besoin d'argent, et il est plus facile à la riche ligue des lois céréalières de rassembler des centaines de milliers de personnes qu'à la pauvre société chartiste ou au syndicat des

227 Dans la Préface anglaise du *Manifeste*, Engels définit comme suit la différence entre socialistes et communistes : « Par socialiste, on entendait en 1847, d'une part, les adeptes des différents systèmes utopiques : owenistes en Angleterre, fouriéristes en France (tous deux s'étaient peu à peu réduits à l'état de simples sectes, et se trouvaient à l'agonie) et, d'autre part, les divers charlatans du socialisme qui promettaient de supprimer les tares sociales de toutes sortes grâce à quelques radoubages, sans le moindre danger pour le capital et le profit. Dans les deux cas, il s'agissait de gens qui étaient en dehors du mouvement ouvrier et qui cherchaient plutôt le soutien des classes « cultivées ». En revanche, la fraction de la classe ouvrière qui s'était convaincue de l'insuffisance des révolutions purement politiques, et avait proclamé la nécessité d'une transformation complète de la société, s'appelait alors *communiste*. » (Soit, en Angleterre, les chartistes.)

mineurs anglais, qui ne disposent pas de fonds pour assumer simplement les frais de l'association. Or, une association qui ne dispose pas de fonds n'aura que peu d'importance et ne pourra pas faire d'agitation...

Le droit de l'*Habeas Corpus* qui permet à tout accusé (sauf en cas de haute trahison) d'être libéré sous caution jusqu'à l'ouverture du procès, ce droit tant vanté est lui aussi le privilège des riches. Le pauvre ne peut pas rassembler la caution, et doit donc rester en prison.

Le dernier de ces droits de l'individu est de se faire juger uniquement par ses pairs, et c'est encore un privilège exclusif des riches. Le pauvre n'est pas jugé par ses semblables : dans tous les cas, il est jugé par son ennemi naturel [214], car les riches sont en guerre ouverte avec les pauvres en Angleterre.

Les jurés doivent posséder une certaine qualification. Ce qu'elle implique, c'est ce qui ressort de la liste des jurés de Dublin, ville de 250 000 habitants, qui ne réunit que 800 personnes qualifiées. Dans les derniers procès de chartistes à Lancaster, Warwick et Stafford, les ouvriers furent jugés par des propriétaires fonciers et des fermiers de tendance conservatrice et par des fabricants ou commerçants de tendance libérale, soit dans tous les cas par les ennemis des chartistes et des ouvriers. Mais ce n'est pas tout. Ce qu'on appelle un « jury impartial » est une chose qui n'existe jamais, en aucun cas. Lors du procès d'O'Connel à Dublin, il y a un mois, ses juges - protestants et conservateurs - étaient ses ennemis. Ses « pairs » eussent été des catholiques et des séparatistes, mais même eux n'auraient pas formé un jury impartial, puisque c'étaient ses amis. Les lois réprimant les délits politiques sont rédigées presque dans les mêmes termes que les prussiennes ; notamment les lois contre l'incitation au mécontentement » (*exciting discontent)* et les « propos séditieux » *(seditious language)* sont formulées de manière si vague que les juges et jurés ont toute latitude possible. De fait, les peines sont plus lourdes que partout ailleurs : la déportation en est la principale.

Si ces peines sévères et ces délits politiques indéterminés ne sont pas aussi terribles dans la pratique que la loi parait l'être, c'est d'une part la faute de la loi elle-même, qui est si confuse et si obscure qu'un avocat habile peut toujours soulever des obstacles en faveur de l'accusé. La législation anglaise est, ou bien loi commune *(common law),*

non écrite comme jadis et que l'on s'est mis à réunir en statuts, puis à combiner sous l'autorité de grands juristes ; ce droit est par définition incertain et douteux dans les points essentiels ; ou bien droit statutaire *(statute law),* qui consiste en une série infinie d'actes du Parlement accumulés depuis cinq cents ans ; ces actes se contredisent les uns les autres et substituent à la « légalité » un état sans loi aucune. L'avocat est tout ici ; quiconque dispose de loisirs pour étudier à fond ce chaos juridique, cette masse énorme de contradictions, est tout-puissant, dans un tribunal anglais. Les incertitudes de la loi induisent à croire en l'autorité des décisions des juges d'antan tranchant des cas semblables, ce qui complique encore les choses, car la [215] jurisprudence est elle aussi contradictoire ; quoi qu'il en soit, le résultat des débats dépendra toujours de l'érudition et de la présence d'esprit de l'avocat.

D'autre part, l'insignifiance du code pénal anglais est due à l'exercice de la grâce, etc. : le gouvernement, par égard à l'opinion publique, cesse d'être lié par la loi. La violente opposition à tous les projets de réformes juridiques démontre que le législateur n'a nulle envie de modifier cet état de choses. Mais il ne faut pas oublier que c'est la propriété qui règne, si bien que la clémence ne s'applique qu'aux criminels « respectables » ; les lois barbares frappent dans toute leur violence le pauvre, le paria, le prolétaire, et nul ne brise alors le silence.

De toute façon, la loi formule expressément qu'elle favorise le riche. Alors que tous les délits graves sont punis de lourdes peines, tous les délits mineurs sont punis d'amendes ; le montant des amendes étant naturellement le même pour le riche et pour le pauvre, le riche n'en est que peu ou pas du tout affecté, alors que dans neuf cas sur dix le pauvre ne peut les payer, si bien qu'il est expédié en prison sans autre forme de procès pour « défaut de paiement »...

Toutes les puissances sur lesquelles reposaient la Constitution, la Couronne, la chambre des Lords et les Communes se sont décomposées sous nos yeux ; nous avons vu que les Églises d'État et tous les prétendus droits naturels des Anglais ne sont que des mots creux ; que le tribunal des jurés lui-même n'est en réalité qu'un leurre et que la loi elle-même n'a pas d'existence. Bref, un État, qui s'est fondé sur une base légale bien déterminée, a nié et bafoué lui-même sa propre base. *L'Anglais n'est pas libre grâce à la loi, mais en dépit de la loi,* si l'on peut parler de liberté...

La lutte existe déjà. La Constitution est ébranlée jusque dans ses fondements. Tout ce que nous venons de dire montre comment évoluera le proche avenir. Les éléments étrangers et nouveaux dans la Constitution sont de nature démocratique. Comme on le verra, l'opinion publique elle aussi se développera dans le sens démocratique : la démocratie dominera l'avenir immédiat de l'Angleterre.

Mais quelle démocratie ! Non pas celle de la Révolution française, qui s'opposait à la monarchie et au féodalisme, mais la démocratie qui s'oppose à la classe bourgeoise et aux classes possédantes. C'est ce qui découle de toute l'évolution antérieure. La classe des bourgeois et des [216] possédants tient le pouvoir ; les pauvres sont privés des droits, opprimés et exploités ; la Constitution est niée, et la loi bafouée.

En Angleterre, la lutte de la démocratie contre l'aristocratie (foncière) est la *lutte des pauvres contre les riches* [228]. La démocratie vers laquelle l'Angleterre s'achemine, c'est la démocratie *sociale* [229].

En effet, la simple démocratie est incapable de remédier aux maux sociaux. L'égalité démocratique est une chimère : *la lutte des pauvres contre les riches ne peut donc être menée jusqu'à son terme ultime sur le terrain de la démocratie ou de la politique en général.* Ce n'est donc qu'un point de transition, c'est le dernier moyen purement politique que l'on puisse employer, car, aussitôt après, il faut que se déve-

228 Dans un article de la *Neue Oder Zeitung* du 8 juin 1855, Marx souligne l'importance de la charte, étant donné le caractère économico-politique de toute action conduite en Angleterre, en opposition à l'action essentiellement politique en France : « Après les expériences qui ont sapé en 1848 le suffrage universel en France, les continentaux sont enclins à sous-estimer l'importance et la signification de la charte anglaise. Ils oublient qu'en France la société se compose pour les 2/3 de paysans, et pour 1/3 de citadins, tandis qu'en Angleterre plus des 2/3 de la population habitent les villes, et moins de 1/3 la campagne. En Angleterre les résultats du suffrage universel seront donc nécessairement en proportion inverse des résultats de ce même suffrage universel en France, tout comme la ville et la campagne le sont dans les deux pays.

« Le suffrage universel qui fut, en 1848, une formule de *fraternisation générale*, est donc en Angleterre un *cri de guerre*. Eu France, le contenu immédiat de la révolution, c'était le suffrage universel ; en Angleterre, le contenu immédiat du suffrage universel, c'est la révolution. Si l'on suit l'histoire du suffrage universel en Angleterre, on constate qu'il a perdu son caractère idéaliste dans la mesure même où la société moderne *développait ses immenses contradictions, créées par le développement de l'industrie*. »

Dans *L'État et la Révolution* (chap. III), Lénine explique que l'Angleterre, la Hollande, les États-Unis, etc. ont perdu, l'époque impérialiste, la possibilité d'une conquête pacifique du pouvoir en raison du développement dans ces pays des structures de violence de l'État capitaliste (armée, police, bureaucratie, etc.) qui empêcheraient - si le cas se présentait jamais - que le prolétariat s'empare pacifiquement du pouvoir à la suite d'une victoire électorale.

229 Engels fait allusion ici à la lutte du mouvement chartiste, avec son programme démocratique en six points réclamant le suffrage universel. Dans les conditions spécifiques de l'Angleterre où la lutte économique et sociale est directement liée à la politique, ce programme pouvait servir ou bien de tremplin à la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, ou bien de conquête bourgeoise, si le chartisme est battu et les résultats de la lutte ouvrière accaparés une fois de plus par la bourgeoisie - ce qui se produira effectivement.

loppe un élément nouveau, un principe dépassant tout élément politique - celui du socialisme.

[217]

Un acte d'administration bourgeoise.

Retour à la table des matières

Cologne, le 4 janvier 1849. C'est en Angleterre, où la bourgeoisie règne de la manière la plus incontestable, que la charité publique revêt les formes les plus élevées et les plus délicates [230]. Les maisons de travail anglaises - établissements publics où les ouvriers surnuméraires végètent aux frais de la société bourgeoise - combinent, de la façon la plus raffinée, la charité et la *vengeance* que la bourgeoisie exerce sur les malheureux qui sont contraints de faire appel à son bon cœur. Ces pauvres diables, non seulement on leur sert les rations les plus misérables et les plus maigres, suffisant tout juste à les maintenir en vie, mais on ramène encore leur activité à un simulacre de travail tant il est improductif, écœurant et abrutissant pour le corps et l'esprit - par exemple l'attelage à un treuil à tambour.

Et pour que ces malheureux se rendent bien compte de toute l'étendue de leur crime, crime qu'ils ont commis dès lors qu'au lieu d'enrichir jour après jour leurs exploiteurs, ils sont devenus pour eux une matière qui leur coûte de l'argent - un peu comme les tonneaux d'eau-de-vie dans un entrepôt deviennent coûteux pour celui qui les stocke -, on les prive de ce qu'on laisse au plus vulgaire des criminels : l'autorisation de voir femme et enfants, de s'entretenir avec eux et de se changer les idées ; bref, on leur retire tout.

Or, cette *cruelle charité* de la bourgeoisie n'a nullement son origine dans tel ou tel sentiment, mais dans l'intérêt que l'on peut déterminer avec précision...

---

230 Cf. MARX, *La Nouvelle Gazette rhénane*, 4 janvier 1849.
En Allemagne, comme ailleurs, la bourgeoisie priva le prolétariat de tous ses droits politiques, dès qu'elle eut remporté la victoire sur le féodalisme après « le premier assaut donné par le prolétariat qui, en fait, avait lutté et arraché la décision » (cf. ENGELS, *Le Rôle de la violence dans l'histoire*).

La bourgeoisie prussienne se distingue « avantageusement » de l'anglaise en ce qu'elle oppose à l'orgueil politique britannique qui évoque la manière païenne des Romains, l'effacement le plus servile, empreint d'humilité et de contrition chrétiennes, devant le trône, l'autel, l'armée, la bureaucratie et le féodalisme ; en ce qu'elle substitue à l'énergie commerciale qui subjugue des continents [218] entiers, une pratique boutiquière à la chinoise, autrement dit à la manière d'un bourgeois du Saint Empire germanique ; en ce qu'elle tourne le dos à l'esprit soucieux mais remuant et cyclopéen d'invention et s'attache à demeurer vertueusement fidèle à la routine traditionnelle datant en partie de l'ère des corporations.

Sur un point seul, la bourgeoisie prussienne se rapproche de son modèle britannique : pour ce qui est de *son exploitation éhontée de la classe ouvrière.* Mais, en tant que corps constitué, dans son ensemble, elle reste en fait dans ce domaine en deçà des Britanniques, et cela s'explique uniquement par le fait que son manque d'intelligence et d'énergie l'a toujours empêchée de se constituer en classe à l'échelle de la nation et d'acquérir de l'importance. En effet, *elle n'a pas d'existence sur le plan national,* mais seulement *provincial, urbain, local et privé,* et dans ces conditions elle affronte la classe ouvrière avec bien moins d'égards encore que la bourgeoisie anglaise. Pourquoi les peuples avaient-ils la nostalgie de Napoléon qu'ils avaient contribué à river à un roc solitaire de l'Atlantique ? Parce que le despotisme d'un génie est plus supportable que celui d'un imbécile ! Ainsi l'ouvrier anglais peut-il au moins se targuer d'une certaine fierté nationale par rapport à l'ouvrier allemand, car le maître qui le bâillonne, bâillonne également le monde entier, tandis que le maître de l'ouvrier allemand - le bourgeois allemand - est le *valet du monde entier ;* et rien n'est plus funeste ni plus humiliant que d'être *le valet d’un valet.*

La *Carte ouvrière* que doivent signer les prolétaires employés à des travaux municipaux par la bonne ville de Cologne est un document historique témoignant du cynisme de notre bourgeoisie vis-à-vis de la classe ouvrière. C'est pourquoi nous la publions intégralement :

CARTE OUVRIÈRE

§ 1. Tout travailleur *doit obéir en tous points* aux directives et ordres du personnel municipal de surveillance, assermenté comme

personnel de police. Insubordination et rébellion entraîneront le *renvoi immédiat.*

§ 2. Nul ouvrier ne peut passer d'une section à l'autre, ni quitter le chantier sans l'autorisation expresse de l'inspecteur des travaux.

§ 3. Les ouvriers qui détournent d'une autre section voitures, planches ou autre outillage, pour s'en servir dans leur travail, seront congédiés.

[219]

§ 4. Ivrognerie, perturbation de l'ordre, incitation à la querelle, dispute ou rixe auront pour sanction immédiate le renvoi. En outre, des poursuites judiciaires seront engagées, dans les cas susceptibles de s'y prêter, contre les ouvriers devant les tribunaux compétents.

§ 5. Quiconque arrivera avec dix minutes de retard sur le chantier n'aura pas de travail pour toute la demi-journée ; à la troisième récidive, l'exclusion complète pourra être prononcée.

§ 6. Quand les ouvriers seront licenciés, soit à leur demande, soit à titre de sanction, ils ne seront payés qu'au jour de la paie générale, en proportion du travail fourni.

§ 7. Le licenciement de l'ouvrier sera marque sur la carte de travail. S'il résulte d'une sanction, il sera interdit, le cas échéant de réembaucher l'ouvrier sur le même chantier, voire sur tous ceux de la municipalité.

§ 8. Le renvoi à la suite d'une sanction et les motifs de celle-ci seront toujours portés à la connaissance de la *police.*

§ 9. Si les ouvriers ont des *griefs contre le personnel de surveillance des chantiers,* une délégation élue de trois ouvriers les exposera à l'architecte de la ville. Celui-ci mènera sur place l'enquête sur le litige et *rendra sa décision.*

§ 10. La journée de travail est fixée comme suit : de 6 heures 30 à 12 heures, et de 1 heure de l'après-midi jusqu'à la nuit le soir [joli style !].

§ 11. C'est à ces conditions que l'ouvrier trouvera un emploi.

§ 12. La paie est distribuée le samedi après-midi sur le chantier.

Le Surveillant du chantier assermenté, aux ordres duquel il faut obéir.

Cologne

Signature ou marque de l'ouvrier, qui sera affecté à la section...
et doit...

Signature du Surveillant de chantier.

Les ukases de l'autocrate de toutes les Russies à ses sujets ne sont pas rédigés de manière plus asiatique !

Il faut donc « obéir en tous points aux surveillants municipaux assermentés comme personnel de police. Insubordination et rébellion entraîneront un renvoi *immédiat »*. Donc, avant tout, obéissance passive ! Après quoi, les ouvriers ont le droit, selon le § 9, d'exposer leurs « griefs à l'architecte de la ville ». Ce satrape tranchera sans appel - naturellement contre les ouvriers, et bien sûr dans l'intérêt surtout de la hiérarchie. Et quand il aura tranché et que les ouvriers encourront l'interdit municipal, malheur [220] à eux : ils seront placés sous la *surveillance de la police.* Le dernier semblant de liberté civile disparaît, car, suivant le § 8, « le renvoi à la suite d'une sanction et les motifs de celle-ci seront toujours portés à la connaissance de la police ».

Mais, Messieurs, quand vous licenciez un ouvrier et que vous dénoncez le contrat par lequel il échange *son travail* contre *votre salaire,* en quoi la police est-elle concernée par un *contrat de droit civil ?* L'ouvrier municipal est-il un détenu de prison ? Est-il dénoncé à la *police* parce qu'il manque au respect qu'il vous doit à vous, détenteurs de l'autorité traditionnelle, noble et sage ? Ne vous moqueriez-vous pas d'un citoyen qui vous *dénoncerait à la police,* si vous rompiez un contrat de livraison, ne régliez pas une traite le jour de l'échéance, ou si vous aviez bu un verre de trop au Nouvel An ? Mais voilà, vous n'êtes pas, vis-à-vis de l'ouvrier, dans un rapport de droit civil bourgeois, car vous trônez au-dessus de lui, avec toute l'irascibilité des *seigneurs de droit divin !* Pour vous servir, *la police doit tenir à jour un dossier de chaque ouvrier.*

Selon le § 5, quiconque arrivera avec *dix minutes* de retard sur le chantier sera sanctionné par une *demi-journée de travail.* Quel est donc ce rapport entre délit et peine ! Vous avez des *siècles entiers* de retard, et l'ouvrier n'a pas le droit d'arriver *dix minutes* après 6 h 30 du matin sans perdre une *demi-journée de travail* ?

Enfin, pour que votre arbitraire patriarcal soit sans borne aucune et que l'ouvrier soit purement et simplement livré à votre bon plaisir, vous avez laissé à la discrétion de votre laquais en livrée le soin de fixer l'échelle des sanctions. Selon le § 4, dans « les cas susceptibles de s'y prêter », c'est-à-dire dans les cas qui vous paraissent s'y prêter, le licenciement et la dénonciation à la police sont suivis de poursuites pénales devant « les tribunaux compétents ». Selon le § 5, l'exclusion définitive de l'ouvrier « peut » être prononcée s'il arrive trois fois en retard de dix minutes après 6 h 30. Si le licenciement est dû à une sanction, « il sera interdit le cas échéant, de réembaucher l'ouvrier sur le même chantier, voire sur tous ceux de la municipalité », etc.

Quelle latitude laisse aux caprices d'un bourgeois contrarié ce code pénal de nos Catons municipaux, ces grands hommes qui rampent dans la poussière devant [221] l'administration de Berlin ! On peut déduire de cette loi modèle *la charte que notre bourgeoisie,* si elle était au pouvoir, *octroierait au peuple.*

Légalité bourgeoise et droit d'association.

Retour à la table des matières

Dès le début de la tourmente révolutionnaire [231], la bourgeoisie française eut le front de dépouiller la classe ouvrière du droit d'association que celle-ci venait à peine de conquérir. Par une loi organique du 14 juin 1791, tout concert entre les travailleurs pour la défense de leurs intérêts communs fut stigmatisé d' « attentat contre la liberté et la déclaration des droits de l'homme », punissable d'une amende de 500 livres, jointe à la privation pendant un an des droits de citoyen actif [232]. Ce décret qui, à l'aide du Code pénal et de la police, trace à la concurrence entre le capital et le travail des limites agréables aux capitalistes, a survécu aux révolutions et aux changements de dynasties. Le régime de la Terreur lui même n'y a pas touché. Ce n'est que tout récemment [loi du 25 mai 1864] qu'il a été effacé du Code pénal, et encore avec quel luxe de ménagements ! Rien qui caractérise ce coup d'État bourgeois comme le prétexte allégué. Le rapporteur de la loi - Le Chapelier - que Camille Desmoulins qualifie de « misérable ergoteur [233] » veut bien avouer que « le salaire de la journée de travail devrait être un peu plus considérable qu'il ne l'est à présent [...], car dans une nation libre, les salaires doivent être assez [222] considérables pour que celui qui les reçoit soit hors *de cette dépendance absolue* que produit la privation des besoins de première nécessité, *et qui est presque celle de l'esclavage* ».

231 Cf. MARX, *Le Capital*, 1. I, 8° section, chap. XXVIII.

232 L'article 1 de cette loi est ainsi conçu : « L'anéantissement de toute espèce de corporations du même état et profession étant l'une des bases fondamentales de la Constitution française, il est défendu de les rétablir de fait sous quelque prétexte et sous quelque forme que ce soit. » L'article 4 déclare que « si des citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers, prenaient des délibérations, faisaient entre eux des conventions tendant à refuser de concert ou à n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie ou de leurs travaux, lesdites délibérations et conventions [...] seront déclarées inconstitutionnelles, attentatoires à la liberté et à la déclaration des droits de l'homme, etc. », c'est-à-dire félonies, comme dans les anciens statuts. Cf. *Révolutions de Paris*, Paris, 1791, t. III, p. 523. (Note de Marx.)

233 *Révolutions de France....* N° LXXVII, 9 mai 1791. (Note de Marx.)

Néanmoins, d'après lui, il est « instant de prévenir le progrès de ce désordre », à savoir « les coalitions que forment les ouvriers pour faire augmenter le prix de la journée de travail », et pour mitiger *cette dépendance absolue qui est presque celle de l'esclavage.* Il faut absolument les réprimer, et pourquoi ? Parce que les ouvriers portent ainsi atteinte à « la liberté des *entrepreneurs de travaux, les ci-devant maîtres* », et qu'en empiétant sur le despotisme de ces ci-devant maîtres de corporation - on ne l'aurait jamais deviné - ils *« cherchent à recréer les corporations anéanties par la révolution* [234] »...

En Angleterre, les lois atroces contre les coalitions tombèrent en 1825 devant l'attitude menaçante du prolétariat ; cependant, on n'en fit pas table rase. Quelques beaux restes des statuts ne disparurent qu'en 1859. Enfin, par la loi du 29 juin 1871, on prétendit effacer les derniers vestiges de cette législation de classe, en reconnaissant l'existence légale des *trade unions* (syndicats), mais par une loi supplémentaire de la même date *(décret pour amender la législation criminelle sur la violence, les menaces et la molestation),* les lois contre la coalition se trouvèrent de fait rétablies sous une nouvelle forme. Les moyens auxquels, en cas de grève, ou de *lock-out* (on appelle ainsi la grève des patrons qui se coalisent pour fermer tous à la fois leurs fabriques) les ouvriers pouvant recourir dans l'entraînement de la lutte furent soustraits par cet escamotage parlementaire au droit commun, tombèrent sous le coup d'une législation pénale d'exception, interprétée par les patrons en leur qualité de juges de paix.

Deux ans auparavant, cette même chambre des Communes et ce même M. Gladstone qui, par l'édit supplémentaire de 1871, ont inventé de nouveaux délits propres aux travailleurs, avaient honnêtement fait passer en seconde lecture un *bill* pour mettre fin, en matière criminelle à toutes lois d'exception contre la classe ouvrière. Pendant deux ans, nos fins compères s'en tinrent à la [223] seconde lecture ; on traîna l'affaire en longueur jusqu'à ce que le « grand Parti libéral » eût trouvé dans une alliance avec les conservateurs le courage de faire volte-face contre le prolétariat qui l'avait porté au pouvoir. Et, non content de cet acte de trahison, le grand parti libéral, toujours sous les auspices de son onctueux chef, permit aux juges anglais, toujours em-

234 BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. X, p. 193-195, *passim*, éd. 1834. (Note de Marx.)

pressés à servir les classes régnantes, d'exhumer les lois surannées sur la conspiration pour les appliquer à des faits de coalition.

Ce n'est, on le voit, qu'à contrecœur, et sous la pression menaçante des masses, que le Parlement anglais renonça aux lois contre les coalitions et les syndicats, après avoir lui-même, avec un cynisme effronté, fait pendant cinq siècles l'office d'un syndicat permanent des capitalistes contre les travailleurs.

Caisses d'assurance et de retraite.

Retour à la table des matières

Marx lit une lettre écrite de Saxe par quelques mineurs qui désirent adhérer à l'Association internationale des travailleurs [235], dont ils ont appris l'existence en lisant divers écrits, notamment un livre de W. Eichhoff [236]. Marx poursuit en affirmant qu'ils sont d'accord avec les principes de l'A. I. T. et pensent que leur province représente un terrain favorable à la propagation de ces principes.

Le citoyen W. Jungnickel, président de la section de Lugau de l'Association des mineurs, a porté la question devant le comité des sections de Lugau, Wuerschnitz et Oelnitz, qui furent unanimes à vouloir adhérer à l'A. I. T. et autorisèrent les citoyens W. Jungnickel et G. A. Bachman à entreprendre toutes les démarches utiles en vue d'entrer en communication avec le Conseil général de l'A. I. T.

Depuis 1865, les mineurs de ces villes et des districts [224] environnants ont senti le besoin d'avoir une caisse commune, mais ils se sont heurtés à de nombreuses difficultés, dont la principale est que toutes les houillères, qu'elles soient exploitées par des sociétés ou des personnes privées, ont créé leur propre caisse à laquelle tout mineur est obligé de cotiser, les patrons gardant tout le contrôle des caisses sans être obligés d'y contribuer de quelque façon que ce soit ; cependant, les patrons ont la faculté de congédier leurs mineurs sans qu'ils

235 Extrait du protocole de la séance du Conseil général de l'A.I.T., tenue le 24 novembre 1868.

236 Marx avait donné des conseils et des informatisons à W. Eichhoff pour son ouvrage *Die Internationale Arbeiterassociation. Ihre Gründung, Organisation, politisch-social Tätigkeit und Ausbreitung.*

aient aucun droit sur le fonds auquel ils ont contribué, parfois la moitié de leur vie. En outre, avant qu'ils puissent commencer à travailler dans un nouveau puits, il leur faut payer un droit d'entrée variant selon l'âge de 5 sh à 6 £, et ce droit doit être payé au cours des six premiers mois de leur travail.

En cas de maladie, l'allocation qu'ils touchent à partir de ce fonds est insuffisante pour les faire vivre. Il en est de même lorsqu'ils sont incapables de travailler, en raison soit du surtravail, soit d'un accident, soit de l'âge. Il suffit qu'un mineur déplaise au patron pour qu'il soit rayé des livres. Les conséquences de cet état de choses touchent plus durement les mineurs âgés que les jeunes, car lorsque les premiers quittent un puits ou en sont congédiés, non seulement ils perdent toute leur contribution au fonds, mais ils ont peu de chances de trouver un travail quelconque. Certaines de ces caisses ont ainsi accumulé plus de 5 000 £.

Le seul moyen de remédier à ces méfaits est *de faire fusionner toutes les caisses en une seule qui soit contrôlée par les travailleurs eux-mêmes.*

Une pétition a été rédigée et signée par 7 000 mineurs, et deux comités ont été chargés de réaliser ce projet. Malgré une lutte menée durant trois ans, aucun résultat n'a été obtenu, et le plan proposé par le président, à savoir l'envoi de la pétition au gouvernement, a convaincu les mineurs que rien ne serait fait, car il n'y a rien à attendre d'une telle démarche, mais que leur salut ne peut venir que de l'union avec les classes ouvrières du monde entier. Si Lugau a adhéré avec 2000 hommes seulement, il est certain que Zwickau adhérera bientôt avec 7 000 hommes, et Potschappel suivra avec beaucoup plus d'hommes encore. En conclusion, le signataire de la lettre mentionne que Lugau appartient à la 19° circonscription électorale, qui est représentée ; au Parlement de [225] l'Allemagne du Nord par W. Liebknecht, un ami de Karl Marx [237].

---

237 Marx résume en gros une lettre que lui avaient adressée G.A. Bachmann et K.W. Jungnickel ; cette lettre qui s'achève ainsi : « Pour finir, nous vous prions de bien vouloir ne pas juger cette lettre de manière critique, étant donné que ceux qui vous écrivent sont de très simples ouvriers, l'un travaillant au four à briques et l'autre dans la mine de charbon. »(Cf. *Die I. Internationale in Deutschland (1864-1872). Dokumente and Materialien,* Dietz Verlag, Berlin, 1964, p. 287-290.

La lettre des mineurs de Lugau leur fait vraiment honneur à tous [238]. Cet âne de Liebknecht a exposé dans plus de vingt articles les conditions de vie et de travail de ces ouvriers dans sa petite feuille, et *c'est ici seulement* que l'on voit clairement où se trouve l'infamie. Au reste, Moore affirme que des conditions analogues subsistent dans les mines de charbon anglaises, à cela près qu'elles n'ont pas autant d'implications bureaucratiques.

Rapport du Conseil général de l'A.I.T. sur les sociétés d'assurance mutuelle des mineurs des houillères de Saxe.

Retour à la table des matières

La première venue des réglementations de salaires - celle par exemple de la compagnie de Nieder-Wuerschnitz - nous montre quelle est la situation générale des mineurs des houillères des Monts métalliques [239]. Le salaire hebdomadaire est de 2 à 3 talers 12 sous d'argent et 6 pfennigs pour un mineur adulte, et de 1 taler 10 sous [226] d'argent pour un jeune. Le salaire hebdomadaire moyen d'un mineur s'élève à environ 2 2/3 talers. Si les patrons le demandent, les mineurs sont obligés de travailler pour un salaire aux pièces. La *réglementation des salaires* veille à ce que le salaire aux pièces ne dépasse guère le salaire journalier courant.

238 Cf. Engels à Marx, 8 décembre 1868. À la demande de Marx, Engels rédigera le rapport du Conseil général sur cette question.

239 Dans le *Demokratisches Wochenblatt* et *Zukunft*, le rapport était accompagné de la note suivante : « Le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs a décidé que rapport ci-dessus de Karl Marx, secrétaire du Conseil général pour l'Allemagne, serait publié aussi bien dans l'original anglais qu'en traduction allemande. »

Dans sa lettre à Engels, le 29 mars 1869, Marx constate que les chefs du parti ouvrier se sont apparemment désintéressés des luttes des mineurs de Saxe : « Depuis le Congrès de Nuremberg, Liebknecht et Cie n'ont pas fait le *moindre geste* en faveur de l'Internationale, et ce au point que les pauvres diables de Lugau ont considéré qu'ils devaient s'adresser directement à nous qui sommes à Londres. »

Les ouvriers doivent donner congé chaque mois, et cela le premier du mois. S'ils refusent de travailler aux pièces aux conditions qu'on leur propose, ils y sont néanmoins *contraints* pour 4 à 8 semaines au moins. Il est tout simplement risible dans ces conditions de parler de réglementation de salaire aux pièces par convention mutuelle, par contrat librement souscrit de la part de l'ouvrier et du capitaliste !

Les salaires sont payés en deux fois, l'ouvrier touche un acompte le 22, et le reste de son salaire le 8 du mois suivant. Le capitaliste retient donc en moyenne durant trois longues semaines le salaire *dû* à ses ouvriers. C'est là un emprunt forcé qui est d'autant plus bienfaisant pour le patron qu'il lui sert à faire de l'argent sans qu'il ait d'intérêts à payer.

Les mineurs sont relayés en moyenne toutes les douze heures, et les salaires hebdomadaires ci-dessous mentionnés correspondent à six journées d'un travail de douze heures. La journée de travail de douze heures comprend deux heures (2 demi-heures et 1 heure pleine) pour les repas ou pour ce que l'on appelle le temps de pause. Lorsque le travail presse, les relais se font toutes les huit heures (c'est-à-dire qu'il y a trois relais par homme en quarante-huit heures) *avec une demi-heure pour les repas* - et même toutes les six heures, auquel cas « aucune *pause n'est permise* ».

Ce que nous avons rapporté jusqu'ici nous donne déjà une image sombre de la situation de ces mineurs. Mais pour comprendre leur condition proprement servile, il nous faut jeter un coup d'œil sur les *statuts des sociétés d'assurance des mineurs.* Prenons à titre d'exemple les statuts des houillères : I. du grand et puissant *prince Schoenburg ;* II. de la compagnie de Nieder-Wuerchnitz ; III. de la compagnie de Nieder-Wuerchnitz et Kirchberg, et IV. des compagnies réunies de Lugau.

Les recettes des sociétés d'assurance proviennent : d'une part des cotisations réclamées à l'inscription et des contributions des mineurs, des amendes, des salaires non réclamés [227], etc., et d'autre part de contributions des capitalistes. Les mineurs versent de 3 à 4% de leurs salaires, et les patrons en I : 7 sous et 5 pfennigs par mois pour chaque mineur qui cotise ; en II : 1 pfennig par boisseau de charbon vendu ; en III : comme première contribution, pour créer la caisse d'assistance, 500 talers, ensuite les mêmes cotisations que celles des mineurs ; en

IV enfin, comme en II, mais avec une contribution de création d'un montant de 100 talers pour chacune des compagnies réunies.

Ne nageons-nous pas ici en pleine harmonie la plus amicale entre Capital et Travail ? Qui oserait en face de cela parler encore d'antagonisme de leurs intérêts ? Mais, comme le grand penseur allemand Hansemmann l'a dit dans son discours à la Diète unifiée de Berlin le 8 juin 1847, les bons sentiments s'arrêtent là où commencent les questions d'argent. Il faut donc se demander : que coûte à l'ouvrier la générosité des « nobles propriétaires de houillères » ? Voyons cela de plus près.

Dans un cas (n° III), les capitalistes contribuent pour autant que les mineurs ; dans tous les autres cas, beaucoup moins. En contrepartie, ils réclament les droits suivants, en ce qui concerne *la propriété de la caisse d'assurance des mineurs* :

1. « *Les membres de la caisse d'assurance* ne peuvent prétendre à la propriété de la caisse d'assurance ; de même les membres ne peuvent souhaiter davantage que les assurances de la caisse à laquelle ils ont un droit statutaire lorsqu'ils y ont adhéré, et notamment ils ne peuvent prétendre *au partage ni au montant des fonds,* même au cas où l'une ou l'autre cesserait de fonctionner. Si les houillères de l'entreprise princière de Schoenburg devaient s'arrêter à Oelsnitz - après règlement des revendications existantes - tout *le reste demeurerait à la disposition du princier propriétaire des houillères.* »

2. « Si par accident la compagnie des houillères de Nieder-Wuerschnitz venait à se dissoudre, il faudra liquider en même temps la caisse mutuelle des mineurs. La *direction disposera* des sommes qui resteront encore. »

Bref, les membres des caisses d'assurance de mineurs *n'ont pas la propriété des fonds de la caisse.*

3. comme pour 2.

4. « La caisse d'assurance est à considérer comme une *propriété inaliénable* des membres de la mutuelle qui vivent actuellement et qui y resteront à l'avenir. Sauf dans [228] le cas inattendu où surviendrait la dissolution de toutes les compagnies participant à l'extraction du charbon, de sorte que la fédération mutuelle irait vers sa dissolution » - bref, dans ce cas inattendu, on s'attendrait à ce que les mineurs se

partagent le surplus encore existant ? Certes non ! Dans ce cas, « c'est aux directeurs des compagnies de la direction régionale royale qui se dissolvent en dernier d'introduire des propositions. Ces dernières autorités auront à décider de l'utilisation éventuelle des fonds ».

En d'autres termes : les mineurs paient la plus grande partie des cotisations aux caisses d'assurance, mais les capitalistes *s'octroient la propriété de ces caisses*. Les capitalistes ont l'air de faire un cadeau aux mineurs ; en réalité, les mineurs sont obligés de faire un cadeau à leurs capitalistes. En même temps que le droit de propriété, ces derniers ont tout naturellement le contrôle de ces caisses.

Le président du bureau de la caisse est le directeur des houillères. Il a la haute gestion de la caisse, décide dans tous les cas douteux, détermine le montant des amendes, etc. Aussitôt après lui, nous avons l'employé aux écritures de la caisse, qui est en même temps le trésorier. Ou bien il est nommé par le capitaliste, ou bien il lui faut l'assentiment du capitaliste s'il est élu par les ouvriers. Viennent ensuite les *membres* ordinaires du bureau. En général, ils sont élus par les ouvriers, mais dans un cas (n° III) le capitaliste nomme trois des membres du bureau. Pour ce qui est de l'importance de ce bureau, il suffit de savoir qu' « il *doit siéger au moins une fois par an* ». En fait, le président commande, et les membres du bureau ne sont que ses auxiliaires.

Monsieur le Président, l'administrateur de la caisse, est par ailleurs aussi un personnage puissant. Il peut raccourcir la période d'épreuve des nouveaux adhérents, attribuer des secours particuliers, voire (III) chasser les mineurs dont il estime qu'ils ont mauvaise réputation, mais dans tous les cas il peut en appeler au patron capitaliste qui décide toujours en dernier ressort. De la sorte, le prince Schoenburg et les directeurs des sociétés par actions peuvent modifier les statuts des mutuelles, augmenter les cotisations ouvrières, rogner sur les secours en cas de maladie et sur les pensions, et obérer les droits sur la caisse de nouveaux obstacles et formalités ; bref, ils [229] peuvent *faire ce qu'ils veulent avec l'argent des ouvriers,* sous la seule réserve de l'accord des autorités gouvernementales qui, jusqu'ici, n'ont jamais manifesté la moindre intention de s'informer simplement de la situation des besoins des ouvriers. Dans les houillères III, les directeurs se réservent même le droit de chasser tout ouvrier de la mutuelle, par exemple s'ils

le *poursuivent devant les tribunaux,* et ce, même *s'il est finalement acquitté.*

En vue de quels avantages les mineurs soumettent-ils aveuglément leurs intérêts au commandement d'autrui ? Que l'on écoute !

1° En cas de maladie, ils sont soignés par un médecin et obtiennent une aide hebdomadaire se montant, dans les houillères I, à un tiers de leur salaire, dans les houillères III à la moitié, et dans les houillères II et IV respectivement à 2/3 et 3/4 de leur salaire, si la maladie est provoquée pu un accident survenu au cours du travail. 2° Les invalides touchent une pension variant selon la durée de leur service, autrement dit de leurs cotisations à la mutuelle, de 1/20 à 1/2 de leur dernier salaire. 3° En cas de décès d'un membre, la veuve obtient un secours de 1/5 à 1/3 de la pension à laquelle son mari avait droit, ainsi qu'une dérisoire aumône hebdomadaire par enfant. 4° En cas de décès dans la famille, une allocation pour les frais d'enterrement.

L'auguste prince et les capitalistes éclairés par cet auguste ont élaboré ces statuts que paternellement le gouvernement a ratifié, par quoi ils ont résolu aux yeux du monde un problème pour le moins difficile : si un mineur crève à moitié de faim avec son plein salaire hebdomadaire de 2 2/3 talers, comment réussira-t-il à vivre avec une pension de 1/20, mettons, de ce salaire, soit avec 4 sous d'argent par semaine ?

Les tendres égards des statuts pour l'intérêt des capitalistes apparaissent lumineusement dans les mesures prévues en cas d'accident. Sauf dans les entreprises n° II et IV, aucun secours particulier n'est consenti, si la maladie ou la mort est consécutive à un accident en cours de « service ». Il *n'est pas un seul cas où la pension est augmentée si l'invalidité résulte d'un accident de la mine.* La raison en est bien simple. Cette rubrique grèverait lourdement les dépenses de la caisse, et démasquerait bientôt, même aux yeux des plus sots, la nature capitaliste de ces *cadeaux.*

[230]

Les statuts octroyés par les capitalistes saxons se distinguent de la Constitution octroyée par Louis Bonaparte en ce que cette dernière attend toujours encore son couronnement dernier, alors que les premiers l'ont eu d'emblée, notamment dans l'article suivant que l'on retrouve chez tous :

« Chaque ouvrier qui - soit parce qu'il le veut, soit *qu'il y est contraint - abandonne* le service de la compagnie, quitte du même coup la mutuelle, et *perd tous droits et prétentions à la caisse aussi bien qu'à l'argent qu'il a versé* ».

En conséquence, un mineur qui, trente ans durant, a travaillé dans une houillère et cotisé à la caisse de secours mutuel, perd tous les droits, si chèrement payés, à la pension, sitôt qu'il plaît *au capitaliste de le congédier !* Cet article fait du salarié un serf, en le liant à la glèbe et en l'exposant aux pires traitements. S'il n'est pas amateur de coups de pied, s'il se défend contre la réduction de son salaire à un niveau famélique, s'il refuse de payer des amendes arbitraires, voire s'il insiste pour un contrôle administratif des poids et mesures - il s'attire immanquablement cette réponse monotone : Fous-le camp, mais tes cotisations et tes droits sur la caisse ne feront pas partie du voyage !

Il semble paradoxal d'attendre une indépendance virile et un respect de soi chez des gens qui se trouvent dans une situation aussi inextricable. Et pourtant, ces mineurs - soit dit à leur honneur - comptent parmi l'avant garde militante de la classe ouvrière allemande. C'est pourquoi leurs patrons commencent à s'alarmer, malgré l'appui extraordinaire que leur offre l'actuelle organisation des caisses minières de secours. Le plus récent et le plus vil de leurs statuts (n° III, datant de 1862) renferme la grotesque restriction préventive des grèves et coalitions :

« Tout membre de la caisse minière *a toujours à être satisfait du salaire prévu par la réglementation des salaires* et n'a pas à se livrer à des actions communes tendant à arracher de force une augmentation de ses revenus, à plus forte raison d'inciter à fourvoyer ses camarades dans de telles actions, il doit bien plutôt... »

Et pourquoi nos Lycurgue de la société par actions des houillères de Nieder-Wuerschnitz et Kirchberg - Messieurs B. Krueger, F. W. Schwamkrug et F. W. Richter - n'ont-ils pas daigné aussi décréter que tout *acheteur de* [231] *charbon* « a toujours à être satisfait » des prix du charbon fixés au plus haut par leurs soins ? Mais cela heurterait peut-être « la raison limitée des sujets » de monsieur von Rochow [240] ?

---

240 Engels fait allusion à un passage d'une lettre adressée par le ministre de l'intérieur prussien von Rochow aux habitants de la ville d'Elbing qui avaient protesté contre l'expulsion de sept professeurs de la Diète de Ha-

A la suite de l'agitation parmi les mineurs, on vient de publier (à Zwickau, 1869), un *projet de statuts provisoires* pour unifier les sociétés de secours mutuel des mineurs de toutes les houillères de Saxe. C'est l'œuvre d'un comité ouvrier sous la présidence de Monsieur J. G. Dinter. Les points essentiels en sont : 1. Toutes les mutuelles doivent former une mutuelle commune. 2. Les adhérents conservent leurs droits tant qu'ils vivent en Allemagne et versent leurs cotisations. 3. Une assemblée générale de tous ses membres adultes en constitue l'autorité suprême. Elle désigne un comité exécutif, etc. 4. Les cotisations des patrons à la caisse mutuelle doivent représenter la moitié des cotisations payées par leurs ouvriers.

Ce projet n'exprime absolument pas la conception des mineurs saxons les plus intelligents. Il émane bien plutôt d'une section qui désire faire des réformes avec l'autorisation du capital. Il porte au front le sceau du manque de sens pratique. En effet, il est bien naïf de supposer que les capitalistes, jusqu'ici maîtres absolus des mutuelles de mineurs, céderaient leurs pouvoirs à une assemblée démocratique d'ouvriers, tout en continuant à payer une cotisation. La racine de tout le mal se trouve justement dans le fait que les capitalistes *cotisent d'une façon ou dune autre* [241]. Tant que cela durera, on ne pourra leur retirer la direction de la société et de la classe de mutuelle.

Pour être de véritables sociétés ouvrières, les mutuelles doivent reposer uniquement sur les cotisations des ouvriers. C'est ainsi seulement qu'elles pourront *se transformer en syndicats* qui protègent les ouvriers individuels de l'arbitraire des patrons individuels.

[232]

Les avantages insignifiants et ambigus qu'offrent les cotisations capitalistes peuvent-ils jamais compenser la condition d'asservissement dans laquelle ils rejettent les travailleurs ?

---

novre : « Il convient que les sujets de Sa Majesté le Roi fournissent une obéissance traditionnelle, mais le Roi n'apprécie pas que l'on juge les actes de l'autorité suprême de l'État *d'après la mesure de la raison limitée de ses sujets*, et ce publiquement. »

241 On peut sans doute porter le même jugement sur le mode de cotisation à la Sécurité sociale et le contrôle de celle-ci par les capitalistes et l'État-patron.

Que les mineurs saxons ne perdent jamais de vue : quel que soit le montant des sommes versées *par le capitaliste* à la caisse mutuelle, il correspond à une *économie réalisée sur les salaires.*

Des sociétés mutuelles de ce genre ont l'effet singulier de *suspendre la loi de l'offre et de la demande au bénéfice exclusif des capitalistes.* En d'autres termes : par le soutien extraordinaire qu'elles fournissent au capital *vis-à-vis* des ouvriers, elles dépriment les salaires *au-dessous* même de leur moyenne courante [242].

Toutefois, faut-il que les ouvriers fassent cadeau aux capitalistes des fonds restants, après règlement des droits acquis s'entend ? Malgré l a *suprême et royale ratification,* certains articles des statuts sont contraires à tous les principes de droit civil valables pour tous en matière de contrat. Quoi qu'il en soit, il faut, à tout prix et dans tous les cas, faire une séparation entre l'argent des ouvriers et l'argent des capitalistes, et c'est là une condition préalable irréfragable de toute réforme des mutuelles ouvrières.

Enfin, les cotisations des propriétaires de houillères saxonnes aux sociétés d'assurance mutuelle renferment l'aveu involontaire que le capital est dans une certaine mesure responsable des accidents qui frappent dans son corps et sa vie l'ouvrier salarié pendant son travail, sur le lieu de son travail. Mais, au lieu de permettre - comme cela se produit actuellement - que cette responsabilité devienne le prétexte d'un despotisme accru du capitaliste, les ouvriers se doivent de faire une agitation en faveur d'une *réglementation légale de cette responsabilité* [243].

---

242 Aujourd'hui cette dépression des salaires se vérifie, par exemple, dans le fait que le salaire des célibataires est englouti dans les charges de chauffage, cuisine, etc. d'une personne vivant seule, ou dans le fait qu'un homme est incapable, le plus souvent, d'assurer la subsistance de toute une famille, voire du couple, surtout dans les grandes villes. Cette dépression des salaires est aggravée par le fait que l'État-patron et ses associés capitalistes fixent le taux, la modalité d'attribution, de versement, etc., des assurances maladie, vieillesse, accidents, etc.

243 Le droit social du travail serait plus bénéfique s'il n'était pas social pour les patrons, les exonérant de leur responsabilité individuelle, même lorsque l'accidenté obtient réparation. En effet, la bourgeoisie a su faire admettre dans ces cas, les indemnités pécuniaires s'effectuaient grâce à un mécanisme de compensation *collectif*, dont les caisses sont, de toute façon, alimentées par la plus-value extorquée aux ouvriers. Le modèle le plus réussi est le sys-

[233]

La grève des ouvriers de la verrerie lyonnaise.

Retour à la table des matières

Le gouvernement de la République française semble décidé à montrer, avec tous les moyens possibles et imaginables, qu'il est le gouvernement des capitalistes, exactement de la même façon que tous ses prédécesseurs [244]. Non content d'avoir pris parti pour le patronat des mines de Decazeville, il intervient maintenant encore plus brutalement à Lyon, où une grève vient d'éclater dans une fabrique de verre. Quelques briseurs de grèves continuent de travailler et, pour plus de sécurité, sont logés à l'intérieur de la fabrique. Lorsque l'un de leurs dirigeants - un anarchiste allemand du nom de Litter - alla les rejoindre, il fut suivi par des grévistes, qui le huèrent. A peine la voiture qui le conduisait fut-elle à l'intérieur et le portail fermé, que des coups de feu furent tirés par les fenêtres sur les gens de l'extérieur. Des coups de revolver et de fusil partirent dans toutes les directions, et une trentaine de personnes furent blessées. Naturellement, la foule se débanda, mais les agents de la police et de la justice se mêlèrent alors à elle. Certes, non pas pour arrêter les capitalistes et leurs mercenaires, qui avaient ouvert le feu - oh non ! Ils arrêtèrent un certain nombre de grévistes, parce qu'ils avaient entravé la liberté du travail ! Cette affaire, qui vient tout juste d'être connue, a suscité une grande émotion à Paris. Decazeville a fait passer de 30 000 à 100 000 les voix obtenues par les socialistes à Paris [245], et l'effet de ce bain de sang à la Mulatière près de Lyon sera plus considérable encore.

[234]

---

tème d'assurances automobiles, où le droit est étendu démocratiquement à tous, si bien que l'on estropie et tue des centaines de milliers de personnes en dehors de toute responsabilité individuelle, celle-ci ne s'appliquant pratiquement plus qu'aux faits politiques avec la loi anti-casseurs, qui prétend, elle, rendre les individus responsables de faits par définition collectifs.

244 Cf. ENGELS, *The Commonwealth*, vol. 11, N° 18, 15 mai 1886.

245 Engels fait allusion à l'élection complémentaire du 2 mai 1886, où le candidat socialiste Ernest Roche obtint 100795 voix.

Grève générale et barricades

Retour à la table des matières

Ede (Bernstein) m'a lu hier soir les commentaires sur son article relatif à la grève générale comme arme de lutte politique [246]. Je lui ai conseillé fermement de ne pas écrire l'article en question. A mon avis, son article sur l'histoire du suffrage des trois classes lui a déjà donné suffisamment la réputation d'un homme, qui raisonne en doctrinaire et en homme d'études sur les questions de la praxis immédiate, à partir de l'extérieur du mouvement et en ayant perdu le contact avec les masses [247]. Quoi qu'il en soit, en ce qui me concerne, je suis tout à fait d'avis qu'un tel article aurait en ce moment précis un effet tout à fait nuisible. On pourrait le rédiger de manière aussi prudente et le jauger aussi impartialement que l'on voudra, la *Volkstribune* viennoise en extrairait les passages *qui lui conviennent,* les imprimerait en gros caractères, et les utiliserait contre les gens qui ont déjà beaucoup de mal à contenir les Viennois qui veulent effectuer un coup de main irréfléchi.

---

246 Engels à Karl Kautsky, Londres, 3.XI.1893. Kautsky avait demandé à Bernstein d'écrire un article sur la grève générale, pour la *Neue Zeit*, organe de la social-démocratie allemande. Dans sa lettre à Engels, Kautsky lui avait expliqué qu'il avait formé ce projet, parce qu'on lui avait envoyé d'Autriche un article contre la grève générale. Bernstein publia l'article demandé par Kautsky, dans la *Neue Zeit* de février 1893.

En l'occurrence, Il s'agissait de faire grève pour obtenir le suffrage universel. Cependant, la lettre d'Engels est très intéressante, car elle explique quel peut être le rôle de la grève générale *dans l'assaut révolutionnaire*. En tout cas, ces explications complètent la vision de Marx-Engels sur la grève générale expropriatrice qu'ils condamnent, lorsqu'elle est conçue à la manière des anarchistes qui estiment que c'est là un moyen suffisant pour que les travailleurs reprennent possession des moyens de production, alors que, pour le marxisme, la grève générale n'est qu'*un moyen pour conquérir le pouvoir politique*. Tout comme la lutte des barricades (cf. Marx-Engels, *la Commune de Paris de 1871*, Paris, 10-18, p. 259-262), l'arme de la grève n'est pas un moyen de lutte dépassé : tous deux ont leur place *déterminée* dans le combat révolutionnaire des pays industrialisés.

247 Engels fait allusion à l'article de Bernstein sur *les Élections au Landtag prussien et la social-démocratie*, paru dans la *Neue Zeit*, n° 52, 1892-93.

Tu affirmes toi-même que les barricades sont dépassées (pourtant, elles peuvent redevenir utiles, dès lors que l'armée est socialiste à un tiers ou aux deux-cinquièmes, et qu'il importe de lui donner l'occasion de basculer). Or, la grève politique doit, ou bien triompher tout de [235] suite - simplement par la menace (par exemple en Belgique [248] où l'armée était TRES chancelante), ou bien elle finira dans le ridicule complet, ou bien elle nous conduira *directement sur les barricades.*

248 En 1890-1893, un mouvement de masse avait réclamé l'instauration du suffrage universel en Belgique. Le Conseil général du Parti ouvrier belge avait proclamé une grève générale politique, après que la Chambre ait refusé de voter le suffrage universel. Bientôt la loi passa au Sénat (le 29 avril), sous la pression des masses.

Dans la même lettre à Kautsky, Engels écrit à ce propos : « Pour en revenir encore à la grève générale, il ne faut pas que tu oublies que les dirigeants belges furent tout heureux que l'affaire se soit bien passée, ils ont eu suffisamment peur d'être contraints de mettre leur menace à exécution : eux-mêmes ne voyaient que trop bien qu'ils étaient en mesure de faire bien peu de choses. Et cela dans un pays essentiellement industriel et avec une armée peu disciplinée, tout à fait chancelante, une sorte de milice. Mais s'il est tout de même possible d'exécuter quelque chose en face d'une telle armée, il en va autrement en Autriche, où le paysan prédomine, l'industrie est encore relativement faible et dispersée, les grandes villes peu nombreuses, les nationalités dressées les unes contre les autres, et les socialistes ne représentent que 10% de la population (adulte et masculine, bien sûr). »

Mais proposer cela à Vienne ? Là où on vous massacrerait, en faisant intervenir les Tchèques, les Croates, les Ruthènes, etc. Que l'affaire de Vienne se décide d'une façon ou d'une autre, avec ou sans grève générale politique, la question restera toujours d'actualité pour la *Neue Zeit*. Néanmoins, on ne ferait qu'apporter des arguments aux têtes chaudes, en discutant actuellement, sur le plan théorique général, du pour et du contre de cette arme de lutte...

[237]

LE SYNDICALISME
TOME II. Contenu et signification des revendications.

INDEX DES IDÉES

par Roger DANGEVILLE, 1972.

Retour à la table des matières

Cet Index porte sur les textes de Marx-Engels de la traduction aussi bien que de l'introduction et des notes. Comme nous n'avons pu recueillir dans nos deux volumes tous les passages relatifs au syndicalisme et aux revendications syndicales, notamment dans les ouvrages classiques et facilement accessibles, tels que le Capital, *ou* Salaire, Prix et Profit, *le lecteur peut se reporter également aux Index de ces ouvrages dans les diverses éditions.*

ABOLITION DU SALARIAT : **I.** 52, 54, 68-70, 96, 180, 183-184, 208, 212 ; **II.** 137 n ; (- et Parti) : **I**. 212.

ACCIDENTS DU TRAVAIL : **II**. 172, 174-175, 184 ; (- et État) : **II.** 175, 184 ; (- et responsabilité légale) : **II**. 233.

ACCROISSEMENT DU CAPITAL ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE . **I**. 52-54, 84, 108.

ACTIONNARIAT OUVRIER : **II**. 46 n.

ALLOCATIONS FAMILIALES : Cf. Salaire et famille ; Surpopulation ouvrière.

AMÉLIORATIONS PASSAGÈRES : **I.** 52, 192 ; **II**. 45.

ANARCHIE DE LA PRODUCTION : **II**. 131-132.

ARMÉE ET OUVRIERS : **I.** 81, 104, 126, 140-141, 145, 165, 167. Cf. Guerre et ouvriers.

ARMÉE DE RÉSERVE INDUSTRIELLE : **I.** 82, 176 ; **II**. 75, 86, 135, 178. Cf. Concurrence, Population, Surpopulation ouvrière.

ARISTOCRATIE OUVRIÈRE : **I.** 78, 81, 185, 189, 190, 192-193, 194, 195 sq., 206, 214 ; **II**.141-142 ; (- et colonies) : **I.**. 215-216 ; (- et corruption politique) : **I.** 193, 193 n, 195, 201, 212-213, 214-215 ; (- et monopole industriel)**I.** 191-192, 215-216 ; (- et patriotisme) **I.** 216 n.

ASSOCIATION : **1.** 97-98 ; **II.** 212-215 (Liberté d' -) **1.** 142-143, 195 sq., 201 ; **II.** 84, 211-216, 221-223.

AUTRICHE **1.** 142-143, 195 sq., 201.

BELGIQUE **1.** 123-128, 136-137, 191, 201-205 ; **II.** 165 n.

BONS DE TRAVAIL : **Il.** 105, 106.

BOURSE : **II.** 39.

BUREAUCRATIE SYNDICALE : **1.** 29, 35-36, 179.

BUT DU SYNDICALISME : **1.** 7, 14, 18, 20, 29, 33, 50-51, 84 ; 99-100, 108 sq., 115, 131, 145, 160, 180 ; **II.** 88, 167169 n, 177. Cf. Abolition du salariat, Concurrence, Grèves, Salaire, Syndicat.

CADENCE DU TRAVAIL : **1.** 8 ; **II.** 54, 95-96, 121 sq., 186.

CAISSE DE SECOURS MUTUEL **1.** 29, 70, 115, 143, 163, 195 ; **Il.** 43, 187, 189, 223-233 (- et autonomie vis-à-vis de l'État) : **1.** 163 **II.** 189, 224 ; (- et salaires) : **Il.** 233 ; (- et syndicats) **Il.** 231, 232. Cf. Hygiène et santé, Syndicats.

CASSEURS : **1.** 136-137.

CENTRALISATION DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES : **1.** 58, 71-73, 75, 91, 92 n, 107, 153-154, 183.

CÉRÉALES : Lois sur les - : **1.** 43, 46 ; **II.** 38, 55-59, 144, 147, 158 ; (- et ouvriers) : **1.** 47-48 ; **II.** 58 ; (Ligue anticéréalière) : **II.** 55-

59 ; (Taxes sur les -) : 186, 216. Cf. Salaire et prix des moyens de subsistance.

CHARTISME : **I.** 39sq., 47, 80, 164, 181-182, 186-187, 193, 200 ; **II.** 141-143, 157, 198, 210 ; (- approprié par les bourgeois) : **1.** 188 (- aspect politique) **1.** 40-42, 90 ; (- aspect social) **1.** 42-49 ; 11. 141-142 (- et partis radicaux bourgeois) **1.** 40, 43-44, 46-47, 188.

CHERTÉ DES DENRÉES **II.** 20, 27. Cf. Céréales, Prospérité.

CHINE : **II.** 146.

CHOMAGE : **1.** 19, 23, 82-84 ; **II.** 86, 125, 135, 163, 178, 188 (- et concurrence) : **1.** 20 ; **II.** 125 ; (- et syndicats) **1.** 21-22 n. ; **II.** 125. Cf. Armée de réserve industrielle, Concurrence.

CHRISTIANISME : **II.** 199-202, 205.

CLASSE : **II.**37-41, 141-142, 164 n, 165, 174, 206-207; (et aptitude à dominer la société) : **II**. 31-32, 34-36, 37-38, 144-145, 169-173 ; (- et avant-garde) : **II**. 83 (- bourgeoise et caractères nationaux) : **II**. 30-31, 112 ; moyenne) : **II**. 68, 73-74, 95, 141, 147 ; (- nécessaires et superflues) : **II**. 37-41 ; (- et individu) : **II**. 52, 54, 69, 83, 174, 203, 232 ; (- ouvrière et programme) **1.** 210 sq. **II**. 30, 79 n, 167-169, 182 ; (- et pouvoir) **1.** 181-184 **II**. 37, 144-145, 150, 158-160, 179 ; (réactionnaires) **II**. 142143 ; (- productive) : **II**. 37 ; (guerre de -) **II**.115, 116, 165, 195 ; (Statistique de la - ouvrière) **II**. 80, 181, 190.

COMMISSION DE CONCILIATION : **1.** 135, 139 ; **II**. 189.

COMMUNE DE PARIS : **1.** 64-65, 74, 92 n, 156 ; **II**. 6.

COMMUNISME OU SOCIALISME : **II**. 65, 82, 102-104, 105, 106, 107, 136n, 151, 168 sq., 173-174 ; (- et abolition de la division du travail) : **II**. 65, 103-104, 177 sq., 179 ; (- et base matérielle) : **1.** 54, 72 ; IL 65, 150, 151, 167, 168, 173, 178-179 ; (la caricature de -) : **1.** 21, 87 ; **II**. 165 n ; (- et généralisation ou combinaison du travail intellectuel [239] et manuel) : **II.** 65, 78, 81, 103-104, 165 n, 177-179 ; (Passage au -) : **1.** 62, 64, 104, 105-106 n, 182-184 ; **II**. 87, 101-102, 139, 151, 168-169 n, 179-180, 181.

CONCURRENCE : **1.** 19-26, 84, 145 ; **II.** 38, 54-58, 85, 125, 137 ; (Abolition de la - : but des syndicats) : **1.** 18, 20, 33, 48-49, 52, 84, 110, 160, 179 ; **II.** 168-169 n ; (- avec les ouvriers étrangers) **1.** 68 ; (- : arme antiouvrière) : **I.** 19-20 ; **II**. 125 ; (- division entre ouvriers) :

1. 68, 167 sq. ; (- et émigration ouvrière) : **II**. 154, 155 ; (- dans la société) : **1.** 20, 145 ; (- entre bourgeois) : **1.** 24, 31-32, 137, 178 ; **II**. 32, 40-41, 57, 125, 137-138, 147, 169-173 ; (- entre bourgeois et propriétaires fonciers) : **1.** 155-156, 158 sq. ; **II**. 145 sq. ; (- entre ouvriers) : **1.** 18, 26, 52, 189 ; **II**. 51, 54, 154, 167, 169 ; (- et gaspillage) : **II**.32-33. Cf. Armée industrielle de réserve ; Salaire, Syndicat.

CONGÉS ET PROGRÈS TECHNIQUE : **II**. 128.

CONSCIENCE OUVRIÈRE : **1.** 26, 53, 94, 100, 109, 121, 169, 183 ; **Il.** 45, 50 n, 51, 139.

CONTRAT DE TRAVAIL : **1.** 20-21, 50, 65, 120 11, 134, 149, 197 **Il.** 89, 124, 162, 168, 185 sq., 187.

COOPÉRATIVE : **1.** 84-85, 94-105, 115 ; **II**. 144, 165 n, 189 ; (- et limite) : **1.** 96-98 ; **Il.** 144, 174 n ; (- et pouvoir politique) : **1.** 85, 96, 97-98, 101-102, 104-105 ; **II**.174 n ; (- de production) : **1.** 96-102 ; (- de production et de consommation) : **1.** 94, 99, 115 ; **II**. 40 ; (- et salaire) : **1.** 199 ; (- et signification) : **1.** 96, 97-98, 99, 104-105 ; **Il.** 174 n ; (société -) : **1.** 76, 85, 93-106 : (- et État) : **1.** 93-95, 97, 103-105, 106 n.

CRIMINALITÉ : **1.** 27.

CRISE : **1.** 139, 184-185 ; **II**.45-46, 55 n , 56, 115, 125 146-147, 150-151, 156, 163, 181 ; (- et classes) : **II**. 146 (- et salaires) : **II**. 146, 188 ; (- et syndicats) : **1.** 31, 49, 176, 178, 184, 187. Cf. Concurrence, Paupérisation, Salaire, Syndicats.

CYCLES INDUSTRIELS : **1.** 31, 83, 131, 178 sq., 185-186, 190-191 11. 56, 86, 144, 148.

DÉMOCRATIE : **II**. 216.

DESPOTISME CAPITALISME : **1.** 83-84, 98 ; **II**. 124, 135, 173, 218-221.

DICTATURE DU PROLÉTARIAT : **II**. 7. Cf. Commune, Communisme.

DIMINUTION DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL **1.** 118, 139, 148 ; **II.** 95, (- et intensification du travail) **II**. 95-96 ; cf. Loi de dix heures, Travail.

DIVISION DU TRAVAIL : **1.** 19 ; **II**. 75, 82, 177-178 n, 179 (- et Syndicats) : **1**. 68, 108 sq., 194 ; **II**. 124-125 n, 177 sq.

DOMINATION BOURGEOISE ET PAYSAN : **1**. 158 (- et Prolétariat) : **1.** 187 ; **II**.145-146 ; 210-223.

DROIT (et force) : **1.** 142 ; **Il.** 82, 211-215 ; (- de l'homme et Charte du travail) : **II.** 169 ; (- au travail) : **1.** 86 ; (- et travail) : **II**. 105, 106, 160, 163, 166-167 n, 211-215, 216-223 ; (- et santé) : **Il.** 126, 173 sq., 176, 180, 184.

DUMPING ET SALAIRES : **1.** 128, 137, ; **II**.165 n.

ECONOMIE POLITIQUE BOURGEOISE ET OUVRIÈRE : **1.** 95-96, 101 ; **Il.** 55-59 ; 165.

EMANCIPATION OUVRIÈRE : **1.** 49, 55, 110 ; **Il.** 80, 98 ; (Autoémancipation) : **1.** 55, 82, 94, 97, 115, 150 ; **II**. 30, 80, 167, 182 ; (Conditions de l'-) : **II**. 80.

ENDETTEMENT OUVRIER : **Il.** 115, 186.

EPARGNE : **II**. 42-47 ; (- et Capital) : **II**. 39, 43 ; (Caisse d' -) **Il.** 43n, 45-46n.

ENSEIGNEMENT : **Il.** 76-79, 176-179 ; (- bourgeois) - **II**. 75, 78, 171, 176 sq. ; (- et disciplines enseignées) : **II**. 78-79 ; (- et État) : **II**. 77, 171 ; (et Internationale ouvrière) : 76, 79 n, 177-179 n ; (- et obligations) : **Il.** 77-78, 176 ; (- et révolution prolétarienne) : **II**. 179 ; (- supérieur) : **Il.** 77, 79 n ; (- et travail manuel) : **II**. 77-78, 165 n, 176 n, 177-179 n.

ESCLAVE (salarié) : **1.** 20, 68, 69, 120, 126, 132, 176-177- 180; **Il.** 48, 88, 167 a, 180 ; (- et Salarié) **Il.** 48, 51-53, l59, 167.

ETAT ET AUTONOMIE OUVRIÈRE : **1.** 104 ; **II**. 168-169 n, 189 (- et abandon de l'autonomie ouvrière) : **1.** 86, 89-90, 98 B. 46 ; (- et corruption du mouvement ouvrier) : **1.** 94, 100-101 ; **II**. 53 n ; (- et lois sociales) : **1.** 9, 95, 103-105, 181 ; **II**. 116, 118-133, 160, 163-169, 174 sq. (- et luttes ouvrières) **II**. 204-207 ; (- et interventions) **1.** 84,

101102 ; **II**. 32, 38, 56, 140, 162, 175 ; (- et monopole bourgeois) : **1.** 20, 123-124, 125-127, 140, 142, 163, 166, 180181 ; **II**. 204-207 ; (- et subventions) **1.** 101-103 ; (- et syndicats) : **1.** 9-10 n, 87-88, 180-182 (- et violence) : **II.** 105, 150, 204 sq.

ETATS-UNIS : **1.** 85, 93, 107, 124, 126, 145, 147, 168169, 191, 194, 215 ; **II**. 167.

EXPLOITATION : **1.** 32, 68-69, 128, 134-135, 140 ; **II.** 165 n, 168, 180, 182-187.

EXODE RURAL : **II**. 37-38, 135, 155.

FAILLITE : **II**. 34.

FAMILLE OUVRIÈRE : **1.** 22-23 ; **II.** 82, 127, 180, 184 ; (Dissolution de la -) : **II**. 181 ; (- et logement par le patron) : **II**. 187.

FORCE DE TRAVAIL : Protection de la - : **1.** 19 ; **II**. 72, 180.

FORMATION (militaire) : **II**. 83 ; (- polytechnique) : **II**. 75-77, 82-83, 165 n ; (- professionnelle) **1.** 25 ; 11. 45, 63, 66, 72, 74-75, 106, 108 n, 176 n, 179 (- technologique) : **II.** [241] 83, 176, 179 ; cf. Frais de formation, Ouvrier, Travail simple et spécialisé.

FRANCE : **1.** 116-119, 128-132, 137, 142, 191, 195 ; **II.** 200.

GASPILLAGE : **II.** 32-33, 95-96, 128, 138, 178. Cf. Concurrence, Classe, Machinisme.

GESTION CAPITALISTE : **II**.31-36, 38-39, 40-41, 95-96 ; (- ouvrière) : **1.** 182 ; **II**.34-36, 40, 165 n par syndicats et ouvriers organisés) : **II**.35-36.

GRÈVES : **1.** 18, 28, 30-31, 35-36, 44, 70, 107, 114-119, 23 sq., 160 sq., 196-198 ; **II.** 33-36, 152-157, 188 sq., 234 ; - et action coloniale) **1.** 125-126 ; (- et bandes civiles de répression) : **1.** 135 (- et conjoncture économique) : **1.** 32, 44, 70-71, 128, 139, 150-151, 176 ; **II**. 155-157 ; (- et courage) : **1.** 14, 37-38, 115-119 ; (- et école de guerre) **1.** 35, 36, 53, 99-100, 125, 131-132, 134, 138 ; **II.** 165 (- et État) : **1.** 123-124 ; **II.** 198 ; (et état de siège) **1.** 134, 161 ; **II**. 211 sq. ; (- et fonds de résistance) **1.** 29, 32-34, 114, 119, 163, 196 ; **II**. 89 ; (-générale) **1.** 28, 38, 43-44, 125, 188, 235-236 ; (- générale expropria-

trice): **I.** 43-45, 235-236 ; (- et insurrection) : **1.** 37-38, 41-43, 45-46 ; et légalité) : **1.** 30-32, 134, 167, 215 ; **II**. 198, 211-215 , et licenciements) **1.** 162 ; (- et limites) : **1.** 18, 70, 180; (et organisation) **1.** 28-30 ; (- et ouvriers agricoles) **1.** 154-161 ; (- et paiement des jours de -) : **1.** 166 ; (- partielle) **1.** 30, 188 (et patriotisme) : **1.** 118, 125-126, 137, 139, 148, 165 (-politique) : **1.** 99-100, 135, 166 ; **II**. 157 ; (- et progrès) **1.** 8 n, 52 ; **II**. 34-36, 108, 123 n ; (- et propriété) : **1.** 163, 180 ; **Il.** 156 ; (- et réaction sur l'Internationale) **1.** 114-115, 122 n, 123 sq., 134 ; (- et réglementation) **1.** 87-88 ; (- et répression par l'armée) **1.** 81, 123-126, 161 sq., 166 ; **II**.3 1, 234 ; (- et révolution) : **1.** 35-37 ; **II**.198 ; (- de solidarité) : **1.** 133, 140 sq., 146-149, 155, 167 ; **Il.** 153, 156, 189 ; (- et soutien de conseils municipaux) : **1.** 161-164 ; (- suscitées par bourgeois) : **1.** 42, 44-45, 180, 188-189, 215 ; Il. 35 ; (briseurs de -) : **1.** 30, 31-32, 36, 116-118, 119-121, 122 ; **Il.** 80 ; (caractère spontané des -) **1.** 114-115, 139-142, 146-147, 168-169 ; **Il.** 152 sq., 167 ; (effets des -) : **1.** 18, 32-33, 167 ; **Il.** 33-36, 156 ; (licenciement des dirigeants) : **1.** 166 ; (machine ou arme de guerre contre grévistes) : **II**. 123, (préavis de -) **1.** 30. Cf. Concurrence, droit, légalité, lock-out.

GUERRES ET OUVRIERS : **1.** 158.

HEURES SUPPLÉMENTAIRES : **1.** 9, 118, 165, 197 ; **Il.** 166 n, 170, 185, 186.

[242]

HIÉRARCHIE CAPITALISTE : **1.** 100.

HOLLANDE : **1.** 205.

HYGIÈNE ET SANTÉ : **1.** 131-132, 134, 139, 141, 143, 161, 171, 174, 184, 223-233. Cf. Caisse de secours mutuelle, Législation de fabrique, Travail.

IDÉOLOGIE BOURGEOISE : **II**. 203-204, 205-207.

IMPÔTS : **1.** 81 ; **II**. 77-78, 145, 147, 162, 187.

INITIATIVE RÉVOLUTIONNAIRE **1.** 71, 98.

INTERNATIONALE BOURGEOISE **1.** 68, 136-137, 143, 179 ; **II**.35, 189.

INTERNATIONALE OUVRIÈRE : **1.** 55, 68-70, 72, 97, 98, 106, 114-115 n, 210 ; **II**. 79 ; (- et aide aux grèves) : **1.** 114-132 ; (- et aide aux syndicats) : **1.** 74, 95 sq., 106, 114-122, 193, 194 ; (- et aide aux travailleurs étrangers) : **1.** 77, 119 ; (- et blâme à une section) : **1.** 130-131 : (- et création de syndicats) : **1.** 68, 70, 73-74, 87-93, 119, 131-132, 179 ; (- et dissolution) : **1.** 74 ; (- et divergences) : **1.** 78-81 ; (- et lien avec syndicats) : **1.** 72, 74-76, 114-115 n **II**. 79-80 ; (- et rapports avec sections) **1.** 78, 114 n (- et Statuts) : **1.** 55, 73-74, 78, 92 (Conseil général de l'-) : **1.** 71-73, 115, 154, 194, 213 ; (Or de l'-) : **1.** 134, 136-137.

INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN : **1.** 79, 97, 103, 107, 114, 119, 121, 132, 138, 153 sq., 163-169.

INVENTIONS : **1.** 19, 179 ; **II.** 124-125, 127.

IRLANDAIS : **1.** 21-22, 77-71, 97, 157, 186, 187, 191 ; **II**. 37, 44, 145.

LASSALLE : mérite et opportunisme : **1.** 89-90, 93, 94.

LÉGALITÉ : **1.** 30-31, 38-39, 43, 45, 102, 107, 124, 127, 142, 145, 162, 182, 188 ; **II**. 114, 115, 148-149, 159, 163, 165, 166, 168, 195, 198, 210-216, 217-223.

LÉGISLATION DE FABRIQUE : **1.** 9, 38, 95, 107, 126, 176-177, 180-181, 187-188 ; **II**. 81, 108-115, 127-133, 134, 141 sq., 149, 159, 162-163, 164 sq., 165 n, 166-169, 170-173, 174, 182 ; (Abrogation de la -) : **II**. 115, 140, 148-149 et classes réactionnaires) : **II.** 141-145, 158-160, 170-173 (- et concentration) - **II**. 130-132 ; 170 sq., 173-181 ; (- en France) : **II**. 166, 183 ; (limite de la -) : **II**. 175 et mode) : **II**. 131-132 ; (- au profit des ouvriers) : **II**.167, 169, 173-174, 175, 183 n ; (- au profit des capitalistes) : **II**. 118-120, 133 n, 158, 164, 169-173, 175, 176 ; (- et progrès technique) : **II**. 92, 127, 128-129, 130, 131-133, 161, 162, 168, 170-173, 175-179, 180 sq. ; (- et société communiste) : **II**. 150-151, 165 n, 168-169, 173 - 174, 179, 181.

LIBERTÉ : **II.** 38, 51, 53, 162, 165 n, 167, 170, 175-176, 195, 208-216 ; (- du capital) : **II**. 110, 162-7, 170, 209-216 ; (- de contrat) : **II**.162, 163-169 ; (- du travail) : **1.** 51 n, 126, 136-137, 142, 146-147, 197 ; **II**. 110, 129, 166, 168, 180, 195 ; (- pour l'ouvrier) : **II**. 162, 163, 165 n, 180, 195, 211 sq.

LICENCIEMENT ABUSIF : **1.** 162 ; (- de dirigeants de grèves) : **1.** 166.

LIEN ENTRE ÉCONOMIE ET POLITIQUE : **1.** 53, 181, 196-197 ; **II**. 167sq., 179.

LIMITATION DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL : **II**. 80-81, 108-115, 118, 127-128, 139, 158, 173-174 ; (- et but) : **II**. 81, 139, 167-169 n.

LOCK-OUT : **1.** 44, 46, 134, 146-147, 148 sq., 163 ; **Il.** 35, 80, 152.

LOI DE DIX HEURES ET HUIT HEURES : **1.** 9, 42, 47, 95, 107, 152, 173, 196 sq., 198, 206, 209-210 ; **II**. 81, 112, 114, 115, 116, 117, 121, 134, 140-152, 161-163, 168 sq. ; (- et avantages pour ouvriers) : **1.** 95, 189 **Il.** 81, 163-169, 173-174 ; (- et avantages pour bourgeois) **II**. 169-170, 173-174, 179 (- et clergé) : **1.** 158-160 ; (- et modalité d'application) **II**. 81, 158, 161, 162, 165 n ; (- et remise en cause) : **Il**. 115-117 ; (- et résistance des capitalistes) : **II**. 116-117, 164 sq., 172.

LOIS CONTRE LES SÉDITIONS : **1.** 125, 141, 144 ; **II**.115, 211 sq., 214 sq.

LOIS HISTORIQUES : **II**. 6.

LUTTES OUVRIÈRES ET ORGANISATION **1.** 182 ; IL 88-89, 168-169n ; (- et progrès technique) **I.** 8n, 52 ; **II**. 34-36, 92 n, 108, 118, 119-122, 167sq., 170sq. ; (- et réaction du capital) : **1**. 8, 9-10 n, 106, 123, 133, 181-182 ; **II**. 114-117, 152 sq., 154-155, 158, 159, 164sq. Cf. Répression, Provocations judiciaires et policières.

LUTTES POUR AUGMENTATION DE SALAIRE : **1.** 118-119, 122, 130, 151, 155 sq., 160 sq. ; **II**. 152 sq., 155-156 ; (- défense de salaire) : **1.** 131, 137-138, 150, 165-167, 181 ; **II**. 153 ; (- journée de travail normale) : **1.** 108-118, 163-169 ; (- réduction du temps de travail) : **1.** 117-119, 139, 148, 150, 151, 196 sq. ; **II.** 160-163, 167 sq.

MACHINISME : **1.** 19, 27-28, 31, 83, 108 ; **II.** 69-71, 119, 145 ; Conséquences du -) : **II.** 130-136 ; (Effets antiouvriers) **II.** 18-19, 31 ; 111. 68-69, 86, 123-125, 135, 185, 188 ; (Limitation du temps de fonctionnement des machines) **Il.** 81, 158, 161, 162 ; (Limites du - sous le capitalisme) **II.** 136-137 (-et prolongation du temps de travail)

II. 163, 188 (- et Socialisme) : **1.** 96 ; **II.** 136, 167, 170 n, 179. Cf. Armée industrielle de réserve. Chômage, Grèves, Législation de fabrique, Salaire, Syndicats.

MASSACRES D'OUVRIERS : **1.** 123-124 sq., 129, 136-139, 140, 142, 144 sq.

MÉDECINE DU TRAVAIL : **II.** 184.

MINISTÈRE DU TRAVAIL : **1.** 86, 198.

MISÈRE ET DOMINATION BOURGEOISE : **1.** 81, 133, 186. Cf. Paupérisation.

MOBILITÉ DE L'EMPLOI : **1.** 19, 24 n, 44 n ; **II.** 75, 117, 177-178 n ; (Difficulté de - des adultes) : **1.** 19.

MONOPOLE CAPITALISTE : **Il.** 32-34.

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE : **1.** 69, 91-92 n, 99-100, 107, 135, 138, 141, 143, 168, 181-182, 215 ; **II.** 30,186.

MOUVEMENT DE CLASSE ET SECTE : **1.** 90.

NATIONALISATION (- de la terre) : **1.** 66, 105-106 n, 160-161 (-des moyens de production) : **II**. 151.

OCCUPATION D'USINE : **1.** 140.

OFFRE ET DEMANDE : **1.** 25, 31, 33, 53, 83-84, 95, 110, 151, 179 sq., 184-185 ; **Il.** 58-59, 154, 156, 162. Cf. Concurrence.

ORGANISATION OUVRIÈRE ET SCISSION : **1.** 46-49, 160-161, 203 sq., 207, 208, 209, 211, 212 ; **II.** 30, 46 n.

OUVRIER : **1.** 26, 33-34, 37 **Il.** 48, 168 ; (- agricoles et réveil politique) : **1.** 157 sq.(- et alimentation) : **Il.** 187 ; (- attardé) : **1.** 164-165 **II.** 141-142, 143 ; (- bon pour capitaliste) : **1.** 22, 193 n **II**. 43-44 ; (- et classe) : **1.** 27, 34n, 39, 94, 99-100, 121, 140, 156-157, 180, 181-182, 214 ; **II**. 51, 167 sq. ; (- et autres classes) : **1.** 115 ; **Il.** 34, 35 ; (- et droit de vote) **: I.** 158 sq., 167sq. ; (- embourgeoisé) : **1.** 193 n ; (- esclave) : **1.** 25 ; (- éducation et conscience) : **1.** 26, 53, 94, 100, 109, 121, 169, 183 **II**. 45, 75, 167, 176-179 ; (frais de formation de l' -) : **1.** 22 ; **II**. 45 (- et nationalité) : **1.** 26, 55, 77, 78-81 ; **II**. 200-201 ; (- et

patriotisme) : **1.** 116 ; (- et propriété) **1.** 27 ; (- et violence) : **1.** 26, 28, 36, 37, 38, 41-42, 46-47 ; **II.** 16, 165 ; cf. Classe, Prolétariat.

OUVRIÈRES ET GRÈVES : **1.** 118, 141, 196.

OUVRIÉRISME : **1.** 198, 208, 210.

PARLEMENT : **II**.158, 166, 210-215 ; (- bourgeois représentant les ouvriers) : **1.** 183, 188, 213 ; **II.** 31 ; (- et ouvriers) : **1.** 40, 46-47, 161, 163-164, 182-183, 209 ; **II**. 30, 145 ; (Ouvriers et bétail électoral) : **1.** 200, 213.

PARTI : **1.** 39, 62, 97, 101, 105, 211-212 ; **II**. 209 (- et fraction parlementaire) : **1.** 101-103, 183, 206 ; (- et scission) : **1.** 102, 211 sq. ; (-Socialiste français) : **1.** 161. Cf. Chartisme, Classe, Internationale, Organisation, Syndicats.

PARTICIPATION OUVRIÈRE AU CAPITAL : **II**. 46 n, 47, 88, 189-190.

PATERNALISME **1.** 132 sq., 165, 217.

PAUPÉRISATION **1.** 20-21, 32, 52, 53-54, 81-82, 84, 98, 110-115, 180, 189-190 ; **II**. 44, 89. Cf. prolétarisation, Salaire Minimum.

POLOGNE : **1.** 79.

POPULATION : **1.** 19, 52 sq., 83.

POUVOIR POLITIQUE : **1.** 181-182 ; (conquête du -) : **1.** 97, 99, 181.

PRÉAVIS DE CONGÉ : **1.** 130, 133 sq.

PRÊTS SUR GAGE : **1.** 81, 186.

PRIMES : **II.** 47.

PRIVILÈGES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES : **1.** 9, 30, 55, 97, 124-125 ; **II**. 32.

PRODUCTION DE PLUS-VALUE ABSOLUE (par prolongation du temps de travail) : **II**. 103-118.

PRODUCTION DE PLUS-VALUE RELATIVE (par intensification du travail) : **II**.118 sq.

PROLÉTARIAT NORMAL ET ARTIFICIEL : **II.** 21.

PROLÉTARISATION : **1.** 19-20 ; **II.**48, 122 n.

PROMOTION OUVRIÈRE : **II**. 43-44, 46 n, 52.

PROSPÉRITÉ ET AUGMENTATION DES PRIX : **1.** 151-152, 184-185 ; **Il.** 20 ; (- et réalités ouvrières) **1.**138-139, 151, 192 ; **II**. 20, 148, 152 sq., 154, 188.

PROTECTIONNISME : **1.** 137.

PROUDHONISME : **1.** 55 n, 73, 90, 93, 147.

PROVOCATIONS JUDICIAIRES ET POLICIÈRES : **1.** 125, 126-127, 134-135, 136, 141, 142-143, 144-145, 161 sq.

PRUSSE : **1.** 143-144, 218 sq.

RÉDUCTION DE SALAIRES : **II**. 115 ; H. 139 ; (- du temps de travail) : **1.** 95, 99, 118, 122 **; Il.** 159.

RÉFUGIÉS POLITIQUES : **1.** 123, 149.

RÉPRESSION POLICIÈRE ET MOUVEMENT OUVRIER : **1.** 38, 91, 123 sq., 133, 135, 138, 140, 163, 212-215, 220 (- et religion) **1.** 126-127, 134, 167.

RETRAITE (âge de la -) : **II**. 188.

REVENDICATION POLITIQUE ET SOCIALE : **1.** 48-49, 71, 99-100,

179 ; **Il.** 204-207.

RÉVOLUTION (et économie) : **1.** 49, 71-72 ; **Il.** 173-174, 177-179,

198-199, 202-212, 221 sq. ; (- économique et sociale) : **Il.** 199 ; (- exploitée par bourgeois) : **1.** 156 ; 11. 204-207 ; (- et légalité) **II**. 198 ; (- et organisation) - **1.** 64-65 ; (- et politique) **1.** 62, 71, 73 ; **II**. 199, 202 (- et théorie) : **1.** 72 ; **II**. 199, 202. Cf. Communisme.

RUSSIE : **1.** 79, 191.

SALARIAT : **1.** 87, 96 ; **Il.** 44, 50-51, 84-90. Cf. Abolition du salariat.

SALAIRE : **II**. 41-75, 58-59 ; 60, 186-187 (- et aristocratie ouvrière) : **1**. 189-190 ; **Il.** 60-75 ; (- et articles coloniaux) **1**. 216 ; 11. 27, 55-59 ; (- et articles de luxe) : **II.** 20 (- et concurrence) **1.** 24, 25, 128-129, 137, 189 ; (- et conjoncture) : **1.** 53-54, 81-82, 178-180, 189-190, 192 ; (- et conquête du pouvoir politique) : **1**. 181-183 **; 11**. 169 n ; (- et crédit au patron) : **II.** 186 ; (- et crise) - **II**. 56 sq. ; (- de direction et de contrôle) : **II.** 40, 71-72 (- élevé favorise le machinisme) **II** 137 n, 138 ; (- et équivalent ou égalité) : **1.** 50 **II** 41-42, 44, 65-66, 85-87 (- et famille) : 22-23 ; **II.** 51, 66, 68, 69, 127, 140 ; (- et fonctionnaires) **II.** 73-74 ; (- individuel) : **II.** 52-54, 69 (- et machines) **1.** 29, 128, 178-179, 189-190 ; **II. 1**23-125 maximum) : **1**. 24 ; **Il.** 4 ; (- minimum) : **1 .** 22-23, 50 et 50 n, 51, 52-53, 177-178, 190 ; **11.** 44, 51 ; (- moyen) - **1.** 24-25, 50, 53, 148, 177-178 **II**. 51 ; (- et mystifications) : **II**.. 13, 41, 50, 52-53, 71-74 (- et offre et demande) . **1.** 24-25, 29, 49-51, 83, 95, 100 **II.** 125-126, 155 ; (- des ouvriers non organisés ou – non syndiqués) : 178-179, 190 ; **11.** 59, 88-90 ; (- organisés) : **II.** 59, 88 ; (- aux pièces) : **II** 50-54, 131, 186 ; (- et pouvoir d'achat) : **Il.** 57 ; (- et le prix des moyens de subsistance) : **1.** 47, 187, 216 ; **II** 48, 55-59 ; (- et professions libérales) : **II.** 73-74 ; (- et profit) : **1**. 52, 177, 181 ; **Il.** 47 ; 56, 72, 153-154 ; (- et rapport capitaliste) : **II** 41 ; (- et rendement) : **1.** 50-51 n ; **Il**. 52 ; (- et temps de travail **1.** 178 ; 189 sq. ; **II** 39, 52, 54 ; (- et travail spécialisé) **II** 66, 106, 123, 125 ; (- et valeur de la force de travail) : **1**. 49-51, 54 ; **II**. 48, 51 ; **II** 58, 64-65, 68, 125 ; (baisse de -) : **1.** 128-130 **11.** 43 n, 44, 75 ; (cause du - minimum) : **1.** 50 ; **Il.** 75 (détermination du -) : **1**. 21-23, 25, 31, 49, 177 sq., 190 ; **II.** 44, 51-54 ; **II.** 58-59, 69-71, 85-86, 88-89, 123 ; (lutte pour -) : **1.** 120. Cf. Abolition du salariat ; Armée industrielle de réserve ; But du syndicalisme ; Concurrence ; Grèves ; Lutte pour... ; Syndicats.

SCIENCE (Genèse de la -) : **1.** 199.

SCISSIONS : Cf. Division du travail ; Organisation ouvrière et scissions Syndicats et divergences, Syndicat et Parti.

SÉCURITÉ : **1**. 184.

SECTARISME ET SECTE : **1**. 90-91, 199, 200, (- et personnalisme) : **1.** 91-92.

SOCIALISATION BOURGEOISE : **1.** 174 ; **II** 40.

SOCIALISME (catholique) : **1.** 98, 88-89 (- dans un seul pays) : **1**. 87. Cf. Communisme.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE : Cf. Coopérative.

SPOLIATIONS DE SALAIRE : **1**. 166 ; 11. 47, 126, 135, 185, 186.

SUFFRAGE UNIVERSEL : **1.** 46-47, 192, 215 ; **II.** 31, 166, 216. Cf. État, Association (liberté d'-) ; Légalité ; Parlement ; Syndicat.

SUISSE : **1.** 132-136.

SURPOPULATION OUVRIÈRE : **1.** 19, 25, 29 ; **II.** 135, 173. Cf. Armée industrielle de réserve, Concurrence, Salaire, Syndicats.

SURPRODUCTION : **1.** 83 ; **Il.** 147. Cf. Crises.

SYNDICALISME (l° Stade) : **1.** 9-10 n, 18 n, 19-20, 27-29, 37, 52 n, 68-69, 137, 148-150, 184-185 ; **II**. 154 ; (2° Stade) : **1**. 29-33, 39, 70, 182, 187-188, 195, 207. Cf. But du –

SYNDICATS : **1.** 177-185 ; **II.** 84-90, 167-169, 188 sq. ; (- agricoles) **1.** 70, 155 ; (- agricoles et soutien des - industriels) **1**. 155 ; (de travailleurs agricoles) : **1**. 70, 81-82, 115, 154-155, 176 ; (- et améliorations passagères) : **1.** 54, 188 ; (- et aristocratie ouvrière) : **1**. 185, 187-188, 194, 195 sq., 197, 200 ; (- et caisses de secours et d'entraide mutuelles) ; **Il.** 231-233 (- et capacité de gestion) : **1.** 182 ; 11. 35-36, 232 ; (- capitaliste) **1.** 179 ; (- et changement d'attitude des capitalistes) **1.** 187-188, 192, 194 sq. ; Il. 34-35, 112 ; (- et communisme) : **1.** 110-111 ; **Il.** 167 ; (- et concurrence) : **1**. 53, 68 ; (- conservateurs) : **1**. 184, 195, 199, 200, 206, 210-211 ; (- et coopératives) : **1**. 85-111 ; (- et cotisations) : **1.** 32, 52-53, 179, 194, 197, 212 ; **II**. 187 ; (- et direction) : **1**. 20, 92, 179, 196 ; (- et division du travail) : **II** 124-125, 124 n ; (- et émancipation ouvrière) **1.** 70, 108-109, 116 ; **II**, 167 ; (- et fixation des salaires) **1**. 29-32, 50, 69, 177-180, 190 ; **11.** 59, 88-89, 136 ; (- et fonds de grève) **: 1.** 29, 32-34, 130, 179, 196 ; (- et fournisseurs de main-d'œuvre aux patrons) : **1**. 51 ; **11.** 186 ; (- et grèves) : **1.** 70-71, 195 sq. ; **I**I 154, 156 ; (- et limites) : **1**. 33-34, 53-54, 69, 108, 176, 180, 183, 184-185, 194, 214 ; (- et lois céréalières) **1**. 42-43, 186 ; (- de métier dissous par machinisme) **Il.** 124-125 ; (- d'ouvriers non qualifiés) : **1**. 195 sq., 202, 204, 207 ; 11. 36, 59, 125 ; (- et organisation) : **1**. 29-30, 39, 54, 58, 69, 70, 72-74, 78-81, 91-92, 108, 179, 181-185, 194 ; **Il.** 59 et parlement) : **1.** 163-164, 182 -183, 214 ; **II.**

210 sq.(- et parti politique du prolétariat) : **1**. 39, 42, 73-75, 91-92 n, 100 n, 109, 120, 138, 145, 182, 194, 195, 212, 214 ; **11**. 30 ; (- et patronat) : **1**. 35, 120, 122, 137, 179, 188 (- et presse) : **1.** 74-75, 76, 124, 134, 144 ; **II** 161, 162 et prolongement politique) **1.** 99 (- et révolution) **1**. 58, 98, 107, ; **II**. 31, 151-152 (- et secours aux ouvriers d'autres pays) : **1**. 74, 107, 114, 130, 146 ; (- et unité de la classe ouvrière) : **1.** 7, 14, 53, 68-69, 93, 100 n, 107-108, 138, 166, 168-169, 183, 205 ; **II**. 30, 139 ; (- et violence) : **1**. 30, 34-35, 36, 50-51 n, 53, 54, 108, 123-124, 125 ; **II**. 89, 214 sq.

TECHNIQUE : **II**.131-133, 170-171 ; (- tournée contre ouvriers) 18 ; **II.** 121-125, 126. Cf. Machinisme.

TRAVAIL : **11.** 100-101 ; (- à domicile) : **II**. 128-133, 170-173 des adolescents et enfants) : **II** 82-84, 128, 133 n, 134 et capital) : **11**. 47-48 ; (contrat de - collectif) : 29-30, 50-51 ; (- et discipline (pointer, etc. » : **II**. 112-113, 184 sq. ; (- durée et efficacité) : **11**. 120, 134 ; (- et école) : **1**. 133 ; **11**. 76-79, 82 sq., 111, 171, 176-179, 185 ; (- des enfants) : **1**. 22, 95, 126, 133, 189 ; **II** 110, 112, 117, 126, 136, 140, 148 sq., 166, 170, 181 ; (- et enseignement) : **II**. 74-75, 78, 82, 176-179 n ; (- évincé par machine) **II**. 123-125, 127, 130 n, 134, 136, 140 ; (des femmes) **1**. 22, 95, 126, 133, 189 ; **II**. 81, 126, 128, 134, 136, 140, 148 sq. ; 166, 181 ; (fête du -) : 1. 195, 197 ; (- ou fonction antisociale sous le capitalisme) : **II.** 38, 74 ; (_ ou fonction improductive) : **II.** 21, 68, 73 ; (- ou fonction nuisible) **II.** 39, 74 ; (- ou fonction parasitaire) : **II**. 74, 104-105 (- ou fonction politico-économique) : **II.** 30-31, 38 ; (- ou fonction superflue) : **II** 123 n ; (- dans une vision historique) : **II.** 37, 47 ; (- irrégulier et mode) **II**. 131-132 ; (- libre) : **II**. 168 et 168 n ; (- de nuit) **II**. 81, 84, 109, 110, 127, 133 n, 140, 163, 175 ; (- de -nuit des femmes) **II** 81, 166 n ; (- moyen) : **II**. 61-62, 63 ; (- et race) **II.** 167 (- et repas) **II** 113, 129, 130, 168 **II**, 185 ; (- simple) **II.** 51, 61-62 (- simple et complexe) : **1.** 50-51, 178-179, 185, 195 **II.** 39, 47, 60-62, 63, 66-67 ; (- simple et complexe évolution) : **II.** 67-68, 72, 72 n, 73, 74-75, 123125, 126n, 127 n ; (- simple et complexe et illusions) : **II** 67-68 (- simple et complexe : par rapport à la marchandise) **II**. 62-63, 65 ; (- simple et complexe : par rapport à la plus-value) **II**. 72 ; (- simple et complexe : par rapport au salaire) **II.** 63 ; (la réduction au - simple) : **II**. 123 n, 124, 163 ; (Réglementation du -) : **II** 151, 166-169 Système de relais - **II**. 110, 117, 127, 148-149, 158, 185 Travail et

transports : **II** 185 ; (- spécialisé « qualifié » : **II**. 63-68, 72, 73, 123, 127, 128 ; (Intensité du -) : 42-43, 92 n, 121-122, 127, 134 ; (Intensité du - et diminution des heures de -) : **II.** 121-123, 130, 134 ; (Temps de -) : **1**. 178, 189 sq. ; **II** 39, 52, 54, 60 sq., 63, 70-73, 92 n, 101-103, 104, 158 ; (-et temps libre) : **II.** 167-169 n ; (Valeur de la force de -) : **1**. 64-65, 68. Cf. Formation professionnelle, Frais de formation, Grèves, Syndicats.

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS : **1.** 21, 22 n, 77-81, 108, 114, 120-121, 157. Cf. Concurrence avec -, Internationale, Irlandais, Armée industrielle de réserve.

UNION DES OUVRIERS : **1**. 7, 14, 53, 55, 97, 110, 203.

UNITÉ SYNDICALE : **1**. 89, 91, 108, 179 sq., 183-184, 198, 199 (- syndicale et politique) : **1**. 99, 181 sq., 198, 203-205.

Karl Marx et Friedrich Engels

LE SYNDICALISME.

SOMMAIRE DÉTAILLÉ DES VOLUMES I ET II

Volume I : Théorie, organisation, activité

INTRODUCTION [5]
Syndicalisme et environnement [5]
Syndicalisme et revendications [8]
Syndicalisme et politique [11]

1. Histoire et théorie des syndicats [17]

La concurrence [19]
Phases successives du mouvement ouvrier [26]
Rôle économique immédiat des syndicats [49]
Syndicats et socialisme [52]
Préambule des statuts de la 1re Internationale [55]

2. Internationale, syndicats et associations de production [57]

Présentation [58]
Résolution de l'Association internationale des travailleurs sur les syndicats [68]
Attache des organisations ouvrières anglaises à l'Association internationale des travailleurs [74]
La solidarité avec les ouvriers des pays dépendants [77]
Sur les relations entre les sections irlandaises et le Conseil général de l'A.I.T. [78]
Adresse de la Ligue de la terre et du travail aux ouvriers et ouvrières de Grande-Bretagne et d'Irlande [81]

De l'action combinée des travailleurs occupés et non occupés [82]
Syndicats et associations de production des travailleurs [85]
Sur l'agitation de J.-B. von Schweitzer en vue de la création de syndicats [87]
Coopératives bourgeoises et patrie [94]
L'Internationale, couronnement des organisations et revendications économiques dans le but de la conquête du pouvoir politique [95]
Travail coopératif [98]
Remarque sur le caractère politique des luttes syndicales [99]
Adresse du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs aux sections, aux sociétés coopératives et à tous les travailleurs [106]
La forme future de l'association [111]

3. Action syndicale de Marx-Engels dans l'Internationale [113]

Aide de l'Internationale au mouvement syndical [114]
Activité syndicale de Marx et Engels et du Conseil général de l'A.I.T. [115]
Avertissement [119]
Le lock-out des vanniers de Londres [121]
La grève de Charleroi [123]
Aux ouvriers d'Europe et des États-Unis ! [123]
La grève de Sotteville-lès-Rouen [128]
Rapport annuel du Conseil général au Congrès de l'A.I.T. de Bâle [132]
Le lock-out des ouvriers du bâtiment de Genève [146]
La grève des corps de métier du bâtiment à Genève. Appel du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs aux travailleurs et travailleuses de l'Europe et des États-Unis [147]
Aux ouvriers en grève dans la vallée de la Ruhr [150]
Rapports internationaux des sociétés ouvrières de résistance au capital [153]
La grève des ouvriers agricoles anglais [154]
L'exemple de deux conseils municipaux [161]
La grève des mineurs de la Ruhr. 1889 [164]

Les syndicats, début du mouvement de masse [168]

4. Critique des limites syndicales [171]

Présentation [172]
Contre les limitations du rôle des syndicats [176]
Les syndicats (I) [177]
Les syndicats (II) [181]
Organisation rétrograde des vieux syndicats [184]
Angleterre 1845 et 1885 [185]
Syndicats et aristocratie ouvrière [193]
Le 4 mai à Londres [194]
Le Congrès ouvrier international de 1891 [201]
Unité du parti et syndicats [211]

Volume II
Contenu et portée des revendications syndicales

INTRODUCTION [5]
Actualité des textes de Marx-Engels [5]
Salaire, prix… et profit [11]
Salaire. Prix. Profit et aristocratie ouvrière [19]
Aristocratie ouvrière. Agriculture et colonialisme [23]

1. Différence de salaires et classes [30]

La démission de la bourgeoisie [30]
La grève des dockers londoniens [36]
Classes sociales nécessaires et superflues [37]
Effets de l'épargne sur le salaire [41]
Les illusions du salaire aux pièces [50]
La théorie du salaire de la Ligue anticéréalière [55]
Hiérarchie des salaires [60]
Effets de l'introduction des machines sur le salaire [68]
Détermination du salaire dans le capitalisme développé [69]
Travail simple et éducation professionnelle [74]
L'enseignement général dans la société moderne [76]

Instructions pour les délégués du Conseil central provisoire à propos de diverses questions [79]
L'abolition du salariat [84]

2. Réduction de la journée de travail [91]

Réduction de la journée de travail [92]
Temps de travail capitaliste et communiste [99]
Généralisation du travail manuel [104]
Lutte pour la journée de travail normale. Limitation légale coercitive du temps de travail. La législation manufacturière anglaise de 1833 à 1864 [108]
Limitation de la journée de travail et avantages pour la classe capitaliste [118]
De la manufacture et du travail à domicile à la grande industrie [127]
L'effet du machinisme [133]
L'effet de la réduction du temps de travail [139]
La loi anglaise de la journée de travail de 10 heures [140]
Conjoncture économique et niveau des luttes revendicatives [152]
Le clergé et la lutte pour la loi des 10 heures [157]
La lutte pour la loi de 10 heures [160]
La lutte pour la journée de travail normale. Contrecoup de la législation anglaise sur les autres pays [163]
Législation de fabrique appropriée par les capitalistes [169]
La législation de fabrique au profit du prolétariat [173]
Législation de fabrique : clauses n'ayant pas trait à la durée du travail [174]
Statistique ouvrière [181]

3. Droits du travail [191]

Légalité et évolution économique du capitalisme [192]
Droit de grève et État [194]
La situation anglaise [198]
Effet des luttes revendicatives sur le développement de l'État et de l'idéologie capitalistes [204]
La Constitution anglaise [207]

Un acte d'administration bourgeoise [217]
Légalité bourgeoise et droit d'association [221]
Caisses d'assurance et de retraite [223]
Rapport du Conseil général de l'A.I.T. sur les sociétés d'assurance mutuelle des mineurs des houillères de Saxe [225]
La grève des ouvriers de la verrerie lyonnaise [233]
Grève générale et barricades [234]

4. Index [237]

FIN

Karl MARX et Friedrich ENGELS

[1974]

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

TOME I

TACTIQUE DANS LA RÉVOLUTION PERMANENTE

Introduction, traduction et notes
de Roger DANGEVILLE

Un document produit en version numérique par Jean Manaud, bénévole,
Diane Brunet, bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi
Courriel: jean.manaud@hotmail.fr
Page web dans Les Classiques des sciences sociales

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: http://classiques.uqac.ca/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: http://bibliotheque.uqac.ca/

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean Manaud, bénévole, professeur d'Histoire à Toulouse en France.

Courriel: jean.manaud@hotmail.fr

à partir de :

Karl MARX et Friedrich ENGELS

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.
TOME I. Tactique dans la révolution permanente.

Introduction, traduction et notes de Roger DANGEVILLE, 1974. Paris : Petite collection Maspero, no 131, 1974, 191 pp.

Le 24 mai 2012, Mme Éva Dangeville, épouse du traducteur, Roger Dangeville, accordait sa permission de diffuser ce livre, en accès libre à tous, dans Les Classiques des sciences sociales. Elle souhaite vivement que nous acceptions de rediffuser ce livre, toujours d'une grande actualité.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.
Pour les citations : Times New Roman, 12 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

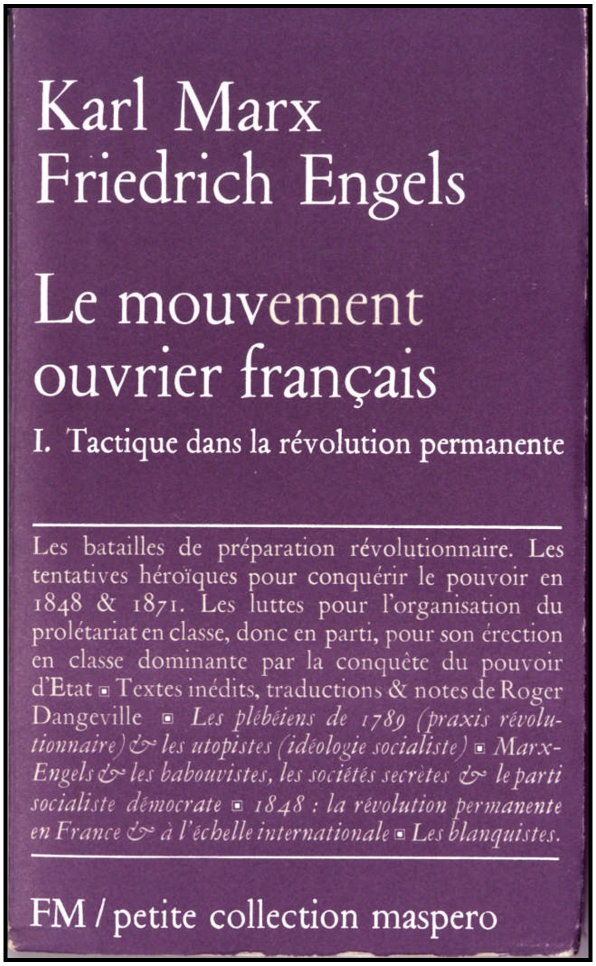
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 30 mai 2015 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Fait avec Macintosh

Karl Marx et Friedrich Engels

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.
TOME I. Tactique dans la révolution permanente.



Introduction, traduction et notes de Roger DANGEVILLE, 1974. Paris : Petite collection Maspero, no 131, 1974, 191 pp.

Karl Marx et Friedrich Engels

Le mouvement ouvrier français

I. Tactique dans la révolution permanente

Introduction, traduction et notes de Roger Dangeville. Paris : Petite collection Maspero, 1974, 191 pp. No 131.

Les batailles de préparation révolutionnaire. Les tentatives héroïques pour conquérir le pouvoir en 1848 et 1871. Les luttes pour l'organisation du prolétariat en classe, donc en parti, pour son érection en classe dominante par la conquête du pouvoir d'État. Textes inédits, traductions et notes de Roger Dangeville. *Les plébéiens de 1789 (praxis révolutionnaire) et les utopistes (idéologie socialiste). Marx et Engels, les babouvistes, les sociétés secrètes et le parti socialiste démocrate. 1848 : la révolution permanente en France et à l'échelle internationale. Les blanquistes.*

PARIS

FRANÇOIS MASPÉRO, ÉDITEUR, 1974

Karl MARX et Friedrich ENGELS

Le mouvement ouvrier français

Tome II

Efforts pour créer le parti de classe

Du dialogue des vivants avec leurs morts est né le programme historique de toute la classe ouvrière. Par leurs luttes, leur sang et leurs larmes, nos ancêtres de classe ont inauguré le combat révolutionnaire et ont tracé pour l'actuelle génération aussi la voie classique qui mène jusqu'à la conquête révolutionnaire du pouvoir d'État.

La Première Internationale de Marx-Engels et les sections françaises. Le parti et la Commune de Paris. La création du parti ouvrier moderne en France.

Présentation, traduction et notes de Roger Dangeville, 1974.

PARIS

FRANÇOIS MASPÉRO, ÉDITEUR, 1974

[190]

Table des matières

Le mouvement ouvrier français
I. Tactique dans la révolution permanente

PRÉFACE [5]

- Dialogue avec les morts [5]
- Avance et régression [8]
- État et parti [12]
- Rôle essentiel de la révolution bourgeoise dans le marxisme [16]
- De 1794 à la Commune de 1871 [19]
- Les rapports de classes en France [20]
- La révolution permanente en France [26]
- La révolution permanente à l'échelle internationale [31]

1. FORMATION DU MOUVEMENT OUVRIER EN FRANCE [37]

- Progrès de la réforme sociale sur le continent [38]
- Le mouvement ouvrier français dans la révolution de 1789. La lutte entre Montagnards et Girondins [53]
- De la Commune parisienne de 1792 à Thermidor [61]
- Les révolutions des années 1830 comme prélude à 1848 [66]
- Le jugement des charpentiers parisiens [68]
- Communisme utopique et communisme grossier dans la vision du socialisme scientifique moderne [69]
- Critique du mouvement fouriériste [73]

2. MARX-ENGELS ET LE PARTI SOCIALISTE DÉMOCRATE PETIT-BOURGEOIS [77]

La position de la bourgeoisie française [78]

Les mouvements sur le continent [80]

L'agitation prérévolutionnaire de la petite bourgeoisie et du prolétariat [82]

Le discours de Louis Blanc au banquet de Dijon [88]

Le manifeste de Monsieur de Lamartine [91]

Le mouvement de réforme en France [95]

La Réforme et *Le National* [99]

Luttes de partis [102]

3. LA RÉVOLUTION PERMANENTE [113]

La révolution à Paris [114]

Aux citoyens membres du gouvernement provisoire de la République française [119]

Réaction en Allemagne à la révolution de février 1848 [121]

Les révolutions de 1648, 1789 et mars 1848 [122]

La Réforme et l'insurrection de juin [125]

La Réforme de Paris sur la situation française [128]

La médiation anglo-française en Italie [131]

La situation à Paris [133]

Offensive de la contre-révolution et victoire de la révolution [136]

Le 13 juin [138]

La constitution de la République française [143]

Les véritables causes de l'inactivité relative des prolétaires français en décembre dernier [146]

Critique de la social-démocratie et du proudhonisme [159]

Explication économique du proudhonisme réactionnaire [163]

Le parti révolutionnaire blanquiste [165]

Révolution et conspiration [167]

Société universelle des communistes révolutionnaires [177]

Présentation et traduction du Manifeste de Blanqui [179]

Lettre au directeur du *Times* [182]

Passage de la stratégie de la révolution permanente à la stratégie frontale [184]

[5]

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.
TOME I. Tactique dans la révolution permanente

PRÉFACE

par Roger DANGEVILLE, 1974.

Les prolétaires n'ont pas de patrie *(Manifeste)*.

Ils forment une seule classe unitaire des prolétaires de tous les pays, d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Dialogue avec les morts

Retour à la table des matières

L'histoire du mouvement ouvrier retrace la vie d'une classe particulière et partisane de la société, ainsi que celle de l'activité engagée de militants. En traiter avec la méthode d'une science abstraite se plaçant au-dessus de la mêlée pour dégager un point de vue prétendument neutre et objectif serait sans doute tronquer et déformer le mouvement véritable. Nous avons préféré continuer d'utiliser la méthode de Marx-Engels quand ils analysent l'activité ouvrière en France, en nous situant dans leur perspective, celle-là même du courant le plus profond. Il s'agit du parti marxiste, capable d'expliquer même la valeur et la signification historiques - d'abord révolutionnaires, puis, le plus souvent, réactionnaires - des autres tendances

spontanées ou organisées du mouvement ouvrier, après en avoir tiré une synthèse organique grâce à sa méthode critique [1].

[6]

La méthode de Marx met en évidence, « dans la masse confuse et apparemment fortuite, incohérente et sans liaison des faits de l'histoire quotidienne », ceux qui sont fondamentaux, pour découvrir dans le passé les racines du présent et les germes du futur. Il a pu ainsi tirer sa théorie non tant de l'histoire en général que de celle des masses prolétariennes, notamment françaises. Et c'est en étant lui-même engagé dans un camp en lutte contre l'autre, sans aucun recul, en plein feu de l'action, que Marx a pu écrire son œuvre et particulièrement ses textes politiques, qui représentent les plus grands classiques politiques du mouvement ouvrier : Les Luttes de classes en France (1848-1850), Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte *et* La Guerre civile en France (1871). *Ces ouvrages donnent à la fois l'explication du cours économique et social de la France du milieu du siècle dernier, et les enseignements valables pour les batailles sociales d'hier, d'aujourd'hui et de demain pour la lutte révolutionnaire.*

Ces deux recueils ne peuvent prétendre rassembler tous les faits historiques qui marquent le mouvement ouvrier français du siècle dernier. Ils présentent, aux moments où elles ont été formulées, les positions théoriques de Marx-Engels qui ont fait une sélection « subjective » - de parti - des faits qu'ils considéraient comme les plus saillants et les plus significatifs de la vie et de l'action des masses.

---

[1] Cette position, le marxisme l'adopte, par exemple, vis-à-vis du socialisme utopique : « Le socialisme allemand théorique n'oubliera jamais qu'il s'est haussé sur les épaules de Saint-Simon, de Fourier et d'Owen, trois hommes qui, malgré toute la fantaisie et l'utopie de leurs doctrines, comptent parmi les plus grands cerveaux de tous les temps et ont anticipé avec génie sur d'innombrables idées dont nous démontrons à présent la justesse au point de vue scientifique. » (Cf. ENGELS, préface à *La Guerre des paysans en Allemagne*, 1874.) Et de poursuivre en ce qui concerne tout particulièrement l'apport ouvrier : « De même le mouvement ouvrier pratique d'Allemagne ne devra jamais oublier qu'il s'est développé sur les épaules des mouvements anglais et français, qu'il a pu utiliser tout simplement leurs expériences chèrement acquises et éviter aujourd'hui les erreurs alors pratiquement impossibles à éviter. »

Du mouvement ouvrier français - depuis sa naissance dans des conditions sociales arriérées jusqu'à sa pleine maturité - Marx et Engels ont notamment dégagé, pour l'ensemble du prolétariat moderne, les caractéristiques politiques *- qui faisaient alors l'originalité de la classe ouvrière française - pour servir aujourd'hui encore de « guide à l'action révolutionnaire » des avant-gardes.*

Dans le Manifeste, *Marx-Engels ont esquissé un schéma de développement du prolétariat en général, en soulignant le sens du déterminisme dans la lutte de classes. Rappelons brièvement quelles sont ces grandes lois de la croissance et de l'action de la classe ouvrière pour y confronter les luttes de classes en France à chacune de leurs phases.*

Au premier stade, *la production capitaliste engendre une classe ouvrière au sens* économique *du terme : des producteurs sont employés et salariés par des capitalistes. Du simple fait de leur condition dans la production, les ouvriers forment objectivement* une classe (pour la bourgeoisie *qui* [7] *les exploite), même s'ils n'ont pas encore une identité propre d'action, de conscience et de but. Déjà cependant, les ouvriers se groupent en associations économiques (coopératives, syndicats, etc.), et des théoriciens nous en donnent une image souvent fantastique, utopique.*

Au second stade, *les prolétaires deviennent une* classe pour eux-mêmes, *en adoptant une position idéologique et pratique commune, en contradiction avec les autres classes, dès qu'ils se donnent une organisation* politique *unitaire de parti, en vue de défendre leurs intérêts généraux communs et de lutter pour leur propre but, le socialisme* [2].

---

[2] Ce stade a aussi été théorisé à partir des besoins réels et vivants des masses, et ce à un moment où sa théorisation ne pouvait avoir encore qu'un caractère utopique étant donné la faible maturité des rapports sociaux existants. La formule selon laquelle *le prolétariat se constitue en classe en s'organisant en parti* se trouve, en effet, déjà chez la communiste utopiste française Flora Tristan qu'Engels défend contre les attaques d'Edgar Bauer dans *La Sainte Famille*, chap. IV, 1 : « L'Union ouvrière de Flora Tristan », Ed. sociales, p. 27-29.

Au troisième stade, *les prolétaires luttent pour chasser du pouvoir les autres classes, notamment la bourgeoisie, tout en s'érigeant* en classe dominante. *Ils doivent alors* pour triompher, *avoir atteint et dépassé le second stade de leur action historique, car l'État du prolétariat ne peut opérer efficacement que s'il est dirigé consciemment par le parti de classe, seul vraiment capable de défendre les intérêts généraux (historiques) de tous les travailleurs, alors que l'État local - violence concentrée - fait face à des contingences spécifiques et variables dans le cadre d'une production et d'une société bien déterminées.*

Si nous avons rappelé ce schéma bien connu, c'est parce que, d'après lui, on peut évaluer le degré d'avancement et de maturité du mouvement ouvrier, en même temps que les [8] tâches pratiques qui lui sont imparties à partir de ses conditions de vie matérielles et du cadre national et international.

L'histoire du mouvement français nous intéresse actuellement pour des raisons bien précises. Une classe est toujours le produit de son milieu physique et de ses réactions historiques *: ces deux éléments déterminent les structures du mouvement ouvrier actuel et les tâches historiques qui lui incombent. Le prolétariat se meut dans un cadre social déterminé, sous le capitalisme, dans le contexte national que l'État et les institutions bourgeoises lui imposent. Enfin, le prolétariat de chaque pays est le produit des luttes et des actions de son passé, qui lui ont donné ses traditions, ses réflexes, ses passions, son intelligence et sa compréhension historiques, comme résultat de toutes ses expériences économiques, politiques et sociales successives. En renouant avec ce passé, nos morts continuent de dialoguer, et l'histoire des luttes d'hier reste vivante.*

Loin de rejeter les « utopies », Engels préfère renouer avec *sympathie « avec* les géniaux germes de pensée et les idées qui percent partout sous le voile fantastique et pour lesquels les philistins sont aveugles » (*Le Développement du socialisme de l'utopie à la science, Werke,* Dietz, t. 19, p. 190).

Deux ouvrages viennent de paraître, recueillant l'essentiel de l'œuvre de la grande utopiste : *Le Tour de France de Flora Tristan. Journal inédit 1843-1844*, Tête de Feuilles, 290 p. ; et Flora TRISTAN, *Œuvres et vie mêlées,* commentaires et choix de Dominique Desanti, 10/18, 446 p.

Lorsque les faits et gestes des prolétaires d'hier sont solidement reliés à la vie actuelle, leur action demeure vivante, donc efficace, et sert de guide à l'action de classe de demain. C'est alors seulement que le prolétariat forme une classe par-delà les générations et les frontières, et que l'énergie dépensée hier, les larmes et le sang versés dans le passé ne sont pas perdus.

Avance et régression

Retour à la table des matières

Il ressort de toute l'analyse que Marx-Engels ont faite du mouvement ouvrier du siècle dernier que les prolétaires français ont fait preuve d'une capacité unique dans le domaine politique : conquérir *l'État en tentant de s'ériger en classe dominante. Mieux que quiconque et avant tout le monde, ils ont compris que le pouvoir est au bout du fusil, et que l'État est un moyen exceptionnel pour introduire un mode nouveau de production et de société.*

Marx s'appuie sur les conditions économiques et sociales pour expliquer qu'« en France il suffit qu'une classe existe pour qu'elle veuille être tout. [...] En France, l'émancipation partielle sert de base à l'émancipation universelle. [...] En France, c'est de la réalité d'une libération par étapes [révolution permanente] que naîtra l'émancipation totale... En France, chacune des classes du peuple a un idéalisme [9] *politique et sent qu'elle représente les besoins généraux de la société avant d'être une classe particulière. Le rôle d'émancipateur* passe donc, par un mouvement dramatique, tour à tour à chacune des classes du peuple français jusqu'à ce qu'il parvienne enfin à la classe qui émancipe la société [3]. »

Si on se réfère au schéma des stades successifs de la croissance du prolétariat, il peut sembler que les ouvriers français aient brûlé les étapes, en tentant de se constituer en classe dominante par la conquête de l'État (troisième stade), avant de s'être constitués en classe, donc en parti (deuxième stade). Il faut cependant noter que ces deux

3 Cf. MARX, « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel », introduction, *Annales franco-allemandes, 1844* (trad. d'après : MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, L'Herne, 1970, p. 182-183).

stades sont étroitement liés : l'organisation du prolétariat en classe par son parti politique n'a de sens que dans la perspective de la conquête du pouvoir politique, qui amorce l'émancipation sociale du travail. En fait, ces deux recueils démontrent qu'avant chaque assaut révolutionnaire la classe ouvrière française a longuement préparé la lutte, et n'a pas manqué de s'organiser et de se donner un programme.

Mais si l'on confronte ce siècle au précédent, on est frappé par le fait que, dans le passé, le prolétariat français a souvent tenté de se hausser au niveau de classe dominante, alors qu'aujourd'hui - après la dégénérescence de la Troisième Internationale communiste - le prolétariat n'en est qu'à rassembler ses forces pour se constituer en classe autonome, indépendante et hostile à toutes les autres classes de la société, bref à s'organiser en parti politique.

En considérant la réalité actuelle d'après ces critères solidement marxistes, on est frappé de voir à quelle régression *inouïe le prolétariat de ce pays a été conduit par la survie extraordinaire de ce vieux capitalisme qui n'en finit pas de trouver de nouveaux délais de survie.*

De fait, l'histoire n'a rien d'un processus linéaire de développement progressif : l'humanité avance par bonds, suivis de reculs, voire de régressions plus ou moins profondes[4]*. Même lorsqu'elle progresse, c'est de manière tout* [10] *à fait antidémocratique et antiégalitaire, par une pointe avancée d'une minorité, pointe dans laquelle les masses tentent de s'engouffrer, sans parvenir durablement au plus haut point : cette première avancée est suivie d'une période de stagnation, au cours de laquelle au mieux - s'il n'y a pas défaite et régression - le progrès est en quelque sorte digéré (dans l'économie productive surtout), et un nouveau bond en avant se prépare. L'histoire de la lutte des classes est ainsi faite d'une succession de victoires et de défaites, d'avances et de reculs, de triomphes et de crises. Au reste, les masses n'ont pas d'autre moyen d'apprendre quelle voie elles doivent suivre, que d'assimiler la pratique et la théorie de leur avant-garde - leur « parti » - qui a ouvert une brèche dans le futur social, a défriché et expérimenté les voies nouvelles au cours de ses tentatives révolutionnaires successives.*

---

4 C'est à partir d'une véritable théorie « catastrophique » des régressions sociales que Marx-Engels ont analysé le tsarisme au siècle dernier ; Cf. MARX-ENGELS, *La Russie*, 10/18,1974.

C'est au sommet des luttes de 1848 que la théorie a pu naître d'un bloc, rédigée par Marx-Engels comme synthèse des luttes de classe réelles de la classe ouvrière internationale, notamment de l'action politique des ouvriers français qui avaient déjà, dans les différentes révolutions antérieures, parcouru tous les cycles possibles de la société capitaliste (dans laquelle nous vivons aujourd'hui encore enfermés) et, qui plus est, y ont ouvert une fenêtre, une brèche, sur la société future, en tentant de s'ériger en classe dominante de la société.

À cet égard, le prolétariat français d'il y a plus d'un siècle était plus avancé que celui d'aujourd'hui, puisqu'il a tenté de prendre la direction de l'État et de la société (1794, 1830, 1848) et y a momentanément réussi (1871). La comparaison est tout à fait juste, à cela près qu'il faut observer que les ouvriers sont maintenant bien plus nombreux et constituent un prolétariat au sens véritablement moderne, c'est-à-dire industriel (ce qui est tout de même un avantage [5]*).*

---

[5] Remarquons que les révolutions du siècle passé - du fait de moindres antagonismes et de la moindre accumulation de capital et de puissances sociales entre les mains de la bourgeoisie - étaient relativement plus faciles (même dans les cas de révolution permanente) que les révolutions d'aujourd'hui, où le prolétariat affronte directement, dans une lutte à mort, la classe bourgeoise, pleinement souveraine dans l'État et la direction de l'économie. Marx y fait allusion dans le *18-Brumaire* : « Les révolutions bourgeoises du XVIIIe siècle courent de succès en succès, leurs effets dramatiques se succèdent sans pause, les hommes et les choses paraissent illuminés aux brillants feux de Bengale, l'extase est l'esprit de chaque jour ; mais leur existence est de courte durée ; bientôt elles ont rejoint leur point culminant, et un long malaise - le malaise qui suit l'ivresse - s'empare de toute la société, avant qu'elle réussisse à s'approprier froidement les résultats de la période orageuse de la révolution.

Les révolutions prolétariennes du XIXe siècle, en revanche, se critiquent continuellement elles-mêmes, interrompent sans cesse leur propre cours, reviennent sur ce qui semblait déjà accompli, pour recommencer de nouveau ; elles méprisent avec radicalisme et avec une ironie impitoyable les demi-mesures, les faiblesses et les mesquineries de leurs premières tentatives ; elles ne semblent renverser leur adversaire que pour qu'il puise de nouvelles forces de la terre et se redresse plus gigantesque devant elles ; elles reculent effrayées devant l'énormité indéterminée de leurs buts ultimes jusqu'à ce qu'elles arrivent au point où tout retour en arrière est impossible, et où la situation elle-même crie : Voici Rhodes, c'est ici qu'il faut sauter ! » (*18-Brumaire*, *Werke*, t. 7, p. 19).

[11]

En somme, à un siècle de distance, nous assistons d'une part à une régression effrayante, d'autre part à un progrès très relatif, soit à un recul qualitatif et à un progrès quantitatif. L'histoire est hautement dialectique : tel siècle peut parfaitement se trouver, sur des points fondamentaux, à un niveau plus bas que le siècle qui le précédait. De fait, le marxisme - contrairement au réformisme - a une conception dite catastrophique *de la lutte des classes, celle-ci étant faite de crises et de heurts, de victoires et de défaites, de révolutions et de contre-révolutions.*

[12]

Au niveau théorique cependant, les victoires et les percées historiques enregistrées par l'avant-garde révolutionnaire des siècles passés ne sont jamais vaines ni perdues, même si physiquement la contre-révolution a liquidé ce mouvement, voire provoqué un recul social à un niveau plus bas. En effet, ces victoires ont ouvert les voies dans lesquelles, avec des forces quantitativement accrues, le prolétariat vaincu d'aujourd'hui doit finir par s'engager, ces fenêtres ouvertes sur le futur indiquant l'histoire de demain *de l'actuel prolétariat - à condition que celui-ci sache renouer avec ses glorieux ancêtres d'hier et s'engager dans la voie dégagée par lui. Dès lors, les révolutionnaires d'hier se battent aux côtés de ceux d'aujourd'hui.*

Dans la révolution frontale, qui oppose directement le prolétariat à la bourgeoisie, la situation est encore plus terrible ; c'est maintenant le saut implacable, sans retour possible : « La *révolution de février* fut la belle révolution, la révolution de la sympathie générale... La *révolution de juin* est laide ; c'est la révolution repoussante, parce que la réalité a pris la place des mots, parce que la République a démasqué la tête même du monstre en lui arrachant la couronne qui la protégeait et la cachait. » (MARX, « La Révolution de juin », *La Nouvelle Gazette rhénane*, Ed. Sociales, p. 182.)

« *La révolution de juin est la révolution du désespoir.* C'est avec une rancune silencieuse, avec le sombre sang-froid du désespoir que l'on combat ; les ouvriers savent bien qu'ils mènent une *lutte à mort*, et, devant la terrible gravité de cette lutte, le joyeux esprit français lui-même se tait. » (ENGELS, « Le 23 juin », *op. cit.*, p. 162.)

État et parti

Retour à la table des matières

Au siècle dernier, de par le développement inégal du capitalisme en Europe, le prolétariat de France présentait certains traits qui différaient de ceux, par exemple, du prolétariat d'Angleterre ou d'Allemagne. Loin de nous l'idée d'attribuer des particularités nationales spécifiques à la classe qui, plus que toute autre, est par nature internationale. D'abord, si le prolétariat français a été le maître politique *de l'anglais et de l'allemand, par exemple, ces derniers ont été ses maîtres, ses exemples, en économie et en théorie. Ensuite, à mesure que mûrissaient les conditions économiques, politiques et sociales, l'unilatéralité de chacun de ces prolétariats s'est atténuée et le prolétariat français - surtout après la Première Internationale et la Commune - s'est mis à forger un parti politique au sens moderne du terme, en s'assimilant progressivement les « leçons » des autres prolétariats.*

Pourquoi le prolétariat français a-t-il suivi un développement qui contredit en apparence le schéma marxiste de développement (prolétariat se constituant d'abord en classe pour soi, donc en parti, puis en classe dominante par la conquête du pouvoir politique) ?

Celle apparente inversion dans le développement du prolétariat français a été exagérée par deux courants différents, les anarchistes et les réformistes, et ce pour des raisons différentes, mais en dernière analyse complémentaires. Les anarchistes ne veulent rien entendre de l'organisation des prolétaires en classe, donc en parti politique. Ils s'appuient [13] *donc sur une interprétation tronquée du mouvement ouvrier français, en ne retenant que les assauts révolutionnaires limités à la destruction de l'appareil étatique bourgeois et en négligeant l'érection d'un État nouveau, celui de la dictature du prolétariat. Pour leur part, les réformistes ne veulent pas d'un parti et d'une internationale révolutionnaires et* consacrent tous leurs efforts à les intégrer dans l'État *existant, qu'ils veulent conquérir et prétendent modeler à leur guise.*

Le fait que l'on n'ait publié jusqu'ici en France que les textes de Marx sur la tentative de 1848 (Les Luttes de classes en France) *et la*

*Commune (*La Guerre civile en France*) a sans doute contribué à fausser l'image historique réelle du mouvement ouvrier français et à renforcer celle que revendiquent aussi bien anarchistes que réformistes. La publication de ces deux recueils sur le mouvement ouvrier français, en comblant cette lacune, réfute les tendances anarchistes aussi bien que réformistes qui infestent ou ont infesté jusqu'ici l'avant-garde prolétarienne. En effet, d'une part ces textes établissent la jonction entre la tentative révolutionnaire manquée de 1848 et celle réussie momentanément en 1871, et, d'autre part, ils démontrent que chaque tentative d'érection du prolétariat en classe dominante a été précédée d'une période plus ou moins longue de préparation de parti. Enfin, en explicitant le schéma classique de Marx-Engels et en le confrontant à l'histoire réelle, forcément complexe et embrouillée, du mouvement français, ces recueils mettent en évidence les raisons pour lesquelles les tentatives de conquête du pouvoir se sont finalement soldées par un échec.*

Parallèlement, l'expérience historique démontre que le premier pas - celui de la constitution du prolétariat en classe, donc en parti politique - est décisif et sans doute le plus difficile. C'est sur lui que doit se concentrer le maximum d'attention et d'efforts des révolutionnaires : toute lacune, négligence, voire hâte opportuniste dans ce domaine est fatale à la future révolution. En conséquence Marx et Engels ont condensé les raisons de l'échec de toutes les tentatives révolutionnaires du prolétariat français du siècle dernier dans la formule suivante : « Pour qu'au jour de la décision le prolétariat soit assez fort pour VAINCRE, *il est nécessaire qu'il se constitue en un parti autonome, un parti de classe conscient, séparé de tous les autres. C'est ce que* [14] *Marx el moi nous n'avons cessé de répéter depuis le* Manifeste *de 1848* [6]*. »*

Ce qui se dégage en premier des écrits de Marx-Engels sur le mouvement ouvrier français est donc l'idée, en apparence paradoxale, selon laquelle la révolution dépend essentiellement de sa préparation à long terme de parti, et qu'elle ne peut triompher sous la simple pression spontanée de la crise révolutionnaire. Toute l'histoire de ce siècle n'a fait que confirmer cette thèse de la nécessité du parti,

6 Cf. la lettre d'Engels à Gerson Trier, 18 décembre 1889, in : MARX-ENGELS, *La Commune de 1871*, 10/18, 1971, p. 14-15.

et la bourgeoisie elle-même sait aujourd'hui concentrer tous ses efforts pour détruire par mille moyens les tentatives de l'avant-garde pour organiser le prolétariat en classe, donc en parti [7].

Au siècle dernier, les conditions sociales peu mûres du capitalisme permettaient encore un assaut révolutionnaire moins préparé. Nous allons voir pourquoi en considérant les structures physiques du milieu, ainsi que les conditions historiques et sociales de la France d'abord : « Le développement économique et politique de la France depuis 1789 a fait que, depuis cinquante ans, aucune révolution n'a pu éclater à Paris sans revêtir un caractère prolétarien, de sorte qu'après la victoire le prolétariat, qui l'avait achetée de son sang, entrait en scène avec ses revendications propres. Ces revendications étaient plus ou moins fumeuses, selon le degré de maturité atteint par les ouvriers parisiens, mais, en définitive, elles visaient toutes à la suppression de l'antagonisme de classe entre capitalistes et ouvriers [8]. »

[15]

Aux yeux du marxisme, le facteur politique *est une donnée de la superstructure qui réagit à son tour sur la base économique pour la transformer et s'explique elle-même « en dernier ressort par les conditions économiques existantes ». En d'autres termes, c'est aussi bien un agent matériel que le résultat d'une force économique et sociale plus large et plus profonde.*

---

7 Le courant auquel nous nous rattachons - la Gauche italienne de Bordiga qui a fondé le Parti communiste italien à Livourne en liaison avec Moscou - a dès 1921 défendu cette thèse, en demandant à l'Internationale de concentrer davantage ses efforts à la constitution de partis communistes dans tous les pays, sans sacrifier à la hâte et à l'improvisation, en rassemblant, par exemple, des éléments hétérogènes dans le parti, sous prétexte que l'heure de l'assaut révolutionnaire était proche. Cette position seule a permis une critique claire et complète de la dégénérescence ultérieure de la Troisième Internationale, ainsi qu'une vision claire et totale de la reprise révolutionnaire ; cf. « Le Parti communiste (thèses, discours et résolutions de la Gauche communiste d'Italie, 1° partie, 1917-1925) », *Fil du temps*, no 8, p. 6-15.

8 Cf. ENGELS, introduction à l'édition allemande de 1891 de *La Guerre civile en France*, Ed. sociales, 1953, p. 292-293.

Cherchons donc d'abord les raisons du génie politique *de l'avant-garde prolétarienne française de cette époque dans les rapports économiques et sociaux généraux de la société française, en descendant du domaine politique aux rapports de classes de l'économie.*

Le génie politique du prolétariat français se rattache au développement de l'État - violence politique concentrée - au cours de l'histoire de France, celui-ci se centralisant toujours davantage et se distinguant de plus en plus nettement de la société française. On sait qu'une classe a un rapport - positif ou négatif - avec l'État par l'intermédiaire de ses organisations, associations ou parti. En période de paix sociale, le prolétariat n'a pas de contact actif avec l'État, la machine de gouvernement aux mains de la classe qui opprime. Le contact s'effectue au moment des révolutions, lorsque certaines classes contestent aux gouvernants et à leurs alliés le pouvoir de diriger et de représenter toute la société. Cela confirme qu'il faut rechercher en dernière analyse l'origine de l'instabilité et de l'antagonisme des rapports entre les classes au niveau politique dans leur situation respective dans la production et la société de chaque époque déterminée.

Il faut admettre pour commencer que l'État est plus instable au début du capitalisme, lorsque existent plusieurs classes différentes, que par la suite, lorsque n'existent plus, en gros, que deux classes antagonistes - la bourgeoisie et les propriétaires fonciers d'une part, et le prolétariat d'autre part - cependant que l'État ainsi que l'industrie se sont fortement renforcés et concentrés, et les rapports sociaux se sont figés voire sclérosés, génération après génération ; ce qui ne veut nullement dire que « la révolution devient de plus en plus impossible », mais simplement qu'elle n'en sera que plus violente et plus dure, le heurt étant direct de bout en bout entre les deux classes.

[16]

Rôle essentiel de la révolution bourgeoise dans le marxisme

Retour à la table des matières

Toute *la conception marxiste veut que l’on fasse remonter l’origine du « parti communiste et réellement agissant » à la révolution bourgeoise. Contrairement au marxisme de la social-démocratie, qui ne jure que par l'éducation du prolétariat moderne sur la base du développement de la production capitaliste dans les pays avancés et sur l'assimilation par les ouvriers des « éléments de culture » développés par la bourgeoisie capitaliste, le simple marxisme révolutionnaire part essentiellement des grandes crises sociales qui secouent des masses immenses entraînées dans le tourbillon révolutionnaire aux grands tournants de l’histoire humaine.*

En un certain sens, et pour la première fois au cours de l'histoire de l'humanité, les révolutions qu'a déchaînées la bourgeoisie contre le féodalisme ont pris la forme de mouvements et de poussées de masses, non pas passifs mais actifs. Au début de La Guerre des paysans, *Engels note qu'il ne faut pas craindre les grandes constantes historiques à plusieurs siècles de distance, même si le capitalisme accélère l'histoire au maximum : « La guerre des paysans n'est pas si loin de nos luttes d'aujourd'hui, et les adversaires sont, en grande partie, restés les mêmes qu'autrefois. Les classes et fractions de classes qui ont trahi partout en 1848 et 1849, nous les retrouvons, dans le même rôle de traîtres,* déjà en 1525, *quoique à une étape inférieure de leur développement. » La révolution française a mis aux prises davantage encore toutes les classes sociales, sauf en gros celle des banquiers, des industriels et autres techniciens. Paysans, serfs, artisans, faubouriens, étudiants, intellectuels, ouvriers des premières manufactures formèrent les bataillons de la guerre révolutionnaire. L'industrie et l'agriculture avaient déjà vu naître un prolétariat qui ne s'abreuvait pas aux sources de l'idéologie bourgeoise et lançait ses premières attaques contre la nouvelle classe dominante - même si ce fut sous forme de*

groupes d'avant-garde et en suivant le communisme « grossier », mais immense, de Babeuf et de ses conjurés.

C'est au cours des crises sociales que les luttes prennent un tour plus aigu et radical, et que les différentes classes se distinguent au maximum les unes des autres. Au moment où la société entre en crise profonde, les rapports de production et de propriété s'effondrent s'ils sont surannés, ou [17] *se disloquent, faisant apparaître chaque classe avec ses caractéristiques propres. Dans le besoin et la nécessité, chaque classe « voit midi à sa porte ». Tout faux pas, toute alliance erronée ou illusion exagérée est d'ailleurs aussitôt sanctionnée par des coups toujours douloureux en période de tension et de crise sociale. Ainsi chaque classe devient plus consciente de sa nature, de ses besoins et de ses fonctions, en même temps qu'elle agit spontanément d'après son mode d'existence propre.*

Dans le processus de la révolution permanente qui caractérise les révolutions antiféodales, amorcées à un haut niveau de développement social général, chaque classe apparaît encore plus distincte et délimitée vis-à-vis des autres, puisque toutes les classes se suivent à tour de rôle au pouvoir. Elles présentent alors nécessairement leurs revendications de classe propres, le prolétariat, par exemple, affichant son programme communiste historique. L'avant-garde de chaque classe ouvre avec une brèche sur le mode de production et de société, dont elle est porteuse, en raison de ses rapports sociaux de production existants : le prolétariat proclame alors - mieux que par n'importe quel programme électoral - qu'il est pour l'abolition de l'argent, du salariat, du marché, et pour l'instauration d'une distribution et d'une production communautaires.

Le « parti communiste réellement agissant » perçoit dans la révolution les moments de discontinuité à partir desquels commencent les phases du devenir d'un mode de production nouveau. Le marxiste réformiste a une pensée continue, le marxisme révolutionnaire a la pensée de la discontinuité. Il n'est pas seulement théorie de la catastrophe, de la mutation d'une forme de production inférieure en une forme supérieure, nouvelle, mais - pour parler de façon imaginée - il est encore le produit de la lutte révolutionnaire, du heurt de classes qui fragmente la société en ses éléments constitutifs et fait apparaître le prolétariat, par exemple, dans sa nature spécifique, tout en le forçant, pour les besoins de la lutte vitale, d'en prendre conscience. C'est

alors qu'il est le plus pleinement « une classe de la société bourgeoise, qui n'est pas de la société bourgeoise, une classe qui est dissolution de toutes les classes [9] *».*

[18]

La victoire de la contre-révolution ramènera de force le prolétariat dans les rapports sociaux de la production et de la société capitalistes, et en fera l'autre pôle du rapport capitaliste, en lui imposant le cadre bourgeois tout entier. Il ne restera plus que des lambeaux de son essence spécifique, dispersés de force, aux contours à la fois incomplets et discontinus, que la contre-révolution triomphante rattache à son système d'exploitation, pour en tirer la plus-value. Le parti prolétarien, en se basant d'abord sur l'instinct de classe, puis sur une analyse scientifique des rapports de production, s'efforcera au niveau théorique et programmatique d'abord de rassembler les pièces brutes, semi-élaborées, du communisme ouvrier, qui sont autant de principes acquis et définitifs ; et la révolution ultérieure s'efforcera de les ressouder, en opposition au programme de toutes les autres classes et en développant tout ce qui, dans les conditions existantes, tend à la société communiste, dont la trame est établie dès les origines révolutionnaires du prolétariat. Est-il besoin de dire que la pensée aussi bien que l'action dans les conditions sociales discontinues d'une société déchirée de contradictions et d'antagonismes est infiniment complexe et laborieuse ? L'élément économique n'est-il pas étroitement imbriqué au politique et à l'idéologique ?

L'histoire tout entière du mouvement ouvrier français crie cet enseignement : l'élément politique de la crise n'est aucunement le reflet pur et simple de l'élément économique, comme le pensa, par exemple, un Kautsky pour qui la révolution avance au fur et à mesure de la maturation des forces productives, de sorte qu'elle devient de plus en plus facile en fin de compte… si bien que le bulletin de vote y suffit.

En fait, le rapport entre facteurs économique et politique est infiniment complexe : il se renverse littéralement selon les périodes : pendant la révolution, la moindre mesure politique a des conséquences profondes, alors qu'en période de non-crise, c'est plutôt l'économie qui dicte ses lois en maître. Au début du capitalisme,

---

9 MARX, « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel », introduction, *Œuvres philosophiques*, éd. Costes, t. 1, p. 105.

l'économie oppose sa force d'inertie aux bouleversements politiques, *tandis que les révolutions politiques générales de la société se succèdent à un rythme rapide et décroissant au fur et à mesure [19] du développement économique : en France, 1794, 1815, 1830, 1848, 1871, puis 1919 et...*

De 1794 à la Commune de 1871

Retour à la table des matières

Ce qui distingue essentiellement la révolution bourgeoise française de l'allemande et de l'anglaise, c'est son radicalisme, qui dérive de l'acuité des rapports sociaux, de leur nette délimitation en classes antagoniques. En France, la bourgeoisie fut portée au pouvoir par la révolution, grâce essentiellement à l'émancipation radicale *de la paysannerie parcellaire, qui brisa dans les provinces et la campagne la grande propriété foncière, si bien que le pouvoir ne pouvait plus qu'être bourgeois, bien que la bourgeoisie fût encore faiblement développée et privée de l'alliée qu'elle trouvait en Angleterre et en Allemagne, la grande propriété foncière plus ou moins féodale (qui s'y transforma lentement en propriété foncière bourgeoise), en assurant à la bourgeoisie des villes de solides ramifications et attaches dans les campagnes.*

Cet isolement particulier de la bourgeoisie française explique qu'elle fut bientôt évincée du pouvoir en 1793-1794 par son alliée transitoire, la plèbe des villes, embryon plus ou moins développé de la classe ouvrière. Mais « si le prolétariat renverse le pouvoir politique de la bourgeoisie, sa victoire n'est que passagère, qu'un élément au service de la révolution bourgeoise *elle-même comme ce fut le cas en l'an 1794. Il en est ainsi tant qu'au cours de l'histoire les conditions matérielles ne sont pas créées pour rendre nécessaire l'élimination du mode de production bourgeois, et donc aussi le renversement définitif du règne politique bourgeois. La Terreur ne devait donc servir qu'à balayer, grâce à ses puissants coups de boutoir, les ruines féodales du champ de la France. Il eût fallu des* DÉCENNIES ENTIÈRES *à la bourgeoisie timorée et toujours conciliante pour mener à terme cette*

besogne : l'intervention sanglante du peuple hâta donc le processus [10]. »

Ce cours de la révolution bourgeoise anticipe tout le cycle historique du prolétariat moderne lui-même, de sa [20] *naissance comme classe à son érection en classe dominante. Il explique, en outre, que le prolétariat français, de par ses traditions encore toutes vives, sut par des procédés tout autres qu'intellectuels renouveler en 1848, après sa tentative de 1830, l'exploit de ses précurseurs de 1794, en donnant l'assaut au pouvoir des classes exploiteuses pour ouvrir la voie au prolétariat de toute l'Europe. Enfin, il explique aussi le retard économique ultérieur de la France. Ce dernier résultat fut surtout recherché par la bourgeoisie à la suite des tentatives révolutionnaires ultérieures du prolétariat (1830, 1848, 1871). A l'instar des vieilles bourgeoisies anglaise et allemande, la française redoutait l'essor de son rival, le prolétariat ; elle freina donc au maximum le développement de l'industrie, qui suscite des prolétaires nouveaux, toujours plus nombreux. L'histoire des révolutions du passé détermine fondamentalement l'avenir historique des peuples.*

Malgré le radicalisme de sa révolution, le nombre de sa population (vingt-six millions contre seize en Angleterre), la France ne détrônera pas la bourgeoisie anglaise de sa position hégémonique sur le marché mondial, et la production industrielle française fera trois tentatives pour dépasser simplement la production agraire (1870, 1913, 1929), et ce n'est qu'au cours de cet après-guerre que l'industrie s'imposa définitivement face à l'agriculture, après que le mouvement ouvrier français eut dégénéré et que les « communistes » eurent conseillé, après la « libération », aux ouvriers français de retrousser les manches pour reconstruire le capitalisme au profit de la bourgeoisie [11].

---

10 MARX, « La Critique moralisante et la morale critisante », *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 11 novembre 1847.

11 En analysant les causes historiques du retard de la prolétarisation et de l'industrialisation en France, la brochure « La Crise économique et sociale de mai 1968 », *Fil du temps*, n° 5, explique l'industrialisation tardive de la France et la relative reprise de l'activité révolutionnaire de l'actuel prolétariat en France par la perte de l'Empire colonial, notamment à la suite de la guerre d'Algérie.

Les rapports de classes en France

Retour à la table des matières

Ce que Marx dit des conditions économiques et des rapports sociaux français dans Les Luttes de classes en France *est non seulement vrai pour une assez longue période* [21] *précédente, mais le demeure encore pour longtemps : « Les rapports de production de la France dépendent de son commerce extérieur et de sa situation sur le marché mondial. Ils sont soumis aux lois de ce dernier », soit en dernière instance au rapport du capital français à l'anglais* [12].

Le capitalisme industriel français s'était développé en liaison avec la conquête coloniale, d'une part, et du marché que constituaient les cours féodales, notamment celle de Versailles, d'autre part. La production de luxe française était réputée dans le monde entier, et avait son centre à Paris. Elle était très sensible aux fluctuations du marché extérieur, donc aux crises, *dont l'épicentre était alors l'Angleterre. Cette production de luxe avait un caractère largement manufacturier ; elle employait des salariés dans des ateliers utilisant peu de machines, et ne concentrait guère de travailleurs dans les fabriques ou usines. Même en province, l'industrie textile (Rouen, Mulhouse) et l'industrie de la soie (Lyon) se rattachaient plus ou moins à cette industrie de luxe.*

Marx disait avec raison : « L'industrie française ne domine pas la production française », la masse de la nation française « tire plus ses moyens d'existence de l'échange avec la nature que de ses rapports avec la société » (ibid.). Bref, bien qu'elle détînt le pouvoir politique, *la bourgeoisie était encore loin de dominer* socialement *et* économiquement *la nation. Seule une infime fraction des producteurs était directement soumise au capital : la grande masse de la nation - les paysans et la petite bourgeoisie de l'artisanat et du commerce, etc. - disposait encore, du moins nominalement, de ses moyens de production.*

---

12 Dans *Un chapitre inédit du Capital* (10/18, 1971, p. 290-292), Marx dresse un tableau statistique comparé entre l'industrie de la France et celle de l'Angleterre, tant pour ce qui est de la place de la grande industrie que du niveau de productivité.

Or tant que l'agriculture et l'artisanat sont prépondérants, le marché intérieur est limité pour la grande industrie tout comme pour la masse des forces de travail disponibles à l'exploitation capitaliste ; bref, le mouvement du capital est entravé dans et entre les diverses sphères d'activité de la nation. Dans ces conditions, au lieu de développer l'industrie, le capital [22] *tendra à transformer le capital accumulable, qui ne trouve pas à se placer dans l'industrie et l'agriculture, en capital porteur* d'intérêt. *Selon l'expression de Marx, « il cherche à s'enrichir non par la production, mais par la soustraction d'une richesse étrangère déjà existante » (ibid*.). *Il existe alors un commerce et une industrie fondés sur le système du crédit et de la spéculation, qui, lui, ne trouve pas d'obstacle au système petit-bourgeois de production - au contraire. En effet, la terre ou la boutique du petit producteur parcellaire se vend, s'hypothèque, etc. ; bref, elles circulent comme marchandises aliénables, dont les titres de propriété peuvent se concentrer en d'autres mains et donner droit à une fraction de produit du travail des producteurs parcellaires.*

Dans la France « arriérée » du siècle dernier, la bourgeoisie se décompose en plusieurs fractions : industrielle, commerciale, financière et foncière. La bourgeoisie industrielle ne domine pas les autres fractions. Au contraire, la bourgeoisie d'argent, financière et spéculatrice domine l'industrielle. Par exemple, la production de l'industrie de luxe, la principale branche industrielle française, passe plus ou moins entre les mains des financiers, de la haute banque et des grands marchands coloniaux. En somme, le système financier se développe à l'échelle nationale, avec le crédit public et les dettes de l'État, qui donnent des débouchés à l'argent encore improductif, ne se plaçant pas dans la production pour donner de la plus-value. C'est pourquoi en France « la grandeur de la production nationale est dans un rapport tout à fait subordonné à la grandeur de la dette publique » (ibid.). Ce n'est pas la bourgeoisie industrielle qui domine, mais la fraction dirigeante des « banquiers, des rois de la bourse, des chemins de fer, ainsi que des propriétaires de mines de charbon et de fer et autres domaines, soit une partie de la grande propriété foncière ralliée à la grande bourgeoisie » (ibid.). *Cette subordination de l'industrie à la fraction usuraire de la finance se traduit finalement par « la soustraction d'une portion du bénéfice du fabricant industriel au profit de la finance », ce qui réduit la masse de plus-value accumu-*

lable dans l'industrie et susceptible de créer de nouvelles branches de production capitalistes, donc de nouvelles masses prolétaires au sens moderne du terme.

Au niveau politique, *ces rapports économiques mènent à un contrôle bourgeois encore indirect de l'État, soit par* [23] *l'argent, soit par la production marchande simple (petite bourgeoisie) ou l'alliance des deux. Et ce, jusqu'à ce que la bourgeoisie industrielle - le capital - domine franchement aussi bien dans l'État que dans la production nationale* [13].

Nous passons ainsi de la base économique des classes à la superstructure étatique, aux rapports politiques entre les classes. La révolution de 1789 ayant détruit les puissances féodales, la direction de l'État était ouverte à la bourgeoisie, mais, étant donné les conditions économiques arriérées, l'État ne servit d'abord qu'à développer le système colonial, la dette publique, le système fiscal bourgeois et le protectionnisme. La création du code civil moderne, avec la « forme de propriété napoléonienne » sanctionne à la fois la mort définitive de la forme de propriété féodale et le triomphe à l'échelle nationale de la petite production parcellaire, à la ville comme à la campagne. L'alliance entre la bourgeoisie et les petits paysans avait assuré le triomphe de la révolution antiféodale de 1789, elle explique encore toutes les victoires napoléoniennes et tout le bonapartisme consécutif, la paysannerie parcellaire désirant un État fort, usant d'un pouvoir exécutif illimité, pour la « protéger contre les autres classes (même son alliée, la bourgeoisie d'argent, usuraire !) et faire pour elle la pluie et le beau temps » (ibid.).

Marx explique enfin la liaison directe entre la propriété parcellaire (petite-bourgeoisie) et l'État centralisé si caractéristique de la France : « De par sa nature même, la propriété parcellaire se prête comme base d'une bureaucratie omniprésente et innombrable. Elle engendre un niveau égal des rapports et des personnes sur toute la surface du pays. Elle permet donc aussi une action et une intervention égalitaires sur tous les points de cette masse égale à partir d'un

---

[13] La distinction entre domination politique « indirecte » et directe correspond grosso modo à celle entre phase de la soumission formelle du travail au capital et phase de la soumission réelle; cf. MARX, Un chapitre inédit du capital, 10/18, 1971, p. 191-223.

centre suprême (Paris). Elle détruit les couches moyennes aristocratiques entre la masse du peuple et le pouvoir d'État. Elle appelle de toutes parts l'intervention directe de ce pouvoir d'État et la création d'une couche d'organes intermédiaires [de bureaucrates] » (ibid.).

En somme, dans le cycle de 1789 à 1871 que nous [24] *considérons ici, trois classes se disputent la domination de l'État français : « Ce sont des classes différentes qui ont régné sous l'Empire, la Restauration, Louis-Philippe et la République de 1848. Sous le premier Empire, prédominait la* paysannerie *[parcellaire],* fruit *de la révolution de 1789, sous la Restauration, la* grosse propriété foncière ; sous *Louis-Philippe, la* bourgeoisie ; *et la République de 1848 - non pas conformément aux intentions de ses fondateurs, mais en fait - a été une tentative prématurée de diviser le pouvoir en parts égales entre les hommes de la monarchie légitime et ceux de la monarchie de Juillet. Quoi qu'il en soit, tous ces régimes s'appuyaient pareillement sur l'armée* [14]*. » On sait qu'après la défaite de la révolution de 1848, ce fut un retour à la domination de la paysannerie parcellaire, liée à la bourgeoisie financière d'Empire.*

Cependant, ce qui importe, c'est de savoir comment ce mouvement, *nullement linéaire, s'est développé - et cela nous amène à la révolution permanente. Étant donné le faible développement économique et social de la bourgeoisie, le moyen le plus efficace de parvenir au contrôle de l'État c'était, par exemple, pour la bourgeoisie de s'allier avec la paysannerie et la petite bourgeoisie (artisans, commerçants, etc.), ou bien lorsque le prolétariat se faisait menaçant de faire l'union sacrée et l'alliance avec la grosse propriété foncière. Des régressions temporaires pouvaient en résulter, mais toujours, en dernière instance, c'était la bourgeoisie qui était au pouvoir, puisque la révolution de 1789 avait définitivement balayé de la direction de l'État les puissances féodales. Mais encore faut-il mentionner ici les tentatives du prolétariat de cette époque de s'emparer du pouvoir. Étant donné sa faiblesse relative, il devait, lui aussi, recourir à des alliances pour avoir une importance nationale. Deux forces pouvaient*

[14] MARX, « Le Règne des prétoriens », *New York Tribune*, 12 mars 1858, trad. fr. : MARX-ENGELS, *Écrits militaires, p.* 288-291. En ce qui concerne l'évolution de l'économie et des classes en France, un recueil de textes de Marx-Engels sur les *Structures économiques et sociales de la France* est en préparation aux éditions 10/18.

le solliciter : la bourgeoisie industrielle, la petite bourgeoisie des villes et des campagnes.

Au début de la restauration des Bourbons en 1815, la bourgeoisie se forgea, par le moyen d'une charte [25] *constitutionnelle, un parlement dans lequel ses représentants contrôlaient l'État. Cette charte devint l'organe de sa domination sur l'État. La bourgeoisie* s'organisa en partis politiques *correspondant à ses diverses fractions. C'est par ce biais que les diverses couches et classes économiques se retrouvent face à face dans la sphère politique.*

Les grands propriétaires fonciers, les « restaurés », formèrent le parti des légitimistes avec leur suite de curés et de laquais ; l'aristocratie financière et ses alliés de la bourgeoisie industrielle, avec leurs appendices, avocats, professeurs, journalistes et autres idéologues, le parti des orléanistes. La domination de l'État par le parlement permet dans un premier stade à la lutte de classes de se manifester à ce niveau, les classes y étant directement représentées et défendues par leurs partis [15].

Les révolutions successives devaient apporter une représentation accrue de la bourgeoisie (obtenue d'abord par un élargissement du cens et du droit de vote). Après la lutte de 1848 du prolétariat contre la bourgeoisie au pouvoir, et leur affaiblissement commun, ce fut le

---

15 L'histoire des luttes de classes en France met particulièrement en évidence la fonction (mystificatrice pour le prolétariat) du parlement. Celui-ci permet, en effet, de distinguer entre les fonctions exécutives (gouvernementales) de l'État bourgeois et les fonctions délibératives (législatives). Le parlement permet au gouvernement, à l'exécutif, d'avoir l'apparence de l'adhésion (directe ou indirecte, selon la majorité) de tous les citoyens.

Le parlement parvient à jouer son rôle mystificateur (nier les classes en prétendant représenter tous les citoyens libres et égaux) en ce qu'il affirme représenter les intérêts généraux de la nation (en fait, les *intérêts généraux de la bourgeoisie*). Il finit par brouiller le rôle et la nature même des différents partis qui représentent les multiples classes de la société. En effet, dans une première phase, lorsque chaque parti représente une classe ou une fraction bien déterminée de celle-ci, la lutte entre partis a encore un sens, qui va d'ailleurs vers l'évincement de tous ceux qui ne sont pas bourgeois. Dans la seconde phase, où les partis s'adressent tous à l'ensemble des citoyens, les partis peuvent gouverner tour à tour, voire se combiner et collaborer ; bref, ce ne sont plus les classes qui s'y affrontent (si l'on peut dire), c'est la majorité qui commande.

retour massif au pouvoir de la classe la plus massive de la nation, la paysannerie, et le parlement fut mis en veilleuse, l'exécutif étant considérablement renforcé.

[26]

Au-delà de ces épisodes, on constate un embourgeoisement croissant, mais tout autre que régulier ou linéaire, de l'État au fur et à mesure du développement des formes de propriété et de production capitalistes en France. Le prolétariat y a joué un rôle décisif, même s'il n'a pas participé aux combinaisons gouvernementales. En effet, de par sa simple opposition, le prolétariat a conduit la bourgeoisie à s'unir et à organiser ses forces unies pour les grouper sous la fraction la plus « capable » de représenter les intérêts généraux vis-à-vis des fractions particulières, les institutions républicaines assurant le mieux ce processus. C'est dans les années 1870 seulement que Marx dira que le règne de la bourgeoisie est solidement assis, et que la lutte des fractions dans l'État ne constitue plus qu'une mystification servant à détourner le prolétariat de la lutte de classe frontale. Mais jusque-là ce n'était pas le cas.

La révolution permanente en France

Retour à la table des matières

La révolution permanente implique l'idée que la sphère politique obéit à des lois spécifiques et n'est pas un pur reflet passif de la production, bien qu'elle soit tout de même déterminée en dernière instance par les faits économiques. En effet, pour Marx, la sphère politique cessera d'exister au fur et à mesure que la production perdra son caractère de classe, et en ce sens elle est conditionnée fondamentalement par l'économie. Cependant, la politique serait vaine si elle n'avait pas une action en retour, spécifique, sur le devenir économique et social. En général, la révolution permanente est donc déterminée - en dernière instance, mais fondamentalement - par les conditions économiques : elle n'a de sens que si l'économie est encore précapitaliste, de sorte que des classes successives (bourgeoisie et petite bourgeoisie paysanne et urbaine) peuvent encore avoir un rôle politique et social à jouer dans la société avant la domination du proléta-

riat. C'est dire que l'économie sociale implique des stades politiques *successifs conduisant finalement à la prise du pouvoir par les ouvriers.*

Si « *les révolutions sont les locomotives de l'histoire* [16] », *c'est qu'il est possible, par un processus accéléré d'alternance* [27] *des classes au pouvoir, d'abréger dans certains pays déterminés le cours lent et complet qu'il a suivi dans d'autres. Il faut pour cela que la force politique ait un effet en retour sur l'économie attardée, et qu'il y ait distorsion entre les niveaux économique et politique.*

Il y a trois grands exemples de révolution permanente dans la théorie de Marx : celui de la France (1789 et 1848), celui de l'Allemagne [17] *(1848-1850) et celui de la Russie* [18].

La France a abordé la révolution bourgeoise à un stade où son économie - donc ses classes - était déjà relativement développée, mais où le prolétariat international ne l'était guère, de sorte que l'accélération obtenue servit tout naturellement la bourgeoisie.

Les exemples de l'Allemagne et de la Russie se situent d'emblée dans un contexte international plus différencié et préfigurent les tentatives de Février et Octobre 1917, ainsi que celles des pays coloniaux : le prolétariat tend à s'y substituer à la bourgeoisie défaillante. La révolution y trouve des conditions extrêmement mûres, ainsi qu'un prolétariat avancé à intérieur, dans quelques rares secteurs de pointe, et surtout à l'extérieur dans les « pays développés ».

Tous ces exemples impliquent finalement que l'acte politique révolutionnaire permet de hâter la jonction avec les conditions économiques les plus avancées. Cependant l'action politique ne peut sup-

---

16 Cf. MARX, *Les Luttes de classes en France*.

17 Marx en donne la directive au prolétariat avant la crise révolutionnaire dans les dernières pages du *Manifeste du parti communiste*, ainsi que dans *l'Adresse du Conseil central* à la Ligue des communistes de mars 1850 (éditée, en traduction française, en annexe à MARX-ENGELS, *Karl Marx devant les jurés de Cologne*, Ed. Costes, 1939, p. 231-249). L'adresse se termine effectivement par le cri de guerre : « La révolution en permanence ! »

18 Nous avons présenté un tableau du programme de révolution permanente ébauché par Marx à propos de la Russie dans la longue préface à MARX-ENGELS, *La Chine*, 10/18, 1973, p. 122-133.

pléer aux conditions économiques. C'est ce que révèlent notamment les échecs subis par les diverses tentatives de révolution permanente. Dans ces cas, en effet, le bénéfice *de l'assaut révolutionnaire du prolétariat revient en dernière instance à la classe dominant dans les conditions données de l'économie - en France (de 1789)* [28] *à la bourgeoisie, en Allemagne (de 1848) à la coalition féodale-bourgeoise.*

Engels constate néanmoins que les fossoyeurs de la révolution en seront les exécuteurs testamentaires. *On ne saurait donc condamner à l'avance les tentatives de révolution permanente : même battues, elles ne sont pas vaines. C'est ce que démontre, en outre, le fait que Marx ait théorisé la révolution permanente pour l'Allemagne et la Russie à partir de la révolution française de 1789, bien que le prolétariat ne l'eût pas emporté. Le fait que Marx ait choisi cet exemple classique dans les premières luttes de classes modernes en France démontre encore que la révolution permanente est une tactique liée à la révolution bourgeoise en général. Le génie politique du prolétariat français a mis en évidence, pour la classe ouvrière de tous les pays et de toutes les générations successives, que la classe ouvrière doit s'efforcer de transformer la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste.*

Dès lors, Marx-Engels entendent se rattacher aux grands initiateurs de la révolution française - ceux-là mêmes qui ont œuvré à ce grand passage révolutionnaire devant aboutir au socialisme : « Lorsque je lus plus tard le livre de A. Bougeart, sur Marat, l'ami du peuple, *je trouvai que, sans le savoir, nous avions, à plus d'un égard [pendant la révolution de 1848 en Allemagne], imité tout simplement le grand exemple de l'ami du peuple authentique (non falsifié par les royalistes). De fait, toute la rage hystérique et toutes les falsifications historiques, grâce auxquelles durant près d'un siècle, on n'avait connu qu'un Marat tout à fait déformé, n'avaient qu'une seule cause : Marat avait arraché impitoyablement le voile à toutes les idoles du moment, Lafayette, Bailly et consorts, et les avait démasquées comme étant des traîtres achevés pour la révolution. Or, lui-même* - comme nous - *ne*

tenait pas la révolution pour achevée, mais l'avait proclamée EN PERMANENCE [19] » *(souligné par nous).*

[29]

Et de continuer, en définissant de manière incomparable le processus de la révolution permanente : « Pour nous, février et mars [1848] ne pouvaient avoir le sens d'une véritable révolution *que si, au lieu de représenter un terme, ils devenaient au contraire le* point de départ d'un long processus révolutionnaire *au cours duquel - comme dans la grande révolution française - le peuple évoluait lui-même grâce à ses propres luttes, cependant que les partis se délimitaient les uns vis-à-vis des autres de manière de plus en plus antagonique jusqu'à ce qu'ils correspondent tout à fait avec les grandes classes - bourgeoisie, petite bourgeoisie, prolétariat - et que le prolétariat ait conquis ses positions respectives en une série de violentes journées de lutte » (ibid*.).

L'analyse approfondie de la révolution française permit donc à Marx de dégager de véritables lois de la révolution, applicables a contrario *à la contre-révolution : « Il est tout à fait conforme au passé historique de la France que Cavaignac fournisse nom et enseigne à l'opposition contre Bonaparte, de même qu'Odilon l'a personnifiée contre Louis Philippe. Cependant, pour le peuple, Odilon Barrot et Cavaignac ne sont que des prétextes, même s'ils sont des éléments sérieux pour la bourgeoisie. Le nom sous lequel une révolution s'introduit n'est jamais celui qu'elle portera sur ses bannières le jour de son triomphe. Pour s'assurer des chances de succès, les mouvements révolutionnaires sont forcés, dans la société moderne, d'emprunter leurs couleurs, dès l'abord, aux éléments du peuple, qui, tout en s'opposant au gouvernement en vigueur, vivent en totale harmonie avec la société*

[19] Cf. ENGELS, Marx et « *La Nouvelle Gazette rhénane* » (1848-1849) ; trad. fr.: MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, Maspero, 1973, t. 1, p. 170.

Pour établir la politique à adopter en Russie, Lénine utilisa largement les enseignements tirés par Marx-Engels de la révolution double, qui fut à l'ordre du jour de leur organe révolutionnaire *La Nouvelle Gazette rhénane ;* Cf. LÉNINE, *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique, Œuvres,* t. IX, notamment le chapitre intitulé « La Représentation bourgeoise vulgaire de la dictature et la conception de Marx », p. 129-139.

existante. En un mot, les révolutions reçoivent leur billet d'entrée pour la scène officielle des mains des classes dominantes elles-mêmes [20]*.»*

Marx utilise l'analyse centrale de la révolution permanente, d'une part pour délimiter exactement les forces [30] *adverses des classes éventuellement alliées du prolétariat, d'autre part pour dégager les formes politiques possibles, par exemple, le bonapartisme : « Napoléon fut le dernier combat de la Terreur révolutionnaire contre la société bourgeoise également proclamée par la révolution - et contre la politique bourgeoise. Certes, Napoléon saisissait déjà la nature de l'État moderne : il savait qu'il reposait sur le développement effréné de la société bourgeoise, sur le libre jeu des intérêts particuliers, etc. Il se résolut à reconnaître ces fondements et à les protéger : ce n'était pas un terroriste rêveur. Toutefois, en même temps, il considérait encore l'État comme une fin en soi et la bourgeoisie comme un bailleur de fonds, un subordonné qui ne devait pas avoir de volonté propre. Il réalisa pleinement la terreur, en substituant à la révolution* permanente la *guerre* permanente... *En Napoléon, la bourgeoisie libérale trouvait une nouvelle fois dressée contre elle la terreur révolutionnaire, comme la contre-révolution lui fit encore face avec les Bourbons sous la Restauration. Ce n'est qu'en 1830 qu'elle finit par réaliser ses vœux de 1789, à cette différence près cependant que sa* raison politique *avait maintenant trouvé son terme, si bien qu'elle n'espérait plus, avec l'État représentatif constitutionnel, atteindre l'État idéal, le salut du monde et la réalisation universelle des buts humains. Elle reconnut, au contraire, dans ce régime l'expression* officielle *de son pouvoir exclusif et la consécration* politique *de ses intérêts particuliers. L'histoire de la révolution française, inaugurée en 1789, n'est pas encore terminée en 1830, où l'un de ses éléments, doté maintenant de la conscience de sa signification* sociale, *a remporté la toire* [21]*. »*

Ayant en face de lui, dès le début de la révolution bourgeoise, tous ses adversaires, dotés de l'ensemble de leurs armes (politiques aussi bien qu'idéologiques), il est possible au parti prolétarien de faire une

[20] MARX, « La Situation en Europe », *New York Tribune*, 27 juillet 1857. Dans le même journal, Marx explique le processus de la révolution française : les premiers coups portés à la monarchie française vinrent de la noblesse ; puis celle-ci fut attaquée par la paysannerie parcellaire et antiféodale.

[21] Cf. MARX-ENGELS, *La Sainte Famille*, MEGA, 1/3, p. 299-300.

critique essentielle, à la source, de toute la société bourgeoise et de ses valeurs radicalement différentes de celles du prolétariat, même si elles jouent un temps encore un rôle révolutionnaire dans l'histoire (contre les puissances féodales) : « Évidemment, *au temps où* l'État politique *en tant que tel naît violemment de la société bourgeoise, où l'auto-émancipation humaine tend à s'accomplir sous une forme politique individuelle, l'État* [31] *peut et doit aller jusqu'à l'abolition et la* suppression de la religion, *au Maximum, à la confiscation, à l'impôt progressif, comme il va jusqu'à supprimer des vies et ne recule pas devant la* guillotine. *Au temps où l'État prend conscience de son existence propre, la vie politique cherche à étouffer ses prémisses - la société bourgeoise et ses éléments constitutifs - pour s'ériger en communauté réelle et harmonieuse de l'homme. Cependant elle ne peut atteindre ce but qu'en se mettant en contradiction* violente avec *ses propres conditions d'existence, en déclarant la* révolution à l'état permanent : *aussi le drame politique s'achève-t-il tout aussi nécessairement par la restauration de la religion, de la propriété privée et de tous les éléments de la société bourgeoise, que la guerre se termine par la paix* [22]. »

La révolution permanente à l'échelle internationale

Retour à la table des matières

Pour Marx, la révolution permanente s'inscrit aussi dans les stades successifs que doit suivre la révolution internationale, du fait de l'inégalité de développement des différents pays d'un même continent ou du monde. L'analyse de ce processus nous permettra de mieux définir la nature et la fonction de la révolution permanente, ainsi que ses limites.

Ce qui importe tout d'abord, ce sont les conditions économiques et sociales du pays où se pose la question de la révolution permanente : la méthode marxiste exige que l'on aborde tout problème politique par une analyse de la base économique.

---

[22] MARX, *La Question juive*, Werke, t. 1, p. 357.

En partant de la définition des rapports sociaux français d'avant 1848, Marx aboutissait à une conclusion apparemment contradictoire : la France n'était pas du tout mûre pour le socialisme - c'est à peine si le capitalisme en était à ses débuts - cependant les conditions politiques *(de par leur instabilité) y étaient éminemment favorables à la conquête du pouvoir par le prolétariat. Cette position première est absolument essentielle pour l'appréciation de la politique et de la tactique prolétariennes de toute l'époque où la base matérielle - économique - pour le socialisme n'existait pas encore en France. Tout l'art révolutionnaire* [32] *et le plus grand génie politique ne pouvaient rien y changer. Cependant, la conquête du pouvoir était possible, et n'était pas illusoire :* C'EST LA QUE RÉSIDE LA CONCLUSION RÉVOLUTIONNAIRE DU SOCIALISME SCIENTIFIQUE DE MARX-ENGELS ET LA PRAXIS VIVANTE DU GRAND PROLÉTARIAT FRANÇAIS D'IL Y A CENT ANS ET PLUS. *Dans* Les luttes de classes en France, *Marx constate : « Le développement du prolétariat industriel est avant toute chose subordonné à l'essor de la* bourgeoisie industrielle. *C'est seulement sous la domination de celle-ci qu'il commence à acquérir une consistance qui s'étend à toute la nation. »*

Aux yeux de Marx-Engels, le déterminisme économique et social exige que la bourgeoisie règne avant le prolétariat : à l'échelle sociale (mais pas forcément dans tous les pays du monde), le capitalisme précède le socialisme dans la succession des modes de société et de production [23]*. Engels l'affirme avec force dès 1848 : « Continuez donc de combattre vaillamment, gracieux messieurs du Capital ! Pour le court moment actuel, nous avons encore besoin de vous ; il nous faut même, ici et là, votre domination.*

Vous devez balayer hors de notre voie les formes patriarcales [précapitalistes] ; vous devez centraliser, vous devez transformer les classes plus ou moins possédantes en authentiques prolétaires, en recrues pour nous ; vous devez, avec vos fabriques et votre réseau marchand, nous fournir la base et les moyens matériels nécessaires à

[23] Cf. « La Succession des formes de production et de société dans la théorie marxiste », *Fil du temps,* n° 10 (Jacques Angot, B. P. 24, Paris -19°).

l'émancipation du prolétariat. Comme rémunération, vous devez régner une brève période [24]. »

Cependant, le prolétariat ne reste pas inactif bien que la bourgeoisie soit révolutionnaire, même si la victoire remportée par le prolétariat est éphémère et est accaparée par la bourgeoisie exploiteuse. « A chaque grand mouvement bourgeois surgissent aussi des mouvements de la classe qui est la devancière plus ou moins avancée du prolétariat moderne. Ainsi, du temps de la Réforme et de la guerre des paysans, la tendance de Thomas Münzer ; *dans la grande révolution anglaise, les* nivelers ; *dans la grande révolution française,* Babeuf. *À ces leviers de boucliers* [33] *révolutionnaires d'une classe encore embryonnaire correspondaient des manifestations théoriques : au XVI*^e^ *et au XVII*^e^ *siècles, des peintures utopiques d'une société idéale, au XVIII*^e^*, des théories déjà franchement communistes (Morelly et Mably* [25]. »

Ces mouvements communistes ont tous successivement échoué. On ne peut dire qu'ils étaient voués à l'avance à l'échec. L'affirmer serait sans doute heurter le principe matérialiste selon lequel l'humanité ne se fixe jamais que des buts possibles. L'expérience historique a montré qu'ils s'étaient heurtés à l'arme économique de la bourgeoisie, que celle-ci manie avec le plus d'efficacité dans les pays où les masses nombreuses et déshéritées sont particulièrement combatives et où le capitalisme peut encore jouer un rôle dans le développement industriel du pays.

Cette affirmation générale se complète par l'analyse particulière des conditions de l'époque, qui révèle que l'immaturité des rapports sociaux de l'époque opposait des obstacles nationaux à la révolution socialiste. Celle-ci ne pouvait trouver dans un seul pays tous les éléments nécessaires à sa réalisation et à son triomphe, autrement dit l'élément politique *pour résoudre le problème des institutions juridiques et administratives de l'État, l'élément* théorique *pour avoir une vision claire du processus révolutionnaire, vision liée à un programme précis et à une organisation militante de parti, et l'élément*

---

[24] ENGELS, « Les Mouvements de 1847 », *Deutsche Brüsseler Zeitung,* 23 janvier 1848.

[25] ENGELS, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Ed. sociales, 1959, p. 43.

économique, *soit la base productive sociale, développée par l'économie capitaliste, à partir de laquelle on peut passer au mode de production suivant (socialiste), si la révolution le soude aux deux premiers éléments.*

En 1848, l'élément économique *était matériellement fourni par le haut développement de la production capitaliste, concentrée à l'époque en Angleterre, tandis que l'élément* théorique *était représenté par les luttes et les capacités d'organisation du prolétariat allemand, le « philosophe » du mouvement ouvrier ; enfin l'élément* politique *était apporté par la classe ouvrière française, liée au développement spécifiquement politique de la France, surtout depuis la révolution bourgeoise classique de 1789.*

Au cours de la lutte, la révolution en acte devait conquérir [34] *successivement, par bonds révolutionnaires successifs, les éléments complémentaires épars dans la société, dont la réunion pouvait assurer le triomphe total du socialisme.*

Pour l'organisation du prolétariat en classe, donc en parti, *la classe ouvrière allemande fournit le programme communiste*, théorique, *de la révolution européenne de 1848, en indiquant au prolétariat international de chaque pays quelles étaient ses tâches, ses alliances éventuelles et ses ennemis : elle s'efforça en outre d'établir la liaison entre tous les éléments et organisations révolutionnaires des différents pays* [26].

[26] Marx-Engels symbolisent au plus haut point l'élément théorique du prolétariat allemand, et ont rempli la tâche qui lui était assignée par l'histoire, en établissant le programme de la révolution à l'avance dans le *Manifeste communiste.* Pour ce qui est de leurs tentatives de coordination des forces révolutionnaires en une organisation militante, cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, Maspero, 1973, t. I, p. 91-155.

Nous n'avons pu recueillir dans ce volume, les nombreux articles rédigés par Marx-Engels en français, notamment pour transmettre l'expérience des ouvriers anglais au prolétariat français : ENGELS, *La Crise commerciale en Angleterre. Mouvement chartiste. Irlande ;* ENGELS, *Les Maîtres et les ouvriers en Angleterre ;* ENGELS. *Le Programme agraire des chartistes ;* ENGELS, *Le Banquet des chartistes à propos des élections de 1847 ;* ENGELS, *Mouvement chartiste ;* ENGELS, *L'Anniversaire de la révolution polonaise de 1830 ;* MARX, *Remarques à l'article de M. Adolphe Bartels ;* ENGELS, *Le Bill de coercition pour l'Irlande et les chartistes ;* ENGELS,

Pour l'organisation du prolétariat en classe dominante, *par la conquête du pouvoir politique, les ouvriers français ouvrirent tout naturellement, de par leurs traditions radicales dans les luttes de classes la voie aux autres ouvriers, en donnant le signal de la révolution permanente de l'Europe : « Lorsque toutes les conditions inhérentes à la révolution seront remplies, le jour de la résurrection allemande sera annoncé par le chant de ralliement du coq gaulois* [27]*. » Le résultat de la révolution au maillon le plus faible du système mondial capitaliste ne devait pas être - comme se l'imaginent les anarchistes pour lesquels le déterminisme économique n'existe pas – l'instauration d'une société et* [35] *d'une production socialistes. La révolution prolétarienne en France inaugurait le processus de la* RÉVOLUTION PERMANENTE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE, *et non la construction du « socialisme dans un seul pays », théorie absolument non marxiste. Hier comme aujourd'hui, le but de la révolution déclenchée dans un pays est avant tout son extension au reste du monde, et son succès politique est assuré par le renversement de la forteresse du capitalisme mondial, l'Angleterre : « Toute révolution sociale en France échoue nécessairement sur l'écueil de la bourgeoisie anglaise, la Grande-Bretagne qui domine l'industrie et le commerce du monde. Toute réforme sociale en France - et sur le continent européen en général - pour ce qui est de son résultat définitif n'est qu'un vœu pieux et creux. Or la vieille Angleterre ne sera renversée que par une* guerre mondiale *qui seule peut offrir au parti chartiste - le parti ouvrier organisé anglais - les conditions pour un soulèvement victorieux contre ses gigantesques oppresseurs. Ce n'est qu'au moment où les chartistes seront à la tête du gouvernement anglais que la révolution sociale passera du domaine de l'utopie à celui de la réalité.* Toute guerre européenne, *dans laquelle l'Angleterre se trouve mêlée, est une guerre mondiale. Elle sera menée au Canada comme en Italie, en Inde orientale comme en Prusse, en Afrique comme sur le*

La Situation en Belgique. Ces textes sont reproduits en français dans les œuvres complètes (MEGA, I/6).

27 Cf. MARX Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel, introduction, 1844.

Danube. Or une guerre européenne sera la conséquence directe et première d'une révolution ouvrière triomphant en France [28]*. »*

Étant imposée par les conditions matérielles (qui ne changent pas du jour au lendemain), cette stratégie n'est pas remise en cause par la défaite de 1848-1849. Marx l'énonce dans sa circulaire de janvier 1870 : « Quoique l'initiative révolutionnaire partira probablement de la France, l'Angleterre seule peut servir de levier à une révolution véritablement économique. [...] *À cause de sa domination sur le marché mondial, c'est le seul pays où chaque révolution dans les faits économiques doive réagir immédiatement sur le reste du monde. Si le landlordisme et le capitalisme ont leur siège dans ce pays, par contrecoup, les* conditions matérielles *de leur* destruction *y sont aussi les plus mûres* [29]*. »*

[36]

En 1893 encore, Engels écrivait : « Le triomphe de la classe ouvrière ne dépend pas seulement de l'Angleterre : il ne pourra être assuré que par la coopération au moins de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne [30]*. »*

Certes, le développement historique modifiera la carte de France. Le prolétariat français, face à des rapports sociaux enfin pleinement bourgeois, changera de tactique en même temps que de rôle dans la révolution mondiale. Avec la Commune de Paris, il inaugurera la tactique directe, frontale, contre sa bourgeoisie, restant toujours le maître dans le domaine politique : l'histoire ultérieure de la lutte des classes en France et dans le monde lui fournira, il faut l'espérer, la même maîtrise dans le domaine économique (syndical) et théorique, d'autant qu'il bénéficie depuis plus de cinquante ans d'un afflux d'immigrés d'innombrables pays.

---

28 Cf. MARX, « Le Mouvement révolutionnaire. », *La Nouvelle Gazette rhénane,* 1er janvier 1849.

29 Cf. MARX, *Circulaire du Conseil central de* l'A.I.T., 1er janvier 1870.

30 Cf. ENGELS, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, 1893.

[37]

1

Formation du mouvement ouvrier en France : les plébéiens de 1789 (praxis révolutionnaire) et les utopistes (idéologie)

L'importance du socialisme critico-utopique et celle du communisme sont en rapport inverse dans le développement historique. À mesure que la lutte des classes se développe et s'organise, cette façon première de s'élever au-dessus de la lutte de classes, voire de s'y opposer, perd toute justification pratique aussi bien que théorique. C'est pourquoi, si les initiateurs de ces systèmes ont été effectivement sur bien des rapports des révolutionnaires, leurs disciples forment à chaque fois des sectes réactionnaires... Les owénistes en Angleterre, les fouriéristes en France sont en réaction, là contre les chartistes, ici contre les partisans de La Réforme.

MARX-ENGELS, Manifeste du parti communiste, 1848.

Retour à la table des matières

[38]

Progrès de la réforme sociale sur le continent

Retour à la table des matières

J'ai toujours été quelque peu étonné, depuis que je rencontre des socialistes anglais, de m'apercevoir que la plupart d'entre eux ne sont guère au courant du mouvement social qui se développe dans les différentes parties du continent [31]. Et pourtant il existe en France plus

---

[31] Cf. Engels, « Progress of Social Reform on the Continent P, *The New Moral World and Gazette of the Rational Society*, 4 novembre 1843. (D'après MARX-ENGELS, *Gesamtausgabe*, (MEGA), Marx-Engels Institut, sous la direction de D. Riazanov, Berlin, 1930, I/2, p. 435-442.)

Engels a entamé sa collaboration - qui dura jusqu'en mai 1845 - à l'hebdomadaire anglais de tendance owéniste par une série d'articles dans laquelle il brosse pour les socialistes anglais un tableau d'ensemble du mouvement ouvrier du continent. Il commence par celui qui était alors à la pointe du prolétariat révolutionnaire international et représentait son modèle du point de vue politique : le mouvement français. Il définit tout d'abord le rôle original que l'histoire a attribué, au sein du mouvement international des travailleurs, à chaque fraction nationale, française, anglaise et allemande - ce qui permet, au début de ce recueil, de situer le mouvement français dans son contexte international et d'en déduire les caractères et le poids spécifiques dans la période historique précédant la révolution de 1848.

On sait qu'au cours de cette période, Marx-Engels ont eu pour tâche première de dégager, à partir de l'idéologie et du mouvement existants, la théorie communiste du prolétariat *moderne.* Dans cet article, Engels analyse donc les courants idéologiques, nés de l'expérience des luttes du prolétariat français afin d'en tirer les enseignements et les éléments valables pour l'ensemble du prolétariat international de l'époque moderne. Dans sa brève introduction, Engels déclare que son intention n'est pas simplement de soumettre les idéologies socialistes à la critique du socialisme scientifique, né en Allemagne, mais de renouer avec leurs éléments positifs, afin de créer l'union doctrinale et l'organisation politique des classes ouvrières les plus déterminantes de l'époque.

Dans notre recueil, cet article de synthèse introduit donc - tout logiquement et, autant que possible, chronologiquement - les textes sur la *genèse du mouvement en France* (qui explique - en partie - les traditions propres à la classe ouvrière de ce pays), puis les textes sur les *luttes politiques des ouvriers français en vue de préparer et d'organiser la révolution de 1848-*

d'un demi-million de communistes, en négligeant les fouriéristes et autres réformateurs sociaux moins radicaux. Dans toutes les parties de la Suisse, il y a des associations communistes qui envoient des émissaires en Italie, en Allemagne et même en Hongrie. Et il se trouve même que la philosophie allemande, après de longues et douloureuses crises, en est enfin venue au communisme.

Ainsi les trois grands pays civilisés d'Europe - l'Angleterre, la France et l'Allemagne - arrivent tous à la conclusion qu'une révolution radicale des rapports sociaux sur la base de la propriété communautaire est devenue, à présent, une nécessité urgente et inéluctable. Ce résultat est d'autant plus frappant que chacune de ces trois nations l'a atteint indépendamment des autres. Peut-il y avoir de preuve plus frappante que le communisme n'est pas seulement la conséquence de la situation particulière de l'Angleterre ou d'une quelconque autre nation, mais encore la conclusion nécessaire que l'on est bien obligé de tirer à partir des conditions générales de la civilisation moderne ?

C'est pourquoi il serait souhaitable que ces trois nations s'entendent entre elles pour établir en quoi elles concordent ou désaccordent, car il doit bien y avoir des points de vue différents, puisque la doctrine du communisme vient d'une source différente dans chacun de ces trois pays.

Les Anglais parvinrent à ce résultat d'une manière pratique à la suite de l'accroissement rapide de la misère, de la désagrégation des mœurs et du paupérisme dans leur pays ; les Français de manière politique, du fait qu'ils exigèrent les premiers la liberté et l'égalité so-

---

1849, ce qui amène *les contributions de Marx-Engels* à la préparation et à la formation révolutionnaire du mouvement ouvrier français. (C'est dire que ce recueil ne prétend pas esquisser l'histoire du mouvement ouvrier français en général ; il l'aborde simplement du point de vue de la critique marxiste, en s'en tenant essentiellement aux positions classiques de Marx-Engels, soit d'une seule de ses tendances - celle à nos yeux la plus décisive à l'échelle historique moderne. Il ne prétend même pas reproduire la totalité des textes de Marx-Engels sur le sujet : nous ne traitons que des périodes cruciales - préparation de la révolution, tactique révolutionnaire et formation du parti ouvrier français - en vue d'en tirer l'essentiel pour la théorie et la praxis du parti révolutionnaire dans les limites de deux volumes. Nous renvoyons à chaque fois le lecteur aux textes de Marx-Engels déjà publiés - ce qui permet d'alléger sensiblement notre recueil.)

ciales ; les Allemands [40] vinrent au communisme par la philosophie, en tirant les conclusions à partir de ces premiers principes [32].

Du fait de la diversité d'origine du socialisme dans les trois pays, il faut compter avec quelques divergences de vue sur des points mineurs. Mais je crois pouvoir affirmer que ces différences sont relativement insignifiantes et peuvent être facilement surmontées dès lors que les réformateurs sociaux de chacun de ces pays auront la volonté de s'accorder fraternellement avec ceux des autres pays. Il faut pour cela qu'ils apprennent à se connaître. Si ce premier pas est fait, je suis persuadé que, de tout cœur, ils souhaiteront tous le succès de leurs frères communistes de l'extérieur.

1. France

Depuis la Révolution [de 1789], la France est le pays proprement politique de l'Europe. Nulle amélioration, nulle doctrine n'y apparaît sans avoir de quelque façon une forme politique. Il semble qu'au stade actuel de l'histoire humaine la nation française soit déterminée à parcourir toutes les formes politiques du développement ; autrement dit, que, partant du politique pur, elle parvienne au point où tous les autres peuples et toutes les autres trajectoires confluent au communisme. L'évolution politique de la France montre donc clairement *comment devra se dérouler l'histoire à venir des chartistes anglais.*

La révolution française développa la démocratie en Europe. Or la démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie - une théologie, comme diraient les Allemands. Et cela vaut, à mon avis, de toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible - cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de [41] même de l'égalité politique : c'est pourquoi, il faudra réduire en pièces

---

32 De son côté, Marx en était venu, lui aussi, à la même conclusion : « Le prolétariat allemand est le *théoricien* du prolétariat européen, tout comme le prolétariat anglais est son économiste [le meilleur syndicaliste] et le prolétariat français son *politicien.* » (Cf. « Notes critiques relatives à l'article *Le Roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien* », *Vorwärts,* 7 août 1844, trad. fr. : MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, L'Herne, 1970, p. 156-176.)

la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement [33].

Cette forme hypocrite ne doit pas subsister. La contradiction qu'elle recèle doit apparaître au grand jour : ou bien un véritable esclavage, et cela signifie un despotisme non déguisé ; ou bien une authentique liberté ainsi qu'une authentique égalité, et cela signifie le communisme. La révolution française a produit ces deux éléments : *Napoléon* instaura l'un, *Babeuf* l'autre.

Je peux être bref sur le thème du babouvisme, puisque l'histoire de la conspiration de Babeuf, écrite par Buonarotti, vient d'être traduite en anglais. Le complot communiste échoua, parce que, d'une part, le communisme de cette époque était encore bien grossier et superficiel et que, d'autre part, les esprits n'étaient pas encore avancés en ce temps-là [34].

En France, le réformateur social suivant fut le comte de Saint-Simon. Il réussit à fonder une secte et même quelques établissements, mais sans succès durable. La doctrine saint-simonienne s'apparente en gros à celle des *Ham Common Socialists* d'Angleterre [35], bien que l'on trouve [42] quelques différences dans le détail des systèmes et des

---

[33] Dans *L'État et la révolution*, chap. IV, § 6, intitulé « Engels et la suppression de la démocratie », Lénine répète que les communistes sont bel et bien des antidémocrates, puisqu'ils appartiennent à un « parti dont le but politique final est la suppression de tout État et, par conséquent, de la démocratie » (Cf. LÉNINE, *Œuvres choisies en deux volumes*, Moscou, 1953, vol. 1, première partie, p. 265).

[34] Dans le chapitre 3, « Le Socialisme et le communisme utopiques et critiques », du *Manifeste* de 1848, Marx-Engels distinguent le communisme certes grossier, mais effectif, de Babeuf du socialisme utopique des Saint-Simon, Fourier, Owen, etc. : « Nous ne parlerons pas ici de la littérature qui, dans toutes les grandes révolutions modernes, a proclamé les revendications du prolétariat (écrits de Babeuf, etc.). » En effet, le babouvisme est « la première apparition d'un *parti* communiste réellement *agissant* dans le cadre de la révolution bourgeoise ». Cf. Marx, « Le Critique moralisante et la morale critisante », *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 28 octobre 1847, trad. fr. : KARL MARX, *Textes (1842-1847)*, Ed. Spartacus, p. 92-126.

[35] Il s'agit de la communauté « Concordium » fondée à Ham Common, près de Londres, par des socialistes se rattachant au mystique anglais J. P. Greaves, qui prêchait la perfection morale et un mode de vie ascétique. Elle ne connut qu'une brève existence.

idées. Les singularités et les extravagances des saint-simoniens furent bientôt l'objet de la risée et de l'ironie des Français. Or, en France, le ridicule tue [36].

Mais il y a eu, en outre, d'autres causes à l'échec des tentatives saint-simoniennes. Toute la doctrine de ce parti était noyée dans les brumes d'un incompréhensible mysticisme qui pouvait au début frapper la curiosité des gens, mais devait ensuite décevoir leur attente. Leurs principes économiques n'étaient pas sans faille. Pour la distribution du produit, la part de chaque membre était mesurée d'abord selon la quantité de travail qu'il avait fourni, et ensuite selon la qualité du travail qu'il avait fourni. Un républicain allemand, Börne, a opposé avec raison à ce principe que le talent, au lieu d'être rémunéré, devait bien plutôt être considéré comme un avantage naturel et, de ce fait, venir en déduction de la part de celui qui était ainsi avantagé, ne serait-ce que pour restaurer l'égalité [37].

Après avoir fasciné la pensée un certain temps, le saint-simonisme, tel un brillant météore, s'effaça de l'horizon social. Personne n'y pense plus aujourd'hui ; on a cessé d'en parler, son temps est révolu.

Vers la même époque que Saint-Simon, un autre homme appliqua la force de sa puissante intelligence à l'étude de la situation sociale de l'humanité : *Fourier* [38]. Bien que les [43] ouvrages de Fourier ne recè-

---

[36] Marx parle dans divers textes de Saint-Simon ou du saint-simonisme : dans *Le Capital*, Ed. sociales, 1959, 111, t. 7, p. 264-268 ; dans *Les Fondements de la critique de l'économie politique (Grundrisse)*, 10/18, 1972, t. 1, chap. : « La Question des bons horaires. », p. 148-152 ; dans *l'Anti-Dühring*, Ed. sociales, 1963, p. 51, 55, 62, 181, 232, 296-298, 303, 391, 398 ; dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Ed. sociales, 1973, p. 67-69 ; dans *Contribution à la critique de l'économie politique*, Ed. sociales, 1957, p. 65 ; *Sur la littérature et l'art*, Ed. sociales, 1954, p. 199, 244, 317.

[37] Dans *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, à propos des mesures économiques de transition entre capitalisme et socialisme, Marx parle encore de cette « inégalité de dons individuels et, par suite de la capacité de rendement, comme de privilèges naturels » (Ed. sociales, 1950, p. 24).

[38] Dans leurs ouvrages Marx-Engels se réfèrent plus souvent et plus abondamment à Fourier qu'à Saint-Simon. Par exemple : La Sainte Famille, Ed. sociales, 1969, p. 42, 103, 106, 158, 228-231 ; L'Idéologie allemande, Ed. sociales, 1968, p. 15, 234, 290, 458, 508, 531, 564-568, 572 ; dans le Manifeste, au chapitre « Littérature socialiste et communiste », § 3 « Le Socialisme et le communisme utopiques et critiques. » Le Capital, 1. t. 1, p. 284 ;

lent pas d'éclairs de génie comme nous en trouvons chez Saint-Simon et certains de ses disciples ; bien que son style soit pesant et montre à l'évidence que l'auteur s'est donné beaucoup de mal pour formuler clairement sa pensée et pour exprimer des idées pour lesquelles la langue française n'a pas de mots, il n'empêche que nous lisons ses ouvrages avec plus de plaisir, et qu'il s'y trouve plus de valeur réelle que dans ceux de l'école précédente. Certes, l'œuvre n'est pas dépourvue de mysticisme, elle en est même aussi marquée que possible, mais on peut facilement l'écarter. Ce qui subsiste alors ne se rencontre pas chez les saint-simoniens, c'est-à-dire une recherche scientifique, une pensée fraîche, systématique et sans préjugés : bref, c'est une *philosophie sociale,* alors que le saint-simonisme ne se définit que comme *poésie sociale.*

C'est Fourier qui, le premier, formula le grand axiome de la philosophie sociale : comme chaque individu a une inclination ou une préférence pour un genre de travail bien particulier, la somme des inclinations de tous les individus pris dans leur ensemble doit être assez forte pour correspondre aux besoins de tous. Si on permet à chaque individu de s'abandonner à son inclination propre en le laissant faire ce qu'il souhaite, il est tout de même possible de satisfaire les besoins de tous, sans que l'on ait à utiliser les moyens de contrainte en vigueur dans l'actuel système social. Ce principe semble hardi, mais il est inattaquable dans la forme que Fourier lui a donnée ; qui plus est, il est évident - comme l'œuf de Colomb.

Fourier démontre que chacun naît avec une inclination pour un certain type de travail, que *l'inactivité absolue* est une absurdité qui n'a jamais existé, ni ne le pourra jamais ; que, par nature, l'esprit humain est activité. En conséquence, [44] il n'est point besoin de contraindre les êtres humains à une activité, comme on le fait au stade actuel de la société. Il suffit d'imprimer la bonne direction à l'impulsion naturelle de l'activité sociale.

Il démontre, en outre, que travail et jouissance peuvent s'identifier, et souligne tout ce qu'il y a d'irrationnel dans l'actuel ordre social qui

t. 2, p. 69, 108, 128 ; t. 3, 134-135, 219 ; Les Fondements de la critique de l'économie politique, 10/18, 1973, t. III, p. 181, 335, 354 ; l'Anti-Dühring. Ed. sociales, 1963, p. 51, 62, 181, 296, 299-300, 303, 313, 315-316, 332-333, 371-372, 391, 398, 411.

les sépare l'un de l'autre, en faisant du travail un fléau et en rendant les jouissances inaccessibles à la plupart des travailleurs. Il montre, enfin, qu'avec un ordonnancement rationnel le travail doit devenir ce qu'il est en fait, une joie, chacun pouvant suivre son inclination propre. Je ne peux, évidemment, développer ici toute la théorie du *libre travail* de Fourier, mais je pense avoir montré ainsi aux socialistes anglais que le fouriérisme vaut bien de retenir leur attention.

Un autre mérite de Fourier, c'est d'avoir énoncé les avantages, ou mieux la nécessité de l'association. La simple mention de ce sujet suffirait à convaincre les Anglais de l'importance des questions traitées. Il y a, en revanche, chez Fourier une grave contradiction, car il n'abolit pas la propriété privée. Dans ses phalanstères, ou communes sociétaires, on trouve des riches et des pauvres, des capitalistes et des ouvriers. La propriété de tous est mise en fonds commun, l'entreprise s'adonne au commerce, à l'industrie agricole et manufacturière, et le produit en est divisé entre les membres : une première portion pour la rémunération du travail, une seconde pour la récompense des connaissances et des talents, et une troisième pour le profit du capital.

Ainsi donc, après toutes les belles théories sur l'association et le libre travail, après un torrent de déclarations indignées contre le commerce, l'égoïsme et la concurrence, il nous propose pratiquement de nouveau le vieux système de la concurrence selon un plan amélioré, ainsi qu'une bastille édifiée à l'aide de lois sur les pauvres, fondées sur des principes plus libéraux ! Bien sûr, cela ne peut nous satisfaire ; d'ailleurs, les Français n'en sont pas restés là.

Les progrès du fouriérisme ont été lents mais réguliers en France. Les fouriéristes ne sont pas très nombreux, mais ils forment actuellement une partie considérable et active de l'intelligence en France. Victor Considerant est l'un de ses plus brillants représentants. Ils disposent, en [45] outre, d'un journal, *La Phalange* [39], qui parut d'abord trois fois par semaine avant de devenir quotidien.

---

39 *La Phalange*, organe des fouriéristes, parut de 1832 à 1849 à Paris. Elle changea à plusieurs reprises de titre, de format et de rythme de publication (de 1840 à 1843, elle était trihebdomadaire). Lorsqu'en août 1843 les fouriéristes publièrent le quotidien *La Démocratie pacifique, La Phalange* devint leur revue théorique.

Comme les fouriéristes sont aujourd'hui représentés en Angleterre par M. Dogerty, et y sont donc connus, je pense en avoir dit suffisamment - et je passe maintenant au parti le plus important et le plus radical en France : les *communistes*.

Comme je l'ai dit plus haut, tout ce qui, en France, prétend à une importance nationale doit revêtir un caractère politique, ou est voué à l'échec. Saint-Simon et Fourier n'abordaient pas le problème politique. C'est pourquoi leurs plans ne firent pas partie du domaine commun de la nation, et ne furent l'objet que de discussions privées.

Nous avons vu que le communisme de Babeuf a surgi par rapport à la démocratie de la première révolution. La seconde révolution - celle de 1830 - a produit un nouveau communisme, plus puissant encore. Ce fut la « Grande semaine » de 1830, à la suite de l'alliance de la bourgeoisie et de la classe ouvrière, des libéraux et des républicains. Une fois le travail accompli, la classe ouvrière fut renvoyée dans ses foyers, et les fruits de la révolution furent accaparés par la seule bourgeoisie. Les ouvriers se soulevèrent au cours de diverses insurrections pour briser le monopole politique et pour instaurer une république ; cependant ils furent à chaque fois vaincus, car non seulement la bourgeoisie disposait de l'armée, mais elle avait encore formé une garde nationale.

Pendant cette période (1834-1835), les ouvriers qui avaient été républicains s'assimilèrent une leçon nouvelle : ils reconnurent que, même si leurs plans démocratiques réussissaient, ils continueraient d'être dupés par des chefs plus doués et plus subtils encore, et que leur situation sociale - cause de leur mécontentement politique - ne serait aucunement améliorée par un quelconque changement politique [40].

---

40 Engels décrit maintenant comment les ouvriers français ont complété leur savoir *politique* par les éléments économique et théorique afin de poursuivre leurs propres buts et éviter, au bout de leurs efforts, que la bourgeoisie ne cueille les fruits de la révolution. D'emblée, Engels propose aux ouvriers de chaque pays de compléter leurs lacunes en apprenant chez les ouvriers des autres pays et en s'organisant avec eux pour lutter ensemble, le socialisme étant internationalisme.

Pour sa part, Marx estime que l'unilatéralité politique - si développée soit-elle - loin de compenser les lacunes économique et théorique, déforme le sens des luttes : « Nous avons déjà montré que l'intelligence politique est incapable de découvrir la source des maux sociaux. Un mot encore : le pro-

[46]

Ils retournèrent aux sources vives et à l'étude de la grande Révolution, et s'emparèrent vivement du communisme de Babeuf. C'est tout ce que l'on peut dire avec certitude de l'origine du communisme moderne en France : on en discuta dans les rues sombres et les ruelles surpeuplées du faubourg Saint-Antoine de Paris ; et ensuite dans les réunions secrètes des conspirateurs [41]. Ceux qui en savent plus long [47] gardent sagement leur savoir pour eux, afin de se soustraire au « bras puissant de la loi ». Quoi qu'il en soit, le communisme se répand rapidement à Paris, Lyon, Toulouse et les autres grandes villes industrielles.

Toutes sortes de sociétés secrètes se succèdent. Les *Travailleurs Égalitaires* et les *Humanitaires* furent les plus importantes d'entre elles [42]. Comme les babouvistes de la grande révolution, les Égali-

létariat - à ses débuts tout au moins - gaspille d'autant plus de forces dans des émeutes " inintelligentes, vaines et écrasées dans le sang " que l'intelligence politique de ce peuple est plus développée et plus générale. Pensant en termes politiques, il voit l'origine de tous les maux dans la volonté, et tous les moyens pour y remédier, il les voit dans la force et le renversement d'une forme déterminée d'État. Exemple : les premiers soulèvements du prolétariat français. Les ouvriers de Lyon croyaient qu'ils ne poursuivaient que des buts politiques et qu'ils étaient de simples soldats de la République, alors qu'ils étaient en réalité des soldats du socialisme. C'est ainsi que leur intelligence politique les illusionnait sur la source de leur misère sociale et faussait chez eux la conscience de leur véritable but : leur intelligence politique trompait leur instinct social. » (« Notes critiques... », *Écrits militaires*, p. 173.)

41 Les formidables révolutions qui, au siècle dernier, lorsque la France et le mouvement ouvrier français étaient l'épicentre et l'avant-garde du socialisme dans le monde, éclataient et surprenaient les classes dominantes comme la foudre dans un ciel bleu, étaient bel et bien l'œuvre consciente et autonome de la classe ouvrière, préparée par de durs combats et de patientes activités politiques et organisationnelles sans lesquelles la révolution n'eût eu aucune revendication à formuler ni aucune masse à enflammer. C'est avec admiration et dévotion que Marx-Engels parlaient du prolétariat de cette période : « Il faut avoir connu l'application studieuse, la soif de savoir, l'énergie morale, l'infatigable instinct de développement des ouvriers français et anglais, pour pouvoir se faire une idée de la noblesse humaine de ce mouvement. » (*La Sainte-Famille*, Ed. sociales, p. 106.)

42 Les *Travailleurs Égalitaires*, nom d'une société secrète, créée en 1840 par des communistes française qui se rattachaient à Babeuf et regroupaient es-

taires forment un groupe peu dégrossi : ils se proposent de transformer le monde en une communauté ouvrière, rejetant tout raffinement de la culture, de la science, des beaux-arts, etc., comme un luxe inutile, dangereux et aristocratique. Ce préjugé résulte nécessairement de leur ignorance complète de l'histoire et de l'économie politique.

Les *Humanitaires* sont connus surtout en raison de leurs attaques contre le mariage, la famille et d'autres institutions analogues. Ces deux partis, comme un certain nombre d'autres, ont eu une vie assez éphémère, et la grande masse de la classe ouvrière française adopta bientôt les principes proclamés par Cabet - le « père Cabet » - et connus sur le continent sous le nom de communisme icarien.

Cette esquisse de l'histoire du communisme en France montre *en quoi le communisme français doit se distinguer de l'anglais* : le mouvement social a une origine politique en France. On s'y est rendu compte que la démocratie ne pouvait réaliser une égalité véritable ; c'est pourquoi on lui a adjoint le système des communautés.

La masse des communistes français est donc également républicaine : elle souhaite une structure communiste de société, avec une forme de gouvernement républicaine. Eh bien, voyez-vous, je ne pense pas que les socialistes anglais élèvent de graves objections contre ce système. En effet, bien qu'ils soient plus favorables à une monarchie élective, je les sais cependant assez éclairés pour ne pas vouloir imposer leur forme de gouvernement à un autre peuple. Il est évident qu'une telle tentative entraînerait pour le peuple [48] en question des difficultés et des désordres plus grands qu'il ne s'en produirait avec leur propre forme démocratique, même à supposer que celle-ci fût mauvaise.

Mais il y a d'autres objections que certains peuvent adresser aux communistes français : ceux-ci entendent renverser par la violence l'actuel gouvernement de leur pays - *et cela ils le prouvent en s'orga-*

---

sentiellement des ouvriers. Les *Humanitaires* appartenaient à la même tendance et se groupaient autour du journal *L'Humanitaire.* Ces sociétés étaient sous l'influence de Théodore Dézamy, dont la tendance était révolutionnaire et matérialiste.

nisant toujours sur le plan politique en associations secrètes. C'est vrai [43].

Même les *Icariens*, qui dans leurs publications déclarent pourtant avoir horreur des révolutions violentes et des sociétés secrètes, n'admettent pas que leurs propres membres disposent d'un élémentaire droit de regard sur l'organisation et que leurs adhérents s'exposent à d'inutiles persécutions légales. Je n'ai pas l'intention de défendre dans tous les cas une telle politique, mais il suffit de l'expliquer pour qu'on la comprenne. Et, de fait, elle s'explique pleinement par les caractéristiques nationales et gouvernementales de la France, qui diffèrent entièrement de celles de l'Angleterre.

Sans interruption, la constitution anglaise a servi de loi à ce pays depuis près de cent cinquante ans. Toute modification, même quelconque, y a été apportée par des moyens légaux, sous forme constitutionnelle. On s'explique donc pourquoi les Anglais éprouvent ce profond respect de la légalité. En France, à l'inverse, durant ces cinquante dernières années, un changement violent a succédé à l'autre. Toutes les constitutions, de la démocratie radicale au despotisme ouvert, ainsi que toutes les lois possibles ont été abrogées et remplacées par d'autres : comment un peuple pourrait-il respecter ses lois dans de telles conditions ? Qui plus est, le résultat de toutes ces convulsions, c'est qu'aujourd'hui la constitution et les lois françaises prescrivent que les riches oppriment les pauvres, et cette oppression [49] est maintenue par la violence : qui peut espérer que les opprimés considèrent avec sympathie leurs institutions publiques et qu'ils ne recourent pas de nouveau à la vieille méthode de 1792 ? Ils auront répondu à la force par la force, et comme ils ne disposent actuellement d'aucun autre moyen, pourquoi devraient-ils hésiter, même une seconde, à l'employer ?

---

43 Cet article d'Engels ne prétend pas faire l'histoire du mouvement ouvrier français, c'est un texte militant, destiné à compléter la formation des ouvriers et des socialistes anglais de la *New Moral World*, dont le programme d'ensemble, comme les méthodes d'action politiques, laissaient pour le moins à désirer.

Nous ne pouvons reproduire ici les nombreux textes publiés par Engels notamment en Angleterre, afin d'y faire connaître les aspirations et les méthodes de lutte des ouvriers français ; cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, Maspero, 1973, t. 1, note de la page 16.

On peut se demander, en outre, pourquoi les communistes français n'ont pas instauré des communautés comme les Anglais ? Je répondrai tout simplement : c'est parce qu'ils *ne peuvent pas le faire*. En effet, s'ils le faisaient, les soldats en réprimeraient la tentative dans l'œuf. Et même s'ils avaient le droit de le faire, cela ne leur servirait à rien en fin de compte. En effet, j'ai toujours considéré la fondation d'une communauté - celle, par exemple, d'Owen à *Harmony* - comme une *simple expérience* tendant à démontrer que ces plans sont applicables à la réalité, pour amener l'opinion publique à une conception plus positive vis-à-vis des plans socialistes destinés à soulager la misère des masses.

Mais, si elle avait lieu, une telle expérience n'aurait aucun effet en France. Ne dites pas aux Français que vos plans sont réalisables, car cela les laisserait froids et indifférents. Montrez-leur plutôt que vos communes ne placeront pas l'humanité sous le joug d'un « despotisme de fer », comme le disait le chartiste M. Bairstow dans la discussion avec M. Watts [44]. Montrez-leur que la véritable liberté et la véritable égalité ne sont possibles que dans le système des communes ; montrez-leur que la justice réclame un tel ordre social : ils seront tous, dès lors, à vos côtés.

Mais revenons aux doctrines sociales des communistes icariens. Leur « bible », c'est *Le Voyage en Icarie* du père Cabet qui, soit dit en passant, fut autrefois procureur général et membre de la Chambre des députés. Les lignes générales de leur système de communautés ne se distinguent que fort peu de celles d'Owen. Ils reprennent tout ce qu'il y a de sensé chez Saint-Simon et Fourier, et, à cet égard, ils sont très supérieurs aux anciens communistes français. En ce qui concerne le mariage, ils sont exactement du même avis [50] que les Anglais. Tout ce qui est humainement possible sera fait pour assurer la liberté des individus. Les sanctions pénales doivent être éliminées et remplacées par l'éducation de la jeunesse et, pour les adultes, par un traitement mental approprié et rationnel.

---

[44] Les 11, 12 et 13 octobre 1843, eut lieu à Manchester une discussion publique entre le chartiste Jonathan Bairstow et John Watts, qui était alors un propagandiste oweniste très zélé. Engels a manifestement participé à cette réunion.

Mais il y a un fait tout à fait curieux : alors que les socialistes anglais sont en général opposés au christianisme, parce qu'ils souffrent de tous les préjugés religieux d'un peuple effectivement chrétien, les communistes français se disent « chrétiens », alors qu'ils font partie d'une nation célèbre pour son athéisme. Voici l'une de leurs formules préférées : « Le christianisme, c'est le communisme. » Ils s'appuient sur la preuve biblique : les premiers chrétiens auraient vécu en communauté de biens, etc. Tout cela prouve tout simplement que ces braves gens ne sont pas de bons chrétiens, même s'ils en prennent l'étiquette. S'ils l'étaient vraiment, ils connaîtraient mieux la Bible et sauraient que, si quelques passages en sont favorables au communisme, l'esprit général lui en est cependant tout à fait opposé, comme il s'oppose d'ailleurs à n'importe quel système rationnel.

Le développement du communisme a été salué par la plupart des esprits éminents de France : le métaphysicien Pierre Leroux, George Sand, qui défend vaillamment les droits de la femme, l'abbé de Lamennais, auteur de *Paroles d'un croyant,* et beaucoup d'autres sont plus ou moins favorables aux doctrines communistes. Cependant, à cet égard, l'écrivain le plus important est *Proudhon* [45], un jeune homme qui publia il y a deux ou trois ans son livre intitulé *Qu'est-ce que la propriété ?* Il répond : « La propriété, c'est le vol. » C'est le plus philosophique des ouvrages communistes en langue française, et je souhaiterais qu'il fût publié en anglais.

Le droit à la propriété privée et les conséquences de cette institution - la concurrence, l'immoralité et la misère – [51] tout cela y est analysé avec une intelligence puissante et un réel esprit scientifique, dont je n'ai retrouvé depuis lors union aussi heureuse dans aucun autre ouvrage.

Il y fait, en outre, quelques remarques fort importantes sur les formes de gouvernement. Après avoir démontré que toute forme de

---

45 En ce qui concerne Proudhon, est-il besoin de rappeler que Marx lui a consacré dès 1847 un ouvrage entier, *Misère de la philosophie,* un anti-Proudhon. En ce qui concerne les rapports de Marx avec Proudhon, voir les deux lettres dédiées entièrement à ce sujet : à P. V. Annenkov, 18 décembre 1846, et à J. B. von Schweitzer, 24 janvier 1865 ; cf. *Œuvres de Karl Marx. Économie, 1,* éd. établie par M. Rubel, La Pléiade, 1963, p. 1438-1459.

gouvernement est à rejeter, qu'il s'agisse de démocratie, d'aristocratie ou de monarchie, que le gouvernement s'appuie toujours sur la force, et que même dans le meilleur des cas possibles la force de la majorité opprime la minorité plus faible, il en vient à la conclusion . « Nous voulons l'anarchie ! » Ce dont nous avons besoin, c'est l'anarchie, le gouvernement exercé par nul être humain, la responsabilité de chaque particulier devant personne d'autre que lui-même [46].

Il me resterait encore beaucoup à dire, mais j'aborderai ce thème plus en détail à propos des communistes allemands.

[52]

Je n'ai plus qu'une chose à ajouter : on estime le nombre des communistes français icariens à environ un demi-million. Voilà une très respectable phalange, n'est-il pas vrai ? Ils disposent d'un hebdomadaire, *Le Populaire*, que publie le père Cabet. En outre, P. Leroux pu-

---

46 Marx-Engels n'ont pas plagié la conception d'une société sans État d'origine anarchiste. Cette revendication est trop fondamentale pour n'être pas propre au communisme, cependant que l'anarchisme est trop inconsistant pour être logique et conséquent avec cette revendication, du point de vue théorique aussi bien que pratique.

La société communiste sans État représente l'aspiration profonde des masses. Celles-ci ayant quitté la société sans classes et sans État du communisme primitif - plus ou moins tard selon les continents et les pays - en gardent la nostalgie, qui s'exprime de manière plus ou moins vivace et sous des couleurs utopiques tant que les conditions matérielles et les forces sociales ne sont pas réalisées pour remettre à l'ordre du jour cette revendication profondément ancrée dans les humains.

Tout logiquement et inexorablement, Proudhon devait lui-même renier la revendication de l'abolition de l'État, en prônant le maintien d'un État fort (cf. *Carnets* de Proudhon de 1848, t. Il, p. 344 et s.). Qui plus est, dès le début, comme Proudhon représentait le socialisme petit-bourgeois, son système des échanges de marchandises impliquait la machinerie de l'État. Dans un article sur « la Revendication de l'abolition de l'État » d'octobre 1850 (*Werke,* t. 7, p. 417-420), Engels cite un passage de *La Nouvelle Gazette rhénane - Revue, IV,* qu'il avait écrit en collaboration avec Marx : « L'abolition de l'État n'a de sens que chez les communistes qui y voient le résultat nécessaire de l'abolition des classes. Avec leur suppression, disparaît aussi le besoin du pouvoir organisé d'une classe afin de se soumettre les autres. »

blie *La Revue indépendante* [47] qui défend les principes du communisme du point de vue philosophique [48].

---

47 *Le Populaire de 1841*, organe pacifiste et utopiste, publié de 1841 à 1852 à Paris et rédigé par E. Cabet jusqu'en 1849, se distingue de l'hebdomadaire radical *Le Populaire* publié par Cabet de 1833 à 1835.

La Revue indépendante, publication mensuelle de novembre 1841 à février 1848 sous la direction de P. Leroux, G. Sand et L.Viardot.

48 La suite de cet article - le mouvement ouvrier en Allemagne et en Suisse - se trouve en traduction française dans MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, p. 128-143.

Après cet article traitant du mouvement ouvrier français tel que Marx-Engels l'ont trouvé au commencement de leur activité politique sur la scène internationale, retournons aux origines du mouvement ouvrier français moderne, surgi au cours de la révolution française.

[53]

Le mouvement ouvrier français dans la révolution de 1789. La lutte entre Montagnards et Girondins

Dans la première Révolution française, la domination des Constitutionnels fait place à la domination des Girondins, et celle-ci à celle des Jacobins. Chacun de ces partis s'appuie sur le plus avancé. Dès que l'un d'eux a poussé la révolution assez loin pour ne plus pouvoir la suivre et à plus forte raison la précéder, il est mis à l'écart par l'allié, le plus hardi qui le suit - et envoyé à la guillotine. La révolution se développe ainsi sur une ligne ascendante.

C'est le contraire avec la révolution de 1848.

MARX, Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte.

Retour à la table des matières

« Ce qu'on prend aujourd'hui pour le délire de quelques maniaques exaltés, était alors le sentiment commun de tout un peuple, et en quelque sorte sa manière d'exister » (p. 21) [49].

---

49 Cf. MARX-ENGELS, *Gesamtausgabe* (MEGA), Berlin, 1932, 1/3, p. 416-434.

Ce texte est tiré d'un cahier dans lequel Marx a rassemblé ses extraits de lecture de l'ouvrage de Levasseur sur la révolution française (R. LEVASSEUR DE LA SARTHE, *Mémoires*, Paris, 1829, 4 vol., t. 1). Ils ont une signification particulière du fait que Marx ne les a pas seulement commentés en donnant sa propre interprétation, mais les a fait suivre d'un second texte, rédigé en allemand, dans lequel il expose son propre point de vue.

Nous reproduisons donc l'ensemble, à l'état d'ébauche où il se trouve, étant donné qu'il s'agit là, sans doute, du texte le plus long et le plus suivi, connu à ce jour, de Marx sur l'importante question de la révolution française qui marque le début de l'action autonome du prolétariat français moderne.

Les textes suivants abordent l'activité du prolétariat français au cours de la révolution. Certes ils ne portent que sur la période de 1789-1794, mais ils décrivent de façon classique le comportement du prolétariat français en période révolutionnaire, où il est vraiment lui-même et agit de la manière la plus conforme à sa véritable nature. C'est de cette période que datent les tra-

« *Plus tard on a vu des opinions différentes diviser la* [54] *nation ; mais en 1788 il n'en était pas ainsi* : tout ce qui en France, n'était pas vivant d'abus, se réunissait dans un désir unanime de destruction d'un régime de fer ; tout ce qui n'était pas dévorateur de la fortune publique voulait en voir confier la gestion aux députés du peuple ; tout ce qui n'était pas membre des castes privilégiées voulait voir passer le niveau de la loi sur toutes les têtes et soumettre tous les citoyens aux mêmes charges » (p. 27).

« La constitution fut révisée [après la fuite du roi [50]] dans un sens moins populaire qu'elle n'avait été d'abord conçue : les changements furent peu importants ; mais ils suffirent pour faire perdre à l'assemblée toute sa popularité, et à la constitution la sanction la plus désirable, celle de la nation » (p. 32).

« La session de l'Assemblée législative ne fut qu'une guerre mal dissimulée du pouvoir populaire contre l'autorité royale. Guerre dans laquelle les deux contendants se servaient de la constitution tour à tour comme d'un glaive ou d'un bouclier. Guerre acharnée, dans laquelle la constitution, que l'on invoquait sans cesse des deux côtés, n'était des deux côtés qu'un vain mot auquel on ne croyait pas. Au reste, cette assemblée impuissante, dans les langes dont la constitution l'avait entourée, ne pouvait *rien faire d'utile...* aussi les événements nombreux qui se sont passés *pendant sa durée ne sont-ils pas partis de son sein.* Constitutionnellement parlant, ou selon la limite de leurs pouvoirs légaux, la cour et l'assemblée *ne pouvaient rien faire, et ne faisaient rien.* Ces deux grands colosses se contemplaient en silence, et demandaient à des *conspirations secrètes* ce qu'ils ne pouvaient attendre de la loi » (p. 37, 38).

---

ditions révolutionnaires des ouvriers des grandes villes françaises. Ces textes anticipent et annoncent les crises sociales ultérieures de la société française : 1848, puis 1871, dont le mouvement n'est plus à proprement parler spontané.

Ces textes, à partir desquels entre autres Marx a élaboré la théorie de la révolution, non seulement bourgeoise, mais encore prolétarienne, témoignent de manière tangible de la contribution du prolétariat français et de ses luttes révolutionnaires exemplaires à la formation politique et militante de Marx-Engels et, au travers d'eux, à la doctrine du prolétariat international.

50 Nous mettons entre crochets ce que Marx a ajouté en allemand aux extraits de Levasseur.

« Ni l'un ni l'autre [parti] n'étaient de bonne foi... Aussi la crise dans laquelle la Constituante avait laissé la France ne pouvait-elle avoir que deux solutions : le renversement [55] du trône, ou le retour de l'ancien régime. Pour chacun des deux partis, il s'agissait donc de l'existence même » (p. 38).

« Cette grande époque de 1791 à 1792, qui a décidé des destins de la France, n'a été signalée par aucune lutte de tribune remarquable. C'est entre le *peuple* et le pouvoir que la guerre fut continuée. Le 20 juin, le triomphe de Pétion au 14 juillet, les mouvements qui signalèrent l'entrée des fédérés marseillais à Paris eurent de grands résultats, sans que l'assemblée y prît la moindre part. Les députés y figurèrent comme *conspirateurs,* et non comme *députés.* La déclaration de guerre même, événement majeur de cette période, fut décidée aux Jacobins » (p. 39).

Lafayette (p. 40).

Le 10 août [51] (p. 41).

« *L'insurrection,* qui avait *remplacé tous les pouvoirs* au 10 août, était restée debout... ; c'était une force active, et elle terrassa les ennemis de la liberté » (p. 43).

« La seule force qui existât en France pendant l'interrègne commencé au 10 août était l'élan populaire, l'insurrection, l'anarchie [52]. Le

---

[51] Cette phase, si importante, de la révolution française est développée dans « La Question militaire. Les formes de violence assurant le passage d'un mode de production social à l'autre dans la théorie marxiste », section IV : « Constitution du prolétariat français en classe », *Fil du temps,* 1973 (Jacques Angot, B. P. 24, Paris-191).

[52] De cette phase initiale de la révolution, Engels tira la loi suivante des révolutions : « La discipline de fer qui seule peut procurer la victoire est exactement l'inverse de " l'ajournement de la politique intérieure " et de la dictature militaire. D'où doit alors venir la discipline ?... C'est un fait évident que la désorganisation des armées et la dissolution complète de la discipline est aussi bien condition préalable que résultat de toute révolution victorieuse jusqu'à nos jours. Il fallut à la France de 1789 à 1792 pour organiser de nouveau une seule armée de 60 à 80 000 hommes, celle de Dumouriez, et même celle-ci se désagrégea bientôt, et il n'y eut plus d'armée organisée en France jusque fin 1793… Et qui, lors de la première révolution française, a apporté la discipline dans l'armée? : ce ne sont pas les généraux, qui ne recueillent d'influence et d'autorité chez des armées improvisées qu'après quelques

dernier moyen de salut qui restât consistait donc à faire usage des ressources qu'offrait l'anarchie et à diriger contre nos ennemis la force brutale qu'elle soulevait » (p. 43, 44).

« Les décrets qu'elle [l'Assemblée législative] rendait [56] n'avaient aucune autorité. Le ministère, émanation d'une assemblée puissante, n'était pas lui-même un véritable pouvoir... Le gouvernement passa donc dans les mains de ceux qui surent s'en séparer, c'est-à-dire dans les *sociétés populaires* et dans les *municipalités*. Mais ces centres de gouvernement improvisés, *émanations de l'anarchie* même, et ne tenant aucun droit de la loi ou de la constitution, n'étaient que les premiers du peuple, puissants tant qu'ils se bornaient à lui imprimer une direction et à rendre efficaces ses volontés ; ils n'eussent pas contraint l'obéissance, dès qu'ils se fussent mis en contradiction avec lui, et qu'ils eussent voulu lui imposer *le frein de lois* » (p. 44, 45).

« C'est la *Gironde* qui s'est séparée de nous. C'est Buzot qui a déserté la place qu'il occupait à la Constituante ; c'est Vergniaud qui a délaissé le siège que naguère encore il occupait à la Législative » [à savoir le côté gauche] (p. 49). « Nous étions loin de chercher des *divisions*... Pétion fut nommé président à la presque unanimité ; les autres membres du bureau furent choisis parmi les députés influents de la dernière assemblée » (p. 49).

Les nouveaux députés [de la Montagne] ignoraient tout de la scission interne (p. 50).

« Lors de notre réunion, les nouveaux députés..., qui composaient la grande majorité de la Montagne, ignoraient même qu'il y eût deux camps, et que les républicains ne fussent pas tous pénétrés des mêmes sentiments et des même vœux » (p. 51).

« Le *centre* se recruta d'hommes qui ont la constante habitude de se prononcer en faveur du parti qui triomphe, et qui, avant de prendre une couleur, cherchent d'abord les moyens de ne pas se compromettre et d'attendre sans danger les événements. Tel député, qui se cacha d'abord au centre, devint depuis fougueux montagnard, et réacteur

---

victoires dans une révolution, mais la Terreur de la politique intérieure, du pouvoir civil » (Engels à Marx, 26 septembre 1851, cf. ENGELS, *Ausgewählte militärische Schriften*, Verlag des Ministeriums für Nationale Verteidigung, Berlin, 1958, 1, p. 206.)

plus fougueux encore. Là aussi... des hommes de talent : *Barrère,...* Sieyès, Dulaure,... Boissy d'Anglas » (p. 52).

« Le seul parti qui va dans la Convention avec un système arrêté et une marche réglée d'avance, prit place sur les bancs du côté droit » [les Girondins] (p. *52).* « Se jeter en masse sur les bancs opposés aux nôtres, c'était nous déclarer la guerre, même avant de nous connaître » (p. 53).

[Les avocats du barreau de Bordeaux, principaux porte-parole des Girondins ; les Girondins progressivement dans l'Assemblée législative, où ils (avaient) dominé la majorité ; en même temps maîtres dans le Club des Jacobins, c'est-à-dire [57] de l'opinion publique ; au moment de l'insurrection du 10 août, ils croyaient avoir la France en mains ; lors de la convocation nationale, ils croyaient donc qu'il ne pouvait se former une majorité en dehors d'eux. Mais les 42 jours d'interrègne changèrent la situation. L'énergie que l'Assemblée législative, donc les Girondins, avait manifesté dans la lutte contre la couronne, s'éteignit le 10 août.] « Faibles et sans volonté dès que le gouvernail de l'État fut placé sans contestation entre leurs mains »... [Des discours et des déclamations, ils se séparent de l'opinion publique, sans pouvoir empêcher le désordre], « ils se privèrent seulement des moyens qu'ils avaient de diriger le torrent. Le club des Jacobins était alors le thermomètre de l'opinion publique. Il était bien rare que la majorité des Français cassât ses arrêts. » [Longtemps la loi y fut dictée par les Girondins ; même avant la fin de l'Assemblée constituante qui dispersa les Lameth et poussa les constitutionnels « dans l'enceinte impopulaire des Feuillants ». Dépassés le 10 août, en opposition aux Jacobins. Le conseil des ministres provisoire auquel les Girondins avaient confié le pouvoir exécutif le 10 août, impuissant] « dès que le parti auquel il tenait se fut rendu impopulaire », « l'autorité exécutive fut de fait exercée par les communes et surtout par la *commune de Paris,* composée d'hommes vigoureux et chéris du peuple. *Les élections* de la capitale furent faites sous l'influence de la commune dont les principaux membres furent élus » (p. 53, 54). [D'où l'attitude hostile des Girondins.] « Tous les députés connus par quelque énergie et quelque patriotisme furent affiliés, à leur arrivée à Paris, à la société des Jacobins, où la commune avait une grande influence. Les mêmes députés siégèrent au côté gauche ; ce fut assez pour porter la Gironde sur les bancs de la droite. Les Jacobins, ayant repoussé leur autorité,

étaient devenus leurs ennemis », [de même les députés qui étaient assis du côté de la commune dans la députation de Paris] (p. 55).

« Ainsi donc, au *commencement de la session*, la Convention n'était pas divisée en partis... Seulement il s'élevait dans son sein une coterie ambitieuse qui voulait imposer ses opinions à l'assemblée, et qui s'apprêtait à guerroyer pour venger des blessures faites à son amour-propre et satisfaire ses rancunes particulières » (p. 55).

Danton (p. 56, 57). *Robespierre, Marat* (p. 57, 58).

« Le parti de la Gironde n'était pas non plus composé en majorité de traîtres, mais il en recélait dam son sein. Non, [58] il ne voulait pas la ruine de la république, mais ses théories y conduisaient » (p. 59). [Les Girondins les agresseurs, les Montagnards d'abord sur la défensive.]

Le 21 septembre 1792, la Convention commença de siéger. Président : *Pétion. Danton*. (p. 60, 61, 62). Les deux premiers décrets de l'assemblée sur proposition de Danton « 1. aucune constitution sans adoption par le peuple 2. sûreté des personnes et propriétés sous la sauvegarde de la nation. » La proposition de *Grégoire* également à l'unanimité : 3. abolition de la royauté.

Les Girondins commencent la lutte. (p. 63).

Le 24 septembre, parlant des dangers qui menaçaient la Convention dans la capitale, Kersaint proposait une force départementale pour la convoquer (p. 63). Les Girondins contre la Commune, qui les annihile depuis le 10 août, de même contre Danton qui a dominé le conseil exécutif. Les membres de la députation de Paris avaient presque tous formé une partie de la Commune du 10 août avant la constitution de la Convention (p. 63).

Colère donc des Girondins « contre cette redoutable commune, et particulièrement contre la députation de Paris » (p. 63, 64). On voit donc : les Girondins voulaient se venger pour leur défaite et leur néant au cours de l'interrègne du 10 août.

Joseph Égalité Orléans et *Jean-Paul Marat* (p. 64, 65).

« Un tel homme [Marat] n'eût jamais exercé la moindre influence, si les Girondins, en poursuivant dans sa personne le principe même de l'énergie, n'eussent accru son importance, et ne lui eussent fourni l'oc-

casion de montrer au moins le calme, la constance, le sang-froid et le mépris des injures qui caractérisent la véritable conviction et le dévouement » (p. 65).

Le 24 septembre attaque cachée contre la Commune, et plusieurs députés de Paris accusés « de vouloir organiser la dictature ».

Le 25 septembre, Barbaroux et Rebecqui accusent Robespierre. Danton prêche la concorde, (p. 66, 67). Les Girondins continuent le cours des dénonciations. Vergniaud contre Marat (p. 67).

Marat (p. 68, 69).

Les polémiques se poursuivent tous les jours : « La division entre les ministres Roland et Danton, les torts imputés à la Commune de Paris, les placards de Marat, étaient les prétextes de ces inutiles combats » (p. 69). La victoire [59] semblait presque toujours du côté des Girondins (p. 70). La majorité pas encore organisée systématiquement, oscillante, indécise. « Ainsi un grand nombre de républicains énergiques votèrent longtemps avec le côté droit ; de ce nombre étaient Phelippeaux, Cambon, Cambacérès, etc. » (p. 70).

Le *29 septembre.* Roland, élu député par le département de la Somme, annonce à la Convention : approbation des fonctions du ministre de l'Intérieur. *Buzot* exige « que le ministre fût prié de rester à son poste ; tous les Girondins l'appuyèrent ». Phelippeaux proposa « d'étendre l'invitation à Danton » ; opposition de celui-ci : « La seule manière possible de retenir Roland à son poste, est de prononcer l'invalidation de son élection », lutte, lettre de Roland, etc. (p. 70, 71).

Dissolution de la Commune de Paris décrétée (p. 73, 74, 75).

« Chaque jour les accusations réciproques se reproduisaient avec une nouvelle fureur : le côté droit commençait toujours l'attaque en s'appuyant sur des faits antérieurs à la réunion de la Convention, et il se servait constamment de l'espèce de répugnance que Marat inspirait à toute l'assemblée pour incriminer toute la Montagne » (p. 78, cf. p. 79) ; « ...scènes de parti, au milieu desquelles les élus du peuple consumaient un temps précieux, et des forces qu'ils eussent dû diriger tout entières contre les ennemis de la France » (p. 69).

Le *29 octobre. Roland, Louvet* accusation contre Robespierre (p. 80 et s.).

« *... lui [Louvet]* et *Barbaroux* étaient sans aucun doute, les seuls *hommes d'action de leur parti* » (p. 81).

« *L'éloquence diffuse et bavarde* de ce dernier » [Robespierre] (p. 82).

« Les comités de la Convention, et la Convention elle-même, s'occupaient de toutes les branches de l'administration, et faisaient par des décrets des actes nombreux et fréquents d'autorité exécutive. D'un autre côté, les municipalités s'étaient aussi emparées d'une grande partie de l'administration. Pouvoir civil, pouvoir militaire, pouvoir judiciaire même, rien n'était parfaitement réglé... Dès que, par des fonctions quelconques, une réunion de citoyens était appelée à s'occuper de la chose publique, elle s'ingérait en même temps dans les affaires les plus étrangères à la mission qui lui était confiée... S'il existait une infinité de *pouvoirs de fait,* un seul être collectif, *la Convention,* [60] *réunissait de droit toute l'autorité du corps social,* et elle en usait souvent ; *législatrice* par ses décrets, *administrative* par ses comités, elle exerçait encore le pouvoir judiciaire par la manière dont elle étendait le droit d'accusation » (p. 85).

« Comme état transitoire entre la monarchie détruite et la république à organiser, comme moyen de guerre contre l'aristocratie, l'émigration à l'étranger, cette concentration de tous les pouvoirs était un symptôme heureux, et je dirais indispensable » (p. 86).

« Ce sont eux [les Girondins] qui réclamaient des décrets d'accusation contre leurs collègues ; ce sont eux qui, en livrant Marat au tribunal révolutionnaire, ont violé l'inviolabilité des élus du peuple » (p. 87).

16 décembre. Motion de *Buzot* pour chasser Orléans et ses fils ; Buzot appuyé par Louvet et Lanjuinais.

Intrigues de Roland (p. 88, 89).

« Malgré leurs préventions contre nous, *Louvet, Roland, Guadet, Pétion, Gensonné* étaient de véritables et sincères républicains » (p. 90). Sur les Girondins (p. 90, 91).

« Les dissensions qui troublaient les délibérations de la Convention nationale s'introduisent bientôt *au sein du conseil exécutif.* Servan ayant été obligé de quitter le ministère de la Guerre à cause de sa mauvaise santé, la Convention nomma de confiance à sa place, sur la

présentation de Roland, le citoyen Pache, employé dans les bureaux de l'Intérieur. Le nouveau ministre ne partagea pas les haines et les vues de son protecteur » (p. 91).

« Pendant ces éternelles querelles, les *comités* de la Convention n'avaient pas été inactifs comme elle ; le comité de défense générale avait, sous l'influence de *Carnot,* secondé nos armées et préparé nos victoires ; le comité de la comptabilité, dont *Gambon* était le rapporteur habituel, avait créé des ressources à l'aide de ce papier-monnaie, qui, sous le nom d'assignats, a été tant et si souvent décrié, et de la vente des biens nationaux » (p. 92, 93).

« A la fin de janvier 1793... les Montagnards avaient quitté la défensive sur laquelle ils s'étaient peut-être trop longtemps tenus pour attaquer à leur tour la Gironde » (p. 100).

« Après la mort de Michel Lepelletier Saint-Fargeau... la majorité cessa d'être assurée aux Girondins », p. 101.

Danton (p. 163 et s.).

[61]

De la Commune parisienne de 1792 à Thermidor

Retour à la table des matières

Cher Adler,

Pour le livre que tu prépares [sur la révolution française], je te conseille d'utiliser l'ouvrage de Georges Avenel, *Anarchasis Cloots, l'orateur du genre humain,* et ce pour les raisons suivantes [53]. Comme Marx, je trouve que ce livre donne, pour la première fois, à partir de recherches de documents d'archives, un exposé correct de ce qui constitue précisément *la phase critique de la révolution française,* à savoir la période qui va du 10 août au 9-Thermidor.

La Commune de Paris et Cloots considèrent que le seul moyen de salut est de *propager la guerre à l'extérieur,* tandis que le comité de salut public joue aux hommes d'État, craint la coalition européenne et cherche la paix en divisant les puissances de la coalition. Danton veut la paix avec l'Angleterre, c'est-à-dire avec Fox et l'opposition anglaise qu'il souhaite voir arriver au pouvoir lors des élections. Robespierre intrigue à Bâle avec l'Autriche ainsi qu'avec la Prusse, et veut un arrangement avec ces puissances. Tous deux se mettent ensemble contre

---

53 Cf. Engels à Victor Adler, 4 décembre 1889.

Cette lettre reprend en gros l'exposé des événements de la révolution au point où Marx l'a interrompu. Le parti des Girondins étant écarté, l'affrontement se déplacera entre la Commune et les factions de Danton et de Robespierre, avec l'approfondissement de la crise révolutionnaire et la radicalisation progressive des partis antagoniques ; bref, c'est *le cycle de la révolution permanente.* L'intervention du prolétariat en arrive - par le processus naturel de la révolution, et non par l'acte du parti de classe conscient et organisé, comme c'est le cas dans les révolutions socialistes modernes - à être pour ainsi dire autonome, manifestant ses caractéristiques propres : énergie plébéienne, radicalisme étendu aux rapports sociaux généraux, violence des masses. Cf. « Le Marxisme et la question militaire », section consacrée à la révolution française, *Fil du temps,* n° 10.

la Commune et surtout pour renverser ceux qui veulent porter la guerre à l'extérieur et républicaniser l'Europe.

Danton et Robespierre l'emportent : la Commune (Hébert, Cloots, etc.) est décapitée. A partir de ce moment, il n'y a plus de point d'accord entre ceux qui veulent la paix avec la seule Angleterre et ceux qui la veulent avec les puissances allemandes. Comme les élections anglaises tournent [62] à l'avantage de Pitt, Fox est exclu du pouvoir pour de longues années, et la position de Danton est ruinée. Robespierre triomphe donc, et Danton est décapité.

Mais - et voici le point qui n'a *pas* été *suffisamment* mis en lumière par Avenel - tandis que la terreur fut poussée jusqu'à l'absurde, parce qu'elle ne visait plus qu'à maintenir Robespierre au pouvoir dans les circonstances données à l'intérieur, elle devint tout à fait superflue après la victoire de Fleurus, le 24 juin 1794, qui libéra non seulement les frontières, mais encore livra à la France la Belgique et, indirectement, la rive gauche du Rhin. Robespierre était désormais superflu, et il tomba le 14 juillet 1794.

Toute la révolution française est ainsi dominée par la guerre de coalition : toutes ses pulsations en dépendent. L'armée de la coalition pénètre-t-elle en France ? La tension prédomine, le cœur bat violemment, - c'est la crise révolutionnaire. Recule-t-elle ? Il y a détente, le cœur bat moins vite, les éléments réactionnaires se pressent sur l'avant-scène, et les plébéiens - les débuts du prolétariat ultérieur - dont l'énergie seule a sauvé la révolution, sont ramenés à la raison et à l'ordre.

Ce qui est tragique, c'est que le parti de la *guerre à outrance* * pour la libération des peuples a eu constamment raison, la République étant venue à bout de toute l'Europe, mais que ce parti a été décapité très vite et qu'à la place de la guerre de propagation à l'extérieur, il y eut bientôt la paix de Bâle et l'orgie bourgeoise du Directoire [54].

---

* Signale les passages en français dans le texte original.

54 Les radicaux politiques, qui étaient pourchassés par les autorités réactionnaires des pays voisins de la France, adhérèrent en masse au parti de la guerre à outrance pour républicaniser toute l'Europe, préparant ainsi les noyaux des futurs mouvements de libération et d'unification nationales qui atteignirent leur but dans les années 1870 seulement. Le babouviste italien Buonarrotti, par exemple, a théorisé l'extension de la révolution au-delà des

Ton livre doit être entièrement remanié et raccourci. Les grandes déclamations doivent être supprimées, et les faits [63] des manuels d'histoire courants complétés et mis en évidence avec clarté. Certaines données importantes des *Lundis révolutionnaires* de G. Avenel peuvent y être introduites, et nous aurons alors un ouvrage sur la révolution comme il n'en existe pas d'autre.

Dans sa remarquable critique de *l'Histoire de la révolution française* de H. Léo, K. F. Koeppen a montré comment la bataille de Fleurus a provoqué la chute du règne de la Terreur. Tu la trouveras dans la (première) *Gazette rhénane* de 1842 [55].

Salue bien ta femme et Louise Kautsky, ton Engels.

[Dans ton article Les *Contradictions de classes en l'an 1789*] il faudrait mentionner, ne serait-ce que brièvement, comment ces plébéiens (qui étaient *en dehors* du système féodal des ordres et états, et ne disposaient donc, à peu de choses près, d'aucun droit, étant exclus de tous les liens sociaux en vigueur) devinrent peu à peu ce que tu appelles le « sans-culottisme » (encore un *isme* !), et quel rôle ils jouèrent [56].

---

frontières nationales dans son ouvrage, *Conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf*, Ed. sociales. Cf. aussi J. JUYPERS, *Buonarrotti et ses sociétés secrètes. Les Égalitaires en Belgique*, Bruxelles, 1960.

Pour ce qui concerne les effets de la révolution française en Belgique, cf. « L'État et la nation dans la théorie marxiste : la nation et l'État belges, produits de la contre-révolution », *Fil du temps*, 1968, 1969, n° 1 et 4.

55 Marx était rédacteur de cette première *Gazette rhénane* qui s'intéressa d'autant plus à la révolution française que l'allemande restait encore à faire, et qu'elle lui servit, à maints égards, de modèle.

56 Cf. Engels à Karl Kautsky, 20 février 1889.

Dans *La Sainte Famille* de 1845, Marx-Engels consacrent tout un chapitre à la défense de la révolution française, sur laquelle ils donnent des indications précieuses, par exemple, le rôle des plébéiens évoqués par Kautsky : « Le mouvement social, qui commença en 1789 au *Cercle social*, qui, au milieu de sa carrière, eut pour représentants principaux *Leclerc* et *Roux* et finit par succomber provisoirement avec la conspiration de *Babeuf*, avait fait germer l'idée *communiste* que l'ami de *Babeuf*, *Buonarroti*, réintroduisit en France après la révolution de 1830 » (p. 145). Dans une note, les éditeurs fournissent les indications suivantes sur le Cercle social, Leclerc et Roux :

[64]

À la page 53 de ton article, tu escamotes la difficulté en amenant ton artillerie lourde - à savoir l'explication qui se fonde sur le mode de production nouveau - mais tu n'y fais que des affirmations vagues et des allusions mystérieuses. En fait, les choses sont simples : les bourgeois ont toujours été trop lâches pour défendre leurs propres intérêts; dès la Bastille, la plèbe a dû faire tout le travail pour la bourgeoisie. En effet, sans cette intervention, ni le 14 juillet, ni les actions des 5 et 6 octobre au 10 août, ni le 2 septembre, etc., n'eussent eu lieu ; la bourgeoisie eût à chaque fois succombé devant l'ancien régime. Mais ces interventions n'allaient pas sans que les plébéiens donnent aux revendications révolutionnaires de la bourgeoisie un sens qu'elles n'avaient pas. Ainsi, ils poussaient l'égalité et la fraternité jusqu'à leurs conséquences extrêmes qui inversaient le sens bourgeois de ces formules, ce sens poussé à l'extrême se changeant alors en son contraire. Mais cette égalité et cette fraternité *plébéiennes* ne pouvaient être qu'un pur idéal, à une époque où il devait s'agir de réaliser *précisément le contraire.* Comme ce fut le cas partout, l'ironie de l'histoire fit que cette conception *plébéienne* des mots d'ordre révolutionnaires fut le levier le plus puissant pour faire passer dans les lois la conception opposée - l'égalité bourgeoise - et pour faire passer dans la production l'exploitation - au lieu de la fraternité.

Je parlerais beaucoup moins du mode de production nouveau. À chaque fois, c'est un véritable abîme qui le sépare des événements dont tu parles. Dès lors qu'on en parle dans un rapport trop direct, on

---

« *Cercle social,* organisation fondée pendant les premières années de la Révolution française de 1789. Un des principaux idéologues du cercle social fut Claude Fouchet qui demandait que la terre fût distribuée en parcelles égales, que la grande propriété fût limitée et que tous les bourgeois fussent mis au travail. Jacques Roux, un des chefs du mouvement des " Enragés ", allait beaucoup plus loin encore » (Ed. sociales, p. 144-150).

On ne trouve guère de littérature sur les Enragés, citons donc les ouvrages de W. Markov : *Jacques Roux und Karl Marx. Zum Einzug der Enragés in die „ Heilige Familie“*, Berlin, 1965 ; *Die Freiheiten des Priesters Jacques Roux*, Berlin, 1967.

tombe dans *l'abstraction pure*, les choses ne devenant pas plus claires - au contraire [57].

[65]

En ce qui concerne la Terreur, c'est essentiellement une *mesure de guerre* et elle s'explique pour autant. Grâce à elle, la seule classe, ou mieux le groupe de la fraction de classe, qui pouvait assurer le triomphe de la révolution, ne se maintint pas seulement au pouvoir (c'était la moindre des choses après la victoire sur les rebelles), mais surtout s'assurait une liberté de mouvement, une marge de jeu, une possibilité de concentrer les forces à l'endroit décisif : aux frontières. Fin 1793, celles-ci *étaient* déjà relativement sûres. 1794 commença bien, les armées françaises progressaient presque partout. La Commune et sa direction extrême devinrent superflues. Leur propagande pour l'extension de la révolution devint un obstacle pour Robespierre et pour Danton, qui tous deux - chacun d'une manière différente - voulaient la paix. Dans ce conflit entre trois éléments, ce fut Robespierre qui triompha, mais, *dès lors, la Terreur devenait pour lui un simple moyen de se maintenir au pouvoir, ce qui la rendit absurde*. Le 26 juin, à Fleurus, Jourdan déposa toute la Belgique aux pieds de la République, la terreur devenait insoutenable : le 27 juillet, Robespierre tomba, et l'orgie bourgeoise commença.

La formule « bien-être pour tous grâce au travail » exprime sur un mode trop précis (dans ton article) les aspirations de la *fraternité* plébéienne d'alors. Nul ne pouvait dire ce qu'ils voulaient jusqu'à ce qu'après la chute de la Commune, Babeuf lui donna une forme déter-

---

[57] En ne distinguant pas nettement entre superstructures de force ou de conscience (politique, juridique, idéologique, etc.) et infrastructure économique, autrement dit en expliquant de façon trop immédiate les premières par la seconde, Kautsky sous-estimait tout simplement l'effet vrai et propre de la révolution sur la société et l'économie, ce qu'Engels appelle l'action en retour des mesures politiques sur la base sociale. C'est d'autant plus grave que la révolution française fut précisément le modèle de la révolution politique bourgeoise. L'erreur de méthodologie (philosophique) se combine à l'erreur d'appréciation politique.

Les rapports entre superstructures et base économique sont explicités dans « Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste », *Fil du temps*, no 5, p. 33-39.

minée. Si la Commune était venue trop tôt avec ses aspirations de fraternité, Babeuf est arrivé trop tard... [58]

---

[58] De cette expérience plébéienne, Marx-Engels tireront la conclusion (ou loi) pour le prolétariat de tous les pays qui, successivement, feront leur révolution bourgeoise ou antiféodale, à savoir que le prolétariat doit y intervenir - mais de manière autonome, organisé par son propre parti de classe avec ses buts à lui, même lointains - sous peine de faillir à sa tâche et de subir un processus de décomposition social, douloureux pour lui et favorable aux forces réactionnaires, auxquelles s'allierait alors la bourgeoisie encore embryonnaire. Cf. MARX-ENGELS, *La Chine*, 10/18, 1973, p. 4-179.

Dans leur lutte pour l'unité de l'Italie, les Piémontais furent précisément battus pour ne pas avoir suivi l'exemple de 1793, l'histoire elle-même sanctionnant la mollesse révolutionnaire, comme l'indique Engels dans *La Défaite des Piémontais :*

« La levée en masse et l'insurrection générale du peuple sont des moyens devant lesquels la monarchie recule. Comme le prouve 1793, ces mesures ne peuvent être adoptées que par une république. Ce sont des mesures qui impliquent la *terreur révolutionnaire.* A-t-on jamais vu un monarque se résoudre à y recourir ?

Ce qui a donc ruiné les Italiens, ce n'est pas la défaite de Novare et de Vigevano, c'est la modération et la couardise auxquelles la monarchie les contraint. La bataille perdue de Novare n'entraînait qu'un préjudice *stratégique* : la route vers Turin était fermée aux Italiens et ouverte aux Autrichiens.

Cet inconvénient eût été sans importance, si la bataille perdue avait suscité une *véritable guerre révolutionnaire*, si le reste de l'armée italienne avait aussitôt proclamé qu'il représentait le foyer de la levée nationale en masse, si l'honnête guerre stratégique de l'armée s'était transformée en *guerre populaire*, à l'instar de ce que firent les Français en 1793 !

Mais voilà ! La monarchie n'entend rien aux levées en masse et au terrorisme révolutionnaire. Plutôt que de s'allier avec le peuple, elle préfère conclure la paix avec son pire ennemi, pourvu qu'il soit de son rang [de sa classe]. » (Cf. MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, p. 245-246, article du 4 avril 1849 de *La Nouvelle Gazette rhénane*.)

Marx condense cette expérience générale en une brève formule : « La violence est l'accoucheuse de toute vieille société qui est grosse d'une nouvelle. C'est effectivement un agent économique. » (*Kapital*, Dietz, 1955, I, p. 791.) La traduction française, reproduite par les Éditions sociales (t. 3, p. 193), est moins expressive : « Et, en effet, la force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. La force est un agent économique. »

Cette formule est la transposition de celle de Blanqui : « Qui a le fer a du pain. »

[66]

Les révolutions des années 1830 comme prélude à 1848

Retour à la table des matières

Louis-Philippe a-t-il été élu roi de France *parce* qu'il était un Bourbon, ou a-t-il été choisi bien qu'il fût Bourbon ? [59] On se souvient que cette question divisa les partis après la révolution de Juillet. Pourquoi cette question ? Parce que la révolution a été remise en question et que l'intérêt de la classe parvenue au pouvoir et de ses représentants politiques n'était pas celui de la révolution.

[67]

Le premier soulèvement ouvrier a eu lieu en 1831 à Lyon [60]. De 1838 à 1842, le premier mouvement ouvrier national - celui des char-

59 Cf. MARX « Le Ministère Camphausen », La *Nouvelle Gazette rhénane.*

Dans ce petit extrait (Marx-Engels n'ont pas traité des révolutions de 1830 dans un texte particulier), il apparaît que le prolétariat, comme en 1793-94, fut frustré de sa victoire par la bourgeoisie, dont un représentant avait assez d'intelligence politique pour déclarer : « N'armez pas les prolétaires, *maintenant que tout est fini* : ils pourraient continuer la révolution pour leur compte et nous livrer à l'anarchie démagogique ! » (Cité dans P. KESSEL, *Le Prolétariat français,* Plon, 1968, p. 232.)

60 Cf. ENGELS, Le Développement du socialisme de l'utopie à la science, MEAS, vol. 2, p. 120 et s.

Eugène Tarlé caractérise ce soulèvement comme suit : « Le soulèvement de Lyon de 1831 constitue un tournant dans l'histoire de la classe ouvrière, non seulement en France, mais encore dans le monde entier. On a dit que l'ouvrier russe *après* le 9 janvier 1905 et l'ouvrier russe *avant* le 9 janvier sont deux hommes différents, qui ne se ressemblent guère. On peut en dire autant de l'ouvrier français avant et après l'insurrection lyonnaise. Depuis, le sentiment des ouvriers à l'égard du pouvoir a changé. La tradition de la Grande Révolution, réveillée mais encore insuffisamment au cours des journées de juillet 1830, reprend ses droits après l'insurrection lyonnaise. » Cependant Tarlé fait la différence suivante : « Dans l'insurrection lyonnaise, les ouvriers n'étaient pas simplement les protagonistes principaux, comme dans la révolution de juillet 1830, mais encore les seuls combattants. » Ils tendaient à prendre désormais l'initiative eux-mêmes pour déclencher et mener

tistes anglais - atteignit son point culminant. La lutte de classes entre prolétariat et bourgeoisie passa au premier plan de l'histoire des pays avancés d'Europe, dans la même mesure où s'y développait d'une part la grande industrie, et d'autre part la domination politique, fraîchement conquise par la bourgeoisie.

Pensant en termes politiques, le prolétariat voit l'origine de tous les maux dans la *volonté,* et tous les moyens pour y remédier il les voit dans la force et le renversement d'une forme *déterminée d'État* [61]. Exemple : les premiers soulèvements du prolétariat français. Les ouvriers de Lyon [68] croyaient qu'ils ne poursuivaient que des buts politiques et qu'ils étaient de simples soldats de la république, alors qu'ils étaient *en réalité* des soldats du socialisme. C'est ainsi que leur intelligence politique les illusionnait sur la source de leur misère sociale et faussait chez eux la conscience de leur véritable but : leur *intelligence politique trompait leur instinct social.*

à terme la révolution. Cf. E. TARLÉ, « Der Lyoner Aufstand », Marx-Engels *Archiv*, II, édité par D. Riazanov, p. 56.

61 Cf. MARX, « Notes critiques relatives à l'article *Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien* », *Vorwärts,* 7 juillet 1844, trad. fr. : MARX-ENGELS, *Écrits militaires, p.* 156-176.

Dans cet article, Marx met en évidence que la conscience vient après l'action révolutionnaire, si bien que le prolétariat de Lyon était lui-même encore trompé par ses souvenirs de 1789 dans une situation révolutionnaire différente, qu'il avait lui-même créée et qui devait lui apporter pour l'avenir une conscience propre, autonome, de la révolution. En ce sens l'expérience de 1830 a contribué à ce que le prolétariat n'arrête pas sa révolution en février 1848, mais la poursuive en juin.

Le jugement des charpentiers parisiens

Retour à la table des matières

Il n'a jamais été question dans le *Star* du jugement prononcé par le tribunal de Paris contre les charpentiers en grève, accusés de s'être formés en association - Vincent, le dirigeant, a été condamné, si je ne m'abuse, à trois ans, deux autres à un an, et le reste à six mois [de prison] [62]. En tout cas, ce qui importe aussi ce sont ceux dont les patrons ne veulent pas céder.

Les deux-tiers des patrons ont satisfait les revendications des ouvriers. Mais, à la suite du jugement ci-dessus mentionné, les scieurs *à long** et d'autres travailleurs de branches liées à la construction se sont mis en grève. Cette affaire ne manquera pas de produire d'amples effets.

---

62 Cf. ENGELS, *The Northern Star*, 20 septembre 1845.

Tout mouvement ouvrier commence par des revendications économiques ou doit s'y relier. Marx-Engels n'ont cessé d'attirer l'attention sur les luttes ouvrières dans la production. Mieux que quiconque ils savaient que le monopole de la culture et de la presse appartient à la bourgeoisie et que le capital a intérêt à dissimuler aux masses les luttes d'avant-garde, qui feraient tache d'huile et appelleraient la solidarité, voire seraient l'amorce de l'organisation - ou de la systématisation meilleure - du prolétariat. Cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme,* Maspero, 1972, 2 vol.

[69]

Communisme utopique et communisme grossier dans la vision du socialisme scientifique moderne

Le dépassement de l'aliénation de soi suit la même voie que le procès de l'aliénation de soi [63]. Tout d'abord, la *propriété privée* est considérée sous son seul aspect objectif, le travail étant néanmoins tenu pour son essence. Sa forme d'existence est donc le *capital* qu'il faut supprimer « en tant que tel » (cf. Proudhon). Ou bien l'une des *formes particulières* du travail - le travail nivelé, parcellarisé, donc non libre - est conçue comme la source de la *nocivité* de la propriété privée et de sa nature aliénante pour l'homme : à l'instar des physiocrates, *Fourier* tient le *travail agricole* pour le travail par excellence, alors qu'à l'inverse *Saint-Simon* tient le *travail industriel* en tant que tel pour essentiel, et il ne réclame plus dès lors que la domination *exclusive* des industriels et l'amélioration du sort des ouvriers. Enfin, le *communisme* est l'expression *positive* de la propriété privée abolie, et dans un premier temps la propriété privée *universelle.*

Cependant, en saisissant ce rapport dans son universalité, le communisme est :

63 Cf. MARX, *Manuscrits économico-philosophiques, 1844*, chap. « Propriété privée et communisme. Stades de développement : le communisme grossier et égalitaire et le communisme proprement dit ».

Ces derniers textes forment, en quelque sorte, une conclusion théorique et pratique des mouvements plébéiens et utopistes de la phase de genèse du mouvement ouvrier français. Marx confronte tout d'abord ces premiers mouvements au socialisme scientifique moderne, qui se développe au cours des années 1844-1848. Il montre ensuite ce qui est suranné dans les premières tentatives, puis ce qui est historiquement fécond pour l'ensemble de la période historique qui s'ouvre alors, voire pour le mouvement en général. Pour ce faire, Marx ne réfute pas en soi les « idées » et les « utopies » par une critique logique, il les relie à la base historique et au mouvement réel, pratique. De la sorte, la théorie socialiste n'est jamais abstraite, mais toujours historiquement déterminée et pratiquement révolutionnaire.

A. sous sa forme première, une simple *généralisation* et un *parachèvement* de ce rapport (de la propriété privée). Comme tel, il apparaît sous un double aspect : d'une part, la domination de la propriété *matérielle* est si grande vis-à-vis [70] de lui qu'il veut anéantir *tout* ce qui n'est pas susceptible d'être possédé par *tous* comme *propriété privée*, de force, il veut faire abstraction du talent, etc. ; l'immédiate possession physique est pour lui l'unique but de la vie et de l'existence ; la catégorie du travailleur n'est pas abolie, mais étendue à tous les hommes [64] ; le rapport de la propriété privée demeure celui de la collectivité au monde des objets.

Finalement, ce mouvement, qui tend à opposer la propriété privée à la propriété privée universelle, trouve son expression bestiale dans le fait que l'on oppose au *mariage* (qui est, certes, une forme de la *propriété privée exclusive*) la *communauté des femmes* dans laquelle la

---

64 Cela se traduit, par exemple, dans le *Manifeste* (cf. les mesures de transition au communisme), par « le travail obligatoire pour tous, la constitution d'armées industrielles, particulièrement dans l'agriculture » ; dans la I° Internationale, par la formule : « Qui ne travaille pas ne mange pas » ; dans la Commune de Paris - « la dictature du prolétariat » (Marx) - par la loi selon laquelle : « Une fois le travail émancipé, tout homme devient un travailleur, et le travail productif cesse d'être l'attribut d'une classe » ; enfin nous retrouvons ce premier stade du socialisme défini à la fin de la vie de Marx dans la *Critique du programme de Gotha* avec « ce droit égal [qui] reste encore prisonnier d'une limitation bourgeoise ». Or, cette limitation de nivellement et d'égalisation (que Marx critique déjà en 1844 chez les communistes français dont le système s'arrête là, mais qui n'est qu'une phase de transition nécessaire de l'histoire) sera progressivement levée pour arriver au communisme supérieur où régnera enfin la formule (que Marx définira en d'autres termes au *stade C.* de notre extrait ci-dessus) : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. » Marx-Engels ne s'opposent donc pas aux communistes grossiers, notamment babouvistes, ils les justifient à un stade nécessaire de l'évolution de la société comme révolutionnaires, en même temps qu'ils montrent leurs limitations en découvrant le stade ultérieur, celui du communisme supérieur, qu'ils ne pouvaient entrevoir à leur stade de l'évolution économique et sociale.

À propos de la doctrine babouviste, cf. l'excellent recueil de textes choisis et présentés par Armando Saïtta, *Babeuf, le tribun du peuple*, 10/18, 1969, 370 p.

femme devient la *propriété commune de tous*. Cette idée de la *communauté des femmes* est, à n'en pas douter, le *secret révélé* d'un communisme qui est encore tout à fait grossier et sans conscience. De [71] même que la femme passe du mariage à la prostitution générale [65], de même tout l'univers de la richesse, c'est-à-dire de la nature objective de l'homme, passe du rapport mariage exclusif avec le propriétaire privé à l'état de la prostitution universelle avec la communauté. En niant partout la *personnalité* de l'homme, ce communisme n'est précisément que l'expression nécessaire de la propriété privée, qui représente cette négation. L'*envie* générale, s'érigeant en puissance, est la forme dissimulée de la soif de richesse restaurée, celle-ci se satisfaisant d'une *autre* manière.

Mais du moins l'idée inhérente à toute propriété privée en tant que telle est-elle dirigée contre la propriété privée *plus riche* - et l'envie comme l'effort d'égalisation deviennent de la sorte l'essence même de la concurrence. Le communisme grossier incarne cette envie et ce nivellement à partir d'un minimum *imaginaire*. Il cherche une mesure limitative déterminée. On voit que cette abolition de la propriété privée est si peu une appropriation réelle, qu'elle implique la négation abstraite de toute la sphère de la culture et de la civilisation, le retour à la simplicité si *peu naturelle* de l'homme pauvre et sans besoin, qui non seulement ne se situe pas au-delà de la propriété privée, mais n'y est même pas parvenue.

Il s'agit en fait d'une simple communauté du *travail*, dans laquelle règne l'égalité du *salaire* payé par le capital collectif, la *communauté* en tant que capitaliste général. Les deux aspects du rapport sont élevés à une généralité *imaginée,* le travail devenant une détermination dans laquelle chacun est placé, et le *capital* une généralité et une puissance reconnues de la communauté...

Ce premier dépassement positif de la propriété privée - le communisme *grossier* - exprime encore l'ignominie de la propriété privée qui veut se présenter comme la *communauté positive*.

---

65 La prostitution n'est qu’une expression *particulière* de la prostitution *générale* du *travailleur*. Étant donné que la prostitution est un rapport qui englobe non seulement la prostituée, mais encore celui qui prostitue - dont l'abjection est plus grande encore - le capitaliste, etc., tombe aussi dans cette catégorie. [Note de Marx.]

B. Le communisme : a) de nature encore politique - démocratique ou despotique ; b) celui visant la suppression de l'État, mais encore de nature imparfaite et toujours [72] affligé de la propriété privée, c'est-à-dire d'une aliénation de l'homme.

Sous ces deux formes, le communisme sait qu'il est déjà réintégration humaine, retour à l'homme lui-même, dépassement de l'aliénation de l'homme. Cependant, n'ayant pas encore saisi l'essence positive de la propriété privée, ni compris la *nature humaine* du besoin, la propriété privée l'entrave encore et le tient sous son emprise. Certes, le communisme a déjà saisi son concept mais son essence lui échappe encore.

C. Le *communisme* en tant que dépassement *positif* de la *propriété privée* et de l'*aliénation humaine* est, par conséquent, appropriation *réelle* de l'essence humaine par l'homme et pour l'homme ; c'est le retour entier de l'homme à lui-même en tant qu'homme *social*, c'est-à-dire humain [66] ; c'est le retour conscient, accompli sur la base de toute la richesse du développement antérieur.

Ce communisme est un naturalisme achevé, et comme tel un humanisme [67] : c'est la solution véritable de l'antagonisme entre l'homme et la nature, entre l'homme et l'homme.

---

66 Dans le *Manifeste*, Marx explicite comme suit cette formule qui peut sembler abstraite : « L'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses conflits de classes, fera place à une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous », le but de la société n'étant plus comme sous le capitalisme « la production pour la production », mais l'épanouissement universel de chaque humain, l'appropriation par chacun de l'acquis de tout le développement humain passé et en voie de se créer, en fonction de ses besoins universels, humains *(Grundrisse).*

67 Marx n'entend pas par là l'humanisme aliéné de l'ère bourgeoise où l'homme, prétendu supérieur à la nature et aux objets physiques, aux végétaux ou aux animaux, tombe en réalité plus bas que les objets sauvages de la nature ou les articles de la production, dont la plupart des hommes - les salariés - deviennent l'esclave ou la machine à produire. C'est l'humanisme réconcilié avec la nature, qui l'a maîtrisée en se soumettant à elle. C'est, comme Marx le dit un peu plus loin dans le même chapitre, « la nature telle qu'elle se fait au cours de l'histoire humaine dans l'acte de genèse de la so-

[73]

C'est la solution véritable de la lutte entre existence et essence, entre objectivation et affirmation de soi, entre liberté et nécessité, entre individu et espèce. C'est l'énigme résolue de l'histoire, et conscience d'être cette solution.

Tout le mouvement de l'histoire est donc l'acte *réel* de création du communisme - l'acte de production de son existence empirique. Il est aussi, pour sa conscience pensante, le mouvement compris et saisi de son *devenir*.

En revanche, le communisme non encore achevé cherche pour lui une preuve *historique* dans des phénomènes de l'histoire opposés à la propriété privée, en détachant tel élément du mouvement d'ensemble (par exemple, Cabet et Villegarde se plaisent à procéder de la sorte), afin de les retenir comme preuve de sa propre historicité pleine et entière. Mais, par là, il ne fait que démontrer que la partie de loin la plus importante de ce mouvement contredit ses affirmations, et que si ce communisme a vraiment existé, son existence *passée* réfute précisément sa prétention à l'existence [68].

ciété humaine. C'est la nature telle qu'elle devient grâce à son travail industrieux : quoique maintenant sous forme aliénée, c'est la véritable nature de l'homme, nature anthropologique », c'est-à-dire réifiée et polluée dans l'économie humaine, l'homme étant un produit de la nature, de l'histoire et de son travail propre.

68 En somme, Marx ne procède nullement vis-à-vis des autres socialismes comme un maître d'école, en les corrigeant et les rectifiant : il démontre bien plutôt la nécessité historique de leur existence, donc leur justification transitoire. En tant que représentant d'un socialisme d'une époque plus mûre, économiquement et socialement, il élargit alors leur champ de vision, en leur donnant une base matérialiste, scientifique.

Critique du mouvement fouriériste

Retour à la table des matières

De toute façon, ces messieurs les fouriéristes deviennent chaque jour plus ennuyeux [69]. *La Phalange* ne renferme que des insanités. Les articles tirés des œuvres posthumes de Fourier se limitent tous au mouvement *aromal* et à l'accouplement [74] des planètes qui semble se faire plus ou moins par derrière...

Le mensuel de P. Leroux est presque entièrement rempli par les articles de P. Leroux lui-même - sur Saint-Simon et Fourier. Il porte Saint-Simon aux nues, et s'efforce de rabaisser Fourier le plus possible, en le présentant comme un plagiaire et un disciple affadi de Saint-Simon. Ainsi il s'évertue à démontrer que *Les Quatre mouvements* ne sont, sous une forme matérialiste, qu'un plagiat des *Lettres*

---

69 Cf. Engels à Marx, 19 août 1846.

Engels a écrit cette lettre à l'occasion de son voyage à Paris afin de prendre des contacts avec les milieux socialistes en vue de regrouper en un réseau international - le Comité de correspondance communiste - les forces socialistes, dispersées en Europe occidentale, grâce à la collaboration des socialistes et communistes les plus connus. Il n'eut aucun succès chez Proudhon, Cabet et autres utopistes. Et son effort pour constituer les bases d'un parti prolétarien international échouèrent, les Français étant les plus réticents, bien plus que les Anglais, par exemple.

En rendant compte de ses contacts à Marx, Engels fait la critique, non pas tant des idées du mouvement utopiste - dont de nombreuses ont une base réelle et seront reprises par le socialisme scientifique - que de l'attitude pratique des groupes utopistes dans la lutte pour la réalisation de leur idéal. C'est évidemment sur ce plan que leurs faiblesses sont les plus manifestes. Mais cette constatation est féconde pour le marxisme : dès lors que l'utopisme se renie lui-même en pratique, c'est que la pratique est suffisamment mûre pour une vision socialiste moderne, liée à une action révolutionnaire réelle et efficace.

Dans la *Kommunistische Zeitschrift* de septembre 1847, Marx et Engels critiquent vivement le projet d'émigration des ouvriers français pour former des colonies communistes en Amérique, projet formé par Cabet, parce que cela reviendrait à vider les rangs des ouvriers révolutionnaires en France et sur le continent ; cf. trad. fr : MARX-ENGELS, *Le Manifeste communiste*, éd. Costes, 1953, p. 177-180.

d’un habitant de Genève. Le gaillard est complètement fou. Sous prétexte qu'on peut lire quelque part dans cet ouvrage qu'en ramenant tous les phénomènes, etc. à la pesanteur universelle on peut le mieux réaliser un système qui englobe encyclopédiquement toutes les sciences, il en conclut que Fourier a pris là toute sa théorie de l'attraction. Or tous les arguments et citations ne suffisent même pas à démontrer que Fourier a simplement lu les *Lettres* quand il écrivit *Les Quatre mouvements*. En revanche, on qualifie toute la tendance d'Enfantin de fouriérisme introduit en contrebande dans l'école. Cette feuille s'appelle *Revue sociale ou solution pacifique du problème du prolétariat.*

L’Atelier parle, après coup, du congrès des journaux de la Réforme : il n'y a pas assisté - dit-il - et fut donc très étonné de voir son nom figurer sur la liste des journaux [75] représentés. On aurait tenu le *peuple de la presse** à l'écart, jusqu'à ce que les bases de la Réforme aient été constatées, et lorsqu'on a ouvert les portes aux journaux ouvriers pour dire amen, *L'Atelier* a estimé qu'il déchoirait en y allant...

[76]

[77]

2

Marx-Engels et le parti socialiste démocrate petit-bourgeois

Les communistes luttent pour les intérêts immédiats du moment de la classe ouvrière ; mais dans ce mouvement du présent ils représentent en même temps l'avenir du mouvement.

En France, sans renoncer à leur droit d'avoir une position critique vis-à-vis des phrases et des illusions découlant de la tradition révolutionnaire, les communistes s'associent, dans la lutte contre la bourgeoisie conservatrice et radicale, au parti socialiste démocrate. (Ce parti était alors représenté au parlement par Ledru Rollin, dans la littérature par Louis Blanc et dans la presse quotidienne par La Réforme. Le nom a social-démocratie », chez ceux qui l'inventèrent, désigne un secteur du parti démocrate ou républicain ayant une coloration plus ou moins socialiste. [70])

MARX-ENGELS, *Manifeste du parti communiste*.

Retour à la table des matières

70 Note d'Engels à l'édition anglaise de 1888.

[78]

La position de la bourgeoisie française

Retour à la table des matières

La bourgeoisie française a une position toute différente [71]. En France, il n'y a ni aristocratie de naissance ni aristocratie foncière : la révolution les a toutes balayées. Il n'y a aucune Église privilégiée ni établie. Au contraire, le clergé catholique aussi bien que protestant reçoit son salaire du gouvernement et les deux sont sur un pied de parfaite égalité. Il n'est pas de lutte sérieuse possible entre les détenteurs de valeurs, les banquiers, les propriétaires de navire et les fabricants, parce que, de toutes les parties de la bourgeoisie, les détenteurs de valeurs et les banquiers (qui sont en même temps les principaux actionnaires des sociétés de chemin de fer, des mines et d'autres sociétés) sont indubitablement la fraction la plus puissante et - abstraction faite de quelques rares interruptions - tiennent les rênes du pouvoir depuis

---

[71] Cf. ENGELS, *The Northern Star*, vol. XI, 3 juillet 1847, n° 506, p. 7.

Dans cette section de notre recueil, nous abordons l'activité militante et révolutionnaire proprement dite de Marx-Engels, préoccupés de diffuser en France leur théorie et leur méthode révolutionnaires dans les conditions existantes. En premier, nous reproduisons un passage dans lequel Engels analyse le *terrain social* dans lequel évolue le prolétariat français, le rapport des classes dans la société française d'alors. C'est cette base économique et sociale qui, en somme, conditionnera l'action révolutionnaire prochaine des ouvriers français, en posant la *question du pouvoir politique* de manière vitale, car y renoncer équivaudrait à reculer et à voir ses conditions de vie empirer de manière intolérable.

Nous passerons après cela à différents articles d'Engels sur les rapports du socialisme prolétarien avec le *socialisme petit-bourgeois* de la Réforme. Dans la perspective de la révolution permanente de 1848, c'est effectivement la petite bourgeoisie qui inaugurera le cycle de la révolution avec la conquête républicaine du pouvoir. Engels y applique lui-même la tactique de la révolution permanente. On comprend dès lors l'empressement d'Engels à pousser en avant le parti social-démocrate petit-bourgeois, à l'encourager et à le radicaliser par tous les moyens, ainsi que la place considérable que cette tâche prend dans l'activité militante de Marx-Engels : les ouvriers ne pourront intervenir de manière révolutionnaire et autonome qu'après les petits-bourgeois, ou mieux, qu'en liaison temporaire avec eux.

1830. Les fabricants sont tenus en échec par la concurrence étrangère sur le marché extérieur et menacés sur le leur [79] propre : ils n'ont donc aucune chance de parvenir à un degré de puissance tel qu'ils puissent combattre efficacement les banquiers et les détenteurs de valeurs. Au contraire, leurs chances diminuent d'année en année ; leur parti à la Chambre des députés, qui formait jadis la moitié, ne forme plus aujourd'hui le tiers de la Chambre.

Il résulte de tout cela que pas plus une seule fraction que toute la bourgeoisie dominante n'est en mesure d'introduire quoi que ce soit qui ressemble à un « progrès » ; que depuis la révolution de 1830 en France la domination de la bourgeoisie est si parfaitement établie qu'elle ne peut plus rien faire d'autre que de *se ruiner elle-même.* Et c'est ce qu'elle est en train de faire. Au lieu d'avancer, elle est obligée de reculer, de restreindre la liberté de la presse, d'abolir le droit d'association et de réunion, et de décréter toutes sortes de lois d'exception pour brider la classe ouvrière. Or les scandales de toutes sortes qui ont éclaté ces dernières semaines sont la preuve évidente que la *bourgeoisie* au pouvoir en France est entièrement épuisée, totalement « usée ».

De fait, la grande *bourgeoisie* est dans une triste situation. Elle avait enfin trouvé en Guizot et Duchâtel les hommes capables de régir ses affaires. Elle les tint sept ans au pouvoir, et leur procura à chaque élection une majorité plus grande. Et maintenant que l'on a réduit tous les groupes d'opposition de la Chambre à un état d'impuissance plus grave, maintenant que les jours de gloire de Guizot et de Duchâtel semblaient arrivés, justement à ce moment-là on découvrit dans les actions du gouvernement toute cette série de scandales qui rendit impossible son maintien en exercice, même s'il était soutenu unanimement par les Chambres.

Il ne fait absolument aucun doute que Guizot et Duchâtel ainsi que leurs collaborateurs résigneront leurs fonctions sous peu. Certes, ils peuvent encore s'accrocher pendant quelques semaines à leurs sièges ministériels, mais leur fin est proche - très proche même. Et qui gouvernera après eux ? Qui sait ? Il est possible qu'ils disent comme Louis XV : « Après moi le déluge, la ruine et le chaos. » Thiers est incapable de rassembler une majorité autour de lui. Molé est âgé, usé et au reste insignifiant, et il se heurtera à toutes les difficultés possibles et, pour s'assurer le soutien de la majorité, commettra les

mêmes scandaleuses affaires et, en conséquence finira exactement de la même façon que Guizot.

[80]

C'est la principale difficulté. Les actuels électeurs voteront toujours pour une majorité qui ressemblera à celle qui siège à présent ; l'actuelle majorité réclamera toujours un ministère comme celui de Guizot et de Duchâtel, qui est impliqué dans toutes les affaires possibles, et tout cabinet qui agit ainsi sera renversé par une simple pression de l'opinion publique. Tel est le cercle vicieux dans lequel se meut le présent système. Mais il est impossible de continuer comme on l'a fait jusqu'ici. Il n'existe pas d'autre voie que d'abandonner ce circuit et de procéder à une réforme électorale, et celle-ci signifie l'admission des petits artisans au suffrage, ce qui sera en France « le commencement de la fin ». Rothschild et Louis-Philippe savent fort bien que l'admission de la petite bourgeoisie au suffrage ne signifie rien d'autre que LA RÉPUBLIQUE [72].

72 Engels illustre ici de manière concrète sa thèse selon laquelle la suprématie *politique* de la bourgeoisie est aussi nécessaire pour préparer la victoire du prolétariat que sa suprématie *économique* l'a été. Bref, qu'il existe des étapes progressives dans le domaine politique, de sorte que les conditions de la conquête du pouvoir mûrissent à chacune de ces phases pour la classe ouvrière.

Engels part de l'analyse des rapports de classes en France pour mettre en évidence la dynamique des classes successives au pouvoir, la petite bourgeoisie démocratique et républicaine étant celle qui précède immédiatement le prolétariat lui-même : « Un parti qui est encore tant soit peu capable de gouverner arrive au pouvoir et rassemble toutes les forces antiprolétariennes derrière lui parce qu'elles voient en lui leur dernière possibilité de salut. » (Engels à Bebel, 11-12 décembre 1884.)

Les mouvements sur le continent

Retour à la table des matières

Le roman bien connu d’Eugène Sue - *Les Mystères de Paris* - a fait une impression profonde sur l'opinion publique, notamment en Allemagne [73]. Ce livre ne pouvait [81] pas ne pas tourner l'attention du public sur le sort des « classes les plus basses » dans les grandes cités tant il décrit de manière incisive la misère et la décomposition des mœurs. Comme l'indiquent la *Allgemeine Zeitung* - le *Times* d'Allemagne - les Allemands commencent à découvrir que l'écriture des romans a connu une révolution complète durant ces dernières dix années. A la place des rois et des princes qui étaient autrefois les héros des contes, il y a maintenant les pauvres, les classes méprisées, dont les destins bons ou mauvais, les joies et les peines forment le thème du roman. Ils remarquent enfin qu'une nouvelle génération d'écrivains est née : les George Sand, E. Sue, et Boz (Charles Dickens) par exemple - et c'est un signe des temps.

Nos bons Allemands ont toujours pensé que la misère et le dénuement n'existaient qu'à Paris et à Lyon, à Londres et à Manchester, et que l'Allemagne était entièrement libre de ces excroissances de la super-civilisation et de ces pléthores de l'industrie manufacturière. Mais d'ores et déjà ils commencent à s'apercevoir qu'ils ont eux aussi à présenter une somme considérable de maux sociaux. Les journaux de Berlin confessent que le *Voigtland* de leur propre ville n'a rien à envier à Saint-Giles et autres taudis des parias de la civilisation. Ils reconnaissent que, même si les syndicats et les grèves sont encore inconnus jusqu'ici en Allemagne, il est cependant de plus en plus difficile d'éviter que ce genre de choses ne se développe parmi leurs propres concitoyens. Le Dr Mundt, professeur à l'université de Berlin,

73 Cf. ENGELS, *The New Moral World*, 3 février 1844.

L’activité de Marx-Engels au sein des mouvements ouvriers, ainsi que leurs articles dans les journaux et les revues socialistes de l'époque représentent indubitablement la prémisse de leurs travaux théoriques, dans lesquels ils vont définir le programme communiste de la classe ouvrière moderne – de l’*Idéologie allemande* à la *Sainte-Famille*, de la *Critique de Hegel* au *Manifeste du parti communiste* de 1848.

a commencé une série de conférences sur les différents systèmes de réorganisation de la société. Même s'il n'est pas celui qu'il faut pour se former un jugement correct et impartial sur ces questions, ses conférences seront le prélude à d'autres. On peut concevoir aisément combien ce moment est favorable à une plus grande agitation sociale en Allemagne, et quel effet pourrait avoir une nouvelle revue qui développe des mesures sociales radicales. Une telle revue a été fondée à Paris sous le titre les *Annales franco-allemandes* ; ses directeurs, le Dr Ruge et le Dr Marx, ainsi que les autres collaborateurs font partie des communistes « savants » d'Allemagne, et bénéficient du soutien des socialistes français les plus marquants. Pour cette revue qui sera publiée chaque mois avec des articles tant français qu'allemands, on ne pouvait vraiment pas choisir de moment [82] plus favorable. Avant même que son premier numéro ne paraisse, on peut donc considérer que son succès est assuré.

L'agitation prérévolutionnaire de la petite bourgeoisie et du prolétariat

Retour à la table des matières

... Comme il apparaît dans ce compte rendu, le mouvement de réforme de 1847 est marqué, depuis ses débuts, par la lutte entre libéraux et démocrates ; tandis que les libéraux réussissent à imposer leur volonté dans toutes les petites localités, les démocrates sont plus forts dans les grandes villes - à Paris, Strasbourg, Orléans, Chartres et même dans les cités de moindre importance, à Saint-Quentin notamment [74]. Les libéraux attachent un grand prix au soutien [83] des dé-

---

[74] Cf. ENGELS, « Le Mouvement de réforme en France », *The Northern Star*, 20 décembre 1847.

Nous passons maintenant aux textes de Marx-Engels sur les manifestations et les organisations qui annoncent et préparent la révolution de 1848. La place qui est donnée dans cette partie à l'agitation petite-bourgeoise peut sembler disproportionnée, et de fait Marx-Engels consacrent de longs et nombreux articles au parti socialiste démocrate français qu'ils cherchent visiblement à influencer. Cependant, ce ne sont pas les hasards de la publication qui donnent à ce mouvement cette importance, en apparence disproportionnée avec ce que nous rapportons ici sur le mouvement ouvrier français

mocrates, et ils se tournent en tout sens pour faire des concessions, tandis que les démocrates n'ont pas cédé d'un pouce sur les conditions qu'ils ont posées à leur soutien ; partout où les démocrates se sont manifestés, ils l'ont emporté. C'est ainsi que finalement tout le mouvement a tourné au profit de la démocratie, car tous les banquets qui ont suscité un intérêt public quelconque ont été sans exception démocratiques.

Le mouvement de réforme fut appuyé par les conseils départementaux, qui siégèrent en septembre et étaient entièrement composés de *bourgeois.* Les conseils départementaux de la Côte-d'Or, du Finistère, de l'Aisne, de la Moselle, du Haut-Rhin, de l'Oise, des Vosges, etc. réclamèrent des réformes plus ou moins vastes qui toutes, naturellement, restent confinées dans le cadre bourgeois-libéral.

Mais, demanderez-vous, quelles sont les réformes proposées ? Il y a autant de catégories de réformes que de tendances libérales et radicales. La revendication minimale est l'extension du droit de vote à ce que l'on appelle les capacités - que vous désigneriez peut-être en Angleterre par professions instruites - même si elles ne paient pas les 200 francs d'impôt direct grâce auxquels on obtient présentement le droit de vote. En outre, les libéraux ont quelques autres propositions en commun avec les radicaux. Il s'agit de :

---

lui-même. En bonne logique, il semblerait que nous négligeons ici les organisations ouvrières. Cependant, en théorie et en pratique, la question des rapports entre le parti socialiste démocratique de la petite bourgeoisie et le parti du prolétariat de cette période est essentielle. Non seulement parce qu’à cette période le parti ouvrier est encore embryonnaire et que le parti petit-bourgeois influence une large fraction du prolétariat révolutionnaire (surtout au moment de la crise de 1848 et notamment en Février), mais encore parce qu'il importe au plus haut point de définir, en théorie et en pratique, pour tout le mouvement ouvrier, les rapports entre petite bourgeoisie et classe ouvrière sur le plan politique.

Ces textes trouvent leur couronnement dans le *Manifeste* de 1848 où Marx-Engels définissent à l'avance les rapports entre ouvriers et petits-bourgeois dans la révolution, ainsi que dans *Les luttes de classes en France (1848-1850)* et *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte,* qui marquent la fin d'une époque révolutionnaire et le début d'une phase nouvelle, contre-révolutionnaire, et dans lesquels Marx tire la conclusion générale des luttes de classes en France et de l'attitude de la petite bourgeoisie tout au long de la crise.

1. L'extension des incompatibilités, ou déclaration selon laquelle certains postes de gouvernement sont inconciliables avec la fonction de député. A l'heure actuelle, le gouvernement dispose à la Chambre de quelque 150 députés qui sont des employés se trouvant sous ses ordres et qu'il peut congédier à tout moment, bref, qui sont entièrement dépendants du ministère.

2. L'élargissement de diverses circonscriptions électorales : certaines comptent moins de cent cinquante électeurs qui sont entièrement soumis à l'influence que le gouvernement exerce sur leurs intérêts locaux et personnels.

3. L'élection de tous les députés d'un département à une assemblée électorale plénière qui se réunisse dans la principale [84] ville, de sorte que les intérêts locaux soient plus ou moins noyés dans les intérêts communs de tout le département, ce qui freinerait la corruption et annihilerait l'influence du gouvernement.

En outre, il y a des propositions pour réduire par degrés les conditions pour le cens. Le projet le plus radical sur ce point émane du *National*, journal des petits artisans et commerçants républicains, qui veut étendre le droit de vote à tous les hommes qui font partie de la Garde nationale. Cela accorderait l'électorat à toute la classe des petits artisans et commerçants, et étendrait le droit de vote au même degré que l'a fait en Angleterre le *Reform Bill*. Cependant les conséquences d'une telle mesure seraient beaucoup plus considérables en France. Dans ce pays, la *petite bourgeoisie* est à ce point exploitée et pressurée par les grands capitalistes qu'elle devra recourir à des mesures directement agressives contre les riches sitôt qu'elle aura obtenu le droit de vote.

Comme je l'ai dit dans un article que je vous ai adressé il y a quelques mois [75], cette petite bourgeoisie se laissera toujours emporter plus loin, même contre sa propre volonté ; elle sera obligée, ou bien d'abandonner la position qu'elle vient de conquérir ou bien de conclure une alliance directe avec la classe ouvrière, et cela conduira, tôt

75 Engels fait allusion à l'article *La Position de la bourgeoisie française* que nous avons reproduit en tête de cette section.

ou tard, à la république. Dans une certaine mesure, elle en est consciente. En majorité elle soutient le suffrage universel. C'est le cas du *National* qui n'appuie cette revendication que pour autant qu'il la considère comme un pas sur la voie de la réforme. De tous les journaux parisiens, il n'en est cependant qu'un seul qui ne se satisfasse pas du seul suffrage universel : sous le terme « république » il n'entend pas simplement des réformes *politiques* qui laisseront finalement la classe ouvrière dans le même état de dénuement qu'auparavant, mais encore des réformes *sociales,* et de nature bien définie. Ce journal est *La Réforme.*

Toutefois, il ne faut pas considérer que le mouvement de la réforme représente à l'heure actuelle toute l'agitation qui se déroule en France. Loin de là ! Dans tous ces banquets, qu'ils soient libéraux ou démocratiques, la bourgeoisie est prédominante ; celui d'Orléans a été le seul auquel des libéraux [85] aient participé. Le mouvement ouvrier marche à côté de ces banquets, de manière tout à fait silencieuse, souterraine, presque imperceptible pour celui qui ne le suit pas de près. Le gouvernement le sait fort bien : il a autorisé tous les banquets de la classe bourgeoise, mais lorsque les ouvriers typographes de Paris ont à leur tour demandé à Paris l'autorisation de tenir leur banquet annuel qui n'a jamais eu de caractère politique, elle leur fut refusée.

Le gouvernement a une telle frayeur de la classe ouvrière qu'il ne lui accorde pas la moindre liberté. Il la craint d'autant plus que le peuple a renoncé à toutes les tentatives d'émeute et de soulèvement. Or, le gouvernement souhaite une insurrection, et la provoque par tous les moyens. La police lance de petites bombes avec des tracts de contenu subversif qui se répandent dans toute la rue lors de l'explosion. Un incident surgi dans un atelier de la rue Saint-Honoré fut exploité pour attaquer le peuple de la manière la plus sauvage et pour l'inciter à des violences et des émeutes [76]. Des dizaines de milliers de manifestants se rassemblèrent chaque soir pendant quinze jours ; on les maltraita de la façon la plus indigne ; ils étaient tout près de répondre à la

[76] Engels fait allusion à une série d'incidents qui se produisirent fin août et début septembre 1847 à Paris. L'amorce en fut un heurt entre des ouvriers et le propriétaire d'une cordonnerie de la rue Saint-Honoré qui avait essayé de falsifier la facture d'un ouvrier.

violence par la violence, mais demeurèrent stoïques, ne donnant au gouvernement aucun prétexte pour serrer encore plus étroitement la vis de la loi. Que l'on se représente combien il fallut, dans ces moments, de compréhension et d'accord tacites dans la masse, de sentiment commun sur ce qu'il convenait de faire, d'effort pour surmonter la colère de ce peuple de Paris subissant les traitements les plus infâmes plutôt que d'entreprendre une insurrection sans espoir. Quel énorme progrès que cette maîtrise de soi, précisément chez les ouvriers de Paris qui sont rarement descendus dans les rues sans mettre en pièces tout ce qu'ils trouvaient sur leur chemin, dont l'insurrection est une seconde nature, et qui vont à la révolution avec tout autant de joie qu'au cabaret ! Mais si l'on veut en tirer la conclusion que l'ardeur révolutionnaire de ce peuple est en train de baisser, on se tromperait grandement. Au contraire, le peuple ressent ici plus profondément que jamais [86] la nécessité d'une révolution, qui doit être beaucoup plus subversive, énergique et radicale que la première. L'expérience de 1830 lui a appris que la simple lutte ne saurait suffire, que, l'ennemi une fois battu, il lui faut prendre des mesures qui garantissent la stabilité de ses conquêtes, et que ces mesures ne doivent pas être simplement politiques, mais ruiner la puissance sociale du capital et assurer son propre pouvoir politique aussi bien que son bien-être social. C'est pourquoi il attend tranquillement la bonne occasion, tout en s'adonnant sérieusement à l'étude de ces problèmes économiques et sociaux, dont la solution montrera quelles sont les mesures qui seules sont susceptibles d'établir sur une base ferme le bien-être de tous [77].

---

[77] On est frappé par la différence de méthode, d'action et d'organisation chez les classes bourgeoise et petite-bourgeoise, qui ont plus ou moins conquis les droits politiques et jouissent du monopole du savoir, et chez la classe ouvrière qui ne dispose pas encore des droits d'association et de réunion (les premiers embryons de droits syndicaux datent de 1865 et la loi ne sera votée qu'en 1885).

Engels insiste sur la nécessité de la préparation théorique de la future révolution. A cet égard, nous avons montré l'importance attribuée par Marx-Engels aux utopistes français (Fourier, Saint-Simon, Cabet, etc.). Dans le *Manifeste du parti communiste*, ils affirment que les ouvriers doivent commencer par utiliser les « éléments de culture de la classe adverse » : « De même que jadis une partie de la noblesse passa à la bourgeoisie, de même aujourd'hui une partie de la bourgeoisie passe au prolétariat, et notamment cette partie des idéologues bourgeois parvenus à l'intelligence théorique de

En l'espace de deux mois, six mille exemplaires de l'ouvrage de monsieur Louis Blanc sur *L'Organisation du travail* ont été vendus dans les ateliers de Paris, et il faut savoir que cinq éditions de ce livre sont déjà épuisées. De même, les ouvriers lisent toute une série d'autres écrits sur ces problèmes ; ils se rencontrent par petits groupes de dix [87] à vingt et discutent des différents plans qui leur sont soumis. Ils ne parlent pas beaucoup de la révolution, puisque c'est un point qui ne fait aucun doute et sur lequel ils sont tous d'accord. Lorsque le moment sera venu où le heurt entre peuple et gouvernement sera devenu inévitable, ils descendront dans les rues et les places au signal que c'est le moment, ils dépaveront les boulevards, dresseront des barricades dans toutes les rues avec des omnibus, des fiacres et des voitures, et feront de toutes les ruelles une fortification, à la fois pour résister à l'adversaire et avancer de la Bastille contre les Tuileries [78].

Et alors, je le crains, ces hauts personnages des banquets de la réforme se recroquevilleront dans le coin le plus sombre de leurs maisons ou s'égailleront à tous les vents comme des feuilles mortes dans l'ouragan populaire. Alors c'en sera fini avec messieurs Odilon Barrot, de Beaumont et autres foudres de guerre libéraux : le peuple les condamnera tout aussi impitoyablement qu'il condamne aujourd'hui le gouvernement conservateur [79].

---

l'ensemble du mouvement historique. » Certes, ce processus n'est ni simple ni facile, mais il est inévitable, et la classe ouvrière doit savoir, ou mieux doit apprendre à le contrôler rigoureusement.

On ne saurait exagérer la contribution de Marx-Engels au développement de ce processus en faveur du mouvement ouvrier français : un véritable parti ouvrier ne se formera que très tard en France, et il sera animé par d'anciens compagnons d'armes blanquistes ou des militants formés plus ou moins à l'école de Marx-Engels.

78 Dans son article des 1° et 2 juillet 1848 de la *Nouvelle Gazette rhénane*, « La Révolution de juin » à Paris, Engels explique que le plan de bataille des ouvriers préparé par Kersausie, appliqua exactement cette « stratégie nouvelle des barricades » qui est à la fois défensive (grâce aux barricades de protection édifiées dans les rues latérales) et offensive (grâce à la percée par quelques rues principales débouchant sur les allées du pouvoir). Cf. MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, p. 199-208.

79 À l'avance, on observe dans cet article le déploiement des forces et le déroulement des stades successifs de la future révolution de 1848 : d'abord Février

[88]

Le discours de Louis Blanc au banquet de Dijon

Retour à la table des matières

Dans son compte rendu du banquet de Dijon, *The Northern Star* soumet le discours de monsieur Louis Blanc à une critique à laquelle nous souscrivons entièrement [80]. L'union des démocrates des différents pays n'exclut pas la critique réciproque, elle serait plutôt impossible sans une telle critique : pas de compréhension ni d'union sans critique. Nous reproduisons les remarques du *Northern Star*, afin de protester nous aussi contre les préjugés et les illusions qui s'opposent absolument aux tendances de la démocratie moderne, et doivent donc être rejetés, si l'on veut que l'union des démocrates des divers pays soit plus qu'une phrase [81].

---

avec la révolution pour la république tricolore, faite en commun avec les forces républicaines essentiellement petites-bourgeoises, celles-là mêmes dont Engels retrace l'agitation et la campagne de banquets au début de cet article ; puis Juin, lorsque les ouvriers, seuls, monteront à l'assaut du pouvoir.

Le marxisme révolutionnaire a pour objet premier les intérêts de la classe ouvrière, et représente, dans le mouvement présent, sa politique future ; c'est dire qu'il démasque à l'avance ses futurs adversaires, parmi lesquels, en l'occurrence, ses alliés républicains et démocrates momentanés.

80 Cf. ENGELS, *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 30 décembre 1847.

Cet article est une variante de celui publié par Engels le 18 décembre 1847 dans le *Northern Star* sous le titre « Mouvement de réforme en France - Banquet de Dijon ».

81 Nous avons défini, dans le recueil MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, la tactique générale des communistes vis-à-vis de la démocratie bourgeoise de cette époque (t. 1, p. 132-153).

Dans les textes qui relatent l'activité d'Engels durant cette période, nous trouvons déjà tous les grands noms qui illustreront les événements de 1848 à 1850 : *La Réforme, Le National*, Lamartine, Thiers, Ledru-Rollin, etc., sans oublier les masses et les chefs socialistes. Dans la pratique, il est donc familiarisé avec tous les futurs protagonistes du drame et il sait déjà comment les forces se déploieront au cours de la crise : la révolution ne le surprendra

Monsieur Blanc a dit au banquet de Dijon :

« Nous avons besoin d'union dans la démocratie. Que nul ne s'illusionne à ce sujet : nous pensons et nous travaillons non seulement pour la France, mais encore pour le monde entier, car l'avenir de la France c'est l'avenir de l'humanité. Nous nous trouvons dans cette situation admirable que, sans jamais cesser d'être nationaux, nous sommes nécessairement [89] cosmopolites, et même plus cosmopolites que nationaux. Quiconque se désigne jamais comme *démocrate* et veut en même temps être *Anglais*, celui-là *renie* l'histoire de son propre pays, car la contribution de l'Angleterre à l'histoire a été la lutte pour l'égoïsme contre la fraternité. À l'inverse, un Français qui ne voudrait pas être en même temps cosmopolite, renierait l'histoire de son pays. En effet, la France ne pourrait jamais faire triompher une idée, si ce n'était dans l'intérêt du monde entier. Messieurs ! À l'époque des Croisades, lorsque l'Europe s'attacha à conquérir le tombeau du Christ, la France prit le mouvement sous son aile. Plus tard, lorsque les prêtres voulurent nous imposer le joug de la domination papale, les évêques gallicans défendirent les droits de la conscience. Et dans les derniers jours de la monarchie, qui soutint la jeune république américaine ? La France, toujours la France ! Or ce qui est vrai de la France monarchiste, comment pourrait-ce ne pas être vrai pour la France républicaine ? Où, dans le livre de l'histoire, trouvons-nous jamais quelque chose qui ressemble à cet admirable esprit de sacrifice et à ce désintéressement de la République française qui, épuisée par le sang versé à nos frontières et sur l'échafaud, trouva toujours du sang à verser pour ses frères bataves ? Battue ou victorieuse, elle éclaire ses propres ennemis des rayons lumineux de son génie ! Laissez l'Europe nous envoyer seize armées, et nous lui enverrons sa liberté en retour ! »

The Northern Star fait observer à ce sujet :

Nous n'entendons déprécier en aucune manière les héroïques efforts de la Révolution française, ni mitiger l'immense gratitude que le

donc pas. Si donc Marx et Engels on pu lancer leurs mots d'ordre aux forces et masses subitement en effervescence, c'est en parfaite connaissance de cause, *à la suite d'un long travail de préparation de parti.*

Bref, ces écrits révolutionnaires annoncent et préparent les chefs-d'œuvre définitifs des *Luttes de classes en France* de Marx, qui éclairent aujourd'hui encore la lutte du prolétariat international.

monde doit aux grands hommes de la République. Cependant, nous pensons que la comparaison entre la France et l'Angleterre en ce qui concerne le cosmopolitisme est parfaitement déplacée dans l'esquisse ci-dessus. Nous nions absolument le caractère cosmopolite qui a été attribué à la France avant la révolution, et les époques de Louis XI et de Richelieu peuvent nous servir de preuve. Mais qu'est-ce que c'est que monsieur Blanc attribue à la France ? Qu'elle n'a jamais pu faire triompher une idée sans qu'elle ne soit utile au monde entier. Eh bien, nous pensons que monsieur Louis Blanc ne peut nous désigner un quelconque pays du monde qui se distingue en cela de la France. Prenons, par exemple, l'Angleterre que monsieur Blanc met en opposition directe avec la France. L'Angleterre a inventé la machine à vapeur ; l'Angleterre a introduit les [90] chemins de fer - deux choses qui, pensons-nous, correspondent à quelques bonnes idées. Bien. L'Angleterre a-t-elle inventé cela pour elle-même ou pour le monde ? Les Français se glorifient d'avoir répandu la civilisation partout, notamment en Algérie. Bien, mais alors qui a répandu la civilisation en Amérique, en Asie, en Afrique et en Australie, sinon l'Angleterre ? Qui donc a fondé cette république à la libération de laquelle la France a pris sa petite part ? L'Angleterre - toujours l'Angleterre. Si la France a soutenu la République américaine dans sa lutte de libération contre la tyrannie anglaise, alors l'Angleterre a libéré, deux siècles auparavant, la République hollandaise de l'oppression espagnole. Si la France, à la fin du siècle dernier, a donné au monde entier un glorieux exemple, nous ne pouvons pas passer sous silence que l'Angleterre, cent cinquante ans plus tôt, a donné ce même exemple, et ne trouva pas la France préparée à le suivre. Et, en ce qui concerne les *idées* que les philosophes du XVIII^e^ siècle ainsi que les Voltaire, Rousseau, Diderot, d'Alembert, etc. ont si bien popularisées, d'où ces idées tiraient-elles leur origine, sinon de l'Angleterre. Veillons à ne pas oublier Milton, le premier préconiseur du régicide, les Algernon Sydney, Bolingbroke et Shaftesbury qui dépassent leurs successeurs français plus brillants !

« Un Anglais qui se désigne comme démocrate, renie l'histoire de son pays », affirme monsieur Blanc. En un sens, nous le voulons bien. Nous considérons comme la preuve de la démocratie la plus authentique le fait qu'elle *doit* renier son pays, qu'elle *doit* repousser toute responsabilité pour un passé qui est rempli de misère, de tyrannie, d'oppression de classe et de superstitions. Faisons en sorte que les

Français ne fassent pas exception chez les démocrates ! Qu'ils ne prennent pas la responsabilité pour les actions de leurs rois et aristocrates des temps passés ! En conséquence, ce que monsieur Blanc considère comme un désavantage pour les démocrates anglais, nous le tenons pour le plus grand avantage : ils *doivent* répudier le passé, et considérer uniquement l'avenir.

« Un Français est nécessairement cosmopolite », affirme monsieur Blanc. Certes, dans un monde où ne régneraient que l'influence française, les us et coutumes français, les mœurs françaises, les idées et les institutions françaises ! Dans un monde où chaque nation adopterait les caractéristiques de la nationalité française ! Or c'est exactement [91] ce que ne veulent pas les démocrates des autres pays. Étant eux-mêmes tout à fait disposés à abandonner leur propre nationalité, ils attendent que les Français en fassent autant. Ils ne seront pas satisfaits par l'affirmation selon laquelle les Français *sont* déjà cosmopolites. Une telle affirmation équivaut à exiger de tous les autres qu'ils deviennent français.

Par comparaison, prenons l'Allemagne. Elle est la patrie d'un nombre considérable de découvertes - l'imprimerie, par exemple. C'est un fait généralement reconnu que l'Allemagne a produit un bien plus grand nombre d'idées généreuses et cosmopolites que la France et l’Angleterre réunies. Or, dans la pratique, l'Allemagne a toujours été humiliée et trompée dans ses espérances. Elle peut raconter le mieux de quelle nature est le cosmopolite français. Comme la France a expérimenté la fourberie de la politique anglaise, l'Allemagne a expérimenté la fourberie de la politique française - de Louis XI à Louis-Philippe. Si nous voulions adopter les critères de monsieur Blanc, les Allemands seraient les véritables cosmopolites. Cependant, les démocrates allemands sont loin d'afficher une telle prétention.

Le manifeste de Monsieur de Lamartine

Retour à la table des matières

Vous avez récemment publié un document curieusement élucubré [82]. Il consiste en deux parties rigoureusement distinctes : les mesures *politiques* et les mesures *sociales*. Or, il se trouve que toutes les mesures politiques sont extraites de la constitution de 1791, et pratiquement sans modification ; en d'autres termes, il s'agit d'un retour aux revendications de la bourgeoisie des débuts de la révolution. A cette époque, toute la bourgeoisie, y compris les petits commerçants eux-mêmes, étaient investis du pouvoir politique, alors qu'aujourd'hui la participation en est réduite aux seuls grands capitalistes. Dans ces conditions, quelle est la signification des mesures politiques proposées par M. de Lamartine ? C'est faire passer le gouvernement aux mains des couches basses de la *bourgeoisie*, mais sous couvert de le donner au peuple tout entier (c'est cela et rien [92] d'autre que signifie son suffrage universel avec son double système d'élections).

Et ses mesures *sociales ?* Eh bien, il s'agit soit de choses qui présupposent une révolution victorieuse ayant donné le pouvoir politique au peuple - comme, par exemple, l'enseignement gratuit pour tous ; ou bien de mesures de pure charité, celles-là même qui émasculent la force révolutionnaire des prolétaires ; ou enfin de simples phrases ronflantes sans signification pratique quelconque, par exemple l'élimination de la mendicité par décret de cabinet, l'abolition de la misère publique par une loi, un ministère du bien-être populaire. Elle sont ou bien totalement inutiles, ou bien calculées en sorte de n'accorder que ce qu'il faut pour assurer une certaine paix sociale, ou bien de simples promesses creuses que personne ne peut réaliser - et dans ce dernier cas elles sont plus nuisibles qu'utiles.

En somme, M. de Lamartine se révèle, du point de vue social aussi bien que politique, le représentant fidèle des petits commerçants, soit la couche la plus basse de la bourgeoisie, et il en partage toutes les illusions de classe : celle notamment de représenter le peuple travailleur. Enfin, il est assez naïf pour s'adresser au gouvernement pour lui

---

82 Cf. ENGELS, *The Northern Star*, 13 novembre 1847.

demander de soutenir ses mesures. Il est clair que l'actuel gouvernement des grands capitalistes fera tout, sauf cela. C'est pourquoi *La Réforme* a parfaitement raison de ne pas croire à la réalisation pratique de ces mesures ainsi qu'à la manière de les présenter, malgré les bonnes intentions de leur auteur :

« Certainement ce sont là de magnifiques paroles, qui révèlent un grand cœur et un esprit ouvert à la cause du droit. Un sentiment fraternel accompagne sans aucun doute ses grandes phrases, et nos poètes et philosophes en seront enthousiasmés comme jadis la Grèce de Périclès a été enthousiasmée par l'enseignement de Platon. Mais il ne s'agit pas présentement de Périclès, nous vivons sous le règne de MM. Rothschild, Fulchiron et Duchâtel, c'est-à-dire sous la triple incarnation de l'argent, de la peur absurde et de la police, puisque nous avons le gouvernement des profits, des privilèges et de la gendarmerie. Eh bien, M. de Lamartine croit-il vraiment que la ligue des intérêts solidement établis, la fédération séparatiste [83] de l'argent, de la [93] position acquise et du monopole, se rendra et déposera les armes lorsqu'il en appelle à la solidarité nationale et à la fraternité sociale ? Dans le bien comme dans le mal, toutes les choses de ce monde sont liées - l'une conditionne l'autre, et nulle n'est isolée. C'est pourquoi, le très généreux programme du député de Mâcon [84] s'envolera avec le zéphyr parfumé de l'été pour s'éteindre comme de creux sons de trompettes, tant qu'il portera la marque de fabrique de tous les monopoles - la violation féodale du droit et de l'égalité [85]. La ligue des classes privilégiées se resserre de manière encore plus étroite, lorsque le système gouvernemental est en proie à une peur convulsive.

---

83 Allusion à la fédération réactionnaire des sept cantons catholiques suisses qui avait suscité la guerre civile de 1847 ; cf. ENGELS, « La Guerre civile suisse », *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 14 novembre 1847.

84 Il s'agit de Lamartine.

85 Au cours de la féodalité, les corporations des villes réalisèrent la concentration du monopole du droit général, égal, de tous les petits producteurs parcellaires en transférant ce droit aux corps d'artisans, de marchands, etc. Ce faisant, ils violèrent finalement le droit et l'égalité primitifs. Dans les campagnes, la noblesse et le clergé usurpèrent la propriété des libres paysans parcellaires qui durent travailler désormais leur lopin de terre en échange de corvées ou d'un tribut au profit du propriétaire monopoliseur de la terre. Cf. « La succession des formes de production et de société. La phase du féodalisme », *Fil du Temps*, n° 9.

En ce qui concerne les institutions qu'il propose, le pays officiel et ses dirigeants les appellent les bonbons de la philosophie ; MM. Duchâtel et Guizot en feront des gorges chaudes, et si le député de Mâcon ne s'adresse pas ailleurs pour trouver les armes et les soldats qui défendront ses idées, il passera toute sa vie à moudre de belles phrases, sans jamais avancer d'un pouce ! Il ne s'adresse jamais aux masses, mais au gouvernement. Nous lui disons qu'il fait fausse route, étant donné qu'il ne peut gagner ni la révolution ni les penseurs ni le peuple à son système électoral par degrés, à sa taxe pour les pauvres et sa charité philanthropique. Il est vrai que ses principes de régénération sociale et politique ont déjà été découverts il y a cinquante ans. Le suffrage universel, les élections directes, le paiement des députés, telles sont les prémisses essentielles de la souveraineté populaire, tandis que l'égalité, la liberté et la fraternité sont les principes qui doivent régir toutes les institutions sociales. Or, la taxe pour les pauvres est tout autre [94] chose qu'une institution fondée sur la fraternité. C'est au contraire un déni insolent et dépourvu de toute réalité à la fraternité. Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'un expédient mis au point par la bourgeoisie anglaise, mais d'un système tout à fait nouveau d'économie sociale afin de réaliser le droit et satisfaire les besoins de tous. »

Quelques jours plus tard, apparut le second manifeste de M. de Lamartine sur la politique extérieure de la France. Il y affirme que le système de paix établi par le gouvernement français depuis 1830 a été la seule politique adéquate. Avec des phrases pompeuses, il couvre la manière infâme dont le gouvernement français a d'abord incité à la révolte l'Italie et d'autres pays, puis les a abandonnés à leur sort. Voici la vigoureuse réponse de *La Réforme* à ce manifeste sans saveur ni odeur :

« M. de Lamartine sacrifie le moyen légal et unique de notre libération - la sainte guerre des principes - à une théorie de la paix qui est pure faiblesse, mensonge, voire acte de trahison, aussi longtemps que les relations de peuple à peuple reposent sur la politique des diplomates et l'égoïsme des gouvernements. Il ne fait pas de doute que la paix soit la nécessité dernière de la civilisation, mais que signifie la paix avec Nicolas de Russie ? L'étrangleur des nations, le bourreau qui cloue des enfants à la potence, qui conduit une guerre fatale même à l'espérance et aux souvenirs, qui noie un magnifique pays dans le sang

et les larmes ! Pour l'humanité, la civilisation et la France elle-même, la paix avec ce Jack Ketch [86] furieux signifie couardise ; pour la justice, le droit et la révolution, c'est un crime ! Qu'est-ce que la paix avec Metternich, qui loue les services de toute une horde d'assassins, qui dépouille de leur liberté des nations entières pour plaire à des épileptiques couronnés [87] ? Que signifie donc la paix avec tous ces petits Césars d'Europe, ruinés et débauchés, bigots et hypocrites, qui [95] règnent aujourd'hui pour les Jésuites et demain pour une courtisane ? Qu'est-ce donc que la paix avec un gouvernement anglais, aristocratique et assoiffé d'argent, qui règne en tyran sur les mers, qui étouffe la liberté au Portugal, qui pressure son profit même des haillons de son peuple ? La paix avec ces juifs, ces vendeurs de poison, nous le répétons, c'est, pour un peuple qui se trouve en révolution, de la couardise, une honte, un crime, une désertion morale et une faillite totale non seulement à la cause, mais encore au droit et à l'honneur. »

D'autres journaux parisiens n'ont pas manqué non plus de manifester leur désapprobation sur certains points du programme de M. de Lamartine. Celui-ci n'en continue pas moins d'illustrer ses principes dans son journal, *Le Bien public* de Mâcon. Dans quelques mois, nous serons en mesure de juger de l'effet que sa *nouvelle* initiative aura eu à la Chambre des députés [88].

---

86 Bourreau anglais de l'époque de Jacques II.

87 On retrouve ici les accents belliqueux des révolutionnaires français lançant la sainte guerre de propagation de la liberté et de l'égalité à la face de tous les despotes d'Europe en 1794.

Marx-Engels reprendront cette tradition à leur compte, comme en témoignent par exemple les simples titres de leurs articles : « La Sainte guerre », *New York Tribune*, 15 novembre 1853 - « Enfin une bataille ! », *ibid.*, 6 juin 1859 (cf. MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, p. 15).

88 À notre connaissance, Engels n'a pas eu l'occasion de rédiger cet article.

Le mouvement de réforme en France

Scission - « La Réforme » et « Le National » - Progression de la démocratie

Retour à la table des matières

Depuis mon dernier article, des banquets ont eu lieu à Lille, Avesnes et Valenciennes [89]. Avesnes était totalement constitutionnel, Valenciennes moitié-moitié, et Lille un triomphe marqué de la démocratie sur les intrigues de la bourgeoisie. J'évoque brièvement ici cette rencontre d'une importance extrême.

Étaient invités, outre les libéraux et le parti du *National*, les démocrates de *La Réforme*, MM. Ledru-Rollin et Flocon, le rédacteur de cette dernière feuille, ayant accepté l'invitation. M. Odilon Barrot, l'éclatant foudre des bourgeois, était également invité. Tout était arrangé, les toasts étaient préparés, lorsque M. Odilon Barrot déclara subitement qu'il ne pouvait ni participer ni tenir un discours toastant la [96] « réforme parlementaire », à moins que l'on ajoutât à la définition de la réforme qu'elle était un moyen d'assurer « la pureté et l'authenticité des institutions conquises en juillet 1830 ». Cette addition excluait naturellement les républicains. Le comité était déconcerté. M. Barrot demeura intraitable. On décida enfin de s'en remettre à la décision de toute l'assemblée. Celle-ci toutefois déclara sans ambages qu'elle ne tolérerait aucun changement de programme : elle ne transgresserait pas les accords à la suite desquels les démocrates étaient venus à Lille. M. Odilon Barrot se retira théâtralement, avec sa suite de députés et de journalistes libéraux. On fit avancer MM. Flocon et Ledru-Rollin ; le banquet eut lieu malgré les libéraux, et le discours de M. Ledru souleva une tempête d'applaudissements.

Le plan perfide des réformateurs bourgeois s'acheva par le triomphe de la démocratie. Monsieur Odilon Barrot dut honteusement battre en retraite, et il n'osera jamais plus se montrer dans la ville démocratique de Lille. Sa seule excuse, c'est d'avoir pu croire que ces

---

89 Cf. ENGELS, *The Northern Star*, 4 décembre 1847.

messieurs de *La Réforme* avaient l'intention de déclencher une révolution avec le banquet de Lille - et ce, en pleine paix !

Quelques jours plus tard, M. Barrot trouva quelque consolation dans le banquet d'Avesnes - une simple réunion de famille de bourgeois libéraux. Il y eut la joie de porter un toast au roi. Cependant à Valenciennes il dut une fois de plus refréner ses envies de porter son toast favori, qui à Lille lui avait fait quitter la table si lamentablement. Il n'y eut pas de toast pour le roi, bien que les affreux faiseurs de révolution ne fussent pas là. Le foudroyeur battu devra avaler sa vertueuse indignation jusqu'à ce qu'un autre secret lui permette à nouveau de clouer au pilori - devant quelques boutiquiers et philistins ébahis d'une vague petite ville de province - l' « anarchisme », les « partisans de la violence physique » et le « communisme ».

Le banquet de Lille souleva des discussions extraordinaires dans la presse. Les conservateurs triomphaient en raison de la scission intervenue dans les rangs des réformateurs [90]. Le vieux bonnet de nuit de *Constitutionnel* de [97] M. Thiers, ainsi que *Le Siècle,* le « propre » journal de M. Barrot, furent subitement saisis des convulsions les plus affreuses.

« Bon, cria à son public de boutiquiers *Le Siècle* indigné, nous ne faisons pas partie de ces anarchistes, nous n'avons rien de commun avec ces restaurateurs du régime de terreur, avec ces partisans de Marat et de Robespierre ; nous préférerions à leur règne sanguinaire le système actuel, même s'il était cent fois pire qu'il l'est. »

Et il se trouve même que c'est vrai : à d'aussi pacifiques boutiquiers et philistins, le bonnet de nuit blanc sied cent fois mieux que le bonnet rouge des Jacobins. Cependant, au moment même où ces journaux couvraient *La Réforme* des injures les plus basses et les plus per-

---

90 Les conservateurs avaient bien tort de triompher de cette clarification effectuée dans le champ des forces politiques de l'opposition et la délimitation plus nette dans le camp révolutionnaire. Un des nombreux traîtres petits-bourgeois et pseudo socialistes, qui portèrent successivement un coup aux ouvriers révolutionnaires à chacun des stades de radicalisation croissante de la révolution de 1848, était d'ores et déjà démasqué et mis hors d'état de nuire : dès février 1848, alors que tant d'illusions berçaient encore les révolutionnaires, les ouvriers parisiens huèrent Odilon Barrot et ses partisans. En ce sens, les luttes de préparation des organisations révolutionnaires ont un effet pratique sur la marche de la révolution.

fides, ils manifestaient leur respect le plus profond au *National*. Or, dans tout cela, *Le National* s'est effectivement comporté de la manière la plus douteuse. Au banquet de Cosne déjà, ce journal avait condamné la position de différents démocrates qui refusèrent de participer à des toasts portés à la santé du roi. A présent il parle de nouveau de la manière la plus acerbe du banquet de Lille, et il regrette l'incident qui troubla un moment la manifestation, cependant que certains alliés de province de ce même *National* attaquent ouvertement l'attitude de MM. Ledru et Flocon. *La Réforme* d'exiger alors que ces journaux s'expriment plus clairement. *Le National* répondit que ces articles étaient suffisamment parlants. *La Réforme* demanda alors quel était donc ce regrettable incident de Lille ? Qu’y avait-t-il eu de regrettable à vos yeux ? Le comportement de M. Barrot ou celui de M. Ledru-Rollin ? L'effronterie de M. Barrot ou sa mésaventure ? Ou s'agit-il du discours de M. Ledru en faveur du suffrage universel ? Regrettez-vous la défaite du monarchisme ou le triomphe de la démocratie ? Reconnaissez-vous, oui ou non, ce qu'en disent vos alliés de province ? Acceptez-vous la louange du Siècle, ou vous sentez-vous visé par les injures dont il nous couvre ? Auriez-vous [98] conseillé à votre ami, M. Marie, de céder, si M. Odilon Barrot avait élevé de semblables prétentions à Orléans ?

Le National répliqua que, pour des raisons de parti, il ne voulait pas ouvrir de polémique avec *La Réforme*, qu'il n'était pas responsable des articles envoyés par un « ami » à des journaux privés et, en ce qui concerne les autres questions, le passé du *National* était là pour lui permettre de les négliger et de s'épargner la peine de répondre. Pour toute réponse, *La Réforme* observa : « Nos questions n'en demeurent pas moins. » Les démocrates disposent ainsi de tous les documents - ils peuvent donc juger eux-mêmes. Et c'est ce qu'ils ont fait. Un grand nombre de journaux radicaux et même libéraux de France ont pris parti de la manière la plus nette pour *La Réforme*.

De fait le comportement du *National* mérite la plus vive réprobation. Ce journal tombe de plus en plus aux mains de la bourgeoisie. Ces derniers temps, il n'a cessé d'abandonner la cause de la démocratie au moment décisif. Il a prêché l'unité avec la bourgeoisie et, en plus d'une occasion, il n’a servi nul autre que Thiers et Odilon Barrot. Si *Le National* ne modifie pas très vite sa politique, il cessera de compter parmi les feuilles démocratiques. Dans l'affaire de Lille, par

simple antipathie personnelle pour des hommes qui sont plus radicaux que lui, *Le National* n'a pas hésité à abandonner les principes sur lesquels il a conclu avec les libéraux l'alliance en vue d'effectuer des banquets. Après ce qui vient de se passer, *Le National* ne sera jamais plus en mesure dans les banquets à venir de se manifester sérieusement avec ses toasts pour le roi. Le « passé » du *National* n'est pas si brillant qu'il puisse se permettre de répondre par le silence aux questions d'actualité. Il suffit de se rappeler sa prise de position en faveur des fortifications de Paris [91].

P.-S. Un banquet de *La Réforme* a eu lieu cette semaine à Dijon. Trois cents personnes étaient assises à la table. Toute l'affaire était parfaitement démocratique. Naturellement aucun toast pour le roi. Tous les orateurs faisaient [99] partie de *La Réforme*. MM. Louis Blanc, Flocon, Etienne Arago et Ledru-Rollin furent les principaux orateurs. M. Flocon, rédacteur de *La Réforme*, porta un toast sur les démocrates étrangers, et évoqua les chartistes anglais en termes élogieux. La semaine prochaine, je vous rapporterai aussi bien le texte complet de son discours que le compte rendu détaillé de tout le déroulement de ces réunions d'une importance extrême [92].

« La Réforme » et « Le National »

Retour à la table des matières

Depuis le banquet de Lille, il s'est noué entre *La Réforme* et *Le National* un débat qui a conduit à une séparation nette des deux journaux [93].

Voici les faits :

Plus ouvertement que depuis le début des banquets de la réforme, *Le National* vient de s'associer à l'opposition dynastique. Lors du ban-

---

91 Se fondant sur l'axiome que les fortifications érigées par les princes contre l'ennemi « extérieur » sont en réalité dirigées contre le peuple à l'intérieur, l'opposition démocratique attaqua violemment le projet de fortification de Paris établi en 1840 par le gouvernement. Les partisans du *National* ne se joignirent pas à l'opposition en arguant des besoins de la défense nationale.

92 Cf. l'article reproduit ci-après.

93 Cf. ENGELS, *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 30 décembre 1847.

quet de Lille, M. Degeorges du *National* s'est retiré en même temps qu'Odilon Barrot. *Le National* lui-même s'est exprimé de la manière la plus ambiguë sur le banquet de Lille. Invité par *La Réforme* à préciser sa position, il refusa sous le prétexte qu'il ne voulait pas ouvrir de polémique avec ce journal. Or ce n'était absolument pas une raison pour ne pas parler des faits. Quoi qu'il en soit, *La Réforme* n'abandonna pas l'affaire et à la fin attaqua Garnier-Pagès du *National*, à cause d'un discours dans lequel il avait nié l'existence des classes, en voulant noyer bourgeoisie et prolétariat dans la phraséologie générale des *citoyens français*. Enfin, *Le National* déclara qu'il défendrait ses amis contre un journal qui suspectait tous les braves patriotes tels que Carnot, Garnier-Pagès, etc.

Vaincu bientôt sur tous les points, *Le National* ne sut plus trouver d'autre issue que d'accuser *La Réforme* de communisme : « Vous parlez d'efforts indéterminés, de théories et de systèmes qui naissent dans le peuple ; pour dire les choses carrément, vous nous reprochez d'attaquer tout cela ouvertement comme des tendances communistes. Eh bien, déclarez-vous directement, ou bien pour ou bien contre le [100] communisme. Nous déclarons hautement que nous n'avons rien de commun avec les communistes, avec ces gens qui nient la propriété, la famille et la patrie [94]. Le jour de la lutte, nous ne combattrons pas avec ces abominables tendances, mais contre elles. Nous n'avons ni trêve ni tolérance vis-à-vis de ces ignobles rêveries, de ce système absurde et sauvage qui bestialise l'homme, le réduit à l'état de brute. Et vous croyez que le peuple soit avec vous ? Que le peuple renoncerait au peu de propriété qu'il a gagné à la sueur de son front, ainsi qu'à la famille et à la patrie ? Vous croyez que le peuple se laisserait jamais convaincre qu'il est indifférent que l'Autriche nous soumette à son despotisme, que les puissances morcellent la France ? » Voici les mesures que *Le National* oppose au communisme dans ses plans pour

---

94 Engels parvint à démasquer, en conservant le droit de critique vis-à-vis de ses alliés, les ennemis de la révolution avant même que celle-ci ne soit déclenchée. Marx poursuivra l'action d'Engels en dénonçant dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung* du 26 décembre 1847 aussi bien les futurs traîtres de la révolution que les fausses positions de ceux-ci dans l'article intitulé « Lamartine et le communisme ».

Au reste, dans le *Manifeste* même, Marx et Engels expliciteront de façon désormais classique la position des communistes sur la propriété, la famille et la patrie.

promouvoir la condition des ouvriers : réforme des postes, de la finance, taxe sur le luxe, assurances de l'État, abolition de l'octroi, libre concurrence.

On n'aurait pas grand mal à corriger les idées ridicules que *Le National* se fait du communisme. Relevons simplement qu'il est bizarre que *Le National* affiche encore l'idée terrifiante d'une invasion toujours menaçante des « grandes puissances », qu'il croit encore qu'Outre-Rhin et Outre-Manche des millions de baïonnettes se dressent contre la France, que des milliers de bouches à feu sont dirigées contre Paris ! *La Réforme* a fort justement répondu : en cas d'invasion des rois, ce ne sont pas les fortifications de Paris, mais les peuples eux-mêmes qui serviront de rempart.

En ce qui concerne le passage du *National* mentionné ci-dessus, *La Réforme* explique : « Nous ne sommes pas communistes, et ce, pour la raison que le communisme ne tient pas compte des lois de la production, qu'il ne se préoccupe pas de faire produire suffisamment pour toute la société. Mais les propositions des communistes nous sont [101] plus proches que celles du *National* qui accepte aujourd'hui sans façon l'actuelle économie bourgeoise. De même nous défendrons à l'avenir les communistes contre la police, parce que nous leur reconnaissons au moins le droit à la discussion et parce que les doctrines émanant des ouvriers eux-mêmes méritent toujours considération. »

Nous remercions *La Réforme* pour l'énergie avec laquelle elle a affirmé la véritable démocratie face au *National*. Nous remercions *La Réforme* pour avoir défendu le communisme contre lui. Nous reconnaissons volontiers qu'elle a toujours défendu les communistes, lorsqu'ils ont été poursuivis par le gouvernement. *La Réforme* fut le seul journal parisien à défendre les communistes matérialistes, lorsque M. Delangle les a traînés devant les tribunaux ; M. Cabet, au même moment, donnait presque raison au gouvernement contre les matérialistes. Nous nous réjouissons que *La Réforme* - même sous les formes plus ou moins développées où le communisme est apparu jusqu'ici - ait découvert un noyau dont elle se sent plus proche que des représentants de l'économie bourgeoise. En revanche, nous souhaitons d'ici peu être en mesure de pouvoir démontrer à *La Réforme* que le communisme, tel que nous le revendiquons, est encore plus apparenté aux principes de La *Réforme* que le communisme que l'on a dégagé jusqu'ici en France, voire que l'on exporte même en partie maintenant.

Au reste, en condamnant *Le National*, *La Réforme* ne fait que prononcer le jugement que la démocratie allemande, anglaise, belge, et même française, a rendu depuis longtemps [95].

[102]

Luttes de partis

La majorité « satisfaite » - Le plan de « réforme » de Guizot - Conceptions bizarres de M. Garnier-Pagès - Le banquet démocratique de Chalon - Le discours de M. Ledru-Rollin - Un congrès démocratique - Le discours de M. Flocon – « La Réforme » et « Le National »

Retour à la table des matières

Les Chambres françaises se sont de nouveau réunies, et nous aurons bientôt le plaisir d'observer l'effet que l'agitation de la réforme a exercé sur les deux cent vingt-cinq membres « satisfaits » de la majorité [96]. Nous verrons, en outre, s'ils seront aussi dans la manière qui a

---

95 La politique critique d'alliance de Marx-Engels a obtenu cet autre résultat essentiel : que l'allié lui-même proclame qu'il constitue un parti propre avec un programme distinct, afin d'éviter la confusion entre les forces de la petite bourgeoisie et celle du prolétariat. C'est la garantie pour qu'aux yeux de tous la phase petite-bourgeoise de la révolution soit clairement délimitée et distincte de la suivante, prolétarienne et socialiste.

96 Cf. ENGELS, *The Northern Star*, 8 janvier 1848.

Faisant le bilan de l'année, Engels écrit dans son article « Les Mouvements de 1847 » (*Deutsche Brüsseler Zeitung*, 23 janvier 1848) :

« Seule la France semble faire exception. Le pouvoir qui était tombé en 1830 entre les mains de toute la grande bourgeoisie, se ramène chaque année davantage entre celles de la fraction la plus riche de la grande bourgeoisie, aux rentiers et aux spéculateurs en bourse. Elle a mis la majorité de la grande bourgeoisie au service de ses intérêts. La minorité, à la tête de laquelle se place une partie des fabricants et des armateurs, diminue de plus en plus. Cette minorité vient de s'allier avec les petits et moyens bourgeois, exclus jusqu'ici du droit de vote, et elle fête cette alliance dans les banquets de la réforme. Elle désespère de parvenir jamais au pouvoir avec l'électorat actuel. C'est pourquoi, après de longues hésitations, elle s'est décidée à promettre une participation au pouvoir politique d'abord aux bourgeois situés

fait de la France la risée de toute l'Europe dans l'affaire suisse. Eh bien, les membres de la majorité, gras et veules, corrompus et pourrissants, spéculateurs et escrocs, parasites et suceurs de sang sont exactement de l'espèce qu'il faut pour avaler tous les affronts, pour dire « amen » au coup de force [103] monté par Palmerston contre son honorable collègue Guizot pour venger les mariages espagnols [97], tout en proclamant que la France n'a jamais été plus grande, plus glorieuse, plus respectée et plus « satisfaite » qu'à l'heure actuelle précisément.

Or en ce moment même, tous les journaux parisiens - des *Débats* jusqu'à *La Réforme* - discutent aussi ouvertement qu'il est possible dans les conditions actuelles, de ce qui arriverait après la mort de

---

au-dessous d'eux dans la hiérarchie sociale, à savoir les idéologues bourgeois, et notamment aux moins dangereux de tous - les avocats, les médecins, etc. Certes, elle est encore bien loin de pouvoir tenir sa promesse.

De la sorte, nous voyons, en France également, approcher la lutte au sein de la bourgeoisie, qui en est pratiquement déjà à son terme en Angleterre. Seulement, comme toujours, en France, la situation prend un caractère plus tranchant et révolutionnaire. Cette nette scission en deux camps est également un progrès de la bourgeoisie. »

Et Engels de conclure, en énonçant à l'avance le cours de la révolution de 1848 en France et en Europe conquête du pouvoir bourgeois pur, puis assaut du prolétariat :

« Continuez donc de combattre vaillamment, gracieux messieurs du Capital ! Pour le court moment actuel, nous avons encore besoin de vous ; il nous faut même ici ou là votre domination. Vous devez balayer hors de notre voie les vestiges du moyen âge ainsi que de la monarchie absolue ; vous devez détruire les formes patriarcales [précapitalistes] ; vous devez centraliser ; vous devez transformer les classes plus ou moins possédantes en authentiques prolétaires, en recrues pour nous ; vous devez - avec vos fabriques et votre réseau marchand - fournir la base et les moyens matériels dont le prolétariat a besoin pour s'émanciper. Comme rémunération, vous devez régner une brève période. Vous devez *dicter vos lois*, vous pouvez parader dans la majesté que vous aurez conquise ; vous pouvez banqueter dans la salle royale et flirter avec la belle fille du roi, mais ne l'oubliez pas :

Le bourreau se tient déjà devant la porte. »

97 En 1846, le gouvernement Guizot parvint à conclure un mariage entre la fille aînée de la couronne d'Espagne et le cadet de Louis-Philippe, et à faire échouer le mariage, souhaité par l'Angleterre, du prince Léopold de Cobourg et de la reine d'Espagne Isabelle II. Palmerston se vengea dans l'affaire suisse, en incitant Guizot à soutenir le plan d'intervention des cinq puissances en faveur de la Ligue séparatiste suisse, cependant que lui-même œuvrait à sa défaite.

Louis-Philippe. Effrayé à l'idée que la majorité pourrait éclater, les *Débats* la préviennent tous les jours : si cet événement fatal devait se produire, il donnerait le signal à un rendez-vous général de tous les partis politiques ; le « républicanisme », le « communisme », l'« anarchie » et la « terreur » jailliraient [104] de leurs cavernes souterraines pour semer la désolation, l'horreur et la dévastation ; la France serait perdue ; la liberté, la sécurité, la propriété seraient perdues, à moins que les amis de l'ordre (M. Guizot et Cie naturellement) exercent une répression vigoureuse ; cette dangereuse situation peut surgir du jour au lendemain, et, si l'on ne soutient pas M. Guizot, tout ira à vau-l'eau. Les autres journaux - *La Presse*, *Le Constitutionnel* et *Le Siècle* - affirment, au contraire, que, dès la mort du roi, toutes les horreurs d'une révolution sanglante submergeront le pays si cet abominable escroc de Guizot n'était pas remplacé par l'un de leurs héros politiques, par M. Girardin, Thiers ou Odilon Barrot. Les journaux radicaux abordent la question sous un angle différent, comme nous allons le voir.

Ainsi, les *Débats* eux-mêmes admettent indirectement que la France « satisfaite » n'attend que le moment propice pour manifester son insatisfaction d'une manière que l'imagination bourgeoise apeurée des *Débats* brosse sous des couleurs terrifiantes. Cela ne suffit cependant pas à rassurer les deux cent vingt-cinq députés « satisfaits ». Au reste, ils ont leur propre logique : si le peuple est satisfait, il n'y a pas de raison pour modifier le système, et s'il est mécontent, son « insatisfaction » est une raison supplémentaire pour s'accrocher plus que jamais au système, car si l'on cédait alors le moindre pouce, on aurait un soudain éclatement de toutes les horreurs de la révolution. Quoi que l'on fasse et que l'on veuille, ces *bourgeois* en viendront toujours à la conclusion qu'ils sont les meilleurs gouvernants possibles du pays.

Cependant Guizot va réaliser une petite réforme. Il ajoutera sur les listes électorales les « capacités », c'est-à-dire toutes les personnes qui ont un titre universitaire : juristes, docteurs et autres faiseurs de vent. Magnifique réforme, en vérité ! Cela suffira cependant à désarmer les « conservateurs progressistes » ou - comme ils s'appellent eux-mêmes, car pour compenser leur manque d'activité ils changent constamment de nom - l'« opposition conservatrice ». Ce sera une rude épreuve pour M. Thiers que de préparer en grand secret son plan de réforme, tandis qu'il envoie son second, M. de Duvergier de Hauranne, en grand se-

cret à un banquet de la réforme. Il tente, en effet, de surprendre les Chambres avec son plan qui pourtant ressemble comme un frère jumeau à celui que son rival Guizot a proposé.

[105]

Aux Chambres, ce sera des cris, des interpellations et des hurlements ; mais je ne crois guère que M. Guizot ait quoi que ce soit à redouter de ses fidèles deux cent vingt-cinq.

Cela pour les cercles officiels. Dans l'intervalle, les banquets de la réforme et la polémique entre *Le National* et *La Réforme* se poursuivent. L'opposition coalisée, c'est-à-dire le centre gauche (le parti de M. Thiers), la gauche (le parti de M. Barrot), et les « radicaux raisonnables » (*Le National)* organisent des banquets à Castres, Montpellier, Neubourg, etc. ; les ultra-démocrates *(La Réforme)* tiennent leur banquet à Chalon.

Le principal orateur des banquets de Montpellier et de Neubourg était M. Garnier-Pagès, frère du démocrate bien connu du même nom, décédé il y a quelques années. Mais M. Garnier-Pagès junior est totalement dépourvu de cette énergie, de ce courage et de cet esprit hostile aux compromis qui assuraient une position si haute au feu leader de la démocratie française. À Neubourg, M. Garnier-Pagès junior a lancé des assertions qui démontrent son ignorance totale de la situation réelle de la société et, en conséquence, des moyens de l'améliorer.

Alors que toute la démocratie moderne repose sur le grand fait que la société moderne est irrévocablement divisée en deux classes - en la *bourgeoisie* ou détenteurs des moyens de production et de la totalité du produit, et le prolétariat, qui ne possède rien d'autre que son travail, dont il vit - et que cette dernière classe est opprimée par la première au niveau social aussi bien que politique ; alors que, dans tous les pays, le but reconnu des démocrates modernes est de faire passer le pouvoir politique des mains de la classe bourgeoise à celles de la classe ouvrière qui constitue l'immense majorité du peuple - face à tous ces faits, M. Garnier affirme avec impudence que la division du peuple en bourgeoisie et classe ouvrière n'existe même pas dans la réalité, mais que c'est une méchante invention de M. Guizot qui ne pense qu'à diviser le peuple. Et d'ajouter qu'en dépit de Guizot il con-

sidérait que tous les Français sont égaux [98], participant tous à la même vie, bref qu'à ses yeux il n'y avait en France que des *citoyens français**!

[106] Selon M. Garnier-Pagès, donc, c'est encore une invention de M. Guizot que la monopolisation de tous les instruments de production entre les mains de la *bourgeoisie,* qui livre les prolétaires aux lois économiques du marché et du salaire et réduit la part des travailleurs au niveau alimentaire le plus bas ! Selon lui, tout le combat désespéré entre travail et capital qui se déroule présentement dans tous les pays civilisés du monde, combat dont les diverses phases sont caractérisées par la formation de coalitions, de syndicats, de tentatives d'assassinats, de soulèvements et d'insurrections sanglantes, combat dont la réalité est attestée par la mort des prolétaires fusillés à Lyon, Langenbielau et Prague - tout cela ne reposait que sur une affirmation mensongère d'un professeur français! Que signifient d'autre les paroles de M. Garnier-Pagès sinon : Laissez les capitalistes continuer à monopoliser tous les moyens de production, laissez les travailleurs continuer à vivre avec un salaire de famine, mais donnez-leur, en compensation de leurs maux, le *titre* de citoyen ! Oh oui, M. Pagès serait sans doute disposé, dans certaines circonstances et avec certaines restrictions, à accorder le suffrage universel au peuple. Mais que l'idée ne vous effleure jamais de profiter de ce cadeau pour prendre des mesures qui changeraient complètement l'actuel mode de production et de distribution des richesses pour donner à tout le peuple, au bout d'un certain temps, le pouvoir sur les forces productives et mettre fin à tous les « employeurs » individuels. *La Réforme* était parfaitement justifiée de qualifier ces messieurs de *bourgeois radicaux.*

Comme je l'ai dit plus haut, les ultra-démocrates n'ont tenu qu'un seul banquet, mais ce fut un extraordinaire succès, valant au moins une douzaine de banquets du parti de coalition. Plus de 2 000 citoyens prirent part à ce dîner à Chalon-sur-Saône. *Le National* avait également été invité, mais il est très significatif qu'il ne soit pas venu. En conséquence, les partisans de *La Réforme* eurent entièrement les mains libres. M. Ledru-Rollin, qui avait été désigné par *Le National*

---

[98] Marx et Engels ont dénoncé dans *La Question juive* (1844) la mystification démocratique, qui cache les rapports antagoniques de classes derrière les rapports harmoniques de tous les citoyens, libres, égaux et fraternels dans la phraséologie bourgeoise de la révolution de 1789.

comme le chef du parti ultra-démocratique, y assuma ce rôle. Il explicita sa position ainsi que celle de son parti, en traçant un brillant tableau des différentes phases [107] parcourues par la démocratie française depuis 1793. Puis il se justifia face aux attaques du *National*, qu'il contre-attaqua à son tour. Il proposa que soit nommé un jury de démocrates issus de toutes les régions de France - la moitié pour chaque parti - afin de décider entre *La Réforme* et *Le National*.

« Et maintenant, dit-il, après avoir réglé nos affaires intérieures, ne serait-ce pas une bonne chose que la démocratie française entrât en relation avec la démocratie des autres pays ? Il se développe actuellement en Europe un grand mouvement parmi tous les déshérités qui souffrent dans leur âme et dans leur corps. C'est le moment de leur apporter réconfort et consolation, et d'entrer en contact avec eux. Laissez-nous, maintenant, tenir un congrès des démocrates de tous les pays [99] ! Il y a une république en Europe qui vient précisément d'assurer l'accession de la démocratie sur son territoire - la Suisse, un pays qui mérite de recevoir les démocrates de toutes les nations sur son libre sol ! Et c'est pourquoi, citoyens, je voudrais conclure, en associant mon toast "Pour l'unité de la Révolution française ! à celui " Pour l'alliance des démocraties de tous les pays". »

Ce discours souleva un tonnerre d'applaudissements, et il le méritait. Nous nous sommes réjouis de tout cœur du succès oratoire obtenu par M. Ledru-Rollin à Chalon. Mais nous devons, en même temps, protester contre une formulation malheureuse qui, nous en sommes sûrs, lui a échappé sans l'intention de heurter. M. Ledru-Rollin affirme que le moment est venu pour les démocrates français de consoler et de réconforter les travailleurs souffrants des autres nations. Nous sommes sûrs que les démocrates *d'aucun pays* n'ont besoin de consolation d'où qu'elle vienne. Certes, ils admirent la gloire révolutionnaire des démocrates français, mais ils s'arrogent eux-mêmes le droit d'être

---

99 Face à leurs alliés petit-bourgeois - qui ont pour formule de rassemblement l'union des démocrates de toutes les nations et qui, à la fois socialistes et démocrates, oscillent entre bourgeoisie et prolétariat - Marx-Engels lanceront dans le *Manifeste* les mots d'ordre de « Prolétaires de tous les pays unissez-vous » et « Les prolétaires n'ont pas de patrie »!

Quoique l'alliance subsiste entre petite bourgeoisie socialiste démocrate et prolétaires communistes, les différences de classe sont nettement marquées, et ce dès le début.

tout aussi fiers et indépendants. Les quatre millions de chartistes anglais [108] sont certainement assez puissants pour réaliser eux-mêmes leurs tâches. Autant nous nous réjouissons de ce que la démocratie française saisisse avec enthousiasme l'idée d'un congrès démocratique et d'une alliance avec toutes les démocraties, autant nous attendons, avant toute chose, une parfaite réciprocité et égalité. Toute alliance, qui ne reconnaîtrait pas pour base cette égalité, serait elle-même anti-démocratique. Nous connaissons néanmoins trop bien les sentiments démocratiques profonds des partisans de *La Réforme* pour ne pas douter de leur parfait accord avec nous. Nous souhaitons seulement que, dans l'intérêt de notre cause commune, on laisse de côté certaines expressions qui, loin d'exprimer leur sentiment réel, sont l'héritage de l'époque où *Le National* était le seul représentant de la démocratie française.

Au même banquet, M. Flocon parla à l'occasion du toast sur « les droits de l'homme et du citoyen ». Il lut la déclaration de la convention nationale relative aux droits de l'homme et du citoyen, dont il déclara qu'elle était jusqu'à nos jours une image fidèle des véritables principes démocratiques. A ce qu'il appela l'authentique principe français, il opposa l'actuel système du règne de l'argent *(moneycracy)* qui place l'homme plus bas que le bétail du fait que l'homme existe en surnombre et qu'il coûte plus qu'il ne rapporte lorsque son travail ne trouve pas d'utilisation. Ce système il l'appela anglais d'après le pays où il s'est développé en premier.

« Mais, dit-il, n'oubliez pas qu'au moment même où le principe anglais est introduit dans la patrie de la révolution, le peuple anglais lui-même s'efforce de secouer ce joug et inscrit sur ses bannières : Liberté, égalité, fraternité ! Ainsi donc la nation qui, la première, a apporté au monde la vérité et est retombée dans l'ignorance et les ténèbres, serait bientôt obligée, par ces douloureuses convulsions dont l'histoire offre tant d'exemples, à demander à ses voisines les traditions révolutionnaires qu'elle n'a pas su conserver elle-même. Devrons-nous donc en arriver là ? Non, jamais, tant qu'il y aura des démocrates comme vous et des réunions comme celle-ci ! Non, nous ne soutiendrons jamais ces poutres de soutènement rongées par les vers que sont ces institutions anglaises ! (*Non, non !)* Alors en marche, ô Israël ! Rassemblez-vous autour de notre bannière ! Que chacun suive sa foi ! Ici la démocratie, avec ses vingt-cinq millions de prolétaires qu'elle a à libé-

rer et qu'elle appelle [109] du nom de citoyens, de frères, d'hommes libres et égaux ; là-bas l'opposition bâtarde avec ses monopoles et son aristocratie capitaliste ! Elle parle de réduire de moitié les conditions du cens ; nous, nous proclamons les droits de l'homme et du citoyen ! (Longs et vibrants applaudissements qui s'achèvent avec le *Chant du départ* repris en chœur par toute la salle.) »

Nous regrettons de manquer de place pour publier d'autres discours tenus à l'occasion de ce brillant banquet entièrement démocrate.

La Réforme a finalement contraint *Le National* à entrer dans la *polémique.* Ce dernier journal, en déclarant qu'il adhérait aux principes énoncés par M. Garnier-Pagès au banquet de Montpellier dans son discours sur la révolution française, a de ce fait même remis en cause les droits de l'homme à l'instar de M. Garnier-Pagès qui sacrifia les intérêts de la démocratie à M. Odilon Barrot et à l'opposition bourgeoise, afin que celle-ci puisse jouer au représentant des principes de la révolution. Cela provoqua enfin une réponse du *National* qui attaqua à son tour Ledru-Rollin. Les principaux chefs d'accusation contre *Le National* étaient : 1. Son appui aux fortifications autour de Paris, par lesquelles l'héritage de la révolution est placé sous le contrôle de 1200 canons. 2. Le silence qu'il avait gardé l'an dernier sur le pamphlet de M. Carnot, dans lequel celui-ci engageait les démocrates à rejoindre le centre-gauche et la gauche, afin d'arriver aussi rapidement que possible aux postes de l'État, laissant complètement de côté pour l'heure le principe républicain et revendiquant un élargissement des droits électoraux dans le cadre de la Charte (royale). M. Garnier-Pagès fils avait vers le même moment énoncé de semblables principes ; dans son pamphlet, M. Carnot soulignait, en outre, qu'il n'exprimait pas l'opinion d'un individu, mais d'un parti à la Chambre. *La Réforme* attaqua aussi bien le discours de M. Garnier que le pamphlet de M. Carnot (fils du célèbre membre de la Convention qui était en même temps ministre de la Guerre) et s'efforça d'amener *Le National* à une déclaration. Mais *Le National* garda obstinément le silence. À juste titre, *La Réforme* déclara que la politique préconisée par les deux députés n'aboutirait à rien d'autre qu'à placer le parti démocrate entièrement sous le contrôle de MM. Thiers et Barrot et à le dissoudre comme parti indépendant. 3. Le fait que, durant l'agitation des banquets de la réforme, *Le National* avait poursuivi la politique préconisée par [110] M. Carnot. 4. Les attaques virulentes et calomnieuses du *National*

contre les communistes, alors qu'en même temps il était hors d'état de proposer le moindre remède utilisable ou efficace contre la misère des ouvriers.

La polémique dura au moins une semaine. Finalement *Le National* battit en retraite, après avoir mené très maladroitement la lutte. Il était donc régulièrement battu, mais, pour masquer sa défaite, il finit par accepter la proposition de jury de M. Ledru.

Nous ne pouvons qu'approuver entièrement l'attitude adoptée dans cette affaire par *La Réforme*. Elle a sauvé l'honneur, l'indépendance et la force de la démocratie française en tant que parti distinct [100]. Elle a

---

100 Engels, champion de la démocratie - cela vaut une remarque. Les communistes ne veulent-ils pas finalement l'abolition de toute démocratie ? (Cf. LÉNINE, *L'État et la révolution*, chap. 6 intitulé « Engels et la suppression de la démocratie ».)

En fait, cette revendication de la démocratie n'est que de caractère transitoire, donc secondaire, dans le programme décisif de principes. Dans l'hypothèse historique en question, elle est formulée en liaison avec la revendication du *Manifeste*, selon laquelle le prolétariat « conquiert la démocratie », lorsqu'il s'empare du pouvoir. En fait, ce stade de la démocratie s'exerce toujours sous la dictature d'une classe (sous le capitalisme, de la bourgeoisie, ensuite du prolétariat), c'est-à-dire dans des conditions politiques qui supposent des inégalités sociales. La « conquête de la démocratie », dont parle le *Manifeste*, n'est elle-même qu'un stade de transition historique, éminemment contradictoire, dans la révolution permanente, comme il ressort de la citation suivante de 1844 : « Le proche avenir de l'Angleterre sera la démocratie. Mais quelle démocratie ! Non pas celle de la révolution française qui s'opposait à la monarchie et au féodalisme, mais la démocratie qui s'oppose à la classe bourgeoise et aux classes possédantes. C'est ce qui découle de toute l'évolution antérieure. La classe des bourgeois et des possédants tient le pouvoir, les pauvres sont privés de droits, opprimés et exploités, la constitution est niée et la loi bafouée : la lutte de la démocratie contre l'aristocratie est en Angleterre la lutte des pauvres contre les riches. La démocratie vers laquelle l'Angleterre s'achemine, c'est la démocratie *sociale*. Mais la démocratie est incapable de remédier aux maux sociaux. L'égalité démocratique est une chimère : la *lutte des pauvres contre les riches ne peut donc être menée jusqu'à son terme ultime sur le terrain de la démocratie ou de la politique en général*. Cette PHASE n'est donc qu'un point de TRANSITION, c'est le DERNIER moyen PUREMENT POLITIQUE que l'on puisse employer, car, aussitôt après, il faut que se développe un élément nouveau, un principe dépassant tout élément politique - celui du socialisme. » (ENGELS, « La Constitution anglaise », *Vorwärts*, octobre 1844). C'est la raison pour laquelle Engels ne se qualifiera jamais de *démocrate* (puisqu'il veut l'abolir),

maintenu les principes [111] de la révolution qui ont été violés par *Le National* au cours de son évolution. Elle a fait valoir les droits de la classe ouvrière contre les empiètements de la bourgeoisie. Elle a démasqué les bourgeois radicaux, qui veulent faire accroire au peuple qu'il n'existe pas d'oppression de classe, refusent d'admettre la réalité de cette terrible guerre civile dans laquelle une classe est projetée contre l'autre dans la société moderne, et n'ont que des mots creux pour la classe des travailleurs.

En s'engageant dans la polémique jusqu'à ce qu'elle ait réussi à forcer son hautain rival à rompre le silence, à hésiter, à se rétracter, à se définir et enfin à battre en retraite, *La Réforme*, il faut bien le dire, a bien mérité de la démocratie.

[112]

ni même de *social-démocrate :* « Dans tous ces écrits, je ne me qualifie jamais de social-démocrate, mais de communiste. Pour Marx, comme pour moi, il est absolument impossible d'employer une expression aussi élastique pour *désigner notre conception propre* », à savoir celle du communisme.

Au reste, dès que la période de révolution permanente sera achevée, c'est avec soulagement qu'Engels dira que le parti prolétarien est désormais débarrassé des mots d'ordres finalement mystificateurs de la liberté, de la démocratie et autres foutaises, dont c'est la tâche historique de la bourgeoisie de les présenter en opposition à l'absolutisme féodal ; cf. ci-dessous, p. 187, où Engels qualifie ces revendications de « bêtises socialistes ».

[113]

3

La révolution permanente

Dans la révolution de février 1848, « le parti prolétarien apparaît comme l'appendice du parti petit-bourgeois démocrate. Celui-ci le trahit et l'abandonne le 16 avril, le 15 mai et pendant les Journées de juin. Pour sa part, le parti démocrate s'appuie sur les épaules du parti républicain bourgeois. A peine ce dernier croit-il être solidement en selle qu'il se débarrasse de son compagnon inopportun et se précipite sur le dos du parti de l'ordre. Ce dernier se dérobe, laisse choir les bourgeois républicains et s'appuie à son tour sur les épaules de la force armée. Il croit encore se trouver sur ses épaules lorsqu'il remarque un beau matin que ces épaules se sont transformées en baïonnettes. Chaque parti frappe par derrière celui qui le pousse en avant et s'appuie par devant sur celui qui le pousse en arrière. Il n'y a rien d'étonnant que, placé dans cette position ridicule, il perde l'équilibre, et qu'après avoir fait les grimaces inévitables il s'effondre dans d'étranges contorsions. La révolution suit ainsi une ligne descendante ».

MARX, Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte.

Retour à la table des matières

[114]

La révolution à Paris

Retour à la table des matières

L'année 1848 s'annonce bonne [101]. À peine la révolution sicilienne avec sa longue traînée de constitutions [102] est-elle achevée que Paris vit une insurrection victorieuse.

---

[101] Cf. ENGELS, « La Révolution à Paris », *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 27 février 1848.

La révolution prévue dans le *Manifeste* éclate *soudainement* comme un phénomène naturel. Elle se situe, comme on le voit, dans le *prolongement* des faits saillants que le « parti Marx » a mis en évidence dans la période de préparation révolutionnaire : d'une part, le mouvement des banquets où les mots d'ordre révolutionnaires sont lancés par les politiciens de gauche (auxquels se mêlent parfois les socialistes-démocrates, dont Engels a déjà critiqué l'étroitesse, la mollesse, la grandiloquence verbale) et, d'autre part, dans les profondeurs, le mouvement silencieux des masses, qui n'attendaient qu'une occasion pour exploser.

Notons qu'à partir de la révolution de 1848, le mouvement ouvrier français sera étroitement imbriqué dans le mouvement européen et toute son action en sera inséparable. En ce qui concerne le déploiement des forces et la stratégie globale proposée par le marxisme pour la révolution européenne de 1848, cf. MARX-ENGELS, *Écrits militaires* (chap. « Préparation de la révolution de 1848 », p. 93-99; « La révolution de 1848-49 », p. 191-320).

Lorsque Marx-Engels ont prévu que le « coq gaulois » (février 1848), donnerait le signal de la « résurrection allemande » (révolution de mars 1848), ils n'avaient pas seulement en vue une antériorité chronologique, qui pouvait être démentie par le fait que la révolution française elle-même éclata après la crise révolutionnaire dans d'autres pays - en l'occurrence l'Italie - et qu'elle se déroula en deux temps -février et juin. Ce qu'ils avaient plutôt en vue, c'est la liaison organique de cause à effet par laquelle la crise révolutionnaire française représentait le levier central de la révolution double, qui devait se propager au centre de l'Europe et donna leur sens et leur dimension à toutes les autres révolutions.

[102] Par « longue traînée de constitutions », Engels fait allusion au mouvement révolutionnaire qui, de Sicile, gagna bientôt Palerme, les Abruzzes, l'Apulie, la Calabre, l'État de Naples, enfin la Sardaigne, Turin, Gênes. En moins de quinze jours, les monarchies absolues de Naples et de Sardaigne devinrent constitutionnelles. Au même moment, le Danemark subit la même transfor-

Par une action courageuse contre les Guizot, Duchâtel et Hébert, les députés de l'opposition s'étaient engagés publiquement à défendre le droit de réunion. Au dernier [115] moment, alors que la salle était prête et les convives du banquet attendus, voilà qu'au lieu d'agir, les poltrons de la gauche - M. Odilon Barrot en tête - reculèrent lâchement. Le banquet fut décommandé. Mais le peuple de Paris, excité par les grands héros braillards de la Chambre, irrité contre ces lâches épiciers et, surtout, las de la persistance d'un chômage généralisé, le peuple de Paris, lui, ne se laissa pas décommander.

Mardi après-midi, tout Paris était dans les rues. Les masses criaient : « À bas Guizot ! Vive la réforme ! » Elles manifestèrent devant l'hôtel de Guizot, qui fut protégé à grand-peine par la troupe et dont les fenêtres furent brisées à coups de pierres. Cependant les masses défilèrent également devant la maison d'Odilon Barrot en scandant : « À bas Barrot ! », et brisèrent là encore les carreaux. M. Barrot, ce lâche instigateur de l'émeute, envoya un émissaire au gouvernement pour demander que l'on assurât sa sécurité !

La troupe était à pied d'œuvre, mais contemplait le spectacle sans réagir. Seule la Garde municipale intervint avec la plus grande brutalité. Elle se compose en majeure partie d'Alsaciens et de Lorrains, c'est-à-dire de demi-Allemands, qui touchent trois francs et demi par jour, sont gros et gras, étant fort bien nourris. La Garde municipale est le corps militaire le plus abject qui soit; elle est pire que la gendarmerie et la vieille garde suisse : si le peuple triomphe, elle passera un mauvais quart d'heure.

Vers le soir, le peuple commença à manifester quelque durcissement. Des barricades furent dressées, des postes de police assaillis et incendiés. Un mouchard de la police fut tué à coups de couteau, place de la Bastille. Des armureries furent pillées.

À 5 heures, on sonna le rassemblement général de la Garde nationale. Quelques-uns seulement se présentèrent en criant : « À bas Guizot ! »Tout redevint calme au cours de la nuit. Les dernières barricades furent prises, et l'émeute semblait terminée. Mais, le mercredi

mation. On trouvera un grand nombre d'articles sur le mouvement national italien dans le recueil, Karl MARX, *Sul Risorgimento italiano,* Editori Riuniti, 1959, cf. notamment les deux articles « I movimenti del 1847 » et « Tre nuove Costituzioni ».

matin, le soulèvement reprit avec une force accrue. Une grande partie du centre [116] de Paris, à l’Est de la rue Montmartre, se couvrit de puissantes barricades : dès 11 heures, la troupe n'osait plus s'y aventurer. Le Garde nationale intervint, mais uniquement pour empêcher la troupe d'attaquer le peuple, et pour crier : « À bas Guizot. Vive la réforme ! »

Il y avait 50 000 soldats à Paris, disposés selon le plan de défense du maréchal Gérard à tous les points stratégiques. Or, ces points sont si nombreux que toute la troupe était absorbée à cette tâche, et donc contrainte à l'inaction. Bref, pour l'attaque, on ne disposait que de la Garde municipale. L'excellent plan de Gérard s'est ainsi révélé fort utile pour les émeutiers : il paralysait les troupes et favorisait la passivité, à laquelle elles inclinaient de toute façon. Les points fortifiés, qui étaient disséminés un peu partout, ont également desservi le gouvernement, car il fallait les tenir occupés, ce qui enlevait une bonne partie de la troupe des points où l'on se battait. Personne n'eut l'idée de recourir aux bombardements. De même, personne ne songeait qu'il existait des bastilles. Tout cela prouve, une fois de plus, que les plans de défense contre un soulèvement massif d'une grande ville ne peuvent être efficaces [103].

Vers midi, les cris d'hostilité à l'égard du ministère se firent si véhéments au sein de la Garde nationale que plusieurs commandants firent savoir aux Tuileries qu'ils ne pouvaient se porter garants de leurs troupes, si le ministère s'obstinait à se maintenir.

À 14 heures, le vieux Louis-Philippe était contraint de laisser choir Guizot et de constituer un nouveau ministère. Dès qu'elle apprit ces nouvelles, la Garde nationale se retira dans ses quartiers et illumina les façades.

---

[103] L’exemple de Budapest, résistant victorieusement cinq semaines durant aux chars russes et ne cédant que devant la collusion politique des dirigeants russes et américains et l'inertie du reste du monde, confirme l'affirmation d'Engels. Elle nuance, en outre, sa constatation historique, selon laquelle on ne saurait remporter la victoire face aux armées modernes par la seule lutte de barricades (cf. l'introduction de 1895 aux *Luttes de classes en France).* Dans la lutte révolutionnaire, il importe aussi bien de ne pas sous-estimer ses moyens que de ne pas les surestimer.

Mais, le peuple - les ouvriers - qui avaient été *les seuls* à édifier les barricades, à mener le combat contre la Garde municipale, et à tenir tête aux balles, aux baïonnettes [117] et aux sabots des chevaux, les ouvriers n'avaient aucune envie de se battre uniquement pour messieurs Molé et Billault [104]. Ils continuèrent donc la lutte. Alors qu'on jubilait déjà boulevard des Italiens, on se mitraillait violemment rue Saint-Avoie et rue Rambuteau. Le combat se poursuivit jusqu'à une heure avancée de la nuit et reprit jeudi matin. Le fait que les rails de tous les chemins de fer menant à Paris aient été arrachés montre bien que c'étaient les ouvriers qui avaient surtout mené la lutte.

La bourgeoisie a fait sa révolution : elle a renversé Guizot et, avec lui, la domination exclusive des grands financiers de la bourse. Mais à présent, au second acte de la lutte, ce n'est plus une partie de la bourgeoisie qui combat l'autre, c'est le prolétariat qui s'oppose à la bourgeoisie [105].

La nouvelle vient d'arriver, selon laquelle le peuple a triomphé et a proclamé la république. Nous avouons que nous n'avions pas espéré ce résultat brillant du prolétariat parisien.

---

104 Dès la chute de Guizot, le 22 février, les partisans de la maison d'Orléans voulurent mettre en place un ministère dirigé par le comte de Molé et composé de monarchistes modérés tels que les orléanistes Thiers, Billault, etc.

105 Dans la révolution de février, non seulement la monarchie de Juillet fut renversée avec une rapidité déconcertante, mais encore la bourgeoisie elle-même fut débordée par l'action violente des masses : « Les journées de février ne visaient à l'origine qu'une réforme électorale pour élargir le cercle des privilégiés politiques parmi la classe possédante elle-même et renverser la domination exclusive de l'aristocratie financière. Mais lorsqu'on en vint au véritable conflit, que le peuple monta sur les barricades, que la garde nationale observa une attitude passive, que l'armée n'opposa aucune résistance sérieuse et que le roi prit la fuite, la république parut s'imposer d'elle-même. » (Cf. MARX, *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte.)* C'est Lénine qui a particulièrement bien défendu ce point de vue (qu'il partageait avec Rosa Luxembourg), face aux menchéviks, à savoir que dès la phase bourgeoise de la révolution permanente (Février), il fallait que le prolétariat non seulement intervienne, mais le fasse dans sa perspective et avec ses façons plébéiennes, sous peine que la phase bourgeoise révolutionnaire ne soit même pas atteinte.

Trois des membres du gouvernement provisoire appartiennent au parti démocratique le plus radical, dont l'organe est *La Réforme*. Le quatrième est un ouvrier - Albert – [118] et c'est pour la première fois au monde qu'un ouvrier entre dans un gouvernement. En outre, il y a les Lamartine, Dupont de l'Eure, et deux membres du *National* [106].

De par cette glorieuse révolution, le prolétariat français s'est, une nouvelle fois, hissé à la pointe du mouvement ouvrier européen. Gloire aux ouvriers parisiens ! Ils ont donné la première impulsion au monde : tous les autres pays entreront peu à peu dans le mouvement. En effet, la victoire de la République en France est le triomphe de la démocratie dans toute l'Europe.

Notre époque est celle de l'essor de la démocratie. Les flammes des Tuileries et du Palais-Royal sont l'aurore du prolétariat. Le règne de la bourgeoisie s'effondrera maintenant partout, ou du moins sera ébranlé.

L'Allemagne suivra sans doute. Maintenant ou jamais, elle réagira contre son avilissement. Si les Allemands possèdent quelque fierté et

---

106 Le gouvernement provisoire, formé le 24 février, se composait essentiellement de républicains bourgeois (Lamartine, Dupont de l'Eure, Crémieux, Arago, Marie) et de deux journalistes du *National* évoqués par Engels, Marrast et Garnier-Pagès, trois membres de *La Réforme*, Ledru-Rollin, Flocon et Louis Blanc, et enfin de l'ouvrier-mécanicien Albert (nom de famille : Martin).

Dans la tactique préconisée par Marx-Engels dans la révolution permanente, le parti des ouvriers ou les représentants de ceux-ci eussent dû défendre leur autonomie et originalité de parti tout au long de la crise révolutionnaire. Par exemple, ils eussent dû éviter absolument de participer au gouvernement démocratique, issu de la victoire de la petite bourgeoisie *et* du prolétariat. Peu avant sa mort, le 26 janvier 1894, Engels le rappelait encore dans sa lettre à Turati : « Après la victoire commune, il se pourrait que l'on nous offre quelques sièges au gouvernement - mais *toujours* en minorité. Cela est le plus grand danger [pour la lutte ultérieure contre la petite bourgeoisie, en juin 1848, par exemple]. Après février 1848, les démocrates socialistes français - *La Réforme*, Ledru-Rollin, L. Blanc, Flocon, etc. - ont commis la faute d'accepter de pareils sièges. Minorité au gouvernement des républicains purs *(National*, Marrast, Bastide, Marie), ils ont partagé volontairement la responsabilité de toutes les infamies votées et commises par la majorité, de toutes les trahisons de la classe ouvrière à l'intérieur. Et pendant que tout cela se passait, la classe ouvrière était paralysée par la présence au gouvernement de ces messieurs qui prétendaient l'y représenter. »

quelque honneur, nous pourrons crier d'ici un mois, nous aussi : *Vive la République allemande !*

[119]

Aux citoyens membres du gouvernement provisoire de la République française

Retour à la table des matières

Bruxelles, le 18 février 1848.

Citoyens !

L'Association démocratique ayant pour but l'union et la fraternité de tous les peuples, établie depuis quelques mois à Bruxelles, et composée de membres de plusieurs nations de l'Europe jouissant avec les Belges sur le sol de ceux-ci d'institutions qui permettent déjà depuis longtemps l'expression libre et publique de toutes les opinions politiques et religieuses, vient vous offrir l'hommage de ses félicitations, pour la grande tâche que vient d'accomplir la nation française, et de sa gratitude, pour l'immense service que cette nation vient de rendre à la cause de l'humanité [107].

---

[107] Cette adresse cosignée par Marx a été retrouvée aux Archives nationales de Paris dans les papiers du gouvernement provisoire. Elle fut également publiée dans *Le Débat social* de Bruxelles du l° mars 1848, ainsi que dans *La Réforme* de Paris, du 4 mars 1848 (avec quelques petites modifications : cf. MEGA, I/6. p. 653-654).

Cette adresse salue le triomphe démocratique au premier stade de la révolution (Février), avant la rupture au sein des forces démocratiques, qui prélude à l'assaut révolutionnaire du seul prolétariat contre le gouvernement démocratique (Juin). C'est dire que cette adresse a une valeur très circonstanciée.

Historiquement, ce texte a néanmoins une signification plus haute : il exprime, en effet, au niveau de toute l'Europe, que le processus de la révolution permanente gagne à chaque victoire un autre pays ou groupe de pays.

Nous avons déjà eu l'occasion de féliciter les Suisses d'avoir préludé [108], comme ils l'ont fait naguère, à l'œuvre de l'émancipation des peuples qu'il vous appartenait d'avancer avec la vigueur que l'héroïque peuple de Paris déploie depuis toujours lorsque son tour est venu. Nous comptions bien avoir, sans grand retard, le droit de répéter auprès des [120] Français notre démarche auprès des Suisses. Mais la France a devancé beaucoup le temps où nous comptions avoir à nous adresser à elle.

C'est au reste une raison pour que toutes les nations hâtent désormais le pas pour vous suivre.

Nous croyons pouvoir conjecturer avec certitude que celles qui touchent le plus près la France seront les premières à suivre dans la carrière où elle vient d'entrer.

Cette conjecture est d'autant plus certaine que la France vient de faire une révolution destinée davantage à resserrer les liens qui la joignent à toutes les nations, qu'à menacer aucune de celles-ci dans son indépendance. C'est l'exemple des peuples que nous saluons dans la France de février 1848, et non leur maîtresse. La France désormais n'attendra plus d'autre hommage.

Nous voyons déjà la grande nation dont vous dirigez aujourd'hui les destinées avec la seule autorité de la confiance de tous, nous la voyons déjà, citoyens, renouer même avec les peuples qu'elle a considérés longtemps comme des rivaux de puissance, en une alliance que seule l'odieuse politique de quelques hommes était parvenue à ébranler.

L'Angleterre et l'Allemagne tendent de nouveau la main à votre grand pays. L'Espagne, l'Italie, la Suisse et la Belgique vont, ou se relever, ou se reposer tranquilles et libres sous cette triple égide.

La Pologne ressuscitera comme Lazare à l'appel que vous allez lui faire dans un triple langage.

---

108 Allusion à la guerre civile, déclenchée en novembre 1847 contre les sept cantons catholiques qui avaient formé une fédération réactionnaire en 1843. Leur armée fut battue le 23 novembre. Un État fédéral englobant tous les cantons suisses se forma à la suite de cette victoire en 1848, après l'adoption d'une nouvelle constitution.

Il est impossible que la Russie elle-même n'y vienne pas mêler enfin des accents que l'oreille des peuples occidentaux et méridionaux ne connaît encore qu'imparfaitement.

À vous, Français, à vous l'honneur, à vous la gloire d'avoir jeté les principaux fondements de cette alliance des peuples occidentaux [109] et méridionaux.

[121]

Nous vous offrons, Citoyens, dans toute l'effusion des sentiments d'une fraternité immuable, le tribut de notre plus profonde reconnaissance.

Le comité de l'Association démocratique ayant pour but l'union et la fraternité de tous les peuples, établie à Bruxelles.

Suivent les signatures.

---

109 Marx-Engels espéraient que cette fois-ci la révolution démocratique n'évoluerait pas finalement comme celle de 1789 vers une forme impérialiste, autrement dit qu'entre Napoléon et Babeuf elle prendrait la voie de ce dernier.

La politique qui sous-tend cette déclaration est celle-là même des éléments plébéiens de la révolution française avec leur tentative de propagation de la république et de la liberté démocratique à tous les peuples d'Europe. Cette politique « extérieure » démocratique ne contredit pas la tentative de passage à la phase ouvrière et socialiste de la révolution à Paris, pas plus qu'elle ne la contredisait en 1794. L'histoire renoue exactement avec les problèmes politiques laissés en suspens dans la phase révolutionnaire précédente, mais, dans l'intervalle, la scène où se déroule le conflit s'est considérablement élargie et les conditions matérielles ont mûri.

Réaction en Allemagne à la révolution de février 1848

Retour à la table des matières

Le peuple français a déposé Louis-Philippe, brisant le joug de la tyrannie [110]. Les Suisses ont renversé le régime des Jésuites et désagrégé la Ligue séparatiste. Les Italiens ont conquis avec énergie de libres constitutions. Les Allemands doivent-ils seuls demeurer sous le joug ?

La France est une république !

L'heure a aussi sonné pour nous !

Nos frères en France nous ont précédés avec héroïsme. Ils ont secoué leur joug et édifié un magnifique autel à la liberté trop longtemps dédaignée.

Cette même France, qui par deux fois déjà a surmonté la tyrannie, effrayé les princes de l'Europe et éveillé son peuple à une nouvelle vie, cette même France vient de recommencer une troisième fois...

Les hommes de 1789 ont resurgi de leurs tombes, afin de rénover leur patrie... En quelques jours, la France, en dépit de 100 000 hommes et de 400 canons, a brisé les chaînes ; elle a percé à jour les intrigues de ses exploiteurs. La corde [122] était trop tendue : elle s'est brisée ! Le tyran, qui voulait tout avoir et tout prendre, a tout perdu.

Avec courage et une espérance joyeuse, nous nous soulevons donc et nous prenons rang aux côtés de la libre France, de la libre Suisse, de la libre Italie...

110 Tracts anonymes, diffusés en Allemagne après la révolution de février 1848 à Paris, cf. *Flugblätter der* Revolution 1848-1849, édité par Karl Obermann, Munich, DTV (Deutscher Taschenbuch Verlag). Le premier extrait est tiré d'un tract daté de Mannheim, le 27 février 1848 (p. 40) ; le second de Merseburg (p. 42-43).

Les révolutions de 1648, 1789 et mars 1848

Retour à la table des matières

Il ne faut pas confondre la *révolution prussienne de mars* (1848) avec la révolution *anglaise* de 1648, ni même avec la *française* de 1789 [111].

En 1648, la bourgeoisie s'est alliée avec la noblesse moderne contre la royauté et contre le clergé dominant.

En 1789, la bourgeoisie s'est alliée avec le peuple contre la royauté, la noblesse et le clergé dominant.

La révolution de 1789 avait comme modèle à imiter - du moins en Europe - la révolution de 1648, et celle-ci le soulèvement des Pays-Bas contre l'Espagne. Toutes deux ont précédé d'un siècle, non seulement dans le temps, mais encore par le contenu, leurs modèles.

Dans les deux révolutions, la classe qui se trouva *en réalité* [123] à la pointe du mouvement, ce fut la bourgeoisie. Le *prolétariat* et les *fractions de la population n'appartenant pas à la bourgeoisie*

---

111 Cf. MARX, « La Bourgeoisie et la contre-révolution », *La Nouvelle Gazette rhénane*, 15 décembre 1848.

Dans cet extrait, Marx compare les conséquences des grandes révolutions bourgeoises européennes. En ce qui concerne la révolution française, il enregistre essentiellement les résultats a posteriori, ce qui ne signifie nullement qu'il aurait déconseillé au prolétariat d'intervenir à la manière plébéienne, parce que finalement la bourgeoisie en a profité en raison de la défaite. En effet, pour les futures révolutions bourgeoises, Marx préconise l'intervention active du prolétariat, malgré l'attitude de la bourgeoisie, et tente de relier ces efforts avec ceux des pays où la révolution est déjà possible au niveau socialiste : révolution permanente à l'échelle internationale. C'est effectivement dans ce sens que Marx a prescrit au prolétariat allemand en 1848 et au prolétariat russe après 1871 d'agir dans la révolution à venir.

En ce qui concerne la bourgeoisie allemande, les analyses de Marx ne se sont pas révélées fausses : la défaillance bourgeoise a fait échouer la révolution de mars 1848, puis a permis que Bismarck s'y substitue, de sorte que l'Allemagne a subi une « révolution par le haut » avec toutes ses conséquences limitatives pour ce qui est des résultats sociaux.

n'avaient pas encore d'intérêts distincts de ceux de la bourgeoisie, ou bien ne constituaient pas encore des classes ou fractions de classe développées de manière autonome. En conséquence, lorsqu'ils entrèrent en opposition avec la bourgeoisie - comme par exemple de 1793 à 1794 en France - ils ne luttèrent que pour la réalisation des intérêts de la bourgeoisie, quand bien même ce n'était pas *à la manière* bourgeoise. *Toute la terreur française* n'exprime rien d'autre que la *manière plébéienne* d'en finir avec les *ennemis de la bourgeoisie* : l'absolutisme, le féodalisme et la petite bourgeoisie médiévale.

Les révolutions de 1648 et 1789 n'étaient pas des révolutions *anglaise* et *française,* mais des révolutions de style *européen.* Ce n'était pas le triomphe d'une classe *déterminée* de la société sur le *vieil ordre politique,* mais la *proclamation d'un régime politique pour la nouvelle société européenne.* Certes la bourgeoisie y triomphait, mais sa victoire était alors *celle d'une nouvelle organisation de la société,* la victoire de la propriété bourgeoise sur la féodale, de la nation sur le provincialisme, de la concurrence sur le corporativisme, du partage sur le majorat, du règne du propriétaire de la terre sur la domination du propriétaire par la terre, de la raison sur la superstition, de la famille sur les titres de famille, de l'industrie sur la paresse héroïque, du droit bourgeois sur les privilèges médiévaux. La révolution de 1648 était la victoire du XVII^e^ siècle sur le XVI^e^, et celle de 1789 du XVIII^e^ siècle sur le XVII^e^. Elles exprimaient plus encore les besoins du monde de l'époque que ceux des régions du monde où elles avaient éclaté, l'Angleterre et la France.

Rien de tout cela dans la *révolution prussienne de mars.*

La révolution de février avait *aboli* la royauté constitutionnelle dans la réalité et la domination bourgeoise dans l'idée. La révolution prussienne de mars devait créer la royauté constitutionnelle dans *l'idée* et la domination bourgeoise dans la réalité. Loin d'être une *révolution européenne,* elle n'était qu'une réaction étiolée à une révolution européenne, dans un pays attardé. Au lieu d'être en avance sur son siècle, elle avait un retard de cinquante ans sur son siècle. Elle fut d'emblée *secondaire,* mais on sait que les maladies secondaires sont plus difficiles à guérir, car elles ravagent davantage le corps que les maladies [124] primaires. Il ne s'agissait pas de l'élaboration d'une société nouvelle, mais de la renaissance à Berlin d'une société décédée à Paris. La révolution prussienne de mars n'était pas *nationale-allemande,* mais

d'emblée *provinciale et prussienne.* Les insurrections de Vienne, de Cassel et de Munich, avec toutes les autres variétés de révoltes provinciales, éclatèrent à ses côtés et lui disputaient son rang.

Tandis que 1648 et 1789 avaient pleinement conscience d'être à la tête d'une création, les Berlinois de 1848 s'enorgueillissaient d'être un anachronisme. Leur lumière évoque celle des étoiles, qui nous est transmise sur la terre, quand les corps célestes qui l'ont produite sont déjà éteints depuis déjà cent mille années. Pour l'Europe, la révolution prussienne de mars était une telle étoile en miniature, comme elle l'était en toutes choses. Sa lumière était celle du cadavre d'une société depuis longtemps décomposée.

La bourgeoisie allemande s'était développée avec tant de veulerie, de lâcheté et de lenteur qu'au moment où elle dut faire face, menaçante, au féodalisme et à l'absolutisme, elle se vit elle-même menacée par le prolétariat et toutes les fractions de la bourgeoisie dont les intérêts et les idées étaient proches de ceux du prolétariat. Elle ne vit pas seulement l'hostilité d'une classe *derrière* elle, mais encore celle de toute l'Europe *devant* elle. La bourgeoisie prussienne n'était pas comme la française de 1789, qui représenta toute la société moderne face aux agents de la vieille société, de la royauté et de la noblesse. Elle était tombée au niveau d'un ordre, tout aussi marquée contre la couronne que contre le peuple, assoiffée d'opposition contre chacun de ses adversaires pris séparément, parce qu'elle les voyait tous deux depuis toujours devant ou derrière elle ; d'emblée, elle était encline à trahir le peuple et disposée à tout compromis avec le représentant couronné de la vieille société, parce qu'elle-même appartenait déjà à la société surannée. Elle ne représentait pas les intérêts d'une société nouvelle contre l'ancienne, mais des intérêts rénovés au sein d'une société surannée ; elle refusa de prendre la direction de la révolution, parce qu'elle avait le peuple derrière elle et que celui-ci la poussait en avant : elle ne prit pas la tête, car elle ne représentait pas l'initiative d'une ère nouvelle, mais les rancunes d'une société surannée ; un tremblement de terre ne parvint pas à hausser cette couche sociale de l'intérieur du vieil État à la surface du nouvel État ; sans foi en elle-même, sans foi dans le peuple, [125] grommelant contre ses supérieurs, tremblant devant ses subordonnés, égoïste en tout, et consciente de son égoïsme, révolutionnaire face aux conservateurs, conservatrice face aux révolutionnaires, se défiant de ses propres mots

d'ordre, préférant la phrase aux idées, effrayée par la tourmente universelle, mais toute prête à l'exploiter - elle n'avait d'énergie pour rien et plagiait tout le monde. Elle était vulgaire, parce qu'elle n'était pas née, mais elle était originale dans la bassesse, trafiquant avec ses propres désirs, sans initiative, sans conscience d'elle-même, ni confiance dans le peuple, sans vocation historique. Tel un vieillard maudit, elle était condamnée à diriger et à dévier les premières effusions de jeunesse d'un peuple robuste vers ses propres intérêts séniles - sans yeux ! sans oreilles ! sans dents ! sans rien ! C'est dans cet état que la *bourgeoisie prussienne* se trouva à la tête de l'État prussien après la révolution de mars.

« La Réforme » et l'insurrection de juin

Retour à la table des matières

Lorsque le 29 juin *La Nouvelle Gazette rhénane*, à l'exception de l'anglais *Northern Star*, fut le seul journal européen à rendre à la révolution de juin l'hommage qu'elle méritait, elle ne fut pas réfutée, mais dénoncée [112].

---

112 Cf. MARX, « *La Réforme* et l'insurrection de juin », *La Nouvelle Gazette rhénane*, 22 octobre 1848.

Nous passons sur la seconde phase de la révolution double, celle où le prolétariat seul donne l'assaut aux forces conjuguées de toute la bourgeoisie et de ses alliés. Nous renvoyons le lecteur aux *Luttes de classes en France*, d'une part, et à MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, d'autre part, pour ce qui concerne l'aspect insurrectionnel, voire militaire, du heurt de classes.

Cette phase très courte de la tentative du prolétariat de se constituer en classe dominante, en conquérant le pouvoir politique fut brutalement interrompue par un échec sanglant, dont Marx nous dit cependant : « Ce qui fut battu dans ces défaites, ce ne fut pas la révolution. C'en était les traditionnelles scories prérévolutionnaires, ces résultats de conditions sociales qui ne s'étaient pas encore aiguisées en contradictions de classes tranchantes - des personnes, des illusions, des projets et des idées, dont le parti révolutionnaire n'était pas débarrassé avant la révolution de février, la victoire de février ne pouvant pas l'en libérer, mais seulement une série de défaites. » (*Les Luttes de classes en France.)*

Les articles que nous reproduisons ci-après montrent que l'une des conséquences les plus révolutionnaires des luttes de classes de 1848 fut que

[126]

Les faits confirment après coup notre conception, aux yeux mêmes des plus sots, pour autant que l'intérêt ne leur voile pas toute faculté de vision.

À l'époque, la *presse française* elle aussi se déconsidéra. Les journaux parisiens les plus énergiques étaient réduits au silence. *La Réforme*, le seul journal radical auquel Cavaignac permettait de survivre bégaya ses excuses pour les généreux combattants de juin et mendia auprès du vainqueur un peu d'humanité pour les vaincus. Naturellement le mendiant ne fut pas entendu. Il fallut d'abord que le cours de la victoire de juin fut entièrement achevé et des mois de diatribe avec les feuilles de province qui n'étaient pas bâillonnées par l'État de siège ainsi que la résurrection manifeste du parti de Thiers pour ramener *La Réforme à* reprendre ses esprits.

À l'occasion du projet d'amnistie de l'extrême gauche, elle observe dans son numéro du 18 octobre :

« Le peuple, lorsqu'il descendit des barricades, n'a puni personne. Le peuple ! Alors il était le maître, le souverain, [127] le vainqueur ; on lui baisait les pieds, les mains, on le saluait bas, on acclamait ses nobles sentiments. Et avec raison. Il était magnanime.

---

l'élément petit-bourgeois se trouva écarté du processus déterminé de la révolution du prolétariat. Les défaites de 1848 furent donc essentiellement celles de la petite bourgeoisie et de ses illusions. Après une longue période de maturation de la société française, le prolétariat renouera directement avec sa tentative de 1848 avec la Commune, où il réussit, sans le concours du parti petit-bourgeois, à s'imposer au pouvoir durant trois mois.

La révolution battue, le processus de la succession au pouvoir des différentes fractions de la bourgeoisie se déroule à *l'envers*. D'abord, la démocratie parlementaire partage le pouvoir avec le Parti de l'ordre. Mais l'anarchie des controverses parlementaires de la république bourgeoise va susciter son contraire, le second Empire. Les chamailleries parlementaires seront supprimées par l'abolition du lien institutionnel des classes, donc des partis, avec le pouvoir gouvernemental, lien qui masque en régime démocratique la domination de la bourgeoisie. C'était la rupture entre l'exécutif et le législatif. Il n'y eut plus de conflit entre gouvernement et parlement, ce dernier étant mis en veilleuse. Toutes les contradictions de la forme républicaine se trouvent abolies par la domination ouverte de l'appareil d'État sur la société.

Aujourd'hui le peuple a ses enfants, ses frères, dans les prisons, les galères et devant les tribunaux de guerre. Après qu'il eut épuisé toute la patience de la faim, après qu'il eut vu toute une population d'ambitieux qu'il avait ramassés dans les rues passer tranquillement devant lui et monter vers les palais, après qu'il eut fait crédit à la république durant trois longs mois, il perdit un jour la tête au milieu de ses enfants affamés et ses pères mourants, et il se jeta dans la bataille.

Il a payé chèrement. Ses fils sont tombés sous les balles, et ceux qui restèrent on les divisa en deux parties. L'une fut jetée devant les tribunaux de guerre, l'autre rassemblée pour la déportation, sans enquête, sans le droit de défense, sans jugement ! Cette méthode est étrangère à tout pays, même au pays des Kabyles (sic).

Jamais durant ses vingt ans de règne, la monarchie n'avait osé rien de semblable.

Les journaux qui spéculaient sur les dynasties étaient alors enivrés par l'odeur de cadavre, étaient hardis et prompts à insulter les morts (cf. *La Gazette de Cologne* du 19 juin), vomirent toutes les calomnies de la méchanceté haineuse, condamnèrent le peuple devant les cours de justice et salirent son honneur ; ils traînèrent les vaincus, morts ou vifs, devant les tribunaux d'exception ; ils les dénoncèrent aux fureurs de la Garde nationale et de la troupe, ils se firent les pourvoyeurs du bourreau ; ils empoisonnèrent nos désastres et raffinèrent l'outrage et le mensonge ! » (Cf. *La Nouvelle Gazette rhénane* du 1- juillet sur le *Constitutionnel* français, *l'Indépendance* belge et *La Gazette de Cologne* [113].)

« *Le Constitutionnel* tenait boutique ouverte de mutilations affreuses et d'atrocités indignes. Il savait fort bien qu'il *mentait,* mais cela arrangeait ses trafics et sa politique et, à la fois commerçant et diplomate, il vendit « après le crime », comme on le fait « aux enchères ». Cette belle spéculation devait cependant prendre fin. Les contradictions pleuvaient : pas le nom du moindre galérien sur les registres [128] des tribunaux de guerre, les bulletins de transportation. Il n'existait plus de moyen de dégrader le désespoir, et l'on se tut après avoir encaissé le profit. »

---

[113] MARX-ENGELS, *La Nouvelle Gazette rhénane*, Ed. sociales, t. I, p. 186-194.

Les mots entre parenthèses sont de Marx.

« *La Réforme* » de Paris sur la situation française

Retour à la table des matières

Avant l'insurrection de juin déjà, nous avions à plusieurs reprises dévoilé les illusions des républicains de la tradition de 1793 et des républicains de *La Réforme* de Paris [114]. La révolution de juin et le mouvement qui en est issu forcèrent ces républicains utopistes à ouvrir progressivement les yeux.

Un éditorial de *La Réforme* du 29 octobre nous éclaire sur les déchirements de ce parti, pris entre ses vieilles conceptions et les faits nouveaux. *La Réforme* écrit :

« Depuis longtemps les combats qui avaient pour but la possession du gouvernement étaient des *guerres de classes* : luttes de la bourgeoisie et du peuple contre la noblesse lors de la naissance de la première république ; transport du peuple armé à l'extérieur, domination de la bourgeoisie à l'intérieur sous l'Empire ; tentatives de restauration de la féodalité sous les Bourbons de l'ancienne lignée ; enfin en 1830 triomphe et domination de la bourgeoisie - voilà notre histoire. »

Et *La Réforme* de soupirer :

« Avec regret, assurément, nous parlons de *classes*, de différences impies et haïssables ; mais ces différences existent, et nous ne pouvons pas méconnaître les faits. »

---

[114] Cf. MARX, *La Nouvelle Gazette rhénane*, 3 novembre 1848.

Les articles suivants traitent essentiellement de l'issue de l'alliance entre le parti socialiste démocrate et le parti ouvrier, ou plus exactement de la défaillance du parti petit-bourgeois. Dans ces articles, Marx-Engels attaquent les petits-bourgeois, qui ont trahi les ouvriers en juin 1848, avec une virulence en apparence moindre que dans les *Luttes de classes en France* (1851). Cependant, Marx-Engels ne se font guère d'illusions sur la valeur de l'allié petit-bourgeois : l'histoire elle-même démontrera la faillite des petits-bourgeois de la Montagne et de la Réforme, et les ouvriers prendront alors l'initiative de lâcher leur allié impuissant et veule (journée du 13 juin 1849) - et l'épisode révolutionnaire sera clos.

Cela signifie : l'optimisme républicain de *La Réforme* ne voyait jusqu'ici que des citoyens ; l'histoire l'a saisie à bras-le-corps [129] pour lui faire admettre qu'en dépit de ses rêveries les *citoyens se décomposent en bourgeois et prolétaires.*

La Réforme poursuit :

« En février, le despotisme bourgeois fut brisé. Que demanda le peuple ? La justice pour tous, l'égalité. Tel fut son premier cri, son premier vœu. La bourgeoisie, éclairée par la foudre qui l'avait frappée, n'eut pas d'abord d'autre vœu que le peuple. »

La Réforme juge toujours encore le caractère de la révolution de février d'après les déclamations de février. Loin d'avoir brisé le despotisme bourgeois, la révolution de février l'a parachevé. La couronne, la dernière apparence de sacré féodal qui se cachait derrière le pouvoir de la classe bourgeoise, fut arrachée. La domination du capital surgit dans toute sa pureté. La bourgeoisie et le prolétariat combattirent un ennemi commun pendant la révolution de février. Dès que l'ennemi commun fut écarté, les deux classes antagonistes se trouvèrent seules sur le terrain de lutte, et le combat décisif devait commencer.

Si la révolution de février paracheva la domination bourgeoise, on peut se demander d'où provint la rechute de la bourgeoisie dans le royalisme ? Rien de plus simple. Elle a la nostalgie de la période où elle régnait sans être responsable du pouvoir, où un simulacre de puissance, dressé entre elle et le peuple, agissait pour son compte et lui servait en même temps de masque ; où elle disposait pour ainsi dire d'un bouc émissaire sur lequel on lâchait le prolétariat sitôt qu'il voulait la toucher ; mieux, elle s'alliait avec le prolétariat à chaque fois que le pouvoir devenait une gêne pour elle et qu'elle tenait s'y établir elle-même. Le roi était pour elle un paratonnerre contre le peuple, et le peuple un paratonnerre contre le roi.

En considérant comme des réalités les idées, en partie hypocrites, en partie imaginées de bonne foi, qui sévissaient au temps de Louis-Philippe, tout le mouvement *postérieur* aux journées de février 1848 apparaît à *La Réforme* comme une série d'erreurs et de malentendus fâcheux qui eussent pu être évités par le truchement d'un grand

homme à la hauteur de la situation. Comme si Lamartine, cette lumière trompeuse, n'avait pas été le véritable homme de la situation !

Et *La Réforme* de se plaindre qu'on ne voit toujours pas poindre à l'horizon le véritable homme - le grand homme - et que la situation empire de jour en jour.

[130]

« D'une part, la crise industrielle et commerciale s'aggrave. D'autre part, la haine croît, et chacun tend à un but opposé. Ceux qui étaient opprimés avant le 24 février cherchent un idéal de félicité et de liberté dans la conception d'une société toute nouvelle. Ceux qui régnaient sous la monarchie ne songent qu'à reconquérir leur empire pour en user avec une rigueur nouvelle. »

Or quelle position *La Réforme* prend-elle entre les classes intraitablement opposées ? A-t-elle seulement l'intuition que les antagonismes de classes et la lutte de classes ne disparaîtront qu'avec l'extinction des classes ?

Non ! Elle vient à peine d'admettre qu'il existe des antagonismes de classes. Or ceux-ci reposent sur des bases économiques, sur l'actuel mode matériel de production et les rapports d'échange qui en découlent. *La Réforme* ne connaît pas de meilleur moyen pour les transformer et les abolir que de faire abstraction de leur base réelle, à savoir ces conditions matérielles, et de se précipiter à nouveau dans l'azur embrumé mais vague de l'idéologie républicaine, c'est-à-dire l'époque poétique de février, dont les événements de juin l'ont tirée brutalement. Que l'on entende simplement :

« Ce qu'il y a de plus déplorable dans ces querelles intestines, c'est l'affaiblissement, la perte des sentiments patriotiques, nationaux », c'est-à-dire précisément la rêverie et l'euphorie avec lesquelles ces deux classes barbouillent leurs intérêts déterminés, leurs conditions de vie, d'un vernis patriotique et national. Lorsqu'elles le firent en 1789, leur opposition réelle n'était pas encore développée. Ce qui était autrefois l'expression adéquate de la situation n'est plus aujourd'hui qu'une tentative d'esquiver la situation. Ce qui était alors chair et os est relique aujourd'hui.

« Manifestement, conclut *La Réforme*, c'est d'un mal profond que souffre la France ; mais il n'est pas sans remède. Il tire son origine de

la confusion des idées et des mœurs, de l'oubli de la justice et de l'égalité dans les relations sociales, de la corruption par un enseignement égoïste. C'est dans cet ordre d'idées et de faits qu'il faut chercher les moyens de réorganiser la société. Au lieu de cela on a recours aux expédients matériels. »

La Réforme relègue les choses dans la « conscience », et toute cette guimauve morale est un remède à tous les maux. L'antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat a donc son [131] origine dans les idées de ces deux classes. Et d'où viennent ces idées ? Des conditions sociales. Et ces conditions ? Des conditions de vie économiques et matérielles des deux classes antagoniques. Selon *La Réforme,* la solution pour ces deux classes est de *perdre* la *conscience* de leur situation et de leur antagonisme réels pour s'enivrer de l'opium des sentiments et des formules « patriotiques » de 1793. Quelle irrésolution !

La médiation anglo-française en Italie

Retour à la table des matières

La médiation anglo-française en Italie a été suspendue. La tête de mort de la diplomatie ricane après chaque révolution, notamment après la réaction qui suit chaque révolution [115]. La diplomatie se blottit dans son ossuaire parfumé à chaque fois que gronde une nouvelle révolution. Ainsi, la *révolution de Vienne* a dissipé les tentatives diplomatiques anglo-françaises.

Palmerston a reconnu son impuissance, tout comme *Bastide*. La révolution de Vienne a mis fin à l'ennuyeuse correspondance de ces messieurs, ainsi qu'ils l'ont déclaré eux-mêmes. Bastide en a fait part officiellement à l'ambassadeur de Sardaigne, le marquis *Ricci*.

---

115 Cf. MARX, *La Nouvelle Gazette rhénane*, 22 octobre 1848.

Cet article nous fait passer au niveau international de la crise révolutionnaire. Il met en évidence le lien dialectique entre mouvement européen et mouvement français : après que Février - et Juin plus encore - eussent donné une impulsion au mouvement de libération nationale bourgeoise des peuples d'Europe centrale et méridionale, Marx escompte qu'après la défaite sanglante du prolétariat parisien le mouvement démocratique des autres pays relancera la révolution à Paris.

A la question de ce dernier « la France prendrait-elle les armes en faveur de la Sardaigne dans certaines conditions ? », le farouche républicain Bastide du *National* a fait une révérence, une fois, deux fois, trois fois, et s'est mis à chanter :

Ayez confiance en moi et aidez-vous vous-mêmes,

Et Dieu vous aidera aussi.

La France tenait au principe de la *non-intervention,* à ce principe même que Bastide et les autres sieurs du *National* combattaient si farouchement au temps de Guizot.

[132]

Dans cette question *italienne,* l'honnête République française serait morte de ridicule, si depuis les fatales journées de juin elle ne se tenait, sublime, au-dessus de toute honte.

Rien pour la gloire ! disent les amis du commerce à tout prix. Rien pour la gloire ! est le mot de la république vertueuse, modérée, convenable, posée et honnête - en un mot bourgeoise. Rien pour la gloire !

Lamartine incarnait l'idée, le rêve que la république bourgeoise se fait d'elle-même, l'image enivrante, exaltante, débordante qu'elle se faisait d'elle-même, le rêve de sa propre magnificence. De quoi ne peut-on pas rêver ! Comme Éole déchaînant tous les vents, Lamartine libéra tous les esprits aériens, toutes les phrases de la république bourgeoise et dirigea d'Ouest en Est tous les mots d'ordre venteux de la fraternité des peuples, de l'émancipation qui attend tous les peuples grâce à la France, du sacrifice de la France pour tous les peuples.

Et il ne fit *rien du tout.*

C'est Cavaignac - le bourreau des insurgés de juin - qui passa des paroles aux actes, tandis que Bastide passait aux affaires extérieures.

Les scènes inouïes de Naples, les scènes inouïes de Messine, les scènes inouïes du Milanais, il les laissa se dérouler devant ses yeux imperturbablement.

Et pour qu'il ne subsiste plus le moindre doute que dans l' « honnête » république règne la même *classe,* donc la même politique extérieure que sous la monarchie constitutionnelle, la même sous Cavaignac que sous Louis-Philippe, on recourut dans les querelles entre peuples, au vieux remède éternellement jeune, à *l'entente cor-*

diale avec l’Angleterre, celle de Palmerston et de la bourgeoisie contrerévolutionnaire.

Mais l'histoire devait avoir son « piquant », sa *pointe*. C'est un rédacteur du *National*, Bastide, qui devait saisir désespérément la main de l'Angleterre. Or l'entente cordiale avait été l'atout maître que le malheureux *anglophobe* de *National* avait joué toute sa vie durant contre Guizot.

On pourra lire sur la tombe de l'honnête république l’inscription funéraire suivante : *Bastide-Palmerston.*

Mais l'entente cordiale de Guizot elle-même a été surpassée par l' « honnête » république. Les officiers de la flotte française se laissèrent entraîner à un banquet par des officiers napolitains - et ils toastèrent allègrement à la santé du roi de Naples, ce *crétin de tigre* Ferdinand, sur les ruines [133] encore fumantes de Messine. Mais, au-dessus de leurs têtes, les belles phrases de Lamartine se dissipaient au vent.

La situation à Paris

Retour à la table des matières

La menace d'un soulèvement populaire est pour l'heure écartée à la suite du vote de la Chambre *contre* l'urgence de l'interdiction des clubs, autrement dit l'interdiction pure et simple des clubs [116]. Mais une autre menace surgit - celle d'un *coup d'État.*

---

116 Cf. MARX, *La Nouvelle Gazette rhénane*, 31 janvier 1849.

Marx continue ici son réquisitoire, en analysant la politique suivie par la démocratie républicaine au parlement bourgeois : bâillonner le prolétariat par une législation librement votée. La méthode est classique et a été mille fois utilisée - au fur et à mesure que la crise approche, la république démocratique prépare l'avènement de la dictature ouverte du gouvernement bourgeois. Comme toujours, la démocratie petite-bourgeoise sera l'une des premières victimes du « pouvoir fort », mais cela ne change rien à la complicité objective entre démocratie bourgeoise et dictature bourgeoise, cela prépare simplement une restauration de l'alternative bourgeoise : dictature et démocratie.

Il suffit de lire *Le National* d'aujourd'hui pour constater que la crainte d'un coup d'État transparaît dans chaque ligne : « Le vote d'aujourd'hui est un coup mortel pour le cabinet, et nous sommons MM. Odilon Barrot, Faucher et *tutti quanti* de défendre leurs portefeuilles... » Jusque-là *Le National* conserve son sang-froid, mais que l'on écoute la suite : « ... sans entrer en rébellion ouverte contre l'esprit et la lettre de la constitution. »

Or qu'importerait à MM. Odilon Barrot, Faucher et *tutti quanti* d'entrer en rébellion ouverte contre la constitution ! Depuis quand Barrot et Faucher sont-ils donc attachés à la constitution de 1848 ?

Le National ne *menace* plus les ministres, il leur démontre qu'ils doivent se démettre de leurs fonctions, il démontre au président qu'il doit les congédier. Et ce, dans un pays où, depuis trente ans, il va de soi qu'un ministre se retire après un tel vote !

Et *Le National* de dire : Espérons que le président de la République se rendra compte que la majorité et le cabinet sont en désaccord complet et qu'en congédiant le cabinet [134] il nouera plus étroitement les liens entre lui et la majorité - bref, il n'y a qu'un seul obstacle entre lui et la majorité : le cabinet.

Bien sûr, *Le National* s'efforce de faire un pont d'or au ministère pour qu'il se retire : il souhaite qu'on abandonne l'accusation portée contre lui. Le simple vote n'est-il pas déjà une punition suffisante ? Il serait préférable de réserver cette mesure extrême pour le moment où la violation de la constitution par les ministres serait réellement un fait accompli.

Et de s'écrier à la fin : Oui, *tout* fait au cabinet un *devoir* de se retirer ; ses propres paroles le lient au point que nous hésitons à croire qu'il osera se maintenir au pouvoir. M. Barrot déclarait ce soir que si l'urgence était rejetée, *l'Assemblée elle-même* prendrait la responsabilité des événements. Certes, là où s'arrête la responsabilité, s'arrête aussi le pouvoir. Si le cabinet ne veut pas endosser la responsabilité des événements, il ne doit pas non plus vouloir les diriger. A la tribune, M. Barrot a remis sa démission en refusant la responsabilité.

En somme, *Le National* ne croit pas au retrait volontaire du cabinet, pas plus qu'il ne croit à son renvoi par le président.

Or si le cabinet veut braver le vote de l'Assemblée, il ne lui reste que *le coup d'État.*

Ce qui perce derrière la peur qu'a *Le National* de voir le cabinet demeurer en place, c'est la dissolution de l'Assemblée nationale et la préparation d'une restauration monarchique par un coup de force.

C'est pourquoi *Le National* et les autres journaux « rouges » prient le peuple de rester calme à tout prix, de ne donner aucun prétexte à une intervention, car toute émeute ne ferait que soutenir le cabinet chancelant et servir la contre-révolution royaliste.

Ce qui prouve que le coup d'État approche de plus en plus, ce sont les incidents entre Changarnier et les officiers de la garde mobile. Les bouchers de Cavaignac n'ont aucune envie de se laisser utiliser pour un coup royaliste : il faut donc dissoudre ce corps ; ils murmurent, et Changarnier menace de les tailler en pièces, et met leurs officiers aux arrêts.

La situation se complique manifestement ; elle est cependant très simple dans les faits - comme toujours à la veille d'une révolution.

[135]

Le conflit a éclaté entre l'Assemblée d'une part, le président et ses ministres d'autre part. La France ne peut pas continuer de vivre sous le régime impuissant qui la gouverne depuis dix mois. Le déficit, la stagnation de l'industrie et du commerce, le poids des impôts qui ruinent l'agriculture deviennent de jour en jour plus insupportables. Il devient urgent de prendre des mesures draconiennes d'envergure, et chaque nouveau gouvernement a été un peu plus impuissant et inactif que le précédent, jusqu'à ce qu'enfin Odilon Barrot ait poussé l'inactivité à son comble en ne faisant absolument rien depuis six semaines.

Mais il a aussi considérablement simplifié la situation. Après lui, aucun ministère de l' « honnête » république n'est plus possible. Les gouvernements mêlant le gouvernement provisoire et la commission exécutive, le gouvernement du *National* et celui de l'ancienne gauche, tout a été tenté, éprouvé, usé. C'est maintenant le tour de Thiers, et Thiers c'est la restauration monarchique au grand jour.

Restauration monarchique ou république rouge, telle est désormais l'unique alternative en France. La crise peut traîner encore quelques

semaines, mais elle ne peut manquer d'éclater. Changarnier-Monk [117], avec ses trois cent mille hommes qui sont à son entière disposition en 24 heures, ne semble pas vouloir attendre plus longtemps.

D'où la crainte du *National*. Il reconnaît qu'il est incapable de dominer la situation et que tout changement de gouvernement par la violence hissera au pouvoir ses ennemis les plus acharnés, bref qu'il est perdu avec la monarchie aussi bien qu'avec la république rouge. C'est pourquoi il aspire à une transaction pacifique et se montre poli vis-à-vis des ministres.

Nous verrons d'ici peu s'il est nécessaire au triomphe final de la république rouge que la France passe momentanément par la phase monarchique. C'est possible, mais peu probable.

Ce qui est certain c'est que l'honnête république craque de toutes parts et, après elle, même s'il faut encore quelques intermèdes, seule la *république rouge* est possible.

[136]

Offensive de la contre-révolution et victoire de la révolution

Retour à la table des matières

La contre-révolution avance rapidement, mais la révolution va encore plus rapidement [118].

Si la contre-révolution a obtenu des gains à Dresde qui laissent présager sa victoire [119], si à Breslau elle a instauré l'état de siège, la

---

[117] Marx fait allusion au général Monk qui rétablit la dynastie des Stuart en 1660. De fait, les légitimistes espéraient pouvoir restaurer les Bourbons, lorsqu'ils obtinrent en décembre 1848 pour le légitimiste Changarnier le commandement en chef des forces militaires de Paris.

[118] Cf. ENGELS, *La Nouvelle Gazette rhénane*, 10 mai 1849.

[119] Le soulèvement armé de Dresde (3 au 8 mai 1849) préluda aux combats pour la défense de la constitution adoptée par l'Assemblée nationale de Francfort. Les ouvriers jouèrent le rôle principal dans les luttes de barricades, alors que la bourgeoisie et la petite bourgeoisie se tinrent prudemment à l'écart. Étant donné la division de l'Allemagne en trente-six États, sé-

censure et la loi martiale grâce à un putsch qu'elle a suscité et réussi - la révolution est en état de présenter de tout autres victoires.

Nous ne voulons pas parler de la rébellion ouverte de l'armée territoriale qui s'étend rapidement en Prusse rhénane et gagne même les districts les plus noirs et blancs [120] ; nous ne voulons pas parler du mouvement d'Allemagne méridionale, trahi de tous côtés, par les gouvernements, par la bourgeoisie, par l'Assemblée de Francfort elle-même ; nous voulons seulement parler de ces grands événements qui, faisant irruption de l'extérieur, peuvent apporter une unité et un soutien vigoureux aux petits mouvements allemands, isolés, trahis et vendus : nous voulons parler de la révolution magyare et de la révolution française.

Tandis que la *révolution magyare remporte* victoire sur victoire et qu'après la toute dernière bataille - qui doit avoir eu lieu le 5 ou le 6 devant Presbourg - elle se dirigera tout droit sur Vienne qu'elle libérera, la *France* soudain s'engage de nouveau dans un mouvement qui s'engage ouvertement et au grand jour [121]. C'en est fini de [137] l'évo-

---

parés par de véritables frontières et des systèmes de gouvernement distincts, le mouvement de Dresde resta isolé, et il succomba malgré une défense héroïque devant les troupes saxonnes et prussiennes.

120 C'est-à-dire les plus fidèles partisans du gouvernement prussien.

121 Malgré leur contenu social tout différent, puisque la révolution effectuée à Paris par les ouvriers est socialiste, et celle effectuée en Europe centrale et méridionale par le peuple est nationale-bourgeoise, elles sont directement reliées l'une à l'autre ; une attaque du prolétariat favorise l'attaque des peuples, et vice versa. Même la bourgeoisie, pourtant intéressée au premier chef à la révolution nationale-bourgeoise, passe dans le camp de la réaction dès la victoire, par peur de la révolution permanente, le prolétariat exploitant la première victoire antiféodale en vue de son propre mouvement. Cette crainte est d'autant plus vive que la bourgeoisie assiste dans un autre pays - en l'occurrence la France - au mouvement révolutionnaire déjà autonome des ouvriers. C'est ce qui explique qu'en Allemagne « la bourgeoisie ayant récolté la victoire dès le premier assaut donné par le prolétariat [le 18 mars 1848] qui, en fait, avait lutté et arraché la décision, on vit partout se dresser, derrière la révolution, le spectre menaçant du prolétariat. Dès lors la bourgeoisie se vit poussée dans les bras de l'adversaire qui venait tout juste d'être vaincu : la réaction monarchiste, bureaucratique, semi-féodale et militaire. C'est devant elle que la révolution de 1848 a finalement succombé. » (Cf. ENGELS, *Le Rôle de la violence dans l'histoire*, trad. fr. : MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, p. 533.)

lution souterraine de ces derniers mois ; la défaite de l'armée française devant Rome a eu pour effet de démasquer et de compromettre tout le gouvernement français actuel [122] ; le peuple - le juge ultime, souverain - réapparaît sur la scène et, que ce soit par les élections ou par la révolution ouverte, le peuple français donnera sous peu au mouvement un élan qui se répercutera sur toute l'Europe.

Les dynastes d'Europe ne verront que trop tôt que le [138] peuple élu de la révolution est toujours le même - la révolution française de 1849 ne les interpellera plus avec des phrases lamartiniennes, mais avec des canons.

Cette liaison étroite entre révolution nationale-bourgeoise et révolution socialiste se trouve à la base de toute la théorie de la révolution permanente, et explique l'intérêt du marxisme pour la révolution, même nationale-démocratique bourgeoise. L'histoire de la révolution de 1848 a confirmé - même si c'est négativement - cette liaison : la contre-révolution, qui triomphera finalement, annihilera aussi bien le mouvement prolétarien socialiste que le mouvement national-démocratique des peuples d'Europe centrale et méridionale. Le mouvement national-bourgeois n'atteindra ses buts qu'en 1871-1873, et l'unité allemande ratifiée à Versailles, en produisant la vacance du pouvoir politique en France avec la défaite du bonapartisme, facilitera grandement le mouvement socialiste de la Commune.

En ce qui concerne la liaison entre révolution bourgeoise et mouvement prolétarien de nos jours, cf. la préface de : MARX-ENGELS, *La Chine*, 10/18, 1973, p. 94-133.

122 En avril 1849, le gouvernement de la République française envoya un corps expéditionnaire en Italie, afin de liquider la République romaine et de restaurer le pouvoir temporel du pape. Le 30 avril 1849, les assaillants français furent battus par les républicains romains sous la direction de Garibaldi.

Le 13 juin

Retour à la table des matières

Vous connaissez suffisamment le peuple de Paris pour saisir le ridicule d'une accusation *a priori* de lâcheté à son égard [123]. Néanmoins

---

[123] MARX, *Der Volksfreund,* 29 juin 1849.

La crise politique prévue par Marx-Engels à la suite des événements de Rome, du discrédit et de l'impuissance croissants des républicains bourgeois au pouvoir, éclata effectivement avec la manifestation du 13 juin 1849. Mais cet épisode est plus une répétition et une confirmation historique : les socialistes démocrates de Ledru-Rollin, qui avaient triomphé en février 1848 et avaient partagé le pouvoir avec les républicains du *National,* se mirent à flirter avec les ouvriers. Mais ceux-ci, ayant compris qu'ils devraient combattre seuls au cas où l'affaire prendrait un tour sérieux, prirent leurs distances et laissèrent le mouvement petit-bourgeois isolé qui révéla du même coup son manque de sérieux absolu. Ainsi fallait-il que le socialisme petit-bourgeois fît jusqu'au bout la preuve de sa nature ambiguë et de son impuissance. Apparemment donc, il ne suffit pas qu'il eût abandonné le prolétariat révolutionnaire aux coups meurtriers de la bourgeoisie et des bouchers de Cavaignac en juin 1848, il lui fallut encore démontrer par son action propre - celle du 13 juin 1849 - que la Montagne des socialistes démocrates était un parti bavard, inconsistant et couard. Son impuissance devait éclater par ses propres faits et gestes pour qu'à la prochaine crise révolutionnaire - 1871 - le prolétariat n'attendît plus rien du parti petit-bourgeois.

Déjà les élections de 1849 avaient donné tout le pouvoir au parti de l'ordre avec 450 élus contre 180 à la Montagne de Ledru--Rollin (qui avait gagné plus de 100 sièges).

La manifestation - tout autre que révolutionnaire - du 13 juin représentait une protestation de la Montagne contre l'intervention française à Rome, au nom de la constitution qui interdisait toute action « contre la liberté d'aucun peuple ». C’est en vain que la Montagne espéra entraîner le peuple et la Garde nationale. Certes quelques barricades furent élevées, mais la troupe dispersa rapidement les manifestants.

Les événements se compliquent cependant : le 13 juin ayant liquidé la force politique de la Montagne, petite-bourgeoise, ce fut automatiquement que le prolétariat se retrouva seul face à face avec la bourgeoisie et les forces de l'ordre. C'est ce qui explique que le gouvernement aggrava encore les mesures de répression contre la classe ouvrière. Le projet de loi interdisant les clubs, qui avait été repoussé en janvier 1849 à l'Assemblée nationale, fut ratifié le 21 mars 1849, si bien que les ouvriers finirent par être

je comprends qu'en Allemagne [139] notamment, on ne puisse s'expliquer la journée du 13 juin, celle-ci d'ailleurs se prêtant à toutes les interprétations malveillantes possibles.

Le principal acteur du 13 juin n'a pas été le *peuple*, mais la Montagne. Encore y avait-il derrière la Montagne un comité secret [124] qui donna l'impulsion et força plus ou moins Ledru-Rollin à jouer le rôle que l'on sait.

L'erreur fatale de la Montagne fut sa *certitude de la victoire*. Elle était si sûre de son affaire qu'elle crut tout régler par une manifestation pacifique : elle offrit de la sorte au gouvernement l'occasion de triompher d'elle sans qu'elle fût battue. Le cortège qui, partant du Château d'Eau, se traina sur les boulevards, était totalement désarmé. Pour sa part, le gouvernement, parfaitement renseigné jusque dans les moindres détails par ses espions, avait, en silence et sans qu'il y paraisse, fait occuper tous les points importants par la Garde nationale, les chasseurs de Vincennes et autres troupes. Le cortège était littéralement encerclé et même s'il avait été armé, il n'aurait pu opposer de résistance sérieuse. À plus forte raison sans armes ! Quoiqu'il [140] eût pris toutes ses dispositions, *Changarnier* fut assez malin pour ne pas battre le rappel. Comme par enchantement, tous les points décisifs furent en un clin d'œil occupés militairement.

Vous comprendrez donc que la masse désarmée se débanda pour se précipiter à la recherche d'armes. Cependant elle trouva les entrepôts

---

complètement dépouillés du droit de réunion et d'association (loi du 19 juin 1849). Le 27 juillet, une loi complémentaire sur la presse créait de nouveaux délits et réglementa sévèrement le colportage. Enfin le 9 août une loi permit la proclamation de l'état de siège avec un minimum de formalités. Les ouvriers ne disposèrent plus de moyens de propagande et d'agitation publics, et durent se réfugier dans l'action secrète. Les circonstances mêmes de la lutte de classe imposèrent donc au mouvement ouvrier, au moment où le cours des événements tendait encore semble-t-il vers un heurt direct entre prolétariat et classe dominante, la forme conspirative, qui trouva son expression la plus ferme dans les blanquistes auxquels Marx-Engels vont se joindre dans l'espoir d'une lutte décisive resurgissant de la victoire même de la contre-révolution, dont le cycle s'achèverait en même temps que son triomphe.

124 Il s'agit de la commission des Vingt-Cinq, organe du Comité socialiste composé notamment d'un groupe révolutionnaire réunissant des membres de clubs ouvriers et de sociétés secrètes, c'est-à-dire d'éléments les plus décidés et les plus énergiques.

d'armes tout aussi préparés pour le cas d'une insurrection, réquisitionnés par le gouvernement et sous garde militaire. L'insurrection fut ainsi roulée par plus malin que ses organisateurs.

Tel est tout le secret de cette journée inouïe dans l'histoire des révolutions françaises. Vous aurez sans doute entendu parler dans les journaux allemands de *barricades* conquises avec facilité. Ces barricades n'étaient formées que de quelques chaises jetées dans la rue pour arrêter un instant la cavalerie qui chargeait des gens sans défense.

D'autres circonstances ont encore contribué à rendre inévitable l'issue honteuse du 13 juin.

Au moment même où Ledru-Rollin et ses partisans étaient occupés à se constituer en gouvernement provisoire au Conservatoire des arts et métiers, le Comité socialiste secret de son côté faisait de même, en s'efforçant de se constituer en commune. Ainsi donc, avant même d'avoir renversé le pouvoir existant, l'insurrection se scindait en deux camps - et l'important, c'est que le *parti du peuple* n'était pas le parti de la Montagne. Ce seul fait explique beaucoup de choses.

Quelques jours avant la manifestation, le comité secret avait déjà voulu déclencher l'action sous forme violente en pleine nuit. Cela aurait surpris le gouvernement. Cependant, la Montagne et les Amis de la constitution [125] s'y étaient opposés. Ils voulaient, en effet, se réserver l'initiative. L'intervention de Ledru-Rollin à la Chambre [126] devait être le [141] gage que la Montagne était résolue à agir sérieusement.

C'est ainsi que l'énergie directe du peuple fut brisée, et la manifestation pacifique préparée. En outre, voyant Ledru-Rollin se compromettre avec tant d'éclat à l'Assemblée nationale, le peuple crut qu'il disposait de vastes liaisons dans l'armée, d'un plan bien tramé et très

---

125 Il s'agit de la *Société démocratique des amis de la constitution* fondée avant les élections du 13 mai 1849 pour défendre la constitution de 1848. Elle était formée de républicains modérés qui gravitaient autour du journal *Le National*.

126 Ledru-Rollin, en bon petit-bourgeois fanfaron, déclara le 11 juin 1849 à l'Assemblée législative au nom de la Montagne : « Les républicains sauront faire respecter la constitution par tous les moyens, y compris par les armes ! » Et de déposer une proposition tendant à mettre en accusation Louis-Napoléon et ses ministres.

ramifié, etc. Aussi dut-il être fort surpris lorsqu'il fut manifeste que la puissance de Ledru-Rollin n'était qu'une illusion et que les mesures de prévention et d'attaque n'avaient été prises que du côté gouvernemental.

Vous voyez que les deux partis de la révolution n'ont fait que se paralyser et se duper réciproquement. Les souvenirs que le peuple avait de l'attitude plus qu'équivoque de la Montagne et plus particulièrement de Ledru-Rollin en mai et juin 1848, enfin le choléra, qui sévissait notamment dans les quartiers ouvriers, firent le reste.

En somme, le 13 juin 1849 n'est que la rançon de juin 1848. Le prolétariat fut abandonné en 1848 par la Montagne, cette fois ce fut la Montagne qui fut lâchée par le prolétariat.

Quoique écrasante pour notre parti dans toute l'Europe, la défaite de cette journée du 13 juin eut ceci de bon qu'à l'exception de Lyon [127] c'est sans grande effusion de sang que le parti contre-révolutionnaire réussit à conquérir le *pouvoir exclusif* à l'Assemblée nationale [128]. Il ne va pas seulement s'effondrer de l'intérieur, mais sa fraction la plus extrême le poussera bientôt à un point où il cherchera à se débarrasser de l'apparence gênante de la république vous verrez alors qu'il *suffira d'un souffle pour le faire disparaître, et Février recommencera à une puissance supérieure.*

[142]

Après le vote de l'Assemblée nationale du 11 juin, il y eut une rencontre entre des membres de la Montagne et quelques délégués des sociétés ouvrières secrètes [129]. Ces derniers insistèrent pour déclen-

[127] Les événements de Paris du 13 juin 1849 eurent pour effet de relancer l'agitation en province et surtout à Lyon, où une émeute d'ouvriers armés eut lieu le 15 juin et fut écrasée après huit heures de combats sanglants.

[128] Une partie de la Montagne - dont Ledru-Rollin - s'enfuit à l'étranger après l'échec de la manifestation ; une autre partie fut emprisonnée et jugée. C'est ainsi que fut brisée à Paris l'influence de la Montagne et de la petite bourgeoisie. La bourgeoisie contre-révolutionnaire disposait maintenant de tous les moyens légaux et illégaux pour consolider son pouvoir.

[129] Cf. MARX, *Les Luttes de classes en France (1848-1850)*, chap. « Du 13 juin 1949 au 10 mars 1850 ».

Dans ce passage, Marx donne une synthèse et une conclusion au mouvement du 13 juin, qui termine en fait la période révolutionnaire.

cher le mouvement le soir même. La Montagne rejeta cette proposition avec force. À aucun prix, elle ne voulait laisser glisser la direction de ses mains : ses alliés lui étaient non moins suspects que ses adversaires - et avec raison. Le souvenir de juin 1848 s'éleva, plus vif que jamais, dans les rangs du prolétariat parisien. Quoi qu'il en soit, celui-ci était enchaîné à l'alliance avec la Montagne, qui représentait la plupart des départements, poussait son influence jusque dans l'armée, disposait de la fraction démocratique de la Garde nationale et avait derrière elle la puissance morale de la boutique. Commencer l'insurrection en ce moment contre la volonté de la Montagne, cela signifiait pour le prolétariat - par ailleurs décimé déjà par le choléra et chassé en masse hors de Paris par le chômage - répéter inutilement les Journées de juin de 1848, alors même que faisait défaut la situation de fait qui l'avait poussé à une lutte désespérée à ce moment-là.

Les délégués prolétariens adoptèrent la seule décision qui fût raisonnable. Ils obligèrent la Montagne à se *compromettre*, c'est-à-dire à sortir du cadre de la lutte parlementaire, dans le cas où leur acte d'accusation serait rejeté. Durant tout le 13 juin, le prolétariat maintint la même position d'observation sceptique et attendit que la mêlée fût engagée de manière sérieuse et irréversible entre la Garde nationale démocratique et l'armée. Il se serait précipité alors dans la lutte pour pousser la révolution au-delà du but que lui assignait la petite bourgeoisie. Dans l'éventualité de la victoire, on avait déjà formé la Commune prolétarienne, qui devait surgir à côté du gouvernement officiel [130]. Les ouvriers parisiens avaient appris à l'école sanglante de juin 1848 [131].

[130] Marx donne ici un exemple de *dualité du pouvoir* avant l'assaut final, décisif. Il s'agit de tout autre chose que d'abandonner le pouvoir à la petite bourgeoisie au soir de la révolution.

[131] En d'autres termes, le prolétariat s'est préparé au prochain assaut révolutionnaire, en tirant les leçons de ses défaites passées.

[143]

La constitution de la République française

Retour à la table des matières

…L'excès de despotisme atteint en France est illustré de manière tangible par les dispositions suivantes dirigées contre les ouvriers [132].

Chaque ouvrier reçoit de la police un livret, dont la première page renferme ses noms, âge, lieu de naissance, travail ou métier. Il est obligé d'y inscrire le nom de l'entrepreneur pour lequel il travaille, ainsi que les raisons pour lesquelles il le quitte. Mais ce n'est pas tout : le livret doit être remis à l'employeur et, après que celui-ci y a annoté les signes particuliers de l'ouvrier, être déposé au bureau de la police. Lorsqu'un ouvrier quitte son travail, il doit aller réclamer son livret au bureau de police ; il ne doit pas prendre un autre emploi sans l'avoir présenté. Ainsi donc, le pain de l'ouvrier dépend entièrement de la police. Mais ce n'est pas encore tout : ce livret joue le rôle d'un passeport. Lorsque l'ouvrier a déplu, la police inscrit sur le livret : « Bon pour retourner chez lui », et il doit retourner à son pays natal. Ce fait abominable se passe de tout commentaire ! Nous laissons au lecteur le soin de rechercher quelles en sont toutes les conséquences pratiques. On n'en trouve même pas un parallèle dans le servage du Moyen Age ou dans le système des parias de l'Inde. Faut-il s'étonner dès lors que le peuple français attende l'heure du soulèvement ? Faut-il s'étonner si son mécontentement suscite une tempête ? Il fut miséricordieux en 1830 ; il le fut encore en 1848 ; cependant, depuis lors, sa liberté a été trafiquée et son sang a été répandu à flots ; toutes les prisons de France sont encombrées de travailleurs condamnés à vie ; 15 000 d'entre eux ont été déportés d'un seul coup, et maintenant c'est le si-

132 Cf. MARX, « La Constitution de la République française, adoptée le 4 novembre 1848 », *Notes to the People,* 14 juin 1851.

Nous ne reproduisons que la dernière partie de l'analyse de Marx sur les effets de la constitution sur la condition ouvrière, d'une part, et la préparation du coup d'État par Louis Bonaparte, d'autre part. Cet article est, à maints égards, parallèle au *18-Brumaire de Louis Bonaparte.*

nistre règne du despotisme dont nous venons de parler. Faut-il s'étonner de ce que la bourgeoisie redoute le peuple et bande toutes ses forces pour retarder l'heure de la vengeance ? Elle reste [144] cependant divisée. Elle est traversée de courants contradictoires trop nombreux, et le premier d'entre eux se trouve dans la constitution.

Le jeu de Napoléon

La question qui se pose maintenant est celle de la prolongation du mandat présidentiel et de la révision de la constitution. Napoléon ne peut être restauré sans une violation directe de la constitution, d'abord parce qu'il ne peut être réélu à son poste avant que ne se soit écoulée une période de quatre ans ; et ensuite parce que la constitution ne peut être modifiée qu'avec une majorité des deux tiers. Or, sur cette question, il n'y a pas de majorité et, en conséquence, de réélection constitutionnelle possible.

C'est pourquoi il n'y a qu'une alternative pour Bonaparte : défier la constitution et recourir aux armes pour arracher la décision de haute lutte, ou bien remettre son poste à un autre moment prévu, conformément à la loi. Dans cette dernière éventualité, Cavaignac serait président et la *république de la bourgeoisie* serait parfaite. Dans la première, les conséquences seraient complexes [133].

---

133 Aux yeux d'Engels, le bonapartisme tient, politiquement, en bride le prolétariat aussi bien que la bourgeoisie, mais maintient en fonction tout le système économique capitaliste : « L'armée, véritable vainqueur, prend la tête, appuyée sur la classe où elle se recrute de préférence : les petits paysans qui veulent avoir la tranquillité face aux trublions des villes. La forme de cette domination est, naturellement, le despotisme militaire, et son chef naturel, Louis Bonaparte, en est l'héritier légitime.

La caractéristique du bonapartisme vis-à-vis des ouvriers comme des capitalistes, c'est de les empêcher de se battre entre eux. Autrement dit, il défend la bourgeoisie contre les attaques violentes des ouvriers, favorise les petites escarmouches pacifiques entre les deux classes, tout en enlevant aux uns comme aux autres toute espèce de pouvoir politique. Pas de droit d'association, pas de droit de réunion, pas de liberté de la presse. Le suffrage universel, sous la pression de la bureaucratie, rend impossible toute élection de l'opposition. C'est un régime policier jamais atteint auparavant, même en France, pourtant policière...

[145]

Le jeu de Napoléon tend donc en ce moment à exciter le peuple au mécontentement. La bourgeoisie est l'ennemie de Napoléon - le peuple le sait, et il y a donc entre eux un lien de sympathie. Il partage cependant avec la bourgeoisie les stigmates de l'oppression : s'il réussit à s'en défaire pour en charger la bourgeoisie, il aura déblayé un grand obstacle.

Le dernier discours qu'il a tenu à Dijon démontre qu'il y tend. Il y a en effet déclaré : « L'Assemblée nationale a mis en vigueur toutes les mauvaises lois ; toute bonne loi que j'ai proposée a été rejetée ou mutilée par ce corps. Elle a fait échouer toutes mes tentatives pour améliorer vos conditions et mis des entraves là où il n'y en avait pas. »

Il s'efforce de détourner sur l'Assemblée la foudre qui le menace lui-même. Entre-temps l'armée est plutôt de son côté que de celui de cette dernière institution, et la misère du peuple est telle qu'aux yeux de la grande masse tout changement devrait signifier une amélioration, cependant que ceux qui ont une vision claire ne constituent qu'une minorité.

C'est pourquoi si la bourgeoisie, face à la décision de Napoléon, osait tenter la lutte sous Cavaignac, le peuple combattrait contre elle - et Napoléon lutterait aux côtés du peuple. Cette alliance se révélerait trop puissante pour l'Assemblée. Cependant, c'est alors qu'intervien-

---

Tout ce qu'un tel régime puisse apporter aux ouvriers et à la bourgeoisie est qu'ils se reposent de la lutte et que l'industrie se développe puissamment [si les conditions s'y prêtent], de sorte que se forment les éléments d'une nouvelle lutte, plus violente encore ; bref, que cette lutte éclate dès que le besoin d'un tel temps de repos disparaît. Le comble de la stupidité serait d'attendre davantage, pour les ouvriers, d'un régime qui n'existe que pour les tenir en laisse face à la bourgeoisie. » (Cf. ENGELS, *La Question militaire prussienne et le parti ouvrier allemand*, trad. fr. : MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, p. 483-484.)

Parler aujourd'hui d'un bonapartisme dans la France bourgeoise, c'est faire abstraction du niveau historique et économique où seul le bonapartisme est possible, puisque celui-ci s'appuie d'une part sur l'armée, et d'autre part sur l'électorat de la paysannerie parcellaire, qui formait en 1850 les trois quarts de la population française. Il implique, en outre, un faible développement industriel, donc une bourgeoisie faible. En effet, une fois que le capitalisme est très avancé, la bourgeoisie ne peut pas ne pas disposer du pouvoir, quelle que soit la forme de celui-ci (fascisme ou démocratie).

drait le [146] moment où l'Assemblée s'apercevrait que le peuple est sur le point de triompher, et elle choisirait alors le moindre mal. Elle préférerait alors un Empire ou une dictature de Napoléon à une république démocratique et sociale, et c'est pourquoi elle trouverait un point d'entente avec le président. Comme celui-ci craint tout autant qu'elle le pouvoir démocratique, il accepterait son concours. L'armée ou du moins une partie de celle-ci serait encore davantage à la dévotion de Napoléon, en raison de l'excitation, du danger et de la « gloire » du combat ; et la controverse prendrait une nouvelle figure : l'armée et la bourgeoisie contre le peuple. L'issue des événements dépend donc de l'énergie, de l'intelligence et de l'union du peuple.

Le jeu de Napoléon consiste, en un premier temps, à jouer le peuple contre la bourgeoisie, en un second, à jouer la bourgeoisie contre le peuple, et à utiliser l'armée contre les deux.

L'avenir est gros d'événements considérables, et en ce moment la France est l'un des objets d'étude les plus intéressants que l'histoire puisse offrir.

Les véritables causes de l'inactivité relative des prolétaires français en décembre dernier

I

Retour à la table des matières

Depuis le 2 décembre de l'année dernière tout l'intérêt que peut susciter la politique extérieure - ou du moins celle du continent - tourne exclusivement autour du chevalier d'industrie efficace et sans scrupules - Louis-Napoléon Bonaparte [134] : « Qu'a-t-il en tête ? Com-

---

[134] Cf. ENGELS, *Notes to the People*, 21 février, 27 mars, 10 avril 1852.

La conception matérialiste et dialectique du marxisme ne peut admettre qu'en toute circonstance tous les prolétaires, les organisations et le parti ouvriers conservent le même haut niveau de combativité, de conscience et d'énergie révolutionnaires. Tous ces facteurs dépendent, en effet, au plus haut point du rapport de forces physiques entre les classes.

mencera-t-il une [147] guerre, et contre qui ? Envahira-t-il l'Angleterre ? » Ces questions surgissent immanquablement, dès que l'on parle de la situation sur le continent.

N'est-il pas quelque peu stupéfiant qu'un aventurier relativement inconnu, auquel le hasard a mis entre les mains le pouvoir exécutif d'une grande république, ait pu occuper en une nuit tous les postes importants dans la capitale, disperser le parlement à tous les vents, écraser en deux jours l'émeute à Paris et en quinze jours les troubles en province, s'imposer à tout un peuple à l'aide d'un simulacre d'élection et introduire en un clin d'œil une constitution nouvelle qui concentre tout le pouvoir d'État entre ses mains ? On n'a jamais rien vu de semblable : jamais une nation n'a subi un tel opprobre depuis que les légions prétoriennes de la Rome décadente mirent l'Empire aux enchères afin de le vendre au plus offrant. Or, la presse bourgeoise d'Angleterre - du *Times* jusque tout en bas, au *Week Dispatch* - n'a jamais laissé passer la moindre occasion qui s'offrait depuis les journées de décembre d'étaler au grand jour sa vertueuse indignation contre le despote militaire, le fourbe liquidateur des libertés de son pays, l'oppresseur de la presse, etc.

Mais, malgré tout le mépris qu'il convient de porter à Louis-Napoléon, nous sommes d'avis qu'il ne convient pas à un organe de la classe ouvrière d'entonner des invectives tonitruantes avec ce chœur dans lequel les feuilles des spéculateurs en bourse, des lords du coton et de l'aristocratie foncière s'efforcent de se surpasser mutuellement dans un flot d'injures. Il est préférable de rappeler à ces messieurs le véritable état de choses. Ce sont eux qui ont effectivement toutes les raisons pour pousser des cris de détresse. Si jamais Louis-Napoléon a enlevé quelque chose à quelqu'un, ce n'est pas à la classe ouvrière, mais à toutes ces classes dont ladite presse représente les intérêts en Angleterre.

[148]

Loin de nier les situations de défaite ou de contre-révolution triomphante, le marxisme les étudie en détail pour saisir l'évolution réelle de la lutte des classes, ne serait-ce que pour ne pas être à la traîne des événements. Après la défaite de 1848-49, le prolétariat français va entrer dans une sombre période historique de réaction et d'apathie qui ne s'estompera qu'à l'approche de la crise de la guerre et de la révolution de 1870-1871.

Ce n'est pas que Louis-Napoléon n'ait pas complètement dépouillé la classe ouvrière de tout ce qui était désirable pour elle ; mais on ne pouvait effectivement plus rien enlever aux ouvriers en décembre dernier, puisque tout ce qui valait la peine de lui être enlevé était déjà parti au cours des trois ans et demi de règne de la bourgeoisie et du parlement qui ont suivi la grave défaite de juin 1848. En effet, que restait-il encore diable à enlever à la veille du 2 décembre ? Le droit de vote ? On l'en avait déjà dépouillé par le moyen de la loi électorale de mai 1850. La liberté de réunion ? Depuis belle lurette déjà elle était limitée aux classes « sereines » de la société auxquelles on pouvait « se fier ». La liberté de la presse ? Eh bien, la presse réellement prolétarienne avait été étouffée dans le sang des insurgés lors de la bataille de Juin, et son ombre qui survécut encore quelque temps était déjà liquidée depuis longtemps sous le bâillon des lois contre la presse [135], qui à chaque session nouvelle de l'Assemblée nationale étaient revues et perfectionnées. Leurs armes ? Tout prétexte avait été bon pour assurer l'exclusion de tous les ouvriers de la Garde nationale et pour limiter la possession d'armes aux classes aisées de la société.

Ainsi donc, la classe ouvrière, à l'époque du récent coup d'État, avait fort peu - sinon rien du tout - à perdre sur le plan des privilèges politiques. Mais, d'autre part, la classe moyenne et les capitalistes disposaient alors de la toute-puissance politique. C'est à eux qu'appartenaient la presse, la liberté de réunion, le droit de porter des armes, le suffrage universel, le Parlement. Légitimistes et orléanistes, propriétaires fonciers et détenteurs de papiers d'État avaient enfin trouvé, après une lutte longue de trois ans, un terrain neutre sous la forme du gouvernement républicain. Ce fut un coup dur pour eux que de se laisser dépouiller de tout cela en quelques heures, et de se voir réduits, en un tour de main, à l'état de néant politique, celui-là même auquel ils avaient réduit les ouvriers. Telle [149] est la raison pour laquelle la presse « respectable » d'Angleterre est si furieuse contre les infamies commises par Louis-Napoléon contre la légalité. Tant que ces infa-

---

135 Engels fait allusion aux lois votées les 11 août 1848, 27 juillet 1849 et 16 juillet 1850 par les assemblées constituante et législative. Elles prévoyaient de fortes cautions pour la publication des journaux, introduisirent des taxes sur les timbres pour les journaux et brochures et menaçaient de punir de fortes peines toute attaque contre « le principe de la propriété et le droit de la famille », ainsi que « l'incitation à la guerre civile ».

mies étaient exécutées contre les ouvriers, soit par le pouvoir exécutif, soit par le Parlement, c'était naturellement tout à fait bien ; mais sitôt que cette politique fut dirigée contre les « gens bien », les « couches aisées et cultivées de la nation », oui alors, ce fut quelque chose de tout à fait différent, et il convenait à tout un chacun auquel la liberté était chère, d'élever sa voix et de défendre les « questions de principe ».

Ainsi donc, la lutte du 2 décembre fut avant tout une lutte entre la bourgeoisie et Louis-Napoléon, le représentant de l'armée. Louis-Napoléon en était parfaitement conscient, comme en témoigne l'ordre qu'il donna le 4 de diriger le feu essentiellement sur ces « messieurs en drap fin ». La glorieuse bataille des boulevards est trop bien connue : quelques salves sur les fenêtres closes et sur des bourgeois désarmés suffirent amplement à étouffer toute velléité de résistance dans la bourgeoisie parisienne.

Au reste, les ouvriers, quoiqu'ils ne pussent plus être dépouillés de privilèges politiques directs, n'étaient *pas du tout indifférents* à toute la question. Ils avaient surtout encore une chose à perdre : la grande occasion sur laquelle ils pouvaient compter lorsqu'en mai 1851 tous les pouvoirs de l'État voyaient en même temps s'achever le temps de leur fonction et que, pour la première fois depuis juin 1848, ils pouvaient espérer que la lutte se déroulerait pour eux sur un terrain favorable. Or, comme ils tendaient vers la conquête du pouvoir politique, ils ne pouvaient pas admettre un quelconque changement de gouvernement sans s'interposer entre les partis en conflit comme l'arbitre ayant vocation suprême, afin de leur imposer sa volonté comme loi du pays. En conséquence, ils ne devaient pas laisser passer l'occasion sans montrer aux deux armées, qui se faisaient face, qu'il restait encore sur le champ de bataille une troisième force , bien que celle-ci fût pour l'heure refoulée de la scène des querelles officielles et parlementaires, elle n'en restait pas moins prête à prendre rang dans la lutte sitôt que le champ de bataille se déplacerait vers son champ d'action spécifique, à savoir la *rue*.

Mais il ne faut pas oublier cependant que même dans cette éventualité le parti prolétarien eût dû combattre avec [150] de lourds handicaps. S'insurgeait-il contre l'usurpateur, n'était-ce pas alors défendre en pratique la restauration et la dictature de ce Parlement qui s'était révélé comme son ennemi le plus intraitable ? Et s'il se déclarait

d'emblée pour un gouvernement révolutionnaire n'effrayerait-il pas - comme ce fut le cas en province - la bourgeoisie au point de la pousser dans les bras de Louis-Napoléon et de l'armée ? En outre, il ne faut pas oublier que le noyau, la fleur, de la classe ouvrière révolutionnaire ou bien avait été tué lors du soulèvement de Juin, ou bien avait été depuis lors déporté ou emprisonné sous mille prétextes différents. Et enfin, il y avait un fait qui, à lui seul, suffisait pour assurer Napoléon de la neutralité de la grande majorité de la classe ouvrière : les *affaires étaient excellentes* - et les Anglais ne savent que trop bien qu'on ne peut pas mettre en œuvre une campagne politique, ni à plus forte raison une révolution, lorsque la classe ouvrière est pleinement employée et bien payée [136].

---

136 La révolution de 1848-1849 connut ce fait apparemment étrange : le pays le plus capitaliste de l'Europe et même du monde ne participa pas aux luttes violentes de classes, bien qu'on y trouvât le parti révolutionnaire le plus avancé et le plus organisé, syndicalement et politiquement - les chartistes. Dans *La Nouvelle Gazette rhénane - Revue politique et économique,* cahiers 5 et 6, article intitulé « Revue de mai à octobre 1850 », Marx constatait : « Quoi qu'il en soit, il est certain que la crise commerciale a fait infiniment plus pour déclencher les révolutions de 1848 que la révolution pour provoquer la crise. De mars à juin, l'Angleterre profitait déjà directement de la révolution qui y fit affluer de nombreux capitaux du continent. Dès lors on peut considérer que la crise y est terminée ; dans toutes les branches de la production s'amorce un mieux-être, et le nouveau cycle industriel commence avec une nette tendance à la prospérité. »

À la fin de l'article, Marx tire la conclusion suivante :

« Lorsque règne la prospérité générale dans laquelle les forces productives de la société bourgeoise s'épanouissent pour autant que l'admettent les rapports sociaux capitalistes, on ne peut parler de véritable révolution. Celle-ci n'est possible qu'aux périodes où ces *deux facteurs* - *les forces productives modernes* et *les formes bourgeoises de production* - entrent en conflit les unes avec les autres. Les différentes querelles auxquelles s'adonnent aujourd'hui les représentants des diverses fractions du parti de l'ordre du continent et dans lesquelles elles se compromettent réciproquement, bien loin de fournir l'occasion de nouvelles révolutions, ne sont au contraire possibles que parce que la base des rapports sociaux est momentanément si sûre et - ce que la réaction ignore - si *bourgeoise.*

Toutes les tentatives faites par la réaction pour arrêter le développement bourgeois s'y briseront aussi sûrement que toute l'indignation morale et toutes les déclarations enflammées des démocrates. *Une nouvelle révolution ne sera possible qu'à la suite d'une nouvelle crise : l'une est aussi certaine que l'autre*. »

[151]

En Angleterre, on entend souvent dire que les Français doivent être une bande de vieilles femmes, sinon ils n'admettraient pas de se laisser traiter de la sorte. Je veux bien reconnaître que les Français, en tant que nation, méritent actuellement de tels qualificatifs peu agréables. Mais nous savons tous que les Français, en ce qui concerne leurs opinions et leurs actions, sont plus dépendants du succès que toute autre nation civilisée. Sitôt que les événements prennent une certaine tournure dans leur pays, ils suivent presque sans résistance le cours des événements. La défaite de juin 1848 a apporté un tel tournant contre-révolutionnaire pour la France, et partant pour tout le continent. La restauration actuelle de l'Empire napoléonien n'est que le couronnement d'une longue série de victoires contre-révolutionnaires, qui jalonnent le cours de ces trois dernières années. Or, une fois engagés sur la pente, on pouvait s'attendre à ce que la France tombe de plus en plus bas, jusqu'à ce qu'elle atteigne le fond. Il est difficile de dire, si d'ores et déjà elle a touché ce fond ; mais chacun est bien obligé de constater qu'elle s'en rapproche rapidement. Et si, dans un proche avenir, les actes du peuple français ne démentent pas l'actuelle histoire de la France, nous pouvons être sûrs que son produit n'en sera que plus surprenant et glorieux. De nos jours, les événements suivent un rythme d'une vitesse inouïe, et là où il fallait autrefois tout un siècle à une nation il suffit aujourd'hui de quelques années. L'ancien Empire a tenu quatre ans ; l'aigle impérial devra être exceptionnellement favorisé par la chance pour que la reprise de ce morceau de bravoure - au reste dans une version des plus étriquées et misérables - survive autant de mois. Et alors ?

II

À première vue, il peut sembler que Louis-Napoléon règne actuellement en France avec une toute-puissance qui [152] ne connaît pas de trouble, et que la seule force avec laquelle il ait à compter est peut-être la bande d'intrigants de sa cour, qui le pressent de tous côtés et se livrent à des machinations pour s'assurer la faveur entière de l'autocrate français et gagner de l'influence sur lui.

En réalité, les choses se présentent de manière toute différente. Tout le secret de son succès réside dans le fait que les traditions liées à

son nom ont permis à Louis-Napoléon de garder momentanément *l'équilibre entre les classes de la société française qui sont en lutte pour conquérir le pouvoir*. En effet, sous le voile de l'état de siège qui recouvre en ce moment le despotisme militaire en France, la lutte des différentes classes de la société ne se poursuit pas moins avec le même acharnement qu'auparavant. Tandis que cette lutte a été menée durant ces quatre dernières années avec la poudre et la grenaille, elle n'a fait que changer de forme maintenant. Si une guerre de longue durée épuise la nation la plus puissante, la guerre ouverte et sanglante de ces dernières années a exténué, voire momentanément épuisé, la force *militaire* des différentes classes. Cependant, la lutte de classes n'est pas liée à des opérations militaires physiques : elle n'a pas toujours besoin d'être disputée sur des barricades et à la baïonnette. La lutte de classes ne peut s'éteindre tant que subsistent les différentes classes ayant leurs intérêts distincts et antagoniques ainsi que leurs positions sociales particulières. Or jusqu'ici, nous n'avons pas encore entendu parler de ce qu'en France, depuis que le faux Napoléon a pris le pouvoir, on ne compte plus parmi ses habitants les grands propriétaires fonciers et les journaliers ou métayers, les financiers ainsi que les petits paysans et capitalistes écrasés d'hypothèques, et enfin les ouvriers.

La situation des différentes classes en France est la suivante : la révolution de février a définitivement brisé la puissance des grands banquiers et autres boursicoteurs. Après leur chute, toutes les autres classes de la population urbaine se sont succédées tour à tour au pouvoir : d'abord les ouvriers, durant les jours de la première agitation révolutionnaire, puis les républicains petits-bourgeois avec Ledru-Rollin, que suivit la fraction républicaine de la bourgeoisie avec Cavaignac, et enfin la bourgeoisie royaliste unie, avec l'Assemblée nationale écoulée. Aucune de ces classes n'a été capable de s'affirmer au pouvoir qu'elle ne détint qu'un bref laps de temps ; et ces derniers temps il semblait [153] inévitable, face aux divergences sans cesse aggravées entre les royalistes légitimistes - soit les propriétaires fonciers - et les royalistes orléanistes - soit les financiers - que le pouvoir glissât de nouveau de leurs mains, afin de retomber une fois de plus entre celles de la classe ouvrière qui entretemps pouvait bien avoir appris à mieux utiliser le pouvoir.

Cependant, il existe encore en France une autre classe puissante, non en raison des grandes propriétés appartenant à ses membres indi-

viduels, mais en vertu du nombre et des simples besoins de ceux-ci. Cette classe des petits paysans, accablés par les hypothèques, représente au moins les trois cinquièmes de la nation française ; elle se met lentement en mouvement et, comme tous les habitants des campagnes, est difficile à influencer ; elle tient opiniâtrement à ses vieilles traditions, se défie de la sagesse des apôtres de tous les partis de la ville, et se souvient des temps de l'Empereur, lorsqu'elle était heureuse, sans dettes et relativement riche : grâce au suffrage universel, elle déposa le pouvoir exécutif entre les mains de son neveu.

L'active agitation du parti socialiste démocrate et plus encore la déception que les mesures de Louis-Napoléon leur apportèrent bientôt, poussèrent une partie de la classe paysanne dans les rangs du parti rouge. Cependant, la grande masse s'accrochait aux traditions et pensait que, si Louis-Napoléon ne s'était pas encore révélé jusqu'ici comme le messie que l'on attendait, la faute en incombait à l'Assemblée nationale qui le bâillonnait.

En dehors de la masse des paysans, Louis-Napoléon - qui est lui-même une sorte de filou distingué, entouré de l'élite de la flibuste élégante - trouva un soutien dans la partie la plus déchue et la plus dissolue de la population des villes. Cette fraction de ses partisans s'organisa en une troupe stipendiée qui s'appela la *Société du 10-Décembre.* Ainsi donc, en s'appuyant sur les voix de la paysannerie et les manifestations tapageuses de la pègre ainsi que sur une armée toujours prête à renverser un gouvernement de parlementaires bavards qui prétendaient parler au nom des classes laborieuses, il pouvait tranquillement attendre l'instant où les querelles du parlement bourgeois lui permettraient d'intervenir afin de revendiquer une domination plus ou moins absolue sur ces classes, dont aucune ne s'était [154] montrée assez forte au cours de ces quatre années de luttes sanglantes pour arracher durablement le pouvoir à son profit. C'est exactement ce qu'il fit le 2 décembre de l'année dernière.

Le règne de Louis-Napoléon n'a donc pas aboli la lutte des classes. Il empêche simplement pour un moment les explosions de violence sanglante qui accompagnent les tentatives faites de temps à autre par l'une ou l'autre classe pour conquérir le pouvoir politique ou pour affirmer ses visées. Aucune de ces classes n'a été assez forte pour tenter une nouvelle bataille avec quelque chance de succès. Ce sont précisément les antagonismes des classes qui favorisèrent les plans de Na-

poléon dans les circonstances données. Il renversa le parlement bourgeois et détruisit le pouvoir politique de la bourgeoisie. Cela ne devrait-il pas réjouir les prolétaires ? Il est certain que l'on ne pouvait attendre des prolétaires qu'ils combattissent pour une Assemblée nationale qui avait été leur ennemie mortelle.

Cependant l'usurpation de Louis-Napoléon menace le champ de bataille commun des deux classes, ainsi que l'ultime position favorable de la classe ouvrière : la République. Il faut retenir, en effet, qu'à partir du moment même où les ouvriers se soulevèrent pour défendre la République, la bourgeoisie se joignit précisément à l'homme qui l'avait dépouillée du pouvoir, car il s'agissait pour elle de battre la classe ouvrière, en tant qu'ennemi général de la société. C'est ce que l'on constata à Paris aussi bien qu'en province - et l'armée triompha sans grande peine des classes concurrentes et antagoniques. Après la victoire, les millions de paysans fidèles à l'Empereur surgirent avec leurs bulletins de vote ; bien que les truquages officiels y contribuèrent également pour leur part, les paysans intronisèrent tout de même le gouvernement de Louis-Napoléon comme le représentant presque unanime de la France [137].

---

[137] Les paysans parcellaires, précisément parce que leur mode de production et de vie est isolé, exigent un pouvoir gouvernemental illimité, « afin de les protéger des autres classes et de leur procurer la pluie et le soleil. L'influence politique des paysans parcellaires trouve donc son expression suprême dans le fait que le pouvoir exécutif se subordonne la société » (*18-Brumaire*). C'est ainsi que la propriété parcellaire devient la base de l'édifice de l'État : « La propriété parcellaire est, par nature, la forme la plus appropriée d'une bureaucratie innombrable et omniprésente. Elle crée un niveau égal des conditions et des personnes sur toute la surface du pays. Elle permet donc aussi une intervention semblable dans tous les points d'une masse égale à partir d'un centre suprême. Elle détruit les couches moyennes aristocratiques entre la masse du peuple et le pouvoir de l'État. Elle appelle donc de toutes parts l'intervention directe de ce pouvoir de l'État et la médiation de ses organes immédiats » (ibid.).

Aussi bien dans la révolution française que dans la contre-révolution ultérieure, on perd trop souvent de vue le poids énorme de la paysannerie en France, autrement dit la faiblesse du développement économique du capitalisme, donc aussi du prolétariat industriel.

Dans la dialectique de Marx, si la France est alors si fortement centralisée, ce n'est pas en raison de son puissant essor productif, mais au contraire en raison de son arriération économique. Paris est donc à la fois le centre

[155]

Néanmoins les luttes de classes et les intérêts de classes continuent aujourd'hui d'être à la base de toute action importante de Louis-Napoléon, comme nous allons le voir dans notre prochain article.

III

Répétons-le : Louis-Napoléon est arrivé au pouvoir, parce que la guerre ouverte entre les différentes classes de la société française au cours de ces quatre dernières années avait épuisé ces classes et mis en pièces leurs armées, et parce que, dans ces conditions, la lutte de ces classes ne pouvait plus, du moins temporairement, être menée que sur le terrain pacifique et légal, c'est-à-dire par la voie de la concurrence des organisations professionnelles et de tous les autres moyens de lutte pacifique grâce auxquels les antagonismes des classes s'expriment déjà en Angleterre depuis plus d'un siècle. Dans ces conditions, il est d'une certaine manière de l'intérêt de toutes les classes en concurrence, que domine ce que l'on appelle un *gouvernement fort*, celui-ci étouffant et écrasant les petites explosions locales et dispersées d'hostilité directe qui, sans amener à un résultat quelconque, troublent le développement de la lutte sous [156] sa nouvelle forme et freinent le rassemblement des forces pour une nouvelle bataille décisive. Cette circonstance peut expliquer d'une certaine manière pourquoi les Français en général se comportent indubitablement de manière pacifique vis-à-vis de leur actuel gouvernement. Naturellement nul ne peut dire combien de temps encore il faudra attendre pour que les deux classes - les ouvriers et les capitalistes - aient de nouveau rassemblé assez de force et de confiance en soi pour refaire surface et - chacune pour son propre compte - revendiquer ouvertement sa dictature sur la France. Mais de quelque façon que se développent aujourd'hui les événements, il est plus que probable que l'une ou l'autre de ces classes soit précipitée subitement dans la bataille et se retrouve de la sorte bientôt en lutte dans la rue, classe contre classe, bien avant que la force relative ou absolue des partis fasse escompter un tel heurt.

---

avancé des ouvriers, et la capitale réactionnaire de la France parcellaire arriérée. Il faudra la longue domination du bonapartisme pour briser le poids réactionnaire de la paysannerie parcellaire, qui a elle-même porté au pouvoir son pire ennemi.

En effet, si le parti révolutionnaire français, c'est-à-dire le parti ouvrier, devait attendre jusqu'à ce que la classe ouvrière soit de nouveau aussi forte qu'en février 1848, il devrait se préparer à une passivité soumise d'une bonne dizaine d'années - et cela il ne le fera certainement pas. Or, en même temps, un gouvernement comme celui de Louis-Napoléon se voit contraint, comme nous allons bientôt le voir, de se lancer lui-même, ainsi que la France, dans de si graves difficultés que seule une grande explosion révolutionnaire pourra finalement les résoudre. Nous ne voulons pas parler des possibilités d'une guerre, pas plus que d'autres circonstances qui peuvent, ou non, survenir, nous ne voulons parler que d'un événement qui surgira aussi sûrement que le soleil se lève le matin : c'est un bouleversement général dans le commerce et l'industrie. Le piètre commerce et les mauvaises récoltes de 1846 et 1847 ont eu pour conséquence la révolution de 1848, et l'on peut parier dix contre un qu'en 1853 le commerce du monde entier sera bien plus profondément touché et plus gravement perturbé que jamais auparavant [138]. Or aux yeux de [157] qui le navire sur lequel Louis-Napoléon vogue de-ci de-là est-il capable de tenir la mer lorsque la tempête se déchaînera immanquablement ?

Quoi qu'il en soit, jetons un coup d'œil sur la situation dans laquelle s'est trouvée la noblesse bâtarde au soir de sa victoire. Elle bénéficiait du soutien de l'armée, du clergé et de la paysannerie. A son coup de force s'étaient opposés la bourgeoisie (y compris les grands propriétaires fonciers) ainsi que les socialistes ou travailleurs révolu-

---

138 L'expérience devait apprendre à Engels que les cycles économiques avaient tendance à s'allonger historiquement. En 1892, Engels lui-même écrivait, à propos des cycles des crises industrielles au début du XIXe siècle, dans la préface à La *Situation des classes laborieuses en Angleterre :* « Dans le texte, nous fixons à cinq ans le cycle périodique des grandes crises industrielles. C'était effectivement la durée qui résultait apparemment du cours des événements de 1825 à 1842. Mais l'histoire de l'industrie de 1842 à 1868 a démontré que la véritable période est de dix ans, que les crises intermédiaires sont de nature secondaire et ont tendance à disparaître de plus en plus depuis 1842 ». En 1883, Engels expliquait en outre : « Le cycle de dix ans ne s'est clairement développé que depuis 1847 (à la suite de la production d'or californienne et australienne et, en conséquence, du parachèvement du marché mondial) ». (Lettre à Bebel du 10-il mai 1883).

En ce qui concerne le rapport entre crise économique et crise politique et sociale, cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, t .1, p. 58.

tionnaires. Parvenu à la tête du gouvernement, il ne dut pas seulement conserver la faveur des partis qui l'avaient mis en place, niais encore, autant que possible, de ceux qui avaient été contre lui jusqu'ici, ou, s'il n'était pas en mesure de les gagner à sa cause, il devait au moins les concilier avec le nouvel état de choses.

En ce qui concerne l'armée, le clergé, les fonctionnaires du gouvernement et les membres de cette conjuration de chasseurs de postes dont il s'était entouré depuis longtemps déjà, il ne devait faire qu'une seule chose : corruption ouverte, argent sonnant et trébuchant, pillage systématique des moyens publics ; or, nous avons vu avec quelle promptitude Louis-Napoléon avait les mains pleines d'argent liquide ou comment en un clin d'œil il avait découvert des sinécures pour ses amis qui leur fournirent une brillante occasion de s'enrichir aussitôt. Ainsi de Morny, écrasé sous le poids de ses dettes, prit ses fonctions en étant aussi pauvre qu'un mendiant pour les quitter un mois plus tard, débarrassé de toutes ses dettes et riche d'une fortune que l'on qualifierait même à Belgrave Square [139] de « splendide [158] garantie d'une existence indépendante ». Mais c'est une tout autre affaire que de satisfaire la paysannerie, les grands propriétaires fonciers, les détenteurs de papiers d'État, les capitalistes, les fabricants, les armateurs, les marchands et épiciers et, finalement, le problème le plus ardu de ce siècle, la classe ouvrière. Malgré toutes les mesures de coercition du gouvernement, les intérêts de ces différentes classes restent aussi inconciliables qu'auparavant, bien qu'il n'existe plus ni presse, ni parlement, ni plate-forme de réunion pour rendre publique cette désagréable donnée de fait ; quoi qu'un gouvernement puisse jamais faire pour telle ou telle classe, il lui faut pour cela léser les intérêts de telle autre. Quoi que puisse faire aussi Louis-Napoléon, il se heurtera partout et toujours à une seule et même question : « Qui paiera l'addition ? » - question qui a renversé plus de gouvernements que toutes les questions de milice, de réforme, etc., prises ensemble. Et bien que Louis-Napoléon ait déjà fait contribuer pour une bonne part son pré-

139 Quartier résidentiel de l'aristocratie et de la grande bourgeoisie de Londres.

décesseur Louis-Philippe [140] afin de payer l'addition, celle-ci n'est pas encore réglée, loin de là.

Nous commencerons notre prochain article [141] avec une esquisse sur la situation des différentes classes sociales en France, et nous en profiterons pour étudier de quels moyens dispose l'actuel gouvernement pour améliorer leurs conditions. Nous établirons, en outre, ce que ce gouvernement a déjà entrepris dans ce sens et entreprendra vraisemblablement à l'avenir. Ainsi réunirons-nous des matériaux qui nous permettront de tirer de justes conclusions sur la position et les chances de l'homme qui fait actuellement de son mieux pour discréditer le nom de Napoléon.

[159]

Critique de la social-démocratie et du proudhonisme

Retour à la table des matières

Dans les journées de juin [1848], personne n'avait lutté plus fanatiquement pour la sauvegarde de la propriété et le rétablissement du crédit que les petits-bourgeois parisiens, cafetiers, restaurateurs, marchands de vin, petits commerçants, boutiquiers, artisans, etc. [142]. Ras-

---

[140] Le 22 janvier 1852, Louis Bonaparte avait décrété la confiscation de la propriété de la maison d'Orléans. Cette mesure toucha également l'ancien roi Louis-Philippe, duc d'Orléans.

[141] Le journal chartiste *Notes to the People* cessa de paraître le 24 avril 1852. Le quatrième article, dont parle Engels, n'a pu être retrouvé.

[142] Cf. MARX, *Les Luttes de classes en France* (1848-1850), chap. III.

Cet ouvrage né dans le feu même de la lutte de classe condamne définitivement pour la France la petite bourgeoisie. Celle-ci cesse désormais de jouer tout rôle progressif dans l'histoire ultérieure du mouvement ouvrier français. Comme on le voit, il ne s'agit pas d'un jugement abstrait contre une semi-classe, qui oscille entre prolétariat et bourgeoisie et finit par rejoindre cette dernière dans la lutte politique contre le premier ; l'histoire même, à un certain niveau de la lutte, prononce cet arrêt.

Les derniers textes de cette partie tirent la conclusion des événements de toute cette période historique en ce qui concerne la nature des différentes fractions ouvrières alors en présence dans le champ politique.

semblant toutes ses forces, la boutique avait marché contre la barricade pour rétablir la circulation qui mène de la rue à la boutique. Mais derrière la barricade, il y avait les clients et les débiteurs, devant elle les créanciers de la boutique. Et quand les barricades furent renversées et les ouvriers écrasés, quand les gardiens des magasins, dans l'ivresse de la victoire, se précipitèrent à nouveau vers leurs boutiques, ils en trouvèrent l'entrée barricadée par un sauveur de la propriété, un agent officiel du crédit qui leur présentait ses lettres comminatoires : traite échue, terme échu, billet [160] échu, boutique déchue, boutiquier déchu 1 [...] Les petits-bourgeois reconnurent avec effroi qu'ils s'étaient livrés sans résistance aux mains de leurs créanciers en battant les ouvriers. Leur banqueroute, qui se traînait chroniquement depuis Février et en apparence ignorée, fut déclarée publique après Juin.

On ne leur avait laissé tranquille leur *propriété nominale* que le temps de les jeter sur le champ de bataille *au nom de la propriété.* Maintenant qu'on avait réglé la grande affaire avec le prolétariat, on pouvait régler également à son tour le petit compte avec l'épicier...

En face de la bourgeoisie coalisée, s'était constituée [en 1848] une coalition entre petits-bourgeois et ouvriers, le prétendu *parti social-démocrate* [143]. Les petits-bourgeois s'étaient vus mal récompensés au

Pour la période qui s'ouvre après 1850, deux formations garderont une influence sur le prolétariat français et, de fait, joueront un rôle essentiel dans la Commune de 1871 : le *proudhonisme* et le *blanquisme.* Marx et Engels le prévoient dès 1850. Leur jugement plus nuancé sur les proudhoniens (le parti des travailleurs de tendance petite-bourgeoise en évolution vers les formes modernes) que les blanquistes (le parti ouvrier proprement dit de l'époque conspirative) annonce quelles seront les possibilités d'évolution réelle de ces deux fractions du mouvement ouvrier de cette époque vers le parti révolutionnaire du prolétariat moderne.

En ce sens, ces textes font la liaison avec ceux de la période de l'Internationale et de la Commune.

143 Cf. MARX, *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte*, chap. III. A la suite de la victoire de la bourgeoisie en juin 1848, une grande partie de la petite bourgeoisie était menacée de ruine ou devait se soumettre complètement au capital pour poursuivre ses affaires. Elle s'efforça donc de conclure une alliance nouvelle avec le prolétariat. Marx analyse dans ce fragment les « possibilités historiques d'une telle alliance ». La petite bourgeoisie devient de plus en plus démocrate et de moins en moins sociale : « Mais le démocrate, parce

lendemain des journées de juin 1848. Ils voyaient leurs intérêts matériels menacés et les garanties démocratiques, qui devaient leur assurer la satisfaction de ces intérêts, mises en question par la contre-révolution. Aussi se rapprochèrent-ils des ouvriers. D'autre part, leur représentation parlementaire, la Montagne, tenue [161] à l'écart pendant la dictature des républicains bourgeois, avait, pendant la seconde moitié de l'existence de la Constituante, grâce à sa lutte contre Bonaparte et les ministres royalistes, reconquis sa popularité perdue. Elle avait conclu une alliance avec les chefs socialistes. En février 1849, on organisa des banquets de réconciliation. On esquissa un programme commun, on créa des comités électoraux communs et l'on présenta des candidats communs. *On enleva aux revendications sociales du prolétariat leur pointe révolutionnaire et on leur donna une tournure démocratique* [144]. On enleva aux revendications démocratiques de la petite bourgeoisie leur forme purement politique et on fit ressortir leur pointe socialiste. C'est ainsi que fut créée la *social-démocratie*. La nouvelle Montagne, qui fut le résultat de cette combinaison, comprenait, à part quelques figurants tirés de la classe ouvrière et quelques sectaires socialistes, les mêmes éléments que l'ancienne Montagne, mais numériquement plus forts. *À vrai dire, elle s'était modifiée, au cours du développement, de même que la classe qu'elle représentait* [145]. Le caractère propre de la social-démocratie se résumait en ce qu'elle réclamait des institutions républicaines démocratiques comme moyen, *non pas de supprimer les deux extrêmes, le*

---

qu'il représente la petite bourgeoisie, par conséquent une *classe intermédiaire*, au sein de laquelle s'émoussent les intérêts de deux classes opposées, s'imagine être au-dessus des antagonismes de classe. Les démocrates reconnaissent qu'ils ont devant eux une classe privilégiée, mais eux avec tout le reste de la nation, ils constituent le *peuple*. Ce qu'ils représentent, c'est le *droit du peuple*, ce qui les intéresse, c'est *l'intérêt du peuple*. Ils n'ont donc pas besoin, avant d'engager la lutte, d'examiner les intérêts et les positions des autres classes. [...] En tout cas, le démocrate sort de la défaite la plus honteuse tout aussi pur qu'il était innocent lorsqu'il est entré dans la lutte, avec la conviction nouvelle qu'il doit vaincre, non pas parce que lui et son parti devront abandonner leur ancien point de vue, mais parce que, au contraire, les conditions devront mûrir. » *(Ibid.)*

144 Souligné par nous.

145 Souligné par nous.

capital et le salariat, mais d'atténuer leur antagonisme et de le transformer en harmonie ... [146]

Nous avons vu qu'en mars et en avril [1848] les chefs démocrates firent tout ce qui était en leur pouvoir pour impliquer le peuple de Paris dans un semblant de lutte, et qu'après le 8 mai ils firent tout leur possible pour le détourner d'une lutte véritable [147]. Nous ne devons pas oublier, en outre, que l'année 1850 fut l'une des plus brillantes et des plus prospères de l'industrie et du commerce, autrement dit, le prolétariat connaissait le plein emploi. Ce fut donc seulement la loi électorale du 31 mai 1850 qui l'exclut de toute participation au pouvoir politique. Elle le coupa même du champ de bataille et rejeta les ouvriers dans la situation de parias qu'ils occupaient avant la révolution de février. En se laissant diriger par les démocrates dans un tel événement et en allant jusqu'à oublier l'intérêt révolutionnaire [162] de leur classe pour un bien-être éphémère, les ouvriers renoncèrent à l'honneur d'être une puissance conquérante, s'abandonnèrent à leur sort et démontrèrent que la défaite de juin 1848 les avaient rendus, pour des années, impropres à la lutte, et que le processus historique devait de nouveau se poursuivre *au-dessus* de leurs têtes. Quant à la démocratie petite-bourgeoise, qui s'était écriée le 13 juin : « Mais que l'on ose donc toucher au suffrage universel, et l'on verra ! », ils se consolèrent en se disant que le coup contre-révolutionnaire qui les avait frappés n'était pas un coup, et que la loi du 31 mai n'était pas une loi...

[En juin 1848], aux côtés du prolétariat, il n'y avait personne d'autre que lui-même [148]. Plus de 3 000 insurgés furent massacrés après la victoire, et 15 000 déportés sans jugement. Cette défaite rejeta le prolétariat à *l'arrière-plan* de la scène révolutionnaire. Il s'efforça de reprendre sa place en avant chaque fois que le mouvement sembla prendre un nouvel élan, mais chaque fois avec une énergie diminuée et un résultat plus faible. Dès que l'une des couches sociales placées au-dessus de lui entre en fermentation révolutionnaire, le prolétariat

146 Souligné par nous.

147 Cf. MARX, Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte, 1852, chap. IV.

148 Cf. MARX, *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte*, chap. 1.

conclut une alliance avec elle et partage ainsi toutes les défaites que subissent les uns après les autres les différents partis. Mais ces coups successifs s'affaiblissent de plus en plus à mesure qu'ils se répartissent davantage sur toutes les couches de la société. Ses principaux chefs à l'Assemblée nationale et dans la presse sont, les uns après les autres, livrés aux tribunaux et remplacés par des figures de plus en plus équivoques. Pour une part, il se jette dans des *expériences doctrinaires, banques d'échange et associations ouvrières, c'est-à-dire dans un mouvement où il renonce à transformer le vieux monde à l'aide des grands moyens qui lui sont propres, mais cherche, tout au contraire, à réaliser son affranchissement, pour ainsi dire, derrière le dos de la société, de façon privée, dans les limites restreintes de ses conditions d'existence, et, par conséquent, échoue nécessairement.* Il semble ne pouvoir ni retrouver en lui-même la grandeur révolutionnaire, ni puiser, dans les alliances nouvelles conclues par lui, une [163] énergie nouvelle, jusqu'à ce que *toutes les classes* contre lesquelles il a combattu en juin gisent sur le sol.

Tous les fondateurs de sectes socialistes appartiennent à une période où la classe ouvrière elle-même n'était pas suffisamment entraînée et organisée par le développement même de la société capitaliste pour faire sur la scène mondiale une entrée historique, à une période où, d'ailleurs, les conditions matérielles de son émancipation n'étaient pas suffisamment mûres dans le vieux monde lui-même [149]. Sa misère existait, mais les conditions de son propre mouvement n'existaient pas encore. Les fondateurs de sectes utopistes, tout en annonçant, par leur critique de la société de leur temps, le but du mouvement social, l'abolition du salariat et de toutes ses conditions économiques de domination de classe, ne trouvaient ni dans la société même les conditions matérielles de sa transformation, ni dans la classe ouvrière le pouvoir organisé et la conscience du mouvement. Ils essayaient de pallier les conditions historiques du mouvement par des tableaux et des plans chimériques d'une nouvelle société ; en propager l'idée leur paraissait le véritable moyen de salut. A partir du moment où le mouvement de la classe ouvrière devint une réalité, les chimères utopiques s'évanoui-

[149] Cf. MARX, « Premier essai de rédaction », *La Guerre civile en France (1871).*

rent non point parce que la classe ouvrière avait abandonné le but indiqué par les utopistes, mais parce qu'elle avait découvert les moyens réels d'en faire une réalité. A la place de ces utopies, apparaissaient une perception réelle des conditions historiques du mouvement et une organisation militaire de plus en plus forte de la classe ouvrière. Mais les deux fins dernières du mouvement qu'avaient proclamées les utopistes sont celles que proclament la révolution et l'Internationale ouvrière. Seuls les moyens diffèrent, et les conditions réelles du mouvement ne se perdent plus dans les nuages des fables utopistes...

Explication économique du proudhonisme réactionnaire

Retour à la table des matières

Le procès de la valeur d'échange que développe la circulation ne respecte pas seulement la liberté et l'égalité : il les produit et leur sert de base réelle... [150]

[164]

Voici de quelle nature est l'erreur de ces socialistes, en France notamment. Ceux-ci entendent démontrer que le socialisme est la réalité bourgeoise de la Révolution française, alors que celle-ci ne les a même pas découvertes, mais les a simplement mises en circulation. Ainsi ils s'échinent aussi à démontrer qu'à l'origine (dans le temps) ou dans son concept (lorsque sa forme est adéquate) la valeur d'échange est un système de liberté et d'égalité pour tous les hommes, mais qu'il

---

150 Cf. MARX, *Grundrisse*, 10/18, t. II, p. 13-18.

Dans cet extrait, Marx explique comment « les socialistes proudhoniens, par leur nature petite-bourgeoise, veulent l'impossible, c'est-à-dire les conditions de la vie bourgeoise sans les conséquences *nécessaires* de ces conditions... » Donc, « il n'est que la contradiction sociale, mise en action. Il veut justifier par la théorie ce qu'il est en pratique, et M. Proudhon a le mérite d'être l'interprète scientifique de la petite bourgeoisie française, ce qui est un mérite réel, parce que la petite bourgeoisie sera partie intégrante de toutes les révolutions sociales qui se préparent ». (Cf. Marx à Annenkov, 28 décembre 1846, trad. fr. : *Œuvres de Karl Marx, Économie I*, édition établie par M. Rubel, La Pléiade, 1963, p. 1438-1451.)

s'est trouvé faussé par l'argent, le capital, etc. Ils affirment en conséquence que l'histoire a été jusqu'ici une suite de tentatives avortées de réaliser ces idées conformément à leur essence véritable. Par exemple, Proudhon aurait découvert une panacée qui permettrait à l'histoire authentique de ces idées de prendre la place de leur idée falsifiée.

En réalité, le système de la valeur d'échange, et mieux encore le système monétaire, est le système de la liberté et de l'égalité. Les contradictions survenues dans le développement ultérieur en sont des contradictions immanentes, ce sont des implications de cette propriété, de cette liberté et de cette égalité. En effet, celles-ci se muent, ça et là, en leur contraire. Vouloir que la valeur d'échange ne se développe pas de marchandise et d'argent en capital, ou que le travail produisant des valeurs d'échange n'aboutisse pas au travail salarié, c'est un vœu aussi pieux que niais.

Voici ce qui distingue ces socialistes des apologistes de la bourgeoisie : c'est, d'une part, le sentiment des contradictions du système, d'autre part, leur utopisme qui les empêche de saisir la différence entre la forme réelle et la forme idéale de la société bourgeoise, et les pousse à se lancer dans des entreprises vaines, telle que la mise en pratique [165] des idéaux de cette société, qui sont purement et simplement l'image réfléchie de la réalité existante.

Le parti révolutionnaire blanquiste

Retour à la table des matières

La marche de la révolution avait si rapidement mûri les conditions que les amis de la Réforme de toutes nuances et que les revendications les plus modestes des classes moyennes furent contraints de se grouper autour du parti subversif le plus extrême - autour du *drapeau rouge* [151].

---

[151] Cf. MARX, *Les Luttes de classes en France (1848-1850)*, chap. III.

Enfin, Marx passe en revue les différents types de socialisme surgis de la lutte des classes, en les reliant à leur base économique - aux différents intérêts des classes en présence - pour les écarter l'un après l'autre et arriver au parti blanquiste, qui représente alors le mouvement réel du prolétariat révolutionnaire.

Cependant aussi varié que fût le *socialisme* des diverses grandes fractions de l'anarchie, selon les conditions économiques et les besoins globaux de leur classe ou de leur fraction de classe qui en découlaient, il était d'accord sur un point : proclamer qu'il est le *moyen d'émanciper le prolétariat* et que cette *émancipation est son but.* Ce fut une tromperie voulue chez les uns et une illusion chez les autres, qui proclamèrent que le monde transformé selon leurs besoins était le meilleur des mondes pour tous et la réalisation de toutes les revendications révolutionnaires ainsi que l'élimination de tous les heurts révolutionnaires.

Sous les phrases générales, assez semblables, du *parti de l'anarchie* se dissimule le *socialisme du « National »,* de *La Presse* et du *Siècle* qui veut, avec plus ou moins de conséquence, renverser la domination de l'aristocratie financière et libérer l'industrie et le commerce des chaînes qui les entravaient jusqu'ici. Il s'agit donc du socialisme de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, dont les régents dans le parti de l'ordre renient les intérêts pour autant qu'ils ne sont pas en harmonie avec leurs monopoles privés. De ce *socialisme bourgeois* qui - comme chacune des variétés de socialisme - rallie naturellement une fraction des ouvriers et des petits-bourgeois, se distingue le *socialisme petit-bourgeois* proprement dit, le socialisme par excellence.

[166]

Or le capital comme *créancier* persécute principalement cette classe qui réclame des *instituts de crédit* ; il l'écrase par la concurrence, et elle demande des *associations* soutenues par l'État ; il l'accable par la *concentration,* et elle demande des *impôts progressifs,* des restrictions à l'héritage, la prise en charge par l'État des grands travaux et d'autres mesures qui *entravent par la force la croissance du capital.* Étant donné qu'elle rêve d'une instauration pacifique de son socialisme - abstraction faite peut-être d'une seconde révolution de février de quelques jours - le procès historique de demain lui apparaît naturellement comme *l'application de systèmes* que les penseurs de la société, soit de concert, soit isolément, conçoivent ou ont conçu. De la sorte les petits-bourgeois deviennent les adeptes ou les arrangeurs éclectiques des *systèmes* socialistes, du *socialisme doctrinaire,* qui ne fut l'expression théorique du prolétariat qu'aussi longtemps que celui-ci

n'était pas encore suffisamment développé pour un libre développement historique et autonome.

Ainsi donc, tandis que *l'utopie*, le *socialisme doctrinaire*, qui subordonne l'ensemble du mouvement à l'une de ses phases, qui substitue l'activité cérébrale du pédant à la production collective et sociale, et surtout élimine par l'imagination la lutte révolutionnaire des classes avec ses nécessités, au moyen de mesquins artifices et de bons sentiments ; tandis que ce socialisme doctrinaire, qui se borne au fond à idéaliser l'actuelle société en en reproduisant une image sans ombre aucune et prétend réaliser son idéal en dépit de la réalité sociale, le prolétariat abandonne ce socialisme à la petite bourgeoisie. Tandis que la lutte entre les différents chefs socialistes fait apparaître que chacun des soi-disant systèmes n'est que la défense prétentieuse d'une des phases de transition de la révolution sociale contre une autre, le *prolétariat* se groupe de plus en plus autour du *socialisme révolutionnaire*, autour du *communisme* pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de *Blanqui*.

Ce socialisme proclame *la permanence de la révolution* et la *dictature de classe* du prolétariat comme point de transition nécessaire pour *éliminer les différences de classes en général*, les rapports de production sur lesquels elles reposent, et toutes les relations sociales correspondant à ces rapports de production, et enfin révolutionner toutes les idées qui émanent de ces rapports sociaux.

[167]

L'espace réservé à cet exposé ne permet pas de développer davantage cette question.

Révolution et conspiration

Retour à la table des matières

Le véritable titre de cet ouvrage est : *le policier déçu* [152].

152 Cf. MARX-ENGELS, La Nouvelle Gazette rhénane - Revue politique et économique, IV, avril 1850, compte rendu des ouvrages suivants : A. CHENU, Les Conspirateurs. Les sociétés secrètes. La préfecture de police sous

Il en ressort qu'une authentique révolution est exactement le contraire de l'idée que s'en fait le mouchard de police qui, en accord avec les « hommes d'action », ne voit dans chaque révolution que l'œuvre d'une petite clique. Alors que tous les mouvements plus ou moins arbitrairement provoqués par une coterie ne sont restés que de simples émeutes, il ressort de l'exposé de la Hodde, d'une part, [168] que les *républicains officiels* désespéraient encore dans les premiers jours de février 1848 de conquérir la République et, d'autre part, que la *bourgeoisie* dut aider à conquérir la République, sans la vouloir ; autrement dit, la République de février était nécessairement suscitée par les circonstances qui poussa dans les rues la masse du prolétariat restée en dehors de toute coterie, et tint la majorité de la bourgeoisie à la maison, obligeant le reste à une action commune avec le prolétariat.

Ce que de la Hodde nous apprend par ailleurs est extrêmement mince et se réduit aux commérages de la plus grande banalité. Une seule scène est intéressante : la réunion des démocrates officiels dans le local de *La Réforme* le 21 février au soir : les chefs se prononcèrent avec force contre une attaque violente. Par ailleurs, le contenu de leurs discours témoigne en gros qu'ils avaient encore une vision juste des

---

Caussidière. Les corps francs, Paris, 1850 ; Lucien de la HODDE, La Naissance de la République en février 1848.

Dans cet écrit, Marx-Engels exposent, par opposition au putschisme, la conception marxiste de la révolution *de classe* à partir de l'expérience de la révolution de 1848 du prolétariat français - et en l'occurrence du matériel littéraire des témoins immédiats de l'autre camp.

Au moment où ils vont conclure un pacte d'alliance avec les blanquistes et les chartistes de l'aile extrême pour former la *Société universelle des communistes révolutionnaires,* ils affirment donc avec force que la révolution n'est pas le fait d'une minorité - encore que celle-ci y joue un certain rôle d'avant-garde et de moteur - mais est essentiellement un fait de classe.

Désormais le mouvement ouvrier français doit être un mouvement de classe au sens moderne du marxisme. Lorsque Napoléon III traînera devant les tribunaux les sections françaises de la Ie Internationale, Marx se souvenant de la démonstration révolutionnaire du prolétariat français de 1848 lancera, au nom du Conseil central de l'A.I.T., l'adresse du 24 avril 1870 dans lequel il proclame : « S'il y a conspiration de la part de la classe ouvrière, qui forme la grande masse des nations, crée toutes les richesses et au nom de laquelle tout pouvoir, même usurpateur, prétend régner, c'est en public que cela se passe, comme le soleil conspire contre les ténèbres, avec la pleine conscience qu'en dehors de son champ d'activité, il n'est aucun pouvoir légitime. »

faits. Ce qui est ridicule, c'est leur grandiloquence et leur prétention ultérieure d'avoir suscité la révolution à l'avance, consciemment et intentionnellement. Au reste, le pire que de la Hodde ait pu dire d'eux, c'est qu'ils l'aient toléré aussi longtemps parmi eux...

On connaît le penchant des peuples latins aux conjurations et le rôle qu'elles ont joué dans l'histoire moderne de l'Espagne, de l'Italie et de la France. Après les défaites des conjurés espagnols et italiens au début des années 1820, Lyon et surtout Paris sont devenus les centres de liaison révolutionnaires. On sait que jusqu'en 1830 les bourgeois libéraux étaient à la tête des conjurations contre la Restauration. Après la révolution de Juillet, les bourgeois républicains prirent leur place ; le prolétariat, déjà formé à la conspiration sous la Restauration, apparut à l'avant-scène dans la mesure où les bourgeois républicains, effrayés par les combats de rue pourtant vains, reculaient devant les conspirations. La *Société des Saisons* avec laquelle Blanqui et Barbès firent les émeutes de 1830 était déjà exclusivement prolétarienne [153], tout comme l'étaient, après la défaite, les [169] *Nouvelles Saisons* [154] à la tête desquelles se trouvait Albert, et auxquelles participèrent Chenu, de la Hodde, Caussidière, etc. La conjuration se tint toujours, par l'intermédiaire de ses chefs, en relation avec les éléments petits-bourgeois de *La Réforme,* tout en préservant son autonomie. Ces conspirations n'englobèrent jamais, naturellement, la grande masse du prolétariat parisien, mais se limitèrent à un effectif relativement petit, toujours changeant, de membres qui se composaient soit de conjurés des vieilles et stables sociétés existant depuis longtemps, soit d'ouvriers nouvellement recrutés.

---

153 On le voit, le mouvement politique du prolétariat commence avec les moyens politiques qui lui sont légués par d'autres classes. Le mouvement syndical reprit à ses débuts aussi bien les formes d'organisation du passé (formes des corporations, des guildes, etc.) que des moyens d'action individuels (arrosage au vitriol, meurtres, etc.) : cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme,* Maspero, 1972, vol. I, p. 26-36. Après une phase profonde de recul, le mouvement ouvrier annonce sa reprise par ces mêmes moyens, qui ne sont donc nullement condamnables *en soi*. Il est normal cependant qu'à mesure qu'elle s'organise la classe donne un caractère plus systématique, plus collectif, plus combiné à son action.

154 Les *Nouvelles Saisons* furent créées en 1839 après la destruction de la *Société des Saisons*. Elles étaient sous l'influence prolétarienne de Babeuf et de Dézamy.

Parmi les vieux conjurés, Chenu ne mentionne exclusivement qu'une seule catégorie, à laquelle il appartient lui-même : les *conspirateurs de profession.* Avec la formation et le développement des conspirations prolétariennes, le besoin se fit sentir d'une division du travail. Il y eut, d'une part, les conspirateurs d'occasion, c'est-à-dire des ouvriers qui ne conspiraient qu'en dehors de leur occupation habituelle, n'assistaient qu'aux réunions et se tenaient prêts à apparaître au centre de rassemblement sur ordre des chefs ; d'autre part, les conspirateurs de profession qui consacraient toute leur activité à la conjuration et en vivaient. Ils formaient la couche intermédiaire entre les ouvriers et les chefs et passaient même en contrebande dans la direction.

Le mode de vie de cette catégorie détermine d'emblée tout son caractère. La conspiration prolétarienne ne leur offre naturellement que des moyens d'existence très limités et incertains. Ils sont donc constamment obligés d'attaquer la caisse de la conjuration. Certains d'entre eux entrent directement en conflit et en heurt avec la société bourgeoise en général et apparaissent avec plus ou moins de dignité devant les tribunaux de police. Leur existence incertaine, puisque dépendant pour chacun pris à part d'une activité occasionnelle ; leur vie déréglée, dont les seuls points fixes sont les boutiques des marchands de vin, ces maisons de rendez-vous des conjurés ; leurs inévitables liaisons avec [170] toute sorte d'individus louches, tout cela les place dans les cercles que l'on appelle à Paris la *bohème.* Ces bohémiens démocrates d'origine prolétarienne - car il existe aussi une bohème démocratique d'origine bourgeoise, les traînards démocratiques et piliers d'estaminet - sont ou bien des ouvriers qui ont abandonné leur métier et sont tombés en complète dissolution, ou bien des sujets qui proviennent du lumpenprolétariat, sous-prolétariat, et dont toutes les habitudes dissolues de cette classe se retrouvent dans leur nouvelle existence. On comprend que, dans ces conditions, une paire de repris de justice se trouvent mêlés presque à chaque procès de conspiration.

Toute la vie de ces conspirateurs de profession porte la marque de la bohème. Comme officiers de recrutement de la conjuration, ils vont de marchand de vin en marchand de vin, prennent le pouls des ouvriers, choisissent les individus en les cajolant afin de les faire entrer dans la conjuration et, pour ce faire, font payer les litres de l'inévitable consommation, soit à la caisse de la société, soit à leur nouvel ami. Le marchand de vin est leur véritable père aubergiste. C'est chez lui que

le conjuré se retrouve le plus souvent ; il y a rendez-vous avec ses compères, avec les individus de sa section, avec ceux qu'il s'efforce de recruter ; c'est ici enfin qu'ont lieu les réunions secrètes des sections et des chefs de sections (groupes). Le conspirateur, ayant de toute façon une nature joyeuse comme tous les prolétaires parisiens, évolue et se développe dans cette atmosphère constante de bistrot jusqu'à devenir un parfait bambocheur. Le sombre conspirateur, qui fait montre dans les réunions secrètes d'une rigueur et d'une vertu à la spartiate, se transforme subitement en un habitué bien connu des bistrots, qui sait fort bien apprécier le vin et la compagnie des dames. Cet humour de cabaret est encore accru par les perpétuels dangers auxquels est soumis le conspirateur : à chaque instant il peut être appelé aux barricades et y tomber ; au moindre de ses pas, la police lui tend un piège qui peut l'amener en prison aussi bien qu'aux galères. De tels périls pimentent sa carrière et en font le charme : plus l'incertitude est grande, plus le conspirateur s'empresse de retenir la jouissance du moment. En même temps, l'habitude du danger le rend au plus haut degré indifférent à la vie et à la liberté. Il est à la maison aussi bien chez le marchand de vin qu'en prison. Tous les jours il attend l'ordre pour le grand coup. L'audace folle et désespérée, [171] qui apparaît dans chaque insurrection de Paris, lui est insufflée précisément par ces vieux conspirateurs de profession, ces hommes des coups de main. Ce sont eux qui dressent et commandent les premières barricades, organisent la résistance, le pillage des armureries, dirigent l'enlèvement des armes et munitions dans les maisons et exécutent les coups de main les plus audacieux en pleine émeute et jettent si souvent la confusion dans le parti gouvernemental. En un mot, ce sont les officiers de l'insurrection.

On saisit que ces conspirateurs ne se limitent pas à organiser le prolétariat révolutionnaire en général. Leur tâche consiste à anticiper le processus de développement révolutionnaire, de le pousser artificiellement à la crise, d'improviser une révolution sans que les conditions en existent. À leurs yeux, la seule condition de la révolution est l'organisation suffisante de leur conjuration. Ce sont les alchimistes de la révolution, et ils partagent entièrement la confusion des idées, le simplisme et les conceptions arrêtées des vieux alchimistes. Ils se lancent dans les inventions qui doivent effectuer des miracles révolutionnaires : bombes incendiaires, machines infernales à l'effet magique ;

émeutes qui doivent agir de manière d'autant plus miraculeuse et surprenante qu'elles ont moins de fondements rationnels. Préoccupés de fabriquer de tels projets, ils n'ont pas d'autre but que le prochain renversement du gouvernement en place et ils méprisent au plus haut point la préparation théorique des ouvriers sur la base de leurs intérêts de classe. D'où leur rage plébéienne - et non prolétarienne - contre les *habits noirs** qui sont plus ou moins instruits et défendent cet autre aspect du mouvement, et dont ils ne peuvent cependant, en tant que représentants officiels du parti, se rendre entièrement indépendants. En outre, les habits noirs doivent leur servir de temps à autre de source d'argent. Dans ces conditions, on comprend que les conspirateurs doivent suivre le développement du parti révolutionnaire avec sympathie en même temps qu'antipathie.

Le trait essentiel de la vie du conspirateur, c'est la lutte contre la police, avec laquelle il a exactement le même rapport que les voleurs et les prostituées. La police ne tolère pas seulement les conspirations comme un mal nécessaire : elle les tolère comme centres faciles à surveiller, comme ateliers de l'émeute, qui est devenue en France un moyen de gouvernement au même titre que la police, et enfin comme lieux de recrutement pour ses propres mouchards [172] politiques. De même que les plus efficaces attrapeurs de filous - les Vidocq et consorts - sont tirés de la classe des petits et grands voyous, des voleurs, escrocs et faux banqueroutiers qui retombent souvent de nouveau dans leur vieux métier, de même la basse police politique se recrute parmi les conspirateurs de profession. Les conspirateurs gardent constamment le contact avec la police, ils entrent à tout moment en collision avec elle ; ils font la chasse aux mouchards, comme les mouchards font la chasse aux conspirateurs. L'espionnage est l'une de leurs occupations principales. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de constater si souvent que s'effectue le petit saut qui sépare le conspirateur artisanal de l'espion de police stipendié, saut facilité par la misère et la prison, par les menaces et les promesses. D'où le système démesuré de suspicion dans les conjurations qui aveugle totalement les conjurés et leur fait chercher parmi leurs meilleurs éléments le mouchard, et parmi les mouchards leur meilleur élément. Il saute aux yeux que les espions recrutés parmi les conspirateurs se laissent aller à contacter la police en croyant de bonne foi pouvoir la duper - ce qui leur réussit pendant un certain temps en pratiquant le double jeu, jusqu'à ce qu'ils

succombent aux conséquences de leur premier pas, et n'empêche pas que la police ne soit bien souvent, elle aussi, dupée par eux. Au reste, il dépendra souvent de circonstances purement fortuites ou d'une différence plus quantitative que qualitative de fermeté de caractère, qu'un tel conspirateur tombe dans les filets de la police.

Tels sont les conspirateurs que Chenu nous présente de manière très vivante et dont il nous dépeint le caractère, tantôt avec complaisance, tantôt avec malveillance. Au reste, il est lui-même l'image la plus frappante d'un conspirateur de profession, avec ses relations pas tout à fait claires avec la police de Delessert ou de Marrast.

À mesure que le prolétariat parisien entre lui-même en scène en tant que parti, ces conspirateurs perdirent leur influence dirigeante, furent dispersés et trouvèrent une dangereuse concurrence dans les sociétés secrètes prolétariennes, qui ne se proposaient pas comme but immédiat l'insurrection, mais l'organisation et la formation du prolétariat. Déjà l'insurrection de 1839 avait un caractère nettement prolétarien et communiste. Mais après elle, il y eut des scissions à propos desquelles les vieux conspirateurs se désolent vivement. Or il s'agissait de scissions qui découlaient [173] ou bien d'un besoin des ouvriers, ceux-ci devant s'entendre sur leurs intérêts de classe, ou bien de l'état des vieilles conjurations, ou bien enfin des nécessités des nouvelles sociétés de propagande. L'agitation communiste que Cabet entreprit avec force aussitôt après 1839, les polémiques qui s'élevèrent au sein même du parti communiste, débordèrent le cadre étroit des conspirateurs. Chenu comme de la Hodde reconnaissent que les communistes étaient de loin la fraction la plus puissante du prolétariat révolutionnaire à l'époque de la révolution de février. Les conspirateurs, afin de ne pas perdre leur influence sur les ouvriers et, par-là, leur contrepoids vis-à-vis des *habits noirs**, durent suivre ce mouvement et adopter des idées socialistes ou communistes [155]. C'est ainsi que dès la

---

155 Dans *Les Principes du communiste* de 1847 (cf. trad. fr. : *Le Manifeste communiste,* éd. Costes, 1953, p. 160-162 et p. 163), Engels distingue entre les communistes et les socialistes. Pour ce qui est des *socialistes bourgeois, ils* devront être combattus assidûment par les communistes : « La troisième catégorie se compose des socialistes démocrates qui, de la même façon que les communistes, veulent une partie des mesures indiquées à la question 8, mais à titre non pas de transition au communisme, mais de mesures qui suffiraient à supprimer la misère et à faire disparaître les tares de la société ac-

révolution de février surgit l'opposition des conjurations ouvrières, représentées par Albert, aux gens de *La Réforme*, opposition qui se reproduisit bientôt dans le gouvernement provisoire. Cependant, il ne nous viendrait pas à l'idée de confondre Albert avec ces conspirateurs. Il ressort des deux ouvrages [dont Marx-Engels rendent compte ici] qu'Albert a su affirmer [174] une position personnelle, indépendante de tous ceux qui furent ses instruments, et n'appartient aucunement à la catégorie des individus qui ont fait de la conspiration leur moyen d'existence.

L'histoire de la conjuration des bombes incendiaires [156] de 1847, dans laquelle la police était mêlée plus que jamais auparavant, désagrégea enfin les vieux conspirateurs les plus acharnés et les plus têtus, et précipita toutes leurs sections existantes dans le mouvement directement prolétarien.

Ces conspirateurs de profession, les gens les plus violents de leurs sections et les *détenus politiques** d'origine prolétarienne, en majeure partie des vieux conspirateurs, nous les retrouvons, après la révolution de février, comme Montagnards, installés à la préfecture de police. Les conspirateurs forment le noyau de toute cette bande. On comprend que ces gens, subitement armés et regroupés ici, devaient for-

---

tuelle. Ces *socialistes* démocrates sont ou bien des prolétaires qui ne sont pas encore suffisamment instruits des conditions d'affranchissement de leur classe ou bien des représentants de la petite bourgeoisie, classe qui, d'ici la conquête de la démocratie et des mesures socialistes en résultant, ont, à beaucoup d'égards, les mêmes intérêts que les prolétaires. Aussi les communistes devront-ils s'entendre avec ces socialistes démocrates aux heures d'action et suivront-ils d'ailleurs pour le moment une politique le plus possible commune avec eux, dans la mesure où ces socialistes ne marcheront pas au service de la bourgeoisie régnante et n'attaqueront pas les communistes. L'action commune n'exclut pas la discussion des divergences qui les séparent de ceux-ci - c'est évident. »

Dans la préface anglaise de 1888 du *Manifeste,* Engels revient sur la distinction entre socialistes et communistes, cf. *Œuvres de Karl Marx. Économie* 1, La Pléiade, 1963, p. 1487.

156 Il s'agit d'une tentative aventureuse, effectuée par un petit groupe de membres de sociétés secrètes révolutionnaires, en vue d'utiliser des bombes incendiaires de fabrication artisanale pour des actes de terrorisme. Dès le début, des créatures de la police furent mêlées à l'entreprise, ce qui permit l'arrestation de tous les conjurés. Leur procès eut lieu en 1847 et montra que la police avait réussi à noyauter systématiquement les sociétés secrètes.

mer un corps passablement turbulent avec leur préfet et avec leurs officiers. De même que la Montagne de l'Assemblée nationale ne fut que la parodie de la vieille Montagne et, par son impuissance, démontra de la manière la plus frappante que les vieilles traditions révolutionnaires de 1793 n'étaient plus suffisantes de nos jours, de même les Montagnards de la préfecture de police - la reproduction des sans-culottes - démontrèrent que, dans la révolution moderne, cette partie du prolétariat ne suffit plus et que seul le prolétariat tout entier peut l'exécuter.

Chenu décrit de manière très vivante ce changement de vie sans-culottiste de cette honorable société à la préfecture. Ces scènes comiques, auxquelles monsieur Chenu a manifestement collaboré avec zèle, sont parfois un peu folles, mais elles s'expliquent très bien par le caractère de ces vieux bambocheurs de conspirateurs, et constituent la réplique nécessaire, voire saine, des orgies de la bourgeoisie au cours des dernières années du règne de Louis-Philippe.

[175]

Nous ne citerons qu'un exemple que nous extrayons du récit de leur *installation à la préfecture.*

« Lorsque le jour pointa, je vis arriver peu à peu les chefs de groupe avec leurs hommes, mais le plus souvent sans armes. J'y attirai l'attention de Caussidière. Il dit : Je leur procurerai des armes. Cherche un endroit convenable pour les caserner à la préfecture ! J'exécutai aussitôt l'ordre et je les envoyai occuper les postes des anciens sergents de ville, où jadis j'avais été traité si indignement. Un instant plus tard, je les vis revenir au pas de course. Où allez-vous, demandai-je ? - Le poste est occupé par une nuée de sergents de ville, me répondit Devaisse ; ils dorment tranquillement, et nous cherchons des instruments afin de les réveiller et les jeter dehors. Ils s'armèrent maintenant avec tout ce qui leur tombait sous la main, baguettes de fusil, fourreaux de sabre, ceinturons de cuir, pliés en deux, et manches à balai. Alors, mes garçons, qui avaient tous eu plus ou moins à se plaindre de l'insolence et de la brutalité des dormeurs, se précipitèrent le bras levé sur eux et durant plus d'une demi-heure leur donnèrent une telle correction que certains en furent longtemps malades. En entendant leurs cris de terreur, je me précipitai, et je ne réussis qu'à grand peine à ouvrir la porte que les Montagnards gardaient intentionnellement fermée de l'intérieur. Cela valait la peine de voir maintenant

les sergents de ville se précipiter à moitié nus dans la cour ; d'un bond, ils dégringolèrent l'escalier, et grand bien leur fit de connaître tous les recoins de la préfecture afin de disparaître des yeux de leurs ennemis qui les pourchassaient. Sitôt maîtres de la place dont la garnison les avait relevés avec tant de politesse, nos Montagnards tout fiers de leur victoire se parèrent avec ce que les vaincus avaient abandonné derrière eux, et pendant une longue période on les vit déambuler dans la cour de la préfecture, le sabre au côté, le manteau sur l'épaule et la tête parée du tricorne que la plupart craignaient tant jadis » (p. 83-85).

Nous venons de faire connaissance avec les Montagnards, faisons-le maintenant avec leur chef, le héros de l'épopée de Chenu, *Caussidière*. Chenu nous le présente d'autant plus longuement que c'est contre lui qu'il dirige à vrai dire tout son livre.

Les principaux reproches qu'il adresse à Caussidière se rapportent aux changements dans ses mœurs - emploi de [176] billets de complaisance et autres petits trucs pour se procurer de l'argent qui peuvent se présenter à Paris à n'importe quel joyeux *commis voyageur** endetté. Il ne dépend que du volume de son capital si les grivèleries, les extorsions d'argent, duperies et jeux en bourse sur lesquels repose tout son trafic, relèvent ou non du Code pénal. À propos des coups de bourse et l'escroquerie chinoise, qui caractérisent particulièrement les affaires françaises, que l'on se rapporte, par exemple, aux descriptions piquantes de Fourier dans les *Quatre mouvements*, la *Fausse Industrie*, le *Traité de l'unité universelle* et l'article posthume [157]. Monsieur Chenu ne cherche même pas à démontrer que Caussidière a exploité son poste de préfet de police à ses fins privées. Un parti peut se montrer satisfait lorsque ses adversaires vainqueurs doivent se limiter à dévoiler de telles bassesses morales et affairistes. Entre les petites tentatives du commis voyageur Caussidière et les grandioses scandales de la bourgeoisie de 1847, quel contraste ! Toute l'attaque n'a de sens que dans la mesure où Caussidière appartenait au parti de *La Réforme* qui s'efforce de cacher son manque d'énergie et de savoir révolutionnaires par des assurances de vertu républicaine et une sombre rigueur de conscience et de morale.

---

[157] Il s'agit du texte inachevé « Des trois unités externes », publié en 1845 dans *La Phalange* et traitant de questions de commerce. Engels en traduisit d'importants fragments en allemand dans le *Deutscher Bürgerbuch*, 1846 ; cf. *Werke*, t. II, p. 604-610.

Caussidière est, parmi les chefs de la révolution de février, la seule figure amusante. En sa qualité de loustic de la révolution, il était vraiment le chef qu'il fallait aux vieux conspirateurs de profession. De par ses sens et son esprit, c'était l'habitué des cafés et des cabarets de toutes les espèces ; il savait vivre et laissait vivre les autres, tout en étant courageux au feu ; sous une large bonhomie et des allures sans-façon, il cachait une grande malice, une réflexion intelligente et un esprit de fine observation. Il possédait, en outre, un certain sens et une certaine énergie révolutionnaires. Caussidière était alors un authentique plébéien qui haïssait d'instinct la bourgeoisie et partageait au plus haut point toutes les passions plébéiennes. À peine installé à la préfecture, il se mit à conspirer contre le bourgeois [177] *National*, sans négliger pour autant la cuisine et la cave de son prédécesseur. Il organisa aussitôt une force militaire, s'assura un journal, lança des clubs, distribua des rôles et, en général, agit dans le premier moment avec une grande assurance. En vingt-quatre heures, la préfecture fut transformée en une forteresse où il pouvait défier ses adversaires. Mais tous ses plans ou bien demeurèrent de simples projets, ou bien se déroulent dans la pratique comme des plaisanteries plébéiennes sans aboutir à des résultats. Lorsque les antagonismes devinrent plus aigus, il partagea le sort de son parti, qui fut incapable de se décider pour les gens du bourgeois *National*, ou pour les révolutionnaires prolétariens de Blanqui, bref qui resta indécis au centre.

Ses Montagnards se divisèrent : les vieux bambocheurs lui échappent et il ne peut plus les maîtriser, tandis que la fraction révolutionnaire passe à Blanqui. Caussidière lui-même s'embourgeoise de plus en plus dans son poste officiel de préfet et de représentant. Le 15 mai [158], il reste prudemment à l'écart des événements et se justifie à la Chambre d'une manière inqualifiable ; le 23 juin il laisse carrément

158 Il s’agit de la tentative révolutionnaire des masses du 15 mai 1848, dans laquelle les ouvriers parisiens, dirigés par Blanqui et ses partisans, avaient comme mot d'ordre la poursuite du processus révolutionnaire, ainsi que le soutien aux mouvements révolutionnaires d'Italie, d'Allemagne et de Pologne. Les manifestants, qui envahirent l'Assemblée nationale, exigèrent qu'elle tienne ses promesses : procurer du travail et du pain aux ouvriers et créer un ministère du Travail. Ils tentèrent de disperser l’Assemblée nationale constituante et de former un nouveau gouvernement provisoire. Le soulèvement fut écrasé, et ses chefs - Blanqui, Barbès, Albert et Raspail - furent arrêtés.

l'insurrection en plan. On le récompense naturellement en l'écartant de la préfecture et en l'envoyant en exil peu de temps après...

Société universelle des communistes révolutionnaires

Retour à la table des matières

Article 1. - Le but de l'association est la déchéance de toutes les classes privilégiées, de soumettre ces classes à la dictature des prolétaires, en maintenant la révolution en [178] permanence jusqu'à la réalisation du communisme, qui doit être la dernière forme de constitution de la famille humaine [159].

Art. 2. - Pour contribuer à la réalisation de ce but l'association formera des liens de solidarité entre toutes les fractions du parti commu-

---

159 Déclaration de principes élaborée - semble-t-il - par Engels en avril 1850.

Comme l'insurrection *ouvrière* de juin 1848 à Paris avait relancé le mouvement démocratique national au centre, au midi et à l'est de l'Europe, Marx et Engels escomptaient que ce mouvement révolutionnaire, quoique démocratique-bourgeois dans sa nature, pourrait, en s'amplifiant, relancer à son tour le mouvement social dans les pays déjà capitalistes, notamment en France. (Cf. MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, chap. « Prolongements militaires de 1848-1849 », p. 299-320.)

C'est sans doute dans cette perspective qu'à la mi-avril 1850, Marx, Engels et Willich, au nom de la Ligue des communistes, conclurent un accord avec des blanquistes français réfugiés à Londres (Adam et Vidil) et des représentants de l'aile révolutionnaire des chartistes (Harney) en vue de la fondation d'une association révolutionnaire ouvrière.

Cf. à ce sujet D. RIAZANOFF, « Zur Frage des Verhältnisses von Marx zu Blanqui », *Unter dem Banner des Marxismus*, vol. Il, 1938, p. 144 et s. En ce qui concerne les relations avec Harney, Cf. PETER CADOGAN, « Harney and Engels », *International Review of Social History*, vol. X, 1965, p. 66-104.

Après la scission au sein du Conseil central de la Ligue des communistes, les blanquistes français prirent position pour la minorité de la Ligue conduite par Willich et Schapper ainsi que les émigrés de la démocratie petite-bourgeoise. Dans ces conditions, Marx et Engels jugèrent qu'il valait mieux rompre le pacte avec les blanquistes que représente la déclaration de principes de la mi-avril.

niste révolutionnaire en faisant disparaître conformément au principe de la fraternité républicaine les divisions en nationalités.

Art. 3. - Le comité fondateur de l'association est constitué en Comité central, et établira, partout où ce sera nécessaire à la réalisation de l'œuvre, des comités qui correspondront avec le Comité central.

Art. 4. - Le nombre des membres de l'association est illimité, mais aucun membre ne pourra être admis, s'il n'a pas réuni l'unanimité des suffrages.

[179]

Art. 5. - Tous les membres de l'association s'engagent par serment de maintenir dans des termes absolus l'article premier du présent règlement. Une modification pouvant avoir pour conséquence l'affaiblissement des intentions exprimées dans l'article premier, délie les membres de l'association de leur engagement.

Art. 6. - Toutes les décisions de la société sont prises à la majorité des deux tiers des votants.

Adam J. VIDIL

K. MARX

August WILLICH

F. ENGELS

G. Julian HARNEY

Présentation et traduction du Manifeste de Blanqui

Retour à la table des matières

Certains misérables escrocs du peuple, réunis dans le prétendu Comité central des social-démocrates européens, qui est en vérité un comité de la racaille centrale européenne, sous la présidence de messieurs Willich, Schapper, etc., ont commémoré à Londres l'anniversaire de la révolution de février [160]. *Louis Blanc*, le représentant du

---

160 En avril 1851, Marx-Engels traduisirent en anglais et en allemand le Manifeste que Blanqui avait envoyé le 10 février 1851 de sa prison de Belle-Ile-en-Mer au comité de préparation du banquet des Égaux, en le faisant précéder d'une brève présentation. La traduction allemande fut tirée à 30 000 exemplaires et diffusée par le réseau de la *Ligue des communistes* en Angleterre et en Allemagne.

Nous reproduisons ces textes, parce qu'ils donnent une image plus complète des rapports entre blanquisme et marxisme. La *Ligue communiste* de Marx-Engels et les organisations blanquistes finissent par se rejoindre concrètement, pour un moment, à la fin de la révolution de 1848-1849 (dont Marx-Engels espérèrent un moment qu'elle aurait un prolongement décisif en 1851). Le texte précédent sur la fondation d'une société commune aux blanquistes, aux communistes de la ligue et aux chartistes de gauche témoigne à la fois de la convergence du mouvement blanquiste et du marxisme, ainsi que de l'évolution commune de ces deux courants du mouvement ouvrier. En effet en septembre 1850, la *Ligue des communistes* se scinda en deux fractions, celle de Marx-Engels et celle de Willich-Schapper. Or, parmi les signataires des statuts de la *Société universelle des communistes révolutionnaires*, le blanquiste Vidil prit le parti de Willich-Schapper, et Adam celui de Marx-Engels. À la scission dans la *Société universelle* correspondit, en outre, une scission dans les rangs des socialistes démocrates français, parmi lesquels une grande partie suivit Louis Blanc qui voulait s'entendre avec les radicaux bourgeois. Des blanquistes, associés aux partisans de Louis Blanc, se retrouvèrent au banquet donné le 24 février 1851 : ils furent obligés, sous peine de désavouer eux-mêmes leur alliance, de cacher le Manifeste - auquel Marx-Engels donneront la publicité en le traduisant et en le faisant diffuser - que leur avait envoyé Blanqui, alors en prison, et où celui-ci critiquait d'une manière écrasante la conduite de Ledru-Rollin et de Louis Blanc. Sur ce plan encore, la critique de Blanqui rejoint celle que Marx-Engels ont exercée contre le gouvernement provisoire des Lamar-

socialisme en paroles et en sentiments, a rejoint cette bande de bas prétendants, par esprit d'intrigue, contre un autre traître à la cause du peuple - *Ledru-Rollin.* À leur banquet, [180] ils donnèrent lecture de différentes adresses qui leur seraient parvenues. Malgré tous leurs efforts, ils n'ont pu obtenir le moindre mot d'Allemagne. Bon présage pour l'évolution du prolétariat allemand !

Ils avaient également écrit à *Blanqui,* le noble martyr du communisme révolutionnaire, afin de lui mendier une adresse. Il leur répondit par le manifeste suivant :

Avertissement au peuple !

Quel écueil menace la révolution de demain ? L'écueil où s'est brisée celle d'hier : la déplorable popularité de bourgeois déguisés en tribuns.

Ledru-Rollin, Louis Blanc, Lamartine, Flocon, Crémieux, Marie, Garnier, Pagès, Albert, Dupont, Arago, Marrast.

Liste funèbre, noms écrits en caractères sanglants sur les pavés de l'Europe démocratique !

C'est le gouvernement provisoire qui a tué la révolution : c'est sur sa tête que doit retomber le poids de tant de calamités, le sang de tant de milliers de victimes.

La réaction n'a fait que son métier en égorgeant la démocratie. Le crime est aux traîtres que le peuple confiant [181] avait acceptés pour guides et qui ont livré le peuple à la réaction.

Misérable gouvernement ! Malgré les avis, malgré les prières, il lance l'impôt des quarante-cinq centimes, qui soulève les campagnes désespérées !... Trahison !

Il maintient les états-majors royaux, la magistrature royale, les lois royales... Trahison !

Il court sus aux ouvriers de Paris le 6 avril, il emprisonne ceux de Limoges le 26, il mitraille ceux de Rouen le 27. Il déchaîne leurs

---

tine, Ledru-Rollin et Louis Blanc dans leur classique *Luttes de classes en France (1848-1850).*

bourreaux, il berne, il traque, il calomnie les vrais républicains... Trahison ! Trahison !

À lui, à lui seul la responsabilité de ces désastres qui ont anéanti la République !

Oh ! ce sont de grands coupables ! Et, de tous, les plus coupables sont ceux en qui le peuple, ébloui par des phrases, croyait voir son épée et son bouclier, ceux qu'il acclamait d'enthousiasme comme arbitres de ses destinées !

Malheur à nous, si, au jour du prochain triomphe, l'indulgence oublieuse des masses laissait remonter au pouvoir ces hommes qui ont forfait à leur mandat ! Une fois de plus, c'en serait fait de la révolution !

Que les travailleurs aient sans cesse devant les yeux cette liste de noms maudits ; et si un seul, oui un seul, apparaissait jamais dans un gouvernement sorti de l'insurrection, qu'ils s'écrient tous d'une voix : Trahison !

Discours, serments, programmes ne seraient encore que piperies et mensonges. Les mêmes jongleurs reviendraient jouer le même tour avec la même gibecière. Ils seraient le premier anneau d'une chaîne nouvelle de réactions plus furieuses. Sur eux, anathème et vengeance, s'ils osaient reparaître ; mais honte et mépris sur la foule imbécile qui retomberait dans leurs filets !

Ce n'est pas assez de repousser de l'Hôtel de Ville les escamoteurs de Février : il faut se prémunir contre de nouveaux traîtres.

Traîtres seraient les gouvernants qui, élevés sur le pavois prolétaire, ne feraient pas opérer sur-le-champ :

1° le désarmement des gardes bourgeoises ;

2° l'armement et l'organisation des milices nationales de tous les ouvriers.

Certes, il est bien d'autres mesures à prendre ; mais celles-là d'abord, qui sont la garantie de tout le reste, l'unique gage de sûreté pour le peuple.

[182]

Pas un fusil aux mains de la bourgeoisie, ou pas de salut !

Les doctrines diverses qui se disputent aujourd'hui la faveur des masses pourront un jour réaliser leurs promesses d'amélioration et de bien-être, mais à la condition de ne pas abandonner la proie pour l'ombre.

Elles n'aboutiraient qu'à un lamentable avortement si le peuple, dans un engouement excessif pour les théories, négligeait le seul élément pratique du succès : la force [161]!

L'armement, l'organisation, voilà les instruments décisifs de progrès, le seul moyen sérieux d'en finir avec l'oppression et la misère !

Qui a du fer, a du pain ; on se prosterne devant les baïonnettes ; on balaie les cohues désarmées. La France, hérissée de travailleurs en armes, c'est l'avènement du socialisme.

Devant les prolétaires appuyés sur leurs fusils, obstacles, résistance, impossibilité : tout s'évanouit.

Mais pour les prolétaires qui se laissent amuser par des processions dans les rues, par des plantations d'arbres de la Liberté, par des phrases d'avocats, il y aura de l'eau bénite d'abord, puis des injures, enfin de la mitraille ! De la misère toujours ! Que le peuple choisisse !

Prison de Belle-Ile-sur-Mer, 10 février 1851.

---

161 Après cette délimitation vis-à-vis du communisme utopique, dont il ne rejette pas les visions d'avenir de la société socialiste, mais constate l'impuissance pratique, puisque ne prévoyant aucun moyen politique de réalisation, Blanqui rejoint le marxisme sur un autre point fondamental : la nécessité de la dictature et de la violence de classe. La seule différence avec le marxisme, c'est que ce dernier donne une forme beaucoup plus générale, stable, organisée et systématique à la violence, et ne craint pas de lui donner une forme carrément militaire en liaison avec l'État de la dictature du prolétariat. Un bon tiers de l'œuvre de Marx-Engels est consacré à l'étude de questions militaires, et les social-démocrates allemands avaient donné à Engels le surnom de *général*.

Lettre au directeur du « Times »

Retour à la table des matières

Monsieur,

Dans votre journal d'aujourd'hui, je trouve un billet de M. Louis Blanc qui rend compte du « banquet des Égaux » tenu le 24 février, ainsi que d'un certain toast qui y aurait été envoyé par M. Blanqui, le prisonnier de Belle-Ile-en-Mer [162]. [183] Permettez-moi de faire quelques observations à propos de cette lettre.

Au banquet, le nom de Blanqui ainsi que celui d'autres héros et martyrs de la démocratie s'étalaient en lettres énormes sur le mur. A cette occasion, un toast fut porté aux « martyrs de la calomnie » - à Marat, Robespierre et... Blanqui ! Tous les toasts portés lors de ce banquet devaient avoir été déposés dès le 15 février devant le comité des « organisateurs de cette belle et imposante manifestation ». M. Blanc était membre de ce comité, et il devait donc avoir approuvé à l'avance ce toast à M. Blanqui. Or, comment M. Blanc peut-il faire de M. Blanqui un « martyr de la calomnie » tout en en parlant comme d' « un de ces êtres malheureux qui, dans leur impétuosité, s'efforcent d'agir par la force contre l'autorité et qui - si cela était possible - perdraient même la meilleure cause » ?

M. Blanc déclare que le toast ne provient pas des prisonniers de Belle-Île, mais est l'œuvre exclusive de M. Blanqui. On devrait pour le moins admettre que M. Blanqui est l'auteur des toasts et documents qui sont présentés sous son nom. En fait, le toast en question, comme chacun le sait en France, a été adopté par la *Société des amis de l'Égalité* et publié par une association comprenant les prisonniers de Belle-Île qui sont des partisans de Blanqui, car celui-ci, comme M. Barbès -

---

[162] Cf. Engels, reproduit à partir du manuscrit en date du 5 mars 1851, rédigé en anglais ; cf. *Werke*, t. VII, p. 466-467.

Malgré son caractère nettement polémique, nous publions ce texte d'Engels, étant la rareté des passages sur Blanqui, que dans une lettre de cette époque Marx considérait « comme la tête et le cœur du parti prolétaire en France » (cf. l'excellent ouvrage de Samuel BERNSTEIN, *Auguste Blanqui*, Maspero, 1970, p. 347).

le protecteur de M. Louis Blanc - a également des amis parmi les prisonniers.

En ce qui concerne la « belle et imposante manifestation » et l'« association de plus de mille personnes appartenant aux nations les plus diverses », il ne faut pas oublier que ce spectacle touchant - pour autant qu'il touche M. Blanc - n'était rien d'autre qu'une manifestation « fraternelle » [184] contre M. Ledru-Rollin, en vue de prendre une revanche parce que - comme M. Blanc l'a déclaré publiquement - il a été exclu du comité central de la démocratie européenne de MM. Ledru-Rollin, Mazzini, etc.

En ce qui concerne cependant l'autorité de M. Louis Blanc, il serait bon de lui conseiller de ne pas toucher ce sujet délicat jusqu'à ce que cette autorité se soit quelque peu reprise des terribles coups que lui a portés récemment M. Proudhon.

M. Blanc voulait manifestement se couvrir contre les attaques de M. Blanqui, en chantant les louanges de ce prisonnier et proscrit ? Les fils de Louis-Philippe ne sont-ils pas eux aussi bannis ? Et M. Blanc a-t-il peut-être modéré ses attaques contre M. Proudhon, qui n'habite pas confortablement en exil à Piccadilly, 87, dans un appartement qui est loin d'inspirer le chant plaintif de Tristian d'Ovide, mais se trouve prisonnier dans les griffes de la loi ?

M. Blanc semble reprocher à M. Blanqui d'avoir publié son toast dans des « journaux contre-révolutionnaires ». M. Blanc sait parfaitement qu'il n'existe plus de presse « révolutionnaire » depuis mai 1850. Cependant, je vous prie, M. Louis Blanc, vous qui vous adressez si poliment au directeur du *Times*, depuis quand le *Times* est-il à vos yeux un journal démocratique, socialiste et révolutionnaire ?

Afin de permettre cependant au grand public de juger de ce document exceptionnel, qui a suscité une si grande indignation chez M. Louis Blanc et constitue même actuellement le thème général de la presse française, je vous en soumets une traduction complète et j'espère qu'elle ne sera pas sans intérêt pour l'opinion publique anglaise.

Je reste, Monsieur, votre très dévoué serviteur.

Veritas.

Passage de la stratégie de la révolution permanente à la stratégie frontale

Retour à la table des matières

Le pire qui puisse arriver à un chef du parti extrême, c'est d'être obligé de prendre, d'occuper le pouvoir à une époque où le mouvement n'est pas encore mûr pour la domination de la classe qu'il représente et pour l'application [185] des mesures qu'exige la domination de cette classe [163]. Ce qu'il peut faire ne dépend pas de sa volonté, mais du niveau auquel est arrivé l'antagonisme des différentes classes et du degré de développement des conditions matérielles d'existence et des rapports de production et d'échange, sur lesquels reposent, à chaque moment donné, le degré de développement des oppositions de

---

163 Cf. ENGELS, *La Guerre des paysans*, 1850, chap. VI, *Werke*, t. VII, p. 400-401.

Dans ce passage d'une œuvre qui tire les conclusions de la période révolutionnaire de 1848 en renouant avec tout l'arc historique du prolétariat moderne qui commence en 1525 avec la première révolution bourgeoise à l'échelle européenne, Engels relie le problème de la révolution permanente, qui permet au prolétariat dans des conditions données de prendre le pouvoir, avec les lois de fer de l'économie et de la société, faisant fi de tout volontarisme : « L'histoire n'entre pas dans l'homme par la tête ; ce n'est pas par cette voie qu'elle le conduit à agir. Et pourtant le malheureux s'imagine que c'est lui qui la dirige à son gré. C'est pourquoi nous ne pouvons pas, quand nous goûtons et digérons les leçons de l'histoire, résister à la démangeaison de changer en pensée ce qui pourtant devait inexorablement se produire : personne n'y échappe. Et ce n'est qu'après des ruminations répétées que l'on réussit à tirer cette conclusion que ce qui est arrivé devait arriver. » (*Dialogue avec les morts,* mars 1957, éditions de « Il Programme Communista », p. 129.)

« Ce qui est arrivé devait arriver », c'est-à-dire non seulement la défaite, mais aussi le glorieux assaut du jeune prolétariat révolutionnaire. Ce qu'il y a de plus écœurant dans la vile autocritique introduite dans le mouvement ouvrier par le contre-révolutionnaire Staline, c'est qu'à chaque défaite elle prétend juger et condamner l'héroïque prolétariat qui s'est lancé contre l'ennemi de classe, effaçant ainsi toute continuité avec l'action et la théorie révolutionnaires pour les noyer à chaque fois dans l'immédiatisme le plus borné.

classes. En revanche, ce qu'il DOIT faire, ce que son propre parti exige de lui, ne dépend pas non plus de lui, pas plus que du niveau de développement de la lutte des classes et de ses conditions ; il est lié aux doctrines et aux revendications qu'il a défendues jusque-là, doctrines et revendications qui, à leur tour, ne sont pas issues des rapports momentanés des classes sociales en présence et de la situation momentanée, plus ou moins contingente, des rapports de production et d'échange, mais de sa vision plus ou moins ample des résultats généraux du mouvement social et politique. Dans ces conditions, [186] il est placé dans un dilemme insoluble : ce qu'il PEUT faire contredit tout ce qu'il a défendu jusque-là - ses principes et les intérêts immédiats de son parti ; et ce qu'il DOIT faire ne peut être appliqué. En un mot, il est obligé de représenter, non pas son parti et sa classe, mais la classe pour la domination de laquelle le mouvement est précisément mûr.

Dans l'intérêt du mouvement même, il est obligé de défendre l'intérêt d'une classe qui lui est étrangère et payer sa propre classe de mots, de promesses et de l'assurance que les intérêts de cette classe étrangère sont ses propres intérêts. Quiconque tombe dans cette situation fausse est irrémédiablement perdu. Tout récemment, nous en avons eu quelques exemples. Rappelons simplement la position qu'adoptèrent les représentants du prolétariat dans le dernier gouvernement provisoire français [164], quoiqu'ils ne représentassent eux-mêmes qu'une étape tout à fait inférieure du développement du prolétariat. Après

---

164 Il n'empêche que de ces épisodes de la lutte de classes, Engels tire des leçons pour le prolétariat moderne : « Après la victoire commune, on pourrait nous offrir quelques sièges au gouvernement - mais toujours en minorité. Cela est le plus grand danger. Après février 1848, les démocrates socialistes français *(Réforme,* Ledru-Rollin, L. Blanc, Flocon, etc.) ont commis la faute d'accepter de pareils sièges. Minorité au gouvernement des républicains purs *(National,* Marrast, Bastide, Marie), ils ont partagé volontairement la responsabilité de toutes les infamies votées et commises par la majorité, de toutes les trahisons de la classe ouvrière à l'intérieur. Et pendant que tout cela se passait, la classe ouvrière était paralysée par la présence au gouvernement de ces messieurs, qui prétendaient l'y représenter. » (A Turati, le 26 janvier 1894.)

De fait, la Commune a confirmé que l'on ne peut utiliser tel quel l'appareil d'État bourgeois, mais qu'il faut le briser avant de créer un État prolétarien. Cf. MARX-ENGELS, *La Commune de 1871*, 10/18, 1971, p. 249-250.

l'expérience du gouvernement de février 1848 - sans parler de nos nobles gouvernements provisoires allemands et de nos régences d'Empire allemand – qui se permet encore de spéculer pour occuper des postes officiels doit ou bien être berné au-delà de toute mesure, ou bien n'appartenir qu'en paroles seulement au parti révolutionnaire extrême.

[187]

C'est une fort bonne chose que notre parti puisse, cette fois, se manifester sous de tout autres auspices [165]. Toutes les bêtises « socialistes » que nous avons été obligés de défendre en 1848 encore vis-à-vis des purs démocrates et des républicains de l'Allemagne du Sud, les sottises de Louis Blanc, etc., que nous étions obligés de revendiquer, ne serait-ce que pour trouver dans la confuse situation allemande un point permettant d'enchaîner avec nos conceptions - tout cela est maintenant réclamé par nos adversaires, messieurs Ruge, Heinzen, Kinkel et consorts.

Les préliminaires de la révolution prolétarienne, les mesures qui nous préparent le champ de bataille et balaient la scène historique - la république une et indivisible, etc. - revendications que nous devions affirmer autrefois contre des gens dont c'eût été la vocation normale de les réaliser, ou du moins de les exiger - tout cela est maintenant convenu [166], et ces messieurs l'ont appris. Cette fois-ci, nous commen-

---

165 Cf. Engels à Weydemeyer, 2 avril 1853.

166 Dans cette lettre, Engels constate que malgré sa défaite de 1848 le prolétariat a obtenu la maturation sociale qui lui permet désormais d'attaquer la bourgeoisie directement avec la stratégie frontale, même dans un pays comme l'Allemagne où la révolution bourgeoise ne sera achevée qu'en 1871, si la France donne le signal de la révolution européenne. C'est ainsi qu'en 1865 Engels écrira : « Au cas extrême où, par peur des ouvriers, la bourgeoisie se réfugierait dans le giron de la réaction, en faisant appel à la puissance de ses ennemis pour se protéger des ouvriers, il ne resterait au parti ouvrier qu'à poursuivre, en dépit des bourgeois, l'agitation trahie par eux en faveur des libertés bourgeoises, de la presse, du droit d'association et de réunion. Sans ces libertés, il ne peut avoir lui-même les coudées franches ; il y lutte pour son élément vital, pour l'air qu'il lui faut afin de respirer. Il va de soi que, dans toutes ces hypothèses, le parti ouvrier n'interviendra pas en simple appendice de la bourgeoisie, mais en parti indépendant, absolument distinct d'elle. » (*La Question militaire prussienne et le Parti ouvrier allemand*, trad. fr. : MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, p. 490.)

cerons tout de suite avec le *Manifeste*, grâce aussi notamment au procès de Cologne dans lequel le communisme allemand (particulièrement en la personne de Röser) a passé avec succès son examen de fin d'études secondaires.

[188]

Tout cela ne concerne naturellement que la théorie. Dans la pratique, nous serons toujours amenés à prôner et à utiliser des mesures radicales sans nous laisser arrêter par quelque considération théorique que ce soit. Et c'est bien là le malheur, car j'ai bien peur que notre parti, en raison de l'indécision et de la mollesse de tous les autres, soit un beau matin forcé à une fonction gouvernementale, afin d'exécuter finalement tout de même les tâches qui ne sont pas directement les nôtres, mais sont révolutionnaires pour l'ensemble historique et correspondent aux intérêts spécifiquement petits-bourgeois. Or, à cette occasion, on serait contraint par le peuple prolétarien, par nos propres revendications et plans interprétés plus ou moins faussement, sous la poussée d'une lutte de parti plus ou moins passionnée, à tenter de faire des bonds en procédant à des expériences communistes, dont on sait mieux que quiconque que leur temps n'est pas encore venu. Ce faisant on perd la tête - et il est à souhaiter que ce ne soit que physiquement parlant - puis vient la réaction, et jusqu'à ce que tout le monde soit en mesure de donner son jugement *historique* sur de tels événements, on n'est plus considéré que comme une bête enragée (ce dont on se fiche), et pire encore comme bête tout court, ce qui est bien plus grave. J'espère que nous n'en viendrons pas là...

Le second but de la mission de Lévy, c'était de me donner des renseignements sur la situation ouvrière en Rhénanie [167]. Les ouvriers de Düsseldorf sont toujours en relation avec ceux de Cologne, d'où tous les « petits messieurs » ont disparu. L'essentiel de la propagande s'effectue maintenant parmi les ouvriers industriels de Solingen, Iserlohn et la région environnante, Elberfeld et la Westphalie. Dans ces régions de métallurgie, les gens veulent à toute force déclencher une action :

---

167 Cf. Marx à Engels, 5 mars 1856.

Le premier but de la mission de Lévy avait été de dénoncer, au nom des ouvriers de Düsseldorf, les agissements de Lassalle « qui utilisait le parti à des fins privées ».

la seule chose qui les retienne d'agir tout de suite, c'est la perspective d'une révolution en France et le fait que les « camarades de Londres ne croient pas encore le moment venu ». Si la situation dure sans s'améliorer, il sera difficile, d'après Lévy, d'empêcher une [189] émeute. En tout cas, ils doivent attendre qu'une insurrection parisienne leur donne le signal.

Ces gens croient fermement que, *dès le premier moment, nous et nos amis, nous nous empresserons d'aller les rejoindre.* Ils éprouvent naturellement le besoin de chefs politiques et militaires. On ne saurait leur en vouloir.

FIN

Karl MARX et Friedrich ENGELS

SUR LA RELIGION

Textes choisis, traduits et annotés
par G. Badia, P. Bange et Émile Bottigelli

Un document produit en version numérique par Claude Ovtcharenko, bénévole,
Journaliste à la retraite près de Bordeaux, à 40 km de Périgueux
Courriel: c.ovt@wanadoo.fr

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://classiques.uqac.ca/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: http://bibliotheque.uqac.ca/

Cette édition électronique a été réalisée par Claude Ovtcharenko, bénévole, journaliste à la retraite près de Bordeaux, à 40 km de Périgueux.

Courriel: c.ovt@wanadoo.fr

à partir de :

Karl Marx et Friedrich Engels, SUR LA RELIGION. Textes choisis, traduits et annotés par G. Badia, P. Bange et Émile Bottigelli. Paris : Les Éditions sociales, 1968, 358 pp.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.
Pour les citations : Times New Roman 12 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition numérique réalisée le 23 mai 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

1 Préface à la thèse de doctorat (Marx)
2 L'éditorial de la « Gazette de Cologne » (Marx)
3. Critique de la philosophie du droit de Hegel (Marx)
4. La Sainte Famille, ou critique de la critique critique contre Bruno Bauer et consorts (Marx-Engels)
5. Thèses sur Feuerbach (Marx)

6. L'idéologie allemande (Marx-Engels)
7. Le communisme de « L'Observateur rhénan » (Marx)
8. Manifeste du Parti Communiste (Marx-Engels)
9. Compte rendu du livre de G. F. Daumer (Marx-Engels)
10. La guerre des paysans (Engels)

11. Extraits de la correspondance de Karl Marx et Friedrich Engels
12. Le mouvement anticlérical (Marx)
13. Le Capital (Marx)
14. Littérature d'émigrés (Engels)
15. Gloses marginales au programme du parti ouvrier allemand (Marx)

16. Anti-Dühring (Engels)
17. Dialectique de la nature (Engels)
18. Bruno Bauer et le christianisme primitif (Engels)
19. Le livre de l'Apocalypse (Engels)
20. Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande (Engels)

21. Socialisme de juristes (Engels)
22. Lettre à Joseph Bloch (Engels)
23. Lettre à Conrad Schmidt (Engels)
24. Socialisme utopique et socialisme scientifique (Engels)
25. Contribution à l'histoire du christianisme primitif (Engels)

KARL MARX
et
FRIEDRICH ENGELS

SUR LA RELIGION

1.

KARL MARX

Préface à la thèse de doctorat : « Différence » entre la philosophie de la nature de Démocrite et celle d'Epicure »*

Retour à la table des matières

La forme de ce mémoire eût été strictement scientifique d'une part, et, d'autre part moins pédante dans maint développement, s'il n'avait pas initialement été destiné à être une thèse de doctorat. Des raisons extérieures me déterminent néanmoins à le donner sous cette forme à l'impression. En outre, je crois y avoir résolu un problème jusqu'ici pendant, de l'histoire de la philosophie grecque.

Les spécialistes savent qu'il n'existe pas de travaux antérieurs qui soient utilisables en quelque manière pour le sujet de ce mémoire. Les bavardages de Cicéron et de Plutarque ont été ressassés jusqu'à l'heure actuelle. Les exposés de Gassendi 1, qui a levé l'interdit que les Pères de l'Eglise et le Moyen âge tout entier, cette période de la déraison réalisée, avaient lancée contre Epicure, ne constituent qu'une étape intéressante. Gassendi cherche à concilier sa conscience catholique avec sa science païenne, et Epicure avec l'Eglise, ce qui, bien sûr, était peine perdue. C'est comme si l'on voulait affubler d'une robe une nonne chrétienne la beauté sereine et épanouie d'une Laïs 2 grecque. On peut dire que Gassendi a appris plus dans la philosophie d'Epicure qu'il nous apprend de chose sur elle.

---

* Publié pour le première fois dans *Œuvres littéraires posthumes* de Karl MARX-Friedrich ENGELS et Ferdinand LASSALE, éditées par Franz Mehring ; 1[er] volume : Ecrits de mars 1841 à mars 1844. Stuttgart, 1902.

1 Il s'agit du livre de Pierre GASSENDI : *Animadversiones in decimum Librum Diogenis, qui est de Vita, Moribus, Placitisque Epicuri, Lugduni*, 1649. (Remarques sur le X[e] livre de Diogène Laërce, qui traite de la vie, des mœurs et des conceptions d'Epicure, Lyon, 1649.)

2 Nom de plusieurs courtisanes grecques. La plus célèbre vécut à Corinthe (2[e] moitié du IV[e] siècle av. J.-C.)

On voudra bien ne considérer ce mémoire que comme le travail préliminaire à un ouvrage plus important, où j'exposerai en détail [1] le cycle des philosophies épicurienne, stoïcienne et septique [2] dans leurs rapports avec la pensée spéculative grecque. Les défauts propres à ce mémoire, en ce qui concerne la forme, etc… disparaîtront dans l'ouvrage projeté.

---

1. Marx n'a pas réalisé le plan mentionné ici de publier un ouvrage plus important sur les philosophies épicurienne, stoïcienne et sceptique. Toutefois 7 cahiers de format in-folio de l'année 1839, appartenant à Marx ont été conservés ; des travaux préliminaires essentiels s'y trouvent, que Marx a utilisés partiellement dans sa dissertation de doctorat.

2. *Philosophie épicurienne* : un des systèmes les plus élaborés du matérialisme de la Grèce ancienne, philosophie qui se distingue par son caractère rationaliste et athée. Epicure niait l'ingérence des Dieux dans les affaires du monde et admettait l'éternité de la matière et le mouvement comme sa source interne. Il niait l'immortalité de l'âme et prit position contre l'ignorance et la superstition qui engendrent, selon sa doctrine, la crainte des dieux et l'angoisse de la mort. La philosophie a pour but et pour fin, selon Epicure, le bonheur de l'homme, ce qui impose de se débarrasser des préjugés et d'acquérir la connaissance des lois de la nature. La doctrine matérialiste d'Epicure a été dénaturée de toutes les manières par les historiens idéalistes de la philosophie, et a été l'objet de la haine particulière et des persécutions de l'Eglise.

Philosophie stoïcienne : école philosophique dont le fondateur fut le philosophe grec Zénon de Citium (336-264 avant notre ère) qui avait coutume d'enseigner au Portique (« Stoa ») d'Athènes. La doctrine de cette école oscillait entre le matérialisme et l'idéalisme. Dans la première période (Stoa ancienne et moyenne), elle prêta attention surtout à l'étude des lois de la nature et de la théorie de la connaissance, ce qu'elle fit pour l'essentiel en partant des positions matérialiste. A l'époque de l'Empire romain (nouvelle Stoa ou Stoa de l'époque impériale), elle témoigna un intérêt particulier pour les problèmes moraux. Les stoïciens traitaient ces problèmes dans un esprit idéaliste et religieux, défendant l'existence immatérielle de l'âme, le culte de la soumission de l'homme au destin, la non-résistance au mal, l'abnégation et l'ascétisme, la quête de Dieu, etc ; idées qui ont exercé une influence sur la formation du christianisme.

Philosophie sceptique : école philosophique de la période de décadence de la société esclavagiste en Grèce et à Rome qui exprime le doute sur la possibilité de parvenir à une connaissance valable de la vérité objective ; elle met par conséquent en cause également le développement de la pensée scientifique. La doctrine des anciens sceptiques, expression d'une tendance idéaliste subjective, montre déjà les signes d'une décadence de la pensée philosophique de l'Antiquité.

Hegel a déterminé, de façon exacte au total, les grandes lignes des systèmes susnommés ; mais le plan, admirable d'ampleur et d'audace, de son histoire de la philosophie — qui constitue le véritable acte de naissance de la philosophie en général — rendait pour une part impossible d'entrer dans les détails tandis que, pour une autre part, sa conception de ce qu'il appelait « spéculatif » par excellence [1] empêchait ce géant de la pensée de reconnaître la haute signification de ces systèmes pour l'histoire de la philosophie grecque et de la pensée grecque en général.

Ces systèmes sont la clé d'une histoire vraie de la philosophie grecque. Sur leurs rapports avec la vie grecque, on trouvera une indication plus profonde dans l'ouvrage de mon ami Köppen *Frédéric le Grand et ses adversaires*.

Nous avons ajouté en appendice une critique de la polémique de Plutarque contre la théologie d'Epicure ; la raison en est que cette polémique n'est pas quelque chose d'unique mais de typique, qui représente une espèce [1] ; elle expose de façon frappante comme se comporte l'intelligence théologisante à l'égard de la philosophie.

Ma critique ne montre pas, entre autres points, combien est faux en général le point de vue de Plutarque qui fait comparaître la philosophie devant le forum de la religion. Sur ce sujet, qu'il suffise, au lieu de raisonnement, de citer un passage de David Hume :

> C'est certainement faire une sorte d'injure à la philosophie que de la contraindre, elle dont on devrait, de toutes parts, reconnaître la *dignité souveraine*, à se défendre en toute occasion pour les conséquences qu'elle entraîne, à se justifier auprès de tous les arts et sciences qui se scandalisent de son existence. Il nous vient alors à l'esprit l'histoire de ce roi qui est accusé de haute trahison envers ses propres sujets [2].

---

1 En français dans le texte.

2 Marx cite ici l'ouvrage de David HUME : *Treatise of Human Nature* (Traité de la nature humaine).

Aussi longtemps qu'une goutte de sang battra dans le cœur de la philosophie, ce cœur totalement libre qui englobe le monde, elle s'écriera avec Epicure à l'adresse de ses adversaires :

> Impie n'est pas celui qui fait place nette des dieux du vulgaire, mais celui qui prête aux dieux les idées du vulgaire [1].

La philosophie ne se dissimule pas. La profession de foi de Prométhée :

> Je hais tous les dieux ; ils sont mes obligés, et par eux je subis un traitement inique [2].

est sa propre profession de foi, sa propre maxime contre tous les dieux du Ciel et de la terre qui ne reconnaissent pas pour divinité suprême la conscience que l'homme a de soi. Il ne doit pas y en avoir d'autre.

Quant aux pitoyables couards qui se réjouissent de voir se dégrader en apparence la position sociale de la philosophie, elle leur rétorque ce que Prométhée répondit au serviteur des dieux, Hermès :

> Contre une servitude pareille à la tienne, sache-le nettement, je n'échangerais pas mon malheur. J'aime mieux, je crois, être asservi à ce roc que me voir fidèle messager de Zeus, père des Dieux ! C'est ainsi qu'à des orgueilleux, il sied de montrer leur orgueil ! [3]

Prométhée est le plus noble des saints et martyrs du calendrier philosophique.

Berlin, mars 1841.

---

1 Tiré d'une lettre d'Epicure à Ménécée au X^e^ livre de Diogène Laërce, d'après GASSENDI : *Remarques sur le X^e^ livre de Diogène Laërce*, p. 83

2 Ce vers, comme les suivants, est tiré de la tragédie d'Eschyle *Prométhée enchaîné* (vers 975). Traduction française de Paul Mazon, Collection Guillaume Budé, Paris 1920.

3 *Ibid.*, vers 966-970.

2.

KARL MARX

L'éditorial du n° 179 de la « *Gazette de Cologne* » *

Retour à la table des matières

Nous honorions jusqu'ici dans la *Gazette de Cologne*, sinon « le journal des intellectuels rhénans », du moins « la feuille d'annonces rhénane » 1. Nous considérons par excellence ses « éditoriaux politiques » comme un moyen aussi sage que choisi de dégoûter le lecteur de la politique afin qu'il aille se plonger avec d'autant plus de nostalgie dans la fraîcheur, la vie, le bouillonnement industrieux, l'esprit pétillant des petites annonces afin que se vérifie dans ce cas aussi la maxime : *per aspera ad astra* 2, par la politique jusqu'aux huîtres 3. Mais le bel équilibre que la *Gazette de Cologne* avait su maintenir jusqu'ici entre la politique et les annonces 4, a été troublé dans la dernière période par une catégorie d'annonces que l'on peut appeler les « annonces de l'industrie politique ». Ne sachant pas très bien au début où ce nouveau genre devait prendre place, on n'a pu éviter qu'une annonce se transformât en éditorial et l'éditorial en annonce, je veux dire en une de ces annonces que, dans le monde

---

* Cet article de Karl Marx a paru dans la *Gazette rhénane* n[os] 191, 193 et 195 des 10, 12 et 14 juillet 1842. Traduit d'après Karl MARX-Friedrich ENGELS : œuvres, tome I, Berlin, 1958, pp. 86 à 104.

Dans les années 30 et au début des années 40 du XIX[e] siècle, la *Gazette de Cologne* défendait l'Eglise catholique contre le protestantisme, religion dominante en Prusse. Le publiciste réactionnaire Karl Heinrich Hermes, agent du gouvernement prussien, devint, en 1842, rédacteur politique de ce journal, qui engagea alors une bataille furieuse contre la *Gazette rhénane* rédigée par Marx.

1 Jeu de mots intraduisible sur *Intelligenz* (les intellectuels) et *Intelligensblatt* (feuille d'annonces).

2 Par les sentiers raboteux jusqu'aux étoiles.

3 Marx joue pareillement sur les mots *Astra* et *Austern* (huîtres).

4 Tout le passage est bâti sur la double sens des *Anzeige* (annonce, dénonciation).

politique, on nomme une « dénonciation », mais qui, si elle est payée, s'appelle tout bonnement une « annonce » d'indicateur.

On a coutume, dans le Nord, avant les repas maigres, de faire servir aux hôtes des liqueurs exquises. Nous nous plions, à l'égard de notre hôte nordique, à cette coutume de servir les spiritueux avant le repas, avec d'autant plus d'empressement que nous constatons l'absence totale d'esprit [1] dans le plat lui-même, le très pitoyable [2] article du n° 179 de la *Gazette de Cologne*. Aussi commencerons-nous par servir une scène des Dialogues des dieux de Lucien, que nous donnons dans une traduction « accessible à tous [3] », car parmi nos lecteurs il s'en trouvera au moins un qui n'est pas Grec.

LUCIEN : *DIALOGUES DES DIEUX*

XXIV. — LES PLAINTES D'HERMÈS [4].

HERMÈS. — Y a-t-il vraiment dans le ciel un dieu plus malheureux que moi, ma mère ?

MAÏA. — Garde-toi, Hermès, de tenir de tels propos.

HERMÈS. — Pourquoi m'en garderais-je, lorsque j'ai tant d'affaires sur les bras, que je suis seul à peiner et que je suis tiraillé entre tant de fonctions ! Dès le point du jour, il faut que je me lève pour balayer la salle de festin, mettre des housses aux lits de tables, arranger chaque chose, puis me tenir à la disposition de Zeus et porter ses messages en courant tout le jour par monts et par vaux et, à peine de retour, encore couvert de poussière, servir l'ambroisie. Avant l'arrivée de cet échanson dont il a fait récemment emplette, c'est de plus en plus terrible, c'est que, seul de tous les dieux, je ne dors même pas la nuit ; même alors il faut que je conduise les âmes à Pluton, que je guide les morts et que je me tienne près du tribunal. Ce n'est pas assez pour moi de travailler le jour, d'être dans les *palestres*, de faire office de *héraut*

1 Jeu de mots sur spiritueux, esprit.

2 Jeu de mots entre *leitender Artikel* (éditorial) et *leidender Artikel* (article pitoyable)

3 Cité d'après LUCIEN DE SAMOSATE : œuvres complètes (3 vol., paris, s.d.). Traduction par Emile Chambry. Tome I, pp. 149-150.

4 Allusion au nom du rédacteur de la *Gazette de Cologne*.

> dans les assemblées, de donner des leçons aux orateurs : il faut encore que je prenne part à l'administration de *tout ce qui concerne les morts*.

Depuis qu'il a été chassé de l'Olympe, Hermès, c'est une vieille habitude, continue à « assurer le service d'un domestique » et à s'occuper de tout ce qui concerne les morts.

Est-ce Hermès en personne, ou son fils Pan, le dieu-bouc, qui a écrit l'article de bête [1] du n° 179, au lecteur d'en décider ; mais qu'il oublie par que l'Hermès grec était le dieu de l'éloquence et de la logique.

> Il nous paraît également inadmissible de répandre par le canal des journaux ou de combattre dans les journaux les opinions philosophiques ou religieuses.

En entendant le vieillard bavarder ainsi, j'ai bien remarqué qu'il avait l'intention de nous débiter une ennuyeuse litanie d'oracles ; mais, me suis-je dit pour calmer mon impatience, comment ne pas croire cet homme perspicace, assez indépendant pour exprimer, dans sa propre maison, son opinion en toute franchise ? Et j'ai continué à lire. Mais, ô miracle, cet article, auquel on ne peut certes reprocher la moindre opinion philosophique, a, du moins, tendance à combattre des opinions philosophiques et à répandre des opinions religieuses.

Que peut bien nous importer un article qui conteste son propre droit à l'existence, qui se fait précéder d'une auto-déclaration d'incompétence ? C'est l'auteur prolixe qui va nous répondre. Il nous explique comment il faut lire ses articles prétentieux. Il nous explique comment il faut lire ses articles prétentieux. Il se borne à donner des fragments qu'il laisse « à la perspicacité des lecteurs » le soin de « juxtaposer et de relier », ce qui est la méthode la mieux appropriée à cette sorte d'annonces dont il fait commerce. Nous allons « juxtaposer et relier » et ce n'est pas notre faute si le rosaire ne se transforme pas en couronne de roses.

---

1 Même jeu de mots : *leitender, leidender Artikel*, que nous avons essayé de rendre ici par article de tête, article de bête.

L'auteur déclare ce qui suit :

> Un parti qui utilise de tels moyens [c'est-à-dire qui répand et combat dans les journaux des opinions philosophiques et religieuses] montre par là, à *notre* avis, que ses intentions *ne sont pas honnêtes* et qu'il lui importe moins d'instruire et d'éclairer le peuple que d'atteindre *d'autres objectifs extérieurs*.

Si tel est *son* avis, l'article en question ne peut avoir d'autre intention que d'atteindre des objectifs extérieurs. Ces « objectifs extérieurs » ne vont pas tarder à se révéler.

L'Etat, lit-on encore, n'a pas seulement le droit, mais le devoir « de couper court aux menées des bavards *non qualifiés* ». L'auteur veut parler des *adversaires* de son opinion ; car depuis bien longtemps il est d'accord avec lui-même sur ce point : il est, lui, un *bavard qualifié*.

> A notre avis, ce n'est pas une sévérité exagérée, mais plutôt un excès d'indulgence que l'on peut reprocher à l'Etat.

Mais l'éditorial se ravise. Il est dangereux de faire des reproches à l'Etat ; aussi se tourne-t-il vers les autorités, son accusation contre la liberté de la presse se transforme en accusation contre les censeurs ; il accuse les censeurs d'appliquer trop « peu de censure ».

> Dans ce domaine aussi, *sinon l'Etat*, du moins *certaines autorités*, ont fait montre, jusqu'aujourd'hui, d'une indulgence blâmable en laissant la nouvelle école philosophique se permettre, dans des feuilles publiques et dans d'autres écrits qui ne sont pas seulement destinés à un cercle de lecteurs scientifiques, les sorties les plus indignes contre le christianisme.

De nouveau l'auteur s'arrête et de nouveau il se ravise, il a trouvé, il y a moins de huit jours, trop peu de liberté de la presse dans la liberté de censure ; il trouve maintenant dans la rigueur des censeurs trop peu de contrainte par la censure.

Il faut arranger cela :

> Aussi longtemps qu'il existera une censure, c'est son devoir le plus pressant que d'interdire les excès d'une outrecuidance puérile aussi dégoûtants que ceux qui, à plusieurs reprises ces derniers jours, ont offensé nos regards.

Quelle vue basse ! Quelle vue basse ! [1] Et « la vue la plus basse sera offensée d'une tournure que l'entendement de la grande masse » aura seul incité à employer.

Si la censure adoucie laisse passer des excès dégoûtants, que donnera alors la liberté de la presse ? Si nos yeux sont trop faibles pour supporter « l'outrecuidance » [2] de la presse censurée, comment seraient-ils assez forts pour supporter le courage de la presse libre ?

« Aussi longtemps qu'il existera une censure, c'est son devoir le plus pressant. » Et dès lors qu'elle n'existera plus ? La phrase doit être interprétée de la manière suivante : le devoir le plus pressant de la censure est de se maintenir aussi longtemps que possible.

Et de nouveau l'auteur se ravise.

> Ce n'est pas notre office de jouer le rôle d'accusateur public, aussi nous abstiendrons-nous de désigner quiconque avec plus de précision.

Quel ange de bonté que cet homme ! Il s'abstient de « désigner » avec plus de précision et ce n'est que par des signes très précis, très nets qu'il pourrait prouver et montrer où tend *son* opinion ; il laisse tomber seulement des paroles vagues, indistinctes, qui éveillent les soupçons ; ce n'est pas son officie d'être accusateur *public*, c'est son office d'être *accusateur caché*.

Pour la dernière fois le malheureux homme s'avise que son office c'est d'écrire des éditoriaux libéraux, qu'il doit jouer le rôle du « loyal

---

1 Jeu de mots sur *blöd* qui signifie *bas* en parlant de la vue, et aussi : *stupide*.

2 Jeu de mots intraduisible entre *Uebermut* (outrecuidance) et *Mut* (courage).

partisan de la liberté de la presse » ; il adopte donc une dernière position.

> Nous n'avions pas le droit de ne pas protester contre une façon d'agir qui, si elle n'est pas la conséquence d'une négligence non préméditée, ne peut avoir d'autre but que de compromettre une plus grande liberté de mouvement de la presse aux yeux de l'opinion publique, pour faire le jeu de ses adversaires qui craignent de ne pouvoir atteindre leur objectif par des voies directes.

C'est la censure, nous apprend ce défenseur aussi hardi que sagace de la liberté de la presse, qui, si elle n'est pas le léopard anglais porteur de l'inscription : « I sleep, wake me not » [3], a agi de la sorte afin de compromettre une plus grande liberté de mouvement de la presse aux yeux de l'opinion publique.

Et un mouvement de la presse qui attire l'attention de la censure sur des « négligences non préméditées », qui attend sa renommée dans l'opinion publique des « ciseaux du censeur », a-t-il besoin, lui, d'être compromis davantage ?

On peut qualifier un tel mouvement de « libre », comme on dit aussi parfois que l'impudence est « sans bornes », et n'est-ce pas l'impudence de la sottise et de l'hypocrisie que se faire passer pour le défenseur d'une plus grande liberté de mouvement de la presse alors que l'on affirme sentencieusement que la presse roulerait instantanément dans le ruisseau, si deux gendarmes ne la soutenaient.

Et qu'avons-nous besoin de la censure, qu'avons-nous besoin de cet article de tête, s'il est vrai que la presse philosophique se compromet elle-même aux yeux de l'opinion publique ? Certes, l'auteur ne veut pas le moins du monde limiter « *la liberté de la recherche scientifique* ».

> De nos jours la recherche scientifique jouit à juste titre du champ le plus vaste, le plus illimité.

---

3 Je dors, ne me réveillez pas.

Quant à la conception qu'a notre homme de la recherche scientifique, la déclaration suivante le montre :

> Mais il faut établir une nette distinction entre ce qu'exige la liberté de la recherche scientifique qui ne peut que profiter au christianisme lui-même, et ce qui dépasse les bornes de la recherche scientifique.

Qui décidera des bornes de la recherche scientifique, si ce n'est la recherche scientifique elle-même ! Aux termes de l'article de tête, il faut prescrire des limites à la science. L'éditorial connaît donc une « *raison officielle* », qui n'a rien à apprendre de la recherche scientifique, mais lui donne des leçons, qui, savante providence, mesure la longueur de chaque poil, susceptible de faire d'une barbe scientifique une barbe laïque. L'éditorial croit à l'inspiration scientifique de la censure.

Avant de continuer à suivre ces « niaises » élucubrations de l'éditorial sur la « recherche scientifique », goûtons un instant quelques échantillons de la « *philosophie religieuse* » de Monsieur H[ermès], de sa « propre science » !

> La religion est le fondement de l'Etat, comme elle est la condition la plus indispensable de tout groupement social qui ne vise pas seulement à quelque but superficiel !
>
> *Preuve* : même sous sa forme la plus grossière, le fétichisme *puéril*, elle élève dans une certaine mesure l'homme au-dessus des désirs des sens, *qui le ravalent au rang de l'animal* s'il se laisse dominer exclusivement par eux, et le rendent incapable de réaliser tout dessein supérieur.

L'éditorial appelle le fétichisme « *la forme la plus grossière* » de la religion. Il concède donc, ce qui pour tous les hommes de la « recherche scientifique » est, qu'il le veuille ou non, un fait établi, que la « *zoolâtrie* » est une forme religieuse supérieure au fétichisme ; et la zoolâtrie ne ravale-t-elle pas l'homme au-dessous de l'animal, ne fait-elle pas de l'animal un dieu pour l'homme ?

Et maintenant, passons au « fétichisme » ! Quelle érudition pour magazine à deux sous ! Le fétichisme est si éloigné d'élever l'homme

au-dessus du désir qu'il est, au contraire, « *la religion du désir des sens* ». L'imagination née du désir donne au fétichisme l'illusion qu'un « objet inanimé » va abandonner son caractère naturel pour approuver ses convoitises. D'où le fait que le désir grossier du fétichiste *brise* le fétiche lorsque celui-ci cesse d'être le serviteur très docile de ce désir.

> Chez la nations qui ont atteint une importance historique supérieure, l'apogée de leur vie politique coïncide avec l'épanouissement suprême de leur sens religieux, la décadence de leur grandeur et de leur puissance avec la décadence de leur culture religieuse.

C'est en retournant exactement l'affirmation de l'auteur, qu'on obtient la vérité ; il a mis l'histoire la tête en bas. La Grèce et Rome son bien, n'est-ce pas, les pays de la plus haute « civilisation historique » parmi les peuples de l'antiquité. L'apogée de la Grèce à l'intérieur a lieu à l'époque de Périclès, à l'extérieur à l'époque d'Alexandre. A l'époque de Périclès, les sophistes, Socrate (que l'on peut appeler l'incarnation de la philosophie), l'art et la rhétorique avaient évincé la religion. L'époque d'Alexandre fut celle d'Aristote, qui rejeta l'idée de l'éternité de l'esprit « individuel » et le dieu des religions positives. Et Rome, maintenant ! Lisez Cicéron ! Les philosophes épicurienne, stoïcienne ou sceptique étaient les religions des Romains cultivés, alors que Rome avait atteint le point culminant de son histoire. Si la chute des Etats de l'antiquité entraîne la disparition des religions de ces Etats, il n'est pas besoin d'aller chercher d'autre explication, car la « vraie religion », des Anciens était le culte de « leur nationalité », de leur « Etat ». Ce n'est pas la ruine des religions antiques qui a entraîné la chute des Etats de l'antiquité, mais la chute des Etats de l'antiquité qui a entraîné la ruine des religions antiques. Et quelqu'un de l'ignorance dont fait preuve l'éditorial se proclame « législateur de la recherche scientifique » et prescrit des « décrets » à la philosophie.

> Tout le monde antique était condamné à l'effondrement parce qu'avec les progrès que faisaient les peuples dans leur formation scientifique allait nécessairement de pair la découverte des erreurs sur lesquelles reposaient leurs conceptions religieuses.

Ainsi selon l'éditorial tout le monde antique disparut parce que la recherche scientifique dévoila les erreurs des religions antiques. Le monde antique n'aurait-il pas disparu, si la recherche avait passé les erreurs des religions sous silence, si les ouvrages de Lucrèce et de Lucien avaient été recommandés par l'auteur de l'éditorial à la censure des autorité romaines ?

Nous nous permettons au reste d'accroître d'une courte note l'érudition du sieur H[ermès].

Au moment même où la chute du monde antique était imminente, s'ouvrit *l'école d'Alexandrie* [4] qui s'ingéniait à toute force de démontrer « la vérité éternelle » de la mythologie grecque et son accord constant « avec les résultats de la recherche scientifique ». L'empereur Julien appartenait lui aussi encore à cette tendance, qui croyait faire disparaître l'esprit du temps dont l'aube se levait, en se bouchant les yeux pour ne pas le voir. Mais arrêtons-nous au résultat obtenu par H[ermès] ! Dans les religions antiques « le vague pressentiment du divin était voilé par les ténèbres les plus épaisses de l'erreur » et ne pouvait de ce fait résister aux découvertes scientifiques. Dans le christianisme, c'est tout le contraire, affirmera n'importe quelle mécanique pensante. Et de fait H[ermès] déclare :

> Les plus hauts résultats de la recherche scientifique n'ont servi jusqu'ici qu'à confirmer les vérités de la religion chrétienne.

Abstraction faite de ce que toutes les philosophies du passé sans exception ont été accusées l'une après l'autre par les théologiens d'apostasier la religion chrétienne, même celle du pieux Malebranche et de l'inspiré Jacob Böhme, de ce que Leibniz a été accusé d'être un

4 *L'école d'Alexandrie* représente la philosophie au moment de l'agonie de la société esclavagiste. Dans les dernières décennies qui précèdent notre ère, à Alexandrie devenue le centre de la vie intellectuelle de l'époque, les philosophes de cette école se mirent à combiner la philosophie idéaliste grecque avec le mysticisme oriental. Les principaux représentants de cette philosophie qui, au cours de son évolution, connut trois tendances (tendance judéo-alexandrine, néo-pythagoricienne et néo-platonicienne) furent Philon (né vers l'an 20 avant notre ère, mort en 54 de notre ère), le « vrai père du christianisme » (Engels) et Plotin (204-270).

mécréant [5] par les paysans du Brunswick et d'être un athée de l'Anglais, Clarke et les autres partisans de Newton ; abstraction faite de ce que, comme l'affirme la fraction la plus éminente et la plus conséquente des théologiens protestants, il ne peut y avoir de concordance entre le christianisme et la raison, parce que la raison « temporelle » et la raison « spirituelle » se contredisent, ce que Tertulien exprime de la manière classique suivante : « *verum est, quia absurdum est* » [6] ; abstraction faite de tout cela, comment démontrer la concordance de la recherche scientifique et de la religion, sinon en obligeant la recherche scientifique à se fondre dans la religion en la laissant poursuivre sa propre démarche. Toute autre contrainte ne saurait en tout cas, être une preuve.

Ah ! bien sûr, dès l'abord, vous ne reconnaissez comme recherche scientifique que ce qui est votre façon de voir, il vous est facile de prophétiser ; mais en quoi votre affirmation est-elle alors plus valable que celle du brahmine indien qui démontre la sainteté des Védas [7] en se réservant à lui seul le droit de les lire !

H[ermès] dit bien « recherche scientifique ». Mais toute recherche qui contredit le christianisme, « s'arrête à mi-chemin » ou « fait fausse route ». Peut-on se rendre la démonstration plus commode ?

La recherche scientifique, à condition de s'expliquer à elle-même le contenu de ses découvertes n'enterra jamais en conflit avec les vérités du christianisme, mais, en même temps, l'Etat doit veiller à ce que cette « *explication* » soit impossible, car la science ne doit jamais s'adresser à la compréhension de la grande masse, c'est-à-dire qu'elle ne doit jamais s'expliquer à *elle-même* et devenir populaire. Même si elle est attaquée dans les journaux du royaume par des chercheurs non-scientifiques, elle doit demeurer modeste et se taire.

---

5 Jeu de mots en allemand sur le nom de Leibniz et sur *Löwenix*, déformation de *Glaubenichts*, mécréant.

6 C'est vrai parce que c'est absurde.

7 Les Védas sont les plus anciens monuments en vers et en prose de la littérature et de la religion indiennes ; ils virent le jour au long de plusieurs siècles, antérieurement au VI^e siècle avant notre ère.

Le christianisme exclut la possibilité de « toute nouvelle décadence », mais la police doit veiller à ce que les journalistes philosophiques ne provoquent point cette décadence et y veiller avec la plus grande rigueur. Dans le combat contre la vérité, on reconnaîtra spontanément l'erreur pour telle, sans qu'il soit besoin de la réprimer par une force extérieure ; mais l'Etat doit faciliter ce combat de la vérité en privant les champions de « l'erreur » non pas de la liberté intérieure, dont il ne peut les priver, mais bien en leur ôtant ce qui rend possible cette liberté, la possibilité d'exister.

Le christianisme est sûr de sa victoire, mais, selon H[ermès] il n'en est pas si sûr qu'il en dédaigne l'aide de la police.

Si, a priori, tout ce qui contredit votre foi est erreur et doit être traité comme tel, qu'est-ce qui distingue votre prétention de la prétention du mahométan, de la prétention de toute autre religion ? La philosophie doit-elle, en vertu du dicton « autre pays, autres mœurs », admettre pour chaque pâys, d'autres principes fondamentaux afin de ne pas entrer en conflit avec les vérités fondamentales du dogme ; doit-elle croire dans un pays que 3 fois 1 font 1, dans l'autre que les femmes n'ont pas d'âme, dans le troisième qu'on boit de la bière au paradis ? N'y a-t-il pas une nature *humaine universelle*, comme il y a une nature universelle des plantes et des astres ? La philosophie s'interroge sur ce qui est vrai, non sur ce qui est valable ; elle s'interroge sur ce qui est vrai pour tous les hommes, non sur ce qui est vrai pour quelques individus ; ses vérités métaphysiques ne connaissent pas les frontières de la géographie politique ; ses vérités politiques savent trop bien où les « frontières » commencent pour confondre l'horizon illusoire d'une conception particulière du monde et du peuple avec le véritable horizon de l'esprit humain. De tous les défenseurs du christianisme, H[ermès] est le plus faible.

La longueur de l'existence du christianisme est son unique preuve en faveur du christianisme. La philosophie de Thalès aussi, n'existe-t-elle pas jusqu'aujourd'hui, et selon H[ermès], n'a-t-elle pas, actuellement des prétentions et une opinion de son importance plus grandes que jamais ?

Comment H[ermès] apporte-t-il enfin la preuve que l'Etat est un Etat « chrétien », que sa fin est, au lieu d'une association libre d'êtres moraux, une association de croyants, au lieu de la réalisation de la liberté, la réalisation du dogme. « Tous nos Etats européens ont le christianisme pour bases. »

L'Etat français aussi ? La Charte [1], article 3 ne dit pas : « tout chrétien », ou « seul le chrétien », mais : « tous les Français sont également admissibles aux emplois civils et militaires » [2].

Dans le Code civil prussien également, deuxième partie, titre XIII [3], etc, on lit :

> Le premier devoir du chef de l'Etat est de maintenir le calme et la sécurité aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur et de protéger tout individu et ses biens contre la violence et les troubles.

Selon le paragraphe 1, le chef de l'Etat réunit en sa personne tous les « devoirs et droits de l'Etat ». On ne dit pas que le premier devoir de l'Etat soit d'assurer la répression des hérésies et le bonheur de l'autre monde.

Mais s'il est vrai que quelques Etats européens sont fondés sur la christianisme, ces Etats répondent-ils à leur concept, « la simple existence » d'un état de fait le légitime-t-elle en droit ?

Selon notre H[ermès], sans aucun doute, car il rappelle aux Jeunes Hégéliens

> que, selon les lois en vigueur dans la plus grande partie de l'Etat, un *mariage sans consécration religieuse* est regardé comme *concubinage* et, à ce titre, puni *par la police*.

---

1 Il s'agit de la Charte constitutionnelle qui fut promulguée en France après la révolution bourgeoise de 1830 et était la constitution de la Monarchie de Juillet.

2 En français dans le texte.

3 *Code civil général des Etats prussiens*, 4^{e} vol., 2^{e} édition, Berlin, 1794, p. 895.

Donc si « le mariage sans consécration religieuse » est regardé sur les bords du Rhin, selon le code Napoléon, comme « un mariage », et sur les bords de la Sprée, selon le Code civil prussien, comme un « concubinage », la punition « par la police » est un argument aux mains du « philosophe » pour démontrer qu'ici est juste ce qui est là une injustice, que ce n'est pas le code Napoléon, mais le Code civil prussien qui a l'apanage du concept scientifique et moral, du concept rationnel du mariage. Cette « philosophie des punitions par la police » peut emporter ailleurs la conviction, en *Prusse*, elle ne convainc pas. Au reste, pour voir à quel point le Code civil prussien a peu tendance à imposer des mariages « sacrés », lisons le § 12, deuxième partie, titre 1 :

> Néanmoins un mariage, autorisé par les lois du pays, ne perd rien de sa validité civile, du fait que la dispense des autorités ecclésiastiques n'a pas été requise ou a été refusée.

Ici aussi le mariage est partiellement émancipé des « autorités ecclésiastiques » et on distingue sa validité « civile » de sa validité « religieuse ».

Que notre grand philosophe d'Etat chrétien n'ait pas une « haute » opinion de l'Etat, cela va de soi.

> Comme nos Etats ne sont pas seulement des syndicats de défense des droits, mais en même temps de véritables établissements d'éducation qui, étendant leurs soins, c'est toute la différence, plus loin que les établissements destinés à l'éducation de la jeunesse, [etc…] l'éducation publique tout entière [repose] sur la base du christianisme.

L'éducation de notre jeunesse scolaire se fonde tout autant sur les classiques de l'antiquité et sur les sciences en général que sur le catéchisme.

L'Etat, d'après H[ermès], se distingue d'une pouponnière non par le contenu, mais par l'extension, il étend ses « soins » plus loin.

Or la véritable éducation « publique » de l'Etat réside au contraire dans l'existence rationnelle et publique de l'Etat ; l'Etat lui-même

éduque ses membres en faisant d’eux de véritables membres de l’Etat, en transformant les buts individuels en buts généraux, l’instinct grossier en inclination morale, l’indépendance naturelle en liberté intellectuelle, en faisant que l’individu s’épanouisse dans la vie de l’ensemble et que l’ensemble vive dans l’esprit de l’individu.

Notre éditorial, par contre, fait de l’Etat, non une association d’hommes libres qui font mutuellement leur éducation, mais un troupeau d’adultes destinés à recevoir leur éducation d’en haut, et à passer de la salle de classe « étroite » dans la salle de classe « plus vaste ».

Cette théorie de l’éducation et de la mise en tutelle, c’est un partisan de la liberté de la presse qui l’expose, et qui, par amour pour cette belle, note les « négligences de la censure », qui s’entend à dépeindre à qui de droit « la compréhension de la masse » — (peut-être la compréhension de la masse apparaît-elle *depuis peu*, si précaire à la *Gazette de Cologne* parce que la masse ne comprend plus désormais les mérites de la *Gazette non-philosophique* ?) —, qui conseille aux savants d’avoir une opinion pour la scène et une autre opinion pour les coulisses !

Comme il nous a instruit sur sa conception mesquine de l’Etat, nous allons maintenant demander à l’éditorial de nous documenter sur sa *basse opinion* « *du christianisme* ».

> Tous les articles de journaux du monde ne convaincront jamais une population, qui, dans l’ensemble, se sent bien et est heureuse de se trouver dans une situation funeste.

Et comment ! Le sentiment *matériel* du bien-être et du bonheur résiste mieux aux articles de journaux que la confiance bienheureuse et toujours victorieuse qu’inspire la foi ! H[ermès] ne chante pas : « Dieu est notre citadelle, notre refuge ». L’âme vraiment croyante de la « grande masse » serait donc plus exposée à la rouille du doute que la culture laïque raffinée du « petit nombre » !

« Même des provocations à l’émeute », sont pour H[ermès] moins redoutables « dans un Etat *bien ordonné* » que dans une « Eglise bien

ordonnée », conduite par-dessus la marché, par « l'esprit de Dieu » vers la vérité. Un beau croyant ! et en voici maintenant la raison !… Les articles politiques seraient en effet accessibles à la masse, les articles philosophique lui seraient incompréhensibles !

Si, pour finir, on rapproche le clin d'œil de l'éditorial : « les *demi-mesures* que l'on a prises dans la dernière période contre les jeunes Hégéliens, ont eu les effets habituels de demi-mesures »,, du vœu loyal que les dernières entreprises des Hégéliens puissent ne pas avoir de « conséquences *trop défavorables* » pour eux, on comprend les paroles de Cornwall dans *Le Roi Lear* :

> Il ne saurait flatter, lui !… c'est une âme honnête et franche : il faut qu'il dis e la vérité. Si elle est bien reçue, tant mieux ; sinon, n'accusez que son franc-parler. Je connais de ces drôles qui, dans leur franchise, recèlent plus d'astuce et de pensées corrompues que vingt naïfs faiseurs de courbettes qui se confondent en hommages obséquieux [1].

Nous croirions faire injure aux lecteurs de la *Gazette rhénane*, si nous les croyions satisfaits du spectacle, plus comique que sérieux, qu'offre un ci-devant libéral, « un jeune homme d'autrefois » [2] rejeté dans les limites qui lui conviennent ; nous voulons dire quelques mots « *sur le fond même de l'affaire* ». Tant que nous étions occupés à polémiquer contre l'article de bête, c'eût été une faute de l'interrompre dans son œuvre d'autodestruction.

Tout d'abord se pose la question : « la philosophie doit-elle discuter les problèmes religieux également dans des articles de journaux ? »

On ne peut donner de réponse à cette question qu'en en faisant la critique.

La philosophie, surtout la philosophie allemande, a un penchant pour la solitude, pour l'isolement systématiquement, pour la froide

---

1 SHAKESPEARE : *Le Roi Lear*, acte II, scène 2.

2 Allusion au fait que le rédacteur de la *Gazette de Cologne*, Hermès, avait participé dans sa jeunesse au mouvement d'opposition des étudiants allemands.

contemplation de soi, qui l'oppose et la rend dès l'abord étrangère aux journaux, prompts à la riposte, pleins du bruit des événements du jour, qui ne réalisent leur caractère propre que dans la communication. La philosophie, prise dans son développement systématique, est non-populaire, son activité mystérieuse repliée sur elle-même apparaît à l'œil profane comme une occupation aussi extravagante que dépourvue de valeur pratique ; la philosophie passe pour un professeur de magie, dont les incantations semblent pleines de solennité parce qu'on ne les comprend pas.

La philosophie, de par son caractère, n'a jamais fait le premier pas pour échanger l'habit ascétique du prêtre contre le léger costume de convention des journaux. Seulement les philosophes ne poussent pas comme les champignons, ils sont les fruits de leur époque, de leur peuple, dont les humeurs les plus subtiles, les plus précieuses et les moins visibles circulent dans les idées philosophiques. C'est le même esprit qui édifie les systèmes philosophiques dans le cerveau des philosophes et qui construit les chemins de fer avec les mains des ouvriers. La philosophie n'est pas hors du monde, pas plus que le cerveau n'est extérieur à l'homme même s'il n'est pas dans son estomac ; mais il est sûr que la philosophie a pris contact avec le monde par le cerveau avant de toucher le sol avec ses pieds, tandis que maintes autres sphères humaines ont depuis longtemps leurs pieds bien plantés sur la terre, et de leurs mains cueillent les fruits du monde, avant de se douter que la « tête » aussi fait partie de ce monde, ou que ce monde est celui de la tête.

Parce que toute vraie philosophie est la quintessence intellectuelle de son époque, le temps doit venir nécessairement où la philosophie, non seulement intérieurement par sa manifestation, entrera en contact avec le monde réel de son époque et établira avec lui des échanges réciproque. La philosophie cessera alors d'être un système déterminé face à d'autres systèmes déterminés, elle deviendra la philosophie en général face au monde, elle deviendra la philosophie du monde actuel. Les signes extérieurs qui dénotent que la philosophie atteint cette importance, qu'elle devient l'âme vivante de la culture, que la philosophie devient « de ce monde » et que ce monde devient philosophique, ont été les mêmes à toutes les époques ; on peut ouvrir n'importe quel livre d'histoire, et l'on verra se répéter avec une

fidélité inaltérable les rites les plus simples qui marquent, sans qu'on puisse s'y méprendre, son entrée dans les salons et les presbytères, dans les salles de rédaction des journaux et dans les antichambres des cours, dans le cœur rempli de haine ou d'amour des contemporains. L'entrée de la philosophie dans le monde est marquée par les cris de ses ennemis qui trahissent la contagion interne par les appels sauvages de détresse qu'ils lancent contre l'incendie allumé par les idées. Ces cris de ses ennemis, not, pour la philosophie, la même importance que le premier vagissement d'un enfant à l'oreille inquiète de la mère. C'est le cri qui lui annonce que ses idées sont vivantes, qu'elles ont fait éclater la carapace sans défaut d'hiéroglyphes que formait le système, et qu'elles se sont métamorphosées en citoyens du monde. Les Corybantes et les Cabires [8], qui annoncent au monde à grand fracas la naissance de l'enfant Zeus, se tournent tout d'abord contre la partie religieuse des philosophies ; parce que c'est sur ce côté sentimental du public que l'instinct inquisiteur sait, avec le plus de sûreté, trouver appui ; aussi parce que le public, dont font partie aussi les adversaires de la philosophie, ne peut attendre la sphère idéale de la philosophie que par des antennes idéales et que l'unique cercle d'idées à la valeur duquel le public croit presque autant qu'aux systèmes des besoins matériels, est le cercle des idées religieuses ; enfin parce que la religion ne polémique pas contre tel système déterminé de la philosophie, mais contre la philosophie en général des systèmes déterminés.

La philosophie vraie du présent ne connaît pas un sort différent de celui des philosophies vraies du passé. Ce destin est, au contraire, une preuve dont l'histoire était redevable à sa vérité.

---

8 *Corybantes* : prêtres de la déesse phrygienne Cybèle. *Caribes* : prêtres des dieux de la Grèce antique.

Les Corybantes et les Cabires furent assimilés en Asie mineure aux Curètes de Crète, prêtres de la mère de Zeus, la déesse Rhéa. Un mythe raconte que les Curètes couvrirent les cris de Zeus nouveau-né du bruit de leurs épées frappées contre leurs boucliers.

Et depuis six ans les journaux allemands ont battu la charge, calomnié, dénaturé, mutilé 9 la partie religieuse de la philosophie. La *Gazette générale d'Augsbourg* a chanté les morceaux de bravoure, presque chaque ouverture reprenait ce thème : la philosophie ne mérite pas d'être commentée par la dame pleine de sagesse que je suis, elle n'est qu'une gasconnade pour jeunes gens, un article de mode pour coteries de snobs. Oui, mais malgré tout, on ne pouvait se débarrasser d'elle et on se remettait sans cesse à battre le tambour ; car la *Gazette d'Augsbourg* ne joue que d'un instrument dans ces cacophonies antiphilosophiques : la monotone grosse caisse. Toutes les feuilles allemandes, depuis l'*Hebdomadaire politique berlinois* et le *Correspondant de Hambourg* jusqu'aux feuilles de choux, jusqu'à la *Gazette de Cologne* retentirent des noms de Hegel et Schelling, Feuerbach et Bauer, des *Annales allemandes*, etc… Pour finir le public fut pris du désir de voir lui-même ce Léviathan, et d'un désir d'autant plus vif que des articles officieux menaçaient de dicter à la philosophie, depuis les chancelleries, le schéma de la ligne qu'il lui serait légitime de suivre ; et ce fut juste le moment où la philosophie fit son apparition dans les journaux. Pendant longtemps la philosophie avait gardé le silence vis-à-vis des journalistes prétentieux et superficiels qui se targuaient de faire disparaître d'un souffle, comme bulles de savon, en quelques pâles phrases insipides, les études poursuivies pendant des années par le génie, les fruits d'une solitude laborieuse et pleine d'abnégation, les résultats de ces combats de la méditation, combats invisibles mais qui rongent lentement les forces du philosophe ; la philosophie avait même protesté contre les journaux où elle voyait un terrain inadéquat, mais pour finir la philosophie dut rompre son silence, elle se fit correspondant de journaux et — diversion inouïe — voilà que, tout à coup, il vient à l'esprit des fournisseurs bavards de copie journalistique que la philosophie n'est pas une pâture pour le public des journaux et ils ne purent s'empêcher d'attirer l'attention des gouvernements sur le fait qu'il était malhonnête de faire entrer les questions philosophiques et religieuses

---

9 Marx fait allusion à la polémique hargneuse de la presse réactionnaire allemande contre la critique philosophique de la religion ; cette critique avait été ouverte par le livre de David Friedrich STRAUSS : *La Vie de Jésus*, dont le premier volume a paru en 1835 et le second en 1836.

dans le domaine journalistique et ce, non pour éclairer le public, mais pour atteindre des buts extérieurs.

Qu'est-ce que la philosophie pourrait dire de la religion ou d'elle-même, qui fût pire et plus frivole que ce que vos hurlements journalistiques lui ont imputé depuis longtemps ? Elle n'a qu'à répéter ce que vous avez prêché qu'elle était au cours de mille et mille controverses, capucins non-philosophes que vous êtes, et elle aura dit le pire.

Mais la philosophie parle des sujets religieux et philosophiques autrement que vous n'en avez parlé. [1] Vous parlez sans avoir sans avoir étudié, elle parle après avoir étudié ; vous vous adressez à la passion, elle s'adresse à l'intelligence ; vous injuriez, elle enseigne ; vous promettez le ciel et la terre, elle ne promet rien que la vérité ; vous exigez qu'on ait foi en votre foi, elle n'exige pas qu'on croie à ses résultats ; elle exige l'examen par le doute ; vous épouvantez, elle apaise. Et, en vérité, la philosophie connaît assez le monde pour savoir que ses résultats ne flagornent pas la recherche du plaisir et l'égoïsme pas plus dans le ciel que sur la terre ; mais le public épris de la vérité, de la connaissance pour elles-mêmes, pourra comparer sans doute son jugement et sa moralité au jugement et à la moralité de plumitifs ignares, serviles, inconséquents et stipendiés..

---

1. Marx fait, de toute évidence, allusion à l'instauration du monopole de l'Eglise catholique dans le domaine de la culture et de l'idéologie, à cette époque du haut moyen âge où, selon Friedrich Engels, la civilisation antique, la philosophie, la politique, la jurisprudence antiques furent exterminées. « Le résultat fut que, de même qu'à toutes les étapes primitives de développement, les prêtres reçurent la monopole de la culture intellectuelle, et la culture elle-même prit un caractère essentiellement théologiques. Entre les mains des prêtres, la politique et la jurisprudence restèrent, comme toutes les autres sciences, de simples branches de la théologie… » (Friedrich ENGELS : *La Guerre des paysans en Allemagne* — cf. infra p. 99). En même temps que la philosophie antique, tombèrent aussi en décadence les disciplines des sciences de la nature et les mathématiques furent également mis au service de l'Eglise. La littérature devint l'histoire de la vie des saints et l'histoire, la chronique de l'Eglise. La philosophie se transformera en servante de la théologie ; dans tous les domaines de la connaissance humaine, l'Eglise soutint des conceptions antiscientifiques et réactionnaires.

Certes, il arrivera que tel ou tel lecteur, par étroitesse de pensée et de sentiments, interprète faussement la philosophie mais, vous les protestants, ne croyez-vous pas que les catholiques interprètent faussement le christianisme, ne reprochez-vous pas à la religion chrétienne les périodes ignominieuses du VIIIe et du IXe siècles, la Saint-Barthélémy ou l'Inquisition [1] ?

Pour une grande part la haine de la théologie protestante contre les philosophes provient de la tolérance dont fait preuve la philosophie à l'égard de la confession particulière en tant que telle : il existe de ce fait des preuves évidentes. On a davantage reproché à Feuerbach, à Strauss de tenir les dogmes catholiques pour des dogmes chrétiens que d'avoir déclaré que les dogmes du christianisme n'étaient pas des dogmes de la raison.

Mais si quelques individus ne digèrent pas la philosophie moderne et meurent d'indigestion philosophique, cela ne constitue pas une preuve contre la philosophie ; pas plus que le fait que de temps en temps une chaudière à vapeur explose et projette en l'air quelques voyageurs, n'est une preuve contre la mécanique.

La question de savoir si des questions philosophiques et religieuses doivent être discutées dans les journaux, se trouve résolue par son vide même.

Si de tels problèmes intéressent le public sous forme de questions traitées *dans les journaux*, c'est qu'elles sont devenues des *questions d'actualité*, alors la question ne se pose pas de savoir si on doit les

---

1 Institution de police et de justice de l'Eglise catholique, créée au XIIIe siècle pour liquider par la violence les hérétiques et les suspects d'hérésie. L'Inquisition fut une arme dans le combat contre le mouvement antiféodal et anticatholique, et contre toute forme de pensée libre. Elle utilisa tous les moyens : l'espionnage, la corruption des témoins, les tortures bestiales et les tribunaux ecclésiastiques secrets. Ses jugements se distinguaient par leur extrême cruauté. Sur les bûchers et dans les chambres de torture de l'Inquisition périrent des centaines de milliers d'innocents et, parmi eux, beaucoup de grands savants. Vers le milieu du XIXe siècle, l'Inquisition perdit une partie de ses fonctions, néanmoins elle continua à combattre les opinions progressistes et révolutionnaires.

discuter ; alors la question se pose de savoir où et comment on doit en discuter : doivent-elles être traitées au sein des familles et dans les hôtels, les écoles et l'église mais pas dans la presse ? par les adversaires de la philosophie, mais pas par les philosophes ? dans le langage obscur de l'opinion privée, mais pas dans la langue de la raison publique qui clarifie les problèmes ? alors la question se pose de savoir si ce qui vit dans la réalité est du domaine de la presse ; mais alors ce n'est plus le problème d'un contenu particulier de la presse, c'est la question générale qui est posée : la presse doit-elle être une presse réelle, c'est-à-dire une presse libre ?

Quant à la seconde question, nous la séparerons complètement de la première : « La politique doit-elle être traitée philosophiquement par les journaux dans un Etat dit chrétien ? »

Si la religion devient une qualité politique, un sujet de la politique, il n'est presque plus nécessaire, semble-t-il, de noter que les journaux ont non seulement le droit mais l'obligation de discuter de sujets politiques. Il semble *a priori* que la sagesse de ce monde, la philosophie, a davantage le droit de se préoccuper du royaume de ce monde, de l'Etat, que la sagesse de l'autre monde, la religion. La question qui se pose alors est, non pas de savoir si l'on doit philosopher sur l'Etat : bien ou mal, philosophiquement ou antiphilosophiquement, avec préjugés ou sans préjugé, en pleine lucidité ou sans lucidité, avec esprit de suite ou sans esprit de suite, rationnellement à 100 % ou à moitié seulement. Si vous transformez la religion en théorie du droit public, vous faites de la religion elle-même une sorte de philosophie.

N'est-ce pas surtout le christianisme qui a séparé l'Eglise et l'Etat ?

Lisez Saint-Augustin, *De civitate Dei* [1], étudiez les Pères de l'Eglise et l'esprit du christianisme, et revenez ensuite nous dire si c'est l'Etat ou l'Eglise qui est « l'Etat chrétien » ! Ou bien est-ce que chaque instant de votre vie pratique ne dément pas votre théorie ? Tenez-vous pour injuste de faire appel aux tribunaux si vous êtes dupés ? Mais l'apôtre écrit que c'est injuste. Tendez-vous la joue

---

1 La Cité de Dieu.

droite quand on vous frappe à la joue gauche, ou bien n'intentez-vous pas un procès pour voies de fait ? Mais l'Evangile l'interdit. Demandez-vous une justice rationnelle en ce monde, ne grognez-vous pas à la moindre élévation d'un impôt, n'êtes-vous pas hors de vous-même à la moindre atteinte contre votre liberté personnelle ? Mais ne vous est-il pas dit que les souffrances temporelles ne sont rien comparées à la splendeur de la vie future, que se résigner à la souffrance et placer son bonheur dans l'espérance sont les vertus cardinales ?

La plus grande partie des procès que vous engagez et la plus grande partie des lois civiles, n'ont-ils pas trait à la propriété ? Mais il vous est dit que vos trésors ne sont pas de ce monde. Ou bien, si vous vous appuyez sur la parole qui dit qu'il faut rendre à César ce qui est à Céasar, et à Dieu ce qui est à Dieu, alors ne tenez pas seulement Mammon, le Dieu de l'or, mais au moins autant la libre raison pour le César de ce monde, et « l'exercice de la libre raison », nous la nommons philosophie.

Lorsqu'on voulut au début faire de la Sainte-Alliance [1] une alliance quasi religieuse entre Etats, la religion devenant l'armoirie des Etats européens, c'est le pape qui refusa d'adhérer à cette Sainte-Alliance, témoignant de beaucoup de profondeur et de la conséquence la plus stricte, car, dit-il, le lien chrétien universel entre les peuples c'est l'Eglise et non la diplomatie, non une alliance temporelle entre Etats.

L'Etat véritablement religieux est l'Etat théocratique ; le souverain, dans des Etats de ce genre, doit ou bien, comme c'est le cas dans l'Etat juif, être le dieu de la religion, le Jéhovah, ou bien, comme au Thibet, être le représentant du dieu, le Dalaï Lama, ou bien enfin, comme le demande à juste raison aux Etats chrétiens Görres dans son

---

1 La Sainte-Alliance fut une alliance des puissances contre-révolutionnaires contre tous les mouvements progressistes en Europe. Elle fut créée à Paris après la victoire sur Napoléon, le 26 septembre 1815 a l'initiative du tsar Alexandre I^er^. Avec l'Autriche et la Prusse, y adhèrent presque tous les Etats européens. Les monarques s'engageaient à soutenir mutuellement, à maintenir le système monarchique et la religion chrétienne et à préserver leurs Etats des secousses révolutionnaires.

dernier ouvrage [10], tous doivent se soumettre à une Eglise, qui est une « Eglise infaillible », car lorsqu'il n'existe pas de chef suprême de l'Eglise, comme c'est le cas dans le protestantisme, la domination de la religion n'est rien d'autre que la religion de la domination, le culte de la volonté du gouvernement.

Dès qu'un Etat englobe plusieurs confessions égales en droits, il ne peut être un Etat religieux sans porter atteinte aux confession religieuses particulières, sans être une Eglise qui condamne tout fidèle d'une autre confession comme hérétique, qui fait dépendre chaque morceau de pain de la foi, qui fait du dogme le lien entre les individus et leur existence en tant que citoyens. Demandez-le aux habitants catholiques de la « pauvre, verte Erin » [11], demandez-le aux huguenots d'avant la Révolution française [12], ce n'est pas à la religion qu'ils en ont appelé, car leur religion n'était pas une religion d'Etat, mais aux « droits de l'humanité » ; et la philosophie interprète les droits de l'humanité, elle demande que l'Etat soit l'Etat de la nature humaine.

Mais, dit le rationaliste honteux, borné et aussi incroyant que théologien, c'est l'esprit universel du christianisme, abstraction faite des différences de confession, qui doit être l'esprit de l'Etat ! Voilà l'irréligiosité suprême, c'est outrecuidance de la raison temporelle que séparer l'esprit universel de la religion positive ; séparer ainsi la religion de ses dogmes et de ses institutions revient à affirmer que

---

10 Il s'agit de l'ouvrage de Joseph GÖRRES : *l'Eglise et l'Etat à la fin de l'erreur de Cologne*, 1842.

11 Ancien nom de l'Irlande.

12 La masse principale du mouvement huguenot qui se réclamait de la doctrine de Calvin, se composa, dans la première période (XVI^e siècle) d'éléments venus de la bourgeoisie et de l'artisanat. Plus tard le rôle dominant fut joué par la noblesse provinciale du midi de la France et la partie de l'aristocratie féodale qui était en désaccord avec la politique centralisatrice du pouvoir royal. Le développement du mouvement huguenot conduisit à la guerre civile entre catholiques et huguenots qui commença en 1562, prit un caractère particulièrement aigu après la Saint-Barthélémy et se poursuivit sans interruption jusqu'en 1594. L'Edit de Nantes, en 1598, accorda aux huguenots la liberté de croyance. Pourtant le gouvernement et l'Eglise catholique continuèrent leurs persécutions contre les huguenots jusqu'à la Révolution. Louis XIV révoqua l'Edit de Nantes en 1685.

l'esprit universel du droit doit régner dans l'Etat, abstraction faite des lois déterminées et des institutions positives du droit.

Si vous prétendez vous placer tellement au-dessus de la religion que vous êtes justifiés à séparer l'esprit universel de celle-ci des institutions positives où elle se définit, qu'avez-vous à reprocher aux philosophes lorsqu'ils poussent cette séparation jusqu'à son terme et ne s'arrêtent pas à mi-chemin, lorsqu'ils disent que l'esprit universel de la religion, n'est pas l'esprit du christianisme mais l'esprit de l'humanité.

Les chrétiens habitent dans des Etats aux constitutions différentes, les uns en république, d'autres dans une monarchie absolue. Le christianisme ne décide pas dans quelle mesure les constitutions sont bonnes, car il ne connaît pas de différence entre les constitutions ; il enseigne, comme la religion doit le faire : soyez soumis à l'autorité, car *toute autorité* émane de Dieu. Ce n'est donc pas en partant du christianisme, mais de la nature propre, de l'essence de l'Etat que vous devez décider si les constitutions sont justes, non à partir de la nature de la société chrétienne, mais de la nature de la société humaine.

L'Etat byzantin a été l'Etat religieux par excellence, car les dogmes y étaient affaires d'Etat, mais l'Etat byzantin a été le plus mauvais des Etats. Les Etats de l'ancien régime ont été les Etat les plus chrétiens, mais ils n'en ont pas moins été les Etats où régnait « le bon plaisir de la cour ».

Il existe un dilemme auquel le « bon sens » ne saurait se soustraire.

Ou bien l'Etat chrétien répond au concept de l'Etat, qui est d'être une réalisation de la liberté selon la raison, et alors la seule exigence pour qu'un Etat soit chrétien est qu'il soit rationnel, et alors il suffit de déduire l'Etat du caractère rationnel des rapports humains, c'est à quoi s'emploie la philosophie. Ou bien l'Etat de la liberté selon la raison ne peut être déduit du christianisme et alors vous conviendrez vous-même que ce développement n'est pas inclus dans la tendance du christianisme puisque celui-ci ne peut vouloir un Etat mauvais et

qu'un Etat qui n'est pas une réalisation de la liberté selon la raison, est un Etat mauvais.

Vous pouvez apporter à ce dilemme la réponse que vous voudrez : vous devrez bien convenir que l'Etat ne doit pas être construit à partir de la religion mais à partir du caractère rationnel de la liberté. Il n'y a qu l'ignorance la plus crasse qui puisse soutenir que cette théorie du caractère autonome que prend le concept d'Etat est une fantaisie soudaine des philosophes modernes.

La philosophie n'a rien fait en matière de politique que n'aient accompli la physique, les mathématiques, la médecine, chaque science dans sa sphère respective. Bacon de Verulam a déclaré que la physique théologique était une vierge vouée à Dieu, et stérile : il a émancipé la physique de la théologie et elle est devenue féconde [1]. Pas plus que vous ne demandez au médecin s'il est croyant, vous ne devez poser cette question au politique. Dans la période qui précède et qui suit immédiatement la grande découverte par Copernic du vrai système solaire, on découvrit également la loi de la gravitation de l'Etat ; on trouva son centre de gravité en lui-même et, les divers gouvernements européens cherchèrent à appliquer cette découverte, avec le manque de profondeur de toute première mise en pratique, dans le système de l'équilibre des pouvoirs, de même, d'abord Machiavel , Campanella, puis plus tard Hobbes, Spinoza, Hugo, Grotius, jusqu'à Rousseau, Fichte, Hegel se mirent à considérer l'Etat avec des yeux humains et à déduire ses lois naturelles de la raison et de l'expérience, et non de la théologie, tout comme Copernic, qui passa outre au fait que Josué eût ordonné au soleil de s'arrêter sur Gabaon et à la lune sur la vallée d'Ajalon. La philosophie moderne n'a fait que continuer un travail qu'Héraclite et Aristote déjà avaient entrepris. Vous ne polémiquez donc pas contre la raison de la philosophie moderne, vous polémiquez contre la philosophie toujours neuve de la raison. Certes, l'ignorance qui a fait découvrir pour la

---

1 Voir le passage : « … *Causarum finalium inquisitio sterilis est, et tanquam virgo Deo consacrata, nihil parit* » (La recherche des causes finales est stérile, et n'enfante rien, semblable à une vierge vouée à Dieu) in Francis BACON : *De dignitate et augmentis scientiarum*, Liber III, Cap. V (De la dignité et de l'avancement des sciences) dans l'édition Wirceburg, 1779, tome I, p. 252.

première fois, hier peut-être, ou avant-hier, à la *Gazette rhénane* ou à la *Gazette de Königsberg* les très vieilles idées sur l'Etat, cette ignorance tient les idées de l'histoire pour des fantaisies soudaines d'individus isolés parce qu'elles sont nouvelles pour elles et lui sont venues du jour au lendemain ; elle oublie qu'elle assume elle-même le vieux rôle du docteur de la Sorbonne qui estimait de son devoir d'accuser publiquement Montesquieu, parce que celui-ci avait eu la légèreté de déclarer que la qualité civique suprême était la vertu politique et non la vertu religieuse ; elle oublie qu'elle assume le rôle de Joachim Lange qui dénonça Wolff sous prétexte que sa doctrine de la prédestination entraînerait la désertion des soldats et par là le relâchement de la discipline militaire et enfin la dissolution de l'Etat ; elle oublie enfin que le Code civil prussien est sorti de l'école philosophique de ce « loup »-là précisément [1] et le code Napoléon non de l'Ancien Testament, mais des idées des Voltaire, Rousseau, Condorcet, Mirabeau, Montesquieu et de la Révolution française. L'ignorance est un démon ; il est à craindre qu'elle ne joue encore mainte tragédie ; les plus grands poètes grecs ont eu raison de la représenter dans les drames effroyables des familles royales de Mycène et de Thèbes sous les traits du destin tragique.

Mais si les professeurs de droit constitutionnel d'autrefois ont construit l'Etat à partir des instincts, soit , soit de l'ambition, soit de la sociabilité, ou à partir de la raison certes, mais pas de la raison sociale, à partir de la raison de l'individu : eh ! bien, la conception de la philosophie moderne, plus profonde, déduit l'Etat de l'idée du tout. Elle considère l'Etat comme le grand organisme dans lequel les libertés juridique, morale et politique doivent se réaliser et dans lequel chaque citoyen, obéissant aux lois de l'Etat, ne fait qu'obéir aux lois naturelles de sa propre raison, de la raison humaine. *Sapienti sat* [2].

An conclusion, nous nous adressons encore une fois à la *Gazette de Cologne* avec un mot d'adieu philosophique. Il était raisonnable de sa part de s'attacher un libéral « d'antan ». On peut être à la fois libéral et réactionnaire de la manière la plus commode ; il suffit simplement d'être assez habile pour s'adresser toujours aux libéraux du passé le

---

1 Loup : en allemand *Wolf* ; jeu de mots sur le nom du philosophe Wolff.

2 Cela suffit au sage (à l'initié).

plus récent qui ne connaissait d'autre dilemme que celui de Vidocq « prisonnier ou geôlier ». Il était encore plus raisonnable que le libéral du passé le plus récent combattît les libéraux d'aujourd'hui. Sans partis pas d'évolution, sans séparation pas de progrès. Nous espérons que l'éditorial du n° 179 inaugure pour la *Gazette de Cologne* une ère nouvelle, l'ère du caractère.

3.

KARL MARX

Critique de la philosophie du droit de Hegel *

Introduction

Retour à la table des matières

En ce qui concerne l'Allemagne, *la critique de la religion* est, pour l'essentiel, terminée, et la critique de la religion est la condition préliminaire de toute critique.

L'existence *profane* de l'erreur est compromise, dès que son *oratio pro aris et* foris [1] *céleste* est réfutée. L'homme qui n'aura trouvé, dans la réalité fantasmagorique du ciel, où il cherchait un surhomme, que le *reflet* de lui-même, n'inclinera plus à ne trouver que *l'apparence* de lui-même, que le non-homme, là où il cherche et doit chercher nécessairement sa vraie réalité.

Le fondement de la critique irréligieuse est : *c'est l'homme qui fait la religion*, ce n'est pas la religion qui fait l'homme. Certes, la religion est la conscience de soi qu'a l'homme qui ne s'est pas encore trouvé lui-même, ou bien s'est déjà reperdu. Mais *l'homme*, ce n'est pas un être abstrait blotti quelque part hors du monde. L'homme, *c'est le monde de l'homme*, l'Etat, la société. Cet Etat, cette société produisent la religion, *conscience inversée du monde*, parce qu'ils sont eux-mêmes un *monde à l'envers*. La religion est la théorie générale de ce monde, sa somme encyclopédique, sa logique sous forme populaire, son point d'honneur [2] spiritualiste, son

---

* Ecrit fin 1843-janvier 1844. — Paru dans les *Annales franco-allemandes* (1re et 2e livraison) Paris, 1844. D'après KARL Marx-Friedrich ENGELS : *Œuvres*, tome I, Berlin, 1958, pp. 378-391.

1 Discours pour la défense des autels et foyers, c'est-à-dire plaidoyer pour sa propre défense

2 En français dans le texte.

enthousiasme, sa sanction morale, son complément solennel, sa consolidation et sa justification universelles. Elle est la *réalisation fantastique* de l'être humain, parce que *l'être humain* ne possède pas de vraie réalité. Lutter contre la religion c'est donc indirectement lutter contre ce *monde-là*, dont la religion est *l'arôme* spirituel.

La détresse religieuse est, pour une part, *l'expression* de la détresse réelle et, pour une autre, la *protestation* contre la détresse réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est *l'opium* du peuple.

L'abolition de la religion en tant que bonheur *illusoire* du peuple est l'exigence que formule son bonheur *réel*. Exiger qu'il renonce aux illusions sur sa situation c'est *exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions*. La critique de la religion est donc *en germe da critique de cette vallée de larmes* dont la religion est *l'auréole*.

La critique a dépouillé les chaînes des fleurs imaginaires qui les recouvraient, non pour que l'homme porte qu'il rejette les chaînes sans fantaisie, désespérantes, mais pour qu'il rejette les chaînes et cueille les fleurs vivantes. La critique de la religion détruit les illusions de l'homme pour qu'il pense, agisse, façonne sa réalité comme un homme sans illusions parvenu à l'âge de la raison, pour qu'il gravite autour de lui-même, c'est-à-dire de son soleil réel. La religion n'est que le soleil illusoire qui gravite autour de l'homme tant que l'homme ne gravite pas autour de lui-même.

C'est donc la *tâche de l'histoire*, après la disparition de *l'Au-delà de la vérité*, d'établir *la vérité de ce monde-ci*. C'est en premier lieu *la tâche de la philosophie*, qui est au service de l'histoire, une fois dénoncée la *forme sacrée* de l'auto-aliénation de l'homme, de démasquer l'auto-aliénation dans ses *formes non-sacrées*. La critique du ciel se transforme par là en critique de la terre, *la critique de la religion* en *critique du droit, la critique de la théologie* en *critique de la politique*.

Le développement qui suit — une contribution à ce travail — s'attaque d'abord non à l'original, mais à une copie, la *philosophie*

allemande de l'Etat et du droit, pour la seule raison qu'il concerne l'*Allemagne*.

Si l'on voulait partir du *statu quo* [1] allemand lui-même et même si on le faisait de la seule manière adéquate, c'est-à-dire en le niant, le résultat en demeurait toujours un anachronisme. Même la négation, le refus de notre situation politique actuelle figure déjà dans la chambre de débarras historique des peuples modernes sous forme d'une réalité poussiéreuse. Si je nie les perruques poudrées, j'aurai encore les perruques non poudrées. Si je nie la situation de l'Allemagne en 1843, je me trouve, d'après le calendrier français, à peine en 1789, et bien moins encore au centre de l'actualité.

Oui, l'histoire allemande se flatte d'une évolution qui n'a pris exemple sur aucun peuple au firmament historique et sur laquelle aucun peuple ne prendra exemple. Nous avons en effet partagé les restaurations des peuples modernes sans partager leurs révolutions. Nous avons connu des restaurations, premièrement parce que d'autres peuples ont osé faire une révolution, et deuxièmement parce que d'autres peuples ont subi une contre-révolution ; la première fois parce que nos maîtres avaient peur, la seconde fois que nos maître n'avaient pas peur. Nos bergers à notre tête, nous ne nous sommes jamais trouvés en compagnie de la liberté qu'en une seule occasion, le *jour de son enterrement*.

Il existe une école qui légitime l'abjection d'aujourd'hui par l'abjection d'hier, une école qui qualifie de rébellion tous les cris du serf contre le knout dès que le knout est un knout chargé d'années, héréditaire, historique, une école à qui l'histoire ne montre, comme le dieu d'Israël à son serviteur Moïse, que son *a posteriori* ; c'est l'école historique du droit [2] ; elle aurait donc inventé l'histoire allemande si elle n'était pas elle-même une invitation de l'histoire allemande. C'est Shylock, mais un Shylock valet, qui pour chaque livre de viande arrachée au cœur du peuple, embrase cette foi et jure sur ses

---

1 L'Etat de fait existant, actuel.

2 *L'école historique du droit* était une école réactionnaire de la science juridique allemande, dont le représentant le plus important fut le juriste Friedrich Karl von Savigny (1779-1861).

apparences, sur son apparence historique, sur son apparence germano-chrétienne.

Il est par contre des enthousiasmes débonnaires, teutomanes par atavisme et libéraux par réflexion, qui vont chercher l'histoire de notre liberté au-delà de notre histoire, dans les forêts-vierges teutonnes. Mais en quoi l'histoire de notre liberté se distingue-t-elle de l'histoire de a liberté du sanglier, si on ne peut la trouver que dans les forêts ? En outre il est bien connu que l'écho répercute simplement les paroles que l'on crie dans la forêt. Alors, paix aux forêts-vierges teutonnes !

Guerre à la situation de l'Allemagne ! Cela oui ! Elle est *au-dessous du niveau de l'histoire*, cette situation, *elle est au-dessous de toute critique*, mais elle demeure un objet de critique, comme le criminel qui est au-dessous du niveau de l'humanité, mais demeure l'objet des soins du *bourreau*. A lutter contre cette situation la critique n'est pas une passion de tête, elle est la tête de la passion. Elle n'est pas un scalpel anatomique, elle est une arme. Son objet est son *ennemi*, qu'elle veut non pas réfuter, mais *anéantir*. Car l'esprit de cette situation est déjà réfuté. En soi, elle n'est plus un objet *digne d'être pensé*, mais constitue une *existence de fait* aussi méprisable que méprisée. La critique, en soi, n'a pas besoin d'être en accord profond avec ce sujet, car ses rapports avec lui ont été tirés au clair. Elle ne se donne plus *une fin en soi*, mais seulement pour un *moyen*. Le sentiment essentiel qui l'anime est *l'indignation*, sa tâche essentielle la *dénonciation*.

Il s'agit de décrire une sourde pression réciproque de toutes les sphères sociales, un mécontentement général et passif, une étroitesse à la fois suffisante et sans lucidité, tout cela dans le cadre d'un système de gouvernement qui, parce qu'il vit de la conservation de toutes les médiocrités, n'est lui-même que *la médiocrité faite gouvernement*.

Quel spectacle ! La division à l'infini de la société en une multiplicité de races qui s'opposent l'une à l'autre avec leurs antipathies mesquines, leur mauvaise conscience et leur médiocrité brutale, et que leurs *maîtres*, précisément en raison de la position ambiguë et méfiante de chacune vis-à-vis des autres traitent toutes

sans distinction, encore qu'en y mettant des formes différentes, comme des *existences concédées*. Et même le fait d'être *dominées, gouvernées, possédées*, elles sont obligées de le tenir et le proclamer pour une *concession du ciel* ! Et de l'autre côté, ces princes eux-mêmes, dont la grandeur est inversement proportionnelle à leur nombre !

La critique qui a pour objet un tel état de choses est une critique en *pleine mêlée*, et dans la mêlée il ne s'agit pas de savoir si l'adversaire est noble, s'il est votre égal par la naissance, s'il est *intéressant*, il s'agit de le *toucher*. Il s'agit de ne pas accorder aux Allemands un seule instant d'illusion et de résignation. Il faut rendre l'oppression réelle encore plus pesante, en y ajoutant la conscience de l'oppression, rendre la honte encore plus infamante en la publiant. Il faut décrire chaque sphère de la société allemande comme la *partie honteuse* [1] de la société allemande, il faut contraindre cet état de choses pétrifié à entrer dans la danse, en lui chantant sa propre chanson ! Il faut apprendre au peuple à avoir *peur* de lui-même pour lui donner du *courage*. On satisfera ainsi un besoin inéluctable du peuple allemand et les besoins des peuples sont en eux-mêmes les raisons dernières de leur satisfaction.

Et même pour les peuples *modernes*, cette lutte contre le contenu borné du *statu quo* allemand ne peut être sans intérêt, car le *statu quo* allemand est *l'accomplissement avoué de l'ancien régime* [2] et *l'ancien régime est le défaut caché de l'Etat moderne*. La lutte contre la situation politique présente de l'Allemagne, c'est la lutte contre le passé des peuples modernes, et les réminiscences de ce passé viennent toujours les importuner. Il est instructif, pour eux, de voir *l'ancien régime*, qui a connu chez eux sa tragédie, reparaître en Allemagne et y jouer sa comédie. Son histoire a été *tragique* tant qu'il a été le pouvoir pré-existant de ce monde, alors que la liberté était une idée personnelle, en un mot, tant qu'il a cru lui-même et a été forcé de croire à sa justification. Tant que *l'ancien régime*, étant l'ordre existant du monde, luttait contre un monde qui n'était qu'en devenir,

---

1 Ces deux mots sont en français dans le texte.

2 L'expression *ancien régime* est en français dans tout ce texte.

il représentait une erreur historique universelle, mais non une erreur personnelle. Sa chute était donc tragique.

Par contre, le régime allemand actuel, anachronique, en contradiction flagrante avec tous les axiomes universellement reconnus, étalant le néant de *l'ancien régime* aux yeux du monde, s'imagine seulement qu'il croit en lui-même, et exige que le monde partage cette illusion. S'il avait foi en son *être* propre, chercherait-il à le cacher sous l'apparence d'un être étranger, chercherait-il son salut dans l'hypocrisie et le sophisme ? *L'ancien régime* moderne n'est plus que le comédien d'un ordre politique dont les *héros réels* sont morts. L'histoire fait les choses à fond, elle passe par des phases nombreuses lorsqu'elle porte en terre une forme vieillie. La phase ultime d'une forme dépassée de l'histoire mondiale est sa *comédie*. Les dieux de la Grèce, qui avaient déjà été blessés à mort, tragiquement, dans le Prométhée enchaîné d'Eschyle, durent subir une nouvelle mort, comique cette fois, dans les dialogues de Lucien. Pourquoi ce cours de l'histoire ? Afin que l'humanité se sépare *avec gaîté* de son passé. C'est cette fonction historique de la *gaîté* que nous revendiquons pour les puissances politiques d'Allemagne.

Cependant, dès que la réalité politico-sociale *moderne* est elle-même soumise à la critique, dès que, en somme, la critique s'élève à des problèmes vraiment humains, elle se trouve en dehors du *statu quo* allemand, ou sinon, c'est qu'elle irait chercher son objet au-dessous de son objet même. Un exemple : les rapports de l'industrie, d'une manière générale du monde de la richesse, avec le monde politique, sont un problème essentiel de l'époque moderne. Sous quelle forme ce problème commence-t-il à préoccuper les Allemands ? Sous la forme du protectionnisme douanier, du système prohibitif, de *l'économie nationale*. La teutomanie a laissé l'homme pour la matière et c'est ainsi qu'un beau matin, nos chevaliers du coton et nos héros du fer se sont réveillés transformés en patriotes. On commence donc en Allemagne, à reconnaître la souveraineté du monopole à l'intérieur parce qu'on lui accorde la *souveraineté à l'extérieur*. On est donc maintenant en Allemagne en train de commencer par là où, en France et en Angleterre on est en train de finir. Le vieil état de choses vermoulu, contre lequel ces pays sont en rébellion théorique et qu'ils ne supportent plus que comme on

supporte des chaînes, est salué en Allemagne comme l'aurore radieuse d'un bel avenir qui ose à peine passer de l'*astucieuse* 13 théorie à la plus implacable pratique. Alors que l'alternative posée, en France et en Angleterre, est : *économie politique* ou *domination de la société sur la richesse*, en Allemagne c'est : *économie nationale* ou *domination de la propriété privée sur la nationalité*. Il s'agit donc en France et en Angleterre, d'abolir le monopole qui est allée jusqu'au bout de ses ultimes conséquences, il s'agit, en Allemagne, d'aller jusqu'au bout des ultimes conséquences du monopole. Là-bas, il s'agit de trouver la solution, ici, il s'agit d'abord de provoquer la collision. C'est là un exemple suffisant de la forme allemande des problèmes modernes ; cet exemple montre comme notre histoire, semblable à une recrue malhabile, n'a eu jusqu'ici pour tâche que de refaire après les autres des exercices historiques rebattus.

Si donc le développement allemand *dans son ensemble* ne dépassait pas le niveau du développement *politique* de l'Allemagne, un Allemand pourrait tout au plus se mêler des questions actuelles comme peut le faire un *Russe*. Mais si l'individu n'est pas lié par les limites de la nation, la nation dans son ensemble est encore bien moins libérée parce qu'un individu se libère. Ce n'est pas parce que la Grèce compte un Scythe parmi ses philosophes 14 que les Seythes ont fait un pas vers la culture grecque.

Par bonheur, nous autres, Allemands, ne somme pas des Scythes.

De même que les peuples de l'antiquité ont vécu leur préhistoire en imagination dans la *mythologie*, de même, nous autres Allemands avons vécu notre histoire à venir en pensée, dans la *philosophie*. Nous sommes *sur le plan philosophique*, les contemporains de l'actualité, sans en être *historiquement* les contemporains. La philosophie

---

13 Astucieux, en allemand : *listig* ; jeu de mots sur le nom de Friedrich *List*, allusion à son agitation protectionniste. Friedrich LIST (1789-1846) : économiste et partisan du protectionnisme, théoricien de la bourgeoisie montante en Allemagne avant 1848, promoteur de l'Union douanière (*Zollverein*) dont bénéficia la Prusse.

14 Il s'agit du philosophe Anacharsis, Scythe d'origine princière par sa naissance, qui, au témoignage de Diogène Laërce, fut compté par les Grecs parmi les 7 Sages de la Grèce.

allemande est le *prolongement idéal* de l'histoire allemande. Donc, si au lieu des *œuvres incomplètes* [15] de notre histoire réelle, nous faisons la critique des *œuvres posthumes* de notre histoire idéale, c'est-à-dire de la *philosophie*, notre critique se trouvera au centre des problèmes, dont l'actualité dit : *That is the question*. Ce qui, chez les peuples avancés, est conflit *pratique* avec la situation politique moderne est, en Allemagne, où une telle situation n'existe même pas encore, en premier lieu, conflit *critique* avec le reflet philosophique d'une telle situation.

La philosophie allemande du droit et de l'Etat est la seule *histoire allemande* qui se trouve la *pari* [au niveau] de l'actualité moderne *officielle*. Le peuple allemand doit donc ajouter cette histoire imaginaire à la situation de fait qu'il connaît aujourd'hui, et soumettre à la critique, non seulement la situation existante, mais encore sa continuation abstraite. Son avenir ne peut se *limiter*, ni à la négation immédiate de ses conditions politiques et juridiques où il vit réellement, ni à la réalisation immédiate de celles qu'il pense, car ces dernières impliquent la négation immédiate des conditions qu'il pense, il l'a déjà de nouveau presque *dépassée* en observant les peuples voisins. En Allemagne, le parti politique *pratique* a donc raison d'exiger la *négation de la philosophie*. Son tort n'est pas cette exigence, c'est de s'en tenir à une exigence qu'il ne réalise pas, et ne peut sérieusement réaliser. Il croit réaliser cette négation en tournant le dos à la philosophie et en lui jetant, d'un air de mépris, quelques phrases irritées et banales. C'est l'étroitesse de l'horizon historique de ce parti qui explique qu'il ne compte pas la philosophie comme faisant également partie de la réalité *allemande*, ou qu'il la situe *au-dessous* de la pratique allemande et des théories dont elle use. Vous voulez que nous partions d'*embryons réels et vivants*, mais vous oubliez que l'embryon réel et vivant du peuple allemand n'a proliféré jusqu'ici que sous son *crâne*. En un mot : *vous ne pouvez abolir la philosophie, sans la réaliser*.

La même erreur, mais cette fois avec des facteurs *inverses* a été commise par le parti politique *théorique*, dont le point de départ a été la philosophie.

---

[15] En français dans le texte.

Celui-ci n'a vu dans le combat actuel *que* le *combat critique de la philosophie contre le peuple allemand* ; il n'a pas pris garde que la *philosophie que nous avons connue jusqu'ici* faisait elle-même partie de ce monde, et en était le complément idéologique, il est vrai. Critique à l'égard de son adversaire, il se comportait de façon non-critique à son propre égard, en parlant des mêmes hypothèses que la philosophie et en s'en tenant aux résultats acquis par elle, ou bien en donnant des exigences et des résultats puisés ailleurs pour des exigences et des résultats immédiats de la philosophie ; alors que ces derniers — en admettant qu'ils soient fondés — ne sauraient être obtenus que par la *négation de la philosophie qui a eu cours jusqu'ici*, de la philosophie en tant que philosophie. Nous nous réservons de faire une description plus précise de ce parti. Son défaut principal peut se résumer ainsi : *Il a cru pouvoir réaliser la philosophie sans l'abolir*.

La critique de la *philosophie allemande de l'Etat et du droit* dont *Hegel* a donné la plus conséquente, la plus riche et l'ultime version, est tout à la fois l'analyse critique de l'Etat moderne et de la réalité corrélative, et la négation résolue de tout *mode* antérieur de la *conscience politique et juridique allemande*, conscience dont la *philosophie spéculative du droit* constitue précisément l'expression la plus éminente, la plus universelle, portée au niveau d'une science. C'est seulement en Allemagne que pouvait naître la philosophie spéculative du droit, cette façon abstraite, transcendante, de penser l'Etat moderne dont la réalité demeure un au-delà (même si cet au-delà se situe simplement au-delà du Rhin) ; mais inversement, l'idéologie allemande de l'Etat moderne, qui fait abstraction de *l'homme réel*, n'était possible que parce que et dans la mesure où l'Etat moderne lui-même fait abstraction de *l'homme réel*, ou ne satisfait l'homme *total* que de manière imaginaire. En politique, les Allemands ont *pensé* ce que les autres peuples ont *fait*. L'Allemagne était leur conscience morale théorique. L'abstraction et l'élévation orgueilleuse de la pensée sont toujours allées de pair avec l'étroitesse et la trivialité de la réalité allemande. Si le *statu quo du système étatique allemand* exprime bien *l'ancien régime* dans sa perfection, — c'est l'épine enfoncée au plus profond de la chair de l'Etat moderne, — le *statu quo de la science allemande de l'Etat* exprime *l'Etat*

moderne dans son imperfection : il traduit l'infection de la chair elle-même.

Ne serait-ce que par sa nature d'adversaire résolu du mode antérieur de la conscience politique *allemande*, la critique de la philosophie spéculative du droit ne cherche pas en elle-même sa propre fin, mais débouche sur des *tâches* pour la solution desquelles il n'y a qu'un moyen : *la pratique*.

La question se pose alors : l'Allemagne peut-elle parvenir à une pratique à la *hauteur des principes* [16] c'est-à-dire à une révolution qui l'élève non seulement au niveau officiel des peuples modernes mais à la hauteur humaine qui sera l'avenir immédiat de ces peuples ?

Sans doute, l'arme de la critique ne peut-elle remplacer la critique des armes, la puissance matérielle ne peut être abattue que par la puissance matérielle, mais la théorie aussi devient une puissance matérielle dès qu'elle s'empare des masses. La théorie est capable de s'emparer des masses d'ès qu'elle démontre *ad hominem* [17], et elle procède à des démonstrations *ad hominem* dès qu'elle devient radicale. Etre radical, c'est prendre les choses à la racine. Mais la racine pour l'homme, c'est l'homme lui-même. La preuve évidente du radicalisme de la théorie allemande, donc de son énergie pratique, est qu'elle a pour point de départ l'abolition résolue et positive de la religion. La critique de la religion résolue et positive de la religion. La critique de la religion aboutit à cet enseignement que *l'homme est l'être suprême pour l'homme*, c'est-à-dire à *l'impératif catégorique* de renverser tous les rapports sociaux qui font de l'homme un être humilié, asservi, abandonné, méprisable rapports qu'on ne saurait mieux caractériser que par cette exclamation d'un Français à l'occasion d'un projet de taxe sur les chiens : « Pauvres chiens ! On veut vous traiter comme des hommes ! »

Même historiquement, l'émancipation théorique a pour l'Allemagne une signification spécifiquement pratique. Le passé *révolutionnaire* de l'Allemagne est en effet théorique, c'est la

---

16 En français dans le texte.

17 Sur l'exemple de l'homme.

Réforme. Comme jadis dans le cerveau du *moine*, c'est maintenant dans celui du *philosophe* que commence la révolution.

Luther a, sans doute, vaincu la servitude par *dévotion* en lui substituant la servitude par *conviction*. Il a brisé la foi dans l'autorité en restaurant l'autorité de la foi.

Il a transformé les clercs en laïcs en transformants les laïcs en clercs. Il a libéré l'homme de la religiosité extérieure, en faisant de la religiosité la conscience de l'homme. Il a émancipé le corps de ses chaînes, en en chargeant le cœur :

Mais si le protestantisme n'était pas la vraie solution, il était la vraie façon de poser le problème. Il ne s'agissait plus désormais du combat du laïc contre le *clerc, extérieur à lui*, mais du combat *contre son propre clerc intime*, avec *sa nature cléricale*. Et de même que la métamorphose des laïcs allemands en clercs — œuvre du protestantisme — a émancipé ces papes laïcs, les *princes*, avec tout leur clergé de privilégiés et de philistins, de même la métamorphose, par la philosophie, des Allemands cléricalisés en hommes émancipera le *peuple*. Mais pas plus que l'émancipation ne s'arrêtera aux princes, la sécularisation des biens ne s'arrêtera pas à la *spoliation de l'Eglise* qu'a pratiquée en tout premier lieu l'hypocrite Prusse. A cette époque la guerre des paysans, le fait le plus radical de l'histoire allemande, échoua sur l'obstacle de la théologie. Aujourd'hui que la théologie elle-même a échoué, le fait le moins libre de l'histoire allemande, notre *statu quo*, se brisera sur la philosophie. A la veille de la Réforme, l'Allemagne officielle était le valet le plus soumis de Rome. A la veille de sa Révolution, elle est le valet le plus soumis de bien moins que Rome, de la Prusse et de l'Autriche, le valet de hobereaux et de philistins.

Il semble cependant qu'une difficulté essentielle barre la route à une révolution allemande *radicale*.

Les révolutions ont en effet besoin d'un élément *passif*, d'une *base matérielle*. La théorie ne se réalise jamais dans un peuple que dans la mesure où elle est la réalisation de ses besoins. L'énorme fossé qui sépare les exigences de la pensée allemande et les réponses que lui

fournit la réalité allemande aura-t-il pour pendant le divorce de la société civile avec l'Etat et avec elle-même ? Les besoins théoriques seront-ils immédiatement des besoins pratiques ? Il ne suffit pas que la pensée tende à se réaliser, il faut aussi que la réalité tende à devenir pensée.

Or l'Allemagne n'a pas gravi en même temps que les peuples modernes les échelons intermédiaires de l'émancipation politique. Même les échelons qu'elle a dépassés en théorie, elle ne les a pas encore atteints dans la pratique. Comment franchirait-elle, d'un seul saut périlleux, non seulement ses propres barrières, mais en même temps les barrières, qui retiennent les peuples modernes, barrières qui doivent en réalité lui apparaître comme la libération de ses barrières réelles et qu'elle doit donc s'efforcer de gagner. Une révolution radicale ne peut être que la révolution de besoins radicaux à qui semblent précisément faire défaut les conditions préalable et le terrain propice.

Mais, si l'Allemagne s'est bornée à accompagner par l'activité abstraite de sa pensée l'évolution des peuples modernes, sans participer activement aux combats réels qui ont marqué cette évolution, elle a d'autre part partagé les *souffrances* de cette évolution, sans en partager les jouissances, la satisfaction partielle. A l'activité abstraite d'une part, correspond la souffrance abstraite de l'autre. Aussi l'Allemagne se trouvera-t-elle, un matin, au niveau de la décadence européenne, avant d'avoir jamais été au niveau de l'émancipation européenne. On pourra la comparer à un *fétichiste* rongé par les maladies du christianisme.

Si l'on considère tout d'abord les *gouvernements allemands*, on trouvera que les circonstances, la situation de l'Allemagne, l'état de la culture allemande, enfin un heureux instinct les ont poussés à allier les *défauts civilisés* des types *d'Etats modernes* dont nous ne possédons pas les avantages, aux *défauts barbares* de *l'ancien régime*, dont nous jouissons pleinement ; en sorte que l'Allemagne doit participer de plus en plus, sinon à la raison, du moins à la déraison, même des formes d'Etat qui sont au-delà de son propre *statu quo*. Y a-t-il par exemple un autre pays au monde qui partage avec autant de naïveté toutes les illusions du régime constitutionnel, sans avoir part à ses réalisations,

que l'Allemagne dite constitutionnelle ? Ou bien est-ce que ce ne devait pas être, de toute nécessité, la trouvaille d'un gouvernement allemand que d'allier la gehenne de la censure à celle des lois françaises de septembre [1], qui présupposent l'existence de la liberté de la presse ? Tout comme on trouvait, au Panthéon romain, les dieux de toutes les nations, on trouvera, dans le Saint Empire Romain Germanique, les péchés de toutes les formes de gouvernement. Cet éclectisme atteindra un niveau jusqu'ici insoupçonné : c'est surtout la gourmandise politico-esthétique d'un roi allemand [2] qui en est le garant ; ce monarque songe à jouer tous les rôles de la royauté, féodale ou bureaucratique, absolue ou constitutionnelle, sinon par le truchement du peuple, du moins en sa propre personne ; sinon pour le peuple, du moins *pour lui-même. L'Allemagne — c'est-à-dire les déficiences de la réalité politique présente faites monde* — ne pourra jeter bas les barrières spécifiquement allemandes sans jeter bas la barrière générale de la réalité politique actuelle.

Ce n'est pas la révolution radicale qui est un rêve utopique pour l'Allemagne, ce n'est pas l'émancipation humaine universelle, mais au contraire la révolution partielle, la révolution uniquement politique, la révolution qui laisserait debout le piliers de l'édifice. Quelle est la base d'une révolution partielle, uniquement politique ? Celle-ci : une partie de la société civile s'émancipe et parvient à dominer l'ensemble de la société, une classe déterminée entreprend, à partir de sa situation particulière, l'émancipation générale de la société. Cette classe libère la société entière, mais seulement à la condition que la société entière se trouve dans la situation de cette classe, donc possède par exemple argent et culture, ou puisse les acquérir à son gré.

---

1 Le ministère Thiers, sous Louis-Philippe, prenant le prétexte de l'attentat commis contre le roi le 28 juillet, déposa sur le bureau de l'Assemblée en août 1835, des projets de loi particulièrement réactionnaires qui furent adoptés le mois suivant et portent le nom de *Lois de septembre*. La justice recevait le droit d'abréger la procédure dans les cas de rébellion et de faire appel à des jurés, choisis par elle, et dont elle fixait le nombre ; la presse fut intimidée par des menaces d'amendes énormes et la censure introduite au moins en ce qui concernait l'illustration et les dessins.

2 Il s'agit du roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV.

Aucune classe de la société civile ne peut jouer ce rôle, sans susciter, en son sein et dans la masse, un moment d'enthousiasme, un moment où elle fraternise avec la société en général et se fond en elle ; alors elle se confond avec la société, celle-ci sent et reconnaît en elle son représentant universel, ses revendications et ses droits sont véritablement les droits et les revendications de la société elle-même, elle est réellement la tête et le cœur de la société. Ce n'est qu'au nom des droits généraux de la société qu'une classe particulière peut revendiquer la domination générale. Pour prendre d'assaut cette position émancipatrice, et par là, pour parvenir à exploiter politiquement toutes les sphères de la société dans l'intérêt de la sienne propre, l'énergie révolutionnaire et le sentiment de sa valeur intellectuelle ne suffisent pas. Pour que la *révolution d'un peuple* et *l'émancipation d'une classe particulière* de la société civile coïncident, pour qu'*un* de ses groupes sociaux passe pour le groupe de la société entière, il faut, à l'inverse, que tous les défauts de la société se concentrent dans une autre classe, il faut qu'un groupe déterminé soit un sujet de scandale universel, l'incarnation de la barrière universelle, il faut qu'une sphère sociale particulière personnifie le *crime notoire* de toute la société, en sorte que de se libérer de cette sphère apparaisse comme se libérer soi-même de toutes chaînes. Pour qu'*un* groupe social soit *par excellence* [1] le groupe libérateur il faut qu'à l'inverse, un autre groupe soit, de toute évidence, le groupe qui asservit. Le caractère négatif général de la noblesse française et du clergé français ont été la condition du caractère positif général de la classe qui était la plus proche d'eux, et s'opposait à eux : la *bourgeoisie*.

Mais il manque à chaque classe particulière en Allemagne, non seulement la conséquence, le mordant, le courage, le cynisme qui pourraient faire d'elles les représentants négatifs de la société. Il manque tout les représentants négatifs de la société. Il manque tout autant à chacune d'elles, cette largeur d'esprit qui lui permette de s'identifier, ne fût-ce que momentanément, avec l'âme du peuple, ce génie qui exalte la puissance matérielle et la mue en pouvoir politique, cette audace révolutionnaire qui lance à l'adversaire cette bravade : *Je*

---

1 Ces deux mots en français dans le texte.

ne suis rien et je devrais être tout [18]. L'élément principal de la morale et de l'honnêteté allemandes, non seulement des individus mais encore des classes, c'est au contraire cet *égoïsme modeste* qui fait parade de son étroitesse et la laisse utiliser contre soi. Les rapports des différentes sphères de la société allemande ne sont donc pas de nature dramatique mais épique. Chacune d'elles commence à prendre conscience de soi et à s'installer à côté des autres avec ses ambitions particulières, non pas dès qu'elle subit une pression, mais dès que les circonstances, sans qu'elle y soit pour quelque chose, créent une couche sociale plus basse sur laquelle elle peut, elle, exercer une pression. Même la *confiance en soi de la classe moyenne allemande, sur le plan moral*, ne repose que sur la conscience d'être le représentant universel de la médiocrité philistine de toutes les autres classes. Ce ne sont pas seulement les rois allemands qui accèdent au trône *mal à propos* [19] ce sont toutes les autres sphères de la société civile qui connaissent la défaite, avant d'avoir fêté leur victoire, qui élèvent leur propre barrière avant d'avoir dépassé la barrière qui les arrête, dont l'être se montre dans son étroitesse avant d'avoir pu se montrer dans sa grandeur, si bien que même l'occasion de jouer un grand rôle est toujours passée avant de s'être présentée, si bien que chaque classe, dès qu'elle engage la lutte avec la classe au-dessus d'elle, est déjà empêtrée dans la lutte qui l'oppose à la classe au-dessous. Les princes se trouvent donc en lutte avec la royauté, le bureaucrate en lutte avec la noblesse, le bourgeois en lutte avec le bourgeois. C'est à peine si la classe moyenne [20] ose, de son point de vue, s'emparer de l'idée d'émancipation que, déjà, l'évolution des conditions sociales, comme le progrès de théorie politique, proclament que ce point de vue lui-même est périmé, ou au moins problématique.

En France, il suffit qu'on soit quelque chose pour vouloir être tout. En Allemagne, il faut n'être rien pour ne pas devoir renoncer à tout. En France, l'émancipation partielle est le fondement de

---

18 Allusion au titre de la fameuse brochure publiée par SIEYÈS en 1789 : Qu'est-ce que le Tiers-Etat ? Tout. Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? Rien. Que demande-t-il ? Devenir quelque chose.

19 En français dans le texte.

20 Il s'agit de la bourgeoisie. Ce terme est également employé par Engels dans *La Situation de la clase laborieuse en Angleterre*.

l'émancipation universelle. En Allemagne, l'émancipation universelle est la *conditio sine qua non* de toute émancipation partielle. En France, c'est de la réalité d'une libération par étapes, en Allemagne de son impossibilité, que naîtra la liberté totale. En France, toute classe du peuple est un *idéalisme politique* et ne prend pas d'abord conscience de soi en tant que classe particulière, mais en tant que représentant des besoins sociaux en générale. *Le rôle d'émancipateur* revient donc, par un mouvement dramatique, tour à tour aux différentes classes du peuple français, avant d'aboutir enfin à la classe qui réalise la liberté sociale non plus en supposant remplies au préalable certaines conditions extérieures ç l'homme et pourtant créées par la société humaine, mais au contraire en organisant toutes les conditions de l'existence humaine en partant de la liberté sociale. En Allemagne par contre, où la vie pratique est aussi dépourvue d'esprit que la vie de l'esprit est dépourvue de pratique, pas une classe de la société civile n'éprouve le besoin ni n'a la capacité de promouvoir l'émancipation générale, avant d'y être contrainte par sa situation *immédiate*, par la nécessité *matérielle*, par ses *chaînes elles-mêmes*.

Où réside donc la possibilité positive de l'émancipation allemande ?

Réponse : dans la formation d'une classe aux *chaînes radicales*, d'une classe de la société civile qui ne soit pas une classe de la société civile, d'un groupe social qui ne soit la dissolution de tous les groupes, d'une sphère qui possède un caractère d'universalité par l'universalité de ses souffrances et ne revendique pas de *droit particulier*, parce qu'on lui fait tenir non une *injustice particulière* mais *l'injustice en soi*, qui ne puisse plus se targuer d'un titre *historique*, mais seulement d'un titre *humain*, qui ne soit pas en contradiction exclusive avec les conséquences, mais en contradiction systématique avec les conditions préalables du régime politique allemand, d'une sphère enfin qui ne puisse s'émanciper sans s'émanciper de toutes les autres sphères de la société sans émanciper de ce fait toutes les autres sphères de la société, qui soit, en un mot, la *perte totale* de l'homme et ne puisse donc se reconquérir elle-même sans *une reconquête totale de l'homme.*

Cette dissolution de la société réalisée dans une classe particulière, c'est le *prolétariat*.

Le prolétariat commence seulement à se former en Allemagne, grâce aux débuts du développement *industriel*, car ce n'est pas la pauvreté *résultant de lois naturelles*, mais *la pauvreté artificiellement produite*, ce n'est pas l'écrasement des couches sociales provoqué mécaniquement par le poids de la société, mais la masse humaine provenant de la *dissolution brutale* de celle-ci, et, en premier lieu, de la dissolution des classes moyennes, qui forme le prolétariat, bien que peu à peu, comme il va de soi, les pauvres naturellement pauvres et les serfs de la société germano-chrétienne rejoignent également ses rangs.

En annonçant la *dissolution de l'ordre antérieur du monde*, le prolétariat ne fait qu'exprimer *le secret de sa propre existence*, car il *est la* dissolution *de fait* de cet ordre. En réclamant *la négation de la propriété privée*, le prolétariat ne fait qu'élever *en principe de la société*, ce que la société a posé en principe, *pour lui*, ce qu'il personnifie, sans qu'il y soit pour quelque chose, puisqu'il est le résultat négatif de la société. Le prolétaire se trouve alors, par rapport au monde à venir, avoir même droit que le roi *allemand*, par rapport au monde existant, quand il dit du peuple qu'il est *son* peuple, comme il dit du cheval qu'il est *son* cheval. Le roi, en proclamant que le peuple est sa propriété privée, ne fait qu'exprimer que le propriétaire privé est roi.

La philosophie trouve dans le prolétariat ses armes *matérielles* comme le prolétariat trouve dans la philosophie ses armes *intellectuelles*, et dès que l'éclair de la pensée aura frappé jusqu'au cœur ce sol populaire vierge, s'accomplira l'émancipation qui *fera des Allemands des hommes*.

Résumons le résultat obtenu :

La seule libération de l'Allemagne possible dans la pratique est sa libération du point de vue de *la* théorie qui proclame que l'homme est l'être suprême de l'homme. En Allemagne, s'émanciper du *moyen âge* n'est possible que si on s'émancipe, en même temps, des

dépassements *partiels* du moyen âge. En Allemagne *aucune* forme de servitude ne peut être brisée, sans briser *toute* forme de servitude. L'Allemagne, qui va au fond des choses, ne peut faire de révolution sans faire de révolution *de fond en comble. L'émancipation de l'Allemand, c'est l'émancipation de l'homme*. La tête de cette émancipation est la *philosophie*, son *cœur* le *prolétariat*. La philosophie ne peut se réaliser sans abolir le prolétariat, le prolétariat ne peut s'abolir sans réaliser la philosophie.

Quand toutes les conditions internes seront remplies, le *jour de la résurrection allemande* sera annoncé par le *chant du coq gaulois*.

4.

FRIEDRICH ENGELS-KARL MARX

La Sainte Famille, ou critique de la critique critique contre Bruno Bauer et consorts * (extrait du chapitre VI)

Retour à la table des matières

d) Bataille critique contre le matérialisme français

Le spinozisme avait dominé le XVIII[e] siècle tant dans son prolongement français, qui transformait la matière en substance que dans le déisme 1 qui donnait à la matière un nom spirituel… L'école française du Spinozisme et les partisans du déisme n'étaient que deux

---

* *La Sainte Famille, ou critique de la critique critique — Contre Bruno Bauer et consorts* est la première œuvre commune de Mars et Engels. Cet ouvrage, écrit de septembre à novembre 1844, parut fin février 1845 à Francfort-sur-le-Main.

La Sainte Famille est une façon plaisante de désigner les frères Bauer et leurs partisans qui se groupaient autour de la *Gazette littéraire générale*. Marx et Engels critiquèrent les conceptions idéalistes des frères Bauer, leur éloignement de la vie réelle et leur penchant aux joutes oratoires abstraites dans les domaines de la philosophie et de la théologie. Les Jeunes Hégéliens, qui inclinaient au subjectivisme, ne voyaient dans les masses populaires qu'une matière inerte, un poids mort dans le processus historique, proclamant en revanche que les personnalités élues, et eux-mêmes en particulier, étaient les porteurs de « l'esprit », de la « critique absolue », les créateurs de l'histoire. Bien que les Jeunes Hégéliens aient nié la crédibilité de l'Evangile, ils identifiaient cependant la conscience religieuse avec la conscience du peuple. Ils voyaient l'obstacle décisif sur le chemin d'une évolution progressive de l'Allemagne, non dans l'ordre social réactionnaire qui y régnait alors, mais seulement dans les idées dominantes, en particulier dans la religion. De ce fait ils ne s'élèvent pas contre cet ordre social, mais seulement contre les idées dominantes.

1 Déisme : tendance philosophico-théologique qui nie l'idée d'un dieu personnel, mais admet un dieu comme cause finale impersonnelle du monde. Tant que domina la conception féodale du monde, le déisme apparut assez souvent comme forme voilée du matérialisme et de l'athéisme. Dans la période suivante, le nom de déisme servit à camoufler la tendance des idéologues bourgeois à conserver et à justifier la religion en ne rejetant que les dogmes de l'Eglise et les rites les plus absurdes et les plus contestés.

> sectes qui se querellaient sur le sens véritable de son système… Cette philosophie des Lumières était tout simplement destinée à sombrer dans la romantisme, après avoir été obligée de se livrer à la réaction, qui commença avec le mouvement en France [1].

Voilà pour la critique.

Nous allons mettre en regard de l'histoire critique du matérialisme français une brève esquisse de son histoire profane, de masse. Nous reconnaîtrons avec respect qu'un abîme sépare l'histoire telle qu'elle s'est vraiment passée de l'histoire telle qu'elle se passe selon le décret de *la* « critique absolue », créatrice de l'ancien comme du nouveau. Enfin, pour obéir aux prescriptions de *la* critique, nous nous demanderons « pourquoi ? » cette histoire critique « d'où vient-elle ? » et « où va-t-elle ? » et nous en ferons « l'objet d'une étude de longue haleine ».

« A parler *exactement* et *au sens prosaïque* », la philosophique française des lumières du XVIII^e^ siècle et surtout le matérialisme français, n'ont pas été seulement une lutte contre les institutions politiques existantes, contre la religion et la théologie existantes, contre la religion et la théologie existantes, mais tout autant une lutte ouverte, une lutte déclarée contre *la métaphysique* [2] *du XVII^e^ siècle* et contre *toute métaphysique*, surtout celle de Descartes, Malebranche,

---

1 Cette citation est empruntée à la 3^e^ partie de l'article, écrit par Bruno BAUER mais paru sans nom d'auteur : « Quel est maintenant l'objet de la critique ? » qui fut publié dans le n° 8, juillet 1844, de la *Gazette littéraire générale*.

2 Façon de penser antidialectique qui considère les choses et les phénomènes comme achevés, immuables, détachés les uns des autres et exempts de contradictions internes.

Il s'agit ici de la métaphysique au sens où elle s'est affirmée jusqu'au XIX^e^ siècle, c'est-à-dire une partie de la philosophie qui traite par la pure spéculation les questions qui dépassent les limites de l'expérience, comme par exemple les questions de l'être, de l'existence du monde, de l'esprit, du libre-arbitre, etc. Sous le nom de métaphysiciens du XVII^e^ siècle, Marx désigne les rationalistes qui voyaient en la raison la source unique du vrai savoir et négligeaient l'expérience sensible. Si cette tendance a joué au XVII^e^ siècle un rôle progressiste en défendant la toute-puissance de la raison contre le dogmatisme religieux, elle commença cependant au XVIII^e^ siècle à devenir un obstacle au développement de la philosophie matérialiste et de la science.

Spinoza et Leibniz. On opposa la *philosophie* à la *métaphysique*, tout comme *Feuerbach* opposa *la sobriété de la philosophie* à *l'ivresse de la spéculation* le jour où, pour la première fois, il prit résolument position contre *Hegel*. La *métaphysique* du XVII^e^ siècle qui avait dû céder le terrain à la philosophie française des lumières et surtout au *matérialisme français* du XVIII^e^ siècle est parvenue à sa *restauration victorieuse et substantielle* dans la *philosophie allemande*, et surtout *dans la philosophie spéculative allemande* du XIX^e^ siècle. Après que *Hegel* l'eut, de géniale façon, unie à toute métaphysique connue et à l'idéalisme allemand, et qu'il eut fondé un empire métaphysique universel, on a vu de nouveau répondre à l'attaque contre la théologie, comme au XVIII^e^ l'attaque contre la *métaphysique spéculative* et contre *toute métaphysique*. Celle-ci succombera à jamais devant le *matérialisme* désormais achevé par le travail de la *spéculation* elle-même et coïncidant avec *l'humanisme*. Or, si *Feuerbach* a représenté, dans le domaine de la théorie, le matérialisme coïncidant avec *l'humanisme*, ce sont le *socialisme* et le *communisme* français et anglais qui l'ont représenté dans le domaine de la *pratique*.

« A parler *exactement* et au *sens prosaïque* », il existe *deux tendances du matérialisme français* : l'une tire son origine de *Descartes*, l'autre de *Locke*. La seconde est *par excellence* un élément de civilisation *français* et aboutit directement au *socialisme* ; l'autre, le matérialisme *mécanique*, se déverse dans la *science française de la nature* proprement dite. Les deux tendances s'entrecroisent au cours de leur développement. Nous n'avons pas à insister ici sur le matérialisme français datant directement de *Descartes*, pas plus que sur l'école française de *Newton* et le développement général de la science française de la nature.

Bornons-nous à ceci :

Dans sa *physique*, *Descartes* avait prêté à la *matière* une force créatrice spontanée et conçu le mouvement *mécanique* comme son acte vital. Il avait complètement séparé sa *physique* de sa métaphysique. *A l'intérieur de* sa physique, la *matière* est l'unique *substance*, la raison unique de l'être et de la connaissance.

Le matérialisme *mécanique* français s'est rattaché à la *physique* de *Descartes*, par opposition à sa métaphysique. Ses disciples ont été *antimétaphysiciens* de profession, c'est-à-dire *physiciens*.

Cette école commence avec le médecin *Leroy*, atteint son apogée avec le médecin *Cabanis*, et c'est le médecin *La Mettrie* qui en est le centre. Descartes vivait encore lorsque Leroy transposa à l'âme humaine — tout comme *La Mettrie* au XVIII^e^ siècle, — la construction cartésienne de *l'animal*, déclarant que l'âme n'était qu'un *mode du corps*, et les idées des *mouvements mécaniques*. Leroy croyait même que Descartes avait dissimulé sa vraie opinion, Descartes protesta. A la fin du XVIII^e^ siècle, *Cabanis* mit la dernière main au matérialisme cartésien dans son ouvrage : *Rapports du physique et du moral de l'homme*.

Le matérialisme *cartésien* [1] existe encore aujourd'hui en France. Il enregistre ses grands succès dans la *science mécanique de la nature* à laquelle, « pour parler *exactement* et *au sens prosaïque* », on ne reproche rien moins que le romantisme.

Dès sa première heure, la *métaphysique* du XVII^e^ siècle, représentée, pour la France, surtout par Descartes, a eu comme *antagoniste* le *matérialisme*. Descartes le rencontra personnellement en *Gassendi*, le restaurateur du matérialisme *épicurien*. Le matérialisme français et anglais est demeuré toujours en un rapport étroit avec *Démocrite* et *Epicure*. La métaphysique cartésienne a eu un autre opposé dans la personne du matérialiste *anglais Hobbes*. C'est longtemps après leur mort que Gassendi et Hobbes ont triomphé de leur adversaire, au moment même où celui-ci régnait comme puissance officielle dans toutes les écoles françaises.

Voltaire a fait observer que l'indifférence des Français du XVIII^e^ siècle à l'égard des querelles des jésuites [2] et des jansénistes avait sa

---

1 Doctrine des partisans du philosophe français Descartes qui tirait de sa philosophie des conclusions matérialistes.

2 Membres de l'une des organisations les plus réactionnaires et les plus combatives de l'Eglise catholique, l'ordre des jésuites (Société de Jésus, ondée en 1534 par Ignace de Loyola (1491 ou 92-1556). L'ordre des jésuites

cause moins dans la philosophie qu dans les spéculations financières de *Law* [1]. La chute de la théorie matérialiste du XVII^e siècle ne peut donc s'expliquer par la théorie matérialiste du XVIII^e siècle qu'autant qu'on explique ce mouvement théorique lui-même par la configuration pratique de la vie française en ce temps. Cette vie avait pour objectif le présent immédiat, la jouissance temporelle et les intérêts temporels, en un mot le monde *terrestre*. A sa pratique antithéologique, antimétaphysique, matérialiste, devaient nécessairement correspondre des théories antithéologiques, antimétaphysiques, matérialistes. C'est *pratiquement* que la métaphysique avait perdu tout crédit. Notre tâche se borne ici à indiquer brièvement l'évolution *théorique*.

La métaphysique du XVII^e siècle (qu'on pense à Descartes, Leibniz, etc.), était encore imprégnée d'un contenu positif, profane. Elle faisait des découvertes en mathématiques, en physique et dans d'autres sciences déterminées qui paraissent de son ressort. Mais, dès le début du XVIII^e siècle, cette apparence s'était évanouie. Les sciences positives s'étaient séparées de la métaphysique et avaient tracé leurs sphères propres. Toute la richesse métaphysique se trouvait réduite aux êtres de la pensée et aux choses célestes, juste au moment où les êtres réels et les choses terrestres commençaient à absorber tout l'intérêt. La métaphysique s'était affadie. C'est l'année même où moururent les derniers grands métaphysiciens français du XVII^e

---

dont le but principal était le renforcement du catholicisme et la consolidation de la puissance papale se laissait guider par le principe que « la fin sanctifie les moyens » et utilisait le mensonge, l'espionnage, l'assassinat et l'intervention dans les affaires intérieures des divers Etats. Dans une large mesure, ce sont des jésuites qui ont dirigé l'activité de l'Inquisition en organisant les persécutions contre les « hérétiques », contre les penseurs progressistes et en prenant parti contre tous les mouvements libéraux.

1 John Law fonda en 1716, à Paris, une banque privée démission jouissant d'un privilège d'Etat, la « Banque générale » (nommée plus tard « Banque royale ») qui émit du papier-monnaie à faible couverture d'or et créa de ce fait un terrain favorable à de gigantesques spéculations boursières. En 1720, le système de Law s'effondra.

siècle, Malebranche et Arnauld [21], que naquirent *Helvétius* et *Condillac*.

L'homme qui, *théoriquement*, fit perdre leur *crédit* à la métaphysique du XVII^e^ siècle et à toute métaphysique fut *Pierre Bayle*. Son arme était le *scepticisme*, forgé à l'aide des formules magiques de la métaphysique elle-même. Lui-même a pris son point de départ dans la métaphysique cartésienne. C'est en combattant la théologie spéculative, que Feuerbach a été amené à combattre la philosophie spéculative,précisément parce qu'il reconnaissait dans la spéculation le dernier appui de la théologie, et qu'il lui fallait forcer les théologiens à renoncer à leur pseudo-science pour en revenir à la *foi grossière* et répugnante ; et c'est pareillement parce qu'il éprouvait des doutes religieux que Bayle s'est mis à douter de la métaphysique qui étayait cette foi. Il a donc soumis la métaphysique à la critique, dans toute son évolution historique. Il s'en est fait l'historien pour écrire l'histoire de son trépas. Il a réfuté surtout *Spinoza* et *Leibniz*.

Pierre Bayle en dissolvant la métaphysique par le scepticisme, a fait mieux que de préparer au matérialisme et à la philosophie du bon sens leur adoption en France. Il a annoncé la *société athée* qui devait s'établir bientôt en *démontrant* qu'il *pouvait* exister une société de purs athées, qu'un athée *pouvait* être un honnête homme, que l'homme se ravalait non par l'athéisme, mais par la superstition et l'idolâtrie.

D'après l'expression d'un auteur français, Pierre Bayle a été les « *dernier des métaphysiciens au sens du XVII^e^* » et le « *premier des philosophes au sens du XVIII^e^ siècle* ».

A côté de la réfutation négative de la théologie et de la métaphysique du XVII^e^ siècle, il fallait un système *antimétaphysique positif*. On avait besoin d'un livre qui mît en système la pratique vivante du temps et lui donnât un fondement théorique. L'ouvrage de

21 Marc semble avoir fait une confusion de dates. En effet si Malebranche est mort en 1715, année de la naissance de Condillac et d'Helvétius, Arnauld (le « grand Arnauld ») était mort depuis 1694.

Locke : *Essai sur l'entendement humain* [1], vint comme à point nommé de l'autre côté de la Manche. Il fut accueilli avec enthousiasme, comme un hôte impatiemment attendu.

On peut poser la question : *Locke* ne serait-il pas d'aventure un disciple de *Spinoza* ? L'histoire « profane » répondra :

Le matérialisme est le vrai fils de la Grande-Bretagne. Déjà son grand scolastique [2] *Duns Scot* se demandait « si la matière ne pouvait pas penser… »

Nous avons déjà rappelé combien l'ouvrage de Locke vint à propos pour les Français. Locke avait fondé la philosophie du *bon sens*, c'est-à-dire déclaré, par une voie détournée, qu'il n'existait pas de philosophes s'écartant des sens humains normaux et de l'entendement fondé sur eux.

Le disciple *immédiat* et l'interprète *français* de Locke, *Condillac*, dirigea aussitôt le sensualisme de Locke contre la *métaphysique* du XVII[e] siècle. Il démontra que les Français avaient à bon droit rejeté cette métaphysique comme une simple élucubration de l'imagination et des préjugés théologiques. Il fait paraître une réfutation des systèmes de *Descartes, Spinoza, Leibniz* et *Malebranche*.

Dans son ouvrage : *Essai sur l'origine des connaissances humaines*, il développa les idées de Locke et démontra que non seulement l'âme, mais encore les sens, non seulement l'art de former

---

1 Il s'agit de l'écrit de John LOCKE : *An Essay concerning human understanding* (Traité de l'intelligence humaine), Londres, 1690.

2 Terme général qui désigne la philosophie idéaliste religieuse qui domina le moyen âge et que l'on enseignait dans les écoles et les universités. Se plaçant au service de la théologie, elle ne cherchait pas à expliquer la nature et le réel, mais s'appuyait sur les dogmes de l'Eglise chrétienne et s'efforçait par la spéculation de tirer de ses principes généraux des conclusions concrètes et de déterminer le comportement des hommes. Dans la doctrine de Duns Scot, qui était un représentant important de la philosophie scolastique, sont déjà contenus tous les germes principaux de sa décadence. Duns Scot était partisan du nominalisme qui est, selon le mot de Marx, « la première expression du matérialisme » au moyen âge.

des idées, mais aussi l'art de la perception sensible sont affaire d'*expérience* et d'*habitude*. C'est de l'*éducation* et des *circonstances extérieures* que dépend donc tout le développement de l'homme. Condillac n'a été supplanté dans les écoles françaises que par la philosophie *éclectique*.

La distinction entre le matérialisme *français* et le matérialisme *anglais* est la distinction des deux nationalités. Les Français ont donné au matérialisme anglais l'esprit, la chair et le sang, l'éloquence. Ils le dotent du tempérament qui lui manquait et de la grâce. Ils le *civilisent*.

C'est chez *Helvétius*, qui part également de Locke, que le matérialisme prend son caractère spécifiquement français. Helvétius le conçoit d'emblée par rapport à la vie sociale (Helvétius : *De l'Homme*). Les propriétés sensibles et l'amour-propre, la jouissance et l'intérêt personnel bien compris sont le fondement de toute morale. L'égalité naturelle des intelligences humaines, l'unité entre le progrès de la raison et le progrès de l'industrie, la bonté naturelle de l'homme, la toute-puissance de l'éducation, voilà les facteurs principaux de son système.

Les écrits de *La Mettrie* nous donnent une combinaison du matérialisme cartésien et du matérialisme anglais. Il utilise jusque dans le détail la physique de Descartes. Son « homme-machine » est calqué sur *l'animal-machine* de Descartes. Dans son *Système de la nature* de d'Holbach, la partie physique est également un amalgame des matérialismes anglais et français, tout comme la partie morale est fondée essentiellement sur la morale d'Helvétius. Le matérialisme français qui se rattache encore le plus souvent à la métaphysique, et reçoit pour cela même les éloges de Hegel, *Robinet* (De la nature), se réfère expressément à *Leibniz*.

Nous n'avons pas à parler de Volney, de Dupuis, de Diderot, etc., pas plus que des physiocrates, maintenant que nous avons démontré la double origine du matérialisme français issu de la physique de Descartes et du matérialisme anglais, ainsi que l'opposition du matérialisme français à la *métaphysique* du XVIIe siècle, à la métaphysique de Descartes, Spinoza, Malebranche et Leibniz. Cette

opposition ne pouvait apparaître aux Allemands que depuis qu'ils sont eux-mêmes e, opposition avec la *métaphysique spéculative*.

De même que le matérialisme *cartésien* a son aboutissement dans la *science de la nature proprement dite*, l'autre tendance du matérialisme français débouche directement sur le *socialisme* et le *communisme*.

Quand on étudie les enseignements du matérialisme sur la bonté originelle et sur les dons intellectuels égaux des hommes, sur la toute-puissance de l'expérience, de l'habitude, de l'éducation, sur l'influence des circonstances extérieures sur l'homme, sur la haute signification de l'industrie, sur la légitimité de la jouissance, etc., il n'est pas besoin d'une grande sagacité pour découvrir ce qui le rattache nécessairement au communisme et au socialisme. Si l'homme tire toute connaissance, sensation, etc., du monde sensible et de l'expérience au sein du monde sensible, ce qui importe donc, c'est 'organiser le monde empirique de telle façon que l'homme y fasse l'expérience et y prenne l'habitude de ce qui est véritablement humain, qu'il s'éprouve en qualité d'homme. Si l'intérêt bien compris est le principe de toute morale, ce qui importe, c'est que l'intérêt privé de l'homme se confonde avec l'intérêt humain. Si l'homme est non libre au sens matérialiste, c'est-à-dire s'il est libre non par la force négative d'éviter ceci et cela, mais par la force positive de faire valoir sa vraie individualité, il ne faut pas châtier le crime dans l'individu, mais détruire les foyers antisociaux du crime et donner à chacun l'espace social nécessaire pour la manifestation essentielle de sa vie. Si l'homme est formé par les circonstances, il faut former les circonstances humainement. Si l'homme est, par nature, sociable, il ne développe sa vraie nature que dans la société, et la force de sa nature doit se mesurer non par la force de l'individu singulier, mais par la force de la société.

Ces thèses, et d'autres analogues, se rencontrent presque textuellement, même chez les plus anciens matérialistes français. Ce n'est pas le lieu de les juger. Nous pouvons caractériser la tendance socialiste du matérialisme par l'*Apologie des vices* de *Mandeville*, un disciple anglais assez ancien de Locke. Mandeville démontre que les vices sont *indispensables* et *utiles* dans la société *actuelle*. Et cela ne constitue pas une apologie de la société actuelle.

Fourier part immédiatement de la doctrine des matérialistes français. Les *Babouvistes* [1] étaient des matérialistes grossiers, non civilisés, mais même le communisme développé date *directement* du *matérialisme français*. Sous la figure qu'*Helvétius* lui a donnée, celui-ci regagne en effet sa mère patrie, l'*Angleterre*. *Bentham* fonde son système de l'*intérêt bien compris* sur la morale d'Helvétius, de même qu'*Owen* fonde le communisme anglais en partant du système de *Bentham*. Exilé en Angleterre, le français *Cabet* y est stimulé par les idées communistes du cru et regagne la France pour y devenir le représentant le plus populaire, quoique le plus superficiel, du communisme. Les communistes français plus scientifiques, *Dézamy*, *Gay*, etc., développent, comme Owen, la doctrine du *matérialisme* en tant que doctrine de l'*humanisme réel* et base *logique* du *communisme*…

1 Partisans de la doctrine du communisme utopique français Gracchus Babeuf à l'époque de la Révolution française.

5.

KARL MARX

Thèses sur Feuerbach *

(*Composées à Bruxelles au printemps de 1845.*)

I

Retour à la table des matières

Le principal défaut de tout le matérialisme passé — y compris celui de Feuerbach — est que l'objet, la réalité, le monde sensible n'y sont saisi que sous la forme d'*objet* ou d'intuition, mais non en tant qu'*activité humaine concrète*, en tant que *pratique*, de façon subjective. C'est ce qui explique pourquoi le *côté actif* fut développé par l'idéalisme, en opposition au matérialisme, — mais seulement abstraitement, car l'idéalisme ne connaît naturellement pas l'activité réelle, concrète, comme telle. Feuerbach veut des objets concrets, réellement distincts des objets de la pensée ; pais il ne considère pas l'activité humaine elle-même en tant qu'activité *objective*. C'est pourquoi dans l'*Essence du christianisme*, il ne considère comme vraiment humaine du christianisme, il ne considère comme vraiment humaine que l'activité théorique, tandis que la pratique n'est saisie et fixée par lui que dans sa manifestation juive sordide. C'est pourquoi il ne comprend pas l'importance de l'activité « révolutionnaire », de l'activité critique.

---

* Les « *Thèses sur Feuerbach* » furent écrites par Marx au printemps de 1845 à Bruxelles et sont contenues dans ses cahiers de 1844-1847 sous le titre « *ad Feuerbach* ». Elles furent publiées pour la première fois en 1888 par Engels en appendice à l'édition séparée et revue de son ouvrage : *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, sous le titre « Marx sur Feuerbach ». Engels fit quelques modifications rédactionnelles aux thèses pour rendre accessible au lecteur ce document qui « jeté rapidement sur le papier, n'était absolument pas destiné à l'impression, mais présentait une valeur inestimable, en tant que premier document où est déposé le germe génial de la nouvelle conception du monde » (Engels). Le texte présenté ici correspond à la version donnée par Engels.

II

La question de savoir si la pensée humaine peut aboutir à une vérité objective n’est pas une question théorique, mais une question pratique. C’est dans la pratique qu’il faut que l’homme prouve la vérité, c’est-à-dire la réalité, et la puissance, l’en-deçà de sa pensée. La discussion sur la réalité ou l’irréalité de la pensée, isolée de la pratique, est purement scolastique.

III

La doctrine matérialiste qui veut que les hommes soient des produits des circonstances et de l’éducation, que, par conséquent, des hommes transformés soient des produits d’autres circonstances et d’une éducation modifiée, oublié que ce sont précisément les hommes qui transforment les circonstances et que l’éducateur a lui-même besoin d’être éduqué. C’est pourquoi elle tend inévitablement à diviser la société en deux parties dont l’une est au-dessus de la société (par exemple chez Robert Owen).

La coïncidence du changement des circonstances et de l’activité humaine ne peut être considérée et comprise rationnellement qu’en tant que pratique révolutionnaire.

IV

Feuerbach part du fait que la religion rend l’homme étranger à lui-même et dédouble le monde en un monde religieux, objet de représentation, et un monde réel. Son travail consiste à ramener le monde religieux à sa base temporelle. Il ne voit pas que, ce travail une fois accompli, le principal reste encore à faire. Le fait, notamment, que la base temporelle se détache d’elle-même, et se fixe dans les nuages, comme un royaume indépendant, ne peut s’expliquer précisément que par le déchirement et la contradiction internes de cette base temporelle. Il faut donc d’abord comprendre celle-ci dans sa contradiction pour la révolutionner ensuite pratiquement en supprimant la contradiction. Donc, une fois qu’on a découvert, par exemple, que la famille terrestre est le secret de la famille céleste,

c'est la première désormais dont il faudra faire la critique théorique et qu'il faudra révolutionner dans la pratique.

V

Feuerbach que ne satisfait pas la *pensée abstraite*, en appelle à l'*intuition sensible*, mais il ne considère pas le monde sensible en tant qu'activité pratique concrète de l'homme.

VI

Feuerbach résout l'essence religieuse en l'essence humaine. Mais l'essence humaine n'est pas une abstraction inhérente à l'individu isolé. Dans sa réalité, elle est l'ensemble des rapports sociaux.

Feuerbach qui n'entreprend pas la critique de cet être réel, est par conséquent obligé :

1. De faire abstraction du cours de l'histoire et de faire de l'esprit religieux une chose immuable, existant pour elle-même, en supposant l'existence d'un individu humain abstrait, *isolé*.

2. De considérer, par conséquent l'être humain uniquement en tant que « genre », en tant qu'universalité interne, muette, liant d'une façon purement *naturelle* les nombreux individus.

VII

C'est pourquoi Feuerbach ne voit pas que l'« esprit religieux » est lui-même un *produit social* et que l'individu abstrait qu'il analyse appartient en réalité à une forme sociale déterminée.

VIII

La vie sociale est essentiellement *pratique*. Tous les mystères qui détournent la théorie vers le mysticisme trouvent leur solution rationnelle dans la pratique humaine et dans la compréhension de cette pratique.

IX

Le point le plus élevé auquel atteint le matérialisme *intuitif*, c'est-à-dire le matérialisme qui ne conçoit pas le monde matériel comme activité pratique, est la façon de vois des individus pris isolément dans la « société bourgeoise ».

X

Le point de vue de l'ancien matérialisme est la société « *bourgeoise* ». Le point de vue du nouveau matérialisme, c'est la *société humaine*, ou l'humanité socialisée.

XI

Les philosophes n'ont fait qu'*interpréter* le monde de différentes manières, il s'agit de le *transformer*.

6.

KARL MARX — FRIEDRICH ENGELS

L'idéologie allemande *

Retour à la table des matières

Le fait suivant est donc le suivant : des individus déterminés qui ont une activité productive selon un mode déterminé entrent dans ces rapports sociaux et politiques déterminés. Dans chaque cas isolé, l'observation empirique doit montrer empiriquement et sans aucune spéculation ni mystification le lien entre la structure sociale et l'Etat résultant constamment du processus vital d'individus déterminés ; mais de ces individus, non point tels qu'ils peuvent s'apparaître dans leur propre représentation ou apparaître dans celle d'autrui, mais tels qu'ils sont en réalité, c'est-à-dire, tels qu'ils œuvrent et produisent matériellement ; donc tels qu'ils agissent sur des bases et dans des conditions et limites matérielles déterminées et indépendantes de leur volonté [1].

La production des idées, des représentations et de la conscience est d'abord directement et intimement liée à l'activité matérielle et au commerce matériel des hommes, elle est le langage de la vie réelle. Les représentations, la pensée, le commerce intellectuel des hommes apparaissent ici encore comme l'émanation directe de leur

---

* Achevé en 1845-46, publié pour la première fois dans : MARX-ENGELS : *Œuvres complètes*, 1re partie, tome V, Berlin, 1932.

1 *Suit ici un passage supprimé dans le manuscrit* : Les représentations que se font ces individus, sont des représentations soit de leurs rapports avec la nature, soit de leurs rapports avec la nature. Il est évident que, dans tous ces cas, ces représentations sont l'expression consciente — réelle ou illusoire — de leurs rapports et de leur activité réels, de leur production, de leurs relations, de leur organisation sociale et politique. L'hypothèse contraire n'est possible que si, outre l'esprit des individus réels, matériellement déterminés, on suppose un autre esprit à part. Si l'expression consciente des rapports réels de ces individus est illusoire, si, dans leurs représentation, ils mettent leur réalité sur la tête, ceci est encore une conséquence de leur mode d'activité borné et des rapports sociaux bornés qui en découlent.

comportement matériel. Il en va de même de la production intellectuelle telle qu'elle se présente dans le langage de la politique, des lois, de la morale, de la religion, de la métaphysique, etc. d'un peuple. Ce sont les hommes qui sont les producteurs de leurs représentations, de leurs idées, etc., mais les hommes réels, agissants, tels qu'ils sont conditionnés par un développement déterminé de leurs forces productives et des relations qui y correspondent, y compris les formes les plus larges que celles-ci peuvent prendre. La conscience ne peut jamais être autre chose que l'Etre conscient (*das bewusste Sein*) et l'Etre des hommes est leur processus de vie réel. Et si, dans toute l'idéologie, les hommes et leur rapports nous apparaissent placés la tête en bas comme dans une chambre noire, ce phénomène découle de leur processus de vie historique, absolument comme le renversement des objets sur la rétine découle de son processus de vie directement physique.

A l'encontre de la philosophie allemande qui descend du ciel sur la terre, c'est de la terre au ciel que l'on monte ici. Autrement dit, on ne part pas de ce que les hommes disent, s'imaginent, se représentent, ni non plus de ce qu'ils sont dans les paroles, la pensée, l'imagination et la représentation d'autrui, pour aboutir ensuite aux hommes en chair et en os ; non, on part des hommes dans leur activité réelle, c'est d'après leur processus de vie réel que l'on représente aussi le développement des reflets et des échos idéologiques de ce processus vital. Et même les fantasmagories dans le cerveau humain sont des sublimations résultant nécessairement de leur processus de vie matériel que l'on peut constater empiriquement et qui repose sur des bases matérielles. De ce fait, la morale, la religion, la métaphysique et tout le reste de l'idéologie, ainsi que les formes de conscience qui leur correspondent, perdent aussitôt toute apparence d'autonomie. Elles n'ont pas d'histoire, elles n'ont pas de développement ; ce sont au contraire les hommes qui, en développant leur production matérielle et leurs relations matérielles, transforment avec cette réalité qui leur est propre et leur pensée et les produits de leur pensée. Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience. Dans la première façon de considérer les choses, on part de la Conscience comme étant l'Individu vivant, dans la seconde façon, qui correspond à la vie réelle, on part des individus réels et

vivants eux-mêmes et l'on considère la Conscience uniquement comme *leur* conscience.

… La conscience est donc d'emblée un produit social et le demeure aussi longtemps qu'ils existe des hommes en général. Bien entendu, la conscience n'est d'abord que la conscience du milieu sensible le plus proche et celle du lien borné avec d'autres personnes et d'autres choses situées en dehors de l'individu qui prend conscience ; c'est en même temps la conscience de la nature qui se dresse d'abord en face des hommes comme une puissance foncièrement étrangère, toute-puissante et inattaquable, envers laquelle les hommes se comportent d'une façon purement animale et qui leur impose autant qu'au bétail ; par conséquent une conscience de la nature purement animale (religion et nature).

On voit immédiatement que cette religion de la nature, ou ces rapports déterminés envers la nature, sont conditionnés par la forme de la société et *vice versa*. Ici, comme partout ailleurs, l'identité de l'homme et de la nature apparaît aussi sous cette forme, que le comportement borné des hommes en face de la nature conditionne leur comportement borné entre eux, et que leur comportement borné entre eux conditionne à son tour leurs rapports bornés avec la nature, précisément parce que la nature est encore à peine modifiée par l'histoire et que, d'autre part, la conscience de la nécessité d'entrer en rapport avec les individus qui l'entourent marque pour l'homme le début de la conscience du fait qu'il vit somme toute en société.

Ce début est aussi animal que l'est la vie sociale de ce stade elle-même ; il est une simple conscience grégaire et l'homme se distingue ici du mouton par l'unique fait que sa conscience prend chez lui la place de l'instinct ou que son instinct est un instinct conscient. Cette conscience moutonnière ou tribale reçoit son développement et son perfectionnement ultérieurs de l'accroissement de la productivité, de l'augmentation des besoins et de l'accroissement de la population qui est à la base des deux précédents. Ainsi se développe la division du travail qui n'était primitivement pas autre chose que la division du travail dans l'acte sexuel, puis devient la division du travail qui se fait d'elle-même ou « naturellement » en vertu des dispositions naturelles (vigueur corporelle par exemple), des besoins, des hasards, etc. La

division du travail ne devient effectivement division du travail qu'à partir du moment où s'opère une division du travail matériel et intellectuel [22]. A partir de ce moment la conscience *peut* vraiment s'imaginer qu'elle est autre chose que la conscience de la pratique existante, qu'elle représente *réellement* quelque chose sans représenter quelque chose de réel. A partir de ce moment, la conscience est en état de s'émanciper du monde et de passer à la formation de la théorie « pure », théologie, philosophie, morale, etc. Mais même lorsque cette théorie, cette théologie, cette morale, etc., entrent en contradiction avec les rapports sociaux existants sont entrés en contradiction avec la force productive existante ; d'ailleurs, dans un cercle de rapports national déterminé, cela peut arriver aussi parce que, dans ce cas, la contradiction se produit, non pas à l'intérieur de cette sphère nationale, mais entre cette conscience nationale et la pratique des autres nations, c'est-à-dire entre la conscience nationale d'une nation et sa conscience universelle [23]. — Peu importe du reste ce que la conscience entreprend isolément ; toute cette pourriture ne nous donne que ce résultat : que ces trois moments, la force productive, l'état social et la conscience, peuvent et doivent entrer en conflit entre eux car, par la *division du travail*, il devient possible, bien mieux il devient effectif que l'activité intellectuelle et matérielle, que la jouissance et le travail, la production et la consommation échoient en partage à des individus différents ; et alors la possibilité que ces moments n'entrent pas en conflit réside uniquement dans le fait qu'on abolit à nouveau la division du travail. Il va de soi du reste que « fantômes », « racaille », « essence supérieure », « concept », « doutes » ne sont que l'expression mentale idéaliste, la représentation, selon toute apparence de l'individu isolé, la représentation de chaînes et de limites très empiriques à l'intérieur desquelles se meut le mode de production de la vie et la forme de relations qui y est attachée.

… Cette conception de l'histoire a donc pour base le développement du processus réel de la production, et cela en partant

---

22 A ce niveau, Marx a écrit dans la colonne de droite : Première forme des idéologues, prêtres, coïncide.

23 A hauteur de cette phrase, Marx a écrit dans la colonne de droite : Religion. Les Allemands avec l'idéologie en tant que telle.

de la production matérielle de la vie immédiate ; elle conçoit la forme des relations humaines liée à ce mode de production et engendrée par elle, je veux dire la société bourgeoise à ses différents stades, comme étant le fondement de toute l'histoire, ce qui consiste à la représenter dans son action en tant qu'Etat aussi bien qu'à expliquer par elle l'ensemble des diverses productions théoriques et des formes de la conscience, religion, philosophie, morale, etc., et à suivre sa genèse en partant de ses productions, ce qui permet alors naturellement de représenter la chose dans sa totalité (et d'examiner aussi l'action réciproque de ces différents aspects). Elle n'est pas obligée, comme la conception idéaliste de l'histoire, de chercher une catégorie dans chaque période, mais elle demeure constamment sur le *sol* réel de l'histoire ; elle n'explique pas la pratique d'après l'idée, elle explique la formation des idées d'après la pratique matérielle ; elle arrive par conséquent à ce résultat, que toutes les formes et produits de la conscience peuvent être résolus non pas grâce à la critique intellectuelle, par la réduction à la « conscience de soi » ou la métamorphose en « apparition de revenants », en « fantômes », en « folles lubies », etc., mais uniquement par le renversement pratique des rapports sociaux concrets d'où sont nées ces sornettes idéalistes. Ce n'est pas la Critique, mais la révolution qui est la force motrice de l'histoire, de la religion, de la philosophie et de toute autre théorie.

Cette conception montre que la fin de l'histoire n'est pas de se résoudre en « conscience de soi » comme « esprit de l'esprit », mais qu'à chaque stade se trouvent donnés un résultat matériel, une somme de forces productives, un rapport avec la nature et entre les individus créé historiquement et transmis à chaque génération par celle qui la précède, une masse de forces de production, de capitaux et de circonstances qui, d'une part, sont bien modifiés par la nouvelle génération, mais qui, d'autre part, lui dictent ses propres conditions d'existence et lui impriment un développement déterminé, un caractère spécifique ; par conséquent les circonstances font tout autant les homes que les hommes font les circonstances.

Cette somme de forces de production, de capitaux, de formes de relations sociales, que chaque individu et chaque génération trouvent comme des données existantes, est la base concrète de ce que les philosophiques ses sont représenté comme « substance » et « essence

de l'homme », de ce dont ils ont fait l'apothéose et qu'ils ont combattu, base concrète qui n'est nullement détruite dans ses effets et dans son influence sur le développement des hommes par le fait que ces philosophes entrent en rébellion contre elle au titre de « conscience de soi » et d'« unique ». Ce sont également ces conditions de vie, que trouvent prêtes les diverses générations, qui déterminent si la secousse révolutionnaire, qui se reproduit périodiquement dans l'histoire, est assez forte ou non pour renverser les bases de tout ce qui existe ; les éléments matériels d'un bouleversement total sont, d'une part, la formation d'une masse révolutionnaire qui fait la révolution, non seulement contre des conditions particulières de la société passée, mais contre la « production de la vie » antérieure elle-même, contre l'« ensemble de l'activité » qui en est le fondement ; si ces conditions n'existent pas, il est tout à fait indifférent pour le développement pratique que l'*Idée* de ce bouleversement ait déjà été exprimée mille fois… comme le prouve l'histoire du communisme.

Jusqu'ici, toute conception historique a, ou bien laissé complètement de côté cette base réelle de l'histoire, ou l'a considérée comme une chose accessoire, en dehors de tout lien avec la marche de l'histoire. De ce fait, l'histoire doit toujours être écrite d'après une norme située en dehors d'elle. La production réelle de la vie apparaît à l'origine de l'histoire, tandis que ce qui est proprement historique apparaît comme séparé de la vie ordinaire, comme extra et supraterrestre. Les rapports entre les hommes et la nature sont de ce fait exclus de l'histoire, ce qui engendre l'opposition entre la nature et l'histoire. Par conséquent, cette conception n'a pu voir dans l'histoire que les grands événements historiques et politiques, de luttes religieuses et somme toute théoriques, et elle a dû en particulier *partager* pour chaque époque historique *l'illusion de cette époque*. Mettons qu'une époque s'imagine être déterminée par des motifs purement « politiques » ou « religieux », bien que « Politique » et « Religion » ne soient que des formes de ses motifs réels : son historien accepte alors cette opinion. L'« Imagination », la « Représentation » que ces hommes déterminés se font de leur pratique réelle, se transforme en la puissance uniquement déterminante et active qui domine et détermine la pratique de ces hommes. Si la forme rudimentaire sous laquelle se présente la division

du travail chez les Indiens et chez les Egyptiens suscite chez ces peuples le régime des castes dans leur Etat et dans leur religion, l'historien croit que le régime des castes est la puissance qui a engendré cette forme sociale rudimentaire. Tandis que les Français et les Anglais s'en tiennent au moins à l'illusion politique, qui est encore le plus proche de la réalité, les Allemands se meuvent dans le domaine de l'« Esprit pur » et font de l'illusion religieuse la force motrice de l'histoire. La philosophie de l'histoire de Hegel est la dernière expression conséquente, poussée à sa « plus pure expression », de toute façon qu'ont les Allemands d'écrire l'histoire et dans laquelle ils ne s'agit pas d'intérêts réels, pas même d'intérêts politiques, mais d'idées pures ; cette histoire ne peut alors d'« idées » dont l'une dévore l'autre et sombre finalement dans la « conscience de soi » et pour Saint Max Stirner, qui ne sait rien de toute l'histoire réelle, cette marche de l'histoire devait apparaître avec bien plus de logique encore comme simple histoire de « chevaliers », de brigands et de fantômes [1], aux visions desquels il n'arrive naturellement à échapper que par l'« Impiété ». Cette conception est vraiment religieuse, elle suppose que l'homme religieux est l'homme primitif dont part toute l'histoire et elle remplace dans son imagination la production réelle des moyens de vivre et de la vie elle-même par une production religieuse des choses imaginaires. Toute cette conception de l'histoire, ainsi que sa désagrégation et les scrupules et les doutes qui en résultent, n'est qu'une affaire purement *nationale* des seuls Allemands et n'a qu'un intérêt *local* pour l'Allemagne, comme par exemple la question importante et maintes fois traitée récemment de savoir comment l'on passe exactement « du royaume de Dieu au royaume des hommes » ; comme si ce « royaume de Dieu » avait jamais existé ailleurs que dans l'imagination des hommes et comme si ces doctes sires ne vivaient pas sans cesse et sans s'en douter dans le « royaume des hommes » dont ils cherchent maintenant le chemin, et comme si l'amusement scientifique — car ce n'est rien de plus — qu'il y a à expliquer la singularité de cette construction théorique dans les nuages ne consistait pas au contraire à démontrer comment elle est née des rapports terrestres réels. En général, il s'agit constamment, chez ces

---

1 *A ce niveau, Marx a écrit dans la colonne de droite* : La matière dite *objective* d'écrire consistait précisément à concevoir les rapports historiques séparés de l'activité. Caractère réactionnaire.

Allemands, de résoudre le non-sens existant en quelqu'autre marotte, c'est-à-dire de poser que tout ce non-sens a somme toute uns *sens* particulier qu'il s'agit de déceler, alors qu'il s'agit uniquement d'expliquer cette phraséologie théorique par les rapports réels existants. La véritable résolution pratique de cette phraséologie, l'élimination de ces représentants dans la conscience des hommes, ne sera réalisée, nous le répétons, que par une transformation des circonstances et non par des déductions théoriques. Pour la masse des hommes, c'est-à-dire pour le prolétariat, ces représentations théoriques n'existent pas, donc pour cette masse elles n'ont pas non plus besoin d'être résolues et si celle-ci a jamais eu quelques représentations théoriques telles que la religion, il y a longtemps déjà qu'elles sont dissoutes par les circonstances.

7.

KARL MARX

Le communisme de « L'Observateur rhénan » *
(*extrait*)

Retour à la table des matières

… Outre l'impôt sur le revenu, Monsieur le conseiller au consistoire dispose encore d'un autre moyen pour introduire le communisme tel qu'il le comprend :

> Quel est l'alpha et l'oméga de la foi chrétienne ? Le dogme du péché originel et de la rédemption. Et c'est là que réside le lien de solidarité entre les hommes à sa plus haute puissance ; un pour tous et tous pour un.

Heureux peuple ! Voilà la question cardinale résolue pour l'éternité. Le prolétariat trouvera, sous les doubles ailes de l'aigle prussien et du Saint-Esprit, deux inépuisables sources de vie : premièrement, l'excédent de l'impôt sur le revenu sur les besoins ordinaires et extraordinaires de l'Etat, excédent égal à zéro ; et deuxièmement, les revenus des domaines célestes du péché originel et de la rédemption, égaux eux aussi à zéro. Ces deux zéros fournissent un terrain magnifique pour le tiers du peuple qui n'a pas de terre pour vivre, un soutien puissant pour le second tiers qui est en plein marasme.

Bien sûr, excédents imaginaires, péché originel et rédemption calmeront la faim du peuple tout autrement que ne le font les logns discours des députés libéraux ! On lit encore :

> Nous demandons aussi dans le « Pater Noster » : « Ne nous induis pas en tentation ». Et ce que nous demandons pour nous, nous devons l'appliquer nous-mêmes à notre prochain. Or il est sûr que nos

* Paru dans le n° 73 du 12 septembre 1847 de la *Gazette allemande de Bruxelles*.

> conditions sociales sont une tentation pour l'homme et que l'excès de misère incite au crime.

Et nous, Messieurs les bureaucrates, juges et conseillers au consistoire de l'Etat prussien, nous appliquons cette maxime en faisant rouer, décapiter, emprisonner et fouetter à cœur-joie, et ainsi, nous « induisons en tentation » les prolétaires de nous faire rouer, décapiter, emprisonner et fouetter plus tard. Ce qui ne manquera pas d'arriver.

> Un tel état de choses, déclare Monsieur le Conseiller au consistoire, un Etat chrétien ne doit pas le tolérer, il doit y porter remède.

Oui, y remédier par d'absurdes charlataneries sur les obligations de solidarité de las société, par des excédents imaginaires et des traites sur Dieu le père, le fils et compagnie, qui ne peuvent qu'être protestées.

> On peut aussi faire l'économie des bavardages, de toutes façons ennuyeux, sur le communisme, pense notre très observateur conseiller au consistoire. Pourvu que ceux dont c'est la vocation développent les principes sociaux du christianisme, les communistes se tairont bientôt.

Les principes sociaux du christianisme ont eu maintenant dix-huit siècles pour se développer et n'ont pas besoin d'un supplément de développement par des conseillers au consistoire prussiens.

Les principes sociaux du christianisme ont justifié l'esclavage antique, magnifié le servage médiéval et s'entendent également, au besoin, à défendre l'oppression du prolétariat, même s'ils le font avec de petits airs navrés.

Les principes sociaux du christianisme prêchent la nécessité d'une classe dominante et d'une classe opprimée et n'ont à offrir à celle-ci que le vœu pieux que la première veuille bien se montrer charitable.

Les principes sociaux dus christianisme placent dans le ciel ce dédommagement de toutes les infamies dont parle notre conseiller, justifiant par là leur permanence sur cette terre.

Les principes sociaux du christianisme déclarent que toutes les vilenies des oppresseurs envers les opprimés sont, ou bien le juste châtiment du péché originel et des autres péchés, ou bien les épreuves que le Seigneur, dans sa sagesse infinie, inflige à ceux qu'il a rachetés.

Les principes sociaux du christianisme prêchent la lâcheté, le mépris de soi, l'avilissement, la servilité, l'humilité, bref toutes les qualités de la canaille ; le prolétariat, qui ne veut pas se laisser traiter en canaille, a besoin de son courage, du sentiment de sa dignité, de sa fierté et de son esprit d'indépendance beaucoup plus encore que des son pain.

Les principes sociaux du christianisme sont des principes de cafards et le prolétariat est révolutionnaire.

En voilà assez pour les principes sociaux du christianisme.

Continuons :

> Nous avons reconnu dans la réforme sociale la vocation la plus noble de la monarchie.

Vrai ? Jusqu'ici il n'en était pas du tout question. Mais soit. Et en quoi consiste la réforme sociale de la monarchie ? A faire passer un impôt sur le revenu dérobé aux organes du libéralisme, lequel impôt doit offrir des excédents dont le ministre des Finances ne sait rien, à établir des banques de crédit foncier qui ont fait faillite, à construire les chemins de fer prussiens de l'est, et surtout à tirer profit d'un énorme capital de péché originel et de rédemption !

« C'est l'intérêt même de la royauté » - à quel niveau doit donc être tombée la royauté !

« C'est ce que réclame la misère de la société » — qui pour l'instant réclame bien plus des barrières douanières que des dogmes.

« C'est ce que recommande l'Evangile » — tout le recommande, sauf le vide effroyable des caisses de l'Etat prussien, cet abîme sans fonds qui, en trois ans, aura englouti irrémédiablement les quinze millions russes. D'ailleurs, l'Evangile recommande beaucoup de choses, entre autres choses la castration comme première mesure de la réforme sociale sur soi-même (Mathieu 25).

> La royauté, déclare notre conseiller du consistoire, ne fait qu'un avec le peuple.

Cette expression n'est qu'une autre forme de la vieille affirmation : l'Etat, c'est moi, et c'est très exactement la formule dont Louis XVI se servit le 23 juin 1789 face à ses Etats généraux rebelles : si vous n'obéissez pas, je vous renvoie chez vous — et seul je ferai le bonheur de mon peuple [1].

Il faut que la royauté soit déjà dans un bien grand embarras, pour se décider à employer cette formule, et notre conseiller au consistoire est assez érudit pour savoir comment à l'époque, le peuple français a remercié Louis XVI de l'avoir employée.

> Le trône, assure plus loin Monsieur le Conseiller au consistoire, doit reposer sur la large base du peuple, c'est ce qui assure le mieux sa solidité.

Tant que les larges épaules du peuple ne jetteront pas dans le ruisseau, en effet, d'un coup puissant, cette superstructure importune.

> *L'aristocratie*, conclut Monsieur le Conseiller au consistoire, laisse à la royauté sa dignité et lui donne une parure poétique, mais lui retire le pouvoir réel ! La *bourgeoisie* lui enlève pouvoir et dignité et ne lui donne qu'une liste civile. Le *peuple* conserve à la royauté son pouvoir, sa dignité et sa poésie.

Dans ce passage, Monsieur le Conseiller au consistoire prend malheureusement trop au sérieux l'appel fanfaron de Frédéric-Guillaume à *son peuple* dans le discours du trône. Son dernier mot

---

1 En français dans le texte.

est : à bas l'aristocratie, à bas la bourgeoisie, établissement d'une monarchie s'appuyant sur le peuple.

Si ces exigences n'étaient pas fantaisie pure, elles impliqueraient une révolution totale.

Inutile d'insister sur le fait que l'aristocratie ne peut être renversée autrement que par les efforts conjoints de la bourgeoisie et du peuple, que le gouvernement par le peuple dans un pays où existent encore côte à côte aristocratie et bourgeoisie est une absurdité pure. A de tells élucubrations d'un conseiller au consistoire de Eichhorn, on ne saurait opposer des développements sérieux.

Nous nous bornons à quelques remarques bienveillantes à l'adresse des messieurs qui voudraient sauver la royauté prussienne affolée grâce à un saut périlleux qui la ferait retomber au milieu du peuple.

De tous les éléments politiques le peuple est le plus dangereux pour un roi. Pas le peuple dont je parle Frédéric-Guillaume, qui, les larmes aux yeux, se confond en remerciements pour avoir reçu un coup de pied et une petite pièce d'argent ; de peuple n'est pas dangereux du tout, car il n'existe que dans l'imagination du roi. Mais le vrai peuple, les prolétaires, les petits paysans et la plèbe, c'est, comme dit Hobbes, *puer robustus sed malitiosus*, un enfant robuste mais malin, et qui ne se laisse duper ni par les rois maigres, ni par les rois pansus.

Avant toutes choses ce peuple arracherait au roi une Constitution avec suffrage universel, liberté d'association, liberté de la presse et autres désagréments.

Et une fois tout cela acquis, il l'utiliserait à expliquer le plus vite possible ce que c'est que le *pouvoir*, la *dignité* et la *poésie* de la royauté.

Le digne détenteur actuel de cette royauté pourrait alors s'estimer heureux si le peuple l'embauchait comme déclamateur public auprès de l'association civile de 250 talers et un demi de bière blanche par jour.

Si messieurs les conseillers au consistoire qui président aujourd'hui aux destinées de la monarchie prussienne et de l'*Observateur rhénan*, venaient à en douter, qu'ils dresse des horoscopes encore bien plus inquiétants aux rois qui en appellent à Leur peuple.

Charles I[er] d'Angleterre fit lui aussi appel à *Son peuple* contre ses Etats généraux. Il appela son peuple aux armes contre le parlement. Mais le peuple prit parti contre le roi, chassa du Parlement tous les membres qui ne représentaient pas le peuple et pour finir fit décapiter le roi par le Parlement devenu le représentant réel du peuple. Voilà comme se termina l'appel de Charles Ier à Son peuple. Cet événement s'est produit le 30 janvier 1649 et on célébrera en 1849 son deux-centième anniversaire.

Louis XVI de France fit également appel à *Son peuple*. Pendant trous ans il ne cessa de faire appel à une partie du peuple contre l'autre, il chercha *Son* peuple, le vrai peuple, le peuple soulevé d'enthousiasme pour lui, et ne le trouva nulle part. Il finit par le trouver dans le camp de Coblence, derrière les rangs des armées prussienne et autrichienne. Mais son peuple en France trouva cela trop fort. Le 10 août 1792 il enferma au Temple celui qui appelait si bien et convoqua la Convention nationale qui le représentait sous tous les rapports.

Cette Convention se déclara compétente pour juger de l'appel de l'ex-roi et après quelques délibérations, envoya l'appelant sur la place de la Révolution où il fut guillotiné le 21 janvier 1793.

Voilà ce qui arrive quand les rois font appel à leurs peuples. Quant à savoir ce qui arrive quand les conseiller au consistoire veulent instaurer une monarchie démocratique, pour cela, il faut attendre.

8.

KARL MARX — FRIEDRICH ENGELS

Manifeste du Parti communiste
(extraits des chapitres II et III)

Retour à la table des matières

… Quant aux accusations portées d'une façon générale contre le communisme, à des points de vue religieux, philosophiques et idéologiques, elles ne méritent pas un examen approfondi.

Est-il besoin d'une grande perspicacité pour comprendre que les idées, les conceptions et les notions des hommes, en un mot leur conscience change avec tout changement survenu dans leurs conditions de vie, leurs relations sociales, leur existence sociale.

Que démontre l'histoire des idées, si ce n'est que la production intellectuelle se transforme avec la production matérielle ? Les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante.

Lorsqu'on parle d'idées qui révolutionnent une société tout entière, on énonce seulement ce fait que, dans le sein de la vieille société, les éléments d'une société nouvelle se sont formés et que la dissolution des vieilles idées marche de pair avec la dissolution des anciennes conditions d'existence.

Quand le monde antique était à son déclin, les vieilles religions furent vaincues par la religion chrétienne. Quand, au XVIII^{e} siècle, les idées chrétiennes cédèrent la place aux idées de progrès, la société féodale livrait sa dernière bataille à la bourgeoisie, alors révolutionnaire. Les idées de liberté de conscience, de liberté religieuse ne firent que proclamer le règne de la libre concurrence dans le domaine du savoir.

« Sans doute, dira-t-on, les idées religieuses, morales, philosophiques, politiques, juridiques, etc., se sont modifiées au cours du développement historique. Mais la religion, la morale, la philosophie, la politique, le droit se maintenaient toujours à travers ces transformations.

« Il y a de plus des variétés éternelles, telles que la liberté, la justice, etc., qui sont communes à tous les régimes sociaux. Or, le communisme abolit les vérités éternelles, il abolit la religion et la morale au lieu d'en renouveler la forme, et cela contredit tout développement historique antérieur. »

A quoi se réduit cette accusation ? L'histoire de toute la société jusqu'à nos jours était faite d'antagonismes de classes, antagonismes qui, selon les époques, ont revêtu des formes différentes.

Mais, quelle qu'ait été la forme revêtue par ces antagonismes, l'exploitation d'une partie de la société par l'autre est un fait commun à tous les siècles passés. Donc, rien d' étonnant si la conscience sociale de tous les siècles, en dépit de toute sa variété et de sa diversité, se meut dans certaines communes, — formes de conscience qui ne se dissoudront complètement qu'avec l'entière disparition de l'antagonisme des classes.

La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec le régime traditionnel de propriété ; rien d'étonnant si dans cours de son développement, elle rompt de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelles.

— De même que le prêtre et le seigneur féodal marchèrent toujours la main dans la main, de même le socialisme clérical marche côte à côte avec le socialisme féodal [1].

1 Tendance réactionnaire qui s'efforçait à l'aide d'une démagogie sociale anticapitaliste d'attirer les ouvriers aux côtés des classes féodales et de les utiliser dans la lutte de celles-ci contre la bourgeoisie. En France, une partie des monarchistes, partisans de la dynastie des Bourbons, fit une telle propagande. EN Angleterre, ce fut l'affaire du groupe « Jeune-Angleterre » qui se composait d'aristocrates et de littérateurs et était proche des tories (Disraeli, Carlyle, etc.). Cette tendance eut une certaine influence sur des

Rien n'est plus facile que de donner une teinture de socialisme à l'ascétisme chrétien. Le christianisme ne s'est-il pas élevé lui aussi contre la propriété privée, le mariage, l'Etat ? Et à leur place n'a-t-il pas prêché la charité et la mendicité, le célibat et la mortification de la chair, la vie monastique et l'Eglise ? Le socialisme chrétien [1] n'est que l'eau bénite avec laquelle le prêtre consacre le dépit de l'aristocratie.

éléments du parti féodal des hobereaux prussiens. Ses vues étaient répandues en Allemagne par le journal *L'Observateur rhénan* contre lequel Marx écrivit son article « Le communisme de *l'Observateur rhénan* ».

1 Tendance réactionnaire qui cherchait à masquer l'idéologie religieuse derrière une phraséologie « socialiste » et qu'utilisaient aussi bien les classes féodales que la bourgeoisie. Il se manifesta sous une forme élaborée en France dans les années 40 du XIX^{e} siècle ; ses principaux représentants étaient Buchez (1796-1845) et Lamennais. Cette tendance acquit une certaine influence en Angleterre également où ses idées furent répandues par les socialistes féodaux du groupe « Jeune-Angleterre ». En Allemagne, dans les années 40, la propagande du socialisme chrétien fut surtout l'œuvre des représentants du parti féodal et clérical du gouvernement prussien aussi bien que de l'Eglise catholique.

9.

KARL MARX — FRIEDRICH ENGELS

Compte rendu du livre de G. F. Daumer : « La religion de l'ère nouvelle. Essai de fondement combinatoire et aphoristique ». 3 volumes, Hambourg, 1850 *.

> A Nuremberg, un homme par ailleurs très libéral et sensible aux choses nouvelles, vouait une haine épouvantable à l'agitation démocratique. Il honorait Ronge et avait son portait dans son cabinet. Mais lorsqu'il apprit que celui-ci était du côté des démocrates, il accrocha le portrait aux lieux d'aisance. Il dit une fois : si seulement nous vivions sous le knout russe, comme je me sentirais heureux ! Il est mort pendant les troubles, et je suppose, bien qu'il fût déjà vieux, que seules la colère et l'affliction de voir le tour que prirent les choses l'ont conduit au tombeau (tome II, pp. 321-322).

Retour à la table des matières

Si ce pitoyable philistin de Nuremberg, au lieu de mourir, s'était mis à rassembler des rognures de pensée tirées du Correspondent von une fûr Deutschland, de Schiller et Goethe, dans de vieux manuels scolaires, et de nouveaux ouvrages pour bibliothèques de prêt, il se serait épargné de mourir et il aurait épargné au sieur Daumer ses trois volumes de fondement combinatoire et aphoristique, fruit d'un pénible labeur. Certes, nous n'aurions pas eu alors l'occasion édifiante de faire connaissance avec la religion de l'ère nouvelle en même temps qu'avec son premier martyr.

L'ouvrage du sieur Faumer se diovise en deux parties, une partie « préliminaire » et une partie « proprement dite ». Dans la partie préliminaire le fidèle Eckart de la philosophie allemande exprime son profond chagrin de voir que, depuis deux ans, les Allemands pensants et cultivés, eux-mêmes, se sont laissés entraîner à sacrifier les inestimables conquêtes de la pensée au profit de l'activité

* Paru dans la *Gazette rhénane*, revue économique et politique, 2e livraison, février 1850. Hambourg, 1850

révolutionnaire purement « extérieure ». Il estime le moment présent choisi pour faire appel, une fois encore, aux sentiments plus élevés de la nation ; il montre ce que signifie un abandon aussi irréfléchi de toute la culture de toute la culture allemande qui, seule, faisait du citoyen allemand encore quelque chose. Il rassemble toute la substance de la culture allemande dans les maximes les plus vigoureuses que lui offre le trésor de ses lectures et, par là, ne compromet pas moins cette culture que la philosophie allemande. Son florilège des plus sublimes produits de l'esprit allemand dépasse en platitude et en trivialité même le plus vulgaire livre de lectures pour demoiselles de bonne famille. Des attaques philistines de Goethe et de Schiller contre la première révolution française (depuis le classique : « il est dangereux d'éveiller le lion » [1]), jusqu'à la littérature la plus récente, le grand prêtre de la nouvelle religion recherche avec zèle chaque passage où les vieilles barbes allemandes, maussades et somnolentes, se hérissent contre une évolution historique qui les écœure. Des autorités du calibre d'un Friedrich Raumer, Berthold Auerbach, Lochner, Maurice Carrière, Alfred Meissener, Krug, Doingelstedt, Ronge, *Messager de Nuremberg*, Max Waldau, Sternberg, Germain Mäurer, Louise Aston, Eckermann, Noack, *Feuilles pour le divertissement littéraire*, August Kunze, Ghiliany, Théodore Mundt, Saphir, Gutzkow, une certaine dame « née Gatterer », etc… sont les piliers sur lesquels repose le temple de la nouvelle religion. Le mouvement révolutionnaire, contre qui tant de voix ici prononcent l'anathème, se limite pour le sieur Daumer, d'une part à la politique de café du commerce la plus banale, telle qu'on la pratique à Nuremberg sous les auspices du « Correspondant de et pour l'Allemagne » et, d'autre part, à des excès de la populace, dont le sieur Daumer se fait l'idée la plus invraisemblable. Les sources où il puise ici font aussi bonne figure que les précédentes : à côté du *Correspondant* de Nuremberg déjà cité, figurent la *Gazette de Bamberg*, la *Messagère locale* de Munich, la *Gazette Générale* d'Augsbourg, etc… La même vulgarité philistine qui ne veut jamais voir dans les prolétaires que des gueux débauchés et dépravés et se frotte les mains avec satisfaction à la nouvelle des massacre de juin 1848 à Paris, où plus de 3 000 de ces « gueux » furent massacrés,

---

1 SCHILLER : Le Chant de la cloche.

cette même vulgarité s'indigne des railleries auxquelles ont succombé les braves sociétés protectrices des animaux.

> Les épouvantables tourments, s'écrie le sieur Daumer (p. 293, t. I), que le malheureux animal subit sous la main tyrannique et cruelle de l'homme, ces barbares s'en « fichent » et personne selon eux ne devrait s'en soucier !

Toute la lutte de classes moderne n'apparaît aux yeux du sieur Daumer que comme la lutte de la « barbarie » contre la « culture ». Au lieu de l'expliquer par les conditions historiques de ces classes, il en trouve la cause dans les menées subversives de quelques scélérats qui excitent les basses convoitises de la populace contre les classes cultivées.

> Cette manie de la réforme démocratique… existe l'envie, la fureur, l'avidité des classes inférieures de la société contre les classes inférieures de la société contre les classes supérieures ; beau moyen de rendre l'homme plus noble et meilleur et de fonder une nouvelle et plus haute culture (t. I, pp. 288-289).

Le sieur Daumer ne sait même pas quels combats « des classes inférieures de la société contre les classes supérieures » il a fallu pour introduire une « culture », ne fût-ce que celle de Nuremberg, et pour rendre possible un chasseur de Moloch à la Daumer [1].

La seconde partie « proprement dire », recèle le côté positif de la nouvelle religion. Là s'exprime toute l'irritation d'un philosophe allemand de voir en quel oubli sont tombés ses combats contre le christianisme, de voir l'indifférence du peuple à l'égard de la religion, seul objet digne de retenir l'attention de la philosophie. Pour remettre en honneur son métier éliminé par la concurrence, il ne reste d'autre solution à notre sage universel, après avoir aboyé son soûl contre la vieille religion, qu'en inventer une nouvelle. Mais cette nouvelle religion n'est rien d'autre qu'une suite du florilège de la première partie qu'elle continue dignement. On y trouve rassemblés les

---

1 Allusion à l'ouvrage de DAUMER : *Le Culte du feu et de Moloch chez les anciens Hébreux*. Brunswick, 1842, et aux deux volumes : *Les Mystères de l'Antiquité chrétienne*, Hambourg, 1847.

sentences, les vers pour album de famille et *versus memoriales* [24] de la culture philistine allemande. Les surates du nouveau Coran [25] ne sont rien qu'une suite de phrases creuses où l'on embellit moralement et poétise l'ordre existant en Allemagne. Des phrases creuses qui, pour avoir dépouillé leur forme directement religieuse, n'en sont pas moins intimement liées à la religion.

> Une structure et des conditions mondiales entièrement nouvelles ne peuvent naître que par de nouvelles religions. Le christianisme et l'Islam peuvent servir d'exemples et de preuves du pouvoir des religions ; les mouvements réalisés en 1848 de documents très convaincants et concrets établissant l'impuissance et l'inefficacité dont souffre la politique abstraire, la politique réduite à elle-même (t. I, p. 313).

Ces phrases riches de sens nous montrent tout de suite la banalité et l'ignorance de ce « penseur » allemand qui prend les petites « conquêtes de mars » en Allemagne, et plus spécialement en Bavière, pour le mouvement européen de 1848 et 48 tout entier, et qui exige des premières éruptions, encore très superficielles en soi, d'une grande révolution qui s'élabore et se concentre progressivement, qu'elles fassent naître déjà « une structure mondiale et des conditions mondiales entièrement nouvelles ». Les luttes sociales complexes, qui ont connu au cours des deux dernières années entre Paris et Debreczin, Berlin et Palerme leurs premières escarmouches, se limitent pour le sage universel Daumer au fait qu'« en janvier 1849 les espoirs des sociétés constitutionnelles d'Erlangen ont reculé vers des lointains inaccessibles » (I., p. 312) et à la crainte d'un nouveau combat qui risquerait de déranger désagréablement une fois encore le sieur Daumer occupé avec Hafiz, Mahomet et Berthold Auerbach.

La même sottise sans vergogne permet au sieur Daumer d'ignorer absolument total de la « structure mondiale » n'est pas résultée du christianisme en vertu d'une évolution intérieure mais qu'elle est née seulement lorsque les Huns et les Germains « se sont rués de l'extérieur sur le cadavre de l'empire romain » ; qu'après l'invasion

---

24 Sentences en vers.

25 Allusion ironique au livre de DAUMER : *Mahomet et son œuvre*, Hambourg, 1848.

germanique ce ne fut pas la « structure nouvelle » qui se modela sur le christianisme, mais le christianisme qui se transforma à chaque phase nouvelle de ce nouvel état de choses. Que le sieur Daumer veuille bien, par ailleurs, nous indiquer un exemple d'une religion nouvelle entraînant un changement de l'ancienne structure mondiale, sans qu'interviennent en même temps, avec la plus extrême violence des convulsions « extérieures et abstraitement politiques ».

Il est clair que tout grand bouleversement historique des conditions sociales entraîne en même temps le bouleversement des conceptions et des représentations des hommes et donc de leurs représentations religieuses. Mais la différence entre l'actuelle révolution et toutes les précédentes consiste précisément en ce qu'on est enfin parvenu à élucider le mystère de ce processus historique de bouleversement, et qu'on rejette par conséquent toute religion, au lieu de sublimer une fois encore ce processus pratique, « extérieur », sous la forme transcendante d'une nouvelle religion.

Après les suaves enseignements moraux de la nouvelle sagesse universelle qui dépassent Knigge [1] dans la mesure où ils contiennent ce qu'il faut savoir non seulement sur les rapports avec les hommes, mais encore sur les rapports avec les animaux — après les maximes de Salomon, voici le Cantique des Cantiques du nouveau Salomon :

> La *Nature* et la *Femme* sont le divin véritable par opposition à l'*Humain* et au *Viril*… L'Humain doit se vouer au Naturel, le Viril au Féminin, voilà l'authentique humilité, la seule vraie, le don de soi, la vertu, la piété suprême, et même la seule qui soit (t. II, p. 257).

Nous voyons là la plate ignorance du penseur-fondateur de religion se muer en lâcheté historique qui le menace de trop près, se réfugie dans une prétendue nature, c'est-à-dire dans la niaise idylle paysanne ; il prêche le culte de la femme pour déguiser sa propre résignation de vieille femme.

Le culte de la nature du Sieur Daumer est d'ailleurs d'une espèce particulière. Il a réussi à prendre une position réactionnaire, même par

---

1 Allusion au livre d'Adolf KNIGGE : *Sur le commerce des hommes.*

rapport au christianisme. Il tente d'instaurer la vieille religion naturelle d'avant le christianisme sous une forme modernisée. Ce faisant, il ne dépasse évidemment pas un radotage à la sauce chrétienno-germano-patriarcale, dont voici un échantillon :

> Douce, sainte nature,
> Laisse-moi suivre ta trace
> Prends-moi par la main et conduis-moi
> Comme un enfant tenu en lisière.
>
> De pareilles idées sont passées de mode ; mais la culture, le progrès et le bonheur humain n'y ont rien gagné (t. II, p. 157).

Le culte de la nature se limite, on le voit, aux promenades dominicales d'un provincial, qui manifeste son étonnement puéril de voir le coucou pondre ses œufs dans des nids étrangers (T. II, p. 40), de constater que les larmes ont pour fonction d'humecter la surface de l'œil (T. II, p. 73), etc. et qui finit par déclamer à ses enfants avec des frissons sacrés « l'ode au printemps » de Klopstock (T. II, p. 23 et suiv.).

10.

FRIEDRICH ENGELS

La guerre des paysans *

Retour à la table des matières

Le groupement des ordres alors si multiples en unités plus importantes était déjà à peu près totalement entravé par la décentralisation et l'indépendance locale et provinciale, l'isolement commercial et industriel des différentes provinces entre elles, le mauvais état des voies de communications. Ce groupement ne se constitue qu'avec la Réforme, avec la diffusion générale des idées révolutionnaires, religieuses et politiques. Les différentes classes qui adhèrent à ces idées ou les rejettent concentrent la nation, à vrai dire d'une façon tout à fait précaire et approximative, en trois grands camps : le camp catholique ou réactionnaire, le camp luthérien bourgeois-réformateur et le camp révolutionnaire. Si, dans ce grand morcellement de la nation, on trouve peu de logique, si l'on rencontre parfois les mêmes éléments dans les deux premiers camps, cela s'explique par l'état de décomposition dans lequel se trouvaient, à cette époque, la plupart des ordres officiels hérités du moyen âge, et par la décentralisation qui, dans des régions différentes, poussait momentanément les mêmes ordres dans des directions opposées. Nous avons eu si souvent l'occasion, au cours de ces dernières années, en Allemagne, de constater des phénomènes analogues qu'un tel pêle-mêle apparent des ordres et des classes dans les conditions beaucoup plus complexes du XVIe siècle ne saurait nous étonner.

Malgré les expériences récentes, l'idéologie allemande continue à ne voir dans les luttes du moyen âge que de violentes querelles théologiques. Si les gens de cette époque avaient seulement pu s'entendre au sujet des choses célestes, ils n'auraient eu, de l'avis de

---

* Ecrit en 1850 ; publié dans la *Nouvelle Gazette rhénane*, revue politique et économique, 5e et 6e livraisons, Hambourg, mai à octobre 1850.

nos historiens et hommes d'Etat, aucune raison de se disputer sur les choses de ce monde. Ces idéologies sont assez crédules pour prendre pour argent comptant toutes les illusions qu'une époque se fait sur elle-même, ou que les idéologues d'une époque se font sur elle. Cette sorte de gens ne voient, par exemple, dans la Révolution de 1789, qu'un débat un peu violent sur les avantages de la monarchie constitutionnelle, par rapport à la monarchie absolue ; dans la révolution de juillet, qu'une controverse pratique sur l'impossibilité de défendre le droit divin ; dans la Révolution de février, qu'une tentative de résoudre la question : république ou monarchie, etc. Les *luttes de classes* qui se poursuivront à travers tous ces bouleversements, et dont la phraséologie politique inscrite sur les drapeaux des partis en lutte n'est que l'expression, ces luttes entre classes nos idéologues, aujourd'hui encore, les soupçonnent à peine, quoique la nouvelle non seulement leur en vienne assez distinctement de l'étranger, mais retentisse aussi dans le grondement et la colère de milliers et de milliers de prolétaires de chez nous.

Même dans ce que l'on appelle les guerres de religion du XVI^e^ siècle, il s'agissait, avant tout, de très positifs intérêts matériels de classe, et ces guerres étaient des luttes de classes, tout autant que les collisions intérieures qui se produisirent plus tard en Angleterre et en France. Si ces luttes de classes avaient, à cette époque, un caractère religieux, si les intérêts, les besoins, les revendications des différentes classes se dissimulaient sous le masque de la religion, cela ne change rien à l'affaire et s'explique facilement par les conditions de l'époque.

Le moyen âge était parti des tout premiers éléments. De l'ancienne civilisation, de la philosophie, de la politique, de la jurisprudence antiques, il avait fait table rase, pour tout recommencer par le début. Il n'avait repris du vieux monde disparu que le christianisme, ainsi qu'un certain nombre de villes à moitié détruites, dépouillées de toute leur civilisation. Le résultat fut que, de même qu'à toutes les étapes primitives de développement, les prêtres reçurent le monopole de la culture intellectuelle, et la culture elle-même prit un caractère essentiellement théologique. Entre les mains des prêtres, la politique et la jurisprudence restèrent, comme toutes les autres sciences, de simples branches de la théologie, et furent traitées d'après les principes en vigueur dans celle-ci. Les dogmes de l'Eglise étaient en

même temps des axiomes politiques, et les passages de la Bible avaient force de loi devant tous les tribunaux. Même lorsque se constitua une classe indépendante de juristes, la jurisprudence resta longtemps encore sous la tutelle de la théologie. Et cette souveraineté de la théologie dans tout le domaine de l'activité intellectuelle était, en même temps, la conséquence nécessaire de la situation de l'Eglise, synthèse la plus générale et sanction de la domination féodale.

Il est donc clair que toutes les attaques dirigées en général contre le féodalisme devaient être avant tout des attaques contre l'Eglise, toutes les doctrines révolutionnaires, sociales et politiques, devaient être, en même temps et principalement, des hérésies théologiques. Pour pouvoir toucher aux conditions sociales existantes, il fallait leur enlever leur caractère sacré.

L'opposition révolutionnaire contre la féodalité se poursuit pendant tout le moyen âge. Elle apparaît, selon les circonstances, tantôt sous forme de mystique, tantôt sous forme d'hérésie ouverte, tantôt sous forme d'insurrection armée. En ce qui concerne la mystique, on sait à quel point en dépendirent les réformateurs du XVI^e^ siècle. Munzer lui-même lui doit beaucoup. Les hérésies étaient, soit l'expression de la réaction des bergers des Alpes, aux conceptions patriarcales, contre la féodalité pénétrant jusqu'à eux (les Vaudois) 1, soit l'expression de l'opposition des villes contre le féodalisme (Albigeois 2, Arnold de Brescia, etc.), soit de simples insurrections paysannes (John Ball, le

---

1 Appelés aussi « pauvres de Lyon » : secte religieuse créée en 1173 à Lyon par Pierre Valdus. Elle prêchait l'idéal de la pauvreté et à l'origine ne prit pas parti contre l'Eglise catholique. Cette secte fut excommuniée en 1184 par le pape et poussée par là dans le camp de l'opposition. Les Vaudois, dont l'influence était grande, se concentraient surtout dans les régions de France et d'Italie où grâce aux conditions naturelles subsistaient des restes de l'ancienne liberté. Le mouvement vaudois était « pour sa forme et son contenu une tentative réactionnaire de faire barrage au mouvement de l'histoire », la tentative « des bergers des Alpes vivant selon le mode patriarcal… de barrer la route à la féodalité qui pénétrait jusqu'à eux. » (Engels).

2 Secte religieuse née à la fin du XII^e^ siècle dans le sud de la France ; elle porte le nom de son centre principal, la ville d'Albi ; elle manifesta son hostilité à l'Eglise catholique et au pape. Simon de Montfort prit la tête d'une croisade contre eux (guerre des Albigeois : 1209-1216) au cours de laquelle les Albigeois furent exterminés en grande partie.

maître de Hongrie [26] en Picardie, etc.). Nous pouvons laisser ici de côté les hérésies patriarcales des Vaudois, ainsi que l'insurrection des Suisses, comme étant, d'après leur forme et leur contenu, des tentatives réactionnaires de s'opposer au mouvement de l'histoire, et comme n'ayant qu'une importance locale. Dans les deux autres formes d'hérésie moyenâgeuse, nous trouvons, au XIIe siècle, les précurseurs du grand antagonisme entre l'opposition bourgeoise et l'opposition paysanne-plébéienne, qui fut la principale cause de l'échec de la Guerre des paysans. Cet antagonisme se poursuit à travers tout le moyen âge.

L'hérésie des villes — et c'est à proprement parler l'hérésie officielle du moyen âge — se tournait principalement contre les prêtres, dont elle attaquait les richesses et la position politique. De même que la bourgeoisie réclame maintenant un *gouvernement à bon marché*, de même les bourgeois du moyen âge réclamaient une « Eglise à bon marché ». Réactionnaire dans sa forme, comme toute hérésie qui ne voit dans le développement de l'Eglise et des dogmes qu'une dégénérescence, l'hérésie bourgeoise réclamait le rétablissement de la constitution primitive de l'Eglise et la suppression de l'ordre exclusif du clergé. Cette institution à bon marché aurait eu pour résultat de supprimer les moines, les prélats, la cour romaine, bref, tout ce qui, dans l'Eglise, coûtait cher. Etant elles-mêmes des républiques, quand bien même elles étaient placées sous la protection de monarques, les villes, pars leurs attaques contre la papauté, exprimaient pour la première fois, sous une forme générale, cette vérité que la forme normale de la domination de la bourgeoisie, c'est la république. Leur opposition à toute une série de dogmes et de lois de l'Eglise s'explique en partie par ce qui précède, en partie par leurs autres conditions d'existence. Pourquoi, par exemple, elles s'élevaient si violemment contre le célibat des prêtres, nul ne l'explique mieux que Boccace. Arnold de Brescia en Italie et en Allemagne, les Albigeois dans le midi de la France, John Wycliffe [27]

---

26 Le nom de Maître de Hongrie désigne l'un des chefs du soulèvement paysan en France en 1251 (le soulèvement des « bergers »).

27 John WYCLIFFE (1328-1384) : Professeur à l'université d'Oxford, l'un des idéologues du mouvement réformateur anglais. Il représentait, dans la critique qu'il fit des dogmes principaux de l'Eglise catholique, les aspirations de la

en Angleterre, Huss et les calixtins [28] en Bohême, furent les principaux représentants de cette tendance. Si l'opposition au féodalisme ne se manifeste ici que comme opposition à la féodalité *ecclésiastique*, la raison en est tout simplement que, partout, les villes constituaient déjà un ordre reconnu, et qu'elles avaient dans leurs privilèges, leurs armes ou les assemblées des états, des moyens suffisants pour lutter contre la féodalité laïque.

Ici aussi, nous voyons déjà, tant dans le midi de la France qu'en Angleterre et en Bohême, la plus grande partie de la petite noblesse s'allier aux villes dans la lutte contre les prêtres et dans l'hérésie, — phénomène qui s'explique par la dépendance de la petite noblesse à l'égard des villes et par sa solidarité d'intérêts avec ces dernières contre les princes et les prélats ; nous le retrouvons dans la Guerre des paysans.

Tout autre était le caractère de l'hérésie qui était l'expression directe des besoins paysans et plébéiens, et qui était presque toujours liée à une insurrection. Elle comportait, certes, toutes les revendications de l'hérésie bourgeoise concernant les prêtres, la papauté et le rétablissement de la constitution de l'Eglise primitive, mais elle allait aussi infiniment plus loin. Elle voulait que les conditions d'égalité du christianisme primitif soient rétablies entre les membre de la communauté et reconnues également comme norme pour le société civile. De « l'égalité des hommes devant Dieu », elle faisait découler l'égalité civile, et même, en partie déjà, l'égalité des fortunes. Mise sur pied d'égalité de la noblesse et des paysans, des praticiens, des bourgeois privilégiés et des plébéiens, suppression des corvées féodales, du cens, des impôts, des privilèges et, en tout cas, des différences de richesse les plus criantes, telles étaient les

---

bourgeoisie anglaise et du pouvoir royal à libérer l'Eglise anglaise de l'influence du pape et à la soumettre au roi. La critique de Wycliffe et ses idées eurent pendant deux siècles une grande influence sur les doctrines de tous les réformateurs bourgeois de l'Eglise en Europe occidentale.

28 Egalement appelés *utraquistes*. Aile modérée des hussistes, qui s'appuyaient sur les bourgeois aisés des villes et la noblesse. Ils s'intéressaient surtout à la sécularisation et à la réforme de l'Eglise. On appela les calixtins utraquistes parce qu'ils voulaient la communion *sub utraque specie* (sous les deux espèces).

revendications posées avec plus ou moins de netteté et soutenues comme découlant nécessairement de la doctrine chrétienne primitive. Cette hérésie paysanne-plébéienne, qu'il était encore difficile, à l'époque de l'apogée du féodalisme, par exemple chez les Albigeois, de distinguer de l'hérésie bourgeoise, se transforme, au XIVe et au XVe siècles, en un programme de parti nettement distinct, et apparaît habituellement de façon tout à fait indépendante à côté de l'hérésie bourgeoise. Tel fut John Ball, le prédicateur de l'insurrection de Wat Tyler [29] en Angleterre, à côté des calixtins, en Bohême. Chez les taborites [30], la tendance républicaine apparaissait déjà sous les chamarrures théocratiques, tendance qui fut perfectionnée à la fin du XVe et au début du XVIe siècle par les représentants des plébéiens en Allemagne.

A cette forme d'hérésie se rattache l'exaltation des sectes mystiques : flagellants [31], lollards [32], etc., qui, pendant les périodes de réaction, perpétuent les traditions révolutionnaires.

---

29 Ce mouvement des paysans anglais dirigé contre les seigneurs féodaux éclaté en 1381 dans les comtés de Kent et d'Essex et reçut son nom du chef su soulèvement dans le Kent, Wat Tyler. Le soulèvement qui porta un coup sérieux au féodalisme en Angleterre fut principalement écrasé à cause de l'inorganisation et de l'isolement des paysans et par suite de l'absence d'une force dirigeante (les pauvres des villes étaient encore faibles et inorganisés).

30 Aile gauche des hussites dont le centre était Tabor en Bohême du Sud. Ses adhérents se recrutaient parmi les paysans, les artisans, les mineurs. Les taborites se dressèrent contre la hiérarchie séculière et ecclésiastique et contre l'inégalité des biens ; ils revendiquaient l'indépendance nationale et un ordre démocratique républicain. Le mouvement taborite fut battu en 1434 par les calixtins, et en 1542 son dernier point d'appui, Tabor, fut pris. Il perdit ensuite son caractère révolutionnaire primitif.

31 Secte qui exista du XIIIe au XVe siècle en Italie et en Allemagne. Ses adhérents croyaient obtenir le pardon de leurs péchés par la flagellation.

32 On désigna sous ce nom venu des Pays-Bas, les membres du bas et du moyen clergé qui répandaient au XVI siècle en Angleterre les théories de Wycliffe. Les sermons des « pauvres frères » ou « pauvres prêtres », comme on les appelait aussi, acquirent cependant, sous l'influence des paysans mécontents de l'oppression féodale de l'Eglise, un caractère de plus en plus antiféodal, dirigé contre toute exploitation. Sur cette base ils prêchaient l'Evangile de fraternité et d'égalité du christianisme primitif. Le centre des lollards anglais était Norfolk ou s'était développée une importante industrie de la laine. Des tisserands flamands y avaient apporté les idées du communisme primitif

Les plébéiens constituaient, à l'époque, la seule classe placée tout à fait en dehors de la société officielle. Ils étaient en dehors de l'association féodale, comme de l'association bourgeoise. Ils n'avaient ni privilèges, ni propriété, et ne possédaient même pas, comme les paysans et les petits bourgeois, un bien, fût-il grevé de lourdes charges. Ils étaient sous tous les rapports sans bien et sans droits. Leurs conditions d'existence ne les mettaient jamais en contact direct avec les institutions existantes, qui les ignoraient complètement. Ils étaient le symbole vivant de la décomposition de la société féodale et corporative bourgeoise, et, en même temps, les premiers précurseurs de la société bourgeoise moderne.

C'est cette situation qui explique pourquoi, dès cette époque, la fraction plébéienne ne pouvait pas se limiter à la simple lutte contre le féodalisme et la bourgeoisie privilégiée ; elle devait, du moins en imagination, dépasser la société bourgeoise moderne à peine naissante. Elle explique pourquoi cette fraction, exclue de toute propriété, devait déjà mettre en question des institutions, des conceptions et des idées qui sont communes à toutes les formes de société reposant sur les antagonismes de classe. Les rêveries chiliastiques [1] du christianisme primitif offraient pour cela un point de départ commode. Mais, en même temps, cette anticipation par delà non seulement le présent, mais même l'avenir ne pouvait avoir qu'un caractère violent, fantastique, et devait, à la première tentative de réalisation pratique, retomber dans les limites restreints imposées par les conditions de l'époque. Les attaques contre la propriété privée, la revendication de la communauté des biens, devaient se dégager en une organisation grossière de la bienfaisance. La vague égalité chrétienne pouvait, tout au plus, aboutir à l'égalité civile devant la loi ; la suppression de toute autorité devint, en fin de compte, la constitution de gouvernements républicains élus par le peuple. L'anticipation en imagination du communisme était, en réalité, une anticipation des conditions bourgeoises modernes.

---

prêchées aux Pays-Bas où les tisserands surtout s'étaient rassemblés dans la secte communiste des béghards ou lollards.

1 Attente du royaume millénaire de Dieu qui s'appuie sur différents passages de la Bible ; le retour du Christ sur la terre en annoncera le commencement.

Cette anticipation de l'histoire ultérieure, violente, mais cependant très compréhensible étant donné les conditions d'existence de la fraction plébéienne, nous la rencontrons tout d'abord en *Allemagne*, chez *Thomas Munzer* et ses partisans. Il y avait bien eu déjà, chez les taborites, une sorte de communauté chiliastique des biens, mais seulement comme une mesure d'ordre exclusivement militaire. Ce n'est que chez Munzer que ces résonances communistes deviennent l'expression des aspirations d'une véritable fraction de la société. Ce n'est que chez lui qu'elles sont formulées avec une certaine netteté, et, après lui, nous les retrouvons dans chaque grand soulèvement populaire, jusqu'à ce qu'elles se fondent peu à peu avec le mouvement ouvrier modernes ; de même qu'au moyen âge les luttes des paysans libres contre la féodalité, qui les enserre de plus en plus dans ses filets, se fondent avec les luttes des serfs et des corvéables pour le renversement complet de la domination féodale.

Tandis que le premier des trois grands camps entre lesquels se divisait la nation, le camp *conservateur-catholique*, groupait tous les élément intéressés au maintien de l'ordre existant : pouvoir d'Empire, clergé et une partie des princes séculiers, noblesse riche, prélats et patriciat des villes, le parti de la Réforme *luthérienne-bougeoise modérée* groupait les éléments possédants de l'opposition, la masse de la petite noblesse, la bourgeoisie, et même une partie des princes séculiers, qui espéraient s'enrichir par la confiscation des biens d'Eglise et voulaient profiter de l'occasion pour conquérir une indépendance plus grande à l'égard de l'Empire. Enfin, les paysans et les plébéiens constituaient un parti *révolutionnaire*, dont les revendications et les doctrines furent exprimées le plus nettement par Thomas Munzer.

Tant d'après leurs doctrines que d'après leur caractère et leur action, Luther et Munzer représentent admirablement les partis qu'ils dirigeaient respectivement.

De 1517 à 1525, Luther a subi exactement la même évolution que les constitutionalistes allemands modernes de 1846 et 1849 ; il a subi la même évolution que chaque parti bourgeois qui, après avoir été un moment à la tête du mouvement, se voit, dans ce mouvement lui-

même, débordé par le parti plébéien ou prolétarien qui le soutenait jusqu'alors.

Lorsque, en 1517, Luther attaqua tout d'abord les dogmes et la constitution de l'Eglise catholique, son opposition n'avait pas encore de caractère bien déterminé. Sans dépasser les revendications de l'ancienne hérésie bourgeoise, elle n'excluait aucune tendance plus radicale, et ne le pouvait d'ailleurs pas. Car il fallait, au début, grouper tous les éléments d'opposition, déployer l'énergie la plus résolument révolutionnaire et représenter l'ensemble des doctrines hérétiques antérieures en face de l'orthodoxie catholique. C'est précisément en ce sens que nos libéraux bourgeois étaient encore révolutionnaires en 1817, qu'ils se disaient socialistes et communistes, et rêvaient de l'émancipation de la classe ouvrière. La forte nature paysanne de Luther se manifesta au cours de cette première période de son activité de la manière la plus impétueuse.

> Si le déchaînement de leur furie devait continuer, écrivait-il en parlant des prêtres romains, il me semble qu'il n'y aurait certes meilleur moyen et remède pour le faire cesser que de voir les rois et les princes intervenir par la violence, attaquer cette engeance néfaste qui empoisonne le monde et mettre fin à leur entreprise *par les armes et non par la parole*. De même que nous châtions les voleurs par la corde, les assassins par l'épée, les hérétiques par le feu, pourquoi n'attaquons-nous pas plutôt ces néfastes professeurs de ruine, les papes, les cardinaux, les évêques, et toute la horde de la Sodome romaine, avec toutes les armes dont nous disposons et ne lavons-nous pas nos mains dans leur sang ? [1]

Mais ce premier feu révolutionnaire ne dura pas longtemps. La foudre que Luther avait lancée porta. Le peuple allemand tout entier se mit en mouvement. D'une part, les paysans et les plébéiens virent dans ses appels à la lutte contre les prêtres, dans ses prédications sur la liberté chrétienne, le signal de l'insurrection ; de l'autre, les bourgeois modérés et une grande partie de la petite noblesse se groupèrent autour de lui, entraînant même avec eux un certain nombre de princes. Les uns crurent le moment venu pour régler leurs comptes avec tous

---

1 Ce passage tiré de LUTHER : *Epitoma responsionis ad Martinim Luther*. (Extrait d'une réponse à Martin Luther), 1520. Cf. édition critique des œuvres complètes de LUTHER : *Correspondance*, tome II, Weimar, 1939, p. 347.

leurs oppresseurs ; les autres désiraient seulement mettre un terme à la toute-puissance des prêtres, à la dépendance vis-à-vis de Rome et à la hiérarchie catholique et s'enrichir grâce à la confiscation des biens de l'Eglise. Les partis se séparèrent et trouvèrent leur porte-parole. Luther eut à choisir entre ces partis. Protégé de l'électeur de Saxe, éminent professeur de l'Université de Wittenberg, ayant acquis du jour au lendemain notoriété et puissance, entouré d'une foule de créatures à sa dévotion et de flatteurs, ce grand homme n'hésita pas une minute. Il trahit les éléments populaires du mouvement et adhéra au parti de la noblesse, de la bourgeoisie et des princes. Les appels à la guerre d'extermination contre Rome s'éteignirent. Luther prêchait maintenant l'*évolution pacifique* et la *résistance passive* (voir par exemple *appel à la noblesse allemande*, 1520, etc.). A l'invitation qui lui fut faite par Ulrich de Hutten de se rendre auprès de lui et de Sickingen, à Ebernburg, centre de la conjuration de la noblesse contre le clergé et les princes, Luther répondit :

> Je ne suis pas pour que l'on gagne la cause de l'Evangile *par la violence et les effusions de sang*. C'est par la parole que le monde a été vaincu, c'est par la parole que l'Eglise s'est maintenue, c'est par la parole qu'elle sera mise en état, et de même que l'Antéchrist s'en est emparé sans violence, il tombera aussi sans violence [1].

C'est du jour où la tendance de Luther prit cette tournure, ou plutôt se fixa de cette façon précise, que date ce marchandage autour des institutions et des dogmes à conserver ou à réformer, ce manège répugnant de diplomatie, de concessions, d'intrigues et d'accords, qui aboutit à la Confession d'Augsbourg [2], la constitution, enfin obtenue

---

1. Ce passage est tiré d'une lettre en latin de Luther à Hutten, cité dans l'écrit de Luther à Spalatin du 16 janvier 1521 (cf. Edition critique des œuvres complètes de LUTHER : *Correspondance*, tome II, Weimar, 1931, p. 249).

2 Cette profession de foi de l'Eglise luthérienne élaborée par Mélanchthon fut remise par les protestants à l'empereur Charles-Quint le 25 juin 1530 à la Diète d'Augsbourg. C'est un document qui rentait d'accommoder les exigences bourgeoises d'une « Eglise peu coûteuse » (élimination des fastes du culte catholique, simplification de la hiérarchie ecclésiastique, etc.) avec les intérêts des princes séculiers. Les princes catholiques et l'empereur refusèrent la Confession d'Augsbourg. La guerre de Charles Quint contre les princes partisans de la réforme luthérienne se termina en 1555 par la paix

au pris de basses transactions, de l'Eglise bourgeoise réformée. C'est exactement le même trafic sordide qui s'est répété récemment, et jusqu'à l'écœurement, sous la forme politique, dans les assemblées nationales allemandes, les assemblées d'entente, les chambres de révision et les Parlements d'Erfurt [33]. C'est au cours de ces négociations que se manifesta le plus ouvertement le caractère petit-bourgeois de la Réforme officielle.

Que Luther, reconnu désormais comme représentant de la Réforme bourgeoise, prêchât le progrès dans le cadre de la loi, il y avait à cela de bonnes raisons. La plupart des villes s'étaient prononcées en faveur de la Réforme modérée, la petite noblesse s'y ralliait de plus en plus. Un certain nombre de princes y avaient également adhéré, les autre hésitaient. Son succès était autant dire assuré, du moins dans une grande partie de l'Allemagne. Si les choses continuaient à se développer pacifiquement, les autres régions ne pouvaient pas, à la longue, résister à la poussée de l'opposition modérée. Mais tout ébranlement violent devait mettre le parti modéré en conflit avec le parti extrême des plébéiens et des paysans, éloigner du mouvement les princes, la noblesse et un certain nombre de villes, et ne laisser finalement d'autre alternative que le débordement du parti bourgeois par le parti paysan et plébéien ou l'écrasement de tous les partis du mouvement par la restauration catholique. Et de quelle façon les partis bourgeois, dès qu'ils ont obtenu le moindre succès, s'efforcent, au moyen du progrès dans le cadre de la loi, de louvoyer entre le Scylla de la révolution et Charybde de la restauration, c'est ce que les événements récents nous ont suffisamment montré.

Comme, par suite des conditions générales, sociales et politiques de l'époque, les résultats de toute transformation devaient nécessairement être à l'avantage des princes, la Réforme bourgeoise devait tomber de

---

d'Augsbourg, qui donna à chaque prince souverain le droit de déterminer la religion de ses sujets comme il l'entendait.

33 Il s'agit du Parlement qui siégea du 10 mars au 29 avril 1850 à Erfurt et se composait de représentants des Etats adhérents à l'Union allemande créée par la Prusse. Le Parlement s'occupa d'élaborer des plans d'unification de l'Allemagne sous la direction de la monarchie réactionnaire. L'échec des plans d'unification et la rupture de l'Union allemande mirent fin au Parlement d'Erfurt.

plus en plus sous le contrôle des princes réformés, au fur et à mesure qu'elle se séparait plus nettement des éléments plébéiens et paysans. Luther lui-même devint de plus en plus leur serviteur, et le peuple savait très bien ce qu'il faisait, lorsqu'il l'accusait d'être devenu le valet des princes, comme les autres, et lorsqu'il le chassait, comme à Orlamünde, à coups de pierres.

Lorsque la Guerre des paysans éclaté, et en vérité dans les régions où les princes et la noblesse étaient en majorité catholiques, Luther s'efforça de jouer le rôle de médiateur. Il attaqua résolument les gouvernements. Il déclara qu'ils étaient responsables de l'insurrection par leurs excitations. Ce n'étaient pas les paysans qui se levaient contre eux, c'était Dieu lui-même. Mais, de l'autre côté, il affirmait que la révolte était impie et contraire aux préceptes de l'Evangile. Finalement, il conseilla aux deux partis adverses de céder et de conclure un accord amiable.

Mais l'insurrection se répandit rapidement, malgré ces propositions bien intentionnées de médiation, elle s'étendit même à des régions protestantes qui se trouvaient sous l'autorité de princes, de nobles et de villes partisans de Luther et dépassa rapidement la réforme bourgeoise « pondérée ». C'est dans le proche voisinage de Luther, en Thuringe, que la fraction la plus décidée des insurgés, sous la direction de Munzer, établit son quartier général. Encore quelque succès et toute l'Allemagne était en flammes, Luther était encerclé, peut-être passé par les armes comme traître, et la Réforme bourgeoise emportée par le raz de marée de la révolution plébéienne et paysanne. Il n'y avait donc plus à hésiter. En face de la révolution, toutes les vieilles inimitiés furent oubliées. En comparaison des bandes paysannes, les valets de la Sodome romaine étaient des agneaux innocents, de doux enfants de Dieu. Bourgeois et princes, noblesse et clergé, Luther et le pape s'unirent contre « les bandes paysannes pillardes et tueuses ».

> Il faut les *mettre en pièces*, les *étrangler*, les *égorger*, en secret et *publiquement*, comme on abat des *chiens enragés* ! s'écrie Luther. C'est pourquoi, mes chers seigneurs, égorgez-les, abattez-les, étranglez-les, libérez ici, sauvez là ! Si vous tombez dans la lutte, vous n'aurez jamais de mort plus sainte !

Pas de fausse pitié pour les paysans ! Ils se mêlent eux-mêmes aux insurgés, ceux qui font grâce à ceux dont Dieu lui-même n'a pas pitié, mais qu'il veut, au contraire, punir et anéantir. Après, les paysans apprendront eux-mêmes à remercier Dieu, s'ils sont obligés de céder une de leurs vaches, de pouvoir garder l'autre en paix ; et l'insurrection montrera aux princes quel est l'esprit du peuple qu'on ne peut gouverner que par la force.

> Le sage dit : *Cibus, onus et virga asino*. Les paysans ont de la paille d'avoine dans la tête ; ils n'entendent point les paroles de Dieu, ils sont stupides ; c'est pourquoi il faut leur faire entendre le fouet, l'arquebuse ; cela leur fera du bien. Prions pour eux qu'ils obéissent. Sinon, pas de pitié ! *Faites parler les arquebuses*, sinon ce sera bien pis [1].

C'est exactement ainsi que parlaient nos bourgeois socialistes et philanthropes lorsque le prolétariat, au lendemain des journées de mars, vint réclamer sa part des fruits de la victoire.

Avec la traduction de la Bible, Luther avait donné au mouvement plébéien une arme puissante. Dans la Bible, il avait opposé au christianisme féodalisé de l'époque l'humble christianisme des premiers siècles ; à la société féodale en décomposition, le tableau d'une société qui ignorait la vaste et ingénieuse hiérarchie féodale. Les paysans avaient utilisé cette arme en tous sens contre les princes, la noblesse et le clergé. Maintenant, Luther se retournait contre eux et tirait de la Bible un véritable hymne aux autorités établies par Dieu, tel que n'en composa jamais aucun lèche-bottes de la monarchie absolue ! Le pouvoir princier de droit divin, l'obéissance passive, même le servage furent sanctionnés par lui au non de la Bible. Ainsi se trouvaient reniées non seulement l'insurrection des paysans, mais même toute la révolte de Luther contre les autorités spirituelle et temporelles. Ainsi étaient trahis, au profit des princes, non seulement le mouvement populaire, mais même le mouvement bourgeois.

---

1 Cf. Ecrit de Luther à Johann Rühel du 30 mai 1525 (Edition critique des œuvres complètes de LUTHER : Correspondance, tome III, p. 515).

Est-il nécessaire de nommer les bourgeois qui, eux aussi, nous ont récemment donné une fois de plus des exemples de ce reniement de leur propre passé ?

Opposons maintenant au réformateur bourgeois Luther le révolutionnaire plébéien *Munzer*.

Thomas Munzer était né à *Stolberg*, dans le Harz, vers l'année 1498. Son père serait mort pendu, victime de l'arbitraire des comtes de Stolberg. Dès sa quinzième année, Munzer fonda, à l'école, à Halle, une Ligue secrète contre l'archevêque de Magdebourg et l'Eglise romaine. Sa connaissance profonde de la théologie de l'époque lui permit d'obtenir de bonne heure le grade de docteur et une place de chapelain dans un couvent de religieuses à Halle. Il y traitait déjà avec le plus grand mépris des dogmes et les rites de l'Eglise, supprimait complètement à la messe les paroles de la transsubstantiation, et ainsi que le rapporte Luther, avalait les hosties non consacrées. Il étudiait principalement les mystiques du moyen âge, en particulier, les écrits chiliastiques de Joachim le Calabrais. L'heure du royaume millénaire, de la condamnation de l'Eglise dégénérée et du monde corrompu que cet écrivain annonce et dépeint, sembla à Munzer être venue avec la Réforme et l'agitation générale de l'époque. Il prêcha dans la région avec beaucoup de succès. En 1520, il alla comme premier prédicateur évangélique à Zwickau. Là il trouva une de ces sectes chikiastiques exaltées qui continuaient à vivre dans le silence dans un grand nombre de régions, et derrière la modestie et la réserve momentanée desquelles s'était cachée l'opposition grandissante des couches sociales inférieures contre l'état de choses existant ; maintenant, avec l'agitation croissante, elles manifestaient une activité de plus en plus ouverte et opiniâtre. C'était la secte des anabaptistes, à la tête de laquelle se trouvait Nicolas Storch. Ils prêchaient l'approche du Jugement dernier et du royaume millénaire ; ils avaient « des visions, des extases et l'esprit de prophétie ». Ils entrèrent rapidement en conflit avec le Conseil de Zwickau. Munzer les défendit, sans jamais se rallier complètement à eux,mais en les gagnant de plus en plus à son influence. Le Conseil intervint énergiquement contre eux ; ils durent quitter la ville, et Munzer avec eux. C'était à la fin de 1521.

Munzer se rendit à Pprague et s'efforça d'y prendre pied en entrant en rapport avec les restes du mouvement hussite, mais ses proclamations n'eurent d'autre résultat que de l'obliger à fuit encore de Bohême. En 1522, il fut nommé prédicateur, à Allstedt, en Thuringe. Là il commença par réformer le culte. Avant même que Luther osât aller jusque-là, il supprima complètement l'emploi du latin et fit lire toute la Bible, et non pas seulement les Evangiles et les épîtres prescrites aux offices du dimanche. En même temps, il organisa la propagande dans la région. Le peuple accourut à lui de tous côtés, et bientôt Allstedt devint le centre du mouvement populaire antiprêtre de toute la Thuringe.

A cette époque, Munzer était encore avant tout théologien ; ses attaques étaient encore presque exclusivement dirigées contre les prêtres. Mais il ne prêchait pas, comme Luther le faisait déjà, les discussions paisibles et l'évolution pacifique. Il continuait les anciens prêches violents de Luther et appelait les princes saxons et le peuple à la lutte armée contre les prêtres romains.

> Le Christ ne dit-il pas : je ne suis pas venu vous apporter la paix, mais l'épée ? Mais qu'allez-vous [princes saxons] en faire ? L'employer à supprimer et à anéantir les méchants qui font obstacle à l'Evangile, si vous voulez être de bons serviteurs de Dieu. Le Christ a très solennellement ordonné (saint Luc, 19, 27) : saisissez-vous de mes ennemis et étranglez-les devant mes yeux… Ne nous objectez pas ces fades niaiseries que la puissance de Dieu le fera sans le secours de votre épée ; autrement elle pourrait se rouiller dans le fourreau. Car ceux qui sont opposés à la révélation de Dieu, il faut les exterminer sans merci, de même qu'Ezéchias, Cyrus, Josias, Daniel et Elie ont exterminé les prêtres de Baal. Il n'est pas possible autrement de faire revenir l'Eglise chrétienne à son origine. Il faut arracher les mauvaises herbes des vignes de Dieu à l'époque de la récolte. Dieu a dit (Moïse, 5, 7) : « Vous ne devez pas avoir pitié des idolâtres. Détruisez leurs autels, brisez leurs images et brûlez-les, afin que mon courroux ne s'abatte pas sur vous [1] »

Mais ces appels aux princes n'eurent aucun résultat, alors que la fermentation révolutionnaire croissait de jour en jour dans le peuple.

---

1 Extrait du sermon de Thomas Munzer (*Ecrits politiques de Thomas Munzer*, avec un commentaire de Carl Hinrichs. Halle, 1950, pp. 23-24-25 et 26).

Munzer dont les idées, exprimée de plus en plus nettement, devenaient chaque jour plus hardies, se sépara alors résolument de la Réforme bourgeoise et joua désormais directement le rôle d'un agitateur politique.

Sa doctrine théologique et philosophique attaquait, somme toute, tous les points fondamentaux, non seulement du catholicisme, mais aussi du christianisme. Il enseignait, sous des formes chrétiennes, un panthéisme qui présente une ressemblance extraordinaire avec les conceptions spéculatives modernes [34] et frise même par moments l'athéisme. Il rejetait la Bible comme révélation vivante, c'est, disait Munzer, la raison-révélation qui a existé de tous temps et chez tous les peuples et qui existe encore. Opposer la Bible à la raison, c'est tuer l'esprit par la lettre. Car le Saint-Esprit dont parle la Bible n'existe pas en dehors de nous. Le Saint-Esprit, c'est précisément la raison. La foi n'est pas autre chose que l'incarnation de la raison dans l'homme, et c'est pourquoi les païens peuvent aussi avoir la foi. Grâce à cette foi, à la raison devenue vivante, l'homme se divinise et se sanctifie. C'est pourquoi le ciel n'est pas quelque chose de l'au-delà, c'est dans notre vie même qu'il faut le chercher ; et la tâche des croyants est précisément d'établir ce ciel, le royaume de Dieu, sur la terre. De même qu'il n'existe pas de ciel de l'au-delà, de même il n'existe pas d'enfer ou de damnation perpétuelle. De même, il n'y a d'autre diable que les instincts et les appétits mauvais des hommes. Le Christ a été un homme comme les autres, un prophète et un maître, et la cène a été un simple repas commémoratif, où le pain et le vin étaient consommés sans rien y ajouter de mystique.

Munzer enseignait cette doctrine en la dissimulant la plupart du temps sous la phraséologie chrétienne, sous laquelle la nouvelle philosophie a dû se cacher pendant un certain temps. Mais la pensée profondément hérétique ressort partout de ses écrits, et l'on s'aperçoit qu'il prenait beaucoup moins au sérieux le masque biblique que maints disciples de Hegel aujourd'hui. Et cependant, trois cents ans séparent Munzer de la philosophie moderne.

---

34 Engels fait allusion aux vues du philosophe idéaliste Strauss et de Feuerbach qui, dans leurs premiers écrits, présentaient un point de vue panthéiste dans les questions religieuses.

Sa doctrine politique correspondait exactement à cette conception religieuse révolutionnaire et dépassait les conceptions religieuses de l'époque. De même que la théologie de Munzer frisait l'athéisme, son programme politique frisait le communisme, et plus d'une secte communiste moderne, encore à la veille de la révolution de mars, ne disposait pas d'un arsenal théorique plus riche que celui des sectes « munzeriennes » du XVI^e^ siècle. Ce programme, qui était moins la synthèse des revendications des plébéiens de l'époque, qu'une anticipation géniale des conditions d'émancipation des éléments prolétariens en germe parmi ces plébéiens, exigeait l'instauration immédiate sur terre du royaume de Dieu, du royaume millénaire des prophètes, par le retour de l'Eglise à son origine et par la suppression de toutes les institutions en contradiction avec cette Eglise, prétendument primitive, mais en réalité, toute nouvelle. Pour Munzer, le royaume de Dieu n'était pas autre chose qu'une société où il n'y aurait plus aucune différence de classes, aucune propriété privée, aucun pouvoir d'Etat étranger, autonome, s'opposant aux membres de la société. Toutes les autorités existantes, si elles refusaient de se soumettre et d'adhérer à la révolution, devaient être détruites ; tous les travaux et les biens devaient être mis en commun, et l'égalité la plus complète régner. Une association devait être fondée pour réaliser ce programme non seulement dans toute l'Allemagne, mais dans l'ensemble de la chrétienté. Les princes et les nobles seraient invités à se joindre à elle ; s'ils s'y refusaient l'association, à la première occasion, les renverserait les armes à la main ou les tuerait.

Munzer se mit immédiatement à l'œuvre pour organiser cette association. Ses prêches prirent un caractère encore plus violemment révolutionnaire. Ne se bornant plus à attaquer les prêtres, il tonnait avec la même fougue contre les princes, la noblesse, le patriciat. Il dépeignait sous les couleurs les plus ardentes l'oppression existante et y opposait le tableau imaginaire du royaume millénaire de l'égalité sociale et républicaine. En même temps, il publiait un pamphlet révolutionnaire après l'autre et envoyait des émissaires dans toutes les directions, pendant que lui-même organisait l'association à Allstedt et dans les environs.

Le premier résultat de cette propagande fut la destruction de la chapelle de la Vierge à Mellerbach, près d'Allstedt, d'après le commandement : « Vous détruirez leurs autels, briserez leurs colonnes, et brûlerez leurs idoles, car vous êtes un peuple saint » (Deutéronome, 7, 5). Les princes saxons se rendirent eux-mêmes à Allstedt pour calmer la révolte et convoquèrent Munzer à leur château. Il s'y rendit et u-y fit un sermon comme ils n'en avaient certainement jamais entendu de semblable de la bouche de Luther, « la viande douillette de Wittenberg », comme l'appelait Munzer. Il déclara, s'appuyant sur le Nouveau Testament, qu'il fallait tuer les souverains impies, surtout les prêtres et les moines, qui traitent l'Evangile comme une hérésie. Car les impies n'ont aucun droit à la vie, et ils ne vivent que par la grâce des élus. Si les princes se refusent à anéantir les impies, Dieu leur retirera l'épée, *car la puissance de l'épée appartient à la communauté*. La sentine de l'usure, du vol et du brigandage, ce sont les princes et les seigneurs qui font de toutes les créatures vivantes leur propriété : les poissons dans l'eau, les oiseaux dans le ciel, les plantes sur la terre. Et ensuite, ils prêchent aux pauvres le commandement. Tu ne voleras pas ! mais eux-mêmes s'emparent de tout ce qui tombe entre leurs mains, ils grugent et exploitent le paysan et l'artisan ; cependant dès qu'un pauvre s'en prend à quoi que ce soit, il est pendu, et à tout cela, le docteur « Menteur » dit : Amen !

> Ce sont les seigneurs eux-mêmes qui sont responsables de ce que les pauvres deviennent leurs ennemis. S'ils se refusent à supprimer la cause de la révolte, comment veulent-ils supprimer la révolte elle-même ? Ah ! mes chers seigneurs, comme le Seigneur frappera joliment parmi les vieux pots avec une barre de fer ! Si vous me dites, à cause de cela, que je suis rebelle, eh bien, soit, je suis un rebelle ! [1]

Munzer fit imprimer son sermon. Pour ce fait, son imprimeur d'Allstedt fut contraint par le duc Jean de Saxe de quitter le pays ; quant à Munzer lui-même, ses écrits durent désormais être

---

1 La citation de Thomas Munzer faite par Wilhelm Zimmermann se compose de deux passages tirés de deux discours différents (Ecrits politiques de Thomas Munzer, avec un commentaire de Carl Hinrichs, Halle, 1950, pp. 81-82 et 21). Cf Wilhelm ZIMMERMANN : Histoire générale : de la Grande Guerre des paysans, 2e partie, Stuttgart, 1842, p. 75.

obligatoirement soumis à la censure du gouvernement de Weimar. Mais il ne tint aucun compte de cet ordre. Aussitôt après, il fit imprimer dans la ville impériale de Mulhausen un manifeste d'une violence extrême, où il demandait au peuple d'« ouvrir tout grand le trou, afin que le monde entier puisse se rendre compte qui sont nos gros bonnets qui ont assez blasphémé Dieu pour en faire un petit bonhomme peint », et qu'il terminait par ces paroles : « Le monde entier doit supporter un grand choc. Il arrivera que les impies seront renversés et que les humbles seront élevés ». En guise d'exergue à son manifeste « Thomas Munzer au marteau » écrivait :

> Ecoute, j'ai placé mes paroles dans ta bouche, afin que tu déracines, brises, détruises, renverses, que tu construises et que tu plantes. Un mur de fer contre les rois, les princes, les prêtres et contre le peuple est érigé. Qu'ils se battent ! La victoire est certaine, pour la ruine des puissants tyrans impies [1].

La rupture de Munzer avec Luther et son parti était depuis longtemps un fait accompli. Luther avait été obligé d'accepter un certain nombre de réformes du culte que Munzer avait introduites de lui-même, sans le consulter. Il considérait l'activité de Munzer avec la méfiance soupçonneuse du réformateur modéré à l'égard du parti révolutionnaire plus énergique qui pousse plus loin. Dès le printemps de 1524, Munzer avait écrit à Mélanchthon, ce modèle du casanier maladif, du philistin, que ni lui, ni Luther ne comprenaient rien au mouvement, et qu'ils s'efforçaient de l'étouffer dans la croyance littérale en la Bible. Toute leur doctrine était vermoulue.

> Chers frères, assez d'attente et d'hésitation ! Il est temps. L'été frappe à nos portes. Rompez votre amitié avec les impies, ils empêchent la parole de Dieu d'agir avec toute sa force. Ne flattez pas vos princes, sinon vous vous condamnerez à la ruine avec eux. Doux savants, ne m'en veuillez pas, il m'est impossible de parler autrement. [2]

---

1 Cf. *Ecrits politiques de Thomas Munzer*, avec un commentaire de Carl Hinrichs, Halle, 1950, pp. 29-41 et 31

2 La citation est empruntée à une lettre de Thomas Munzer à Mélanchthon du 29 mars 1525.

A maintes reprises, Luther provoqua Munzer à la controverse orale, mais celui-ci, prêt à entreprendre, à n'importe quel moment, la lutte devant le peuple, n'avait pas la moindre envie de se laisser entraîner à une dispute théologique devant le public partial de l'Université de Wittenberg. Il ne voulait pas « porter témoignage de l'Esprit uniquement devant l'Université [1]. » Si Luther était sincère, il n'avait qu'à utiliser l'influence dont il disposait pour faire cesser les chicanes contre les imprimeurs de Munzer et mettre fin à la censure qui pesait sur ses écrits, afin que la lutte pût se poursuivre librement dans la presse.

Cette fois, après la parution du pamphlet révolutionnaire de Munzer, dont sa *Lettre aux princes de Saxe contre l'esprit rebelle* [2], il proclama que Munzer était un instrument de Satan et demanda aux princes d'intervenir et de chasser du pays les fomentateurs de révoltes, étant donné qu'ils ne se contentaient pas de répandre leurs mauvais enseignements, mais appelaient à l'insurrection et à la résistance armée contre les autorités.

Le 1^er^ août, Munzer fut convoqué au Château de Weimar pour répondre devant les princes de l'accusation de rébellion. Il y avait à sa charge un certain nombre de faits extrêmement compromettants. On avait découvert son association secrète, on avait décelé son activité dans les associations de mineurs et de paysans. On le menaça de bannissement. A peine de retour à Allstedt, il apprit que le duc Georges de Saxe exigeait qu'on le lui livrât. Des lettres de l'association écrites de sa main avaient été saisies, lettres dans lesquelles il appelait les sujets de Georges à la résistance armée contre les ennemis de l'Evangile. S'il n'avait pas quitté la ville à temps, le Conseil l'eût livré.

Entre temps ; l'agitation croissante parmi les plébéiens et les paysans avait considérablement facilité la propagande de Munzer, pour laquelle il avait trouvé de très précieux auxiliaires dans les anabaptistes. Cette secte, sans dogmes bien définis, dont l'hostilité

---

1 Cf. Thomas MUNZER : *Ecrits politiques*, op. cit., p. 32.

2 Edition critique des œuvres complètes de LUTHER : tome XV, Weimar, 1899, pp. 210-211.

commune à toutes les classes dominantes et le symbole commun du second baptême maintenaient la cohésion, ascétique dans ses mœurs, inlassable, fanatique, menant sans crainte l'agitation, s'était de plus en plus groupée autour de Munzer. Exclus par les persécutions de toute résidence fixe, les anabaptistes parcouraient toute l'Allemagne et proclamaient partout la nouvelle doctrine, avec laquelle Munzer leur avait donné conscience de leurs besoins et de leurs aspirations. Un grand nombre d'entre eux furent mis à la torture, brûlés sur l'échafaud, exécutés de mille façons, mais leur courage et leur ténacité restèrent inébranlables, et le succès de leur activité, étant donné l'agitation croissante du peuple, fut inouï. C'est ce qui explique qu'au moment de sa fuite de Thuringe, Munzer trouva partout le terrain préparé. Il pouvait désormais aller où il lui plaisait.

Près de Nuremberg, où il se rendit tout d'abord, une révolte paysanne venait d'être, un mois à peine auparavant, étouffé dans le germe. Munzer y fit de l'agitation clandestine. Bientôt entrèrent en scène des hommes qui défendirent ses idées théologiques les plus hardies sur le caractère non obligatoire de la Bible et sur la nullité des sacrements, affirmèrent que le Christ n'était qu'un homme, et déclarèrent impie le pouvoir temporel. « On reconnaît là l'action de Satan, l'esprit d'Allstedt » s'écria Luther. C'est à Nuremberg que Munzer fit imprimer sa réponse à Luther. Il l'accusait directement de flatter les princes et de soutenir, en fait, par ses hésitations, le parti réactionnaire. « Mais, ajoutait-il, le peuple se libéra cependant, et, à ce moment-là, le docteur Luther sera comme un renard pris au piège. » Par ordre du Conseil cet écrit fut confisqué, et Munzer dut quitter Nuremberg.

Traversant la Souabe, il se rendit en Alsace, puis en Suisse, et revint dans le sud de la Forêt-Noire où l'insurrection avait éclaté depuis plusieurs mois déjà, hâtée en grande partie par ses émissaires anabaptistes. Ce voyage de propagande de Munzer contribua fortement à l'organisation du parti populaire, à la fixation nette de ses revendications et finalement à l'insurrection générale d'avril 1525. La double activité de Munzer, pour le peuple, d'une part, auquel il s'adressait dans le langage du prophétisme religieux, le seul qu'il fût capable de comprendre à l'époque, et, d'autre part, pour les initiés, avec lesquels il pouvait ouvertement s'entretenir de ses véritables

buts, se manifeste ici très nettement. Si, déjà, en Thuringe, il avait groupé autour de lui et placé à la tête de l'association secrète un groupe d'hommes des plus décidés, issus non seulement du peuple, mais aussi du bas clergé, dans la Forêt-Noire, il devint le centre de tout le mouvement révolutionnaire de l'Allemagne du Sud-Ouest. Il organisa la liaison de la Saxe et de la Thuringe, par la Franconie et la Souabe, jusqu'en Alsace et à la frontière suisse, et compta parmi ses disciples et parmi les chefs de l'association les agitateurs de l'Allemagne du Sud, tels que Hubmayer, à Waldshut ; Conrad Grebel à Zurich ; Franz Rabmann, à Griessen ; Schappeler, à Memmingen ; Jacob Wehe, à Leipheim ; le docteur Mantel, à Stuttgart, la plupart ecclésiastiques révolutionnaires. Lui-même résidait généralement à Griessen, à la limite du canton de Schaffhouse, d'où il entreprenait des tournées à travers le Hegau, le Klettgau, etc. Les persécutions sanglantes que les princes et les seigneurs, inquiets, entreprirent partout contre cette nouvelle hérésie plébéienne contribuèrent fortement à attirer l'esprit de rébellion et à renforcer l'association. C'est ainsi que Munzer fit de l'agitation pendant cinq mois environ dans l'Allemagne du Sud. Quelque temps avant qu'éclatât la conspiration il revint en Thuringe, d'où il voulait diriger la révolte, et où nous le retrouvons plus tard

Nous verrons à quel point le caractère et l'attitude des deux chefs de partis reflètent exactement l'attitude de leurs partis réciproques ; comment l'indécision de Luther, sa crainte devant le sérieux que prenait le mouvement, sa lâche servilité devant les princes, correspondaient parfaitement à la politique hésitante, équivoque, de la bourgeoisie ; et comment l'énergie et la fermeté révolutionnaire de Munzer étaient celles de la fraction la plus avancée des plébéiens et des paysans. La seule différence était que, tandis que Luther se contentait d'exprimer les conceptions et les aspirations de la majorité de sa classe, et d'acquérir ainsi une popularité à bon compte, Munzer, au contraire, dépassait de beaucoup les idées et les revendications immédiates des paysans et des plébéiens. Il forma, avec l'élite des éléments révolutionnaires, un parti qui, d'ailleurs, dans la mesure où il partageait ses idées et possédait son énergie, ne représenta jamais qu'une petite minorité dans la masse des insurgés.

11.

Extraits de la correspondance de Karl Marx et Friedrich Engels *

Friedrich Engels à Karl Marx (env. 24 mai 1853).

Retour à la table des matières

… J’ai lu hier le livre sur les inscriptions arabes dont je t’ai parlé. Il n’est pas dépourvu d’intérêt, bien que transparaisse à chaque page de façon répugnante, le curé et l’apologiste de la Bible. Son plus grand triomphe est de pouvoir apporter la preuve que *Gibbon*, dans sa vielle géographie, a commis quelques bourdes et d’en conclure que toute la théologie de Gibbon est à rejeter. La chose s’appelle *The historical Geography of Arabia* [1] par le Révérend Charles Forster. Ce qu’on y trouve de plus intéressant est ceci :

1. La prétendue généalogie de Noé, Abraham, etc… donnée dans la Genèse est une énumération assez exacte des tribus bédouines de l’époque d’après la plus ou moins grande parenté de leurs dialectes, etc… On sait que les tribus bédouines se nomment encore de nos jours Beni Saled, Beni Youssouf, etc… c’est-à-dire fils d’un tel, et d’un tel. Cette dénomination issue du mode d’existence patriarcal ancien, conduit finalement à cette sorte de généalogie. L’énumération de la Genèse est plus ou moins confirmée par les géographes de l’Antiquité, et les voyageurs modernes démontrent que les noms anciens, modifiés selon les dialectes, existent encore la plupart du temps. Mais il en ressort que les Juifs eux-mêmes ne sont rien d’autre qu’une petite tribu bédouine comme les autres que des conditions locales, l’agriculture, etc…, ont opposée aux autres Bédouins.

---

* Tirés de Karl MARX-Friedrich ENGELS : *Correspondance* ; tome I (1844-1853), Berlin, 1949.

1 La Géographie historique de l’Arabie.

2. Au sujet de la grande invasion arabe dont nous avons parlé : les Bédouins, exactement comme les Mongols, ont fait des invasions périodiques ; l'empire assyrien et le babylonien ont été fondés par des tribus bédouines à l'endroit même où fut fondé plus tard le califat de Bagdad. Les fondateurs de l'empire babylonien, les Chaldéens, existent encore sous le même nom, Beni Chaled, dans la même région. L'édification rapide de grandes villes, Ninive et Babylone, s'est faite exactement de la même manière qu'il y a trois cents ans la création de villes-géantes semblables, Agra, Delhi, Lahore, Mouttan en Inde par l'invasion afghane ou tartare. Par là l'invasion musulmane perd beaucoup de ses caractères distinctifs.

3. Les Arabes semblent avoir été, là où ils étaient sédentaires, dans le Sud-Est, un peuple aussi civilisé que les Egyptiens, les Assyriens, etc., leurs édifices le prouvent. Cela explique aussi beaucoup de traits de l'invasion musulmane. En ce qui concerne les supercheries religieuses, il semble ressortir des inscriptions anciennes trouvées dans le Sud où prédomine encore la vieille tradition nationale arabe du monothéisme (comme chez les Indiens d'Amérique) — et dont la tradition hébraïque ne constitue qu'une *petite partie* — que la révolution religieuse de Mahomet, comme *tout* mouvement religieux, a été *dans sa forme une réaction*, un prétendu retour aux anciennes coutumes, à la simplicité.

Ce qu'on appelle l'Ecriture sainte juive n'est rien d'autre que la notation écrite de la tradition tribale et religieuse des anciens Arabes modifiée par le fait que les Juifs se sont séparés de bonne heure de leurs voisins, de même souche mais nomades. Ce point est parfaitement clair pour moi maintenant. Du côté arabe, la Palestine n'est entourée que de déserts ; pays de bédouins, cette circonstance explique l'évolution séparée. Mais les inscriptions, les traditions arabes anciennes, et le Coran, ainsi que la facilité avec laquelle toutes les généalogies etc. Peuvent désormais se résoudre, prouvent que la substance essentielle était d'origine arabe ou plutôt sémitique en général comme il en va chez nous de l'époque allemande.

Ton
F. E.

Karl Marx à Friedrich Engels.

Londres, 2 juin 1855.

… Au sujet des Hébreux et des Arabes, ta lettre m'a beaucoup intéressé. On peut d'ailleurs 1. démontrer, pour toutes les tribus orientales, un rapport général entre le settlement [1] d'une partie d'entre elles et la persistance de la nomadisation chez les autres, depuis que l'histoire existe. 2. A l'époque de Mahomet la route commerciale Europe-Asie s'était modifiée considérablement, et les villes d'Arabie, qui prenaient une grade part au commerce en direction de l'Inde, se trouvaient commercialement en déclin, ce qui a en tous cas contribué à déclencher le mouvement. 3. Pour la religion, la question doit se fondre dans la question plus générale, à laquelle on peut, de ce fait, donner facilement réponse : pourquoi l'histoire de l'Orient *apparaît*-elle comme une histoire des religions ?

Sur la formation des villes orientales, on ne peut rien lire de plus brillant, de plus concret et de plus frappant que le vieux François Bernier, médecin d'Aureng-Zebe pendant neuf ans : Voyages contenant la description des Etats du Grand Mogol, etc. Il explique joliment les choses militaires aussi, la façon dont ces grandes armées se nourrissaient, etc… Sur ces deux chapitres, il remarque entre autres :

> La cavalerie constitue la partie principale, l'infanterie n'est pas si importante que le bruit en court, si ce n'est qu'avec les véritables gens de guerre, ils ne confondent tous ces gens de service et de bazars ou marchés qui suivent l'armée ; car, en ce cas-là, je croirais qu'ils auraient raison de mettre les 200 000 et 300 000 hommes dans l'armée seule qui est avec le roi, et quelquefois [2] encore davantage, comme on est assuré qu'il sera longtemps absent de la ville capitale ; ce qui ne semblera pas si fort étonnant à qui saura l'étrange embarras de tentes, de cuisines, de hardes, de meubles et de femmes même assez souvent, et par conséquent d'éléphants, de chameaux, de bœufs, de chevaux, de porte-faix, de fourrageurs, vivandiers, marchands de toutes sortes et de serviteurs que traînent après soi ces armées, et à qui saura l'état et

---

1 Etablissement.

2 Dans l'original : quelquefois même.

> gouvernement particulier du pays, à savoir que le *roi est le seul et unique propriétaire de toutes les terres* 35 du royaume, d'où vient par une certaine suite nécessaire que toute une ville capitale comme Delhi ou Agra ne vit presque que de la milice, et est par conséquent obligée de suivre le roi quand il va en campagne pour quelque temps, ces villes-là n'étant ni ne pouvant être rien moins qu'un Paris ; mais *n'étant proprement qu'un camp* [3] d'armée un peu mieux et plus commodément placé qu'en rase campagne.

A l'occasion de la marche du Grand Mogol sur le Cachemire avec une armée de 400 000 hommes, etc., Bernier dit :

> La difficulté est de savoir d'ou et comment peut substituer une si grande armée en campagne, une si grande quantité d'hommes et d'animaux. Il ne faut pour cela que supposer, ce qui est très vrai, que les Indiens sont fort sobres et sort simples dans leur manger, et que de tout ce grand nombre de cavaliers il n'y a pas la dixième, ni même la vingtième partie, qui, dans la marche, mange de la viande ; pourvu qu'ils aient leur kicheris ou mélange de riz et d'autres légumes, sur lesquels ils versent du beurre roux quand ils sont cuits, ils sont contents 36. Il faut encore savoir que les chameaux résistent extrêmement au travail, à la faim et à la soif, vivent de peu et mangent de tout, et qu'aussitôt que l'armée est arrivée, les chameliers les menèrent brouter à la campagne, où ils mangent tout ce qu'ils attrapent ; de plus, que les mêmes marchands qui entretiennent les bazars de Dehli, sont obligés de les entretenir dans les campagnes, de même les petits marchands etc., enfin au regard 37 du fourrage, tous ces pauvres gens s'en vont rôdant de tous les côtés dans les villages pour en acheter et y gagner quelque chose, et que leur grand et ordinaire refuge est de râper, avec une espèce de truelle, les campagnes entières, battre ou laver cette petite herbe qu'ils ont râpée, et l'apporter vendre à l'armée… 38

35 Souligné par Marx.

36 Dans l'original : les voilà contens

37 Dans l'original : enfin à l'égard.

38 Marx cite ici le livre : *Voyages de François Bernier… contenant la description des Etats du Grand Mogol, de l'Hindoustan, du royaume de Cachemire…*, Paris, 1830, tome I, 304-305 et tome II, pp. 231-232. Les deux longues citations sont faites dans la langue de l'original, en français, à l'exception des deux premières lignes de la première citation, traduites par Marx en allemand

Bernier trouve à juste raison que la formule-clé de tous les phénomènes de l'Orient — il parle de la Turquie, de la Perse, de l'Hindoustan — c'est qu'il n'existait pas de *propriété foncière privée*. Voilà la clé véritable, même pour le paradis oriental…

Friedrich Engels à Karl Marx.

Manchester, 6 juin [1853], le soir.

… L'absence de propriété foncière est en effet la clé de tout l'Orient. C'est la base de l'histoire politique et religieux. Mais quelle est l'origine du fait que les Orientaux ne parviennent pas à la propriété foncière, même pas de type féodal ? Je crois que cela dépend essentiellement du climat, lié aux conditions de sol, en particulier aux grandes zones désertiques qui s'étendent du Sahara, à travers l'Arabie, la Perse et la Tartarie jusqu'aux plus hauts plateaux de l'Asie. L'irrigation artificielle est ici la condition première de l'agriculture : or elle est l'affaire soit des communes, des provinces, ou du gouvernement central. Le gouvernement, en Orient, n'a jamais eu que trois départements : finances (mise au pillage du pays), guerre (pillage du pays et des pays voisins) et travaux publics [1], problèmes de la reproduction. Le gouvernement britannique aux Indes a réglé les ponts 1 et 2 de façon un peu plus hypocrite, et supprimé complètement le n° 3, d'où la ruine de l'agriculture indienne. Dans ces pays la libre concurrence échoue totalement. Cette fertilisation artificielle du sol qui a cessé dès que les canaux d'irrigation tombèrent en ruines explique ce fait, qui peut paraître curieux, que de vastes zones sont maintenant désertiques et stériles qui étaient autrefois admirablement cultivées (Palmyre, Petra, les ruines du Yemen, *x* localités d'Egypte, la Perse, de l'Hindoustan) ; elle explique le fait pour des siècles et le dépouiller de toute civilisation. Il faut aussi, avant Mahomet du commerce de l'Arabie méridionale, que tu considères très justement comme un moment capital de la révolution mahométane. Je ne connais pas d'assez près l'histoire du commerce des six premiers siècles de l'ère chrétienne, pour pouvoir juger dans quelle mesure les conditions matérielles générales du monde ont fait préférer, pour se

---

1 En français dans le texte.

rendre en mer Noire, la voie commerciale qui traverse la Perse, et pour aller en Syrie et en Asie Mineure, celle qui passe par le golfe persique, à celle qui traversait la mer Rouge. Mais en tous cas, la sécurité relative des caravanes dans l'empire perse policé des Sassanides n'a pas manqué d'avoir d'importants effets alors que le Yémen, de 200 à 600, a été presque constamment subjugué, envahi et pillé par les abyssins. Les villes d'Arabie du Sud qui étaient encore florissantes à l'époque romaine étaient au VII^e siècle de vrais champs de ruines ; les Bédouins des territoires voisins avaient adopté en 500 ans des traditions purement mystiques, légendaires sur leur origine (cf. le Coran et l'historien arabe Novaïri) et l'alphabet dans lequel étaient écrites les inscriptions de ces régions, était à peu près totalement inconnu, bien qu'il *n'en existât pas d'autre*, en sorte que même *l'écriture* était tombée *de facto* dans l'oubli. De tels faits supposent à côté d'un superseding [1] provoqué peut-être par des conditions générales du commerce, également une destruction tout à fait directe, par la violence, qui ne peut s'expliquer que par l'invasion éthiopienne. L'expulsion des Abyssins eut lieu environ 40 ans avant Mahomet et fut manifestement le premier acte de l'éveil du sentiment nationale arabe, aiguillonné, en outre, par des invasions perses venues du Nord, qui parvinrent presque jusqu'à la Mecque. Je ne vais attaquer l'histoire de Mahomet lui-même que es jours-ci ; jusqu'à présent, elle me semble avoir le caractère d'une réaction bédouine contre les Fellahs sédentaires des villes, qui étaient tombés en décadence et qui, à cette époque, étaient aussi en pleine décadence religieuse et mêlaient à un culte de la nature dégénéré un judaïsme et un christianisme en pleine dégénérescence aussi.

Les histoires du vieux Bernier sont vraiment très belles. On a toujours beaucoup de plaisir à relire de temps en temps quelques pages d'un vieil auteur français clair et plein de bon sens, qui tombe partout juste sans avoir l'air de s'en apercevoir.

---

1 Dépossession, éviction.

12.

KARL MARX

Le mouvement anticlérical
Une manifestation à Hyde Park *

Londres, 25 juin 1855.

Retour à la table des matières

C'est une vieille leçon de l'histoire, les puissances sociales dépassées, qui sont encore nominalement en possession de tous les attributs du pouvoir bien que sous leurs pieds les fondements de leur existence soient sapés depuis longtemps — et qui continuent à végéter, parce que des dissensions ont déjà éclaté entre les héritiers à propos de l'entrée en jouissance de la succession avant que le faire-part de décès ne soit imprimé et le testament ouvert — ces puissances se ressaisissent une fois encore avant le dernier combat de l'agonie, passent de la défensive à l'offensive, provoquent au lieu de battre en retraite, et cherchent à tirer des conclusions extrêmes de prémisses qui ne sont pas seulement mises en question, mais déjà condamnées. Ainsi en est-il aujourd'hui de l'oligarchie anglaise. Ainsi de sa sœur jumelle, l'*Eglise*. Il y a eu, au sein de l'Eglise officielle, la haute et la basse [1], d'innombrables tentatives de réorganisation, pour trouver un terrain d'entente avec les dissidents et, de cette manière, constituer un bloc face à la masse profane de la nation ; il y a eu une succession rapide de mesures de coercition religieuse — le pieux comte Shaftesbury, connu autrefois sous le nom de Lord Ashley, a constaté avec des lamentations, à la Chambre Haute, que dans la seule Angleterre 5 millions de personnes étaient devenues étrangères non

---

* *Neue Oder-Zeitung*, n° 295 du 28 juin 1855.

1 *Haute et basse Eglise* : eux tendances concurrentes à l'intérieur de l'Eglise anglaise ; la première avait des partisans principalement dans l'aristocratie, luttait pour la stricte observance des vieilles cérémonies fastueuses et soulignait le lien héréditaire avec le catholicisme ; la seconde tendance était répandue surtout dans le bas clergé et dans la bourgeoisie, qui n'accordaient pas la moindre importance au rituel extérieur, et mettaient l'accent sur la propagande religieuse dans l'esprit de l'hypocrisie morale bourgeoise.

seulement à l'Eglise, mais au christianisme. « *Compelle intrare* » [39], répond l'Eglise officielle. Elle laisse à Lord Ashley et aux bigots dissidents, sectaires et excités de cette sorte, le soin de tirer du feu les marrons qu'elle compte manger.

Le premier moyen de coercition a été la *Beerbill* [40] qui fermait le dimanche tous les lieux de plaisir publics sauf de 6 à 10 heures du soir. On l'a fait passer en fraude dans une Chambre clairsemée, à la fin de la séance, après que les dévots se furent acquis le soutien des grose débitants de bière de Londres en leur garantissant que serait maintenu le système de la patente, c'est-à-dire le monopole des grands capitaux. Puis vint le tour de la *Sunday tradingsbill* [41] qui a passé maintenant en troisième lecture aux Communes et dont les différentes clauses viennent d'être l'objet de débats au Comité du Parlement. Pour cette nouvelle mesure de coercition, on était de nouveau assuré de la voix du grand capital, parce que les petits commerçants sont seuils à ouvrir le dimanche et que les grands magasins sont tout à fait prêts à écarter de leur chemin, par la voie parlementaire, la concurrence que leur font le dimanche les petits boutiquiers. Dans les deux cas, conjuration de l'Eglise et du monopole détenu par le Capital, mais dans les deux cas lois pénales religieuses dirigées contre les basses classes pour l'apaisement de la conscience des classes distinguées. La *Beerbill* ne touchait pas plus les clubs aristocratiques que la *Sunday tradingbill* ne touche les occupations dominicales distinguées. La classe ouvrière reçoit son salaire tard le samedi soir ; c'est donc pour elle seule qu'existe le commerce dominical. Elle seule est obligée de faire le dimanche ses petits achats. C'est donc contre elle seule qu'est dirigée la nouvelle loi. Au XVIII^e^ siècle, l'aristocratie française disait : pour nous Voltaire, pour le peuple la messe et la dîme. Au XIX^e^ siècle l'aristocratie anglaise dit : pour nous la phrase bigote, pour le peuple la pratique chrétienne. Les saints classiques du christianisme mortifiaient *leur* corps pour le salut de l'âme de la masse ; les saints modernes, cultivés, mortifient *le corps de la masse* pour le salut de la leur.

---

39 Contrains-les à entrer.

40 Loi sur la bière.

41 Loi sur le commerce le dimanche.

Cette alliance d'une aristocratie dissolue, décadente et jouisseuse et de l'Eglise, étayée par les sordides calculs des magnats de la bière et des gros commerçants monopoleurs, a provoqué hier à Hyde Park une *manifestation de masse*, telle que Londres n'en a plus connu depuis la mort de Georges IV, « premier gentleman d'Europe ». Nous en avons été spectateurs du commencement à la fin, et nous ne croyons pas exagérer en assurant qu'hier à Hyde Park la révolution anglaise a commencé. Les dernières nouvelles venues de Crimée ont constitué un élément essentiel de cette manifestation « *non-parlementaire* », « *extraparlementaire* », et « *antiparlementaire* ».

Lord *Robert Grosvenor* qui est à l'origine de la loi sur le commerce dominical, avait répondu à l'objection que sa loi était dirigée seulement contre les classes pauvres et non contre les classes riches, en disant :

> L'aristocratie s'abstient, sur une grande échelle, de faire travailler le dimanche ses domestiques et ses chevaux.

Dans les derniers jours de la semaine passée on pouvait lire sur tous les murs de Londres l'affiche suivante imprimée en gros caractères et émanant des Chartistes [1] :

> « *Nouvelle loi dominicale* en vue de supprimer le dimanche les journaux, le coiffeur, le tabac, les boissons et les repas et toutes les sortes de nourritures et de loisirs, du corps ou de l'esprit, dont le *pauvre peuple* a pour l'instant encore la faculté de jouir. *Un meeting en plein air* d'artisans, d'ouvriers et des « basses classes » de la capitale se tiendra à Hyde Park, dimanche après-midi, pour voir avec quel esprit religieux l'aristocratie observe le sabbat et comme elle est soucieuse de ne pas faire travailler ce jour-là ses domestiques et ses chevaux. Voir discours de Lord Robert Grosvenor. Le meeting est convoqué à 3 heures, sur la rive droite de la Serpentine (petite rivière dans Hyde Park) du côté des jardins Kensington. Venez ! Et amenez

---

1 *Chartisme* : forme que prit le mouvement révolutionnaire, mais non socialiste, des ouvriers anglais dans les années 1836 à 1848, qui luttaient pour la réalisation de la Charte du peuple (*People's Charter*), dont les exigences ne concernaient que la démocratisation de l'Etat anglais. Le chartisme a joué un rôle historique en tant que « premier mouvement de masse prolétarien et révolutionnaire, large et politiquement défini » (LÉNINE : *Œuvres choisies en 2 vol.*, t. II, p. 551).

> vos femmes et vos familles avec vous ! afin qu'elles profitent de l'exemple que leur donnent leurs « *supérieurs* » ! »

Il faut savoir que le chemin de Hyde Park qui longe la Serpentine et pour la *haute volée* [1] anglaise ce qu'est Longchamp pour la haute société parisienne — l'endroit où ses membres font parader l'après-midi, le dimanche notamment, leurs carrosses de luxe et leurs toilettes, où ils font caracoler leurs chevaux, suivis par des essaims de laquais. On voit dans le texte de l'affiche ci-dessus, que la lutte contre le cléricalisme prend le caractère de tous les combats sérieux en Angleterre, le caractère d'une *lutte de classe* du pauvre contre le riche, du peuple contre l'aristocratie, des gens de condition « inférieure » contre ceux de condition « supérieure ».

A 3 heures, 50 000 personnes environ étaient réunies à l'emplacement indiqué, sur la rive droit de la Serpentine, sur les immense pelouses de Hyde Park, et, des gens arrivant également de la rive gauche, ces 50 000 devinrent peu à peu au moins 200 000. On voyait de petits attroupements poussés d'un point à un autre. Les constables envoyés en nombre, cherchaient manifestement à retirer aux organisateurs du meeting ce qu'Archimède exigeait pour soulever le monde : un point d'appui solide. Enfin, un groupe plus important prit position et Bligh, le chartiste, juché sur un petit monticule au milieu du groupe, s'établit président. Il avait à peine commencé sa harangue que l'inspecteur de police Banks, à la tête de 40 constables brandissant des matraques, lui déclara que le parc était propriété privée *royale* et qu'on n'avait pas le droit d'y tenir un meeting. Après quelques pourparlers, Bligh cherchant à démontrer que les parcs étaient la propriété du public et Banks répliquant qu'il avait ordre de l'arrêter s'il persistait dans son intention, au milieu des hurlements épouvantables de la foule alentour, Bligh s'écria :

> La police de Sa Majesté déclare que Hyde Park est une propriété privée et que Sa Majesté ne veut pas prêter son domaine au peuple pour qu'il y tienne ses meetings. Transportons-nous donc à Oxford Market.

---

1 En français dans le texte.

Et au cri ironique de « God save the Queen ! » [42] le groupe s'égailla en direction de Oxford Market. Mais pendant ce temps *Finlen*, membre du Comité central chartiste, s'était précipité vers un arbre qui se dressait loin de là, des masses le suivirent, l'entourèrent en un clin d'œil en un cercle si serré et si dense, que la police renonça à sa tentative d'arriver jusqu'à lui.

> Nous sommes tyrannisés six jours de la semaine, le Parlement veut encore nous voler le peu de liberté que nous avons le septième. Ces hommes de l'oligarchie et ces capitalistes, coalisés avec les curés qui roulent des yeux hypocrites, veulent faire *pénitence*, non sur eux, mais sur nous, pour expier l'assassinat impie des enfants du peuple sacrifiés en Crimée.

Nous quittâmes ce groupe pour nous approcher d'un autre où un orateur, allongé de tout son long sur le dol, haranguait son auditoire dans cette position horizontale. Soudain, de tous côtés, retentit le cri : « A la chaussés, sus aux carrosses ! » Cependant les injures avaient déjà commencé à pleuvoir sur les équipages et les cavaliers. Les policiers, qui recevaient sans cesse des renforts de la ville, chassèrent les promeneurs de l'allée. Ils contribuèrent ainsi à former deux haies denses d'êtres humains, sur plus d'un quart de lieue des deux côtés de la chaussée, depuis Apsleyhouse Rotten Row jusqu'à Kensington Gardens en remontant la Serpentine. Le public se composait pour les deux tiers environ d'ouvriers, pour un tiers de membres de la classe moyenne, tous avec femmes et enfants. Les acteurs malgré eux, beaux messieurs et élégantes dames, « députés des Communes et Lords », dans de hauts carrosses d'apparat, laquais galonnés devant et derrière, ici et là messieurs d'un certain âge, échauffés par le vin de Porto, sur leurs chevaux, ne passaient pas cette fois-ci la revue. On les faisait passer par les verges. Bientôt des deux côtés, ils furent enveloppés dans un tourbillon de tous les cris railleurs, provocateurs et malsonnants dont aucune langue n'est aussi riche que la langue anglaise. Comme le concert était improvisé, il manquait d'instruments. Le chœur devait donc faire usage de ses propres organes et se militer à de la musique vocale. Et c'était un concert diabolique de grognements, de bourdonnements, de bougonnements, de piaillements, de glapissements, de gémissements, de râclements, de

42 Dieu protège la reine !

grincements. Une musique à rendre fous les hommes et à réveiller les morts. Des explosions d'authentique humour vieil-anglais et de fureur bouillonnante longtemps contenue s'y mêlaient bizarrement. « *Go to the church !* » (allez à l'église !) était le seul son articulé que l'on pouvait distinguer. Une lady tendit en signe d'apaisement un *Prayer Book* (livre de prières) à la reliure orthodoxe par la portière de la voiture. « *Give it to read to your horses !* » (Donnez-le à lire à vos chevaux !) fut la réponse tonnante proférée en écho par mille voix. Quand les chevaux devenaient ombrageux, se cabraient, se dressaient, prenaient le mors aux dents, quand un danger mortel menaçait leur élégante charge, les quolibets se faisaient plus bruyants, plus menaçants, plus inexorables. De nobles lords et ladies, parmi lesquels la comtesse Granville, épouse du ministre et président du Conseil intime, furent obligés de descendre de voiture et de faire usage de leurs propres jambes. Quand venaient à passer sur leurs chevaux des gentlemen d'un certain âge, dont le costume, notamment le chapeau à larges bords, manifestait des prétentions particulières à la perfection de la loi, tous les cris de fureur se perdaient comme par ordre en un éclat de rire inextinguible. Un de ces gentlemen perdit patience. Il fit, comme Méphistophélès, un geste inconvenant, il tira la langue à l'ennemi. « *He is a wordcatcher ! a parliamentary man ! He fights with his own weapons !* » (c'est un bavard ! un parlementaire ! il combat avec ses armes à lui !), ce cri retentit d'un côté du chemin. « *He is a saint ! he is psalm singing !* » (c'est un saint ! il chante des psaumes !), telle fut l'antistrophe de l'autre côté.

Cependant le télégraphe électrique de la capitale avait annoncé à tous les postes de police qu'une émeute se préparait à Hyde Park et leur avait donné l'ordre de se rendre sur le théâtre des opérations. Les sections de police se suivaient donc à intervalles rapprochés, défilant de Apsleyhouse à Kensington Gardens entre la double haie humaine, accueillies chaque fois par la chanson populaire :

Where are gone the geese ?
Ask the police !
(Où sont passées les oies ?
Demandez-le à la police !)

Ce qui était une allusion à un vol d'oies notoire, récemment commis à Cherkerwell par un agent de police. Ce scandale dura trois heures. Seuls des poumons anglais sont capables d'un tel tour de force. Pendant la représentation, on entendait dans les différents groupes : « Ce n'est que le commencement », « C'est le premier pas ! », « Nous les haïssons ! » etc. Tandis que sur le visage des ouvriers on pouvait lire la colère, jamais auparavant nous n'avions vu sur le visage des gens des classes moyennes de sourire aussi content, aussi satisfait. Peu avant la fin, la violence de la manifestation s'accrût. On brandit des bâtons en direction de carrosses et la cacophonie prit forme dans l'interjection : « *You rascals !* » (Gredins !). Pendant les trois heures, des chartistes, hommes et femmes, parcoururent la foule, en distribuant des tracs où l'on pouvait lire en gros caractères :

> Réorganisation du chartisme ! un grand meeting public se tiendra mardi prochain 26 juin, à l'Institut littéraire et scientifique du Docteur Common, Friar Street, pour élire des délégués à une conférence pour la réorganisation du chartisme dans la capitale. Entrée libre.

La presse de Londres ne donne aujourd'hui dans l'ensemble qu'un bref compte rendu des événements de Hyde Park. Pas encore d'éditoriaux à l'exception du *Morning Post* de Lord Palmeston.

> Un spectacle extrêmement honteux et dangereux, *dit-il*, s'est déroulé à Hyde Park, une violation caractérisée de la loi et une atteinte aux bonnes mœurs — une tentative illégale de faire intervenir la force physique dans le libre jeu du pouvoir législatif. La scène ne doit pas se renouveler dimanche prochain, comme la menace en a été faite.

Mais en même temps il qualifie ce « fanatique » de Lord Grosvenor d'unique « responsable » du désordre et déclare qu'il a provoqué la « juste colère du peuple ». Comme si la Parlement n'avait pas adopté en trois lectures la loi de Lord Grosvenor ! Aurait-il également employé « la force physique pour faire pression sur le libre jeu du pouvoir législatif » ?

13.

KARL MARX

Le Capital

Le développement de la production capitaliste

Retour à la table des matières

Une société où le produit du travail prend généralement la forme de marchandise et où, par conséquent, le rapport le plus général entre les producteurs consiste à comparer les valeurs de leurs produits et, sous cette enveloppe des choses, à comparer les uns aux autres leurs travaux privés à titre de travail humain égal, une telle société trouve dans le christianisme avec son culte de l'homme abstrait, et surtout dans ses types bourgeois, protestantisme, déisme, etc., le complément religieux le plus convenable. Dans les modes de production de la vieille Asie, de l'Antiquité en général, la transformation du produit en marchandise ne joue qu'un rôle subalterne, qui cependant acquiert plus d'importance à mesure que les communautés approchent de leur dissolution. Des peuples marchands proprement dits n'existent que dans les intervalles du monde antique, à la façon des dieux d'Epicure, ou comme les Juifs dans les pores de la société polonaise. Ces vieux organismes sociaux sont, sous le rapport de la production, infiniment plus simples et plus transparents que la société bourgeoise ; mais ils ont pour base l'immaturité de l'homme individuel — dont l'histoire n'a pas encore coupé pour ainsi dire, le cordon ombilical qui l'unit à la communauté naturelle d'une tribu primitive — ou des conditions de despotisme et d'esclavage. Le degré inférieur de développement des forces productives du travail qui les caractérise, et qui par suite imprègne tout le cercle de la vie matérielle, l'étroitesse des rapports des hommes, soit entre eux, soit avec la nature, se reflète idéalement dans les vieilles religions nationales. En général, le reflet religieux du monde réel ne pourra disparaître que lorsque les conditions du travail et de la vie pratique présenteront à l'homme des rapports transparents et rationnels avec ses semblables et avec la nature. La vie sociale, dont

la production matérielle et les rapports qu'elle implique forment la base, ne sera dégagée du nuage mystique qui en voile l'aspect, que le jour où s'y manifestera l'œuvre d'hommes librement associés, agissant consciemment et maître de leur propre mouvement social. Mais cela exige dans la société un ensemble de conditions d'existence matérielle qui ne peuvent être elles-mêmes le produit que d'un long et douloureux développement.

L'économie politique a bien, il est vrai, analysé la valeur et la grandeur de la valeur, quoique d'une manière très imparfaite. Mais elle ne s'est jamais demandé pourquoi le travail se représente dans la valeur, et la mesure du travail par sa durée dans la grandeur de valeur des produits. Des formes qui manifestent au premier coup d'œil qu'elles appartiennent à une période sociale dans laquelle la production et ses rapports régissent l'homme au lieu d'être régis par lui, paraissent à sa conscience bourgeoise une nécessité tout aussi naturelle que le travail productif lui-même. Rien d'étonnant qu'elle traite les formes de production sociale qui ont précédé la production bourgeoise, comme les Pères de l'Eglise traitaient les religions qui avaient précédé le christianisme.

… Une histoire critique de la technologie ferait voir combien il s'en faut généralement qu'une invention quelconque du XVIII^{e} siècle appartienne à un seul individu. Il n'existe aucun ouvrage de ce genre. Darwin a attiré l'attention sur l'histoire de la *technologie naturelle*, c'est-à-dire sur la formation des organes des plantes et des animaux considérés comme moyens de production pour leur vie. L'histoire des organes productifs de l'homme social, base matérielle de toute organisation sociale, ne serait-elle pas digne de semblables recherches ? Et ne serait-il pas plus facile de mener cette entreprise à bonne fin, puisque, comme dit Vico, l'histoire de l'homme se distingue de la nature en ce que nous avons fait celle-là et non celle-ci ? La technologie met à nu le mode d'action de l'homme vis-à-vis de la nature, le procès de production de sa vie matérielle, et, par conséquent, l'origine des rapports sociaux et des idées ou conceptions intellectuelles qui en découlent. L'histoire de la religion elle-même, si l'on fait abstraction de cette base matérielle, manque de critérium. Il est, en effet, bien plus facile de trouver par l'analyse le contenu, le noyau terrestre des conceptions nuageuses des religions, que de faire

voir par une voie inverse comment les conditions réelles de la vie revêtent peu à peu une forme éthérée. C'est là la seule méthode matérialiste, par conséquent scientifique. Pour ce qui est du matérialisme abstrait des sciences naturelles, qui ne faut aucun cas du développement historique, ses défauts éclatent dans la manière de voir abstraite et idéologique de ses porte-parole, dès qu'ils se hasardent à faire un pas hors de leur spécialité.

On m'objectera peut-être l'*Essai sur la population*, publié en 1798, mais dans sa première forme ce livre de Malthus n'est qu'une déclaration d'écolier sur des textes empruntés à De Foë, Franklin, Wallace, sir James Stuart, Townsend, etc. Il n'y a ni une recherche ni une idée du cru de l'auteur.

La grande sensation que fit ce pamphlet juvénile n'était due qu'à l'esprit de parti. La Révolution française avait trouvé des défenseurs chaleureux de l'autre côté de la Manche, et le « principe de population », peu à peu élaboré au XVIII^e siècle, puis, au milieu d'une grande crise sociale, annoncé à coups de grosse caisse comme l'antidote infaillible des doctrines de Condorcet, etc., fut bruyamment acclamé par l'oligarchie anglaise comme l'éteignoir de toutes les aspirations au progrès humain. Malthus, tout étonné de son succès, se mit dès lors à fourrer sans cesse dans l'ancien cadre de nouveaux matériaux superficiellement compilés. — A l'origine, l'économie politique a été cultivée par des philosophes comme Hobbes, Locke, Hume, par des gens d'affaires et des hommes d'Etat tels que Thomas More, Temple, Sully, de Witt, Law, Vanderlint, Cantillon, Franklin et, avec le plus grand succès par des médecins comme Petty, Barbon, Mandeville, Quesnay, etc. Vers le milieu du XVIII^e siècle, le pasteur Tucker, un économiste distingué pour son époque, se croit encore obligé de s'excuser de ce qu'un homme de sa sainte profession se mêle des choses de Mammon. Puis les pasteurs protestants s'établissent dans l'économie politique, à l'enseigne du « principe de population », et alors ils y pullulent. A part le moine vénitien Ortes, écrivain spirituel et original, la plupart des docteurs ès population sont des ministres protestants. Citons, par exemple, Bruckner qui, dans sa *Théorie du système animal* (Leyde, 1767), a devancé toute la théorie moderne de la population, le « révérend » Wallace, le « révérend » Townsend, le « révérend » Malthus, et son disciple, l'archi-révérend

Th. Chalmers. Malthus, quoique ministre de la haute Eglise anglicane, avait au moins fait vœu de célibat comme *socius* (*fellow*) de l'université de Cambridge.

> Socios collegiorum maritos esse non permittimus, sed statium postquam quis uxorem duxerit, socius collegii desinat esse [1].

En général, après avoir secoué le joug du célibat catholique, les ministres protestants revendiquèrent comme leur mission spéciale l'accomplissement du précepte de la Bible : « Croissez et multipliez », ce qui ne les empêche pas de prêcher en même temps aux ouvriers le « principe de population ». ils ont presque monopolisé ce point de doctrine chatouilleux, ce travestissement économique du péché originel, cette pomme d'Adam, le « pressant appétit » et « les obstacles qui tendent à émousser les flèches de Cupidon » (*the checks wich tend to blunt the shafts of Cupid*) comme dit gaiement le « révérend » Townsend. On dirait que Petty pressentait ces bousilleurs lorsqu'il écrivait :

> La religion fleurit surtout là où les prêtres subissent le plus de macération, de même que la loi, là où les avocats crèvent de faim.

Mais, si les pasteurs protestants persistent à ne vouloir ni obéir à l'apôtre saint Paul, ni mortifier leur chaire par le célibat, qu'ils prennent au moins garde de ne pas engendrer plus de ministres que les bénéfices disponibles n'en comportent.

> S'il n'y a que douze mille bénéfices en Angleterre, il est dangereux d'engendrer vingt-quatre mille ministres [2] (*it will not be safe to bred up 24 000 ministers*), car les douze mille sans-cure chercheront toujours à gagner leur vie, et pour arriver à cette fin ils ne trouveront pas de meilleur moyen que de courir parmi le peuple et de lui persuader que les douze mille bénéficiaires empoisonnent les âmes et les affament, et les éloignent du vrai sentier qui mène au ciel. (William PETTY : *A Treatise on taxes and contributions*, Lond., 1667, p. 57.)

---

1 Nous ne permettons pas que les agrégés [*fellows*] des Collèges soient mariés, mais aussitôt que quelqu'un aura pris femme, il cesse d'être agrégé du collège.

2 Ministres du Culte.

A l'instar de Petty, Adam Smith fut détesté par la prêtraille. On en peut juger par un écrit intitulé : *A letter to A. Smith, L. L. D. On the Lifef, Death and Philosophy of his Friend, David Hume. By one of the People called Christians*, 4e éd., Oxford, 1784. L'auteur de ce pamphlet, docteur Horne, évêque anglican de Norwich, sermonne A. Smith pour avoir publié une lettre à M. Strahan où « il embaume son ami David » [Hume], où il raconte au monde que « sur son lit de mort hume s'amusait à lire Lucien et à jouer au whist », et où il pousse l'impudence jusqu'à avouer :

> J'ai toujours considéré Hume, aussi bien pendant sa vie qu'après sa mort, comme aussi près de l'idéal d'un sage parfait et d'un homme vertueux que le comporte la faiblesse de la nature humaine.

L'évêque courroucé s'écrie :

> Convient-il donc, monsieur, de nous présenter, comme parfaitement sage et vertueux le caractère et la conduite d'un homme possédé d'une antipathie si incurable contre tout ce qui porte le nom de religion qu'il tourmentait son esprit pour effacer ce nom même de la mémoire des hommes ?… Mais ne vous laissez pas décourager, amis de la vérité, l'athéisme n'en a pas pour longtemps… Vous [A. Smith] avez eu l'atroce perversité (*the atrocious wickedness*) de propager l'athéisme dans le pays (notamment par la *Théorie des sentiments moraux*)… Nous connaissons vos ruses, maître docteur, ce n'est pas l'intention qui vous manque, mais vous comptez cette fois sans votre hôte. Vous voulez nous faire croire par l'exemple de David Hume, esquire, qu'il n'y a pas d'autre cordial pour un esprit abattu, pas d'autre contre-poison contre la crainte de la mort que l'athéisme… Riez donc sur les ruines de Babylone et félicitez Pharaon, le scélérat endurci ! (*L. c.*, pp. 8, 17, 21, 22.)

Un autre anglican orthodoxe, qui avait fréquenté les cours d'Adam Smith, nous raconte à l'occasion de sa mort :

> L'amitié de Smith pour Hume l'a empêché d'être chrétien… Il croyait Hume lui aurait dit que la lune est un fromage vert qu'il l'aurait cru. C'est pourquoi il a cru aussi sur parole qu'il n'y avait ni Dieu ni miracle… Dans ses principes politiques il frisait le républicanisme. (*The Bee*, by JAMES ANDERSON, 18 tomes, Edimb., 1791-93, t. III ; pp. 166, 165.)

Enfin, le « révérend » Th. Chalmers soupçonne Adam Smith d'avoir inventé la catégorie des « travailleurs improductifs » tout exprès pour les ministres protestants, malgré leur travail fructifère dans la vigne du Seigneur.

14.

FRIEDRICH ENGELS

Littérature d'émigrés *
(extrait du deuxième article)

Retour à la table des matières

… Nos blanquistes 1 ont ceci de commun avec les bakouninistes 2 qu'ils veulent représenter la tendance la plus radicale, celle qui de toutes va le plus loin. C'est aussi la raison pour laquelle, soit dit en passant, ils rejoignent souvent ceux-ci dans les moyens, bien qu'ils s'opposent à eux dans les buts qu'ils se fixent. Il s'agit donc, pour ce qui est de l'athéisme, d'être plus radical que tous les autres. Etre athée n'est malheureusement plus très sorcier aujourd'hui. L'athéisme va peu à peu de soi dans les partis ouvriers européens, bien que, dans certains pays, il puisse avoir l'allure, assez souvent, de l'athéisme de ce bakouniniste espagnol pour qui croire en Dieu était une position antisocialiste, mais croire à la Vierge Marie quelque chose de tout à fait différent : tout bon socialiste se devait naturellement de croire en

---

* Paru dans le *Volksstaat* (organe des socialistes allemands), n° 73 du 26 juin 1874. D'après Friedrich ENGELS : *Questions internationales traitées dans le Volksstaat de 1871 à 1876*, Berlin 1884.

1 Le *blanquisme* est un courant du mouvement socialiste français, auquel le grand révolutionnaire Louis-Auguste Blanqui (1801-1881), a donné son nom. « Le blanquiste, a écrit Lénine, attend la libération de l'humanité de l'esclavage salarié, non de la lutte des classes du prolétariat, mais de la conspiration d'une petite minorité d'intellectuels » (cf. V. I. LÉNINE : *Œuvres*, tome X, p. 396).

2 Partisans de l'anarchisme hostile au marxisme ; leur chef de file fut le révolutionnaire russe Mikhail Alexandrovitch Bakounine (1814-1876) qui lutta contre Marx. Le bakouninisme est, selon le mot de Lénine, la conception du monde « du petit bourgeois qui désespère de son salut ». Bakounine fut exclu de l'Internationale au Congrès de La Haye.

elle. On peut même dire de la grande majorité des ouvriers allemands sociaux-démocrates que l'athéisme a fait son temps chez eux, il est dépassé ; ce terme purement négatif ne s'applique plus à eux, car ils ne sont plus en opposition théorique, mais seulement pratique avec la croyance en Dieu ; ils en ont tout *simplement fini avec Dieu*, ils vivent et pensent dans le monde réel et sont donc matérialistes. Sans doute en va-t-il de même en France. Mais si ce n'était pas le cas, alors, il n'y aurait rien de plus simple que veiller à ce que la magnifique littérature matérialiste. Sans doute en va-t-il de même en France. Mais si ce n'était pas le cas, alors, il n'y aurait rien de plus simple que veiller à ce que la magnifique littérature matérialiste française du siècle dernier soit diffusée massivement parmi les ouvriers ; elle représente, cette littérature, pour le fond et pour la forme, un des sommets de l'esprit français et — compte tenu de l'état de la science d'alors — elle se situe aujourd'hui encore à un niveau infiniment élevé quant au fond, et pour la forme on n'a jamais atteint depuis à une telle perfection. Mais cela ne peut convenir à nos blanquistes. Pour prouver qu'ils sont les extrémistes les plus résolus, ils abrogent Dieu par décret, comme en 1793 :

> Que la Commune libère à jamais l'humanité de ce spectre de sa misère passée (Dieu) « de cette cause » (Dieu qui n'existe pas, une cause !), de sa misère présente. Dans la Commune il n'y a pas de place pour les curés ; il faut interdire toute manifestation religieuse, toute organisation religieuse.

Et cette prétention de transformer les gens en athées par ordre du moufti [1] est signée de deux membres de la Commune, qui ont pourtant eu vraiment assez d'occasions d'apprendre, premièrement, que l'on peut, sur le papier, donner énormément d'ordres sans qu'il soit pour autant nécessaire de les exécuter, et deuxièmement, que les persécutions sont le meilleur moyen de donner de la force à des convictions impopulaires ! Ce qu'il y a de sûr, c'est que l'unique service que l'on peut rendre encore à Dieu de nos jours, c'est de faire de l'athéisme un article de foi obligatoire et d'en rajouter sur les lois

1 Les quatre derniers mots en français dans le texte ; par ordre du moufti, c'est-à-dire par ordre d'en haut.

anticatholiques de Bismack [43], son Kulturkampf, en interdisant la religion en général…

---

43 Il s'agit d'une série de mesures que Bismarck parvint à imposer dans les années 70 dans a lutte contre le parti du Centre (catholique) afin d'affaiblir le particularisme de l'Allemagne du Sud. Ce Kulturkampf se traduisit par la loi contre les Jésuites du 4 juillet 1871 et les loi de mai : loi du 11 mai 1873 sur la formation et la nomination des prêtres ; loi du 12 mai 1873 sur le pouvoir disciplinaire en matière religieuse et sur l'institution du tribunal de l'exercice du droit de sanction et de coercition religieuse ; loi du 14 mai 1873 sur la démission de l'Eglise. La plupart de ces mesures furent rapportées ou atténuées par la suite. Les lois de mai furent suspendues en 1880, puis abrogées.

15.

KARL MARX

Gloses marginales au programme du parti ouvrier allemand *

Retour à la table des matières

« *Liberté de conscience !* » Si on voulait, par ces temps de *Kulturekampf* 1, rappeler au libéralisme ses vieux mots d'ordre, on ne pouvait le faire que sous cette forme : « Chacun doit pouvoir satisfaire ses besoins religieux et corporels, sans que la police y fourre le nez ». Mais le Parti ouvrier avait là l'occasion d'exprimer sa conviction que la bourgeoisie « liberté de conscience » n'est rien de plus que la tolérance de toutes les sortes possibles de *liberté de conscience religieuse*, tandis que lui s'efforce de libérer les consciences de la fantasmagorie religieuse. Seulement on se complaît à ne pas dépasser le niveau « bourgeois » 2.

---

* Ecrites au début de mai 1875 ; publiées pour la première fois dans la *Neue Zeit*, 9[e] année (1890-91), tome I.

1 La fameuse « lutte pour la culture », le Kulturkampf, c'est-à-dire la lutte que Bismarck mena après 1870 contre le parti catholique allemand, le parti du « Centre », au moyen de persécutions policières dirigées contre le catholicisme. Par cette lutte Bismarck n'a fait que *raffermir* le cléricalisme militant des catholiques ; il n'a fait que nuire à la cause de la véritable culture, en mettant au premier plan les divisions religieuses, au lieu des divisions politiques, il a fait dévier l'attention de certaines couches de la classe ouvrière et de la démocratie, des tâches essentielles que comporte la lutte de classe et révolutionnaire, vers l'anticléricalisme le plus superficiel et le plus bourgeoisement mensonger. » (LÉNINE : « De l'attitude du Parti ouvrier à l'égard de la religion ». Article écrit en 1909. Voir : *Lénine et la religion* p. 14, Editions sociales, 1949.)

2 Marx critique ici la direction de la social-démocratie allemande qui ne montrait pas en toute clarté dans le programme qu'elle proposait l'attitude de refus du parti ouvrier à l'égard de l'abêtissement religieux, mais se contentait de répéter la revendication permanente des partis bourgeois concernant la « liberté de conscience ».

16.

FRIEDRICH ENGELS

Anti-Dürhing *

Retour à la table des matières

Le christianisme n'a connu qu'*une* égalité entre tous les hommes, celle du péché originel égal, qui correspondait tout à fait à son caractère de religion des esclaves et des opprimés. A côté de cela, c'est tout au plus s'il connaissait l'égalité des élus, sur laquelle on ne mit d'ailleurs l'accent que tout au début. Les traces de communauté des biens qui se trouvent également dans les débuts de la religion nouvelle, se ramènent plutôt à la solidarité entre persécutés qu'à des idées réelles d'égalité. Bien vite la fixation de l'opposition entre prêtres et laïcs mit fin même à ce rudiment d'égalité chrétienne. — L'invasion de l'Europe occidentale par les germains élimina pour des siècles toutes les idées d'égalité du fait qu'il se construisit peu à peu une hiérarchie sociale et politique d'une complication telle qu'on n'en avait jamais connu de pareille ; mais, en même temps, elle entraîna l'Europe occidentale et centrale dans le mouvement de l'histoire, créa pour la première fois une zone de civilisation compacte et, dans cette zone, pour la première fois, un système d'Etats de caractère avant tout national, qui s'influençaient réciproquement et se tenaient réciproquement en échec. Ainsi, elle préparait le seul terrain sur lequel on pût dans la suite des temps parler de valeur égale des hommes, des droits de l'homme…

… La souveraineté de l'individu consiste essentiellement en ceci que « vis-à-vis de l'Etat, l'individu est dans un état de contrainte absolue », mais cette contrainte ne peut se justifier que dans la mesure où « elle sert réellement la justice naturelle ». A cette fin, il y aura « législation et magistrature », mais elles « doivent rester avec la communauté » ; en outre, une alliance défensive, qui se manifeste

* Ecrit du début de novembre 1876 à la fin de mars 1878.

« par la solidarité dans l'armée ou dans une section exécutive requise pour le service intérieur de sécurité », par conséquent aussi, armée, police et gendarmes. En vérité, M. Dühring a déjà si souvent fait ses preuves de brave Prussien ! Il se montre ici l'égal de ce Prussien modèle qui, d'après feu le ministre von Rochow, « porte son gendarme dans le cœur ». Mais cette gendarmerie de l'avenir ne sera pas aussi dangereuse que les pandores d'aujourd'hui. Quelles que soient ses violences sur l'individu souverain, celui-ci a toujours *une consolation*,

> la justice ou l'injustice dont, selon les circonstances, il est l'objet de la part de la société libre, ne peut jamais être *quelque chose de pire* que ce qu'entraînerait lui aussi *l'état de nature !*

Et ensuite, après nous avoir fait trébucher encore une fois sur ses inévitables droits d'auteur, M. Dühring nous assure que dans son monde de l'avenir, il y aura un « droit d'accès au barreau qui sera, cela va sans dire, intégralement libre et général ». « La libre société imaginée aujourd'hui » devient de plus en plus mêlée : des architectes, des manœuvres, des hommes de lettres, des gendarmes, et par-dessus le marché, encore des avocats ! Ce « royaume intellectuel solide et critique » ressemble, à s'y méprendre, aux divers royaumes célestes des diverses religions, dans lesquels le croyant retrouve toujours transfiguré ce qui lui a adouci sa vie terrestre. Et M. Dühring n'appartient-il pas à l'Etat où « chacun peut faire son salut à sa façon » ? Que demander de plus ?

Ce que nous pourrions bien demander est d'ailleurs indifférent. L'important, c'est ce que M. Dühring veut. Et M. Dühring se distingue de Frédéric II en ceci que dans son Etat de l'avenir, il n'est nullement vrai que chacun puisse faire son salut à sa façon. La Constitution de cet Etat de l'avenir dit :

> Dans la libre société, il ne peut y avoir de culte ; car chacun de ses membres a dépassé l'illusion primitive et enfantine que derrière la nature ou au-dessus d'elle, il y a des êtres sur lesquels on peut agir par sacrifices ou prières. [Un] système de socialité correctement compris

> *doit* donc… *abolir* tout l'appareil de la sorcellerie cléricale et, par suite, tous les éléments essentiels des cultes 44.

On interdit la religion.

Or, toute religion n'est que le reflet fantastique, dans le cerveau des hommes, des puissances extérieures qui dominent leur existence quotidienne, reflet dans lequel les puissances terrestres prennent la forme de puissances supra-terrestres. Dans les débuts de l'histoire, ce sont d'abord les puissances de la nature qui sont sujettes à ce reflet qui dans la suite du développement passent, chez les différents peuples, par les personnifications les plus diverses et les plus variées. Ce premier processus a été remonté par la mythologie comparée, du moins pour les peuples indo-européens, jusqu'à son origine dans les Védas de l'Inde, puis dans sa continuation, il a été montré dans le détail chez les Indous, les Perses, les Grecs, les Romains et les Germains, et dans la mesure où nous avons suffisamment de documents, également chez les Celtes, les Lithuaniens et les Slaves. Mais bientôt, à côté des puissances naturelles, entrent en action aussi des puissances sociales, puissances qui se dressent en face des hommes, tout aussi étrangères et au début, tout aussi inexplicables, et les dominent avec la même apparence de nécessité naturelle que les forces de la nature elles-mêmes. Les personnages fantastiques dans lesquels ne se reflétaient au début que les forces mystérieuses de la nature, reçoivent par là des attributs sociaux, deviennent les représentants des puissances historiques 45. A un stade plus avancé encore de l'évolution, l'ensemble des attributs naturels et sociaux des dieux nombreux est reporté sur un seul dieu tout-puissant, qui n'est

---

44 Cf. Eugen DÜHRING : Cours de philosophie… Leipzig, 1875, p. 285, et E. Dühring : Cours d'économie politique et sociale… 2e édition, Berlin, 1876, p. 345.

45 Ce double caractère ultérieur des personnages divins est une raison de la confusion qui s'introduit ultérieurement dans les mythologies, raison que n'a pas vue la mythologie comparée, laquelle s'en tient uniquement au caractère des dieux comme reflets de puissances naturelles. Ainsi, dans quelques tribus germaniques, le dieu de la guerre s'appelle en vieux norrois *Tyr*, en vieil haut-allemand *Zio* et correspond donc au grec *Zeus* et au latin *Jupiter* pour *Diu piter* ; dans d'autres, il s'appelle *Er*, *Eor*, et correspond donc au grec *Ares* et au latin *Mars*.

lui-même à son tour que le reflet de l'homme abstrait. C'est ainsi qu'est né le monothéisme, qui fut dans l'histoire le dernier produit de la philosophie grecque vulgaire à son déclin et trouva son incarnation toute prête dans le Dieu national exclusif des Juifs, Jahvé. Sous cette figure commode, maniable et susceptible de s'adapter à tout, la religion peut subsister comme forme immédiate, c'est-à-dire sentimentale, de l'attitude des hommes par rapport aux puissance étrangères, naturelles et sociales, qui les dominent, tant que les hommes sont sous la domination de ces puissances. Or nous avons vu à maintes reprises que, dans la société bourgeoise actuel, les hommes sont dominés par les rapports économiques créés par eux-mêmes, par les moyens de production produits par eux-mêmes, comme par une puissance étrangère. La base effective de l'action réflexe religieuse subsiste donc et avec elle, le reflet religieux lui-même. Et même si l'économie bourgeoise permet de glisser un regard dans l'enchaînement causal de cette domination étrangère, cela ne change rien à l'affaire. L'économie bourgeoise ne peut ni empêcher les crises en général, ni protéger le capitaliste individuel des pertes, des dettes sans provision et de la faillite, ou l'ouvrier individuel du chômage et de la misère. Le proverbe est toujours vrai : l'homme propose et Dieu dispose (Dieu, c'est-à-dire la domination étrangère du mode de production capitaliste). La simple connaissance, quand même elle irait plus loin et plus profond que celle de l'économie bourgeoise, ne suffit pas pour soumettre des puissances sociales à la domination de la société. Il y faut avant tout un *acte* social. Et lorsque cet acte sera accompli, lorsque la société, par la prise de possession et le maniement planifié de l'ensemble des moyens de production, se sera délivrée et aura délivré tous ses membres de la servitude où les tiennent présentement ces moyens de production produits par eux-mêmes, mais se dressant en face d'eux comme une puissance étrangère accablante ; lorsque donc l'homme cessera de simplement proposer, mais aussi disposera, — c'est alors seulement que disparaîtra la dernière puissance étrangère qui se reflète encore dans la religion, et que par là disparaîtra le reflet religieux lui-même, pour la bonne raison qu'il n'y aura plus rien à refléter.

Au contraire, M. Dühring ne peut pas attendre que la religion meure de cette mort naturelle qui lui est promise. Il procède de façon plus radicale. Il est plus bismarckien que Bismarck ; il décrète des lois de

mai aggravées, non seulement contre le catholicisme, mais contre toute religion en général ; il lance ses gendarmes de l'avenir à la poursuite de la religion et ainsi il l'aide à accéder au martyre et prolonge sa vie. Où que nous regardions, c'est du socialisme spécifiquement prussien !…

Egalité. Justice. — L'idée que l'égalité est l'expression de la justice, le principe de l'ordre politique et social parfait, est né de façon tout à fait historique. Dans les communautés naturelles, elle n'existait pas ou, du moins, n'existait que d'une façon très limitée, pour le membre n'existait que d'une façon très limitée, pour le membre d'une communauté particulière, jouissant de la plénitude de ses droits : elle était entachée d'esclavage. Idem dans la démocratie antique. L'égalité de tous les hommes, Grecs, Romains et Barbares, hommes libres et esclaves, nationaux et étrangers, citoyens et clients, etc., n'était pas seulement une folie pour le cerveau antique, mais même un crime et son premier début fut logiquement persécuté dans le christianisme. Dans le catholicisme, d'abord l'égalité négative de tous les hommes devant Dieu comme pécheurs, et dans une conception plus étroite l'égalité des enfants de Dieu rachetés les uns comme les autres par la grâce et le sang du Christ. Les deux conceptions fondées dans le rôle du christianisme, — comme religion des esclaves, des bannis, des réprouvés, des persécutés, des opprimés. Avec la victoire du christianisme, ce motif passa au second plan et l'opposition entre croyants et païens, orthodoxes et hérétiques devint tout d'abord l'essentiel. Avec l'apparition des villes et par suite, des éléments plus ou moins développés de bourgeoisie et de prolétariat, la revendication d'égalité devait forcément recommencer à poindre peu à peu comme condition de l'existence bourgeoise et la façon prolétarienne de conclure logiquement de l'égalité politique à l'égalité sociale devait s'y rattacher. Cela, naturellement sous forme religieuse, s'est exprimé nettement pour la première fois dans la Guerre des paysans. — Le côté bourgeois formulé pour la première fois avec rigueur, mais d'une façon encore universellement humaine grâce à Rousseau. Comme dans toutes les revendications de la bourgeoisie, le prolétariat se dresse ici également comme une ombre fatale et tire ses conclusions (Babeuf). Développer cet enchaînement entre l'égalité bourgeoise et la façon prolétarienne d'en tirer les conséquences logiques.

Déjà, le reflet exact de la *nature* extrêmement difficile, produit d'une longue histoire de l'expérience. Les forces de la nature, quelque chose d'étranger, de mystérieux, de supérieur pour l'homme primitif. A un certain stade, par lequel passent *tous* les peuples civilisés, ils se les assimile en les personnifiant. C'est cet instinct de personnification qui a été créé par les dieux, et le *consensus gentium* quant à la preuve de l'existence de Dieu en prouve précisément que l'universalité de cet instinct de personnification en tant que stade de transition nécessaire, donc aussi l'universalité de la religion. Seule, la connaissance réelle des forces de la nature chasse les dieux ou le dieu d'une position après l'autre (Secchi et son système solaire). Ce processus maintenant si avancé, qu'il peut être théoriquement considéré comme terminé.

Dans les choses *sociales*, le reflet encore plus difficile. La société est déterminée par les rapports économiques, production et échange, ainsi que par les conditions historiques préalables.

17.

FRIEDRICH ENGELS

Dialectique de la nature

Introduction

Retour à la table des matières

L'étude moderne de la nature, — qui est seule parvenue à un développement scientifique, systématique et complet, à l'opposé des institutions géniales des Anciens en philosophie de la nature et des découvertes arabes, extrêmement importantes, mais sporadiques et disparues pour la plupart sans résultats, — cette étude moderne de la nature date, comme toute l'histoire moderne de la puissante époque que nous autres Allemands nommons la Réforme d'après le malheur national qui est venu nous frapper en ces temps que les Français nomment la Renaissance et les Italiens Cinquecento, bien qu'aucun de ces terme n'en donne complètement l'idée. C'est l'époque qui commence avec la deuxième moitié du XV^e^ siècle. La royauté, s'appuyant sur les bourgeois des villes, a brisé la puissance de la noblesse féodale et créé les grandes monarchies, fondées essentiellement sur la nationalité, dans le cadre desquelles se sont développées les nations européennes moderne ; et tandis que la bourgeoisie et la noblesse étaient encore aux prises, la guerre des paysans d'Allemagne a annoncé prophétiquement les luttes de classes à venir, en portant sur la scène non seulement les paysans révoltés, — ce qui n'était plus une nouveauté, — mais encore, derrière eux, les précurseurs du prolétariat moderne, le drapeau rouge au poing et aux lèvres la revendication de la communauté des biens. Dans les manuscrits sauvés de la chute de Byzance, dans les statues antiques retirées des ruines de Rome, un monde nouveau se révélait à l'Occident étonné : l'antiquité grecque ; ses formes resplendissantes dissipaient les fantômes du moyen âge ; l'Italie naissait à un épanouissement artistique insoupçonné, qui sembla un reflet de l'antiquité classique et n'a plus été retrouvé. En Italie, en France, en

Allemagne, apparaissait une littérature nouvelle, la première littérature moderne ; l'Angleterre et l'Espagne connurent bientôt après leur époque littéraire classique. Les barrières de l'ancien *orbis terrarum* furent brisées ; pour la première fois la terre était vraiment découverte, les fondements posés pour le passage de l'artisanat à la manufacture qui devait, à son tour, constituer le point de départ de la grande industrie moderne. La dictature spirituelle de l'Eglise fut brisée ; la majorité des peuples germaniques la rejeta directement en adoptant le protestantisme, tandis que, chez les peuples romans, une allègre libre pensée, reprise des Arabes et nourrie de la philosophie grecque fraîchement découverte, s'enracinait de plus en plus et préparait le matérialisme du XVIII^{e} siècle.

Ce fut le plus grand bouleversement progressiste que l'humanité eût jamais connu, une époque qui avait besoins de géants et qui engendra des géants : géants de la pensée, de la passion et du caractère, géants d'universalité et d'érudition. Les hommes qui fondèrent la domination moderne de la bourgeoisie furent tout, sauf prisonniers de l'étroitesse bourgeoise. Au contraire, l'esprit aventureux du temps les a tous plus ou moins tochés de son souffle. On eût difficilement trouvé à cette date un homme d'importance qui n'eût fait de vastes voyages, parlé quatre ou conq langues, brillé dans plusieurs spécialités. Léonard de Vinci a été non seulement un grand peintre, mais aussi un mathématicien et un ingénieur éminent, à qui les branches les plus diverses de la physique sont redevables d'importantes découvertes ; Albert Dürer a été peintre, graveur, sculpteur, architecte, et il a inventé de surcroît un système de fortification qui comprend bon nombre des idées reprises bien plus tard par Montalembert et par l'art moderne de la fortification en Allemagne. Machiavel a été homme d'Etat, historien, poète, et en même temps le premier écrivain militaire des temps modernes digne d'être cité. Luther a nettoyé non seulement les écuries d'Augias de l'Eglise, mais aussi celles de la langue allemande ; c'est lui qui a créé la prose allemande moderne et composé le texte et la méthode de cet hymne empli de la certitude de vaincre qui est devenu la *Marseillaise* du XVI^{e} siècle. Les héros de ce temps n'étaient pas encore esclaves de la division du travail, dont nous sentons si souvent chez leurs successeurs quelles limites elle impose, quelle étroitesse elle engendre. Mais ce qui les distingue surtout, c'est que, presque sans exception, ils sont pleinement plongés

dans le mouvement de leur temps, dans la lutte pratique ; ils prennent parti, ils entrent dans le combat, qui par la parole et l'écrit, qui par l'épée, souvent des deux façons. De là cette plénitude et cette force de caractère qui font d'eux des hommes complets. Les savants de cabinet sont l'exception : soit des gens de second ou de troisième ordre, soit des philistins prudents qui ne veulent pas se brûler les doigts.

En ce temps, l'étude de la nature se faisait, elle aussi, au beau milieu de la révolution générale et elle était elle-même de part en part révolutionnaire : n'avait-elle pas à conquérir son droit à l'existence dans la lutte ? La main dans la main avec les grands Italiens de qui date la philosophie moderne, elle a fourni ses martyrs aux bouchers et aux cachots de l'Inquisition. Et il est caractéristique que les protestants aient surpassé les catholiques dans la persécution de la libre étude de la nature. Calvin a fait brûler Servet au moment où il était sur le point de découvrir la circulation du sang, et cela en le mettant à griller tout vif pendant deux heures ; du moins l'Inquisition se contenta-t-elle de brûler simplement Giordano Bruno.

L'acte révolutionnaire par lequel la science de la nature proclama son indépendance en répétant, pour ainsi dire, le geste de Luther lorsqu'il jeta au feu la bulle du pape, fut la publication de l'œuvre immortelle dans laquelle Copernic, — quoique avec timidité, et, pourrait-on dire, seulement sur son lit de mort, — défia l'autorité ecclésiastique en ce qui concerne les choses de la nature [1]. De cet acte date l'émancipation de la science de la nature à l'égard de la théologie, bien que la discrimination dans le détail de leurs droits réciproques ait traîné jusqu'à nos jours et que, dans maints esprits elle soit encore loin d'être acquise. Il n'empêche que le développement des sciences avança dès lors, lui aussi, à pas de géant, gagnant en force, pourrait-on dire, en proportion du carré de la distance décomptée (dans le temps) à partir de l'origine. Il fallait, semble-t-il, démontrer au monde que, désormais, le produit le plus élevé de la

1 Il s'agit de l'ouvrage de COPERNIC : *De revolutionibus orbium coelestium* (Du mouvement des sphères célestes), Nuremberg, 1543, où il expose la théorie héliocentrique. D'après cette théorie, ce n'est pas la terre qui se trouve au centre de notre système planétaire, comme on l'admettait auparavant, mais le soleil. La terre, qui tourne autour du soleil, tourne aussi sur son axe.

matière organique, l'esprit humain, obéissait à une loi du mouvement inverse de celle de la matière inorganique.

Le travail principal de la science de la nature au début de cette première période fut d'acquérir la maîtrise des matériaux qui se trouvaient à portée de main. Dans la plupart des domaines, on partait de zéro. L'antiquité avait légué Euclide [46] et le système solaire de Ptolémée [47] ; les Arabes la notation décimale, les rudiments de l'algèbre, les chiffres modernes et l'alchimie ; le moyen âge chrétien, rien du tout. Dans cette situation, ce fut nécessairement la plus élémentaire des sciences de la nature, la mécanique des corps terrestres et célestes, qui prit la première place et, à côté d'elle, pour la servir, la découverte et le perfectionnement des méthodes mathématiques. Dans ce domaine, on accomplit de grandes choses. Lorsque se termine la période dont Newton et Linné marquent la fin, ces branches de la science sont parvenue à un certain degré d'achèvement. Les méthodes mathématiques les plus essentielles sont fixées dans leurs grandes lignes : la géométrie analytique surtout grâce à Descartes, les logarithmes grâce à Neper, le calcul différentiel et intégral grâce à Leibniz et peut-être à Newton. Il en est de même de la mécanique des solides, dont les lois principales étaient élucidées une fois pour toutes. Enfin, dans l'astronomie du système solaire, Kepler avait découvert les lois du mouvement des planètes et Newton en avait donné la formule du point de vue des lois générales du mouvement de la matière. Les autres branches de la science de la nature étaient bien loin d'avoir atteint même ce degré provisoire d'achèvement. Ce n'est que vers la fin de cette période que la mécanique des fluides et des gaz fut étudiée plus à fond [48]. La physique proprement dite n'avait pas dépassé les premiers éléments, mise à part l'optique, dont les progrès exceptionnels furent provoqués

---

46 « Le père de la géométrie » ; il fit le premier exposé cohérent de la géométrie dans les 13 livres de ses éléments de géométrie. Les éléments d'Euclide ont été longtemps la base unique de la géométrie dans le monde entier.

47 D'après le système géocentrique de l'astronome grec Ptolémée, la terre se trouve au centre de l'univers. Cette théorie fut à la base de la conception religieuse de l'univers. En astronomie, cette théorie garda son importance jusqu'à la grande découverte de Copernic.

48 Dans la marge du manuscrit remarque d'Engels au crayon : « Torricelli à l'occasion de la régulation des eaux des Alpes ».

par les besoins pratiques de l'astronomie. La chimie commençait tout juste à s'émanciper de l'alchimie par la théorie embryonnaire de la minéralogie ; il ne pouvait donc absolument pas exister encore de paléontologie. Enfin, dans le domaine de la biologie, on en était toujours essentiellement à procéder au rassemblement et au tri de l'énorme documentation, tant botanique et zoologique qu'anatomique et proprement physiologique. Il ne pouvait guère être question encore de comparer les formes de la vie entre elles ou d'étudier leur extension géographique, leurs conditions d'existence climatiques et autres. Seules, ici, la botanique et la zoologie parvenaient à un achèvement approximatif, grâce à Linné.

Mais ce qui caractérise surtout cette période, c'est qu'elle voit se former une conception d'ensemble qui lui est propre et dont le point central est l'idée de l'*immuabilité absolue de la nature*. Quelle que fût la façon dont la nature s'était formée, une fois qu'elle existait elle restait semblable à elle-même tant qu'elle durait. Une fois mis en mouvement par le mystérieux « choc initial », les planètes et leurs satellites continuaient à graviter sur les ellipses prescrites pour toute l'éternité, ou en tout cas jusqu'à la fin de toutes choses. Fixes et immobiles, les étoiles reposaient pour toujours à leur place, s'y maintenant réciproquement par la « gravitation universelle ». La terre était restée immuablement la même, soit de toute éternité, soit, dans l'autre hypothèse, depuis le jour de sa création. Les « cinq parties du monde » actuelles avaient toujours existé ; elles avaient toujours eu les mêmes montagnes, les mêmes vallées, les mêmes cours d'eau, le même climat, la même flore et la même faune, à moins que la main de l'homme n'y eût causé des changements ou des déplacements. Les espèces végétales et animales étaient fixées une fois pour toutes à leur naissance, le semblable engendrait constamment le semblable, et c'était déjà beaucoup que Linné admît la possibilité de formation de nouvelles espèces, çà et là, par croisement. A l'opposé de l'histoire de l'humanité qui se déroule dans le temps, on n'accordait à l'histoire de la nature qu'un déploiement dans l'espace. On niait tout changement, tout développement dans la nature. La science de la nature, si révolutionnaire dans ses débuts, se trouvait soudain devant une nature absolument conservatrice, dans laquelle, — jusqu'à la fin du monde ou pour l'éternité, — tout devait rester tel.

Autant, dans la première moitié du XVIII^{e} siècle, la science de la nature était supérieure à l'antiquité grecque par le volume des connaissances et même par le classement de ses matériaux, autant elle lui était inférieure en ce qui concerne l'emprise de la pensée sur ces matériaux, la conception générale de la nature. Pour les philosophes grecs, le monde était essentiellement quelque chose qui était sorti du chaos, qui s'était développé, qui était le résultat d'un devenir. Pour les savants de la période que nous considérons, il était quelque chose d'ossifié, d'immuable : quelque chose qui pour la plupart d'entre eux, avait été créé d'un seul coup. La science était encore prise profondément dans la théologie. Partout elle cherche et trouve comme principe dernier une impulsion de l'extérieur, qui n'est pas explicable à partir de la nature elle-même. Même si l'on conçoit l'attraction, pompeusement baptisée par Newton gravitation universelle, comme une propriété essentielle de la matière, d'où vient la force tangentielle inexpliquée à laquelle, au début, les planètes doivent leurs orbites ? Comment sont nées les innombrables espèces végétales et animales ? Et à plus forte raison l'homme, dont il était pourtant établi qu'il n'a pas existé de toute éternité ? A ces questions, la science de la nature ne répondait que trop souvent en invoquant la responsabilité du Créateur de toutes choses. Copernic ouvre cette période en adressant à la théologie une lettre de rupture ; Newton la termine avec le postulat du choc initial produit par Dieu. L'idée générale la plus haute à laquelle se soit élevée cette science de la nature est celle de la finalité des dispositions établies dans la nature, c'est la plate téléologie de Wolff, selon laquelle les chats ont été créés pour manger les souris, les souris pour être mangées par les chats, et l'ensemble de la nature pour rendre témoignage de la sagesse du Créateur. C'est un grand honneur pour la philosophie de ce temps qu'elle ne se soit pas laissé induire en erreur par l'état limité des connaissances qu'on avait alors sur la nature et qu'elle ait persisté, — de Spinoza jusqu'aux matérialistes français, — à expliquer le monde lui-même en laissant à la science de la nature de l'avenir le soin de donner les justifications de détail.

Si je classe encore les matérialistes du XVIII^{e} siècle dans cette période, c'est qu'ils n'avaient pas à leur disposition d'autres donnée scientifiques que celles que j'ai décrites plus haut. L'œuvre décisive de Kant est restée pour eux un mystère et Laplace n'est venu que longtemps après eux. N'oublions pas que cette conception désuète de

la nature, bien que les progrès de la science y fissent des accrocs de toute part, a dominé toute la première moitié du XIX[e] siècle et que l'essentiel en est enseigné aujourd'hui encore dans toutes les écoles 1.

La première brèche fut ouverte dans cette conception pétrifiée de la nature non par un savant, mais par un philosophe. En 1755, paraissait l'*Histoire universelle de la nature et la théorie du ciel* de Kant. Il n'était plus question de choc initial ; la terre et tout le système solaire apparaissaient comme le *résultat d'un devenir* dans le temps. Si la grande majorité des savants avaient moins donné dans cette aversion de la pensée qu'exprime l'avertissement de Newton : « Physique, garde-toi de la métaphysique », ils n'auraient pu manquer de tirer de cette découverte géniale de Kant des conclusions qui leur eussent épargné des égarements sans fin, une somme énorme de temps et de peine dissipée en de fausses directions. Car la découverte de Kant était la source de tout progrès ultérieur. Dès lors que la terre était le résultat d'un devenir, son état géologique, géographique et climatique actuel, ses plantes et animaux étaient aussi, nécessairement, le résultat d'un devenir ; elle avait nécessairement une histoire faite non seulement de juxtaposition dans l'espace, mais de succession dans le temps. Si tout

1 Le texte classique que voici montre quelle foi inébranlable dans cette conception pouvait avoir en 1861 un homme dont les travaux scientifiques ont largement contribué à la faire disparaître. « Toutes les dispositions de notre système solaire ont pour but, dans la mesure où nous sommes en état de les percer à jour, la conservation de ce qui existe et sa continuation sans changement. De même que, depuis les temps les plus reculés, aucun animal, aucune plante de la terre ne se sont perfectionnés ou en général n'ont changé, de même que dans tous les organismes nous ne rencontrons qu'une suite de degrés *juxtaposés* et non *successifs*, de même que notre espèce est toujours restée physiquement la même, de même la plus grande diversité dans les corps célestes coexistants ne peut pas nous autoriser, elle non plus, à admettre que ces formes sont seulement des stades différents d'une évolution ; au contraire toutes choses créées sont parfaites en soi. » (MÆDLER : *Astronomie populaire*, Berlin, 1861, 5[e] édition, p. 316.) (F.E.)

Dans la marge, on lit cette note au crayon : « C'est le caractère figé de la vieille conception de la nature qui a permis de dégager les conclusions générales et le bilan de la science de la nature considérée comme un tout unique : les Encyclopédistes français encore purement mécanistes, parallèlement, et ensuite, Saint-Simon en même temps que la philosophie allemande de la nature, perfectionnée par Hegel. »

de suite l'on avait poussé résolument les recherches dans cette direction, la science de la nature serait aujourd'hui beaucoup plus avancée qu'elle ne l'est. Mais pouvait-il rien venir de bon de la philosophie ? L'œuvre de Kant resta sans résultat immédiat, jusqu'au jour où bien des années après, Laplace et Herschel développèrent son contenu et lui donnèrent un fondement plus précis en mettant peu à peu en honneur l'« hypothèse de la nébuleuse » [49]. D'autres découvertes la firent enfin triompher ; les plus importantes d'entre elles ont été : le mouvement propre des étaoiles fixes ; la démonstration de l'univers ; la preuve, grâce à l'analyse spectrale, de l'identité chimique de la matière dans l'univers et de l'existence de nébuleuses incandescentes telles que Kant les avaient supposées [50].

Mais il n'est pas sûr que la majorité des savants auraient pris aussi rapidement conscience de ce qu'il y a de contradictoire dans le fait qu'une terre qui change doive porter des organismes immuables, si la conception naissante d'une nature qui n'*est* pas, mais *devient* et *périt*, et révéla non seulement des couches terrestres successives et stratifiées, mais aussi, dans ces couches, les carapaces et les squelettes conservés d'animaux disparus, les troncs les feuilles et les fruits de plantes qui n'existent plus. On dut se décider à reconnaître que non seulement et les plantes et animaux qui y vivent ont une histoire dans le temps. Au début, on s'y résigna d'assez mauvaise grâce. La théorie de Cuvier sur les révolutions de la terre était révolutionnaire en parole et réactionnaire en fait. Elle remplaçait la création divine unique par toute une série d'actes de création répétés, en faisant du miracle un agent essentiel de la nature.

Il fallut Lyell pour introduire la raison dans la géologie en replaçant les révolutions soudaines dues aux caprices du Créateur par les effets graduels d'une lente transformation de la terre [51].

---

49 Hypothèse de la naissance des corps célestes à partir de masses nébulaires en fusion.

50 *Note d'Engels au crayon dans la marge* : « C'est seulement maintenant qu'on comprend la découverte également par Kant, du freinage de la rotation de la terre par les marées. »

51 Le défaut de la conception de Lyell — du moins sous sa première forme — était de concevoir les forces au travail sur la terre comme constantes, tant en qualité qu'en quantité. Pour lui, le refroidissement de la terre n'existe pas ; la

La théorie de Lyell était encore plus incompatible que celles qui l'avaient précédée avec l'hypothèse d'espèces organiques constantes. La transformation graduelle de la surface de la terre et de toutes les conditions de vie menait directement à la transformation graduelle des organismes et à leur adaptation au milieu changeant, elle menait à la variabilité des espèces. Mais la tradition n'est pas une force seulement dans l'Eglise catholique, elle l'est aussi dans la science de la nature. Pendant des années, Lyell lui-même ne vit pas la contradiction, ses disciples encore moins. Fait inexplicable sans la place prédominante prise entre temps, dans la science de la nature, par la division du travail, qui, en limitant plus ou moins chacun à sa propre spécialité, privait la plupart des chercheurs de la faculté de voir les ensembles.

Cependant, la physique avait fait d'énormes progrès dont les résultats furent récapitulés presque en même temps par trois hommes en 1842 [1], année décisive pour cette branche de l'étude de la science. Mayer à Heilbronn, et Joule à Manchester démontrèrent la conversion de la chaleur en force mécanique et de la force mécanique en chaleur. L'établissement de l'équivalent mécanique de la chaleur rendit ce résultat incontestable. A la même époque, Grove [2], — qui n'était pas un savant de profession, mais un avocat anglais, — prouvait, en se contentant de mettre en forme les divers résultats déjà acquis en physique, que tout ce qu'on appelait forces physiques, la force mécanique, la chaleur, la lumière, l'électricité, le magnétisme, voire la force dite chimique, se convertissent l'une en l'autre dans des conditions déterminées sans qu'il se produise aucune perte de force ;

terre n'évolue pas dans un sens déterminé, elle se transforme seulement d'une manière incohérente et contingente. (F.E.)

1 Engels ne savait pas que bien avant Mayer, Joule et Grove, le savant russe M. V. Lomonossov (1711-1765) avait élaboré le principe général de la conservation de la matière et du mouvement. Lomonossov avait exposé ses pensées sur « la loi générale naturelle » de la conservation de la matière et du mouvement, qui englobe « toutes les transformations qui se produisent dans la nature », dans une lettre à L. Euler (1748) et dans ses *Considérations sur la solidité et la fluidité des corps* (1760).

2 Le livre de GROVE : *The Correlation of Physical Forces* (L'action réciproque des forces physiques) parut en 1846. L'origine en était un cours de Grove fait en janvier 1842 et publié peu après.

ainsi il démontrait après coup, dans le domaine de la physique, la proposition de Descartes selon laquelle la quantité de mouvement existant dans l'univers est constante. Par là, les forces particulières de la physique, qui en étaient pour ainsi dire les « espèces immuables », se résolvaient en formes du mouvement diversement différenciées et passant de l'une en l'autre selon des lois définies. Ce qu'il y avait de contingent dans la présence de telle ou telle quantité de forces physiques était éliminé de la science puisqu'on avait montré leurs liaisons réciproques et les transitions de l'une à l'autre. La physique, comme précédemment l'astronomie, était arrivés à un résultat qui indiquait nécessairement comme conclusion ultime de la science le cycle éternel de la matière en mouvement.

Le développement merveilleusement rapide de la chimie depuis Lavoisier, et surtout depuis Dalton, attaqua encore d'une autre côté les anciennes représentations de la nature. En produisant par voie non organique des combinaisons obtenues jusqu'alors dans le seul organisme vivant, elle démontra que les lois de la chimie étaient aussi valables pour les corps organiques que pour les corps inorganiques et combla en grande partie l'abîme entre la nature inorganique et la nature organique que Kant regardait encore comme à jamais infranchissable.

Enfin, dans le domaine de la recherche biologique elle aussi, les voyages et les expéditions scientifiques systématiquement poursuivis surtout depuis le milieu du siècle dernier, l'exploration plus précise des colonies européennes dans toutes les parties du monde par des spécialistes installés sur place, en outre les progrès de la paléontologie, de l'anatomie et en général de la physiologie, surtout depuis l'utilisation systématique du microscope et la découverte de la cellule, avaient rassemblé tant de matériaux que l'application de la méthode comparative devint à la foi possible et nécessaire. D'une part, grâce à la géographie physique comparée, on établit les conditions de vie des flores et des faunes différentes ; d'autre part, on compara les divers organismes entre eux dans leurs organes homologues et cela non seulement au stade de la maturité, mais à tous les stades de leur développement. Plus cette étude était conduite avec profondeur et précision, plus on voyait crouler à son contact le système rigide d'une nature organique immuablement fixée. Non

seulement les diverses espèces animales et végétales se fondaient de plus en plus l'une dans l'autre, mais il apparut des animaux nouveaux, comme l'amphioxus [1] et le lépidosirène [2], qui défiaient toute classification antérieure [3] ! on finit par rencontrer des organismes dont il n'était même pas possible de dire s'ils appartenaient au règne végétal ou au règne animal. Les lacunes de la paléontologie se comblaient de plus en plus, en obligeant les plus récalcitrants eux-mêmes à reconnaître le parallélisme frappant qui existe entre l'histoire de l'évolution du monde organique dans son ensemble et celle de l'organisme individuel, fil d'Ariane qui devait conduire hors du labyrinthe où la botanique et la zoologie semblaient s'égarer de plus en plus. Il est caractéristique que, presque au moment où Kant s'attaquait à l'éternité du système solaire, en 1759, C. F. Wolff ait livré le premier assaut à la fixité des espèces et proclamé la théorie de la descendance. Mais ce qui chez lui n'était encore qu'anticipation géniale, prit forme avec Oken, Lamarck, Baer, pour s'imposer victorieusement avec Darwin cent ans plus tard, en 1859. Presque au même moment, on constata que le protoplasme et la cellule, dont on avait déjà démontré antérieurement qu'ils étaient les éléments constitutifs derniers de tous les organismes, se rencontrent en tant que formes organiques élémentaires, vivantes et indépendantes. Et ainsi, d'une part, l'abîme entre la nature organique et la nature inorganique était réduit au minimum, tandis que, d'autre part, un des principaux obstacles qui s'opposaient jusqu'alors à la théorie de la descendance des organismes était éliminé. La nouvelle conception de la nature était achevée dans ses grandes lignes : voilà dissous tout ce qui était rigide, volatilisé tout ce qui était fixé, et périssable tout ce qu'on avait tenu

---

1 Petit animal semblable à un poisson (de 5 cm de long environ) qui apparaît dans divers mers et océans (océan Indien, Pacifique, sur les côtes de l'archipel malais et du Japon, dans la Méditerranée, la mer Noire, etc.) et qui est une forme intermédiaire entre les invertébrés et les vertébrés.

2 Animal vivant en Amérique du Sud qui possède à la fois poumons et branchies.

3 *Dans la marge, au crayon* : « Le tsératodus. De même, l'archéoptéryx, etc. »

Le *tsératodus* est un poisson à double système respiratoire qui vit dans les eaux australiennes ; l'*archéoptéryx* est un animal disparu, le plus ancien représentant de la classe des Oiseaux, qui avait diverses caractéristiques des reptiles.

pour éternel ; il était démontré que la nature se meut dans un flux et un cycle perpétuels.

Nous voici donc revenus à la façon de voir des grands fondateurs de la philosophie grecque, pour qui l'existence de la nature entière du plus petit au plus grand, du grain de sable aux soleils, du protiste à l'homme, consiste en une naissance et une mort éternelle, en un flux ininterrompu, en un mouvement et un changement sans répit. Avec toutefois cette différence essentielle que ce qui chez les Grecs était intuition géniale, est pour nous le résultat de recherche strictement scientifiques et expérimentales et, en conséquence, apparaît aussi sous une forme beaucoup plus précise et plus claire. Certes la démonstration empirique de ce cycle n'est pas absolument exempte de lacunes, mais ces lacunes sont insignifiantes au regard de ce qui est déjà solidement acquis, et elles se comblent de plus en plus chaque année. Aussi bien, comment la preuve détaillée pourrait-elle être sans défaut, si l'on songe que les branches les plus essentielles de la science, — l'astronomie transplanétaire, la chimie, lé généalogie, — comptent à peine un siècle d'existence scientifique, la méthode comparative en physiologie à peine cinquante ans, et que la forme fondamentale de presque tout le développement de la vie, la cellule, est découverte depuis moins de quarante ans !

C'est à partir de masses tourbillonnantes de vapeur incandescente, dont le mouvement livrera peut-être ses lois quand les observations de plusieurs siècles nous auront éclairés sur le mouvement propre des étoiles, que se sont développés, par contradiction et refroidissement, les soleils et les systèmes solaires innombrables de notre univers-île, que limitent les cercles d'étoiles les plus reculés de la Voie lactée. De toute évidence, cette évolution ne s'est pas produite partout à la même allure. L'existence dans notre système stellaire de corps obscurs, qui, n'étant pas de simples planètes, sont donc des soleils refroidis, s'impose de plus en plus à l'astronomie (Maedler) ; d'autre part (selon Secchi), une partie des taches nébuleuses gazéiformes appartiennent à notre système stellaire en qualité de soleils encore inachevés, ce qui n'exclut pas que d'autres nébuleuses, ainsi que l'affirme Maedler, soient des univers-îles lointains et indépendants, dont les spectroscope devra établir le degré d'évolution.

L'évolution d'un système solaire à partir d'une nébuleuse donnée a été démontrée dans le détail par Laplace d'une manière qui n'a pas été dépassée jusqu'ici ; la science ultérieure a confirmé de plus en plus sa façon de penser.

Sur chacun des corps ainsi formés, — soleils aussi bien que planètes et satellites, — règne au début cette forme du mouvement de la matière que nous appelons chaleur. Il ne peut être question de combinaisons chimiques des éléments, même à une température comme celle qui est, aujourd'hui encore, celle du soleil ; dans quelle mesure la chaleur s'y transforme en électricité ou en magnétisme, l'observation assidue du soleil le montrera ; quant au fait que les mouvements mécaniques qui se produisent à la surface du soleil ont uniquement pour origine le conflit entre la chaleur et la pesanteur, on peut le considérer dès maintenant comme acquis.

Les différents corps se refroidissent d'autant plus vite qu'ils sont plus petits. Satellites, astéroïdes, météores en premier, comme fut le cas de notre lune qui est morte depuis longtemps ; les planètes plus lentement ; le corps central en dernier lieu.

A mesure que le refroidissement s'accentue, le premier plan est de plus en plus occupé par le jeu des formes physiques du mouvement se convertissant l'une en l'autre, jusqu'à ce qu'enfin soit atteint un point à partir duquel l'affinité chimique commence à se faire sentir, les éléments, jusque-là chimiquement indifférents, se différenciant chimiquement l'un après l'autre, acquérant des propriété chimiques se combinant entre eux. Ces combinaisons changent continuellement avec l'abaissement de la température, qui influe différemment non seulement sur chaque combinaison particulière d'éléments, avec le passage, — en fonction du refroidissement, — d'une partie de la matière gazeuse à l'état liquide d'abord, à l'état solide ensuite, et avec les nouvelles conditions ainsi créées.

La période où la planète porte à la surface une écorce solide et des accumulations d'eau coïncide avec celle à partir de laquelle sa chaleur propre le cède de plus en plus à la chaleur qui lui est envoyée du corps central. Son atmosphère devient le théâtre de phénomènes météorologiques au sens où nous entendons ce mot aujourd'hui ; sa

surface, le théâtre de changements géologiques, dans lesquels les sédimentations provoquées par les précipitations atmosphériques l'emportent de plus en plus sur les effets extérieurs, lentement décroissants, du noyau intérieur en ignition.

Si enfin la température s'équilibre au point que, au moins sur une portion considérable de la surface, elle ne transgresse plus les limites à l'intérieur desquelles peut vivre l'albumine, les conditions chimiques préalables étant par ailleurs favorables, il se forme du protoplasme vivant. Ce que sont ces conditions préalables, nous ne le savons pas encore aujourd'hui ; mais cela n'a rien de surprenant, puisqu'on n'a même pas établi jusqu'ici la formule chimique de l'albumine, puisque nous ne savons même pas combien il y a de corps albuminoïdes chimiquement différents et qu'on a appris depuis quelque dix ans seulement que l'albumine absolument sans structure exerce toutes les fonctions essentielles de la vie : digestion, élimination, mouvement, contraction, réaction aux excitations, reproduction [1].

L'homme, lui aussi, naît par différenciation. Cela est vrai non seulement au sens de l'individu, le développement s'opérant à partir fr la cellule unique de l'œuf jusqu'à l'organisme le plus complexe que produise la nature, — cela est vrai aussi au sens historique. C'est la jour où, après des millénaires de lutte, la main fut définitivement différenciée du pied et l'attitude verticale enfin assurée, que l'homme se sépara du singe, et que furent établies les bases du développement du langage articulé et du prodigieux perfectionnement du cerveau, qui a depuis rendu l'écart entre l'homme et le singe infranchissable. La spécialisation de la main, voilà qui signifie l'*outil*, et l'outil signifie l'activité spécifiquement humaine, la réaction modificatrice de l'homme sur la nature, la production. Il est aussi des animaux au sens étroit du mot : la fourmi, l'abeille, le castor, qui ont des outils, mais ce

1 Engels fait très vraisemblablement allusion à l'affirmation de Haeckel — plus tard non confirmée — que les êtres vivants les plus simples qu'il ait examinés et qu'il appelait « monères », étaient de petites masses de substances albuminoïdes complètement dépourvues de structure et qui n'en remplissaient pas moins toutes les fonctions essentielles de la vie. Cf. Ernest HAECKEL : *Morphologie générale des organismes. Eléments généraux de morphologie organique fondée mécaniquement par la théorie de la descendance réformée par Charles Darwin*, tome I, Berlin, 1866, pp. 133-136.

ne sont que des membres de leur corps ; il est aussi des animaux qui produisent, mais leur action productrice sur la nature environnante est peu à peu nulle au regard de la nature. Seul l'homme est parvenu à imprimer son sceau à la nature, non seulement en déplaçant le monde végétal et animal, mais aussi en transformant l'aspect, le climat de sa résidence, voire les animaux et les plantes, et cela à un point tel que les conséquences de son activité ne peuvent disparaître qu'avec le dépérissement général de la terre. S'il est parvenu à ce résultat, c'est d'abord et essentiellement grâce à la *main*. Même la machine à vapeur, qui est jusqu'à son outil le plus puissant pour transformer la nature, repose en dernière analyse, parce que c'est un outil, sur la main. Mais la tête a accompagné pas à pas l'évolution de la main ; d'abord vint la conscience des conditions requises pour chaque résultat pratique utile et plus tard, comme conséquence, chez les peuples les plus favorisés, l'intelligence des lois naturelles qui conditionnent ces résultats utiles. Et avec la connaissance rapidement grandissante des lois de la nature, les moyens de réagir sur la nature ont grandi aussi ; la main, à elle seule, n'aurait jamais réalisé développé avec la main et à côté d'elle, et en partie grâce à elle.

Avec l'homme, nous entrons dans l'*histoire*. Les animaux aussi ont une histoire, celle de leurs descendance et de leur développement progressif jusqu'à leur état actuel. Mais cette histoire, ils ne la font pas, et dans la mesure où ils y participent, c'est sans qu'ils le sachent ni le veuillent. Au rebours, plus les hommes s'éloignent des animaux au sens étroit du mot, plus ils font eux-mêmes, consciemment, leur histoire, plus diminue l'influence d'effets imprévus, de forces incontrôlées sur cette histoire, plus précise devient la correspondance du résultat historique avec le but fixé d'avance. Si cependant nous appliquons ce critérium à l'histoire humaine, même à celle des peuples les plus développés de notre temps, nous trouvons entre les buts fixés d'avance et les forces incontrôlées sont beaucoup plus puissantes que celles qui sont mises en œuvre suivant un plan. Il ne peut en être autrement tant que l'activité historique la plus essentielle des hommes, celle qui les a élevés de l'animalité à l'humanité, celle qui constitue le fondement matériel de tous leurs autres genres d'activité, — la production de ce dont ils ont besoin pour vivre, c'est-à-dire aujourd'hui la production sociale, — reste soumise au jeu des effets non intentionnels de forces non contrôlées et n'atteint que par

exception le but voulu, mais aboutit le plus souvent au résultat contraire. Dans les pays industriels les plus avancés, nous avons dompté les forces de la nature et les avons contraintes au service des hommes ; nous avons ainsi multiplié la production à l'infini, si bien qu'actuellement un enfant produit plus qu'autrefois cent adultes. Et quelle en est la conséquence ? Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus grande des masses, avec, tous les dix ans, une grande débâcle. Darwin ne savait pas quelle âpre satire de l'humanité, et spécialement de ses concitoyens, il écrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la plus haute conquête de l'histoire, est l'état normal du *règne animal*. Seule une organisation consciente de la production sociale, dans laquelle production et répartition sont planifiées, peut élever les hommes au-dessus du monde animal au point de vue social de la même façon que la production elle-même les a élevés en tant qu'espèce. L'évolution historique rend une telle organisation de jour en jour plus indispensable, mais aussi de jour en jour plus réalisable. D'elle datera une nouvelle époque de l'histoire, dans laquelle les hommes eux-mêmes, et avec eux toutes les branches de leur activité, en particulier la science de la nature, connaîtront un progrès qui rejettera dans l'ombre la plus profonde tout ce qu'il l'aura précédé.

Cependant « tout ce qui naît mérite de périr » [1]. Des millions d'années peuvent bien s'écouler, les générations naître et mourir par centaines de milliers, mais inexorablement l'heure viendra où la chaleur déclinante du soleil ne suffira plus à fondre la glace descendant des pôles ; où les hommes, de plus en plus entassés autour de l'équateur, finiront par n'y plus trouver suffisamment de chaleur pour vivre ; peu à peu la dernière trace de vie organique disparaîtra et où la terre, globe mort et refroidi comme la lune, tournera dans de profondes ténèbres, en décrivant des orbites de plus en plus étroites autour d'un soleil également mort, jusqu'à ce qu'enfin elle y tombe. D'autres planètes l'auront précédée, d'autres la suivront ; au lieu du système solaire harmoniquement distribué, lumineux et chaud, il n'y aurait plus qu'une sphère froide et morte, poursuivant sa route solitaire à travers l'espace. Et, tôt ou tard ; le sort de notre système solaire sera suivi par les autres systèmes de notre univers-île, même

1 Parole de Méphisto dans *Faust* de Gœthe (1re partie, 3e scène).

par ceux dont la lumière n'atteindra jamais la terre du temps qu'il y vivra un œil humain pour la percevoir.

Dès lors qu'un de ces systèmes solaires a terminé sa carrière et qu'il succombe au destin de toute chose finie, la mort, que se passe-t-il ? Le cadavre su soleil restera-t-il pour l'éternité un cadavre roulant à travers l'espace infini et toutes les forces de la nature, hier si infiniment et diversement différenciées, se résoudront-elles en une forme unique du mouvement l'attraction ? « Ou bien, — ainsi que le demande Secchi (p. 810), — existe-t-il dans la nature des forces qui puissent ramener le système mort à l'état originel de nébuleuse incandescente et l'éveiller à une vie nouvelle ? Nous ne le savons pas » [52].

Certes, nous ne le savons pas au sens où nous savons que 2 x 2 = 4, ou que l'attraction de la matière varie comme le carré de la distance. Cependant, dans la science théorique qui organise autant que possible ses conceptions de la nature en un tout harmonieux et sans laquelle, de notre temps, même l'empiriste le plus indigent d'esprit ne saurait progresser, nous avons souvent à compter avec des grandeurs très imparfaitement connues, et la logique de la pensée a dû de tout temps suppléer à l'imperfection des connaissances. La science moderne de la nature a dû emprunter à la philosophie le principe de l'indestructibilité du mouvement ; sans lui, elle ne pourrait plus exister. Mais le mouvement de la matière n'est pas seulement le grossier mouvement mécanique, le simple changement de lieu ; c'est la chaleur et la lumière, la tension électrique et magnétique, la combinaison et la dissolution chimiques, la vie et finalement la conscience. Dire que la matière pendant toute son existence illimitée dans le temps ne se trouve qu'une seule fois, et pour un temps infiniment court au regard de son éternité, en mesure de différencier son mouvement et de déployer ainsi l'entière richesse de ce mouvement, dire qu'auparavant et par la suite elle reste limitée pour l'éternité au seul changement de lieu, — c'est affirmer que la matière est périssable et mouvement

---

52 Engels cite ici un passage de l'ouvrage de l'astronome italien Angelo SECCHI : Le soleil ; les plus importantes dé »couvertes récente sur sa structure, son rayonnement, sa position dans l'univers et ses rapports avec les autres corps célestes.

transitoire. L'indestructibilité du mouvement ne peut pas être conçue d'une façon qualitative ; une matière dont le pur changement mécanique de lieu porte certes en elle la possibilité de se convertir dans des conditions favorables, en chaleur, électricité, action chimique, vie, mais qui n'est pas capable de créer à partir d'elle-même ces conditions, une telle matière *a perdu du mouvement* ; un mouvement qui a perdu la faculté de se métamorphoser dans les diverses formes qui lui échoient a certes encore de la *dynamis*, mais il n'a plus d'*energeia*, et il a donc été en partie détruit. Or l'un et l'autre sont inconcevables.

Ceci, en tout cas, est certain : il fut un temps où la matière de notre univers-île avait transformé en chaleur une telle quantité de mouvement, — de quelle sorte, nous ne le savons pas jusqu'ici, — qu'à partir de là ont pu se développer les systèmes solaires relevant (d'après Maedler) de vingt millions d'étoiles au moins, systèmes dont le dépérissement graduel est également assuré. Comment cette transformation s'est-elle opérée ? Nous ne le savons pas plus que le père Secchi ne sait si le futur *caput mortuum* de notre système solaire se reconvertira un jour en matière première de systèmes solaires nouveaux. Mais ici, ou bien il nous faut recourir au Créateur, ou bien nous sommes obligés de conclure que la matière première incandescente des systèmes solaires, de notre univers-île a été produite naturellement, par des transformations du mouvement qui sont *inhérentes par nature* à la matière en mouvement et dont, par conséquent, les condition doivent être reproduites aussi par la matière, même si ce n'est que dans des millions et des millions d'années et plus ou moins par hasard, mais avec la nécessité qui est aussi inhérente au hasard.

On admet de plus en plus la possibilité d'une telle transformation. On en vient à cette idée que les corps célestes sont destinés, en fin de compte, à tomber l'un sur l'autre et on calcule même la quantité de chaleur qui doit se développer lors de telles collisions. La brusque apparition de nouvelles étoiles, l'augmentation tout aussi brusque de la luminosité d'étoiles familières, phénomène que l'astronomie nous signale, trouvent dans de telles collisions leur explication la plus aisée. De plus, ce n'est pas seulement notre groupe de planètes qui gravite autour du soleil et notre soleil à l'intérieur de notre univers-île, mais

tout notre univers-île se meut dans l'espace en équilibre relatif et temporaire avec les autres univers-îles, car même l'équilibre relatif de corps flottant librement ne peut exister que grâce à un mouvement réciproquement conditionné ; en outre, certains admettent que la température n'est pas partout la même dans l'espace universel ; enfin nous savons qu'à l'exception d'une portion infiniment petite la chaleur des innombrables soleils de notre univers-île se perd dans l'espace dans réussir à élever la température de l'espace, ne fût-ce que d'un millionième de degré centigrade. Que devient cette énorme quantité de chaleur ? S'est-elle épuisée à jamais dans la tentative de réchauffer l'espace, a-t-elle pratiquement cessé d'exister, ne subsiste-t-elle plus que théoriquement dans le fait que l'espace s'est réchauffé d'une fraction décimale de degré qui commence par dix zéros et plus ? Cette supposition nie l'indestructibilité du mouvement ; elle admet comme possible que, par suite de la chute successive des corps célestes l'un sur l'autre, tout le mouvement mécanique existant se convertisse en chaleur et que celle-ci soit rayonnée dans l'espace universel, ce qui, malgré toute l'« indestructibilité de la force », entraînerait la cessation absolue de tout mouvement. (Notons en passant combien est erronée la formule : indestructibilité de la force, au lieu de : indestructibilité du mouvement). Nous arrivons donc à la conclusion que, d'une façon qu'il appartiendra aux savants de l'avenir de mettre en lumière, la chaleur rayonnée dans l'espace doit nécessairement avoir la possibilité de se convertir en une autre forme de mouvement, sous laquelle elle peut derechef se concentrer et redevenir active. Ainsi tombe la difficulté essentielle qui s'opposait à la reconversion de soleils morts en nébuleuse incandescente.

Du reste, la succession des mondes éternellement répétée dans le temps infini n'est que le complément logique de la coexistence de mondes innombrables dans l'espace infini, — proposition dont la nécessité s'impose même au cerveau, rebelle à la théorie, du Yankee Draper [1].

---

1 « La multiplicité des mondes dans l'espace conduit à la conception d'une succession dans le temps infini. » (DRAPER : *Histoire du développement intellectuel de l'Europe*, t. II, p. 16.) (F. E.)

C'est dans un cycle éternel que la matière se meut : cycle qui certes n'accomplit sa révolution que dans des durées pour lesquelles notre année terrestre n'est pas une unité de mesure suffisante, cycle dans lequel l'heure du suprême développement, l'heure de la vie organique, et plus encore celle où vivent des êtres ayant conscience d'eux-mêmes et de la nature, est mesurée avec autant de parcimonie que l'espace dans lequel existent la vie et la conscience de soi ; cycle dans lequel existent la vie et la conscience de soi ; cycle dans lequel le mode fini d'existence de la matière, — fût-il soleil ou nébuleuse, animal singulier ou genres d'animaux, combinaison ou dissociation chimiques, — est également transitoire, et où il n'est rien d'éternel sinon la matière en éternel changement, en éternel mouvement, et les lois selon lesquelles elle se meut et elle change. Mais, quelle que soit la fréquence et quelle que soit l'inexorable rigueur avec lesquelles ce cycle s'accomplit dans le temps et dans l'espace ; quel que soit le nombre des millions de soleils et de terres qui naissent et périssent ; si longtemps qu'il faille pour que, dans un système solaire, les conditions de la vie organique s'établissent, ne fût-ce que sur une seule planète ; si innombrables les êtres organiques qui doivent d'abord apparaître et périr avant qu'il sorte de leur sein des animaux avec un cerveau capable de penser et qu'ils trouvent pour un court laps de temps des conditions propres à leur vie, pour être ensuite exterminés eux aussi sans merci, — nous avons la certitude que, dans toutes ses transformations, la matière reste éternellement la même, qu'aucun de ses attributs ne peut jamais se perdre et que, par conséquent, si elle doit sur terre exterminer un jour, avec une nécessité d'airain, sa floraison suprême, l'esprit pensant, il faut avec la même nécessité que quelque part ailleurs et à une autre heure elle se reproduise.

Les extrêmes se touchent, c'est une vieille formule de la dialectique passée dans la conscience populaire. En conséquence nous ne tromperons guère en cherchant les derniers degrés de l'imagination folle, de la crédulité, de la superstition, non chez les représentants de l'école des sciences de la nature, qui, tels les philosophes allemands de la nature prétendent faire entrer de force le monde objectif dans le cadre de leur pensée subjective, mais au contraire chez les représentants de la tendance opposée qui, ne tenant compte que de la seule expérience, traitent la pensée avec un souverain mépris et que

l'on doit aussi considérer réellement comme ayant poussé le plus loin l'absence de pensée. Cette école règne en Angleterre. Son père déjà, ce Francis Bacon tant vanté, demande que sa nouvelle méthode empirique, inductive soit appliquée avant tout pour : allonger la vie, rajeunir jusqu'à un certain point, changer la taille et les traits, transformer les corps en d'autres corps, produire des espèces nouvelles, être maître des airs et déclencher des orages ; il se plaint que de telles recherches aient été délaissées et donne dans son histoire de la nature des recettes en bonne et due forme pour faire de l'or et accomplir toutes sortes de miracles. De même Isaac Newton s'occupe beaucoup sur ses vieux jours de donner une interprétation de l'Apocalypse de saint Jean. Il n'est donc pas étonnant qu'au cours des dernières années, l'empirisme anglais, en la personne de quelques-uns de ses représentants — et non des pires — se soit livré, apparemment sans qu'on puisse le sauver, à des pratiques importées d'Amérique, ayant pour but de conjurer les esprits frappeurs et de faire apparaître les spectres.

La science de la nature dans le monde des esprits

Le premier savant que l'on compte parmi ceux-ci est l'éminent zoologiste et botaniste Alfred Russel Wallace, celui-là même qui a établi en même temps que Darwin la théorie de la transformation des espèces par sélection naturelle. Dans son opuscule : *On Miracles and Modern Spiritualism*, Burns, Londres, 1875, il raconte que ses premières expériences dans cette branche des sciences naturelles remontent à 1844, date à laquelle il assista aux cours de M. Spencer Hall sur le mesmérisme, ce qui l'amena à faire des expériences semblables sur ses élèves. « J'étais intéressé au plus haut point par ce sujet et je m'y attachai avec passion (*ardour*) » [p. 119]. Non seulement il provoqua le sommeil hypnotique, accompagné des phénomènes de rigidité articulaire et d'insensibilité locale, mais il vérifia l'exactitude des localisations cérébrales de Gall, en provoquant chez le patient en état d'hypnose, par attouchement de l'un quelconque des centres de Gall, l'activité correspondante, activité qui se manifestait de la manière prescrite par une vive gesticulation. Il constata en outre qu'il lui suffisait de toucher son patient pour lui faire partager toutes les sensations de l'opérateur ; il l'enivrait avec un

verre d'eau, pour peu qu'il lui dise que c'était du cognac. A l'état de veille, il a même pu rendre un garçon à ce point idiot qu'il ne savait plus son propre nom, résultat qu'obtiennent toutefois aussi, dans aucun mesmérisme, d'autres maîtres d'école. Et ainsi de suite.

Or il se trouve que j'ai vu ce M. Spencer Hall, précisément pendant l'hiver 1843-1844, à Manchester. C'était un charlatan tout à fait ordinaire qui, sous le patronage de quelques curés, parcourait le pays en procédant sur une jeune fille à des expériences magnético-phrénologiques destinées à prouver l'existence de Dieu, l'immortalité de l'âme et l'inanité du matérialisme, prêché à l'époque dans toutes les grandes villes par les disciples d'Owen. La dame était mise en état de sommeil hypnotique et, dès que l'opérateur touchait un point quelconque de son crâne correspondant à un centre de Gall, elle donnait en spectacle des poses et des et des gestes théâtraux et démonstratifs qui représentaient la manifestation du centre en question ; Quand il palpait le centre de l'amour des enfants (*philoprogenetiveness*) p. ex., elle cajolait et embrassait un bébé imaginaire, etc. Cependant, le brave Hall avait enrichi la géographie crânienne de Gall d'une nouvelle île de Barataria [1] : tout au sommet du crâne, il avait en effet découvert un centre de l'adoration ; lorsqu'on le lui palpait, la demoiselle en état d'hypnose tombait à genoux, joignait les mains et présentait à l'assemblée des philistins ébahis l'image de l'ange dans l'extase de l'adoration. C'était la conclusion et l'apothéose de la représentation. L'existence de Dieu était prouvée.

L'effet sur un ami et sur moi fut le même que sur M. Wallace : les phénomènes nous intéressent et nous cherchâmes jusqu'à quel point nous pouvions les reproduire. Un garçon éveillé de douze ans s'offrit comme sujet. Il suffisait de la regarder un peu fixement ou de lui faire de légères passes pour le mettre sans difficulté en état d'hypnose. Mais comme nous procédions avec un peu moins de crédulité et un peu moins de fougue que M. Wallace, nous sommes arrivés à des résultats tout à fait différents. Outre ma rigidité musculaire et l'insensibilité, faciles à provoquer, nous trouvâmes un état de

1 Nom d'une île légendaire dans un épisode comique dans Don Quichotte, de Cervantès.

passivité complète de la volonté lié à une excitabilité particulièrement excessive de la sensibilité. Le patient, tiré de sa léthargie par une quelconque excitation de l'extérieur, manifestait bine plus de vivacité encore qu'à l'état de veille. De rapport mystérieux avec l'opérateur, nous ne trouvâmes pas trace ; n'importe qui pouvait tout aussi facilement mettre en mouvement le sujet endormi. Faire agir les centres crâniens de Gall était pour nous l'enfance de l'art ; nous sommes allés bien plus loin encore : nous avons non seulement pu les intervertir et les transférer sur tout le corps, mais nous avons encore fabriqué autant d'autres centres qu'il nous plaisait, centres qui faisaient chanter, siffler, corner, boxer, coudre, réparer les chaussures, fumer le tabac, etc., et nous les transportions où nous voulions. Si Wallace enivrait son patient avec le l'eau, nous avons découvert dans le gros orteil un centre de l'ivresse que nous n'avions qu'à palper pour déclencher la plus belle comédie de l'ébriété. Mais bien entendu : aucun centre ne manifestait l'ombre d'une action tant qu'on n'avait pas donné à comprendre au patient ce qu'on attendait de lui ; le garçon se perfectionna bientôt à tel point par la pratique que la moindre indication suffisait. Les centres ainsi créés conservaient alors une fois pour toutes leur efficacité même pour les hypnoses ultérieures, à moins qu'on ne les ait modifiés par le même procédé. Le patient avait précisément une double mémoire, une pour l'état de veille, une seconde, tout à fait distincte, pour l'état d'hypnose. Quant à la passivité de la volonté, à sa subordination absolue à la volonté d'un tiers, elle perd toute apparence de miracle, pour peu que nous n'oubliions pas qu'à l'origine de tout cet état il y a la soumission de la volonté du patient à celle de l'opérateur et qu'il ne saurait être provoqué sans elle. L'hypnotiseur ayant la plus grande puissance miraculeuse du monde est au bout de son latin, dès que son patient lui rit au nez.

Tandis que, de cette façon, avec notre scepticisme frivole, nous trouvions pour fondement à la charlatanerie magnético-phrénologique une série de phénomènes qui, dans la plupart des cas, ne diffèrent qu'en degré de ceux de l'état de veille, et n'ont besoin d'aucune interprétation mystique, la passion (*ardour*) de M. Wallace le conduisit à une série d'illusions grâce auxquelles il vérifia dans tous leurs détails les localisations cérébrales de Gall et constata un rapport

mystérieux entre opérateur et patient [1]. Partout, le récit de M. Wallace, récit sincère au point d'être naïf, laisse percer qu'il s'agit bien moins pour lui d'étudier les dessous effectifs de la charlatanerie que de reproduire à tout prix tous les phénomènes. Il suffit de cette disposition d'esprit pour transformer à bref délai le chercheur du début en adepte, au moyen d'une illusion simple et facile. M. Wallace a fini par croire aux miracles magnético-phrénologiques, et alors il avait déjà un pied dans le monde des esprits.

Il y a mis l'autre en 1865. Au retour de ses douze années de voyage dans la zone tropicale, des expériences de tables tournantes l'introduisirent dans la société de divers « médiums ». Combien ses progrès furent rapides, à quel point il possédait bien son sujet, l'opuscule mentionné plus haut en témoigne. Il exige que nous prenions pour de l'or en barre non seulement les prétendus miracles des Home, des frères Davenport et autres « médiums », s'exhibant plus ou moins à prix d'argent et pour la plupart fréquemment démasqués comme imposteurs, — mais aussi toute une série d'histoires de spirites du passé prétendument authentifiées. Les pythonisses de l'oracle grec, les sorcières du moyen âge étaient des « médiums » et Jamblique, dans le *De devinatione*, décrit déjà très exactement « les phénomènes les plus étonnants du spiritisme moderne » (p. 229).

Un exemple seulement pour montrer combien M. Wallace est peu scrupuleux lorsqu'il s'agit de la constatation et de l'authentification scientifique de ces miracles. Il est certainement un peu fort de prétendre nous faire croire que MM. les esprits se laissent photographier, et, à coup sûr, nous avons le droit d'exiger, avant de les tenir pour véridiques, que ces photographies d'esprits soient authentifiées de la façon la plus irrécusable. Or M. Wallace raconte (p. 187) qu'en mars 1872 un maître médium, M^{me} Guppy, née Nicholls, se fit photographier avec son mari et son petit garçon chez M.

---

1 Comme nous l'avons déjà dit, les patients se perfectionnent par la pratique. Il est donc bien possible que, une fois la soumission de la volonté transformée en habitude, le rapport entre participants se fasse plus intime, que des phénomènes isolés s'intensifient et se manifestent à un faible degré même à l'état de veille. (F. E.)

Hudson, à Notting Hill, et que, sur deux clichés différents, une haute silhouette de femme, élégamment (*finely*) drapée de gaze blanche, aux traits un peu orientaux, apparut derrière elle, le geste bénisseur.

> Or ici, de deux choses l'une *sont* absolument certaine [1]. Ou bien un être vivant, doué d'intelligence, mais invisible, était présent, ou bien M. et Mme Guppy, le photographe et quelque quarte personne ont monté une infâme (*wicked*) imposture et l'ont toujours soutenue depuis. Mais je connais très bien M. et Mme Guppy et j'ai la certitude absolue qu'ils sont aussi incapables d'une imposture de ce genre que n'importe quel chercheur sérieux de la vérité dans le domaine de la science de la nature (p. 188).

Donc, ou bien il y a imposture, ou bien photographie des esprits. D'accord. Et, en cas de supercherie, ou bien l'esprit était déjà à l'avance sur les plaques, ou bien quatre personnes y ont pris part, trois éventuellement, si nous laissons de côté comme hors de cause ou dupé le vieux M. Guppy, qui mourut en janvier 1875 à l'âge de 84 ans (il suffisait de l'envoyer derrière le paravent du fond). Qu'un photographe ait pu se procurer sans difficulté un « modèle » pour l'esprit, il est inutile d'y insister. Mais, peu après, le photographe Hudson a été accusé publiquement de falsification répétée de photographies d'esprits, de sorte que M. Wallace dit en guise d'apaisement :

> Une chose est évidente : au cas où il y a supercherie elle a été immédiatement découverte par des spirites eux-mêmes (p. 189).

On ne peut donc guère se fier au photographe non plus. Reste Mme Guppy, et seule la « conviction absolue » de l'ami Wallace parle en sa faveur, et rien d'autre. — Rien d'autre ? Mais si. En faveur de la confiance absolue qu'on peut mettre en Mme Guppy, il y a sa porpre affirmation : un soir, vers le début de juin 1871, elle a été transportée à travers les airs, en état d'inconscience, de sa propre maison à Highbury Hill Park jusqu'au 69 de la Lambs Conduit Street — trois milles anglais en ligne droite — et déposée sur la table dans ladite

---

1 Here then, one of two things *are* absolutely certain. Le monde des esprits est au-dessus de la grammaire. Un plaisantin fit évoquer une fois l'esprit du grammairien Lindley Murray. A la question « Es-tu là ? » Il répondit : *I are* (dialecte américain au lieu de *I am*). Le médium était américain. (F. E.)

maison du numéro 69 au milieu d'une séance de spiritisme. Les portes de la pièce étaient fermées à clef, et, bien que M^me^ Guppy fût une des dames les plus corpulentes de Londres, et ce n'est pas peu dire, sa brusque intrusion n'a cependant pas laissé le moindre trou ni dans les portes, ni dans le plafond (raconté dans l'*Echo de Londres*, 8 juin 1871). Et tant pis pour celui qui maintenant ne croit pas à l'authenticité des photographies.

Le second adepte notable parmi les savants anglais est Sir William Crookes, qui a découvert un corps chimique, le thallium [1], et inventé le radiomètre (appelé aussi « moulin à lumière » [2] en Allemagne). M. Crookes commença, vers 1871, à étudier les manifestations spirites, et il utilisa à cette fion toute une série d'appareils physiques et mécaniques, des balances à ressort, des batteries électriques, etc. Y a-t-il apporté l'appareil essentiel, une tête critique et sceptique, ou l'a-t-il gardée jusqu'à la fin en état de travailler, c'est ce que nous allons voir. En tout cas il n'a pas fallu très longtemps pour que M. Crookes soit tout aussi complètement subjugué par M. Wallace.

> Depuis quelques années, — raconte ce dernier, — une jeune dame, Miss Florence Cook, a fait preuve de remarquables qualités de médium ; et, ces temps derniers, celles-ci ont atteint leur point culminant, allant jusqu'à engendrer une figure féminine intégrale qui prétendait venir du monde des esprits et apparaissait pieds nus et en vêtements blancs flottants, tandis que le médium, habillé de sombre, était étendu, ligoté et plongé dans un sommeil profond, dans une pièce (*cabinet*) tendue de rideaux ou dans une pièce voisine (*loc. cit.* p. 181).

Un soir, cet esprit, qui se donnait le nom de Katey et ressemblait étonnamment à M^lle^ Cook, fut brusquement saisi par la taille et solidement tenu par M. Bolckmann, — l'actuel époux de M^me^ Guppy, — pour voir s'il n'était pas précisément M^lle^ Cook en édition numéro deux. L'esprit se révéla être une jeune fille tout à fait à poigne ; il se défendit vigoureusement, les spectateurs s'en mêlèrent, on éteignit le

---

1 Découvert en 1861 par Crookes.

2 Instrument de mesure du rayonnement inventé par Crookes en 1873-74. On désigne sous le nom de « moulin à lumière » une petite roue de moulin qui tourne sous l'action des rayons de lumière et de chaleur.

gaz et lorsque après un peu de bagarre le calme fut revenu et la pièce éclairée à nouveau, l'esprit avait disparu, et M^lle^ Cook était couchée, attachée et sans connaissance, dans son coin. Mais on dit que M. Volckmann prétend aujourd'hui encore que c'est bien M^lle^ Cook qu'il a empoigné et personne d'autre. Pour constater cela scientifiquement, un électricien célèbre, M. Varley, fit passer, lors d'un nouvel essai, le courant d'une batterie à travers le médium, M^lle^ Cook, de façon telle qu'elle n'aurait pu jouer l'esprit sans couper le courant. L'esprit apparut cependant. C'était donc en fait un être différent de M^lle^ Cook. La suite des constatations fut l'affaire de M. Crookes. Sa première démarche fut de gagner la *confiance* de la dame fantôme. Cette confiance —, dit-il lui-même dans *Spiritualist* du 5 juin 1874, —

> grandit peu à peu au point qu'elle refusait de donner une séance, à moins que *je n'en dirige les arrangements*. Elle disait qu'elle souhaitait *me* voir toujours à côté d'elle ou à proximité du cabinet ; je trouvais, — une fois cette confiance établie et qu'elle était sûre que *je ne romprais pas une promesse que je lui avais faite*, — que les apparitions augmentaient considérablement d'intensité et que des preuves étaient volontairement offertes qu'il n'eût pas été possible d'obtenir par une autre voie. Elle *me consultait* fréquemment sur les personnes présentes aux séances et sur les places à leur attribuer, car ces derniers temps elle était devenue très inquiète (*nervous*) à la suite de certaines suggestions déraisonnables, selon lesquelles, à côté d'autres méthodes d'investigation plus scientifiques, on devait aussi employer la *force*.

La demoiselle fantôme récompensa pleinement cette confiance, aussi aimable que scientifique. Elle apparut, — ce qui ne saurait plus maintenant nous étonner, — jusque dans la maison de M. Crookes, joua avec ses enfants, leur raconta des « anecdotes sur ses aventures aux Indes », confia aussi à M. Crookes « quelques-unes des expériences amères de sa vie passée », se laissa prendre dans ses bras pour le convaincre de sa matérialité bien palpable, lui fit constater le nombre de ses pulsations et de ses respirations par minute et, en fin de compte, se laissa aussi photographier aux côtés de M. Crookes.

> Cette figure — dit M. Wallace — après qu'on l'eut vue, touchée, photographiée, et qu'on se fut entretenu avec elle, *disparaissait absolument* d'une petite pièce, d'où il n'y avait pas d'autre issue qu'à travers une pièce attenante, remplie de spectateurs (*loc. cit.* p. 183),

— ce qui n'est pas un tel tour de force, en admettant que les spectateurs aient été assez polis pour ne pas témoigner à M. Crookes, dans la maison duquel ces choses se passaient, moins de confiance qu'il n'en témoignait lui-même à l'esprit.

Malheureusement, ces « phénomènes absolument attestés » ne sont nullement d'emblée vraisemblables, même pour des spirites. Nous avons vu plus haut comment le très spirite M. Volckmann s'est permis une intervention très matérielle. Et voici qu'un ecclésiastique, membre du comité de l'« Association nationale britannique des spirites », a assisté également à une séance de Miss Cook, et il a constaté sans difficulté que la pièce par laquelle l'esprit venait et disparaissait, communiquait avec le monde extérieur par une *deuxième* porte. La conduite de M. Crookes, également présent, « porta un coup fatal à ma croyance qu'il puisse y avoir quelque chose de sérieux dans ces manifestations ». (*Mystic London*, par le Rév. C. Maurice Davies. Londres, Tinsley Brothers [p. 319].) Et, au surplus, on nous a révélé en Amérique la façon dont on « matérialise » les « Katey ». Un ménage Holmes donnait à Philadelphie des représentations au cours desquelles apparaissait également une « Katey », et à qui les naïfs faisaient de riches présents. Cependant un sceptique n'eut de cesse qu'il n'eût retrouvé la trace de ladite Katey, laquelle, d'ailleurs, avait une fois déjà fait grève pour défaut de paiement : il la découvrit dans une pension de famille (*boarding house*) sous la forme d'une jeune dame incontestablement en chair et en os et qui était en possession de tous les cadeaux faits à l'esprit.

Cependant il fallait que le continent, lui aussi, eût ses visionnaires venus de la science. Un corps scientifique de Saint-Pétersbourg, — je ne sais pas exactement si c'est l'Université ou même l'Académie, — a délégué MM. le conseiller d'Etat Aksakov et le chimiste Butlerov pour étudier les phénomènes du spiritisme ; mais il ne semble pas en être sorti grand-chose [1]. Par contre, — s'il faut accorder quelque

1 Il s'agit de la « commission d'examen des phénomènes médiumniques » créée le 6 mai 1875 par la Société de physique de l'université de Pétersbourg et qui mit fin à ses activités le 21 mars 1876. Cette commission s'adressa à des personnalités qui répandaient le spiritisme en Russie : Aksakov (1832-1903),

crédit aux bruyantes proclamations des spirites, — l'Allemagne a maintenant fourni son visionnaire en la personne du professeur Zöllner à Leipzig.

On sait que, depuis des années, M. Zöllner a fort travaillé dans la « quatrième dimension » de l'espace ; il a découvert que beaucoup de choses qui sont impossibles dans un espace à trois dimensions, vont tout à fait de soi dans un espace à quatre dimension. C'est ainsi que, dans ce dernier, on peut retourner comme un gant une sphère métallique sans y faire de trou, de même qu'on peut faire un nœud dans un fil sans fin ou fixé au deux extrémités ou bien encore entrelacer deux anneaux séparés et fermés sans ouvrir l'un d'eux et autres tours de force du même genre. Selon de récents bulletins de victoire venus du monde des esprits, M. Zöllner, se serait adressé à un ou plusieurs médiums pour déterminer d'une façon plus précise, avec leur aide, le lieu de résidence de la quatrième dimension. Le succès aurait été surprenant. Le dossier de chaise, sur lequel il avait appuyé son bras, tandis que sa main ne quittait pas la table, aurait été entrelacé avec son bras après la séance, un fil scellé aux deux bouts à la table aurait eu quatre nœuds, etc. Bref, tous les miracles de la quatrième dimension auraient été accomplis en se jouant par des esprits. Notez bien que *relata refero*, je ne me porte pas garant de l'exactitude des bulletins des esprits et, s'ils contenaient des choses inexactes, M. Zöllner devrait m'être obligé de lui donner l'occasion de les corriger. Mais au cas où ils rendraient fidèlement les expériences de M. Zöllner, ils marquent manifestement une ère nouvelle dans la science du spiritisme comme dans celle des mathématiques. Les esprits prouvent l'existence de la quatrième dimension, de même qua la quatrième dimension garantit l'existence des esprits. Et, une fois ce point établi, on voit s'ouvrir devant la science un champ tout neuf et

---

Butlerov (1828-1886), etc., en leur proposant de donner une introduction à d'« authentiques » phénomènes de spiritisme. Appartenant à cette commission les savants Medéléiev (1834-1907), Bobylev (1842-1917), Krajewitch, etc. La commission arriva à la conclusion que « les phénomènes de spiritisme devaient être ramenés à des mouvements inconscients ou à des tromperies conscientes et que la doctrine spiritiste était une superstition » et publia ses résultats dans le journal *Golos* (*La Voix*) du 25 mars 1876. Les documents de la commission furent publiés par Mendéléiev sous le titre *Documents pour juger du spiritisme*, à Saint-Pétersbourg en 1876.

incommensurable ? Toutes les mathématiques et la science de la nature jusqu'à nos jours ne deviennent qu'une école préparatoire pour les mathématiques de la quatrième dimension et des suivantes, ainsi que pour la mécanique, la physique, la chimie et la physiologie des esprits qui se tiennent dans ces dimensions supérieures. M. Crookes n'a-t-il pas constaté scientifiquement quelle perte de poids les tables tournantes et autres meubles subissent lors de leur passage — nous pouvons bien le dire maintenant — dans la quatrième dimension et M. Wallace ne proclame-t-il pas comme acquis que le feu n'y blesse pas le corps des fantômes ! Ils respirent, ils ont un pouls, donc des poumons, un cœur et un appareil circulatoire et, par suite, ils sont sûrement pour le moins aussi bien pourvus que vous et moi quant aux autres organes du corps. Car, pour respirer, il faut des hydrates de carbone qui sont brûlés dans les poumons, et ceux-ci ne peuvent venir que de l'extérieur : il faut donc un estomac, des intestins et leurs accessoires… et une fois que nous avons constaté tout cela, le reste suis sans difficulté. Mais l'existence de tous les organes implique qu'ils peuvent tomber malades, et, de ce fait, il pourrait encore arriver à M. Virchow qu'il soit dans l'obligation d'écrire une pathologie cellulaire du monde des esprits. Et comme la plupart de ces esprits sont de jeunes dames d'une merveilleuse beauté qui ne se distinguent en rien, mais en rien du tout des demoiselles de la terre, sinon par leur beauté surnaturelle, comment pourraient-elles manquer longtemps d'apparaître « à des hommes qui ressentent de l'amour [1] » ; et si, d'après ce qu'a constaté M. Crookes par les pulsations, « le cœur féminin ne manque pas non plus », c'est également une quatrième dimension qui s'ouvre devant la sélection naturelle, dimension où elle n'aura pas à craindre d'être confondue avec la méchante social-démocratie [2].

Il suffit. On voit apparaître ici manifestement quel est le plus sûr chemin de la science de la nature au mysticisme. Ce n'est pas

1 Extrait du livret de l'opéra de MOZART : *La Flûte enchantée* (acte I, scène 18).

2 Engels fait allusion aux attaques réactionnaires contre le darwinisme déclenchées en Allemagne surtout après la Commune de 1871. Même un savant notoire comme Virchow, qui avait été partisan du darwinisme, fit en 1877 la proposition d'interdire la doctrine de Darwin en prétendant que le darwinisme était en rapports étroits avec le mouvement socialiste et donc dangereux pour l'ordre social établi.

l'impétueux foisonnement théorique de la philosophie de la nature, mais l'empirisme le plus plat, dédaignant toute théorie, se méfiant de toute pensée. Ce n'est pas la nécessité *a priori* qui démontre l'existence des esprits, mais l'observation expérimentale de MM. Wallace, Crookes et Cie. Si nous avons foi dans les observations d'analyse spectrale de Crookes qui ont amené la découverte du thallium, ou des riches découvertes zoologiques de Wallace dans l'archipel malais, on exige de nous que nous croyions de même aux expériences et découvertes spirites de ces deux savants. Et si nous déclarons qu'il y a tout de même là une petite différence, à savoir que nous pouvons vérifier les unes et non pas les autres, les voyants spirites nous rétorquent que ce n'est pas le cas et qu'ils sont prêts à nous donner l'occasion de vérifier aussi les phénomènes de spiritisme.

En fait, on ne méprise pas impunément la dialectique. Quel que soit le dédain qu'on nourrisse pour toute pensée théorique, on ne peut tout de même pas mettre en liaison deux faits de la nature ou comprendre le rapport existant entre eux sans pensée théorique. Mais alors, la question est seulement de savoir si, dans ce cas, on pense juste ou non, et le mépris de la théorie est évidemment le plus sûr moyen de penser de façon naturaliste, c'est-à-dire de penser faux. Or, selon une vieille loi bien connue de la dialectique, la pensée fausse, poussée jusqu'à sa conclusion logique, aboutit régulièrement au contraire de son point de départ. Et voilà comment se paie le mépris empirique de la dialectique : il conduit quelques-uns des empiristes les plus terre à terre à la plus saugrenue de toutes les superstitions, au spiritisme moderne.

Il en va de même des mathématiques. Les mathématiciens communs du genre métaphysique sont très fiers du fait que leur science obtient des résultats absolument irréfutables. Or, parmi ces résultats, il y a aussi les grandeurs imaginaires, qui prennent de ce fait une certaine réalité. Mais une fois qu'on a pris l'habitude d'attribuer à $\sqrt{-1}$ ou à la quatrième dimension quelque réalité en dehors de notre tête, peu importe de faire un pas de plus et d'accepter aussi le monde spirite des médiums. Il en va comme Ketteler disait de Dölliger :

> Cet homme a défendu tant d'absurdités dans sa vie qu'en vérité il pouvait bien encore accepter l'infaillibilité par-dessus le marché ! [53]

En fait, l'empirisme pur n'est pas capable d'en finir avec le spiritisme. Premièrement, les phénomènes « supérieurs » ne sont jamais montrés que lorsque le « savant » intéressé est déjà subjugué au point de ne plus voir que ce qu'on veut lui faire voir ou ce qu'il veut voir, — ainsi que Crookes le décrit lui-même avec une inimitable naïveté. Mais, deuxièmement, il est indifférent aux spirites que des centaines de soi-disant faits soient dévoilés comme des escroqueries et des douzaines de soi-disant médiums convaincus d'être de vulgaires escamoteurs. Tant que *chaque* prétendu miracle en particulier n'est pas balayé par l'explication, il leur reste suffisamment de terrain ; et Wallace lui-même le dit nettement à l'occasion des photographies d'esprit truquées : l'existence des truquages prouve l'authenticité des photographies vraies.

Et alors l'empirisme se voit contraint d'opposer à l'importunité des voyants, non pas des expériences empiriques, mais des considérations théoriques, et de dire avec Huxley :

> A mon avis, le seul bien qui pourrait sortir de la démonstration de la vérité su spiritisme, ce serait de balayer les rues sa vie durant que de raconter, une fois mort, des âneries par la bouche d'un médium qui se loue à une guinée la séance ! [54]

---

53 Le 18 juillet 1870 on proclama à Rome le dogme de « l'infaillibilité » du pape. Le théologien allemand Döllinger refusa de reconnaître ce dogme. L'évêque de Mayence Ketteler fut au début également contre la proclamation du nouveau dogme, mais en devint bientôt le zélé défenseur.

54 Cette citation est tirée d'une lettre du biologiste Thomas Huxley à la Dialectical Society de Londres qui l'avait invité à participer au travail du comité pour l'étude des phénomènes du spiritisme. Huxley déclina cette invitation avec quelques remarques ironiques sur le spiritisme. La lettre de Huxley du 29 janvier 1869 fut publiée dans le *Daily News* du 17 octobre 1871.

Participation du travail à l'humanisation du singe
(*extrait*)

Et en fait, nous apprenons chaque jour à comprendre plus correctement ces lois et à reconnaître les conséquences plus ou moins lointaines de nos interventions dans la cours normal des choses de la nature. Surtout depuis les énormes progrès de la science de la nature au cours de ce siècle, nous sommes de plus en plus à même de connaître aussi les conséquences naturelles lointaines, tout au moins de nos actions les plus courantes dans le domaine de la production, et, par suite, d'apprendre à les maîtriser. Mais plus il en sera ainsi, plus les hommes non seulement sentiront, mais sauront à nouveau qu'ils ne font qu'un avec la nature et plus deviendra impossible cette idée absurde et contre nature d'une opposition entre l'esprit et la matière, l'homme et la nature, l'âme et le corps, idée qui s'est répandue en Europe depuis le déclin de l'antiquité classique et qui a connu avec le christianisme son développement le plus élevé.

[Notice et fragments]

Historique

L'étude moderne de la nature, — la seule dont il peut être question en tant que science, à l'opposé des institutions géniales des Grecs et des recherches sporadiques et sans lien entre elles des Arabes, — commence avec cette époque prodigieuse où la bourgeoisie brisa la domination du féodalisme, où apparut à l'arrière-plan de la lutte entre bourgeois des villes et noblesse féodale le paysan rebelle, et, derrière le paysan, les débuts révolutionnaires du prolétariat moderne, déjà le drapeau rouge au poing et le communisme aux lèvres, avec cette époque qui créa les grandes monarchies en Europe, brisa la dictature spirituelle du pape, ressuscita l'antiquité grecque et engendra en même temps le développement artistique le plus élevé des temps modernes, fit éclater les limites de l'ancien Orbis et découvrit à proprement parer la terre pour la première fois.

C’était la plus grande révolution que la terre eût jamais connue. L’étude de la nature, elle aussi, qui vécut et se développa dans l’atmosphère de cette révolution, fut révolutionnaire jusqu’à la moelle, marcha la main dans la main avec l’éveil de la philosophie moderne des grands Italiens et fournit ses martyrs sur les bûchers et aux cachots. Il est caractéristique que protestants et catholiques rivalisèrent pour la persécuter. Les uns brûlèrent Servet, les autres Giordano Bruno. Ce fut une époque qui avait besoin de géants et qui engendra des géants, géants de l’érudition, de l’esprit et du caractère. Ce fut l’époque que les Français appellent judicieusement la Renaissance, et l’Europe protestante, d’une façon unilatérale et bornée, la Réforme.

La science de la nature, elle aussi, a eu à cette époque sa déclaration d’indépendance, qui certes ne vint pas dès le début, tout comme Luther ne fut pas le premier protestant. Ce que fut dans le domaine religieux le geste de Luther jetant au feu la bulle du pape, ce fut dans la science de la nature le grand ouvrage de Copernic dans lequel, quoique avec timidité, après trente-six ans d’hésitations et, pourrait-on dire, sur son lit de mort, il défia la superstition ecclésiastique. Dès lors la science de la nature était, pour l’essentiel, émancipée de la religion, bien que la discrimination complète dans tous les détails ait duré jusqu’à nos jours, et que, dans bien des esprits, elle soit encore loin d’être achevée. Il n’empêche que le développement de la science avança dès lors, lui aussi, à pas de géant, il grandit, pourrait-on dire, en raison du carré de la distance décomptée dans le temps à partir de l’origine ; elle voulait, semble-t-il, montrer au monde que le mouvement de la suprême floraison de la matière organique, l’esprit humain, obéissant à une loi inverse de celle du mouvement de la matière non organique.

La première période de la science moderne de la nature se clôt — dans le domaine du monde non organique — avec Newton. C’était la période où elle acquit la maîtrise des matériaux donnés ; elle accomplit de grandes choses dans le domaine de la mathématique, de la mécanique et de l’astronomie, de la statique et de la dynamique, en particulier grâce à Kepler et à Galilée, dont les conclusions ont été tirées par Newton. Mais, dans le domaine organique, on n’avait pas dépassé les premiers rudiments. L’étude des formes de vie qui se

succèdent et s'évincent dans l'histoire, de même que celle des conditions changeantes de vie qui leur correspondent, — la paléontologie et la géologie, — n'existent pas encore. La nature n'était somme toute pas considérée comme quelque chose qui se développe dans l'histoire, qui a son histoire dans le temps ; on ne tenait compte que de l'extension dans l'espace ; les diverses formes n'avaient pas été groupées par les savants selon leur succession, mais seulement selon leur juxtaposition ; l'histoire de la nature était valable pour tous les temps, comme les ellipses que décrivent les planètes. Pour toute étude plus poussée des formes de la vie organique, il manquait les deux bases primordiales, la chimie et la connaissance de la structure organique fondamentale, la cellule. La science de la nature, révolutionnaire à ses débuts, se trouvait en face d'une nature absolument conservatrice dans laquelle tout était, aujourd'hui encore, tel qu'il avait été depuis le commencement du monde, et dans laquelle, jusqu'à la fin du monde, tout resterait tel qu'il avait été dès le début.

Il est caractéristique que cette conception conservatrice de la nature, aussi bien dans le domaine non organique que dans le domaine organique […] [1].

Astronomie	Minéralogie
Mécanique	Physiologie végétale
Mathématique	Physiologie animale
Physique	Anatomie
Chimie	Thérapeutique
Géologie	Diagnostique
Paléontologie	

Première brèche : Kant et Laplace. Deuxième : géologie et paléontologie (Lyell, développement lent). Troisième : chimie organique, qui produit des corps organiques et dégage la validité des lois chimiques pour les corps vivants. Quatrième : 1842 [Théorie] mécanique de la chaleur, Grove. Cinquième : Darwin, Lamarck, cellule, etc. (Lutte, Cuvier et Agassiz). Sixième : *l'élément comparatif* en anatomie, climatologie (isothermes), géographie animale et végétale (voyages d'exploration scientifiques depuis le milieu du

1 La phrase est restée inachevée.

XVIII^{e} siècle) géographie physique en général (Humboldt), la mise en liaison des matériaux. Morphologie (embryologie, Baer).

La vieille téléologie s'en est allée au diable, mais maintenant la certitude est bien établie que, dans son cycle éternel, la matière se meut selon des lois qui, à un stade déterminé, — tantôt ici, tantôt là, — produisent nécessairement dans des êtres organiques l'esprit pensant.

L'existence normale des animaux est donnée dans les conditions simultanées à leur existence, dans lesquelles ils vivent et auxquelles ils s'adaptent ; celles de l'existence de l'homme, dès qu'il se différencie de l'animal au sens étroit du terme, sont absolument inédites ; elles doivent d'abord être élaborées par le développement historique qui suit. L'homme est le seul animal qui puisse sortir par le travail de l'état purement animal ; son état normal est celui qui correspond à la conscience et qu'*il doit lui-même créer*.

… Dieu n'est jamais plus mal traité que par les savants qui croient en lui. Les matérialistes expliquent simplement la *chose*, sans entrer dans cette phraséologie : ils ne le font que lorsque des croyants importuns veulent leur imposer un dieu, et dans ce cas-là ils font une réponse brève, soit comme Laplace : Sire, je n'avais, etc… [55], soit plus brutalement à la manière des marchands hollandais, qui ont coutume de renvoyer les représentants de commerce allemands lorsque ceux-ci veulent leur imposer leur camelote avec ces mots : *Ik Kan die Zaken niet gebruiken* [56] et c'en est fini. Mais que n'a-t-il pas fallu que Dieu subisse de la part de ses défenseurs ! Dans l'histoire des sciences modernes de la nature, Dieu est traité par ses défenseurs comme le fut Frédéric-Guillaume III par ses généraux et ses fonctionnaires au cours de la campagne de Iéna. Une partie de l'armée après l'autre dépose les armes, une forteresse après l'autre capitule devant l'avance victorieuse de la science qui finira par conquérir tout l'immense domaine de la nature sans qu'il reste de place pour le

55 « *Sire, je n'avais pas besoin de cette hypothèse* » : réponse de Laplace à Napoléon qui lui demandait pourquoi il ne faisait pas mention de Dieu dans sa mécanique céleste.

56 Je ne peux faire usage de cela.

créateur. Newton lui accordait encore « l'impression première », mais ne voulait pas entendre parler d'une autre intervention dans son système solaire. Le Père Secchi ne l'exclut pas moins catégoriquement du système solaire, avec ses compliments et malgré tous les honneurs canoniques, et ne lui permet plus d'acte créateur que par rapport à la nébuleuse primitive. Et il en va de même dans tous les domaines. En biologie, son dernier grand Don Quichotte, Agassiz le croit même positivement capable d'absurdités. Il ne crée, paraît-il, pas seulement les animaux réels, mais encore des animaux abstraits, le poisson en tant que tel ! Enfin Tyndall lui interdit complètement l'accès de la nature et le renvoi dans le monde des émotions, et ne lui accorde l'existence que parce qu'il faut bien quelqu'un qui en sache plus sur tout cela (sur la nature) que John Tyndall [57] ! Quelle distance par rapport à l'ancien Dieu — créateur du ciel et de la tertre, qui tient toutes choses en sa main, sans qui pas un cheveu ne peut tomber d'une tête !

Le besoin émotionnel de Tyndall ne prouve rien. Le chevalier des Grieux avait aussi le besoin émotionnel d'aimer et de posséder Manon Lescaut qui se vendait et le vendait jour après jour ; il devint tricheur et maquereau [58] pour l'amour d'elle, et si Tyndall veut maintenant lui faire des reproches, il répond en parlant de son « besoin émotionnel ». Dieu = *nescio* [59], mais *ignorantia non est argumentum* [60] (Spinoza).

---

57 Engels se réfère à la conférence faite par Tyndall à la séance de l'Union scientifique anglaise à Belfast le 19 août 1874 (publiée dans la revue Nature, le 20 août 1874). Dans sa lettre à Marx du 21 septembre 1874, Engels donne un compte rendu plus détaillé de cette conférence.

58 En français dans le texte

59 Je ne sais pas.

60 L'ignorance n'est pas un argument. C'est dans l'appendice à la première partie de l'Ethique que Spinoza parle de l'appel à l'ignorance, unique argument dont se servent les partisans de la conception religieuse téléologique de la nature.

18.

FRIEDRICH ENGELS

Bruno Bauer et le christianisme primitif *

Retour à la table des matières

Le 13 avril est mort à Berlin un homme qui a joué jadis un certain rôle en tant que philosophe et théologien, mais qui, depuis des années, à demi oublié, n'avait attiré sur lui l'attention du public que de temps en temps comme une sorte « d'original » de la littérature. Les théologiens officiels, Renan aussi, le plagiaient et, de ce fait, étaient unanimes à passer son nom sous silence. Et pourtant il valait mieux qu'eux et a plus fait qu'eux dans le domaine qui nous intéresse aussi, nous autres socialistes : la question de l'origine historique du christianisme.

Que sa mort soit l'occasion de décrire brièvement l'état actuel de la question et la contribution de Bauer à sa solution.

La conception qui régna depuis les libres penseurs du moyen âge jusqu'aux philosophes des Lumières du XVIII^e^ siècle inclus, et qui faisait de toutes les religions, et donc du christianisme également, l'œuvre d'imposteurs, était suffisante depuis que Hegel avait fixé pour tâche à la philosophie de montrer que l'histoire universelle obéissait à une évolution rationnelle.

Il est bien évident que, si des religions naturelles comme le fétichisme des nègres ou la religion primitive des Aryens 61 naissent

---

* Paru dans le *Sozialdemokrat*, n^os^ 19 et 20 du 4 et du 11 mai 1882.

61 Le terme d'*Aryen* est aujourd'hui considéré comme vieilli et non-scientifique. A l'origine il n'est que le nom que se donnaient à eux-mêmes les anciens habitants de l'Inde et de l'Iran ; cette expression fut utilisée, à partir du XIX^e^ siècle, par quelques savants comme l'équivalent d'« indo-européen », c'est-à-

sans que l'imposture joue un rôle dans cette affaire, leur développement ultérieur rend très vite inévitable l'imposture des prêtres. Quant aux religions artificielles, à côté des enthousiasmes religieux sincères qu'elles suscitent, elles ne peuvent se passer, dès leur fondation, de l'imposture et de la falsification de l'histoire, et le christianisme a lui aussi, dès ses débuts, de forts bons résultats à présenter en ce domaine, ainsi que Bauer l'a montré dans sa critique du Nouveau Testament. Mais ce n'est là que la constatation d'un phénomène général qui n'explique pas le cas particulier dont il s'agit précisément ici.

On n'en a pas fini avec une religion qui s'est soumis le monde romain et a dominé pendant 1800 ans la plus grande partie, et de loin, de l'humanité civilisée, en se bornant à déclarer que c'est un tissu d'absurdités fabriqué par des imposteurs. On n'en vient à bout que si l'on sait expliquer son origine et son développement à partir des conditions historiques existant au moment où elle est née et où elle est devenue religion dominante. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne le christianisme. Il s'agit précisément de résoudre la question de savoir comment il a pu se faire que les masses populaires de l'empire romain préférèrent à toutes les autres religions cette absurdité prêchée de surcroît par des esclaves et des opprimés, jusqu'à ce que l'ambitieux *Constantin* finit par considérer que confesser cette religion de l'absurde était le meilleur moyen de parvenir à régner sans partage sur le monde romain.

La contribution de Bruno Bauer pour répondre à cette question est beaucoup plus importante que celle de quiconque. Par l'étude de la langue, Wilke avait démontré que les Evangiles s'étaient succédé dans le temps et étaient interdépendants. Bruno Bauer refit la

---

dire pour désigner tous les peuples qui parlent les langues indo-européennes. On tenta plus tard de fabriquer à l'aide du concept d'Aryen une unité raciale des peuples indo-européens qui n'a jamais existé. Les fascistes allemands utilisèrent ce terme en faisant des « Aryens » les représentants d'une race prétendue supérieure. Friedrich Engels, qui en utilisant le terme d'« Aryen » se conformait à l'usage de la science de son temps, entendait par là les Indo-Européens, « peuples dont les langues se groupent autour du sanscrit, la plus ancienne d'entre elles » (F. ENGELS : *Contribution à l'histoire des anciens Germains*).

démonstration, de façon irréfutable, à partir du contenu des Evangiles, en dépit du désir des théologiens semi-croyants de la période de réaction qui a suivi 1849 de s'opposer à sa démarche. Il a dévoilé le caractère antiscientifique de la confuse théorie de Strauss sur les mythes qui donnait loisir à chacun de tenir pour historique ce qui lui plaisait dans les récits évangéliques. Et si dans cette affaire il apparut que, de tout le contenu des Evangiles, presque rien n'était historiquement vérifiable — si bien que l'on peut même mettre en doute l'existence historique d'un Jésus-Christ, Bauer a, ce faisant, seulement déblayé le terrain pour répondre à la question : quelle est l'origine des représentations et des idées qui ont été rassemblées dans le christianisme en une espèce de système, et comment parvinrent-elles à dominer le monde ?

C'est de cette question que Bauer s'est occupé jusqu'à la fin. Ses recherches culminent dans ce résultat : le Juif alexandrin *Philon*, qui vivait encore en l'an 40 de notre ère, mais était très vieux, est le vrai père du christianisme et le stoïcien romain *Sénèque* pour ainsi dire son oncle. Les nombreux écrits qui nous ont été transmis et qu'on prête à Philon sont nés en effet de la fusion de traditions juives interprétées dans une optique rationaliste et allégorique avec la philosophie grecque, surtout stoïcienne. Cette conciliation de conceptions occidentales et orientales contient déjà toutes les idées intrinsèquement chrétiennes : l'idée que le péché est inné chez l'homme, le Logos, le Verbe qui est en Dieu et l'homme ; l'expiation obtenue non par des sacrifices d'animaux, mais par l'offrande de son propre cœur à Dieu ; enfin ce trait essentiel, la nouvelle philosophie religieuse renversant l'ordre antérieur du monde, cherchant ses disciples parmi les pauvres, les misérables, les esclaves, les parias et méprisant les riches, les puissants, les privilégiés et, par là, érigeant en règle le mépris de toutes les jouissances temporelles et la mortification de la chair.

D'autre part, Auguste avait déjà veillé à ce que non seulement « l'homme-dieu », mais encore la prétendue « immaculée conception » fussent des formules prescrites pour raison d'Etat. Non seulement il fit honorer César et lui-même comme des dieux, mais il fit répandre la fable que lui, Augustus Caesar Divus, le divin, n'était pas le fils de son père terrestre, mais que sa mère l'avait conçu du dieu

Apollon. Espérons que ce dieu Apollon n'était pas parent de celui qu'a chanté Henri Heine ! [62].

On le voit, pour que le christianisme soit achevé dans ses traits principaux, il ne manque plus que la clef de voûte : l'incarnation du Verbe en une personne déterminée et le sacrifice expiatoire de celle-ci sur la croix pour le rachat de l'humanité pécheresse.

Comment cette clef de voûte s'est-elle insérée historiquement dans les enseignements stoïciens de Philon ? Sur ce point, les sources réellement dignes de foi nous laissent en panne. Mais ce qu'il y a de sûr, c'est qu'elle n'a pas été insérée par des philosophes disciples de Philon ou des stoïciens. Les religions sont fondées par des gens qui éprouvent eux-mêmes un besoin religieux des masses, et, en règle générale, nous voyons, aux périodes où tout se désagrège — actuellement aussi, par exemple — la philosophie et les dogmes religieux perdre toute profondeur et se vulgariser, se répandre partout. Si la philosophie classique grecque a abouti dans ses dernières formes — en particulier dans le cas de l'école épicurienne — au matérialisme athée, la philosophie vulgaire grecque mène à la doctrine du dieu unique et de l'immortalité de l'âme. La même chose s'était produite dans le judaïsme, vulgarisé et devenu rationaliste au contact et sous l'influence des étrangers et des demi-juifs ; il en était arrivé à négliger les cérémonies de la loi, à transformer l'ancien dieu national exclusivement juif Jahvé [63] en dieu — le seul vrai dieu — créateur du ciel et de la terre, et à accepter l'immortalité de l'âme qui était à l'origine étrangère du judaïsme. Ainsi il y eut rencontre entre la philosophie vulgaire monothéiste et la religion vulgaire qui lui présentait un dieu unique tout prêt. Voilà comment se trouva préparé le terrain sur lequel des représentations venues de Philon et vulgarisées elles aussi, s'élaborèrent pour donner naissance au

---

62 Engels pense au poème de Henri HEINE : « *Le dieu Apollon* ».

63 Comme Ewald l'a démontré, les Juifs écrivaient, dans leurs manuscrits ponctués (c'est-à-dire comportant voyelle et signes de ponctuation), sous les consonnes du nom de Jahvé, qu'il était interdit de prononcer, les voyelles du mot Adonaï qu'on lisait à sa place. Ce qui donna pour les générations postérieures Jehovah. Ce mot n'est donc pas le nom d'un dieu, mais simplement une grossière faute grammaticale : en hébreu il est tout simplement impossible (F. E.).

christianisme chez les Juifs, et sur lequel cette religion, une fois créée, put trouver bon accueil chez les Grecs et chez les Romains. Le christianisme est issu de représentations empruntées à Philon et popularisées, et non pas directement des écrits de Philon ; la preuve en est fournie par le fait que le Nouveau Testament néglige presque complètement la partie principale de ses écrits, à savoir l'interprétation philosophico-allégorique des récits de l'Ancien Testament. C'est là un aspect dont Bauer n'a pas tenu suffisamment compte.

On peut se faire une idée de ce qu'était le christianisme dans sa forme primitive en lisant l'Apocalypse de saint Jean. Un fanatisme forcené et confus ; pour tout dogme, des embryons seulement, de ce qu'on appelle morale chrétienne, la mortification de la chair seulement ; par contre des visions et des prophéties en masse. L'élaboration définitive des dogmes et de la morale est le fait d'une période postérieure au cours de laquelle ont été écrits les Evangiles et ce qu'on appelle les Epîtres Apostoliques. Et on utilisa alors — au moins pour la morale — sans la moindre gêne la philosophie stoïcienne et notamment Sénèque. Bauer a montré que les Epîtres plagient ce dernier parfois mot pour mot ; ce fait avait en réalité déjà frappé les croyants orthodoxes, mais ils prétendaient que c'était Sénèque qui avait copié le Nouveau Testament — avant qu'il fut écrit. Les dogmes se développèrent d'une part en liaison avec la légende évangélique de Jésus, alors en cours d'élaboration, d'autre part dans la lutte entre chrétiens d'origine juive et chrétien d'origine païenne.

Quant aux causes qui permirent au christianisme d'emporter la victoire et d'étendre sa domination au monde, Bauer donne également des dates très précieuses. Mais ici l'idéalisme propre au philosophe allemand vient à la traverse et l'empêche d'avoir une vue très claire et une formulation nette. Sur tel ou tel point décisif, c'est souvent une phrase creuse qui se substitue au fait. Aussi, au lieu d'entrer dans le détail des vues de Bauer, nous préférons présenter notre propre conception sur ce point, fondée sur les travaux de Bauer et aussi sur des études personnelles.

La conquête romaine désagrégea dans tous les pays soumis, directement d'abord la structure politique antérieure, indirectement

ensuite les anciennes conditions de vie sociale. Premièrement en substituant à l'ancienne division en castes (abstraction faite de l'esclavage) la simple différence entre citoyens romains et non-citoyens ou sujets. Deuxièmement, et surtout, par les exactions commises au nom de l'Etat romain. Si l'Empire a fait son possible, dans l'intérêt même de l'Etat, pour mettre un terme à la cupidité forcenée des proconsuls, celle-ci fut remplacée par les impôts levés pour le trésor impérial, qui pesèrent d'un poids de plus en plus lourd sur les populations — et cette exploitation eut un effet terriblement désagrégateur. Troisièmement enfin, partout la justice fut rendue selon le droit romain par des juges romains, la réglementation sociale autochtone fut de ce fait déclarée sans valeur, dans la mesure où elle ne coïncidait pas avec les règles du droit romain. Ces trois moyens devaient avoir un énorme effet niveleur, surtout lorsqu'ils furent employés pendant quelques siècles à l'encontre de populations dont l'élément le plus robuste avait déjà été abattu ou emmené en esclavage au cours des luttes qui précédèrent, accompagnèrent ou souvent même suivirent la conquête. Les conditions sociales des Provinces se rapprochèrent de plus en plus de celles de la capitale et de l'Italie. La population se répartir de plus en plus en trois classes formées des éléments et des nationalités les plus disparates : les riches, parmi lesquels nombre d'esclaves affranchis (cf. Pétrone), grands propriétaires fonciers, usuriers, ou les deux à la fois comme cet oncle du christianisme, Sénèque ; les hommes libres prolétaires, nourris et distraits à Rome aux frais de l'Etat — dans les Provinces, réduits à eux-mêmes ; enfin la grande masse — les esclaves. Vis-à-vis de l'Etat, c'est-à-dire de l'Empereur, les deux premières clases étaient presque aussi dépourvues de droits que les esclaves vis-à-vis de leurs maîtres. Notamment de Tibère à Néron, ce fut une règle de condamner à mort de riches Romains pour confisquer leur fortune. Pour tout soutien, le gouvernement disposait *matériellement* de l'armée, qui ressemblait déjà beaucoup plus à une armée de lansquenets qu'à l'antique armée romaine composée de paysans, et — *moralement* — de l'opinion généralement répandue qu'il n'y avait aucune possibilité de sortir de cette situation, que l'Empire fondé sur la domination militaire était une nécessité immuable, même si tel ou tel empereur, lui, pouvait être changé. Ce n'est pas le lieu ici d'examiner sur quels faits très matériels reposait cette opinion.

A cette privatisation de droits et à l'absence d'espoir de jamais instaurer un meilleur état de choses correspondaient une mollesse et une démoralisation générales. Les rares anciens Romains de manières et de mentalité patriciennes qui subsistaient encore, furent éliminés ou s'éteignirent ; le dernier d'entre eux est Tacite. Les autres étaient bien contents de pouvoir se tenir complètement à l'écart de la vie publique ; devenir riches et jouir de cette richesse, voilà qui comblait leur existence, ainsi que les commérages privés et les intrigues privées. Les hommes libres prolétaires, qui percevaient à Rome une pension de l'Etat, avaient par contre dans les Provinces une situation difficile. Ils étaient obligés de travailler et ils avaient affaire par-dessus le marché à la concurrence du travail des esclaves. Mais ils ne se trouvaient que dans les villes. A côté d'eux il existait encore dans les Provinces des paysans, propriétaires fonciers libres (ici et là, il existait sans doute encore des terres en communauté) ou, comme en Gaule, serfs pour dettes des grands propriétaires fonciers. Cette classe fut la moins touchée par le bouleversement social ; ce fut aussi celle qui opposa la plus longue résistance au bouleversement religieux [1]. Enfin les esclaves, privés de droits et de libertés, étaient dans l'impossibilité de se libérer, comme l'avait déjà prouvé la défaite de Spartacus ; mais pour une grande part ils étaient cependant eux-mêmes d'anciens hommes libres ou fils d'hommes nés libres. C'est donc encore parmi eux que devait exister le plus de haine contre leurs conditions de vie, une haine vivante, bien que vouée extérieurement à l'impuissance.

Le caractère des idéologues de cette période correspond aussi à cet état de choses. Les philosophes étaient ou bien de simples magisters qui faisaient ce métier pour gagner leur vie ou bien les bouffons

---

1 D'après Fallmerayer, au IX^{e} siècle, dans le Pénoponèse, les paysans faisaient encore des sacrifices à Zeus (F. E.). Fallmerayer écrivait : « Je ne veux pas soulever à nouveau la querelle autour des habitants et du district de *Mani* ou *Maina*. Cependant une chose est tranchée : c'est que les Maniates… du IX^{e} siècle après J.-C. étaient encore idolâtres… » (cf. Jacob Philipp FALLMERAYER : « Quelle influence a eu l'occupation de la Grèce par les Slaves sur le destin de la cité d'Athènes et de l'Attique ? Ou nouveaux arguments à l'appui de la thèse sur l'origine des Grecs modernes, exposée dans le 1er volume de *Histoire de la presqu'île de la Morée au cours du moyen âge* », Stuttgart et Tubingen, 1835, pp. 78-79.)

appointés de riches débauchés. Beaucoup étaient même des esclaves. L'exemple du sieur Sénèque nous montre ce qu'il advenait d'eux quand tout allait bien. Ce stoïcien, qui prêchait la vertu et l'abstinence, fut un maître-intrigant à la cour de Néron, ce qui n'allait pas sans servilité ; il se fit offrir de l'argent, des biens, des jardins, des palais, et tandis qu'il proposait un pauvre Lazare comme modèle, il était en réalité le riche de la parabole évangélique. Ce n'est que lorsque Néron voulut lui tordre le cou qu'il pria l'empereur de reprendre tous ses cadeaux, disant que sa philosophie lui suffisait. Il n'y eu que quelques très rares philosophes, comme Persius, pour brandir au moins le fouet de la satire sur leurs contemporains dégénérés. Mais en ce qui concerne le second type d'idéologues, les juristes, ils étaient des partisans enthousiastes des nouvelles conditions sociales, parce que l'effacement de toutes les différences de caste leur laissait toute latitude de mettre au point leur cher droit civil, en échange de quoi ils fabriquèrent ensuite pour l'empereur le droit constitutionnel le plus servile qui ait jamais existé.

En détruisant les particularités politiques et sociales des peuples, l'Empire romain avait aussi voué à la destruction leurs religions particulières. Toutes les religions de l'antiquité ont été des religions naturelles de tribus et plus tard de nations, nées de la situation sociale et politique de chaque peuple et étroitement liées à celle-ci. Une fois les bases détruites, une fois brisées les formes sociales et l'organisation politique traditionnelles ainsi que l'indépendance nationale, il va de soi que la religion qui faisait corps avec ces institutions s'effondrera aussi. Les dieux nationaux peuvent tolérer à leurs côtés d'autres dieux nationaux, et ce fut la règle dans l'antiquité ; mais pas au-dessus d'eux. Lorsque des cultes d'Orient furent transplantés à Rome, cela ne fit que nuire à la religion romaine, mais ne put retarder la décadence des religions orientales. Dès que les dieux nationaux ne peuvent plus être les patrons tutélaires de l'indépendance et de la souveraineté de leur nation, ils se rompent eux-mêmes le cou. C'est ce qui est arrivé partout (à l'exception des paysans, en particulier dans les montagnes). Ce qui à Rome et en Grèce a été l'œuvre de la philosophie vulgaire, j'allais dire du voltairianisme, dans les Provinces c'est l'asservissement à Rome et le remplacement d'hommes libres et fiers de l'être par des sujets résignés et des gueux égoïstes.

Telle était la situation matérielle et morale. Le présent insupportable, l'avenir, si possible, encore plus menaçant. Pas d'issue. Désespérer ou se réfugier dans la plus vulgaire jouissance — chez *ceux-là* du moins qui pouvaient se le permettre, et c'était une petite minorité. Sinon il ne restait d'autre recours que la soumission veule à l'inévitable.

Mais dans toutes les classes devaient se trouver un certain nombre de gens qui, désespérant d'une délivrance matérielle, cherchaient en compensation une délivrance spirituelle — une consolation sur le plan de la conscience, qui pût les préserver du désespoir total. La philosophie du Portique ne pouvait offrir cette consolation, pas plus que l'école d'Epicure, précisément parce qu'elles étaient des philosophies et, à ce titre, n'étaient pas destinées à la conscience vulgaire et deuxièmement parce que le comportement de leurs disciples jetait le discrédit sur les enseignements de ces écoles. Cette consolation recherchée ne devait pas remplacer la philosophie perdue, mais la religion perdue, elle devait se manifester sous une forme religieuse comme toute notion qui devait s'emparer des masses à cette époque-là et jusqu'au XVII^e^ siècle.

Il est sans doute à peine besoin de noter que la majorité de ceux qui aspiraient à cette consolation au niveau de la conscience, à cette évasion du monde extérieur vers le monde intérieur devait nécessairement se recruter… parmi les *esclaves*.

C'est dans cette situation de désagrégation universelle, économique, politique, intellectuelle et morale que le christianisme fit son apparition. Il s'opposait radicalement à toutes les religions antérieures.

Dans toutes les religions antérieures, les cérémonies étaient l'essentiel. Ce n'est qu'en participant aux sacrifices et aux processions, en Orient en outre en observant les prescriptions les plus détaillées concernant le régime alimentaire et la pureté, que l'on pouvait manifester son appartenance. Tandis que Rome et la Grèce étaient tolérantes sous ce rapport, régnait en Orient une frénésie d'interdictions religieuses qui n'a pas peu contribué au déclin final.

Des gens appartenant à deux religions différentes (Egyptiens, Perses, juifs, Chaldéens) ne pouvaient manger ni boire ensemble, ni accomplir en commun aucun acte quotidien, à peine pouvaient-ils se parler. Cette ségrégation des hommes est une des grandes causes de la disparition de l'ancien monde oriental. Le christianisme ignorait ces cérémonies, qui consacraient une ségrégation, comme il ignorait même les sacrifices et les cortèges du monde classique. En rejetant ainsi toutes les religions nationales et le cérémonial qui leur est commun, en s'adressant à tous les peuples sans distinction, il devenait lui-même la *première religion universelle possible*. Le judaïsme aussi, avec son nouveau dieu universel, avait fait un pas vers la religion universelle ; mais les fils d'Israël demeuraient toujours une aristocratie parmi les croyants et les circoncis ; et il fallut d'abord que le christianisme lui-même se débarrassât de l'idée de la prééminence des chrétiens d'origine juive (qui domine encore dans l'Apocalypse de saint Jean) avant de pouvoir devenir réellement une religion universelle. D'autre part, l'Islam, en conservant son cérémonial spécifiquement oriental a limité lui-même son aire d'extension à l'Orient et à l'Afrique du Nord conquise et repeuplée par les Bédouins arabes : là il a pu devenir la religion dominante, en Occident il n'y a pas réussi.

Deuxièmement, le christianisme a fait vibrer une corde qui devait être sensible dans d'innombrables cœurs. A toutes les plaintes sur le malheur des temps et sur l'universelle misère matérielle et morale, la conscience chrétienne du péché répondait : il en est ainsi, et il ne peut en être autrement ; les responsables de la perversité morale de chacun ! Et où était l'homme qui pouvait dire non ? *Mea culpa* ! Il était impossible de refuser de reconnaître la part de culpabilité de chacun dans le malheur général et c'était aussi la condition préalable de la rédemption spirituelle que le christianisme annonçait en même temps. Et cette rédemption spirituelle était faite de telle sorte que les adeptes de toutes les autres communautés religieuses anciennes pouvaient facilement la comprendre. Pour toutes ces anciennes religions la notion du sacrifice expiatoire par lequel on se concilie la divinité offensée était une notion courante ; comment l'idée du médiateur effaçant une fois pour toutes par son propre sacrifice les péchés de l'humanité n'aurait-elle pas trouvé un terrain propice ? Donc, en donnant, par la notion de conscience personnelle du péché,

une expression claire au sentiment universellement répandu que les hommes étaient eux-mêmes responsables du malheur universel, et en même temps en fournissant par l'holocauste de son juge, une forme accessible à tous de consolation sur le plan de la conscience, qui donne satisfaction au désir général de se racheter intérieurement de la perversité du monde, le christianisme prouvait à nouveau sa capacité de devenir une religion universelle et une religion qui convenait précisément au monde existant.

Voilà pourquoi, de tous les milliers de prophètes et de prédicateurs dans le désert qui remplirent ce temps-là de leurs innombrables innovations en matière religieuse, seuls les fondateurs du christianisme furent couronnés de succès. Non seulement la Palestine, mais tout l'Orient, fourmillait de ces fondateurs de religions entre lesquels se livrait un combat véritablement darwinien pour l'existence sur le plan des idées. C'est éminemment grâce aux éléments développés ci-dessus que le christianisme l'a emporté. Comment il a peu à peu continué d'élaborer son caractère de religion universelle, par sélection naturelle dans le combat que se livraient les sectes entre elles et dans la lutte contre le monde païen, c'est ce qu'apprend dans le détail l'histoire de l'Eglise des trois premiers siècles de notre ère.

19.

FRIEDRICH ENGELS

Le livre de l'Apocalypse *

Retour à la table des matières

La critique historique et linguistique de la Bible, l'étude de l'âge, de l'origine et de la valeur historique des différents écrits qui composent l'Ancien et le Nouveau Testament, est une science qui n'est connue de presque personne dans ce pays, hormis quelques théologiens libéraux qui tentent de la tenir aussi secrète que possible.

Cette science est presque exclusivement allemande. En outre, le peu qui a passé les frontières de l'Allemagne n'en est pas précisément le meilleur ; c'est cette critique libérale qui se vante d'être sans préjugés, exhaustive et en même temps chrétienne. Les livres, dit-elle, ne sont pas précisément des révélations du Saint-Esprit, mais ce sont des révélations du divin par l'entremise de l'esprit saint de l'humanité, etc. C'est ainsi que les représentants de l'école de Tubingue (Baur, Gfrörer, etc.) [1] sont autant prisés en Hollande et en Suisse qu'en Angleterre ; et si l'on veut aller un peu plus loin, on suit Strauss. C'est le même esprit indulgent, mais parfaitement anti-historique, qui domine chez le célèbre Ernest Renan, qui n'est qu'un pauvre plagiaire des critiques allemands. De toutes ses œuvres, rien ne lui appartient en propre sinon le sentimentalisme esthétique des idées qui s'y manifestent et le vernis de la langue qui habille le tout.

---

* Paru pour la première fois en anglais dans *Progress*, vol. II, Londres, 1883, pp. 112-116.

1 *Ecole de Tubingue* : école de recherche biblique et de critique biblique fondée dans la première partie du XIX^e^ siècle par Ferdinand Christian Baur. La critique rationaliste de l'Evangile à laquelle se livraient les membres de cette école se caractérisait par son inconséquence et par le désir de maintenir certaines propositions fondamentales de la Bible comme historiquement dignes de foi. Sans le vouloir, es chercheurs ont cependant fait beaucoup pour diminuer l'autorité de la Bible.

Ernest Renan a pourtant eu une bonne formule :

> Si vous voulez avoir une idée exacte de ce que furent les premières communautés chrétiennes, ne les comparez pas aux communautés religieuses de nos jours ; elle ressemblent plutôt à des sections locales de l'Association Internationale des Travailleurs.

Et c'est exact. Le christianisme s'est emparé des masses comme le fait le socialisme actuel, sous la forme de sectes multiples et plus encore par le canal d'opinions individuelles contradictoires — les unes plus claires, les autres plus confuses, ces dernières formant la grande majorité — mais toutes hostiles au système dominant, « aux puissances existantes ».

Prenons par exemple notre livre de l'Apocalypse dont nous verrons que, loin d'être le plus obscur et le plus mystérieux, il est le plus simple et le plus clair de tout le Nouveau Testament. Pour l'instant, nous devons demander au lecteur de croire ce que nous allons démontrer peu à peu : qu'il a été écrit en 68 ou en janvier 69 de notre ère et qu'il est donc non seulement le seul livre du Nouveau Testament dont la date est vraiment assurée, mais encore le livre le plus ancien de ce Testament. Nous y voyons, comme dans un miroir la physionomie du christianisme en 68.

En premier lieu, des sectes et encore des sectes. Dans les lettres aux sept Eglises d'Asie, trois sectes pour le moins sont mentionnées, dont nous ne savons rien de plus : les Nicolaïtes, les Balaamites, et les sectateurs d'une femme, symbolisée ici par le nom de Jézabel. On prétend que ces trois sectes permettaient à leurs adhérents de manger ce qu'ils sacrifiaient aux idoles et qu'ils s'adonnaient à la débauche. C'est un fait remarquable qu'à chaque grand mouvement révolutionnaire la question de « l'amour libre » apparaît au premier plan ; pour une partie des hommes, c'est un progrès révolutionnaire, le rejet de vieilles chaînes traditionnelles qui n'ont plus aucune nécessité, pour d'autres une doctrine bienvenue, très commode pour couvrir toutes sortes de règlements entre homme et femme. Ces derniers, c'est-à-dire les philistins, semblent ici avoir bientôt pris le dessus ; car la « fornication » est toujours mise en corrélation avec le fait de manger « le produit des sacrifices faits aux idoles », pratique

sévèrement interdite aux Juifs et aux Chrétiens, mais qu'il pouvait être parfois dangereux ou au moins désagréable de refuser d'accomplir. Cela montre à l'évidence que les sectateurs de l'amour libre dont on parle ici, s'efforçaient en général d'être les amis de tous, et qu'ils n'avaient rien moins que l'étoffe de martyrs.

Comme tous les autres grands mouvements révolutionnaires, le christianisme est l'œuvre des masses. Il est né d'une manière qui nous échappe totalement, en Palestine, à une époque où sectes nouvelles, religions nouvelles, prophètes nouveaux surgissent par centaines. De fait, il ne s'agit que d'un phénomène moyen, né spontanément des frictions réciproques des plus progressistes de ces sectes, qui se transforma ensuite en une doctrine, par l'adjonction de théorèmes du Juif alexandrin Philon et plus tard par de fortes infiltrations stoïciennes. Si, en effet, à considérer la doctrine, on peut appeler Philon le père du christianisme, Sénèque fut son oncle. Des paragraphes entiers du Nouveau Testament semblent recopiés presque mot pour mot de ses œuvres ; d'autre part on peut trouver dans les satires de Persius des paragraphes qui paraissent empruntés au Nouveau Testament, qui n'était pas encore écrit à l'époque. De tous ces éléments qui concernent la doctrine, il n'y a pas trace dans notre livre de l'Apocalypse. Nous y trouvons le christianisme sous la forme la plus primitive où il nous ait été conservé. On n'y trouve souligné qu'un seul point de dogme : les croyants ont été sauvés par le sacrifice du Christ. Mais comment et pourquoi, c'est parfaitement inexplicable. Ce n'est là rien d'autre que la vieille idée juive et païenne qu'on peut se concilier Dieu ou les Dieux par des sacrifices, transformée en cette idée spécifiquement chrétienne (qui fit effectivement du christianisme une religion universelle) que la mort du Christ est le grand sacrifice, suffisant une fois pour toutes.

Du péché originel pas de trace. Rien sur la Trinité. Jésus est l'« Agneau », mais subordonné à Dieu. Il est effectivement mis dans un paragraphe (15,3) sur le même plan que Moïse. Au lieu d'un esprit saint laïque, il y a « les sept esprits de Dieu » (3,1 et 4,5). Les saints assassinés (les martyrs) appellent Dieu à les venger : « Jusques à quand, ô Maître saint et véritable, différeras-tu de juger et venger notre sang sur ceux qui habitent la terre ? » (6,10) — un tel sentiment a été plus tard soigneusement éliminé du code de morale du

christianisme, mais a été appliqué dans la pratique avec d'autant plus de violence, dès que les chrétiens prirent le dessus sur les païens.

De par nature le christianisme ne représente qu'une secte du judaïsme. Ainsi dans les épîtres aux sept Eglises : « Je connais le sacrilège de ceux qui se disent Juifs » (non chrétiens) « et qui ne le seont pas, mais sont une synagogue de Satan » (2,9) ; et encore (3,9) « je te livre quelques-uns de ceux de la synagogue de Satan qui se prétendent Juifs et qui ne le sont pas ». Notre auteur n'avait pas la moindre idée, en 69 de notre ère, qu'il représentait une étape nouvelle de l'évolution religieuse, destinée à devenir l'un des élément essentiels de la révolution. Aussi, lorsque les saints paraissent devant le trône de Dieu, ce sont d'abord 144 000 Juifs qui défilent ; 12 000 de chacune des douze tribus, et ce n'est qu'après eux que sont introduits les païens qui adhèrent à cette nouvelle phase du judaïsme.

Voilà quel était l'aspect du christianisme en 68, tel que le décrit le livre le plus ancien du Nouveau Testament et le seul dont l'authenticité ne puisse être mise en doute. Nous ne savons pas qui était l'auteur. Il ne se donne même pas pour « l'apôtre » Jean, car dans les fondations de la « nouvelle Jérusalem » sont enfermés « les noms des douze apôtres de l'Agneau » (21,14). Il fallait donc qu'ils fussent déjà morts, quand il écrivit le livre. Il était Juif, cela ressort clairement des hébraïsmes abondants de son grec qui fourmille d'incorrections grammaticales plus encore que les autres livres du Nouveau Testament. Au cas où cela ne serait pas déjà prouvé par les doctrines tout à fait contradictoire qu'ils contiennent, la langue montre à l'évidence que l'« Evangile de Jean », les épîtres de Jean et ce livre ont au moins trois auteurs différents.

Les visions apocalyptiques qui sont la matière de presque toute la Révélation, sont dans la plupart des cas empruntées mot à mot aux prophètes classiques de l'Ancien Testament et à leurs imitateurs postérieurs —, à commencer par le livre de Daniel (environ 190 avant notre ère, qui prophétisait des événements survenus plusieurs siècles auparavant), pour finir par le « livre d'Enoch », ouvrage apocryphe en langue grecque, écrit peu avant le commencement de notre ère. L'affabulation originelle, même l'enchaînement des visions plagiées est extrêmement pauvre. Le professeur Ferdinand Benary fit à

l'université de Berlin en 1841 une série de cours auxquels j'emprunte ce qui suit, ey dans lesquels il démontrait chapitre par chapitre et vers par vers, où notre auteur avait pris chacune de ses prétendues visions. Il est donc inutile de suivre notre « Jean » dans toutes ses sottes inventions. Mieux vaut en venir tout de suite au point qui dévoile le secret d'un livre en tout cas remarquable.

En contradiction totale avec tous ses commentateurs orthodoxes qui attendent tous que ses prophéties se réalisent encore, après plus de mille huit cents ans, « Jean » ne cesse jamais de dire : « Les temps sont proches, tout ceci arrivera sous peu ». Et cela concerne particulièrement la crise qu'il prédit et à laquelle, de toute évidence, il espère assister.

Cette crise est le grand combat décisif entre Dieu et « l'Antéchrist », comme d'autres l'ont nommé. Les chapitres décisifs sont les chapitres 13 et 17. Laissons de côté les enjolivements inutiles : « Jean » voit sortir de la mer une bête qui a sept têtes et dix cornes (les cornes ne nous intéressent pas). « L'une de ses têtes paraissait blessée à mort ; mais cette blessure mortelle guérit ». Cette bête devait régner en maître sur la terre, contre Dieu et l'Agneau, pendant quarante-deux mois (la moitié des sept années saintes) et tous les hommes devaient être contraints pendant ce temps de porter le signe de cet animal ou le nombre de son nom, à la main droite ou au front. « Voici la sagesse. Que celui qui est intelligent *calcule le nombre de la Bête ; car c'est un nombre d'homme et son nombre est six cent soixante six.* »

Au deuxième siècle, Irénée savait encore que la tête blessée et guérie désignait l'empereur Néron. Néron fut le premier grand persécuteur des chrétiens. A sa mort se répandit, particulièrement en Achaïe et en Asie, le bruit qu'il n'était pas mort mais blessé seulement, et qu'il reparaîtrait un jour et répandrait la terreur sur le monde entier (TACITE, Hist. 11-8) [64]. En même temps, Irénée

---

64 On lit dans TACITE : Sub item tempus Achaia atque Asia falso exterritæ, velut Nero adventaret, varro super exitu ejus rumore, eoque pluribus vivere eum fingentibus credentibusque. (A la même époque, l'Achaïe et l'Asie furent la proie d'une terreur sans fondement comme si Néron revenait, car de multiples

connaissait une autre version, d'après laquelle le nom donnait le nombre 616 au lieu de 666.

Au chapitre 17 l'animal aux sept têtes reparaît, chevauché cette fois par la femme écarlate bien connue dont le lecteur peut trouver lui-même dans le livre la description complaisante. Un ange y déclare à Jean :

> La bête que tu as vue a existé et elle n'est plus… Les sept têtes sont sept montagnes sur lesquelles la femme est assise. Elles sont aussi sept rois. Cinq sont tombés, il en reste un, et l'autre *n'est pas encore venu*. Quand il sera venu, il ne doit rester que peu de temps. Et la Bête qui n'était et qui n'est plus, *est elle-même le huitième et elle est au nombre des sept*… Et la femme que tu as vue, c'est la grande ville qui règne sur les rois de la terre.

Ce passage nous fournit deux indications claires : 1. la dame écarlate est Rome, la grande cité qui règne sur les rois du monde ; 2. à l'époque où le livre est écrit, règne le sixième empereur romain, après lui viendra un autre qui règnera peu de temps, ensuite aura lieu le retour de l'un, qui est « un des sept », qui a été blessé, pais guéri, dont le nombre mystérieux renferme le nom et dont Irénée savait encore que c'était Néron.

Si nous commençons par Auguste, nous avons Auguste, Tibère, Caligula, Claude et Néron, qui était le cinquième. Le sixième, celui qui existe, c'est Galba, dont l'accession au trône fut, particulièrement en Gaule, le signal d'un soulèvement des légions, dirigé par Othon, successeur de Galba. Notre livre doit donc avoir été écrit sous le règne de Galba, qui régna du 9 juin 68 eu 15 janvier 69. Il prédit le retour de Néron comme imminent.

Mais maintenant la preuve définitive — le nombre. Celui-ci fut découvert aussi par Ferdinand Benary et depuis personne dans le monde scientifique n'a contesté cette découverte.

---

rumeurs concernaient sa mort et beaucoup inventaient une fable et croyaient qu'il vivait encore).

Environ trois cents ans avant notre ère, les Juifs se mirent à utiliser leurs lettres comme symboles des nombres. Les rabbins adonnés à la spéculation, y voyaient une méthode d'interprétation mystique, la kabbale. On exprimait des mots mystérieux par le nombre résultant de l'addition de la valeur numérique des lettres qu'ils contenaient. Ils appelèrent cette science nouvelle Ghematriah, géométrie. C'est précisément cette science qu'utilise ici notre « Jean ». Nous avons à démontrer : 1. Que le nombre contient le nom d'un homme et que ce no est Néron et 2. Que la solution est valable aussi bien pour la version 666 que pour la version aussi ancienne qui donne 616. Prenons les lettres hébraïques et leurs valeurs :

(nun)	n	=	50
(resch)	r	=	200
(vau) pour	o	=	6
(nun)	n	=	50
(koph)	k (q)	=	100
(samech)	s	=	60
(rech)	r	=	200

Neron Kesar, l'empereur Néron, en grec Nêron Kaisar. Si donc, au lieu d'employer l'orthographe grecque, nous transposons le latin Nero Caesar en caractère hébreux, le nun à la fin de *Neron* disparaît et avec lui la valeur 50. Nous aboutissons ainsi à l'autre ancienne leçon, 616, et la démonstration est aussi parfaite qu'on peut le souhaiter [1].

Ainsi le contenu de ce livre mystérieux est parfaitement clair pour nous. « Jean » prédit le retour de Néron environ pour l'année 70 et prédit qu'il fera régner la terreur pendant quarante-deux mois, c'est-à-dire mille deux soixante jours. Après ce temps Dieu apparaîtra, vaincra l'Antéchrist, détruira par le feu la grande métropole et enchaînera le diable pour un millénaire. L'empire millénaire commencera, et cœtera. Tout cela a perdu aujourd'hui toute signification, sauf pour des simples d'esprit qui voudraient essayer encore de calculer le jour du Jugement Dernier. Cependant comme

1 L'orthographe ci-dessus, aussi bien avec que sans le deuxième noun, correspond à l'orthographe du Talmud et est donc authentique (F. E.).

tableau authentique d'un christianisme presque primitif dessiné par l'un de ses membre, ce livre a plus de valeur que tous les autres livres du Nouveau Testament pris ensemble.

20.

FRIEDRICH ENGELS

Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande *

Préface de l'auteur

Retour à la table des matières

Dans sa préface à la Contribution à la critique de l'économie politique, *Berlin 1859, Marx raconte comment nous entreprîmes tous deux, à Bruxelles en 1845, « de travailler en commun à dégager l'antagonisme existant entre notre manière de voir* [*il s'agissait de la conception matérialiste de l'histoire élaborée surtout par Marx*] *et la conception idéologique de la philosophie allemande : en fait, de régler nos comptes avec notre conscience philosophique d'autrefois. Ce dessein fut réalisé sous la forme d'une critique de la philosophie post-hégélienne. Le manuscrit, deux forts volumes in-octavo, était depuis longtemps entre les mains de l'éditeur, en Westphalie, lorsque nous apprîmes que des circonstances nouvelles n'en permettaient plus l'impression. Nous abandonnâmes d'autant plus volontiers le manuscrit* 1 *à la critique rongeuse des souris que nous avions atteint notre but principal, voir clair en nous-mêmes ».*

Depuis cette époque, plus de quarante années se sont écoulées, et Marx est mort sans que l'un de nous ait eu l'occasion de revenir sur ce sujet. Sur nos rapports avec Hegel, nous nous sommes expliqués en diverses occasions mais nulle part d'une manière exhaustive. Nous ne sommes jamais revenus sur Feuerbach, qui constitue cependant à

---

* Ecrit en 1886. Publié pour la première fois dans la *Neue Zeit*, 4e année (1886), nos 4 et 5 et en édition séparée, avec la préface, à Stuttgart en 1888.

1 C'est *L'idéologie allemande*, retrouvée seulement au début du siècle et publiée pour la première fois dans son intégralité en 1933 par les soins de l'Institut Marx-Engels-Lénine.

maints égards un chaînon intermédiaire entre la philosophie égélienne et notre conception.

Entre temps, la conception du monde de Marx a trouvé des partisans bien au-delà des frontières de l'Allemagne et de l'Europe et dans toutes les langues civilisées du monde. D'autre part, la philosophie classique allemande connaît actuellement à l'étranger une sorte de résurrection, surtout en Angleterre et en Scandinavie, et même en Allemagne, il semble qu'on commence à se fatiguer des éclectiques bouillons populaires que l'on sert là-bas dans les Universités sous le nom de philosophie.

Etant donné ces circonstances, un exposé succinct et systématique de nos rapports avec la philosophie hégélienne, de la façon dont nous en sommes sortis et dont nous nous en sommes séparés, me parut s'imposer de plus en plus. Et, de même, il m'apparut que nous avions encore à acquitter une dette d'honneur en reconnaissant pleinement l'influence que tout autre philosophe post-hégélien, Feuerbach exerça sur nous. Aussi ai-je saisi avec empressement l'occasion que m'offrait la rédaction de la Neue Zeit *en me priant d'écrire une critique du livre de Starcke sur Feuerbach. Mon travail fut publié dans les fascicules 4 et 5 de l'année 1886 de cette revue et paraît ici, après révision en édition séparée.*

Avant d'envoyer ces lignes à l'impression, j'ai ressorti et regardé encore une fois le vieux manuscrit de 1845-1846. Le chapitre sur Feuerbach n'est pas terminé. La partie rédigée consiste en un exposé de la conception matérialiste de l'histoire, qui prouve seulement combien nos connaissances d'alors en histoire économique étaient encore incomplètes. La critique de la doctrine même de Feuerbach y faisant défaut, je ne pouvais l'utiliser pour mon but actuel. J'ai retrouvé, par contre, dans un vieux cahier de Marx, les onze thèses sur Feuerbach publiées en appendice. Ce sont de simples notes jetées rapidement sur le papier pour être élaborées par la suite, nullement destinées à l'impression, mais d'une valeur inappréciable, comme premier document où soit déposé le germe génial de la nouvelle conception du monde.

Londres, 21 février 1888.

I. — De Hegel à Feuerbah

Cet ouvrage [65] nous ramène à une époque qui, dans le temps, est séparée de nous par l'espace d'une bonne génération, mais est devenue aussi étrangère à la génération actuelle en Allemagne que si elle datait déjà d'un siècle entier. Et cependant ce fut l'époque de la préparation de l'Allemagne à la révolution de 1848 : tout ce qui s'est passé depuis chez nous n'est qu'une continuation de 1848, la simple exécution testamentaire de la révolution.

Tout comme en France au XVIII^e^ siècle, au XIX^e^ siècle en Allemagne, la révolution philosophique prépara également l'effondrement politique. Mais quelle différence entre l'une et l'autre ! Les Français en lutte ouverte contre toute la science officielle, contre l'Eglise, souvent même contre l'Etat, leurs ouvrages imprimés de l'autre côté de la frontière, en Hollande ou en Angleterre, et eux-mêmes assez souvent sur le point de faire un tour à la Bastille. Les Allemands, au contraire, des professeurs, des maîtres de la jeunesse nommés par l'Etat, leurs ouvrages reconnus comme manuels d'enseignement, et le système qui couronne tout le développement, celui de Hegel, élevé même en quelque sorte au rang de philosophie d'Etat de la royauté prussienne ! Et la révolution se serait cachée derrière ces professeurs, derrière leurs phrases pédantesques et obscures, dans leurs périodes lourdes et ennuyeuses ? Les hommes qui passèrent à l'époque pour les représentants de la révolution, les libéraux, n'étaient-ils pas précisément les adversaires les plus acharnés de cette philosophie qui jetait le trouble dans les esprits ? Mais ce que ne virent ni le gouvernement, ni les libéraux, *un* homme tout au moins le vit dès 1833. Il est vrai qu'il s'appelait Henri Heine [66].

---

65 *Ludwig Feuerbach*, par C. N. STARCKE, docteur en philosophie, Stuttgart, Ferd. Enke, 1885. (F. E.)

66 Engels fait ici allusion à l'ouvrage de HEINE : *Zur Geschichte der Religion und Philosophie in Deutschland* (Contribution à l'histoire de la philosophie et de la religion en Allemagne). Dans ce livre destiné au public français, Heine donnait une caractéristique de la philosophie allemande et du rôle qu'elle a joué en son temps.

Prenons un exemple. Aucune thèse philosophique ne s'est autant attiré la reconnaissance de gouvernements bornés et la colère de libéraux non moins bornés que la thèse fameuse de Hegel : « Tout ce qui est réel est rationnel et tout ce qui est rationnel est réel [67]. » N'était-ce pas, manifestement, la sanctification de tout ce qui existe, la consécration philosophique du despotisme, de l'Etat policier, de la justice arbitraire, de la censure ? C'est ainsi que l'interprétèrent Frédéric-Guillaume III, et ses sujets avec lui. Or, chez Hegel, tout ce qui existe n'est nullement réel d'emblée. L'attribut de la réalité ne s'applique chez lui qu'à ce qui est en même temps nécessaire ; « la réalité dans son déploiement s'avère être la nécessité » [68] ; C'est pourquoi il ne considère pas non plus d'emblée comme réelle toute mesure gouvernementale quelconque — Hegel cite lui-même l'exemple d'« une certaine institution fiscale ». Mais ce qui est nécessaire s'avère en dernière instance également rationnel, conforme à la raison dans la mesure où il est nécessaire ; s'il nous paraît cependant mauvais, mais continue néanmoins d'exister bien qu'il soit mauvais, c'est que la mauvaise qualité du gouvernement trouve sa justification et son explication dans la mauvaise qualité correspondante des sujets. Les Prussiens de l'époque avaient le gouvernement qu'ils méritaient.

Or, la réalité n'est aucunement, d'après Hegel, un attribut qui revient de droit en toutes circonstances et en tout temps à un état de chose social ou politique donné. Tout au contraire. La République romaine était réelle, mais l'Empire romain qui la supplanta l'était également. La monarchie française de 1789 était devenue si irréelle, c'est-à-dire si dénuée de toute nécessité, si irrationnelle, qu'elle devait être abolie par la Grande Révolution dont Hegel parle toujours avec le plus grand enthousiasme. Ici la monarchie était par conséquent l'irréel et la Révolution le réel. Et ainsi, au cours du développement, tout ce qui précédemment était réel devient irréel, perd sa nécessité, son droit

67 C'est dans la préface aux *Principes de la philosophie du droit* (1820) que Hegel a exposé pour la première fois cette thèse qui est à la base de toute sa philosophie de l'histoire.

68 Hegel formule ces pensées dans la 3e partie, § 270 de ses *Principes de la philosophie du droit, ou Esquisse du droit naturel et de la science de l'Etat* de la manière suivante : « …la réalité vraie est nécessité, ce qui est réel est en soi nécessaire ».

à l'existence, son caractère rationnel ; à la réalité mourante se substitue une réalité nouvelle et viable, d'une manière pacifique, si l'ancien état de choses est assez raisonnable pour mourir sans résistance, violente, s'il se rebiffe contre cette nécessité. Et ainsi la thèse de Hegel se tourne, par le jeu de la dialectique hégélienne elle-même, en son contraire : tout ce qui est réel dans le domaine de l'histoire humaine devient, avec le temps, irrationnel, est donc déjà par destination irrationnel, entaché d'avance d'irrationalité ; et tout ce qui est rationnel dans la tête des hommes est destiné à devenir apparemment existante. La thèse de la rationalité de tout le réel se résout, selon toutes les règles de la dialectique hégélienne, en cette autre : Tout ce qui existe mérite de périr.

Mais la véritable signification et le caractère révolutionnaire de la philosophie hégélienne (à laquelle nous devons nous limiter ici, comme étant la conclusion de tout le mouvement depuis Kant), c'est précisément qu'elle mettait fin une fois pour toutes au caractère définitif de tous les résultats de la pensée et de l'activité humaines. La vérité qu'il s'agissait de reconnaître dans la philosophie n'était plus, chez Hegel, une collection de principes dogmatiques tout faits, qu'il ne reste plus, quand on les a découverts, qu'à apprendre par cœur ; la vérité résidait désormais dans le processus même de la science qui monte des degrés inférieurs à des degrés de plus en plus élevés du savoir, sans arriver jamais, par la découverte d'une prétendue vérité absolue, au point où elle ne peut plus avancer et où il ne lui reste plus rien d'autre à faire qu'à demeurer les bras croisés et à contempler bouche bée la vérité absolue à laquelle on est parvenu. Et cela dans le domaine de la connaissance philosophique comme dans celui de tous les autres savoirs et de l'activité pratique.

Pas plus que la connaissance, l'histoire ne peut trouver un achèvement définitif dans un état idéal parfait de l'humanité ; une société parfaite, un « Etat » parfait sont des choses qui ne peuvent exister que dans l'imagination ; tout au contraire, toutes les situations qui se sont succédé dans l'histoire ne sont que des étapes transitoires dans le développement sans fin de la société humaine allant de l'inférieur au supérieur. Chaque étape est nécessaire, et par conséquent légitime pour l'époque et les conditions auxquelles elle doit son origine ; mais elle devient caduque et injustifiée en présence

de conditions supérieures nouvelles qui se développent peu à peu dans son propre sein ; il lui faut faire place à une étape supérieure qui entre à son tour dans le cycle de la décadence et de la mort. De même que la bourgeoisie, au moyen de la grande industrie, de la concurrence et du marché mondial, dissout dans la pratique toutes les vieilles institutions stables et vénérables [1], de même cette philosophie dialectique dissout toutes les notions de vérité absolue définitive et d'états absolus de l'humanité qui y correspondent. Il ne subsiste rien de définitif, d'absolu, de sacré devant elle ; elle montre la caducité de toutes choses et en toutes choses, et rien ne subsiste devant elle que le processus ininterrompu du devenir et du périr, de l'ascension sans fin de l'inférieur au supérieur, dont elle n'est elle-même que le reflet dans le cerveau pensant. Elle a, il est vrai, également son côté conservateur ; elle reconnaît la légitimité de certaines étapes du développement de la connaissance et de la société pour leur époque et leurs conditions ; mais elle ne va pas plus loin. Le conservatisme de cette manière de voir est relatif, son caractère révolutionnaire est absolu — le seul absolu, d'ailleurs, qu'elle laisse prévaloir.

Il n'est pas nécessaire de discuter ici la question de savoir si cette manière de voir est en accord complet avec l'état actuel de la science de la nature, qui, si elle fait prévoir une fin possible à l'existence de la terre elle-même, prédit par contre une fin assez certaine de son habilité, et, par conséquent, confère également à l'histoire de l'humanité non seulement un rameau ascendant, mais aussi un rameau descendant. Nous nous trouvons en tout cas encore assez loin du tournant à partir duquel l'histoire de l'humanité ira en déclinant, et nous ne pouvons pas exiger de la philosophie de Hegel qu'elle s'occupe d'un sujet qu'à son époque la science de la nature n'avait pas encore mis à l'ordre du jour.

Mais ce qu'on peut dire, en fait, c'est que le développement exposé plus haut ne se trouve pas avec cette rigueur chez Hegel. Il est une conséquence nécessaire de sa méthode, mais il ne l'a jamais lui-même tirée de façon aussi explicite. Et cela pour cette simple raison qu'il était obligé de construire un système, et qu'un système de philosophie

---

1 Cf. dans le *Manifeste du Parti communiste* le passage où est expliquée cette action révolutionnaire de la bourgeoisie.

doit, selon les exigence traditionnelles, se conclure par une sorte quelconque de vérité absolue. Quelle que soit donc la force avec laquelle Hegel, surtout dans la *Logique*, affirme que cette vérité éternelle n'est autre chose que le processus logique, c'est-à-dire le processus historique lui-même, il se voit cependant contraint de donner à ce processus une fin, précisément parce qu'il faut bien qu'il arrive quelque part au bout de son système. Dans la *Logique* ; il peut faire à son tour de cette fin un début, en ce sens qu'ici le point final ; l'Idée absolue — qui n'est d'ailleurs absolue que parce qu'il ne sait absolument rien nous en dire — « s'aliène » dans la nature, c'est-à-dire se transforme en elle, et revient plus tard à elle-même dans l'esprit, c'est-à-dire dans la pensée et dans l'histoire. Mais à la fin de toute la philosophie, un tel retour au point de départ n'est possible que par *un seul* moyen : à savoir, en supposant que la fin de l'histoire consiste en ce que l'humanité parvient précisément à la connaissance de cette Idée absolue, et en déclarant que cette connaissance de l'Idée absolue est atteinte dans la philosophie de Hegel. Mais, par là, on proclame comme étant la vérité absolue tout le contenu dogmatique du système de Hegel, ce qui est en contradiction avec sa méthode dialectique, qui dissout tout ce qui est dogmatique ; par là, le côté révolutionnaire de la doctrine de Hegel est étouffé sous le foisonnement de son côté conservateur. Et ce qui est vrai de la connaissance philosophique l'est également de la pratique historique. L'humanité qui a réussi, en la personne de Hegel, à élaborer l'Idée absolue, doit pouvoir également, dans la pratique, être en mesure de faire passer cette Idée absolue dans la réalité. Les exigences politiques pratiques que pose l'Idée absolue aux contemporains ne doivent, par conséquent, pas être trop ambitieuses. Et c'est ainsi que nous trouvons, à la fin de la *Philosophie du Droit*, que l'Idée absolue doit se réaliser dans cette monarchie représentative que Frédéric-Guillaume III mettait sans résultat [1] tant d'obstination à promettre à ses sujets, c'est-à-dire, dans une domination indirecte, limitée et modérée des classes possédantes, adaptée aux conditions petites-bourgeoises de l'Allemagne d'alors ; ce qui est, de plus, une occasion de nous démontrer par la voie spéculative la nécessité de la noblesse.

---

1 Au cours des guerres dites de libération contre Napoléon, le roi de Prusse promit à ses sujets d'adopter un régime constitutionnel. Cette promesse ne fut jamais tenue.

Les nécessités internes du système suffisent donc à elles seules à expliquer la mise au jour d'une conclusion politique très modérée à l'aide d'une méthode de pensée profondément révolutionnaire. La forme spécifique de cette conclusion provient d'ailleurs du fait que Hegel était allemand, et qu'il portait derrière la tête, tout comme son contemporain Gœthe, un bout de natte de philistin. Gœthe aussi bien que Hegel étaient, chacun dans son domaine, des Jupiter olympiens, mais l'un et l'autre ne dépouillèrent jamais complètement le philistin allemand.

Tout cela n'empêche cependant pas le système de Hegel d'embarrasser un domaine incomparablement plus vaste que n'importe quel système antérieur et de développer dans ce domaine une richesse de pensée qui étonne aujourd'hui encore. *Phénoménologie de l'esprit* (que l'on pourrait appeler un parallèle de l'embryologie et de la paléontologie de l'esprit : le développement de la conscience individuelle à travers ses différentes phases par lesquelles a passé historiquement la conscience humaine), *Logique, Philosophie de la nature, Philosophie de l'Esprit*, cette dernière élaborée à son tour en ses différentes subdivisions historiques : *Philosophie de l'Histoire, du Droit, de la Religion, Histoire de la Philosophie, Esthétique*, etc. — dans tous ces différents domaines historiques, Hegel travaille à découvrir et à démontrer l'existence du fil conducteur du développement, et comme il n'était pas seulement un génie créateur, mais aussi un homme d'une érudition encyclopédique, ses travaux dans tous ces domaines font époque. Il est bien évident que, par suite des nécessités du « système », il est assez souvent obligé d'avoir ici recours ces constructions arbitraires dont ses minuscules adversaires font tant de bruit aujourd'hui encore. Mais ces constructions ne sont que le cadre et l'échafaudage de son œuvre ; si l'on ne s'y arrête pas inutilement, si l'on pénètre plus profondément dans le puissant édifice, on y découvre des trésors innombrables qui conservent encore aujourd'hui toute leur valeur. Chez tous les philosophes, le « système » est précisément ce qui est périssable, et cela justement parce qu'il est issu d'un besoin impérissable de l'esprit humain : le besoin de surmonter toutes les contradictions. Mais toutes ces contradictions étant supprimées une fois pour toutes nous arrivons à la prétendue vérité absolue ; l'histoire

mondiale est terminée, et cependant il faut qu'elle continue, bien qu'il ne lui reste plus rien à faire : donc nouvelle contradiction impossible à résoudre. Dès que nous avons compris, — et personne, en définitive, ne nous a mieux aidés à le comprendre que Hegel lui-même, — que, ainsi posée, la tâche de la philosophie ne signifie pas autre chose que demander à un philosophe particulier de réaliser ce que seule peut faire l'humanité entière dans son développement progressif [1] — dès que nous comprenons cela, c'en est fini également de toute la philosophie, au sens donné jusqu'ici à ce mot. On renonce dès lors à toute « vérité absolue », impossible à obtenir par cette voie et pour chacun isolément, et, à la place, on fait la chasse aux vérités relatives accessibles par la voie des sciences positives et de la synthèse de leurs résultats à l'aide de la pensée dialectique. C'est avec Hegel que se termine, d'une façon générale, la philosophie ; en effet d'une part, dans son système, il en résume de la façon la plus grandiose tout le développement et, d'autre part, il nous montre, quoique inconsciemment, le chemin qui mène, hors de ce labyrinthe des systèmes, à la véritable connaissance positive du monde.

On conçoit quelle énorme influence ce système de Hegel ne pouvait manquer d'exercer dans l'atmosphère teintée de philosophie de l'Allemagne. Ce fut une marche triomphale qui dura plusieurs dizaines d'années et ne s'arrêtera nullement à la mort de Hegel. Au contraire, c'est précisément de 1830 à 1840 que l'« engouement hégélien » régna le plus exclusivement, contaminant plus ou moins même ses adversaires. Ce fut précisément à ce moment que les conceptions de Hegel pénétrèrent le plus abondamment, sciemment ou non, dans les sciences les plus diverses, imprégnant également de leur ferment la littérature populaire et la presse quotidienne, d'où l'habituelle conscience « cultivée » tire sa nourriture intellectuelle. Mais cette victoire sur toute la ligne n'était que le prélude d'une lutte interne.

L'ensemble de la doctrine de Hegel laissait, nous l'avons vu, bien assez de place pour y loger les conceptions pratiques de parti les plus différentes ; et chez les théoriciens de l'Allemagne d'alors, deux choses avant tout revêtaient un caractère pratique : la religion et la

---

1 Cf. ENGELS : *Anti-Dühring*, p. 119-120.

politique. Celui qui mettait l'accent sur le système de Hegel pouvait être passablement conservateur dans ces deux domaines ; celui qui, par contre, considérait la *méthode* dialectique comme l'essentiel, pouvait, tant en religion qu'en politique, appartenir à l'opposition la plus extrême. Hegel lui-même, malgré les éclats de colère révolutionnaires assez fréquents dans son œuvre, paraissait somme toute pencher davantage du côté conservateur. Son système ne lui avait-il pas coûté plus de « travail ardu de la pensée » que sa méthode ? Vers la fin des années 1830-1840, la scission dans l'école hégélienne se manifesta de plus en plus nettement. L'aile gauche, ceux que l'on a appelés les « jeunes hégéliens », abandonné peu à peu, dans la lutte contre les orthodoxes piétistes et les réactionnaires féodaux, cette réserve à la foi philosophique et distinguée à l'égard des questions brûlantes de l'actualité, qui avait assuré jusque-là à leur doctrine la tolérance et même la protection de l'Etat ; et lorsque, en 1840, la bigoterie orthodoxe et la réaction féodale absolutiste montèrent sur le trône avec Frédéric-Guillaume IV, il ne fut plus possible de ne pas prendre ouvertement parti. On continua encore à mener la lutte à l'aide d'armes philosophiques, mais non plus, cette fois, pour des buts philosophiques abstraits ; il y allait directement de la destruction de la religion traditionnelle et de l'Etat existant. Et si, dans les *Annales allemandes* [1], les buts finaux pratiques apparaissent encore pour la plupart sous un travestissement philosophique, l'école jeune-hégélienne se dévoila nettement, dans la *Gazette rhénane* de 1842, comme la philosophie de la bourgeoisie radicale montante, et elle n'utilisa plus le masque philosophique que pour tromper la censure.

Mais comme la politique était, à cette époque, un domaine très épineux, la lutte principale fut menée contre la religion. N'était-ce pas d'ailleurs, indirectement aussi, surtout depuis 1840, une lutte politique ? La première impulsion avait été donnée par Strauss dans la *Vie de Jésus* (1835) [2]. Plus tard, Bruno Bauer s'opposa à la théorie

---

1 Revue des hégéliens de gauche éditée par A. Ruge et Th. Echtermeyer dans les années 1838-1848.

2 Strauss y présente Jésus-Christ non comme dieu, mais comme une éminente personnalité historique. Il tient les récits des Evangiles pour des mythes surgis de manière quasi-inconsciente dans les communautés chrétiennes. Dans sa

développée dans cet ouvrage sur la formation des mythes évangéliques en démontrant que toute une série de récits évangéliques ont été fabriqués par leurs auteurs eux-mêmes. La lutte entre ces deux courants fut menée sous le manteau philosophique d'un conflit entre la « conscience de soi » et la « substance ». La question de savoir si les histoires miraculeuses de l'Evangile étaient nées du fait de la formation de mythes par voie inconsciente et traditionnelle au sein de la communauté, ou si elles avaient été fabriquées par les évangélistes eux-mêmes fut enflée jusqu'à devenir la question de savoir si c'était la « substance » ou la « conscience de soi » qui constituait la force motrice décisive de l'histoire du monde. Et, finalement, vint Stirner, le prophète de l'anarchisme actuel — Bakounine lui doit beaucoup — qui dépassa la « conscience de soi » souveraine à l'aide de son « unique » souverain [69].

Nous n'insistons pas sur cet aspect du processus de décomposition de l'école hégélienne. Ce qui nous importe davantage, c'est ceci : la plupart des jeunes hégéliens les plus résolus furent ramenés par les nécessités pratiques de leur lutte contre la religion positive au matérialisme anglo-français. Et ici ils entrèrent en conflit avec le système de leur école. Tandis que me matérialisme considère la nature comme la seule réalité, celle-ci n'est dans le système de Hegel que l'« aliénation » de l'Idée absolue, pour ainsi dire une dégradation de l'idée ; en tout état de cause, la pensée et son produit, l'Idée, est ici l'élément primordial, la nature est l'élément dérivé qui n'existe, somme toute, que grâce à la condescendance de l'Idée. Et l'on se débattit tant bien que mal dans cette contradiction.

C'est alors que parut *L'Essence du christianisme* de Feuerbach. D'un seul coup, il réduisit en poussière la contradiction en replaçant sans détours le matérialisme sur le trône. La nature existe indépendamment de toute philosophie ; elle est la base sur laquelle nous autres hommes, nous-mêmes produits de la nature, avons grandi ; en dehors de la nature et des hommes, il n'y a rien, et les êtres

critique de Strauss, Bruno Bauer lui reproche d'avoir méconnu le rôle de la conscience dans la création des mythes.

69 Allusion à l'*Unique et sa propriété*, paru en 1845 et critiqué par Marx et Engels dans *L'Idéologie allemande*.

supérieurs créés par notre imagination religieuse en sont que le reflet fantastique de notre être propre. L'enchantement était rompu ; le « système » était brisé et jeté au rancart, la contradiction résolue, car elle n'existait que dans l'imagination. Il faut avoir éprouvé soi-même l'action libératrice de ce livre pour s'en faire une idée. L'enthousiasme fut général : nous fûmes tous momentanément des « feuerbachiens ». On peut voir en lisant *La Sainte Famille*, avec quel enthousiasme Marx salua la nouvelle façon de voir et à quel point — malgré toutes ses réserves critiques — il fut influencé par elle.

Même les défauts du livre contribuèrent à son succès du moment. Le style littéraire et même, par endroits, ampoulé, dans lequel il était écrit, lui assura un large public, et, quoi qu'il en soit, c'était un réconfort après ces longues années d'engouement hégélien abstrait et abstrus. On peut en dire autant de l'apothéose excessive de l'amour qui pouvait s'excuser, sinon se justifier en face de la souveraineté devenue insupportable de la « pensée pure ». Mais ne l'oublions pas : c'est précisément à ces deux faiblesses de Feuerbach que se rattacha le « socialise vrai » qui, s'étant répandu à partir de 1844 comme une épidémie sur l'Allemagne « cultivée », remplaça la connaissance scientifique par la phrase littéraire, l'émancipation du prolétariat au moyen de la transformation économique de la production par la libération de l'humanité au moyen de l'« amour », bref, se perdit dans cette littérature et ce pathos sentimental écœurants, dont M. Karl Grün fut le représentant le plus typique.

Il ne faut pas oublier non plus que si l'école hégélienne était en décomposition la critique n'avait pas eu raison de la philosophie hégélienne. Strauss et Bauer en avaient détaché chacun un de ses aspects et le retournaient de façon polémique contre l'autre. Feuerbach brisa le système tout entier et le mit tout simplement de côté. Mais on ne vient pas à bout d'une philosophie en se contentant de la déclarer fausse. Et une œuvre aussi puissante que la philosophie de Hegel, une œuvre qui a exercé une influence aussi considérable sur le développement intellectuel de la nation, on ne pouvait pas s'en débarrasser en l'ignorant purement et simplement. Il fallait la « dépasser » au sens où elle l'entend, c'est-à-dire en détruire la forme au moyen de la critique, mais sauver le contenu nouveau acquis par elle. Nous verrons plus loin comment cela se fit.

Mais, en attendant, la révolution de 1848 mit toute la philosophie de côté avec la même désinvolture dont Feuerbach avait usé envers Hegel. Et, par-là, Feuerbach lui-même fut également relégué à l'arrière-plan.

II. — Idéalisme et matérialisme

La grande question fondamentale de toute philosophie, et spécialement de la philosophie moderne, est celle du rapport de la pensée à l'être. Depuis les temps très reculés où les hommes encore dans l'ignorance complète de leur propre conformation physique et incités par des apparitions en rêve [1], en arrivèrent à l'idée que leurs pensées et leurs sensations n'étaient pas une activité de leur propre corps, mais d'une âme particulière, habitant dans ce corps et le quittant au moment de la mort — depuis ce moment, il leur fallut se forger des idées sur les rapports de cette âme avec le monde extérieur. Si, au moment de la mort, elle se séparait du corps et continuait à vivre, il n'y avait aucune raison de lui attribuer encore une mort particulière ; et c'est ainsi que naquit l'idée de son immortalité qui, à cette étape du développement, n'apparaît pas du tout comme une consolation mais, au contraire, comme une fatalité contre laquelle on ne peut rien, et souvent même, chez les Grecs en particulier, comme un véritable malheur. Ce n'est pas le besoin de consolation religieuse, mais l'embarras issu de l'ignorance également générale où l'on était, de ce qu'il fallait faire de l'âme une fois admise après la mort du corps, qui mena à la fiction ennuyeuse de l'immortalité personnelle. C'est d'une façon tout à fait analogue, par la personnification des puissances naturelles, que naquirent les premiers dieux qui, au cours

1 Aujourd'hui encore règne chez les sauvages et les barbares inférieurs cette conception que les formes humaines qui leur apparaissent dans leurs rêves sont des âmes qui ont quitté pour un temps leur corps. C'est pourquoi l'homme réel est tenu pour responsable des actes que son apparitions en rêve a commis à l'égard de ceux qui ont eu ces rêves. C'est ce que constata, par exemple, Im Thurn, en 1884, chez les Indiens de la Guyane. (F. E.)*

* Vraisemblablement Engels renvoie au livre de Everard Ferdinand, Im Thurn, paru à Londres en 1883 : Chez les Indiens de la Guyane. Esquisses sur l'intérieur de la Guyane britannique, concernant principalement l'anthropologie.

du développement ultérieur de la religion, prirent une forme de plus en plus extra-terrestre jusqu'à ce que, enfin, du fait d'un processus d'abstraction, je dirais presque, de distillation qui s'institue naturellement au cours du développement intellectuel, les nombreux dieux au pouvoir plus ou moins restreint et restrictif des hommes, à l'idée du seul Dieu exclusif des religions monothéistes.

La question du rapport de la pensée à l'être, de l'esprit à la nature, question suprême de toutes philosophie, a par conséquent, tout comme chaque religion, ses racines dans les conceptions bornées et ignorantes de l'état de sauvagerie. Mais elle ne pouvait être posée dans toute sa rigueur et ne pouvait acquérir tout son sens que lorsque la société européenne se réveilla du long sommeil hivernal du moyen âge chrétien. La question de la position de la pensée par rapport à l'être qui a joué aussi du reste un grand rôle dans la scolastique du moyen âge, la question de savoir quel est l'élément primordial, l'esprit ou la nature — cette question a pris, à l'égard de l'Eglise, la forme aiguë : le monde a-t-il été créé par Dieu ou existe-t-il de toute éternité ?

Selon qu'ils répondaient de telle ou telle façon à cette question, les philosophes se divisaient en deux grands camps. Ceux qui affirmaient le caractère primordial de l'esprit par rapport à la nature, et qui admettaient par conséquent, en dernière instance, une création du monde de quelque espèce que ce fût, — et cette création est souvent chez les philosophes, par exemple chez Hegel, beaucoup plus compliquée et plus impossible encore que dans le christianisme, — ceux-là formaient le camp de l'idéalisme ? Les autres, qui considéraient la nature comme l'élément primordial, appartenaient aux différentes écoles du matérialisme.

A l'origine, les deux expressions : libéralisme et matérialisme ne signifient pas autre chose, et nous ne les emploierons pas ici non plus dans un autre sens. Nous verrons plus loin quelle confusion en résulte si l'on y fait entrer quelque chose d'autre.

Mais la question du rapport de la pensée à l'être a encore un autre aspect : quelle relation y a-t-il entre nos idées sur le monde qui nous entoure et ce monde lui-même ? Notre pensée est-elle en état de connaître le monde réel ? Pouvons-nous dans nos représentations et

nos concepts du monde réel donner un reflet fidèle de la réalité ? Cette question est appelée en langage philosophique la question de l'identité de la pensée et de l'être, et l'immense majorité des philosophes y répondent d'une façon affirmative. Chez Hegel, par exemple, cette réponse affirmative va de soi ; car ce que nous connaissons dans le monde réel, c'est précisément son contenu conforme à l'idée, ce qui fait du monde une réalisation progressive de l'Idée absolue, laquelle Idée absolue a existé on ne sait où de toute éternité, indépendamment du monde et antérieurement au monde ; or il est de toute évidence que la pensée peut connaître un contenu qui est déjà, par avance, un contenu d'idées. Il est tout aussi évident qu'ici ce qu'il s'agit de prouver est déjà contenu tacitement dans les prémisses. Mais cela n'empêche nullement Hegel de tirer de sa preuve de l'identité de la pensée et de l'être cette autre conclusion que sa philosophie, parce que juste, et que l'identité de la pensée et de l'être doit se vérifier par le fait que l'humanité fera passer immédiatement sa philosophie de la théorie dans la pratique et transformera le monde entier selon les principes hégéliens. C'est là une illusion qu'il partage plus ou moins avec tous les philosophes.

Mais il existe encore toute une série d'autres philosophes qui contestent la possibilité de connaître le monde ou du moins de le connaître à fond. Parmi les modernes, Hume et Kant sont de ceux-là, et ils ont joué un rôle tout à fait considérable dans le développement de la philosophie. Pour réfuter cette façon de voir, l'essentiel a déjà été dit par Hegel [70], dans la mesure où cela était possible du point de vue idéaliste ; ce que Feuerbach y a ajouté du point de vue matérialiste est plus spirituel que profond.

La réfutation la plus frappante de cette lubie philosophique, comme d'ailleurs toutes les autres, est la pratique, notamment l'expérimentation et l'industrie [71]. SI nous pouvons prouver la justesse de notre conception d'un phénomène naturel en le créant nous-mêmes, en le produisant à l'aide de ses conditions, et, qui plus est, en le faisant servir à nos fins, c'en est fini de la « chose en soi »

---

70 L'ensemble de l'œuvre de Hegel est une critique de la philosophie de Hume et de Kant. Il y a particulièrement insisté dans sa *Logique*.

71 Cf. dans LÉNINE : Matérialisme et Empiriocritivisme, p. 80-89

insaisissable de Kant. Les substances chimiques produites dans les organismes végétaux et animaux restèrent de telles « choses en soi » jusqu'à ce que la chimie organique se fût mise à les préparer l'une après l'autre ; par là, la « chose en soi » devint une chose pour nous, comme, par exemple, la matière colorante de la garance, l'alizarine, que nous ne faisons plus pousser dans les champs sous forme de racines de garance, mais que nous tirons bien plus simplement et à meilleur marché du goudron de houille. Le système solaire de Copernic fut, pendant trois cents ans, une hypothèse sur laquelle on pouvait parier à cent, à mille, à dix mille contre un, mais c'était, malgré tout, une hypothèse ; or lorsque Leverrier, à l'aide des données découlant de ce système, calcula non seulement la nécessité de l'existence d'une planète inconnue, mais aussi l'endroit où cette planète devait se trouver dans le ciel, et lorsque Galle la découvrit ensuite effectivement 72, le système de Copernic était prouvé.

Si, cependant, les néo-kantiens s'efforcent en Allemagne de donner une vie aux idées de Kant, et les agnostiques, en Angleterre, aux idées de Hume (elles n'y avaient jamais disparu), cela constitue, au point de vue scientifique, une régression par rapport à la réfutation théorique et pratique qui en a été faite depuis longtemps, et, dans la pratique, une façon honteuse d'accepter le matérialisme en cachette, tout en le reniant publiquement 73.

Mais, tout au long de cette période qui va de Descartes à Hegel et de Hobbes à Feuerbach, les philosophes n'ont nullement été, comme ils le croyaient, poussés en avant par la force de l'idée pure. Au contraire. Ce qui en réalité les a poussés en avant, cela a surtout été le progrès formidable et de plus en plus impétueux de la science de la nature et de l'industrie. Chez les matérialistes, cela apparaît déjà à la surface, mais les systèmes idéalistes également se remplirent de plus en plus d'un contenu matérialiste et s'efforcèrent de concilier, du point de vue panthéiste, l'antagonisme de l'esprit et de la matière, de telle sorte qu'en fin de compte, le système de Hegel ne représente

72 Il s'agit de la planète Neptune que l'observateur Galle découvrit de l'observatoire de Berlin en 1846.

73 Cf. *Ibidem* p. 176-177.

qu'un matérialisme mis sur la tête d'une manière idéaliste d'après sa méthode et son contenu.

On comprend dès lors que, dans sa caractéristique de Feuerbach, Starcke étudie d'abord la position prise par Feuerbach dabs cette question fondamentale du rapport de la pensée à l'être. Après une courte introduction, où il expose la conception des philosophes antérieurs, surtout depuis Kant, dans une langue inutilement pleine de lourdeur d'une façon par trop formaliste à des passages isolés de ses œuvres, est très défavorisé, vient un exposé détaillé du développement de la « métaphysique » feuerbachienne elle-même telle qu'il résulte de la succession des ouvrages correspondants de ce philosophe. Cet exposé est fait d'une façon appliquée et claire ; malheureusement il est surchargé, comme tout le livre d'ailleurs, d'un fatras d'expressions philosophiques qu'il eût souvent été possible d'éviter, fatras d'autant plus gênant que l'auteur s'en tient moins au mode d'expression d'une seule et même école, ou de Feuerbach lui-même, et qu'il y incorpore plus d'expressions des courants prétendument philosophiques les plus différents, surtout de ceux qui sévissent actuellement.

Le développement de Feuerbach est celui d'un hégélien — à vrai dire jamais complètement orthodoxe — vers le matérialisme développement qui, à un stade déterminé, amène une rupture totale avec le système idéaliste de son prédécesseur. Finalement s'impose à lui avec une force irrésistible, la compréhension que l'existence avant le monde de l'« Idée absolue » de Hegel, la « préexistence des catégories logiques » antérieures à l'univers, n'est rien d'autre qu'une survivance fantastique de la croyance en un créateur supraterrestre ; que le monde matériel, perceptible par les sens, auquel nous appartenons nous-mêmes, est la seule réalité, et que notre conscience et notre pensée, si transcendantes qu'elles nous paraissent, ne sont que les produits d'un organe matériel, corporel, le cerveau. La matière n'est pas un produit le plus élevé de la matière [1]. C'est là, naturellement, pur matérialisme. Parvenu à ce point, Feuerbach s'arrête court. Il ne peut surmonter le préjugé philosophique habituel, le préjugé concernant non pas la chose, mais le mot matérialisme. Il dit :

---

1 Cf. sur ce point *Anti-Dühring*, p. 68.

> Le matérialisme est pour moi la base de l'édifice de l'être et du savoir humain ; mais il n'est pas pour moi ce qu'il est pour le physiologiste, le naturaliste, au sens étroit du mot, par exemple Moleschott, et ce qu'il est nécessairement de leur point de vue spécial, professionnel, à savoir l'édifice lui-même. Je suis complètement d'accord avec le matérialisme en arrière, mais non pas en avant. [74] »

Feuerbach confond ici le matérialisme, conception générale du monde reposant sur une manière déterminée de comprendre les rapports entre la matière et l'esprit, avec la forme spéciale dans laquelle cette conception du monde s'est exprimée à une étape historique déterminée, à savoir au XVIIIe siècle. Plus encore, il le confond avec la forme plate, vulgaire, sous laquelle le matérialisme du XVIIIe siècle continue à exister aujourd'hui dans la tête des naturalistes et des médecins et a été colporté au cours des années 1850-1860 par Büchner, Vogt et Moleschott. Mais, de même que l'idéalisme a passé par toute une série de phases de développement, de même le matérialisme. Avec toute découverte faisant époque dans le domaine des sciences de la nature, il doit inévitablement modifier se forme ; et depuis que l'histoire elle-même est soumise au traitement matérialiste, s'ouvre également ici une nouvelle voie de développement.

Le matérialisme du siècle précédent était surtout mécaniste parce que, à cette époque, de toutes les sciences de la nature, seule la mécanique, et encore seulement celle des corps solides, — célestes et terrestres, — bref la mécanique de la pesanteur, était arrivée à un certain achèvement. La chimie n'existait encore que dans sa forme enfantine, phlogistique [75]. La biologie était encore dans les langes ; l'organisme végétal et animal n'avait encore été étudié que

---

74 Cf. « Aphorismes posthumes » dans Ludwig Feuerbach à travers sa correspondance, ses œuvres posthumes et l'évolution de sa philosophie, par Karl Grün, 2e vol., Leipzig et Heidelberg, 1874.

75 Selon la théorie phlogistique, réfutée dès 1745 par Lomonossov, la nature de la combustion consistait en ce que, du corps qui brûlait, s'échappait un autre corps hypothétique, le phlogiston. S'appuyant sur les recherches du chimiste anglais Priestley, Lavoisier établit, à la fin du XVIIIe siècle, la théorie exacte. La combustion ne consiste pas en la dissociation de deux corps, mais en l'union du corps qui brûle avec l'oxygène.

grossièrement et n'était expliqué que par des causes purement mécaniques ; pour les matérialistes du XVIII^e^ siècle, l'homme était une machine, tout comme l'animal pour Descartes. Cette application exclusive du modèle de la mécanique à des phénomènes de nature chimique et organique chez lesquels les lois mécaniques agissent assurément aussi, mais sont rejetées à l'arrière-plan par des lois d'ordre supérieur, constitue une des étroitesses spécifiques, mais inévitables à cette époque, du matérialisme français classique.

La deuxième étroitesse spécifique de ce matérialisme consistait dans son incapacité à concevoir le monde comme un processus, comme une matière en voie de développement historique. Cela correspondait au niveau qu'avaient atteint à l'époque les sciences de la nature et à la façon métaphysique, c'est-à-dire antidialectique, de philosopher qui leur était connexe. On savait que la nature était engagée dans un mouvement perpétuel. Mais, selon les idées de l'époque, ce mouvement décrivait un cercle tout aussi perpétuel et, par conséquent, ne progressait jamais ; il produisait toujours les mêmes résultats. Cette manière de voir était inévitable à l'époque. La théorie kantienne de la formation du système solaire venait à peine d'être formulée et n'était acceptée que comme simple curiosité. L'histoire de l'évolution de la terre, la géologie, était encore totalement inconnue, et l'idée que les êtres vivants actuels sont le résultat d'une longue série évolutive qui va du simple au complexe ne pouvait absolument pas être alors établie scientifiquement. La conception non historique de la nature était, par conséquent, inévitable. On peut d'autant moins en faire reproche aux philosophes du XVIII^e^ siècle qu'on la rencontre également chez Hegel. Chez ce dernier, la nature en tant que simple « aliénation » de l'Idée, n'est susceptible d'aucun développement dans le temps, mais seulement d'un déploiement de sa diversité dans l'espace, de telle sorte qu'elle étale simultanément et l'un à côté de l'autre tous les degrés de développement qu'elle comporte et se trouve condamnée à une perpétuelle répétition de processus toujours les mêmes. Et c'est cette absurdité d'un développement dans l'espace, mais en dehors du temps — condition fondamentale de tout développement — que Hegel impose à la nature, au moment même où la géologie, l'embryologie, la physiologie végétale et animale et la chimie organique se développaient organique se développaient, et où apparaissaient, sur la base de ces sciences nouvelles, les

pressentiments pleins de génie de la théorie ultérieure de l'évolution (par exemple, chez Gœthe et Lamarck). Mais le système l'exigeait ainsi, et force était à la méthode, pour l'amour du système, d'être infidèle à elle-même.

Cette conception antihistorique avait également cours dans le domaine de l'histoire. Ici, la lutte contre les survivances du moyen âge limitait étroitement la vue. Le moyen âge était considéré comme une simple interruption de l'histoire par mille années de barbarie générale ; les grands progrès du moyen âge — l'extension du domaine de la civilisation en Europe, les grandes nations viables qui s'y étaient formées côte à côte, enfin les énormes progrès techniques du XIV[e] et du XV[e] siècles, — on ne voyait rien de tout cela. Or, par là, on empêchait une compréhension rationnelle du grand enchaînement historique et l'histoire servait tout au plus de recueil d'exemples et d'illustrations à l'usage des philosophes.

Les vulgarisateurs ambulants qui, en Allemagne, de 1850 à 1860, faisaient dans le matérialisme [1], ne dépassèrent en aucune façon, ce point de vue limité de leurs maîtres. Tous les progrès faits depuis lors dans la science de la nature ne leur servirent que d'arguments nouveaux contre l'existence du créateur ; et, en fait, leur entreprise n'était nullement de développer la théorie plus avant. Si l'idéalisme était au bout de son latin et frappé à mort par la révolution de 1848, il eut cependant la satisfaction de voir que le matérialisme était momentanément tombé plus bas encore. Feuerbach avait absolument raison de décliner la responsabilité de ce matérialisme-là ; seulement il n'avait pas le droit de confonde la doctrine des prédicateurs ambulants du matérialisme avec le matérialisme en général.

Cependant, il y a ici deux remarques à faire. Premièrement, même du temps de Feuerbach, les sciences de la nature étaient encore en plein dans ce processus d'intense fermentation qui n'a trouvé sa clarification et son achèvement relatif qu'au cours des quinze dernières années ; de nouveaux matériaux de connaissance s'accumulaient en quantité inouïe, mais l'établissement de l'enchaînement et, par conséquent, de l'ordre dans ce chaos de

1 Vogt, Büchner, Moleschott.

découvertes se bousculant l'une l'autre, n'a été possible que ces tout derniers temps seulement. Certes, Feuerbach a encore connu les trois découvertes décisives, — celle de la cellule, celle de la transformation de l'énergie et celle de la théorie de l'évolution connue sous le nom de darwinisme. Mais comment le philosophe campagnard solitaire aurait-il pu suivre d'une façon suffisante les progrès de la science pour pouvoir apprécier à leur valeur des découvertes que les savants eux-mêmes, ou bien contestaient encore à l'époque, ou ne savaient exploiter d'une façon suffisante ? La faute en incombe uniquement aux conditions lamentables de l'Allemagne qui faisaient que les chaires de philosophie étaient accaparées par de subtils et éclectiques coupeurs de cheveux en quatre, tandis que Feuerbach, qui les dépassait tous de cent coudées, était obligé de s'empaysanner et de s'encroûter dans un petit village. Ce n'est donc pas la faute de Feuerbach si la conception historique de la nature devenue désormais possible, qui élimine tout e qu'il y avait d'unilatéral dans le matérialisme français, lui resta inaccessible.

Mais, en second lieu, Feuerbach a tout à fait raison de dire que le seul matérialisme des sciences de la nature constitue bien la « base de l'édifice du savoir humain, mais non pas l'édifice lui-même ». Car nous ne vivons pas seulement dans la nature, mais également dans la société humaine, et cette dernière a, elle aussi, l'histoire de son développement et sa science tout comme la nature. Il s'agissait par conséquent de mettre la science de la société, c'est-à-dire la totalité des sciences appelées historiques et philosophiques en accord avec la base matérialiste, et de les reconstruire en s'appuyant sur elle. Mais cela ne fut pas accordé à Feuerbach. Ici, il resta, malgré la « base », prisonnier des liens idéalistes traditionnels, et il le reconnaît quand il dit : « Je suis d'accord avec les matérialistes en arrière, mais non pas en avant. » Or celui qui, dans le domaine social, ne fit pas un pas « en avant » et ne dépassa pas son point de vue de 1840 ou de 1844, ce fut Feuerbach lui-même, et cela, encore une fois, surtout à cause de son isolement, qui l'obligea à faire sortir des idées de son cerveau solitaire — lui qui, plus que tout autre philosophe, était fait pour le commerce avec la société — au lieu de les créer en collaboration ou en conflit avec des hommes de sa valeur. A quel point il resta dans ce domaine idéaliste, nous le verrons en détail par la suite.

Il suffit de faire remarquer encore en cet endroit que Starcke cherche l'idéalisme de Feuerbach là où il n'est pas. « Feuerbach est idéaliste, il croit au progrès de l'humanité » (page 19). « La base, l'infrastructure du tout, n'en reste pas moins l'idéalisme. Pour nous, le réalisme n'est autre chose qu'une protection contre les égarements, pendant que nous suivons nos tendances idéales. La pitié, l'amour, l'enthousiasme pour la vérité et le droit ne sont-ils pas des puissances idéales ? » (page VIII).

Premièrement, l'idéalisme ne signifie rien d'autre ici que la poursuite de fins idéales. Or, ces dernières se rapportent tout au plus à l'idéalisme de Kant et à son « impératif catégorique » ; mais Kant lui-même intitulait sa philosophie « idéalisme transcendantal » ; et ceci nullement parce qu'elle traite aussi d'idéals moraux, mais pour de tout autres raisons, ainsi que Starcke pourra se le rappeler. La superstition selon laquelle l'idéalisme philosophique tourne autour de la foi en des idéals moraux, c'est-à-dire sociaux, s'est constituée en dehors de la philosophie, chez les philistins allemands, qui apprennent par cœur dans les poésies de Schiller les quelques bribes de culture philosophique qui leur sont nécessaires. Personne n'a critiqué de façon plus acérée l'« impératif catégorique » impuissant de Kant — impuissant parce qu'il demande l'impossible et, par conséquent, n'arrive jamais à quelque chose de réel — personne n'a raillé plus cruellement l'engouement philistin pour les idéals irréalisables, transmis par Schiller (voir, par exemple, la *Phénoménologie*) que, précisément l'idéaliste accompli Hegel.

Mais, deuxièmement, on ne saurait éviter que tout ce qui met les hommes en mouvement passe nécessairement par leur cerveau, — même le manger et le boire, qui commence par une sensation de faim et de soif, éprouvée par l'intermédiaire du cerveau, et se termine par une impression de satiété, ressentie également par l'intermédiaire du cerveau. Les répercussions du monde extérieur sur l'homme s'expriment dans son cerveau, s'y reflètent sous forme de sentiments, de pensées, d'instincts, de volontés, bref sous forme de « tendances idéales », et deviennent, sous cette forme, des « puissances idéales ». Si le fait que cet homme obéit en général à des « tendances idéales » et laisse des « puissances idéales » exercer de l'influence sur lui, — si cela suffit pour faire de lui un idéaliste, tout homme en quelque sorte

normalement développé est un idéaliste-né et, dans ce cas, comment peut-il somme toute y avoir encore des matérialistes ?

Troisièmement, la conviction que l’humanité, tout au moins pour le moment, se meut, d’une façon générale, dans le sens du progrès, n’a absolument rien à voir avec l’antagonisme du matérialisme et de l’idéalisme. Les matérialistes français avaient cette conviction à un degré presque fanatique, tout autant que les déistes Voltaire et Rousseau, et ils lui firent même souvent les plus grands sacrifices personnels. Si jamais quelqu’un consacra toute sa vie à « l’amour de la vérité et du droit » — la phrase étant prise dans son bon sens — ce fut, par exemple, Diderot. Si Starcke, par conséquent, déclare que tout cela est de l’idéalisme, cela prouve uniquement que le mot matérialisme, ainsi que l’antagonisme entre les deux orientations, a perdu ici toute espèce de sens pour lui.

Le fait est que Starcke fait ici, quoique peut-être inconsciemment, une concession impardonnable au préjugé philistin contre le mot matérialisme, préjugé qui a son origine dans la vieille calomnie des curés. Par matérialisme, le philistin entend la goinfrerie, l’ivrognerie, la convoitise, les joies de la chair et le train de vie fastueux, la cupidité, à la Bourse, bref, tous les vices sordides dont il est lui-même l’esclave en secret ; et par idéalisme, il entend la foi en la vertu, en l’humanité et, en général, en un « monde meilleur », dont il fait parade devant les autres, mais auxquels il ne croit lui-même que tant qu’il s’agit de traverser la période de malaise ou de crise qui suit nécessairement ses excès « matérialistes » coutumiers et qu’il va répétant en outre son refrain préféré : « Qu’est-ce que l’homme ? Moitié bête, moitié ange ! »

D’ailleurs, Starcke se donne beaucoup de mal pour défendre Feuerbach contre les attaques et les préceptes des chargés de cours qui plastronnent actuellement en Allemagne sous le nom de philosophes. C’est certainement important pour ceux qui s’intéressent à ces avortons posthumes de la philosophie classique allemande ; cela pouvait sembler nécessaire à Starcke lui-même. Nous en ferons grâce à nos lecteurs.

III. — La philosophie de la religion et l'éthique de Feuerbach

Le véritable idéalisme de Feuerbach apparaît dès que nous abordons sa philosophie de la religion et son éthique. Il ne veut nullement supprimer la religion, il veut la perfectionner. La philosophie elle-même doit se transformer en religion.

> Les périodes de l'humanité ne se distinguent que par des changements d'ordre religieux. Il n'y a de mouvements historiques profonds que ceux qui vont jusqu'au cœur humain. Le cœur n'est pas une forme de la religion, de sorte qu'elle y aurait aussi sa place ; il est l'essence de la religion [cité par Starcke, page 168].

La religion est, d'après Feuerbach, le rapport affectif, le rapport de cœur des hommes entre eux, qui, jusqu'ici, cherchait sa vérité dans un reflet fantastique de la réalité — dans l'entremise d'un ou de nombreux dieux, reflets fantastiques de qualités humaines — mais la trouve maintenant directement et sans intermédiaire dans l'amour entre toi et moi. Et c'est ainsi que l'amour sexuel devient, en fin de compte, chez Feuerbach, l'une des formes les plus élevées, sinon la plus élevée, de l'exercice de sa nouvelle religion.

Or les rapports sentimentaux entre les hommes, et surtout les rapports entre les deux sexes, ont existé depuis que les hommes existent. L'amour sexuel, spécialement, s'est développé au cours des huit derniers siècles et a conquis une place qui en a fait, au cours de cette période, le pivot obligatoire de toute poésie. Les religions positives existantes se sont bornées à donner leur consécration suprême à la réglementation par l'Etat de l'amour sexuel, c'est-à-dire à la législation du mariage et elles peuvent disparaître toutes demain sans que la moindre chose soit changée à la pratique de l'amour et de l'amitié. C'est ainsi que la religion chrétienne avait en fait si bien disparu en France de 1793 à 1798 que Napoléon lui-même ne put la réintroduire sans résistance et sans difficultés, et, dans l'intervalle, nul besoin ne s'est fait sentir d'un équivalent au sens de Feuerbach.

L'idéalisme consiste ici chez Feuerbach à considérer les rapports entre les hommes basés sur une inclination mutuelle tels que l'amour, l'amitié, la pitié, l'abnégation, etc., non pas simplement tels qu'il sont par eux-mêmes, sans réminiscence d'une religion particulière qui appartient pour lui aussi au passé ; mais au contraire, à prétendre qu'ils n'atteignent leur pleine valeur que dès qu'on leur donne une consécration suprême au moyen du nom de religion. L'essentiel pour lui n'est pas que ces rapports purement humains existent, mais qu'ils soient conçus comme la religion nouvelle, véritable. Ils ne doivent avoir pleine valeur que lorsqu'il ont reçu le sceau religieux. Religion provient du mot latin *religare* [lier] et signifie primitivement *union*. Par conséquent, toute union entre deux hommes est une religion. Ce sont de pareils tours de passe-passe étymologiques qui constituent le dernier recours de la philosophie idéaliste. Ce qui doit prévaloir, ce n'est pas ce que le mot signifie d'après l'évolution historique de son emploi réel, mais ce qu'il devrait signifier d'après son origine étymologique. Et c'est ainsi que l'amour sexuel et l'union sexuelle sont élevés à la hauteur d'une « religion », afin que le mot religion, cher au souvenir idéaliste, ne s'avise surtout pas de disparaître de la langue. C'est exactement ainsi que s'exprimaient, entre 1840 et 1850, les réformistes parisien de la tendance Louis Blanc : ils ne pouvaient se représenter un homme sans religion que comme un monstre, et nous disaient : « Donc, l'athéisme, c'est votre religion [1] ! » Lorsque Feuerbach veut établir la vraie religion sur la base d'une conception essentiellement matérialiste de la nature, cela revient, en réalité, à concevoir la chimie moderne comme étant la véritable alchimie. Si la religion peut se passer de son Dieu, l'alchimie peut également se passer de sa pierre philosophale. Il existe d'ailleurs un lien très étroit entre l'alchimie et la religion. La pierre philosophale a un grand nombre de propriétés quasi divines, et les alchimistes gréco-égyptiens des deux premiers siècles de notre ère sont pour quelque chose dans l'élaboration de la doctrine chrétienne, ainsi que le prouvent les données fournies par Kopp et Berthelot.

Tout à fait fausse est l'affirmation de Feuerbach que les « périodes de l'humanité ne se distinguent que par des changements d'ordre religieux ». De grands tournants historiques n'ont été accompagnés de

1 En français dans le texte.

changements d'ordre religieux que dans la mesure où entrent en ligne de compte les trois religions mondiales ayant existé jusqu'ici : le bouddhisme, le christianisme, et l'islamisme. Les anciennes religions de tribus et de nations qui s'étaient constituées d'une façon naturelle n'avaient aucune tendance au prosélytisme et perdaient toute capacité de résistance dès qu'était brisée l'indépendance des tribus et des nations ; chez les Germains, il suffit même pour cela du simple contact avec l'Empire romain sur son déclin et avec la religion chrétienne universelle qu'il venait d'adopter et qui était appropriée à sa situation économique, politique et idéologique. Ce n'est que pour ces grandes religions universelles, nées d'une façon plus ou moins artificielle, et surtout pour le christianisme et l'islamisme, que nous constatons que des mouvements historiques d'envergure prennent une empreinte religieuse et, même dans le domaine du christianisme, cette empreinte religieuse se limite, pour des révolutions de portée véritablement universelle, aux premières phases de la lutte émancipatrice de la bourgeoisie, entre le XIII^e^ et le XVII^e^ siècle, et ne s'explique pas, comme le croit Feuerbach, par le cœur de l'homme et son besoin de religion, mais par toute l'histoire antérieure du moyen âge, qui ne connaissait précisément d'autre forme d'idéologie que la religion et la théologie. Cependant, lorsqu'au XVIII^e^ siècle, la bourgeoisie fut devenue suffisamment forte pour avoir, elle aussi, son idéologie propre, conforme à son point de vue de classe, elle fit sa grande et décisive révolution, la Révolution française, en faisant exclusivement appel à des idées juridiques et politiques, ne se souciant de la religion que dans la mesure où celle-ci était pour elle un obstacle. Mais elle se garda bien de mettre une nouvelle religion à la place de l'ancienne ; on sait comment Robespierre y échoua [1].

La possibilité d'éprouver des sentiments purement humains dans nos rapports avec nos semblables nous est déjà aujourd'hui suffisamment gâtée par la société fondée sur l'antagonisme et sur la domination de classes, dans laquelle nous sommes obligés de nous mouvoir ; nous n'avons, par conséquent, aucune raison de nous la gâter davantage encore en élevant ces sentiments à la hauteur d'une religion. Et, de même, la compréhension des grandes luttes de classes

---

1 Il s'agit de la tentative faite par Robespierre pour instaurer le culte de « l'être suprême ».

historiques est déjà suffisamment obscurcie par la façon courante d'écrire l'histoire, surtout en Allemagne, sans que nous ayons encore besoin de nous la rendre complètement impossible en transformant cette histoire des luttes en un simple appendice de l'histoire de la religion. Déjà ici, il apparaît à quel point nous nous sommes aujourd'hui éloignés de Feuerbach. Ses « plus beaux passages » consacrés à célébrer cette nouvelle religion d'amour sont devenus aujourd'hui complètement illisibles.

La seule religion que Feuerbach étudie sérieusement est le christianisme, la religion de l'Occident, fondée sur le monothéisme. Il démontre que le Dieu chrétien n'est que limage fantastique, le reflet de l'homme. Mais ce Dieu est lui-même le produit d'un long processus d'abstraction, la quintessence des nombreux dieux de tribus et de nations antérieurs. Et, par conséquent, l'homme, dont ce Dieu n'est qu'une image, n'est pas non plus un homme réel, mais, lui aussi, la quintessence d'un grand nombre d'hommes réels, l'homme abstrait, donc lui-même à son tour une image mentale. Le même Feuerbach, qui prêche à chaque page la sensualité, qui invite à se plonger dans le concret, dans la réalité, devient complètement abstrait dès qu'il en vient à parler d'autres relations que des relations purement sexuelles entre les hommes.

Ces relations ne lui offrent qu'un seul aspect : la morale. Et ici, nous sommes à nouveau frappés de la pauvreté étonnante de Feuerbach par rapport à Hegel. L'éthique de Hegel, ou doctrine de la moralité, est la philosophie du droit et elle comprend : 1. le droit abstrait ; 2. la moralité subjective ; 3. La moralité objective, qui comprend, à son tour la famille, la société civile, l'Etat. Autant la forme est idéaliste, autant le contenu est ici réaliste. Tout le domaine du droit, de l'économie, de la politique y est englobé, à côté de la morale. Chez Feuerbach, c'est exactement le contraire. Au point de vue de la forme, il est réaliste, il prend pour point de départ l'homme : mais il n'est absolument pas question du monde dans lequel vit cet homme, aussi celui-ci reste-t-il toujours le même être abstrait qui pérorait dans la philosophie de la religion. C'est que cet homme n'est pas né dans le sein de sa mère, il est éclos du dieu des religions monothéistes, il ne vit donc pas non plus dans un monde réel, formé et déterminé historiquement ; il est bien en rapport avec d'autres

hommes, mais chacun d'eux est aussi abstrait que lui-même. Dans la philosophie de la religion, nous avions au moins encore des hommes et des femmes, mais dans l'éthique, cette dernière différence disparaît également. A vrai dire, on rencontre bien à de longs intervalles chez Feuerbach des phrases comme celle-ci : « Dans un palais, on pense autrement que dans une chaumière. » — « SI par faim, par misère tu n'as rien de substantiel dans le corps, tu n'as pas non plus dans la tête, dans l'esprit et dans le cœur de substance pour la morale. » — « Il faut que la politique devienne notre religion », etc. [1] Mais Feuerbach ne sait absolument rien faire de ces phrases, elles restent chez lui de simples façons de parler, et Starcke lui-même est obligé d'avouer que la politique était pour Feuerbach une frontière infranchissable et que « la sociologie était pour lui une *terra incognita* »

Il ne nous apparaît pas moins plat en comparaison avec Hegel dans sa façon de traiter l'antinomie du bien et du mal. « On croit dire une grande vérité, écrit Hegel, lorsqu'on dit : l'homme est naturellement bon, mais on oublie que l'on dit une plus grande vérité encore par ces mots : l'homme est naturellement mauvais. [2] » Chez Hegel, le mal est la forme sous laquelle se présente la force motrice du développement historique. Et, à vrai dire, cette phrase a ce double sens que, d'une part, chaque nouveau progrès apparaît nécessairement comme un crime contre quelque chose de sacré, comme une rébellion contre l'ancien état de choses en voie de dépérissement, mais sanctifié par l'habitude, et d'autre part, que, depuis l'apparition des antagonismes de classes, ce sont précisément les passions mauvaises des hommes, la

---

1 Cf. Ludwig FEUERBACH : « Contre le dualisme du corps et de l'âme, de la chair et de l'esprit », dans : Ludwig FEUERBACH, *Œuvres complètes*, 2e vol. Leipzig, 1846, p. 363. Cf. Ludwig FEUERBACH : « La nécessité maîtrise toutes les lois et les abroge » dans *L. F. à travers sa correspondance, ses œuvres posthumes…*, op. cit., p. 285-286, ainsi que Ludwig FEUERBACH : « Principes de philosophie. Nécessité d'un changement. 1842-43 » *Dans L. F. à travers sa correspondance…*, op. cit., 1er vol. p. 409.

2 Cette pensée qu'Engels rend en quelques mots a été formulée par Hegel en divers passages de ses œuvres. Ainsi Hegel dit dans ses *Cours sur la philosophie de la religion* : « …que, si l'homme est seulement selon sa nature, il n'est pas comme il doit être ; cette pensée a été exprimée en disant que l'homme est méchant par nature ». Dans les *Principes de la philosophie du droit*, Hegel dit : « la doctrine chrétienne selon laquelle l'homme est méchant par nature est supérieure à celle qui le tient pour bon ».

convoitise et le désir de domination qui sont devenus les leviers du développement historique, ce dont l'histoire du féodalisme et de la bourgeoisie, par exemple, n'est qu'une preuve continue. Or il ne vient pas du tout à l'esprit de Feuerbach d'étudier ce rôle historique du mal moral. D'une façon générale, l'histoire est, pour lui, un domaine où il est mal à l'aise et ne se sent pas rassuré. Même sa fameuse déclaration : « L'homme primitif issu de la nature n'était qu'un simple être naturel, ce n'était pas un homme. L'homme est un produit de l'homme, de la culture, de l'histoire » 76, même cette déclaration reste chez lui complètement stérile.

C'est pourquoi ce que nous dit Feuerbach de la morale ne peut être qu'extrêmement pauvre. Le penchant au bonheur est inné chez l'homme et doit par conséquent constituer la base de toute morale. Mais le penchant au bonheur est soumis à un double correctif. Premièrement, du fait des conséquences naturelles de nos actes : le mal aux cheveux suit l'ivresse, la maladie l'excès habituel. Deuxièmement, du fait de leurs conséquences sociales : si nous ne respectons pas le même penchant au bonheur chez les autres, ces derniers se défendent et troublent par là notre propre penchant au bonheur. Il en résulte que, pour satisfaire notre penchant, il faut que nous soyons à même d'apprécier d'une façon juste les conséquences de nos actes, et, d'autre part, d'admettre le même droit au penchant en question chez autrui. La restriction volontaire rationnelle en ce qui nous concerne nous-mêmes, et l'amour — toujours l'amour ! — dans nos rapports avec autrui constituent, par conséquent, les règles fondamentales de la morale de Feuerbach, dont découlent toutes les autres. Et ni les exposés les plus ingénieux de Feuerbach, ni les plus grands éloges de Starcke ne peuvent masquer la pauvreté et la platitude de ces quelques phrases.

Le penchant au bonheur n'est satisfait que très exceptionnellement et nullement à son propre avantage ou à l'avantage d'autrui si l'individu s'occupe exclusivement de lui-même. Il exige, au contraire, des relations avec le monde extérieur, des moyens de se satisfaire, par

---

76 Cf. Ludwig FEUERBACH : « Fragments d'une caractéristique de mon *curriculum vitae* philosophique », dans L. FEUERBACH, *Œuvres complètes*, 2e vol. Leipzig, 1846, p. 411.

conséquent, de la nourriture, un individu de l'autre sexe, des livres, des conversations, des discussions, de l'activité, des objets de consommation et de travail. La morale de Feuerbach, ou bien suppose que ces moyens et objets des satisfaction sont donnés d'emblée à chaque homme, ou bien elle ne lui donne que de bonnes leçons inapplicables, elle ne vaut, par conséquent, pas un rouge liard pour ceux à qui ces moyens font défaut. Et c'est ce que Feuerbach lui-même déclare tout sèchement : « On pense autrement dans un palais que dans une chaumière. Si par faim, par misère, tu n'as rien de substantiel dans le corps, tu n'as pas non plus dans la tête, dans l'esprit et dans le cœur de substances pour la morale. »

Les choses se présentent-elles mieux quand il s'agit de l'égalité de droit du penchant au bonheur pour autrui ? Feuerbach pose cette revendication d'une façon absolue comme valant pour toutes les époques et dans toutes les circonstances. Mais depuis quand prévaut-elle ? Eest-ce que, dans l'antiquité, il fut jamais question d'égalité de droit du penchant au bonheur chez les esclaves et les maîtres, et au moyen âge, chez les serfs et les barons ? Le penchant au bonheur de la classe opprimée n'a-t-il pas toujours été impitoyablement et « légalement » sacrifié à celui de la classe dominante ? Oui, dira-t-on, c'était immoral, mais actuellement l'égalité des droits est reconnue. Reconnue en paroles depuis et parce que la bourgeoisie s'est vue obligée, dans sa lutte contre la féodalité et au cours du développement de la production capitaliste, d'abolir tous les privilèges de caste, c'est-à-dire tous les privilèges personnels, et d'introduire d'abord l'égalité de l'individu en matière de droit privé, puis, peu à peu, en matière de droit civil et au point de vue juridique. Mais le penchant au bonheur ne vit que pour la moindre part de droits spirituels, et pour la plus grande part de moyens matériels. Or la production capitaliste veille à ce qu'il ne revienne à la grande majorité des personnes jouissant de l'égalité de droits que le strict nécessaire, et elle ne respecte par conséquent guère plus — quand elle la respecte — l'égalité de droit du penchant au bonheur de la majorité que le faisait la société esclavagiste ou féodale. Et la situation est-elle meilleure en ce qui

concerne les moyens intellectuels du bonheur, les moyens de culture ? Le maître d'école de Sadowa lui-même n'est-il pas un mythe [77] ?

Mais ce n'est pas encore tout. D'après la théorie feuerbachienne de la morale, la Bourse des valeurs est le temple suprême de la morale… à condition qu'on y spécule toujours d'une façon juste. Si mon penchant au bonheur me conduit à la Bourse et si j'y pèse d'une façon si juste les conséquences de mes actes qu'ils n'entraînent pour moi que des avantages et aucun désagrément, c'est-à-dire si je gagne constamment, la prescription de Feuerbach est remplie. Ce faisant, je ne porte pas non plus atteinte au même penchant au bonheur d'un autre, car cet autre est allé à la Bourse aussi volontairement que moi, et, en concluant son affaire de spéculation avec moi, il a suivi, tout comme moi, son penchant au bonheur. Et s'il perd son argent, son action se révèle précisément par la comme immorale parce que mal exécutée, et, en lui appliquant la peine qu'il a méritée, je puis même me vanter fièrement d'être un moderne Rhadamante [78]. L'amour règne aussi à la Bourse, dans la mesure où il n'est pas seulement une phrase sentimentale, car chacun y trouve dans autrui la satisfaction de son penchant au bonheur. Or n'est-ce pas ce que doit faire l'amour et sa façon de se manifester dans la pratique ? Et si je joue avec une exacte prévision des conséquences de mes opérations, par conséquent avec succès, je remplis toutes les exigences les plus strictes de la morale de Feuerbach et je m'enrichis encore par-dessus le marché. En d'autres termes, la morale de Feuerbach est faite à la mesure de la société capitaliste actuelle si peu qu'il veuille lui-même ou qu'il s'en doute.

Mais l'amour ! — Oui, l'amour est partout et toujours le dieu enchanteur qui, chez Feuerbach, doit aider à surmonter toutes les difficultés de la vie pratique — et cela dans une société divisée en classes ayant des intérêts diamétralement opposés. Par là disparaît de

---

77 La victoire des Prussiens à Sadowa (3 juillet 1866) fut déclarée par les historiens allemands « victoire de la culture et de l'instruction ». Ils forgèrent le mot célèbre : « La victoire de Sadowa est la victoire du maître d'école prussien. »

78 Son esprit de justice le désigna comme juge des enfers dans la légende grecque.

la philosophie le dernier vestige de son caractère révolutionnaire, et il ne reste que la vieille rengaine : Aimez-vous les uns les autres ! — Embrassez-vous sans distinction de sexe et de condition ! — Rêve de réconciliation universelle !

En résumé, il en est de la théorie de la morale de Feuerbach comme de toutes celles qui l'ont précédée. Elle est adaptée à tous les temps, à tous les peuples, à toutes les conditions, et c'est précisément pour cela qu'elle n'est jamais ni nulle part applicable et qu'elle reste tout aussi impuissante à l'égard du monde réel que l'impératif catégorique de Kant. En réalité, chaque classe et même chaque profession a sa morale propre, et brise là où elle peut le faire impunément, et l'amour qui doit unir tout le monde se manifeste par des guerres, des conflits, des procès, des scènes de ménage, des divorces et l'exploitation la plus grande possible des uns par les autres.

Mais comment a-t-il été possible que la formidable impulsion donnée par Feuerbach ne peut sortir du royaume de l'abstraction qu'il haïssait mortellement et trouver le chemin de la réalité vivante. Il se cramponne de toutes ses forces à la nature et à l'homme, mais la nature et l'homme restent pour lui de simples mots. Ni de la nature réelle, ni de l'homme réel, il ne sait rien nous dire de précis. Or on ne passe de l'homme abstrait de Feuerbach aux hommes réels vivants que si on les considère en action dans l'histoire. Et Feuerbach s'y refusait, et c'est pourquoi l'année 1848, qu'il ne comprit pas, ne signifia pour lui que la rupture définitive avec le monde réel, la retraite dans la solitude. La responsabilité en incombe essentiellement, une fois encore, aux conditions de l'Allemagne qui le laissèrent péricliter misérablement.

Mais le pas que Feuerbach ne fit point ne pouvait manquer d'être fait ; le culte de l'homme abstrait qui constituait le centre de la nouvelle religion fueurbachienne devait nécessairement être remplacé par la science des hommes réels et de leur développement historique. Ce développement ultérieur du point de vue de Feuerbach, au-delà de Feuerbach lui-même, Marx l'inaugura en 1845 dans *La Sainte Famille*.

IV. Le matérialisme dialectique

Strauss, Bauer, Stirner, Feuerbach furent autant de prolongement de la philosophie hégélienne, dans la mesure où ils ne quittèrent pas le terrain philosophique. Après sa *Vie de Jésus* et sa *Dogmatique*, Strauss n'a plus fait que de la littérature philosophique et de l'histoire religieuse à la Renan ; Bauer n'a réussi à faire quelque chose que dans le domaine de l'histoire de l'origine du christianisme, mais en vérité une chose remarquable ; Stirner resta une curiosité, même après que Bakounine l'eut amalgamé avec Proudhon et qu'il eut baptisé cet amalgame « anarchisme » ; Feuerbach seul fut éminent en tant que philosophe. Mais non seulement la philosophie, la soi-disant science des sciences planant au-dessus de toutes les sciences particulières et en faisant la synthèse, resta pour lui une barrière infranchissable, un tabernacle inviolable ; il s'arrêta lui aussi en chemin en tant que philosophe et fut matérialiste par en bas, idéaliste par en haut ; il ne sut pas en finir avec Hegel par la critique, mais le rejeta tout bonnement comme inutilisable, alors que lui-même, par rapport à la richesse encyclopédique du système de Hegel, ne réalisait rien de positif qu'une religion boursouflée de l'amour et une morale pauvre et impuissante.

Mais de la désagrégation de l'école hégélienne sortit encore une autre tendance, la seule qui ait vraiment donné des fruits, et cette tendance est essentiellement attachée au nom de Marx [1].

1 Qu'on me permette ici une explication personnelle. On a récemment, à différentes reprises, fait allusion à la part que j'ai prise à l'élaboration de cette théorie, et c'est pourquoi je puis difficilement me dispenser de dire ici les quelques mots qui règlent ce point. Je ne puis nier moi-même avoir pris avant et pendant ma collaboration de quarante années avec Marx, une certaine part personnelle tant à l'élaboration que surtout au développement de la théorie. Mais la plus grande partie des idées directrices fondamentales, particulièrement dans le domaine économique et historique, et spécialement leur formulation définitive, rigoureuse, sont le fait de Marx. Ce que j'y ai apporté — à l'exception, tout au plus, de quelques branches spéciales — Marx aurait bien pu le réaliser sans moi. Mais ce que Marx a fait je n'aurais pas pu le faire. Marx nous dépassait tous, il voyait plus loin, plus large et plus rapidement que nous tous. Marx était un génie, nous autres, tout au plus des

La rupture avec la philosophie de Hegel se produisit ici également par le retour au point de vue matérialiste. Cela signifie qu'on se décidé à concevoir le monde réel — la nature et l'histoire — tel qu'il se présente lui-même à quiconque l'aborde sans lubies idéalistes préconçues ; on se décida à sacrifier impitoyablement toute lubie idéaliste impossible à concilier avec les faits considérés dans leurs propres rapports et non dans des rapports fantastiques. Et le matérialisme ne signifie vraiment rien de plus. Seulement, c'était la première fois qu'on prenait vraiment au sérieux la conception matérialiste du monde, qu'on l'appliquait d'une façon conséquente à tous les domaines considérés du savoir, — tout au moins dans les grandes lignes.

On ne se contenta pas de mettre tout simplement Hegel de côté : on partit au contraire de son aspect révolutionnaire développé ci-dessus, de la méthode dialectique. Mais cette méthode était inutilisable sous sa forme hégélienne. Chez Hegel, la dialectique est l'Idée se développant elle-même. L'Idée absolue, non seulement existe de toute éternité — on ne sait où — mais elle est également la véritable âme de tout le monde existant. Elle se développe pour venir à elle-même à travers toutes les phases préliminaires, qui sont longuement traitées dans la *Logique*, et qui sont toutes incluses en elle. Puis elle « s'aliène » en se transformant en la nature, où, sans avoir conscience d'elle-même, déguisée en nécessité naturelle, elle passe par un nouveau développement, et finalement revient à la conscience d'elle-même s'élabore et s'affine à son tour dans l'histoire jusqu'à ce qu'enfin l'Idée absolue revienne complètement à elle-même dans la philosophie de Hegel. Chez Hegel, le développement dialectique qui se manifeste dans la nature et dans l'histoire, c'est-à-dire l'enchaînement causal du progrès de l'inférieur au supérieur qui s'impose à travers tous les mouvements en zigzag et tous les reculs momentanés, n'est donc que le calque du mouvement autonome de l'Idée se poursuivant de toute éternité, on ne sait où, mais, en tout cas, indépendamment de tout cerveau humain pensant. C'était cette interversion idéologique qu'il s'agissait d'éliminer. Nous conçûmes à

talents. Sans lui la théorie serait aujourd'hui bien loin d'être ce qu'elle est. C'est donc à juste titre qu'elle porte son nom. (F. E.)

nouveau les idées de notre cerveau du point de vue matérialiste, comme étant les reflets des objets, au lieu de considérer les objets réels comme les reflets de tel ou tel degré de l'Idée absolue. De ce fait, la dialectique se réduisait à la science des lois générales du mouvement, tant du monde extérieur que de la pensée humaine — à deux séries de lois identiques au fond, mais différentes dans leur expression en ce sens que le cerveau humain peut les appliquer consciemment, tandis que, dans la nature, et, jusqu'à présent, en majeure partie également dans l'histoire humaine, elles ne se fraient leur chemin que d'une façon inconsciente, sous la forme de la nécessité extérieure, au sein d'une série infinie de hasards apparents. Mais, par là, la dialectique de l'Idée même ne devint que le simple reflet conscient du mouvement dialectique du monde réel, et, ce faisant, la dialectique de Hegel fut mise la tête en haut, ou, plus exactement, de la tête sur laquelle elle se tenait, on la remit de nouveau sur ses pieds. Et cette dialectique matérialiste, qui était depuis des années notre meilleur instrument de travail et notre arme la plus acérée, fut, chose remarquable, découverte à nouveau non seulement par nous, mais en outre, indépendamment de nous et même de Hegel, par un ouvrier allemand, Joseph Dietzgen [1].

Mais par là, on avait repris le côté révolutionnaire de la philosophie de Hegel, et on l'avait débarrassée, du même coup, de ses chamarrures idéalistes qui, chez Hegel, en avaient empêchée l'application conséquente. La grande idée fondamentale selon laquelle le monde ne doit pas être considéré comme un complexe de *choses* achevées, mais comme un complexe de *processus* où les choses, en apparence stables, tout autant que leurs reflets intellectuels dans notre cerveau, les concepts passent par un changement ininterrompu de devenir et de périr où, finalement, malgré tous les hasards apparents et tous les retours momentanés en arrière, un développement progressif a, surtout depuis Hegel, pénétré si profondément dans la conscience courante qu'elle ne trouve sous cette forme générale presque plus de contradiction. Mais la reconnaître en paroles et l'appliquer, dans la réalité, en détail, à chaque domaine soumis à l'investigation, sont

---

1 Voir *L'Essence du travail intellectuel humain décrite par un travailleur manuel.* Nouvelle critique de la raison pure et pratique. Hambourg, Meissner, 1869. (F. E.)

deux choses différentes. Or, si l'on part constamment de ce point de vue dans la recherche, on cesse une fois pour toutes de demander des solutions définitives et des vérités éternelles ; on a toujours conscience du caractère nécessairement borné de toute connaissance acquise, de sa dépendance à l'égard des conditions dans lesquelles elle a été acquise ; on ne s'en laisse plus imposer non plus par les oppositions irréductibles pour la vieille métaphysique qui a toujours cours, du vrai et du faux, du bien et du mal, de l'identique et du différent, du nécessaire et du contingent ; on sait que ces oppositions n'ont qu'une valeur relative, que ce qui est maintenant reconnu comme vrai a son côté faux caché qui apparaîtra plus tard, tout comme ce qui est actuellement reconnu comme faux a sin côté vrai grâce auquel il a pu précédemment être considéré comme vrai ; que ce que l'on affirme nécessaire est composé de purs hasards et que le prétendu hasard est la forme sous laquelle se cache la nécessité — et ainsi de suite.

L'ancienne méthode de recherche et de pensée, que Hegel appelle la méthode « métaphysique » qui s'occupait de préférence de l'étude des *choses* considérées en tant qu'objets fixes donnés et dont les survivances continuent à hanter les esprits, a été, en son temps très justifiée historiquement. Il fallait d'abord étudier les choses avant de pouvoir étudier les processus. Il fallait d'abord savoir ce qu'était telle ou telle chose avant de pouvoir observer les modifications qui s'opèrent en elle. Et il en fut ainsi dans la science de la nature. L'ancienne métaphysique, qui considérait les choses comme faites une fois pour toutes était le produit d'une science de la nature qui étudiait les choses mortes et vivantes en tant que choses faites une fois pour toutes. Mais lorsque cette étude fut avancée au point que le progrès décisif fut possible, à savoir le passage à l'étude systématique des modifications s'opérant dans ces choses au sein de la nature même, à ce moment sonna aussi dans le domaine philosophique le glas de la vieille métaphysique. Et, en effet, si, jusqu'à la fin du siècle dernier, la science de la nature fut surtout une science rassemblant des faits, une science de choses achevées, elle est essentiellement, dans notre siècle, une science de *classement*, une science de processus, de l'origine et du développement de ces choses et de la connexion qui relie ces processus naturels en un grand tout. La physiologie qui étudie les phénomènes de l'organisme végétal et animal, l'embryologie qui étudie le développement de chaque organisme

depuis l'embryon jusqu'à la maturité, la géologie qui étudie la formation progressive de la surface terrestre, sont toutes filles de notre siècle.

Mais ce sont surtout trois grandes découvertes qui ont fait progresser à pas de géant notre connaissance de l'enchaînement des processus naturels : premièrement, la découverte de la cellule en tant que l'unité à partir de laqulle se développe par voie de multiplication et de différenciation tout l'organisme végétal et animal ; en conséquence non seulement l'on a reconnu que le développement et la croissance de tous les organismes supérieurs s'opèrent selon une loi universelle unique, mais encore la capacité de transformation de la cellule indique la voie par laquelle les organismes peuvent modifier leur espèce, et, par là, connaître un développement plus qu'individuel. — Deuxièmement, la découverte de la transformation de l'énergie, qui nous a montré toutes les soi-disant forces agissant en premier lieu dans la nature inorganique, la force mécanique et son complément, l'énergie dite potentielle, la chaleur, le rayonnement (lumière ou chaleur rayonnante), l'électricité, le magnétisme, l'énergie chimique comme étant autant de manifestations différentes du mouvement universel passant de l'une à l'autre selon certains rapports quantitatifs, de sorte que, pour une certaine quantité de l'une qui disparaît, réapparaît une certaine quantité d'une autre, et qu'ainsi tout le mouvement de la nature se réduit à ce processus ininterrompu de transformation d'une forme dans l'autre. — Enfin, la démonstration d'ensemble faite pour la première fois par Darwin, selon laquelle tous les produits de la nature qui nous environnent actuellement, y compris les hommes, sont le produit d'un long processus de développement à partir d'un petit nombre de germes unicellulaires à l'origine, et que ces derniers sont, à leur tour, issus d'un protoplasme ou d'un corps albuminoïdal constitué par voie chimique.

Grâce à ces trois grandes découvertes et aux progrès formidables de la science de la nature, nous sommes aujourd'hui en mesure de montrer dans leurs grandes lignes non seulement l'enchaînement entre les phénomènes de la nature dans les différents domaines entre eux, et de présenter ainsi un tableau d'ensemble de l'enchaînement de la nature sous une forme à peu près systématique, au moyen de faits fournis par la science empirique de la nature elle-même. C'était

autrefois la tâche de ce que l'on appelait la philosophie de la nature de fournir ce tableau d'ensemble. Elle ne pouvait le faire qu'en remplaçant les connexions réelles encore inconnues par des fait manquants par des idées, et en ne comblant que dans l'imagination les lacunes existant dans la réalité. En procédant ainsi, elle a eu maintes idées géniales, pressenti maintes découvertes ultérieures, mais elle a également, comme il ne pouvait en être autrement, mis au jour pas mal de bêtises. Aujourd'hui, où il suffit d'interpréter les résultats de l'étude de la nature dialectiquement, c'est-à-dire dans le sens de l'enchaînement qui lui est propre, pour arriver à un « système de la nature » satisfaisant pour notre époque, où le caractère dialectique de cet enchaînement s'impose, qu'ils le veuillent ou non, même aux cerveaux des savants formés à l'école métaphysique, aujourd'hui, la philosophie de la nature est définitivement mise à l'écart. Toute tentative pour la ressusciter ne serait pas seulement superflue, *elle serait une régression*.

Mais ce qui est vrai de la nature, reconnue également de ce fait comme un processus de développement historique, l'est aussi de l'histoire de la société dans toutes ses branches et de l'ensemble de toutes les sciences qui traitent des choses humaines (et divines). Ici également, la philosophie de l'histoire, du droit, de la religion, etc., consistait à substituer à la connexion réelle qu'il fallait prouver entre les événements, celle qu'inventait le cerveau du philosophe, à concevoir l'histoire, dans son ensemble comme dans ses différentes parties, comme la réalisation progressive d'idées, et naturellement toujours des seules idées favorites du philosophe lui-même. De la sorte, l'histoire travaillait inconsciemment, mais nécessairement en direction d'un certain but idéal fixé *a priori* qui était, par exemple chez Hegel, la réalisation de son Idée absolue, et la marche irrévocable vers cette Idée absolue constituait l'enchaînement interne des événements historiques. A l'enchaînement réel, encore inconnu, on substituait ainsi une nouvelle Providence mystérieuse, — on substituait ou prenant peu à peu conscience d'elle-même. Il s'agissait par conséquent ici, tout comme dans le domaine de la nature, d'éliminer de la nature, d'éliminer ces enchaînements construits, artificiels, en dégageant les enchaînements réels ; tâche qui revient, en fin de compte, à découvrir les lois générales du mouvement qui, dans l'histoire de la société humaine, s'imposent comme lois dominantes.

Or l'histoire du développement de la société se révèle, sur un point, essentiellement différente de celle de la nature. Dans la nature, — dans la mesure où nous laissons de côté la réaction exercée sur elle par les hommes, — ce sont uniquement des facteurs inconscients et aveugles qui agissent les uns sur les autres et c'est dans leur jeu changeant que se manifeste la loi générale. De tout ce qui se produit, — des innombrables hasards apparents, visibles à la surface, comme des résultats finaux qui confirment la norme à l'intérieur de ces hasards, — rien ne se produit en tant que but conscient, voulu. Par contre, dans l'histoire de la société, ceux qui agissent sont exclusivement des hommes doués de conscience, agissant avec réflexion ou avec passion et poursuivant des buts déterminés ; rien ne se produit sans dessein conscient, sans fin voulue. Mais cette différence, quelle que soit son importance pour l'investigation historique, surtout d'époques et d'événements pris isolément, ne peut rien changer au fait que le cours de l'histoire est sous l'empire de lois générales internes. Car, ici aussi, malgré les buts consciemment poursuivis par tous les individus, c'est le hasard qui, d'une façon générale, règne en apparence à la surface. Ce n'est que rarement que se réalise le dessein voulu ; dans la majorité des cas, les nombreux buts poursuivis s'entrecroisent et se contredisent, ou bien ils sont eux-mêmes *a priori* irréalisables, ou bien encore les moyens pour les réaliser sont insuffisants. C'est ainsi que les conflits des innombrables volontés et actions individuelles créent dans le domaine historique une situation tout à fait analogue à celle qui règne dans la nature inconsciente. Les buts des actions sont voulus, mais les résultats qui suivent réellement ces actions ne le sont pas, ou s'ils semblent, au début, correspondre cependant au but poursuivi, ils ont finalement des conséquences tout autres que celles qui ont été voulues. Ainsi les événements historiques apparaissent en gros également dominés par le hasard. Mais partout où le hasard semble jouer à la surface, il est toujours sous l'empire de lois internes cachées, et il ne s'agit que de les découvrir.

Les hommes font leur histoire, quelque tournure qu'elle prenne, en poursuivant chacun leurs fins propres, consciemment voulues, et c'est précisément la résultante de ces nombreuses volontés agissant dans des directions différentes et de leurs répercussions variées sur le

monde extérieur qui constitue l'histoire. Ce qui importe donc également ici, c'est ce que veulent les nombreux individus. La volonté est déterminée par la passion ou la réflexion. Mais les leviers qui déterminent directement à leur tour la passion ou la réflexion sont de natures très diverses. Ce peuvent être, soit des objets extérieurs, soit des motifs d'ordre idéal : ambition, « enthousiasme pour la vérité et la justice », haine personnelle ou encore toutes sortes de lubies purement personnelles. Mais, d'une part, nous avons vu que les nombreuses volontés individuelles qui agissent dans l'histoire entraînent, pour la plupart, des résultats tout à fait différents de ceux que l'on se proposait, — et souvent directement contraires, — et que leurs motifs n'ont par conséquent aussi qu'une importance secondaire pour le résultat final. D'autre part, on peut encore se demander quelles sont à leur tour les forces motrices cachées derrière ces motifs, et quelles sont les causes historiques qui se transforment en ces motifs dans les cerveaux des hommes qui agissent.

Cette question, l'ancien matérialisme ne se l'est jamais posée. C'est pourquoi sa conception de l'histoire, dans la mesure où somme toute il en a une, est essentiellement pragmatique ; elle juge tout d'après les motifs de l'action, partage les hommes exerçant une action historique en âmes nobles et non nobles, et constate ensuite régulièrement que les nobles, et constate ensuite régulièrement que les nobles sont les dupes et les non nobles les vainqueurs, d'où il résulte pour l'ancien matérialisme qu'il n'y a rien à tirer de bien édifiant de l'étude de l'histoire, et pour nous que, dans le domaine historique l'ancien matérialisme est infidèle à lui-même parce qu'il prend pour causes dernières les forces motrices idéales qui y sont actives, au lieu d'examiner ce qu'il y a derrière elles, et quelles sont les forces motrices de ces forces motrices. L'inconséquence ne consiste pas à reconnaître des forces motrices *idéales*, mais à ne pas remonter plus haut jusqu'à leurs causes déterminantes. La philosophie de l'histoire, par contre, telle qu'elle est représentée surtout par Hegel, reconnaît que les motifs apparents et ceux aussi qui déterminent véritablement les actions des hommes dans l'histoire ne sont pas du tout les causes dernières des événements historiques, et que, derrière ces motifs, il y a d'autres puissances déterminantes qu'il s'agit précisément de rechercher ; mais elle ne les cherche pas dans l'histoire elle-même, elle les importe plutôt de l'extérieur, de l'idéologie philosophique,

dans l'histoire. Au lieu d'expliquer l'histoire de l'ancienne Grèce par son propre enchaînement interne, Hegel, par exemple, affirme simplement qu'elle n'est rien d'autre que l'élaboration des « formes de la belle individualité », la réalisation de l'« œuvre d'art » comme telle. Il dit, à cette occasion, beaucoup de choses belles et profondes sur les anciens Grecs, mais cela n'empêche que nous ne pouvons plus nous contenter aujourd'hui d'une telle explication, qui n'est qu'une phrase et rien de plus.

S'il s'agit, par conséquent, de rechercher les forces motrices qui, — consciemment ou inconsciemment et, il faut le dire, très souvent inconsciemment, — se trouvent derrière les mobiles des actions historiques des hommes et qui constituent en fait les forces motrices dernières de l'histoire, il ne peut pas tant s'agir des motifs des individus, si éminents soient-ils, que de ceux qui mettent en mouvement de grandes masses, des peuples entiers, et dans chaque peuple, à leur tour, des classes tout entières, et encore des motifs qui les poussent non à une effervescence passagère et à un feu de paille rapidement éteint, mais à une action durable, aboutissant à une grande transformation historique. Elucider les causes motrices qui, d'une façon claire ou confuse, directement ou sous une forme idéologique et même divinisée, se reflètent ici dans l'esprit des masses en action et de leurs chefs — ceux que l'on appelle les grands hommes — en tant que motifs conscients, — telle est la seule voie qui puisse nous mettre sur la trace des lois qui dominent l'histoire dans son ensemble comme aux différentes époques et dans les différents pays. Tout ce qui met les hommes en mouvement doit nécessairement passer par leur cerveau, mais la forme que cela prend dans ce cerveau dépend beaucoup des circonstances. Les ouvriers ne se sont pas le moins du monde réconciliés avec le machisme capitaliste depuis qu'ils ne détruisent plus purement et simplement les machines, comme ils le firent encore en 1848 en Rhénanie.

Mais alors que dans toutes les périodes antérieures, la recherche de ces causes motrices de l'histoire était presque impossible, — du fait de l'enchevêtrement et du caractère masqué des liaisons et de leurs effets, — notre époque a tellement simplifié ces enchaînements que l'énigme a pu être résolue. Depuis le triomphe de la grande industrie, c'est-à-dire au moins depuis les traités de paix de 1815, ce n'est plus

un secret pour personne en Angleterre que toute la lutte politique y tournait autour des prétentions à la domination de deux classes : l'aristocratie foncière (*landed aristocracy*) et la bourgeoisie (*middle class*). En France, c'est avec le retour des Bourbons qu'on prit conscience du même fait ; les historiens de l'époque de la Restauration, de Thierry à Guizot, Mignet et Thiers, l'indiquent partout comme étant la clé qui permet de comprendre toute l'histoire de la France depuis le moyen âge. Et, depuis 1830, la classe ouvrière, le prolétariat, a été reconnu comme troisième combattant pour le pouvoir dans ces deux pays. La situation s'était tellement simplifiée qu'il fallait fermer les yeux à dessein pour ne pas voir dans la lutte de ces trois grandes classes et dans le conflit de leurs intérêts la force motrice de l'histoire moderne — tout au moins dans les deux pays les plus avancés.

Mais comment ces classes s'étaient-elles formées ? Si l'on pouvait encore attribuer au premier abord à sa grande propriété jadis féodale une origine due — au début du moins — à des causes politiques, à la prise de possession par la violence, cela n'était plus possible pour la bourgeoisie et le prolétariat. Ici, l'origine et le développement de deux grandes classes apparaissent de façon claire et tangible comme provenant de causes purement économiques. Et il était aussi manifeste que, dans la lutte entre la propriété foncière et la bourgeoisie, autant que dans la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat, il s'agissait, en premier lieu, d'intérêts économiques à la réalisation desquels le pouvoir politique ne devait servir que de simple moyen. Bourgeoisie et prolétariat s'étaient formés l'un et l'autre à la suite d'une transformation des conditions économiques, plus exactement du mode de production. C'est la passage, d'abord du métier corporatif à la manufacture et de la manufacture à la grande industrie utilisant les machines et actionnée par la vapeur qui avait développé ces deux classes. A un certain degré de ce développement, les nouvelles forces productives mises en mouvement par la bourgeoisie — en premier lieu, la division du travail et le groupement d'un grand nombre d'ouvriers parcellaires en une seule manufacture — ainsi que les conditions et besoins d'échange créés par elles, devinrent incompatibles avec le régime de production existant, transmis par l'histoire et consacré par la loi, c'est-à-dire avec les privilèges corporatifs et les innombrables privilèges personnels et locaux (qui

constituaient autant d'obstacles pour les ordres non privilégiés) du régime social féodal. Les forces productives, représentées par la bourgeoisie, se rebellèrent contre le régime de production représenté par les propriétaires fonciers féodaux et les maîtres de corporation. On connaît le résultat. Les liens féodaux furent brisés, en Angleterre progressivement, en France d'un seul coup, en Allemagne, on n'en est pas encore venu à bout. Mais de même qu'à une certaine phase de développement, la manufacture entra en conflit avec le mode de production féodal, de même, maintenant, la grande industrie est entrée en conflit avec le régime de production bourgeois qui l'a remplacée. Liée par ce régime, par les cadres étroits du mode de production capitaliste, elle crée, d'une part, une prolétarisation toujours croissante de la grande masse du peuple tout entier et, d'autre part, une quantité de plus en plus considérable de produits impossibles à écouler. Surproduction et misère des masses, chacune étant la cause de l'autre, telle est la contradiction absurde à laquelle elle aboutit et qui exige fatalement une libération des forces productives par la transformation du mode de production.

Il est donc prouvé que, dans l'histoire moderne tout au moins, toutes les luttes politiques sont des luttes de classes et que toutes les luttes émancipatrices de classes, malgré leur forme nécessairement politique — car toute lutte de classes est une lutte politique — tournant, en dernière analyse, autour de l'émancipation *économique*. Par conséquent, l'Etat, le régime politique, constitue, ici tout au moins, l'élément secondaire, et la société civile, le domaine des relations économiques, l'élément décisif. La vieille conception traditionnelle, à laquelle Hegel sacrifie lui aussi, voyait dans l'Etat l'élément déterminant et dans la société civile l'élément déterminé par le premier. Il en est ainsi en apparence. De même que, chez l'homme isolé, toutes les forces motrices de ses actions doivent nécessairement passer par son cerveau, se transformer en mobiles de sa volonté pour l'amener à agir, de même tous les besoins de la société civile — quelle que soit la classe au pouvoir — doivent passer par la volonté de l'Etat pour s'imposer universellement sous forme de lois. Tel est le côté formel de la chose qui se comprend de soi-même ; la question est seulement de savoir quel est le contenu de cette volonté purement formelle — celle de l'individu comme celle de l'Etat — et d'où vient ce contenu, pourquoi on veut précisément telle chose et non pas telle

autre. Et si nous en cherchons la raison, nous trouvons que, dans l'histoire moderne, la volonté de l'Etat est déterminée dans l'ensemble par les besoins changeants de la société civile, par la suprématie de telle ou telle classe, en dernière analyse, par le développement des forces productives et des rapports d'échange.

Mais si déjà à notre époque moderne avec ses formidables moyens de production et de communication, l'Etat ne constitue pas un domaine indépendant, avec un développement indépendant, et si, au contraire, son existence comme son développement s'expliquent en dernière analyse par les conditions d'existence économiques de la société, cela doit être beaucoup plus vrai encore de toutes les époques précédentes où la production de la vie matérielle des hommes ne disposait pas encore de ces riches ressources et où, par conséquent, la nécessité de cette production devait exercer une domination plus grande encore sur les hommes. Si aujourd'hui encore, à l'époque de la grande industrie et des chemins de fer, l'Etat n'est au fond que le reflet, sous une forme condensée, des besoins économiques de la classe régnant sur la production, il devait l'être encore beaucoup plus à l'époque où une génération humaine était obligée de consacrer une bien plus grande partie de sa vie entière à la satisfaction de ses besoins matériels et en dépendait par conséquent beaucoup plus que nous aujourd'hui. L'étude de l'histoire des époques passées, dès qu'elle s'occupe sérieusement de ce aspect, le confirme surabondamment. Mais cela ne peut évidemment pas être traité ici.

Si l'Etat et le droit public sont déterminés par les conditions économiques, il en est évidemment de même aussi pour le droit civil, qui ne fait au fond que sanctionner les rapports économiques normaux dans les conditions données qui existent entre les individus. Mais les formes sous lesquelles cela se fait peuvent être très diverses. On peut, comme cela s'est produit en Angleterre, en accord avec tout le développement national, conserver en majeure partie les formes du vieux droit féodal, tout en leur donnant un contenu bourgeois, voire introduire directement un sens bourgeois sous un nom féodal ; mais on peut également, comme cela fut le cas sur le continent en Europe occidentale, prendre pour base le premier droit mondial d'une société productrice de marchandises, le droit romain, avec son élaboration incomparablement précise de tous les principaux rapports juridiques

existant entre simples possesseurs de marchandises (acheteur et vendeur, créancier et débiteur, contrat, obligation, etc.). Ce faisant, on peut, pour le bien d'une société encore petite-bourgeoise et semi-féodale, soit le ramener simplement par la pratique judiciaire au niveau de cette société (droit commun), soit encore, à l'aide de juristes soi-disant éclairés et moralistes, le remanier et en faire un code à part, correspondant à cet état social, code qui, dans ces conditions, sera mauvais même du point de vue juridique (droit prussien). Mais on peut aussi, après une grande révolution bourgeoise, élaborer, sur la base précisément de ce droit romain, un code de la société bourgeoise aussi classique que le code civil français. Si, par conséquent, les prescriptions du droit bourgeois ne sont que l'expression sous une forme juridique des conditions d'existence économiques de la société, cela peut se faire bien ou mal, selon les circonstances.

L'Etat s'offre à nous comme la première puissance idéologique sur l'homme. La société se crée un organisme en vue de la défense de ses intérêts communs contre les attaques intérieures et extérieures. Cet organisme est le pouvoir d'Etat. A peine né, il se rend indépendant de la société, et cela d'autant plus qu'il devient davantage l'organisme d'une certaine classe, qu'il fait prévaloir directement la domination de cette classe. La lutte de la classe opprimée contre la classe dominante devient nécessairement une lutte politique, une lutte menée d'abord contre la domination politique de cette classe ; la conscience du rapport de cette lutte politique avec sa base économique s'estompe et peut même disparaître complètement. Mais même lorsque ce n'est pas tout à fait le cas chez ceux qui participent à cette lutte, cela se produit presque toujours dans l'esprit des historiens. De toutes les anciennes sources concernant les luttes au sein de la République romaine, Appien est le seul à nous dire clairement et nettement de quoi il s'agissait en réalité, à avoir de la propriété foncière.

Or l'Etat, une fois devenu une puissance indépendante à l'égard de la société, crée, à son tour, une nouvelle idéologie. Les professionnels de la politique, les théoriciens du droit public et les juristes du droit privé escamotent en effet la liaison avec les faits économiques. Comme, dans chaque cas particulier, force est aux faits économiques de prendre la forme de motifs juridiques pour être sanctionnés sous forme de lois, et comme il faut aussi, bien nés sous forme de lois, et

comme il faut aussi, bien entendu, tenir compte de tout le système juridique déjà en vigueur, c'est la forme juridique qui doit être tout et le contenu économique rien. Droit public et droit privé sont traités comme des domaines autonomes, ayant leur propre développement historique indépendant, se prêtant par eux-mêmes à une exposition systématique et ne pouvant se passer d'elle du fait de l'élimination conséquente de toutes les contradictions internes.

Des idéologies encore plus élevées, c'est-à-dire encore plus éloignées de leur base matérielle, économique, prennent la forme de la philosophie et de la religion. Ici, la liaison des représentations avec leurs conditions d'existence matérielles devient de plus en plus complexe, de plus en pus obscurcie par les anneaux intermédiaires. Mais elle existe cependant. De même que toute l'époque de la Renaissance, depuis le milieu du XVe siècle, fut un produit essentiel des villes, par conséquent de la bourgeoisie, de même la philosophie sortie depuis de son sommeil. Son contenu n'était, au fond, que l'expression philosophique des idées correspondant au développement de la petite et de la moyenne bourgeoisie devenant la grande bourgeoisie. Cela apparaît clairement chez les Anglais et les Français du siècle dernier qui étaient en de nombreux cas aussi bien économistes politiques que philosophes, et pour ce qui est de l'école de Hegel, nous l'avons montré plus haut.

Arrêtons-nous cependant encore un peu à la religion, parce que c'est elle qui est le plus éloignée de la vie matérielle, à l'époque extrêmement reculée de la vie arboricole, des représentations pleines d'erreurs toutes primitives des hommes concernant leur propre nature et la nature extérieure les environnant. Mais chaque idéologie, une fois constituée, se développe sur la base des éléments de représentation donnés et continue à les élaborer ; sinon, elle ne serait pas idéologie, c'est-à-dire le fait de s'occuper d'idées comme d'entités autonomes, se développant d'une façon indépendante et uniquement soumises à leurs propres lois. Que les conditions d'existence matérielle des hommes, dans le cerveau desquels se poursuit ce processus mental, en déterminent en fin de compte le cours, cela reste chez eux nécessairement inconscient, sinon c'en serait fini de toute l'idéologie. Ces représentations religieuses primitives, par conséquent, qui sont la plupart du temps communes à chaque groupe de peuples

apparentés, se développent, après la scission de ce groupe, d'une façon particulière à chaque peuple, selon les conditions d'existence qui lui sont dévolues, et ce processus est démontré dans le détail par la mythologie comparée pour toute une série de groupes de peuples, notamment pour le groupe aryen (le groupe indo-européen). Les dieux qui se sont ainsi constitués chez chaque peuple étaient des dieux nationaux dont l'empire ne dépassait pas les limites du territoire national qu'ils avaient à protéger, et au delà des frontières duquel d'autres dieux exerçaient une domination incontestée. Ils ne pouvaient survivre dans la représentation que tant que subsistait la nation ; ils disparurent en même temps qu'elle. Cette disparition des vieilles nationalités fut provoquée par l'apparition de l'Empire romain, dont nous n'avons pas à examiner ici les conditions économiques de sa formation. Les vieux dieux nationaux tombèrent en désuétude, même les dieux romains, lesquels n'étaient précisément taillés qu'aux limites étroites de la cité de Rome ; le besoin de compléter l'Empire mondial par une religion universelle apparaît clairement dans les tentatives faites en vue de faire reconnaître à Rome, à côté des dieux indigènes, tous les dieux étrangers dignes de quelque respect et de leur procurer des autels. Mais une nouvelle religion universelle ne se crée pas de cette façon, au moyen de décrets impériaux. La nouvelle religion universelle, le christianisme, s'était déjà constituée clandestinement par un amalgame de la théologie orientale universalisée, surtout de la théologie juive, et de la philosophie grecque vulgarisée, surtout du stoïcisme. Pour connaître l'aspect qu'il avait au début, il faut procéder d'abord à des recherches minutieuses, car la fore officielle sous laquelle il nous a été transmis n'est pas celle sous laquelle il devint religion d'Etat et fut adapté à ce but par le concile de Nicée [1]. A lui seul, le fait devint religion d'Etat 250 ans seulement après sa naissance prouve qu'il était la religion correspondant aux conditions de l'époque. Au moyen âge, il se transforma, au fur et à mesure du développement du féodalisme, en une religion correspondant à ce dernier, avec une hiérarchie féodale adéquate. Et lorsque apparut la bourgeoisie, l'hérésie protestante se développa, en opposition au

---

1 Le premier concile œcuménique, réuni à Nicée en 325, rejeta la doctrine hérétique d'Arius (mort en 336), établit un dogme de la foi chrétienne et les bases de l'organisation et de la tactique de l'Eglise dans sa lutte pour la conquête de l'Etat.

catholicisme féodal, d’abord dans le midi de la France, chez les Albigeois, à l’époque de la plus grande prospérité des villes de cette région. Le moyen âge avait annexé toutes les autres formes de l’idéologie : philosophie, politique, jurisprudence à la théologie et en avait fait des subdivisions de celle-ci. Il obligeait ainsi chaque mouvement social et politique à prendre une forme théologique ; pour provoquer une grande tempête, il fallait présenter à l’esprit des masses nourri exclusivement de religion leurs propres intérêts sous un déguisement religieux. Et de même que, dès le début, la bourgeoisie donna naissance dans les villes à tout un cortège de plébéiens, de journaliers et de gens de service de toutes sortes, non possédants et n’appartenant à aucun ordre reconnu, précurseurs du futur prolétariat, de même l’hérésie se divise très tôt en une hérésie bourgeoise modérée et en hérésie plébéienne révolutionnaire abhorrée même des hérétiques bourgeois.

L’indestructibilité de l’hérésie protestante correspondait à l’invincibilité de la bourgeoisie montante ; lorsque celle-ci fut devenue suffisamment forte, sa lutte contre la noblesse féodale, de caractère jusque-là presque exclusivement local, commença à prendre des proportions nationales. La première grande action eut lieu en Allemagne ; on l’appela la Réforme. La bourgeoisie n’était ni assez forte, ni assez développée pour pouvoir grouper sous sa bannière les autres ordres révoltés ; les plébéiens des villes, la petite noblesse des campagnes et les paysans. La noblesse fut battue la première ; les paysans se soulevèrent dans une insurrection qui constitue le point culminant de tout ce mouvement révolutionnaire ; les villes les abandonnèrent, et c’est ainsi que la révolution succomba devant les armées des princes, lesquels en tirèrent tout le profit. Désormais, l’Allemagne va disparaître pour trois siècles du rang des pays intervenant de façon autonome dans l’histoire. Mais, à côté de l’Allemand Luther, il y avait eu le Français Calvin. Avec une rigueur bien française, Calvin mit au premier plan le caractère bourgeois de la Réforme ; républicanisa et démocratisa l’Eglise. Tandis qu’en Allemagne la Réforme luthérienne stagnait et menait le pays à la ruine, la Réforme calviniste servit de drapeau aux républicains à Genève, en Hollande, en Ecosse, libéra la Hollande du joug de l’Espagne et de l’Empire allemand et fournit au deuxième acte de la Révolution bourgeoise, qui se déroulait en Angleterre, son costume

idéologique. Ici le calvinisme s'avère être le véritable déguisement religieux des intérêts de la bourgeoisie. L'Eglise nationale anglaise fut rétablie, non pas sous sa forme antérieure, en tant qu'Eglise catholique, avec le roi pour pape, mais fortement calvinisée. La vieille Eglise nationale avait célébré le joyeux dimanche catholique et combattu le morne dimanche calviniste, la nouvelle Eglise embourgeoisée introduit ce dernier qui embellit aujourd'hui encore l'Angleterre.

En France, la minorité calviniste fut, en 1685 [1], opprimée, convertie au catholicisme ou expulsée du pays. Mais à quoi cela servait-il ? Déjà à cette époque, le libre penseur Pierre Bayle était à l'œuvre, et, en 1694, naquit Voltaire. L'acte de despotisme de Louis XIV ne fit que faciliter à la bourgeoisie française la réalisation de sa révolution sous la forme irréligieuse, exclusivement politique, la seule qui convînt à la bourgeoisie développée. Au lieu de protestants, ce furent des libres penseurs qui siégèrent dans les assemblées nationales. Ainsi le christianisme était entré dans son dernier stade. Il était devenu incapable de servir à l'avenir de manteau idéologique aux aspirations d'une classe progressive quelconque ; il devint de plus en plus la propriété exclusive des classes dominantes qui l'emploient comme simple moyen de gouvernement pour tenir en lisière les classes utilise la religion qui lui est conforme : l'aristocratie foncière, le jésuitisme catholique ou l'orthodoxie protestante, la bourgeoisie libérale et radicale, le rationalisme ; et que ces messieurs croient ou non à leurs religions respectives, cela ne fait aucune différence.

Nous voyons par conséquent que la religion, une fois constituée, contient toujours une matière traditionnelle, de même que, dans tous les domaines idéologiques, la tradition est une grande force conservatrice. Mais les changements qui se produisent en cette matière découlent des rapports de classes, par conséquent des rapports économiques entre les hommes qui procèdent à ces changements. Et cela suffit ici.

---

1 En 1685, Louis XIV révoqua l'Edit de Nantes par lequel Henri IV avait en 1598 accordé la liberté du culte et l'égalité des droits aux protestants français.

Il ne peut évidemment être question, dans ce qui précède, que d'une esquisse générale de la conception marxiste de l'histoire, et tout au plus de quelques illustrations. C'est d'après l'histoire elle-même qu'il faut en faire la preuve, et, à ce sujet, je puis bien dire que d'autres écrits l'ont déjà suffisamment établie. Mais cette conception met fin à la philosophie dans le domaine de l'histoire tout comme la conception dialectique de la nature rend aussi inutile qu'impossible toute philosophie de la nature. Partout il ne s'agit plus d'imaginer dans sa tête des enchaînements, mais de les découvrir dans les faits. Il ne reste plus dès lors à la philosophie, chassée de la nature et de l'histoire, que le domaine de la pensée pure, dans la mesure où celui-ci subsiste encore, à savoir la doctrine des lois du processus même de la pensée, c'est-à-dire la logique et la dialectique.

Avec la révolution de 1848, l'Allemagne « cultivée » donna congé à la théorie et passa à la pratique. La petite industrie reposant sur le travail à la main et la manufacture furent remplacées par une grande industrie véritable : l'Allemagne fit sa réapparition sur le marché mondial. Le nouveau petit Empire [1] allemand supprima du moins les anomalies les plus criantes, par lesquelles le système des petits Etats, les survivances du féodalisme et l'économie bureaucratique avaient jusque-là entravé ce développement. Mais au fur et à mesure que la spéculation quittait le cabinet de travail du philosophe pour installer son temple à la Bourse des valeurs, l'Allemagne cultivée perdait ce grand sens théorique qui avait été la gloire de l'Allemagne à l'époque de sa plus profonde dégradation politique — le sens de la recherche purement scientifique, que le résultat obtenu fut pratiquement utilisable ou non, contraire ou non aux ordonnances de la police. Certes, la science de la nature allemande officielle, surtout dans le domaine des recherches de détail, reste au niveau de l'époque, mais déjà la revue américaine *Science* remarque à juste titre que c'est beaucoup plus en Angleterre et non plus en Allemagne, comme autrefois, que se font actuellement les progrès décisifs dans le domaine des grands enchaînements de faits isolés, leur généralisation en lois. Et, dans le domaine des sciences historiques, y compris la philosophie, le vieil esprit théorique intransigeant a vraiment

1 L'Empire allemand qui fut formé en 1871 sous l'hégémonie de la Prusse et qui n'englobait pas tous les pays de langue allemande.

complètement disparu avec la philosophie classique pour faire place à l'éclectisme vide, aux affres des considérations de carrière et de revenu, et se ravaler jusqu'à l'arrivisme le plus vulgaire. Les représentants officiels de cette science sont devenus des idéologues déclarés de la bourgeoisie et de l'Etat actuel — mais à une époque où l'un et l'autre sont en opposition ouverte avec la classe ouvrière.

Et ce n'est que dans la classe ouvrière que le sens théorique allemand se maintient intact. Là, il est impossible de l'extirper ; là il n'y a pas de considération de carrière, de chasse aux profits, de protection bienveillante d'en haut ; au contraire, plus la science procède avec intransigeance et sans préventions, plus elle se trouve en accord avec les intérêts et les aspirations de la classe ouvrière. La tendance nouvelle qui a reconnu dans l'histoire du développement du travail la clef qui permet de comprendre l'histoire de la société tout entière s'est adressée d'emblée de préférence à la classe ouvrière et elle y a trouvé la compréhension qu'elle ne cherchait ni n'attendait de la science officielle. Le mouvement ouvrier allemand est l'héritier de la philosophie classique allemande.

21.

FRIEDRICH ENGELS

Socialisme de juristes *

Retour à la table des matières

Au moyen âge la conception du monde était essentiellement théologique. L'unité du monde européen qui n'existait pas en fait à l'intérieur, fut réalisée à l'extérieur, contre l'ennemi commun, les Sarrazins, par le christianisme. C'est le catholicisme qui fut le creuset de l'unité du monde européen, groupe de peuples en rapports mutuels constants au cours de leur évolution. Ce rassemblement théologique ne se limita pas au domaine des idées. Il avait une existence réelle, non seulement dans la personne du pape qui était son centre monarchique, mais avant tout dans l'Eglise organisée féodalement et hiérarchiquement, et qui, en sa qualité de propriétaire d'environ un tiers du sol, détenait dans chaque pays une puissance politique énorme dans l'organisation féodale. L'Eglise, avec sa propriété foncière de type féodal, était le lien réel entre les divers pays ; l'organisation féodale de l'Eglise donnait sa consécration religieuse au féodalisme temporel de l'organisation politique. Le clergé était en outre la seule classe cultivée. Il allait donc de soi que le dogme de l'Eglise devait être le point de départ et la base de toute pensée. Droit, science de la nature, philosophie, l'étalon appliqué à toute connaissance était le suivant : son contenu concorde-t-il avec les enseignements de l'Eglise ou non ?

Mais au sein de la féodalité se développait la puissance de la bourgeoisie. Une classe nouvelle entrait en scène contre les grands propriétaire fonciers. Les bourgeois des villes étaient avant tout et exclusivement des producteurs de marchandises et vivaient du commerce des marchandises, alors que le mode de production féodal reposait essentiellement sur l'auto-consommation des produits

* Article paru dans la *Neue Zeit*, 5e année, 1887, 2e numéro pp. 49-51.

fabriqués à l'intérieur d'un cercle restreint — ces consommateurs étant en partie les producteurs, en partie les féodaux qui levaient tribut. La conception catholique du monde, taillée à la mesure du féodalisme, ne pouvait plus suffire à cette classe nouvelle et à ses conditions de production et d'échange. Cependant elle resta prisonnière elle aussi un temps assez long de la toute-puissante théologie. Toutes les Réformes et les luttes qui s'y rattachent et furent menées du XIII[e] au XVII[e] siècle sous une raison sociale religieuse, ne sont, sous leur aspect théorique, que des tentatives répétées de la bourgeoisie des plébéiens des villes et de leurs alliés les paysans en rébellion, pour ajuster la vieille conception théologique du monde aux conditions économiques nouvelles et à la situation de la classe nouvelle. Mais cela n'allait pas. L'étendard religieux flotta pour la dernière fois en Angleterre au XVII[e] siècle, et, cinquante ans plus tard à peine, la nouvelle conception classique de la bourgeoisie, la *conception juridique* entra en scène en France sans déguisement.

C'était une sécularisation de la conception théologique. Au dogme, au droit divin se substituait le droit humain, à l'Eglise l'Etat. Les rapports économiques et sociaux, que l'on s'était autrefois représentés comme créés par l'Eglise et le dogme, parce que l'Eglise leur donnait sa sanction, on se les représentait maintenant comme fondés sur le droit et créés par l'Etat. Parce que l'échange des marchandises à l'échelle de la société et dans son plein épanouissement, favorisé notamment par l'octroi d'avances et de crédit, engendrait de complexes relations contractuelles réciproques et exigeait de ce fait des règles de portée générale qui ne pouvaient être édictées que par la collectivité — normes juridiques fixées par l'Etat —, on se figura que ces normes juridiques n'avaient pas pour origine les faits économiques, mais que c'était leur codification formelle par l'Etat qui leur donnait naissance. Et parce que la concurrence, qui est la forme fondamentale des relations entre libres producteurs de marchandises, est la plus grande niveleuse qui soit, l'égalité devant la loi devint le grand cri de guerre de la bourgeoisie. La lutte de cette classe ascendante contre les seigneurs féodaux et la monarchie absolue qui les protégeait alors, devait nécessairement, comme toute lutte de classes, être une lutte politique, une lutte pour la possession de l'Etat, et c'était nécessairement une lutte pour la satisfaction de

revendications juridiques : ce fait contribua à consolider la conception juridique du monde.

Mais la bourgeoisie engendra son double négatif, le prolétariat, et avec lui une nouvelle lutte de classes, qui éclaté avant même que la bourgeoisie eût entièrement conquis le pouvoir politique. De même que, naguère, la bourgeoisie dans as lutte contre la noblesse avait, par tradition, traîné la conception théologie du monde pendant un certain temps encore, de même au début le prolétariat a repris de son adversaire les conceptions juridiques et à cherché à y puiser des armes contre la bourgeoisie. Les premières formations politiques prolétariennes comme leurs théoriciens, demeurent absolument sur le « terrain juridique » à la seule différence que leur terrain juridique n'était pas le même que celui de la bourgeoisie. D'une part la revendication de l'égalité était étendue : l'égalité juridique devait être complétée par l'égalité sociale ; d'autre part, des propositions d'Adam Smith — selon qui, le travail est la source de toute richesse, mais le produit du travail est la source de toute richesse, mais le produit du travail doit être partagé par le travailleur avec le propriétaire foncier et le capitaliste —, on tirait la conclusion que ce partage était injuste et devait être soit aboli, soit au moins modifié au profit des travailleurs. Mais le sentiment qu'en laissant cette question sur le seul terrain « du droit » on ne pourrait nullement éliminer les méfaits engendrés par le mode de production du capitalisme bourgeois et surtout par la grande industrie moderne, conduisit déjà les plus importants esprits, chez les premiers socialistes — Saint-Simon, Fourier et Owen — à délaisser complètement le terrain juridico-politique et à déclarer que toute lutte politique était stérile.

Ni l'une, ni l'autre de ces conceptions ne suffisait à exprimer de façon satisfaisante ni à résumer totalement les aspirations de la classe ouvrière à l'émancipation qu'avaient engendrées la situation économique. La revendication de l'égalité, tout comme la revendication du produit total du travail, se perdaient dans d'inextricables contradictions dès qu'on cherchait à les formuler en détail sur le terrain juridique et ne touchaient pas ou peu au nœud du problème, la transformation du mode de production. Refusant la lutte politique, les grands utopistes refusaient du même coup la lutte de classes et par là refusaient du même coup la lutte de classes et par là

refusaient le seul mode d'action possible pour la classe dont ils défendaient les intérêts. Ces deux conceptions faisaient abstraction de l'arrière-plan historique à qui elles étaient redevables de leur existence ; elles faisaient appel toutes les deux au sentiment ; l'une faisait appel au sentiment du droit, l'autre au sentiment d'humanité. Elles donnaient toutes les deux à leurs exigences la forme de vœux pieux dont il était impossible de dire pourquoi ils se seraient réalisés juste à ce moment et non mille ans plus tôt ou plus tard.

Pour la classe ouvrière dépouillée, par la transformation du mode de production féodal en mode de production capitaliste, de toute propriété sur les moyens de production, et constamment reproduite par le mécanisme du système de production capitaliste dans cet état héréditaire de prolétarisation, l'illusion juridique de la bourgeoisie ne peut suffire à exprimer totalement la situation où elle se trouve. Elle ne peut prendre elle-même une connaissance complète de cette situation que si elle regarde les choses dans leur réalité, sans lunettes teintées de couleurs juridiques. C'est à cela que l'aida Marx avec sa conception matérialiste de l'histoire, en démontrant que toutes les représentations juridiques, politiques, philosophiques, religieuses, etc. des hommes dérivent en dernière instance de leurs conditions de vie économiques, de leur manière de produire et d'échanger les produits. Il fournissait là au prolétariat la conception du monde correspondant à ses conditions de vie et de lutte ; à l'absence de propriété des travailleurs ne pouvait correspondre que l'absence d'illusions dans leur tête. Et cette conception prolétarienne du monde fait maintenant le tour du monde…

22.

FRIEDRICH ENGELS

Lettre à Joseph Bloch *

Londres, le 21-22 septembre 1890

Cher Monsieur,

Retour à la table des matières

Votre lettre du 3 de ce mois m'a suivi à Folkestone, mais comme je n'avais pas le livre en question, je n'ai pu y répondre. Rentré chez moi le 12, j'y ai trouvé un tel amoncellement de travail pressant que j'en viens seulement aujourd'hui à vous écrire quelques lignes. Cela pour vous expliquer mon retard en vous priant de m'excuser.

En ce qui concerne le point I. Vous verrez tout d'abord à la page 19 de *L'Origine* [1] que le processus de développement de la famille punaluenne y est représenté comme si lent qu'à Hawaï, en ce siècle même, il y eut dans la famille royale des mariages entre frère et sœur (*nés d'une même mère*). Et dans toute l'Antiquité, nous trouvons des exemples de mariages entre frères et sœurs, par exemple chez les Ptoléméens. Mais il faut ensuite faire la différence entre frères et sœurs *par leur mère* ou seulement *par leur père* ; le grec « adelphos », « adelphè » [2] vient de « delphos », utérus, et signifie donc à l'origine seulement frères et sœurs *utérins*. Et, de la période du matriarcat, s'est maintenu longtemps encore le sentiment que les enfants d'une même mère, même de père différents, étaient plus proches parents que les enfants d'une même père, mais de mères différentes. La forme de la famille punaluenne exclut seulement les mariages entre les premiers,

---

* Publiée pour la première fois dans le *Sozialistische Akademiker*, 1re année, 1895. Berlin, pp. 351-353.

1 Il s'agit de l'ouvrage de F. ENGELS : L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat.

2 Frère, sœur.

mais pas du tout entre ces derniers, qui selon les représentations d'alors ne sont *même pas parents du tout* (puisque c'est le droit maternel qui règne). Il est exact, autant que je sache, que le cas de mariage entre frères et sœurs qui apparaissent dans l'antiquité grecque se limitent, ou bien à des cas où les personnes ont des mères différentes, ou bien encore à des cas où ce fait n'est pas connu et n'est donc pas exclu non plus, et qui ne contredisent donc absolument pas l'usage punaluen. Ce que vous avez précisément omis de considérer, c'est qu'entre l'époque punaluenne et la monogamie grecque, il y a le saut du matriarcat au patriarcat qui transforme la chose de façon importante.

D'après les *Antiquités helléniques* de Wachsmuth [1], il n'y à l'époque héroïque de la Grèce « pas trace de scrupules concernant une parenté trop étroite des époux, à l'exception des rapports entre parents et enfants » (IIe partie, p. 157). « Un mariage avec sa propre sœur n'était pas choquant en Crète » (Ib., p. 170). Cette dernière affirmation selon Strabon, livre X, mais je ne peux, pour l'instant, retrouver le passage par suite de la mauvaise division en chapitres [2]. Par propre sœur, j'entends jusqu'à preuve du contraire des sœurs par le père.

D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, *en dernière instance*, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx, ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui dire que le facteur économique est le seul déterminant, il la

---

1 Il s'agit du livre de Wilhelm WACHSMUTH : *Archéologie hellénique*, 2 vol. en 4 parties. Halle, 1826-1830.

2 En liaison avec cette phrase : « Un mariage avec sa sœur par le sang n'était pas choquant en Crète », la note au bas de la page : « Euphore chez Strabon, 10-482 », à quoi Engels se réfère ici manifestement. Le passage en question est le suivant chez STRABON : « Les plus importantes des lois crétoises, comme le dit Ephore, sont les suivantes dans le détail. Tous ceux qui sont sortis en même tems de la troupe des jeunes gens sont obligés de se marier en même temps, cependant ils ne conduisent pas tout de suite les jeunes épousées à leur demeure, mais seulement lorsqu'elles sont habiles à diriger les affaires domestiques. La dot se compose, lorsqu'il y a des frères, de la moitié de la part d'héritage d'un frère. » (D'après STRABON : *Géographie*.)

transforme en une phrase vide, abstraite, absurde. La situation économique est la base, mais les divers éléments de la superstructure — les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats, — les Constitutions établies une fois la bataille gagnée par la classe victorieuse, etc., — les formes juridiques, et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques, exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la *forme*. Il y a action et réaction de tous ces facteurs au sein desquels le mouvement économique finit par se frayer son chemin comme une nécessité à travers la foule infinie de hasards (c'est-à-dire de choses et d'événements dont la liaison intime entre eux est si lointaine ou si difficile à démontrer que nous pouvons la considérer comme inexistante et la négliger). Sinon, l'application de la théorie à n'importe quelle période historique serait, ma foi, plus facile que la résolution d'une simple équation du premier degré.

Nous faisons notre histoire nous-mêmes, mais, tout d'abord, avec des prémisses et dans des conditions très déterminées. Entre toutes, ce sont les conditions économiques qui sont finalement déterminantes. Mais les conditions politiques, etc., voire même la tradition qui hante les cerveaux des hommes jouent également un rôle, bien que non décisif. Ce sont des causes historiques et, en dernière instance, économiques, qui ont formé également l'Etat prussien et qui ont continué à le développer. Mais on pourra difficilement prétendre sans pédanterie que, parmi les nombreux petits Etat de l'Allemagne du Nord, c'était précisément de Brandebourg qui était destiné par la nécessité économique et non par d'autres facteurs encore (avant tout par cette circonstance que, grâce à la possession de la Prusse, le Brandebourg était entraîné dans les affaires polonaises et par elles impliqué dans les relations politiques internationales qui sont décisives également dans la formation de la puissance de la Maison d'Autriche) à devenir la grande puissance où s'est incarnée la différence dans l'économie, dans la langue et aussi, depuis la Réforme, dans la religion entre le Nord et le Sud. On parviendra difficilement à expliquer économiquement, sans se rendre ridicule, l'existence de chaque petit Etat allemand du passé et du présent ou

encore l'origine de la mutation consonantique du haut-allemand qui a élargi la ligne de partage géographique constituée par les chaînes de montagnes des Sudètes jusqu'au Taunus, jusqu'à en faire une véritable faille traversant toute l'Allemagne.

Mais, deuxièmement, l'histoire se fait de telle façon que le résultat final se dégage toujours des conflits d'un grand nombre de volontés individuelles, dont chacune a son tour est faite telle qu'elle est par une foule de conditions particulières d'existence ; il y a donc là d'innombrables forces qui se contrecarrent mutuellement, un groupe infini de parallélogrammes de forces, d'où ressort une résultante — l'événement historique — qui peut être regardée elle-même, à son tour, comme le produit d'une force agissant comme un tout, de façon *inconsciente* et aveugle. Car, ce que veut chaque individu est empêché par chaque autre et ce qui s'en dégage est quelque chose que personne n'a voulu. C'est ainsi que l'histoire jusqu'à nos jours se déroule à la façon d'un processus de la nature et est soumise aussi, en substance, aux même lois de mouvement qu'elle. Mais de ce que les diverses volontés — dont chacune veut ce à quoi la poussent sa constitution physique et les circonstance extérieures, économiques en dernière instance (ou ses propres circonstances personnelles ou les circonstances sociales générale) — n'arrivent pas à ce qu'elles veulent, mais se fondent en une moyenne générale, en une résultante commune, on n'a pas le droit de conclure qu'elles sont égales à zéro. Au contraire, chacune contribue à la résultante et, à ce titre, est incluse en elle.

Je voudrais, en outre, vous prier d'étudier cette théorie aux sources originales et non point de seconde main, c'est vraiment beaucoup plus facile. Marx a rarement écrit quelque chose où elle ne joue son rôle. Mais, en particulier, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* est un exemple tout à fait excellent de son application. Dans *Le Capital*, on y renvoie souvent. Ensuite, je me permets de vous renvoyer également à mes ouvrages : *Monsieur E. Dühring bouleverse la science* et *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, où j'ai donné l'exposé le plus détaillé du matérialisme historique qui existe à ma connaissance.

C’est Marx et moi-même, partiellement, qui devons porter la responsabilité du fait que, parfois, les jeunes donnent plus de poids qu’il ne lui est dû au côté économique. Face à nos adversaires, il nous fallait souligner le principe essentiel nié par eux, et alors nous ne trouvions pas toujours le temps, le lieu, ni l’occasion de donner plus de place aux autres facteurs qui participent à l’action réciproque. Mais dès qu’il s’agissait de présenter une tranche d’histoire, c’est-à-dire de passer à l’application pratique, la chose changeait et il n’y avait pas d’erreur possible. Mais, malheureusement, il n’arrive que trop fréquemment que l’on croie avoir parfaitement compris une nouvelle théorie et pouvoir la manier sans difficulté, dès qu’on s’en est approprié les principes essentiels, et cela n’est pas toujours exact. Je ne puis tenir quitte de ce reproche plus d’un de nos récents « marxistes », et il faut dire aussi qu’on a fait des choses singulières.

En ce qui concerne le point I, j’ai trouvé hier (j’écris ceci le 22 sept.) encore le passage suivant, décisif, et qui confirme le tableau que je viens de faire, dans SCHŒMANN : *Antiquités grecques*, Berlin 1835, I, p. 52 : « mais il est connu que les mariages entre demi-frères et sœurs *nés de mères différentes* ne passaient pas pour inceste ultérieurement en Grèce ».

J’espère que les épouvantables enchevêtrements qui sont venus sous ma plume parce que je voulais être bref ne vous feront pas trop reculer et je reste

votre dévoué

F. ENGELS.

23.

FRIEDRICH ENGELS

Lettre à Conrad Schmidt*

Londres, le 27 octobre 1890.

Retour à la table des matières

Je consacre ma première heure de liberté à vous répondre. Je crois que vous ferez bien d'accepter le poste de Zurich. Vous pourrez toujours y apprendre beaucoup de choses au point de vue économique, surtout si vous gardez présent à l'esprit que Zurich n'est jamais qu'un marché de l'argent et de spéculation de troisième ordre et en conséquence que les impressions que l'on y a sont affaiblies ou, éventuellement, falsifiées consciemment après s'être réfléchies deux ou trois fois. Mais vous y ferez connaissance pratiquement avec le mécanisme et vous serez obligés de suivre les cours de bourse de première main de Londres, New York, Paris, Berlin, Vienne et du coup de marché mondial s'éclairera pour vous, sous l'aspect du marché de l'argent et des effets, qui en est le reflet. Il en va des reflets économiques, politiques et autres tout comme des reflets dans l'œil humain, ils traversent une lentille convexe et par conséquent prennent forme à l'envers, sur la tête. La seule différence est qu'il manque un système nerveux qui les remette sur les pieds dans la représentation qu'on en a. L'homme du marché mondial ne voit les fluctuations de l'industrie et du marché mondial que sous la forme du reflet inversé du marché de l'argent et des effets et alors l'effet devient la cause dans son esprit. Cela je l'ai déjà vu à Manchester dans les années 40 : pour la marche de l'industrie, avec ses maxima et minima périodiques, les cours de la bourse de Londres étaient absolument inutilisables parce que ces messieurs voulaient tout expliquer par les crises du marché de l'argent, qui n'étaient pourtant elles-mêmes que des symptômes. Il s'agissait alors de démontrer que la naissance des crises

* Publiée pour la première fois dans *Leipziger Volkszeitung*, le 26 octobre 1895.

industrielles n'avait rien à voir avec une surproduction temporaire et qui incitait à la falsification. Aujourd'hui cet élément disparaît — pour nous au moins une fois pour toutes — et en outre c'est un fait que le marché de l'argent peut avoir aussi ses propres crises et qu'à cette occasion des troubles directement dans l'industrie ne jouent qu'un rôle subordonné ou ne jouent même aucun rôle ; dans ce domaine il reste encore beaucoup de choses, en particulier aussi pour l'histoire des vingt dernières années, à constater et à examiner.

Où il y a division du travail à l'échelle sociale, il y a aussi indépendance des travaux partiels les uns par rapport aux autres. La production est le facteur décisif en dernière instance. Mais en même temps que le commerce des produits devient indépendant de la production proprement dite, il obéit à son propre mouvement, que domine certes en gros le processus de production mais qui, dans le détail, et à l'intérieur de cette dépendance générale, n'en obéit pas moins à ses propres lois qui ont leur origine dans la nature de ce facteur nouveau. Il possède ses propres phases et réagit de son côté sur le processus de production. La découverte de l'Amérique était due à la soif d'or qui avait déjà poussé auparavant les Portugais vers l'Afrique (cf. SŒTBEER : *La Production des métaux précieux*), parce que l'industrie européenne si puissamment développée au XIV^e^ et XV^e^ siècles et le commerce correspondant exigeaient de nouveaux moyens d'échange que l'Allemagne — le grand pays de l'argent de 1450 à 1550 — ne pouvait livrer. La conquête de l'Inde par les Portugais, Hollandais, Anglais de 1500 à 1800 avait pour but les *importations en provenance* de l'Inde, personne ne pensait à des exportations vers ce pays. Et pourtant quelle action colossale en retour ont eue sur l'industrie ces découvertes et ces conquêtes nées des seuls intérêts commerciaux — ce sont les besoins en vue de *l'exportation en direction* de ces pays qui ont créé et développé la grande industrie.

Il en est de même du marché des valeurs. Et même temps que le commerce des valeurs se détache du commerce des marchandises, le commerce de l'argent — sous certaines conditions posées par la production et le commerce des marchandises et à l'intérieur de ces limites — a sa propre nature, connaît des phases particulières. S'il s'y ajoute encore qu'au cours de cette évolution nouvelle le commerce de l'argent s'élargit en commerce des effets, que ces effets ne sont pas

seulement des effets tirés sur l'Etat mais aussi des actions de sociétés industrielles et de transport, qu'en somme le commerce de l'argent acquiert un pouvoir direct sur une partie de la production (laquelle en gros le domine), on comprend que l'action en retour du commerce de l'argent sur la production devient encore plus forte et plus compliquée. Ceux qui font commerce de l'argent sont les propriétaires des chemins de fer, des mines, des usines sidérurgiques, etc… Les moyens de production acquièrent un double visage : leur exploitation doit se conformer tantôt aux intérêts de la production directe, mais tantôt aussi aux besoins des actionnaires dans la mesure où ils font commerce de l'argent. Voici l'exemple le plus frappant : l'exploitation des chemins de fer de l'Amérique du Nord dépend totalement des opérations boursières que font à tel moment Jay Gould, Vanderbildt, etc. lesquelles opérations sont parfaitement étrangères aux chemins de fer en particulier et à ce qui leur est utile en tant que moyen de communication. Ici même, en Angleterre, nous avons vue durant des dizaines d'années différentes sociétés de chemin de fer lutter entre les pour la possession de régions où elles touchaient l'une à l'autre ; au cours de ces luttes des sommes énormes étaient dépensées, non dans l'intérêt de la production et du rapport mais uniquement à cause d'une rivalité qui, la plupart du temps, n'avait d'autre but que de permettre des opérations boursières à ceux qui possédaient les actions et faisaient commerce de l'argent.

Dans ces quelques indications sur ma conception des rapports de la production avec le commerce des marchandises et de celles-ci avec le commerce de l'argent, j'ai au fond déjà répondu du même coup à vos questions concernant le matérialisme historique en général.

C'est du point de vue de la division du travail que la chose se conçoit le plus facilement. La société crée certaines fonctions communes dont elle ne peut se dispenser. Les gens qui y sont nommés constituent une nouvelle branche de la division du travail *au sein de la société*. Ils acquièrent ainsi des intérêts particuliers également envers leurs mandataires, ils se rendent indépendants à leur égard, et… voilà l'Etat. Désormais, il en est de même que dans le commerce des marchandises et, plus tard, dans le commerce de l'argent : la nouvelle force indépendante doit bien suivre dans l'ensemble le mouvement de la production, mais, en vertu de l'indépendance relative qui lui est

inhérente, c'est-à-dire qui lui été conférée et qui continue à se développer progressivement, elle réagit aussi à son tour sur les conditions et la marche de la production. Il y a action réciproque de deux forces inégales, du mouvement économique d'un côté, et de l'autre de la nouvelle puissance politique qui aspire à la plus grande indépendance possible et qui, une fois constituée, est douée, elle aussi, d'un mouvement propre ; le mouvement économique se fraie bien son chemin en général, mais il est obligé, lui aussi, de subir le contre-coup du mouvement politique qu'il a constitué lui-même et qui est doué d'une indépendance relative, du mouvement d'une part du pouvoir d'Etat, d'autre part, de l'opposition qui se forme en même temps que lui. De même que sur le marché de l'argent, le mouvement du marché industriel se reflète en gros et sous les réserves indiquées plus haut, et naturellement *à l'envers*, de même, dans la lutte entre le gouvernement et l'opposition se reflète la lutte des classes qui existaient et se combattaient déjà auparavant, mais également à l'envers, non plus directement mais indirectement, non pas comme une lutte de classes, mais comme la lutte pour des principes politiques, et tellement à l'envers qu'il a fallu des millénaires pour que nous découvrions le mystère.

La répercussion du pouvoir de l'Etat sur le développement économique peut être de trois sortes. Elle peut agir dans la même direction, alors tout marche plus vite, elle peut agir en sens inverse du développement économique, et de nos jours, elle fait fiasco chez chaque grand peuple au bout d'un temps déterminé, ou encore, elle peut fermer au développement économique certaines voies et lui en prescrire d'autres — ce cas se ramenant finalement à l'un des deux précédents. Mais il est clair que dans les deuxième et troisième cas, le pouvoir politique peut causer un grand dommage au développement économique et produire un gaspillage massif de force et de matière.

A cela s'ajoute encore le cas de la conquête et de la destruction brutale de ressources économiques où, dans certaines circonstances, tout un développement économique local et national a pu jadis disparaître. Aujourd'hui, ce cas a le plus souvent des effets contraires, du moins chez les grands peuples : du point de vue économique, politique et moral, le vaincu gagne à la longue parfois plus que le vainqueur.

Il en va de même du droit : dès que la nouvelle division du travail devient nécessaire et crée les juristes professionnels, s'ouvre à son tour un domaine nouveau, indépendant qui, tout en étant dépendant d'une façon générale de la production et du commerce n'en possède pas moins lui aussi une capacité particulière de réaction contre ces domaines. Dans un Etat moderne, il faut non seulement que le droit corresponde à la situation économique générale et soit son expression, mais qu'il soit aussi une expression *systématique* qui ne se frappe pas elle-même au visage, du fait de ses contradictions internes. Et le prix de la réussite, c'est que la fidélité du reflet des rapports économiques s'évanouit de plus en plus. Et cela d'autant plus qu'il arrive plus rarement qu'un code soit l'expression brutale, intransigeante, authentique de la domination d'une classe : la chose elle-même ne serait-elle pas déjà contre la « notion du droit » ? La notion du droit pure, conséquente, de la bourgeoisie révolutionnaire de 1792 à 1796 est déjà faussée, comme nous le savons, en de nombreux endroits dans le code Napoléon, et dans la mesure où elle y est incarnée, elle est obligée de subir journellement toutes sortes d'atténuations par suite de la puissance croissante du prolétariat. Ce qui n'empêche pas le code Napoléon d'être le code qui sert de base à toutes les codifications nouvelles dans toutes les parties du monde. C'est ainsi que le cours du « développement du droit » ne consiste en grande partie qu'à essayer tout d'abord d'éliminer les contradictions résultant de la traduction directe de rapports économiques en principes juridiques et d'établir un système juridique harmonieux, pour constater ensuite que l'influence et la pression du développement économique ultérieur ne cessent de faire éclater ce système et l'impliquent dans de nouvelles contradictions (je ne parle ici avant tout que du droit civil).

Le reflet de rapports économiques sous forme de principes juridiques a nécessairement aussi pour résultat de mettre les choses la tête en bas : il se produit sans que ceux qui agissent en aient conscience ; le juriste s'imagine qu'il opère par propositions *a priori*, alors que ce ne sont pourtant que des reflets économiques — et c'est pourquoi tout est mis la tête en bas. Et le fait que ce renversement, qui tant qu'on ne le reconnaît pas, constitue ce que nous appelons *un point de vue idéologique*, réagit à son tour sur la base économique et peut la modifier, dans certaines limites, me paraît être l'évidence même. La

base du droit successoral, en supposant l'égalité du stade de développement de la famille, est une base économique. Néanmoins, il sera difficile de démontrer qu'en Angleterre, par exemple, la liberté absolue de tester, et en France sa grande limitation, n'ont dans toutes leurs particularités que des causes économiques. Mais, pour une part très importante, toutes deux réagissent sur l'économie par le fait qu'elles influencent la répartition de la fortune.

En ce qui concerne les régions idéologiques qui planent plus haut encore dans les airs, la religion, la philosophie, etc., elles sont composées d'un reliquat — remontant à la préhistoire et que la période historique a trouvé avant elle et recueilli — de… ce que nous appellerions aujourd'hui stupidité. A la base de ces diverses représentations fausses de la nature, de la constitution de l'homme lui-même, des esprits, des puissances magiques, etc…, il n'y a le plus souvent qu'un élément économique négatif ; le faible développement économique de la période préhistorique a comme complément, mais aussi çà et là pour condition et même pour cause, les représentations fausses de la nature. Et bien que le besoin économique ait été le ressort principal du progrès dans la connaissance de la nature et qu'il le soit devenu de plus en plus, ce n'en serait pas moins du pédantisme de vouloir chercher des causes économiques à toute cette stupidité primitive. L'histoire des sciences est l'histoire de l'élimination progressive de cette stupidité, ou bien encore de son remplacement par une stupidité nouvelle, mais de moins en moins absurde. Les gens qui s'en chargent font partie à leur tour de sphères particulières de la division du travail et ils s'imaginent qu'ils travaillent sur un terrain indépendant. Et, dans la mesure où ils constituent un groupe indépendant au sein de la division sociale du travail, leurs productions, y compris leurs erreurs, réagissent sur tout le développement social, même sur le développement économique. Mais avec tout cela ils n'en sont pas moins eux-mêmes à leur tour sous l'influence dominante du développement économique. C'est dans la philosophie, par exemple, qu'on peut le plus facilement le prouver pour la période bourgeoise. Hobbes fut le premier matérialiste moderne (dans le sens du XVIII^{e} siècle), mais un partisan de l'absolutisme à l'époque où la monarchie absolue florissait dans toute l'Europe et engageait en Angleterre la lutte avec le peuple. Locke a été, en religion comme en politique, le fils du compromis de classe de

1688. Les déistes anglais et leurs successeurs plus conséquents, les matérialistes français, furent les philosophes authentiques de la bourgeoisie ; les Français furent même ceux de la révolution bourgeoise. Dans la philosophie allemande qui va de Kant à Hegel on voit passer le philistin allemand, de façon tantôt positive, tantôt négative. Mais, en tant que domaine déterminé de la division du travail, la philosophie de chaque époque suppose une documentation intellectuelle déterminée qui lui a été transmise par celles qui l'ont précédé et dont elle part. Et c'est pourquoi il arrive que des pays économiquement retardataires peuvent pourtant tenir le premier violon en philosophie : la France au XVIII^{e} siècle par rapport à l'Angleterre sur la philosophie de laquelle s'appuyaient les Français, et plus tard l'Allemagne par rapport à l'une et à l'autre. Mais, en France comme en Allemagne, la philosophie, tout comme l'épanouissement littéraire général de cette époque, fut, elle aussi, le résultat d'un essor économique. La suprématie finale du développement économique également dans ces domaines est pour moi chose assurée, mais elle se produit au sein de conditions prescrites par le domaine intéressé lui-même ; en philosophie, par exemple, par l'effet d'influences économiques (qui n'agissent le plus souvent à leur tour que sous leur déguisement politique, etc.), sur la matière philosophique existante transmise par les prédécesseurs. L'économie ne crée ici rien directement d'elle-même, mais elle détermine la sorte de modification et de développement de la matière intellectuelle existante, et encore elle fait cela le plus souvent indirectement par le fait que ce sont les reflets politiques, juridiques et moraux qui exercent la plus grande action directe sur la philosophie.

Sur la religion, j'ai dit l'indispensable dans mon dernier chapitre sur Feuerbach.

Donc, lorsque Barth prétend que nous aurions nié toute réaction des reflets politiques, etc., du mouvement économique sur ce mouvement même, il ne fait que se battre contre des moulins à vent. Il n'a qu'à regarder *Le 18 Brumaire* de Marx où il s'agit presque uniquement du rôle *particulier* joué par les luttes et événements politiques, naturellement dans la limite de leur dépendance *générale* des conditions économiques. Ou *Le Capital*, par exemple le chapitre sur la journée de travail, où la législation, qui est bien un acte politique, agit

de façon si radicale. Ou encore, le chapitre sur l'histoire de la bourgeoisie (le 24e chapitre). Pourquoi luttons-nous donc pour la dictature politique du prolétariat si le pouvoir politique est économiquement impuissant ? La violence (c'est-à-dire le pouvoir d'Etat) est, elle aussi, une puissance économique !

Mais je n'ai pas maintenant le temps de faire la critique de ce livre. Il faut d'abord que sorte le IIIe livre [1] et d'ailleurs je crois que Bernstein, par exemple, pourrait très bien faire la chose.

Ce qui manque à tous ces messieurs, c'est la dialectique. Ils ne voient toujours ici que la cause, là que l'effet. Que c'est une abstraction vide, que dans le monde réel pareils antagonismes polaires métaphysiques n'existent que dans les crises, mais que tout le grand cours des choses se produit sous la forme d'action et de réaction de forces, sans doute, très inégales, — dont le mouvement économique est de beaucoup la force la plus puissante, la plus initiale, la plus décisive, qu'il n'y a rien ici d'absolu et que tout est relatif, tout cela, que voulez-vous, ils ne le voient pas ; pour eux Hegel n'a pas existé…

1 Du Capital.

24.

FRIEDRICH ENGELS

Socialisme utopique et socialisme scientifique

Introduction à l'édition anglaise *

Retour à la table des matières

Cette étude est une partie d'un tout plus important. Vers 1875, le D[r] Eug. Dühring, *privat-docent* 1 à l'Université de Berlin, annonça soudain et avec assez de bruit sa conversion au socialisme et se présenta au public allemand avec une théorie socialiste complète, comportant tout un plan de réorganisation pratique de la société : comme de juste, il tomba à bras raccourci sur ses prédécesseurs ; il s'en prit surtout à Marx sur qui il déversa les flots de sa rage.

Cela se passait à peu près au temps où les deux fractions du partie socialiste allemand — le groupe d'Eisenach et les lassaliens — fusionnaient 2 et acquéraient de ce fait, non seulement un immense accroissement de forces, mais ce qui est plus important encore, le moyen de mettre en jeu toute cette force contre l'ennemi commun. Le parti socialiste était en train de devenir rapidement en Allemagne une puissance. Mais pour devenir une puissance, il fallait que l'unité nouvellement conquise ne fût pas menacée. Or le Dr Dühring se mit ouvertement à grouper autour de sa personne une coterie, le noyau

---

* Publiée pour la première fois dans *Socialism : Utopian and Scientific*, Londres, 1892 (traduction anglaise de *Socialisme utopique et socialisme scientifique*). Parut en même temps (amputé des sept premiers paragraphes) en allemand sous le titre « Sur le matérialisme historique » dans la *Neue Zeit*, 11[e] année (1892-93), tome I, n[os] 1 et 2.

1 Professeur libre.

2 Au Congrès de Gotha (mai 1875).

d'un parti séparatiste de l'avenir [79]. Il était donc nécessaire de relever le gant qui nous était jeté et, bon gré mal gré, d'engager la lutte.

L'affaire n'était pas extraordinairement difficile, mais de longue haleine. Nous autres Allemands, comme chacun le sait, nous sommes d'une *Gründlichkeit* [80] terriblement pesante, profondément radicale ou radicalement profonde, comme il vous plaira de la nommer. Chaque fois que l'un de nous accouche de ce qu'il considère comme une nouvelle théorie, il doit commencer par l'élaborer en un système embrassant le monde entier. Il doit démontrer que les premiers principes de la logique et que les lois fondamentales de l'univers n'ont existé de toute éternité que pour conduire l'esprit humain à cette théorie nouvellement découverte et qui couronne tout : sous ce rapport le D^r^ Dühring était à la hauteur du génie national. Ce n'était rien de moins qu'un *Système complet de philosophie* de l'esprit, de la morale, de la nature et de l'histoire, qu'un *Système complet d'économie politique et de socialisme* et enfin qu'une *Critique historique de l'économie politique* — trois gros in-octavo, aussi lourds de forme que de contenu, trois corps d'armée d'arguments mobilisés contre tous les philosophes et économistes antérieurs en général et contre Marx en particulier, en réalité, une tentative de complet « bouleversement de la science » — voilà à quoi je devais m'atteler. J'avais à traiter de tout et d'autres sujets encore ; depuis les concepts de temps et d'espace jusqu'au bimétallisme, depuis l'éternité de la matière et du mouvement jusqu'à la périssable nature de nos idées morales, depuis la sélection naturelle de Darwin jusqu'à l'éducation de la jeunesse dans une société future. Néanmoins, l'universalité systématique de mon adversaire me procurait l'occasion de développer en opposition à lui, et pour la première fois dans leur enchaînement, les opinions que nous avions, Marx et moi, sur cette grande variété de sujets. Telle fut la principale raison qui m'engagea à entreprendre cette tâche, d'ailleurs ingrate.

---

79 Bernstein appartenait à cette coterie : entraîné par les nécessités de la lutte que le Parti soutenait contre Bismarck, il la déserta du vivant de Marx et d'Engels. Quand en 1892, Engels écrivit ces lignes, il était loin de se douter que Bernstein, qu'il choisit pour être un de ses exécuteurs testamentaires, devait tourner casaque après sa mort, retourner à ses premières amours et essayer de former le parti séparatiste qu'il avait tué dans l'œuf. (*Note de Paul Lafargue.*)

80 Profondeur. (Note de Paul Lafargue.)

Ma réponse, d'abord publiée en une série d'articles dans le *Vorwärts* de Leipzig, l'organe principal du parti socialiste, fut ensuite imprimée en un volume sous le titre : *M. Eugen Dühring bouleverse la science*. Une deuxième édition parut à Zurich en 1886.

Sur la demande de mon ami Paul Lafargue, je remaniai trois chapitres [1] de ce volume pour former une brochure qu'il traduisit et publia [2] en 1880 sous le titre de *Socialisme utopique et socialisme scientifique*. Des éditions polonaise et espagnole furent faites d'après le texte français ; mais en 1883 nos amis d'Allemagne firent paraître la brochure dans sa langue originelle ; depuis, des traductions faites sur le texte allemand ont été publiées en italien, en russe, en danois, en hollandais et en roumain, de telle sorte qu'avec cette présente édition anglaise, ce petit volume circule en dix langues. Je ne connais aucun autre ouvrage socialiste, pas même notre *Manifeste communiste* de 1848 et *Le Capital* de Marx, qui ait été si souvent traduit : en Allemagne il a eu quatre éditions formant un total de 20 000 exemplaires.

L'appendice « La marche » [3] a été écrit dans l'intention de répandre dans le parti socialiste allemand quelques connaissances fondamentales sur l'histoire et l'évolution de la propriété foncière en Allemagne. Cela semblait particulièrement nécessaire à une période où la population ouvrière des villes était déjà passablement gagnée au partie socialiste et où il s'agissait de prendre en main les ouvriers agricoles et les paysans. Cet appendice fut inséré dans la traduction, pour la raison que les formes primitives de la propriété du sol, formes

---

1 Ce sont : le chap. I de l'introduction, les chap. I et II de la III^e^ partie. Le chap. I de l'introduction a été coupé en deux morceaux, entre lesquels le chap. I de la III^e^ partie a été intercalée.

2 Dans la première *Revue socialiste*, celle de 1880.

3 Sous le titre « La marche », Engels écrivit en décembre 1882, en supplément du premier tirage de la brochure : *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, parue à Zurich au début de 1883, un court abrégé de l'histoire de la paysannerie allemande depuis les temps reculés. « La marche » parut en 1883, anonymement, sous une forme légèrement revue, comme écrit de propagande destiné aux paysans, sous le titre : « *Le paysan allemand. Qu'a-t-il été ? Qu'est-il ? Que pourrait-il être ?* »

communes à toutes les tribus germaniques, ainsi que l'histoire de leur dégradation, sont encore bien moins connues en Angleterre qu'en Allemagne. J'ai laissé le texte original sans rien changer, je ne me suis donc pas reporté à l'hypothèse échafaudée récemment par Maxime Kovalewski. Selon cette théorie, avant d'être partagée entre les membres de la communauté de la Marche, les terres de labour et de pâturage ont été d'abord cultivées en commun par une grande communauté familiale de type patriarcal qui embrassait plusieurs générations (la *Zadruga* des Slaves du Sud, qui existe encore aujourd'hui, en offre un exemple), le partage a eu lieu plus tard lorsque la communauté fut devenue si vaste qu'elle rendait difficile une exploitation économique en commun. Kovalewski a vraisemblablement tout à fait raison, mais la question est encore *sub judice* [1].

Les termes économiques employés dans ce livre correspondent, dans la mesure où ils sont nouveaux, à ceux de l'édition anglaise du *Capital* de Marx. Nous désignons par « production des marchandises » cette phase de l'économie dans laquelle les denrées ne sont pas produites seulement pour l'usage du producteur, mais en vue de l'échange, c'est-à-dire comme marchandise, et non comme valeurs d'usage. Cette phase s'étend depuis les premiers débuts de la production pour l'échange jusqu'à nos jours ; elle n'atteint son plein développement qu'avec la production capitaliste, c'est-à-dire avec les conditions dans lesquelles le capitaliste, propriétaire des moyens de production, occupe pour un salaire des ouvriers, gens privés de tout moyen de production à l'exception de leur propre force de travail, et empoche l'excédent du prix de vente des produits sur ses dépenses. Nous divisons l'histoire de la production industrielle depuis le moyen âge, en trois périodes :

1° L'artisanat, petits maîtres-artisans assistés de quelques compagnons et apprentis, où chaque ouvrier fabrique l'article entier.

2° La manufacture, où un assez grand nombre d'ouvriers groupés dans un grand atelier, fabrique l'article entier selon le principe de la division du travail, c'est-à-dire que chaque ouvrier n'exécute qu'une

---

1 En suspens.

opération partielle, de sorte que le produit n'est terminé qu'après avoir passé successivement entre les mains de tous.

3° L'industrie moderne, où le produit est fabriqué par la machine actionnée par une force, et où le travail de l'ouvrier se borne à la surveillance et à la correction des opérations accomplis par la mécanique.

L'Angleterre, berceau du matérialisme

Je sais parfaitement que ce travail ne sera pas accueilli favorablement par une partie considérable du public anglais. Mais si nous, continentaux, nous avions prêté la moindre attention aux préjugés de la *respectabilité* britannique, nous nous trouverions dans une position pire que celle où nous sommes. Cette brochure défend ce que nous nommons le « matérialisme historique » et le mot matérialisme écorche les oreilles de l'immense majorité des lecteurs anglais. *Agnosticisme* serait tolérable, mais matérialisme est absolument inadmissible [1].

Et cependant le berceau du matérialisme moderne n'est depuis le XVII^e^ siècle, nulle part ailleurs… qu'en Angleterre.

> Le matérialisme est le *vrai* fils de la *Grande-Bretagne*. Déjà son grand scolastique, *Duns Scot*, s'était demandé « *si la matière ne pouvait pas penser* ».
>
> Pour opérer ce miracle, il eut recours à la toute-puissance de Dieu ; autrement dit, il força la *théologie* elle-même à prêcher le

---

1 Herbert Spencer, Huxley, les philosophes et les savants du darwinisme, pour ne pas choquer la respectabilité de leur compatriotes, se nommèrent agnostiques, voulant dire, par ce mot grec, qu'ils étaient privés de toute connaissance sur Dieu, la matière, les causes finales, la chose en soi, etc. Des farceurs le traduisirent en anglais : *Know-nothing*, ne connais rien ! Auguste Comte avait également débarrassé son positivisme de ces questions gênantes, pour ne pas déplaire à la bourgeoisie française, qui reniait la philosophie du XVIII^e^ siècle et qui, comme le chien de la Bible, retournait à son vomissement. (*Note de Paul Lafargue.*)

matérialisme. Il était de surcroît *nominaliste*. Le nominalisme [81] se trouve comme élément principal chez les matérialistes *anglais*, et il constitue d'une façon générale la *première* expression du matérialisme.

Le père authentique du *matérialisme anglais* et de toute la science *expérimentale* moderne est *Bacon*. La science de la nature est à ses yeux la vraie science ; et la physique, basée sur l'expérience sensible, en est la partie fondamentale la plus noble. Il se réfère souvent à *Anaxadore* et ses *homéomères*, ainsi qu'à *Démocrite* et ses atomes. Les *sens* sont, dans sa doctrine, infaillibles ; ils sont la *source* de toute connaissance. La science est *science d'expérience* et consiste souvent à l'application d'une *méthode rationnelle* au donné sensible. Introduction, analyse, comparaison, observation, expérimentation, telles sont les conditions principales d'une méthode rationnelle. Parmi les propriété innées à la *matière*, le *mouvement* est la première et la plus éminente, non seulement en tant que mouvement *mécanique* et *mathématique*, mais plus encore comme *instinct, esprit vital, force expansive, tourment* (*Qual*) [82] de la matière (pour employer l'expression de Jacob Bœhme). Les formes primitives de la matière sont des forces essentielles vivantes, individualisantes, inhérente à elle, et ce sont elles qui produisent les différences spécifiques.

Chez *Bacon*, son premier créateur, le matérialisme recèle encore, d'une manière naïve, les germes d'un développement universel. La matière rit à l'homme tout entier dans l'éclat de sa poétique sensualité ; mais la doctrine aphoristique elle-même fourmille encore d'inconséquences théologiques.

Dans la suite de son évolution, le matérialisme devient *exclusif*. *Hobbes systématise* le matérialisme de *Bacon*. Le monde sensible perd

---

81 *Le nominalisme* est une tendance de la philosophie médiévale qui considère les concepts généraux d'espèce (les universaux) seulement comme des noms, comme produits de la pensée et de la langue des hommes et n'ayant de valeur pour désigner des choses particulières existant réellement. A l'inverse des réalistes du moyen âge, les nominalistes niaient l'existence des concepts en tant que prototypes et sources créatrices des choses. En ce sens le nominalisme est la première expression du matérialisme au moyen âge.

82 *Qual* est un jeu de mot philosophique. *Qual* signifie littéralement une torture, une souffrance qui pousse à une action quelconque. Le mystique Bœhme donne aussi au mot allemand quelque chose de la signification du mot latin *qualitas* ; son *qual* était le principe actif venant de l'objet, de la relation ou de la personne et déterminant à son tour son développement spontané, en opposition à une souffrance qui lui serait infligé du dehors. (F. E.).

sa fleur et devient le sensible abstrait du *géomètre*. Le mouvement *physique* est sacrifié au mouvement *mécanique* ou *mathématique* ; la *géométrie* est proclamée science principale. Le matérialisme se fait *misanthrope*, s'il veut battre sur son propre terrain l'esprit *misanthrope* et *désincarné*, le matérialisme est forcé de mortifier lui-même sa chair et de devenir *ascète*. Il se présente comme un *être de raison*, mais développe aussi bien la logique inexorable de l'entendement.

Partant de Bacon, Hobbes procède à la démonstration suivante : si la sensibilité fournit aux hommes toutes leurs connaissances, il en résulte que l'intuition, l'idée, la représentation, ne sont que les fantômes du monde corporel plus ou moins dépouillé de sa forme sensible. Tout ce que la science peut faire, c'est de donner un nom à ces fantômes. Un *seul et même nom* peut être appliqué à plusieurs fantômes. Il peut même y avoir des noms de noms. Mais il serait contradictoire d'affirmer, d'une part, que toutes les idées ont leur origine dans le monde sensible, et de soutenir, d'autre part, qu'un mot est plus qu'un mot et que, en dehors des entités représentées et toujours singulières, il existe encore des entités universelles. Au contraire une *substance incorporelle* est tout aussi contradictoire qu'un *corps incorporel*. *Corps, Etre, substance*, tout cela est une seule et même idée *réelle*. On ne peut séparer la pensée de la matière qui pense. Elle est le sujet de tous les changements. Le mot *infini* est *vide de sens* à moins de signifier la capacité de notre esprit d'additionner sans fin. C'est parce la matérialité seule peut faire l'objet de la perception et du savoir, que nous ne savons *rien* de l'existence de Dieu. Seule ma propre existence est *certaine*. Toute passion humaine est un mouvement mécanique, qui finit ou commence. Les objets des instincts voilà le bien. L'homme est soumis aux mêmes lois que la nature. Puissance et liberté sont identiques.

Hobbes avait systématisé Bacon, mais sans avoir établi sur des raisons précises son principe fondamental, aux termes duquel les connaissances et les idées ont leur origine dans le monde sensible.

C'est *Locke* qui, dans son *Essai sur l'entendement humain* a donné les raisons du principe de Bacon et Hobbes.

De même que Hobbes anéantissait les préjugés *théistes*, de matérialisme baconien, Collins, Dodwell, Coward, Hartley, Priestley, etc., firent tomber la dernière barrière théologique du sensualisme de

> Locke. Pour le matérialisme tout au moins, le théisme n'est qu'un moyen commode et indolent de se débarrasser de la religion [83].

Ainsi écrivait Marx à propos de l'origine britannique du matérialisme moderne : si les Anglais d'aujourd'hui ne sont pas particulièrement enchantés de la justice rendue à leurs ancêtres, tant pis pour eux ! Il n'en reste pas moins indéniable que Bacon, Hobbes et Locke sont les pères de cette brillante pléïade de matérialistes français qui, en dépit des victoires sur terre et sur mer remportées sur la France par les Anglais et les Allemands, firent du XVIIIe siècle le siècle français par excellence, même avant son couronnement par la Révolution française, dont nous essayons encore en Allemagne et en Angleterre d'acclimater les résultats.

Il n'y a pas à le nier : l'étranger cultivé qui, vers le milieu du siècle, élisait domicile en Angleterre, était frappé d'une chose, et c'était, comme il était contraint de le comprendre, la stupidité et la bigoterie religieuse de la « respectable » classe moyenne anglaise. Nous étions à cette époque tous les matérialistes ou tout au moins des libres penseurs très avancés et il était inconcevable pour nous que presque tous les gens cultivés pussent ajouter foi à toutes sortes d'impossibles miracles et que même des géologues comme Buskland et Mantell, déformassent les données de leurs sciences pour qu'elles ne vinssent pas trop en contradiction avec les mythes de la Genèse : tandis que pour rencontrer des hommes osant se servir de leurs facultés intellectuelles en matière religieuse, il fallait aller parmi les gens incultes, les *great unwashed*, comme on les dénommait, parmi les travailleurs, spécialement parmi les socialistes oweniens [84].

---

83 MARX et ENGELS : *Die Heilige Familie* (La Sainte Famille), Francfort, 1845, pp. 201-204.

84 *Great unwashed*, littéralement, les grands non lavés : Ledru-Rollin, Mazzini, Pyat et les républicains à l'eau de rose de 1848 avaient le même mépris pour les socialistes ; ils disaient que les *démoc-socs* étaient en guerre avec le savon. La propreté est un luxe coûteux, que la classe ouvrière, tondue par la bourgeoisie, ne peut se payer que difficilement : ces beaux esprits faisaient aux ouvriers un crime de la misère que leur imposaient leurs compères de la bourgeoisie. (*Note de Paul Lafargue.*).

L'agnosticisme anglais, matérialisme honteux

Mais, depuis l'Angleterre s'est « civilisée ». L'exposition de 1851 sonna le glas de son exclusivisme insulaire : elle s'est graduellement internationalisée pour la nourriture, les mœurs et les idées, à un tel point que je me prends à souhaiter que certaines coutumes et habitudes anglaises fassent leur chemin sur le continent, comme d'autres coutumes continentales, l'ont fait ici. N'importe, la propagation de l'huile à salade, que seule l'aristocratie connaissait avant 1851, a été accompagnée d'une fâcheuse propagation du scepticisme continental en matière religieuse, et il est arrivé que l'agnosticisme, sans être encore tenu pour aussi *comme il faut* que l'Eglise d'Angleterre, est placé, en ce qui regarde la respectabilité, sur le même plan que le baptisme [85] et incontestablement au-dessus de l'Armée du Salut [86]. Je ne puis m'empêcher de songer que, dans la circonstance, ce sera une consolation pour beaucoup qui déplorent et maudissent sincèrement les progrès de l'irréligion d'apprendre que ces « notions de date récente » ne sont pas d'origine étrangère et manufacturées en Allemagne, ainsi que beaucoup d'objets d'usage quotidien, mais qu'elles sont, sans contradiction possible, tout ce qu'il y a de plus *Old England* et que les Anglais d'il y a deux cents ans qui les mirent au monde allaient bien plus loin que n'osent encore le faire leurs descendants d'aujourd'hui.

85 La baptisme est une secte nombreuse en Angleterre et aux Etats-Unis : son dogme distinctif est de baptiser à l'âge adulte par l'immersion complète du corps du croyant. (*Note de Paul Lafargue*.).

86 Organisation par le prédicateur méthodiste William Booth (1829-1912) pour venir en aide matériellement et « spirituellement » aux pauvres. Une de ses tâches principales est d'obscurcir la conscience du peuple grâce à des sermons religieux et moraux et une propagande réactionnaire. Elle a des organisations aux Etats-Unis et dans une série d'autres pays capitalistes et en particulier dans les colonies où elle soutient l'application de la politique coloniale. L'armée du salut est organisée militairement. Elle est un instrument aux mains de la bourgeoisie réactionnaire, dirigé contre le mouvement ouvrier et démocratique.

En fait, qu'est-ce que c'est que l'agnosticisme, sinon un matérialisme honteux ? La conception de la nature qu'a l'agnostique est entièrement matérialiste. Le monde naturel tout entier est gouverné par des lois et n'admet pas l'intervention d'une action extérieure ; mais il ajoute par précaution : « Nous ne possédons pas le moyen d'affirmer ou d'infirmer l'existence d'un être suprême quelconque au delà de l'univers connu. » Cela pouvait avoir raison d'être à l'époque où Laplace répondait fièrement à Napoléon, lui demandant pourquoi, dans sa *Mécanique céleste*, il n'avait pas même mentionné ne nom du créateur : « Je n'avais pas besoin de cette hypothèse. » Mais aujourd'hui, avec notre conception évolutionniste de l'Univers, il n'y a absolument plus de place pour un créateur ou un ordonnateur ; et parler d'un être suprême, mis à la porte de tout l'univers existant, implique une contradiction dans les termes et me semble par surcroît une injure aux sentiments des croyants.

Notre agnostique admet aussi que toute notre connaissance est basée sur les données fournies par les sens : « Comment savoir si nos sens nous fournissent des images exactes des objets perçus par leur intermédiaire ? » Et il continue, en nous informant que, quand il parle des objets ou de leurs qualités, il n'entend pas en réalité ces objets ou de leurs qualités, il n'entend pas en réalité ces objets ou de leurs qualités, il n'entend pas en réalité ces objets et ces qualités dont on ne peut rien savoir de certain, mais simplement les impressions qu'ils ont produites sur ses sens. Voilà certes un genre de conception qu'il semble difficile de combattre avec des arguments. Mais avant l'argumentation était l'action. *Im Anfang war die Tat* [87]. Et l'action humaine a résolu la difficulté bien avant que la subtilité humaine l'eût inventée. *The proof of the pudding is in the eating* [88]. Du moment que nous employons ces objets à notre usage d'après les qualités que nous percevons en eux, nous soumettons à une épreuve infaillible l'exactitude ou l'inexactitude de nos perceptions sensorielles. Si ces perceptions sont fausses, l'usage de l'objet qu'elles nous ont suggéré est faux ; par conséquent notre tentative doit échouer. Mais si nous réussissons à atteindre notre but, si nous constatons que l'objet correspond à la représentation que nous en avons, qu'il donne ce que

87 « Au commencement était l'action. » (GŒTHE : *Faust*.)

88 La preuve du pudding, c'est qu'on le mange.

nous attendons de son usage, c'est la preuve positive que, dans le cadre de ces limites, nos perceptions de l'objet et de ses qualités concordent avec la réalité en dehors de nous. Et si par contre nous échouons, nous ne sommes généralement pas longs à découvrir la cause de nos insuccès ; nous trouvons que la perception qui a servi de base à notre tentative, ou bien était par elle-même incomplète ou superficielle, ou bien avait été rattachée d'une façon que ne justifiait pas la réalité aux données d'autres perceptions. Aussi souvent que nous aurons pris le soin d'éduquer et d'utiliser correctement nos sens et de renfermer notre action dans les limites prescrites par nos perceptions correctement obtenues et correctement utilisées, aussi souvent nous trouverons que le résultat de notre action démontre la conformité de nos perceptions avec la nature objective des objets perçus. Jusqu'ici il n'y a pas un seul exemple que les perceptions de nos sens, scientifiquement contrôlées, aient engendré dans notre cerveau des représentations du monde extérieur, qui soient, par leur nature même, en désaccord avec la réalité ou qu'il y ait incompatibilité immanent entre le monde extérieur et les perceptions sensibles que nous en avons.

Et voici que paraît l'agnostique néo-kantien, et il dit : « Nous pouvons certes percevoir peut-être correctement les qualités d'un objet, mais par aucun processus des sens ou de la pensée, nous ne pouvons saisir la chose elle-même. La *chose en soi* est au delà de notre connaissance. » Hegel, depuis longtemps, a déjà répondu : « Si vous connaissez toutes les qualités d'une chose, vous connaissez la chose elle-même ; il ne reste plus que le fait que la dite chose existe en dehors de vous, et dès que vos sens vous ont appris ce fait, vous avez saisi le dernier reste de la chose en soi, le célèbre inconnaissable, le *Ding an sich* [1] de Kant. » Il est juste d'ajouter que, du temps de Kant, notre connaissance des objets naturels était si fragmentaire qu'il pouvait se croire en droit de supposer, au delà du peu que nous connaissions de chacun d'eux, une mystérieuse « chose en soi ». Mais ces insaisissables choses ont été les unes après les autres saisies,

---

1 *Ding an sich* signifie chose en soi. La *chose en soi* ou *noumène*, dans la philosophie de Kant, est inconnaissable et s'oppose au *phénomène* qui, lui, est objet de connaissance. Engels démontre ici la fausseté d'une telle attitude philosophique.

analysées et, ce qui est plus, reproduites par les progrès gigantesques de la science : ce que nous pouvons produire, nous ne pouvons pas prétendre le considérer comme inconnaissable. Les substances organiques étaient ainsi, pour la chimie de la première moitié du siècle, des objets mystérieux ; aujourd'hui, nous apprenons à les fabriquer les unes après les autres avec leurs éléments chimiques, sans l'aide d'aucun processus organique. Les chimistes modernes déclarent que, dès que la constitution chimique de n'importe quel corps est connue, il peut être fabriqué avec ses éléments. Nous sommes encore loin de connaître la constitution des substances organiques les plus élevées, les corps albuminoïdes ; mais il n'y a pas de raison pour désespérer de parvenir à cette connaissance, après des siècles de recherches s'il le faut, et qu'ainsi armés, nous arriverons à produire de l'albumine artificielle. Quand nous serons arrivés là, nous aurons fabriqué la vie organique, car la vie, de ses formes les plus simples aux plus élevées, n'est que le mode d'existence normal des corps albuminoïdes.

Cependant, dès que notre agnostique a fait ces réserves de pure forme, il parle et agit comme le plus fieffé matérialiste qu'il est au fond. Il dira bien : « Pour autant que nous le sachions, la matière et le mouvement — l'énergie, comme on dit à présent — ne peuvent être ni créés ni détruits, mais nous n'avons aucune preuve qu'ils n'aient pas été créés à un moment quelconque. » Mais si vous essayez de retourner cette concession contre lui dans quelque cas particulier, il s'empresse de vous éconduire et de vous imposer le silence. S'il admet la possibilité du spiritualisme *in abstracto*, il ne veut pas en entendre parler *in concreto*. Il vous dira : « Autant que nous le sachions et puissions le savoir, il n'existe pas de créateur et d'ordonnateur de l'univers ; pour ce qui nous regarde, la matière et l'énergie ne peuvent être ni créées ni détruites ; pour nous, la pensée est une forme de l'énergie, une fonction du cerveau ; tout ce que nous savons, c'est que le monde matériel est gouverné par des lois immuables et ainsi de suite. » Donc, dans la mesure où il est un homme *de science*, où il *sait* quelque chose, il est matérialiste ; mais hors de sa science, dans les sphères où il ne sait rien, il traduit son ignorance en grec et l'appelle *agnosticisme*.

En tout cas, une chose me paraît claire : même si j'étais un agnostique, il est évident que je ne pourrais appeler la conception, il est évident que je ne pourrais appeler la conception de l'histoire esquissée dans ce petit livre « agnosticisme historique ». Les gens pieux se moqueraient de moi, et les agnostiques s'indigneraient et me demanderaient si je veux les tourner en ridicule. J'espère donc que même la « respectabilité » britannique ne sera pas trop scandalisée si je me sers en anglais ainsi que je le fais en plusieurs autres langues, du mot *matérialisme historique* pour désigner une conception de l'histoire qui recherche la cause première et le grand moteur de tous les événements historiques importants dans le développement économique de la société, dans la transformation des modes de production et d'échange, dans la division de la société en classes qui en résulte et dans les luttes de ces classes entre elles.

On m'accordera d'autant plus facilement cette permission, si je montre que le matérialisme historique peut être de quelque avantage même à la respectabilité britannique. J'ai déjà remarqué, qu'il y a quelque 40 ou 50 ans de cela, l'étranger cultivé qui s'établissait en Angleterre, était choqué de ce qu'il nommait la bigoterie religieuse et la stupidité de la respectable classe moyenne. Je vais démontrer que la respectable classe moyenne de l'Angleterre de cette époque n'était pas aussi stupide qu'elle paraissait l'être à l'intelligent étranger. On peut expliquer ses inclinations religieuses.

Croissance sociale de la bourgeoisie

Quand l'Europe émergea du moyen âge, la bourgeoisie grandissante des villes constituait chez elle l'élément révolutionnaire. Elle avait conquis dans l'organisation féodale une position qui déjà était devenue trop étroite pour sa force d'expansion. Le libre développement de la classe moyenne, de la bourgeoisie, devenait incompatible avec le maintien du système féodal : le système féodal devait donc être détruit.

Le grand centre international du féodalisme était l'Eglise catholique romaine. Elle réunissait toute l'Europe féodale de l'Occident, malgré ses guerres intestines, en un grand système politique, opposé aux

Grecs schismatiques aussi bien qu'aux pays musulmans. Elle couronnait les institutions féodales de l'auréole d'une consécration divine. Elle avait modelé sa propre hiérarchie sur celle de la féodalité et elle avait fini par devenir le seigneur féodal le plus puissant, propriétaire d'un bon tiers au moins des terres du monde catholique. Avant que le féodalisme pût être attaqué en détail dans chaque pays, il fallait que son organisation centrale sacrée fût détruite.

Or, parallèlement à la montée de la bourgeoisie, se produisit le grand essor de la science ; de nouveau, l'astronomie, la mécanique, la physique, l'anatomie et la physiologie étaient cultivées. La bourgeoisie avait besoin, pour le développement de sa production industrielle, d'une science qui étudiât les propriétés physiques des objets naturels et le modes d'action des forces de la nature ? Jusque-là, la science n'avait été que l'humble servante de l'Eglise, qui ne lui avait jamais permis de franchir les limites posées par la foi ; elle était tout, sauf une science. Elle s'insurgea contre l'Eglise ; la bourgeoisie, ne pouvant rien sans la science, se joignit au mouvement de révolte.

Ces remarques, bien qu'intéressant seulement deux des points où la bourgeoisie montante devait fatalement entrer en collision avec la religion établie, suffiront pour démontrer d'abord que la classe la plus directement intéressée dans la lutte contre la position de force de l'Eglise catholique était la bourgeoisie, et ensuite que tout lutte contre le féodalisme devait à l'époque revêtir un déguisement religieux et être dirigée en premier lieu contre l'Eglise. Mais si les Universités et les marchands des villes lancèrent le cri de guerre, il était certain qu'il trouverait — et il trouva en effet — un puissant écho dans la masses populaires des campagnes, chez les paysans, qui partout devaient durement lutter pour leur existence même contre leurs seigneurs féodaux, tant spirituels que temporels.

La longue lutte de la bourgeoisie contre le féodalisme fut marquée par trois grandes et décisives batailles.

Emancipation de la bourgeoisie

La réforme protestante.

La première est la Réforme protestante en Allemagne. Au cri de guerre de Luther contre l'Eglise, deux insurrections politiques répondirent : l'insurrection de la petite noblesse dirigée par Franz de Sickingen (1523) et la grande guerre des paysans (1525). Toutes deux furent vaincues, surtout à cause de l'indécision des bourgeois des villes, qui y étaient cependant les plus intéressés ; nous ne pouvons ici rechercher les causes de cette indécision. Dès ce moment, la lutte dégénéra en une querelle entre les princes locaux et le pouvoir central de l'empereur, et pendant deux siècles, eut pour conséquence de rayer l'Allemagne du nombre des nations européennes jouant un rôle politique. La réforme luthérienne enfanta néanmoins une nouvelle religion, la religion dont avait précisément besoin la monarchie absolue. Les paysans allemands du Nord-Est n'étaient pas plutôt convertis au luthéranisme, qu'ils étaient transformés d'homme libres en serfs.

Mais là où Luther échoua, Calvin remporta la victoire. Le dogme calviniste répondait aux besoins de la bourgeoisie la plus avancée de l'époque. Sa doctrine de la prédestination était l'expression religieuse du fait que, dans le monde commercial de la concurrence, le succès et n'insuccès ne dépendent ni de l'activité, ni de l'habileté de l'homme, mais de circonstances indépendantes de son contrôle. Ces circonstances ne dépendent ni de celui qui veut, ni de celui qui travaille ; elles sont à la merci de puissances économiques supérieures et inconnues ; et cela était particulièrement vrai à une époque de révolution économique, alors que tous les anciens centres de commerce et toutes les routes commerciales étaient ouvertes au monde, et que les articles de foi économique les plus respectables par leur antiquité — la valeur respective de l'or et de l'argent — commençaient à chanceler et à s'écrouler. De plus la constitution de l'Eglise de Calvin était absolument démocratique et républicaine, et là où le royaume de Dieu était républicanisé, les royaumes de ce monde ne pouvaient rester sous la domination de monarques, d'évêques et de

seigneurs féodaux. Tandis que le luthéranisme allemand consentait à devenir un instrument docile entre les mains des petits princes allemands, le calvinisme fonda une République en hollande et d'actifs partis républicains en Angleterre et surtout en Ecosse.

La révolution anglaise, naissance du matérialisme.

Le deuxième soulèvement de la bourgeoisie trouva dans le calvinisme une doctrine taillée et cousue à sa mesure. L'explosion eut lieu en Angleterre [1]. Les classes moyennes des villes se lancèrent les premières dans le mouvement, et la *yeomanry* des campagnes le fit triompher [2]. Il est assez curieux que, dans les trois grandes révolutions de la bourgeoisie, la paysannerie fournisse les armées pour soutenir le combat et qu'elle soit précisément la classe qui doive être le plus sûrement ruinée par les conséquences économiques de la victoire. Un siècle après Cromwell, la *yeomanry* avait vécu. Cependant sans cette *yeomanry* et sans l'élément plébéien des villes, jamais la bourgeoisie livrée à ses propres forces n'aurait pu continuer la lutte jusqu'à la victoire et n'aurait pu constituer la lutte jusqu'à la victoire et n'aurait pu faire monter Charles I^er^ sur l'échafaud. Pour que ces conquêtes de la bourgeoisie, qui étaient mûres et prêtes à être moissonnées, pussent être assurées, il fallut que la révolution dépassât de beaucoup le but — exactement comme en France en 1793 et comme en Allemagne en 1848. Il semble que ce soit là une des lois de l'évolution de la société bourgeoise.

Cet excès d'activité révolutionnaire fut suivi en Angleterre par l'inévitable réaction, qui, à son tour, dépassa le point où elle aurait pu se maintenir. Après une série d'oscillations, le nouveau centre de gravité finit par être atteint et il devint un nouveau point de départ. La grande période de l'histoire anglaise, que la « respectabilité » nomme la « grande rébellion », et les luttes qui suivirent parviennent à leur achèvement avec l'événement relativement mesquin de 1689, que

1 1648 et années suivantes.

2 Les *yeomen* étaient des petits propriétaires libres et cultivant eux-mêmes leurs terres ; ils étaient très nombreux à cette époque en Angleterre. (*Note de Paul Lafargue.*).

cependant les historiens libéraux décorent du titre de « glorieuse révolution ».

Le nouveau point de départ était un compromis entre la bourgeoisie montante et les ci-devant propriétaires féodaux. Ces derniers, bien que nommés alors comme aujourd'hui l'aristocratie, étaient depuis longtemps en train de devenir ce que Louis-Philippe ne devint que beaucoup plus tard : « le premier bourgeois du royaume ». Heureusement pour l'Angleterre, les vieux barons féodaux s'étaient entretués durant la guerre des Deux Roses [1]. Leurs successeurs, quoique généralement issus des mêmes familles, provenaient cependant de branches collatérales si éloignées qu'ils constituèrent un corps tout à fait nouveau ; leurs habitudes et leurs goûts étaient plus bourgeois que féodaux ; ils connaissaient parfaitement la valeur de l'argent et ils commencèrent immédiatement à augmenter leurs rentes foncières, en expulsant des centaines de petits fermiers et en les remplaçant par des moutons. Henry VIII, en dissipant en donations et prodigalités les terres de l'Eglise, créa une légion de nouveaux propriétaires fonciers bourgeois : les innombrables confiscations de grands domaines, qu'on recédait à des demi ou à de parfait parvenus, constituées après lui pendant tout le XVII^{e} siècle, aboutirent au même résultat. C'est pourquoi à partir de Henry VII, l'aristocratie anglaise, loin de contrecarrer le développement de la production industrielle, avait au contraire cherché à en bénéficier indirectement ; et de même il s'était toujours trouvé un grand nombre de propriétaires fonciers disposés, pour des raisons économiques et politiques, à coopérer avec les *leaders* de la bourgeoisie industrielle et financière. Le compromis de 1689 se réalisa donc aisément. Les dépouilles politique — postes, sinécures, gros traitements — étaient abandonnées aux grandes familles nobiliaires, à condition que les intérêts économiques de la bourgeoisie commerçante, industrielle et financière ne fussent pas négligés. Et ces intérêts économiques étaient déjà à l'époque suffisamment puissants pour déterminer la politique générale de la nation. Il y avait bien des querelles sur les questions de détail, mais l'oligarchie aristocratique ne savait que trop bien que sa propriété économique industrielle et commerçante.

1 1455-1485. — Henry VIII, dont il est question ensuite, régna sur l'Angleterre de 1509 à 1547 et rompit avec l'Eglise catholique.

A partir de ce moment, la bourgeoisie devint un élément modeste, mais officiellement reconnu, des classes dominantes de l'Angleterre, ayant avec les autres fractions un intérêt commun au maintien de la sujétion de la grande masse ouvrière de la nation. Le marchand ou le manufacturier lui-même occupa la position de maître ou, comme on disait jusqu'à ces derniers temps, de « supérieur naturel » envers ses ouvriers, commis et domestiques. Son intérêt lui commandait de leur soutirer autant de bon travail que possible ; pour cela il devait la accoutumer à la soumission convenable. Il était lui-même religieux, la religion avait été le drapeau sous lequel il avait combattu le roi et les seigneurs ; il ne fut pas long à découvrir les avantages que l'on pouvait tirer de cette même religion pour agir sur les esprits de ses inférieurs naturels et pour les rendre dociles aux ordres des maîtres que, dans sa sagesse impénétrable, il avait plu à Dieu de placer au-dessus d'eux. Bref, la bourgeoisie anglaise avait à prendre sa part dans l'oppression des « classes inférieures », de la grande masse productrice de la nation, et un de ses instruments d'oppression fut l'influence de la religion.

Un autre fait contribua à renforcer les penchants religieux de la bourgeoisie : la naissance du matérialisme en Angleterre. Cette nouvelle doctrine impie choquait non seulement les pieux sentiments de la classe moyenne, mais elle s'annonçait comme une philosophie qui ne convenait qu'aux érudits et aux gens du monde civilisés, par opposition à la religion assez bonne pour la grande masse inculte, y compris la bourgeoisie. Avec Hobbes, le matérialisme apparut sur la scène, comme défenseur de l'omnipotence et des prérogatives royales ; il faisait appel à la monarchie absolue pour maintenir sous le joug ce *puer robustus sed malitiosus* [1] qu'était le peuple. Il en fut de même avec les successeurs de Hobbes, avec Golingbroke, Shaftesbury, etc. ; la nouvelle forme déiste ou matérialiste demeura, comme par le passé, une doctrine aristocratique, ésotérique et par conséquent odieuse à la bourgeoisie, et par son hérésie religieuse, et par ses connexions politiques antibourgeoises. Par conséquent, en opposition à ce matérialisme et à ce déisme aristocratiques, les sectes protestantes qui avaient fourni son drapeau et ses combattants à la

1 Cet enfant robuste, mais malicieux.

guerre contre les Stuarts, continuèrent à constituer la force principale de la classe moyenne progressive et forment aujourd’hui encore l’épine dorsale du « grand Parti libéral ».

Matérialisme du XVIII^e^ siècle et Révolution française.

Cependant, le matérialisme passait d’Angleterre en France où il rencontra une autre école philosophique matérialiste, issue du cartésianisme avec laquelle il se fondit. Tout d’abord, il demeura en France aussi une doctrine exclusivement aristocratique ; mais son caractère révolutionnaire ne tarda pas à s’affirmer. Les matérialistes français ne limitèrent pas leurs critiques aux seules questions religieuses, ils s’attaquèrent à toutes les traditions scientifiques et institutions politiques de leur temps ; et afin de prouver que leur doctrine avait une application universelle, ils prirent au plus court et l’appliquèrent hardiment à tous les objets du savoir dans une œuvre de géants qui leur valut leur nom — *l’Encyclopédie*. Ainsi sous l’une ou l’autre de ses deux formes — matérialisme déclaré ou déisme — ce matérialisme devint la conception du monde de toute la jeunesse cultivée de France, à tel point que lorsque la grande révolution éclata, la doctrine philosophique, mise au monde en Angleterre par les royalistes, fournit leur étendard théorique aux républicains et aux terroristes français, et fournit le texte de la Déclaration des droits de l’homme.

La grande Révolution française fut le troisième soulèvement de la bourgeoisie ; mais elle fut le premier qui rejeta totalement l’accoutrement religieux et livra toutes ses batailles sur le terrain ouvertement politique ; elle fut aussi le premier qui poussa la lutte jusqu’à l’anéantissement de l’u des combattants, l’aristocratie, et jusqu’au complet triomphe de l’autre, la bourgeoisie. En Angleterre, la continuité des institutions prérévolutionnaires et postrévolutionnaires et le compromis entre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes trouvèrent leur expression dans la continuité des précédents juridiques et dans la conservation respectueuse des formes féodales de la loi. La Révolution française fut une rupture complète avec les traditions du passé, elle balaya les derniers vestiges du féodalisme et créa avec le *code civil*, une magistrale adaptation de l’ancien droit romain aux conditions du capitalisme moderne ; il est

l'expression presque parfaite des relations juridiques correspondant au stade de développement économique que Marx nomme la production marchande ; si magistrale, que ce code de la France révolutionnaire sert aujourd'hui encore de modèle pour la réforme du droit de propriété dans tous les pays, sans en excepter l'Angleterre. N'oublions pas cependant que si la loi anglaise continue à exprimer les relations économiques de la société capitaliste dans cette langue barbare de la féodalité, qui correspond à la chose à exprimer exactement comme l'orthographe anglaise correspond à la prononciation anglaise, — vous écivez Londres et vous prononcez Constantinople, disait un Français, — cette même loi anglaise est aussi la seule qui ait conservé intacte et transmis à l'Amérique et aux colonies la meilleure part de cette liberté personnelle, de ce self-government [1] local et de cette indépendance à l'égard de toute intervention étrangère, celle des cours de justice exceptée, bref de ces libertés germaniques qui sur la continent ont été perdues pendant l'époque de la monarchie absolue et n'ont été pleinement reconquises nulle part.

La bourgeoisie anglaise contre le matérialisme et la Révolution

Mais revenons à notre bourgeois anglais. La Révolution française lui procura une splendide occasion de détruire avec le concours des monarchies continentales le commerce maritime français, d'annexer des colonies française et d'écraser les dernières prétentions de la France à la rivalité sur mer. C'est une des raisons pour laquelle il combattit la Révolution. L'autre était que les méthodes de cette Révolution lui étaient profondément déplaisantes. Non seulement son « exécrable » terrorisme, mais même sa tentative de pousser jusqu'au bout la domination bourgeoise. Que deviendrait la bourgeoisie anglaise sans son aristocratie, qui lui enseignait les belles manières (pour vilaines qu'elles fussent), qui inventait pour elle ses modes, qui fournissait des officiers à l'armée, pour le maintien de l'ordre à l'intérieur, et à la flotte, pour la conquête de nouvelles colonies et de nouveaux marchés ? Il est vrai qu'il y avait une minorité progressive de la bourgeoisie, dont les intérêts n'étaient pas aussi bien servis par

1 Nom donné en Angleterre à l'autonomie locale.

ce compromis ; cette fraction, recrutée principalement dans la classe moyenne la moins riche, sympathisa avec la Révolution, mais elle était impuissante dans le Parlement.

Ainsi, tandis que le matérialisme français devenait le credo de la Révolution française, le bourgeois anglais, vivant dans la crainte du Seigneur, se cramponna d'autant plus à sa religion. Le règne de la terreur à Paris n'avait-il pas montré à quoi on arriverait si la masse perdait ses sentiments religieux ? Plus le matérialisme se propageait de la France aux pays voisins, renforcé par des courants théoriques similaires, en particulier par la philosophie allemande, plus le matérialisme et la libre-pensée devenaient sur le continent, les qualités requises de tout esprit cultivé, plus la classe moyenne d'Angleterre se cramponnait à ses multiples confessions religieuses. Ces confessions différaient entre elle, mais toutes étaient résolument religieuses et chrétiennes.

Tandis que la Révolution assurait en France le triomphe politique de la bourgeoisie, en Angleterre Watt, Arkwright, Cartwright [1] et d'autres amorçaient une révolution industrielle qui déplaça totalement le centre de gravité de la puissance économique. La richesse de la bourgeoisie grandit à une vitesse infiniment plus rapide que celle de l'aristocratie foncière. Dans la bourgeoisie elle-même, l'aristocratie financière, les banquiers etc., étaient relégués au second plan par les manufacturiers. Le compromis de 1689, même après les changements graduels qu'il avait subis à l'avantage de la bourgeoisie, ne correspondait plus aux positions relatives des parties contractantes. Le caractère de ces parties s'était également modifié ; la bourgeoisie de 1830 différait grandement de celle du siècle précédent. Le pouvoir politique, demeuré entre les mains de l'aristocratie, qui l'employait pour résister aux prétentions de la nouvelle bourgeoisie industrielle, devint incompatible avec les nouveaux intérêts économiques. Une lutte nouvelle avec l'aristocratie s'imposait, qui ne pouvait se terminer que par la victoire de la nouvelle puissance économique. D'abord, sous l'impulsion imprimée par la révolution française de 1830, le

---

1 Ce sont ces trois Anglais qui inventèrent : le premier, la machine à vapeur ; le second, la machine à filer (*mule-Jenny*) ; le troisième, le métier à tisser, le tout entre 1764 et 1790.

Reform Act passa en dépit de toutes les oppositions. Il donna à la bourgeoisie une position puissante et reconnue dans la parlement. Puis l'abrogation des lois sur les céréales [89] rassura à jamais la suprématie de la bourgeoisie sur l'aristocratie foncière, principalement de sa fraction la plus active, les fabricants. C'était la plus grande victoire de la bourgeoisie ; ce fut la dernière qu'elle remporta pour son profit exclusif. Tous ses autres triomphes, par la suite, elle dut en partager les bénéfices avec une nouvelle puissance sociale, d'abord son alliée, mais bientôt sa rivale.

Appropriation du prolétariat anglais

La révolution industrielle avait donné naissance à une classe de puissants industriels capitalistes mais aussi à une classe d'ouvriers d'industrie bien plus nombreuse. Cette clase grandit au fur et à mesure que la révolution industrielle s'emparait branche par branche de toute la production, et sa puissance grandissait en proportion. Cette puissance se fit sentir dès 1824, en obligeant un Parlement récalcitrant à abolir les lois interdisant les coalitions ouvrières. Pendant l'agitation pour le *Reform Act*, les ouvriers formèrent l'aile radicale du parti de la Réforme : le *Reforme Act* de 1832 les ayant exclus du droit de vote, ils formulèrent leurs revendications dans la charte du peuple et s'organisèrent, en opposition au grand parti bourgeois pour l'abolition des lois sur les céréales, en parti indépendant, le Parti chartiste, le premier parti ouvrier des temps modernes.

Alors éclatèrent les révolutions continentales de février-mars 1848, dans lesquelles le peuple ouvrier joua un rôle si prépondérant et formula, du moins à Paris, des revendications qui, à coup sûr, étaient inadmissibles du point de vue de la société capitaliste. Et alors survint la réaction générale. D'abord la défaite des chartistes, le 10 avril

89 Les « *lois sur les céréales* » qui tenaient à limiter, voire à interdire les importations de céréales en provenance de l'étranger avaient été introduites dans l'intérêt des grands propriétaires fonciers. La lutte entre la bourgeoisie industrielle et l'aristocratie terrienne à propos de cette question se termina en 1846 par une loi d'abrogation des lois sur le blé.

1848 [90] ; puis l »écrasement des ouvriers parisiens, en juin ; puis les défaites de 1849 en Italie, en Hongrie, dans l'Allemagne du Sud, et finalement la victoire de Louis Bonaparte sur Paris, le 2 décembre 1851. Enfin, pour un temps, l'épouvantail des revendications ouvrières était renversé, mais à quel prix ! Si auparavant la bourgeoisie anglaise était déjà convaincue qu'il fallait maintenir l'esprit religieux dans la classe ouvrière, combien elle en sentit la nécessité plus impérieuse après toutes ces expériences ! Sans daigner prêter attention aux railleries de leurs compères continentaux, les bourgeois anglais continuèrent à dépenser millions sur millions, chaque année, pour l'évangélisation des classes inférieures ; non satisfait de sa propre machinerie religieuse, John Bull appela à son secours Frère Jonathan [91], le plus habile organisateur de l'époque en fait d'entreprise religieuse, importa d'Amérique le *revivalism* [92], Moody et Sankey [93] et leurs pareils, et finalement il accepta l'aide dangereuse de l'Armée du Salut, qui fait revivre la propagande du christianisme primitif, déclare que les pauvres sont des élus, combat le capitalisme à sa manière religieuse et entretient ainsi un élément primitif d'antagonisme chrétien de classe, susceptible de devenir un jour dangereux pour les possédants qui sont aujourd'hui ses bailleurs de fonds.

Il semble que ce soit une loi du développement historique, que la bourgeoisie ne puisse, en aucun pays d'Europe, s'emparer du pouvoir politique — du moins pour un temps assez prolongé — de la même manière exclusive que l'aristocratie féodale l'a conservé au moyen âge. Même en France, où la féodalité fut complètement extirpée, la bourgeoisie en tant que classe n'a détendu le pouvoir que pendant des périodes très courtes. Pendant le règne de Louis-Philippe (1830-1848),

---

90 Le 10 avril 1848 une manifestation organisée par les chartistes en direction du Parlement où l'on devait remettre une pétition portant cinq millions et demi de signatures, fut interdite ; on fit appel à l'armée. La convention chartiste décommanda alors la manifestation et le Parlement repoussa la pétition. Le mouvement chartiste subit là une défaite décisive.

91 C'est-à-dire les Etats-Unis d'Amérique. Cette désignation ne tarda pas à être remplacée par celle d'oncle Sam.

92 De *revival* : réveil. Mouvement collectif de conversion, de retour à la foi, dont les pays anglo-saxons ont offert divers exemples au XIX^{e} siècle.

93 Missionnaires américains, qui comptent parmi les fondateurs du revivalisme.

une très petite fraction de la bourgeoisie seulement régna, la fraction la plus nombreuse étant exclue du suffrage par un *cens* très élevé [94]. Sous la deuxième République (1848-1851), la bourgeoisie tout entière régna, mais trois ans seulement ; son incapacité fraya la route à l'Empire. C'est seulement sous la troisième République que la bourgeoisie, en son entier, a conservé le pouvoir pendant plus de vingt ans ; elle donne déjà des signes réconfortants de décadence [95]. Un règne durable de la bourgeoisie n'a été possible que dans des pays comme l'Amérique, où il n'y avait pas de féodalité et où, d'emblée, la société se constitua sur la base bourgeoise. Cependant en Amérique, comme en France, les successeurs de la bourgeoisie, les ouvriers, frappent déjà à la porte.

Servilité de la bourgeoisie anglaise

La bourgeoisie ne posséda jamais en Angleterre le pouvoir sans partage. Même la victoire de 1832 laissait l'aristocratie foncière en possession presque exclusive de toutes les hautes fonctions gouvernementales. L'humanité avec laquelle la riche classe moyenne acceptait cette situation demeura pour moi incompréhensible, jusqu'à ce que j'eusse entendu dans un discours public le grand manufacturier libéral, M.W.A. Forster, supplier les jeunes gens de Bradford d'apprendre le français pour faire leur chemin dans le monde ; il citait sa propre expérience et racontait combien il s'était à lui-même apparu stupide, quand, en sa qualité de ministre, il se trouva brusquement dans une société où le français était au moins aussi nécessaire que l'anglais. En effet, les bourgeois anglais étaient en moyenne à cette époque des parvenus absolument sans culture, et ne pouvaient faire autrement que d'abandonner bon gré mal gré à l'aristocratie les postes supérieurs du gouvernement, où il était nécessaire d'avoir d'autres qualités que l'étroitesse insulaire et la suffisance insulaire, épicées de

---

94 Il fallait, pour être électeur, payer au moins 200 francs d'impôts directs (avant la révolution de 1830, 300 francs). C'est ce qu'on appelait le *cens* en général.

95 Engels écrivait ceci au lendemain de la crise boulangiste, qui avait mis en péril les institutions parlementaires.

roublardise commerciale [96] Même aujourd'hui les débats interminables de la presse sur l'éducation bourgeoise démontrent surabondamment que la classe moyenne anglaise ne se croit pas assez bonne pour une éducation supérieure et ambitionne quelque chose de plus modeste. Ainsi, même après l'abrogation des lois sur les céréales [97], on considéra, comme une chose entendue, que les hommes qui avaient remporté la victoire, les Cobden, les Bright, les Forster, etc., devaient rester exclus de toute participation au gouvernement officiel du pays ; il leur fallut attendre vingt ans pour qu'un nouveau *Reform Act* [98] leur ouvrît les portes du ministère. La bourgeoisie anglaise est encore aujourd'hui si pénétrée du sentiment de son infériorité sociale qu'elle entretient à ses propre frais et à ceux du peuple une clase décorative de paresseux pour représenter dignement la nation dans toutes les circonstances solennelles et qu'elle se considère hautement honorée quand un de ses membres est trouvé assez digne pour être admis dans ce corps exclusif, fabriqué après tout par elle-même.

---

96 Et même en affaires, la suffisance du chauvinisme national est un triste conseiller. Jusque tout dernièrement, le fabricant anglais vulgaire considérait comme au-dessous de la dignité d'un Anglais de parler une autre langue que la sienne et il était fier que des « pauvres diables d'étrangers » s'établissent en Angleterre et le déchargeassent des tracas de l'écoulement de ses produits à l'étranger. Jamais il ne songea d'une large partie du commerce extérieur de l'Angleterre, importation et exportation, et que le commerce extérieur anglais direct arrivait à être limité presque exclusivement aux colonies, à la Chine, aux Etats-Unis et à l'Amérique du Sud. Il ne remarqua pas davantage que ces Allemands commerçaient avec d'autres Allemands à l'étranger qui graduellement organisèrent un réseau complet de colonies commerciales sur toute la surface du globe. Mais quand l'Allemagne, il y a quarante ans environ, commença sérieusement à produire pour l'exportation, ce réseau la servit à merveille pour accomplir sa transformation, en un temps si court d'un pays exportateur de céréales en un pays industriel de première importance. Enfin il y a environ dix ans, le fabricant anglais prit peur et demanda à ses ambassadeurs et à ses consuls comment il se faisait qu'il ne pouvait plus garder ses clients. Les réponses furent unanimes : 1. Vous n'apprenez pas la langue de vos clients, vous exigez, au contraire, qu'ils apprennent la vôtre ; 2. Vous n'essayez pas de satisfaire les besoins, les habitudes et les goûts de vos acheteurs, mais vous exigez qu'ils acceptent les vôtres. (F. E.)

97 1846. Cette abrogation marque le triomphe du libre-échange sur le protectionnisme et la bourgeoisie anglaise sur les *landlords*.

98 La réforme électorale de 1867.

La classe moyenne industrielle et commerciale n'était donc pas encore parvenue à éliminer l'aristocratie foncière du pouvoir politique, quand un nouveau rival, la classe ouvrière, fit son apparition. La réaction qui suivit le mouvement chartiste et les révolutions continentales, aussi bien que le développement sans précédent du commerce anglais de 1848 à 1866 (communément attribué au seul libre-échange, mais dû bien plus au colossal développement des chemins de fer, de la navigation à vapeur et des moyens de communication en général) avaient une fois encore courbé la classe ouvrière sous la dépendance du Parti libéral, dont elle avait formé dans les temps préchartistes l'aile radicale. La revendication du droit de vote pour les ouvriers devint peu à peu irrésistible ; tandis que les leaders whigs [99] du Parti libéral s'effaraient, Disraeli montra sa supériorité en forçant les tories [100] à saisir l'occasion et à introduire une extension du droit de vote selon l'habitat (pouvait voter quiconque habitait une maison individuelle) aux districts urbains et un remaniement des circonscriptions électorales. Puis vint le vote secret et, en 1884, l'extension du suffrage selon l'habitat à toutes les circonscriptions, même les circonscriptions rurales (comtés) et un nouveau remaniement de celles-ci qui les rendaient à peu près égales. Toutes ces mesures augmentaient considérablement la puissance électorale de la classe ouvrière, au point que dans 150 à 200 collèges électoraux, les ouvriers forment maintenant la majorité des votants. Mais le parlementarisme est une excellente école pour enseigner le respect de la tradition ; si la bourgeoisie regarde avec vénération et la crainte religieuse ce que lord Manners appelle plaisamment « notre vieille noblesse », la masse des ouvriers regarde avec respect et déférence ceux qu'on appelait alors la « classe supérieure », les bourgeois, qu'elle est habituée à considérer comme ses « supérieurs ». L'ouvrier anglais était, il y a une quinzaine d'années, l'ouvrier modèle, dont la respectueuse déférence pour son maître et la timidité à réclamer ses droits consolaient nos « socialistes de la chaire » [101] des

---

99 Ancien nom des libéraux.

100 Ancien nom des conservateurs.

101 On donne ce nom à un certain nombre de professeurs d'économie politique qui, en Allemagne, après 1870, réagirent contre les principes, les méthodes et les tendances de l'économie classique anglaise et qui préconisèrent une

incurables tendances communistes et révolutionnaires du prolétariat de leur propre nation.

Il faut une religion au peuple

Mais les bourgeois anglais, qui sont des hommes d'affaires, virent plus loin que les professeurs allemands. Ce n'est qu'à contre-cœur qu'ils avaient partagé leur pouvoir avec la classe ouvrière. Ils avaient appris à l'époque du chartiste de quoi était capable le peuple, ce *puer robustus sed malitiosus* ; et depuis ils avaient été contraints d'accepter la plus grande partie de la charte du peuple et de l'incorporer dans la constitution de la Grande-Bretagne. Maintenant, plus que jamais, le peuple doit être tenu en bride par des moyens moraux, et le premier et le principal moyen d'action sur les masses est et reste encore la religion. De là les majorités d'ecclésiastiques dans les *Schools boards* 102 de là les dépenses sans cesse grandissantes que la bourgeoisie s'impose pour encourager toute sorte de démagogie dévote, depuis le ritualisme jusqu'à l'Armée du Salut.

Et c'est alors qu'éclata le triomphe de la respectabilité britannique sur la libre pensée et le relâchement religieux du bourgeois continental. Les ouvriers de Francs et d'Allemagne étaient devenus des révoltés. Ils étaient complètement contaminés par le socialisme ; et pour de bonnes raisons ils n'avaient pas de préjugés sur la légalité des moyens permettant de conquérir le pouvoir. Le *puer robustus* était devenu de jour en jour plus *malitiosus*. Il ne restait aux bourgeoisies française et allemande, comme dernière ressource, qu'à jeter tout doucement par-dessus bord leur libre pensée, ainsi que le jeune homme, à l'heure du mal de mer, jette à l'eau le cigare avec lequel il se pavanait en s'embarquant : l'un après l'autre, les esprits forts

politique sociale. Citons parmi eux Schmoller, Adolph Wagner, Brentano. Ils étaient, bien entendu, contre-révolutionnaires. Ils ont inspiré la politique de « réformes sociales » inaugurée par Bismarck après 1880.

102 *School boards* : Commissions scolaires créées en 1870. Elles avaient pour rôle « de lever une taxe pour bâtir et entretenir des écoles publiques, d'obliger les parents à envoyer leurs enfants à l'école et de dispenser les pauvres de la rétribution scolaire ». (SEIGNOBOS : *Histoire politique de l'Europe contemporaine*, p. 65)

adoptèrent les dehors de la pitié, parlèrent avec respect de l'Eglise, de ses dogmes et de ses rites et en observèrent eux-mêmes le minimum qu'il était impossible d'éviter. La bourgeoisie française fit maigre le vendredi et les bourgeois allemands écoutèrent religieusement le dimanche les interminables sermons protestants. Ils s'étaient fourvoyés avec leur matérialisme. *Die Religion muss dem Volk erhalten werden — il faut conserver la religion pour le peuple*, — elle seule peut sauver la société de la ruine totale. Malheureusement pour eux, ils ne firent cette découverte qu'après avoir travaillé de leur mieux à détruire la religion pour toujours. Et, maintenant, c'était au bourgeois britannique de prendre sa revanche et de s'écrier : « Imbéciles ! il y a deux siècles que j'aurais pu vous dire cela ! »

Cependant, je crains que ni la religieuse stupidité du bourgeois anglais, ni la conversion *post festum* [1] du continental ne puissent opposer une digue à la marée montante du prolétariat. La tradition est une grande force retardatrice, elle est la *vis inertiae* [2] de l'histoire, mais comme elle est simplement passive, elle est sûre de succomber ; la religion ne sera pas non plus une sauvegarde éternelle pour la société capitaliste. Etant donné que nos idées juridiques, philosophiques et religieuses sont les produits plus ou moins directs des conditions économiques régnant une société donnée, ces idées ne peuvent pas se maintenir éternellement une fois que ces conditions se sont complètement transformées. Et à moins de croire à une révélation surnaturelle, nous devons admettre qu'aucune prédication religieuse ne peut suffire à étayer une société qui s'écroule.

Malgré tout, le prolétariat anglais s'affranchira

La classe ouvrière de l'Angleterre, de nouveau, se met en mouvement. Elle est sans doute entravée par des traditions de toute sorte. Traditions bourgeoises : telle cette croyance si répandue qu'il ne peut y avoir que deux partis, les conservateurs et les libéraux et que la classe ouvrière doit conquérir son émancipation à l'aide du grand Parti

---

1 Après coup (littéralement : après la fête).

2 La force d'inertie.

libéral [103]. Traditions ouvrières, héritées des premières tentatives d'action indépendante : telle l'exclusion des vieilles et nombreuses trade-unions de tout ouvrier n'ayant pas fait son temps réglementaire d'apprentissage, ce qui aboutit à la création de ses propres briseurs de grève par chacune de ces trade-unions. Malgré tout, la classe ouvrière est en mouvement ; même le professeur Brentano a été dans la pénible obligation d'en informer ses confrères du « socialisme de la chaire ». Elle se meut, comme toute chose en Angleterre, d'un pas lent et mesurer, ici avec hésitation, là avec des résultats plus ou moins heureux ; elle se meut ici et là avec une méfiance exagérée du *mot* socialisme, tandis qu'elle en absorbe la *substance*, et le mouvement s'étend et s'empare des couches ouvrières, l'une après l'autre. Il a déjà secoué de leur torpeur les manœuvres de l'East-End de Londres et, tous, nous avons vu quelle énergique impulsion ces nouvelles forces qui lui ont à leur tour imprimée. Si la marche du mouvement est trop lente au gré des impatiences de tel ou tel, n'oublions pas que c'est la classe ouvrière qui préserve, vivantes, les plus belles qualités du caractère anglais, et quand un terrain est conquis en Angleterre, il n'est d'ordinaire jamais perdu. Si, pour les raisons dites plus haut, les fils des vieux chartistes n'ont pas été à la hauteur de la situation, les petits-fils promettent d'être dignes de leurs ancêtres.

Mais le triomphe de la classe ouvrière européenne ne dépend pas seulement de l'Angleterre : il ne pourra être obtenu que par la coopération au moins de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne. Dans ces deux derniers pays, le mouvement ouvrier est bien en avant de celui de l'Angleterre. En Allemagne, on peut déjà mesurer la distance qui le sépare du succès : ses progrès, depuis vingt-cinq ans, n'ont pas de précédent ; il avance avec une vitesse toujours croissante. Si la bourgeoisie allemande s'est montrée lamentablement dépourvue de capacités politiques, de discipline, de courage, d'énergie et de persévérance, la classe ouvrière allemande a donné de nombreuses preuves de toutes ces qualités. Il y a près de quatre siècles, l'Allemagne fut le point de départ du premier soulèvement de la bourgeoisie européenne ; au point où en sont les choses, serait-il

103 Ecrit huit ans avant la fondation du comité pour représentation ouvrière, berceau du Labour Party (1900).

impossible que l'Allemagne soit encore le théâtre de la première grande victoire du prolétariat européen ?

Londres, 20 avril 1892.

25.

FRIEDRICH ENGELS

Contribution à l'histoire du christianisme primitif *

I

Retour à la table des matières

L'histoire du christianisme primitif offre de curieux points de contact avec le mouvement ouvrier moderne. Comme celui-ci, le christianisme était à l'origine le mouvement des opprimés ; il apparut tout d'abord comme la religion des esclaves et des affranchis, des pauvres et des hommes privés de droits, des peuples subjugués ou dispersés par Rome. Tous deux, le christianisme aussi bien que le socialisme ouvrier prêchent une délivrance prochaine de la servitude et de la misère ; le christianisme transpose cette délivrance dans l'au-delà, dans une vie après la mort, dans le ciel ; le socialisme la place dans ce monde, dans une transformation de la société. Tous les deux sont poursuivis et traqués, leurs adhérents sont proscrits et soumis à des lois d'exception, les uns comme ennemis du genre humain, les autres comme ennemis du gouvernement, de la religion, de la famille, de l'ordre social. Et malgré toutes les persécutions, et même directement servis par elles, l'un et l'autre se frayent victorieusement, irrésistiblement leur chemin. Trois siècles après sa naissance, le christianisme est reconnu comme la religion d'Etat de l'Empire romain : en moins de soixante ans, le socialisme a conquis une position telle que son triomphe définitif est absolument assuré.

Par conséquent, si M. le professeur A. Menger, dans son *Droit au produit intégral du travail*, s'étonne de ce que sous les empereurs romains, vu la colossale centralisation des biens-fonds et les souffrances infinies de la classe travailleuse composée pour la plus

* Publié dans la *Neue Zeit*, XIII^{e} année (1894-95), tome I, n^{os} 1 et 2, pp. 4-13 et 36-43.

grande partie d'esclaves, « le socialisme ne se soit pas implanté après la chute de l'Empire romain occidental », c'est qu'il ne voit pas que précisément ce « socialisme », dans la mesure où cela était possible à l'époque, existait effectivement et arrivait au pouvoir… avec le christianisme. Seulement, le christianisme, comme cela devait fatalement être, étant donné les conditions historiques, ne voulait pas réaliser la transformation sociale dans ce monde, mais dans l'au-delà, dans le ciel, dans la vie éternelle après la mort, dans le *millenium* imminent.

Déjà au moyen âge le parallélisme des deux phénomènes s'impose lors des premiers soulèvements de paysans opprimés, et notamment de plébéiens des villes. Ces soulèvements, ainsi que tous les mouvements des masses au moyen âge, portèrent nécessairement un masque religieux ; ils apparaissent comme des restaurations du christianisme primitif à la suite d'une dégénérescence grandissante [1], mais derrière

---

1 Les soulèvements du monde mahométan, notamment en Afrique, forment un singulier contraste. Avec cela l'Islam est une religion faite à la mesure des Orientaux plus précisément des Arabes, c'est-à-dire, d'une part, de citadins pratiquant le commerce et l'industrie ; d'autre part, des Bédouins nomades. Mais il y a là le germe d'une collision périodique. Les citadins, devenus opulents et fastueux, se relâchent dans l'observance de la « Loi ». Les Bédouins pauvres et, à cause de leur pauvreté, de mœurs sévères, regardent avec envie et convoitise ces richesses et ces jouissances. Ils s'unissent sous la direction d'un prophète, un Madhi, pour châtier les infidèles, pour rétablir la loi cérémoniale et la vraie croyance, et pour s'approprier comme récompense les trésors des infidèles. Au bout de cent ans, naturellement, ils se trouvent exactement au même point que ceux-ci ; une nouvelle purification est nécessaire ; un nouveau Madhi surgit ; le jeu recommence. Cela s'est passé de la sorte depuis les guerres de conquête des Almoravides* et des Almohades africains en Espagne jusqu'au dernier Madhi de Khartoum qui a bravé si victorieusement les Anglais. Il en fut ainsi, ou à peu près, des bouleversements en Perse et en d'autres contrées mahométanes. Ce sont des mouvements nés de causes économiques, bien que portant un déguisement religieux. Mais, alors même qu'ils réussissent, ils laissent intactes les conditions économiques. Rien n'est donc changé, la collision devient périodique. Par contre, dans les insurrections populaires de l'Occident chrétien, le déguisement religieux ne sert que de drapeau et de masque à des attaques contre un ordre économique devenu caduc : finalement, cet ordre est renversé ; un ordre nouveau s'élève, il y a progrès, le monde marche. (F. E.)

l'exaltation religieuse se cachaient régulièrement de très positifs intérêts de ce monde-ci. Cela apparaissait d'une manière grandiose dans l'organisation des taborites de Bohême sous Jean Zizka de glorieuse mémoire : mais ce trait persiste à travers tout le moyen âge, jusqu'à ce qu'il disparaisse petit à petit, après la guerre des paysans en Allemagne, pour reparaître chez les ouvriers communistes après 1830. Les communistes révolutionnaires français, de même que Weitling et ses adhérents, se réclamèrent du christianisme primitif bien longtemps avant que Renan ait dit :

> Si vous voulez vous faire des premières communautés chrétiennes, regardez une section locale de l'Association internationale des travailleurs.

L'homme de lettres français qui, grâce à une exploitation de la critique biblique allemande, sans exemple même dans le journalisme moderne, a confectionné son roman sur l'histoire de l'Eglise, *Les Origines du christianisme*, ne savait pas tout ce qu'il y avait de vrai dans sa phrase. Je voudrais voir l'ancien internationaliste capable de lire, par exemple, la seconde *Epître aux Corinthiens*, attribuée à Paul, sans que, sur un point tout au moins, d'anciennes blessures se rouvrissent chez lui. L'*Epître* tout entière, à partir du VIII^e^ chapitre, retentit de l'éternelle complainte trop connue hélas : « Les cotisations ne rentrent pas ». Combien des plus zélés propagandistes, vers 1865, eussent serré la main de l'auteur de cette lettre, quel qu'il soit, avec une sympathique intelligence, en lui murmurant à l'oreille : « Cela t'est donc arrivé, frère, à toi aussi ! » Nous autres également nous pourrons en dire long là-dessus — dans notre association aussi les Corinthiens pullulaient — ces cotisations qui ne rentraient pas, qui, insaisissables, tournoyaient devant nos yeux de Tantale, mais c'étaient là, précisément, les fameux millions de l'Internationale.

---

* Almoravides : dynastie en Afrique du Nord et en Espagne du Sud (1056 à 1146). Almohades : autre dynastie maure qui renversa la dynastie des Almoravides en 1146 et exerça le pouvoir jusqu'en 1269.

Sous le nom de mahdi de Khartoum est désigné Mohamed Achmed (env. 1844-1885), chef du soulèvement de paysans et de nomades était dirigé contre les colonisateurs anglais et autres et il finit par les chasser temporairement du Soudan (jusqu'en 1898).

L'une de nos meilleures sources sur les premiers chrétiens est Lucien de Samosate, le Voltaire de l'antiquité classique, qui gardait une attitude également sceptique à l'égard de toute espèce de superstition religieuse, et qui, par conséquent, n'avait pas de motifs — ni par croyance païenne ni par politique — de traiter les chrétiens autrement que n'importe quelle association religieuse. Au contraire, il les raille tous pour leur superstition, aussi bien les adorateurs de Jupiter que les adorateurs du Christ : de son point de vue platement rationaliste un genre de superstition est tout aussi inepte qu'un autre. Ce témoin, en tout cas impartial, raconte entre autres choses, la biographie d'un aventurier, Pérégrinus, qui s'appelait en réalité Protée, de Parium sur l'Hellespont [1]. Ledit Pérégrinus débuté dans sa jeunesse en Arménie, par un adultère, fut pris en flagrant délit et lynché selon la coutume du pays. Heureusement parvenu à s'échapper, il étrangla à Parium son vieux père et dut s'enfuir.

> Ce fut vers cette époque qu'il se fit instruire dans l'admirable religion des chrétiens, en s'affiliant en Palestine avec quelques-uns de leurs prêtres et de leurs scribes. Que vous dirai-je ? Cet homme leur fit bientôt voir qu'ils n'étaient que des enfants ; tour à tour prophète, thiasarque, chef d'assemblée, il fut tout à lui seul, interprétant leurs livres, les expliquant, en composant de son propre fonds. Aussi, nombre de gens le regardèrent-ils comme un dieu, un législateur, un pontife, égal à celui qui est honoré en Palestine, où il fut mis en croix pour avoir introduit ce nouveau culte parmi les hommes. Protée ayant été arrêté pour ce motif, fut jeté en prison… Du moment qu'il fut dans les fers, les chrétiens, se regardant comme frappés en lui, mirent tout en œuvre pour l'enlever ; mais ne pouvant y parvenir, ils lui rendirent au moins toutes sortes d'offices avec un zèle et un empressement infatigables. Dès le matin, on voyait rangés autour de la prison une foule de vieilles femmes, de veuves et d'orphelins. Les principaux chefs de la secte passaient la nuit auprès de lui, après avoir corrompu les geôliers : ils y apportaient leur repas, lisaient leurs livres saints ; et le vertueux Pérégrinus, il se nommait encore ainsi, était appelé par eux le nouveau Socrate. Ce n'est pas tout ; plusieurs villes d'Asie lui envoyèrent des députés au nom des chrétiens, pour lui prêter assistance, lui servir d'appuis, d'avocats et de consolateurs. On ne saurait croire leur empressement en pareilles occurrence, pour tout dire en un mot, rien ne leur coûte. Aussi Pérégrinus, sous le prétexte de sa prison, vit-il arriver de bonnes sommes d'argent et se fit-il un

---

1 Engels fait allusion au petit ouvrage de LUCIEN : *De la mort de Pérégrinus*.

> gros revenu. Ces malheureux se figurent qu'ils sont immortels et qu'ils vivront éternellement, en conséquence, ils méprisent les supplices et se livrent volontairement à la mort. Leur premier législateur leur a encore persuadé qu'ils sont tous frères. Dès qu'ils ont une fois changé de culte, ils renoncent aux dieux des Grecs, et adorent le sophiste crucifié dont ils suivent les lois. Ils méprisent également tous les biens et les mettent en commun, sur la foi complète qu'ils ont en ses paroles. En sorte que s'il vient à se présenter parmi eux un imposteur, un fourbe adroit, il n'a pas de peine à s'enrichir fort vite, en riant sous cape de leur simplicité. Cependant Pérégrinus est bientôt délivré de ses fers par le gouverneur de Syrie.

A la suite d'autres aventures encore, il est dit :

> Pérégrinus reprend donc sa vie errante, accompagné dans ses courses vagabondes par une troupe de chrétiens qui lui servent de satellites et subviennent abondamment à ses besoins. Il se fit ainsi nourrir pendant quelque temps. Mais ensuite ayant violé quelques-uns de leurs préceptes (on l'avait vu, je crois, manger d'une viande prohibée), il fut abandonné de son cortège et réduit à la pauvreté. (*Traduction Talbot.*)

Que de souvenirs de jeunesse s'éveillent en moi à la lecture de ce passage de Lucien. Voilà, tout d'abord, le « prophète Albrecht » qui, à partir de 1840 environ et quelques années durant rendait peu sûres — à la lettre — les communautés communistes de Weitling en Suisse. C'était un homme grand et fort, portant une longue barbe,qui parcourait la Suisse à pied, à la recherche d'un auditoire pour son nouvel évangile de l'affranchissement du monde. Au demeurant il paraît avoir été un brouillon assez inoffensif, le « Dr » Georges Kuhlmann de Holstein, qui mit à profit le temps ou Weitling était en prison pour convertir les communistes de la Suisse française à *son* évangile à lui, et qui, pour un temps, y réussit si bien qu'il gagna jusqu'au plus spirituel en même temps que le plus bohème d'entre eux, August Becker. Feu Kuhlmann donnait des conférences qui furent publiées à Genève en 1845 sous le titre : *Le Nouveau Monde ou le royaume de l'esprit sur terre. Annonciation*. Et dans l'introduction, rédigée selon toute probabilité par Becker, on lit :

> Il manquait un homme dans la bouche de qui toutes nos souffrances, toutes nos espérances et nos aspirations, en un mot, tout ce qui remue le plus profondément notre temps, trouvât une voix…

> Cet homme qu'attendait notre époque, il est apparu. C'est le Dr George Kuhlmann de Holstein. Il est apparu, avec la doctrine du nouveau monde ou du royaume de l'esprit dans la réalité.

Est-il besoin de dire que cette doctrine du nouveau monde n'était que le plus banal sentimentalisme, traduit en une phraséologie demi-biblique à la Lamennais et débité avec une arrogance de prophète. Ce qui n'empêchait pas les bons disciples de Weitling d'être aux petits soins pour ce charlatan, comme les chrétiens d'Asie l'avaient été pour Pérégrinus. Eux qui, d'ordinaire, « étaient archi-démocratiques et égalitaires, au point de nourrir des soupçons inextinguibles à l'égard de tout maître d'école, de tout journaliste, de tous ceux qui n'étaient pas des ouvriers manuels, comme s'ils étaient autant de « savants » cherchant à les exploiter, ils se laissèrent persuader par ce Kuhlmann avec son accoutrement de mélodrame, que dans le « nouveau monde » le plus sage, *id est* Kuhlmann, réglementerait la répartition des jouissances et que, en conséquence, dans le vieux monde déjà, les disciples avaient à fournir les jouissances par boisseaux au plus sage, et à se contenter, eux, des miettes. Et Pérégrinus-Kuhlmann vécut dans la dans la joie et dans l'abondance… tant que cela dura. A vrai dire, cela ne dura guère ; le mécontentement croissant des sceptiques et des incrédules, les menaces de persécution du gouvernement vaudois mirent fin au royaume de l'esprit à Lausanne ; Kuhlmann disparut.

Des exemples analogues viendront par douzaines à la mémoire de quiconque a connu par expérience le commencement du mouvement ouvrier en Europe. A l'heure présente, des cas aussi extrêmes sont devenus impossibles, du moins dans les grands centres ; mais dans des localités perdues, où le mouvement conquiert un terrain vierge, un petit Pérégrinus de ce genre pourrait bien compter encore sur un succès momentané et relatif. Et de même que dans tous les pays affluent vers le parti ouvrier tous les éléments n'ayant plus rien à espérer du monde officiel, ou qui y sont brûlés — tels que les adversaires de la vaccination, les végétariens, les anti-vivisectionnistes, les partisans de la médecine des simples, les prédicateurs des congrégations dissidentes dont les ouailles ont pris le large, les auteurs de nouvelles théories sur l'origine du monde, les inventeurs ratés ou malheureux, les victimes de réels ou d'imaginaires

passe-droit que la bureaucratie appelle « des rouspéteurs inutiles », les imbéciles honnêtes et les déshonnêtes imposteurs — de même, il en était chez les chrétiens. Tous les éléments que le procès de dissolution de l'ancien monde avait libérés, c'est-à-dire avait flanqués à la porte, étaient attirés, les uns après les autres, dans le cercle d'attraction du christianisme, l'unique élément qui résistait à cette dissolution — précisément parce qu'il en était nécessairement le produit tout spécial — et qui, par conséquent, subsistait et grandissait alors que les autres éléments n'étaient que des mouches éphémères. Point d'exaltation, d'extravagance, d'insanité ou d'escroquerie qui n'ait tenté sa chance auprès des jeunes communautés chrétiennes et qui, temporairement et en certaines localités, n'ait rencontré des oreilles attentives et de dociles croyants. Et comme les communistes de nos premières communautés, les premiers chrétiens étaient d'une crédulité inouïe à l'égard de tout ce qui paraissait convenir à leur doctrine, de sorte que nous ne savons pas de façon positive, si sur le grand nombre d'écrits que Pérégrinus a composés pour la chrétienté il ne s'est pas glissé quelque fragment par ci, par là, dans notre Nouveau Testament.

II

La critique biblique allemande, jusqu'ici la seule base scientifique de notre connaissance de l'histoire du christianisme primitif, a suivi une double tendance.

L'une de ces tendances est représentée par l'école de Tubingue, à laquelle, au sens large appartient aussi D.F. Strauss. Elle va aussi loin dans l'examen critique qu'une école *théologique* saurait aller. Elle admet que les quatre Evangiles ne sont pas des rapports de témoins oculaires, mais des remaniements ultérieurs d'écrits perdus, et que quatre tout au plus des Epîtres attribués à saint Paul sont authentiques, etc. Elle biffe la narratio, historique, comme inadmissibles tous les miracles et toutes les contradictions ; de ce qui reste, elle cherche « à sauver tout ce qui peut être sauvé », et, en cela, transparaît bine son caractère d'école théologique. Et c'est grâce à cette école que Renan, qui, en grande partie, se fonde sur elle, a pu, en appliquant la même méthode, opérer bien d'autres « sauvetages » encore. Outre nombre de récits plus que douteux du Nouveau Testament, il vaut encore nous

imposer quantité de légendes de martyrs comme authentifiées historiquement. En tout cas, tout ce que l'école de Tubingue rejette du Nouveau Testament comme apocryphe, ou comme n'étant pas historique, peut être considéré comme définitivement écarté par la science.

L'autre tendance est représentée par un seul homme : Bruno Bauer. Son grand mérite est d'avoir impitoyablement critiqué les Evangiles et les Epîtres apostoliques, d'avoir été le premier à prendre au sérieux l'examen des éléments non seulement juifs et gréco-alexandrins, mais aussi grecs et gréco-romains qui ont permis au christianisme de devenir une religion universelle. La légende du christianisme né de toutes pièces du judaïsme, partant de la Palestine pour conquérir le monde avec une dogmatique et une éthique arrêtées dans leurs grandes lignes, est devenue impossible depuis Bruno Bauer ; désormais elle pourra tout au plus continuer de végéter dans les facultés théologiques et dans l'esprit des gens qui veulent « conserver la religion pour le peuple », même aux dépens de la science. Dans la formation du christianisme, tel qu'il a été élevé au rang de religion d'Etat par Constantin, l'Ecole de Philon d'Alexandrie et la philosophie vulgaire gréco-romaine — platonique et notamment stoïcienne — ont eu leur large part. Cette part est loin d'être établie dans les détails, mais le fait est démontré, et c'est là surtout l'œuvre de Bruno Bauer ; il a jeté les bases de la preuve que le christianisme n'a jamais été importé du dehors, de Judée, et imposé au monde gréco-romain, mais qu'il est, du moins dans la forme qu'il a revêtu comme religion universelle, le produit le plus authentique de ce monde. Naturellement, dans ce travail, Bauer dépassa de beaucoup le but, comme il arrive à tous ceux qui combattent des préjugés invétérés. Dans l'intention de déterminer, même au point de vue littéraire l'influence de Philon, et surtout de Sénèque, sur le christianisme naissant, et de représenter formellement les auteurs du Nouveau testament comme des plagiaires de ces philosophes, il est obligé de retarder l'apparition de la nouvelle religion d'un demi-siècle, de rejeter les récits qui s'y opposent des historiens romains, et, en générale, de prendre de graves libertés avec l'histoire reçue. Selon lui, le christianisme comme tel n'apparaît que sous les empereurs Flavien, la littérature du Nouveau Testament que sous Hadrien, Antonin et Marc-Aurèle. En conséquence, on vit aussi disparaître chez

Bauer tout fond historique pour les récits du Nouveau Testament relatifs à Jésus et à ses disciples ; ils se résolvent en légendes où les phases de développement interne et les conflits moraux des premières communautés sont transposés et attribués à des personnages plus ou moins fictifs. Ce ne sont ni la Galilée ni Jérusalem, mais bien Alexandrie et Rome qui sont, d'après Bauer, les lieux de naissance de la nouvelle religion.

Par conséquent, si dans le résidu qu'elle ne conteste pas de l'histoire et de la littérature du Nouveau Testament, l'école de Tubingue nous a offert l'extrême maximum de ce que la science peut, de nos jours encore, accepter comme étant sujet à controverse, Bruno Bauer nous apporte le maximum de ce qu'elle peut y contester. La vérité se situe entre ces extrêmes. Que celle-ci, avec nos moyens actuels, soit susceptible d'être déterminée, paraît bien problématique. De nouvelles trouvailles, notamment à Rome, dans l'Orient et avant tout en Egypte, y contribueront bien davantage que toute critique.

Or, il y a dans le Nouveau Testament un seul livre dont il soit possible, à quelques mots près, de fixer la date de rédaction ; il a dû être écrit entre juin 67 et janvier ou avril 68 ; c'est un livre qui, par conséquent, appartient aux tout premiers temps chrétiens, qui reflète les idées de cette époque avec la plus naïve sincérité et dans la langue idiomatique qui lui correspond ; qui, partant, est à mon sens autrement important pour déterminer ce que fut réellement le christianisme primitif que tout le reste du Nouveau Testament, de beaucoup postérieur en date dans sa rédaction actuelle. Ce livre est ce qu'on appelle l'*Apocalypse* de jean ; et comme, par surcroît, ce livre, en apparence le plus obscur de toute la Bible, est devenu aujourd'hui, grâce à la critique allemande, le plus compréhensible et le plus transparent de tous, je me propose d'en entretenir le lecteur.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur ce livre pour se convaincre de l'état d'exaltation non seulement de l'auteur, mais encore du « milieu » où il vivait. Notre *Apocalypse* n'est pas la seule de son espèce et de son temps. De l'an 164 avant notre ère, date de la première qui nous ait été conservée — le livre de Daniel — jusqu'à environ 250 de notre ère, date approximative du *Carmen* de

Commodien [1], Renan ne compte pas mois de 15 Apocalypses classiques parvenues jusqu'à nous, sans parler des imitations ultérieures. (Je cite Renan parce que son livre est le plus accessible et le plus connu en dehors des cercles des spécialistes.) Ce fut un temps où Rome et en Grèce, mais bien davantage encore en Asie mineure, en Syrie et en Egypte, un mélange absolument hasardeux des plus crasses superstitions des peuples les plus pieuses fraudes et un charlatanisme direct, où les miracles, les extases, les visions, la divination, l'alchimie, la cabale [2] et autres sorcelleries occultes tenaient le premier rôle. Ce fut là l'atmosphère dans laquelle le christianisme prit naissance, et cela dans une classe de gens qui, plus que toute autre, était accessible à ces chimères. Aussi bien les gnostiques [3] chrétiens d'Egypte, comme le prouvent entre autres choses les papyrus de Leyde, se sont-ils, au II[e] siècle de l'ère chrétienne, fortement adonnés à l'alchimie, et ont-ils incorporé des notions d'alchimie dans leurs doctrines. Et le *mathematici* chaldéens et juifs qui, d'après Tacite, furent à deux reprises, sous Claude et encore Vitellius, chassés de Rome pour magie, ne se livraient pas à d'autres « astuces » de géométrie que celles que nous retrouverons au cœur même de l'*Apocalype* de Jean.

A cela s'ajoute que toutes les apocalypses s'arrogent le droit de tromper leurs lecteurs. Non seulement elle sont, en règle générale, écrites par tout autres personnes — pour la plupart plus modernes — que leurs prétendus auteurs, par exemple le livre de Daniel, le livre d'Enoch, les *Apocalypses* d'Esdras, de Baruch, de Jude, etc., les livres sibyllins, mais elles ne prophétisent au fond que des choses arrivées depuis longtemps et parfaitement connues de l'auteur véritable. C'est ainsi qu'en l'an 164, peu de temps avant la mort d'Antiochus Epiphane, l'auteur du livre de Daniel fait prédire à Daniel, censé vivre

---

1 Il s'agit du chant apologétique de Commodien adressé aux Juifs et aux païens.

2 Ou Kabbale : Système théologique ésotérique juif contenu dans deux livres : le Livre de la Création (VII[e] siècle) et le Livre de l'Eclat (fin du XIII[e] siècle). Ces deux livres exposent la doctrine mystique de la révélation de la divinité par soi-même, de son et de la partition du Tout en quatre éléments.

3 Adhérents d'une tendance religieuse mystique de la période du christianisme primitif : tendance éclectique et réactionnaire en philosophie qui unissait le néoplatonisme aux idées pytagoriciennes et chrétiennes et prépara le terrain à l'obscurantisme du moyen âge.

à l'époque de Nabuchodonosor, la montée et le déclin de l'hégémonie de la Perse et de la Macédoine, et le commencement de l'Empire mondial de Rome, afin de préparer ses lecteurs, par cette preuve de ses dons prophétiques, à accepter se prophétie finale : que le peuple d'Israël surmontera toutes ses souffrances et sera enfin victorieux. Si donc l'*Apocalyspe* de Jean était réellement l'ouvrage de l'auteur prétendu, elle constituerait l'unique exception dans la littérature apocalyptique.

Le Jean, qui se donne pour l'auteur, était en tout cas un homme très considéré parmi les chrétiens de l'Asie mineure. Le ton des lettres aux sept Eglises nous en est garant. Il se pourrait donc que ce fût l'apôtre Jean, dont l'existence historique, si elle n'est pas absolument attestée, est du moins très vraisemblable. Et si cet apôtre était effectivement l'auteur, ce n'en serait que mieux pour notre thèse. Ce serait la meilleure preuve que le christianisme de ce livre est le véritable, le vrai christianisme primitif. Il est prouvé, soit dit en passant, que l'*Apocalypse* n'est pas du même auteur que l'Evangile ou les trois *Epîtres* attribuées à Jean.

L'*Apocalypse* se compose d'une série de visions. Dans la première, le Christ apparaît, vêtu en grand-prêtre, marchant entre sept chandeliers d'or, qui représentent les sept Eglises d'Asie et dicte à « Jean » des lettres aux sept « anges » de ces « Eglises » d'Asie. Dès le début, la différence se manifeste d'une manière frappante entre ce christianisme-ci et la religion universelle de Constantin formulée par le concile de Nicée. La Trinité est non seulement inconnue, elle est ici une impossibilité. A la place du Saint-Esprit *unique* ultérieur, nous avons les « sept esprits de Dieu », tirés par des rabbins d'Esaïe, XI, 2, Jésus-Christ est le Fils de Dieu, le premier et le dernier, l'alpha et l'oméga, mais nullement lui-même Dieu ou l'égal de Dieu : il est au contraire « le commencement de la création de Dieu », par conséquent, une émanation de Dieu existant de toute éternité, mais subordonnée, analogue aux sept esprits mentionnés plus haut. Au chapitre XV, 3, les martyrs au ciel « chantent le cantique de Moïse, le serviteur de Dieu, et le cantique de l'agneau » pour la glorification de Dieu. Jésus-Christ apparaît donc ici non seulement subordonné à Dieu, mais, d'une certaine manière, placé sur le même plan que Moïse. Jeésus-Christ est crucifié à Jérusalem (XI, 8), mais il est

ressuscité (I. 5, 18) il est l'« agneau » qui a été sacrifié pour les péchés du monde et avec le sang duquel les fidèles de tous les peuples et de toutes langues sont rachetés à Dieu. Nous trouvons ici la conception fondamentale qui permit au christianisme de s'épanouir en religion universelle. La notion que les dieux, offensés par les actions des homes, pouvaient être apaisés par des sacrifices était commune à toutes les religions des Sémites et des Européens ; la première idée révolutionnaire fondamentale du christianisme (empruntée à l'école de Philon) était que, par l'unique grand sacrifice volontaire d'un médiateur, les péchés de tous les temps de tous les hommes étaient expiés une fois pour toutes… pour les fidèles. De la sorte disparaissait la nécessité de tout sacrifice ultérieur, et par suite la base de nombre de cérémonies religieuses. Or, se débarrasser de cérémonies qui entravaient ou interdisaient le commerce avec des hommes de croyances différentes, était la condition première d'une religion universelle. Et cependant l'habitude des sacrifices était si ancrée dans les mœurs populaires que le catholicisme — qui reprit tant de coutumes païennes — jugea utile de lui faire droit en introduisant tout au moins le symbolique sacrifice de la messe. Par contre, nulle trace dans notre livre du dogme du péché originel.

Ce qui surtout caractérise ces lettres, de même que le livre tout entier, c'est que jamais ni nulle part il ne vient à l'idée de l'auteur de se désigner, lui et ses coreligionnaires, autrement que comme… Juifs. Aux sectaires de Smyrne et de Philadelphie, contre lesquels il s'élève, il reproche : « Ils se disent Juifs et ne le sont pas, mais sont une synagogue de Satan » ; de ceux de Pergame, il dit :

> Ils sont attachés à la doctrine de Balaam, qui enseignant à Balak à faire toutes sortes de difficultés aux enfants d'Israël, pour qu'ils mangeassent des viandes sacrifiées aux idoles et qu'ils se livrassent à l'impudicité.

Ce n'est donc pas à des chrétiens conscients que nous avons affaire ici, mais à des gens qui se donnent pour Juifs ; leur judaïsme, sans doute, est une nouvelle phase de développement de l'ancien : c'est précisément pour cela qu'il est le seul vrai. C'est pourquoi, lors de l'apparition des saints devant le trône de Dieu, viennent en premier lieu 144 000 Juifs, 12 000 de chaque tribu, et seulement ensuite

l'innombrable foule de païens convertis à ce judaïsme renouvelé. Notre auteur, en l'an 69 de notre ère, était si loin de se douter qu'il représentait une phase toute nouvelle de l'évolution religieuse, appelé à devenir un des éléments les plus révolutionnaires dans l'histoire de l'esprit humain.

Ainsi, on le voit, le christianisme d'alors qui n'avait pas encore conscience de soi était à mille lieues de la religion universelle, dogmatiquement arrêtée par le concile de Nicée ; impossible de reconnaître celui-là dans celle-ci. Ni la dogmatique, ni l'éthique du christianisme ultérieur ne s'y rencontrent ; en revanche, il y a le sentiment qu'on est en lutte contre tout un monde et que l'on sortira vainqueur de cette lutte ; une ardeur belliqueuse et une certitude de vaincre qui ont complètement disparu chez les chrétiens de nos jours et ne se rencontrent plus qu'à l'autre pôle de la société, chez les socialistes.

En fait, la lutte contre un monde qui a, au début, l'avantage et la lutte simultanée des novateurs entre eux sont communes à tous deux ; aux chrétiens primitifs et aux socialistes. Les deux grands mouvements ne sont pas faits par des chefs et des prophètes — bien que les prophètes ne manquent ni chez l'un ni chez l'autre — ce sont des mouvements de masses. Et tout mouvement de masses est au début nécessairement confus ; confus parce que toute pensée de masses se meut, d'abord, dans des contradictions, parce qu'elle manque de clarté et de cohérence ; confus encore, précisément à cause du rôle qu'y jouent les prophètes dans les commencements. Cette confusion se manifeste dans la formation de nombreuses sectes qui se combattent entre elles avec au moins autant d'acharnement qu'elles combattent l'ennemi commun du dehors. Cela se passa ainsi dans le christianisme primitif ; cela se passa de même dans les débuts du mouvement socialiste, si affligeant que cela fût pour les honnêtes gens bien intentionnés qui prêchaient l'union, alors que l'union n'était pas possible.

Est-ce que, par exemple, la cohésion de l'Internationale était due à un dogme unitaire ? En aucune façon. Il y avait là des communistes selon la tradition française d'avant 1848, qui à leur tour, représentaient des nuances différentes ; des communistes de l'école de

Weitling ; d'autres encore appartenant à la ligue régénérée des communistes ; des proudhoniens qui étaient l'élément prédominant en France et en Belgique ; des blanquistes ; le Parti ouvrier allemand ; enfin, des anarchistes bakouninistes, qui, un moment, eurent le dessus en Espagne et en Italie ; et ce n'étaient là que les groupes principaux. A dater de la fondation de l'Internationale, il a fallu un bon quart de siècle pour que s'effectue définitivement et partout la séparation d'avec les anarchistes, et que s'établisse un accord tout au moins sur les points de vue économiques les plus généraux. Et cela avec nos moyens de communication, les chemins de fer, les télégraphes, les villes industrielles monstres, la presse et les réunions populaires organisées.

Même division en innombrables sectes chez les premiers chrétiens, division qui était justement le moyen d'amener la discussion et d'obtenir l'unité ultérieure. Nous la constatons déjà dans ce livre, indubitablement le plus ancien document chrétien, et notre auteur fulmine contre elle avec le même comportement implacable que contre le monde des pécheurs non chrétiens. Voilà tout d'abord les nicolaïtes, à Ephèse et à Pergame ; ceux qui se disent être Juifs mais dont la synagogue de Satan, à Smyrne et Philadelphie ; les adhérents de la doctrine du faux prophète, appelé Balaam, à Pergame ; ceux qui disent être des prophètes et qui ne le sont pas, à Ephèse ; enfin, les partisans de la fausse prophétesse, appelée Jezabel, il est dit qu'ils mangent des viandes sacrifiées aux idoles et se livrent à l'impudicité.

On a essayé de représenter ces cinq sectes comme étant des chrétiens pauliniens, et toutes ces lettres comme étant dirigées contre Paul le faux apôtre, le prétendu Balaam et « Nicolas ». Les arguments sur ce point peu soutenables d'ailleurs se trouvent réunis chez Renan, *Saint Paul* (Paris, 1869, pages 303-305-367-370). Tous, ils aboutissent à expliquer nos lettres par les *Actes des apôtres* et les *Epîtres* dites de Paul, écrits qui, tout au moins dans leur rédaction actuelle, sont de soixante ans postérieurs à l'Apocalypse et dont les données relatives à celles-ci sont donc plus que douteuses, et qui, de plus, se contredisent absolument entre eux. Mais ce qui tranche la question, c'est qu'il n'a pas pu venir à l'esprit de notre auteur de donner à une seule et même secte cinq désignations différentes : deux pour la seule Ephèse (faux apôtres et nicolaïstes) et deux également

pour Pergame (les balaamites et les nicolaïtes), et cela en les désignant expressément dans chaque cas comme deux sectes différentes. Toutefois, nous n'entendons pas nier que parmi ces sectes il ait pu se trouver des éléments que l'on considérerait aujourd'hui comme des sectes pauliniennes.

Dans les deux passages où l'on entre dans des détails, l'accusation se borne à la consommation de viandes sacrifiées aux idoles et à l'impudicité, les deux points sur lesquels les Juifs — les anciens aussi bien que les Juifs chrétiens — étaient en dispute perpétuelle avec les païens convertis. De la viande provenant des sacrifices païens était non seulement servie aux festins, où refuser les mets présentés pouvait paraître inconvenant, voire devenir dangereux, mais elle était vendue aussi sur les marchés publics où il n'était guère possible de discerner à la vue si elle était koscher ou non. Par l'impudicité, ces mêmes Juifs n'entendaient pas seulement le commerce sexuel hors du mariage, mais aussi le mariage entre parents à des degrés prohibés par la Loi juive, ou bien encore entre Juifs et païens, et c'est là le sens qui, d'ordinaire, est donné au mot dans les *Actes des apôtres* (XV, 20 et 29). Mais notre Jean a une façon de voir à lui, même en ce qui concerne le commerce sexuel permis aux juifs orthodoxes. Il dit (XIC, 4) des 144 000 Juifs célestes : « Ce sont ceux qui ne se sont pas souillés avec les femmes, car ils sont vierges. » Et, de fait, dans le ciel de notre Jean, il n'y a pas une seule femme. Il appartient donc à cette tendance qui se manifeste également dans d'autres écrits du christianisme primitif et tient pour péché le commerce sexuel en général. Si, en outre, l'on tient compte du fait qu'il appelle Rome la grande prostituée avec laquelle les rois de la terre se sont livrés à l'impudicité et ont été enivrés du vin de son impudicité — et ses marchands se sont enrichis par la puissance de son luxe — il nous est impossible de comprendre le mot des lettres dans le sens étroit que l'apologétique théologique voudrait lui attribuer, à seule fin d'en extraire une confirmation pour d'autres passages du Nouveau Testament. Bien au contraire. Ces passages des lettres indiquent clairement le phénomène commun à toutes les époques profondément troublées, à savoir qu'en même temps qu'on ébranle toutes les barrières, on cherche à relâcher les liens traditionnels du commerce sexuel. Dans les premiers siècles chrétiens également, à côté de l'ascétisme qui mortifie la chair, se manifeste assez souvent la

tendance à étendre la liberté chrétienne aux rapports, plus ou moins libres, entre les hommes et les femmes. La même chose est arrivée dans le mouvement socialiste moderne.

Quelle sainte indignation n'a pas provoqué après 1830, dans l'Allemagne d'alors — cette « pieuse nursery », comme l'appelait Heine — la *réhabilitation de la chair* saint-simonienne ! Les plus affreusement indignés furent les ordres aristocratiques qui dominaient à l'époque (à cette date il n'y avait pas encore de classes chez nous) et qui, pas plus à Berlin que dans leurs propriétés de campagne, ne savaient vivre sans une réhabilitation toujours réitérée de leur chair. Qu'eussent-ils dit, les bonnes gens, s'ils avaient connu Fourier, qui offre pour la chair la perspective de bien d'autres cabrioles !

Une fois l'utopisme dépassé, ces extravagances ont fait place à des notions plus rationnelles et, en réalité, bien plus radicales, et depuis que l'Allemagne, de la preuve nursery de Heine qu'elle était, est devenue le centre du mouvement socialiste, on se moque de l'indignation hypocrite du pieux monde aristocratique.

C'est là tout le contenu dogmatique des lettres. Quant au reste, elles excitent les camarades à la propagande énergique, à la fière et courageuse confession de leur foi face à leurs adversaire, à la lutte sans relâche contre l'ennemi du dehors et du dedans ; et sur ce chapitre, elles auraient pu, tout aussi bien, être écrites par un enthousiaste tant soit peu prophète de l'Internationale.

III

Les lettres ne sont que l'introduction au véritable thème de la communication de notre Jean aux sept Eglises d'Asie mineure et, par elles, à toute la juiverie réformée de l'an 69, d'où la chrétienté est sortie plus tard. Et ici nous entrons dans le sanctuaire le plus intime du christianisme primitif.

Parmi quelles gens les premiers chrétiens se recrutèrent-ils ? Principalement parmi les « laborieux et les accablés », appartenant aux plus basses couches du peuple ; ainsi qu'il convient à un élément

révolutionnaire. Et de qui ces couches se composaient-elles ? Dans les villes, d'hommes libres déchus — gens de toute espèce, semblables aux *mean whites* [1] des Etats esclavagistes du Sud, aux aventuriers et aux vagabonds européens des villes maritimes coloniales et chinoises, ensuite d'affranchis et surtout d'esclaves ; sur les latifundia d'Italie, de Sicile et d'Afrique, d'esclaves ; dans les districts ruraux des provinces, de petits paysans de plus en plus asservis par les dettes. Il n'y avait absolument pas de voie commune d'émancipation pour tant d'éléments divers. Pour tous, le paradis perdu était derrière eux ; pour l'homme libre déchu, c'était la *polis*, cité et Etat tout ensemble dont ses ancêtres avaient été autrefois les libres citoyens ; pour les esclaves prisonniers de guerre, l'ère de la liberté avant l'assujettissement et la captivité ; pour le petit paysan, la société gentilice et la communauté du sol anéanties. Tout cela, la main de fer égalisatrice du Romain conquérant l'avait jeté à bas. Le groupement social le plus considérable que l'antiquité ait su créer, était la tribu et la confédération des tribus apparentées. Philippe et Alexandre donnèrent à la péninsule hellénique l'unité politique, mais il n'en résulta pas la formation d'une nation grecque. Les nations ne devinrent possibles qu'après la chute de l'Empire romain. Celui-ci mit fin une fois pour toutes aux petits groupements ; la force militaire, la juridiction romaine, l'appareil de perception des impôts disloquèrent complètement l'organisation intérieure traditionnelle. A la perte de l'indépendance et de l'organisation originelle, vint s'ajouter le pillage par les autorités militaires et civiles, qui commençaient par dépouiller les asservis de leurs trésors, pour ensuite les leur prêter de nouveau à des taux d'usure, afin qu'ils puissent payer de nouvelles exactions. Le poids des impôts et le besoin d'argent qui en résultait dans des régions où l'économie naturelle régnait exclusivement ou de façon prépondérante, mettaient de plus en plus les paysans à la merci des usuriers, introduisaient une grande disproportion dans les fortunes, enrichissaient les riches et appauvrissaient tout à fait les pauvres. Et toute résistance des petites tribus isolée ou des villes à la gigantesque puissance de Rome était sans espoir. Quel remède à cela, quel refuge pour les asservis, les opprimés, les appauvris, quelle issue commune pour ces groupes humains divers, aux intérêts divergents ou mêmes

---

1 Misérables blancs.

opposés ? Il fallait bien pourtant en trouver une, il fallait qu'un seul grand mouvement révolutionnaire les embrassât tous.

Cette issue se trouva ; mais non pas dans ce monde. Et, en l'état de choses d'alors, seule la religion pouvait l'offrir. On découvrit un nouveau monde. L'existence de l'âme après la mort des corps était petit à petit devenue un article de foi reconnu dans tout le monde romain. De plus, une manière de peine et de récompense pour l'âme du mort, suivant les actions commises de son vivant, était partout de plus en plus admise. Pour les récompenses, à la vérité, cela sonnait un peu creux ; l'antiquité était trop spontanément matérialiste pour ne pas attacher infiniment plus de prix à la vie réelle qu'à la vie dans le royaume des ombres ; chez les Grecs l'immortalité passait plutôt pour une malchance. Advint le christianisme, qui prit au sérieux les peines et les récompenses dans l'autre monde et créa le ciel et l'enfer ; ainsi était trouvée la voie par où conduire les laborieux et les accablés de cette vallée de larmes au paradis éternel. En fait, il fallait l'espoir d'une récompense dans l'au-delà pour arriver à élever le renoncement au monde et l'ascétisme de l'école stoïcienne de Philon au rang de principe éthique fondamental d'une nouvelle religion universelle capable d'entraîner les masses opprimées.

Cependant, la mort n'ouvre pas d'emblée ce paradis céleste aux fidèles. Nous verrons que le royaume de Dieu, dont la nouvelle Jérusalem est la capitale, ne se conquiert et ne s'ouvre qu'à la suite d'ardentes luttes avec les puissances infernales. Or, les premiers chrétiens se représentaient ces luttes comme imminentes. Dès le début, notre Jean désigne son livre comme la révélation « des choses qui doivent *arriver* bientôt » ; peu après, au verset 3, il dit : « Heureux celui qui lit et ceux qui écoutent les paroles de la prophétie, car le temps est proche » ; à la communauté de Philadelphie, Jésus-Christ fait écrire : « Je viens bientôt. » Et au dernier chapitre, l'ange dit qu'il a révélé à Jean « les choses qui doivent *arriver* bientôt » et il lui ordonne : « Ne scelle point les paroles de la prophétie de ce livre, car le temps est proche », et Jésus-Chist lui-même dit, à deux reprises, versets 12 et 30 : « Je viens bientôt. » Nous verrons par la suite combien cette venue était attendue pour bientôt.

Les visions apocalyptiques que l'auteur fait maintenant passer sous nos yeux, sont toutes, et la plupart du temps mot pur mot, empruntées à des modèles antérieurs. En partie aux prophètes classiques de l'Ancien Testament, surtout à Ezéchiel, en partie aux apocalypses juives postérieures, composées d'après le prototype du livre de Daniel et surtout du livre d'Enoch déjà rédigé, du moins en partie, à cette époque. Les critiques ont démontré jusque dans les moindres détails, d'où notre Jean a tiré chaque image, chaque pronostic sinistre, chaque plaie infligée à l'humanité incrédule, bref, l'ensemble des matériaux de son livre ; en sorte que non seulement il fait montre d'une pauvreté d'esprit peu commune, mais encore il fournit lui-même la preuve que ses prétendues visions et extases, il ne les a pas vécues, même en imagination, comme il les a dépeintes.

Voici, en quelques mots, la marche de ces apparitions. D'abord Jean voit Dieu assis sur son trône, un livre scelle de sept sceaux à la main ; devant lui est l'agneau (Jésus) égorgé, mais de nouveau vivant, qui est trouvé digne d'ouvrir les sceaux. L'ouverture des sceaux est accompagnée de toute sortes de signes et de prodiges menaçants. Au cinquième sceau Jean aperçoit, sous l'autel de Dieu, les âmes des martyrs du Christ qui ont été tués à cause de la parole de Dieu :

> Ils crièrent d'une voix forte, en disant : Jusqu'à quand, maître saint et véritable, tardes-tu à juger, et à tirer vengeance de notre sang sur les habitants de la terre ?

Là-dessus, on leur donne à chacun une robe blanche et on les engage à patienter encore un peu jusqu'à ce que soit complet le nombre des martyrs qui doivent être mis à mort. Ici, il n'est donc nullement question encore de la « religion d'amour », du « aimez ceux qui vous haïssent, bénissez ceux qui vous maudissent », etc… ici, l'on prêche ouvertement la vengeance, la saine, l'honnête vengeance à tirer des persécuteurs des chrétiens. Et il en est ainsi tout le long du livre. Plus la crise approche, plus les plaies, les jugements pleuvent dru du ciel, et plus notre Jean éprouve de la joie à annoncer que la plupart des hommes ne se repentent toujours pas et refusent de faire pénitence pour leurs péchés ; que de nouveaux fléaux de Dieu doivent fondre sur eux ; que Christ doit les gouverner avec une verge de fer et fouler le vin dans le pressoir de la colère de Dieu tout-puissant ; mais que,

néanmoins, les mécréants restent endurcis dans leur cœur. C'est le sentiment naturel éloigné de toute hypocrisie, qu'on est en lutte, et que *à la guerre comme à la guerre*. A l'ouverture du septième sceau, apparaissent sept anges avec des trompettes : chaque fois qu'un ange sonne de la trompette, se produisent de nouveaux signes d'épouvante. Après le septième éclat de trompette, sept nouveaux anges entrent en scène, portant les sept coupes de la colère de Dieu qui sont versées sur la terre, et, de nouveau, il peut des fléaux et des jugements, pour l'essentiel une fatigante répétition de ce qui a déjà eu lieu nombre de fois. Puis, vient la femme, Babylone, la grande prostituée, vêtue de pourpre et d'écarlate, assise sur les eaux, ivre du sang des saints et du sang des martyrs de Jésus, c'est la grande ville sur les sept collines qui a la royauté sur les rois de la terre. Elle est assise sur une bête qui a sept têtes et dix cornes. Les sept têtes sont sept montagnes, ce sont aussi sept « rois ». De ces rois, cinq sont passés ; un existe, le septième doit venir, et après lui un des cinq premiers reviendra, qui était blessé à mort, mais qui a été guéri. Celui-ci régnera sur la terre quarante-deux mois ou trois ans et demi (la moitié d'une semaine d'années de sept ans), persécutera les fidèles jusqu'à la mort et fera triompher l'impiété. Ensuite, se livre la grande bataille décisive, les saints et les martyrs sont vengés par la destruction de la grande prostituée Babylone et de tous ses partisans, c'est-à-dire de la grande majorité des hommes ; le diable est précipité dans l'abîme et y est enchaîné pour mille ans, pendant lesquels règne le Christ avec les martyrs ressuscités. Quand les mille ans sont accomplis, le diable est relâché : suit une dernière bataille des esprits dans laquelle il est définitivement vaincu. Une seconde résurrection a lieu, le reste des morts ressuscitent et comparaissent devant le trône de Dieu (non pas du Christ, remarquez bien) et les fidèles entrent dans un nouveau ciel, une nouvelle terre et une nouvelle Jérusalem pour la vie éternelle.

De même que tout cet échafaudage est dressé avec des matériaux exclusivement des conceptions purement juives. Depuis que les choses ont commencé à aller mal pour le peuple d'Israël, à partir du moment où il est devenu tributaire de l'Assyrie et Babylone, depuis la destruction des deux royaumes d'Israël et de Juda jusqu'à son assujettissement aux Séleucides, c'est-à-dire d'Isaïe jusqu'à Daniel, il y a toujours eu, aux heures d'adversité, la prophétie d'un sauveur providentiel. Au chapitre XII, 1, 3 de Daniel se rouve la prophétie de

la descente de Michaël, l'ange gardien des Juifs, qui les délivrera de leur grande détresse : « Beaucoup de morts ressusciteront » ; il y aura une sorte de jugement dernier « et ceux qui auront enseigné la justice à la multitude brilleront comme des étoiles, pour toujours et à perpétuité. » De chrétien, il n'y a là que l'accent mis avec insistance sur l'imminence du royaume de Jésus-Christ et sur la félicité des fidèles ressuscités, particulièrement des martyrs.

C'est à la critique allemande, et surtout à Ewald Lücke et Ferdinand Benary que nous sommes redevables de l'interprétation de cette prophétie, pour autant qu'elle se rapporte aux événements de l'époque. Grâce à Renan, elle a pénétré aux événements de l'époque. Grâce à Renan, elle a pénétré dans d'autres milieux que les cercles théologiques. La grande prostituée, Babylone, signifie, on l'a vu, la ville aux sept collines, Rome. De la bête sur laquelle elle est assise, il est dit, XVII, 9, 11 :

> Les sept têtes sont sept montagnes sur lesquelles la femme est assise. Ce sont aussi sept rois : cinq sont tombés, un existe, l'autre n'est pas encore venu, et quand il sera venu, il doit rester peu de temps. Et la bête qui était, et qui n'est plus, est elle-même un huitième roi, et elle est du nombre des sept, et elle va à la perdition.

La bête est donc la domination mondiale de Rome, représentée successivement par sept empereurs, don l'un a été blessé à mort et ne règne plus, mais a été guéri, et va revenir, afin d'accomplir comme huitième roi le règne du blasphème et de la rébellion contre Dieu.

> Et il lui fut donné de faire la guerre aux saints et de les vaincre. Et il lui fut donné autorité sur toute tribu, tout peuple, toute langue et toute nation ; et tous les habitants de la terre l'adoreront, ceux dont le nom n'a pas été écrit dès la fondation du monde dans le livre de vie de l'agneau qui a été immolé. Et elle fit que tous, petits et grands, riches et pauvres, libres et esclaves, reçurent une marque sur leur main droite et sur leur front et que personne ne peut acheter ou vendre sans avoir la marque, le nom de la bête ou le nombre de son nom. C'est ici la sagesse. Que celui qui a de l'intelligence calcule le nombre de la bête. Car c'est un nombre d'homme et son nombre est 666 (XIII, 7-18)

Constatons seulement que le boycott est mentionné ici comme une mesure à employer par la puissance romaine contre les chrétiens —

qu'il est donc manifestement une invention du diable — et passons à la question de savoir qui est cet empereur romain qui a déjà régné, qui a été blessé à mort et qui revient comme le huitième de la série pour jouer l'Antéchrist.

Après Auguste, le premier, nous avons : 2, Tibère ; 3, Caligula ; 4, Claude ; 5, Néron ; 6, Galba. « Cins-q sont tombés, un existe. » Donc Néron est déjà tombé. Galba existe. Galba régna du 9 juin 68 jusqu'au 15 janvier 69. Mais aussitôt qu'il fut monté sur le trône, les légions du Rhin se levèrent sous Vitellius, cependant qu'en d'autres provinces d'autres généraux préparèrent des soulèvements militaires. A Rome même, les prétoriens se soulevèrent, tuèrent Galba et proclamèrent Othon empereur.

Il résulte de cela que notre Apocalypse a été écrite sous Galba, vraisemblablement vers la fin de son règne, ou plus tard, pendant les trois mois (jusqu'au 15 avril 69) du règne d'Othon, le septième. Mais qui est le huitième, qui a été et n'est pas ? Le nombre 666 nous l'apprendra.

Pari les Sémites — les Chaldéens et les Juifs — de cette époque, un art magique était en vogue, basé sur la double signification des lettres. Depuis environ trois cents ans avant notre ère, les lettres hébraïques étaient également employées comme chiffres : a = 1, b = 2, g = 3, d = 4, et ainsi de suite. Or, les devins cabalistes additionnaient les valeurs numériques des lettres d'un nom, et à l'aide de la somme des chiffres obtenue, par exemple en formant des mots ou des combinaisons de mots d'une égale valeur numérique qui permettaient de tirer des conclusions sur l'avenir de celui qui portait ce nom, ils cherchaient à faire des prophéties. Pareillement, des mots secrets étaient exprimés dans cette langue chiffrée. On appelait cet art d'un nom grec, *ghematriah*, géométrie ; les Chaldéens qui l'exerçaient comme un métier, et que Tacite appelle des *mathematici*, furent chassés de Rome sous Claude, et une fois encore sous Vitellius, vraisemblablement pour « délit grave ».

C'est au moyen justement de cette mathématique qu'a été produit le nombre 666. Derrière lui, se cache le nom d'un des premiers cinq empereurs romains. Or, Irénée, à la fin du II^e^ siècle, outre le nombre

666, connaissait la variante 616 qui datait, elle aussi, d'un temps où l'énigme des chiffres était encore connue. Si la solution répond également aux deux nombres, la preuve est faite.

Ferdinand Benary à Berlin a trouvé cette solution. Le nom est Néron. Le nombre est fondé sur Néron Kesar, la transcription hébraïque — ainsi que l'attestent le Talmud et les inscriptions palmyriennes — du grec *Nérôn Kaisar*, Néron empereur, que portait comme légende la monnaie de Néron, frappée dans les provinces de l'est de l'Empire. Ainsi : n (*nun*) = 50 ; r (*resch*) = 200 ; v (*vau*) pour o = 6 ; n (*nun*) = 50 ; k (*koph*) = 100 ; s (*samech*) = 60 ; et r (*resch*) = 200 ; total = 666. Or, en prenant pour base la forme latine, *Nero Caesar* le second n (*nun*) = 50 est supprimé, et nous obtenons 666 – 50 = 616, la variante d'Irénée.

Effectivement, tout l'Empire romain, au temps de Galba, était en plein désarroi. Galba lui-même, à la tête des légions d'Espagne et de la Gaule avait marché sur Rome pour renverser Néron ; celui-ci s'enfuit et se fit tuer par un affranchi. Mais contre Galba non seulement les prétoriens à Rome, mais encore les commandants dans les provinces conspiraient ; partout surgissaient des prétendants au trône, se préparant à se diriger sur la capitale avec leurs légions. L'Empire semblait livré à la guerre intestine ; sa chute paraissait imminente. Pour comble, le bruit se répandit, surtout en Orient, que Néron n'était pas mort, mais seulement blessé, qu'il s'était réfugié chez les Parthes, qu'il passerait l'Euphrate et viendrait avec une force armée pour inaugurer un nouveau règne de terreur plus sanglant encore. L'Achaïe et l'Asie en particulier furent mises en émoi par de tels rapports. Et juste au moment où l'Apocalypse a dû être *composée*, parut un faux Néron qui s'établit avec un parti assez nombreux dans l'île de Cythnos (la Thermia moderne) dans la mer Egée, près de Patmos et de l'Asie mineure jusqu'à ce qu'il fut tué sous Othon. Quoi d'étonnant à ce que parmi les chrétiens, contre lesquels Néron avait lancé les premières grandes persécutions, l'opinion se soit propagée qu'il devait revenir comme Antéchrist, que son retour ainsi qu'une nouvelle et plus sérieuse tentative d'extermination sanglante de la jeune secte serait le présage et le prélude du Christ, de la grande bataille victorieuse contre les puissances de l'enfer, du règne de mille

ans à établir « à bientôt » et dont l'arrivée certaine fit que les martyrs allèrent allègrement à la mort.

La littérature chrétienne et d'inspiration chrétienne des deux premiers siècles marque suffisamment d'indices que le secret du chiffre 666 était alors connu de beaucoup. Irénée, certes, ne le connaissait plus, mais il savait par contre, comme beaucoup d'autres jusqu'à la fin du IIe siècle, que la bête de l'*Apocalypse* c'était Néron qui revenait. Puis, cette dernière trace se perd et notre *Apocalypse* est livrée à l'interprétation fantastique de devins orthodoxes ; moi-même j'ai connu encore des vieilles gens qui, d'après les calculs du vieux Johann Albrecht Bengel, attendaient la fin du monde et le jugement dernier pour l'an 1836. La prophétie s'est réalisée à la date annoncée. Seulement, le jugement n'atteignit pas le monde des pécheurs, mais bien les pieux interprètes de l'*Apocalypse* eux-mêmes. Car, en cette même année 1836, F. Benary fournit la clef du nombre 666 et mit ainsi un terme à tout ce calcul divinatoire, à cette nouvelle *ghematriah*.

Du royaume céleste réservé aux fidèles, notre Jean ne nous offre qu'une description très superficielle. Pour l'époque, la nouvelle Jérusalem est certes construite sur un plan assez grandiose : un carré de 12 000 stades de côté = 2 227 kilomètres, donc une superficie d'environ cinq millions de kilomètres carrés, plus que la moitié des Etats-Unis d'Amérique, bâtie uniquement en or et pierres précieuses. Là, Dieu habite au milieu des siens et les éclaire à la place du soleil ; il n'y a plus ni mort, ni peine, ni souffrance ; un fleuve d'eau vive coule à travers la vile, sur ses bords croît l'arbre de vie produisant douze fois ses fruits, rendant son fruit chaque mois, et les feuilles de l'arbre servent « à la guérison des gentils » (à la façon d'un thé médicinal, selon Renan : l'*Antéchrist*, p. 542). Là vivent les saints dans les siècles des siècles.

C'est ainsi qu'était fait le christianisme dans l'Asie mineure, son foyer principal, vers l'an 68, autant que nous le connaissions. Nul indice d'une Trinité ; en revanche, le vieux Jéhovah, un et indivisible du judaïsme décadent où, de Dieu national juif, il s'est élevé, au rang de Dieu unique ; Dieu suprême du ciel et de la terre où il prétend régner sur tous les peuples, promettant la grâce aux convertis et

exterminant les rebelles sans miséricorde, fidèle en cela à l'antique *parcere subjectis ac debellare superbos*. Aussi, est-ce ce Dieu lui-même qui préside au jugement dernier et non par Jésus-Christ, comme dans les récits ultérieurs des Evangiles et des *Epîtres*. Conformément à la doctrine persane de l'émanation, familière au judaïsme décadent, le Christ est l'agneau, émané de Dieu de toute éternité ; de même, bien qu'occupant un rang inférieur, les « sept esprits de Dieu », qui doivent leur existence à un passage poétique mal compris (ESAÏE, XI, 2). Aucun d'eux n'est Dieu ni l'égal de Dieu, mais soumis à lui. L'agneau s'offre de son plein gré comme sacrifice expiatoire pour les péchés du monde, et pour ce haut fait se voit expressément promu en grade dans le ciel ; dans tout le livre ce sacrifice volontaire lui est compté comme acte extraordinaire et non comme une action issue nécessairement du plus profond de son être.

Il va de soi que toute la cour céleste des anciens, des chérubins, des anges et des saints ne fait pas défaut. Pour se constituer en religion, le monothéisme a dû de tout temps faire des concessions au polythéisme, à dater du *Zendavesta* [1]. Chez les Juifs, la rechute vers les dieux païens et sensuels persiste à l'état chronique jusqu'à ce que, après l'exil, la cour céleste à la manière persane accommode un peu mieux la religion à l'imagination populaire. Le christianisme, lui aussi, même après qu'il eut remplacé le Dieu des Juifs éternellement immuable par le pystérieux Dieu trinitaire, différencié en lui-même, n'a pu supplanter le culte des antiques dieux parmi les masses que par le culte des saints. Ainsi, le culte de Jupiter, selon Fallmerayer, ne s'est éteint dans le Pénopolèse, dans la Maïna, en Arcadie, que vers le IX^{e} siècle [2]. Ce n'est que l'ère bourgeoise moderne et son

---

1 Ensemble des « livres sacrés » de la religion de Zoroastre qui était répandue dans la Perse antique, l'Azerbaïdjan et l'Asie centrale ; ils furent réunis environ du IX^{e} siècle avant notre ère jusqu'au III^{e} siècle de notre ère.

2 J. Ph. FALLMERAYER : *Histoire de la presqu'île de Morée au moyen âge*, essai historique, 1re partie, Stuttgart et Tubingue, 1830, I, p. 227. Il y est dit : « …de la fin du VI^{e} siècle jusque dans la deuxième moitié du IX^{e}, le christianisme ancien avait disparu non seulement du Péloponèse, mais encore de tout le triangle illyrien, en même temps que les anciens habitants. Cependant dans le canton de Maïna le paganisme moins rude des Hellènes s'était maintenu, si bien qu'entre les sacrifices humains dédiés à Rodegast et la sereine majesté du dieu chrétien fumait encore sur les autels l'encens de Zeus oublié. »

protestantisme, qui écartent les saints à leur tour et prennent enfin au sérieux le monothéisme différencié.

Notre Apocalypse ne connaît pas davantage le dogme du péché originel ni la justification par la foi. La foi de ces premières communautés belliqueuses diffère du tout au tout de celle de l'Eglise triomphante postérieure ; à côté du sacrifice expiatoire de l'agneau, le prochain retour de Christ et l'imminence du règne millénaire en constituent le contenu essentiel et ce par quoi seul elle se manifeste, c'est l'active propagande, la lutte sans relâche contre l'ennemi du dehors et du dedans, le fier aveu de ses convictions révolutionnaires devant les juges païens, le martyre courageusement enduré dans la certitude de la c-victoire.

Nous l'avons vu, l'auteur ne soupçonne pas encore qu'il est autre chose que Juif. En conséquence, aucune allusion, dans tout le livre, au baptême ; aussi bien y a-t-il de nombreux indices que le baptême est une institution de la seconde période chrétienne. Les 144 000 Juifs croyants sont « scellés », non baptisés. Des saints au ciel il est dit : « Ce sont ceux qui ont lavé et blanchi leurs longues robes dans le sang de l'agneau » ; pas un mot de l'eau du baptême. Les deux prophètes qui précèdent l'apparition de l'Antéchrist (ch. XI) ne baptisent pas non plus et au chapitre XIX, 10, le témoignage de jésus n'est pas le baptême, mais l'esprit de prophétie. Il eût été naturel dans toutes ces occasions de parler du baptême, pour peu qu'il fût déjà institué. Nous sommes donc autorisés à conclure avec une quasi-certitude que notre auteur ne le connaissait pas et qu'il ne s'introduisait que lorsque les chrétiens se séparèrent définitivement d'avec les Juifs.

Notre auteur est également dans l'ignorance du second sacrement ultérieur — l'eucharistie. Si dans le texte de Luther le Christ promet à tout Thyatirien, ayant persévéré dans la foi, ceci donne un faux éclairage du texte. En grec on lit *deipnêso*, je souperai (avec lui), et le mot est correctement rendu dans la bible anglaise : « *I shall sup with him.* » De la cène comme festin commémoratif, il n'est absolument pas question ici.

Notre livre avec sa date (68 ou 69) attestée de façon si particulière, est indubitablement le plus ancien de la littérature chrétienne tout

entière. Aucun autre n'est écrit dans une langue aussi barbare, où fourmillent à ce point les hébraïsmes, les constructions impossibles, les fautes grammaticales. Seuls, les théologiens de profession, ou autres historiographes intéressés, nient encore que les Evangiles et les Actes des apôtres soient des remaniements tardifs d'écrits aujourd'hui perdus et dont le mince noyau historique ne peut plus être découvert sous la luxuriance légendaire ; même les trois ou quatre *Epîtres* apostoliques prétendument authentiques de Bruno Bauer ne représentent plus que des écrits d'une époque postérieure, ou au meilleur cas, des compositions plus anciennes d'auteurs inconnus, retouchées et embellies par nombre d'additions et d'interpolations. Il est d'autant plus important pour nous de posséder avec notre ouvrage, dont la période de rédaction se laisse établir à un mois près, un livre qui nous présente le christianisme sous sa forme la plus rudimentaire, sous la forme où il est à la religion d'Etat du IX^e^ siècle, achevée dans sa dogmatique et sa mythologie, à peu près ce que la mythologie encore vacillante des Germains de Tacite est à la mythologie de l'Edda, pleinement élaborée sous l'influence d'éléments chrétiens et antiques. Le germe de la religion universelle est là, mais il renferme encore à l'état indifférencié les mille possibilités de développement qui se réalisèrent dans les innombrables sectes ultérieures. Si le fragment le plus ancien du procès d'élaboration du christianisme a pour nous une valeur toute particulière, c'est qu'il nous apporte dans son intégrité ce que le judaïsme — fortement influencé par Alexandrie — a apporté au christianisme. Tout ce qui est postérieur est adjonction occidentale, gréco-romaine. Il a fallu la médiation de la religion juive monothéisme pour faire revêtir au monothéisme érudit de la philosophie grecque vulgaire la forme religieuse sous laquelle, seule, il pouvait avoir prise sur les masses. Une fois cette médiation trouvée, il ne pouvait devenir religion universelle que dans le monde gréco-romain, en continuant de se développer, pour s'y fondre finalement, dans le fonds d'idées que ce monde avait conquis.

Karl MARX et Friedrich ENGELS

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Une anthologie de Marx-Engels sur : La dictature du prolétariat.

Introduction, traduction et notes
de Roger DANGEVILLE
(1979)

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: http://classiques.uqac.ca/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: http://bibliotheque.uqac.ca/

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Karl MARX et Friedrich ENGELS

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT.
Une anthologie de Marx-Engels sur : La dictature du prolétariat.
Introduction, traduction et notes de Roger DANGEVILLE. (1979)

Traduction inédite réalisée par Roger Dangeville, jamais publiée. Une publication originale des Classiques des sciences sociales avec l'autorisation des ayant-droits.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.
Pour les citations : Times New Roman, 12 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11'')

Édition numérique réalisée le 25 octobre 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Fait avec Macintosh

Un immense merci à tous ceux qui ont réalisé la saisie numérique de la traduction de cette œuvre réalisée par son mari, Roger Dangeville en 1979, à partir de ses notes manuscrites.

Jean-Marie Tremblay,
Sociologue
Fondateur, Les Classiques des sciences sociales
25 octobre 2010.

Table des matières

Avertissement
Présentation

Double solution aux mêmes conditions historiques
Rôle spécifique de l'État prolétarien
Liaison entre pays arriérés et métropoles avancées
Défaillance bourgeoise dans les pays arriérés
Réformes bourgeoises et interventions despotiques du prolétariat
Praxis et théorisation des mesures de transition au communisme
Expérience d'hier, armes pour demain
Programme en vue de la conquête du pouvoir dans un pays arriéré
Dictature égale contrôle
Stades du socialisme et communisme de guerre

TEXTES DE MARX-ENGELS

I. PRAXIS ET THÉORIE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

1. MARX ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Révolution et moyens dictatoriaux
Dictature du prolétariat et Parti de classe
L'Internationale et la conquête du pouvoir

2. TENTATIVES DE CONQUÊTE DU POUVOIR À L'AUBE DU CAPITALISME

Tentatives communistes durant la révolution bourgeoise
Perspective de bond par-dessus le capitalisme: l'exemple du communisme primitif en Russie
Mesures politiques de préparation à la lutte de classe contre la bourgeoisie
Phases de développement de la révolution à l'échelle de l'Allemagne
Programme révolutionnaire international dans les conditions de 1848

3. SOCIÉTÉS DE CLASSE ET DRESSAGE DE L'HOMME

Despotisme de fabrique
De l'autorité dans la production

Ruine de l'individu par le capitalisme
Despotisme bureaucratique
Dénouement de l’opposition entre liberté et nécessité

II. EXEMPLE HISTORIQUE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

PRÉLIMINAIRE

Du communisme aliéné au communisme insurgé
Guerre et paix
Au centre: la dictature du prolétariat
Rupture politique et transition économique

TEXTES DE MARX-ENGELS

LA COMMUNE DE PARIS DE 1871

Universalité du processus révolutionnaire
Leviers pour changer la guerre impérialiste en guerre civile
Guerre sans merci entre les classes
Enseignements politiques et militaires
Révolution et autorité
Organisation militaire de l’État du travail
Conquête et destruction de l’État
La république n’est possible que si elle est ouvertement sociale
Alliance avec la paysannerie: conquête de la démocratie
Les mesures de la Commune
Programme économique de la Commune

III. TRANSITION ÉCONOMIQUE À LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

PRÉLIMINAIRE

Succession chronologique des mesures de transition

1. Mise en place de la base économique (pays attardés)
2. Dans les pays développés: destruction du capitalisme

    Le moyen discriminatoire du temps
    La lutte pour la conquête du temps libre
    La révolution dans les pays développés
    Programme révolutionnaire IMMÉDIAT dans les pays développés

3. Du stade inférieur au stade supérieur du communisme

TEXTES DE MARX-ENGELS

1. ABOLITION DE L’ANTAGONISME ENTRE AGRICULTURE ET INDUSTRIE, ENTRE CAMPAGNE ET VILLE

Marx et la nationalisation du sol
Programme de transition dans l’agriculture

2. VERS L’ABOLITION DES CLASSES

Éloge funèbre du capitalisme
Vers l’élimination du travail salarié

3. CRITIQUE DU PROGRAMME DE GOTHA

Stades du communisme inférieur et supérieur

Karl Marx, Friedrich Engels

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Sous la mystification démocratique avec ses valeurs abstraites de liberté, égalité, etc., se dissimule le despotisme bourgeois. C'est l'analyse scientifique de la dynamique des forces économiques et sociales, tout comme l'expérience des affrontements de classes qui a conduit Marx et Engels au principe de la dictature du prolétariat et à déterminer les mesures de transition vers la société future.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Avertissement

Retour à la table des matières

Cet ouvrage qui aurait dû paraître aux Editions Maspero en 1979 n'a finalement pas pu être publié. Il est mis ici pour la première fois à la disposition du lecteur.

Les idées exposées dans ce recueil – malgré l'apposition de nom d'auteurs, d'ailleurs parfaitement interchangeables – sont une œuvre collective impersonnelle, en dehors de toute propriété privée intellectuelle, la pire forme de propriété.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

PRÉSENTATION [1]

« Pourquoi combattrions-nous pour la dictature du prolétariat, si le pouvoir politique était impuissant à intervenir dans l'économie ? La violence, c'est-à-dire la puissance de l'État, est aussi une force économique. »

Engels à Conrad Schmidt, 27-10-1890.

Double solution aux mêmes conditions historiques

Retour à la table des matières

Les superstructures, parce qu'elles représentent une domination de classe, divergent plus ou moins de la base économique : cette distorsion est faible aux périodes révolutionnaires qui font faire un pas en avant à l'humanité ; elle ne cesse de croître sous le capitalisme et de diminuer toujours davantage dans la phase inférieure du socialisme. Les révolutions successives, avec leurs interventions despotiques et leurs actions de force contre les superstructures surannées qui ex-

1 Ce recueil sur *la Dictature du prolétariat* précède la publication des textes de Marx-Engels sur *la Société communiste* qui se développe déjà au sein de la base économique du capitalisme et sert de levier pour les efforts révolutionnaires du prolétariat et de point de référence pour les mesures de transition au communisme. Du point de vue méthodologique, nous commençons, dans cette *Présentation*, par déterminer quel est le rapport entre la lutte politique révolutionnaire et l'œuvre économique du travail ouvrier au sein de la base productive, afin de définir quelle est la marge de jeu et l'efficacité en retour de l'action ou de la violence politique sur les rapports communistes enfouis dans le giron du mode de production capitaliste. On pourra établir ainsi quel peut être l'effet des mesures de transition décrétées par le Parti communiste à la tête de l'État de la dictature du prolétariat, et quelle en est la base de classe.

priment le maximum d'antagonismes et de conflits de classe, s'avèrent donc nécessaires et inévitables.

L'action politique trouve sa raison d'être dans les contradictions, au sein de la base économique existante, entre les intérêts de la classe dominante et ceux de la classe dominée – et la politique disparaîtra quand il n'y aura plus ces oppositions. C'est la raison pour laquelle l'État et la dictature sont liés nécessairement à certains stades du complexe et difficile cheminement de l'humanité. Et le prolétariat lui-même, au soir de sa victoire, devra ériger son propre État de classe, parce que les antagonismes au sein de la base productive et donc aussi de la société ne s'effacent pas du jour au lendemain. Selon l'expression de Lénine, durant toute une longue phase encore subsistent des éléments, des parcelles, des morceaux et de capitalisme et de socialisme [2].

Dans les deux cas, l'État est synonyme d'oppression et d'iniquités, de violence et d'inhumanité, et il implique l'existence de conditions d'exploitation et d'inégalités, bien qu'un abîme sépare l'État bourgeois et l'État prolétarien, car le premier exprime la tendance à conserver le plus possible l'exploitation et l'oppression, voire à les aggraver, tandis que le second a la volonté politique farouche opposée d'en accélérer la destruction. Cette différence de nature est totale, non fractionnable : on ne peut la réaliser par morceaux, ni la couper en tranches.

Le bond révolutionnaire de la conquête du pouvoir est qualitatif. La quantité de forces productives nouvelles, bloquées par le conservatisme des superstructures de contrainte surannées, a produit une qualité nouvelle de forces productives qui, avec la victoire de la révolution, prennent un essor quantitatif nouveau. Ces renversements complets d'orientation sont conditionnés dans les sociétés de classe par la révolution politique, acte dictatorial par excellence : ils s'appuient sur les superstructures de l'État nouveau qui déblaie la voie à la progression lente, gra-

---

[2] Lénine, en dialecticien éminent à l'audace inouïe, allait jusqu'à dire que le socialisme n'existait qu'au plan politique en Russie et au plan économique en Allemagne : « Le socialisme est impossible sans la technique du grand capitalisme, conçue d'après le dernier mot de la science moderne... L'histoire a suivi des chemins si particuliers qu'elle a donné naissance, en 1918, à *deux moitiés de socialisme*, séparées et voisines comme deux futurs poussins sous la coquille commune de l'impérialisme international. L'Allemagne et la Russie incarnent en 1918, avec une évidence particulière la réalisation matérielle des CONDITIONS du socialisme – des conditions productives, économiques et sociales, D'UNE PART, et des conditions politiques, D'AUTRE PART » (Cf. *L'Impôt en Nature*, in *Œuvres*, t. 32, p.354 et 355).

duelle de l'économie à partir d'un niveau supérieur. C'est parce que ce changement politique est total, fondamental, condition sine qua non d'un nouvel essor supérieur de l'humanité que les communistes sont totalitaires en politique, et ce n'est pas pour nous un terme offensant. Les bourgeois le sont tout autant que nous, et ils appliquent tous les jours le principe : mors tua vita mea, car dans la question du pouvoir, ce qui joue est le tout ou rien, l'inexorable ou bien toi ou bien moi - partout et toujours. C'est là que réside tout Marx, revendiqué par tout Lénine [3]. La question de l'État est centrale, et la conquête du pouvoir un impératif incontournable du parti communiste. Mais l'État n'est pas un fétiche pour Marx et la dictature n'est qu'un point de passage, car l'humanité progressera par évolutions successives lorsque seront abolies les différences de classes – et avec elles l'État et les superstructures politiques qui s'opposent à la société et au travail créateur.

Si la différence politique est complète, quelle est alors la différence économique ? C'est une bêtise grosse comme une montagne de répondre que, sous l'État bourgeois, tout est économie capitaliste, car c'est fermer les yeux sur les innombrables vestiges de modes de production précapitalistes ainsi que sur les rapports communistes déjà enfouis au sein du capitalisme. Et il en va de même sous l'État prolétarien qui implique même l'existence d'éléments communistes, capitalistes, etc., ces derniers devant être éliminés au fur et à mesure.

---

3 Ce recueil de Marx-Engels sur la dictature du prolétariat ne surgit pas *ex novo*. Il arrive, au contraire, après des débats historiques sur ce sujet par définition brûlant. Il ne s'agit donc pas d'être complet, mais *plutôt d'ajouter ces textes parfois inédits aux notions fondamentales*. Nous renvoyons par ailleurs aux textes classiques de Marx-Engels sur *les Luttes de classes* (1848-49 et 1871), à *l'Antidühring*, aux dernières pages de *la Misère de la Philosophie*, ainsi qu'aux recueils sur *le Mouvement ouvrier français*, sur *les Utopistes* et *l'Utopisme et Communauté de l'avenir*, pour ce qui est de la société communiste que se fixe comme but la dictature du prolétariat. Par ailleurs, nous ne produisons pas les passages sur l'État et la Commune de Paris que commente brillamment Lénine dans *l'État et la Révolution* (*Œuvres*, t. 25, p.413-531). On ne peut dire mieux que lui – et nous le tenons donc pour un acquis auquel on ne peut que renvoyer le lecteur soucieux de ces problèmes vitaux. On trouvera, en outre, une étude, dans le prolongement marxiste le plus strict, sur la question de la violence révolutionnaire dans l'opuscule intitulé *Force, violence et dictature dans la lutte de classe*, traduction française Ed. Programme communiste.

Rôle spécifique de l'État prolétarien

Retour à la table des matières

L'État de la dictature du prolétariat est lié à une phase tout à fait déterminée de l'évolution des forces productives, et c'est ce qui explique aussi bien sa nature que sa fonction qui sont toutes deux éminemment transitoires. Selon l'expression de Marx : « Entre la société capitaliste et la société communiste, se situe la période de transformation révolutionnaire de l'une en l'autre. À cette période correspond évidemment une phase de transition politique, où l'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat » (cf. la Critique du programme de Gotha).

Pour bien saisir la spécificité de l'État de la dictature du prolétariat, il faut considérer sa genèse. Il convient de parler, dans les pays capitalistes développés dans lesquels nous vivons, de conquête du pouvoir, pourvu qu'on l'entende comme conquête d'un État nouveau qui implique au préalable la destruction de l'État bourgeois. Le processus n'est donc ni légal, ni pacifique, mais violent, armé, révolutionnaire. Le marxisme ne considère pas l'État comme une nécessité éternelle pour relier les hommes entre eux, à l'opposé de la conception bourgeoise. La conquête du pouvoir est en réalité un moyen pour amorcer une dynamique de la force et de la violence dirigées vers l'avenir en vue d'emporter les entraves et les obstacles des institutions qui s'opposent au développement ultérieur des forces productives. Il y aurait une double erreur à penser que la conquête du pouvoir puisse s'encadrer dans un événement parlementaire même accompagné de combats de rues et d'une guerre extérieure. En effet, 1/ cela conduirait au pire conservatisme, puisque la conquête du pouvoir ne serait pas révolutionnaire, c'est-à-dire apte à balayer par la violence les rapports bourgeois et à initier une dynamique violente de changements économiques ; 2/ cela reviendrait à admettre que l'État passe des mains d'une classe à l'autre, en étant une institution ouverte à des contenus sociaux opposés, donc qu'il est au-dessus des classes et de leurs luttes historiques – ce qui mène à un respect craintif de la légalité et à l'apologie vulgaire de l'ordre constitué.

L'extinction de l'État est au centre de la doctrine de la dictature du prolétariat, parce qu'il fait partie des superstructures de violence qui ne sont donc pas de façon directe, mais indirecte seulement – par leur effet – des facteurs économiques ; en un mot, il n'a plus de raison d'être quand la société n'a plus besoin de ce moyen qui est lié à la domination de classe. Sans la dictature du prolétariat, on ne pourrait abolir le salariat, les rapports de classe en général et le prolétariat lui-même. L'État qui organise la violence, la répression et intervient despotiquement dans les rapports de production, réduira progressivement par la force le domaine de l'économie privée, ce qui permettra d'en extirper les chaînes du salariat qui pèsent sur le travail ouvrier et celui-ci, du même coup, se développera en producteur communautaire librement associé. Pour être plus précis, disons qu'avant d'abolir ainsi le travail salarié, il a fallu le généraliser, de force encore, pour tous, en en diminuant la charge par tête d'ouvrier – ce qui est un premier pas vers la réduction du salariat avec la suppression des classes non productives (bourgeois, propriétaires fonciers, parasites, oisifs, improductifs, etc.) non pas physiquement, mais économiquement, en les contraignant à participer au travail productif.

La clé du révolutionnement économique est politique: dans le parti qui détient les principes et le but de la société sans classes du communisme, et dans l'État, violence organisée, comme moyen pour le parti d'imposer le révolutionnement économique. Le parti assure le changement qualitatif, totalitaire, d'orientation de la dynamique sociale vers le socialisme, avec la conquête du pouvoir qu'il prépare, organise et réalise lui-même en brisant d'abord l'État adverse, puis en prenant la tête du nouvel État de la dictature du prolétariat. Quant à l'État, il sert de moyen transitoire pour briser les entraves de l'économie privée, en tenant compte des rapports de force et du possible, car l'économie progresse graduellement.

Dans ces conditions, il saute aux yeux qu'aussi longtemps qu'existe l'État existent aussi des rapports bourgeois (cf. la référence au droit bourgeois du stade inférieur du socialisme, dont parle Marx dans le programme de Gotha). La concomitance économique (et non politique, domaine totalitaire et exclusif s'il en est) entre capitalisme et socialisme subsistera donc au cours d'une phase très longue de la dictature du prolétariat. Elle sera surtout prononcée aux débuts de son cours historique, où l'on se trouve dans un milieu heurté, divisé en « phases » hétérogènes, pouvant évoluer avec des petits pas, des pas plus grands en avant, et même parfois en arrière. Ce sont les infantiles anarchistes qui veulent que tout se fasse

en un jour... et tout recommence – comme le montre l'expérience des révolutions qui lâchent le pouvoir au soir de sa conquête.

Le parti qui assure l'orientation de l'État prolétarien vers le socialisme, repose donc sur une théorie et des principes. Dans la période de transition, il défend l'immutabilité de la voie, mais non sa rectilignité ou son absence de hauts et de bas, d'avances et de reculs, voire de tournants difficiles. Ses lignes directrices ne naissent pas de la tête, des caprices du chef ou des assemblées suprêmes. Le chef du parti n'a pas dans ses mains un volant et devant soi l'arbitraire de la direction en vue: c'est le conducteur d'un train ou d'un tramway. Sa force est qu'il sait que la voie est déterminée, bien qu'elle ne soit pas du tout en ligne droite partout ; il sait par quelles stations (phases) il doit passer ainsi que le but où il va, avec des courbes, des hauts et des bas. Il lui arrive même, dans des conditions historiques particulièrement tragiques de la lutte des classes, de s'arrêter, voire de reculer sur ses rails sous la pression adverse, mais il garde en tête la direction et il repart de plus belle.

En termes mathématiques, on dira : de l'État bourgeois à l'État prolétarien, la dérivée du passage est infinie au plan politique, alors qu'au plan économique elle est finie et peut être nulle à un moment donné – il faut même avoir l'audace de dire négative.

Trotsky illustre par un exemple facile le fait que les motifs économiques ne coïncident pas avec les nécessités politiques. C'est une monstruosité de détruire des installations productives, mais il faut néanmoins le faire parfois pour des raisons politiques (militaires, par exemple). Si nous sommes menacés durant la guerre par le danger d'être encerclés et étouffés par des gardes blanches, je fais sauter le pont qui entretient les communications. Or, détruire des ponts, des routes et des chemins de fer signifie chuter ensuite à un niveau plus bas de forces productives.

Certains posent la même problématique en disant que la tactique est souple, et ils l'entendent au sens de libre, improvisable. Il n'en est absolument rien. Elle est liée aux principes, et elle-même est rigide. Face à ceux qui veulent que la tactique soit, disons, plastique, nous dirons qu'elle est dure comme l’acier. Un exemple : l'épée de Lénine, dans la lutte, pliait souvent, mais, quand elle se redressait, elle allait droit au cœur de l'ennemi, tandis que les partisans de la tactique souple et malléable sont comme le tas de merde qui tombe, et s'affaisse.

Ainsi Lénine, à une période où le parlementarisme était encore juvénile, mit en œuvre en Russie une tactique consistant à entrer dans la chambre des députés – non pas pour conquérir et grignoter de l'intérieur les institutions de l'État existant, voire pour arriver à quelque strapontin dans le gouvernement bourgeois, mais pour y faire entendre le son de la révolution, et préparer les masses à l'assaut contre l'État capitaliste et à la dissolution par la force de l'assemblée parlementaire [4]. Il en était de même pour le « principe » bourgeois (toujours bafoué par ses porte-parole) de l'autodétermination des nations : cette revendication vise à briser l'oppression impérialiste et à libérer l'initiative révolutionnaire des masses. Il en est ainsi encore pour l'utilisation de l'arme de l'État en général, arme qu'il faut manier sous la dictature du prolétariat de telle sorte que l'on puisse à la fin jeter l'État au rebut de l'histoire.

C'est ce principe qui est au centre du rapport entre État et parti. L'État est l'appareil de violence lié aux rapports de force entre socialisme et capitalisme, c'est une violence temporaire dans une société où se mêlent diverses « phases » historiques. Il est donc une force hétérogène, évoluant selon le développement des forces productives et les aléas de la lutte de classes : il est l'expression de la « conquête de la démocratie », c'est une force de compromis sous la direction du parti – et le compromis cesse avec la victoire du communisme et la fin de l'État. L'illustration en est, par exemple, l'alliance avec la paysannerie dans un État dirigé par la classe ouvrière. Le but en est double : ce n'est qu'avec cette masse numériquement la plus nombreuse dans la nation, qu'il est possible d'arriver au pouvoir, puis de régner, pour battre la contre-révolution intérieure et extérieure. Selon l'évolution historique, ou bien le prolétariat qui dispose de l'arme de l'État reprendra la lutte contre la paysannerie riche, moyenne et même les petits paysans propriétaires, ou bien le procès économique aura permis de hausser cette classe au

---

4 Autre exemple : Marx et Engels pouvaient justifier en Allemagne une politique ou tactique social-*démocrate* aussi longtemps que le démocratisme bourgeois était encore progressif. Dans les pays attardés, Marx parle ainsi du « prolétariat démocrate », parce qu'il faut passer nécessairement par l'étape bourgeoise tant que l'attaque contre le capitalisme ne peut s'effectuer de manière frontale. La voie est encore longue avant le point d'abolition de la démocratie qui correspond au communisme sans institutions politiques, ni État. Ici encore, le train ou tramway fait un long tournant, mais le terme en est clair.

niveau social du libre producteur associé, atteint par le prolétariat salarié de l'industrie et de l'agriculture [5].

En somme, l'État suit toutes les vicissitudes de la lutte des classes alors que le Parti incarne le programme et les principes irréfragables, le fil ou radar entre passé, présent et avenir. Il est communiste dès sa naissance, et son caractère de classe lui vient de ce qu'il représente le prolétariat qui produit d'abord la base économique du communisme au sein de la société capitaliste, puis en est le fossoyeur, tandis qu'elle accouche du socialisme. Le parti accompagne – ou mieux – précède le prolétariat et son État dictatorial dans tout ce procès qui va de sa naissance à son abolition en passant par ses métamorphoses révolutionnaires.

Il importe de bien distinguer entre parti et État, ne serait-ce que pour avoir une idée claire du processus de transition économique au socialisme. L'État en est l'instrument, avec les mesures de transition économico-politiques qu'il impose. L'État de classe est – par « actualité » et non par « décision » - national, mieux, géographiquement déterminé [6]. Le parti, en revanche, est international – et ce fait

---

5 Cf. *infra* la Commune et ses rapports avec la paysannerie, ainsi que *Dialogue avec les Morts*, chapitre *les « Vingt ans » de bons rapports de Lénine avec la paysannerie*, p.133-135. Selon la formule de Lénine, ces bons rapports devaient permettre de tenir jusqu'à la victoire des partis prolétariens dans les pays plus développés. Le détour est immense, mais les compromis *économiques* - deux pas en avant, un en arrière, etc. - auraient permis de tenir l'essentiel – la victoire *politique* de la révolution mondiale au maillon le plus faible de la chaîne bourgeoise, avec l'orientation socialiste de l'Octobre russe.

6 Il est évident que les nations disparaîtront toutes à la fin, lorsque l'humanité sera unifiée en un seul ensemble. C'est une utopie de croire que le capitalisme puisse surmonter les nations, ne serait-ce qu'en créant des ensembles plus vastes, la petite Europe par exemple, parce que le capital est jungle des nationalismes et de l'impérialisme. Il ne s'agit donc pas de faire un chapitre nouveau du programme de parti sur le thème de la systématisation à partir de zéro de tous les peuples homogènes en un nouvel ordre politique, géographique, d'États, organisé par la violence ou le consensus mutuel. L'unification de toute l'humanité ne peut se faire que sous le socialisme, avec l'abolition de l'État géographiquement circonscrit et limité, c'est-à-dire avec l'extinction de toute violence et limitation étatique. Il est donc erroné de penser que ce sera l'État socialiste qui unifiera l'humanité en un seul ensemble : l'État, aussi longtemps qu'il existe, est synonyme, au contraire, de limitations et d'entraves. En somme, le mot d'ordre « À bas les frontières » n'a de sens qu'à partir du moment où le socialisme (sans État) est une *réalité :* ce n'est pas une *méthode* d'organisation de l'humanité par les institutions politiques, car celles-ci présupposent des frontières.

Les mots d'ordre d'*autodétermination des peuples* de Lénine ne sont donc nullement des formules d'organisation définitive. Et il en est de même de celles sur *la paix sans annexions*, le droit d'une nation de se séparer de l'hégémonie de l'autre. Ce sont des moyens de libérer les masses de l'emprise de l'impérialisme et du colonialisme, de leur rendre l'initiative, pour les amener à une révolution socialiste qui transforme effectivement les rapports économiques et sociaux qui les enserrent. Ainsi, Lénine écrivait-il, par exemple sur les propositions à tous les peuples d'une paix démocratique, fondée sur le renoncement complet à

détermine sa nature. Si l'État contingent s'éteindra, quand il n'y aura plus ni politique, ni classes, nous ne pourrons plus accoler au parti le terme de classe ou de politique. Mieux, du moment que l'État de la dictature aura aboli pour toujours les autres partis, il n'est pas exact non plus de l'appeler parti, parce que ce mot vient de part - et qu'une partie en suppose toujours une autre. Le parti survivra néanmoins, sous une autre forme, parce qu'il est communiste, c'est-à-dire anticipe la théorie, les principes et le but communistes – et ce, en plus et indépendamment du stade « actuel » de la lutte de classes mondiale.

C'est grâce au parti que l'État prolétarien peut s'éteindre, car les rapports communistes, défendus et élaborés par le parti, existent avant et après l'État de la dictature : ils déterminent le devenir de celui-ci. L'État est un instrument d'oppression des classes – en l'occurrence de la bourgeoisie surannée – et il s'éteint quand il a rempli ses fonctions, quand les classes n'existent plus. Ce n'est qu'à ce moment-là que le parti et le communisme triomphent. La discussion est tout autre qu'académique : c'est le parti à la tête de l'État prolétarien qui lui fixe le but et les principes du communisme qui feront qu'il sera aboli à la fin.

Voici un exemple historique, négatif certes mais clair : dans cette dualité entre le Parti (ou mieux l'Internationale) et l'État, Staline représentait l'État – et il a eu, hélas, le dessus sur le Parti. Soit dit cependant entre parenthèses, c'est le rapport des forces qui a évolué ainsi, après des défaites successives ; Staline n'est qu'un prête-nom, et le marxisme ne fait pas de la criminologie individuelle une explication historique. En Russie donc, l'État, au lieu de se dégonfler, n'a fait que se dilater monstrueusement. Ce simple fait, soixante ans après la révolution, suffirait à faire comprendre à ceux qui le voudraient que le socialisme est mort dans les institutions de ce pays : le parti qui permet à l'État de se dissoudre quand les rapports communistes se diffusent à la production et à la distribution, qui perdent de plus en plus leur caractère de classe, a été évincé de la direction du pays de la révolution d'Octobre.

Le parti qui naît avec le communisme, créé dans la base économique par le prolétariat et triomphant avec l'abolition des classes et de l'État, ne s'éteindra pas.

---

toute espèce d'annexions et de contributions, qu'elles « créeraient entre les ouvriers des pays belligérants une entière confiance réciproque et *amèneraient inévitablement des soulèvements du prolétariat contre les gouvernements impérialistes* qui s'opposeraient à la paix proposée » (LENINE, *la 7ème Conférence de Russie du POSD(b)R*, in *Œuvres*, t.24, p.275).

Peut-être, dans ces temps lointains, ne s'appellera-t-il plus parti, mais il vivra comme l'organe unique, le « cerveau » d'une société libre de forces de classes, en simple organe de recherche et d'étude sociale coïncidant avec les grands organismes de recherche scientifique de la société nouvelle.

Liaison entre pays arriérés et métropoles avancées

Retour à la table des matières

S'il y a distorsion entre base économique et superstructures, c'est qu'une classe intervient dans les rapports de production et de distribution, en vue d'y faire prévaloir ses intérêts. Le moyen concentré de ces « interventions despotiques » est l'État, dont la forme change selon les besoins et les rapports de force d'une complexité extrême dans la société. Parce qu'instrument concret de la domination de classe, l'État n'a pas de forme unique qui corresponde à chaque mode de production – par exemple, la monarchie absolue pour le féodalisme, la république libérale pour le capitalisme. Ses formes fluctuent, au contraire, tout au long de la lutte des classes, de l'évolution économique (jeunesse, maturité, sénilité) du mode de production et selon les rapports impérialistes de dépendance des États etc.

Il est, par exemple, deux situations possibles : l'État capitaliste qui garantit la domination bourgeoise sur les ouvriers, alors que la base économique renferme déjà toutes les forces productives développées pour asseoir le socialisme (Angleterre dès le milieu du XIXe siècle, aux yeux de Marx) ; l'État de la dictature du prolétariat dans un pays encore largement précapitaliste, où il faut donc encore développer de larges secteurs du mode de production bourgeois.

Aussi, Marx n'hésitait-il pas à proposer aux communistes de conquérir le pouvoir en Allemagne, pays attardé en 1848, alors que le socialisme y était impossible au plan économique, puisque le capitalisme lui-même n'y était qu'à ses tout premiers débuts. En conséquence, son programme passait par des mesures essentiellement bourgeoises – développement du système monétaire et mercantile, du crédit, des banques, multiplication des fabriques, contrôle sur les capitalistes et les financiers, etc. - dans l'attente de la jonction du pays arriéré avec la révolution des pays avancés, la France et, plus encore, l'Angleterre. En effet, « ce n'est qu'au moment où les chartistes seront à la tête du gouvernement anglais que la révolu-

tion passera du domaine de l'utopie [de la politique] à celui de la réalité [économie] » [7]. En d'autres termes, par l'extension de la révolution à la forteresse anglaise, la révolution politique du prolétariat allemand aurait trouvé sa base économique pour passer au socialisme avec l'aide fraternelle en forces productives des ouvriers anglais. En effet, jusque vers la fin du siècle dernier, l'Angleterre était le seul pays européen à disposer d'une base économique capitaliste assez développée pour pouvoir passer au socialisme en économie : « Si le landlordisme et le capitalisme ont leur siège en Angleterre, par contrecoup, les conditions matérielles y sont aussi les plus mûres pour leur destruction » [8].

Un cas semblable à celui de l'Allemagne de 1847 a été la Russie de 1917, où le parti bolchévik a instauré la dictature du prolétariat, alors que l'économie, pour la plus grande partie féodale, ne connaissait que quelques points concentrés de capitalisme. De même, la bourgeoisie américaine a fait sa révolution capitaliste alors que l'impérialisme anglais avait diffusé, dans plus de la moitié du territoire – chez les Sudistes qui étaient les plus riches, les mieux armés et dominaient l'État central – l'esclavage qui correspond à un mode de production tout à fait archaïque, séparé de la révolution bourgeoise par tout un mode de production, le féodalisme. La révolution politique, avec la violence armée, s'était avéré là aussi un puissant agent de transformation économique, qui permit un « bond » historique formidable – en s'appuyant sur la base capitaliste. Bien qu'encore relativement peu développée au Nord, la bourgeoisie américaine parvint – grâce à sa révolution anti-impérialiste – à faire passer rapidement le Sud esclavagiste à son mode de production bourgeois [9].

---

7 Cf. MARX, *le Mouvement révolutionnaire,* 1-1-1849, in *Werke,* t. 6, p.150.

8 Cf. MARX, *Circulaire du Conseil général de l'A.I.*T. *au Conseil fédéral de la Suisse romande*, 1-1-1870, in *Werke,* t. 16, p.386. Marx répète, 30 ans après la révolution de 1848-49, que « l'Angleterre seule peut servir de *levier* à une révolution sérieuse *dans l'économie*, si l'initiative révolutionnaire partait cette fois de la France » (*ibid.).*

9 Cf. MARX-ENGELS, *la Guerre civile aux États-Unis*, Ed. 10/18. On trouvera le parallèle entre le bond américain et la révolution double de Russie en 1917 dans le texte *Dialogue avec les Morts*, chapitre sur *les Révolutions qui ont à remplir des tâches que leur a léguées le passé* (en langue italienne : *Dialogato coi Morti*, Ed. Filo del Tempo, p.II-XVIII et 196-199). Marx a établi – pour la Russie, dont une énorme fraction de l'économie et de la population se trouvait dans des rapports de production proches du communisme archaïque – l'hypothèse d'un bond par-dessus le capitalisme, si la révolution prolétarienne de Russie effectuait sa jonction avec celle d'Europe centrale, et notamment d'Allemagne. Nous ne faisons que citer ici pour mémoire cette hypothèse qui pouvait se réaliser seulement dans des conditions de temps strictement déterminées en Russie, et renvoyons le lecteur au recueil de

Défaillance bourgeoise dans les pays arriérés

Retour à la table des matières

Le prolétariat et la bourgeoisie étant enfants des mêmes rapports de production, ils ont en commun des intérêts historiques contre les classes féodales qui freinent leur essor. Comme le notent Marx-Engels, la bourgeoisie doit prendre, au début de son règne, des mesures progressives pour toute la société moderne, y compris donc le prolétariat. Cependant, comme ils le soulignent aussitôt, la bourgeoisie, plutôt timorée, s'avère toujours plus défaillante dans la révolution – et le prolétariat juvénile doit asséner les coups les plus rudes aux puissances féodales, en se substituant parfois même directement aux bourgeois. Cela n'a rien d'étrange, puisque les capitalistes exploitent la classe ouvrière non seulement économiquement, mais encore politiquement et socialement : au soir de la victoire, ils s'emparent des fruits de la révolution, en assurant leur fonction de direction, très lacunaire par ailleurs.

Mais, comme le notait Engels de façon classique, il arrive un moment où la bourgeoisie ne cherche plus à jouer son rôle révolutionnaire dans les pays et continents précapitalistes. Et une question brûlante se pose depuis plus d'un siècle. Là où la classe bourgeoise est hors d'état d'être ce protagoniste de l'histoire qu'elle fut en Europe et dans certains des pays occupés par la race blanche, là où elle ne parvient pas à conduire les mémorables luttes sociales victorieuses, qui vont des libertés communales aux grandes révolutions nationales et aux guerres de systématisation de l'Europe, et furent comme en Amérique de véritables guerres civiles, créant le parterre mondial de l'ordre capitaliste – là où ce drame n'a pas été joué, qu'en sera-t-il du rôle historique de la classe ouvrière ?

MARX-ENGELS, *la Russie*, Ed. 10/18, p.236-278. Le texte central en est les trois projets de lettre de Marx à Véra Zassoulitch, écrits en français et reproduits in *l'Homme et la Société*, n°5, p.165-179. Pour ce qui est de la même solution en ce qui concerne les pays coloniaux, cf. MARX-ENGELS, *la Chine*, section II, *Bond par-dessus le capitalisme*, p.61-141, Ed. 10/18, 1973. La Troisième Internationale en a fait son programme du Congrès de Bakou qui tenta de faire la jonction entre la Russie soviétique, le prolétariat des métropoles avancées et les peuples de couleur, cf. *Manifestes, Thèses et résolutions des 4 premiers Congrès mondiaux de l'Internationale Communiste*, Réimpression F. Maspero, 1969, p.60.

Le prolétariat s'arrogera-t-il la mission colossale sans son prologue historique bourgeois qu'il haïra et aimera dès sa naissance, avec l'alternative atroce : je ne peux vivre ni avec toi, ni sans toi ? Je ne peux, ô bourgeoisie, avancer sur une autre route que celle du sillon fécond que tu as ouvert dans les guerres civiles qui ont déchiré le ventre de l'Europe ; je ne peux respirer sans ta culture et ta technique, mais je ne peux davantage vivre et parvenir à la vie véritable sans démasquer ta nature négrière, sans me convulser contre ton exploitation, et enfin renverser ton ordre et tes institutions, à l'avènement desquels tu sacrifias la vie de millions de combattants.

À cette angoissante question que pose Marx lui-même, il est une seule échappatoire: que la révolution socialiste triomphe dans les pays avancés et apporte son aide fraternelle aux pays arriérés sous la direction de leur prolétariat. Sinon, il faut passer sous les fourches caudines du capitalisme. Certes, le prolétariat révolutionnaire peut se substituer à la bourgeoisie en tant que classe physique : le tsar lui-même a fait construire le transsibérien avec du capital occidental ou a décrété la réforme agraire de 1861. Or, il ne peut passer au socialisme sans la base économique du capitalisme qu'il est obligé de développer lui-même, en se substituant à la bourgeoisie, MAIS sans sa domination politique et idéologique – avec des superstructures de contrainte différentes. Voilà la dure vérité qui ne cesse aujourd'hui d'être vérité révolutionnaire.

Parce que le socialisme est scientifique, et non pas utopique, il n'avait pas d'autre voie à proposer au prolétariat allemand et russe etc., et Marx dut lui-même, en tant que chef du parti communiste de l'Allemagne révolutionnaire de 1848-49, lutter physiquement dans ce but. Devant les défaillances répétées de la bourgeoisie allemande (1525, 1793, 1806, etc.), Marx proposa au prolétariat de la relayer le plus rapidement possible en 1848 (cf. les dernières pages du Manifeste) – et sa prévision ne fut pas démentie : la bourgeoisie allemande, assoiffée d'affaires, ne prospère vraiment qu'à l'ombre du bras séculier d'une autre classe qui règne pour elle : Bismarck, Hitler ou le protecteur américain, voire russe.

Les mesures qu'aurait dues prendre en 1848 le prolétariat allemand en l'absence de la bourgeoisie partagent dans une large mesure celles que l'histoire impose alors au capitalisme qui représente par rapport aux conditions prébourgeoises un pas en avant de l'humanité. Les superstructures de violence épousent alors étroitement l'évolution des forces productives pour soutenir leur essor – et, selon l'ex-

pression d'Engels, l'exploitation ne pèse guère alors aux yeux des prolétaires [10]. Les interventions despotiques balaient vigoureusement les entraves des corporations, du servage, etc. devant les manufactures et autres entreprises capitalistes : les masses petite-bourgeoises des campagnes sont le plus durement touchées. Les réformes sont alors révolutionnaires, et ce n'est qu'au fur et à mesure, bien après, que le cours de l'économie entre en contradiction de plus en plus criante avec les superstructures de la domination bourgeoise, celles-ci devenant de plus en plus conservatrices, et donc totalitaires. Le temps des réformes est passé, et les sociaux-démocrates qui continuent de les prôner deviennent des renégats et des traîtres à leur classe.

Pour un marxiste, le déterminisme économique n'est nullement contredit par le fait qu'un pouvoir politique socialiste s'appuie sur une économie non encore socialiste. Car si l'économie en était au niveau socialiste, c'est-à-dire était sortie des formes capitalistes et mercantiles, il n'y aurait plus d'État ni de structures politiques. Ils seraient exclus par l'essor économique lui-même. Celui qui se perdrait dans cette difficulté n'aurait rien compris à la notion d'État, de superstructures et de dictature. Le marxisme n'opposerait pas aux anarchistes que la violence et l'État dictatoriaux sont nécessaires après le renversement de l'État bourgeois, s'il n'était pas d'ores et déjà établi par toute une longue expérience historique, théorisée par Marx-Engels et Lénine que - pour une période toute autre que brève, même dans les pays ultra-industrialisés – le prolétariat sera la classe politique dominante au gouvernement, tandis qu'en économie il sera encore la classe ouvrière exploitée. Il produira encore longtemps du surtravail à la différence de son travail nécessaire : 1/ pour appuyer la révolution mondiale qui ne triomphera qu'à la seconde, voire troisième vague (dont chacune peut être séparée de l'autre par des décennies), lorsqu'aura été emportée la forteresse du capitalisme impérialiste, aujourd'hui les USA ; 2/ pour relever les ruines et aider le prolétariat des pays attar-

---

10 Cf. MARX-ENGELS, *les Utopistes*, PCM (Petite collection Maspero), p.13 : « Tant que le mode de production se trouve dans le cours ascendant de son développement, il est acclamé même par ceux qui sont désavantagés par le mode de distribution existant. Cela a été le cas des ouvriers anglais lors de l'apparition de la grande industrie » (ENGELS, *Antidühring*). Pour ce qui est de l'Angleterre, Engels fait coïncider cette époque avec l'action d'Owen et l'essor du chartisme où les ouvriers anglais arrachèrent diverses améliorations sociales et luttèrent plus que jamais: « applaudir » n'est pas, pour lui, assister aux événements en spectateur ébahi.

dés, et 3/ pour préparer et ordonner les forces productives en vue d'assurer cette abondance qui permet de « donner à chacun selon ses besoins ».

Est-ce à dire que l'État du prolétariat prendra les mêmes mesures que la bourgeoisie ? Il n'en est rien, parce que d'emblée, une différence qualitative intervient avec la nature nouvelle, prolétarienne, de l'État. Ne serait-ce que parce que les exploiteurs et les classes oisives sont écartés du pouvoir et des décisions économiques, toute l'orientation de l'économie change complètement.

Même si l'économie reste encore soumise, dans les pays économiquement attardés, aux lois mercantiles et monétaires, celles-ci sont transgressées si besoin est, parfois fondamentalement par le prolétariat au pouvoir, alors que ces mêmes lois poussent aveuglément les bourgeois vers la recherche du profit et l'accumulation maximale, liée à la paupérisation des larges masses qui se manifeste surtout dans les pays dépendants. Même si le point de départ, et donc aussi le niveau des forces productives, est extrêmement bas, de sorte qu'il faut – tant que la révolution reste isolée dans un seul pays – prendre des mesures de contenu essentiellement bourgeois, la dictature du prolétariat interviendra despotiquement pour satisfaire avant tout les besoins essentiels [11]. Les intérêts des producteurs prévaudront d'emblée sur ceux des classes oisives, rentières et improductives, qui absorbaient

---

11 L'État de la dictature n'en prônera pas pour autant un « socialisme romantique » ou « capitalisme populaire », en opérant un transfert du profit aux masses *populaires*. Ce serait contraire à l'intérêt *de classe* du prolétariat, ainsi qu'au développement même des forces productives. Une économie qui mange tout le profit périclite au niveau petit-bourgeois, alors qu'une économie où domine le prolétariat produit une plus-value pléthorique au bénéfice de la société – ce qui ne signifie pas qu'il faut rechercher le taux d'investissement maximal, mais que l'on élimine, autant que possible, les points arriérés de l'économie, en les haussant rapidement à un niveau supérieur par les mesures de transition adéquates. Il ne s'agit pas de tirer encore plus de la carcasse des ouvriers, mais de hausser les catégories précapitalistes de travailleurs au niveau des ouvriers modernes ou de leur productivité, en étendant à une fraction toujours croissante de la population les procédés et rapports modernes de production. La pire solution est toujours *populaire*, celle qui laisse stagner la masse de la population dans son arriération et pèse uniquement sur les prolétaires des quelques branches qui elles-mêmes ne peuvent pas avancer. La classe révolutionnaire utilisera franchement le mode de production moderne du capitalisme dans les pays attardés, plutôt que les moyens petit-bourgeois de la production.

Ainsi, les ouvriers russes d'aujourd'hui sont-ils mal fournis, non pas à cause de leurs conditions propres et de leur productivité élevée due à l'utilisation franche du capitalisme, mais des conditions précapitalistes de l'agriculture kolkhozienne avec ses méthodes « populaires » petite-bourgeoises, qui font stagner les forces productives dans les parcellaires travaux des lopins et jardins privés. Ces porcs de kolkhoziens mangent eux-mêmes les moyens de subsistance plutôt que de les envoyer à la ville, mais n'hésitent pas à éponger une part énorme de la plus-value des ouvriers industriels, en se faisant construire des routes, des écoles, des relais de télévision, des lignes de chemin de fer, etc.

le produit d'industries entières et devront maintenant participer activement à la production. On infléchira donc, de façon très nette, les choix économiques et la distribution dans l'intérêt collectif des masses laborieuses – même si leur révolution prévaut, s'il le faut, sur leurs intérêts immédiats, non par choix délibéré mais par nécessité imposée par la lutte des classes.

Le premier acte révolutionnaire des ouvriers est déjà de faire sauter les superstructures qui entravent l'essor des forces productives. Par définition donc, la classe du travail a pris l'initiative dans la société et l'économie, et pousse vers des procédés productifs qui sortent paysans et petits bourgeois de leur quiétude et léthargie séculaires.

Réformes bourgeoises et interventions despotiques du prolétariat

Retour à la table des matières

Avec les données que l'étude du capitalisme a pu fournir jusque vers 1890, on ne pouvait affirmer scientifiquement qu'il fallait exclure une interprétation d'évolution gradualiste et réformiste de la voie au socialisme, ni, dans la pratique politique, qu'il fallait considérer sans autre forme de procès comme traître celui qui soutenait qu'il était possible à la classe ouvrière d'arriver au pouvoir par la voie légalitaire (bien entendu avec les moyens et les méthodes classistes [12] et non possibilistes, c'est-à-dire d'entrée dans les gouvernements bourgeois). Marx et Engels eux-mêmes ont reconnu cette éventualité (mais avec des batailles avant, et plus encore après la prise du pouvoir, contre la réaction intérieure et extérieure de la bourgeoisie etc.) dans certains cas historiquement très circonscrits (quelques occasions en Angleterre, en Allemagne, aux USA par exemple, et jamais en France,

---

12 Ainsi, à l'époque du chartisme qui se proposait la conquête légale du pouvoir, les ouvriers appuyèrent les réformes démocratiques par des grèves et des manifestations violentes, et Engels était sceptique sur l'efficacité des moyens de conquête pacifique : « La seule idée qui animait à la fois les ouvriers et les chartistes était celle d'*une révolution pacifique par la voie légale*, ce qui représente une contradiction dans les termes, une impossibilité pratique : ils échouèrent à vouloir l'exécuter. Et, de fait, la première mesure qui leur était commune à tous – l'arrêt de travail dans les fabriques – était déjà *violente* et *illégale* », cf. ENGELS, *les Crises anglaises*, in *la Gazette rhénane*, 9-12-1842. Cf. également *Fil du Temps*, n°11, sur *la Crise actuelle et la stratégie révolutionnaire*, p.142-146, sur *le Chartisme et la violence dans l'étape « pacifique »*.

etc. - sans parler de pays secondaires comme la Hollande qui étaient pratiquement hors du mouvement général) [13]. En témoigne leur position vis-à-vis du chartisme et de la social-démocratie allemande, etc. Cependant, pour leur part, ils rejetaient l'étiquette de social-démocrate en s'en tenant à celle de communiste. Les marxistes de la tendance de gauche soutinrent, dès le début de l'étape impérialiste vers la fin du XIXe siècle, que la société capitaliste devait désormais subir le heurt révolutionnaire, et ne pouvait même plus être réformée par une législation limitant progressivement les privilèges patronaux [14]. Au reste, confirmant la thèse de Marx de 1852 [15], l'expérience de la Commune avait déjà démontré que ce heurt de la guerre civile devait conduire à la destruction préalable de l'État bourgeois et à la formation d'un État prolétarien, celui-ci constituant la force indispensable pour opprimer la bourgeoisie vaincue durant le long et complexe processus de son élimination sociale: cf. l'État et la Révolution de Lénine.

Marx aussi bien que Lénine ont expliqué que la mutation d'une structure productive ne saurait être instantanée, mais qu'elle s'effectuerait par une série de modifications graduelles ; au début de celles-ci, ils ont placé la révolution politique. C'est sur cette vision scientifique que se fonde, chez Marx et Lénine, la doctrine de l'inévitabilité de la dictature de classe. Cet État, en une dynamique violente, interviendra par des mesures despotiques – plutôt que par des réformes – pour détruire tous les vestiges de la forme capitaliste – après avoir constaté son exis-

---

13 Pour ce qui est de l'hypothèse de Marx-Engels applicable à l'Angleterre, etc. dans les conditions du siècle dernier en ce qui concerne la violence et l'État, cf. LENINE, *l'État et la révolution*, in *Œuvres*, t. 25, p.449, et pour ce qui est de la tactique SOCIAL-DEMOCRATE au sein du capitalisme jeune, cf. MARX-ENGELS, *la Social-démocratie allemande*, Ed. 10/18, 1975, p.20-27, 301-339. En ce qui concerne les petits pays séparés du reste du monde par la muraille de Chine de leurs frontières datant d'autres temps ou artificiellement créées par la contre-révolution, cf. MARX-ENGELS, *la Belgique*, Editions *Fil du Temps*, 1977, p.164-165 (note) et chapitre sur *les Petits pays, entraves à la révolution*, p.261-267.

14 Ainsi, Rosa Luxemburg affirmait-elle le point de vue de Marx-Engels face au révisionnisme et réformisme de Bernstein : « Les institutions démocratiques (...) ont terminé leur rôle dans le développement de la société bourgeoise (…). On peut faire les mêmes remarques à propos de toute la machine politique et administrative de l'État (…). Cette transformation, historiquement inséparable du développement de la démocratie, est aujourd'hui si complètement achevée que les composantes purement démocratiques de la société, le suffrage universel, le régime républicain, pourraient être supprimées sans que l'administration, les finances, l'organisation militaire eussent besoin de revenir aux formes antérieures à la Révolution de Mars 1848 en Allemagne ». Cf. *Réforme sociale ou révolution?*, in *Œuvres*, t. I, PCM, p.68.

15 Cf. MARX-ENGELS, *la Commune de 1871*, Ed. 10/18, p.217-249.

tence. C'est pour cela que le prolétariat conservera l'armée, l'État, la loi, sans lesquels il devrait recommencer à chaque instant la bataille.

Quand le capitalisme sera définitivement écrasé, la société ne procédera plus par révolutions, ni même par réformes légalement coactives. L'antithèse entre réforme et révolution est propre à l'histoire de l'économie privée mercantile, capitaliste. Qui parle de réforme accepte de vivre encore dans la préhistoire du capitalisme. Déclarer avoir déjà édifié le socialisme et projeter de grandes réformes d'État, est historiquement absurde. La force qui agit et dirige ce pouvoir n'a pour fonction ni de révolutionner ni de réformer le capitalisme, mais de le défendre, le servir et tenter de l'éterniser – c'est ce qui est le cas aujourd'hui en Russie, par exemple. L'horreur qu'il faut éprouver vis-à-vis de ces réformes est plus forte que celle que suscitèrent les réformistes du XIXe siècle: ceux-ci promirent de changer, à l'aide d'emplâtres, le visage de la société capitaliste, mais au moins n'essayèrent-ils pas de raconter qu'ils l'avaient changé – et ils n'invitèrent pas les révolutionnaires à lui faire risette.

Praxis et théorisation des mesures de transition au communisme

Retour à la table des matières

Selon Engels, on ne saurait confondre réforme bourgeoise et mesure prolétarienne : « La différence est bel et bien centrale. Tant que les classes possédantes restent au pouvoir, toute étatisation, par exemple, est simple réaménagement formel du mode d'exploitation, et non son abolition » [16] - comme c'est le cas lorsque le prolétariat est à la tête de l'État.

Les mesures de transition du prolétariat se distinguent, par ailleurs, des réformes bourgeoises en ce qu'elles sont essentiellement fluides, dynamiques, destinées à pousser les masses et l'appareil économique dans le mouvement, alors que les réformes bourgeoises sont faites pour assurer – toujours, par un côté du moins – un avantage au capital, donc une assurance, ce qui gonfle les superstructures juridiques, administratives qui s'alourdissent au fur et à mesure, au point d'étouf-

16 Cf. Engels à M. Oppenheim, 24-3-1891.

fer la vie économique et sociale – jusqu'à la crise qui en débloque une partie pour un cycle aboutissant à… une crise plus grave encore.

En somme, la bourgeoisie peut réformer dans deux situations historiques : 1/ au cours de la révolution, mais alors les interventions despotiques gênent bientôt la bourgeoisie qui arrête le processus pour éviter d'être débordée par des éléments plus avancés qu'elle et pour s'en approprier les fruits: sa révolution est partielle et elle dévore ses enfants, les trop audacieux Danton et Robespierre ; 2/ quand la bourgeoisie est installée au pouvoir, les réformes sont imposées de force par les ouvriers, et la bourgeoisie s'acharne à les contrecarrer - cf. par exemple, la réduction des heures de travail – ou elles vont grossir l'arsenal des lois dans l'intérêt monétaire ou, pire encore, politique bourgeois. De plus, une réforme appliquée par la bourgeoisie est autant que possible isolée et partielle, alors que les interventions prolétariennes s'intègrent dans un ensemble cohérent et systématique où l'une s'articule et s'appuie sur l'autre: leur mode d'application a un caractère organique – et les masses ne paient plus un lourd tribut aux classes dominantes qui sont obnubilées par leurs intérêts particuliers.

Au reste, Engels voit – sans doute à l'exemple de l'Allemagne à l'industrialisation impétueuse du dernier tiers du XIXe siècle – que les réformes bourgeoises s'imposent spontanément à la classe au pouvoir, en l'occurrence au hobereau semi-bourgeois Bismarck – et l'on a, à la fin, pour effet irrémédiable la ruine du mode de production capitaliste: « Dans la mesure où la révolution économique s'effectuera plus vite et de façon plus incisive, dans cette mesure s'imposeront aussi avec nécessité des interventions qui, apparemment destinées seulement à porter remède aux disparités devenues intolérables par leur ampleur même, mineront dans leurs effets les bases du mode de production actuel » [17]. Chez la bourgeoisie, ce mouvement est aveugle et infiniment sinueux: il s'effectue, selon l'expression de Marx, sous la pression d'une loi de la nature. C'est en partant de l'analyse rigoureusement scientifique de ces phénomènes que Marx en est arrivé à en déduire, au plan théorique, un système rationnel (durchdacht, imprégné de pensée, dirait-on en allemand) qui correspond à la loi pure de ces mouvements historiques, débarrassés de leurs éléments troubles et hétérogènes, de leurs méandres et

17 Ibid.

sinuosités, bref de leurs impuretés qui compliquent le procès à l'extrême et le rendent infiniment douloureux aux masses.

Déjà au plan politique, le prolétariat, dès sa naissance, était contraint d'intervenir de manière plus ou moins consciente et systématique, anticipant encore la société communiste supérieure où la production et la distribution seront réglées à l'avance par un plan collectif qui permettra à l'humanité de contrôler et de dominer son destin.

Marx s'est indubitablement appuyé sur les luttes de classe du prolétariat français au cours des années 1793 où celui-ci fut temporairement au pouvoir et systématisa ses interventions despotiques dans le sous-sol économique en un ensemble politique cohérent et organique [18]. Peu avant la révolution allemande et européenne de 1848, il en déduisait sa théorie de la révolution permanente qui commence dans les conditions attardées d'un pays pour déboucher, en liaison avec les autres pays révolutionnaires, dans le communisme.

C'est de cette synthèse que Marx-Engels tirèrent leur schéma stratégique qu'ils appliquèrent à la révolution européenne de 1848-49, en liant l'action du prolétariat attardé d'Allemagne et d'Europe centrale à celle des ouvriers avancés de Paris et de Londres [19].

> « Le triomphe de la classe ouvrière ne dépend pas seulement de l'Angleterre [pays capitaliste le plus avancé]; il ne pourra être ASSURE [et c'est alors que se réalise en économie le socialisme du stade inférieur] que

---

18 « Dans les périodes inévitables de pénurie provoquée par la crise révolutionnaire à l'intérieur, ainsi que par la guerre aux frontières et même dans les provinces du pays, il n'était pas possible d'assurer la nourriture et les fournitures par le mécanisme de l'argent, cher aux bourgeois. Il fallait couvrir les besoins essentiels en premier : ravitaillement et fourniture de l'armée et de la population. Seuls les coups de force du parti plébéien et des bras nus pouvaient permettre d'assurer les conditions de survie aux masses exploitées les plus pauvres, et du même coup ils défendaient les intérêts de toute la nation. Sous cette pression, la bourgeoisie s'aperçut qu'il était possible d'agir sur les prix par une contrainte de plus en plus sévère, et l'action directe des faubouriens força l'Assemblée à faire exécuter ces lois. » Le lecteur trouvera un exposé détaillé de ces mesures dans le chapitre intitulé *Terreur et transformations économiques et sociales*, in *le Marxisme et la question militaire, Fil du Temps* n°10, p.182-194.

19 Cf. MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, Ed. de l'Herne, chap. *la Révolution de 1848-49*, p.191-321.

> par la coopération au moins de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne » [20].

La révolution d'Octobre fut confrontée à des problèmes identiques, et le parti bolchévik leur apporta les mêmes solutions, comme Lénine le déclara lui-même. C'est dans cette continuité que se manifeste le parti communiste. En effet, cet organe n'aurait pas de raison historique d'exister s'il n'était pas possible de résoudre les questions avec des données de principe. Principe est une notion temporelle et signifie résoudre les problèmes de 1979 avec des solutions tirées des batailles de 1917, comme Lénine a résolu ceux de 1917 avec les données de 1848-1860 et, mieux, avec les données de toute l'histoire systématisées dans ces années en théorie de parti du prolétariat mondial. Dans ces conditions, le marxisme s'oppose directement à l'opportunisme. Celui-ci se définit au sens non pas moral mais encore temporel, car la faute opportuniste est toujours d'agir sous la suggestion des événements immédiats, actuels, modernes, c'est-à-dire qu'il veut résoudre la question avec des données de la dernière minute et sous leur pression – ce qui est diamétralement opposé à la solution de principe. Ce n'est pas par hasard qu'une société sénile et en dissolution fait proliférer les partis qui vivent sur le dernier événement de la nuit.

Mais, dira-t-on, cette stratégie de la révolution permanente, de la prise en charge par le prolétariat des tâches de la bourgeoisie, a fait faillite puisque finalement le prolétariat a été battu. Il n'en est rien, puisque sa volonté et son programme immédiat ont été exécutés par ceux-là mêmes qui les ont vaincus, et la base économique du socialisme s'est développée : « La révolution de 1848 a fait exécuter, en somme, la tâche de la bourgeoisie par des combattants prolétariens sous l'enseigne du prolétariat ». Et dans la phrase suivante, Engels explique que les bourgeois furent contraints, malgré eux, à exécuter la volonté des révolutionnaires qu'ils avaient pourtant battus à plate couture: « Elle a réalisé, par le truchement de Napoléon III et de Bismarck, ses exécuteurs testamentaires, l'indépendance de l'Italie, de l'Allemagne et de la Hongrie » (Préface polonaise de 1892 du Manifeste). Même si ce fut en sens bourgeois, l'histoire avait donc fait un pas en avant grâce au prolétariat révolutionnaire. Si la bourgeoisie ne l'avait pas réalisé à la fin,

---

20 Cf. ENGELS, le Socialisme utopique etc., in Werke, t. 19, p.544. Cf. également MARX-ENGELS, le Mouvement ouvrier français, PCM, 1974, tome 1, chapitres sur la Révolution permanente en France et la Révolution permanente à l'échelle internationale, p.26-36.

la révolution socialiste serait encore plus lointaine qu'elle ne l'est déjà. « Au cours de leur évolution, les hommes doivent commencer par produire eux-mêmes les conditions matérielles de la société nouvelle, et nul effort de l'esprit ni de la volonté ne peut les soustraire à cette destinée » [21].

Le même argument réfute aussi la thèse de Kautsky qui prétendait que le parti bolchévik ne devait pas prendre le pouvoir en Russie en 1917 : s'il ne l'avait pas fait, il n'y aurait pas eu de développement de la grande industrie dans ce pays, donc pas de base économique du socialisme aujourd'hui, puisque la grande industrie ne se développe que lorsque les entraves féodales sont brisées, et depuis toujours c'est le prolétariat qui s'est chargé de le faire – sous l'égide ou non de la bourgeoisie [22]. On ne comprend rien au socialisme si l'on n'arrive pas à admettre que le prolétariat a besoin, autant que la bourgeoisie – sinon plus qu'elle – de l'économie capitaliste, parce que celle-ci engendre le communisme dans son sein. Cela explique que Marx a pu sans paradoxe affirmer au siècle dernier que la Russie féodale, arriérée, représente l'ennemi numéro un du prolétariat, derrière l'Angleterre. En attaquant la Russie tsariste, le prolétariat russe pouvait encore faire avancer ce pays d'un pas vers le socialisme, si l'économie bourgeoise s'y développait ; enfin, le rempart russe était la principale défense du capitalisme anglais et européen contre le prolétariat. Or donc, même battue aujourd'hui, la révolution prolétarienne de 1917 a bouleversé la Russie : « Ce capitalisme d'État actuel investit d'autant plus qu'il n'y a pas de bourgeoisie, comme personne physique, pour consommer. La plus-value produite n'a donc pas à aller en partie dans sa jouissance personnelle, en déduction des investissements nouveaux. Rien n'est prélevé pour les villas, les collections et fantaisies privées; tout est réinvesti. C'est la raison aussi pour laquelle le salaire et le niveau de vie des prolétaires russes restent rivés, sans bouger, à un bas niveau. Ce qui engloutit tout, c'est construire, armer, reconstruire, industrialiser. Dans les années héroïques, nous avons tué les bourgeois en Russie et ailleurs, mais non pour faire le socialisme (impossible dans la seule Russie arriérée au plan économique). Nous l'avons fait pour avoir le plus

---

21 Cf. MARX, la Critique moralisante et la morale criticisante, in Werke, t. 4, p.339.

22 « Dans le meilleur des cas, la bourgeoisie est une classe qui n’a rien d’héroïque. Même ses conquêtes les plus éclatantes, en Angleterre du XVIIe siècle et en France du XVIIIe siècle, elle ne les a pas arrachées de haute lutte ; c’est la masse du peuple – les ouvriers et les paysans – qui a combattu pour elle » (Cf. ENGELS, *La « Crise » en Prusse*, in *Werke*, t. 18, p. 291).

vite possible le capitalisme. L'histoire connaît ses voies. Si nous avions su que la révolution russe prendrait cette tournure dans son parcours ultérieur, nous nous serions battus tout autant pour elle, et nous l'aurions approuvée tout aussi chaudement » [23].

Quel a été ce résultat révolutionnaire bourgeois ? « Quand nous avons dénoncé les falsifications moscoutaires du léninisme et du marxisme, nous n'avons jamais oublié que Moscou travaille cependant en sens révolutionnaire - en ouvrant la porte au capitalisme jusqu'à l'Himalaya et aux Mers Jaunes » [24].

« La révolution triomphe, même si elle est battue » [25] - c'est ce que suggérait à Marx le déterminisme de l'évolution économique et sociale, puisque les révolutionnaires ne prennent jamais les armes pour des buts abstraits, fantaisistes, mais uniquement sous la pression de besoins irrépressibles qui les poussent dans la rue, les places et les actions illégales.

Si la révolution est contenue, différée ou retenue pendant toute une période, elle n'en éclatera ensuite que plus violemment encore – sur un espace géographique plus large. C'est parce qu'au cours de plus d'un siècle un autre 1848 n'est pas venu, malgré la puissante tentative de 1917-20 de révolution permanente à l'échelle internationale qui embrasa toute l'Europe, que nous sommes convaincus qu'un jour d'une époque non lointaine, maintenant que la crise historique prévue depuis des décennies a éclaté [26], cette même révolution ne gagnera pas seulement un

---

23 Cf. Struttura economica e sociale della Russia, §26, Ed. Programma Comunista.

24 Cf. Lénine et la Question agraire, traduction française in Fil du Temps, n°7.

25 Cf. MARX, *la Politique britannique*, 8-3-1853, in *Werke*, *t.* 8, p.528.

26 Cf. MARX-ENGELS, *la Crise*, Ed. 10/18, p.397 note 29 : « Cette prévision de la crise – ou du tournant historique – de 1975 est le fait de tout le courant communiste resté fidèle à la vision selon laquelle on ne change pas le capitalisme sans la classique révolution internationale. On peut la relier à certaines intuitions de Lénine parlant, par exemple, de « plusieurs générations enchaînées » au cas où la révolution russe et européenne serait battue, puis à la polémique de 1926 contre Staline. Trotsky y parlait de la possibilité de tenir 50 ans même si la révolution était battue : « Trotsky parlait à ce sujet de 50 ans, ce qui nous aurait conduit à 1976, date approximative de la prochaine grande crise générale du système capitaliste que nous prévoyons ». (*Dialogue avec les morts*, Ed. *Il Programma Comunista*, p. 132.) Un travail collectif intense de parti sur *le Cours historique du capitalisme mondial* dans les années 1957-1962 accumula des données statistiques sur les courbes de production des capitalismes dominants, afin de corroborer économiquement l'intuition politique, née de la lutte de classe ainsi que du pronostic fait en 1945, à savoir qu'une longue période d'essor capitaliste allait suivre la seconde guerre impérialiste. Tout le mouvement anti-impérialiste des peuples de couleur fut évalué dans la perspective selon laquelle « les cinquante ans perdus par nous, Blancs, battus dans les années 1920, pourraient être compensés

continent, mais certainement – en tant que prime au retard – deux continents et plus.

Ceux qui ne comprennent pas que la Russie économiquement arriérée faisait un pas en avant essentiel vers la société communiste future en développant le capitalisme d'État n'entendent rien à Marx, ni à Lénine. Il fallait y prendre le pouvoir, en outre, pour amorcer la révolution internationale car la chaîne des États et des économies capitalistes rompt non pas à ses maillons centraux les plus puissants, mais aux « plus faibles », qui relancent et favorisent ensuite la révolution dans les autres pays. S'il est tout à fait possible de prendre le pouvoir dans un pays attardé, il serait en revanche tout à fait absurde de vouloir y instaurer le socialisme dans l'économie. La révolution y serait socialiste, parce que le prolétariat s'y érige en classe dominante et dirige l'État et la politique qui va au-delà de la République bourgeoise, étant l'avant-garde de la révolution internationale. En somme, dans un tel pays, le prolétariat s'appuie sur deux pieds – l'un, disons, politique, et l'autre économique. Le premier est celui du prolétariat de l'industrie, le second celui de l'écrasante majorité petite-bourgeoise paysanne de la population. Le premier campe dans le socialisme au plan politique, le second lui est extérieur. Le premier est politique grâce à deux conditions : la prise du pouvoir par le parti prolétarien et le contrôle de l'État sur la grande industrie qui est soit aux mains de capitalistes privés, soit de capitaux contrôlés par l'État, ou un mélange des deux.

Expérience d'hier, armes pour demain

Retour à la table des matières

Une fois que l'histoire a spontanément fait prendre aux prolétaires, même dans les révolutions bourgeoises, des mesures despotiques pour accélérer le processus révolutionnaire et la dynamique économique, Marx les théorise en un ensemble d'interventions cohérentes que le prolétariat d'autres pays à la veille de révolutions peut à son tour proposer comme programme avant même le feu des événements.

grâce au mouvement d'accélération de la crise décisive par nos frères jaunes et noirs » (cf. *Sur le texte de Lénine, « la Maladie infantile du communisme »* Ed. Programme Communiste, p. 21) ».

Ainsi Engels parlait-il de « mesures qui PREPARENT LE CHAMP DE BATAILLE EN FAVEUR DU PROLETARIAT » [27].

Selon l'expression de Lénine: « Les Soviets de députés ouvriers et soldats doivent prendre le pouvoir, mais non pour créer une république bourgeoise du type habituel ou pour passer directement au socialisme. C'est impossible... Nous ne pouvons être partisans d' « introduire » le socialisme; ce serait la pire des absurdités. Nous devons préconiser le socialisme. La majorité de la population est formée en Russie de paysans qui ne peuvent en aucune façon désirer le socialisme. Mais que pourraient-ils objecter à la création dans chaque village d'une banque qui leur permettrait d'améliorer leur exploitation? » [28].

En somme, la stratégie révolutionnaire est d'une grande audace : les mesures de transition mercantiles et monétaires, c'est-à-dire bourgeoises, qui préparent les bases économiques du socialisme, peuvent servir de tremplin au prolétariat,

---

27 Cf. Engels à J.Weydemeyer, 12-4-1853.

Il importe de distinguer entre programme proposé avant et après la conquête du pouvoir, non parce que le contenu en est autre – au contraire –, mais parce que ce programme lancé bien avant l'assaut au pouvoir peut accélérer la victoire, voire en être la condition (ce qui met encore en évidence le rôle primordial du parti comme facteur révolutionnaire). C'est Marx qui soulignait l'importance fondamentale des rapports entre la Commune ouvrière de Paris et la paysannerie pour l'extension de la révolution de 1871 à l'ensemble du pays, et c'est Lénine qui, en défendant les *mêmes* thèses, s'attacha la paysannerie et rendit possible le renversement du tsarisme. Si nous avons mis en évidence les « mesures de transition » du programme ouvrier *avant* la conquête du pouvoir, ce n'est donc pas par académisme.

28 Cf. LENINE, *la 7ème conférence etc.*, in *Œuvres*, t. 24, p.240-241.

Le marxisme tient le plus grand compte de l'évolution réelle pour ses mesures de contrôle et d'interventions dans l'économie pays arriérés : la nationalisation des banques y joue un rôle important, décisif, mais *le prolétariat lui-même ne peut l'utiliser qu'aussi longtemps que cette arme est révolutionnaire*. Il n'a pas le pouvoir magique – contrairement à ce que pensait Staline – de rendre progressif et socialiste tout ce qu'il touche. Au contraire, les mesures de transition tendent, pour Marx, à se dépasser elles-mêmes en suscitant des formes nouvelles, obtenues à partir des premiers résultats.

On peut donc se poser la question : où commence l'économie socialiste (ou première phase du communisme) et où finissent les mesures bourgeoises (révolutionnaires dans les conditions arriérées, et elles seules) que peut et doit prendre le prolétariat dans des circonstances bien déterminées ? *Le stade inférieur du communisme commence*, le prolétariat ayant conquis l'État, *au niveau dont le capitalisme le plus avancé s'est rapproché*. La Russie d'aujourd'hui éclaire cette définition *a contrario* : le programme réel des plans quinquennaux des Républiques Soviétiques consistant à *rattraper l'Europe et l'Amérique*, donc à suivre le modèle capitaliste le plus développé, la Russie ne se trouve par conséquent pas dans le socialisme, mais est lancée dans l'édification d'un *capitalisme développé* – ce que confirme l'essor croissant de l'argent, du salariat, du marché, des échanges « fructueux » avec les autres pays capitalistes, et la politique strictement bourgeoise et impérialiste de l'État russe. La même chose s'applique à la Chine qui souffre d'un retard économique par rapport à la Russie – simple différence quantitative.

d'abord pour conquérir le pouvoir et s'y maintenir, puis pour amorcer et favoriser la révolution internationale. C'est ainsi que la politique socialiste s'appuie sur l'industrie lourde, toute capitaliste qu'elle soit, pour assurer au pouvoir les armes de la guerre de classe et de la guerre civile face à la contre-révolution interne et externe. Ce que l'on pourrait tenir pour un « détour » par l'économie mercantile et monétaire devient un moyen de tenir bon et d'accélérer le processus de la révolution permanente à l'échelle mondiale [29]. La jonction économique se fera avec la victoire de la révolution dans un (ou un groupe de) pays avancés. Toute la stratégie de la révolution de 1848 était basée sur cette dialectique [30] - comme celle de 1917-1920 en Russie et en Allemagne.

Programme en vue de la conquête du pouvoir dans un pays arriéré

Retour à la table des matières

L'une des revendications que le prolétariat peut avancer avant la révolution pour préparer l'assaut du pouvoir aussi bien que pour intervenir ensuite dans les rapports économiques pour les transformer est la nécessité du contrôle. Face à l'effondrement de l'économie qui échappe des mains des classes dirigeantes au cours de la crise révolutionnaire, le mot d'ordre du contrôle s'impose pour distinguer la nouvelle économie politique de l'ancienne qui fait faillite [31]. Ce mot d'or-

---

29 Ce détour immense par le capitalisme (l'économie monétaire et mercantile) est au fond une alliance avec le diable... bourgeois. Politique léniniste ? Absolument pas. Marx lui-même écrivait on ne peut plus clairement : « En politique, on peut s'allier avec le diable lui-même pour atteindre un but déterminé – seulement, il faut être certain qu'on roule le diable et non l'inverse » (Cf. MARX, *Kossuth, Mazzini et Louis-Napoléon*, in *New York Tribune*, 1-12-1852).

30 Cf. MARX-ENGELS, *Ecrits militaires*, L'Herne, p.185-298.

31 Au moment de la création de l'Internationale, avant la vague révolutionnaire qui devait aboutir à la systématisation des nations modernes en Europe occidentale, méridionale et centrale, ainsi qu'à la Commune de Paris, Marx prépara un formulaire d'enquête statistique d'une dizaine de pages adressé à tous les ouvriers organisés des pays modernes. Marx, dans ses explications introductives, écrit qu'il s'agit de l'« œuvre première qui s'impose à la démocratie socialiste pour PREPARER LA RENOVATION SOCIALE ». Ces questions orientaient les masses et les travailleurs eux-mêmes sur les problèmes de la production, de l'économie et de la société, en leur demandant des comptes précis sur la qualité, la grandeur, la situation de leur entreprise, avec la description minutieuse des procédés de travail, du produit, de l'emploi et du genre de la main-d'œuvre, des locaux, des machines, des services de sécurité, des contrats de travail et de rémunération, des formes d'organisation des travail-

dre prépare le prolétariat à affronter les tâches économiques, en même temps qu'il initie les masses aux problèmes brûlants de la société. Ce qui commande en outre la possibilité d'intervenir despotiquement dans les rapports économiques et sociaux est le contrôle préalable de toutes les activités, le recensement de ce dont on dispose en capacités productives (force de travail, machines, installations etc.), en produits du travail ou de la terre susceptibles d'être distribués soit pour la consommation, soit pour la production. Au cours de la révolution, la nécessité du contrôle s'impose impérieusement aux forces révolutionnaires, et tout d'abord pour survivre et se défendre contre les forces ennemies, sous forme militaire qui est la plus contraignante, urgente et concentrée, avec une hiérarchie de priorités, où choix, décision et action ne sont pas séparées – comme en philosophie.

Le contrôle, né des besoins immédiats, est fondamental pour le prolétariat qui défend les intérêts des larges masses plus paupérisées que jamais au cours des guerres et crises sociales, et auxquelles il faut assurer l'essentiel – ce qui implique un système de répartition plus juste que celui qui s'opère par l'argent, et amorce un changement dans le mode de distribution et donc aussi de production.

Dans la Catastrophe imminente etc. [32], Lénine décrit comment la bourgeoisie est elle-même contrainte périodiquement, aux moments de graves catastrophes et crises, d'instaurer un « communisme de guerre » (rationnement et contrôle strict, voire égalitaire). De cette base matérielle, il fait le tremplin pour renverser cette même bourgeoisie, et instaurer un contrôle du peuple tout entier sur la distribution et la production, en vue de lancer la révolution. Il note d'abord que les bourgeois ont bonne mine de critiquer notre « communisme de caserne », eux qui aboutissent périodiquement à de longues périodes de rationnement franc et ouvert, qui ponctuent le rationnement permanent des masses pauvres par le « détour » de l'argent.

La critique de ce « communisme de guerre bourgeois » permet enfin à Lénine de distinguer ce qui sépare ce système borné du contrôle prolétarien pour préparer le communisme. Le rationnement bourgeois porte sur les produits, peu nombreux,

---

leurs, des grèves, des liaisons avec les autres entreprises, etc., l'Internationale étant chargée de faire le recensement général. La révolution devait disposer de la sorte d'une comptabilité complète des ressources, forces productives, etc. en valeur d'usage, dont elle pouvait disposer dans les divers pays et régions. Nous avons reproduit in extenso cette *Statistique ouvrière* dans MARX-ENGELS, *le Syndicalisme*, tome 2, p.181-190.

32 Cf. *Œuvres*, t. 25, p.376-379.

de consommation indispensable et conserve le rationnement, plus odieux encore, au moyen de l'argent. Le maximum de consommation n'existe que pour le pain, le sucre, l'huile, la viande, les cigarettes, il n'est pas fixé pour tous les produits, tant s'en faut. On ne touche pas aux objets de « luxe », puisque « de toute façon il y en a peu », et ils sont hors de portée des bourses populaires. Ainsi, en Allemagne, le pain blanc ne figurait pas dans le rationnement, et les riches dérogent constamment aux « normes » de consommation. Dans les villes d'eaux, le pain blanc est donné à volonté aux malades ou aux riches qui font leur cure, sans parler des denrées de choix, rares et raffinées. L'État capitaliste procède, en outre, à un rationnement bureaucratique : il craint de développer l'initiative des ouvriers et d'« attiser » leurs exigences. L'état de siège pèse autant sur eux que sur l'ennemi, les rouspéteurs étant assimilés à la cinquième colonne. En somme, le peuple est soumis à une surveillance féroce, et les bourgeois, avec leurs profits de guerre, échappent à tout contrôle. La réglementation de la « vie économique » est limitée au maximum, sous le despotisme renforcé de la bureaucratie, car le risque est grand qu'avec les ravages croissants de la guerre et la famine, le peuple réclame une distribution plus juste, voire exige que la production soit adaptée à la satisfaction des besoins fondamentaux.

Dans les guerres, « ces mères des révolutions modernes », l'idée de planification non monétaire ni mercantile s'impose donc non seulement aux esprits, mais dans les faits – comme nécessité économique et sociale. Aussi Lénine proposait-il la réglementation de la consommation non pas comme mesure socialiste, mais comme levier pour conquérir le pouvoir. Le mot d'ordre en était : en présence des calamités inouïes qui accablent les masses, il ne suffit pas d'instaurer la carte de pain. Ce qu'il faudrait d'abord, c'est le groupement forcé de la population entière en des sociétés de consommation. Ce serait une sorte de conquête de la « démocratie » [33], avec l'initiative des masses qui permet la liquidation de l'oligarchie au

---

[33] Dans *les Principes du Communisme* de 1847, où Engels prévoit le programme du parti communiste pour les principaux pays d'Europe, il définit, répondant à la question 18, ce qu'est la *dictature du prolétariat* dans les conditions de maturité inégale du capitalisme des années 1840. Dans les pays arriérés, cette dictature est démocratique (liée avec la classe paysanne), c'est-à-dire exigera sans doute une seconde lutte pour assurer la victoire complète et unique au prolétariat pur : cf. *Manifeste du Parti communiste*, Ed. Sociales, Classiques du marxisme, p.217-19.

Dans *les Luttes de classes en France*, Marx confronte cette vision de 1847, sur cette dictature SOCIALE-DEMOCRATE de la République rouge, avec les événements de 1848-49 : « Seule, la chute du capital peut promouvoir le paysan, seul, un gouvernement anticapitalis-

pouvoir et de l'oppression des profiteurs et exploiteurs, car c'est le seul moyen de réaliser intégralement le contrôle de la consommation.

Or, « celui-ci a pour corollaire, d'abord, le service de travail pour les riches, qui seraient tenus de remplir gratuitement, dans ces sociétés de consommation, des fonctions de secrétaires ou tout autre emploi analogue ; ensuite, le partage égal des produits de consommation, afin que les charges de la guerre soient réparties d'une façon vraiment égale ; enfin, l'organisation du contrôle pour que les classes pauvres contrôlent la consommation des riches » - ce contrôle a, en somme, pour conséquence la révolution.

Puisque Lénine évoque ici la question de l'obligation pour tous de travailler, qui est aussi contenue dans les programmes de transition de 1848 etc. de Marx-Engels, il faut dissiper de graves équivoques à son sujet. En fait, cette mesure n'est pas du communisme, mais constitue seulement un pas, une transition nécessaire, vers lui. Ici encore les bourgeois ont bonne mine de critiquer ce qui est au fond une mesure capitaliste, comme il ressort clairement du fait qu'ils contraignent les masses à travailler ou... à crever de faim, sans parler de ce qu'ils extraient leurs profits de ce travail toujours plus généralisé d'autrui. Dans un programme ouvrier, cette obligation est d'abord édictée pour tous sans exception, bourgeois et rentiers y compris – ce qui explique leur rage. Ensuite, elle est conçue dans l'intérêt de la classe ouvrière – et non à la gloire du travail – en vue de réduire les heures de travail pour tous, puisque la production dispose de plus de bras. Certes, l'économie de ce pays arriéré a toujours besoin de beaucoup de main-d'œuvre, mais elle est moins exploitée individuellement qu'auparavant. Sans cette réduction de la peine, on tourne le dos au socialisme et on retourne vers le capitalisme : au lieu des samedis communistes de Lénine, on a le stakhanovisme à la Staline [34].

te, prolétarien, peut le faire sortir de sa misère économique, de sa dégradation sociale. La République constitutionnelle, c'est la dictature de ses exploiteurs coalisés, la République socialiste, la République rouge, c'est la dictature de ses alliés » (Ed. Sociales, 1970, p.140).

34 Les samedis communistes étaient réservés aux camarades du parti qui donnaient gratuitement quelques heures de leur travail pour aider la révolution en danger, et ils n'ont rien en commun avec l'odieux système stakhanoviste de Staline qui rétribue grassement les ouvriers avides de stimulants matériels.

Précisons ici, à l'occasion, le sens du terme *émulation* qui a eu un triste destin après Lénine. Celui-ci part de la réfutation de la thèse ultra-banale qui fait dire aux bourgeois de tous les pays et de tous les temps que la production socialiste est une utopie, car disent-ils : « Supprimez l'intérêt individuel, l'appât du gain, l'envie d'améliorer son sort par rapport à

L'obligation de travail pour tous n'est pas un moyen de gonfler la production, comme dans le capitalisme ; elle permet d'introduire un début de réglementation de la vie et de la production sociales d'après un certain plan d'ensemble qui est toujours moins oppresseur – même si l'économie reste encore enserrée dans le carcan mercantile et monétaire – que l'anarchie et la jungle du libéralisme, où le gaspillage, le mépris du travail qui échappe à toute réglementation, atteignent leur comble.

C'est encore Lénine qui explique le sens de cette mesure de transition du gouvernement ouvrier en l'opposant à la politique bourgeoise. Aux périodes de haute prospérité, les pays capitalistes même les plus privilégiés poussent tout le monde au travail, les jeunes et les femmes sont plus nombreux que jamais dans les fabriques. Au cours de la guerre, les forces valides sont enrôlées obligatoirement dans la production ou les forces armées militaires ou paramilitaires – en Allemagne hitlérienne aussi bien qu'en Angleterre churchillienne, sans parler de la France pétainiste qui retourne d'abord aux travaux champêtres, et imite ensuite ses deux voisins, « ami » et « ennemi ». Nous ne parlons pas des périodes de chômage qui sont les pires pour les... travailleurs : « Les junkers (grands propriétaires fonciers) et les capitalistes instituent en Allemagne le service de travail obligatoire qui devient fatalement un bagne militaire pour les ouvriers. Mais considérez la même institution, et réfléchissez à la portée qu'elle aurait dans un État démocratique révolutionnaire [démocratique pour Lénine n'est pas communiste, mais correspond

---

celui de son prochain – et la production s'arrêtera ; personne ne voudra plus travailler, car la société vit grâce à la compétition, la concurrence, l'émulation entre ses membres – ce que les communistes veulent supprimer précisément ». En vérité, la réponse est simple : dans la société actuelle, 95% des hommes se crèvent à travailler, non parce qu'ils peuvent espérer améliorer leur condition, mais parce que, réellement, s'ils ne le faisaient pas, leur condition EMPIRERAIT ENCORE, et ils tomberaient au bas de l'échelle économique au point de crever de faim.

La stimulation et l'émulation naissent du besoin, de la misère, de l'angoisse, et non pas de l'envie du voisin ou du désir d'entrer en compétition avec lui. De toutes manières, s'il y a compétition, c'est pour rouler l'autre et non pour faire mieux que lui dans un but... social. Lénine faisait observer que l'émulation était un fait social en Russie arriérée où les masses étaient tirées d'une léthargie séculaire qui confinait à l'indolence complète, et qu'en les portant au feu des expériences sociales, la révolution agissait comme un stimulant, et non comme un narcotique, de l'activité laborieuse. En outre, il s'agissait de passer non pas à une économie privée (avec des intérêts particuliers privés) mais à une économie associée – et c'est pourquoi Lénine n'a jamais parlé de récompenses en argent données par l'État, ou d'autres avantages et honneurs excitants. Cf. LENINE, *les Tâches immédiates du pouvoir des Soviets*, in *Œuvres*, t. 27, p.243-287, ainsi que *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi*, Ed. Il Programma Comunista, p.370-371.

à un stade inférieur de coexistence de plusieurs classes dans l'évolution. N.d.Tr.]. Le service de travail obligatoire institué, réglé et dirigé par les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, ce n'est pas encore le socialisme, mais ce n'est déjà plus le capitalisme » (l.c. p.391). Si l'on n'est plus dans le capitalisme dans le cas évoqué par Lénine, ce n'est pas que l'on soit déjà dans le communisme ou le socialisme au plan économique, bien que la différence qualitative (des orientations sociales) soit déjà complète par rapport au capitalisme, puisque le prolétariat exerce sa dictature avec une politique visant à l'abolition des privilèges de classes.

Dictature égale contrôle

Retour à la table des matières

Pour autant que la valeur d'échange, l'argent et le marché reculent dans l'État ouvrier, le contrôle sur les valeurs d'usage gagne en importance. Or, le contrôle est lié à l'institution politique qui l'exerce [35]. Tout gouvernement révolutionnaire

---

35 Les banques ne sont pas seulement de puissants moyens de centralisation et de direction de l'économie, en sens révolutionnaire ou contre-révolutionnaire. Elles permettent à l'État de contrôler tous les mouvements de capitaux et de valeurs – sans enlever, le cas échéant, un sou à aucun propriétaire ou déposant. La nationalisation des banques permet d'organiser le contrôle de toute la vie économique, de la production et de la répartition des principaux produits : cf. LENINE, *la Catastrophe imminente*, p.356-67. La comptabilité serait ainsi simplifiée et unifiée ; les directeurs qui résisteraient perdraient leurs sinécures et l'occasion de se livrer à des opérations malhonnêtes.

Premier avantage : éliminer les spéculations et profits personnels ; second avantage : l'État obtiendrait pour l'industrie et sa défense les milliards nécessaires sans payer grassement les parasites privés pour le « service rendu ». Ce serait un premier pas vers l'élimination des profiteurs individuels ; un second (qui est le prolongement du premier, mais implique le prolétariat à la tête de l'État pour être mené à terme) serait la transformation de tous les banquiers, financiers et autres opérateurs économiques en employés qui travailleraient et seraient salariés par les ouvriers qui les contrôleraient. Ce dernier pas romprait avec l'économie de l'intérêt privé opposé à l'intérêt général. L'oligarchie financière aurait cessé de piller l'État et les masses. C'est avec la concentration bancaire que les pays bourgeois très développés réalisent leur pleine domination de classe : ils réglementent la vie économique de façon à créer un *bagne totalitaire* pour les ouvriers (et en partie pour les paysans), et un *paradis* pour les banquiers et les capitalistes.

En somme, la concentration et la centralisation du système monétaire peut être le fait de la classe dominante capitaliste – et Lénine le signalait dès 1917 en Allemagne et aux États-Unis -, ou bien un point de transition pour le prolétariat révolutionnaire. Qui plus est, dans un pays arriéré, elle peut être revendiquée avant la conquête du pouvoir comme moyen d’attaquer l’oligarchie dominante et servir de tremplin au prolétariat ; comme après la conquête du pouvoir pour élaborer une sorte de capitalisme monopoliste d’État, et effectuer « un pas, ou des pas en avant VERS le socialisme ».

prolétarien met au premier plan le contrôle, parce qu'il anticipe d'emblée et de très loin déjà le mode de répartition du communisme supérieur au sens où la distribution – et aussi la production – s'effectue non plus selon les critères de rentabilité, de marché, d'argent et de profit, de la démente production pour la production, mais selon les besoins humains, les plus essentiels d'abord, et plus raffinés ensuite.

Le contrôle, pour être efficace au plan économique, a deux présuppositions essentielles : 1/ il faut que le pays où il s'effectue ait déjà atteint un certain niveau de développement économique et social qui permette un inventaire des biens et produise un excédent appréciable par rapport aux besoins immédiats des producteurs, qui, au niveau économique le plus bas de satisfaction des besoins élémentaires de l'homme, sont parcellaires, dispersés et autosuffisants ; 2/ que le « contrôleur » dispose des armes, c'est-à-dire du pouvoir. Lénine fait remarquer que ceux qui l'oublieraient sombrent dans le ridicule – ce que le contrôlé lui-même met en évidence en disant : « Contrôle-moi à ton aise, pendant que je garde les canons. Gave-toi de contrôle! » [36]

Dès lors que le capital, qui commande péremptoirement tout le travail, les services et le produit d'autrui dans l'infecte société mercantile et monétaire, a cessé d'imposer sa loi, parce que l'économie s'est effondrée, soit dans la guerre, soit dans la crise révolutionnaire, il ne reste plus qu'un facteur pour réagir contre la jungle de l'arbitraire et du chaos – la discipline. Et l'histoire d'un pays traversé par

---

36 Cf. LENINE, *la 7ème Conférence* etc., in *Œuvres*, t. 24, p.230.

Toujours dans *la Catastrophe imminente* etc., Lénine souligne que la nationalisation des banques par le prolétariat dans un pays arriéré implique et suscite d'autres mesures pour jouer son rôle efficacement et se développer elle-même dans un sens toujours plus révolutionnaire. La nationalisation de la terre va de pair avec celle des banques, car il serait oiseux de « dominer le sol sans dominer les banques ». Ensuite, si les rapports monétaires et mercantiles doivent non seulement subsister, étant le faible développement économique du pays, mais encore être développés, cette mesure va de pair avec la cartellisation forcée des industries et syndicats patronaux (charbon, fer, pétrole, sucre, etc.), avec le contrôle ouvrier, la suppression du secret commercial et l'organisation des masses en sociétés de consommation (p.358-391).

Les *assurances* doivent être nationalisées en même temps que les banques, après leur fusion en une seule et leur mise sous contrôle de l'Etat. Déjà, tout le travail y est fait par des employés. La *cartellisation forcée* permet de résoudre la question du contrôle *et* du pouvoir : qui est le contrôleur et qui est le contrôlé, c'est-à-dire quelle classe exerce le contrôle et *quelle classe le subit* ? Elle constitue un moyen pour l'Etat de stimuler l'essor du capitalisme qui mène toujours et partout à l'organisation de la lutte des classes sur une base rationnelle.

les pires catastrophes sociales cycliques qu'est l'Allemagne a démontré que ce facteur permet de surmonter la pénurie et les désastres mieux que l'individualisme obtus des pays latins, par exemple. Lénine l'explique d'un mot : « Cette discipline ne tombe pas du ciel, elle n'est pas le fruit de vœux pieux: elle découle des conditions matérielles de la grande production, ET UNIQUEMENT DE CES CONDITIONS » [37].

Et cette discipline n'étant plus mercantile, Lénine l'appelle « communiste » : « L'organisation communiste du travail social, dont le socialisme constitue le premier pas, repose et reposera de plus sur la discipline consciente et librement consentie des travailleurs eux-mêmes qui ont secoué le joug des grands propriétaires fonciers ainsi que des capitalistes » (ibid.).

Mais au moment de la révolution nous sommes encore loin de l'homme du communisme supérieur qui n'a plus besoin d'être discipliné par les moyens matériels extérieurs de l'économie, l'argent, qui fait que le travailleur vend lui-même sa force de travail et se soumet au procès de production dictatorial du capital, puis au marchand qui lui vend sa pitance, enfin au flic et au juriste qui maintiennent cet ordre infâme, sans parler du curé et du député, etc. qui lui expliquent que c'est ce qu'il a choisi librement, le meilleur des mondes possibles. Lénine a déjà dans les yeux cet homme nouveau du communisme, issu de la dictature non mercantile du prolétariat : « Discipline des producteurs conscients et unis, sur lesquels ne pèse aucun joug et qui ne connaissent aucun autre pouvoir que celui de leur propre union, de leur propre avant-garde plus consciente, audacieuse, unie, révolutionnaire et ferme » (ibid., p.427).

Comme le notait justement Lénine, la discipline est fille de la grande industrie, et non de la morale ou de la coercition brutale. Et son jugement est plus que confirmé aujourd'hui par l'industrie surdéveloppée : l'homme, coupé de tous ses liens avec l'espèce, se retrouve seul, mutilé, sans force ni initiative, solitaire dans la foule et la concurrence ; socialement, il est discipliné, même s'il se veut sottement original alors qu'il est fabriqué à un bon milliard d'exemplaires, réglé comme du papier à musique, robotisé, mécanisé et manipulé par la grande production en série et les usines de psychologie modernes, made in USA, qui inondent le monde entier de leur merde.

---

37 Cf. LENINE, *la Grande Initiative*, in *Œuvres*, t. 29, p.424.

Stades du socialisme et communisme de guerre

Retour à la table des matières

Il reste un point à considérer – celui du communisme de guerre, qu'il faut distinguer nettement des stades successifs de la révolution permanente dans un pays attardé ou du premier stade du socialisme dans un pays avancé. C'est d'autant plus nécessaire que le communisme de guerre a de fortes chances de s'imposer à l'avenir encore. Déjà la Commune de Paris a connu ces terribles épreuves, mais celles-ci risquent d'être le sort de toutes les révolutions futures, puisque le capitalisme impose des destructions toujours pires à mesure qu'il vieillit – ce qui confirme encore la thèse marxiste du capitalisme catastrophique.

En principe, les mesures de transition au socialisme, prônées par Marx ou Engels de 1848 à 1875 et même 1891, s'appliquent à une économie qui a surmonté les troubles de la guerre civile et évolue « rationnellement », c'est-à-dire selon les normes économiques et non les exigences politiques de la défense prioritaire du pouvoir. Le communisme de guerre, lui, correspond à une phase où il s'agit avant tout de survivre et de défendre la révolution. Les dispositions prises dans ces circonstances n'ont rien à voir avec les mesures de transition au socialisme, voire avec le programme de préparation de la révolution. Il faut donc les distinguer soigneusement – et ce d'autant plus que rares ont été ceux qui ont compris que, par rapport à la situation de communisme de guerre, la Nouvelle politique économique (NEP) de Lénine n'a pas vraiment constitué un pas en arrière. Leur étonnement vient de ce qu'ils ont un point de vue anarchiste : ils croient que la révolution introduit aussitôt le socialisme, alors qu'en réalité le socialisme, en économie, dépend du niveau de production réel atteint par le pays de la révolution.

L'homme véritablement social et épanoui ne peut être que le fruit de la révolution sociale engendrée par un très haut niveau des forces productives. Si celles-ci font défaut ou si elles sont ruinées à l'échelle d'un pays ou d'un continent et que les rapports mercantiles et monétaires sont éliminés, tout ce que l'on peut réaliser, c'est le communisme de guerre. Le pouvoir d'État n'est pas un deus ex machina : il agit à partir de la base de l'économie qu'il influence en retour. Il ne construit pas le

socialisme, mais balaie les rapports sociaux devant la progression des forces productives.

Dans un pays arriéré, par exemple, où le prolétariat est au pouvoir, il y a deux phases en général où la distribution s'effectue de manière égalitaire : 1/ celle du communisme de guerre, né de la catastrophe de la guerre, des destructions de la guerre civile, etc., mais cette phase n'est pas nécessaire pour parvenir au communisme ; 2/ celle du socialisme inférieur où l'argent est aboli et remplacé par le système des bons de travail.

Il importe de faire nettement la différence, ne serait-ce que pour expliquer que le temps n'est pas encore venu alors d'introduire la distribution égalitaire du socialisme inférieur, faute d'une base économique adéquate, celle où le capital et la rente foncière sont déjà évincés et où il ne faut plus rémunérer qu'un seul facteur de la production, le travail humain – ce qui implique le plus haut développement auquel puisse parvenir le mode de production bourgeois [38].

---

38 Dans un pays arriéré, la révolution politique est d'autant plus « facile » que la révolution économique est complexe et difficile.

Dans un tel pays – par exemple la Russie de 1917 – la centralisation *politique* étant très poussée, voire concentrée en un lieu et quelques mains, il suffit de l'attaquer au cœur pour que tout le pays tombe politiquement aux mains du prolétariat et de son parti. Cependant, ce pays échappe totalement à la centralisation économique des activités productives quotidiennes : le marché lui-même n'y est qu'embryonnaire, et les échanges ne s'effectuent pas entre toutes les régions de la nation. Qui plus est, le pays lui-même n'est rattaché à l'économie mondiale que par des liens économiques sporadiques, fortuits, dictés davantage par des raisons politiques et militaires qu'économiques. Cet isolement favorise certes le processus révolutionnaire initial, la conquête du pouvoir politique, mais crée à terme un rapport de forces très difficile pour le parti ouvrier au pouvoir : « Après la première révolution socialiste du prolétariat qui a renversé la bourgeoisie dans un seul pays, arriéré, le prolétariat même de ce pays *reste encore longtemps plus faible que la bourgeoisie* – d'abord simplement à cause des relations internationales étendues de cette dernière, ensuite à cause du renouvellement spontané et continu, de la régénération du capitalisme et de la bourgeoisie par les petits producteurs de marchandises au sein même du pays qui a renversé sa bourgeoisie » (cf. *la Maladie infantile* etc., in *Œuvres*, t. 31, p.66).

Au reste, comment aboutir au socialisme qui suppose *l'épanouissement de l'homme*, si les *conditions matérielles épanouies* n'existent pas encore ; si l'écrasante majorité de la population vit dans l'isolement barbare autosuffisant? Comme Marx, Lénine pose l'homme socialiste sur une solide base industrielle : « Le capitalisme laisse nécessairement en héritage au socialisme, d'une part les vieilles distinctions professionnelles et corporatives, qui se sont établies durant des siècles entre travailleurs, et d'autre part des syndicats qui ne peuvent se développer et n'évolueront que très lentement, pendant des années et des années, en des syndicats d'industrie plus larges, *moins corporatifs*, s'étendant à des industries entières, et non pas simplement à des corporations, des corps de métiers et des professions. Par l'intermédiaire de ces syndicats d'industrie, on supprimera *plus tard* la division du travail entre les hommes : on passera à l'éducation, à l'instruction et à la formation d'hommes *universelle-*

Pour mieux éclaircir ce point particulièrement difficile des mesures de transition au communisme, nous prendrons un exemple historique qui met en évidence les différences spécifiques des phases successives de la révolution permanente dans un pays arriéré – celui de la Russie des glorieuses années 20.

L'ensemble des mesures intitulées communisme de guerre– et elles portent bien ce nom – s'explique par le contexte historique, politique et militaire. Mais, si l'on veut les considérer sous l'aspect économique, elles relèvent du stade du communisme non pas inférieur mais supérieur. C'était en Russie de 1920, pour employer une formule moderne, un « pont aérien » lancé vers l'onde de la révolution de l'Occident développé, vers un futur qui refluera à la suite de la défaite de la révolution en Europe centrale.

Il faut donc expliquer ce point économiquement, en sachant qu'une forme de production et de société peut apparaître avant ou après son temps comme phase précaire ; par exemple, de nos jours un régime esclavagiste de la part d'une bande de forbans, ou un régime de rationnement socialiste à partir de calculs mathématiques dans une cité médiévale ou bourgeoise assiégée – Arras ou Paris.

Considérons donc le pain que l'on distribue sans demander de l'argent en échange à Moscou, ou le tramway où chacun monte et descend comme il veut. Lorsqu'on répartit la ration de pain dans les quartiers, on ne demande pas à celui qui la reçoit s'il a travaillé ou s'il peut en fournir la preuve, voire s'il a un ticket – ce qui n'est pas possible dans les moments difficiles. On voit qu'il a faim, et on lui donne sa ration – comme au soldat en service -, et il est libre de s'en aller ensuite. La délivrance du pain est un acte qui se déroule entre la société et l'individu, et elle ne s'établit pas autrement que pour l'usage de l'énergie électrique du tramway : on ne compte pas les voyages effectués dans la journée, pas plus qu'on n'en demande la raison. Mettre sur pied une organisation pour cela serait trop difficile dans une situation tendue à l'extrême. L'individu que l'on vient de transporter ou de rassasier dans ces conditions peut généralement décider lui-même – sans qu'il y ait de liens avec ce qui précède ou ce qui suivra - s'il va s'en aller au travail, creuser une tranchée à la périphérie de la ville ou ramasser l'arme de quelqu'un qui vient d'être tué pour continuer la lutte contre les Blancs.

---

ment développés, universellement préparés et sachant tout faire » (*ibid.*, p.44-45). Cf. MARX-ENGELS, *le Syndicalisme*, PCM, 1972, tome I, p.108-110.

Toutefois, ce système qui a surmonté toute mesure mercantile au plan individuel aussi bien que social, s'il répond économiquement à la forme du communisme supérieur - « à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses capacités » - n'est possible qu'au moyen de mécanismes de coercition et d'oppression à la tête desquels se trouvent la dictature, la terreur rouge, la guerre civile en permanence, organisées par l'avant-garde des ouvriers, le parti communiste. La farine pour le pain est là, parce que les détachements d'ouvriers armés de la ville sont allés à la campagne pour la prendre de force aux paysans qui en ont de trop par rapport à la pénurie qui règne dans l'armée et la ville. S'il est possible d'éviter qu'un chacal accapare des rations de pain ou abuse d'une façon ou d'une autre des services sociaux non payés ni contrôlés, c'est que la première patrouille venue d'ouvriers armés peut l'arrêter, le juger sommairement et le punir sur place, sans autre forme de procès. Ce n'est pas une habitude historique (que l'on a coutume d'appeler conscience) formée au cours des générations, qui limite les besoins et exalte les capacités, mais la force révolutionnaire en explosion immédiate qui n'a pas le loisir de calculer les pourcentages d'erreurs et les préjudices supportés par le fantasme de la personne humaine.

Le système du bon de travail est beaucoup plus complexe et il implique une organisation sociale qui – comme Marx l'a expliqué – doit évoluer de façon pacifique et sans effusion de sang, même s'il s'agit d'une société tout juste sortie du sein capitaliste. Il implique donc une ultime application du droit de distribution, c'est-à-dire de droit bourgeois. Or, cela était très en avance sur les possibilités d'une économie telle que la russe, où en 1921 prévalaient encore des formes sociales d'une échelle plus basse non seulement que le capitalisme d'État, mais encore le capitalisme privé lui-même, voire la petite production mercantile : le simple contrôle statistique était alors encore du domaine du rêve [39].

---

39 Aucun contrôle, ni direction centrale, ni donc planification n'est possible pour une économie de petits producteurs parcellaires tant que ceux-ci forment la masse écrasante de la nation. Au reste, cette économie est pratiquement autosuffisante et ne jette pour ainsi dire aucun excédent ou surproduit sur le marché, sauf occasionnellement, localement et saisonnièrement, car il ne s'y fait pas de production de plus-value. On ne saurait socialiser pareilles conditions de production et de vie, car comment contrôler des millions et des millions d'îlots économiques épars et clos qui ne pratiquent eux-mêmes aucun compte monétaire et mercantile? Il n'y a là rien à socialiser. Tout ce qu'il y a à faire, c'est de hausser lentement et graduellement cette économie parcellaire atomisée à un niveau moléculaire où peut commencer un lien et une structuration économiques élémentaires. Car, comme le dit Lénine : « La petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour,

Dans le système des « bons de travail », tous les produits vont directement à la société et ne font pas l'objet d'un échange ni entre producteurs, ni entre individus particuliers ou associés. Cependant, la société calcule combien de temps-travail ils représentent (ce dont on ne se préoccupera plus du tout dans le stade supérieur du communisme, comme on ne s'en préoccupait pas non plus dans la glorieuse période des Communes assiégées de Paris ou de Russie). Elle en fait le total qu'elle met en concordance avec la somme des heures de travail que chacun a donné à la production. Pour chaque heure de travail, l'individu pourra retirer une partie équivalente du produit social, après déduction des aliquotes pour les frais sociaux, etc.

Supposons que l'on applique le système des bons de travail en donnant du pain, par exemple, sans violer le principe du travail égal en fonction du temps. On pourra établir que dans la journée – mettons de six heures – le pain représente une heure. Si le bon de la journée a donc six marques, le pain correspondra à l'une de ces six marques. L'organisation de ce système suppose que la société sache combien il y a de kilos de pain et combien il y a d'heures de travail pour établir quel est le rapport entre ces deux quantités, une fois que l'on a écarté les nombreuses autres incidences qui entrent en jeu. Au préalable, tout cela implique, on le voit, qu'il n'y ait plus de marché du pain, ni de pain revendable comme marchandise, ni de monnaie échangée contre du temps de travail, c'est-à-dire de salariat.

Cela, on ne l'a jamais vu en Russie, et rien ne le laissait entrevoir non plus, tout le travail étant exprimé en monnaie, et toute cette monnaie étant exprimée dans sa forme capital. Aussi dans les années 1920, durant le communisme de

---

chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions » (*la Maladie infantile du communisme*, p.18). Le seul moyen pour commencer à la centraliser, c'est le marché, puisqu'il n'est pas question de supprimer la masse des petits producteurs, inclassables et incontrôlables économiquement : « il faut faire bon ménage avec eux. On peut (et on doit) les transformer, les rééduquer – mais seulement par un travail d'organisation très long, très lent et très prudent. Qui plus est, ils entourent de toute part le prolétariat d'une ambiance petite-bourgeoise ; ils l'en pénètrent, ils l'en corrompent, ils suscitent constamment au sein du prolétariat des récidives de défauts propres à la petite bourgeoisie – manque de caractère, dispersion, individualisme, alternance d'enthousiasme et d'abattement ». Et Lénine de tirer la conclusion suivante : s'il est relativement facile de conquérir le pouvoir dans un tel pays, il est infiniment difficile d'y poursuivre la révolution socialiste et de la mener à son terme au plan de l'économie (*ibid*. p.59).

« Il est mille fois plus facile de vaincre la grande bourgeoisie centralisée que de « vaincre » les millions et les millions de petits propriétaires, car ceux-ci – de par leur activité économique quotidienne, traditionnelle, *invisible, insaisissable et dissolvante* – suscitent précisément les conditions propices à la bourgeoisie, qui restaurent la bourgeoisie » (*ibid*., p.39).

guerre, n'a-t-on jamais posé la question du stade inférieur du communisme (c'est-à-dire de la consommation égale pour un temps de travail égal sur la base d'une économie hautement productive), parce qu'on avait affaire à des marxistes, et non à des fous enivrés par le feu et les flammes du mouvement historique révolutionnaire. Or donc, le rapport entre « tant de droit à du pain pour tant de devoir de travail » sera sanctionné par un État prolétarien faisant encore usage de l'obligation bourgeoise du droit et du devoir que, dans les programmes de Gotha et d'Erfurt, Marx et Engels tinrent à opposer à la bourde lassaléenne du droit au fruit intégral de son propre travail, l'égalité de devoir de pair avec l'égalité de droit, comment poser ce rapport de l'égalité entre tant de pain contre tant de travail, quand la majorité de la population – pour ne pas parler de tout le reste – produisait le pain et le mangeait avant même qu'il soit pesé [40] ?

La question de la comptabilité n'est pas simplement formelle. Elle évolue selon le développement économique atteint par la société. Dans le livre II du Capital [41], Marx explique qu'elle aura une importance accrue dans le communisme supérieur, cependant pour des raisons totalement contraires à ce que suggère la pratique capitaliste où elle envahit tout à la suite de l'argent qui a besoin de mesurer même des choses qui n'ont aucune utilité pratique. Au fond, cette comptabilité communiste n'a que le nom en commun avec la capitaliste, car c'est le prolongement – de qualité nouvelle – du contrôle de la dictature du prolétariat qui s'est lui-même substitué à la dictature de l'argent, des banques et de la finance. Elle n'a rien à voir non plus avec ce qu'elle était dans les sociétés mercantiles, car elle ne porte plus sur l'argent.

Soit dit en passant, cela constituera une énorme diminution des faux frais de production. En effet, comme le dit Marx, sous le capitalisme tout produit doit exister doublement pour être marchandise, c'est-à-dire article conforme à ses rè-

---

40 Le bon de travail naît quand meurt la monnaie qui peut s'accumuler. Or, au moment de *l'Impôt en Nature*, qui justifia la NEP, il y avait le marché, l'échange de produits possédés par des particuliers, et ce, en tant que formes progressives, tandis que les premières formes de communisme supérieur achevaient leur course lumineuse, puisque la production se serait éteinte si l'on n'avait pas clos la phase historique de la guerre civile locale menée en permanence, avec ses réquisitions, la mise au mur des *spéculateurs* livrés à la vindicte du peuple. Et c'est ainsi que – comme Lénine l'a prôné en maître insurpassé – la Russie est montée, et non descendue, dans l'échelle des formes économiques de la seule façon historiquement possible, en l'absence de l'incendie révolutionnaire en Europe développée.

41 Cf. MARX, *le Capital* II, Ed. Sociales, tome I, p.124.

gles de distribution : une fois sous forme de produit (valeur d'usage), une autre sous celle de la marchandise (valeur d'échange). Ce n'est pas la fabrication de monnaie (extraction des métaux précieux, frappe, etc.) qui constitue la plus grande part des faux frais de ce système monétaire, car pour fonctionner jour après jour on dilapide des masses inouïes de forces productives, de main-d'œuvre, d'installations immobilières, de machines les plus sophistiquées, etc., avec le réseau bancaire, financier, etc. qui enserre jusqu'au dernier hameau.

On sait que, de nos jours, les frais de circulation mercantile dépassent les coûts de production des denrées. C'est dire que, du simple fait de l'élimination du système de comptabilité monétaire, les heures de travail de la société pourraient être réduites de plus de la moitié dans la société non mercantile du communisme, et ce, sans dommage – au contraire.

Pourquoi, cependant, la comptabilité gagnera-t-elle encore en importance sous le communisme ? Répondre à cette question permet, en opposition aux conditions actuelles, de mieux définir les caractéristiques de l'économie communiste – si l'on peut encore parler alors d'économie, car il s'agit plutôt d'un métabolisme, échange naturel entre l'espèce humaine et la nature en un rapport qui accroît et multiplie les forces et possibilités de l'une comme de l'autre [42]. Or donc, bien que son poids et son efficacité y seront multipliés, la comptabilité y sera réduite à un minimum technique dérisoire : on ne comptera plus qu'en grandeurs physiques les matières premières et auxiliaires, le nombre de producteurs et de consommateurs, d'en-

---

42 Sous le communisme, la comptabilité, ayant perdu tout caractère mercantile, n'aura plus de caractère intéressé, inquisiteur, pointilleux post festum, puisqu'elle ne sera plus faite en liaison avec un organisme de pression et d'oppression, l'État et les comptes de surveillance et de contrôle ayant disparu, et, auparavant, l'exécutif n'étant plus séparé depuis longtemps déjà de l'organe qui décide. Etant désormais directement attachée à la valeur d'usage, la comptabilité se fondra avec la science en général ou, mieux, avec les mathématiques. En effet, celles-ci ayant elles-mêmes conquis une valeur d'usage physique, chimique, biologique, etc. avec l'unification de la science, exprimeront le langage sous sa forme dialectique rigoureuse qui mêle logique et poésie, nous dirions presque magie scientifique, pour fournir la *clé* du monde en devenir et en création: cf. le chapitre intitulé très suggestivement *la FECONDITE du nombre*, sur la fusion de la technique, de l'art et des mathématiques, in *le Fil du Temps* n°13 consacré au *Marxisme et la Question philosophique*. Pythagore avait une intuition plus juste de ces mathématiques que nos savants d'aujourd'hui, lorsqu'il les comparait à la musique dont une note (un chiffre pour les mathématiques) fournit la clé pour reproduire tous les chants et en créer de nouveaux. Cf. MARX, *Manuscrits mathématiques,* (à paraître). Ces mathématiques expriment chez Marx la dialectique de vie de cette société supérieure, débarrassée du moteur et du critère de toutes choses qu'était la valeur dans les sociétés mercantiles et monétaires.

fants, de vieillards, ainsi que les produits, la brosse à chaussures par exemple, dont il n'y aura plus cent variétés différentes, celle qui fait le meilleur usage s'imposant aussi bien à l'un qu'à l'autre, dès lors que les hommes ne mettent plus leur point d'honneur à se distinguer... par leurs objets personnels, si l'on peut dire. En somme, il n'y aura plus que des chiffres de mètres cubes, de tonnes, de calories, de kilowatts et autres grandeurs et unités ayant un clair sens physique accessible à tous. Bref, au lieu d'être monétaire, la comptabilité sera physique. Le cancer bureaucratique et ses effets néfastes, liés pour ce qui est de leurs causes non tant à l'État qu'au mercantilisme qui exaspère les intérêts individuels et les oppose entre eux et à la société, seront purement et simplement éliminés.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

TEXTES DE MARX-ENGELS [43]

Retour à la table des matières

43 Dans cette première partie des textes de Marx-Engels sur *la Dictature du prolétariat*, nous illustrerons d'abord comment Marx et Engels ont constamment défendu la nécessité de la dictature du prolétariat, et des moyens qu'elle implique, tout au long de leur activité de parti. Nous considérerons ensuite les premières tentatives historiques du prolétariat pour s'emparer du pouvoir au cours même de la révolution bourgeoise ou peu après son triomphe. C'est de ces luttes héroïques à l'aube du capitalisme que Marx a tiré sa théorie de la dictature du prolétariat, qu'il a prônée dès avant la révolution de 1848 pour laquelle il a élaboré le programme immédiat à appliquer par le prolétariat en cas de victoire, en y assurant les fonctions de prévision, d'organisation et de direction qui sont celles du parti.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

I. PRAXIS ET THÉORIE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Pour ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Des historiens bourgeois avaient décrit bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient étudié l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est la preuve 1/ que l'existence des classes se rattache à des phases spécifiques du développement historique de la production; 2/ que la lutte des classes aboutit nécessairement à la dictature du prolétariat ; et 3/ que cette dictature elle-même ne constitue qu'une transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes.

Marx à J. Weydemeyer, 5-3-1852.

Retour à la table des matières

I. PRAXIS ET THÉORIE
DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

1. Marx et la dictature du prolétariat

Retour à la table des matières

La division du travail implique du même coup la contradiction entre l'intérêt de l'individu privé ou de la famille singulière et l'intérêt commun de tous les individus liés par des relations mutuelles [44]. Or, cet intérêt collectif ne peut exister seulement dans la représentation comme « intérêt universel », mais il existe d'abord dans la réalité sous forme de dépendance réciproque des individus qui se partagent le travail…

C'est justement cette contradiction entre l'intérêt particulier et l'intérêt collectif qui amène l'intérêt collectif à prendre, en tant qu'*État*, une forme indépendante, séparée des intérêts réels de l'individu et de l'ensemble et à faire en même temps figure de *communauté illusoire*, mais toujours sur la base concrète des liens existants dans chaque conglomérat de familles et de tribus, tels que liens de la chair et du sang, langage, division du travail à une plus grande échelle et autres intérêts - et parmi ces intérêts nous trouvons en particulier les intérêts des *classes* déjà

---

44 Cf. MARX-ENGELS, *l'Idéologie allemande*, in *Werke*, t. 3, p.34.

La théorie marxiste naît d'un bloc dans ces premiers écrits de 1845 qui donnent sous une forme abstraite la définition des tâches historiques du prolétariat, et se placent d'emblée du point de vue du but final du mouvement communiste : la société sans classes et sans État, et l'abolition de la division du travail qui en constitue la base. La démarche est strictement scientifique et révolutionnaire : « Le communisme n'est pour nous ni un *état* qui doit être créé, ni un *idéal* sur lequel la réalité doit se régler. Nous appelons communisme le mouvement *réel* qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes ». La prévision initiale peut être précisée toujours plus grâce aux leçons, consignées systématiquement par Marx-Engels, Lénine… de l'expérience des luttes prolétariennes ultérieures, particulièrement lors de la révolution de 1848 puis de la Commune en ce qui concerne la doctrine de la dictature du prolétariat (on en a un rapide aperçu dans les citations qui suivent).

conditionnées par la division du travail, qui se dégagent dans tout groupement de ce genre et dont l'une domine toutes les autres.

Il s'ensuit que toutes les luttes à l'INTÉRIEUR de l'État – la lutte entre la démocratie, l'aristocratie et la monarchie, la lutte pour le droit de vote, etc., etc. – ne sont que des formes *illusoires* sous lesquelles sont menées les luttes réelles des différentes classes entre elles ; et il s'ensuit également que toute classe qui se bat pour la domination – comme c'est le cas du prolétariat, même si sa domination a en vue d'abolir toute la forme sociale surannée et le pouvoir en général – doit commencer par conquérir d'abord le pouvoir politique pour faire valoir ses intérêts comme étant l'intérêt universel – ce à quoi il est contraint dans une première phase.

Le socialisme utopique n'est l'expression théorique du prolétariat qu'aussi longtemps que celui-ci n'est pas encore assez mûr pour développer son propre mouvement historique par lui-même [45]. L'*utopisme*, le *socialisme des doctrinaires*, subordonnait l'ensemble du mouvement à l'un de ses moments particuliers et posait à la place de la production sociale communautaire l'activité cérébrale du penseur individuel, dont l'imagination éliminait la lutte révolutionnaire des classes avec ses exigences au moyen de petits artifices ou de grosses sentimentalités [46].

---

45 Cf. MARX, Luttes de classes en France (1848-49), in Werke, t. 7 p.88-89.

46 Comme le souligne Lénine: « Chez Marx, on ne trouve pas la moindre trace d'utopisme au sens où il poétise et imagine une « nouvelle » société. Non, il étudie – comme en un procès naturel et historique – la *naissance* de la nouvelle société *à partir* de l'ancienne ; il en étudie les formes de transition de l'une à l'autre. Il s'en tient aux expériences réelles du mouvement des masses prolétariennes et en tire les leçons pratiques » (*l'Etat et la Révolution*, in *Œuvres*, t. 25, p.438).

Les utopistes qui ne pouvaient s'appuyer sur le développement matériel des forces productives pour revendiquer le socialisme, se fondaient sur les aspirations humaines pour prôner un monde plus juste et moral. Le communisme moderne a abandonné toute formulation éthico-juridique. Il ne se *fonde* que sur l'économie, dont il déduit l'évolution et la nature des superstructures. Pour définir, par exemple, les rapports sociaux, il n'en recherche pas la qualité juridique au sens de la propriété privée ou collective, mais de l'appropriation économique à partir du mode de production. Aussi serait-il superficiel d'entendre le communisme comme passage de la *propriété privée* à la *propriété collective*. Comme on le sait, toute forme de propriété privée n'est pas capitaliste ; ainsi en est-il de la propriété privée parcellaire de l'artisan, du paysan parcellaire, etc. qui possèdent leurs instruments, leur métier et donc leur produit – ce qui exclut même la propriété privée capitaliste où la richesse implique que le produit du travail du non-propriétaire (salarié) soit approprié par l'oisif qui empoche la plus-value. Ce n'est que cette forme de propriété (qui implique la non-propriété

Au fond, le socialisme doctrinaire idéalise les conditions de la société, dont il reproduit une image sans ombre, en cherchant à faire triompher son idéal contre la réalité de cette société. Aujourd'hui le prolétariat abandonne ce socialisme à la petite bourgeoisie, tandis que la lutte des différents chefs socialistes entre eux fait ressortir clairement que la revendication obstinée de telle ou telle mesure particulière qu'ils prônent avec obstination n'est qu'un point de transition entre autres du révolutionnement de la société.

Dans l'intervalle, le prolétariat se regroupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de *Blanqui*. Ce socialisme est *la déclaration de la révolution permanente avec la dictature révolutionnaire de classe du prolétariat* en tant que point nécessaire de transition pour parvenir à *l'abolition de toutes les différences de classe en général*, à l'abolition de tous les rapports de production sur lesquels se fondent les classes, à l'abolition de tous les rapports sociaux qui correspondent à ce mode de production, au révolutionnement de toutes les idées qui émanent de ces rapports sociaux.

Depuis 1845, Marx et moi, nous avons pensé que l'*une* des conséquences finales de la future révolution prolétarienne sera l'extinction progressive des organisations politiques appelées du nom d'*État* [47]. De tout temps, le but essentiel de cet organisme a été de maintenir et de garantir par la violence armée l'assujettissement économique de la majorité ouvrière par la minorité fortunée. Avec la disparition de cette minorité fortunée disparaît aussi la nécessité d'un pouvoir armé d'oppression ou État. Mais en même temps, nous avons toujours pensé que, pour parvenir à ce résultat et à d'autres, bien plus importants encore pour la future révolution sociale, la classe ouvrière devait d'abord s'emparer du pouvoir politique de l'État, afin d'écraser grâce à lui la résistance de la classe capitaliste et de réorgani-

---

du grand nombre, donc la grande industrie) qui se présente comme la prémisse pour passer au communisme.

En somme, l'expression courante « propriété privée des moyens de production » se traduit pour plus de clarté par « appropriation privée des produits du travail associé d'autrui », la propriété des moyens de production ne servant au capitaliste qu'à empocher les résultats du travail ouvrier.

47 Cf. Engels à Ph. Van Patten, 18-4-1883.

ser les structures sociales. C'est ce que l'on peut lire déjà dans le *Manifeste communiste* de 1847 [48].

Les anarchistes mettent les choses sens dessus dessous. Ils déclarent que la révolution prolétarienne doit commencer en abolissant l'organisation politique de l'État. Or, la seule organisation dont le prolétariat dispose après sa victoire, c'est précisément l'État. Certes, cet État doit subir des changements très considérables avant de pouvoir remplir ses nouvelles fonctions, mais le détruire à ce moment-là, ce serait détruire le seul organe grâce auquel *le prolétariat victorieux puisse précisément faire valoir la domination qu'il vient de conquérir pour écraser ses adversaires capitalistes et entreprendre le révolutionnement économique de la société*, faute de quoi toute victoire devra s'achever par une nouvelle défaite et par un massacre général des ouvriers, comme ce fut le cas de la Commune de Paris [49].

---

48 Cf. chapitre II, fin. Engels fait évidemment allusion aux fameuses interventions *despotiques* dans les rapports de production que le prolétariat prend contre la bourgeoisie en faisant usage de sa domination politique. Nous avons reproduit ce passage plus loin.

49 Les découvertes scientifiques de Marx, depuis les écrits de sa prime jeunesse jusqu'au *Capital*, etc., sur la société communiste après la transition de la dictature du prolétariat - but de tous ses efforts - ont obtenu une éclatante confirmation expérimentale dans le soulèvement de la Commune qui tenta de réaliser le programme social défini à l'avance par Marx.

Dans son ouvrage fondamental sur *l'Etat et la Révolution*, Lénine définit *par opposition* la conception marxiste du passage au socialisme : « Les utopistes se sont occupés à « découvrir » les formes politiques où devait se produire la transformation socialiste de la société. Les anarchistes ont éludé la question des formes politiques en général. Les opportunistes de la social-démocratie contemporaine ont accepté les formes politiques bourgeoises de l'Etat démocratique parlementaire comme une limite que l'on ne saurait franchir ; ils se sont brisé le front à prier devant ce « fétiche », et ils ont qualifié d'anarchisme toute tentative de démolir ces formes ». Ces définitions permettent *a contrario* de mieux saisir la conception marxiste. D'abord, Lénine souligne que Marx a déduit scientifiquement dès le début la nécessité de la phase transitoire de dictature du prolétariat, et qu'il a pu par la suite en préciser les formes en partant strictement de l'observation de la lutte des classes en acte, notamment lors des révolutions de 1848 et de 1871. Il faut ensuite remarquer que les diverses conceptions utopiste, anarchiste et social-démocrate se complètent : les utopistes, se fiant à la seule volonté politique des gouvernants en place pour réaliser leur modèle de société, ignorent complètement que le communisme est le mouvement économique même de la société moderne, qui tend à outrepasser d'ores et déjà les limites de la société capitaliste surannée ; les anarchistes ignorent que les masses doivent – en faisant converger leur action avec le mouvement matériel vers le communisme – abattre l'Etat politique qui coiffe les anciennes formes de production de classe et opposer de nouvelles formes politiques de violence aux vestiges de cet Etat et des rapports d'appropriation privée ; quant aux sociaux-démocrates, ils font la synthèse de ces deux déviations, au sens où ils ont le fétichisme des formes politiques bourgeoises existantes et, comme les anarchistes, ils ne peuvent dépasser les formes de production et d'appropriation existantes du fait qu'ils ne leur opposent pas d'autres forces politiques révolutionnaires pour les abattre. Il n'est pas besoin d'insister sur

Révolution et moyens dictatoriaux

Retour à la table des matières

Pourquoi les antiautoritaires ne se bornent-ils pas à crier contre l'autorité politique, l'État [50] ? Tous les socialistes sont d'accord sur le fait que l'État politique et, avec lui, l'autorité politique disparaîtront à la suite de la révolution sociale future, autrement dit que les fonctions publiques perdront leur caractère politique et se transformeront en simples administrations veillant aux véritables intérêts sociaux. Mais les antiautoritaires demandent que l'État politique autoritaire soit aboli d'un seul coup, avant même que ne soient supprimées les conditions sociales qui l'ont fait naître. Ils réclament que le premier acte de la révolution sociale soit l'abolition de l'autorité.

Ont-ils jamais vu une révolution, ces messieurs ?

Une révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui soit, c'est l'acte par lequel une fraction de la population impose sa volonté à l'autre au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en est ; et le parti victorieux, s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit continuer à dominer avec la *terreur* que ses armes inspirent aux réactionnaires. La Commune de Paris eût-elle pu se maintenir un seul jour si elle n'avait pas usé de l'autorité d'un peuple en armes contre la bourgeoisie ? Ne faut-il pas, au contraire, la critiquer de ce qu'elle ait fait trop peu usage de son autorité ?

Donc, de deux choses l'une : ou bien les antiautoritaires ne savent pas ce qu'ils disent et, dans ce cas, ils ne font que semer la confusion, ou bien ils le savent et, dans ce cas, ils trahissent la cause du prolétariat. De toute façon, ils servent la réaction.

---

le fait que, pour Lénine, les formes politiques révolutionnaires ainsi que l'Etat de la dictature du prolétariat n'étaient que des phénomènes transitoires qui entraient en veilleuse avec l'abolition des derniers vestiges des classes.

50 Cf. ENGELS, in *Almanacco repubblicano*, décembre 1873, in *Werke*, t. 18, p. 308.

Nous ne prétendons pas ici mentionner tous les passages où Marx-Engels ont parlé de la nécessité de la dictature tout au long de leur vie. Il ne s'agit pas d'accumuler des preuves pour convaincre ceux qui veulent croire ou ne veulent pas croire, mais d'éclairer les raisons objectives pour lesquelles l'avènement du communisme implique la violence, la dictature, en un mot, la révolution.

Toute cette affaire n'était ni préparée, ni organisée, ni dirigée [51]. On n'avait pas fixé de but aux grèves, et on ne s'était pas concerté sur l'action à mener. C'est ce qui explique que les grévistes hésitèrent dès que les autorités firent preuve de la moindre résistance, et que les ouvriers furent incapables de surmonter leur respect de la loi...

C'est pourquoi une force militaire et policière minime suffit à tenir les masses en échec. On a vu à Manchester comment des milliers d'ouvriers furent encadrés et cernés sur une place par quatre ou cinq dragons qui tenaient les issues !

Le principe de la « révolution légale » avait tout paralysé. C'est ainsi que l'entreprise échoua. Tous les ouvriers reprirent le travail lorsque leurs maigres économies furent dépensées et qu'il ne leur resta plus rien à manger.

La seule chose qui fut et reste utile dans tout cela pour les sans-réserves, c'est la conscience qu'*une révolution par des voies légales est impossible, et que seule une révolution violente des rapports aberrants de la présente société – c'est-à-dire un renversement radical de l'aristocratie foncière et industrielle – peuvent améliorer la situation matérielle des prolétaires.*

Déjà la bourgeoisie centralise considérablement [52]. Loin d'en être désavantagé, le prolétariat se trouve mis en état par cette *centralisation* de s'unifier, de se sentir comme classe, de s'approprier dans la démocratie une conception politique adéquate et, pour finir, de vaincre la bourgeoisie. Le prolétariat démocrate n'a pas seulement besoin de la centralisation amorcée par la bourgeoisie, il devra la pousser bien plus avant.

Pendant le court moment où le prolétariat a été à la tête de l'État durant la Révolution française – lors du règne de la Montagne – il a réalisé la centralisation

---

51 Cf. ENGELS, *les Crises anglaises*, 9-12-1842, in *Werke*, t. 5, p.402.
C'est de l'expérience des luttes du prolétariat international – en Angleterre des années 1840, comme en France en 1793, ou encore à l'échelle de l'Europe en 1848-49 - , et non d'opinions personnelles, que le parti Marx- Engels a tiré ses prévisions et directives en vue de la victoire de la révolution future, à savoir la revendication des moyens illégaux, de la terreur, de la centralisation, etc.

52 ENGELS , La Guerre civile suisse, in Deutsche Brüsseler Zeitung, 14-11-1847, in Werke, t. 4, p.396-97.

par tous les moyens, avec la grenaille et la guillotine. S'il revient maintenant au pouvoir, le prolétariat démocratique devra centraliser non seulement chaque pays pour lui-même, mais encore tous les pays civilisés dans leur ensemble, et ce, aussi rapidement que possible.

Pour ce qui est de l'État, toute la situation fluctuante après une révolution exige une dictature, et même une dictature énergique [53]. Depuis le début, nous avons reproché à Camphausen de ne pas agir de façon dictatoriale, de ne pas briser et extirper immédiatement les vestiges des institutions surannées. Et tandis qu'il se berçait d'illusions constitutionnelles, le parti vaincu de la réaction renforçait ses positions au sein de la bureaucratie et de l'armée et se risquait même, çà et là, à reprendre la lutte.

À supposer que la contre-révolution tiendrait dans toute l'Europe par les *armes*, elle mourrait dans toute l'Europe par l'*argent* [54]. La fatalité qui annulerait la victoire serait la *faillite* européenne – la *faillite* de l'État. Les pointes des baïonnettes se brisent aux piques de l'« économie » comme de l'amadou qui s'effrite. Mais l'évolution n'attend pas l'échéance de ces traites que les États européens ont tirées sur la nouvelle société.

À *Paris* sera donnée la réplique décisive aux journées de juin. Lorsque la République rouge vaincra à Paris, les armées des différents pays seront projetées de l'intérieur vers les frontières et se déverseront à l'extérieur : la *puissance réelle* des partis en lutte se révélera, dès lors, dans toute sa pureté. Nous nous souviendrons alors de Juin et d'Octobre 1848 – et nous crierons à notre tour : *Malheur aux vaincus* !

---

53 Cf. MARX, *la Crise et la contre-révolution*, 14-9-1849, in *Werke*, t. 5, p.402.

Les révolutionnaires succombent le plus souvent par excès d'honnêteté, par magnanimité, indulgence, etc. (voir la Commune) ; la contre-révolution enseigne rudement aux prolétaires qu'il leur faut agir énergiquement en revendiquant les méthodes radicales prônées par le Parti, qui a tiré les leçons des défaites dans les luttes du passé.

Ainsi Engels écrit-il à Marx le 20-7-1851 : « Les gaillards sont de plus en plus enclins à admettre la nécessité d'une domination du prolétariat usant transitoirement de la terreur » (in *Werke*, t. 27, p.287).

54 Cf. MARX, *la Nouvelle Gazette rhénane*, 19-5-1849, in *Werke*, t. 6, p.505.

A la fin de cet article, Marx lie la violence révolutionnaire à la perspective du soulèvement révolutionnaire de la classe ouvrière en France et à une guerre mondiale consécutive.

Les vains massacres depuis les journées de Juin et d'Octobre, les longs sacrifices depuis Février et Mars, le cannibalisme même de la contre-révolution forgeront chez les peuples la conviction qu'il n'existe qu'*un seul* moyen de concentrer, d'*abréger* et de simplifier les souffrances d'une vieille société agonisante et les douleurs sanglantes de l'accouchement d'une société nouvelle : *le terrorisme révolutionnaire*.

Dans ces conditions, à quoi bon vos phrases hypocrites en vue de trouver l'impossible prétexte pour nous condamner ?

Nous sommes sans pitié, et nous ne vous demandons pas de nous ménager. Lorsque ce sera notre tour, nous ne chercherons pas d'excuses à notre terrorisme. Mais, les *terroristes royalistes,* les terroristes par la grâce de Dieu et du Droit, s'ils sont brutaux, méprisables et vulgaires dans la pratique, sont lâches, sournois et hypocrites en théorie ; bref, dans les deux cas, ils n'ont pas d'honneur.

Dictature du prolétariat et Parti de classe

Statuts de la Ligue des communistes [55]

Article 1. - Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de la vieille société bourgeoise, fondée sur les antagonismes de classe, et l'instauration d'une société nouvelle, sans classes et sans propriété privée.

Article 2. - Les conditions d'adhésion sont :

---

55 Cf. *Werke, t.* 4, p.596.

Tout au cours de leur longue activité de parti, dès la fondation de la Ligue des communistes en 1847, Marx et Engels n’ont cessé de le répéter : le parti de classe est l'organe qui prépare le prolétariat à la conquête du pouvoir et à l'exercice de la dictature pour renverser les obstacles à l'essor des forces productives des producteurs associés.

Ne serait-ce que pour forger des militants, le parti doit tendre à créer en son sein un milieu farouchement anti-bourgeois (qui se distingue totalement des attitudes en apparence anticonformistes, mais en réalité sous-bourgeoises, des gauchistes, etc.) en ce qu'il annonce déjà dans une large mesure les caractères de la société communiste.

Le camarade, le militant communiste et révolutionnaire est celui qui a su oublier, renier, s'arracher de l'esprit et du cœur la classification dans laquelle l'a rangé l'état-civil de cette société en putréfaction, c'est celui qui se voit et s'intègre dans la perspective millénaire qui unit nos ancêtres des tribus en lutte contre les bêtes féroces aux membres la communauté future, vivant dans la fraternité et la joyeuse harmonie de l'homme social.

a) un mode de vie et une activité conformes à ce but ;

b) une énergie révolutionnaire et un zèle propagandiste ;

c) faire profession de communisme ;

d) s'abstenir de participer à toute société politique ou nationale anti-communiste, et informer le Comité supérieur de l'inscription à une société quelconque...

Déclaration de principe de la Société universelle des communistes révolutionnaires [56]

Article 1. - Le but de l'association est la déchéance de toutes les classes privilégiées, de soumettre ces classes à la dictature des prolétaires, en maintenant la révolution en permanence jusqu'à la réalisation du communisme, qui doit être la dernière forme de constitution de la famille humaine.

Article 2. - Pour contribuer à la réalisation de ce but, l'association formera des liens de solidarité entre toutes les fractions du parti communiste révolutionnaire en faisant disparaître, conformément au principe de la fraternité républicaine, les divisions en nationalités.

Article 3. - Le comité fondateur de l'association est constitué en Comité central, et établira, partout où ce sera nécessaire à la réalisation de l'œuvre, des comités qui correspondront avec le Comité central...

Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes [57]. Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême, l'abolition des classes. La coalition des forces ouvrières déjà obtenue par les luttes économiques doit aussi servir de levier aux mains de cette classe, dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploiteurs. Les seigneurs de la terre et les seigneurs du capital se serviront

56 Cf. *Werke,* t. 7, p.553-554, avril 1850.

L'élément communiste par excellence dans le capitalisme, c'est le parti communiste. Il lutte à la tête du prolétariat pour le communisme qu'il incarne sous sa forme la plus haute possible dans les conditions des sociétés de classe. Il ne se laisse donc pas définir par des règles bureaucratiques, mais seulement par son être, son programme qui préfigure à grands traits l'irruption de la société communiste de l'espèce humaine libérée et consciente. Comme le révolutionnaire Prométhée avait volé à Jupiter le secret du feu, le parti du prolétariat moderne a volé la connaissance des caractères de la société communiste. Telle est sa première arme qui n'a rien à voir avec une stérile analyse de la nature de la société dominée par le capital, avec son écœurante chronique au jour le jour.

57 Cf. Engels à F.A. Sorge, 21-9-1872.

toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques, et asservir le travail. La conquête du pouvoir politique devient donc le premier devoir du prolétariat.

Comme tout parti politique tend à s'assurer la domination de l'État, le Parti ouvrier social-démocrate allemand s'efforce nécessairement d'instaurer sa domination qui est celle de la classe ouvrière, soit une « domination de classe » [58]. Qui plus est, depuis les chartistes anglais, *tout* véritable parti prolétarien prône une politique de classe, l'organisation du prolétariat comme parti politique indépendant en tant que condition première de sa lutte, et la dictature du prolétariat en tant que but immédiat de sa lutte. En déclarant cela « absurde », Mülberger s'est placé lui-même hors du mouvement prolétarien et a pris rang dans la sphère du socialisme petit-bourgeois.

L'Internationale et la conquête du pouvoir

Etant donné les conditions actuelles, le grand devoir de la classe ouvrière est de conquérir le pouvoir politique [59]. Il semble que les ouvriers en prennent conscience. On assiste, en effet, à une reprise du mouvement aussi bien ici en Allemagne, qu'en France et en Italie, où l'on tente pareillement de restaurer le parti ouvrier. Un élément de son succès, c'est le nombre. Toutefois, le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par une claire conscience commune. L'expérience du passé a amplement démontré que si l'on dédaigne de nouer ce lien fraternel entre les travailleurs des différents pays pour les entraîner à faire front ensemble dans leurs luttes pour l'émancipation, la sanction en sera l'échec commun de ces assauts désordonnés. C'est cette conviction qui A POUSSÉ LES TRAVAILLEURS DES DIFFERENTS PAYS À FONDER *l'Association internationale* à l'occasion de l'assemblée publique tenue le 28 septembre 1864 à St. Martin's Hall [60].

---

58 Cf. ENGELS , *la Question du Logement,* 10-1-1887, Ed. Sociales, p.98.

59 Cf. MARX, Adresse inaugurale de l'Association internationale de travailleurs, in Werke, t. 16, p.12-13.

60 Cette création de la 1ère Internationale par les ouvriers eux-mêmes illustre la thèse centrale de Marx selon laquelle le parti, qui fait hausser le prolétariat, de classe exploitée par le capital, en classe pour elle-même, consciente et révolutionnaire parce qu'organisée en vue de

A propos de l'Internationale, Marx dit que le grand succès qui a couronné jusqu'alors ses efforts, est dû à des circonstances qui dépassent le pouvoir de ses membres eux-mêmes [61]. La fondation de l'Internationale elle-même a été le résultat de telles circonstances et n'est pas due aux efforts des hommes qui se sont attachés à cette œuvre. Ce n'est donc pas le fruit d'une poignée de politiciens habiles: tous les politiciens du monde réunis n'auraient pu créer les conditions et les circonstances qui furent nécessaires pour assurer le succès de l'Internationale…

Le dernier mouvement a été le plus grand de tous ceux qui se sont produits jusqu'ici, et il ne peut y avoir deux opinions à son égard: la Commune a été la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. Il y a eu de nombreux malentendus sur la Commune. Celle-ci ne devait pas asseoir une nouvelle forme de domination de classe. Lorsque les présentes conditions d'oppression seront éliminées grâce au transfert des moyens de production aux travailleurs productifs et à l'obligation faite à tous les individus physiquement aptes de travailler pour vivre, on aura détruit l'unique raison d'être d'une quelconque domination de classe et d'oppression.

Mais avant de réaliser un changement socialiste, il faut une dictature du prolétariat, dont une condition première est l'armée prolétarienne. Les classes ouvrières devront conquérir sur le champ de bataille le droit à leur propre émancipation. La tâche de l'Internationale est d'organiser et de concerter les forces ouvrières dans le combat qui les attend [62].

---

son émancipation, est créé par le prolétariat en lutte, ce qui est le premier maillon essentiel de l'émancipation de la classe ouvrière en tant que « l'œuvre de la classe ouvrière elle-même » (Statuts de l'A.I.T.).

61 Cf. MARX, Discours à l'occasion du 7e anniversaire de la Première Internationale, 1871.

62 Si la conquête du pouvoir par le prolétariat est forcément nationale par la forme (en tout cas au début), la révolution communiste est par nature internationale, tout comme le prolétariat, et cela s'exprime dans son parti qui doit diriger la dictature « nationale » en la subordonnant à la stratégie internationale. C'est en ce sens que l'on peut écrire, en rapport avec le pouvoir prolétarien en Russie et la Troisième Internationale : « Les marxistes ont toujours été pour l'attaque révolutionnaire même dans un seul pays, pour ce qui est de la stratégie politique en vue de la conquête du pouvoir. Pour ce qui est de la transformation de la structure sociale en socialisme - définie avec l'expression erronée de « construction du socialisme », alors qu'il s'agit de destruction du capitalisme - elle a toujours été considérée comme une proposition possible *même dans un seul pays*. Mais sous deux conditions d'évidence cristalline chez Marx et Lénine : premièrement, que le capitalisme dans ce pays existe pleinement ; deuxièmement, que le prolétariat vainqueur de ce pays sache appliquer la consigne : « Nous ne sommes pas venus pour porter la paix, mais la guerre ! », c'est-à-dire reste solidement lié à l'Internationale et à la lutte révolutionnaire du prolétariat du reste du monde » Cf. *Struttu-*

I. PRAXIS ET THÉORIE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

2. Tentatives de conquête du pouvoir à l'aube du capitalisme

Tentatives communistes durant la révolution bourgeoise

Retour à la table des matières

Dès sa naissance, la bourgeoisie est bâtée de son antagoniste: les capitalistes ne peuvent exister sans travailleurs salariés, et à mesure que le bourgeois des corporations médiévales devenait le bourgeois moderne, le compagnon des corporations et le journalier délié des liens féodaux devenaient le prolétaire**,** même si, dans l'ensemble, la bourgeoisie pouvait prétendre représenter également, *dans la lutte contre la noblesse*, les intérêts des diverses classes laborieuses de ce temps-là, on vit cependant, à chaque grande révolution bourgeoise, éclater des soulèvements autonomes de la classe qui était la devancière plus ou moins développée du prolétariat moderne [63]. Ainsi vit-on se dresser, durant la Réforme allemande et la

---

ra economica e sociale della Russia d'oggi, Ed. Il Programma Comunista, 1976, p.85-86, voir aussi p. 90.

63 Cf. ENGELS, Socialisme utopique et socialisme scientifique, in Werke, t. 19, p.191.

Engels évoque ici les interventions despotiques jaillies spontanément – donc déterminées par les conditions économiques et sociales de classe que l'on peut donc théoriser en lois systématiques – et prises par le prolétariat dès ses débuts, notamment au cours de la révolution capitaliste, alors que la bourgeoisie est encore progressive. Le programme révolutionnaire ainsi établi définit, en conséquence, les mesures qu'aujourd'hui encore le prolétariat peut être amené à prendre dans les pays attardés des continents de couleur dans tous les secteurs arriérés que la bourgeoisie a négligés, s'il y parvient au pouvoir – et dans le meilleur des cas en liaison avec la classe ouvrière des métropoles développées.

Ces mesures de nature plébéienne manifestent quel est l'intérêt autonome des masses laborieuses, et définissent en même temps leurs méthodes et capacités d'action révolutionnaires dans des conditions où la révolution politique est relativement facile à effectuer, alors

Guerre des paysans, Thomas Münzer; durant la grande révolution anglaise, les niveleurs; durant la grande révolution française, Babeuf. A ces levées de boucliers révolutionnaires d'une classe encore embryonnaire, correspondaient des formulations théoriques : aux XVIème et XVIIème siècles, des peintures utopiques d'une société idéale ; au XVIIIème siècle, des théories déjà franchement communistes (Morelly et Mably). La revendication de l'égalité ne se limitait pas seulement aux droits politiques, elle devait s'étendre encore à la condition sociale de chacun. Ce n'était plus seulement les privilèges de classe qui devaient être abolis, mais les différences de classe elles-mêmes [64]...

Alors déjà, il était impossible à la fraction plébéienne de s'en tenir à une simple lutte contre le féodalisme et la bourgeoisie privilégiée. Car elle – la fraction absolument sans propriété – devait déjà mettre en question des institutions, des idées et des conceptions communes à toutes les formes de société qui reposaient sur des antagonismes de classe... Dans ces conditions, tout parti bourgeois placé à

---

que les bouleversements économiques et sociaux sont d'une difficulté et d'une complexité terribles étant donné la distance qui sépare le bas niveau des forces productives de départ avec le niveau extrêmement élevé qu'implique la société communiste épanouie.

Les théoriciens du prolétariat révolutionnaire que sont Marx et Engels se penchèrent avec passion sur ces grands moments de l'histoire, et en déduisirent leur théorie de la *révolution permanente* (à l'échelle d'un pays isolé, d'une part, et à celle du monde entier où règnent les pires disparités de développement à l'ère de la domination bourgeoise, d'autre part). Celle-ci se fonde sur une stratégie de lutte essentiellement indirecte, au sens où, bien que le prolétariat tienne le pouvoir politique en mains, il applique à un rythme accéléré, à sa manière et avec infiniment *moins* de souffrances et de gaspillages de forces et de ressources naturelles, le programme d'élévation des forces productives qu'aurait dû réaliser la bourgeoisie. Ce programme se distingue de celui qui implique une tactique directe dans les pays capitalistes développés, où le prolétariat s'il est au pouvoir doit essentiellement détruire les rapports bourgeois de production qui engendrent la surproduction et donc aussi de la misère et de l'exploitation.

Les textes de Marx-Engels sur les pays attardés ont gardé toute leur valeur actuelle, car tout au long de cet après-guerre de telles « révolutions (prolétariennes ou plébéiennes) dans la révolution (bourgeoise) » ont marqué ce que l'on a appelé bourgeoisement la « décolonisation » des continents de couleur. Cette phase plébéienne a été surtout marquante et déterminante dans les révolutions les plus radicales, au Vietnam, en Chine, en Algérie, en Angola et au Mozambique : Cf. MARX-ENGELS, *la Chine*, Ed. 10/18, 1973, les sections sur *le Bond par-dessus le capitalisme*, p.61-141, et sur *la Révolution chinoise*, p.143-190.

64 Le parti plébéien inscrit d'instinct sur son drapeau le *but* qui est celui du prolétariat moderne : abolition de toutes les sociétés de classe ! Il se démarque ainsi nettement des autres partis révolutionnaires, ce qui est la condition de toute stratégie autonome. A l'inverse, l'opportunisme qui proclame que « le mouvement est tout » ne représente que la force de suggestion de la bourgeoisie au sein du prolétariat (cf. Rosa Luxemburg, *Réforme ou révolution ?* PCM, p.16-17 et 81).

la tête de la révolution se voit débordé dans ce mouvement même par le parti plébéien ou prolétariat qu'il a derrière lui.

De même que la philosophie religieuse de Münzer frisait l'athéisme, son programme politique frisait le communisme, et plus d'une secte communiste moderne, encore à la veille de la révolution de mars (1848), ne disposait pas d'un arsenal théorique plus riche que celui des « Münzériens » du XVIe siècle [65]. Ce programme, qui était moins la synthèse des revendications des plébéiens de l'époque que l'*anticipation géniale des conditions d'émancipation des éléments prolétariens* en germe parmi ces plébéiens, exigeait l'instauration immédiate du royaume de Dieu, du royaume millénaire sur terre prophétisé, par le retour de l'Eglise à son origine et par la suppression de toutes les institutions en contradiction avec cette Eglise soi-disant primitive, mais en réalité toute nouvelle. Pour Münzer, le royaume de Dieu n'était pas autre chose qu'un état de société où il n'y aurait plus aucune différence de classe, aucune propriété privée, aucun pouvoir d'État autonome et étranger faisant face aux membres de la société. Toutes les autorités existantes, si elles refusaient de se soumettre et d'adhérer à la révolution, devaient être renversées ; tous les travaux et les biens devaient être mis en commun et l'égalité la plus complète régner. Une Ligue devait être fondée pour réaliser ce programme non seulement dans toute l'Allemagne, mais dans l'ensemble de la chrétienté. Les princes et les nobles seraient conviés à se joindre à elle ; s'ils s'y refusaient, la Ligue, à la première occasion, les renverserait les armes à la main ou les tuerait.

Au soir de la victoire contre les puissances féodales, il est de règle que la minorité victorieuse se scinde en deux : une des deux moitiés est contente du résultat obtenu, l'autre veut encore aller plus loin et pose de nouvelles revendications qui correspondent aux intérêts véritables, ou apparents des grandes masses populaires [66]. Ces revendications plus radicales furent aussi réalisées dans certains cas,

65 Cf. ENGELS, *la Guerre des Paysans en Allemagne,* in *Werke*, t. 7, p. 353-354. Outre sa prévision impeccable de la société future, le parti communiste de Münzer anticipait déjà clairement les moyens de l'émancipation prolétarienne en revendiquant l'organisation en parti à l'échelle internationale et l'emploi des méthodes révolutionnaires dictatoriales.

66 Cf. ENGELS, Introduction de 1895 aux *Luttes de classe en France*, in *Werke*, t. 22, p.513-514.

mais souvent elles ne le furent qu'un instant car le parti le plus modéré reprenait le dessus, ce qui venait d'être acquis était alors perdu à nouveau en totalité ou en partie; les vaincus criaient à la trahison ou rejetaient la défaite sur le hasard. Mais, en réalité, les choses étaient le plus souvent ainsi : les conquêtes de la première victoire n'étaient assurées que par la deuxième victoire du parti le plus radical ; une fois ceci acquis, c'est-à-dire ce qui était MOMENTANEMENT nécessaire, les éléments radicaux disparaissaient à nouveau du théâtre d'opérations et leur succès aussi...

L'émancipation *politique* constitue, assurément, un grand progrès [67]. Elle n'est pas, il est vrai, la dernière forme de l'émancipation humaine, mais elle est la dernière forme de l'émancipation humaine *dans l'ordre du monde actuel…*

Evidemment, au temps où l'*État politique*, en tant que tel, naît violemment de la société bourgeoise, où l'émancipation humaine tend à s'accomplir sous une forme politique individuelle, l'État peut et doit aller jusqu'à l'abolition et la suppression de la religion, au Maximum, à la confiscation, à l'impôt progressif, comme il va jusqu'à supprimer des vies et ne recule pas devant la guillotine. Au temps où l'État prend conscience de son existence propre, la vie politique cherche à étouffer ses prémisses – la société bourgeoise et ses éléments constitutifs – pour s'ériger en communauté réelle et harmonieuse de l'homme. Cependant, elle ne peut atteindre ce but qu'en se mettant en contradiction violente avec ses propres conditions d'existence, en déclarant la révolution à l'état *permanent*. Aussi le drame politique s'achève-t-il tout aussi nécessairement par la restauration de la religion, de la propriété privée et de tous les éléments de la société bourgeoise, que la guerre se termine par la paix...

---

67 Cf. MARX, *la Question juive*, in *Werke*, t. 1, p.357.

Marx résume ici, en quelques mots, les différentes mesures despotiques que les plébéiens prirent spontanément, sous la pression irrésistible des événements, au cours de la révolution française. Les plébéiens résolurent alors les problèmes de ravitaillement en réglementant le pain, puis tous les moyens de subsistance nécessaires, selon le principe anti-mercantile : « Qui a du fer, a du pain », puis les problèmes des fournitures aux armées en esquissant un plan de production et de distribution. Cf. *Terreur et transformations économiques et sociales*, dans *le Marxisme et la question militaire*, in *Fil du Temps* n°10, p.182-191.

Si, en conséquence, le prolétariat renverse la domination politique de la bourgeoisie, sa victoire ne sera que passagère : elle sera un simple élément au service de la révolution bourgeoise elle-même, comme ce fut le cas en 1794. Il en sera ainsi tant que les conditions matérielles ne sont pas créées au cours de l'histoire, du « mouvement », qui rendent nécessaire l'abolition du mode de production bourgeois, c'est-à-dire rendent nécessaire le renversement définitif de la domination politique de la bourgeoisie.

La question difficile à résoudre pour nous est la suivante : sur le continent, la révolution est imminente et prendra un caractère socialiste, mais ne sera-t-elle pas étouffée dans ce petit coin du monde? En effet, sur un terrain beaucoup plus vaste, *le mouvement de la société bourgeoise est encore ascendant* [68].

Perspective de bond par-dessus le capitalisme : l'exemple du communisme primitif en Russie

Une circonstance très favorable, au point de vue historique, à la survie de la « commune agricole » (en Russie) par voie de son développement ultérieur, c'est qu'elle est non seulement contemporaine de la production capitaliste occidentale et peut ainsi s'en approprier les fruits sans s'assujettir à son *modus operandi*, mais qu'elle a survécu à l'époque où le système capitaliste se présentait encore intact, qu'elle le trouve au contraire, dans l'Europe occidentale aussi bien que dans les États-Unis, en lutte tant avec les masses travailleuses qu'avec la science et les

68 Cf. Marx à Engels, 8-10-1858, in *Werke*, t. 29, p.360.

Ce qui est extrêmement difficile à comprendre, c'est que le capitalisme est un stade certes transitoire mais absolument nécessaire dans l'histoire, et qu'il l'emporte sur toutes les autres formes de production – y compris celle que le prolétariat tente d'introduire – tant qu'il est révolutionnaire et progressif. Le secret de la défaite ouvrière de 1848, de 1871, de 1917 en Russie et des années 20 en Allemagne, etc., c'est que le capitalisme avait encore un terrain d'expansion formidable, sinon en Europe et en Amérique mêmes, du moins dans les continents de couleur. Le capitalisme est indispensable, au point que là où il est à peine développé, voire inexistant, c'est le prolétariat lui-même qui doit prendre sur lui le fardeau de l'édifier. Et il est bien difficile alors d'empêcher, *si ce pays est isolé*, que l'économie capitaliste n'imprime à la fin son sceau aux superstructures de l'Etat et de l'idéologie – comme Staline en a fait l'amère expérience. Un capitalisme amplement développé est la base matérielle complète du socialisme, et le passage sera aisé si le prolétariat parvient à conquérir le pouvoir politique.

forces productives mêmes qu'il a engendrées – en un mot, dans une crise qui finira par son élimination, par un retour des sociétés modernes à une forme supérieure d'un type « archaïque » de la propriété et de la production collectives [69].

En somme, la question se pose : la *communauté agricole russe*, forme de l’archaïque propriété commune du sol, pourra-t-elle, alors qu’elle est déjà fortement minée, passer directement dans la forme supérieure, à la propriété collective communiste [70] ? Ou bien devra-t-elle, au contraire, parcourir auparavant le même processus de dissolution qui caractérise le développement historique de l’Occident ?

La seule réponse que l’on puisse faire dans la situation actuelle est la suivante : si la révolution russe donne le signal d’une révolution prolétarienne en Occident, de sorte que toutes deux se complètent, l’actuelle propriété collective du sol en Russie pourra servir de point de départ pour une évolution communiste.

Mesures politiques de préparation à la lutte de classe contre la bourgeoisie

Nous avons vu que bourgeoisie et prolétariat sont enfants d'une époque nouvelle, que tous deux tendent dans leur action sociale à éliminer le fatras hérité de

---

69 Cf. MARX, Premier brouillon de la réponse à Véra Zassoulitch, 8-3-1881, in Werke, t. 19, p.390.

Marx scrute les possibilités sociales, pour certaines parties de l'humanité plus attardées, de ne pas succomber à la fatalité de l'ignoble phase capitaliste, en s'appuyant pour la Russie des années 1880 sur la commune agricole de communisme primitif *et* sur la révolution anticapitaliste en Europe de l’Ouest.

Faute de place, nous ne pouvons reproduire ici des passages absolument passionnants sur ce lumineux communisme primitif, fonds commun du développement de toutes les races et de toutes les nations. Certes, dans la *gens* (d'où vient le terme de société, alors que civilisation vient de propriété sur la maison et le lieu de résidence, et que capital vient – ô ironie ! - de tête de bétail), le communisme trouvait un ordonnancement fraternel, mais limité à un groupe racial pur, d'ordre disons *ethnocommuniste*, alors que *notre* communisme auquel tend notre programme historique n'est plus ethnique ou national, mais le *communisme de l'espèce*, rendu réalisable par les cycles de propriété, de pouvoir et d'expansion productive et mercantile que l'histoire a parcourus.

Il faudrait traduire ce qu'il est convenu d'appeler les longs « *manuscrits ethnologiques* » de Marx, inédits en français.

70 Cf. MARX-ENGELS, Préface de 1882 à l’édition russe du *Manifeste*, in *Werke*, t. 19, p.296.

l'ancien régime [71]. Ils ont, il est vrai, à mener entre eux une lutte très sérieuse, mais cette lutte ne peut être livrée à fond qu'à partir du moment où ils se trouvent seuls en face l'un de l'autre. Le vieux bataclan doit être jeté par dessus bord pour que le navire soit « paré pour le combat », à cela près que le combat ne se livre pas cette fois entre deux navires, mais à bord du même bâtiment, entre officiers et équipage.

La bourgeoisie ne peut conquérir le pouvoir politique, le traduire en Constitution et lois, sans mettre en même temps des armes entre les mains du prolétariat.

Quelles sont les réformes à introduire ? Ce sont celles que les *communistes* proposent en vue de *préparer* l'abolition de la propriété privée [72]**.** Les mesures pour limiter la concurrence, l'accumulation de vastes capitaux entre les mains d'individus privés, toute limitation ou abolition du droit d'héritage, toute organisation du travail par l'État, etc. - toutes ces mesures ne sont pas seulement possibles en tant que mesures révolutionnaires, mais encore nécessaires. Elles seront possibles parce que tout le prolétariat insurgé se tiendra derrière elles et les soutiendra par la force des armes. Elles sont réalisables, en dépit de toutes les objections et

---

71 Cf. ENGELS, *la Question militaire prussienne et le Parti ouvrier allemand*, 1865, traduction française in MARX-ENGELS, *Ecrits militaires*, Ed. l'Herne, p.488.

Pour ce qui concerne la stratégie du prolétariat en vue de préparer l'assaut du pouvoir dans un pays arriéré tel que l'Allemagne des années 1848-50 (problème de l'alliance avec les classes petites bourgeoises, organisation autonome du parti, formations militaires et programme politique et social, etc.) cf. infra : *l'Adresse du Conseil central de la Ligue des communistes* de mars 1850 sur la révolution permanente.

Engels précisait, dans le même article de 1865, que « le Parti ouvrier n'interviendra pas en simple appendice de la bourgeoisie, mais en tant que parti indépendant, absolument distinct d'elle » (p.490) - même si l'on était encore à la veille de la révolution bourgeoise qui devait réaliser l'unité allemande.

72 Cf. ENGELS, les Communistes et Karl Heinzen, in Werke, t. 4, p.313-14.

De tels passages qui parlent du processus de la révolution communiste future comme si elle était arrivée ou était en cours, témoignent de la puissance formidable de la prévision marxiste qui, après avoir théorisé et systématisé l'expérience des luttes et échecs du passé, en tire les lois et principes de l'action révolutionnaire de demain au niveau économique et social semblable, puisque la révolution bourgeoise commencée en Angleterre se répète ensuite sur le continent européen, puis plus tard encore dans les continents de couleur.

C'est le Parti qui, en tant que facteur de volonté, de décision et de conscience de la classe, élabore de la sorte un programme dont l'exécution évitera aux masses révolutionnaires des détours, hésitations et doutes qui se traduisent par des échecs, voire la défaite : « la théorie devient une véritable force quand elle s'empare des masses » sous la pression irrésistible des antagonismes de la société bourgeoise, disait Marx quand est née la théorie communiste du prolétariat moderne.

inconvénients que leur adressent les économistes et précisément en raison des maux et inconvénients qui forceront le prolétariat à procéder toujours plus à fond, jusqu'à ce que la propriété privée soit totalement abolie, s'il ne veut pas perdre de nouveau ce qu'il a déjà conquis. Elles sont possibles en tant que *pas préparatoires*, étapes intermédiaires de transition vers l'abolition de la propriété privée, mais en aucun cas autre chose.

Monsieur Heinzen voudrait que ces mesures soient des mesures fixes, ultimes. Elles ne doivent rien préparer, mais être définitives. Pour lui, ce ne sont pas des moyens, mais un but. Elles ne sont pas ajustées à une situation révolutionnaire, mais à de paisibles conditions bourgeoises. Or, de cette façon, il les rend inefficaces et en même temps réactionnaires. Les économistes bourgeois ont même parfaitement raison quand ils opposent à M. Heinzen que ses mesures retardent sur la libre concurrence, car celle-ci est la forme d'existence ultime, la plus haute et la plus élevée de la propriété privée. Toutes les mesures qui partent de la base de la propriété privée tout en étant dirigées contre la libre concurrence sont réactionnaires, s'efforcent de restaurer des degrés de développement inférieurs de la propriété, et doivent donc finalement aussi succomber de nouveau devant la libre concurrence – ce qui rétablit la situation présente. Or, ces objections des bourgeois perdent leur force dès que l'on traite les réformes sociales mentionnées ci-dessus comme des interventions révolutionnaires de transition, alors qu'elles balaient de fond en comble la vision de M. Heinzen d'une république agraro-socialiste tricolore...

En somme, chez les communistes, ces mesures ont un sens et une raison parce qu'elles ne sont pas conçues comme des mesures arbitraires, mais dérivent nécessairement comme objectifs du développement de l'industrie, de l'agriculture, des rapports de distribution et de communication, ainsi que de la lutte de classe entre bourgeoisie et prolétariat qui y est liée. Ce ne sont jamais des mesures stables mais des mesures de salut public surgissant des hauts et des bas de la lutte des classes.

Les revendications du parti communiste en Allemagne (de 1848) [73]

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

1. L'Allemagne entière sera proclamée République une et indivisible.

2. Tout Allemand de 21 ans est électeur et éligible, à condition de ne pas avoir été frappé d'une peine criminelle.

3. Les représentants du peuple seront rétribués, afin que l'ouvrier puisse lui-aussi siéger au parlement du peuple allemand.

4. Tout le peuple sera en armes. À l'avenir, les armées seront en même temps des armées d'ouvriers. Ainsi, l'armée ne consommera pas seulement comme par le passé, mais produira encore plus que ce qu'il lui faut pour son entretien. C'est, en outre, un moyen d'organiser le travail dans la société.

5. L'administration de la justice est gratuite.

6. Toutes les charges féodales, avec toutes les contributions, corvées, dîmes, etc., qui ont pesé jusqu'ici sur la population rurale, sont supprimées sans qu'il y ait lieu au moindre dédommagement.

---

73 Tract rédigé par Marx et Engels, imprimé à Paris le 30-3-1848 et diffusé en septembre à Cologne.

Dans ce programme de mesures de transition pour un pays arriéré, Marx-Engels s'inspirent d'abord de l'évolution économique du capitalisme lui-même qui, dans plusieurs pays déjà, avait apporté une solution aux problèmes de l'arriération. En ce sens aussi, mais *mutatis mutandis*, ils appliquaient, pour le compte du prolétariat, la formule utilisée dans *le Capital* Livre I à propos de l'Angleterre développée : le pays avancé montre la voie que doivent suivre tous les autres. Cependant, le prolétariat ne se substitue pas purement et simplement à la bourgeoisie, pour faire comme elle. Il a ses propres façons de faire et ses buts à lui qui sont tout opposés à ceux des bourgeois. Pour déterminer ces méthodes et ces pratiques, Marx ne tire pas de recettes de son cerveau, si puissant soit-il. Il s'inspire des luttes et des événements révolutionnaires où le prolétariat s'est révélé comme agent et facteur de l'histoire – notamment de la révolution française dans laquelle les plébéiens sont intervenus de façon despotique, quand ils étaient pratiquement au pouvoir en 1793-94. Lénine lui-même en parle quand il systématise, dans la *Catastrophe imminente…* à la veille d'Octobre 1917, le programme de transition avec les mesures immédiatement réalisables.

En un travail parfaitement impersonnel, de classe, Marx a donc synthétisé les mesures de transition du prolétariat dans sa révolution permanente, afin d'accélérer au maximum le processus de *passage au socialisme* en économie, dès lors que le prolétariat tient la barre du pouvoir politique.

7. Les domaines de princes et autres féodaux, toutes les mines, carrières, etc., seront transformées en propriété d'État. Dans ces domaines, l'exploitation agricole s'effectuera en grand, avec les procédés les plus modernes de la science, au profit de la collectivité entière.

8. Les hypothèques pesant sur les biens des paysans seront déclarées propriété d'État. Les paysans paieront à l'État les intérêts de ces hypothèques.

9. Dans les régions où le régime des baux à ferme est développé, la rente foncière ou le fermage sera payé à l'État sous la forme d'un impôt. Toutes les mesures indiquées aux numéros 6, 7, 8 et 9 sont prises sans diminuer les charges publiques et autres des cultivateurs et des petits fermiers, sans diminuer les ressources nécessaires à l'État pour couvrir ses frais, ni compromettre la production. Le propriétaire foncier proprement dit, à savoir celui qui n'est ni cultivateur ni fermier, ne contribue aucunement à la production, de sorte que sa consommation est un simple abus.

10. Une Banque d'État, dont la monnaie aura cours forcé, prendra la place de toutes les banques privées. Cette mesure permettra de régler dans l'intérêt de tout le peuple le système de crédit, et sape la domination des gros financiers. En substituant progressivement à l'or et à l'argent du papier-monnaie, elle fait baisser le coût de l'instrument indispensable au mode de distribution bourgeois, de l'étalon d'échange, et permet d'utiliser l'or et l'argent dans les rapports avec l'étranger. En fin de compte, *cette mesure est nécessaire pour river les intérêts de la bourgeoisie conservatrice à la révolution* [74].

---

74 Recherchant le même but avec les mêmes principes et la même doctrine, Lénine donne la même solution que Marx-Engels aux problèmes similaires. Ce fut la révolte des bourgeois et des propriétaires fonciers contre la révolution qui contraignit le parti bolchévik au pouvoir à des mesures plus radicales. Mais ce fut pour ainsi dire à son corps défendant (Marx déplorait, lui aussi, la fuite des capitalistes au moment de la Commune, qui aggravait la situation économique des masses et retardait les « solutions rationnelles » dans le domaine de la production). En effet, les mesures radicales ne réparent pas les dégâts causés par le sabotage des ex-classes dominantes ; elles ne peuvent que répondre aux besoins les plus urgents dans une situation grave. Le niveau des forces productives à la disposition de la classe ouvrière au pouvoir, donc le tremplin économique de la révolution, s'en trouve diminué de sorte que l'effort sera plus dur et plus long.

Ainsi Engels écrivait-il le 12-4-1853 à J.Weydemeyer : « Dans la pratique, nous serons toujours amenés à prôner et à utiliser des mesures radicales, sans nous laisser arrêter par quelque considération théorique que ce soit. Et c'est bien là le malheur... Or, à ce moment-là, on serait contraint par le peuple prolétarien, par ses propres revendications et plans interprétés plus ou moins faussement, sous la poussée d'une lutte de parti plus ou moins pas-

11. Tous les moyens de transport – chemins de fer, canaux, bateaux à vapeur, routes, postes, etc. - sont pris en main par l'État. Ils seront transformés en propriété d'État et les classes les plus démunies pourront les utiliser gratuitement.

12. La seule différence à introduire dans le système des traitements des fonctionnaires, c'est que ceux qui ont une famille, c'est-à-dire plus de *besoins*, touchent un traitement supérieur aux autres.

13. Séparation totale de l'Eglise et de l'État. Les ministres de toutes les confessions seront rétribués uniquement par les largesses de leurs coreligionnaires.

14. Restriction du droit de succession.

15. Introduction d'impôts fortement progressifs et suppression des impôts sur la consommation.

16. Création d'ateliers nationaux. L'État garantit l'existence à tous les travailleurs et assure l'entretien de ceux qui sont inaptes au travail.

17. Instruction générale et gratuite.

Il est de l'intérêt du prolétariat, des petits bourgeois et petits cultivateurs allemands d'œuvrer de toute leur énergie à la réalisation des mesures ci-dessus énoncées. C'est uniquement en les réalisant que les millions d'Allemands, exploités jusqu'ici par un petit nombre d'individus désireux de perpétuer l'oppression, pourront obtenir justice et conquérir le pouvoir qui leur revient puisqu'ils produisent toute richesse dans la société.

NOTA BENE: nous ne nourrissons pas l'espoir utopique que l'on proclame dès maintenant une République allemande une et indivisible, mais nous demandons au Parti démocrate radical de ne pas confondre le *point de départ* de la lutte et du mouvement révolutionnaire avec le *but final*. Il ne s'agit pas de réaliser telle ou telle opinion, ni telle ou telle politique; il s'agit de comprendre la marche de la révolution [75].

sionnée, à *tenter de faire des bonds* en procédant à des expériences communistes, dont on sait mieux que quiconque que *leur temps n'est pas encore venu*. Ce faisant, on perd la tête, et il est à souhaiter que ce ne soit que physiquement parlant ». Cette lettre, fort importante par ailleurs, est en traduction française dans MARX-ENGELS, *le Parti de classe*, PCM, 1973, tome 2, p.63-65.

75 Cf. MARX, *la Nouvelle Gazette rhénane*, 7-6-1848, in *Werke,* t. 5, p.42.

Phases de développement de la révolution à l'échelle de l'Allemagne

Les revendications de la petite bourgeoisie démocratique ne sauraient nullement suffire au parti du prolétariat [76]. Tandis que les petits bourgeois démocrates veulent arrêter la révolution au plus vite après avoir tout au plus réalisé leurs propres revendications, il est de notre intérêt et de notre devoir de *rendre la révolution permanente*, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir et que non seulement dans un pays, mais dans tous les pays-clés du monde, l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence entre les prolétaires et concentrer dans leurs mains au moins les forces productives décisives. Notre but n'est pas de transformer la propriété privée, mais uniquement de l'anéantir ; ni de masquer les antagonismes de classes, mais d'abolir les classes ; ni d'améliorer la société existante, mais d'en fonder une nouvelle…

Dès que la victoire sera remportée, les petits bourgeois l'accapareront, inviteront les ouvriers à garder le calme, à rentrer chez eux et à se remettre à leur travail, à éviter les prétendus excès, et ils frustreront le prolétariat des fruits de la victoire. Il n'est pas au pouvoir des ouvriers d'empêcher les démocrates petit-bourgeois d'agir ainsi ; mais il est en leur pouvoir de rendre difficile cette montée des démocrates en face du prolétariat en armes, et de leur dicter des conditions telles que la domination des démocrates bourgeois renferme en soi, dès son origine, le germe de sa déchéance et que son éviction ultérieure par la domination du

---

76 Cf. MARX-ENGELS, Adresse du Conseil central de la Ligue des communistes de mars 1850, in Werke, t. 7, p.246-254.

Après la défaite de la révolution en 1849, provoquée en Allemagne par la trahison de la bourgeoisie libérale, Marx prévoit que la prochaine phase révolutionnaire donnera la prépondérance au parti petit-bourgeois démocratique – particulièrement puissant dans ce pays – frauduleusement intitulé « socialiste ». L'opposition de classe du prolétariat à ce parti, qui cherche simplement à aménager la société bourgeoise et conserver le salariat, est totale. Mais les revendications démocratiques de ces petits bourgeois recoupent partiellement celles du parti ouvrier (suppression du système féodal, réforme du crédit et de la fiscalité, république, etc.).

C'est donc le développement même de la lutte des classes – non seulement en Allemagne, mais aussi en France où le prolétariat lutte déjà directement pour son pouvoir de classe - qui conduit Marx à radicaliser les revendications prolétariennes, en vue du renversement du parti démocratique, l'adversaire le plus dangereux du communisme.

prolétariat s'en trouve considérablement facilitée. Il importe surtout que les ouvriers, pendant le conflit et immédiatement après le combat, réagissent autant que faire se peut contre l'apaisement préconisé par les bourgeois et forcent les démocrates à mettre à exécution leurs présentes phrases terroristes. Leurs efforts doivent tendre à ce que l'effervescence révolutionnaire directe ne soit pas une nouvelle fois réprimée aussitôt après la victoire. Il faut, au contraire, qu'ils la maintiennent le plus longtemps possible. Bien loin de s'opposer aux prétendus excès, aux exemples de vengeance populaire contre des individus haïs ou des édifices publics auxquels ne se rattachent que des souvenirs odieux, il faut non seulement tolérer ces exemples, mais encore en assumer soi-même la direction. Pendant et après la lutte, les ouvriers doivent en toute occasion formuler leurs propres revendications à côté de celles des démocrates bourgeois. Ils doivent exiger des garanties pour les ouvriers, dès que les bourgeois démocrates se disposent à prendre le gouvernement en main…

Il faut qu'à côté des nouveaux gouvernements officiels ils établissent aussitôt leurs propres gouvernements ouvriers révolutionnaires [77], soit sous forme d'administrations locales autonomes ou de conseils municipaux homogènes, soit sous forme de clubs ou de comités ouvriers, de façon que les gouvernements démocratiques bourgeois non seulement s'aliènent aussitôt l'appui des ouvriers, mais se voient dès le début surveillés et menacés par des autorités qui ont derrière elles toute la masse des ouvriers. En un mot : sitôt la victoire acquise, la méfiance du prolétariat ne doit plus se tourner contre le parti réactionnaire vaincu, mais contre ses anciens alliés, contre le parti qui veut exploiter seul la victoire commune…

Nous avons vu comment les démocrates arriveront au pouvoir lors du prochain mouvement et comment ils seront forcés de proposer des mesures plus ou moins socialistes. On se demande quelles mesures les ouvriers devront proposer

[77] C'est la fameuse « dualité du pouvoir » qui n'est possible que dans les pays – tels que la Russie de 1917 – qui ont fait une révolution double (où le prolétariat renverse dans un premier temps les classes dominantes pré-bourgeoises, puis s'organise pour arracher le pouvoir à ses ex-alliés petit-bourgeois). Depuis la Commune, c'est une loi marxiste que dans les pays capitalistes il n'est pas possible de noyauter de l'intérieur, ni de prendre de biais l'Etat : le premier acte de la révolution doit être une attaque frontale contre l'Etat bourgeois, ce qui exclut toute dualité de pouvoir d'Etat, s'appuyant sur les syndicats, conseils ouvriers, etc.

au contraire. Il va de soi qu'au début du mouvement les ouvriers ne peuvent encore proposer des mesures directement communistes [78]. Mais ils peuvent :

1/ Forcer les démocrates à intervenir, vers autant de directions que possible, dans l'organisation sociale existante, à en troubler le cours habituel, à se compromettre eux-mêmes, à concentrer entre les mains de l'État le plus possible de forces productives, de moyens de transport, d'usines, de chemins de fer, etc.

2/ Ils doivent pousser à l'extrême les propositions des démocrates qui, de toute façon n'agiront pas en révolutionnaires, mais simplement en réformistes, et transformer ces propositions en attaques directes contre la propriété privée. Si, par exemple, les petits bourgeois proposent de racheter les chemins de fer et les usines, les ouvriers doivent exiger que ces chemins de fer et ces usines, en tant que propriété des réactionnaires, soient simplement et sans indemnité confisqués par l'État. Si les démocrates proposent l'impôt proportionnel, les ouvriers réclament l'impôt progressif. Si les démocrates proposent eux-mêmes un impôt progressif modéré, les ouvriers exigent un impôt fortement progressif pour que le gros capital en soit ruiné. Si les démocrates réclament l'aménagement de la dette publique, les ouvriers réclament la faillite de l'État. Les revendications des ouvriers devront donc se régler partout sur les concessions et les mesures des démocrates.

Si les ouvriers allemands ne peuvent s'emparer du pouvoir et faire triompher leurs intérêts de classe sans parcourir en entier une évolution révolutionnaire très longue, ils ont cette fois du moins la certitude que le premier acte de ce drame révolutionnaire imminent coïncide avec la victoire directe de leur propre classe en France, et s'en trouve fortement accéléré.

78 Le but du mouvement communiste est unitaire – toutes les mesures de transition de quelque niveau qu'elles soient y tendent : créer une économie unique et centralisée à l'échelle mondiale. Les mesures du passage au socialisme excluent donc un *modèle fixe* pour tous les pays, comme le proposaient les utopistes. Elles n'en sont pas moins strictement déterminées. En effet, elles doivent se greffer sur le niveau atteint par chaque secteur d'activité et la structure sociale et économique donnée, et les tâches qui en découlent sont dictées par les moyens propres à faire avancer d'un pas les forces productives. Avec une telle théorie générale du cours de l'humanité, la révolution politique peut s'effectuer à n'importe quel stade de développement d'un pays, si arriéré soit-il, dès lors que le capitalisme est déjà développé dans des pays plus avancés et que la liaison avec eux reste possible assez rapidement. C'est en ce sens qu'il y a *révolution permanente*, celle-ci partant de conditions largement précapitalistes pour converger vers le but final commun à toute l'humanité. Elle commencera donc forcément par des mesures non encore socialistes.

Mais ils feront eux-mêmes le maximum pour parvenir à leur victoire définitive en prenant conscience de leurs intérêts de classe, en se posant dès que possible en parti indépendant, et ne se laisseront pas un seul instant détourner – par les phrases hypocrites des petits bourgeois démocratiques - de l'organisation autonome du parti du prolétariat. Leur cri de guerre doit être : La révolution en permanence !

Il va de soi que la grande industrie ne parvient pas au même degré de perfectionnement dans toutes les localités d'un même pays [79]. Mais cela n'arrête pas le mouvement de classe du prolétariat puisque les prolétaires engendrés par la grande industrie se placent à la tête de ce mouvement et entraînent toute la masse avec eux, et puisque les travailleurs exclus de la grande industrie sont placés dans une situation pire encore que les travailleurs de la grande industrie même. De même, les pays dans lesquels s'est développée une grande industrie agissent sur les pays plus ou moins dépourvus d'industrie dans la mesure où ces derniers sont entraînés par le commerce mondial dans la lutte de la concurrence universelle…

Selon notre conception, tous les conflits de l'histoire ont leur origine dans la contradiction entre les forces productives et le mode d'échanges. Il n'est du reste pas nécessaire que cette contradiction soit poussée à l'extrême dans un pays pour provoquer des conflits dans ce pays même. La concurrence avec des pays dont l'industrie est plus développée, concurrence provoquée par l'extension du commerce international, suffit à engendrer une contradiction de ce genre, même dans les pays dont l'industrie est moins développée (par exemple, le prolétariat latent en Allemagne, dont la concurrence de l'industrie anglaise provoque l'apparition).

79 Cf. *l'Idéologie allemande*, Ed. Sociales, p.90-91.

A partir du moment où la bourgeoisie a formé le marché mondial et réalisé la concurrence universelle des nations, le prolétariat est lui-même une classe internationale dont les luttes se conditionnent mutuellement. La stratégie de conquête du pouvoir et les mesures révolutionnaires du prolétariat dans un pays arriéré exigent dès lors d'être définies par le parti en relation avec la lutte de celui des pays où l'industrie capitaliste est déjà développée. Ce dernier, au lendemain de la révolution, afin d'abréger la difficile transition de ces pays arriérés vers le socialisme, y fera un transfert sans contrepartie de forces productives.

Programme révolutionnaire international dans les conditions de 1848

La suppression de la propriété privée est-elle possible d'un seul coup [80] ? Non, pas plus qu'on ne peut accroître d'un seul coup les forces productives déjà existantes dans une mesure telle qu'on puisse établir une économie collective du jour au lendemain. La révolution prolétarienne, dont tout indique qu'elle approche, ne pourra par conséquent que transformer peu à peu la société actuelle.

Quel cours prendra cette révolution ? Avant toutes choses, elle établira un *régime démocratique* et, par là-même, directement ou indirectement la domination politique du prolétariat**.** Directement en Angleterre, où les prolétaires constituent déjà la majorité du peuple; indirectement en France et en Allemagne, où la majorité du peuple se compose non seulement de prolétaires, mais encore de paysans parcellaires et de petits bourgeois qui ne sont qu'en voie de transformation en prolétaires et, pour ce qui est de tous leurs intérêts politiques, dépendent de plus en plus du prolétariat, bref, qui devront par conséquent se plier bientôt aux revendications du prolétariat. Cela imposera peut-être bien une seconde bataille, mais qui ne peut se terminer que par la victoire du prolétariat [81].

La démocratie serait absolument inutile au prolétariat si elle ne servait pas de manière immédiate à mettre en œuvre d'autres mesures qui attaquent directement la propriété privée et assurent l'existence du prolétariat. Les plus importantes de ces mesures, qui découlent nécessairement dès maintenant des conditions existantes, sont les suivantes [82] :

---

80 Cf. ENGELS, *Principes du communisme* in MEGA 1/6, p. 513-515.

81 Le parti communiste international élabore la stratégie pour les différents pays en fonction du développement des rapports de classes nationaux. La révolution communiste est internationale, et cela impose de combiner la tactique de conquête directe du pouvoir (frontale dans les pays développés) et la tactique indirecte (pour laquelle l'Allemagne était alors le pays type).

82 À quelques variantes près, ces mesures sont celles que propose *le Manifeste* « pour les pays les plus avancés » en 1848, en soulignant leur caractère contradictoire et temporaire : « Nous avons déjà vu plus haut que le premier pas dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie.

Le prolétariat se servira de la suprématie politique pour arracher peu à peu tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production dans les mains de

1- Limitation de la propriété privée au moyen d'impôts progressifs, lourdes taxes sur les successions, abolition de l'héritage [83] en ligne collatérale (frères, neveux, etc.), emprunts forcés, etc.

2- Expropriation graduelle des propriétaires fonciers [84], des fabricants, des propriétaires de chemin de fer et armateurs, en partie par la concurrence de l'industrie d'État, en partie directement contre indemnisation en assignats.

3- Confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles insurgés contre la majorité du peuple.

4- Organisation du travail ou emploi des prolétaires dans les domaines, fabriques et ateliers grâce à quoi on pourra éliminer la concurrence des travailleurs entre eux ; les patrons des fabriques, aussi longtemps qu'ils continueront d'exister, seront obligés de verser les mêmes hauts salaires que l'État.

5- Même obligation de travailler pour tous les membres de la société jusqu'à l'abolition complète de la propriété privée, constitution d'armées industrielles, en particulier pour l'agriculture.

---

l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour accroître le plus vite possible la masse des forces productives.

Naturellement, tout cela ne peut se faire d'emblée que par des interventions despotiques contre le droit de propriété et les rapports de production bourgeois, c'est-à-dire par des mesures apparemment insuffisantes et intenables du point de vue économique. Mais ces mesures, dans le mouvement même, poussent à leur propre dépassement et, de par leur propre dynamique, rendent nécessaires de nouvelles attaques contre l'ancien système de société : ce sont des moyens pour rendre inévitable le révolutionnement du mode de production tout entier » (Cf. MARX-ENGELS, *le Manifeste du Parti communiste,* in *Werke,* t. 4, p.481-82).

83 Le *Manifeste* revendique simplement l'abolition du *droit d'héritage*.

Le lecteur trouvera les thèses de Marx sur *le Droit d'Héritage* parmi les mesures de transition in *le Conseil Général de la 1ère Internationale. 1868-1870.* Procès verbaux, Editions de Moscou, p.108-113, 280-282.

Les mesures de transition, comme celle-ci, liées à la phase démocratique ou bourgeoise frappent davantage les esprits par leur caractère *juridique*, immédiat, que les mesures plus particulièrement *économiques* qui révolutionnent pourtant plus en profondeur les rapports des hommes avec la société, la nature et leur production. Ce sont ces dernières qui sont spécifiques des révolutions dans les pays de capitalisme développé où l'exploitation repose sur un rapport économique de classe beaucoup plus que sur des privilèges juridiques, comme dans le féodalisme, par exemple. Au fond, les mesures juridiques et administratives de transition y sont relativement superficielles pour ce qui est de leur effet sur les rapports de production, quoiqu'elles ne soient certes pas négligeables pour balayer le fatras qui est en retard avec les conditions mêmes de l'économie capitaliste avancée.

84 Le *Manifeste* précise : « Expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'Etat ». Sur cette importante question agraire, cf. infra chapitre III, 1 : *Programme de transition dans l'agriculture.*

6- Centralisation dans les mains de l'État du système du crédit, du commerce, de l'argent, au moyen de la création d'une banque nationale, avec un capital d'État, et suppression de toutes les banques privées.

7- Multiplication des fabriques nationales, des ateliers, chemins de fer, navires, défrichement de toutes les terres et amélioration des terres déjà cultivées au fur et à mesure de l'augmentation des capitaux et du nombre des travailleurs dont dispose le pays.

8- Education de tous les enfants, à partir du moment où ils peuvent se passer des premiers soins maternels, dans des institutions nationales et aux frais de la nation [85]**.** Education et travail productif iront de pair.

9- Édification sur les domaines nationaux de grands palais destinés à loger des communautés de citoyens exerçant à la fois l'industrie et l'agriculture et réunissant les avantages de la vie à la ville et ceux de la vie à la campagne, sans souffrir des étroitesses et des inconvénients des deux modes de vie.

10- Démolition de toutes les habitations et quartiers citadins insalubres et mal construits.

11- Égalité de droits héréditaires assurée aux enfants aussi bien naturels que légitimes.

12- Concentration de tous les moyens de transports dans les mains de l'État [86].

---

85 Pour ce qui est des mesures d'abolition de la micro-organisation de la famille qui reproduit et transmet aux générations futures les traditions et les structures d'organisation du passé des sociétés de la propriété privée, de l'égoïsme et de l'intérêt individuel en liaison avec la macro-organisation de l'Etat, Cf. MARX-ENGELS, *la Critique de l'Education et de l'Enseignement*, PCM, 1976, ainsi que le recueil sur *Utopisme et communauté de l'avenir*.

86 Les mesures de transition 2, 6, 8 et 9, en particulier, constituent un nouveau pas en avant par rapport aux interventions despotiques énoncées pour *l'Allemagne de 1848* en vue de « préparer le terrain » à la lutte frontale contre la bourgeoisie. Elles concernent des pays déjà plus avancés que cette Allemagne pour laquelle avaient été conçues les *Revendications* du Parti communiste, cf. *supra*. L'histoire ne cesse de progresser, même après une révolution battue, et la maturation des rapports de classes permet bientôt dans ce pays aussi de faire un pas de plus : « Les préliminaires de la révolution prolétarienne, *les mesures qui préparent le champ de bataille* et balaient la scène historique – la République une et indivisible etc., revendications que *nous* devions affirmer autrefois contre des gens dont c'eût été la vocation normale de les réaliser, ou tout au moins de les exiger – tout cela est maintenant convenu, et ces messieurs l'ont appris. Cette fois-ci, nous commencerons tout de suite avec le *Manifeste* », Engels, lettre à J. Weydemeyer du 12-4-1853.

Toutes ces mesures ne peuvent naturellement pas être réalisées d'un coup. Cependant, les unes entraîneront à leur tour les autres en un mouvement continu. Une fois la première attaque portée à la racine de la propriété privée, le prolétariat se verra contraint d'aller de plus en plus loin, de concentrer toujours davantage tout le capital, toute l'agriculture, toute l'industrie, tous les transports, tous les échanges, entre les mains de l'État. C'est à quoi tendent toutes ces mesures, et elles seront réalisables et développeront leurs effets centralisateurs dans la mesure précise où le travail du prolétariat multipliera les forces productives du pays.

Enfin, quand tout le capital, toute la production et tous les échanges seront concentrés entre les mains de la nation, la propriété privée disparaîtra d'elle-même, l'*argent sera devenu superflu*, la production aura augmenté et les êtres humains se seront transformés au point que les derniers rapports de distribution de la vieille société auront également disparu.

Lorsque dans le cours du développement, les antagonismes de classe auront disparu et que toute la production se trouvera concentrée entre les mains des individus associés, le pouvoir public perdra son caractère politique [87]. Le pouvoir politique, au sens strict du terme, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre. Si, dans sa lutte contre la bourgeoisie, le prolétariat est forcé de s'unir en une classe ; si, par une révolution, il s'érige en classe dominante et, comme telle, abolit par la violence les anciens rapports de production – c'est alors qu'il abolit, en même temps que ce système de production, les conditions d'existence de l'antagonisme des classes ; c'est alors qu'il abolit les classes en général et, par là même, sa propre domination en tant que classe.

Avec le développement ultérieur des forces productives, on passera plus tard au stade suivant des mesures de transition pour aborder enfin le passage au communisme inférieur décrit par Marx dans sa *Critique du programme de Gotha* (1875).

Les mesures perdent graduellement de leur caractère politique d'intervention dans les rapports de propriété pour devenir plus strictement économiques. Le dépérissement de l'Etat politique accompagne cette évolution.

87 Cf. MARX-ENGELS, *le Manifeste du Parti communiste*, in *Werke*, t. 4, p.481-82.

Il saute aux yeux que les revendications du *Manifeste* seront réalisées par l'intermédiaire du parti communiste à la tête de l'Etat de la dictature du prolétariat après que les ouvriers se seront constitués en parti communiste unique et exclusif de tous les autres partis, c'est-à-dire en classe pour soi qui précède l'érection en classe dominante avec la conquête du pouvoir. Cette évidence est effrontément niée de toutes parts aujourd'hui, en dépit des précisions sans faille de Lénine et des textes de Marx-Engels eux-mêmes : cf. *le Parti de classe*, P.C.M.,1973, 4 volumes.

À la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, se développe une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous.

I. PRAXIS ET THÉORIE
DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

3. Sociétés de classe et dressage de l'homme [88]

Retour à la table des matières

Despotisme de fabrique

On conçoit dès lors l'acharnement fanatique des capitalistes à économiser les moyens de production [89]. Que rien ne se perde, ni soit gaspillé, que les moyens de production ne soient consommés que de la façon requise par la production, cela

88 Dans cette rubrique, Marx montre que la phase de dictature est nécessaire pour passer du communisme primitif au communisme supérieur, c'est-à-dire aussi longtemps qu'existent des classes et l'extorsion de plus-value pour accroître les forces productives et pour jeter la base d'un mode d'organisation humain englobant toute l'humanité. En opposition aux phantasmes de la liberté et du libre-arbitre, Marx souligne que la dictature est un élément essentiel, parce que c'est la force qui règle les grands problèmes des peuples – et il observe que la dictature est aussi bien un moyen de déshumanisation, sous le règne bourgeois, qu'un moyen d'émancipation, sous le règne du prolétariat.

Après l'échec de la révolution de 1848-49, le capitalisme étend progressivement, avec l'essor de la grande industrie qui sape les conditions parcellaires de production, la base matérielle de la société communiste, en éliminant l'individu privé, car il n'y a plus tant et tant d'individus particuliers dans la fabrique, mais selon l'expression de Marx, *l'ouvrier collectif de l'atelier*, et l'individu perd de plus en plus, sous la dictature bourgeoise, sa particularité, sa virtuosité, son art de métier, etc. en même temps que son autonomie et son indépendance, tandis que les liens sociaux et l'organisation économique et sociale s'imbriquent et l'intègrent à mesure que les forces productives et l'humanité s'accroissent et se multiplient. Les côtés négatifs pour l'homme (extériorisation, destruction de sa personnalité, etc.), forment le bon côté pour le capital (socialisation croissante des producteurs en opposition au particularisme du travailleur parcellaire, etc.) et ne pourront faire retour à l'homme qu'avec la destruction des sociétés de classe. Rien ne sert donc de jouer à faire le tri entre le bon et le mauvais côté des choses, l'avantage et l'inconvénient de la situation.

Le capital a la mission grandiose de créer, par la main des producteurs aliénés et soumis à son commandement, des liens sociaux sur la base de l'activité associée des hommes dans l'industrie. Certes, ces rapports sociaux sont extérieurs et réifiés en face de l'ouvrier qui les produit, mais ils sont son œuvre et non plus des liens naturels de consanguinité ou des liens déterminés par la terre et la propriété foncière : « *La dépendance mutuelle universelle* des individus, même s'ils restent indifférents les uns aux autres – telle est la caractéristique des liens sociaux du capitalisme. Ces liens sociaux s'expriment dans la valeur d'échange, l'argent » (Cf. MARX, *Grundrisse*, p.93-94).

89 Cf. MARX, *le Capital*, Livre troisième, in *Werke*, t. 25, p. 93.

dépend pour une part du dressage et de la formation des ouvriers, pour une autre de la discipline imposée par le capitaliste aux ouvriers engagés dans un processus de production complexe et qui devient superflue dans un système social où les ouvriers travailleraient pour leur propre compte ; comme, dès maintenant, elle l'est presque dans le travail aux pièces.

> « Le travail est l'agent qui rend le capital productif de salaires, de profit ou de revenus… Le capital est de l'industrie emmagasinée, assurant son propre développement en des formes nouvelles et équivalentes. C'est une *force collective*. Le capital est un simple synonyme de civilisation » [90].

L'association des travailleurs, la coopération et la division du travail, de même que les forces productives qui déterminent l'intensité et l'extension pratique du travail, apparaissent comme des *forces productives du capital*… Toutes les puissances sociales de la production sont des forces productives du capital, et celui-ci apparaît donc comme le sujet de celles-là. L'association des ouvriers, telle qu'elle existe dans la fabrique, n'est donc pas leur œuvre mais celle du capital. L'association des travailleurs n'est pas *leur* mode d'existence, mais celui du capital. Aux yeux de l'ouvrier pris à part, elle apparaît comme fortuite. Il considère *sa propre* association avec les autres ouvriers et sa coopération avec eux comme des modes d'action *étrangers*, appartenant au capital…

Le capital se manifeste sous une forme encore inadéquate, par exemple chez le petit capitaliste travaillant lui-même. En effet, le capital implique une certaine dimension et une concentration déterminée. Celle-ci a une forme objective, se réalise en une seule main et correspond à un processus d'accumulation des moyens de subsistance, des matières premières et des instruments, bref, de l'argent qui est la forme universelle de la richesse. Elle a aussi une forme subjective : c'est l'accumulation de forces de travail et leur concentration en un point sous le commandement du capital. Il ne peut donc y avoir un capitaliste par ou-

90 Cf. MARX, *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie*, Europäische Verlagsanstalt, p.479-484.
La citation initiale est de John Wade, *History of the Middle and Working Classes*, London, 1835.

vrier ; il faut un certain nombre d'ouvriers par capitaliste, alors qu'il ne faut qu'un ou deux compagnons par maître-artisan…

Dans la forme la plus simple de l'association, indépendante de la division du travail, c'est l'emploi par le capital de tisserands et de fileurs à main autonomes, éparpillés dans la campagne**...** Le seul point commun de ces travailleurs éparpillés, c'est leur rapport mutuel avec le capital : les articles qu'ils produisent s'accumulent entre ses mains, ainsi que le surproduit qu'ils créent en plus de leur propre revenu. L'association du travail n'existe alors qu'en soi, dans la mesure où ils travaillent *tous* pour *le* capital. Ils trouvent en lui leur centre, mais sans pour autant collaborer directement. Leur association par le capital est donc purement *formelle*, et n'affecte que le produit du travail, non le travail lui-même.

Au lieu d'échanger avec un grand nombre de personnes, ils n'échangent qu'avec un seul capitaliste. Nous en sommes seulement au stade des *échanges concentrés* entre les mains du capital, grâce à l'argent. Le capitaliste n'échange pas individuellement : il représente la consommation et les besoins d'un grand nombre. Il n'échange plus en tant que particulier : il représente l'acte social de l'échange...

Le second pas est l'élimination de l'autonomie et de l'éparpillement de cette multitude de travailleurs : *la force sociale et collective du capital* ne leur fait plus seulement face *dans l'acte de l'échange*, en concentrant et en regroupant un grand nombre d'échanges. Il les réunit désormais sous son commandement en un seul lieu – la manufacture – et ne laisse pas subsister plus longtemps le mode de production antérieur sur lequel il avait établi sa domination : il se met à créer les fondements d'un mode de production qui lui est adéquat. Il entreprend *d'associer les ouvriers dans la production* en une association qui se réalise, pour commencer, en un lieu collectif, au moyen de surveillants (dans la manufacture) [91].

---

91 Le socialisme scientifique – contrairement aux doctrines volontaristes, de Proudhon par exemple qui choisit dans son système le bon côté des choses et laisse de côté le mauvais – prend la réalité telle qu'elle est, et les aspects les plus désagréables du capitalisme peuvent être les plus utiles, puisqu'ils servent de base matérielle, qui sera transformée dans le communisme. Ainsi en va-t-il de la discipline de fer instaurée dans les fabriques (et s'étend par la suite à la société tout entière) : l'homme sauvage, indompté, du communisme primitif, ou l'homme égoïste et autosuffisant de la production parcellaire sont socialisés et nivelés de force par l'argent, le capital qui les soudent ensemble dans le procès aliéné de la socialisation. Une fois les contraintes extérieures de la valeur d'échange et de la production capitaliste éliminées, c'est par la dictature du prolétariat que l'homme apprendra à se dominer lui-

Le capital va créer lui-même *l'enrégimentement, la discipline accrue, l'effort soutenu et l'interdépendance des ouvriers au sein de la production.* D'emblée, le capital s'évite ainsi certains faux frais.

Dès lors, le capital apparaît à la fois comme force collective des ouvriers, force sociale du travail, et comme l'unité qui les soude ensemble : il est la force qui crée l'unité. Mais avant comme après, et à tous les niveaux de développement capitaliste, tout cela se réalise au travers de l'échange : un grand nombre d'individus procèdent à des échanges avec un seul capitaliste, de sorte que l'échange se concentre en lui, et qu'il représente le caractère social de l'échange. Il échange socialement avec les ouvriers qui échangent un à un avec lui...

Pour que l'argent (valeur d'échange) se transforme en capital, il ne suffit pas qu'il mette en mouvement du surtravail, il lui faut mettre en mouvement une *masse déterminée de surtravail* tirée d'une quantité donnée de travail nécessaire. Autrement dit, il lui faut de *nombreux ouvriers* à la fois pour que leur somme réunie suffise, d'une part, à le faire vivre comme *capital* (c'est-à-dire qu'il doit représenter, au niveau de la consommation, la richesse en face de la vie ouvrière) et, d'autre part, à effectuer une accumulation de surtravail.

Dès le début, le capital ne produit pas en vue de la valeur d'usage ni de la subsistance immédiate. Il faut donc que le surtravail soit assez grand pour qu'une partie en soit réemployée comme capital. Il faut donc qu'un certain niveau des forces productives soit atteint : une masse donnée de richesses sociales sous forme matérielle doit être déjà concentrée sous forme matérielle en une seule main ; le capital doit procéder à l'échange avec de nombreux ouvriers et mettre en œuvre simultanément une masse déterminée de forces de travail vivantes.

Telle est, dès l'origine, la production au moyen du capital qui se présente d'emblée comme une force sociale et collective et, à ce titre, abolit la parcellarisation, d'abord dans l'échange avec le travailleur, puis dans le travail lui-même. La parcellarisation des travailleurs implique encore une relative autonomie de ceux-ci. Leur subordination pleine et entière au capital, leur séparation complète d'avec les conditions de production supposent donc qu'ils soient regroupés autour d'un seul capital qui devient leur seule terre nourricière.

même, en dehors de son intérêt pécuniaire et économique immédiat, et à vivre solidairement en société, en apportant librement sa contribution à l'œuvre collective.

En somme, la fonction de l'échange n'est plus individuelle, mais sociale, bien qu'elle revienne à un individu qui représente la richesse sociale. En outre, le capital se forme à partir des conditions du *travail libre* (de ses liens avec la terre, l'instrument de travail, etc.). La séparation d'avec les conditions de production du travail signifie le rassemblement d'un grand nombre d'ouvriers autour d'un seul capital... D'emblée, le capital se dresse en tant qu'Un ou unité en face de la multitude des ouvriers. Il représente ainsi, en face du travail, la concentration des ouvriers sous forme d'unité qui leur est extérieure. À cet égard, la concentration fait partie de la notion même de capital : la concentration d'un grand nombre de forces vivantes en vue d'un même but. Pour commencer, cette concentration ne s'effectue pas dans le procès de production; elle pénètre peu à peu celui-ci. Cette action centralisatrice du capital sur la force de travail le rend autonome, en dehors de la multitude des travailleurs qu'il relie entre eux.

Rossi écrit: « Le progrès social ne peut consister à dissoudre toute association, mais à substituer aux associations forcées, oppressives des temps passés, des associations volontaires et équitables. L'isolement à son plus haut degré, c'est l'état sauvage ; l'association à son plus haut degré, c'est la barbarie… » Dans le capital, l'association des ouvriers n'est pas imposée par une violence physique directe, comme dans le travail forcé de la corvée, de l'esclavage. Si elle est néanmoins forcée, c'est que les conditions de production sont la propriété d'autrui et qu'elles existent comme association matérielle, autrement dit comme accumulation et concentration de moyens de production.

De l'autorité dans la production

Supposons qu'une révolution sociale ait détrôné les capitalistes, dont l'autorité préside aujourd'hui à la production et à la circulation des richesses. Supposons, en outre, que la terre et les instruments de travail soient devenus propriété collective des travailleurs qui les emploient. L'autorité aura-t-elle disparu, ou bien n'aura-t-elle fait que changer de forme? C'est ce que nous allons voir [92].

---

92 Cf. ENGELS, *De l'autorité*, in *Werke*, t. 18, p.306-307.
Le côté négatif, aux yeux des hommes, de la dictature, du dressage, du despotisme de fabrique qui font souffrir et débilitent en apparence, fait partie intégrante de l' « éducation »

Prenons l'exemple d'une filature de coton. Pour que le coton se transforme en fil, il doit subir au moins six opérations successives différentes qui, la plupart du temps, s'effectuent dans des locaux différents. En outre, il faut un ingénieur pour tenir les machines en marche et les surveiller, des mécaniciens chargés des réparations courantes et un grand nombre d'ouvriers pour le transport des produits d'un atelier à l'autre, etc. Tous ces travailleurs – hommes, femmes et enfants – sont obligés de commencer et de finir leur travail à des heures déterminées par l'autorité de la vapeur qui n'a cure de l'autonomie des individus.

Il est donc indispensable que, dès le principe, les producteurs s'entendent sur l'horaire de travail et, celui-ci étant fixé, s'y conforment tous sans exception. Ensuite, à tout moment et partout, se posent des questions de détail sur les procédés de fabrication, la répartition du matériel, etc. qu'il faut résoudre sur l'heure sous peine de voir s'arrêter ou gâcher la production entière. Qu'elles soient réglées par un délégué qui est à la tête de chaque secteur d'activité ou par décision de la majorité, si c'est possible, il n'en demeure pas moins que la volonté de chacun devra s'y soumettre. Autrement dit, les questions seront résolues par voie autoritaire [93].

---

des ouvriers qui savent d'instinct que la démocratie et le progrès pour tous sont un leurre et une mystification : la dure école du travail fait, pour eux, partie intégrante de la formation de l'homme qui saura dominer sa nature, aura du caractère, de la rigueur et de la générosité, bref sera un être social, capable de vivre en société de manière solidaire et communautaire, hors de l'intérêt privé individuel et sans contrainte extérieure du gendarme, du maître d'école et du curé.

Dans ce passage, Engels montre que l'autorité ne fera que changer de forme une fois éliminé son aspect dégradant et arbitraire lié à la dépendance de l'ouvrier privé de ses moyens de production, de sorte qu'il doit se vendre pour gagner son pain, en se soumettant aux volontés du Capital qui, en outre, a développé toute une superstructure de contrainte politique et idéologique pour étendre son règne jusque dans la société civile.

93 Il serait antimarxiste de nier la nécessité de l'autorité individuelle, même dans une société où il n'y a plus d'exploitation de l'homme par l'homme, car toute coopération communautaire implique centralisation et but unique – et, étant œuvre humaine, comment éviter que cela se manifeste par la volonté de l'un sur les autres ?

Avant d'arriver au stade où l'autorité découle simplement des conditions de la production matérielle, le marxisme affirme franchement que *la dictature du prolétariat* est nécessaire pour toute une phase historique dont le but sera d'extirper les racines de l'individualisme qui, dans sa concurrence, s'appuie sur l'Etat, dont le pire est celui de la démocratie bourgeoise. Cette dictature *pour socialiser l'homme* est aussi nécessaire dans les pays précapitalistes (comme la Russie de 1917) où la parcellarisation du procès de travail et le localisme borné empêchent toute vision d'ensemble et rigueur, et appellent l'Etat concentré et oppresseur, que dans les pays surdéveloppés du capitalisme drogué et dégénéré, où la vénalité, la concurrence, la corruption intéressée aux dépens des autres, ont ruiné tout sens communautaire de solidarité et d'entraide, voire de simple humanité.

Or, le machinisme automatisé d'une grande fabrique est beaucoup plus tyrannique que ne l'ont été les petits capitalistes qui emploient les ouvriers. Du moins en ce qui concerne les heures de travail, on peut écrire sur la porte de ces fabriques : « Renoncez à toute autonomie, vous qui entrez ici »...

Prenons un autre exemple, celui du chemin de fer. Ici, la coopération d'un grand nombre d'individus est absolument indispensable, coopération qui doit avoir lieu à des heures précises pour qu'il n'y ait pas d'accidents. Ici encore, la première condition de toute l'entreprise est une volonté supérieure qui commande toute question subordonnée, et cela est vrai aussi dans l'hypothèse où elle est représentée par un délégué comme dans celle où un comité est élu pour exécuter les décisions de la majorité des intéressés. Dans un cas comme dans l'autre, on a affaire à une autorité bien tranchée. Bien plus, qu'adviendrait-il du premier train, si l'on abolissait l'autorité des employés de chemin de fer sur messieurs les voyageurs?

Nulle part la nécessité de l'autorité et d'une autorité absolue n'est plus impérieuse que sur un navire en pleine mer. Là, à l'heure du péril, la vie de tous dépend de l'obéissance instantanée et fidèle de tous à la volonté d'un seul [94].

A chaque fois que je présente ces arguments aux antiautoritaires les plus enragés, ils ne savent faire qu'une seule réponse : « Bah! C'est exact, mais il ne s'agit pas là d'une autorité que nous conférons à un délégué, mais d'une fonction! » Ces messieurs croient avoir changé les choses quand ils en ont changé le nom. C'est se moquer tout simplement du monde...

---

94 Lénine déclarait déjà : « Il n'y a absolument aucune contradiction de principe entre la démocratie soviétique et l'usage du pouvoir dictatorial par des individus singuliers », – ne serait-ce que parce que l'on n'a jamais vu un robot à la tête de l'Etat. La contradiction de principe n'est pas entre mollesse démocratique et dictature individuelle, mais entre dictature conduite par la bourgeoisie contre le prolétariat et dictature du prolétariat pour écraser la bourgeoisie. Toutes les dictatures révolutionnaires se sont exprimées dans la dictature d'individus singuliers, comme le démontre l'histoire des révolutions. Et Garibaldi, par exemple, dictateur à Naples, a bien eu tort de céder le pouvoir à un roi parlementaire qui fit non seulement capoter la révolution, mais encore malmener le peuple insurgé.

« La forme de la contrainte dépend du niveau de développement de la classe révolutionnaire donnée, ainsi que des circonstances particulières, tel par exemple l'héritage d'une longue guerre contre la réaction, et par les formes de la résistance des bourgeois et petits-bourgeois » (Lénine, *les Tâches immédiates du pouvoir soviétique*, in *Œuvres*, t. 27, p.225-68). Dans ce même texte fondamental pour cette question, Lénine montre à l'avance que la collégialité (qui fut allègrement pratiquée dans la Russie dégénérée de cet après-guerre) n'est rien d'autre qu'un subterfuge, qu'un lubrifiant, pour tromper le monde sur le caractère fondamentalement dictatorial du pouvoir moderne, surtout à l'heure du fascisme larvé.

Si les autonomistes se contentaient de dire que l'organisation sociale de l'avenir ne tolérera l'autorité que dans les limites qui lui sont tracées par les conditions mêmes de la production, nous pourrions nous entendre avec eux. Cependant, ils sont aveugles pour tous les faits qui rendent l'autorité nécessaire, et ils partent en guerre contre cette notion...

Avec la collaboration d'un grand nombre dont l'enchaînement est un rapport étranger qui trouve son unité en dehors d'eux, surgit la nécessité du commandement, d'une haute surveillance en tant que condition de production [95]. L'activité de surintendance devient nécessaire en raison de la coopération des ouvriers qui détermine cette nouvelle variété de travail. Tout comme pour la troupe, si elle est constituée par la même arme, il lui faut un capitaine, un commandement pour assurer son efficacité de corps. Ce commandement appartient au Capital, bien que le capitaliste particulier puisse à son tour le faire exécuter par des ouvriers spécifiques qui représentent cependant le capital et le capitaliste vis-à-vis de l'armée ouvrière.

Pour autant que des travaux particuliers de cette sorte naissent des fonctions qu'engendre la production capitaliste elle-même, il est bien sûr inepte de chercher à démontrer qu'ils rendent le capital nécessaire. C'est une tautologie. C'est comme si l'on voulait justifier aux Noirs l'esclavage en prétendant qu'en tant qu'esclaves ils ont besoin du fouet de l'esclavagiste qui les surveille, et qu'il serait tout aussi nécessaire à cette production qu'eux-mêmes. En fait, il n'est nécessaire que parce que et dans la mesure où ils sont esclaves, sur la base de l'esclavagisme. Tout au contraire, pour ce qui est de la coopération – par exemple dans un orchestre, où il faut un chef qui le dirige – il faut distinguer complètement entre la forme qu'elle revêt dans les conditions capitalistes et celle qu'elle revêtirait par exemple dans l'association, où elle serait une fonction parmi d'autres des travailleurs, sans être ce pouvoir qui réalise leur unité propre comme quelque chose qui leur est étranger, exploite leur travail comme une puissance qui se perpètre contre eux.

95 Manuscrits inédits du Capital, in MEGA 2, 3. 1, p. 236.

Nous reconnaissons le mouvement coopératif comme une des forces transformatrices de la société présente, basée sur l'antagonisme des classes [96]. Son grand mérite est de montrer pratiquement que le système actuel de *subordination du travail au capital*, despotique et paupérisateur, peut être supplanté par le système républicain de l'association de *producteurs libres et égaux*.

Mais le mouvement coopératif limité aux formes microscopiques de développement que peuvent produire par leurs combinaisons des esclaves individuels salariés, est impuissant à transformer par lui-même la société capitaliste. Pour convertir la production sociale en large et harmonieux système de travail coopératif, des *changements sociaux généraux* sont indispensables. Les *changements des conditions générales de la société* ne seront jamais réalisés sans l'emploi des forces organisées de la société. Donc, le pouvoir gouvernemental, arraché des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, doit être manié par les classes ouvrières elles-mêmes.

Ruine de l'individu par le capitalisme

Les différences individuelles ne sont plus liées aux individus, mais à leur « profession » et classe [97]. En dehors de sa profession, dans la vie quotidienne, un

---

96 Cf. Rapport du Conseil central au Congrès de Genève de l'AIT (septembre 1866), in la Première Internationale, Ed. 10/18, p.80-81.

Les tentatives spontanées des ouvriers pour abolir le despotisme du capital en lui substituant leur propre association sont vouées à l'échec dans le cadre du capitalisme. Elles doivent déboucher sur la dictature du prolétariat ou finir par dégénérer en vulgaires sociétés bourgeoises, car elles sont par elles-mêmes incapables de dépasser la séparation de la production en entreprises et le mercantilisme qui en découle. Cette position marxiste condamne par avance toute théorie gestionnaire du réformisme, comme la fausse conception ouvriériste des conseils d'usine.

Sur les diverses revendications syndicales contre le despotisme et l'exploitation patronales et leurs limites, voir MARX-ENGELS, *le Syndicalisme*, 1972, en 2 volumes, PCM.

97 Cf. MARX, *l'Anglais*, 9-2-1862, in *Werke*, t. 15, p.464. On lit à ce sujet dans *l'Idéologie allemande* : « La classe devient à son tour indépendante des individus, de sorte que ces derniers trouvent leurs conditions de vie établies d'avance, reçoivent de leur classe, toute tracée, leur position dans la vie et du même coup leur développement personnel ; ils sont subordonnés à leur classe » (Ed. Sociales, p.93).

Déjà dans le *Manifeste*, Marx a souligné que c'est le capital lui-même, en perpétuelle révolution, qui ruine l'individu, la famille, la patrie, la propriété privée, mais est trop hypocrite pour le reconnaître – au contraire, il accuse les communistes d'avoir sapé toutes ces « valeurs » que la bourgeoisie a traînées dans la fange. Nous devons laisser au capital ses

« respectable » Anglais ressemble à ce point à un autre que Leibniz lui-même serait incapable de trouver entre eux la moindre différence – *differentia specifica*. L'individualité tant célébrée étant bannie des sphères politiques et sociales trouve un dernier refuge dans les fantaisies et marottes de la vie privée, où elle se fait valoir à la moindre occasion, sans gêne et avec un humour involontaire. C'est pourquoi c'est surtout dans les faits divers dont traitent les *tribunaux*, ces grandes arènes publiques où s'étalent les manies privées, que l'Anglais continue à apparaître comme un être à part.

Examinons maintenant, du point de vue historique et économique, si véritablement l'atelier ou la machine a introduit le *principe d'autorité* dans la société à la suite de la division du travail, en réhabilitant l'ouvrier d'un côté, tout en le soumettant de l'autre à l'autorité ; si la machine est la recomposition du travail divisé, la *synthèse* du travail opposée à son *analyse* [98].

La société tout entière a cela de commun avec l'intérieur d'un atelier qu'elle a aussi sa division du travail. Si l'on prenait pour modèle la division du travail dans un atelier moderne pour en faire l'application à une société entière, la société la mieux organisée pour la production des richesses serait incontestablement celle qui n'aurait qu'un seul entrepreneur en chef distribuant la besogne, selon une règle arrêtée d'avance, aux divers membres de la communauté. Mais il n'en est point ainsi.

Tandis qu'à l'intérieur de l'atelier moderne la division du travail est minutieusement réglée par l'autorité de l'entrepreneur, la société moderne n'a d'autre règle, d'autre autorité, pour distribuer le travail que la libre concurrence… On peut

---

mérites et ses péchés, et ne cesser de répéter que les solutions communistes sont tout différentes des siennes : « Cette subordination des individus à des classes déterminées ne peut être abolie tant qu'il ne s'est pas formé une classe qui n'a plus à faire prévaloir un intérêt de classe particulier contre la classe dominante » (*Ibid.*, p.93).

98 Cf. MARX, la Misère de la Philosophie, in Werke, t. 4, p.150-57.

Marx démontre qu'à l'époque moderne le *despotisme* dans les fabriques aux dépens des ouvriers va de pair avec l'*anarchie* dans la société, donnant l'illusion de la *dictature* dans la production et de la *liberté* dans la vie civile où tous les citoyens seraient égaux. Cet après-guerre a déchiré le voile qui cache le mensonge : l'anarchie dans la société civile, le laisser-faire dans les relations individuelles, la concurrence libre entre tous, outre qu'ils ne manifestent à l'extrême que *la guerre de tous contre tous* des sociétés mercantiles, impliquent çà et là l'intervention brutale de la police jusque dans la vie privée, sans parler du bourrage de crâne systématique par la radio et la propagande.

même établir, en règle générale, que moins l'autorité préside à la division du travail à l'intérieur de la société, plus la division du travail est développée à l'intérieur de l'atelier, et plus elle y est soumise à l'autorité d'un seul. Ainsi donc, l'autorité dans l'atelier et celle dans la société, eu égard à la division du travail, sont en raison inverse l'une de l'autre…

L'accumulation et la concentration d'instruments et de travailleurs *précéda le développement de la division du travail à l'intérieur de l'atelier*. La manufacture consistant beaucoup plus dans la réunion de nombreux travailleurs et de métiers dans un seul endroit, dans une salle sous le commandement d'un capital, que dans l'analyse des travaux et dans l'adaptation d'un ouvrier particulier à une tâche très simple.

L'utilité d'un atelier consistait bien moins dans la division du travail proprement dite, que dans cette circonstance qu'on travaillait à une plus grande échelle, qu'on épargnait beaucoup de faux frais, etc. [99]

Le développement ultérieur de la division du travail se fit sur la base de cette réunion des travailleurs dans un atelier. Mais une fois les hommes et les instruments réunis, la division du travail telle qu'elle existait dans les corporations se reproduisit et se répercuta nécessairement à l'intérieur de l'atelier. Les machines proprement dites datent de la fin du XVIIIème siècle. Rien de plus absurde que de voir dans les machines l'*antithèse* de la division du travail, la *synthèse* rétablissant

---

99 Dans ses travaux préparatoires au *Capital*, Marx a accumulé les connaissances sur les procédés, méthodes et mécanismes de fabrication, la technologie spécifique développée par le capital, comme moment nécessaire du développement des forces productives humaines. C'est sur cette base matérielle (productive) que se fonde la révolution sociale qui fait passer l'humanité du capitalisme au communisme en une mécanique déterminée, parce qu'économique. Il souligne ainsi la profonde contradiction dialectique dans l'essor de la technologie sous la domination capitaliste qui soumet non seulement la nature, mais encore l'homme, le travailleur, aux instruments, machines, méthodes que l'ouvrier lui-même a pourtant produits : tous les progrès de la technologie se transforment en malédiction pour lui et deviennent une machine pour l'exploiter encore plus. Le capital, en effet, ne peut se développer qu'en épuisant les deux sources vitales de la richesse : la nature et le travailleur.

Mais, comme Marx le suggère en des anticipations lumineuses sur la genèse du mode de production communiste, le mode de production aliéné du capitalisme produit aussi des contradictions et des négations qui le ruineront et se transformeront alors en leur contraire, en forces positives, quand les puissances suscitées par l'homme ne serviront plus à exploiter l'homme, mais seulement la nature, tout en l'amendant de génération en génération. L'autorité immanente à l'acte productif s'éclairera alors d'un tout autre jour, puisque l'homme n'aura plus à assujettir l'homme pour dominer la nature.

l'unité dans le travail morcelé. La machine est une réunion d'instruments de travail et pas du tout une combinaison des travaux pour l'ouvrier lui-même…

Ainsi donc, la concentration des instruments de production et la division du travail sont aussi inséparables l'une de l'autre que le sont, au plan politique, la *concentration* des pouvoirs publics et la *division* des intérêts privés… En somme, par l'introduction des machines la division du travail à l'intérieur de la société s'est accrue, la tâche de l'ouvrier à l'intérieur de l'atelier s'est simplifiée – le capital a été réuni, et l'homme a été dépecé davantage…

Ce qui caractérise la division du travail dans l'atelier automatisé, c'est que le travail y a perdu tout caractère de spécialité. Mais du moment que tout le développement spécialisé cesse, le besoin d'universalité, la tendance vers un développement intégral de l'individu commence à se faire sentir [100].

Le seul but du travail d'un salarié étant l'argent de son salaire, soit une certaine quantité de valeurs d'échange d'où toute particularité de la valeur d'usage est effacée, il est tout à fait indifférent au *contenu* de son travail, donc au type particulier de son activité, alors que, dans le système des corporations et des castes, le travail était toujours professionnel, métier ; c'était un type d'activité déterminé, imposé et légué par la tradition, une manière donnée d'exprimer sa force de travail [101]. En fait, la division du travail tend à rendre le travail tout à fait unilaté-

100 En matérialiste déterministe, Marx ne pose pas le *besoin* comme une abstraction, mais le fonde sur une impulsion des conditions objectives, nées de l'économie du travail qui pousse l'homme à le satisfaire. En l'occurrence, la spécialisation à l'extrême qui correspond à la concurrence effrénée entre les individus particuliers se heurte aux exigences de la concentration et de la centralisation de plus en plus poussées qui obligent les hommes à une synthèse universelle.

101 Cf. MARX, *un Chapitre inédit du Capital*, Ed. 10/18, 1971, p.214-16.

Ce texte démontre lumineusement comment les industries les plus avancées du capitalisme (par exemple, aux Etats-Unis qui, avec leur pénurie de main-d'œuvre, ont développé le machinisme à une échelle et à une allure vertigineuses) préparent directement les conditions de formes de distribution (des travailleurs, en l'occurrence) dans le procès de production communiste.

La question de la *mobilité* se relie à celle de l'*autorité* en ce sens : le passage du même producteur par toutes les branches de la production favorise une formation universelle du travailleur qui prépare l'abolition de la hiérarchie de « ceux qui savent mieux », contremaîtres, ingénieurs, etc. ; dès lors que l'homme « sait faire tout ce que font les autres », la division du travail perd sa raison d'être – et l'arbitraire humain cesse de jouer.

Il ne reste plus que la nécessité objective, l'empire rationnel de la Nature à laquelle l'humanité, unie et solidaire dans ses buts et sa production, arrache ses moyens de vivre.

ral… En Amérique du Nord, où le salariat s'est développé sans être gêné par les vestiges et réminiscences de l'ancien ordre corporatif, etc., on observe la mobilité la plus forte des travailleurs, l'indifférence la plus complète à l'égard du contenu particulier du travail et une incessante migration d'une branche d'industrie à l'autre [102].

Sur la base de *cette* forme de mobilité dans la production capitaliste, on assiste à une continuelle création de modes de travail nouveaux avec une mobilité correspondante ; autrement dit à une diversification des valeurs d'usage produites et à un développement réel de la valeur d'échange, bref à une division du travail croissante dans l'ensemble de la société.

Despotisme bureaucratique

La bureaucratie est, par définition, l'État formalisé et elle fait de cette formalisation sa fin en soi [103]. Ce qui est réellement la fin de l'État apparaît donc à la

102 On peut trouver paradoxal que l'indifférence la plus complète de l'ouvrier vis-à-vis du contenu de son travail prépare la transition vers l'universalité de la force de travail qui sait faire toutes les opérations productives. Cette indifférence implique cependant deux prémisses qui montrent que ce premier pas est décisif pour la désaliénation du producteur. En effet, 1/ il est détaché de son métier fixe qui le cantonnait dans une activité particulière et bornée, et le voilà libre ; 2/ les machines ont simplifié les opérations productives au point que le travail complexe de l'artisan se ramène aujourd'hui à du travail simple, celui du mécanicien. D'autre part, la productivité est devenue si grande que le travailleur dispose du temps libre pour se former dans les sciences et la technologie qui font de lui un être social, universel, ayant une formation qui dépasse de loin les nécessités immédiates du procès de production direct (il peut même faire de la critique…).

103 Cf. MARX, la Critique du Droit public de Hegel, in Werke, t. 1, p.248-253.

Marx éprouve une aversion profonde et parfaitement raisonnée contre toute autorité de l'État qui opprime l'énergie, l'initiative et la vie des classes laborieuses : le capital fait-il autre chose que transformer le travail vivant en travail mort sous la dictature de ses institutions politiques, dont la bureaucratie est l'un des éléments les plus répugnants. Quoiqu'il reconnaisse que l'Etat, même bourgeois, est révolutionnaire à ses débuts – donc se justifie -, il en dénonce d'emblée les excroissances malsaines qui ne font que se développer et le ronger tout entier quand celui-ci devient conservateur. Certes, l'Etat prolétarien, transitoire au communisme, participe de l'Etat et donc de ses maux, c'est pourquoi Marx s'efforce de limiter son excroissance bureaucratique en de multiples sens : a) il n'est plus de *carrière* bureaucratique car tout un chacun touche la paie d'un ouvrier moyen ; b) tout fonctionnaire est responsable, donc amovible et révocable ; c) l'Etat prolétarien se distingue de tous les autres au sens où il est contre le dualisme législatif-exécutif qui sécrète le bureaucratisme *irresponsable*. Selon la définition de Marx, l'Etat ouvrier n'est pas *séparation* mais *unité* des pouvoirs. « La machine gouvernementale ne saurait jamais être trop simple », donc transparente pour nous, ce qui tue la bureaucratie comme le soleil les rats, cf. *la Constitu-*

bureaucratie comme une fin *contre l'Etat* [104]. L'esprit de la bureaucratie est un esprit politique formalisé. Elle fait donc de l' « esprit politique formel », c'est-à-dire de la véritable absence d'esprit de l'État politique, son impératif catégorique. La bureaucratie prétend être la fin ultime de l'État. Or, comme la bureaucratie fait de ses buts « formels » son contenu, elle entre partout en conflit avec les buts « réels ». Elle est, en conséquence, contrainte d'alléguer le formel pour le contenu, et le contenu pour le formel. Les desseins de l'État se muent en desseins de bureau, et les desseins de bureau en desseins d'État. La bureaucratie est un cercle dont nul ne peut sortir. Sa hiérarchie est celle du *savoir*. La tête confie aux cercles subalternes le soin du détail, tandis que les cercles subalternes font confiance à la tête pour ce qui est du général – et c'est ainsi qu'ils se trompent mutuellement.

La bureaucratie est l'État imaginaire à côté de l'État réel, c'est le spiritualisme de l'État. Tout prend, en conséquence, une double signification, l'une réelle, l'autre bureaucratique, tout comme le savoir – et aussi la volonté – est double, l'un réel, l'autre bureaucratique. Mais il se trouve que l'être réel est traité de manière bureaucratique, comme ayant une existence spirituelle, au-delà des choses. La bureaucratie a en sa possession l'essence de l'État, l'être spirituel de la société, et en fait sa *propriété privée*. L'esprit universel de la bureaucratie est le *secret*, le mystère gardé par la hiérarchie au sein d'elle-même et vers l'extérieur de par son hermétisme de caste. L'esprit public de l'État, voire le sens des affaires publiques, apparaissent en conséquence à la bureaucratie comme la *trahison* de ses mystères. Il s'ensuit que l'*autorité* est le principe de son savoir, et la mentalité bureaucratique repose sur la divinisation de l'autorité. En son sein, le *spiritualisme* se mue en *crasse matérialisme*, en matérialisme de l'obéissance passive, de la croyance en l'autorité, de la mécanique d'une activité fixe toute formelle, de principes, de conceptions et de traditions figées.

---

tion de la République française, in *Werke,* t. 7, p.498 ; d) le peuple est armé et s'attribue d'importantes fonctions dans la gestion de l'économie.

Dans la société communiste qui est le but des efforts de Marx, non seulement il n'existe plus de bureaucrates, mais l'Etat lui-même s'éteint – et avec lui toute autorité politique sur des sujets.

104 Marx distingue clairement ici entre, d'une part, les tâches révolutionnaires de l'Etat, même bourgeois, quand il promulgue et fait appliquer des lois qui balaient les obstacles à l'essor des forces productives, et d'autre part, ses fonctions de domination de classe. La bureaucratie participe évidemment de ces deux tâches, mais sa nature bureaucratique se déploie dans la domination des sujets

En ce qui concerne le bureaucrate individuel, la fin de l'État tourne en sa fin privée, en *chasse aux postes supérieurs*, en *faire-carrière* [105]. En premier lieu, il conçoit la vie réelle de façon toute matérielle, car *l'esprit de cette vie trouve une existence nettement séparée et confinée dans la bureaucratie*. Il faut donc qu'elle s'efforce de rendre la vie aussi matérielle que possible. En second lieu, c'est pour lui-même que cette vie se fait matérielle en devenant l'objet du traitement bureaucratique, car son esprit lui est prescrit, son but résidant en dehors de lui, sa propre existence devenant l'existence de bureau. Désormais, l'État n'existe plus que sous les espèces figées des divers esprits-de-bureau, dont le tissu connectif est fait de subordination et d'obéissance passive. C'est ce savoir imaginaire qui passe pour la réalité, alors que la science *réelle* apparaît comme sans fondement, et la vie réelle comme morte…

La *possibilité* offerte à tout citoyen de devenir fonctionnaire de l'État est une seconde occasion qui se profile entre la société bourgeoise et l'État, le moyen de se procurer une *seconde identité*. Elle est de nature toute superficielle et dualiste. Ainsi chaque catholique peut-il devenir prêtre, c'est-à-dire se distinguer des laïques et du monde. La calotte en fait-elle moins, pour autant, face au catholique comme puissance de l'au-delà ? Que chacun ait la possibilité d'acquérir le droit d'une *autre sphère* montre seulement que *sa propre sphère* n'est pas la réalité de ce droit…

---

105 Les réformateurs ont cherché une alternative au mal bureaucratique : la réduire à une poignée peu nombreuse, issue de la base et non du centre. Or, plus concentrée, elle devient plus virulente, et n'en est pas moins étouffante ; en outre, décentralisée et locale, elle devient plus arbitraire, tyrannique. La solution socialiste est l'abolition progressive de l'Etat, d'une part, et de l'économie mercantile, d'autre part, car l'ambiance mercantile sécrète les intérêts privés en opposition aux intérêts collectifs communautaires. L'abolition de la bureaucratie va de pair avec l'abolition de la division du travail, donc l'élimination des experts, spécialistes, grands amateurs de carrière, où l'individu tire un avantage personnel en exploitant des moyens publics à son profit. Un premier pas dans cette direction est fait par l'Etat de la dictature du prolétariat : selon l'expression de Lénine, l'ouvrier délégué à gouverner et administrer une société où des bourgeois et des intérêts bourgeois exploitent encore le travail de ses pairs ne doit pas être exposé à devenir un privilégié et un possible instrument de la forme capitaliste. Qui plus est, il faut faire en sorte qu'à mesure de l'expropriation des expropriateurs toute la population apprenne à gouverner, et commence à gouverner effectivement.

L'économie socialiste tuera la bureaucratie, non parce qu'elle la développera à partir de sa base ou du centre, de la périphérie ou du sommet, mais parce qu'elle dépasse la fange de la comptabilité monétaire et du système budgétaire mercantile. L'obstacle à surmonter est, en fin de compte, l'enregistrement des échanges et la comptabilité en partie double de l'entreprise-sujet universel qui sont aussi fatals au niveau de l'Etat qu'à celui de la commune décentralisée.

Il en est de même dans le système des « examens ». Dans un État raisonnable, il faudrait plutôt un examen pour devenir cordonnier que pour devenir fonctionnaire d'exécution. En effet, la cordonnerie est un savoir-faire sans lequel on peut être un bon citoyen et un homme social. Or, le « savoir politique » requis est une condition sans laquelle on vit dans l'État politique en dehors de l'État, sans laquelle on est coupé de soi-même, de l'air que l'on respire. L'Examen n'est rien qu'une formule de franc-maçonnerie, d'initiation, la reconnaissance légale du savoir civique sous forme de privilège [106].

L'examen relie la « fonction d'État » à l'« individu » en un lien objectif entre le savoir de la société bourgeoise civile et le savoir de l'État. Ce n'est rien d'autre que le *baptême bureaucratique du savoir*, la reconnaissance officielle de la *transsubstantiation* du savoir profane en savoir sacré. Dans tout examen, l'examinateur est censé tout savoir, comme il va sans dire [107]. A-t-on jamais entendu raconter

---

106 Le fait que les ouvriers s'insurgent et se mêlent de politique de façon pratique révolutionnaire signifie pour l'homme un premier acte de conquête des affaires publiques et le commencement de la fin du secret initiatique du bureaucrate. Un autre acte en sera « le droit au travail de tous » qui met fin à l'incertitude du lendemain et à la soif d'assurer sa vie avec des expédients *privés*, en faisant carrière. Abolir la carrière signifie en fin de compte instaurer une économie où la consommation est assurée pour tous, même si c'est encore dans les limites de plans. Aujourd'hui, la bourgeoisie cherche à faire le contraire : elle n'abolit pas les carrières assurées, mais rend tout le monde carriériste, dans l'appareil d'Etat aussi bien que l'industrie nationalisée ou non. Déjà, l'Etat prolétarien est la négation du carriérisme, au sens où sa fonction n'est pas de construire et d'organiser, mais seulement de *défendre* ou *cesser de défendre*, révélant ainsi nettement sa fonction de coercition, de violence organisée d'une classe contre l'autre. Il laisse aux producteurs le soin de gérer de plus en plus, et collectivement l'économie. De même, en brisant la famille, la révolution et le communisme détruisent la serre-chaude du « home », de la villa ou de la résidence secondaire où le carriériste accumule les avantages matériels qu'il a arrachés à la collectivité, en ayant à sa disposition une femme, esclave domestique ou pourvoyeuse de revenu supplémentaire pour la petite cellule d'accumulation privée.

107 Le champ clos des experts naît de la complicité universelle des maquereaux qui prétendent que le travail productif des ouvriers est aveugle et que le mérite s'acquiert dans les écoles, de sorte qu'ils sont seuls capables d'éclairer et de conduire les travailleurs à la laisse, tout en gagnant gros. Or, pour atteindre à la spécialisation, source de parasitisme social, on construit des centaines d'universités et d'instituts où l'on apprend les recettes (le jargon et les attitudes) et où le temps libre créé par la plus grande productivité des ouvriers, de plus en plus abrutis et aliénés, est accaparé par les parasites pour se *former individuellement*, c'est-à-dire pour devenir, grâce à leurs « talents » particuliers, des privilégiés qui gagnent beaucoup en travaillant peu, voire pas du tout.

Tout talent et énergie particuliers sont ainsi tournés dans la société de classe capitaliste vers l'extorsion d'un profit, d'un *avantage singulier* qui se fait ainsi parasite au détriment des producteurs et du développement général. Si, par hasard, l'individu renonçait à ces sales combines et appliquait ses talents à la production, il serait bafoué et humilié par les malins qui connaissent leur intérêt et savent tirer les marrons du feu.

que les hommes d'État grecs ou romains aient passé des examens ? Mais, bien sûr, qu'est-ce qu'un homme d'État romain en face d'un homme de gouvernement prussien !

Pour la manière de penser des classes (cultivées et improductives) dont M. Dühring est le porte parole et l'héritier, c'est forcément une monstruosité de croire qu'un jour il n'y aura plus de terrassier ni d'architecte de profession, et que l'homme qui, pendant une demi-heure, aura donné ses directives d'architecte poussera aussi quelque temps la brouette, jusqu'à ce qu'on vienne de nouveau lui demander d'agir comme architecte [108]. Quel beau socialisme que celui qui éterniserait les manœuvres de profession !...

Fourier et Owen avaient déjà dépassé le mode de penser des classes exploiteuses repris par M. Dühring, prisonnier qu'il est du préjugé selon lequel, en toute occurrence, un certain nombre d'« existences » doivent être condamnées à produire toujours un seul et même article, et résolu qu'il est d'éterniser le « jeu des variétés économiques » de l'homme qui distinguent son mode de vie – les gens trouvant leur plaisir à manipuler telle chose et aucune autre, et étant tombés si bas qu'ils se réjouissent de leur propre asservissement et de leur propre unilatéralité. M. Dühring, encore tout asservi à la division du travail, fait figure de nain par rapport à l'idée qui est à la base des fantaisies les plus extravagantes de l' « idiot » Fourier ou des idées les plus indigentes « du grossier, du plat et du mesquin Owen »…

Et ce ne sont pas seulement les ouvriers, mais aussi les classes qui exploitent directement ou indirectement les ouvriers, que la division du travail asservit à

---

108 Cf. Engels, *l'Antidühring*, in *Werke*, t. 20, p.186-187.

Ce passage ne contredit en rien l'idée selon laquelle l'autorité est inhérente à tout procès de production social. Ce qui est intéressant dans l'exemple de l'architecte, c'est que l'autorité est impersonnelle puisque lui-même devient aussi terrassier lorsqu'il s'agit d'obéir au processus déterminé de travail. L'autorité n'en sera pas abolie pour autant, mais ce n'est plus du despotisme de personnes.

Au dernier stade d'évolution du communisme, la formation pratique et théorique sera universelle, la division du travail étant abolie même au niveau de l'individu : « Chacun peut se former et se développer dans n'importe quel domaine (…) en me donnant la possibilité de faire aujourd'hui ceci, demain cela – de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de pratiquer l'élevage le soir et de faire de la critique après dîner à mon gré, sans jamais pour autant que je devienne chasseur, pêcheur, berger ou critique » Cf. MARX-ENGELS, *la Critique de l'éducation et de l'enseignement*, PCM, p.247.

l’instrument de leur activité ; le bourgeois à l’esprit desséché est asservi à son propre capital et à sa propre rage de profit ; le juriste à ses représentations fossilisées du droit, qui le dominent comme une puissance indépendante ; les « cercles cultivés », en général, à une foule de préjugés étroitement locaux et de conceptions obtuses, à leur propre myopie physique et intellectuelle, à leur mutilation par une éducation limitée à une spécialité et par leur enchaînement à vie à cette spécialité même – cette spécialité fût-elle le pur farniente.

Dénouement de l’opposition entre liberté et nécessité

La liberté n’est pas dans une indépendance rêvée vis-à-vis des lois de la nature, mais dans la connaissance (Erkenntnis : reconnaissance) de ces lois et dans la possibilité donnée de ce fait de les mettre en œuvre méthodiquement pour des fins déterminées [109]. Cela vaut aussi bien pour les lois de la nature extérieure que pour celles qui régissent l’existence physique et psychique de l’homme lui-même – deux séries de lois que nous pouvons séparer tout au plus au niveau des idées, mais non dans la réalité. Bref, la liberté de la volonté ne signifie donc pas autre chose que la faculté de décider en connaissance de cause. En conséquence : plus le jugement d’un homme est *libre* sur une question déterminée, plus grande est la *nécessité* qui détermine le contenu de ce jugement ; au contraire, l’incertitude reposant sur l’ignorance, qui choisit en apparence arbitrairement entre de nombreuses possibilités de décision diverses et contradictoires, ne manifeste précisément par là que le fait qu’elle n’est pas libre et est soumise à l’objet qu’elle devrait justement se soumettre. En somme, la liberté consiste dans la domination de

---

109 Cf. ENGELS, *Antidühring*, in *Werke* 20, p.106-107.

La solution fournie par la société communiste fait apparaître clairement que l’opposition de *liberté* et d’*autorité* est stérile, étant une opposition mystifiée et fausse. Ce qui s’oppose de manière féconde à la liberté est la *nécessité*. Et ici, la synthèse fait sens. Jusqu’ici les protagonistes de l’histoire ont été les classes, avec leur insoluble antagonisme entre autorité et liberté, la classe dirigeante excluant les autres du pouvoir et les opprimant dictatorialement de façon plus ou moins ouverte. Or, la classe prolétarienne est d’emblée une classe *et* la dissolution de toutes les classes, d’où la spécificité de son autorité dictatoriale et sa capacité de passer ultérieurement du règne de la nécessité à celui de la liberté. Ce lointain passage de la trajectoire humaine sera le fait non pas d’un groupe corpusculaire de rebelles capricieux contre n’importe quoi et n’importe qui, mais d’un tout organique et coordonné. Il se réalise de par les lois mêmes de l’utile cours historique et *à l’échelle de l’humanité toute entière* au sortir de sa préhistoire.

nous-mêmes et de la nature extérieure reposant sur la conscience que nous avons des nécessités naturelles : c'est donc nécessairement un produit du développement historique.

Lorsque les premiers hommes se séparèrent du règne animal, ils étaient, en tout point essentiel, aussi peu libres que les animaux eux-mêmes. Cependant, tout progrès dans la civilisation représentait un pas en direction de la liberté. Au seuil de l'histoire, l'humanité a découvert la transformation du mouvement mécanique en chaleur : on produisit le feu par frottement. Au terme de l'actuelle évolution, on a découvert la transformation de la chaleur en mouvement mécanique : la machine à vapeur.

Malgré la gigantesque révolution libératrice que la machine à vapeur accomplit dans le monde de notre société – et elle n'est pas encore à moitié achevée – il ne fait cependant pas le moindre doute que le feu par frottement l'a dépassée de loin en efficacité libératrice universelle. En effet, le feu par frottement a donné à l'homme pour la première fois l'empire sur une force de la nature et, de ce fait, l'a séparé définitivement du règne animal. La machine à vapeur ne réalisera jamais un bond aussi impressionnant dans l'évolution de l'humanité, malgré tout le prix qu'elle prend à nos yeux comme représentante de toutes ces puissantes forces de production qui en découlent, ces forces qui permettent seules un état social où il n'y aura plus de différences de classes, plus de souci pour s'assurer individuellement les moyens d'existence, bref un état où pourra être question pour la première fois d'une liberté humaine véritable, d'une existence en harmonie avec les lois connues et reconnues de la nature [110]. On constate à quel point toute l'histoire de

---

110 Dans le juste rapport de la liberté à la nécessité, la synthèse est féconde et surmonte les deux concepts avec ce que nous appellerons, selon les mots de Marx, le mouvement (déterministe) *su et compris*. La société ne peut se soustraire à la *nécessité* de se plier aux forces matérielles du milieu (nature), et la solution marxiste est de l'accepter, de la connaître et de prévoir ses processus. L'ignorant qui bondit croit qu'il est libre parce qu'il « se libère de la pesanteur ». En fait, c'est en connaissant et en se pliant aux lois de la pesanteur que l'homme parvient à voler : connaissance + obéissance au commandement de la loi = domination de la nature par l'homme. Là est le problème et la solution.

C'est alors que l'homme social a une volonté et peut choisir. Le parti communiste de classe en est l'*anticipation*. « Connaissant et comprenant le mouvement » et défendant « les intérêts généraux et futurs » dans l'immédiat, l'avant-garde choisit les solutions de *classe*.

C'est pourquoi, il faut refuser déjà *dans* le Parti d'aujourd'hui – comme Marx-Engels et Lénine l'ont fait pour la société sans Etat de demain – le concept de démocratie. L'autorité ne provient pas du comptage des voix des camarades, mais des principes, des lois de l'histoire qui poussent au communisme. Au reste, les hommes actuels, et même toute la génération présente, n'aurait pas le droit d'imposer SA solution, car ceux qui sont concer-

l'humanité est encore juvénile et combien il serait ridicule d'attribuer quelque valeur absolue aux conceptions actuelles au simple fait que toute l'histoire passée peut se caractériser comme l'histoire de la période qui part de la découverte pratique de la transformation du mouvement mécanique en chaleur à celle de la transformation de la chaleur en mouvement mécanique…

La simple conscience ou connaissance – quand bien même elle irait plus loin et plus profond que celle de l'économie bourgeoise – ne suffit pas pour soumettre à la domination de la société les puissances sociales. Pour cela, il faut avant tout un *acte* social. Cet acte sera accompli lorsque la société, en prenant possession de l'ensemble des moyens de production et en les maniant d'après un plan rationnel, se sera délivrée et aura délivré tous ses membres de la servitude dans laquelle les tiennent présentement ces moyens de production créés par eux-mêmes, mais se dressant en face d'eux comme une puissance étrangère qui les écrase [111]. Ce n'est donc que lorsque l'homme cessera de simplement penser ou proposer, mais dirigera ou disposera aussi, que disparaîtra également la dernière puissance qui se reflète encore dans la religion, et par là le reflet religieux lui-même – pour la bonne raison qu'il n'y aura plus rien à refléter.

Une des contradictions dans lesquelles s'empêtre la conception métaphysique, c'est celle de la contingence et de la nécessité [112]. Or, que peut-il y avoir de plus

---

nés par la décision ne sont pas présents : les générations passées et futures. Ce qui commande, ce sont les lois et l'intérêt de toute la Nature et de toute l'humanité. C'est la forme parti qui est seule capable de faire le pont, en une opération réelle et féconde, même si le chemin est jalonné d'épreuves et de luttes terribles.

111 La clé du problème de l'autorité se trouve dans l'*économie*. Sa solution sera possible quand les forces productives auront atteint un niveau tel, le prolétariat étant la force productive par excellence, que les classes seront progressivement abolies. Jusque là, ce sera l'autorité qui prévaudra et non le fétiche de la liberté. Et la difficulté est de saisir que sur la base d'un développement économique déterminé, l'autorité « périra de sa propre dialectique » - et non des coups que lui aura porté la Liberté. De fait, le contenu de toutes les révolutions, y compris la prolétarienne, consiste en la lutte, non pas de l'autorité contre la liberté ou vice versa, mais de deux autorités armées l'une contre l'autre. Et ce qui importe, c'est de savoir laquelle des deux est progressive et révolutionnaire. C'est tout le ressort de la dictature du prolétariat.

112 Cf. ENGELS, Fragments et notes de *la Dialectique de la Nature*, in *Werke*, t. 20, p.486-87, 489-90, 497.

Il ressort de ce passage que ce qui *est* et *était* considéré comme nécessaire n'est pas vérité fixe et nécessaire, mais au contraire tout à fait fluctuant. C'est chaque fois le mode de production et l'idéologie correspondante, ceux des classes dominantes, qui le déterminent. Par exemple, il s'agissait dans le féodalisme de justifier un système hiérarchique clos – et

radicalement contradictoire que ces notions de la pensée ? Comment est-il possible qu'elles soient toutes deux identiques, que l'accidentel soit le nécessaire, et que le nécessaire soit également l'accidentel ? Le bon sens – et avec lui la grande masse des savants – considèrent nécessité et contingence comme s'excluant une fois pour toutes. Une chose, un rapport, un phénomène est ou bien contingent, ou bien nécessaire, mais non l'un et l'autre à la fois. Contingence et nécessité coexistent donc à côté l'une de l'autre dans la nature ; celle-ci contient des objets et des procès dont les uns sont contingents, les autres nécessaires, et toute la question est de ne pas mélanger les deux ordres de faits… Cela fait que l'on considère que le nécessaire a seul intérêt pour la science, et que le contingent lui est indifférent. En d'autres termes : ce qui est intéressant, ce que l'on ne peut caser dans la loi, c'est-à-dire ce que l'on ne connaît pas, est sans intérêt et peut être laissé de côté. Et c'en est fait de la science, puisque c'est précisément ce qui nous est *inconnu* que la science doit explorer.

En somme, ce que l'on peut ramener à des lois générales passe pour nécessaire, et ce que l'on ne peut ramener à ces lois pour contingent… En opposition à cette conception, le déterminisme issu du matérialisme français essaie d'en finir avec la contingence en la niant purement et simplement : dans la nature, il ne règne que la simple nécessité immédiate. Que cette fleur de trèfle, et non celle-là, ait été fécondée cette année par une abeille à telle époque déterminée, que telle graine de pissenlit ait levé et non telle autre, qu'une puce m'ait piqué la nuit à 4 heures du matin et non à 3 ou 5, et cela à l'épaule droite et non au mollet – tous ces faits sont produits par un enchaînement immuable de causes et d'effets, par une nécessité irréfragable, la sphère gazeuse d'où est issu le système solaire

---

c'est ce qui était nécessaire. La jeune bourgeoisie ascendante s'attaqua avec vigueur à ces « préjugés » - ce système obscurantiste qui déclare accidentel tout ce qui est en dehors de lui – en proclamant ce qui est nécessaire au capital (cf. les matérialistes français). Elle admet un système universel de déterminations, notamment dans les sciences physiques, chimiques, etc. qui découlent de la division du travail de son mode de production. Ainsi, des secteurs nouveaux, avec des processus, des phénomènes et des objets inédits précédemment, entrent dans le champ de vision de la nouvelle science. Mais ce déterminisme, tout formidable qu'il soit, participe des limitations de la révolution partielle du capitalisme. Une fois au pouvoir et face à la menace croissante du prolétariat, la bourgeoisie tombe de plus en plus dans l'indéterminisme que sollicite d'ailleurs son système limité d'explications – et ce, surtout dans l'économie et la sociologie, l'histoire et l'idéologie, car elle veut exorciser l'issue fatale qui la guette. Seul le prolétariat, classe universelle du travail, peut analyser le monde sans œillères ni exclusives, de façon adéquate, c'est-à-dire organique, totale et unitaire. Le déterminisme change alors de forme et de contenu, et commence là où doit : dans l'analyse sociale et humaine.

s'étant trouvée déjà agencée de telle sorte que ces phénomènes devaient arriver ainsi et non autrement. Avec une nécessité de cette sorte, nous ne sortons pas de la conception théologique de la Nature. Que nous appelions cela, avec Saint Augustin ou Calvin, le décret éternel de la Providence, ou, avec les Turcs, le kismet, ou encore nécessité, il importe peu à la science. Dans aucun cas il n'est question de suivre l'enchaînement causal ; nous n'en savons pas plus dans un cas que dans l'autre ; la prétendue nécessité demeure une formule creuse et, en conséquence, le hasard reste ce qu'il était.

La contingence n'est donc pas expliquée ici à partir de la nécessité ; au contraire, la nécessité est plutôt ravalée à produire la contingence pure. Si le fait qu'une cosse déterminée de petits pois contient 6 pois, et non 5 ou 7, est du même ordre que la loi de mouvement du système solaire ou celle de la transformation de l'énergie, ce n'est pas en réalité la contingence qui est élevée au niveau de la nécessité, mais c'est la nécessité qui est abaissée au niveau de la contingence.

La notion de hasard jette par-dessus bord la nécessité telle qu'on l'a conçue jusqu'ici, car l'innombrable matériel des cas où joue le hasard, que l'on a accumulé entretemps, a écrasé et fait éclater l'ancienne théorie de la nécessité, qui a donc fait fiasco [113]. La conserver davantage signifierait dicter pour loi à la nature l'arbitraire théorie humaine du déterminisme, alors qu'elle entre en contradiction avec elle-même et avec la réalité, et proclamer que le règne du chaos contingent est de manière universelle la loi unique de la nature vivante…

---

113 Cf. ENGELS, Fragments et notes à *la Dialectique de la nature*, in *Werke*, t. 20, p.48.

Engels montre d'abord que la conception bourgeoise du déterminisme a fait faillite. Cette théorie est trop étroite, mécaniciste, pour contenir l'explication de tous les faits, dont l'observation contredit à la fin la validité – ce qui ne lui enlève nullement son immense mérite historique : le calcul élémentaire n'est pas à rejeter de sa sphère d'application parce que les mathématiques supérieures la démontrent erronée dans ses prémisses et plus encore dans la sphère supérieure du calcul, où il faut recourir à d'autres hypothèses scientifiques.

Il esquisse ensuite à grands traits la nouvelle conception de la *nécessité* qui s'oppose à l'aveuglement de l'ancienne, en même temps qu'elle confirme des cas tenus jusqu'ici pour contingents. Certes, il ne s'agit pas d'autre chose que d'une esquisse, mais fondamentale, de la nouvelle conception, avec l'intervention de l'activité humaine dans la sphère scientifique, avec la créativité qui ajoute quelque chose de plus et de neuf : la prévision et la confirmation de la production de l'homme. Comme on le voit, il ne s'agit pas de briser la nécessité, mais de la contrôler, de l'utiliser et de la vérifier par et dans le travail. Cf. MARX-ENGELS, *Manuscrits mathématiques*, Ed. 10/18 (à paraître).

Par ailleurs, l'observation empirique, à elle toute seule, ne pourra jamais démontrer de manière satisfaisante la nécessité. *Post hoc* (après cela), mais non *propter hoc* (à cause de cela), cf. *Encyclopédie* de Hegel p.84. Cela est si vrai qu'il ne s'ensuit pas du lever constant du soleil le matin qu'il se lèvera aussi demain, et effectivement nous savons désormais qu'il viendra un temps où un matin le soleil *ne se lèvera pas*.

Il se trouve que la preuve de la nécessité réside dans l'activité humaine, dans l'expérimentation, dans le *travail* : si je peux produire l'*après cela*, il devient identique à *la cause de cela*.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

II. EXEMPLE HISTORIQUE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

« Étant donné les progrès immenses de la grande industrie dans les vingt-cinq dernières années et les progrès parallèles qu'a accomplis, dans son organisation en parti, la classe ouvrière; étant donné les expériences pratiques, d'abord de la Révolution de Février (1848), ensuite et surtout de la Commune de Paris qui, pendant deux mois, mit pour la première fois aux mains du prolétariat le pouvoir politique, ce programme (du Manifeste*) est aujourd'hui vieilli sur certains points. La Commune, notamment, a démontré que « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine d'État et de la faire fonctionner pour son propre compte ».*

Marx-Engels, *Préface à l'édition allemande de 1872 du Manifeste.*

« Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer ce mot : dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat. »

Fr. Engels, Préface de 1891 à la Guerre civile en France.

Retour à la table des matières

II. EXEMPLE HISTORIQUE
DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Préliminaire

Du communisme aliéné au communisme insurgé

Retour à la table des matières

Dans la base économique, la société communiste ne peut être contenue tout entière, parce qu'elle implique des rapports humains conscients et volontaires, une prévision – un plan – préalable : les déterminations aveugles de la praxis millénaire sont renversées. Pour parvenir à ce résultat nouveau qui clôt la préhistoire humaine, le prolétariat s'insurge donc à un point donné contre le monde bourgeois sous la poussée des forces économiques socialisées, afin d'imposer son programme communiste que défend son parti de classe.

On ne peut donc faire abstraction du procès de la révolution dans la genèse du communisme. Au reste – pour répondre aux nombreuses objections selon lesquelles une telle société sans antagonismes n'aurait plus de ressort, ni de dynamisme, parce que les contradictions en seraient exclues (elles ne le sont que pour ce qui concerne les rapports entre les hommes, et non de ceux-ci avec la nature) – nous dirons que précisément la société communiste sera révolutionnaire ou mieux en bouillonnement incessant, parce que le passé ne déterminera plus le présent. En effet, la création, le futur – le plan communautaire de vie de la nature et de l'espèce – prépareront le présent à un développement toujours plus complexe, plus haut, plus dense, original et nouveau.

En ce sens, la société communiste renouera avec tous les marxistes de l'histoire, tous ceux qui, comme Spartacus, Arminius, Dante, Cromwell, Robespierre, etc., ont fait avancer l'humanité d'un pas, en œuvrant dans le tourbillon de l'histoire et en sachant exprimer, sous la forme des grandes idéologies populaires, l'irruption actuelle de nouveaux rapports matériels qui s'imposaient à la vie sociale. Tous ces grands ordonnateurs de nouveaux systèmes sociaux jusqu'aux plus anciens furent des marxistes dans la conception de notre parti [114].

Ils exprimaient le futur dans le présent, non seulement par des actes, mais encore des idées qui forment une longue chaîne conduisant à l'émancipation humaine totale.

La Commune s'est soulevée non plus comme les grands révolutionnaires, qui portaient des noms flamboyants mais individuels, mais comme expression anonyme et une de toute la classe ouvrière qui avait créé la base de son action communiste dans la production, à la sueur de son front, donnant jour après jour son surtravail à la société. Le communisme était désormais en acte à la pleine lumière du jour : il se définissait d'abord contre la société capitaliste dont il était issu, en abattant ses ignobles superstructures de contrainte, l'État en tête, puis en décrétant au nom de la classe et de toute l'humanité des mesures de régénération sociale, avec des interventions despotiques dans le domaine social, politique, économique et idéologique. La société communiste naissait dans la lutte, la tragédie, comme tous les gestes humains grandioses qui vont jusqu'au sacrifice de la vie pour se défendre contre les gnomes qui cherchent à l'étouffer. Le souffle de l'espèce transcende l'individu ; le communisme et la solidarité ont raison des mesquineries privées.

---

114 Cf. l'article *United States of Europa*, in *Prometeo* n° 14, de 1950, p. 617.

Ainsi Spartacus, avec l'idéologie d'égalité morale de tous les hommes (ce que les chrétiens primitifs exprimaient en disant que chaque humain a une âme), élimine effectivement, dans une très large mesure, le jeu des droits personnels, en interdisant que la personne humaine soit traitée comme une marchandise que l'on vend et que l'on achète (ce caractère mercantile est encore aggravé chez le prolétaire dont la force de travail seule est une marchandise qu'il doit vendre… lui-même). Cf. *Propriété et Capital*, in *Prometeo* n° 13 de 1949, p. 578-579.

Guerre et paix

Les révolutionnaires sont seuls en État de comprendre la Commune qui a suivi le développement de l'industrie de 1849 à 1870, dont les lois furent celles-là mêmes que Marx a théorisées dans le Capital *où il suit les méandres de la taupe ouvrière qui prépare l'assaut contre la bourgeoisie et les propriétaires fonciers. En effet, tout mouvement, toute dynamique, tout futur dans le présent échappe aux conformistes qui sont figés dans l'enregistrement de l'immédiat, et n'ont pas d'yeux pour le devenir, la création, l'original, l'inédit. Ils ramènent tout au tangible concret, et donc à leurs schémas et préjugés établis. C'est ainsi que la Commune fut pour eux un État, alors que Marx-Engels y voient déjà un État-collectivité* (Gemeinwesen) *capable de se dissoudre ; ils y voient la régénération de la France, alors qu'elle est le signal de la régénération du monde ; ils y voient la guerre contre les Prussiens, alors qu'elle est guerre contre toutes les bourgeoisies, allemandes et françaises réunies avec l'Angleterre et les États-Unis à l'arrière plan* [115]*. Bref, selon l'expression forgée pour eux par Marx, elle est l'« impossible communisme ».*

Et ici encore, l'analyse de Marx glace de terreur les bourgeois : la Commune est née de la dissolution même de la société capitaliste, non pas au sens moral qu'y voient les nains quand ils confrontent la Commune « dure et pure » à la dépravation du Second-Empire, mais au sens qu'elle fut la négation dialectique du totalitarisme impérialiste et de l'idéologie libérale par ses interventions despotiques dans le domaine politique et économique. Le Second Empire avait mis en place les structures impérialistes à partir desquelles les monopoleurs et les accapareurs intervenaient pour drainer les profits et orienter la production en leur faveur, et voilà que ces superstructures servaient aujourd'hui de levier pour les mesures conscientes et systématiques de régénération sociale : le totalitarisme impérialiste était le tremplin de la révolution communiste.

C'est aussi des terribles réalités de la guerre impérialiste qu'a jaillie la Commune, comme cela sera le cas de la révolution russe et allemande de 1917 et

---

[115] Cf. MARX-ENGELS, *la Commune de 1871*, Ed. 10/18, cf. p. 134-139, 174-180, sur les manœuvres des bourgeoisies américaine et anglaise contre la Commune.

1919, et même des révolutions anti-impérialistes des continents de couleur de cet après-guerre. C'est, en somme, la société officielle ou – comme Marx l'appelle dans d'autres textes – la contre-révolution elle-même qui lui a donné le signal. Le 18 mars, cherchant à désarmer les ouvriers de Montmartre, de Belleville et de la Villette, dans l'épisode de la « récupération » des canons à l'instigation de la bourgeoisie allemande complice de la française, les troupes de Thiers mirent le feu aux poudres. Marx explique que ce « prélude au désarmement général (de Paris) donna conscience aux ouvriers que la révolution du 4 Septembre qui avait vu s'écrouler l'État impérial, était la leur propre » et que le gouvernement Thiers n'avait fait qu'usurper le pouvoir car, en chassant Napoléon III, les ouvriers avaient fait de cette révolution « le régime légal de la France », et « la République, son œuvre, était reconnue par le vainqueur dans les termes mêmes de la capitulation » [116].

Marx éclaire, dans ce contexte, le point fondamental du défaitisme révolutionnaire dans la guerre impérialiste qui est la condition sine qua non *de la révolution et du communisme, parce que c'est l'acte premier, dramatique, militaire, par lequel la classe ouvrière affirme son autonomie et sa spécificité communiste en opposition à sa bourgeoisie nationale. Les ouvriers en abaissant les armes, en refusant de se battre contre leurs frères de l'autre côté du front, ne trahissent pas leur patrie, parce qu'ils sont au-delà de ce concept, ne pouvant « trahir » comme le font seuls les bourgeois et, de surplus, n'ayant pas de patrie. En effet, trahir la patrie n'est qu'une façon de faire bourgeoise : c'était Thiers qui pactisait avec l'ennemi de sa patrie, Bismarck, parce qu'ils menaient tous deux une guerre … où leur nation n'avait rien à chercher, parce qu'elle s'effectuait uniquement pour de sordides intérêts capitalistes. La nation française, comme toutes les autres, était morte quand la bourgeoisie, après avoir soudé derrière elle les autres classes pour abattre le féodalisme, avait pris le pouvoir, et dominait le pays pour l'exploiter : la réalité classiste se substitue alors à celle de la nation*[117]*. La guerre*

---

116 Cf. MARX, *la Guerre civile en France*, Ed. Sociales, 1968, p. 52.

117 La guerre impérialiste est la dissolution de la guerre nationale qui devient dorénavant – selon les termes de Marx - une pure mystification. Même du côté allemand, où le conflit de 1870 avait commencé objectivement comme une guerre nationale révolutionnaire, Bismarck était vite devenu impérialiste en allant contre les intérêts nationaux allemands – pour lesquels il aurait mieux valu prendre l'Autriche et faire ensuite la guerre contre l'impérialisme tsariste. Côté français, en plus des intérêts dynastiques bien connus de Bonaparte, la guerre était aussi dès l'origine l'expression de la poussée indirecte de la soif de profit des capitalistes

impérialiste avait révélé son secret au grand jour avec l'insurrection de la Commune : l'ennemi n'était pas en face, mais à la maison même – Bismarck et Thiers étaient alliés contre les ouvriers.

En effet, au plan économique, la guerre impérialiste naît du besoin de détruire la surproduction qu'ont créée les ouvriers en produisant de la plus-value en masse, et la crise que dénoue la guerre doit liquider les marchandises, les machines et les ouvriers en trop grand nombre – il faut donc massacrer les ouvriers, en même temps que les forces productives trop pléthoriques pour les rapports bourgeois. La défense de la nation n'est plus qu'un truc pour justifier le massacre et conduire les masses à la boucherie, tandis que, par-dessus les lignes du front, les bourgeoisies continuent de traiter leurs affaires – toujours sur le dos des exploités [118].

La bourgeoisie elle-même avait abaissé les armes devant les Prussiens pour pactiser avec eux contre ses ouvriers, empêchant ceux-ci – même s'ils l'avaient voulu, ce qui n'était pas le cas, comme l'a montré la Commune – de faire la guerre à l'ennemi de la « nation ». C'est elle qui donna le signal du défaitisme : « Il ne faut pas oublier que Trochu est orléaniste et, en tant que tel, il vit dans la peur constante de la Villette, de Belleville et des autres quartiers révolutionnaires de Paris, qu'il craint plus que les Prussiens » [119]. *L'armée officielle « est une force organisée plutôt contre un ennemi intérieur qu'extérieur »* [120]. « Tel est le véritable secret des défaites non seulement à Paris, mais dans toute la France, où la bourgeoisie a agi selon le même critère, en accord avec la plupart des autorités locales » [121].

---

français. Pour la stratégie du prolétariat dans les différentes phases du conflit franco-prussien, voir : *le Marxisme et la question militaire*, in *Fil du Temps* n°11, p. 164-193.

118 Sur les motivations économiques et sociales de la guerre franco-prussienne de 1870, cf. MARX-ENGELS, *la Crise*, Ed. 10/18, chapitres : *la Drogue du militarisme* et *Economie de guerre en permanence*, p. 225-232.

119 Cf. ENGELS, *Sur la Guerre*, in *Pall Mall Gazette* 26-1-1871, reproduit in MARX-ENGELS, *la Commune de 1871*, Ed. 10/18, p. 108.

120 *Ibid.*, 6-10-1870, *l.c.*, p. 107.

121 Cf. Marx à Kugelmann, 4-2-1871. (Souligné par le traducteur).

Dans la guerre impérialiste se vérifie à plein le jugement d'Engels de l'*Antidühring* : la bourgeoisie a fait son temps, elle n'est plus capable de dominer la vie sociale. Elle est contrainte irrésistiblement à liquider l'énorme surproduction qu'elle n'arrive pas à absorber, et de faire la guerre à une autre bourgeoisie – l'allemande, l'anglaise, la russe, qui est pourtant sa complice et alliée contre le prolétariat. Dans toutes les guerres impérialistes, la bour-

La guerre impérialiste est mère des révolutions prolétariennes, écrit Lénine. Et le défaitisme est le moment où la guerre entre États se renverse en guerre de classe. Le défaitisme est passif chez la bourgeoisie, et actif chez le prolétariat qui retourne ses armes contre sa propre bourgeoisie. La première mesure que le prolétariat peut prendre pour initier sa révolution et réaliser ses propres revendications de classe contre le capital est donc de sortir de la guerre impérialiste de manière claire et définitive – en luttant contre sa propre bourgeoisie.

La Commune ne pouvait être une révolution prolétarienne qu'en étant d'emblée internationale, en s'abstenant de faire la guerre à une seule bourgeoisie – pour Bismarck contre Thiers (en trahissant comme ce dernier, ce qui lui est impossible avec sa politique de classe) ou pour Thiers contre Bismarck (en étant chauvin… comme le compère de Thiers, Napoléon III). Elle se heurta inévitablement aux deux, mais EN PREMIER à Thiers. *En s'attaquant à Bismarck « au nom de toute la France », la Commune aurait repris à son compte « la bannière tricolore jetée dans la fange » par Thiers, … en abandonnant du coup ses mesures antibourgeoises révolutionnaires et en renonçant à ses mesures en faveur de la classe ouvrière et de son émancipation. La Commune, en ne reprenant pas la guerre avec Bismarck* [122]*, obligea la bourgeoisie française à se démasquer complètement en collaborant ouvertement avec Bismarck contre le peuple en armes de Paris. En effet, Bismarck avait exigé que Paris fut pacifié (qu'on lui enlevât ses canons et que l'on désarmât les ouvriers de Paris) pour satisfaire les conditions de paix prussiennes et obtenir le retrait des troupes d'occupation. Etant en paix avec la Prusse, les Communards qui réussirent à passer les premières lignes et tombèrent entre les mains prussiennes étaient épargnés, alors que les Versaillais les massacraient immédiatement. Enfin, il est clair que cette politique classis-*

geoisie française, par exemple, hésite entre l'alliance avec l'Allemagne ou avec l'Angleterre : elle demeure toujours partagée. Ainsi était-elle prête à collaborer massivement avec l'Allemagne de 1939-45. On peut déjà prévoir que la bourgeoisie française sera encore plus divisée dans le conflit qui se prépare.

122 Marx précise que « la Commune avait accepté les préliminaires de paix, et la Prusse avait proclamé sa neutralité » (*La Guerre civile en France*, p. 87). Et Engels souligne que lorsque Paris capitula, Bismarck n'osa pas désarmer lui-même ses défenseurs – la Garde nationale et le peuple en armes. De leur côté, les gardes nationaux ne cherchèrent pas à s'opposer avec les armes à l'entrée des Prussiens dans Paris, suivant en cela les conseils de l'Internationale. Il n'y avait donc pas d'État de belligérance officielle entre la Commune et Bismarck, ce qui n'empêcha pas ce dernier de suppléer lâchement Thiers dans son action contre Paris… Les Communards révélèrent ainsi les véritables motivations contre-révolutionnaires des deux bourgeoisies acoquinées dans cette phase finale de la guerre.

te de la Commune fournissait le meilleur terrain pour l'entente fraternelle avec les ouvriers allemands qui, de leur côté, se désolidarisaient de leur propre État. A contrario, en Espagne de 1936, il a suffi que les ouvriers acceptent de prendre le fusil contre le « fascisme » et de défendre la « démocratie », pour qu'ils lâchent leurs armes de classe les plus efficaces – grève générale, insurrection – en même temps que leurs revendications propres de classe. Ils subirent dès lors une meurtrière guerre conventionnelle qui fut le prélude à la croisade contre le fascisme du massacre impérialiste de 1939-45.

Le principe de l'art militaire du prolétariat révolutionnaire est qu'en sabotant le militarisme de son propre pays, on sabote en même temps le militarisme de l'autre côté de la ligne du front, car on ruine du même coup le principe militariste commun de la bourgeoisie [123]*. On rompt la solidarité nationale qui lie le prolétariat de chacun des deux pays à sa bourgeoisie et fait que les deux nations ou prolétariats s'entretuent dans les guerres atroces de l'impérialisme moderne. Le militarisme allemand avait un besoin pressant du militarisme français : l'un justifiait l'autre. Les prolétaires russes – après ceux de la Commune – avaient commencé à juste titre par détruire le militarisme qui les opprimait chez eux, et c'est pourquoi ils ont pu dire tranquillement aux Allemands : Retirez-vous des régions envahies, si vous voulez que nous fassions la paix. Si vous ne le voulez pas, commandez donc à votre armée de stationner et d'avancer. Nous verrons bien si elle vous obéira, lorsque nous lui aurons prouvé, en démobilisant la nôtre, qu'elle n'a en face d'elle aucun* ennemi*, alors qu'elle en a un sur le dos, c'est-à-dire vous, classe capitaliste et militariste* [124]*!*

---

123 Cf. *Fil du Temps* n° 12, p. 70-72, sur la répercussion du défaitisme d'un côté de la ligne du front sur l'autre.

124 Et si, nous dira-t-on, l'armée du pays où la bourgeoisie domine encore avance tout de même ?

« Lénine donna deux réponses à cette question : l'une réside dans l'histoire de la Commune qui n'aurait pas hésité, en mettant en déroute la flicaille bourgeoise de France, à accueillir à coups de canon également les Prussiens, mais en aucun cas elle n'aurait abaissé le drapeau rouge de la révolution. L'autre réponse aux apologistes tordus de la guerre bourgeoise, impérialiste, contre-révolutionnaire, fut justement : *la guerre*. Notre guerre, la guerre révolutionnaire, la guerre socialiste. Contre le même ennemi alors ? Alors la *même* guerre défendue par nous ? ricane le contradicteur philistin. Non, parce que la nouvelle guerre est une guerre de classe, parce qu'elle n'est pas conduite aux côtés de l'Etat bourgeois et de son Etat-major, déjà renversés ; parce que sa victoire ne sera pas la victoire d'une coalition impérialiste mais celle de la révolution mondiale » (*Struttura…*, chapitre : *Victoire dans un seul pays*). En somme, défaitisme et guerre révolutionnaires sont des *moyens* au service du même *principe* internationaliste lorsqu'ils sont maniés par le pouvoir prolétarien, en opposi-

En somme, il faut qu'un peuple réussisse, chez lui d'abord, à briser le militarisme et le mirage de la solidarité nationale avec la bourgeoisie, pour pousser irrésistiblement l'autre peuple vers la même solution. Certes, la situation propice à ce mot d'ordre ne se crée pas, mais elle survient à chaque massacre impérialiste, et attendre alors *que l'autre commence, c'est renoncer soi-même à la révolution. La paix de Brest-Litovsk sema le défaitisme dans les rangs de l'armée allemande, et mit non seulement fin à la guerre mondiale, mais renversa encore le gouvernement du Kaiser. En ce sens, la lutte contre le militarisme est un levier puissant pour élargir aux autres pays la révolution et dépasser la forme nationale de celle-ci. La clé de la « simultanéité » de l'action révolutionnaire est le sabotage de la défense nationale bourgeoise.*

Ce défaitisme est l'unique moyen qui permette ensuite de s'emparer du pouvoir bourgeois qui repose essentiellement sur l'armée : il faut désagréger le militarisme intérieur pour ébranler la domination bourgeoise, et Marx de préciser : « C'était en même temps la plus sûre garantie contre l'agression étrangère, et cela rendait, en fait, le coûteux appareil militaire IMPOSSIBLE DANS TOUS LES AUTRES ETATS » [125]*. Mieux encore, la suppression de l'armée permanente – qui ne se*

---

tion complète au militarisme et au défaitisme bourgeois (*Struttura…*, chapitre : *La guerre 1914)*. Une parfaite illustration de ces derniers fut donnée par Staline, qui n'hésita pas à user du défaitisme dans certains pays en guerre pour ensuite appeler à la guerre au sein du camp impérialiste le plus fort lors de la Seconde guerre mondiale : le seul principe étant alors la politique de l'Etat national russe.

125 Cf. MARX, *la Guerre civile en France*, Ed. Sociales, 1953, p.214.

Ce recueil n'aurait pas de sens, s'il ne donnait pas une vision marxiste des tâches actuelles. Toutes les interventions combinées de la bourgeoisie mondiale ont certes bien souvent écrasé dans l'œuf les mouvements de classe, mais elles favorisent aussi le dépassement rapide de la « phase nationale » de la future révolution. C'est la bourgeoisie, au reste, qui a tissé des liens économiques entre tous les pays aux frontières desquels les ouvriers font la navette pour trouver du travail, les questions de langue étant elles aussi dépassées, soit que ces régions sont bilingues, soit que les ouvriers le sont devenus eux-mêmes. Dans ces conditions, on peut penser qu'au prochain assaut en Europe la révolution débordera rapidement les frontières d'un pays : « Peut-on hasarder un schéma de la future révolution internationale ? Son aire centrale sera constituée par les pays qui ont répondu aux ruines de la guerre par une puissante reprise productive, en premier lieu l'Allemagne – y compris celle de l'Est – la Pologne et la Tchécoslovaquie. Une insurrection prolétarienne succèdera à l'expropriation féroce de tous les possesseurs de capital popularisé, et son épicentre devrait se trouver entre Berlin et le Rhin, le Nord de l'Italie et le Nord-Est de la France étant rapidement entraînés dans le mouvement… Dans cette troisième vague historique de la Révolution, l'Europe continentale deviendra communiste politiquement et socialement – ou bien le dernier marxiste aura disparu » (cf. *le Marxisme et la Russie*, 1957, in *Programme Communiste* n° 2 de 1957 (réédition en brochure intitulée *l'économie russe d'Octobre à nos jours*, 1960, p. 147).

fait pas par décret, mais par sa dissolution révolutionnaire – permet de lier la paysannerie au prolétariat au pouvoir, en la déliant de « l'impôt du sang » qu'elle verse cycliquement pour la bourgeoisie dans les guerres modernes où elle sert de piétaille [126]*. C'est enfin l'abolition du coûteux militarisme bourgeois qui permet de dégonfler littéralement le budget de l'État du prolétariat et d'effectuer un transfert de forces productives de l'industrie de l'armement et de la mort vers les productions de vie.*

Au centre : la dictature du prolétariat

C'est la violence politique *qui est la première mesure de transition au communisme : le prolétariat doit d'abord détruire l'État existant, puis organiser aussitôt le sien. Cette mesure ne peut encore dépasser le cadre national, à moins d'une victoire qui s'étende au-delà des frontières d'un pays ou qui soit simultanée dans plusieurs. Cette hypothèse est peu vraisemblable, car la domination bourgeoise cède d'abord au maillon le plus faible. Cependant, le défaitisme et les empiètements impérialistes dans des guerres qui portent une bourgeoisie sur les terres de l'autre sont aptes à propager rapidement la révolution à l'extérieur. Cependant, même si l'État de la dictature reste confiné géographiquement dans les limites nationales, toute son action, ayant un contenu social, a une portée internationale contre la bourgeoisie en général. Ses mesures sont universelles, parce qu'elles visent l'émancipation de l'homme, du salarié, qui existe partout de la*

Afin de fixer les idées, face aux impatiences de l'immédiatisme qui penserait que la crise de 1975, tout universelle et historique qu'elle soit, mène dans l'année à la décision, il faut rappeler que la révolution permanente à l'échelle internationale ou la révolution mondiale est un processus qui s'étend sur des 20, voire 50 ans. En effet, admettons, par exemple, que la guerre – faute de la révolution – suive l'actuelle crise mondiale, les Américains cherchant alors à utiliser comme piétaille les Chinois - comme ils l'ont fait, pour la deuxième guerre mondiale, avec les Russes afin d'occuper la première moitié de l'Europe. La révolution qui éclaterait au cours, ou après cette guerre, au centre de l'Europe dans notre hypothèse, ne pourrait représenter qu'une première vague de la révolution. Il faudrait attendre peut-être des décennies pour vaincre la forteresse américaine, qui pourrait s'appuyer sur des moitiés, voire des continents entiers dépendants d'elle. Ainsi Lénine parlait-il de trois siècles, par exemple, avant l'instauration du plein communisme à l'échelle du monde entier. Depuis Lénine, le capitalisme a essaimé dans le monde entier la base économique du communisme – ce qui raccourcit la période de transition au plein communisme, mais rend sans doute plus difficile la conquête du pouvoir qui prélude aux transformations socialistes.

126 Ibid.

même manière. Comme l'explique le Manifeste, *c'est sur la base de départ nationale que le prolétariat développe son action subversive : « Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut donc leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Cependant, comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique [et sa propre bourgeoisie est son ennemi numéro un. N.d.Tr.] s'ériger en classe dirigeante de la nation, se constituer lui-même en tant que nation, il est encore par là national, quoi que nullement au sens bourgeois du terme ». Et pour montrer que son action gouvernementale est sociale, Marx poursuit : « Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation ».*

*Au reste, la Commune le proclama elle-même : « Le drapeau de la Commune est celui de la République universelle » (*Journal officiel *du 31 mars 1871). C'est aussi pourquoi les ouvriers substituèrent la République* sociale, *le drapeau rouge, à la République* française *tricolore. D'emblée, le contenu international déborde de toutes parts la forme nationale déterminée par les limites de la première victoire.*

L'aspiration première, unique et constante, du Parti est - comme Marx n'a cessé de le répéter dans les statuts de l'Internationale, etc. – la conquête du pouvoir, l'érection de la dictature du prolétariat. Car cet acte est la conclusion et la synthèse de tous les efforts des prolétaires, en même temps qu'il fournit la clé de toutes leurs solutions – non pas au sens que l'État édifie le socialisme, mais qu'il garantit au prolétariat et au travail l'hégémonie dans la société par un acte de force contre les superstructures avec lesquelles la bourgeoisie régnait auparavant. Bref, l'État donne libre cours au développement du socialisme, en formant rempart contre ses ennemis. Toute la critique théorique de l'économie mercantile et monétaire, de la recherche du profit, de la production pour la production, du parasitisme des rentiers qui possèdent la terre, etc., y trouve sa sanction pratique – la critique par les armes – en éliminant du pouvoir les classes dominantes qui représentent tous ces rapports aliénés.

Ce premier acte politique rompt avec l'économie politique capitaliste et lui substitue celle du travail qui instaure le règne du producteur associé sur les ruines de la division du travail et des tâches séparées et aliénées de l'administration, de la politique, de l'État, de l'idéologie et des arts. La synthèse et

l'épanouissement complet des individus fait pièce à la spécialisation, la parcellarisation et la mutilation des individus.

Le fait que la Commune n'ait pas été décidée, organisée à l'avance, comme en Russie où le parti bolchévik a préparé, prévu le processus et la manière de prendre le pouvoir en octobre 1917, mais qu'elle fut un résultat spontané – dans la mesure où l'on peut faire, bien sûr, abstraction des traditions vivantes du prolétariat français et de la propagande de l'Internationale, etc. – montre que la révolution prolétarienne est déterminée à éclater de par les contradictions de l'actuelle société de classe. Elle confirme ainsi les lois de la révolution et du communisme inscrites dans le développement même de la société moderne, ainsi que la grande découverte de Marx sur la dictature du prolétariat. La Commune était nécessaire, déterminée ; elle pouvait et devait être théorisée en lois et principes irréfragables du prolétariat pour lui servir de guide demain et dans tous les pays par lesquels devait passer le même développement. Marx et Engels ne la décrivirent donc pas au gré des événements et à leur image directe, mais de manière scientifique, en établissant sa dynamique abstraite, théorique. Ainsi Engels expliquait-il à Bernstein que les descriptions de la Commune par Marx n'étaient pas froides et objectives, mais tendaient à établir les lois de toutes les révolutions prolétariennes du futur, dont elle représentait la matrice universelle : « Si dans la Guerre civile en France, *nous avons porté au compte de la Commune des plans plus ou moins conscients alors que ces tendances étaient plus ou moins inconscientes, ce n'est pas seulement parce que les circonstances le justifiaient, mais encore parce qu'il faut procéder ainsi. Les Russes [et ce n'est pas un hasard, puisque selon la prévision de Marx-Engels c'étaient eux qui devaient donner le signal de la révolution européenne après la défaite de la Commune. N. d. Tr.] ont fait preuve d'un grand bon sens, en mettant ce passage de la Guerre civile en annexe à leur traduction du* Manifeste *» (1-1-1884).*

De fait, Engels démontra que la Commune fut le tombeau du vieux socialisme spécifiquement français et le berceau du communisme international pour la France elle-même. Si la révolution communiste exige, pour réussir et pour être efficace, directe et radicale, la direction du parti, elle ne peut cependant éclater sans la convergence entre le processus naturel incompressible qui conduit à cette explosion et la volonté et la conscience de l'avant-garde. Ces derniers facteurs sont concentrés dans le parti de classe qui est une force matérielle. Il ne fait *pas la*

révolution, mais la dirige. *Il déchiffre le parcours que doit suivre la taupe de la révolution, il sait où appliquer le levier pour abattre le monstrueux édifice des superstructures bourgeoises en dictant un cours nouveau aux forces productives. Il n'échappe pas au déterminisme, mais il prévoit son devenir et le domine. L'une des thèses inhérentes à tout le corps théorique du marxisme, c'est que l'on ne peut sortir de la préhistoire humaine, sans prendre en mains, en le sachant et en le voulant, le sort des hommes. Il n'est pas possible de faire le saut révolutionnaire, si l'on se laisse porter par la vague de la révolution, car celle-ci exige volonté et connaissance, contrôle et domination du processus. Seul le parti communiste peut surmonter tous les méandres, avancées et reculs, hauts et bas du mouvement tourmenté de la révolution pour déboucher sur la victoire. Cela n'est possible que s'il « choisit » les déterminations générales, historiques pour dépasser les déterminations et suggestions immédiates qui fourvoient tout parti qui se laisserait porter par le mouvement. Or, les reculs et les défaites momentanés sont inévitables dans toute bataille d'envergure.*

Selon les termes du Manifeste, *le Parti communiste défend toujours les intérêts généraux de toute la classe* par delà – *voir* contre – *les intérêts économiques ou politiques IMMÉDIATS des diverses couches, professions, organisations particulières de la classe ouvrière, car « il a sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement ouvrier » - et d'agir en conséquence.*

Avec sa théorie, le parti domine le mouvement, le contrôle, le prévoit et le commande ; selon l'expression de Marx, le communisme est action dans le « mouvement su et compris ». Le Parti défend ainsi le futur dans le présent, l'intérêt de toute la classe contre les intérêts professionnels, contingents, particuliers et locaux des diverses catégories de travailleurs. Il veut et choisit donc – par delà l'actualité bornée et limitée – les solutions et la voie générales du mouvement ouvrier, en évitant les détours et méandres des impulsions immédiates, les oscillations et les hésitations. Il accélère en un mot le mouvement révolutionnaire, en concentrant et en unifiant les forces, en simplifiant les voies et moyens d'arriver au but qu'il s'est fixé clairement à l'avance – à partir de l'expérience des luttes du passé. Ici encore, le parti anticipe le communisme : il part de la conscience et de la volonté pour agir sur les conditions matérielles en renversant la praxis aveugle qui tâtonne.

Rupture politique et transition économique

C'est au niveau du parti que l'action se noue à la théorie, aux lois et au programme communistes. Un marxiste ne met pas en question les principes de la dictature, de la violence, du pouvoir Étatique centralisé et concentré, de l'abolition de la division de classe, de la société communiste sans pouvoir d'État : au plan politique, il ne peut admettre, sur ces impératifs, de compromis qui sacrifient l'autonomie et l'unité de classe du prolétariat. En revanche, au plan économique, les petits pas, voire deux pas en avant et un pas en arrière sont admissibles, voire sont de rigueur.

Une fois arrivé au pouvoir, les questions de principe et de théorie sont considérées comme réglées pour l'action de l'État de la dictature du prolétariat qui intervient despotiquement dans l'économie et la vie sociale : la mise en œuvre des mesures de transition est empirique et ne prétend pas à l'infaillibilité. Ce sont des moyens pour faire avancer les choses – à partir d'un niveau précapitaliste aussi bien que capitaliste – et leur contenu peut être bourgeois, par exemple, telle mesure que la bourgeoisie a omis de prendre en raison de son esprit borné et timoré.

Au plan économique, la Commune n'a certes pu faire de grands pas vers le socialisme [127]*, mais son intérêt n'est pas là. Il est tout entier dans le fait qu'elle a*

---

127 Ainsi n'a-t-elle pu abolir ni l'argent, ni le salariat, ni le profit, ni la rente : elle n'a pas encore mis fin à la domination du capital « abstrait » ou général, mais a mis en place tous les mécanismes qui les élimineront au bout d'une très longue évolution. Par exemple, si les capitalistes ont fui avec les propriétaires fonciers, la source de leurs revenus n'en est pas pour autant tarie. Et on peut même dire, avec Lénine, qu'il existe toujours la base sur laquelle « chaque jour, chaque heure, d'une manière spontanée et continue » renaîtront le capitalisme et la bourgeoisie, c'est-à-dire le péril social des couches *populaires* – et avec elles la petite production marchande du petit paysan ignare, de l'artisan borné, avec leur appendice, l'odieux boutiquier. C'est ce que démontre magistralement le texte prémonitoire de Lénine, *la Maladie infantile*, qui distingue nettement entre les expressions de *prolétariat* et de *peuple.*

Les ouvriéristes démocrates règlent le problème de façon volontariste, en proclamant prolétaires tous les petits-bourgeois et en prolétarisant ainsi le terme hybride de peuple. De cette manière, ils ont atteint leur but le soir même de la révolution, « tandis que nous disons aux ouvriers : il vous faut traverser 15, 20 ou 50 ans de guerres civiles pour changer les conditions existantes et vous rendre aptes à la domination sociale » (Cf. MARX, Intervention au *Conseil central de la Ligue des communistes*, 17-9-1850, trad. fr. in *le Parti de classe*, PCM, 1973, tome 2, p. 12-13).

instauré la dictature du prolétariat – et toute la transition au socialisme s'y lit déjà.

La première mesure du prolétariat annonce déjà qualitativement, *sinon quantitativement, ce changement radical : la conquête de l'État, c'est-à-dire des superstructures politiques, juridiques, administratives et idéologiques, le met en mesure de gérer la société et de développer l'initiative des masses. En s'appropriant les fruits intellectuels du travail tournés jusqu'ici contre elles, les masses révolutionnent au fur et à mesure la science issue du procès de production collectif, la politique qui leur permet d'organiser communautairement et solidairement les rapports humains, l'idéologie et l'art qui fusionneront avec la vie et la production sociales. L'essentiel se trouve dans la tendance et l'orientation nettement sociales, et non plus* privées. *D'où une double caractéristique des mesures socialistes : la concentration et la centralisation qui permettent d'unir tous les éléments séparés et antagoniques de l'évolution antérieure, et la diffusion systématique, parmi les masses, de ces éléments réconciliés dans l'homme qui se les approprie progressivement certes, mais déjà collectivement.*

Comme le note Marx, la Commune n'a jamais promis de miracles collectivistes au sein de l'économie limitée et désorganisée par la guerre. Elle entamait seulement un long processus historique qui systématisait d'abord la lutte de classes en lui fournissant un cadre où elle se déroulerait dans les conditions les plus favorables possibles pour le prolétariat disposant de l'arme du pouvoir. En effet, au soir de la conquête de l'État, la lutte des classes n'est pas terminée, comme le suggère l'idéologie anarchiste. Elle s'exaspère au contraire, puisque – comme la Commune l'a démontré – cette première victoire à l'échelle nationale *crée un nouvel ennemi au prolétariat victorieux – la bourgeoisie* internationale. *Quoi qu'il en soit, contre les classes non prolétariennes de l'intérieur, le parti au gouvernement dispose de l'arme économique aussi bien que politique et militaire, et désormais* la lutte des classes se poursuit *dans une position renversée : le proléta-*

A propos de la définition du terme de peuple, Marx écrit : « Les démocrates reconnaissent qu'ils ont devant eux une classe privilégiée, mais eux, *avec tout le reste de la nation*, ils constituent le *peuple*. Ce qu'ils représentent, c'est le *droit du peuple* ; ce qui les intéresse, c'est l'*intérêt du peuple*. Ils n'ont pas besoin, avant d'engager une lutte, d'examiner les intérêts et les positions des différentes classes… Ils n'ont qu'à donner le signal pour que le *peuple* fonce avec ses ressources inépuisables sur ses *oppresseurs* » (Cf. MARX, *le 18 Brumaire*, Ed. Sociales 1969, p. 54).

riat combat en s'appuyant sur tous les moyens que lui procurent sa situation de classe dominante.

En toute occurrence, il ne s'agissait pas encore d'amorcer le processus de transition au socialisme dans la production et la distribution. Néanmoins, d'emblée, tout était changé. Nous sommes dans un autre monde. La guerre civile – et non l'action voulue *de la Commune – a brûlé les étapes, sans doute trop vite* [128]*. En effet, « l'expropriation des expropriateurs », cette belle et vieille phrase de Marx, était surtout une formule d'agitation destinée à indiquer le* but final *de l'action plutôt qu'une mesure à prendre immédiatement. Dans la France de 1871, il fallait encore développer massivement les divers domaines de la connaissance, de la technique et de l'expérience avant d'amorcer la transition au socialisme qui requiert une progression consciente et massive vers une productivité du travail supérieure à celle du capitalisme, sur la base des résultats atteints par celui-ci* [129].

En conséquence, ce fut le travail politique de recensement et de contrôle qui prit tout d'abord le pas sur l'expropriation des expropriateurs, parce qu'il s'agit encore d'apprendre des capitalistes avant de les dépasser. En somme, la mesure politique a largement priorité sur l'économique. Un premier pas décisif est cependant accompli du fait que l'État qui défendait les privilèges des classes domi-

128 Au cours des crises – et les guerres en sont le comble -, l'histoire s'accélère. Au lieu d'être un handicap pour la révolution, elles imposent plutôt des mesures générales d'urgence, en exaspérant l'effort et la mobilisation des énergies révolutionnaires. Elles accélèrent au maximum le pouls de la révolution. Il ne fait pas de doute que les mesures peuvent alors anticiper de loin sur les possibilités concrètes de l'économie. La famine, la guerre et les difficultés de toutes sortes permettront de rompre radicalement avec les odieuses sociétés de classe dont elles sont les dernières manifestations, et elles souderont encore plus rapidement la solidarité et le communisme avec son esprit anti-mercantile et anti-monétaire que ne pourraient le faire sur le papier des mesures apparemment plus rationnelles. La révolution est elle-même la grande force du socialisme.

129 Les mesures de la Commune ne sont donc pas dictées directement par l'aveugle nécessité économique, mais suivent autant que possible la volonté humaine de la collectivité. Le premier pas dans cette direction est l'organisation systématique du recensement et du contrôle dans les entreprises, qu'elles soient abandonnées *ou non* par les capitalistes. Les cadres, les « spécialistes » et même les capitalistes peuvent parfaitement rester en place dans de nombreux cas, puisqu'ils « savent mieux diriger » le procès économique au plan technique et que les ouvriers doivent apprendre d'eux : la direction sociale se trouve entre les mains des ouvriers organisés en classe dominante dans l'Etat de la dictature du prolétariat. C'est déjà le renversement de la praxis : ce n'est plus l'économie qui dicte les superstructures politiques et idéologiques, ce sont celles-ci qui renversent le sens du déterminisme aveugle de l'économie en une action concertée vers les besoins humains.

nantes et orientait la production dans leur intérêt est transféré, non plus à des individus, mais à la collectivité laborieuse. Ainsi, le paysan ne sera plus martyrisé par la finance, ni exproprié et prolétarisé : la collectivité le haussera progressivement, par un transfert de plus-value à son profit, au niveau de producteur de coopératives de village et de canton, puis de département et de la nation ; à ce point, il aura dépassé la division du travail, ayant combiné les activités industrielles, intellectuelles et agricoles.

Le but est présent dans toute l'orientation nouvelle du pouvoir, et cela dès le début, alors qu'on ne pourra encore dire au paysan que ceci : si tu acceptes la domination du prolétariat, tu peux compter qu'il ne te traitera pas aussi mal que le propriétaire foncier et le grand capitaliste.

L'instauration de la dictature du prolétariat – comme tout gouvernement révolutionnaire : cf. l'État bon marché avec l'administration stricte au début du capitalisme (Robespierre, Payne, Adam Smith, Mao, etc.) – introduit l'ordre et la rigueur dans la gestion des affaires publiques en opposition flagrante avec la corruption et l'immoralité de l'État des classes dominantes surannées. C'est le nettoyage, la remise en ordre de la vie économique, de l'ingénue « révolte contre tous le coquins » de la chanson !

Il ne faut pas sous-estimer l'importance de cette phase : en enlevant la plus-value aux capitalistes et aux rentiers, on peut commencer à orienter *tout l'appareil de production vers la fabrication d'autres produits, plus sains et plus utiles aux masses. On peut éliminer des branches entières de l'inutile production de luxe qui, dans les sociétés de classes, est développée en priorité et même au détriment des articles de première nécessité, parce qu'elle bénéficie d'un débouché solvable, alors que le pouvoir d'achat des masses pour les articles essentiels est plus que réduit. Le travail humain peut être appliqué aux productions les plus nécessaires. Un pas décisif est fait pour substituer la valeur d'usage à la valeur d'échange. Certes, le socialisme est tout autre chose qu' « une bonne administration et une bonne gestion » - mais, sans elles, il serait inconcevable.*

La gestion économique – non plus mercantile, ni monétaire, ni salariale – du stade le plus bas du socialisme sera fondée sur le calcul planifié des grandeurs physiques fondamentales pour la société, à savoir le temps de travail et la masse des articles de consommation. Cela n'est évidemment possible que si la produc-

tion a déjà atteint un niveau de développement considérable. A ce propos, il est indiscutable que la Commune n'a pu appliquer en réalité les mesures - surtout celles économiques - qu'elle avait décrétées, car elle manquait non seulement de temps, mais encore de l'espace géographique, étant restée confinée à Paris, de surcroît en État de guerre et de famine. Il est clair, dans ces conditions, que la glorieuse affirmation de la rémunération égale (qui permet d'introduire une autre mesure essentielle de passage au socialisme : la mise en équilibre de la consommation sociale et du temps social de travail de tous, grâce auquel on peut abolir le mécanisme mercantile de ce rapport) n'a pu véritablement être mise en place. Les Fédérés mangèrent plus de rats d'égout que de grains des fécondes plaines de Beauce et de Brie, et l'administration ne commanda pas tant les ouvriers des fabriques, en grande partie closes, que les ouvriers luttant sur les barricades et fortins de ce temps-là, ouvriers non pas salariés, mais transformés en grenadiers et canonniers. Mais, en dépit du minimum de gestion administrative que la tragédie consentait à la Commune, elle dût prendre en charge des fonctionnaires et les payer. Cependant, elle prévint ses épiques « bureaucrates » qu'ils ne seraient pas payés plus qu'un ouvrier de fabrique. En fait, il arriva plutôt qu'elle ne paya ni les uns ni les autres, et les premiers restèrent à leurs écritoires, comme les seconds à leurs canons – en serrant la ceinture et les dents.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

II. EXEMPLE HISTORIQUE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

TEXTES DE MARX-ENGELS

Retour à la table des matières

II. EXEMPLE HISTORIQUE
DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

LA COMMUNE DE PARIS DE 1871

« La classe ouvrière n'exigeait pas de miracles de la Commune. Elle n'a pas d'utopies toutes prêtes à introduire par décret du peuple. Elle sait que pour produire sa propre émancipation, et avec elle cette forme de vie plus élevée à laquelle tend irrésistiblement la société actuelle de par sa propre évolution économique, elle devra passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques, qui transformeront complètement les circonstances et les hommes. Elle n'a pas d'idéaux à réaliser ; elle a seulement à libérer les éléments de la société nouvelle qui se sont déjà développés dans les flancs de la société bourgeoise qui s'effondre. »

Marx, la Guerre civile en France.
Adresse du Conseil général de
l'Association Internationale des Travailleurs.

Retour à la table des matières

Universalité du processus révolutionnaire

En ce qui concerne les combats de Paris, on peut craindre que la fin ne soit proche [130]. Cependant, si la Commune est battue, la lutte est simplement différée. Les principes de la Commune sont éternels et ne peuvent pas être détruits : *ils resurgiront toujours de nouveau jusqu'à ce que la classe ouvrière soit émancipée.*

La Commune de Paris a été écrasée avec l'aide des Prussiens qui ont assumé le rôle de gendarmes de Thiers. Bismarck, Thiers et Favre ont conspiré pour anéantir la Commune. À Francfort, Bismarck a reconnu que Thiers et Favre lui avaient demandé d'intervenir. Le résultat démontre qu'il est disposé à faire tout ce qui est en son pouvoir pour les aider – sans risquer la vie de soldats allemands, non parce qu'il ménage les vies humaines lorsque s'ouvre à lui la perspective d'un butin, mais parce qu'il veut humilier encore davantage les Français, qui se battent entre eux, pour pouvoir leur extorquer encore plus de choses. Bismarck a

---

130 Cf. Marx, Exposé du 23-5-1871 au Conseil général de la 1ère Internationale, in *Werke*, t. 17, p. 636-637.

Bien que Marx ait écrit lui-même que la Commune avait *démontré* qu'il fallait détruire la machine d'Etat capitaliste avant d'instaurer l'Etat prolétarien, sa théorie de la dictature du prolétariat était élaborée depuis longtemps sur ce point. Ainsi écrit-il à Kugelmann, le 12-4-1871 : « Si tu relis le dernier chapitre de mon *18-Brumaire*, tu verras que j'y prévois que le prochain assaut révolutionnaire en France devra s'attacher non plus à faire passer la machine bureaucratico-militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la *détruire*, et que c'est là la condition préalable de toute révolution véritablement populaire sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de Paris ».

Dans l'énorme matériel de Marx sur la Commune, nous avons extrait ce qui touche particulièrement à la dictature du prolétariat. Pour ce qui est, par exemple, des trois Adresses de Marx sur la guerre franco-allemande et la Commune, cf. *la Guerre civile en France*, Editions Sociales, pour ce qui est des événements qui ont préparé l'insurrection, ainsi que les commentaires au jour le jour et les enseignements que Marx-Engels en ont déduits, cf. Marx-Engels, *la Commune de 1871*, Editions 10/18. Nous avons extrait le texte que nous reproduisons ci-après des diverses Ebauches que Marx a faites pour sa troisième Adresse sur la Commune. Nous renvoyons le lecteur au texte de Lénine sur *l'Etat et la révolution* pour un commentaire marxiste sur la Commune auquel nous adhérons entièrement et qui se retrouve implicitement tout au long de ce recueil. A propos de la défense de la dictature du prolétariat contre les falsifications les plus diverses, cf. Lénine, *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, in *Œuvres*, t. 28, p. 233-336. Le lieu n'est pas de polémiquer ici contre les prétendus marxistes ou léninistes qui ont abjuré la dictature du prolétariat en continuant de s'appeler communistes au lieu de kautskystes : eux qui retournent tous les mots ne doivent pas être combattus par des mots.

autorisé Thiers à utiliser plus de soldats que n'en prévoyait la convention [131], mais il n'a permis qu'un approvisionnement limité de Paris en vivres.

Si la Commune représentait tous les éléments sains de la société française, et, en conséquence, était le gouvernement véritablement national, elle était en même temps un gouvernement des ouvriers et donc la courageuse avant-garde luttant pour l'émancipation du travail, internationale au plein sens du terme. Sous les yeux de l'armée prussienne qui avait annexé à l'Allemagne deux provinces françaises, la Commune annexait à la France les ouvriers du monde entier.[132]

Le second Empire avait été l'orgie de la filouterie cosmopolite, la crapule de tous les pays s'était ruée à son appel pour participer à ses bacchanales et au pillage du peuple français. En ce moment même, le bras droit de Thiers est Ganesco, escroc valaque, et son bras gauche, Markovski, espion russe. La Commune admit tous les étrangers à l'honneur de mourir pour une cause immortelle.

Entre la guerre contre l'étranger, perdue par sa trahison, et la guerre civile, fomentée par son complot avec l'envahisseur étranger, la bourgeoisie avait trouvé le temps d'afficher son patriotisme, en organisant la chasse policière aux Allemands habitant en France. La Commune a fait d'un ouvrier allemand son ministre du travail. Thiers, la bourgeoisie, le second Empire avaient constamment floué la Pologne par des bruyantes professions de sympathie tandis qu'ils la livraient en réalité à la Russie, dont ils accomplissaient les basses œuvres ; la Commune honorait les fils héroïques de la Pologne en les plaçant à la tête des défenseurs de Paris.

---

131 Il s'agit de la Convention d'armistice, signée par le gouvernement bourgeois le 28 janvier 1871, qui prévoyait les conditions de la reddition de Paris et l'élection d'une Assemblée nationale (le 8 février). Celle-ci, à écrasante majorité réactionnaire, désigna Thiers comme chef de l'Exécutif et ratifia les Préliminaires de paix dictés par Bismarck le 1er mars 1871, au moment même de l'entrée des Prussiens dans Paris. De ce jour, Paris passa sous l'autorité de fait du Comité central de la Garde nationale, de composition prolétarienne.

132 Cf. Marx, *la Guerre civile en France. Adresse du Conseil général de l'A.I.T.* in *Werke*, t. 17, p. 346. Cette collusion de toutes les bourgeoisies internationales contre le soulèvement prolétarien s'est vérifiée des dizaines et des dizaines de fois sous nos yeux – depuis la Commune de Varsovie de 1944 et celle de Berlin de 1953 où le complice impérialiste laissa assassiner et déporter sans broncher jusqu'aux interventions cubaines en Afrique avec l'assentiment de la Maison Blanche, pour arrêter la révolution bourgeoise qui risquait de basculer en révolution prolétarienne. On nous pardonnera d'actualiser Marx ! Mais comment comprendre la Commune, si l'on ne voit pas clair aujourd'hui et comment comprendre les événements brûlants d'aujourd'hui sans les analyses d'hier de nos classiques ?

Pour marquer clairement l'ère nouvelle de l'histoire qu'elle avait conscience d'initier, la Commune jeta bas ce colossal symbole de la guerre et de ses pompes, la colonne Vendôme, sous les yeux des conquérants prussiens d'un côté, et de l'armée française conduite par des généraux bonapartistes de l'autre.

Comme tous les artifices se sont dissipés au souffle du Paris révolutionnaire [133] ! En manifestant ouvertement ses tendances internationales, car la cause des producteurs est partout la même, tout comme son ennemi est partout le même quelle que soit sa nationalité ou son travestissement national, Paris a proclamé le principe de l'admission des étrangers à la Commune. Il a même élu un travailleur étranger (membre de l'Internationale) à son Exécutif, et a décrété d'abattre le symbole du chauvinisme français – la colonne Vendôme !

Tandis que les bourgeois chauvins démembraient la France et opéraient sous la dictature de l'envahisseur étranger, les ouvriers ont battu l'adversaire étranger en portant leurs coups contre leur propre classe dominante ; ils ont fait sauter les divisions en conquérant la position d'avant-garde parmi les ouvriers de toutes les nations !

Le franc patriotisme de la bourgeoisie – si naturel chez les véritables propriétaires des divers biens « nationaux » – n'est plus qu'une mystification pure et simple par suite de la nature cosmopolite qui marque ses entreprises financières, commerciales et industrielles. Dès lors que ces conditions sont les mêmes dans tous les pays, cette baudruche y éclatera comme en France…

Le *Journal officiel* du Comité central du 20 mars relate : « Les prolétaires de la capitale – au milieu des défaillances et des trahisons des classes dominantes – ont compris que l'heure était arrivée pour eux *de sauver la situation* en prenant en mains la direction des affaires publiques » (l'administration d'État). Ils dénoncent « l'incapacité politique et la décrépitude des mœurs bourgeoises » comme source des « malheurs de la France » : « Les travailleurs qui produisent tout et ne jouissent de rien, souffrent de la misère au milieu de leurs produits accumulés, fruit de leur labeur et de leur sueur… *Ne leur sera-t-il jamais permis d'œuvrer à leur émancipation* ?... Le prolétariat , en face de la menace permanente qui pèse

133 Marx, Première Ebauche de la Guerre civile en France, in Werke, t. 17, p. 559, 558.

sur ses droits, de la négation absolue de toutes ses aspirations légitimes, de la ruine de la patrie et de toutes ses espérances, a compris qu'il était de son devoir impérieux et de son droit absolu de prendre en main ses propres destinées et d'en assurer le triomphe » en s'emparant du pouvoir (cf. *Déclaration au peuple français*, 20-4-1871).

Il est clairement affirmé que le gouvernement de la classe ouvrière a été en premier lieu, indispensable pour sauver la France de la ruine et de la décomposition dont la menaçaient les classes dominantes, si bien que déloger du pouvoir ces classes (qui avaient perdu la capacité de diriger la France) a été une *nécessité de salut public* [134].

Mais il n'est pas moins clairement affirmé que le gouvernement de la classe ouvrière ne peut sauver la France et œuvrer pour les affaires de la nation qu'en travaillant à *sa propre émancipation*, car les conditions de cette émancipation sont en même temps les conditions de la régénération de la France. Cela se traduit par la guerre ouverte du travail contre les propriétaires qui monopolisent les moyens de production, contre le Capital.

Le chauvinisme de la bourgeoisie est tout à fait inconsistant et donne un déguisement national à toutes ses exigences à elle. C'est un moyen, par le truchement des armées permanentes, de perpétuer les luttes entre les nations, pour subjuguer dans chaque pays les producteurs en les dressant contre leurs frères de chaque autre pays ; c'est un moyen pour prévenir la collaboration internationale des classes ouvrières, première condition de leur émancipation. Le caractère véritable de ce chauvinisme (devenu purement verbal depuis longtemps) est apparu au cours de la guerre de défense qui, après Sedan, a été partout paralysée par la

134 La révolution n'est pas affaire de volonté ou de conviction, c'est un phénomène physique au milieu duquel les hommes bouleversent leurs traditions et leur mode d'existence présent. La catastrophe, les contradictions brûlantes et tranchantes du capitalisme lui-même suscitent l'effondrement et l'échec de la bourgeoisie incapable de satisfaire les besoins les plus élémentaires des larges masses de la population. La révolution n'est pas une partie de plaisir – en dépit des descriptions romantiques des protagonistes de la révolution bourgeoise qui appelle à une fraternisation joyeuse, mais combien trompeuse, du peuple tout entier.

Les mesures que prendra le prolétariat révolutionnaire, au cours de la catastrophe sociale, d'abord de la crise économique mondiale de plus en plus aigue, puis des conflits armés qu'elle suscitera avec toutes les destructions, la misère et les larmes qui s'ensuivront, ne seront pas dictées par le bon sens, l'efficacité et la rationalité la plus grande possible, mais viseront à la sauvegarde collective et, en ce sens, pousseront vers la société communiste.

bourgeoisie chauvine ; il est apparu dans la capitulation de la France et dans la guerre civile déclenchée par le grand-prêtre du chauvinisme, Thiers, avec la permission de Bismarck…

Les Prussiens qui, dans l'ivresse bruyante de leur victoire militaire, contemplent les tourments de la société française et les exploitent en faisant de sordides calculs à la Shylock, avec la grossièreté désinvolte des hobereaux, sont déjà punis eux-mêmes par la transplantation de l'Empire en terre allemande [135]. Eux-mêmes sont condamnés à libérer en France les courants souterrains qui les engloutiront en même temps que le vieil ordre des choses. La Commune de Paris peut fort bien tomber, mais la révolution sociale qu'elle a instiguée, ne manquera pas de triompher. Les foyers où elle naîtra sont partout.

---

135 Cf. Marx, Seconde Ebauche de la Guerre Civile en France, in Werke, t. 17, p. 599-600.

Leviers pour changer la guerre impérialiste en guerre civile

Le complot contre-révolutionnaire eut directement comme conséquence inévitable le désarmement de Paris, mais il aurait pu être opéré avec plus de circonspection, de mollesse et à un moment plus opportun [136]. Cependant, il ne souffrait pas d'être différé, étant une stipulation de l'impérieux accord financier [137] dont les séductions étaient irrésistibles. Il fallait donc que Thiers s'essayât à un coup d'État : il déclencha la guerre civile, en chargeant Vinoy qui avait déjà trempé dans le coup d'État du 10 Décembre 1851, d'une incursion nocturne contre la butte Montmartre, à la tête d'une bande de sergents de ville et de quelques régiments de ligne. Son entreprise criminelle échoua devant la résistance des gardes nationaux et *leur fraternisation avec les soldats*. Le lendemain, dans un manifeste affiché sur les murs de Paris, Thiers informa les gardes nationaux de sa décision magnanime de leur laisser les armes, car il ne doutait pas qu'ils s'empresseraient de les utiliser contre les « rebelles » en se ralliant au gouvernement. Sur les 300 000 gardes nationaux, il n'en eut que 300 à répondre à son appel. La glorieuse révolution ouvrière du 18 mars avait incontestablement instauré son pouvoir sur Paris.

---

136 *Ibid.* p. 582-583.

137 Le gouvernement Thiers avait préparé un emprunt pour obtenir une "provision" de plus de 300 millions. Thiers reconnut que les milieux financiers avec lesquels il avait négocié cet emprunt avaient exigé que l'on commençât à « pacifier » le peuple de Paris. Ce n'est qu'après la défaite de la Commune, le 20 juin 1871, que la loi sur l'emprunt d'Etat fut adoptée.

Cette revendication de la bourgeoisie française à son comité d'administration dirigé par Thiers rejoint l'exigence de Bismarck, scellant ainsi l'Internationale bourgeoise contre le prolétariat. En effet, *la Convention d'armistice et de la capitulation de Paris* du 28-1-1871, signée par J. Favre et Bismarck, prévoyait qu'outre une contribution de 200 millions de francs payable aux Prussiens dans les 15 jours, Thiers devait livrer l'artillerie de campagne, le matériel de guerre de l'armée de Paris ainsi que de nombreux forts aux autorités allemandes. C'est donc en faisant exécuter cette double exigence bourgeoise que la contre-révolution poussa le prolétariat à s'insurger. L'alliance des monstres froids bourgeois n'exclut pas les rapports impérialistes entre eux.

Le 18 mars, à 3 h. du matin, les agents de police et divers bataillons de ligne étaient à Montmartre, Belleville et La Villette pour prendre à l'improviste les gardiens de l'artillerie et leur arracher de force leurs canons [138]. La Garde nationale résista, les soldats de la ligne *levèrent la crosse en l'air* (Fr.), *malgré les menaces et les ordres du général Lecomte* que ses soldats fusillèrent le même jour et en même temps que Clément Thomas. « Les troupes de la ligne mirent leur crosses en l'air et fraternisèrent avec les insurgés ».

L'un des officiers bonapartistes, engagé dans l'attaque nocturne contre Montmartre, le général Lecomte, avait par quatre fois ordonné au 81e régiment de ligne de faire feu sur des civils sans armes, place Pigalle, et, devant le refus de ses hommes, il les avaient rageusement insultés [139]. Au lieu de fusiller femmes et enfants, ses propres troupes le fusillèrent, lui. Les habitudes invétérées acquises par les soldats à l'école des ennemis de la classe ouvrière ne vont pas, bien sûr, changer à l'instant même où ces soldats passent aux côtes des ouvriers : ces mêmes hommes exécutèrent aussi Clément Thomas.

La défaite infligée à Vinoy par la Garde nationale n'était qu'un rejet de la contre-révolution ourdie par les classes dirigeantes [140]. Cependant, le peuple de Paris fit aussitôt de ce réflexe de défense le premier acte de la révolution sociale. La révolution du 4 Septembre avait rétabli la République, après que le trône de l'usurpateur avait été renversé. L'opiniâtre résistance de Paris durant le siège, qui constitua la base de la guerre de défense en province, avait arraché à l'envahisseur étranger la reconnaissance de cette République, dont la véritable signification et le véritable but ne furent révélés que le 18 mars. Elle devait abolir les conditions politiques et sociales de la domination de classe sur lesquels repose le système du vieux monde, qui avaient engendré le Second Empire et avaient, sous sa tutelle, mûri jusqu'à la pourriture. L'Europe frémit comme sous un choc électrique. On eut l'impression qu'un moment elle se mit même à douter de la réalité de ses récents exploits sensationnels dans le domaine politique et militaire, comme s'il ne

---

138 Cf. MARX, *Première Ebauche…*, in *Werke,* t. 17, p. 566.

139 Cf. MARX, la Guerre civile en France, in Werke, t. 17, p. 331.

140 Cf MARX, *Seconde Ebauche…*, in *Werke,* t. 17, p. 584.

s'agissait que de simples rêves sanguinaires appartenant à un passé depuis longtemps révolu. Portant sur son visage les traces d'une longue famine, la classe ouvrière de Paris, face aux baïonnettes prussiennes, conquit d'un seul coup la position d'avant-garde dans la lutte pour le progrès, etc.

La Commune avait été proclamée par les ouvriers de Lyon, Marseille et Toulouse après la défaite de Sedan [141]. Gambetta fit de son mieux pour l'écraser. Pendant le siège de Paris, eurent lieu les soulèvements toujours répétés des ouvriers – chaque fois écrasés sous divers prétextes par les Bretons de Trochu, dignes héritiers des Corses de Louis-Napoléon – qui constituaient autant de tentatives pour remplacer le gouvernement des escrocs par la Commune. La Commune, qui mûrissait alors déjà en silence dans la conscience du prolétariat, était le vrai mystère de la révolution du 4 septembre…

Qu'est-ce donc que la Commune, ce sphinx qui met l'entendement bourgeois à si rude épreuve ? Dans sa conception la plus simple, elle est la forme sous laquelle la classe ouvrière se saisit du pouvoir dans ses principaux bastions sociaux, à Paris et dans les autres centres industriels.

Quel que soit le mérite de chacune des mesures de la Commune, sa mesure la plus importante fut sa propre création et sa propre organisation qui jaillit à un moment où l'ennemi étranger se trouvait à une porte, et l'ennemi de classe à l'autre porte [142]. Elle démontra sa vitalité par son existence, et confirma sa théorie par son action. Son apparition fut une victoire sur les vainqueurs de la France. Paris captif reprit à lui, d'un élan hardi, la direction de l'Europe, non en s'appuyant sur la force brutale, mais en prenant la direction du mouvement social, en donnant corps aux aspirations de la classe ouvrière de tous les pays.

Si toutes les grandes villes s'étaient organisées en Communes selon le modèle de Paris, aucun gouvernement n'aurait pu réprimer le mouvement en le surprenant par une réaction soudaine. C'est précisément grâce à cette conquête préliminaire que le mouvement gagnerait le temps nécessaire à son développement interne,

---

141 Cf. Marx, Seconde Ebauche…, in Werke, t. 17, p. 591.

142 Cf. Marx, *Première Ebauche…*, in *Werke*, t. 17, p. 545.

ainsi que sa meilleure garantie. La France entière se serait organisée en Communes s'administrant et se gouvernant elles-mêmes, l'armée permanente aurait été remplacée par la milice populaire [143], la masse des parasites d'État écartée, la hiérarchie cléricale remplacée par les maîtres d'école, les tribunaux d'État transformés en organes de la Commune ; les élections de la représentation nationale n'auraient plus été des tours de prestidigitation d'un gouvernement tout-puissant, mais l'expression consciente des Communes organisées ; les tâches de l'État auraient été réduites à quelques rares fonctions au service de buts nationaux communs.

Il n'y avait pas de guerre entre la Prusse et la Commune de Paris [144]. Au contraire, la Commune a accepté les préliminaires de paix, et la Prusse avait proclamé sa neutralité. En conséquence, la Prusse n'était pas belligérante. Elle se comporta comme un spadassin – comme un spadassin lâche, puisqu'elle prit sur elle aucun risque, comme un spadassin à gages, puisqu'elle avait lié d'emblée le prix du sang, ses 500 millions (conditions au retrait de ses troupes) à la reddition de Paris. C'est ainsi que se révéla enfin le véritable caractère de cette guerre, ordonnée par la Providence en châtiment de la France athée et débauchée, par le bras de la pieuse et morale Allemagne ! [145]…

---

143 Cette question essentielle de la milice prolétarienne est traitée par Lénine dans *la Milice prolétarienne*, 3-5-1917, in *Œuvres*, t. 24, p. 175-178, et *le Programme militaire de la révolution prolétarienne*, Septembre 1916, in *Œuvres*, t. 23, p. 93-94.

144 Cf. MARX, *la Guerre civile en France*, in *Werke*, t. 17, p. 360-361.

Ce qui ressort avec force de cette constatation de Marx, c'est qu'il est faux d'affirmer que la Commune a continué la guerre nationale, perdue par la bourgeoisie française, contre la Prusse – comme l'insinuent à tout propos les chauvins que sont les soi-disant « communistes » français, fauteurs des « grandes guerres patriotiques » à l'ère des guerres impérialistes mondiales. La Commune est, au contraire, surgie de la débâcle et de la catastrophe de la guerre franco-prussienne qui a affaibli la bourgeoisie au pouvoir. Il faut donc dire : la guerre bonapartiste, nous ne l'avons pas voulue, pas plus que la capitulation de Thiers et de la bourgeoisie républicaine, mais ce n'est pas pour autant que nous ferons la guerre aux Prussiens. Il ne le fallait pas parce que Bismarck se rangeait aux côtés de Thiers, mettant les deux bourgeoisies d'accord contre le prolétariat. Or, conduire la guerre contre la seule prussienne, en ignorant donc la française voire en pactisant avec elle, eût été, dans ces conditions, renforcer sa propre bourgeoisie et Thiers – à savoir le pire et plus direct ennemi des ouvriers français.

145 La « France athée et débauchée » n'est pas, évidemment, la France bourgeoise, mais le prolétariat de France qui, dès la révolution de 1789, intervint à la manière plébéienne et élargit la révolution bourgeoise en « guerre de propagation révolutionnaire » qui ébranla le féodalisme jusqu'en Prusse. Bref, ce qui apparut, c'est que la guerre franco-prussienne de la

Les troupes prussiennes qui encerclaient la moitié nord-est de Paris, avaient l’ordre de ne laisser passer aucun de ceux qui cherchaient à fuir les massacres organisés par les Versaillais contre les Communards [146]. Cependant les officiers fermèrent souvent les yeux lorsque les soldats écoutaient plutôt la voix de l’humanité que celle de la consigne de l’État-major. Il faut notamment dire à la gloire du corps d’armée saxon qu’il s’est conduit de façon très humaine et laissa passer bien des hommes, dont la qualité de combattant de la Commune était évidente.

Qu’après la plus atroce guerre des temps modernes, le vaincu (français) et le vainqueur (allemand) fraternisent pour massacrer en commun le prolétariat – cet événement inouï démontre, non pas comme Bismarck le pense, l’écrasement irrémédiable d’une nouvelle société ascendante, mais la désagrégation complète de la vieille société bourgeoise[147]. Le plus grand effort d'héroïsme dont la vieille société soit encore capable est une guerre nationale. Or, il est maintenant avéré qu’elle est une pure mystification des gouvernements destinée à différer la lutte des classes. En effet, la guerre nationale s’arrête sitôt que la lutte des classes éclate en guerre civile [148]. La domination de classe ne peut plus se dissimuler sous

---

bourgeoisie était en réalité une guerre impérialiste, menée contre le prolétariat qui menaçait de renverser Napoléon III, lequel avait déjà mené la guerre de Crimée en 1853, puis la guerre d’Italie en 1859, etc. pour distraire les ouvriers de la lutte de classes et pour « se maintenir lui-même au pouvoir » (cf. MARX-ENGELS, *Ecrits militaires*, Editions de l’Herne, p. 425. A la même page, Engels souligne que Napoléon III avait également des visées impérialistes sur la rive gauche du Rhin.

146 Cf. ENGELS, Introduction de 1891 à *la Guerre civile en France*, in *Werke*, t. 17, p. 621-622.

147 Cf. MARX, la Guerre civile en France, in Werke, t. 17, p.361.

148 Les guerres impérialistes ont clairement montré que l’ennemi n’était pas la nation bourgeoise adverse, par exemple l’Allemagne et le Japon qui, vaincus, ont plus profité de la guerre que l’Angleterre victorieuse elle-même. Les guerres impérialistes sont essentiellement dirigées contre la menace d’une révolution prolétarienne au moment de la crise de surproduction. Il en fut ainsi en 1914, où la social-démocratie était au sommet de sa puissance de sorte que la bourgeoise prit l’initiative de la guerre contre les ouvriers révolutionnaires qui passèrent à la contre-attaque en renversant le gouvernement allemand en 1918 et en arrêtant la guerre mondiale. Il en fut ainsi en 1939 où la bourgeoisie reprit l’offensive contre le prolétariat qui était menaçant en Espagne, en Chine, en France etc. et s’ouvrit une ère de prospérité sans précédent de 1945 à la crise économique de 1975. Comme le disait Engels, la bourgeoisie déclenche ses guerres impérialistes pour prévenir et contrer la révolution, cf. pp. 70, 73, 90-91 in MARX-ENGELS, *Parti de classe*, IV, P.C.M.

l'uniforme national : les gouvernements ne font qu'*un* contre le prolétariat. Depuis la Pentecôte de 1871, il ne peut plus y avoir ni paix ni trêve possible entre les ouvriers de France et ceux qui s'approprient le produit de leur travail. La main de fer d'une soldatesque mercenaire pourra tenir un moment les deux classes sous une oppression commune [149]. Mais la lutte reprendra sans cesse, et avec une ampleur toujours croissante. Or, il ne peut y avoir de doute quant au vainqueur final – la poignée d'accapareurs, ou la masse immense des ouvriers. Et la classe ouvrière française n'est que l'avant-garde du prolétariat moderne.

149 La bourgeoisie, elle aussi, peut être subjuguée par la soldatesque au gouvernement. En fait, « la caractéristique du bonapartisme vis-à-vis des ouvriers comme des capitalistes, c'est qu'il les empêche de se battre entre eux. Autrement dit, il défend la bourgeoisie contre les attaques violentes des ouvriers, favorise les petites escarmouches pacifiques entre les deux classes, tout en enlevant aux uns comme aux autres toute espèce de pouvoir politique » (*Ecrits militaires*, p. 483). Ainsi, après 1945, les soldatesques russe et américaine ont empêché que se renouvelle toute tentative révolutionnaire en Allemagne, en s'interposant entre prolétariat et bourgeoisie de ce pays – et depuis ce pays reste divisé et occupé. Il en va de même de la plupart des pays européens de tradition révolutionnaire qui sont liés à l'OTAN ou au Pacte de Varsovie.

Guerre sans merci entre les classes

Alors que le gouvernement de Versailles, aussitôt qu'il eut recouvré un peu de courage et de force, employa les moyens les plus brutaux contre la Commune [150] ; alors qu'il supprimait la liberté d'expression et d'opinion par toute la France, allant jusqu'à interdire les réunions aux représentants des grandes villes ; alors qu'il soumettait Versailles et le reste de la France à un espionnage pire encore que celui de l'Empire ; alors qu'il faisait brûler par sa police érigée en inquisiteur tous les journaux imprimés à Paris et qu'il décachetait toutes les lettres venant de Paris et destinées à Paris ; alors qu'à l'Assemblée nationale les tentatives les plus timides de placer un mot en faveur de Paris étaient noyés sous les hurlements, d'une façon inconnue même à la Chambre introuvable de 1816 ; alors que les Versaillais menaient une guerre sanguinaire contre Paris et utilisaient dans Paris tous les moyens de corruption et de complot – la Commune n'aurait-elle pas honteusement trahi la confiance mise en elle si elle avait affecté d'observer toutes les convenances et les apparences du libéralisme, comme en pleine paix ? Le fait est que l'on n'aurait pas eu plus de raison de supprimer les journaux du parti de l'Ordre à Paris que de supprimer les journaux de la Commune à Versailles, si le gouvernement de la Commune avait été de même nature que celui de Thiers…

L'expulsion hors de la Commune et l'arrestation sur son ordre d'un de ses membres [le flic Stanislas Blanchet. N.d.Tr.] qui s'y était faufilé sous un faux nom et qui avait encouru à Lyon une peine de six jours d'emprisonnement pour banqueroute simple, n'était-ce pas une insulte délibérée jetée à la face du faussaire Jules Favre… Dans toute révolution, il se faufile, à côté de ses véritables représentants, des hommes d'une tout autre espèce : certains sont des survivants et des adeptes de révolutions du passé et, ne comprenant pas le mouvement présent, gardent cependant une grande influence sur le peuple, soit par leur honnêteté et leur courage reconnus, soit par la simple force de la tradition ; d'autres sont de simples braillards qui, à force de répéter depuis des années le même chapelet de déclamations stéréotypées contre le gouvernement en place se sont arrogés la réputation

150 Cf. Marx, *la Guerre civile en France*, in *Werke*, t. 17, pp. 347-349, 355-359, 334-335.

de révolutionnaires de la plus belle eau. Après le 18 mars aussi, certains d'entre eux firent leur apparition et jouèrent même parfois des rôles de premier plan. Dans la mesure de leur pouvoir, ils entravèrent l'action réelle de la classe ouvrière, comme ils avaient entravé le plein essor de toute révolution antérieure. Ils constituent un mal inévitable ; avec le temps, on s'en débarrasse – mais c'est justement ce temps qui a manqué à la Commune.

Un changement miraculeux s'opéra : sous la Commune de Paris plus la moindre trace des débauches du Second Empire. Paris avait cessé d'être le rendez-vous des propriétaires fonciers britanniques, des Irlandais par procuration [151], des ex-négriers et des affairistes d'Amérique, des ex-propriétaires de serfs russes et des boyards valaques. Plus de cadavres à la morgue, plus d'effractions nocturnes, pour ainsi dire pas de vols ; en fait, pour la première fois depuis les journées de Février 1848, les rues étaient sûres – et cela sans aucune espèce de police : « Nous n'entendons plus parler, disait un membre de la Commune, d'assassinats, de vols, ni d'agressions. C'est à croire que la police a emporté avec elle à Versailles toute sa clientèle et amis de toujours ». Les cocottes avaient reniflé la trace qui les ramenait à leurs protecteurs qui avaient fait faux bond, les hommes de la famille, de la religion et, par-dessus tout, de la Propriété. A leur place, les vraies femmes de Paris refirent surface, héroïques, nobles et dévouées comme les femmes de l'antiquité. Ce Paris qui travaillait, qui pensait, qui combattait et qui versa son sang en oubliant presque, tout à couver une société nouvelle, les cannibales qui étaient à ses portes – radieux dans l'enthousiasme de son initiative historique !... Paris était toute vérité, Versailles tout mensonge [152] - et ce mensonge était exhalé par la bouche de ce nain de Thiers…

---

151 Marx fait allusion ici aux grands propriétaires fonciers qui ne mettaient jamais les pieds sur leurs terres et dilapidaient la rente hors du pays.

152 Cette formule gigantesque a été maintes fois galvaudée par des faussaires à l'affût de paroles vibrantes, mais creuses. Ce que Marx dit et répète tout au long de son *Adresse*, c'est que la plus grande mesure de la Commune, ce fut d'avoir suscité sa propre existence – dans la lutte, le sang, les larmes et même le sacrifice de la vie de ses protagonistes intrépides. Il ne s'agissait pas d'une œuvre volontariste et arbitraire, mais déterminée : « Ce qui importe, ce n'est pas ce que tel ou tel prolétaire, voire le prolétariat tout entier, se figure comme but aux différents moments. Ce qui importe, c'est ce qu'il est et ce qu'il doit faire historiquement, conformément à sa nature : son but et son action historiques lui sont tracés de manière tangible et irrévocable dans sa situation d'existence comme dans toute l'organisation de l'actuelle société bourgeoise » (*la Sainte Famille*, in *Werke*, t. 2, p. 38). Sa vérité est donc absolue, et son adversaire est foncièrement menteur – comme il y a deux mille ans : Qui

La civilisation et la justice de l'ordre bourgeois apparaissent sous leur jour sinistre chaque fois que les esclaves de cet ordre se soulèvent contre leurs maîtres. Alors cette civilisation et cette justice se démasquent comme la sauvagerie sans masque et la vengeance sans loi… L'héroïque esprit de sacrifice avec lequel la population de Paris – hommes, femmes et enfants – combattit pendant huit jours après l'entrée des Versaillais reflètent la grandeur de leur cause, comme les sinistres exploits de la soldatesque reflètent l'esprit inné de la Civilisation dont ils sont les mercenaires et les défenseurs…

Il faut trouver un parallèle à la conduite de Thiers et de ses chiens assoiffés de sang, il nous faut remonter aux temps de Sylla et des deux triumvirats de Rome : même carnage en masse exécuté de sang-froid ; même indifférence dans le massacre pour les différences d'âge ou de sexe ; mêmes tortures systématiques des prisonniers ; mêmes bannissements, mais cette fois d'une classe entière ; même chasse sauvage aux chefs qui se cachent et même anxiété qu'un seul puisse parvenir à s'échapper ; mêmes dénonciations d'ennemis politiques et privés ; même froideur dans le massacre de gens totalement étrangers à la lutte. Il n'y a que cette seule différence : les Romains n'avaient pas encore de mitrailleuses pour liquider en bloc les proscrits – et ils n'avaient pas « la loi à la main », ni sur les lèvres le cri de « civilisation »…

---

n'est pas pour moi est contre moi, et doit être traité par le feu et le sang, et voué aux enfers (Luc 12,49).

L'histoire s'est ionisée, selon l'expression d'Engels – et la direction du tir de l'artillerie ne peut pas se tromper. Chaque molécule humaine s'oriente nécessairement, automatiquement et n'a pas le mal de « choisir » sa position. C'est le passage de la violence potentielle en violence cinétique dans la révolution « qui est un fait physique comme les bouleversements géologiques qui ont créés les couches terrestres successives » (allusion aux formes de production de la société qui se succèdent dans le cours de l'humanité),

C'est la fin de la pathologie sociale du peuple où bourgeois et prolétaires s'entrelacent dans des positions contre-nature qui éveillent l'idée stupide du libre arbitre de l'homme. L'histoire ne connaît plus que deux directions, deux forces qui se heurtent et il n'y a qu'une alternative à la tragédie en cours : ou bien le passé, et la mort triomphe, ou bien le futur, et la vie l'emporte.

Le mouvement est déterminé, l'enjeu dépasse la génération présente, et la cause est juste en une évidence si fulgurante qu'elle conquiert les individus sans leur demander leur approbation : ils sacrifient leur vie et leurs intérêts immédiats à l'avenir de l'humanité, de l'espèce : c'est la mort de la cellule-individu, et la naissance de l'homme social qui s'identifie à toute l'espèce. L'humanité sort du marais de la préhistoire, du sous-bestial Moi en concurrence avec les autres, de la guerre de tous contre tous pour d'illusoires intérêts personnels.

Dans chacun de ses sanglants triomphes sur les combattants d'avant-garde et pleins d'abnégation d'une société nouvelle et meilleure, cette civilisation scélérate, fondée sur l'asservissement du travail, étouffe les cris de ses victimes sous un flot de calomnies, qu'un écho répercute de par le monde. Le clair Paris ouvrier de la Commune est soudain changé en un royaume des Enfers par les soins des bouchers de l'« ordre ». Et que prouve cette abjecte métamorphose à l'entendement bourgeois de tous les pays ? Eh bien, que la Commune a conspiré contre la civilisation [153] !...

Dans l'acte de son héroïque holocauste, le Paris des ouvriers a été léché par les flammes des immeubles et des palais incendiés. Dès lors que ses patrons dépècent le corps vivant du prolétariat, ils ne doivent plus compter rentrer triomphalement dans l'architecture intacte de leurs demeures [154]. Le gouvernement de Versailles crie « Incendiaires ! », et souffle cette consigne à tous ses agents qui la colportent jusqu'au dernier des hameaux : Donner la chasse à ses ennemis en leur imputant d'être des professionnels de l'incendie. La bourgeoisie du monde entier qui contemple avec satisfaction le massacre en masse *après* la bataille, est convulsée d'horreur devant la profanation de la brique et du mortier ! Or, quand les gouvernements donnent licence à leur soldatesque de « tuer, brûler et détruire » est-ce là autorisation d'incendier ? Quand les troupes britanniques mettaient délibérément le feu au Capitole de Washington et au palais d'été de l'empereur de Chine, était-ce là acte d'incendiaires ?...

Dans la guerre, le feu est une arme aussi légitime qu'une autre. On bombarde les édifices tenus par l'ennemi pour y mettre le feu. Si leurs défenseurs doivent battre retraite, ils les incendient eux-mêmes pour empêcher les assaillants de s'y

---

153 En effet, la Commune n'a-t-elle pas détruit les superstructures politiques, administratives, idéologiques et culturelles de l'infâme société capitaliste, c'est-à-dire sa civilisation ? La grande tâche de la révolution est de faire remplir les tâches de direction, de gestion, d'administration, de justice, de police par les producteurs eux-mêmes afin que ceux-ci puissent s'approprier aussi collectivement des produits intellectuels et artistiques de leur travail.

154 Les bourgeois ont montré, au cours des révolutions et des guerres impérialistes (près de 100 villes de plus de cent mille habitants ont été détruites par le feu et le fer de 1940 à 1945), qu'ils ne reculaient pas devant l'incendie comme moyen de faire plier genoux à l'adversaire, même si c'était au prix de l'anéantissement de trésors « culturels » irremplaçables – ce qui ne les empêche de frémir au moindre « attentat » contre leurs sacro-saintes propriétés ou personnes. C'est à quoi, Engels répondait comme il convient à des cannibales et de boutefeux avérés – et ce, dès 1848 : « Si les ouvriers avaient usé des mêmes moyens de violence que la bourgeoisie et ses valets commandés par Cavaignac, Paris serait en ruines, mais ils auraient triomphé » (cf. *le 25 juin*, trad. fr. in *Ecrits militaires*, p. 214).

installer. Etre incendiés a toujours été le sort fatal de tous les édifices situés sur la ligne du front de toutes les armées régulières du monde. Or, ce n'est plus vrai dans la seule guerre juste de l'histoire, celle que mènent les exploités contre leurs oppresseurs ! La Commune a employé le feu comme strict moyen de défense. Elle l'a employé pour fermer aux troupes de Versailles ces longues avenues toutes droites qu'Haussmann avait intentionnellement construites de manière à être ouvertes au feu de l'artillerie. Elle l'a employé pour couvrir sa retraite, tandis que les Versaillais, dans leur avance, employaient leurs obus qui détruisaient au moins autant de bâtiments que le feu de la Commune. En fait, la Commune savait que ses adversaires, s'ils n'avaient aucun souci de la vie du peuple de Paris, étaient grandement préoccupés de leurs immeubles…

Venons-en à l'exécution par la Commune des 64 otages, dont l'archevêque de Paris. La bourgeoisie et son armée en juin 1848 avaient rétabli cette coutume qui avait depuis longtemps disparu de la pratique des guerres : exécuter des prisonniers désarmés. Cette coutume brutale a été appliquée depuis lors sporadiquement dans la répression de tous les soulèvements populaires en Europe et en Inde, ce qui démontre qu'elle constitue bien un véritable « progrès de la civilisation » ! Au reste, les Prussiens avaient rétabli l'usage de la prise d'otages, des innocents qui répondaient au prix de leur vie des actes des autres. Comme nous l'avons vu, lorsqu'au début des combats Thiers remit en vigueur la pratique inhumaine de fusiller les communards prisonniers, la Commune fut dans l'obligation pour protéger leurs vies de recourir à la pratique des Prussiens de prendre des otages. La vie de ces otages avait déjà été mise en jeu plusieurs fois du fait des exécutions continuelles de prisonniers par les Versaillais. Comment leur vie eût-elle pu être épargnée plus longtemps après le carnage par lequel les prétoriens de Mac-Mahon célébrèrent leur entrée dans Paris ? La dernière garantie contre la férocité sans scrupules des gouvernements bourgeois – la prise d'otages – devait-elle elle-même n'être qu'un faux semblant [155] ? Le véritable meurtrier de l'archevêque Darboy, c'est Thiers. À maintes reprises, la Commune avait offert d'échanger l'archevêque et je ne sais combien de prêtres par-dessus le marché, contre le seul Blanqui, alors aux mains de Thiers. Celui-ci refusa obstinément. Il savait qu'en

---

155 La bourgeoisie prend tous les jours des otages et les fourre dans ses prisons, bagnes et autres camps de concentration. Pour elle, c'est une institution, une nécessité pour son existence, alors que pour les révolutionnaires ce n'est qu'un moyen de combat.

échangeant Blanqui il donnerait une direction à la Commune, alors que, sous la forme de cadavre, l'archevêque servirait au mieux son dessein.

Mais considérons ce qu'a fait l'autre camp. Thiers ouvrit sa seconde campagne contre Paris au commencement d'avril. La première colonne de prisonniers parisiens amenée à Versailles fut l'objet d'atrocités révoltantes… les soldats de ligne capturés furent froidement exécutés ; notre courageux ami, le général Duval, le fondeur de fer, fut fusillé sans autre forme de procès… Avec la vanité suffisante d'un gnome parlementaire, admis à jouer les Tamerlan, il dénia aux rebelles à Sa Petitesse toutes les garanties de la guerre entre civilisés et jusqu'au droit de neutralité pour les ambulances. Rien de plus horrible que ce singe, déjà pressenti par Voltaire, admis pour un moment à donner libre cours à ses instincts de tigre.

Par son décret du 7 avril, la Commune avait ordonné des mesures de représailles et déclarait qu'elle estimait de son devoir « de protéger Paris contre les actes de cannibales des bandits de Versailles, en rendant œil pour œil et dent pour dent », Thiers n'arrêta pas pour autant le traitement féroce des prisonniers… Mais Thiers et ses généraux décembriseurs [156] se rendirent bientôt compte que même leurs espions de la gendarmerie capturés dans Paris sous le déguisement de la Garde nationale et les sergents de police pris avec des bombes incendiaires sur eux, étaient épargnés, à peine se furent-ils avisés que le décret de la Commune sur les représailles n'était qu'une menace creuse, que les exécutions en masse de prisonniers furent reprises et poursuivies sans interruption jusqu'à la fin.

Thiers a agi comme au temps du moyen-âge : le chevalier peut user de n'importe quelle espèce d'arme contre le plébéien, mais ce dernier ne doit même pas oser se défendre [157].

---

156 Généraux ayant participé au coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte en décembre 1851.

157 Cf. MARX, *Première Ebauche…*, in *Werke*, t. 17, p. 570.

Si Marx note ici que la Commune a commis une erreur – parmi d'autres – ce n'est pas pour la « critiquer », car tout marxiste sait que son épopée aussi bien que ses faiblesses étaient déterminées. C'était pour tirer des leçons pour une tentative qui s'effectuerait dans des conditions de maturité plus grande où les conditions matérielles seraient réunies pour éviter ces mêmes erreurs.

Engels ironisait déjà sur ceux qui cherchaient les erreurs dans des faits contingents. Après chaque défaite, disait Engels, il faut « faire un travail des plus utiles : l'analyse des

Après le second soulèvement du parti de l'Ordre, le peuple de Paris n'opéra pas la moindre des représailles. Le Comité central commit même la lourde erreur, en dépit des conseils de ses membres les plus énergiques, de ne pas marcher aussitôt sur Versailles, où – après la fuite de l'amiral Saisset et l'effondrement ridicule de la Garde nationale de l'Ordre – la confusion était à son comble, car aucune force n'avait encore été organisée pour soutenir une résistance.

causes qui rendirent inéluctables aussi bien le récent soulèvement que sa défaite, causes qu'il ne faut pas rechercher dans les efforts, talents, erreurs ou trahisons accidentels de quelques-uns des chefs, mais dans les conditions sociales générales de vie de chacune des nations ébranlées par la crise » (*Révolution et contre-révolution en Allemagne*, 25-10-1851).

Si tout est déterminé, à quoi bon agir ? Poser la question en ces termes ne veut rien dire, car si l'on est déterminé à agir, on ne peut s'empêcher d'agir. Le mieux dans ces conditions, c'est alors d'agir en en ayant conscience, car selon le mot de Spinoza : « Plus nous avons d'idées inadéquates, plus nous sommes en proie aux souffrances, et plus nous avons d'idées adéquates, plus nous agissons » (*l'Ethique*, Ed. 10/18, p. 147).

Enseignements politiques et militaires

Ce que l'on peut trouver à redire sur le comportement du Comité central et des ouvriers parisiens envers ces « hommes d'ordre » depuis le 18 mars jusqu'à la fin, c'est un excès de modération qui confine à la faiblesse [158].

Le Comité central était si peu sûr de sa victoire qu'il accepta avec empressement la médiation des maires et des députés de Paris. [159] C'est l'entêtement de Thiers qui lui accorda un répit de un ou deux jours, et il se rendit alors compte de sa force. Innombrables fautes des révolutionnaires. Au lieu de mettre les agents de police hors d'État de nuire, on leur ouvrit les portes ; ils allèrent à Versailles, où ils furent accueillis comme des sauveurs. De même laissa-t-on partir le 43e régiment de ligne. On renvoya dans leurs foyers tous les soldats qui avaient fraternisé avec le peuple. On permit à la réaction de s'organiser en plein centre de Paris. On laissa tranquille Versailles, et pourtant Tridon, Jaclard, Varlin, Vaillant voulaient qu'on allât aussitôt y déloger les royalistes… Favre et Thiers firent de pressantes démarches auprès des autorités prussiennes en vue d'obtenir leur concours… en vue de l'écrasement de l'insurrection à Paris. Trochu et Clément Thomas s'employèrent constamment à entraver toutes les tentatives d'armer et d'organiser la Garde nationale. La marche sur Versailles fut décidée, préparée et entreprise par le Comité central, à l'insu de la Commune et même en opposition directe avec sa volonté nettement manifestée. *Bergeret*… au lieu de faire sauter le pont de Neuilly que les Fédérés ne pouvaient garder à cause du mont Valérien et des batteries établies à Courbevoie, laissa les royalistes s'en emparer, s'y retrancher puissamment et s'assurer par là une voie de communication avec Paris.

---

158 Cf. MARX, *Seconde Ebauche*, in *Werke*, t. 17, p. 588.

159 Cf. MARX, *Première Ebauche…*, in *Werke*, t. 17, p. 567-568.

Il semble que les Parisiens soient en train de succomber [160]. C'est de leur faute, mais une faute qui provient en fait de leur trop grande honnêteté. Le Comité Central et plus tard la Commune laissèrent le temps au méchant avorton Thiers de concentrer les forces ennemies. 1. Ils furent assez insensés pour ne pas vouloir déclencher la *guerre civile* – comme si Thiers ne l'avait pas déjà commencée lorsqu'il essaya par la force de désarmer Paris, et comme si l'Assemblée, convoquée seulement pour décider de la guerre ou de la paix avec la Prusse, n'avait pas aussitôt déclaré la guerre à la République ! 2. Pour ne pas laisser planer sur eux le doute d'avoir usurpé le pouvoir, ils perdirent un temps précieux pour préparer l'élection de la Commune, qui lui coûta beaucoup de temps, alors qu'il eût fallu foncer directement sur Versailles après la défaite des réactionnaires à Paris [161].

L'indulgence du Comité central et la magnanimité des ouvriers en armes – si étrangement divergentes des habitudes du « Parti de l'Ordre » - firent que celui-ci les interpréta à tort comme des symptômes d'une faible volonté [162]. C'est ce qui

---

160 Cf. Marx à W. Liebknecht, 6-4-1871. Le 12 du même mois, Marx répètera, à peu de choses près, la même chose à L. Kugelmann, en notant que le Comité central, plus concentré et centralisé, donc plus capable de décision, abandonna trop rapidement le pouvoir à la Commune où siégeait des éléments moins énergiques et plus hétérogènes.

161 Dans l'Adresse sur *la Guerre civile en France*, Marx note à ce sujet : « Au lieu de marcher aussitôt sur Versailles, alors entièrement sans défense, pour mettre fin aux complots de Thiers et de ses ruraux, on permit au parti de l'Ordre de tester sa force aux urnes le 26 mars, lors de l'élection de la Commune. Ce jour-là, dans les mairies de Paris, ses membres échangèrent de mielleuses paroles de réconciliation avec leurs trop généreux vainqueurs, en grommelant du fond du cœur de les exterminer le moment venu » (*Werke*, t. 17, p. 333). Il est naïf, voire criminel (dès lors que l'on sait par une longue de douloureuse expérience quel est le péril mortel que constitue ce que Marx appelle le « crétinisme parlementaire ») de consulter les masses au sein desquelles prédominent les petits-bourgeois, pour constituer ce qui doit être l'organisme dirigeant de la révolution. La direction tient son mandat de son programme, de sa volonté, de son activité révolutionnaire. C'est évidemment le parti communiste de classe. Le fait qu'il existe et se place depuis longtemps à l'avant-garde de la lutte contre la bourgeoisie est le gage le meilleur pour la victoire : cf. MARX-ENGELS, *le Parti de classe*, t. 1er, p. 57 : « C'est de nous seuls que nous tenons notre mission de représentants du parti prolétarien, qui est contresignée par la haine exclusive et générale que nous vouent toutes les fractions de l'ancien monde ». (Marx à Engels, 18-5-1859).

162 Cf. MARX, *la Guerre civile en France*, in *Werke*, t. 17, p. 332-333.

Dans une lutte aussi féroce que celle qui s'ouvre avec une véritable révolution dans laquelle la bourgeoisie n'hésite pas une seule minute à recourir à tous les moyens de répression, c'est faire preuve de complaisance, voire de connivence avec l'ennemi que de le laisser s'organiser librement, sous des prétextes de liberté d'expression, en plein cœur de la citadelle assiégée par l'ennemi. Les révolutionnaires doivent s'armer d'autant plus contre de telles faiblesses, qu'ils n'ont pas – comme les classes dirigeantes – le réflexe automatique de sévir contre les trublions de l'ordre révolutionnaire.

suscita leur projet imbécile d'essayer, sous le couvert d'une démonstration sans armes, ce que Vinoy n'avait pas réussi avec ses canons et ses mitrailleuses. C'est ainsi que le 22 mars, un cortège séditieux de messieurs du « beau monde » quitta les quartiers chics avec dans ses rangs tous les « petits crevés » et à sa tête les familiers notoires de l'Empire. Ils prétextèrent lâchement d'une manifestation pacifique, mais portaient en cachette des armes d'assassins à gages. Toute la bande se forma en ordre de marche, maltraita et désarma les sentinelles et les patrouilles de la Garde nationale qu'elle trouva sur son chemin et, débouchant de la rue de la Paix sur la place Vendôme aux cris de « A bas le Comité central » A bas les assassins ! Vive l'Assemblée nationale ! », elle tenta de forcer les postes de garde en faction et d'enlever par surprise le quartier général de la garde nationale, qu'ils protégeaient. En réponse à ses coups de pistolets, le général de la garde nationale fit les sommations d'usage, et comme elles se montraient sans effet il commanda le feu. Il suffit d'*une seule* salve pour disperser, en une fuite éperdue, les stupides freluquets qui espéraient que la simple exhibition de leur « honorable société » aurait le même effet sur la révolution de Paris que les trompettes de Josué sur les murs de Jéricho. Les fuyards laissèrent derrière eux deux gardes nationaux assassinés, neuf grièvement blessés (parmi lesquels un membre du Comité central), et tout le théâtre de leurs exploits jonché de revolvers, de poignards et de cannes à épée, comme pour démontrer le caractère « pacifique » de leur manifestation « sans armes ». Quand, le 13 juin 1849, la garde nationale de Paris avait fait une manifestation véritablement pacifique pour protester contre l'attaque de brigands contre Rome par les troupes françaises, Changarnier, alors général du parti de l'Ordre, fut acclamé par l'Assemblée nationale, et particulièrement par M. Thiers, comme le sauveur de la société, pour avoir lâché ses troupes contre ces hommes sans armes, avec l'ordre de les abattre et de les sabrer, et de les fouler sous les pieds de leurs chevaux. Paris, alors, fut mis en État de siège ; Dufaure fit voter en toute hâte par l'Assemblée de nouvelles lois de répression. De nouvelles arrestations, de nouvelles proscriptions, une nouvelle Terreur s'instaurèrent. Mais les « les classes inférieures » réagissent autrement s'ils ont à affronter une pareille situation. Le Comité central de 1871 laissa courir tout simplement les héros de la « manifestation pacifique » de sorte que deux jours après seulement ils furent en État de se rassembler sous les ordres de l'amiral Saisset pour cette manifestation *armée*, que couronna le fameux sauve-qui-peut à Versailles.

Si la Commune avait remporté la victoire au début de novembre 1870 à Paris (à un moment où elle était déjà instaurée dans les grandes villes du pays), elle aurait sûrement trouvé un écho et se serait étendue à toute la France [163]. Non seulement elle aurait arraché la défense des mains des traîtres et lui aurait insufflé l'enthousiasme, comme le démontre l'héroïque guerre que Paris mène actuellement, mais encore elle aurait changé complètement la nature de la guerre. Ce serait devenu la guerre de la France républicaine qui aurait arboré le drapeau de la révolution sociale du XIXe siècle contre la Prusse, ce porte-drapeau de la conquête et de la contre-révolution. Au lieu d'envoyer les vieux intrigants élimés dans toutes les cours d'Europe pour y mendier un soutien, elle aurait électrisé les masses productrices du Vieux et du Nouveau Monde. En escamotant la Commune le 31 Octobre, les Jules Favre et Cie ont assuré la capitulation de la France devant la Prusse et ont entamé l'actuelle guerre civile.

Révolution et autorité

Quant à la Commune, que n'a-t-elle écouté mes avertissements ! J'ai conseillé à ses membres de fortifier le côté nord des hauteurs de Montmartre (le côté prussien), alors qu'il en était encore temps. Je leur ai dit à l'avance qu'ils risquaient

163 Cf. MARX, *Première Ebauche*, in *Werke,* t.17, p. 536. Cette première leçon que Marx a tirée des tragiques événements de 1870-1871 ne doit en aucun cas être tournée contre les héroïques et audacieux Communards.

Ce que Marx entend dire, c'est qu'il peut y avoir une date plus favorable au déclenchement et au succès de la révolution que le jour où elle éclate *spontanément*. Mais, il faut évidemment, pour la déceler, un parti qui ait une formidable expérience historique et révolutionnaire, sans parler de ce qu'il lui faut une énergie comme celle que Lénine, par exemple, déploya, comme chef du Parti bolchévik, en octobre 1917. Le rôle du Parti est fondamental sur ce plan, car le phénomène physique de la révolution devient alors un fait *su et compris*, donc d'une efficacité multipliée.

Une autre stratégie était donc possible que celle qui fut suivie par le prolétariat sous la pression d'événements où ses ennemis de classe eurent l'initiative et donc jouirent d'un avantage certain, les masses ne déclenchant finalement la lutte qu'en position défensive. La condition d'une stratégie *offensive* et victorieuse de la part du prolétariat réside justement dans l'influence d'un parti formel suffisamment fort et capable d'anticiper et d'inscrire la lutte en cours dans le cadre international des forces en présence.

Marx lui-même était d'avis qu'une autre voie que celle de la Commune – à savoir le renversement du tsarisme et la révolution russe – eût été « préférable »… si on l'avait consulté : cf. MARX-ENGELS, *la Commune de 1871*, p. 14, 53, 130 et les notes 39 et 121.

autrement d'être pris dans une souricière. En outre, je les ai mis en garde contre Pyat, Grousset et Vésinier [164]. Enfin, je leur ai demandé d'envoyer aussitôt à Londres les papiers compromettants pour les membres de la Défense nationale pour pouvoir, grâce à ce moyen, tenir quelque peu en échec la férocité des ennemis de la Commune. Bref, tout cela eût pu faire échouer en partie le plan des Versaillais. Si ceux-ci avaient trouvé ces documents, ils n'auraient pas publié les faux qu'ils ont fabriqués [165].

Je ne connais pas d'affaire plus autoritaire qu'une révolution [166], et quand on impose sa volonté aux autres avec des bombes et des fusils comme cela se fait dans toutes les révolutions, il me semble que l'on fasse preuve d'autorité. *Ce fut le manque de centralisation et d'autorité qui a coûté la vie à la Commune de Paris.*

Faites ce que vous voulez de l'autorité etc. après la victoire, mais pour la lutte nous devons réunir toutes nos forces en un seul faisceau et les concentrer sur le même point d'attaque. Enfin, quand j'entends parler de l'autorité et de la centralisation comme de deux choses condamnables dans toutes les circonstances possibles, il me semble que ceux qui parlent ainsi, ou bien ne savent pas ce qu'est une révolution, ou bien ne sont des révolutionnaires qu'en paroles.

À nous autres Allemands, on nous reproche notre mysticisme ; mais nous n'atteignons pas – et de loin – à celui qu'on vient de voir (chez les anarchistes)[167]. L'Internationale, embryon d'une société future, dont seraient exclus les fusillades de Versailles, les cours martiales, les armées permanentes, la

164 Cf. Marx à E.S. Beesly, 12-6-1871.
L'expérience d'un parti qui lutte de longues années avant la révolution et connaît parfaitement bien le terrain miné par la bourgeoisie de toutes sortes d'engins infernaux, est mis à profit ici par Marx pour prévenir la Commune contre différents aventuriers ou mouchards : cf. MARX-ENGELS, *la Commune de 1871*, p. 127, sur l'exclusion de Tolain (qui, en tant que député élu par les ouvriers, siégeait à Versailles avec l'ennemi) ; p. 300, note 108 ; p. 301, note 112, contre Pyat et ses intrigues pour évincer des instances de la Commune des membres du Conseil général de l'Internationale, p. 310-311, notes 142 et 148.

165 Dans la même lettre (cf. *la Commune de 1871*, p. 133), Marx note, à propos de l'accord secret entre Bismarck et Favre contre la Commune, qu'il utilisait de la même manière des documents confidentiels qu'il pouvait détenir.

166 Cf. Engels à C. Terzaghi, 13-1-1872.

167 Cf. ENGELS, *le Congrès de Sonvilier et l'Internationale*, 1-1-1872, trad. fr. in : MARX-ENGELS, *le Parti de classe*, t. III, p. 52-59.

fusillades de Versailles, les cours martiales, les armées permanentes, la censure du courrier, le procès criminel de Brunswick (faits aux dirigeants sociaux-démocrates qui s'étaient opposé à la guerre contre la France. N.d.Tr.) ! Nous défendons aujourd'hui notre peau par tous les moyens ; le prolétariat, lui, devrait s'organiser non pas d'après les nécessités de la lutte qui lui est imposée chaque jour, à chaque heure, mais d'après la conception confuse que certains esprits chimériques se font d'une société de l'avenir !... En lieu et place de notre Comité Exécutif, nous aurions un simple bureau de Statistique et de correspondance qui ne saurait comment venir à bout des sections autonomes, autonomes au point qu'elles n'auraient jamais à reconnaître l'autorité dirigeante, née de leur propre consentement ! Car elles manqueraient, ce faisant, à leur premier devoir ; être avant tout un embryon de la société future [168]. Pas question de rassembler des forces, pas question d'action en commun ! Si, dans une section quelconque, la minorité s'adaptait à la majorité, elle commettrait là un crime contre les principes de la liberté et endosserait un principe conduisant à l'autorité et à la dictature ! Si le policier Stieber et les siens, si tout le Cabinet noir, si l'ensemble des officiers prussiens entraient sur ordre dans l'organisation du parti afin de le ruiner, le comité – ou mieux le bureau de statistique et de correspondance – ne devrait surtout pas défendre son existence, car ce serait instituer un type d'organisation hiérarchique et autoritaire ! Et surtout pas de sections disciplinées ! Surtout pas de discipline de parti, pas de concentration des forces sur un objectif, surtout pas d'armes de combat ! Qu'en serait-il autrement de l'embryon de société future ? Bref, où en arriverions-nous avec cette organisation nouvelle ? A l'organisation lâche et soumise des premiers chrétiens, celle des esclaves qui acceptaient et remerciaient pour chaque coup de pied reçu, et n'obtinrent la victoire de leur religion qu'après trois siècles de bassesses – une méthode révolutionnaire qu'en vérité le prolétariat n'imitera pas !

---

168 Dans la réfutation de cette tentative anarchiste d'opposer le but final aux moyens nécessaires à sa réalisation (autorité, centralisation, dictature…), Engels ne s'en prend pas du tout au caractère *communiste*, au sens anti-individualiste que cela comporte, du parti. Il s'en prend à ceux qui ne luttent pas, voir démobilisent les forces qui se rebellent contre l'odieuse société de classe actuelle. Car le communisme est un véritable moteur de la lutte contre les conditions infâmes du mercantilisme, de l'argent, des intérêts privés. C'est lui qui fait prendre le fouet ou le fusil pour mettre fin à Mammon, car le communisme se ferait complice des ignobles exploiteurs d'aujourd'hui s'il ne poussait pas à la violence, mais au quiétisme, sous prétexte de fraternité, de solidarité, etc. qui sont encore à réaliser.

En Italie, où les anarchistes du camp des scissionnistes mènent grand tapage actuellement, l'un d'eux, Crescio, de Plaisance, a envoyé son nouveau journal l'*Avvenire Sociale* à Garibaldi, sur qui ces messieurs ont constamment des vues, comme s'il était l'un des leurs [169]. Le journal abondait en vociférations contre ce qu'ils appellent le « principe autoritaire », lequel est, selon eux, la racine de tout le mal. A quoi Garibaldi a répondu :

« Cher Crescio ! Un cordial merci, etc. Vous voulez dans votre journal faire la guerre au mensonge et à la servitude, c'est un excellent programme. Mais je pense que la lutte menée contre le principe de l'autorité est une de ces erreurs de l'Internationale qui empêchent ses succès. *La Commune de Paris a été battue parce qu'il n'y avait à Paris aucun pouvoir d'autorité, et rien que l'anarchie.* »

Le vieux combattant de la liberté qui, rien qu'en 1860, a fait plus que tous les anarchistes ont jamais tenté de faire, tous tant qu'ils sont, connaît le prix de la discipline, d'autant plus qu'il a toujours eu à discipliner ses forces de combat, et cela sans dressage abrutissant, sans menace de passer par les armes, comme le fait la clique militaire officielle, mais directement face à l'ennemi.

La pratique de la vie réelle et l'oppression politique que les gouvernements en place font subir aux ouvriers – à des fins politiques aussi bien que sociales – contraignent les ouvriers à faire de la politique, qu'ils le veuillent ou non [170]. Leur prêcher l'abstention politique signifierait les pousser dans les bras de la politique bourgeoise. Plus que jamais *après la Commune de Paris, qui a mis à l'ordre du jour l'action politique du prolétariat*, l'abstention politique est tout à fait impossible.

Nous voulons abolir les classes. Par quel moyen y parviendrons-nous ? Par la domination politique du prolétariat. Or, maintenant tout le monde est d'accord sur ce point (au congrès), et voilà qu'on nous demande de ne pas nous mêler de politique ! Tous les abstentionnistes se nomment des révolutionnaires, et même des révolutionnaires par excellence. Mais la révolution n'est-elle pas l'acte suprême

---

169 Cf. ENGELS, *Dans l'Internationale*, in *Der Volksstaat* du 2-7-1873, trad. fr. in Marx, Engels, Lénine : *Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme*, Ed. du Progrès, 1973, p.134.

170 Cf. ENGELS, Sur l'action politique de la classe ouvrière, 21-9-1871. Trad. fr. in la Commune de 1871, p. 210-211.

en matière politique ? Or, qui veut la fin veut les moyens – l'action politique qui prépare la révolution, éduque les ouvriers, et sans elle le prolétariat sera toujours frustré et dupé le lendemain de la bataille par les Favre et Pyat. Cependant, la politique qu'il faut faire doit être celle du prolétariat : le parti ouvrier ne doit pas être à la queue de quelque parti bourgeois que ce soit, mais doit toujours se constituer en parti autonome ayant sa propre politique et poursuivant son propre but [171].

En France, cette abstention coupable a permis aux Favre, Trochu, Picard et autres de s'emparer du pouvoir le 4 septembre [172]. Le 18 mars, cette même abstention permit à un Comité dictatorial – le Comité central – composé en majeure partie de bonapartistes et d'intrigants, de s'établir à Paris et de perdre sciemment, dans l'inaction, les premiers jours de la révolution, alors qu'il aurait dû les consacrer à son affermissement. En France, le mouvement a échoué parce qu'il n'avait pas été assez préparé.

La grande erreur des Allemands, c'est de se représenter la révolution comme quelque chose qui se règle en une nuit [173]. En fait, c'est un processus de développement des masses dans des conditions accélérées, processus s'étendant sur des

---

171 Il saute aux yeux que – pour Marx-Engels, comme pour Lénine - c'est le parti communiste qui doit diriger l'Etat de la dictature du prolétariat. Qu'il n'y ait pas deux partis de la classe ouvrière au pouvoir, c'est évident. Comment procéder autrement à des changements fondamentaux et radicaux ? La question plus difficile, c'est le rapport entre ce parti (ou mieux : l'Internationale) et l'Etat local et contingent (transitoire). L'Etat, violence concentrée (« une trique »), se distingue du Parti communiste qui anticipe la société communiste et survit à l'Etat qui dépérit : c'est alors seulement que communisme signifiera directement absence de violence d'une classe sur l'autre, absence d'exploitation de l'homme par l'homme, solidarité et communauté humaines.

172 Cf. MARX, *Notes d'un discours sur l'action politique de la classe ouvrière à la Conférence de Londres*, 20-9-1871. Il ressort de ce compte rendu du discours de Marx que ce sont les tendances antipolitiques du proudhonisme qui paralysèrent les ouvriers parisiens au cours de la Commune. Il est clair que pour Marx, la direction de l'action de classe doit revenir au Parti, et que le nier revient à abandonner le sort de la révolution aux mains d'organes improvisés, peu sûrs, voire infiltrés d'agents ennemis. C'est pourquoi la Commune élue le 26 mars ne fit pas mieux que le Comité central de la Garde nationale (cf. note 148 in *la Commune de 1871*, p. 311). Cet antipolitisme n'empêcha d'ailleurs ni Proudhon, ni Tolain de siéger dans des assemblées bourgeoises. Le paradoxe n'est qu'apparent : ces antipolitiques se réservent le monopole de la politique et le dénient aux masses – ce qui suppose l'adoption du point de vue politique des partis bourgeois comme le notait Engels.

173 Cf. Engels à Bernstein, 17-8-1883.

années. Chacune des révolutions qui s'est faite en une nuit (1830) s'est bornée à éliminer une réaction d'emblée sans espoir ou a conduit directement au contraire de ce qu'elle s'efforçait de réaliser (cf. 1848 en France).

La défaite privera de nouveau les ouvriers pour longtemps de leurs chefs, ce qui est un malheur qu'il ne faut pas sous-estimer [174]. Il me semble que, pour l'instant, le prolétariat a plus besoin de s'éduquer que de lutter les armes à la main. Attribuer l'échec à tel ou tel fait du hasard, n'est-ce pas tomber dans l'erreur reprochée avec tant de vigueur aux petits-bourgeois dans les premières pages du *Dix-huit Brumaire* ?

L'embarras dans lequel se trouve un gouvernement subitement formé à la suite d'une victoire populaire n'a rien de spécifiquement « socialiste » [175]. Au contraire. Les politiciens bourgeois victorieux se sentent aussitôt gênés par leur « victoire » ; quant aux socialistes, ils peuvent au moins intervenir sans se gêner et vous pouvez être sûr d'une chose : un gouvernement socialiste n'arriverait jamais au pouvoir si les conditions n'étaient pas développées au point qu'il puisse avant toute chose prendre les mesures nécessaires pour intimider la masse des bourgeois, de sorte qu'il conquiert ce dont il a le plus besoin : du temps pour une action durable.

Vous me renverrez peut-être à la Commune de Paris ? Mais, abstraction faite de ce qu'il s'agissait d'un simple soulèvement d'une ville dans des conditions exceptionnelles, la majorité de la Commune n'était pas socialiste, et ne pouvait pas l'être. Avec une faible dose de bons sens, elle aurait pu néanmoins obtenir avec Versailles un compromis utile à toute la masse du peuple, seule chose qu'il était possible d'atteindre à ce moment-là : en mettant simplement la main sur la Banque de France, elle aurait pu effrayer les Versaillais et mettre fin à leurs fanfaronnades [176].

---

174 Cf. Marx à Kugelmann, 15-4-1871.

175 Cf. Engels à F. Domela Nieuwenhuis, 22-2-1881.

176 Le « compromis utile » dont Marx parle ici n'est pas de nature politique, par exemple, un moyen terme impossible à réaliser – entre gouvernement (ou dictature) de la bourgeoisie et gouvernement (ou dictature) du prolétariat. Comme il ressort de la citation suivante – tou-

Les membres de la Commune étaient divisés en une majorité, les blanquistes qui prédominaient déjà dans le Comité central de la Garde nationale, et une minorité, membres de la 1ère Internationale qui se composaient pour la plupart de socialistes proudhoniens [177]. En gros, les blanquistes n'étaient alors socialistes que par instinct révolutionnaire, prolétarien ; quelques-uns seulement étaient parvenus à une certaine clarté de principes, grâce à Vaillant qui connaissait le socialisme scientifique allemand. C'est ce qui explique qu'au plan économique la Commune ait omis de prendre mainte mesure que, selon notre conception, elle aurait dû prendre. Le plus difficile à saisir est certainement le saint respect avec lequel on s'arrêta devant les portes de la Banque de France. C'était aussi une grave faute politique. La Banque de France aux mains de la Commune – cela valait plus que dix mille otages. Cela signifiait que toute la bourgeoisie française eût fait pression sur le gouvernement de Versailles dans l'intérêt de la paix avec la Commune.

Mais le plus merveilleux encore, c'est le nombre de choses justes qui furent tout de même faites par la Commune composée de blanquistes et de proudhoniens. Naturellement les proudhoniens étaient au premier chef responsables des décrets économiques de la Commune, de leurs côtés glorieux ou peu glorieux, comme les blanquistes le furent de ses actes et de ses carences politiques. Or, dans les deux cas, l'ironie de l'histoire a voulu – comme c'est courant quand des doctrinaires arrivent au pouvoir – que les uns et les autres fissent le contraire de ce que leur prescrivait leur doctrine d'école… C'est aussi pourquoi la Commune fut le tombeau de l'école proudhonienne du socialisme. Cette école a aujourd'hui disparu des milieux ouvriers français, et c'est maintenant la théorie de Marx qui y règne sans conteste [178].

---

jours sur l'or de la Banque de France –, Marx pensait trouver par ce moyen un compromis après la défaite, afin d'éviter le massacre des ouvriers révolutionnaires qui saigna à blanc le prolétariat français au point de l'empêcher de reprendre avant longtemps l'initiative d'une révolution.

177 Cf. ENGELS, Introduction de 1891 à *la Guerre civile en France*, in *Werke*, t. 17, p. 622.

178 Le communisme étant la dynamique même de la société vers la subversion de l'économie de classe et le collectivisme, la Commune, qui exprimait par essence ce mouvement d'émancipation humaine, apporta naturellement la « confirmation » du socialisme scientifique de Marx. En triomphant à Paris, il contraignait les « doctrinaires » à faire le contraire de ce que leur dictaient leurs « théories ». Les meilleurs partisans du blanquisme et du proudhonisme se haussèrent donc du niveau de l'instinct révolutionnaire à celui du « mouvement communiste su et compris ». On voit ici que la diffusion de la théorie et

En France, c'est maintenant seulement que se dessine un nouvel essor de notre parti [179]. Les gens y sont toujours encore sous le coup de l'écrasement de la Commune, dont ils auront à souffrir longtemps encore. Si la Commune a eu un effet énorme sur l'Europe, elle a rejeté le prolétariat français en arrière. « Avoir gardé pendant trois mois le pouvoir – et à Paris par-dessus le marché – et ne pas avoir fait sortir le monde de ses gongs, mais s'être ruiné par sa propre incapacité (et c'est de ce côté tout à fait unilatéral que l'on saisit les choses de nos jours) voilà qui démontre que le parti n'était pas encore viable ». C'est ainsi que parlent en général ceux qui ne comprennent pas que la Commune fut à la fois le tombeau du *vieux* socialisme spécifiquement français et le berceau du nouveau communisme international, pour la France elle-même. Les victoires des ouvriers allemands aideront de nouveau ce dernier à se remettre en selle [180]

La chute de la Commune de Paris mit l'Internationale dans une situation impossible [181]. Elle était poussée au premier plan de l'histoire européenne au moment où toute possibilité d'action pratique couronnée de succès lui était partout enlevée. Les événements qui l'avaient élevée au rang de septième grande puissance, lui interdisaient en même temps de mobiliser ses forces combattantes et de les mettre en action sous peine de défaite inévitable et de refoulement du mouvement ouvrier pour des dizaines d'années. En outre, de différents côtés, des éléments se mettaient en avant, cherchant à exploiter à des fins de vanité personnelle ou de pure ambition le renom si soudainement accru de l'Association, sans compréhension de la véritable situation de l'Internationale ou sans égards pour elle. Il fallait

l'élargissement de l'influence du parti n'ont rien à voir avec un quelconque illuminisme (propre à la révolution bourgeoise) ou pédagogisme (qui pousse irrésistiblement à émousser les armes révolutionnaires sous prétexte de les rendre plus accessibles).

179 Cf. Engels à A. Bebel, 29-10-1884.

180 Engels manie ici de façon magistrale la dialectique de l'internationalisme prolétarien : le communisme moderne du mouvement et parti des ouvriers de France est né de l'épopée gigantesque de la conquête du pouvoir par le prolétariat parisien, avec la Commune. Battu en France, ce mouvement ressurgit dans le parti ouvrier d'Allemagne, etc. dont l'aide fraternelle remet sur pied le mouvement communiste dans cette France soumise au joug de la dictature des Thiers et autres assassins de la Commune. Cf. MARX-ENGELS, *le Mouvement ouvrier français*, PCM, 1974, t. 2, p. 23-80.

181 Cf. ENGELS, *Karl Marx*, mi-juin 1877, in MARX-ENGELS, *Oeuvres choisies*, t. III, Ed. du Progrès.

prendre une décision héroïque, ce fut à nouveau Marx qui la prit et la fit triompher au congrès de La Haye. Par une résolution solennelle, l'Internationale déclina toute responsabilité pour les menées des bakouninistes, qui formaient le centre de ces éléments bornés et louches ; puis, vu l'impossibilité, devant la réaction générale, de satisfaire aux exigences plus élevées qui lui étaient assignées et de maintenir sa pleine activité autrement que par une série de sacrifices qui auraient fatalement saigné à blanc le mouvement ouvrier – étant donnée cette situation – l'Internationale se retira provisoirement de la scène, en transférant son conseil général en Amérique. La suite des événements a prouvé combien cette décision, alors et depuis souvent critiqué, était juste. D'une part, on coupait court à toute tentative de se livrer au nom de l'Internationale à des putschs inutiles ; d'autre part, la continuation de rapports prouva que la conscience de la communauté d'intérêts et de la solidarité du prolétariat de tous les pays, éveillée par l'Internationale, sait s'imposer aussi sans l'existence d'une association internationale formelle dont les liens étaient pour le moment devenus une chaîne.

Organisation militaire de l'État du travail

La *Commune* – c'est la réappropriation du pouvoir d'État par la société dont il devient la force vivante, au lieu d'être la force qui s'assujettit et opprime cette même société [182]. C'est sa prise en mains par les masses populaires elles-mêmes qui substituent leur propre force à la force organisée pour les opprimer. La Commune c'est la forme politique de leur émancipation sociale ; elle substitue à la violence artificielle de la société au service de leurs exploitants qui les oppriment,

182 Cf. Marx, *Première Ebauche*, in *Werke*, t. 17, p. 543, 541-542, 543-544, 537.

La Commune, première forme de la dictature organisée du prolétariat, est d'abord le contre-Etat opposé aux classes dominantes exploiteuses, puis l'Etat capable de s'éteindre. Marx en explique ici clairement la dialectique : anti-État au sens où elle opprime les classes dominantes, non-Etat au sens où elle est une force qui permet aux masses de s'exprimer et de faire valoir leurs intérêts contre le Capital qui les étouffe : c'est l'arme suprême de leur émancipation. « La forme d'organisation de la Commune aurait restitué au corps social toutes les forces jusqu'alors sucées par l'Etat parasite qui se nourrit sur la société et en entrave le libre mouvement. Par ce seul fait, elle eût amorcé la régénération de la France » (puis de toute l'Europe, et du monde), cf. *Adresse*, in *Werke*, t. 17, p. 341).

Dans un cas, l'Etat opprimait, dans l'autre, il permet de balayer les entraves qui paralysent l'épanouissement de l'humanité. Il y a toujours Etat, mais tout est déjà changé – à l'échelle historique, sinon dans l'immédiat.

leur propre violence qui s'oppose à leurs ennemis et s'organise contre eux. Cette forme était simple comme toutes les grandes choses…

En conséquence, ce ne fut pas une révolution contre telle ou telle forme de l'État, légitimiste, constitutionnelle, républicaine ou impériale : ce fut une révolution contre l'*État* lui-même, cet avorton supranaturel de la société ; ce fut la reprise en main par le peuple et pour le peuple de sa propre vie sociale. Ce ne fut pas une révolution pour transférer ce pouvoir d'une fraction des classes dominantes à une autre, mais une révolution pour mettre en pièces cet horrible appareil même de la domination de classe. Ce ne fut pas un de ces combats de nains entre la forme exécutive et la forme parlementaire de la domination de classe, mais une révolte contre ces deux formes confondues, la forme parlementaire n'étant jamais qu'un appendice trompeur de l'Exécutif. Le Second Empire avait été la forme achevée d'un État usurpé. La Commune fut son exacte négation et, donc, le début de la révolution sociale du XIXe siècle. En conséquence, quel que soit son destin à Paris, elle fera le tour du monde…

La première mesure de la Commune fut de remplacer l'armée par la garde nationale. Elle prenait ainsi le contre-pied de toutes les révolutions du passé, où l'on a toujours laissé échapper le temps indispensable à l'enchaînement successif de toutes les révolutions historiques le jour même où le peuple triomphait, quand il rendait ses armes victorieuses pour permettre qu'on les retourne contre lui : « Pour la première fois depuis le 4 septembre, la république est affranchie du *gouvernement de ses ennemis*… elle donne à la cité une milice nationale qui défend les citoyens contre le pouvoir et le gouvernement, *au lieu d'une armée permanente qui défend le gouvernement contre les citoyens* » (cf. *Proclamation du Comité central*, 22 mars).

Il suffit au peuple d'organiser cette milice à l'échelle nationale pour en finir avec les armées permanentes. C'est la première *condition* économique *sine qua non* de toutes les améliorations sociales [183]. Elle élimine d'un seul coup cette

---

183 Dans le *Capital* I (*Werke*, t. 23, p. 779) Marx explique : «La violence aide à l'accouchement de toute vieille société grosse d'une nouvelle. En ce sens, la violence est un *agent économique* ». La suppression brutale de l'armée permanente et son remplacement par une autre violence concentrée – celle des prolétaires en armes – est capable, pour le marxisme révolutionnaire, d'être à l'origine de changements fondamentaux de structures et de rapports sociaux qui ont des effets jusque dans la vie quotidienne des producteurs. En somme, les bouleversements révolutionnaires sont dus à des mutations brusques en des points déterminés,

source d'impôts et de dettes d'État ainsi que les constants abus du gouvernement usurpé par les classes dominantes – qu'il s'agisse de la forme ordinaire sous lesquelles règnent les classes dominantes, ou d'un aventurier prétendant sauver toutes les classes. C'était en même temps la garantie la plus sûre contre l'agression étrangère, et cela rendait pratiquement impossible dans tous les autres États le coûteux appareil militaire [184]. C'était, en outre, supprimer l'impôt du sang pour les paysans qui n'étaient plus dès lors la source la plus riche de toutes les impositions d'État et de toutes les dettes publiques. Cette mesure faisait déjà de la Commune une *chance pour les paysans*, le premier mot de leur émancipation…

Le soulèvement de tout ce qu'il y avait de sain à Paris contre le gouvernement de la défense, ne date pas du 18 mars, bien qu'il ait remporté ce jour-là sa première victoire contre la conspiration ; il date du 31 janviers qui était en fait le jour de la capitulation. La Garde nationale – c'est-à-dire tous les Parisiens en âge de porter les armes s'est organisée et a effectivement gouverné Paris à partir de ce jour-là, indépendamment du gouvernement des usurpateurs et capitulards, installés par la grâce de Bismarck.

Depuis ce moment-là, la Garde nationale organisa la résistance (contre le gouvernement des usurpateurs) [185]. Sur 260 bataillons, 215 depuis les soldats aux officiers – ont constitué un Comité Central. Chaque compagnie a choisi un délégué, les délégués ont formé des sous-comités d'arrondissement ou de quartier, qui ont élu ensuite le Comité Central.

Sur les vingt arrondissements, cinq seulement n'ont pas élu de délégués. Lorsque l'Assemblée nationale se transporta à Versailles, le gouvernement tenta

---

où il s'agit d'appliquer le levier pour que se lève un monde nouveau. La pratique actuelle du gouvernement, dont le centre est le ministère des finances, apparaît en comparaison dans toute sa stérilité : chaque mesure doit être financée et, le plus souvent, en permanence si l'on veut atteindre un résultat quelconque. Avec de tels moyens, on ne peut évidemment changer en quoi que ce soit le sort des larges masses – le fort Knox n'y suffirait pas !

184 Marx dévoile ici le « secret » de l'efficacité suprême de l'art militaire du prolétariat révolutionnaire qui s'exprime en premier lieu dans le défaitisme qui désagrège l'appareil militaire adverse et le rend inopérant en face de la révolution. Le principe en est qu'en sabotant le militarisme dans son pays, celui où s'effectue la révolution, on sabote en même temps le militarisme adverse. La politique militaire du prolétariat parvenu au pouvoir dans un pays, si elle vise naturellement à la défense de la révolution victorieuse, continue d'appliquer la méthode qui consiste à agir sur les arrières des pays bourgeois, en y stimulant l'activité révolutionnaire des masses.

185 Cf. ENGELS, Exposé sur la révolution du 18 mars à la réunion du Conseil général de la 1ère Internationale du 21-3-1871, trad. fr. in MARX-ENGELS, *la Commune de Paris*, p. 118-120.

de nettoyer Paris des révolutionnaires et de leur enlever les canons… Lorsque la Garde nationale s'aperçut du tour que prenait l'affaire, elle se mit en devoir de reconquérir les canons, et les soldats se mirent à fraterniser avec le peuple. A présent, la ville est aux mains du peuple ; les troupes qui ne sont pas passées du côté du peuple se sont repliées sur Versailles, et l'Assemblée nationale ne sait plus ce qu'il faut entreprendre.

Aucun des hommes du Comité Central n'est célèbre ; il n'y a pas parmi eux de Félix Pyat et individus de son espèce, mais ses hommes sont bien connus de la classe ouvrière. Quatre membres de l'Internationale font partie du Comité. Le lendemain, ce fut l'élection de la Commune. La résolution la plus importante qu'il adopta déclarait que les préliminaires de paix seraient respectés.

Sur la base existante de son organisation militaire, Paris constitua une fédération politique conformément à un plan très simple [186]. C'était la combinaison de toute la Garde nationale, unie en toutes ses parties par les délégués de chaque compagnie, désignant à leur tour les délégués de bataillons qui, à leur tour, désignaient les délégués généraux, les généraux de légions, dont le rôle était de représenter un arrondissement et de coopérer avec les délégués des 19 autres arrondissements de Paris. Ces 20 délégués, élus à la majorité par les bataillons de la Garde nationale, composaient le Comité central qui, le 18 mars, prit l'initiative de la plus grande révolution de notre siècle.

---

186 Cf. Marx, *Première Ebauche*, in Werke, t. 17, p. 538.
Ce schéma d'organisation de la dictature du prolétariat est tout à fait classique. Des conseils ont surgi chez les soldats au temps de Charles Ier d'Angleterre, dans les districts et sections de Paris en 1793, en Allemagne en 1849, durant la Commune, en Russie de 1917, en Allemagne de 1918, etc. Sur cette base militaire d'une force de classe organisée, on passe ensuite à la force de classe politiquement, c'est-à-dire territorialement, organisée. C'est à ce niveau, et non à celui des entreprises, dont le réseau copie strictement l'organisation du mode de production capitaliste et la mutilante division du travail, que l'Etat trouve une base politique à l'échelle de tout le pays. Quant aux syndicats ou conseils ouvriers, s'ils sont révolutionnaires, ils peuvent se charger de la gestion et de la transformation de l'économie de classe en production associée de la communauté entière. Cependant, ce fut une faute grave, une véritable régression, que de confiner la base du parti, les cellules politiques, dans les entreprises au lieu des quartiers, avec la tristement célèbre « bolchévisation » des années 1925 due à Staline.

Pour dire les choses tout simplement, la Commune représentait la destruction préalable du vieil appareil gouvernemental dans ses sièges centraux, à Paris et dans les autres grandes villes de France, et son remplacement par un véritable autogouvernement qui, à Paris et dans les grandes villes, places-fortes sociales de la classe ouvrière, fût le gouvernement de la classe ouvrière [187]. A la faveur du siège, Paris se trouva débarrassé de l'armée qui avait été remplacée par une Garde nationale constituée principalement par des ouvriers de Paris. Ce n'est que grâce à cet État de choses que le soulèvement du 18 mars était devenu possible. Il s'agit ensuite de transformer ce fait en institution, en substituant à l'armée qui défendait le gouvernement contre le peuple la Garde nationale des grandes villes, c'est-à-dire le peuple armé contre l'usurpation gouvernementale.

La Commune n'est pas encore le mouvement social de la classe ouvrière, ni la régénération générale de l'humanité, mais seulement le moyen organisé de son action [188]. La Commune ne supprime pas la lutte de classes par lesquelles la classe ouvrière s'efforce d'abolir toutes les classes, et en conséquence, toute domination de classe – ce qu'elle peut réaliser parce qu'elle ne défend pas un intérêt particulier, mais représente l'émancipation du travail qui est la condition fondamentale et naturelle de toute vie individuelle et sociale, que seules l'usurpation, la fraude et les duperies artificieuses permettent à une minorité de confisquer à la majorité. La Commune prépare le terrain rationnel où cette lutte de classe peut passer par ses différentes phases de la façon la plus organique et la plus humaine. Elle peut être le point de départ de réactions violentes et de révolutions tout aussi violentes. Elle commence l'émancipation du travail – son grand but – en balayant l'État avec ses parasites et son œuvre improductive et malfaisante…. Les catastrophes qu'elle pourrait éventuellement subir, les rébellions sporadiques des anciens esclavagistes, interrompraient certes momentanément l'œuvre de progrès pacifique, mais ne feraient qu'accélérer encore le mouvement, en armant le bras de la révolution sociale [189].

187 Cf. MARX, *Seconde Ebauche*, in *Werke*, t. 17, p. 595.

188 Cf. MARX, *Première Ebauche*, in *Werke*, t. 17, p. 545-546.

189 C'est dans l'expérience des luttes antérieures du prolétariat que Marx a tiré cette leçon hardie : les réactions brutales et la répression des classes dominantes ne font que radicaliser et pousser encore plus en avant le prolétariat, loin d'en entraver l'action. « Toute la révolu-

Conquête et destruction de l'État

Au contraire des classes dominantes et de leurs diverses fractions rivales, le prolétariat ne peut, après la victoire, se contenter de prendre l'appareil d'État existant en sa possession et de le faire fonctionner tel quel pour son propre compte [190]. La première condition pour se maintenir au pouvoir, c'est qu'il change la machinerie d'État et détruise cet instrument de domination de classe. Le corps même de la société est enserré comme par un boa constrictor : le gigantesque appareil gouvernemental déploie partout les mailles de l'armée permanente, d'une bureaucratie hiérarchisée, d'une police complaisante, d'un clergé docile et d'une magistrature servile. Il fut forgé au temps de la monarchie absolue pour servir d'arme à la société bourgeoise naissante dans sa lutte pour se libérer du féodalisme… Le prolétariat ne pouvait utiliser l'instrument politique de son asservissement comme moyen politique de son émancipation…

Les cycles des formes politiques ne sont que l'expression politique des changements réels que subit la société.

Pour parer à ce qui arrivait inévitablement dans tous les régimes antérieurs, à savoir que l'État et ses fonctionnaires, de serviteurs de la société, se muent en maîtres de celle-ci, la Commune employa deux remèdes infaillibles. [191] En premier lieu, elle soumit tous les postes de l'administration, de la justice et de l'enseignement à l'élection sur la base du suffrage universel de tous ceux qui se trouvaient concernés par la fonction en question, et à la révocation à tout moment

---

tion française a ainsi été dominée par la guerre entreprise contre elle par la Coalition : toutes ses pulsations en dépendent. Lorsque l'armée de la Coalition pénètre en France, la tension prédomine, le cœur bat violemment, c'est la crise révolutionnaire. Dès lors qu'elle recule, il y a relâchement, le cœur bat moins vite, les éléments réactionnaires se pressent sur l'avant-scène, et les plébéiens – les débuts du prolétariat ultérieur – dont l'énergie a sauvé la révolution, sont ramenés à la raison et à l'ordre » (Engels à Fr. Adler, 4-12-1889, trad. fr. in *Ecrits militaires*, Ed. de l'Herne, p. 114).

190 Cf. *Deuxième Ebauche*, in *Werke*, t. 17, p. 591-592, 599.

Nous renvoyons le lecteur, pour l'importante problématique de l'Etat sous la dictature du prolétariat, à MARX-ENGELS, *la Commune de 1871*, Ed. 10/18, p. 216-217 et au chapitre concernant *la question de l'Etat*, p. 245-262.

191 Cf. ENGELS, Préface de 1891 à *la Lutte de classes en France*, in *Werke*, t. 17, p. 624-625.

par ces mêmes intéressés. En second lieu, elle ne rétribua tous les services – des plus bas aux plus élevés – que par le salaire que touchaient les autres ouvriers. Le salaire le plus élevé qu'elle eût jamais payé était de 6000 francs. Elle mit de la sorte le holà à la chasse aux postes et à l'arrivisme sans parler de ce que les délégués aux corps représentatifs étaient liés en outre par des mandats impératifs.

La Commune devait être constituée par les conseillers municipaux des différents arrondissements (comme Paris en a été l'initiateur et le modèle, ce sera notre référence) élus au suffrage de tous les citoyens, responsables et révocables à tout moment [192]. La majorité de ce corps était évidemment composée d'ouvriers ou de représentants reconnus de la classe ouvrière. La Commune ne devait pas être une assemblée parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois. Au lieu d'être des créatures du gouvernement central, les agents de police devaient être dépouillés de leurs attributs politiques et devaient, comme les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration, être nommés par la Commune et rester toujours révocables par elle. Tous les fonctionnaires, comme les membres de la Commune, devaient accomplir leur tâche pour des salaires d'ouvriers. Les juges devaient également être élus, révocables et responsables. Les privilèges acquis et les indemnités de représentations des hauts dignitaires de l'État disparurent en même temps que ces hauts dignitaires eux-mêmes. Dans toutes les questions de la vie sociale, l'initiative devait revenir à la Commune. En un mot, toutes les fonctions publiques, même les rares fonctions qui auraient relevé d'un gouvernement central, devaient être effectuées par des agents communaux et placées donc sous la direction de la Commune. C'est, entre autres, une absurdité de dire que les fonctions centrales – non pas celles qui s'exercent autoritairement sur le peuple, mais celles qui dérivent des besoins généraux et ordinaires de la vie d'un pays – ne pourraient plus être assurées [193]. En fait, ces fonctions doivent être pri-

---

192 Cf. MARX, *Deuxième Ebauche*, in *Werke*, t. 17, p. 596-597.
Ce même passage se retrouve, dans une version moins élaborée, dans l'Adresse du Conseil général. En revanche, celle-ci aborde la question de l'indépendance (fallacieuse) de la magistrature. Nous la mettons ici à sa place entre parenthèses, afin que le texte soit le plus complet possible.

193 Marx répond ici à une objection que lui ont opposée des centaines et des centaines de fois les anarchistes qui voulaient voir dans la Commune l'abolition de tout Etat et la fédération de libres municipalités, ces communes glorieuses, mais surannées du moyen-âge... La Commune a été centralisée, et le centralisme sera maintenu dans la société communiste la

ses en charge, bien que les fonctionnaires eux-mêmes ne puissent plus – comme dans le vieil appareil gouvernemental – s'élever au-dessus de la société réelle, et elles le seront par des *agents communaux* qui les exécuteront donc sous un contrôle véritable. La fonction publique devait cesser d'être une propriété personnelle, conférée par un gouvernement central à ses larbins.

L'élimination de l'armée permanente et de la police gouvernementale devait briser les instruments matériels de l'oppression. En dissolvant tout ce qui établissait matériellement les Eglises en tant que corps possédants, en interdisant l'instruction religieuse dans toutes les écoles publiques, tandis que l'on instituait l'enseignement gratuit ; en renvoyant les curés à une paisible vie privée alimentée par les aumônes des fidèles ; en libérant tous les établissements scolaires du contrôle et de la tyrannie du gouvernement, on brisait la force spirituelle de l'oppression [194]. Du même coup, la science ne devenait pas seulement accessible à tous, mais elle était encore libérée des chaînes que lui posaient brutalement le gouvernement et des préjugés de classe.

plus développée, ne serait-ce que pour lier entre elles les communautés de 3 à 4.000 habitants qui auront dépassé l'antagonisme entre ville et campagne, industrie et agriculture. Il importe de le répéter afin d'éviter que l'on croie que le centralisme est propre à la forme Etat, alors qu'il exprime le besoin de continuité de la société humaine dans l'espace. Ce serait, en outre, oublier le Parti, dont le centralisme correspond à la continuité de la lutte prolétarienne dans le temps et aussi à l'échelle internationale (voir *le Principe démocratique*, Ed. Programma communiste, p. 22, sur les termes de centralisme organique pour désigner l'organisation du parti).

194 Marx ne cesse d'insister sur le fait que les premières mesures de la Commune ne sont pas *socialistes*, puisque le capitalisme lui-même peut les réaliser, et de fait les a réalisées et souvent même au-delà. Elles ne le sont que par leur but, leur orientation. Selon la formule d'Engels dans *l'Introduction de 1891*, « elle décréta des réformes que la bourgeoisie républicaine avait omis de prendre par lâcheté » et « encore ces mesures n'eurent-elles qu'un début d'application dans les conditions d'une ville assiégée » (*Werke*, t. 17, p. 620).

Où est donc la différence ? C'est que *les* mesures prises tournent complètement le dos à l'évolution des sociétés de classe qui aggravent de plus en plus la condition du travailleur au profit des classes dominantes et du capital. Leur orientation est socialiste puisqu'elles tendent de plus en plus à l'avantage des producteurs, qu'elles ne vont pas dans le sens son abêtissement, de sa mutilation, de sa parcellarisation, de son individuation, de sa fragmentation croissants, mais de son développement de plus en plus vaste et complet.

Marx suit ici le schéma historique – et donc la genèse – de l'oppression qu'il s'agit de déraciner complètement. Dans la base économique, l'exploitation et le despotisme prennent leur source. Elles se prolongent dans les superstructures de contrainte politique, juridique et administrative de l'Etat et culminent dans les superstructures idéologiques et religieuses de contrainte que sont les écoles, les Eglises, les mass-médias contrôlés par l'argent ET les gouvernements. Cf. MARX-ENGELS, *la Critique de l'Éducation…*, PCM.

(Les fonctionnaires de la justice devaient être dépouillés de toute feinte apparence d'indépendance qui n'avait servi qu'à dissimuler leur servilité abjecte à tous les gouvernements successifs auxquels, à tour de rôle, ils avaient prêté serment de fidélité pour leur être infidèles ensuite. A l'instar des autres fonctionnaires publics, les magistrats et les juges doivent être élus, responsables et révocables.)

Les impôts municipaux devaient être décidés et perçus par la Commune. Les impôts en vue des buts généraux de l'État devaient être perçus par les fonctionnaires communaux et utilisées par la Commune elle-même dans l'intérêt général, leur utilisation pour des œuvres collectives devant être contrôlée par la Commune elle-même.

En somme, l'instrument d'oppression du gouvernement et la force dominant la société devaient être brisés par l'élimination de leurs organes purement répressifs. Dès lors qu'il s'agit de fonctions légitimes, elles devaient être exercées, non pas par un organisme situé au-dessus de la société, mais par des agents responsables de cette société même.

Le projet de programme de Gotha veut substituer le libre État populaire à l'État libre [195]. Du point de vue grammatical, un État libre est celui qui est libre vis-à-vis de ses citoyens, autrement dit un État à gouvernement despotique. Il faudrait laisser tomber un tel bavardage sur l'État, *surtout après la Commune qui n'était plus un État au sens propre.* L'État populaire, les anarchistes nous l'ont assez jeté à la tête, bien que l'ouvrage de Marx dont Proudhon et ensuite le *Manifeste* disent expressément *qu'avec l'instauration du régime socialiste l'État se dissout de lui-même et finit par disparaître.*

L'« État » n'étant qu'une institution transitoire, dont on se sert dans la lutte durant la révolution pour réprimer de force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler de « libre État populaire ». En effet, si le prolétariat *a besoin* de l'État, ce n'est pas pour instaurer la liberté, mais pour réprimer ses adversaires, et sitôt qu'il pourra être question de liberté, l'État aura cessé d'exister en tant que tel. En conséquence, nous proposerions de mettre partout à la place du mot

[195] Cf. Engels à Bebel, du 16 au 18-3-1875.
Dans *l'Etat et la révolution*, Lénine a consacré tout un chapitre au commentaire de ce fragment de lettre : chap. IV, § 3.

« État » le mot « communauté » (Gemeinwesen), excellent vieux mot allemand répondant fort bien au mot français « Commune ».

La Commune de Paris, devait, évidemment servir de modèle à tous les grands centres industriels de France [196]. Le régime de la Commune une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait, en province aussi, dû faire place *au gouvernement des producteurs par eux-mêmes*. Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme politique qui engloberait jusqu'aux plus petits hameaux de campagne et que, dans les districts ruraux, la milice populaire à temps de service extrêmement court devait se substituer à l'armée permanente. Les communes rurales de chaque district devaient administrer leurs affaires communes par une assemblée de délégués au chef-lieu, et ces assemblées régionales devaient à leur tour renvoyer des mandataires à la délégation nationale à Paris, chaque délégué devant être à tout moment révocable, lié qu'il est par le *mandat impératif* de ses commettants.

Les fonctions, peu nombreuses, mais importantes, qui restaient encore au gouvernement central, ne devaient pas être supprimées, comme on l'a dit faussement et de propos délibéré, mais devaient être assurées par des Communaux, c'est-à-dire des agents strictement responsables. L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale ; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'État qui prétendait être l'incarnation de cette unité, indépendamment de la nation et au-dessus d'elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire. S'il fallait élaguer les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, il suffisait d'arracher ses fonctions légitimes à une autorité qui avait usurpé la prééminence sur la société elle-même pour les remettre à des agents de la société, responsables [197]. Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre des

---

196 Cf. MARX, *la Guerre civile en France*, in *Werke*, t. 17, p. 339-340.

197 On pourrait définir le communisme comme la société où aucun de ses membres n'aura à faire de *requête* pour avoir des sous ou un avantage quelconque, pour occuper un poste ou faire carrière, pour promouvoir des entreprises et affaires équivoques du même genre, etc.

Pour y parvenir, il faudra avant tout éliminer la pléthore des bureaucrates de l'Etat qui représente une pieuvre des plus coûteuses formée par des millions de travailleurs improductifs qui sont de *véritables exploiteurs de la société*. Si Marx explique ici que certaines fonc-

classes dominantes devait représenter et fouler aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple, constitué en communes, comme le suffrage individuel sert à tout employeur en quête d'ouvriers et de personnel de direction pour son affaire. C'est un fait bien connu que les entreprises, comme les individus, en matière d'affaires véritables, savent généralement mettre l'homme qu'il faut pour un poste et, s'ils commettent une fois une erreur, ils savent la redresser promptement. Mais par ailleurs, rien ne pouvait être plus étranger à l'esprit de la Commune que de remplacer le suffrage universel par une investiture hiérarchisée [198].

La république n'est possible que si elle est ouvertement sociale

Cette guerre civile a dissipé les dernières illusions sur la « République », de même que l'Empire a ruiné l'illusion du « suffrage universel » inorganisé entre

---

tions utiles seront exécutées centralement, c'est après avoir souligné vigoureusement que l'extinction de l'Etat, une fois que les formes de l'échange et de la monnaie auront disparu, s'effectuera lorsqu'il n'existera plus aucune hiérarchie de scribouillards en tous genres.

Dès ses premiers pas, la Commune prit des mesures en ce sens, et, en outre, comprit que l'Etat se justifiait essentiellement, tant qu'existaient des classes, comme organe d'oppression de l'une sur l'autre.

198 En somme, le cadavre parlementaire devait être définitivement liquidé par la Commune : « Quant au parlementarisme, il avait été tué par ses propres ouailles et par l'Empire. La seule chose que la classe ouvrière avait à faire, c'était de ne pas le ressusciter » (*Seconde Ebauche*, in *Werke*, t. 17, p. 595). La révolution de 1871 reprenait le travail au point précis où celle de 1848 l'avait arrêté ; c'est sur cette continuité du mouvement réel que repose la *prévision* marxiste de la révolution future, comme s'il s'agissait d'un fait déjà accompli.

C'est ainsi que vingt ans à l'avance, dès le coup d'Etat de Bonaparte, Marx avait pu annoncer sûrement la victoire de la Commune : « Si le renversement de la république parlementaire contient en germe *la victoire de la révolution prolétarienne*, son premier résultat tangible n'en fut que *la victoire de Bonaparte sur le Parlement, du pouvoir exécutif sur le pouvoir législatif, de la violence sans phrase sur la violence de la phrase*. Au Parlement, la nation élevait sa volonté générale à la hauteur d'une loi, c'est-à-dire qu'elle faisait de la loi de la classe dominante sa volonté générale. Devant le pouvoir exécutif, elle abdique toute volonté propre et se soumet aux ordres d'une volonté étrangère, l'autorité… Mais la révolution va jusqu'au fond des choses. Elle ne traverse encore que le purgatoire. Elle mène son affaire avec méthode. Jusqu'au 2 décembre 1851, elle n'avait accompli que la moitié de ses préparatifs, et maintenant elle accomplit l'autre moitié. Elle perfectionne d'abord le pouvoir parlementaire, pour pouvoir le renverser ensuite. Ce but une fois atteint, elle perfectionne *le pouvoir exécutif*, le réduit à sa plus simple expression, l'isole, dirige contre lui tous les reproches pour pouvoir *concentrer sur lui toutes ses forces de destruction*, et, quand elle aura accompli la seconde moitié de son travail de préparation, l'Europe sautera de sa place et jubilera : Bien creusé, vieille taupe ! » (cf. *le 18 Brumaire…*, Ed. Sociales, 1969, p. 124). Et l'*Adresse* de 1871 reprend en écho : « L'antithèse directe de l'Empire fut la Commune ».

les mains du flic et du curé [199]. Tous les éléments sains de France reconnaissent que la seule république possible, dans ce pays et en Europe, est une « République sociale », c'est-à-dire une république qui arrache le pouvoir d'État à la classe des capitalistes et des grands propriétaires fonciers pour lui substituer la Commune, qui reconnaît ouvertement l' « émancipation sociale » comme le *but* principal de la république, et assure ainsi cette révolution sociale par l'organisation communale.

Toute autre république ne peut être que la terreur *anonyme* de toutes les fractions monarchistes – légitimistes, orléanistes et bonapartistes unis – qui mène en dernière instance à l'avènement d'un Empire quelconque ; elle ne peut être que la terreur *anonyme* de la domination de classe qui, une fois son sale travail accompli, finira toujours par un Empire…

Il n'y a rien de nouveau dans le fait que les ouvriers parisiens aient pris l'initiative de la présente révolution et supportent avec un esprit de sacrifice héroïque le choc de cette bataille. C'est la caractéristique première de toutes les révolutions qui ont éclaté en France ! Ce n'est donc qu'une répétition du passé ! Ce que cette révolution a en commun avec toutes celles qui l'ont précédée, c'est que la révolution soit faite *au nom et dans l'intérêt* déclaré des masses populaires, c'est-à-dire des masses productrices. Le trait nouveau, c'est que le peuple, après un premier soulèvement, n'a pas déposé les armes et n'a pas remis son pouvoir aux mains des saltimbanques républicains des classes dirigeantes ; c'est que, en instaurant la *Commune*, il a pris dans ses propres mains la direction effective de sa révolution et a trouvé en même temps, en cas de victoire, le moyen de la maintenir entre les mains du peuple lui-même [200], en remplaçant la machine d'État,

---

199 Cf. MARX, *Première Ebauche,* in *Werke,* t. 17, p. 554, 556.

Sur le plan politique, la lutte menée par les Communards a fini par mener la révolution à la formule binaire : ou dictature du prolétariat, ou dictature de la bourgeoisie. Mais au plan social, la situation était loin d'être aussi avancée et la forme de la dictature prolétarienne devait encore être celle de la République démocratique (en bon marxisme, ce mot - comme celui de « populaire » - signifie qu'on a à faire à plusieurs classes).

200 Dans les conditions d'immaturité de la société française d'alors, la révolution communale eût dû, pour une longue période encore, porter le fardeau du *peuple*. Il n'était pas encore question de transformer tous les producteurs en purs et simples salariés, prolétaires productifs : la société de petite production mercantile (artisans, boutiquiers, paysans parcellaires qui formaient l'écrasante majorité de la population) ne pouvait être haussée d'un coup à la grande production associée et combinée. Le *peuple* restait une réalité écrasante *eu égard à la classe ouvrière* de l'industrie et de l'agriculture. Cependant, avant de le prendre en charge, la Commune en avait écarté les « exploiteurs » - les propriétaires fonciers et les capita-

l'appareil gouvernemental des classes dominantes, par son propre appareil gouvernemental. C'est en quoi consiste son indicible crime : des ouvriers empiétant sur le privilège gouvernemental des 10.000 individus du haut, et proclamant leur volonté de briser la base économique de ce despotisme de classe qui, pour ses propres fins, manipulait le pouvoir d'État organisé de la société. C'est ce qui a mis les classes respectables d'Europe et d'Amérique au paroxysme de la fureur, ce qui explique leurs cris d'abomination, leur dénonciation du sacrilège, leurs appels sauvages à régler les comptes au peuple, les insultes triviales et les calomnies lancées du haut de leurs tribunes parlementaires et des arrière-cuisines de leur presse stipendiée !

La plus grande mesure de la Commune, c'est qu'elle ait donné naissance à elle-même, qu'elle œuvre et agit dans des circonstances d'une difficulté inouïe. Le drapeau rouge, hissé par la Commune de Paris, ne flotte en réalité que sur le gouvernement ouvrier de Paris. Celui-ci a proclamé, clairement et consciemment, que son but était l'émancipation du Travail et la transformation de la société. Toutefois, le caractère « social » de cette république ne réside pratiquement que dans le fait que ce sont les ouvriers qui dirigent la Commune de Paris. Quant à leurs mesures, elles doivent, par la force des choses mêmes et par leur nature, se limiter essentiellement à la défense militaire de Paris et à son ravitaillement !

Alliance avec la paysannerie : conquête de la démocratie

Avant même l'instauration de la Commune, le Comité Central avait déclaré dans son *Journal Officiel* : « *La majeure partie de l'indemnité de guerre doit être payée par les responsables de la guerre* » [201]. C'est là ce qui constitue la grande

---

listes – et n'avait accordé de droits qu'aux « travailleurs » et aux exploités. Le prolétariat de Paris ne pouvait exercer qu'une « dictature démocratique »… au travers de compromis, notamment avec la paysannerie des campagnes, tant pour la gagner à lui que pour coexister avec elle, tout le temps où la révolution restait enfermée, par la force des choses, dans la sphère nationale et n'avait pas gagné d'autres pays développés de sorte que le prolétariat de ces pays se joignait au premier pour substituer sa force et son poids au fragile équilibre du peuple et mettre plus rapidement un terme à la dictature démocratique, en en supprimant le qualificatif démocratique.

201 Cf. MARX, *Première Ebauche,* in *Werke,* t. 17, p. 549.

« conspiration contre la civilisation », ce que les hommes de l'Ordre redoutent le plus. C'est la question la plus pratique qui soit : Si la Commune triomphe, les responsables de la guerre devront payer l'indemnité de guerre ; si Versailles l'emporte, la masse des producteurs qui ont déjà payé de leur sang, de leur ruine et de leur contribution personnelle, devront payer encore, et les hauts dignitaires de la finance parviendront même à tirer profit de la transaction. C'est l'issue de la guerre civile qui décidera du paiement de l'indemnité de guerre [202]. Dans cette

---

La supériorité de la méthode d'analyse marxiste, parce qu'elle est scientifique et non description impartiale des événements, éclate ici où elle aborde la question… paysanne de la Commune de Paris. En fait, cette question fut décisive pour le sort de celle-ci, et Marx montre ici qu'elle fut aussi au centre des raisons qui poussèrent à l'érection de la Commune – avec l'affaire des *indemnités de guerre* qui explique la collusion des classes dirigeantes franco-prussiennes contre la masse de la population du pays qui venait d'être battu dans la guerre impérialiste. Avec la question paysanne, Marx aborde le problème de la *forme encore nationale* de la Commune qui pose celui de la *conquête de la démocratie*.

La Commune réalise ici la phase décrite dans le *Manifeste* de 1848, à savoir que « la première mesure de la révolution ouvrière sera la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie ». Il faut évidemment entendre démocratie au sens fort du terme, *la dictature du grand nombre*. Mais cette conquête ne correspond qu'à un stade politique transitoire de la lutte pour l'abolition de toutes les classes, de tout Etat, et donc de toute forme politique : « La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible ; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle forme de gouvernement » (ENGELS, *Progrès de la réforme sociale sur le continent*, 4-11-1843, trad. fr. in *Ecrits militaires*, p. 119).

Cette critique acerbe se fait évidemment à partir du niveau supérieur qui oppose la société communiste aux sociétés de classe, dont la dictature du prolétariat sera la dernière phase. En se plaçant du point de vue des principes finaux, Marx, Engels et Lénine (cf. *l'Etat et la Révolution*, chap. sur *Engels et la suppression de la démocratie*) sont antidémocrates, puisqu'ils appartiennent, en tant que communistes « au parti dont le but final est la suppression de tout Etat et, par conséquent, de la démocratie ».

Dans la *Situation de l'Angleterre, la Constitution anglaise* d'octobre 1844, in *Vorwärts*, Engels déclare nettement : « L'égalité démocratique est une chimère : la lutte des pauvres contre les riches ne peut donc être menée jusqu'à son terme ultime sur le terrain de la démocratie ou de la politique en général [c'est la raison pour laquelle les anti-communistes s'accrochent toujours à cette ultime bouée de sauvetage de leurs derniers privilèges. N.d.Tr.]. Cette phase n'est qu'un point de transition, c'est le dernier moyen purement politique que l'on puisse employer, car, aussitôt après, il faut que se développe un élément nouveau, un principe dépassant tout élément politique : celui du socialisme ». Il est évident que la Commune de Paris ne faisait que préparer le terrain qui débouchait sur le communisme. Elle impliquait encore une sévère lutte de classe sur le plan politique et militaire et donc un Etat et la fameuse démocratie.

202 Ce passage donne l'explication économique de la lutte des classes qui culmine dans la révolution : *l'impérialisme est l'antichambre du socialisme*. La révolution éclate à partir des luttes impérialistes culminant dans les guerres de carnage des bourgeoisies qui s'entredéchirent pour s'arracher les richesses, les zones d'influence, les marchés etc. parce que le mode de distribution bourgeois est déjà devenu trop étroit eu égard au développement fantastique des forces productives ; bref, pour éviter les destructions périodiques de richesses et de forces de travail, il faut passer à une forme de production supérieure.

question vitale, la Commune représente non seulement les intérêts de la classe ouvrière, mais encore ceux de la petite bourgeoisie et même ceux de toute la classe moyenne, à l'exception des riches capitalistes, les gros propriétaires fonciers et leurs parasites d'État. La Commune représente avant tout les intérêts de la paysannerie française, car c'est sur elle que sera levée la majeure partie des impôts de guerre, si Thiers et ses « ruraux » sont vainqueurs. Et il y a des gens assez stupides pour faire écho au cri des « ruraux » selon lesquels les grands propriétaires fonciers « représentent le paysan » qui, dans la naïveté de son âme, serait excessivement impatient de payer les milliards de l'indemnité de guerre, à la place de ces bons « propriétaires fonciers » qui lui ont déjà fait payer l'indemnité de la Révolution : le fameux milliard des émigrés [203].

La Commune eut parfaitement raison de dire aux paysans : « Notre victoire est votre seule espérance » [204]. De tous les mensonges fabriqués à Versailles et repris par l'écho des plus célèbres plumitifs d'Europe à un sou la ligne, l'un des plus énormes fut que les ruraux de l'Assemblée nationale représentaient la paysannerie française [205]. Qu'on imagine l'amour du paysan français pour les hommes auxquels après 1815 il avait dû payer l'indemnité d'un milliard ! Aux yeux du paysan français, la simple existence d'un propriétaire foncier constitue déjà, en soi, un empiètement sur ses conquêtes de 1789. En 1848, la bourgeoisie

---

De fait, la lutte pour l'unité allemande de Bismarck (que cherchait à tout prix à contrecarrer l'impérialisme de Napoléon III qui visait la rive gauche du Rhin) aboutissait à créer un rival pour l'hégémonique Angleterre ; l'impérialisme germanique naissant pilla son concurrent français, en lui enlevant la région sidérurgique par excellence et l'énorme capital de 5 milliards de francs pour accélérer son développement capitaliste. La complicité de la bourgeoisie française et de la prussienne se lit encore à ce niveau : ce seront les classes laborieuses qui feront les frais de l'opération, les capitalistes et propriétaires fonciers français touchant leur commission dans l'ignoble affaire. L'unité nationale bourgeoise déjà rompue par l'existence de classes antagoniques, se révélait non seulement une illusion, mais encore un leurre destiné à tromper les masses. Le seul ennemi qui restait était le capital désormais international, malgré ses rivalités interimpérialistes.

203 Après la chute de Napoléon Ier, le gouvernement réactionnaire de Charles X résolut de dédommager les émigrés pour les biens mis sous séquestre durant les années de la révolution. La fine fleur de l'aristocratie de cour et les gros propriétaires fonciers touchèrent la majeure partie de l'indemnité d'un milliard de francs payés sous forme de rente à 3%.

204 Cf. MARX, *la Guerre civile en France*, in : *Werke*, t. 17, p. 344-345.

205 Sans consultation des « volontés » et des « intelligences », c'est-à-dire en dehors de tout mécanisme électoral, Marx affirme que la Commune représentait l' « écrasante majorité » de la population de France, parce qu'elle se battait pour faire prévaloir ses intérêts.

avait grevé sa parcelle de l'impôt additionnel de 45 centimes par franc – prétendument au nom de la révolution [206], alors qu'à présent elle avait fomenté une guerre civile contre la révolution pour faire passer sur les épaules du paysan la charge première des cinq milliards d'indemnité à payer aux Prussiens. La Commune, en revanche, dans l'une de ses premières proclamations, déclarait que les véritables instigateurs de la guerre auraient aussi à en payer les frais.

La Commune aurait libéré le paysan de l'impôt du sang, de la conscription ; elle lui aurait donné un gouvernement à bon marché, aurait mué ses sangsues actuelles – notaire, avocat, huissier et autres vampires judiciaires – en agents communaux salariés, élus par lui et responsables devant lui. Elle l'aurait libéré de la tyrannie du garde-champêtre, du gendarme et du préfet ; elle aurait substitué à l'abêtissement du curé l'instruction par le maître d'école. Etant avant tout un homme de calcul, le paysan français aurait trouvé tout à fait raisonnable que le traitement du curé, au lieu d'être extorqué par le percepteur, ne dépendît que du geste spontané dû à l'instinct religieux des paroissiens.

Tels étaient les grands bienfaits immédiats auxquels le règne de la Commune – et lui seul – ouvrait la perspective au paysan français. Il est donc tout à fait superflu de s'étendre ici sur les problèmes concrets plus complexes, mais vitaux, que la Commune seule était capable, voire obligée, de résoudre en faveur du paysan – la dette hypothécaire qui pesait comme un cauchemar sur son lopin de terre, le prolétariat rural qui augmentait de jour en jour, et son expropriation de cette parcelle qui s'opérait à une allure de plus en plus rapide à la suite de l'essor de l'agriculture moderne et de la concurrence du mode d'exploitation capitaliste…

Le paysan était bonapartiste parce que la grande Révolution, avec tous les bienfaits qu'il en avait tirés, s'incarnait pour lui en Napoléon. Le Second Empire, qui par sa nature même était foncièrement hostile aux ruraux, dissipa rapidement cette illusion et ce préjugé issu du passé. Dans ces conditions, comment aurait-il pu résister à l'appel de la Commune aux intérêts vitaux et aux besoins pressants de la paysannerie ?...

---

[206] Afin de semer la discorde entre prolétaire et paysan, le Gouvernement provisoire avait instauré en 1848 une taxe de 45 centimes par franc. Il motivait cet impôt par la nécessité de pourvoir à l'alimentation des ouvriers. Cet impôt poussa les paysans dans les bras des ennemis de la révolution et de la République.

D’où la hâte anxieuse des ruraux de dresser autour de Paris un blocus de police comme pour arrêter la propagation de la peste bovine.

La haine du paysan français se concentre sur les « ruraux », les châtelains, les bénéficiaires de l’indemnité du milliard, ainsi que sur le capitaliste de la ville, déguisé en propriétaire foncier, dont les empiètements sur les droits paysans ne s’étendirent jamais aussi vite que sous le Second Empire, sous l’effet des interventions artificielles de l’État, et des causes naturelles du développement de l’agriculture moderne [207]. Les « ruraux » – et c’était en fait leur appréhension principale – savaient que trois mois de libre circulation entre le Paris de la Commune et la province seraient le signal du soulèvement général contre eux de la paysannerie et de la Commune. D’où leur haine farouche de la Commune ! Ce qu’ils redoutent encore plus que l’émancipation du prolétariat urbain, c’est l’émancipation de la paysannerie. Les paysans ne tarderaient pas à saluer les prolétaires des villes comme leur guide et frère aîné.

Certes, il existe en France, comme dans la plupart des pays du continent, un profond antagonisme entre les producteurs urbains et ruraux, entre le prolétariat industriel et la paysannerie. Ce à quoi aspire le prolétariat – et c’est la base matérielle de son mouvement – c’est l’organisation du travail à une vaste échelle, même si c’est fait à l’heure actuelle de façon despotique, et c’est la centralisation des moyens de production, même s’ils le sont aujourd'hui entre les mains des monopoleurs qui les utilisent non seulement comme instruments de production, mais encore comme moyens d’exploitation et d’asservissement du producteur. La tâche du prolétariat est de transformer l’actuel caractère capitaliste de ce travail organisé et de ces instruments de travail centralisés, de faire de ces instruments de domination de classe et d’exploitation de classe des formes de travail libre et associé et des moyens sociaux de la production. Par ailleurs, le travail du paysan est isolé, et ses moyens de production sont parcellaires et dispersés. C’est sur ces différences économiques que repose la superstructure de toute une conception du monde politiquement et socialement différente. Or cette forme de propriété paysanne a depuis longtemps dépassé sa phase classique, où elle correspondait à une réalité, un mode de production et une forme de propriété, qui répondait aux besoins éco-

207 Cf. Marx, *Première Ebauche,* in *Werke,* t. 17, p. 551-552.

nomiques de la société et plaçait les producteurs ruraux eux-mêmes dans des conditions de vie normales. Elle est désormais tombée dans sa phase de déclin. D'abord, un vaste prolétariat rural en est issu, et ses intérêts sont identiques à ceux des ouvriers salariés des villes. Ensuite, le mode de production lui-même a été dépassé par les progrès de l'agronomie moderne. Enfin, la propriété paysanne elle-même n'est plus que nominale : elle laisse au paysan l'illusion de la propriété, alors qu'il est exproprié du fruit de son travail [208]. La concurrence du grand fermier, la conscription, le fisc, l'usure des créanciers hypothécaires de la ville et les innombrables larcins du système judiciaire qui l'enserre de toutes parts, l'ont abaissé au niveau du rayât hindou. De la sorte, l'expropriation – et même son expropriation nominale – sa transformation en prolétaire rural est une réalité de tous les jours. En conséquence, ce qui sépare le paysan du prolétaire ne sont plus ses intérêts réels, mais ses préjugés illusoires.

La Commune – comme nous l'avons montré – est le seul pouvoir qui puisse lui accorder des avantages immédiats considérables, en dépit des conditions économiques défavorables où elle se trouve elle-même. C'est la seule forme de gouvernement qui puisse assurer la conversion des présents rapports économiques du paysan, la seule qui puisse le sauver de l'expropriation par le propriétaire foncier, tout en le libérant de l'oppression de la peine et de la misère, auxquels il est condamné pour préserver l'apparence de sa propriété. C'est la seule qui puisse

---

208 Le producteur parcellaire, propriétaire de son moyen de travail – la terre pour le petit paysan, la boutique pour l'épicier, etc. et les instruments de travail pour l'artisan – change de statut sous le capitalisme par rapport à celui qu'il avait sous le féodalisme, lorsqu'il était organisé en corporation, avec les privilèges et le monopole de métier (lettres de franchise). Affranchi désormais des liens collectifs de métier, il évolue vers le salariat, en aliénant le produit de son travail dans la mesure où il le vend pour pouvoir vivre. La transition se fit grâce au mécanisme mercantile : le produit de son travail, puis sa force de travail, devient marchandise et s'aliène. Il porte d'abord sur le marché le produit ; sa force de travail, restant encore intimement liée à son instrument de travail, n'est pas encore affectée par la forme mercantile. Dans ces conditions, le producteur parcellaire touche toutes les heures de travail incorporées à sa marchandise, alors que le salarié ne reçoit que les heures payées, son capitaliste s'appropriant les heures non payées (surtravail). Cependant, les rapports économiques poussent de plus en plus le producteur parcellaire à vendre aussi sa force de travail. Etant en concurrence sur le marché avec le travail plus productif des entreprises capitalistes, le travailleur parcellaire voit baisser de façon dramatique la valeur de son produit – au point qu'il ne touche plus qu'un prix dérisoire pour ses heures de travail, et il se trouve ainsi exproprié pratiquement de la plus grande partie du produit de son travail, rejoignant par ce biais la situation de l'ouvrier salarié dès lors qu'il est réduit au minimum vital par l'essor du capitalisme : pour vivre moins mal, il va à la ville pour occuper un travail salarié, à moins qu'il s'accroche désespérément à la fiction de sa propriété juridique, vidée de tout contenu économique.

transformer sa propriété nominale de la terre en propriété effective du fruit de son travail, la seule qui soit en mesure de combiner pour lui les bienfaits de l'agronomie, qui sont dictés par les besoins sociaux mais dont l'action hostile se fait sentir à lui tous les jours un peu plus dans les conditions actuelles, avec le maintien de son État de producteur réellement indépendant [209]. Comme il pourrait tirer un avantage immédiat de la République de la Commune, il aurait tôt fait d'avoir confiance en elle.

La révolution communale représente toutes les classes de la société qui ne vivent pas du travail d'autrui [210]

Nous avons vu que le prolétariat parisien lutte dans l'intérêt du paysan français, tandis que Versailles se bat contre lui. Ce que les « ruraux » redoutent le plus, c'est que Paris puisse se faire entendre des paysans et ne soit plus séparé d'eux par le blocus. La raison profonde de leur guerre contre Paris, c'est leur ef-

---

209 Pour bien comprendre Marx, il faut souligner qu'il ne s'agit en aucune façon de *mesures socialistes au plan économique*. Nous en sommes seulement à un stade préliminaire : la *conquête de tout le pays* à la nouvelle direction politique de la Commune, voire la survie de la dictature du prolétariat dans une seule ville. Les mesures économiques proposées ne visent donc pas à la transformation socialiste du mode de production, elles cherchent à *préparer* la domination de la révolution dans le pays. Dans une telle période, il faut commencer, pour des raisons *politiques et militaires*, à conclure un pacte d'unité entre prolétariat urbain et paysannerie, pacte qu'il faut respecter. Les rapports ainsi noués ne peuvent encore se hausser à la hauteur d'une dictature de l'Etat ouvrier sur les campagnes. Il s'agit de canaliser vers les ruraux les moyens de persuasion d'une démocratie interne commune (une espèce de pacte de… non dictature) qui est indiscutablement d'essence démocratico-bourgeoise, dont il faudra longtemps pour se libérer. En fait, il faut attendre la rescousse du prolétariat des autres pays, lorsque la révolution les aura gagné, surtout dans le cas où la révolution a triomphé d'abord dans un pays encore faiblement développé du point de vue économique (la France d'alors, par rapport à l'Angleterre ; la Russie de 1917, par rapport à l'Europe occidentale ; etc.).

En somme, il faut imprimer à la révolution *politique* une vitesse *maxima d'évolution de la forme-Etat* vers une dictature totale dans l'espace ou bien sur toutes les classes possédantes au moyen d'une tolérance démocratique vis-à-vis de la paysannerie et de la petite bourgeoisie, tandis que la vitesse d'évolution des rapports de production et de l'économie sociale reste *minime*. Observons toutefois que les concessions décrites ici sont proches du maximum de ce que le prolétariat peut promettre sans remettre en cause le pivot de son programme agraire, la nationalisation du sol (comme mesure juridique). En ce qui concerne les mesures plus avancées que pourra prendre ultérieurement le pouvoir prolétarien vis-à-vis des paysans, voir ci-dessous (partie III) le chapitre consacré au *Programme de transition dans l'agriculture*.

210 Cf. MARX, *Première Ebauche,* in *Werke,* t. 17, 553-554.

fort pour maintenir les paysans dans leur asservissement et les traiter, comme par le passé, en matière *taillable à merci* et *miséricorde*.

Pour la première fois dans l'histoire, la petite et moyenne bourgeoisie a ouvertement rallié la révolution ouvrière, et proclamé qu'elle était le seul moyen de la sauver en même temps que la France. Elle forme, aux côtés des ouvriers, la grande masse de la Garde nationale ; elle siège à leurs côtés à la Commune, et son *Union républicaine* joue en leur faveur un rôle de médiation.

Les principales mesures de la Commune ont été prises pour sauver la classe moyenne, la classe des débiteurs de Paris s'étant dressée contre la classe des créanciers. Au moment de l'insurrection de Juin (1848), la classe moyenne s'était groupée, contre le prolétariat, sous l'enseigne de la classe capitaliste, de ses généraux et de ses parasites d'État [211]. Elle en fut punie dès le 19 septembre 1848 par le rejet des *concordats à l'amiable*. Il s'avéra tout de suite que la victoire remportée sur l'insurrection de Juin était aussi le triomphe du créancier, du riche capitaliste, sur ce débiteur qu'est la classe moyenne. Il exigea impitoyablement sa livre de chair [212]. Le 13 juin 1849, la Garde nationale de ces classes moyennes fut désarmée et sabrée par l'armée de la bourgeoisie. Sous l'Empire, à la suite de la dilapidation des ressources de l'État, dont s'engraissait le riche capitaliste, ces classes moyennes furent livrées au pillage des agioteurs, des rois du chemin de fer, des sociétés d'escrocs du *Crédit mobilier*, etc., et expropriées par les capitalistes associés (sociétés par actions). Diminuées politiquement et abusées dans leurs intérêts économiques, elles furent moralement révoltées par les orgies de ce régime. Les infamies de la guerre leur portèrent un dernier coup et éveillèrent leurs sentiments nationaux. Face aux désastres accumulées sur la France par les hostilités, face à la crise de l'effondrement national et de la ruine financière, cette classe moyenne sentit que ce n'est pas la classe dissolue de ceux qui veulent être les négriers de la France, mais que ce ne sont que les aspirations viriles et la puissance herculéenne de la classe ouvrière qui peuvent apporter le salut.

---

211 « Les petits bourgeois reconnurent avec effroi qu'ils s'étaient livrés sans résistance aux mains de leurs créanciers en battant les ouvriers » (*les Luttes de classes en France*. 1848-1850, Edit. Sociales, 1948, p. 51-52).

212 Allusion au personnage de Shakespeare, l'usurier Shylock, qui exige pour paiement de sa créance une livre de chair de son débiteur, cf. *le Marchand de Venise*, acte IV, scène I.

Elle sentit que seule la classe ouvrière peut l'émanciper du règne clérical, faire de la science, non plus un instrument de domination de classe, mais une force populaire, faire des savants eux-mêmes non plus des proxénètes des préjugés de classe, des parasites d'État à l'affût des bonnes places et des alliés du Capital, mais des libres agents de la pensée ! La science ne peut jouer son rôle véritable que dans la République du Travail [213]…

213 Si Marx observe un sens « national » dans l'Etat d'esprit de la petite et moyenne bourgeoisie, c'est pour trouver avec elle un compromis permettant à la révolution communale de gagner à elle ces fractions importantes de la population du pays de la dictature du prolétariat. Du même coup, la révolution conquérait la base scientifique et technologique pour sa future transition au mode supérieur du communisme.

On notera que, dans ce compromis, c'est la petite et moyenne bourgeoisie qui reconnaît la direction hégémonique du prolétariat industriel dans la société nouvelle.

Les mesures de la Commune

1/ Mesures pour la classe ouvrière [214]

Suppression du travail de nuit des ouvriers boulangers (20 avril)

Abolition dans les entreprises publiques et privées de *la juridiction privée* usurpée par les patrons de fabrique, *industriels* grands et petits qui sont à la fois juges et exécutants, gagnants et parties dans les litiges, puisqu'ils se sont forgé un *code pénal à eux*, leur permettant *de spolier les ouvriers de leurs salaires par le moyen d'amendes, de retenues infligées pour les pénaliser*, etc. Des peines sont prévues contre les patrons qui enfreignent cette loi. Les amendes et retenues extorquées depuis le 18 mars doivent être remboursées aux ouvriers (27 avril). *Suspension* de la vente des objets déposés au mont-de-piété (29 mars).

Un grand nombre d'ateliers et de manufactures ont été fermés à Paris, leurs propriétaires ayant pris la fuite. C'est la vieille méthode des capitalistes industriels qui s'estiment justifiés – « de par l'action spontanée des lois de l'économie politique », non seulement de tirer profit du travail comme si c'était la raison d'être même du travail, mais de l'arrêter complètement et de jeter les ouvriers sur le

---

214 Cf. MARX, Première Ebauche, in *Werke*, t. 17, p. 528-534.

Dans le rapport de forces donné alors, la Commune devait prendre des mesures plus nombreuses et avantageuses pour les classes moyennes que pour le prolétariat ouvrier lui-même.

Ce n'est pas seulement qu'avant comme après la conquête du pouvoir, le prolétariat est prolétariat, c'est-à-dire travaille encore dans les usines et touche une rémunération pour sa force de travail, en donnant sa plus-value à la société, c'est-à-dire ne voit pas changer *du jour au lendemain* sa dure condition, d'autant que la guerre civile ou la guerre tout court n'a pas amélioré l'appareil de production, même s'il est organisé en « coopérative de production ouvrière ». C'est essentiellement pour des raisons de lutte de classes, pour avoir un allié dans la lutte contre la bourgeoisie nationale et internationale, que la Commune favorise en premier lieu la classe moyenne et la paysannerie, avec lesquelles le prolétariat conclut une alliance, basée sur des compromis plus économiques que politiques, afin d'assurer à la révolution une base nationale, en attendant l'extension de la révolution à d'autres pays qui amènera à la rescousse les ouvriers de nouvelles nations.

En somme, au plan économique, le socialisme est encore bien lointain : à l'alliance avec les classes moyennes et les paysans, devait succéder celle avec le prolétariat européen. La situation était la même en Russie, en 1920, où Lénine prévoyait, dans la plus mauvaise des hypothèses, « vingt ans de bons rapports avec les paysans ».

pavé – à provoquer une crise artificielle toutes les fois qu'une révolution triomphe et menace l' « ordre » de leur « système ».

La Commune a, de façon très judicieuse, nommé une commission communale qui – en collaboration avec les délégués choisis par les différents corps de métiers – est chargée de recenser les ateliers abandonnés et d'en dresser la statistique [215]. Elle étudiera la façon de transférer les ateliers et manufactures à des sociétés coopératives ouvrières, avec d'éventuelles indemnités pour les déserteurs capitalistes (16 avril).

« La Commune de Paris, considérant qu'une quantité d'ateliers ont été abandonnés par ceux qui les dirigeaient, afin d'échapper aux obligations civiques et sans tenir compte des intérêts des travailleurs ; considérant que, par suite de ce lâche abandon, de nombreux travaux essentiels à la vie communale se trouvent interrompus, l'existence des travailleurs compromise, décrète : les Chambres syndicales ouvrières sont convoquées à l'effet d'instituer une commission d'enquête ayant pour but : 1/ De dresser une statistique des ateliers abandonnés, ainsi qu'un inventaire exact de l'État dans lequel ils se trouvent et des instruments de travail qu'ils renferment [216]. 2/ De présenter un rapport établissant les conditions prati-

---

[215] Le programme économique de la Commune est extrêmement bas, parce que même la volonté révolutionnaire ne peut violer les conditions déterminées par le faible développement des forces productives et les conditions ruineuses de la guerre impérialiste et de la guerre civile. Néanmoins la dynamique révolutionnaire est portée au plus haut potentiel.

[216] Nous avons inséré ici, dans le texte de Marx, le décret de la Commune auquel il fait allusion.

Lorsque les capitalistes, en réaction à la conquête du pouvoir par le prolétariat, ont abandonné précipitamment leurs entreprises – trop précipitamment pour les intérêts économiques immédiats de la population et de la Commune déjà en proie à des difficultés trop lourdes -, il faut faire porter tous les efforts sur *l'organisation du recensement et du contrôle*. En effet, si la Commune eût voulu poursuivre l'expropriation du capital au même rythme, elle eût connu rapidement une défaite, car il est clair que le travail d'organisation du recensement et du contrôle ouvrier est déjà en retard sur la tâche visant *directement* à « exproprier les expropriateurs ». Or, le recensement et le contrôle permettent, seuls, d'organiser la production déjà « expropriée » : il faut donc rattraper le temps perdu à ce niveau, pour gagner *toute* la « campagne » contre le capital.

Remplissant la fonction de direction et de prévision du parti à la tête de l'Internationale, Marx avait établi dès 1867 un formulaire extrêmement étendu et détaillé – une statistique ouvrière et industrielle de l'appareil économique de production des pays d'Europe occidentale et des Etats-Unis,– en vue de déterminer les ressources dont pourrait disposer le prolétariat s'il s'emparait du pouvoir ou, plus modestement, mais non moins fondamentalement, pour asseoir ses revendications syndicales : cf. MARX-ENGELS, *le Syndicalisme*, PCM, 1972, t. 2, p. 181-190.

Dans le même esprit, Engels écrivait du 24 au 26-10-1891 à Bebel que « dans les 8 à 10 ans qui viennent, la social-démocratie recrutera assez de jeunes techniciens, de méde-

ques de la prompte mise en exploitation de ces ateliers non plus par les déserteurs qui les ont abandonnés, mais par l'association coopérative des travailleurs qui y étaient employés. 3/ D'élaborer un projet de constitution de ces sociétés coopératives ouvrières. 4/ De constituer un jury arbitral qui devra statuer au retour desdits patrons sur les conditions de la cession définitive des ateliers aux sociétés ouvrières et sur la quotité de l'indemnité qu'auront à payer les sociétés aux patrons. Cette commission d'enquête devra adresser son rapport à la Commission du Travail et de l'Échange, qui sera tenue de présenter à la Commune dans le plus bref délai le projet de décret donnant satisfaction aux intérêts de la Commune et des travailleurs. Paris, le 16 avril 1871. »

La Commune a donné ordre aux mairies de ne faire aucune distinction entre les femmes dites illégitimes, les mères et les veuves de gardes nationaux, en ce qui concerne l'indemnité de 75 centimes. La Commune a libéré de leur esclavage dégradant les filles publiques, réservées jusqu'ici aux « hommes de l'Ordre » de Paris, mais maintenues personnellement asservies pour leur propre « sécurité » sous l'autorité arbitraire de la police. Mais en même temps elle a balayé le terrain sur lequel fleurissait la prostitution, ainsi que les hommes qui la font fleurir. Quant aux prostituées de haut vol – les cocottes –, elles étaient, bien sûr, sous le règne de l'Ordre, non pas les esclaves, mais les patronnes de la police et des gouvernants.

La Commune a évidemment manqué de temps pour réorganiser l'instruction (éducation) publique. Mais en écartant l'élément religieux et clérical, elle a pris l'initiative de l'émancipation intellectuelle du peuple. Le 28 avril elle a nommé une Commission pour organiser l'enseignement primaire et professionnel. Elle a ordonné que tous les instruments de travail scolaire, tels que livres, cartes, papier, etc., soient distribués gratuitement par les instituteurs qui les reçoivent à leur tour des mairies dont ils relèvent. Aucun instituteur n'a le droit, sous aucun prétexte, de demander à ses élèves le paiement de ces instruments de travail scolaire (28 avril).

---

cins, de juristes et d'instituteurs pour permettre au Parti de faire gérer, au nom de la nation, par des militants, les fabriques et les grands domaines. De la sorte, notre prise du pouvoir s'effectuera tout à fait comme un processus naturel et se déroulera sans à-coups. En revanche, si nous arrivons trop tôt au pouvoir à la suite d'une guerre, les techniciens seront nos ennemis jurés, et ils nous duperont et trahiront chaque fois qu'ils le pourront. Nous devrons alors exercer la terreur à leur encontre, et ils nous duperons tout de même ».

Monts-de-piété : toute reconnaissance, antérieure au 25 avril 1871, portant engagement d'effets d'habillement, de meubles, de linge, de livres, d'objets de literie et d'instruments de travail au-dessous de 20 francs pourra être dégagée gratuitement à partir du 12 mai courant.

2/ Mesures en faveur de la classe ouvrière, et plus encore en faveur des classes moyennes

Remise totale du loyer des trois derniers termes jusqu'en avril. Quiconque a payé l'un de ces trois termes est autorisé à déduire cette somme des paiements futurs. La même loi s'applique aux locations en garni. Aucun congé donné par le propriétaire n'est valable pour les trois mois à venir (29 mars).

Échéances (paiement des traites venues à échéance, et leur expiration) : suspension de toutes poursuites pour échéances (12 avril).

Tous les effets de commerce de cette sorte doivent être remboursés par termes étalés sur deux ans à partir du 15 juillet prochain, sans que cette dette porte intérêts. Le montant total des sommes dues est réparti en douze coupures égales, payables par trimestre (à dater du 15 juillet). Ces paiements partiels ne peuvent faire l'objet de poursuites judiciaires que s'ils sont arrivés à échéance (16 avril). La banqueroute de la plupart des commerçants respectables de Paris a été entraînée par les lois de Dufaure sur les baux et les effets de commerce.

Les notaires, huissiers, commissaires-priseurs, greffiers et autres officiers judiciaires qui tiraient jusqu'à présent une fortune de leurs fonctions, furent transformés en agents de la Commune et reçurent d'elle un salaire fixe comme les autres travailleurs.

Comme les professeurs de l'Ecole de médecine s'étaient enfuis, la Commune nomma une Commission en vue de fonder des universités libres qui ne soient plus des parasites d'État ; elle a donné aux étudiants qui avaient passé leurs examens, les moyens de pratiquer indépendamment de leur titre de docteur. Le titre sera conféré par la Faculté.

Comme les juges du *Tribunal civil de la Seine*, pourtant toujours prêts comme les autres magistrats, à exercer leur fonction sous n'importe quel gouvernement de

classe, avaient pris la fuite, la Commune a nommé un avocat pour régler les affaires les plus urgentes jusqu'à la réorganisation des tribunaux sur la base du suffrage universel [217] (26 avril).

217 Toute manifestation du parti au pouvoir renferme, dans des proportions variables, deux éléments indissociables : un élément scientifique d'appréciation sur lequel sont greffées les *possibilités* d'action immédiates et concrètes, et un élément d'agitation qui, *après* la conquête du pouvoir, doit aller nécessairement plus loin, et poser des revendications plus hautes, même si leur réalisation est plus lointaine, car il s'agit d' « éduquer » les masses, les tirer de leur passivité, en leur indiquant le but à atteindre. Même quand on passe du programme de parti au décret de l'Etat ouvrier, ce caractère d'agitation ne peut disparaître totalement, car il est de première importance dans les phases actives et fécondes de l'histoire. Dans certains cas, c'est la part de l'agitation qui doit même l'emporter : une thèse d'économie politique élaborée pour guider l'action du parti peut être moins radicale qu'un décret à promulguer, celui-ci devant non seulement assurer certaines réalisations pratiques, mais encore parler aux masses, les éveiller et les préparer aux tâches des phases ultérieures – surtout si l'on s'adresse aux couches les plus profondes et naguère les plus exploitées du prolétariat, celles qui sont potentiellement les plus révolutionnaires, mais aussi les plus difficiles à mettre en mouvement. Il faut comprendre cette dualité pour saisir le sens des mesures prises par la Commune révolutionnaire.

3/ Mesures générales

Abolition de la conscription. Tout homme valide doit servir (Garde nationale) dans la présente guerre. Cette mesure est excellente pour se débarrasser de tous les traîtres et de tous les lâches qui se cachent à Paris (29 mars).

Suppression des jeux de hasard (2 avril).

Séparation de l'Eglise et de l'État ; suppression du budget du culte ; tous les domaines de l'Eglise sont déclarés propriété nationale (3 avril).

Une enquête ouverte à la suite d'informations privées apprit à la Commune qu'outre l'ancienne guillotine, le « gouvernement de l'ordre » en avait ordonné la fabrication d'une nouvelle, plus expéditive et portative, qu'il avait payée d'avance. Elle fit brûler publiquement l'une aussi bien que l'autre le 6 avril. Les journaux versaillais – et à leur suite la presse de l'Ordre du monde entier – ont présenté ces faits comme suit : le peuple de Paris avait brûlé ces guillotines pour manifester contre les mœurs sanguinaires de la Commune ! Tous les prisonniers politiques ont été libérés après la révolution du 18 mars. Cependant la Commune savait que, sous le *régime de Louis Bonaparte* et de son digne successeur, le gouvernement de la défense, un grand nombre de personnes avaient été incarcérés comme suspects politiques, sans aucun motif d'inculpation. C'est pourquoi elle chargea l'un de ses membres – Proto – de faire une enquête qui aboutit à la libération de 150 personnes qui, en prison depuis six mois, n'avaient encore subi aucun interrogatoire judiciaire : beaucoup d'entre elles, déjà arrêtées sous Bonaparte, étaient depuis un an en prison sans motif d'inculpation ni interrogatoire judiciaire (9 avril). Ce fait, caractéristique des membres du gouvernement de la défense, les mit hors d'eux. Ils affirmèrent que la Commune avait libéré tous les criminels. Or, qui a libéré des criminels notoires ? Le faussaire Jules Favre. Dès son arrivée au pouvoir, il fit libérer Pic et Taillefer, condamnés pour vol et pour faux dans l'affaire de *l'Etendard*. L'un de ces filous, Taillefer, ayant eu le front de retourner à Paris, a réintégré la résidence qui lui convenait. Mais ce n'est pas tout. Le gouvernement de Versailles a libéré des maisons centrales de toute la France des voleurs notoires à la condition qu'ils s'engagent dans l'armée de Thiers !

Décret sur la démolition de la colonne de la place Vendôme, « monument de barbarie, symbole de force brutale et de fausse gloire, affirmation du militarisme et négation du droit international » (12 avril).

Validation de *l'élection de Frankel* (membre allemand de l'*Internationale*) à la Commune « considérant que le drapeau de la Commune est celui de la République universelle et que les étrangers peuvent y siéger » (4 avril). Par la suite, Frankel fut élu membre de l'Exécutif de la Commune (21 avril).

Le 15 avril, le *Journal Officiel* a commencé à publier les délibérations des séances de la Commune.

Décret de Pascal Grousset en vue de protéger les étrangers contre les réquisitions. Jamais aucun gouvernement à Paris n'a été aussi courtois envers les étrangers (27 avril).

Abolition des serments politiques et professionnels (27 avril).

Destruction du monument dit « *Chapelle expiatoire de Louis XVI* », « insulte permanente à la première Révolution et protestation perpétuelle de la réaction contre la justice du peuple », rue d'Anjou-Sainte Thérèse, œuvre de la Chambre introuvable de 1816 (7 mai).

Programme économique de la Commune

En fait, la Commune ne prétendait pas à l'infaillibilité – ce que font sans exception tous les gouvernements anciens qui la précédèrent. Elle publiait tous ses actes et ses paroles, elle mettait le public au courant de ses imperfections [218]...

Les mesures financières de la Commune, remarquables par leur sagacité et leur modération, ne pouvaient être que celles qui sont compatibles avec les conditions d'une ville assiégée. Eu égard aux vols prodigieux commis aux dépens de la ville de Paris par les grandes sociétés financières et les entrepreneurs de travaux publics sous l'égide de Haussmann, la Commune aurait été infiniment plus justi-

218 Cf. MARX, *la Guerre civile en France*, in *Werke*, t. 17, p. 348, 347, 341-342.

fiée de confisquer leur propriété que Napoléon III ne l'avait été de confisquer celles de la dynastie d'Orléans. Les Hohenzollern et les oligarques anglais qui, les uns et les autres, avaient tiré une bonne partie de leurs biens du pillage de l'Eglise, furent bien sûr très choqués par la Commune qui, elle, ne dégagea que 8 000 francs de la sécularisation…

La bourgeoisie française des villes de province vit dans la Commune une tentative de restaurer le règne auquel cette classe avait soumis les campagnes sous Louis-Philippe et qui, sous Louis-Napoléon, avait été évincé par le prétendu règne de la campagne sur la ville. En fait, la Constitution communale aurait placé les producteurs ruraux sous la direction intellectuelle des chefs-lieux des départements et leur aurait assuré là, chez les ouvriers des villes, les garants naturels de leurs intérêts. La simple existence de la Commune englobait comme quelque chose d'évident la liberté municipale locale, mais celle-ci n'avait plus désormais à former contrepoids à l'oppression de l'État, désormais éliminée. Il ne pouvait venir qu'à l'esprit d'un Bismarck que la Commune de Paris pût aspirer à cette caricature de l'ancienne organisation municipale de la France de 1791 qu'est l'actuel régime municipal prussien, qui rabaisse l'administration des villes à n'être que des rouages subordonnés à la machine policière de l'État prussien…

La Commune a réalisé ce mot d'ordre illusoire de toutes les révolutions bourgeoises, à savoir un gouvernement à bon marché, en détruisant les deux grandes sources de dépenses, l'armée et le fonctionnarisme d'État. Sa simple existence impliquait déjà la non-existence de la monarchie qui – en Europe du moins – est une charge normale et un masque indispensable de la domination de classe. Elle fournissait à la république la base d'institutions véritablement démocratiques. Mais, ni ce « gouvernement à bon marché », ni cette « véritable République » n'étaient son but dernier : ils n'étaient guère que ses corollaires…

C'était une forme politique susceptible des plus grandes évolutions, alors que toutes les formes de gouvernement avaient jusque là réprimé toutes les évolutions. Son véritable secret, le voici : c'était un *gouvernement de la classe ouvrière*, le produit de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du Travail.

En dehors de cela, la Constitution communale eût été une impossibilité et un leurre. La domination politique du producteur ne peut admettre la perpétuation de son esclavage social. La Commune devait donc servir de levier pour extirper les bases économiques sur lesquelles se fonde l'existence des classes, donc, la domination de classe. Une fois le travail émancipé, tout homme devient un travailleur – et le travail productif cette d'être l'attribut d'une classe…

La Commune, s'exclament-ils (les apologistes du capital et de l'esclavagisme salarié), entend abolir la propriété, cette base de la Civilisation ! Oui, messieurs, la Commune entendait abolir cette propriété de classe qui fait du travail du plus grand nombre la richesse de quelques-uns. Elle visait l'expropriation des expropriateurs. Elle voulait faire de la propriété individuelle une réalité, en transformant les moyens de production la terre et le capital – aujourd'hui essentiellement moyens d'asservissement et d'exploitation du travail – en simples instruments d'un travail libre et associé [219]. Mais, c'est du communisme, c'est l' « impossible » communisme ! Eh quoi, ceux des membres des classes dominantes qui sont assez intelligents pour comprendre qu'il est impossible de perpétuer l'actuel système – et ils sont nombreux – sont devenus les apôtres indécents et bruyants de la production coopérative. Or, si l'on veut que la production coopérative ne soit pas un leurre et un piège, qu'elle soit en mesure d'évincer le système capitaliste et que l'ensemble des associations coopératives puisse régler la production nationale selon un plan commun, en la prenant sous leur propre direction et en mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont le destin inéluctable de la production capitalistes- que serait-ce, messieurs, sinon du communisme, du très « possible » communisme ?

---

219 Marx aborde ici la question la plus difficile qui soit aux esprits qui sont immergés dans la mentalité millénaire des sociétés de la propriété privée, en expliquant que la propriété personnelle à laquelle ils aspirent sera réalisée pour tous uniquement dans la société de propriété collective, car nul ne sera alors privé des biens (de tous) dans lesquels chacun puisera selon ses besoins (et non selon ses caprices et l'arbitraire déréglé des malades de la propriété privée d'aujourd'hui). Chacun ne peut être assuré de disposer des moyens de sa vie que si nul n'en est privé. En ce sens, Marx dit que la propriété individuelle sera devenue une réalité, parce que tout sera mis en commun, nul n'ayant plus la possibilité de priver les autres d'un bout de terre, etc. Sa formule n'implique pas de diviser la terre en autant de milliards d'individus qu'il en existe, car ce serait rétablir la fatale propriété privée qui précisément doit être abolie. Lorsque le travail collectif aura de nouveau créé cette abondance qui régnait dans les heureuses îles de communisme primitif du Pacifique Sud, on aura extirpé le réflexe de la propriété (privée), parce qu'il n'aura pas de raison d'être s'il n'y a aucun besoin de prendre à l'autre ce qu'on a déjà, ni de voler ce qui est à la disposition de tous.

En 1871, même à Paris, ce centre de l'artisanat d'art, la grande industrie avait tellement cessé d'être une exception, que le décret de loin le plus important de la Commune prévoyait l'organisation de la grande industrie et même de la manufacture qui devait non seulement reposer sur l'association des travailleurs dans chaque fabrique, mais encore réunir toutes ces associations dans une grande fédération ; bref, une organisation qui, comme Marx le dit très justement dans *la Guerre civile* devait, en opposition directe à la doctrine de Proudhon, aboutir finalement au communisme [220].

Seule la classe ouvrière pouvait lancer la formule de la Commune, cette aspiration des temps modernes, et en entreprendre la réalisation dans la lutte[221]… Elle dissipa la mystification selon laquelle l'administration et le gouvernement politique seraient des mystères, des fonctions transcendantes déterminées à être confiées seulement aux mains d'une caste exercée de parasites d'État, de sycophantes grassement payés et de prébendiers. Les doctes accapareurs des postes haut placés pompent l'intelligence des masses pour la tourner contre elles en mettant en mouvement les fonctionnaires du bas de la hiérarchie. En balayant systématiquement la hiérarchie politique et en substituant aux maîtres altiers du peuple des agents toujours révocables, la Commune remplaçait une responsabilité illusoire par une responsabilité réelle, en les faisant agir constamment sous contrôle public. Ces agents furent payés comme les ouvriers qualifiés, 12 livres par mois, le

---

220 Cf. ENGELS, Introduction à l'édition de 1891 de *la Guerre civile en France*, in *Werke,* t. 17, p. 623.

Engels fait ici une vigoureuse mise au point. Le socialisme nie l'autonomie de l'entreprise, reliée au marché et disposant de comptes particuliers à partir desquels se lit l'indispensable profit, faute duquel elle perd toute raison d'être, puisqu'au lieu de gagner de l'argent elle en perd.

Engels, pour montrer le sens de l'évolution vers le communisme, abandonne d'emblée les questions de marché, d'argent, de rentabilité, de profit et de concurrence, notions imprégnées du mercantilisme le plus sordide, pour passer à l'économie du Travail qui associe les Travailleurs en une unité de plus en plus vaste, jusqu'à englober toute l'humanité en communauté et en solidarité actives. Diriger les entreprises, ce n'est pas du socialisme. Le socialisme, c'est parvenir à une production sans entreprise, tâche… qui implique que les producteurs associés dominent consciemment une seule et même production sans division de groupes professionnels et de classes.

221 Cf. MARX, *Première Ebauche,* in *Werke,* t. 17, p. 542, 544-545, 542, 546-547.

salaire le plus élevé ne dépassant pas 240 livres par an [222]. Or, ce salaire – selon une haute autorité scientifique, le professeur Huxley – est à peine supérieur au cinquième de ce dont jouit un employé du Conseil de l'Instruction publique de Londres. Toute la comédie des secrets d'État et de l'outrecuidance d'État fut balayée par une Commune qui, composée surtout de simples ouvriers, organisa la défense de Paris, fit la guerre aux sbires de Bonaparte, assura le ravitaillement de cette ville immense, en remplissant toutes les fonctions réparties jusqu'alors entre gouvernement, police et préfecture ; en faisant son travail publiquement, simplement, dans les conditions les plus difficiles et les plus complexes – et tout cela pour quelques livres, comme Milton pour son chef-d'œuvre du *Paradis perdu*. La Commune agit au grand jour, sans prétendre à l'infaillibilité, sans se dissimuler derrière une bureaucratie paperassière, n'ayant pas honte de reconnaître ses erreurs et les corrigeant. Elle a mené de front toutes les fonctions, militaires, administratives, politiques, en en faisant des *fonctions véritablement ouvrières*, au lieu qu'elles fussent des attributs secrets d'une caste spécialisée. Elle maintint l'ordre révolutionnaire au milieu des troubles de la guerre civile, en prenant des mesures de régénération universelles [223]…

La Commune marque le début de l'*émancipation du travail* – son grand but. En abolissant les tâches improductives et nocives des parasites d'État, elle assèche, d'une part, la source d'une dilapidation gigantesque d'une portion considérable du revenu national sacrifiée pour nourrir le monstre Étatique, et accomplit, d'autre part, la tâche réelle de l'administration locale et nationale pour des salaires

---

222 La Commune qui se proposait l'abolition de l'Etat, des classes et donc du marché, de l'argent et du salariat, n'était-elle pas en contradiction avec elle-même, en proclamant que tous les *salaires* versés le seraient au niveau de la rémunération ouvrière ? Drôle d'abolition du salariat par la généralisation du salaire relativement bas de l'ouvrier ! En fait, cette mesure d'uniformisation des salaires est un premier pas vers l'abolition de l'odieux système salarial qui rémunère le travail à des taux extrêmement variables en intéressant la force de travail à une spécialisation, une intensification et une particularisation qui, dans le système mercantile, s'exacerbe de plus en plus. Mettre un seul prix sur la force si diverse du travail, c'est s'attaquer pratiquement au prix et au caractère mercantile de la force de travail.

223 Les formules de la Commune ont fait le tour du monde et se transmettent d'une génération à l'autre, soulevant l'enthousiasme : suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme ; qui ne travaille pas ne mange pas ; salaire égal pour tous. Les révolutionnaires savent qu'on ne pourra jamais enfermer dans une déclaration de Droits et de Principes juridiques (notions tout autres que les principes théoriques du parti qui s'appuient sur la science) le contenu de la révolution communiste destructrice de la forme capitaliste moderne et régénératrice de l'humanité.

d'ouvriers. Elle commence donc par une immense économie dans l'œuvre économique aussi bien que politique de révolutionnement…

La classe ouvrière sait qu'elle doit passer par de multiples phases de la lutte des classes. Elle sait que la transformation économique est œuvre de longue haleine, que les conditions de l'esclavage du travail ne sont supplantées que progressivement par les conditions du travail libre et associé, qu'il ne s'agit pas de modifier seulement la distribution, mais encore d'organiser une forme nouvelle de la production, ou mieux de libérer les formes sociales de production telles qu'elles existent déjà au sein du travail engendré et organisé par l'industrie actuelle, en les dépouillant des entraves de l'oppression, de leurs caractéristiques actuelles de classe, et enfin qu'il faut élaborer une coordination harmonieuse de ces formes au plan national et international.

La classe ouvrière sait que cette œuvre de régénération sera sans cesse freinée et ralentie par la résistance des intérêts établis et des égoïsmes de classe. Elle sait que l'actuelle « action spontanée des lois naturelles du capital et de la propriété foncière » ne peut être évincée que par l' « action spontanée des lois de l'économie sociale du travail libre et associé » au cours d'un long procès de développement de conditions nouvelles, de même que dans le passé ont été évincées l' « action spontanée des lois économiques du servage » [224]. Mais la classe ouvrière sait aussi qu'elle peut d'ores et déjà avancer à grands pas grâce a la forme

224 Les révolutions naissent de ce que les forces productives engendrées par la *forme* (capital ou salariat, par exemple) de production qu'elles détruisent sont trop larges pour les contenir : il en était ainsi du communisme primitif, de la société esclavagiste, puis de la société du servage, et enfin de la société capitaliste. Au reste, toute vie a horreur des formes bornées, arrêtées, sclérosées dans lesquelles se fixe la propriété, l'avoir : elle est devenir. Tout ce qui se fige mérite de mourir, et meurt.

A chaque fois, l'ancienne forme de production suscite en son sein la forme qui la supplantera, et Marx de préciser : « le développement des forces productives dissout ces formes de société, et cette dissolution elle-même est un développement des forces productives humaines » (*Grundrisse*, t. 2 bis, p. 33). Tout le mécanisme de la formation du communisme au sein de la base économique du capital suggère irrésistiblement que la société communiste ne se construit pas : elle désagrège les rapports capitalistes trop étroits. Cette genèse du communisme dans les entrailles mêmes du capitalisme en dissolution sera thème du second volume des écrits de Marx-Engels sur *la Société communiste*.

Voir par ailleurs : *la Succession des formes de production et de société dans la théorie marxiste* , in *Fil du Temps*, n° 9, pour ce qui est du mécanisme (économique et social) du passage d'une forme de production à l'autre. En ce qui concerne les stratégies politiques et militaires des révolutions successives de l'humanité, cf. *le Marxisme et la question militaire,* in *Fil du Temps*, n° 10 et 11.

communale d’organisation politique et que c’est le moment de commencer ce mouvement pour elle-même et pour l’humanité.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

III. TRANSITION ÉCONOMIQUE À LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

Nos conceptions sur les différences entre la future société non capitaliste et la société d'aujourd'hui sont des déductions exactes à partir de faits historiques et des processus de développement. Or, dès qu'elles ne sont pas présentées en liaison étroite avec ces faits et ce devenir, elles n'ont plus aucune valeur théorique et pratique.

Engels à Edward R. Pease, 27-01-1886.

Retour à la table des matières

III. TRANSITION ÉCONOMIQUE À LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

Préliminaire

Succession chronologique des mesures de transition

Retour à la table des matières

Engels écrivait que le problème des mesures de transition est « le plus difficile qui soit », parce qu'il s'agit de greffer sur la réalité économique d'une société d'exploitation une dynamique révolutionnaire elle-même encore contradictoire, où les mesures limitées se nient elles-mêmes au cours du développement et en appellent d'autres plus avancées [225]*. On ne peut donc, pour aucune révolution, les programmer à l'avance, puisqu'elles dépendent exactement des besoins au niveau atteint dans le moment où il faut les appliquer. En 1891, par exemple, « toute création de trust nouveau les change, et les points d'attaque doivent être totalement déplacés de décennie en décennie » (Engels à C. Schmidt, 1-07-1891).*

225 Les mesures de transition sont une contradiction dans les termes, et les adversaires ou faux amis du marxisme ont beau jeu d'en relever les incohérences et les inconséquences du point de vue de leur logique formelle – ce qui prouve simplement que la critique des armes est indispensable, face à la mauvaise foi qui prétend ramener le mouvement dialectique de la vie à un schéma où tout se tient logiquement sans jamais se contredire, au contraire. Ainsi, par exemple, la *dictature du prolétariat* est une mesure qui doit aboutir à sa complète négation, ou mieux encore abolition, puisqu'elle n'a de sens que pour autant qu'elle tend à transformer le prolétaire en libre producteur associé, puis en homme social. Il en est de même pour la *démocratie* : il est facile de l'opposer logiquement à la dictature qu'elle implique pourtant, puisque démocratie signifie autorité dictatoriale du peuple. Mais ce serait encore brouiller la question, puisque chez Marx la *conquête de la démocratie* est synonyme de l'érection de la dictature du prolétariat, dont le but ultime est l'abolition de la démocratie, parce que celle-ci implique toujours un conflit de classe, l'oppression de la « minorité » par une majorité, donc la machine d'Etat et les superstructures de contrainte politiques. Dans le marxisme, les notions contradictoires d'Etat, de démocratie, de dictature, etc. sont ramenées à leur contenu matériel de moyens utiles en vue d'un but bien précis qui les dépasse totalement pour finalement les éliminer.

Comme l'art de l'insurrection est l'art d'appliquer les principes politiques dans un rapport de forces militaire donné en vue de conquérir le pouvoir, les mesures de transition sont l'art d'appliquer les lois de la dynamique économique vers le communisme (le cas échéant, à partir du niveau capitaliste le plus bas) à des rapports de production en crise profonde.

C'est manifestement de la dialectique de l'abolition du capital par son propre mouvement – comme elle s'exprime, par exemple, dans la dynamique des sociétés par actions, le crédit et les coopératives de production ouvrières, c'est-à-dire dans l'expérience économique de la réalité de la société moderne – que Marx a déduit la notion de mesure de transition *au socialisme. Ces interventions despotiques conscientes du prolétariat feront évoluer, sous sa dictature* politique, *l'actuelle économie vers le communisme. Par exemple, « les sociétés par actions constituent une abolition du mode de production capitaliste qui s'effectue encore dans le cadre du mode de production lui-même, et c'est donc une contradiction s'abolissant elle-même et représentant manifestement un simple point de transition vers une forme de production nouvelle ». Les fabriques coopératives « représentent, à l'intérieur même de l'ancienne société, la première percée au travers des formes anciennes »* [226].

---

226 Cf. MARX, le Capital II, chapitre 27, sur le rôle du crédit dans la production capitaliste, in Werke, t. 25, p.451-457.

L'analyse de la nature des superstructures a appris à Marx qu'elles étaient effectivement des *puissances économiques*, susceptibles de modifier le cours de l'économie. Dans le même livre du Capital (*l.c.* p.455), il souligne que les interventions du *crédit*, par exemple, relèvent non pas de la base économique, mais bel et bien de la superstructure ; autrement dit, le crédit lui-même est une mesure, une intervention despotique, mais bourgeoise dans les conditions actuelles : « Le capital que l'on possède réellement ou seulement dans l'idée du public, n'est plus que la base de *la superstructure du crédit* ». Ce qui change, en somme, lorsque le prolétariat dans un pays relativement arriéré utilise le crédit, à la place de la bourgeoisie, c'est que cette mesure ne tend pas à conserver le capitalisme, mais à le dépasser. C'est là toute la différence, mais elle est fondamentale.

Dans sa polémique avec Boukharine au VIIIème Congrès du parti bolchévik du 18-23 mars 1919, Lénine rappelait : « Si Marx disait que la manufacture était une superstructure de la petite production de masse, l'impérialisme et le capitalisme financier sont une superstructure du vieux capitalisme » (*Œuvres*, t. 29, p.153).

En effet, la manufacture, comme l'impérialisme et la finance, est un *mode d'organisation* de la production et de la distribution du capital. Et Marx fait une distinction fondamentale entre domination *formelle* du capital sur le travail (lorsqu'au stade de la manufacture la production telle qu'elle est pratiquée à la fin du féodalisme est soumise à la *dictature* du capital, les ouvriers étant regroupés dans une manufacture, l'Etat créant lui-même de nombreuses entreprises de ce genre, cf. Colbert : l'intervention bourgeoise est alors révolutionnaire) et la domination *réelle*, où les moyens et les forces de production sont devenus adéquats au capital (division du travail poussée et machinisme). La finance et

Marx systématise deux niveaux de transition fondamentaux (dont le premier peut être réalisé par la bourgeoisie). A ces deux transitions économiques, qui impliquent toutes *que le parti prolétarien soit au pouvoir, correspondent autant d'ensembles spécifiques de mesures de transition. Confondre les* buts *et les mesures de chacun de ces ensembles, voire ces ensembles eux-mêmes, serait tout emmêler et faire passer pour progressif ce qui est dépassé, en faisant prendre, par exemple, pour communiste une simple réforme bourgeoise.*

Pour plus de clarté, nous les grouperons ici par ordre logique, qui peut être chronologique pour un pays donné, n'était l'alternance d'avances et de reculs dans la lutte avec la contre-révolution.

1. Mise en place de la base économique (pays attardés)

Dans les pays précapitalistes ou à l'aube du capitalisme, il faut encore, après la conquête du pouvoir, préparer les bases économiques du futur passage à la société communiste. La tactique dans ces pays est indirecte – et non frontale comme dans les pays développés où la bourgeoisie est au pouvoir et l'économie prête pour la transition au socialisme. Ne serait-ce que pour maintenir le pouvoir politique *entre les mains des masses laborieuses, comme avant-garde extrême de la révolution mondiale, il faut y développer à un rythme accéléré un capitalisme d'État – selon l'expression de Lénine dans* l'Impôt en nature, *etc. En revanche, dans les pays développés, c'est l'*économie *mûre qui sert de levier pour prendre les mesures politiques accélérées de transition au socialisme : tout y est relativement plus simple.*

Dans les pays attardés ou au début du capitalisme (par exemple, à l'époque de la guerre des Paysans, des niveleurs ou des enragés et autres babouvistes), les interventions despotiques ne pouvaient représenter qu'un pas vers le très lointain socialisme, à travers le développement de l'économie mercantile et monétaire. Ici, comme dans la Russie attardée de 1917, Lénine prévient qu'il serait trop va-

l'impérialisme sont alors un mode d'organiser et de distribuer le capital. Le capital reste le même dans sa « structure », mais engendre une superstructure sociale. Cf. pour la définition de l'impérialisme, le chapitre *la Drogue de l'impérialisme*, in MARX-ENGELS, *la Crise*, Ed. 10/18, p.233-36.

gue et trop général, voire « c'est un défaut et même une erreur », de « parler de transition *au socialisme, car à ce stade initial on ne peut que faire de petits pas vers le socialisme, en passant par la grande industrie et les réformes de contenu bourgeois sous le contrôle de l'État ouvrier »* [227].

En gros, les mesures de transition préconisées par le Parti communiste de 1848 pour l'Allemagne (traduites ci-dessus dans ce recueil) constituent le bloc organique des interventions despotiques à ce premier niveau économique. Les mesures du Manifeste, *déjà quelque peu plus avancées, surtout par quelques pointes audacieuses, forment le pas suivant qui mène au second niveau.*

Un exemple pour distinguer ce premier stade du second : l'étatisation industrielle, etc., bien qu'elle soit effectuée sous la dictature du prolétariat, n'est pas encore du socialisme au plan économique, même pas au sens de la phase inférieure du communisme, « car le socialisme n'est pas autre chose que l'étape immédiatement consécutive *au monopole capitaliste d'État », comme l'explique de manière magistrale Lénine dans* l'Impôt en nature [228].

Les pays attardés atteignent par cette voie le niveau de développement des pays capitalistes avancés, celui du capitalisme d'État. Les opportunistes en ont profité pour nier qu'il faille prendre le pouvoir dans un pays attardé. Nier cela, c'est escamoter la question essentielle du pouvoir, car ce pays a désormais l'avantage de disposer d'un État ouvrier qui peut s'appuyer sur les forces matérielles de la grande industrie – ce qui est essentiel dans le processus de la révolution internationale, où le prolétariat n'est pas au pouvoir « pour apporter la paix, mais la guerre » à la bourgeoisie mondiale, même s'il n'a triomphé encore qu'au maillon le plus faible. Consigner le pouvoir par principe à l'ennemi serait tourner le dos au marxisme révolutionnaire.

Rejeter cette nécessité préalable du capitalisme d'État est un acte contre le socialisme, et la soutenir est un acte pour le socialisme, car ce soutien est une lutte que le prolétariat mène malgré lui, sachant qu'il doit administrer le pouvoir sous la forme démocratique – la fameuse « dictature démocratique » *de Lénine – sur une* économie pour une part écrasante encore mercantile et monétaire, *et donc « bourgeoise », même s'il n'y a plus de personnes physiques qui soient proprié-*

227 Cf. Lénine, la 7ème Conférence de Russie du POSD(b)R, in Œuvres, t. 24, p.240.
228 Cf. Lénine, *Œuvres,* t. 32, p.357.

taires fonciers ou capitalistes. Non seulement l'échange bourgeois entre équivalents subsiste, mais il est encore développé [229].

Les mesures de transition exposées dans le Manifeste *de 1848 correspondent à un niveau économique encore faible du capitalisme. Les conditions économiques auxquelles répond le* Programme de Gotha *(1875) – établi pour une situation sociale non troublée par la guerre ou les dévastations en cours, puisqu'il s'agit de faire des pas en avant importants vers le socialisme en économie – sont déjà plus mûres, et Marx y considère la transition du capitalisme développé au stade inférieur, puis plein, du communisme. Dès le stade inférieur, l'échange entre équivalents ne subsiste plus que dans le rapport (toujours de contenu bourgeois) entre la force de travail fournie par le travailleur et ce qu'il reçoit pour sa consommation propre, le mercantilisme étant aboli dans tout le reste de la production et de la distribution. Le dernier vestige de l'échange entre équivalents affecte le travail, le prolétariat étant aboli le dernier – en même temps que l'État, lors du passage au stade supérieur du communisme. Lénine a ici une explication parfaitement marxiste qui étonnera 999 sur 1000 des marxistes. Comme le droit bourgeois survit encore dans ce « dernier équivalent avec le travail », l'État manié par le prolétariat reste encore* en partie *bourgeois* [230]. *Il a parfaitement raison car, tant qu'il y a encore État, il y a encore survivance de classe, donc encore des superstructures politiques de contrainte : le monstre froid va mourir, mais il n'est qu'agonisant. Cela peut sembler un paradoxe, voire un jeu de l'esprit, dit Lénine. En réalité, c'est d'une rigueur scientifique complète, car « la vie nous*

---

229 A première vue, la tâche économique des pays arriérés où le prolétariat est au pouvoir est impossible, puisque le parti y développe au fur et à mesure le capitalisme d'Etat qui renforce la puissance bourgeoise dans l'économie et exerce une pression toujours plus forte sur l'Etat prolétarien. Certes, la tâche est difficile, mais on sait par ailleurs que le capitalisme engendre aussi, au fur et à mesure qu'il avance, les éléments de la société communiste au sens qu'il élimine les bourgeois industriels et monétaires, les propriétaires fonciers et les petits bourgeois qu'il prolétarise, augmentant de façon continue les rangs du prolétariat révolutionnaire au pouvoir ; en somme, *le capital est à la fois procès de valorisation et de dévalorisation*, c'est-à-dire dynamique d'abolition progressive de la valeur. En tout cas, dans le processus de la révolution mondiale, en dépit de ces difficultés, un pays attardé peut attendre quelques années, sinon quelques décennies, sur la base d'une économie antagonique, puisque dictature du prolétariat signifie précisément hiatus entre Etat et conditions économiques non socialistes.

230 « Certes, le droit bourgeois, en ce qui concerne la répartition des objets de *consommation*, suppose nécessairement un *Etat bourgeois*, car le droit n'est rien sans un appareil capable de contraindre à l'observation de ses normes. Il s'ensuit qu'en régime communiste subsistent pendant un certain temps, non seulement le droit bourgeois, mais aussi l'Etat *bourgeois* – sans bourgeoisie ! » (cf. l'*Etat et la Révolution*, in *Œuvres*, t. 25, p.509).

montre à chaque pas, dans la nature et dans la société, que des vestiges du passé subsistent dans le présent. Et ce n'est pas d'une façon arbitraire que Marx a inséré dans le communisme une parcelle de « droit bourgeois » : il n'a fait que constater *ce qui, économiquement ET politiquement, est inévitable dans une société issue des flancs du capitalisme »* [231].

2. Dans les pays développés : destruction du capitalisme

Les mesures à prendre dans les pays capitalistes pleinement développés visent essentiellement à détruire *les rapports bourgeois de production et de distribution. Cela signifie qu'il faudra opérer des coupes claires dans des secteurs entiers de l'activité sociale. Il va sans dire que le secteur mercantile du commerce de gros et de détail, des banques et de la finance, etc. disparaîtront sans autre forme de procès – par définition. Ensuite, la révolution éliminera les branches d'industrie et d'activité au service du luxe stérile des classes rentières, foncières, bourgeoises et sous-bourgeoises, parce qu'elles servent non pas à l'épanouissement de l'homme, mais à réaliser l'excédent produit dans les sociétés de classe qui imposent le surtravail aux larges masses en même temps que la misère. De même, elle supprimera les industries de mort, des secteurs entiers de l'industrie lourde avec leurs techniques dégénérées qui sont appliquées jusque dans l'agriculture mercantile et monétaire, bref toutes les branches ou parties destructives, nocives et antisociales. Enfin, on mettra fin, avec « l'État bon marché » de la dictature, aux activités et frais énormes liés aux superstructures politiques, administratives, juridiques et idéologiques des sociétés de classe, et à la plus pesante et la plus parasitaire de toutes : celle de la bourgeoisie à l'époque de sa décadence.*

Quelques exemples illustreront le sens de ces mesures. Pour ce qui est des ressources naturelles, le fer par exemple, le communisme développé n'aura pas besoin – est-il besoin de le dire – des 700 millions de tonnes produites par an dans le monde. Pour fixer les idées, disons qu'une fois les besoins satisfaits, il faudra à peine, d'un an à l'autre, la valeur d'une plume d'écolier de fer par habi-

---

231 *Ibid.*, p.509.

tant. On pourra donc fermer les mines et supprimer les travaux les plus barbares, puisqu'il suffira de revivifier *le fer déjà extrait* [232]*. La matière n'est-elle pas, par définition, éternelle, la forme – la denrée – n'en changeant que par le travail vivant qu'on y ajoute pour la « créer » ou l'entretenir* [233] *? Par ailleurs, les villes devront être éliminées et les campagnes transformées, puisque les habitations ne seront plus individuelles ni privées (c'est-à-dire appartenant à des personnes, des sociétés, des groupes, des associations ou des classes), mais collectives. Il saute aux yeux que les changements seront graduels et embrasseront sans doute des siècles, à moins qu'ils ne soient hâtés par les guerres gigantesques que conduira le capitalisme contre sa propre surproduction et contre le socialisme durant la phase de transition, c'est-à-dire par la destruction du trop lourd héritage bourgeois.*

Nous pouvons ainsi affirmer qu'en Europe occidentale, par exemple, le capitalisme était déjà assez mûr pour le socialisme au siècle dernier – ce qui aurait signifié des destructions et des pertes en vies humaines (rendues surnuméraires), en matières premières, etc. infiniment moindres pour passer au socialisme, qui est essentiellement, par rapport aux dilapidations des sociétés de classe de

---

232 Si l'*animus* bourgeois de l'entreprise est la *construction* qui édifie et fonde, c'est-à-dire objective et réifie, le socialisme active, vivifie et crée. En d'autres termes, il entretient et ajoute, en faisant la liaison active entre hier, aujourd'hui et demain.

A propos de la *folle* surproduction d'acier de l'Allemagne de 1881 – 700.000 tonnes par rapport aux… 53 millions actuelles, Cf. MARX-ENGELS, *la Social-démocratie allemande*, Ed. 10/18, 1975, p.155 et note 113 p.372-373. Certes, comme le disait Engels, nous laissons aux générations à venir (qui seront moins bêtes que l'actuelle) le soin de déterminer ce qu'elles mettront dans leur marmite, mais le marxisme indique clairement, par opposition à la folle production pour la production capitaliste, que ce ne sera pas de l'acier. De telles indications donnent une vision plus claire des différences spécifiques du socialisme.

233 Dans la forge de Vulcain de la production capitaliste, le prolétariat ouvrier anticipe déjà dans son travail la société communiste, comme l'observe Marx : « Dans le procès de production, le travail vivant fait de l'instrument et de la matière le corps de son âme, et les éveille d'entre les morts » – et le capital amortit ensuite ce produit éphémère sur le marché. « La matière du travail se conserve sous une forme déterminée en étant transformée et soumise à la finalité du travail. Le travail est un feu vivant qui façonne la matière. Il est ce qu'il y a de périssable et de temporel en elle : c'est le façonnage de l'objet par le temps vivant » (*Grundrisse*, Ed. 10/18, tome 2, p .159 et 154). On dira que le travail de l'artisan a la même qualité. C'est vrai, mais il est individuel et lié au destin personnel, tandis que le travail coopératif, social, de l'ouvrier s'effectue à l'échelle du monde et de la nature toute entière, et peut donc relier (et vivifier) le travail de toutes les générations passées en un mode de production sans antagonisme entre les humains d'hier, d'aujourd'hui et de demain. C'est en ce sens que le communisme théorisé par Marx-Engels, porte-parole du prolétariat mondial, ne peut être que le produit de la classe ouvrière moderne, surgie sur la base du mode de production capitaliste.

l'esclavagisme au capitalisme, un système d'économie *sur la base d'une productivité encore accrue, d'où possibilité de diminuer à pratiquement rien les heures de travail dans la production matérielle.*

*En somme, au plan économique, pour pouvoir imposer ses principes d'économie et d'efficacité plus grande en obtenant un effet utile égal, voire supérieur, le communisme devra détruire les faux frais, la surproduction aussi bien que les lois de la production bourgeoise. En effet, comme le montre la société de consommation et de bien-être, qui produit des articles sans cesse moins utiles et durables, ce sont les lois mêmes de l'économie bourgeoise qui l'obligent à accélérer frénétiquement la vitesse et la masse de sa production, afin d'a*MORT*ir le capital pour le… rentabiliser au maximum.*

Si l'on voulait en déduire, par opposition au capitalisme, les lois de fonctionnement de la production socialiste, il faudrait dire d'abord qu'il est faux de croire que la masse de produits (surtout de la production industrielle) devra augmenter encore sous le socialisme, sous prétexte que celui-ci est un mode de production supérieur. Outre que cette masse *indique essentiellement une surproduction, donc l'exploitation, avec la richesse d'une part et la misère de l'autre, c'est-à-dire des crises et des guerres de destruction curatives, l'indice scientifique de comparaison est un* taux, *c'est-à-dire un* rapport.

Les bourgeois, d'ailleurs, le sentent eux-mêmes, devant sans cesse augmenter la masse de leur production sous l'aiguillon fatal de la baisse du taux *de profit, c'est-à-dire d'un rapport de production (cause) qualitatif, dynamique et non statique comme le froid enregistrement du produit (effet) quantitatif de la masse* [234].

---

234 La baisse du taux de profit démontre précisément que le capital voit baisser son taux de rentabilité social moyen, donc ses indices de croissance de la production. Cela démontre qu'il est lui-même de moins en moins capable d'accroître l'*efficacité* du travail humain, qui n'est pas pour lui le but, subordonné qu'il est au *rendement* du capital, de sorte qu'il ne se pose même pas l'accroissement des forces productives comme idéal suprême. En période de crise, le capital se bloque, non parce que la production est incapable de croître encore, mais parce que la rentabilité du capital (son taux de profit) est tombée à zéro, *déterminant* aussi l'effondrement de la masse de ce capital.

En somme, la masse croissante de la production masque précisément la baisse tendancielle du taux de profit, donc du rendement du capital – et c'est dans la crise générale que masse et taux chutent tous deux. En période de croissance ou d'accumulation élargie du capital, la *masse* de la production évolue en raison inverse de son *taux* d'accroissement : la première augmente, tandis que le second baisse, et avec lui l'autre rapport qu'est l'efficacité du travail par rapport à la masse produite. Le capitalisme se tire de ce dilemme en mettant sans cesse des pays nouveaux dans le circuit de la production bourgeoise, ce qui freine la

Il est faux de définir le socialisme comme un système qui accumule plus et mieux que le capitalisme, autrement dit, qui aurait des indices de croissance encore supérieurs à ceux du capitalisme. Considérer le socialisme de cette façon ne serait y voir que le prolongement du capitalisme, ou mieux, le capitalisme développé qui excède toute mesure avec la surproduction démentielle. Le socialisme est tout autre chose – et c'est encore le capitalisme qui en fournit la définition par opposition, comme il se doit, puisque le communisme est l'antithèse engendrée par le mode de production contradictoire qu'est le capitalisme.

Selon l'expression de Marx, le mode de production bourgeois est le mode le plus économique *pour transformer ou réaliser le travail en marchandises, qu'elles soient denrées, machines ou installations fixes. Mais c'est en même temps – et c'est là sa contradiction la plus criante que le communisme abolira en détruisant toutes les entraves bornées et odieuses du capital – le mode le plus dilapidateur de tout ce qui concerne le travail vivant, le sang, la chair et le muscle, voire les nerfs et la cervelle* [235]*. Le secret du communisme, c'est qu'il brise la domination de classe des moyens de production sur l'homme par un double mouvement : en économisant ses forces et en les épanouissant dans toutes les directions. Et Marx, pour caractériser ce changement révolutionnaire qui renverse toutes les valeurs, a une formule d'une formidable densité dialectique : « En fait, ce n'est que l'épuisement le plus complet du développement individuel qui assure le développement ultérieur de l'homme social, universellement développé, qui, dans ces périodes de l'histoire, prélude à la naissance socialiste de l'humanité » (p.326-327).*

En d'autres termes, l'humanité, après la longue période de déshumanisation et de robotisation des individus par le capital, doit passer par le nivellement égalitaire qu'évoque le programme de Gotha à propos des bons de travail, du droit égal pour tous, dernière forme bourgeoise des rapports humains, pour forger un module humain de développement à partir duquel s'effectuera, non plus la pro-

baisse du taux moyen social de profit, en permettant un accroissement de la productivité – donc pour le capital une augmentation de la plus-value – par rapport aux conditions antérieures. Mais désormais, ce mouvement touche à son terme : le capital a fait le tour du monde et industrialisé autant – et même plus, cf. inflation – que ne lui permet son mode de production inégal – et c'est la crise générale qui pousse à la guerre de destruction ou à la révolution, voire aux deux à la fois.

235 Cf. Manuscrits inédits de Zur Kritik der politischen Ökonomie.

duction pour la production, mais la production de l'homme et de ses capacités et potentialités universelles.

Considérons donc maintenant ce processus social, en le confrontant à l'effet dernier auquel tend toute révolution véritable au plan économique : faire avancer d'un bond la productivité humaine.

Ce qui augmente dans le socialisme, ce n'est pas la masse, mais l'efficacité du mode de production*, la productivité, c'est-à-dire moins de déchets ou dépenses de forces* humaines *et de produits de la* nature, *pour un résultat meilleur, sinon supérieur. Cet effet s'obtient en améliorant le rapport suivant : effort humain moindre pour une production plus grande, c'est-à-dire meilleur rendement des capacités intellectuelles et pratiques plus développées, soit une intensité de vie accrue. Il ne faut donc pas confondre la* masse brute *produite avec le* rapport *entre quantité sociale obtenue et effort social appliqué à celle-ci, ni – ce qui revient au même – la masse accrue de la production annuelle, qui dépend de l'investissement (en fin de compte du taux de profit), avec le rapport qualitatif de rendement des forces productives, dont l'unité de mesure marxiste est unique :* le temps.

Le moyen discriminatoire du temps

Le temps est un critère à la fois quantitatif et qualitatif *qui peut être objet de science exacte. Le temps devient toujours plus riche et plus dense pour l'homme. Le capitalisme étant la base économique du socialisme, cette densité du temps est leur dénominateur commun, en même temps que leur différence spécifique. En effet, le temps a dans les deux cas un contenu opposé – réifié par le capital, vivifié et humanisé par le communisme, le premier suçant du temps ouvrier vivant toute la force et usant de la puissance des machines pour produire des denrées objectivées mortes, et le second mettant à la disposition de l'homme actif ou producteur toute la science, l'expérience et le savoir-faire accumulés par toutes les générations passées.*

La société communiste développe la force productive et créatrice de l'individu qui s'approprie toutes ces conquêtes en les rendant vivantes en lui. C'est un pro-

cessus de palingénésie, c'est-à-dire de fécondation de la Nature toute entière par l'homme – la fameuse « humanisation de la nature », dont parle Marx dans ses Manuscrits de 1844. Deux mouvements historiques (qui s'épousent à la fin dans la pratique et que nous ne distinguons que par un raisonnement logique) permettent d'arriver à ce résultat grandiose : dans un premier acte de disciplination, *l'homme s'approprie - avec cohérence, rigueur, système et fidélité – l'expérience de toutes les générations passées, la mémoire collective, et l'apprend non pas dans les écoles mais* dans le second acte de création *au sein du grand laboratoire ou livre ouvert des forces vivantes de la production et de la société, cet acte étant à la fois consommation et jouissance infiniment variées, élevées, « nobles », complexes, profondes et amples, en un mot universelles* [236].

Et c'est là qu'apparaît sous un jour lumineux la différence entre capitalisme, *qui est production pour la production (c'est-à-dire accroissement des richesses, de la propriété privée, sans égard pour l'homme, ce qui signifie que la grande masse de l'humanité toujours plus nombreuse se paupérise sans cesse davantage) et le* communisme, *qui est production pour l'épanouissement de l'homme, ou mieux de tous les hommes, de la collectivité humaine toute entière ; la* vie, *l'existence et le développement en tous sens étant le but, et non l'*avoir *avec la multiplication d'objets de valeur toujours moindre. Cette perspective de l'épanouissement humain s'impose par suite de l'accroissement de la productivité du travail humain dans une société qui n'est plus, dès lors, aliénée, extérieure à l'homme parce qu'objectivée dans les choses, mais qui développe la vie humaine ou mieux l'espèce en croissance incessante.*

Le socialisme n'est donc pas le système de l'industrie lourde de base à la Staline, ni celui de l'industrie légère de pointe dans la version de ses émulateurs occidentaux. Cette vision déformée est en réalité bourgeoise, romantico-utopique, et elle est née à l'aube du capitalisme, quand il s'agissait encore de préparer la base économique du socialisme. Elle relève, en effet, de l'idéologie des édificateurs, des opérateurs économiques, promoteurs et autres faiseurs de plans, qui ne

---

236 Nous renvoyons le lecteur aux écrits de Marx-Engels sur le processus de naissance de l'homme nouveau du communisme supérieur dans la production et la société – et non plus dans les écoles ou bêtifiantes universités bourgeoises – au moyen de la combinaison du travail manuel et du travail (et non pas enseignement) intellectuel, dans la section II sur la genèse de l' « éducation » communiste, p.133-260 du recueil de MARX-ENGELS, *la Critique de l'éducation et de l'enseignement,* PCM.

mettent jamais la main à la pâte. La Technique est l'exemple le plus frappant de cette véritable dégénérescence des capacités productives du Capital qui dissocie l'Idée (rendue vénale) du travail de l'ouvrier (ignorant et passif), ainsi que du consommateur (encore plus ignorant et passif) – d'où ce gaspillage et cet abrutissement du monde des utilisateurs de la technique (ou, en d'autres termes, le capital mort). La « science » sécrète ainsi l'obscurantisme avec le fétichisme pour les objets (de la propriété) et la robotisation des activités humaines subordonnées et débilitées.

Marx-Engels tancèrent vertement l'un de ces Grands Architectes, le socialiste petit-bourgeois sentimental Kriege qui jouait à New York au faiseur de systèmes pour éclairer les masses ignares sur le socialisme : « Il est lâche et hypocrite de présenter le communisme comme un « accomplissement » ou une « réalisation », et non comme la destruction *des misérables conditions existantes et des illusions qu'en a le bourgeois »* [237]*. Tous les réformistes modernes en sont stigmatisés du même coup, eux qui tiennent le socialisme pour le prolongement, par paliers et progrès successifs, du capitalisme.*

Si le communisme continue d'accroître les forces productives, ce ne sera pas pour augmenter encore la production, mais pour diminuer toujours davantage l'horaire du travail et la peine attachée à la production. Si l'on a compris une chose au communisme qui s'oppose directement à la politique criminelle du capital dans sa phase de délire suprême, c'est qu'il n'accélèrera pas cette course productive qui sera, au contraire, brisée et freinée par la victoire de la révolution socialiste.

Non seulement le capitalisme a depuis longtemps construit ce qui nous suffit de base « technique » pour le socialisme, c'est-à-dire de dotation des forces productives, mais le grand problème historique n'est plus de nos jours – dans l'aire BLANCHE *- d'accroître le potentiel du travail, mais de balayer les* FORMES SOCIALES *qui entravent la bonne distribution et organisation des forces et énergies utiles dans le monde, en interdisant l'exploitation et la dilapidation. Le capitalisme a* TROP CONSTRUIT*, et il vit dans l'antithèse historique : détruire ou éclater sous la pression de son trop-plein.*

---

237 Cf. MARX-ENGELS, *Der Volkstribun von Hermann Kriege,* in MEGA 1/6, p.10.

Le capitalisme, lui-même, en introduisant les machines, a développé les moyens matériels pour diminuer drastiquement les heures de travail, mais il est incapable de le faire pour les ouvriers productifs : il ne crée le temps libre que pour la classe des bourgeois et de leurs innombrables appendices, les classes moyennes, qui stérilisent les progrès dus au TRAVAIL [238].

La rage de produire devient delirium tremens *à l'âge sénile du capital et se poursuit même en pleine crise de surproduction, parce que la production bourgeoise est liée à la plus-value, apportant la plus grande confirmation à la science économique du marxisme qui a souligné que la terre est progressivement ruinée et ravagée par l'application démentielle des machines et de procédés techniques d'une efficacité diabolique, encore stimulée par la soif de l'argent que l'inflation et l'accumulation de zéros rendent aujourd'hui plus dérisoire que jamais.*

En effet, la production pour la production est inhérente aux lois de l'économie capitaliste (baisse du taux de profit, concurrence, nécessité d'accroître la part relative du surtravail à tout prix, etc.). C'est cette folie de la production qui suscite la surproduction et les crises, les guerres et autres crimes de génocide, de dilapidation pour résorber les excédents, sans quoi le capital s'écroule. A la fin, cette démesure productive provoquera aussi l'effondrement du capitalisme tout entier, car pour créer tout ce surproduit il faut affamer la majeure partie de l'humanité et la dépouiller de ses ressources et matières premières afin de les jeter dans la gueule du Moloch.

La lutte pour la conquête du temps libre

La législation du travail tend vers la société communiste et l'anticipe, sous une forme certes encore aliénée (le communisme ne connaît pas les formes figées et réifiées du juridisme), mais néanmoins par une action vivante, en devenir, c'est-à-dire poussant à son développement et à son élargissement futurs, à des conquêtes nouvelles et non à la défense de celles du passé, comme le proposent les réformistes pour lesquels la société bourgeoise assure des progrès successifs,

---

238 Cf. MARX-ENGELS, *Critique de Malthus*, PCM, pour toute la problématique des oisifs qui l'emportent sur les actifs, les intellectuels sur les manuels, les mâles sur les femmes, les rentiers sur les productifs, les chômeurs sur ceux qui, dans le monde, trouvent du travail.

alors qu'elle ne fait qu'engloutir au fur et à mesure les conquêtes ouvrières. Ainsi, par exemple, en 8 heures de travail, le capital obtient-il bientôt – avec l'accroissement de la productivité et de l'intensité du rythme des efforts – une journée plus dense, plus féconde, en somme plus longue qu'auparavant.

L'action syndicale, qui porte essentiellement sur des revendications économiques, reflète au maximum le caractère éphémère de ces mesures dont l'intérêt collectif et historique, c'est-à-dire la continuité et la systématisation, est politique, relevant essentiellement d'une action de classe *que le parti politique est le mieux à même de lancer organiquement.*

La loi sur la réduction du temps de travail anticipe – non plus idéalement, mais matériellement, économiquement – les rapports sociaux de la forme de production où la communauté des producteurs détermine le procès de production selon un projet ou plan collectif. Dans son action présente, locale et partielle, elle utilise d'ores et déjà les mêmes méthodes communistes que la société collectiviste elle-même. La première conséquence de cette loi, en effet, est de séparer le temps où le prolétariat est engagé dans la production de celui où il est libre pour s'organiser en vue de conquérir les produits de son travail qui sont appropriés par les oisifs (qui ne travaillent pas dans la production immédiate) qui tiennent en main l'administration, l'État, la science, l'art, etc. que les producteurs doivent s'approprier pour pouvoir s'épanouir. Ce temps libre, ainsi aménagé, n'a rien à voir avec les phantasmes des vacances pour tous, ce vide du vide de l'inactivité passive : c'est une lutte pour de meilleures conditions de travail et de vie tant que durent les sociétés de classe.

Dans un passé moins délétère que le présent, on étalait les « vacances » d'été sur une période de trois mois, non pour faire crever d'ennui les enfants aux côtés de leurs parents allongés sur les monotones plages, mais pour les faire changer d'activité au moment des récoltes qui mobilisent de nombreux bras.

La diminution des heures de travail révèle le secret profond de la forme de production supérieure du communisme ; elle synthétise, en une formule, le programme de transition au communisme théorisé par Marx-Engels, et d'ores et déjà le mouvement réel de la société communiste. D'emblée, le programme communiste du parti de classe défend la situation future d'un temps de travail réduit afin de

servir utilement la vie – et le parti œuvre à ce résultat de l'avenir, en faisant levier sur tous les moyens politiques et économiques dont la société peut disposer.

Cette conquête, apparemment modeste et réduite à un compte matériel horaire, représente en réalité une gigantesque victoire, la plus haute possible sur la nécessité qui nous pousse tous et nous rend esclave. Même lorsque le capitalisme et les classes auront été supprimés, l'espèce humaine sera encore soumise à la nécessité imposée par les forces naturelles et la liberté – en tant qu'absolu philosophique excluant le déterminisme – restera du verbiage.

Nous proposons donc la définition suivante du capitalisme et du communisme : le premier a pour but de s'enrichir et de produire au maximum, *tandis que le second a celui* de diminuer l'effort de travail et d'augmenter le temps libre. *Il est faux de prétendre que le capitalisme a également participé à l'avantage qui caractérise le second, et lui seul. Il n'a fait qu'augmenter la peine de l'ouvrier, et les machines ne font qu'augmenter les horaires en poussant jusqu'au travail de nuit. On cite avec horreur les journées de travail de 16 heures, et l'on vante avec complaisance la conquête « récente » des 8 heures (*imposée *par des générations d'ouvriers, au bout de décennies de luttes ardentes, aux bourgeois qui ne cessent depuis un siècle de les remettre en question partout dans le monde). L'idéal auquel tend le Capital est la journée de travail de 15-16 heures qui existait non pas avant, mais au début du capitalisme. Au lieu de baisser la peine de travail, il augmente le chômage et la misère. Comme Marx l'a constaté, les machines ont introduit et généralisé le travail de nuit et tiré en une heure cinquante heures et plus de la carcasse humaine. Il accapare le temps libre créé par le travail plus efficace des ouvriers productifs, pour accroître le temps libre de ses laquais qui ne participent pas à la production, mais mangent le produit d'industries de luxe, improductives, qui masquent la surproduction :* ce sont les classes oisives qui ne cessent d'augmenter. *Ce sont ces parasites qui annulent pour l'ouvrier productif les résultats de sa productivité accrue* [239].

---

239 Comme le dit le socialiste « ricardien » Ravenstone, cité abondamment par Marx dans les manuscrits inédits de *Zur Kritik etc.* (l.c. p.277), la propriété et le capital n'ont en vue qu'une affaire : produire la paresse, c'est-à-dire le temps libre mort, comme le capital est mort et amortissement de tout ce qu'il touche. En ce sens encore, c'est à partir de la société communiste que l'on saisit le mieux la nature même du capital qui « n'existe pas » ou – en termes équivalents – tue le travail vivant au fur et à mesure qu'il l'absorbe.

Le résultat brillant auquel parvient le capital est le suivant : il augmente toujours plus la peine et le temps de travail des ouvriers productifs, et leur produit (temps libre y compris) va aux classes oisives. Dans la théorie capitaliste, ces classes qui mangent le produit ouvrier (réalisent le capital en consommant) sont les classes nécessaires, ce sont elles qui forment la demande et ont les revenus pour absorber la surproduction croissante. Les surnuméraires sont les ouvriers qui, lorsqu'ils produisent trop, sont jetés sur le pavé, faisant que ceux qui continuent à produire voient augmenter encore le rythme et la peine de leur travail. Le capital est même incapable de partager le travail entre ces ouvriers occupés et désoccupés, tant sa soif de surtravail est énorme [240].

La révolution dans les pays développés

Si les mesures économiques de la révolution s'appuieront, dans les pays développés, sur des conditions de production archi-mûres et donc favorables, la révolution elle-même sera la plus difficile qui soit, puisqu'elle devra s'attaquer à tous les obstacles accumulés par l'État bourgeois plus totalitaire que jamais et armé jusqu'aux dents, décidé à tout et sans scrupules, se défendant avec toutes les astuces successives des classes dominantes de l'histoire. Elle sera infiniment plus difficile à effectuer qu'au début du capitalisme ou dans les pays attardés – et l'histoire de l'Europe occidentale des XIXe et XXe siècles le démontre clairement.

Du point de vue politique, les mots d'ordre de préparation de la révolution doivent, en conséquence, partir d'une critique féroce de tout le mode de vie bourgeois, jusque dans ses aspects les plus quotidiens, parce que celui-ci enchaîne jour après jour les masses. Si la révolution fera s'envoler les derniers scrupules

240 « Le nombre d'Américains travaillant 55 heures par semaine est passé de 20,5% en 1950 à 26,9% en 1970. Durant la même période, le nombre de chômeurs est passé de 5 à 10% environ. Si l'on tient compte du temps dépensé pour se rendre au lieu de travail, du travail proprement dit et des travaux plus ou moins ménagers, ils travaillent en moyenne 10h30 par jour ; la récession aidant, nombre d'Américains ont un deuxième « job » ou font des heures supplémentaires. Même si l'on a enregistré une légère amélioration sur le plan de l'horaire de travail, celle-ci est contrebalancée du fait que le nombre de femmes mariées qui travaillent a formidablement augmenté en vingt ans, et « LE NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL FOURNI CHAQUE SEMAINE PAR UN COUPLE AMERICAIN EST PLUS ELEVE QU'AU LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE », cf. Witznitzer, *Trop de temps libre ?*, in *Le Monde*, en 1978.

paralysants, suggérés par les prétendues valeurs de la civilisation moderne, toutes les transformations économiques et sociales de la période de transition au socialisme les détruiront de fond en comble. Le parti doit donc axer ses mots d'ordre sur la dénonciation impitoyable de la démocratie *(coexistence des classes), afin de donner au prolétariat son autonomie absolue de classe qui conditionne son opposition radicale à la société bourgeoise et aux classes qui la soutiennent. Quant au délicat problème de l'*alliance *avec la paysannerie, il faut préciser d'abord que les journaliers agricoles salariés font directement partie du prolétariat, et ensuite que si les paysans, muscles révolutionnaires mais égarés dans les ténèbres de préjugés millénaires, peuvent combattre, ils ne peuvent – même s'ils sont pauvres – ni savoir, ni avoir les objectifs plus élevés pour lesquels seule la classe des travailleurs, masse sans réserves, possède les organes sensitifs et intellectuels appropriés.*

D'où le rôle essentiel du parti qui représente et défend le patrimoine programmatique intégral de la classe dès avant la révolution. Sa critique et sa propagande doivent dénoncer le culturalisme*, véritable gangrène des partis opportunistes qui flirtent avec les intellectuels et les classes moyennes, soûls de l'idéologie des classes oisives qui se sont appropriées les prétendues sciences, arts, lettres, et … leurs ratiocinations. Il ne doit pas se lasser de répéter cette vérité : l'*instinct *et l'*intuition *sont en raison inverse de la culture diffusée par la classe dominante au sein de ses innombrables et pitoyables écoles, et que nous admirons un prolétariat dépourvu de diplômes, de certificats d'études même élémentaires, mais détenteur du titre suprême de vérité révolutionnaire, dont la science officielle est à mille lieux.*

Mais ce n'est pas tout, il faut combattre aussi l'idéologie répandue par le « communisme » devenu bourgeois de la Russie, et notamment le culte de la technique chère à l'aristocratie ouvrière qui y voit la cause de ses hauts salaires et de ses privilèges. Il faut, en effet, briser le fétiche de la technique qui n'est autre que le système de la machinerie dans lequel s'incarne le capital pour opprimer le travail vivant et pour produire la mutilante et débilitante division du travail, les experts et les spécialistes aussi vides qu'inutiles. À ce stade, le parti attaque avec force les conceptions ouvriéristes et conseillistes qui célèbrent l'entreprise qu'ils veulent gérer à leur profit et dont il s'agit, au contraire, de briser progressivement les limites pour aller jusqu'au bout de la socialisation qui seule permettra

de dépasser les inégalités énormes de développement entre les pays et les continents. Localisme économique et corporativisme s'opposent directement à l'internationalisme des sans-propriété.

En somme, le prolétariat, déchaîné par le premier acte révolutionnaire, devra briser toutes les chaînes qui le reliaient aux icônes, à ces véritables forces de classe historiques qui s'appellent divinité, personnalité, liberté, propriété, culte imbécile de l'État, de la patrie, de la famille, de la maison *enfin, la dernière et la plus sinistre prison que l'embrasement du communisme mondial devra déshonorer d'abord, dissoudre ensuite* [241].

Programme révolutionnaire IMMÉDIAT *dans les pays développés*

Comme la bourgeoisie a exécuté finalement bon nombre de mesures économiques qui étaient proposées, face à sa défaillance, par les efforts révolutionnaires du prolétariat (instruction obligatoire, Banque d'État, etc.), le réformisme en déduisit qu'il était possible dans la légalité, sans heurt violent, d'appliquer toutes les revendications du Manifeste, *en passant sous silence que la clé et la condition* sine qua non *de l'application de ces mesures dans leur totalité est la conquête violente du pouvoir par la classe ouvrière, en dépassant alors le capitalisme dans la politique d'abord et dans l'économie ensuite – comme il est de règle dans toute véritable révolution.*

Aujourd'hui donc où les mesures minimales du Manifeste *sont d'ores et déjà réalisées dans les pays capitalistes développés, il faut non seulement réaliser celles que la bourgeoisie est, par définition, incapable d'appliquer, mais encore introduire, par les mesures* IMMÉDIATES *suivantes, le stade inférieur du programme de Gotha à partir de l'actuel niveau très élevé des forces productives atteint dans ces pays.*

---

241 Nous renvoyons le lecteur au recueil de MARX-ENGELS, *Utopisme et communauté de l'avenir*, PCM, pour ce qui est du programme de l'abolition des différences entre ville et campagne, qui est le corollaire de l'élimination de l'antagonisme entre industrie et agriculture liées entre elles par le mercantilisme. Le résultat en sera l'édification de palais communautaires grâce auxquels seront liquidés la folie de la propriété privée des domiciles individuels, la famille et son corollaire l'Etat qui enserre la micro-organisation familiale, synonyme d'esclavage pour la femme et les enfants.

1. Désinvestissement des capitaux, c'est-à-dire destination d'une partie plus réduite du produit aux biens instrumentaux [242]*. Cette première mesure permettra de parer efficacement à l'éléphantiasis de la grande industrie qui inonde le monde de sa surproduction, qui ne satisfait ni une demande solvable, ni une demande de valeurs d'usage, s'agissant d'un mode dégénéré tournant sur lui-même. Cette diminution relative aura pour corollaire la seconde mesure.*

2. Élévation des coûts de production pour pouvoir donner –jusqu'à la disparition du salariat, du marché et de la monnaie – des salaires plus forts pour un temps de travail inférieur. En d'autres termes, pour continuer à parler le langage de l'économie politique d'aujourd'hui, la part du capital variable sera accrue – et ce, à égalité de « productivité technique ». Cette mesure met fin à l'application bourgeoise des machines, c'est-à-dire à la phase de subordination réelle de la force de travail au capital, où celui-ci transforme de plus en plus le travail en machines, capital fixe, en mutilant l'ouvrier par une division du travail de plus en plus poussée et en ramenant sa fonction à du travail simple, accessoire.

---

242 Il serait absurde, sinon ridicule, de prétendre – pour un sujet aussi vaste, complexe et social, traité de manière aussi manifestement collectiviste que dans le présent recueil – à la paternité individuelle d'idées nouvelles, voire d'idées tout court qui appartiendraient à une personne. Le présent texte, s'il porte le nom d'individu de Truc ou Machin, n'en est pas plus un produit personnel qu'il n'est l'œuvre de tel ou tel imprimeur qui s'appellerait Pierre ou Paul : c'est un produit social – et ce d'autant qu'il s'agit d'un travail théorique de classe, l'expression par définition impersonnelle et anonyme du socialisme moderne (Marx disait qu'il n'était pas marxiste mais communiste), qui est né du feu des luttes de classes par l'action de masses gigantesques, en un bloc invariant, dans le creuset de la révolution internationale de 1848.

Cette mise au point va pour ainsi dire de soi pour des communistes qui ont horreur de l'appropriation privée et de la manie de privatiser les œuvres collectives d'autrui, et s'efforcent *dès à présent et dans les conditions actuelles*, de la combattre par tous les moyens en leur pouvoir.

Le présent recueil ne formule jamais, dans l'ordre logique dicté par le développement du sujet, que des idées qui ont été exprimées par les militants d'époques révolutionnaires où la vision historique s'imposait spontanément dans le feu de la lutte. Même l'expression de ces idées n'a rien de privé, mais dépend du rapport de forces actuel qui permet, exige et impose des textes correspondant aux besoins du mouvement présent.

Pour ce qui est du *Programme immédiat* ci-dessus, il est l'œuvre anonyme du Parti Communiste Internationaliste, actif en Italie dans les années 1950 (réunion de Forli en décembre 1952). Pour le mettre en évidence, nous l'avons souligné, ce qui le distingue ainsi des commentaires qui relient une mesure à l'autre et l'ensemble au reste du recueil, encore que ces commentaires se fondent eux-mêmes, comme toujours, sur les écrits antérieurs ou postérieurs de ce parti. Nous avons néanmoins tenu, en l'occurrence, à distinguer entre les deux parce qu'il s'agit d'un texte historique, indépendant des explications qui le font comprendre aujourd'hui et le relient au programme d'hier et de demain.

C'est le début du processus qui a pour but non plus le gonflement de l'appareil productif réifié, mais le développement de la force productive du travailleur – et ce, non pas en le bourrant de denrées produites, mais en substituant son activité à toutes les fonctions remplies par les actuels laquais au service du capital dans les superstructures. En s'emparant de l'État, de la justice, de la force armée et de ce que l'on appelle aujourd'hui l'idéologie et l'art, il disposera des moyens matériels grâce auxquels la révolution, qui vient de déferler en pleine crise et effondrement du capital, libérera l'énergie et l'initiative des masses si longtemps contenues et réfrénées.

Cette mesure d'augmentation des coûts de production favorise d'emblée le capital variable pour la classe qui vient d'accéder au pouvoir. Mais s'il exclut toutes les autres classes de la sphère politique, le prolétariat les inclut progressivement dans le travail productif avec l'obligation pour tous de travailler – ce qui diminue de manière drastique les heures de travail pour tous. C'est ce qui, au fond, introduit le processus historique grâce auquel la société consacre de plus en plus au développement de l'homme, du producteur, sacrifié tout au long de l'évolution antérieure du capital. Il ne s'agit donc nullement, comme un vulgaire programme électoral de la Gauche actuelle, de créer une « demande » et un débouché nouveaux à la surproduction, mais au contraire d'un tout premier, mais décisif, abandon du principe bourgeois de la « production pour la production ». En effet, cette première mesure en vue de la « production de l'homme » *(plutôt que* pour l'homme*) est fondée sur la suivante :*

3. Réduction draconienne de la journée de travail, au moins à la moitié des heures actuelles – ce qui permettra d'absorber le chômage et les activités et professions antisociales. Cette mesure essentielle, arrachée par la révolution politique avec la conquête de l'État, permettra aux ouvriers non pas d'aller en week-end mais de s'armer pour défendre leur domination de classe et s'initier aux activités sociales occupées jusque-là par les larbins des bourgeois dans les superstructures de contrainte politiques et idéologiques qui seront transformées à la fin en administration technique de la société, en science appliquée et en arts de toutes sortes, appropriés par les producteurs eux-mêmes. En outre, l'élimination des activités et professions antisociales *sera un facteur actif de la lutte contre les classes dominantes déchues et un élément d'assainissement de la vie sociale, pour*

le plus grand bien des producteurs qui jouiront ainsi de l'appoint des nombreux ex-parasites pour réorienter l'économie dans le sens des productions utiles. On s'aperçoit ici aussi que le nouveau gouvernement du Parti communiste ne mènera nullement une politique des revenus qui lui permettrait d'écouler la production par une demande nouvelle, plus large. Il s'agit de l'application d'un corps de programme visant à révolutionner les rapports sociaux, c'est-à-dire à déranger au maximum l'ordre établi et à organiser le bouleversement en mettant en mouvement les masses et la société : la révolution est au pouvoir et s'en sert. On ne peut donc opposer à ces premières mesures qu'elles ne sont pas réalisables du point de vue des critères de l'économie mercantile et monétaire, puisqu'il s'agit précisément de ruiner celle-ci à brève échéance, pour passer au programme *des bons de travail de Gotha, que ces mesures immédiates de gouvernement introduisent et rendent nécessaire.*

4. Réduction du volume de la production avec un plan de « sous-production » qui concentre des forces productives dans les secteurs les plus nécessaires, ce qui implique un contrôle autoritaire des consommations, en combattant la mode publicitaire pour celles qui sont nocives et voluptuaires, et en abolissant de force les activités tournées vers la propagande d'une psychologie réactionnaire. La dernière propriété à abolir sera celle du salaire qui donne le droit ignoble de disposer à discrétion, de quelque façon que ce soit, de ses « propres » sous, ce qui dérive du pouvoir de l'argent. Le malheureux qui avale de l'alcool en disant : « il est à moi, je l'ai payé de mes sous », est – comme victime de la forme capital – un traître à la santé de l'espèce. Il est, par exemple typique de la propriété privée de prétendre que l'on fume parce que l'on est patron de sa personne et de sa vie, ce qui est une absurdité et une ignominie.

Le parti qui lutte pour le communisme doit aussi avoir un module de traitement de l'homme social, y compris et avant tout comme organisme physique. Ses militants ne peuvent choisir leur modèle dans la fange de la dégénérescence bourgeoise, dont ils ne doivent pas lâchement imiter les modes alimentaires et les idées, jusqu'à ce qu'on lui torde enfin le cou par le fer et le feu de la dictature.

Nous soutenons que « le niveau de vie », un autre objectif enivrant des Américains comme des Russes, ne se mesure pas quantitativement (argent que le parti-

culier a à sa disposition pour consommer) mais qualitativement (utilité non pas individuelle mais sociale de l'ensemble des consommations adoptées). La hausse du revenu pécuniaire et mercantile ne détermine pas une amélioration du régime alimentaire et physiologique de la collectivité nationale, mais une corruption et dégénérescence à tous les niveaux, surtout celui, putride, des couches des classes moyennes que l'opportunisme moscovite courtise bassement.

Nous en arrivons à l'autre thèse de principe selon laquelle ce n'est pas la personne mais la société qui choisit quels sont les biens de consommation utiles, et à la conclusion qui tape sur les nerfs de la pourriture démocratique : la révolution prolétarienne est une dictature sur la consommation (en premier lieu sur celle des travailleurs du fessier). C'est la seule voie pour désintoxiquer les serfs du Capital moderne et les libérer des stigmates de classe qu'il leur a imprimés dans la chair et dans l'esprit.

Cette régénération de la consommation implique ensuite l'humanisation et la revitalisation des instruments de production et de la nature (qui forment le capital mort). Dans les pays de capitalisme sénile et dégénéré, ces mesures briseront la tendance à amortir le capital fixe, en transmettant l'héritage accumulé en lui par les générations passées à l'activité présente qui se haussera au niveau de savoir-faire de toute l'espèce. Cependant, elle ne s'exercera pas principalement sur la production, qu'il suffira de laisser tomber à un niveau plus bas en libérant les esclaves salariés de ces galères que sont les modernes usines édifiées à coup de milliards [243]*. Mais elle s'efforcera avant tout de renverser la praxis de la*

243 Parmi les pays développés, il convient encore de faire une distinction pour ce qui est des mesures de transition au communisme. La lutte sera plus difficile et plus longue dans certains d'entre eux, moins avancés du point de vue capitaliste, tels que l'Italie, l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, pour ne pas parler des pays de l'Europe balkanique et danubienne, voire des républiques du Centre et du Sud de l'Amérique. En fait, dans ces secteurs périphériques du capitalisme, la dictature prolétarienne devra procéder avant tout à la concentration de la petite production urbaine et rurale, qui ne saurait être éliminée par une série de dispositions légales, mais sera arrachée de haute lutte par des moyens économiques et politiques. En d'autres termes, le prolétariat organisé viendra à bout de la petite production en accélérant le processus qui finira par absorber les petites unités dans les grands monopoles d'Etat. En Italie, par exemple, cette lutte sera des plus rudes car la petite production y est très répandue – et pas seulement dans l'agriculture, on serait même tenté de dire : au contraire – ainsi que la pétaudière individualiste des classes moyennes.

La France, quant à elle, est toujours plus proche de l'Italie que de l'Angleterre : cf. la comparaison très défavorable à la France dans sa confrontation avec l'Angleterre, in MARX-ENGELS, *un Chapitre inédit du Capital*, p.288-295, pour ce qui est de l'industrie, ainsi que

consommation, en en déracinant les formes pathologiques qui sont l'héritage de l'oppression de classe, de la soi-disante satisfaction des besoins humains par l'entremise de l'argent.

« On ne consommera donc plus en tant que bête-personne, au nom de l'infâme propriété *sur l'objet* échangé. *L'usage, la consommation se feront selon l'exigence supérieure de l'homme social, perpétuant l'espèce, et non plus comme il est de règle aujourd'hui sous l'action de drogues* [244]. »

Le particulier, le citoyen, l'individu perdra, sous la Terreur révolutionnaire, la possibilité de posséder richesses et valeurs, ce qui tuera en lui les goûts et propensions bestiaux, et perdra du même coup, en devenant une cellule du corps social éternel, tout droit de se léser lui-même, de ruiner son propre organisme animal et de s'intoxiquer en se séparant, comme une cellule isolée, de la société, car il ne lèserait pas seulement son propre *corps, mais encore la société. C'est la prémisse à l'application rigoureuse de la loi de la société communiste énoncée dans le* Manifeste *: « le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous ». Le révolutionnaire, en tant que membre du Parti qui est l'anticipation de la société communiste, ne peut être qu'un désintoxiqué par rapport à la merde délétère de la société bourgeoise en putréfaction. C'est l'une des raisons pour lesquelles, pendant et avant la révolution, ce sont moins les masses (qui seront désintoxiquées après l'élimination de leur asservissement) qu'une minorité organisée dans le parti et nourrie du sang vivifiant de la doctrine intégrale, qui prévoit et combat le plus activement* [245].

MARX-ENGELS, *Utopisme et Communauté de l'avenir*, p.96-101, pour ce qui est de l'agriculture.

En revanche, dans les pays capitalistes ultradéveloppés, tels que l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Angleterre, le Japon, où le capitalisme monopoliste s'est depuis longtemps déjà transformé – de manière plus ou moins larvée – en capitalisme monopoliste d'Etat, la conquête prolétarienne du pouvoir coïncidera avec *le début de la démolition des rapports capitalistes*.

244 Cf. Affront et injure aux principes communistes au cours de la diatribe révélatrice entre les partis des renégats, § Travail objectivé et travail vivant, in Il programma comunista, n°16 et 17 de 1958.

245 « Une transformation radicale des hommes s'avère nécessaire pour la création massive de cette conscience communiste aussi bien que pour la réalisation du but lui-même. Or, une telle transformation ne peut s'opérer que par un mouvement pratique – une *révolution*. La révolution n'est pas seulement nécessaire parce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe *dominante*, mais encore parce que seule une révolution permettra à la classe subversive de balayer toute la pourriture du vieux régime qui lui colle à la peau et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles » (Cf. MARX-ENGELS, *l'Idéologie allemande*, in

5. Rupture rapide des limites de l'entreprise. Autrefois, c'était l'étroitesse de l'entreprise qui faisait obstacle au développement technique ; aujourd'hui, c'est leur autonomie privée, même s'il s'agit d'entreprises vastes et puissantes. Hier, le développement était entravé par la propriété privée personnelle ; il l'est à nouveau aujourd'hui par la propriété privée capitaliste [246].

« Une fois dépassé l'aspect mercantile de la production, l'établissement local ne sera plus qu'un nœud technique du grand réseau dirigé rationnellement et avec des solutions unitaires ; l'entreprise n'aura plus de bilans d'entrées et de sorties, et ne sera donc plus une entreprise, puisque dans le même temps le producteur cessera d'être un salarié [247] *».*

Celle-ci représente une forme aiguë de propriété privée au sein de la production sociale et empêche toute planification active, en même temps que la socialisation de la distribution des forces productives dans l'économie. Avec cette mesure, l'ouvrier se libérera des limites corporatives qui déterminent non seulement son revenu, mais un localisme étroit dans son mode de vie, d'habitation, etc. C'est un premier pas vers l'abolition du prolétariat. Comme le montre la mesure suivante, sa vie extra-professionnelle elle-même était réglée en fonction de sa

---

Werke, t. 3, p.70). La dure école de la guerre de classe sera, inévitablement, le point de transition à cette forme plus haute de l'homme, qui aura lutté pour s'émanciper ou bien restera esclave. Ce n'est pas là une exigence d'ordre éthique : le cours déterminé de l'évolution de la lutte des classes mettra à l'ordre du jour la guerre mondiale entre capitalisme et socialisme, qui mettra fin à la préhistoire de l'humanité.

246 Cf. *Eléments de l'économie marxiste*, chapitre 53, Ed. Programme Communiste :

« La petite entreprise d'hier a disparu, mais les nouvelles entreprises collectives deviennent toujours trop petites vis-à-vis des ressources de la technique et cèdent la place à de nouvelles entreprises plus perfectionnées et plus grandes. L'application de la science aux moyens techniques, dans le sens d'une liaison toujours plus grande entre les divers centres productifs, entre les diverses sphères d'activité, entre les divers pays du monde, se développe sur une échelle toujours croissante. Le machinisme, la télégraphie et la radiotélégraphie, les voies ferrées, la navigation, l'aviation, etc., *rendent toujours plus techniquement nécessaire la solution des problèmes productifs à une échelle non plus nationale, mais mondiale* » (le texte a été rédigé en 1929).

247 Cf. *Force, violence et dictature dans la lutte de classe*, chapitre V, Ed. Programme Communiste. Cette mesure distingue complètement le socialisme du capitalisme d'Etat, où les entreprises, nationalisées mais isolées du point de vue comptable, continuent d'être la source d'un système anarchique qui nécessite l'usage d'un énorme appareil étatique de dirigisme mercantile, aussi lourd que peu efficace. Voir à ce sujet : *Dialogue avec les Morts*, chap. *Une fausse cible : la bureaucratie*, Ed. Il programme Comunista, 1957 p. 137.

place dans l'entreprise et lui donnait ou bien le statut d'aristocrate ouvrier, ou bien celui de paria.

6. Abolition rapide des systèmes de sécurité et d'assurance liés à des conditions mercantiles. Le réformisme s'est évertué de lier au capital l'ouvrier (dépouillé de tout moyen de production, de toute propriété autre que ses bras, et vivant de semaine en semaine de sa paie, bref, qui n'a rien à perdre), en lui faisant miroiter qu'il a une dernière réserve sur laquelle s'appuyer : les Assurances Sociales qui le protègent contre la maladie, le chômage, et lui assurent une pension pour ses vieux jours. Il ne manquera donc – au moyen de cette assurance et épargne individuelle – jamais de rien : c'est un fonctionnaire produisant du capital – jusqu'à la crise, où ses garanties volent en éclat et où il s'aperçoit que son sort est lié à celui de la classe prolétarienne tout entière. Substitution à ce régime lié à la profession et à l'ancienneté, etc., du système (prévu par le programme de Gotha) relatif à l'alimentation sociale des non-travailleurs, pris en charge par la société selon leurs besoins physiologiques déterminés.

7. Arrêt de la construction de maisons et de lieux de travail autour des grandes villes et même des petites, en tant que point de départ vers une distribution uniforme de la population dans les campagnes. Réduction de la vitesse et du volume du trafic avec interdiction de celui qui est inutile – par exemple, les divagations le dimanche après-midi sur les routes à tourner en rond sous prétexte de prendre l'air… en le polluant.

8. Lutte décidée pour abolir les carrières et les titres, comme l'a commencée dès sa naissance la Commune de Paris ; mesures contre la spécialisation professionnelle et la division sociale du travail.

9. Mesures immédiates évidentes pour soumettre au contrôle de l'État communiste l'école, la presse, ainsi que tous les moyens de diffusion, d'information, les réseaux de spectacle et de divertissement, aujourd'hui centralement dirigés à partir de Washington.

Si ces mesures qui introduisent la phase du socialisme inférieur, théorisé par Marx dans sa Critique du programme social-démocrate de Gotha, se distinguent de celles du Manifeste, *c'est que la base économique a mûri de façon complète dans les sociétés bourgeoises développées. Elle est désormais ultra-centralisée et socialisée entre les mains de quelques grosses Banques et de l'État, et donc facile à commander et à orienter en sens communiste. Le programme immédiat se base, de façon toute marxiste, sur le développement atteint par la production, et ne voit pas l'État comme dispensateur du bien-être* [248]. *Dans ses toutes premières mesures, plus spécialement économiques, il révolutionne les rapports économiques dans le sens de l'hégémonie des travailleurs productifs dans la production, mais il reste encore un bouleversement essentiel à opérer avant de parvenir au plein communisme sans classes, ni argent, ni marché, ni valeur d'échange, et donc aus-*

---

248 Aujourd'hui, le grand mythe de l'Etat-providence est entretenu surtout par les grandes réalisations de l'Etat russe dans le domaine de la production industrielle. Or, ce résultat n'est pas celui des plans qui ne peuvent être rationnels en régime capitaliste, mais de la jeunesse du mode de production dans un pays qui vient de faire son entrée sur la scène bourgeoise. Négation étant définition, nous opposerons les plans de production communautaire de Marx aux très modernes plans des pays capitalistes de l'Occident et à leur modèle plus ou moins reconnu – les plans quinquennaux, etc. russes. Tous ont en commun leur mercantilisme et la priorité accordée aux productions qui vont au capital (industrie lourde) en négligeant la section des moyens de subsistance pour les ouvriers (agriculture) qui manquent dans les magasins ou se font si chers au fur et à mesure, que la consommation baisse, si on la calcule en nombre de calories. Dans le socialisme, les priorités seront complètement inversées. Une autre différence encore : tandis que les plans socialistes à la Marx sont contraignants, fixés à l'avance selon les besoins des hommes (et non de la production et de sa croissance qui ne peut s'élever d'une année à l'autre que dans l'industrie) et en quantités physiques de valeurs d'usage, les plans russes font une part croissante à la valeur d'échange (argent). Plus on s'éloigne du premier plan quinquennal, plus le plan se décentralise et tend à refléter l'anarchie de la production bourgeoise, en perdant son caractère obligatoire pour assumer à la fin les caractéristiques vagues d'un contrôle post-productif de contenu plus statistique que programmatique, de sorte que le plan suivant est une prévision d'accroissement en pourcentage (fixé en fonction des vœux politiques) qui ne dispose pas des moyens de s'imposer – d'où les différences croissantes entre réalité *obtenue* et *souhaitée*. Au cours de ces derniers 20 ans, nous avons effectivement assisté à un entrelacement rectificatif de plus en plus grand entre des plans quinquennaux, décennaux, voire vingtennaux qui se complètent et … se contredisent.

La Bourse qui, en Occident, règle les transferts nationaux et internationaux de capitaux d'une branche d'industrie à l'autre, constitue en quelque sorte l'équivalent de ces « plans quinquennaux » par rapport aux plans décennaux de l'Etat local. En Russie, l'enfer spéculatif de la Bourse est installé dans le cœur de l'Etat planificateur qui, comme le capitalisme n'est pas un simple rapport social national, doit en assumer aussi les fonctions internationales. Les actions russes se concentrent toutes dans le rouble, comme les actions américaines dans le dollar (qui fluctue dangereusement vers son déclin depuis la crise de 1970). A l'époque où le capital se fait de plus en plus cosmopolite, le grand jeu de la spéculation – autre aspect de l'anarchie de la production et de la distribution mercantiles et monétaires – se fait dans les relations entre les Etats.

si sans État : c'est de déprolétariser les producteurs ou le travail. Pour cela, il faut mener à terme le processus clairement amorcé dans le programme immédiat et consistant à généraliser de force la participation de tous les membres de la société à la production, car il s'agit en fin de compte d'émanciper tous les hommes sans exception, le travail productif étant le moyen de niveler puis d'abolir toutes les classes. Même si les classes dominantes, oisives, parasitaires et corrompues n'accepteront pas de bon gré cette obligation de participer au travail, afin d'en diminuer la charge pour tous et faire ainsi un pas en avant vers la transformation des prolétaires en libres producteurs associés, il n'en reste pas moins que ce serait socialement un avantage pour elles aussi de se hausser au niveau du travail en voie de s'émanciper. En fait - et c'est ce qui compte - le prolétariat restera jusqu'à sa disparition une classe qui fera du surtravail et n'en touchera qu'une partie pour lui ; il sera donc exploité.

Ces mesures pour les pays surdéveloppés ne sont pas nommément exprimées dans un programme spécifique chez Marx-Engels, mais sont impliquées dans toutes les conclusions théoriques du Capital *et la définition du passage du socialisme inférieur au plein communisme. Qui plus est, ces mesures de dictature sur la consommation ont précisément pour but de modifier les rapports de distribution ou de circulation qui déterminent dans toutes les sociétés la forme de la production, l'économie productive se trouvant modelée, organisée et systématisée par le mode de répartition, et la force étant le moyen d'intervention en retour des superstructures existantes sur la base économique. C'est ce qui explique encore – répétons-le autant qu'il le faudra – pourquoi la* dictature du prolétariat *est au centre de la doctrine marxiste et du passage de la forme capitaliste au communisme.*

De fait, il ne s'agit pas de trouver de nouvelles machines ou de travailler plus productivement, mais de le faire plus rationnellement, donc de mieux organiser la production, *et cela qualitativement et non quantitativement, en ce qui concerne les pays capitalistes développés. Or, les forces productives et la production sont aujourd'hui* déjà socialisées, *tandis que l'*appropriation privée *(des individus, des groupes, des sociétés, des monopoles, de l'État bourgeois) domine sur le* marché, *en entraînant par retour l'anarchie dans la production avec les crises périodiques, etc. Il n'est donc pas étonnant que le communisme, qui est extension dans la distribution et la société de la socialisation déjà réalisée dans la production,*

exige le révolutionnement de la consommation productive et individuelle, celle-ci déterminant en retour – à partir des besoins humains sociaux et non anarchiquement individuels – ce qui doit être produit, soit la qualité et quantité de la production.

Un exemple simple : la soif de plus-value et la baisse du taux de profit poussent le capital à une frénésie de surproduction qui impose à l'humanité les produits où la marge de bénéfice est la plus forte, les coûts de production les plus bas. Or, ces produits ne correspondent nullement aux besoins élémentaires et essentiels de l'homme, mais au marché solvable, caractérisé dans les sociétés de classe par le fait que l'argent, donc le pouvoir d'absorber la production pléthorique, se trouve concentré dans les mains d'une minorité oisive, dont les besoins de vie sont satisfaits et qui poussent à la production d'articles de luxe, inutiles, voire de drogues, etc. Ces branches, qui représentent précisément la surproduction actuelle (avec l'armement qui sert à faire la guerre pour la liquider et pour asservir encore davantage les classes productives), doivent justement être élaguées et détruites pour que l'humanité puisse produire d'abord ce qui est vital, non pas pour une fraction privilégiée d'hommes et de pays, mais pour toute l'humanité, et pour qu'elle puisse ensuite se mettre rationnellement à produire pour des besoins moins urgents, mais tout aussi indispensables à l'épanouissement de l'homme.

Lorsque les individus déterminent eux-mêmes ce qu'ils veulent consommer, donc ce qu'il faut produire, avec leur libre-choix sur le marché tant pour les bourgeois que les prolétaires, dont la marge est fort réduite, c'est l'anarchie de la production et aucun plan rationnel et commun à tous les hommes n'est possible. L'acte de la dictature sur la consommation éliminera donc le gaspillage éhonté de la production ; elle permettra du même coup un plan de désinvestissement qui mettra fin à la production pour la production et inaugurera la production pour l'épanouissement de l'homme. Elle révolutionnera donc aussi les superstructures politiques, juridiques, idéologiques et artistiques des sociétés de classe, en empêchant les individus de se hausser en une couche privilégiée aux dépens des producteurs, en s'appropriant les moyens matériels pour leurs intérêts privés et leurs jouissances particulières. Selon la formule de Marx, il faudra changer en premier « la distribution qui est la puissance en action de la propriété privée » (Théories sur la plus-value).

Seule cette dictature, fixant un module à l'homme pour sa consommation, sa production, donc pour le développement de l'humanité, permettra dans la première phase après la conquête du pouvoir de discipliner les appétits des individus, par le rationnement et l'attribution de la ration qui satisfait les besoins primaires, étant la pénurie des temps de révolution. Une fois que les individus auront appris à se dominer, à se contrôler, donc à être maîtres d'eux-mêmes, de leur volonté, de leur esprit et de leurs projet et action, dans un sens social, ils auront cessé d'être des esclaves salariés et pourront s'asseoir à une même table surabondante pour manger ensemble comme des humains et non des bêtes fauves dans la jungle où chacun veut arracher pour lui le meilleur morceau et se repaître plus que son voisin. La soif d'accumuler aura cessé et chacun pensera à donner à l'autre avant lui-même, ce qui tuera toute concurrence et esprit mercantile de profit pour soi. Chacun trouvera son plaisir et sa jouissance dans ceux des autres, et la communauté réalisée marquera la fin de la préhistoire.

Les mesures de « moralisation » et d'assainissement de l'idéologie et de la vie quotidienne prennent tout leur sens à partir des premières mesures qui, dans ce Programme, sont posées sur la base solide d'un révolutionnement économique tendant à la prolétarisation de tous, et qui amorce l'évolution de tous les travailleurs productifs *en libres producteurs associés, puis en hommes universellement développés.*

C'est alors que le travail aura perdu tout caractère de contrainte et sera devenu une libre activité, qui peut demander un terrible effort sans être pour autant repoussant – comme on le voit aujourd'hui déjà dans le sport, l'alpinisme par exemple. A ce niveau, disparaît enfin la contradiction entre production et consommation, entre travail et jouissance, entre actif et passif (chère aux grammairiens des sociétés de classe), entre singulier et pluriel (l'homme grammaticalement singulier s'étant identifié à la pluralité des hommes en devenant un homme social *qui, selon l'expression de… Hegel, « sait faire tout ce que les autres font »), dès lors que la division du travail est abolie au niveau de la société et de l'individu, et que tous les humains collaborent dans le procès universel de métabolisme avec la Nature.*

La puissance du marxisme éclate dans le fait que - contrairement à la myopie immédiatiste des révisionnistes et opportunistes qui veulent toujours enrichir la doctrine d'éléments nouveaux, imprévisibles selon eux parce qu'ils ne se dégage-

raient qu'à chaque phase, laissant l'évolution de la suivante dans l'obscurité complète – l'évolution vers cette pleine phase du communisme supérieur et ses caractères sont établis scientifiquement, et non plus utopiquement, à partir de la base même de la société capitaliste. Et le parti communiste, dans sa critique des odieuses conditions bourgeoises, n'anticipe pas seulement théoriquement (ou intellectuellement) les conditions du communisme supérieur, mais s'y forge encore les armes de la lutte pour renverser la dernière des sociétés de classe.

3. Du stade inférieur au stade supérieur du communisme

*Il reste à résoudre dans ce passage la dernière contradiction dans les rapports des hommes entre eux et avec la production – celle qui s'exprime dans la différence entre les formules du premier stade (à savoir « qui ne travaille pas ne mange pas », ou « le travail est le seul fondement de la société ») et celle du second (« de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ») où le lien entre activité et consommation est rompu au niveau des individus, de sorte que tombe la prédominance ou la condition préalable d'un terme par rapport à l'autre, sans pour autant que soit nié l'un ou l'autre de ces termes, à présent réconciliés et confondus. En effet, dans le communisme, le temps libre sera la plus grande – la première – force productive de l'homme, puisqu'il conditionne son épanouissement. Cependant, la base en est la grande industrie capitaliste qui est une machine à réduire systématiquement le travail nécessaire de l'ouvrier, comme il ressort lumineusement du texte de Marx sur l'*automation *(reproduit ci-après). En somme, la base et la possibilité de la primauté du temps libre sur le temps de travail existe aujourd'hui déjà comme résultat dialectique et involontaire du mode de production capitaliste* [249].

---

[249] En créant une *masse toujours croissante de temps libre*, le capital renverse lui-même la base de son mode de production qui repose sur le *travail* d'autrui producteur de richesses et de plus-value : « A son second stade, le capital produit essentiellement de la plus-value relative, due au développement des forces productives de l'ouvrier. Dans sa journée de travail, cela représente UNE DIMINUTION DU TEMPS DE TRAVAIL NECESSAIRE, et dans la population, UNE DIMINUTION DE LA POPULATION OUVRIERE NECESSAIRE » (MARX, *Grundrisse*, Ed. 10/18, tome 4, p.43).

*Dans l'Internationale, Marx avait en conséquence lancé le mot d'ordre d'*abolition du salariat *qui est une revendication actuelle dans les pays avancés. Il signifie, en somme, abolition de la dernière classe universelle qu'est le prolétariat, ce qui est la tâche centrale du stade inférieur du communisme, une fois que la bourgeoisie, les propriétaires fonciers et leurs sous-produits ont été dissous comme classes physiques, leur fonction économique ayant cessé avant même la fin du capitalisme – comme nous le verrons dans le second volume des textes de Marx-Engels sur* la Société communiste.

Ce n'est pas seulement la théorie qui procède par profondes anticipations sur un futur encore lointain, mais encore l'économie et la praxis elles-mêmes – sans quoi nous serions en plein songe. Il est donc possible de lire à l'avance la dynamique des modes de production successifs, et d'orienter chaque ensemble de mesures de transition, qui correspond à un niveau donné, vers le suivant – et de le préparer activement [250]*. La société communiste est au centre des préoccupations et des luttes du prolétariat dès ses premiers balbutiements utopistes : l'instinct et l'intuition nés des conditions matérielles sont des guides plus sûrs que le raisonnement.*

C'est ainsi que la critique du travail salarié a été faite bien avant qu'il ne soit possible de l'abolir au niveau économique. Les tout premiers socialistes et les utopistes ont déjà dénoncé avec force les horreurs du salariat que subissaient journellement les masses laborieuses. Parler de travail salarié, *ce n'est pas faire de la philosophie en présentant le travail comme une activité humaine générale dans et sur la nature, mais cela signifie le lier à l'un des modes de production*

En d'autres termes, le capital commence déjà à abolir le prolétariat lui-même, en rognant toujours plus le temps de travail nécessaire, le capital variable, par rapport au surtravail ou travail gratuit pour la société ; dans les pays développés, le capital tend à évincer le prolétariat, à déprolétariser si l'on peut dire, alors qu'à l'échelle mondiale il prolétarise des masses toujours plus considérables. Ce mouvement est aussi contradictoire que le procès de valorisation et de dévalorisation, car le capital qui augmente la plus-value par rapport au travail nécessaire, en vient à éliminer le travail vivant sans lequel la plus-value elle-même disparaît**.** C'est sous cette forme contradictoire que le capital « révèle sa nature éminemment historique » (Marx).

250 Etant donné que les modes de production ne sont jamais purs dans la réalité, les mesures de transition de la dictature du prolétariat doivent tenir compte des différents stades présents au sein d'un pays. Par exemple en Russie où Lénine énumère les cinq éléments, les différents types économiques et sociaux qui coexistent en 1920 : 1/ économie patriarcale ; 2/ la petite production marchande ; 3/ le capitalisme privé ; 4/ le capitalisme d'Etat ; 5/ le socialisme. Cf. *l'Impôt en nature*, in *Œuvres*, t. 32, p. 351.

transitoires *qui enserre le travail et le domine. En conséquence, le programme des communistes pour le passage de l'époque capitaliste à l'époque socialiste ne pourra jamais être celui d'une République dans laquelle les travailleurs sont l'idéal, le but en soi et dernier ; même si le travail devient une obligation, voire est militarisé, c'est pour en diminuer la peine et abolir les classes qui l'exploitent en vivant du surtravail – et ce ne sera jamais qu'une mesure transitoire d'une phase éminemment fluide qui n'est, à vrai dire qu'une république dans laquelle les propriétaires fonciers et les bourgeois industriels et monétaires sont expulsés ou prolétarisés, en attendant que le travail lui-même soit révolutionné et le prolétaire aboli.*

Bref, le programme initial lui-même ne doit jamais tendre à exalter, mais à diminuer la dépense de travail – même dans la toute première phase déjà où, dans un pays attardé, le prolétariat doit accroître considérablement les forces productives en se substituant à la bourgeoisie pour ce qui aurait dû être sa tâche historique. Si le prolétariat y prend le pouvoir, ce n'est pas pour freiner l'initiative prise par les masses dans la révolution permanente en renversant les accapareurs de leur surtravail et de leur temps libre, qu'ils dilapident pour leurs loisirs, leurs arts et l'administration de l'État oppresseur. Ainsi, la conquête du pouvoir par l'acte révolutionnaire, à quelque niveau économique du développement que ce soit, amorce le processus de l'abolition de l'antinomie entre travail, d'une part, et activités politiques, administratives et idéologiques, de l'autre, en réunissant au travail manuel ses fruits « intellectuels » auparavant séparés et antagoniques. Le communisme est présent dès les premières aspirations des masses laborieuses, et il se manifeste dans toutes leurs luttes en vue de l'émancipation.

Les régimes fascistes – tous le sont aujourd'hui plus ou moins ouvertement – parlent de long en large du travail, et si la charte de Mussolini s'appelait « Charte du Travail », ce n'est pas sans raison : les exploiteurs vivent en effet du travail des autres. Notons en passant que jamais la classe ouvrière ne peut admettre comme conquête que le travailleur fasse partie des institutions, même sous la dictature du prolétariat dans les pays développés, puisque le prolétaire doit être progressivement aboli.

Son exigence sociale n'est pas non plus de trouver une place dans la gestion des entreprises : ce n'est pas par hasard que Lénine aurait préféré que le capita-

liste ou spécialiste payé par les ouvriers *reste en place sous leur contrôle – comme le proposait aussi Engels. Car le travail n'est pas un idéal, et mettre un ouvrier à la tête d'autres ouvriers n'empêche pas que celui-ci devienne directeur ou contremaître.*

L'usine non plus n'est pas le but suprême auquel tendent les conquêtes du socialisme. Si Fourier appela les usines capitalistes des bagnes *mitigés, Marx, évoquant les « maisons de travail » anglaises pour pauvres, les qualifiait d'institutions de* terreur, *dont l'idéal se réalise dans la manufacture bourgeoise sous le nom de «* Fabrique *». Tout le réformisme moderne qui vante la technique productive repose sur l'exaltation du produit du travail (qui fait l'affaire des capitalistes), et non sur les besoins vitaux du producteur.*

Marx cite déjà l'exemple odieux du stakhanoviste vénal, cet individualiste bon à médailler qui « travaille tant pour lui et sa famille, que pour l'État du capital » : « A Londres, par exemple, chez les mécaniciens, l'artifice en usage est que le capitaliste choisit pour chef d'un certain nombre d'ouvriers un homme de force physique supérieure et prompt à la besogne. Il lui paie tous les trimestres ou à d'autres échéances un salaire supplémentaire – à condition qu'il fasse tout son possible pour entraîner *ses collaborateurs, qui ne reçoivent que le salaire ordinaire, à rivaliser de zèle avec lui »* [251].

Dès ses premiers balbutiements, le programme de la classe ouvrière – sans doute sous la suggestion des rapports magnifiques du communisme primitif encore très proche par des survivances locales ou dans des réminiscences et coutumes communautaires chez les masses, les utopistes ou les paysans de Münzer comme du mir *russe - énonce qu'il faut émanciper l'homme et non pas amender le travail. La société communiste se trouve ainsi anticipée, non pas idéalement mais concrètement par des luttes et des efforts, dans toutes les tentatives, si dispersées et inconscientes soient-elles, de l'immense classe internationale des prolétaires de toutes les branches d'activité* [252]. *Leur mot d'ordre constant est donc : diminu-*

251 Cf. MARX, *le Capital* I. Editions Sociales, tome 2, p.225.

252 Le parti, en unifiant en un seul corps et en un seul programme historique toutes les luttes des travailleurs des différents secteurs de la production agricole, industrielle, etc., est en mesure d'anticiper la société communiste sans spécialités de métier, parce qu'il regroupe d'emblée tous les militants, abstraction faite de la division du travail et de leur activité économique particulière, alors que les organisations économiques, syndicats, etc., restent liées aux conditions actuelles du mode de production et ne peuvent les dépasser qu'en rejoignant

tion des heures de travail ! Assez de faire trimer les masses, de les aiguillonner avec des méthodes qui dérivent de celles que l'on appliquait aux esclaves, voire aux bêtes de somme et de boucherie, auxquelles on épargne au moins de se faire bafouer encore avec une Constitution qui déclare leurs droits sacrés et inviolables, voire transmissibles à leur descendance après qu'on les a mangées.

En somme, la société communiste du stade supérieur ouvre une évolution toute nouvelle et originale, impossible même dans la phase inférieure en l'absence de ces forces productives pléthoriques créées par la classe ouvrière : la contradiction entre temps de travail et temps libre est atroce, mais elle se résout dialectiquement à partir des bases matérielles que la préhistoire des sociétés de classe a préparées. Les mesures de transition participent de cette contradiction vivante mais sont le sûr moyen de la résoudre, à condition que le pouvoir soit solidement entre les mains du parti communiste qui œuvre plus encore dans l'intérêt des masses de demain que de celles d'aujourd'hui.

---

le point de vue *politique* du parti communiste. Ce parti de tous les travailleurs contre tous les exploiteurs, esclavagistes, féodaux aussi bien que bourgeois, anticipe de façon matérielle le communisme avec ses liens solidaires et collectivistes, malgré la diversité des formes économiques de l'esclavage des travailleurs. Le communisme opère au niveau des classes pour dissoudre toutes les différences économiques de classe, en plongeant à l'essentiel, à la racine – l'homme et ses aspirations à l'émancipation des odieuses conditions actuelles.

Ce parti, véritable moteur du Futur, s'oppose à toute vision immédiatiste qui voit partout des conquêtes nouvelles et des phases sans cesse dépassées dans l'histoire, la politique et l'économie, ignorant tout principe liant et contraignant, toute continuité et organicité, bref tout rapport nécessaire entre le point de départ et la ligne d'arrivée, avec ce fil qui représente la cohérence à travers les cycles de propriété, de pouvoir et d'expansion mercantile et productive que l'humanité a parcourus. En ce sens, l'œuvre du communiste Marx ne se déduit pas seulement des rapports apparents du capital au travail salarié ; comme l'histoire, qui en laisse partout des traces et anticipe déjà de façon fulgurante, il lie le communisme primitif au communisme supérieur, « notre » communisme non plus ethnique ou national mais communisme de l'espèce.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

III. TRANSITION ÉCONOMIQUE À LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

TEXTES DE MARX-ENGELS

Retour à la table des matières

III. TRANSITION ÉCONOMIQUE À LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

1. Abolition de l'antagonisme entre agriculture et industrie, entre campagne et ville

Tout dépendra en Allemagne de la possibilité d'une seconde édition de la guerre des paysans qui appuiera la révolution prolétarienne.

Marx à Engels, 16-04-1856.

Plus j'avance dans cette merde [l'étude de l'économie politique], plus j'en arrive à la conviction que la réforme de l'agriculture – et donc aussi des infects rapports de propriété qui en découlent – est l'alpha et l'oméga de la révolution future des conditions économiques.

Engels à Marx, 14-08-1851.

Retour à la table des matières

Marx et la nationalisation du sol

Une nouvelle organisation ouvrière va être fondée sous le titre de *Ligue de la Terre et du Travail* [253]. Un conseil exécutif, composé de plus de quarante représentants bien connus des travailleurs, a été nommé pour rédiger une plate-forme de principes fondés sur les résolutions préliminaires adoptées par la conférence, en guise de programme d'action, par le moyen de laquelle un changement radical peut être effectué.

Après mûre réflexion, le Conseil s'est mis d'accord sur les points suivants :

1. Nationalisation du sol.
2. Colonisation intérieure.
3. Instruction publique, laïque, gratuite et obligatoire.
4. Abolition des banques privées d'émission. L'État seul qualifié pour émettre du papier-monnaie.
5. Institution d'un impôt direct et progressif sur la propriété, substitué à tous les autres impôts.
6. Liquidation de la dette nationale.
7. Abolition de l'armée permanente.
8. Réduction des heures de travail.
9. Suffrage universel et égal, et indemnité parlementaire [254].

---

253 Cette *Adresse* fut rédigée le 14-11-1869 par Eccarius à l'instigation de Marx qui l'a revue avant sa publication, in *Werke*, t.16, p. 568. Son programme d'agitation était destiné aux travailleurs britanniques dont il devait hâter l'indépendance de classe.

254 Ces revendications ne sont pas encore socialistes au sens où elles convertiraient des rapports capitalistes en communistes. Elles sont conçues non seulement dans la perspective d'un passage pacifique au socialisme (possible en Angleterre, sinon sur le continent, au stade pré-impérialiste), mais encore comme moyen direct de pousser les masses à renverser le gouvernement des classes dominantes par des revendications établies dans l'intérêt des grandes masses.

On notera que tout le programme, nettement marxiste, part de mesures touchant la terre et renferme des mesures encore démocratiques en politique et mercantiles en économie. L'intérêt spécifique de ce programme est que des mesures encore capitalistes s'imbriquent, pour les promouvoir, à des mesures déjà socialistes – par exemple, celles qui ont trait à la terre et à la réduction des heures de travail pour tous.

Le succès de nos efforts dépendra de la pression qui pourra être exercée sur les pouvoirs *existants*, et ceci requiert le nombre, l'union, l'organisation et la coordination. C'est pourquoi nous vous appelons à vous unir, à vous organiser, à coordonner vos efforts et à lancer à travers l'Irlande, l'Ecosse, le Pays de Galles et l'Angleterre, le mot d'ordre de la *terre au peuple*, l'héritier légitime des dons de la nature. Aucun ordre social ne serait rationnel s'il laissait la terre, qui est la source de la vie, sous le contrôle, l'arbitraire et les caprices de quelques particuliers. Un gouvernement élu par le peuple entier et investi de sa confiance est le seul pouvoir qui puisse mettre en valeur la terre pour le bien de la communauté entière.

Exigez que l'État récupère les terres vacantes, comme un commencement de sa *nationalisation*, pour y établir les chômeurs. Ne permettez plus qu'une seule acre de terrain communal soit enclose pour servir les intérêts égoïstes de non-producteurs. Forcez le gouvernement à employer l'armée – jusqu'à sa dissolution finale – à défricher, drainer et niveler les terres incultes afin de les mettre en valeur, au lieu de créer des camps dont le but est la destruction de la vie. Si les champs verdoyants et les potagers sont incompatibles avec le noble sport de la chasse, les chasseurs n'ont qu'à émigrer…

Rien sinon une série de réformes radicales du genre de celles indiquées dans notre programme ne vous tirera jamais de cet abîme de détresse dans lequel vous êtes actuellement plongés. La difficulté peut être surmontée par l'unité de but et d'action. Nous sommes le nombre, nos adversaires sont peu nombreux. Ainsi, travailleurs, hommes et femmes, de toutes croyances et de toutes professions, revendiquez vos droits d'une seule voix, ralliez-vous et unissez vos forces sous la bannière de la *Ligue de la Terre et du Travail*, pour conquérir votre propre émancipation !

Il n'est venu à l'idée d'aucun de ces ânes de demander à des braillards de Libéraux si, en Allemagne, à côté de la petite propriété paysanne il n'existe pas aussi la grande propriété foncière qui constitue la base des survivances d'économie féodale, et s'il ne fallait pas l'éliminer durant la révolution, ne serait-ce que pour en finir avec l'actuel régime d'État, et si cela peut s'effectuer à la manière suran-

née de 1789 [255]. Mais non. Ces bourriques croient aux dires du Souabe Mayer, pour lequel la question agraire n'a un intérêt pratique que pour ce qui est de la grande propriété foncière qu'en Angleterre !

Il faut considérer comme effet du congrès de l'A.I.T. de Bâle la formation de la *Land and Labour League* (au reste suscitée directement par le Conseil général), grâce à quoi le parti ouvrier s'est complètement séparé de la bourgeoisie: la *nationalisation de la terre* en a été le point de départ.

La propriété de la terre, source originelle de toute richesse, est devenue le grand problème dont la solution déterminera l'avenir de la classe ouvrière...[256]

Ce dont nous avons besoin, c'est d'une production allant sans cesse croissant. Cette exigence ne peut être satisfaite s'il est permis à quelques individus de régler cette production selon leur fantaisie ou leurs intérêts privés, ou d'épuiser les forces de la terre par ignorance ou incurie. Toutes les méthodes modernes, telles que l'irrigation, le drainage, le labourage à la vapeur, les traitements chimiques, etc.,

---

255 Cf. Marx à Engels, 30-10-1869.

De fait, l'histoire n'a pas répété, à l'échelle nationale, la voie française de la révolution bourgeoise, à savoir la parcellarisation de la grande propriété féodale avec la création d'une petite paysannerie vouée à un long et douloureux procès de paupérisation. Cette voie petite-bourgeoise radicale s'oppose directement aux conceptions agraires du parti prolétarien : « Comme dans la première Révolution française, les petits bourgeois remettront en libre propriété aux paysans les domaines féodaux ; cela signifie laisser subsister le prolétariat rural et former une classe paysanne petite-bourgeoise, qui devra parcourir le même cycle de paupérisation et d'endettement, où le paysan français se trouve encore à l'heure actuelle.

Les ouvriers doivent contrecarrer ce plan dans l'intérêt du prolétariat rural et dans leur propre intérêt. Ils doivent exiger que la propriété féodale confisquée reste domaine d'Etat pour servir à constituer des colonies ouvrières que le prolétariat rural groupé en associations travaille avec tous les avantages de la grande culture. Par ce moyen, le principe de la propriété en commun pourra acquérir d'emblée une base solide au milieu des rapports de propriété bourgeois chancelants. De même que les démocrates font alliance avec les cultivateurs, de même les ouvriers doivent faire alliance avec le prolétariat rural » (Cf. MARX-ENGELS, *Adresse du Comité Central de la Ligue des communistes*, mars 1850, in *Werke*, t. 7, p.246-54).

256 Cf. MARX, *A propos de la Nationalisation de la* terre, 15-06-1872, in *Werke*, t. 18, p.59-62.

Ce texte se rattache aux discussions engagées dès 1869 au sein du Conseil Général de la 1ère Internationale sur les résolutions du Congrès de Bruxelles (1868). Comme l'avait affirmé au Congrès l'ami de Marx – de Paepe – le but final de l'abolition de la propriété privée du sol devait être atteint au moyen d'une mesure de transition, la nationalisation : « Le sol devrait devenir propriété de la nation, du moins TRANSITOIREMENT, c'est-à-dire jusqu'à ce que, par la fédération des peuples ou par la disparition des nationalités, il devienne propriété de l'humanité » (*Procès-verbaux : le Conseil Général de la 1e Internationale*, 1868-70, Ed. de Moscou, p.100-101).

doivent se frayer en masse leur chemin dans l'agriculture. Or, les connaissances scientifiques que nous avons acquises, les moyens techniques que nous maîtrisons pour cultiver la terre, tels que les machines, etc., ne pourront être appliqués avec fruit que si l'on cultive la terre à grande échelle…

Les besoins toujours croissants de la population d'une part, et l'augmentation constante du prix des produits agricoles d'autre part, apportent la preuve irréfutable que la nationalisation du sol est devenue une « nécessité sociale [257] ».

La production agricole cessera sa régression due aux ingérences individuelles, quand la culture du sol se réalisera sous le contrôle, aux frais et au profit de la nation.

Lors de la discussion (au Conseil Général), des conceptions différentes sur la nationalisation de la terre se sont fait jour. On cite souvent le cas de la France. Or, sa *propriété paysanne* est bien plus éloignée de la nationalisation de la terre que celle de l'Angleterre avec son économie de grande propriété foncière. Certes, en France la terre est accessible à tous ceux qui peuvent l'acheter, mais cette possibilité a conduit précisément au morcellement de la terre en petites parcelles cultivées par des gens qui ne disposent que de moyens dérisoires et dépendent essentiellement de leur propre travail musculaire et de celui de leur famille. Cette forme de propriété foncière, avec sa culture de surfaces éparses, non seulement exclut

---

257 Dans sa lettre du 30-06-1881 à Sorge, Marx rappelle que « cette revendication figurait déjà parmi les mesures de transition contenues dans le *Manifeste du Parti communiste* de 1848. Cette conception, à l'origine, appartient aux économistes bourgeois. Sans parler d'une revendication analogue à la fin du XVIIIe siècle, elle a été préconisée par les premiers disciples *radicaux* de Ricardo, aussitôt après sa mort… Nous-mêmes, comme je l'ai déjà rappelé, nous avons repris cette appropriation de la rente foncière par l'Etat parmi les NOMBREUSES AUTRES *mesures de transition* qui – ainsi que le *Manifeste* l'observe – sont encore et doivent être contradictoires en elles-mêmes.

Mais, faire de ce vœu des économistes bourgeois radicaux d'Angleterre une *panacée socialiste*, faire de ce procédé la solution des antagonismes contenus dans le mode de production actuel, c'est ce qui a été proposé seulement par Colins. Tous ces « socialistes », depuis Colins, ont ceci de commun qu'ils laissent subsister le *travail salarié,* et donc la production *capitaliste*, en se leurrant ou en leurrant le monde par la promesse qu'il suffit de transformer la rente foncière en impôt payé à l'Etat pour que toutes les tares de la production capitaliste disparaissent d'elles-mêmes. Tout cela n'est qu'une tentative teintée de socialisme pour sauver la domination capitaliste et, en fait, pour la fonder à nouveau sur une base encore plus large que l'actuelle ».

La conclusion qu'il faut tirer de ce jugement sans appel de Marx, c'est que les mesures de transition ne sont révolutionnaires que si elles en suscitent de nouvelles, plus radicales encore.

toute utilisation de moyens agricoles modernes, mais encore fait du paysan un ennemi acharné de tout progrès social, et surtout de la nationalisation de la terre.

Enchaîné à ce sol, auquel il est obligé de consacrer toute son énergie et sa vie pour obtenir un rendement médiocre ; contraint de céder la majeure partie de ses produits à l'État sous forme d'impôts, à la clique des gens de loi sous forme de frais judiciaires, et à l'usurier, sous forme d'intérêts ; ignorant totalement l'évolution sociale extérieure à son étroit champ d'activité, il s'accroche cependant avec une passion aveugle à son lopin de terre et à son titre de propriété purement nominal. C'est la raison pour laquelle le paysan français s'est trouvé jeté dans la plus funeste opposition à la classe des travailleurs de l'industrie. Du fait que ces formes de la propriété agraire sont l'obstacle majeur à la « nationalisation de la terre », ce n'est certes pas de la France que nous pouvons, dans l'état actuel, attendre la solution de *ce* grand problème.

Nationaliser la terre, sous un gouvernement bourgeois, pour l'affermer par petites parcelles à des travailleurs isolés ou à leurs associations ne ferait que déchaîner une concurrence effrénée et accroître encore la « rente », en donnant aux détenteurs du sol des possibilités nouvelles de vivre aux dépens des producteurs.

L'un de mes amis disait au Congrès international de Bruxelles, en 1868 : « La petite propriété foncière est condamnée par le verdict de la science et la grande propriété, par la justice. Il n'y a donc qu'une alternative : la terre doit devenir, soit la propriété d'associations agricoles, soit la propriété de l'ensemble de la nation. L'avenir décidera de cette question. »

Je dis au contraire : le mouvement même de la société décidera que le sol ne peut être que propriété nationale. Transférer la terre à des travailleurs agricoles associés, ce serait livrer toute la société à une seule classe particulière de producteurs [258].

---

258 Marx n'admet donc qu'une seule sorte de propriété de la terre : elle est nationale, et non de groupe ou d'associations de producteurs eux-mêmes – même si la gestion de l'exploitation peut rester transitoirement entre les mains de telles associations. Le marxisme combat tout corporativisme, tout ouvriérisme, toute théorie gestionnaire d'une branche d'activité de l'humanité par les producteurs, même s'ils sont associés.

Le simple terme de propriété nationale dépasse déjà la propriété d'éléments, groupes, catégories, couches ou classes sociaux particuliers, qu'il s'agisse d'entreprises, catégories syndicales ou professionnelles. Il n'est pas limité par le temps, bien qu'il le soit encore dans l'espace en attendant l'extinction des nationalités dans le plein communisme. Nation vient étymologiquement de naître et englobe la succession des générations vivantes, passées et

La nationalisation de la terre opérera une transformation complète des rapports entre le travail et le capital, et elle éliminera finalement toute la production capitaliste, dans l'industrie aussi bien que dans l'agriculture. C'est alors seulement que les différences et les privilèges de classe commenceront à disparaître, en même temps que la base économique sur laquelle ils reposent - et la société se transformera alors en une seule association de « producteurs ». Vivre du travail d'autrui ne sera plus qu'un rapport du passé ! Il n'y aura plus alors ni gouvernement ni État en opposition à la société !

L'agriculture, les mines, les fabriques, bref toutes les branches de la production seront progressivement organisées de la manière la plus efficace. La *centralisation nationale des moyens de production* servira de point de départ naturel d'une société composée d'associations libres et égales de producteurs, qui régleront consciemment leur activité selon un plan rationnel commun. Tel est le but englobant les intérêts de l'humanité entière vers lequel tend le gigantesque mouvement de l'économie de ce siècle.

En nous plaçant du point de vue d'une formation sociale économiquement supérieure, la propriété privée de certains individus sur le globe terrestre paraîtra aussi absurde que la propriété d'un homme sur un autre homme [259]. Une société entière elle-même, une nation, ou même toutes les sociétés existantes prises en même temps, ne sont pas les propriétaires de la terre. Elles n'en sont que les possesseurs, les usufruitiers, et il leur faut la transmettre aux générations futures après l'avoir améliorée en *bons pères de famille*.

---

dans une certaine mesure futures. Or pour nous, le vrai sujet de l'activité sociale doit être plus vaste même que la société où vivent les hommes de la seule génération présente. En ce sens, le terme de nation exprime, mieux que celui d'Etat, le dépassement vers l'espèce humaine qui outrepasse toute idéologie bourgeoise de pouvoir et de souveraineté juridico-politique, propre aux démocrates.

Par ailleurs, le concept de classe – et de parti de classe – suffit à réfuter l'affirmation que l'Etat représente tous les citoyens vivants.

259 Cf. Marx, *le Capital* III, chapitre 46, in *Werke* t. 23, p. 784.

Nous voyons dans ce court extrait que la nationalisation constitue le dernier type de propriété du sol, une forme transitoire vers l'élimination de tout genre de propriété, tant des moyens de production que des produits du travail, dans la société communiste intégrale.

Programme de transition dans l'agriculture

Ma proposition tendant à créer des coopératives de production sur les domaines de l'État est tout à fait correcte au plan des principes [260]. Au reste, il est tout à fait exact que nous ne devons faire que des propositions qui soient *réalisables* si nous recherchons quelque chose de positif. Néanmoins, il n'est pas nécessaire que nos propositions soient réalisables par le gouvernement existant. Je dirais plus encore : si nous proposons des mesures – comme celle des coopératives - qui sont susceptibles de renverser la production capitaliste, alors ce ne doivent être que des mesures effectivement réalisables, bien que *le gouvernement existant soit tout à fait incapable de les réaliser*…

C'est une mesure que nous devons absolument proposer tant que subsiste la grande propriété foncière, bien que ce soit une mesure que nous devrons réaliser nous-mêmes *lorsque nous serons au pouvoir*. Il s'agit de transférer – d'abord en affermage – les grands domaines aux coopératives gérant la terre elle-même sous la direction de l'État, de sorte que l'État reste propriétaire de la terre [261]…

Ma proposition tend à substituer la production coopérative à celle qui existe. *Il faut donner aux coopératives la terre qui, autrement, serait exploitée de manière capitaliste.*

Marx et moi n'avons jamais douté que – pour passer à l'économie pleinement communiste – la gestion coopérative à une grande échelle constituait une étape intermédiaire. Or, il faudra en prévoir l'organisation de sorte que la société – donc tout d'abord l'État – conserve la propriété des moyens de production afin que les intérêts particuliers des coopératives ne puissent pas se consolider vis-à-vis de la société dans son ensemble.

---

260 Cf. Engels à Bebel, 20-01-1886.

261 On voit ici que le marxisme impose de distinguer soigneusement entre propriété et gestion économique des moyens de production. D'autre part, la formule « étatique » d'Engels ne contredit pas, en fait, celle de la *nationalisation* du sol utilisée par Marx dans le texte précédent : il pense évidemment à la nue propriété transférée à l'Etat *transitoire* de la dictature du prolétariat, afin d'éviter que la terre ne redevienne la propriété d'une classe de producteurs au détriment des autres, et c'est là l'essentiel. La formule de la nationalisation souligne cependant mieux le passage ultérieur des moyens de production à la société.

Quelle est donc notre position en face des petits paysans ? Et comment devons-nous agir à leur égard le jour où le pouvoir sera entre nos mains [262] ?

Premièrement, la formule du programme ouvrier français est absolument juste : nous prévoyons la disparition inéluctable du petit paysan, mais nous ne sommes pas appelés à hâter cette disparition par nos interventions.

Et deuxièmement, il est tout aussi évident que, lorsque nous aurons conquis le pouvoir, nous ne pourrons songer à exproprier par la force les petits paysans (que ce soit avec ou sans indemnité), comme nous serons obligés de le faire pour les grands propriétaires fonciers [263].

---

262 Cf. Engels, *la Question paysanne en France et en Allemagne*, novembre 1894, « Die Neue Zeit », n°10, in *Werke,* t. 22, p. 499, 504, 491, 495.

Il faudrait, au fond, tout un recueil sur les questions de transition dans l'agriculture qui constitue pour le marxisme la branche d'activité fondamentale de toute l'économie, puisque c'est elle qui règle l'alimentation, l'habitation et l'habillement des hommes, et conditionne donc leur reproduction. En outre, avec l'agriculture se pose la question éminemment politique de l'occupation de la terre et de la répartition des hommes dans le monde.

Dans la première phase – nationale – de la révolution, la question paysanne est la clé de la victoire, surtout dans un pays arriéré où les ruraux constituent la grande masse de la population et le muscle de la révolution. Les mesures de transition de la Commune et celles qu'Engels propose ici avantagent plus les alliés petit-bourgeois du prolétariat que celui-ci même, car les ouvriers paient par de lourdes concessions économiques les avantages politiques qu'ils reçoivent en échange *pour le bien de tous ceux qui travaillent*.

Le paysan lui-même ne forme pas une classe et n'a pas une vision historique. Son drame est là : il est lié au capital et à la bourgeoisie par sa propriété et le poids du passé, et il trouve son avantage économique dans le socialisme avec le prolétariat, mais cet avantage exige une vision et un effort qui vont au-delà de l'immédiat – ce qui ne lui vient qu'aux moments de crises sociales, quand il a perdu ses illusions de propriété.

Dans le programme agraire d'Engels, la paysannerie voit son sort considérablement amélioré par rapport à ce qu'il était sous le capitalisme, où le paysan est malmené par le fisc, les banques, les marchands de gros et autres vampires usuriers qui risquent à chaque revers des conditions climatiques de l'exproprier, puisque le paysan individuel ne possède pratiquement aucune marge de réserve pour faire front aux calamités naturelles et sociales qui s'abattent sur lui. L'un des avantages majeurs que le socialisme offre aux paysans, c'est la coopération dans un cadre toujours plus large qui permet 1/ d'éviter la prolétarisation du paysan, c'est-à-dire sa ruine et son envoi en usine et dans les faubourgs ouvriers ; 2/ sa promotion sociale croissante en l'englobant dans des unités de production croissantes, villageoises, puis cantonales, départementales et enfin nationales et sociales, où il rejoint à la fin un niveau combinant activités industrielles, scientifiques et agricoles, en ayant surmonté la division du travail et l'antagonisme entre campagne et ville, entre travail manuel et intellectuel.

263 C'est dans le domaine agraire que l'on s'aperçoit le plus clairement que les mesures de transition vers le socialisme sont de caractère essentiellement éphémères, insuffisantes et intenables par elles-mêmes, mais au contraire se dépassant elles-mêmes et en appelant d'autres. Elles ont pour but non pas de prolétariser le petit paysan, mais de balayer devant lui les obstacles économiques, politiques et sociaux qui circonscrivent sa vision et son

Notre tâche vis-à-vis du petit paysan consiste d'abord à hausser son exploitation et sa possession individuelles au niveau de la coopérative [264]– non par la force, mais en l'y amenant par des exemples et en lui offrant le concours et les ressources de la société. Et ici les moyens ne nous manquent pas pour faire entrevoir au petit paysan des avantages auxquels il est dès aujourd'hui manifestement sensible. Il y a presque vingt ans, les socialistes danois qui, dans tout le pays, ne possèdent qu'une seule vraie ville – Copenhague – de sorte qu'en dehors de celle-ci ils sont réduits à la propagande parmi les paysans, ont élaboré de tels projets. Les paysans d'un village ou d'une paroisse – et il y a bon nombre de grandes fermes isolées au Danemark – devaient réunir toutes leurs terres en un seul grand domaine pour la cultiver à compte commun et partager les produits en proportion

---

champ d'activité à la parcelle étroite de sa terre et l'empêchent d'évoluer lui-même et de participer à la vie et à l'œuvre commune de l'humanité.

En somme, si le point de départ est diamétralement opposé à celui des prolétaires, le point d'arrivée est le même pour tous. Et ce sont ceux qui sont les plus attardés qui en tirent les avantages les plus grands. Le programme agraire montre clairement – et c'est là où il apparaît fondamental – que le socialisme ne sera pas une société de robots qui développe encore plus l'industrie et les villes, le Monstre mécanique tentaculaire. Dans la catastrophe qu'est la crise économique, avec ses guerres et ses révolutions, le prolétariat sera contraint de partir essentiellement de la section qui l'intéresse au premier chef, celle d'où il tire ses moyens de subsistance et où il incorporera au fur et à mesure les acquis de la science et de la technique. C'est hors des villes, à la campagne, que s'opérera le mouvement vers le socialisme qui est « réconciliation de l'humanité avec la nature et, du même coup, avec elle-même ».

264 La mesure de transition proposée ici par Engels ne contredit pas la formule de la *nationalisation du sol* de Marx dans le texte précédent : « Ma proposition tendant à créer des coopératives de production sur les domaines de l'Etat est tout à fait correcte au plan des principes. Au reste, il est tout à fait exact que nous ne devons faire que des propositions qui soient *réalisables* si nous recherchons quelque chose de positif. Néanmoins, il n'est pas nécessaire que nos propositions soient réalisables par le gouvernement existant. Je dirais plus encore : si nous proposons des mesures – comme celle des coopératives - qui sont susceptibles de renverser la production capitaliste, alors ce ne doivent être que des mesures effectivement réalisables, bien que *le gouvernement existant soit tout à fait incapable de les réaliser*…

C'est une mesure que nous devons absolument proposer tant que subsiste la grande propriété foncière, bien que ce soit une mesure que nous devrons réaliser nous-mêmes *lorsque nous serons au pouvoir*. Il s'agit de transférer – d'abord en affermage – les grands domaines aux coopératives gérant la terre elle-même sous la direction de l'Etat, de sorte que l'Etat reste propriétaire de la terre…

Marx et moi n'avons jamais douté que – pour passer à l'économie pleinement communiste – la gestion coopérative à une grande échelle constituait une étape intermédiaire. Or, il faudra en prévoir l'organisation de sorte que la société – donc tout d'abord l'Etat – conserve la propriété des moyens de production afin que les intérêts particuliers des coopératives ne puissent pas se consolider vis-à-vis de la société dans son ensemble » (Engels à Bebel, 20-01-1886).

des terres versées, de l'argent avancé et du travail fourni. Au Danemark, la petite propriété ne joue pourtant qu'un rôle accessoire.

Si nous appliquons cette idée à un pays où règne la propriété parcellaire, nous constaterons qu'en réunissant les lopins et en cultivant ces grandes surfaces suivant les méthodes de la grande culture, une partie de la main-d'œuvre jusqu'alors employée deviendra superflue. C'est précisément dans cette économie de travail que réside l'un des avantages les plus importants de la grande culture. Cette main-d'œuvre pourra être employée de deux façons : ou bien on mettra à la disposition de la coopérative paysanne d'autres terres prises sur de grands domaines voisins ; ou bien on leur fournira les moyens d'adjoindre – autant que possible et de préférence pour leur propre usage – une activité industrielle. Dans les deux cas, on les hausse à une situation économique supérieure et on assure en même temps à l'administration dirigeant la société en général l'influence nécessaire pour faire passer progressivement la coopérative paysanne à une forme supérieure afin de mettre les droits et les devoirs – tant de la coopérative dans son ensemble que de ses membres en particulier – sur le même plan que ceux des autres branches de la grande communauté.

Les mesures dans leur détail nous seront dictées selon les conditions de chaque cas et les circonstances dans lesquelles nous aurons pris le pouvoir. Ainsi, serons-nous peut-être en mesure d'offrir encore d'autres avantages à ces coopératives : reprise par la Banque nationale de la dette hypothécaire générale avec une forte réduction du taux de l'intérêt ; avances de fonds publics pour instaurer une grande exploitation. Ces avances ne consisteront pas nécessairement ou de préférence en argent, mais en produits utiles : machines, engrais, etc. Les avantages peuvent être très divers.

Ce qui importe dans tout cela, c'est de bien faire comprendre au paysan que nous ne pouvons sauver et préserver la possession de leur maison et de leur champ qu'en la convertissant en possession et exploitation coopérative. N'est-ce pas précisément l'exploitation parcellaire dictée par la possession individuelle qui entraîne la ruine des paysans ? S'ils s'accrochent à leur parcelle individuelle, ils seront inéluctablement chassés de leur terre et de leur ferme, car la grande exploitation capitaliste ne peut manquer d'évincer leur mode de production suranné. Voilà comment se présentent les choses dans la réalité – et c'est là où nous intervenons pour offrir aux paysans la possibilité d'instaurer eux-mêmes la grande

exploitation, non en compte capitaliste mais pour leur propre compte commun. Ne serait-il donc pas possible de faire comprendre aux paysans que c'est là leur propre intérêt, que c'est l'unique voie de leur salut ?...

Nous nous plaçons résolument aux côtés du petit paysan – et nous ferons tout ce qui est possible pour rendre son sort plus tolérable, pour lui faciliter la transition à la coopérative, s'il s'y résout, voire pour lui laisser un temps prolongé de réflexion au milieu de sa parcelle s'il n'arrive pas à se décider tout de suite.

Nous agissons de la sorte d'abord parce que nous considérons le paysan travaillant lui-même sa parcelle comme étant virtuellement des nôtres, et ensuite dans l'intérêt même du Parti : plus grand sera le nombre de paysans auxquels nous éviterons la chute effective dans le prolétariat, que nous pourrons gagner à notre cause tant qu'ils sont paysans, plus le révolutionnement de la société sera rapide et facile [265].

---

265 Aujourd'hui que le capitalisme sénile a dégénéré, la transition est plus difficile dans l'agriculture, non seulement parce que les ouvriers salariés et la main-d'œuvre en général en sont chassés, mais encore parce que la mécanisation capitaliste ruine la terre : « Dans l'agriculture, l'effet de l'évincement des travailleurs par les machines est encore plus aigu. Le paysan est remplacé par le journalier, la petite manufacture domestique est détruite dans les campagnes, les antagonismes s'aggravent entre ville et campagne. Le travailleur des champs est éparpillé et affaibli, tandis que les ouvriers des villes sont concentrés – d'où le salaire des journaliers agricoles abaissé au minimum.

En même temps, le sol est pillé. Le couronnement du mode de production capitaliste, c'est qu'*il sape la source de toute richesse : la terre et l'ouvrier* » (Engels, recension du *Capital*, in *Werke*, t. 16, p.287).

L'agriculture sur de grandes surfaces a néanmoins constitué, au début et au milieu du capitalisme, un facteur progressif, parce que la petite agriculture parcellaire, avec ses limitations étroites, n'eût jamais permis de développer la mécanisation, les procédés technologiques, chimiques et physiques modernes, qui permettent indubitablement de nourrir plus rationnellement l'humanité. Cependant, ici encore nous ne retenons comme progrès que le fait d'avoir évincé un *surplus* de population de la terre, et d'avoir augmenté les forces productives *du travail*, et non des machines qui, de nos jours, détruisent le plus souvent davantage qu'elles n'apportent. Il est évident que dès lors que trois ou quatre personnes cultivent à eux seuls une centaine d'hectares, voire plus, la terre ne peut être que saccagée, et l'on constate que « le petit agriculteur est généralement le plus productif. Une étude menée en Argentine, au Brésil, en Colombie, en Equateur et au Guatemala a montré que les petits agriculteurs produisent trois à quatre fois plus par hectare que les grands. En Thaïlande, des terrains de 0,8 à 1,6 hectares produisent au moins 60% plus de riz que des fermes de 56 hectares ou plus. De même, aux Etats-Unis. Pendant deux années seulement, sur les 14 ans de la période de 1960 à 1973, le revenu net agricole à l'hectare a été plus élevé pour les grandes exploitations que pour les entreprises familiales… Les petits agriculteurs ensemencent plus serré que ne le ferait une machine, ils effectuent complètement les mélanges et les rotations des récoltes, ils choisissent une combinaison de cultures et de bétail à forte densité de main-d'œuvre et, surtout, ils tirent le maximum de leurs ressources limitées. » (Fr.M.Lappe et J.Collins, *les Huit mythes de la faim* in *Cérès* n°58, p.26)

Il n'est absolument pas de notre intérêt d'attendre pour cette transformation que la production capitaliste se soit développée partout jusque dans ses dernières conséquences, que le dernier petit artisan, que le dernier petit paysan soient devenus les victimes de la grande entreprise capitaliste. Du point de vue de l'économie capitaliste, les sacrifices matériels que l'on peut faire sur ce plan dans l'intérêt des paysans à l'aide de fonds publics ne peuvent paraître que comme de l'argent jeté par la fenêtre, mais ils sont cependant un excellent placement, car ils économisent un montant dix fois supérieur des frais de réorganisation de la société. Nous pouvons donc agir très libéralement en ce sens avec les paysans. Ce n'est pas le lieu ici d'entrer dans les détails, de faire des propositions précises dans cette voie : il ne peut s'agir ici que de principes généraux.

En conséquence, nous ne pouvons rendre pire service et au Parti et aux petits paysans que de faire des déclarations éveillant même l'impression que nous avons l'intention de maintenir de façon durable la propriété parcellaire. Cela reviendrait à barrer directement la route à la libération des paysans, et à rabaisser le Parti au niveau de l'antisémitisme tapageur. Tout au contraire, notre Parti a le devoir d'expliquer sans trêve ni repos aux paysans que leur situation est sans espoir tant que dominera le capitalisme et qu'il est absolument impossible de préserver la propriété de leur parcelle en tant que telle. En effet, il est certain que la grande production capitaliste submergera leur petite exploitation impuissante et surannée, comme le chemin de fer passe sur la brouette. Si nous agissons de la sorte, nous agirons dans le sens de l'inévitable développement économique – et celui-ci rendra les têtes réceptives à nos paroles [266]…

Cela ne veut pas dire que le communisme reviendra à la petite exploitation agricole, mais qu'il combinera les avantages d'une agriculture sans limites de propriété à celle de l'agriculture humaine au travail de qualité, c'est-à-dire au haut niveau démographique atteint de travail vivant intensif qui utilise toutes les ressources utiles de la science et du savoir-faire - en parvenant même à transmettre aux générations futures une terre améliorée.

266 La petite propriété foncière suscite l'illusion que son propriétaire est dieu et maître sur sa parcelle, et ce rapport se prolonge par-delà les générations. Il semble s'apparenter au privilège des seigneurs, des propriétaires fonciers et des fabricants, la propriété restant attachée à la personne du chef de famille dont « on héritera après la mort ». Son sort est pourtant pitoyable, comme Zola l'a déjà montré.

Dans le *18 Brumaire*, Marx explique que la petite propriété foncière engendre non seulement de graves difficultés *économiques* pour le paysan parcellaire, mais encore le despotisme et le totalitarisme *politiques* d'un Etat centralisé. La liberté parcellaire suscite directement le despotisme administratif : « La petite propriété parcellaire, par sa nature même, sert de base à une bureaucratie toute-puissante et omniprésente. Elle crée sur toute la

Venons-en maintenant aux *paysans plus gros*. Nous trouvons dans cette catégorie – essentiellement par suite d'héritages, mais aussi d'endettements ou de ventes forcées de terres - tout un échantillonnage de formes intermédiaires qui vont du paysan parcellaire au gros paysan possédant son ancienne tenure et quelquefois davantage encore. Quand le *paysan moyen* habite parmi les paysans parcellaires, il n'y a guère de différence entre ses intérêts, ses opinions et les leurs, car il sait de par sa propre expérience que nombre de ses semblables ont sombré dans la masse des petits paysans. Mais il en va tout autrement là où prédominent le moyen et gros paysan, là où l'exploitation requiert en général le concours de valets de ferme et de servantes. Un parti ouvrier se doit évidemment de prendre fait et cause en premier lieu pour les salariés, c'est-à-dire pour *les valets, les filles de ferme et les journaliers*. En conséquence, il s'interdit tout naturellement de faire aux paysans des promesses qui impliquent la persistance de l'exploitation salariée des ouvriers. Or, aussi longtemps que les paysans gros et moyens subsistent en tant que tels, ils ne peuvent se passer de salariés. C'est pourquoi, s'il est simplement stupide de notre part de promettre aux paysans parcellaires de continuer à les laisser végéter en tant que petits paysans, cela confine directement à la *trahison* que de promettre la même chose aux *paysans moyens et gros* [267].

---

surface du pays l'*égalité* des rapports et des personnes et, par conséquent, la possibilité pour un Centre suprême d'exercer une action uniforme sur tous les points de cette masse égale. Elle anéantit les couches aristocratiques, placées comme intermédiaires entre la masse du peuple et ce pouvoir central. Elle appelle donc, de toutes parts, l'intervention directe du pouvoir d'Etat central et l'ingérence des organes directs de celui-ci » (MARX-ENGELS, *Œuvres choisies*, t. 1, éditions du Progrès, 1970, p.502).

267 Dans sa lettre à Fr. A. Sorge, Engels rappelle les circonstances concrètes qui expliquent les concessions excessives que faisaient les partis ouvriers allemand et français à la paysannerie : « Sur le continent, au fur et à mesure des succès, on voit augmenter l'envie de succès plus grands encore – et attraper les paysans devient, au sens littéral du terme, une mode. D'abord, les Français déclarent à Nantes, par la bouche de Lafargue, non seulement ce que je leur avais écrit, à savoir que nous n'avions pas vocation d'accélérer la ruine des petits paysans en intervenant directement, mais ils sont allés encore plus loin en déclarant qu'il faut protéger directement les petits paysans contre le fisc, et même les usuriers et grands propriétaires fonciers. Or, nous ne pouvons pas accepter cela, parce que c'est premièrement une bêtise, et deuxièmement une impossibilité » (10-11-1894).

A Lafargue, Engels écrivait le 22-08-1894 : « En général, les conceptions des deux partis ouvriers (allemand et français) sont les mêmes, à cela près que vous, les révolutionnaires intransigeants d'antan, vous penchez maintenant un peu plus vers l'opportunisme que les Allemands, qui n'appuieront probablement aucune mesure pouvant servir à maintenir ou à préserver la petite propriété paysanne face à l'action dissolvante du capitalisme. De l'autre côté, on sera d'accord avec vous que ce n'est pas notre tâche d'accélérer ou de forcer cette action dissolvante, et que l'important, c'est le regroupement des petits propriétaires en associations coopératives agricoles en vue d'une culture en commun et en grand ».

Nous pouvons de nouveau établir ici un parallèle avec les artisans des villes. Certes, ils ont été le plus souvent plus vite ruinés encore que les paysans, mais il en reste toujours qui emploient non seulement des apprentis, mais encore des ouvriers ou qui font faire à leurs apprentis un travail d'ouvrier. Ceux des petits patrons qui veulent éternellement rester patrons peuvent bien aller chez les antisémites jusqu'à ce qu'ils soient arrivés à la conviction qu'il n'y a pas non plus pour eux de salut de ce côté-là. Les autres qui ont reconnu l'inévitabilité de leur disparition viennent à nos côtés, mais sont prêts aussi à partager à l'avenir le sort qui attend tous les autres ouvriers. Il n'en va pas autrement des paysans grands ou moyens. Il va de soi que leurs valets, leurs servantes et leurs journaliers nous intéressent plus qu'eux-mêmes. Si ces paysans nous demandent de leur garantir le maintien de leur exploitation, nous ne pouvons rien faire pour eux. Leur place est chez les antisémites, les ligues paysannes et autres partis de ce genre qui se font un plaisir de leur promettre tout ce qu'ils veulent sans rien tenir.

Au plan économique, nous avons la certitude que les paysans moyens ou grands succomberont immanquablement à la concurrence que leur font les grands entrepreneurs capitalistes et les producteurs de blé bon marché d'outre-mer – comme en témoignent l'endettement croissant et le déclin évident de toute cette couche de paysans. Nous ne pouvons rien opposer à ce déclin, si ce n'est proposer la réunion des biens en entreprises coopératives qui élimineront de plus en plus le salariat. Celles-ci pourront progressivement introduire l'évolution en branches aux mêmes droits et aux mêmes devoirs de la *grande coopérative nationale de production* [268].

Sur l'importance décisive de la question paysanne, sur l'évolution des partis ouvriers du siècle dernier – et leur faillite ultérieure – cf. Marx-Engels, *la Social-démocratie allemande*, Ed. 10/18, 1975, chapitre *Violence et question paysanne*, p.301-339.

268 Certains contradicteurs de Marx lui ont opposé que ses thèses sur l'expropriation, la concentration et la centralisation croissante du capital étaient niées par la survie massive dans l'agriculture de la petite et moyenne propriété gérée par la famille, et la diminution du nombre de journaliers agricoles dans les pays développés. Or, la thèse de Marx est précisément inverse. Ces phénomènes ne se vérifient que dans l'industrie qui les contrecarre dans l'agriculture, car le secteur prédominant du capitalisme est la production industrielle qui ne pousse au progrès de l'agriculture que pour autant qu'il la dépouille de matières premières, de forces de travail, de moyens de subsistance, etc. Or, cela ne peut donner une solution à la question agraire ; l'agriculture elle-même, si elle profite des progrès techniques, ne le fait pas à sa manière mais est industrialisée, mécanisée, chimisée, amortie et autres barbarismes tout autres que linguistiques. Tant que le mercantilisme et l'argent domineront la société et régleront les échanges entre les secteurs de la production, le déséquilibre entre ville et campagne ne fera que s'exaspérer : même la nationalisation de la terre serait incapable de *ré-*

Si ces paysans admettent que la ruine de leur mode de production actuel est inévitable et s'ils en tirent les conséquences nécessaires, ils viendront vers nous, et ce sera à nous de leur faciliter – autant que cela nous sera possible – la transition au mode de production nouveau. Sinon, il faudra les abandonner à leur sort – et nous, nous devrons nous adresser à leurs salariés qui entendront nos appels. Il est probable que là aussi nous pourrons éviter une expropriation par la voie brutale et, pour le reste, nous pouvons compter sur le développement économique pour ouvrir à la raison ces têtes un peu plus dures.

Les choses ne seront d'une simplicité parfaite qu'en ce qui concerne la *grande propriété foncière*. Il s'agit là d'une entreprise capitaliste sans fard, et il n'y a pas lieu d'avoir à son encontre des scrupules quelconques. Nous y trouvons une masse de prolétaires agricoles – ce qui rend très clair notre devoir. Dès que notre Parti tiendra les rênes du pouvoir, il aura tout bonnement à exproprier les grands propriétaires fonciers, tout comme les grands industriels. Que cette expropriation se fasse avec ou sans indemnité, c'est ce qui ne dépend pas tant de nous mais des conditions dans lesquelles nous parviendrons au pouvoir – et surtout de la position que prendront messieurs les grands propriétaires eux-mêmes. Nous ne considérons pas qu'une indemnité soit en toute occurrence inadmissible. Je ne sais combien de fois Marx m'a dit qu'à son avis nous résoudrions cette question à moindre frais si nous pouvions acheter toute cette bande [269] ! Mais cela ne nous intéresse pas ici.

---

soudre la question, car elle continuerait de laisser subsister la rente pour ne l'attribuer qu'à l'Etat. La nationalisation de la terre ne peut être appliquée, comme mesure de transition éphémère à l'échelle historique, que par le socialisme qui *fondra en un seul creuset tout l'appareil productif*, en détruisant l'éparpillement et l'autonomie des entreprises – ce qui est le seul moyen de socialiser toutes les branches de l'économie, d'abolir l'antagonisme entre le développement industriel et agricole. Dans un pays arriéré, les mesures de transition ne peuvent que se fixer ce but lointain, en s'efforçant de rendre par la nationalisation les évolutions contraires un peu moins antagoniques. Mais cela ne suffit pourtant pas à empêcher le drame du ciseau des prix avec la lutte de classes dans les campagnes.

En somme, le capitalisme explosera précisément parce que s'il parvient à faire progresser presqu'à l'infini les forces productives dans l'industrie, il n'arrive qu'à ruiner toujours davantage la terre et à nourrir plus mal l'ensemble de l'humanité. Et ce n'est pas la survivance de la petite et moyenne propriété qui permet de pallier à ces maux – elles sont le témoignage vivant de cet échec.

269 Ainsi, indemniserions-nous avec plaisir messieurs les propriétaires fonciers et capitalistes pour leur propriété (patrimoine) de la terre et des moyens de production, sachant que le chiffre d'affaires réalisé avec ce « capital » est vingt fois supérieur en moins d'une génération. Mais c'est précisément pour cela qu'ils ne l'accepteront pas, ou qu'ils feront mine de le *vouloir* quand la révolution aura déjà pris le pouvoir en main par la violence. Le révolu-

Les grands domaines ainsi rendus à la collectivité devraient être remis aux ouvriers agricoles qui d'ores et déjà les cultivent : ils s'organiseraient en coopératives en vue de leur utilisation sous le contrôle de la collectivité. Nous n'avons pas encore à déterminer aujourd'hui les modalités précises sous lesquelles cela s'opérera.

En tout cas, la transformation de l'entreprise de capitaliste en sociale est ici entièrement préparée et peut être réalisée du jour au lendemain, exactement comme dans les fabriques de M. Krupp ou de M. de Stumm, par exemple. Or, l'exemple de ces coopératives agricoles démontrerait même aux derniers paysans parcellaires encore hésitants, et peut-être aussi à maints gros paysans, combien est avantageuse la grande exploitation coopérative.

Dans ce cas, nous pouvons donc faire entrevoir aux prolétaires agricoles une perspective au moins aussi brillante qu'à ceux de l'industrie. Et ce n'est donc qu'une question de temps – et même de temps très court – que de conquérir les ouvriers agricoles de la Prusse orientale. Or, quand nous aurons gagné les ouvriers agricoles de l'Est de l'Elbe, le vent tournera complètement dans *toute* l'Allemagne, puisque le demi servage de fait des ouvriers agricoles de l'Est de l'Elbe est le principal fondement du régime des hobereaux prussiens, et avec lui de l'hégémonie spécifique de la Prusse en Allemagne…

Voyons un peu les considérants du programme du Parti ouvrier français, et d'abord la phrase qui dit que la liberté des producteurs implique la possession des moyens de production [270]. Disons tout de suite qu'il faut préciser que celle-ci

---

tionnaire le plus radical ne craint donc pas de faire la proposition suivante : « Vous autres bourgeois jouisseurs, allez donc dans une île de rêve avec vos lèche-culs (qui ne manquent pas) et vous ferez la fête à nos frais, jusqu'à ce qu'à l'instar des classes aristocratiques vous cessiez vous-mêmes de vous reproduire ! »

270 Cette dernière précision d'Engels permet d'éviter une erreur grave, mais hélas fort répandue, à savoir que chaque producteur devrait entrer en possession de ses propres moyens de production, dont la terre, ce qui nous ramènerait à la parcellarisation totale de la terre et à la revendication de tout le produit du travail à chaque travailleur, comme le voulaient Proudhon et Lassalle, en somme à l'égalitarisme diffus et propriétaire des anarchistes, soit au nivellement et non à l'abolition des classes. C'est ce qu'Engels précisait à Carlo Cafiero, le 28-07-1871 : « Il n'y a pas un homme au Conseil général de l'A.I.T. qui ne soit pas pour l'abolition des *classes sociales*, et il n'existe pas un seul document du Conseil général qui ne soit pas en accord avec cela. Nous devons nous affranchir des propriétaires fonciers et des capitalistes, en leur substituant les classes, alliées, des ouvriers de l'industrie et de l'agriculture et en les poussant à s'emparer de tous les moyens de production : terre, outillage, machines, matières premières et moyens leur permettant de subsister durant le temps

n'est possible que sous deux formes : ou bien comme propriété individuelle, mais cette forme n'a jamais ni nulle part été générale pour tous les producteurs et le progrès industriel la rend de plus en plus impossible ; ou bien comme propriété collective, dont les conditions matérielles et intellectuelles ont d'ores et déjà été créées par le développement même de la société capitaliste. C'est dire qu'il faut conquérir par la lutte la propriété COLLECTIVE des moyens de production en mettant en œuvre tous les moyens à la disposition du prolétariat.

Il faut donc revendiquer ici la possession collective des moyens de production comme seul but essentiel de notre lutte. Le terrain y est préparé non seulement dans l'industrie, mais encore dans l'agriculture. Le programme lui-même admet que la propriété individuelle ne s'est jamais ni nulle part étendu à tous les producteurs. C'est justement pour cette raison et parce qu'au surplus le progrès de l'industrie la fait disparaître que le socialisme n'a pas intérêt à la maintenir, mais à la voir disparaître. En effet, là où elle existe et dans la mesure où elle existe, elle rend la propriété commune impossible.

La possession des moyens de production par les producteurs isolés ne confère plus de nos jours à ceux-ci une véritable liberté. L'artisanat est déjà ruiné dans les villes ; dans les grands centres comme Londres, il a même déjà complètement disparu, remplacé par la grande industrie, le système du travail en commandite et les misérables parasites qui vivent de la banqueroute des autres. Le petit paysan qui cultive à son compte n'a ni la possession assurée de son lopin, ni la liberté. Tout comme sa maison, sa cour, ses quelques champs, il appartient à l'usurier ; son existence est moins assurée que celle du prolétaire salarié qui peut avoir par-ci par-là des journées de tranquillité, ce qui n'arrive jamais au paysan esclave des dettes. Supprimez l'article 2102 du Code civil sur les saisies, garantissez par la loi une réserve insaisissable d'instruments aratoires, de bétail, etc., vous ne pourrez le garantir d'une situation où il sera contraint de vendre « librement » son bétail, de se vendre corps et âme à l'usurier et d'être content d'acheter ainsi un quart d'heure de grâce. Votre tentative de protéger le petit paysan dans sa propriété privée ne protège pas sa liberté, mais simplement la forme particulière de sa servitude ; elle prolonge une situation dans laquelle il ne peut ni vivre ni mourir. La référence du premier paragraphe [qui dit que « les producteurs ne sauraient être

---

nécessaire à la production. C'est ainsi que l'on doit abolir l'inégalité. Et pour mener cette œuvre à son terme, nous avons besoin du pouvoir politique du prolétariat ».

libres qu'autant qu'ils sont en possession des moyens de production »] de votre programme est donc ici tout à fait déplacée.

D'après l'exposé des motifs, le moyen de production, à savoir le sol, se trouverait actuellement en France possédé encore à titre individuel par les producteurs eux-mêmes dans bien des régions, et le rôle du socialisme ne serait pas de séparer la propriété du travail, mais au contraire de réunir dans les mêmes mains ces deux facteurs de toute production.

Nous avons déjà fait remarquer que, sous cet aspect général, ce n'est aucunement le rôle du socialisme ; bien au contraire, sa tâche consiste à remettre les moyens de production aux producteurs *à titre collectif*. Si nous perdons cela de vue, la formule selon laquelle le socialisme ne doit pas séparer la propriété du travail nous conduit à l'erreur suivante : croire que le socialisme est appelé à transformer l'actuelle propriété illusoire du petit paysan en propriété véritable, c'est-à-dire à transformer le petit métayer en un propriétaire et le propriétaire endetté en un propriétaire désendetté. Ce n'est pas du tout de cette façon que le socialisme est intéressé à ce que la fausse apparence de la propriété paysanne disparaisse…

Comme il est facile et agréable de se laisser aller dès que l'on s'est mis soi-même sur une pente glissante ! Or, si les paysans allemands grands et moyens venaient prier les socialistes français d'intercéder en leur faveur auprès du Comité directeur du Parti socialiste allemand pour que le parti les protège lorsqu'ils exploitent leurs journaliers et leurs domestiques, en invoquant « l'exploitation dont ils sont eux-mêmes victimes » de la part des usuriers, des percepteurs, des spéculateurs en blé et des marchands de bestiaux – que leur répondraient-ils ? Et qui empêchera que nos grands propriétaires fonciers ne leur envoie aussi le comte Kanitz [271] (lequel d'ailleurs a déposé un projet analogue au leur, tendant à la nationalisation de l'importation des céréales) pour leur demander que les socialistes les protègent quand ils exploitent les ouvriers agricoles, en se fondant sur « *l'exploitation dont ils sont eux-mêmes victimes* » de la part des spéculateurs de la Bourse, de la rente ou des céréales ?…

271 Représentant des grands propriétaires fonciers au Reichstag.

Je nie carrément que le Parti ouvrier d'un quelconque pays doive admettre dans ses rangs, outre les prolétaires ruraux et les petits agriculteurs, les paysans gros ou moyens ou encore les fermiers des grands domaines, les éleveurs de bestiaux et les autres capitalistes qui font valoir le sol national. J'admets que tous, ils considèrent la féodalité terrienne comme leur ennemi commun, que nous soyons en accord avec eux dans certaines questions, que nous combattions à leurs côtés pendant un certain temps pour des buts définis. Cependant, si nous pouvons admettre dans notre Parti des individus de toute classe de la société, nous ne pouvons tolérer des GROUPES D'INTERETS capitalistes, pas plus moyens paysans que moyens bourgeois [272].

Les *ouvriers agricoles salariés* forment la classe la plus nombreuse partout dans les campagnes où la grande et moyenne propriété foncière prédomine [273]. Il en est ainsi dans toute l'Allemagne du Nord et de l'Est – et c'est *là que les ouvriers industriels des villes trouvent leur allié naturel le plus nombreux*. Le grand propriétaire foncier ou le grand fermier a les mêmes rapports avec l'ouvrier agricole que le capitaliste avec l'ouvrier industriel. Les mêmes mesures qui aident l'un doivent aider l'autre. Les ouvriers industriels ne peuvent s'émanciper qu'en transformant le capital des bourgeois – c'est-à-dire les matières premières, les machines et les outils, les moyens de subsistance, indispensables à la production – en propriété de la société, soit en leur propriété utilisée par eux en commun. De même les ouvriers agricoles ne peuvent être délivrés de leur abominable misère que si, avant tout, l'objet principal de leur travail – la terre – est arrachée à la pro-

---

272 Le Parti ouvrier, anticipant l'évolution vers le communisme qui correspond à l'intérêt de tout homme et qui *peut* donc être l'aspiration de l'homme de n'importe quelle classe, peut accueillir dans ses rangs des transfuges de toute classe dès lors qu'ils veulent lutter pour réaliser le but communiste. En revanche, le Parti ne peut accepter d'admettre des groupes d'individus représentant des intérêts économiques séparés, particuliers, qui impliquent la propriété de groupes, d'entreprises ou d'associations de producteurs privant le reste de l'humanité de l'accès à l'objet de cette propriété.

Engels ne sous-estime pas les difficultés que pose l'afflux de petits paysans dans le parti prolétarien : « Leur adhésion est la preuve que le prolétariat est devenu en fait la classe dirigeante. Mais, comme ils viennent avec des idées et des vœux petit-bourgeois et paysans, il ne faut pas oublier que le prolétariat compromettrait inconsidérément son rôle de direction historique s'il faisait des concessions à ces idées et vœux » (Engels à Bebel, 24-11-1879).

273 Cf. Engels, *Préface* à la seconde édition de *la Guerre des Paysans* (1874), in *Werke*, t. 16, p.399-400.

priété privée des grands paysans et des seigneurs féodaux plus gros encore, pour être transformée en propriété sociale et cultivée en compte commun par les coopératives d'ouvriers agricoles. Et nous retrouvons ici la célèbre résolution du congrès ouvrier international de Bâle [274] qui proclame que la société a intérêt à transformer la propriété foncière en propriété collective, nationale. Cette résolution a été prise surtout pour les pays où existe la grande propriété foncière et, partant, l'exploitation de vastes domaines avec un seul maître et de nombreux salariés. Or, cette situation prédomine toujours dans l'ensemble en Allemagne – et c'est pourquoi la résolution en question était *particulièrement appropriée pour l'Allemagne*, outre l'Angleterre [275].

Le prolétariat des champs, les salariés agricoles constituent la classe où se recrutent, dans leur grande masse, les armées des souverains. C'est la classe qui, en vertu du suffrage universel, envoie maintenant au Parlement toute cette foule de féodaux et de hobereaux; mais c'est aussi la classe qui est la plus proche des ou-

---

274 Les délégués du Conseil général dirigé par Marx firent approuver au Congrès de Bâle du 10 septembre 1869 la résolution suivante relative à la propriété foncière :

« 1. La société a le *droit d'abolir* la propriété privée du sol et de la convertir en propriété collective ;

2. C'est une *nécessité* d'abolir la propriété privée du sol et de la convertir en propriété collective. »

Le mot même de *propriété* ne se conçoit qu'avec l'épithète *privée*, et peu importe aux communistes ou collectivistes que cette propriété privée soit de personnes, de groupes ou de classe, etc. puisque ce caractère privatif exclut tout le reste de l'humanité du droit de disposer de cet objet de propriété, sinon en donnant quelque chose en échange – ce qui réintroduit le mercantilisme. Pour la propriété de la terre, la chose est plus évidente du fait que sa caractéristique est la *clôture* qui cerne le domaine (mot qui donne aussi bien domo, la maison, que domination) qu'on ne traverse pas sans le consentement du propriétaire. En somme, propriété privée signifie que le non-propriétaire est privé de la faculté d'y entrer. Or, toute la démonstration de Marx-Engels dans les textes reproduits ci-dessus est précisément de mettre en lumière la thèse communiste suivante : quel que soit le sujet du droit de propriété, personne privée ou personne morale collective, le caractère de *privation* survit pour tous les autres humains.

Toute la difficulté pour ce qui concerne les mesures de transition vers le socialisme, c'est-à-dire l'abolition de toute propriété (privée), c'est de bien saisir que l'on n'y parvient qu'en haussant la propriété privée des personnes à un niveau d'entités sociales (État, nation, etc.) pour aboutir à son abolition finale dans le communisme supérieur. Toutes ces formes de propriété supérieures aux précédentes ne sont après tout que des points de passage, l'important étant dans le mouvement et non dans ces points fixes.

275 Pour ce qui concerne la France où la petite propriété parcellaire du sol prévalait alors encore largement, Engels avait proposé des mesures de transition concrètes : cf. supra, extraits de *la Question paysanne en France et en Allemagne.*

vriers industriels des villes, qui partage avec eux les mêmes conditions d'existence, qui est dans une misère plus profonde même que la leur. Cette classe est impuissante parce qu'elle est émiettée et dispersée; mais le gouvernement et l'aristocratie en connaissent si bien la force cachée qu'ils laissent à dessein dépérir les écoles afin qu'elle reste ignorante [276]. La *tâche la plus urgente et la première du mouvement ouvrier allemand* est de rendre cette classe vivante et de l'entraîner dans le mouvement. Le jour où la masse des ouvriers agricoles aura compris ses propres intérêts, un gouvernement réactionnaire, féodal, bureaucratique, ou bourgeois sera impossible en Allemagne.

---

276 Cette vieille ficelle, bien connue des classes dominantes d'hier et d'aujourd'hui, est pour le moins à courte vue et double tranchant. On peut lire dans un texte de 1921 du Parti communiste d'Italie sur *la Question agraire*, à propos de ces prolétaires agricoles : « Leurs conditions de vie loin des grands centres les ont rendus moins perméables à la culture que les masses urbaines; or, c'est justement ce qui les rend plus combattifs et plus enthousiastes dans les actions de classe, et certaines formes de dégénérescence qui frappent, dans ces grands centres, le système du salariat, les ont moins atteints. Rien n'entache leur figure modèle de soldats de l'avant-garde révolutionnaire». Cf. *La Question agraire*, série d'articles parus en juin-juillet 1921 dans *Il Comunista* de Milan. Trad. fr. in *le Fil du Temps* n° 2, p. 67-73.

III. TRANSITION ÉCONOMIQUE À LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

2. Vers l'abolition des classes

Éloge funèbre du capitalisme

Retour à la table des matières

Ce qui est de la plus-value pour le capital est, pour l'ouvrier, du surtravail au-delà de ses besoins immédiats, nécessaires à le faire vivre en tant qu'ouvrier. Le grand rôle historique du capital est de *produire ce surtravail*, temps superflu du point de vue de la simple valeur d'usage, de la simple subsistance [277].

Le capital a accompli sa fonction historique lorsque, d'une part, les besoins sont assez développés pour que le surtravail, en sus de ce qui est nécessaire, soit devenu lui-même un besoin général et découle des besoins de l'individu lui-même ; et d'autre part, que le zèle au travail, imposé par la sévère discipline du capital aux générations successives, soit devenu le bien commun de l'humanité nouvelle[278] ; enfin, que les forces productives du travail, dont le capital accélère le progrès à coups de fouet dans sa frénésie d'enrichissement sans limite et dans les conditions qu'il pouvait seul réaliser, soient développées au point que la ri-

277 Cf. MARX, *Grundrisse*, Ed. 10/18, tome 2, p.108-109.

278 En somme, le procès de socialisation de l'homme qui commence avec le capitalisme, une fois dissous les rapports de production parcellaires où l'individu est libre, égal et autonome, est essentiellement disciplination par la dictature de classe. Ici aussi, Marx reconnaît les mérites historiques du capital bien qu'il dénonce l'aggravation de l'exploitation du producteur, du fait qu'une classe vit aux dépens du travail de l'autre.

La société communiste implique un degré élevé de maîtrise de l'homme par lui-même, puisqu'il remplacera la dictature de l'argent et des besoins urgents nés de l'absence de réserves, qui pousse le pauvre à se soumettre lui-même aux conditions autoritaires du capital, par la libre association des producteurs qui devront donc faire preuve d'un sens social élevé, développé d'ailleurs au cours des épreuves de la transition au socialisme.

chesse générale exige : 1/ que la société tout entière se fixe un temps de travail moindre ; 2/ que l'humanité travailleuse ait instauré un procès scientifique en vue de sa reproduction sans cesse croissante, dans une plénitude toujours plus grande. Autrement dit : l'homme ne fera plus les travaux que les machines, etc. peuvent faire à sa place.

Le capital et le travail ont un rapport semblable à celui de l'argent et de la marchandise : l'un est la forme générale de la richesse, l'autre est uniquement la substance pourvoyant à la consommation immédiate. Dans sa course éperdue à la forme générale de la richesse, le capital pousse le travail au-delà des limites de ses besoins naturels et crée de la sorte les éléments matériels pour le développement d'une individualité riche, aussi universelle dans sa production que dans sa consommation, et dont le travail n'apparaît plus comme travail, mais comme plein développement de l'activité : sous sa forme immédiate, la nécessité naturelle y a disparu, parce qu'à la place du besoin naturel a surgi le besoin produit historiquement. C'est pourquoi, le *capital est productif*, autrement dit, il est *un rapport essentiel au développement des forces productives sociales*. Mais il cesse de l'être à partir du moment où le développement de ces forces productives trouve une barrière dans le capital lui-même [279].

[279] Ce passage tire les conclusions de la victoire écrasante du capital fixe sur le travail vivant. Désormais le monstre froid a éliminé la base économique de toutes les classes. Tout le progrès antérieur est condensé dans l'anonyme et impersonnel capital fixe qu'il s'agit de dissoudre afin que l'homme reconquière les résultats technologiques des générations passées.

Le moyen en est simple : il faut détruire le mercantilisme qui organise le capital sur la base de l'entreprise autonome qui exploite à son profit le travail du passé et du présent sur la base d'une division du travail surannée et aux dépens des forces productives vivantes. Du même coup s'effondre tout le réseau aliéné des entreprises privées qui enserre le capital fixe, cependant que le travail vivant, émancipé par la conquête du pouvoir politique, retrouve libre accès et initiative dans le procès de travail désormais universalisé au profit de l'épanouissement de l'homme.

Vers l'élimination du travail salarié

Dans la mesure où la période de rotation est déterminée par la longueur de la période de travail, elle est déterminée – toutes choses égales d'ailleurs – par la nature matérielle du procès de production : elle ne l'est donc pas par le caractère social spécifique de celui-ci. [280] Cependant, en système de production capitaliste, des opérations assez étendues et d'assez longue durée entraînent des avances de capital-argent plus importantes, pour un temps plus long. Dans de telles sphères la production dépend donc des limites dans lesquelles le capitaliste individuel dispose de capital-argent. Cette barrière est enfoncée grâce au crédit et au système d'association qui va de pair avec lui, par exemple les sociétés par actions. Des perturbations sur le marché de l'argent paralyseront en conséquence de telles affaires, tandis que de leur côté celles-ci provoqueront à leur tour des perturbations sur le marché de l'argent.

Sur la base d'une production socialisée, il y a lieu de déterminer à quelle échelle ces opérations, qui pour un temps assez long prélèvent force de travail et moyens de production sans fournir pendant ce temps d'effet utile sous forme de produit, pourront être exécutées sans nuire aux branches de production qui ne se bornent pas, d'une façon continue ou plusieurs fois par an, à prélever de la force de travail et des moyens de production, mais fournissent aussi des subsistances et des moyens de production.

Tant dans la production socialisée que dans la production capitaliste, les ouvriers des secteurs à périodes de travail relativement courtes ne prélèveront des produits, sans fournir d'autres produits en retour, que pour des temps relativement courts ; par contre, dans les branches à longue période de travail, ils prélèveront continuellement des produits pour un temps assez long, avant de restituer quelque chose. Ce fait découle des conditions matérielles de chaque procès de travail, et non de la forme sociale de celui-ci. Dans la production socialisée, le capital monétaire est éliminé. La société elle-même répartira alors la force de travail et les

---

[280] Cf. MARX, *le Capital* II, in *Werke,* t. 24, p.357-358.

moyens de production entre les diverses branches d'activité [281]. Les producteurs pourraient, le cas échéant, recevoir des bons leur permettant de prélever sur les réserves de consommation de la société des quantités correspondant à leur temps de travail. Mais ces bons ne seraient pas de l'argent, puisqu'ils ne circulent pas [282].

Supposons d'abord que l'on réduise le salaire à son fondement général, à savoir à la fraction du propre produit du travail qui entre dans la consommation in-

---

281 C'est du mécanisme même de la production socialisée que Marx tire maintenant ses déductions sur l'abolition progressive du salariat et donc de la classe prolétarienne elle-même. Le pouvoir étant entre les mains du prolétariat dans un pays développé, toute la production va à la collectivité : les bons de travail valables pour très peu de temps correspondent aux besoins courants du travailleur, tandis que la société transfère les richesses, moyens de production, matières premières, etc. vers les diverses branches d'industrie sans plus tenir compte de leur valeur d'échange monétaire.

Avec l'élimination de l'argent, ont pris fin les rapports de production à l'échelle sociale qui engendraient les classes des bourgeois industriels et financiers, des propriétaires fonciers et des petits bourgeois : tout le monde est obligé de travailler productivement pour vivre. Dès lors, le travail lui-même est en partie émancipé, la *valeur-travail* étant d'emblée remplacée DANS LA PRODUCTION par le *travail-utilité*. En effet, même si un article n'est pas rentable au sens où l'entend le capital – avec sa frénésie des coûts de production les plus bas possibles qui le pousse à remplacer la laine, trop chère, par du coton, puis du nylon, etc. – il sera produit si les forces productives le permettent, même s'il faut plus de travail pour le produire : il est utile. Les bons de travail ne sont plus de l'argent : le principe d'équivalence qui y prévaut s'effectue dans la distribution et la consommation limitée aux besoins personnels du travailleur. Son abolition est déjà en bonne voie : elle est irréversible. Sa raison d'être est que les forces productives ne créent pas encore assez d'abondance et qu'il faut contingenter encore un dernier secteur économique. Un simple développement de la production en aura donc raison.

282 Les bons de travail ne rémunèrent plus que les travailleurs individuels dans le secteur des produits finis de la *consommation* directe. Déjà une grande partie des besoins humains est couverte sans égard à la contribution au travail (subsistance des vieux, des enfants, des malades, soins de santé, école, transports en commun, etc.) et cette sphère de la consommation gratuite s'élargit sans cesse à des articles nouveaux, réduisant de plus en plus la sphère d'emploi des bons de travail eux-mêmes.

Or, dès que la société détermine la production selon les besoins et les utilités, d'abord les plus fondamentaux et les plus universels, puis de plus en plus subtils et tournés vers l'épanouissement de l'homme, cette production elle-même peut être planifiée rigoureusement, sans que des articles fondamentaux soient négligés ni que le luxe et le clinquant passent au premier plan parce qu'ils vont aux classes dont les revenus sont les plus élevés. Le consommateur ne déterminera plus d'après ses caprices ou sa fantaisie les produits dont il a besoin : la valeur d'usage lui sera attribuée dans les conditions les meilleures – et il s'occupera de choses plus graves. Le grand résultat de l'abolition de la monnaie, avec l'assignation des produits utiles dans un premier temps, est que la société n'a plus à passer par l'intermédiaire arbitraire de l'argent et de son corollaire le marché « libre » (pour les privilégiés) : elle est dès lors en mesure de faire un plan de production en fonction des utilités qu'elle est en mesure de produire.

dividuelle de l'ouvrier [283]. On débarrassera d'abord cette part de ses entraves capitalistes pour l'étendre au volume de la consommation permis, d'un côté par les forces productives existantes d'une société (c'est-à-dire la force productive sociale de son propre travail en tant que travail véritablement social), et exigé, de l'autre, par le plein épanouissement de l'individu ; ensuite, on ramènera le surtravail et le surproduit à la quantité exigée, dans les conditions données de la production de la société, d'une part pour constituer un fonds d'assurance et de réserve, d'autre part pour étendre continuellement la reproduction selon le degré déterminé par les besoins sociaux ; et enfin, on englobera, premièrement dans le travail nécessaire et deuxièmement dans le surtravail, la quantité de travail que les membres valides de la société doivent, en toute occurrence, accomplir pour les membres qui ne peuvent pas encore ou ne peuvent plus travailler – bref, on dépouillera le salaire aussi bien que la plus-value, le travail nécessaire aussi bien que le surtravail, de leur caractère spécifiquement capitaliste, de sorte que ces formes disparaîtront du même coup et qu'il ne subsistera plus que leurs fondements communs à tous les modes sociaux de production : le travail.

283 Cf. MARX, *le Capital* III, section VII, chapitre 50, in *Werke*, t. 25, p.883.

Ce passage est remarquable, parce qu'il condense en quelques points le mode économique pour abolir les classes, en deux temps : 1/ ramener tous les revenus à celui du travail, en supprimant donc le profit, la rente, etc. et les classes qui en vivent ; 2/ dépouiller le travail de son caractère salarial, en entamant de la sorte l'abolition du prolétariat lui-même.

Extrait des longues et minutieuses études économiques du *Capital*, il révèle de manière éclatante l'intention de Marx : en tirer le programme de transition à la société communiste – et de fait, cette page représente la synthèse de son exposé de la *Critique du Programme de Gotha.*

III. TRANSITION ÉCONOMIQUE À LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

3. Critique du programme de Gotha

Stades du communisme inférieur et supérieur

I [284]

1. « *Le travail est la source de toute richesse et de toute culture, et comme le travail utile n'est possible que dans et par la société, le fruit du travail appartient intégralement, en vertu d'un droit égal, à tous les membres de la société* ».

PREMIERE PARTIE DU PARAGRAPHE : « *Le travail est la source de toute richesse et de toute culture* ».

Le travail *n'est pas la source* de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (et c'est bien de cela qu'est constituée la richesse matérielle !) que le travail, qui n'est d'ailleurs que l'expression d'une force naturelle – de la force de travail humaine.

La phrase ci-dessus se trouve dans tous les abécédaires, et elle n'est correcte qu'à condition d'*entendre* que le travail opère en liaison étroite avec ses objets et ses moyens. Toutefois, un programme socialiste ne saurait permettre à cette phraséologie bourgeoise de passer sous silence les conditions qui, seules, peuvent lui

---

284 Cf. MARX, Gloses marginales au Programme du Parti ouvrier allemand, 1875, in Werke, t. 19, p.15-32.

Dans ce texte, Marx part des thèses erronées des partisans de Lassalle pour leur opposer la vision communiste du socialisme scientifique. En dépit de son caractère polémique, qui complique un peu l'exposé du passage au stade supérieur du communisme, le lecteur suivra le fil du raisonnement. Cette manière de procéder en *niant pour définir* permet de distinguer la position de Marx de toutes les falsifications ou banalisations qui ont cours depuis un siècle et n'ont fait que s'aggraver.

donner un sens. Ce n'est que pour autant que l'homme se conduit d'emblée en propriétaire vis-à-vis de la nature, cette source première de tous les moyens et matériaux de travail, et la traite comme lui appartenant que son travail devient source de valeurs d'usage, donc aussi de la richesse [285]. Les bourgeois ont de bonnes raisons pour attribuer au travail cette *puissance de création surnaturelle* ; car c'est précisément quand le travail est soumis aux exigences de la nature que l'homme dépouillé de toute autre propriété que sa force de travail sera nécessairement, dans toutes les sociétés et civilisations, l'esclave d'autres hommes qui se sont rendus *propriétaires des conditions objectives du travail*. Il ne peut travailler - et vivre par conséquent - qu'avec leur permission.

Maintenant, si nous prenons la phrase telle quelle, ou plutôt boiteuse comme elle est, on devrait normalement en attendre la conclusion suivante:

> « Comme le travail est la source de toute richesse, personne dans la société ne peut s'approprier une richesse qui ne soit un produit du travail. Si donc il ne travaille pas lui-même, il vit du travail d'autrui et, sa culture, il se l'approprie aux dépens du travail d'autrui ».

Au lieu de cela, à la première phrase on en ajoute une seconde au moyen de la copulative : « et comme », et c'est d'elle – et non de l'autre – qu'on tire la conclusion.

DEUXIÈME PARTIE DU PARAGRAPHE: « *Le travail utile n'est possible que dans et par la société* ».

---

285 Ce que désigne le terme bourgeois de *richesse* est un ensemble d'objets d'usage, de choses utiles à la consommation et à la vie de l'homme. La nature en produit également sans intervention de travail humain : l'une comme l'autre sera, dans le communisme, une *force naturelle*. La source des biens n'est, aujourd'hui, ni Dieu, ni la puissance créatrice des génies !

Il serait faux de laisser croire que si les partisans du capitalisme sont des fétichistes du capital, nous nous réduirions à nous faire les apôtres du fétiche travail. L'essentiel, dit Marx, est toujours de poser le rapport social tel qu'il se présente dans l'actuelle société capitaliste. Ravalez alors, en laissant finalement tomber les *vérités universelles*, le stupide couplet : « le travail est source de toute richesse et civilisation », et apprenez par cœur les thèses *irréfutables*. La première : « Dans la mesure où le travail se développe socialement et devient ainsi source de richesse et de civilisation, se développent *pauvreté et désolation* du côté des travailleurs ; *richesse et civilisation* du côté de ceux qui ne travaillent pas ».

Respirez et apprenez la seconde : « C'est dans la société capitaliste moderne que sont finalement données les conditions *qui permettent et obligent les travailleurs à briser cette malédiction sociale* ».

D'après la première phrase, le travail était la source de toute richesse et de toute culture, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de société sans travail. Et voilà qu'on nous dit au contraire qu'aucun travail « utile » n'est pas possible sans la société.

On aurait pu dire, tout aussi bien, que c'est dans la société seulement que le travail inutile, voire socialement nuisible, peut devenir une branche d'industrie, que c'est dans la société seulement que l'on peut vivre de l'oisiveté – en un mot, on aurait pu recopier tout J.-J. Rousseau.

Mais qu'est-ce qu'un travail «utile» ? Ce ne peut être que le travail qui produit l'effet utile recherché. Un sauvage - et l'homme est un sauvage dès qu'il a cessé d'être un singe - qui abat une bête avec une pierre, qui récolte des fruits, etc. accomplit un travail « utile».

TROISIÈMEMENT ET CONCLUSION : « *Et comme le travail* UTILE *n'est possible que dans et par la société, le fruit du travail appartient intégralement, en vertu d'un droit égal, à tous les membres de la société* ».

Belle conclusion ! Si le travail utile n'est possible que dans et par la société, le fruit du travail appartient à la société, et il ne revient rien de plus au travailleur individuel que ce qui n'est pas indispensable au maintien de la société, « condition » même du travail.

En fait, cette proposition a chaque fois été défendue par les champions *de l'ordre social établi.* Viennent d'abord les prétentions du gouvernement et de ses appendices, car le gouvernement est l'organe social qui maintient l'ordre social; viennent ensuite les prétentions des diverses sortes de propriété privée, qui sont les fondements de la société, etc. On le voit, on peut tourner et retourner ces phrases creuses comme on veut [286].

La première et la seconde partie ont un lien logique à condition que l'on dise :

---

286 Non seulement le socialisme abolira la liberté de pouvoir disposer du fruit de son propre travail, mais il devra le faire car, dans la mesure où cette liberté existerait, l'espèce humaine – avec le nombre d'ores et déjà atteint, avec l'actuel niveau de ses exigences, même strictement physiques – ne pourrait pas survivre.

C'est là que se trouve la profonde divergence entre la conception de Marx et les banalités de Proudhon, de Lassalle et de tant d'autres qui appellent socialisme la conquête par le travailleur du fruit de son propre travail, alors que – si l'on nous passe la formulation paradoxale – le socialisme consiste en la *perte* de celui-ci.

« Le travail n'est la source de la richesse et de la culture que s'il est un travail social », ou - ce qui est la même chose - « dans et par la société ».

Cette proposition est incontestablement correcte, car le travail isolé (en supposant réalisées ses conditions matérielles), s'il peut créer des valeurs d'usage, ne saurait créer ni richesse ni culture.

Mais cette autre proposition est non moins incontestable:

> « À mesure que le travail devient social et, par suite, source de richesse et de culture, se développent pauvreté et dénuement chez les travailleurs, et richesse et culture chez les non-travailleurs ».

Telle est la loi de toute l'histoire jusqu'à nos jours. Au lieu d'écrire des lieux communs sur *le* « travail » et *la* « société », il eut mieux valu démontrer avec précision comment, dans l'actuelle société capitaliste, les conditions matérielles, etc. ont été enfin créées, qui mettent les ouvriers en état de briser cette malédiction sociale et les obligent à le faire.

Mais, en fait, tout ce paragraphe, aussi manqué au point de vue du style que du fond, n'est là que pour que l'on puisse inscrire bien en vue sur le drapeau du Parti, comme mot d'ordre, la formule de Lassalle du « produit intégral du travail ». Je reviendrai plus loin sur le « produit du travail », le « droit égal », etc., puisque tout cela revient encore sous une forme à peine différente [287].

2. « *Dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole de la classe des capitalistes. La dépendance qui en résulte pour la classe ouvrière est la cause de la misère et de la servitude sous toutes ses formes* ».

Cette thèse, empruntée aux statuts de l'Internationale, est fausse sous cette forme « améliorée ».

---

287 La doctrine marxiste ne s'inscrit pas dans le « droit », c'est la théorie du droit qui s'inscrit en elle et n'en forme qu'un simple chapitre. Si toutefois il fallait donner une formule juridique de l'économie socialiste, elle devrait se libeller comme suit : la société est immédiatement propriétaire de tout produit du travail fourni par chacun de ses composants, qui n'a aucun droit sur ce qu'il a produit.

Mais, si l'on voulait rendre cette formule dans sa vérité simple et nue, on la mettrait dans cette équation : *jouissance gratuite et perpétuelle égale pleine propriété*.

Dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole des propriétaires fonciers (le monopole de la propriété foncière est même la base du monopole du capital) et des capitalistes. Les statuts de l'Internationale, dans la phrase en question, ne nomment ni l'une ni l'autre classe de monopoleurs. Ils parlent de « *monopole des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie* ». L'addition de « sources de la vie » montre assez clairement que la terre est comprise dans les moyens de travail.

On a introduit cette rectification parce que Lassalle, pour des raisons aujourd'hui connues, attaquait *uniquement* la classe capitaliste, et non les propriétaires fonciers. En Angleterre, le plus souvent, le capitaliste n'est même pas le propriétaire du sol sur lequel est édifiée sa fabrique.

3. « *L'émancipation du travail exige que les instruments du travail soient élevés à la propriété commune de la société et que tout le travail soit réglementé au moyen de coopératives avec partage équitable des fruits du travail* ».

« Élever les instruments de travail à la propriété commune », c’est ce que doit signifier sans doute leur « transformation en propriété commune » ? Enfin, passons.

Qu’est-ce que l’on entend par « fruit du travail » ? Le produit créé par le travail ou sa valeur ? Et dans cette dernière hypothèse, la valeur totale du produit ou seulement la fraction de valeur que le travail a nouvellement ajoutée à celle des moyens de production consommés ?

Le « fruit du travail » est une notion vague qui tenait lieu, chez Lassalle, de conception économique bien établie.

Qu’est-ce qu’une « distribution équitable » ?

Les bourgeois ne prétendent-ils pas que la distribution actuelle est « équitable » ? Et, en effet, n’est-elle pas la seule distribution « équitable » sur la base du mode de production actuel ? Les rapports économiques sont-ils réglés par des concepts juridiques ou, à l’inverse, les rapports juridiques ne découlent-ils pas des rapports économiques ? Les socialistes sectaires n’ont-ils pas, eux aussi, les conceptions les plus diverses sur dette distribution « équitable » ?

Pour savoir ce qu'il faut entendre, en l'occurrence, par l'expression « distribution équitable », nous devons comparer le premier paragraphe avec celui-ci. On préconise au paragraphe 3 une société où « les instruments de travail sont propriété commune et où tout le travail est réglementé par le moyen de coopératives », alors que le premier paragraphe nous donne à entendre que le « fruit du travail appartient intégralement, en vertu d'un droit égal, à tous les membres de la société ».

« À tous les membres de la société » ? Même à ceux qui ne travaillent pas ? Que devient alors « le fruit intégral du travail » ? – Aux seuls membres de la communauté qui travaillent ? Que devient alors le « droit égal » pour tous les membres de la société ?

Mais, « tous les membres de la société » et « droit égal » ne sont manifestement que de simples phrases, dont voici le vrai sens : dans cette société communiste, chaque travailleur doit recevoir le « fruit intégral de son travail » à la mode de Lassalle.

Si nous prenons d'abord les mots « fruits du travail » au sens de « produit du travail », le fruit du travail coopératif est alors tout le *produit de la société*.

Or, il faut en retrancher :

Premièrement : un fonds destiné au remplacement des moyens de production usés.

Deuxièmement : une fraction supplémentaire pour accroître la production.

Troisièmement : un fonds de réserve ou d'assurance contre les accidents, les perturbations dues aux phénomènes naturels, etc.

Ces déductions sur le « fruit intégral du travail » sont une nécessité économique ; leur volume se détermine en fonction des moyens et des forces existants, et partiellement d'après le calcul des probabilités – mais en aucune façon sur la base de l'équité [288].

288 Aux brillantes formules du *Manifeste* sur le travail vivant et le travail mort, il faut ajouter celle de « travail à naître ». Le capitalisme est la forme où quelques détenteurs de travail mort (capital constant) disposent du *travail vivant* (capital variable), et fixent arbitrairement les *conditions de son emploi*, en prélevant une part en vue des investissements pour « conserver et accroître le travail mort » et « assurer le travail à naître ». Or, le mode de production socialiste devra satisfaire aussi à cette double exigence.

Reste l'autre partie du produit total, celle qui est destinée à la consommation.

Avant de procéder à sa répartition entre les individus, il faut encore en déduire :

Premièrement : les frais généraux d'administration qui sont indépendants de la production.

D'emblée, cette fraction se trouvera considérablement réduite par rapport à la société actuelle ; et elle diminuera à mesure que se développera la société nouvelle [289].

Deuxièmement : le fonds destiné à la satisfaction collective des besoins, tels qu'écoles, hygiène publique, etc.

D'emblée, cette fraction augmentera considérablement en comparaison de ce qu'elle est dans la société actuelle, et elle s'accroîtra à mesure que se développera la société nouvelle [290].

En premier lieu, il faudra soustraire ce qu'il faut pour reconstituer ou remplacer le moyen de production consommé : *dette payée au « travail mort »*. Les installations, outillages innombrables gratuits, issus des efforts et trouvailles inventives « de tous les morts » qui nous permettent d'économiser autant de travail qu'ils renferment, à égalité de produit et de consommation. Ils s'usent, et doivent être conservés en étant rénovés : les économistes classiques, aussi lugubres que nous, définissent cela comme dépense d'amortissement.

En second lieu, la part qu'il faut ajouter pour élargir la production. C'est là une *dette envers « le travail de demain »*. Non seulement le nombre des hommes, donc des travailleurs, augmente continuellement, mais les ressources nouvelles forment des besoins nouveaux. En temps et langue capitalistes, cela s'appelle dédier une partie des revenus à des investissements croissants du capital, à l'achat de nouveaux biens instrumentaux. La mesure de la part de la société sera prise même en temps socialistes – toujours à charge du travail actuel.

En troisième lieu : fonds de réserve et d'assurance contre les catastrophes, dommages pour événements naturels, etc. C'est une *dette du travail vivant à l'égard du « travail vivant »* - et l'économiste courant l'appelle *prime* contre les *risques*.

Marx évoque ensuite les dépenses « publiques » d'aujourd'hui : administration générale, assistance à ceux qui sont hors d'état de travailler ; en somme, tout ce qu'on fait aujourd'hui avec les impôts, les taxes et autres charges et retenues.

Une fois tout cela déduit, il reste au travailleur ce dont il aura besoin pour ses consommations personnelles et on le prélèvera sur le fonds social (et nous en arrivons avec ceci au fameux passage sur les deux stades du socialisme) – d'abord en mesure du temps de travail fourni, puis à son gré (plaisir). Mais arrêtons-nous ici.

289 Cette part diminuera en fonction de l'élimination du gaspillage dû notamment aux activités et frais des superstructures de l'Etat, etc. qui absorbent au moins la moitié des forces productives des sociétés développées actuelles. En d'autres termes, l'Etat s'éteindra progressivement.

290 Cette part croissante est destinée à la collectivisation des besoins humains – et non comme aujourd'hui à leur privatisation – en vue de permettre le plein développement de l'individu.

Troisièmement : le fonds destiné à ceux qui sont dans l'incapacité de travailler, etc., bref pour ce qu'on appelle aujourd'hui, dans le langage officiel, l'assistance publique [291].

A présent, et à présent seulement, nous arrivons à la seule « distribution » envisagée d'une manière bornée dans ce programme d'inspiration lassalléenne, à savoir la fraction des moyens de consommation distribuée entre les producteurs individuels de la société coopérative.

Insensiblement, le « produit intégral du travail » s'est transformé en « produit partiel » - encore que sa partie retirée au producteur en sa qualité d'individu privé, il la retrouve directement ou indirectement, en sa qualité de membre de la société.

Déjà, on a vu se volatiliser la formule du « fruit intégral du travail » et voilà le tour de la formule du « fruit du travail » en général.

---

291 En socialisant la réserve collective, la société socialiste élimine l'angoissant problème des sociétés de classe privatistes, où chaque individu doit pourvoir avec ses seuls moyens aux revers de fortune, accidents qui peuvent le frapper – les banques épongeant les bénéfices sur ces réserves en argent. La société communiste s'organise en vue de faire de la *réserve sociale* une *garantie individuelle* pour tous, mais sans cet énorme gaspillage de l'actuelle société qui spécule sur la vie et la mort des individus. Elle fait payer, par exemple, deux fois le prix d'une voiture quand l'automobiliste la prend à crédit – selon ses convenances et ses possibilités personnelles -, aboutissant à cette énormité que les banques touchent pratiquement, de ce seul fait et sans rien faire d'utile, autant que toute la production automobile.

Pour éviter ces abus, il n'est qu'un moyen : la réserve sociale n'appartient à personne, et n'est pas non plus divisée en autant de fractions que d'individus – comme c'était le cas avant le capitalisme -, mais elle se distribue selon les besoins physiques en fonction de la valeur d'usage.

L'accumulation capitaliste, par contre, loin d'être une réserve, une garantie pour les individus, est régie par la loi de la paupérisation croissante, par l'augmentation incessante des prolétaires et des « *sans-réserves* ». Telle est la première des deux lois principales établies par Marx dans *le Capital*.

La seconde loi véritable, exposée dans les Livres II et III, est celle de la *reproduction du capital*, connexe à celle de la diminution du taux de profit : une partie du produit, donc du travail, doit être mise en réserve par le capitalisme pour reproduire les « biens du capital » des économistes, c'est-à-dire les machines usagées, etc. Les lois de Marx sur le mode de répartition de la production humaine entre biens de consommation immédiate et investissements instrumentaux tendent à prouver que, tant que resteront sur pied l'*échange mercantile* et le *système du salariat*, le capitalisme se heurtera à des crises et des révolutions.

Même le régime communiste opérera un prélèvement *social* sur le travail *individuel* en vue de la conservation des installations, des services publics, etc. Mais il n'aura pas le caractère d'une exploitation, parce qu'*il ne sera pas effectué par la voie mercantile*. Pour la même raison également, la mise en réserve sociale déterminera un équilibre stable dans le rapport entre produits à consommer et produits à destiner aux « instruments » de la production ultérieure, et non plus la série de bouleversements qu'elle provoque en régime capitaliste.

Dans la société coopérative, basée sur la propriété collective des moyens de production, les producteurs n'échangent pas leurs produits; de même, le travail incorporé dans des produits n'apparaît pas ici *comme valeur* de ces produits, comme une qualité matérielle qu'ils possèdent, puisque – contrairement à ce qui se passait dans la société capitaliste – les travaux individuels n'existent plus désormais au moyen d'un détour, mais directement comme partie intégrante du travail social. Le terme : « fruit du travail », déjà contestable aujourd'hui en raison de son ambiguïté, perd ainsi toute signification [292].

Cependant, la société communiste que nous considérons ici n'est pas celle qui *s'est développée* sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, celle qui vient d'émerger *de la société capitaliste*; c'est donc une société qui, à tous égards, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle vient de naître. En conséquence, le producteur individuel reçoit – toutes déductions opérées - exactement ce qu'il lui a donné. Ce qu'il lui a donné, c'est son *quantum* individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail se compose de la somme des heures de travail individuel et le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion de la journée de travail qu'il a fournie, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon certifiant qu'il a fourni telle somme de travail (après déduction du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des *réserves sociales* exactement autant d'objets de consommation que lui a coûté son travail [293]. Le même *quantum* de travail qu'il a donné à la société sous une forme, il le reçoit en retour sous une autre.

---

292 Si, dans le socialisme, il y a une accumulation, elle ne portera que sur des objets matériels utiles aux besoins humains ; ils n'auront pas besoin d'apparaître alternativement comme monnaie, ni non plus de subir l'application d'un « monétomètre » pour les mesurer et les comparer selon un « équivalent général ». Ils ne seront donc plus des *marchandises* et ne seront plus définis que par leur mesure quantitative, physique et par leur nature qualitative, ce que l'on exprime chez les économistes – et aussi chez Marx dans un but d'exposition – par *valeur d'usage*.

On peut établir d'ores et déjà que les rythmes de l' « accumulation » dans le socialisme, mesurés à partir de quantités matérielles comme les tonnes d'acier ou les kilowatts d'énergie, seront lents et à peine supérieurs au rythme d'accroissement de la population. Eu égard aux sociétés capitalistes mûres, la planification rationnelle de la consommation en quantité et en qualité ainsi que l'abolition de l'énorme masse des consommations antisociales (de la cigarette aux porte-avions) déterminera une longue période de baisse des indices de la production et donc – si l'on reprend la terminologie actuelle – un désinvestissement et une désaccumulation.

293 Ce bon est la SEULE équivalence qui subsiste transitoirement et concerne le prolétaire, le travailleur. Combien de temps le bon est-il valable? Sa grande caractéristique est qu'il n'est

Manifestement, il règne ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises, pour autant qu'il est échange entre équivalents. Cependant, le fond et la forme sont changés, parce que, dans les conditions nouvelles, nul ne peut fournir autre chose que son travail et, par ailleurs, rien ne peut entrer dans la propriété de l'individu que les moyens de consommation personnels [294]. En ce qui concerne la distribution de ceux-ci entre les producteurs pris individuellement, le principe directeur est le même que pour l'échange de marchandises équivalentes : une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même *quantité de travail sous une autre forme.*

Le *droit égal* est donc ici, en principe, toujours le *droit bourgeois,* bien que le principe n'y soit plus aux prises avec la pratique, car l'échange entre équivalents n'existe dans le système mercantile qu'en moyenne, et non dans chaque cas particulier [295].

---

pas, comme la monnaie, équivalent général; il n sert qu'à la *consommation*, n'étant ni accumulable, ni même thésaurisable. Il dure ce que met le pain à moisir, le beurre à rancir; supposons, pour en rester à ce schéma symbolique, qu'on lui donne la validité d'une semaine. Cela obligera d'avoir confiance dans le ravitaillement public, et non dans les réserves privées – et c'est un pas gigantesque vers le communisme qui est un système social, et non privé de garantie.

294 Pourquoi Marx utilise-t-il encore le terme de *propriété* pour désigner la disposition sur les moyens de consommation personnels? Dans *le Manifeste*, on lit en effet : « Le salarié *s'approprie* par son activité *le strict nécessaire pour vivre et se reproduire.* Nous ne voulons en aucune façon abolir cette appropriation *personnelle* du produit du travail qui sert au maintien de la *vie immédiate*, d'autant que cette appropriation *ne laisse pas de revenu permettant de dominer le travail d'autrui* ». Or, c'est ce passage qui est exploité pour raconter que le socialisme sauvegarde la propriété individuelle des biens de consommation, dont il n'interdit pas l'appropriation durant ce bref laps de temps qui s'écoule entre la prestation de la force de travail et la consommation de la nourriture qui la reproduit. Or, toute mise de côté, toute « épargne », dépasse les limites de cette forme d'appropriation et représente une concession à la position opposée, à savoir l'accumulation de revenus qui permettent de dominer le travail d'autrui.

Scientifiquement parlant, on ne peut utiliser les termes de *propriété* et *d'appropriation* qu'à propos de ce second rapport, où des ressources sont mises en réserve pour « dominer le travail d'autrui » (et ce rapport n'existe plus dans la société socialiste) ; et l'on parlera de « disposition » par le travailleur de ce qu'il lui faut pour pourvoir à sa consommation « immédiate », dans le sens où les biens de consommation ne sont pas mis en réserve, mais servent à couvrir en un temps extrêmement bref toute la gamme de ses besoins.

Cf. Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, chapitre : La propriété personnelle.

295 Il en est ainsi parce que l'on a supprimé l'argent, cet intermédiaire qui fixe le prix *unitaire* moyen de marché, qui peut fluctuer au-dessus du coût de production réel et permet donc tous les surprofits, rentes, etc., avec la spéculation, l'escroquerie et la duperie. C'est donc la *valeur d'usage* immédiate – et non la valeur d'échange intermédiaire - qui fixe le montant du bon de travail qui, en ce sens encore, n'est plus de l'argent, mais un premier pas vers

En dépit de ce progrès, ce *droit égal* reste toujours marqué par une entrave bourgeoise. Le droit des producteurs est *proportionnel* au travail qu'ils fournissent; l'égalité consiste en ce que le travail sert de *mesure égale pour tous* [296].

Or, un individu est physiquement ou intellectuellement supérieur à l'autre, et il fournit donc en un même temps plus de travail ou peut travailler plus de temps. Le travail, pour servir de mesure, doit se mesurer d'après la durée ou l'intensité, sinon il cesserait d'être un étalon. Ce droit *égal* est un droit *inégal* pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, puisque tout homme n'est qu'un travailleur comme tous les autres, mais il reconnaît tacitement comme privilège naturel le talent inégal des individus et, par suite, l'inégalité de leur capacité de rendement. *C'est donc, dans son contenu, un droit de l'inégalité – comme tout droit*. Par sa nature, le droit ne peut consister que dans l'emploi d'une seule et même mesure; mais les individus inégaux (et ils ne seraient pas distincts, s'ils n'étaient pas inégaux) ne peuvent être mesurés d'après un étalon commun qu'autant qu'on les considère d'un même point de vue, qu'on ne les saisit que sous un angle unique et *déterminé* ; par exemple, dans le cas présent, *exclusivement en tant que travailleurs* et rien d'autre, en faisant abstraction de tout le reste. En outre : tel ouvrier est marié, tel autre non ; l'un a plus d'enfants que l'autre, etc. A travail égal et par conséquent, à participation égale au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter toutes ces discordances, le droit devrait être non pas égal, mais inégal.

Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle émerge de la société capitaliste, après un long et douloureux

---

l'abolition de la valeur d'échange dans le dernier secteur où subsiste encore le droit bourgeois de l'équivalence, dont Marx fera aussitôt la critique lors du passage du socialisme inférieur au plein communisme.

296 En ce sens, le premier stade nivelle les individus en supprimant les différences de classe avec l'obligation pour tous de travailler dans la production, en vivant de son travail – et non plus de celui d'autrui. Il régnera donc, dans le stade inférieur du socialisme, des droits (qui seront une copie du droit bourgeois), toujours éphémères, en tant que simple expédient de la gestion sociale. Mais ce seront des droits de classe, liés à la présence *dans l'Etat* d'une seule classe, c'est-à-dire des prolétaires sans nulle réserve, privés d'un morceau quelconque de propriété et de capital, à l'exclusion donc des petits possesseurs et producteurs, même si ces derniers peuvent tomber sous l'expression générique de travailleurs et même, dans la société capitaliste, d'exploités, puisque chaque petit gérant économique y est exploité par ceux du dessus – comme le petit capitaliste l'est par le grand.

enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que la formation économique de la société et le développement culturel qui en dépend.

Dans une phase supérieure de la société communiste, lorsqu'auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail corporel [297]; lorsque le travail sera devenu non seulement le moyen de vivre, mais encore le premier besoin de la vie ; lorsqu'avec l'épanouissement universel des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi, et que toutes les sources de la richesse communautaire jailliront avec abondance – alors seulement on pourra dépasser définitivement l'étroit horizon du droit bourgeois, et la société pourra inscrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! » [298]

Je me suis particulièrement étendu sur le « fruit intégral du travail », ainsi que sur le « droit égal » et la « distribution équitable », afin de montrer combien criminelle est l'entreprise de ceux qui, d'une part, veulent imposer derechef à notre Parti, comme des dogmes, des conceptions qui ont pu avoir un sens à une certaine époque, mais ne sont plus aujourd'hui qu'un fatras de formules surannées, et d'autre part, dénaturent la conception réaliste inculquée au prix de si grands efforts au Parti, mais aujourd'hui bien enracinée en lui, et cela à l'aide des fariboles d'une idéologie juridique ou autre, si familières aux démocrates et socialistes français.

Abstraction faite de ce qui vient d'être dit, on a tort de faire si grand cas de ce qu'on appelle la *distribution*, et de mettre principalement l'accent sur elle.

À tout moment, la répartition des moyens de consommation n'est que la conséquence de la distribution des moyens de production. Or, c'est cette dernière qui caractérise le mode de production lui-même. Le mode de production capitalis-

---

297 C'est toujours du bon marxisme que de ne pas donner la primauté à la partie mentale et au jeu du cerveau sur le travail physique considéré dans sa base matérielle. Cette vieille invective contre la Raison-Opinion rejoint – même sous forme d'intuition primaire – le concept révolutionnaire selon lequel on doit exiger du militant communiste la force du muscle qui frappe, avant l'orientation de la pensée et de la « conscience » – comme le grand marxiste Lénine le démontre magistralement dans *Que faire ?*

298 Dans le communisme, non mercantile, il sera possible à la société de faire une « merveilleuse affaire » en disant chaque matin quand la planète a fait un tour sur elle-même : que celui qui le veut annonce qu'aujourd'hui il n'ajoutera rien au produit social. Je l'accepte, comme j'accepte l'ouvrage de celui qui voudra apporter un labeur décuplé. Les deux siégeront au même titre à la table commune. C'est seulement alors que nous aurons fini d'entendre de tous côtés les odes nauséabondes à l'idole contrefaite de la Liberté.

te, par exemple, repose sur le fait que les conditions matérielles de la production se trouvent entre les mains des non-travailleurs, sous la forme de la propriété capitaliste et de la propriété foncière, tandis que la masse ne possède que les conditions personnelles de production : la force de travail. Une fois les éléments de la production répartis de la sorte, la répartition actuelle des moyens de consommation en résulte d'elle-même. Dès lors que les conditions matérielles de la production sont la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, il en découle une répartition des moyens de consommation différente de celle d'aujourd'hui. Le socialisme vulgaire (et à sa suite une partie de la démocratie) a repris des économistes bourgeois l'habitude de considérer et de traiter la distribution indépendamment du mode de production, et donc de présenter le socialisme essentiellement comme une affaire de distribution. Puisque le rapport réel a été mis en évidence depuis longtemps – pourquoi revenir en arrière ?

4. « *L'émancipation du travail doit être l'œuvre de la classe des travailleurs, en face de laquelle toutes les autres classes ne forment qu'une MASSE REACTIONNAIRE* ».

La première strophe est tirée du Préambule des statuts de l'Internationale, mais on l'a «améliorée ». On y lisait : « L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes»; tandis qu'ici c'est la « classe des travailleurs » qui doit affranchir - quoi ? Le « travail ». Comprenne qui pourra.

En guise de compensation, l'antistrophe est une citation lassalléenne de la plus belle eau : « (La classe des travailleurs) en face de laquelle toutes les autres classes *ne forment qu'une masse réactionnaire* ».

Dans le *Manifeste communiste*, il est dit : « De toutes les classes qui, aujourd'hui, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est *une classe vraiment révolutionnaire*. Les autres classes périclitent et disparaissent avec la grande industrie; le prolétariat, lui, en est le produit le plus authentique. » La bourgeoisie y est conçue comme une classe révolutionnaire, - comme véhicule de la grande industrie – face aux féodaux et aux classes moyennes résolus à défendre toutes leurs positions sociales, qui sont le produit d'un mode de production périmé. Féodaux

et classes moyennes ne forment donc pas *avec la bourgeoisie* une seule et même masse réactionnaire [299].

D'autre part, le prolétariat est révolutionnaire vis-à-vis de la bourgeoisie parce que, issu lui-même de la grande industrie, il tend à dépouiller la production de son caractère capitaliste que la bourgeoisie cherche, elle, à perpétuer. Mais le *Manifeste* ajoute cependant que «les classes moyennes... deviennent révolutionnaires au moment précis où elles tombent dans le prolétariat ».

De ce point de vue encore, c'est donc une absurdité de dire que les couches moyennes « forment une même masse réactionnaire », avec la bourgeoisie et les féodaux par-dessus le marché, face à la classe ouvrière.

Est-ce qu’aux dernières élections, on est allé crier aux artisans, aux petits industriels, etc., et aux *paysans* : « En face de nous, vous n’êtes – avec la bourgeoisie et les féodaux – qu'une masse réactionnaire » ?

Lassalle savait par cœur le *Manifeste communiste*, de même que ses fidèles connaissent les saints écrits dont il est l'auteur. S'il le falsifiait aussi grossièrement, ce n'était que pour masquer son alliance avec les adversaires absolutistes et féodaux contre la bourgeoisie.

Dans le paragraphe ci-dessus, sa sentence est d'ailleurs tout à fait tirée par les cheveux et sans aucun rapport avec la citation tronquée des Statuts de l'Internationale. Ce que nous avons ici, c’est tout bonnement une impertinence qui, en réalité, n’est pas faite pour déplaire à Monsieur Bismarck. C’est une de ces gamineries où excelle notre grossier Marat berlinois.

---

299 Le *Manifeste* chanta un hymne à la gloire de la bourgeoisie mondiale pour avoir effacé dans les immenses masses salariées - projetées dans le tourbillon et le fracas des usines et du grondement des machines – les instincts millénaires que leur avaient imprimés les vestiges traditionnels des limitations personnelles, religieuses, familiales, domestiques, mercantiles, propres aux pouilleuses économies vaincues et pulvérisées.

C’est la seule classe prolétarienne, déjà présente dans cette société capitaliste, qui a un intérêt à l’abolition de la société divisée en classes, et c’est seulement cette classe (comme le marxisme le découvrit) qui peut aspirer à la capacité de lutter pour cette fin, et en avoir en son sein une connaissance et une vision.

A propos de la formule de la « masse réactionnaire », voir Engels dans sa lettre à Kautsky du 14-10-1891, traduction française in MARX-ENGELS, *la Social-démocratie allemande*, p.290.

5. « *La classe ouvrière œuvre à sa libération tout d'abord dans le cadre de l'État national actuel, consciente de ce que le résultat nécessaire de ses efforts, communs aux ouvriers de tous les pays civilisés, sera la fraternité internationale des peuples* ».

Contrairement au *Manifeste communiste* et à tout le socialisme antérieur, Lassalle concevait le mouvement ouvrier du point de vue le plus étroitement national. Or, l'actuel programme le suit sur ce terrain – et ce après l'action de l'Internationale !

Il est tout à fait évident que – ne fût-ce que pour être en mesure de lutter – la classe ouvrière doit s'organiser dans sa propre maison en tant que *classe*, et que son propre pays est le théâtre immédiat de sa lutte. C'est dans cette mesure que sa lutte de classe est nationale, « du point de vue de sa forme » comme le dit le *Manifeste communiste*, mais non de son contenu. Mais le « cadre de l'État national actuel », par exemple de l'Empire allemand, se situe à son tour, économiquement, « dans le cadre » du marché mondial, et politiquement « dans le cadre » du système des États [300]. Le premier marchand venu sait que le commerce allemand est aussi commerce extérieur, et la grandeur de M. Bismarck réside précisément dans une certaine politique *internationale*.

Or, à quoi le Parti ouvrier allemand réduit-il son internationalisme ? A la conscience que le résultat de ses efforts « sera la fraternité internationale des peuples » – phrase empruntée à la bourgeoise *Ligue de la liberté et de la paix*, que l'on voudrait faire passer pour un équivalent de la fraternité internationale des classes ouvrières dans leur lutte commune contre les classes dominantes et leurs gouvernements. Pas un mot donc des *fonctions internationales* de la classe ouvriè-

300 Les deux phénomènes historiques – lutte de la nation pour son indépendance, puis lutte de la classe ouvrière pour le socialisme – se succèdent dans le temps, et, même si l'on reconnaît que le premier phénomène est une *cause*, ou l'une des causes, du second, il n'empêche que les idées et les tendances de l'un sont antagoniques à celles de l'autre, et qu'à partir du jour où la lutte sociale oppose entre elles les classes, l'idée nationale n'est plus qu'une arme de défense pour la classe dominante contre les forces révolutionnaires.

Il importe de ne pas confondre la position programmatique internationaliste du prolétariat communiste et la nature formellement nationale de quelques étapes de sa lutte. Il engage la lutte pour le pouvoir sous une forme nationale, car il tend à abattre l'Etat de sa propre bourgeoisie. Durant un certain temps après la conquête du pouvoir prolétarien, la dictature peut rester limitée à un territoire national. Mais cela n'enlève rien à l'opposition historique essentielle entre la bourgeoisie, qui vise à constituer des nations bourgeoises et les présente comme des nations « en général » (de même que la solidarité nationale), et le but du prolétariat qui est une société internationale.

re allemande ! Et l'on voudrait, dans ces conditions, qu'elle puisse contrer sa propre bourgeoisie, qui fraternise déjà contre elle avec les bourgeois de tous les autres pays, et déjouer la politique de conjuration internationale de Bismarck !

En fait, la profession de foi internationaliste du programme *est encore infiniment au-dessous* de celle du parti libre-échangiste. Celui-ci prétend, lui aussi, que le résultat final de ses efforts sera la « fraternité internationale des peuples ». Mais lui, il fait au moins quelque chose pour internationaliser le commerce, et il ne se contente pas d'avoir conscience… que tous les peuples font du commerce chez eux.

L'action internationale des classes ouvrières ne dépend en aucune façon de l'existence de *l'Association internationale des travailleurs*. Celle-ci n'a été qu'une première tentative pour doter cette action d'un organe central. Par l'impulsion qu'elle a donnée, cette tentative a eu des effets durables, mais elle ne pouvait survivre longtemps dans sa *première forme historique*, après la chute de la Commune de Paris.

La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* était parfaitement fondée à proclamer, à la satisfaction de son maître, Bismarck, que dans son nouveau programme le Parti ouvrier allemand a abjuré l'internationalisme.

II

> « Partant de ces principes, le Parti ouvrier allemand milite, par tous les moyens légaux, pour l'ETAT LIBRE et pour la société socialiste ; pour l'abolition du système des salaires avec la LOI D'AIRAIN des salaires ; pour l'abolition de l'exploitation sous toutes ses formes avec l'élimination de toute inégalité sociale et politique ».

Je reviendrai plus tard sur l'État « libre ».

Ainsi, à l'avenir, le Parti ouvrier allemand devra croire en la « loi d'airain » de Lassalle [301] ! Pour qu'elle ne soit pas oubliée, on raconte des inepties sur

301 Dès le 1er Livre du *Capital*, Marx décline formellement toute responsabilité dans l'élucubration lassalléenne de la loi *d'airain* du salaire : il décrit le salaire de l'ouvrier

«l'abolition du système salarié (il faudrait dire système du salariat) grâce à la loi d'airain des salaires ». Si j'abolis le salariat, j'abolis naturellement en même temps ses lois, qu'elles soient d'« airain » ou d'éponge. Mais la lutte de Lassalle contre le travail salarié gravite presque exclusivement autour de cette prétendue loi. Pour bien montrer, par conséquent, que la secte de Lassalle a vaincu, il faut que le « système salarié » soit aboli « *avec* la loi d'airain des salaires », et non pas sans elle !

De la loi « d'airain des salaires », rien, comme on sait, n'appartient à Lassalle, si ce n'est le mot « d'airain »… emprunté aux « grandes et éternelles lois d'airain » de Goethe. Le mot *d'airain* est le signe auquel se reconnaissent les croyants orthodoxes. Mais si j'admets la loi avec l'estampille de Lassalle et, par suite, dans son esprit, il faut également que j'en accepte le fondement. Et quel fondement ? Comme Lange le montrait peu après la mort de Lassalle, c'est la théorie malthusienne de la population (prêchée par Lange lui-même). Mais si cette théorie est correcte, *je ne puis pas abolir* la loi, même si j'abolis cent fois le travail salarié, parce que cette loi ne régit pas seulement le système du salariat, mais *tout* système social. C'est précisément en se basant là-dessus que les économistes ont démontré depuis cinquante ans et davantage que le socialisme ne peut supprimer la misère *qui a son fondement dans la nature* ; au contraire, il ne peut que la *généraliser*, la répartir simultanément sur toute la surface de la société [302] !

Mais le principal n'est pas là. *Abstraction faite* de la fausse version lassalléenne de cette loi, voici ce qui est vraiment révoltant dans ce recul :

Depuis la mort de Lassalle, la conception scientifique suivante a fait des progrès dans *notre* Parti : le salaire n'est pas ce qu'il *paraît* être, à savoir la *valeur* (ou le prix) *du travail*, mais seulement une forme masquée de la *valeur* (ou du prix) *de la force de travail*. Ainsi, la vieille conception bourgeoise du salaire, et en même temps toute la critique dirigée contre elle étaient-elles une fois pour toutes balayées ; et il était clairement établi que le travailleur salarié n'est autorisé à travailler pour assurer sa propre existence, c'est-à-dire vivre, qu'autant qu'il travaille gratuitement un certain temps pour le capitaliste (et donc aussi pour tous ceux qui

comme une fonction à plusieurs *variables* : il est donc élastique, et tout autre chose que d'airain.

302 Voir : MARX-ENGELS, Critique de Malthus, 1e partie : La critique du principe de la population de Malthus, PCM.

l'aident à consommer la plus-value); que tout le système capitaliste de production vise à prolonger ce travail gratuit par l'extension de la journée de travail et par le développement de la productivité, c'est-à-dire par une plus grande tension de la force de travail, etc.; que le système du travail salarié est donc un système d'esclavage et, à vrai dire, un esclavage d'autant plus dur que se développent les forces productives sociales du travail, quel que soit le salaire, bon ou mauvais, que reçoit l'ouvrier. Et maintenant que cette conception pénètre de plus en plus notre Parti, on revient aux dogmes lassalléens, alors qu'on devrait savoir que Lassalle *ne savait pas* ce qu'est le salaire et qu'à la suite des économistes bourgeois, il prenait l'apparence pour la chose elle-même.

C'est comme si, parmi les esclaves en révolte, qui auraient enfin pénétré le secret de l'esclavage, un esclave empêtré dans des conceptions surannées inscrivait au programme de la rébellion : l'esclavage doit être aboli parce que, dans le système esclavagiste, l'entretien des esclaves ne saurait dépasser un certain niveau très bas.

Que les représentants de notre Parti aient pu commettre un attentat aussi monstrueux contre la conception répandue dans la masse du Parti, ce simple fait montre à lui seul avec quelle légèreté criminelle, avec quelle absence de scrupules, ils ont élaboré ce programme de compromis !

Au lieu de la vague formule redondante qui termine le paragraphe : « élimination de toute inégalité sociale et politique », il fallait dire : avec la suppression des différences de classes, s'évanouit aussi toute espèce d'inégalité sociale et politique qui découle de ces différences.

III

> « Pour préparer la voie à la solution de la question sociale, le Parti ouvrier allemand réclame l'établissement de coopératives de production avec l'aide de l'État, sous le contrôle démocratique du peuple des travailleurs. Les coopératives de production doivent être suscitées dans l'industrie et dans l'agriculture en assez grand nombre pour que l'organisation socialiste de toutes les activités en résulte ».

Après la « loi d'airain du salaire » de Lassalle, la panacée du prophète. La voie est dignement « préparée ». A la place de la lutte des classes existante apparaît la formule de journaliste : la « *question sociale* », dont on prépare la « solution ». Au lieu de découler du processus de transformation révolutionnaire de la société, « l'organisation socialiste de toutes les activités résulte » de « l'aide de l'État », de l’aide que l'État apporte aux coopératives de production que *lui-même* (et non le travailleur) a « *suscitées* ». Voilà qui est digne de l’imagination de Lassalle qui croyait que l'on peut construire une société nouvelle grâce à des subventions de l'État, exactement comme on construit un nouveau chemin de fer !

Par un reste de pudeur, on place « l'aide de l'État » sous le contrôle démocratique du peuple « travailleur ».

Tout d'abord, le « peuple travailleur », en Allemagne, est composé en majorité de paysans et non de prolétaires.

Ensuite, « démocratique » se dit en allemand « volksherrschaftlich » (par le pouvoir populaire). Mais alors que signifie « contrôle par le pouvoir populaire du peuple travailleur » ? Et précisément pour un peuple travailleur qui, par les revendications qu’il adresse à l'État, de la sorte, proclame en toute conscience qu'il n'est pas au pouvoir, et qu’il n’est pas même mûr pour le pouvoir !

Il est superflu de faire ici la critique de la recette que prescrivait Buchez sous Louis-Philippe *en opposition* aux socialistes français et que les ouvriers réactionnaires de *l'Atelier* reprirent à leur compte. Aussi bien, le plus scandaleux n'est-il pas que l’on ait inscrit au programme cette panacée particulière, mais que l’on fasse un recul général de la position et de l'action de classe à celle d’une secte.

Si les ouvriers veulent instaurer les conditions de la production communautaire à l'échelle de la société et, tout d’abord chez eux, à l'échelle nationale, cela ne signifie qu’une chose : les ouvriers œuvrent à renverser les conditions de production actuelles [303]. Cela n'a rien à voir avec la création de sociétés coopératives actuelles, qui n'ont de valeur qu'autant qu'elles sont des créations autonomes des travailleurs et ne sont protégées ni par le gouvernement, ni par les bourgeois.

303 Le socialisme dans la production des produits manufacturés signifiera alors la disparition des limites entre les entreprises à profit et l’organisation en un mécanisme unique de toute la production du monde connu. La collaboration que le capitalisme a haussée *de l’individu aux masses* coopérant dans les usines, passera alors de ces masses à la société entière.

IV

J'arrive maintenant à la partie démocratique.

A.- « *Libre fondement de l'État* ».

Tout d'abord, conformément à l'article II, le Parti ouvrier allemand milite pour l'instauration de l'« État libre ».

Que veut dire : État libre ?

Le but des travailleurs, qui se sont dégagés de la mentalité bornée de sujets soumis, n'est nullement de rendre l'État libre. Dans l'Empire allemand, l'« État» est presque aussi « libre » qu'en Russie. La liberté consiste à transformer l'État, organisme érigé au-dessus de la société, en un organe entièrement subordonné à la société, et même aujourd'hui les formes de l'État sont plus ou moins libres dans la mesure où elles limitent la « liberté de l'État » [304].

Le Parti ouvrier allemand – du moins s'il fait sien ce programme – montre que les idées socialistes ne l'ont même pas effleuré; au lieu de considérer la société actuelle (et cela vaut pour toute société future) comme le *fondement* de l'État actuel (ou futur pour la société future), on traite au contraire l'État comme une entité

304 Avant la lutte finale et la victoire, l'idéologie révolutionnaire bourgeoise présentait son futur État postféodal non point comme un Etat de classe, mais comme l'ETAT POPULAIRE fondé sur l'abolition de toutes les inégalités devant la loi, qui – à l'en croire – devait suffire à assurer la liberté et l'égalité de tous les membres de la société.

Le marxisme est contre l'Etat *en général* et contre l'Etat *bourgeois en particulier*. Dans son programme historique, la société est sans classes et sans État. Mais le marxisme prévoit que l'Etat sera un instrument révolutionnaire transitoire pour détruire justement la classe dominante en présence, après que la révolution en aura détruit l'Etat actuel.

Le marxisme conduit la lutte contre l'Etat bourgeois qui sera renversé seulement par la violence. Mais au cours des stades historiques précédents, le marxisme prévoit l'utilisation de ce même Etat pour détruire l'Etat féodal et, dans des secteurs donnés, pour frapper les détenteurs de capitaux privés avec ses dégrisantes nationalisations. Il prévoit donc l'entrée dans certains organes de l'Etat bourgeois (au début, progressif, du capitalisme) ; d'abord à des fins « stimulantes », puis pour « saboter », et enfin à un moment déterminé il doit prévoir qu'il faut lâcher ce terrain pour passer sur celui de l'insurrection et la prise de tout le pouvoir. La position vis-à-vis de l'Etat n'est ni anarchiste, ni réformiste.

indépendante, qui possède ses propres *fondements intellectuels et moraux, ses propres libertés* [305].

Enfin et surtout, quel monstrueux abus le programme ne fait-il pas des expressions « *État actuel* », « *société actuelle* » et quelle confusion plus monstrueuse encore, n'introduit-il pas au sujet de l'État, à qui il adresse ses revendications !

La « société actuelle », c'est la société capitaliste qui existe dans tous les pays civilisés, plus ou moins libérés des vestiges du moyen âge, plus ou moins modifiée par le développement historique particulier à chaque pays, plus ou moins évoluée. En revanche, l'« État actuel » change avec la frontière de chaque pays. Dans l'Empire prusso-allemand, il est autre qu'en Suisse, en Angleterre autre qu'aux États-Unis. L' « État actuel » est donc une fiction.

Cependant, les différents États des différents pays civilisés, en dépit de la multiplicité de leurs formes, ont tous ceci de commun : leur terrain, c'est la société bourgeoise moderne, avec un capitalisme plus ou moins développé. Ils ont donc certains caractères essentiels en commun. C'est en ce sens que l'on peut parler d'« État actuel» par opposition à l'avenir, quand le terrain où il s'enracine, la société bourgeoise, aura cessé d'exister.

---

305 L'Etat ne subsiste qu'avec les classes, et ce pour deux raisons essentielles : 1/ c'est un instrument *politique* de coercition, utile et indispensable dans la phase de transition pour réprimer les retours conservateurs des forces capitalistes de l'intérieur et de l'extérieur ainsi que des forces ennemies constituées par la tradition ancrée dans chaque couche sociale, et le prolétariat lui-même ; 2/ l'Etat s'ingère dans l'*économie* tant qu'il y a des antagonismes de classes et que l'une d'elles seulement représente toute la société contre les autres. Mais l'Etat n'en demeure pas moins une superstructure : il ne fait qu'enregistrer, interdire ou permettre, et chaque entreprise conserve sa pleine et entière autonomie de comptes, faisant faillite quand le bilan est négatif, contrairement à l'Etat qui sécrète alors l'inflation ou dévalue la monnaie. Ce n'est donc pas un opérateur économique, un facteur de la production, car en tant que tel il serait indispensable partout et toujours. Un simple exemple pour l'illustrer : l'Etat n'a rien à investir par lui-même, il n'enlève ici que pour mettre là. Néanmoins, au début du capitalisme et à la fin, rien ne s'investit sans que l'État ne l'enregistre. Rien de nouveau donc : Colbert anticipe le capitalisme d'État, parce qu'il n'est pas de meilleur collecteur de fonds que la superstructure de force qu'est l'Etat. Le culte de l'État est toujours démocratico-totalitaire, parce qu'il est une force qui représente la société (et masque la domination d'une seule classe) : le petit bourgeois en est *fasciné* car il ne voit que son individu et l'Etat ; le marxiste n'y voit qu'un instrument de force transitoire.

On remarque qu'ici Marx ne parle jamais de l'appropriation par l'Etat de tous les moyens de production, etc. Le socialisme ne transfère pas à l'Etat le sang et les peines des ouvriers accumulés par la bourgeoisie. Il ne s'approprie (nationalise) que le cadre non prolétarien de la société rurale (nationalisation de la terre), et ce, contre le bestial populisme ou municipalisme individualiste. Comment cet État pourrait-il autrement s'éteindre ?

Dès lors, la question se pose : quelle transformation la forme-État subira-t-elle dans la société communiste ? En d'autres termes : quelles fonctions sociales y subsisteront, qui seront analogues aux fonctions actuelles de l'État ?

Cette question réclame une réponse qui ne peut être que scientifique, et ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot peuple avec le mot État qu'on fera avancer le problème d'un pouce.

Entre la société capitaliste et la société communiste, se situe la période de transformation révolutionnaire de l'une en l'autre. A cette période correspond évidemment une phase de transition politique, où l'État ne saurait être autre chose que la *dictature révolutionnaire du prolétariat*.

Or, le programme ne se réfère ni à cette dictature ni à la forme-État future de la société communiste [306].

Ses revendications politiques ne contiennent rien de plus que la vieille litanie démocratique qui court le monde : suffrage universel, législation directe, justice populaire, milice du peuple, etc. Elles sont simplement l'écho du Parti populaire bourgeois, de la Ligue de la paix et de la liberté. Rien de plus que des revendications qui, pour autant qu'elles ne sont pas surfaites par une imagination débordante, ont déjà été réalisées. Seulement, l'État qui possède déjà ces institutions, ce n'est pas à l'intérieur de l'Empire allemand qu'on le trouve, mais en Suisse, aux

306 Dans la lutte contre le régime actuel, l'Etat prolétarien futur n'est nullement conçu comme la réalisation fixe et stable d'un ensemble de règles des rapports sociaux, déduites d'une recherche idéale sur la nature de l'homme et la société. Au cours de son existence, l'Etat ouvrier évoluera incessamment jusqu'à sa dissolution finale, au fur et à mesure que l'organisation sociale se transformera, dans un long procès, de système social de contrainte sur les hommes (ce qu'elle a toujours été depuis la préhistoire) en un réseau unitaire et scientifiquement construit d'administration des choses et des forces naturelles.

En somme, l'organisation sociale, l'association humaine, changera radicalement avec les modifications de la technique et des forces de production, et la nature de l'homme se modifiera tout aussi profondément, en s'éloignant toujours davantage de la bête de somme et de l'esclave qu'il était. C'est une absurdité de penser que la révolution communiste proclamera une constitution codifiée et permanente : pareille revendication ne peut figurer dans son programme. Techniquement, il conviendra d'adopter des règles écrites qui n'auront toutefois rien d'intangible, mais garderont un caractère « instrumental » et transitoire en laissant de côté les facéties sur l'éthique sociale et le droit naturel.

Les communistes n'ont donc pas de constitutions codifiées à proposer. Ils ont à abattre tout un monde de mensonges et de constitutions cristallisées dans le droit et dans la force de la classe dominante. Ils savent que seul un appareil révolutionnaire et totalitaire de force et de pouvoir, sans exclusion d'aucun moyen, pourra empêcher que les infâmes résidus d'une époque de barbarie ressurgissent, et qu'affamé de vengeance et de servitude, le monstre du privilège social relève la tête, lançant pour la millième fois le cri menteur de LIBERTE !

États-Unis, etc. Ce genre d'« État de l'avenir », c'est un État existant, encore qu'il existe hors du « cadre » de l'Empire allemand.

Cependant, on a oublié une chose. Le Parti ouvrier allemand déclare expressément qu’il agit au sein de l'« État national actuel », donc de *son propre État*, l'empire prusso-allemand, sinon ses revendications seraient en majeure partie absurdes, car on ne revendique que ce qu'on n'a pas. Dès lors, le Parti ne devrait pas oublier l’essentiel, à savoir : toutes ces belles petites choses impliquent la reconnaissance de ce qu'on appelle la souveraineté du peuple, et ne sont donc à leur place que dans une *République démocratique*.

Puisqu'on n'ose pas - et c’est sagesse, car les circonstances commandent prudence - réclamer la République démocratique, comme le faisaient, sous Louis-Philippe et Louis-Napoléon, les ouvriers français dans leurs programmes, il ne fallait pas non plus recourir à cette supercherie, qui n’est ni « honnête » ni « digne » : réclamer des choses qui n'ont de sens que dans une République démocratique, à un État qui n'est rien d’autre qu'un despotisme militaire bureaucratiquement charpenté, placé sous la protection de la police, enjolivé de fioritures parlementaires avec des touches de féodalisme et qui subit déjà l’influence de la bourgeoisie ; qui plus est, on ose assurer cet État que l'on veut lui imposer de pareilles choses « par des moyens légaux» !

Même la démocratie vulgaire, qui voit dans la République démocratique le millénium et qui ne soupçonne pas que c'est précisément sous cette forme ultime de l’État de la société bourgeoise que se livrera la suprême bataille entre les classes, cette démocratie est encore à cent coudées au-dessus d'un semblable démocratisme, confiné dans les limites de ce qui est permis par la police et prohibé par la logique.

Par « État » on entend, en réalité, la machine gouvernementale, c’est-à-dire l'État en tant qu’il forme par suite de la division du travail un organisme spécial, séparé de la société, ce qui ressort déjà de ces mots : « Le Parti ouvrier allemand revendique *comme base économique de l'État* un impôt unique et progressif sur le revenu, etc. ». Les impôts sont la base économique de la machine gouvernementale et de rien d'autre. Dans l'État de l'avenir, tel qu'il existe en Suisse, cette revendication est pour ainsi dire satisfaite. L'impôt sur le revenu suppose les diverses sources de revenus des différentes classes sociales, et par conséquent la société

capitaliste [307]. Il n'y a donc rien de surprenant si les *financial reformers* de Liverpool - des bourgeois ayant à leur tête le frère de Gladstone - formulent la même revendication que le Programme.

B. - *Le Parti ouvrier allemand réclame comme base intellectuelle et morale de l'État :*

1. *Éducation élémentaire et égale pour tous du peuple, assurée par l'État. Obligation scolaire pour tous, instruction gratuite.*

Education au peuple, la même pour tous ? Qu'est-ce qu'on entend par ces mots ? Croit-on que, dans la société actuelle (et l'on n'a à faire qu'à elle), l'éducation puisse être *la même* pour toutes les classes ? Ou bien prétend-on forcer les classes supérieures à ne recevoir que l'enseignement restreint de l'école primaire,

---

307 Dans l'économie socialiste, il ne peut être question d'impôts payés en monnaie. L'administration, disposant à un moment donné de tout bien produit, retient dans la distribution la partie qui correspond aux services généraux et laisse le reste à la consommation individuelle quotidienne ; ceci est le schéma marxiste.

Mais même une économie complètement *étatisée*, tout en restant monétaire, pourrait fonctionner sans impôts. Si le centre étatique fait rentrer dans son budget et sa caisse tous les « profits » des entreprises étatisées, et si les entreprises agricoles et la terre sont elles aussi nationalisées (hypothèse de Ricardo), l'Etat peut alors retirer de ce mouvement monétaire les sommes nécessaires aux dépenses pour les services publics généraux.

Si l'impôt en monnaie subsiste et s'accroît sans cesse sous le capitalisme, c'est que l'étatisation totale (qui, pour Marx, est une « phase » instable liée essentiellement aux périodes révolutionnaires et de crises sociales) non seulement n'est pas atteinte, mais va en se relâchant.

Toutes les informations sur la Russie parvenues depuis 1953 vont dans ce sens. En Russie, nous avons un secteur de capitalisme d'Etat ainsi qu'un secteur mixte de capitalisme d'Etat et privé, et dans ce mélange c'est la dose du premier qui va en diminuant : non seulement ce n'est pas le résultat d'un processus de révolution socialiste, mais cela n'améliore même pas les conditions pour cette révolution. (Cf. *Struttura…*, chapitres 105 à 111, où se trouve l'analyse du caractère de classe du système d'impôt qui va de plus en plus à l'avantage de la population agricole et aux dépens de la population industrielle.)

Afin d'imposer le prolétaire, l'Etat traite le salaire comme un revenu monétaire, alors que le salaire ne rémunère que la force de travail en lui attribuant des moyens de subsistance, pour maintenir une réserve de force de travail dans sa reproduction physiologique à l'usage du capital. Ainsi donc, l'ouvrier paie des impôts indirects sur sa consommation et des impôts directs sur son « revenu », alors qu'il n'encaisse que ce qu'il lui faut pour sa subsistance. Or, ceci s'effectue deux, trois fois dans tout le système si l'on ajoute l'effet cumulatif de tous les impôts. Toute la richesse produite dans la société vient du travail de l'ouvrier, et la même chose vaut pour les impôts qu'encaisse l'Etat, etc. Les entrepreneurs comme les artisans, commerçants, etc., paient quant à eux avec l'argent d'autrui. Ainsi, lorsqu'un ouvrier fait réparer un carreau, les taxes de l'artisan sont déduites de son salaire.

seul compatible avec la situation économique non seulement des travailleurs salariés, mais encore des paysans ?

« Obligation scolaire pour tous. Instruction gratuite ». La première existe même en Allemagne, la seconde en Suisse et aux États-Unis pour les écoles primaires. Si, dans certains États de ce dernier pays, certains établissements d'enseignement supérieur sont également « gratuits », cela signifie seulement qu'en fait les frais d'éducation des classes supérieures sont payés par les recettes générales de l'impôt. Soit dit en passant, il en va de même de l'« administration gratuite de la justice », réclamée sous A.5. La justice pénale est partout gratuite ; la justice civile concerne presque uniquement des litiges de propriété et touche donc, presque uniquement, les classes possédantes. Voudrait-on qu'elles soutiennent leurs procès aux frais du trésor public ?

Le paragraphe relatif aux écoles aurait dû tout au moins exiger la combinaison des écoles techniques (théoriques et pratiques) et des écoles primaires.

Absolument à rejeter, est une « éducation du peuple par l'État ». Déterminer par une loi générale les ressources des écoles primaires, la qualification du personnel enseignant, les disciplines enseignées, etc., et - comme cela se passe aux États-Unis – faire surveiller par des inspecteurs d'État, l'exécution des prescriptions légales, voilà qui est tout à fait autre chose que de faire de l'État l'éducateur du peuple ! Qui plus est : il faut refuser au même titre au gouvernement et à l'Eglise toute influence sur l'école. Surtout, oui surtout, dans l'Empire prusso-allemand (et qu'on ne nous parle pas de ce creux subterfuge qu'est l'« État de l'avenir » : nous avons vu ce qu'il en est), c'est au contraire l'État qui a besoin d'une très rude éducation par le peuple [308].

D'ailleurs, en dépit de tout son cliquetis démocratique, tout le programme est d'un bout à l'autre infecté par la servile croyance de la secte lassalléenne en l'État ou - ce qui ne vaut guère mieux - par la croyance miraculeuse en la démocratie : plus exactement, c'est un compromis entre ces deux espèces de foi au miracle, également éloignées du socialisme.

« *Liberté de la science* », dit un paragraphe de la Constitution prussienne. A quoi bon en parler ici ?

---

308 Cf. MARX-ENGELS, Critique de l'éducation et de l'enseignement, PCM, p.86-90.

« *Liberté de conscience !* » A-t-on voulu, en ce temps de *Kulturkampf*, rappeler au libéralisme ses vieux slogans ? On ne pouvait le faire que sous cette forme : « Chacun doit pouvoir satisfaire ses besoins religieux aussi bien que corporels, sans que la police y fourre le nez ». Mais le Parti ouvrier devait à cette occasion exprimer sa conviction que la « liberté de conscience » bourgeoise n'est rien de plus que la tolérance de toutes les sortes possibles de *liberté de conscience religieuse*, et que pour sa part il s'efforce de libérer les consciences de la hantise religieuse [309]. Mais on préfère ne pas dépasser le niveau « bourgeois ».

Me voici à la fin, car l'appendice du programme n'en constitue pas une partie caractéristique. Aussi puis-je être très bref.

2. « Journée normale de travail ».

Dans aucun autre pays, le Parti ouvrier ne s'est borné à une revendication aussi vague ; il a toujours précisé la longueur de la journée de travail, telle qu'il la tient pour normale dans les circonstances données.

---

309 Cette indifférence vis-à-vis du sentiment religieux des masses est une grave erreur, parce qu'elle laisse intacte dans l'esprit des ouvriers le substrat sur lequel se base le prêtre dans ses appels pour les ramener au troupeau, alors qu'il est évident que nous devons au contraire combattre ce sentiment, parce qu'il est un moyen dont se sert la classe dominante pour justifier son ordre contre les humbles en recourant à l'intervention d'une volonté surnaturelle. Quoi qu'on dise sur le communisme du Christ, il est certain pour nous que toute croyance au monde de l'*au-delà* est un moyen puissant pour endormir la lutte de classe qui vise à résoudre les problèmes de ce monde.

Si le prolétaire révolutionnaire est au-delà de la religion, il est en fait aussi au-delà de l'athéisme.

« On peut même dire de l'ouvrier social-démocrate allemand que l'athéisme a fait son temps pour lui ; ce terme purement négatif ne peut pas s'appliquer à eux, qui ne sont plus en opposition théorique, mais seulement pratique à la croyance en Dieu : ils en ont tout simplement *fini avec Dieu ;* ils vivent et pensent dans le monde réel et par conséquent, ils sont matérialistes. » Cf. Engels, *Littérature de réfugiés ; II. Programme des réfugiés blanquistes de la Commune*, in *Werke*, t. 18, p. 531-532 et Engels, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, chap. *Mouvements ouvriers*, in *Werke*, t. 2, p. 453.

L'athéisme bourgeois – ou ce qu'il en reste, la bourgeoisie ayant tourné le dos à sa propre idéologie révolutionnaire antiféodale - est devenu purement conservateur et n'a rien de commun avec la critique communiste qui dérive quant à elle du fait que « toute religion n'est que le reflet fantastique, dans le cerveau des hommes, des puissances extérieures qui dominent leur existence quotidienne » (cf. *l'Antidühring*), la tâche du communisme étant justement d'abattre la dernière de ces puissances, le capital. Le reflet religieux disparaîtra alors pour de bon. Les diverses religions établies ne se trompent pas en voyant dans le communisme leur véritable ennemi mortel.

3. « *Limitation du travail des femmes et interdiction du travail des enfants* ».

La réglementation de la journée de travail doit impliquer déjà la limitation du travail des femmes, pour autant qu'elle concerne la durée, les pauses, etc., de la journée de travail; sinon elle ne peut que signifier l'exclusion des femmes des branches d'industrie qui sont particulièrement préjudiciables à leur santé où contraires à la morale pour le sexe féminin. Si c'est ce qu'on pensait, il fallait le dire.

« *Interdiction du travail des enfants* ! ». Il était absolument indispensable ici d'indiquer la limite d'âge.

Une *interdiction générale* du travail des enfants est incompatible avec l'existence de la grande industrie; elle n'est donc qu'un vœu pieux et stérile.

Sa mise en vigueur - si elle était possible - serait réactionnaire, car grâce à une stricte réglementation du temps de travail selon l'âge et à d'autres mesures de protection en faveur des enfants, la combinaison précoce du travail productif et de l'instruction est un des plus puissants moyens de transformation de la société actuelle.

4. « *Surveillance par l'État du travail dans les fabriques, les ateliers et l'industrie domestique* ».

S'agissant de l'État prusso-allemand, il fallait absolument demander que les inspecteurs ne soient révocables que par une décision des tribunaux; que tout ouvrier puisse les attaquer en justice pour manquement à leurs devoirs; qu'ils soient membres du corps médical.

5. « *Réglementation du travail dans les prisons* ».

Revendication mesquine dans un programme ouvrier général. En tout cas, il fallait dire clairement qu'on n'entendait pas que les criminels de droit commun, par crainte de leur concurrence, soient traités comme du bétail et qu'on ne désirait pas les priver de leur seul moyen d'amendement, le travail productif. C'est bien le moins qu'on dût attendre de socialistes.

6. « *Une loi efficace sur la responsabilité* ».

Il fallait dire ce qu'on entend par « efficace » en parlant de cette loi sur la responsabilité en matière de législation du travail.

Remarquons en passant qu'à propos de la journée normale du travail, on a négligé la partie de la législation des fabriques qui concerne les règlements sur l'hygiène et les mesures de prévention contre les risques, etc. La loi sur la responsabilité n'entre en application que lorsque ces prescriptions sont violées.

Bref, cet appendice se distingue, lui-aussi, par le laisser-aller de sa rédaction.

Dixi et salvavi animam meam (J'ai parlé, mon âme est sauve).

Karl MARX et Friedrich ENGELS

Utopisme et communauté de l'avenir

Introduction, traduction et notes
de Roger DANGEVILLE
(1976)

Un document produit en version numérique par Diane Brunet, bénévole,
Diane Brunet, bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi
Courriel: Brunet_diane@hotmail.com

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: http://classiques.uqac.ca/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: http://bibliotheque.uqac.ca/

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Diane Brunet, bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi à partir du livre de :

Karl MARX et Friedrich ENGELS

Utopisme et communauté de l’avenir.
Introduction, traduction et notes de Roger DANGEVILLE. (1976)

* À l'aube du capitalisme, lorsque, les contradictions à leur paroxysme ont suscité une nouvelle forme de société, la dialectique utopiste a découvert un monde humain. * Les analyses de Marx lui donnent une assise scientifique. * Les utopistes ont compris les sociétés primitives et théorisé l'évolution finale du capitalisme. * Owen a préparé les syndicats et le monde des coopératives, Saint-Simon le crédit et la société industrielle, et Fourier l'émancipation de l’homme et de la femme. *

Paris : François Maspero, Éditeur, 1976, 190 pp. Petite collection Maspero, no 160.

Une publication originale des Classiques des sciences sociales avec l’autorisation des ayant-droits de Roger Dangeville.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.
Pour les citations : Times New Roman, 12 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 21 mai 2012 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

[2]

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

Karl Marx, Friedrich ENGELS, *Le syndicalisme.* Traduction et notes de Roger Dangeville.

I. Théorie, organisation, activité.
II. Contenu et portée des revendications syndicales. *Index des idées.*

Karl Marx, Friedrich Engels, Le parti de classe. Traduction et notes de Roger Dangeville.

I. Théorie, activité.
Il. Activité et organisation.
Ill. Questions d'organisation.
IV. Activités de classe. *Index des noms cités dans les quatre volumes. Index analytique.*

Karl Marx, Friedrich Engels, Le mouvement ouvrier français. Traduction et notes de Roger Dangeville.

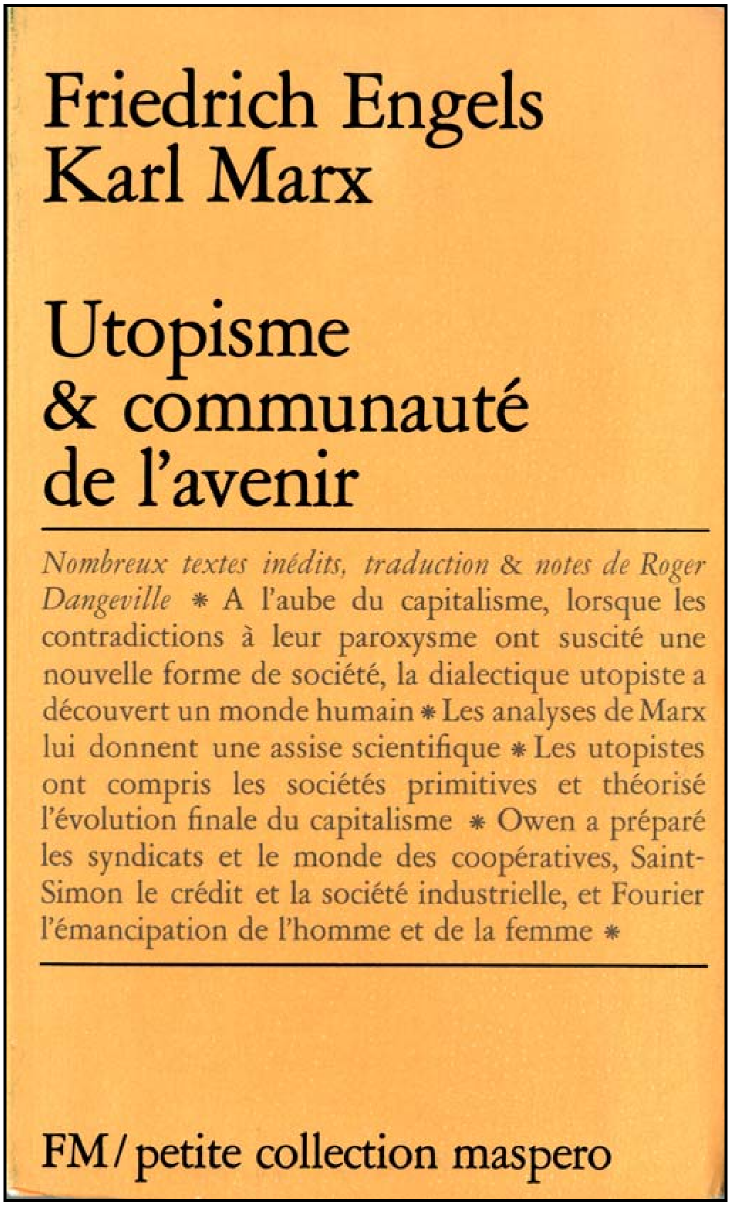
I. Tactique dans la révolution permanente.
II. Pour le parti de classe. *Index analytique.*

Karl Marx, Friedrich ENGELS, Les utopistes. Traduction et notes de Roger Dangeville. *Index des idées.* [En ligne dans Les Classiques des sciences sociales.]

Karl MARX et Friedrich ENGELS

Utopisme et communauté de l'avenir.

Introduction, traduction et notes
de Roger DANGEVILLE. (1976)



Paris : François Maspero, Éditeur, 1976, 190 pp. Petite collection Maspero, no 160.

[189]

Table des matières

PRÉFACE

L'avenir dans le présent
Instinct de classe et marxisme
Intuition utopiste et socialisme scientifique
Intuition et science
Intérêt pratique de l'utopisme
Intuition utopiste et réalité bourgeoise
Communisme d'hier, d'aujourd'hui et de demain
Marxisme et utopisme
Plan de ce recueil

I. COMMUNAUTÉS UTOPISTES

Discours d'Elberfeld
Progression rapide du communisme en Allemagne
Description de colonies communistes surgies ces derniers temps et encore existantes

II. SOCIÉTÉ COMMUNISTE DES UTOPISTES ET DES MARXISTES

Les communautés de l'avenir
Abolition de la différence entre ville et campagne
Terre et nature
Revendication des utopistes à la manière bourgeoise ou marxiste
Suppression des barrières de races, de langues, de la famille et des nations

III. RACINES DE L'UTOPISME

Plan d'étude combinant matérialistes bourgeois communistes et utopistes
Projet de publication des utopistes
Bentham, Godwin et les premiers socialistes anglais
Éléments plébéiens qui expriment les revendications du prolétariat dans toutes les grandes révolutions antiféodales
Le socialisme des juristes
Rapport de l’utopisme avec la philosophie matérialiste et rationaliste (bourgeoise)
Communisme et abolition de l'État

INDEX DES IDÉES

[5]

UTOPISME
ET COMMUNAUTÉ DE L’AVENIR

PRÉFACE

L'avenir dans le présent

Retour à la table des matières

Dans l'actuel capitalisme qui se survit à lui-même, les choses les plus naturelles deviennent désespérément inextricables - tel le rapport entre jeunes et vieux. Lors de la crise de 1968 [1] - cette répétition générale de la crise actuelle - éclata ce que l'on appelle le conflit des générations, qui n'est pas plus un substitut qu'une forme nouvelle de la lutte de classes, mais le signe manifeste de la sénilité de la société officielle, hors d'état de concevoir et de préparer les conditions de vie matérielle pour les générations futures.

Les jeunes sont mis au chômage massif ; on les place sous tutelle, et on les débilite, en les envoyant, par exemple, dans les écoles jusqu'en plein âge adulte et en les empêchant de participer à la production [2] Bref, on brise leur vitalité, leur fougue et leurs passions dirigées vers le futur, en en faisant des assistés publics

---

1 Cf. « La Crise économique et sociale de Mai-Juin 1968 », dans la série *Fil du temps*, n° 3, et l'introduction à la seconde partie (nu 11) du *Fil du temps* consacré au « Marxisme et la Question militaire ».

2 Après avoir publié aux éditions Maspero les écrits de Marx-Engels sur *Le Parti* et *Le Syndicalisme*, ainsi que sur Le Mouvement ouvrier français, qui définissent les tâches concrètes, immédiates, de l'action révolutionnaire, nous passons maintenant aux textes sur le but du mouvement de classe : l'instauration de la société communiste.

qu'on oblige à aller mendier leur participation à la production et à la vie d'une société monopolisée par le capital devenu gérontocratique, qui bouche toute perspective d'un développement préalablement organisé [6] de l'avenir des jeunes et peut, à la rigueur, satisfaire les vieux qui demandent uniquement la stabilité que semble leur assurer la répétition incessante du passé avec les cycles de reproduction du capital.

Les partis ouvriers officiels ne donnent pas davantage, aux jeunes et même à nombre de moins jeunes, de perspective d'avenir dans lequel ils verraient concrètement leurs efforts et leur vie prendre corps. Les sociaux-démocrates, enfermés dans l'opportunisme immédiat, ne peuvent parler d'une société communiste, sans argent, sans marché, donc sans privilèges de classes, ni État, comme le prônaient Marx-Engels tout au long de leur vie, car celle-ci implique à l'évidence une révolution violente. Il en va de même des partis communistes officiels, rattachés à l'affairiste et mercantile Moscou qui - au lieu d'abolir progressivement le marché, l'argent, les privilèges de classe et l'État - ne tait, après plus de cinquante années d'existence, que les développer jusqu'à leur paroxysme. Leur marxisme est devenu sénile - mais pour cela ils ont dû le falsifier et le renier, en en retranchant tout le... communisme, cet élément subversif que les jeunes ont redécouvert spontanément dans les manifestations de rue lorsqu'ils criaient « l'imagination au pouvoir ! » en l'attribuant aux utopistes et en prenant le marxisme pour ce qu'en disaient les partis ouvriers officiels, séniles ou dégénérés [3].

Or cette partie anticapitaliste du mouvement ouvrier est précisément la raison d'être, le programme pratique du mouvement communiste : c'est elle qui fournit les mobiles qui font agir les révolutionnaires. Le fait qu'elle ait été proclamée par les utopistes, il y a maintenant plusieurs siècles, ne l'a pas rendue caduque, au contraire, puisque le marxisme lui a fourni - comme nous allons le voir dans tous les textes de cette série de recueils - une base plus large et plus solide, tandis que les ouvriers organisés en syndicats et en parti lui donnent une force opérante. En un mot, le socialisme utopique est au socialisme scientifique ce que les balbutiements de l'enfant sont à la force et à la pensée conscientes de l'adulte, tous deux étant de la même chair et du même sang.

---

3 Comme le répétait Lénine à propos de l'extrémisme de gauche, d'abord un enfant n'est pas un malade, ensuite on guérit des maladies infantiles - mais non des maladies séniles.

[7]

Ce qui vaut pour l'inimitable beauté de l'art grec, par exemple, vaut aussi pour les merveilleux rêves de l'enfant utopique du socialisme moderne de classe : « Il est des enfants mal élevés et des enfants qui ont grandi trop vite : c'est le cas de nombreux peuples de l'antiquité. Les Grecs étaient des enfants normaux. Le charme que nous inspirent leurs œuvres ne souffre pas du faible développement de la société qui les a fait fleurir : elles en sont plutôt le résultat, inséparable des conditions d'immaturité sociale, où cet art est né, où seul il pouvait naître, et qui ne reviendra jamais plus. [4] »

Instinct de classe et marxisme

Retour à la table des matières

Marx-Engels ont la même position vis-à-vis des visions fantastiques de l'intuition des utopistes que vis-à-vis de l'instinct de classe des ouvriers. Loin de leur opposer la froide Raison du professoral « socialisme vrai » avec ses « c'est juste ou c'est faux ! », ils démontrent que les aspirations des uns et des autres correspondent à un besoin social, dont la satisfaction devient une nécessité historique dès lors que le mouvement ouvrier a grandi et s'est multiplié. Engels souligne, certes, les énormes avantages du mouvement ouvrier [8] allemand moderne, qui est né après les mouvements ouvriers anglais et français et n'a pas eu à passer lui-même par le stade infantile - utopique - du communisme, ni à y stagner (le mouvement ouvrier y retombe également à chaque déviation ou maladie, s'il ne dégé-

---

[4] Cf. MARX, *Grundrisse der Kritik der politischen Oekonomie*, trad. fr., 10/18, t. 1, p. 78. Chez les utopistes aussi, il y a des enfants géniaux, par exemple, Saint-Simon, Fourier ou Owen, comme des enfants attardés, voire réactionnaires, tel le Proudhon de la *Philosophie de la misère*. Ce n'est pas enlever de mérite historique aux grands utopistes que d'affirmer qu'à partir du moment où le mouvement ouvrier a grandi, les idées de son enfance deviennent puériles. Quoi qu'il en soit, comme le dit Engels, il vaut toujours mieux retourner à l'original qu'aux pâles copies et caricatures - aux grands utopistes qu'à leurs disciples attardés.

Marx écrivait à Kugelmann, le 9 octobre 1866, à propos de Proudhon et plus encore de ses successeurs : « Proudhon a occasionné un mal énorme. Sa soi-disant critique et sa soi-disant opposition aux utopistes - il n'est lui-même qu'un utopiste petit-bourgeois, alors que les utopies d'un Fourier, d'un Owen, etc., contiennent l'anticipation et l'image fantastique d'un monde nouveau - a d'abord captivé, puis corrompu la "jeunesse brillante", les étudiants, puis les ouvriers, surtout parisiens qui, employés à la fabrication de luxe, sont fortement attirés, sans le savoir, par les vieilleries inutiles. »

nère pas de manière pire encore, en s'enlisant dans l'idéologie bourgeoise elle-même, comme c'est le cas actuellement pour les pseudo-partis des ouvriers des pays capitalistes développés). Cependant, il n'en reconnaît pas moins les mérites ineffaçables de l'utopisme socialiste : "Le second avantage, c'est que chronologiquement les Allemands soient venus au mouvement ouvrier à peu près les derniers [c'est vrai aussi des Russes et du parti de Lénine]. Cependant le socialisme scientifique allemand n'oubliera jamais qu'il s'est élevé sur les épaules de Saint-Simon, de Fourier et d'Owen - trois hommes qui, malgré toute la fantaisie de l'utopisme de leurs doctrines, comptent parmi les plus grands esprits de tous les temps et ONT ANTICIPÉ GÉNIALEMENT SUR D'INNOMBRABLES IDÉES, DONT NOUS DÉMONTRONS AUJOURD'HUI SCIENTIFIQUEMENT L'EXACTITUDE. De même le mouvement ouvrier allemand pratique ne devra jamais oublier qu'il s'est développé sur la lancée des ouvriers anglais et français, dont il a pu bénéficier directement des expériences que ceux-ci avaient eux-mêmes chèrement payées, et éviter à présent leurs erreurs AUTREFOIS POUR LA PLUPART INÉVITABLES [5]."

Aux yeux d'Engels, le socialisme utopique a joué un rôle décisif dans la genèse du marxisme, et tous les textes de ces recueils montreront que le socialisme scientifique ne se rattache en aucune façon aux idéologies bourgeoises, chaque classe ayant une idéologie propre et opposée à celles des autres classes, et chaque mode de production sécrétant ses propres structures idéologiques. De fait, le marxisme développe l'utopisme en science et relie le programme final, décrit par les socialistes utopiques, aux revendications concrètes et actuelles du mouvement ouvrier, engagé dans la lutte de classe sur trois points à la fois, politique, économique (syndical) et théorique.

5 Cf. ENGELS, préface de 1870 à *La Guerre des Paysans*, trad. fr., in : MARX-ENGELS, la Social-démocratie allemande, 10118 ' 1975. Ce recueil est dans la lancée logique des textes de Marx-Engels sur *Le Mouvement ouvrier français* et sur *Le Syndicalisme*, qui résume l'expérience des luttes économiques du prolétariat.

[9]

Intuition utopiste et socialisme scientifique

Retour à la table des matières

L'utopisme est au marxisme ce que l'intuition est à la science, et la poésie à la recherche scientifique, qui n'est pas froide technique ni simple déduction expérimentale, mais courage intellectuel sur des sentiers non encore battus, avec des perspectives éblouissantes non pour le stérile esprit individuel, dont les satisfactions sont dérisoires, mais pour la vie matérielle et le cerveau collectif de l'espèce humaine.

La science naît de l'instinct et de l'intuition dans l'action, et le marxisme n'a pas la position bornée des sciences bourgeoises qui considèrent - et avec quelles réticences le plus souvent ! - que le déterminisme et la science ne peuvent s'appliquer qu'au domaine physique extra-humain. Il s'attaque, au contraire, d'abord aux faits historiques des grandes masses (classes) de la société humaine, avant de donner - avec l'instauration du socialisme - une impulsion insoupçonnable aujourd'hui aux sciences de la nature qui, une fois unifiées, engloberont également celles de l'homme.

Aujourd'hui la débilitante division du travail, qui correspond à la division des sciences, compartimente chaque activité manuelle ou intellectuelle dans un secteur si étroit qu'il n'est plus possible à qui que ce soit d'avoir une conception humaine, active et synthétique, c'est-à-dire sociale. Ce n'est que lorsqu'elle sera brisée que naîtra l'union entre poésie et science, quand le travail manuel ne sera plus séparé du travail intellectuel.

C'est alors que les aspirations obscures des utopistes deviendront réalité, élaborée consciemment et systématiquement par l'humanité maîtrisant la nature humaine aussi bien que la nature ambiante, grâce à l'œuvre collective en vue du bonheur de tous.

Intuition et science

Retour à la table des matières

Les aspirations communistes, théorisées par les utopistes, même si elles n'étaient pas réalisables dans l'immédiat, n'étaient pas " fausses ". Dans les classes productrices, frustrées et exploitées, elles ont en leur temps exprimé un besoin matériellement déterminé, mais refoulé à chaque fois avec succès, tant que la société de classe est encore une nécessité [10] historique, préalable à l'extension à toute la société humaine du communisme des petits groupes au sein desquels il subsistait primitivement. Le socialisme moderne ne se fixe-t-il pas lui-même pour but de remplacer " la production capitaliste par la production coopérative, soit une forme supérieure du type archaïque de la propriété collective du communisme primitif [6] " ?

Une intuition peut être plus juste que la science " positive ", dont l'évolution des connaissances elle-même a révélé si souvent la fragilité, voire les déformations. En fait, l'inexact saisit le réel dans sa vérité avant et mieux que l'exact. Si le produit de l'art ne dégénère pas aussi vite que celui de la " science ", c'est que l'intuition précède victorieusement la connaissance et la prétendue science " exacte ". Ainsi dans la dynamique humaine qu'est une révolution, l'art marque une étape, tandis que la science officielle se prélasse dans le conservatisme - et c'est encore plus vrai lorsqu'elle se réalise dans la technique, comme on la conçoit aujourd'hui. [7]

S'il a l'instinct de classe, le prolétaire illettré possède des certitudes inaccessibles à la science - on peut bien les taxer avec dérision d'utopiques, cela nous laisse de marbre, d'autant que nos contradicteurs nient tout déterminisme dans la vie sociale. Notre thèse se trouve encore confirmée par le fait que, de nos jours, les

---

6 Cf. Marx à Vera Zassoulitch, février 1881, brouillon II, in *Marx-Engels Archiv*, édité par D. Riazanov, Francfort-sur-le Mein, 1928, Bd. 1, p. 331.

7 Ainsi l'insurrection est un art, dans la définition du « général » Engels, étant donné qu'elle exige un mélange subtil de pratique et de théorie révolutionnaires, d'énergie, de science et de poésie. Elle suppose une intuition profonde dans le cours tragique des événements, en même temps que la rigueur, de l'esprit mathématique, pour ainsi dire.

Ce n'est pas par hasard que Trotsky, aux intuitions si profondes, fut l'efficace général de la guerre civile en Russie des années 1920.

partis communistes dégénérés chantent tant les louanges de la Technique, tout en étant si étrangers à l'art vivant et ce n'est pas le vénal et milliardaire Picasso, dont la peinture tourne le dos au prétendu réalisme socialiste cher à Staline, qui suffira à le démentir.

L'évolution des sciences démontre que l'instinct et l'intuition ont remporté plus d’une victoire sur la froide et non [11] dialectique Raison, cet autre fétiche de la pensée bourgeoise. La physique et les mathématiques elles-mêmes n'ont-elles pas fait partie pendant très longtemps de la religion et de la philosophie au temps où la division ne séparait pas la connaissance ? Au XVIIIe siècle encore - comme Marx le rappelle -, la métaphysique faisait encore progresser la connaissance et opérait des découvertes en mathématique et en physique.

On ne peut s'empêcher de comparer les savants du passé et leurs schémas géométriques et métaphysiques d'explication du monde, avec les socialistes utopiques qui illustraient leur vision de la société des hommes avec leurs plans fantastiques. Ceux-ci avaient une tout autre allure que la vision qu'ont du monstrueux monde actuel nos contemporains en général et leurs porte-parole, scientifiques ou non, enfoncés qu'ils sont tous dans leurs préjugés et leurs connaissances sociales de pacotille.

Les visions fantastiques du monde des sages de l'antiquité et des utopistes - tout ingénues qu'elles aient été - correspondaient aux besoins et à la pensée pratiques de leur époque. Qui plus est, elles ont fait progresser non seulement les conditions d'alors, mais ont permis des développements scientifiques ultérieurs, comme le montre, par exemple, l'astronome Ptolémée. Dans le système de celui-ci, on pouvait encore se demander pourquoi le soleil ne tombait pas sur la terre. La réponse qu'en donnaient les Anciens pouvait toujours satisfaire Dante - ce qui démontre sa solidité : chaque corps est attaché, pour ainsi dire fixé ou collé, à une sphère qui tourne dans le ciel en ayant la terre pour centre. Dans l'univers de Dante, l’ultime et plus grande sphère est celle de l'Empyrée, le ciel des étoiles fixes qui, grâce à Dieu, tourne autour de lui-même en 24 heures en même temps que tous les astres qui ne sont pas des planètes ou des étoiles errantes, dont chacune est liée à un ciel de degré moindre, jusqu'à celui de la lune, qui est le premier.

Galilée, qui avait - comme il se doit - le plus profond respect pour Dante, ne rit pas de sa construction naïve, mais dit simplement : ne vaudrait-il pas mieux se demander pourquoi la terre ne tombe pas sur le soleil ? En inversant de la sorte la question [8], il inaugura une nouvelle étape [12] historique de l'homme et de son savoir, qui donna la loi de la gravitation universelle (newtonienne).

Intérêt pratique de l'utopisme

Retour à la table des matières

On est fondé de dire que les utopistes se posaient la même question que le marxisme, mais ils ne pouvaient y répondre qu'avec les moyens que leur fournissait en leur temps le développement des forces productives. C'est ce qui saute aux yeux dès qu'ils passent à la réalisation pratique de leurs intuitions communistes : les matériaux utilisés sont ceux-là mêmes qu'ils trouvent devant eux, à leur époque. Fourier, par exemple, vivait alors que l'agriculture dominait, l'industrie étant encore dans les limbes. Il fut donc le socialiste de l'époque de la physiocratie, ses plans se réalisant au niveau agraire.

Son intérêt est, à nos yeux, double et immense : 1. Au niveau alors atteint historiquement et économiquement, Fourier proposait une solution productive conforme aux intérêts des classes laborieuses, et non d'une minorité de privilégiés oisifs et exploiteurs. En ce sens, il a une position de " classe ", communiste, même s'il nie - et pour cause, étant donné au tout début du XIX^e^ siècle la passivité des masses - la lutte des classes. 2. Certaines solutions proposées par Fourier demeurent valables aujourd'hui encore, à titre, par exemple, de mesures générales de transition au socialisme. Il en est ainsi de son droit au travail. Celui-ci peut aussi

---

8 Ce qui importe, ce n'est pas la réponse (juste, fausse ou moitié juste et moitié fausse), mais la question, car la réponse dépendra de la manière dont on pose la question. Chaque mode de production se pose ainsi des tâches et des problèmes nouveaux, et il leur donne la solution conformément aux forces concrètes dont il dispose. C'est à l'échelle sociale que se vérifie la formule de Marx, selon lequel poser la question est la chose la plus difficile : « De même que la solution d'une équation algébrique est donnée, sitôt que le problème est posé dans ses rapports les plus nets et les plus clairs, de même toute question trouve sa réponse, sitôt qu'elle est devenue une question véritable. L'histoire universelle elle-même ne connaît pas d'autre méthode que de répondre à de vieilles questions par de nouvelles, et de s'en débarrasser ainsi. » (« La Question de la centralisation », manuscrit resté inédit d'un article de *La Gazette rhénane*, 17 mai 1842.)

bien s'appliquer aux conditions d'un pays qui se trouve encore à un stade agraire arriéré qu'à celles d'un pays [13] industriel avancé. Les utopistes imaginent toujours des solutions susceptibles de s'appliquer à tous les individus à chaque pas en avant des forces productives de la société : leurs idées ont une grande actualité, voire un avenir immense, puisque le capitalisme creuse précisément les écarts entre les hommes et les pays, du fait de son développement hautement inégal.

Les utopistes ne s'abstrayaient pas le moins du monde de leur temps et des conditions réelles qui existaient alors. Tout au contraire, ce qui les caractérise, c'est précisément leur vision dialectique aiguë du développement concret de l'histoire, que nous ne pouvons attribuer qu'à ceux qui sont l'expression de temps agités où l'histoire en mouvement brise les préjugés et permet une vision profonde dans la dynamique de l'histoire. Les utopistes ont ainsi fait preuve d'un sens peu commun pour déceler les développements, non seulement de la société communiste, mais encore du capitalisme. Fourier a théorisé le stade ultime du monde bourgeois, la phase de la direction des " managers ", comme il a saisi le mécanisme de développement des sociétés primitives, théorisées ensuite par Morgan qui frôla le communisme dans ses descriptions des tribus indiennes [9].

Dans ses plans les plus fantastiques, Fourier - comme Owen - tenait le plus grand compte du faible développement des forces productives dans la période où le capital n'a pas encore procédé à son accumulation primitive, et le travail manuel prévaut largement sur le travail mécanique. Aussi proposait-il d'allonger au maximum la journée de travail par de " courtes séances " et des " variations fréquentes " de l'activité [10].

---

9 Saint-Simon, pour ne pas l'oublier, a non seulement théorisé le crédit mais a fourni, bien malgré lui, à ses disciples embourgeoisés, la base du système financier pour le capitalisme le plus développé.

10 À ce propos, Marx écrit dans *Le Capital*, I (Ed. sociales, t. 1, p. 284) : « Indépendamment de l'excès de travail qu'il créait, ce susdit système de relais [anglais] était un produit de la fantaisie capitaliste, tel que Fourier n'a pu le dépasser dans ses esquisses les plus humoristiques des " courtes séances " ; mais il faut dire que ce système remplaçait l'attraction du travail par l'attraction du capital. » Dans son *Nouveau Monde industriel et sociétaire* (éd. de 1829, p. 80), Fourier écrit : « Les plaisirs civilisés ne sont toujours que des fonctions improductives, tandis que l'état sociétaire applique la variété de plaisirs aux travaux devenus attrayants. » Il exagère même dans la mobilisation du travail (si nécessaire pourtant en son temps), quand il prétend par-dessus le marché que le travail est « attrayant », ce qui fait dire à Marx : « Le travail ne peut devenir jeu, comme le voudrait Fourier, qui a eu le grand mérite de démontrer que le but ultime exige que l'on élimine non seulement la distribution ac-

[14]

Intuition utopiste et réalité bourgeoise

Retour à la table des matières

Engels défendit contre les gros rires de professeurs prétentieux et superintelligents l'idée hautement fantaisiste des futures mers de limonade de Fourier, en soulignant qu'elle partait d'une conception révolutionnaire et féconde - celle de la transformation de la nature conformément aux besoins de l'homme.

Tant que la bourgeoisie fut révolutionnaire, elle rêva, elle aussi, de transformer les continents et la nature grâce à la technique fraîchement découverte. Le percement du canal de Suez fut l'œuvre grandiose de Ferdinand Lesseps, un fervent admirateur de l'utopiste Saint-Simon, et l'idée de Suez passa dans le monde du XIX^e siècle pour une idée socialiste. Elle enthousiasma tous les éléments progressifs de ce siècle : les marxistes eux-mêmes ne considèrent-ils pas la création du marché mondial, avec les liaisons et communications intercontinentales, comme la prémisse de la transformation socialiste du monde ?

En tout cas, le projet était déjà ancien. Napoléon 1^er l'avait caressé, après avoir fait appel au philosophe Leibnitz, ce grand mathématicien : Bonaparte ne rêvait-il pas de briser la suprématie maritime et impériale anglaise [11] ? Des [15] civilisations plus antiques encore avaient, elles aussi, conçu ce plan : le pharaon Sésostris l'aurait même entrepris, et selon Hérodote 120 000 travailleurs auraient péri dans la tentative d'un autre pharaon. Les califes arabes y renoncèrent, par crainte d'ouvrir la voie aux flottes de Byzance. Après la découverte de la route de l'Inde, au

tuelle, mais encore le mode de production, même sous ses formes les plus développées. » (Grundrisse, 10/18, t. 3, p. 354.)

Marx soulignera que le travail est souvent un rude effort - et le restera toujours, même dans la société communiste où la vie aura ses tensions et ses drames, qui seront véritablement humains précisément lorsque l'inhumaine concurrence et lutte (de classes) entre hommes aura cessé et que la nature physique sera la seule force qu'il s'agira de dominer. Il n'est pas de vie sans effort, et le travail trouvera alors sa récompense, d'une part, en lui-même, dans l'effort surmonté (comme dans une escalade réussie), d'autre part, dans le don de son travail à la société, celle-ci ne rémunérant plus individuellement le travail avec de l'argent, chacun donnant d'après ses facultés et recevant d'après ses besoins.

11 Sur l'importance stratégique de cet endroit du monde, hier et aujourd'hui, cf. l'introduction du *Fil du temps*, n^o 11, sur « Le Marxisme et la Question militaire ». Les troupes d'Hitler ne durent-elles pas avancer jusqu'au canal de Suez pour tenir... l'Europe et son flanc sud ?

XV^{e} siècle, les Vénitiens s'attaquèrent au projet, mais les Turcs s'y opposèrent : une aspiration peut être longue à se réaliser, sans être sotte pour autant.

Mais lorsque Lesseps voulut renouveler son exploit à Panama, l'entreprise tourna au scandale (financier), celui-ci éclaboussa le grand ingénieur lui-même qui fut condamné à cinq ans de prison. Aujourd'hui le canal de Suez est fermé à chaque guerre " cyclique " dans cette région stratégique du monde, et la vie, dans la Méditerranée, est en train d'étouffer sous la masse de merde accumulée par l'industrialisme vénal. On est loin de la mer de limonade de Fourier !

Communisme d'hier, d'aujourd'hui et de demain

Retour à la table des matières

L'orientation " objectiviste " de la science bourgeoise fait non seulement d'elle un savoir hautement partial, mais lui pose encore des lunettes de classe : "Il en va donc de l'histoire humaine comme de la paléontologie : des choses qui se trouvent sous le nez, même les esprits les plus éminents ne les voient pas par principe, en raison d'un aveuglement déterminé de leur jugement. Ensuite, quand le temps en est venu, on s'étonne que ce qui n'a pas été vu laisse des traces partout. La première réaction à la révolution française et au rationalisme, qui y était lié, a été naturellement de tout voir sous l'aspect médiéval et romantique, et même des gens comme Grimm n'en ont pas été exempts. La seconde réaction - et elle correspond au courant socialiste, bien que ces savants ne se doutent nullement qu'ils s'y rattachent - a été de découvrir, au-delà du Moyen Age, l'époque primitive de chaque peuple. Et alors, ils ont été tout surpris de retrouver, dans ce qu'il y a de plus ancien, ce qui est le plus neuf, [16] ainsi qu'un égalitarisme tel qu'un Proudhon lui-même en frémirait d'horreur [12]."

---

12 Cf. Marx à Engels, 25 mars 1868.

Marx renvoie ici à l'idée selon laquelle le communisme renouera avec les rapports sociaux du communisme primitif, en y joignant les acquêts techniques développés par les sociétés ultérieures. Plus loin dans sa lettre, il montre comment des traces nombreuses de communisme (primitif) subsistent même dans les sociétés de classe, ce que ne peuvent voir ceux qui ont des œillères et des préjugés propres à leur position de privilégiés de la propriété privée, mais ce qui n'échappe pas aux utopistes.

Enfin, Marx y développe l'idée selon laquelle chaque mode de production sénile devient antisocial et ravage la nature ambiante, comme ce fut le cas notamment de la Grèce et

Le marxisme est la théorie scientifique du mouvement réel de toute la société vers le communisme, d'un mouvement qui n'est jamais interrompu, de l'aube du communisme primitif à la fin du capitalisme. [13] Il s'est poursuivi [17] également dans les aspirations et les tentatives révolutionnaires des classes productives, à l'autre pôle de l'antagonisme social existant, et se manifeste de la manière la plus vive, lorsque la société se remet en mouvement, au moment des ébranlements, crises et révolutions (1525, 1646, 1793, 1848, 1871 et au cours de ce siècle dans tant de pays en révolution contre les conditions précapitalistes).

Ce n'est pas par hasard que les Fourier et Saint-Simon aussi. bien que les Héraclite et Hegel furent de grands dialecticiens, l'époque historique dans laquelle ils vivaient était au comble de ses contradictions et le flot tumultueux de l'histoire se remettait en mouvement à la recherche de solutions nouvelles. Ce caractère éminemment matérialiste de la dialectique explique que Marx - contrairement à tous les professeurs en marxisme - n'ait jamais écrit de manuel sur la dialectique pour livrer des recettes toutes faites à ses disciples (bien que le besoin s'en fît sentir souvent très cruellement) : l'histoire elle-même enseigne la dialectique en cadeau - non pas dans les écoles, mais dans la rue et l'action historique pratique.

Dans le *Manifeste*, Marx-Engels distinguent entre deux utopismes : l'un est réactionnaire, tourné vers le passé et rêve du communisme primitif - comme les

---

de la Rome esclavagistes, et du capitalisme sous nos yeux : « L'ouvrage de Fraas (*Le Climat et la flore dans le cours du temps, leur histoire commune*, 1847) est très instructif, car il démontre comment le climat et la flore se modifient dans l'histoire et le temps. Il est darwiniste avant Darwin, et fait naître les espèces elles-mêmes à une époque historique ; mais il est en même temps agronome. Il affirme qu'avec la culture du sol - selon son degré d'intensité - l'humidité si chère aux paysans se perd, d'où la migration des plantes du Sud vers le Nord et la formation de steppes à la fin. Le premier effet de la mise en culture serait utile, mais elle finirait par être dévastatrice, à la suite du déboisement, etc. C'est tout autant un philologue éminent (il a écrit des livres en grec) qu'un chimiste, agronome, etc. La conclusion en est que l'agriculture - si elle progresse de manière spontanée et naturelle, et n'est pas dominée consciemment (comme bourgeois, il ne va pas jusque-là naturellement) - laisse derrière elle des déserts, comme ce fut le cas en Perse, en Grèce, en Mésopotamie, etc. Ainsi donc, une fois de plus, une tendance socialiste ! »

13 À la fin le *capital lui-même* produit son fossoyeur, et les conditions de destruction de la vieille société ainsi que les éléments de formation de la nouvelle : « Je ne considère pas la grande industrie simplement comme la mère de l'antagonisme, mais encore comme la productrice des conditions MATÉRIELLES ET SPIRITUELLES de la solution de ces antagonismes, qui toutefois ne peut s'effectuer par une voie pacifique. » (Marx à Kugelmann, 17 mars 1868).

Le Capital de Marx est systématiquement axé sur cette dialectique, imperméable à ceux qui ont des œillères de classe. Nous développerons ce point dans le recueil de Marx-Engels sur *La Société communiste.*

communautés du christianisme primitif d'abord dans la communion de la consommation, puis dans le ciel - et aspire à l'égalité primitive ; l'autre, révolutionnaire, critique les conditions inhumaines à l'aube de la société bourgeoise et a l'intuition du communisme futur, dont la base matérielle nouvelle se développe progressivement au sein de la société capitaliste actuelle qui, selon les termes de Marx, accouchera du communisme [14] : "Les innombrables formes contradictoires [18] de l'unité sociale ne sauraient être éliminées par de paisibles métamorphoses. Au reste, toutes nos tentatives de les faire éclater seraient du donquichottisme, si nous ne trouvions pas, enfouies dans les entrailles de la société telle qu'elle est, les conditions matérielles et les rapports de distribution de la société sans classes [15]."

Marxisme et utopisme

Retour à la table des matières

Le marxisme a en commun avec 1'utopisme le but du communisme supérieur. Comme il ressort de la première partie de ce recueil, il ne règne pas de divergences entre eux sur cette ultime évolution de l'humanité - abolition de l'argent, des classes, de la division du travail, de la contradiction entre villes et campagne, de l'État. Certes, l'utopisme, étant donné l'immaturité des conditions sociales de son époque, ne pouvait en avoir que l'intuition, et ses plans pratiques pouvaient - et devaient même - être en contradiction avec ce but suprême. Cependant son intui-

---

14 Cette société n'est pas une possibilité qui se « construira » après la prise du pouvoir, comme dans la monstrueuse théorie du « socialisme dans un seul pays » de Staline, l'architecte dont le démiurge principal sera l'Etat, et non plus la classe du travail - le prolétariat. En fait, il suffit d'un acte politique violent, puis d'une longue dictature, pour consolider un premier résultat, qui a dégagé le communisme de ses entraves actuelles, afin qu'il se développe librement : « La violence est l'accoucheuse de toute vieille société qui est enceinte d'une nouvelle. C'est elle-même un agent économique. » (*Le Capital*, 1, Werke Dietz, 23, p. 779.) La traduction Roy, reprise par toutes les éditions françaises du premier livre du Capital, semble hésiter devant une conception aussi hardie : « Et, en effet, la force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. La force est un agent économique. » (Ed. sociales, t. 3, p. 193.) Auparavant, Marx avait montré que c'est exactement de cette façon que le capitalisme était né de la société féodale dans le procès de l'accumulation primitive : « Quelques-unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale, mais toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'État, la force concentrée et organisée de la société, afin de promouvoir comme en serre chaude le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abréger les phases de transition. »

15 MARX, *Grundrisse,* 10/18, t. 1, p. 159.

tion l'emporte, à nos yeux, sur tous ses éléments hétérogènes de mise en pratique fantastique.

Selon la formule d'Engels, le marxisme reprend cette intuition et la fonde scientifiquement sur la société communiste qui existe déjà au sein de la société capitaliste, celle que le travail des prolétaires a forgée à un pôle des contradictions qui feront éclater le capitalisme - la socialisation réalisée des forces productives.

Dans l'*Anti-Dühring,* Engels résume comme suit le cours du capitalisme (cette révolution permanente des forces productives objectives) et son débouché dans le socialisme : RÉVOLUTION CAPITALISTE. Transformation de l'industrie, d'abord au moyen de la coopération simple et de manufacture. [19] Concentration en grands ateliers des moyens de production jusque-là dispersés et, en conséquence, transformation des moyens de production individuels en moyens sociaux - transformation qui n'affecte pas la forme de l'échange dans son ensemble. Les formes d'appropriation traditionnelles restent cependant en vigueur : le capitaliste, en sa qualité de propriétaire des moyens de production, s'approprie aussi les produits et en fait des marchandises. La production est devenue un acte social ; l'échange et avec lui l'appropriation restent des actes individuels : le produit social est approprié par le capitaliste individuel. De cette contradiction fondamentale jaillissent tous les antagonismes dans lesquels se meut l'actuelle société, et que la grande industrie fait apparaître en pleine lumière.

A. Le producteur est séparé de ses moyens de production. L'ouvrier est voué au salariat à vie. Le prolétariat s'oppose à la bourgeoisie.

B. Les lois qui dominent la production de marchandises se manifestent de plus en plus avec une efficacité croissante [16]. Dans la concurrence, la lutte devient de plus en plus effrénée. L'organisation sociale, dans chaque fabrique, est en contradiction de plus en plus grande avec l'anarchie sociale qui sévit dans la production dans son ensemble.

---

16 Les stades A, d'une part, B, C et D, d'autre part, de l'évolution capitaliste correspondent à la subdivision entre stade de soumission formelle et réelle du travail au capital, faite par MARX, *Un chapitre inédit du « Capital »*, 10/18, p. 191-223.

C. D'un côté, le machinisme se perfectionne sans cesse, au travers de la concurrence, qui est une loi impérative pour tout fabricant et entraîne une élimination toujours plus massive d'ouvriers, et donc la formation d'une armée industrielle de réserve. De l'autre côté, la production s'étend sans limite, et c'est également une loi impérative de la concurrence pour chaque fabricant. Des deux côtés, on assiste à un développement inouï des forces productives, à l'extension de l'offre par rapport à la demande, à l'encombrement des marchés, aux crises décennales, à tout ce cercle vicieux : ici, excédent de moyens de production et de produits - là excédent d'ouvriers privés d'emploi et dépouillés de leurs [20] moyens d'existence. Cependant ces deux leviers de la production et du bien-être social ne peuvent s'accorder du fait que la forme de production capitaliste interdit aux forces productives d'exercer leur action, et aux produits de circuler, à moins qu'ils aient trouvé d'abord à revêtir la forme du capital - ce que leur surabondance même empêche. La contradiction s'accroît jusqu'à l'absurde : le mode de production se rebelle contre la forme de l'échange. La bourgeoisie s'avère incapable de diriger plus longtemps ses propres forces productives sociales.

D. La reconnaissance du caractère social des forces productives s'impose en partie aux capitalistes eux-mêmes. Les grands organismes de production et de communication sont appropriés d'abord par des sociétés par actions, puis par des trusts, ensuite par l'État. La bourgeoisie s'avère comme une classe superflue : toutes ses fonctions sociales sont désormais remplies par des employés rémunérés.

RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE : Les contradictions se résolvent : le prolétariat s'empare du pouvoir public et, au moyen de cette puissance, transforme les moyens de production sociaux qui échappent des mains de la bourgeoisie en propriété publique. Par cet acte, il dépouille les moyens de production de leur qualité antérieure de capital et donne à leur caractère social pleine liberté de se réaliser dans le développement ultérieur. Il est désormais possible d'organiser la production sociale selon un plan concerté et établi à l'avance. Le développement même de la production fait de l'existence ultérieure des différentes classes sociales un anachronisme. À mesure que l'anarchie de la production sociale disparaît, l'autori-

té politique de l'Etat entre en sommeil. En dominant enfin leur propre socialisation, les hommes deviennent, par là même aussi, maîtres de la nature, maîtres d'eux-mêmes - libres.

La mission historique du prolétariat moderne est d'accomplir cette action émancipatrice du monde entier. La tâche du socialisme scientifique, expression théorique du mouvement prolétarien, est d'en déterminer précisément les conditions historiques et, par là même, la nature, afin de donner à la classe qui a pour mission de réaliser cette œuvre et qui est aujourd'hui une classe opprimée, la conscience des conditions et de la nature de son action propre.

Ce qui distingue en fin de compte le vieil utopisme du [21] moderne socialisme scientifique (dont la conception est strictement matérialiste et se fonde sur le développement historique et économique), c'est que le second décrit le passage politique et économique du capitalisme au communisme à travers les luttes de classe du prolétariat et prévoit concrètement le passage politique et économique du capitalisme à la phase inférieure du socialisme, avant d'arriver au but commun auquel aspiraient les utopistes, avec l'abolition du marché, de l'argent, du salariat, des classes et de l'État.

Ce passage historique suit trois niveaux principaux : le premier en est la situation du prolétariat luttant dans l'actuelle société capitaliste, le second la conquête du pouvoir, et le troisième la phase inférieure du socialisme.

Marx-Engels ont axé toute leur œuvre sur cette dynamique, d'abord dans l'étude de la situation des classes laborieuses, l'analyse du Capital, les luttes syndicales et leur développement en luttes politiques et sociales, la conquête du pouvoir de l'État (1848, 1871) et les programmes concrets de transition du *Manifeste*, de la Commune et du programme de Gotha.

En un mot, ce qui distingue fondamentalement le marxisme de 1'utopisme, c'est la dictature du prolétariat. C'est ce que Lénine explique de manière synthétique dans son ouvrage au titre évocateur l'État et la révolution, en citant la lettre où Marx résume en trois points ce qui fait l'originalité de son œuvre et de ses conceptions : " Ce que j'ai fait de nouveau, c'est de démontrer 1. que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases déterminées de développement historique de la production ; 2. que la lutte des classes aboutit nécessairement à la dictature du prolé-

tariat ; 3. que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes [17]."

Le marxisme remet sur ses pieds la position des utopistes, pour lesquels la description de la société communiste est essentielle, notamment pour ce qui touche les détails de sa structure d'une ampleur et d'une fécondité infinies. Ce qui passe pour lui au premier plan, c'est la description de la société passée et présente, ainsi que la déduction des processus de la révolution qui en découlent, la détermination précise de ses caractéristiques, les rapports et les structures que la force révolutionnaire devra briser.

[22]

Il ne s'agit plus de démontrer, comme l'ont fait les utopistes, que le communisme est possible, et supérieur au système capitaliste, mais de prouver - aux travailleurs avec leur théorie de classe, et aux capitalistes avec la force des armes - qu'il est sûr, nécessaire, inévitable.

Plan de ce recueil

Retour à la table des matières

La question des utopistes est la plus attachante et aussi la plus passionnante qui soit, car elle soulève des points fondamentaux, comme nous l'avons vu pour ce qui concerne le caractère de classe antagonique de l'idéologie bourgeoise et marxiste, chacune d'elles ayant ses propres racines de classe, et se rattachant à un mode de production toujours antagonique et successif. Le socialisme utopique nous fournit la clé de ce problème essentiel, car il fait barrage entre le rationalisme et matérialisme révolutionnaire de l'époque bourgeoise et le socialisme scientifique.

Les textes de Marx-Engels fournissent une très ample matière pour suivre la genèse du socialisme scientifique : celui-ci se rattache, d'une part, au " parti communiste véritablement agissant " (Münzer, Babeuf, etc.), surgi aux côtés des partis bourgeois dans la révolution antiféodale, pour ce qui concerne les moyens de lutte

17 Lettre de Marx à Weydemeyer, 18 mars 1852.

anticapitaliste et, d'autre part, aux socialistes utopistes pour la critique de la société bourgeoise et, à tous deux, pour la vision de la société communiste supérieure.

Afin de familiariser d'abord le lecteur avec les grands utopistes, nous commençons par un premier recueil des textes dans lesquels Marx-Engels reprennent - dans leur propagande d'abord, puis dans l'élaboration scientifique - les revendications de l’utopisme, pour les élargir et les systématiser (dans la seconde partie de ce recueil) en un ensemble cohérent de mesures de transition au communisme final. La différence de méthode saute aux yeux, Marx-Engels se fiant pour cette évolution aux moyens matériels et théoriques, issus du mode de production existant lui-même, sur la base de la méthode historique du matérialisme économique.

Dans ses discours d'Elberfeld, au début de ce recueil, Engels part des idées et des réalisations de colonies communistes utopiques pour faire d'abord la critique des conditions de vie et de distribution de l'actuelle société, puis pour [23] prôner, lui aussi, le type de communauté prévu par les utopistes pour la société future, comme il le répétera dans plusieurs de ses écrits ultérieurs. En marxiste, il étaye par l'économie, la politique et l'histoire les conceptions utopistes du lointain but communiste.

Dans ces deux discours que nous avons placés en tête de ce recueil, Engels décrit essentiellement une réalisation de l'utopiste Owen, un palais carré de 500 mètres de côté environ, contenant un grand jardin et capable de loger de deux à trois mille personnes. En fait, c'est un projet plus valable que beaucoup d'autres de l'architecture même la plus moderne : les maisons d'aujourd'hui de 25 hectares n'entasseraient pas moins de dix mille personnes - pour leur malheur ! Il y a 125 ans, c'était une vision futuriste que celle du chauffage central (dans la traditionaliste Angleterre, de nos jours encore, on s'en prend aux projets qui renoncent aux cheminées individuelles pour chaque pièce !)

Le génial Owen avait tout calculé pour réaliser des économies immédiates, et Engels en profite pour faire le compte minutieux de tout le gaspillage énorme de forces de travail que comporte l'atomisation de l'humanité en cellules familiales privées qu'Owen voulait éliminer précisément.

La détermination du gaspillage permet plus qu'une critique fondamentale de la société capitaliste, car on peut en déduire la quantité de « déchets » que provoque tel système de production et de distribution en établissant une espèce d'étalon qui

mesure le travail nécessaire pour produire un certain effet utile ou satisfaire un besoin donné. En son temps, l'industrie capitaliste a centuplé - par rapport à l'artisanat féodal - la capacité productive de la force de travail, avant de tomber à son état sénile dans un gaspillage, cette fois, plus impressionnant encore. Engels démontre que la dilapidation éhontée de forces humaines dans le capitalisme coupe les ailes au développement de l'homme social, épanoui dans tous les arts, les productions et les sciences. L'homme privé vit, séparé et cloisonné dans son isolement - ce qui provoque aujourd'hui plus que jamais un gaspillage énorme pour un résultat social et humain essentiellement négatif. Hors de son travail, l'homme moderne est de plus en plus incapable de se rendre solidaire, ne serait-ce que parce qu'il doit d'abord satisfaire ses propres besoins et ceux - plus vénérables encore ! - de sa famille. Cependant, d'ores et déjà, la vie moderne socialise de plus en plus les conditions de vie des individus et rend [24] plus intolérable la vie privée des hommes - ce qui multiplie les frictions entre les petites cellules familiales, de plus en plus isolées, et au sein d'elles.

Le gaspillage est aussi délétère en économie qu'en politique. Dans ce texte, Engels démontre, en outre, que les deux sièges essentiels du gaspillage dans l'actuelle société sont la patrie et la famille. Ces deux communautés, l'une naine et l'autre éléphantesque, impliquent l'individu parcellarisé, atomisé, la famille assurant son entretien privé et sa reproduction biologique, et l'État, avec ses énormes institutions parasitaires, son entretien social.

La communauté de biens les sape tous deux à la base, en même temps qu'elle permet à l'individu de devenir un être social, humain, désaliéné : les utopistes en étaient parfaitement conscients et ont voulu la réaliser sans attendre.

[25]

UTOPISME
ET COMMUNAUTÉ DE L'AVENIR

I

Communautés utopistes

« Rien dans la Société n'appartiendra singulièrement ni en propriété à personne, que les choses dont il fera un usage actuel, soit pour ses besoins, ses plaisirs ou son travail journalier. »

MORELLY, Code de la nature, p. 190.

Retour à la table des matières

[27]

Discours d'Elberfeld

I

Messieurs !

Retour à la table des matières

Ainsi que vous venez de l'entendre et qu'il m'est permis de le penser, c'est un fait universellement connu que nous vivons dans le monde de la libre concurrence. [18] Mais considérons d'un peu plus près cette libre concurrence et l'ordre social qu'elle engendre. Dans notre société actuelle, chacun travaille pour son propre compte, chacun ne cherche qu'à s'enrichir et ne se soucie pas le moins du monde de ce que font les autres. Il n'est pas question d'une organisation rationnelle, et on ne peut même pas parler d'une répartition du travail, au contraire, chacun s'efforce de passer avant l'autre et cherche à exploiter l'occasion favorable pour ses intérêts privés, et il n'a ni l'envie ni le loisir de penser qu'au fond son propre intérêt coïncide avec celui de tous les autres hommes. Le capitaliste privé se trouve en lutte contre tous les autres capitalistes, et l'ouvrier individuel contre tous les autres travailleurs, les capitalistes luttent contre tous les ouvriers, comme la masse des ouvriers lutte nécessairement à son tour contre la masse des capitalistes. Dans cette guerre de tous contre tous, dans cette anarchie générale et cette exploitation mutuelle se trouve l'essence de l'actuelle société bourgeoise. Une économie aussi déréglée, messieurs, doit cependant nécessairement occasionner à la longue les résultats les plus néfastes pour la société. Le désordre sur lequel elle repose et l'absence de tout intérêt pour le bien général véritable doivent tôt ou tard finir par éclater au grand jour. La ruine des classes petites-bourgeoises, de la masse qui avait constitué au cours du siècle dernier la base essentielle de l'État, est la première conséquence de cette lutte. Nous voyons tous les jours que cette classe de la

[18] Cf. ENGELS, in *Rheinische Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform,* 1845.

société est écrasée par la puissance du capital ; par exemple, [28] le maître-tailleur indépendant perd ses meilleurs clients par suite du développement des ateliers de confection, et les ébénistes par suite du développement des ateliers et magasins de meubles : comme les petits capitalistes, de membres de la classe *possédante*, ils sont transformés en prolétaires dépendants qui travaillent pour le compte d'autrui, en membres de la classe *privée de propriété*. La ruine des classes moyennes est l'une des conséquences tant déplorée de notre liberté d'industrie tant vantée. C'est un résultat nécessaire des avantages que le grand capitaliste possède sur son concurrent qui possède moins ; c'est le signe de vie le plus énergique du capital qui tend à se concentrer en peu de mains. Cette tendance du capital a également été mise en évidence par nombre de personnes et on déplore en général que la propriété s'accumule chaque jour davantage dans les mains de quelques-uns, tandis que la grande majorité de la nation s'appauvrit toujours davantage. Il surgit alors un antagonisme de plus en plus tranchant entre quelques riches, d'un côté, et d'innombrables pauvres, de l'autre. Cet antagonisme s'est déjà aggravé de manière menaçante en Angleterre et en France, et chez nous aussi il revêt chaque jour davantage d'acuité. Mais tant que l'on maintiendra l'actuelle base de la société, il sera impossible de mettre un frein à ce progrès de l'enrichissement de quelques individus et de la paupérisation de la grande masse. L'antagonisme se fera de plus en plus aigu, jusqu'à ce que cette tension même forcera la société à se réorganiser selon des principes plus rationnels.

Messieurs, ce ne sont là pourtant pas encore toutes les conséquences de la libre concurrence. Comme chacun produit et consomme pour son compte propre, sans se soucier beaucoup de la production et de la consommation des autres, il faut nécessairement que surgisse très rapidement un déséquilibre criant entre production et consommation. En outre, comme l'actuelle société confie le soin de distribuer les biens produits, aux commerçants, aux spéculateurs et aux boutiquiers, dont chacun n'a en vue que son propre intérêt, le même déséquilibre surgira aussi dans la distribution des denrées - même si l'on fait abstraction de l'impossibilité pour ceux qui sont dépouillés de toute propriété de s'en procurer une partie suffisante -, et donc finalement dans la distribution des productions. A-t-on vu qu'un fabricant dispose des moyens de savoir de combien de ses produits on a besoin sur tel ou tel marché, et même s'il [29] pouvait le savoir, combien de ses concurrents enverraient alors leurs articles vers chacun de ces marchés ? Déjà,

dans la plupart des cas, il ne sait pas où iront les marchandises qu'il fabrique ; comment pourrait-il alors savoir combien de ses concurrents étrangers enverront de produits sur les marchés en question ? Il ne sait absolument rien de tout cela ; comme ses concurrents, il fabrique tout à fait à l'aveuglette et se console en pensant que les autres doivent en faire autant. Il n'a d'autre point de repère que le niveau toujours changeant des prix. Pour ce qui concerne les marchés lointains vers lesquels il expédie ses marchandises, ce prix a déjà considérablement varié entre le moment où son informateur lui a envoyé une lettre renfermant ces données et celui où la marchandise est expédiée, voire arrive sur le marché. En l'absence d'une régulation quelconque de la production, il est tout naturel aussi qu'à chaque instant il se produise des engorgements dans la circulation, et ceux-ci doivent être d'autant plus importants que l'industrie est plus avancée. C'est l'Angleterre qui offre donc sur ce plan les exemples les plus frappants. En raison de l'extension et du caractère élaboré de la circulation, ainsi que des nombreux spéculateurs et entremetteurs qui se glissent entre le fabricant de l'industrie et les consommateurs réels, il est encore plus difficile aux industriels anglais qu'aux allemands de savoir quoi que ce soit sur le rapport qui existe entre les stocks et la production, d'une part, et la consommation, d'autre part. Le fabricant doit approvisionner presque tous les marchés du monde, mais ne sait pratiquement jamais où aboutit sa marchandise. C'est pourquoi, étant donné la capacité de production gigantesque de l'industrie anglaise, tous les marchés se trouvent subitement sursaturés. La circulation se bloque, les fabriques ne travaillent plus qu'à mi-temps ou pas du tout, il s'ensuit une série de faillites, les stocks doivent être liquidés à vil prix, et une grande partie du capital accumulé à grand-peine est de nouveau perdu à la suite d'une telle crise commerciale. En Angleterre, nous avons eu, depuis le début de ce siècle, toute une série de ces crises commerciales, et au cours des dernières vingt années nous en avons eu une tous les cinq ou six ans. Les dernières - celles de 1837 et de 1842 - sont encore clairement inscrites dans la mémoire de la plupart d'entre vous. Et même si notre industrie était aussi grandiose et ses débouchés aussi largement ramifiés que ceux de l'industrie et du commerce de l'Angleterre, nous assisterions aux mêmes résultats, alors [30] qu'aujourd'hui, chez nous, l'effet de la concurrence dans l'industrie et dans la circulation se fait sentir par une dépression générale et continuelle de toutes les branches d'activité, par un misérable état moyen entre épanouissement douteux et déclin total, par une situation d'engorgement modéré, c'est-à-dire de stabilité.

Messieurs, quelle est la véritable raison de ces maux et de ces déséquilibres ? D'où provient la ruine de la classe moyenne, le brutal antagonisme entre riches et pauvres, l'engorgement du marché et le gaspillage de capital qui s'ensuit ? Ils n'ont pas d'autre raison que l'éparpillement des intérêts. Nous travaillons tous, mais chacun pour ses propres intérêts, sans nous soucier du bien des autres. Mais n'est-ce pas une vérité manifeste et évidente que l'intérêt, le bien, le bonheur de la vie de chacun sont indissociablement liés à ceux de nos semblables. Il faut que nous reconnaissions qu'aucun de nous ne peut se passer de ses semblables, que le simple intérêt nous lie l'un à l'autre, et cependant nous contredisons cette vérité d'une manière flagrante dans nos actions, et cependant nous organisons notre société non pas comme si nos intérêts étaient les mêmes, mais comme s'ils étaient complètement opposés les uns aux autres. Nous avons vu quelles ont été les conséquences de cette erreur de fond ; si nous voulons éliminer ces graves conséquences, nous devons modifier cette erreur de fond, et tel est précisément le but du communisme.

Dans la société communiste, où les intérêts des uns ne sont plus opposés à ceux des autres, mais associés, la concurrence est éliminée. Il est évident que l'on n'y parlera plus de la ruine de certaines classes, ni même de classe en général, de riches et de pauvres comme cela se fait de nos jours. Dans la production et la distribution des biens nécessaires à la vie, on supprimera le mode privé d'acquisition et le but de l'individu particulier de s'enrichir pour son propre compte avec des moyens privés si bien que les crises de la circulation disparaîtront d'elles-mêmes. Dans la société communiste, il sera facile de connaître aussi bien la production que la consommation : dès lors que l'on connaît la quantité dont un individu en moyenne a besoin, il est aisé de calculer celle dont un certain nombre d'individus a besoin, et comme la production ne sera plus alors entre les mains de quelques appropriateurs privés, mais dans celles de la communauté et de son administration, il sera aisé de *régler la production d'après les besoins.*

[31]

Nous voyons donc que les maux essentiels de l'actuel état social disparaissent dans l'organisation communiste. Si nous entrons toutefois un peu plus dans les détails, nous trouvons que les avantages de ce système ne s'arrêtent pas là, mais vont jusqu'à l'élimination de nombre d'autres, dont nous ne mentionnerons aujourd'hui que les seuls maux de nature économique. L'actuelle structuration de la

société est certainement la moins rationnelle et pratique qui puisse se concevoir. L'antagonisme des intérêts fait qu'une importante quantité de forces de travail est employée d'une manière qui ne procure aucun avantage à la société, et une partie considérable de capital est perdue tout à fait inutilement, sans se reproduire.

Il suffit d'observer les crises économiques. Nous voyons comment des masses de produits que les hommes ont eu pourtant beaucoup de peine à mettre en œuvre sont liquidées à des prix dérisoires qui occasionnent des pertes au vendeur ; nous voyons qu'à la suite de banqueroutes des masses de capitaux, qui pourtant avaient été amassés avec peine, glissent des mains de leurs détenteurs et s'évanouissent. Mais considérons de plus près la circulation telle qu'elle se pratique aujourd'hui. Par combien de mains chaque produit doit-il passer avant d'arriver entre celles du véritable consommateur ? Pensez donc, messieurs, à ces nombreux intermédiaires superflus et spéculateurs qui s'insinuent entre le producteur et le consommateur ! Illustrons ceci par un exemple : une balle de coton qui a été fabriquée en Amérique du Nord. Elle circule des mains du planteur dans celles de l'agent d'un quelconque comptoir commercial du Mississippi, et descend le fleuve jusqu'à New Orleans. Là, elle est vendue - pour la seconde fois, puisque le planteur l'a déjà cédée au comptoir - à un spéculateur par exemple, qui la revend à son tour à l'exportateur. La balle de coton est maintenant dirigée, mettons, sur Liverpool, où un avide spéculateur la rafle et se l'approprie. Celui-ci la négocie à son tour à un commissionnaire qui l'achète à crédit - disons pour une firme allemande. Dans ces conditions, la balle de coton est transportée à Rotterdam, d'où elle remonte le Rhin, passant encore entre une douzaine de mains, après avoir été une douzaine de fois déchargée, puis rechargée d'un véhicule à l'autre, et ce n'est qu'alors qu'elle arrive entre les mains, non du consommateur, mais du fabricant, qui se met en devoir de la transformer en un produit apte à servir, après avoir fait travailler son fil par un tisserand, puis avoir [32] transporté son tissu au teinturier. Puis surviennent le grossiste et le détaillant, qui livre enfin l'article au consommateur. Et tous ces intermédiaires, spéculateurs, directeurs de comptoirs, exportateurs, commissionnaires, expéditeurs, grossistes et détaillants, qui n'ont pourtant rien à voir avec la marchandise elle-même, veulent tous vivre et faire des profits - et ils les font aussi en moyenne, car sinon ils ne pourraient pas subsister.

Messieurs, n'existe-t-il pas de chemin plus simple et plus économique pour transporter une balle de coton d'Amérique en Allemagne et faire parvenir l'article

fabriqué à partir d'elle aux mains du véritable consommateur que ce détour par une dizaine de ventes compliquées, ces innombrables transbordements et voyages d'un magasin de stockage à l'autre ? N'est-ce pas là un exemple frappant de ce multiple gaspillage de forces de travail, qui est suscité par l'éparpillement des intérêts privés [19] ?

[33]

Dans la société sensément organisée, il ne sera plus question d'une telle complication des transports. Pour nous en tenir à notre exemple, il sera tout aussi facile de déterminer de quelle quantité de coton ou de produits cotonniers telle colonie communautaire a besoin, qu'il est facile à l'administration centrale de savoir de quelle quantité ont besoin toutes les localités et communautés du pays. Une fois que l'on a dressé une telle statistique - chose facile à réaliser en un an ou deux - il suffira de modifier la moyenne de la consommation annuelle simplement en fonction de l'accroissement de la population. Il est donc aisé de prévoir, en temps vou-

---

19 Sous une forme familière, puisqu'il s'agit d'un discours didactique, Engels aborde un problème fondamental : la circulation ou la distribution, qui fait l'objet du second livre du *Capital.* En proposant de changer le mode de circulation, Engels ne cherche pas à rationaliser simplement la circulation des *marchandises,* mais à changer tout le mode de production et d'appropriation. La circulation ou la distribution ne porte pas seulement sur le mouvement des marchandises sur le marché, mais encore sur la circulation d'une branche de production à l'autre, et à l'intérieur de chacune d'elles, c'est-à-dire de l'ordonnancement des instruments de la production.

Ce qui est déterminant dans la production, c'est la forme qu'elle revêt, c'est-à-dire sa distribution et sa circulation. Dans l'introduction de *Grundisse* (10/18, t. 1, pp.51-52), Marx remarquait déjà qu'un véritable économiste ne part pas, dans ses analyses, de la production (on produit aussi bien du blé sous le féodalisme, le capitalisme que le socialisme par exemple) mais de la distribution : « On reproche essentiellement à des économistes tells que Ricardo de n'avoir en vue que la production et de considérer la distribution comme le seul objet de l'économie. En fait, ils sentaient instinctivement que les formes de la distribution définissent mieux les agents de la production au sein d'une société donnée. »

C'est par le truchement de la circulation que se pose donc, par exemple, le problème crucial de la division du travail et de la concurrence qui divise les homes en cellules individuelles antagoniques dans les sociétés de classe en opposition à l'homme social de la société communautaire.

Par ailleurs il ne faut pas entendre les explications d'Engels de manière simpliste, du fait de l'exposé familier qu'il fait des problèmes de la circulation dans la société communiste : ce mode de distribution, infiniment simplifié en l'absence d'une comptabilité monétaire à tous les moments du processus social pour le compte des petites cellules individuelles, ne sera pas du tout fruste puisqu'il devra englober la distribution à l'échelle internationale, en tenant compte de toute la richesse des besoins et de la multiplicité infinie des valeurs d'usage

Ce discours introduit en quelque sorte la partie économique consacrée à la description des structures de la société communiste dans la conception de Marx-Engels.

lu, quelle est la quantité de tous les multiples produits dont la population a besoin, et l'on commandera toute cette grande quantité directement à la source, sans les spéculations des intermédiaires ni les stockages et transbordements autres que ceux qu'exige la nature physique des communications : en somme, avec une grande économie de force de travail ; on n'aura plus besoin de verser un bénéfice aux spéculateurs, aux marchands de gros et de détail.

Mais ce n'est pas encore tout : de cette manière, ces spéculateurs et intermédiaires ne seront pas seulement rendus inoffensifs pour la société, mais ils lui deviendront encore utiles. Alors qu'aujourd'hui ils effectuent un travail qui est un inconvénient pour tous les autres et, dans le meilleur des cas, superflu, bien qu'il leur procure le moyen de vivre, et même très souvent de grandes richesses ; bref, alors qu'ils sont de nos jours directement préjudiciables au bien de tous, ils auront alors les mains libres pour une activité utile et pourront prendre une occupation dans laquelle ils s'avéreront non comme des membres hypocrites feignant seulement de participer à la communauté humaine, mais comme des membres actifs de celle-ci.

[34]

L'actuelle société place chaque individu particulier en état d'hostilité contre tous les autres et engendre ainsi la guerre sociale de tous contre tous, qui revêt nécessairement chez chacun, notamment chez l'individu inculte, une forme brutale, barbare et violente - la forme délictuelle. Afin de se protéger du crime et des actes de violence publics, la société a besoin d'un immense et complexe réseau administratif et juridique, qui occupe une masse énorme de forces de travail. Dans la société communiste, celui-ci deviendrait infiniment plus simple, précisément - aussi bizarre que cela puisse sembler - parce que dans cette société l'administration n'aurait pas seulement à s'occuper de quelques aspects, mais de l'ensemble de la vie sociale dans toutes ses multiples activités, en tous sens. En abolissant l'opposition de chaque individu avec tous les autres et en substituant la paix sociale à la guerre sociale, nous mettons la hache à la racine même du crime - et, de ce fait, nous rendons superflue la plus grande, voire l'écrasante partie de l'activité actuelle des autorités administratives et judiciaires. D'ores et déjà, les crimes passionnels diminuent sans cesse par rapport aux crimes commis par calcul, par intérêt : les

crimes contre les personnes diminuent tandis que les crimes contre la propriété augmentent [20] [21].

La civilisation croissante tempère déjà les explosions violentes de la passion dans la société actuelle, qui se tient sur un pied de guerre, mais combien davantage encore dans la pacifique société communiste ! Les délits contre la propriété y tomberont d'eux-mêmes, puisque chacun y recevra de quoi satisfaire ses besoins physiques et intellectuels dès lors [35] que les hiérarchies et les différences auront cessé d'exister La justice pénale s'éteindra d'elle-même, tout comme la justice civile qui s'occupe presque exclusivement d'affaires relatives à la propriété ou du moins de celles qui découlent de l'état de guerre sociale. Les heurts ne pourront plus y être que de rares exceptions, alors qu'aujourd'hui ils sont la conséquence naturelle de l'inimitié universelle : ils pourront être aisément aplanis par arbitrage.

De nos jours, les autorités administratives trouvent elles aussi dans l'état de guerre permanent la source de leur occupation – la police et toute l'administration ne sont occupées à rien d'autre qu'à faire en sorte que la guerre reste masquée et indirecte, qu'elle ne dégénère pas en violence ouverte, en crimes. Mais s'il est infiniment plus facile de maintenir la paix que de tenir la guerre dans des limites déterminées, il sera encore infiniment plus facile d'administrer une société communiste qu'une société de concurrence. Et si aujourd'hui déjà la civilisation a appris aux hommes à rechercher leur intérêt tout en maintenant l'ordre, la sécurité et la stabilité publics, donc à se passer si possible de la police, de l'administration et de la justice [22], combien [36] plus le verrons-nous dans une société où la com-

---

20 Partant de l'analyse économique de la concurrence que tous se font les uns aux autres dans l'appareil de production et de distribution, Engels suit les prolongements de cette guerre sociale dans les superstructures de la vie civile. La société bourgeoise baigne dans une ambiance qui entretient et reproduit à une échelle toujours plus large la corruption et une psychose de canaillerie, qui nécessitent tout un appareil aux mille ramifications, du policier et juriste jusqu'aux coûteux appareils d'enregistrement et de vérification mécaniques et électroniques des comptes isolés de chaque individu dans ses multiples fonctions. La société bourgeoise la plus développée voit se multiplier à l'infini les crimes voilés et hypocrites de soustraction des biens produits par d'autres, une sorte de contrebande et de fraude, qui forment l'activité essentielle, rémunérée, des couches intermédiaires des sociétés de l'Ouest aussi bien que de l'Est.

21

22 Les statistiques modernes de la criminalité confirmeraient sans doute cette hypothèse d'Engels : le sens général de l'évolution, non seulement de la société capitaliste, mais de l'humanité dans son ensemble tend à rendre moins fréquents les cas où la violence s'exerce sous sa forme ouverte, avec la lutte physique, la sanction corporelle, voire les exécutions capitales. En revanche, avec le développement des antagonismes de classe, les causes de heurts et de

munauté des intérêts est élevée en principe fondamental, où l'intérêt public ne se distingue plus de celui de l'individu ! Ce qui se produit aujourd'hui déjà *malgré* l'organisation actuelle de la société, combien plus encore le vérifierons-nous lorsque les structures sociales ne représenteront plus autant d'entraves, mais des soutiens ! Sur ce plan aussi, nous pouvons escompter un accroissement considérable de forces productives que l'ordre social actuel de la société déduit de la production proprement dite.

L'une des institutions les plus coûteuses, dont l'actuelle société ne peut se passer, ce sont les armées permanentes, qui retirent à la nation la partie la plus vigoureuse et la plus efficace de la population et obligent une autre partie à assurer l'entretien de ceux qui sont ainsi devenus improductifs. Le budget de l'État de notre propre pays nous apprend ce que nous coûte l'armée permanente – vingt-quatre millions par an et le retrait de deux cent mille bras vigoureux du procès de production.

Dans la société communiste, il ne viendrait à l'esprit de personne d'entretenir une armée permanente. À quoi bon, en effet ? Pour maintenir l'ordre à l'intérieur du pays ? Comme nous venons de le dire, il ne viendrait à l'idée de personne de troubler cette paix intérieure. Si l'on craint les révolutions, c'est parce qu'on sait qu'elles sont la conséquence inévitable de l'opposition des intérêts existants. Or là où les intérêts de tous coïncident, il ne saurait être question d'une pareille crainte. Pour entreprendre une guerre d'agression ? Comment une société communiste pourrait-elle entreprendre une guerre d'agression, quand elle sait parfaitement qu'elle n'y perdrait que des hommes et du capital, alors qu'elle y gagnerait tout au plus quelques provinces réticentes, c'est-à-dire un trouble de son ordre social !

---

violences - donc aussi la criminalité - s'accroissent sans cesse, mais toute la « civilisation » tend à peser, par la loi et la menace du gendarme, sur les masses afin que leur violence n'éclate pas, d'où cette atmosphère lourde, sous pression, parfois intolérable, que l'on ressent particulièrement dans les grandes villes, où la violence éclate çà et là de manière sauvage et brutale. Les lois ont pour effet de rendre plus fréquents les cas où la mesure autoritaire est exécutée sans résistance, l'individu ne sachant que trop bien qu’il n'a pas intérêt à s'y soustraire. La société capitaliste moderne a une capacité inouïe de transformer, au moyen des superstructures de contrainte juridiques et idéologiques, la violence ouverte en violence rentrée, qui s'accumule et n'explose qu'aux moments de crise et de guerre. Ce n'est pas par « civilisation », mais par la *terreur* de quelques exemples qui figent de peur, que l'actuelle société parvient à « rentrer » quelque peu la violence que sa base économique et sociale ne cesse de sécréter, de plus en plus abondamment (cf. le chapitre sur La *violence cinétique et potentielle,* in « Le marxisme et la Question militaire », *Fil du temps,* n°, 10, pp. 30-34).

Pour engager une guerre de défense ? Pour cela elle n'a nul besoin d'armée permanente, étant donné qu'il est facile d'entraîner tout homme valide de la société, non seulement dans ses diverses occupations, mais encore dans l'art militaire, à condition qu'il s'agisse de défendre le pays et de laisser de côté les exercices de pure parade. Et pensez donc, messieurs, qu'en cas d'une guerre qui ne pourrait survenir *que* [37] *contre des nations anticommunistes,* le membre d'une telle société aurait à défendre une *véritable* patrie, un *véritable foyer,* autrement dit il combattrait avec un enthousiasme, une ténacité et un courage face auxquels le dressage mécanique d'une armée moderne volerait en mille éclats. Pensez donc aux miracles réalisés par l'enthousiasme des armées révolutionnaires de 1792 à 1799, et pourtant elles ne luttaient que pour une *illusion,* un *simulacre de patrie,* et vous devrez convenir de la force extraordinaire d'une armée qui ne se bat pas pour des illusions, mais pour une réalité tangible. Ces masses innombrables de forces de travail soustraites aujourd'hui aux peuples civilisés par les armées seraient donc rendues au travail dans une société communiste : non seulement elles produiraient autant que ce dont elles ont besoin, mais elles pourraient encore fournir aux magasins publics plus de produits que ne réclame leur entretien.

Un gaspillage encore bien pire de forces productives se vérifie dans l'actuelle société dans la façon dont les riches exploitent leur situation sociale. Je ne veux pas parler de ce luxe innombrable, parfaitement inutile et littéralement ridicule, qui trouve sa source dans l'obsession de se singulariser et exige un grand nombre de forces de travail. Messieurs, entrez donc dans la maison, le saint-des-saints d'un riche, et dites-moi si l'on n'y trouve pas le gaspillage le plus insensé de forces de travail, dès lors que quantité d'hommes sont accaparés pour servir une seule personne et son oisiveté, ou pire encore sont occupés à des tâches qui ont leur source dans l'isolement de chaque individu entre ses quatre murs [23] ? [38] Toute

---

23 Engels aborde maintenant la question fondamentale du gaspillage dû au fait que l'homme est condamné dans cette société à vivre comme individu privé, de manière atomistique, s'accouplant pour la reproduction des individus particuliers dans l'unité minuscule de l'organisation familiale, où toute vie sociale s'étiole, tous les efforts étant désespérément tendus à accaparer, à amasser et à pourvoir aux besoins sans fin de cette institution privée. Ce n'est pas par hasard qu'Engels en traite en même temps que du gaspillage des domestiques. En effet, le sort de la femme au foyer ne s'apparente-t-il pas tout à fait à ces tâches serviles ? Sous les louanges ampoulées et rhétoriques de ce type de société par familles se cache l'un des esclavages les plus honteux - celui des travaux domestiques et de la femme au foyer. Dans les capitalismes les plus modernes - ceux qui ont remplacé les domestiques et les va-

cette multitude de domestiques, de cuisinières, de valets, de cochers, de laquais, de jardiniers et tutti quanti, que font-ils en réalité ? Tous ces gens ne sont guère occupés véritablement que *quelques instants* par jour à rendre la vie de leur patron *vraiment* agréable, à faciliter à ces messieurs dames le libre développement et l'exercice de leur nature humaine et de ses forces innées. Durant combien d'*heures* les gens sont-ils occupés uniquement à des tâches qui ont leur cause dans la méchante organisation de nos conditions sociales. Et que dire de ceux qui se tiennent derrière la voiture, sont au service des marottes de leurs patrons ou les suivent en portant des caniches et autres foutaises ridicules ? Dans une société rationnellement organisée, où chacun est mis en état de vivre sans être obligé de faire des corvées pour satisfaire les marottes des riches, ni tomber lui-même dans ces marottes - cette même force de travail, tant gaspillée aujourd'hui, pourra être utilisée à donner du luxe au profit de tous et de chacun.

Une autre dilapidation de force de travail dans l'actuelle société se produit directement sous l'effet de la concurrence, celle-ci créant une grande quantité d'ouvriers privés de pain, qui *voudraient* bien travailler, mais ne *peuvent* trouver du travail. De fait, la société n'est pas du tout organisée de façon à pouvoir s'informer de l'utilisation effective des forces de travail, étant donné qu'on laisse le soin à chacun de rechercher une source de revenu. Dans ces conditions, il est tout à fait normal que quantité d'ouvriers se trouvent bredouilles dans la distribution de travaux utiles ou apparemment utiles. C'est d'autant plus le cas lorsque la lutte de la concurrence pousse chaque individu particulier à bander ses forces au maximum, à exploiter tous les avantages qui s'offrent à lui, et que l'on remplace des forces de travail chères par de moins chères, ce pour quoi la civilisation croissante offre chaque jour de plus en plus de moyens - ou, en d'autres termes, que chaque individu doit [39] œuvrer à priver l'autre de pain, à écarter les autres du travail d'une manière ou d'une autre. Dans ces conditions, on trouve dans chaque société civilisée une grande masse de personnes en chômage, qui voudraient bien travailler, mais ne trouvent pas de travail. Or il se trouve que cette masse est plus considéra-

---

lets par des machines ménagères les plus sophistiquées, l'Amérique et l'Europe occidentale -, ces formes de dilapidation n'ont fait que se généraliser encore, de manière dégénérative en plus : on ne saurait compter les heures de travail perdues et gâchées dans ces unités « économiques » naines, qui ne permettent aucun rendement par rapport à celui que l'on obtiendrait dans des grandes entreprises, sans parler de la dilapidation de machines « ménagères » aussi perfectionnées dans des « unités économiques » d'une stérilité productive aussi consternante.

ble qu'on ne le croit généralement. Nous retrouvons ces gens, en effet, pour partie, en train de se *prostituer* d'une manière ou d'une autre, à mendier, à balayer les rues, à traîner aux coins des rues, à maintenir en vie leur corps et leur esprit avec mille peines en s'adonnant à de petits travaux et services occasionnels, à trafiquer et à proposer de porte en porte tous les petits articles possibles et imaginables - ou, comme nous l'avons vu ce soir, des pauvres filles vent d'un local à l'autre avec leur instrument de musique, jouant et chantant pour de l'argent, contraintes de se laisser injurier par le premier venu, simplement afin de gagner quelques sous. Enfin, combien y en a-t-il qui sont tombés dans la prostitution pure et simple ! Messieurs, le nombre des sans-pain à qui il ne reste plus d'autre solution que de se prostituer d'une façon ou d'une autre est très grand - notre administration des pauvres pourrait en témoigner.

Et n'oubliez pas que la société nourrit tout de même, d'une façon ou d'une autre, ces gens, bien qu'elle les traite en inutiles. Ainsi donc, si la société devait subvenir à leur entretien, elle devrait se préoccuper aussi de ce que ces chômeurs gagnent *dignement* leur subsistance. Mais cela notre société de concurrence ne le *peut* pas [24].

Messieurs, si vous admettez tout cela - et je pourrais vous fournir encore toute une série d'exemples sur la manière dont l'actuelle société gaspille ses forces de travail -, vous reconnaîtrez que la société humaine dispose d'une surabondance de forces de travail qui n'attendent qu'une organisation rationnelle et une distribution cohérente pour se mettre en activité à l'avantage de tous. Messieurs, vous pouvez juger d'après cela combien peu justifiée est la crainte selon laquelle une juste répartition de l'activité sociale pourrait avoir pour effet qu'une charge de travail telle [40] incomberait à chaque individu qu'il serait dans l'impossibilité de se dédier à autre chose. Tout au contraire, nous pouvons supposer qu'avec une telle organisation l'horaire de travail en vigueur actuellement pour chacun pourrait d'ores et déjà être réduit de moitié, ne serait-ce qu'en utilisant les forces de travail qui demeurent inemployées ou sont appliquées de manière improductive.

Cependant, les avantages offerts par l'organisation communiste du fait de *l'utilisation des forces de travail gaspillées*, ces avantages ne sont *pas encore les plus*

---

24 Engels, en bon marxiste, dénonce les horreurs du chômage et refuse les licenciements en reprenant le fier mot d'ordre, lancé dans la bataille sanglante par les ouvriers insurgés de Lyon : « Mourir en combattant ou vivre en travaillant ! »

considérables. La plus grande économie de forces de travail réside dans l'*association des forces individuelles,* transformées ainsi en force sociale collective, et dans l'organisation reposant sur cette concentration de forces qui s'opposaient auparavant les unes aux autres. Sur ce point je m'associe aux propositions du socialiste anglais *Robert Owen,* parce qu'elles sont les plus pratiques et en même temps les plus élaborées. À la place des actuels villages et villes avec leurs maisons d'habitation en ordre opposé et dispersé, Owen propose la construction de grands palais, édifiés sur un carré d'environ 1 650 pieds de large, incluant un grand jardin et pouvant héberger commodément de deux à trois mille personnes [25]. Il est évident qu'un tel édifice, bien qu'il offre à ses occupants le confort des meilleurs logements actuels, est moins cher et plus facile à construire que les habitations individuelles, conçues par l'actuel système pour un nombre équivalent de personnes et construites le plus souvent bien plus mal. Les nombreuses pièces qui, dans presque toute maison convenable, restent vides ou ne sont occupées qu'une ou deux fois l'an peuvent être supprimées sans le moindre inconvénient. De même, l'économie de place sera importante, dès lors que [41] l'on n'aura plus besoin des garde-manger, des caves et autres pièces de réserve.

Considérons cependant le détail de l'ordre ménager de cet immeuble. Nous constaterons à l'évidence alors les avantages de la communauté. Quelle quantité de travail et de matière première ne gaspille-t-on pas dans l'actuelle économie des ménages éparpillés - dans le chauffage, par exemple ! Il nous faut pour chaque pièce un poêle distinct. Or il faut charger chaque poêle à part, le maintenir en état de marche, le surveiller. Il faut amener le combustible à tous ces différents endroits, puis retirer les cendres. Ne serait-il pas plus simple et moins coûteux, et de beaucoup, de mettre à la place de ces chauffages éparpillés un magnifique chauffage collectif, par exemple avec une tuyauterie pour la vapeur et un seul centre de

---

25 La vieille objection de l'anticommunisme, c'est que nous voulons réduire la société à une caserne. Or le domicile privé n'a-t-il pas évolué finalement lui-même précisément vers la caserne ? Avec Owen, Engels ironise sur le temps et le travail perdus dans l'approvisionnement privé de deux ou trois mille parcelles représentées par autant de personnes à nourrir et à vêtir séparément. L’homme moderne crétinisé par deux siècles de capitalisme croit, à la suite du bourrage de crâne de la télévision, du cinéma, de la radio et de la presse quotidienne ou hebdomadaire, que traîner dans les magasins, puis stationner dans les cuisines privées, représente le *plaisir suprême de la vie humaine,* tandis qu'à l'Est et ailleurs, bien souvent, on fait la queue devant les magasins, comme prémisses à ces délices !

chauffe - comme cela se pratique déjà dans les grands locaux à usage collectif, les fabriques, les églises, etc.

Prenons aussi l'exemple de l'éclairage au gaz. Celui-ci est encore cher actuellement parce que des tubes relativement minces doivent eux aussi être posés en terre. À cause de l'immense surface qui doit être éclairée dans nos villes, ces tubes atteignent une longueur démesurée, alors que dans l'installation proposée par Owen tout est concentré sur un carré de 1 650 pieds ; le nombre de flammes du gaz à brûler étant tout aussi grand, le résultat en est donc au moins aussi intéressant que dans une ville de taille moyenne.

Considérons ensuite la préparation des repas. Nous assistons à une dilapidation énorme de locaux, de produits et de forces de travail dans l'actuelle économie parcellarisée, dans laquelle chaque famille prépare ses minuscules repas, a sa vaisselle distincte, nécessite une cuisinière à demeure, doit s'approvisionner en privé au marché, dans le potager, chez le boucher, chez le boulanger ! On peut tranquillement admettre que les deux tiers des forces de travail occupées à ces tâches pourraient être économisés si l'on préparait et servait collectivement ces repas, tandis que le tiers restant pourrait servir à effectuer ces travaux avec plus de soin et d'attention que dans les conditions actuelles. Et enfin les travaux ménagers proprement dits ! Un tel immeuble ne sera-t-il pas infiniment plus facile à tenir propre et en bon état si - comme il est facile de le faire - ce genre de travail est lui aussi organisé et plus judicieusement réparti que dans les deux à trois cents maisons particulières qui, [42] dans l'ordre actuel, fournissent un logis pour un nombre semblable d'habitants ?

Ce sont là, messieurs, quelques-uns seulement des immenses avantages qui, sur le plan économique, doivent découler de l'organisation communiste de la société humaine. Il ne nous est pas possible, en quelques heures et en quelques mots, de vous expliciter notre principe et de le motiver comme il conviendrait jusque dans tous les détails. Mais ce n'est pas là notre intention. Nous ne pouvons et ne voulons rien d'autre que d'en expliquer certains aspects, et d'inciter ceux pour qui la question est encore obscure à l'étudier. Ce que nous souhaitons, c'est pour le moins de vous avoir fait comprendre ce soir que le communisme ne heurte ni la nature humaine, ni la raison, ni le cœur, pas plus qu'il n'est une théorie qui, ne prenant aucun appui dans la réalité, aurait ses racines simplement dans l'imagination.

On nous demandera de quelle manière cette théorie peut être appliquée dans la réalité, et quelles sont les mesures que nous proposons pour en préparer l'instauration. Il existe diverses voies qui mènent à ce but : les Anglais commenceront vraisemblablement en édifiant quelques colonies et laisseront à chacun le choix d'y entrer ou non. Les Français, en revanche, prépareront et instaureront certainement le communisme à l'échelle nationale. Étant donné la nouveauté du mouvement social en Allemagne, on ne peut encore dire grand-chose sur la manière dont les Allemands s'y engageront. Pour le moment, je ne voudrais mentionner qu'un seul des nombreux moyens possibles de cette préparation, car il en a été plusieurs fois question ces derniers temps, à savoir l'application de trois mesures qui doivent nécessairement avoir pour conséquence la pratique du communisme.

La première serait l'*éducation universelle* de tous les enfants sans exception aux frais de l'État - une éducation qui serait égale pour tous et se poursuivrait jusqu'au moment où l'individu serait en mesure de se comporter et d'agir en membre autonome de la société. Cette mesure ne serait qu'un acte de justice vis-à-vis de nos frères privés de moyens, étant donné que tout homme possède un droit évident au développement complet de ses capacités, et la société commet une double infraction contre les individus lorsqu'elle fait de l'ignorance une conséquence nécessaire de la pauvreté. Il est évident que la société tire un plus grand avantage de membres instruits que de membres ignorants et [43] frustes, et si un prolétariat instruit - comme il faut alors s'y attendre - n'est pas disposé à rester dans la situation d'infériorité dans laquelle se trouve notre actuel prolétariat, on peut s'attendre cependant qu'une classe ouvrière *instruite* attende avec calme et sérénité la nécessaire et pacifique transformation de la société. Mais il saute aux yeux que le prolétariat *inculte* n'a pas davantage envie de demeurer dans la situation qui lui est faite, et c'est ce que les récentes émeutes de Silésie et de Bohême démontrent pour l'Allemagne - pour ne pas parler des autres peuples.

La seconde mesure serait une *réorganisation totale du système de l'assistance publique*. Il conviendrait que tous les citoyens privés de pain soient installés dans des colonies, dans lesquelles ils seraient employés à des activités agricoles et industrielles, leur travail étant organisé à l'avantage de l'ensemble de la colonie [26].

---

26 Engels a exposé ses conceptions de l'organisation combinée des travaux agricoles et industriels, ainsi que sa critique du système de communautés proposé par Fourier, Saint-Simon,

Jusqu'ici on a prêté à intérêt les capitaux de l'administration de l'assistance publique, donnant ainsi aux riches des moyens supplémentaires d'exploiter ceux qui sont dépouillés de toute propriété. Qu'on laisse donc pour une fois ces capitaux travailler véritablement à l'avantage des pauvres, et que l'on utilise pour les pauvres tout le produit rendu par ces capitaux, et pas seulement les trois pour cent d'intérêt, donnant ainsi un magnifique exemple de l'association du capital et du travail ! Dans ces conditions, la force de travail de tous ceux qui sont privés de pain serait employée à l'avantage de la société ; de pauvres démoralisés et diminués on ferait des hommes moraux, indépendants et actifs, et on les mettrait en état de se manifester très rapidement sous un jour enviable pour les travailleurs parcellisés - et cela amorcerait une réorganisation décisive de la société.

Or, pour ces deux mesures, il faut de l'argent. Pour le rassembler et pour remplacer en même temps l'actuel système des impôts répartis injustement, on propose dans ce [44] même plan de réforme un impôt général de caractère progressif sur le capital ; son taux augmenterait avec le volume du capital. De cette manière, la charge de l'administration publique serait supportée par chacun selon ses capacités et, contrairement à ce qui se pratique jusqu'ici dans tous les pays, elle ne retomberait pas essentiellement sur les épaules de ceux qui sont le moins en état de payer. Au fond, le principe de l'imposition est communiste [27], car le droit de lever des impôts est déduit dans tous les pays de ce que l'on appelle la propriété nationale. Or, ou bien la propriété privée est sacro-sainte et il n'existe pas de propriété nationale, et alors l'État n'a pas le droit de lever des impôts ; ou bien l'État a ce droit, et alors la propriété nationale est au-dessus de la propriété privée, et l'État est le véritable propriétaire. Ce dernier principe est universellement reconnu

---

Proudhon, etc., dans l'article intitulé « Les Progrès de la Réforme sociale sur le continent » et publié le 4 novembre 1843 dans *The New Moral World* d'Owen.

Nous renvoyons le lecteur à ce texte très important pour notre sujet : cf. MARX-ENGELS, *Le Mouvement ouvrier français,* Petite Collection Maspero, 1974, t. I, pp. 38-52.

27 C'est parfaitement exact, mais son application est capitaliste, comme le communisme égalitaire qui, selon les termes d'Engels, règne dans les casernes ou que revendiquent les capitalistes (après avoir justifié leur profit global comme rémunération de leur travail, de leurs « talents » particuliers, de leur gestion, de leur capital accumulé, en vue de se partager en parts égales le profit), sur la base de la concurrence : « Ce à quoi tend la concurrence entre les masses de capital de composition diverse fonctionnant dans les multiples branches de la production, c'est le *communisme capitaliste,* à savoir que *la masse de capital entrant dans chaque sphère de la production* s'approprie une, partie aliquote de la plus-value globale en proportion de la partie du capital social global qu'elle représente. » (Cf. Marx à Engels, le 30 avril 1868.)

- au fond, messieurs, nous ne faisons que réclamer pour le moment que l'État se déclare propriétaire universel et, dès lors, administre la propriété publique pour le bien public -, et que, comme premier pas dans cette direction, il introduise un mode d'imposition qui prenne en considération la capacité de chacun de payer les impôts et le véritable bien public.

Ainsi donc, messieurs, il ne s'agit pas d'introduire la communauté des biens du jour au lendemain et contre la volonté de la nation, mais avant tout de fixer le *but*, les *voies* et les moyens grâce auxquels nous pourrons rejoindre ce but. Le principe du communisme est en toute occurrence le principe de l'avenir, comme en témoignent l'histoire du développement des nations civilisées, la dissolution croissante de toutes les actuelles institutions sociales, ainsi que la saine raison humaine et surtout le cœur humain.

[45]

II

Au cours de notre dernière rencontre, on m'a reproché d'avoir étayé ma démonstration par des exemples et des documents tirés uniquement de pays étrangers, notamment d'Angleterre. On a dit que la France et l'Angleterre ne nous regardaient pas, que nous vivions en Allemagne et que notre tâche est de démontrer que le communisme est une nécessité et un avantage pour l'Allemagne. En même temps, on nous a reproché de n'avoir pas démontré de manière satisfaisante la nécessité historique du communisme en général. Cela est d'ailleurs parfaitement juste, mais il n'était pas possible de faire autrement dans un premier exposé. En effet, une nécessité historique ne peut être démontrée aussi prestement que l'équivalence de deux triangles ; elle ne peut l'être que par l'étude et l'approfondissement de lointaines prémisses. Quoi qu'il en soit, je ferai mon possible pour répondre aux objections que l'on m'a adressées, et je m'efforcerai de démontrer que pour l'*Allemagne,* le communisme s'il n'était une nécessité historique, est une *nécessité économique.*

Considérons en premier lieu l'actuelle situation sociale de l'Allemagne. On sait que la pauvreté est grande chez nous. La Silésie et la Bohême l'ont montré à suffi-

sance. La *Gazette rhénane* a beaucoup parlé de la misère des régions de la Moselle et de l'Eifel [28]. Il règne depuis des temps immémoriaux et constamment une grande misère dans l'*Erzgebirge*. La Senne et les districts liniers de Westphalie ne sont pas mieux lotis. Dans toutes les régions de l'Allemagne, on se lamente, et on ne peut s'attendre à autre chose d'ailleurs. Notre prolétariat est nombreux et doit l'être - comme nous le constatons même en observant superficiellement notre situation sociale.

Il est dans la nature des choses qu'il y ait un prolétariat nombreux dans les *districts industriels*. L'industrie ne peut exister sans un grand nombre d'ouvriers qui sont à sa disposition complète, qui travaillent uniquement pour elle et renoncent à tout autre gagne-pain ; car un emploi dans l'industrie rend impossible toute autre occupation, étant donné le développement de la concurrence. C'est pourquoi, dans tous les districts industriels, on trouve un prolétariat, [46] qui est trop nombreux et trop manifeste pour qu'on puisse nier son existence. Cependant, on affirme de tous côtés qu'il n'existe pas de prolétariat dans les *districts agricoles*. Mais comment donc serait-ce possible ? Dans les régions où prédomine la grande propriété foncière, il faut un tel prolétariat ; les grands domaines ont besoin d'ouvriers et d'ouvrières agricoles et ne peuvent exister sans prolétaires. Dans les régions où la propriété foncière est divisée en parcelles, il n'est pas possible non plus d'éviter la naissance d'une classe d'individus ne possédant rien : en divise les fonds de terre jusqu'à un certain degré, puis il n'y a plus rien à diviser. Lorsqu'à la fin un seul des membres de la famille suffit à occuper la parcelle, les autres doivent tout bonnement se transformer en prolétaires, en ouvriers ne possédant rien. Alors, la division a, en général, atteint le point où le lopin est trop minuscule pour nourrir une famille, et il se forme alors une classe de gens qui, comme la petite classe moyenne des villes, fait transition entre la classe possédante et celle qui ne dispose plus d'aucune propriété, de personnes que la propriété retient de chercher du travail ailleurs, mais qui tout de même n'en ont pas assez pour vivre. Il règne aussi une grande misère dans cette classe.

Que ce prolétariat doive continuellement augmenter de nombre, c'est ce que montre la paupérisation croissante de la classe moyenne, dont j'ai parlé de manière détaillée il y a huit jours, et la tendance du capital à se concentrer en quelques

---

28 Cf. l'article de MARX, « Justification du correspondant ** de la Moselle », (janvier 1843), in *La Gazette rhénane,* dont il était le rédacteur le plus en vue.

mains. Je n'ai certes pas besoin de revenir aujourd'hui sur ces points ; j'observerai simplement que les causes qui engendrent et multiplient sans cesse le prolétariat, resteront les mêmes et auront les mêmes effets aussi longtemps qu'existera la concurrence. Dans ces conditions, le prolétariat ne doit pas seulement continuer à exister, mais encore s'étendra toujours plus ; il doit même devenir une puissance toujours plus menaçante de notre société, s'il nous faut continuer de produire chacun pour son propre compte et en opposition à tous les autres. Cependant le prolétariat parviendra un jour à un niveau de puissance et d'intelligence tel qu'il ne tolérera pas de supporter plus longtemps la charge de tout l'édifice social qui pèse sur ses épaules, et revendiquera une répartition proportionnée des charges et des avantages sociaux, et alors - si la nature humaine n'a pas changé jusque-là - il ne sera pas possible d'éviter la révolution sociale.

C'est là une question que nos économistes n'ont pas abordée [47] jusqu'ici. Ils ne se préoccupent pas tant de la répartition que de la production de la richesse nationale. Nous voulons cependant pour un instant faire abstraction du fait que - comme nous venons tout juste de le montrer - une révolution sociale est en général la conséquence de la concurrence ; nous nous bornerons à observer les diverses formes particulières sous lesquelles apparaît la concurrence, ainsi que les multiples perspectives économiques qui se présentent à l'Allemagne, et nous verrons quel doit en être l'effet dans chaque cas.

L'Allemagne - ou, plus exactement, l'Union douanière allemande [29] - pratique pour le moment un tarif douanier de juste milieu. Nos droits douaniers sont trop bas pour être véritablement protecteurs, et trop hauts pour assurer la liberté de commerce. Trois choses sont donc possibles : ou bien nous passons à la totale liberté de commerce ; ou bien nous protégeons notre industrie avec des droits douaniers appropriés, ou enfin nous conservons le système actuel. Considérons ces différents cas.

Si nous proclamons la *liberté de commerce* et supprimons nos droits douaniers, toute notre industrie - à l'exception de quelques rares secteurs - sera ruinée.

---

29 L'*Union douanière (Zollverein)* était une association politique et économique unissant la Prusse à d'autres États allemands du Nord de l'Allemagne. Elle fut créée le 1er janvier 1834 et représenta le premier pas en direction de l'unification de l'Allemagne, en éliminant les frontières intérieures et réglant les droits douaniers par rapport à l'extérieur d'après un plan politique commun.

Il ne sera plus question alors de filature de coton, de tissage mécanique, de la majeure partie des branches d'activité cotonnière et lainière, de l'importante branche de l'industrie de la soie et de la presque totalité des mines et usines de fer. Les ouvriers de tous ces secteurs, après avoir été subitement réduits au chômage, seront jetés en masse dans l'agriculture et dans les branches restantes de l'industrie ; le paupérisme jaillirait de toutes parts, la concentration de la propriété en quelques mains serait accélérée par une telle crise et, à en juger, d'après les événements de Silésie, l'effet de cette crise serait inévitablement une révolution sociale.

Dans le second cas, nous nous donnons des *droits de douane protecteurs.* Ceux-ci sont devenus tout récemment les enfants chéris de la plupart de nos industriels, et méritent [48] un examen approfondi. Monsieur *List* a organisé en un système les vœux de nos capitalistes [30] ; je m'attarderai sur ce système qui est repris un peu partout comme un credo. Monsieur List propose des droits de douane progressivement croissants, qui doivent s'élever jusqu'à ce que les fabricants se soient assurés le marché du pays ; ces droits de douane doivent ensuite demeurer au même niveau pendant un laps de temps et baisser ensuite graduellement de sorte qu'après un certain nombre d'années toute protection cesse enfin. Supposons que ce plan soit réalisé et que les droits protecteurs soient décrétés. L'industrie se réanimerait, le capital encore inactif se précipiterait vers les entreprises industrielles, la demande d'ouvriers, et donc les salaires, augmenterait, les maisons de pauvres se videraient, et ils se développerait une situation selon toute apparence florissante. Cela durera jusqu'à ce que notre industrie aura subi une extension suffisante pour couvrir le marché intérieur. Elle ne pourra pas s'étendre davantage, car si, sans protection, elle n'a pu s'affirmer sur le marché *intérieur,* elle ne pourra réussir à tenir tête à la concurrence étrangère sur les marchés neutres. À ce point, estime Monsieur List, l'industrie serait déjà assez forte pour avoir moins besoin de protection, et l'abaissement des droits douaniers pourrait s'amorcer. Concédons-le un instant. Les droits de douane sont abaissés. Si ce n'est à la première réduction des tarifs douaniers, ce sera à la seconde ou à la troisième, que la protection sera abaissée jusqu'à permettre que l'industrie étrangère - mettons carrément l'industrie anglaise - concurrence la nôtre sur le marché allemand. C'est exactement ce que

30 Friedrich List a exposé ses idées protectionnistes dans l'ouvrage intitulé *Das nationale System der politischen Okonomie,* Stuttgart-Tubingen, 1841. Marx en a fait une critique, restée longtemps inédite.

souhaite Monsieur List lui-même. Mais quelles en seront les conséquences ? À partir de ce moment, l'industrie allemande devrait supporter toutes les oscillations, toutes les crises de l'industrie anglaise. À peine les marchés d'outremer seraient-ils saturés de marchandises anglaises - comme cela se passe précisément à l'heure actuelle et comme Monsieur List le décrit avec beaucoup d'émotion -, les Anglais déverseraient tous leurs stocks sur le marché allemand, le plus proche de ceux auxquels ils ont un accès, et ils feraient une fois de plus des pays de l'Union douanière allemande [49] leur « magasin de bric-à-brac ». Ensuite l'industrie anglaise sortirait de sa léthargie, parce que son marché est le monde entier et que le monde entier ne peut se passer de l'industrie anglaise, alors que l'industrie allemande n'est même pas indispensable au marché de son pays et doit redouter dans sa propre maison la concurrence des Anglais, en souffrant de la surabondance des marchandises que ceux-ci jettent à la tête de leurs clients durant la crise. Dès lors, notre industrie devrait supporter jusque dans ses dernières conséquences les périodes sombres de l'industrie anglaise, alors qu'elle ne pourrait prendre qu'une part modeste à ses périodes de splendeur : en somme, nous nous retrouverions exactement au point où nous en sommes aujourd'hui. Et, pour arriver tout de suite au résultat final, nous aurions le même état de dépression que celui dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui dans les secteurs jouissant d'une demi-protection. Alors ce serait la fermeture d'un établissement après l'autre, sans qu'il en surgisse de nouveaux ; nos machines vieilliraient sans que nous fussions en mesure de les remplacer par de nouvelles, meilleures ; la stagnation se transformerait en régression et, selon les affirmations de Monsieur List lui-même, les secteurs industriels déclineraient l'un après l'autre et à la fin cesseraient leur activité. Cependant nous aurions un prolétariat nombreux que l'industrie aurait créé et qui n'aurait pas de moyens de subsistance, ni de travail - et ce prolétariat, messieurs, exigerait de la classe possédante du travail et de quoi manger.

C'est ce qui arriverait si l'on baissait les droits protecteurs. Or donc, supposons qu'ils ne soient pas baissés, qu'ils restent les mêmes, et que l'on veuille attendre pour le faire que la concurrence interne des fabricants du pays les ait rendus illusoires. La conséquence en serait que l'industrie allemande stagnerait dès qu'elle serait parvenue à approvisionner totalement le marché interne. De nouveaux établissements ne seraient pas nécessaires, puisque ceux qui existent déjà suffisent pour le marché existant et - comme nous l'avons dit - on ne peut penser à de nou-

veaux marchés tant que l'on a besoin de protection. Or une industrie qui n'est pas en *expansion* perpétuelle ne peut pas non plus *se perfectionner*. Elle serait stationnaire vers l'extérieur comme vers l'intérieur. Pour elle, il n'y aurait pas d'amélioration des machines : on ne peut, certes, jeter à la ferraille les vieilles machines, et pour les nouvelles il n'y a pas d'établissements [50] nouveaux où elles pourraient trouver emploi. Dans l'intervalle, d'autres nations progresseraient, et la stagnation de notre industrie deviendrait de surplus une régression. Bientôt les Anglais seraient en mesure, grâce à leurs progrès, de produire si bon marché qu'ils pourraient concurrencer l'Allemagne sur son propre marché *en dépit* des droits de douane protecteurs, et étant donné que, dans la lutte de la concurrence comme dans tout autre lutte, le plus fort l'emporte, nous pouvons être certains de notre défaite finale. Alors se vérifierait l'hypothèse que nous avons évoquée plus haut : le prolétariat artificiellement produit exigerait des possédants quelque chose qu'ils ne pourraient donner tant qu'ils resteraient propriétaires exclusifs - et c'est la révolution sociale.

Il est resté un cas maintenant, tout à fait improbable, au reste, à savoir que les Allemands parviennent au moyen de droits douaniers protecteurs à hausser leur industrie au niveau auquel ils pourraient faire concurrence aux Anglais sans protection. Supposons que ce cas se réalise ; quelles en seraient les conséquences ? À peine aurions-nous commencé à faire concurrence aux Anglais sur les marchés extérieurs, neutres, qu'il y aurait lutte à mort entre notre industrie et celle des Anglais. Ceux-ci emploieraient toute leur énergie pour nous tenir à l'écart des marchés jusqu'alors approvisionnés par eux : ils seraient obligés de le faire, car ils seraient attaqués à la source même de leur vie, à leur point le plus sensible. Et avec tous les moyens dont ils disposent, avec tous les avantages que leur donne leur industrie séculaire, ils réussiraient à nous battre. Ils contraindraient notre industrie à demeurer cantonnée dans les limites de notre marché et elle devrait y stagner, alors se vérifierait le même fait que celui que nous avons exposé plus haut : nous piétinerions, les Anglais progresseraient, et notre industrie, étant donné son inévitable décadence, ne serait pas en mesure de nourrir le prolétariat qu'elle aurait artificiellement suscité - et c'est la révolution sociale [31].

---

31 Alors que les utopistes font purement et simplement abstraction du développement réel de l'économie qui conduit vers le communisme, Engels ne manque jamais, même dans ce simple plaidoyer, de s'appuyer sur l'évolution concrète de la société des pays déterminés. C'est

[51]

Cependant, admettons que nous battions les Anglais même sur les marchés neutres et que nous nous emparions de leurs débouchés l'un après l'autre, qu'est-ce que nous aurions gagné dans ce cas pratiquement impossible ? Dans le cas le plus heureux, nous referions encore une fois la carrière industrielle que l'Angleterre à faite avant nous... pour arriver là où l'Angleterre se trouve elle-même à présent - à la veille d'une révolution sociale. Mais, selon toute probabilité, cela ne durerait pas jusque-là. Les continuelles victoires de l'industrie allemande auraient inévitablement ruiné l'anglaise et ne feraient qu'accélérer en Angleterre l'imminent soulèvement massif du prolétariat contre les classes possédantes [32]. Le rapide développement du chômage pousserait les ouvriers anglais à la révolution et - étant donné l'état de choses actuel - celle-ci aurait des répercussions considérables sur les pays du continent, notamment sur la France et l'Allemagne, où elles seraient d'autant plus violentes que serait plus nombreux le prolétariat artificiel produit par le forcing de l'industrie allemande. Une telle révolution deviendrait immédiatement européenne et viendrait tirer brutalement nos fabricants de leur rêve d'un monopole industriel de l'Allemagne.

Au reste, il est exclu que l'industrie anglaise et allemande puissent coexister pacifiquement, du simple fait de l'existence de la concurrence. Toute industrie, pour ne pas se faire dépasser et succomber, est obligée - je le répète - de progresser. Or, pour progresser, il lui faut s'agrandir, [52] conquérir de nouveaux marchés, s'agrandir continuellement grâce à la création de nouveaux établissements. Étant donné que, depuis l'ouverture de la Chine, il n'est plus possible de conquérir de nouveaux marchés, mais simplement d'exploiter mieux ceux qui existent déjà,

---

à partir du même schéma qu'il analysera, par exemple, les mesures économiques prises par l'Allemagne officielle après son unité en 1871, afin de se pro curer une place sur le marché mondial : Cf. MARX-ENGELS, « Le Socialisme de Monsieur Bismarck », in *La Social-démocratie allemande,* 10/18. En raisonnant à partir des lois historiques de l'économie bourgeoise, Engels dresse à l'avance un sombre tableau des possibilités industrielles de l'Allemagne : concurrence accrue sur le marché mondial avec la perspective d'une guerre impérialiste (à moins d'une révolution sociale) au moment où l'industrie allemande dépassera le niveau de sa concurrente anglaise (en 1914).

32 Le prolétariat anglais devait se soulever le 10 avril 1848, mais fut battu par des forces très supérieures en armes et en nombre. Si le prolétariat anglais ne repartit pas à l'assaut, c'est que « la révolution de février 1848 élimina ensuite la concurrence industrielle du continent » et l'industrie anglaise prit un essor inouï et ne fut plus inquiétée durant toute la crise qui traîna jusqu'en 1850 sur le continent. Cf. MARX, « Revue janvier-février 1850 », in Écrits militaires, L'Herne, 1970, pp. 282-283.

et qu'en conséquence l'expansion de l'industrie procédera plus lentement à l'avenir que par le passé, l'Angleterre ne peut, aujourd'hui bien moins qu'hier encore, tolérer de concurrent. Pour éviter le déclin de sa propre industrie, elle serait contrainte d'écraser l'industrie de tous les autres pays. Le maintien du monopole industriel est pour l'Angleterre non seulement une question de gains plus ou moins grands, c'est devenu encore pour elle une *question vitale*. La lutte de concurrence entre nations est déjà, de toute façon, beaucoup plus âpre et décisive que celle qui se déroule entre individus, parce que c'est une lutte *concentrée*, une lutte de masse à laquelle seule une victoire décisive de l'une des parties - et une défaite décisive de l'autre - peuvent mettre un terme. C'est pourquoi une telle lutte entre nous et les Anglais, quel qu'en soit le résultat, ne serait avantageuse ni pour nos industriels, ni pour les industriels anglais ; tout ce qu'elle produirait, c'est -comme je l'ai tout juste démontré - une révolution sociale [33].

Nous avons donc vu, messieurs, ce que l'Allemagne peut attendre, en toute occurrence, de la liberté de commerce aussi bien que du protectionnisme. Il ne nous resterait donc plus qu'une seule perspective économique, à savoir que nous en restions aux droits douaniers de caractère juste milieu qui existent aujourd'hui. Mais nous avons déjà vu plus haut quelles en seraient les conséquences : notre industrie finirait par aller à la ruine, secteur après secteur ; les ouvriers perdraient leur emploi et, quand le chômage aurait atteint une certaine ampleur, ce serait l'explosion d'une révolution contre les classes possédantes.

Vous voyez donc, messieurs, que ce que j'ai exposé au début de manière générale, en partant de la notion de concurrence, se trouve confirmé dans le cas particulier - à savoir que la conséquence inévitable des conditions sociales [53] actuelles est, en toute occurrence, une *révolution sociale* [34]. Avec la même certitude

---

33 En se basant sur la logique inflexible des lois de l'économie politique et les conclusions de longues recherches sur l'évolution du champ de forces sociales, Engels énonce à l'avance ici quel sera le cours des événements de 1848, lorsque éclatera effectivement la crise de surproduction du monde capitaliste avec son cortège de révolutions politiques et sociales.

34 Ce passage témoigne que les conceptions communistes d'Engels se distinguent déjà diamétralement de celles des utopistes, qui rejetaient le moyen politique, la violence de classe, pour réaliser leur société idéale. L'utopisme oppose à la société moderne un modèle fixe et imaginaire de la société future. Le marxisme, lui, analyse l'économie capitaliste, dans son développement historique, depuis sa naissance historique, lorsqu'il accroît les forces productives, jusqu'à sa dégénérescence moderne, qui se manifeste par une gigantesque dilapidation de forces productives et de matières premières (signe du développement au sein de la société moderne des forces destructives du capitalisme).

que nous pouvons déduire à partir de principes mathématiques un théorème nouveau, avec la même certitude nous pouvons conclure à partir des conditions économiques existantes et des principes de l'économie politique qu'une révolution sociale est imminente. Mais considérons d'un peu plus près cette révolution. Sous quelle forme surgira-t-elle, quels en seront les résultats, en quoi se distinguera-t-elle des révolutions violentes qui se sont produites jusqu'ici ? Une révolution sociale, messieurs, est quelque chose de tout à fait différent des précédentes révolutions politiques. Contrairement à celles-ci, elle n'est pas dirigée contre la propriété du monopole, mais contre le monopole de la propriété ; une révolution sociale, messieurs, est une *guerre ouverte des pauvres contre les riches.* Un tel combat met à nu tous les ressorts et toutes les causes du conflit et manifeste ouvertement leurs effets, qui sont demeurés obscurs et cachés dans les tréfonds lors de tous les conflits historiques du passé. Un tel combat menace cependant d'être plus violent et plus sanglant que tous les précédents. Le résultat peut en être double. Ou bien le parti subversif ne se saisit que de l'apparence et non de l'essence, de la forme et non de la chose elle-même, ou bien il s'attaque au contenu et touche le mal à la racine. Dans le premier cas, on laissera subsister la propriété privée et on ne procédera qu'à un repartage, de sorte que les causes continueront de subsister, causes qui ont provoqué la situation présente et doivent à plus ou moins long terme reproduire une semblable situation et une nouvelle révolution. Messieurs, est-ce cependant possible ? Où trouvons-nous une révolution qui n'ait pas véritablement réalisé les prémisses dont elle est [54] partie ? La révolution anglaise a concrétisé les principes à la fois religieux et politiques que l'opposition violente de Charles 1er avait suscités ; la bourgeoisie française, dans sa lutte contre la noblesse et l'ancienne monarchie, a conquis ce qu'elle désirait et a éliminé tous les abus qui l'avaient poussée à l'insurrection. Or le soulèvement des pauvres devrait-il s'apaiser avant que la pauvreté et ses causes aient été abolies ? Messieurs, ce n'est pas possible, cette hypothèse serait contraire à toute l'expérience historique. Ne serait-ce que le niveau de développement et de conscience des ouvriers, notamment en Angleterre et en France, ne nous permet pas de la tenir pour possible. Il ne reste donc que l'autre terme de l'alternative, à savoir que la future révolution sociale s'en prendra aux véritables causes de la misère et de la pauvreté, de l'ignorance et de la criminalité, et qu'elle entreprendra donc une véritable réforme de la société. Or cela ne peut se produire que si l'on proclame le principe communiste. Messieurs, considérez simplement les pensées qui agitent les ouvriers dans les pays où

les ouvriers pensent eux aussi -, voyez donc en France : les multiples fractions du mouvement ouvrier ne sont-elles pas *toutes* communistes ? Allez en Angleterre et écoutez les propositions que font les ouvriers pour améliorer leur situation : ne reposent-elles pas toutes sur le principe de la propriété commune ? Examinez les différents systèmes de réforme de la société : y en a-t-il qui ne soient pas communistes ? De tous les systèmes qui ont de nos jours encore une importance, le seul qui ne soit pas communiste est celui de Fourier, qui a tourné son attention davantage sur l'organisation sociale de l'activité humaine que sur la distribution de ses produits. Tous ces faits autorisent la conclusion, selon laquelle une future révolution sociale devra aboutir à l'application du principe communiste et n'admettra pas d'autre solution.

Si ces déductions sont justes, messieurs, la révolution sociale et le communisme pratique sont le résultat nécessaire des conditions dans lesquelles nous vivons actuellement. Nous devons donc nous préoccuper avant tout des mesures, grâce auxquelles nous pouvons prévenir un bouleversement violent et sanglant des rapports sociaux. Pour cela, il n'existe qu'*un seul* moyen, à savoir l'instauration pacifique ou du moins la préparation du communisme. Ainsi donc, si nous ne voulons pas de solution sanglante du problème social, si nous ne voulons pas que l'antagonisme tous les jours croissant entre l'éducation et la condition de [55] vie des prolétaires atteigne un paroxysme, où, d'après toutes nos expériences, le désespoir et le besoin de vengeance résoudront cet antagonisme, alors, messieurs, nous devons nous préoccuper sérieusement et objectivement de la question sociale ; nous devons avoir à cœur de contribuer pour notre part à humaniser la situation des modernes îlotes. Et s'il semblait à certains d'entre vous que la promotion des classes jusqu'ici appauvries et humiliées ne saurait s'effectuer sans un abaissement de leurs propres conditions de vie, ils devraient penser qu'il s'agit de créer *pour tous les hommes* un mode de vie tel que tout un chacun puisse développer librement sa nature humaine, qu'il puisse vivre avec les autres dans des conditions et des rapports humains, sans avoir à craindre d'ébranlements violents de ses propres conditions de vie. En outre, il faut considérer que ce que l'individu particulier a à sacrifier n'est pas une jouissance véritablement humaine de la vie, mais simplement un simulacre de jouissance engendré par les piètres conditions de notre vie actuelle, bref de quelque chose contre quoi s'opposent la propre raison et le propre cœur de ceux qui ont joui jusqu'ici de ces avantages illusoires. La vie véri-

tablement humaine avec toutes ses conditions et tous ses besoins, nous ne voulons nullement les détruire, mais au contraire nous désirons les réaliser dans les faits. Et même, si vous faites abstraction de tout cela, pensez donc sérieusement aux conséquences qui découlent de notre situation actuelle, dans quel labyrinthe de contradictions et de désordres nous sommes conduits - alors, messieurs, vous estimerez qu'il vaut vraiment la peine de s'atteler à fond et avec sérieux à la question sociale. Et si j'ai pu vous y inciter, alors j'aurai pleinement atteint le but de mon discours.

Progression rapide du communisme en Allemagne

Retour à la table des matières

Depuis que je vous ai écrit la dernière fois, la cause du communisme a fait les mêmes progrès rapides que vers la fin de l'année 1844 [35]. Tout récemment j'ai visité différentes [56] villes de Rhénanie et j'ai observé partout que, depuis ma dernière visite dans la région, nos idées ont gagné du terrain et continuent chaque jour d'en gagner. Partout j'ai rencontré de nouveaux partisans, qui manifestent, discutent et propagent l'idée du communisme avec toute l'énergie voulue. Dans toutes les villes de Prusse, on a organisé de très nombreuses réunions et manifestations, dans le but de constituer des associations qui œuvrent contre la paupérisation, l'ignorance et la criminalité croissantes dans les grandes masses de la population. Ces réunions, tout d'abord soutenues par le gouvernement, furent entravées par lui dès qu'elles prirent un caractère plus indépendant. Elles n'orientèrent pas moins l'attention du publie sur la question sociale et contribuèrent grandement à la diffusion de nos principes. L'assemblée de Cologne fut à ce point impressionnée par les discours des dirigeants communistes qu'un comité fut élu pour élaborer les statuts de l'association dont la majorité est formée de communistes convaincus. L'essentiel des statuts repose évidemment sur des principes communistes. Les

---

35 ENGELS, « Progression rapide du communisme en Allemagne » (III), in *The New Moral World*, 8 mars 1845. Engels y évoque les conditions pratiques dans lesquelles furent défendus, par les méthodes marxistes, les principes communistes, proposés à la réunion d'Elberfeld.

articles sur l'organisation du travail, la protection des travailleurs contre la puissance du capital, etc., furent adoptés à la quasi-unanimité par l'assemblée. L'autorisation gouvernementale qui, dans notre pays, est indispensable pour toutes les associations ne fut pas accordée, naturellement. Mais comme ces réunions avaient tout de même eu lieu, la question du collectivisme vint tout de même en discussion dans tout Cologne. À Elberfeld, on proclama le principe fondamental de l'association, à savoir que *tous les hommes avaient le même droit à l'éducation et devaient participer aux fruits de la science ;* ces statuts ne sont cependant pas encore ratifiés par le gouvernement, ils subiront selon toute vraisemblance le même sort que les statuts de Cologne, étant donné que les curés ont fondé leur propre association dès que l'assemblée eut repoussé leur plan, à savoir : faire de l'association une sous-section de la mission paroissiale. L'association libérale sera interdite par le gouvernement, qui soutient l'association des curés. Cependant cela ne signifie pas grand-chose, étant donné que la question, dès lors qu'elle a été soulevée une fois, fait maintenant l'objet de la discussion de tous dans la ville entière. D'autres sociétés ont été formées à Munster, Clèves, Dusseldorf, etc., et il faut attendre avec quel résultat [36].

[57]

En ce qui concerne la littérature communiste, on a publié un recueil composé par Hermann Püttmann de Cologne. On y trouve, entre autres, un compte rendu sur les communautés américaines ainsi que votre établissement (owénite) dans le Hampshire, ce qui a fortement contribué à détruire les préjugés selon lesquels nos idées seraient impraticables [37]. En même temps, Monsieur Püttmann a publié le programme d'une revue trimestrielle [38] dont il entend sortir le premier numéro en

---

36 À propos de l'activité politique et militante d'Engels durant cette période, cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe,* Petite Collection Maspero, 1973, t. 1, pp. 92-96.

37 Ce recueil s'intitule *Deutsches Bürgerbuch für 1845* (Darmstadt). Il renfermait un certain nombre de contributions de socialistes « vrais » ainsi que des articles de révolutionnaires tels que F.W. Wolff et Georg Weerth. L’article d'Engels que nous reproduisons ci-après *(Description de colonies communistes surgies ces derniers temps et encore existantes) y parut* également ; il s'appuyait sur des données publiées dans *The New Moral World, The Northern Star* et *The Morning Chronicle.* L'année suivante, le *Deutsche Bürgerbuch für 1846* (Mannheim, été 1846) renfermait le commentaire et la traduction d'un *Fragment de Fourier sur le commerce* que nous reproduisons également dans notre recueil.

38 Il s'agit des *Rheinische Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform,* publiés par H. Püttmann. Il en parut deux numéros, le premier en août 1845 à Darmstadt, le second à la fin de 1846 à Belle-Vue près de Constance, à la frontière germano-suisse. Le premier renfermait les deux *Discours d'Elberfeld* d'Engels, et le second la *Fête des nations à Londres* du même Engels

mai prochain et qui sera dédiée exclusivement à la diffusion de nos idées. Monsieur Hess de Cologne et Engels de Barmen s'attachent à publier un autre mensuel [39], dont le premier numéro sera publié le premier avril prochain. Ce périodique ne rapportera que des *faits*, [58] qui décriront les conditions de la société civilisée et proclameront la nécessité d'une réforme radicale par l'éloquence des faits. Sous peu paraîtra un nouvel ouvrage du Dr Marx, dans lequel seront réexaminés les principes de l'économie politique et de la politique en général [40]. Le Dr Marx a été contraint par le gouvernement conservateur français à abandonner son domicile de Paris. Il pense aller en Belgique, et si la vengeance du gouvernement prussien (qui a incité les ministres français à expulser Marx) le poursuivra là encore, il devra se réfugier en Angleterre. Mais le fait le plus significatif qui soit est celui que j'ai rapporté dans ma dernière correspondance : le Dr Feuerbach, le plus éminent génie philosophique vivant aujourd'hui en Allemagne, s'est déclaré communiste. L'un de nos amis vient de lui rendre visite dans son coin retiré de campagne dans une région perdue de Bavière : il lui déclara que le communisme était simplement la conséquence nécessaire des principes qu'il avait proclamés et que le communisme n'était en fait que la *pratique* de ce qu'il avait énoncé depuis long-

---

(pour commémorer l'instauration de la République française le 22 septembre 1792). Marx-Engels soumirent ces annales à une vive critique dans *L'Idéologie allemande* (1845-46) dans le chapitre consacré aux « socialistes vrais », cf. notamment le chapitre I : « Les Annales rhénanes ou la philosophie du socialisme vrai » (Ed. sociales, 1968, pp. 497-533).

39 Il s'agit du *Gesellschaftsspiegel*, « organe destiné à représenter les classes populaires dépossédées et éclairer les conditions sociales contemporaines ». Il en parut 12 cahiers de 1845 à 1846. Engels, qui avait participé aux préparatifs de cette publication, ne put y collaborer, la revue paraissant à Elberfeld sous la direction de Moses Hess qui publia surtout des textes du « socialisme vrai ».

40 Engels fait allusion aux deux volumes que Marx s'était proposé d'écrire sur la *Critique de la politique et de l'économie* pour lesquels il avait signé un contrat avec l'éditeur Leske, le 1er février 1845. Depuis la fin de 1843, Marx s'était adonné à l'étude de l'économie politique, et il nous reste de ce projet les *Manuscrits économiques et politiques de 1844.* Marx interrompit ce travail pour écrire avec Engels *La Sainte Famille*, et ce n'est qu'en décembre 1844 qu'il reprit ses travaux économiques. Riazanov a publié de nombreux extraits d'ouvrages d'économie politique lus et commentés par Marx durant cette seconde période. Cette fois-ci encore, Marx fut détourné de son projet. Il s'en explique dans sa lettre à son éditeur Leske du 1er août 1846 « Il m'a semblé très important de *publier d'abord* un ouvrage polémique contre la philosophie allemande et contre le *socialisme allemand* qui s'y rattache, avant d'aborder des développements *positifs.* Il est, en effet, nécessaire de préparer le public à comprendre le point de vue de mon économie politique, qui s'oppose diamétralement à la science allemande en honneur jusqu'ici. »

Dans sa lettre à Leske, Marx faisait allusion à *L'Idéologie allemande* lorsqu'il évoquait son « ouvrage polémique ». Le contrat avec Leske fut annulé définitivement par ce dernier en février 1847.

temps au niveau théorique. Feuerbach ajouta qu'il n'avait jamais eu autant de joie à un livre qu'au premier tome des *Garanties* de [59] Weitling [41]. Je n'ai jamais encore dédié aucun de mes livres, dit-il, mais j'ai grande envie de dédier mon prochain ouvrage à Weitling. Ainsi l'union entre la théorie allemande, dont le représentant le plus éminent est Feuerbach et les travailleurs allemands représentés par Weitling, union qui a été prédite il y a un an déjà par le Dr Marx [42], est pratiquement réalisée. Si les philosophes mettent leur pensée à notre service et si les ouvriers luttent avec nous - quelle puissance au monde pourra être assez forte pour résister à notre progression ?

L'un de vos vieux amis en Allemagne.

Description de colonies communistes surgies ces derniers temps et encore existantes

Retour à la table des matières

Lorsqu'on parle avec les gens de socialisme ou de communisme, il arrive très souvent qu'ils nous donnent tout à fait raison en substance et déclarent même que le communisme est une très bonne chose, « mais », disent-ils ensuite, « il sera toujours impossible de mettre quelque chose de semblable en pratique [43] ». Cette

---

41 Les *Garantien der Harmonie und Freiheit* de Wilhelm Weitling parurent en 1842. Engels évoque l'œuvre de Weitling de manière élogieuse dans sa critique des systèmes utopistes anglais, français et allemand dans l'article intitulé « Progrès de la réforme sociale sur le continent, in *The New Moral World*, 4 novembre 1843 ; trad. fr. complète in MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, L'Herne, 1970, pp. 117-137.

42 Engels fait sans doute allusion au passage suivant de MARX, *Contribution à la Critique de la philosophie du droit de Hegel. Introduction* de 1844 : « La philosophie trouve dans le prolétariat ses armes *matérielles*, tout comme le prolétariat trouve dans la philosophie ses armes *théoriques*, et dès que l'éclair de la théorie aura frappé jusqu'au cœur cette masse populaire vierge, les Allemands accompliront leur émancipation sociale. » *(Écrits militaires, op. cit.*, p. 184).

43 Cf. Engels, in *Deutsches Bürgerbuch für 1845*, pp. 326-340.

Ce texte sur les réalisations pratiques des doctrinaires de la communauté des biens n'a pas seulement une valeur historique. C'est l'illustration et le point de départ des conceptions de Marx-Engels sur le but suprême de la classe ouvrière moderne, le marxisme reprenant les anticipations et réalisations des « utopistes » qui obtiennent - au bout de tout un processus matériel de développement des forces productives et de bouleversements sociaux et politiques - une base et un cadre objectifs. Il ne faut pas se laisser illusionner par l'organisation - souvent de fortune et de circonstance - des communautés décrites par Engels. Les moyens matériels et les réalisations *techniques* ont infiniment augmenté dans *certains* pays et dans

objection est si souvent faite qu'il [60] a semblé utile et nécessaire à l'auteur de cet article de répliquer avec quelques données de fait, encore assez peu connues en Allemagne, afin d'ôter tout fondement à cette objection. En effet, le communisme - la vie et l'activité sociales en communauté de biens - n'est pas seulement possible, mais est déjà traduit en pratique dans de nombreuses colonies d'Amérique et en un lieu d'Angleterre - et ce avec le plus grand succès, comme nous allons le voir.

Au reste, si l'on considère cette objection d'un peu plus près, on s'aperçoit qu'elle se décompose en deux objections ultérieures : premièrement, qu'on ne trouvera pas d'ouvriers pour effectuer les travaux manuels les plus humbles et les plus désagréables, et deuxièmement : à partir du moment où il y aurait un même droit sur la propriété commune, les [61] gens se disputeraient pour entrer en possession d'un bien à eux, et la communauté se dissoudrait.

La première objection se résout tout simplement comme suit : s'ils sont effectués en communauté, ces travaux cessent d'être bas ; et puis on peut pratiquement les éliminer complètement en perfectionnant les installations améliorées, les machines, etc. Par exemple, dans un grand hôtel de New York, on nettoie les chaussures à la vapeur ; et dans la communauté communiste de Harmony en Angleterre (dont nous parlerons plus loin), les toilettes (*water closets*), non seulement sont balayées automatiquement - selon les traditions anglaises de confort -, mais sont encore pourvues de tuyaux qui transportent directement les excréments dans un grand réservoir d'engrais.

---

certaines régions de notre monde, et les innovations enthousiasmantes d'alors font désormais partie de l'ordinaire - et là aussi les utopistes ont anticipé ; mais ce n'est pas ce qui retient le plus l'attention d'Engels.

Pour lui, l'essentiel c'est que la communauté de biens est une forme d'organisation sociale supérieure à celle du capitalisme privé et annonce le monde humain de l'avenir. Les travaux et recherches ultérieures de Marx-Engels étayeront leur conception du communisme. Il règne aujourd'hui une immense équivoque sur les rapports entre marxisme et utopisme, et celle-ci a surgi avec le réformisme de la Seconde Internationale, contre lequel Lénine avait déjà réagi avec force, mais qui a repris de plus belle avec le honteux opportunisme des faux partis communistes et socialistes d'aujourd'hui. Pour ceux-ci, la famille et la patrie sont éternelles, alors que le marxisme a toujours enseigné que l'économie privée avec les individus privés s'organisait, d'une part, en petits groupes de famille minuscules, et d'autre part, à l'échelle nationale, en patrie, État. Ces deux formes de micro - et macro - organisations reposent en dernière analyse sur la propriété privée individuelle, et ne peuvent être surmontées que par la constitution de communautés humaines, dont parlent aussi bien les utopistes que les marxistes (cf. les textes suivants de ce recueil). La fonction de substituer aux rapports capitalistes une organisation humaine revient essentiellement aux communautés de biens collectifs.

En ce qui concerne la seconde objection, il se trouve que jusqu'ici toutes les colonies communistes sont devenues si riches au bout de dix ou quinze ans, qu'elles ont de tout au-delà de ce que l'on peut désirer consommer, autrement dit, elles n'ont pas le moindre motif de dispute.

Le lecteur découvrira que la plupart des communautés que nous allons décrire plus loin ont été établies par toutes sortes de sectes religieuses, qui généralement nourrissent les conceptions les plus déraisonnables et les plus absurdes sur les divers sujets. Aussi me bornerai-je à faire observer simplement que leurs idées n'ont absolument rien à voir avec le communisme. Au reste, il est parfaitement indifférent que ceux qui démontrent dans la pratique que ces communautés sont réalisables croient à un seul Dieu, à vingt ou à aucun. S'ils ont une religion déraisonnable, c'est un obstacle qui embarrasse la voie de la communauté, et si néanmoins celle-ci se maintient en vie, cela démontre qu'elle a encore bien d'autres possibilités chez ceux qui sont entièrement libres de telles folies. Au demeurant, les colonies les plus récentes sont presque toutes libres de sornettes religieuses quoiqu'elles soient très tolérantes ; il n'y a pratiquement personne chez les socialistes anglais qui ait de la religion et c'est ce qui fait aussi qu'elles soient si décriées et calomniées dans l'Angleterre bigote. Mais que tous ces méchants racontars ne signifient rien, c'est ce que nos adversaires eux-mêmes doivent reconnaître lorsqu'il s'agit d'apporter des preuves.

Ceux que l'on appelle les *shakers* furent les premiers qui, en Amérique et dans le monde, ont mis en œuvre une association [62] sur la base de la communauté de biens. Ils forment une secte particulière et ont des idées religieuses très curieuses : ils ne se marient pas et en général ne tolèrent pas de commerce entre les sexes, etc. Mais cela ne nous intéresse pas. La secte des shakers est née il y a quelque soixante-dix ans. Ses fondateurs étaient de pauvres hères qui s'associaient pour vivre dans un amour fraternel et la communauté de biens, et honoraient leur Dieu à leur manière. Bien que leurs conceptions religieuses et plus encore la prohibition du mariage rebutassent beaucoup de gens, ils trouvèrent tout de même des partisans, et ils ont maintenant dix grandes communautés, dont chacune est forte de trois à huit cents membres. Chacune de ces communautés forme une belle cité, construite dans les règles de l'art, avec des maisons d'habitation, des fabriques, des ateliers, des édifices pour les assemblées et des greniers ; ils ont des jardins fleuristes, des potagers, des vergers, des forêts, des vignes, des prairies et des terres

cultivées en surabondance ; en outre, ils ont du bétail de toutes sortes, chevaux et bœufs, moutons et cochons, de la volaille, et ce plus qu'ils n'en ont besoin et des meilleures sélections d'élevage. Leurs greniers regorgent toujours de céréales, leurs magasins sont pleins de vêtements, au point qu'un voyageur anglais qui leur rendit visite, a dit qu'il ne pouvait pas comprendre pourquoi ces gens continuaient de travailler alors qu'ils possédaient tout en surabondance ; à moins qu'ils ne travaillent que pour tuer le temps, car sinon ils n'auraient rien à faire. Parmi eux, il n'y a personne qui travaillerait contre son gré, et personne non plus qui se dépense vainement pour trouver du travail. Ils n'ont ni maisons de pauvres, ni hôpitaux, parce qu'ils n'ont pas un seul pauvre ni de malade, pas de veuves abandonnées ni d'orphelins ; ils ne connaissent pas la pénurie et n'ont pas lieu de la redouter. Dans leurs dix cités, il n'y a pas un seul gendarme, policier, juge, avocat ou soldat, pas de prison ou de bagne, et tout marche cependant bien. Les lois en vigueur dans le pays ne sont pas faites pour eux, et on pourrait tout aussi bien les abolir pour ce qui les concerne, sans créer le moindre inconvénient. En effet, ce sont les citoyens les plus paisibles, et *ils n'ont jamais fourni aux prisons le moindre délinquant*. Ils vivent - comme nous l'avons dit - dans la plus complète communauté de biens, et il n'existe pas d'argent ni de commerce entre eux. L'une de ces cités - Pleasant Hill près de Lexington dans l'État du Kentucky - a été visité l'an dernier par un voyageur [63] anglais du nom de Finch. Celui-ci en fait la description suivante :

« Pleasant Hill se compose de nombreuses grandes et coquettes maisons d'ardoises et de pierres de construction, avec des fabriques, des ateliers, des écuries et des granges, le tout disposé dans le plus bel ordre ; c'est ce qu'il y a de mieux dans tout le Kentucky ; la terre cultivée par les shakers est facilement reconnaissable : de beaux murs de pierre l'entourent et elle est parfaitement travaillée. Dans les prés, un grand nombre de vaches et de moutons bien nourris paissent, et dans les vergers de nombreux cochons gras consomment les fruits tombés. Les shakers possèdent ici près de quatre mille arpents américains de terre, dont les trois quarts environ sont cultivés. Cette colonie fut établie en 1806 par une seule famille ; plus tard, d'autres vinrent la rejoindre et c'est ainsi qu'ils se multiplièrent ; certains apportèrent quelque argent avec eux, d'autres rien du tout. Ils ont eu à lutter contre de nombreuses difficultés, et, comme ils étaient le plus souvent très pauvres, ils durent subir de grandes privations au début. Mais, avec le zèle, l'épargne et la tempérance ils ont tout surmonté ; ils ont maintenant de tout en abondance, et ne

doivent un sou à personne. Cette communauté se compose pour le moment de quelque trois mille membres, dont cinquante ou soixante enfants de moins de seize ans. Ils ne connaissent ni maîtres ni domestiques, et moins encore d'esclaves ; ils sont libres, riches et heureux. Ils ont deux écoles, l'une pour les garçons, l'autre pour les filles, dans lesquelles on enseigne la lecture, l'écriture et le calcul, ainsi que l'anglais et les principes de leur religion. On n'apprend pas les sciences aux enfants, parce qu'ils croient qu'elles ne sont pas nécessaires à la félicité. Comme ils n'admettent pas le mariage, ces communautés finiraient par dépérir si de nouveaux membres ne venaient pas les rejoindre ; mais quoique la prohibition du mariage rebute des milliers de personnes et que beaucoup de leurs meilleurs membres les quittent aussi pour cette raison, il en arrive sans cesse de nouveaux, au point que leur nombre augmente sans cesse. Ils pratiquent l'élevage du bétail, la culture des jardins et des champs ; ils produisent eux-mêmes du lin, de la laine et de la soie qu'ils filent et tissent dans leurs propres fabriques. Ce qu'ils produisent au-delà de ce qu'ils peuvent consommer, ils le vendent ou l'échangent avec leurs voisins. Ils travaillent habituellement tant qu'il fait jour. Le conseil d'administration [64] a un bureau public, dans lequel on tient les livres et les comptes, et tout membre a le droit de vérifier ces comptes aussi souvent qu'il le désire. Ils ignorent eux-mêmes à combien se monte leur richesse, étant donné qu'ils ne tiennent pas de comptabilité de leurs biens ; il leur suffit de savoir que tout ce qu'ils ont leur appartient, puisqu'ils n'ont de dette vis-à-vis de personne. Une seule fois dans l'année, ils font les comptes de ce que leurs voisins leur doivent.

La communauté est divisée en cinq familles (sections) de quarante à quatre-vingts membres ; chaque famille a une gestion distincte et occupe une grande et belle maison ; *chacun reçoit ce dont il a besoin du dépôt général de la communauté sans avoir à payer quoi que ce soit, et ce dans la quantité qui lui est nécessaire.* Dans chaque famille il y a un diacre qui se préoccupe de lui procurer tout ce qu'il faut et qui *prévient* autant que possible les désirs de chacun. Leur habillement est dans la manière quaker, simple, net et propre ; leur nourriture est très *variée* et absolument de la *meilleure qualité.* Lorsqu'un nouveau membre se présente pour être admis, il doit - d'après les règlements - remettre à la communauté tout ce qu'il a, et il ne peut plus le réclamer, même s'il la quitte. Néanmoins, ils donnent à celui qui les quitte autant en retour que ce qu'il a apporté. Si un membre qui n'a rien apporté s'en va, il ne peut, d'après les lois, réclamer aucun dédomma-

gement pour son travail, étant donné qu'il a été nourri et vêtu aux frais de tous dans la période où il a travaillé ; toutefois, même dans ce cas, il est d'usage de lui donner un viatique, s'il les quitte en paix.

Leur gouvernement est établi selon la coutume propre aux premiers chrétiens. Chaque communauté a deux pasteurs - une femme et un homme - qui sont pourvus de deux vicaires. Ces quatre prêtres sont à la tête de l'ensemble et décident dans tous les litiges. À son tour, chaque famille de la communauté a deux présidents, pourvus de deux vicaires, et un diacre ou administrateur. Les biens de la communauté sont gérés par un comité d'administration composé de trois membres : il surveille tout l'établissement, dirige les travaux, et entretient le commerce avec les voisins. Il ne peut vendre ni acheter un fonds de terre sans l'accord de la communauté. En plus, il y a naturellement des régisseurs et surveillants dans les diverses branches d'activité ; [65] mais ils ont pour règle de ne *jamais donner d'ordre à quiconque, tous devant être convaincus par la bonté.* [44] »

Une autre colonie de shakers, à New Libation dans l'État de New York, a été visitée en 1842 par un second voyageur anglais du nom de Pitkeithley. Ce monsieur Pitkeithley observa en détail toute la ville, qui compte près de huit cents habitants et à laquelle appartiennent de sept à huit mille arpents de terre ; il fit le tour de leurs ateliers, fabriques, tanneries, scieries, etc., et déclara que tous ces établissements étaient *parfaits.* Il s'émerveilla lui aussi de la richesse de ces gens, qui commencent avec rien et deviennent chaque année plus riches, et de dire : « Ils sont heureux et joyeux ; chez eux, il n'y a pas de discorde, mais, au contraire, l'amitié et l'amour règnent dans leur demeure, et dans toutes les parties de celle-ci, on trouve un ordre et une régularité sans égal. [45] »

Cela pour les shakers. Comme nous l'avons dit, ils vivent en complète communauté de biens et ont dix communautés semblables aux États-Unis d'Amérique.

Outre les shakers, il existe encore en Amérique d'autres colonies fondées sur la communauté de biens. Avant tout il faut mentionner ici les rappites. Rapp était un pasteur du Wurtemberg qui, en 1790, s'est séparé en même temps que toute sa

---

44 Cf. John FINCH, lettre V du 10 janvier 1844, publiée sous le titre de « Notes of Travel in the United States », in *The New Moral World.* Engels en reproduit le texte en traduction libre.

45 Cf. « Emigration. Where to and how to proceed. Description of the Shaker Villages, by Lawrence Litkeitly, of Huddersfield », *Northern Star,* 6 mai 1843, p. 7.

communauté de l'Église luthérienne pour aller en Amérique en 1802, parce que le gouvernement le persécutait. Ses partisans le suivirent en 1804, et c'est ainsi qu'avec une centaine de familles il fonda une colonie en Pennsylvanie. Pour toute fortune ils avaient au total 25 000 thalers, grâce auxquels ils achetèrent de la terre et des instruments. Ils s'installèrent dans des terres vierges et dépensèrent toute leur fortune ; ils payèrent le reste au fur et à mesure. Ils se groupèrent en communauté de biens, et conclurent le pacte suivant :

1. Chacun met en commun ce qu'il a, sans prétendre à aucun avantage en retour. Dans la communauté tous sont égaux.

[66]

2. Les lois et prescriptions de l'association engagent tout le monde au même degré.

3. Chacun travaille uniquement pour le bien-être de toute l'association et non pour soi.

4. Quiconque abandonne la communauté n'a aucun droit à l'indemnisation de son travail, mais il reçoit en retour tout ce qu'il y a apporté ; et quiconque n'a rien apporté et part en paix et dans l'amitié reçoit un libre viatique.

5. En retour la communauté s'engage à fournir à chaque membre et sa famille les denrées nécessaires à la vie, et à apporter les soins adéquats aux malades et aux vieillards ; si les parents meurent ou s'en vont en laissant les enfants, c'est la communauté qui pourvoira à leur éducation.

Dans les premières années, lorsqu'ils défrichèrent une terre inculte et durent en outre rembourser 7 000 thalers pour les terrains, ils connurent bien sûr de durs moments. Cela rebuta certains - les plus riches - qui s'en allèrent après avoir repris leur argent, ce qui accrut considérablement les difficultés des colons. Mais la plupart supportèrent dignement ces conditions, si bien qu'en 1810, au bout de cinq ans à peine, ils réussirent à payer toutes leurs dettes. En 1815, pour diverses raisons, ils vendirent tout leur établissement et achetèrent de nouveau vingt mille arpents de terres vierges dans l'État de l'Indiana. Au bout de quelques années, ils y avaient déjà établi la charmante cité *New-Harmony*, après avoir défriché la plupart

des terres, mis en culture des vignes, des champs de céréales, ouvert une fabrique de laine et de coton, et ils devenaient chaque jour plus riches. En 1825, ils vendirent toute leur colonie pour deux cent mille thalers à monsieur Robert Owen et partirent pour la troisième fois dans des terres vierges. Cette fois, ils s'installèrent sur la rive du grand fleuve de l'Ohio et construisirent la cité *Economy,* qui est plus grande et plus belle que toutes celles qu'ils habitèrent jusque-là. En 1831, le comte Leon arriva en Amérique avec environ trente Allemands afin de se joindre à eux. Ils accueillirent ces nouveaux arrivants avec joie ; mais le comte excita une partie des membres contre Rapp, à la suite de quoi il fut décidé dans une assemblée de tous les membres que Leon et les siens devaient s'en aller. Ceux qui restèrent payèrent aux mécontents plus de *cent mille thalers,* et avec cet argent Leon fonda une seconde colonie qui échoua cependant par suite d'une gestion malheureuse ; ses membres se dispersèrent, [67] et le comte Leon, réduit au vagabondage, mourut peu de temps après au Texas. En revanche, la colonie de Rapp fleurit jusqu'à aujourd'hui. Le voyageur Finch nous rapporte sur sa situation actuelle :

« La ville *Economy* se compose de trois longues et larges rues, qui sont traversées par quatre rues tout aussi larges ; elle a une église, un restaurant, une fabrique de laine, de coton et de soie, un établissement pour l'élevage des vers à soie, des magasins publics de denrées à l'usage des membres et pour la vente à des étrangers, un cabinet d'histoire naturelle, des ateliers pour les métiers les plus divers, un économat et de belles et grandes maisons d'habitation pourvues d'un grand jardin pour les diverses familles. La terre cultivable, longue de deux heures de marche et large d'un quart d'heure, renferme de grands vignobles, un verger de sept cent trente arpents, outre de la terre arable et des prairies. Le nombre des colons se monte à environ quatre cent cinquante, qui tous sont bien vêtus et bien nourris, magnifiquement logés ; les gens sont joyeux, satisfaits, heureux et vertueux et depuis de longues années ils ne souffrent plus d'aucun manque.

Ils étaient eux aussi pendant une certaine période très opposés au mariage ; cependant ils se marient aujourd'hui, ont une famille et sont très désireux d'accroître le nombre de leurs membres, si des gens en accord avec eux se présentent. Leur religion est le Nouveau Testament, mais ils *n'ont pas de confession particulière et laissent chacun libre de ses opinions,* tant qu'il laisse les autres en paix et ne provoque pas de dispute à cause de ses croyances. Ils s'appellent *harmonistes.* Ils n'ont pas de pasteur appointé. Monsieur Rapp, qui a plus de quatre-vingts ans,

est à la fois pasteur, régisseur et arbitre. Ils s'adonnent au plaisir de la musique ; ils donnent parfois des concerts et des soirées musicales. La récolte a été précédée d'un grand concert donné dans les champs, le jour avant mon arrivée. Dans leurs écoles, on enseigne la lecture, l'écriture, le calcul et les langues ; mais on n'enseigne pas les sciences, exactement comme chez les shakers. Ils travaillent bien plus longtemps qu'il ne le faut, surtout l'hiver et l'été, du lever au coucher du soleil. Tout le monde travaille, et ceux qui ne trouvent pas à s'occuper dans les fabriques en hiver, s'occupent du battage et de l'élevage, etc. Ils ont 75 vaches à lait, de grands troupeaux de moutons, de nombreux chevaux, cochons et volailles ; leurs importantes épargnes sont déposées [68] chez les commerçants et agents de change, et bien qu'ils en aient perdu une partie considérable à la suite de banqueroutes à l'extérieur, ils ont encore une masse de cet *argent inutile* qui s'accroît chaque année.

Dès le début, ils s'efforcèrent de fabriquer eux-mêmes tout ce dont ils avaient besoin, afin d'acheter le moins possible chez les autres, si bien qu'ils fabriquèrent plus qu'il ne leur fallait ; plus tard, ils acquirent un troupeau de cent moutons espagnols afin d'améliorer leur propre élevage, et ils le payèrent cinq cents thalers. Ils furent parmi les premiers en Amérique à confectionner des produits lainiers. Ils se mirent ensuite à planter des vignes, à cultiver le lin, à édifier une fabrique de coton et à pratiquer l'élevage des vers à soie et la fabrication de la soie. Mais en toutes choses, ils se préoccupèrent de se fournir eux-mêmes en abondance, avant de vendre quelque chose.

Ils vivent en familles de vingt à quarante personnes, dont chacune a sa propre gestion. Tout ce dont elle a besoin, la famille le reçoit des dépôts communs d'approvisionnement. *Il y a abondance pour tous, et ils reçoivent tout ce qu'ils désirent sans avoir à payer un sou.* S'ils ont besoin de vêtements ou de chaussures, ils vont chez le maître-tailleur, chez la couturière ou chez le cordonnier, et on leur fait ce qui est à leur goût. On distribue la viande et les autres denrées alimentaires à chaque famille selon le nombre de leurs membres, et ils ont tout *en abondance, voire en surabondance* [46]. »

Une autre colonie vivant en communauté de biens s'est établie à Zoar dans l'État de l'Ohio. Ces gens sont également des *séparatistes wurtembergeois* qui ont

46 Cf. J. FINCH, lettre VI du 17 février 1844, et lettre VII du 24 février 1844, *loc. cit.*

quitté l'Église luthérienne en même temps que Rapp et, après avoir été persécutés durant dix années par tel puis tel gouvernement, ont émigré à leur tour. Ils étaient très pauvres et ce ne fut qu'avec le secours de quakers philanthropiques de Londres et d'Amérique qu'ils purent parvenir à leurs fins. Ils arrivèrent en automne 1817 à Philadelphie sous la direction de leur pasteur *Bäumler* et achetèrent à un quaker le terrain de sept mille arpents qu'ils possèdent aujourd'hui encore. Le prix qui se monta à près de six mille thalers devait en être remboursé progressivement. Lorsqu'ils arrivèrent sur les lieux et comptèrent leur argent, ils trouvèrent qu'ils [69] avaient tout juste six thalers par tête. C'était tout ; pas un sou n'était encore payé pour l'acquisition de la terre, et avec ces quelques thalers ils devaient encore acheter du blé pour les semailles, de l'outillage agricole et des denrées alimentaires jusqu'à la prochaine récolte. Ils trouvaient devant eux une forêt avec quelques maisons en bois, et ils durent commencer par défricher ; mais ils se mirent au travail avec tant d'entrain qu'ils en firent bientôt un champ cultivable, et ils construisirent dès l'année suivante un moulin à blé. *Au commencement, ils divisèrent leurs terres en petits lopins,* dont chacun était cultivé par une famille pour son propre compte et comme sa *propriété privée.* Mais ils s'aperçurent bientôt que *cela ne convenait pas,* car comme chacun ne travaillait *que pour soi,* on ne pouvait défricher assez rapidement les forêts et les rendre cultivables, ni en général s'entraider comme il fallait, si bien que nombre d'entre eux s'endettèrent et *furent en danger de devenir tout à fait pauvres. Au* bout d'un an et demi, en avril 1819, ils *s'associèrent donc en une communauté de biens,* rédigèrent une constitution et à l'unanimité choisirent le pasteur Bäumler comme directeur. À présent, ils remboursèrent toutes les dettes de leurs membres, obtinrent un délai de deux ans pour le paiement du prix de la terre et redoublèrent d'ardeur au travail après avoir combiné leurs forces. Ils s'en trouvèrent si bien que, quatre ans déjà avant le terme fixé, ils eurent payé tout le prix de la terre, et pour ce qui est du reste rapportons-nous-en au récit de deux témoins oculaires.

Un marchand américain qui se rend très fréquemment à Zoar décrit ce lieu comme un modèle parfait de propreté, d'ordre et de beauté, avec un magnifique restaurant, un palais dans lequel habite le vieux Bäumler, un joli jardin public de deux arpents avec une grande serre et de belles maisons d'élégante facture architecturale entourées de jardins. Il rapporte que les habitants s'y trouvent heureux et satisfaits, et sont zélés au travail et fort convenables. Sa description a été repro-

duite dans le journal de Pittsburg (Ohio), le *Pittsburg Daily Advocate and Advertiser* du 17 juillet 1843 [47].

Finch que nous avons déjà cité à plusieurs reprises déclare que cette communauté est la mieux aménagée de toutes les colonies qui en Amérique ont instauré la communauté de [70] biens. Il dresse une longue liste de ses richesses et rapporte qu'ils ont une filature de lin et une fabrique de laine, une tannerie, des fonderies, deux moulins de blé, deux scieries, deux batteuses et quantité d'ateliers pour tous les métiers possibles. Et d'ajouter qu'il n'a pas vu de champs mieux cultivés dans toute l'Amérique.

Le *Penny-Magazin* estime la fortune des séparatistes à 170 000-180 000 thalers, qui ont été *intégralement* gagnés en vingt-cinq ans, car pour commencer, ils n'avaient rien d'autre que leurs six thalers par tête. Ils sont quelque deux cents. Ils avaient eux aussi interdit les mariages pendant une période, mais comme les rappistes, ils sont revenus sur leurs décision et se marient à présent.

Finch reproduit la constitution de ces séparatistes [48]. Voici quelle en est la substance :

Tous les fonctionnaires de l'association sont élus par tous les membres ayant vingt et un ans révolus ; ils doivent être choisis au sein même de l'association, les fonctionnaires en sont :

1. *Trois administrateurs*, dont l'un est nouvellement élu chaque année. Ils sont révocables à tout moment par l'association. Ils gèrent tous les biens de la communauté et pourvoient les membres du nécessaire en produits vitaux, logement, habillement et nourriture, selon les possibilités données par les conditions existantes et sans considération privée. Ils nomment des sous-régisseurs pour les diverses branches d'activité, arbitrent les petits conflits qui sont susceptibles de se produire et peuvent, en collaboration avec le conseil de la communauté, édicter de nouvelles prescriptions qui ne doivent cependant jamais contredire la constitution [49].

---

47 Cité dans la lettre VIII, du 2 mars 1844, de J. Finch.

48 Cf. J. FINCH, lettre IX du 9 mars 1844, *loc. cit.*

49 Pour Marx-Engels, le principe de l'autorité n'est pas un mal en soi. Ils distinguent entre l'autorité - disons : *technique* ou fonctionnelle - d'une volonté qui impose une décision à une autre, ce qui est inévitable dès lors que l'on vit en société et que l'on collabore à une même

[71]

2. Un *directeur* qui demeure aussi longtemps en fonction qu'il possède la confiance de la communauté et dirige toutes les affaires comme fonctionnaire suprême. Il a le droit d'acheter et de vendre, de conclure les contrats, mais ne peut agir dans toutes les circonstances importantes qu'en accord avec les trois administrateurs.

3. Le *conseil de la communauté*, composé de cinq membres dont l'un quitte chaque année le conseil. Il représente le pouvoir suprême dans la communauté et édicte les lois avec le directeur et les administrateurs, surveille les autres fonctionnaires et règle les différends lorsque les parties ne sont pas satisfaites de la décision des administrateurs.

4. Le *trésorier*, élu pour quatre ans, qui est le seul parmi tous les membres et fonctionnaires à avoir le droit de garder de l'argent en dépôt.

Au reste, la constitution ordonne qu'un établissement d'éducation soit érigé, que tous les membres transfèrent pour toujours leur propriété à la communauté et ne peuvent plus la lui réclamer en retour, que les nouveaux membres ne peuvent être reçus que s'ils ont vécu un an dans la communauté et ont obtenu les voix de tous les membres en leur faveur, et que la constitution ne peut être modifiée que si les trois quarts des membres le demandent.

Ces descriptions peuvent très facilement être plus détaillées encore, car presque tous les voyageurs qui vont à l'intérieur de l'Amérique, visitent l'une ou l'autre des colonies dont nous venons de parler, et *presque tous les récits de* voyage en parlent. Or, *jamais personne* n'a été en mesure de dire du mal de ces gens, au contraire, tous n'ont pu que leur adresser des éloges ; à la rigueur ont-ils pu critiquer leurs préjugés religieux, notamment chez les shakers ; mais il est manifeste que la religion n'a rien à voir avec la doctrine de la communauté des biens. Ainsi pourrais-je mentionner les ouvrages de Miss Martineau, de Messieurs Melish et

grande œuvre collective et non individuelle, et l'autorité - disons *politique* - qui entraîne subordination et assujettissement, c'est-à-dire dérive d'une structure sociale de contrainte. Autrement dit, ils distinguent entre les sociétés de l'exploitation de l'homme par l'homme et celles où cette exploitation a cessé.

Buckingham et de nombreux autres. Mais tout est déjà dit à suffisance, et ce n'est pas nécessaire.

Les succès dont jouissent les shakers, les harmonistes et les séparatistes, ainsi que le besoin universel d'une organisation nouvelle de la société humaine et les efforts correspondants des socialistes et des communistes ont conduit beaucoup de gens en Amérique à s'attaquer à des tentatives [72] analogues au cours de ces dernières années. Par exemple, Monsieur *Ginal*, un *prédicateur allemand* de Philadelphie, a fondé une association qui a acheté 37 000 arpents de forêts dans l'État de Pennsylvanie et y a édifié quatre-vingts maisons afin d'y installer quelque cinq cents colons, pour la plupart *allemands.* Ils ont une grande tannerie et une poterie, de nombreux ateliers et des magasins de provisions, et leur sort est excellent. Il saute aux yeux qu'ils vivent en communautés de biens, comme c'est le cas dans tous les exemples précédents. Un certain Monsieur *Hizby,* sidérurgiste à Pittsburg (Ohio) a édifié une communauté semblable dans sa ville natale. L'an dernier, il a acheté quelque 4 000 arpents de terre non loin de la ville et il a l'intention d'y fixer une colonie en communauté de biens.

En outre, il existe une telle colonie dans l'État de New York à *Skaneateles* qui fut créée au printemps 1813 avec trente membres par J. A. *Collins*, un socialiste anglais ; à *Minden* dans l'État du Massachusetts il existe depuis 1842 une colonie d'environ cent personnes ; il en est deux, nouvellement édifiées à *Pike Country* dans l'État de Pennsylvanie, une autre à *Brook Farm*, Massachusetts, où cinquante membres et quelque trente écoliers vivent sur environ 200 arpents et ont ouvert une excellente école sous la direction du pasteur unioniste *G. Ripley ;* depuis 1842, il subsiste une communauté à Northampton sur cinq cents arpents de terre, cent vingt membres y pratiquent l'agriculture, l'élevage, le travail artisanal et l'industrie dans des scieries, des fabriques de soie et une teinturerie ; enfin, une colonie de socialistes anglais, émigrés à *Equality* près de Milwaukee dans l'État du *Wisconsin,* fut fondée l'an dernier par Thomas *Hunt* et elle progressa rapidement. À part cela, on a fondé tout récemment encore plusieurs communautés, mais nous manquons encore d'informations à leur sujet.

Une chose est néanmoins certaine, les Américains et surtout les travailleurs pauvres des grandes villes, New York, Philadelphie, Boston, etc., ont pris l'affaire à cœur et ont formé de nombreuses associations en vue de fonder de semblables colonies, et de nouvelles communautés sont inaugurées à tout moment. Les Amé-

ricains sont lassés d'être encore les valets de quelques riches qui s'engraissent avec le travail du peuple. Du fait de l'intense activité et de la ténacité de cette nation, il est clair que la communauté de [73] biens sera bientôt introduite dans une partie importante de leur pays.

Mais non seulement en Amérique, mais encore en Angleterre, on assiste à des tentatives de mettre en pratique la communauté des biens. Dans ce dernier pays, le philanthrope *Robert Owen* a prêché cette doctrine depuis une trentaine d'années ; il a donné toute sa grande fortune et s'est dépensé lui-même jusqu'au bout pour créer la colonie qui existe maintenant à *Harmony* dans le *Hampshire.* Après avoir fondé une société dans ce but, celle-ci a acheté un terrain de 1200 arpents et y a édifié une communauté sur la base des propositions d'Owen. Elle compte maintenant plus de cent membres, qui vivent tous dans un grand bâtiment et jusqu'ici s'occupent essentiellement de travaux des champs. Comme elle a été organisée d'emblée sur un modèle parfait du nouvel ordre social, il lui a fallu un capital important, et jusqu'à présent deux cent mille thalers y ont déjà été placés. Une partie de cet argent a été empruntée et doit être remboursée à terme, et il en dérive de multiples difficultés. De nombreuses installations n'ont pas été achevées, faute d'argent, et n'ont donc pu devenir productives. En outre, comme les membres de la communauté ne sont pas les seuls propriétaires de l'établissement, mais sont gouvernés par la direction de la Société des socialistes à laquelle appartient l'établissement, il s'ensuivit parfois des malentendus et de l'insatisfaction. Mais malgré tout, l'affaire suit son chemin, les membres vivent ensemble en bonne intelligence et, d'après le témoignage de tous les visiteurs, ils s'entraident mutuellement et, face à toutes les difficultés, l'existence de l'établissement est tout de même assurée.

L'essentiel est que les difficultés ne naissent pas de la communauté, mais du fait que la communauté n'est pas encore entièrement réalisée. Car s'il en était ainsi, les membres n'auraient pas à utiliser tout leur gain pour payer les intérêts et rembourser les sommes empruntées, mais ils pourraient au contraire parfaire leurs installations et pratiquer une meilleure gestion et alors ils choisiraient aussi eux-mêmes leur propre administration, sans dépendre toujours de la direction de la Société.

Cette communauté a été décrite récemment par un praticien économiste qui a voyagé à travers toute l'Angleterre, afin de s'informer de l'état de l'agriculture et a

publié son compte rendu sous la signature de « Quelqu'un qui a sifflé [74] derrière la charrue » dans le *Morning Chronicle* de Londres (13 décembre 1843).

Après avoir traversé une région fort mal cultivée, couverte de champs où les mauvaises herbes l'emportaient sur le blé, il entendit parler des socialistes de Harmony pour la première fois de sa vie dans un village voisin. Une personne aisée lui raconta qu'ils cultivaient un grand domaine, et ce excellemment ; que toutes les rumeurs qui avaient été répandues étaient mensongères ; qu'il serait un grand honneur pour la paroisse si la moitié seulement de ses habitants se comportaient aussi convenablement que ces socialistes et qu'il serait souhaitable enfin que les propriétaires de domaine de la région donnent aux pauvres du travail dans la même quantité et avec les mêmes avantages qu'à ces gens. Ils avaient certes leurs conceptions propres sur la propriété, mais néanmoins ils se conduisaient fort bien et étaient un bon exemple pour toute la région. Et d'ajouter que leurs conceptions religieuses étaient différentes : les uns vont dans telle église, les autres dans telle autre, et ils ne parlent jamais de religion ou de politique avec les gens du pays. Deux personnes que j'interrogeais ensuite me répondirent qu'il n'y avait pas d'opinion religieuse déterminée parmi eux et que chacun pouvait croire en ce qu'il voulait. Nous fûmes tous consternés lorsque nous apprîmes qu'ils venaient s'installer ici, mais nous trouvons maintenant que ce sont d'excellents voisins, qu'ils donnent un bon exemple de moralité à nos gens, occupent beaucoup de pauvres, et comme ils n'essayent jamais de nous persuader de leurs idées, nous n'avons pas de raison d'être mécontents d'eux. Ils se distinguent tous par un comportement décent et ils sont bien élevés ; nul dans cette région n'a quelque chose à redire à leur conduite.

Notre journaliste a entendu la même chose d'autres sources encore, et il se rendit à Harmony. Après avoir traversé encore des champs mal cultivés, il tomba sur un champ de betteraves fort bien tenu avec une riche et belle récolte, et il dit à l'un de ses amis, un fermier des environs : si ce sont là des betteraves socialistes, cela s'annonce bien. Aussitôt après ils rencontrèrent sept cents moutons socialistes, également magnifiques, et ils arrivèrent alors devant un grand édifice, solide et de bon goût. Mais toutes les constructions n'étaient pas encore achevées : tuiles et bois de construction, murs à demi édifiés, terrain non encore creusé. Ils entrèrent, et furent accueillis avec courtoisie et [75] amitié, et on leur fit visiter toutes les installations. Au rez-de-chaussée, il y avait un grand réfectoire et la cuisine,

d'où les casseroles pleines étaient transportées par une machine dans le réfectoire, tandis que les vides étaient rapportées par le même moyen dans la cuisine. Quelques enfants montrèrent cette machine aux visiteurs : ils se distinguaient par leurs vêtements propres et nets, leur belle santé et leurs manières convenables. Les femmes de la cuisine étaient également d'un aspect très propre et convenable, et le visiteur s'ébahissait beaucoup de ce qu'elles pouvaient encore avoir une apparence aussi nette et propre parmi toutes ces casseroles encore sales, car le repas de midi venait tout juste de s'achever. La cuisine elle-même était aménagée avec un bon goût au-dessus de tout éloge, et l'architecte londonien qui l'avait faite déclara qu'à Londres même très peu de cuisines étaient aménagées aussi complètement et aussi dispendieusement, et notre visiteur de déclarer qu'il partageait entièrement cet avis. Près de la cuisine, il y avait de confortables buanderies, des salles de bain, des chambres de rangement et des pièces dans lesquelles il y avait de quoi se laver au retour du travail.

Au premier étage, il y avait une grande salle de bal, et au-dessus les chambres à coucher, le tout installé très confortablement. Le jardin, de vingt-sept arpents, était tenu dans l'ordre le meilleur, et partout on pouvait observer une grande activité. Ici on faisait des tuiles, plus loin on préparait de la chaux, et là on construisait et on ouvrait des routes. Cent arpents de blé étaient déjà semés, et on s'apprêtait à cultiver encore d'autres champs de céréales ; on aménageait un bassin pour recevoir de l'engrais liquide, tandis que l'on ramassait du terreau dans un petit bois jouxtant le domaine pour l'utiliser comme engrais ; bref, on faisait tout pour accroître le rendement de la terre.

Et notre visiteur de conclure : « Je pense que leur terre vaut en moyenne un loyer annuel de trois livres (vingt-cinq thalers) alors qu'ils ne paient que quinze shillings (cinq thalers). Ils ont fait une excellente affaire, à condition seulement de la gérer raisonnablement, et quoi que l'on pense de ces maisons sociales, il faut reconnaître qu'ils cultivent leur domaine d'une manière remarquable. »

Ajoutons encore quelques mots sur l'aménagement intérieur de cette communauté. Les membres vivent ensemble dans un grand édifice, et chacun a sa chambre à coucher particulière, qui est aménagée avec le plus grand confort ; [76] les travaux de la maison sont effectués en commun par une partie des femmes, ce qui économise naturellement beaucoup de frais, de temps et de peine que l'on perdrait s'il y avait de nombreux foyers plus petits, et ce grâce à quoi on se procure nom-

bre de commodités qui ne sont même pas imaginables dans les petites économies privées. Ainsi le feu des cuisines chauffe en même temps toutes les pièces de la maison avec de l'air chaud et, au moyen d'un réseau de tuyaux, de l'eau chaude et froide est conduite dans chaque chambre ; bref, on y trouve toutes sortes de commodités et d'avantages qui ne sont possibles que dans une organisation communautaire. Les enfants sont envoyés à l'école qui est rattachée à l'établissement, et ils y reçoivent une éducation à compte commun. Les parents peuvent les voir quand ils veulent, et l'éducation est conçue pour la formation corporelle aussi bien qu'intellectuelle et même pour la vie communautaire. On ne tracasse pas les enfants avec des diatribes religieuses et théologiques, ni avec le grec et le latin ; en revanche, ils n'en apprennent que mieux la nature, leur propre corps et leurs capacités intellectuelles, et, entre les quelques heures de classe qu'on leur réclame, ils passent leurs récréations dans les champs ; la classe a lieu en plein air, comme dans les locaux clos, et le travail fait partie intégrante de l'éducation. L'enseignement de la morale se limite à l'application de ce principe : ne pas faire aux autres, ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse, bref, c'est la mise en pratique de l'égalité la plus parfaite et de l'amour fraternel.

L'établissement est gouverné, comme nous l'avons dit, par un président sous la direction de la Société des socialistes ; cette direction est élue chaque année par un congrès auquel chaque section de la société envoie l'un de ses membres, elle a des pleins pouvoirs illimités dans le cadre des statuts de la Société et est responsable devant le congrès : La communauté est donc gérée par des personnes qui vivent en dehors d'elle, et dans ces conditions il ne peut manquer de surgir des malentendus et des accrocs ; cependant même si l'expérience de *Harmony* devait échouer pour cette raison et les difficultés suscitées par l'argent - ce que rien ne laisse cependant présager - cela ne pourrait être qu'un argument de plus en faveur de la communauté de biens, étant donné que ces deux difficultés proviennent de ce que la communauté n'est pas encore réalisée de manière complète. Mais malgré tout cela, l'existence de [77] l'établissement est assurée, et même si l'on n'y progresse pas aussi rapidement et aussi parfaitement, les adversaires de la communauté n'auront certainement pas la satisfaction de la voir périr.

En somme, nous voyons que la communauté des biens n'est pas du tout une impossibilité, mais au contraire que toutes ses expériences ont parfaitement réussi. Nous voyons aussi que les gens qui habitent en communauté vivent mieux en tra-

vaillant moins, qu'ils ont plus de loisir pour développer leur esprit, et sont des hommes meilleurs et plus moraux que leurs voisins qui ont conservé la propriété. Tout cela les Américains, les Anglais, les Français et les Belges, ainsi que quantité d'Allemands l'ont déjà reconnu. Dans tous les pays, il existe un certain nombre de personnes qui se préoccupent de répandre cette doctrine et ont pris parti pour la communauté [50].

Si cette affaire est importante pour tous, elle l'est de manière spéciale pour les travailleurs pauvres, qui ne possèdent rien, dépensent demain le salaire qu'ils gagnent aujourd'hui et peuvent à tout instant être privés de pain par des coups du sort imprévisibles et inévitables. Ils y trouvent la perspective d'une existence indépendante, assurée et libre des angoisses, d'une égalité de droits complète avec ceux qui peuvent aujourd'hui, grâce à leur richesse, faire des travailleurs leurs esclaves. Les travailleurs sont les plus concernés par cette question. Dans d'autres pays, les ouvriers forment le noyau du parti qui réclame la communauté des biens, et il est du devoir des ouvriers allemands aussi de prendre cette question très à cœur.

Si les ouvriers s'unissent entre eux, s'ils font preuve de solidarité et poursuivent *un même* but, ils seront infiniment plus forts que les riches. Et s'ils ont tous en vue un but aussi raisonnable et recherchent le meilleur pour tous les hommes - comme c'est le cas de la communauté de biens -, il va de soi que les meilleurs et les plus raisonnables parmi les riches se déclareront d'accord avec les [78] ouvriers et se rangeront à leurs côtés. Il y a déjà un grand nombre de personnes aisées et cultivées dans toutes les parties de l'Allemagne qui se sont déclarées ouvertement en faveur de la communauté de biens et soutiennent les revendications du peuple sur les biens de cette terre que les riches ont confisqués à leur profit.

50 Il saute aux yeux que pour Engels les utopistes avaient fait œuvre utile *en démontrant dans les faits* la supériorité de la communauté des biens vis-à-vis de la propriété privée, cette démonstration venant appuyer leur foi pour en faire une conviction, soit, pour les ouvriers, une arme de premier ordre *dans leur combat.* C'est là l'un des côtés les plus positifs de 1'utopisme aux yeux des marxistes.

[79]

UTOPISME
ET COMMUNAUTÉ DE L’AVENIR

II

Société communiste des utopistes et des marxistes

« À nos yeux, sont utopistes ceux qui séparent les formes politiques de leur fondement social et les présentent comme des dogmes abstraits et généraux. [...] Le communisme allemand est l'ennemi le plus déterminé de tout utopisme et, loin d'exclure le développement historique, il se fonde bien plutôt sur lui. »

K. MARX, *Le Débat social sur l'Association démocratique, 12 novembre 1848.*

« Pour faire du socialisme utopique une science, il a fallu le placer sur le terrain réel pour qu'il obtienne une base solide et irréfragable - et c'est l’œuvre de Marx. »

F. ENGELS, *Travaux préparatoires à l' « Anti-Dühring »*.

Retour à la table des matières

[81]

Les communautés de l’avenir

Retour à la table des matières

La solution bourgeoise de la question du logement a fait faillite : elle a échoué du fait de l'antagonisme entre la ville et la campagne [51]. Et cela nous amène au cœur même de la question. Elle ne pourra être résolue que si la société est assez profondément révolutionnée pour pouvoir s'attaquer à l'abolition de cet antagonisme, poussé à l'extrême dans la société capitaliste d'aujourd'hui. Loin de pouvoir supprimer cet antagonisme, la société capitaliste le rend au contraire chaque jour plus aigu.

---

51 Cf. ENGELS, La *Question du logement*, 2e section (réédition de 1887).

Ce texte fait le point de la question des communautés bien longtemps après1es textes de 1845 : que sont-elles devenues sous le capitalisme, et qu'en pense le socialisme scientifique ?

Dans cette seconde partie, nous mêlons les textes de Marx et d'Engels des différentes périodes de leur activité politique. Cependant nous nous référerons surtout à leurs écrits de jeunesse, qui se relient le plus directement aux utopistes ainsi qu'à la phase utopiste du mouvement ouvrier anglais, français et allemand. Certains ont reproché à ces textes d'être philosophiques. En fait, la « philosophie » permet au marxisme de repartir sur une synthèse, en opposition à la division des sciences bourgeoises, dont chacune prétend à des prémisses et à un « déterminisme » spécifiques. Les descriptions que donne Marx de la société communiste dans ses premières œuvres sont traitées d'humanistes, et on les oppose aux « froides » analyses ultérieures du Marx mûr, dans *Le Capital* par exemple. En fait, comme les recherches les plus récentes l'ont encore démontré, ses œuvres de jeunesse ont été précédées par un intense travail d'économiste : cf. Günther HEERE, *Verelendung und Proletariat bei Marx*, Droste, 1973, qui renferme une analyse intéressante des cahiers de lecture de Marx des années 1843-1845.

Toute l'opposition entre les œuvres d'un Marx jeune et d'un Marx mûr part d'une conception sénile de l'individualisme qui aboutit à une scission extrême non seulement entre les individus mais encore au sein d'un même individu. En fait, le marxisme est une théorie de classe impersonnelle, et Marx-Engels (que l'on ne peut séparer l'un de l'autre, première victoire sur l'individualisme) se rattachent au cerveau social de leur classe, qui à leur époque déjà avait élaboré la plus grande partie de la théorie, notamment grâce aux socialistes anglais et allemands, ainsi qu'aux utopistes, que Marx cite tant de fois comme autorités scientifiques lorsqu'il aborde un point fondamental, dans *Le Capital* par exemple.

Si Marx-Engels ont pu partir d'une nouvelle synthèse générale pour aller ensuite vers les analyses de détail particulières, ils le doivent à leurs nombreux prédécesseurs si féconds de la classe travailleuse. Dans cette seconde partie du recueil, nous donnons en premier la vision dernière de la société communiste de Marx-Engels ; dans un recueil ultérieur, consacré uniquement à la vision marxiste de la société communiste, nous rassemblerons les analyses de détail de cette question.

Les premiers socialistes utopiques modernes, Owen et Fourier, l'avaient déjà parfaitement reconnu. Dans leurs constructions modèles, l'opposition entre la ville et la campagne était déjà supprimée. Il se produit donc le contraire de ce qu'affirme M. Sax : ce n'est pas la solution de la question du logement qui résout la question sociale, mais bien la solution de la question sociale, c'est-à-dire l'abolition du mode de production capitaliste, qui rendra possible [82] de régler la question du logement [52]. Vouloir résoudre cette dernière en conservant les grandes villes modernes est une absurdité. Ces grandes villes modernes ne seront éliminées que par l'abolition du mode de production capitaliste, lorsque ce processus sera engagé. Il s'agira alors de tout autre chose que de procurer à chaque travailleur une maisonnette qui lui appartienne en propre.

Pour commencer, toute révolution sociale doit s'attaquer aux choses au point où elle les trouve et remédier d'abord [83] aux maux les plus criants avec les moyens existants. Or nous avons déjà vu qu'on peut apporter un soulagement immédiat à la *crise* du logement, en expropriant une partie des habitations de luxe appartenant aux classes possédantes et en réquisitionnant l'autre.

Quand, par la suite, M. Sax quitte les grandes villes pour discourir longuement sur les colonies ouvrières qui doivent être édifiées à côté des villes, nous dépeignant toutes leurs merveilles, leurs « canalisations d'eau, leurs cuisines-buanderies, leurs séchoirs, leurs salles de bain, etc. », avec des « jardins d'enfants, des écoles, des salles de prières (? !) et de lecture, des bibliothèques... des cafés et des brasseries, des salles de danse et de musique en tout bien, tout honneur », avec « la force-vapeur qu'une canalisation pourra amener dans toutes les maisons, permettant ainsi, dans une certaine mesure, de retransférer la production des fabriques dans l'atelier domestique » - cela ne change rien à la chose. Cette colonie, telle qu'il nous la dépeint, est empruntée directement aux socialistes Owen et Fourier par M. Huber, qui l'a complètement embourgeoisée - simplement en la dé-

---

52 Dans la seconde partie de ce recueil, nous débouchons sur les solutions générales données par le marxisme aux problèmes posés par les utopistes, et Engels renverse aussitôt, pour ce qui concerne la question des communautés, les données du problème, en lui donnant à la fois sa base historique et économique et son cadre général. Nous débouchons ainsi sur le problème de l'abolition de la division du travail dans la production et la société, c'est-à-dire à l'élimination de l'antagonisme ville et campagne, avec la formation polytechnique et le développement omnilatéral des individus, soit l'abolition de l'argent, du salariat, du capital, des rapports mercantiles et enfin des classes et de l'État, *après la conquête du pouvoir par la classe ouvrière et son parti.* C'est à ces conditions préalables qu'il faut revenir pour arriver au but fixé d'emblée, sans transition, par les utopistes.

pouillant de tout ce qu'elle avait de socialiste -, de sorte qu'elle devient doublement utopique. Aucun capitaliste n'a intérêt à édifier de telles colonies, et de fait il n'en existe nulle part au monde en dehors de Guise, en France. Or celle-ci a été construite par un fouriériste, non comme une affaire rentable, mais comme expérience socialiste [53]. Pour appuyer sa manie d'échafauder des projets bourgeois, M. Sax aurait pu tout aussi bien citer la colonie communiste de *Harmony Hall*, fondée par Owen dans le Hampshire au début des années quarante et disparue depuis longtemps.

Cependant tout ce bavardage sur l'installation de colonies n'est qu'une pauvre tentative pour gagner les « hautes sphères de l'idéal ». Elle est aussitôt abandonnée, et l'on redescend allègrement sur terre. La solution la plus simple y est alors « que les patrons, les fabricants aident les ouvriers à trouver des logements qui correspondent à leurs besoins, soit qu'ils les construisent eux-mêmes, soit qu'ils incitent les ouvriers à les bâtir en mettant des terrains à [84] leur disposition et en avançant les capitaux pour la construction, etc. » (p. 106).

Le tumulte suscité à propos de la révolution électrotechnique est, pour Viereck qui ne comprend absolument rien à la chose, une simple occasion de faire de la réclame pour la brochure qu'il a publiée [54].

La chose est néanmoins hautement révolutionnaire. La machine à vapeur nous a appris à transformer la chaleur en mouvement mécanique mais avec l'utilisation de l'électricité, c'est la porte ouverte à toutes les formes de l'énergie : chaleur, mouvement mécanique, électricité, magnétisme, lumière, l'un pouvant être transformé, voire retransformé dans l'autre, et utilisé industriellement. Le cercle est bouclé. La dernière invention de Deprez, à savoir que le courant électrique de très haute tension peut être transporté avec des pertes d'énergie relativement minimes par de simples fils télégraphiques jusqu'à des distances impensables jusqu'ici, en étant susceptible d'être utilisé au bout - bien que la chose ne soit encore qu'en

53 Et celle-ci est devenue en fin de compte, elle aussi, un simple foyer de l'exploitation ouvrière. Cf. *Le Socialiste* de Paris, année 1886. *(Note d'Engels pour l'édition de 1887.)*

Remarquons que *Le Socialiste* parle de cette expérience dans ses numéros 45 et 48 du 3 et 24 juillet 1886.

54 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 28 février-1er mars 1883.

Dans son argumentation, Engels se fonde toujours sur le développement réel de l'industrie, de la technique et des connaissances, autrement dit tient le plus grand compte des conditions matérielles existantes. Ce texte évoque irrésistiblement la formule de Lénine : « Le socialisme, c'est les soviets plus l'électrification des campagnes. »

germe -, libère définitivement l'industrie de presque toutes les barrières locales, rend possible l'utilisation des forces hydrauliques tirées des coins les plus reculés ; même si elle profitera au début aux *villes*, elle finira tout de même par devenir le levier le plus puissant de *l'abolition de l'antagonisme entre ville et campagne.* Il est évident que, de ce fait aussi, les forces productives auront une extension telle qu'elles glisseront de plus en plus vite des mains de la bourgeoisie au pouvoir. Cet esprit borné de Viereck n'y voit qu'un nouvel argument pour ses chères étatisations : ce que la bourgeoisie ne peut pas, c'est Bismarck qui doit le réaliser !

Dans toute société ayant un développement naturel et spontané de la production - ce qui est le cas de la société actuelle -, ce ne sont pas les producteurs qui dominent les moyens de production, mais ceux-ci qui dominent les [85] producteurs [55]. Dans ce genre de société, tout levier nouveau de la production se transforme nécessairement en un moyen supplémentaire d'asservissement des producteurs aux moyens de production. Cela vaut surtout pour le levier de la production qui était de loin le plus puissant jusqu'à l'introduction de la grande industrie : la *division du travail.* Déjà la première grande division du travail - la séparation de la ville d'avec la campagne - avait condamné les populations campagnardes à des milliers d'années d'abêtissement, et chaque citadin à l'asservissement à son propre métier individuel. Elle détruisit les bases du développement intellectuel des uns et du développement physique des autres.

Si le paysan s'approprie la terre et le citadin son métier, le sol s'approprie tout autant le paysan et le métier l'artisan. En divisant le travail, en divise du même coup l'homme. Pour développer une seule activité, on sacrifie toutes les autres capacités physiques et intellectuelles. Cet étiolement de l'homme s'aggrave dans la mesure même où croît la division du travail, qui atteint son essor suprême dans la manufacture. Celle-ci décompose le métier en ses opérations partielles singulières et assigne chacune d'elles à un ouvrier particulier comme étant sa fonction à vie, l'enchaînant ainsi pour toute sa vie à une tâche partielle précise et à un outil dé-

---

55 Cf. ENGELS, *Anti-Dühring,* in *Werke,* 20, pp. 271-278. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

Dans ce texte, écrit plus de quarante ans après les premières descriptions des communautés communistes, Engels réaffirme sa conception initiale sur la base de toutes ses recherches de détail ultérieures, en traitant de l'abolition des différences entre ville et campagne et en considérant le formidable progrès de l'industrie réalisé depuis l'aube du capitalisme, ainsi que l'imbrication étroite du marché de tous les pays, reliés désormais entre eux par un dense réseau de communications.

terminé. « Elle estropie le travailleur, elle fait de lui quelque chose de monstrueux en activant le développement factice de sa dextérité de détail, en sacrifiant tout un monde de dispositions et d'instincts producteurs. [...] L'individu lui-même est morcelé, métamorphosé en mécanisme automatique d'une opération exclusive [56]. » Ce mécanisme entraîné par la machine n'atteint le plus souvent sa perfection qu'en mutilant directement le corps et l'esprit de l'ouvrier. La machinerie de la grande industrie dégrade l'ouvrier au rang de machine d'abord, à celui de simple [86] accessoire d'une machine ensuite. « La spécialité qui consistait à manier toute sa vie durant, un outil parcellaire devient la spécialité de servir sa vie durant une machine parcellaire. On abuse des machines pour transformer l'ouvrier dès sa plus tendre enfance en parcelle d'une machine qui fait elle-même partie d'une autre [57]. »

Or ce ne sont pas seulement les ouvriers, mais encore les classes qui exploitent directement ou indirectement les ouvriers, que la division du travail asservit à l'instrument de leur activité les industriels sont asservis au mécanisme de leur capital le bourgeois à la tête creuse est subjugué par son propre capital et sa rage de profit ; le juriste à ses concepts étriqués du droit qui le dominent comme une puissance autonome ; les « classes cultivées », en général, à une foule de préjugés locaux et de mesquineries univoques, à leur propre myopie physique et intellectuelle, à leur mutilation par une éducation taillée sur une spécialité particulière et par l'enchaînement à vie à leur spécialisation, même si celle-ci est en dernière analyse du pur farniente.

Les utopistes savaient déjà parfaitement à quoi s'en tenir sur les effets de la division du travail, de l'étiolement aussi bien de l'ouvrier que de l'activité laborieuse elle-même, réduite à la répétition mécanique, uniforme, durant toute la vie, d'un seul et même geste. Aux yeux de Fourier et d'Owen, la première condition fondamentale à l'abolition de la vieille division du travail en général est la suppression de l'antagonisme existant entre la ville et la campagne. Chez tous deux, la population doit se répartir sur tout le pays en groupes de 1 600 à 3 000 âmes ; chaque communauté habite au centre de son district un palais géant avec ménage

56 MARX, *Le Capital*, I (Ed. sociales, 1948, t. 2, pp. 49-50).
57 *Ibid.*, p. 104.

commun. Sans doute Fourier parle-t-il, çà et là, de villes, mais celles-ci ne consistent elles-mêmes qu'en quatre ou cinq de ces palais rapprochés l'un de l'autre.

Chez tous deux, chaque membre de la société contribue aussi bien à l'agriculture qu'à l'industrie. Chez Fourier, l'industrie n'est encore représentée que par l'artisanat et la manufacture ; chez Owen, au contraire, c'est la grande industrie, et déjà il demande l'introduction de la force vapeur et du machinisme dans le travail ménager. Mais l'un et l'autre réclament déjà au sein de l'agriculture comme de [87] l'industrie la plus grande diversité possible des occupations pour chaque individu, et, en conséquence, la formation de la jeunesse à une activité technique aussi diversifiée que possible. Tous deux prônent un développement universel de l'homme grâce à une activité pratique universelle ; le charme et l'attraction que la division du travail a fait perdre au travail doit lui être restitué, d'abord en diversifiant et en abrégeant comme il convient chaque « séance » consacrée à tout travail particulier, pour reprendre l'expression de Fourier [58].

Tous deux ont largement dépassé le mode de pensée des classes exploiteuses repris par M. Dühring, qui tient l'antagonisme de la ville et de la campagne pour inévitable et inhérent à la nature des choses, prisonnier qu'il est du préjugé selon lequel en toute occurrence un certain nombre d'« existences » doivent être condamnées à produire *un seul* article, et résolu qu'il est d'éterniser le « jeu des variétés économiques » de l'homme qui différencient son mode de vie - les gens trouvant leur plaisir à manipuler telle chose et aucune autre, et étant tombés si bas qu'ils *se réjouissent* de leur propre asservissement et de leur propre unilatéralité. Par rapport à l'idée qui est à la base des fantaisies les plus extravagantes de l'« idiot » Fourier ou des idées les plus indigentes du « grossier, du plat et du mesquin » Owen, M. Dühring, encore tout asservi à la division du travail, fait figure de nain présomptueux.

En se rendant maîtresse de tous les moyens de production pour les utiliser en commun selon un plan social, la société détruit l'asservissement antérieur des hommes à leurs propres moyens de production. Il est évident que la société ne peut s'émanciper sans émanciper chaque individu. En conséquence, l'ancien mode de production doit, de toute nécessité, être bouleversé de fond en comble, et ce

---

58 Cf. Charles FOURIER, *Le Nouveau Monde industriel et sociétaire, ou invention du procédé d'industrie attrayante et naturelle distribuée en séries passionnées*, in *Œuvres complètes*, Paris, 1845, t. 6, p. 273. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

qui doit disparaître, c'est surtout la vieille division du travail. Il faut la remplacer par une organisation de production où, d'un côté, aucun individu ne peut se décharger sur d'autres de sa part de travail productif, condition naturelle de l'existence humaine ; où, de l'autre côté, de moyen d'asservissement, le travail productif devient moyen de libération [88] des hommes, en offrant à chaque individu la possibilité de développer et de mettre en œuvre dans toutes les directions l'ensemble de ses capacités physiques et intellectuelles, et où - de fardeau qu'il était - le travail devient plaisir [59].

Tout cela n'est plus aujourd'hui une fantaisie, un vœu pieux. Au niveau de développement actuel des forces productives, le simple accroissement de production déterminé par la socialisation des forces productives et l'élimination consécutive des entraves et des troubles dérivant du mode de production capitaliste, d'une part, et du gaspillage de produits et de moyens de production, d'autre part, suffisent déjà à réduire le temps de travail à une mesure qui - pour ce que l'on peut se représenter aujourd'hui - sera minime, dès lors que tout le monde participera à la production.

Il n'est pas vrai que la suppression de l'ancienne division du travail soit une revendication qui ne peut se réaliser qu'aux dépens de la productivité du travail. Au contraire. Elle est devenue une condition de la production elle-même, du fait de la grande industrie. « L'emploi des machines élimine la nécessité de consolider la répartition de groupes d'ouvriers aux mêmes machines, en enchaînant, comme dans les manufactures, pour toujours, le même ouvrier à la même besogne. Puisque le mouvement d'ensemble de la fabrique procède de la machine et non de l'ouvrier, un changement continuel du personnel n'amènerait donc aucune interruption dans le procès de travail... Enfin, la rapidité avec laquelle les enfants apprennent le travail à la machine élimine même la nécessité d'en faire une vocation exclusive d'une classe particulière de travailleurs [60]. »

---

59 Il est peut-être difficile d'admettre aujourd'hui que le communisme supprimera toute division du travail, non seulement à l'échelle de la production sociale, mais jusqu'à celle de l'individu. En fait, c'est alors seulement que le travail physique deviendra activité belle et agréable (même s'il reste parfois dur et exige un effort violent), car le travail manuel ne sera plus humilié parce que salarié (et le plus mal payé), ni son effort déprécié pour le tenir au bas de l'échelle. De même, quand la pensée humaine aura cessé d'être vénale dans ses diverses manifestations, elle ne reculera plus devant une fusion avec le travail manuel et l'effort physique aujourd'hui considéré comme dégradant.

60 MARX, *Le Capital*, t. 2, p. 103.

Certes, le mode capitaliste d'utilisation du machinisme perpétue nécessairement la vieille division du travail avec [89] ses spécialisations ossifiées, bien que celles-ci soient devenues techniquement superflues, et que le machinisme lui-même se rebelle contre cet anachronisme. En effet, la base technique de la grande industrie est révolutionnaire. « Grâce aux machines, aux procédés chimiques et autres méthodes, elle bouleverse, en même temps que la base technique de la production, les fonctions des travailleurs et les combinaisons sociales du procès de travail. Elle ne cesse ainsi de révolutionner la division du travail établie dans la société en lançant sans interruption des masses de capitaux et d'ouvriers d'une branche de production dans l'autre. La nature de la grande industrie entraîne avec elle la variation du travail, la fluidité des fonctions, la mobilité universelle du travailleur [...]. Nous avons vu que cette contradiction *absolue* suscite sans cesse l'holocauste des travailleurs [...] la dilapidation la plus effrénée des forces de travail et les destructions dérivant de l'anarchie sociale. C'est là le côté négatif. Mais si la variation du travail ne s'impose aujourd'hui qu'à la façon d'une loi physique, avec les effets destructifs aveugles d'une loi naturelle qui lorsqu'elle se heurte à des obstacles, les brise aveuglément, la grande industrie, avec les catastrophes mêmes qu'elle fait naître impose la nécessité de reconnaître le travail varié et, par conséquent, la plus grande diversité possible des multiples aptitudes du travailleur comme une loi de la production moderne, et il faut à tout prix que les circonstances s'adaptent au fonctionnement normal de cette loi. La grande industrie en fait une question de vie ou de mort. Elle oblige la société, sous peine de mort, à remplacer cette monstruosité qu'est une misérable population ouvrière disponible, tenue en réserve pour les besoins changeants de l'exploitation du capital par la disponibilité absolue de l'homme aux changements exigés par le travail, à remplacer l'individu entièrement développé qui sache satisfaire aux exigences les plus diversifiées du travail en donnant, dans ses fonctions sociales alternées, un libre essor à la diversité de ses capacités naturelles ou acquises [61]. »

En nous ayant appris à transformer le mouvement des molécules qui partout peut se réaliser plus ou moins en des [90] mouvements de masse à des fins techniques, la grande industrie a libéré dans une mesure notable la production indus-

61 *Ibid.*, pp. 165-166.

Cela implique naturellement l'abolition de la propriété privée (de groupes, de sociétés, de classes), donc un monde sans clôtures.

trielle des barrières locales. La force hydraulique était liée à la localité, la force de la vapeur est libre.

Si la force hydraulique est nécessairement campagnarde, la force de la vapeur n'appartient pas nécessairement à la ville [62]. C'est son utilisation capitaliste qui la concentre de façon prépondérante dans les villes et transforme les villages de fabricants en villes industrielles. Mais par là, elle sape aussi les conditions de son propre fonctionnement. La première exigence de la machine à vapeur, et l'exigence capitale de presque toutes les branches d'exploitation de la grande industrie est une eau relativement pure. Or la ville industrielle transforme toute eau en un purin puant. Toute fondamentale que soit la concentration urbaine pour la production capitaliste, il n'en reste pas moins que chaque industriel capitaliste pris à part tend toujours à abandonner les grandes villes que cette concentration a produit de toute nécessité pour exercer l'exploitation à la campagne.

On peut étudier ce processus en détail dans les districts de l'industrie textile du Lancashire et du Yorkshire : la grande industrie capitaliste y crée sans cesse de nouvelles grandes villes, du fait qu'elle fuit continuellement la ville pour aller à la campagne. On constate la même chose dans les districts de l'industrie métallurgique où des causes en partie différentes produisent les mêmes effets.

Une fois de plus, l'abolition du caractère capitaliste de l'industrie moderne est seule en mesure de mettre fin à ce nouveau cercle vicieux où elle s'enlise, cette contradiction dans laquelle elle retombe sans cesse. Seule une société qui engrène harmonieusement ses forces productives l'une dans l'autre, selon les lignes grandioses d'un plan unique, peut permettre à l'industrie de se répartir de manière ordonnée à travers tout le pays selon la distribution la plus appropriée [91] à son développement et au maintien, voire au développement, des autres éléments de la production.

En conséquence, l'abolition de l'antagonisme de la ville et de la campagne non seulement est possible, mais est devenue une nécessité directe de la production

62 Les exemples que cite Engels pour justifier l'abolition de la différence entre ville et campagne, d'une part, et la suppression de la division du travail, d'autre part, sont évidemment tirés de l'état de développement atteint par l'industrie au siècle dernier. Il saute aux yeux que le développement actuel ne fait que renforcer les conclusions d'alors. L'électricité n'a fait qu'accroître les possibilités de déplacer les sources d'énergie jusqu'au fond des campagnes, ce qui permettrait d'humaniser la localisation de la production.

industrielle elle-même, comme elle est également devenue une nécessité de la production agricole et, par-dessus le marché, de l'hygiène publique. C'est seulement en faisant fusionner ville et campagne que l'on peut éliminer la pollution actuelle de l'air, de l'eau et du sol. C'est le seul moyen pour permettre aux masses qui dépérissent aujourd'hui dans les villes, d'utiliser leur fumier pour produire des plantes, et non des maladies.

Déjà l'industrie capitaliste s'est rendue relativement indépendante des barrières locales que représentaient les lieux de production de ses matières premières. L'industrie textile travaille des matières premières importées en grandes quantités. Les minerais de fer espagnols sont travaillés en Angleterre et en Allemagne, les minerais de cuivre d'Espagne et d'Amérique du Sud en Angleterre. Chaque bassin charbonnier fournit en combustible bien au-delà de ses limites une périphérie industrielle qui croît d'année en année. Sur toutes les côtes d'Europe, les machines à vapeur sont actionnées par du charbon anglais et, çà et là, allemand et belge.

Lorsqu'elle sera libérée des entraves de la production capitaliste, la société pourra aller bien plus loin encore. En produisant une race de producteurs formés dans toutes les branches du travail et s'étant assimilé les bases scientifiques de toute la production industrielle, dont chacun aura parcouru dans la pratique toute la série de branches productives d'un bout à l'autre, elle suscite une nouvelle force productive qui compensera très largement le travail exigé pour le transport à grandes distances des matières premières ou des combustibles.

L'abolition de la coupure entre ville et campagne n'est donc pas une utopie, même au sens où elle a pour condition la distribution la plus égale possible de la grande industrie à travers tout le pays. Sans doute la civilisation nous a-t-elle laissé, avec les grandes villes, un lourd héritage qu'il faudra beaucoup de temps et de peine pour éliminer. Quoi qu'il en soit, il faudra les éliminer et elles le seront, même si le processus en sera très laborieux. Quel que soit le sort réservé à l'empire allemand de la nation prussienne, Bismarck peut se faire enterrer avec la fière conscience que [92] son vœu le plus cher sera sûrement exaucé : le déclin des grandes villes.

Après cela, considérons l'idée puérile de M. Dühring [63] qui voudrait que la société prenne possession de l'ensemble des moyens de production, sans bouleverser les bases mêmes de l'ancien mode de production et, surtout, sans abolir l'ancienne division du travail. En effet, pour lui, tout serait réglé dès que l'on aurait simplement « tenu compte des convenances naturelles et des capacités personnelles » - ce qui n'empêche, après comme avant que des « masses entières d'existences » demeureraient assujetties à la production d'un seul article et des « populations » entières attachées à une seule branche de production, l'humanité se divisant en un certain nombre de « variétés économiques » diversement mutilées, bref qu'il existerait toujours comme aujourd'hui des « terrassiers » et des « architectes ».

Si la société doit devenir maîtresse de *tous* les moyens de production, c'est selon lui pour que chaque individu demeure l'esclave de son moyen de production, son choix se bornant à fixer *quel* sera ce moyen de production. Que l'on considère, en outre, comment M. Dühring tient la séparation de la ville et de la campagne pour « inévitable de par la nature même des choses » et ne sait découvrir qu'un tout petit palliatif pour les branches - dont le binôme est spécifiquement prussien de la distillerie d'eau-de-vie et de la fabrication de sucre de betterave. Il fait dépendre la répartition de l'industrie à travers le pays d'on ne sait quelles découvertes futures et de *l'obligation* de soutenir le développement par l'approvisionnement en matières premières - matières qui, d'ores et déjà, sont consommées à une distance toujours plus grande du lieu de leur extraction ! Enfin, il s'efforce de couvrir ses arrières en assurant que les nécessités sociales imposeront en définitive la liaison de l'agriculture et de l'industrie même *contre l'intérêt* économique - comme s'il fallait faire pour cela des sacrifices économiques !

Sans doute faut-il avoir un horizon un peu plus large que le champ d'application du droit coutumier de la Prusse, où l'eau-de-vie et le sucre de betterave sont les produits industriels [93] décisifs et où l'on peut étudier les crises commerciales sur le marché du livre, pour comprendre que les éléments révolutionnaires, qui élimineront l'ancienne division du travail ainsi que la séparation de la ville et de la campagne, sont déjà contenus en germe dans les conditions de production de la

---

63 Si Engels a choisi de répondre à M. Dühring, c'est que celui-ci représente, hier comme aujourd'hui, le mode banal de raisonnement et d'objection que l'on oppose, en réaliste, aux conceptions du communisme.

grande industrie moderne, et que c'est le mode de production capitaliste qui entrave leur épanouissement. Pour cela, il faut connaître la véritable grande industrie dans son histoire passée comme sa réalité présente, spécialement dans le pays qui est sa patrie et où elle atteint son développement le plus classique. Dès lors on ne peut plus songer à édulcorer le socialisme scientifique moderne, et à le dégrader au niveau du *socialisme spécifiquement prussien* de M. Dühring.

Abolition de la différence entre ville et campagne

Retour à la table des matières

La plus grande division entre le travail physique et intellectuel est la séparation des villes de la campagne [64]. L'antagonisme entre ville et campagne commence lors du passage de la barbarie à la civilisation, de l'organisation tribale à l'État, du localisme à la nation, et elle se poursuit dans toute l'histoire de la civilisation jusqu'à nos jours (cf. la ligue anticéréalière) [65].

La ville implique en même temps la nécessité de l'administration, de la police, des impôts, etc., bref de l'organisation municipale et donc de la politique en général. C'est là où se [94] manifesta d'abord la division de la population en deux grandes classes, division reposant directement sur la division du travail et des instruments de production. La ville implique d'emblée le fait de la concentration de la population, des instruments de la production, du capital, des jouissances, des besoins, alors que la campagne illustre précisément le fait inverse, l'isolement et la particularisation. L'antagonisme entre ville et campagne ne peut exister que dans le régime de la propriété. C'est la manifestation la plus brutale de l'assujettis-

---

64 Cf. MARX-ENGELS, *Die Deutsche Ideologie*, in *Werke*, 3, p. 50.
Les communautés de quelques milliers d'habitants, unissant production et consommation, travail physique et travail intellectuel, sont seules en mesure d'abolir la néfaste division entre ville et campagne, cette plaie de la civilisation capitaliste, en répartissant de manière la plus égale possible la population humaine dans les zones habitables.

65 Marx illustre ici l'opposition entre ville et campagne à partir de sa base économique et sociale, avec l'antagonisme des propriétaires fonciers et des capitalistes industriels. La loi anticéréalière de 1848 devait fixer en fin de compte le niveau du prix des céréales, autrement dit décider si la plus-value devait se répartir à l'avantage des classes dominantes des campagnes ou de celles des villes.

sement de l'individu à la division du travail, à une activité déterminée qui lui est imposée. Cet assujettissement fait de l'un une bête des villes bornée, et de l'autre une bête bornée des campagnes, et reproduit chaque jour l'antagonisme de l'intérêt de l'un et de l'autre. Le travail est déterminant ici pour l'essentiel, c'est la puissance qui domine les individus, et tant qu'il en sera ainsi, la propriété privée existera nécessairement. L'abolition de l'antagonisme entre ville et campagne est l'une des premières conditions de la communauté. Or, cette condition dépend à son tour de quantité de conditions matérielles préalables que la simple bonne volonté ne peut accomplir - comme on le voit au premier regard. Ces conditions doivent d'abord être développées dans la réalité.

Il faut considérer aussi la séparation entre ville et campagne comme la dissociation du capital d'avec la propriété foncière, comme le début d'une existence et d'un développement capitalistes indépendants de la propriété foncière, autrement dit d'une forme de propriété ayant sa base sur le travail salarié et les échanges mercantiles.

Avec la prépondérance toujours croissante de la population des villes et son agglomération dans de grands centres [66], la production capitaliste, d'une part, accumule la force motrice accumulée au cours de l'histoire dans la société, d'autre part, détruit non seulement la santé physique [95] des ouvriers urbains et la vie intellectuelle des travailleurs campagnard [67], mais trouble encore les échanges organiques entre l'homme et la nature, en rendant de plus en plus difficile la restitution de ses éléments de fertilité, des ingrédients chimiques qui lui sont enlevés et usés sous forme d'aliments, de vêtements. Or, en bouleversant les conditions dans lesquelles une société arriérée accomplit presque spontanément ces échan-

---

66 Cf. MARX, *Le Capital*, I, in *Werke, 23*, pp. 528-529.

Dans ce passage, Marx analyse les raisons que nous appellerions aujourd'hui d'écologie, qui réclament impérieusement un rapport rationnel entre la ville et la campagne, donc de la distribution des humains et de leur production sur la surface de la terre. C'est en même temps le problème des rapports entre industrie et agriculture, que seule une société organisée sur la base communautaire est en mesure de régler rationnellement.

67 « Vous divisez le peuple en deux camps hostiles, l'un de rustres et de balourds, l'autre de nains émasculés. Bon Dieu ! une nation divisée en intérêts agricoles et en intérêts industriels, qui prétend être dans son bon sens, bien mieux, qui va jusqu'à se proclamer éclairée et civilisée non pas en dépit, mais à cause de cette division monstrueuse, antinaturelle ! » (David URQUHART, *Familiar Words*, p. 119). Ce passage montre à la fois le côté fort et faible d'un genre de critique qui sait, si l'on veut, juger et condamner le présent, mais non le comprendre. (Note de Marx.)

ges, elle force de les rétablir d'une manière systématique, sous une forme appropriée au développement humain intégral et comme loi régulatrice de la production sociale.

Dans l'agriculture comme dans la manufacture, la transformation capitaliste de la production se manifeste comme le martyrologue du producteur en même temps que le moyen de travail n'est que le moyen d'assujettissement, d'exploitation et de paupérisation du travailleur, et la combinaison sociale des procès de travail que l'oppression organisée de la vie, de la liberté et de l'indépendance de l'individu. La dissémination des travailleurs agricoles sur de très grandes surfaces brise leur force de résistance tandis que la concentration augmente celle des travailleurs urbains. Dans l'agriculture moderne, tout comme dans l'industrie des villes, l'accroissement de productivité et le rendement supérieur du travail s'achètent au prix de la destruction et du tarissement de la force de travail.

Tout progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol, chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps étant un progrès dans la ruine de ses ressources durables de fertilité. Plus un pays - les États-Unis d'Amérique du Nord, par exemple - se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement. La [96] production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant à la fois les deux sources d'où jaillit toute richesse la *terre* et le *travailleur*.

Terre et nature

Retour à la table des matières

La propriété du sol, source originelle de toutes les richesses, est devenue le grand problème. De sa solution dépend l'avenir de la classe ouvrière [68].

Nous ne voulons pas discuter ici tous les arguments avancés par les défenseurs de la propriété privée du sol (juristes, philosophes et économistes), mais retiendrons simplement qu'ils masquent le *fait originel* de la conquête sous le voile du « droit naturel ». Si la conquête a créé un droit naturel pour quelques-uns, il suffit alors simplement à ceux qui sont le plus grand nombre de rassembler assez de force pour acquérir le droit naturel de reconquérir ce qui leur a été enlevé.

[97]

Au cours de l'histoire, les conquérants s'efforcent, au moyen de lois qu'ils ont imposées eux-mêmes, de donner une sorte de sanction sociale à leur droit de possession issu originellement de la violence. Enfin le philosophe vient déclarer que ces lois jouissent de l'accord universel de la société. Si la propriété privée du sol était vraiment fondée sur un tel consentement universel, elle serait manifestement abolie dès l'instant où elle ne serait plus reconnue par la majeure partie de la société.

---

68 Cf. MARX, *À propos de la* nationalisation de *la terre.* Ce texte de 1869 regroupe les remarques concrètes que Marx se proposait d'incorporer à une étude destinée à la Première Internationale sur la nationalisation de la terre. La vision de Marx s'oppose essentiellement au Plan réactionnaire des proudhoniens qui voulaient partager le capital et la terre en autant de parcelles que de bras. Cette parcellarisation est réactionnaire, lorsque le capitalisme est instauré, puisque celui-ci tend déjà à socialiser les moyens de production en opposition à la forme privée de l'appropriation.

Ce texte a été rédigé par Marx à la demande d'Applegarth, membre anglais du Conseil général de l'Internationale, en vue du congrès de Bâle : cf. *Fil du temps,* n° 7, sur les programmes agraires français et le problème de la propriété agraire dans le marxisme, pp. 121-170.

Avec ce texte, nous passons aux analyses concrètes de Marx et au programme du parti révolutionnaire du prolétariat dans la phase qui suit la conquête politique du pouvoir. Il est évident que la question de la terre est celle-là même de la nature, c'est dire son importance fondamentale. Aujourd'hui le capital domine et exploite la nature tout entière, d'où les ravages qui se déroulent sous nos yeux, ravages qui sont pires en temps de paix qu'en temps de guerre, si l'on peut dire.

Cependant si nous laissons de côté les prétendus « droits » de propriété, nous constatons que le développement économique de la société, l'augmentation et la concentration de la population, les exigences du travail collectif et organisé, ainsi que de la machinerie et d'autres inventions font de la nationalisation du sol une « nécessité sociale » contre laquelle aucun bavardage sur les droits de propriété ne peut rien [69].

Tôt ou tard, les changements dictés par la nécessité sociale se fraieront leur chemin ; lorsqu'ils sont devenus pour la société un besoin impérieux, ils doivent être réalisés, et la législation est toujours obligée de s'y adapter.

Ce dont nous avons besoin, c'est un accroissement continu de la production. Or ces exigences ne peuvent être satisfaites, s'il est permis à un petit nombre d'individus de régler la production à leur gré ou d'épuiser les ressources du sol par ignorance. Toutes les méthodes modernes, telles que l'irrigation, le drainage, la charrue à vapeur, les procédés chimiques, doivent enfin entrer en application dans l'agriculture. [98] Mais nous ne pourrons jamais appliquer efficacement ni les connaissances scientifiques dont nous disposons, ni les moyens techniques de culture du sol que nous dominons, par exemple les machines, si nous ne cultivons pas la terre à une grande échelle.

La culture du sol en grand (même sous sa forme capitaliste actuelle qui rabaisse le producteur au rang de simple bête de somme) donne des résultats bien supérieurs à ceux de la culture parcellaire. Ne donnerait-elle pas une impulsion énorme à la production, si elle était appliquée à l'échelle nationale ? Les besoins sans cesse croissants de la population, d'une part, et l'augmentation incessante des prix

69 Dans chaque texte, il faut tenir présente toute la pensée de Marx. En l'occurrence, il faut relier ici la nationalisation de la propriété foncière au but final de l'abolition de toute propriété, lorsque disparaît *tout sujet de la propriété* (individu privé, groupe de producteurs associés, Etat, nation et même - comme nous le verrons - société). C'est ce que renferme déjà la formule utopiste qui nie toute propriété privée. Autrement dit, la propriété n'est qu'une forme transitoire dans l'histoire de la société humaine et elle est appelée à disparaître dans le communisme. En ce sens, le terme de *propriété* ne se conçoit qu'avec l'épithète *privée.* Pour la terre, c'est d'autant plus évident qu'une clôture cerne le domaine qu'on ne peut travailler sans le consentement du propriétaire. *Propriété privée* signifie que le non-propriétaire est privé de la faculté d'y entrer et d'en jouir, quel que soit le sujet du droit - personne privée ou collective - le caractère de privation existant pour tous les autres, les non-propriétaires.

des produits agricoles, d'autre part, apportent la preuve irréfutable que la nationalisation du sol est devenue une nécessité sociale [70].

Si la production agricole régresse, c'est en raison des ingérences individuelles. Une telle régression devient impossible quand la culture du sol est réalisée sous le contrôle, aux frais et au profit de la nation.

La discussion a fait apparaître que parmi les partisans de la nationalisation de la terre, il en est qui ont des conceptions différentes. À ce propos, on cite souvent l'exemple de la France. Or sa propriété paysanne est bien plus éloignée de la nationalisation de la terre que celle de l'Angleterre avec son économie agraire à grande échelle. Il est vrai qu'en France la terre est accessible à tous ceux qui peuvent l'acheter, mais cette faculté précisément a été la cause du morcellement du sol en petites parcelles cultivées par des gens qui ne disposent que de moyens dérisoires et dépendent essentiellement de leur propre travail musculaire, ainsi que [99] de celui de leur famille. Cette forme de propriété foncière, avec sa culture de surfaces éparses, non seulement exclut toute utilisation des moyens agricoles modernes, mais encore fait du paysan l'ennemi décidé de tout progrès social, et surtout de la nationalisation de la terre.

Enchaîné au sol auquel il est obligé d'apporter toute son énergie et sa vie pour obtenir un rendement relativement faible ; contraint de céder la majeure partie de ses produits à l'État sous forme d'impôts à la clique des gens de loi, sous forme de frais de justice, et à l'usurier sous forme d'intérêts ; ignorant totalement l'évolution sociale extérieure à son étroit champ d'activité - il s'accroche cependant avec une passion aveugle à son lopin de terre et à son titre de propriété purement nominal. C'est la raison pour laquelle le paysan français s'est trouvé jeté dans une opposition absolument funeste à la classe des travailleurs de l'industrie. Du fait même que ces formes de la propriété agraire sont l'obstacle majeur à la « nationalisation

70 Marx tient compte de deux choses lorsqu'il propose la nationalisation du sol : 1. Au sein de l'Internationale, il subsiste de nombreux partisans de la propriété privée, notamment les proudhoniens. Face à ceux-ci, Marx se déclare en toute occurrence hostile à la propriété privée parcellaire. 2. Au niveau de la propagande, Marx déclare que la bourgeoisie est d'ores et déjà poussée vers la culture à une grande échelle, pour ainsi dire nationale. Il prendra donc la bourgeoisie au mot et proposera une gestion nationale par l'intermédiaire de l'État, tout en sachant que cette mesure ne sera jamais appliquée par la bourgeoisie. La nationalisation du sol prélude, pour les marxistes, à l'élimination du capitalisme et du salariat, alors que, dans leurs modèles, utopistes et communistes égalitaires prônent la simple généralisation de la propriété privée.

de la terre », ce n'est pas de la France que nous pouvons attendre la solution de cet important problème dans l'état actuel des choses.

Nationaliser la terre sous un gouvernement bourgeois pour l'affermer par petites parcelles à des travailleurs isolés ou à leurs associations ne ferait que déchaîner une concurrence impitoyable entre eux, provoquer un accroissement progressif de la « rente » et donner à ceux qui détiennent le sol des possibilités nouvelles de vivre aux dépens des producteurs.

Au congrès international de Bruxelles de 1868, l'un de mes amis disait : « La petite propriété foncière a été condamnée par le verdict de la science, et la grande propriété par la justice. Il ne reste donc qu'une alternative : la terre doit devenir, soit la propriété d'associations agricoles, soit la propriété de l'ensemble de la nation. L'avenir décidera de cette question. »

Je dis au contraire : « L'avenir décidera que le sol ne peut être que propriété de la nation. Transférer la terre à des travailleurs agricoles associés, ce serait livrer toute la société à une classe particulière de producteurs [71]. La [100] nationalisation de la terre opérera une transformation complète des rapports entre le travail et le capital, et elle éliminera enfin toute la production capitaliste dans l'industrie aussi bien que dans l'agriculture. C'est alors seulement que les différences et les privilèges de classe disparaîtront en même temps que la base économique sur la-

71 Marx oppose ici deux formules : le transfert de la terre à des travailleurs agricoles associés, qui livrerait la société à une CLASSE particulière (il ne rejette donc pas seulement l'assujettissement du producteur au propriétaire, mais encore celui des producteurs industriels aux producteurs agricoles : cf. la Russie) et celle du transfert de la terre à la NATION. Certes, ce n'est encore qu'une *formule de transition*, mais elle a l'avantage d'être cohérente avec la forme finale du communisme. En effet, si le terme de *nation* est limitatif par rapport à la revendication révolutionnaire et internationaliste, elle est utile en deux sens encore : d'abord, elle s'oppose à l'attribution de la terre à des fractions de classe ou classes, à des groupes locaux ou groupes d'entreprises, catégories professionnelles ou groupements de métier : ensuite, elle met l'accent sur l'idée de temps : *nation* vient étymologiquement de *naître* et englobe l'idée de succession de générations vivantes, futures et mêmes passées. Bref, qui dit classe dit État, tandis que nation annonce la société future tout entière, or l'État doit finalement s'éteindre. Il ne faut donc pas trop le lier aux plans économiques.

Sous la dictature du prolétariat, l'État est surtout nécessaire comme moyen de coercition contre l'ennemi intérieur et extérieur. Les producteurs ne seront pas régentés par les fonctionnaires de l'État, et développeront déjà une certaine initiative libre. En ce sens aussi, la propriété nationale est préférable à la propriété étatique : cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, t. 1, pp. 64-67, et la note 52, pp. 108-110. En ce sens aussi, Lénine était opposé à l'étatisation des syndicats après la conquête du pouvoir. En revanche, les syndicats sont toujours liés au parti de classe dans la conception marxiste. L'État ne construit pas le socialisme. L'économie est l'affaire des producteurs, organisés certes.

quelle ils reposent - et la société se transformera alors en une association de « producteurs ». Vivre du travail d'autrui ne sera plus qu'un rapport du passé ! Il n'y aura plus alors ni gouvernement, ni État en opposition à la société !

L'agriculture, les mines, les fabriques - bref, toutes les branches de la production - seront progressivement organisées de la manière la plus efficace. La centralisation nationale des moyens de production deviendra la base naturelle d'une société composée d'associations libres et égales de producteurs qui régleront consciemment leur activité selon un plan rationnel commun [72]. Tel est le but auquel tend le vaste mouvement économique du XIX^e^ siècle.

[101]

La simple propriété juridique du sol ne fournit pas de rente foncière au propriétaire, mais elle lui confère le pouvoir de soustraire sa terre à l'exploitation tant que les conditions économiques ne permettent point une valorisation qui lui rapporte un excédent, parce que la terre est utilisée à des fins agricoles proprement dites, ou à d'autres fins, la construction par exemple, etc. [73]. Il ne peut ni accroître, ni restreindre l'étendue absolue de sa terre, mais bien la partie qui s'en trouve sur le marché. Comme l'a déjà constaté Fourier, il est donc caractéristique, que dans tous les pays civilisés une partie relativement importante des terres demeure toujours soustraite à la culture.

Le dogme fondamental de Henry George, c'est que *tout rentrerait dans l'ordre* si la rente était payée à l'État (tu trouveras déjà ce paiement parmi les mesures de transition contenues dans le *Manifeste communiste)* [74]. Cette idée provient tout

---

72 La formule de Marx *aboutit* à l'abolition, non seulement de la propriété privée de personnes, de groupes ou de classes (qu'il s'agisse de simples détenteurs de titre de propriété ou de producteurs), mais encore à l'élargissement de la formule nationale, puisqu'il parle de la société qui règle sa production d'après un « plan commun ». Le terme de *nation* employé par Marx a, outre les avantages énoncés plus haut, celui d'admettre la dynamique de la fusion ultérieure d'autres « nations » (qui auront fait leur révolution), et de la sorte la nation évoluera vers le concept général final de *société*, qui s'étend à l'espèce humaine tout entière, et ne connaîtra plus de titre de propriété du tout, donc plus de limitations locales ou catégorielles. Cf. la série des *Fil du temps* (n^os^ 2, 6, 7) consacrés à la question agraire. Dans le no 2, pp. 2-73, on trouvera l'exposé de la phase de transition au communisme dans l'agriculture.

73 Cf. MARX, *Le Capital*, III, extrait du chapitre XLV La Rente foncière absolue ».

74 Cf. Marx à F. A. Sorge, 20 juin 1881.

Dans ce passage, c'est d'un point de transition au socialisme qu'il s'agit : le transfert à l'État national de la rente foncière liée à la propriété foncière. Il apparaît ici encore que cette revendication tend à dépasser le système capitaliste tout en partant de sa base même. Elle

d'abord des économistes bourgeois, elle fut prônée en premier (abstraction faite de revendications semblables à la fin du XVIII[e] siècle) par les premiers partisans *radicaux* de Ricardo, dès la mort de celui-ci. J'en disais ce qui suit en 1847 dans mon ouvrage contre Proudhon :

[102]

> « Nous concevons que des économistes tels que Mill [l'ancien, non le fils John Stuart, qui d'ailleurs le répète à quelques modifications près], Cherbuliez et autres ont demandé que la rente soit attribuée à l'État pour servir d'acquittement des impôts. C'est là la franche expression de la haine que le *capitaliste industriel* voue au *propriétaire foncier*, qui lui paraît une inutilité, une superfétation, dans l'ensemble de la production bourgeoise. »

Nous-mêmes - comme je viens de le mentionner - nous avons admis cette appropriation de la rente foncière par l'État parmi les *mesures transitoires* qui, ainsi qu'il est également noté dans le *Manifeste*, sont et doivent être contradictoires en elles-mêmes.

Mais faire de ce souhait des économistes bourgeois *radicaux* d'Angleterre la panacée *socialiste,* déclarer que ce procédé résolve les antagonismes contenus dans l'actuel mode de production, cela ne fut réalisé que par *Colins,* un ex-officier des hussards du vieux Napoléon, d'origine belge...

Tous ces « socialistes » depuis Colins ont en commun qu'ils laissent subsister le *travail salarié* et, par conséquent, la production capitaliste en voulant faire accroire à eux-mêmes et au monde que, par la transformation de la rente en impôt payé à l'État, tous les méfaits de la production capitaliste doivent disparaître d'eux-mêmes. Tout cela n'est qu'une tentative teintée de socialisme *pour sauver la domination capitaliste* et la rétablir effectivement sur *une base encore plus large qu'aujourd'hui.*

Le fait que c'est simplement leur titre de propriété sur une parcelle du globe terrestre qui permet à certains individus de s'approprier comme tribut une partie du surtravail social et de s'en approprier une fraction de plus en plus grande à me-

---

consoliderait même la production capitaliste, si elle était appliquée par la bourgeoisie. Pour Marx comme pour les utopistes, il faut abolir le salariat.

sure que la production se développe - ce fait est masqué par cet autre que la *rente capitaliste* apparaît comme prix de la terre et peut donc être vendue comme n'importe quelle autre marchandise [75]. Aux yeux de l’acheteur, [103] sa prétention à une rente ne lui apparaît donc pas gratuite, comme s'il l'avait obtenue sans le travail, le risque et l'esprit d'entreprise du capital, car il l'a payée à son équivalent. Comme nous l'avons déjà noté, il lui semble que la rente n'est qu'un intérêt du capital, grâce auquel il achète la terre, et donc aussi sa prétention à une rente. Exactement de la même façon, il apparaît au propriétaire d'esclaves, qui a acheté un Noir, qu'il n'a pas acquis son droit de propriété par l'institution même de l'esclavage, mais par la vente et l'achat de cette marchandise. Cependant, le titre de propriété n'est pas créé par la vente, mais simplement transféré à un autre possesseur. Le titre doit être là avant de pouvoir être vendu ; pas plus qu'une vente, une série de ventes répétées ne saurait le créer. Ce qui l'a créé, en somme, ce sont les conditions de la production. Dès que celles-ci ont atteint un point où elles doivent se dépouiller de leur forme antérieure, la source de ce titre, la source matérielle - économiquement et historiquement justifiée - disparaît et, avec elle, toutes les transactions correspondantes.

En nous plaçant du point de vue d'une organisation économique supérieure de la société, il sera tout aussi absurde de dire qu'un individu possède un titre de propriété privé sur une parcelle quelconque du globe terrestre [104] que de dire qu'il

75 Cf. MARX, *Le Capital*, III, in *Werke*, 25, p. 784.

Avant de passer en revue ces formes de transition au communisme, nous considérons maintenant l'argumentation scientifique de Marx relative au processus qui mène à l'abolition de toute propriété sur la terre, et donc sur tous les autres instruments, matière et produit du travail humain. Ce texte montre que chacune de ses conclusions s'appuie sur une démonstration scientifique non seulement des éléments du présent, mais encore du passé en retenant la série de causes et d'effets des forces qui jouent dans le développement de l'espèce humaine, afin d'en saisir le pourquoi et le comment, et d'en tirer les lois générales pour déterminer la direction de l'évolution future. Les recherches théoriques du *Capital* ont, en fait, pour but la définition et la description de la société future, à partir de la connaissance dialectique du mouvement de l'économie et de la société capitalistes. Elles définissent ainsi le programme du parti révolutionnaire du prolétariat. Dès lors, le marxisme est en mesure d'expliciter les aspects multiples de la société communiste avec une sûreté et une précision bien plus grandes que celles dont faisaient preuve les descriptions les plus hardies des utopistes.

La faiblesse - historiquement déterminée - des utopistes réside dans le fait qu'après avoir énuméré les défauts de la société présente - en quoi leur œuvre critique est admirable - , ils ont tiré la trame de la société future, non d'un enchaînement de processus réels de la société en reliant le cours antérieur à l'actuel et au futur, mais de leur raisonnement et de leur imagination, qui exprimaient maladroitement - si l'on peut dire - leur intuition profonde.

possède un droit de propriété sur un autre homme. *La société elle-même n'est pas propriétaire de la terre. Il n'y a que des usufruitiers qui doivent l'administrer en bons pères de famille, afin de transmettre aux générations futures un bien amélioré* [76] .

Revendication des utopistes à la manière bourgeoise ou marxiste

Retour à la table des matières

Le système qui permet d'appliquer les sociétés par actions à l'industrie ouvre indéniablement une ère nouvelle dans [105] la vie économique des nations capitalistes modernes [77]. D'une part, les sociétés par actions révèlent au grand jour tou-

---

76 Marx prévoit ici un fait qui éclate aux yeux de l'actuelle génération, coupée de la mère nourricière qu'est la nature : la gestion et la culture de la terre ne peut se faire selon les convoitises d'une seule génération. Au reste l'analyse économique de la rente foncière le démontrerait : l'actuelle productivité de la terre provient du travail d'amendement des innombrables générations du passé, et les produits de la terre eux-mêmes ne sont-ils pas sans cesse améliorés par le filtre du travail humain ?

C'est en se fondant encore sur les analyses concrètes de la forme capitaliste actuelle, qui épuise les ressources de la terre et ne peut résoudre le problème de l'alimentation des peuples innombrables, que Marx greffe sa démonstration magistrale, que seule peut donner le communisme supérieur. La gestion de la terre, clé de voûte de tout le problème social, comme Fourier le savait si bien, doit être entreprise de façon à permettre le meilleur développement futur de la population du globe. En effet, comme Marx le souligne, la société humaine vit au-delà des limites des États qui se multiplient désespérément au cours de cet après-guerre. Dans le communisme, pour la première fois dans l'histoire - volontairement et consciemment, sur une base scientifique - la société se subordonnera à l'espèce, C'est-à-dire qu'elle s'organisera non pas en fonction des structures et des rapports du passé, mais selon des formes qui répondent le mieux à l'évolution future de l'humanité. Seul le parti - tel qu'il a été défini et mis en œuvre par Marx-Engels, c'est-à-dire un organe d'une classe représentant toute l'humanité future, ainsi que les intérêts, les buts et les luttes des générations passées et présentes de tous les pays - est en mesure de concevoir et de réaliser un but aussi grandiose, Cf. MARX-ENGELS, *Le Mouvement ouvrier* français, Petite Collection Maspero, 1974, t. 1, p. 9.

77 Cf. MARX, c Le Crédit mobilier », *New York Daily Tribune*, 11 juillet 1856.

Dans ce texte, Marx décrit la dernière phase de l'évolution du capitalisme - celle où les grands organismes de production et de communication sont appropriés d'abord par des sociétés par actions, puis par des trusts, enfin par l'État, et où la bourgeoisie s'avère comme une classe superflue, toutes ses fonctions sociales étant désormais remplies par des employés salariés, cf. p. 20. Marx se base sur l'expérience du Crédit mobilier français, ce système financier qui, sous le Second Empire, patronna l'industrie en France, à l'initiative des saint-simoniens embourgeoisés, les M. Chevalier, Péreire, etc. C'est à partir de ces recher-

tes les puissances productives qui se trouvent dans l'association - et ce, à un point que l'on ne soupçonnait guère auparavant - en même temps qu'elles font naître les établissements industriels à une échelle hors de portée des efforts de capitalistes individuels. D'autre part, il ne faut pas oublier que dans les sociétés par actions, *ce ne sont pas les individus qui s'associent, mais les capitaux* [78]. Par ces [106] manipulations, les propriétaires sont transformés en actionnaires, c'est-à-dire en spéculateurs. La concentration du capital est accélérée, avec sa conséquence naturelle - la ruine de la petite bourgeoisie.

On voit naître des sortes de rois de l'industrie, dont la puissance est en raison inverse de leur responsabilité - ne sont-ils pas uniquement responsables dans la limite de leurs propres actions, alors qu'ils disposent du capital entier de la société ? Ils forment un corps plus ou moins permanent, alors que la masse des actionnaires est soumise à un procès incessant de décomposition et de renouvellement. Disposant à la fois de l'influence et de la richesse de la société, ils sont en mesure d'escroquer individuellement les membres rebelles de ce corps. Au-dessous de ce comité directeur oligarchique se trouve un corps bureaucratique de managers et d'agents exécutant le travail pratique, et en dessous d'eux se trouve, sans transition, une masse énorme, journellement plus nombreuse, de purs et simples travailleurs salariés, dont la dépendance et l'impuissance s'accroissent en même temps que le capital qui les emploie et qui devient donc plus dangereux à mesure que le nombre de ses représentants individuels diminue. C'est le mérite immortel de Fou-

---

ches concrètes que Marx rédigera ses analyses théoriques sur le crédit dans le livre III du *Capital*, par exemple.

Cependant, ce texte révèle encore une autre source de Marx pour cette analyse du stade ultime du développement capitaliste - Fourier, qui, comme l'explique Engels, a pressenti le mécanisme de la succession, déterminée dans l'histoire, des diverses formes de production et de société, ainsi que la dialectique du mouvement ascendant, puis descendant de chaque forme de production, qui engendre une nouvelle forme sociale supérieure.

Fourier n'a pas seulement eu l'intuition de la lointaine société communiste, mais il a prévu encore le cours ultime du capitalisme lui-même - sans doute parce qu'il avait un œil particulièrement ouvert au progrès social à un moment où l'histoire était tumultueusement en mouvement. À plusieurs reprises – et même dans *Le Capital* - Marx se référera au grand utopiste comme à une haute autorité scientifique pour la détermination de caractéristiques essentielles de l'économie capitaliste et socialiste.

78 La thèse économique fondamentale du marxisme est que le capitalisme se définit comme un rapport social de production et de distribution, et non comme un rapport juridique de la propriété des personnes, notion fausse à laquelle se réfèrent ceux pour qui la Russie actuelle ne serait pas capitaliste, parce qu'on n'y trouverait pas les capitalistes individuels, mais seulement les agents qui remplissent les fonctions du capital et sont salariés avec la plus-value extorquée aux ouvriers.

rier d'avoir prédit cette forme d'industrie moderne sous le nom de *féodalisme industriel* [79]. Sans doute, ce n'est pas Monsieur Isaac, ni Monsieur Emile Péreire, ni Monsieur Morny, ni Monsieur Bonaparte, qui ont pu l'inventer, même s'ils l'ont réalisé. Il existait aussi avant leur ère des banques par actions prêtant leur crédit à des sociétés industrielles par actions. Tout ce qu'ils ont inventé (avec le Crédit mobilier), c'est une banque par actions tendant au monopole des actions, antérieurement divisées et multiformes des prêteurs d'argent privés, et dont le principe directeur est la création d'un nombre énorme de compagnies industrielles, non pas en vue [107] d'investissements productifs, mais simplement en vue de profits spéculatifs. L'idée nouvelle est de rendre le féodalisme industriel tributaire de la spéculation boursière.

Napoléon III se proposait de devenir l'homme le plus obligeant de France, en convertissant toute la propriété et toute l'industrie du pays en obligations personnelles à son égard [80] ». Voler la France pour l'acheter - tel était le grand problème que notre homme devait résoudre pour régner. Or, dans cette opération où il s'agissait de prendre à la France ce qui devait être rendu à la France, ce qui n'était pas le moins négligeable à ses yeux, c'était le gain qu'il pouvait écrémer pour lui et la Société du Dix-Décembre. Mais comment allait-il concilier ces exigences contradictoires ? Comment allait-il résoudre ce délicat problème économique ? Comment allait-il démêler cet écheveau ?

Toute l'expérience passée de Bonaparte lui indiquait que le seul grand moyen de se tirer des difficultés économiques les plus grandes, c'était le *crédit*. Or, en France, il existait justement l'école de Saint-Simon, qui - de ses origines à son déclin - s'est bercée de cette illusion : tout antagonisme de classes disparaîtra, lorsqu'on aura créé un bien-être universel en mettant au point un système bien calculé de crédit public.

---

79 Il faut entendre *féodalisme industriel* par analogie : à un certain niveau de son développement, le capitalisme entre dans sa phase sénile et se sclérose en un système aussi rigide et hiérarchisé que le féodalisme dans sa dernière phase. Il n'est pas question que le capitalisme sénile rechute dans le féodalisme ou dans la barbarie, en raison même du déterminisme historique de la production : la phase suivante en est le socialisme. On est frappé par l'analogie entre les descriptions de l'ultime phase du capitalisme de l'utopiste Fourier et celles d'Engels dans *l'Anti-Dühring* (cf. dans ce recueil, p. 20).

80 Cf. MARX, « Le Crédit mobilier français », *New York Daily Tribune*, 24 juin 1856.

Le saint-simonisme, sous cette forme, n'était pas encore mort à l'époque du *coup d'État.* Il y avait Michel Chevalier, l'économiste du *Journal des Débats ;* il y avait Proudhon, qui s'efforçait de dissimuler la partie la plus mauvaise de la doctrine saint-simonienne sous un vernis d'une originalité excentrique. Il y avait enfin deux Juifs portugais, familiarisés avec la spéculation boursière et liés aux Rothschild : ils avaient grandi à l'ombre du Père Enfantin et, forts de leur expérience, furent assez hardis pour flairer la spéculation boursière derrière le socialisme, et Law derrière Saint-Simon. Ces hommes - Emile et Isaac Péreire - sont les fondateurs du *Crédit mobilier* [81] et les instigateurs du socialisme bonapartiste.

[108]

Il existe un vieil adage . *« Habent sua fata libelli ».* De fait, les doctrines ont leur destinée, tout comme les livres. Saint-Simon devint l'ange tutélaire de la Bourse de Paris, le prophète de l'escroquerie, le messie de la corruption générale ! L'histoire ne connaît pas d'ironie plus cruelle, exception faite de Saint-Just, réincarné par le *juste milieu* de Guizot, et Napoléon par Louis Bonaparte [82].

---

81 D'après M. Péreire la première fonction du *Crédit mobilier* est de fournir des capitaux aux entreprises industrielles, organisées en sociétés anonymes : « Le *Crédit mobilier* joue à l'égard des valeurs représentant du capital industriel le même rôle que les banques d'escompte à l'égard des valeurs représentant du capital commercial. Le premier devoir de cette société est de soutenir l'industrie nationale, de favoriser la constitution de grandes entreprises, qui, livrées à elles-mêmes, seraient aux prises à de graves difficultés. » (Extrait du même article de Marx.)

82 Cette constatation de Marx n'est nullement une critique de l'utopisme de Saint-Simon lui-même, ni surtout de ses mérites personnels : celui-ci a défendu les intérêts de la classe ouvrière dans les conditions précises de son époque et prôna pour le futur un modèle qui dérivait d'une intuition communiste profonde, mais qui, réalisée alors que la bourgeoisie est au pouvoir, restait parfaitement capitaliste, tout en demeurant progressiste, puisqu'il développait le capitalisme dans sa forme la plus haute, celle des grandes banques et des monopoles tant décriés par les a communistes » petits-bourgeois d'aujourd'hui. En effet, en poussant le système capitaliste - avec le crédit - jusqu'à ses contradictions les plus crues, Saint-Simon sapait le capitalisme et œuvrait à sa ruine.

Le marxisme seul, parce que surgi à une époque historique plus développée pouvait trouver la solution aux problèmes soulevés par Saint-Simon qui, faute de la conquête du pouvoir par les ouvriers, voyait son système s'enliser dans le marais bourgeois. Comme nous le verrons dans les passages suivants, extraits du Capital, Marx reprend l'intuition de Saint-Simon et, avec les moyens politiques de la classe ouvrière au pouvoir, donne un contenu qui évolue vers le communisme à son système utopique, grâce à sa combinaison avec le système des coopératives - élevé à l'échelle nationale - qu'avait prôné l'utopiste anglais Owen, ce défenseur acharné des premières libertés syndicales des ouvriers.

Dès le début, Marx a montré les limites de l'utopisme, celui-ci devant se développer en socialisme scientifique pour échapper à l'exploitation bourgeoise qui le réduisait à une caricature socialiste. En effet, l'utopisme était né à « une époque où le prolétariat avait encore des intérêts communs avec la bourgeoisie industrielle et petite. Il suffit d'évoquer les écrits

[109]

Les événements vont plus vite que le raisonnement des hommes. Alors que nous nous appuyons sur l'analyse des principes et des conditions de fonctionnement du *Crédit mobilier* pour prévoir son effondrement inévitable, l'histoire est déjà en train de réaliser notre prédiction. Le 31 mai, l'un des directeurs du *Crédit mobilier*, M. Place a fait faillite pour une somme de 10 millions. Quelques jours avant, il avait été « présenté à l'empereur par M. de Morny » comme un *dieu de la finance : les dieux s'en vont !* Presque le même jour, *le Moniteur* publiait la nouvelle loi sur les *sociétés en commandite*, qui, sous prétexte de mettre un frein à la fièvre de la spéculation, livre ces sociétés à la merci du *Crédit mobilier*, en faisant dépendre leur fondation de l'accord du gouvernement ou du *Crédit mobilier*.

De même que les *économistes* sont les représentants scientifiques de la classe bourgeoise, de même les *socialistes* et les *communistes* sont les théoriciens de la classe prolétaire [83]. Tant que le prolétariat n'est pas encore assez développé pour se constituer en classe, que, par conséquent, la lutte même du prolétariat avec la bourgeoisie n'a pas encore un caractère politique, et que les forces productives ne se sont pas encore assez développées dans le sein de la bourgeoisie elle-même, pour laisser entrevoir les conditions matérielles nécessaires à l'affranchissement du prolétariat et à la formation d'une société nouvelle, ses théoriciens ne sont que des utopistes qui, pour obvier aux besoins des classes opprimées, improvisent des systèmes et courent après une science régénératrice. Mais à mesure que l'histoire marche et qu'avec elle la lutte du prolétariat se dessine plus nettement, ils n'ont plus besoin de chercher la science dans leur esprit, ils n'ont qu'à se rendre compte de ce qui se passe [110] devant leurs yeux et de s'en faire l'organe. Tant qu'ils cherchent la science et ne font que des systèmes, tant qu'ils sont au début de la

---

de Cobbett, de P.-L. Courier ou de Saint-Simon, par exemple, qui au début rangeait encore les capitalistes industriels parmi les travailleurs, en opposition aux oisifs, les rentiers » (MARX-ENGELS, *L'idéologie allemande).*

83 Cf. Karl MARX, *Misère de la philosophie*, chap. II, § 2. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT,]

Ce texte met en évidence que le mouvement utopiste devient doctrinaire et sectaire lorsque les conditions historiques mûrissent pour un mouvement de classe, fondé sur le matérialisme économique et historique, et organisé en parti politique. Nous n'avons plus alors les grands utopistes classiques, mais leurs successeurs fouriéristes, cabettistes, Pierre Lerouxistes, et surtout proudhoniens, qui acceptent plus ou moins facilement d'évoluer vers la Première Internationale de Marx-Engels. Les bakouninistes et les anarchistes de la Première Internationale n'ont finalement plus que le sectarisme en propre, et dès lors ils sont réactionnaires. Le temps de l'utopisme est passé.

lutte, ils ne voient dans la misère que la misère, sans y voir le côté révolutionnaire, subversif, qui renversera la société ancienne. Dès ce moment, la science produite par le mouvement historique, et s'y associant en pleine connaissance de cause, a cessé d'être doctrinaire, elle est devenue révolutionnaire.

Après une lutte de trente ans, conduite avec la plus admirable persévérance, la classe ouvrière d'Angleterre, bénéficiant d'un désaccord momentané entre les maîtres de l'argent, réussit à conquérir la *loi de dix heures de travail* [84]. De tous côtés, on a reconnu les immenses avantages, physiques, moraux et intellectuels, qui en résultèrent pour les ouvriers, et les rapports semestriels des inspecteurs des fabriques en font état à chaque fois depuis lors. Qui plus est, la plupart des gouvernements du continent durent adopter la loi anglaise des fabriques sous une forme plus ou moins modifiée, et le Parlement anglais lui-même se vit contraint d'en étendre chaque année le domaine d'application.

Outre son importance pratique, le succès de cette mesure ouvrière eut encore un autre effet. Par ses porte-parole scientifiques les plus autorisés - le docteur Ure, le professeur Senior et autres sages du même acabit -, la bourgeoisie avait prédit et prouvé à l'envi que la moindre réduction légale du temps de travail sonnerait le glas de l'industrie anglaise, qui, tel un vampire, ne peut pas vivre sans sucer le sang, et surtout le sang des enfants. Jadis, le sacrifice d'un enfant était un rite mystérieux du culte de Moloch, mais il n'était pratiqué qu'en occasions particulièrement solennelles, peut-être une fois par an, et puis Moloch n'avait pas une prédilection particulière pour les enfants des pauvres.

[111]

---

84 Cf. MARX, *Adresse de l'Association internationale des travailleurs*, établie le 28 septembre 1864, dans une assemblée publique tenue à Londres, à St-Martin's Hall, à Long Acre.

Ce texte témoigne d'une pratique dialectique rare. Marx s'efforce de renouer avec l'utopisme, afin de hausser, d'une part, le mouvement syndical anglais (qui n'est pas sans liens avec l'owénisme) au niveau *politique* de l'Internationale, et d'amener, d'autre part, les proudhoniens français à une conception de lutte *syndicale*, afin de les faire évoluer également vers les positions de classe de l'Internationale marxiste.

La lutte pour la limitation légale [85] fut d'autant plus acharnée qu'à part la menace qu'elle faisait peser sur la bourgeoisie elle portait sur la grande querelle en-

---

85 L'exemple le plus concret - économique - d'utopiste qui prôna et prit des mesures dans l'intérêt de toute la classe ouvrière est *Owen :* « Dès 1816, il déclara qu'une limitation générale - par décision légale s'imposant aux capitalistes comme aux ouvriers - de la journée de travail est le premier pas *préparant* l'émancipation de la classe ouvrière et l'appliqua pour son propre compte dans sa filature de coton de New-Lanark. » (MARX, *Salaire, Prix et Profit.)* Dans *La Situation des classes laborieuses en Angleterre,* Engels écrivait : « Vers 1817, celui qui devait fonder le socialisme anglais, Robert Owen, alors fabricant à New-Lanark (Ecosse), commença à attirer l'attention du pouvoir exécutif, par une campagne de pétitions, de pamphlets et autres mémoires, sur la nécessité de réserver des garanties légales à la santé des ouvriers, et notamment des enfants. Sir R. Peel ainsi que d'autres philanthropes se joignirent à lui et réussirent à arracher les lois de fabrique de 1819, 1825 et de 1831. »

De ces lois de fabrique, Marx dit dans *Le Capital* qu'elles mènent dialectiquement au socialisme : « Avec les conditions matérielles et les combinaisons sociales de la production, elle développe en même temps les contradictions et les antagonismes de sa forme capitaliste, avec les éléments de formation d'une société nouvelle (communiste), les forces destructives de l'ancienne » (parmi lesquelles figure le prolétariat, organisé économiquement en syndicat et dirigé politiquement par son parti). Et Marx d'ajouter en note : « Robert Owen, le père des fabriques et boutiques coopératives qui, cependant, comme nous l'avons déjà remarqué, était bien loin de partager les illusions de ses imitateurs sur la portée de ces *éléments* de transformation ISOLÉS, n'en prit pas seulement le système de fabrique pour point de départ de ses essais, il déclara en outre que c'était là théoriquement le point de départ de la révolution sociale. » (Le *Capital,* I, Ed. sociales, t. 2, p. 178.)

Owen était donc en règle, mais à son époque la seule action qu'il pouvait mener - étant donné la passivité historiquement déterminée, durant la toute première phase de l'accumulation en Angleterre, des ouvriers - était de s'adresser aux gens de raison, avec des pétitions. Ce n'est que plus tard que Marx pourra théoriser l'auto-activité du prolétariat, « dont l'émancipation sera son œuvre propre ». Mais déjà, Owen a appliqué ses idées dans sa propre fabrique et a présidé au premier syndicat anglais. C'est pourquoi dans l'Adresse de la Première Internationale, Marx renouera avec l'owénisme pour le hausser au niveau du parti international de classe.

Dans sa lettre du 17 mars 1868, Marx donne les précisions suivantes à ce propos : « Je ne présente pas la *grande industrie* comme la mère de l'antagonisme, mais comme la productrice des conditions matérielles et intellectuelles pour résoudre ces antagonismes, ce qui toutefois ne peut s'effectuer *par la voie pacifique.*

Pour ce qui concerne la loi de fabrique - comme première condition pour que la classe ouvrière obtienne une liberté de mouvement pour son développement et son organisation - je réclame qu'elle soit faite par la *voie étatique,* comme loi coercitive, non seulement contre les fabricants, mais encore contre les ouvriers eux-mêmes (cf. *Le Capital,* page 542, note 52 sur la résistance d'ouvrières contre la réduction du temps de travail). Si Monsieur Meyer développe la même énergie qu'Owen, il peut briser ces sortes de résistances. Mais je dis aussi (cf. p. 243) que le *fabricant isolé* (sauf pour autant qu'il veuille agir sur la législation par une action publique) ne peut pas faire grand-chose. Comme je le répète : "En somme cela ne dépend ni de la bonne ni de la mauvaise volonté du capitaliste isolé, etc. " cf. note 114. Mais que chacun peut tout de même être actif, c'est ce que des fabricants, tels que Fielden et Owen, ont démontré à satiété. Leur action principale doit cependant être de nature publique. »

À propos de l'appréciation de l'activité syndicale d'Owen par Engels, cf. MARX-ENGELS, *Les Utopistes,* Petite Collection Maspero, 1976, chap. 1 : « Le Stade utopiste du mouvement ouvrier. »

tre, d'une part, l'aveugle loi de l'offre et de la demande, qui forme l'essentiel de *l'économie politique de la classe bourgeoise,* et, d'autre part, le contrôle de la production sociale par l'action et la prévision collectives qui forme l'essentiel de *l'économie politique de la classe ouvrière.* C'est ce qui explique que la loi de dix heures n'a pas été seulement un succès pratique, mais encore la victoire d'un principe. Pour la première fois, l'économie politique du travail remporta une victoire éclatante sur l'économie politique du capital.

[112]

Nous voulons parler du mouvement coopératif et surtout des fabriques coopératives, organisées, avec bien des efforts et sans aide officielle aucune, par quelques bras audacieux. On ne saurait exagérer l'importance de ces expériences, elles ont prouvé que la grande production, à une vaste échelle et en harmonie avec les exigences de la science moderne, peut être effectuée sans qu'une classe de maîtres emploie une classe de bras, que les moyens de travail, pour porter des fruits, n'ont pas besoin d'être monopolisés en dominant et exploitant le travailleur, et que le *travail salarié* – tout [113] aussi bien que le travail des esclaves et des serfs - *n'est qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé,* exécutant sa tâche de son plein gré, l'esprit alerte et le cœur content.

En Angleterre, la graine du système coopératif a été semée par Robert Owen. Les expériences tentées par les travailleurs sur le continent sont en fait une application pratique de théories qui n'ont pas été inventées en 1848, mais ont été alors seulement proclamées hautement.

En même temps, l'expérience de la période de 1848 à 1864 a démontré sans aucun doute possible *ce que les plus clairvoyants des chefs de la classe ouvrière ont déjà exprimé dans les années 1851 et 1852 à propos du mouvement coopératif en Angleterre* [86], à savoir : pour excellent qu'il soit en principe, et utile qu'il soit dans la pratique, le travail coopératif, s'il reste circonscrit dans un secteur étroit, lié à des tentatives, à des efforts isolés et épars des travailleurs, ne sera jamais capable d'arrêter la progression géométrique des monopoles, ni de libérer les masses, ni même d'alléger de manière sensible le poids de la misère.

---

86 Dans sa traduction allemande pour le *Sozial-Demokrat* du 30 décembre 1864, Marx a ajouté toute la partie de la phrase en italique.

C'est sans doute parce qu'ils l'ont compris que des lords beaux parleurs, des bourgeois philanthropes et moralisateurs, voire certains froids économistes coquettent à présent avec ce système de travail coopératif qu'ils avaient dans le temps cherché vainement à tuer dans l'œuf, en le raillant comme une utopie de rêveurs ou comme un sacrilège de socialistes.

Pour pouvoir affranchir les masses laborieuses, le système coopératif doit être développé à l'échelle nationale, ce qui implique qu'il dispose de moyens nationaux. Mais jusque-là, les propriétaires de la terre et du capital useront sans cesse de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques. Loin de favoriser l'émancipation des travailleurs, ils s'évertueront à semer sur sa voie tous les obstacles possibles et imaginables.

Lord Palmerston exprima le fond de leur pensée, quand il interpella les partisans du projet de loi sur les droits des fermiers irlandais à la dernière session du Parlement en s'écriant : « La Chambre des Communes est une chambre de propriétaires fonciers ! »

[114]

Dans ces conditions, le grand devoir de la classe ouvrière, c'est de conquérir le pouvoir politique. Il semble que les ouvriers en prennent conscience.

Certains amis condescendants de la classe ouvrière, alors qu'ils dissimulaient difficilement leur dégoût, même pour les quelques mesures qu'ils considèrent comme « socialistes », alors qu'il n'y a rien de socialiste en elles *sauf leur tendance*, exprimèrent leur satisfaction et essayèrent d'attirer à la Commune de Paris des sympathies distinguées, en faisant cette grande découverte qu'après tout les ouvriers étaient des gens raisonnables et que, toutes les fois qu'ils sont au pouvoir, ils tournent toujours résolument le dos aux entreprises socialistes [87] ! De fait, ils

---

87 Cf. MARX, « Première ébauche pour *La Guerre civile en France* » ; d'après le texte anglais publié dans *Arkhiv Marksa i Engelsa*, publication de l'Institut du marxisme-léninisme, Moscou, tome III (VIII), 1934.

Dans ce texte, Marx répond à la question naïve de ceux qui demandent : pourquoi les ouvriers, quand ils arrivent à conquérir le pouvoir, n'instaurent-ils pas aussitôt leur modèle de société ? Tout bonnement, parce que dans le mouvement réel, il faut d'abord une phase de dictature du prolétariat pour mettre fin à la préhistoire humaine.

Les successeurs de Saint-Simon, de Fourier, de Proudhon, etc., qui s'acharnèrent à rester plus tard sur le terrain utopiste, dépassé par le développement économique, devinrent de plus en plus réactionnaires *sur le plan idéologique et politique :* « Aucun comtiste n'a participé à la création de l'Internationale. Le professeur E. Beesly a eu le très grand mérite,

n'ont tenté d'établir à Paris [115] ni un phalanstère, ni une Icarie. Les sages de leur génération ! Ceux qui apportent ainsi leur patronage bienveillant, en ignorant profondément les aspirations et le mouvement véritables de la classe ouvrière, n'oublient qu'une seule chose : tous les fondateurs de secte appartiennent à une époque où la classe ouvrière elle-même n'était pas suffisamment exercée et organisée par le développement même de la société capitaliste pour faire son entrée historique sur la scène mondiale, les conditions matérielles de son émancipation n'ayant pas encore mûri au sein du vieux monde lui-même. Leur misère existait certes, mais les conditions pour leur propre mouvement faisaient encore défaut. Les utopistes fondateurs de sectes, alors qu'ils décrivaient clairement, dans la critique de la société de leur temps, le but du mouvement social - l'abolition du salariat ainsi que de toutes les conditions économiques de la domination de classe - ne trouvaient ni, dans la société même, les conditions matérielles de sa transformation, ni, dans la classe ouvrière, le pouvoir organisé et la conscience du mouvement. Ils essayaient de pallier l'immaturité des conditions historiques du mouvement par des tableaux et des plans fantastiques d'une nouvelle société et voyaient dans la propagande de ceux-ci le véritable moyen de salut. À partir du moment où le mouvement de la classe ouvrière devint une réalité les chimères utopiques s'évanouirent, non point parce que la classe ouvrière abandonnait le but auquel tendait ces utopistes, mais parce *qu'elle avait découvert les moyens réels d'en faire une réalité,* parce qu'à la place des projections de l'imagination elle avait une perception réelle des conditions historiques du mouvement et une force de plus en plus grande pour une organisation militaire de sa classe [88].

à l'époque de la Commune, de défendre l'Internationale dans la presse contre des attaques qui se firent alors extrêmement violentes. Fred. Harrison également a défendu la Commune publiquement. Mais, quelques années plus tard, les comtistes devinrent infiniment plus froids vis-à-vis du mouvement ouvrier : les ouvriers étaient maintenant trop puissants ; en effet *pour maintenir un égal équilibre entre capitalistes et ouvriers - tous* deux ne sont-ils pas des producteurs au sens de Saint-Simon ? - il *fallait au contraire soutenir les capitalistes* - et depuis les comtistes sont devenus tout à fait silencieux sur la question ouvrière. » (Engels à F. Tœnnies, 24 janvier 1895.)

Ce sont les faits mêmes qui poussent les utopistes à abandonner leurs modèles fantaisistes que les intuitions du communisme futur avaient suscités à l'époque de faible maturité économique où ils vivaient. Le marxisme confirme ainsi ses positions *sous la pression même de la réalité,* qui se manifeste de manière particulièrement tranchante au cours des crises et des révolutions. C'est alors que les successeurs des utopistes doivent faire le saut, dans un camp ou dans un autre, bourgeois ou marxiste.

88 En fait, la Commune devait commencer par remporter une victoire avec des moyens violents avant de réaliser la transformation communiste de la société. « La Commune ne sup-

[116]

Quoi qu'il en soit, les deux buts ultimes du mouvement qu'ont proclamés les utopistes sont ceux que proclament la révolution de Paris et l'Internationale [89]. Seulement les moyens diffèrent, et les conditions réelles du mouvement ne se perdent plus dans les nuages des faibles utopistes. En interprétant les tendances socialistes hautement proclamées par cette révolution, ces amis condescendants du prolétariat ne sont donc que les dupes de leur propre ignorance. Ce n'est pas la faute du prolétariat parisien si, pour ces gens-là, les créations utopiques des prophètes du mouvement ouvrier représentent toujours la « révolution sociale », autrement dit, si la révolution sociale est toujours « utopique » pour eux.

Si l'on considère le contenu réel de ces ouvrages, qui prônent la mise en place du système moderne de crédit en Angleterre et en font le commentaire théorique, on n'y trouvera qu'une exigence : tenter de subordonner le capital porteur d'intérêt, et en général les moyens de production susceptibles d'être prêtés, au mode de production capitaliste pour en former une des conditions. Si l'on considère ces écrits, on sera souvent surpris de voir combien ces théories concordent, jusque dans la formulation, avec les illusions des saint-simoniens sur la banque et le crédit [90].

De même que, chez les physiocrates, le *cultivateur* ne signifie pas le paysan réel, mais le *gros fermier*, de même le *travailleur* chez Saint-Simon, et bien souvent aussi chez [117] ses disciples, le travailleur ce n'est pas *l'ouvrier*, mais le *capitaliste industriel et commercial :* « Un travailleur a besoin d'aides, de seconds, d'*ouvriers* ; il les cherche intelligents, habiles, dévoués ; il les met à l'œu-

prima pas la lutte des classes, grâce à laquelle la classe ouvrière s'efforce d'abolir toutes les classes et, donc, toute domination de classe […] mais elle créa le stade rationnel à partir duquel cette lutte des classes pouvait passer par ses différentes phases de la manière la plus rationnelle et la plus humaine. La Commune devait être le point de départ de réactions violentes et de révolutions tout aussi violentes. » *(ibid.)*.

89 Dans sa polémique avec Bakounine, dans *Les Prétendues Scissions dans l'Internationale,* Marx définit ce but commun des utopistes et des communistes : « L'anarchie, tel est le grand cheval de bataille avec lequel parade leur maître Bakounine, qui ne fait que reprendre les têtes de chapitre de tous les systèmes socialistes. Tous les socialistes entendent par *anarchie* ceci : lorsque le but du mouvement prolétarien est atteint, à savoir l'abolition des classes, alors le pouvoir de l'Etat, qui sert à tenir la grande majorité des producteurs sous le joug d'une minorité d'exploiteurs peu nombreuse, disparaîtra, et les fonctions gouvernementales se transformeront en de simples fonctions d'administration. L'Alliance (bakouniniste) prend les choses par l'autre bout. Elle proclame l'anarchie dans les rangs des prolétaires comme le moyen le plus infaillible de briser les gigantesques moyens du pouvoir politiques et sociaux concentrés dans les mains des exploiteurs. »

90 Cf. MARX, *Le Capital,* III, chap. XXXVI.

vre et leurs travaux sont productifs. » *(Religion saint-simonienne. Économie politique et Politique,* Paris, 1831, p. 104.)

Il ne faut pas oublier que c'est seulement dans son dernier ouvrage, *Le Nouveau Christianisme,* que Saint-Simon se présente directement comme le porte-parole de la classe laborieuse, dont l'émancipation est le but final de ses efforts. Tous ses écrits antérieurs ne sont en fait que la glorification soit de la société bourgeoise moderne qu'il oppose à la société féodale, soit des industriels et des banquiers en opposition aux maréchaux et faiseurs de lois et d'actes juridiques de l'époque napoléonienne. Quelle différence si on les compare aux ouvrages d'Owen de la même époque [91] ! Même chez les successeurs - la citation le prouve - le capitaliste industriel demeure le *travailleur par excellence.* Si on lit leurs œuvres d'un œil critique, on ne s'étonnera pas que leurs rêves de crédit et de banque aient abouti au Crédit mobilier fondé par l'ex-saint-simonien Emile Péreire [92] ; au [118] demeurant, ce genre d'établissement ne pouvait jouer un rôle prédominant que dans un pays comme la France, où le système de crédit, pas plus que la grande industrie ne s'étaient développés encore au niveau moderne. En Angleterre et en Amérique pareille chose eût été impossible. - Dans les passages suivants de la *Doctrine de Saint-Simon. Exposition. Première année*, 1828-1829, 3e édition, Paris, 1831, on trouve déjà en germe le *Crédit mobilier*. Il est clair que le banquier peut prêter de l'argent à meilleur compte que le capitaliste et l'usurier particulier.

---

91 Afin d'éviter que ce texte ne discrédite Saint-Simon, Engels inséra la note suivante ici : « Il ne fait pas de doute qu'en préparant son manuscrit pour la publication, Marx aurait encore modifié considérablement ce passage. Il est frappé par le rôle des ex-saint-simoniens en France, sous le Second Empire ; juste à l'époque où Marx écrivait ce qu'on vient de lire, les fantastiques illusions de l'école sur le pouvoir du crédit, qui devait assurer le salut du monde, se réalisaient, par l'ironie de l'histoire, sous la forme d'une spéculation, d'une ampleur inouïe jusqu'alors. Par la suite, Marx n'a jamais parlé qu'avec admiration du génie et du cerveau encyclopédique de Saint-Simon. Si celui-ci a ignoré, dans ses premiers écrits, l'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat, qui commençait seulement à naître en France, à cette époque-là, s'il a classé dans les travailleurs la fraction de la bourgeoisie qui s'occupait de la production, cela correspond aux conceptions de Fourier, qui voulait réconcilier le capital et le travail, et s'explique par la situation économique et politique de la France d'alors. Si Owen eut, en l'occurrence, de plus vastes perspectives, c'est qu'il vivait dans un autre milieu, au cœur de la révolution industrielle et des oppositions de classe qui déjà s'accusaient. »

92 Comme Marx ne cessera de le répéter dans la Première Internationale et plus tard contre les anarchistes, la question de l'État - la dictature du prolétariat - est au centre de tous les problèmes économiques : selon que la bourgeoisie applique les idées saint-simoniennes, le résultat en sera le Crédit mobilier, et selon que le communisme prolétarien l'appliquera, ce sera des mesures positives de transition au socialisme.

Ces banquiers peuvent donc « procurer aux industriels des instruments à bien meilleur marché, c'est-à-dire à plus *bas intérêt* que ne pourraient le faire les propriétaires et les capitalistes, plus exposés à se tromper dans le choix des emprunteurs » (p. 202).

Mais les auteurs notent eux-mêmes : « L'avantage qui devrait résulter du rôle d'intermédiaire des banquiers entre les oisifs et les travailleurs est souvent contre-balancé, et même détruit, par les facilités que notre société désorganisée offre à l'égoïsme de se produire sous les formes diverses de la fraude et du charlatanisme : les banquiers se placent souvent entre les travailleurs et les oisifs, pour exploiter les uns et les autres, au détriment de la société tout entière. »

Travailleur correspond ici au *capitaliste industriel.* Au reste, il serait faux de penser que les moyens dont disposent les banques modernes ne proviennent que des oisifs. Premièrement, il est une fraction du capital qu'industriels et commerçants laissent provisoirement sans emploi et conservent sous forme monétaire, comme réserve d'argent ou de capital destiné à être investi ; c'est donc du capital oisif, mais non du capital d'oisifs. Deuxièmement, il y a la part du revenu de tous et de l'épargne, destinée à être accumulée, de façon permanente ou transitoire. Or, ces deux sortes de capitaux sont essentielles pour former le système bancaire. [...]

Enfin, il ne fait aucun doute que le système de crédit est un puissant levier pour le passage du mode de production capitaliste au système de production fondé sur le travail associé. Cependant, il ne saurait être qu'un élément en [119] connexion avec d'autres grands bouleversements organiques du mode de production lui-même. En revanche, les illusions sur le pouvoir miraculeux qu'aurait le système de crédit et des banques d'agir en sens socialiste proviennent d'une méconnaissance totale tant du mode de production capitaliste que du système du crédit qui n'est qu'une de ses formes. Dès que les moyens de production ont cessé de se transformer en capital (ce qui implique aussi l'abolition de la propriété foncière privée), le crédit, en tant que tel, n'a plus de raison d'être. Au reste, des saint-simoniens l'avaient compris. D'autre part, tant que subsiste le mode de production capitaliste, le capital porteur d'intérêt continue lui aussi à subsister comme une de ses formes et constitue pratiquement la base de son système de crédit.

Dans *La Religion saint-simonienne. Economie politique et Politique,* on lit à la page 45 : « Le crédit a pour but, dans une société où les uns *possèdent* les ins-

truments d'industrie sans avoir capacité ou volonté de les mettre en œuvre, et où d'autres, qui sont industrieux, ne *possèdent* pas d'instruments de travail, de faire passer le plus facilement possible ces instruments des mains des premiers, qui les possèdent, dans celles des seconds, qui savent les mettre en œuvre.

Notons, d'après cette définition, que le crédit découle de la forme dont la *propriété* est constituée. »

Donc, le crédit doit disparaître dès que se forme cette espèce de propriété. Il est dit en outre, p. 98 : « [Les banques actuelles] se considèrent comme destinées à suivre le mouvement que les transactions opérées hors de leur sein leur impriment, mais non à le donner elles-mêmes ; en d'autres termes, les banques remplissent près des *travailleurs* auxquels elles prêtent des capitaux le rôle de capitalistes. »

Le monstre du crédit gratuit, cette prétendue réalisation du vœu pieux petit-bourgeois, ne pouvait germer que dans la cervelle de cet écrivain à sensation qu'est Proudhon, qui voulait laisser subsister la production marchande tout en éliminant l'argent.

L'idée du *Crédit mobilier* découle de la conception selon laquelle les banques doivent assurer la direction de l'économie et se distinguer « par le nombre et l'utilité des établissements commandités, des travaux excités par lui » (p. 101). C'est ainsi que Constantin Pecqueur demande que les banques **(**ce que les saint-simoniens appellent « système [120] général des banques ») « gouvernent la production ». D'une façon générale, Pecqueur est pour l'essentiel saint-simonien, bien que beaucoup plus radical. Il réclame en effet que « l'institution de crédit... gouverne tout le mouvement de la production nationale ».

> « Essayez de créer une institution nationale de crédit qui commandite la capacité et le mérite non propriétaires, sans relier forcément les commandités par une intime solidarité dans la production et la consommation, mais au contraire en les laissant gouverner eux-mêmes leurs échanges et leurs productions. Vous n'obtiendrez que ce qu'obtiennent jusqu'ici les banques privées : l'anarchie, la disproportion entre la production et la consommation, la ruine subite des uns, et la fortune subite des autres ; de telle sorte que votre institution n'ira jamais au-delà de produire une somme de prospérité pour les uns, égale à la somme de ruine supportée par les autres... Seulement, vous aurez offert aux salariés que vous commanditerez

> les moyens de se livrer entre eux une concurrence analogue à celle que se livrent les maîtres bourgeois [93]. »

Dans les *sociétés par actions,* la fonction est séparée de la propriété du capital [94]. En conséquence, le travail, lui [121] aussi, est entièrement séparé de la propriété des moyens de production et du surtravail. C'est là le résultat du développement suprême de la production capitaliste, un point nécessaire de transition vers la retransformation du capital en propriété des producteurs - non plus en propriété privée des différents producteurs séparés, mais en propriété des producteurs associés sous forme de propriété directement sociale. En outre, elles représentent le point de transition vers la transformation de toutes les fonctions impliquées dans le procès de reproduction et rattachées jusqu'alors à la propriété capitaliste en simples fonctions de producteurs associés, qui sont des fonctions sociales...

Il s'agit cependant d'une abolition du mode de production capitaliste qui s'effectue encore dans le cadre du mode de production capitaliste lui-même, et c'est donc une contradiction s'abolissant elle-même et qui représente manifestement un *simple point de transition* vers une forme de production nouvelle. Sa forme, elle, reflète aussi cette contradiction. C'est dans certaines sphères l'expression du monopole et donc l'exigence de l'immixtion de l'État. La forme des sociétés par actions reproduit en outre une nouvelle aristocratie financière, une variété nouvelle de parasites sous forme de faiseurs de plans, de fondateurs et de directeurs purement nominaux - tout un système d'escroqueries et de fraudes lié au lancement de

---

93 C. PECQUEUR, *Théorie nouvelle d'économie sociale et politique,* Paris, 1842, pp. [433]-434.

94 Cf. MARX, *Le Capital,* III, in *Werke,* 25, pp. 453-456.

Nous passons maintenant à l'examen de diverses formes dialectiques de transition, exprimant, d'une part, un côté négatif lié au développement capitaliste, d'autre part, un côté positif qui annonce et prépare la société communiste. Il faut, en quelque sorte, procéder par élimination dynamique pour trouver au travers de ces diverses formes - en l'occurrence, les sociétés par actions et les coopératives ouvrières - l'évolution qui mène vers le communisme.

Avec les sociétés par actions et les coopératives ouvrières, nous sommes d'une certaine manière au point de jonction entre le développement réel de la société capitaliste qui amène déjà à la concentration et entame largement le processus de l'expropriation des (petits et moyens) propriétaires qu'achèvera le communisme, d'une part, et la forme d'organisation de rapports communistes dans la production, imaginée à l'aube du capitalisme par les utopistes. Il s'agit, pour le marxisme, de relier ces deux acquis pour régénérer la société entière dans son évolution réelle, toute contradictoire qu'elle soit encore.

nouvelles affaires, d'émission et de commerce des actions. C'est de la production privée sans le contrôle de la propriété privée.

Abstraction faite du système des actions, c'est-à-dire d'une abolition de l'industrie privée sur la base du système capitaliste lui même qui, dans la mesure même où il s'étend et gagne des sphères de production nouvelles, détruit l'industrie privée, le crédit offre au capitaliste particulier ou à celui qui vaut comme capitaliste, un moyen - au sein de limites bien déterminées - de disposer de manière absolue du capital et de la propriété d'autrui, et partant du travail d'autrui. Or en disposant de capital social, et non plus seulement de son capital individuel propre, il dispose du travail social. Le capital lui-même que l'on possède réellement ou seulement dans l'idée du public, n'est plus que la base de la superstructure du crédit. Cela s'applique particulièrement au commerce de gros entre les mains duquel passe la majeure partie du produit social. Tous les critères et mesures ainsi que toutes les explications encore fondées [122] au sein du mode de production capitaliste n'ont plus cours ici. Ce que le gros marchand spécule ce n'est pas sa propriété, mais celle de la société...

L'expropriation s'étend ici du producteur immédiat au petit et moyen capitaliste lui-même. Cette expropriation est le point de départ du mode de production capitaliste ; sa réalisation est son but, à savoir, en dernière instance, l'expropriation de tous les individus particuliers possédant des moyens de production. Ces derniers cessent en effet, avec le développement de la production sociale, d'être des moyens et des produits de la production privée. Ce ne sont plus que des moyens de production entre les mains de producteurs associés - ils peuvent donc devenir leur propriété SOCIALE, comme leur produit est social.

Cependant cette expropriation s'effectue au sein du système capitaliste lui-même sous forme contradictoire, comme appropriation de la propriété sociale par quelques individus - et le crédit donne de plus en plus à ceux-ci le simple caractère d'hommes comblés. Comme la propriété existe ici sous la forme de l'action, son mouvement et son transfert deviennent simple résultat du jeu en Bourse, où les petits poissons sont dévorés par les requins et les moutons par les loups de la Bourse. On trouve déjà dans le système des actions l'opposition à la vieille forme sous laquelle des moyens de production sociaux apparaissent comme propriété individuelle. Cependant la transformation en action reste encore prisonnière des entraves capitalistes. En conséquence, au lieu de surmonter la contradiction entre

le caractère social de la richesse et l'appropriation privée de la richesse, il ne fait que la reproduire sous une forme nouvelle.

Les *fabriques coopératives des travailleurs* représentent à l'intérieur même de l'ancienne société, la première percée au travers des formes anciennes, bien qu'elles reproduisent forcément partout, dans la réalité de leur organisation, toutes les défectuosités du système existant. Il n'en reste pas moins que, dans leur sein, il y a suppression de l'antagonisme entre le capital et le travail, bien que ce soit tout d'abord sous la forme que les travailleurs, en tant qu'association, sont leur propre capitaliste, c'est-à-dire utilisent les moyens de production à la mise en valeur de leur propre travail. Ces coopératives montrent comment, à un certain niveau de développement des forces productives et des formes de production sociales correspondantes, un mode de production [123] engendre et développe naturellement un mode de production nouveau [95].

Sans le système de fabrique, issu du mode de production capitaliste, la fabrique coopérative n'aurait pu se développer, pas plus que le système du crédit né du même mode de production. Le système du crédit, bien qu'il forme la base de la transformation progressive des entreprises capitalistes privées en sociétés capitalistes par actions, offre au même titre les moyens pour l'extension progressive des coopératives à une échelle plus ou moins nationale. Les sociétés capitalistes par actions doivent être considérées - au même titre que les sociétés coopératives - comme des formes de transition entre le mode de production capitaliste et la production associée, avec cette différence que l'antagonisme est aboli de manière négative dans les premières, et positive dans les secondes.

Jusqu'ici nous avons examiné l'évolution du système de crédit - de même que l'abolition de la propriété capitaliste qu'il renferme de façon latente -, en considérant surtout le capital industriel...

---

95 La gestion économique de la production incombera, après la conquête du pouvoir, aux associations économiques des ouvriers, et parmi celles-ci les syndicats révolutionnaires : c'est la combinaison dialectique des efforts d'Owen pour créer des syndicats et des coopératives de production et de distribution, mais au niveau de l'auto-activité de toute la classe organisée. Cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, t. 1, pp. 64-67 et note 52, pp. 108-110.

En ce qui concerne l'appréciation par Engels du rôle syndical d'Owen, cf. MARX-ENGELS, *Les Utopistes*, Petite Collection Maspero, 1976. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

Si le système de crédit peut apparaître comme le levier principal de la surproduction et de la surspéculation dans le commerce, c'est seulement parce que le procès de reproduction, par nature élastique, se trouve tendu grâce à lui jusqu'à l'extrême limite, étant donné qu'une grande partie du capital social est utilisée par ceux qui ne le possèdent pas et qui, par conséquent, se lancent dans des entreprises bien autrement vastes que le propriétaire qui - s'il est lui-même actif - suppute craintivement les limites de son capital privé. Il en résulte simplement que la valorisation du capital basée sur le caractère contradictoire de la production capitaliste ne permet le développement véritablement [124] libre que jusqu'à un certain degré et constitue, en réalité, une entrave immanente et une barrière à la production, que le système de crédit s'efforce sans cesse de surmonter. Celui-ci accélère, par conséquent, le développement matériel des forces productives et la constitution du marché mondial ; la tâche historique de la production capitaliste est justement de pousser jusqu'à un certain degré le développement de ces deux facteurs, base matérielle de la nouvelle forme de production communiste. Le crédit accélère en même temps les explosions violentes qui dissolvent l'ancien mode de production.

Les deux aspects de la caractéristique immanente du système de crédit sont les suivants : d'une part, développer le moteur de la production capitaliste, c'est-à-dire l'enrichissement par exploitation du travail d'autrui pour en faire le système le plus pur et le plus monstrueux de spéculation et de jeu, tout en limitant de plus en plus le petit nombre de ceux qui exploitent les richesses sociales ; mais, d'autre part, constituer la forme de transition vers un nouveau mode de production. C'est ce double aspect qui donne aux principaux défenseurs du crédit - de Law jusqu'à Isaac Péreire - leur caractère agréablement mitigé d'escrocs et de prophètes.

Suppression des barrières de races, de langues, de la famille et des nations

Retour à la table des matières

Le bourgeois peut d'autant plus aisément démontrer que la langue s'identifie aux rapports mercantiles et individuels, voire même humains en général, que cette langue est elle-même un produit de la bourgeoisie, autrement dit que dans la réalité comme dans la langue les rapports de trafic sont devenus la base de tous les

autres rapports [96]. Par exemple : [125] propriété au sens de faculté et propriété au sens de possession, « propre » en sens mercantile et en sens individuel ; valeur au sens monétaire et au sens moral, commerce et échange au sens du marché et au sens des relations -, tous ces termes exprimant des rapports et des propriétés touchant à la fois le commerce et l'individu. Dans toutes les langues modernes, on retrouve le même phénomène.

Les langues perdent leur caractère primitif dans toute langue moderne développée, en partie par l'évolution historique des langues nées à partir d'éléments traditionnels - comme dans les langues romanes et germaniques -, soit par le croisement et le mélange de nations - comme dans l'anglais -, soit par la concentration économique et politique, à l'intérieur d'une nation, des dialectes en une langue nationale. Il va de soi que le temps viendra où la langue - produit de l'espèce humaine - sera, elle aussi, soumise au contrôle parfait des individus [97].

De même que Sancho a expliqué jusqu'ici toutes les mutilations des individus et donc de leurs conditions sociales par son idée fixe de maître d'école, sans se préoccuper jamais de la façon dont ces idées sont nées et se sont développées, de même explique-t-il maintenant cette mutilation à partir d'un processus purement naturel de développement. Il ne se doute pas le moins du monde que la capacité de développement des enfants dépend de la formation des parents, et que toutes les mutilations des individus sont un produit historique des conditions de vie existant jusqu'ici et donc qu'elles peuvent tout aussi bien être de nouveau éliminées au cours de l'histoire. Même les différences naturelles de [126] l'espèce humaine, telles que différences de race, etc., dont Sancho ne parle jamais, peuvent et doi-

---

96 Cf. MARX-ENGELS, *L'idéologie allemande,* in *Werke* 3, p. 412, 410.
Les textes de Marx sur la langue ont été commentés par Ulrich ERCKENBRECHT, *Marx materialistische Sprachtheorie, suivi* d'un index des œuvres de Marx-Engels (Scriptor Taschenbücher, Kronberg TS, 1974, 337 p.).
Le marxisme voit dans la langue d'abord une force productive, puisqu'il s'agit d'un moyen de communication fondamental, et secondairement une superstructure idéologique, pour ce qui est de ses évolutions particulières dans le temps et l'espace. La langue évolue essentiellement en fonction des modes de production successifs, cf. à ce propos « Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste », *Fil du temps,* n° 5, chap. *« Staline et la linguistique »* et *« Thèse idéaliste de la langue nationale »,* p. 39-45.

97 La conclusion évidente de tout l'exposé de Marx sur l'abolition de la division du travail par l'appropriation unitaire de tous les moyens de production matériels et intellectuels et leur subordination à la collectivité unique est que le communisme engendrera par un processus matériel, intellectuel, économique et social une langue nouvelle et internationale, commune à toute l'espèce humaine. On peut concevoir de même le processus de l'évolution raciale.

vent être éliminées au cours de l'histoire. Sancho, qui à cette occasion jette un coup d'œil en coin sur la zoologie et découvre en même temps que les « têtes bornées qui naissent » ne forment pas seulement la classe la plus nombreuse chez les moutons et les bœufs, mais encore chez les polypes et les infusoires. Il semble que Sancho n'ait jamais entendu parler de ce que l'on anoblit aussi des races animales et que l'on produit par croisement de races des espèces tout à fait nouvelles et plus parfaites, tant pour la jouissance des hommes que pour leur propre jouissance. « Pourquoi ne devrait-il pas », notre Sancho, en tirer une conclusion qui se rapporte aux hommes ?

L'idée de fondre toute la société en groupes formés librement appartient à Fourier [98], et elle a été revue et corrigée ici par Stirner d'après ce qu'il en a ouï dire à Berlin [99]. [127] Cependant chez Fourier, cette conception implique un ré-

---

98 Cf. FOURIER, *Théorie de l'Unité universelle,* in : *Œuvres complètes,* Paris, 1841-1845, vol. 2-5. Cet ouvrage constitue une refonte ultérieure du *Traité de l'association domestique-agricole*

99 Ce passage est extrait de MARX-ENGELS, *L'Idéologie allemande,* t. I, « Saint Max », III, 6 E.

La question de la femme et la critique de la famille ont été l'une des faces les plus importantes de l'œuvre de Fourier, et le point de vue marxiste sur ces mêmes sujets donne un exemple éloquent de l'étroite filiation entre l'utopisme des grands classiques et le communisme moderne.

Fourier ne manque jamais de partir de la critique corrosive des conditions existantes, et celle-ci demeure parfaitement valable pour Marx-Engels, puisqu'ils se réfèrent souvent, dans leurs œuvres, à Fourier comme à une autorité scientifique en bien des points essentiels, tels que celui de la femme. Le dialecticien Fourier ne critique pas seulement les conditions de la société bourgeoise, mais il a encore une vision aiguë des rapports des sociétés successives, dont il juge la qualité d'après les liens qui unissent la femme et l'homme, ce qui témoigne d'un esprit particulièrement pénétrant et sensible : « Il est le premier à avoir énoncé que, dans toutes les sociétés, le degré d'émancipation de la femme est la mesure naturelle de l'émancipation générale » (ENGELS, *Anti-Dühring).*

Le seul point où le marxisme complète Fourier, c'est dans la réalisation pratique de l'émancipation humaine, dont les conditions n'étaient pas encore mûres à l'époque de Fourier. Il voit le cercle vicieux des relations bourgeoises, mais ne peut encore indiquer quels sont les moyens de les surmonter et de réaliser les conditions de l'épanouissement tel qu'il le conçoit, avec son intuition communiste. Ainsi Engels écrivait, par exemple :

« La contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste se reproduit comme *opposition entre l'organisation de la production dans chaque fabrique et l'anarchie de la production dans l'ensemble de la société.*

« C'est dans ces deux formes contradictoires qui sont immanentes au mode de production capitaliste depuis son origine que se meut ce mode de production. En effet, le capital décrit sans pouvoir en sortir ce « cercle vicieux » que Fourier découvrait déjà en lui. Cependant, ce que Fourier ne pouvait encore voir en son temps, c'est que ce cercle se rétrécit peu à peu et que le mouvement représente plutôt une spirale, laquelle, comme celle des planètes, doit finir par entrer en collision avec le centre. C'est la force motrice de l'anarchie sociale de la production qui transforme de plus en plus la grande majorité des hommes en pro-

volutionnement complet de la société et repose sur la critique des « associations » existantes que Sancho admire tant malgré tout l'ennui qui s'en dégage. Fourier dépeint ces tentatives de divertissement actuelles en rapport avec les conditions existantes de production et de distribution, et il polémique contre elles. Bien loin de les critiquer, Sancho veut les transplanter avec tiges et feuilles dans son nouvel ordre social, destiné à faire le bonheur des gens et qu'il appelle l'« entente » : il ne fait que démontrer par là, une fois de plus, à quel point il est prisonnier de la société bourgeoise existante.

Les fermiers savent, par expérience, que les femmes ne font tous leurs efforts que sous le commandement des hommes et que les jeunes filles et les enfants, une fois en train, dépensent leurs forces, ainsi que l'a remarqué Fourier, avec fougue, en prodigues, tandis que l'ouvrier mâle adulte cherche, en vrai sournois, à économiser les siennes [100]...

Les vices de ce système sont l'excès de travail imposé aux enfants et aux jeunes gens, les marches énormes qu'il leur faut faire chaque jour pour se rendre à des fermes éloignées de cinq, six et quelquefois sept milles, et pour en [128] revenir ; enfin, la démoralisation de la troupe ambulante. Bien que le chef de bande, qui porte en quelques endroits le nom de *driver* (piqueur, conducteur), soit armé d'un long bâton, il ne s'en sert néanmoins que rarement, et les plaintes de traitement brutal sont l'exception. Comme le preneur de rats de la légende, c'est un charmeur, un empereur démocratique. Il a besoin d'être populaire parmi ses sujets et se les attache par les attraits d'une existence de bohême - vie nomade, absence de toute gêne, gaillardise bruyante, libertinage grossier. Ordinairement la paye se fait à l'auberge au milieu de libations copieuses. Puis, on se met en route pour retourner chez soi. Titubant, s'appuyant de droite et de gauche sur le bras robuste de quelque virago, le digne chef marche en tête de la colonne, tandis qu'à la queue la jeune troupe folâtre et entonne des chansons moqueuses ou obscènes. Ces voyages de retour sont le triomphe de la phanérogamie [101], comme l'appelle Fou-

---

létaires, et ce sont à leur tour les masses prolétariennes qui finiront par mettre un terme à l'anarchie de la production. » (ENGELS, *Anti-Dühring*, in *Werke*, 20, p. 255.)

100 Cf. MARX, *Le Capital*, I, chap. « La loi générale de l'accumulation primitive ».

101 Cf. Charles FOURIER, *Le Nouveau Monde industriel et sociétaire*, Paris, 1829, section 5, compléments au chapitre 36 et section 6, résumé. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

rier. Il n'est pas rare que des filles de treize ou quatorze ans deviennent grosses du fait de leurs compagnons du même âge.

M. Szeliga fait retentir ses *fanfares* [102] « *Voilà !... pensez donc !...* Rodolphe !... Comparez donc *ses idées à vos fantasmes sur l'émancipation de la femme.* Le fait de cette émancipation, on peut *presque* le toucher du doigt ici, tandis que vous êtes, de nature, bien trop pratiques et connaissez par suite tant d'échecs dans vos simples tentatives. »

En tout cas, nous devons à M. Szeliga la révélation de ce mystère : un fait peut presque être touché du doigt dans les idées. Quant à sa plaisante façon de comparer Rodolphe aux hommes qui ont professé l'émancipation de la femme, on n'a qu'à comparer les *idées* de Rodolphe avec les fantaisies de *Fourier,* qui écrit par exemple :

> « L'adultère, la séduction font honneur aux séducteurs et sont de bon ton... Mais, pauvre jeune fille ! l'infanticide, quel crime ! Si elle tient à son honneur, il faut qu'elle fasse disparaître les traces du déshonneur ; et si elle sacrifie son enfants aux préjugés du monde, elle est déshonorée davantage [129] encore et tombe sous les préjugés de la loi... Tel est le *cercle vicieux* que décrit tout mécanisme civilisé. »
>
> « La jeune fille n'est-elle pas une marchandise exposée à qui veut en négocier l'acquisition et la propriété exclusive ?... De même qu'en grammaire deux négations valent une affirmation, l'on peut dire qu'en négoce conjugal *deux prostitutions valent une vertu.* »
>
> « Le changement d'une époque historique se laisse toujours déterminer en fonction du progrès des femmes vers la liberté, parce que c'est ici, dans le rapport de la femme avec l'homme, du faible avec le fort, qu'apparaît de la façon la plus évidente la victoire de la nature humaine sur la brutalité. Le degré de l'émancipation féminine est la mesure naturelle du degré de l'émancipation générale. »
>
> « L'avilissement du sexe féminin est un trait essentiel à la fois de la civilisation et de la barbarie, avec cette seule différence que l'ordre civilisé élève chacun des vices que la barbarie pratique en mode simple, à un mode d'existence composé, à double sens, ambigu et hypocrite... Personne

[102] Cf. MARX, *La Sainte Famille,* chap. VIII, § 8. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

> n'est plus profondément puni que l'homme du fait que la femme est maintenue dans l'esclavage. » (Fourier.*)*

Il est superflu, face aux idées de Rodolphe, de renvoyer à la caractéristique magistrale que Fourier nous donne du *mariage*, ainsi qu'aux écrits de la fraction matérialiste du communisme français.

Un point essentiel encore : je dois démontrer de quelle manière géniale Fourier a anticipé Morgan sur tant de points [103]. La critique que Fourier a adressée à la civilisation n'apparaît dans toute sa lumière que chez Morgan. Or cela réclame beaucoup de travail.

J'avais d'abord l'intention de placer la brillante critique de la civilisation qui se trouve, éparse, dans les œuvres de Charles Fourier, à côté de celle de Morgan et de la mienne [104]. Hélas, le temps m'a manqué pour cela. Je noterai seulement que, déjà chez Fourier, la monogamie et la propriété foncière sont considérées comme les traits caractéristiques de la civilisation et qu'il appelle celle-ci une guerre des riches contre les pauvres. De même, on trouve déjà chez lui [130] cette vue profonde que dans toutes les sociétés défectueuses, déchirées par les antagonismes, les familles conjugales *(*« les familles incohérentes ») constituent des unités économiques.

Comme si ce n'était pas là crime suffisant pour interdire à l'école officielle d'agir autrement qu'en l'écartant froidement, Morgan dépasse la mesure non seulement en critiquant la civilisation, la société de la production marchande, forme-mère de notre société actuelle, d'une façon qui rappelle Fourier, mais encore en parlant d'une transformation future de cette société en termes qu'aurait pu énoncer Karl Marx [105]. C'est donc bien fait pour lui si Mac Lennan, indigné, lui jette au visage que « la méthode historique lui est parfaitement antipathique » !

À tous les mariages de convenance s'applique le mot de Fourier [106] : « De même qu'en grammaire deux négations valent une affirmation, en morale conjugale, deux prostitutions valent une vertu [107]. »

---

103 Cf. Lettre d'Engels à Karl Kautsky, 26 avril 1884.

104 Cf. ENGELS, *L'Origine de la famille...*, chap. IX, dernière note d'Engels. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

105 Cf. *ibid.*, préface de 1891.

106 Cf. *ibid.*, chap. II.

L'amour sexuel ne peut être et n'est règle véritable des relations avec la femme que dans les classes opprimées, c'est-à-dire, de nos jours, dans le prolétariat - que ces relations soient ou non officiellement sanctionnées. Ici tous les fondements de la monogamie classique sont sapés : on n'y trouve aucune propriété, pour la conservation et la transmission de laquelle furent précisément instituées la monogamie et la suprématie de l'homme. Bref, il y manque tout stimulant pour faire valoir la suprématie masculine. Qui plus est, les moyens mêmes de la faire valoir y font défaut. Le droit bourgeois, qui protège cette suprématie, n'existe que pour les possédants et pour leurs rapports avec les prolétaires ; il coûte cher et, faute d'argent, n'a donc point de validité pour favoriser la position de l'ouvrier vis-à-vis de sa femme. En l'occurrence, ce sont de tout autres rapports personnels et sociaux qui décident. Et de surcroît, depuis que la grande industrie a arraché la femme à la maison, l'a envoyée sur le marché du travail et dans la fabrique, et a fait d'elle très souvent le soutien de la famille - toute base a été enlevée, dans la maison du prolétaire, à l'ultime vestige de la suprématie masculine - sauf, peut-être encore, un reste de la brutalité envers les [131] femmes qui est entrée dans les mœurs avec l'introduction de la monogamie.

Abolition de la famille ! Même les plus radicaux s'insurgent contre ce monstrueux projet des communistes [108].

Sur quoi repose la famille d'aujourd'hui, la famille bourgeoise ? Sur le capital et le mode privé d'acquisition. La famille, à l'état achevé, n'existe que pour la bourgeoisie, mais elle trouve son complément nécessaire dans l'absence d'une vie de famille chez les prolétaires et dans la prostitution publique.

La famille bourgeoise disparaît naturellement en même temps que tombe son complément, et tous deux s'éteignent en même temps que le capital.

Nous reprochez-vous de vouloir mettre fin à l'exploitation des enfants par leurs parents ? Nous avouons ce crime.

---

107 FOURIER, *Théorie de l'unité universelle.* [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT. Tome I. Tome II.]

108 Cf. MARX-ENGELS, *Manifeste du Parti communiste,* in *Werke*, 4, p. 478-479. Ce texte complète les idées de Fourier sur la femme, la famille et l'éducation. Cf. MARX-ENGELS, *La Critique de l'éducation*, Maspero, 1976. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

Mais alors, dites-vous, vous brisez les liens les plus intimes, en substituant à l'éducation familiale l'éducation sociale. Or, votre éducation n'est-elle pas, elle aussi, conditionnée par la société ? Par les rapports sociaux dans lesquels vous pratiquez l'éducation, par l'intrusion directe ou indirecte de la société dans l'école, etc. ? Les communistes n'inventent pas cette influence de la société sur l'éducation, ils n'en font que changer le caractère, en arrachant l'éducation à l'influence de la classe dirigeante.

La phraséologie bourgeoise sur la famille et l'éducation, sur les doux liens qui unissent parents et enfants, devient d'autant plus écœurante que la grande industrie déchire de plus en plus tous les liens de famille chez les prolétaires et transforme les enfants en simples objets de commerce, en simples instruments de travail.

Mais les communistes veulent introduire la communauté des femmes, hurle en chœur toute la bourgeoisie. Le bourgeois voit dans la femme un simple instrument de production. Il entend que les instruments de production soient exploités en commun, et ne peut naturellement s'imaginer le sort des femmes autrement qu'en appartenance commune. Il ne se doute pas qu'il s'agit précisément d'abolir la position [132] des femmes en tant que simples instruments de production.

Au reste, rien n'est plus grotesque que l'horreur ultramorale qu'inspire à nos bourgeois la prétendue communauté officielle des femmes chez les communistes. Les communistes n'ont pas besoin d'introduire la communauté des femmes, elle a presque toujours existé. Nos bourgeois, non contents de ce que les femmes et les filles de leurs prolétaires sont à leur disposition - sans parler de la prostitution officielle -, trouvent leur principal plaisir à séduire mutuellement leurs épouses. Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées. Tout au plus pourrait-on accuser les communistes de vouloir mettre, à la place d'une communauté de femmes hypocritement dissimulée, une autre qui serait franche et officielle. Au reste, il est évident qu'avec l'abolition du régime actuel de la production, la communauté des femmes qui en dérive, c'est-à-dire la prostitution officielle et inofficielle, disparaîtra.

On reproche, en outre, aux communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité [109].

Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur enlever ce qu'ils n'ont pas. Tout d'abord le prolétariat doit conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, se constituer lui-même en nation. Il est alors, par conséquent, encore national lui-même, quoique nullement au sens bourgeois.

Les particularités nationales et les contrastes entre les peuples disparaîtront de plus en plus avec le développement même de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial et l'uniformité de la production industrielle et des conditions d'existence qui y correspondent.

La domination du prolétariat les fera disparaître plus vite encore. L'action concertée, tout au moins des pays civilisés, est l'une des premières conditions de son émancipation.

À mesure que l'exploitation de l'homme par l'homme est abolie, l'exploitation d'une nation par une autre disparaît également. Au moment où l'antagonisme de classe à l'intérieur [133] des nations aura disparu, les conflits entre les nations disparaîtront...

La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, sans être dans son contenu une lutte nationale, en revêt cependant tout d'abord la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie.

---

109 MARX-ENGELS, *Manifeste du Parti communiste,* in *Werke,* 4, p. 479.

[135]

UTOPISME
ET COMMUNAUTÉ DE L'AVENIR

III

Racines de 1'utopisme

« *Les revendications de l'égalité se ramènent à rien d'autre qu'au Moi égal au Moi allemand, traduit en français, c'est-à-dire en langage politique. Revendiquer l'égalité comme* fondement *du communisme, c'est le justifier* politiquement. *C'est comme si l'Allemand justifiait son communisme en représentant l'homme comme la conscience de soi universelle. Il saute aux yeux que l'abolition de l'aliénation part toujours de la forme de l'aliénation qui prédomine : en Allemagne de la conscience de soi, en France politique de l'égalité, en Angleterre, c'est du besoin réel et matériel, le besoin pratique étant sa propre mesure. C'est de là qu'il faut partir pour critiquer et apprécier Proudhon.*

Nous définissons le communisme

– en tant que négation de la négation

– comme l'appropriation de la nature humaine sociale, dont le moyen terme avec elle-même est la négation de la propriété privée. »

MARX, Manuscrits économiques et philosophiques de 1844.

Retour à la table des matières

[137]

Plan d'étude combinant matérialistes bourgeois communistes *et utopistes*

Retour à la table des matières

Morelly	Cercle social	*Bentham*
Mably	Hebert	Godwin
Babeuf	Leroux	
Buonarotti	Leclerc	
Holbach		Helvetius
Fourier	*Owen* (Lalande)	*Saint-Simon*
Considérant		Écrits de l'école
	« Producteur », « Globe »	
Cabet		Dezamy, Gay

« Fraternité », « L'Égalitaire », etc. « L'Humanitaire », etc.
Proudhon [110]

[110] Ce plan établi par Marx ordonne les utopistes selon leur affinité et filiation en trois échelons de développement historique, avec la dissolution finale de l'utopisme chez les disciples de Fourier et de Saint-Simon, et chez Proudhon. Ce plan a été retrouvé dans son cahier de notes des années 1844-47, où il figure aux premières pages, cf. MARX-ENGELS, *Gesamtausgabe* (MEGA), 115, p. 549. D'après les éditeurs de la MEGA, il renvoie à la lettre que nous publions ci-après ainsi qu'au texte de la *Sainte-Famille*, qui vient ensuite.

Marx-Engels donnent, en outre, le schéma suivant de l'évolution de l'utopisme jusqu'à Proudhon : « L'ouvrage de Proudhon se trouve donc scientifiquement dépassé par la critique de l'éco*nomie politique*, y compris de l'économie politique telle qu'elle apparaît dans la version proudhonienne. Mais ce travail n'est devenu possible que grâce à Proudhon lui-même, tout comme la critique de Proudhon implique celle du système des mercantilistes par les physiocrates, celle des physiocrates par Adam Smith, celle d'Adam Smith par Ricardo, ainsi que les travaux de Fourier et de Saint-Simon. » (*La Sainte-Famille*, MEGA, 115, p. 201.)

Ce dernier chapitre, quelque peu aride, fait la transition avec le recueil suivant (MARX-ENGELS, *les Utopistes)* qui démontre que la théorie marxiste ne se rattache pas

[138]

Projet de Publication des utopistes

Retour à la table des matières

En ce qui concerne la traduction (des utopistes), l'affaire n'est pas encore au point [111]. Je voulais faire traduire Fourier par quelques amis de Bonn sous mes yeux et sous ma direction, en laissant bien sûr de côté les absurdités cosmogoniques - et si l'éditeur était d'accord, cela eût constitué le premier élément de la bibliothèque socialiste que nous projetons de réaliser. J'ai eu l'occasion d'en parler à Bädeker, l'éditeur du *Gesellschaftsspiegel ;* et le projet semblait lui plaire, bien qu'il n'ait pas les fonds nécessaires pour une bibliothèque *d'une certaine ampleur*. Cependant si nous publions la traduction sous cette forme, il vaudrait mieux la confier à Leske ou à quelqu'un d'autre qui a les moyens de ce projet...

Pour en revenir à la bibliothèque, je me demande si l'ordre *historique* est le meilleur. Comme il faudrait faire alterner français et anglais, le fil de l'exposé serait sans cesse interrompu. De toute façon, je crois qu'il vaudrait mieux sacrifier en l'occurrence l'intérêt *théorique* à l'efficacité pratique, et commencer par les ouvrages qui offrent le plus de matière aux Allemands et sont le plus proches de nos principes, c'est-à-dire par les meilleurs écrits de Fourier, [139] Owen, Saint-Simon, etc. [112] - Morelly pourrait également trouver place assez vite au premier plan.

Il serait bon d'exposer très brièvement l'évolution historique dans une introduction générale, afin que le lecteur puisse s'y retrouver facilement, même si nous

---

aux idéologies bourgeoises, quelles qu'elles soient, mais s'en sépare radicalement, le socialisme utopique faisant écran entre les deux. Cette partie met en lumière l'intérêt fondamental de l'utopisme dans le développement historique du mouvement ouvrier.

111 Cf. Engels à Marx, 17 mars 1845.

Dans sa lettre du 7 mars 1845, Engels avait fait part à Marx de son intention de traduire Fourier dans la « Bibliothèque des meilleurs écrivains socialistes étrangers », cf. MARX-ENGELS, *Correspondance*, Editions sociales, Paris, 1971, t. I, p. 363. Cette lettre témoigne de la filiation étroite entre utopistes et marxistes.

112 Comme Marx, Engels part d'une première catégorie ou couche de théoriciens et de révolutionnaires - socialistes, plébéiens ou bourgeois (parmi lesquels alternent français et anglais) - pour aboutir aux utopistes les plus proches du socialisme scientifique.

choisissons cet ordre de publication. Nous pourrions en faire l'introduction ensemble - tu traiterais de la France, et moi de l'Angleterre. Cela pourrait sans doute marcher, si - comme j'en ai l'intention - je venais te voir d'ici trois semaines ; au moins pourrions-nous en discuter. De toute façon, il me semble absolument nécessaire de commencer d'emblée par les écrits qui auront un effet pratique et frapperont les Allemands, en nous évitant de répéter ce que d'autres ont déjà dit avant nous.

Si nous voulions un recueil sur les sources et l'histoire du socialisme, ou plus exactement l'histoire du socialisme dans et par ses sources, je crains que nous n'en ayons pas fini de sitôt, et par-dessus le marché nous serions ennuyeux. C'est la raison pour laquelle je suis d'avis de ne publier que des textes, dont le contenu effectif est encore utilisable aujourd'hui, du moins pour l'essentiel.

Étant donné que tu feras de toute façon une critique *complète* de la politique, nous pourrions laisser de côté la *Political Justice* de Godwin, qui critique la politique du point de vue *politique et social* [113] bien qu'on y trouve de [140] nombreuses choses formidables, où il frôle le communisme. J'y penche d'autant plus que Godwin, *à la fin* de son ouvrage (vol. II, 8, annexe au chapitre 8), aboutit au résultat que l'homme doit s'émanciper autant que possible de la société et ne l'utiliser que comme un article de luxe, et qu'en général ses conclusions sont résolument *anti-socialistes.* Du reste, j'ai fait des extraits de cet ouvrage il y a longtemps déjà ; mais alors mes idées étaient encore assez vagues si bien qu'il est facilement

---

113 Godwin constitue le maillon de l'égalitarisme *politique* qui, combiné avec l'utilitarisme *économique* de Bentham, aboutit à l'égalitarisme *économique* de la première école socialiste anglaise avec les Thompson, Gay, Bray, Hodsgkin et Owen, qui ont voulu appliquer, de manière utopique c'est-à-dire en l'occurrence sans moyens de classe violents à toute l'humanité *dans la réalité* les abstractions égalitaires de la bourgeoisie révolutionnaire - de Robespierre, par exemple.
Karl Marx écrit dans *Misère de la philosophie* (chap. I, § 2 :

« La Valeur constituée ou la valeur synthétique ») : « Quiconque est tant soit peu familiarisé avec le mouvement de l’économie politique en Angleterre n'est pas sans savoir que presque tous les socialistes de ce pays ont, à différentes époques, proposé l'application égalitaire de la théorie ricardienne. »

Dans sa préface de 1885 au second livre du *Capital*, Engels parle de toute cette littérature socialiste anglaise « qui, de 1820 à 1830, a tourné contre la production capitaliste, dans l'intérêt du prolétariat, la théorie ricardienne de la valeur et de la plus-value, et attaqua la bourgeoisie avec ses propres armes. Tout le communisme d'Owen - pour autant qu'il agit au plan économique et polémique - s'appuie sur Ricardo ».

D'après la formule de Marx, « Thompson est une combinaison toute contradictoire de Godwin, Bentham et Owen ».

possible qu'il s'y trouve plus de choses que je n'en ai détecté alors. Mais si nous accueillons Godwin, nous ne devons pas écarter non plus son complément - Bentham, bien que ce gaillard soit bougrement ennuyeux et abstrait.

Réponds-moi à ce sujet, et nous verrons alors ce que nous pourrons faire. Comme cette idée nous est venue à tous deux, il faut absolument la réaliser - je parle de la bibliothèque. Hess se fera certainement un plaisir d'y participer, et moi de même, dès que j'aurai un peu de temps libre. Hess dispose de temps, puisqu'à l'heure actuelle il n'a pas d'autre projet que la rédaction du *Gesellschaftsspiegel.* Mais sitôt que nous serons d'accord sur le fond, nous pourrons - lors de mon voyage à Bruxelles que j'avancerai éventuellement pour cette affaire - mettre ce projet au net, et nous atteler aussitôt au travail.

La *Critique critique* (la *Sainte-Famille)* - je crois t'avoir informé déjà qu'elle est arrivée - est tout à fait formidable.

Je ne suis absolument pas en mesure de te distiller une essence à partir d'Owen [114]. D'abord je n'ai pas le temps [141] et ensuite je n'ai pas le matériel nécessaire, ma collection des œuvres d'Owen ayant disparu en 1848-49, et elles ne sont plus trouvables. La *Misère de la philosophie* sera de toute façon réimprimée, et ce à Paris. En ce qui concerne la traduction allemande, Marx est en pourparlers avec Meissner pour une édition complète de ses premiers travaux, et il ne peut donc en retirer l'une de ses œuvres majeures. Au reste, vous avez encore beaucoup de temps pour passer de *l'Utopie* à nous, pensez bien plutôt aux chaînons intermédiaires.

---

114 Cf. Engels à Wilhelm Liebknecht, 12 février 1873.

Le projet d'édition des utopistes demeura longtemps un vœu pieux. Le 8 février 1873, Liebknecht informa Engels que le Parti social-démocrate allemand avait l'intention de publier une collection de politique sociale qui devait débuter avec l'*Utopia* de Thomas More et englober « tous les ouvrages importants de socialistes et apparentés ». Ce n'est qu'à la fin des années 1880 que le parti allemand commença à réaliser ce projet avec la *Bibliothèque internationale* de l'édition Dietz.

Sur le plan pratique, il était, bien sûr, plus utile de publier les utopistes au moment où le marxisme était en formation dans les années 1845, lorsque la classe ouvrière allemande passait, elle aussi, des positions utopistes de Weitling au socialisme scientifique de Marx-Engels.

Bentham Godwin et les premiers socialistes anglais

Retour à la table des matières

Le révolutionnement de l'industrie anglaise forme la base de tous les rapports modernes en Angleterre, la force motrice de tout le mouvement social [115]. Sa première conséquence a été de faire de l'*intérêt* la puissance dominante de l'homme. L'intérêt a gagné les forces industrielles nouvellement créées et les a exploitées à ses fins : ces forces qui, de droit, devraient appartenir à l'humanité, sont devenues, par l'action de la propriété privée, le monopole de quelques capitalistes peu nombreux et le moyen d'asservir les masses. Le commerce s'est emparé de l'industrie, se rendant ainsi tout-puissant et devenant le lien entre tous les hommes. Les rapports personnels et nationaux (féodaux) furent dissous et réduits aux rapports mercantiles ou – ce [142] qui revient au même - à la propriété, l'objet, qui devint le maître suprême du monde.

Pour pouvoir régner, la propriété devait nécessairement commencer par se tourner contre l'État pour le dissoudre ou du moins, pour le vider de sa substance - puisqu'elle ne peut s'en passer [116]. Adam Smith commença ce travail de sape et de vidage de l'État au moment où s'effectuait la révolution industrielle, lorsqu'il publia son *Enquête sur la nature et les causes de la richesse nationale* en 1776,

---

115 Cf. ENGELS, *La Situation de l'Angleterre. Le XVIIIe siècle,* 7 et 11 septembre 1844. Ce texte établit la filiation entre les socialistes anglais, qui voulaient réaliser les idées égalitaires de nature politique de la bourgeoisie, en les développant avec esprit de conséquence jusqu'à leur universalisation à l'ensemble de l'humanité. Ils ne pouvaient cependant dépasser les conditions matérielles de l'époque qui les maintenaient dans la pratique au niveau historique (bourgeois).

116 Comme l'explique Engels, Adam Smith, en bon bourgeois, remet sur pieds l'État (capitaliste, cette fois) après la dissolution de l'État féodal, mais, en économiste libéral, il voudra cependant réduire au maximum les frais de cet État, avec le principe du gouvernement bon marché de l'époque libérale. De toute façon, Adam Smith est conséquent : la propriété privée, pour se concentrer entre les mains de quelques privilégiés, a besoin de l'État qui, en outre, a des fonctions économiques importantes, mais cela contredit son vœu de faire de l'État (soit de sa « communauté ») le sujet de l'intérêt général et de l'enrichissement.

Les premiers socialistes utopiques, manquant de tout sens historique, pousseront la dissolution de l'État féodal jusqu'à ses conséquences extrêmes, en abolissant l'État en général (qui disparaît de leurs plans de société modèle, mais que fait resurgir le mouvement nécessairement bourgeois de l'époque : ils remplacent l'État *réel* par une société *modèle.*

créant du même coup la science financière. Jusque-là toute science financière avait été nationale et l'économie nationale n'avait été considérée que comme une simple annexe de l'édifice de l'État. Adam Smith soumit le cosmopolitisme aux buts nationaux et éleva l'économie nationale à l'essence et au but de l'État. Il réduisit la politique, les partis, la religion et tout le reste à des catégories économiques et fit ainsi de la propriété l'essence de l'État et de l'enrichissement son but.

De l'autre côté, William Godwin *(Political Justice*, 1793 [117]) fonda le système républicain en politique, établit en même temps que J. Bentham le principe de l'utilité, grâce auquel [143] la formule républicaine selon laquelle *le bien public est la loi suprême* a été poussée jusqu'à ses ultimes conséquences, et s'en prit à l'essence même de l'État avec son théorème, selon lequel l'État, c'est la source de tous les maux [118].

Godwin conçoit encore le principe d'utilité de manière tout à fait universelle comme le devoir du citoyen, qui néglige son intérêt individuel en vue de vivre pour le bien de tous. Bentham, en revanche, élabore davantage la nature essentiellement sociale de ce principe, en faisant conformément à l'orientation nationale de cette époque, de l'intérêt individuel la base de l'intérêt général, l'identité des deux étant surtout développée dans la formule de son disciple Mill : l'amour des hommes n'est rien d'autre que l'égoïsme conscient et éclairé, le plus grand bonheur du plus grand nombre étant substitué au « bien général ».

Bentham commet ici, dans son empirisme, la même faute que Hegel sur le plan philosophique : il ne prend pas au sérieux l'abolition des contradictions, fait du sujet le prédicat, subordonne l'ensemble aux parties - et met ainsi tout sur la

---

117 La publication de l'ouvrage de Godwin coïncide avec l'époque de la Terreur en France qui tentait précisément de réaliser l'égalité économique en plus de l'égalité politique ; ce n'est pas le fait du hasard : Godwin n'affirmait-il pas que la monarchie est par essence un État corrompu ?

Locke, Rousseau, Burke et Helvétius sont les auteurs, qui se sont préoccupés le plus des idées de Godwin.

118 C'est sur ce point que Godwin « frôle le socialisme ». Mais comme le note Engels dans sa lettre du 11 mars 1845 à Marx, étant à la fois contre la révolution et contre le pouvoir, Godwin en vint à la fin, en épicurien sceptique, à conseiller à l'individu de se retirer de la vie sociale.

Cette conception aristocratique de l'abolition de l'État au niveau de l'individu, qui se retire sur ses terres, n'est pas sans lien avec le noble anarchisme libertaire, auquel cependant le totalitarisme de la tentaculaire société capitaliste actuelle ne laisse plus guère de loisir pour fonder ses « communautés libres et humaines », qui ne sont en fait qu'une vacance de jeunes gens entre l'âge scolaire et l'âge de travailler.

tête. Tout d'abord il parle du caractère inséparable de l'intérêt général et de l'intérêt particulier, et ensuite il reste accroché au grossier intérêt particulier. Son théorème n'est rien d'autre que l'expression empirique de ce que l'homme est l'humanité, mais comme il s'exprime empiriquement il ne donne pas les droits de l'humanité aux hommes libres, conscients d'eux-mêmes et se produisant eux-mêmes, mais à ceux qui sont grossiers, aveugles et enserrés dans leurs contradictions. Il fait de la libre concurrence l'essence de la moralité, règle les rapports entre les hommes d'après les lois de la propriété, des choses, d'après des lois naturelles - et nous avons le parfait achèvement [144] de l'état du monde primitif et chrétien, le comble de l'aliénation, et non le début de l'état social de l'homme nouveau, conscient de soi et créant ses rapports en toute liberté. Il ne dépasse pas l'État, mais lui donne un autre contenu, en remplaçant les principes politiques par des principes sociaux, fait de l'organisation politique la forme du contenu social et pousse ainsi la contradiction jusqu'à l'extrême.

Le parti démocratique s'est formé parallèlement à la révolution industrielle. En 1769, J. Horne Tooke fonda la *Society of the Bill of Rights*, dans laquelle on discuta de nouveau des principes démocratiques, pour la première fois depuis la République. Comme en France, les membres n'en étaient que des hommes ayant une formation philosophique. Mais ils se rendirent bientôt compte que les classes moyennes et supérieures leur étaient hostiles et que leurs idées ne trouvaient d'écho que dans les classes laborieuses. Parmi celles-ci, ils trouvèrent dès 1794 un parti relativement fort, quoique pas assez pour pouvoir agir autrement que par à-coups ; il ne fut plus question de lui de 1797 à 1816, et au cours des années agitées de 1816 à 1823, il redevint actif, mais il retomba en léthargie jusqu'à la révolution de juillet 1830. Depuis lors, il a conservé son importance aux côtés des vieux partis, et il progresse régulièrement...

Le prolétaire, lui, a un œil vigilant au progrès, et il l'étudie avec plaisir et succès [119]. À ce propos, les socialistes surtout ont fait des merveilles pour la formation du prolétariat : ils ont traduit les matérialistes français, Helvétius, d'Holbach, Diderot, etc., et ils les ont diffusés dans des éditions bon marché, à côté des meilleurs ouvrages anglais. *La Vie de Jésus* de Strauss et *Qu'est-ce que la propriété ?* de Proudhon circulent également parmi les ouvriers. *Shelley*, le génial et prophé-

---

119 Cf. ENGELS, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, 1845, chap. « Mouvements ouvriers ». [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

tique Shelley, et *Byron*, avec son ardeur sensuelle et sa satire amère de la société existante trouvent chez les ouvriers leur public le plus nombreux, les bourgeois n'en possèdent que des éditions expurgées, les *family editions*, accommodées d'après la morale hypocrite du jour. Les deux plus grands philosophes de ces derniers [145] temps, *Bentham* et *Godwin* sont eux aussi, et surtout ce dernier, la propriété presque exclusive du prolétariat. Bien que Bentham ait fait école aussi chez les bourgeois radicaux, seul le prolétariat et les socialistes sont *parvenus à dégager un enseignement progressiste de sa doctrine*. Le prolétariat s'est constitué une littérature propre sur ces bases. Elle se compose surtout de brochures et de journaux, dont la valeur dépasse de loin l'ensemble de la littérature bourgeoise. Nous en reparlerons ailleurs.

Toute révolution *sociale* en France échoue nécessairement sur l'écueil de la société bourgeoise anglaise, la Grande-Bretagne qui domine l'industrie et le commerce du monde [120]. Toute réforme sociale en France - et sur le continent européen en général - pour *ce qui est de son résultat définitif* n'est qu'un vœu pieux et creux. Or la vieille Angleterre ne sera renversée que par une guerre mondiale qui

---

120 Cf. MARX, « Le Mouvement révolutionnaire », *La Nouvelle Gazette rhénane*, 1er janvier 1849.

Ce texte explicite le précédent, à un niveau historique plus avancé que celui où s'effectuait l'action des plébéiens révolutionnaires, car nous sommes maintenant en 1848. Après le demi-échec au plan *économique* de la révolution française (l'Angleterre ayant pu éviter, après 1815, une industrialisation rapide chez sa concurrente bourgeoise du continent), lorsque éclate la révolution de 1848, les conditions *matérielles* pour réaliser les principes et les aspirations des travailleurs ne sont pas encore mûres : cf. le processus de la révolution permanente à l'échelle internationale dans MARX-ENGELS, *Le Mouvement ouvrier français*, t. 1, p. 31-36.

Mais la différence avec 1789 est considérable : la maturité générale du système capitaliste (dont le siège est l'Angleterre) est telle que la crise aura d'emblée un caractère international, de sorte que, si le prolétariat français triomphe dans la révolution politique, il approfondira la crise de manière que la chute de la bourgeoisie anglaise devienne possible (dans l'hypothèse de Marx, à la suite d'une guerre mondiale dans laquelle la France révolutionnaire impliquerait la bourgeoisie anglaise). Le prolétariat français, ne disposant pas des conditions matérielles de son émancipation dans son propre pays, les trouve - à la suite de son action révolutionnaire - dans le pays le plus avancé, en étendant à lui la révolution. Ainsi la classe progressive se fournit à elle-même, au cours du mouvement, les éléments nouveaux qui lui faisaient défaut auparavant pour s'imposer à la fin.

Les textes de Marx sur les éléments plébéiens au cours de la révolution bourgeoise sont d'une importance primordiale pour l'élaboration pratique de la stratégie révolutionnaire à l'échelle internationale, en vue de lier la lutte des pays arriérés avec ceux des pays avancés : cf. le congrès de Bakou des peuples coloniaux au IIe Congrès de l'Internationale communiste, « Les Thèses et additions sur les questions nationale et coloniale du IP congrès de l'I.C. », in *Quatre Premiers Congrès mondiaux de l'I.C. 1919-1923* (réimpression en fac-similé, Maspero, 1969), p. 57-60.

seule peut offrir au *parti chartiste - le* parti ouvrier anglais organisé - les conditions pour un soulèvement victorieux contre ses gigantesques oppresseurs. Ce n'est qu'au moment où les chartistes seront à la tête du gouvernement anglais que la révolution sociale passera du domaine de l'UTOPIE à celui de la RÉALITÉ. Toute guerre européenne dans laquelle l'Angleterre se trouve mêlée est une guerre mondiale. Elle sera menée au Canada comme en Italie, en Inde orientale comme en Prusse, en Afrique comme sur le Danube. Or une guerre européenne sera la conséquence directe et première d'une révolution ouvrière triomphant en France.

Éléments plébéiens qui expriment les revendications du prolétariat dans toutes les grandes révolutions antiféodales

Retour à la table des matières

La première apparition d'un parti communiste véritablement agissant se produit au sein même de la révolution bourgeoise, au moment où la monarchie constitutionnelle [146] est éliminée [121]. Les *républicains* les plus conséquents, en Angleterre les *niveleurs*, en France *Babeuf, Buonarroti* etc., sont les premiers qui aient proclamé les « questions sociales ». La *Conspiration de Babeuf*, écrite par son ami et camarade de parti Buonarroti, montre que ces républicains [147] ont puisé dans le mouvement historique la conscience qu'en éliminant la question

121 Cf. MARX, « La Critique moralisante et la Morale critisante », *Deutsche Brüsseler-Zeitung*, Il novembre 1847.

Dans ce texte, nous faisons un saut qualitatif, pour passer directement à un niveau communiste, avec les revendications des éléments plébéiens au cours des révolutions bourgeoises. Nous passons ainsi à la classe qui est à l'autre pôle du rapport bourgeois et ne peut encore, étant donné l'immaturité des conditions économiques de la société d'alors, se hausser au-delà du stade historique bourgeois, mais n'exprime pas moins déjà les intérêts (antiféodaux aussi) des travailleurs et, en germe, le communisme, soit des revendications d'une classe qui, dès le féodalisme, a combattu, fait parfois grève et connu la dure exploitation capitaliste, bref dispose déjà d'une lourde expérience au seuil de l'époque bourgeoise.

Le matérialisme historique de Marx-Engels explique de manière intransigeante comment ces revendications ne peuvent dépasser les conditions matérielles existantes, et sont donc vouées à l'échec dans le cours immédiat de l'histoire. Il faut séparer ce « parti communiste véritablement agissant » à la fois des matérialistes bourgeois révolutionnaires et des socialistes utopiques. Ils ont cependant en commun avec eux, qu'ils ne peuvent dépasser dans la pratique la société bourgeoise, mais leurs idées sont cependant celles du prolétariat, d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

sociale de la *monarchie* et de la *république*, on n'avait pas encore résolu la moindre « question sociale » au sens du prolétariat...

Si donc le prolétariat renverse le pouvoir politique de la bourgeoisie, sa victoire ne sera que passagère, qu'un élément au service de la *révolution bourgeoise* elle-même, comme ce fut le cas en l'an 1794. Il en est ainsi tant qu'au cours de l'histoire les conditions matérielles ne sont pas créées pour rendre nécessaire l'élimination du mode de production bourgeois, et donc aussi le renversement définitif du règne politique bourgeois. La Terreur ne devait donc servir qu'à balayer, grâce à ses puissants coups de boutoir, les ruines féodales en France. Il eût fallu des *décennies entières* à la bourgeoisie timorée et toujours conciliatrice pour mener à terme cette besogne : l'intervention sanglante du peuple hâta donc le processus. De même, la chute de la monarchie absolue n'eût été que momentanée, si les conditions économiques nécessaires au règne de la classe bourgeoise n'avaient pas encore été mûres. Les hommes se construisent un monde nouveau, non pas avec des « biens terrestres », comme le croit une superstition vulgaire, mais par des conquêtes historiques qui ébranlent le monde dans lequel ils vivent. Il leur faut, au cours de l'évolution, commencer par *produire* eux-mêmes les *conditions matérielles* d'une nouvelle société, et nul effort de l'esprit ni de la volonté ne peut les soustraire à ce destin.

En fait, les choses sont simples : les bourgeois ont toujours été trop lâches pour défendre leurs propres intérêts : [148] dès la Bastille, la plèbe a dû faire tout le travail pour la bourgeoisie [122]. En effet, sans cette intervention, ni le 14 Juillet,

---

122 Cf. Engels à Kautsky, 20 février 1889.

Dans ce texte, le facteur de la maturité sociale joue un rôle décisif. Il serait pourtant antidialectique de croire que ces éléments plébéiens étaient finalement de simples éléments bourgeois. Ce serait oublier : d'abord, que la bourgeoisie est toujours flanquée de son contraire antagonique, qui a des intérêts différents, souvent opposés ; ensuite, que les prolétaires sont la classe productive par excellence. Ils produisent non seulement toute la richesse, mais encore les conditions matérielles de la société capitaliste, à partir desquelles leur lutte pour le socialisme devient possible ; enfin, que les idées peuvent exprimer des rapports futurs justes, si elles sont le patrimoine d'une classe progressive, et donc ne se réaliser que plus tard, après toute une série de luttes historiques.

Si les éléments plébéiens ont construit dans l'aliénation la base matérielle pour leur émancipation future, puisque leurs idées se changeaient en leur contraire, ils ont néanmoins fourni au prolétariat la formule de son organisation et de nombreux éléments tactiques de sa lutte. Quant aux utopistes, sur la base d'une société bourgeoise déjà existante, ils ont fait la critique (qu'appliquaient les plébéiens par les armes) et ont organisé les luttes pacifiques (syndicales, cf. Owen) du prolétariat moderne, bref ont jeté le pont de ce côté-là pour le socialisme scientifique du prolétariat moderne.

ni les actions des 5 et 6 Octobre au 10 Août, ni le 2 Septembre, etc., n'eussent pu se produire. La bourgeoisie eût à chaque fois succombé devant l'ancien régime.

Or ces interventions n'allaient pas sans que *les plébéiens donnent aux revendications révolutionnaires de la bourgeoisie* UN SENS *qu'elles n'avaient pas.* Ainsi ils poussaient l'égalité et la fraternité jusqu'à leurs conséquences extrêmes qui INVERSAIENT LE SENS BOURGEOIS DE CES FORMULES, ce sens poussé à l'extrême se changeant alors en son contraire. Mais cette égalité et cette fraternité *plébéiennes* ne pouvaient être qu'un pur IDÉAL, à une époque où il devait s'agir de réaliser *précisément le contraire.* Comme ce fut le cas partout, l'ironie de l'histoire fit que cette conception *plébéienne* des mots d'ordre révolutionnaires fut le levier le plus puissant pour faire passer dans les lois LA CONCEPTION OPPOSÉE - l'égalité bourgeoise - et pour faire passer dans la production l'exploitation - au lieu de la fraternité.

Les *idées* ne peuvent pas conduire au-delà des conditions de l'ancien monde, elles ne peuvent jamais mener qu'au-delà [149] des idées des conditions de l'ancien [123]. De manière générale, les idées ne peuvent *rien exécuter du tout.* Pour

---

123 Voici le texte de *La Sainte-Famille* (chap. VI, 3 c) auquel les éditeurs de la MEGA avaient fait allusion à propos du commentaire du tableau de Marx (reproduit au début de ce chapitre) sur la filiation entre révolutionnaires bourgeois et révolutionnaires prolétariens qui ont lutté côte à côte contre l'ennemi commun, les puissances féodales, puis se sont scindés en deux camps, de sorte qu'ils passent par un fonds commun à un moment historique déterminé, puis s'opposent. C'est en les distinguant les uns des autres que nous pourrons le mieux les caractériser chacun en particulier.

Marx-Engels comparent ici les éléments plébéiens qui aboutirent au mouvement de Babeuf, avec le parti extrême bourgeois de Robespierre. Tous deux poussèrent au maximum la révolution en avant, puis en furent les victimes, la sauvant néanmoins, car sans eux la bourgeoisie n'eût pu vaincre aussi radicalement au plan politique.

Mais là s'arrête, aux yeux de Marx-Engels, la comparaison. Les éléments prolétariens voulaient pousser la révolution même au-delà du seuil des Robespierre et Saint-Just, après avoir conquis enfin leur propre terrain historique sur lequel leurs intérêts de classe peuvent s'affirmer. Les plébéiens moururent parce qu'ils furent battus par des forces bourgeoises encore historiquement progressives, leur temps n'étant pas encore mûr. Les seconds périrent en voulant réaliser, contre la bourgeoisie elle-même, la revendication de l'égalité des premiers socialistes utopiques se mouvant sur le terrain bourgeois - et en ce sens un auteur communiste a pu dire que Robespierre était, lui aussi, marxiste. En effet, Saint-Just et Robespierre s'acharnèrent à appliquer, après la conquête de l'égalité politique, la fameuse égalité économique, qu'ils voulurent étendre à tous les hommes. (Cf. MARX-ENGELS, La *Belgique*, Editions Le Fil du temps, 1976.)

Certes, nous sommes encore bien loin du socialisme scientifique, mais, à la lointaine époque où ces mouvements se manifestèrent, ils y ont tendu - au moment même où ils furent brisés dans leur élan. En somme, ils étaient dans la même coulée. Dans le processus de la révolution permanente, la pointe extrême de l'élan d'une classe pousse l'autre classe plus radicale sur l'avant-scène, jusqu'à la classe la plus révolutionnaire.

réaliser les idées, il faut des hommes qui emploient une force pratique. Dans son *sens* littéral, l'affirmation critique [de M. Bauer] est donc, une fois de plus, une vérité qui va de soi, donc c'est encore un « examen ».

[150]

Or sans se laisser troubler le moins du monde par cet examen, la Révolution française a fait germer des *idées* qui conduisent au-delà des conditions de tout l'ancien monde. Le mouvement révolutionnaire, qui commença en 1789 au *Cercle social,* qui, au milieu de son cours, eut pour représentants principaux *Leclerc* et Roux, et finit par succomber provisoirement avec la conspiration de *Babeuf,* avait mis en branle *(hervortreiben)* l'idée *communiste,* que l'ami de Babeuf, Buonarroti, a de nouveau introduite en France après la révolution de 1830. Cette idée, élaborée de manière conséquente, c'est l'idée des nouvelles conditions du monde...

Pour parler avec précision et au sens prosaïque, les membres de la société bourgeoise ne sont pas des atomes [124]. [151] La *propriété caractéristique* de

---

Les plébéiens communistes voulaient cependant aller au-delà de la révolution bourgeoise, et les robespierristes croyaient simplement pouvoir continuer encore plus loin la révolution en cours (sans voir qu'elle était limitée, bourgeoise) : ils voulurent réaliser l'égalité économique de force au moyen de l'égalité politique. Ils ne voulaient rien d'autre que les aspirations à l'égalité économique de tous les premiers socialistes « ricardiens ». Leur erreur fut de croire que la politique crée l'économique, alors que c'est le mouvement social, historique et économique, qui met à l'ordre du jour l'égalité économique, qui ne sera plus *individuelle,* mais *sociale,* et ne se donnera plus la peine de mesurer la part de chacun dans le travail, la distribution et la consommation : ce point sera amplement développé dans le volume MARX-ENGELS, *La Société communiste.*

Comme Engels le souligne dans la citation suivante : l'authentique égalité ne résulte pas de la victoire de la démocratie politique, ni de l'égalité politique ; au cours du mouvement, celles-ci pouvaient être employées comme moyens révolutionnaires contre le féodalisme, mais devaient elles-mêmes être mises en pièces pour réaliser l'authentique égalité, non pas individuelle, mais collective . « La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible. Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi il faut réduire en pièces la démocratie, aussi bien que n'importe quelle forme de gouvernement. Cette forme hypocrite ne doit pas subsister. La contradiction qu'elle recèle doit apparaître au grand jour : ou bien un véritable esclavage, et cela signifie un despotisme non déguisé, ou bien une authentique liberté ainsi qu'une authentique égalité, et cela signifie le communisme. La révolution française a produit ces deux éléments : *Napoléon* instaura l'un, *Babeuf,* l'autre. » (ENGELS, « Progrès de la réforme sociale sur le continent », in MARX-ENGELS, *Le Mouvement ouvrier français,* p. 40-41.)

124 Le moyen le plus énergique que la révolution bourgeoise avait développé pour dissoudre la vieille société hiérarchisée des ordres féodaux était l'*atomisation* des individus et de la petite propriété parcellaire des paysans travaillant eux-mêmes leur terre et disposant de leurs moyens de travail. Robespierre et Saint-Just représentaient cet élément petit-bourgeois au potentiel révolutionnaire alors énorme, car c'est au nom de ces intérêts et de ces idéaux que les masses furent mobilisées pendant plus de vingt ans : l'égalité des individus, ces « ato-

l'atome, c'est de n'avoir aucune propriété ni par conséquent de relation, conditionnée par sa propre nécessité naturelle, avec les autres êtres en dehors de lui. L'atome est *privé de besoins* et *se suffit à lui-même* [125]. Le monde extérieur est le *vide* absolu, sans [152] contenu, ni sens, ni signification, justement parce que l'atome possède en lui *toute la plénitude.* L'individu égoïste de la société a beau, dans l'idée immatérielle qu'il se fait de lui-même et dans son abstraction sans vie, se gonfler jusqu'à se prendre pour un *atome,* c'est-à-dire un être sans liens avec l'extérieur, se suffisant à lui-même, sans besoins, absolument plein, béat, l'infortunée *réalité sensible,* elle, ne tient pas compte de l'imagination de cet individu : chacun

mes » indépendants les uns des autres, mais jouissant chacun d'un même poids et d'une même valeur, comme la parcelle du paysan, de l'artisan ou du boutiquier est indépendante et souveraine dans son domaine propre. Cependant comme le montre Marx, la révolution bourgeoise n'avait pas pour but de réaliser cette sorte d'« égalité économique et sociale », mais au contraire d'amorcer le mouvement d'expropriation du petit producteur et la concentration de la richesse entre les mains de quelques-uns seulement, tandis que l'égalité n'était réalisée que dans les superstructures politiques et idéologiques, avec les droits politiques égaux du citoyen et de l'électeur. Les tenants robespierriens de la démocratie économique et politique au niveau de l'individu étaient donc condamnés par le mouvement même de l'économie et de l'histoire - et ce fut l'orgie du Directoire.

Les superstructures et les idées suivant toujours avec retard les transformations matérielles de la base économique, les conceptions nées de la petite propriété du travailleur parcellaire survivront *dans les esprits et le droit bourgeois* du capitalisme développé, où les producteurs sont expropriés et la propriété concentrée : « Du point de vue *idéologique et juridique*, ils [les bourgeois] reportent *l'idéologie de la propriété* privée, *dérivant du travail,* sans plus de façons sur la propriété déterminée par l'expropriation du producteur immédiat. »(MARX, *Un chapitre inédit du « Capital* », 10/18, p. 303-304.)

Robespierre et Saint-Just ne sont donc pas morts, parce qu'ils avaient des idées antibourgeoises, mais parce que, dans la société réelle, ils voulaient empêcher le processus capitaliste de se développer.

125 La révolution bourgeoise avait justement créé à ses débuts cette atomisation dans la société française, et Robespierre en était le protagoniste politique avec sa démocratie pure. Après avoir brisé les entraves féodales, le paysan parcellaire était devenu le propriétaire exclusif de la terre que ses bras étaient capables de travailler. Le petit paysan, qui est sur SA terre et dans SA maison est libre, égal à son voisin parcellaire. Selon la formule propriétaire de l'anarchisme, il n'a NI DIEU NI MAÎTRE. En fait, cependant, les échanges et la production économiques ruineront CE DROIT fondé sur les conceptions romaines antiques, ainsi que cette démocratie *égalitaire.* Vainement Robespierre cherchera, avec la terreur politique, à maintenir cet ordre égalitaire grâce au pouvoir d'État CONTRE les nécessités de la vie sociale et économique. Comme le dit Marx, il devait succomber par le mouvement de la société capitaliste qu'il avait lui-même suscité : « La période classique de l'intelligence POLITIQUE est la *Révolution française.* Loin de voir dans le principe de l'État la source des maux sociaux, les héros de la Révolution française voyaient dans les maux sociaux la source des maux politiques. C'est ainsi que Robespierre ne voit dans l'excès de pauvreté ou de richesse qu'un obstacle à la *démocratie pure.* Il veut donc instaurer une frugalité spartiate. Le principe de la politique, c'est la *volonté.* Plus l'esprit politique est unilatéral, plus il croit à la *toute-puissance* de la volonté (de l'individu et de l'État), et ne peut donc voir les *limites naturelles et intellectuelles de la volonté,* afin de découvrir la source des maux sociaux. » (MARX, « Notes critiques », *Vorwärts,* 7 août 1844.)

de ses sens l'oblige à croire à l'existence du monde et des individus existant en dehors de lui, et même son estomac *profane* [126] lui rappelle quotidiennement que le monde extérieur [153] n'est pas *vide,* mais qu'il est au contraire ce qui *remplit.* Chacune de ses activités et de ses propriétés essentielles, chacune de ses impulsions vitales devient un *besoin,* une pénurie, qui transforme son égoïsme et ses désirs propres en désirs d'autres choses et d'autres hommes hors de lui. Puisque le besoin d'un individu donné n'a pas en soi de sens intelligible pour l'autre individu égoïste qui possède les moyens de satisfaire ce besoin, autrement dit que le besoin n'a pas de rapport immédiat avec sa satisfaction, tout individu est obligé de recourir à l'échange, en faisant lui aussi la médiation entre le besoin d'autrui et les objets de ce besoin. C'est donc la *nécessité naturelle,* ce sont les *propriétés inhérentes* à l'homme - tout aliénées qu'elles soient -, c'est *l'intérêt* qui tiennent unis les membres de la société bourgeoise, dont le lien *réel* est la vie en société, et non la vie *politique.* Ce n'est donc pas l'*État* qui assure la cohésion des *atomes* de la société bourgeoise, mais le fait que ces atomes ne le sont que dans la *représentation,* dans le *ciel* de leur *imagination,* et qu'en *réalité* ce sont des êtres considérablement différents des atomes - non pas des *égoïsmes divins,* mais des *hommes égoïstes.* Seule la *superstition politique* s'imagine de nos jours encore que la vie civile bourgeoise doit être tenue ensemble par l'État, alors qu'au contraire, dans la réalité, l'État repose sur la vie civile bourgeoise...

Robespierre et Saint-Just parlaient expressément de « la liberté, la justice et la vertu » antiques qui appartiennent uniquement à l'« *essence du peuple* » *:* au

---

126 On peut sans doute en inférer - sans forcer la pensée de Marx - que les préjugés qui se reflètent dans les esprits des bourgeois sont plus faux que les impulsions qui leur viennent de leur estomac individuel. En effet, si les idées bourgeoises retardent toujours sur les conditions matérielles produites dans la base économique, l'estomac est le lien par excellence entre l'individu et la production, la distribution et la consommation, au sens tout à fait matériel et social. La révolution bourgeoise ayant figé les idées du stade de la petite production parcellaire dans les superstructures juridiques et idéologiques de la société bourgeoise, les prolétaires, coupés de ces idées et de la culture correspondante, tout ignorants qu'ils puissent être, sont précisément les plus ouverts et les plus sensibles au développement réel et véritable de la société, et en ce sens représentent la classe progressive de l'avenir. Et Marx l'explique en une formule ramassée, d'une dialectique admirable : « Si la Critique (Bauer et C^ie^) était familiarisée avec le mouvement des classes inférieures, elle saurait que la résistance extrême que leur fait sentir (toute) la vie pratique les modifie chaque jour. » (*La Sainte-Famille,* chap. VI, 3 f.) Les théoriciens de la parcelle petite-bourgeoise que furent les *Robespierre* ne sont donc pas des utopistes, mais des idéologues du passé. Mais il faut observer qu'ils étaient de grands révolutionnaires, car leurs idées et leur politique ont dissous radicalement les structures de pensée et de propriété du féodalisme - au XVIII^e^ siècle.

temps de leur grandeur, les *Spartiates,* les *Athéniens* et les *Romains* étaient des « peuples libres, justes et vertueux ».

Dans son discours sur les principes de la morale à la séance de la Convention du 5 février 1794, Robespierre demande : « Quel est le *principe fondamental* du gouvernement [154] démocratique ou populaire ? La *vertu.* J'entends la *vertu publique* qui fit tant de prodiges en *Grèce* et à *Rome,* et qui doit en opérer de bien plus étonnants encore dans la France républicaine - de cette vertu qui n'est autre chose que l'amour de la patrie et de ses lois [127]. »

Ensuite Robespierre qualifie expressément les *Athéniens* et les *Spartiates* de « peuples libres ». Il évoque constamment la « *nation* » *antique,* et cite aussi bien ses héros que ses corrupteurs - Lycurgue, Démosthène, Miltiade, Aristide, Brutus, César, Clodius, Pison.

Dans son rapport sur l'arrestation de Danton - auquel la « Critique » renvoie - Saint-Just déclare expressément : « Le monde est vide depuis les *Romains,* et seul leur souvenir le remplit et prophétise encore la liberté. » Son réquisitoire est dirigé, à la manière antique, contre *Danton,* nouveau Catilina.

Dans un autre rapport sur la *police générale,* Saint-Just décrit le *républicain* tout à fait dans le sens antique - *inflexible, frugal, simple,* etc. La *police* doit être, par essence, une institution correspondant à la *censure* romaine. Il ne manque pas de citer Codrus, Lycurgue, César, Caton, Catilina, Brutus, Antoine, Cassius. Enfin, Saint-Just caractérise d'un *seul mot* « la *liberté,* la justice, la vertu » qu'il revendique, en disant : « Que les hommes révolutionnaires soient des Romains ! »

Robespierre, Saint-Just et leur parti ont succombé, parce qu'ils ont confondu la communauté de *démocratie réaliste* de l'antiquité, fondée sur *l'esclavage réel,* avec *l'État représentatif moderne* de *démocratie spiritualiste,* reposant sur *l'esclavage émancipé* de la *société bourgeoise.* Quelle colossale illusion que d'être forcé

---

127 Les deux pivots de la société bourgeoise sont l'individu, d'une part, et l'État, de l'autre (qui chez Robespierre garantit l'autonomie et les droits de l'individu, contre les autres individus et le cours de l'expropriation dans l'économie). Le matérialisme bourgeois demeure confiné dans les limites de l'individu et ramène ensuite la société à l'État, l'administration, comme le fait Robespierre aussi bien que Hegel.

Le matérialisme marxiste considère, à l'inverse, le mouvement réel à *partir du niveau de la société et des classes.* En disant, par exemple, que « rien n'est dans l'intellect qui n'ait été auparavant dans les sens », d'Holbach noue lui-même tous les rapports au niveau de *l'individu.* L'anarchisme reste crassement enfermé dans ce rapport bourgeois de l'individu-atome.

de reconnaître et de sanctionner [155] dans les *droits de l'homme* la société bourgeoise moderne - la société de l'industrie, de la concurrence universelle, des intérêts privés poursuivant librement leurs fins, de l'anarchie, de l'individu naturel et spirituel, devenu étranger à lui-même, et en même temps de vouloir annuler après coup les *manifestations de vie* de cette société chez les individus privés, sans parler de la prétention de façonner à l'antique la *tête politique* de cette société !

Cette illusion prit un tour tragique, le jour où Saint-Just, marchant à la guillotine, montra du doigt la grande Table des *droits de l'homme* accrochée dans la salle de la Conciergerie et s'écria encore tout gonflé d'un fier contentement de soi : « C'est pourtant moi qui ai fait cela ! » Or cette table proclamait le *droit* d'un homme, qui ne pouvait être celui de la communauté antique, pas plus que les conditions *économico-politiques et industrielles* ne sont les rapports *antiques.*

Cependant ce n'est pas le lieu ici de justifier *historiquement* l'illusion des *hommes de la Terreur...*

L'histoire profane nous apprend : ce n'est qu'après la chute de Robespierre que la Raison *politique,* qui avait voulu *se surpasser elle-même* et avait été *trop exaltée,* commença à se réaliser prosaïquement. Sous le gouvernement du Directoire, la société bourgeoise, que la révolution avait libérée des entraves féodales et reconnue officiellement, jaillit avec une vitalité prodigieuse, alors que la Terreur avait sacrifié à une conception antique de la vie politique.

Développement tumultueux des entreprises commerciales, soif de s'enrichir, vertige de la nouvelle vie bourgeoise, qui jouit d'elle-même pour la première fois, dans une atmosphère de légèreté et de frivolité enivrantes ; rationalisation *réelle* de la *propriété foncière française,* dont la structure féodale avait été mise en pièces par les coups de masse de la révolution et qu'à présent l'ardeur frénétique des innombrables propriétaires nouveaux soumet à une culture intensive et variée ; un premier essor de l'industrie émancipée de ses liens - tels sont quelques-uns des signes de la vitalité de cette société bourgeoise qui vient de naître. La société civile bourgeoise est *positivement représentée* par la bour*geoisie.* Celle-ci *inaugure* donc son règne : les droits de l'homme cessent d'exister *simplement* dans la *théorie.*

Toute cette sagesse [de Proudhon] se propose d'en rester aux rapports économiques les plus simples [de la production [156] marchande parcellaire] qui, en

eux-mêmes, ne sont plus que des abstractions, maintenant que dans la réalité se manifestent les contradictions les plus profondes [128]. Bref, ces notions ne représentent qu'une face - celle d'où les contradictions ont disparu. Au demeurant, il se trouve que beaucoup de socialistes reprennent ces insanités, notamment en France. Ils entendent démontrer que le socialisme est la réalisation des idées de la société *bourgeoise*, énoncées par la Révolution française. Ils affirment, entre autres, qu'à *l'origine* l'échange, la valeur, etc., représentent (sous une forme adéquate) le règne de la liberté et de l'égalité pour tous, mais que tout cela a été faussé par l'argent, le capital, etc. L'histoire aurait vainement tenté jusqu'à ce jour de réaliser ces idées conformément à leur essence véritable (que Proudhon, par exemple, tel Jacob, a découverte) : l'histoire fausse de ces idées peut donc faire place maintenant à l'histoire véritable.

Il faut leur répondre : la valeur d'échange et, mieux encore, le système monétaire constituent en fait le fondement de l'égalité et de la liberté ; les perturbations survenues dans l'évolution moderne ne sont que des troubles immanents à ce système ; autrement dit, la réalisation de l'*égalité* et de la *liberté* provoque l'INÉGALITÉ ET LE DESPOTISME. Vouloir que la valeur d'échange ne se développe pas en capital, ou que le travail produisant des valeurs d'échange n'aboutisse pas au salariat - c'est un vœu aussi pieux que niais.

Voici ce qui distingue ces messieurs des apologistes bourgeois : ils ont, d'une part, le sentiment des contradictions internes du système social et, d'autre part, ils se lancent dans les UTOPIES, en ne discernant pas la différence qui [157] existe nécessairement entre la forme réelle et la forme idéale de la société bourgeoise, ce qui les incite à *vouloir entreprendre des tâches vaines, telle la mise en pratique*

---

128 Dans ce texte des *Grundrisse*, 10/18, t. 2, p. 17-18, Marx établit la filiation de Proudhon avec ses prédécesseurs de la révolution française et montre *combien l'anarchisme devient stérile, une fois la tâche révolutionnaire bourgeoise accomplie* et ne fait que fourvoyer les volontés révolutionnaires. Bref, *il devient* petit-bourgeois réactionnaire, c'est-à-dire tourné vers le passé.

Dans le brillant chapitre de ce même ouvrage, sur *l'égalité et la liberté (ibid.*, p. 7-20), Marx montre les limites et les contradictions de ces notions et les rattache à leur base économique, mettant en évidence le caractère mystificateur de ces mots d'ordre de la révolution bourgeoise repris par de pseudo-socialistes et les anarchistes.

des idéaux de cette société, qui ne sont en fait que l'image réfléchie de la réalité présente [129].

Le socialisme des juristes

Retour à la table des matières

La lutte de la nouvelle classe montante contre les seigneurs féodaux et la monarchie absolue qui leur sert de rempart était - comme toute lutte de classe - de caractère politique, soit une lutte devant être menée pour le pouvoir de l'État et donc aussi pour des *revendications juridiques*. Ce fait contribua à asseoir les conceptions juridiques du monde [130].

Mais la bourgeoisie engendra en même temps son double négateur, le prolétariat, et aussitôt éclata une nouvelle [158] lutte de classes - avant même que la bourgeoisie ait pu conquérir tout à fait le pouvoir politique. Comme en son temps, par tradition, la bourgeoisie avait encore traîné pendant un certain temps derrière elle la conception théologique du monde dans sa lutte contre la noblesse, le prolétariat au début reprit de son adversaire la conception juridique et s'efforça d'en faire une arme contre la bourgeoisie. Les premières organisations prolétariennes de parti restèrent, comme leurs représentants théoriques, sur le terrain de la justi-

129 « Proudhon puise son idéal de justice, de la "justice éternelle" dans les rapports juridiques correspondant à la production marchande - ce qui, soit dit en passant, fournit aussi la preuve si consolante pour tous les philistins petits-bourgeois que la forme de la production marchande est aussi éternelle que la justice. Ensuite, au contraire, il veut remodeler d'après cet idéal la production marchande réelle et le droit réel correspondant. » (Cf. MARX, *Le Capital*, I, chap. 2, n. 2.) Notons que, pour ne pas froisser les proudhoniens qui adhéraient alors à l'Internationale, le traducteur français avait remplacé Proudhon au début de la citation par « bien des gens ».

130 Cf. ENGELS, « Le Socialisme des juristes », *Die Neue Zeit*, fascicule 2, 1887.

Dans ce texte, Engels explique pourquoi, au fond, les utopistes furent amenés à reprendre à leur compte, en le modifiant dûment, le matérialisme et le rationalisme. À une époque où le rapport des forces leur était historiquement défavorable et les condamnait à l'impuissance politique, ils « abolirent » l'État existant, en en reprenant le droit (qui implique pourtant nécessairement l'État, mais c'est là leur contradiction) pour justifier leurs systèmes fantastiques par les idées juridiques de l'égalité, de la justice et du droit au travail et au bonheur de tous. La force et l'État restent donc à la base de leurs systèmes, mais ils sont escamotés et utilisés en sous-main comme idée-force en quelque sorte naturelle, immanente aux êtres et aux choses. Les anarchistes, avec leur homme naturel, leur justice, leur fraternité et leur liberté des individus, opèrent le même escamotage.

ce, à cela près cependant qu'ils se fabriquèrent un autre droit que celui de la bourgeoisie. D'une part, on étendit la revendication de l'égalité jusqu'au point où l'égalité juridique complétait l'égalité sociale ; d'autre part, on déduisit du principe d'Adam Smith (selon lequel le travail est la source de toute richesse, mais que le produit du travail devait être partagé entre le travailleur, le propriétaire foncier et le capitaliste) que la répartition était injuste et qu'il fallait donc l'abolir, ou du moins la modifier en faveur de l'ouvrier. Cependant le sentiment qu'en laissant cette question sur le simple « terrain juridique » on ne pouvait parvenir en aucun cas à éliminer les maux engendrés par le mode de production bourgeois capitaliste, notamment sous sa forme industrielle moderne, amena les esprits les plus remarquables parmi les socialistes - Saint-Simon, Fourier et Owen - à abandonner complètement la sphère juridico-politique et à proclamer que toute lutte politique était stérile.

Ces conceptions sont toutes deux insuffisantes à rendre compte de toutes les conditions existantes et à fournir une synthèse complète des efforts d'émancipation de la classe ouvrière sur la base des conditions économiques réelles. La revendication de l'égalité de même que celle de la pleine rémunération du travail aboutissent à des contradictions inextricables dès lors qu'on veut les formuler en détail sur le plan juridique, et elles laissent plus ou moins de côté le fond de la question : la transformation révolutionnaire du mode de production. En rejetant la lutte politique, les grands utopistes rejetaient en même temps la lutte de classe, c'est-à-dire le seul mode d'activité possible de la classe, dont ils défendaient les intérêts. Les deux conceptions faisaient abstraction de l'arrière-plan historique, auquel ils devaient leur existence. Elles en appelaient toutes deux au sentiment - les unes à celui de justice, les autres à celui d'humanité. Toutes deux paraient leurs revendications du [159] voile de vœux pieux, dont on ne pouvait dire pourquoi elles devaient être réalisées maintenant plutôt que raille ans avant ou après.

Après avoir été dépouillée de toute propriété sur les moyens de production par la transformation du mode de production féodal en capitaliste, la classe ouvrière est maintenue dans cet état héréditaire d'absence de propriété par le mécanisme même du mode de production capitaliste, de sorte qu'elle ne peut donner une explication complète de ses conditions de vie en demeurant sur le terrain juridique qui est illusion bourgeoise. Elle ne peut reconnaître les conditions de sa vie qu'en regardant les choses dans leur réalité sans lunettes teintées de couleurs juridiques.

C'est ici que Marx apporta son concours, en développant sa conception matérialiste de l'histoire, après avoir démontré que toutes les idées juridiques, politiques, philosophiques, religieuses, etc., des hommes se déduisent en fin de compte de leurs conditions de vie économiques et de leur mode de production et de distribution des produits. Dès lors le prolétariat disposait d'une vision du monde correspondant à ses conditions de vie et de lutte. Or cette conception du monde prolétarienne fait en ce moment le tour de la terre.

Mais on comprendra que la lutte entre ces deux conceptions se poursuit - non seulement entre prolétariat et bourgeoisie, mais encore entre les ouvriers, dont les uns pensent librement et les autres sont dominés par les vieilles traditions.

Rapport de l'utopisme avec la philosophie matérialiste et rationaliste (bourgeoise)

Retour à la table des matières

Pour parler avec précision et au sens prosaïque, la philosophie française des Lumières du XVIII^e^ siècle et surtout le *matérialisme français* ne sont pas seulement un combat contre les institutions politiques en vigueur, contre la religion et la théologie existantes, mais tout autant une lutte *ouverte, déclarée* contre la métaphysique du XVII^e^ siècle, et contre toute métaphysique singulièrement celle de *Descartes*, de *Malebranche*, de *Spinoza* et de *Leibniz* [131]. La *philosophie* [160] s'y opposa à la *métaphysique*, tout comme Feuerbach, dans sa première prise de

[131] Cf. MARX-ENGELS, *La Sainte-Famille, chap.* VI, 3 d. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

Nous replongeons maintenant dans un passé plus lointain pour trouver l'autre racine, *formelle*, du socialisme utopique. En effet, l'utopisme se relie d'abord et *substantiellement* aux luttes de l'avant-garde communiste de la première révolution antiféodale, lorsque surgirent, face aux solutions partielles de la bourgeoisie, les revendications générales et étendues à toute l'humanité du progrès arraché concrètement à un moment dans la lutte. Les conditions matérielles du socialisme n'étant pas encore mûres au temps des utopistes, ils devaient recourir à la philosophie matérialiste de la Raison (bourgeoise) pour fonder, justifier, voire élucubrer en systèmes et plans de la société future, les « germes de communisme », dont ils avaient l'intuition dans le cours réel du développement de la société de leur époque.

position résolue contre Hegel, opposa la *froide lucidité de la philosophie* à *l'ivresse spéculative.*

La *métaphysique* du XVII^e^, qui avait été évincée du champ de bataille par la philosophie française des Lumières et surtout le *matérialisme français* du XVIII^e^ siècle, a connu une *restauration triomphale et substantielle* dans la *philosophie allemande,* et surtout dans la *philosophie spéculative allemande* du XIX^e^ siècle. Après que Hegel a uni de façon géniale la philosophie avec toute la métaphysique antérieure et avec l'idéalisme allemand et créé un monde métaphysique universel, on put repartir, comme au XVIII^e^ siècle, à l'attaque - mais cette fois-ci contre la métaphysique spéculative et *toute métaphysique.* Celle-ci succombera alors définitivement devant le matérialisme, désormais achevé par l'œuvre de la spéculation elle-même, le matérialisme s'identifiant maintenant avec l'humanisme. Si Feuerbach a représenté sur le plan *théorique* l'humanisme coïncidant avec le *matérialisme,* le *socialisme* français et anglais l'ont représenté sur le plan *pratique* [132].

[161]

Pour parler avec précision et au sens prosaïque, il y a *deux tendances* du matérialisme français : l'un tire son origine de *Descartes,* l'autre de *Locke.* Ce dernier devint un élément de culture *française par excellence* et aboutit directement au *socialisme,* tandis que le premier, le *matérialisme mécanique* va finir dans la *science naturelle française* proprement dite. Cependant les deux s'entrecroisent dans le cours de leur développement. Nous n'avons pas à étudier ici plus en détail

132 Remarquons d'abord - comme l'indiquent de nombreuses notes d'Engels aux rééditions ultérieures - que lorsque Marx parle de socialisme anglais ou français de cette époque il parle du socialisme prémarxiste, non encore scientifique, soit un socialisme en voie d'évolution vers sa forme moderne.

La comparaison de ce socialisme utopique avec Feuerbach mérite d'être soulignée : Feuerbach est, au marxisme, ce que le matérialisme illuministe bourgeois est au socialisme prémarxiste sur le plan *formel* (philosophique). Marx remarque ici que l'humanisme *pratique,* soit son contenu, provient du socialisme prémarxiste, tandis que l'humanisme *théorique* (philosophique) de Feuerbach, le dernier philosophe allemand, précède le marxisme. Hegel a été pour l'Allemagne attardée, ce que les Locke, Hobbes, Bentham, Godwin etc., ont été pour l'Angleterre, et Descartes, Helvetius, d'Holbach, etc. pour la France et le socialisme de ce pays. Le marxisme, qui surgira en Allemagne comme synthèse et dépassement des socialismes anglais et français, se rattache *formellement* - comme critique qui abolit - à la philosophie allemande. Il ne se relie pas à Hegel, mais à Feuerbach, qui est le dernier maillon qui oscille entre bourgeoisie et prolétariat, mais ne fait pas le pas, à la fin, puisqu'il reste un philosophe qui interprète seulement le monde et ne s'attelle pas à l'œuvre révolutionnaire de sa transformation : cf. les *Thèses sur Feuerbach,* et les rapports de Feuerbach au communisme dans le chapitre « Marx-Engels, rapport avec 1'utopisme ».

le matérialisme français dérivant directement de *Descartes,* pas plus que l'école française de *Newton,* ni le développement de la science naturelle française en général. Nous nous contenterons à ce sujet de ce qui suit :

Dans sa *physique,* Descartes avait prêté à la *matière* une force créatrice propre et avait conçu le mouvement *mécanique* comme son acte vital. Il avait entièrement séparé la *physique* de sa *métaphysique. À l'intérieur* de sa physique, la *matière* est la *substance* unique, le fondement unique de l'être et de la connaissance.

Le matérialisme *mécaniste* français se rattache à la *physique* de Descartes, mais s'oppose à sa métaphysique : ses disciples ont été des *anti-métaphysiciens* de profession, c'est-à-dire des *physiciens.* Le *médecin Le Roy a* inauguré cette école qui a atteint son apogée avec le médecin *Cabanis,* le médecin *La Mettrie* en est le centre. Descartes vivait encore, lorsque Le Roy étendit à l'âme humaine la construction cartésienne de l'*animal,* en considérant l'*âme* comme un *mode du corps,* et les *idées* comme des *mouvements mécaniques. Le Roy* crut même que Descartes avait dissimulé sa véritable pensée. Descartes protesta. À la fin du [162] XVIII[e] siècle, *Cabanis* compléta le matérialisme cartésien dans son ouvrage sur les *Rapports du physique et du moral de l'homme.*

Le matérialisme cartésien continue d'exister en France. Il enregistre ses grands succès dans la science naturelle *physique, à* laquelle - « pour parler avec précision et au sens prosaïque » - on peut reprocher tout ce qu'on veut sauf le *romantisme.*

Dès sa naissance donc, la *métaphysique* du XVII[e] - représentée par la France surtout par Descartes - fut grevée de son *antagoniste*, le *matérialisme*. Il s'oppose à Descartes lui-même en la personne de *Gassendi,* le restaurateur du matérialisme *épicurien.* Le matérialisme français et anglais resta toujours en rapport intime avec *Démocrite* et *Epicure.* La métaphysique cartésienne trouva un autre adversaire en la personne du matérialiste *anglais Hobbes.* Gassendi et Hobbes n'ont remporté la victoire sur leur adversaire que bien après leur mort, à un moment où Descartes régnait déjà comme puissance officielle sur toutes les écoles françaises [133].

---

133 Au fond, le rationalisme de Descartes fournit la base de la pensée scientifique bourgeoise dans les *disciplines autres qu'humaines*, où les hommes de science admettent le déterminisme, tandis que le matérialisme français, qui s'occupe de l'individu et du politique, se rattache plus particulièrement au matérialisme anglais de Locke. L'utopisme reprend formel-

Voltaire a fait observer que l'indifférence des Français du XVIII^e siècle à l'égard des controverses entre jésuites et jansénistes s'expliquait moins par la philosophie que par les spéculations financières de *Law*. De même on ne peut expliquer la ruine de la métaphysique du XVII^e siècle par la théorie matérialiste du XVIII^e que si l'on explique ce mouvement intellectuel par les rapports matériels de la vie française d'alors. Cette vie était tournée vers l'immédiat présent, la jouissance et les intérêts de ce *monde.* À sa praxis antithéorique, antimétaphysique, matérialiste, devaient nécessairement correspondre des théories antithéologiques, antimétaphysiques, matérialistes : la métaphysique avait *pratiquement* perdu tout crédit. Nous n'avons ici qu'à en considérer l'évolution *théorique.*

[163]

La métaphysique du XVII^e siècle (qu'on pense à Descartes, Leibniz, etc.) était encore chargée d'un contenu *positif,* prrofane : elle faisait des découvertes en mathématiques, en physique et d'autres sciences exactes qui semblaient en faire partie. Dès le début du XVIII^e siècle cependant cette apparence s'était évanouie. Les sciences positives s'étaient séparées de la métaphysique et avaient délimité leurs sphères propres. Toute la richesse métaphysique consista désormais uniquement en problèmes de la pensée et du ciel, alors que tous les êtres et toutes les choses réels de ce monde commençaient précisément à absorber tout l'intérêt [134]. La métaphysique était devenue fade. *Helvétius* et *Condillac* naquirent l'année même où moururent les deux derniers grands métaphysiciens français du XVII^e siècle - Malebranche et Arnauld.

lement un certain héritage *de ce dernier courant :* son rationalisme et son illuminisme, pour suppléer à l'immaturité des conditions matérielles.

134 C'est l'époque de l'essor de la bourgeoisie marchande et manufacturière, qui achète la monarchie absolue pour ses fins, et crée le marché mondial. C'est la fascinante « action civilisatrice du capital » : « Il faudra donc explorer toute la nature pour découvrir des objets aux propriétés et usages nouveaux, échanger à l'échelle de l'univers, les produits de toutes les latitudes et de tous les pays, et soumettre les fruits de la nature à des traitements artificiels en vue de leur donner des valeurs d'usage nouvelles. On explorera la terre dans tous les sens, tant pour découvrir de nouveaux objets utiles, que pour donner des valeurs d'usage nouvelles aux anciens objets. On utilisera ceux-ci en quelque sorte comme matière première, *on développera donc au maximum les sciences de la nature...* On s'élève à un niveau social tel que toutes les sociétés antérieures apparaissent comme des *développements* purement *locaux* de l'humanité et comme une *idolâtrie de la nature.* À présent, la nature devient un pur objet pour l'homme - une chose utile. » (MARX, *Grundrisse,* 10/18, t. II, p. 214-215.)

Le philosophe qui, *au niveau théorique,* fit perdre leur crédit *à* la *métaphysique* du XVII^e siècle et à toute métaphysique, fut *Pierre Bayle.* Son arme était le *scepticisme,* forgé par les formules magiques de la métaphysique elle-même. Il partit tout d'abord de la métaphysique cartésienne [135]. De même que *Feuerbach,* en luttant contre la [164] théologie spéculative, fut poussé à la lutte contre la philo*sophie spéculative,* précisément parce qu'il reconnut en la spéculation le dernier pilier de la théologie et dut forcer les théologiens à abandonner leur pseudo-science pour se cantonner dans la foi *grossière* et rebutante, de même Bayle, en doutant de la religion, fut poussé au doute de la métaphysique qui soutenait cette foi. C'est pourquoi il soumit à la critique la métaphysique dans toute son évolution historique. Il s'en fit l'historien pour écrire l'histoire de son trépas, en réfutant surtout *Spinoza* et *Leibniz.*

En dissolvant la métaphysique par le scepticisme, *Pierre Bayle* n'a pas seulement préparé la diffusion en France du matérialisme et le sain bon sens, mais encore annoncé la *société athée* qui ne devait pas tarder à exister, en *démontrant* qu'il *pouvait* exister une société de purs athées, qu'un athée pouvait être un honnête homme, que l'homme se dégradait non par l'athéisme, mais par la superstition et l'idolâtrie. Selon la formule d'un auteur français, *Pierre Bayle* fut « le *dernier des métaphysiciens au sens du XVII^e siècle* et *le premier des philosophes au sens du XVIII^e* ».

Après cette réfutation encore négative de la théologie et de la métaphysique du XVII^e siècle, il fallait un système antimétaphysique *positif.* On avait besoin d'un livre ordonnant en un système la praxis de la vie d'alors et lui donnant un fondement théorique. L'*Essai* de Locke *sur l'entendement humain* vint à point nommé d'outre-Manche. Il fut accueilli avec enthousiasme, comme un hôte attendu avec impatience.

---

135 Marx-Engels procèdent de manière admirablement dialectique pour déterminer la chaîne de l'évolution intellectuelle du matérialisme bourgeois. Pourtant, il est difficile d'appliquer la dialectique au niveau de l'atome » qu'est l'individu et du progrès qu'il peut refléter au niveau social. En ce qui concerne Pierre Bayle, Marx-Engels montrent que le dépassement de la philosophie métaphysique ne peut s'effectuer de l'extérieur ; il faut prendre pied dans l'ancien système pour lui substituer la nouvelle philosophie, qui sera le résultat de cette action dissolvante. La dialectique doit partir de la thèse, passer par l'antithèse (opposition dissolvante de la thèse) pour arriver à la synthèse nouvelle, après le dépassement des thèse et antithèse. Au niveau individuel, l'action de P. Bayle est celle de l'antithèse, qui participe encore de la thèse au pôle négatif. L'utopisme dissoudra de cette manière les vestiges du matérialisme bourgeois dans le corps à corps historique.

On peut se demander si *Locke* n'est pas un disciple de *Spinoza ?* Laissons répondre l'histoire « profane » : le matérialisme est le fils *inné* de la *Grande-Bretagne.* Déjà son scolastique Duns Scotus s'était demandé *« si la matière ne pouvait pas penser ».*

[165]

Pour opérer ce miracle, il eut recours à la toute-puissance divine, en contraignant la *théologie* elle-même à prêcher le *matérialisme.* Il était de surcroît nominaliste. Le nominalisme [136] est l'élément central du matérialisme *anglais,* et en général c'est la *première expression du matérialisme.* L'ancêtre véritable du *matérialisme anglais* et de toute *science expérimentale,* c'est *Bacon.* La *science fondée sur l'expérience de la nature* est pour lui la véritable science, et la *physique* sensible en est la partie la plus noble. Anaxagore et ses homoioméries [137] ainsi que Démocrite et ses atomes font autorité chez lui le plus souvent. Selon sa doctrine, les *sens* sont infaillibles et la *source* de toutes les connaissances. La science est *science de l'expérience* et consiste à appliquer une *méthode rationnelle* au donné sensible. Induction, analyse, comparaison, observation, expérimentation - telles sont les conditions principales d'une méthode rationnelle. Parmi les propriétés innées de la *matière,* le *mouvement* est la première et la plus éminente, non seulement comme mouvement *mécanique et mathématique,* mais plus encore comme *instinct, esprit vital, impulsion, force, tension* et *tourment* de la matière - pour utiliser l'expression de Jacob Bœhme [138]. Les formes primitives de la matière

---

136 Le *nominalisme* est la doctrine selon laquelle les idées universelles ou essences ne sont pas réalité, ni substance, mais des noms, signes linguistiques, autrement dit la réalité est un ensemble individualisé et la connaissance du monde ne peut provenir que de la connaissance empirique d'individus.

137 Les *homoioméries* sont chez Anaxagore les principes de la réalité : de petites particules semblables et indéfiniment divisibles, d'un nombre infini de qualités.

138 Nous avons ainsi la grandeur et la misère du matérialisme bourgeois : méthode expérimentale rationnelle de la science de la nature physique, mais qui réduit le monde à *l'individu,* sujet sensible. L'*universalisme* de la métaphysique antérieure est ainsi ramené au principe *individuel,* avec les théories de l'empirisme, du sensualisme et de l'utilitarisme. Ce n'est plus un but ou un être *au-dessus* des individus qui organise et détermine la vie et l'activité des hommes, l'universel et les nonnes sociales doivent désormais *se déduire logiquement de la nature sensible de l'individu.* L'universalité et les catégories générales ne déterminent plus à l'avance l'individu *(universalia ante rem* de la société hiérarchisée et autoritaire précapitaliste) ; l'universalité procède maintenant de l'individu (bourgeois) : son intérêt, sa raison, sa volonté, ses normes créeront, par un libre pacte égalitaire des individus, l'universel social, l'État démocratique bourgeois. Ce sera chez Bentham, Locke, Rousseau aussi bien que chez Hegel, l'inversion proprement idéaliste des rapports réels.

sont des [166] *forces essentielles,* vivantes, individualisantes, inhérentes à elle, et ce sont elles aussi qui produisent les différences spécifiques.

Chez Bacon, son fondateur, le matérialisme recèle encore, de façon ingénue, les germes d'un développement en tous sens. La matière, dans sa splendeur poétiquement sensible, sourit à tout l'homme. En revanche, la doctrine aphoristique, elle, fourmille encore d'inconséquences théologiques.

Dans son développement ultérieur, le matérialisme deviendra *unilatéral.* C'est *Hobbes* qui systématise le matérialisme *baconien.* Le sensible perd son charme, et devient le monde sensible mesurable du *géomètre.* Le mouvement phy*sique* est sacrifié au mouvement *mécanique ou mathématique : la* géométrie est proclamée science principale. Le matérialisme devient *misanthrope.* Pour pouvoir vaincre sur son propre terrain l'esprit *misanthrope* et *désincarné,* le matérialisme lui-même est obligé de mortifier sa chair et [167] de devenir *ascète.* Il se présente comme un *être de raison,* et développe en même temps la logique inexorable de l'entendement.

Si le sensible fournit à l'homme toutes les connaissances - démontre Hobbes en partant de Bacon -, l'intuition, l'idée, la représentation, etc., ne sont que des fantasmes du monde des corps, plus ou moins dépouillé de sa forme sensible. Tout ce que la science peut faire, c'est de donner un nom à ces fantômes. Un seul et même nom peut être donné à plusieurs fantômes. Il peut même y avoir des noms de noms. Mais il serait contradictoire, d'une part, de vouloir chercher dans

---

Tous les philosophes bourgeois qui vont suivre les premiers matérialistes anglais et français (qui ont brisé l'universalisme métaphysique antérieur pour créer la catégorie fondamentale de l'individu) vont se préoccuper de créer de nouveau l'État correspondant à cet individu complètement abstrait et idéal aux yeux du marxisme, bien qu'il soit le produit du matérialisme bourgeois. Sur un individu idéal, Hegel construira son État absolu, autre construction abstraite de la philosophie bourgeoise, alors qu'il témoigne de l'opposition réelle qui existe entre la base économique et la société bourgeoise civile, réelle.

Les utopistes présenteront les germes réels du communisme sous une enveloppe philosophique bourgeoise : tandis que les bourgeois tireront leurs institutions sociales de l'intérêt de l'individu, les utopistes déduiront leurs modèles de société de ce même intérêt « rationnel », non pas de l'égoïste bourgeois, mais de l'homme en général, y compris la masse des pauvres, dont le droit naturel est le *droit au bonheur,* en fonction de quoi se modèle la société utopique. Les socialistes utopiques abolissent l'État et refusent les conséquences économiques de la révolution bourgeoise, en rompant avec la philosophie matérialiste bourgeoise avant que celle-ci construise ses catégories générales, universelles, les principes qui aboutissent à l'État. Bref, ils n'acceptent que la base individuelle de la philosophie matérialiste bourgeoise. Le socialisme scientifique balaiera cette base individuelle, héritée de la bourgeoisie révolutionnaire, que l'utopisme lui-même commence à dissoudre, lorsqu'il revendique la généralisation de l'acquis à *tous* les individus.

le monde sensible l'origine de toutes les idées et, d'autre part, d'affirmer qu'un mot est plus qu'un mot et qu'en dehors des entités représentées, toujours singulières, il existe encore des entités universelles. Une *substance incorporelle* est bien plutôt aussi contradictoire qu'un *corps incorporel. Corps, être, substance,* tout cela est une seule et même idée *réelle.* On ne peut séparer la pensée d'une matière *qui* pense. Elle est le sujet de tous les changements. La notion d'infini n'a pas de *sens, si* elle ne signifie pas la capacité de notre esprit d'ajouter sans fin. Étant donné que la matière seule est connaissable, nous ne savons *rien* de l'existence de Dieu. Seule est certaine ma propre existence. Toute passion humaine est un mouvement mécanique, qui finit ou commence. Les objets des impulsions sont le bien. L'homme est subordonné aux mêmes lois que la nature. Puissance et liberté sont identiques...

Nous avons déjà fait observer combien l'ouvrage de Locke vint à point nommé pour les Français. Locke avait jeté les bases de la philosophie du *bon sens,* de la saine raison humaine : par un détour, il avait dit qu'il n'existait pas de philosophie distincte des sens humains normaux et de la raison fondée sur eux.

Le disciple *direct,* l'interprète *français* de Locke, *Condillac* dirigea aussitôt le sensualisme de Locke contre la *métaphysique* du XVII[e] siècle. Il démontra que les Français avaient repoussé à bon droit cette métaphysique comme une simple élucubration de l'imagination, un préjugé théologique. Il publia une réfutation des systèmes de *Descartes, Spinoza, Leibniz* et *Malebranche.*

Dans son *Essai sur l'origine des connaissances humaines,* il développa les idées de Locke et démontra que non seulement l'âme, mais encore les sens, non seulement l'art de former les idées, mais encore l'art de la perception sensible, [168] sont affaire *d'expérience et d'habitude.* Tout le développement de l'homme dépend donc de *l'éducation* et des *circonstances externes.* Condillac n'a été évincé des écoles françaises que par la philosophie *éclectique* [139].

Ce qui distingue le matérialisme français du matérialisme anglais, c'est la différence des deux nationalités. Les Français ont doté le matérialisme anglais d'es-

---

139 Condillac a publié sa réfutation des philosophies de Descartes, Spinoza, Leibniz et Malebranche dans le *Traité des systèmes* de 1749. Condillac eut une grande influence en France jusque dans les premières décennies du XIX[e] siècle, et ses principaux disciples furent Cabanis et Destutt de Tracy. Ce n'est qu'en 1820-1830 que se développa le spiritualisme éclectique de Victor Cousin.

prit, de chair et de sang, de persuasion. Ils lui ont conféré la verve qui lui faisait défaut, et la grâce. Ils le *civilisèrent.*

Helvétius, qui part également de Locke, donne au matérialisme son caractère spécifiquement français. Il le conçoit d'emblée par rapport à la vie sociale (cf. Helvétius, *De l'homme).* Les propriétés sensibles et l'amour-propre, la jouissance et l'intérêt personnel bien compris - tels sont les fondements de toute morale à ses yeux. L'égalité naturelle des intelligences humaines, l'unité entre le progrès de la raison et le progrès de l'industrie, la bonté naturelle de l'homme, la toute-puissance de l'éducation - tels sont les principes essentiels de son système [140].

Dans ses écrits, *La Mettrie* combine le matérialisme cartésien et le matérialisme anglais. Il observe la physique de Descartes jusque dans les détails. Son *homme-machine* est calqué sur l'*animal-machine* de Descartes. Dans le *Système de la nature* d'Holbach, la partie physique résulte également de l'amalgame des matérialismes anglais et français, tout comme la partie morale est fondée essentiellement sur la morale d'Helvétius.

[169]

Le matérialiste français qui a conservé le plus d'attaches avec la métaphysique, et reçoit pour cela les compliments de Hegel - Robinet, *De la Nature* -, se relie expressément à *Leibniz.*

Nous n'avons pas besoin de parler de Volney, Dupuis, Diderot, etc., pas plus que des physiocrates, dès lors que nous avons démontré la double origine du matérialisme français, issu de la physique de Descartes et du matérialisme anglais, ainsi que l'opposition du matérialisme français à la *métaphysique* du XVII^{e} siècle de Descartes, Spinoza, Malebranche et Leibniz. Cette opposition ne pouvait se manifester aux yeux des Allemands qu'à partir du moment où eux-mêmes se trouvèrent en opposition avec la *métaphysique spéculative.*

---

140 Tous ces principes et contre-vérités - pour preuve, disons simplement que le progrès de l'industrie ne fait qu'accroître l'aliénation, les inégalités sociales, l'abrutissement dans les conditions réelles, historiques, qui se sont aussi développées sous les yeux de ces philosophes - ont été repris par les utopistes, comme des qualités inhérentes à l'homme pour construire leur société rationnelle. C'est évidemment ce système philosophique que le marxisme devra dissoudre pour dégager les germes de socialisme contenus dans les écrits des utopistes. Quoi qu'il en soit, le système est bien l'aspect formel et secondaire par rapport au contenu ou intuitions des utopistes.

De même que le matérialisme *cartésien* a son aboutissement dans la *science de la nature proprement dite,* de même l'autre tendance du matérialisme français débouche directement sur le *socialisme* et le *communisme.*

Il n'est pas besoin d'une grande perspicacité pour saisir le *lien* qui existe nécessairement entre le matérialisme, d'une part, et le socialisme et le communisme, d'autre part [141]. Ce lien apparaît dans les thèses matérialistes sur la bonté originelle et l'égalité des dons intellectuels des hommes, la toute-puissance de l'expérience, de l'habitude, de l'éducation, de l'influence des circonstances extérieures sur l'homme, de la haute importance de l'industrie, la légitimité de la jouissance, etc. Si l'homme tire toute connaissance, toute sensation, etc., du monde sensible et de l'expérience de ce monde, il importe d'organiser le monde empirique de manière que l'homme puisse y vivre humainement et y éprouver son humanité, il importe qu'il devienne humain par habitude. Si l'intérêt bien compris est le principe de toute morale, il importe que l'intérêt privé de l'homme [170] coïncide avec l'intérêt humain. Si l'homme n'est pas libre - au sens matérialiste, autrement dit s'il est libre, non par la force négative d'éviter telle ou telle chose, mais par la force positive de mettre en valeur sa véritable individualité, il ne faut pas châtier le crime dans l'individu, mais détruire les foyers antisociaux du crime et donner à chacun l'espace social nécessaire à l'épanouissement vital de son être. Si l'homme est formé par les circonstances, il faut former les circonstances de manière humaine. Si l'homme est sociable par nature, il ne peut développer sa véritable nature que dans la société, et la puissance de sa nature doit se mesurer, non à celle de l'individu singulier, mais à celle de la société.

Ces principes et d'autres semblables se rencontrent presque textuellement, même chez les plus anciens matérialistes français. Ce n'est pas le lieu de les juger ici. Caractéristique de la tendance socialiste est *l'Apologie des vices* de *Mandeville,* disciple anglais assez ancien de Locke. Mandeville démontre que les vices sont

---

141 Dans diverses notes aux ouvrages de cette période, Engels fait remarquer lors de rééditions ultérieures qu'il n'entendait pas alors (1844) par là, et pour cause, le socialisme scientifique de Marx. Cf. par exemple, *Misère de la philosophie,* chap. II, 5 et la préface anglaise de 1888 du *Manifeste.*

De fait, le matérialisme bourgeois français ne débouche pas directement sur le socialisme de Marx-Engels : tout l'exposé systématique et la fin de ce texte lui-même montrent que cet intermédiaire est le socialisme prémarxiste utopique, dont Marx-Engels feront encore la critique.

indispensables et *utiles* dans la *présente* société, sans qu'il fasse pour autant l'apologie de cette société.

Fourier procède immédiatement de la doctrine des matérialistes français. Les *babouvistes* étaient des matérialistes, certes grossiers et non civilisés. Mais même le communisme développé *date* directement du matérialisme français [142]. En

---

142 Le socialisme scientifique n'est en aucune façon une élaboration progressive de tous les grands penseurs de l'humanité, ni la continuation logique du matérialisme bourgeois : le prolétariat n'est pas le prolongement de la bourgeoisie, puisqu'il existe simultanément à l'autre pôle du rapport capitaliste. Le bourgeois n'a pas créé l'usine où travaille le prolétaire, et il n'a fait qu'engager la force de travail, devenue libre au cours de l'accumulation primitive à la suite de la dissolution des rapports féodaux.

Il est normal que le prolétariat naissant soit imprégné du matérialisme développé au cours de la lutte antiféodale. Remarquons à ce propos qu'à chaque mode de production nouveau correspond une superstructure idéologique ou philosophique déterminée, et le marxisme n'est rien d'autre que la théorie nouvelle du prolétariat, surgie d'un bloc de l'histoire dans les années 1848 après la longue période d'incubation du socialisme utopique. Il est rupture totale avec les autres classes, modes de production et idéologies. Il ne peut en être autrement, puisque les idées ne sont pas le produit de la pensée humaine, mais l'expression et la réaction idéelle des conditions matérielles. Elles jaillissent des bouleversements matériels des rapports de production sociaux. À chaque mode de production et révolution qui l'introduit sur la scène historique, surgit un bloc idéologique entier qui reflète les rapports de la société nouvelle avec la nature.

Tant que les révolutions sont partielles, les protagonistes en ont une vision tronquée, car l'idéologie dominante des classes au pouvoir prétend que le progrès réalisé l'est au profit de tous, alors qu'il n'est qu'un petit pas en avant (pour toute l'humanité) qui est finalement monopolisé par la classe dominante, qui bloque l'histoire afin d'empêcher la chute de son système social, à présent périmé.

On pourrait donc dire que c'est faire cadeau du matérialisme tout entier à la bourgeoisie, car elle subtilise après la victoire les conquêtes de toute cette ère, comme elle rafle la plus-value des prolétaires. S'il est vrai que la bourgeoisie provoque un progrès partiel pour toute l'humanité, ce n'est que transitoirement. Car sa prétention d'universalité devient grotesque, lorsque l'exploitation des masses devient atroce et qu'elle arbore les droits de l'homme et du citoyen abstraits et dépourvus d'effet pratique, et que, de surcroît, elle bloque l'histoire pour éviter toute progression ultérieure.

Le matérialisme, comme la dialectique, est un produit qui surgit nécessairement de l'histoire, chaque fois qu'elle se met en mouvement, lors des diverses révolutions qui aboutissent à l'instauration d'un mode de production nouveau. C'est le produit des antagonismes et contradictions qui meuvent la société et la production et atteignent leur comble dans les révolutions. La pensée des protagonistes de tels drames est toujours matérialiste et dialectique, quelle que soit la forme rationnelle ou fantastique sous laquelle ils l'expriment. Engels n'a jamais reculé devant l'affirmation que Münzer était un communiste, bien qu'il fût moine. Le langage religieux n'est pas plus sot que celui de la raison qui nie la dialectique, son mouvement et ses contradictions. À chaque fois que l'histoire se met en mouvement, la pensée devient dialectique et matérialiste, sous forme de l'instinct, de l'intuition ou de la pensée plus ou moins fantastique. C'est évident dès que l'on s'attache non à la forme mais au contenu.

La bourgeoisie qui prétend faire la révolution au nom de tous est bien obligée d'abandonner sa philosophie première, quand l'exploitation se fait manifestement trop impitoyable et qu'elle bloque tout progrès social ultérieur. Les idées révolutionnaires de la bourgeoisie

171] fait, sous la forme que lui a donnée *Helvétius, il* retourne dans sa mère-patrie - l'*Angleterre. Bentham* fonde sur la morale de Helvétius son système de l'*intérêt bien compris,* de même *Owen,* en partant du système de *Bentham,* fonda le communisme anglais. Exilé en Angleterre, *Cabet* s'inspire des idées communistes qui y ont cours et retourne en France pour y devenir le représentant le plus populaire et aussi le plus superficiel du communisme. Les communistes français plus scientifiques - *Dézamy, Gay,* etc. - développent, comme Owen, la doctrine du matérialisme en tant que doctrine de l'*humanisme réel* et base *logique du communisme.*

[172]

REMARQUE : La plupart des ouvrages *français* modernes d'histoire de la philosophie du XVIII^{e} exposent en détail la connexion du matérialisme français avec Descartes et Locke, ainsi que l'opposition de la philosophie du XVIII^{e} siècle à la métaphysique du XVII^{e}. Pour répondre à la Critique critique, nous n'avions ici qu'à répéter des choses connues. En revanche, la connexion du matérialisme du XVIII^{e} siècle avec le communisme anglais et français du XIX^{e} siècle doit encore faire l'objet d'un exposé détaillé. Nous nous bornons ici à citer quelques passages significatifs d'Helvétius, Holbach et Bentham.

1. *Helvétius :* « Les hommes ne sont point méchants, mais soumis à leurs intérêts. Ce n'est donc point de la méchanceté des hommes qu'il faut se plaindre, mais de l'ignorance des législateurs, qui ont toujours mis l'intérêt particulier en opposition avec l'intérêt général. » « Jusqu'aujourd'hui, les plus belles maximes de la morale [...] n'ont produit aucun changement dans les mœurs des nations. Quelle en est la cause ? C'est que les vices d'un peuple sont, si j'ose dire, toujours cachés au fond de sa législation. À la Nouvelle-Orléans, [173] les princesses du sang peuvent, lorsqu'elles se dégoûtent de leurs maris, les répudier pour en épouser

---

se discréditent alors elles-mêmes sous la pression des faits, et ce n'est pas au prolétariat de ramasser dans la fange l'étendard suranné. Au contraire, il doit suivre son action au niveau supérieur de l'histoire où il se trouve, depuis sa naissance, et se débarrasser des scories qui s'accrochent inévitablement à lui dans sa période d'enfance.

Les grands utopistes se rattachent déjà historiquement par le contenu de leurs idées aux premiers combattants *communistes* de la révolution antiféodale (on notera qu'Engels ne parle pas de révolution *bourgeoise* quand il considère ces événements sous l'angle du parti de classe). Ils sont obligés de faire appel à la philosophie matérialiste et rationaliste bourgeoise pour justifier la forme de leurs idées (systèmes et modèles fantastiques de société) et faire passer leurs intuitions communistes. Le marxisme, lui, part d'emblée d'une vision scientifique et développe les germes de communisme sur la base du matérialisme historique et économique.

d'autres. En de tels pays, on ne trouve point de femmes fausses, parce qu'elles n'ont aucun intérêt à l'être. » « La morale n'est qu'une science frivole, si l'on ne la confond avec la politique et la législation. » « Les moralistes hypocrites [...] on les reconnaît, d'une part, à l'indifférence avec laquelle ils considèrent les vices destructeurs des empires ; et, de l'autre, à l'emportement avec lequel ils se déchaînent contre des vices particuliers. » « Les hommes ne naissent ni bons ni méchants, mais prêts à être l'un ou l'autre, selon qu'un intérêt commun les unit ou les sépare. » « Si les citoyens ne pouvaient faire leur bonheur particulier sans faire le bien public, il n'y aurait alors de vicieux que les fous. [143] » Pour Helvétius, l'éducation - et, par là, il entend [144] non seulement l'éducation au sens ordinaire, mais encore la totalité des rapports de la vie d'un individu - forme l'homme, et en conséquence, pour mettre en oeuvre une semblable réforme nécessaire qui abolisse la contradiction entre l'intérêt particulier et l'intérêt général, il faut une transformation de la conscience : « On ne peut réaliser les grandes réformes qu'en affaiblissant la stupide vénération des peuples pour les vieilles lois et coutumes [145] » ou encore, comme il l'écrit ailleurs, en supprimant l'ignorance.

2. *D'Holbach :* « Ce n'est que lui-même que l'homme peut aimer dans les objets qu'il aime ; ce n'est que lui-même qu'il peut affectionner dans les êtres de son espèce. » « L'homme ne peut jamais se séparer de lui-même dans aucun instant de sa vie ; il ne peut se perdre de vue. C'est toujours notre utilité, notre intérêt [...] qui nous fait haïr ou aimer les objets. [146] » Mais : « L'homme, pour son propre intérêt doit aimer les autres hommes, puisqu'ils sont nécessaires à son bien-être. [...] La morale lui prouve que, de tous les êtres, *le plus nécessaire à l'homme, c'est l'homme* [147]. » [174] « La vraie morale, ainsi que la vraie politique, est celle qui

---

143 *De l'esprit*, Paris, 1822, 1, p. 117, 240, 241, 249, 251, 269, 339.

144 Cf. *ibid*., p. 390.

145 *Ibid*., p. 260.

146 *Système social*, Paris, 1822, I, p. 80, 112.

147 Les sociaux-démocrates comme les prétendus communistes, qui ne jurent que par la conquête pacifique de l'État bourgeois, passent sous silence en général le maillon intermédiaire des utopistes et l'héritage de ceux-ci dans le marxisme, mais soulignent la connexion du socialisme scientifique avec le matérialisme français.

Staline, devenu par la contre-révolution, le prophète de l'accumulation capitaliste en Russie, se rattache ainsi aux matéralistes bourgeois. Sa formule « l'homme est le capital le plus précieux en U.R.S.S. » se rattache complètement à la conception des d'Holbach et autres Bentham. Ses successeurs qui ont encore développé le stakhanovisme, en lui donnant une base financière, avec les fameuses incitations matérielles à produire, ont généralisé le principe bourgeois, selon lequel l'intérêt personnel coïncide avec l'intérêt collectif dans la

cherche à approcher les hommes, afin de les faire travailler par ces efforts réunis à leur bonheur mutuel. Toute morale qui sépare *nos intérêts de ceux de nos associés* est fausse, insensée, contraire à la nature. » « Aimer les autres [...], c'est confondre *nos intérêts avec ceux de nos associés, afin de travailler à l'utilité commune* [...]. La vertu n'est que l'*utilité* des hommes réunis en société. » « Un homme sans passions ou sans désirs cesserait d'être un homme. [...] Parfaitement détaché de lui-même, comment pourrait-on le déterminer à s'attacher à d'autres ? Un homme, indifférent pour tout, privé de passions, qui se suffirait à lui-même, ne serait plus un être sociable. [...] La vertu n'est que la *communication du bien.* » « La morale religieuse ne servit jamais à rendre les mortels plus sociables [148]. »

3. *Bentham. Nous* ne citerons de lui qu'un passage, celui où il combat l'intérêt général au sens politique : « L'intérêt des individus [...] doit céder à l'intérêt public. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Chaque individu n'est-il pas partie du public autant que chaque autre ? Cet intérêt public, que vous personnifiez, n'est qu'un terme abstrait il ne représente que la masse des intérêts individuels. [...] S'il était [175] bon de sacrifier la fortune d'un individu pour augmenter celle des autres, il serait encore mieux d'en sacrifier un second, un troisième, sans qu'on puisse assigner aucune limite. Les intérêts individuels sont les seuls intérêts réels. [149]

société « socialiste » qui en Russie est fondée sur le capital, l'argent, le salaire, la forme marchande de la force de travail et des produits.

En France, à une échelle ridicule, les professeurs qui ont adhéré au « communisme » trouvent des satisfactions mesquines, professionnelles et intellectuelles, dans ce « communisme » qui se rattache si bien au matérialisme bourgeois français. Ce n'est pas par hasard qu'ils rattachent ainsi le marxisme, non pas à l'utopisme, où l'on trouve encore des germes de communisme, mais à une philosophie qui ne peut qu'avoir dégénéré depuis Diderot, Voltaire et d'Holbach.

148 *Ibid.,* p. 76, 116, 77, 118, 36.

149 *Théorie des peines et des récompenses....* Paris, 1835, 3e éd., II, p. 229-230.

Cet ouvrage a été rédigé en français par Étienne Dumont, disciple et ami de Jeremy Bentham sur la base des écrits et notes de Bentham.

Dans le recueil suivant (MARX-ENGELS, *Les Utopistes),* se trouvent rassemblés les textes sur la transition, postérieure aux rapports avec le matérialisme et le rationalisme, de l'utopisme au socialisme scientifique.

Communisme et abolition de l'État

Retour à la table des matières

L'abolition de l'État n'a de sens que chez les communistes parce qu'elle y est le résultat nécessaire de l'élimination des classes avec laquelle tombe de lui-même le besoin du pouvoir organisé d'une classe afin de tenir les autres sous le joug [150]. Dans les pays *bourgeois,* l'abolition de l'État ne signifie rien d'autre que la réduction du pouvoir étatique à l'échelle de [176] celui qu'il a en Amérique du Nord, où les contradictions de classe ne sont encore guère développées, les affrontements de classe y étant à chaque fois estompés par le retrait de la surpopulation prolétarienne vers l'Ouest, si bien que le pouvoir d'État intervient au minimum à l'Est et n'existe pas du tout à l'Ouest. Dans les pays *féodaux,* l'abolition de l'État signifie l'élimination du féodalisme et l'instauration d'un État bourgeois ordinaire. En Allemagne, cette formule ne fait que recouvrir soit une fuite couarde devant les luttes en cours, dans l'immédiat, soit une élévation abusive et charlatanesque de la liberté *bourgeoise* jusqu'à l'autonomie et l'indépendance absolues de l'*individu,* soit enfin l'indifférence du bourgeois vis-à-vis de toute forme d'État - à condition qu'elle n'entrave pas l'essor des intérêts bourgeois. Si cette abolition de l'État « au sens le plus sublime » est prônée de façon si inepte, les Stirner et Faucher de Berlin n'y sont naturellement pour rien : la plus belle fille de France ne peut donner que ce qu'elle a. (Ce passage a déjà été publié dans *La Nouvelle Gazette rhénane. Revue* d'avril 1850, n° IV.)

---

150 Cet article, intitulé « Au sujet de la revendication de l'abolition de l'État et des "Amis de l'anarchie" », a été écrit par Engels pour *La Nouvelle Gazette rhénane. Revue politique et économique,* octobre 1850, n° V. Il y polémique contre les positions individualistes bourgeoises et anarchistes des jeunes-hégéliens de Berlin. L'anarchisme se rattache au point faible de l'utopisme, la négation immédiate et stérile de l'utilité de l'État pour la transition pratique au socialisme.

Aux yeux d'Engels, la revendication de l'abolition de l'État est stérile - « utopique » au sens d'un désir paré de la nécessité du rationnel donc de l'Idée -, si elle n'est pas conçue comme le fruit du développement *matériel* de la société et de l'économie réelles dans la lutte de classes avec l'utilisation des moyens de réalisation politiques que sont la conscience, l'organisation et la violence. Il démontre que cette idée est irréelle, donc fausse chez les anarchistes en particulier, dont les efforts - pour autant même qu'ils existent - n'attaquent pas la société matérielle à laquelle ils prétendent s'attaquer, de sorte que leur théorie reste simplement un « idéal » qui laisse en place toutes les institutions existantes et ne fait que fourvoyer l'action des révoltés.

Depuis l'abolition de l'État, *l'anarchie,* est devenue un mot d'ordre à la mode en Allemagne. Les différents émules de Proudhon [151], la « sublime démocratie berlinoise et même les feus « nobles esprits de la nation » du Parlement du Stuttgart et de la régence d'Empire [152] ont tous assimilé, chacun à sa manière, ce mot d'ordre d'allure féroce.

Toutes ces fractions sont unanimes dans leur désir de préserver la *société* bourgeoise existante. Or en défendant la société bourgeoise, elles défendent nécessairement la domination de la bourgeoisie et, en Allemagne, la conquête du pouvoir par la bourgeoisie. Elles se distinguent des véritables représentants de la bourgeoisie uniquement par la forme insolite qu'elles se donnent en prétendant « aller plus loin » et avancer « jusqu'à l'extrême ». Cette apparence se [177] dissipe cependant dans les affrontements réels : face à la *véritable* anarchie dans les crises révolutionnaires où (le pouvoir d'État disparut devant la violence des masses et [153]) les masses et l'État se sont opposés avec la « force brutale », ces représentants de l'anarchie ont fait tout leur possible pour couper court à l'anarchie : le contenu de cette fameuse « anarchie »se ramenait en dernière analyse à ce qu'on appelle l'« ordre » dans les pays plus développés. De fait, les « Amis de l'anarchie » d'Allemagne forment une *entente cordiale* complète avec les « amis de l'ordre » en France.

Lorsque les amis de l'anarchie ne se rattachent pas aux Français Proudhon et Girardin, mais que leurs conceptions sont d'origine germanique, ils ont tous la même source - *Stirner*. La période de dissolution de la philosophie allemande a fourni au parti démocratique d'Allemagne la plupart de ses slogans. Les idées et la phraséologie, notamment de Feuerbach [154] et de Stirner, ont imprégné, sous une forme certes assez diluée, la conscience de ceux qui faisaient dans la presse et les belles-lettres politiques vulgaires dès avant la révolution de février 1848, d'où les

---

151 Allusion entre autres à Karl Grün et Arnold Ruge, traducteurs allemands des ouvrages de Proudhon, et à la publicité tapageuse qu'ils entreprenaient dans la presse.

152 Allusion aux députés de « gauche » du Parlement de Stuttgart, Ludwig Simon et Karl Vogt qui, de surplus, était l'un des cinq régents d'Empire. Ces deux compères publièrent en 1850 dans la *Deutsche Monatsschrift* des articles dans lesquels ils faisaient l'éloge de l'anarchie et prêchaient l'abolition de tout État.

153 Engels avait barré dans son manuscrit ce passage. Nous l'avons mis entre parenthèses, afin de permettre au lecteur de se faire une idée des faits auxquels Engels fait allusion.

154 Les espoirs qu'Engels entretenait en 1844 à propos de Feuerbach (cf. p. 59) ne se sont donc pas vérifiés, comme il le dit lui-même.

principaux porte-parole des démocrates tirèrent leurs slogans après Mars 1848. Les prêches de Stirner sur l'absence de l'État sont tout faits pour conférer la « sanction éminente » de la philosophie allemande à l'anarchie de Proudhon et à l'abolition de l'État de Girardin. Certes l'ouvrage de Stirner *L'Unique et sa propriété* [*] est tombé dans l'oubli, mais ses conceptions, notamment sa critique de l'État, refont surface chez les amis de l'anarchie. Nous avons déjà examiné les sources françaises de ces messieurs [155]. Pour ce qui concerne leurs sources allemandes, il faudrait nous replonger dans la philosophie allemande antérieure à son naufrage. S'il faut s'occuper de la polémique allemande de tous les jours, il [178] vaut toujours mieux s'adresser aux pères de telle ou telle idée qu'à ceux qui font commerce de seconde main :

> O muses, sellez-moi une fois encore l'hippogriffe
> Pour une course dans la vieille campagne romantique [156] !

Avant d'aborder l'ouvrage cité de Stirner, il faut nous reporter dans la « vieille campagne romantique », l'époque oubliée qui a vu naître ce livre. En se cramponnant aux difficultés financières du gouvernement allemand, la bourgeoisie allemande avait commencé à grignoter le pouvoir politique et à cette même époque déjà le mouvement communiste prenait de jour en jour plus d'ampleur au sein du prolétariat, alors que le mouvement bourgeois constitutionnel s'amorçait à peine. Les éléments bourgeois de la société, ayant encore besoin du soutien du prolétariat pour parvenir à leurs fins, devaient partout afficher un pseudo-socialisme - le parti féodal et conservateur n'était-il pas lui-même obligé de faire des promesses au prolétariat ? À côté de la lutte des bourgeois et des paysans contre l'aristocratie féodale et la bureaucratie, il y avait la lutte des prolétaires contre les bourgeois - et entre eux une série d'intermédiaires, socialistes réactionnaires, petits-bourgeois et bourgeois. Or toutes ces luttes et tous ces efforts étaient matés, et ne pouvaient s'exprimer, sous le joug du pouvoir d'État et de la censure, et toutes les associa-

---

* [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

155 Engels fait allusion à l'article du cahier d'avril 1850 de *La Nouvelle Gazette rhénane. Revue politique et économique*, n° X, qui critique le livre d'Émile de GIRARDIN, *Le Socialisme et l'impôt.*

156 Extrait du poème *Obéron* de Wieland.

tions et réunions étaient interdites. Telle était la situation des partis, tandis que la philosophie allemande célébrait ses derniers médiocres triomphes.

D'emblée, la censure obligea tous les éléments plus ou moins gênants à choisir un mode d'expression aussi abstrait que possible. Or la tradition philosophique allemande, parvenue alors à la dissolution complète de l'école hégélienne, offrait son jargon. La bataille engagée contre la religion se poursuivait. Plus il était difficile de soutenir la lutte politique dans la presse contre le pouvoir en place, plus cette lutte se poursuivait gaillardement sous sa forme religieuse et philosophique. La philosophie allemande, sous cette forme diluée, devint le bien commun de tous les esprits « éclairés » - et plus elle gagnait en audience, plus les idées des philosophes se dissolvaient, devenaient confuses et fades. Or c'est précisément cette trivialité et cette fadeur qui leur conféraient le plus de prestige aux yeux du public « éclairé ».

La confusion qui régnait dans les esprits « éclairés » était [179] horrible et ne faisait qu'augmenter. C'était un méli-mélo d'idées d'origine allemande, française, anglaise, antique, médiévale et contemporaine. Cette confusion était d'autant plus grande que toutes ces idées parvenaient de seconde, troisième et quatrième main et circulaient sous une forme altérée au point d'être méconnaissables. Les idées des libéraux et socialistes français et anglais aussi bien que celles des Allemands, par exemple de Hegel, partageaient ce sort. Toute la littérature de cette époque, et notamment le livre de Stirner [157], comme nous allons le voir, en offre des preuves infinies, et toute la littérature allemande contemporaine en souffre encore.

Au milieu de cette confusion, les joutes d'idées qui agitaient les philosophes passaient pour le reflet d'affrontements réels. Chaque « tournant nouveau » en philosophie soulevait l'attention générale de tous les esprits éclairés qui groupent en Allemagne un nombre infini de têtes creuses - de référendaires et d'enseignants en mal de poste aux théologiens ratés, médecins sans clients et littérateurs, etc. Pour eux, chaque « tournant nouveau » était censé surmonter et régler pour toujours une phase de développement historique. À peine un quelconque philosophe avait-il soumis à une critique le libéralisme bourgeois, par exemple, qu'il était considéré comme mort, rayé de l'évolution historique et anéanti jusque dans la

157 Dans *L'Idéologie allemande*, Marx-Engels ont soumis l'ouvrage de Stirner à une critique approfondie et détaillée. Cf. également Engels à Marx, le 19 novembre 1844, in *Correspondance* (novembre 1835 - décembre 1845), Ed. sociales, 1971, t. I, p. 344-348.

pratique. Il en fut ainsi du républicanisme, du socialisme, etc. Combien ces degrés de développement avaient été réellement « surmontés », « dépassés » et « liquidés », c'est ce qui devint évident par la suite, au cours de la révolution, où ils jouèrent le rôle principal et où il ne fut plus question de leurs détracteurs philosophiques.

La forme et le contenu misérables, la platitude arrogante et la fadaise grandiloquente, la trivialité indescriptible et le manque de dialectique de ces derniers philosophes allemands dépassent tout ce qui a pu jamais paraître dans ce domaine. Elles ne sont atteintes que par l'incroyable crédulité du public qui prend tout cela pour de l'argent comptant, du neuf et de l' « inédit ». La nation allemande, si méticuleuse et si profonde [158]...

---

158 Le manuscrit s'interrompt ici.

[181]

UTOPISME
ET COMMUNAUTÉ DE L'AVENIR

INDEX DES IDÉES

Retour à la table des matières

ABOLITION des classes, de l'argent, etc. 6, 18, 20, 21, 23, 30, 34, 44, 54, 62, 64, 82, 90, 97, 100-101, 102, 107, 112-113, 115, 116, 119, 121, 122, 123, 125, 131, 132, 135, 142, 158, 175.
– de l'antagonisme entre ville et campagne 40-43, 81-82, 84, 86, 87, 90, 91-92, 93, 94.
– de la différence entre industrie et agriculture 86-87, 90, 92, 95, 122.
– de la division du travail 88, 89, 90, 91-92, 125.
– des métiers 88-89, 92. cf. *Division du travail, état, Famille, Utopisme*

AGRICULTURE et régression 98. cf. *Écologie*
ALIÉNATION 87, 89, 92, 125, 135, 144, 148, 153, 168.
ALLEMAGNE 8, 27, 32, 42, 43, 45, 47-48, 49, 50-52, 55-58, 59, 60, 91, 176.
AMÉRIQUE DU NORD 31, 32, 37, 57, 62, 65-70, 95, 118, 176
ANARCHIE SOCIALE 19, 27, 38, 39, 53, 89, 118, 120, 127, 155.
ANGLETERRE 8, 14, 27, 28, 42, 45, 48-50, 51, 52, 54, 58, 61, 62, 91, 102, 110, 111, 112, 113, 116, 118, 145-146.
ART 7, 10, 23. cf. *Intuition, Plans utopiques, Science*
ASSOCIATION 61-62, 66, 70, 72, 113.
– des travailleurs 43, 111-114, 122, 123.

BABOUVISME 22-23, 137, 145-146, 150, 170. cf. *Filiation*

BELGIQUE 58, 91, 102.

CHINE 52.
CHÔMAGE 5, 38-39, 43, 47, 51, 52, 62, 74. cf. *Colonies.*
CIRCULATION 20, 28-30.
– capitaliste 31-32.
– communiste 30, 33. cf. *Distribution.*

CIVILISATION 34, 35, 38, 39, 44, 91, 93, 101, 129-130, 163.

CLASSES 6, 9, 12, 21, 99.
caractère de – 15, 22.
contradictions de - 19, 20, 22, 93.
– moyennes 27-28, 30. cf. *Abolition des –, Instinct de – Luttes de –.*
[182]
COLONIES COMMUNISTES 22, 33, 40-41, 42, 43, 60-78, 83, 86, 126.
– et direction 70-71, 73, 76, 116.
– et règlements 39, 62, 64, 65-66, 67-68, 70-71.
– et sectes religieuses 61, 67, 71, 74.
– et travailleurs 54, 56, 72-73, 77-78. cf. *Utopisme.*

COMMUNAUTÉ 23, 30, 33, 36-37, 40, 57, 59, 73, 76, 86, 93, 94, 142, 143.
– de biens 25, 40-42, 55, 62, 65, 68, 69-70, 71, 72-73, 76, 77-78.
– des femmes 131.
– et pionniers 65, 66, 68, 69.
COMMUNISME 6, 17-18, 20-21, 30, 34-35, 36-37, 38, 42, 44, 45, 58, 60, 87, 88, 91, 92, 97, 104, 114, 120, 147, 150.
– et administration 33, 34, 64-65.
– et armées 36.
– dégénéré 6, 10.
– des capitalistes 44.
– des casernes 40, 44.
– et délits 34-35, 118, 124, 170.
– et langues 124-126.
– et nations 97, 100, 125, 132.
– primitif et utopisme 15-17.
– et races 125, 126.
stades du - 7-9, 18-21, 106-107, 114-115, 118, 120-124, 132, 179. cf. *Socialisme.*
CONCURRENCE 19, 27, 28, 30, 34, 38, 39, 44, 45, 47, 48-49, 51, 52, 99, 143, 155.
– entre ouvriers 27, 38-39, 120.
CRIMINALITÉ 34, 54, 56, 62, 124, 170.
– et révolution 47, 177. cf. *Communisme et délits.*
CRISES 5, 17, 19-20, 28, 29-30, 31, 35, 47, 49, 51, 52, 89, 93, 115, 146. cf. *Révolution, Violence.*

DÉVALORISATION DU CAPITAL 29, 31. cf. *Crises, Gaspillage.*
DIALECTIQUE 13, 16, 17, 126, 148, 153, 163-164, 171, 179.
DICTATURE DU PROLÉTARIAT 21, 114, 117. cf. *État.*
DISTRIBUTION 19, 22, 32, 53, 54, 91, 105, 123, 124, 141-142, 150, 152.
mode de – capitaliste 19-20, 27-30, 34, 49-50, 90, 91, 92,
94, 99-100, 119, 120-124.
– communiste 18, 21-22, 31, 33, 39-40, 90-91, 93, 94, 100, 111, 119, 122.
– et révolution 103. cf. *Communisme, Organisation, Utopisme*
[183]
DIVISION DU TRAVAIL 9, 11, 18, 23, 32, 85, 86-89, 90-95, 125. *cf. Abolition de la –.*
DROIT 96-101, 128, 130, 141, 143, 151, 152, 157, 166, 172-173.
– de l'homme 155, 171.
– et révolution 157-159. cf. *Utopisme, Organisation, Distribution.*

ÉCOLOGIE 14-16, 20, 23-24, 61, 90-91, 92, 94-96, 104. *cf. Utopisme.*
ÉCONOMIE (épargne) 33, 36, 37, 38, 40, 41, 63, 76, 118. *cf. Distribution.*
ÉDUCATION 42-43, 54, 56, 63, 66, 67, 71, 72, 74, 76, 86, 131, 152, 168, 169, 173. *cf. Enseignement.*
– universelle 91. cf. *Homme, Enseignement.*
ÉGALITARISME 17, 65, 135, 139, 148, 149-150, 151-152, 156, 158-159, 168. cf. *Utopisme, Droit.*
ÉMANCIPATION 126, 128, 129, 140, 148. cf. *Fouriérisme, Abolition.*
ENSEIGNEMENT 63, 67, 76, 125, 131, 173. *cf. Éducation.*
ESPAGNE 91.
ÉTAT 18, 20, 27, 36, 42, 60, 93, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 104, 112, 116, 117, 121, 142, 143, 152, 153, 154, 157, 173.
abolition de 1'– 18, 20, 142, 143, 144, 147, 175.
– et nation 99-100. cf. *Abolition.*

FAMILLE 37-38, 40, 41, 60, 62, 64, 66, 98, 129-132
abolition de la – 131.
critique de la – 23-24, 63, 67, 70, 76, 126, 129-130, 131-132
– et critique du mariage 128-129, 132. cf. *Fouriérisme.*

FILIATION ENTRE UTOPISTES 137-138.
– et anarchistes 116, 143, 151-152, 154, 156-157, 175-179.
– et matérialistes bourgeois 137-138, 142-143, 149, 153, 157, 158, 159-162, 164-166, 168-172, 174.
– et communistes plébéiens 137, 145-148, 172-175.
– et égalitaristes bourgeois 139, 142, 148, 149-150, 151, 153.
– et égalitaristes socialistes 139-140, 141-144, 145, 148-149, 156-158.
– et marxistes 138, 160-161, 166, 169-171. cf. *Communisme, Socialisme scientifique, Utopisme.*

FISC 43-44, 93, 99, 177. cf. *Droit, État.*

FOURIÉRISME 7, 8, 12-14, 17, 43, 54, 57, 81, 83, 86, 101, 104, 105, 106, 114, 117, 126-130, 137-138, 158, 170.
– et femme 126, 127, 128-129, 130-131.
[184]

– et féodalisme industriel 106. cf. *Jeunesse, Utopisme*

FRANCE 8, 27, 42, 45, 51, 54, 58, 107, 118, 142, 145-146, 154, 176

GASPILLAGE 23-24, 29-30, 31, 32, 36, 37, 38, 39, 40, 53, 88, 89. *cf. Économie, Distribution, Improductifs, Utopisme.*

GÉNÉRATIONS 100, 104, 115.
conflits des – 5-6. cf. *Jeunesse.*

GRANDS TRAVAUX et utopistes 14-15, 40. *cf. Utopisme.*

GUERRE 35, 36-37, 51, 145. cf. *Violence.*

HOMME 140, 143, 173-175.
épanouissement de l'– 23, 33, 38, 39, 42-43, 55, 77, 87, 89, 91, 95, 127.
cf. *Abolition, Art, Communisme, Distribution, Luxe, Utopisme.*

IMAGINATION 6, 8, 10, 11, 13, 42, 53, 88, 103, 115, 118, 119, 120, 152, 153, 167, 171-172. cf. *Plans utopiques, Organisation, Utopisme.*

IMPRODUCTIFS 28-29, 31-32, 33, 34, 35-36, 37, 38, 40, 41, 116-120. cf. *Économie, Intermédiaires, Organisation.*

INSTINCT DE CLASSE 7-8, 10-12, 115, 172. cf. *Intuition, Prolétariat.*

INSTRUCTION 43. cf. *Éducation.*

INTERMÉDIAIRES 28-29, 31-32, 33, 34, 118-120, 153. cf. *Classe, Économie, Improductifs.*

INTUITION 7, 9-12, 14-15, 17, 18, 108, 114, 115, 167, 172. cf. *Art, Imagination, Instinct, Science, Utopisme.*

JEUNESSE 7, 87.
– et chômage 5-6.
– et enfance 5-7, 63, 110, 125, 127-128, 129, 131.

maladie de – 6.
– et perspective d'avenir 6, 91. cf. *Education, Famille, Fouriérisme, Homme.*

Lois 148, 154.
– naturelles 143. cf. *Droit, Plans utopiques.*

[185]

LUTTES DE CLASSES 12, 14, 21, 27, 115, 157-158, 175. cf. *Crises, État, Révolution, Violence.*

LUXE 7, 37, 83, 140.
– pour tous 38, 62-63, 68. cf. *Distribution, Homme, Organisation.*

MACHINISME 12, 19, 61, 85, 89, 97.

MARXISME 9, 21.
genèse du – 22-23. cf. *Communisme, Filiation, Révolution, Utopisme*

MATHÉMATIQUES 11, 53, 163, 165-166.

MODE D'APPROPRIATION PRIVÉ 19-20, 30, 32.
– et contradiction 20, 27-29. cf. *Organisation, Utopisme.*

NATIONALISATION du sol 96-100. cf. *Abolition, Communisme, Phases.*

ORGANISATION 59-60, 122.
– militaire 115.
– de la production 28-29, 30, 87-89, 127. cf. *Colonies, Distribution, Économie, Gaspillage, Utopisme.*

OWÉNISME 7, 8, 13, 23-24, 40-43, 57, 66, 73, 81, 83, 86, 87, 117, 139-140, 141, 158, 171.
– et œuvre syndicale 110-113, 123, 148. cf. *Utopisme.*

PATRIE 24, 37, 60, 132, 154. cf. *Guerre.*

PAUPÉRISATION 28-29, 45, 46, 56.
– et utopisme 47-55, 113. cf. *Crises, Distribution, Économie, Prolétariat.*

PHASES HISTORIQUES 18-21, 22-24, 106-107, 114-115, 118, 120-124, 132, 179. cf. *Communisme, Distribution, Utopisme.*

PHYSIOCRATIE 12, 116. cf. *Écologie, Fouriérisme.*

PHYSIQUE 11, 162, 165-166, 168, 169. cf. *Mathématiques.*

PLANS UTOPIQUES 11, 13-14, 15, 18, 23-24, 40-43, 53, 81, 90, 114-116, 119, 142, 157, 166, 168, 172.
– et État 142, 147, 160. cf. *Colonies, Utopisme.*

PROLÉTARIAT 42-43, 45-46, 59, 117, 130, 144.
– et auto-émancipation 112, 127.

[186]

– et revendications 47, 49, 51-53, 89, 114-116, 117, 132, 147, 148, 178. cf. *Classes, Instinct, Révolution.*

PROLÉTARISATION 27-28, 45, 46, 122, 127. cf. *Paupérisation.*

PROPRIÉTÉ 96-100, 102, 121, 122, 130, 141-142.

PROSTITUTION 39. cf. *Famille, Femme, Fourier, Homme.*

PROUDHONISME 7, 43, 96, 107, 109, 114, 119, 135, 137-138, 144, 155, 156, 176, 177. cf. *Communisme, Filiation, Socialisme, Utopisme.*

QUAKER 64, 68. cf. *Shaker.*

RÉVOLUTION 15, 17, 43, 46-47, 50, 51, 53, 54, 82-83, 101, 115, 171.
– bourgeoise 18-19, 53, 146-152, 179.
– industrielle 117.
– permanente 18, 51, 145-146.
– prolétarienne 20-21, 52, 146.
– et réforme 54, 173.
– sociale 116. cf. *Communisme, Classes, Crises, État, Guerre, Socialisme utopique, Violence.*

RUSSIE 8, 10.

SAINT-SIMONISME 8, 13, 14-15, 17, 43, 104-108, 114, 116-120, 137-138, 158.
– et crédit 105, 107-109, 116, 117-118, 119-120.
– et production 114, 116-117, 118.
– et sociétés par actions 104-105. cf. *Filiation, Intuition, Phases, Utopisme.*

SCIENCE ET INTUITION 9-12, 17-18, 113-115. cf. *Instinct.*

SHAKERS 61-62, 63-65, 71.

SOCIALISME 17-18, 93, 111, 156.
passage au – 20-21, 96-102, 104-106, 111. cf. *Communisme, Phases, Révolution, Utopisme.*

SOCIALISME SCIENTIFIQUE ET PHILOSOPEŒE BOURGEOISE 9, 15, 22, 137, 149, 153-154, 157-158, 159-175. cf. *Filiation.*

SOCIALISME UTOPIQUE et matérialisme bourgeois 137-138, 142143, 149, 153, 157-162, 164-166, 168-172, 174.
– et révolution sociale 111, 115. Cf. *Communisme, Filiation, Utopisme.*

SOCIALISME UTOPIQUE et scientifique 6, 8, 9-10, 13, 16, 17, 18-22, 42, 50, 53, 55, 59, 60, 109-110, 114-116, 126, 138. cf. *Colonies,* [187] *Communauté, Communisme, Filiation, Utopisme.*

SOCIALISME VRAI 7.

SOCIAUX-DÉMOCRATES 6, 173.

SOCIÉTÉ 27, 89, 99, 101, 118.
– bourgeoise 155, 157.
– et individu 30, 34-36, 42-43, 87. cf. *Abolition, Classes, Crises, Distribution, Economie, État, Socialisme, Utopisme.*

TRAVAIL 62, 89, 93, 95, 97, 122..
– attrayant 13-14, 61, 67-68, 87-88.
– manuel 60, 87-88, 94-95.
réduction du temps de – 37-39, 88. cf. *Abolition, Association, Division du travail, Education, Fouriérisme, Gaspillage, Homme.*

UTOPISME 17-18, 137.
– et abolition des différences de classe 13, 18.
– et agriculture 12-13, 43, 115.
– et anarchisme 114, 116.
– et apolitisme 158.
– et capitalisme 13, 117.
– et classes 12.
– et communisme primitif 15-17, 143-144.
– et coopératives 111-113, 120, 122-123.
– et crédit 105, 107-109, 116, 117-118, 119-121, 122-124.
– et critique sociale 17, 103, 105, 126, 129, 139.
– et écologie 14-16, 163.
– et égalité 17, 65, 96, 135, 148, 149, 158-159.
– et enfance 6-7, 127, 131.

– et État 116, 142-144, 157-159.
– et la femme 126, 127, 128-129, 173.
– et formation du prolétariat 138-140, 144-145, 152.
– et histoire 12-13, 115, 142, 155, 158.
– et instinct de classe 7-8.
– et intuition 8, 9, 17, 104-123, 127.
– et sectarisme 109-110, 114, 115-116.
– et sociétés par actions 20, 120-122. cf. *Saint-simonisme.*
– et syndicalisme 111-113, 148. cf. *Abolition, Circulation, Classes, Colonies, Communauté, Communisme, Concurrence, Criminalité, Dialectique, Distribution, Écologie, Éducation, Émancipation, État, Famille, Filiation, Fouriérisme, Gaspillage, Génération, Homme, Imagination, Jeunesse, Organisation, Owénisme, Plans utopiques, Proudhonisme, Révolution, Travail, Violence*

[188]

VILLE ET CAMPAGNE 18, 40-43. cf. *Abolition, Colonies.*

VIOLENCE 16, 18, 21, 35-36, 37, 51, 52, 53, 54, 96-97, 112, 115, 175, 177.
– et besoin 99-101.
– et droit 96-101. cf. *Droit, Guerre, Utopisme.*

WEITLING (système utopique de –) 59.